RAA 369
JUIN-JUILLET 2017
ISSN 0762-6096

Recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France

Prix de vente : 0.50 € - Abonnement annuel : 5 €

Les demandes d'abonnement peuvent être adressées au Bureau du Cabinet et des Interventions de la Région d'Île-de-France, 33, rue Barbet de Jouy, 75700 Paris.

Les paiements sont effectués par chèque bancaire ou postal au nom du Régisseur des dépenses et des recettes de la Région d'Île-de-France.

Commission paritaire n° 1716 ADEP

La loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, version consolidée au 22 avril 2006, définit notamment les règles d'organisation et de fonctionnement des régions.

Le présent recueil publie mensuellement :

- les délibérations du Conseil régional d'Île-de-France,
- les délibérations de la Commission Permanente du Conseil régional d'Île-de-France,
- les vœux du Conseil régional d'Île-de-France,
- les arrêtés de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France et décisions,
- les questions écrites à la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,
- les circulaires de la Région d'Île-de-France,
- les avis du Conseil Economique, Social et Environnemental de la Région d'Île-de-France,
- les délibérations de l'Agence des Espaces Verts de la Région d'Île-de-France.

SOMMAIRE

DELIBERATIONS DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL RÉGIONAL DANS DIVERS ORGANISMES

- N° CR 2017-106 du 6 juillet 2017 relative aux représentants du conseil régional dans divers organismes – Juillet 2017……14

FINANCES

- N° CR 2017-138 du 6 juillet 2017 relative au budget supplémentaire..……..16

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

- N° CR 2017-119 du 7 juillet 2017 portant sur l'approbation du règlement d'intervention du Plan Vert de l'Île-de-France.……120

- N° CR 2017-137 du 7 juillet 2017 portant sur l'amélioration de la qualité de l'air : dispositif d'accompagnement des petites et moyennes entreprises franciliennes pour l'acquisition de véhicules à faible émission.……132

- N° CR 2017-115 du 7 juillet 2017 portant sur l'avis de la Région sur le projet de Plan de Protection de l'Atmosphère d'Île-de-France.……...138

- N° CR 2017-120 du 7 juillet 2017 portant sur l'avis de la région concernant : - le projet de refonte du décret portant création de l'établissement public d'aménagement d'Orly-Rungis-Seine Amont (EPA ORSA) - le projet de création par Citallios de la SAS Maurice Clerc afin de mener une opération d'aménagement à Poissy (78). Évolution de la contribution de la Région à l'Atelier International du Grand Paris (AIGP)……...141

EDUCATION ET CULTURE

- N° CR 2017-131 du 6 juillet 2017 portant sur pour une politique innovante en matière de soutien à la jeune création : FoRTE, L'Île-des-Chances et les 24h00 de la Création……..143

- N° CR 2017-84 du 7 juillet 2017 portant sur pour une politique régionale ambitieuse de valorisation du patrimoine.……150

- N° CR 2017-76 du 7 juillet 2017 portant sur une politique dédiée pour promouvoir les arts plastiques, numériques et urbains.……..174

ACTION SOCIALE, SANTÉ ET FAMILLE

- N° CR 2017-81 du 7 juillet 2017 portant sur l'agenda pour une Région Île-de-France sans Sida……...189

- N° CR 2017-124 du 7 juillet 2017 portant sur l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé pour les étudiants boursiers.……197

ACTION INTERNATIONALE ET TOURISME

- N° CR 2017-129 du 7 juillet 2017 portant sur l'évolution du dispositif de coopération décentralisée à Madagascar et au Vietnam : transformation des Instituts des Métiers de la Ville en représentations régionales "Paris Région Expertise", à Antananarivo et Hanoi.……..203

ECONOMIE ET EMPLOI

- N° CR 2017-130 du 6 juillet 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #LEADER pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) - Stratégie Smart Industrie 2017-2021……209

- N° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #Leader : mesures en faveur de l'entrepreneuriat, l'artisanat et le commerce.……..224

- N° CR 2017-127 du 6 juillet 2017 relative au #LEADER pour la croissance, l'emploi et l'innovation : Une stratégie régionale en faveur du design au service de l'innovation et de la croissance des entreprises franciliennes.……245

- N° CR 2017-71 du 6 juillet 2017 relative aux écoles de la deuxième chance - Subventions exceptionnelles.……..247

- N° CR 2017-72 du 6 juillet 2017 relative au « Prévenir et lutter contre l'illettrisme en Île-de-France » - Plan régional de prévention et de lutte contre l'illettrisme - Actions 2017/2019…….273

GROUPE LRI - AU TITRE DE L'ARTICLE 7.2 DU REGLEMENT INTERIEUR

- N° CR 2017-144 du 7 juillet 2017 portant sur pour plan de sécurisation des îles de loisirs franciliennes……275

DELIBERATIONS DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

ECONOMIE ET EMPLOI

- N° CP 2017-308 du 5 juillet 2017 relative aux attributions de subventions d'investissement dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage - troisième affectation 2017…….277

- N° CP 2017-336 du 5 juillet 2017 relative à la mise en œuvre de la politique régionale d'apprentissage - ouverture d'OPENCFA – ouverture de 4 nouvelles formations - fermeture du CFA académique « en mouvement » - attribution du solde de la subvention DAA au CFA danse, chant et comédie - modification de coefficients de calcul de la subvention globale de fonctionnement.……315

- N° CP 2017-306 du 5 juillet 2017 relative au soutien de divers organismes contribuant au développement économique et à l'emploi régional.……324

- N° CP 2017-320 du 5 juillet 2017 relative à Paris région UP - Attribution de subventions dans le cadre des dispositifs PM'UP, TP'UP et BACK'UP.……350

- N° CP 2017-322 du 5 juillet 2017 relative au soutien aux projets collaboratifs de recherche et développement des pôles de compétitivité ASTECH Paris Région, Advancity Paris Région, Cap Digital Paris Région, Cosmetic Valley, Finance Innovation, Medicen Paris Région, Moveo, Systematic Paris Région - 23ème appel à projets du Fonds Unique Interministériel (FUI) – Régions.……364

- N° CP 2017-325 du 5 juillet 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie régionale #LEADER pour la croissance, l'emploi et l'innovation : soutien aux lieux d'innovation - Création d'un extranet de soutien à la création d'entreprise cotisation ORIE 2017.……..399

- N° CP 2017-250 du 5 juillet 2017 relative à l'attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale de promotion sociale et professionnelle programme 2017-2018 - centres enseignement du conservatoire national des arts et métiers - diplôme d'accès aux études universitaires.……..441

- N° CP 2017-254 du 5 juillet 2017 relative au programme qualifiant territorialisé 2017……...497

- N° CP 2017-255 du 5 juillet 2017 relative aux personnes placées sous-main de justice - programme de formation professionnelle dans les établissements pénitentiaires franciliens : - 1ère reconduction - nouvelle consultation 2017.……514

- N° CP 2017-261 du 5 juillet 2017 relative l'affectation d'une subvention globale de fonctionnement au groupement d'intérêt public centre d'animation, de ressources et d'information sur les formations en Île-de-France (GIP Carif Défi-Métiers) dispositif régional « Avenir jeunes » espace dynamique d'insertion 2017 : avenant de transfert.……516

- N° CP 2017-310 du 5 juillet 2017 relative à l'aide au transport des jeunes en insertion : affectation budgétaire : acompte de la subvention 2017 au STIF relative à la mise en place de la gratuité des transports pour les jeunes en insertion.……...527

- N° CP 2017-316 du 5 juillet 2017 relative au programme de rémunération des stagiaires en formation professionnelle 2017 - deuxième affectation 2017 - remises gracieuses relatives à un ordre de reversement émis par l'ASP à l'encontre de stagiaires de la formation professionnelle.……...531

RURALITE ET AGRICULTURE

- N° CP 2017-228 du 5 juillet 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité : Programme de développement rural (FEADER) Agriculture périurbaine Agriculture et filières 3ème affectation 2017……..537

- N° CP 2017-280 du 5 juillet 2017 relative au dispositif de sauvegarde des commerces de proximité, en milieu rural : troisième affectation -versement de la cotisation annuelle à la fédération nationale des parcs naturels régionaux, au titre de 2017.……621

- N° CP 2017-312 du 5 juillet 2017 relative à l'affectation pour la mise en œuvre de la politique contractuelle en faveur des territoires ruraux et sur des contrats antérieurement conclus - contrat rural contrat régional territorial, contrat régional, nouveau contrat rural - deuxième affectation 2017.……...690

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

- N° CP 2017- 272 du 5 juillet 2017 relative à la deuxième session des 100 quartiers innovants et écologiques : désignation des lauréats et affectation de crédits (première et deuxième sessions) dernière affectation de crédits relatifs aux projets « Nouveaux quartiers urbains ».……826

- N° CP 2017- 300 du 5 juillet 2017 relative à l'affectation pour la mise en œuvre de la politique contractuelle en faveur des territoires urbains sur des contrats régionaux territoriaux antérieurement conclus - deuxième affectation.……...1033

- N° CP 2017-314 du 5 juillet 2017 relative au soutien aux dynamiques territoriales : aide à l'ingénierie du volet territorial du CPER Île-de-France 2015- 2020 (2ème affectation 2017) : conventions-cadres avec les territoires de : • communauté d'agglomération Grand Paris Sud - Seine Essonne Sénart • communauté d'agglomération de Marne et Gondoire communauté de communes entre Juine et Renarde - 1ère affectation de crédits d'études afférents.……..1059

- N° CP 2017-235 du 5 juillet 2017 relative à la deuxième affectation de subventions à AIRPARIF en 2017 (Fonctionnement - investissement).....1102

- N° CP 2017-279 du 5 juillet 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique économie circulaire, des déchets, et du fonds propreté - troisième affectation 2017.....1112

- N° CP 2017-281 du 5 juillet 2017 relative l'attribution de subventions dans le cadre de la « Stratégie régionale pour la biodiversité » - troisième affectation 2017 - attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale « Emplois d'Insertion Environnement » - première affectation 2017.....1185

- N° CP 2017-284 du 5 juillet 2017 relative à la politique énergie-climat - Quatrième affectation 2017.....1247

- N° CP 2017-351 du 5 juillet 2017 relative aux organismes extérieurs bénéficiant des concours de la Région dans les secteurs de l'aménagement des territoires, de l'environnement et de l'agriculture - solde sur subventions 2017 : IAU Île-de-France, agence des espaces verts (AEV), Bruitparif, Cervia.....1272

- N° CP 2017-264 du 5 juillet 2017 relative l'affectation d'autorisations de programme et d'engagement en faveur de l'eau, des milieux aquatiques et humides - Troisième affectation 2017.....1280

TRANSPORTS

- N° CP 2017-224 du 5 juillet 2017 relative à la participation régionale aux transports publics franciliens, subventions aux déplacements des personnes les plus modestes et aux déplacements des jeunes.....1301

- N° CP 2017-226 du 5 juillet 2017 relative au plan régional "anti-bouchon" et pour changer la route : Contrats-cadres avec les Départements (78, 91, 92), opérations routières (Sartrouville - Montesson, liaison RD30-RD190, Aménagements RN7, A86 Le Plessis-Robinson) et autres dispositions.....1315

- N° CP 2017-232 du 5 juillet 2017 relative à l'aménagement de voirie visant à l'amélioration de la sécurité routière.....1455

- N° CP 2017-238 du 5 juillet 2017 relative à l'électrification de la ligne Paris-Troyes - sections Gretz-Troyes et Longueville-Provins.....1477

- N° CP 2017-243 du 5 juillet 2017 relative l'opérations du contrat de plan État-Région 2015-2020 - Adaptation infrastructures liée au matériel roulant - Ligne Transilien R Interconnexion ferrée ligne 15 Sud Tramway T8 Saint-Denis - Epinay-Villetaneuse.....1517

- N° CP 2017-252 du 5 juillet 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique vélo en Île-de-France - Projets situés dans les départements de la Seine-Saint-Denis, des Yvelines, des Hauts-de-Seine et du Val-de-Marne.....1593

- N° CP 2017-361 du 5 juillet 2017 relative à la mise en œuvre du CPER 2015 - 2020 - aménagement complet du contournement Est de Roissy.....1640

- N° CP 2017-366 du 5 juillet 2017 relative au prolongement du tramway T2 à Porte de Versailles : réaffectation suite à caducité.....1659

- N° CP 2017-241 du 5 juillet 2017 relative aux opérations portuaires - véhicules autonomes et connectés.....1668

SECURITE

- N° CP 2017-347 du 5 juillet 2017 relative au bouclier de sécurité - Troisième série d'affectations pour l'année 2017 - Approbation de l'avenant 2017 à la convention relative au dispositif téléprotection grave danger (TGD) à Paris.....1754

AFFAIRES EUROPEENNES

- N° CP 2017-330 du 5 juillet 2017 relative à la subvention de fonctionnement octroyée à Île-de-France Europe pour l'année 2017 (2ème tranche)……1891

EDUCATION

- N° CP 2017-229 du 5 juillet 2017 relative aux forfaits d'externat des établissements privés sous contrat d'association pour l'année 2016/2017 - deuxième rapport……..1895

- N° CP 2017-231 du 5 juillet 2017 relative au programme d'aide à la sécurisation des lycées privés sous contrat d'association - programme d'aide à la rénovation des lycées privés sous contrat d'association……...1904

- N° CP 2017-236 du 5 juillet 2017 relative à la sécurisation des lycées - quatrième affectation - budget 2017……2300

- N° CP 2017-246 du 5 juillet 2017 relative au centre de ressources du génie électrique (C.E.R.G.E.) - Contribution de fonctionnement pour 2017……2322

- N° CP 2017-247 du 5 juillet 2017 relative aux travaux dans les EPLE de le Région Île-de-France - 4ème rapport de l'année 2017……2324

- N° CP 2017-248 du 5 juillet 2017 relative aux dotations pour la maintenance immobilière - 4ème rapport de l'année 2017 - poursuite du marché relatif à la surveillance et la protection humaine contre les risques d'incendie et de panique dans les EPLE -poursuite du marché relatif au déménagement et au stockage en garde meubles de mobiliers et matériels lourds des EPLE - poursuite du marché relatif à la surveillance anti-intrusion dans les EPLE - fourniture et acheminement de gaz et d'électricité dans les lycées……..2340

- N° CP 2017-249 du 5 juillet 2017 relative aux équipements pédagogiques dans les EPLE - diverses politiques régionales - quatrième rapport de l'année 2017……2346

- N° CP 2017-258 du 5 juillet 2017 relative travaux dans les cités mixtes régionales de la Région Île-de-France - 4ème rapport de l'année 2017……...2400

- N° CP 2017-260 du 5 juillet 2017 relative aux aides régionales aux élèves de second cycle et aux élèves des BTS, CPGE et formations post-bac et assimilées : Ajustement des dotations - aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires - aide régionale à la demi-pension - modification de tarifs de demi-pension - subventions d'équilibre - convention partenariat CAF……2412

- N° CP 2017-262 du 5 juillet 2017 relative à la gestion foncière des lycées……2438

- N° CP 2017-287 du 5 juillet 2017 relative à la convention d'utilisation d'équipements sportifs : lycée Léonard de Vinci à Saint Witz (95)……..2448

- N° CP 2017-239 du 5 juillet 2017 relative aux partenariats sur les actions de sensibilisation à la mémoire - année scolaire 2017-2018……...2457

- N° CP 2017-257 du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre le décrochage scolaire « Projets - réussite pour tous » - première affectation 2017……..2515

- N° CP 2017-263 du 5 juillet 2017 relative à la citoyenneté au lycée - transmission des valeurs fondamentales de notre république - année scolaire 2017-2018……2954

- N° CP 2017-274 du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre le décrochage scolaire - attribution de subventions dans le cadre du dispositif PHÉNIX - première affectation 2017……3012

- N° CP 2017-275 du 5 juillet 2017 relative développement du le lien entre les lycées et les entreprises - attribution de subventions à des associations pour le développement de partenariats lycées-entreprises…….3113

- N° CP 2017-318 du 5 juillet 2017 relative à relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence - année scolaire 2017-2018 - soutien à l'orientation des lycéennes vers les métiers scientifiques et technologiques - accompagnement des lycéennes dans des parcours d'excellence……3155

CULTURE

- N° CP 2017-278 du 5 juillet 2017 relative attributions de subventions et affectations dans le cadre de la politique régionale du livre - Deuxième affectation 2017.……3173

- N° CP 2017-286 du 5 juillet 2017 relative soutien aux arts plastiques - troisième affectation pour 2017 - Soutien aux arts numériques - troisième affectation pour 2017.……3343

- N° CP 2017-290 du 5 juillet 2017 relative à la convention de partenariat avec le Ministère de la culture et de la communication pour la deuxième édition de « Patrimoines en poésie » et convention de mise à disposition de données géographiques pour les besoins de la Communauté Urbaine Grand Paris Seine & Oise……..3368

- N° CP 2017-294 du 5 juillet 2017 relative aux attributions de subventions dans le cadre de la politique du spectacle vivant inclusive sur tout le territoire francilien (deuxième affectation pour 2017) : - Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional - Aide au projet mutualise pour les territoires ruraux et périurbains - Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant - Aide à la création au titre des crédits de fonctionnement et d'investissement.……..3387

- N° CP 2017-297 du 5 juillet 2017 relative au soutien à la permanence artistique et culturelle : - pour les lieux et opérateurs - pour les fabriques de culture - pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes - Évaluation des conventions de permanence artistique et culturelle conclues en avril, mai et juillet 2014 - premières affectations pour l'année 2017 au titre d'une convention quadriennale……..3637

- N° CP 2017-311 du 5 juillet 2017 relative l'aménagement culturel en Île-de-France - troisième affectation 2017.……3989

- N° CP 2017-313 du 5 juillet 2017 relative au soutien à la permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs - les fabriques de culture - les équipes artistiques professionnelles indépendantes - affectations au titre d'une convention de 2 ans - première affectation pour l'année 2017…….4088

- N° CP 2017-348 du 5 juillet 2017 relative aux aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel - fonds de soutien au cinéma et à l'audiovisuel - 3ème affectation 2017 aide après réalisation - 4ème affectation 2017 - soutien à des manifestations et réseaux cinématographiques - 4ème affectation 2017 soutien aux fabriques de culture……..4294

- N° CP 2017-360 du 5 juillet 2017 relative à l'affectation du solde des subventions 2017 aux organismes associes culturels - Association régionale d'information et d'actions musicales IDF (ARIAM) - Chœur régional Vittoria IDF - Fonds régional d'art contemporain (FRAC) - Orchestre national IDF (ONDIF) - EPCC des arts de la scène et de l'image en IDF (ARCADI) - EPCC commission du film IDF (CFIDF) - Observatoire du livre et de l'écrit IDF (MOTIF) 2ème affectation provisionnelle pour Villarceaux.……4449

ACTION SOCIALE, SANTE ET FAMILLE

- N° CP 2017-234 du 5 juillet 2017 relative à l'affectation des subventions 2017 en faveur des organismes associés à l'action régionale dans le domaine de la santé - Centre régional d'information et de prévention du sida et pour la santé des jeunes (CRIPS) - IAU - Observatoire régional de santé (ORS) - Transport sanitaire par hélicoptère en Île-de-France (TSHIF).……4457

- N° CP 2017-242 du 5 juillet 2017 relative à la mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles - Seconde affectation pour 2017……..4471

- N° CP 2017-244 du 5 juillet 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de l'action régionale dans le domaine du handicap - Troisième affectation pour 2017…….4519

- N° CP 2017-321 du 5 juillet 2017 relative à la politique régionale de santé - attributions de subventions dans le cadre de l'action régionale dans le domaine de la santé - deuxième affectation…….4540

- N° CP 2017-233 du 5 juillet 2017 relative aux formations sanitaires et sociales : - Écoles et instituts de formation du social : solde de la subvention globale de fonctionnement 2017 - Indemnités de stage et de déplacements des étudiants masseurs-kinésithérapeutes et ergothérapeutes - Transfert de la formation cadre de santé du GIP Montsouris à l'université Paris Est Créteil - Programme de qualification par la formation continue 2016-2017…….4595

- N° CP 2017-237 du 5 juillet 2017 relative aux formations sanitaires et sociales : Aides aux élèves et étudiants inscrits en formations sociales, paramédicales et maïeutiques : Deuxième affectation pour 2017……...4629

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

- N° CP 2017-344 du 5 juillet 2017 relative à l'affectation d'autorisations de programme - au profit des SMEAG des îles de loisirs pour le fonds d'urgence en faveur des îles de loisirs, pour l'île de loisirs de Vaires-Torcy (77), pour l'île de loisirs de la corniche des forts (93), frais de gestion des îles de loisirs……4635

- N° CP 2017-259 du 5 juillet 2017 relative à l'attribution d'autorisations de programme et d'engagement dans le cadre de la politique régionale du sport en Île-de-France - dispositif d'aide à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées - dispositif terrains synthétiques de grand jeu - dispositif équipement sportif d'intérêt régional - dispositif plan piscines - dispositif équipements de proximité…….4670

- N° CP 2017-285 du 5 juillet 2017 relative l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Île-de-France - conventions pluriannuelles pour l'olympiade 2017-2021 - affectations 2017……..4772

- N° CP 2017-291 du 5 juillet 2017 relative aux attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale du sport en Île-de-France et affectations d'autorisations d'engagement : - Clubs excellence d'Île-de-France - Ambassadeurs du sport et de l'olympisme - Île-de-France terre d'excellence sportive à l'international……...4896

- N° CP 2017-334 du 5 juillet 2017 relative aux attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale du sport en Île-de-France et affectations d'autorisations d'engagement…….4938

- N° CP 2017-319 du 5 juillet 2017 relative à la jeunesse, citoyenneté, vie associative - expressions citoyennes - deuxièmes affectations 2017 - centre francilien de ressources pour l'égalité femmes /hommes Hubertine Auclert (CHA) affectation du solde de la subvention 2017…….4995

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

- N° CP 2017-208 du 5 juillet 2017 relative au soutien régional au dispositif « Questions de sciences, enjeux citoyens - QSEC² »……..5021

- N° CP 2017-288 du 5 juillet 2017 relative à valoriser le mérite, l'excellence et l'ouverture sociale à travers le soutien régional aux cordées de la réussite - 1ère affectation 2017…….5074

- N° CP 2017-305 du 5 juillet 2017 relative à 1 la construction du bâtiment de recherche « Synergie 2 » au bénéfice du CNAM à Saint-Denis -Autorisation de la présidente à signer le permis de construire et de démolir 2. Institut de la longévité et du vieillissement Charles Foix - 2ème phase Avenant à la convention 3. Portail régional de l'orientation.……5114

- N° CP 2017-362 du 5 juillet 2017 relative aux aides à la mobilité internationale des étudiants : AMIE BTS - année universitaire 2016-2017……5124

- N° CP 2017-245 du 5 juillet 2017 relative au attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de soutien à la recherche Chaires internationales d'excellence Blaise Pascal - lauréats 2017……..5129

- N° CP 2017-266 du 5 juillet 2017 relative à 1 la conventions d'objectifs et de moyens et soutien aux 9 domaines d'intérêt majeur (DIM) et des 4 DIM émergents 2. Avenants à des conventions antérieures…….5147

- N° CP 2017-292 du 5 juillet 2017 relative au soutien à la promotion d'actions de culture scientifique technique et industrielle.……..5211

- N° CP 2017-337 du 5 juillet 2017 relative aux lieux d'innovation : - PEPITE Starter Île-de-France à Station F - Schoolab/Hexagone - Digitec phase 2 - CEA - Deuxième affectation de la dotation de fonctionnement 2017 – Genopôle.……5430

LOGEMENT ET POLITIQUE DE LA VILLE

- N° CP 2017-251 du 5 juillet 2017 relative aux attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale d'aide à la création de logements locatifs sociaux - troisième affectation pour 2017……..5469

- N° CP 2017-270 du 5 juillet 2017 relative l'aide en faveur du logement des étudiants, des jeunes et des apprentis - troisième affectation pour 2017……5672

- N° CP 2017-283 du 5 juillet 2017 relative aux attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale du logement - Aide au parc privé - troisième affectation pour 2017……..5692

ADMINISTRATION GENERALE

- N° CP 2017-271 du 5 juillet 2017 relative aux troisièmes affectations provisionnelles d'autorisations d'engagement sur le chapitre 930 - crédits de la direction des systèmes d'information……..5723

- N° CP 2017-352 du 5 juillet 2017 relative au rapport donnant mandats spéciaux aux élus régionaux - juillet 2017.……5724

- N° CP 2017-338 du 5 juillet 2017 relative au affectations provisionnelles et spécifiques des autorisations d'engagement relatives à la gestion des ressources humaines- 2ème rapport remises gracieuses - secteur ressources humaines - Admissions en non-valeur - secteur ressources humaines……5730

- N° CP 2017-345 du 5 juillet 2017 relative aux mesures d'ordre social en faveur des agents de la région : - Revalorisation de prestations d'action sociale en faveur des agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi - Évolution du dispositif d'aide à la protection sociale complémentaire des agents de la région Île-de-France…5740

GRAND PARIS

- N° CP 2017-269 du 5 juillet 2017 relative au financement d'actions dans le cadre du CPIER Vallée de la Seine - premières affectations 2017 - approbation de l'avenant 2017 à la convention cadre 2015-2017 entre l'État, les régions Île-de-France et Normandie et les agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine - approbation de la convention cadre 2017-2020 entre l'État, les régions Île-de-France et Normandie et l'école nationale supérieure du paysage de Versailles et de sa convention d'application 2017-2018……5765

- N° CP 2017-296 du 5 juillet 2017 relative à l'affectation d'une autorisation d'engagement pour la cotisation au syndicat mixte « Forum métropolitain du Grand Paris » (ex Paris Métropole) au titre de……...5831

ACTION INTERNATIONALE

- N° CP 2017-331 du 5 juillet 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre du dispositif « Actions internationales » - première affectation 2017……5836

- N° CP 2017-346 du 5 juillet 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre des nouvelles coopérations décentralisées engagées au Maghreb (Casablanca, Tunis, Alger)……5897

- N° CP 2017-350 du 5 juillet 2017 relative à la prolongation des contrats de travail des représentants de la Région - Hanoï du 1er août 2017 au 31 octobre 2017, Antananarivo du 1er août 2017 au 31 janvier 2018…….5937

TOURISME

- N° CP 2017-332 du 5 juillet 2017 relative à l'affectation d'autorisations de programme et d'engagement dans le cadre de la politique régionale du tourisme - Attribution de subventions en investissement et en fonctionnement au titre du fonds pour le tourisme - attribution des subventions 2017 en faveur des organismes associés à l'action régionale dans le domaine du tourisme : Comité régional du tourisme (CRT) et centres d'accueil régionaux du tourisme (CART) - fonctionnement des points d'accueil dans les aéroports parisiens……5951

QUESTIONS ECRITE

- N° 17-014 QE du 1er février 2017 de Monsieur Didier MIGNOT, conseiller régional d'Ile-de-France du groupe Front de Gauche, concernant la situation du lycée Mozart du Blanc-Mesnil (93)……..6012

Réponse à cette question écrite……..6014

- N° 17-018 QE du 3 février 2017 de Monsieur Jean-Luc ROMERO-MICHEL, conseiller régional d'Île-de-France du groupe RCDEC, concernant la sécurité du lycée Maurice Ravel Paris 20ème……..6017

Réponse à cette question écrite……..6018

- N° 17-046 QE du 1er juin 2017 de l'ensemble des conseillers régionaux du groupe EELVA d'Île-de-France, concernant la demande de libération de Monsieur Mathias DEPARDON……...6020

Réponse à cette question écrite……..6021

- N° 17-015 QE du 20 février 2017 de Monsieur Mounir SATOURI, conseiller régional d'Ile-de-France et président du groupe EELVA, concernant les artisans d'Île-de-France sur le stand régional au salon International de l'Agriculture……6023

Réponse à cette question écrite……..6024

- N° 17-016 QE du 20 février 2017 de Monsieur Mounir SATOURI, conseiller régional d'Ile-de-France et président du groupe EELVA, concernant l'animation du plan BIO Île-de-France……...6025

Réponse à cette question écrite……..6026

- N° 17-045 QE du 30 mai 2017 de Monsieur Eddie AÏT, conseiller régional d'Ile-de-France et président du groupe RCDEC, concernant l'agression d'agents de sécurité sur l'île de loisirs de Vaires-Torcy en Seine-et-Marne……6029

Réponse à cette question écrite……..6031

DELIBERATIONS
DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS

- N° 17-075 du 27 juin 2017 relative à la modification du tableau des effectifs…….6034

- N° 17-076 du 27 juin 2017 relative à l'approbation de l'avenant n°3 au marché n°5018 de maitrise d'oeuvre pour l'aménagement du domaine régional du Grand Voyeux et de la réalisation de structures d'accueil du public et à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant…….6039

- N° 17-077 du 27 juin 2017 relative à la convention financière Grand Paris Sud Est Avenir CIFRE relative à la participation de au financement des dépenses engagées par l'AEV pour la réalisation d'une recherche doctorale dans le cadre d'une Convention Industrielle de Formation par la Recherche……6045

- N° 17-078 du 27 juin 2017 relative à l'approbation de la conclusion de la convention l'entretien Boissy et des Buttes du Parisis de partenariat relative à la prise en charge par la communauté d'agglomération Val Parisis de des espaces naturels régionaux de (95) pour la période 2017-2019 et habilitation donnée à la Présidente à signer cette convention.……...6051

- N° 17-079 du 27 juin 2017 relative à l'approbation des chartes Natura 2000 et habilitation donnée à la Présidente de signer ces chartes sur les propriétés régionales classées Natura 2000…….6065

- N° 17-080 du 27 juin 2017 relative à l'habilitation donnée à la Présidente de l'Agence des espaces verts pour signer, avec l'Inspection Générale des Carrières (IGC), service du Conseil départemental des Yvelines, une convention relative aux opérations de contrôles vidéoscopiques en forages……..6068

- N° 17-081 du 27 juin 2017 relative à l'approbation d'une convention de transfert de gestion d'emprises Communauté d'agglomération Val Parisis du domaine public avec la et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention (Plaine de Pierrelaye) (Erratum de la délibération 17-068 du 30 mai 2017 report de la session du 23 mai 2017).……6072

- N° 17-082 du 27 juin 2017 relative à l'approbation d'acquisitions foncières et habilitation donnée à la Présidente pour signer les actes correspondants……...6089

- N° 17-083 du 27 juin 2017 relative à l'habilitation donnée à la Présidente pour une prise de capital au sein de la SAFER et désignation du représentant légal de l'Agence en tant que censeur au sein de la SAFER…...6094

- N° 17-084 du 11 juillet relative à l'habilitation donnée à la Présidente de l'Agence des espaces verts pour signer le lot n°2 du marché de travaux d'aménagements paysagers et la construction d'ouvrages bois pour le parc Sud de l'espace naturel régional de la Butte Pinson et le marché en procédure concurrentielle avec négociation de travaux d'aménagements paysagers pour le parc Sud de l'espace naturel régional de la Butte Pinson.……6096

- N° 17-085 du 11 juillet relative à l'approbation d'un avenant n°3 à un bail rural à long terme et habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant (Plaine deMontesson-Agriculteur1)……...6099

- N° 17-086 du 11 juillet relative à l'approbation d'un avenant n°3 à un bail rural à long terme et habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant (Plaine de Montesson-Agriculteur 2)…….6107

- N° 17-087 du 11 juillet relative à l'approbation d'une convention de servitude et habilitation donnée à la Présidente pour signer ledit acte (Montgé)…..…….6114

- N° 17-088 du 11 juillet relative à l'approbation d'un avenant à un bail rural à long terme et habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant (Saclay).……6124

- N° 17-089 du 11 juillet relative à l'approbation d'un bail rural à long terme et habilitation donnée à la Présidente pour signer ce bail (Haute Vallée de Chevreuse).……...6127

- N° 17-090 du 11 juillet relative à l'approbation d'un bail rural à long terme et habilitation donnée à la Présidente pour signer ce bail (Boissy).……6130

- N° 17-091 du 11 juillet relative à l'approbation d'une convention de mise en oeuvre d'activités sportives et habilitation donnée à la Présidente pour signer ledit acte (Bondy).……..6135

- N° 17-092 du 11 juillet relative à l'approbation d'acquisitions foncières et habilitation donnée à la Présidente pour signer les actes correspondants.……...6149

- N° 17-093 du 11 juillet relative à la cession de parcelles régionales situées sur la commune de Tremblay-en-France (95) au sein du périmètre régional d'intervention foncière de la plaine de France……6155

- N° 17-094 du 11 juillet relative à la cession de parcelles régionales situées sur la commune de Herblay (95) au sein du périmètre régional d'intervention foncière de la plaine de Pierrelaye……6158

- N° 17-095 du 11 juillet relative à l'approbation de la distraction de propriétés régionales du régime forestier.……6161

- N° 17-096 du 11 juillet relative à l'approbation du programme d'aménagement des sites régionaux gérés par l'Agence des espaces verts - autorisation de programme 2017……6164

AVIS DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL REGIONAL

- N° 2017-08 du 29 juin 2017 relatif au budget supplémentaire 2017 de la Région Ile-de-France……..6179

- N° 2017-09 du 29 juin 2017 relatif à la Région Île-de-France et les nouveaux modes de financement de l'apprentissage.……6186

ARRETES DE LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

- N° 17-100 du 9 juin 2017 portant décision de la Présidente du Conseil régionale d'Île-de-France prise en vertu de la délégation donnée par le conseil régional.……6194

- N° 17-101 du 12 juin 2017 relatif de la présidence de la Commission Consultative d'Élaboration et de Suivi (CCES) du Plan régionale de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France……6196

- N° 17-102 du 12 juin 2017 relatif de la présidence de la Commission Consultative d'Élaboration et de Suivi (CCES) du Plan régionale de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France……6197

- N° 17-103 du 15 juin 2017 portant sur le règlement intérieur des comités de lecture du Fonds de soutien Cinéma et Audiovisuel de la Région Ile-de-France.……6206

- N° 17-104 du 12 juin 2017 portant désignation d'un représentant de la Présidente du Conseil régionale d'Île-de-France à la signature de la convention entre la Ligue Île-de-France des Clubs de la Défense et la Région d'Île-de-France.……6212

- N° 17-105 du 15 juin 2017 relatif de la présidence de la Commission Consultative d'Élaboration et de Suivi (CCES) du Plan régionale de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France……6213

- N° 17-106 du 16 juin 2017 portant délégations de signature du pôle lycées…….....6214

- N° 17-107 du 19 juin 2017 portant délégations de signature du pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux (TRESOR).……6222

- N° 17-109 du 22 juin 2017 portant désignation d'un représentant de la Présidente du Conseil régionale d'Île-de-France au sein de la commission d'appel d'offres du 23 juin 2017…….6226

- N° 17-110 du 22 juin 2017 portant désignation d'un représentant de la Présidente du Conseil régionale d'Île-de-France au sein de la commission d'appel d'offres du 23 juin 2017…….6227

- N° 17-111 du 26 juin 2017 portant désignation des représentants de la Présidente au Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDCA).……..6228

- N° 17-113 du 28 juin 2017 portant désignation des gestionnaires de la Réserve Naturelle Régionale des Etangs de Bonnelles (78).……...6229

- N° 17-114 du 28 juin 2017 portant désignation des membres du Comité consultatif de gestion de la Réserve Naturelle Régionale des Etangs de Bonnelles (78).……6231

- N° 17-115 du 28 juin 2017 portant composition des commissions administratives paritaires des catégories A, B et C.……6234

- N° 17-116 du 4 juillet 2017 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France au sein de la Commission Locale de l'Eau (CLE) du Schéma d'Aménagement et de gestion des Eaux (SAGE) Bassée-Voulzie.……6236

- N° 17-117 du 10 juillet 2017 portant délégation temporaire de signature……..6237

- N° 17-118 du 12 juillet 2017 portant désignation des représentants de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein du groupement d'intérêt public « EXPOFRANCE 2025 »…….6238

- N° 17-119 du 13 juillet 2017 portant délégation de signature temporaire du Pôle « Patrimoine et Moyens Généraux »……...6240

- N° 17-120 du 13 juillet 2017 portant délégations de signature du Pôle « Achats, Performance, Commande Publique, Juridique ».……6242

- N° 17-121 du 13 juillet 2017 portant délégations de signature du Pôle « Finances »…….6246

- N° 17-122 du 13 juillet 2017 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France pour la signature de la Convention parisienne de site…….6249

- N° 17-123 du 17 juillet 2017 portant délégation temporaire de signature……6250

- N° 17-136 du 28 juillet 2017 portant dispositions relatives à la sous-mesure 10.1 « Paiements en faveur des engagements agrienvironnementaux et climatiques » du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la Région Ile-de-France et aux engagements agroenvironnementaux et climatiques en 2016 en Ile-de-France et portant dispositions relatives aux sous-mesures 11.1 « Aide à la conversion à des pratiques et méthodes de l'agriculture biologiques et 11.2 « aide au maintien des pratiques et méthodes de l'agriculture biologique du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la Région Ile-de-France et aux engagements en agriculture biologique en 2016 en Ile-de-France »……6251

- N° 17-137 du 28 juillet 2017 portant prolongation de la nomination des membres professionnels au sein des Commissions de visionnage court et long métrage de l'Aide après réalisation de la Région Ile-de-France..6765

- N° 17-138 du 28 juillet 2017 portant délégations de signature du Pôle « Développement économique, emploi et formation ».……6767

Les annexes ne figurant pas au recueil des actes administratifs peuvent être consultées au Conseil régional d'Île-de-France.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/07/2017

DÉLIBÉRATION N°CR 2017-106

DU 6 JUILLET 2017

DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL RÉGIONAL DANS DIVERS ORGANISMES - JUILLET 2017

Le conseil régional d'Île-de-France,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 4132-22 ;

Vu le Code de la construction et de l'habitation ;

Vu le décret n° 2017-777 du 5 mai 2017 relatif à l'Établissement public « Grand Paris Aménagement » (GPA) ;

Vu la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil régional dans divers organismes – Janvier 2016 ;

Vu la délibération n° CR 13-16 du 21 janvier 2016 modifiée relative au règlement intérieur du Conseil régional ;

Vu la délibération n° CR 191-16 du 23 septembre 2016 relative à l'entrée au capital de la SAHLM de Charentonneau ;

Vu les statuts de l'Entreprise Sociale pour l'Habitat (ESH) de Maisons-Alfort ;

VU le rapport n°CR 2017-106 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Établissement public « Grand Paris Aménagement » (GPA)

Abroge l'article 6.1. de la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 et le remplacement approuvé par délibération n° CR 31-16 BIS du 18 février 2016.

Désigne 4 représentants titulaires et 4 représentants suppléants au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Mme Valérie PÉCRESSE	**M. Denis GABRIEL**
M. Didier BARIANI	**M. Frank CECCONI**
M. Geoffroy DIDIER	**M. Stéphane BEAUDET**
Mme Christine FREY	**M. Pierre SERNE**

Article 2 : Entreprise Sociale pour l'Habitat (ESH) de Maisons-Alfort

Désigne 3 représentants au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne :

Mme Catherine PRIMEVERT
M. Olivier DOSNE
M. Gilbert CUZOU

Article 3 : Établissement public Paris La Défense

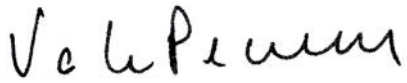
Désigne 1 représentant titulaire au scrutin majoritaire à 2 tours :

M. Jean-Luc SANTINI

Désigne 1 représentant suppléant au scrutin majoritaire à 2 tours :

M. Denis GABRIEL

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

POSTE COMPTABLE : DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

M71

BUDGET SUPPLEMENTAIRE
Voté par fonction

ANNÉE 2017

PREFECTURE DE LA REGION
D'ILE-DE-FRANCE
PREFECTURE DE PARIS

07 JUIL. 2017

Service des collectivités locales
et du contentieux

CR 2017-138

SOMMAIRE

Délibération 7-9

I – Informations générales 10-17

A - Informations statistiques, fiscales et financières 10
B - Modalités de vote 12
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent : Résultat 13
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent – RAR Dépenses 14
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent – RAR Recettes 15
D1 - Présentation des AP votées 16
D2 - Présentation des AE votées 18

II - Présentation générale du budget 19-28

A1 - Vue d'ensemble – Exécution du budget 19
A2 - Vue d'ensemble – Total des opérations réelles et d'ordre 20
B - Récapitulation par groupes fonctionnels 21
C1 - Equilibre financier – Investissement 23
C2 - Equilibre financier – Fonctionnement 24
D1 - Balance générale – Dépenses 25
D2 - Balance générale – Recettes 27

III - Vote du budget 29-75

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 29-52

A.900 – Services généraux 31
A.901 – Formation professionnelle et apprentissage 32
A.902 – Enseignement 33
A.903 – Culture, sports et loisirs 34
A.904 – Santé et action sociale 35
A.905 – Aménagement des territoires 36
A.906 – Gestion des fonds européens 37
A.907 – Environnement 38
A.908 – Transports 39
A.909 – Action économique 42
A.921 – Taxes non affectées 43
A.922 – Dotations et participations 44
A.923 – Dettes et autres opérations financières 45
A.925 – Opérations patrimoniales 46
A.926 – Transferts entre les sections 48
A.95 – Chapitres de prévisions sans réalisation 52

SOMMAIRE

B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 53-75

B.930 - Services généraux 55
B.931 - Formation professionnelle et apprentissage 56
B.932 - Enseignement 57
B.933 - Culture, sports et loisirs 58
B.934 - Santé et action sociale 59
B.935 - Aménagement des territoires 60
B.936 – Gestion des fonds européens 61
B.937 - Environnement 62
B.938 - Transports 63
B.939 - Action économique 66
B.940 - Impositions directes 67
B.941 - Autres impôts et taxes 68
B.942 - Dotations et participations 69
B.943 - Opérations financières 70
B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus 71
B.945 - Provisions et autres opérations mixtes 72
B.946 - Transferts entre les sections 73
B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement 74
B.95 - Chapitres de prévision sans réalisations 75

IV – Annexes 76-102

A – Présentation croisée 76-100

A.900 - Services généraux 76
A.901 - Formation professionnelle et apprentissage 77
A.902 - Enseignement 78
A.903 - Culture, sports et loisirs 79
A.904 - Santé et action sociale 80
A.905 - Aménagement des territoires 81
A.906 – Gestion des fonds européens 82
A.907 - Environnement 83
A.908 - Transports 84
A.909 - Action économique 87
A.930 - Services généraux 88
A.931 - Formation professionnelle et apprentissage 89
A.932 - Enseignement 90
A.933 - Culture, sports et loisirs 91
A.934 - Santé et action sociale 92

SOMMAIRE

A.935 - Aménagement des territoires 93
A.936 – Gestion des fonds européens 94
A.937 - Environnement 95
A.938 - Transports 96
A.939 - Action économique 99

B - Eléments du bilan 100-102

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie ..... SANS OBJET
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette ..... SANS OBJET
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux ..... SANS OBJET
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours ..... SANS OBJET
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture ..... SANS OBJET
B2 - Méthodes utilisées ..... SANS OBJET
B3 - Etat des provisions constituées ..... SANS OBJET
B4 - Etat des charges transférées ..... SANS OBJET
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers ..... SANS OBJET
B6 - Prêts 100
B7.1 - Equilibre des opérations financières – Dépenses 101
B7.2 - Equilibre des opérations financières – Recettes 102

C - Engagements hors bilan 103

C1.1 - Etat des emprunts garantis ..... SANS OBJET
C1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 103
C2 - Subventions versées ..... SANS OBJET
C3 - Etat des contrats de crédit-bail ..... SANS OBJET
C4 - Etat des contrats de PPP ..... SANS OBJET
C5 - Etat des autres engagements donnés ..... SANS OBJET
C6 - Etat des engagements reçus ..... SANS OBJET
C7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale ..... SANS OBJET

D - Autres éléments d'information ..... SANS OBJET

D1.1 - Etat du personnel ..... SANS OBJET
D2 - Liste des organismes dans lesquels la région a pris un engagement financier ..... SANS OBJET
D3.1 - Liste des organismes de regroupement ..... SANS OBJET
D3.2 - Liste des établissements publics créés ..... SANS OBJET
D3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe ..... SANS OBJET
D3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe ..... SANS OBJET
D3.5.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget ..... SANS OBJET
D3.5.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation ..... SANS OBJET

SOMMAIRE

E - Décisions en matière de taux - Arrêté et signatures 104

E1 - Décisions en matière de taux ..... SANS OBJET
E2 - Arrêté – Signatures 104

Le présent projet de décision modificative a été établi conformément à la maquette consolidée de budget supplémentaire voté par fonction issue de l'arrêté du 21 décembre 2016 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M71 applicable aux régions. En application de celle-ci, les projets de décisions modificatives ne doivent désormais reproduire que les états effectivement impactés par les nouvelles propositions de la présidente et le vote de l'assemblée délibérante.

CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-138

DU 6 JUILLET 2017

Budget supplémentaire 2017

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU La loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 ;

VU Le décret n° 2011-1961 du 23 décembre 2011 relatif aux durées d'amortissement des subventions d'équipement versées notamment par les Régions ;

VU L'arrêté n° NOR/MDIB 0400012A du 1er août 2004 relatif à l'application d'un plan comptable au secteur public local ;

VU L'arrêté n° NOR: INTB1632696A du 21 décembre 2016 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M71 applicable aux régions ;

VU La délibération n° CR 03-05 du 31 janvier 2005 relative à la mise en place de l'inventaire comptable à la Région Ile-de-France : méthode comptable et durées d'amortissement ;

VU La délibération n° CR 69-05 du 15 décembre 2005 relative à l'inventaire comptable ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier n° CR 33-10 ;

VU La délibération n° CR 2017-09 du 26 janvier 2017 fixant le montant des recettes et portant ouverture d'autorisations de programme, d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement dans le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU La délibération n° CR 2017-69 du 18 mai 2017 relative à l'adoption du compte administratif de la Région Ile-de-France pour 2016 ;

VU Le compte de gestion 2016 arrêté par le Receveur général des finances de Paris ;

VU L'avis du Conseil économique, social et environnemental régional ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

VU Le rapport n° CR 2017-138 présenté par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide d'affecter le résultat de fonctionnement de 256 670 847,86 € constaté au compte administratif 2016 :

- à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement, soit la somme de -114 991 346,31 € (compte 1068) ;

- et en excédent de fonctionnement reporté (ligne 002) le solde, soit la somme de 141 679 501,55 €.

Article 2 :

Le montant des recettes affectées à la section de fonctionnement du budget 2017 est porté de 5 960 374 000 euros à 6 072 956 735,55 euros, conformément au détail par chapitre figurant dans le document budgétaire joint en annexe à la présente délibération.

Le montant des recettes affectées à la section d'investissement du budget 2017 est porté de 4 769 948 000 euros à 4 884 939 346,31 euros, conformément au détail par chapitre figurant dans le document budgétaire joint en annexe à la présente délibération.

Article 3 :

Le montant des autorisations de programme ouvertes à la section d'investissement du budget 2017 est porté de 2 002 355 000 euros à 2 003 299 000 euros, conformément au détail par chapitre figurant dans le document budgétaire joint en annexe à la présente délibération.

Le montant des autorisations d'engagement ouvertes à la section de fonctionnement du budget 2017 est porté de 2 191 598 000 euros à 2 198 198 000 euros, conformément au détail par chapitre figurant dans le document budgétaire joint en annexe à la présente délibération.

Article 4 :

Le montant des crédits de paiement ouverts à la section d'investissement du budget 2017 est porté de 4 769 948 000 euros à 4 884 939 346,31 euros, conformément au détail par chapitre figurant dans le document budgétaire joint en annexe à la présente délibération.

Le montant des crédits de paiement ouverts à la section de fonctionnement du budget 2017 est porté de 5 960 374 000 euros à 6 072 956 735,55 euros, conformément au détail par chapitre figurant dans le document budgétaire joint en annexe à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

I - INFORMATIONS GENERALES

I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

A

Informations statistiques			
	Valeurs		**Valeurs**
Population totale*	12 179 602	Nombre de m2 de surface utile de bâtiments (3)	
Longueur de la voirie régionale (en km)		Nombre d'organismes de coopération auxquels participe la région	

* Décret n° 2016-1986 du 30 décembre 2016.

Informations fiscales (N-2)		
	Région	**Pour mémoire, la moyenne nationale**
Potentiel fiscal /habitant défini par l'article L. 4332-5 du CGCT (1)	Sans objet	Sans objet

(1) Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

	Informations financières - ratios -	**Valeurs**	**Moyennes nationales**
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	230,95	
2	Produit des impositions directes / population	72,27	
3	Recettes réelles de fonctionnement / population	291,67	
4	Dépenses d'équipement brut/population	154,50	
5	Encours de dette / population (2)	457,90	
6	DGF / population	39,18	
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (3)	0,15	
8	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (3)	0,94	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement	0,53	
10	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2)(3)	1,57	

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 01/01/N.
(3) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

LES RATIOS DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2017

1- Dépenses réelles de fonctionnement / population

Par dépenses réelles, on entend le total des dépenses de fonctionnement, à l'exclusion des opérations d'ordre (virement, dotation aux amortissements), qui ne donnent pas lieu à décaissement mais à un simple jeu d'écriture comptable, et à l'exclusion du reversement au titre du Fonds national de garantie individuelle de ressources régionales (FNGIR), du prélèvement au titre de la péréquation CVAE et de la dotation de compensation versée aux départements franciliens.

2- Produit des impositions directes / population

Ce ratio concerne la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et les impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER). En est déduit le reversement au titre du Fonds national de garantie individuelle de ressources régionales (FNGIR), du prélèvement au titre de la péréquation CVAE et de la dotation de compensation versée aux départements franciliens.

3- Recettes réelles de fonctionnement / population

Ce ratio reprend les recettes réelles totales de fonctionnement (nettes du reversement au titre du Fonds national de garantie individuelle de ressources régionales - FNGIR, du prélèvement au titre de la péréquation CVAE et de la dotation de compensation versée aux départements franciliens, et hors recettes d'ordre qui correspondent à des transferts entre sections).

4- Dépenses d'équipement brut / population

Ce ratio prend en compte l'ensemble des dépenses d'équipement.

5- Encours de la dette / population

Le ratio est calculé sur l'encours total de la dette au 1/01/2017 (encours prévisionnel)

6- DGF / population

Ce ratio est calculé sur le montant total de la DGF.

7- Dépenses de personnel / Dépenses réelles de fonctionnement

Ce ratio est calculé en totalisant les dépenses directes et indirectes de personnel (y compris charges sociales), rapportées au total des dépenses réelles de la section de fonctionnement à l'exclusion du reversement au titre du Fonds national de garantie individuelle de ressources régionales (FNGIR), du prélèvement au titre de la péréquation CVAE et de la dotation de compensation versée aux départements franciliens.

8- Dépenses de fonctionnement et remboursement de la dette en capital / RRF

Le ratio calculé prend en compte dans le remboursement en capital de la dette le total des dépenses figurant au chapitre 923 article 16 (hors opérations afférentes à l'option de tirage sur la ligne de trésorerie et au refinancement éventuel de l'emprunt consolidé sur les lignes à encours variable).

9- Dépenses d'équipement brut / RRF

Les définitions du numérateur et du dénominateur de ce ratio sont les mêmes que celles indiquées précédemment.

10- Encours de la dette / RRF

Les définitions du numérateur et du dénominateur de ce ratio sont les mêmes que celles indiquées précédemment.

I - INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I - L'Assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau chapitre pour la section d'investissement ;
- au niveau chapitre pour la section de fonctionnement ;
- avec vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante : 65861

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement.

III – L'assemblée délibérante autorise la présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites suivantes : au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune de ces sections.

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, la présidente est réputée ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (1).

VI – Le présent projet de budget est présenté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif.

(1) « Budget de l'exercice » = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

I - INFORMATIONS GENERALES | I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT - RESULTAT | C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	**Recettes**	**Solde d'exécution ou résultat reporté**	**Résultat ou solde (A) (3)**
TOTAL DU BUDGET	**6 736 899 289,95**	**7 088 001 716,56**	**-209 422 925,06**	A1 **141 679 501,55**
Investissement	2 569 671 210,32	2 668 331 547,16	-213 651 683,15 (1)	A2 -114 991 346,31
Fonctionnement	4 167 228 079,63	4 419 670 169,40	4 228 758,09 (2)	A3 256 670 847,86

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.
(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.
(3) Indiquer le signe – si dépenses >recettes, et + si recettes >dépenses.

	RESTES A REALISER - N-1				
	Dépenses		**Recettes**		**Solde (B)**
TOTAL DES RAR	I + II	**0,00**	III + IV	**0,00**	B1 **0,00**
Investissement	I	**0,00**	III	**0,00**	B2 **0,00**
Fonctionnement	II	**0,00**	IV	**0,00**	B3 **0,00**

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL	A1 + B1	**141 679 501,55**
Investissement	A2 + B2	-114 991 346,31
Fonctionnement	A3 + B3	256 670 847,86

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I - INFORMATIONS GENERALES | I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT - RAR DEPENSES | C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap./ art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT TOTAL		**(I) 0,00**
SECTION DE FONCTIONNEMENT TOTAL		**(II) 0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I - INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT - RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap./ art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT TOTAL	(III)	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT TOTAL	(IV)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I - INFORMATIONS GENERALES | I

PRESENTATION DES AP VOTEES | D1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)			
N°	Libellé	Chapitre(s)	Montant
2017 - HP0202-002	**Moyens informatiques des services**		**600 000,00**
		900	600 000,00
2017 - HP048-016	**Coopération décentralisée**		**344 000,00**
		900	344 000,00
2017 - HP21-001	**Contrats d'aménagement régional - écoles du premier degré - actions territorialisées**		**-4 167,00**
		902	-4 167,00
2017 - HP312-002	**Equipements culturels de diffusion et de création**		**-725 442,00**
		903	-725 442,00
2017 - HP312-008	**Aide au livre et à la lecture**		**-361 893,00**
		903	-361 893,00
2017 - HP312-015	**Fonds d'investissement pour la culture**		**-1 000 000,00**
		903	-1 000 000,00
2017 - HP313-004	**Développement du patrimoine en région**		**-745 000,00**
		903	-745 000,00
2017 - HP32-005	**Contrats d'aménagement régional - Equipements sportifs de proximité - Actions territorialisées**		**-367 104,00**
		903	-367 104,00
2017 - HP42-004	**Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap**		**-905 125,00**
		904	-905 125,00
2017 - HP52-002	**Contrat d'aménagement régional (contrat régional et territorial)**		**13 108 731,00**
		905	13 108 731,00
2017 - PR52-001	**Territoires stratégiques**		**-800 000,00**
		905	-800 000,00
2017 - PR71-009	**Actions territorialisées**		**-3 700 000,00**
		907	-3 700 000,00
2017 - PR74-001	**Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements**		**-500 000,00**
		907	-500 000,00
2017 - PR77-001	**Réseau routier**		**-4 000 000,00**

I - INFORMATIONS GENERALES

I

PRESENTATION DES AP VOTEES

D1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)			
N°	Libellé	Chapitre(s)	Montant
		907	-4 000 000,00
TOTAL			**944 000,00**

AP de dépenses imprévues (2)	**950**	**0,00**

TOTAL GENERAL	**944 000,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

I - INFORMATIONS GENERALES

PRESENTATION DES AE VOTEES

I
D2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)			
N°	Libellé	Chapitre(s)	Montant
2017 - HP048-017	**Coopération décentralisée**		**200 000,00**
		930	200 000,00
2017 - HP13-001	**Formations sanitaires**		**1 400 000,00**
		931	1 400 000,00
2017 - HP91-001	**Soutien à la création et au développement des entreprises**		**5 000 000,00**
		939	5 000 000,00
TOTAL			**6 600 000,00**

AE de dépenses imprévues (2)	**952**	**0,00**

TOTAL GENERAL	**6 600 000,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET — A1

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés (y compris le compte 1068)	0,00	114 991 346,31
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (R.A.R N-1) (1)	0,00	0,00
REPORTS	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	114 991 346,31	0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	114 991 346,31	114 991 346,31

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés	112 582 735,55	-29 096 766,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (R.A.R N-1) (1)	0,00	0,00
REPORTS	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	0,00	141 679 501,55
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	112 582 735,55	112 582 735,55

TOTAL DU BUDGET (4)	227 574 081,86	227 574 081,86

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 4312.6 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 4312-5 du CGCT).
(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.
(4) Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

VENTILATION DES OPÉRATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DEPENSES			RECETTES		
	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés	0,00	114 991 346,31	114 991 346,31	-112 094 396,55	227 085 742,86	114 991 346,31
Crédits de fonctionnement votés	488 339,00	112 094 396,55	112 582 735,55	-29 096 766,00	141 679 501,55	112 582 735,55
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	488 339,00	227 085 742,86	227 574 081,86	-141 191 162,55	368 765 244,41	227 574 081,86

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II

BUDGET - RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS | B

SECTION	POUR MEMOIRE		PROPOSITIONS NOUVELLES DE LA PRESIDENTE	VOTE DE L'ASSEMBLEE	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)	DONT NON VENTILE	DONT 0 Services généraux (sauf 01)
	BUDGET DE L'EXERCICE (1) I	RESTES A REALISER N-1 II		III	IV = I + II + III		
AP VOTEES	**2 002 355 000,00**		**944 000,00**	**944 000,00**	**2 003 299 000,00**	**0,00**	**25 619 000,00**
Dont dépenses imprévues (950)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
AE VOTEES	**2 191 598 000,00**		**6 600 000,00**	**6 600 000,00**	**2 198 198 000,00**	**40 000,00**	**68 596 000,00**
Dont dépenses imprévues (952)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**4 769 948 000,00**	**0,00**	**114 991 346,31**	**114 991 346,31**	**4 884 939 346,31**	**2 996 919 346,31**	**13 390 000,00**
90 Opérations ventilées	1 888 020 000,00	0,00	0,00	0,00	1 888 020 000,00		13 390 000,00
- en AP/CP (2)	1 888 008 000,00	0,00	0,00	0,00	1 888 008 000,00		13 378 000,00
- hors AP/CP (2)	12 000,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00		12 000,00
- Dont opérations pour compte de tiers	6 255 000,00	0,00	0,00	0,00	6 255 000,00		0,00
92 Opérations non ventilées	2 881 928 000,00	0,00	0,00	0,00	2 881 928 000,00	2 881 928 000,00	
001 Solde exécution section investissement	0,00		114 991 346,31	114 991 346,31	114 991 346,31	114 991 346,31	
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**4 769 948 000,00**	**0,00**	**114 991 346,31**	**114 991 346,31**	**4 884 939 346,31**	**4 736 420 346,31**	**0,00**
90 Opérations ventilées	148 519 000,00	0,00	0,00	0,00	148 519 000,00		0,00
- Recettes affectées	139 847 000,00	0,00	0,00	0,00	139 847 000,00		0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la région	8 672 000,00	0,00	0,00	0,00	8 672 000,00		0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	4 355 331 000,00	0,00	-112 094 396,55	-112 094 396,55	4 243 236 603,45	4 243 236 603,45	
954 Produits des cessions d'immobilisations	800 000,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00	800 000,00	
951 Virement de la section de fonctionnement	*265 298 000,00*		*112 094 396,55*	*112 094 396,55*	*377 392 396,55*	*377 392 396,55*	
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		114 991 346,31	114 991 346,31	114 991 346,31	114 991 346,31	
001 Solde exécution section investissement	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**5 960 374 000,00**	**0,00**	**112 582 735,55**	**112 582 735,55**	**6 072 956 735,55**	**3 406 825 735,55**	**196 234 000,00**
93 Services ventilés	2 666 131 000,00	0,00	0,00	0,00	2 666 131 000,00		196 234 000,00
- en AE/CP	2 216 436 000,00	0,00	0,00	0,00	2 216 436 000,00		66 822 000,00
- hors AE/CP	449 695 000,00	0,00	0,00	0,00	449 695 000,00		129 412 000,00
94 Services communs non ventilés	3 028 945 000,00	0,00	488 339,00	488 339,00	3 029 433 339,00	3 029 433 339,00	
953 Virement à la section d'investissement	*265 298 000,00*		*112 094 396,55*	*112 094 396,55*	*377 392 396,55*	*377 392 396,55*	
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**5 960 374 000,00**	**0,00**	**112 582 735,55**	**112 582 735,55**	**6 072 956 735,55**	**5 959 092 735,55**	**6 350 000,00**
93 Services ventilés	182 779 000,00	0,00	-68 915 000,00	-68 915 000,00	113 864 000,00		6 350 000,00
94 Services communs non ventilés	5 777 595 000,00	0,00	39 818 234,00	39 818 234,00	5 817 413 234,00	5 817 413 234,00	
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		141 679 501,55	141 679 501,55	141 679 501,55	141 679 501,55	

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II

BUDGET - RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS | B

1 Formation prof. et apprentissage	2 Enseignement	3 Culture, sports et loisirs	4 Santé et action sociale	5 Aménagement des territoires	6 Gestion des fonds européens	7 Environnement	8 Transports	9 Action économique
32 500 000,00	**565 485 833,00**	**84 090 561,00**	**14 544 875,00**	**203 618 731,00**	**103 660 000,00**	**93 380 000,00**	**712 000 000,00**	**168 400 000,00**
773 632 000,00	**278 665 000,00**	**67 852 000,00**	**9 100 000,00**	**25 309 000,00**	**80 800 000,00**	**25 990 000,00**	**763 536 000,00**	**104 678 000,00**
30 930 000,00	**591 500 000,00**	**111 895 000,00**	**30 300 000,00**	**245 200 000,00**	**21 755 000,00**	**100 600 000,00**	**559 500 000,00**	**182 950 000,00**
30 930 000,00	591 500 000,00	111 895 000,00	30 300 000,00	245 200 000,00	21 755 000,00	100 600 000,00	559 500 000,00	182 950 000,00
30 930 000,00	591 500 000,00	111 895 000,00	30 300 000,00	245 200 000,00	21 755 000,00	100 600 000,00	559 500 000,00	182 950 000,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	6 255 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	**113 264 000,00**	**4 800 000,00**	**0,00**	**0,00**	**21 755 000,00**	**0,00**	**3 700 000,00**	**5 000 000,00**
0,00	113 264 000,00	4 800 000,00	0,00	0,00	21 755 000,00	0,00	3 700 000,00	5 000 000,00
0,00	104 592 000,00	4 800 000,00	0,00	0,00	21 755 000,00	0,00	3 700 000,00	5 000 000,00
0,00	8 672 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
818 227 000,00	**601 138 000,00**	**70 852 000,00**	**9 420 000,00**	**26 783 000,00**	**48 240 000,00**	**27 430 000,00**	**763 536 000,00**	**104 271 000,00**
818 227 000,00	601 138 000,00	70 852 000,00	9 420 000,00	26 783 000,00	48 240 000,00	27 430 000,00	763 536 000,00	104 271 000,00
818 227 000,00	280 855 000,00	70 852 000,00	9 420 000,00	26 783 000,00	48 240 000,00	27 430 000,00	763 536 000,00	104 271 000,00
0,00	320 283 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
35 425 000,00	**21 699 000,00**	**2 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**48 240 000,00**	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**
35 425 000,00	21 699 000,00	2 000 000,00	0,00	0,00	48 240 000,00	150 000,00	0,00	0,00

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET - INVESTISSEMENT — C1

OPERATIONS REELLES ET MIXTES (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

	CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
90	**Opérations ventilées**	**0,00**	**0,00**
900	Services généraux	0,00	0,00
901	Formation pro. et apprentissage	0,00	0,00
902	Enseignement	0,00	0,00
903	Culture, sports et loisirs	0,00	0,00
904	Santé et action sociale	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires	0,00	0,00
906	Gestion des fonds européens	0,00	0,00
907	Environnement	0,00	0,00
908	Transports	0,00	0,00
909	Action économique	0,00	0,00
92	**Opérations non ventilées**	**0,00**	**-112 094 396,55**
921	Taxes non affectées	0,00	62 876,00
922	Dotations et participations (sauf 1068)	0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00	-112 157 272,55
95	**Chapitres de prévision sans réalisation**		**0,00**
954	Produit des cessions d'immobilisations		0,00
TOTAL		**I 0,00**	**II -112 094 396,55**

OPERATIONS D'ORDRE

925	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*
926	*Transferts entre les sections*	*0,00*	*0,00*
951	*Virement de la section de fonctionnement*		*112 094 396,55*
TOTAL		**III *0,00***	**IV *112 094 396,55***

AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R(926 + 951) - D926	**112 094 396,55**

001 Solde exécution section investissement	**V**	114 991 346,31	**VI**	0,00
922 – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			**VII**	114 991 346,31

TOTAL DE LA SECTION	**I + III + V**	**114 991 346,31**	**II + IV + VI + VII**	**114 991 346,31**

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET - FONCTIONNEMENT — C2

OPERATIONS REELLES ET MIXTES (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES		DEPENSES	RECETTES
93	**Services ventilés**	**0,00**	**-68 915 000,00**
930	Services généraux	-1 000 000,00	0,00
931	Formation pro. et apprentissage	0,00	-68 915 000,00
932	Enseignement	1 000 000,00	0,00
933	Culture, sports et loisirs	0,00	0,00
934	Santé et action sociale	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires	0,00	0,00
936	Gestion des fonds européens	0,00	0,00
937	Environnement	0,00	0,00
938	Transports	0,00	0,00
939	Action économique	0,00	0,00
94	**Services communs non ventilés**	**488 339,00**	**39 818 234,00**
940	Impositions directes	488 339,00	41 555 278,00
941	Autres impôts et taxes	0,00	0,00
942	Dotations et participations	0,00	-1 737 044,00
943	Opérations financières	0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00	0,00
TOTAL		**I** **488 339,00**	**II** **-29 096 766,00**

OPERATIONS D'ORDRE

946	*Transferts entre les sections*	*0,00*	*0,00*
953	*Virement à la section d'investissement*	*112 094 396,55*	
TOTAL		**III** ***112 094 396,55***	**IV** ***0,00***

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D(946 + 953) - R946	**112 094 396,55**

002 Résultat de fonctionnement reporté	**V**	0,00	**VI**	141 679 501,55
TOTAL DE LA SECTION	**I + III + V**	**112 582 735,55**	**II + IV + VI**	**112 582 735,55**

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE - DEPENSES — D1

INVESTISSEMENT		Budget de l'exercice(1) I	RAR N-1 (2) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée delibérante (3) III	TOTAL IV = I + II + III
Dépenses d'investissement - Total		**4 769 948 000,00**	**0,00**	**0,00**	**114 991 346,31**	**4 884 939 346,31**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**3 611 653 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 611 653 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	30 000 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 693 633 000,00	0,00	0,00	0,00	1 693 633 000,00
18	Comptes de liaison : affect° (BA, régie NP)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	22 990 000,00	0,00	0,00	0,00	22 990 000,00
204	Subventions d'équipement versées	1 238 847 000,00	0,00	0,00	0,00	1 238 847 000,00
21	Immobilisations corporelles	48 612 000,00	0,00	0,00	0,00	48 612 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	560 367 000,00	0,00	0,00	0,00	560 367 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	10 949 000,00	0,00	0,00	0,00	10 949 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	6 255 000,00	0,00	0,00	0,00	6 255 000,00
Sous total des opérations d'ordre		*1 158 295 000,00*		*0,00*	*0,00*	*1 158 295 000,00*
925	*Opérations patrimoniales*	*906 860 000,00*		*0,00*	*0,00*	*906 860 000,00*
926	*Transferts entre les sections*	*251 435 000,00*		*0,00*	*0,00*	*251 435 000,00*
001	Solde exécution section investissement	0,00			114 991 346,31	114 991 346,31

(1) Voir Etat I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE - DEPENSES — D1

FONCTIONNEMENT		Budget de l'exercice (1) I	RAR N-1 (2) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée delibérante (3) III	TOTAL IV = I + II + III
Dépenses de fonctionnement - Total		**5 960 374 000,00**	**0,00**	**112 582 735,55**	**112 582 735,55**	**6 072 956 735,55**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**4 939 831 000,00**	**0,00**	**488 339,00**	**488 339,00**	**4 940 319 339,00**
011	Charges à caractère général	318 420 046,00	0,00	0,00	0,00	318 420 046,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	433 795 000,00	0,00	0,00	0,00	433 795 000,00
014	Atténuation de produits	2 126 988 000,00	0,00	488 339,00	488 339,00	2 127 476 339,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	1 917 895 954,00	0,00	0,00	0,00	1 917 895 954,00
6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	2 730 000,00	0,00	0,00	0,00	2 730 000,00
66	Charges financières	137 843 000,00	0,00	0,00	0,00	137 843 000,00
67	Charges exceptionnelles	159 000,00	0,00	0,00	0,00	159 000,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	2 000 000,00		0,00	0,00	2 000 000,00
Sous total des opérations d'ordre		*1 020 543 000,00*		*112 094 396,55*	*112 094 396,55*	*1 132 637 396,55*
946	*Transferts entre les sections*	*755 245 000,00*		*0,00*	*0,00*	*755 245 000,00*
947	*Transferts dans section fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
953	*Virement à la section d'investissement*	*265 298 000,00*		*112 094 396,55*	*112 094 396,55*	*377 392 396,55*
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir Etat I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II

BALANCE GENERALE - RECETTES | D2

INVESTISSEMENT		Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (4) III	TOTAL IV = I + II + III
Recettes d'investissement - Total		**4 769 948 000,00**	**0,00**	**114 991 346,31**	**114 991 346,31**	**4 884 939 346,31**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**2 842 545 000,00**	**0,00**	**-112 094 396,55**	**-112 094 396,55**	**2 730 450 603,45**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	186 800 000,00	0,00	0,00	0,00	186 800 000,00
13	Subventions d'investissement	470 908 000,00	0,00	62 876,00	62 876,00	470 970 876,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 974 115 000,00	0,00	0,00	0,00	1 974 115 000,00
18	Cpte liaison : affectat° (BA, régie NP)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipements versées (1)	300 000,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
21	Immobilisations corporelles (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (1)	2 500 000,00	0,00	0,00	0,00	2 500 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	198 450 000,00	0,00	-112 157 272,55	-112 157 272,55	86 292 727,45
45	Opérations pour compte de tiers	8 672 000,00	0,00	0,00	0,00	8 672 000,00
954	Produits des cessions d'immobilisations	800 000,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00
Sous total des opérations d'ordre		***1 927 403 000,00***		***112 094 396,55***	***112 094 396,55***	***2 039 497 396,55***
925	*Opérations patrimoniales*	*906 860 000,00*		*0,00*	*0,00*	*906 860 000,00*
926	*Transferts entre les sections*	*755 245 000,00*		*0,00*	*0,00*	*755 245 000,00*
951	*Virement de la section de fonctionnement*	*265 298 000,00*		*112 094 396,55*	*112 094 396,55*	*377 392 396,55*
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		114 991 346,31	114 991 346,31	114 991 346,31
001	Solde exécution section investissement	0,00			0,00	0,00

(1) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(2) Voir Etat I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II

BALANCE GENERALE - RECETTES | D2

FONCTIONNEMENT		Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (4) III	TOTAL IV = I + II + III
Recettes de fonctionnement - Total		**5 960 374 000,00**	**0,00**	**112 582 735,55**	**112 582 735,55**	**6 072 956 735,55**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**5 708 939 000,00**	**0,00**	**-29 096 766,00**	**-29 096 766,00**	**5 679 842 234,00**
70	Produits services, domaine, ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Impôts locaux	2 966 196 000,00	0,00	41 555 278,00	41 555 278,00	3 007 751 278,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	1 998 685 000,00	0,00	0,00	0,00	1 998 685 000,00
74	Dotations, subventions et participations	716 195 000,00	0,00	-70 652 044,00	-70 652 044,00	645 542 956,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	18 513 000,00	0,00	0,00	0,00	18 513 000,00
77	Produits exceptionnels	9 000 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000 000,00
013	Atténuation de charges	350 000,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00		0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		***251 435 000,00***		***0,00***	***0,00***	***251 435 000,00***
946	*Transferts entre les sections*	*251 435 000,00*		*0,00*	*0,00*	*251 435 000,00*
947	*Transfert dans section fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00		141 679 501,55	141 679 501,55	141 679 501,55

1) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(2) Voir Etat I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET — III

A - SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE - DEPENSES — A

Chap.	LIBELLES	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (3) III	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL IV = I + II + III
90	**Opérations ventilées**	**1 888 020 000,00**	**0,00**	**944 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 888 020 000,00**
900	Services généraux	13 390 000,00	0,00	944 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 390 000,00
901	Formation pro. et apprentissage	30 930 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 930 000,00
902	Enseignement	591 500 000,00	0,00	-4 167,00	0,00	0,00	0,00	0,00	591 500 000,00
903	Culture, sport et loisirs	111 895 000,00	0,00	-3 199 439,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 895 000,00
904	Santé et action sociale	30 300 000,00	0,00	-905 125,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 300 000,00
905	Aménagement des territoires	245 200 000,00	0,00	12 308 731,00	0,00	0,00	0,00	0,00	245 200 000,00
906	Gestion des fonds européens	21 755 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 755 000,00
907	Environnement	100 600 000,00	0,00	-8 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 600 000,00
908	Transports	559 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	559 500 000,00
909	Action économique	182 950 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	182 950 000,00
92	**Opérations non ventilées**	**2 881 928 000,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**		**0,00**	**2 881 928 000,00**
921	Taxes non affectées	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	1 723 633 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	1 723 633 000,00
925	*Opérations patrimoniales*	906 860 000,00			0,00	0,00		0,00	906 860 000,00
926	*Transferts entre les sections*	251 435 000,00			0,00	0,00		0,00	251 435 000,00
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**			**0,00**					
950	Dépenses imprévues			0,00					
TOTAL des groupes fonctionnels		**4 769 948 000,00**	**0,00**	**944 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 769 948 000,00**

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (4)	114 991 346,31

TOTAL	**4 884 939 346,31**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III - VOTE DU BUDGET — III

A - SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE - RECETTES — A

Chap.	LIBELLES	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (3) III	TOTAL IV = I + II + III
90	**Opérations ventilées**	**148 519 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**148 519 000,00**
900	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Formation pro. et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseignement	113 264 000,00	0,00	0,00	0,00	113 264 000,00
903	Culture, sport et loisirs	4 800 000,00	0,00	0,00	0,00	4 800 000,00
904	Santé et action sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Gestion des fonds européens	21 755 000,00	0,00	0,00	0,00	21 755 000,00
907	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	3 700 000,00	0,00	0,00	0,00	3 700 000,00
909	Action économique	5 000 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000 000,00
92	**Opérations non ventilées**	**4 355 331 000,00**	**0,00**	**-112 094 396,55**	**-112 094 396,55**	**4 243 236 603,45**
921	Taxes non affectées	447 861 000,00	0,00	62 876,00	62 876,00	447 923 876,00
922	Dotations et participations (sauf R922-1068)	77 800 000,00	0,00	0,00	0,00	77 800 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	2 167 565 000,00	0,00	-112 157 272,55	-112 157 272,55	2 055 407 727,45
925	*Opérations patrimoniales*	906 860 000,00		0,00	0,00	906 860 000,00
926	*Transferts entre les sections*	755 245 000,00		0,00	0,00	755 245 000,00
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**266 098 000,00**	**0,00**	**112 094 396,55**	**112 094 396,55**	**378 192 396,55**
951	Virement de la section de fonctionnement	265 298 000,00		112 094 396,55	112 094 396,55	377 392 396,55
954	Produits des cessions d'immobilisations	800 000,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00
TOTAL des groupes fonctionnels		**4 769 948 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 769 948 000,00**

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (4)	0,00

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)	114 991 346,31

TOTAL	**4 884 939 346,31**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.
(5) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

III - VOTE DU BUDGET

III

A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 900

CHAPITRE 900 - SERVICES GENERAUX

AP (1) = 944 000,00 €

	2 Administration générale						3	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
	20 Adm. générale de la collectivité		21	22	23	28	Sécurité	41	42	43	44	48	
	201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux	Conseil Régional	Conseil économique et social régional	Conseil culture, éducation et environt	Autres organismes		Actions interrégionales	Actions européennes	Actions relevant de la subvention globale	Aide publique au développement	Autres actions internationales	
DEPENSES D'EQUIPEMENT													
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS													
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET

III

A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 901

CHAPITRE 901 - FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

AP (1) = 0,00 €

	0 Services communs	1 Formation professionnelle	2 Apprentissage	3 Formation sanitaire et sociale	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET

III

A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 902

CHAPITRE 902 - ENSEIGNEMENT AP (1) = -4 167,00 €

	0	1	2 Enseignement du second degré				3	7	8	
	Services communs	Enseignement du premier dégré	21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes	Enseignement supérieur	Sécurité	Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET

III

A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 903

CHAPITRE 903 - CULTURE, SPORTS ET LOISIRS

AP (1) = -3 199 439,00 €

	0	1 Culture			2	3	7	
	Services communs	11 Enseignement artistique	12 Activités culturelles et artistiques	13 Patrimoine (bibliothèques, musées, ...)	Sports	Loisirs	Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET

III

A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 904

CHAPITRE 904 - SANTE ET ACTION SOCIALE

AP (1) = -905 125,00 €

	0 Services communs	1 Santé	2 Action sociale	7 Sécurité alimentaire	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET

III

A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 905

CHAPITRE 905 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES

AP (1) = 12 308 731,00 €

	0 Services communs	1 Politique de la ville	2 Agglomération et villes moyennes	3 Espace rural et autres espaces de développement	4 Habitat (Logement)	5 Actions en faveur du littoral	6 Technologie de l'information et de la communication	7 Sécurité	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES **Détail par articles**	**A 906**

CHAPITRE 906 - GESTION DES FONDS EUROPEENS

AP (1) = 0,00 €

	1 FSE	2 FEDER	3 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT				
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS				
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET

III

A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 907

CHAPITRE 907 - ENVIRONNEMENT

AP (1) = -8 200 000,00 €

	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Actions en matière des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnement infrastructures transport	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET

III

A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 908

CHAPITRE 908 - TRANSPORTS

AP (1) = 0,00 €

	0	1 Transports en commun de voyageurs						
	Services communs	10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyageurs	12 Gares et autres infrastructures ferroviaires	13 Transports scolaires	14 Transports interurbains	15 Transports mixtes	18 Autres transports en commun
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET

III

A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 908

CHAPITRE 908 - TRANSPORTS (suite 1)

	2 Routes et voiries						7
	21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière	28 Autres liaisons	Sécurité
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CHAPITRE 908 - TRANSPORTS (suite 2)

	8 Autres transports							TOTAL DU CHAPITRE
	81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 Insfrastructures portuaires et aéroportuaires	88 Autres	
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

III - VOTE DU BUDGET

III

A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 909

CHAPITRE 909 - ACTION ECONOMIQUE

AP (1) = 0,00 €

	0 Services communs	1 Interventions économiques tranversales	2 Recherche et innovation	3 Agriculture, pêche, agro-industrie	4 Industrie, artisanat, commerce et autres services	5 Tourisme et thermalisme	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 921

CHAPITRE 921 - Taxes non affectées

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**447 861 000,00**	**0,00**	**62 876,00**	**62 876,00**	**447 923 876,00**
10223	TICPE 2ème part (TICPE Grenelle)	69 000 000,00	0,00	0,00	0,00	69 000 000,00
10226	Taxe d'Aménagement	40 000 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000 000,00
13331	Amendes de police	63 861 000,00	0,00	62 876,00	62 876,00	63 923 876,00
13332	Taxe sur construction de bureaux	130 000 000,00	0,00	0,00	0,00	130 000 000,00
13334	Taxe sur les surfaces de stationnement	65 000 000,00	0,00	0,00	0,00	65 000 000,00
1338	Autres fonds affectés à l'équipement transférables	80 000 000,00	0,00	0,00	0,00	80 000 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	**A922**

CHAPITRE 922 - Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES (5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**77 800 000,00**	**0,00**	**114 991 346,31**	**114 991 346,31**	**192 791 346,31**
10222	F.C.T.V.A.	77 800 000,00	0,00	0,00	0,00	77 800 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	114 991 346,31	114 991 346,31	114 991 346,31

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(5) Reversement de dotations (trop perçu).

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 923

CHAPITRE 923 - Dettes et autres opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**1 723 633 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 723 633 000,00**
13332	Taxe sur construction de bureaux	28 000 000,00	0,00	0,00	0,00	28 000 000,00
13333	Taxe complémentaire à la TLE	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
16311	Emprunts obligataires remboursables in fine	420 503 000,00	0,00	0,00	0,00	420 503 000,00
1641	Emprunts en euros	99 130 000,00	0,00	0,00	0,00	99 130 000,00
16441	Op. afférentes à l'emprunt consolidé sur lignes bancaires	587 000 000,00	0,00	0,00	0,00	587 000 000,00
16449	Op. afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie	587 000 000,00	0,00	0,00	0,00	587 000 000,00
	RECETTES	**2 167 565 000,00**	**0,00**	**-112 157 272,55**	**-112 157 272,55**	**2 055 407 727,45**
16311	Emprunts obligataires remboursables in fine	800 115 000,00	0,00	0,00	0,00	800 115 000,00
16441	Op. afférentes à l'emprunt consolidé sur lignes bancaires	587 000 000,00	0,00	0,00	0,00	587 000 000,00
16449	Op. afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie	587 000 000,00	0,00	0,00	0,00	587 000 000,00
2745	Avances remboursables	3 950 000,00	0,00	0,00	0,00	3 950 000,00
2748	Autres prêts	189 500 000,00	0,00	-112 157 272,55	-112 157 272,55	77 342 727,45

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 925

CHAPITRE 925 - Opérations patrimoniales

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	**906 860 000,00**	**0,00**	**0,00**
16441	Op. afférentes à l'emprunt consolidé sur lignes bancaires	587 000 000,00	0,00	0,00
204182	Org. publics divers - Bâtiments et installations	5 210 000,00	0,00	0,00
2117	Bois et forêts	5 325 000,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	10 275 000,00	0,00	0,00
2313	Constructions	235 630 500,00	0,00	0,00
2318	Autres immobilisations corporelles	60 319 500,00	0,00	0,00
4551750699	75016 PARIS CMR JANSON DE SAILLY	800 000,00	0,00	0,00
4551752525	75004 PARIS CMR CHARLEMAGNE	100 000,00	0,00	0,00
4551752527	75006 PARIS CMR MONTAIGNE	200 000,00	0,00	0,00
4551752536	75011 PARIS CMR VOLTAIRE	200 000,00	0,00	0,00
4551752540	75013 PARIS CMR G. FAURE	200 000,00	0,00	0,00
4551752555	75019 PARIS CMR H. BERGSON	400 000,00	0,00	0,00
4551781106	78 VERSAILLES - CMR Hoche	200 000,00	0,00	0,00
4551921783	92 VANVES CMR MICHELET	400 000,00	0,00	0,00
4551921784	92 SCEAUX CMR LAKANAL	400 000,00	0,00	0,00
4551921785	92 SCEAUX CMR M. CURIE	200 000,00	0,00	0,00
	RECETTES (3)	**906 860 000,00**	**0,00**	**0,00**
16449	Op. afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie	587 000 000,00	0,00	0,00
2031	Frais d'etudes	15 700 000,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	250 000,00	0,00	0,00
2313	Constructions d'immobilisations en cours	3 100 000,00	0,00	0,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	300 810 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 925

CHAPITRE 925 - Opérations patrimoniales

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 926

CHAPITRE 926 - Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée
	DEPENSES DE L'EXERCICE (3)	**251 435 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Reprises sur autofinancement	**251 435 000,00**	**0,00**	**0,00**
13911	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat -Etat et établissements nationaux	9 500 000,00	0,00	0,00
13913	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat -Départements	2 000 000,00	0,00	0,00
13914	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat -Communes et structures intercommunales	100 000,00	0,00	0,00
13916	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat -Autres établissements publics locaux	10 000,00	0,00	0,00
139172	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat -FEDER	150 000,00	0,00	0,00
13918	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat -Autres	75 000,00	0,00	0,00
13932	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat -Dotation régionale d'équipement scolaire	88 000 000,00	0,00	0,00
139331	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat -Amendes de police	43 500 000,00	0,00	0,00
139332	Taxe sur construction de bureaux -Redevance sur construction de bureaux	77 000 000,00	0,00	0,00
139333	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat -Taxe complémentaire à la taxe locale d'équipement	11 100 000,00	0,00	0,00
13938	Autres	20 000 000,00	0,00	0,00
	Charges transférées	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00
	RECETTES DE L'EXERCICE (4)	**755 245 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Amortissement des immobilisations	**755 245 000,00**	**0,00**	**0,00**

CHAPITRE 926 - Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée
28031	Frais d'etudes	3 700 000,00	0,00	0,00
28032	Frais de recherche et de développement	10 000,00	0,00	0,00
28033	Frais d'insertions	250 000,00	0,00	0,00
2804111	Etat -Biens mobiliers, matériel et études	50 000,00	0,00	0,00
2804112	Etat -Bâtiments et installations	16 650 000,00	0,00	0,00
2804113	Etat -Projets d'infrastructures d'intérêt national	14 300 000,00	0,00	0,00
2804122	Régions -Bâtiments et installations	10 000,00	0,00	0,00
2804123	Régions -Projets d'insfrastructures d'intérêt national	5 000,00	0,00	0,00
2804131	Départements -Biens mobiliers, matériel et études	8 400 000,00	0,00	0,00
2804132	Départements -Bâtiments et installations	36 800 000,00	0,00	0,00
2804133	Départements -Projets d'infrastructures d'intérêt national	20 100 000,00	0,00	0,00
2804141	Communes et structures intercommunales -Biens mobiliers, matériel et études	13 200 000,00	0,00	0,00
2804142	Communes et structures intercommunales -Bâtiments et installations	175 000 000,00	0,00	0,00
2804143	Communes et structures intercommunales -Projets d'infrastructures d'intérêt national	2 300 000,00	0,00	0,00
2804151	Autres groupements de collectivités et EPLE -Biens mobiliers, matériel et études	220 000,00	0,00	0,00
2804152	Autres groupements de collectivités et EPLE -Bâtiments et installations	2 000 000,00	0,00	0,00
2804161	SPIC -Biens mobiliers, matériel et études	1 250 000,00	0,00	0,00
2804162	SPIC -Bâtiments et installations	31 500 000,00	0,00	0,00
2804163	SPIC -Projets d'infrastructures d'intérêt national	3 050 000,00	0,00	0,00
28041711	SNCF -Biens mobiliers, matériel et études	60 000,00	0,00	0,00
28041712	SNCF -Bâtiments et installations	14 500 000,00	0,00	0,00
28041713	SNCF -Projets d'infrastructures d'intérêt national	4 850 000,00	0,00	0,00
28041722	RFF -Bâtiments et installations	14 500 000,00	0,00	0,00

CHAPITRE 926 - Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée
28041723	RFF -Projets d'infrastructures d'intérêt national	23 000 000,00	0,00	0,00
28041732	STIF -Bâtiments et installations	2 600 000,00	0,00	0,00
28041733	STIF -Projets d'infrastructures d'intérêt national	2 685 000,00	0,00	0,00
28041782	Autres organismes de transport -Bâtiments et installations	15 300 000,00	0,00	0,00
28041783	Autres organismes de transport -Projets d'infrastructures d'intérêt national	45 700 000,00	0,00	0,00
2804181	Organismes publics divers -Biens mobiliers, matériel et études	6 700 000,00	0,00	0,00
2804182	Organismes publics divers -Bâtiments et installations	90 000 000,00	0,00	0,00
2804183	Organismes publics divers -Projets d'infrastructures d'intérêt national	1 640 000,00	0,00	0,00
280421	Personnes de droit privé -Biens mobiliers, matériel et études	18 700 000,00	0,00	0,00
280422	Personnes de droit privé -Bâtiments et installations	67 000 000,00	0,00	0,00
280423	Personnes de droit privé -Projets d'infrastructures d'intérêt national	100 000,00	0,00	0,00
280431	Etablissements scolaires publics -Biens mobiliers, matériel et études	190 000,00	0,00	0,00
280432	Etablissements scolaires publics -Bâtiments et installations	4 550 000,00	0,00	0,00
2804412	Organismes publics -Bâtiments et installations	40 000,00	0,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires, brevets, licences, droits	3 700 000,00	0,00	0,00
28121	Plantations	5 000,00	0,00	0,00
28128	Autres agencements et aménagements de terrains	5 250 000,00	0,00	0,00
281311	Bâtiments administratifs	900 000,00	0,00	0,00
281312	Bâtiments scolaires	60 180 000,00	0,00	0,00
281314	Bâtiments culturels et sportifs	175 000,00	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	75 000,00	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	3 750 000,00	0,00	0,00
281572	Matériel technique scolaire	1 750 000,00	0,00	0,00

CHAPITRE 926 - Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée
281578	Autre matériel technique	75 000,00	0,00	0,00
28181	Installations générales, agencements et aménagements divers	200 000,00	0,00	0,00
281828	Autres matériels de transport	700 000,00	0,00	0,00
281831	Matériel informatique scolaire	13 700 000,00	0,00	0,00
281838	Autre matériel informatique	1 200 000,00	0,00	0,00
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	4 700 000,00	0,00	0,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	200 000,00	0,00	0,00
28185	Matériel de téléphonie	75 000,00	0,00	0,00
28188	Autres	17 700 000,00	0,00	0,00
	Autres	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.
(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION	A 950 A 951 A 954

DEPENSES

CHAPITRE 950 - Dépenses imprévues	
Pour mémoire budget AP précédent	**Vote de l'assemblée sur les AP**
0,00	0,00

RECETTES

CHAPITRE 951 - Virements de la section de fonctionnement	
Budget de l'exercice (1)	***Vote de l'assemblée***
265 298 000,00	*112 094 396,55*

(1) Le contenu de la colonne budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

RECETTES

CHAPITRE 954 - Produits des cessions d'immobilisations		
Budget de l'exercice (1) I	**Propositions nouvelles de la présidente**	**Vote de l'assemblée (3) III**
800 000,00	0,00	0,00

(1) Le contenu de la colonne budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET — III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE - DEPENSES — B

Chap.	LIBELLES	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (3) III	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL IV = I + II + III
93	**Services ventilés**	**2 666 131 000,00**	**0,00**	**6 600 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 666 131 000,00**
930	Services généraux	197 234 000,00	0,00	200 000,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00	0,00	-1 000 000,00	196 234 000,00
931	Formation pro. et apprentissage	818 227 000,00	0,00	1 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	818 227 000,00
932	Enseignement	600 138 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	601 138 000,00
933	Culture, sports et loisirs	70 852 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 852 000,00
934	Santé et action sociale	9 420 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 420 000,00
935	Aménagement des territoires	26 783 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 783 000,00
936	Gestion des fonds européens	48 240 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 240 000,00
937	Environnement	27 430 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 430 000,00
938	Transports	763 536 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	763 536 000,00
939	Action économique	104 271 000,00	0,00	5 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 271 000,00
94	**Services communs non ventilés**	**3 028 945 000,00**	**0,00**		**488 339,00**	**488 339,00**		**488 339,00**	**3 029 433 339,00**
940	Impositions directes	2 126 988 000,00	0,00		488 339,00	488 339,00		488 339,00	2 127 476 339,00
941	Autres impôts et taxes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
943	Opérations financières	141 842 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	141 842 000,00
944	Frais de fonctionnements groupes d'élus	2 870 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	2 870 000,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	2 000 000,00			0,00	0,00		0,00	2 000 000,00
946	*Transferts entre les sections*	755 245 000,00			0,00	0,00		0,00	755 245 000,00
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**265 298 000,00**		**0,00**	**112 094 396,55**	**112 094 396,55**		**112 094 396,55**	**377 392 396,55**
952	*Dépenses imprévues*			*0,00*					
953	*Virement à la section d'investissement*	*265 298 000,00*			*112 094 396,55*	*112 094 396,55*		*112 094 396,55*	*377 392 396,55*
TOTAL des groupes fonctionnels		**5 960 374 000,00**	**0,00**	**6 600 000,00**	**112 582 735,55**	**112 582 735,55**	**0,00**	**112 582 735,55**	**6 072 956 735,55**

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (4)	**0,00**
TOTAL	**6 072 956 735,55**

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III - VOTE DU BUDGET — III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE - RECETTES — B

Chap.	LIBELLES	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (3) III	TOTAL IV = I + II + III
93	**Services ventilés**	**182 779 000,00**	**0,00**	**-68 915 000,00**	**-68 915 000,00**	**113 864 000,00**
930	Services généraux	6 350 000,00	0,00	0,00	0,00	6 350 000,00
931	Formation pro. et apprentissage	104 340 000,00	0,00	-68 915 000,00	-68 915 000,00	35 425 000,00
932	Enseignement	21 699 000,00	0,00	0,00	0,00	21 699 000,00
933	Culture, sports et loisirs	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
934	Santé et action sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Gestion des fonds européens	48 240 000,00	0,00	0,00	0,00	48 240 000,00
937	Environnement	150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
938	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	**Services communs non ventilés**	**5 777 595 000,00**	**0,00**	**39 818 234,00**	**39 818 234,00**	**5 817 413 234,00**
940	Impositions directes	2 966 196 000,00	0,00	41 555 278,00	41 555 278,00	3 007 751 278,00
941	Autres impôts et taxes	1 998 685 000,00	0,00	0,00	0,00	1 998 685 000,00
942	Dotations et participations	542 766 000,00	0,00	-1 737 044,00	-1 737 044,00	541 028 956,00
943	Opérations financières	18 513 000,00	0,00	0,00	0,00	18 513 000,00
944	Frais de fonctionnements groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00		0,00	0,00	0,00
946	*Transferts entre les sections*	251 435 000,00		0,00	0,00	251 435 000,00
	TOTAL des groupes fonctionnels	**5 960 374 000,00**	**0,00**	**-29 096 766,00**	**-29 096 766,00**	**5 931 277 234,00**

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (4)	**141 679 501,55**
TOTAL	**6 072 956 735,55**

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III - VOTE DU BUDGET

III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 930

CHAPITRE 930 - SERVICES GENERAUX

AE (1) = 200 000,00 €

	2 Administration générale						3	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
	20 Adm. générale de la collectivité		21	22	23	28		41	42	43	44	48	
	201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux	Conseil Régional	Conseil économique et social régional	Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environ-nement	Autres organismes	Sécurité	Actions interrégiona-les	Actions européennes	Actions relevant de la subvention globale	Aide publique au développe-ment	Autres actions internationa-les	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT													
Budget de l'exercice (2)	**-1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-1 000 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**-1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-1 000 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**-1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-1 000 000,00**
Dans le cadre d'une AE-CP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	-1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 000 000,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT													
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET

III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 931

CHAPITRE 931 - FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

AE (1) = 1 400 000,00 €

	0 Services communs	1 Formation professionnelle	2 Apprentissage	3 Formation sanitaire et sociale	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**-68 915 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-68 915 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**-68 915 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-68 915 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**-68 915 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-68 915 000,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET

III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 932

CHAPITRE 932 - ENSEIGNEMENT

AE (1) = 0,00 €

	0	1	2 Enseignement du second degré				3	7	8	
	Services communs	Enseignement du premier dégré	21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes	Enseignement supérieur	Sécurité	Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET

III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 933

CHAPITRE 933 - CULTURE, SPORTS ET LOISIRS

AE (1) = 0,00 €

	0	1 Culture			2	3	7	
	Services communs	11 Enseignement artistique	12 Activités culturelles et artistiques	13 Patrimoine (bibliothèques, musées, monuments...)	Sports	Loisirs	Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET

III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 934

CHAPITRE 934 - SANTE ET ACTION SOCIALE

AE (1)= 0,00 €

	0 Services communs	1 Santé	2 Action sociale	7 Sécurité alimentaire	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET

III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 935

CHAPITRE 935 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES

AE (1) = 0,00 €

	0 Services communs	1 Politique de la ville	2 Agglomération et villes moyennes	3 Espace rural et autres espaces de développement	4 Habitat (Logement)	5 Actions en faveur du littoral	6 Technologie de l'information et de la communication	7 Sécurité	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET

III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 936

CHAPITRE 936 - GESTION DES FONDS EUROPEENS

AE (1) = 0,00 €

	1 FSE	2 FEDER	3 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT				
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET

III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 937

CHAPITRE 937 - ENVIRONNEMENT

AE (1) = 0,00 €

	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Actions en matière des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnement infrastructures transport	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET

III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 938

CHAPITRE 938 - TRANSPORTS

AE (1) = 0,00 €

	0	1 Transports en commun de voyageurs						
	Services communs	10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyageurs	12 Gares et autres infrastructures ferroviaires	13 Transports scolaires	14 Transports interurbains	15 Transports mixtes	18 Autres transports en commun
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

CHAPITRE 938 - TRANSPORTS (suite 1)

	2 Routes et voiries						7
	21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière	28 Autres liaisons	Sécurité
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

CHAPITRE 938 - TRANSPORTS (suite 2)

	8 Autres transports							TOTAL DU CHAPITRE
	81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 Insfrastructures portuaires et aéroportuaires	88 Autres	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET

III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 939

CHAPITRE 939 - ACTION ECONOMIQUE

AE (1) = 5 000 000,00 €

	0 Services communs	1 Interventions économiques tranversales	2 Recherche et innovation	3 Agriculture, pêche, agro-industrie	4 Industrie, artisanat, commerce et autres services	5 Tourisme et thermalisme	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET	III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 940

CHAPITRE 940 - Impositions directes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**2 126 988 000,00**	**0,00**	**488 339,00**	**488 339,00**	**2 127 476 339,00**
73912	F.N.G.I.R.	674 816 000,00	0,00	0,00	0,00	674 816 000,00
73913	Attributions de compensation CVAE	1 372 432 000,00	0,00	0,00	0,00	1 372 432 000,00
73914	Fonds de péréquation de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	79 740 000,00	0,00	488 339,00	488 339,00	80 228 339,00
	RECETTES	**2 966 196 000,00**	**0,00**	**41 555 278,00**	**41 555 278,00**	**3 007 751 278,00**
73112	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	1 421 814 000,00	0,00	20 343 093,00	20 343 093,00	1 442 157 093,00
73114	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau	122 568 000,00	0,00	869 092,00	869 092,00	123 437 092,00
73123	Attributions de compensation CVAE	1 421 814 000,00	0,00	20 343 093,00	20 343 093,00	1 442 157 093,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET

III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 94 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

B 941

CHAPITRE 941 - Autres impôts et taxes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**1 998 685 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 998 685 000,00**
7321	TICPE 1ere part modulation LRL	959 857 000,00	0,00	0,00	0,00	959 857 000,00
7344	Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules	352 578 000,00	0,00	0,00	0,00	352 578 000,00
7352	Taxe sur les locaux à usage de bureaux	212 939 000,00	0,00	0,00	0,00	212 939 000,00
7353	Taxe additionnelle aux droits de mutation	45 000 000,00	0,00	0,00	0,00	45 000 000,00
73821	Taxe d'apprentissage	235 623 000,00	0,00	0,00	0,00	235 623 000,00
73822	TICPE Ressource Régionale de l'Apprentissage	23 162 000,00	0,00	0,00	0,00	23 162 000,00
73841	Frais de gestion	84 767 000,00	0,00	0,00	0,00	84 767 000,00
73842	TICPE FPA	38 952 000,00	0,00	0,00	0,00	38 952 000,00
7385	TICPE Primes employeurs apprentis	45 807 000,00	0,00	0,00	0,00	45 807 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET	III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 942

CHAPITRE 942 - Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**542 766 000,00**	**0,00**	**-1 737 044,00**	**-1 737 044,00**	**541 028 956,00**
7411	D.G.F. - Dotation forfaitaire	478 886 000,00	0,00	-1 737 044,00	-1 737 044,00	477 148 956,00
7461	DGD	8 820 000,00	0,00	0,00	0,00	8 820 000,00
74718	Autres participations de l'Etat	55 060 000,00	0,00	0,00	0,00	55 060 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET	III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 943

CHAPITRE 943 - Opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES (5)	**141 842 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**141 842 000,00**
6182	Documentation générale et technique	75 000,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00
6228	Divers	925 000,00	0,00	0,00	0,00	925 000,00
627	Services bancaires et assimilés	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00
66111	Intérêts réglés a l'échéance	126 056 000,00	0,00	0,00	0,00	126 056 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	4 021 000,00	0,00	0,00	0,00	4 021 000,00
6688	Autres charges financières	7 765 000,00	0,00	0,00	0,00	7 765 000,00
	RECETTES (6)	**18 513 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 513 000,00**
7622	Produits des autres immobilisations financières - Rattachés	-4 178 000,00	0,00	0,00	0,00	-4 178 000,00
7688	Autres produits financiers	22 691 000,00	0,00	0,00	0,00	22 691 000,00

Pour information : détail du calcul des ICNE

Compte D66112 (5)	Montant des ICNE de l'exercice	70 478 000,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	66 457 000,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	4 021 000,00
Compte R7622 (6)	Montant des ICNE de l'exercice	7 410 000,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	11 588 000,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	- 4 178 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
(6) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III - VOTE DU BUDGET	III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 944

CHAPITRE 944 - Frais de fonctionnements des groupes d'élus

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**2 870 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 870 000,00**
6184	Frais de formation	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
65861	Frais de personnel	2 730 000,00	0,00	0,00	0,00	2 730 000,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET	III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 945

CHAPITRE 945 - Provisions et autres opérations mixtes (opérations semi-budgétaires)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (3)
	DEPENSES	**2 000 000,00**	**0,00**	**0,00**
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement	2 000 000,00	0,00	0,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET	III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	**B 946**

CHAPITRE 946 - Transferts entre les sections (A l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (3)
	DEPENSES (4)	**755 245 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Dot. aux amortissements et provisions	**755 245 000,00**	**0,00**	**0,00**
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	755 245 000,00	0,00	0,00
	Autres	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00
	RECETTES (5)	**251 435 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Reprises sur autofinancement	**251 435 000,00**	**0,00**	**0,00**
777	*Quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat*	*251 435 000,00*	*0,00*	*0,00*
	Transfert de charges	***0,00***	***0,00***	***0,00***
		0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement
(5) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement

III - VOTE DU BUDGET	III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 947

CHAPITRE 947 - Transferts à l'interieur de la section de fonctionnement

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (3)
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Les dépenses sont égales aux recettes du chapitre.

III - VOTE DU BUDGET	III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATIONS	B 952 B 953

DEPENSES

CHAPITRE 952 - Dépenses imprévues	
Pour mémoire budget AE précédent	**Vote de l'assemblée sur les AE**
0,00	0,00

DEPENSES

CHAPITRE 953 - Virements de la section de fonctionnement	
Budget de l'exercice (1)	**Vote de l'assemblée**
265 298 000,00	112 094 396,55

(1) Le contenu de la colonne budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/900

CHAPITRE 900 - SERVICES GENERAUX

Article/ compte par nature (1)	Libellé	2 Administration générale						3	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Adm. générale de la collectivité		21	22	23	28		41	42	43	44	48	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux	Conseil Régional	Conseil économique et social régional	Conseil culture, éducation et environt	Autres organismes	Sécurité	Actions interrégiona-les	Actions européennes	Actions relevant de la subvention globale	Aide publique au développe-ment	Autres actions internationa-les	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/901

CHAPITRE 901 - FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Formation professionnelle	2 Apprentissage	3 Formation sanitaire et sociale	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/902

CHAPITRE 902 - ENSEIGNEMENT

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Enseignement du premier dégré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/903

CHAPITRE 903 - CULTURE, SPORTS ET LOISIRS

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Culture			2 Sports	3 Loisirs	7 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			11 Enseignement artistique	12 Activités culturelles et artistiques	13 Patrimoine (bibliothèques, musées, ...)				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/904

CHAPITRE 904 - SANTE ET ACTION SOCIALE

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Santé	2 Action sociale	7 Sécurité alimentaire	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/905

CHAPITRE 905 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Politique de la ville	2 Agglomération et villes moyennes	3 Espace rural et autres espaces de développement	4 Habitat (Logement)	5 Actions en faveur du littoral	6 Technologie de l'information et de la communication	7 Sécurité	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/906

CHAPITRE 906 - GESTION DES FONDS EUROPEENS

Article/ compte par nature (1)	Libellé	1 FSE	2 FEDER	3 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/907

CHAPITRE 907 - ENVIRONNEMENT

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Traitements des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnement des infrastructures de transport	8 Autres actions en faveur de l'environnement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/908

CHAPITRE 908 - TRANSPORTS

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Transports en commun de voyageurs						
			10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyageurs	12 Gares et autres infrastructures ferroviaires	13 Transports scolaires	14 Transports interurbains	15 Transports mixtes	18 Autres transports en commun
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/908

CHAPITRE 908 - TRANSPORTS (suite 1)

Article/ compte par nature (1)	Libellé	2 Routes et voiries						7
		21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière	28 Autres liaisons	Sécurité
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/908

CHAPITRE 908 - TRANSPORTS (suite 2)

Article/ compte par nature (1)	Libellé	8 Autres transports							TOTAL DU CHAPITRE
		81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 Insfrastructures portuaires et aéroportuaires	88 Autres	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/909

CHAPITRE 909 - ACTION ECONOMIQUE

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Interventions économiques tranversales	2 Recherche et innovation	3 Agriculture, pêche, agro-industrie	4 Industrie, artisanat, commerce et autres services	5 Tourisme et thermalisme	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/930

CHAPITRE 930 - SERVICES GENERAUX

Article/ compte par nature (1)	Libellé	2 Administration générale						3	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Adm. générale de la collectivité		21	22	23	28		41	42	43	44	48	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux	Conseil Régional	Conseil économique et social régional	Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environ-nement	Autres organismes	Sécurité	Actions interrégiona-les	Actions européennes	Actions relevant de la subvention globale	Aide publique au développe-ment	Autres actions internationa-les	
DEPENSES		**-1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-1 000 000,00**
641	Rémunérations du personnel	-1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 000 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/931

CHAPITRE 931 - FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Formation professionnelle	2 Apprentissage	3 Formation sanitaire et sociale	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**-68 915 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-68 915 000,00**
747	Participations	0,00	-68 915 000,00	0,00	0,00	-68 915 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/932

CHAPITRE 932 - ENSEIGNEMENT

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Enseignement du premier dégré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/933

CHAPITRE 933 - CULTURE, SPORTS ET LOISIRS

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Culture			2 Sports	3 Loisirs	7 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			11 Enseignement artistique	12 Activités culturelles et artistiques	13 Patrimoine (bibliothèques, musées, monuments...)				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/934

CHAPITRE 934 - SANTE ET ACTION SOCIALE

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Santé	2 Action sociale	7 Sécurité alimentaire	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/935

CHAPITRE 935 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Politique de la ville	2 Agglomération et villes moyennes	3 Espace rural et autres espaces de développement	4 Habitat (Logement)	5 Actions en faveur du littoral	6 Technologie de l'information et de la communication	7 Sécurité	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/936

CHAPITRE 936 - GESTION DES FONDS EUROPEENS

Article/ compte par nature (1)	Libellé	1 FSE	2 FEDER	3 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/937

CHAPITRE 937 - ENVIRONNEMENT

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Traitements des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnement des infrastructures de transport	8 Autres actions en faveur de l'environnement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/938

CHAPITRE 938 - TRANSPORTS

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Transports en commun de voyageurs						
			10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyageurs	12 Gares et autres infrastructures ferroviaires	13 Transports scolaires	14 Transports interurbains	15 Transports mixtes	18 Autres transports en commun
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/938

CHAPITRE 938 - TRANSPORTS (suite 1)

Article/ compte par nature (1)	Libellé	2 Routes et voiries						7
		21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière	28 Autres liaisons	Sécurité
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CHAPITRE 938 - TRANSPORTS (suite 2)

Article/ compte par nature (1)	Libellé	8 Autres transports							TOTAL DU CHAPITRE
		81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 Insfrastructures portuaires et aéroportuaires	88 Autres	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/939

CHAPITRE 939 - ACTION ECONOMIQUE

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Interventions économiques tranversales	2 Recherche et innovation	3 Agriculture, pêche, agro-industrie	4 Industrie, artisanat, commerce et autres services	5 Tourisme et thermalisme	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - ANNEXES	IV
ÉLÉMENTS DE BILAN - ÉTAT DES PRÊTS	B6

B6 - PRÊTS (comptes 274)

BÉNÉFICIAIRES	Date le la Délibération initiale	Capital restant dû au 01/01/2017	Montant de l'annuité recouvré			ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	Annuité	
SNCF Mobilité	05/12/1990	123 615 098,32	15 630 254,12	0,00	15 630 254,12	0,00
SNCF Réseau	02/11/1999	37 335 732,17	3 453 682,97	0,00	3 453 682,97	0,00
RATP	22/06/1972	228 063 542,98	58 258 790,36	0,00	58 258 790,36	0,00
SYNDICAT DES EAUX	05/12/1986	0,01	0,00	0,00	0,00	
Total - Prêts assortis d'intérêts (nature 2748)		**389 014 373,48**	**77 342 727,45**	**0,00**	**77 342 727,45**	**0,00**
VILLES NOUVELLES	28/08/1985	68 941 167,53	3 946 480,21	0,00	3 946 480,21	0,00
dont:						
- EPA SENART		*49 415 679,16*	*862 260,64*	*0,00*	*862 260,64*	0,00
- EPAVN MARNE LA VALLEE		*19 381 735,05*	*3 004 372,88*		3 004 372,88	
- Autres		*143 753,32*	*79 846,69*	0,00	79 846,69	0,00
AVANCES DIVERSES		6 550 541,77	0,00	0,00	0,00	0,00
dont :						
Avances BPAL	17/06/1986	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances PNR	20/02/1995	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances Fond de solidarité aux communes		4 050 541,77	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances SAERP	21/11/2014	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Avance SEM Energies Positif	24/09/2015	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total - Prêts non assortis d'intérêts (nature 2745)		**75 491 709,30**	**3 946 480,21**	**0,00**	**3 946 480,21**	
TOTAL GENERAL		**464 506 082,78**	**81 289 207,66**	**-**	**81 289 207,66**	**-**

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	B7.1
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES-DEPENSES	

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 771 068 000,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**519 633 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	420 503 000,00		0,00
1641	Emprunts en euros	99 130 000,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**251 435 000,00**	**0,00**	**0,00**
10…	Reprise de dotations, fonds divers et réserves			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	Subv. d'invest. transférées au compte de résultat	251 435 000,00		0,00

	Op. de l'exercice III = I+II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**771 068 000,00**		**114 991 346,31**	**886 059 346,31**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES	B7.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 1 291 793 000,00**		**VI -62 876,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**77 800 000,00**		
10222	FCTVA	77 800 000,00		
10228	Autres fonds			
138	Autres subventions invest. non transf.			
	[...]			
Ressources propres internes de l'année (b)		**1 213 993 000,00**		**-62 876,00**
169	Primes de remboursement obligations			
26...	Participations et créances rattachées			
	[...]			
27...	Autres immobilisations financières			
2745	Avances remboursables	3 950 000,00		
2748	Autres prêts	189 500 000,00	-112 157 272,55	-112 157 272,55
	[...]			
28...	Amortissement des immobilisations			
280	Amortissements des immobilisations incorporelles	644 610 000,00		
281	Amortissements des immobilisations corporelles	110 635 000,00		
	[...]			
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices			
	[...]			
954	Produits des cessions d'immobilisations			
951	Virement de la section de fonctionnement	265 298 000,00	112 094 396,55	112 094 396,55

	Opérations de l'exercice VII = V+VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution R001 (3)	Affectation R1068 (3)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**1 291 730 124,00**			**114 991 346,31**	**1 406 721 470,31**

			Montant
Dépenses à couvrir par des dépenses propres		IV	**886 059 346,31**
Ressources propres disponibles		VIII	**1 406 721 470,31**
Solde		IX = VIII - IV (4)	**+ 520 662 124,00**

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Crédit de l'exercice votés lors de la séance.
(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.
(4) Indiquer le signe algébrique.

C1.2 - CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 4253-1 du CGCT	Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	104 299,87
+ Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	-
+ Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	557 169 272,55
- Provisions pour garanties d'emprunts	-
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	557 273 572,42
Recettes réelles de fonctionnement	5 679 842 234,00

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**9,8%**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 du CGCT

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50% des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	E2

Nombre de membres en exercice : 206
Nombre de membres présents : 178
Nombre de suffrages exprimés : 178

VOTES :

Pour : 100
Contre : 78
Abstentions : 0

Date de convocation : 22 juin 2017

Présenté par la Présidente,
A Paris, le 6 juillet 2017

Délibéré par le Conseil régional, réuni en session
A Paris, le 6 juillet 2017
Les membres du Conseil régional.

Certifié exécutoire par la Présidente, compte tenu de la transmission en préfecture, le 7 juillet 2017 , et de la publication le 7 juillet 2017

A Paris, le 7 juillet 2017

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/07/2017

DÉLIBÉRATION N°CR 2017-119

DU 7 JUILLET 2017

APPROBATION DU RÈGLEMENT D'INTERVENTION DU PLAN VERT DE L'ÎLE-DE-FRANCE

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;
VU Le Code de l'Environnement ;
VU La délibération n° CR 30-06 du 5 octobre 2006 relative aux nouvelles compétences régionales sur le patrimoine naturel d'Ile-de-France ;
VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010, prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;
VU Les délibérations n° CR 66-11 du 24 juin 2011 et CR 44-12 du 28 juin 2012 relatives aux « jardins solidaires en Ile-de-France » ;
VU La délibération n° CR 71-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour la biodiversité en Ile-de-France ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;
VU La délibération n° CR 43-16 du 17 mars 2016 relative à la création d'une aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques ;
VU La délibération n° CR 90-16 du 16 juin 2016, portant approbation du règlement de l'aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques ;
VU La délibération n° CR 101-16 du 16 juin 2016, relative à la création d'un dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire ;
VU La délibération n° CR 103-16 du 22 septembre 2016, relative à la nouvelle stratégie régionale dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides ;
VU La délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2016, relative à la création du contrat d'aménagement régional ;
VU La délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016, relative au nouveau contrat rural ;
VU La délibération n° CR 2017-50 du 9 mars 2017, relative au Plan Vert de l'Ile de France : la nature pour tous et partout ;
VU La délibération n° CP 15-605 du 8 octobre 2015, relative aux modalités de mise en œuvre du soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité (aide à l'ingénierie)
VU La délibération n° CP 16-546 du 13 décembre 2016, approuvant le règlement d'intervention pour la mise en œuvre de la nouvelle stratégie régionale dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;
VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2017-119 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Adopte le règlement d'intervention pour la mise en œuvre du Plan Vert de l'Ile-de-France voté par délibération n° CR 2017-50 du 10 mars 2017, présenté en annexe 1 à la délibération.

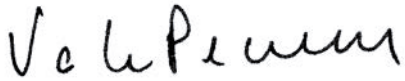
Article 2 :

Abroge le dispositif des « jardins solidaires en Île-de-France » créé par la délibération n° CR 66-11 du 24 juin 2011 et modifié par la délibération n° CR 44-12 du 28 juin 2012 au profit des mesures explicitées dans le règlement d'intervention.

Article 3 :

Délègue à la Commission permanente l'approbation des Contrats Verts et des conventions types liées aux financements des projets ainsi que la possibilité de modifier les documents annexés à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Plan Vert de l'Ile-de France : Règlement d'intervention

Conformément aux termes de la délibération n° CR 2017-50 du 10 mars 2017, le règlement d'intervention pour la mise en œuvre du Plan Vert de l'Île-de-France est proposé ci-après.

Le règlement d'intervention fixe les modalités techniques et financières du soutien apporté par la Région aux maîtres d'ouvrage porteurs de projets concourant à la mise en œuvre du Plan Vert de l'Île-de-France. Il contribue à la réalisation des objectifs quantitatifs du Plan Vert qui visent à augmenter le ratio en mètres-carrés d'espaces verts et de nature ouverts au public par habitant ainsi qu'à améliorer l'accessibilité de ces espaces.

Le soutien de la Région concerne toutes les communes d'Île-de-France et porte sur deux grands volets :

- la mise en place de Contrats Verts dans les territoires très carencés en espaces verts,
- l'aide aux projets sur toute l'Île-de-France : études et travaux.

La création de la forêt de Pierrelaye n'est pas concernée par le présent règlement, la Région apportant un soutien spécifique à ce projet au titre du Syndicat Mixte de la plaine de Pierrelaye (délibération n° CR2017-78).

1. DES CONTRATS VERTS AVEC LES TERRITOIRES TRES CARENCES

Pour accompagner de manière dynamique les territoires les plus sensibles du point de vue du manque d'espaces verts, la Région met en place des Contrats Verts avec les collectivités territoriales ou leurs établissements publics. Un Contrat vert est une démarche de conception d'un projet stratégique global relatif aux espaces verts portés par une commune ou une intercommunalité.

1.1 Objectifs du Contrat Vert

Le Contrat Vert est destiné à favoriser la réalisation d'actions en faveur des espaces verts et naturels dans les territoires très carencés, en assurant une cohérence d'intervention et en permettant une mise en commun de moyens techniques et financiers. Ce contrat qui se déploie à l'échelle communale ou intercommunale respecte les objectifs du Plan Vert de l'Île-de-France, du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) d'Île-de-France et du Schéma direction de la région Île-de-France (SDRIF).

1.2 Démarche du Contrat Vert

L'élaboration d'un Contrat Vert passe par la réalisation d'une phase de réflexion et d'études, véritable plan vert territorial à l'échelle du territoire de contractualisation. Après une étude de diagnostic et une concertation avec les habitants, cette réflexion a une visée opérationnelle et débouche sur un programme de travaux comportant une programmation précise des actions à mener sur le territoire pour la requalification, la création et l'ouverture au public d'espaces verts et de nature.

Le diagnostic territorial permet de préciser la carence en espaces verts, tant en termes de ratio que d'accessibilité, à l'échelle du territoire d'étude et de fonctionnalité des espaces

(social, végétalisation, climatisation de la ville, désimperméabilisation, biodiversité, maîtrise des ruissellements…).

La démarche de Contrat Vert s'attache à développer une approche territoriale intégrée prenant en compte :

- la dimension urbaine de l'espace vert,
- les types d'éléments constitutifs de la trame verte et bleue
- l'implantation d'espaces verts dans les espaces de transition tels que les fronts urbains,
- la mise en valeur du patrimoine et du paysage,
- la valeur écologique,
- les usages des espaces,
- la recherche des opportunités foncières pour l'aménagement ou la création d'espaces verts,
- les priorités du SDRIF en matière d'espaces verts.

Les Contrats Verts comportent également des propositions pour intégrer les orientations du Plan Vert de l'Île-de-France dans les documents d'urbanisme locaux des collectivités concernées.

1.3 Territoires éligibles, gouvernance et durée des Contrats Verts

Le Contrat permet la mise en œuvre de projets relevant de différents maitres d'ouvrage dans l'aire géographique qui le concerne.

Les porteurs de Contrats Verts sont les communes en situation très carencée, telles que définies par l'IAU dans le plan vert, ou les intercommunalités dont au moins 20 % de la population habite dans des communes très carencées. Le Contrat Vert est proposé par la collectivité après dialogue et consultation des maîtres d'ouvrage du territoire considéré.

Les Contrats Verts sont conclus pour une durée de 5 ans. Les études nécessaires à l'élaboration du Contrat Vert (études de planification et de programmation des actions) peuvent être financées en amont de la signature du Contrat. En revanche, le financement des projets ne s'applique qu'après signature.

Conformément aux missions qui leurs sont confiées par la Région, l'AEV et la future ARB ont vocation à accompagner techniquement le porteur du Contrat Vert lors de la phase d'élaboration ainsi que dans le suivi de sa mise en œuvre.

Les aides accordées au titre du Contrat Vert sont détaillées au point 2.4.

2. DES PROJETS D'ESPACES VERTS AIDES SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

Les dispositifs suivants permettent de financer des actions de mise en œuvre du Plan Vert, qu'elles soient ou non inscrites dans un Contrat Vert.

2.1 Nature des projets subventionnables

Sont éligibles aux financements de la Région tous les projets d'espaces verts et de nature ouverts au public. Il s'agit notamment de projets comportant :

- des espaces verts allant du plus naturel au plus paysagé,

- des espaces verts accompagnant les infrastructures de transports ou de circulations douces, les espaces publics et les zones d'activité : liaisons vertes, berges, emprises routières et ferrées, alignements d'arbres…
- des espaces interstitiels, des friches, des délaissés situés dans les zones urbaines,
- des espaces publics à désimperméabiliser,
- des anciennes carrières,
- des jardins partagés, des jardins pédagogiques,
- des toitures et terrasses végétalisées,
- de la création d'alignements arborés dans les territoires en Contrat Vert.

Ces projets, qui correspondent à des opérations de création d'espaces et de sites, doivent s'inscrire dans les premiers objectifs du Plan Vert, qu'il s'agisse de l'augmentation du ratio de m² d'espaces verts ouverts au public par habitant ou d'amélioration de l'accessibilité aux espaces de proximité et aux espaces récréatifs de fin de semaine.

En fonction de leur situation au regard de la carence en espaces verts du territoire, les projets sont éligibles dans les conditions suivantes :

	Territoires très carencés	**Autres territoires**
Surfaces de l'espace vert	Toute surface	> 2 000 m²

2.2 Dépenses éligibles (études et travaux)

Pour les contrats verts, la Région soutient les études de planification et de programmation conduisant à l'élaboration du projet d'ensemble.

Hors contrats verts, en termes d'études, sont éligibles au soutien de la Région les études pré-opérationnelles correspondant à l'ensemble des études de définition du projet permettant de préciser les travaux à mener et de prendre en compte toutes les fonctionnalités des espaces verts. Il s'agit notamment des études d'usage et de fréquentation des habitants, de réduction des effets d'îlots de chaleur, des inventaires et diagnostics écologiques ou des études de sols permettant une bonne élaboration du Dossier de consultation des entreprises (DCE).

En termes de travaux, les investissements éligibles sont précisés ci-après, en cohérence avec les grands types de fonctionnalités promues par le Plan Vert.

Les projets éligibles sont :

Sur tout le territoire francilien :

- la création d'espaces verts et de liaisons vertes ouverts au public,
- les jardins partagés et pédagogiques, dès lors qu'ils permettent l'association du public et qu'ils sont soutenus par les communes et les intercommunalités,
- les toitures et murs végétalisés accessibles au public.

Sur les territoires en contrat vert

- les créations d'alignement d'arbres.

Les travaux éligibles sont :

- les travaux d'aménagement des sols et des terrains en liaison directe avec la création d'espaces verts,
- les plantations recourant à une grande diversité de végétaux non allergènes :
    - consommant peu d'eau et présentant des propriétés intéressantes en termes de rafraîchissement et de gestion des eaux pluviales,
    - d'essences locales (plantes vivaces, herbacées, arbustives, arbres) ou d'arbres portant des fruits comestibles avec une priorité pour ceux labellisés « Végétal local » ou équivalent,
- Les frais directement associés, tuteurs, paillage, clôtures…
  NB : Les plantes reconnues comme invasives en Île-de-France sont exclues,
- pour les jardins partagés et pédagogiques : l'ensemble des équipements et des dépenses liés à l'aménagement et à l'activité de jardinage (aménagements du terrain, cabanes, clôtures…), hors petit matériel (outils de jardinage notamment).

LES DEPENSES SUIVANTES NE SONT PAS ELIGIBLES AUX AIDES REGIONALES

- le renouvellement de plantes et d'arbres d'alignement,
- les plantes annuelles et aménagements plantés temporaires,
- toutes les dépenses pour l'entretien, la gestion et la surveillance de l'espace, y compris le matériel,
- le mobilier, les équipements sportifs ou de jeux et l'éclairage
- les revêtements imperméables et les aménagements routiers.

2.3 Objectifs qualitatifs

La Région soutient les projets qui répondent aux objectifs qualitatifs du Plan Vert :

- conception d'**espaces végétalisés et favorables à la biodiversité** avec des espèces locales et non allergènes et contribuant à la mise en œuvre de la trame verte et bleue urbaine,
- aménagements favorables **à la lutte contre l'effet d'Îlot de chaleur** : les espaces verts ont un rôle important à jouer dans le cadre de l'adaptation au réchauffement climatique, la végétation ayant un effet de climatiseur urbain par un rafraîchissement des espaces,
- création d'espaces verts favorisant les **liens sociaux :** l'objectif premier donné au Plan Vert est de pouvoir offrir à tous les Franciliens des espaces verts et de nature offrant des espaces de convivialité,
- participation à la **désimperméabilisation des sols et à la maîtrise des ruissellements,** accompagnées d'une végétalisation.

Dans l'examen des dossiers, une attention particulière est portée aux clauses environnementales adossées aux marchés permettant notamment :

- de valoriser un circuit court de production francilienne pour les végétaux,
- d'introduire des végétaux labélisés « végétal local »,
- de prévoir, pour les entreprises intervenantes, la mise en place de pénalités chiffrées et dissuasives visant à protéger le patrimoine arboré en phase chantier.

Lorsque le maître d'ouvrage a recours à des entreprises d'insertion, des associations d'insertion ou des entreprises adaptées, le plafond d'aide est majoré.

2.4 Modalités de financements

Qu'il s'agisse d'études ou de travaux, les aides de la Région correspondent exclusivement à des dépenses d'investissement.

Les modalités d'attribution de ces aides sont les suivantes :

TERRITOIRES EN CONTRAT VERT et communes très carencées

Elaboration du Contrat Vert *(études de planification et de programmation des actions)*	
Taux de subvention	30 %
Contrat Vert communal *Montant maximum de subvention régionale*	50 000 €
Contrat Vert intercommunal *Montant maximum de subvention régionale*	100 000 €
Projets : études pré-opérationnelles, travaux et acquisitions	
Taux de subvention	30 %
Coût plafond éligible au m²	Projet inférieur ou égal à 0,5 ha : 100 €/m² Projet compris entre 0,5 et 2 ha : 50 €/m² Projet supérieur ou égal à 2 ha : 25 €/m²
Montant maximum de subvention régionale par projet *Les montants des études pré-opérationnelles et des acquisitions sont plafonnés respectivement à 10% du montant total du projet.* *Au sein du programme de travaux, la création d'alignement d'arbres peut être financée à hauteur de 2 000 € de dépenses subventionnables par arbre.*	500 000 € Lorsque le maître d'ouvrage a recours des entreprises d'insertion, des associations d'insertion ou des entreprises adaptées, le plafond d'aide est porté à 600 000 €

TERRITOIRES HORS CONTRAT VERT

Projet : études pré-opérationnelles et travaux	
Taux de subvention	30 %
Coût plafond éligible au m²	Projet inférieur ou égal à 0,5 ha : 100 €/m² Projet compris entre 0,5 et 2 ha : 50 €/m² Projet supérieur ou égal à 2 ha : 25 €/m²
Montant maximum de subvention régionale par projet *Les montants des études pré-opérationnelles sont plafonnés à 10 % du montant total du projet*	500 000 €

A l'échelle d'un territoire communal, un même maître d'ouvrage ne peut bénéficier de plus de deux projets de même nature subventionnés par la Région.

3. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DES AIDES REGIONALES

3.1 Instruction des dossiers

Les dossiers sont instruits au niveau Avant-Projet (AP) ou Dossiers de consultation des entreprises (DCE). Le dossier s'attache à intégrer les différentes fonctionnalités des espaces verts et, pour susciter des propositions qualitatives et innovantes, sollicite la proposition de variantes.

Le porteur de Contrat Vert et les maîtres d'ouvrage peuvent bénéficier de l'expertise conjointe de l'Agence des espaces verts et des services de la Région pour l'accompagnement dont ils auraient besoin dans la conception de leurs projets. Cette expertise peut notamment être sollicité pour :

- l'aide à évaluation de la pertinence d'une initiative, notamment en matière de biodiversité (mise à disposition des données naturalistes existantes, accompagnement sur les diagnostics écologiques),
- la sensibilisation des élus et des agents à la qualité des projets,
- l'aide au recours à la maîtrise d'œuvre adaptée.

L'instruction technique des projets et l'accompagnement des porteurs de projets sont effectués par l'AEV.

3.2 Modalités d'attribution des aides

La Région lance chaque année plusieurs appels à projets en application du présent règlement. Les dossiers sont déposés de façon dématérialisée sur la plateforme des aides régionales PAR.

Un comité de programmation est chargé de l'examen des projets. Ce comité, présidé par la Vice-présidente en charge de l'écologie et du développement durable, associe l'IAU, l'AEV, la future Agence régionale pour la biodiversité et les services de la Région. Le comité de programmation veille à la qualité des dossiers et à la répartition équilibrée des projets sur le territoire francilien.

Les aides régionales concernent des opérations situées sur le domaine public en conformité avec les obligations administratives nécessaires. Elles font l'objet d'une convention financière avec le bénéficiaire, qui fixe notamment les modalités de versement de la subvention et celles relatives à l'information par affichage public avec apposition du logo de la Région conformément à sa charte graphique.

Lorsque les opérations concernent le domaine privé, elles doivent obligatoirement avoir fait l'objet d'une DUP (Déclaration d'Utilité Publique) ou d'une DIG (Déclaration d'Utilité Publique ou d'Intérêt Général). Les conditions d'entretien doivent alors être précisées et contractualisées par une convention.

Le taux cumulé des aides publiques aux collectivités ne peut dépasser 70 % du montant hors taxe des dépenses en investissement. Ces aides sont accordées dans la limite des dotations annuelles régionales en faveur du Plan vert.

Les subventions sont accordées aux maîtres d'ouvrage des opérations. Dès lors qu'un maître d'ouvrage intervient pour le compte d'un ou plusieurs autres maîtres d'ouvrages, celui-ci doit avoir reçu délégation de la part de ces derniers.

En application de la règle de non cumul des aides, une même opération ne peut pas être financée par plusieurs aides de la Région.

3.3 Bénéficiaires des subventions régionales

Sont éligibles les bénéficiaires suivants :

- les communes,
- les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre,
- les établissements publics territoriaux d'Ile-de-France,
- les syndicats mixtes,
- les départements,
- les bailleurs sociaux publics ou privés (OPHLM, SAHLM, etc.),
- les établissements publics d'aménagement dès lors qu'ils interviennent sur le périmètre de compétence défini dans leurs statuts,
- toute autre personne publique, para publique ou privée intervenant dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage déléguée (concession d'aménagement ou autres). Dans ce cas, sont éligibles les actions réalisées sous maîtrise d'ouvrage publique ou privée (SEM, SPL, ou tout autre type d'opérateur) dans le cadre d'un contrat relevant du titre I du livre quatrième de la première partie du Code Général des Collectivités Territoriales (DSP, concession de travaux, marché de partenariat) ou de l'article L. 300.4 du code de l'urbanisme (concession d'aménagement) et bénéficiant d'une participation financière de la commune ou de l'EPCI. La subvention régionale doit avoir pour effet direct la baisse des coûts pesant sur la collectivité concédante pour la réalisation de l'opération susmentionnée, et ne doit en aucun cas procurer un avantage économique au risque qu'elle puisse être qualifiée d'aide d'Etat conformément à l'article 107 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).
- les grandes entreprises de service public,
- les établissements privés d'enseignement secondaire général,
- les universités et les organismes de recherche,
- les associations.

3.4 Constitution des dossiers de demande de subvention

Outre le courrier de saisine adressé à la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, le dossier de demande de subvention doit comprendre les pièces suivantes :

- la délibération du maître d'ouvrage approuvant l'opération, présentant le plan de financement et sollicitant les aides financières,
- les délibérations et le cas échéant la convention, lorsque l'un des maîtres d'ouvrage délègue la maîtrise d'ouvrage à une autre collectivité (ces documents précisent notamment la propriété de l'ouvrage lorsque l'opération est achevée),
- un mémoire explicatif détaillé ou une étude de faisabilité du projet précisant notamment le gain attendu en termes de services rendus, au regard des fonctionnalités promues par le Plan Vert d'Île-de-France,
- un plan de masse du projet, accompagné d'un dossier photographique, précisant la destination et l'usage actuels et futurs des différentes surfaces concernées (espaces verts, gestion différentiée, désimperméabilisation, etc…),
- le(s) dossier(s) d'avant-projet ou de consultation des entreprises,
- le devis estimatif détaillé et le plan de financement prévisionnel du projet,
- le calendrier prévisionnel de réalisation,
- un engagement relatif à la mise à disposition du public,
- le respect des mesures d'accompagnement d'ordre administratif, réglementaire ou technique,

- une notice présentant la procédure administrative et son niveau d'avancement pour les opérations qui nécessitent la prise d'une DUP ou d'une DIG, ou qui sont soumises à déclaration ou à autorisation au titre de la loi sur l'eau,
- les conventions passées avec les propriétaires fonciers lorsque l'ouvrage est réalisé sur domaine privé,
- le certificat administratif de non récupération de la TVA le cas échéant,
- un RIB,
- le numéro de SIRET,
- la fiche SIREN,
- une lettre d'engagement de la structure à embaucher un ou plusieurs stagiaires pour une durée minimum de deux mois (Mesure 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens (CR n° 08-16 du 18 février 2016),
- la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité signée, pour tous les porteurs de projets à l'exception des collectivités territoriales et de leurs groupements,
- pour les associations, le dossier devra comprendre également :
    - la copie des statuts de l'organisme,
    - la copie certifiée du compte de résultats et du bilan du dernier exercice certifié par un commissaire aux comptes si nécessaire,
    - les références des opérations réalisées en tant que maître d'ouvrage.

3.5 Visibilité de l'action régionale

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, les bénéficiaires des subventions régionales s'engagent à valoriser la contribution régionale dans toutes leurs actions et supports de communication, promotion et médiatisation liées à l'objet de ce soutien. De plus, ils s'engagent à informer suffisamment en amont la Région de tous événements, manifestations et opérations de valorisation des projets subventionnés afin que celle-ci puisse le cas échéant être représentée.

Les obligations à respecter par les bénéficiaires en la matière sont détaillées dans les conventions de financement.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 07/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 07/07/2017

DÉLIBÉRATION N°CR 2017-137

DU 6 JUILLET 2017

AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'AIR : DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES FRANCILIENNES, TOUT PARTICULIÈREMENT ARTISANALES, POUR L'ACQUISITION DE VÉHICULES "PROPRES"

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;
VU Le règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et publié au JOUE L 114 du 26 avril 2012 ;
VU Le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 ;
VU Le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L1111-2, L1111-9, L4211-1 et L 4221-1 ;
VU Le Code de l'environnement et notamment ses articles L221-1 et suivants ;
VU Le code des transports ;
VU Le plan de protection de l'atmosphère de l'Île-de-France ;
VU Le plan de déplacements urbains d'Île-de-France ;
VU La délibération CR 61-11 du 23 juin 2011 approuvant la stratégie régionale de développement économique etd'innovation ;
VU La délibération CR 98-12 du 22 novembre 2012 relative à l'approbation du Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE)
VU La délibération CR 97-13 du 18 octobre 2013, approuvant le schéma directeur de la Région Île-de-France (SDRIF) ;
VU La délibération CR 36-14 du 19 juin 2014 concernant la présentation du projet de Plan de DéplacementsUrbains d'Île-de-France (PDUIF) pour approbation ;
VU La délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération CR 114-16 du 17 juin 2016 approuvant le plan régional pour la qualité de l'air "Changeons d'air en Île de France"
VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;
VU La délibération CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2017-137 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de créer un dispositif d'aide à l'acquisition de véhicules propres pour les petites et moyennes entreprises franciliennes, tout particulièrement artisanales, comptant au plus 50 salariés et ayant leur siège en Ile-de-France.

Article 2 :

Adopte le règlement d'intervention du dispositif d'aide figurant en annexe à la présente délibération.

Article 3 :

Délègue à la Commission permanente les adaptations du règlement d'intervention et l'adaptation des conventions-types.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

I. OBJECTIFS DE L'AIDE RÉGIONALE

L'aide régionale a pour objectif d'augmenter la part des véhicules utilitaires « propres » dans le parc de véhicules utilitaires des petites et moyennes entreprises franciliennes, tout particulièrement artisanales.

II. CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

a. BÉNÉFICIAIRES

Sont éligibles les petites et moyennes entreprises, tout particulièrement artisanales, comptant au plus 50 salariés et ayant leur siège en Ile-de-France.

b. INVESTISSEMENTS ÉLIGIBLES

Les dépenses d'investissements éligibles doivent être exploitées sur le territoire francilien. Elles doivent concerner l'achat ou la location longue durée de véhicules neufs ou d'occasion, dès lors qu'elles sont immobilisées au bilan du preneur :

- d'un véhicule utilitaire léger (Poids Total Autorisé en Charge inférieur à 3,5 tonnes) électrique, GNV ou à hydrogène
ou
- d'un véhicule utilitaire (PTAC compris entre 3,5 tonnes et 7,5 tonnes) électrique, GNV ou à hydrogène.

III. MODALITES DE L'AIDE

L'aide régionale est imputée au chapitre budgétaire 909 « Action économique », sous fonction 94 « industrie, artisanat, commerces et autres services ».

Dans le cas où l'aide octroyée dans le cadre de ce dispositif est susceptible d'affecter les échanges communautaires ou menace de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions au sens de l'article 107 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, elle est attribuée sur le fondement du règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité aux aides *de minimis.*

Le montant de l'aide régionale est forfaitaire :
- 6 000 € pour un véhicule utilitaire léger électrique, GNV ou à hydrogène (PTAC inférieur à 3,5 tonnes)
- 9 000€ pour un véhicule utilitaire électrique, GNV ou à hydrogène (PTAC compris entre 3,5 tonnes et 7,5 tonnes)

L'aide régionale est cumulable avec les aides de l'Etat mais non cumulable avec les autres aides de collectivités ayant le même objet.

Le cumul d'aides publiques est plafonné à 70% du prix d'achat HT du véhicule. En cas de dépassement de ce taux, l'aide régionale est revue à la baisse à due concurrence.

Une même entreprise ne peut prétendre à une aide régionale pour plus de cinq véhicules.

Dans le cadre d'une location longue durée de 2 ans minimum, l'aide est versée au loueur qui en répercute la baisse sur les loyers.

IV. ENGAGEMENT DU BÉNÉFICIAIRE

Le bénéficiaire de l'aide régionale s'engage à ne pas revendre le véhicule concerné dans un délai de 5 ans à compter de la date d'acquisition.

Les bénéficiaires ayant la capacité d'accueillir un stagiaire s'engagent à en recruter au moins un conformément à la délibération CR 08-16 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens.

Le bénéficiaire s'engage à signer et respecter la charte de la laïcité conformément à la délibération CR 2017-51 relative à la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité.

V. GESTION DU DISPOSITIF

La liste des pièces nécessaires à la demande figure sur le portail des aides de la Région : https://www.iledefrance.fr/aides-regionales-appels-projets

Le dépôt de la demande s'opère de façon dématérialisée via la plateforme des aides régionales : https://par.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 18/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 18/07/2017

DÉLIBÉRATION N°CR 2017-115

DU 7 JUILLET 2017

AVIS DE LA RÉGION SUR LE PROJET DE PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHÈRE D'ÎLE-DE-FRANCE

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement (CE) n°1303/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives aux Fonds européens structurels et d'investissement ainsi que les règlements délégués et les actes d'exécution afférents ;

VU Le règlement (CE) n°1301/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » ;

VU Le règlement (CE) n°1304/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds Social Européen ;

VU La décision de la Commission européenne C(2014) 10205 du 18 décembre 2014 portant approbation du Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Ile-de-France et du bassin de Seine sur le fondement de l'article 29 du règlement (CE) n°1303/2013 ;

VU Le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1611-10 et L1111-9 et suivants ;

VU Le code de l'environnement et notamment ses articles L.221-1 et suivants et L222-4 et suivants ;

VU La délibération CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation du CPER 2015-2020 ;

VU La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative à la délégation d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération CR 146-16 du 17 juin 2016 relative aux conditions préalables à la lutte contre la pollution atmosphérique ;

VU La délibération CR 114-16 du 17 juin 2016 : Changeons d'air en Ile-de-France : plan régional pour la qualité de l'air (2016-2021) relative également à l'adoption d'une convention pluriannuelle entre la Région Île-de-France et AIRPARIF ;

VU La délibération CR134-16 du 22 septembre 2016 relatif au lancement de l'élaboration du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route ;

VU La délibération CR 77-17 du 18 mai 2017 relatif au plan vélo régional ;

VU la délibération CP12-738 du 11 octobre 2012 sur l'avis de la Région sur le projet de Plan de protection de l'atmosphère francilien ;

VU La délibération CP 16-657 du 13 décembre 2016 relative à la mise en œuvre du plan « changeons d'air en Île-de-France », à l'adoption du dispositif « fonds air-bois » et au soutien au déploiement du « LAB-AIR» ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission du logement et de la politique de la ville ;

VU l'avis de la commission des transports ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission du grand paris ;

VU le rapport n°CR 2017-115 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Réaffirme que la qualité de l'air constitue un enjeu sanitaire et environnemental majeur pour les franciliens et qu'il est donc nécessaire d'agir de manière ambitieuse pour limiter les émissions de polluants atmosphériques. La Région, chef de file en matière de qualité de l'air, a fait de ce sujet une priorité en matière environnementale et de santé, notamment à travers l'adoption du plan « changeons d'air en Île-de-France» le 17 juin 2016 (délibération CR 114-16), premier acte de la feuille de route environnementale de la mandature.

Article 2 :

Remercie les services régionaux de l'Etat pour le travail de concertation effectué, mais regrette néanmoins le caractère très contraint du planning retenu par le Préfet de région pour la révision du PPA francilien, engendrant de réelles difficultés pour que les hypothèses du plan soient partagées et validées entre les acteurs.

Est préoccupé par l'absence de précisions sur les moyens consentis par l'Etat dans le PPA en complément des efforts des collectivités et l'appelle à prendre toute sa part de responsabilité face à l'enjeu sanitaire et social de toute première urgence que constitue la qualité de l'air.

Regrette que le projet actuel soit loin d'exploiter toutes les possibilités réglementaires et préfère s'appuyer sur des mesures incitatives dont le financement repose souvent sur d'autres acteurs et notamment sur les collectivités.

Article 3 :

Rappelle son engagement pour un plan de sortie du diesel pour la Région et pour le STIF, conformément à l'adoption de la délibération CR 146-16.

Article 4 :

Relève plus spécifiquement que :

- le contenu du défi sur la création d'une **zone de circulation restreinte (**ZCR) métropolitaine mérite d'être revu pour en faciliter l'acceptabilité, avec l'ambition :
    - o de mieux évaluer les effets négatifs de la mesure (impacts sociaux et économiques),

- d'étaler l'horizon de mise en œuvre afin que les Franciliens puissent bénéficier de solutions alternatives en matière de déplacements,
- d'accompagner la démarche d'une liste exhaustive de mesures afin d'en faire un outil de mobilité durable, favorisant la complémentarité des modes de transport,
- d'avoir l'engagement, de la part de l'Etat et de la ville de Paris notamment, d'un soutien financier à tous les usagers captifs les plus démunis qui n'auront pas les moyens de faire face aux contraintes de la mesure, les pénalisant dans leur mobilité.

- l'évaluation des mesures, sous tous ses aspects (santé, environnement, coût etc.) et à l'échelle de la région, n'est pas suffisamment robuste, avec des hypothèses retenues insuffisamment discutées avec tous les partenaires concernés.

- ce projet, focalisé principalement sur les seuls dioxydes d'azote et particules, ne précise pas suffisamment la volonté de l'Etat de prendre en compte, de manière complète, dans ses politiques publiques, l'ensemble des polluants de l'air ayant des effets sanitaires avérés.

- le défi intitulé « Fédérer, mobiliser les collectivités et coordonner leurs actions en faveur de la qualité de l'air. » ne prend pas pleinement en compte le rôle de la Région, partenaire privilégié de l'Etat en sa qualité de chef de file, tel que précisé dans la délibération CR 114-16.

Article 5 :

Demande à l'Etat de modifier les dispositifs d'intervention relevant de son autorité pour permettre à l'ADEME d'apporter un financement équivalent à celui des collectivités pour la mise en œuvre du fonds air-bois sur l'ensemble des territoires des Départements de grande couronne y compris en zone rurale, permettant ainsi de lever les blocages pour le déploiement de ce fonds et de répondre aux enjeux de performance de la combustion du bois.

Article 6 :

Emet, pour toutes ces raisons, un avis défavorable au projet de PPA dont les enjeux appellent une ambition collective plus importante et mieux partagée.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-120

DU 7 JUILLET 2017

AVIS DE LA RÉGION CONCERNANT : - LE PROJET DE REFONTE DU DÉCRET PORTANT CRÉATION DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'AMÉNAGEMENT D'ORLY-RUNGIS-SEINE AMONT (EPA ORSA) - LE PROJET DE CRÉATION PAR CITALLIOS DE LA SAS MAURICE CLERC AFIN DE MENER UNE OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT À POISSY (78)

ÉVOLUTION DE LA CONTRIBUTION DE LA RÉGION À L'ATELIER INTERNATIONAL DU GRAND PARIS (AIGP).

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1524-5, L. 2121-33, L. 21-22-25, L. 3221-7 et L. 4231-5 ;

VU le code de commerce ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 321-14 à L. 321-28 ;

VU le décret n° 2007-785 du 10 mai 2007 portant création de l'Établissement public d'aménagement Orly Rungis Seine Amont ;

VU la délibération du Conseil régional n° CR 18-11 du 8 avril 2011 adoptant l'adhésion de la Région Ile-de-France à l'Atelier International du Grand Paris,

VU le décret n°2015-980 du 31 juillet 2015 relatif à l'Établissement public Grand Paris Aménagement et abrogeant le décret n°2002-623 du 25 avril 2002 relatif à l'Agence foncière et technique de la région parisienne ;

VU la délibération du conseil régional CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération du conseil régional CR 139-16 du 16 juin 2016 portant approbation de la fusion des sociétés d'économie mixte SEM 92, Yvelines Aménagement et SEMERCLI pour créer la société d'économie mixte CITALLIOS ;

VU la délibération du conseil régional CR 184-16 du 13 octobre 2016 portant avis de la Région concernant le projet de décret de fusion de l'Établissement public d'aménagement (EPA) de la Plaine de France avec l'Établissement public du Grand Paris (GPA) ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2017,

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission du grand paris ;

VU le rapport n°CR 2017-120 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Donne un avis favorable au projet de création d'une fédération entre GPA et l'EPA ORSA sous réserve :

1° que la Région soit directement associée aux modalités d'élaboration de la convention qui doit déterminer ce processus de création d'une fédération entre les deux établissements ;

2° que la gouvernance de Grand Paris Aménagement soit placée sous la présidence d'un élu régional.

Article 2

Approuve la prise de participation de CITALLIOS dans le capital de la SAS MAURICE CLERC déjà existante, pour un montant 7 400 € et autorise ses représentants au conseil d'administration de CITALLIOS à voter en faveur de ce projet.

Article 3

Décide de se retirer de l'Atelier International du Grand Paris (AIGP).

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 12/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 12/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-131
DU 6 JUILLET 2017

POUR UNE POLITIQUE INNOVANTE EN MATIÈRE DE SOUTIEN À LA JEUNE CRÉATION : FORTE, L'ILE-DES-CHANCES ET LES 24H00 DE LA CRÉATION

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement (UE) N° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité paru au journal officiel de l'Union européenne du 26 juin 2014, L187/1 et notamment son article 54 ;

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 31-05 du 23 juin 2005 relative aux aides régionales dans le domaine culturel (crédits de fonctionnement) ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France 2017 ;

VU L'avis émis par la Commission des Finances ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU le rapport n°CR 2017-131 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Approuve le dispositif «**FoRTE**», dont le règlement d'intervention figure en annexe 1 à la présente délibération.

Délègue à la Commission permanente la possibilité de modifier le règlement d'intervention relatif au dispositif FoRTE.

Article 2

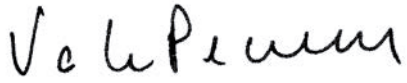
Approuve le principe de conventions de partenariat avec des entreprises et des fondations qui sont actives dans le domaine du financement participatif, dans le cadre du dispositif « **L'Île des**

chances », et délègue à la Commission permanente l'adoption d'un règlement d'intervention détaillé.

Article 3

Délègue à la Commission permanente l'approbation des conventions-types relatives aux dispositifs approuvés par les articles 1 à la présente délibération

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION

REGLEMENT DU DISPOSITIF « FORTE»

REGLEMENT DU DISPOSITIF

« FoRTE»

1) Définition et objectifs généraux

Ce dispositif vise à accompagner :

- **de jeunes diplômés d'écoles d'art** et de culture ou ayant suivi une formation qualifiante dans le secteur, selon les différents champs de la création artistique, pour leurs premières réalisations professionnelles.
- **des jeunes créateurs en voie de professionnalisation,** pour leurs premières réalisations professionnelles..

Le dispositif a pour objectif de permettre aux jeunes créateurs :

- De réaliser leur projet professionnel, un passeport vers la réussite professionnelle ;
- De disposer de moyens pour leurs premières créations professionnelles
- De mieux appréhender le domaine de création dans lequel ils veulent faire carrière (codes, enjeux, problématiques, marché, réglementations, tendances …) ;
- D'accéder à un réseau de professionnels reconnus ;
- D'obtenir une visibilité à l'échelle régionale, nationale, voire internationale.

2) Bénéficiaires éligibles

Les bénéficiaires sont :

- Les artistes émergents,
- Dans le cas où ceux-ci ne peuvent recevoir de rémunération directe, les structures professionnelles d'accompagnement de l'artiste : lieux culturels publics ou privés, entreprises d'accompagnement et de développement d'artistes.

Pour être éligible, le jeune créateur doit :

- Etre âgé de 18 à 30 ans et résider en Ile-de-France pendant la durée de son projet ;
- Etre diplômé d'une école d'art ou de culture ou avoir suivi une formation qualifiante dans le secteur ;
- Présenter un engagement de la part d'une structure professionnelle afin de l'accompagner tout au long de son processus de création et de réalisation de son projet.

Les bénéficiaires de l'aide ne doivent pas avoir été accompagnés précédemment par un dispositif régional quel qu'il soit et ne peuvent candidater que dans une seule discipline.

3) Critères d'attribution du projet

- La nature, les objectifs, le contenu, la qualité innovante du projet,
- La cohérence du budget et la viabilité du projet,
- Le respect des législations en vigueur.
- Pour les structures professionnelles, la capacité à mettre en place le projet (moyens humains, logistiques et techniques)

4) Modalités de sélection des projets

Un jury est mis en place pour chacun des quatre secteurs concernés :

- Musiques
- Spectacle vivant
- Arts plastiques
- Cinéma et audiovisuel.

Quatre jurys composés chacun de 4 experts reconnus dans chacun des secteurs, sous la présidence d'un élu, examinent l'éligibilité des projets candidats au dispositif FoRTE.

Ils se prononcent sur la base des informations artistiques, économiques, techniques et financières des dossiers qui leur sont soumis.

L'avis des jurys est un avis consultatif.

5) Nature de l'aide et modalités d'intervention

L'aide régionale est attribuée :

- Soit sous forme d'une bourse d'aide au jeune créateur / talent émergent pour rémunérer son travail le temps du projet.
- Soit sous forme d'une subvention à la structure d'accompagnement, dans le cas où le statut du ou des jeunes créateurs ne permet pas le versement d'une aide directe. Dans ce cas, la structure assure la prise en charge totale du projet artistique et la rémunération de son auteur.
- La bourse d'aide pour l'émergence artistique correspond à la rémunération du (des) jeune(s) créateur(s) pour son travail artistique au cours du conventionnement, de 10 mois maximum. Elle est égale à 2500€ par mois.
- Les crédits attribués par la Région Île-de-France sont assujettis aux régimes de sécurité sociale des artistes et seront à la charge de la Région. Les montants des cotisations sociales ne sont pas déduits des montants d'aides qui sont des montants nets.

Afin d’accueillir et d’accompagner les talents émergents notamment dans la conception, réalisation et diffusion de leur projet artistique, les structures professionnelles bénéficient d’une subvention régionale. Cette subvention est calculée sur la base des dépenses éligibles, qui incluent :

- la rémunération du ou des jeunes créateurs, pour 10 mois maximum,
- les frais de fonctionnement généraux relatifs au projet d’accompagnement peuvent être pris en compte dans la limite de 20% du budget du projet.

Le soutien régional est plafonné à 80% maximum des dépenses éligibles, dans la limite d’une subvention régionale de 50 000€.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-084

DU 6 JUILLET 2017

POUR UNE POLITIQUE RÉGIONALE AMBITIEUSE DE VALORISATION DU PATRIMOINE

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement (UE) N° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité paru au journal officiel de l'Union européenne du 26 juin 2014, L187/1 et notamment son article 54 ;

VU Le code général des Collectivités territoriales ;

VU Le code du patrimoine;

VU La délibération n° CR 84-14 du 17 avril 1984 relative à l'aide aux associations qui participent à des chantiers de fouilles archéologiques et à des opérations du patrimoine bâti d'intérêt régional;

VU La délibération n° CR 13-93 du 1er juillet 1993 relative à l'aide apportée aux travaux de construction, d'aménagement des musées contrôlés départementaux, communaux et associatifs;

VU La délibération n° CR 19-99 du 1er juillet 1999 relative au financement des études préalables à la protection des sites et à la mise en valeur du patrimoine et des paysages

VU La délibération n° CR 06-15 du 12 février 2015 relative à l'évolution du soutien régional à la restauration du patrimoine bâti;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010;

VU La délibération n° CR 2017-66 Défendre et valoriser le petit patrimoine francilien

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2017-084 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve le dispositif de **« Soutien au patrimoine protégé »,** immobilier et mobilier, dont le

règlement d'intervention figure en annexe 1 de la présente délibération.

Article 2 :

Approuve le dispositif de « **Soutien au patrimoine labellisé d'intérêt régional, aux maisons d'artistes et aux musées** » pour la restauration, l'aménagement et la valorisation du patrimoine non protégé, dont le règlement d'intervention figure en annexe 2 à la présente délibération.

Décide de créer un label pour le patrimoine d'intérêt régional.

Délègue à la Commission Permanente la compétence pour définir et approuver ses modalités de mise en œuvre.

Article 3 :

Approuve le dispositif de « **Soutien aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine** » dont le règlement d'intervention figure en annexe 3 à la présente délibération.

Article 4 :

Approuve la création du **Fonds régional photographique et audiovisuel.**

Article 5 :

Approuve sur la base **d'un diagnostic emploi-formation sur les métiers d'art**, l'engagement d'une réflexion avec la Fondation du patrimoine et les acteurs de l'emploi et de l'insertion professionnelle sur le développement des centres de formation aux métiers liés à la sauvegarde du patrimoine.

Article 6 :

Approuve la convention de **partenariat entre la Région et la Fondation du Patrimoine** qui figure en annexe 4 à la présente délibération et autorise la Présidente à la signer.

Délègue à la Commission permanente la compétence pour attribuer la subvention annuelle à la Fondation du Patrimoine sur le fondement de la convention de partenariat, pour reconduire chaque année cette convention et le cas échéant pour la modifier par avenant.

Article 7 :

Approuve que l'ensemble des patrimoines visés aux articles précédents fera l'objet d'un signalement, d'une présentation et d'une valorisation à destination du grand public. Pour ce faire, **approuve la création d'une plateforme ou d'une application numérique**.

Article 8 :

Abroge les délibérations n° CR 84-14 du 17 avril 1984, n° CR 13-93 du 1er juillet 1993, n° CR 19-99 du 1er juillet 1999 et du n° CR 06-15 du 12 février 2015.

Article 9 :

Délègue à la Commission permanente l'approbation de conventions-type à conclure :

- avec les bénéficiaires de subventions,
- avec les attributaires du label « Patrimoine d'intérêt régional ».

et autorise la Présidente à les signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

REGLEMENT D'INTERVENTION

SOUTIEN AU PATRIMOINE PROTÉGÉ

1. Objectifs

- Apporter une contribution à la restauration du patrimoine architectural inscrit ou classé et du mobilier inscrit ou classé au titre des Monuments Historiques n'appartenant pas à l'Etat.
Poursuivre un soutien régional en faveur du patrimoine protégé pour contribuer à préserver des monuments qui, dans le contexte historique, sont certes d'intérêt national, mais sont aussi identitaires pour la région-capitale.
- Contribuer à la cohérence et à l'intégrité des lieux patrimoniaux lorsqu'ils sont meublants par exemple.

2. Nature de l'aide

L'aide régionale permet de financer en investissement :
- les travaux de restauration (clos et couvert) et d'aménagement pour le patrimoine immobilier,
- la restauration des objets mobiliers inscrits ou classés.

3. Bénéficiaires

Pour les travaux de restauration du patrimoine immobilier :
- les propriétaires publics, à l'exception de l'Etat, et les propriétaires privés d'immeubles classés et inscrits au titre des Monuments Historiques,
- les aménageurs mandatés par des collectivités territoriales.

Pour la restauration des objets mobiliers inscrits ou classés :
- les propriétaires publics, à l'exception de l'Etat, d'objets mobiliers classés et inscrits au titre des Monuments Historiques.

4. Dépenses éligibles et modalités de l'aide

4.1 - Pour les travaux de restauration du patrimoine immobilier :

Critères d'éligibilité :

Pour être éligible, tout projet doit avoir fait l'objet d'un dialogue avec les services de la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC), à savoir l'architecte des bâtiments de France (ABF) au sein des Services Territoriaux de l'Architecture et du Patrimoine et la Conservation régionale des monuments historiques (CRMH).
Une demande d'autorisation de travaux ou un permis de construire doit avoir été déposé.

Le projet ne pourra être instruit par les services qu'avec l'avis de la DRAC impérativement joint.
Les dossiers de subvention ne seront présentés en Commission Permanente que lorsque leur phase d'Avant-Projet Définitif (APD) sera terminée et figurera dans le dossier administratif.

Modalités d'attribution :

L'attribution régionale est subordonnée au strict respect de l'ensemble des critères techniques de recevabilité décrits ci-dessus.

Le dépôt du dossier doit intervenir obligatoirement **avant le début des travaux**.

Modalités de calcul du financement régional :

La subvention est calculée par application d'un taux de subvention à la dépense éligible.
La dépense éligible correspond au coût des travaux et aux honoraires de maîtrise d'œuvre, à l'exclusion des dépenses suivantes :
- acquisitions foncières,
- études préalables (diagnostics techniques, programme fonctionnel, environnemental et technique, etc.),
- assurances dommage ouvrage,
- travaux de démolition préalable,
- travaux de dépollution,
- travaux de voirie et réseaux divers (VRD),

La subvention est accordée sur la base du montant hors taxes lorsque la maîtrise d'ouvrage est assurée par une collectivité locale ou T.T.C s'il s'agit d'une maîtrise d'ouvrage assurée par une association ne récupérant pas la TVA.

Les modalités de l'aide régionale varient en fonction du niveau de protection du bien protégé comme suit :

- **Immeubles inscrits :** le taux d'intervention régional est de 30% maximum des dépenses éligibles. Le montant des travaux pris en compte est plafonné à 1 M€ par tranche de travaux ;
- **Immeubles classés :** le taux d'intervention régional est de 20% maximum des dépenses éligibles. Le montant des travaux pris en compte est plafonné à 1 M€ par tranche de travaux.

4.2 - Pour la restauration des objets mobiliers inscrits ou classés :

Critères d'éligibilité :

Pour être éligible, le dossier doit avoir fait l'objet d'un avis scientifique et technique du conservateur des antiquités et objets d'art (CAOA) et du conservateur des monuments historiques.

Modalités d'attribution :

L'attribution régionale est subordonnée au strict respect de l'ensemble des critères techniques de recevabilité décrits ci-dessus.

Le dépôt du dossier doit intervenir obligatoirement **avant le début de la restauration**.

Modalités de calcul du financement régional :

La subvention est calculée par application d'un taux de subvention à la dépense éligible.
La dépense éligible correspond au coût de la restauration et aux honoraires de maîtrise d'œuvre.
La dépense éligible ne comprend pas la phase préalable d'études (tests de nettoyage ou de consolidation, étude de polychromie, etc.)
La subvention est accordée sur la base du montant HT lorsque la maîtrise d'ouvrage est assurée par une collectivité locale ou TTC s'il s'agit d'une maîtrise d'ouvrage assurée par une association ne récupérant pas la TVA.

Les modalités de l’aide régionale varient en fonction du niveau de protection du mobilier comme suit :

- **Mobilier inscrit :** le taux d’intervention régionale est de 30 % maximum des dépenses éligibles. Le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.
- **Mobilier classé :** le taux d’intervention régionale est de 20 % maximum des dépenses éligibles.Le montant de la subvention est plafonné à 15 000 €.

REGLEMENT D'INTERVENTION

SOUTIEN AU PATRIMOINE LABELLISE D'INTERET REGIONAL, AUX MAISONS D'ARTISTES ET AUX MUSEES

I. Le patrimoine labellisé d'intérêt régional

1. Objectifs

- Proposer un soutien régional pour la restauration et la valorisation du patrimoine non protégé, ou « petit patrimoine », qui fait la spécificité du cadre de vie et l'originalité de l'Ile-de-France par la trace visible et signifiante qu'il apporte au territoire. Ce patrimoine, bien que non protégé au titre des Monuments Historiques, présente un réel intérêt à l'échelle de la Région. Pour être soutenu, ce type de patrimoine devra au préalable obtenir le label « Patrimoine d'intérêt régional ».

2. Label « Patrimoine d'intérêt régional »

Critères du label
Pour être labellisé, le patrimoine doit à minimum répondre à 1 critère parmi les 5 critères suivants:

- un caractère patrimonial démontré ou une force particulière de témoignage,
- une qualité architecturale et une relative homogénéité du bâti (ce qui exclut une dénaturation trop importante ou une transformation majeure du caractère de l'édifice),
- un réel caractère d'exemplarité ou de représentativité notamment pour le patrimoine vernaculaire ou le patrimoine du XXème siècle,
- la rareté du patrimoine, objet atypique "unicum" ou dernier témoignage d'un courant ou d'un type de construction emblématique de l'Ile-de-France ou de l'histoire de l'architecture,
- la qualité de l'insertion dans le site et la qualité environnementale du bâtiment.

Les projets labellisés sont éligibles à une aide s'ils répondent aux conditions suivantes :

3. Critères d'éligibilité

- Sont éligibles les propriétaires publics et privés et les aménageurs mandatés par des collectivités territoriales.
- Le projet de restauration sera lié à l'intérêt architectural du bâtiment. Il aura été visé par un architecte du patrimoine et/ou du CAUE qui veillera à ce que le bâtiment ne soit pas dénaturé par les travaux qui devront être conduits dans les règles de l'art dans le respect des matériaux et de la structure d'origine,
- Le bâtiment disposera au moins d'une façade extérieure visible de la rue.

4. Nature de l'aide

L'aide régionale permet de financer en investissement les travaux de restauration (clos et couvert) et d'aménagement.

5. Dépenses éligibles et modalités de l'aide

L'obtention du Label « Patrimoine d'intérêt régional » constitue un préalable pour l'obtention du soutien régional.

Le dépôt du dossier doit intervenir obligatoirement **avant le début des travaux ou l'engagement du projet.**

Modalités de calcul du financement régional :
La subvention est calculée par application d'un taux de subvention à la dépense éligible.

La subvention est accordée sur la base du montant HT lorsque la maîtrise d'ouvrage est assurée par une collectivité locale ou TTC s'il s'agit d'une maîtrise d'ouvrage assurée par une association ne récupérant pas la TVA.

- Pour le patrimoine relevant du label « Patrimoine d'intérêt régional » :
Les dépenses éligibles correspondent au coût des travaux et aux honoraires de maîtrise d'œuvre, à l'exclusion des postes de dépenses suivants :
- acquisitions foncières,
- études préalables (diagnostics techniques, programme fonctionnel, environnemental et technique, etc.),
- assurance dommages ouvrage,
- travaux de démolition préalable,
- travaux de dépollution,
- travaux de voirie et réseaux divers (VRD),

Le taux d'intervention régional est de 30 % maximum des dépenses éligibles.
L'aide régionale est plafonnée à 500 000 € par tranche de travaux.

II. Les Musées et les « Maisons d'artistes »

1. Objectifs

- Valoriser le patrimoine francilien au travers des musées et « Maisons d'artistes » en aidant leur construction, leur restauration et/ou l'aménagement des espaces,
- Favoriser la numérisation des collections des musées, afin de professionnaliser la gestion des collections et leur mise à disposition numérique à un plus large public.

2. - Nature de l'aide

L'aide régionale permet de financer en investissement :
- les travaux de construction, restauration (clos et couvert) et aménagement,
- l'acquisition de logiciel d'inventaire et de base de données nécessaires à la numérisation, les travaux de numérisation des collections et leur indexation.

3. Bénéficiaires éligibles

- les musées :

Sont éligibles les musées départementaux, intercommunaux, communaux ou associatifs à l'exclusion des musées nationaux. L'établissement doit être labellisé « Musée de France ».

- les « Maisons d'artistes » :

Sont éligibles les propriétaires publics et privés de maisons ou d'ateliers d'artistes remarquables. L'établissement doit avoir fait l'objet d'un projet culturel et bénéficier d'une expertise scientifique. La présence, le témoignage ou la trace tangibles de l'artiste ayant vécu sur place doivent être attestés.
Sont également éligibles les établissements labellisés «Maisons des Illustres ».

4. Dépenses éligibles et modalités de l'aide

L'attribution de l'aide régionale est subordonnée au strict respect de l'ensemble des critères techniques de recevabilité décrits ci-dessous.

Pour tous les projets, le dépôt du dossier doit intervenir obligatoirement **avant le début des travaux ou l'engagement du projet.**

Modalités de calcul du financement régional :
La subvention est calculée par application d'un taux de subvention à la dépense éligible.

La subvention est accordée sur la base du montant HT lorsque la maîtrise d'ouvrage est assurée par une collectivité locale ou TTC s'il s'agit d'une maîtrise d'ouvrage assurée par une association ne récupérant pas la TVA.

Les dépenses éligibles correspondent au coût des travaux et aux honoraires de maîtrise d'œuvre, à l'exclusion des postes de dépenses suivants :
- acquisitions foncières,
- études préalables (diagnostics techniques, programme fonctionnel, environnemental et technique, etc.),
- assurances dommage ouvrage,
- travaux de démolition préalable,
- travaux de dépollution,
- travaux de voirie et réseaux divers (VRD).

Le taux d'intervention régional est de 30 % maximum des dépenses éligibles.
L'aide régionale est plafonnée à 1 M€ pour les musées et 500 000 € pour les « Maisons d'artistes ».

- Pour la numérisation des collections des musées :
Les dépenses éligibles correspondent au coût de l'acquisition du logiciel et des prestations de numérisation et d'indexation, hors coût du contrat de garantie et de maintenance.

Le taux d'intervention régional est de 30% maximum des dépenses éligibles, avec un plafond de subvention à 30 000 €.

REGLEMENT D'INTERVENTION

L'AIDE AUX PROJETS ŒUVRANT À LA VALORISATION DU PATRIMOINE

1. Objectifs

- Améliorer la visibilité de l'offre culturelle régionale en soutenant les initiatives collectives et concertées.
- Favoriser les synergies et les échanges entre des acteurs parfois isolés,
- Favoriser les démarches participatives auprès des franciliens et contribuer à rendre le patrimoine plus visible.
- Soutenir le rayonnement régional du projet et l'animation du territoire.

2. Bénéficiaires éligibles

- les musées :
Musées départementaux, intercommunaux, communaux ou associatifs à l'exclusion des musées nationaux. L'établissement doit être labellisé « Musée de France ».

- les « Maisons d'artistes » :
  - Propriétaires publics et privés de maisons ou d'ateliers d'artistes remarquables.

L'établissement doit avoir fait l'objet d'un projet culturel et bénéficier d'une expertise scientifique. La présence, le témoignage ou la trace tangibles de l'artiste ayant vécu sur place doivent être attestés.

  - Les établissements labellisés «Maisons des Illustres ».

- les structures type « réseaux » :
Structures qui fédèrent des acteurs professionnels ou associatifs dans le secteur du patrimoine en Ile-de-France. Leurs effectifs d'adhérents doivent être représentatifs à l'échelle du territoire francilien soit sur le plan géographique, soit en lien avec leur thématique.

- les structures labellisées « Patrimoine d'intérêt régional »

3. Critères d'éligibilité

- Pour les musées : les projets soutenus doivent favoriser la découverte des collections constitutives du patrimoine francilien.

- Pour les « Maisons d'artistes » : les projets soutenus doivent favoriser l'ouverture au public de bâtiments témoins de la présence en Ile-de-France de personnages qui auront marqué l'histoire et les arts. Ces projets doivent faire l'objet d'une expertise scientifique.

- Pour les structures type « réseaux » : les projets soutenus doivent favoriser la connaissance, la valorisation de l'histoire, de la mémoire collective des franciliens et du patrimoine en Ile-de-France. Ils doivent faire l'objet d'un rayonnement régional et d'une expertise scientifique. Ils s'accompagnent d'un dispositif d'action culturelle avec une attention particulière pour les lycéens et le jeune public.
Ces projets doivent également témoigner de la qualité des patrimoines promus. Ils font preuve d'une dynamique de partenariat et d'actions innovantes.

- Pour les structures labellisées « Patrimoine d'intérêt régional » : les projets soutenus doivent favoriser la découverte du petit patrimoine francilien méconnu et l'ouverture au public dans la mesure du possible.

4. Dépenses éligibles et modalités de l'aide

L'aide régionale est une aide au projet et non une aide au fonctionnement de la structure.

Modalités de calcul du financement régional :
La subvention est calculée par application d'un taux de subvention à la dépense éligible.
Les dépenses éligibles sont celles du projet.

La subvention est accordée sur la base du montant HT lorsque la maîtrise d'ouvrage est assurée par une collectivité locale ou TTC s'il s'agit d'une maîtrise d'ouvrage assurée par une association ne récupérant pas la TVA.

Le taux d'intervention régional est de 20 % maximum des dépenses éligibles.
L'aide régionale est plafonnée à 30 000 €.

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA REGION ILE DE FRANCE ET LA FONDATION DU PATRIMOINE

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

La Région Ile-de-France, représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional, dont le siège social situé 33 rue Barbet de Jouy 75 007 PARIS en application de la délibération du Conseil régional n°2017-084, en date du 6 juillet 2017.

Ci-après dénommée « la Région »

D'une part,

Et

La Fondation du Patrimoine, Fondation reconnue d'utilité publique dont le siège social est sis 23-25 rue Charles Fourier 75013 Paris, représentée par Monsieur Alain SCHMITZ , Délégué régional Ile-de-France

Ci-après dénommée « La Fondation »

D'autre part,

Ci-après dénommées collectivement « les Parties »

Il est exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La Région mène depuis plusieurs années une politique régionale de soutien au patrimoine, à sa conservation et à sa valorisation. Dans le cadre des nouvelles orientations régionales en matière culturelle, la Région a la volonté d'amplifier son soutien au patrimoine en préservant et en valorisant davantage sa grande richesse en Ile-de-France avec une attention particulière pour le patrimoine non protégé ou « petit patrimoine », qui fait la spécificité du cadre de vie et l'originalité de l'Ile-de-France. Ce patrimoine, bien que non protégé au titre des monuments historiques, présente en effet un réel intérêt régional dont la restauration donnera lieu à un co-financement entre la Fondation du Patrimoine et la Région Ile-de-France, objet de la présente convention.

Par délibération n° CR 2017-084 du 6 et 7 juillet 2017, « pour une politique de valorisation du patrimoine régional », la Région souhaite notamment mobiliser le financement participatif dédié à la restauration et à la valorisation du patrimoine. Cette ingénierie de financement fonde le partenariat avec la Fondation du Patrimoine, à laquelle la Région a décidé d'adhérer par délibération n° CP 2017-127 du 8 mars 2017.

Personne morale de droit privé à but non lucratif, instituée par la loi n° 96-590 du 02 juillet 1996, la Fondation du Patrimoine est soumise aux règles relatives aux fondations reconnues d'utilité publique. Avec un actionnariat majoritairement public, elle est contrôlée par l'autorité administrative et la Cour des Comptes. Elle bénéficie d'une recette domaniale publique (une fraction des produits des successions laissés en déshérence), complétée des apports de ses membres fondateurs ou mécènes ainsi que de dons et legs.
Elle est autorisée à délivrer directement un agrément fiscal.

Elle concourt ainsi à l'emploi, la formation et la transmission des savoir-faire dans le secteur de la restauration du patrimoine et des sites. Elle apporte son concours à des personnes publiques ou privées, pour l'acquisition, la restauration, l'entretien et la présentation au public de ces biens, qu'ils aient ou non fait l'objet de mesures de protection prévues par la loi.

Elle a reçu pour mission principale de sauvegarder et mettre en valeur le patrimoine national, tout particulièrement celui non protégé par l'Etat. La Fondation fédère toutes les énergies, tant collectives (associations, collectivités territoriales, entreprises) qu'individuelles, autour de programmes concertés destinés à restaurer et valoriser le patrimoine bâti et paysager des régions. Elle est présente sur tout le territoire national et appuie son action sur un réseau de délégués bénévoles. En Ile-de-France, la Fondation contribue au financement de nombreux chantiers de restauration du patrimoine grâce à ses fonds propres, aux accords qu'elle conclue avec des collectivités locales ou aux appels aux dons qu'elle lance auprès des particuliers et entreprises par des souscriptions publiques. Elle souhaite tout particulièrement développer son aide aux communes et associations franciliennes en encourageant le recours à la souscription publique ouverte sous son égide.

La Région et la Fondation qui partagent les mêmes objectifs portés sur la connaissance, la conservation et la mise en valeur du patrimoine ont décidé d'unir leur démarche afin de renforcer leur soutien en faveur de l'aide à la restauration du patrimoine non protégé.

ARTICLE 1 : OBJET

L'objet de la présente convention est d'organiser les modalités de gestion de la participation de la Région aux côtés de la Fondation au bénéfice de la sauvegarde et de la mise en valeur du patrimoine architectural, urbain, paysager et mobilier situé sur le territoire de l'Ile-de-France.

Bénéficiaires :
Pourront bénéficier de ce dispositif, en vue de la restauration des biens immobiliers ou mobiliers, non protégés, les communes et leurs groupements et/ou leurs délégataires ou les associations maître d'ouvrage d'un projet de restauration d'un patrimoine accessible au public et faisant l'objet d'une souscription publique lancée en partenariat avec la Fondation.

Nature du projet :
Les critères d'éligibilité des dossiers soutenus par la Fondation du patrimoine et faisant l'objet d'un cofinancement par la Région sont les suivants :

- Le patrimoine immobilier ou mobilier, objet des travaux de restauration, soutenu par la souscription publique, ne doit pas être protégé au titre des Monuments Historiques,
- Le patrimoine est situé en Ile-de-France,
- En application de la règle de non cumul des aides, une même opération ne peut pas être financée par plusieurs aides de la Région notamment dans le cadre d'un nouveau contrat rural (COR) et d'un contrat d'aménagement régional (CAR),
- Chaque souscription de mécénat populaire devra rassembler au minimum 10 donateurs différents.

ARTICLE 2 : SOUTIEN À L'ACTION DE LA FONDATION EN ILE-DE-FRANCE

Afin de manifester son soutien à l'action entreprise par la Fondation depuis de nombreuses années, la Région s'engage à adhérer à la Fondation à hauteur de 15 000 euros. Cette adhésion annuelle permet à la Région de rejoindre les grands partenaires de la Fondation.

ARTICLE 3 : PRÉSENTATION DES SOUSCRIPTIONS PUBLIQUES LANCÉES PAR LA FONDATION DU PATRIMOINE

Dans le cadre de ses missions, la souscription est le mode d'action privilégié de la Fondation, pour aider les porteurs de projets publics (Etat, collectivités locales) et associatifs à financer la sauvegarde et la valorisation de leur patrimoine de proximité (immobilier, mobilier, naturel), grâce au recours à la finance participative. Dans le cadre de la présente convention, la Fondation s'engage à développer en priorité le lancement de ces campagnes d'appels aux dons en faveur du patrimoine non protégé francilien.

La Fondation organise la sélection des projets, accompagne le maître d'ouvrage en lui apportant son expertise et son appui et en organisant l'interface de lancement de la souscription. A cet effet, la Fondation met à disposition du porteur de projet un outil de communication et une plateforme de dons en ligne. Elle informe des possibilités offertes par les dispositifs du mécénat des entreprises et des particuliers.

Au travers de cette campagne de mobilisation du mécénat populaire, les habitants, les commerçants et entrepreneurs locaux, les touristes, et toutes les personnes attachées au site, peuvent faire un don affecté au projet, afin de recueillir les sommes nécessaires à son aboutissement.

Parallèlement, la Fondation délivre aux donateurs un reçu ouvrant droit à des réductions d'impôts.

Au-delà de l'apport financier qu'elle mobilise, cette campagne de mécénat populaire permet de fédérer la population autour du projet. Pour cela, le porteur de projet doit s'impliquer et créer une dynamique locale, en organisant des manifestations (concerts, etc.) qui permettront aux habitants de se rassembler, de découvrir leur histoire locale, et de s'approprier leur patrimoine.

ARTICLE 4 : FINANCEMENT DU FONDS DÉDIÉ À LA RESTAURATION DU PATRIMOINE NON PROTÉGÉ

4.1. Participation financière de la Région

Le montant prévisionnel de la subvention régionale au fonds dédié à la restauration du patrimoine non protégé est fixé à 100 000 € par an maximum, sous réserve du vote du budget et de l'affectation des crédits correspondants par la commission permanente de la Région d'Ile-de-France.

La Fondation mobilisera, pour ce dispositif spécifique à l'Ile-de-France, un montant annuel minimum de 100 000 €. L'aide régionale accordée à chaque projet patrimonial est plafonnée à 15 000 euros. Le dispositif vise à financer annuellement une dizaine de projets.

4.2. Financement effectif annuel

Le fonds est financé :

- par les crédits inscrits annuellement et disponibles au budget de la Fondation du Patrimoine,
- et par les crédits inscrits au Budget 2017 de la Région, au programme «Développement du patrimoine en région», action « Valorisation du patrimoine ».

La participation régionale est une subvention globale d'investissement, versée à la Fondation du patrimoine. La Région Île-de-France autorise cette dernière à la reverser à chaque porteur de projet sélectionné par la Fondation, selon les critères exposés à l'article 1 de la présente convention, dans la limite de 15 000 € maximum par projet et à raison d'un euro financé par la Région pour un euro collecté par la Fondation dans le cadre des campagnes de souscription.

Elle est proposée au vote lors de la dernière commission permanente de l'année, sur la base de la liste des projets sélectionnés par la Fondation.

4.3. Modalité de versement de la participation de la Région

La dotation sera versée en une fois, à réception d'un courrier d'appel de fonds et de la liste des projets sélectionnés par la Fondation avec le montant détaillé par projet de la subvention régionale et de la souscription.

Le paiement de la subvention est effectué sur le compte de la Fondation suivant le Relevé d'Identité Bancaire qu'elle aura fourni à la Région.
En cas de sous ou non-exécution de l'emploi des crédits affectés par la Région aux projets de restauration du patrimoine, la Fondation s'engage à procéder au remboursement des fonds trop perçus.

4.4. Cas de l'insuffisance de financement par rapport aux dossiers présentés et éligibles

La Fondation n'informe le demandeur de l'acceptation de l'aide qu'après avoir vérifié que les crédits sont disponibles.
Le montant total des aides accordées mobilisant le co-financement régional ne peut dépasser le plafond de la dotation régionale annuelle. Au-delà de ce plafond, la Fondation peut décider de financer les projets sur ses ressources propres et/ou avec des dons (mécénat, produits de souscription en finance participative), mais sans financement complémentaire apporté par la Région.

ARTICLE 5 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AIDE AU BÉNÉFICIAIRE PAR LA FONDATION DU PATRIMOINE

L'investissement aidé donne lieu à la signature d'une convention de financement entre la Fondation et le bénéficiaire, selon le modèle figurant en annexe à la présente convention. Cette convention définit les modalités de versement de l'aide à l'investissement afin de financer les travaux de restauration soutenus par la Région et la souscription publique.

ARTICLE 6: PROCÉDURE POUR L'INSTRUCTION ET LA GESTION DES DOSSIERS

La Fondation assure la gestion du fonds dédiés à la restauration du patrimoine non protégé. Elle assure le traitement des demandes, la sélection de projets et le versement des aides aux demandeurs.

La Fondation s'engage à adresser chaque année à la Région :
- les opérations faisant l'objet d'une souscription publique et étant éligibles à l'aide proposée dans le cadre de la présente convention,
- un exemplaire complet de chaque dossier (description du bâtiment, programme et nature des travaux, convention de souscription, outils de communication, photos générales du bâtiment et de la partie concernée par les travaux, avis d'un délégué techniquement qualifié (Architecte du Patrimoine)),
- un état récapitulatif des projets retenus et des montants des travaux.

ARTICLE 7 : BILAN DE MISE EN ŒUVRE ET CONTRÔLE DES OPÉRATIONS

7.1 Suivi du partenariat

La Fondation et la Région se réunissent au moins une fois par an pour faire le point sur l'état d'avancement du partenariat et sur les éventuelles difficultés rencontrées dans sa mise en œuvre.

La Fondation ou la Région peuvent demander l'inscription à l'ordre du jour de tout point qu'ils souhaitent voir discuter.
La Région et la Fondation sont tenues de respecter la confidentialité des documents échangés au cours de réunions, en particulier vis-à-vis des demandeurs et des organisations professionnelles.

La Fondation transmet aux représentants de la Région et dans un délai minimum d'une semaine avant la tenue de la réunion, tous les éléments d'information relatifs à chacun des points de l'ordre du jour et nécessaires à leur compréhension. Les représentants de la Région peuvent demander à la Fondation copie de tout document relatif à l'instruction des dossiers de demande de subvention.

7.2 Contrôle des opérations

Chaque année, la Fondation présente à la Région :
- le bilan détaillé des dossiers instruits et financés en année N-1,
- le compte-rendu financier signé des projets soutenus à leur achèvement mentionnant les versements effectifs de la Fondation du patrimoine aux collectivités locales ou associations,
- un compte-rendu des dépenses acquittées par le bénéficiaire.

La Fondation s'engage à accepter tout contrôle technique et financier par la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de l'emploi de la subvention, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives comme le certificat d'achèvement et de conformité des travaux.

ARTICLE 8 : MODALITÉS DE COLLABORATION

La Fondation et la Région mobiliseront tous leurs réseaux et l'ensemble des organismes partenaires pour chaque opération retenue au titre de leur collaboration, lorsque cela sera possible.
La Fondation et la Région mettront à disposition des porteurs de projets éligibles au dispositif d'aides des informations sur sa mise en œuvre. La Région pourra solliciter la Fondation pour accompagner tel ou tel porteur de projet éligible au dispositif plus spécifiquement.

En outre, la Région s'attachera à inciter les communes ou associations franciliennes à solliciter l'aide de la Fondation pour la mise en place de souscriptions publiques.

La Fondation s'engage à faire état de l'aide apportée par la Région dans toutes ses actions d'informations ou communications auprès des entités éligibles.

ARTICLE 9 : INFORMATION/COMMUNICATION

La Fondation et la Région diffuseront dans leurs supports de communications respectifs une information régulière sur les actions menées dans le cadre de la présente, et sur les opérations patrimoniales retenues.

La Fondation et la Région s'engagent à dresser conjointement un bilan annuel d'activité au titre de l'exécution de cette convention. Chaque année, un bilan des aides versées par la Fondation et la Région fera l'objet d'une communication dans l'ensemble des supports disponibles de la Fondation et de la Région (site Internet, journal).
Cette communication pourra également intervenir lors d'événements auxquels la Fondation ou la Région participent.

La Fondation s'engage à créer un outil de communication spécifique informant de cette aide. Ce document sera soumis pour validation aux services de la Région. La Fondation créera en outre une page dédiée à ce dispositif sur son site internet.
Les courriers d'éligibilité au dispositif des demandes reçues feront apparaitre explicitement la participation financière de la Région.

La Fondation demandera aux bénéficiaires des aides d'apposer une plaque sur ou à proximité des éléments soutenus faisant mention du soutien de la Région et la Fondation.

Les Chartes graphiques des Parties devront être scrupuleusement respectées dans toutes leurs indications (références des couleurs Pantone et quadri, éléments noirs et tramés).

ARTICLE 10 : DURÉE ET MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée d'un an renouvelable expressément par avenant. Durant ce délai, en cas d'élément nouveau, elle pourra être modifiée conjointement, par voie d'avenant, à la demande de l'une ou l'autre des deux parties. Cette modification aura lieu sans modification de durée.

ARTICLE 11 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être résiliée pour motif d'intérêt général. Si la résiliation intervient à la demande de la Région, elle prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé.
Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.
La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 12 : CONTENTIEUX

A l'occasion de toute contestation ou tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application du présent document, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable. Si un tel accord ne peut être trouvé, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif compétent.

ARTICLE 13 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

En cas d'inexécution par la Fondation de ses obligations contractuelles ou d'une utilisation de tout ou partie de la subvention non conforme à son objet, la subvention est restituée.

Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 11 ci-dessus.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie de la somme versée, au regard de la qualité des prestations effectuées.
Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 14 : DATE D'EFFET, DURÉE DE LA CONVENTION ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa signature.
La présente convention couvre les projets faisant l'objet d'une souscription en cours avec la Fondation.

Le .....

La présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

Le .....

La Fondation du Patrimoine

Madame Valérie Pécresse, Présidente	**Monsieur Alain SCHIMTZ,** **Délégué régional Ile-de-France** (*signature et cachet*)

Origine du financement : SD
Année de dotation : ……..
Code projet BCM : …….

CONVENTION DE FINANCEMENT

Entre les soussignées,

LA FONDATION DU PATRIMOINE, ayant son siège social au 23/25, rue Charles Fourier à Paris (75013) et représentée par son / sa Délégué(e) Régional(e) de ……, Madame / Monsieur …….., dûment habilité(e) aux fins des présentes,

Ci-après dénommée la Fondation du patrimoine ;

D'une part,

Et

L'ASSOCIATION..... ou **LA COMMUNE DE**....., sise adresse, représentée par son/sa Président(e) ou son Maire, Madame / Monsieur ……..…, dûment habilité(e) aux fins des présentes,

Ci-après dénommée le Maître d'Ouvrage ;

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER : OBJET

La présente convention a pour objet de régir l'aide financière apportée par la Fondation du patrimoine au Maître d'Ouvrage pour la mise en œuvre du projet de sauvegarde de ……

ARTICLE 2 : FINANCEMENT APPORTÉ PAR LA FONDATION DU PATRIMOINE

Soit :

La Fondation du patrimoine s'engage à accorder au Maître d'Ouvrage une aide financière globale de ..... Euros, soit …. % d'une dépense toutes taxes comprises (association) ou hors taxes (collectivité publique) de..... Euros relative aux travaux de [lister les postes de dépense] ou à une tranche spécifique de travaux [lister les postes de dépense].

Le versement de cette aide financière est subordonné au lancement d'une souscription publique qui doit avoir permis de collecter, dans l'année qui suit la signature de la présente, au moins 5% du montant des travaux TTC (association) ou HT (collectivité publique). Si, dans ce délai, cette condition n'est pas satisfaite, la présente convention sera caduque de plein droit.

Ou : si cette condition est déjà satisfaite au moment de la signature de la convention, la délégation peut choisir de ne pas mettre de condition (donc uniquement le premier alinéa).

Soit :

Le montant de cette aide financière sera déterminé au … (date de la signature de la convention + 1 an). Il correspondra au montant du produit, constaté à cette date, de la souscription lancée par la Fondation du patrimoine pour cette même opération, dans la limite d'un plafond de ……. Euros, soit …. % d'une dépense toutes taxes comprises (association) ou hors taxes (collectivité publique) de..... Euros relative aux travaux de [lister les postes de dépense] ou à une tranche spécifique de travaux [lister les postes de dépense].

L'aide financière apportée par la Fondation du patrimoine est versée dans la limite de la part restant à la charge du Maître d'Ouvrage en fin d'opération. Son versement est donc subordonné à la production d'un plan de financement (avec échéancier) et des accords exprès de financement des autres partenaires dans la réalisation de l'opération.

L'aide financière apportée par la Fondation du patrimoine ne sera pas revue en cas de dépassement du budget prévisionnel de l'opération.

Le taux de l'aide financière mentionné au premier alinéa pourra être appliqué au coût réel de l'opération dans l'hypothèse où celui-ci s'avérerait inférieur à l'estimation initiale.

ARTICLE 3 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE DE LA FONDATION DU PATRIMOINE

L'aide financière globale de la Fondation du patrimoine est versée au compte du Maître d'Ouvrage selon les modalités suivantes :

Soit :

Si 1 pour 1 ; association :

Le solde est attribué à la fin des travaux sur présentation :

- des factures acquittées relatives aux devis présentés, complétés et modifiés selon les prescriptions émises par l'Architecte des Bâtiments de France dans un courrier en date du ../../...,
- du plan de financement définitif de l'opération,
- d'un jeu de photographies numériques de qualité du projet réalisé, avec les crédits photographiques associés.

Si 1 pour 1 ; collectivité publique :

Le solde est attribué à la fin des travaux sur présentation :

- des factures acquittées relatives aux devis présentés, complétés et modifiés selon les prescriptions émises par l'Architecte des Bâtiments de France dans un courrier en date du ../../... (ces factures doivent êtres certifiées conformes par le Trésor public),
- du plan de financement définitif de l'opération,
- d'un jeu de photographies numériques de qualité du projet réalisé, avec les crédits photographiques associés.

Si 5% ; association :
Tous les semestres, le Maître d'Ouvrage fait parvenir à la Fondation du patrimoine un relevé des factures acquittées qui lui ont été présentées par les entreprises. Ces factures doivent être conformes aux devis présentés initialement.

La Fondation du patrimoine verse ….. % (reprendre le % indiqué à l'article 2) des sommes correspondantes dans la limite globale indiquée à l'article 2.

Le solde est attribué à la fin des travaux sur présentation :

- des factures acquittées relatives aux devis présentés initialement, complétés et modifiés selon les prescriptions émises par l'Architecte des Bâtiments de France dans un courrier en date du ../../.. ;
- du plan de financement définitif de l'opération ;
- d'un jeu de photographies numériques de qualité du projet réalisé, avec les crédits photographiques associés.

Si 5% ; collectivité publique :
Un acompte de 30 % est versé sur présentation de l'ordre de service aux entreprises et de leur demande d'acompte ou de facture pouvant servir de justificatif.

Le solde est attribué à la fin des travaux sur présentation :

- des factures acquittées relatives aux devis présentés initialement, complétés et modifiés selon les prescriptions émises par l'Architecte des Bâtiments de France dans un courrier en date du ../../... Ces factures doivent être certifiées conformes par le Trésor public ;
- du plan de financement définitif de l'opération ;
- d'un jeu de photographies numériques de qualité du projet réalisé, avec les crédits photographiques associés.

ARTICLE 4 : RÉALISATION DU PROGRAMME

Le Maître d'Ouvrage doit apporter la preuve que l'opération a reçu un début d'exécution dans les six mois qui suivront la signature de la présente convention. Toute prolongation de ce délai devra faire l'objet d'une demande écrite et motivée à la Fondation du patrimoine.

A défaut de demande écrite et motivée du Maître d'Ouvrage dans le mois qui suit un courrier de la Fondation du patrimoine, ou si la Fondation rejette la demande qui lui est présentée, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 11 ci-après.

Toute modification ou nouvelle orientation des travaux, motifs de la présente convention, doit faire l'objet d'une déclaration de la part du Maître d'Ouvrage et d'une approbation préalable de la Fondation du patrimoine. Si les modifications envisagées sont validées par la Fondation du patrimoine, elles donnent lieu à la rédaction d'un avenant à la présente convention. Si les modifications envisagées par le Maître d'Ouvrage ne sont pas validées par la Fondation du patrimoine, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 11 ci-après.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage s'engage à informer le public par les moyens les plus appropriés de l'aide apportée par la Fondation du patrimoine à la réalisation de l'opération et à apposer sur l'édifice restauré la plaque de la Fondation du patrimoine.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à informer chaque semestre la Fondation du patrimoine de l'état d'avancement du projet susmentionné.

ARTICLE 6 : COMMUNICATION

Les actions de communication mises en œuvre autour de l'opération soutenue dans le cadre de la présente convention sont déterminées conjointement par le Maître d'Ouvrage et la Fondation du patrimoine.

Les parties s'engagent à respecter leur charte graphique respective. A cette fin, toute utilisation des références (dénomination sociale, marque avec ou sans logo) par l'une ou l'autre des parties sur tout support relatif aux opérations de communication mentionnées ci-dessus doit être précédée de l'obtention d'un « bon pour accord ».

ARTICLE 7 : MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le non-respect des engagements consignés dans cette convention est susceptible d'entraîner la résiliation de celle-ci et la notification à la commune d'un ordre de reversement des sommes perçues au titre de l'aide financière prévue à l'article deux.

ARTICLE 8 : AUTORISATION – CESSION DES DROITS DES PHOTOGRAPHIES

Le Maître d'Ouvrage cède à la Fondation du patrimoine, gracieusement et irrévocablement, ses droits patrimoniaux d'auteur, sur toutes les photographies relatives au projet soutenu, pour toute la durée légale de protection par le droit d'auteur et pour le monde entier, et ce, sans limitation du nombre d'exemplaires, de tirages, de diffusion, de rediffusion ou d'utilisation.

Cette cession est réalisée dans le cadre exclusif des campagnes d'information, de sensibilisation et de communication pour la sauvegarde et la valorisation du patrimoine réalisées par les parties à la présente convention. Cette cession inclut notamment les droits d'exploitation, de reproduction, de diffusion, de représentation, d'adaptation et de transformation des photographies du projet soutenu par la présente convention.

Le Maître d'Ouvrage garantit qu'il est titulaire de l'ensemble des droits d'auteur patrimoniaux afférents auxdites photographies et qu'il a obtenu le cas échéant, les autorisations concernant le droit à l'image des personnes apparaissant sur les photographies de sorte qu'il peut en concéder les droits d'exploitation à la Fondation du patrimoine.

ARTICLE 9 : MODIFICATION

La présente convention ne pourra être modifiée que par voie d'avenant ayant reçu l'accord des deux parties.

ARTICLE 10 : RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Fondation du patrimoine ne pourra être engagée pour tout accident ou sinistre ou litige intervenant dans le cadre de la mise en œuvre des opérations qui font l'objet de la présente convention.

Le Maître d'Ouvrage prendra toutes les assurances et garanties nécessaires à la couverture des risques relatifs à l'opération.

ARTICLE 11 : RÉSILIATION

En cas d'inexécution, par l'une ou l'autre des parties, de l'une des obligations ou clauses prévues à la présente convention, celle-ci est résiliée de plein droit, après l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception restée sans réponse pendant un délai de 15 jours.

ARTICLE 12 : LITIGES ET LEURS RÈGLEMENTS

Les parties s'efforcent de régler entre elles, de bonne foi et à l'amiable, tout litige qui résulte de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention.

Tout litige qui ne peut être ainsi résolu dans un délai de trois mois fait l'objet d'une tentative de médiation conventionnelle avant d'être soumis aux juridictions compétentes.

Fait en deux exemplaires originaux à ....., le …….

Pour la Fondation du patrimoine	Pour le Maître d'ouvrage
Le/La Délégué(e) Régional(e) de la Fondation du patrimoine	Le/La Président(e) de l'association……. ou Le Maire de …….
Madame/Monsieur…….	Madame/Monsieur…….

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-76
DU 6 JUILLET 2017

UNE POLITIQUE DÉDIÉE POUR PROMOUVOIR LES ARTS PLASTIQUES, NUMÉRIQUES ET URBAINS

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des Collectivités territoriales ;

VU La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment les articles 61 et suivants ;

VU La délibération n° CR 83-25 du 11 octobre 1983 relative à la politique culturelle régionale pour les années 1984 et 1985 ;

VU La délibération n° CR 19-99 du 1er juillet 1999 relative aux modalités d'intervention de la Région en matière d'investissement dans le domaine culturel ;

VU La délibération n° CR 29-01 du 1er octobre 2001, relative aux actions régionales en faveur de la société d'information et notamment son article 2 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 22-16 du 18 mars 2016 portant choc de simplification ;

VU La délibération n° CP 16-171 du 18 mai 2016 relative à l'adoption des conventions type pour les lieux de diffusion et les manifestations dans le domaine des arts plastiques et numériques ;

VU La délibération n° CP 14-599 relative au quatrième soutien aux arts plastiques et aux arts numériques ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU Le rapport n° CR 2017-76 présenté par madame la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2017-076 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve le dispositif de convention de développement culturel et de conventions fabriques d'arts visuels dédié aux acteurs des arts plastiques, numériques et urbains dont le règlement d'intervention figure en annexe 1 à la présente délibération.

A titre transitoire et dérogatoire :

Décide que pour les bénéficiaires qui ont signé une convention triennale de soutien aux fabriques de culture avant l'approbation de la présente délibération, les subventions leur seront attribuées dans le cadre d'un avenant annuel, sur la base de la délibération n° CR 75-12 du 28 septembre 2012.

Décide que les projets portés par les bénéficiaires de l'aide aux fabriques de culture, dont le soutien régional a été renouvelé en 2016 et assorti d'une convention annuelle exceptionnelle, fassent l'objet d'une convention spécifique d'une durée de deux ans sur la base de la délibération n° CR 75-12 du 28 septembre 2012.

Article 2 :

Approuve le dispositif d'aide aux manifestations et aux réseaux d'arts plastiques, numériques et urbains dont le règlement d'intervention figure en annexe 2 à la présente délibération.

***Article 3* :**

Approuve le programme régional de résidences d'artistes dont le règlement d'intervention figure en annexe 3 à la présente délibération.

Article 4 :

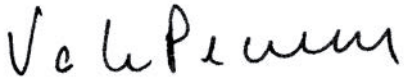
Délègue à la Commission permanente l'approbation des conventions-types relatives aux dispositifs approuvés par les articles 1, 2 et 3 de la présente délibération.

Délègue à la commission permanente la possibilité de modifier les règlements d'intervention relatifs aux dispositifs mentionnés dans les articles 1,2 et 3.

Article 5 :

Abroge les articles 13, 14 et 15 de la délibération n° CR 31-05 du 23 juin 2005.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

RÈGLEMENT D'INTERVENTION DES CONVENTIONS DE DEVELOPPEMENT CULTUREL ET DES CONVENTIONS FABRIQUES ARTS VISUELS

RÈGLEMENT D'INTERVENTION :

- DES CONVENTIONS DE DEVELOPPEMENT CULTUREL

- DES FABRIQUES D'ARTS VISUELS

TITRE I – CADRE D'INTERVENTION

Article 1 : Champ d'intervention

La Région instaure un cadre d'action spécifique pour le secteur des arts plastiques, numériques et urbains. Il est important de noter que ces disciplines sont fortement ouvertes à d'autres champs (édition, cinéma, spectacle vivant…). Les projets soutenus peuvent donc comporter un certain nombre d'hybridations, mais leur fondement devra bien être les arts plastiques, numériques et/ou urbains. Les conventions de Fabriques d'arts visuels concernent également les projets consacrés au cinéma expérimental.

Article 2 : Objectif des conventions

Les conventions de développement culturel sont mises en œuvre afin d'accompagner dans la durée des projets portés par une structure. La Région entend ainsi entrer dans une véritable logique partenariale avec des acteurs qui :

- accompagnent la création et la diffusion des arts plastiques, numériques et urbains ;
- suscitent de nouveaux modes de rencontre entre les publics et les œuvres ;
- contribuent à l'émergence artistique ;
- développent des partenariats avec d'autres acteurs culturels, éducatifs ou sociaux du territoire dans une logique de complémentarité.

Les conventions Fabriques arts visuels ont pour objectif d'accompagner des acteurs qui :

- favorisent à l'échelle régionale un maillage d'espaces de travail indépendants dédiés principalement à la création artistique et culturelle, à l'expérimentation et à la recherche ;
- permettent l'accueil en résidence, l'accompagnement d'artistes et portent une attention particulière à la jeune création ;
- contribuent au renouvellement des formes artistiques.

Article 3 : Bénéficiaires

Peuvent bénéficier des conventions de développement culturel, les structures de création ou de diffusion publiques ou privées suivantes :

- les centres d'art ;
- les centres culturels ;
- les écoles d'art ;
- les fondations œuvrant dans le domaine des arts plastiques et des arts numériques ;

- les organisateurs de salons et d'événements dédiés à l'émergence artistique ;
- les coopératives artistiques de production et de diffusion ;
- les collectivités territoriales et leurs groupements ;
- les établissements publics.

Peuvent bénéficier des conventions Fabriques arts visuels, les structures suivantes :

- les « artists run spaces » (lieux alternatifs dirigés par des artistes) ;
- les associations ;
- les coopératives artistiques de production et de diffusion.

Article 4 : Conditions générales d'éligibilité

Pour les conventions de développement culturel, les bénéficiaires doivent présenter le budget prévisionnel global de leur structure et le budget prévisionnel du projet proposé au soutien régional.

Pour les conventions Fabriques arts visuels, les bénéficiaires doivent présenter le budget prévisionnel global de leur structure proposé au soutien régional.

L'équilibre général du projet au regard des objectifs régionaux est évalué par la Région. Les responsables de la structure doivent être exempts de toute dette sociale ou fiscale et agir en conformité avec l'ensemble des lois, règlements et accords conventionnels en vigueur, notamment sur le plan de l'emploi. Ils doivent respecter le droit d'auteur.

L'aide régionale ne peut en aucun cas servir de subvention d'équilibre pour un comblement de passif ou se substituer à la diminution ou à la suppression d'aides publiques acquises avant l'intervention régionale ou prévues dans le cadre du projet pour lequel l'aide régionale est sollicitée.

Ces aides prennent conjointement en compte le travail des créateurs et celui des personnels qui concourent à la réalisation des projets artistiques, de leur production à leur diffusion auprès des publics.

Ces aides sont envisagées dans le cadre de conventions d'objectifs et de moyens quadriennales signées entre les structures bénéficiaires et la Région. D'autres financeurs (Etat, collectivités territoriales…) pourront, le cas échéant, être cosignataires de ces conventions.

TITRE II – MODALITES DE MISE EN OEUVRE DES CONVENTIONS DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET DE FABRIQUES D'ARTS VISUELS

Article 5 : Durée et mise en œuvre

Le soutien régional est mis en œuvre au moyen d'une convention quadriennale. Chaque année, un avenant financier est adopté par la Commission Permanente, sous réserve des crédits votés et affectés annuellement.

Article 6 : Critères d'attribution

Les projets sont sélectionnés au regard des critères suivants :

- Rayonnement territorial du projet (local, régional, national, international…). ;
- Indépendance de la direction artistique, formalisation et ambition du projet artistique ;
- Expérience professionnelle et historique de la direction de la structure ;
- Formation et organisation des équipes de la structure ;
- Economie de la structure et partenariats établis avec d'autres financeurs publics ou privés ;
- Partenariats établis avec des structures sociales, culturelles, éducatives (de la maternelle à l'enseignement supérieur) ;
- Actions destinées à l'accompagnement des artistes ;
- Politique de la structure en matière de rémunération des artistes ;
- Part des dépenses artistiques dans le projet ;
- Accueils de résidences de création, d'expérimentation ou de recherche ;
- Insertion de la structure dans des réseaux favorisant la circulation des artistes, des publics ;
- Implantation géographique ;
- Spécificité du projet de développement justifiant le soutien régional.

Des critères spécifiques s'appliquent pour les conventions de développement culturel :

- Fréquentation et politique tarifaire ;
- Actions menées en direction des publics.

Des critères spécifiques s'appliquent pour les conventions Fabriques arts visuels :

- Partage de l'outil de travail : mutualisation permanente ou accueils ponctuels ;
- Conditions précises du partage : durée, moyens ou personnels mis à disposition, aide à la production, accompagnement, diffusion…

Article 7 : Financement

- Pour les conventions de développement culturel, l'aide régionale porte sur le projet de la structure présentée dans un budget analytique. L'aide régionale est exprimée sous forme de taux appliqué à ce budget. Le soutien régional est plafonné à 40 % des dépenses subventionnables du projet, dans la limite d'une subvention régionale de 150 000 €. Une quote-part des frais de fonctionnement généraux peut être pris en compte dans cette enveloppe dans la limite de 20% du budget du projet. Certaines dépenses ne sont pas prises en compte dans le calcul (cf article 8).

- Pour les Fabriques d'arts visuels, l'aide régionale porte sur le budget annuel de la structure présenté dans un budget analytique. Le soutien régional est plafonné à 40 % des dépenses subventionnables du projet, dans la limite d'une subvention régionale de 150 000 €. L'ensemble des frais de fonctionnement généraux peut être pris en compte dans cette enveloppe, à l'exclusion des dépenses mentionnées à article 8.

Les modalités du versement de la subvention sont précisées dans le cadre de la convention quadriennale, elle-même annexée à la délibération de la Commission permanente.

Article 8 : Dépenses subventionnables

L'ensemble des dépenses sont éligibles à l'exception :
- des dotations aux amortissements,
- de l'emploi des contributions volontaires en nature,
- et des charges financières (agios, intérêts sur les emprunts, pertes sur valeurs mobilières de placement).

Article 9 : Suivi et évaluation

Les conventions font l'objet d'un suivi régulier tout au long de la mise en œuvre du projet (visites sur place, analyse des comptes rendus fournis par le bénéficiaire du soutien régional, participation à des comités de suivi etc.).

Une évaluation spécifique annuelle est effectuée par la Région. Elle est réalisée avec le bénéficiaire du soutien régional. La Région peut également s'appuyer sur toute autre entité en mesure d'apporter des données utiles pour réaliser cette évaluation.

Pour cette évaluation, la Région examine l'application effective par le bénéficiaire du soutien régional de chacun des critères définis à l'article 6 et en mesure le niveau de réalisation au regard des objectifs définis conformément aux missions de service public précisées dans la convention. Cette évaluation permet d'ajuster chaque année, si nécessaire, le niveau du soutien attribué au projet.

REGLEMENT D'INTERVENTION DES AIDES A LA REALISATION DE MANIFESTATIONS ET AUX RESEAUX D'ARTS PLASTIQUES, NUMERIQUES ET URBAINS

REGLEMENT D'INTERVENTION :

- DES AIDES A LA REALISATION DE MANIFESTATIONS D'ARTS PLASTIQUES, NUMERIQUES ET URBAINS

- DES AIDES AUX RESEAUX D'ARTS PLASTIQUES, NUMERIQUES ET URBAINS

TITRE I – CADRE D'INTERVENTION

Article 1 : Champ d'intervention

La Région instaure un cadre d'action spécifique pour le secteur des arts plastiques, numériques et urbains. Il est important de noter que ces disciplines sont fortement ouvertes à d'autres champs (édition, cinéma, spectacle vivant…). Les projets soutenus peuvent donc comporter un certain nombre d'hybridations, mais leur fondement devra bien être les arts plastiques, numériques et urbains.

Article 2 : Objectif de l'aide

Le soutien régional vise d'une part :

A favoriser l'organisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains sur son territoire. Les manifestations recouvrent des événements se déroulant sur une durée précise ou correspondent à une série de dates spécifiques dans une année.

Et d'autre part :

De permettre aux réseaux de mener un travail de mise en commun de programmations, d'actions de communication, d'achats, de productions artistiques, de diffusion, de formations, de partages d'expérience ou de matériel.

Article 3 : Bénéficiaires

Peuvent bénéficier des aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains les structures de création ou de diffusion publiques ou privées suivantes :

- les centres d'art,
- les « artists run spaces » (lieux alternatifs dirigés par des artistes),
- les coopératives artistiques de production et de diffusion,
- les collectivités territoriales et leurs groupements,
- les organisateurs de salons et d'événements dédiés à l'émergence artistique,
- les écoles d'art,
- les centres culturels,
- les fondations œuvrant dans le domaine des arts plastiques et des arts numériques,
- les établissements publics.

- les associations culturelles œuvrant dans le champ des arts plastiques, numériques et urbains.

Peuvent bénéficier des aides aux réseaux arts plastiques, numériques et urbains :

Les structures publiques ou privées qui fédèrent les professionnels du secteur. Dans le présent cadre, le réseau peut être consacré aux acteurs des arts plastiques, des arts numériques, des arts urbains ou mêler des professionnels des trois secteurs. Il doit comprendre un nombre significatif de structures adhérentes et être représentatif à l'échelle du territoire francilien.

Article 4 : Conditions générales d'éligibilité

- Les bénéficiaires des aides à la réalisation de manifestations doivent présenter le budget prévisionnel global de leur structure et un budget spécifique du projet proposé au soutien régional.

- Les bénéficiaires des aides aux réseaux doivent présenter le budget prévisionnel global de leur structure.

L'équilibre général du projet au regard des objectifs régionaux est évalué par la Région. Les responsables de la structure doivent être exempts de toute dette sociale ou fiscale et agir en conformité avec l'ensemble des lois, règlements et accords conventionnels en vigueur, notamment sur le plan de l'emploi. Ils doivent respecter le droit d'auteur.

L'aide régionale ne peut en aucun cas servir de subvention d'équilibre pour un comblement de passif ou se substituer à la diminution ou à la suppression d'aides publiques acquises avant l'intervention régionale ou prévues dans le cadre du projet pour lequel l'aide régionale est sollicitée.

TITRE II – MODALITES DE MISES EN OEUVRE DES AIDES A LA REALISATION DE MANIFESTATIONS ET DES AIDES AUX RESEAUX D'ARTS PLASTIQUES, NUMERIQUES ET URBAINS

Article 5 : Durée et mise en œuvre

Le soutien régional est mis en œuvre au moyen d'une convention annuelle.

Article 6 : Critères d'attribution

Les projets de manifestation d'arts plastiques, numériques et urbains sont sélectionnés au regard des critères suivants :

- Rayonnement régional (ampleur géographique de l'initiative et/ou caractère innovant ou inédit du contenu).
- Implantation géographique et diversité de l'offre proposée aux habitants sur ce territoire.

- Economie du projet et partenariats établis avec d'autres financeurs publics ou privés.
- Fréquentation et politique tarifaire.
- Actions menées en direction des publics.
- Partenariats établis avec des structures sociales, culturelles, éducatives (de la maternelle à l'enseignement supérieur).
- Actions destinés à l'accompagnement des artistes.
- Politique de la structure en matière de rémunération des artistes.
- Part des dépenses artistiques dans le projet.

Les réseaux d'arts plastiques, numériques et urbains doivent nécessairement remplir les critères suivants :

- être représentatif à l'échelon régional, par l'ampleur du regroupement ou par le caractère innovant ou inédit des formes d'interventions proposées,
- proposer une offre de mutualisation de moyens dont l'efficacité et la pertinence puissent être appréciées auprès des adhérents,
- disposer de partenariats avérés, publics (l'Etat, les collectivités), ou privés (associatifs, coopératifs…).

Le présent dispositif n'est pas cumulable avec les conventions de développement culturel et avec les conventions Fabriques arts visuels.

Article 7 : Financement

Le soutien régional aux manifestations est plafonné à 30 % des dépenses subventionnables du projet, dans la limite de 70 000 €. Le taux peut être bonifié à hauteur de 50 % pour les projets situés en zone géographique carencée.

Le financement des réseaux est plafonné à 50 % des dépenses de fonctionnement de la structure dans la limite de 100 000 euros.

Article 8 : Dépenses subventionnables

L'ensemble des dépenses concourant à la réalisation de la manifestation ou au fonctionnement du réseau sont éligibles à l'exception :

- des dotations aux amortissements,
- de l'emploi des contributions volontaires en nature,
- et des charges financières (agios, intérêts sur les emprunts, pertes sur valeurs mobilières de placement).

RÈGLEMENT D'INTERVENTION DU PROGRAMME RÉGIONAL DE RÉSIDENCES D'ARTISTES

RÈGLEMENT D'INTERVENTION DU PROGRAMME RÉGIONAL DE RÉSIDENCES D'ARTISTES

TITRE I – CADRE D'INTERVENTION

Article 1 : Champ d'intervention

La Région instaure un cadre d'action spécifique pour le secteur des arts plastiques, numériques et urbains. Il est important de noter que ces disciplines sont fortement ouvertes à d'autres champs (édition, cinéma, spectacle vivant…). Les projets de résidence soutenus peuvent donc comporter un certain nombre d'hybridations, mais leur fondement devra bien être les arts plastiques, numériques et/ou urbains.

Article 2 : Objectifs de l'aide

La Région entend par « résidence » l'association d'un artiste et d'une structure d'accueil pour réaliser un projet. L'aide vise à accompagner, en Ile-de-France, sur une durée de 2 à 10 mois, les projets de résidences d'artistes favorisant une relation vivante des habitants à la création plastique ou numérique.

Article 3 : Bénéficiaires

Peuvent bénéficier du programme régional de résidences d'artistes :

- les lieux culturels implantés sur les territoires, et tout particulièrement les lieux dédiés aux arts plastiques, numériques et urbains, de droit public et de droit privé ;
- les artistes en résidence, professionnels et inscrits à la Maison des Artistes ou à l'Agessa ;
- d'autres lieux publics ou privés porteurs d'un projet culturel.

Article 4 : Conditions générales d'éligibilité

L'aide régionale fait l'objet d'une demande conjointe de la structure porteuse et de l'artiste, précisant :

- Le projet lié à la résidence valorisant la rencontre des publics avec l'artiste et avec son œuvre, la portée des actions, l'ancrage territorial du projet ;
- les implications respectives de l'artiste et de la structure d'accueil dans le projet ;
- le mode d'intervention de l'artiste, précisant le temps dédié au projet de résidence.

Sont éligibles les dépenses de fonctionnement exclusivement imputables à la résidence, réalisées par les structures porteuses. Les bénéficiaires doivent présenter le budget prévisionnel global de leur structure ainsi que le budget spécifique prévu pour la résidence. L'équilibre général du projet au regard des objectifs régionaux est évalué par la Région. Les responsables de la structure doivent être exempts de toute dette sociale ou fiscale et agir en conformité avec l'ensemble des lois, règlements et accords conventionnels en vigueur, notamment sur le plan de l'emploi.

L'aide régionale ne peut en aucun cas servir de subvention d'équilibre pour un comblement de passif ou se substituer à la diminution ou à la suppression d'aides publiques acquises avant

l'intervention régionale ou prévues dans le cadre du projet pour lequel l'aide régionale est sollicitée.

L'aide accordée aux structures porteuses n'est pas cumulable avec les conventions de développement culturel et avec les conventions « Fabriques Arts visuels ». Ces structures peuvent en revanche accueillir des artistes bénéficiant d'une bourse dans le cadre du programme régional de résidence.

TITRE II – MODALITÉS DE MISES EN OEUVRE DU PROGRAMME DE RÉSIDENCES D'ARTISTES

Article 5 : Nature de l'aide

Les artistes bénéficient d'une bourse.
Les structures d'une aide à l'organisation de la résidence.

Article 6 : Durée et mise en œuvre

Le soutien régional est mis en œuvre au moyen d'une convention valable pour la durée de la résidence (entre 2 et 10 mois).

Pour les artistes, un délai de carence de trois ans devra être respecté avant le dépôt d'une nouvelle demande.

Article 7 : Critères d'attribution

Les projets de résidence élaborés par l'artiste et la structure d'accueil sont sélectionnés au regard des critères suivants :

- Contenu et dimension artistique du projet ;
- Dimension territoriale du projet sur la base d'un programme précis : lien avec les publics, programme d'actions (ateliers, rencontres, *master class*, etc.) ;
- Dimension culturelle et territoriale de la structure d'accueil ;
- Capacité de la structure à mener le projet.

Un comité présidé par un(e) conseiller(e) régional(e), composé de 4 élus et de 4 représentants du secteur sera chargé de sélectionner les projets déposés auprès des services régionaux.

Article 8 : Financement

Pour les structures porteuses, l'aide régionale aux résidences d'artistes est fixée à 50 % de la dépense subventionnable HT, dans la limite d'un plafond fixé à 30 000 €. Elle peut atteindre 60% pour les lieux implantés dans les départements de grande couronne.

La bourse destinée aux artistes est fixée à 2 000 € net par mois de résidence.

Article 9 : Dépenses subventionnables

L'ensemble des dépenses concourant à la résidence sont éligibles à l'exception :

- des dotations aux amortissements ;
- de l'emploi des contributions volontaires en nature ;
- et des charges financières (agios, intérêts sur les emprunts, pertes sur valeurs mobilières de placement).

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 05/09/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 05/09/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-081

DU 7 JUILLET 2017

AGENDA ' POUR UNE RÉGION ÎLE-DE-FRANCE SANS SIDA '

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU Le Code de la Santé Publique, et notamment son article L 1424-1;

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n°CR 229-16 du 15 décembre 2016 relative à la labellisation des nouveaux domaines d'intérêt majeur – DIM » pour la période 2017-2020 ;

VU La délibération n° CR 16-141 du 16 juin 2016 « Pour une Ile-de-France sans sida » ;

VU La délibération n° CP 2017-204 du 17 mai 2017 relative au « soutien régional à la Conférence scientifique internationale sur le sida – IAS 2017 » ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP 2017-038 du 27 janvier 2017 relative à l'adoption de la Convention d'objectifs et de moyens entre la Région Île-de-France et le Centre régional d'information et de prévention du sida et pour la santé des jeunes (CRIPS), pour l'année 2017 ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission de la coopération internationale ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU le rapport n°CR 2017-081 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de développer les actions d'information, de prévention, de dépistage, d'éducation thérapeutique et d'accompagnement à destination des publics clés et vivant avec le VIH/SIDA (notamment les séniors séropositifs) par le soutien de projets de lutte contre le VIH/SIDA.
Les subventions accordées en application du présent article sont imputées sur le chapitre budgétaire 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41, programme HP 41-001 « Prévention et éducation à la santé ».

Article 2 :

Décide de poursuivre l'engagement régional en faveur de la lutte contre les discriminations (sérophobie, homophobie etc.).

Article 3:

Décide d'associer le conseil régional à l'effort de déploiement des autotests au plus près des besoins des publics clés. Ces outils de dépistage seront mis à disposition des structures partenaires habilitées à les fournir auprès de ces publics.
Le CRIPS dans le cadre de ses missions prendra toute sa part à ce processus et pourra jouer son rôle d'information sur l'efficacité de cette action.

Article 4 :

Décide de favoriser l'accès aux Tests Rapides d'Orientation Diagnostique, notamment dans les territoires les plus éloignés des structures de dépistage et de prévention.
Approuve le règlement d'intervention « Partenariats renforcés avec des structures associatives pour l'aide à l'acquisition de dispositif mobile de dépistage », tel qu'il figure en annexe de la présente délibération.
Délègue à la commission permanente toute modification du règlement d'intervention précité et l'adoption des conventions types.
Les subventions accordées en investissement en application du présent article sont imputées sur l'action 14100101 du chapitre budgétaire 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41, programme HP 41-001 « accès aux soins des publics spécifiques ».

Article 5 :

Décide de participer à la promotion, à la diffusion et au soutien des possibilités de traitement préventifs et d'accompagnement notamment PrEP et Tasp.

Décide de soutenir, en lien avec le CRIPS, la diffusion des préservatifs internes et externes.

Article 6:

Décide de développer une sensibilisation du VIH / Sida dans des centres de formation sanitaires et sociaux pilotes ; cette mission pourra entrer dans les priorités d'intervention du CRIPS, dans le cadre des missions qu'il s'est fixé.

Article 7 :

Décide de poursuivre le travail de recherche sur le sida au niveau des domaines d'intérêt majeur (DIM), notamment les DIM « One Health » et « thérapie génique », conformément aux dispositions de la délibération CR 229-16, et sur chaque année de l'Agenda.

Article 8 :

Décide de développer l'information sur la prévention et la promotion du dépistage notamment en lien avec le site numérique iPasscontraception.
La mise en œuvre de ce développement sera imputée sur l'action 14100111 du chapitre budgétaire 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41, programme HP 41-001 « Prévention et éducation à la santé ».
Décide de soutenir des campagnes d'information sur les traitements post-exposition.

Article 9 :

Autorise la Présidente de la Région Ile-de-France à signer la déclaration commune avec l'ARS.

Article 10 :

Décide d'engager avec les académies d'Ile-de-France un état des lieux de l'utilisation des distributeurs de préservatifs au sein des lycées d'Ile-de-France afin d'en favoriser une meilleure accessibilité.

Article 11 :

Décide de sensibiliser les personnels de la Région Ile-de-France sur la question du VIH / sida, au travers d'une information sur le site intranet et d'évènements de promotion du dépistage.

Article 12 :

Décide d'engager un travail d'appui et de suivi des collectivités territoriales parties prenantes du réseau de villes engagées pour la mise en place d'actions locales de lutte contre le sida., notamment en partenariat avec ELCS et l'AMIF

Article 13 :
Contribue à la participation francilienne à la conférence scientifique sur le VIH/sida organisée à Paris par l'IAS en juillet 2017. Ce financement fait partie du dispositif de soutien aux manifestations scientifiques, comme prévu dans la délibération n° CP 2017-204.
L'affectation d'un montant maximum de subvention de 10.000€ pour ce soutien par l'intermédiaire de l'INSERM a été votée à la CP du 17 mai 2017 au niveau du service « recherche et culture scientifique ».

Article 14 :

Propose dans le cadre de ses réseaux internationaux que la Région Ile-de-France partage ses objectifs et ainsi de donner une ampleur internationale à la lutte contre le VIH/SIDA permettant d'atteindre les objectifs fixés dans la lutte contre le sida et rappellera notamment que c'est le VIH/sida qu'il faut combattre et non les personnes porteuses du virus.

Article 15 :

Décide de créer un comité de pilotage réunissant les principaux acteurs de l' « Agenda pour une Ile-de-France sans sida » et des personnalités choisies pour leur expertise sur le sujet, désignés par la Présidente. Ce comité aura comme mission d'effectuer le partage et la coordination des pratiques, et d'établir un bilan permettant d'évaluer la mise en œuvre des différents dispositifs.

Article 16 :

Propose de solliciter l'ARS pour modifier la déclaration commune afin d'introduire les nouveaux objectifs :

- 95% des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut sérologique en 2020
- 95% de toutes les personnes infectées par le VIH dépistées reçoivent un traitement anti - rétroviral recommandé en 2020
- 95% des personnes recevant un traitement antirétroviral ont une charge virale durablement indétectable en 2020.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

REGLEMENT D'INTERVENTION

Partenariat renforcé avec des structures associatives pour l'aide à l'acquisition de dispositif mobile de dépistage-bus Trod

Objectifs

La Région s'engage au travers de son « Agenda pour une Ile-de-France sans sida » à développer les moyens de dépistage à destination des publics clés.

Elle souhaite pour cela soutenir les associations habilitées à réaliser les Tests Rapides d'Orientation et de Diagnostic (Trod) sur le territoire francilien. Ce dépistage rapide et fiable est réalisable en 30 minutes par voie sanguine. Dans un cadre de confidentialité assuré, l'équipe médicale en charge du Trod apporte également les conseils nécessaires et l'accompagnement vers les services médicaux en cas de résultat positif ou incertain.

Pour que l'offre soit accessible à un public éloigné des structures classiques de dépistages, ces tests peuvent être réalisés dans un espace spécialement aménagé, au sein d'un bus. Cet espace mobile doit être aménagé en conséquence et géré par une association habilitée.

Cette offre de dépistage est déjà utilisée par plusieurs acteurs de la lutte contre le VIH/sida et permet de toucher des populations clés ;.

Actions éligibles

Les projets soutenus devront proposer l'achat par une association d'un bus permettant la réalisation dans les conditions définies ci-après des Test rapides d'orientation et de diagnostic. Ces dépenses d'investissement concernent l'acquisition du bus ainsi que son aménagement.

Ainsi, seules les associations répondant aux critères suivants pourront être sélectionnées :

- être habilité par l'ARS à la pratique des Trod tel que défini par l'arrêté du 1er août 2016 (Réf. NOR AFSP 1622318A) fixant les conditions de réalisation des tests rapides d'orientation diagnostic de l'infection par les virus de l'immunodéficience humaine (VIH 1 et 2) et de l'infection par le virus de l'hépatite C (VHC) en milieu médico-social ou associatif. La capacité d'accompagnement et d'information des personnes sur les suites du dépistage est également un élément fondamental de la capacité exigée.

- savoir démontrer son expérience sur l'utilisation d'un tel dispositif à destination des publics clés et être en mesure de proposer un programme de déploiement pluriannuel efficient dans au moins 3 départements franciliens, territoires incluant des publics clés.

- être en capacité financière d'assurer 50% de l'investissement d'achat du bus équipé.

- démontrer la capacité financière d'assurer le coût annuel de fonctionnement du bus (frais de déplacement, d'assurance, de personnels, d'entretien…).

Financement et mise en œuvre

La Région s'engage à mettre en place des partenariats renforcés, dans le cadre d'un financement spécifique de projets initiés par des acteurs associatifs.

Une convention avec ces partenaires sera mise en place, permettant de décrire les engagements de chacune des parties et de suivre la mise en œuvre du dispositif qui contribuera à donner une plus grande visibilité aux actions entreprises.

Ces conventions étant spécifiques à chaque projet/partenariat, elles seront soumises au vote et adoptées en Commission permanente.

Les projets devront démarrer à partir du vote en commission permanente, sauf autorisation exceptionnelle de démarrage anticipé, conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier en vigueur.

Les dépenses éligibles se composent de dépenses d'investissement exclusivement imputables à la mise en œuvre des projets retenus dans le cadre de ce dispositif, elles ne doivent pas couvrir les dépenses de fonctionnement courantes de la structure.

Les dépenses prises en compte sont les dépenses hors taxes, sauf si les bénéficiaires justifient qu'ils ne récupèrent pas, d'une façon ou d'une autre, en tout ou en partie, directement ou indirectement, la TVA.

L'aide financière accordée en investissement aux projets retenus est fixée **à 50 %** maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un plafond fixé à **25 000 €** maximum.

Une seule subvention sera attribuée annuellement par structure et cela dans la limite du budget impacté. Les partenariats, au nombre de 3 maximum par an, seront établis avec des organismes spécialisés dans la lutte contre le VIH/sida.

Les aides apportées dans ce cadre sont distinctes et non cumulables avec des subventions régionales issues d'autres dispositifs régionaux.

Tout nouveau soutien financier à une structure ayant déjà bénéficié d'une première aide ne peut intervenir qu'après contrôle et évaluation préalables par les services de la Région de la mise en œuvre des actions précédemment financées.

Les bénéficiaires

Les bénéficiaires sont des personnes morales de droit privé à but non lucratif (associations), pour l'obtention du soutien régional, en investissement. Celles-ci devront avoir plus d'un an d'existence lors de la demande de subvention afin de pouvoir justifier d'un bilan d'exercice comptable de l'année écoulée.

Les engagements des bénéficiaires

Les acteurs bénéficiaires de ces dispositifs devront s'engager à :

- Signer une convention de partenariat avec la Région. La convention décrira les conditions exactes d'applications du présent règlement et les responsabilités des signataires.
- Produire tout document justifiant les dépenses engagées dans le cadre de l'investissement et tenir informée la Région de toutes modifications apportées.
- Etablir un lien avec les services de la Région au moins 3 fois par an, afin de permettre un **suivi des actions et des méthodes** mises en place, ainsi que la restitution, en cours d'année, des difficultés rencontrées dans le but d'y apporter des solutions.

- Accueillir des stagiaires en leur sein, conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016. La mesure **« 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens »** vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail, les structures retenues devront ainsi faire la preuve d'accueillir au moins un stagiaire pendant une période de deux mois minimum.
- Signer, respecter et promouvoir la **charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité** mise en place par la Région.
- Remettre des **comptes rendus d'étape et un compte-rendu définitif**, qualitatif et financier sur la base des critères et indicateurs définis par le bénéficiaire, et accompagnés des pièces justificatives qui conditionnent le mandatement des crédits.
- Autoriser le Conseil régional à communiquer sur le projet, son bilan et ses résultats, dès lors qu'il a été voté par la Commission permanente du Conseil régional. La première communication publique ne pourra se faire qu'en accord et en présence de la Région. Toute communication par la suite, en dehors de la Région, devra mettre en valeur le rôle d'accompagnement et de partenariat de la Région. Les bénéficiaires du soutien régional s'engagent également à **associer étroitement la Région aux actions menées, en particulier, concernant la communication des informations** sous forme d'un rapport annuel circonstancié et quantifié des actions menées, de la communication en cours d'action des cas particuliers et des écueils rencontrés. La communication sur les résultats des opérations menées devra être commune, partenaire – Région.

L'évaluation et contrôle des aides

Les impacts des projets devront être mesurés à l'aune de critères et outils définis, au cas par cas, entre la Région et la structure soutenue.

Le contrôle d'exécution des projets et programmes sera effectué sur le fondement des règles régionales en vigueur définies dans le règlement budgétaire et financier régional adopté par délibération de l'Assemblée régionale n° CR 33-10 (en date du 17 juin 2010) et prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 : remise de compte-rendu d'étape et de compte-rendu définitifs, sur la base des critères et indicateurs définis entre le bénéficiaire et la Région, et accompagnés des pièces justificatives qui conditionnent le mandatement des crédits.

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 12/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 12/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-124

DU 7 JUILLET 2017

AIDE À L'ACQUISITION D'UNE COMPLÉMENTAIRE SANTÉ POUR LES ÉTUDIANTS BOURSIERS

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU Le code de la santé publique et notamment l'article 1424-1 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2017-124 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'adopter le dispositif « Complémentaire santé pour les étudiants boursiers» tel qu'il est décrit en annexe 1 à la présente délibération.

Article 2 :

Décide de mettre en œuvre le dispositif avec Harmonie Mutuelle.

Article 3 :

Délègue à la commission permanente compétence pour procéder à toute modification du dispositif cadre.

Article 4 :

Délègue à la commission permanente compétence pour adopter la convention de partenariat avec Harmonie Mutuelle et autorise la présidente à la signer.

Article 5 :

Abroge la délibération n° CR 23-10 du 18 juin 2010 et l'article 18 de la délibération n° CR 03-12 du 27 septembre 2012.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION

REGLEMENT D'INTERVENTION

REGLEMENT D'INTERVENTION

DISPOSITIF « COMPLEMENTAIRE SANTE DES ETUDIANTS BOURSIERS »

Objectifs

Il s'agit de proposer aux étudiants boursiers relevant des échelons 0 bis à 4 et inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur francilien ou dans un institut de formation sanitaire et sociale, un contrat d'adhésion « labellisé Région » offrant la couverture complémentaire la plus adaptée à leurs besoin et bénéficiant d'une aide régionale.

Bénéficiaires

Le présent dispositif concerne les jeunes franciliens cumulativement :

- âgés de 16 à 28 ans inclus,
- inscrits en qualité d'étudiants dans un établissement d'enseignement supérieur francilien ou un institut de formation sanitaire ou sociale francilien,
- allocataires soit :
  - d'une bourse sur critères sociaux de l'enseignement supérieur, d'un échelon 0bis à 4 attribuée par l'un des CROUS franciliens ;
  - d'une bourse régionale au titre des formations sanitaires et sociales,
  - d'une aide au titre du Fonds régional d'aide sociale ou du Fonds national d'aide d'urgence annuelle
- non éligibles ni à l'ACS ou à la CMU-C,
- non bénéficiaires d'une couverture complémentaire par ailleurs (celle des parents par exemple).

Modalités financières

La Région soutient, dans la limite de l'enveloppe votée annuellement, la prise en charge de la couverture complémentaire pour un montant de 200 € au maximum par étudiant pour une année complète, en remboursant l'avance de frais à l'organisme complémentaire retenu. Ce montant de 200 € est proratisé si l'offre souscrite s'inscrit sur une période inférieure à un an.

Les remboursements attribués à ce titre relèvent du chapitre 934 « Santé et action sociale » - code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « *Prévention et éducation à la santé* » - Action 141 001 06 « Aide à la mutuelle des étudiants ».

Mise en œuvre du dispositif et engagements de l'organisme complémentaire retenu

L'organisme est appelé à signer une convention avec la Région formalisant leurs engagements et les modalités de la participation régionale au dispositif. D'une durée initiale d'un an, celle-ci pourra être reconduite expressément deux fois, pour la même durée, par voie d'avenant.

L'aide de la Région doit intégralement participer à la diminution du prix des protections proposées aux étudiants boursiers. Le co-contractant s'engage à faire l'avance des frais d'adhésion à la complémentaire santé, dans la limite maximale de 200 € par jeune éligible et par an.

Le co-contractant s'engage à valoriser le dispositif régional, en faisant figurer l'information sur l'aide régionale (mention « action financée par la Région Ile-de-France », logo) dans les courriers de décompte de remboursement et sur sa carte d'attestation d'adhésion, laquelle est adressée à l'étudiant accompagnée d'un courrier co-signé par le représentant de la Région. De la même manière, le co-contractant veille à participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région lors de tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à la complémentaire santé « labellisée » Région.

Evaluation

Par ailleurs, aux fins d'évaluation du dispositif, le co-contractant doit établir et transmettre deux fois par an à la Région des statistiques relatives au dispositif et à ses résultats :

- Listing des adhésions par formule
  - Date d'adhésion
  - Date de fin
  - Formule souscrite
  - Cotisations encaissées
  - Abondement de la Région
  - Statistiques des adhésions par âge, filière d'enseignement, site universitaire ou d'étude, niveau de bourse
- Frais, taxes et ensemble des chargements détaillés par nature :
  - Taxes
  - Frais de distribution
  - Frais de gestion
  - Frais d'assurance
  - Sommes affectées à la prévention…
- Prestations
  - Détail des prestations par familles d'actes
  - Détail des restes à charge
- Résultats techniques (indicateur P/C) des différentes formules sur la population des étudiants boursiers d'Ile-de-France

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 12/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 12/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-129
DU 7 JUILLET 2017

EVOLUTION DU DISPOSITIF DE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE À MADAGASCAR ET AU VIETNAM: TRANSFORMATION DES INSTITUTS DES MÉTIERS DE LA VILLE EN REPRÉSENTATIONS RÉGIONALES "PARIS RÉGION EXPERTISE", À ANTANANARIVO ET HANOI.

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,
VU La délibération n° CR 222-16 du 15 décembre 2016 relative à la nouvelle stratégie internationale de la Région Île-de-France ;
VU L'accord de coopération signé entre le Comité Populaire de Hanoi et la Région Ile de France le 20 décembre 1989 ;
VU L'accord de coopération entre la région Île-de-France et la Commune Urbaine d'Antananarivo le 21 décembre 1990 ;
VU Le budget de la région Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de la coopération internationale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2017-129 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

- Approuve l'arrêt des subventions à l'Institut des Métiers de la Ville de Hanoi au 31 octobre 2017 et à celui d'Antananarivo au 31 janvier 2018 ainsi que le maintien de la représentation régionale sous la dénomination « Paris Région Expertise » auprès du Comité Populaire de Hanoi et auprès de la Commune Urbaine d'Antananarivo.

Article 2 :

- Affecte **207 223€** en autorisations d'engagement dont **88 500€** à l'Institut des Métiers de la Ville de Hanoi et **118 723€** à l'Institut des Métiers de la Ville d'Antananarivo. Les affectations seront prélevées sur le chapitre 930, « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions internationales », programme HP 048-017 (104017) « Coopération décentralisée », Action 10401702 « Coopération décentralisée », du budget 2017.
- Autorise le mandatement au profit de l'Institut des Métiers de la Ville de Hanoi des crédits de paiement nécessaires à l'achèvement des projets en cours à hauteur de **7 651€** de crédits de paiement d'investissement et **2 688€** de crédits de paiement de fonctionnement.
- Autorise le mandatement au profit de l'Institut des Métiers de la Ville d'Antananarivo des

crédits de paiement nécessaires à l'achèvement des projets en cours à hauteur de **130 690€** de crédits de paiement d'investissement et de **67 325€** de crédits de paiement de fonctionnement.

- Autorise la remise gracieuse sur les titres de recettes exigibles pour le non-achèvement des projets à hauteur de **264 274€** pour l'Institut des Métiers de la Ville de Hanoi et de **196 555€** pour l'Institut des Métiers de la Ville d'Antananarivo en crédits de paiement d'investissement.

Article 3 :

- Affecte à l'Agence Française de Développement les autorisations de programme nécessaires à la restitution de la subvention versée à la région au titre du projet PAMU3 à hauteur de **344 000€**. L'affectation d'autorisation de programme sera prélevée sur le chapitre 900, « Services généraux **»,** code fonctionnel 048 « Autres actions internationales », programme HP 048-016 (104016) « Coopération décentralisée », Action 10401602 « Coopération décentralisée », du budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	06/07/2017	N° de rapport	CR2017-129	Budget	2017

Chapitre	**900 - Services généraux**
Code fonctionnel	**048 - Autres actions internationales**
Programme	**104016 - Coopération décentralisée**
Action	**10401602 - Coopération décentralisée**

Dispositif : N° 00000556 - Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV)

Dossier	17011330 - RESTITUTION DE SUBVENTION A L AFD			
Bénéficiaire	P0032202 - AFD AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	344 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
344 000,00 €	TTC	100 %	344 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000556 - Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV)	344 000,00 €

Total sur l'imputation 900 - 048 - 104016 - 10401602	344 000,00 €

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**048 - Autres actions internationales**
Programme	**104017 - Coopération décentralisée**
Action	**10401702 - Coopération décentralisée**

Dispositif : N° 00000555 - Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)

Dossier	17011073 - IMV Hanoi - subvention d'équilibre pour solde de tous comptes			
Bénéficiaire	P0029515 - INSTITUT DES METIERS DE LA VILLE			
Localisation	HANOI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	88 500,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
88 500,00 €	TTC	100 %	88 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	06/07/2017	N° de rapport	CR2017-129	Budget	2017

Dossier	17011077 - IMV ANTANANARIVO - subvention pour solde de tous comptes				
Bénéficiaire	P0033830 - INSTITUT DES METIERS DE LA VILLE D'ANTANANARIVO				
Localisation	Antananarivo				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	118 723,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
118 723,00 €	TTC		100 %	118 723,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000555 - Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	207 223,00 €

Total sur l'imputation 930 - 048 - 104017 - 10401702	207 223,00 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 12/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 12/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-130 DU 6 JUILLET 2017

MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE #LEADER POUR LA CROISSANCE, L'EMPLOI ET L'INNOVATION (SRDEII) - STRATÉGIE SMART INDUSTRIE 2017-2021

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (CE) n°1303/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives aux Fonds européens structurels et d'investissement ainsi que les règlements délégués et les actes d'exécution afférents

VU le règlement (CE) n°1301/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif Investissement pour la croissance et l'emploi

VU le règlement (CE) n°1304/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds Social Européen

VU la décision de la Commission européenne C(2014) 10205 du 18 décembre 2014 portant approbation du Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Ile-de-France et du bassin de Seine sur le fondement de l'article 29 du règlement (CE) n°1303/2013

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

VU la délibération n° CR 217-16 du 18 novembre 2016 relative au plan de sauvegarde de l'industrie francilienne

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 portant adoption de la stratégie régionale pour la croissance, l'innovation et l'emploi de la région Ile-de-France

VU l'avis de la commission du développement économique de l'emploi et de l'innovation ;
VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche :
VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2017-130 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Stratégie régionale SMART INDUSTRIE 2017-2021

Décide d'adopter la stratégie régionale Smart Industrie 2017-2021 figurant en annexe à la présente délibération.

Délègue à la Commission permanente la mise en œuvre opérationnelle de cette stratégie.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION

Stratégie Smart Industrie 2017-2021

STRATEGIE SMART INDUSTRIE 2017-2021

Avec 45 000 établissements employant 459 000 salariés soit 8 % de l'emploi régional et 14,3 % de l'emploi industriel national, **l'Ile-de-France est une grande région industrielle et technologique** et occupe une position de leader dans de nombreux secteurs : première région aéronautique d'Europe, deuxième dans l'automobile, la santé ou la chimie et à la pointe des technologies qui sont le cœur de réacteur de l'industrie du futur (fabrication additive, big data, intelligence artificielle, etc.).

Cette réalité est encore trop peu connue à l'étranger et même par les Franciliens eux-mêmes qui identifient avant tout leur région comme un territoire de services. **La richesse de son écosystème est également unique** avec la présence de grands donneurs d'ordre, de pôles d'excellence mondiaux, de centres de recherche publics et privés de renommée internationale, un vivier de start-ups et une concentration sans équivalent de capital humain.

Certes, les défis pour l'industrie restent nombreux, avec notamment un retard dans la modernisation de l'outil productif, une fragilité du tissu composé de nombreux petits établissements et une difficulté à concilier le maintien d'activités productives avec la dynamique d'urbanisation. Toutefois, **la révolution numérique et l'ampleur de la créativité et de l'innovation franciliennes offrent des perspectives nouvelles à l'industrie** dans une région marquée plus que les autres par le recul de l'emploi industriel et les délocalisations avec une perte de 50 % de ses emplois industriels en 25 ans.

De plus, **l'industrie génère et diffuse l'innovation dans le reste de l'économie**. Elle représente toujours 80 % des dépenses de R&D privées en France et 80 % des exportations hors-énergie au niveau mondial (74 % des exportations françaises). Lorsque le secteur aéronautique produit 1 unité de valeur ajoutée, il génère via les consommations intermédiaires 4,8 unités de valeur ajoutée. Malgré son image injustement datée, elle est en prise avec tous les grands défis contemporains et est **au cœur de toutes les transformations de notre société** : véhicules autonomes et électriques, médecine du futur, robotisation, processus agiles et flexibles, révolution écologique, impression additive, etc. Enfin, **l'industrie du futur**, qui se déploie aujourd'hui, **constitue une formidable opportunité pour se repositionner comme un territoire industriel leader**. En effet, la diversité et le potentiel d'innovation des écosystèmes locaux redeviennent les facteurs clefs de succès pour l'industrie. Le développement économique et l'attractivité de l'Ile-de-France passent donc nécessairement par la mise en œuvre d'une stratégie industrielle ambitieuse car la Région ne peut tenir son rang dans l'économie mondiale sans industrie forte.

La stratégie régionale pour une Smart industrie en Ile-de-France est le **fruit d'une large démarche de concertation** avec les principaux acteurs de l'industrie en Ile-de-France. Un groupe de travail composé d'élus de tous les groupes du Conseil régional a ainsi auditionné une trentaine de personnalités qualifiées entre janvier et avril 2017. Plus de cinquante acteurs de l'industrie étaient présents à la séance de restitution et aux ateliers de travail organisés le 2 mai dernier.

Cette stratégie sera une **politique transversale**, car les actions en faveur de l'industrie se sont trop longtemps résumées à des actions ponctuelles et isolées. **La Région utilisera ainsi tous les leviers à sa disposition** en faveur de l'industrie, que ce soit sur le développement économique, l'attractivité, la formation, l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche, les achats publics, les transports, la politique foncière, etc. Cette approche transversale et des efforts ciblés permettront de **mobiliser 300 M€ au bénéfice de l'industrie sur les cinq prochaines années** avec le concours des fonds européens

structurels et d'investissement (FEDER et FSE) sur certaines actions spécifiques. Dans le cadre du Plan Industries Ile-de-France 2013-2017, les actions ponctuelles mises en œuvre par divers partenaires régionaux sans véritable coordination ont représenté seulement 5 M€ par an : cette approche et ce manque de moyens n'ont pas permis un effet systémique sur l'écosystème.

L'attractivité de la Région est un thème qui fédère le monde économique, de la recherche, de la formation et de l'apprentissage, des partenaires institutionnels. Ces acteurs doivent œuvrer ensemble à **faire de l'Ile-de-France un territoire industriel de pointe, pleinement reconnu comme tel à l'étranger, intégré dans la révolution numérique et dont les métiers sauront attirer les jeunes et les demandeurs d'emplois**. L'inscription de la stratégie sur le moyen terme (5 ans) permettra aux acteurs d'investir et de se projeter dans l'avenir.

Cette ambition répondra à **trois enjeux-clés** :

1. Projeter les entreprises industrielles vers l'industrie du futur et former aux besoins de demain
2. Attirer et favoriser le maintien des activités industrielles en Ile-de-France grâce au développement de grands lieux d'innovation et à une politique foncière innovante et attractive
3. Dynamiser l'image de l'industrie francilienne auprès des nouvelles générations et à l'international

Son déploiement sera suivi et évalué par un **comité stratégique de l'industrie** en Ile-de-France présidé par le Vice-Président en charge de l'économie et de l'emploi et réunissant l'ensemble des parties prenantes, acteurs économiques, de la recherche, de la formation, etc. Les résultats seront présentés chaque année en Conseil Régional.

Le plan d'actions suivant présente les actions que la Région entend déployer et encourager pour répondre aux trois enjeux clés de modernisation et de formation, d'attractivité et d'image.

*

* *

1. PROJETER LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES VERS L'INDUSTRIE DU FUTUR ET FORMER AUX BESOINS DE DEMAIN

- **Objectif 1 : Moderniser 500 entreprises industrielles en 5 ans**

La modernisation de l'outil productif est un préalable indispensable pour soutenir la compétitivité des entreprises industrielles franciliennes. En effet, la diminution des marges des entreprises industrielles durant plusieurs années a conduit à une baisse de l'investissement productif et à un vieillissement de leur outil de production. Le retard de l'industrie française vis-à-vis de ses principaux concurrents est ainsi criant en matière de robotisation et de numérisation de l'outil de production[1].

La progression du taux de marge observée dans l'industrie manufacturière ces quatre dernières années, et estimé à 35,3 % sur l'année 2016, soit son plus haut niveau depuis 2002[2], représente dès lors une opportunité majeure pour relancer l'investissement et combler le retard pris par les entreprises industrielles. Pour s'en saisir, il apparaît essentiel de modifier l'appréhension des enjeux de l'industrie du futur par les dirigeants qui continuent à sous-estimer le potentiel de réduction des coûts de production de ces nouveaux investissements.

→ C'est pourquoi, afin d'encourager les dirigeants franciliens à développer une réflexion stratégique et opérationnelle autour de ces sujets et à accélérer le passage à l'acte, la Région **accompagnera 500 entreprises industrielles sur 5 ans** dans leur démarche d'amélioration de leur performance industrielle, à travers le **cofinancement de diagnostics d'évaluation de la performance opérationnelle** (modernisation des outils de production, impact RH et besoins en formation, organisation et management, excellence environnementale, marketing et design, « lean », etc...), un **accompagnement individuel dans la durée** pour aider au déploiement du plan d'actions, et **la mobilisation des aides régionales** (aides de la gamme Up en particulier) pour cofinancer les investissements nécessaires.

La Région mobilisera dans les prochains mois les acteurs concernés (réseaux consulaires, centres techniques, OPCA, groupes de pairs autour d'entreprises vitrines, écoles d'ingénieur, etc.) pour bâtir les parcours correspondants.

- **Objectif 2 : Faire émerger et soutenir les champions industriels de demain**

Le tissu industriel francilien se caractérise à la fois par la présence de très grands établissements, liée à l'implantation de sièges d'entreprises et de groupes, et par celle de très nombreux petits et très petits établissements de moins de 50 salariés qui constituent 94 % des établissements franciliens[3].

Cette cartographie s'accompagne dès lors d'un nombre très limité, estimé à 200, d'entreprises industrielles de taille intermédiaire (ETI) en Ile-de-France, qui représentent pourtant un élément moteur pour l'économie régionale. En effet, ces ETI sont à la fois fortement créatrices d'emplois[4], plus ouvertes à l'international avec 34 % des exportations nationales et présentent une plus grande résilience en période de crise du fait notamment

[1] En 2014, l'industrie française ne comptait que 32 233 robots contre 59 823 en Italie et 175 768 en Allemagne (source : International federation of robotics). En France, l'âge moyen des machines est de 19 ans contre 9 ans en Allemagne.
[2] Source : Direction générale des entreprises (avril 2017).
[3] Note : INSEE, clap 2013.
[4] Entre 2009 et 2015, les ETI françaises ont créé 1 300 emplois nets par mois contre 61 pour les PME et une destruction de 619 emplois nets par mois pour les grandes entreprises (source : observatoire de l'emploi et de l'investissement dans les ETI, 2009-2015, Trendéo).

d'une plus forte compétitivité hors-coût et d'une moindre dépendance à quelques donneurs d'ordre.

L'enjeu pour la Région est donc double : il s'agit d'une part d'encourager la croissance des PME à potentiel pour en faire les ETI de demain et augmenter ainsi le nombre d'ETI en Ile-de-France, et d'autre part d'améliorer la visibilité, la mise en réseau et l'intégration des ETI existantes à l'écosystème d'innovation et de développement.

→ La Région soutiendra le **lancement d'un accélérateur offrant un accompagnement sur-mesure de haut niveau à une trentaine de PME industrielles franciliennes**, afin qu'elles puissent passer à l'échelle et devenir des ETI.

→ **L'accélérateur d'entreprises Wilko, financé majoritairement par la Région[5], accompagnera une trentaine de start-ups industrielles chaque année** avec pour objectif d'atteindre 1M€ de CA.

→ La Région améliorera la visibilité et l'intégration des grosses PMI et ETI à l'écosystème d'excellence francilien en créant un **« club » des ETI franciliennes chargé de proposer et co-construire la politique de soutien aux ETI franciliennes**.

- **Objectif 3 : Former les salariés et 10 000 demandeurs d'emploi pour répondre aux besoins des entreprises industrielles**

Le passage à l'industrie du futur engendre une mutation rapide des métiers et des compétences. Il représente de ce fait une formidable opportunité de développement des compétences pour les salariés, en même temps qu'un enjeu de taille pour les dirigeants.

Ces derniers sont en effet confrontés à des difficultés de recrutement tout à fait inquiétantes sur plusieurs métiers essentiels de l'industrie, tant pour des profils qualifiés que moins qualifiés. La dernière enquête « Besoins en main d'œuvre » réalisée par Pôle Emploi fait ainsi état de 16 495 projets de recrutement dans l'industrie en Ile-de-France en 2017 parmi lesquels 35,2 % sont anticipés comme difficiles[6]. Ce taux est même supérieur à 90 % pour plusieurs métiers industriels : dessinateurs en BTP, mécaniciens et électroniciens de véhicules, régleurs, et ouvriers qualifiés travaillant par enlèvement de métal notamment.

→ La Région engagera un effort massif afin de **former 10 000 demandeurs d'emploi aux métiers de l'industrie en 5 ans, soit un engagement financier de 75 M€** au titre de la formation professionnelle. Cet effort sera soutenu par le Fonds social européen (FSE) dans le cadre de la mise en œuvre du programme opérationnel régional.

→ Elle soutiendra en outre le développement **de centres de formation industrielle et d'outils innovants** tels que **la plateforme de formation à Bondoufle avec un pôle sur la fabrication additive**, une ligne d'usinage modèle et des équipements permettant de former aux problématiques de l'usine du futur, la création d'un **pôle de formation industrielle à Cachan**, et le renouvellement des outils de formation (MOOC, plateformes technologiques mutualisées entre les établissements) ainsi que la mise à disposition de supports de cours innovants.

→ La Région **travaillera à l'émergence d'outils innovants** (usine école, « campus » publics/privés, nouveaux programmes diplômants, etc.) susceptibles de mobiliser le

[5] La Région représente 55 % du budget de fonctionnement et 73% en comptant le FSE, et 60 % des dotations en investissement au fonds de prêt d'honneur.
[6] Enquête annuelle Besoins en main d'œuvre 2017 – Pôle emploi.

potentiel exceptionnel de ses établissements d'enseignement supérieur selon une logique de site ou de filière et de copilotage par les acteurs publics et privés.

→ Elle **accélérera l'émergence des campus des métiers pour les principales filières « Industrie »**, sur les filières automobile, aéronautique et agroalimentaire en particulier.

2. ATTIRER ET FAVORISER LE MAINTIEN DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES EN ILE-DE-FRANCE GRACE ÀU DÉVELOPPEMENT DE GRANDS LIEUX D'INNOVATION ET A UNE POLITIQUE FONCIÈRE INNOVANTE ET ATTRACTIVE

• Objectif 4 : Encourager l'intégration de l'industrie dans l'écosystème d'excellence

L'écosystème industriel francilien se distingue par sa richesse qui constitue un levier d'attractivité de premier plan pour les entreprises industrielles du monde entier. La présence de grands donneurs d'ordre et de fournisseurs nombreux dans les principaux secteurs industriels (aéronautique, automobile, agroalimentaire, défense, luxe, cosmétique, pharmacie et santé), une offre technologique foisonnante avec un vivier de start-up dynamique et des centres de recherche publics et privés de renommée internationale représentent ainsi des facteurs d'ancrage prédominants.

Pour autant, les interactions et synergies entre acteurs demeurent insuffisantes. L'enjeu est double : développer les relations commerciales et de partenariats entre les grands donneurs franciliens et le tissu d'ETI et de PMI, beaucoup moins développées que chez nos concurrents européens, et capitaliser sur le potentiel exceptionnel de recherche et d'innovation en Ile-de-France au service de la modernisation des entreprises industrielles.

La Région engagera plusieurs actions pour développer la commande des grands donneurs d'ordre industriels auprès des PMI franciliennes et impulser des dynamiques collectives.

→ Elle poursuivra **la dynamique des filières** et le soutien à des **programmes d'action collective structurant la relation donneurs d'ordre et sous-traitants, et renforçant la performance opérationnelle des PMI**, à l'instar du programme Performance industrielles porté par le GIFAS et financé par la Région en 2017 ;

→ Elle soutiendra le développement, dans le cadre du projet Smart Region, d'une **plateforme numérique régionale** permettant la mobilisation collective autour de projets industriels ou de territoires, ou la recherche de compétences. Cette plateforme, proposera notamment une **cartographie des forces de recherche** sur les principales filières et problématiques liées à l'industrie.

→ Elle supervisera l'organisation de **forums achats entre les grands donneurs et sous-traitants** dans le cadre du Small Business Act.

→ Afin de se positionner comme le territoire d'excellence au niveau mondial sur quelques technologies clés de l'industrie du futur, la Région **soutiendra l'émergence de grands lieux d'innovation autour de l'industrie qui seront regroupés sous un label régional commun « Grands lieux d'innovation ».**
Il pourra s'agir de lieux dotés d'équipements mutualisés ouverts à la recherche et aux entreprises industrielles franciliennes, quelle que soit leur taille, servant ainsi le rapprochement entre l'offre et la demande de solutions autour de technologies-clés telles que la fabrication additive, l'intelligence artificielle ou la robotique.

→ **La Région s'est d'ores et déjà engagée à soutenir deux grands lieux d'innovation sur la fabrication additive** :
- à hauteur de 2,5 M€ pour la création de l'**Additive Factory Hub**, porté par le CETIM sur le territoire de Paris-Saclay et, qui deviendra le centre de référence français et européen sur la fabrication additive ;
- à hauteur de 250 000 € pour la **Fabrique Numérique**, plateforme technologique qui sera située à Nanterre et visera à accélérer le développement et l'appropriation des techniques industrielles les plus innovantes pour la construction.

→ La Région participera à l'émergence du **premier circuit d'homologation français des véhicules autonomes** à Linas Monthléry.

→ La Région contribuera à la création d'un **hub digital international de tout premier plan,** en participant au financement du **projet DIGITEC sur Saclay**, qui vise à accompagner le transfert technologique dans les PMI et qui rassemble le CEA LIST, l'Inria, SystemX, Télécom ParisTech et des pôles de compétitivité (Systematic, ASTech, Cap Digital).

→ Elle soutiendra les **projets d'équipements mutualisés entre établissements de recherche et PME-ETI** (ville durable à Paris Est, numérique à Saclay, etc.).

- **Objectif 5 : Déployer une offre immobilière et foncière adaptée aux besoins de l'industrie**

Le maintien d'activités productives sur le territoire francilien est essentiel tant en raison de leur effet d'entraînement sur le reste de l'économie que de la nécessité de préserver des savoir-faire spécifiques et la mixité du tissu économique.

Cet impératif est pourtant mis à mal en Ile-de-France sous l'effet de trois contraintes fortes : une dynamique d'urbanisation puissante autour de Paris et en petite couronne qui éloigne l'industrie au profit de l'implantation de logements et d'activités tertiaires, un coût du foncier et de l'immobilier élevé qui pèsent sur les marges des entreprises, ainsi qu'une problématique d'accessibilité en transports et aux réseaux pour les sites industriels localisés en grande couronne.

La Région souhaite, en partenariat avec les autres collectivités franciliennes, stimuler l'émergence d'une offre immobilière et foncière soutenable pour les acteurs de la chaîne de l'immobilier, et répondant aux enjeux de maîtrise des coûts pour les entreprises.

→ La Région **initiera une réflexion avec l'EPFIF, les acteurs immobiliers et les collectivités volontaires** afin de permettre le développement d'une offre immobilière adaptée aux besoins des industriels.

→ La Région **sensibilisera élus locaux, promoteurs et aménageurs** sur les questions du nécessaire développement de zones d'activités mixtes et du regroupement d'entreprises industrielles sur des territoires ciblés.

→ La Région garantira une meilleure accessibilité des sites industriels en poursuivant sa politique de **raccordement de toutes les entreprises au très haut débit** à l'horizon 2020, qui est l'une de ses priorités pour devenir la première smart Région d'Europe et mobilisera 50 M€ d'ici 2020 dans cette perspective.

→ La Région encouragera au déploiement **des plans de déplacement vers les zones d'activités** en lien avec les communes, les EPCI et les CCI, qui pourront prendre la forme de plans de déplacement interentreprises notamment.

→ La Région déploiera une **cartographie en open data de l'offre foncière et immobilière en Ile-de-France**, en lien avec l'Observatoire Régional de l'Immobilier d'Entreprise (ORIE) et l'Observatoire Régional du Foncier (ORF).

3. RENOUVELER ET DYNAMISER L'IMAGE DE L'INDUSTRIE FRANCILIENNE AUPRES DES NOUVELLES GENERATIONS ET A L'INTERNATIONAL

• Objectif 6 : Renforcer l'attractivité des métiers de l'industrie et former 25 000 apprentis aux métiers de l'industrie

Le déficit d'attractivité des métiers de l'industrie est une cause majeure des difficultés de recrutement des dirigeants d'entreprises industriels. Ces derniers peinent en effet à attirer de nouveaux talents, salariés en reconversion et jeunes diplômés, qui ont souvent une image déformée des métiers de l'industrie, forgée par des représentations anciennes et ne correspondant plus à la réalité des métiers d'aujourd'hui. Cette situation est d'autant plus dommageable que les métiers de l'industrie, et *a fortiori* dans l'industrie du futur, offrent des débouchés et des opportunités de carrières très intéressants.

Améliorer l'image de l'industrie et la connaissance de ses métiers implique dès lors de renforcer les liens entre les écoles, les universités et le monde de l'industrie, et de véhiculer une image plus positive d'un secteur trop souvent victime d'une rhétorique dépassée et fataliste.

→ La Région s'appuiera sur son futur **portail de l'orientation régional** pour en faire un outil privilégié d'information et d'orientation des jeunes vers les métiers et les formations industrielles.

→ Elle enrichira les **partenariats régionaux à destination des établissements publics locaux d'enseignement (collèges et lycées) pour les ouvrir davantage sur l'industrie**, à travers l'intervention de professionnels, des visites de sites, l'accueil de stagiaires ainsi que des ateliers de formation aux technologies et métiers de l'industrie.

→ Elle renforcera l'apprentissage dans les entreprises industrielles avec un objectif de **25 000 apprentis formés aux métiers industriels en 5 ans,** soit une hausse de 20 % du nombre d'apprentis. Pour cela, elle poursuivra son soutien aux CFA de l'industrie, investira dans les plateaux techniques de formation des CFA industriels, **soutiendra la création d'un développeur de l'apprentissage sur la thématique industrielle et favorisera l'orientation des jeunes vers les CFA de l'industrie.**

→ Elle **encouragera les initiatives de co-pilotage entre établissements d'enseignement supérieur et PME-ETI industrielles visant à co-construire des programmes de formations répondant immédiatement à leurs besoins**, et soutiendra enfin les formations supérieures courtes visant une insertion professionnelle immédiate pour lesquelles un déficit de main d'œuvre est régulièrement identifié.

→ La Région engagera également une série d'actions visant à **mettre en relation les élèves ingénieurs avec les PMI** (actions formations dans les PMI, politique de stage, innovation inversée grâce à la pédagogie par projets, etc.) à travers des partenariats entre les écoles d'ingénieurs (et/ou autres formations ingénieurs dans les universités)

et des cabinets de conseil qui accompagneront ces jeunes talents tout au long de leur mission. Ces actions concourront à la connaissance réciproque de deux cultures souvent éloignées, celle des jeunes diplômés de grandes écoles, et celle des dirigeants de PMI autour d'un projet opérationnel répondant à un besoin identifié du dirigeant (déploiement d'un plan d'actions « industrie du futur » par exemple).

→ Elle **engagera enfin des actions de communication ciblées** auprès des publics visés pour valoriser les métiers industriels, qui pourront devenir l'un des objectifs principaux de sa politique à venir en matière de culture scientifique, technique et industrielle.

- **Objectif 7 : Promouvoir l'industrie francilienne en Ile-de-France et à l'international notamment par le soutien au salon Smart Industrie**

L'Ile-de-France est une grande région industrielle. Ce constat simple est pourtant trop peu perçu à l'étranger et par les Franciliens eux-mêmes qui identifient avant tout leur région comme un territoire de services.

Pour changer cette perception aux yeux des Franciliens comme des investisseurs et entreprises étrangers, il conviendra de valoriser le potentiel industriel de la Région en s'appuyant sur des vitrines et des relais de communication puissants.

→ La Région **soutiendra le salon Smart Industrie, nouvel événement grand public interfilières et dédié à l'industrie**. Cet événement aura vocation à concurrencer la Hanover Messe en Allemagne (plus grand salon industriel du monde), avec l'objectif d'en faire une réussite similaire au Salon de l'agriculture. La Région soutiendra également des actions de promotion autour de filières marchés et de briques technologiques.

→ Elle soutiendra le **développement d'une communauté d'acteurs autour d'une identité et d'une bannière communes** permettant de faire valoir l'industrie francilienne et ses projets à l'international et de rendre visible un réseau d'ambassadeurs.

→ Elle s'appuiera sur des **sites emblématiques** pour valoriser son potentiel industriel et intégrera le volet industrie à sa stratégie d'attractivité à l'international.

STRATEGIE SMART INDUSTRIE 2017-2021

TABLEAU DES MESURES

ENJEU	OBJECTIF	MESURE
1. Projeter les entreprises industrielles vers l'industrie du futur et former aux besoins de demain	1. Moderniser 500 entreprises industrielles en 5 ans	1. Mise en place d'un accompagnement individualisé pour 500 entreprises : cofinancement de diagnostics de performance et soutien à l'investissement
	2. Faire émerger et soutenir les champions industriels de demain	2. Lancement d'un accélérateur IDF pour aider une trentaine de PME industrielles par an à devenir des ETI 3. Soutien à l'accélérateur Wilco pour accompagner une trentaine de start-ups industrielles par an 4. Création d'un club ETI
	3. Former les salariés et 10 000 demandeurs d'emploi pour répondre aux besoins des entreprises industrielles	5. Formation de 10 000 demandeurs d'emploi aux métiers de l'industrie en 5 ans 6. Soutien au développement de centres de formation industrielle et à la modernisation des outils de formation 7. Développement d'outils innovants de type usine école, « campus » publics/privés et nouveaux programmes diplômants 8. Soutien aux campus des métiers pour les principales filières industrielles

ENJEU	OBJECTIF	MESURE
2. Attirer et favoriser le maintien des activités industrielles en Ile-de-France grâce au développement de grands lieux d'innovation et à une politique foncière innovante et attractive	4. Encourager l'intégration de l'industrie dans l'écosystème d'excellence	9. Soutien aux filières et à des programmes d'action collective structurant la relation donneurs d'ordre et sous-traitants et renforçant la performance opérationnelle des PMI 10. Développement d'une plateforme numérique régionale permettant la mobilisation collective autour de projets industriels ou de territoires, ou la recherche de compétences 11. Organisation de forums achats entre les grands donneurs et sous-traitants dans le cadre du SBA 12. Financement de grands lieux d'innovation autour de technologies-clés dont l'Additive Factory Hub et la Fabrique Numérique sur la fabrication additive 13. Création d'un hub digital international avec le financement du projet DIGITEC sur Saclay 14. Soutien aux projets d'équipements mutualisés entre établissements de recherche et PME-ETI
	5. Déployer une offre immobilière et foncière adaptée aux besoins de l'industrie	15. Engagement d'une réflexion avec l'EPFIF, les acteurs immobiliers et les collectivités partenaires pour le développement d'une offre immobilière adaptée 16. Sensibilisation des élus locaux, promoteurs et aménageurs au développement de zones d'activités mixtes et du regroupement des entreprises industrielles 17. Poursuite du déploiement du THD 18. Déploiement de plans de déplacement vers les zones d'activités en lien avec les communes, les EPCI et les CCI 19. Mise à disposition en open data d'une cartographie en de l'offre foncière et immobilière en Ile-de-France, en lien avec l'ORIE et l'ORF

ENJEU	OBJECTIF	MESURE
3. Dynamiser l'image de l'industrie francilienne auprès des nouvelles générations et à l'international	6. Renforcer l'attractivité des métiers de l'industrie et former 25 000 apprentis aux métiers de l'industrie	20. Utilisation du portail de l'orientation régional pour informer et orienter les jeunes vers les métiers et les formations industrielles. 21. Renforcement des partenariats entre les EPLE et le monde de l'industrie 22. Renforcement de l'apprentissage dans les entreprises industrielles : soutien aux CFA de l'industrie, création d'un développeur de l'apprentissage dédié 23. Soutien au développement de programmes de formation pour satisfaire des besoins de main d'œuvre de court terme des entreprises industrielles 24. Développement de partenariats entre des écoles d'ingénieurs, des cabinets de conseil et des PMI 25. Actions de communication ciblées pour valoriser les métiers industriels
	7. Promouvoir l'industrie francilienne en Ile-de-France et à l'international	26. Soutien au salon Smart Industrie 27. Création d'une communauté d'acteurs autour d'une bannière et d'une identité communes 28. Intégration du volet industrie à la stratégie d'attractivité à l'international

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 12/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 12/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-141

DU 6 JUILLET 2017

MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE #LEADER : MESURES EN FAVEUR DE L'ENTREPRENEURIAT, L'ARTISANAT ET LE COMMERCE

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

VU le régime cadre exempté d'aides en faveur de l'accès des PME au financement n°SA.40390 ;

VU le règlement UE n°1407/213 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 69-10 du 18 novembre 2010 relative à la politique régionale en faveur de l'innovation : des structures d'accompagnement ;

VU la délibération n° CR 37-12 du 28 juin 2012 relative au parcours résidentiel du créateur d'entreprises innovantes ;

VU la délibération n° CR 93-12 du 22 novembre 2012 relative à la politique régionale en faveur de l'Economie Sociale et Solidaire ;

VU la délibération n° CR 01-13 du 14 février 2013 relative au nouveau cadre d'intervention régionale en faveur de l'artisanat, des métiers d'art et de création ;

VU la délibération n° CR 23-13 du 25 et 26 avril 2013 relative au renouvellement du soutien régional aux associations de prêts d'honneur ;

VU la délibération n° CR 87-13 du 21 novembre 2013 relative à la politique régionale en faveur de l'entrepreneuriat ;

VU la délibération n°CR 105-16 du 16 juin 2016 relative aux aides PM'up, Innov'up, Back'up et TP'up ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 portant adoption de la stratégie régionale pour la croissance, l'innovation et l'emploi de la région Ile-de-France.

VU l'avis de la commission du développement économique de l'emploi et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2017-141 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Politique en faveur de l'entrepreneuriat en Ile-de-France

Décide d'adopter le règlement d'intervention relatif à la nouvelle politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME en annexe n°1 de la présente délibération.

Décide que ce règlement d'intervention est applicable à compter de l'entrée en vigueur de la présente délibération.

Délègue à la Commission permanente les adaptations du règlement d'intervention et la mise en œuvre du dispositif.

Décide d'abroger les règlements d'intervention en faveur des associations de prêt d'honneur adopté par délibération CR 23-13 du 25 et 26 avril 2013 relative au renouvellement du soutien régional aux associations de prêts d'honneur, le règlement d'intervention régional relatif au soutien à l'activité de microcrédit de l'Adie et de l'Afile 77 en Île-de-France adopté par délibération CR 93-12 du 22 novembre 2012 relative à la politique régionale en faveur de l'Economie Sociale et Solidaire, les règlements d'intervention relatifs à la promotion et sensibilisation à l'entrepreneuriat, à la labellisation des agents de sensibilisation à l'entrepreneuriat et d'amorçage de projet et à l'Ecole régionale de projets adoptés par délibération CR 87-13 du 21 novembre 2013 relative à la politique régionale en faveur de l'entrepreneuriat.

Article 2 : Politique en faveur de l'artisanat et du commerce francilien

Décide de la constitution d'un groupe de travail composé de 16 membres, désignés conformément au 2) de l'article 5.2 du règlement intérieur du Conseil Régional. Le groupe de travail comprend au minimum un représentant de chaque groupe de conseillers. Il dispose d'un délai de 6 mois à compter de la présente délibération pour formuler des propositions en matière d'artisanat et de commerce. A l'issue de ce délai, les conclusions du groupe de travail seront présentées à la commission du développement économique, de l'emploi, de l'innovation, à la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ainsi qu'au Conseil Régional. Un rapport cadre sera ensuite présenté par l'exécutif au cours du premier semestre 2018.

Décide de la tenue des Assises de l'artisanat et du commerce francilien afin de présenter et débattre des propositions du groupe de travail.

Article 3 : Adoption de la convention type autorisant les communes ou leurs groupements à abonder les régimes d'aides régionaux

Adopte la convention type d'autorisation de financement des régimes d'aides régionaux entre la Région Ile-de-France et une commune ou un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre figurant en annexe n°2 à la présente délibération.

Délègue à la Commission permanente les autorisations qui pourront être octroyées le cas échéant par la Région à des communes ou EPCI franciliens.

Délègue à la Commission permanente les adaptations de la convention type.

Article 4 : Création du nouveau régime de soutien aux structures de l'économie sociale et solidaire

Décide d'adopter le règlement d'intervention relatif au soutien aux structures de l'économie sociale et solidaire tel qu'il figure en annexe n°3 à la présente délibération.

Délègue à la Commission permanente les adaptations du règlement d'intervention et la mise en œuvre du dispositif.

Article 5 : Autorisation donnée à la Ville de Paris pour participer au financement de régimes d'aides régionaux

Décide d'autoriser la Ville de Paris à participer au financement de quatre régimes d'aides régionaux : Aide pour les projets à utilité sociale, INNOV'up, Lieux d'innovation, soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME.

Cette autorisation sera soumise à la signature de la convention type adoptée par la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe n°1 à la délibération

Règlement d'intervention : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME

Ce dispositif s'inscrit dans les cadres réglementaires suivants :
- Pour les aides au financement des PME : Régime exempté de notification n° SA40390 relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2014-2020 ;
- Pour l'accompagnement : règlement n°1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

OBJECTIFS

Dans le cadre de sa stratégie #Leader votée en décembre 2016, la Région affirme sa volonté d'encourager l'esprit d'entreprendre et d'innover en Ile-de-France. La dynamique entrepreneuriale francilienne, déjà très affirmée, demande cependant à être consolidée. La pérennisation des créations d'entreprises ou des projets de reprise passe en particulier par la mobilisation d'une offre d'accompagnement et de financement de proximité, lisible et de qualité. C'est un des objectifs de ce règlement. La Région n'entend pas restreindre l'accès à cette offre d'accompagnement aux seuls dirigeants de jeunes entreprises. En effet, les dirigeants de TPE/PME se trouvent souvent confrontés à un isolement qui pénalise leur intégration dans un tissu économique francilien riche mais complexe, leur capacité à grandir et à se projeter dans l'avenir et notamment à envisager la transmission de leur entreprise. Le conseil des pairs, le mentorat, la participation à des clubs ou réseaux d'entrepreneurs, sont autant de solutions qui permettent au dirigeant de prendre du recul sur son projet, de rompre avec une solitude entrepreneuriale parfois lourde à porter, mais aussi de nouer des relations commerciales fécondes. La Région souhaite encourager le développement d'une offre d'accompagnement de proximité multiforme, répondant à la diversité des situations et des stades de développement de l'entreprise, qui permettra de faire grandir les TPE/PME franciliennes.

Dans un contexte de vieillissement de l'âge des dirigeants, la Région entend également anticiper les cessions d'entreprises, sensibiliser les cédants potentiels et accompagner les cédants et repreneurs dans leurs démarches de transmission-reprise.

Le présent règlement fixe les conditions d'intervention de l'aide régionale. Il vaut aussi régime d'aide au sens de l'article 1511-2 du Code général des collectivités territoriales, que les communes et leurs groupements peuvent contribuer à financer dans le cadre d'une convention signée avec la Région.

1. SOUTIEN AU FINANCEMENT DE LA CREATION/REPRISE/TRANSMISSION DES ENTREPRISES FRANCILIENNES (INVESTISSEMENT)

1.1. Objectifs

L'accès au financement constitue un facteur clé de réussite d'un projet entrepreneurial. Pour faciliter l'accès au financement bancaire des créateurs/repreneurs, la Région souhaite développer l'offre de prêts d'honneur et de garanties bancaires en Ile-de-France.

1.2. Structures éligibles

Sont éligibles les structures privées proposant une offre d'ingénierie financière telle que les prêts d'honneur et la garantie bancaire.

1.3. Modalités de l'aide

Les outils abondés pourront être :

- des fonds de prêts d'honneur,
- des fonds de garantie de prêts bancaires,

Les modalités d'intervention s'effectuent sous forme de dotation aux fonds dans la limite de 50 % de la valeur du fonds, en conformité avec les règles de calcul définies par le régime d'aide d'Etat le plus approprié au projet.

Au titre de ce dispositif, les soutiens sont mis en œuvre dans la limite des disponibilités budgétaires annuelles.

Les projets sont présélectionnés via des appels à projet, des appels à manifestation d'intérêt annuels ou pluriannuels. A cette occasion, les critères ou modalités d'intervention pourront être définis de manière plus restrictive.

1.4. Suivi et évaluation

Les structures bénéficiaires ont l'obligation de fournir un bilan quantitatif et qualitatif de leur action aux financeurs. Dans le cadre d'un financement régional, la Région se réserve le droit de fournir un outil de reporting particulier (extranet).

Les indicateurs de suivi et d'évaluation sont a minima les suivants :

- Nombre de prêts/garanties
- Nombre de créations d'entreprise
- Nombre de reprises d'entreprises
- Montant moyen du prêt d'honneur
- Montant moyen du prêt bancaire associé au prêt d'honneur
- Montant moyen du microcrédit associé au prêt d'honneur
- Montant moyen du prêt bancaire garanti/Montant de la garantie
- Effet levier du prêt d'honneur/garantie
- Nombre de femmes bénéficiaires de prêts d'honneur/garantie
- Nombre d'habitants des Quartiers politique de la Ville bénéficiaires de prêts d'honneur ou garanties
- Nombre d'emplois créés à 1, 2 et 3 ans après le prêt d'honneur/la garantie bancaire

La mise en œuvre des actions soutenues fait l'objet d'un suivi au travers d'un comité de pilotage réuni au minimum 2 fois par an par la Région. L'ensemble des structures soutenues au titre du présent dispositif devront y être représentées. Le comité de pilotage pourra compléter la liste des indicateurs de suivi et d'évaluation du projet.

La Région pourra être conviée à participer aux comités d'engagements des fonds qu'elle abonde

1.5. Communication

Conformément aux dispositions prévues dans la stratégie #Leader, les projets soutenus financièrement s'engagent à communiquer sur le soutien régional et doivent intégrer les éléments de communication et de promotion régionale.

2. SOUTIEN A L'APPUI A LA CREATION-REPRISE-TRANSMISSION ET AU DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES FRANCILIENNES (FONCTIONNEMENT)

2.1. Objectifs

Il s'agit de proposer un cadre juridique permettant de développer un parcours d'accompagnement adapté à la pluralité des situations des dirigeants et des stades de développement de l'entreprise (création/reprise, développement, transmission). Une attention particulière pourra être apportée à des publics prioritaires en raison par exemple de leur âge, de leur sexe, ou de leur localisation géographique.

2.2. Structures éligibles

Sont éligibles les personnes morales de droit public ou privé et en particulier les collectivités locales et leurs groupements, les établissements publics, les chambres consulaires, les établissements d'enseignement supérieur, les GIP, les associations, ainsi que les entreprises quelle que soit leur taille et leur statut juridique.

2.3. Actions éligibles

Sont éligibles les projets permettant de soutenir la création, reprise/transmission et développement des entreprises en Île-de-France et particulièrement des Très Petites Entreprises et des Petites et Moyennes Entreprises.

Pourront être soutenues des actions :

- d'information, de promotion et de sensibilisation,
- d''accompagnement individuel ou collectif,
- d'accompagnement à la structuration financière et au financement des porteurs de projets et entreprises par des prêts d'honneur, microcrédits, garanties bancaires ou tout autre outil d'ingénierie financière,
- d'accueil et d'orientation qualifiée,
- de mentorat,
- de professionnalisation des opérateurs de l'appui aux entreprises,
- de mise en réseau des entreprises ou des acteurs de l'appui aux entreprises,
- de représentation des entreprises auprès de la sphère publique notamment.

2.4. Critères d'éligibilité

Les projets éligibles répondront à une ou plusieurs des caractéristiques suivantes :

- l'intérêt du projet par rapport aux objectifs cités, et sa faisabilité,
- la qualité et le caractère innovant de l'action proposée,
- l'expérience de l'organisme candidat dans le domaine visé,
- le degré d'innovation pédagogique, économique et sociale de la démarche,
- la qualité et la diversité des partenariats éventuels nécessaires à sa mise en œuvre avec des structures privées et/ou publiques,
- la complémentarité des financements et leur pérennité,
- la pertinence des indicateurs et modalités d'évaluation,
- l'intérêt régional (ancrage territorial, relations et complémentarité avec l'écosystème entrepreneurial et d'innovation francilien, voire national et international).

2.5. Modalités de l'aide

La sélection des projets se fait conformément aux éléments précités.

Le taux maximum d'intervention régionale est de 60 % des dépenses éligibles et en conformité avec les règles de calcul définies par le régime d'aide d'Etat le plus approprié au projet.

Les projets pourront être présélectionnés via des appels à projet, des appels à manifestation d'intérêt annuels ou pluriannuels ou au fil de l'eau. A cette occasion, les critères ou modalités d'intervention pourront être définis de manière plus restrictive.

Au titre de ce dispositif, les soutiens sont mis en œuvre dans la limite des disponibilités budgétaires annuelles.

2.6. Dépenses éligibles

Les dépenses éligibles retenues sont les coûts hors taxes des actions proposées pour les structures assujetties à la TVA et les coûts toutes taxes comprises pour les structures non assujetties à la TVA.

Les dépenses éligibles sont :
- les frais de personnel,
- les frais de structures à proportion du projet,
- les frais de coordination du projet,
- les frais de prestation (étude, formation, conseil,...),
- les frais liés à des évènements (achats, services extérieurs et autres services extérieurs dont location salle, matériel, achat de fournitures, documents de communication, logistique, déplacement, ...),
- les frais de communication et de développement d'outils d'animation ou de mutualisation (site internet, plaquette,...)

Ne sont pas éligibles les dépenses suivantes :
- les frais financiers et crédits bancaires divers
- les impôts et taxes non strictement liés à l'opération ou au projet
- les dotations aux amortissements et provisions
- les contributions volontaires (en nature, personnel, locaux, etc.)

2.7. Modalités de suivi et d'évaluation

Les structures bénéficiaires ont l'obligation de fournir un bilan quantitatif et qualitatif de leur action aux financeurs. Dans le cadre d'un financement régional, la Région se réserve le droit de fournir un outil de reporting particulier (extranet).

Les indicateurs de suivi et d'évaluation sont notamment les suivants :
- Nombre d'entreprises aidées ;
- Evolution de l'emploi des entreprises aidées à 3 ans ;
- Nombre d'entreprises implantées dans les Quartiers Politique de la Ville ou dont un des dirigeants habite un Quartier Politique de la Ville ;
- Nombre d'entreprises implantées dans les zones de revitalisation rurale ;
- Nombre et part des femmes dirigeantes d'entreprise aidées
- Nombre d'entreprises créées, reprises et transmises accompagnées ;
- Nombre d'entreprises accueillies ;
- Nombre d'adhérents du réseau/club ;
- Nombre d'opérateurs participants.

La mise en œuvre des actions soutenues fait l'objet d'un suivi au travers d'un comité de pilotage réuni au minimum 2 fois par an par la Région. L'ensemble des structures soutenues au titre du présent dispositif devront y être représentées. A la demande de la Région, la liste des indicateurs de suivi et d'évaluation du projet pourra être complétée.

2.8. Communication

Conformément aux dispositions prévues dans la stratégie #Leader, les projets soutenus financièrement s'engagent à communiquer sur le soutien régional et doivent intégrer les éléments de communication et de promotion régionale.

Annexe n°2 à la délibération

Convention type autorisant les communes et EPCI à participer au financement des régimes d'aides régionaux

REGION ILE DE France
Pôle DEEF

CONVENTION N° :

CONVENTION
autorisant la Commune X/groupement X à attribuer une aide/des aides sur le fondement du/des régime(s) d'aides X définis et mis en place par la Région

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM)

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment ses articles L 1511-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)

Vu le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation 2017-2021 adopté par la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016

Vu la délibération CR/CP XXXX du … autorisant X à attribuer une aide/des aides sur le régime d'aide X/ l'ensemble des régimes d'aides définis et mis en place par la Région

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération **N° CP XX-XXX**
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et (choix)
la Commune X ou le groupement X ou l'établissement public X dont le siège est situé au,
En vertu de la délibération N° CP/CR XX-XXX
ci-après dénommée « la Commune » ou « le groupement X »
d'une part,

PREAMBULE :

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) promulguée le 7 août 2015 a eu pour effet de renforcer les responsabilités régionales en matière de développement économique et de clarifier la répartition des compétences économiques.

En vertu de l'article 3 de cette loi, le conseil régional est désormais seul compétent pour définir les régimes d'aides et pour décider de l'octroi des aides aux entreprises dans la région. Dans le cadre d'une convention passée avec la région, les communes et leurs groupements peuvent participer au financement des aides et des régimes d'aides mis en place par la région.

Les champs d'intervention concernés par cette évolution législative sont définis par le Code Général des Collectivités Territoriales et concernent notamment :

- le financement des aides ou régimes d'aides (appelés également « dispositifs ») en faveur de la création ou de l'extension d'activités économiques mis en place par la Région (article L 1511-2 alinéa 1 du CGCT) ;
- l'octroi d'aides *ad hoc* par délégation de la Région (article L 1511-2 alinéa 2 du CGCT).

Enfin, le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) créé par la loi NOTRe a été doté d'un caractère prescriptif. En conséquence, les actes des autres échelons doivent être compatibles à ses orientations.

Afin d'assurer la lisibilité et la sécurité juridique des interventions économiques des différents acteurs franciliens précités, il est convenu de ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Cette convention a pour objet d'autoriser X à participer au financement du/des régime(s) d'aides définis et mis en place par la Région Ile de France et listés en annexe X à la présente convention.

ARTICLE 2 : LES OBLIGATIONS DE X

ARTICLE 2.1 : LES OBLIGATIONS RELATIVES AU RESPECT DU CADRE REGLEMENTAIRE FIXE PAR LA REGION

X s'engage à respecter le cadre réglementaire mis en place par la Région.

Celui-ci devra respecter le/les règlement(s) d'intervention(s) voté(s) par la/les délibération(s) relative(s) à ce(s) dispositif(s) et tel(s) que rappelé(s) en annexe X de la convention.

- Lors de l'instruction :

X s'engage à respecter les critères de sélection établis par la Région et s'assurer que le bénéficiaire de l'aide respecte les conditions d'éligibilité (structures, projets et dépenses, …) posées par le règlement d'intervention.

- Lors de l'octroi et pendant la durée de la convention :

X s'engage à respecter le taux de subvention et de plafonnement maximum mis en place par le(s) régime(s).
Il s'assure que les conditions posées par la Région dans son règlement d'intervention sont respectées par le bénéficiaire lors du versement des acomptes et du solde de la subvention.

La Région autorise X à déroger à certaines règles édictées par son règlement d'intervention concernant les règles se référant au règlement budgétaire et financier de la Région si X possède un cadre juridique équivalent (modalités de versement de l'aide, pièces comptables exigées etc.).

Par ailleurs, X s'engage à respecter les orientations du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation adopté par la délibération CR 230-16 du 14 décembre 2016.

ARTICLE 2.2 : LES OBLIGATIONS RELATIVES AU SUIVI ET AU CONTROLE OPERE PAR LA REGION ILE DE FRANCE

2.2.1 Relatives au suivi de l'exécution financière de la convention

X s'engage à transmettre annuellement à la Région un bilan détaillant les aides (montant, bénéficiaire, nature du projet subventionné) qu'il aura accordées sur le fondement des dispositifs régionaux.
X est responsable du versement des aides décidées par son instance délibérante compétente ainsi que de la légalité de ses décisions.

2.2.2 Les obligations résultant de la réglementation relative aux aides d'Etat

X s'engage à respecter les obligations européennes résultant des réglementations des aides d'Etat et notamment à attribuer les aides sur le fondement des régimes d'aides d'Etat définis par la Région.

X s'engage, conformément à l'article L.1511-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, à communiquer à la Région toutes les aides versées sur le fondement d'un régime d'aide d'Etat.

A cet effet, la Région adresse une demande annuelle à l'ensemble des communes et EPCI du territoire précisant les modalités pratiques de ce recensement.

2.2.3 Convention passée avec le bénéficiaire final de la subvention

Si X peut librement choisir son modèle de convention, sous réserve qu'il respecte les obligations mentionnées plus haut, il s'engage à se référer dans les visas aux dispositions lui permettant d'intervenir, notamment la présente convention, ainsi qu'à préciser dans celle-ci que son intervention s'inscrit dans le cadre juridique défini par la Région.

ARTICLE 3 : LES OBLIGATIONS DE LA REGION

La Région s'engagera à notifier à X tous les changements intervenus dans le/les règlement(s) d'intervention(s) annexés dans un délai d'un mois à compter de l'adoption de ces changements par l'organe délibérant de la collectivité quand ces changements ont une conséquence directe pour l'octroi de la subvention. X s'engagera à respecter ces nouvelles modalités d'application pour les subventions qu'il attribuera à compter de la notification de ces nouvelles règles.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

L'autorisation est accordée pour un an.
Il est à noter que la Région pourra revenir sur cette autorisation dans le cadre de la résiliation prévue à l'article 5.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des deux parties. La Région pourra notamment procéder à la résiliation de cette convention en cas de non-respect de l'obligation de recensement annuel des aides d'Etat prévue à l'article 2.2.2.

La résiliation est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, et prend effet à l'issue d'un préavis de 3 mois. Pendant ce délai, les parties restent tenues par leurs obligations respectives.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

ARTICLE 7 : LA MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature sera autorisé par l'assemblée délibérante régionale.
Les modifications apportées sur le(s) régime(s) d'aides référencé(s) en annexe à la convention seront notifiées par la Région à X et ne nécessiteront pas d'avenant à la convention.

ARTICLE 8 : LES PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite, ainsi que ses annexes adoptés par délibération n° CP/CR XX-XXX du XX XXXX XXXX.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le.....

X
(nom, qualité du
Signataire et cachet du bénéficiaire)

Le.....

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile de France

Annexe 1 à la convention : liste du/des régime(s) d'aides sur lesquelles X est fondé à intervenir

- Dispositif X adopté par la CP/le CR XXX en date du ….
- Dispositif X adopté par la CP/le CR XXX en date du ….
- Dispositif X adopté par la CP/le CR XXX en date du ….
- Dispositif X adopté par la CP/le CR XXX en date du ….
- Dispositif X adopté par la CP/le CR XXX en date du ….
- Dispositif X adopté par la CP/le CR XXX en date du ….
- Dispositif X adopté par la CP/le CR XXX en date du ….

En vertu de l'article 3 de la convention, la Région s'engage à notifier à X tous changements intervenus dans le/les règlement(s) d'intervention(s) annexés dans un délai d'un mois à compter de l'adoption de ces changements par l'organe délibérant de la collectivité quand ces changements ont une conséquence directe pour l'octroi de la subvention. X s'engagera à respecter ces nouvelles modalités d'application pour les subventions qu'il attribuera à compter de la notification de ces nouvelles règles.

Annexe n°3 à la délibération

Règlement d'intervention pour l'aide aux projets à utilité sociale

Avec l'aide aux projets à utilité sociale, la Région Ile-de-France soutient le développement des entreprises démontrant un impact particulier en termes d'utilité sociale. Pour ce faire, elle mobilise une aide financière pour soutenir et accompagner l'amorçage, l'installation, le changement d'échelle de ces entreprises.

Le présent règlement fixe les conditions d'intervention de l'aide régionale. Il vaut aussi régime d'aide au sens de l'article 1511-2 du Code général des collectivités territoriales, que les communes et leurs groupements peuvent contribuer à financer dans le cadre d'une convention passée avec la Région.

1) Base juridique

Ce dispositif d'aide s'inscrit dans le cadre des articles L.1511-1 et suivants, ainsi que de l'article L.4211-1 du Code général des collectivités territoriales.

2) Structures éligibles

Sont éligibles toutes les entreprises susceptibles de démontrer qu'elles se conforment aux critères de « l'Entreprise solidaire d'Utilité Sociale » mentionnés à l'article L. 3332-17-1.-I du code du travail, en particulier :

1° L'entreprise poursuit comme objectif principal la recherche d'une utilité sociale, définie à l'article 2 de la loi relative à l'Economie Sociale et Solidaire du 31 juillet 2014 cité à l'article 3 du présent règlement

2° La charge induite par son objectif d'utilité sociale a un impact significatif sur le compte de résultat ou la rentabilité financière de l'entreprise

3° La politique de rémunération de l'entreprise satisfait aux deux conditions suivantes :
a) La moyenne des sommes versées, y compris les primes, aux cinq salariés ou dirigeants les mieux rémunérés n'excède pas, au titre de l'année pour un emploi à temps complet, un plafond fixé à 7 fois la rémunération annuelle perçue par un salarié à temps complet sur la base de la durée légale du travail et du salaire minimum de croissance, ou du salaire minimum de branche si ce dernier est supérieur ;
b) Les sommes versées, y compris les primes, au salarié ou dirigeant le mieux rémunéré n'excèdent pas, au titre de l'année pour un emploi à temps complet, un plafond fixé à 10 fois la rémunération annuelle mentionnée ci-dessus.

Les entreprises ayant reçu l'agrément Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale sont réputées satisfaire à ces critères.

3) Projets éligibles

L'entreprise doit avoir le projet de :
- lancer une nouvelle activité en Ile-de-France ;
- ou de lancer en Ile-de-France une activité jusqu'alors proposée hors Ile-de-France ;
- ou de changer d'échelle.

L'activité visée doit être une activité d'utilité sociale telle que définie par l'article 2 de la loi du 31 juillet 2014 :

« Sont considérées comme poursuivant une utilité sociale au sens de la présente loi les entreprises dont l'objet social satisfait à titre principal à l'une au moins des trois conditions suivantes :
1° Elles ont pour objectif d'apporter, à travers leur activité, un soutien à des personnes en situation de fragilité soit du fait de leur situation économique ou sociale, soit du fait de leur situation personnelle et particulièrement de leur état de santé ou de leurs besoins en matière d'accompagnement social ou médico-social. Ces personnes peuvent être des salariés, des usagers, des clients, des membres ou des bénéficiaires de cette entreprise ;
2° Elles ont pour objectif de contribuer à la lutte contre les exclusions et les inégalités sanitaires, sociales, économiques et culturelles, à l'éducation à la citoyenneté, notamment par l'éducation populaire, à la préservation et au développement du lien social ou au maintien et au renforcement de la cohésion territoriale ;
3° Elles concourent au développement durable dans ses dimensions économique, sociale, environnementale et participative, à la transition énergétique ou à la solidarité internationale, sous réserve que leur activité soit liée à l'un des objectifs mentionnés aux 1° et 2°. »

4) Critères de sélection

Les critères de sélection des projets sont :
- la viabilité économique et financière de l'entreprise ;
- la pertinence de la stratégie de développement de l'entreprise ;
- le potentiel de création et/ou maintien d'emplois ;
- la contribution du projet au développement de l'Ile-de-France[1].

5) Dépenses éligibles

Les dépenses éligibles retenues sont les coûts hors taxes pour les structures assujetties à la TVA et les coûts toutes taxes comprises pour les structures non assujetties à la TVA.

a. Investissements matériels et immatériels

Les dépenses d'investissements éligibles doivent être exploitées sur le territoire francilien. Elles consistent en l'acquisition d'immobilisations corporelles et/ou incorporelles (y compris l'acquisition de licences).
Les dépenses d'études et de conseils liées à ces investissements sont également éligibles.

b. Aide en fonctionnement pour l'amorçage, l'installation, le changement d'échelle

Les coûts admissibles sont les coûts de personnels, les charges locatives, les opérations de communication, et toute autre dépense liée à l'amorçage, à l'installation, ou au changement d'échelle.

6) Taux de subvention et plafonnement

Le taux maximum d'intervention régionale est de 60 % des dépenses éligibles et en conformité avec les règles de calcul définies par le régime d'aide d'Etat le plus approprié au projet.

7) Suivi et évaluation

La mise en œuvre des projets soutenus fait l'objet d'un suivi au travers d'un comité de pilotage réuni au minimum 1 fois par an par la Région. Les structures soutenues au titre du présent dispositif devront y être représentées.

[1] Ce critère est notamment apprécié au regard de l'ancrage local de l'entreprise, des retombées sociales, sociétales et environnementales du projet et de sa participation aux orientations prioritaires régionales.

Le comité de pilotage précisera la liste des indicateurs de suivi et d'évaluation du projet. Un bilan quantitatif et qualitatif des réalisations sera transmis à la Région.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 12/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 12/07/2017

DELIBERATION N° CR 2017-127
DU 6 JUILLET 2017

UNE POLITIQUE STRATEGIQUE EN FAVEUR DU DESIGN EN ILE-DE-FRANCE POUR FAVORISER L'INNOVATION ET LA CROISSANCE DES ENTREPRISES

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
VU le Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,
VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 adoptant la stratégie régionale #leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;
VU le rapport n° CR 2017-127 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France,
VU l'avis de la commission du développement économique, de l'emploi et de l'innovation,
VU l'avis de la commission de l'administration générale,
VU l'avis de la commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de la création, auprès de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, d'un Conseil stratégique pour le design composé de 40 membres maximum.

Article 2 :

Attribue au Conseil stratégique pour le design les missions suivantes :

- aider le Conseil régional à définir une stratégie régionale pour les cinq prochaines années ;
- formuler des propositions concrètes, sur la base des expériences, des recherches et des expertises de ses membres, rejoignant les objectifs prioritaires de la Région notamment en termes de création d'emploi, d'innovation et de développement économique ;
- émettre, à la demande de la Présidente, des avis sur le choix de projets déposés lors d'appels à projets régionaux.

Article 3 :

Habilite la Présidente du Conseil régional à désigner par arrêté, le Président ou la Présidente du Conseil stratégique pour le design, et d'autre part, les membres du Conseil sur proposition du Président ou de la Présidente du Conseil.

Article 4 :

S'engage à :

- Développer et enrichir de nouvelles fonctionnalités pour la plateforme numérique « hub du design » afin de contribuer au développement des entreprises ;
- Inciter les entreprises à renforcer l'intégration du design dans leurs stratégies de développement en mobilisant davantage les dispositifs régionaux de la gamme up ;
- Susciter des projets de collaboration portés par de équipes mixtes, constituées d'élèves, d'apprentis, d'étudiants, de designers et d'entrepreneurs, visant à développer des solutions pour que la région Ile-de-France réponde pleinement aux grands enjeux de demain. Le Conseil stratégique pour le design et la Région définiront les thèmes des productions et récompenseront certaines des équipes mixtes par des prix ;
- Décide, pour les opérations (notamment celles portant sur la rénovation et construction des lycées) pour lesquelles cela présente un intérêt, de la participation de designers et de professionnels des établissements d'enseignement supérieur aux jurys de concours ;
- Former les acheteurs de la Région à la bonne prise en compte du design dans un marché public ;
- Intégrer une démarche design dans l'emménagement du nouveau siège de la Région Ile-de-France à Saint-Ouen ;
- Imaginer le lycée et la classe de demain grâce à une démarche de design thinking ;
- Organiser des journées de sensibilisation au design dans les lycées ;
- Sensibiliser et inciter les lycées professionnels et les CFA à s'équiper en machines d'impression 3D ;
- Intégrer un démarche de design thinking de l'offre touristique dans le cadre du futur schéma régional du tourisme et des loisirs ;
- Renforcer l'attractivité touristique de l'Ile-de-France à travers de nouveaux services innovants ;
- Intégrer une démarche design au sein de projets fondateurs pour l'Ile-de-France.

La Présidente du Conseil régional
d'Île-de-France



VALERIE PECRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 12/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 12/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-71
DU 6 JUILLET 2017

ÉCOLES DE LA DEUXIÈME CHANCE
SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU Le livre III de la sixième partie du Code du travail ;

VU La loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

VU La Loi 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU La délibération n° CR 31-07 du 16 février 2007 relative au Contrat de Projet signé entre l'Etat et la Région ;

VU La délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative à l'adoption du rapport cadre « Vers un service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles, politique régionale en faveur de l'accès et du retour à l'emploi qualifié, dans le cadre du schéma régional des formations » ;

VU La délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au rapport « Service public régional de formation et d'insertion professionnelles – refonte des dispositifs régionaux de formation des personnes privées d'emploi » ;

VU La délibération n° CR 18-10 du 17 juin 2010 relative « au service public de la formation et de l'insertion professionnelle – dispositifs régionaux « deuxième chance » à destination des 16-25 ans – Avenir Jeunes (espace dynamique d'insertion) – Ecoles de la 2ème chance – Aide au permis de conduire ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 29 septembre 2013 relative à la prorogation du « schéma régional de formation tout au long de la vie 2007-2013 » jusqu'à l'adoption d'un nouveau schéma ;

VU La délibération n° CR 48-15 du 10 juillet 2015 relative à la mise en œuvre de la décentralisation et partenariat pour l'emploi et la formation professionnelle, ainsi qu'à l'adoption du Contrat d'Objectifs et de Moyens avec les Ecoles de la Deuxième Chance ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CP 16-635 du 16 novembre 2016 relative à la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement des aides aux employeurs d'apprentis, et le règlement des subventions PM'UP ;

VU La délibération n° CP 16-269 du 12 juillet 2016 relative aux écoles de la deuxième chance,

financement 2016 – 2e affectation, mise en œuvre du plan 500 000 formations ;

VU La délibération n° CP 2017-032 du 21 janvier 2017 relative au financement des écoles de la deuxième chance en Ile-de-France – avance 2017 ;

VU La délibération n° CP 2017-209 du 17 mai 2017 relative aux Ecoles de la deuxième chance, financement 2017 – 2e affectation ;

VU Le Budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2017-71 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-

France

Après en avoir délibéré,

Article unique : Subventions forfaitaires et exceptionnelles aux écoles de la deuxième chance de Paris, de Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, du Val-de-Marne et du Val-d'Oise

Décide l'attribution de subventions exceptionnelles et forfaitaires écoles de la deuxième chance suivantes :

- L'E2c 75, pour un montant de 50 646,97 €
- L'E2c 77, pour un montant de 45 483,72 €
- L'E2c 78, pour un montant de 162 354,50 €
- L'E2c 91, pour un montant de 44 919,99 €
- L'E2c 92, pour un montant de 34 915,40 €
- L'E2c 94, pour un montant de 31 175,92 €
- L'E2c 95, pour un montant de 68 956,50 €

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, de conventions conformes à la convention type jointe en annexe n°3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **438 453,00 €**, disponible sur le chapitre budgétaire 931 « formation professionnelle et apprentissage » – code fonctionnel 11 « formation professionnelle » programme HP 11-005 (1 11 005) « mesures d'insertion professionnelle », action 11100502 « mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées », nature 657 « subvention » du Budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 2 à la présente délibération.

Autorise la prise en compte de dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er janvier 2106, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Code dossier	Bénéficiaire	Montant
17006333	ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DE PARIS	50 646,97 €
17006330	ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DE SEINE ET MARNE	45 483,72 €
17006328	E2C 78 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE EN YVELINES	162 354,50 €
17006329	ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE EN ESSONNE	44 919,99 €
17006327	ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES HAUTS DE SEINE	34 915,40 €
17006331	E2C94 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DU VAL DE MARNE	31 175,92 €
17006332	ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DU VAL D'OISE	68 956,50 €

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Fiches projets

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17006327

Conseil régional du 6 juillet 2017

Objet : ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES HAUTS DE SEINE - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecoles de la deuxième chance	34 915,40 €	100,00 %	34 915,40 €
	Montant Total de la subvention		34 915,40 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : E2C 92 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES HAUTS DE SEINE
Adresse administrative : 51 RUE PIERRE 92110 CLICHY
Statut Juridique : Association
Représentant : M. Alain BUAT, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 51844178700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecoles de la deuxième chance

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : compensation de l'absence de financements européens pour l'E2c en 2016.

Description :
L'E2C 92 est constituée de deux sites pédagogiques sur le département des Hauts-de-Seine : l'un dans le nord, à Clichy-la-Garenne, l'autre dans le sud, à Bagneux. L'École de la deuxième chance des Hauts-de-Seine s'engage à accueillir 270 jeunes sur l'année avec un taux de 60 % de sorties positives sur les fins de parcours.
Les jeunes souhaitant intégrer un parcours à l'E2C 92 doivent s'inscrire dans une dynamique volontaire d'insertion professionnelle. Afin de mesurer l'adéquation entre la candidature et le parcours proposé, le jeune a une période d'essai où les aptitudes et le comportement sont observés sur site et en entreprise. Un parcours dure au maximum 1 400 heures. Basé sur l'alternance, il offre une remise à niveau individualisée et permet l'acquisition de compétences et savoirs-faire grâce aux stages dans les

entreprises.
Le rythme exigeant du dispositif apporte aux stagiaires une maturité socio-profesionnelle qui doit les amener à intégrer des formations diplômantes ou qualifiantes, accéder à un emploi ou commencer un apprentissage.

En 2016, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 270 jeunes accueillis et 140 jeunes engagés, répartis sur 2 sites

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	34 915,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17006328

Conseil régional du 6 juillet 2017

Objet : ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES YVELINES - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecoles de la deuxième chance	162 354,50 €	100,00 %	162 354,50 €
	Montant Total de la subvention		162 354,50 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : E2C 78 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE EN YVELINES
Adresse administrative : 20 RUE ROGER HENNEQUIN 78190 TRAPPES
Statut Juridique : Association
Représentant : M. Manuel HACYAN, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 49867627900025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecoles de la deuxième chance

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : compensation de l'absence de financements européens pour l'E2c en 2016.

Description :
L'E2C 78 vise à mettre en œuvre, dans le département des Yvelines, un programme d'éducation et de formations individualisées en direction des jeunes publics, sans diplôme ni qualification ayant quitté le système scolaire depuis au moins 1 an.
Ce programme a pour finalité la construction, par chacun des stagiaires, d'un projet professionnel choisi devant déboucher, soit sur une formation qualifiante, soit sur un retour à l'emploi durable.
Les caractéristiques de cette action sont :
- Un parcours en alternance (durée max 10,5 mois) par périodes de 3 semaines destiné à la fois à la remise à niveau et à faire connaissance avec le monde de l'entreprise, découvrir des métiers, confirmer

ou infirmer un choix professionnel, se constituer une expérience professionnelle.
- Un mode de fonctionnement calqué sur celui de l'entreprise tant dans le domaine des horaires (35h /semaine) que dans celui du fonctionnement interne (période d'essai, gestion des absences, rémunération des stagiaires, relationnel, ...) et des outils utilisés (bureautique, internet, annuaires professionnels, …)
- Un parcours de formation individualisé tant dans le domaine de la remise à niveau dans les savoirs de base (français, mathématiques, bureautique) que dans la connaissance du monde professionnel et l'élaboration du projet professionnel.

En 2016, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 417 jeunes accueillis et 243 jeunes engagés, répartis sur 3 sites.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	162 354,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17006329

Conseil régional du 6 juillet 2017

Objet : ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE ESSONNE - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecoles de la deuxième chance	44 919,99 €	100,00 %	44 919,99 €
	Montant Total de la subvention		44 919,99 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE EN ESSONNE
Adresse administrative : 11 AV I ET F JOLIOT CURIE
91130 RIS-ORANGIS
Statut Juridique : Association
Représentant : M. Dominique DUJARDIN, Président

Date de publication au JO : 29 juillet 2003

N° SIRET : 44972086100029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecoles de la deuxième chance

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : compensation de l'absence de financements européens pour l'E2c en 2016.

Description :
L'objectif central du projet est de permettre à des jeunes sortis définitivement du système scolaire sans diplôme ni qualification
- d'acquérir ou ré-acquérir les savoirs fondamentaux du socle de base des connaissances et compétences,
- de définir et construire un projet professionnel,
- de découvrir et s'approprier les compétences sociales, en vue d'accéder à une formation qualifiante ou à un emploi stabilisé

Les actions conduites par l'E2c 91 répondent à deux besoins qu'il convient de mettre en concordance :

- le besoin d'insertion sociale et professionnelle des jeunes visés, d'une part,
- et les besoins d'une économie départementale qui offre des opportunités d'insertion professionnelle que le public visé n'est pas encore en mesure de saisir quand il intègre l'E2c, d'autre part

En 2016, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 300 jeunes accueillis et 165 jeunes engagés, répartis sur 2 sites.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	44 919,99 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17006330

Conseil régional du 6 juillet 2017

Objet : ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE SEINE ET MARNE - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecoles de la deuxième chance	45 483,72 €	100,00 %	45 483,72 €
	Montant Total de la subvention		45 483,72 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS 2EME CHANCE SUD SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 6 RUE DU DOCTEUR ARTHUR PETIT
77130 MONTEREAU FAULT-SUR-YONNE
Statut Juridique : Association
Représentant : M. Yves JEGO, Président

Date de publication au JO : 1 février 2007

N° SIRET : 49992041100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecoles de la deuxième chance

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : compensation de l'absence de financements européens pour l'E2c en 2016.

Description :
L'e2C 77 est portée par une association loi 1901 créée en février 2007. Elle a démarré son activité le 28 novembre 2007 avec l'ouverture du site de Montereau-Fault-Yonne. Elle a été labellisée en juin 2009 (label renouvelé en juillet 2014) par le Réseau National des E2C, puis s'est progressivement développée sur l'ensemble du département avec l'implantation de 3 autres sites (Melun en 2009, Meaux en 2010 et Chelles en 2013) accompagnée de l'augmentation des places d'accueil.

L'E2C propose un accompagnement global pour insérer socialement et professionnellement de jeunes adultes (18 à 25 ans) sortis sans qualification et sans diplôme du système scolaire. Le dispositif national

E2C prend annuellement en charge 10 % des 150 000 jeunes qui, chaque année, viennent grossir les rangs des « décrocheurs ».

Le succès de ce dispositif réside d'une part dans la volonté du jeune à « vouloir s'en sortir » et d'autre part, dans l'individualisation du suivi du parcours mené en alternance – à part égale – entre des périodes au sein des Écoles elles-mêmes (remise à niveau des savoirs de base et activités d'ouverture vers l'extérieur) et des expériences en entreprise.

Deux axes forts charpentent le modèle de ce cursus : la stabilisation du parcours des jeunes et le développement de liens étroits avec les acteurs économiques locaux.
L'E2c 77 accueille 359 jeunes adultes Seine-et-Marnais sur 3 sites implantés à Montereau-Fault-Yonne (siège administratif), à Melun, et à Chelles.
Ces jeunes adultes bénéficient d'une rémunération, versée par la Région Ile-de-France selon leur situation sociale et familiale.
À l'issue de cette formation qui alterne périodes d'apprentissage (3 semaines) et périodes d'immersion en entreprises (5 semaines), 60% des bénéficiaires de l'E2C 77 accèdent à l'autonomie sociale et professionnelle.
En 2016, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 400 jeunes accueillis et 223 jeunes engagés répartis sur 3 sites.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	45 483,72 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17006331

Conseil régional du 6 juillet 2017

Objet : ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE VAL DE MARNE - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecoles de la deuxième chance	31 175,92 €	100,00 %	31 175,92 €
	Montant Total de la subvention		31 175,92 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : E2C94 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 87 AV DE LA VICTOIRE 94310 ORLY
Statut Juridique : Association
Représentant : M. Jean SERROR, Directeur

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 51822643600013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecoles de la deuxième chance

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : compensation de l'absence de financements européens pour l'E2c en 2016.

Description :
L'E2c 94 a pour objectif de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes du Val de Marne, âgés de 18 à 25 ans, sortis du système scolaire sans diplôme ni qualification depuis au moins 1an.
Elle propose des parcours de formation individualisés et en alternance visant la définition d'un projet professionnel, le développement des savoirs de base, l'acquisition de compétences sociales et professionnelles.
L'E2c 94 est constituée de deux sites dans le Val de Marne, le premier sur la commune d'Orly et le second sur la commune de Créteil.
S'appuyant sur la motivation forte des jeunes accueillis – critère principal de leur inscription – l'E2C 94

propose un parcours de formation individualisé pouvant aller jusqu'à 10 mois (1400 heures) et qui vise :
- l'acquisition de compétences ouvrant l'accès à l'emploi qualifié en français, mathématiques, bureautique et culture générale ;
- la définition puis la confirmation d'un projet professionnel à partir d'une alternance école / entreprises (3 semaines/3 semaines) ;
- l'apprentissage de la vie sociale et citoyenne par des activités culturelles et sportives.

Chaque stagiaire est accompagné par un référent unique, et le programme de formation est adapté aux besoins de chacun, selon son rythme et son niveau.
Une Attestation de Compétences Acquises, remise à chaque stagiaire, établit les compétences scolaires, sociales et professionnelles validées tout au long du parcours.
Pour mener à bien sa mission, l'E2c 94 développe des partenariats étroits avec le monde économique, facilitant les périodes de mise en situation professionnelle et l'accès à l'emploi à l'issue du parcours de formation. Elle travaille également en réseau avec les acteurs de l'orientation (en particulier les Missions Locales) et de la formation (en particulier les CFA).

En 2016, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 320 jeunes accueillis et 167 jeunes engagés, répartis sur 2 sites.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	31 175,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17006332

Conseil régional du 6 juillet 2017

Objet : ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE VAL D'OISE - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecoles de la deuxième chance	68 956,50 €	100,00 %	68 956,50 €
	Montant Total de la subvention		68 956,50 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : E2C 95 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE EN VAL D'OISE
Adresse administrative : 13 AV DE L ESCOUVRIER 95200 SARCELLES
Statut Juridique : Association
Représentant : M. Bernard BADIGNON, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 50890825800025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecoles de la deuxième chance

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : compensation de l'absence de financements européens pour l'E2c en 2016.

Description :
L'E2c 95 a pour objectif de favoriser l'insertion professionnelle et la remise à niveau des connaissances en vue d'une insertion professionnelle stable, selon deux principes :
- Alternance entre formation en centre et stages en entreprise.
- Accompagnement professionnel individualisé et élaboration d'un parcours d'accès à l'emploi ou en formation qualifiante.

Chaque matière dispensée possède sa propre grille de suivi pour évaluer les progressions du stagiaire en fonction de son niveau d'entrée.
À la fin du parcours une attestation de compétences est remise au stagiaire.

En 2016, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 501 jeunes accueillis et 286 jeunes engagés, répartis sur 4 sites.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	68 956,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17006333

Conseil régional du 6 juillet 2017

Objet : ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE PARIS-SUBVENTION EXCEPTIONNELLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecoles de la deuxième chance	50 646,97 €	100,00 %	50 646,97 €
	Montant Total de la subvention		50 646,97 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : E2C PARIS ECOLE DE LA 2E CHANCE DE PARIS
Adresse administrative : 16 RUE DE L'EVANGILE
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : M. Denis BOUCHARD, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 49300518500068

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecoles de la deuxième chance

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : compensation de l'absence de financements européens pour l'E2c en 2016.

Description :
L'E2C Paris vise à accompagner 430 jeunes dans l'élaboration de leur projet professionnel et personnel au travers de trois axes principaux :
o Permettre l'acquisition des connaissances ouvrant l'accès à l'emploi choisi ou à une formation,
o Aider à la définition, puis à la confirmation d'un projet professionnel à partir d'une alternance "École / Entreprises",
o Offrir un lieu d'éducation, de rencontres et d'apprentissage de la vie sociale et citoyenne.
Les matières enseignées sont pratiquées sous forme individualisée, à partir d'un positionnement et adaptées en fonction du projet du jeune. Ainsi chacun des apprenants progresse à son rythme, selon son

niveau et son objectif. Ces matières permettent la maîtrise des savoir de base : lire, écrire, s'exprimer en public, compter utiliser les outils multimédia et de communication actuels, mais aussi, connaître le monde contemporain autant que le terrain social et professionnel.
La succession de 4 à 7 stages, sur un parcours moyen de 6.5 mois, dans des entreprises diverses, complétée par des présentations de métiers assurées tant par des CFA que par des professionnels en activité chez nos partenaires, permettent la maturation d'un projet réaliste et choisi, plutôt que contraint.
L'E2c remet, en fin de parcours, une Attestation de Compétences Acquises qui établit la liste des compétences ou savoirs acquis – scolaires, professionnels, sociaux – validés tout au long du parcours.
En 2016, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 430 jeunes accueillis et 210 jeunes engagés, répartis sur 2 sites.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 646,97 €

Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	06/07/2017	N° de rapport	CR2017-71	Budget	2017

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111005 - Mesures d'insertion professionnelle**
Action	**11100502 - Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées**

Dispositif : N° 00000477 - Ecoles de la deuxième chance

Dossier	17006327 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES HAUTS DE SEINE - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE			
Bénéficiaire	P0015137 - E2C 92 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES HAUTS DE SEINE			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	34 915,40 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
34 915,40 €	HT	100 %	34 915,40 €	

Dossier	17006328 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES YVELINES - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE			
Bénéficiaire	P0015133 - E2C 78 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE EN YVELINES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	162 354,50 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
162 354,50 €	HT	100 %	162 354,50 €	

Dossier	17006329 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE ESSONNE - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE			
Bénéficiaire	P0015136 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE EN ESSONNE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	44 919,99 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
44 919,99 €	HT	100 %	44 919,99 €	

Dossier	17006330 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE SEINE ET MARNE - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE			
Bénéficiaire	P0008251 - ASS 2EME CHANCE SUD SEINE ET MARNE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 483,72 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 483,72 €	HT	100 %	45 483,72 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	06/07/2017	N° de rapport	CR2017-71	Budget	2017

Dossier	17006331 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE VAL DE MARNE - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE			
Bénéficiaire	P0015141 - E2C 94 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DU VAL DE MARNE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	31 175,92 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
31 175,92 €	HT	100 %	31 175,92 €	

Dossier	17006332 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE VAL D'OISE - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE			
Bénéficiaire	P0015142 - E2C 95 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE EN VAL D'OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	68 956,50 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
68 956,50 €	HT	100 %	68 956,50 €	

Dossier	17006333 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE PARIS-SUBVENTION EXCEPTIONNELLE			
Bénéficiaire	P0015130 - E2C PARIS ECOLE DE LA 2E CHANCE DE PARIS			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 646,97 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 646,97 €	HT	100 %	50 646,97 €	

Total sur le dispositif N° 00000477 - Ecoles de la deuxième chance	438 453,00 €

Total sur l'imputation 931 - 11 - 111005 - 11100502	438 453,00 €

Convention type

	CONVENTION N°

SUBVENTION REGIONALE EXCEPTIONNELLE	
OPÉRATION:	Ecole de la deuxième chance de ……..

Entre

La Région Ile-de-France, dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CR 2017-071 du 6 juillet 2017, ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé, « le bénéficiaire ».

d'autre part.

VU La délibération n° CR 2017-071 du 6 juillet 2017

Sont convenus de ce qui suit :

PREAMBULE

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir un soutien financier exceptionnel, adopté par la délibération de l'assemblée délibérante n° CR 2017-071 du 6 juillet 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION
Par délibération n° CR 2017-071 du 6 juillet 2017, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir l'E2c ……. , pour compenser l'absence de financements européens en 2016 et pour permettre à l'E2c de poursuivre la réalisation de l'action dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.
Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention exceptionnelle d'un montant de……. € TTC.

Article 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à assurer, à son initiative et sou sa responsabilité, toutes actions garantissant la continuité de son projet, dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Article 2.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :
- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière,
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention,
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives qui se rapportent à l'exécution de la présente convention,
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives

Article 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

3.1 : CADUCITE
Si à l'expiration d'un délai de un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire ne transmet pas à l'administration régionale la demande de versement de la subvention exceptionnelle, celle-ci est alors caduque et la convention est résiliée.

3.2 : MODALITES DE VERSEMENT
Le versement de la subvention régionale est effectué en une seule fois après réception de la demande du bénéficiaire et au vu des pièces attestant de la bonne exécution des engagements pris au titre de la présente convention (compte rendu financier conformément au RBF, rapport d'activité).

Article 4 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée si le bénéficiaire ne respecte pas les engagements de la présente convention.
À défaut du respect des dispositions, ci-dessus, le bénéficiaire reverse à la Région Ile-de-France l'intégralité de la subvention perçue au titre de la présente convention.

Article 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION
La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire.
Elle prend fin soit au versement du solde de la subvention, soit par application de la règle de caducité définie à l'article 3.1 ci-dessus.

Article 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION
Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

Article 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION
La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.
Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.
La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme gestionnaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette dernière.
Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.
La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

Article 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par la délibération n° CR 2017-071 du 6 juillet 2017.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-072

DU 6 JUILLET 2017

' PRÉVENIR ET LUTTER CONTRE L'ILLETTRISME EN ÎLE-DE-FRANCE ' PLAN RÉGIONAL DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE L'ILLETTRISME - ACTIONS 2017/2019

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La partie VI du Code du travail ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

VU La délibération CR n°72-07 du 27 juin 2007 relative au « schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007 – 2013 » ;

VU La délibération CR n° 80-13 du 29 septembre 2013 relative à la prorogation du « schéma régional de formation tout au long de la vie 2007-2013 » jusqu'à l'adoption d'un nouveau schéma ;

VU La délibération CR n° 89-14 du 21 novembre 2014 relative à la décentralisation de la formation professionnelle : la Région clarifie les compétences en matière de formation des demandeurs d'emploi et simplifie leur accès à la formation ;

VU La délibération CR n°92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération CR n°08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 210-16 du 17 novembre 2016 portant sur le centre de ressources régional illettrisme et maîtrise de la langue – adoption du principe d'une convention d'objectifs et de moyens, protection judiciaire de la jeunesse – adoption d'une convention de partenariat Etat-Région ;

VU La délibération n° CR 2017-01 du 23 janvier 2017 portant approbation du contrat de plan régional pour le développement de la formation et de l'orientation professionnelle ;

VU La délibération CP 2017-076 du 8 mars 2017 portant approbation de la convention triennale d'objectifs et de moyens 2017-2019 entre la Région et le GIP FCIP Versailles pour le centre

régional de ressources illettrisme et maîtrise de la langue - Affectation d'une subvention globale de fonctionnement au GIP FCIP Versailles pour le Centre Régional de ressources illettrisme et maitrise de la langue - affectation 2017 ;

VU Le rapport du CESER du 23 mars 2017 relatif à la maîtrise de la langue française en Ile-de-France : état des lieux et propositions ;

VU l'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2017-072 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve le plan régional de prévention et de lutte contre l'illettrisme 2017- 2019 et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 2 :

Dans le cadre de sa politique en faveur de la lutte contre le décrochage scolaire, demande au gouvernement de donner accès aux listes des jeunes décrocheurs à la région et à ceux qu'elle mandate afin qu'elle puisse les contacter et les orienter personnellement.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 13/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 13/07/2017

DÉLIBÉRATION N°CR 2017-144

DU 7 JUILLET 2017

POUR UN PLAN DE SÉCURISATION DES ÎLES DE LOISIRS FRANCILIENNES

Le conseil régional d'Île-de-France,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2017-144 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Mandate la Présidente pour négocier avec l'Etat l'obtention pour les îles de loisirs d'un statut similaire à celui des communes touristiques.

Article 2

Mandate la Présidente du Conseil régional pour négocier avec l'Etat la présence de forces de l'ordre sur les îles de loisirs en période de forte fréquentation.

Article 3

Invite les gestionnaires des îles de loisirs à négocier des accords avec leurs partenaires locaux afin de mutualiser les efforts de sécurisation.

Soutient les gestionnaires dans leurs démarches auprès de leurs interlocuteurs.

Article 4

Instaure une conférence départementale biannuelle précédant et clôturant la saison estivale. Cette conférence est présidée par le Vice-Président de la Région Île-de-France chargé des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative.

Article 5

Mandate la présidente pour faire étudier les mesures de sécurisation évoquées au 3.3.2 de

l'exposé des motifs.

Article 6

Mandate la Présidente du Conseil régional pour négocier avec le Gouvernement l'évolution nécessaire de la législation concernant l'utilisation des drones de vidéo-protection.

Article 7

Mandate la Présidente du Conseil régional pour négocier avec le ministre de l'Intérieur la création d'un régime d'interdiction de fréquentation des espaces fermés des îles de loisirs analogue à celui existant pour les manifestations sportives.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-308
DU 5 JUILLET 2017

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT DE L'APPRENTISSAGE - TROISIÈME AFFECTATION 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Livre II de la 6ème partie du Code du travail ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU La délibération du Conseil Régional n° CR 72-07 du 27 juillet 2007 relative au Schéma régional des formations 2007-2013 en Ile-de-France :

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de compétences du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU La délibération n° CP 16-364 du 12 juillet 2016 relative à la mise en œuvre du plan d'action régional en faveur de l'apprentissage : une nouvelle convention régionale pour les CFA d'Ile-de-France ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-308 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Construction et travaux dans les centres de formation d'apprentis

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide régionale aux investissements dans les centres de formation d'apprentis » au financement des projets, détaillés en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 4 700 157 €.

Subordonne le versement de chacune de ces subventions à la conclusion, avec son bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type « investissement travaux » adoptée par la délibération du 8 mars 2017, et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 4 700 157 € disponible sur le chapitre 901 « formation professionnelle et apprentissage » - code fonctionnel 12 « apprentissage », programme HP 12-001 (112001) « constructions et travaux CFA », action 11200101 « constructions et travaux CFA », nature 204 « subvention d'investissement » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

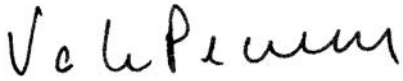
Article 2 : Equipements dans les centres de formation d'apprentis

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide régionale aux investissements dans les centres de formation d'apprentis » au financement des projets, détaillés en annexe 7 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 529 757 €.

Subordonne le versement de chacune de ces subventions à la conclusion, avec son bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type « investissement équipements » adoptée par la délibération du 8 mars 2017, et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 529 757 € disponible sur le chapitre 901 « formation professionnelle et apprentissage » - code fonctionnel 12 « apprentissage », programme HP 12-002 (112002) « équipement des centres de formation d'apprentis », action 11200201 « équipement des centres de formation d'apprentis », nature 204 « subvention d'investissement » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Etat récapitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-308	Budget	2017

Chapitre	**901 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**12 - Apprentissage**
Programme	**112001 - Construction et travaux dans les CFA**
Action	**11200101 - Construction et travaux dans les CFA**

Dispositif : N° 00000442 - Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage

Dossier	16014893 - CFA DE L'ADAFORSS - TRAVAUX DE REHABILITATION ET D'AMENAGEMENT DE LOCAUX			
Bénéficiaire	P0030788 - ADAFORSS			
Localisation	LEVALLOIS-PERRET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 531 365,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 784 300,00 €	TTC	55 %	1 531 365,00 €	

Dossier	17009746 - CFA SAINT-JEAN - TRAVAUX DE REHABILITATION DE DEUX BATIMENTS SUR UNE ANNEXE DU CFA A LABBEVILLE (95)			
Bénéficiaire	R18233 - ASS GESTION CTRE FORMA APPRENTIS ST JEAN CFA ST JEAN			
Localisation	LABBEVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 940 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 200 000,00 €	TTC	70 %	2 940 000,00 €	

Dossier	17010255 - CFA DU CEFAA - TRAVAUX D'AMENAGEMENT			
Bénéficiaire	R18654 - CEFAA CTRE FORM ALTERN APPREN INDUS HOTELTOURI			
Localisation	VILLEPINTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	228 792,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
285 990,00 €	TTC	80 %	228 792,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000442 - Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	4 700 157,00 €

Total sur l'imputation 901 - 12 - 112001 - 11200101	4 700 157,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-308	Budget	2017

Chapitre	**901 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**12 - Apprentissage**
Programme	**112002 - Equipement des centres de formation d'apprenti(e)s**
Action	**11200201 - Équipement des centres de formation d'apprenti(e)s**

Dispositif : N° 00000441 - Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA

Dossier	17008940 - CFA DE L'EQUIPEMENT ELECTRIQUE - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES, INFORMATIQUES ET DE MOBILIER			
Bénéficiaire	P0036409 - ECO-CAMPUS DU BATIMENT - GRAND PARIS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	107 696,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
215 392,00 €	TTC	50 %	107 696,00 €	

Dossier	17009008 - CFA DE L'ITESCIA - ACQUISITION ET RENOUVELLEMENT DES EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES, INFORMATIQUES ET DE MOBILIER			
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG			
Localisation	PONTOISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	154 075,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
308 150,00 €	TTC	50 %	154 075,00 €	

Dossier	17009029 - CFA PHARMACIE, SANTE, SANITAIRE ET SOCIAL - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES ET AUDIOVISUELS POUR LES SITES DE POISSY (78) ET JUVISY-SUR-ORGE (91)			
Bénéficiaire	R1631 - ACPPAV ASS COURS PROF PHARMACIE ACADEMIE VERSAIL			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 090,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
187 612,00 €	TTC	80 %	150 090,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-308	Budget	2017

Dossier	17009260 - CFA DU CEFAA - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES ET RENOUVELLEMENT DE MATERIEL			
Bénéficiaire	R18654 - CEFAA CTRE FORM ALTERN APPREN INDUS HOTELTOURI			
Localisation	VILLEPINTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	102 356,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
127 945,00 €	TTC	80 %	102 356,00 €	

Dossier	17010291 - CFA DE LA MIROITERIE - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS POUR LA CREATION D'UN PLATEAU TECHNIQUE			
Bénéficiaire	R7950 - FORMAP			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 540,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
19 425,00 €	TTC	80 %	15 540,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000441 - Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	529 757,00 €

Total sur l'imputation 901 - 12 - 112002 - 11200201	529 757,00 €

Annexe 2 : Fiches projets travaux dans les centres de formation d'apprentis

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014893

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CFA DE L'ADAFORSS - TRAVAUX DE REHABILITATION ET D'AMENAGEMENT DE LOCAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	2 784 300,00 €	55,00 %	1 531 365,00 €
	Montant Total de la subvention		1 531 365,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
11200101- Construction et travaux dans les CFA

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADAFORSS
Adresse administrative : 15 RUE ARISTIDE BRIAND
92300 LEVALLOIS-PERRET
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 80818402200016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : travaux de réhabilitation et d'aménagement de locaux

Date prévisionnelle de début de projet : 10 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Suite à la fusion de deux CFA du secteur sanitaire et social, le CFA de l'ADAFORSS a vu son activité augmentée ainsi que le nombre d'apprentis formés dans les domaines de la santé et du travail social. L'acquisition de nouveaux locaux, situés au 106 rue Rivay à Levallois-Perret (92), a été réalisée en décembre 2016 avec le soutien de la Région Ile-de-France. Ce nouveau bâtiment n'étant pas adapté à l'usage du CFA, des travaux de réhabilitation et d'aménagement doivent être effectués.

Description :

Travaux de réhabilitation et d'aménagement des locaux comprenant :

* travaux d'aménagement : 2 164 700 €

* frais préliminaires et divers : 24 000 €

* Honoraires : 595 600 €

Soit un montant total investissement de 2 784 300 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 1 à 5 : santé et travail social. 885 apprentis.

Localisation géographique :
- LEVALLOIS-PERRET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	2 164 700,00	77,75%
Frais préliminaires et divers	24 000,00	0,86%
Honoraires	595 600,00	21,39%
Total	2 784 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	1 531 365,00	55,00%
Taxe d'apprentissage	1 252 935,00	45,00%
Total	2 784 300,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	900 000,00 €
2018	631 365,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité des apprentis	74 582,00 €
2014	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	45 333,33 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	47 687,50 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	68 032,00 €
2014	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	7 684,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	901 527,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	9 610,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	47 687,50 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	75 760,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	20 600,00 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	61 740,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	910 606,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des apprentis	10 980,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	61 312,50 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	78 984,00 €
2016	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	3 712 500,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	15 703,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	713 000,00 €
	Montant total	6 067 060,83 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010255

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CFA DU CEFAA - TRAVAUX D'AMENAGEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	285 990,00 €	80,00 %	228 792,00 €
	Montant Total de la subvention		228 792,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
11200101- Construction et travaux dans les CFA

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE EUROPEEN DE FORMATION PAR ALTERNANCE ET D'APPRENTISSAGE DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME (CEFAA)
Adresse administrative : 22 RUE D'ANJOU 75008 PARIS
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 39326821400011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : travaux d'aménagement

Date prévisionnelle de début de projet : 10 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Travaux d'aménagement comprenant :

- travaux d'isolation des tuyaux de chauffage sur le toit terrasse : 46 596 €

- création de deux chambres pour personnes à mobilité réduite dans la zone "hébergement" et aménagement d'une rampe d'accessibilité aux bâtiments : 82 009 €

- remplacement des fenêtres de la zone "hébergement" : 130 900 €

- création d'un local poubelle extérieur sécurisé : 26 485 €

Soit un montant total investissement de 285 990 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 3 à 5 : accueil, hôtellerie, tourisme, agroalimentaire, alimentation, cuisine. 385 apprentis.

Localisation géographique :
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'isolation toit terrasse	46 596,00	16,29%
Création de deux chambre zone hébergement et aménagement d'une rampe d'accessibilité	82 009,00	28,68%
Remplacement des fenêtres zone hébergement	130 900,00	45,77%
Création d'un local poubelle extérieur	26 485,00	9,26%
Total	285 990,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	228 792,00	80,00%
Taxe d'apprentissage	57 198,00	20,00%
Total	285 990,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	110 000,00 €
2018	118 792,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité des apprentis	3 750,00 €
2014	Ateliers d'animation éducative	9 079,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	66 100,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	14 794,00 €
2014	Subvention des CFA ayant un internat en gestion propre	6 994,00 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	192 932,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	18 944,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 525 024,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	12 750,00 €
2015	Ateliers d'animation éducative	20 358,66 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	58 976,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	56 184,80 €
2015	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	6 520,00 €
2015	Subvention des CFA ayant un internat en gestion propre	7 273,50 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	83 928,05 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	135 648,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 837 980,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des apprentis	10 750,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	56 180,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	104 996,00 €
2016	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	83 888,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 389 189,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 105 000,00 €
	Montant total	5 677 631,96 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009746

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CFA SAINT-JEAN - TRAVAUX DE REHABILITATION DE DEUX BATIMENTS SUR UNE ANNEXE DU CFA A LABBEVILLE (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	4 200 000,00 €	70,00 %	2 940 000,00 €
	Montant Total de la subvention		2 940 000,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
11200101- Construction et travaux dans les CFA

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DE GESTION DES CENTRES DE FORMATION D'APPRENTIS SAINT-JEAN
Adresse administrative : 12 RUE DU MARECHAL-JUIN 95210 SAINT-GRATIEN
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 38814408100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : travaux de réhabilitation de deux bâtiments sur une annexe du CFA à Labbeville (95)

Date prévisionnelle de début de projet : 10 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Le domaine Brécourt situé à Labbeville (95) comprend aujourd'hui plusieurs bâtiments dont :

- La Grande Maison qui fonctionne en parfaite autonomie (avec sa propre cuisine) accueille une Maison d'Enfants à Caractère Social et un Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (MECS & CHRS) avec un hébergement de 35 jeunes

- La Ferme qui abrite une cuisine collective et 2 salles de restaurant

- trois bâtiments en pierre dont deux de ces bâtiments (les bâtiments 1 et 2) seront réaménagés pour y

faire la Maison des Apprentis destinée à recevoir de nouvelles formations pour les métiers de l'artisanat et de la pierre (maçon, tailleur de pierre, carrelage mosaïque) et filière restauration (agent polyvalent de restauration et cuisinier en restauration collective) pour un effectif de 120 apprentis ainsi que de l'hébergement à destination de ces apprentis.

Un permis de construire a été déposé pour la réhabilitation et la restructuration des deux bâtiments existants. Ces deux bâtiments situés dans l'enceinte du parc de 18 hectares du domaine sont aujourd'hui dans un état de dégradation avancé.

Ces deux grosses bâtisses, construites sur un plan en L sont assez massives.

Les rez-de-chaussées ont été surélevés, sans doute pour se protéger par rapport aux remontées d'eau éventuelles du Sausseron. Les étages ont été montés en pierres apparentes. Les toitures relativement pentues avec des croupes en pignon, sont recouvertes d'origine en ardoise et agrémentées de lucarne.

Les deux bâtiments feront l'objet d'une rénovation et d'une restructuration complète tout en gardant extérieurement leur identité selon la demande de l'architecte des Bâtiments de France.

Les travaux seront répartis ainsi :

- Sur le bâtiment 1 :

  Rez-de-chaussée : hall d'accueil, locaux administratifs (salle de réunions, salle d'études, bureau d'accueil des familles), pièces de service (lingerie, sanitaires) et 5 studios équipés de kitchenette

  1er étage : création de 11 studios

  2ème étage : création de 8 studios

  S/sol : une surface libre pour un atelier d'environ 290,00 m2

- Sur le bâtiment 2 :

  Rez-de-chaussée : hall d'accueil - cafétéria, locaux administratifs (bureau direction, salle administrative, salle des profs, bureau d'accueil des familles), salles de cours (salle de cours 1, salle de cours 2 et un laboratoire), pièces de service (réserves et sanitaires) et un CDI.

  1er étage : création de 11 studios

  2ème étage : création de 8 studios

  S/sol : chaufferie pour les 2 bâtiments et une surface libre pour un atelier d'environ 250,00 m2

Les studios seront accessibles pour les personnes à mobilité réduite et seront équipés d'une kitchenette pour les repas individuels. Un espace de restauration collectif sera également proposé sur le site de La Ferme.

Ce projet est réalisé en partenariat avec l'Association Ouvrière des Compagnons du Devoir et du Tour de France.

L'ouverture de la Maison des Apprentis aura lieu en septembre 2018, sous réserve d'un démarrage des travaux en septembre 2017.

Description :

Travaux de réhabilitation des bâtiments 1 et 2 comprenant :

* travaux sur le bâtiment 1 : 1 820 000 €

- gros œuvre/travaux extérieurs
- démolition
- accès divers, réseaux et végétalisation
- charpente bois
- couverture
- bardage
- doublage/cloisons
- menuiseries intérieures et extérieures/serrureries
- carrelage
- sol souples
- peinture
- plomberie
- chauffage ventilation poêle
- électricité
- ascenseur
- salle de bain préfabriquée

* travaux sur le bâtiment 2 : 1 841 235 €

- gros œuvre/travaux extérieurs
- démolition
- accès divers, réseaux et protection zone humide
- charpente bois
- couverture
- bardage
- doublage/cloisons
- menuiseries intérieures et extérieures/serrureries
- carrelage
- sol souples
- peinture
- plomberie
- chauffage ventilation
- électricité
- ascenseur
- salle de bain préfabriquée

* honoraires architectes, bureau d'étude, bureau de contrôle, SPS et SSI : 410 750 €

* assurance dommage ouvrages : 128 015 €

Soit un montant total investissement de 4 200 000 €.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 4 et 5 : accueil, hôtellerie, tourisme, agroalimentaire, alimentation, cuisine, électricité, électronique, énergie, génie climatique, bâtiment. 150 apprentis.

Localisation géographique :

- LABBEVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux bâtiment 1	1 820 000,00	43,33%
Travaux bâtiment 2	1 841 235,00	43,84%
Honoraires architecte	410 750,00	9,78%
Assurance dommage ouvrages	128 015,00	3,05%
Total	4 200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	2 940 000,00	70,00%
Emprunt Fraternité Saint-Jean	1 260 000,00	30,00%
Total	4 200 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 800 000,00 €
2018	1 140 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Ateliers d'animation éducative	5 190,50 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	20 437,50 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	28 160,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	12 160,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 013 711,00 €
2015	Aides régionales aux apprentis des CFA franciliens	4 694,00 €
2015	Ateliers d'animation éducative	6 797,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	20 437,50 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	24 064,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	955 730,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	21 504,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	901 237,00 €

2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	719 000,00 €
	Montant total	3 016 893,50 €

Annexe 3 : Fiches projets équipements dans les centres de formation d'apprentis

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009008

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CFA DE L'ITESCIA - ACQUISITION ET RENOUVELLEMENT DES EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES, INFORMATIQUES ET DE MOBILIER

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	308 150,00 €	50,00 %	154 075,00 €
	Montant Total de la subvention		154 075,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-204181-112002-400
11200201- Équipement des centres de formation d'apprenti(e)s

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION PARIS ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 27 AVENUE DE FRIEDLAND 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
N° SIRET : 13001727000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : acquisition et du renouvellement des équipements pédagogiques, informatiques et de mobilier

Date prévisionnelle de début de projet : 10 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Acquisition et renouvellement des équipements pédagogiques, informatiques et de mobilier comprenant :

* renouvellement et acquisition de matériel et mobilier pédagogique : 165 665 €

- sonde réseau
- tapis pour réalité virtuelle
- casque de réalité virtuelle
- vidéoprojecteurs
- chaises
- unités centrales
- écrans, imprimantes
- four micro-ondes

- portables pédagogiques
- serveurs, pare-feu, bornes Wifi
- téléviseurs
- tablettes à roulettes
- tablettes tactiles
- ordinateurs miniatures

* acquisition et renouvellement de matériel et mobilier administratif : 21 920 €

- téléviseurs
- imprimantes
- fauteuils
- unités centrales
- ordinateurs portables

* acquisition de matériels pédagogiques pour la formation "analyste-développeur" : 120 565 €

- ordinateurs portables
- écrans
- ordinateurs miniatures
- cartes électroniques
- smartphones
- ensemble immersion de réalité virtuelle
- boîtiers éthernet
- serveurs et bornes Wifi
- tables
- vidéoprojecteurs
- écrans de projection, tableaux blancs
- chaises, fauteuils, canapés, poufs
- paperbords, cloisons mobiles
- baby foot
- lampes
- bureau, siège bureautique, armoire

Soit un montant total investissement de 308 150 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 1 à 3 : comptabilité, gestion, informatique, traitement de l'information, technologies industrielles fondamentales, ressources humaines, gestion du personnel, finances, banque, assurances, spécialités plurivalentes des échanges et de la gestion. 1 040 apprentis.

Localisation géographique :
- PONTOISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel et mobilier pédagogique	165 665,00	53,76%
Matériel et mobilier administratif	21 920,00	7,11%
Matériels pédagogiques	120 565,00	39,13%
Total	308 150,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	154 075,00	50,00%
Taxe d'apprentissage	154 075,00	50,00%
Total	308 150,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	90 000,00 €
2018	64 075,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité des apprentis	385 100,00 €
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	24 750,00 €
2014	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	40 404,20 €
2014	Ateliers d'animation éducative	11 121,60 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	163 500,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	465 360,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	232 773,00 €
2014	Ecole Régionale des Projets - ERP	30 000,00 €
2014	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	6 720,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	11 500,00 €
2014	Olympiades des métiers	5 600,00 €
2014	PM'up - Investissement	45 500,00 €
2014	Soutien au développement du conseil en mobilité en Ile-de-France (Fct)	22 809,00 €
2014	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	500 360,00 €

2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	18 032,00 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	2 423 619,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	2 531 696,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	27 260 691,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	325 700,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	9 900,00 €
2015	Ateliers d'animation éducative	29 164,16 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	149 875,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	473 176,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	527 162,55 €
2015	Ecole Régionale des Projets - ERP	45 000,00 €
2015	Formation de formateurs en CFA	14 675,00 €
2015	Olympiades des métiers	5 600,00 €
2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	4 851 000,87 €
2015	Participation de la Région au programme ERASMUS+, volet Formation Professionnelle	60 070,00 €
2015	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	787 670,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	12 600,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	150 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 039 602,60 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	130 810,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	25 962 605,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des apprentis	171 200,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	13 050,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	136 250,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	433 488,00 €
2016	Formation de formateurs en CFA	11 100,00 €
2016	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	8 263 125,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Actions d'accompagnement individuelles et collectives en faveur des PME/PMI de la SRI-SI	320 534,35 €
2016	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	45 600,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	50 000,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 659 933,00 €
2016	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	674 235,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	23 313 815,00 €
2016	Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	69 300,00 €
2017	Développeurs de l'apprentissage	40 875,00 €
2017	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	176 785,84 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	18 633 000,00 €
	Montant total	98 655 544,57 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008940

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CFA DE L'EQUIPEMENT ELECTRIQUE - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES, INFORMATIQUES ET DE MOBILIER

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	215 392,00 €	50,00 %	107 696,00 €
	Montant Total de la subvention		107 696,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20421-112002-400
11200201- Équipement des centres de formation d'apprenti(e)s

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECO-CAMPUS DU BATIMENT - GRAND PARIS
Adresse administrative : 10 RUE DU DEBARCADERE 75017 PARIS
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 79905554600011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : acquisition d'équipements pédagogiques, informatiques et de mobilier

Date prévisionnelle de début de projet : 10 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Acquisition d'équipements pédagogiques, informatiques et de mobilier comprenant :

* Equipements pédagogiques : 104 252 €

- système domotique
- panneaux environnement connecté
- panneaux d'apprentissage
- système de TP fibre optique
- appareils de mesure
- maquette
- divers équipements SST

* Equipements informatiques : 83 588 €

- divers équipements informatiques pour salles
- postes informatiques
- tableaux numériques interactifs
- logiciels et licences
- vidéoprojecteurs

* Equipements en mobilier : 27 552 €

- divers mobilier pour salles standard
- divers mobilier pour salle atelier/montage
- divers mobilier pour atelier/montage

Soit un montant total investissement de 215 392 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 3 à 5 : électricité et électronique. 315 apprentis.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements pédagogiques	104 252,00	48,40%
Equipements informatiques	83 588,00	38,81%
Equipements en mobilier	27 552,00	12,79%
Total	215 392,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	107 696,00	50,00%
Taxe d'apprentissage	53 848,00	25,00%
Comité de Concertation et de Coordination de l'Apprentissage du Bâtiment et des Travaux Publics (CCCA-BTP)	53 848,00	25,00%
Total	215 392,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	60 000,00 €
2018	47 696,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009029

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CFA PHARMACIE, SANTE, SANITAIRE ET SOCIAL - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES ET AUDIOVISUELS POUR LES SITES DE POISSY (78) ET JUVISY-SUR-ORGE (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	187 612,00 €	80,00 %	150 090,00 €
	Montant Total de la subvention		150 090,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20421-112002-400
11200201- Équipement des centres de formation d'apprenti(e)s

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DES COURS PROFESSIONNELS DE PHARMACIE, SANTE, SANITAIRE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENT ET SCIENCES DE LA VIE (ACPPAV)
Adresse administrative : 14 RUE GUSTAVE-EIFFEL
78306 POISSY CEDEX
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 78515061600049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : acquisition d'équipements pédagogiques et audiovisuels pour les sites de Poissy (78) et Juvisy-sur-Orge (91)

Date prévisionnelle de début de projet : 10 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Acquisition d'équipements pédagogiques et audiovisuels pour les sites de Poissy (78) et Juvisy-sur-Orge (91) comprenant :

* Equipements pédagogiques : 128 665 €

- chariots pour ordinateurs portables
- perforelieurs électriques
- mannequins soins hospitaliers
- mannequins corps entiers

- squelettes didactiques
- lits médicalisés
- lits enfant à barrière
- défibrillateur
- capiluves pour personnes alitée
- simulateurs à mobilité réduite
- panneaux signalisation
- tableaux blancs
- générateurs de signaux
- réfrigérateur, lave-vaisselle, lave-linge, micro-ondes et four encastrable
- plaques vitrocéramique
- plaques chauffantes
- balances laboratoire
- géluliers automatiques
- tables et chaises pour salles de cours

* Equipements audiovisuels : 105 850 €

- divers équipements pour salles vidéoprojecteurs
- clés Wifi vidéoprojecteurs
- module d'activité simulation 3D
- divers équipements pour webconférence
- écrans d'affichage

Soit un montant total investissement de 234 515 €.

La base subventionnable, calculée au prorata du nombre d'apprentis (80 %), est de 187 612 €.

Le montant total investissement retenu sera donc de 187 612 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 3 à 5 : santé, commerce, vente, spécialités plurivalentes sanitaires et sociales, travail social. 790 apprentis.

Localisation géographique :
- POISSY
- JUVISY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements pédagogiques	102 932,00	54,86%
Equipements audiovisuels	84 680,00	45,14%
Total	187 612,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	150 090,00	80,00%
Taxe d'apprentissage	37 522,00	20,00%
Total	187 612,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	90 000,00 €
2018	60 090,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Développeurs de l'apprentissage	54 500,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	136 752,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	35 955,00 €
2014	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	28 000,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	3 675,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	2 241 738,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	54 500,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	94 228,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	198 302,40 €
2015	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	28 000,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	-35 216,43 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	2 020 208,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	54 500,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	97 776,00 €
2016	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	50 274,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	115 750,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	2 403 345,00 €
2017	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	22 344,00 €

2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 799 000,00 €
	Montant total	7 769 330,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009260

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CFA DU CEFAA - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES ET RENOUVELLEMENT DE MATERIEL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	127 945,00 €	80,00 %	102 356,00 €
	Montant Total de la subvention		102 356,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20421-112002-400
11200201- Équipement des centres de formation d'apprenti(e)s

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE EUROPEEN DE FORMATION PAR ALTERNANCE ET D'APPRENTISSAGE DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME (CEFAA)
Adresse administrative : 22 RUE D'ANJOU 75008 PARIS 08
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 39326821400011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : acquisition d'équipements pédagogiques et renouvellement de matériel

Date prévisionnelle de début de projet : 10 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Acquisition d'équipements pédagogiques et renouvellement de matériel comprenant :

* Equipements pédagogiques : 22 906 €

- pack e-learning développement
- presse à balles verticale
- supports pédagogiques

* matériel de couchage pour l'hébergement : 20 397 €

- couettes
- rideaux occultants

- matelas

* matériel pour la cuisine et le restaurant : 58 482 €

- meuble + supplément 4 roues
- bac d'évaporation
- habillage latéral
- rampe rabattable
- batteurs-mélangeurs
- crochets, palettes et fouets pour batteurs
- blenders
- trancheurs
- machine à glaçons
- fumoir électrique
- emballeuse sous vide
- thermoplongeur
- armoire positive
- fourniture et installation
- divers matériels de table

* Equipements de cuisson : 26 160 €

- fourniture et installation d'un élément de cuisson de 4 foyers à induction
- fourniture et installation d'un module de 4 foyers à induction

Soit un montant total investissement de 127 945 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 3 à 5 : accueil, hôtellerie, tourisme, agroalimentaire, alimentation, cuisine. 385 apprentis.

Localisation géographique :
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements pédagogiques	22 906,00	17,90%
Matériel de couchage	20 397,00	15,94%
Matériel cuisine et restaurant	58 482,00	45,71%
Equipements de cuisson	26 160,00	20,45%
Total	127 945,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	102 356,00	80,00%
Taxe d'apprentissage	25 589,00	20,00%
Total	127 945,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	60 000,00 €
2018	42 356,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité des apprentis	3 750,00 €
2014	Ateliers d'animation éducative	9 079,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	66 100,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	14 794,00 €
2014	Subvention des CFA ayant un internat en gestion propre	6 994,00 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	192 932,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	18 944,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 525 024,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	12 750,00 €
2015	Ateliers d'animation éducative	20 358,66 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	58 976,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	56 184,80 €
2015	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	6 520,00 €
2015	Subvention des CFA ayant un internat en gestion propre	7 273,50 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	83 928,05 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	135 648,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 837 980,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des apprentis	10 750,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	56 180,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	104 996,00 €
2016	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de	83 888,00 €

	formation d'apprentissage	
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 389 189,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 105 000,00 €
	Montant total	5 677 631,96 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010291

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CFA DE LA MIROITERIE - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS POUR LA CREATION D'UN PLATEAU TECHNIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	19 425,00 €	80,00 %	15 540,00 €
	Montant Total de la subvention		15 540,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20421-112002-400
11200201- Équipement des centres de formation d'apprenti(e)s

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FORMAP
Adresse administrative : 4 RUE DES FEUILLANTINES
75005 PARIS
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 78425952500037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : acquisition d'équipements pour la création d'un plateau technique.

Date prévisionnelle de début de projet : 10 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Le projet de réalisation de cellules de montage PRAXIBAT est porté par le CFA de la Miroiterie en collaboration avec l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME).

PRAXIBAT est un outil de formation aux techniques de l'efficacité énergétique des bâtiments.

Ces plateformes reproduisent les conditions réelles de chantier et sont construites autour du thème principal de l'étanchéité à l'air du bâtiment, essentiel pour l'atteinte de performances énergétiques optimales dans le bâtiment.

Description :

Acquisition d'équipements pour la création d'un plateau technique comprenant :

- porte soufflante petits volumes
- thermo-anémomètre

- kit d'accessoires d'étanchéification
- matériel pour la mesure des réseaux aérautiques
- machine à fumée portative
- caméra thermique
- logiciel métier
- trépied avec support
- bois d'ossature sapin/épicéa
- panneaux de construction
- divers matériels (briques, linteaux, palettes, ...)
- matériaux pour la réalisation de l'isolation
- frais généraux et transport des cellules

Soit un montant total investissement de 19 425 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 4 et 5 : bâtiment. 55 apprentis.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements en matériel	17 057,00	87,81%
Frais généraux et transport	2 368,00	12,19%
Total	19 425,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	15 540,00	80,00%
Taxe d'apprentissage	3 885,00	20,00%
Total	19 425,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 000,00 €
2018	6 540,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	8 960,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	162 904,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	9 472,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	171 731,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	7 936,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	165 620,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	132 000,00 €
	Montant total	533 623,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/07/2017

DÉLIBÉRATION N°CP 2017-336

DU 5 JUILLET 2017

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE D'APPRENTISSAGE - OUVERTURE D'OPENCFA - OUVERTURE DE 4 NOUVELLES FORMATIONS - FERMETURE DU CFA ACADÉMIQUE ' EN MOUVEMENT ' - ATTRIBUTION DU SOLDE DE LA SUBVENTION DAA AU CFA DANSE, CHANT ET COMÉDIE - MODIFICATION DE COEFFICIENTS DE CALCUL DE LA SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU Les livres II et III de la 6e partie du Code du Travail ;

VU La Loi n° 2014-788 du 10 juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires ;

VU Le décret n° 2014-1420 du 27 novembre 2014 relatif à l'encadrement des périodes de formation en milieu professionnel et des stages ;

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU Le décret n° 2015-1359 du 26 octobre 2015 relatif à l'encadrement du recours aux stagiaires par les organismes d'accueil ;

VU La délibération n° CR 07-11 du 7 avril 2011 relative à la politique régionale de développement de l'apprentissage durable et équitable ;

VU La délibération n° CR 43-12 du 27 septembre 2012 « Pour une politique régionale de développement de l'apprentissage durable et équitable » ;

VU La délibération n° CR 41-13 du 20 juin 2013 relative au rapport intitulé « la Région s'engage pour l'emploi, refonte des dispositifs d'accès à l'emploi et à l'apprentissage » ;

VU La délibération n° CR 05-14 du 13 février 2014 intitulée « Pour une politique d'apprentissage réactive et qualitative » adoptant, par son article 2, le renforcement du soutien aux développeurs de l'apprentissage ;

VU La délibération n° CR 34-15 du 10 juillet 2015 relative à l'adoption d'une nouvelle convention-type portant création de CFA ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 28-16 du 18 février 2016 relative au plan d'action régional pour un nouvel engagement pour l'apprentissage ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 adoptant la charte régionale des valeurs de

la République et de la laïcité ;

VU La délibération n° CP 98-344 du 8 octobre 1998 relative à l'avenant-type aux conventions de création de CFA ;

VU La délibération n° CP 11-562 du 13 juillet 2011 relative à la convention type à signer entre la Région et les CFA dans le cadre du dispositif d'accès à l'apprentissage ;

VU La délibération n° CP 13-790 du 20 novembre 2013 relative à la politique régionale d'apprentissage ;

VU La délibération n° CP 14-766 du 20 novembre 2014 relative à l'adoption des conventions-type des développeurs en CFA, territoriaux, sectoriels et thématiques ;

VU La délibération n° CP 16-051 du 22 janvier 2016 relative à la mise en œuvre de la politique régionale de l'apprentissage ;

VU La délibération n° CP 16-064 du 10 février 2016 relative au programme de rémunération des stagiaires de la formation professionnelle ;

VU La délibération n° CP 16-364 du 12 juillet 2016 relative à la convention type portant création de CFA et au règlement d'intervention régional du Dispositif d'accès à l'apprentissage ;

VU La délibération n° CP 16-635 du 16 novembre 2016, relative à l'adoption de la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage et de mobilité européenne et internationale, le versement des aides aux employeurs d'apprentis et le règlement des subventions PM'UP et TP'UP, le fonds de transition et l'aide aux commerces de proximité en milieu rural ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour l'année 2017 ;

VU l'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-336 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Ouverture du CFA OpenCFA

Approuve l'ouverture du CFA OpenCFA, sous réserve de publication du décret d'application et de la conformité des formations aux dispositions dudit décret.

Subordonne la création du CFA à la conclusion avec l'organisme gestionnaire Association pour la Transition Numérique de l'Education (ATNE), d'une convention conforme à la convention-type approuvée par la délibération n° CP 16-364 du 12 juillet 2016.

Approuve les ouvertures de formations telles que présentées en annexe 1 à la présente délibération.

Autorise la présidente du Conseil régional à signer les avenants correspondants.

Article 2 : ajustements des conventions pour tenir compte de l'évolution de l'offre de formation

Approuve les ajustements à la convention portant création de CFA tels que présentés en annexe 2 à la présente délibération.

Subordonne l'application de ces ajustements à la conclusion avec chaque organisme gestionnaire de CFA concerné, des avenants conformes à l'avenant-type approuvé par la délibération n° CP 98-344 du 8 octobre 1998.

Autorise la présidente du conseil régional à signer l'avenant correspondant.

Article 3 : Dispositif d'accès à l'apprentissage

Décide de verser le solde de la subvention à l'Association de Formation aux Métiers de la Danse, du Chant et de la Comédie, organisme gestionnaire du CFA Danse Chant, Comédie, au titre du dispositif d'accès à l'apprentissage 2016, pour un montant de 209 332,20 €.

Affecte une autorisation d'engagement de 209 332,20 €, pour le paiement des soldes de la campagne 2015, disponible sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 12 « Apprentissage », Programme HP 12-003 (112003) « Qualification par l'apprentissage », Action 11200302 « Accompagnement de la politique d'apprentissage », Nature 657 « Subventions » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 3.

Article 4 : Modification des coefficients de prise en charge pour le calcul de la subvention globale de fonctionnement

Approuve les aménagements de coefficient de prise en charge régionale tels que présentés en annexe 4 à la présente délibération.

Subordonne ces aménagements à la conclusion, avec chaque organisme gestionnaire de CFA concerné, d'un avenant conforme à l'avenant type, approuvé par la délibération n°CP 98-377 du 8 octobre 1998 relative à l'avenant type aux conventions de création de CFA.

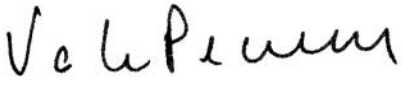
Autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Article 5 : Versement d'une avance complémentaire au titre de la subvention de fonctionnement prévisionnelle

Décide de verser une avance complémentaire l'Association de Formation aux Métiers de la Danse, du Chant et de la Comédie, organisme gestionnaire du CFA Danse Chant Comédie de 153 000€. Cette somme représente 80% de la subvention prévisionnelle de fonctionnement au titre de 2017 induite par l'augmentation du coefficient de prise en charge régional présenté en annexes 3 et 4.

Affecte une autorisation d'engagement de 153 000 €, disponible sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 12 « Apprentissage », Programme HP 12-003 (112003) « Qualification par l'apprentissage », Action 11200301 « financement des CFA», Nature 657 « Subventions » du budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1

Offre de formation portée par le CFA OpenCFA

Formation initiale	Niveau	Volume horaire	Certificateur
Titre « Administrateur·rice systèmes et réseaux »	Titre niveau II	750h	Doranco
Titre « Chef·fe de projet multimédia – Développement »	Titre niveau II	750h	ECAD consultants - IESA multimédia
Titre « Chef·fe de projet multimédia – Marketing digital »	Titre niveau II	750h	ECAD consultants - IESA multimédia
Titre Chef·fe de projet multimédia – Design »	Titre niveau II	750h	ECAD consultants - IESA multimédia
Titre « Data scientist »	Titre niveau I	400h	Titre en création avec centrale supélec
Titre « Data analyst»	Titre niveau I	400h	Titre en création avec centrale supélec
Titre « Data architect»	Titre niveau I	400h	Titre en création avec centrale supélec
Titre « Développeur·se d'applications – Android»	Titre niveau II	750h	Openclassrooms
Titre « Développeur·se d'applications – Frontend »	Titre niveau II	750h	OpenClassrooms
Titre « Développeur·se d'applications – Java»	Titre niveau II	750h	OpenClassrooms
Titre « Développeur·se d'applications – iOS»	Titre niveau II	750h	OpenClassrooms
Titre « Développeur·se d'applications – PHP Symfony»	Titre niveau II	750h	OpenClassrooms
Titre « Développeur·se d'applications – Python»	Titre niveau II	750h	OpenClassrooms
Titre « Développeur·se intégrateur en réalisation d'applications web »	Titre niveau III	412h	3W Academy
Titre « Expert·e en ingénierie informatique »	Titre niveau I	750h	Sciences U - Lyon

annexe 2
Ajustement des conventions portant création de CFA

Type avenant	Nom du CFA	Nom du site de formation	Départ. site formation	Commune du site de formation	Niveau diplôme	Type de diplôme	Libellé diplôme	Duree form en mois	Variation de flux par an	Avis Commission FPI	Décision Région
Ouverture de section	CFA du Conservatoire National des Arts et Métiers - CNAM	CFA du Conservatoire National des Arts et Métiers - CNAM	93	LA PLAINE ST DENIS	3	TITRE PRO	Manager Univers Marchand	12	20	FAVORABLE	FAVORABLE
Ouverture de section	CFA Eugène Ducretet	CFA Eugène Ducretet	92	CLICHY	4	TH4-X	Technicien(ne) services de l'électrodomestique connecte (réseau Ducretet)	18	16	FAVORABLE	FAVORABLE
Ouverture de section	CFA Afi 24	ENCPB	75	Paris	3	BTS	PILOTAGE DE PROCEDE	12	10	FAVORABLE	FAVORABLE
Ouverture de section	CFA du Cnam	CFA du Cnam	93	LA PLAINE SAINT DENIS	1	MASTER	Master Droit, économie, gestion, mention commerce marketing, spécialité Distribution vente	24	24	FAVORABLE	FAVORABLE
transfert de sections	CFA Académique de Versailles	toutes les formations inscrites à la convention du CFA "Académique En Mouvement" hormis celles proposées par l'UFA ICO									
transfert de sections	CFA Union des Universités	Formations proposées par l'institut et centre d'optométrie									

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-336	Budget	2017

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**12 - Apprentissage**
Programme	**112003 - Qualification par l'apprentissage**
Action	**11200301 - Financement des CFA**

Dispositif : N° 00000472 - Subventions régionales de fonctionnement aux CFA

Dossier	17011566 - subvention de fonctionnement pour le CFA danse chant comédie		
Bénéficiaire	R25655 - ASS FORMATION METIERS DANSE CHANT COMEDIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	153 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		153 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000472 - Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	153 000,00 €

Total sur l'imputation 931 - 12 - 112003 - 11200301	153 000,00 €

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**12 - Apprentissage**
Programme	**112003 - Qualification par l'apprentissage**
Action	**11200302 - Accompagnement de la politique d'apprentissage**

Dispositif : N° 00000386 - Accès à l'apprentissage

Dossier	17010548 - Dispositif d'accès à l'apprentissage paiment par l'ASP solde subvention 2016 AFMDCC			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	209 332,20 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
209 332,20 €	TTC	100 %	209 332,20 €	

Total sur le dispositif N° 00000386 - Accès à l'apprentissage	209 332,20 €

Total sur l'imputation 931 - 12 - 112003 - 11200302	209 332,20 €

Annexe 4 : modification des coefficients de prise en charge pour le calcul de la subvention globale de fonctionnement

Code comptable	Nom du CFA	Adresse	Modifictaion du coefficient	Variation (en €)	Observations
06V	CFA de la Pharmacie, Santé, Sanitaire et Social	78 Poissy	de 0,82 à 0,83	42 000	de 2017 jusqu'à la fin de la convention
27C	CFA Campus des Métiers du 93	93 Bobigny	de 0,96 à 0,99	167 000	de 2017 jusqu'à la fin de la convention
50C	CFA CMA 94	94 St Maur des Fosses	de 0,89 à 0,97	226 000	de 2017 jusqu'à la fin de la convention
83V	CFA CNFPT	92 Issy les Moulineaux	de 0,47 à 0,91	205 000	de 2017 jusqu'à la fin de la convention
86V	CFA TL	78 Tremblay sur Mauldre	0,45	0	de 2017 jusqu'à la fin de la convention, coefficient pondéré suite fusion au 1/01/2017 CFA TL (0,30) et CFA Agalt (0,71)
89V	CFA de l'énergie	78 Les Mureaux	de 0 à 1	620 000	pour 2017 et 2018, sous réserve baisse des coûts de formation selon contrat de performance
93V	CFA ADAFORS	92 Levallois Perret	de 0,30 à 0	-800 000	de 2017 jusqu'à la fin de la convention
79P	CFA de la Danse, Chant, Comédie	75 Paris	de 0,90 0 1,60	192 000	exclusivement au titre de 2017
	TOTAL			**652 000**	

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 06/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/07/2017

DELIBERATION N° CP 2017-306

DU 5 JUILLET 2017

SOUTIEN À DIVERS ORGANISMES CONTRIBUANT AU DÉPLOIEMENT DE LA STRATÉGIE #LEADER POUR LA CROISSANCE, L'EMPLOI ET L'INNOVATION

La commission permanente du conseil régional d'Ile-de-France,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics ;

VU l'ordonnance n°2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives ;

VU le code des marchés publics ;

VU le décret marché public n°2016-360 ainsi que l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU la délibération n° CR 62-05 du 15 décembre 2005 relative à la participation de la Région à Paris Europlace et à l'institut Europlace de finance ;

VU la délibération n° CR 63-07 du 27 septembre 2007 relative à l'emploi et filières pour favoriser le développement des PME-PMI franciliennes ;

VU la délibération n° CR 100-12 du 22 novembre 2012 portant approbation de la création Groupement d'Intérêt Public (GIP) poursuivant l'objet de l'association Maximilien ;

VU la délibération n° CR 03-14 du 13 février 2014 relative à la création de l'association Paris Région Entreprises ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 portant désignation des représentants du conseil régional dans divers organismes ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 portant adoption de la stratégie régionale pour la croissance, l'innovation et l'emploi de la région Ile-de-France ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 11-596 du 7 juillet 2011 relative au soutien à divers organismes contribuant au développement économique et à l'emploi régional et à l'adoption de conventions types ;

VU la délibération N° CP 13-350 du 30 mai 2013 portant octroi et affectation de financement à l'association Maximilien ;

VU la délibération n° CP 15-104 du 29 janvier 2015 approuvant la convention d'objectifs et de moyens entre la Région et Paris Region Entreprises ;

VU la délibération n° CP 16-475 du 16 novembre 2016 portant adhésion de la Région à l'association Paris Europlace ;

VU la délibération n° CP 2017-013 du 27 janvier 2017 affectant la première tranche de subvention de fonctionnement 2017 à Paris Région Entreprises ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission du développement économique, de l'emploi et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport CP 2017-306 présenté par Madame la présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Décide d'attribuer à Paris Région Entreprises au titre de la seconde tranche du soutien régional à cet organisme, une subvention de 4 990 500 €.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de 4 990 500 €, prélevée sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales » pour Paris Région Entreprises, programme HP 91-013 (191013) « Paris Région Entreprises (PRE) », action 19101301 « Paris Région Entreprises (PRE) », nature 6574 du budget régional 2017.

Article 2

Décide d'attribuer une subvention de 60 000 € à l'association Paris Europlace.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par la délibération n° CP 16-234 du 15 juin 2016 modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 60 000 €, prélevée sur le chapitre 939 « Action économique » - code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », Programme HP 94001 (194001) « Soutien à l'industrie et aux autres services », Action 19400103 « Soutien aux entreprises et aux filières prioritaires », nature 6574 du budget régional 2017.

Article 3

Décide de participer financièrement au fonctionnement global du GIP Maximilien pour l'année 2017, pour le fonctionnement d'un dispositif commun pour les marchés publics d'Île-de-France, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximal de 133 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, par le bénéficiaire, de la convention annexée à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de 133 000 €, prélevée sur le chapitre 939 « Action économique », Code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », Programme HP 91-001 (191001) « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100102 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises », nature 65738 du budget régional 2017.

Article 4

Décide de verser une contribution de 17 000 € au GIP Maximilien au titre de l'année 2017.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de 17 000 €, prélevée sur le Chapitre 939 « Action économique », Code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », Programme HP 91-001 (191001) « Soutien à la création et au développement des entreprises », action

19100102 «Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises», nature 6281 du budget régional 2017.

Article 5

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de l'ensemble des subventions de cette délibération à compter du 1er janvier 2017, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n°CR 01-16 du 22 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-306	Budget	2017

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191001 - Soutien à la création et au développement des entreprises**
Action	**19100102 - Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises**

Dispositif : N° 00000371 - Cotisations / contributions PDEEF - PTRESOR

Dossier	17009727 - COTISATION MAXIMILIEN 2017			
Bénéficiaire	P0028250 - GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC MAXIMILIEN			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 000,00 €		Code nature	6281
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	TTC	%	17 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000371 - Cotisations / contributions PDEEF - PTRESOR	17 000,00 €

Dispositif : N° 00000667 - Dispositif commun pour les marchés d'Ile de France

Dossier	17009245 - SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT 2017 - GIP MAXIMILIEN			
Bénéficiaire	P0028250 - GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC MAXIMILIEN			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	133 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
133 000,00 €	TTC	100 %	133 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000667 - Dispositif commun pour les marchés d'Ile de France	133 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 91 - 191001 - 19100102	150 000,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191013 - Paris Région Entreprises (PRE)**
Action	**19101301 - Paris Région Entreprises (PRE)**

Dispositif : N° 00000877 - OA / Paris Région Entreprise - Subvention globale de fonctionnement - (PRE)

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-306	Budget	2017

Dossier	17001682 - PRE - DOTATION 2017 - 1ERE ET 2EME AFFECTATIONS		
Bénéficiaire	P0029275 - PARIS REGION ENTREPRISES		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 990 500,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 081 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000877 - OA / Paris Région Entreprise - Subvention globale de fonctionnement - (PRE)	4 990 500,00 €

Total sur l'imputation 939 - 91 - 191013 - 19101301	4 990 500,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services**
Programme	**194001 - Soutien à l'industrie et aux autres services**
Action	**19400103 - Soutien aux entreprises et aux filières prioritaires**

Dispositif : N° 00000322 - Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires

Dossier	17010214 - APPUI PARIS EUROPLACE POUR UNE CAMPAGNE "BREXIT"				
Bénéficiaire	R4473 - PARIS EUROPLACE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	60 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
700 000,00 €	HT		8,57 %	60 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000322 - Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	60 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 94 - 194001 - 19400103	60 000,00 €

ANNEXE 2 : FICHE PROJET PARIS EUROPLACE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010214

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : APPUI PARIS EUROPLACE POUR UNE CAMPAGNE "BREXIT"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	700 000,00 €	8,57 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-94-6574-194001-400
19400103- Soutien aux entreprises et aux filières prioritaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS EUROPLACE
Adresse administrative : PL DE LA BOURSE
75002 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Gérard MESTRALLET, Président

Date de publication au JO : 23 février 2008

N° SIRET : 39376925200015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires
Rapport Cadre : CR63-07 du 27/09/2007

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : le projet nécessite une prise en compte des dépenses à compter du 1er janvier 2017, plusieurs actions ont d'ores et déjà été engagées en 2017 (notamment des actions de promotion et de communication à Londres le 6 février dernier).

Objectifs :
Attraction en Ile-de-France des établissements financiers britanniques et plus généralement des entreprises impactées par le Brexit

Description :
Accélérer les efforts en matière d'attractivité de la Place financière de Paris. Et plus précisément attirer, d'ici la fin des négociations du Royaume-Uni dans le cadre du Brexit, 10000 emplois directs du secteur financier et de son écosystème.

Moyens mis en œuvre :

Plusieurs volets :
- Réalisation d'analyses stratégiques sur les différentes filières concernées (banque, assurance, gestion d'actifs...) : potentiel de relocalisation, SWOT, identification des établissements cibles, argumentaires...
- Actions de promotion et de communication à Londres, New-York, Boston et en Asie, mais aussi à Paris : roadshows, relations presse, réseaux sociaux, diffusion de supports de communications
- Contacts auprès d'une centaine d'établissements financiers cibles

Intérêt régional : Oui - actions ayant un effet accélérateur pour l'ensemble de l'économie francilienne et son rayonnement international

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Entreprises étrangères impactées par le Brexit et envisageant une relocalisation

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Actions de communication et d'influence média	200 000,00	28,57%
Actions de promotion et roadshows	350 000,00	50,00%
Veille stratégique et influence sur les négociations Brexit	150 000,00	21,43%
Total	700 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Region IDF	60 000,00	8,57%
Autres acteurs publics (Ville, Metropole, Hauts-de-Seine...)	390 000,00	55,71%
Acteurs privés (entreprises, associations de place...)	250 000,00	35,71%
Total	700 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	60 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Cotisations Unité Développement	69 162,28 €
2014	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	66 000,00 €
2015	Cotisations Unité Développement	69 162,28 €
2015	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	66 000,00 €
2016	Cotisations Unité Développement	69 162,28 €
2016	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	66 000,00 €
2017	Cotisations / contributions PDEEF - PTRESOR	69 162,28 €
2017	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	66 000,00 €
	Montant total	540 649,12 €

ANNEXE 3 : FICHE PROJET MAXIMILIEN

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009245

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT 2017 - GIP MAXIMILIEN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif commun pour les marchés d'Ile de France	133 000,00 €	100,00 %	133 000,00 €
	Montant Total de la subvention		133 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-65738-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC MAXIMILIEN
Adresse administrative : 35 BOULEVARD DES INVALIDES 75007 PARIS
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public
Représentant : Monsieur Jean-François LEGARET, Président
N° SIRET : 13001845000010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif commun pour les marchés d'Ile de France
Rapport Cadre : CR125-09 du 27/11/2009

Initié en 2013 par le Conseil régional, Maximilien est aujourd'hui un acteur clé de l'achat public répondant aussi bien aux besoins des entreprises, plus particulièrement des TPE-PME, en leur permettant d'accéder plus facilement à la commande publique, qu'aux besoins des acheteurs publics en termes d'efficacité, de simplification et de dématérialisation des marchés.

Plus qu'un portail des marchés publics franciliens, Maximilien propose une palette de services variée : télétransmission au contrôle de légalité, mise à disposition d'outils, accès à une bourse à la co- et sous-traitance… Maximilien est également un réseau régional d'achats responsables permettant à ses membres d'optimiser leurs pratiques d'achats sur les volets économique, social et environnemental.

Enfin, Maximilien a mis en place une instance économique et sociale qui associe les entreprises et les fédérations professionnelles aux projets du GIP.

Eléments de bilan 2016 : En 2016, plus de 28 000 entreprises sont membres de Maximilien (soit une augmentation +20% par rapport à 2015). Sur l'année, le portail a comptabilisé 580 000 visites et 170 000 visiteurs différents (soit +15% par rapport à 2015). Près de 6000 consultations ont été lancées (+25% par rapport à 2015).

Au-delà des sessions de formation des acheteurs publics (205 personnes formées en 2016) et des

actions de communication à destination des entreprises, Maximilien s'est engagé en 2016 sur trois chantiers :

- la poursuite du programme Openmap Numériques visant à favoriser les rencontres entre entreprises du numérique et acheteurs publics (avec plus de 580 participants, dont 350 entreprises) ;
- la coordination d'une mission d'appui au développement des clauses sociales, avec le soutien de la DIRECCTE IDF (organisation d'ateliers « Achats responsables », évènementiel sur les possibilités d'un OpenData des données sociales avec l'ensemble des acteurs du champ de l'insertion et du numérique, …) ;
- la mise en place d'achats responsables en matière d'environnement, avec l'élaboration d'un guide national sur le climat.

Objectifs : Pour 2017, le GIP Maximilien entend poursuivre ses deux missions principales : faciliter l'accès des TPE-PME aux marchés publics et développer le nombre de ses membres avec un meilleur ancrage territorial.

Il portera également deux projets importants :

- la poursuite de sa mission d'appui au développement des clauses sociales, avec notamment l'organisation d'évènements visant à rapprocher acheteurs publics et structures de l'ESS ;
- la relance du marché pour sa plateforme de dématérialisation, qui arrive à son terme en juillet 2018, et une refonte de son site internet.

Partenaire historique du GIP, la Région souhaite par ailleurs missionner Maximilien pour contribuer activement à la mise en œuvre du Small Business Act, voté au CR de mars dernier.

Plan d'actions spécifique au Small Business Act

L'adoption par la Région Île-de-France d'un Small Business Act dont l'objectif de permettre aux TPE et PME franciliennes d'accroître leur activité dans les marchés publics fait écho aux objectifs du GIP Maximilien, définis dans sa convention constitutive :

- Faciliter l'accès des TPE/PME à la commande publique
- Optimiser la chaîne des achats publics
- Promouvoir les usages numériques et le développement durable

Pour répondre aux objectifs du SBA, le GIP Maximilien propose d'apporter sa contribution en proposant un plan d'actions qui pourra être mis en œuvre en appui aux différents Pôles de la Région Île-de-France (Pôle développement économique emploi et formation, Pôle achats performance commande publique juridique, Direction des Systèmes d'Information, Direction de la Communication pour l'Opendata, …) en lien avec les actions définies par l'assemblée générale du 8 décembre 2016 pour les années 2017 et 2018, la Mission d'appui au développement des clauses sociales qui lui a été confiée par la Direccte IDF, le FSE, et le pilotage du Tout Démat 2018 en Île-de-France porté au niveau national par le SGMAP.

1. Faciliter l'accès des TPE/PME à la commande publique

Réponse à l'Objectif du SBA « Simplifier l'accès à la commande publique » :

➢ **Plan d'actions :**

- En lien avec le Pôle achats performance commande publique juridique, et dans le cadre de la mission qui lui a été confiée par le SGMAP en Île-de-France de pilotage du « Tout Démat

2018 », diffuser le kit MPS Maximilien et sa présentation en Ateliers Marchés Publics Simplifiés

- Permettre à la Région Île-de-France de publier sur le portail Maximilien l'ensemble de ses achats y compris ceux de faibles montants et de remplacer en 2018 les échanges papier restants, par des échanges électroniques, en s'appuyant sur les bonnes pratiques tant en matière de réponse que de signature électronique
- Travailler en collaboration avec le Pôle achats, via le comité éditorial Maximilien, pour faciliter l'usage du clausier (fonctionnalité de rédaction administrative des marchés) et adapter son contenu aux remontées des entreprises et aux expériences et expertises des agents de la Région, notamment son besoin de document unique pour les marchés de moins de 25 000 euros. Cette harmonisation permet à l'entreprise de gagner en lisibilité, et de bénéficier rapidement des avancées du SBA de la Région sur les avances ou d'une meilleure compréhension des variantes, levier d'innovation.
- Promouvoir les cadres de réponses (trames de mémoire technique) facilitant la réponse des entreprises et l'analyse des offres
- Renforcer la transparence de la commande publique : accompagner la Région pour être pilote de la mise en œuvre de l'ouverture des données des Marchés Publics, en complémentarité avec l'Opendata de la Région
- Poursuivre ses actions de maillage territorial et développer les adhésions : des actions de communication communes pourraient être développées entre Maximilien et la Région Île-de-France
- Assurer un suivi quantitatif de l'augmentation des consultations MPS, des réponses électroniques (objectif « Tout Démat 2018 »), d'entreprises utilisatrices, notamment de la part de TPE-PME (dès lors que l'ensemble des données sont disponibles, enjeu 2018)

<u>Réponse à l'Objectif du SBA « Mieux informer les TPE-PME sur la commande publique et favoriser le contact entre acheteurs publics et entreprises» </u>:

- **Plan d'actions :**

- Fournir un appui à la Région pour l'organisation des manifestations annuelles qu'elle souhaite organiser pour :
  - Mettre en avant la programmation achats de la Région présentée par le Pôle achats et les actions de sensibilisation sur la réponse à un marché public
  - Informer sur les dispositifs de simplification (MPS) et sur les actions d'accompagnement des partenaires

- Utiliser la plateforme Maximilien pour valoriser la programmation achat de la Région (publication annuelle sur Maximilien avis d'intentions d'achats) : utilisation des fonctionnalités actuelles, puis du nouveau module qui est souhaité dans le cadre de la relance du marché en 2018
- Renouveler le principe des rencontres Openmap pour faire du sourcing en s'appuyant sur les évènements organisés par les partenaires du monde économique (exemple : Participer aux journées Ambition PME du pole Systematic Paris Région qui a lieu chaque année en octobre)
- Faire le lien avec les partenaires de l'Instance Consultative Economique et Sociale (ICES) du GIP Maximilien et la Région notamment pour aider la Région à la réalisation de son étude sur les moyens d'aider les entreprises à répondre à des marchés
- Valoriser les actions régionales lors d'évènements organisés par les fédérations professionnelles
- Valoriser les actions et recueillir des témoignages et vidéos (agents, élus, TPE, PME, structures de l'ESS, entreprises innovantes…), et tout outil innovant permettant de sensibiliser les entreprises

- Renforcer les liens avec les têtes de réseau pour qu'elles soient un relais vers les entreprises qu'elles fédèrent :
    - Promouvoir auprès des partenaires de l'ICES les actions et ateliers autour du SBA pilotés par le Pôle développement économique emploi et formation, pour développer les liens et prendre en compte les remontées des besoins des entreprises et suivre les engagements pris pour le SBA
    - Former des têtes de réseaux au Tout Démat 2018
    - Participer aux évènements des partenaires (exemple : Salon Planet PME)
    - Appuyer la Région dans ses actions de sensibilisation, formation sur la réponse
- Participer à la formation des élus de la Région en complément du Pôle achats

Réponse à l'Objectif du SBA « Faciliter la constitution de GME » :

- Faire la promotion d'initiatives telles que celles proposées par les fédérations professionnelles autour des GME (CPME Paris Île-de-France, CAPEB Grand Paris, FFB Grand Paris), ou d'alternatives comme les coopératives d'entreprises (CAPEB Grande Couronne), des tutoriels ou vidéos témoignages mis à disposition sur le site internet Maximilien.
- Appuyer la Région, via le recensement de bonnes pratiques et la rédaction de clauses de marchés adaptées, et notamment ses travaux sur la Mission d'appui au développement des clauses sociales, pour qu'elle puisse offrir des conditions favorables à la constitution de GME
- Suivre avec la Région les retours d'expériences de la Région et nos relais entreprises de l'ICES pour proposer des pistes d'améliorations.

2. Optimiser la chaîne des achats publics

Réponse à l'Objectif du SBA « Améliorer les délais de paiement aux fournisseurs »

- Dans le cadre de la relance de son marché pour 2018, le GIP souhaite interfacer la plateforme Maximilien et les outils de suivi administratif et d'exécution financière et ajouter dans ses outils la télétransmission au payeur afin de réduire les délais de paiement
- Des échanges avec d'autres entités peuvent aussi être organisés à la demande de la Région pour trouver des moyens d'optimisation

Réponse à l'Objectif du SBA «Développer le principe d'allotissement »

- Les outils Maximilien permettent de rappeler aux acheteurs la nécessité de justifier l'absence d'allotissement et de mesurer l'allotissement, un retour sur l'impact de ces outils sera organisé afin d'identifier les éventuelles pistes d'amélioration
- Maximilien pourra via son ICES travailler sur un retour des entreprises sur les choix d'allotissement

3. Promouvoir le développement durable

Réponse à l'Objectif du SBA « Soutenir l'emploi des travailleurs handicapés et défavorisés »

- Sur le volet social, poursuivre la complémentarité des actions entre la Région et le GIP Maximilien autour de la Mission régionale d'appui aux clauses sociales dans les marchés publics confiée par la Direccte Île-de-France et le FSE au GIP :
    - Remonter les bonnes pratiques de la Région pour réaliser la boîte à outil clauses sociales : partage de méthodologie, gestion prévisionnelle, clauses sociales types, élaboration d'une cartographie des familles d'achats
    - Appuyer la Région pour construire un réseau d'acteurs sur l'ensemble du territoire francilien propice au développement de l'emploi des travailleurs handicapés et défavorisés

- Mettre en relation la Région avec des structures de l'ESS (via les partenaires, lors d'évènements permettant à la Région de présenter ses achats et rencontrer des structures sociales…)
- Promouvoir l'Opendata des clauses sociales de la Région en lien avec les travaux de la Région Île-de-France sur l'Opendata

Réponse à l'Objectif du SBA « Expérimenter les achats innovants »

- Poursuivre la collaboration avec les acteurs de l'innovation, tel que le Pôle Systematic Paris Région autour du projet SOLAINN : organiser la présentation de l'outil aux acheteurs de la Région, leur permettre de participer au comité de pilotage de l'outil, évaluer l'impact de l'outil
- Etudier les moyens de valoriser les achats innovants sur la plateforme de dématérialisation (critère au même titre que l'aspect social, environnemental, donnée d'open data…)
- Recenser les bonnes pratiques autour des achats innovants via des témoignages, promouvoir l'innovation au sens large, notamment dans les domaines et champ d'intervention de l'ESS
- Valoriser les expériences de la Région Île-de-France sur les achats innovants

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	93 100,00 €
2018	39 900,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Cotisations Unité Développement	17 000,00 €
2014	Dispositif commun pour les marchés d'Ile de France	283 000,00 €
2015	Cotisations Unité Développement	17 000,00 €
2015	Dispositif commun pour les marchés d'Ile de France	283 000,00 €
2016	Cotisations Unité Développement	17 000,00 €
2016	Dispositif commun pour les marchés d'Ile de France	146 201,00 €
	Montant total	763 201,00 €

ANNEXE 4 : BUDGET PREVISIONNEL MAXIMILIEN 2017

BUDGET PREVISIONNEL 2017

COMPTE

N° des postes	Chg.dec.	Intitulés des postes de charges	Réalisé 2015	DM 2016	Prévisionnel 2017
60		**Achats**	**9 947,77**	**11 200,00**	**5 200,00**
602	X	Achats stockés - Autres approvisionnement	1 032,37	1 200,00	1 200,00
606	X	Achats non stockés de matières et fournitures	8 915,40	10 000,00	4 000,00
61		**Services extérieurs**	**60 474,86**	**62 010,00**	**75 728,00**
613	X	Locations	60 474,86	61 282,00	75 000,00
616	X	Primes d'assurances	0,00	728,00	728,00
62		**Autres services extérieurs**	**366 655,98**	**442 457,00**	**585 893,47**
621	X	Personnel exterieur a l'etablissement	66 691,04	69 000,00	126 206,88
622	X	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	29 553,00	35 910,00	43 000,00
623	X	Publicite publications relations publiques	47 923,56	51 625,00	46 403,59
625	X	Déplacements, missions et réceptions	2 483,08	2 500,00	5 000,00
626	X	Frais postaux et frais de télécommunications	755,00	755,00	3 500,00
627	X	Services bancaires et assimilés	15,00	50,00	50,00
628	X	Autres prestations de services à caractère médical	219 235,30	282 617,00	361 733,00
63		**Impôts taxes et versements assimilés**	**72,39**	**200,00**	**1 000,00**
633	X	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (aut	72,39	200,00	1 000,00
64		**Charges de personnel**	**185 521,64**	**310 700,00**	**271 573,64**
641	X	Rémunérations du personnel	135 640,04	230 800,00	203 279,00
645	X	Charges de sécurité sociale et de prévoyance	46 734,54	74 800,00	57 340,00
647	X	Autres charges sociales	0,00	1 000,00	1 910,00
648	X	Autres charges de personnel	3 147,06	4 100,00	9 044,64
65		**Autres charges de gestion courantes**	**0,00**	**1 200,00**	**0,00**
658	X	Charges diverses de gestion courante	0,00	1 200,00	0,00
67		**Charges exceptionnelles**	**109,00**	**0,00**	**0,00**
671	X	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	109,00	0,00	0,00
68		**Dotations aux amortissements et provisions**	**67 880,12**	**80 683,00**	**70 627,04**
6811-12		Dotations aux amortissements	66 421,31	80 683,00	70 627,04
6815-17		Dotations aux provisions d'exploitation	1 458,81	0,00	0,00
		Total - Première section - fonctionnement	690 661,76	908 450,00	1 010 022,15
		Total des charges	**690 661,76**	**908 450,00**	**1 010 022,15**
		Excédent de l'exercice	70 885,84	0,00	0,23
		Totaux égaux en recettes et en dépenses	761 547,60	908 450,00	1 010 022,38
		Total des charges décaissables	622 781,64	827 767,00	939 395,11
		Capacité d'autofinancement*	72 790,08	0,00	182,75

N° des postes	Pdt. enc.	Intitulés des postes de produits	Réalisé 2015	DM 2016	Prévisionnel 2017
70		**Ventes produits, prestations services, marchandises**	**2 520,00**	**3 000,00**	**1 000,00**
706	X	Prestations de services	2 520,00	3 000,00	1 000,00
74		**Subventions d'exploitation**	**689 804,72**	**819 514,27**	**938 577,86**
741	X	Etat	24 856,60	81 581,59	100 000,00
744	X	Collectivites publiques et organismes internationnaux	339 155,26	353 432,68	415 577,86
746	X	Dons et legs	0,00	0,00	0,00
748	X	Autres subventions d'exploitation	325 792,86	384 500,00	423 000,00
77		**Produits exceptionnels**	**3 247,00**	**0,00**	**0,00**
771	X	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3 247,00	0,00	0,00
78		**Reprises sur amortissements et provisions**	**65 975,88**	**70 444,52**	**70 444,52**
781		Reprises sur amortissements et provisions d'exploitation	65 975,88	70 444,52	70 444,52
786		Reprises sur amortissements et provisions financières	0,00	0,00	0,00
		Total - Première section - fonctionnement	761 547,60	892 958,79	1 010 022,38
		Total des produits	**761 547,60**	**892 958,79**	**1 010 022,38**
		Déficit de l'exercice	0,00	15 491,21	0,00
		Totaux égaux en recettes et en dépenses	761 547,60	908 450,00	1 010 022,38
		Total des produits encaissables	695 571,72	822 514,27	939 577,86
		Insuffisance d'autofinancement	0,00	5 252,73	0,00

MAXIMILIEN
GROUPEMENT D'INTERÊT PUBLIC
35 boulevard des Invalides
75007 Paris
Tél: 01 53 85 72 31
www.maximilien.fr
SIRET : 130 018 450 00010

Flora VIGREUX
Directrice du GIP Maximilien

le 9 mai 2017.

ANNEXE 5 : CONVENTION DE SUBVENTION MAXIMILIEN

CONVENTION DE SUBVENTION N°17009245

ENTRE LA REGION ET LE GIP MAXIMILIEN

❖

Présentation des parties signataires de la convention

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2017-XX du …….. 2017
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

L'organisme dénommé : GIP « Maximilien »,
dont le statut juridique est : Groupement d'Intérêt Public
dont le n° SIRET est : 130018450-00010
dont le siège social est situé au : 35 boulevard des Invalides 75007 Paris
ayant pour représentant : Monsieur Jean-François LEGARET, Président du GIP
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

PREAMBULE :

Par la délibération CR 125-09 du 27 novembre 2009, il a été décidé la création d'une association de préfiguration relative à la mise en place d'un dispositif commun pour les marchés publics d'Île-de-France.

Par délibération CR 100-12 du 22 novembre 2012, la convention constitutive d'un groupement d'intérêt public poursuivant l'objet de l'association Maximilien a été approuvée. Il est à noter que l'ensemble des droits et obligations de l'association sont repris par le GIP y compris les subventions régionales et les conventions de subvention.

Par assemblée générale extraordinaire de l'association de préfiguration et assemblée générale constitutive du GIP MAXIMILIEN le 5 décembre 2013, il a été approuvé la constitution du GIP. Le GIP est entré en vigueur au 1er janvier 2014.

Véritable soutien aux TPE et PME, ce projet numérique est l'occasion pour tous les membres du GIP de porter ensemble un projet de politique publique visant à réduire la fracture numérique éprouvée par les entreprises et les collectivités les plus isolées.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes et du règlement budgétaire et financier de la Région adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Par ailleurs, cette convention met également en œuvre l'obligation pour le GIP Maximilien d'accueillir 3 stagiaires pendant une période de deux mois minimum, créée par la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2017-XX du .. …….. 2017, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir l'activité globale du GIP Maximilien.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire **une subvention globale de fonctionnement dont le montant prévisionnel s'élève à 133 000 € pour 2017.**

Le budget prévisionnel de l'année 2017 est détaillé dans l'annexe dénommée « budget prévisionnel » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 : Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, toute action correspondant à son objet.

Article 2.2 : Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Article 2.3 : Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ;

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;

- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toute difficulté liée à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;

- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement ;

- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives ;

- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Article 2.4 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats de l'action subventionnée (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le bénéficiaire doit faire apparaître la participation financière de la Région dans toutes ses actions, produits et affichages induits par la subvention et apposer le logo de la Région conformément à la charte graphique régionale. Il doit également faire participer des représentants de la Région aux actions publiques concernées. En cas de non-respect de ces obligations, la Région se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée selon les modalités prévues à l'article 6.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile-de-France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3.1 : Caducité

- Si à l'expiration d'un délai de 12 mois à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

- A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la première demande de versement constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier versement.

Article 3.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention globale de fonctionnement régionale, au titre de la présente convention, est effectué sur appel de fond que lui aura adressé le GIP.

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Article 3.2.1 : Versement d'avances

Le bénéficiaire peut effectuer une ou plusieurs demandes d'avance à valoir sur les paiements prévus, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Chaque demande d'avance se fait dans la limite de 30% du montant total de la subvention et sur présentation :
- du formulaire de demande de versement de subvention ;
- d'un plan de trésorerie annuel, justifiant d'une insuffisance de trésorerie, daté et signé par le représentant légal.

Cette opération peut être répétée jusqu'au versement de 80% du montant total de la subvention.

Article 3.2.2 : Versement du solde

Le solde est versé après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production :
- des comptes annuels de l'organisme sur l'année 2017, clos et certifiés, comportant la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire et celle de l'expert-comptable ou commissaire aux comptes (si l'organisme en est doté) ;
- d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la Région Ile-de-France.

Article 3.3 : Révision du montant subventionné

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution du budget prévisionnel transmis par le bénéficiaire. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

Article 3.4 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier 2017 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XX juillet 2017.

Elle prend fin une fois expirée lors du versement du solde de la subvention régionale ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire des comptes annuels.

- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

- Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « budget prévisionnel» adoptée par délibération N° CP XX-XXX du XX juillet 2017.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le.....	Le.....
Le Président du GIP Maximilien	La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France
Jean-François LEGARET	Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 16/08/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 16/08/2017

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-320

DU 5 JUILLET 2017

PARIS RÉGION UP TOME 1

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DES DISPOSITIFS PM'UP ET BACK'UP

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

VU Le règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et publié au JOUE L 114 du 26 avril 2012 ;

VU Le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 ;

VU Le règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission européenne du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

VU Le régime cadre exempté de notification N°SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

VU Le régime d'aide notifié à la Commission européenne relatif aux aides au sauvetage et à la restructuration pour les PME en difficulté - Aide d'État SA. 41259 (2015/N) ;

VU Le régime cadre notifié SA. 39618 « Aide aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production agricole primaire » entré en vigueur le 19 février 2015 ;

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU La délibération n° CR 105-16 du 17 juin 2016 relative aux aides régionales aux entreprises PM'up - Innov'up – TP'up – Back'up ;

VU La délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 ayant adopté la Stratégie Régionale #leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU La délibération n°CP N°14-566 du 17 octobre 2014 désignant la société H4D lauréate PM'UP ;

VU La délibération CP n° 16-368 du 12 juillet 2016 désignant la société Bobine Mobile lauréate PM'UP ;

VU La délibération n° CP 16-635 du 16 novembre 2016 relative à la convention entre la Région

et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois-tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement de la prime régionale aux employeurs d'apprentis, le fonds de transition ESS, le règlement des subventions PM'UP, TP'UP et l'aide aux commerces de proximité en milieu rural ;

VU La délibération n° CP 17-052 du 27 janvier 2017 relative à la désignation des entreprises bénéficiaires de TP'up et la modification la convention type PM'up ;

VU La délibération n° CP 17-112 du 8 mars 2017 relative à la désignation des entreprises bénéficiaires de TP'up et la modification de la convention type Back'up Sauvegarde ;

VU La délibération n° CR 17-101 du 18 mai 2017 relative aux actions en faveur du développement économique et de la montée en gamme des qualifications ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU Le rapport CP 2017-320 présenté par Madame la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission du développement économique, de l'emploi et de l'innovation ;

VU L'avis de la commission des finances.

APRES EN AVOIR DELIBERE,

Article 1 : Désignation de 37 nouveaux lauréats PM'up

Décide de participer au titre du dispositif PM'up, au financement des projets détaillés en annexe 2.1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 6 193 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP17- 212 du 5 mai 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 6 193 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », sous fonction 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400101 « PM'up » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.1.

Article 2 : Adoption de 2 avenants spécifiques PM'up

Approuve l'avenant n°3 à la convention n° 2014-1-SSV-598657-A attribuant la subvention PM'up à la société H4D modifiant la répartition des aides par axe en vue d'intégrer les nouvelles orientations stratégiques de l'entreprise, tel qu'il figure en annexe 2.2 à la présente délibération et autorise la Présidente à le signer.

Approuve l'avenant n°2 à la convention n° 2015-2-CCL-611915-A désignant les sociétés Bobine Mobile et Vox International toutes deux bénéficiaires de la subvention, tel qu'il figure en annexe 2.2 à la présente délibération et autorise la Présidente à le signer.

Article 3 : Soutien d'un bénéficiaire Back'up (investissement)

Décide de participer au titre du dispositif Back'up, au financement du projet de sauvegarde de l'entreprise Groupe Averia, conformément à l'annexe 2.3 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant de 300 000 €.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP17- 212 du 5 mai 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 300 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », sous fonction 91 « Interventions économiques transversales », programme HP91-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100101 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.1.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 À LA DÉLIBÉRATION

1.1 Etat récapitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-320	Budget	2017

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191001 - Soutien à la création et au développement des entreprises**
Action	**19100101 - Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises**

Dispositif : N° 00000865 - Back Up Sauvegarde

Dossier	17011455 - BACK UP SAUVEGARDE GROUPE AVERIA			
Bénéficiaire	P0037249 - GROUPE AVERIA			
Localisation	LE BLANC-MESNIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 300 000,00 €	HT	23,08 %	300 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000865 - Back Up Sauvegarde	300 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 91 - 191001 - 19100101	300 000,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services**
Programme	**194001 - Soutien à l'industrie et aux autres services**
Action	**19400101 - PM'up**

Dispositif : N° 00000396 - PM'up - Investissement

Dossier	17010484 - Désignation de lauréats PM'up			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 193 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	TTC	%	6 193 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000396 - PM'up - Investissement	6 193 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 94 - 194001 - 19400101	6 193 000,00 €

ANNEXES 2 À LA DÉLIBÉRATION – TOME 1

2.1 **Désignation de 37 lauréats PM'up**

2.2 **Avenants aux conventions PM'UP**

2.3 **Désignation d'un bénéficiaire Back'up**

2.1 Désignation de 37 lauréats PM'up

Des données plus détaillées figurent dans le Tome 2 du rapport non publié, pour préserver le secret industriel et commercial des sociétés.

Jurys – 11 mai 2017 et 15 juin 2017

Filière/Domaine d'activité	Raison sociale	Ville	Subvention attribuée	Date de prise en compte des dépenses	Nbre de stagiaires
Industrie	COSTET DECORATION SAS	EPONE	140 000 €	21/03/2017	3
Industrie	RENOULT SA	PONTAULT COMBAULT	250 000 €	10/03/2017	3
Numérique	DELIVER.EE	PARIS	50 000 €	09/03/2017	2
Région - Ville durable et intelligente	ECOMESURE SAS	SACLAY	200 000 €	04/03/2017	3
Numérique	Lylo Media Group France	PARIS	200 000 €	02/03/2017	3
Numérique	Doctolib	PARIS	250 000 €	10/02/2017	3
Région - Ville durable et intelligente	HAUTE PRESSION CONCEPT	BRY-SUR-MARNE	100 000 €	08/02/2017	2
Numérique	LES PHOTOGRAPHES ORGANISATION	PARIS	100 000 €	07/02/2017	3
Industrie	HITAM FRANCE	SEPTS SORTS	150 000 €	30/01/2017	3
Numérique	SPICESOFT	PARIS	200 000 €	27/01/2017	3
Numérique	L'entreprise Steamo	BOULOGNE-BILLANCOURT	88 000 €	12/01/2017	2
Industrie	SC holding	ARGENTEUIL	220 000 €	30/12/2016	3
Industrie	TWIN	COLOMBES	160 000 €	28/12/2016	3
Industrie	ADS LAMINAIRE	AULNAY SOUS BOIS	150 000 €	31/03/2017	3
Industrie	ATELIERS MECANIQUES DE BAULNE	LA FERTE ALAIS	170 000 €	31/03/2017	3
Agriculture, Agro-alimentaire et nutrition, Sylviculture	BBB SAS	Paris	150 000 €	14/04/2017	3
Numérique	BOTIFY	PARIS	180 000 €	13/02/2017	3
Industrie	BRAND DEVELOPPEMENT	ASNIÈRES-SUR-SEINE	250 000 €	01/12/2016	3
Agriculture, Agro-alimentaire et nutrition, Sylviculture	CARRE DES CHAMPS ELYSEES	Paris	250 000 €	08/03/2017	3
Numérique	COZY CLOUD	Paris	150 000 €	10/11/2016	3

Filière/Domaine d'activité	Raison sociale	Ville	Subvention attribuée	Date de prise en compte des dépenses	Nbre de stagiaires
Région - Ville durable et intelligente	ECO CO2	NANTERRE	150 000 €	30/03/2017	3
Région - Ville durable et intelligente	FAAR Industry	Massy	200 000 €	01/03/2017	3
Industrie	GROUPE DUSOGAT	Château Landon	170 000 €	21/03/2017	3
Numérique	INFFLUX INFORMATIQUE ET FLUX	VINCENNES	150 000 €	24/02/2017	3
Numérique	KONVERGENCE	LEVALLOIS PERRET	180 000 €	13/04/2017	3
Industrie	laboratoire DENCOTT	PARIS	150 000 €	29/03/2017	3
Région - Ville durable et intelligente	Lemon tri	Pantin	150 000 €	20/12/2016	3
Numérique	MAKE ME PULSE	Paris	150 000 €	03/04/2017	3
Industrie	Metrology & Monitoring Solutions - MMS	Bezons	180 000 €	22/12/2016	3
Automobile et mobilités	MOBITEC FRANCE	TORCY	150 000 €	27/02/2017	3
Industrie	R SOL	MERY SUR OISE	185 000 €	07/04/2017	3
Numérique	Serious Factory	Suresnes	150 000 €	15/03/2017	3
Aéronautique, spatial et défense	SND	SOIGNOLLES EN BRIE	220 000 €	15/06/2017	3
Industrie	SOCIETE GANCARZ	Vigny	250 000 €	27/03/2017	3
Numérique	Sykio	Montreuil	100 000 €	04/04/2017	2
Industrie	TOHTEM	CERGY-PONTOISE	100 000 €	15/06/2017	2
Numérique	VideoTelling	Paris	150 000 €	15/06/2017	3

2.2 Avenants spécifiques aux conventions PM'UP

Avenant n°3
à la convention n° 2014-1-SSV-598657-A
attribuant la subvention PM'up à la société SAS H4D

Identification des parties

Région Ile de France
35, boulevard des Invalides
75007 PARIS

Dûment représenté par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2017-xxx du 7 juillet 2017.

Titulaire :

Raison sociale : **SAS H4D**
Adresse : 92 avenue KLEBER, 75 016 PARIS
SIREN : 503 326 506
Représenté en la personne de Vincent HILLENMEYER, Directeur Général, dûment habilité.

Article 1: Objet

Le présent avenant a pour objet :

de modifier comme suit la ventilation des aides votées par axe dans la délibération CP 15-681 du 8 octobre 2015:
- axe 1 : 19 561.48 € au lieu de 80 000 €
- axe 2 : 80 438.52 € au lieu de 20 000 €

Article 2 :

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Signature des parties

A……., le…….
Vincent HILLENMEYER, Directeur Général

A……., le …….
La Région Île de France

Avenant n°2
à la convention n°2015-2-CCL-611915-A
Attribuant la subvention PM'up

Identification des parties

Personne morale de droit public :

Région Île de France
35, boulevard des Invalides
75007 PARIS
Dûment représenté par sa Présidente Madame Valérie Pécresse en vertu de la délibération **CP 17- XXX du 7 juillet 2017.**

Bénéficiaire :
BOBINE MOBILE
Adresse : 76 rue Marceau, 93 100 MONTREUIL
SIREN : 498 975 754
Représenté en la personne de Monsieur Ronald MAGAUT, son représentant légal, dûment habilité.

Nouveau bénéficiaire :
VOX INTERNATIONAL
Adresse : 1 IMPASSE DE L ESTELAN 13480 CABRIES
SIREN : 452 777 808
Représenté en la personne de Monsieur Ronald MAGAUT, son représentant légal, dûment habilité

Bobine Mobile est détenue à 100% par Vox International, holding des deux dirigeants fondateurs. Pour des raisons d'organisation interne, certaines actions du plan de développement initial seront portées par cette holding. Bobine Mobile reste mandataire du projet.

Article 1 : Objet de l'avenant :
Les subventions relatives au plan de développement PM'up déclinant la stratégie décrite dans l'Avenant n°1 à la Convention mentionnée ci-dessus sont portées conjointement par Bobine Mobile et Vox International.

Article 2 :
Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Signature des parties

A……., le ……
Représentant légal de Bobine Mobile, Monsieur Ronald MAGAUT

A……., le ……
Représentant légal de Vox International, Monsieur Ronald MAGAUT

A……., le …….

La Région Île de France.

2.3 Désignation d'un bénéficiaire Back'up

Back'up Sauvegarde :

Domaine d'activité	Raison sociale	Ville	Subvention attribuée	Date de candidature	Nbre de stagiaires
Industrie	GROUPE AVERIA	PARIS	300 000 €	05/05/2017	3

ANNEXE 3 - PARIS RÉGION UP - TOME 2

1. **PM'up : liste détaillée des projets soutenus**
2. **Back'up : fiche projet**

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 13/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 13/07/2017

DELIBERATION N° CP 2017-322

DU 5 JUILLET 2017

Soutien aux projets collaboratifs de recherche et développement des pôles de compétitivité ASTECH PARIS-REGION, ADVANCITY PARIS REGION, CAP DIGITAL PARIS-REGION, COSMETIC VALLEY, FINANCE INNOVATION, MEDICEN PARIS REGION, MOVEO, SYSTEMATIC PARIS-REGION
23ème appel à projets du Fonds Unique Interministériel (FUI) – Régions

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 36-15 du 10 juillet 2015 relative à la mise en œuvre de la SRDEI, politique de soutien à l'innovation ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 ayant adopté la Stratégie Régionale #leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;

VU les délibérations n° CP05-1004 du 16 décembre 2005, 09-982 du 22 octobre 2009 et 16-357 du 12 juillet 2016, relatives au soutien régional aux projets de R&D ;

VU la délibération n° CP 16-357 du 12 juillet 2016 et notamment la convention type relative au soutien régional aux projets de R&D ;

VU la délibération n° CP 17-210 du 17 juillet 2017 relative à la première Smart Region d'Europe ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU le rapport CP 2017-322 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission du développement économique, de l'emploi et de l'innovation ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de soutenir les projets coopératifs de recherche et développement (appel à projets n° 23 du FUI-Régions) des pôles de compétitivité ADVANCITY PARIS-REGION, CAP DIGITAL PARIS-REGION, COSMETIC VALLEY, FINANCE INNOVATION, MEDICEN PARIS REGION, MOVEO et SYSTEMATIC PARIS-REGION figurant en annexe 1 à la délibération, par l'octroi de subventions réparties comme suit :

Pôle chef de file	Pôle(s) concerné(s)	Projet - Acronyme	Partenaire	Type	Département	Assiette de l'aide (montant €)	Taux d'aide (%)	Montant maximum de la subvention
Cap Digital Paris Région	-	BIND	Qwam Content Intelligence	PME	75	829 999,04 €	45%	373 499,57 €
Cap Digital Paris Région	-	BIND	ByPath	PME	92	698 494,00 €	45%	314 322,30 €
Images&Réseaux	Cap Digital Paris Region	CONVERGENCE TV	Telecom ParisTech	Laboratoire	75	203 565,55 €	100%	203 565,55 €
Cap Digital Paris Région	Imaginove	DATA&MUSEE	Orpheo France	PME	75	671 945,60 €	45%	302 375,52 €
Cap Digital Paris Région	Imaginove	DATA&MUSEE	Institut Mines Telecom	Laboratoire	75	411 886,25 €	100%	411 886,25 €
Cap Digital Paris Région	Imaginove	DATA&MUSEE	Réciproque	PME	75	403 054,11 €	45%	181 374,35 €
Cap Digital Paris Région	SCS	EFIGI	ATEME	PME	78	1 082 926,00 €	45%	487 316,70 €
TES	Cap Digital Paris Region	PARFAIT	Pertimm Développement	PME	92	284 738,00 €	45%	128 132,10 €
TES	Cap Digital Paris Region	PARFAIT	Softeam	ETI	75	643 020,15 €	30%	192 906,05 €
Cap Digital Paris Région	Imaginove	MINDMATH	Tralalere	PME	75	633 325,06 €	45%	284 996,28 €
Cap Digital Paris Région	Imaginove	MINDMATH	Domoscio	PME	75	367 662,40 €	45%	165 448,08 €
Cap Digital Paris Région	Imaginove	MINDMATH	Bayard Presse	ETI	92	299 952,40 €	30%	89 985,72 €
ASTech	Minalogic	LEAVELE	THALES Communications & Security SAS	GE	92	1 509 693,60 €	25%	377 423,40 €
ASTech	Minalogic	LEAVELE	AA MCS	PME	91	258 647,40 €	45%	116 391,33 €
ASTech	Minalogic	LEAVELE	SPECTRACOM SAS	ETI	91	365 383,35 €	30%	109 615,01 €
ASTech	Minalogic	LEAVELE	TELECOM SUD PARIS	Laboratoire	91	125 019,58 €	40%	50 007,83 €
Medicen	Systematic	RIHDO	Evolucare	PME	78	1 603 240,00 €	45%	721 458,00 €
Medicen	Systematic	RIHDO	Ariana Pharma	PME	75	747 282,00 €	45%	336 276,90 €
Systematic		DISTA	All4tec	PME	91	711 883,00 €	45%	320 347,35 €
Systematic		DISTA	CEA	Laboratoire	75	627 347,50 €	40%	250 939,00 €
Systematic		DISTA	Thales research & technology	Grand groupe	91	525 142,00 €	25%	131 285,50 €
Solutions Communicantes Sécurisées (SCS)	Systematic	Mass Start	Syrtem	PME	95	790 565,77 €	37,19%	293 998,30 €
Systematic	Minalogic	SCORPION	Vertical M2M	PME	75	752 281,43 €	45%	338 526,64 €
Minalogic	Derbi, Systematic, SCS	SecureIoT	Archos		91	499 226,11 €	30%	149 767,83 €
Finance Innovation		ASPRET	BPSIs	PME	75	981 502,00 €	45%	441 675,90 €
Finance innovation		ASPRET	Sogecap	GE	92	1 244 710,00 €	25%	311 177,50 €
Finance innovation		BIKER ANGEL	ifsttar	Laboratoire	77	242 989,48 €	40%	97 195,79 €
Finance innovation		BIKER ANGEL	Nexyad	PME	92	677 220,00 €	45%	304 749,00 €
Cosmetic valley		EUGENE	DPS	PME	78	653 523,59 €	45%	294 085,62 €
Cosmetic Valley		EUGENE	supmeca	Laboratoire	93	1 084 439,31 €	40%	433 775,72 €
Advancity	Advancity, Axelera, Systematic	FAIRCITY	ARIA Technologies	PME	92	1 332 150,00 €	45%	599 467,00 €
Mov'eo	Mov'eo, ViaMéca, Aerospace Valley	Tornado	RENAULT SAS	GE	78	1 245 325,77 €	20%	311 331,44 €
Mov'eo	Mov'eo, ViaMéca, Aerospace Valley	Tornado	Neavia Technologies	ETI	94	305 455,57 €	30%	91 636,67 €
Mov'eo	Mov'eo, ViaMéca, Aerospace Valley	Tornado	Breakthrough Mobility	PME	75	230 301,12 €	45%	103 635,50 €
Mov'eo	Axelera, IDforCAR, Mov'eo	THERMOFIP	Promold	PME	75	370 752,00 €	45%	166 838,40 €
					TOTAL	**23 414 649,14 €**		**9 487 414,10 €**

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions aux bénéficiaires à compter des dates inscrites dans le tableau ci-après par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR01-16 du 21 janvier 2016.

Type d'aide	Dossier	Dossier - Code	Bénéficiaire	Bénéficiaire - Code	Procédure du dossier	Date de création du dossier	Date prévisionnelle de démarrage	Motivation démarrage anticipé
Investissement	ALL4TEC - PROJET DISTA - POLE SYSTEMATIC FUI 23	17008704	ALL4TEC ALLIANCE POUR TECHNOLOGIES INFORMAT	P0030217	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	21/04/2017	01/04/2016	Les partenaires industriels ont souhaité initier le projet dès que possible afin d'être en phase avec le marché
Investissement	ARCHOS PROJET SECUREIOT POLE SYSTEMATIC FUI23	17009074	ARCHOS	P0013415	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	02/05/2017	01/03/2017	Les partenaires industriels ont souhaité initier le projet dès que possible afin d'être en phase avec le marché
Investissement	ARIA TECHNOLOGIES-Pôle Advancity-projet FAIRCITY- FUI23	17010267	ARIA TECHNOLOGIES	R11194	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	11/05/2017	01/04/2017	Démarrage opérationnel en lien avec les autres partenaires dès le 01.04.2017
Investissement	ARIANA PHARMACEUTICALS Projet RIHDO - Pôle MEDICEN FUI 23	17008908	ARIANA PHARMACEUTICALS	R36398	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	26/04/2017	01/06/2017	Les partenaires industriels ont souhaité initier le projet dès que possible afin d'être en phase avec le marché
Investissement	ATEME - PROJET EFIGI - POLE CAP DIGITAL - FUI 23	17008584	ATEME	EXM01089	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	12/04/2017	01/09/2017	La date de démarrage est callée sur le calendrier opérationnel des partenaires industriels.
Investissement	BAYARD PRESSE - PROJET MINDMATH - POLE CAP DIGITAL - FUI 23	17008589	BAYARD PRESSE	R14964	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	12/04/2017	01/06/2017	La date de début de projet est callée sur le calendrier opérationnel des partenaires industriels du projet.
Investissement	BPSIS-PROJET ASPRET-POLE FINANCE INNOVATION - FUI 23	17009754	BROKERAGE PROGRAMS SERVICES FOR INSURANCE SOLUTIONS	EX006026	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	09/05/2017	01/07/2017	démarrage anticipe du programme de R&D
Investissement	Breakthrough Mobility Consulting Partners S.A.S-Tornado-Moveo-FUI23	17010212	BMCP BREAKTHROUGH MOBILITY CONSULTING PARTNERS	P0035529	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	11/05/2017	01/06/2017	Le démarrage anticipé est nécessaire au bon déroulement du calendrier du projet et aux contraintes des industriels.
Investissement	BYPATH - PROJET BIND - POLE CAP DIGITAL - FUI 23	17008577	BYPATH	P0036817	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	12/04/2017	01/07/2017	Début du projet callé sur le calendrier opérationnel des partenaires industriels.
Investissement	CEA PROJET DISTA - PÔLE SYSTEMATIC FUI 23	17008912	CEA COMMISSARIAT A L ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES	R15354	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	26/04/2017	01/06/2016	Les partenaires ont souhaité initier le projet dès que possible afin d'être en phase avec le marché.
Investissement	DOMOSCIO - PROJET MINDMATH - POLE CAP DIGITAL - FUI 23	17008588	DOMOSCIO	EXM00344	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	12/04/2017	01/06/2017	La date de début de projet est callée sur le calendrier opérationnel des partenaires industriels du projet.
Investissement	EVOLUCARE - PROJET RIHDO - POLE MEDICEN FUI 23	17008896	EVOLUCARE TECHNOLOGIES	P0036949	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	26/04/2017	01/06/2017	Les partenaires industriels ont souhaité initier le projet dès que possible afin d'être en phase avec le marché
Investissement	IFSTTAR-PROJET BIKER ANGEL - FUI 23	17009744	IFSTTAR INSTITUT FRANCAIS DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES DES TRANSPORTS DE L'AMENAGEMENT ET DES	P0015266	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	09/05/2017	01/07/2017	demarrage du projet de recherche
Investissement	Neavia Technologies SAS-Tornado-Moveo-FUI23	17010316	NEAVIA TECHNOLOGIES	P0013574	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	12/05/2017	01/06/2017	Le démarrage anticipé est nécessaire en raison des contraintes des acteurs du projet et du bon déroulement du phasage du projet.
Investissement	NEXYAD-PROJET BIKER ANGEL-POLE FINANCE INNOVATION- FUI 23	17009712	NEXYAD	P0013949	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	05/05/2017	01/01/2017	Conduite du projet de recherche et développement
Investissement	PERTIMM DEVELOPPEMENT - PROJET PARFAIT - POLE CAP DIGITAL - FUI 23	17008585	PERTIMM DEVELOPPEMENT	P0036821	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	12/04/2017	01/07/2017	La date de démarrage du projet correspond au calendrier opérationnel des partenaires industriels du projet.
Investissement	QWAM CONTENT INTELLIGENCE - PROJET BIND - POLE CAP DIGITAL - FUI 23	17008576	QWAM CONTENT INTELLIGENCE	P0036816	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	12/04/2017	01/07/2017	Début du projet callé sur le calendrier opérationnel des partenaires industriels.
Investissement	RENAULT SAS - Tornado-Moveo-Fui 23	17010258	RENAULT SAS TECHNOCENTRE DE GUYANCOURT	P0036990	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	11/05/2017	01/06/2017	Le démarrage anticipé est lié aux contraintes des industriels et au bon déroulement du projet.
Investissement	SIEMENS SOFTARE INDUSTRIES - PROJET O2M - POLES MOVEO/SYSTEMATIC - FUI 8	17010431	SIEMENS INDUSTRY SOFTWARE SAS TEAM CENTER PARASOLID UNIGRAPHICS	P0037055	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	12/05/2017	01/09/2017	Il s'agit d'une réaffectation de subvention suite à une caducité
Investissement	SOFTEAM - PROJET PARFAIT - POLE CAP DIGITAL - FUI 23	17008586	SOFTEAM CADEXTAN	P0035583	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	12/04/2017	01/07/2017	La date de démarrage du projet correspond au calendrier opérationnel des partenaires industriels du projet.
Investissement	SOGECAP-PROJET ASPRET- POLE FINANCE INNOVATION -FUI 23	17009713	SOGECAP	P0036947	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	05/05/2017	01/04/2017	demarrage du projet de R&D
Investissement	SYRTEM - PROJET MASS START - POLE SYSTEMATIC FUI 23	17010217	SYRTEM	P0036937	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	11/05/2017	01/03/2017	Les partenaires industriels ont souhaité initier le projet dès que possible afin d'être en phase avec le marché
Investissement	TELECOM PARISTECH - PROJET CONVERGENCE TV - POLE CAP DIGITAL - FUI 23	17008580	INSTITUT MINES TELECOM TELECOM PARIS TECH	EX005542	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	12/04/2017	01/04/2017	La date de démarrage du projet est callée sur le calendrier opérationnel des partenaires industriels du projet.
Investissement	THALES RESEARCH - PROJET DISTA - POLE SYSTEMATIC FUI 23	17008913	THALES THALES RESEARCH AND TECHNOLOGY	P0036938	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	26/04/2017	01/04/2016	Les partenaires industriels ont souhaité initier le projet dès que possible afin d'être en phase avec le marché
Investissement	TRALALERE - PROJET MINDMATH - POLE CAP DIGITAL - FUI 23	17008587	TRALALERE	P0017615	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	12/04/2017	01/06/2017	La date de démarrage correspond au calendrier opérationnel des partenaires industriels du projet.
Investissement	VERTICAL M2M - PROJET SCORPION - POLE SYSTEMATIC FUI 23	17009080	VERTICAL M2M	P0036941	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	03/05/2017	01/06/2017	Les partenaires industriels ont souhaité initier le projet dès que possible afin d'être en phase avec le marché

Subordonne le versement des subventions aux bénéficiaires mentionnés à l'alinéa 1, à la signature de conventions conformes à la convention d'application type « projets de recherche et développement » adoptée par délibération CP 16-357 du 12 juillet 2016 modifiée par les dispositions de la délibération n°2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France à les signer.

Affecte au titre du financement des projets coopératifs listés en article 1 une autorisation de programme d'un montant total de **9 487 414,10 €** sur le chapitre 909 « Action Economique », code fonctionnel 92 Recherche et Innovation, programme HP 92-005 (192005) « Soutien aux pôles de compétitivité », action 19200504 « Soutien aux projets RDI labellisés des pôles » du budget 2017.

Article 2 :

Décide de réattribuer **230 774,85 €** à INSERM pour le projet ATHIM (convention n°I06-223/R) correspondant au solde de la subvention accordée par délibération n° CP05-1004 du 16 décembre 2005.

Affecte pour ce faire une autorisation de programme d'un montant de **230 774,85 €** sur le chapitre 909 « Action Economique», code fonctionnel 92 Recherche et Innovation, programme HP 92-005 (192005) «Soutien aux pôles de compétitivité », action 19200504, « soutien aux projets RDI labellisés des pôles » du budget 2017.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention au bénéficiaire à compter de la date de démarrage du projet, soit le 28 décembre 2005, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention d'application type « projets de recherche et développement » adoptée par délibération n° CP 13-593 du 11 juillet 2013 et autorise la présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France à la signer.

Article 3 :

Décide de transférer **72 601,20 €** à Siemens Industry Software pour le projet O2M (convention n°I09-2164/R) correspondant au solde de la subvention accordée par délibération n° CP09-982 du 22 octobre 2009 à la société Samtech France désormais absorbée par Siemens Industry Software.

Réaffecte pour ce faire une autorisation de programme d'un montant de 72 601,20 € sur le chapitre 909 « Action Economique», code fonctionnel 92 Recherche et Innovation, programme HP 92-005 (192005) «Soutien aux pôles de compétitivité », action 19200504, « soutien aux projets RDI labellisés des pôles » du budget 2017.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention d'application type « projets de recherche et développement » adoptée par délibération n° CP 13-593 du 11 juillet 2013 et autorise la présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France à la signer.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter du 1er novembre 2009 par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France.

Article 4:

Décide de transférer **656 214,52 €** à la société PEP-Therapy correspondant à 82,5% du montant de la subvention attribuée initialement à la société Clevexel par délibération CP 16-357 du 12 juillet 2016 pour sa participation au projet coopératif Clever-Peptide du pôle de compétitivité Medicen Paris Region.

Décide de transférer **77 398,73 €** à la société Bertin Pharma pour sa participation au projet Clever-Peptide correspondant à 9,73% du montant de la subvention attribuée initialement à la société Clevexel par délibération CP 16-357 du 12 juillet 2016.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions aux bénéficiaires à compter des dates de démarrage des projets par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Subordonne le versement des subventions à la signature avec les sociétés PEP-Therapy et Bertin Pharma de conventions conformes à la convention d'application type « projets de recherche et développement » adoptée par délibération n° CP 16-357 du 12 juillet 2016 et autorise la présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France à les signer.

Pôle chef de file	Pôle(s) concerné(s)	Projet - Acronyme	Partenaire	Type	Département	Assiette de l'aide (montant €)	Taux d'aide (%)	Montant maximum de la subvention
Medicen	-	Clever Peptide	Bertin Pharma	ETI	78	309 594,92 €	25%	77 398,73 €
Medicen	-	Clever Peptide	PEP Therapy	PME	75	1 458 254,48 €	45%	656 214,52 €

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

1. Annexe n°1 : Annexes techniques et financières FUI-Régions 23

NB : les montants pourront être revus à la baisse dans le cadre des conventions signées avec chacun des bénéficiaires en fonction des éléments complémentaires qui pourraient être recueillis.
Conformément au règlement d'intervention adopté par la délibération CR 36-15 du 10 juillet 2015, la subvention régionale maximale est calculée selon les modalités suivantes :

- *25% de l'assiette éligible HT pour les grands groupes,*
- *30% de l'assiette éligible HT pour les ETI (établissements de taille intermédiaire),*
- *45% de l'assiette éligible HT pour les PME,*
- *100% des coûts marginaux TTC ou 40% des coûts réels HT pour les laboratoires ou assimilés*

1.1. Annexe technique et financière relative au projet collaboratif d'ADVANCITY Paris Région

1.1.1. Projet FAIRCITY

Pôle porteur : Advancity
Thématiques : Mise au point d'un service de simulation 3D à haute résolution sur la qualité de l'air

Montant projet : 2 808 753 €
Subvention demandée au CRIDF : 599 467 €
Durée du projet : 30 mois

Acteurs :
PME : AmpliSIM (75), Kanopee (69), ForCity (69)
Etablissements Publics : Airparif (75), Atmo (69)
Laboratoires : Ecole Centrale de Lyon (69)

Objectifs et contenu :

Le projet FAIRCITY vise à mettre au point un modèle numérique de caractérisation de la qualité de l'air en 3D et à haute résolution. Pour atteindre cet objectif, un modèle hybride SIRANE (Ecole Centrale de Lyon) et PMSS/AIRCITY (ARIA Technologies) est développé durant le projet. Ce modèle hybride innovant permettra de caractériser de manière adaptative la qualité de l'air dans n'importe quelle agglomération de grande taille.

Valorisant l'expertise française dans le domaine, avec un consortium comprenant des acteurs reconnus du domaine dont 2 observatoires de la qualité de l'air AIRPARIF et ATMO Auvergne Rhône-Alpes, l'objectif est de fournir une solution disponible en mode SaaS (dans le Cloud) aux grandes agglomérations mondiales.

A ce titre, la participation de ForCity, d'AMPLISIM et de KANOPEE a vocation à permettre le développement, sur la base d'une plateforme industrialisée, de services immédiatement diffusables, accessibles et commercialisables au niveau mondial.

Retombées :

L'industrialisation de la solution doit permettre de générer un chiffre d'affaires récurrent de 4 M€ par an à horizon 3 ans (à partir du début de la commercialisation, prévu mi-2018). La

formation du C.A prévisionnel repose sur un modèle de facturation de 100K€/ client, et une cible de 40 villes françaises et internationales clientes.

L'effet emploi associé à la commercialisation à grande échelle est évalué à 15 recrutements à horizon 5 ans.

L'industrialisation en mode Saas de la solution est un facteur clé de succès pour le déploiement d'une solution à l'échelle mondiale, dans un contexte où les besoins à l'export sont importants et mal comblés (Chine, Brésil, Inde en particulier) et où l'excellence française dans le domaine de la qualité de l'air peut permettre la différenciation de l'offre.

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

Récapitulatif des partenaires du projet

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide		Coût complet		Demande de subvention	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide (%)	Montant (€)
ARIA Technologies	PME	25	92100	Boulogne-Billancourt	12	18	1 332 150,00 €	8,76	0,00 €	0	45	599 467,00 €
AmpliSIM	PME	0	75014	Paris	2	5	180 840,00 €	1,45	0,00 €	0	45	79 866,00 €
ForCity	PME	0	69003	LYON	34	84	359 690,00 €	2,37	0,00 €	0	45	161 860,50 €
Kanopee	PME	3	69001	LYON	2	5	166 656,00 €	0,93	0,00 €	0	45	74 995,20 €
Atmo Auvergne-Rhône-...	association	67	69500	BRON	4	3	144 942,60 €	0,9	0,00 €	0	40	57 977,04 €
ECOLE CENTRALE DE LY...	laboratoire d'école	444	69134	ECULLY Cedex	6	6	137 160,00 €	0	90 872,50 €	0,5	100	137 160,00 €
AIRPARIF	association	62	75004	Paris	6	8	487 315,12 €	3,02	0,00 €	0	40	194 926,05 €
Totaux		601			66	129	2 808 753,72 €		90 872,50 €		46,51	1 306 251,79 €

Etat via le FUI : 569 625,00 €
CRIDF : 599 467,00 €
Région Auvergne-Rhône-Alpes : 137 160,00 €

1.2. Annexe technique et financière relative aux projets collaboratifs de CAP DIGITAL Paris Région

1.2.1. Projet BIND

Pôle porteur : Cap Digital Paris Region
Thématiques : Big data dans le domaine de la prospection commerciale
Montant projet : 1 780 871,04 €
Subvention demandée au CRIDF : 687 821,87 €
Durée du projet : 36 mois

Acteurs :
PME : Qwam Content Intelligence (75), Bypath (92)
Laboratoires : Université Pierre et Marie Curie (75)

Objectifs et contenu :

L'objectif du projet BInD ('Business Indicators Discovery') est de générer des accroches et des indicateurs business pertinents, à des fins de prospection, par la génération et la mise à disposition d'informations business inédites, notamment tirées d'informations du Web et de profils présents sur les réseaux sociaux professionnels. Les informations business recherchées sont celles susceptibles d'aider à l'établissement ou à la pérennisation de relations entre des acteurs économiques, et en particulier celles susceptibles d'aider un commercial à identifier des prospects pertinents et à conclure une affaire : projets en cours au sein de l'entreprise ou du service contacté, informations sur les évolutions de son organisation interne et plus généralement sur sa stratégie et ses produits, informations originales sur son réseau relationnel, indicateurs sur sa fiabilité… Ces informations, actuellement inaccessibles sauf à faire réaliser de coûteuses études par des consultants spécialisés, présentent en outre l'originalité de tenir compte du temps (parce que les

entreprises et leurs constituants sont des entités dynamiques) et de leur granularité (parce que les frontières des entreprises évoluent et qu'elles forment des systèmes complexes).Le projet BInD créera une plate-forme technologique dont les produits – flux de données, alertes, bases de connaissances – seront distribués.

Retombées :

Le chiffre d'affaires de ByPath pourrait croître de 30% dès la première année de commercialisation. Par ailleurs, le projet mènera à la création d'au moins une quinzaine d'emplois supplémentaires sur ses trois premières années : pour Qwam, trois postes d'ingénieurs et de chercheurs, trois postes dédiés au business development, une personne responsable du marketing digital ; pour ByPath, deux ingénieurs bases de données, deux ingénieurs de développement Java orientés back-office, un data scientist et un chef de projet technique ; pour le LIP6, au moins 2 embauches, respectivement dans le cadre d'un doctorat et dans celui d'un post-doctorat.

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

FUI-AAP23 - BInD

Récapitulatif des partenaires du projet

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide		Demande de subvention	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide (%)	Montant (€)
Quam Content Intelligence	PME	13	75009	Paris	7	10	829 999,04 €	6,06	45%	373 499,57 €
ByPath	PME	19	92310	Sèvres	6	12	698 494,00 €	4,62	45%	314 322,30 €
Université Paris 9 Pierre et Marie Curie	laboratoire de recherche	515	75005	PARIS Cedex 5	503	510	252 378,00 €	4,2	100%	252 378,00 €
Totaux		547			516	532	1 780 871,04 €		52,79	940 199,87 €

Etat via le FUI : 252 378,00 €
CRIDF : 687 821,87 €

1.2.2.Projet CONVERGENCE TV

Pôle porteur : Images&Réseaux
Colabel : Cap Digital Paris Region
Thématiques : Média/audiovisuel - Standardisation
Montant projet : 3 442 845,10 €
Subvention demandée au CRIDF : 203 565,55 €
Durée du projet : 24 mois

Acteurs :

PME : TEAMCAST (75), ATEME (92), Motion Spell (75), BROADPEAK (35)
GE : TDF (92)
Laboratoires : Telecom ParisTech (75), INSA Rennes (35)

Objectifs et contenu :

Le projet CONVERGENCE TV a pour objectif de développer, expérimenter et commercialiser une solution de distribution des contenus télévisuels unifiant les diffusions de type broadcast (réseaux terrestres et satellitaires) et broadband (réseaux internet), tout en déclinant cette approche dans le contexte de la nouvelle norme américaine ATSC 3.0.

Le consortium comprend cinq industriels, deux académiques et est soutenu par plusieurs partenaires valideurs (éditeurs de programmes et opérateur de diffusion satellite). Il constitue un écosystème complet, au meilleur niveau mondial dans sa spécialité et déjà fortement exportateur.

Le projet vise ainsi deux marchés applicatifs :

• Un marché « export ATSC » utilisant les normes américaines ATSC 3.0 : Corée et Amérique du Nord, avec des débouchés dès le début de 2018.

• Un marché « export Europe et reste du monde » utilisant les futures normes broadcast de convergence DVB (France, Europe, Asie, Afrique) avec des débouchés moyen terme (2020 ou 2021).

Retombées :

L'impact en chiffre d'affaires annuel à moyen terme (2020-2022) est estimé entre 20 M€ et 40 M€ pour les partenaires industriels du consortium.

L'impact en emplois à moyen terme (2020-2022) est estimé entre 15 ETP et 20 ETP, en plus de la pérennisation de nombreux emplois liés à la valorisation de la diffusion broadcast hertzienne.

Les efforts de R&D mesurés en homme/mois se partagent entre Région Bretagne (61%) et Région Ile-de-France (39%). Les retombées en emplois à moyen terme se partagent sensiblement dans la proportion inverse.

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

FUI-AAP23 - Convergence TV.

Récapitulatif des partenaires du projet

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide		Coût complet		Demande de subvention	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide (%)	Montant (€)
TEAMCAST	PME	42	35769	SAINT-GREGOIRE CED	15	17	778 215,50 €	4,77	0,00 €	0	45	350 000,00 €
ATEME	PME	165	78140	VELIZY VILLACOUBLA	63	66	947 463,47 €	6,05	0,00 €	0	45	426 359,00 €
Motion Spell	PME	2	75015	PARIS	2	3	315 758,58 €	1,96	0,00 €	0	45	142 091,00 €
TELECOM ParisTech	laboratoire d'école	554	75634	Paris Cedex 13	240	240	203 565,55 €	2,6	254 091,00 €	3	100	203 565,55 €
INSA Rennes	laboratoire de reche	300	35043	RENNES	150	151	219 282,78 €	3,04	275 080,00 €	3	100	219 283,00 €
BROADPEAK	PME	54	35700	RENNES	26	32	502 672,80 €	4,3	0,00 €	0	45	226 203,00 €
TDF	grande entreprise	1500	92541	MONTROUGE Cedex	130	130	475 886,42 €	3,1	0,00 €	0	30	142 766,00 €
Totaux		2617			626	639	3 442 845,10 €		529 171,00 €		49,68	1 710 267,55 €

Etat via le FUI : 203 565,55 €
CRIDF : 203 565, 55 €
Région Bretagne : 500 000,00 €

1.2.3.Projet DATA&MUSEE

Pôle porteur : Cap Digital Paris Region
Colabel : Imaginove
Thématiques : Big data dans le domaine du tourisme/patrimoine
Montant projet : 3 416 574,18 €
Subvention demandée au CRIDF : 895 636,12 €
Durée du projet : 24 mois

Acteurs :

PME : ORPHEO France (75), Réciproque (75), Tech4TEAM (75), Guestviews (75), Kemix (75), My Orpheo (38)
Etablissements publics: Centre des Monuments Nationaux (75), PARIS MUSEES (75)
Laboratoires : Institut Mines Telecom (75), Fondation Maison des Sciences de l'Homme (75)

Objectifs et contenu :

L'objectif du projet Data&Musée est de contribuer à mesurer la performance des institutions culturelles, des investissements effectués, en ajoutant une dimension de prédiction (grâce à l'ajout de nouvelles sources de données). Le projet doit également permettre d'améliorer et d'enrichir l'offre de services des musées avec des propositions de recommandation de contenus reposant sur les « silhouettes » des visiteurs. Enfin, le projet promet d'offrir une réponse à une situation de forte contrainte budgétaire (Etat et collectivités locales) en optimisant des leviers connus ou en en activant de nouveaux.

Le projet DATA&MUSEE permettra de donc de construire la première vue à 360° de l'activité des institutions culturelles avec:

- La création d'une plateforme ouverte de récupération des données ;
- Le développement des indicateurs de performance des musées ;
- La construction des outils de personnalisation de l'expérience visiteur.

Retombées :

Les retombées économiques liées à ce projet sont de deux types :
- pour les partenaires, elles sont liées aux développements de nouveaux services (OTT)
- pour les musées et les sites, par la mise à disposition d'un outil permettant d'augmenter attractivité des sites et donc d'augmenter les revenus générés par les billetteries.

En ce qui concerne les partenaires, on peut estimer un chiffre d'affaires de 500 K€ la première année, et de 1M€ la deuxième année. Cela correspond en termes d'emplois à la pérennisation de 5 à 6 emplois.

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

FUI-AAP23 - Data & Musée

Récapitulatif des partenaires du projet

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide		Coût complet		Demande de subvention	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide (%)	Montant (€)
ORPHEO France	PME	19	75011	PARIS 11	4	6	671 945,60 €	4,88	0,00 €	0	45	302 375,52 €
INSTITUT MINES TELEC...	laboratoire d'école	0	75014	PARIS	2700	2702	411 886,25 €	4,19	637 241,00 €	1	100	411 886,25 €
CENTRE DES MONUMENTS...	établissement public	0	75186	PARIS	0	1	216 668,93 €	1,48	0,00 €	0	30	65 001,00 €
réciproque	PME	6	75011	PARIS	1	2	403 054,11 €	1,94	0,00 €	0	45	181 374,35 €
TECH4TEAM	PME	0	75005	paris	2	4	751 752,00 €	6,4	0,00 €	0	45	338 288,00 €
GUESTVIEWS	PME	4	75002	Paris	1	1	119 282,40 €	1,03	0,00 €	0	45	53 677,00 €
PARIS MUSEES	établissement public	0	75010	PARIS	0	1	186 500,32 €	1,48	0,00 €	0	45	83 925,00 €
Kernix	PME	0	75014	Paris	10	11	293 664,00 €	2,02	0,00 €	0	45	132 149,00 €
MY ORPHEO	PME	3	38170	SEYSSINETPARISET	1	3	224 529,99 €	1,74	0,00 €	0	30	67 359,00 €
Fondation Maison des...	laboratoire de recherc	0	75006	Paris	0	0	137 290,58 €	1,87	0,00 €	0	100	137 291,00 €
Totaux		32			2719	2731	3 416 574,18 €		637 241,00 €		51,9	1 773 326,12 €

Etat via le FUI : 877 690 €
CRIDF : 895 636,12 €

1.2.4.Projet EFIGI

Pôle porteur : Cap Digital Paris Region
Colabel : SCS
Thématiques : Média/audiovisuel - Standardisation
Montant projet : 5 038 701,69 €
Subvention demandée au CRIDF : 487 316,70 €
Durée du projet : 36 mois

Acteurs :

PME : VITEC Multimédia (92), ATEME (78), SAS Videolabs (75), Ektacom (91)
GE : Thales Communication (92)
Associations : Association Plateforme Telecom (06)
Laboratoires : INSA Rennes (35), Université de Bretagne (56)

Objectifs et contenu :

Le projet EFIGI s'inscrit dans le marché de la diffusion de contenu vidéo qui est actuellement en pleine mutation : la diffusion et l'utilisation de contenus vidéos se sont déplacés des réseaux dédiés Broadcast (TNT, Satellite) vers des réseaux généralistes de type Broadband (IP, 3GPP, PMR), et la richesse et la diversité des contenus ont aussi évolué (UHD/HDR/HFR/360°). De plus les utilisateurs finaux recourent de plus en plus aux plateformes mobiles (tablette, téléphone, …) pour regarder des flux vidéos et l'autonomie des systèmes embarquées est par conséquent aujourd'hui sous pression.

Ainsi les comités de standardisation ISO/IEC MPEG et ITU-T VCEG vont démarrer une nouvelle activité de normalisation (Future Video Coding) afin de répondre à ces nouvelles exigences, et définir un nouveau standard de compression en 2020 de manière à être synchronisé avec la nouvelle norme de téléphonie mobile, la future 5G. En suivant ce même

calendrier, l'objectif principal des fournisseurs de services vidéo et de terminaux est de proposer un ensemble de produits compatibles avec ce nouveau standard (Time to market).

Retombées :

EFIGI permettra aux partenaires de suivre de près les activités en normalisation, et de contribuer à l'évolution du standard dans un sens qui serait le plus avantageux aux besoins des fournisseurs de services et des industries françaises spécialisées en compression vidéo. En plus d'affirmer la présence française dans un comité de standardisation international, ce projet favoriserait un dépôt de brevets conséquent et une dissémination importante à travers plusieurs publications (conférences, journaux nationaux / internationaux).

Ce projet permettra donc de réduire le temps entre normalisation et intégration dans les systèmes professionnels de façon à augmenter les parts de marché des partenaires du projet face à la concurrence internationale à l'horizon 2020. Ce projet nécessaire pour les PME françaises du marché de la compression vidéo, permettra de faire face aux grosses entreprises concurrentes étrangères.

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

FUI-AAP23 - EFIGI

Récapitulatif des partenaires du projet

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide		Coût complet		Demande de subvention	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide (%)	Montant (€)
THALES Communication...	grande entreprise	7000	92230	Gennevilliers	1980	1980	1 202 091,60 €	7,75	0,00 €	0	25	300 523,00 €
VITEC Multimédia	PME	0	92324	Chatillon	0	0	1 098 168,05 €	7,19	0,00 €	0	45	494 176,00 €
ATEME	PME	0	78140	VELIZY VILLACOUBLA	68	90	1 082 926,00 €	6,74	0,00 €	0	45	487 316,70 €
SAS Videolabs	PME	17	75020	paris	13	13	391 397,99 €	3,49	0,00 €	0	45	176 129,00 €
Association Platefor...	association	6	6560	Valbonne	2	3	249 757,85 €	1,54	0,00 €	0	45	112 391,00 €
Ektacom	PME	6	91940	Les Ulis	6	8	558 250,00 €	3,6	0,00 €	0	45	251 213,00 €
INSA Rennes	laboratoire de reche	0	35708	RENNES	380	380	229 399,13 €	3,35	576 619,00 €	5,3	100	229 399,00 €
UNIVERSITE DE BRETAG...	laboratoire de reche	0	56100	Lorient	400	400	226 711,07 €	3,66	840 160,00 €	7,2	100	226 711,00 €
Totaux		7029			2849	2874	5 038 701,69 €		1 416 779,00 €		45,21	2 277 858,70 €

Etat via le FUI : 1 790 542 €
CRIDF : 487 316,70 €

1.2.5.Projet MINDMATH

Pôle porteur : Cap Digital Paris Region
Colabel : Imaginove
Thématiques : E-éducation – Formation numérique
Montant projet : 2 676 243,52 €
Subvention demandée au CRIDF : 540 430,08 €
Durée du projet : 36 mois

Acteurs :

PME : TRALALERE (75), Cabrilog (38), Breakfirst (69), Domoscio (75)
ETI: Bayard Presse (92)
Laboratoires : Université Paris Diderot - Paris 7 (75), Université Pierre et Marie Curie (75)

Objectifs et contenu :

MindMath est un projet de plateforme gamifiée et adaptative pour l'apprentissage des mathématiques au collège, appuyé sur des travaux de recherche à la pointe de la didactique des mathématiques et des learning analytics.

S'appuyant sur un consortium expert en systèmes adaptatifs, en didactique des mathématiques, et en gamification pédagogique, MindMath a pour ambition de fusionner ces trois domaines d'expertise pour créer un système unique. Ce système d'aide à l'apprentissage des mathématiques au collège sera aussi bien capable d'intéresser et de fournir une remédiation fine à des enfants en décrochage scolaire, que de captiver et de faire progresser des élèves déjà intéressés et performants en mathématiques.

Grâce à une analyse fine des parcours d'apprentissage individuels, MindMath sera en mesure d'utiliser son moteur adaptatif pour apporter les bonnes réponses didactiques aux besoins de chaque élève, et pour rendre chaque étape de leur progression motivante et captivante.

La gamification poussée du système s'intégrera aux pratiques de classes en permettant aux professeurs de fixer des objectifs d'apprentissage individuel et de groupe, qui seront traduits en missions ludiques individuelles ou collaboratives, de manière à favoriser la discussion et les échanges au sein de groupe d'élèves de niveaux hétérogènes lors de l'apprentissage d'une nouvelle notion.

Retombées :

Les retombées économiques attendues pour MindMath sont importantes pour les sociétés partenaires, et en particulier les PME. 10 embauches immédiates sont prévues pour mener à bien ce projet, et 21 embauches supplémentaires sont prévues en phase de commercialisation. Le chiffre d'affaires global à l'horizon 2024 est estimé à 4,68 M€.
En termes scientifiques, le LIP6 et le LDAR prévoient de procéder à une analyse fine des données d'utilisation pour valoriser et disséminer les résultats du travail sur MindMath à travers des publications et des participations à des événements liés à l'e-éducation.

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

FUI-AAP23 - MindMath

Récapitulatif des partenaires du projet

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide		Coût complet		Demande de subvention	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide (%)	Montant (€)
TRALALERE	PME	0	75003	Paris	14	16	633 325,06 €	7,07	0,00 €	0	45	284 996,28 €
Cabrilog	PME	0	38600	Fontaine	0	0	655 653,60 €	7,07	0,00 €	0	45	295 044,12 €
Breakfirst	PME	5	69007	LYON	0	0	399 841,32 €	4,07	0,00 €	0	45	179 928,59 €
Domoscio	PME	0	75014	Paris	0	0	367 662,40 €	3,52	0,00 €	0	45	165 448,08 €
BAYARD PRESSE	PME	0	92120	MONTROUGE	0	0	299 952,40 €	0,32	0,00 €	0	30	89 985,72 €
UNIVERSITE PARIS DID...	établissement publ	0	75025	PARIS CEDEX 13	0	0	152 732,74 €	1,87	0,00 €	0	100	152 732,74 €
Université Paris 6 P...	laboratoire de reché	0	75005	paris cedex 5	0	0	167 076,00 €	2,33	0,00 €	0	100	167 076,00 €
Totaux		5			14	16	2 676 243,52 €		0,00 €		49,89	1 335 211,53 €

Etat via le FUI : 794 781 €
CRIDF : 540 430,08 €

1.2.6.Projet PARFAIT

Pôle porteur : TES
Colabel : Cap Digital Paris Region
Thématiques : Smart Home / IoT/sécurité
Montant projet : 4 628 050,37 €
Subvention demandée au CRIDF : 321 038,15 €
Durée du projet : 36 mois

Acteurs :

PME : Deveryware (75), Pertimm Développement (92)
ETI : Softeam (75)
GE : NXP Semiconductors (14)
Laboratoires : Université de Dijon (58), Université La Rochelle (17)

Objectifs et contenu :

L'objectif principal du projet PARFAIT est de développer une plateforme sécurisée pour protéger les données personnelles contenues dans les applications gérant des objets connectés.

Le projet ambitionne également de définir des méthodologies, des règles et des recommandations au sujet de l'interopérabilité et de la gestion du respect de la vie privée. Les règles et les méthodologies définies seront utilisées comme fondement pour développer

les bibliothèques, les outils et les SDKs qui formeront les fondations de la plateforme PARFAIT pour les écosystèmes visés.

Deux cas d'usage valideront la pertinence et la facilité d'utilisation de la plateforme proposée. Un autre objectif du projet est de réduire la complexité des démarches nécessaires pour intégrer et déployer des services dans les objets connectés.

Retombées :

PARFAIT va permettre d'accélérer fortement la mise en place d'applications et d'objets dans le domaine de l'IoT et que l'usage des objets connectés sera accéléré fortement par ce projet, en particulier en renforçant la sécurité et le respect de la vie privée dans le cas d'usage.
La France ayant un rôle de leader des objets connectés (inventions du NFC, cartes à puces…), le consortium tirera parti de son expérience pour conforter cette position en ouvrant de nouvelles perspectives et en intégrant les aspects sécurité, actuellement très sensibles pour le grand public.

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

FUI-AAP23 - PARFAIT

Récapitulatif des partenaires du projet

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide		Coût complet		Demande de subvention	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide (%)	Montant (€)
NXP Semiconductors F…	grande entreprise	0	14906	Caen	689	695	1 335 376,57 €	6,7	0,00 €	0	25	333 844,00 €
Deveryware	PME	0	75009	PARIS 9	20	22	332 809,16 €	1,83	0,00 €	0	45	149 764,00 €
PERTIMM DEVELOPPEMEN…	PME	13	92600	Asnières-sur-Seine	10	12	284 738,00 €	2,41	0,00 €	0	45	128 132,10 €
SOFTEAM	ETI	855	75016	Paris	41	41	643 020,15 €	3,57	0,00 €	0	30	192 906,05 €
UNIVERSITE DIJON BOU…	laboratoire de recht	0	58027	Nevers Cedex	55	57	263 164,91 €	4,98	488 544,00 €	3	100	263 165,00 €
UNIVERSITE LA ROCHEL…	laboratoire de recht	891	17042	La Rochelle	97	99	293 485,65 €	5,61	237 000,00 €	0	100	293 486,00 €
GEMALTO	grande entreprise	0	92190	MEUDON	0	0	1 475 455,93 €	7,81	0,00 €	0	0	0,00 €
Totaux		1759			912	926	4 628 050,37 €		725 544,00 €		29,41	1 361 297,15 €

Etat via FUI : 738 677,00 €
CRIDF : 321 038,15 €
Région Bourgogne Franche-Comté : 26 316,00 €
FEDER Bourgogne : 105 266,00 €
Région Normandie : 170 000,00 €

1.3. Annexe technique et financière relative au projet collaboratif de COSMETIC VALLEY

1.3.1. Projet EUGENE

Pôle leader : Cosmetic Valley
Thématiques : numérique – plate-forme pour la supervision des lignes de production
Montant du projet : 2 711 221,15 €
Subvention demandée au CRIDF : 727 861,34 €
Durée du projet : 36 mois

Acteurs :
PME : Digital Product Simulation (78) ; SAS PKB (27)
Grande entreprise :Puig France (28)
Laboratoire : Supmeca (93)

Objectifs et contenu :
Le projet EUGENE ambitionne de devenir un vecteur clé de l'usine du futur. Il vise à développer un système de supervision adaptive appelée « plateforme Eugénie » afin d'exploiter et reconfigurer les lignes de production manufacturière des secteurs cosmétique/parfumerie, agroalimentaire, pharmacie… Cette plateforme permettra d'augmenter la productivité des machines des lignes de manière intelligente et automatisée,

en maximisant leur disponibilité, grâce à un diagnostic en temps réel, permettant une planification optimale de la maintenance.

Retombées :
- Le marché visé par le projet EUGENE est l'industrie manufacturière (conditionnement/embouteillage) et en particulier les industriels des secteurs cosmétique/parfumerie, agroalimentaire … en France et à l'international. C'est pour cette catégorie d'industriels que la plateforme EUGENIE représente le plus fort potentiel d'amélioration de la productivité, par augmentation de la disponibilité de leurs lignes de production. En fin de projet, la plateforme logicielle EUGENIE (outils de supervision) sera commercialisée sur l'ensemble de ces marchés par DPS (USA, Japon) et la plateforme physique EUGENIE (machines de conditionnement) sera commercialisée par PKB sur les marchés cosmétique/parfumerie et sera promulguée par DPS sur les autres marchés.
- La commercialisation de la plate-forme assurera le maintien de l'emploi pour 26 personnes et induira la création de 13 nouveaux postes non délocalisables sur les sites des partenaires en Régions Centre, Ile-de-France (5 postes chez supmeca, 1 ingénieur de recherche chez DPS) et Normandie après 3 ans d'exploitation. Par ailleurs ce projet a été construit dans le cadre des domaines d'excellence territorial portant sur la « cosmécatronique » crée en 2014 par le pôle Cosmetic Valley en partenariat avec la Communauté d'agglomération d'Argenteuil Bezons.
- Au niveau macro-économique création de 2 nouvelles formations pour l'intégration des outils numériques dans la pratique et des équipements comme ceux développés dans le projet.
- Ces nouvelles formations, publications et brevets (5) valoriseront l'image d'excellence des régions Ile-de-France et Centre et de ses acteurs en matière d'innovation dans le secteur de l'Industrie du Futur.

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

FUI-AAP23 - EUI

Récapitulatif des partenaires du projet

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide		Coût complet		Demande de subvention	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide (%)	Montant (€)
PUIG France	grande entreprise	428	28000	CHARTRES	22	24	393 598,67 €	2,73	0,00 €	0	25	98 399,67 €
DIGITAL PRODUCT SIMU...	PME	106	78170	La Celle-Saint-Cloud	56	58	653 523,59 €	6,5	0,00 €	0	45	294 085,62 €
SAS PKB	PME	55	27930	ANGERVILLE LA CAMP	3	5	579 659,58 €	1,45	0,00 €	0	45	260 846,81 €
SUPMECA	laboratoire de reche	106	93407	Saint-Ouen	106	106	1 084 439,31 €	11,29	0,00 €	0	40	433 775,72 €
Totaux		695			187	193	2 711 221,15 €		0,00 €		40,1	1 087 107,82 €

Etat : 193 246,48 €
CRIDF : 727 861,34 €
Région Centre Val de Loire : 49 000 €
Région Normandie : 117 000 €

1.4. Annexes techniques et financières relatives au projet collaboratif du pôle MEDICEN PARIS REGION

1.4.1.RIHDO

Pôle leader : Medicen
Colabel: Systematic
Thématiques : Imagerie/ oncologie
Montant projet : 4,2M€

Subvention demandée au CRIDF : 1 037 992 €
Durée du projet : 36 mois

Acteurs :
PME : Ariana Pharma (75), Evolucare technologie (78)
Laboratoires : APHP
Grand groupe : Philips France

Objectifs et contenu :
L'objectif de RIHDO est de développer et commercialiser une suite d'outils logiciels d'exploration et d'aide à la décision clinique en oncologie.

La principale innovation du projet RIHDO consiste à s'appuyer sur la radiomique, (c'est-à-dire l'analyse des caractéristiques moléculaires des tumeurs grâce à des méthodes mathématiques de traitement de l'image**)**. Les caractéristiques « radiomiques » extraites des images vont augmenter l'ensemble des données de caractérisation des patients (cliniques, biologiques), ce qui permettra de développer des modèles prédictifs pronostiques, diagnostiques, etc..

Deux indications médicales spécifiques sont ciblées: les métastases hépatiques des cancers colorectaux et les cancers traités par immunothérapie (principalement le cancer du poumon).

Retombées :
Les retombées économiques attendues sont les suivantes:

- Le chiffre d'affaires estimé d'une offre commerciale en matière de radiomique est d'environ 6M€ en 2020 et croissant à 45 M€ en 2024
- Brevets sur les signatures RIHDO en copropriété avec l'ensemble des partenaires.
- Les créations d'emplois durant le projet s'élèveront à 8
- Les revenus secondaires pour chacun des partenaires seront les suivants:
    - Philips : augmentation des parts de marché de la console radiologique ISP Portal avec l'ajout d'un plug-in radiomique
    - Evolucare: réutilisation des connecteurs radiomiques RIHDO,
    - Ariana Pharma : offre KEM® (datamining) intégrant les données radiomiques pour répondre aux demandes des entreprises pharma (études)

Pour la Région:

- Impact médico-économique lié au meilleur usage des traitements anti-cancéreux de nouvelle génération tels que l'immunothérapie (non évalué précisément à ce stade)
- Valorisation de la recherche des établissements cliniques publics
- Création d'un outil de recherche modulable et réutilisable facilitant les recherches et publications dans le domaine de la médecine personnalisée

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide		Demande de subvention	
			Dépt.	Ville	En début	En fin	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide	Montant (€)
Philips France (	grande entreprise	904	92156	Suresnes Cedex	33	35	1 096 911,60 €	6,9	25	274 227,90 €
Evolucare techr	PME	200	78230	LE PECQ	27	41	1 603 240,00 €	15,64	45	721 458,00 €
Ariana Pharma	PME	11	75015	Paris	9	11	747 281,99 €	4,85	45	336 276,90 €
APHP	laboratoire de reche	90000	75184	Paris cedex 04	0	0	749 029,25 €	10	100	749 029,25 €
Totaux		91115			69	87	4 196 462,84 €		49,59	2 080 992,05 €

Etat via le FUI : 997 345 €
CRIDF : 1 037 992 €

1.5. Annexes techniques et financières relatives aux projets collaboratifs du pôle MOVEO

1.5.1. Projet Tornado

Pôle porteur : Mov'eo
Colabel : Mov'eo, ViaMéca, Aerospace Valley
Thématiques : Automobile / mobilité
Montant projet : 4 096 119,50 €
Subvention demandée au CRIDF : 506 603,91 €
Durée du projet : 36 mois

Acteurs :
PME: 4D-Virtualiz (69), Exoskills (69), EASYMILE (31), Neavia Technologies (94), Breakthrough Mobility (75)
GE: RENAULT SAS (78)
Laboratoires : INRIA (38), IFSTTAR (77), Université de Pau (64), Université Blaise Pascal (63), UTC (60)

Objectifs et contenu :
L'objectif est de spécifier les interactions véhicules-infrastructure à même de garantir la meilleure sécurité pour les véhicules autonomes sans chauffeurs. Les véhicules autonomes connectés sont en train de changer le monde de l'automobile, ce sont des opportunités pour démocratiser l'accessibilité aux transports, améliorer la sécurité, réduire la pollution... L'enjeu est de préparer le terrain à la conception de services autonomes en zone peu dense en définissant un cadre technique permettant d'opérer des véhicules autonomes connectés dans des zones peu denses/péri-urbaines.

Thématiques couvertes :
Infrastructure intelligente / Robotique mobile / Plateforme d'intégration système /AV monitoring and cloud support

Retombées :
Le projet s'intéresse aux besoins et aux solutions de circulation autonome liées aux territoires ruraux ce qui ne se fait pas actuellement. Ce projet souhaite faire de la région un living lab mobilité autonome (en complément d'autres projets) des territoires péri-urbains. Tornado permettra d'attirer les meilleurs laboratoires français sur le sujet pour y travailler sur le territoire francilien avec l'écosystème local.

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide		Coût complet		Demande de subvention	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide (%)	Montant (€)
RENAULT SAS	grande entreprise	0	78084	Guyancourt	0	0	1 245 325,77 €	4,7	0,00 €	0	25	311 331,44 €
4D-Virtualiz	PME	0	63000	CLERMONT-FERRAND	0	0	250 510,78 €	2,65	0,00 €	0	45	112 729,85 €
Exoskills	PME	3	69130	Ecully	0	0	234 121,20 €	1,84	0,00 €	0	45	105 354,54 €
INRIA - Centre de gr...	laboratoire de reche	0	38334	SAINT ISMIER CEDEX	0	0	174 482,88 €	2,26	437 508,00 €	0	100	174 482,88 €
IFSTTAR	laboratoire de reche	0	77447	Champs sur marne	0	0	371 125,17 €	2,95	0,00 €	0	40	148 450,07 €
Université de Pau et...	laboratoire de reche	0	64013	PAU	0	0	84 499,20 €	1,17	127 518,00 €	0	100	84 499,20 €
EASYMILE	PME	45	31400	Toulouse	0	0	873 864,67 €	4,05	0,00 €	0	45	393 239,10 €
Université Blaise Pa...	laboratoire de reche	0	63171	Aubiere cedex	0	0	164 673,14 €	3,27	277 979,00 €	0	100	164 673,14 €
Neavia Technologies ...	PME	0	94000	CRETEIL	0	0	305 455,57 €	1,87	0,00 €	0	30	91 636,67 €
UTC	laboratoire de reche	0	60203	COMPIEGNE CEDEX	0	0	161 760,00 €	1,83	538 322,00 €	0	100	161 760,00 €
Breakthrough Mobilit...	PME	0	75017	PARIS	0	0	230 301,12 €	1,62	0,00 €	0	45	103 635,50 €
Totaux		48			0	0	4 096 119,50 €		1 381 327,00 €		45,21	1 851 792,39 €

Etat via le FUI : 827 743,00 €
CRIDF : 506 603,91€
Région Occitanie : 240 000,00 €
Région Auvergne-Rhône-Alpes : 164 673,00 €
Communauté Urbaine Clermont Auvergne Métropole : 112 729,00 €

1.5.2.Projet THERMOFIP

Porteur : Axelera
Colabel : Axelera, IDforCAR, Mov'eo
Thématiques : pièces plastiques
Montant projet : 4 538 754,64 €
Subvention demandée au CRIDF : 166 838,40 €
Durée du projet : 48 mois

Acteurs :
PME: NOVITOM (38) ; AROBAS Technologies (69), Promold (75), ADI (44)
ETI : RENAULT SAS (69)
GE: RHODIA OPERATIONS (69), RENAULT SAS (78), SOGEFI (78)
Laboratoires : Armines (69) ; AMVALOR Metz (57), CNRS DR 13 (34)

Objectifs et contenu :

Les objectifs de THERMOFIP sont essentiellement : le développement d'une chaîne de calcul intégrative pour pièces renforcées de fibres en cours de vieillissement ; l'amélioration des règles d'utilisation des pièces de circuits de refroidissement et d'huile et également l'allègement et la réduction des émissions de CO_2.

Thématiques couvertes :

La modélisation multi échelles du comportement des matériaux renforcés de fibres courtes après vieillissement thermo-hygrométrique ; la caractérisation et modélisation de l'évolution microstructurale des polyamides soumis à un vieillissement.

Retombées :

La simulation des effets du vieillissement est un domaine où la simulation intégrative n'existe pas encore. Une simulation améliorée du vieillissement permettra de pouvoir réaliser des pièces complexes allégées sans perte de durabilité, avec des temps de développement maintenus ou améliorés. Un allègement de l'ordre de 20% sur les pièces concernées est envisageable. L'objectif économique principal du projet est de fournir à ses membres un accès amélioré au marché des pièces des circuits de refroidissement et d'huile, qui est en évolution rapide à cause des mutations dans l'architecture des moteurs. Par exemple, les composants actifs comprenant actionneurs et valves devraient voir leur marché tripler d'ici

2025, ce qui représente un enjeu extrêmement important et pour les fabricants de pièces et pour les fournisseurs de matières plastiques. Une technologie améliorée de simulation donnera aux acteurs qui la possèdent la possibilité d'améliorer leur part de marché et leur rentabilité en se positionnant sur les pièces les plus innovantes. Le marché visé est également celui de l'automobile

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide		Coût complet		Demande de subvention	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide (%)	Montant (€)
RHODIA OPERATIONS	grande entreprise	4302	69192	SAINT FONS	58	58	1 192 306,00 €	5	0,00 €	0	25	298 076,50 €
NOVITOM	PME	9	38000	Grenoble	5	6	391 770,00 €	2,38	0,00 €	0	45	176 296,50 €
AROBAS Technologies	PME	21	69130	ECULLY	3	3	452 628,00 €	2,09	0,00 €	0	45	203 682,60 €
ARMINES	association	548	6904	SOPHIA ANTIPOLIS Ce	548	548	598 988,84 €	5,54	0,00 €	0	40	239 595,54 €
PROMOLD	PME	5	75017	PARIS	2	2	370 752,00 €	1,33	0,00 €	0	45	166 838,40 €
AMVALOR Metz	laboratoire d'école	130	57000	METZ	130	130	245 202,00 €	2,35	0,00 €	0	100	245 202,00 €
SOGEFI	grande entreprise	2005	78280	GUYANCOURT CEDEX	100	100	405 745,00 €	2,79	0,00 €	0	25	101 436,25 €
CNRS DR 13	laboratoire de reche	52	34095	MONTPELLIER CEDEX	52	52	240 032,51 €	3	0,00 €	0	100	240 032,51 €
ADI	PME	15	44190	Clisson	0	0	117 528,00 €	0,59	0,00 €	0	45	52 887,60 €
MSC France	ETI	48	69198	SAINT FONS CEDEX	1	1	400 924,00 €	3,01	0,00 €	0	30	120 277,20 €
RENAULT SAS	grande entreprise	31060	78288	GUYANCOURT CEDEX	1300	1300	122 878,29 €	0,59	0,00 €	0	25	30 719,57 €
Totaux		38195			2199	2200	4 538 754,64 €		0,00 €		41,31	1 875 044,67 €

Etat via le FUI : 806 923,00 €
CRIDF : 166 838,40 €
Région Auvergne Rhône-Alpes : 455 380,00 €
Région Grand Est : 122 601,00 €
Région Pays de la Loire : 33 770,00 €
Communauté urbaine : 192 126,00 €

1.6. Annexes techniques et financières relatives aux projets collaboratifs du pôle FINANCE INNOVATION

1.6.1. Projet ASPRET

Pôle leader Finance innovation
Thématiques : Assurance emprunteur et méthodes de souscription. Plateforme digitale de souscription d'assurance. Etude big data sur des données massives de santé.
Montant projet : 2 732 610,80 €
Subvention demandée au CRIDF : 752 853,40 €
Durée du projet : 36 mois

Acteurs :
PME : BPSIs (75)
Grande entreprise : Sogecap (92)
Association : Université Claude Bernard (69)

Objectifs et contenu :
L'objectif du projet est d'améliorer les solutions d'assurance accessibles aux personnes malades (personnes à risque de santé aggravé) et ainsi de permettre à ces personnes de s'assurer, ce qui leur permettra d'emprunter pour leurs projets immobiliers et professionnels. Le marché visé est un segment du marché de l'assurance emprunteur : la clientèle des personnes ayant un risque aggravé de santé.

Retombées :

- Les retombées attendues consistent directement en la vente de 30 000 à 50 000 nouvelles couvertures d'assurance par an aux personnes malades qui ne trouvaient pas de solution d'assurance jusqu'à présent. Ces couvertures permettront la mise en place d'autant de crédits et la réalisation d'autant de transactions immobilières.

- Le projet permettra aussi la création de nouveaux emplois, dans l'assurance et ses circuits de distribution, dans le secteur du crédit et dans celui des acteurs de la transaction immobilière (agents, notaires, etc), ainsi que dans celui des travaux de rénovation souvent liés aux transactions. Un total de 2800 à 4800 emplois nouveaux est attendu au terme de 5 ans.

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

FUI-AAP23 - AS

Récapitulatif des partenaires du projet

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide		Coût complet		Demande de subvention	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide (%)	Montant (€)
BPSIs	PME	24	75017	Paris	1	4	981 502,00 €	3,74	0,00 €	0	45	441 675,90 €
Sogecap	grande entreprise	2263	92919	Paris La Défense cedex	1	2	1 244 710,00 €	4,19	0,00 €	0	25	311 177,50 €
Université Claude Be...	laboratoire de reche	4500	69366	Lyon	2	2	506 398,80 €	5,31	0,00 €	0	100	506 398,80 €
Totaux		6787			4	8	2 732 610,80 €		0,00 €		46,08	1 259 252,20 €

Etat via FUI : 506 398,80 €
CRIDF : 752 853,40 €

1.6.2.Projet Biker angel

Pôle leader : Finance innovation
Pôles secondaires : Aérospace Valley
Thématiques : Sécurité routière des 2 roues motorisés;
Montant projet : 2 055 852,81 €
Subvention demandée au CRIDF : 401 944,79 €
Durée du projet : 24 mois

Acteurs :
PME : Nexyad (92) ; Point Core (94)
Grande entreprise : Here (92)
Laboratoire : Ifsttar (77)
Association : Association de prévention routière (75)

Objectifs et contenu :

La mortalité des 2 roues motorisées est 27 fois supérieure à celle des automobilistes. Beaucoup d'assureurs n'en veulent pas. Or, la congestion des centres-villes fait augmenter le nombre de deux-roues motorisées. Les GAFAs (Google, Apple, Facebook, Amazon) frappent à la porte du marché des assurances, et les nouveaux outils du digital pour l'évaluation du risque constituent une piste de résistance en permettant de créer de nouvelles offres et d'augmenter les marges. Il existe une solution pour la voiture (Safety Nex) qui estime en temps réel le risque de conduite. SafetyNex ne fonctionne pas sur moto.

Retombées :

Commercialisation : Le produit est commercialisé auprès des assureurs (qui prépaient pour leurs assurés motard), à partir des stores d'App (pour la partie smartphone), et sur un store type AMAZON (liés informatiquement dans le process de vente) pour la partie hardware. Le motard s'engage à utiliser le produit, moyennant quoi l'assureur accepte de l'assurer. Une Joint Venture commerciale (ou autre type de structure : en étude) sera montée entre NEXYAD et POINT CORE pour formaliser les flux financiers et disposer d'un staff ad-hoc (au

minimum 30 emplois) Prévisions de ventes et tarifs (Europe) : 30 Millions d'euros pour 1 million de motards (sur les 33 Millions) Création d'emploi durant le projet : 6,75 Création d'emploi après le projet : 30 le nombre d'emplois créés à deux ans par le consortium.

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements

FUI-AAP23 - BIKEF

Récapitulatif des partenaires du projet

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide		Coût complet		Demande de subvention	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide (%)	Montant (€)
NEXYAD	PME	0	92600	ASNIERES SUR SEINE	8	11	677 220,00 €	3,72	0,00 €	0	45	304 749,00 €
IFSTTAR	laboratoire de reche	0	77420	CHAMPS SUR MARNE	2	2	242 989,48 €	1,92	0,00 €	0	40	97 195,79 €
HERE	grande entreprise	0	92040	Paris La Défense CEDE	0	0	504 000,00 €	2,91	0,00 €	0	30	151 200,00 €
Association Préventi...	association	0	75001	Paris	2	2	127 260,00 €	0,96	0,00 €	0	40	50 904,00 €
POINT CORE	PME	0	94120	Fontenay sous Bois	4	5	504 383,33 €	3,18	0,00 €	0	45	226 972,50 €
Totaux		0			16	20	2 055 852,81 €		0,00 €		40,42	831 021,29 €

Etat via FUI : 429 076,50 €
CRIDF : 401 944,79 €

1.7. Annexes techniques et financières relatives aux projets collaboratifs du pôle SYSTEMATIC PARIS REGION

1.7.1.Projet Dista

Pôle leader : Systematic
Thématiques : Outils de Conception et Développement de Systèmes / Telecom
Montant projet : 2,9M€
Subvention demandée au CRIDF : 702 999 €
Durée du projet : 36 mois

Acteurs :
PME : ALL4TEC (91), IS2T (44)
Laboratoires : CentraleSupélec (92),
EPIC : CEA (91),
Grandes Entreprises: Thales Research (91), Airbus DS SLC SAS (78)

Objectifs et contenu :

Le but de ce projet est de réaliser un outil de test pour des systèmes distribués géographiquement. En effet, il est possible de tester séparément chaque sous-système (un smartphone, un PC, un réseau télécom) de systèmes distribués, il est en revanche très compliqué de tester le tout ensemble. Les objectifs de ce projet sont donc de:

- Permettre de tester plus rapidement et avec une meilleure couverture des systèmes distribués répartis géographiquement

- Fournir un environnement de test pré intégré avec une chaine de validation outillée qui inclut la génération, le calcul d'oracle, l'orchestrateur de test, et les connecteurs avec les bancs de test.

Retombées :

Pour Airbus et Thalès , les résultats du projet doivent contribuer à l'efficacité des équipes de test et à la compétitivité des systèmes distribués, en augmentant les taux de couverture et la qualité des systèmes fournis. CA potentiel : plusieurs dizaines de millions d'euros par an.

Pour ALL4TEC le projet représente une augmentation du chiffres d'affaires actuel d'au moins 3M€€ dans les 3 ans après le projet (ventes d'outils et de prestations) et une quinzaine d'emplois d'ingénieurs en prestations de conseil/étude/formation dans les 3 ans à suivre après le projet.

Pour MicroEJ, la réalisation du projet se traduira par un chiffre d'affaires supplémentaire de 1M€ la première année après le projet, et une croissance >25% sur les deux années suivantes.

Pour le CEA, le projet permettra d'utiliser et d'adapter les technologies de modélisation, de gestion et de génération des tests pour un nouveau marché à forte progression.

Pour CentraleSupélec le projet permettra d'élaborer un cadre de test distribué faisant le lien entre les algorithmes de génération, les verdicts et les hypothèses de modélisation.

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

FUI-AAP23 - DisTA

Récapitulatif des partenaires du projet

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide		Coût complet		Demande de subvention	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide (%)	Montant (€)
ALL4TEC	PME	33	91300	MASSY	3	4	711 883,00 €	5,58	0,00 €	0	45	320 347,35 €
CEA	EPIC type entrepris	0	91191	Gif Sur Yvette	1	1	627 347,50 €	3,27	0,00 €	0	40	250 939,00 €
Thales Research & Te...	grande entreprise	831	91767	PALAISEAU CEDEX	1	1	525 142,00 €	2,77	0,00 €	0	25	131 285,50 €
CentraleSupélec	laboratoire d'école	0	92290	Chatenay-Malabry	0	0	180 337,72 €	2,8	0,00 €	0	100	180 337,72 €
Airbus DS SLC SAS	grande entreprise	0	78990	ELANCOURT	1	1	463 249,78 €	2,34	0,00 €	0	25	115 812,44 €
IS2T	PME	0	44373	NANTES	2	2	456 422,00 €	4,51	0,00 €	0	45	205 389,90 €
Totaux		864			8	9	2 964 382,00 €		0,00 €		40,62	1 204 111,91 €

Etat via le FUI : 355 765 €
CRIDF : 702 999 €
Région Pays de la Loire : 128 741 €

1.7.2.MASS- START

Pôle leader : Solutions Communicantes Sécurisées
Colabel : Systematic
Thématiques : Télécoms
Montant projet : 4,2M€
Subvention demandée au CRIDF : 293 998,30 €
Durée du projet : 36 mois

Acteurs :
PME : SDRF (64), SYRTEM (95)
Laboratoires : CNRS DR20 (65)
Grand Groupe : TCT MOBILE Europe (64), ORANGE (69),
GIE : EURECOM (69)

Objectifs et contenu :
Le projet vise à permettre la gestion de réseaux mobiles 5G ‘’MIMO Massif’ en logiciel libre (La technologie 5G MIMO Massif permet d'exploiter un grand nombre d'antennes relais existantes ou déployées spécifiquement dans le but d'améliorer les performances en capacités, en particulier pour les normes futures). Ceci permettra de:

- Valider l'utilisation de 5G MIMO Massif dans certaines bandes de fréquences
- Soutenir un écosystème 5G de Laboratoires, PME et grands groupes dans le timing de la Phase 1 du déploiement de la 5G
- Maintenir un leadership Français en open source 4G vers la 5G

Retombées :

Pour Syrtem, le projet permettra le développement d'une offre de services et de tests de la 5G incluant le segment ferroviaire, estimé à 2M€ sur 5 ans.

Pour TCT Mobile, Mass Start permettra de gagner des parts de marché en s'y positionnant plus rapidement.

Pour Orange, le projet représente une opportunité de déploiement et services dans les bandes 5.9-8.5 GHz à horizon 2020.

Enfin, pour Eurecom, il donnera une opportunité de contrats de recherche et vente de carte RF 5G, estimé à 500k€

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

FUI-AAP23 - MASS START

Récapitulatif des partenaires du projet

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide		Coût complet		Demande de subvention	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide (%)	Montant (€)
TCT MOBILE Europe SA...	grande entreprise	120	6410	BIOT	7	20	1 184 822,83 €	4,75	0,00 €	0	25	296 205,71 €
EURECOM	GIE	108	6904	SOPHIA ANTIPOLIS CE	0	0	718 515,52 €	4,98	0,00 €	0	40	287 406,21 €
ORANGE	grande entreprise	156191	6921	SOPHIA ANTIPOLIS CE	2828	2828	617 292,03 €	3,06	0,00 €	0	25	154 323,01 €
CNRS DR20	laboratoire de reche	0	6560	VALBONNE	0	0	404 200,45 €	3,74	623 186,00 €	6,4	100	404 200,45 €
SDRF	PME	10	6410	BIOT	10	11	540 893,73 €	2,53	0,00 €	0	45	243 402,18 €
SYRTEM	PME	4	95130	FRACONVILLE	4	6	790 565,77 €	4,2	0,00 €	0	22,5	177 877,30 €
Totaux		156433			2849	2865	4 256 290,33 €		623 186,00 €		36,73	1 563 414,86 €

Etat via le FUI : 919 371€
CRIDF : 293 998,30 €
Région PACA : 527 800 €

1.7.3.SCORPION

Pôle leader : Systematic
Colabel : Minalogic
Thématiques : Telecoms
Montant projet : 2M€
Subvention demandée au CRIDF : 338 526,64 €
Durée du projet : 24 mois

Acteurs :
PME : VOSYS (38), Vertical M2M (75),
Laboratoires : UNIVERSITE LA ROCHELLE (17), Université de Marne-la-Vallée (77)
Grand Groupe : Alcatel-Lucent Bell/ NOKIA (91)

Objectifs et contenu :

Le but du projet est de développer une technologie qui permette de "découper" de manière dynamique le futur réseau de téléphonie mobile 5G en plusieurs réseaux virtuels capables de s'adapter au besoin réel des objets connectés, notamment en prédisant les ressources qui leur seront nécessaires en fonction du type de service.

Retombées :
Il est stratégique pour la France de se positionner sur chaque pan technologique de la téléphonie mobile 5G et de les maitriser dans la mesure où le marché des Télécoms des prochaines années sera fortement mondialement impacté par la 5G.

NOKIA :

- 1500 personnes travaillent dans les produits Wireless en France.
  L'activité accès mobile est pour Nokia un enjeu majeur car celle-ci compte pour plus de la moitié des revenus du groupe. L'objectif pour NOKIA sur la technologie CRAN à un horizon de 5 ans est une part de marché de 25% et un CA d'environ 1,2 Mds d'euros.

VERTICAL M2M :

- L'accès à des marchés de la 5G peut représenter un revenu supplémentaire de l'ordre de 500 k€/an à l'issue du projet. 2 à 3 emplois supplémentaires créés. Evolution de la plateforme vers la 5 G. CA +15 à 25%

VIRTUAL OPEN SYSTEMS :

- Les retombés économiques du Projet pour les composants logiciels de Virtual Open Systems sont estimés à 1 M€ en 2020 pour attendre 8M€ en 2023.

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

FUI-AAP23 - SCORPION

Récapitulatif des partenaires du projet

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide		Coût complet		Demande de subvention	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide (%)	Montant (€)
Alcatel-Lucent Bell ...	grande entreprise	150	91620	NOZAY	150	200	909 470,08 €	5,57	0,00 €	0	25	227 367,52 €
VOSYS	PME	18	38000	Grenoble	20	22	98 043,54 €	1,11	0,00 €	0	45	44 119,59 €
Vertical M2M	PME	5	75009	Paris	5	10	752 281,43 €	5,71	0,00 €	0	45	338 526,64 €
UNIVERSITE LA ROCHEL...	laboratoire de reche	891	17042	La Rochelle	891	891	147 962,50 €	2,8	0,00 €	0	100	147 962,50 €
Université de Marne ...	laboratoire de reche	997	77454	MARNE LA VALLEE CE	997	997	153 526,40 €	2,8	0,00 €	0	100	153 526,40 €
Totaux		2061			2063	2120	2 061 283,95 €		0,00 €		44,22	911 502,65 €

Etat via le FUI : 563 580 €
CRIDF : 338 526,64 €

1.7.4.SECURIOT2

Pôle leader : Minalogic
Colabel : Derbi, Systematic, SCS
Thématiques : Confiance Numérique et Sécurité
Montant projet : 5,4M€
Subvention demandée au CRIDF : 149 767 €
Durée du projet : 36 mois

Acteurs :
PME : TIEMPO (38), ALPWISE (38), SENSING LABS (34), TRUSTED OBJECTS (13),
Laboratoires : UNIVERSITE GRENOBLE (38), INRIA - Centre de Grenoble (38)
Grand Groupe : Archos (91)

Objectifs et contenu :
Malgré leur nombre relativement faible, et un certain niveau de protection, les PCs, permettent déjà des attaques informatiques importantes. L'arrivée des objets connectés,

extrêmement nombreux et non sécurisés, représente un immense danger pour l'ensemble des installations connectées. (Exemple, 1 million de caméras connectées infectées ont lancées en septembre 2016 des attaques simultanées sur le site de l'hébergeur francais OVH, constituant la plus grosse attaque informatique jamais mesurée). Il faut donc protéger les objets connectés pour leur propre fonctionnement, mais aussi pour la sécurité de toutes les infrastructures numériques.
Le projet SECURIOT traite de la sécurisation des objets connectés et équipements pour l'Internet des Objets. Son objectif est de développer un microcontrôleur sécurisé (« Secure Microcontroller – SMCU ») pour apporter aux prochaines générations d'équipements pour l'IoT et d'objets connectés, un niveau de sécurité élevé, inspiré de celui actuellement déployé dans les circuits pour les transactions bancaires.

Retombées :
Le marché ciblé est celui de l'Internet des objets et les marchés M2M (machine to machine), qui regroupent des applications aussi diverses que les voitures connectées, les équipements connectés de la maison, des villes ou des équipements portatifs pour la santé, le suivi des biens lors du transport.

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

Enseigne commerciale	Statut	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide		Coût complet		Demande de subvention	
		Dépt.	Ville	En début	En fin de	Montant (€)	Effort (h/an)	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide	Montant (€)
TIEMPO	PME	38330	Montbonnot St-Martin	19	26	2 344 440,00 €	13,95	0,00 €	0	45	1 054 998,00 €
ALPWISE	PME	38000	Grenoble	5	7	666 274,12 €	6,08	0,00 €	0	45	299 823,35 €
Archos	grande entrepr	91430	IGNY	20	22	499 226,11 €	3,74	0,00 €	0	30	149 767,83 €
SENSING LABS SAS	PME	34960	Montpellier Cedex 2	4	8	700 564,00 €	4,56	0,00 €	0	45	315 253,80 €
UNIVERSITE GRENOBLE	établissement p	38058	Grenoble Cédex 9	8	8	368 212,04 €	5,61	709 000,00 €	9,4	100	368 212,04 €
TRUSTED OBJECTS SAS	PME	13790	ROUSSET	6	12	652 008,06 €	5,04	0,00 €	0	45	293 403,63 €
INRIA - Centre de gr...	laboratoire de r	38334	SAINT ISMIER CEDEX	3	3	178 895,42 €	2,8	407 000,00 €	3,6	100	178 895,42 €
Totaux				65	86	5 409 619,75 €		1 116 000,00 €		49,18	2 660 354,07 €

Etat via le FUI : 1 355 589 €
CRIDF : 149 767 €
Région Auvergne-Rhone- Alpes (Feder) : 1 054 998 €
Région Auvergne-Rhone- Alpes : 100 000 €

1.8. Annexes techniques et financières relatives aux projets collaboratifs du pôle ASTECH PARIS REGION

1.8.1.Projet LEAVELE

Pôle porteur : ASTech Paris Region
Thématiques : Lutte contre les brouilleurs et leurres anti-navigation d'aéronefs civils légers
Montant projet : 3 720 552,02 €
Subvention demandée au CRIDF : 653 437,57 €
Durée du projet : 30 mois

Acteurs :
PME : AA MCS (91) Mont Blanc Hélicoptères (74), Squadrone System (38)
ETI : Spectracom SAS (91)
Grandes entreprises : Thales Communications & Defense (92)
Laboratoires : Telecom Sud Paris (91), CNAM (75), CNRS Bretagne (35)

Objectifs et contenu :

De nombreux systèmes (aéronefs, véhicules terrestres, navires..) utilisent les signaux GNSS (signaux utilisés pour la localisation, type GPS) pour se relocaliser précisément. Un certain nombre d'équipements vendus sur internet peuvent brouiller les signaux GNSS. L'objectif de ce projet est de développer des moyens techniques permettant de détecter, caractériser et localiser des brouilleurs ou leurres GNSS. Concrètement, il s'agit de développer une antenne permettant de s'affranchir de toute interférence perturbatrice –volontaire ou non- du positionnement de l'aéronef, par satellite. Ce système permettra donc de renforcer la sécurité des vols, notamment des avions légers, hélicoptères et drones. L'antenne sera compacte et légère, et réalisée à l'aide de techniques d'impression 3D.

Retombées :

A partir des prévisions industrielles 2020 du marché des drones et aérostats (estimé à 40M€ avec 61 constructeurs de drones)

Le consortium (5 partenaires en Ile de France) estime à horizon 5 ans un chiffre d'affaires de 5,4 M€ pour 415 équipements. Ce système pourra également être vendu dans les autres parties du monde, ce qui permettra d'augmenter d'autant le chiffre d'affaires.

Pendant le projet est prévue la création de 20 emplois et 7 à horizon 5 ans après la fin du projet.

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

FUI-AAP23 - LEA

Récapitulatif des partenaires du projet

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide		Coût complet		Demande de subvention	
			Dépt.	Ville	En début	En fin	Montant (€)	Effort (h/an)	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide (%)	Montant (€)
THALES Communication...	grande entreprise	0	92230	Gennevilliers	0	0	1 509 693,60 €	9,3	0,00 €	0	25	377 423,40 €
CNAM	laboratoire d'école	0	75141	Paris Cedex 03	0	0	679 687,29 €	6,31	0,00 €	0	40	271 874,92 €
TELECOM SUD PARIS	laboratoire d'école	0	91011	EVRY	0	0	125 019,58 €	1,74	0,00 €	0	40	50 007,83 €
Mont blanc Helicoptè...	PME	0	74100	ANNEMASSE	0	0	323 340,00 €	0,41	0,00 €	0	45	145 503,00 €
CNRS DR 17 - BRETAGN...	laboratoire de reche	31994	35708	Rennes	0	0	224 408,80 €	1,41	0,00 €	0	100	224 408,80 €
AA MCS	PME	44	91898	Orsay	0	0	258 647,40 €	1,6	0,00 €	0	45	116 391,33 €
SPECTRACOM SAS	ETI	24	91974	Les Ulis	0	0	365 383,35 €	0,99	0,00 €	0	30	109 615,01 €
Squadrone System	PME	0	38000	Grenoble	0	0	234 372,00 €	2,67	0,00 €	0	45	105 467,40 €
Totaux		32062			0	0	3 720 552,02 €		0,00 €		37,65	1 400 691,69 €

Etat via le FUI : 1 644 550€
CRIDF : 653 437,57€

2. Annexe n°2 : Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-322	Budget	2017

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192005 - Soutien aux pôles de compétitivité**
Action	**19200504 - Soutien aux projets RDI labellisés des pôles**

Dispositif : N° 00000302 - Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens

Dossier	17002767 - PROJET ATHIM - MEDICEN - FUI 2006			
Bénéficiaire	R8457 - INSERM INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	230 774,85 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
230 774,85 €	HT	100 %	230 774,85 €	

Dossier	17008576 - QWAM CONTENT INTELLIGENCE - PROJET BIND - POLE CAP DIGITAL - FUI 23			
Bénéficiaire	P0036816 - QWAM CONTENT INTELLIGENCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	373 499,57 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
829 999,04 €	HT	45 %	373 499,57 €	

Dossier	17008577 - BYPATH - PROJET BIND - POLE CAP DIGITAL - FUI 23			
Bénéficiaire	P0036817 - BYPATH			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	314 322,30 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
698 494,00 €	HT	45 %	314 322,30 €	

Dossier	17008580 - TELECOM PARISTECH - PROJET CONVERGENCE TV - POLE CAP DIGITAL - FUI 23			
Bénéficiaire	EX005542 - INSTITUT MINES TELECOM TELECOM PARIS TECH			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	203 565,55 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
203 565,55 €	HT	100 %	203 565,55 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-322	Budget	2017

Dossier	17008581 - ORPHEO FRANCE - PROJET DATA&MUSEE - CAP DIGITAL - FUI 23				
Bénéficiaire	P0025404 - ORPHEO FRANCE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	302 375,52 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
671 945,60 €	HT		45 %	302 375,52 €	

Dossier	17008582 - INSTITUT MINES TELECOM - PROJET DATA&MUSEE - POLE CAP DIGITAL - FUI 23				
Bénéficiaire	R20814 - INSTITUT MINES TELECOM DIRECTION GENERALE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	411 886,25 €			Code nature	204182
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
411 886,25 €	HT		100 %	411 886,25 €	

Dossier	17008583 - RECIPROQUE - PROJET DATA&MUSEE - POLE CAP DIGITAL - FUI 23				
Bénéficiaire	P0036820 - RECIPROQUE PRODUIRE ET EXPOSER L IMMATERIEL				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	181 374,35 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
403 054,11 €	HT		45 %	181 374,35 €	

Dossier	17008584 - ATEME - PROJET EFIGI - POLE CAP DIGITAL - FUI 23				
Bénéficiaire	EXM01089 - ATEME				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	487 316,70 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 082 926,00 €	HT		45 %	487 316,70 €	

Dossier	17008585 - PERTIMM DEVELOPPEMENT - PROJET PARFAIT - POLE CAP DIGITAL - FUI 23				
Bénéficiaire	P0036821 - PERTIMM DEVELOPPEMENT				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	128 132,10 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
284 738,00 €	HT		45 %	128 132,10 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-322	Budget	2017

Dossier	17008586 - SOFTEAM - PROJET PARFAIT - POLE CAP DIGITAL - FUI 23			
Bénéficiaire	P0035583 - SOFTEAM CADEXTAN			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	192 906,05 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
643 020,15 €	HT	30 %	192 906,05 €	

Dossier	17008587 - TRALALERE - PROJET MINDMATH - POLE CAP DIGITAL - FUI 23			
Bénéficiaire	P0017615 - TRALALERE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284 996,28 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
633 325,06 €	HT	45 %	284 996,28 €	

Dossier	17008588 - DOMOSCIO - PROJET MINDMATH - POLE CAP DIGITAL - FUI 23			
Bénéficiaire	EXM00344 - DOMOSCIO			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	165 448,08 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
367 662,40 €	HT	45 %	165 448,08 €	

Dossier	17008589 - BAYARD PRESSE - PROJET MINDMATH - POLE CAP DIGITAL - FUI 23			
Bénéficiaire	R14964 - BAYARD PRESSE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	89 985,72 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
299 952,40 €	HT	30 %	89 985,72 €	

Dossier	17008601 - THALES COMMUNICATIONS & SECURITY SAS - PROJET LEAVELE - POLE ASTECH - AAP FUI 23			
Bénéficiaire	P0036840 - THALES COMMUNICATIONS ET SECURITY SAS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	377 423,40 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 509 693,60 €	HT	25 %	377 423,40 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-322	Budget	2017

Dossier	17008602 - AA MCS - PROJET LEAVELE - POLE ASTECH - AAP FUI 23				
Bénéficiaire	P0036841 - AA				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	116 391,33 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
258 647,40 €	HT		45 %	116 391,33 €	

Dossier	17008603 - SPECTRACOM SAS - PROJET LEAVELE - POLE ASTECH - AAP FUI 23				
Bénéficiaire	P0036842 - SPECTRACOM SAS				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	109 615,01 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
365 383,35 €	HT		30 %	109 615,01 €	

Dossier	17008604 - TELECOM SUD PARIS - PROJET LEAVELE - POLE ASTECH - AAP FUI 23				
Bénéficiaire	EX005538 - INSTITUT MINES TELECOM TELECOM SUD PARIS				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	50 007,83 €			Code nature	204182
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
125 019,58 €	HT		40 %	50 007,83 €	

Dossier	17008704 - ALL4TEC - PROJET DISTA - POLE SYSTEMATIC FUI 23				
Bénéficiaire	P0030217 - ALL4TEC ALLIANCE POUR TECHNOLOGIES INFORMAT				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	320 347,35 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
711 883,00 €	HT		45 %	320 347,35 €	

Dossier	17008896 - EVOLUCARE - PROJET RIHDO - POLE MEDICEN FUI 23				
Bénéficiaire	P0036949 - EVOLUCARE TECHNOLOGIES				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	721 458,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 603 240,00 €	HT		45 %	721 458,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-322	Budget	2017

Dossier	17008908 - ARIANA PHARMACEUTICALS Projet RIHDO - Pôle MEDICEN FUI 23				
Bénéficiaire	R36398 - ARIANA PHARMACEUTICALS				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	336 276,90 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
747 282,00 €	HT		45 %	336 276,90 €	

Dossier	17008912 - CEA PROJET DISTA - PÖLE SYSTEMATIC FUI 23				
Bénéficiaire	R15354 - CEA COMMISSARIAT A L ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	250 939,00 €			Code nature	204162
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
627 347,00 €	HT		40 %	250 939,00 €	

Dossier	17008913 - THALES RESEARCH - PROJET DISTA - POLE SYSTEMATIC FUI 23				
Bénéficiaire	P0036938 - THALES THALES RESEARCH AND TECHNOLOGY				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	131 285,50 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
525 142,00 €	HT		25 %	131 285,50 €	

Dossier	17009074 - ARCHOS PROJET SECUREIOT POLE SYSTEMATIC FUI23				
Bénéficiaire	P0013415 - ARCHOS				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	149 767,83 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
499 226,11 €	HT		30 %	149 767,83 €	

Dossier	17009080 - VERTICAL M2M - PROJET SCORPION - POLE SYSTEMATIC FUI 23				
Bénéficiaire	P0036941 - VERTICAL M2M				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	338 526,64 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
752 281,43 €	HT		45 %	338 526,64 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-322	Budget	2017

Dossier	17009708 - DPS-PROJET EUGENE-POLE COSMETIC VALLEY-FUI 23			
Bénéficiaire	P0007931 - DIGITAL PRODUCT SIMULATION			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	294 085,62 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
653 523,59 €	HT	45 %	294 085,62 €	

Dossier	17009710 - SUPMECA-PROJET EUGENE-POLE COSMETIC VALLEY-FUI 23			
Bénéficiaire	R7226 - ISMP INST SUP MECA PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	433 775,72 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 084 439,31 €	HT	40 %	433 775,72 €	

Dossier	17009712 - NEXYAD-PROJET BIKER ANGEL-POLE FINANCE INNOVATION- FUI 23			
Bénéficiaire	P0013949 - NEXYAD			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	304 749,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
677 220,00 €	HT	45 %	304 749,00 €	

Dossier	17009713 - SOGECAP-PROJET ASPRET- POLE FINANCE INNOVATION -FUI 23			
Bénéficiaire	P0036947 - SOGECAP			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	311 177,50 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 244 710,00 €	HT	25 %	311 177,50 €	

Dossier	17009744 - IFSTTAR-PROJET BIKER ANGEL - FUI 23			
Bénéficiaire	P0015266 - IFSTTAR INSTITUT FRANCAIS DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES DES TRANSPORTS DE L'AMENAGEMENT ET DES RESEAUX			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	97 195,79 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
242 989,48 €	HT	40 %	97 195,79 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-322	Budget	2017

Dossier	17009754 - BPSIS-PROJET ASPRET-POLE FINANCE INNOVATION - FUI 23			
Bénéficiaire	EX006026 - BROKERAGE PROGRAMS SERVICES FOR INSURANCE SOLUTIONS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	441 675,90 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
981 502,00 €	HT	45 %	441 675,90 €	

Dossier	17009965 - Promold-Thermofip-moveo-FUI23			
Bénéficiaire	P0036989 - PROMOLD			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	166 838,40 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
370 752,00 €	HT	45 %	166 838,40 €	

Dossier	17010212 - Breakthrough Mobility Consulting Partners S.A.S-Tornado-Moveo-FUI23			
Bénéficiaire	P0035529 - BMCP BREAKTHROUGH MOBILITY CONSULTING PARTNERS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	103 635,50 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
230 301,12 €	HT	45 %	103 635,50 €	

Dossier	17010217 - SYRTEM - PROJET MASS START - POLE SYSTEMATIC FUI 23			
Bénéficiaire	P0036937 - SYRTEM			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	293 998,30 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
790 565,77 €	HT	37,19 %	293 998,30 €	

Dossier	17010258 - RENAULT SAS - Tornado-Moveo-Fui 23			
Bénéficiaire	P0036990 - RENAULT SAS TECHNOCENTRE DE GUYANCOURT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	311 331,44 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 245 325,77 €	HT	25 %	311 331,44 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-322	Budget	2017

Dossier	17010267 - ARIA TECHNOLOGIES-Pôle Advancity-projet FAIRCITY- FUI23			
Bénéficiaire	R11194 - ARIA TECHNOLOGIES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	599 467,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 332 150,00 €	HT	45 %	599 467,00 €	

Dossier	17010316 - Neavia Technologies SAS-Tornado-Moveo-FUI23			
Bénéficiaire	P0013574 - NEAVIA TECHNOLOGIES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	91 636,67 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
305 455,57 €	HT	30 %	91 636,67 €	

Dossier	17010431 - SIEMENS SOFTARE INDUSTRIES - PROJET O2M - POLES MOVEO/SYSTEMATIC - FUI 8			
Bénéficiaire	P0037055 - SIEMENS INDUSTRY SOFTWARE SAS TEAM CENTER PARASOLID UNIGRAPHICS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	72 601,20 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
230 480,80 €	HT	31,5 %	72 601,20 €	

Total sur le dispositif N° 00000302 - Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	9 790 790,15 €

Total sur l'imputation 909 - 92 - 192005 - 19200504	9 790 790,15 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 13/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 13/07/2017

DELIBERATION N° CP 2017-325

DU 5 juillet 2017

MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE RÉGIONALE #LEADER POUR LA CROISSANCE, L'EMPLOI ET L'INNOVATION :

SOUTIEN AUX LIEUX D'INNOVATION

CREATION D'UN EXTRANET DE SOUTIEN A LA CREATION D'ENTREPRISE

COTISATION ORIE 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

VU Le règlement (UE) n° 1407/2013 de la commission, du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis ;

VU Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission, du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et notamment son article 56 ;

VU Le régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 ;

VU Le régime cadre exempté de notification N° SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020 ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 adoptant la stratégie régionale pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;

VU La délibération n° CR 2017-37 du 9 mars 2017 relative à mise en œuvre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

VU La délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 relative aux actions en faveur du développement économique ;

VU La délibération n° CP 16-292 du 12 juillet 2016 relative au soutien régional en faveur de l'Entrepreneuriat ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU L'avis de la Commission du développement économique, de l'emploi et de l'innovation ;

VU L'avis de la Commission des Finances ;

VU Le rapport n° CP 2017-325 présenté par madame la présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif Lieux d'Innovation au financement de 5 projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 3 722 900 € réparti comme suit :

- 165 900 € à la SAS Quattrocento pour l'aménagement du Générateur Quattrocento à Paris (75),
- 245 000 € à la SAS Impulse Partners pour la création de la Fabrique Numérique à Nanterre (92),
- 12 000 € à l'association Incubateur au Féminin pour la rénovation de ses espaces à Paris (75)
- 2 500 000 € au Centre Technique des Industries Mécaniques (CETIM) pour la création de l'Additive Factory Hub à Paris Saclay (91),
- 800 000 € à la SAS Push&Pull pour l'aménagement du Creative Center de Velizy (78).

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention telle que présente en annexe n° 4 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 3 722 900 € disponible sur le chapitre 909 «Action économique», code fonctionnel 92 «Recherche et innovation», programme HP 92-002 «Soutien à l'innovation», action 19200208 «Incubateurs, grands lieux d'innovation» du budget 2017.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation prévue à l'article 17 du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 :

Dossier - Code	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17008775	QUATTROCENTO	01/04/2017
17010218	INCUBATEUR AU FEMININ	01/06/2017

Article 3 :

Décide de créer un extranet dédié au pilotage de l'activité d'accompagnement et de financement de l'entrepreneuriat francilien.

Affecte une autorisation d'engagement de 145 000 € pour couvrir les frais d'achat, de mise à disposition, de déploiement, de maintenance et d'hébergement d'une plateforme de type extranet, prélevée sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions

économiques transversales », programme HP 91-001 (191001) « Soutien à la création et au développement des entreprises », Action 19100102 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2017.

Article 4 :

Décide de verser, pour l'année 2017, une cotisation de 2 300 € à l'Observatoire Régional de l'Immobilier d'Entreprises (ORIE).

Affecte une Autorisation d'Engagement de 2 300 € disponible sur le chapitre 939 « Action Economique », code fonctionnel 91 « Interventions Economiques transversales », programme HP 91-006 (191006) « Développement économique des territoires », action 19100602 « Divers Organismes du Développement Economique », code nature 6281 « cotisation » du budget 2017.

Article 5 :

Décide de remplacer la fiche du projet n°16007845 adoptée par délibération n° CP 16-292 du 12 juillet 2016 par la fiche projet présentée en annexe n°3 de la délibération.

Article 6 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation prévue à l'article 29 du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 :

Dossier - Code	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
16007845	MIEL MAISON INITIATIVE ECONOMIQUE LOCALE	20/11/2015

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France



Valérie PECRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

20/06/17 14:06:00

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-325	Budget	2017

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191006 - Développement économique des territoires**
Action	**19100602 - Divers organismes de développement économique**

Dispositif : N° 00000371 - Cotisations / contributions PDEEF - PTRESOR

Dossier	17009003 - COTISATION ORIE 2017			
Bénéficiaire	R6861 - OBSERVATOIRE DE L IMMOBILIER			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 300,00 €		Code nature	6281
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	TTC	%	2 300,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000371 - Cotisations / contributions PDEEF - PTRESOR	2 300,00 €

Total sur l'imputation 939 - 91 - 191006 - 19100602	2 300,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192002 - Soutien à l'innovation**
Action	**19200208 - Incubateurs, grands lieux d'innovation**

Dispositif : N° 00001033 - Lieux d’innovation – projets d’investissement

Dossier	17008775 - Le Générateur Quattrocento			
Bénéficiaire	P0036930 - QUATTROCENTO			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	165 900,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
191 500,00 €	HT	86,63 %	165 900,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-325	Budget	2017

Dossier	17008777 - La Fabrique Numérique			
Bénéficiaire	P0037105 - IMPULSE NANTERRE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	245 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
495 000,00 €	HT	49,49 %	245 000,00 €	

Dossier	17010218 - Rénovation espace Paris Pionnières			
Bénéficiaire	R29406 - INCUBATEUR AU FEMININ			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
31 158,00 €	HT	38,51 %	12 000,00 €	

Dossier	17010241 - ADDITIVE FACTORY HUB - CETIM			
Bénéficiaire	R30148 - CETIM CTRE TECHNIQUE IN DUSTRIE MECANIQUE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 850 000,00 €	HT	64,94 %	2 500 000,00 €	

Dossier	17010309 - CREATIVE CENTER VELIZY			
Bénéficiaire	EX004973 - P ET P PUSH ET PULL			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	800 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 016 800,00 €	HT	39,67 %	800 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001033 - Lieux d'innovation – projets d'investissement	3 722 900,00 €

Total sur l'imputation 909 - 92 - 192002 - 19200208	3 722 900,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008775

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LE GENERATEUR QUATTROCENTO

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	191 500,00 €	86,63 %	165 900,00 €
	Montant Total de la subvention		165 900,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192002-400
19200208- Incubateurs, grands lieux d'innovation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : QUATTROCENTO
Adresse administrative : 68 BOULEVARD DE PORT ROYAL
75005 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant :

N° SIRET : 52201293900016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Lieux d'innovation – projets d'investissement
Rapport Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40391 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Pôles d'innovation

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'hébergement en pépinière dont bénéficie actuellement Quattrocento arrive à son terme. Aussi était-il nécessaire pour le demandeur d'engager au plus vite les travaux de leurs futurs locaux.

Objectifs :
En fin de parcours à la pépinière de Paris Biotech Santé, par ailleurs soutenue par la Région Ile-de-France, Quattrocento souhaite aujourd'hui se doter d'un lieu lui permettant de se développer, et de favoriser les échanges entre différentes typologies d'acteurs dans une démarche d'innovation: startups, chercheurs, entreprises partenaires, filiales.

Description :
Quattrocento se définit comme un générateur de startup, dont la mission est la valorisation de projets

issus de la recherche dans les domaines de l'appareillage pour les sciences du vivant et du matériel de diagnostic médical.

Il a ainsi un accès direct auprès de 50 laboratoires, 1500 chercheurs et docteurs.

Historiquement les projets accélérés proviennent de laboratoires de recherche du domaine des sciences du vivant issus des universités et hôpitaux de Paris et de l'Institut Pasteur. De plus en plus leur origine se diversifie avec des projets issus de Saclay, de Bordeaux ou de Singapour.

La maturation et le développement d'un projet se déroule en 4 phases principales:
- l'évaluation et la création de la filiale
- l'amorçage
- le lancement
- le développement

Moyens mis en œuvre :
La société prend ainsi à bail d'anciens locaux artisanaux de 600 m² dans le 13ème arrondissement de Paris, à proximité de l'Université Pierre et Marie Curie, de Paris Diderot, de l'ENSAM, de La Pitié-Salpétrière et de la halle Freyssinet.

Répartition:
- bureaux: 200m²
- laboratoires: 150m²
- zones de convivialité: 150m²
- autres: 100m²

32 postes de travail seront disponibles sur le site. Le générateur Quattrocento pourra accueillir environ 8 entreprises en même temps à différents stades de son développement.

Son activité d'accélération vise à la création de 3 nouvelles filiales par an.

Les entreprises partenaires viendront bénéficier d'un hébergement et des équipements mutualisés présents sur place (ex: biologie cellulaire). Le tarif de location s'élèvera à 550€/mois/poste.

Leur collaboration pourra donner lieu à la signature d'un contrat de sous-traitance.

Intérêt régional : En tant qu'accélérateur de projets, le Quattrocento participe à la valorisation de la recherche dans une filière stratégique de la Stratégie #Leader pour la Croissance, l'Emploie et l'Innovation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Outre les filiales de Quattrocento, le Générateur est destiné à accueillir d'autres startups et des entreprises partenaires.

Détail du calcul de la subvention :
L'intervention de la Région se monte à 30% du cout total du projet.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation (non retenu)	361 500,00	65,37%
Aménagement des laboratoires	101 500,00	18,35%
Ameublement	90 000,00	16,27%
Total	553 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	387 100,00	70,00%
Région Ile-de-France	165 900,00	30,00%
Total	553 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €
2018	65 900,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008777

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LA FABRIQUE NUMERIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	495 000,00 €	49,49 %	245 000,00 €
	Montant Total de la subvention		245 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192002-400
19200208- Incubateurs, grands lieux d'innovation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMPULSE NANTERRE
Adresse administrative : 130 RUE DE LOURMEL
75015 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant :

N° SIRET : 82937184800013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Lieux d'innovation – projets d'investissement
Rapport Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40391 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Pôles d'innovation

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Fabrique Numérique est une plateforme technologique qui vise à accélérer le développement et l'appropriation de techniques industrielles les plus innovantes pour la construction et l'immobilier. Cette plateforme aura pour mission de faciliter la mise sur le marché à un rythme accéléré de solutions adaptées à la rénovation des bâtiments existants et à la construction de bâtiments neufs alliant maquette numérique et robotique industrielle.

Ses objectifs principaux sont de favoriser :
- Le transfert de technologies de la recherche au monde industriel grâce à des partenariats avec les meilleurs universités et centres de recherche du domaine
- La création et le développement de jeunes entreprises innovantes porteuses de solutions de rupture par

un processus éprouvé d'incubation de start-ups
- La réalisation de projets de démonstration technologique allant jusqu'à la réalisation de prototypes à grande échelle et de pré séries industrielles
- La diffusion de ces nouvelles solutions par l'établissement de partenariats entre les jeunes entreprises innovantes d'une part et les grandes entreprises et l'ensemble des acteurs de la filière (maitrise d'ouvrage, maitrise d'œuvre, concepteurs, entreprises…) d'autre part
- La formation des acteurs de la filière à ces nouvelles technologies.

Description :
La Fabrique Numérique est une plateforme technologique qui sera installée dans un bâtiment industriel désaffecté situé à Nanterre et propriété de l'EPADESA.

Elle permettra de développer l'activité économique en stimulant la création de jeunes entreprises innovantes dans les secteurs du numérique et de la robotique pour la construction.

le projet comprend:
- Une halle "Corporate" de 1200m² (équipements mutualisés, machines)
- Un espace dédié à l'impression 3D béton de 500m²
- Des espaces d'hébergement tertiaire: bureaux et salles de réunion sur 800m²
- Un espace dédié à l'agriculture urbaine de 1200m²
- Autres espaces communs et de convivialité.

Moyens mis en œuvre :
Cette plateforme disposera en un même lieu de moyens de conception et de travail sur maquette numérique (postes de travail, espaces collaboratifs, espaces immersifs…) et de moyens de production industrielle (robots et outillages) permettant aux acteurs de la filière de collaborer, de développer et d'expérimenter des méthodes nouvelles de conception et de production pour la rénovation et la construction de bâtiments.

Outre la mise à disposition d'Equipements et de compétences, La Fabrique Numérique visera à favoriser la mise en relation et la mise en place de projet d'innovation collaborative entre grandes entreprises, PME et start-ups. L'objectif est le lancement de 20 projets collaboratifs chaque année. Chacun de ces projets étant de nature à produire des externalités positives en matière économique, environnementale ou sociétale.

Le site sera équipé avec des outils numériques et industriels de haut niveau permettant l'expérimentation et le développement de techniques nouvelles de conception et de construction, parmi lesquels:
- salle de réalité virtuelle
- espace de travail en immersion
- machines pour le prototypage rapide de pièces
- machines pour les assemblages complexes
- machines de process industriel et pré séries, dont robots.

Le modèle économique de la Fabrique Numérique repose sur une mixité de revenus issu pour partie de l'activité immobilière (locations de locaux tertiaires et industriels à des entreprises) et pour partie de l'activité de conseil.

Intérêt régional : Ce projet s'insère dans le cadre de la politique de renouveau industriel de la Région Ile-de-France en dynamisant une filière prioritaire par l'innovation.

Il réutilise de plus une friche industrielle inoccupée depuis de nombreuses années dans le secteur des Groues à Nanterre pour en faire un pôle d'excellence industriel conservant une vocation de développement et de production.
Il permet ainsi de créer de l'activité industrielle dans un tissu urbain central et dense, en luttant contre une

tertiairisation du territoire.

Un tel outil doit permettre de catalyser la création de 20 à 30 start-ups par an en rythme régulier (toutes ne seront pas hébergées au sein de la plateforme mais toutes pourront bénéficier de son accompagnement). Chaque start-up crée en moyenne 5 à 10 emplois directs en 3 ans. Soit un rythme annuel de création d'emplois directs de 200 emplois par an.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'intervention de l'ADEME s'appuie sur un régime d'aides exempté de notification relatif aux aides à la RDI et en faveur de la protection de l'environnement dans le cadre des Investissements d'Avenir SA 40266, similaire au régime RDI SA 40391.

L'intensité de l'aide de l'ADEME est prévue à hauteur de 50%, dont la moitié en avance remboursable. L'article 7 paragraphe 5 du RGEC permet donc d'augmenter l'intensité de l'aide maximum autorisée de 10 point, à 60%.

L'intervention régionale se situe dans cet intervalle.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation Halle (non retenu)	4 530 000,00	78,85%
Désamiantage (non retenu)	420 000,00	7,31%
Etudes et ingénierie (non retenu)	300 000,00	5,22%
Equipements robotiques et industriels	380 000,00	6,61%
Aménagements et équipements numériques	115 000,00	2,00%
Total	5 745 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	245 000,00	4,26%
ADEME	2 872 500,00	50,00%
Fonds propres	2 627 500,00	45,74%
Total	5 745 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €
2018	145 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010218

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : RENOVATION ESPACE PARIS PIONNIERES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	31 158,00 €	38,51 %	12 000,00 €
	Montant Total de la subvention		12 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192002-400
19200208- Incubateurs, grands lieux d'innovation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INCUBATEUR AU FEMININ
Adresse administrative : 26 RUE DU CHEMIN VERT
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie GEORGES, Présidente

Date de publication au JO : 4 octobre 2010

N° SIRET : 45274028500039

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Lieux d'innovation – projets d'investissement
Rapport Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Ces investissements doivent être réalisés rapidement afin de permettre au bénéficiaire d'assurer une continuité de ses activités durant l'été 2017.

Description :
L'incubateur de Paris Pionnières a emménagé en 2016 dans un nouvel espace au 35, rue du Sentier dans le 2ème arrondissement de Paris.

Les nouveaux locaux, d'anciens ateliers artisanaux, sont grands, ouverts et appropriés aux nouveaux modes de travail collaboratifs exigés dans le développement de projets innovants.

Pendant l'été 2016, la chaleur a néanmoins rendu difficile la continuité de l'activité de l'incubateur. Cela

rend nécessaire une adaptation de la configuration des locaux à l'approche de l'été 2017, sous peine de mettre en péril l'activité de l'association.

Pour rappel, Paris Pionnières accompagne près de 60 projets par an, et a ainsi participé à la création de près de 1000 emplois depuis sa création en 2005.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les programmes de Paris Pionnières sont destinés aux femmes entrepreneures qui souhaitent développer un projet innovant.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagements d'amélioration thermique (dont installation d'ouvrants, études, maitrise d'oeuvre)	27 558,00	88,45%
Cloisons amovibles	3 600,00	11,55%
Total	31 158,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Paris	16 000,00	51,35%
Région Ile-de-France	12 000,00	38,51%
Fonds propres	3 158,00	10,14%
Total	31 158,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Fonctionnement	130 000,00 €
2015	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Fonctionnement	130 000,00 €
2016	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Fonctionnement	114 000,00 €
	Montant total	374 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010241

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ADDITIVE FACTORY HUB - CETIM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	3 850 000,00 €	64,94 %	2 500 000,00 €
	Montant Total de la subvention		2 500 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192002-400
19200208- Incubateurs, grands lieux d'innovation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CETIM CTRE TECHNIQUE IN DUSTRIE MECANIQUE
Adresse administrative : 52 AV FELIX LOUAT
60300 SENLIS
Statut Juridique : Centre Technique Industriel
Représentant : Monsieur Philippe CHODERLOS DE LACLOS, Président

N° SIRET : 77562907400011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Lieux d'innovation – projets d'investissement
Rapport Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40206 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Investissement en faveur des infrastructures locales

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Localisé sur le plateau de Saclay, le projet Additive Factory Hub (AFH) s'inscrit dans un contexte technologique complexe et mouvant des technologies numériques appliquées à l'industrie.
La fabrication additive constitue une des technologies les plus représentatives de ces évolutions.

Le projet a pour objectif de mettre en réseau des académiques-industriels-utilisateurs-prescripteurs.
La plateforme ouverte de moyens mutualisés permet de regrouper des compétences et des expertises complémentaires et d'accéder à des services de formation et d'accompagnement sur la thématique de la fabrication additive.
La plateforme se doit d'être en capacité de valoriser ses ressources et ses compétences permettant ainsi

à ses membres de conserver ou de créer un avantage concurrentiel.

Ce projet a pour ambition d'être:
- un lieu de R&D de premier plan mondial, au croisement des besoins industriels et des évolutions technologiques,
- une plateforme ouverte pour le développement économique de l'industrie par la réalisation des travaux de recherche précompétitifs, l'accès à des moyens mutualisés et des expertises co-localisées,
- une vitrine du savoir-faire francilien à l'international qui rend visible les innovations de la fabrication additive et forme les futurs utilisateurs
- un lieu de diffusion technologique et de formations pour la création d'un éco système local favorable et la mise en place d'une nouvelle supply-chain fabrication additive compétitive.

AFH permet de répondre aux ambitions régionales, à la fois en termes de :
- Mutualisation de moyens et mise en réseau,
- Visibilité et attractivité internationale,
- Progrès et transfert technologiques vers les PME.

Description :
La plateforme sera implantée dans des locaux de 2 000 m² disponibles sur le site de Digitéo. Un aménagement important de cet espace sera réalisé pour assurer l'opérationnalité du projet dans un environnement sécurisé adapté.

Le projet d'AFH s'appuie sur un programme d'investissement de 5 années loti en 2 phases. Les premiers projets de développement, objet de la présente subvention, seront lancés au second semestre 2017, avec l'investissement des premiers équipements et les premières actions de recherche.

Les équipements mutualisés sont composés de machines UPDP (Unité Pilote à Dispositif Partagé) destinées à familliariser les utilisateurs avec ce moyen de production, de machines instrumentées/industrielles ouvertes et paramétrables, et de bancs d'essais.

Le programme de la plateforme est bâti selon trois axes majeurs :

<u>- Travaux de R&D collaboratifs</u>

Les orientations prioritaires de la plateforme sont:
Pour les applications :
- Amélioration des propriétés mécaniques
- Réduction des contraintes résiduelles
- Augmentation de la précision
- Amélioration des états de surface
Pour les procédés :
- Productivité
- Répétabilité
- Maîtrise du procédé / Capabilité
- Moyens de contrôle adaptés
- Chaîne numérique optimisée
- Exploration des procédés innovants (intégration de capteurs, multimatériaux, etc.).

<u>- Accompagnement et transfert en particulier vers les PME et ETI</u>

L'objectif est de créer un éco système local favorable et de réussir la mise en place d'une nouvelle supply-chain fabrication additive. Cette diffusion technologique se fera au travers de :

- un « bac à sable » technologique de transfert. Il repose sur la mutualisation, par un consortium de PME s'appuyant sur des experts de la plateforme, de moyens de production innovants dans un environnement technologique complet. Il permettra l'appropriation de la technologie, de ses enjeux et de mener en commun des travaux de développement par la grappe d'industriels impliqués dans ce « bac à sable ».
- Un programme d'accompagnement des PME sous forme d'une action collective Francilienne d'intégration des nouvelles technologies. Cette action vise à sensibiliser, diagnostiquer et accompagner les entreprises dans leur processus d'intégration d'une technologie innovante (un milliers d'entreprises seront sensibilisées) dans le cadre de l'Industrie du futur. Dans le cas de la fabrication additive les accompagnements prévoient la réalisation de preuves de concept, et de parcours de formations thématiques complets, permettant d'alimenter le processus de décision d'un chef d'entreprise à la conduite du changement. Les moyens matériels de la plateforme AFH ainsi que ces experts, seront mobilisés lors de ces accompagnements (preuves de concepts, formations).
- un projet de mise en place de formations nécessaire à l'intégration d'une technologie de fabrication additive par les entreprises.

Parmi les thématiques sur lesquelles les entreprises seront invitées à travailler:
- Fabrication additive
- Robotique / cobotique
- Optimisation des ressources (Energie & matière)
- Contrôle nouvelle génération (CND et métrologie)
- Intelligence opérationnelle & digitalisation

<u>- Formation et sensibilisation.</u>

La mise en place de modules de formations qualifiantes se fait en partenariat avec l'ensemble des écoles du projet AFH (Mines Telecom, ENS, ENSAM, …) et le Groupe des Industries Métallurgiques de la Région Parisienne (GIM) et le CETIM. Il s'agit de proposer de la formation initiale, de la formation continue et qualifiante sur toute la chaine de valeur (conception, fabrication, contrôle,…) à des niveaux Bac + 2 jusqu'à Bac + 5.
La délivrance des formations est réalisée par certains membres de la plateforme mais pas par AFH directement. Toutefois ce sont bien les ressources de la plateforme (temps machines, salles de formations) qui seront allouées à la formation.

Moyens mis en œuvre :
Le CETIM est aujourd'hui l'Institut français de référence dans le domaine de la mécanique. Il est titulaire du label Carnot attribué par le Ministère de la Recherche. Il comprend 6500 entreprises adhérentes, dont un millier en Ile-de-France.

Le CETIM sera le porteur du projet AFH, à la fois pour sa connaissance du tissu industriel, mais également pour son expérience de la diffusion de technologies.

Autour du CETIM, les membres fondateurs de la plateforme sont les industriels utilisateurs finaux et fournisseurs de solutions technologiques ainsi que les établissements de recherche et de formation :
- Le CEA, acteur majeur de la recherche, est au croisement de la recherche fondamentale et du développement industriel.
- Un groupe d'industriels (Safran, Air Liquide, Addup) qui partagent la même ambition d'accélérer le développement et sont prêts à mettre en commun des moyens.
- Les acteurs du plateau de Saclay, membres de l'Université Paris-Saclay comme Institut Technologique (IRT SystemX, ENS, IMT, ENSAM).

Les principales instances de la gouvernance seront les suivantes:
- une instance stratégique qui accueille les représentants des membres et des financeurs publics,
- une instance exécutive qui accueille les représentants des membres,

- une instance scientifique composée de personnalités qualifiées pour évaluer les projets scientifiques socles et conseiller scientifiquement l'instance stratégique.
- Les services opérationnels attendus seront mis en oeuvre classiquement autour de comités de pilotage des projets.

Les grands principes de propriété intellectuelle sont déjà partagés par les membres fondateurs de la plateforme. Une première charte a été rédigée et est en cours de finalisation. Les grands principes qui la régissent ont été définis :
- il faut protéger l'avantage compétitif pour un fournisseur
- il ne faut pas induire une captivité pour un utilisateur
- il faut favoriser la pérennisation de la filière

Intérêt régional : Avec le projet Additive Factory Hub (AFH), le CETIM s'implante en Ile-de-France avec la création d'une plate-forme technologique d'envergure nationale sur l'impression additive, qui bénéficiera a terme d'une visibilité internationale. Jusqu'à présent, le CETIM n'avait aucun implantation en Ile-de-France.

A travers une mise en réseau optimale des parties prenantes (collectivités, donneurs d'ordres, tissu industriels, organismes de recherche et académiques), AFH propose de localiser sur le territoire de Paris-Saclay son cœur opérationnel, au sein d'un écosystème de recherche de premier plan pour relever les défis de la fabrication additive, filière stratégique prioritaire pour la Région:
- compétences et savoir-faire scientifiques reconnus mondialement dans les domaines du numérique, de la physique et des matériaux
- présence des centres de R&D des grands industriels membres fondateurs de la plateforme.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 5 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
A travers une mise en réseau optimale des parties prenantes (collectivités, donneurs d'ordres, tissus et filières industriels, organismes de recherche et académiques), AFH interviendra au service des PME et ETI dont le métier peut être impacté par fabrication additive, et les clients utilisateurs potentiels de cette technologie.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement des locaux	600 000,00	15,58%
Equipements laboratoire	600 000,00	15,58%
Banc d'essai	850 000,00	22,08%
Machines ouvertes	900 000,00	23,38%
Machines pour UPDP	900 000,00	23,38%
Total	3 850 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	2 500 000,00	64,94%
Auto financement	1 350 000,00	35,06%
Total	3 850 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 000 000,00 €
2018	1 500 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	836 660,00 €
	Montant total	836 660,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010309

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CREATIVE CENTER VELIZY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	2 016 800,00 €	39,67 %	800 000,00 €
	Montant Total de la subvention		800 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192002-400
19200208- Incubateurs, grands lieux d'innovation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : P ET P PUSH ET PULL
Adresse administrative : 11 RUE CARNOT
94270 KREMLIN-BICETRE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur YANN GOZLAN, Président

N° SIRET : 50067044300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Lieux d'innovation – projets d'investissement
Rapport Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40391 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Pôles d'innovation

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Initiée en partenariat avec les dirigeants de l'Epitech, Creative Valley est une initiative qui associe à l'origine les acteurs clés de l'enseignement en informatique et les entrepreneurs. D'incubateurs d'entreprises innovantes en 2013, Creative Valley développe aujourd'hui des centres d'innovation, les Creative Centers, qui associent des établissements d'enseignement supérieurs, les collectivités locales et les entreprises.

Creative Valley déploie ainsi sur plusieurs sites une offre de services et d'animation, d'accompagnement au développement et à l'accélération de projets innovants.

Le Creative Center de Velizy a pour objectif d'accompagner des jeunes entreprises dans le

développement de nouvelles solutions hardware/électronique, avec un axe fort sur les objets connectés, la robotique et le développement durable.

Description :
Le site bénéficie de la proximité immédiate d'acteurs industriels incontournables tels que
Dassault, Thalès, Peugeot, etc. avec lesquels Creative Valley est déjà en discussion. A noter également la présence immédiate d'Auchan et d'Ikea, potentiels terrains d'expérimentation pour les prototypes développés au sein du centre.

Le Creative Center de Velizy se développera sur une surface totale de 7 166 m².
Il comprendra les fonctions suivantes:
- hébergement d'entreprises : 134 postes en coworking + 384 postes au seine de bureaux privatifs
- fablab
- espaces de convivialité
- showroom
- salles de réunions
- salle de conférence

L'offre de Creative Valley au sein du site:

Hébergement d'entreprises:

Créer les conditions de l'ancrage territorial pour les nouvelles filières industrielles basées sur l'innovation.
• accompagner les projets des filières identifiées dans leur première prise de bureau.
• accompagner les entreprises plus matures dans leur phase de croissance
• héberger les entreprises porte-drapeaux, emblématiques de la filière

Prototypage et preuve de concept:

Mettre à disposition des infrastructures et équipements pour mettre en capacité les porteurs de projet de réaliser leur démonstrateur. (Électronique, robotique, numérique, textile…)
• accueillir professionnels et citoyens sur des plateformes de type « Fab Lab »
• proposer un parc d'équipement mutualisé pour accélérer les phases de preuve de concept des projets de mécanique / électronique / robotique
• proposer un parc d'équipements mutualisés dédiés au numérique et à la réalité virtuelle / augmentée pour accélérer les étapes de prototypage des entreprises.

Interconnexion Professionnels / étudiants / citoyens:

Valider des usages des technologiques innovantes développées sur site, tester le marché, mettre en relation des créateurs d'entreprises et leurs futures ressources, inspirer le citoyen et l'étudiant, aiguiller les personnes en requalification professionnelle.
• un espace dédié à l'exposition, la démonstration des produits et services (finalisés ou en cours de développement)
• des expérimentations de technologies mettant en situation l'usager
• un programme de visite pour faire connaitre les technologies innovantes et faciliter la
rencontre avec l'usager / l'investisseur / le partenaire technologique.

Programmes d'accompagnement:

Un programme complet pour maximiser les chances de succès des projets d'entreprises et couvrir les besoins des entreprises de croissance.
• Innovation ouverte et émergence de projets
• Accélération en amorçage

• incubation
• croissance
• accompagnement de projets de recherche hors murs

Support à la création d'entreprises:

Offrir des lieux pour les acteurs de l'écosystème et faciliter leur interaction avec les entreprises hébergées.
Acteurs du financement
• Banques
• Réseau de prêt sur l'honneur (Réseau entreprendre, Scientipôle)
• BPI
• Acteurs privés du financement (fonds : Creative Invest - Auriga, Finance & Technologie, BA, crowdfunding : Origin)
Acteurs d'accompagnement à la création d'emplois et d'entreprises
• Pôle Emploi
• CCI
• Scientipole croissance

Workshops et salons:

Créer le lien entre les Instituts d'enseignement supérieur et de recherche (Saclay, UVSQ,…) les grands comptes, les start-up et les acteurs territoriaux nécessite un lieu de convergence et d'expression.
• Un centre de conférences configurable
• Un ensemble de salles de réunions attenantes
• Un espace forum constitué de l'espace d'accueil et de la plateforme de démonstration et d'expérimentation (l'échangeur)
• Des prestations complémentaires dont l'accès à la restauration.

Conventions d'affaires:

Accueillir des conventions d'affaires pour les filières emblématiques du centre d'innovation et pour des filières connexes.
• une infrastructure conforme aux besoins de l'organisation de rendez-vous B2B massifs.
• un ensemble de services de conforts (accessible via les autres éléments du programme, dont le centre de conférence, l'échangeur et les espaces de détente)

Moyens mis en œuvre :
Ressources humaines dédiées au centre d'innovation :
• Directeur du centre
• Fablab / community manager
• Régisseur/technicien
• Techniciens de ménage :
• Commercial de haut niveau. Sera amené à changer de centre une fois le plus gros de la commercialisation effectué.

Ressources partagées avec les autres centres :
• Administrateur SI / réseau
• Quote part gestion Creative Cluster Services
• Quote part animation Creative Cluster Services
• PLV (Publicité sur lieu de vente)
• Frais juridiques

Les revenus du centre proviennent essentiellement de la location de postes de travail à des résidents selon le principe de prestations de service comme proposé au sein des centres déjà existants (Le KB, Le

Nucleus, Baltard Innovation).
S'y ajoutent:
- la location de l'espace conférence
- l'accès au fablab
- la sous-location d'espaces communs

Intérêt régional : Avec le projet de Creative Center de Vélizy, Creative Valley déploie son offre à l'ouest de l'Ile-de-France, participant ainsi à mailler le territoire régional d'une offre de lieux d'innovation, en lien avec une filière stratégique de la Stratégie #leader pour la Croissance, l'Emploi et l'Innovation.

Outre la proximité immédiate de l'IUT de robotique de Vélizy, le site se situe à 15 min de voiture du plateau de Saclay où sont réunis acteurs universitaires et écoles de très haut niveau : HEC, Polytechnique, Ensta, IEF (Institut d'Electronique fondamentale) etc., formant un cluster d'excellence attractif pour d'autres institutions : en témoigne l'installation prochaine de l'ESEO (Ecole Supérieure d'Electronique de l'Ouest) avec laquelle Creative Valley particulièrement proche va co-coopérer de manière active.

Sa mission sera de faciliter le regroupement, les interactions et l'implémentation des entreprises issues de la valorisation des innovations en provenance de ces établissements.

En complément un fléchage sera mis en place à l'échelle de l'Ile de France auprès des acteurs de l'éducation et de la recherche, notamment pour les chercheurs impliqués au sein du centre de recherches interdisciplinaires, auprès des étudiants des nouvelles écoles d'informatique telles EPITECH et 42.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagements (cloisonnement bureaux, zones de convivialité)	909 800,00	40,62%
Equipements mobilier	507 000,00	22,64%
Equipements machines	600 000,00	26,79%
Aménagement salle de conférence (non retenu)	160 000,00	7,14%
Plateformes techniques (non retenu)	62 800,00	2,80%
Total	2 239 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	800 000,00	35,72%
Fonds propres	1 439 600,00	64,28%
Total	2 239 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	200 000,00 €
2018	600 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux espaces de travail collaboratif	88 750,00 €
2015	Soutien à l'immobilier d'entreprises	103 116,75 €
	Montant total	191 866,75 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : FICHE PROJET N° 16007854

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007845

Commission permanente du 12 juillet 2016 CP16-292

Objet : PACE+ LA MIEL (2EME ANNEE DE FONCTIONNEMENT)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux points d'accueil création et développement d'entreprise – labellisation PACE+	69 805,00 €	35,81 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MIEL MAISON INITIATIVE ECONOMIQUE LOCALE
Adresse administrative : 113 RUE DANIELLE CASANOVA 93200 ST DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DAVID PROULT, Président

Date de publication au JO : 12 septembre 1998

N° SIRET : 42071447900011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux points d'accueil création et développement d'entreprise – labellisation PACE+
Rapport Cadre : CR87-13 du 21/11/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 20 novembre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 19 novembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Convention pluriannuelle ayant démarré le 20/11/2014

Objectifs :
La Miel a été créée il y a 16 ans, par les élus locaux, après une période où les industries ont fermé une à une, laissant au chômage un volume important d'ouvriers habitants du territoire.
La Miel dans ce contexte a été conçue comme un outil mis en place pour permettre de générer de l'activité économique endogène et créer des emplois par et pour les habitants.
Elle soutient la création d'entreprise et le développement des Très Petites Entreprises du territoire de Plaine Commune. Elle gère et anime deux pépinières et anime le PACE rayonnant sur Plaine Commune

depuis 2009.

La Miel présente la particularité d'être située au cœur des quartiers sensibles. Son siège social, le PACE et la pépinière de Saint Denis sont situés dans le quartier des Francs Moisins en ZUS. La pépinière de La Courneuve est située en ZFU au cœur du quartier des 4000.

Le territoire concerne le périmètre de l'ancienne communauté d'agglomération de Plaine Commune soit les villes de Saint Denis, Aubervilliers, La Courneuve, Stains, Epinay, Villetaneuse, Pierrefitte, Ile Saint Denis et Saint Ouen.

Description :

1.L'accueil et le diagnostic

Le PACE + est un lieu physique d'accueil des TPE situé au cœur du quartier des Francs-Moisins à Saint Denis. Un conseiller dédié reçoit les dirigeants sur RDV afin d'établir avec eux un diagnostic approfondi de leur entreprise. Ce diagnostic va permettre d'identifier le positionnement du dirigeant dans son entreprise, d'analyser les aspects économiques et financiers de l'activité, d'échanger sur son business model et sa stratégie de développement.
A noter que le diagnostic peut s'effectuer directement au sein de l'entreprise.

2.L'orientation

Au regard des besoins du dirigeant et des freins identifiés au développement de son entreprise, seront proposées des actions organisées au sein du PACE+ et/ou des orientations vers les partenaires (ou La Miel s'il s'agit d'un accompagnement individuel).
Les partenaires seront identifiés selon 6 thématiques relevant du développement de la jeune entreprise, à savoir :
-Le financement,
-Le développement du chiffre d'affaires,
-L'organisation juridique et comptable,
-La communication,
-Les ressources humaines,
-Le développement personnel,
-L'environnement économique (veille concurrentielle, juridique, prospective…).

Les partenaires et relais peuvent émaner de réseaux nationaux (France Active, Réseau Initiative, Réseau Entreprendre, ADIE, consulaires….), d'associations locales (clubs de dirigeants, Plaine de Saveurs…), l'initiatives publiques (bourses de locaux, plateforme RH, relais ZFU, service de développement économique de Plaine Commune, services commerces des villes…) ou de partenaires privés (consultants, Barreau de la Seine Saint Denis, Centre de Gestion Agréé, CGPME, experts comptables…) incluant les grandes entreprises (accueil des RDV de l'Expert, mécénat de compétences).

3.Les animations

Au sein du PACE + seront organisées des animations de type :
Les RDV de l'Expert : Conférences faisant appel à un expert. Elles sont l'occasion de sensibiliser les dirigeants à une problématique, d'échanger avec un expert consultant et avec d'autres dirigeants. Les thématiques sont définies en fonction des besoins identifiés. Elles sont animées en soirées de 18h30 à 20h30 et sont décentralisées au sein de grandes entreprises.

Les ateliers flash : Ce sont des ateliers d'une heure trente, organisés sur l'heure de déjeuner et proposés deux fois par semaine. Ils permettent d'acquérir de manière très pratique des outils et méthodes relevant des 7 thématiques du PACE +.

4.Le recours aux experts :

Le PACE + proposera des permanences d'experts permettant aux dirigeants d'avoir accès gratuitement à un premier niveau d'expertise sur le plan juridique (avocats), comptable (experts comptables), sur les risques (assurance) ou la propriété industrielle (INPI).

Par ailleurs, au regard du diagnostic initialement établi avec le dirigeant, La Miel pourra proposer dans le cadre du PACE +, le recours ponctuel à un expert dans les limites d'un cahier des charges. Il s'agit de lettres de mission cofinancées par l'entreprise et le PACE +.

5.Les Rencontres Professionnelles

Il s'agit d'un grand évènement d'une demi-journée organisé en partenariat avec Plaine Commune Promotion. Il a pour objectif de dynamiser les échanges entre les entreprises et de leur donner les informations utiles relatives au territoire. Les Rencontres Professionnelles sont organisées en deux temps avec d'une part les rencontres One to One (une plateforme web permet d'organiser des RDV d'affaires de 20 mn entre les entreprises participantes). Une douzaine d'acheteurs de grandes entreprises sont notamment mobilisés à cette occasion. Le second temps est consacré à une conférence portant sur un sujet relatif au développement endogène.

-18 entreprises accueillies individuellement
-328 entreprises participantes aux animations collectives
-79 bénéficiaires des permanences experts (Avocats, expert comptables, INPI, RSI…)
-18 entreprises bénéficiant d'un accompagnement d'un consultant via les lettres de mission
-45% des dirigeants d'entreprise sont des femmes
-62% des dirigeants ont un BAC+3 minimum dont 40% ont un BAC+5/MBA
-La taille des entreprises est en moyenne de 1.4 associés et de 0.35 salariés
-L'âge moyen des entreprises est de 2 ans
-77% des entreprises sont en société
-Tous les secteurs d'activité sont représentés
-Les entreprises accueillies ont exprimé des besoins liées à leur développement. Ceux-ci-ci se sont exprimées en termes de :
  - o Gestion du temps
  - o Développement commercial (développement de sa clientèle ou d'un nouveau marché)
  - o Développement des ressources humaines
  - o Changement de statut (de l'auto entrepreneur vers l'EURL)
  - o Conseils pour cession d'une boutique.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains internes :
Une personne est dédiée à l'animation du dispositif.

Moyens humains externes :
Recours aux prestataires externes dans le cadre du dispositif sous forme de :
-Animations des rendez-vous de l'expert.
-Lettres de mission : intervention d'un consultant auprès de l'entreprise bénéficiaire à la suite des préconisations du diagnostic

Intérêt régional : Le PACE+ participe à la politique régionale en faveur du développement économique des quartiers en difficulté. Ce territoire bénéficie d'un PACTE pour le développement du territoire.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le territoire concerne le périmètre de l'ancienne communauté d'agglomération de Plaine Commune soit les villes de Saint Denis, Aubervilliers, La Courneuve, Stains, Epinay, Villetaneuse, Pierrefitte, Ile Saint Denis et Saint Ouen. Le siège de La MIEL se trouve à Saint Denis dans le quartier des Francs Moisins qui est une zone CUCS et ZUS. Les bénéficiaires sont répartis sur les villes proportionnellement au nombre d'habitants.

Détail du calcul de la subvention :
La rémunération emploi tremplin (15 000€) n'est pas éligible à l'assiette subventionnable.

Localisation géographique :
- (EX93) CA PLAINE COMMUNE (DISSOUTE AU 01/01/2016)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures non stockées	280,00	0,33%
Locations	4 600,00	5,42%
Entretien et réparations	2 500,00	2,95%
Primes d'assurance	250,00	0,29%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	14 700,00	17,33%
Publicité, publications, relations publiques	3 150,00	3,71%
Déplacements, missions et réceptions	3 195,00	3,77%
Frais postaux et frais de télécommunications	4 000,00	4,72%
Rémunération du personnel spécifique au projet	37 130,00	43,78%
Rémunération emploi tremplin (NE)	15 000,00	17,69%
Total	84 805,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional IDF	25 000,00	29,48%
Etat - Politique de la Ville	11 000,00	12,97%
Emploi tremplin	15 000,00	17,69%
EPT Plaine Commune	13 805,00	16,28%
CDC	20 000,00	23,58%
Total	84 805,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	20 000,00 €
2014	Soutien aux points d'accueil création et développement d'entreprise – labellisation PACE+	30 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	94 258,62 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	91 845,95 €
2016	Soutien aux points d'accueil création et développement d'entreprise – labellisation PACE+	25 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	77 709,00 €
	Montant total	338 813,57 €

ANNEXE 4 A LA DELIBERATION : CONVENTION LIEUX D'INNOVATION

CONVENTION

de soutien aux lieux d'innovation

XXXX……,
Statut juridique :
Dont le numéro SIRET est : …….
Dont le siège social est situé au ……
Ayant pour représentant …….. , (qualité)……..
En vertu de la délibération de la [collectivité ……..] du ……

Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

Et

La Région Ile-de-France,
Dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
En vertu de la délibération CP n° …… du ……

Ci-après dénommée « La Région »,

VU, Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et notamment son article 56 ;

VU, la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment ses articles L 1511-2 et L 1511-7 et L 1111-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,

PREAMBULE :

Le Bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier en vue de la création ou du développement d'un lieu d'innovation et de ses services associés dédié à la création et au développement d'entreprises.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP …… du …….., la Région Ile-de-France a décidé de soutenir le Bénéficiaire pour la réalisation du projet …… dont le descriptif complet figure dans la fiche projet de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au Bénéficiaire une subvention correspondant à :

- ……% de la dépense éligible,
- dont le montant prévisionnel s'élève à …… € HT,
- soit un montant maximum de subvention de …….. €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT est détaillé dans l'annexe technique et la fiche projet annexées à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ART. 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- **maintenir pendant une durée de …….. ans** l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité dont les caractéristiques sont précisées dans l'annexe technique jointe à la présente convention. Toute modification de la vocation du bâtiment ou de la nature de ses occupants doit être préalablement portée à la connaissance de la Région. Ce changement doit donner lieu à délibération et à la passation d'un avenant.
- constituer et à présider un Comité de Pilotage composé des financeurs de l'opération dont la Région et de personnalités qualifiées. Le Bénéficiaire remet aux membres de ce comité le compte rendu annuel d'activités du lieu d'innovation (nombre d'entreprises accueillies, types d'activités des entreprises et nombre d'emplois créés ou maintenus).
- réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans la fiche projet.

ART. 2.2 : UTILISATION DES EQUIPEMENTS

Le lieu d'innovation accompagne les porteurs de projet et/ou les entreprises dans leur démarche de création, de développement de leurs activités et de mise en relation avec les réseaux d'experts et de financeurs.

Les infrastructures sont mises à la disposition des utilisateurs intéressés sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire.

Le Bénéficiaire y assure les prestations matérielles correspondant à :

- l'accueil et l'hébergement,
- des services généraux partagés,
- l'accès aux équipements mutualisés,
- l'entretien des locaux, etc.

Les prestations immatérielles (évaluation des projets, accompagnement et suivi des entreprises, préparation à l'insertion dans l'environnement économique) pourront être assurées par un ou plusieurs organismes compétents selon les modalités à définir avec le Bénéficiaire et les entreprises.

Toute concession ou autre forme de mandat confiant à un tiers l'exploitation de l'infrastructure est attribuée sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire.

Le Bénéficiaire propose des tarifs d'hébergement exprimés par rapport à un prix de référence, correspondant au prix de marché constaté sur des locaux équivalents dans un secteur géographique proche.

Afin de respecter la règlementation sur les aides d'Etat (Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE), si le montant des tarifs d'hébergement des entreprises est inférieur au prix de référence du marché, le bénéficiaire notifie aux entreprises le montant de l'équivalent subvention des remises ainsi octroyées et un reporting annuel à la Région est exigé avec le nom des entreprises ayant perçu les subventions ainsi que leurs montants.

ART. 2.3 : OBLIGATIONS DIVERSES DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
- à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois. Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région,
- à tenir la Région immédiatement informée :
    - dans les deux mois de la survenance des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du projet,
    - des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement,
    - des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du programme, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes techniques et financières,
    - de toute modification survenue : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire…
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Fournir sur demande de la Région le bilan d'activités de la gestion du projet.

ART. 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le Bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le Bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Afin de signaler la participation financière de la Région sur cette opération, une plaque spécifique devra être installée dans l'entrée du bâtiment. Cette plaque sera réalisée et financée par les services de la région.

Pendant toute la durée des travaux, le Bénéficiaire doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de **.....** % du montant global ».

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le Bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le Bénéficiaire dans sa démarche.

Conformément aux dispositions prévues dans le SRDEII, le lieu, objet de la présente convention sera labellisé « <*LABEL à définir*> ». Il bénéficie ainsi d'une communication et d'une promotion régionale.

Les projets soutenus s'engagent à relayer et valoriser le label régional « <*LABEL à définir*> ».

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ART. 3.1 : CADUCITE

- Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le Bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

  Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le Bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au

paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

- A compter de la date de première demande de versement, le Bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

  Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ART 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande du Bénéficiaire. La demande de versement de subvention (DVS) précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
- Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du Bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

ART. 3.2.1 : VERSEMENTS D'ACOMPTES

Le Bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 80% de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ART. 3.2.2 : VERSEMENTS D'AVANCES

Le Bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% de la subvention.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ART. 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et

signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement,
- un bilan de l'utilisation de l'espace à la date de la demande (nombre et description des personnes et entreprises accueillies dans l'espace) ;
- un compte-rendu d'exécution qui détaillera les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité pour les bénéficiaires concernés,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- d'un bilan de l'utilisation de l'espace à la date de la demande (nombre et description des personnes et entreprises accueillies dans l'espace),
- un compte-rendu d'exécution qui détaillera les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité pour les bénéficiaires concernés,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé). »

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

ART.3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ART. 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du …… et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au Bénéficiaire.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.

Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au Bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger :

- la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
- la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le Bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.
- Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

- Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le Bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

- Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le Bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.
- Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée, en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants, ou en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.
- Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants, ou en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, le cas échéant.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes techniques (par ex. notice HQE, fiche projet…).

Fait à Paris en 4 exemplaires originaux

Le ……	Le ……..
Pour la Région Ile-de-France, La Présidente du Conseil Régional	Pour le Bénéficiaire …….. Le Représentant

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/07/2017

DELIBERATION N° CP 2017-250

DU 5 JUILLET 2017

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DE PROMOTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE
PROGRAMME 2017-2018 DU DIPLOME D'ACCES AUX ETUDES UNIVERSITAIRES

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Livre III de la 6ème partie du Code du travail ;

VU La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014, relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU La délibération n° CR 59-08 du 16 octobre 2008, relative à « la promotion sociale et sécurisation des parcours professionnels » ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil Régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU La délibération n° CR 56-16 du 6 avril 2016 relative au plan 500 000 formations supplémentaires pour les demandeurs d'emploi ;

VU La délibération CP n° 16-635 du 16 novembre 2016 relative à la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois-tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement des aides aux employeurs d'apprentis, le fonds de transition ESS, le règlement des subventions PM'up, TP'up et l'aide aux commerces de proximité en milieu rural ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU Le rapport CP 2017-250 présenté par Madame la Présidente Conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la Commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU L'avis de la Commission finances.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique

Décide au titre du programme 2017 – 2018 de participer au fonctionnement des actions de formation « Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires » mises en œuvre par quatorze Universités franciliennes et détaillées en annexe 3 pour un montant maximum total de **972 928,65 €**, conformément au tableau figurant en annexe 1 de la délibération.

Adopte la convention-type présentée en annexe 2 à la présente délibération.

Subordonne le versement des subventions à la signature avec les universités concernées, de conventions conformes à cette convention-type et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte à ce titre en faveur des Universités, une autorisation d'engagement d'un montant de **972 928,65 €**, disponible sur le chapitre budgétaire 931 « Formation professionnelle et apprentissage » Code fonctionnel 11 « Formation professionnelle », Programme HP 11-007 111007 « formation des salariés », Action 111 007 01 « formation des salariés », nature 657 « Subventions », du budget régional 2017, axe de territorialité « Ile-de-France », conformément à l'état récapitulatif figurant en annexe 4.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION REPARTITION PREVISIONNELLE DES VOLUMES DE FORMATION

REPARTITION DE LA SUBVENTION DAEU 2017-2018

Université	Effectif	Nombre d'heure moyen	Volume total d'heures	Montant proposé en €
Paris 1 Sorbonne	90	325	29 250	81 900,00 €
Sorbonne-Nouvelle PARIS III	63	225	14 175	43 740,00 €
René Descartes - PARIS V	30	225	6 750	63 765,00 €
	30	300	9 000	
Pierre et Marie Curie -PARIS VI	90	300	27 000	109 350,00 €
Denis Diderot - PARIS VII	180	225	40 500	140 636,25 €
	20	300	6 000	
Paris-ouest-Nanterre	100	225	22 500	91 125,00 €
Paris sud XI	35	260	9 100	57 094,00 €
	50	400	20 000	
Evry-Val d'Essonne	50	225	11 250	44 650,00 €
	15	225	3 375	
Paris-est – Val-de-Marne - UPEC	90	225	20 250	92 455,20 €
	30	300	9 000	
Paris nord - Paris XIII	70	225	15 750	127 878,75 €
	18	300	5 400	
	23	225	5 175	
	7	300	2 100	
Paris est Marne-la-Vallée	25	225	5 625	14 221,45 €
Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines	36	225	8 100	61 563,00 €
	20	300	6 000	
	5	225	1 125	
	5	300	1 500	
Cergy-Pontoise	44	225	9 900	44 550,00 €
Total	**1126**			**972 928,65 €**

ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION
CONVENTION-TYPE RELATIVE
AU DAEU

N° Contrat : **N° Action :**

CONVENTION TYPE

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° [CP d'attribution] du [date de la CP],
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

(partie à compléter par la structure)
L'organisme dénommé : .....
dont le statut juridique est : .....
dont le n° SIRET est : .....
dont le n° APE est : .....
dont le siège social est situé : .....
ayant pour représentant : .....
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :
Le bénéficiaire a sollicité la participation financière de la Région pour le [diplôme], au titre du dispositif régional de soutien à « la promotion sociale et la sécurisation des parcours de formation » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 59-08 du 16 octobre 2008.

L'attribution d'une subvention par la Région ainsi que son versement sont effectuées conformément aux dispositions adoptées en Conseil Régional (délibération n° **CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation** du Règlement Budgétaire et Financier de la Région
Ile-de-France, et dans le respect des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° [CP d'attribution] du [date de la CP], la Région Ile-de-France a décidé de soutenir [nom du bénéficiaire] pour la réalisation de l'opération suivante dont

le descriptif figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : XXXX.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à ……% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à ……..…€, soit un montant maximum de subvention de ……..€.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région par écrit et à fournir les pièces justificatives en cas de modification dans l'organisation de l'opération dans un délai maximum de deux mois : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

En outre, le bénéficiaire s'engage à saisir l'ensemble des informations relatives à l'exécution de la subvention (informations nominatives des candidats ; résultats des candidats) et à générer la facturation par le biais du système d'information SAFIR (Suivi des Actions de Formation et d'insertion en Région) permettant son suivi dématérialisé.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la (e, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.5 CONCERNANT DOKELIO

L'offre de formation dispensée dans le cadre du présent programme est diffusée sur le site de Défi-métiers (CARIF-OREF francilien)[1].

En conséquence, la structure bénéficiaire a pour obligation de déclarer et de mettre à jour ses données (dates des sessions, objectifs, contenu, pré-requis, etc) sur DOKELIO Ile-de-France (https://idf.dokelio.fr).

Cette obligation a pour objectif d'apporter une meilleure lisibilité à l'action de formation auprès des stagiaires et des prescripteurs. En effet, l'information fiabilisée dans DOKELIO Ile-de-France est destinée à alimenter différents systèmes d'information du service public de l'orientation et de l'emploi dont le site de Défi métiers.

Défi métiers vous accompagne dans la saisie et l'utilisation de DOKELIO Ile-de-France : baseoffre@defi-metiers.fr.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES

Au sens de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la structure gestionnaire est responsable du traitement de données afférentes aux auditeurs accueillis.

Le non-respect par la structure gestionnaire de cette obligation d'information est sanctionné par la résiliation anticipée de la convention par la Région conformément aux dispositions prévues à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

[1] Centres d'Animation, de Recherche et d'Information sur la Formation **(CARIF)** - Observatoires Régionaux de l'Emploi et de la Formation **(OREF)**

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

- Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement complète, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

- A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
- la demande de versement de subvention (DVS) est générée à partir de l'application SAFIR et signée par le bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

Article 3.2.1 : versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement de deux acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Le versement d'un acompte est subordonné à la production *(4 documents)* :

- de l'accusé réception reçu lors du dépôt de l'offre de stage sur la PAR
- de la demande de versement d'acompte, générée à partir de l'application SAFIR
- du compte rendu financier intermédiaire

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

Ces documents doivent comporter la signature du représentant de l'organisme, le cachet ainsi que celle de l'expert comptable ou du commissaire aux comptes *(si l'organisme en est doté).*

Le cumul de l'avance et des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Article 3.2.2 : versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production *(4 documents)* :

- de la convention de stage ou du contrat de travail dument signé(e) téléchargé(e) sur la PAR ou joint à la demande de solde
- de la demande de versement d'une subvention relative au solde générée à partir de l'application SAFIR

- du compte rendu financier final
- du bilan final d'activités réalisées.

Ces documents doivent être communiqués dans un délai maximum de trois mois à compter de la fin de la période de référence.
Pour les personnes morales de droit public : Le versement du solde est conditionné à la production d'un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal du bénéficiaire et par le comptable qui certifie la prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le comptable assignataire est l'Agence de Services et de Paiement, Délégation régionale Ile-de-France, 12 rue Henri Rol-Tanguy, 93555 MONTREUIL cedex.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du [date de la CP] et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le [date de la CP].

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut par l'application des règles de caducité de la subvention énoncées à l'article 3.1 de la présente convention.

La période d'exécution de l'action subventionnée est précisée dans la fiche projet.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

- Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.
- Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° [CP et date].

Fait à Paris en 2 (selon nb de signataires convention) exemplaires originaux.

Le.....

Le.....

...

L'organisme Régional
(nom, qualité du signataire et cachet du bénéficiaire)

La Présidente du Conseil d'Ile-de-France

ANNEXE N°4 A LA DELIBERATION
FICHES PROJETS RELATIVES AU DAEU

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008959

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DAEU - UNIVERSITE CERGY-PONTOISE 2017-2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	79 710,00 €	55,89 %	44 550,00 €
	Montant Total de la subvention		44 550,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111007-400
11100701- Formation des salariés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE CERGY PONTOISE
Adresse administrative : 33 BOULEVARD DU PORT
95011 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur François GERMINET, Président

N° SIRET : 19951793900013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Elever le niveau de qualification des franciliens et concourir à la sécurisation des parcours professionnels.

Description :
DAEU A

Le cycle DAEU A prépare au diplôme d'accès aux études universitaires, option littéraire. La formation comprend quatre modules : 2 modules obligatoires (Français, Anglais), deux optionnels (Histoire, Mathématiques, Géographie ou Economie-Sociologie), module de 56 h chacun.

L'admission dans la formation est déterminée par des tests et un entretien individuel permettant de positionner le stagiaire dans un parcours individualisé.
Un module "Appui à la construction d'un projet professionnel" (12 h) est proposé aux stagiaires volontaires afin de consolider leur orientation et donc de favoriser leurs chances de réussite.

Moyens mis en œuvre :
Après accueil et information par l'assistante de formation, des tests suivis d'un entretien individuel avec le responsable pédagogique permettent de préciser le parcours et les conditions de faisabilité. Des évaluations sont organisées en cours de formation (travaux personnels corrigés, partiels) et en fin de formation (examens).
Les 12 formateurs sont enseignants à l'université ou en lycée et sélectionnés pour leur expérience en formation des adultes. Des salles de lecture avec PC, des box multimédia, des vidéoprojecteurs sont à la disposition des enseignants et des stagiaires (270 m2 de salles de cours). Le module optionnel gratuit "Appui à la construction d'un projet professionnel" est réalisé par le service d'orientation de l'université.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le DAEU est ouvert aux salariés et aux demandeurs d'emploi (dans la limite de 25% des effectifs accueillis) sous conditions :
- d'avoir 24 ans ou plus au 1er octobre de l'année de l'examen ou
- d'avoir au moins 20 ans au 1er octobre de l'année de l'examen et de justifier de deux années d'activité professionnelle sallariée ou d'une activité ayant donné lieu à deux années de cotisation à la sécurité sociale (période de chomage avec inscription à Pole Emploi, éducation d'un enfant, participation à un dispositif de formation professionnelle, exercice d'une activité sportive de haut niveau...).

Détail du calcul de la subvention :
10 575 heures prévisionnelles de formation.

La subvention attribuée au titre de la promotion sociale est calculée en tenant compte du volume global d'heures sollicité par la structure, de la réalisation à N-2, de l'enveloppe budgétaire régionale et des règles fixées au règlement d'intervention.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
personnel enseignant	48 704,00	61,10%
personnel non enseignant	17 442,00	21,88%
fonctionnement	13 564,00	17,02%
Total	79 710,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
contribution participants	33 000,00	41,40%
Subvention Région (sollicitée)	44 550,00	55,89%
Participation Employeurs	2 160,00	2,71%
Total	79 710,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	13 365,00 €
2018	31 185,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	202 500,00 €
2014	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	3 000,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	47 587,50 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	36 500,00 €
2015	Accompagnement VAE renforcé	3 600,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	158 850,00 €
2015	Manifestations scientifiques hors DIM	4 000,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	47 587,50 €
2015	SESAME	350 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	36 500,00 €
2015	Soutien aux actions en faveur de la démocratisation de l'enseignement supérieur	15 000,00 €
2016	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	196 133,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	134 100,00 €
2016	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	150 000,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	47 587,50 €
	Montant total	1 535 145,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008964

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DAEU - UNIVERSITE EVRY-VAL D'ESSONNE 2017-2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	71 029,00 €	62,86 %	44 650,00 €
	Montant Total de la subvention		44 650,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111007-400
11100701- Formation des salariés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE
Adresse administrative : BOULEVARD FRANCOIS MITTERAND
91025 EVRY
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant :

N° SIRET : 19911975100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Elever le niveau de qualification des franciliens et concourir à la sécurisation des parcours professionnels.

Description :
DAEU A :

Durée moyenne de 225 h réparties sur deux matières obligatoires : Français et anglais - 2 options au choix : histoire/géographie, histoire/mathématiques ou géographie/mathématiques .

Moyens mis en œuvre :
Utilisation des nouvelles technologies de l'information, supports filmiques, supports vidéo. Les apprenants disposent d'un petit amphithéâtre, un laboratoire de langues, une bibliothèque, un centre de ressources, conférences et débats ouverts aux étudiants du DAEU. Deux personnes sont affectées au suivi

administratif + 5 professeurs et 1 responsable pédagogique.
Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le DAEU est ouvert aux salariés et aux demandeurs d'emploi (dans la limite de 25% des effectifs accueillis) sous conditions :
- d'avoir 24 ans ou plus au 1er octobre de l'année de l'examen ou
- d'avoir au moins 20 ans au 1er octobre de l'année de l'examen et de justifier de deux années d'activité professionnelle salarié ou d'une activité ayant donné lieu à deux années de cotisation à la sécurité sociale (période de chômage avec inscription à Pole Emploi, éducation d'un enfant, participation à un dispositif de formation professionnelle, exercice d'une activité sportive de haut niveau...).

Détail du calcul de la subvention :
14 625 heures prévisionnelles de formation.

La subvention attribuée au titre de la promotion sociale est calculée en tenant compte du volume global d'heures sollicité par la structure, de la réalisation à N-2, de l'enveloppe budgétaire régionale et des règles fixées au règlement d'intervention.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
personnel enseignant	23 640,00	33,28%
personnel non enseignant	35 000,00	49,28%
fonctionnement	12 389,00	17,44%
Total	71 029,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Contribution Participants	26 379,00	37,14%
Subvention État (sollicitée)	44 650,00	62,86%
Total	71 029,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	13 395,00 €
2018	31 255,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	148 500,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	52 928,62 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	2 000,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	36 500,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	118 350,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	49 612,50 €
2015	SESAME	300 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	10 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	36 500,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	99 900,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	49 612,50 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	10 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	800,00 €
	Montant total	914 703,62 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008970

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DAEU - UNIVERSITE PARIS DESCARTES PARIS V 2017-2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	96 605,00 €	66,01 %	63 765,00 €
	Montant Total de la subvention		63 765,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111007-400
11100701- Formation des salariés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5
Adresse administrative : 12 RUE DE L'ECOLE DE MEDECINE
75270 PARIS 06 CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Frédéric DARDEL, Président

N° SIRET : 19751721200019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Elever le niveau de qualification des franciliens et concourir à la sécurisation des parcours professionnels.

Description :
DAEU A - DAEU B

Moyens mis en œuvre :
3 enseignants assurent les cours pour le DAEU A et 5 enseignants pour le DAEU B. Locaux :
2 salles de cours, 1 centre de ressources, une plateforme numérique accessible à distance (moodle).

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le DAEU est ouvert aux salariés et aux demandeurs d'emploi (dans la limite de 25% des effectifs accueillis) sous conditions :
- d'avoir 24 ans ou plus au 1er octobre de l'année de l'examen ou
- d'avoir au moins 20 ans au 1er octobre de l'année de l'examen et de justifier de deux années d'activité professionnelle salarié ou d'une activité ayant donné lieu à deux années de cotisation à la sécurité sociale (période de chômage avec inscription à Pole Emploi, éducation d'un enfant, participation à un dispositif de formation professionnelle, exercice d'une activité sportive de haut niveau...).

Détail du calcul de la subvention :
6750 heures prévisionnelles de formation.

La subvention attribuée au titre de la promotion sociale est calculée en tenant compte du volume global d'heures sollicité par la structure, de la réalisation à N-2, de l'enveloppe budgétaire régionale et des règles fixées au règlement d'intervention.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel enseignant	46 450,00	48,08%
Autres personnels enseignants	29 500,00	30,54%
Fonctionnement	20 655,00	21,38%
Total	96 605,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Contribution des participants	29 840,00	30,89%
Subvention Région (sollicitée)	63 765,00	66,01%
Participation des employeurs	3 000,00	3,11%
Total	96 605,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	19 129,50 €
2018	44 635,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	157 500,00 €
2014	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	11 000,00 €
2014	Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI) - fontionnement	132 500,00 €
2014	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	200 000,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	70 875,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	15 000,00 €
2014	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	1 380 000,00 €
2014	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	876 978,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	125 100,00 €
2015	Manifestations scientifiques hors DIM	5 000,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	70 878,15 €
2015	SESAME	700 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2015	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	800 000,00 €
2015	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	670 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	105 750,00 €
2016	Aide régionale à la modernisation des espaces de vie étudiante	200 000,00 €
2016	Manifestations scientifiques hors DIM	4 000,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	70 875,00 €
2016	SESAME	450 000,00 €
2016	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	150 000,00 €
2016	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	1 000 000,00 €
	Montant total	7 353 766,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008975

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DAEU - UNIVERSITE PARIS I - PANTHEON SORBONNE 2017-2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	186 740,00 €	43,86 %	81 900,00 €
	Montant Total de la subvention		81 900,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111007-400
11100701- Formation des salariés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE
Adresse administrative : 12 PLACE DU PANTHEON
75231 PARIS 05 CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Georges HADDAD, Président

N° SIRET : 19751717000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires
Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Elever le niveau de qualification des franciliens et concourir à la sécurisation des parcours professionnels.

Description :
DAEU A

Moyens mis en œuvre :
• Réunion d'information et présentation du DAEU
• Tests d'évaluation sur matières obligatoires afin d'orienter le candidat sur le parcours le plus adapté
• Entretien individuel sur demande pour accompagnement pédagogique, financier, social
• Accompagnement tout au long de l'année si difficultés
• Réunions pédagogiques

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le DAEU est ouvert aux salariés et aux demandeurs d'emploi (dans la limite de 25% des effectifs accueillis) sous conditions :
- d'avoir 24 ans ou plus au 1er octobre de l'année de l'examen ou
- d'avoir au moins 20 ans au 1er octobre de l'année de l'examen et de justifier de deux années d'activité professionnelle salarié ou d'une activité ayant donné lieu à deux années de cotisation à la sécurité sociale (période de chômage avec inscription à Pole Emploi, éducation d'un enfant, participation à un dispositif de formation professionnelle, exercice d'une activité sportive de haut niveau...).

Détail du calcul de la subvention :
29250 heures prévisionnelles de formation.

La subvention attribuée au titre de la promotion sociale est calculée en tenant compte du volume global d'heures sollicité par la structure, de la réalisation à N-2, de l'enveloppe budgétaire régionale et des règles fixées au règlement d'intervention.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Enseignant personnel	141 292,00	75,66%
Fonctionnement	45 448,00	24,34%
Total	186 740,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Contribution participant	104 840,00	56,14%
Subvention Région (sollicitée)	81 900,00	43,86%
Total	186 740,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	24 570,00 €
2018	57 330,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	303 750,00 €
2014	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	306 600,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	4 000,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	91 125,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	45 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	239 850,00 €
2015	Aide régionale à la modernisation des espaces de vie étudiante	140 500,00 €
2015	Fonds d'urgence pour l'accompagnement des réfugiés	14 000,00 €
2015	Manifestations scientifiques hors DIM	8 000,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	91 125,00 €
2015	Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)	182 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	202 500,00 €
2016	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2016	Manifestations scientifiques hors DIM	18 000,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	91 125,00 €
	Montant total	1 879 775,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008976

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DAEU - UNIVERSITE PARIS III-SORBONNE-NOUVELLE 2017-2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	137 606,00 €	31,79 %	43 740,00 €
	Montant Total de la subvention		43 740,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111007-400
11100701- Formation des salariés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE
Adresse administrative : 17 RUE DE LA SORBONNE 75230 PARIS 05 CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Carle BONAFOUS-MURAT, Président

N° SIRET : 19751719600014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Elever le niveau de qualification des franciliens et concourir à la sécurisation des parcours professionnels.

Description :
DAEU A

Moyens mis en œuvre :
Tests préalables permettent de conseiller et d'orienter le candidat vers la préparation la plus appropriée de façon à lui éviter de s'engager dans des voies sans issue. La responsabilité pédagogique est confiée à un enseignant de l'université, maître de conférences en Langue et Littérature françaises. L'équipe pédagogique est composée d'universitaires et d'enseignants du secondaire titulaires. Les stagiaires peuvent suivre les cours en présence, à distance ou en panachage. Le contrôle des connaissances est le contrôle continu ou l'examen final. L'Université s'engage à inscrire dans ses filières de L1 (sauf Communication de et Médiation culturelle) de plein droit les stagiaires ayant réussi leur DAEU à l'Université Sorbonne nouvelle - Paris 3.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le DAEU est ouvert aux salariés et aux demandeurs d'emploi (dans la limite de 25% des effectifs accueillis) sous conditions :
- d'avoir 24 ans ou plus au 1er octobre de l'année de l'examen ou
- d'avoir au moins 20 ans au 1er octobre de l'année de l'examen et de justifier de deux années d'activité professionnelle salarié ou d'une activité ayant donné lieu à deux années de cotisation à la sécurité sociale (période de chômage avec inscription à Pole Emploi, éducation d'un enfant, participation à un dispositif de formation professionnelle, exercice d'une activité sportive de haut niveau...).

Détail du calcul de la subvention :
14175 heures prévisionnelles de formation.

La subvention attribuée au titre de la promotion sociale est calculée en tenant compte du volume global d'heures sollicité par la structure, de la réalisation à N-2, de l'enveloppe budgétaire régionale et des règles fixées au règlement d'intervention.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel enseignant	103 258,44	75,04%
Personnel non enseignant	29 747,56	21,62%
Fonctionnement	4 600,00	3,34%
Total	137 606,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Contribution participants	84 266,00	61,24%
Subvention Région (sollicitée)	43 740,00	31,79%
Participation employeurs	9 600,00	6,98%
Total	137 606,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	13 122,00 €
2018	30 618,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	150 750,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	28 990,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	48 600,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	65 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	118 350,00 €
2015	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	50 625,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	70 000,00 €
2015	Soutien aux expérimentations et aux partenariats en faveur du développement d'une politique de mobilité internationale - volets enseignement supérieur et apprentissage	8 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	99 900,00 €
2016	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2016	Manifestations scientifiques hors DIM	13 000,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	48 600,00 €
	Montant total	906 215,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008977

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DAEU - UNIVERSITE PARIS VII – DIDEROT 2017-2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	231 986,25 €	60,62 %	140 636,25 €
	Montant Total de la subvention		140 636,25 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111007-400
11100701- Formation des salariés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS DIDEROT PARIS 7
Adresse administrative : 5 RUE THOMAS MANN
75205 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Madame Christine CLERICI, Présidente

N° SIRET : 19751723800659

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Elever le niveau de qualification des franciliens et concourir à la sécurisation des parcours professionnels.

Description :
DAEU A - DAEU B

Moyens mis en œuvre :
Les enseignements sont dispensés du lundi au samedi de 9h à 21h. Les candidats choisissent leur emploi du temps en fonction de leurs disponibilités (cours du soir et samedi privilégiés pour les salariés).
- 40 enseignants
- 4 salles de cours équipées affectées en permanence
- Matériel informatique et audio-visuel : ordinateurs portables, vidéoprojecteur,…

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le DAEU est ouvert aux salariés et aux demandeurs d'emploi (dans la limite de 25% des effectifs accueillis) sous conditions :
- d'avoir 24 ans ou plus au 1er octobre de l'année de l'examen ou
- d'avoir au moins 20 ans au 1er octobre de l'année de l'examen et de justifier de deux années d'activité professionnelle salarié ou d'une activité ayant donné lieu à deux années de cotisation à la sécurité sociale (période de chômage avec inscription à Pole Emploi, éducation d'un enfant, participation à un dispositif de formation professionnelle, exercice d'une activité sportive de haut niveau...).

Détail du calcul de la subvention :
40 500 heures prévisionnelles de formation.

La subvention attribuée au titre de la promotion sociale est calculée en tenant compte du volume global d'heures sollicité par la structure, de la réalisation à N-2, de l'enveloppe budgétaire régionale et des règles fixées au règlement d'intervention.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel enseignant	155 556,00	67,05%
Personnel non enseignant	14 040,00	6,05%
Fonctionnement	62 390,25	26,89%
Total	231 986,25	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Contribution particpants	88 200,00	38,02%
Subvention Région (sollicitée)	140 636,25	60,62%
Participation Employeurs	3 150,00	1,36%
Total	231 986,25	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	42 190,88 €
2018	98 445,38 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	231 750,00 €
2014	Dispositif régional permettant aux personnes incarcérées d'accéder à des études supérieures (Fct)	40 000,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	16 500,00 €
2014	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	292 336,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	156 262,50 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	15 000,00 €
2014	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	250 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	183 600,00 €
2015	Dispositif régional permettant aux personnes incarcérées d'accéder à des études supérieures (Fct)	80 000,00 €
2015	Manifestations scientifiques hors DIM	11 000,00 €
2015	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	110 000,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	156 262,50 €
2015	SESAME	340 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	20 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	155 250,00 €
2016	Manifestations scientifiques hors DIM	10 000,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	156 262,50 €
2016	SESAME	200 000,00 €
	Montant total	2 424 223,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008980

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DAEU - UNIVERSITE PARIS XIII - PARIS NORD 2017-2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	233 728,75 €	54,71 %	127 878,75 €
		Montant Total de la subvention	127 878,75 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111007-400
11100701- Formation des salariés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS XIII -NORD
Adresse administrative : 99 AVENUE JEAN-BAPTISTE CLEMENT
93430 VILLETANEUSE
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Jean-Pierre ASTRUC, Président

N° SIRET : 19931238000017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Elever le niveau de qualification des franciliens et concourir à la sécurisation des parcours professionnels.

Description :
DAEU A et B

Moyens mis en œuvre :
DAEU A+B classique: tests d'entrée en français, anglais et mathématiques. Décomposition en sous-groupes. Séances de formation classiques animées par un enseignant spécialiste de la matière. Chacun des groupes bénéficie de 60 m² et d'une salle informatique en libre service. Mise à disposition de photocopies, devoirs et cours de soutien par matière enseignée.
20 heures de tutorat assurées par un ancien stagiaire DAEU. Entretiens en cours de session avec le responsable pédagogique. Bibliothèque universitaire, point librairie papeterie, activités artistiques et sportives proposées.

DAEU Internet :
Accès à une plate-forme à distance internet avec mot de passe et identifiant personnel. Enseignement modulaire comprenant un ensemble de ressources numérisées en ligne avec un cours, des dossiers, des exercices d'application et des auto-évaluations, un dispositif de suivi à distance (télé tutorat, forum) et séances de regroupements en présentiel sur le site universitaire.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le DAEU est ouvert aux salariés et aux demandeurs d'emploi (dans la limite de 25% des effectifs accueillis) sous conditions :
- d'avoir 24 ans ou plus au 1er octobre de l'année de l'examen ou
- d'avoir au moins 20 ans au 1er octobre de l'année de l'examen et de justifier de deux années d'activité professionnelle salarié ou d'une activité ayant donné lieu à deux années de cotisation à la sécurité sociale (période de chômage avec inscription à Pole Emploi, éducation d'un enfant, participation à un dispositif de formation professionnelle, exercice d'une activité sportive de haut niveau...).

Détail du calcul de la subvention :
15750 heures prévisionnelles de formation.

La subvention attribuée au titre de la promotion sociale est calculée en tenant compte du volume global d'heures sollicité par la structure, de la réalisation à N-2, de l'enveloppe budgétaire régionale et des règles fixées au règlement d'intervention.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel enseignant	113 754,45	48,67%
Personnel non enseignant	77 928,65	33,34%
Fonctionnement	42 045,65	17,99%
Total	233 728,75	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Contribution Participants	92 795,00	39,70%
Subvention Région (sollicitée)	127 878,75	54,71%
Participation Employeurs	13 055,00	5,59%
Total	233 728,75	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	38 363,63 €
2018	89 515,13 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	283 500,00 €
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	443 000,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	10 500,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	142 087,50 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	245 250,00 €
2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	445 000,00 €
2015	Insertion professionnelle des doctorants	10 000,00 €
2015	Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI) - fonctionnement	130 450,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	142 087,50 €
2015	SESAME	200 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	207 000,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	450 000,00 €
2016	Manifestations scientifiques hors DIM	3 000,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	142 087,50 €
2017	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	315 000,00 €
	Montant total	3 248 962,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008992

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DAEU - UNIVERSITE PARIS-EST – MARNE LA VALLEE 2017-2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	40 621,12 €	35,01 %	14 221,45 €
	Montant Total de la subvention		14 221,45 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111007-400
11100701- Formation des salariés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE DE MARNE LA VALLEE
Adresse administrative : 5 BOULEVARD DESCARTES
77454 MARNE LA VALLEE CEDEX 2
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Gilles ROUSSEL, Président

N° SIRET : 19932056500492

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Elever le niveau de qualification des franciliens et concourir à la sécurisation des parcours professionnels.

Description :
DAEU A

Moyens mis en œuvre :
-Un enseignant par matière.
Une secrétaire pédagogique.
Une salle de cours banalisée.
Mise à disposition de matériel Audio-visuel et autre : lecteur audio, vidéoprojecteur, magnétophone, tableaux, ...
Photocopie de cours fournis par les enseignants.

Accès aux bibliothèques et salle informatique en libre-service à l'Université.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le DAEU est ouvert aux salariés et aux demandeurs d'emploi (dans la limite de 25% des effectifs accueillis) sous conditions :
- d'avoir 24 ans ou plus au 1er octobre de l'année de l'examen ou
- d'avoir au moins 20 ans au 1er octobre de l'année de l'examen et de justifier de deux années d'activité professionnelle salarié ou d'une activité ayant donné lieu à deux années de cotisation à la sécurité sociale (période de chômage avec inscription à Pole Emploi, éducation d'un enfant, participation à un dispositif de formation professionnelle, exercice d'une activité sportive de haut niveau...).

Détail du calcul de la subvention :
5625 heures prévisionnells de formation.

La subvention attribuée au titre de la promotion sociale est calculée en tenant compte du volume global d'heures sollicité par la structure, de la réalisation à N-2, de l'enveloppe budgétaire régionale et des règles fixées au règlement d'intervention.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel Enseignant	18 068,75	44,48%
Personnel non enseignnat	16 287,06	40,10%
Fonctionnement	6 265,31	15,42%
Total	40 621,12	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Contribution des participants	12 000,00	29,54%
Subvention Région (sollicitée)	14 221,45	35,01%
autres	11 999,67	29,54%
Participation Employeurs	2 400,00	5,91%
Total	40 621,12	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 266,44 €
2018	9 955,02 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	135 000,00 €
2014	Dispositif régional permettant aux personnes incarcérées d'accéder à des études supérieures (Fct)	40 000,00 €
2014	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes	35 000,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	5 000,00 €
2014	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	180 000,00 €
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	2 500,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	18 528,75 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	34 000,00 €
2014	Soutien aux expérimentations et aux partenariats en faveur du développement d'une politique de mobilité internationale - volets enseignement supérieur et apprentissage	15 000,00 €
2014	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	1 900 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	135 000,00 €
2015	Dispositif régional permettant aux personnes incarcérées d'accéder à des études supérieures (Fct)	80 000,00 €
2015	Mise en oeuvre d'ateliers de création urbaine	15 000,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	17 859,18 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	35 000,00 €
2015	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	1 772 200,00 €
2015	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	3 427 950,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	113 850,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	17 859,18 €
2016	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	300 000,00 €
	Montant total	4 811 797,11 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008993

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DAEU - UNIVERSITE PARIS-SUD - PARIS XI 2017-2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	102 100,00 €	55,92 %	57 094,00 €
	Montant Total de la subvention		57 094,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111007-400
11100701- Formation des salariés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE DE PARIS-SUD
Adresse administrative : 15 RUE GEORGES CLEMENCEAU
91400 ORSAY
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Jacques BITTOUN, Président

N° SIRET : 19911101400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Elever le niveau de qualification des franciliens et concourir à la sécurisation des parcours professionnels.

Description :
DAEU A - DAEU B

Moyens mis en œuvre :
DAEU A :
Une salle de cours, une salle équipée pour l'anglais - Accès à la Bibliothèque universitaire (équipée de bases de données numériques) - Accès aux salles informatiques de la Faculté
- 4 enseignants pour le présentiel et 5 pour les séances de soutien/regroupement
- 2 responsables pédagogiques
- 1 secrétariat

DAEU B :

- 5 enseignants provenant de l'université ou de lycées
- 1 responsable pédagogique qui assure la coordination pédagogique
- Infrastructures du service de Formation Continue (salles de cours modernes, matériel audio-visuel, secrétariat, photocopieur)
- Infrastructures de l'université (bibliothèque, lieux de restauration, adresse email...).

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le DAEU est ouvert aux salariés et aux demandeurs d'emploi (dans la limite de 25% des effectifs accueillis) sous conditions :
- d'avoir 24 ans ou plus au 1er octobre de l'année de l'examen ou
- d'avoir au moins 20 ans au 1er octobre de l'année de l'examen et de justifier de deux années d'activité professionnelle salarié ou d'une activité ayant donné lieu à deux années de cotisation à la sécurité sociale (période de chômage avec inscription à Pole Emploi, éducation d'un enfant, participation à un dispositif de formation professionnelle, exercice d'une activité sportive de haut niveau...).

Détail du calcul de la subvention :
9100 heures prévisionnelles de formation.

La subvention attribuée au titre de la promotion sociale est calculée en tenant compte du volume global d'heures sollicité par la structure, de la réalisation à N-2, de l'enveloppe budgétaire régionale et des règles fixées au règlement d'intervention.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel enseignant	62 380,00	61,10%
Personnel non enseignant	31 857,00	31,20%
Fonctionnement	7 863,00	7,70%
Total	102 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Contribution des participants	30 946,00	30,31%
Subvention Région (sollicitée)	57 094,00	55,92%
Autres financements publics	11 886,00	11,64%
Participation employeurs	2 174,00	2,13%
Total	102 100,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 128,20 €
2018	39 965,80 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	245 250,00 €
2014	Insertion professionnelle des doctorants	10 000,00 €
2014	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	250 000,00 €
2014	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	215 552,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	65 172,00 €
2014	PSP - Diplôme universitaire de musicien intervenant	85 734,00 €
2014	SESAME	200 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	23 000,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	35 000,00 €
2014	Soutien aux actions en faveur de la démocratisation de l'enseignement supérieur	20 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	2 750,00 €
2014	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	6 000 000,00 €
2015	Accompagnement VAE renforcé	4 500,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	194 850,00 €
2015	Insertion professionnelle des doctorants	10 000,00 €
2015	Manifestations scientifiques hors DIM	3 000,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	66 837,00 €
2015	PSP - Diplôme universitaire de musicien intervenant	85 734,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	12 870,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	10 000,00 €

2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	30 000,00 €
2015	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	16 906 780,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	164 700,00 €
2016	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	161 586,80 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	63 438,00 €
2016	PSP - Diplôme universitaire de musicien intervenant	85 734,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	9 000,00 €
2016	Soutien études & mise en œuvre plans déplacements scol. & interentreprises (Inv)	17 070,00 €
2017	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	200 000,00 €
	Montant total	27 221 777,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008995

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DAEU - UNIVERSITE PIERRE ET MARIE CURIE - PARIS VI 2017-2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	198 410,00 €	55,11 %	109 350,00 €
	Montant Total de la subvention		109 350,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111007-400
11100701- Formation des salariés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE
Adresse administrative : 4 PLACE JUSSIEU
75252 PARIS CEDEX 05
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Jean CHAMBAZ, Président

N° SIRET : 19751722000012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Elever le niveau de qualification des franciliens et concourir à la sécurisation des parcours professionnels.

Description :
DAEU B

Moyens mis en œuvre :
8 professeurs expérimentés connaissant les difficultés liées à la reprise d'études et 1 médecin.
Des cours de soutien sont proposés le samedi.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le DAEU est ouvert aux salariés et aux demandeurs d'emploi (dans la limite de 25% des effectifs accueillis) sous conditions :
- d'avoir 24 ans ou plus au 1er octobre de l'année de l'examen ou
- d'avoir au moins 20 ans au 1er octobre de l'année de l'examen et de justifier de deux années d'activité professionnelle salarié ou d'une activité ayant donné lieu à deux années de cotisation à la sécurité sociale (période de chômage avec inscription à Pole Emploi, éducation d'un enfant, participation à un dispositif de formation professionnelle, exercice d'une activité sportive de haut niveau...).

Détail du calcul de la subvention :
27 000 heures prévisionnelles de formation.

La subvention attribuée au titre de la promotion sociale est calculée en tenant compte du volume global d'heures sollicité par la structure, de la réalisation à N-2, de l'enveloppe budgétaire régionale et des règles fixées au règlement d'intervention.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel enseignant	153 800,00	77,52%
personnel non enseignant	4 930,00	2,48%
Fonctionnement	39 680,00	20,00%
Total	198 410,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Contribution des participants	84 200,00	42,44%
Subvention Région (sollicitée)	109 350,00	55,12%
AUtres	4 850,00	2,44%
Total	198 400,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	32 805,00 €
2018	76 545,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	200 250,00 €
2014	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	306 600,00 €
2014	Insertion professionnelle des doctorants	21 250,00 €
2014	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	121 658,66 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	121 500,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	28 000,00 €
2014	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	100 000,00 €
2014	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	500 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	158 850,00 €
2015	Insertion professionnelle des doctorants	10 000,00 €
2015	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	614 413,72 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	121 500,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	33 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	134 100,00 €
2016	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	155 933,17 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	121 500,00 €
2016	SESAME	150 000,00 €
	Montant total	2 898 555,55 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008996

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DAEU - UNIVERSITE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES 2017-2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	92 520,00 €	66,54 %	61 563,00 €
	Montant Total de la subvention		61 563,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111007-400
11100701- Formation des salariés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES
Adresse administrative : 55 AVENUE DE PARIS
78035 VERSAILLES CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Didier GUILLEMOT, Président

N° SIRET : 19781944400013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Elever le niveau de qualification des franciliens et concourir à la sécurisation des parcours professionnels.

Description :
DAEU A -DAEU B

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
Formation mise en œuvre par 2 équipes pédagogiques expérimentées (entre 5 et 35 ans d'expérience dans l'enseignement) :

Option A :
• 3 professeurs agrégés : Français, Anglais et Histoire
• 1 professeur d'université en Géographie

Option B :
• 1 assistant en physique,
• 2 maitres de conférences en chimie et en mathématiques,
• 2 doctorantes en biologie,
• 1 professeur agrégé en français.

Moyens matériels :
• 1 salle pour chaque groupe,
• 1 salle multimédia (langues et accès internet),
• 2 salles de TP physique et chimie.

Les ressources pédagogiques sont à la disposition des candidats en présentiel en appui pédagogique.

DAEU à distance : le parcours est encadré par une équipe de tuteurs composée de la même manière.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le DAEU est ouvert aux salariés et aux demandeurs d'emploi (dans la limite de 25% des effectifs accueillis) sous conditions :
- d'avoir 24 ans ou plus au 1er octobre de l'année de l'examen ou
- d'avoir au moins 20 ans au 1er octobre de l'année de l'examen et de justifier de deux années d'activité professionnelle salarié ou d'une activité ayant donné lieu à deux années de cotisation à la sécurité sociale (période de chômage avec inscription à Pole Emploi, éducation d'un enfant, participation à un dispositif de formation professionnelle, exercice d'une activité sportive de haut niveau...).

Détail du calcul de la subvention :
8 100 heures prévisionnelles de formation.

La subvention attribuée au titre de la promotion sociale est calculée en tenant compte du volume global d'heures sollicité par la structure, de la réalisation à N-2, de l'enveloppe budgétaire régionale et des règles fixées au règlement d'intervention.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel enseignant	54 810,00	59,24%
Personnel non enseignant	22 908,00	24,76%
Fonctionnement	14 802,00	16,00%
Total	92 520,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Contribution des participants	30 957,00	33,46%
Subvention Région (sollicitée)	61 563,00	66,54%
Total	92 520,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	27 756,30 €
2018	64 764,70 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	144 000,00 €
2014	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	182 025,30 €
2014	Allocations post-doctorales hors DIM (ARDoC)	23 251,73 €
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	858 000,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	12 000,00 €
2014	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	150 000,00 €
2014	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	871 990,32 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	68 175,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	35 000,00 €
2014	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	153 590,85 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	113 850,00 €
2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	866 000,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	72 760,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	35 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	96 300,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	926 000,00 €
2016	Manifestations scientifiques hors DIM	7 000,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	68 403,00 €
2016	SESAME	250 000,00 €
2017	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	648 200,00 €
	Montant total	4 903 723,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008997

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DAEU- UNIVERSITE PARIS OUEST - NANTERRE 2017-2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	246 225,00 €	37,01 %	91 125,00 €
		Montant Total de la subvention	91 125,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111007-400
11100701- Formation des salariés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE
Adresse administrative : 200 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
92001 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Jean-François BALAUDE, Président

N° SIRET : 19921204400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Elever le niveau de qualification des franciliens et concourir à la sécurisation des parcours professionnels.

Description :
DAEU A

Moyens mis en œuvre :
24 semaines (partiels, entrainements, ateliers en plus)
2 salles
Une équipe de 18 professeurs
Une conseillère en formation (sur rendez-vous au CREFOP)
Ateliers et tutorat : atelier dit de langue : 25 heures ; atelier d'écriture : 36 heures
Tutorat : au moins 60 heures

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le DAEU est ouvert aux salariés et aux demandeurs d'emploi (dans la limite de 25% des effectifs accueillis) sous conditions :
- d'avoir 24 ans ou plus au 1er octobre de l'année de l'examen ou
- d'avoir au moins 20 ans au 1er octobre de l'année de l'examen et de justifier de deux années d'activité professionnelle salarié ou d'une activité ayant donné lieu à deux années de cotisation à la sécurité sociale (période de chômage avec inscription à Pole Emploi, éducation d'un enfant, participation à un dispositif de formation professionnelle, exercice d'une activité sportive de haut niveau...).

Détail du calcul de la subvention :
22 500 heures prévisionnelles de formation.

La subvention attribuée au titre de la promotion sociale est calculée en tenant compte du volume global d'heures sollicité par la structure, de la réalisation à N-2, de l'enveloppe budgétaire régionale et des règles fixées au règlement d'intervention.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel enseignant	184 609,00	74,98%
Personnels non enseignants	37 680,00	15,30%
Fonctionnement	23 936,00	9,72%
Total	246 225,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Contribution des participants	131 400,00	53,37%
Subvention Région (sollicitée)	91 125,00	37,01%
Autres financements	18 900,00	7,68%
Participation des employeurs	4 800,00	1,95%
Total	246 225,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	27 335,50 €
2018	63 787,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	315 000,00 €
2014	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	204 400,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	16 750,00 €
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	101 250,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	0,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	0,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2014	Soutien aux expérimentations et aux partenariats en faveur du développement d'une politique de mobilité internationale - volets enseignement supérieur et apprentissage	12 450,00 €
2014	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	4 000 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	248 850,00 €
2015	Manifestations scientifiques hors DIM	8 000,00 €
2015	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	-52 764,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	101 250,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2015	Soutien aux actions en faveur de la démocratisation de l'enseignement supérieur	8 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	208 800,00 €
2016	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2016	Manifestations scientifiques hors DIM	11 000,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	101 250,00 €
	Montant total	5 524 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008998

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DAEU- UNIVERSITE PARIS XII- PARIS EST-CRETEIL (UPEC) 2017-2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	270 415,91 €	34,19 %	92 455,20 €
	Montant Total de la subvention		92 455,20 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111007-400
11100701- Formation des salariés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE
Adresse administrative	:	61 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 94010 CRETEIL CEDEX
Statut Juridique	:	Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant	:	Monsieur Olivier MONTAGNE, Président
N° SIRET	:	19941111700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Elever le niveau de qualification des franciliens et concourir à la sécurisation des parcours professionnels.

Description :
DAEU A - DAEU B

Moyens mis en œuvre :
Entretiens individuels, réunion d'information, tests de niveau, réunion pédagogique, journée et stage de pré rentrée.
Ordinateurs en libre-service, accès bibliothèque, SCUIO, service Vie de l'Etudiant, restauration, association des DAEU A de l'UPEC, Maison de la Santé et activités sportives
- 16 enseignants pour le DAEU A
- 12 enseignants pour le DAEU B

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le DAEU est ouvert aux salariés et aux demandeurs d'emploi (dans la limite de 25% des effectifs accueillis) sous conditions :
- d'avoir 24 ans ou plus au 1er octobre de l'année de l'examen ou
- d'avoir au moins 20 ans au 1er octobre de l'année de l'examen et de justifier de deux années d'activité professionnelle salarié ou d'une activité ayant donné lieu à deux années de cotisation à la sécurité sociale (période de chômage avec inscription à Pole Emploi, éducation d'un enfant, participation à un dispositif de formation professionnelle, exercice d'une activité sportive de haut niveau...).

Détail du calcul de la subvention :
29 200 heures prévisionnelles de formation.

La subvention attribuée au titre de la promotion sociale est calculée en tenant compte du volume global d'heures sollicité par la structure, de la réalisation à N-2, de l'enveloppe budgétaire régionale et des règles fixées au règlement d'intervention.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel enseignant	145 431,00	53,78%
Personnel non enseignant	84 500,00	31,25%
Fonctionnment	40 484,91	14,97%
Total	270 415,91	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Contribution des participants	95 243,73	35,22%
Subvention Région (sollicitée)	92 455,20	34,19%
Autres	82 716,98	30,59%
Total	270 415,91	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	27 736,56 €
2018	64 718,64 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	292 500,00 €
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	198 000,00 €
2014	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	110 930,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	12 000,00 €
2014	Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI) - fontionnement	291 700,00 €
2014	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	250 000,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	110 577,66 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	3 000,00 €

2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2014	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	1 750 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	261 000,00 €
2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	194 000,00 €
2015	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	114 365,00 €
2015	Mise en oeuvre d'ateliers de création urbaine	15 000,00 €
2015	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	400 000,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	110 577,66 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	6 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	216 450,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	220 000,00 €
2016	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	118 045,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	102 728,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	6 000,00 €
2017	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	154 000,00 €
2017	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	50 000,00 €
	Montant total	5 066 873,32 €

ANNEXE N°5 A LA DELIBERATION
ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009476	Budget	2017

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111007 - Formation des salariés**
Action	**11100701 - Formation des salariés**

Dispositif : N° 00000455 - PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires

Dossier	17008959 - DAEU - UNIVERSITE CERGY-PONTOISE 2017-2018			
Bénéficiaire	R3218 - UNIVERSITE CERGY PONTOISE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	44 550,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
79 710,00 €	HT	55,89 %	44 550,00 €	

Dossier	17008964 - DAEU - UNIVERSITE EVRY-VAL D'ESSONNE 2017-2018			
Bénéficiaire	R19513 - UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	44 650,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
71 029,00 €	HT	62,86 %	44 650,00 €	

Dossier	17008970 - DAEU - UNIVERSITE PARIS DESCARTES PARIS V 2017-2018			
Bénéficiaire	R6379 - UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	63 765,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
96 605,00 €	HT	66,01 %	63 765,00 €	

Dossier	17008975 - DAEU - UNIVERSITE PARIS I - PANTHEON SORBONNE 2017-2018			
Bénéficiaire	R1482 - UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	81 900,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
186 740,00 €	HT	43,86 %	81 900,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009476	Budget	2017

Dossier	17008976 - DAEU - UNIVERSITE PARIS III-SORBONNE-NOUVELLE 2017-2018				
Bénéficiaire	R1484 - UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	43 740,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
137 606,00 €	HT		31,79 %	43 740,00 €	

Dossier	17008977 - DAEU - UNIVERSITE PARIS VII – DIDEROT 2017-2018				
Bénéficiaire	R1488 - UNIVERSITE PARIS DIDEROT PARIS 7				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	140 636,25 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
231 986,25 €	HT		60,62 %	140 636,25 €	

Dossier	17008980 - DAEU - UNIVERSITE PARIS XIII - PARIS NORD 2017-2018				
Bénéficiaire	R1468 - UNIVERSITE PARIS XIII -NORD				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	127 878,75 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
233 728,75 €	HT		54,71 %	127 878,75 €	

Dossier	17008992 - DAEU - UNIVERSITE PARIS-EST – MARNE LA VALLEE 2017-2018				
Bénéficiaire	R21311 - UNIVERSITE DE MARNE LA VALLEE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	14 221,45 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 621,12 €	HT		35,01 %	14 221,45 €	

Dossier	17008993 - DAEU - UNIVERSITE PARIS-SUD - PARIS XI 2017-2018				
Bénéficiaire	R1499 - UNIVERSITE DE PARIS-SUD				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	57 094,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
102 100,00 €	HT		55,92 %	57 094,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009476	Budget	2017

Dossier	17008995 - DAEU - UNIVERSITE PIERRE ET MARIE CURIE - PARIS VI 2017-2018			
Bénéficiaire	R1487 - UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	109 350,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
198 410,00 €	HT	55,11 %	109 350,00 €	

Dossier	17008996 - DAEU - UNIVERSITE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES 2017-2018			
Bénéficiaire	R10268 - UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	61 563,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
92 520,00 €	HT	66,54 %	61 563,00 €	

Dossier	17008997 - DAEU- UNIVERSITE PARIS OUEST - NANTERRE 2017-2018			
Bénéficiaire	R1495 - UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	91 125,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
246 225,00 €	HT	37,01 %	91 125,00 €	

Dossier	17008998 - DAEU- UNIVERSITE PARIS XII- PARIS EST-CRETEIL (UPEC) 2017-2018			
Bénéficiaire	R1467 - UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	92 455,20 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
270 415,91 €	HT	34,19 %	92 455,20 €	

Total sur le dispositif N° 00000455 - PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	972 928,65 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/07/2017

DELIBERATION N° CP 2017-254

DU 5 JUILLET 2017

PROGRAMME QUALIFIANT TERRITORIALISE 2017

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DE SOUTIEN A DES PROJETS PORTES PAR DES STRUCTURES LOCALES :

- **SOUTIEN A L'ASSOCIATION ATOUT PLIE NORD-OUEST ESSONNE POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UN PARCOURS DE FORMATION AUX METIERS DE LA VOIRIE ET RESEAUX**

- **SOUTIEN A L'ASSOCIATION PLIE DE CERGY PONTOISE POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UN PARCOURS DE FORMATION DANS LES METIERS DES ESPACES VERTS**

SOUTIEN REGIONAL AUX ACTIONS EXPERIMENTALES DE SECURISATION DE PARCOURS DE FORMATION TOURNES VERS L'EMPLOI

- **SOUTIEN A 60 000 REBONDS**

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales
VU Le Code du travail ;
VU La loi 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale;
VU La délibération CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au « service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles» en son annexe 4 « Soutien à des projets portés par des structures locales dans le cadre du programme qualifiant territorialisé » ;
VU La délibération CR 06-12 du 17 février 2012 relative à la politique régionale en faveur des Pactes : adaptation du dispositif ;
VU La délibération CR 17-12 du 17 février 2012 relative au renforcement du service public de formation et d'insertion professionnelles ; et en particulier son annexe 6 relative à l'expérimentation
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU Le régime d'aide exempté n° SA.40207, relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014
VU La délibération n° CP 16-635 du 16 novembre 2016 relative à la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement des aides aux employeurs d'apprentis, et le règlement des subventions PM'UP ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;
VU Le rapport CP 2017-254 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la Commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;
VU L'avis de la Commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1

Décide de participer au titre du dispositif *« Soutien à des projets portés par des structures locales dans la cadre du Programme Qualifiant Territorialisé »,* au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de :

- **117 390 €** en faveur de l'association ATOUT PLIE NORD-OUEST ESSONNE pour la mise en œuvre d'un parcours de formation aux métiers des travaux publics.

- **74 800 €** en faveur de l'association CONVERGENCES EMPLOI CERGY pour la mise en œuvre d'un parcours de formation dans les métiers des espaces verts.

Subordonne le versement de chacune des subventions à la signature par chaque bénéficiaire de conventions conformes à la convention- type approuvée par la délibération n° CP 16-453 du 21 septembre 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **192 190 €** disponible sur le Chapitre budgétaire 931 « Formation professionnelle et apprentissage », Code fonctionnel 11 « Formation professionnelle », programme 111006 « Formations qualifiantes et métiers », action 11100603 « Formations qualifiantes et métiers » du budget régional 2017.

Article 2

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional aux actions expérimentales 2017 de sécurisation de parcours de formation tournés vers l'emploi » au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subvention d'un montant maximum prévisionnel de :

30 000 € en faveur de l'association 60 000 REBONDS pour le projet de mise en place d'un parcours d'accompagnement des entrepreneurs post faillite, vers un nouveau projet professionnel.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par la délibération n° CP 17-213 du 17 mai 2017 et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **30 000** € disponible sur le Chapitre budgétaire 931 « Formation professionnelle et apprentissage », Code fonctionnel 11 « Formation professionnelle », programme 111006 « Formations qualifiantes et métiers », action 11100605 « Formations complémentaires » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

Article 3

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Dossier – Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17009940	60000 REBONDS ACTIONS EXPERIMENTALES 2017	60000 REBONDS	01/01/2017

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION :
ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-254	Budget	2017

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111006 - Formations qualifiantes et métiers**
Action	**11100603 - Formations qualifiantes et métiers**

Dispositif : N° 00000458 - Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)

Dossier	17009979 - PQT-PLIE NORD OUEST ESSONNE-2017			
Bénéficiaire	P0006894 - ATOUT PLIE NORD OUEST 91			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	117 390,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
278 277,00 €	TTC	42,18 %	117 390,00 €	

Dossier	17010288 - PQT-CONVERGENCES EMPLOI CERGY-2017			
Bénéficiaire	P0015421 - ASS CONVERGENCES EMPLOI CERGY			
Localisation	CA CERGY-PONTOISE (95-VAL D'OISE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	74 800,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
93 500,00 €	HT	80 %	74 800,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000458 - Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)	192 190,00 €

Total sur l'imputation 931 - 11 - 111006 - 11100603	192 190,00 €

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111006 - Formations qualifiantes et métiers**
Action	**11100605 - Formations complémentaires**

Dispositif : N° 00000821 - Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-254	Budget	2017

Dossier	17009940 - 60000 REBONDS ACTIONS EXPERIMENTALES 2017				
Bénéficiaire	P0037038 - 60000 REBONDS				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	30 000,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
173 285,00 €	TTC	17,31 %		30 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000821 - Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	30 000,00 €

Total sur l'imputation 931 - 11 - 111006 - 11100605	30 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION :
FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009979

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PQT-PLIE NORD OUEST ESSONNE-2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)	278 277,00 €	42,18 %	117 390,00 €
		Montant Total de la subvention	117 390,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-6574-111006-400
11100603- Formations qualifiantes et métiers

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATOUT PLIE NORD OUEST 91
Adresse administrative : 2 BIS RUE LEON BLUM
91120 PALAISEAU
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Martine KOECHLIN-CAMBER, Présidente

Date de publication au JO : 11 décembre 2009

N° SIRET : 41525552000025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)
Rapport Cadre : CR58-08 du 26/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 15 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet a pour objectif de former un public en difficulté d'insertion professionnelle (DELD, RSA, API, sortants de prison, travailleurs handicapés..) résidant sur les 41 communes adhérentes à Atout PLIE Nord-Ouest 91, au métier de la voirie et réseaux. Ce métier est porteur sur le territoire du Nord-Ouest Essonne compte tenu des nombreux aménagements qui sont en cours et à venir dans le cadre de la création programmée d'un cluster à dominante scientifique sur le Plateau de Saclay.

Description :
L'action de formation proposée est un Titre Professionnel « Constructeur professionnel en voirie et réseaux » de niveau V. Sa durée sera de 919 heures, dont 105 heures en immersion en entreprise.
Dans le cadre de cette formation, l'EPAPS a réservé, sur un marché de voirie attribué à la société EIFFAGE, un tronçon de route permettant la mise en application terrain de la formation. Les stagiaires

pourront ainsi contribuer à la réalisation de travaux en situation réelle. Ils pourront également bénéficier d'une immersion dans cette entreprise ou dans toute autre entreprise attributaire des différents marchés passés par l'EPAPS.

Moyens mis en œuvre :
Le partenariat mobilisé pour l'action
L'EPA Paris Saclay, la Fédération Régionale des Travaux Publics d'Ile de France, le Syndicat des Travaux Publics de l'Essonne, les organismes de formation TP consultés pour expertise, les entreprises de travail temporaires impliquées dans la mise en œuvre des clauses sociales, ont travaillé en collaboration pour étudier la mise en œuvre d'une formation de constructeur professionnel en voirie et réseaux pouvant répondre aux besoins de montée en compétences de salariés et demandeurs d'emploi du territoire.
Ils seront impliqués dès l'ingénierie du projet, et sur toutes les phases d'avancée du dossier. Ils seront invités à participer à l'ensemble des réunions de travail et de pilotage de la formation, jusqu'au bilan.

Un chargé de mission du PLIE coordonnera l'ensemble du projet, en lien avec l'ensemble des acteurs, garant de l'ingénierie du projet, du suivi et jusqu'au bilan de l'action. Il sera l'interlocuteur privilégié de la Région IDF et des principaux financeurs de l'action.

Les mesures d'accompagnement des stagiaires
L'organisme de formation encadrera pédagogiquement les stagiaires, leur transmettra les savoirs être et savoirs faire du titre professionnel constructeur professionnel en voirie et réseaux, encadrera techniquement les temps de chantier formation sur le site de l'EPA Paris Saclay, sera garant de la bonne réalisation des travaux par les stagiaires et des bonnes acquisitions de gestes professionnels liés aux métiers.

Un temps de formation socio professionnelle sera également proposé à l'ensemble des stagiaires durant la formation professionnelle d'une durée d'environ 7 mois, afin de soutenir les personnes du PLIE sur les freins périphériques à l'emploi et la préparation à l'emploi.

Modalités de pilotage
3 comités de pilotage se réuniront pendant la durée du chantier (démarrage, milieu et issue de chantier école). Il sera composé du Conseil Régional, de l'organisme de formation, des représentants des structures partenaires, de la Communauté d'Agglomération Paris Saclay, des Services emploi des communes adhérentes au PLIE, des Missions Locales, des Maisons des Solidarités du territoire, du Pôle Emploi et d'Atout PLIE (Nord-Ouest 91). Atout PLIE co-animera le comité avec l'organisme de formation et transmettra l'ensemble des informations relatives au déroulement du chantier aux partenaires.

Des comités de suivi seront également mis en place par Atout PLIE en lien étroit avec l'organisme de formation en direction de l'ensemble des prescripteurs pour faire le point sur les avancées des stagiaires.

Intérêt régional : La pertinence du PQT est triple : former un public demandeur d'emploi du territoire sur une qualification demandée ; approcher des organismes de formation du territoire que l'offre structurelle n'a pas su attirer ; rendre visible l'action de la Région sur le projet de grande envergure qu'est l'aménagement du Plateau de Saclay.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le nombre total de places prévisionnelles sur le financement régional au titre du PQT est de 15.

Le niveau de formation initiale de la majeure partie des candidats ne devra pas excéder le niveau V. Néanmoins, une recevabilité reste possible pour des personnes bénéficiant d'un niveau de formation initiale supérieur à celui-ci, dont la situation présente, a priori, un handicap pour accéder à l'emploi : diplôme ou titre non reconnus en France, expérience à l'étranger restant à valoriser, longue inactivité, absence de qualification dans le métier cible, etc.

En termes de prérequis, les candidats à l'intégration à la formation auront défini une orientation professionnelle en lien avec les métiers des travaux publics. A ce titre, ils s'assureront de ne pas avoir de contre-indication médicale.

Localisation géographique :

- CC PAYS DE LIMOURS
- CA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coûts pédagogiques	117 390,00	42,18%
Frais administratifs et de salaires du chargé de mission	26 890,00	9,66%
Divers (location engins, installation chantiers ...)	133 997,00	48,15%
Total	278 277,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
EPA Saclay	108 297,00	38,92%
FRTP	19 250,00	6,92%
Communauté Paris-Saclay	16 670,00	5,99%
FSE	16 670,00	5,99%
Subvention régionale	117 390,00	42,18%
Total	278 277,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	46 956,00 €
2018	70 434,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	79 023,57 €
2014	Chantier école	55 000,00 €
2015	Passerelles entreprises	170 756,45 €
2016	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	47 631,87 €

2016	Chantier école	55 000,00 €
2016	Passerelles entreprises	165 759,00 €
	Montant total	573 170,89 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010288

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PQT-CONVERGENCES EMPLOI CERGY-2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)	93 500,00 €	80,00 %	74 800,00 €
	Montant Total de la subvention		74 800,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-6574-111006-400
11100603- Formations qualifiantes et métiers

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS CONVERGENCES EMPLOI CERGY
Adresse administrative : 8 RUE TRAVERSIERE
95000 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Elina CORVIN, Présidente

Date de publication au JO : 3 juillet 1996

N° SIRET : 40867524700030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)
Rapport Cadre : CR58-08 du 26/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 27 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Former 12 stagiaires au Titre professionnel « ouvrier du paysage » option gestion différenciée/ développement durable afin de répondre aux besoins identifiés d'entreprises du territoire

Description :
Ce projet vise l'acquisition des compétences en matière d'entretien des espaces verts et de développement durable en intégrant les nouvelles normes environnementales.

L'action de formation financée préparera les participants au passage des trois certificats de compétences que constitue le Titre Professionnel :
- CCP1 : Entretenir un espace vert ornemental
- CCP2 : Planter et engazonner des espaces verts

- CCP3 : Poser et entretenir des circulations, des dallages, pavages et d'équipements d'espaces verts

Ce Titre Professionnel sera complété par l'option Développement Durable avec une formation à la gestion différenciée : approche des produits phytosanitaires et techniques alternatives afin de former les futurs ouvriers espaces verts aux nouvelles pratiques de la profession visant à adopter des nouvelles pratiques alternatives efficaces et respectueuses de l'environnement.

Moyens mis en œuvre :
Le partenariat mobilisé pour l'action
Le repérage des besoins a été réalisé en partenariat avec les villes adhérentes du PLIE et avec l'ensemble des opérateurs du PLIE assurant la fonction « référent de parcours ».

Partenariat institutionnel : Conseil Régional - Direccte – Conseil Départemental – Pôle Emploi -Mission Locale - Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise, élus des villes de Cergy, Courdimanche, Eragny sur Oise, Jouy le Moutier et Vauréal

Partenariat social : SSD – Caf – Escapade – Loginter – Apui les Villageoises – Résidence sociale de l'Escapade – Service logement de la ville de Cergy - Espérer 95 - CCAS- le Maillon

Partenariat insertion : association Alice – association Du Côté Des Femmes – association Espérer 95 – association Apui les Villageoises, association Assist' Famille formation – Services emploi des villes adhérentes – Pôle Emploi - association ACR – association HALAGE

Les mesures d'accompagnement des stagiaires
Un suivi sera assuré en centre et en entreprise par l'organisme de formation; un accompagnement sur les problématiques annexes à la formation sera assuré par les référents du PLIE.

Modalités de pilotage
Sont prévus 3 comités de pilotage et 2 comités de suivi pour cette action qualifiante.

Intérêt régional : L'intérêt régional est de soutenir le projet de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise d'amplifier son développement dans le respect des normes environnementales, axe fort de ce territoire aux portes de l'espace naturel du Vexin.

Il s'agit également de soutenir le secteur en pleine évolution des espaces verts. Les employeurs publics sont à la recherche de nouveaux profils aux compétences élargies dans le domaine du développement durable.

Enfin, ce projet permet à un public éloigné de l'emploi de s'insérer durablement dans un secteur en tension.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le public cible porte sur un effectif de 12 personnes accompagnées par le PLIE :
- Demandeurs d'emploi, issus d'action chantier-école, de chantiers d'insertion
- Demandeurs d'emploi ayant une expérience non validée par un diplôme
- Sans contre-indication médicale,
- De niveau 3ème minimum

Localisation géographique :

- CA CERGY-PONTOISE (95-VAL D'OISE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges diverses et salaires	18 700,00	20,00%
Frais pédagogiques de mise en oeuvre de la formation	74 800,00	80,00%
Total	93 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FSE	18 700,00	20,00%
Subvention régionale	74 800,00	80,00%
Total	93 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	29 920,00 €
2018	44 880,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	59 073,30 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	20 000,00 €
2014	Passerelles entreprises	51 840,00 €
2015	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	35 780,80 €
2015	Chantier école	55 000,00 €
2015	Passerelles entreprises	154 640,00 €
2016	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	47 142,50 €
2016	Chantier école	53 000,00 €
2016	Passerelles entreprises	51 040,00 €
2016	Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)	77 760,00 €
	Montant total	605 276,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009940

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 60000 REBONDS ACTIONS EXPERIMENTALES 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	173 285,00 €	17,31 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-6574-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 60000 REBONDS
Adresse administrative : 1 PL DES SAISONS
92400 COURBEVOIE
Statut Juridique :
Représentant :

N° SIRET : 81909008500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : le projet est sur une année civile. Au titre de cette année 2017, le projet a déjà démarré et la structure dans son projet s'engage à accompagner 120 personnes.

Objectifs :
L'association 60000 rebonds a pour mission de sortir de la solitude et d'accompagner et former les entrepreneurs dont l'entreprise a fait faillite, en facilitant leur retour professionnel, en les revalorisant, en les rendant acteur de leur projet professionnel, et en promouvant la valeur de l'échec face aux autres entrepreneurs et partenaires

Description :
Les entrepreneurs bénéficient d'un accompagnement individuel sur-mesure (coaching & Business

mentoring) ainsi que des prestations collectives (Réunions mensuelles, Groupe d'échanges et de développement, ateliers d'experts métiers).

Moyens mis en œuvre :

Partenariat:

60000 rebonds contribue à la mobilisation et à la mise en réseau des acteurs locaux de l'entrepreneuriat et d'insertion sociale.
L'association a noué tant au niveau national que local des partenariats avec des structures publics ou avec des missions de service public (Conseils Généraux, Départementaux, les CCI, l'APEC, l'ADIE, Pôle Emploi, ….), les professionnels des procédures collectives (Tribunaux de Commerces, Greffes, Mandataires Judiciaires, avocats), que les réseaux institutionnels de représentation des entreprises ou des entrepreneurs (Medef, CPME, Initiative France, Réseau Entreprendre, …..).

Moyens alloués:

3 implantations (Paris, Yvelines, Val d'Oise)
50 entrepreneurs accompagnés
2 permanents salariés (1,5 ETP)
70 bénévoles (Coachs, Parrains, Experts)

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
En 2016, la structure a accompagné 50 entrepreneurs. Pour 2017, elle se fixe comme objectif 120 entrepreneurs accompagnés.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
personnel permanent	122 400,00	70,64%
forum annuel 60 000 rebonds	25 000,00	14,43%
frais de fonctionnement antennes	22 285,00	12,86%
organisation de conférences	3 600,00	2,08%
Total	173 285,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention régionale	30 000,00	17,31%
financements privés	116 535,00	67,25%
cotisation des membres	6 750,00	3,90%
Pôle emploi	20 000	11,54
Total	173 285,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €
2018	10 000,00 €

DELIBERATION N° CP 2017-255

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/07/2017

DU 5 JUILLET 2017

PROGRAMME DE FORMATION DES PERSONNES DETENUES DANS LES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES FRANCILIENS

PREMIERE RECONDUCTION PARTIELLE
AUTORISATION DU LANCEMENT D'UNE NOUVELLE CONSULTATION

La Commission Permanente du Conseil Régional d'Ile-de-France

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU Le Code du travail, notamment le livre IV de la 6ème partie ;

VU La loi de « modernisation sociale »; n°2002-73 du 17 janvier 2002, notamment chapitre II section I, et ses décrets d'application ;

VU La loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU Le décret 2016-360 et notamment son article 28;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007, relative au schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007 – 2013 prorogé par délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013;

VU La délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au Service public régional de formation et d'insertion professionnelles ;

VU La délibération CR n° 89-14 du 21 novembre 2014 relative à la décentralisation de la formation professionnelle ;

VU La délibération n° CR 48-15 du 10 juillet 2015 relative à la mise en place de la décentralisation et des partenariats pour l'emploi et la formation professionnelle ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente et notamment son article 4 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 relative à l'engagement régional pour l'emploi et la formation professionnelle ;

VU La délibération n° CP 16-249 du 15 juin 2016 relative au service public régional de formation et d'insertion professionnelle : Programme Régional Qualifiant Compétences ; la Région s'engage pour l'emploi ; la formation des personnes placées sous main de justice ;

VU La délibération n° CP 16-635 du 16 novembre 2016 relative à la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement des aides aux employeurs d'apprentis, et le règlement des subventions PM'UP ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2017 ;

VU Le rapport CP 2017-255 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission de la formation professionnelle, et de l'apprentissage ;

VU L'avis de la commission des finances.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide d'affecter à la reconduction partielle en 2017-2018 du Programme de formation des personnes détenues dans les établissements franciliens et pour une nouvelle consultation une autorisation d'engagement d'un montant de **3 050 000 €** disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 11 « formation professionnelle », programme HP 11-006 (111 006), action 111 006 03 « formations qualifiantes et métiers », code nature 611 « contrats de prestations de services aux entreprises » sur le budget 2017.

Article 2 :

La recette prévisionnelle du concours du FSE pour la réalisation des actions du programme de formation des personnes détenues dans les établissements pénitentiaires franciliens s'élèverait à **1 525 000 €.** Elle sera imputée sur la rubrique 74 771 du budget régional.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 10/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/07/2017

DELIBERATION N° CP 2017-261

du 5 JUILLET 2017

AFFECTATION D'UNE SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT AU GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC CENTRE D'ANIMATION, DE RESSOURCES ET D'INFORMATION SUR LES FORMATIONS EN ILE-DE-FRANCE (GIP CARIF DEFI-METIERS)

DISPOSITIF REGIONAL « AVENIR JEUNES »
ESPACE DYNAMIQUE D'INSERTION 2017 : AVENANT DE TRANSFERT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La partie VI du Code du travail ;

VU Le règlement (CE) n°1303/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives aux Fonds européens structurels et d'investissement ainsi que les règlements délégués et les actes d'exécution afférents ;

VU Le règlement (CE) n°1304/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen ;

VU La décision de la Commission européenne C(2014) 10205 du 18 décembre 2014 portant approbation du Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Ile-de-France et du bassin de Seine sur le fondement de l'article 29 du règlement (CE) n°1303/2013 ;

VU La décision de la Commission européenne C(2014) 10205 du 18 décembre 2014 portant approbation du Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Ile-de-France et du bassin de Seine sur le fondement de l'article 29 du règlement (CE) n°1303/2013 ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

VU La loi 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU La délibération n°CR 72-07 du 27 juin 2007 relative au « schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007 – 2013 » ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 29 septembre 2013 relative à la prorogation du « schéma régional de formation tout au long de la vie 2007-2013 » jusqu'à l'adoption d'un nouveau schéma ;

VU La délibération n°CR 45-13 du 21 juin 2013 approuvant la convention constitutive du CARIF Défi métiers ;

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 ;

VU La délibération .n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n°CR 2017-01du 23 janvier 2017 portant approbation du contrat de plan régional pour le développement de la formation et de l'orientation professionnelle ;

VU La délibération n° CP 12-574 du 12 juillet 2012 autorisant le Président du Conseil Régional à signer la convention de fonctionnement F 12-574 avec le GIP-CARIF ;

VU La délibération n°CP16-366 du 12 juillet relative à « dispositif régional avenir jeunes : financement des Espaces de Dynamique d'insertion en 2016 » ;

VU La délibération CP n°16-635 du 16 novembre 2016 relative à l'adoption de la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois-tremplin, les dispositifs d'accès a l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement des aides

aux employeurs d'apprentis, le règlement des subventions PM'UP et TP'UP, le fonds de transition et l'aide aux commerces de proximité en milieu rural ;

VU La délibération n° CP 2017-031 du 27 janvier 2017 relative à « Dispositif régional Avenir Jeunes ; le financement des Espaces de Dynamique d'Insertion en 2017 : première affectation » ;

VU La délibération n° CP 2017-033 du 27 janvier 2017 relative à l'affectation autorisant une première affectation d'une subvention globale de fonctionnement au groupement d'intérêt public – Centre d'animation, de ressources et d'information sur les formations en Ile-de-France (Défi-métiers) ;

VU La délibération n° CP 2017-033 du 27 janvier 2017 approuvant le contrat d'objectifs et de moyens entre la Région et GIP - CARIF Défi métiers ;

VU La délibération n° CP 2017-214 du 17 mai 2017 relative au « dispositif régional « avenir jeunes » le financement des Espaces de dynamique d'insertion en 2017 : seconde affectation » ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU Le rapport CP 2017-261 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage ;

VU L'avis de la commission des Finances.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer au financement du GIP CARIF Défi métiers par l'attribution d'une seconde affectation d'un montant prévisionnel maximum de 735 200 €, au titre de la subvention globale de fonctionnement pour l'exercice 2017.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec Défi Métiers de l'annexe technique et financière annuelle à la convention F-17-XX figurant en annexe 1 de la présente délibération.

Article 2 :

Affecte, à cet effet, trois autorisations d'engagement décomposées comme suit :

- une autorisation d'engagement d'un montant de 623 600 € disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 10 « Services communs », Programme PR 10-002 « Mesures transversales », code action 410002085 « Défi métiers » ; du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 3 à la présente délibération.
- une autorisation d'engagement d'un montant de 82 800 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », Programme PR 28-005 (428005) « Schéma des formations », code action 428005015 « la réussite des élèves » ; du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 3 à la présente délibération.
- une autorisation d'engagement d'un montant de 28 800 € disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme PR 13-003 (413003) « Mesures diverses », code action 413003015 « Mesures diverses » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 3 à la présente délibération.

L'ensemble des affectations mentionnées au sein de cet article relève du Contrat de projets 2015 - 2020 :

- volet 5 « Innovation, filières d'avenir et usine du futur »
- sous-volet 51 « Filières d'avenir et d'emploi »
- projet 51101 « GIP Défi métiers ARACT Ile-de-France et actions sectorielles GPEC ».

Le territoire concerné par cette action est l'Île-de-France.

Article 3 : Avenant de transfert

Décide de transférer à l'Association Départementale de la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence de Seine Saint – Denis les subventions attribuées à l'Association Nord-Ouest ;

Approuve l'avenant de transfert joint en annexe 2 à la présente délibération, aux conventions :

- N° 16-16000662-001-AVJE ;
- N° 17 –17000210-001-AVJE.

Autorise la présidente du conseil régional à signer l'avenant de transfert précité.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION :

DEFI METIERS 2EME AFFECTATION
ANNEXE FINANCIERE

ANNEXE FINANCIERE A LA CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
F-17-0XX DU GIP - CENTRE D'ANIMATION, DE RESSOURCES
ET D'INFORMATION SUR LES FORMATIONS EN ILE DE FRANCE (DEFI METIERS)

Détail des subventions sollicitées
DEUXIEME AFFECTATION
EXERCICE 2017

	CP n° Du 05 juillet 2017
Pôle Développement Economique, Emploi et Formation Direction de la formation professionnelle	623 600 €
Pôle Lycées	82 800 €
Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux Direction des formations sanitaires et sociales	28 800 €
TOTAL	735 200 €

Nom du signataire :

Titre :

Cachet de la Structure :

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION :

EDI – AVENANT DE TRANSFERT

AVENANT DE TRANSFERT RELATIF AUX CONVENTIONS N° 16-16000662-001AVJE et N°17-17000210-001AVJE

de l'association Nord-Ouest Espace de socialisation à l'association Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence (ADSEA 93)

Entre :

La Région-Ile-de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

En vertu de la délibération CP n°2017-XXX du XX juillet 2017

Et :

Le bénéficiaire initial :
L'organisme dénommé : Association Nord-Ouest Espace de socialisation
Adresse de l'organisme : 12 Chemin du Moulin Basset 93200 SAINT DENIS
N° de Siret : 451 505 697 00024
Représenté par Mme MIMOUNE, Directrice, agissant par délégation de M. COUET, Président

Le nouveau bénéficiaire :
Nom de l'organisme : Association Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence (ADSEA 93)
Adresse de l'organisme : 39 rue de Moscou 93 000 BOBIGNY
N° de Siret : 785 501 065 00011
Représenté par M.BOMBART, Directeur, agissant par délégation de M. LAVALLE, Président

PREAMBULE :

Vu la décision de « fusion absorption » de l'association Nord-Ouest Espace de socialisation par l'ADSEA 93 ;

Vu la volonté de l'ADSEA 93 de reprendre les activités liées au portage de l'Espace de Dynamique d'Insertion par l'association Nord-Ouest Espace de socialisation

Vu la dissolution de l'association Nord-Ouest Espace de socialisation ;

Vu la délibération n° CP 16-366 du 12 juillet 2016 relative à « Dispositif regional Avenir Jeunes : Le financement des Espaces de Dynamique d'Insertion en 2016 : 2ème affectation»;

Vu la délibération n° CP 2017-031 du 27 janvier 2017 relative à « Dispositif régional Avenir Jeunes : Le financement des Espaces de Dynamique d'Insertion en 2017 : première affectation» ;

Vu la délibération n° CP 2017-214 du 17 mai 2017 relative à «dispositif régional Avenir Jeunes : Le financement des Espaces de Dynamique d'Insertion en 2017 : deuxième affectation » ;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'autoriser le transfert à l'ADSEA 93 des subventions attribuées à Nord-Ouest Espace de socialisation.

L'ADSEA 93 s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations de l'association Nord-Ouest Espace de socialisation à l'égard de la Région, conformément aux dispositions des conventions citées ci-dessous.

Sous réserve du respect par l'ADSEA 93 des conditions prévues par chacune des conventions transférées, les versements restant à effectuer sont de :

- Pour la convention 2016 N° 16-16000662-001AVJE :

Le montant maximum de la subvention restant à verser est de 38 888,06€.

- Pour la convention 2017 N°17-17000210-001AVJE :

Le montant maximum de la subvention restant à verser est de 241 066 €.

ARTICLE 2 :

Les paiements des subventions faisant l'objet du présent avenant seront payés par l'Agence de Services et de Paiement au nouveau bénéficiaire :

Nom de l'organisme : Association Sauvegarde Enfance et Adolescence ADSEA 93
Adresse de l'organisme : 39 rue de Moscou 93 000 BOBIGNY
N° de Siret : 785 501 065 00011

ARTICLE 3 :

Le présent avenant de transfert subit toutes les clauses non modifiées des conventions d'origine auxquelles il se rattache directement et devient pièce contractuelle.

Signature des parties :

Signé, le

Fait à Paris, le

Pour la Région Ile-de-France,
La Présidente du Conseil Régional
et par délégation

Le nouveau bénéficiaire
[nom, qualité, cachet & signature]

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION :

ETAT RECAPITULATIF
DES SUBVENTIONS PROPOSEES AU VOTE

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-261	Budget	2017

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**10 - Services communs**
Programme	**410002 - Mesures transversales**
Action	**410002085 - Défi métiers**

Dispositif : N° 00000499 - OA / Centre d'Animation de Ressources et d'Information sur les Formations en Ile de France (CARIF)

Dossier	17000430 - GIP CARIF IDF 2ème affectation			
Bénéficiaire	R25551 - GIP CARIF ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	INNOVATION - FILIERES D'AVENIR ET USINE DU FUTUR/GIP DEFI métiers ARACT Ile de France et actions sectorielles GPEC - Hors CPRD			
Montant total	623 600,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 492 400,00 €	HT	41,79 %	623 600,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000499 - OA / Centre d'Animation de Ressources et d'Information sur les Formations en Ile de France (CARIF)	623 600,00 €

Total sur l'imputation 931 - 10 - 410002 - 410002085	623 600,00 €

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**13 - Formation sanitaire et sociale**
Programme	**413003 - Mesures diverses**
Action	**413003015 - Mesures diverses**

Dispositif : N° 00000074 - Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés

Dossier	17000225 - GIP CARIF IDF 2ème affectation		
Bénéficiaire	R25551 - GIP CARIF ILE DE FRANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	INNOVATION - FILIERES D'AVENIR ET USINE DU FUTUR/GIP DEFI métiers ARACT Ile de France et actions sectorielles GPEC - Hors CPRD		
Montant total	28 800,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		28 800,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000074 - Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	28 800,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-261	Budget	2017

Total sur l'imputation 931 - 13 - 413003 - 413003015	28 800,00 €

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**428005 - Schéma des formations**
Action	**428005015 - Réussite des élèves**

Dispositif : N° 00000499 - OA / Centre d'Animation de Ressources et d'Information sur les Formations en Ile de France (CARIF)

Dossier	17002110 - GIP CARIF 2ème affectation 2017			
Bénéficiaire	R25551 - GIP CARIF ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	INNOVATION - FILIERES D'AVENIR ET USINE DU FUTUR/GIP DEFI métiers ARACT Ile de France et actions sectorielles GPEC - Hors CPRD			
Montant total	82 800,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 492 400,00 €	TTC	5,55 %	82 828,20 €	

Total sur le dispositif N° 00000499 - OA / Centre d'Animation de Ressources et d'Information sur les Formations en Ile de France (CARIF)	82 800,00 €

Total sur l'imputation 932 - 28 - 428005 - 428005015	82 800,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/07/2017

DELIBERATION N° CP 2017-310 DU 5 JUILLET 2017

AIDE REGIONALE AU FINANCEMENT DE LA GRATUITE DES TRANSPORTS
DESTINEE AUX JEUNES EN INSERTION :
AFFECTATION BUDGETAIRE AU TITRE DE L'ACOMPTE DE LA SUBVENTION 2017 AU STIF

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU Le Code du travail ;

VU Le Code des Transports ;

VU La loi 82-1153 du 30 décembre 1982 modifiée sur l'orientation des transports intérieurs, et notamment ses articles 14, 17 et 28-3 ;

VU La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;

VU La loi n°2008-136 du 18 janvier 2005 n°2005-32 modifiée de programmation pour la cohésion sociale ;

VU La loi n°2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public et de l'emploi ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133,

VU L'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne, et notamment son article 1er ;

VU Le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne ;

VU La décision du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France en date du 06 juillet 2011, portant sur la gratuité des transports pour les jeunes suivis dans le cadre d'un dispositif d'insertion de la Région d'Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative à l'adoption du Schéma Régional de la formation initiale et continue, tout au long de la vie 2007/2013, prolongé ;

VU La délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au « service public régional de formation et d'insertion professionnelles » ;

VU La délibération n° CR 18-10 du 17 juin 2010 relative au service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles ; dispositifs régionaux « 2ème chance » à destination des 16/25 ans ; Avenir jeunes (Espaces dynamiques d'insertion) Ecoles de la 2ème chance ; aide au permis de conduire ;

VU La délibération n° CR 57-15 du 18 juin 2015 relative à la participation régionale au financement du tarif uniques des forfaits Navigo, Navigo solidarité et Imagine R « étudiant » toutes zones

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France.

VU La délibération n° CP 11-526 du 7 juillet 2011 relative à la mise en place de l'aide régionale au financement de la gratuité des transports destinée aux jeunes en insertion ;

VU La délibération n° CP 16-284 du 12 juillet 2016 portant affectation budgétaire d'acompte à la subvention 2016 au STIF pour la mise en place de la gratuité des transports destinée aux jeunes en insertion ;

VU La délibération n° CP 16-635 du 16 novembre 2016 relative à l'adoption de la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le réglement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois-tremplin, les dispositifs d'accès a l'apprentissage, de mobilite européenne et internationale, le versement des aides aux employeurs d'apprentis, le fonds de transition ESS, le réglement des subventions PM'UP, TP'UP et l'aide aux commerces de proximité en milieu rural ;

VU La délibération n° CP 16-614, du 13 décembre 2016, relative au renouvellement du conventionnement « Gratuité des transports pour les jeunes en insertion » entre la Région et le STIF pour la période 2017-2019

VU La convention signée le 19 janvier 2017 entre le conseil régional d'Ile-de-France le STIF et Comutitres, régissant la mesure « gratuité des transports pour les jeunes en insertion » renouvelée pour les années 2017 à 2019 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU Le rapport CP 2017-310 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission des transports ;

VU L'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU L'avis de la commission des finances.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **4 113 769 €** disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation professionnelle », programme 111-004 « accès à l'information et à l'orientation », action 1100404 « gratuité des transports pour les jeunes en insertion » du budget de 2017 à l'opération suivante : Jeunes en insertion, bénéficiaire Syndicat des Transports d'Ile-de-France.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

08/06/2017

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION :
ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-310	Budget	2017

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111004 - Accès à l'information et à l'orientation**
Action	**11100404 - Gratuité des transports pour les jeunes en insertion**

Dispositif : N° 00000664 - Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion

Dossier	17010446 - AVANCE DE LA SUBVENTION 2017 POUR LA MISE EN OEUVRE DE LA MESURE GRATUITE DES TRANSPORTS POUR LES JEUNES EN INSERTION		
Bénéficiaire	R1989 - STIF		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 113 769,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 113 769,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000664 - Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 113 769,00 €

Total sur l'imputation 931 - 11 - 111004 - 11100404	4 113 769,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/07/2017

DELIBERATION N° CP 2017-316

du 5 JUILLET 2017

PROGRAMME DE REMUNERATION DES STAGIAIRES
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE 2017
DEUXIEME AFFECTATION 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU Le livre III de la sixième partie du Code du Travail ;

VU La Loi 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU Le décret n° 2002-1551 du 23 décembre 2002 modifiant le décret n° 88-368 du 15 avril 1988 fixant les taux et les montants de rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle ;

VU Le décret n°2009-340 du 27 mars 2009 modifié relatif à l'Agence de Services et Paiement (ASP) ;

VU La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération CR fixant le montant des recettes et portant ouverture d'autorisations de programme, d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement dans le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017.

VU La délibération CR 149-16 du 7 juillet 2016 relative à l'engagement régional pour l'emploi et la formation professionnelle, mobilisation et renouvellement des conventions Pôle Emploi Ile de France, Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels, Association Régionale des Missions Locales, formalisation des modalités d'aides aux stagiaires mobilisation des espaces de dynamique d'insertion dans le cadre du plan 500 000 ;

VU La délibération CP n°16-635 du 16 novembre 2016 relative à l'adoption de la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois-tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement des aides aux employeurs d'apprentis, le règlement des subventions PM'UP et TP'UP, le fonds de transition et l'aide aux commerces de proximité en milieu rural ;

VU La délibération CP n°2017-030 du 27 janvier 2017 relative au programme de rémunération des stagiaires de la formation professionnelle 2017 – première affectation 2017 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU Le rapport CP 2017-316 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage ;

VU L'avis de la commission des Finances.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1:

Affecte au titre de la rémunération des stagiaires, une autorisation d'engagement d'un montant de 23 284 000 **€** disponible sur le chapitre budgétaire 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage » code fonctionnel 11 « Formation professionnelle » programme HP 11 008 « Rémunération et frais annexes » action 11100801 « rémunération des stagiaires » nature 65111 « Rémunérations », du budget régional 2017.

Code dossier	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle du démarrage
17000229	PROGRAMME DE REMUNERATION DES STAGIAIRES EN FORMATION PROFESSIONNELLE 2017 – PREMIERE AFFECTATION	ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT	01/01/2017

Article 2:

Accorde les remises gracieuses, dont le détail figure en annexe 2 à la présente délibération, relatives à des trop perçus ayant donné lieu à des ordres de reversement émis par le comptable public de l'ASP à l'encontre de stagiaires de la formation professionnelle.

Article 3:

Annule les remises gracieuses, dont le détail figure en annexe 2 à la présente délibération, présentées lors de commissions précédentes et ne concernant pas la Région d'Ile-de-France suite information donnée par l'ASP.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF RELATIF A LA REMUNERATION

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-316	Budget	2017

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111008 - Rémunération des stagiaires et frais annexes**
Action	**11100801 - Rémunération des stagiaires et frais annexes**

Dispositif : N° 00000580 - Rémunération des stagiaires

Dossier	17000229 - REMUNERATION DES STAGIAIRES -2EME AFFECTATION 2017			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 284 000,00 €		Code nature	65113
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
116 420 000,00 €	HT	20 %	23 284 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000580 - Rémunération des stagiaires	23 284 000,00 €

Total sur l'imputation 931 - 11 - 111008 - 11100801	23 284 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : REMISES GRACIEUSES

DEMANDES EN REMISE GRACIEUSE EMANANT DE STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE RELATIVE A DES TROP PERCUS AU TITRE DE LEUR REMUNERATION

ORDRES DE REVERSEMENT- REMISES GRACIEUSES ACCORDEES

Année	N° de l'ordre de reversement	Montant de l'OR initial émis par l'ASP	Remise gracieuse TOTALE accordée sur solde OR
2015	16052696	2 270,87 €	2 270,87 €
2015	16026940	282,54 €	282,54 €
2015	16018401	1 967,25 €	1 467,25 €
2016	16045599	86,94 €	86,94 €
2015	16035630	520,67 €	520,67 €
2015	15070151	130,40 €	130,40 €
2015	16054617	478,15 €	478,15 €
2015	16017046	593,30 €	559,70 €
2015	15064050	1 112,44 €	1 112,44 €
	TOTAL	*7 442,56 €*	*6 908,96 €*

ORDRES DE REVERSEMENT- REMISE GRACIEUSE REJETEE

Année	N° de l'ordre de reversement	Montant de l'OR initial émis par l'ASP	Remise gracieuse rejetée sur solde OR
2016	16053209	1 324,34 €	1 224,34 €
	TOTAL	*1 324,34 €*	*1 224,34 €*

REMISES GRACIEUSES A ANNULER

Année	N° de l'ordre de reversement	Montant de l'OR initial émis par l'ASP	Remise gracieuse à annuler sur solde OR	CP concernées
2015	15012384	195,61 €	195,61 €	CP 16-484 du 12/10/2016
2015	15022057	684,95 €	684,95 €	CP 15-642 du 08/10/2015
	TOTAL	*880,56 €*	*880,56 €*	

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 07/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 07/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-228

DU 5 JUILLET 2017

MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE RÉGIONALE POUR UNE AGRICULTURE DURABLE ET DE PROXIMITÉ : PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL (FEADER) AGRICULTURE PÉRIURBAINE AGRICULTURE ET FILIÈRES 3EME AFFECTATION 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la Politique agricole commune, et abrogeant les règlements (CEE) n°352/78, (CE) n°165/94, (CE) n°2799/98, (CE) n°814/2000, (CE) n°1200/2005 et n°485/2008 ;

Vu le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

Vu le règlement (UE) n°702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, et notamment son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des Programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ;

Vu le régime cadre notifié n°SA 41595 (2016/N-2) - Partie B relatif aux aides au développement de la sylviculture et à l'adaptation au changement climatique en date du 12 août 2016 ;

Vu le Programme de développement rural FEADER de la Région Ile-de-France pour la période de programmation 2014-2020 ;

Vu Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016

Vu la délibération n° CR 77-14 du 21 novembre 2014 relative à la Stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité ;

Vu la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attribution du Conseil régional à sa Commission permanente ;

Vu la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

Vu la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

Vu la délibération n° CP 15-117 du 29 janvier 2015 approuvant la convention relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France ;

Vu la délibération n° CP 16-432 du 21 septembre 2016 approuvant la convention-type ALIMENTAIR ;

Vu la délibération n° CP 16-605 du 16 novembre 2016 approuvant la convention-type relative aux programmes agri-urbains ;

Vu la délibération n° CP 2017-103 du 8 mars 2017 modifiant la convention-type relative aux programmes agri-urbains ;

Vu la délibération n° CP n°2017-192 du 17 mai 2017 « Mise en œuvre de la stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité : Programme de développement rural (FEADER), Agriculture et environnement, Agriculture Biologique, Agriculture Périurbaine, Agriculture et filière- 2ème affectation 2017 » ;

Vu le budget 2017 ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-228 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

- Décide de participer au titre du dispositif **« aides de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en œuvre du plan d'actions et aux actions de communication, de sensibilisation et d'information (territoires de catégorie 2) »** au financement des projets détaillés en annexe n° 2 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 254 893,00 €.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **254 893,00 €** disponible sur le Chapitre 939 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie » ; Programme HP 93-003 « Actions agri-environnementales » ; Action 19300307 « Agriculture périurbaine » du budget 2017.

- Décide de participer au titre du dispositif **« aides d'investissement aux études pré-opérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'actions (territoires 1 et 2)»** au financement des projets détaillés en annexe n° 2 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 96 694,26 €.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **96 694,26 €** disponible sur le Chapitre 909 « Action Economique », Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie », Programme HP 93-004 « Agriculture et environnement », Action 19300406 « Agriculture périurbaine » du budget 2017.

- Décide de participer au titre du dispositif **« Réalisation d'Analyses Fonctionnelles des Espaces Agricoles par les Collectivités »** au financement du projet détaillé en annexe n° 2 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 20 640,00 €.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **20 640,00 €** disponible sur le Chapitre 939 « Action économique », Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie », Programme HP 93-003 « Actions agri-environnementales », Action 19300307 « Agriculture périurbaine » du budget 2017.

- Décide de participer au titre du dispositif **« Restauration des Terres Agricoles»** au financement du projet détaillé en annexe n° 2 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 10 000,00 €.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **10 000,00 €** disponible sur le Chapitre 909 « Action économique », Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie », Programme HP 93-004 « Agriculture et environnement », Action 19300406 « Agriculture périurbaine » du budget 2017.

- Décide de participer au titre du dispositif **« Aide à la mise en réseau et à l'innovation en agriculture périurbaine»** au financement des projets détaillés en annexe n° 2 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 70 137,60 €.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **70 137,60 €** disponible sur le Chapitre 909 « Action économique », Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie », Programme HP 93-004 « Agriculture et environnement », Action 19300406 « Agriculture périurbaine » du budget 2017.

Subordonne le versement de l'ensemble des subventions présentées ci-dessus à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 16-605 de la Commission permanente du 16 novembre 2016, modifiée par les dispositions des délibérations n° CP 2017-103 du 8 mars 2017 et CR 2017-51 du 9 mars 2017.

Article 2 :

- Décide de participer au titre du dispositif « ALIMENTAIR» au financement des projets détaillés en annexe n° 2 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 138 368,72 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 16-432 de la Commission permanente du

21 septembre 2016, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **138 368,72 €** disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie », programme HP 93-001 « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire», action 19300109 « Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits » du budget 2017.

Article 3 :

Suite à une erreur matérielle, l'article 2 de la délibération relative au rapport CP n°2017-192 du 17 mai 2017, est modifié comme suit :

- Décide de participer au titre du dispositif « Mise en œuvre du Plan Bio 2014-2020 » au financement des projets résumés ci-dessous :

Structures	Assiette subventionnable	Taux de subvention	Aide régionale
ARVALIS	54 000,00 €	50%	27 000,00 €
LES CHAMPS DES POSSIBLES	230 000,00 €	50%	115 000,00 €
RESEAU DES AMAP IDF	300 000,00 €	50%	150 000,00 €
			292 000,00 €

- Affecte une autorisation d'engagement de **292 000 €** disponible sur le Chapitre 939 ' Action économique ' Code fonctionnel 93 ' Agriculture, pêche et agro-industie ' Programme HP 93-003 (193003) ' Actions agri-environnementales ', Action 19300308 ' Agriculture biologique ' du budget 2017. '

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE N° 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-228	Budget	2017

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**93 - Agriculture, pêche, agro-industrie**
Programme	**193001 - Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro- alimentaire**
Action	**19300109 - Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits**

Dispositif : N° 00000891 - ALIMENTAIR

Dossier	17008805 - DEVELOPPEMENT DE LA BRASSERIE PACHAMAMA			
Bénéficiaire	P0036936 - SYBOPE BRASSERIE ARTISANALE PACHAMAMA			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 702,55 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
85 640,96 €	HT	16 %	13 702,55 €	

Dossier	17009741 - CREATION D'UNE UNITE DE PRODUCTION DE PRODUITS LAITIERS			
Bénéficiaire	P0037020 - I GREC			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	77 623,98 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
221 782,80 €	HT	35 %	77 623,98 €	

Dossier	17009748 - ACHAT DE CUVES DE FABRICATION DE PRODUITS LAITIERS			
Bénéficiaire	P0037023 - LA LAITERIE DE LA FERME DE VILTAIN			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	47 042,19 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
134 406,25 €	HT	35 %	47 042,19 €	

Total sur le dispositif N° 00000891 - ALIMENTAIR	138 368,72 €

Total sur l'imputation 909 - 93 - 193001 - 19300109	138 368,72 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**93 - Agriculture, pêche, agro-industrie**
Programme	**193003 - Actions agri-environnementales**
Action	**19300307 - Agriculture périurbaine**

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-228	Budget	2017

Dispositif : N° 00000246 - Réalisation d'analyses fonctionnelles des espaces agricoles par les collectivités

Dossier	17009035 - REALISATION D'ANALYSES FONCTIONNELLES DES ESPACES AGRICOLES				
Bénéficiaire	R24173 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	20 640,00 €			Code nature	65734
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
34 400,00 €	HT		60 %	20 640,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000246 - Réalisation d'analyses fonctionnelles des espaces agricoles par les collectivités	20 640,00 €

Dispositif : N° 00000457 - Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)

Dossier	17008680 - ANIMATION DU PROGRAMME AGRIURBAIN DE L'APPVPA				
Bénéficiaire	R23630 - APPVPA ASS PATRIMONIALE PLAINE				
Localisation	YVELINES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	30 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
105 863,64 €	HT		28,34 %	30 000,00 €	

Dossier	17008681 - ANIMATION DU PROGRAMME AGRIURBAIN DE L'ADADSA				
Bénéficiaire	P0001055 - ADADSA ASS POUR UN DEVELOPPEMENT AGRICOLE DURABLE EN SEINE AVAL				
Localisation	YVELINES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	30 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 829,28 €	HT		29,75 %	30 000,00 €	

Dossier	17008682 - ANIMATION DU PROGRAMME AGRIURBAIN DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ROISSY PAYS DE FRANCE				
Bénéficiaire	P0034129 - CARPF COMMUNAUTE D AGGLOMERATION ROISSY PAYS DE FRANCE				
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	30 000,00 €			Code nature	65734
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
65 170,00 €	HT		46,03 %	30 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-228	Budget	2017

Dossier	17008684 - ANIMATION DU PROGRAMME AGRIURBAIN DE PLAINE D'AVENIR 78				
Bénéficiaire	P0023733 - PLAINE D'AVENIR 78				
Localisation	YVELINES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	28 693,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
57 386,00 €	HT		50 %	28 693,00 €	

Dossier	17008685 - ANIMATION DU PROGRAMME AGRIURBAIN DU TRIANGLE VERT				
Bénéficiaire	R26476 - TRIANGLE VERT VILLES MA RAICHERES HUREPOIX				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	30 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 285,00 €	HT		49,76 %	30 000,00 €	

Dossier	17008686 - ANIMATION DU PROGRAMME AGRIURBAIN SEINE-ET-MARNE DEVELOPPEMENT				
Bénéficiaire	P0019538 - SMD SEINE ET MARNE DEVELOPPEMENT				
Localisation	SEINE ET MARNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	30 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
90 352,52 €	HT		33,2 %	30 000,00 €	

Dossier	17008687 - ANIMATION DU PROGRAMME AGRIURBAIN DE TERRE ET CITE				
Bénéficiaire	R23627 - LA TERRE ET LA CITE				
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	30 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
63 798,50 €	HT		47,02 %	30 000,00 €	

Dossier	17008932 - ANIMATION DU PROGRAMME AGRIURBAIN DE L'ASSOCIATION APPACE				
Bénéficiaire	R27732 - APPACE				
Localisation	ESSONNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	16 200,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
32 400,00 €	TTC		50 %	16 200,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-228	Budget	2017

Dossier	17009030 - ANIMATION DU PROGRAMME AGRIURBAIN DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MARNE ET GONDOIRE			
Bénéficiaire	R24173 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
78 577,00 €	HT	38,18 %	30 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000457 - Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	254 893,00 €

Total sur l'imputation 939 - 93 - 193003 - 19300307	275 533,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**93 - Agriculture, pêche, agro-industrie**
Programme	**193004 - Agricuture et environnement**
Action	**19300406 - Agriculture périurbaine**

Dispositif : N° 00000234 - Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)

Dossier	17008709 - INVESTISSEMENTS POUR LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME AGRI URBAIN DE L'APPVPA			
Bénéficiaire	R23630 - APPVPA ASS PATRIMONIALE PLAINE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
101 880,00 €	HT	39,26 %	40 000,00 €	

Dossier	17008717 - INVESTISSEMENTS POUR LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME AGRIURBAIN DE PLAINE D'AVENIR 78			
Bénéficiaire	P0023733 - PLAINE D'AVENIR 78			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 725,60 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 814,00 €	HT	40 %	2 725,60 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-228	Budget	2017

Dossier	17009020 - ANIMATION DU PROGRAMME AGRIURBAIN (INVESTISSEMENTS) SEINE ET MARNE DEVELOPPEMENT			
Bénéficiaire	P0019538 - SMD SEINE ET MARNE DEVELOPPEMENT			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	588,26 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 470,66 €	HT	40 %	588,26 €	

Dossier	17009023 - INVESTISSEMENTS POUR LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME AGRIURBAIN DE TERRE ET CITE			
Bénéficiaire	R23627 - LA TERRE ET LA CITE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 460,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
46 150,00 €	HT	40 %	18 460,00 €	

Dossier	17009031 - ANIMATION DU PROGRAMME AGRI URBAIN (INVESTISSEMENTS) COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MARNE ET GONDOIRE			
Bénéficiaire	R24173 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	34 920,40 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
87 301,00 €	HT	40 %	34 920,40 €	

Total sur le dispositif N° 00000234 - Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	96 694,26 €

Dispositif : N° 00000235 - Restauration de terres agricoles

Dossier	17009009 - RESTAURATION DES TERRES AGRICOLES - APPVPA			
Bénéficiaire	R23630 - APPVPA ASS PATRIMONIALE PLAINE			
Localisation	FEUCHEROLLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
75 830,64 €	TTC	13,19 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000235 - Restauration de terres agricoles	10 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-228	Budget	2017

Dispositif : N° 00000982 - Aide à la mise en réseau et à l'innovation en agriculture périurbaine (investissement)

Dossier	17008923 - REALISATION D'UNE CARTOGRAPHIE DES SOLS AGRICOLES EN VUE DE DEVELOPPER L'AGROECOLOGIE			
Bénéficiaire	R23630 - APPVPA ASS PATRIMONIALE PLAINE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	21 600,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
108 000,00 €	HT	20 %	21 600,00 €	

Dossier	17009063 - INVESTISSEMENTS POUR LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME AGRIURBAIN DE l'ADEPRINA			
Bénéficiaire	P0019585 - ADEPRINA ASS DEVEL ENSEIGNPER			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	48 537,60 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
124 385,19 €	HT	50 %	48 537,60 €	

Total sur le dispositif N° 00000982 - Aide à la mise en réseau et à l'innovation en agriculture périurbaine (investissement)	70 137,60 €

Total sur l'imputation 909 - 93 - 193004 - 19300406	176 831,86 €

ANNEXE N° 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008805

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DEVELOPPEMENT DE LA BRASSERIE PACHAMAMA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
ALIMENTAIR	85 640,96 €	16,00 %	13 702,55 €
	Montant Total de la subvention		13 702,55 €

Imputation budgétaire : 909-93-20422-193001-200
19300109- Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYBOPE BRASSERIE ARTISANALE PACHAMAMA
Adresse administrative : 4 RUE DE LA FERME
77690 LA GENEVRAYE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur BORIS PENOT, Président

N° SIRET : 82033127000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : ALIMENTAIR
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La SAS SYBOSE développe une activité brassicole à base principalement d'orge (200 g/l) et également de houblon. L'activité de cette entreprise a démarré en août 2016. Le projet s'inscrit dans une volonté de valoriser l'orge maltée locale.
L'objectif du projet est de réaliser des investissements pour accompagner le développement de cette activité de micro-brasserie.

Description :
Le projet a pour objectif d'augmenter la capacité de production de bières pour répondre à une forte demande du marché de consommation locale (particuliers et restauration hors foyer).
Les investissements portent sur des travaux pour modifier le revêtement du sol et ainsi répondre aux exigences d'hygiène des entreprises agro-alimentaires, ainsi que sur des investissements pour la production, le conditionnement de bières et la distribution.

L'objectif quantitatif est de multiplier par 2 les capacités de production (production visée de 2000 litres de bières par semaine).

Ce projet a un intérêt pour la mutualisation d'achat d'orge dans le cadre d'une collaboration avec des micro-brasseries franciliennes afin de permettre une traçabilité efficace de la part des malteurs.

Ce projet s'inscrit dans la stratégie du territoire du GAL Sud Seine-et-Marne et donnera lieu à une subvention LEADER en contrepartie du financement régional.

Intérêt régional : Développement des entreprises de première transformation de produits agricoles en Ile-de-France.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement et acquisition de gros et petits matériels	85 640,96	100,00%
Total	85 640,96	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	13 702,55	16,00%
LEADER	20 553,83	24,00%
Autofinancement	51 384,58	60,00%
Total	85 640,96	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	13 702,55 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009741

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CREATION D'UNE UNITE DE PRODUCTION DE PRODUITS LAITIERS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
ALIMENTAIR	221 782,80 €	35,00 %	77 623,98 €
	Montant Total de la subvention		77 623,98 €

Imputation budgétaire : 909-93-20422-193001-200
19300109- Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : I GREC
Adresse administrative : 9 RUE DES CHARNELLES
78410 BOUAFLE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur MAXIMILIEN DUPUIS, Président

N° SIRET : 80257614000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : ALIMENTAIR
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'entreprise I-GREC a été créée par trois jeunes actionnaires non-salariés en 2014 autour d'un petit outil de transformation du lait pour la réalisation de yaourts suivant une recette dite "à la grecque". L'entreprise fabrique des yaourts natures et aromatisés avec de la confiture, dont les durées de vie sont assez courtes (moins de 20 jours) et destinés à des distributeurs et GMS (Grande et Moyenne Surface) de proximité.
L'entreprise a développé un partenariat avec la Ferme de Grignon portant sur l'approvisionnement local de lait. Un nouvel actionnaire a rejoint l'entreprise en 2017.
L'objectif du projet est de réaliser des investissements pour augmenter la capacité de production pour répondre à la forte demande (forte croissance du CA depuis 2015).

Description :
Les investissements portent sur des travaux pour modifier le revêtement du sol et ainsi répondre aux exigences d'hygiène des entreprises agro-alimentaires, ainsi que sur des investissements pour la transformation du lait en yaourt.

L'objectif est d'augmenter par 5 la capacité de production.
Le recrutement d'une salariée pour la vente des produits accompagne cet investissement.

Ce projet a un intérêt pour la valorisation de la production de la filière laitière régionale.

Intérêt régional : Développement des entreprises de première transformation de produits agricoles en Ile-de-France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement et acquisition de matériels de production	221 782,80	100,00%
Total	221 782,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	77 623,98	35,00%
Autofinancement	144 158,82	65,00%
Total	221 782,80	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	38 811,99 €
2018	38 811,99 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009748

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ACHAT DE CUVES DE FABRICATION DE PRODUITS LAITIERS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
ALIMENTAIR	134 406,25 €	35,00 %	47 042,19 €
	Montant Total de la subvention		47 042,19 €

Imputation budgétaire : 909-93-20422-193001-200
19300109- Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA LAITERIE DE LA FERME DE VILTAIN
Adresse administrative : LE PETIT VILTAIN
78350 JOUY-EN-JOSAS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur BENOIT DUPRE

N° SIRET : 32275100900026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : ALIMENTAIR
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La société a été créée dans le but de valoriser la production de laits produits à la ferme en produits crémiers et fromagers frais. Cette démarche s'inscrit dans une stratégie forte de valorisation des produits locaux par la vente directe, la vente à la restauration collective (yaourts notamment) et traditionnelle, les grossistes.
L'objectif du projet est de réaliser des investissements pour augmenter la capacité de production pour répondre à la demande en produits laitiers transformés.

Description :
Les investissements portent sur des cuves de transformation de lait et leurs installations au sein de l'entreprise qui permettront l'approvisionnement du nouvel pasteurisateur déjà installé.

L'objet de cet investissement est d'accompagner le développement de la laiterie pour atteindre ses objectifs (2 M de yaourts en 2018) et répondre à une forte demande des consommateurs (+33% du CA en 2016).
Un renforcement de l'équipe commerciale et de production accompagne cet investissement.

Ce projet a un intérêt pour la valorisation de la production de la filière laitière régionale.

Intérêt régional : Développement des entreprises de première transformation de produits agricoles en Ile-de-France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement et acquisition de matériels de production	134 406,25	100,00%
Total	134 406,25	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	47 042,19	35,00%
Autres financeurs : programme LEADER	6 720,31	5,00%
Autofinancement	80 643,75	60,00%
Total	134 406,25	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	23 521,10 €
2018	23 521,10 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009031

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ANIMATION DU PROGRAMME AGRI URBAIN (INVESTISSEMENTS) COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MARNE ET GONDOIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	87 301,00 €	40,00 %	34 920,40 €
	Montant Total de la subvention		34 920,40 €

Imputation budgétaire : 909-93-204141-193004-200
19300406- Agriculture périurbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE
Adresse administrative : 1 RUE DE L'ETANG
77600 BUSSY ST MARTIN
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Jean-Paul MICHEL, Président

N° SIRET : 24770059400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide d'investissement, aux études pré opérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet « trames verte et jaune de Marne et Gondoire » vise à préserver les espaces naturels et agricoles du territoire en étendant l'emprise de l'outil du Périmètre de Protection des Espaces Agricoles et Naturels Périurbains (PPEANP) et en valorisant les trames vertes et bleues du territoire, déclinaison locale du SRCE (Schéma Régional de Cohérence Ecologique), du SDRIF (Schéma Régional de la Région Ile-de-France) et du schéma régional des berges de l'IAU (Institut d'Aménagement et d'Urbanisme).

Description :

Les communes de Bussy Saint Georges, Ferrières en Brie et Pontcarré ne sont pas incluses aujourd'hui dans le PPEANP (Périmètres de Protection des Espaces Agricoles et Naturels Périurbains) de Marne et Gondoire (2012). Pour Bussy Saint Georges, il s'agit d'une commune classée Opération d'Intérêt National, avec la présence forte d'un aménageur public l'EPAMARNE. Un collectif d'habitant de la commune de Bussy Saint Georges s'est par ailleurs mobilisé pour inciter Marne et Gondoire à mettre en place un PPEANP sur la commune de Bussy Saint Georges. L'extension du PPEANP sur ces trois communes est une suite logique à la démarche entreprise par les élus du territoire en 2012 avec le soutien du Département et de la chambre d'agriculture de Seine et Marne. Il répond aux attentes des agriculteurs du territoire de garantir la vocation agricole de leur parcelle. Ainsi, étendre le PPEANP sur ces communes permettra de pérenniser les espaces agricoles de la vallée de la Brosse sur la frange agricole Est de Bussy Saint Georges, et la forêt régionale de Ferrières en PRIF (Périmètres régionaux d'intervention foncière).

Le PPEANP permettra également de garantir le maintien d'espaces naturels support de la trame verte tels que les alentours du Genitoy et les espaces naturels à proximité du golf de Bussy Saint Georges.

Sur l'ensemble du territoire de l'agglomération, les actions « trames vertes et bleues » sont issues d'une action prioritaire du PPEANP visant à caractériser et atténuer les points de blocages des trames écologiques (étude en cours). Les actions préconisées comportent à la fois des mesures « trame bleue », comme la restauration des berges de Marne à Thorigny-Dampmart, et « trame verte » comme la plantation de haie. sur des axes stratégiques et problématiques pour les continuités écologiques, comme par exemple dans la plaine agricole de Jossigny.

Description des différentes actions du projet à financer

Dans le cadre de ce projet, plusieurs actions vont être mises en place :
- la déclinaison du SRCE au niveau de l'ensemble du territoire, dans le cadre du programme d'action du PPEANP validé en mars 2014
- l'acquisition d'une emprise foncière nécessaire pour la restauration des berges de Marne sur la rive droite entre Thorigny et Dampmart
- l'acquisition de matériel pour l'étude de secteurs problématiques de la trame verte : compteurs des véhicules (secteurs de collisions) et pièges photographiques (secteurs de passage pour la faune) en vue de confirmer et d'affiner les préconisations
- la plantation de 10 km de haies sur trois ans sur les chemins ruraux de gestion communautaire, support de la trame herbacée dans des secteurs où la continuité est interrompue

Moyens mis en œuvre :
2 ingénieurs territoriaux

Intérêt régional : Ce projet est une déclinaison opérationnelle du SRCE et du SCoT Marne Brosse et Gondoire tant par l'extension du PPEANP que par la mise en place d'actions pour conforter les trames écologiques du territoire.
Il pérennise la vocation naturelle et agricole des espaces stratégiques du territoire et notamment la forêt régionale de Ferrières.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants de Marne et Gondoire (95 000 habitants), les agriculteurs du territoire (44), la faune du territoire, les associations locales (10)

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
aquisition foncière	35 406,00	40,56%
aquisition petit matériel	2 670,00	3,06%
Implantation de haies	49 225,00	56,39%
Total	87 301,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	34 920,40	40,00%
Autofinancement	41 380,60	47,40%
Conseil Départemental	11 000,00	12,60%
Total	87 301,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	34 920,40 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	60 000,00 €
2014	Aires d'accueil pour les gens du voyage	120 000,00 €
2014	Appui à la requalification et à l'extension des zones d'activités économiques et au soutien à la création d'écopôles dédiés aux éco-activités	2 261 658,37 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	2 538 000,00 €
2014	Politique énergie climat	1 063 761,00 €
2014	Politique régionale en faveur des plans de prévention du bruit dans l'environnement	8 200,00 €
2014	Réalisation d'analyses fonctionnelles des espaces agricoles par les collectivités	47 500,00 €
2014	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	25 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	70 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	25 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agri-urbains. Aide	14 920,00 €

	d'investissement dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'action	
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	24 500,00 €
2015	Stratégies territoriales de sécurité – Fonctionnement	7 425,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	15 274,50 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	410 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	546 977,50 €
2017	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	4 000,00 €
	Montant total	7 122 216,37 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008709

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : INVESTISSEMENTS POUR LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME AGRI URBAIN DE L'APPVPA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	101 880,00 €	39,26 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-93-20421-193004-200
19300406- Agriculture périurbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APPVPA ASS PATRIMONIALE PLAINE
Adresse administrative : 33 TER RUE DES PETITS PRES
78810 FEUCHEROLLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICK LOISEL, Président

Date de publication au JO : 16 juillet 2001

N° SIRET : 44055036600023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif est la réalisation de deux études :

1. Etude Plateforme collaborative numérique

Cet outil est le corollaire numérique de la plateforme de l'innovation en agroécologie que l'association souhaite mettre en place, entre tous les acteurs du territoire : INRA, Ferme Expérimentale, COBAHMA (Comité de Bassin Hydraugraphique de la Mauldre), chambre d'agriculture, agriculteurs, association Terre des Yvelines, communes, société civile.
La plateforme a pour objectif de définir un nouveau modèle d'agriculture périurbaine en renforçant les échanges entre les acteurs (agriculture qui réponde aux besoins de la société, qu'il s'agisse des productions, de la qualité des sols, de la biodiversité, de l'eau, des paysages, de bilan carbone, etc).
La plateforme Web est destinée aux agriculteurs, à leurs partenaires et au public.
Elle permet d'échanger et de faciliter les synergies entre ces différents acteurs.
Elle permet de mettre en ligne un certain nombre d'offres
Elle permet de communiquer sur l'agriculture auprés du grand public, qui est très demandeur
Il s'agit de prolonger la première étude qui a été réalisée sur les cinq communes de la Communauté d'Agglomération de Versailles grand Parc, sur les onze communes de la Communauté de Communes Gally-Mauldre.

2. Etude sur les lisières agriurbaines
Cette étude a pour objectif de sensibiliser les élus, agents techniques des communes, promoteurs, habitants et agriculteurs à la qualité de l'aménagement des lisières agriurbaines.
Elle a également pour objectif la prise en compte de ces lisières dans les PLU ou PLUi.
Elle doit enfin venir en appui à des actions ou aménagements souhaités par les acteurs locaux pour améliorer les lisières.

Description :
Etude Plateforme collaborative numérique

La plateforme aura pour fonctions :

• la mise en commun :
- de documents des différents partenaires (chercheurs, agriculteurs, Terre des Yvelines, Agence de l'Eau, COBAHMA, AGROPARISTECH…)
- prêts de matériels, recrutement de main d'œuvre, services entre agriculteurs proches, utilisation de l'outil collectif de transformation
• l' offre de services aux agriculteurs (ex.appels d'offres pour la gestion des espaces verts des communes
• la communication au public par les exploitations elles-mêmes via une cartographie
- information sur leurs bonnes pratiques environnementales et bio
- les lieux de vente des produits agricoles
- l'organisation d'évènements, de visites à la ferme
- l'ppel à participation du public pour des plantations de haies, ...
• la Communication des communes au grand public (ex. avancement en zérophyto)
• la communication des partenaires

Etude sur les lisières agriurbaines
L'étude comprend :
- Une OAP (Orientation d'Aménagement et de Programmation) thématique « Lisières » à insérer dans les documents d'urbanisme
- Des ateliers sur site avec élus, habitants et agriculteurs
- Des études pour la requalification d'entrée de ville et de divers projets d'aménagements
- Le lancement d'un observatoire photographique de paysage participatif
- L'aide à la conception de belvédères et de signalétique sur la plaine agricole
- Une assistance pour la requalification de limites parcellaires publiques et privées (haies, murs, cheminements

Moyens mis en œuvre :

Etude Plateforme collaborative numérique :

Prestation de développement informatique (voir devis).

Ce projet demandera également un investissement important en temps des salariées de l'association. Il est prévu de prendre un stagiaire en informatique ou communication pour assurer la mobilisation des acteurs qui devront apporter du contenu au projet. Un Comité de « modération » devra également être mis en place pour contrôler les contenus mis en ligne. L'association pourra s'appuyer sur la Commission Communication de l'association, formée de bénévoles.

Etude sur les lisières agriurbaines :

Prestation de la paysagiste qui est intervenue sur les cinq communes de Versailles Grand Parc

Intérêt régional : Le premier intérêt est d'une part de favoriser l'essor d'une agriculture périurbaine qui réponde aux attentes de la société, en créant une synergie entre les acteurs de la recherche, de l'expériementation, du développement et de la société civile.

Le deuxième intérêt est d'utiliser un outil numérique innovant qui facilitera les échanges et la communication.

La prise en compte et l'aménagement des lisières agriurbaines est très nouvelle. Elle a cependant pour intérêt de mieux marquer et qualifier les lisières, d'en faire des zones de transition, d'accès et de sensibilisation à la plaine agricole. Elle peut aussi constituer un frein à la poursuite de l'urbanisation. Elle a enfin pour intérêt de faire travailler ensemble divers élus et autres acteurs à une échelle intercommunale.
Cette deuxième étude, comme la première, constituent des expérimentations qui peuvent être reprises par les autres territoires agriurbains.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les agriculteurs et leurs partenaires
Les 150 000 habitants de la plaine, mais plus largement toute la population francilienne
Les onze communes de la Communauté de Communes Gally-Mauldre

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude sur les lisières agri-urbaines sur Gally-Mauldre	58 680,00	57,60%
Plateforme collaborative numérique	43 200,00	42,40%
Total	101 880,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	40 000,00	39,26%
FEADER (subvention prévisionnelle)	40 752,00	40,00%
Autofinancement	21 128,00	20,74%
Total	101 880,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €
2018	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	30 000,00 €
2015	Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	25 496,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	30 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	50 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	128 800,00 €
2016	Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	30 000,00 €
	Montant total	294 296,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008717

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : INVESTISSEMENTS POUR LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME AGRIURBAIN DE PLAINE D'AVENIR 78

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	6 814,00 €	40,00 %	2 725,60 €
	Montant Total de la subvention		2 725,60 €

Imputation budgétaire : 909-93-20421-193004-200
19300406- Agriculture périurbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLAINE D'AVENIR 78
Adresse administrative : 1 RUE PIERRE LOUIS GUYARD
78360 MONTESSON
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame NICOLE BRISTOL, PRESIDENTE

Date de publication au JO : 26 janvier 2013

N° SIRET : 79060646100016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide d'investissement, aux études pré opérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Plaine d'avenir 78 a pour objectif de :
- Préserver et améliorer la fonctionnalité des espaces agricoles : préserver les espaces, les diversités des sols et des conditions d'exploitation favorables ;
- Permettre aux agriculteurs d'adapter et d'améliorer leurs pratiques en vue de maintenir la rentabilité économique des exploitations et de diminuer l'impact sur l'environnement (Expérimentation et innovation)
- Favoriser le lien entre les habitants et la plaine : sensibilisation, information, animations.

Description :
L'objectif de cette action est de créer un sentier d'interprétation (sur la plaine de Montesson/Carrières sur Seine dans un premier temps mais qui se poursuivra sur le Mesnil le Roi et la forêt de Saint Germain lorsque la traversée de la Seine sera possible).

Intérêt régional : Participe à la politique régionale en matière de mise en valeur du patrimoine naturel et agricole.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Habitants et agriculteurs

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
conception graphique panneaux sentiers d'interprétation	2 280,00	33,46%
panneaux / sentiers d'intérprétation	4 534,00	66,54%
Total	6 814,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	2 725,60	40,00%
FEADER	2 725,60	40,00%
Auto-financement	1 362,80	20,00%
Total	6 814,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 725,60 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	30 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	30 000,00 €
2016	Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	30 000,00 €
2016	Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	5 760,00 €
	Montant total	95 760,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009020

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ANIMATION DU PROGRAMME AGRIURBAIN (INVESTISSEMENTS) SEINE ET MARNE DEVELOPPEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	1 470,66 €	40,00 %	588,26 €
	Montant Total de la subvention		588,26 €

Imputation budgétaire : 909-93-20421-193004-200
19300406- Agriculture périurbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMD SEINE ET MARNE DEVELOPPEMENT
Adresse administrative : 12 RUE DES SAINTS PERES
77010 MELUN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Arnaud de BELENET, Président

Date de publication au JO : 3 décembre 1981

N° SIRET : 32334805200099

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les objectifs de ce projet sont de mettre en œuvre la stratégie du programme Leader – « Faire du territoire leader un vecteur collectif d'identité rurale, agricole et touristique » - en accompagnant les projets expérimentaux et innovants dans le champ de l'agriculture et du développement rural pour le territoire.
Plus particulièrement, l'aide à l'investissement du dispositif permettra de répondre aux objectifs thématiques et stratégiques suivants :

- Attirer les populations touristiques au sein des fermes et villages ruraux, valoriser le patrimoine agricole, construire une politique alimentaire de proximité ;
- Mettre en œuvre une animation globale autour de la protection de la ressource en eau et de l'adaptation aux enjeux climatiques

Description :
L'objectif de l'action est de mettre en œuvre une animation globale autour de la protection de la ressource en eau et de l'adaptation aux enjeux climatiques
Il s'agit de pouvoir repérer, initier et accompagner l'émergence de pratiques innovantes impactant favorablement la qualité de l'eau.
Pour cela il s'agit de mettre à disposition des agriculteurs du petit matériel (réfractomètres et microscopes) pour tester et procéder des analyses qualitatives de leur sol : taux de sucre des végétaux, biodiversité.

Intérêt régional : Le territoire comporte d'importantes exigences en matière de protection de la ressource en eau avec la présence de nombreuses aires d'alimentation de captage qui alimentent notamment et directement la ville de Paris.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Réfractomètre	888,15	60,39%	Région	588,26	40,00%
Microscope	582,51	39,61%	Autofinancement	882,40	60,00%
Total	1 470,66	100,00%	Total	1 470,66	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	588,30 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	12 500,00 €
2014	Animation et ccordination du Pacte pour le développement du territoire	30 000,00 €
2014	Etude territoriale du Pacte pour le développement du territoire	22 500,00 €
2015	Animation et ccordination du Pacte pour le développement du territoire	29 700,00 €
2015	Etude territoriale du Pacte pour le développement du territoire	12 500,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	55 000,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	30 700,00 €
2016	Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	30 000,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	47 500,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	15 000,00 €
2017	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises et les Associations	23 000,00 €
	Montant total	308 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009023

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : INVESTISSEMENTS POUR LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME AGRIURBAIN DE TERRE ET CITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	46 150,00 €	40,00 %	18 460,00 €
	Montant Total de la subvention		18 460,00 €

Imputation budgétaire : 909-93-20421-193004-200
19300406- Agriculture périurbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA TERRE ET LA CITE
Adresse administrative : VILLA SAINTE-CHRISTINE
91370 VERRIERES-LE-BUISSON
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Thomas JOLY, Président

Date de publication au JO : 28 juillet 2001

N° SIRET : 44060730700020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La diversification des exploitations est aujourd'hui freinée par le manque de logement pour les salariés agricoles. C'est un sujet complexe, car lié autant aux problématiques agricoles qu'aux problématiques urbaines (zonage, permis de construire, etc). Les projets menés sur Seine-Aval ont montré qu'il était possible de construire des opérations associant collectivités et exploitants agricoles, mais que cela

nécessite un important travail de fond et d'animation. Cette étude permettra de définir précisément les besoins ainsi que les modes opératoires pour monter des opérations concrètes de logement agricoles sur le territoire. Ce travail permettra aux exploitations d'envisager plus sereinement la poursuite de leurs diversifications.

Afin que la poursuite de la diversification des exploitations agricoles se fasse dans de bonnes conditions, il est essentiel de garantir la bonne complémentarité de ces diversifications, afin qu'elles n'entrent pas en concurrence au niveau local. Cette étude permettra d'actualiser le bilan des diversifications réalisé en 2012 et d'accompagner concrètement les exploitants dans la mise en place de nouveaux projets.

Description :
Etude pré-opérationnelle pour développer les logements agricoles :
Au-delà des questions logistiques et de communication sur la disponibilité et l'offre en produits, l'un des points bloquant est le manque de logement agricole. Les exploitations qui souhaitent se diversifier vers du maraîchage rencontrent des problèmes pour loger leur main d'œuvre, ce qui empêche l'évolution des exploitations. Une étude pré-opérationnelle est nécessaire pour accompagner ce développement.

Etude projets de diversification agricole :
Après avoir mis en place les différents outils pour permettre le soutien de projet de diversification, il est nécessaire de faire un état des lieux des projets des agriculteurs et de dimensionner ainsi cet accompagnement. Ce travail pourra être réalisé par un stagiaire.

Conception d'un jeu :
Pour mener à bien ses actions de pédagogie et de sensibilisation auprès du grand public, l'association souhaite compléter ses outils pédagogiques (jeux).

Moyens mis en œuvre :
Les projets impliquent de nombreux autres partenaires, notamment au sein des collectivités et instituts de recherche qui contribuent de manière significative au projet.

Une équipe qualifiée aux compétences complémentaires
Terre et Cité a construit depuis 2010 une équipe qualifiée aux compétences complémentaires, qui intervient désormais sur des domaines variés. L'équipe est reconnue auprès des acteurs locaux pour son professionnalisme et la qualité de ses interventions.

Coordinateur général
Il a pour mission la coordination de l'équipe de Terre et Cité, les relations avec les partenaires institutionnels, le suivi administratif et financier de l'équipe, la conception des démarches de concertation territoriale et l'animation des démarches de filières de proximité sur le territoire. un Ingénieur en Aménagement et Sciences de l'Environnement (UTC et EPFL) et diplômé d'une Maîtrise de Journalisme, assure aujourd'hui cette fonction en CDI. Il a rejoint Terre et Cité en 2010 après avoir travaillé avec le réseau Terres en Villes à l'analyse des politiques mises en place par la Région Ile-de-France en faveur de l'agriculture périurbaine en 2009.

Chargée de mission
Diplômée de l'Ecole Nationale Supérieure du Paysage de Versailles suite à un BTS Aménagement Paysager à Tecomah (Jouy-en-Josas), elle a pour mission le suivi des grands projets d'aménagement, et notamment l'application de la Loi du Grand Paris et la ZPNAF (Zone de Protection Naturelle, Agricole et Forestière).

Intérêt régional : La problématique du logement des exploitants et salariés agricoles est structurante en Ile-de-France. Les premières expérimentations conduites à Périgny-sur-Yerres et sur le territoire de Seine-Aval doivent être consolidées et validées afin de pouvoir être reproduites de manière plus généralisée et soutenir de manière efficace le devenir de l'agriculture francilienne. Cette étude, qui fera l'objet non seulement de réalisations concrètes mais également d'une capitalisation méthodologique, va dans ce sens.

L'état des lieux des projets de diversification permettra de capitaliser la démarche en cours sur le plateau de Saclay, afin de mieux comprendre les dynamiques de diversification. Ce travail permettra de soutenir le développement des politiques régionales et de répliquer ces approches sur d'autres territoires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les bénéficiaires de ce projet sont les agriculteurs (plus de 70% des agriculteurs du territoire sont activement impliqués dans la démarche), les habitants du territoire (200 000 habitants), les usagers qui profitent à la fois d'une alimentation de proximité ainsi que d'un cadre de vie de qualité.

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
prestation étude pré-opérationnelle développement logements agricoles	22 630,00	49,04%
prestation étude pré-opérationnelle projets de diversification	17 520,00	37,96%
prestation conception jeu de rôle et plateau de jeu	6 000,00	13,00%
Total	46 150,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	18 460,00	40,00%
EPA PARIS SACLAY (subvention prévisionnelle)	7 621,60	16,51%
Autofinancement	20 068,40	43,49%
Total	46 150,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 230,00 €
2018	9 230,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	30 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	30 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	4 500,00 €
2016	Aide à la mise en réseau et à l'innovation en agriculture périurbaine (investissement)	36 331,54 €
2016	Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	30 000,00 €
2016	Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	27 392,57 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	20 000,00 €
	Montant total	178 224,11 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009009

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : RESTAURATION DES TERRES AGRICOLES - APPVPA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Restauration de terres agricoles	75 830,64 €	13,19 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-93-20421-193004-200
19300406- Agriculture périurbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APPVPA ASS PATRIMONIALE PLAINE
Adresse administrative : 33 TER RUE DES PETITS PRES
78810 FEUCHEROLLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICK LOISEL, Président

Date de publication au JO : 16 juillet 2001

N° SIRET : 44055036600023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Restauration de terres agricoles
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La mairie de Feucherolles vient d'acquérir un terrain de 1400 m2 en friche à côte de la Maison de la Plaine, et a décidé de le mettre à la disposition de l'Association Patrimoniale de la Plaine de Versailles pour en faire un jardin pédagogique. Une stagiaire du CHEP de Tremblay sur Mauldre travaille à la conception de ce jardin. L'objectif est d'en faire un lieu de découverte et de sensibilisation à toutes les richesses agricoles et naturelles de la Plaine. Une fois restauré, le terrain devrait recevoir des végétaux et des éléments d'aménagements sponsorisés par les producteurs et partenaires de la Plaine. Cela servira de vitrine sur des bonnes pratiques à adopter (variétés locales, haies biodiverses, plantes qui attirent les auxiliaires de culture, mare, permaculture, etc). Des jardiniers bénévoles seront recherchés pour l'entretenir et accueillir des scolaires ou du public. Situé à côté de la Maison de la Plaine, ce jardin en sera le prolongement complémentaire. La Maison de la Plaine vend en effet des produits locaux et des ouvrages sur le patrimoine local.

Description :
Ce terrain est une ancienne voie de garage et de stockage de la gare de Feucherolles (puisque la Maison de la Plaine a été installée dans le bâtiment de l'ancienne gare). La première phase du projet consiste à restaurer ce terrain, qui est goudronné et qui a servi de dépôt de remblais, afin de le remettre en culture.

La deuxième phase (à prévoir ultérieurement) consistera à demander aux agriculteurs et partenaires d'aménager le jardin de façon bénévole. Plusieurs d'entre eux ont déjà proposé leurs services : le pépiniériste Euvé pour les haies et les arbres, l'apiculteur Jacky Boisseau pour la ruche.
Le jardin comprendrait :
- Des arbres pour le milieu forestier
- Une mare
- Un verger
- Des haies champêtres et des haies de fruits rouges
- Des bandes enherbées avec des plantes qui attirent les auxiliaires de culture
- Des bacs hors-sol pour cultures de céréales ou de légumes
- Une prairie fleurie
- Un coin en permaculture
- Une ruche, un hôtel à insecte, des nichoirs
- Un bac à compost, un bidon pour le stockage de l'eau, un abri pour les outils de jardinage

Moyens mis en œuvre :
Prestation d'une entreprise de travaux

Intérêt régional : Sensibilisation du grand public et des enfants à la diversité de l'agriculture, des milieux naturels de la plaine et enfin au rôle de la biodiversité.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les 150 000 habitants de la Plaine, voire les habitants d'Ile de France.

Localisation géographique :
- FEUCHEROLLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Restauration du terrain pour "la Plaine en Miniature"	75 830,64	100,00%
Total	75 830,64	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	10 000,00	13,19%
Autres financeurs (subvention prévisionnelle)	45 498,38	60,00%
Autofinancement	20 332,26	26,81%
Total	75 830,64	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €
2018	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	30 000,00 €
2015	Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	25 496,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	30 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	50 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	128 800,00 €
2016	Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	30 000,00 €
	Montant total	294 296,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008923

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : REALISATION D'UNE CARTOGRAPHIE DES SOLS AGRICOLES EN VUE DE DEVELOPPER L'AGROECOLOGIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la mise en réseau et à l'innovation en agriculture périurbaine (investissement)	108 000,00 €	20,00 %	21 600,00 €
	Montant Total de la subvention		21 600,00 €

Imputation budgétaire : 909-93-20421-193004-200
19300406- Agriculture périurbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APPVPA ASS PATRIMONIALE PLAINE
Adresse administrative : 33 TER RUE DES PETITS PRES
78810 FEUCHEROLLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICK LOISEL, Président

Date de publication au JO : 16 juillet 2001

N° SIRET : 44055036600023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la mise en réseau et à l'innovation en agriculture périurbaine (investissement)
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Plusieurs agriculteurs de la Plaine de Versailles se sont engagés dans une démarche volontaire et collective d'amélioration continue de leur impact sur l'environnement, certifiée ISO 14001 depuis 2014 (démarche de management environnemental Terr'Avenir). Ce groupe comprend des agriculteurs en agriculture biologique, conventionnelle, en agriculture de conservation, en grande culture, en maraîchage, en élevage, en arboriculture, qui échangent pour inventer l'agroécologie de demain. Ils ont pour projet de réaliser une cartographie de leurs sols pour identifier les facteurs limitants des sols. Les sols de la Plaine de Versailles sont en effet très hétérogènes au sein d'une même parcelle.

Cette cartographie permettra d'optimiser leurs pratiques culturales (« apporter le bonne dose au bon endroit »).

Cette action va permettre de limiter le lessivage des nitrates dans la nappe grâce à l'optimisation des apports.

Elle va donc aussi limiter l'apport d'engrais au sol ce qui va restaurer la qualité du sol, sa vie microbienne et sa capacité d'épuration et donc son potentiel agronomique.
L'objectif est de cartographier 900 hectares de sols. Si l'agriculture de précision est en elle-même une technique innovante, le faire à l'échelle d'un territoire est une expérimentation unique qui pourra être mesurée pour être développée ailleurs.

Description :
- L'étude géophysique des sols : système de mesure en continu de la Conductivité Electromagnétique des sols. Le traitement des données acquises sur le terrain fournit une information fiable et pérenne de la variabilité intra-parcellaire du sol :
Réalisation des mesures de conductivité électrique - Traitement des données - Réalisation des cartes de conductivité - Localisation des profils sur PC - Localisation des profils aux champs - Plan de localisation des profils (1 profil par 7ha)- Réalisation des profils par une pelle mécanique - Description des profils de sol - Réalisation des cartes de potentiel du sol

- Cartographie des teneurs minérales du sol : Celle-ci permet de distinguer les différentes zones de teneurs minérales (zones carencées, zones surfertilisées…) de chaque parcelle. Elle permet d'ajuster les apports d'engrais de fond (Phosphore, Potasse…) ainsi que les amendements en fonction des teneurs du sol et des exigences des cultures :
Récupération des contours parcellaires - Recalage des photos aériennes historiques - Réalisation du plan de prélèvements de sol sur une base de 1.3 analyses/ha - Analyse des échantillons de sol sur les critères suivants (pH eau , P2O5 , K2O , MgO , CaO , Matière Organique) , Cartographie des résultats.

Moyens mis en œuvre :
Prestation extérieure

Intérêt régional : Développer un groupe et une dynamique d'échanges sur des pratiques d'agroécologie.
L'intérêt de la cartographie est de montrer qu'avec des outils et des méthodes contemporaines, il est possible de produire autant, avec moins d'intrants et une meilleure préservation de l'environnement.

Les enseignements reçus de ces nouvelles pratiques pourront être transmises de plusieurs façons : élargissement du groupe d'agriculteurs ; communication via la plateforme collaborative numérique ; Chambre d'Agriculture ; diffusion aux autres groupes terr'Avenir en France

Public(s) cible(s) :
Une aide sur environ 900 Ha est demandée mais l'objectif est de stimuler une dynamique locale pour au final étendre le périmètre. Le projet concerne tous les agriculteurs de la Plaine de Versailles.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	108 000,00	100,00%
Total	108 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	21 600,00	20,00%
Autres financeurs (subvention prévisionnelle)	86 400,00	80,00%
Total	108 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 800,00 €
2018	10 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	30 000,00 €
2015	Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	25 496,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	30 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	50 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	128 800,00 €
2016	Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	30 000,00 €
	Montant total	294 296,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009063

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : INVESTISSEMENTS POUR LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME AGRIURBAIN DE L'ADEPRINA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la mise en réseau et à l'innovation en agriculture périurbaine (investissement)	124 385,19 €	50,00 %	48 537,60 €
	Montant Total de la subvention		48 537,60 €

Imputation budgétaire : 909-93-20421-193004-200
19300406- Agriculture périurbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADEPRINA ASS DEVEL ENSEIGNPER
Adresse administrative : 16 RUE CLAUDE BERNARD
75005 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-MICHEL PINET, Président

Date de publication au JO : 8 mars 1972

N° SIRET : 31209728000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la mise en réseau et à l'innovation en agriculture périurbaine (investissement)
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Co-conception avec les collectivités d'un outil d'aide à la décision, d'évaluation et de gestion des risques sanitaires liés à la contamination des sols pour l'installation de formes d'agriculture en zones urbaines ou peri-urbaines.

Description :
En réponse à une forte demande des habitants, il a été constaté que beaucoup de collectivités en zones urbaines ou péri-urbaines cherchent à installer ou réinstaller de l'agriculture, notamment maraîchère, sur leur sols disponibles. Elles rencontrent alors fréquemment des situations de sols contaminés (notamment aux éléments traces métalliques (ETM), mais aussi aux polluants organiques).

Les collectivités sont démunies face à ces problématiques compte tenu d'une règlementation aujourd'hui inadaptée. En effet, la seule règlementation existante au niveau européen concernant la contamination chimique des sols agricoles est la directive 86/278/CEE : elle présente des seuils de certains polluants à ne pas dépasser dans les sols destinés à recevoir des boues issues du traitement des eaux usées. Cette règlementation ne porte donc pas sur la question de la mise en culture de ces terrains, mais sur une pratique agricole particulière, l'épandage de boues. Pour tenter de savoir ce qui peut être cultivé ou non sur un terrain, les acteurs comparent les teneurs totales des contaminants retrouvées dans les sols aux "seuils d'attention" (référentiel des ETM présents dans les sols agricoles ou seuils de la directive 86/278/CEE). Certaines collectivités tirent de la proximité de ces seuils d'attention, la conclusion qu'il faut abandonner le projet agricole ou qu'il faut excaver les sols, ce qui est coûteux et parfois inapproprié.

Dans les faits, les sols urbains et péri-urbains peuvent présenter des contaminations supérieures à ces seuils d'attention sans nécessairement représenter un danger concernant la consommation de légumes ou le contact direct avec le sol dans le cas d'activités agricoles. En effet, le risque associé à la présence des polluants dans le sol dépend de plusieurs éléments, comme les spécificités de chaque site (le type de sol, le type de pollution, l'usage du sol, la fréquentation du site, le type des cultures...). La prise de décision nécessite de prendre en compte l'ensemble de ces facteurs à travers une démarche intégrée et site spécifique. La méthodologie REFUGE, pré-élaborée dans une première étude menée grâce au soutien d'AgroParistech, est proposée dans ce sens, pour répondre à la demande des collectivités et des porteurs de projet, en lien étroit avec eux, face à cette situation complexe.

Le choix des deux territoires proposés ici se justifie par leur intérêt direct pour la démarche et leur souhait de participer à son élaboration et à son appropriation.
Pour mettre en oeuvre la méthodologie REFUGE et réaliser la démarche d'évaluation et de gestion des risques en fermes urbaines et péri-urbaines, le projet se divise en trois actions :

- Action 1 : Diagnostic du territoire et évaluation des risques sanitaires
Cette première action se déroule elle-même en trois temps :
- la caractérisation des contaminations du sol (historique de la parcelle, plan d'échantillonnage, prélèvements, analyses...),
- la caractérisation du passage des contaminants du sol vers les plantes (analysés sur différentes catégories de légumes, plus ou moins accumulatrices de contaminants),
- la réalisation d'une Evaluation Quantitative des Risques Sanitaires (EQRS), appliquée à différents scénarios de populations concernées.

- Action 2 : Orientation vers la ou les formes possibles d'agriculture et application du Plan de Maîtrise Sanitaire (PMS)
A partir des résultats de l'action 1, il s'agit d'identifier des formes d'agricultures possibles à installer sur le terrain (en sol, avec ou sans restrictions de plantes cultivables), en hors sol sous serre, hors sol indoor...) qui peuvent inclure ou pas des mesures de gestion qui minimiseraient le risque. Ensuite, et en anticipation de l'installation du projet, il s'agit de proposer un Plan de Maîtrise Sanitaire (PMS) qui devra être appliqué pour assurer le respect de la règlementation sanitaire de l'exploitation sur long terme. Le PMS est un outil développé principalement dans les filières agroalimentaires, et consiste à identifier le risque associé à chaque étape du processus de production (de la fourche à la fourchette) pour proposer des mesures de gestion à mettre en oeuvre et limiter les risques pour les usagers (bonnes pratiques agricoles, alimentaires et d'hygiène, plan HACCP (hazard Analysis Critical Control Point, méthode et principes de gestion de la sécurité sanitaire des aliments), traçabilité).

- Action 3 : Aide aux collectivités pour la communication des résultats de l'étude, des décisions et des recommandations à émettre
Cette dernière action vise à aider les collectivités à communiquer les conclusions des actions 1 et 2 aux acteurs concernés : agriculteurs, habitants/visiteurs, consommateurs. Cette communication passera par l'élaboration de fiches et d'évènements pour présenter de façon claire et pertinente les résultats de l'évaluation des risques (action 1) et la mise en oeuvre du PMS (action 2).

Moyens mis en œuvre :
Un ingénieur d'étude ayant déja fait ses preuves dans la pré-étude de ce projet et en contact direct avec les territoires partenaires.
Des étudiants stagiaires travaillant en lien direct avec l'ingénieur d'étude sur la démarche du projet.
Un soutien étroit de l'équipe de la SRC (Structure de Recherche sous Contrat) Exp'AU.
Des moyens techniques et humains de l'équipe IAQA (Ingénierie Analytique et Qualité des Aliments de l'UMR GENTAL), notamment pour la caractérisation du risque (de l'analyse à l'interprétation des données).
Des moyens bureautiques classiques.

Intérêt régional : La région Ile-de-France est particulièrement concernée par la problématique de contaminations des sols agricoles et/ou vacants en zones urbaines et péri-urbaines. Elle est aussi sollicitée par des demandes pressantes de la part des habitants pour installer ou réinstaller des agriculteurs de proximité en circuit court. L'accompagnement des collectivités dans la décision quant à l'installation dans des conditions saines de ces agriculteurs est une nécessité d'intérêt régional. La conjonction de collectivités demandeuses et de forces de recherches appliquées pertinentes permet de proposer cette démarche participative.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Toutes les collectivités d'Ile-de-France souhaitant installer ou réinstaller de l'agriculture sur leur territoire.
Le choix des deux partenaires, l'un en contexte urbain dense (Plaine Commune) et l'autre en péri-urbain (Ville de Rungis, Plaine de Montjean) permet de tester la démarche sur les deux grans types de territoires rencontrés en Ile-de-France.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Analyses de sols et de légumes	20 300,00	16,32%
Etudes pré-opérationnelles	104 085,19	83,68%
Total	124 385,19	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	48 537,60	39,02%
LabEX	48 762,20	39,20%
Autofinancement	27 085,39	21,78%
Total	124 385,19	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	24 268,80 €
2018	24 268,80 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	3 250,00 €
	Montant total	3 250,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009035

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : REALISATION D'ANALYSES FONCTIONNELLES DES ESPACES AGRICOLES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	34 400,00 €	60,00 %	20 640,00 €
	Montant Total de la subvention		20 640,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-65734-193003-200
19300307- Agriculture périurbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE
Adresse administrative : 1 RUE DE L'ETANG
77600 BUSSY ST MARTIN
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Jean-Paul MICHEL, Président

N° SIRET : 24770059400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Réalisation d'analyses fonctionnelles des espaces agricoles par les collectivités
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Extension du PPEANP sur les communes de Bussy Saint Georges, de ferrières en Brie et de Pontcarré avec une analyse fonctionnelle des espaces ouverts du territoire, des inventaires faune flore sur la commune, la définition des actions à engager et la création du PPEANP après enquête publique

Description :
Les communes de Bussy Saint Georges, Ferrières en Brie et Pontcarré ne sont pas incluses aujourd'hui dans le PPEANP de Marne et Gondoire (2012). Pour Bussy Saint Georges, il s'agit d'une commune classée Opération d'Intérêt National, avec la présence forte d'un aménageur public l'EPAMARNE. Un collectif d'habitant de la commune de Bussy Saint Georges s'est par ailleurs mobilisé pour inciter Marne et Gondoire à mettre en place un PPEANP sur la commune de Bussy Saint Georges. L'extension du PPEANP sur ces trois communes est une suite logique à la démarche entreprise par les élus du territoire en 2012 avec le soutien du Département et de la chambre d'agriculture de Seine et Marne. Il répond aux attentes des agriculteurs du territoire de garantir la vocation agricole de leur parcelle. Ainsi, étendre le PPEANP sur ces communes permettra de pérenniser les espaces agricoles de la vallée de la Brosse sur la frange agricole Est de Bussy Saint Georges, et la forêt régionale de Ferrières en PRIF.

Le PPEANP permettra également de garantir le maintien d'espaces naturels, support de la trame verte tels que les alentours du Genitoy et les espaces naturels à proximité du golf de Bussy Saint Georges.

Moyens mis en œuvre :
2 ingénieurs territoriaux

Intérêt régional : Ce projet est une déclinaison opérationnelle du SRCE et du SCoT Marne Brosse et Gondoire tant par l'extension du PPEANP que par la mise en place d'actions pour conforter les trames écologiques du territoire.
Il pérennise la vocation naturelle et agricole des espaces stratégiques du territoire et notamment la forêt régionale de Ferrières.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants de Marne et Gondoire (95 000 habitants), les agriculteurs du territoire (44), la faune du territoire, les associations locales (10)

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Analyse fonctionnelle	34 400,00	100,00%
Total	34 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional	20 640,00	60,00%
FEADER (subvention prévisionnelle)	6 880,00	20,00%
Autofinancement	6 880,00	20,00%
Total	34 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 320,00 €
2018	10 320,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	60 000,00 €
2014	Aires d'accueil pour les gens du voyage	120 000,00 €
2014	Appui à la requalification et à l'extension des zones d'activités économiques et au soutien à la création d'écopôles dédiés aux éco-activités	2 261 658,37 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	2 538 000,00 €
2014	Politique énergie climat	1 063 761,00 €
2014	Politique régionale en faveur des plans de prévention du bruit dans l'environnement	8 200,00 €
2014	Réalisation d'analyses fonctionnelles des espaces agricoles par les collectivités	47 500,00 €
2014	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	25 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	70 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	25 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agri-urbains. Aide d'investissement dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'action	14 920,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	24 500,00 €
2015	Stratégies territoriales de sécurité – Fonctionnement	7 425,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	15 274,50 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	410 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	546 977,50 €
2017	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	4 000,00 €
	Montant total	7 122 216,37 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008682

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ANIMATION DU PROGRAMME AGRIURBAIN DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ROISSY PAYS DE FRANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	65 170,00 €	46,03 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-65734-193003-200
19300307- Agriculture périurbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CARPF COMMUNAUTE D AGGLOMERATION ROISSY PAYS DE FRANCE
Adresse administrative : 6B AVENUE CHARLES DE GAULLE 95700 ROISSY EN FRANCE
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur PATRICK RENAUD, Président

N° SIRET : 20005565500019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Maintenir le poste de l'animateur(trice) Territoires agri-urbains

Description :
Le projet vise à animer le territoire agri-urbain du Grand Roissy, à assister techniquement la mise en œuvre du plan d'actions, à sensibiliser les acteurs du territoire, à communiquer et diffuser les informations. Pour ce faire, le recrutement de l'animateur (pour lequel les entretiens des candidats sont en cours) est indispensable et il est essentiel que la pérennité de ce poste soit confortée dans le temps.

Moyens mis en œuvre :
Pilotage du projet
Mme Ceccherini (DGA du servie aménagement), Mme Garnier (responsable du pôle environnement, charte agricole et trame verte et bleue), l'animateur dont le recrutement est en cours, M. Fossier (délégué communautaire en charge du schéma agricole, de la ruralité et du maintien des services publics)

Intérêt régional : Limiter la consommation d'espaces agricoles et préserver le foncier
Améliorer la fonctionnalité agricole
Impliquer les acteurs du territoire
Développer les "agromatériaux"
Préserver et restaurer les espaces naturels

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
De manière générale les habitants du territoire, la préservation des terres agricoles participant au grand paysage et aux coupures vertes entre les tissus urbanisés, ainsi que les acteurs économiques en lien avec l'activité agricole.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	65 170,00	100,00%
Total	65 170,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	30 000,00	46,03%
FEADER (subvention prévisionnelle)	22 136,00	33,97%
Autofinancement	13 034,00	20,00%
Total	65 170,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	24 000,00 €
2015	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	20 000,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	31 000,00 €
2016	Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	30 000,00 €
2016	Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	40 000,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	20 000,00 €
2016	Appui régional à la professionnalisation des acteurs de l'emploi	15 000,00 €
2016	Chantier école	55 000,00 €
2016	Fonds Propreté	65 749,80 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	168 200,60 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
	Montant total	493 950,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009030

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ANIMATION DU PROGRAMME AGRIURBAIN DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MARNE ET GONDOIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	78 577,00 €	38,18 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-65734-193003-200
19300307- Agriculture périurbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE
Adresse administrative : 1 RUE DE L'ETANG 77600 BUSSY ST MARTIN
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Jean-Paul MICHEL, Président

N° SIRET : 24770059400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet vise à préserver les espaces naturels et agricoles du territoire en mettant en place l'outil PPEANP (Périmètre de Protection des Espaces Agricoles et Naturels Périurbains) sur la commune de Bussy Saint Georges et à pérenniser les secteurs inclus dans le périmètre par des actions de supports à la trame verte du territoire, traduction du SRCE, du schéma régional des berges de l'IAU et du SDRIF.

Description :
Le besoin d'un accompagnement en matière d'animation par des chargées de mission a été identifié lors de l'approbation du programme d'action du PPEANP qui a défini les grandes actions à mettre en place sur le territoire pour préserver les espaces naturels et agricoles. Il sera complété sur la base de l'extension de ce dernier sur les trois communes de Bussy Saint Georges, Ferrières en Brie et Pontcarré. Il répond à une attente des élus pour que les agriculteurs et le tissu associatif local aient des interlocuteurs sur le territoire pour impulser des actions de préservation de la trame jaune et verte.

Description des différentes actions du projet à financer

Dans le cadre de ce projet, plusieurs actions vont être mises en place :
- trame jaune :
- suivi de l'étude d'extension du PPEANP, animation de réunions et de comité
- suivi animation et sensibilisation du grand public par des événements liés à l'agriculture : journée découverte de l'agriculture, promotion de la malle pédagogique sur l'agriculture, mise en œuvre du programme d'action du PPEANP
- suivi de la prise en compte de la trame jaune dans les PLU (Plan Local d'Urbanisme) et dans le SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale) Marne Brosse et Gondoire en cours de révision

- trame verte :
- interprétation de résultats de comptages et pièges photographiques
- animation de la réalisation des atlas de la biodiversité communale
- suivi de la prise en compte de la trame verte dans les PLU et dans le SCoT Marne Brosse et Gondoire en cours de révision

Moyens mis en œuvre :
2 ingénieurs territoriaux

Intérêt régional : Ce projet est une déclinaison opérationnelle du SRCE (Schéma Régional de Cohérence Ecologique) et du SCoT (Schéma de cohérence Territoriale) Marne Brosse et Gondoire tant par l'extension du PPEANP (Périmètres de Protection des Espaces Agricoles et Naturels Périurbains) que par la mise en place d'actions pour conforter les trames écologiques du territoire. Il permettra également de garantir la bonne prise en compte des engagements régionaux au niveau du SDRIF (Schéma Directeur de la Région Ilde-de-France) et du SRCE dans la relecture des PLU (Plan Local d'Urbanisme), la réalisation d'atlas de la biodiversité communale, conformément à la réglementation issue de la loi pour la biodiversité du 8 août 2016.

Il pérennise la vocation naturelle et agricole des espaces stratégiques du territoire et notamment la forêt régionale de Ferrières.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants de Marne et Gondoire (95 000 habitants), les agriculteurs du territoire (44), la faune du territoire, les associations locales (10)

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Animation du programme agri-urbain	78 577,00	100,00%
Total	78 577,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Régional d'Ile-de-France	30 000,00	38,18%
Autofinancement	17 146,20	21,82%
FEADER	31 430,80	40,00%
Total	78 577,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	60 000,00 €
2014	Aires d'accueil pour les gens du voyage	120 000,00 €
2014	Appui à la requalification et à l'extension des zones d'activités économiques et au soutien à la création d'écopôles dédiés aux éco-activités	2 261 658,37 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	2 538 000,00 €
2014	Politique énergie climat	1 063 761,00 €
2014	Politique régionale en faveur des plans de prévention du bruit dans l'environnement	8 200,00 €
2014	Réalisation d'analyses fonctionnelles des espaces agricoles par les collectivités	47 500,00 €
2014	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	25 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	70 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	25 000,00 €

2015	Soutien aux programmes de territoires agri-urbains. Aide d'investissement dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'action	14 920,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	24 500,00 €
2015	Stratégies territoriales de sécurité – Fonctionnement	7 425,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	15 274,50 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	410 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	546 977,50 €
2017	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	4 000,00 €
	Montant total	7 122 216,37 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008680

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ANIMATION DU PROGRAMME AGRIURBAIN DE L'APPVPA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	105 863,64 €	28,34 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-200
19300307- Agriculture périurbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APPVPA ASS PATRIMONIALE PLAINE
Adresse administrative : 33 TER RUE DES PETITS PRES
78810 FEUCHEROLLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICK LOISEL, Président

Date de publication au JO : 16 juillet 2001

N° SIRET : 44055036600023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les priorités de l'année 2017-2018 (de septembre à septembre) sont dans la lignée de ceux de 2016-2017, à savoir :

- le développement économique autour de la filière agricole et alimentaire de proximité, mais aussi le développement des services aux communes par les agriculteurs (entretien des chemins et autres espaces)

- la gestion de la qualité du vivant (valeur ajoutée environnementale) par la poursuite des projets sur les lisières urbaines ainsi que sur les trames vertes, et par la recherche de financements pour la plateforme de l'innovation en agroécologie.

- un territoire vivant poumon vert du Grand Paris (valeur ajoutée sociale), en mettant l'accent sur l'éducation à l'agriculture et à l'environnement qui a eu du mal à démarrer, sans oublier l'animation de la Maison de la Plaine, et de la Plaine en elle-même.

L'animatrice et la gestionnaire animent ces projets et gèrent les aspects administratifs et financiers. La secrétaire de mairie du président est également employée par l'association pour gérer son agenda

Description :
- Le développement de l'offre alimentaire de proximité mettra l'accent sur l'accompagnement de la CUMA (Coopération d'Utilisation de Matériel Agricole) de la Plaine de Versailles, nouvellement créée, sur la transformation des produits agricoles (jus de pomme dans un premier temps), sur une meilleure signalétique des producteurs
- Le développement des services aux communes prendra exemple sur le contrat passé sur la commune de Bailly avec deux agriculteurs et sera proposé aux autres communes
- L'aménagement des lisières agri-urbaines, commencée sur 5 communes situées à l'est de la plaine, se poursuivra plus à l'Ouest sur la Communauté de Communes de Gally-Mauldre ainsi que par un projet d'observatoire photographique participatif
-Le projet de connexion des trames vertes entamera sa deuxième phase, à savoir les études pré-opérationnelles de projets. Parallèlement un projet innovant de mesure des services écosystémiques rendus par le territoire pourrait être exploré.
- La plateforme de l'innovation en agroécologie, n'ayant pu être mise en place en 2016, fera à nouveau l'objet de recherche de financements. Elle comprendra une plateforme physique (réunion des acteurs) et une plateforme collaborative numérique.
- L'éducation à l'agriculture et à l'environnement comprendra une communication sur le répertoire des offres d'éducation existantes sur le territoire, ainsi que la conception d'un jardin pédagogique intitulé « La Plaine de Versailles en miniature »
- Les animations à la Maison de la Plaine et dans le territoire se poursuivront avec les bénévoles (Printemps et Automne de la Plaine, cafés sciences, expositions), ainsi qu'avec une grande manifestation en 2018 : le Congrès de la Plaine de Versailles.
- L'association continuera à participer aux deux projets de recherche PSDR (Programme sur et pour le Développement Rural) : AGRIGE (Archipels Agriurbains, Résistances et Gouvernances) et PROLEG (Produits Résiduaires et les Légumineuses pour améliorer les services écosystémiques)
- L'association poursuivra enfin la réflexion sur une éventuelle évolution de structure : PETR (Pôle d'Equilibre Territorial et Rural), PNR (Parc Naturel Régional), GIP (Groupement d'Intérêt Public), tandis qu'un appel au mécénat d'entreprises et grand public sera lancé.

Moyens mis en œuvre :
Une animatrice à temps-plein : Marie de Naurois
Une gestionnaire à ¾ de temps, également chargée de la Maison de la Plaine et des activités des bénévoles : Valérie Gillette
La secrétaire du président, 3 heures par semaine : Marie-Christine Nivière

Intérêt régional : La Plaine de Versailles est un grand territoire agriurbain, qui peut augmenter l'offre de produits et de services à la population francilienne : une offre alimentaire de proximité, la découverte des exploitations agricoles par les enfants, des services d'entretien d'espaces verts aux communes, une amélioration de la biodiversité, de la qualité de l'eau, des sols, des paysages, des animations locales sur les enjeux agricoles, alimentaires, environnementaux, mais aussi des animations culturelles de proximité.
L'association crée un rapprochement et des relations de confiance entre tous les acteurs qui sont responsables de cette plaine.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Une centaine d'agriculteurs
Les 150 000 habitants de la plaine, mais plus largement toute la population francilienne

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Animation des projets	68 689,32	64,88%
Gestion administrative	32 755,32	30,94%
Gestion financière	4 419,00	4,17%
Total	105 863,64	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	30 000,00	28,34%
FEADER	34 026,79	32,14%
Autofinancement	41 836,85	39,52%
Total	105 863,64	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	30 000,00 €
2015	Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	25 496,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	30 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	50 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	128 800,00 €
2016	Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	30 000,00 €
	Montant total	294 296,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008681

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ANIMATION DU PROGRAMME AGRIURBAIN DE L'ADADSA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	100 829,28 €	29,75 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-200
19300307- Agriculture périurbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADADSA ASS POUR UN DEVELOPPEMENT AGRICOLE DURABLE EN SEINE AVAL
Adresse administrative : PL DE LA LIBERATION 78130 LES MUREAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Sophie PRIMAS, Présidente

Date de publication au JO : 28 mars 2009

N° SIRET : 51348207500019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La communication et l'animation du projet visent à :

- favoriser l'émergence et le développement de nouveaux projets contribuant à la mise en oeuvre de la stratégie LEADER Seine Aval, pour rappel la stratégie Leader Seine Aval s'articule autour de 3 axes :

- développer une offre alimentaire de proximité, accessible à tous, favoriser les relations entre milieux urbains et ruraux, développer des filières innovantes pour la transition écologique
- renforcer l'attractivité du territoire et le dynamisme agricole, en encourageant des projets agricoles innovants avec une performance économique, et en communiquant largement sur la place de l'agriculture et du monde rural sur le territoire
- inscrire le territoire et ses acteurs dans des logiques de réseau et créer des synergies, c'est le rôle de l'animation de mettre en réseau les acteurs, de promouvoir leurs actions et de créer une cohérence entre les différents projets et la stratégie

Description :
En 2018 l'ADADSA et le programme Leader Seine-Aval 2014-2020 seront avancés.

Il s'agira de continuer à faire émerger des porteurs de projets potentiels, mais surtout de faire aboutir les démarches lancées
:
- valoriser l'intervention des fonds publics, notamment européens, grâce à la mise en œuvre du plan de communication (qui sera terminé en 2017) et des outils correspondants (site internet refondu, événements de promotion des projets et du programme LEADER,…)
- accompagner le Groupe d'Action Locale et son Comité de programmation dans la sélection des projets locaux et dans leur suivi,
- accompagner les porteurs de projets dans le montage de leurs projets et leur mise en réseau avec les acteurs locaux
- avancer dans l'évaluation du programme et promouvoir les projets aboutis
- continuer à travailler sur les synergies possibles au niveau territorial, le soutien aux filières émergentes et à l'émergence de projets innovants

Moyens mis en œuvre :
1 animateur a temps plein, 1 gestionnaire, 2 stagiaires (1 en communication, 1 en évaluation)

Intérêt régional : Intérêt économique : soutien à l'émergence de nouvelles entreprises, consolidation de filières à valeur ajoutée locale, soutien à la modernisation et à la consolidation d'exploitations agricole, développement de nouveaux produits et services

Intérêt environnemental : soutien à une agriculture durable, projets en lien avec la qualité de l'eau, la valorisation des déchets, la promotion des écomatériaux, protection et valorisation des zones agricoles, aménagement des fronts urbains

Intérêt social : rapprochement entre acteurs privés et publics, lien entre milieux urbains et ruraux

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiare de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'objectif total est de soutenir une soixantaine de projets sur l'ensemble de la période 2014-2020, l'ADADSA estime donc pouvoir accompagner une douzaine de porteurs de projets en 2018.

Certains projets d’animation pourront toucher jusqu’à une centaine de personnes.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Animation LEADER Seine Aval	90 000,00	89,26%
Communication	7 553,28	7,49%
Publicité	3 276,00	3,25%
Total	100 829,28	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	30 000,00	29,75%
FEADER (subvention prévisionnelle)	53 089,28	52,65%
Communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise (subvention prévisionnelle)	17 740,00	17,59%
Total	100 829,28	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Soutien aux programmes de territoires agri-urbains : Aide à l'élaboration de la charte et du plan d'actions	34 686,30 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	30 000,00 €
2016	Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	30 000,00 €
	Montant total	94 686,30 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008684

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ANIMATION DU PROGRAMME AGRIURBAIN DE PLAINE D'AVENIR 78

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	57 386,00 €	50,00 %	28 693,00 €
	Montant Total de la subvention		28 693,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-200
19300307- Agriculture périurbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLAINE D'AVENIR 78
Adresse administrative : 1 RUE PIERRE LOUIS GUYARD
78360 MONTESSON
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame NICOLE BRISTOL, PRESIDENTE

Date de publication au JO : 26 janvier 2013

N° SIRET : 79060646100016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Plaine d'avenir 78 a pour objectif de :
- Préserver et améliorer la fonctionnalité des espaces agricoles : préserver les espaces, les diversités des sols et des conditions

d’exploitation favorables ;
- Permettre aux agriculteurs d’adapter et d’améliorer leurs pratiques en vue de maintenir la rentabilité économique des exploitations et
de diminuer l’impact sur l’environnement (Expérimentation et innovation)
- Favoriser le lien entre les habitants et la plaine : sensibilisation, information, animations.

Description :
Plaine d’avenir 78 fédère les acteurs du territoire pour continuer la dynamique de projets qui s’est initiée sur la plaine de Montesson et ses environs, et travaille à la bonne prise en compte de l’agriculture dans les questions d’aménagement du territoire. Pour cela, l’animation de l’association est essentielle pour le lien entre les adhérents de l’association, les réunions d’instance mais aussi toutes les réunions d’information et de concertation avec les partenaires institutionnels d’une part, et les habitants d’autre part.

Le projet comporte, par ailleurs, un aspect diagnostic et technique pour améliorer les pratiques des maraîchers : à la demande du Syndicat des maraîchers et en lien avec le conseiller maraîchage de la Chambre, un diagnostic faune/flore des bordures de chemins, de routes et des murgers permettra de bénéficier d’un état des lieux du stocks d’adventices, de ravageurs ou d’auxiliaires et/ou voir si ces milieux sont favorables au développement des auxiliaires. L’objectif est d’adapter au mieux les pratiques des maraîchers (diminution des traitements dans un double intérêt économique et environnemental) d’une part, et la gestion de ces milieux (favoriser les habitats pour les auxiliaires) d’autre part.

Enfin, concernant le lien entre les habitants et la plaine, le projet comporte un aspect communication (articles sur les pratiques des maraîchers à destination des membres de Plaine d’avenir 78 et des habitants), un aspect animation (organisation de la fête de la salade), et la création d’un sentier d’interprétation (sur la plaine de Montesson/Carrières sur Seine dans un premier temps mais qui se poursuivra sur le Mesnil le Roi et la forêt de Saint Germain lorsque la traversée de la Seine sera possible).

Moyens mis en œuvre :
Humains :
- Des bénévoles organisés en groupes de travail (12 membres actifs entre les membres du bureau et les bénévoles)
- Une chargée de missions – animatrice (temps affecté 60% par rapport à un temps complet sur ce projet)
- Un stagiaire
Matériel : local et matériel de bureautique de Plaine d’avenir 78

Intérêt régional : -Maintien d’une activité maraîchère locale présentant un intérêt économique certain
- Préservation d’un territoire agricole de la ceinture verte d’Ile-de-France situé au sein d’un Périmètre Régional d’Intervention Foncière,
-Une offre locale pour les franciliens (20% de la production de salade de la Région, 1 producteur de champignons de Paris de la Région…) avec
une commercialisation en circuits courts,
-La protection d’espaces ouverts à proximité immédiate de la Seine et du site de la Défense, dans un espace urbain dense

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le projet de Plaine d’avenir 78 concerne :
L’ensemble de la population de la Boucle de la Seine, soit environ 350.000 habitants,
Une quinzaine d’agriculteurs (maraîchers et champignonniste),

20 communes au sein de la CASGBS,
Une vingtaine d'associations d'environnement, la plupart regroupées au sein du Collectif le Cadeb (Collectif Agréé d'Associations pour la
Défense de l'Environnement de la Boucle).

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Animation – chargée de missions	48 600,00	84,69%
Stagiaire et frais annexes	4 010,00	6,99%
Expert-comptable	2 616,00	4,56%
Préparatifs fête de la salade	1 200,00	2,09%
Communication franges	960,00	1,67%
Total	57 386,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	28 693,00	50,00%
FEADER (subvention prévisionnelle)	16 431,00	28,63%
Autofinancement	12 262,00	21,37%
Total	57 386,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 346,50 €
2018	14 346,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	30 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	30 000,00 €
2016	Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	30 000,00 €
2016	Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions	5 760,00 €

	d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	
	Montant total	95 760,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008685

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ANIMATION DU PROGRAMME AGRIURBAIN DU TRIANGLE VERT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	60 285,00 €	49,76 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-200
19300307- Agriculture périurbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TRIANGLE VERT VILLES MA RAICHERES HUREPOIX
Adresse administrative : 5 RUE ALFRED DUBOIS 91460 MARCOUSSIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Brigitte BOUVIER, Présidente

Date de publication au JO : 9 août 2003

N° SIRET : 45052008500017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Objet du projet : animation du programme agriurbain

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif général du projet est de concilier un développement harmonieux des villes et le maintien d'une agriculture économiquement viable,
dans une optique de développement durable du territoire. Les actions présentées dans ce dossier participent des différents axes d'orientation
du projet (pérennisation du foncier agricole, trame verte et bleue, développement des circuits courts et structuration de la filière alimentaire
locale, accompagnement de projets, reprise d'exploitation et installation d'agriculteurs, sensibilisation, pédagogie etc.). Elles doivent permettre
d'assurer la viabilité du Triangle Vert en soutenant le financement des moyens humains consacrés à l'animation du projet et de la structure
associative.

Description :
Poursuite de la mise en oeuvre du projet local dans les différents volets d'action du programme agriurbain :
- Limitation de l'étalement urbain et maîtrise foncière pour garantir la pérennité des espaces agricoles
- Constitution d'une trame verte et bleue intercommunale pour asseoir l'armature naturelle et agricole à partir de laquelle penser le
développement du territoire
- Aides techniques à l'agriculture locale pour garantir la pérennité et le développement de l'activité économique agricole
- Développement des circuits courts et valorisation des filières et des productions
- Sensibilisation et communication sur l'agriculture, le projet, et auprès de différents publics

Au sein de ces thématiques, en 2018 l'accent sera particulièrement mis sur :
- les animations auprès des scolaires (en partenariat avec un prestataire indépendant, Clarisse Gimat, avec qui nous avons déjà travaillé en
2016 et 2017 (voir devis joint au dossier).
- l'animation des différents Itinéraires de découverte du territoire qui auront été produits en 2017, et l'organisation de promenades
commentées ; un premier parcours a vu le jour en avril 2017 et a été testé dans le cadre des Randos Durables de l'agglomération, ainsi que le
nouveau prototype de dépliant.
- l'animation sur le thème des lisières agriurbaines, autour du guide qui doit être publié en 2017 ; organisation possible de formations en
partenariat avec le CAUE91.
- l'animation sur l'offre en produits locaux, suite à la réalisation d'un livret de promotion réalisé en 2017 ; cette action pourra s'articuler avec le
projets de cours de cuisine à base de produits locaux, les animations culinaires organisées localement etc.
- l'accompagnement d'un projet de chauffage de serres maraîchères par la récupération de la chaleur générée par des Data Centers sur le
territoire de Nozay/Marcoussis.
- les suites à donner à l'étude de valorisation du fumier de cheval en économie circulaire, finalisée au printemps 2017
- le développement du Projet Alimentaire Territorial mené en partenariat avec Terre et Cité, les Champs des Possibles, la Chambre d'Agriculture
et les Communautés d'agglomération Paris Saclay, Versailles Grand Parc et Saint Quentin.
- la mise en oeuvre d'actions suite aux stages portant sur la sécurisation des exploitations agricoles et sur l'amélioration de la communication
externe au Triangle Vert, réalisés sur l'année 2017.

Moyens mis en œuvre :
Articulés dans un projet global les compétences, les moyens et les actions de nombreux acteurs locaux publics et privés, ainsi que des partenaires techniques et institutionnels régionaux, aux logiques différentes, nécessite concertation et médiation, et mobilise des moyens d'animation, d'expertise et d'investissement.

La chargée de mission de l'association coordonne et valorise les actions conduites par Triangle Vert et ses membres, qui cherchent en permanence à faire reconnaître le territoire et son projet. Cette animation permanente représente au minimum un emploi salarié à plein temps.

Les actions conduites sont suivies et encadrées par le Triangle Vert, mais toujours en relation étroite avec un ou plusieurs des collèges de la structure, ainsi que nos partenaires membres du Comité de pilotage. Le Bureau de l'association (5 membres, issus des communes et des agriculteurs) prépare les réunions du Conseil d'administration (15 membres, idem), qui décide, coordonne et suit la mise en oeuvre des actions.

Les autres adhérents ne siégeant pas au Bureau ni au Conseil d'administration prennent part aux Assemblées Générales, ainsi qu'aux réunions thématiques et groupes de travail organisés régulièrement. Ces grands moments rythmant la vie de l'association seront autant d'occasions de validation et de réorientations intermédiaires éventuelles des actions entreprises, pour une efficacité optimale.

Intérêt régional : Le projet du Triangle Vert -programme agriurbain- vise au maintien de l'agriculture et des espaces naturels sur son territoire, notamment en faisant connaître et reconnaître la multifonctionnalité de l'agriculture périurbaine, et en incitant à sa bonne prise en compte dans les documents de planification, à tous échelons. Ce faisant, le Triangle Vert contribue au maintien des espaces agricoles et naturels au sein du périmètre de la
Ceinture verte régionale, à la constitution de la Trame Verte et bleue, ainsi qu'à la préservation de la biodiversité régionale (diversité des espaces et des cultures).

D'autre part, l'association répond toujours favorablement aux nombreuses demandes pour témoigner de notre expérience locale, contribuer à la formation des élus, institutionnels, enseignants et étudiants, et inciter à l'émergence d'initiatives similaires, y
compris en Île-de-France. Enfin, sa gouvernance multi-acteurs permet d'impliquer de nombreux publics et structures dans la démarche, et par là-même, de les sensibiliser aux questions agricoles et agriubaines, concourant ainsi à l'évolution de leurs pratiques d'une manière générale.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le projet agri-urbain du Triangle Vert s'inscrit dans une optique de développement durable et équilibré de son territoire et, d'une manière plus générale, du territoire francilien. En ce sens on peut établir plusieurs niveaux d'impact des actions présentées, et donc des bénéficiaires des retombées directes et indirectes de ces actions. Par ordre croissant d'échelle de prise en compte, on a ainsi :
- les membres du Triangle Vert (élus, agriculteurs, associations, techniciens communaux),
- les habitants des communes du Triangle Vert (avec un public plus particulièrement ciblé pour certaines actions, comme les jeunes, les scolaires etc.),
- et plus largement, la population francilienne, par la participation du territoire du Triangle Vert à la constitution de la trame verte et bleue régionale, à la qualité de vie et au développement durable de la région.

En témoignent par exemple l'élargissement de l'origine géographique des participants aux animations organisées, ou encore les demandes d'information sur le projet ou les produits locaux, qui excèdent largement l'échelle départementale. Pour certains publics (structures professionnelles et institutionnelles), on se situe même au-delà de l'échelle régionale ou nationale.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Animation	56 085,00	93,03%
Animations spécifiques	4 200,00	6,97%
Total	60 285,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	30 000,00	49,76%
Communauté d'agglomération Paris-Saclay (subventions prévisionnelles)	20 000,00	33,18%
Autofinancement	10 285,00	17,06%
Total	60 285,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	27 782,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	30 000,00 €
2016	Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	30 000,00 €
	Montant total	87 782,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008686

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ANIMATION DU PROGRAMME AGRIURBAIN SEINE-ET-MARNE DEVELOPPEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	90 352,52 €	33,20 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-200
19300307- Agriculture périurbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMD SEINE ET MARNE DEVELOPPEMENT
Adresse administrative : 12 RUE DES SAINTS PERES
77010 MELUN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Arnaud de BELENET, Président

Date de publication au JO : 3 décembre 1981

N° SIRET : 32334805200099

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les objectifs de ce projet sont de mettre en œuvre la stratégie de notre programme Leader – « Faire du territoire leader un vecteur collectif d'identité rurale, agricole et touristique » - en accompagnant les projets expérimentaux et innovants dans le champ de l'agriculture et du développement rural pour le territoire.

Description :
Action d'Animation territoriale
Repérage préalable des acteurs, organisation et animation de réunions d'information, organisation et animation de groupes de travail, ateliers, appui à la structuration de groupes d'acteurs, animation et pilotage de démarches collectives (temps forts, restitutions des travaux de groupe, appui à la rédaction de cahier des charges d'études.

Accompagnement des porteurs de projet
Repérage de porteurs de projets, appui individuel au passage de l'idée au projet, appui au montage technique du projet, accompagnement à la recherche de financements, appui à la constitution du dossier LEADER pour la demande de subvention et la demande de paiement, appui à la récupération des pièces justificatives, suivi du porteur de projet, appui au contrôle.

Pilotage et gestion du projet Leader
Organisation, animation, secrétariat des Comités de programmation et des comités préalables. Suivi administratif et financier des dossiers, collecte des pièces, mise à jour des tableaux de bord. Relations avec l'autorité de gestion et les autres financeurs. Préparation des opérations de contrôle. Rédaction des bilans annuels et finaux. Relations avec les partenaires et avec les responsables de la structure porteuse. Participation aux activités des réseaux. Mise en œuvre des démarches d'évaluation. Communication et valorisation des projets réalisés.

Moyens mis en œuvre :
Les missions d'animation (0.9 ETP) sont réalisées dans le cadre d'une prestation réalisée par la SAFER de l'Ile-de-France, mandatée dans le cadre d'un marché public. Les missions de gestion (0,3 ETP) sont réalisées par Sylvie Leviné, assistante administrative à Seine-et-Marne Développement.

Intérêt régional : - Le maintien d'un territoire rural dynamique, agricole et touristique aux portes de Paris
- La contribution du Sud Seine-et-Marne à l'approvisionnement régional en produits agricoles alimentaires locaux
- Le territoire comporte d'importantes exigences en matière de protection de la ressource en eau avec la présence de nombreuses aires d'alimentation de captage qui alimentent notamment et directement la ville de Paris.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Accueil et accompagnement de 70 porteurs de projet, avec objectif de programmation de 15 projets Leader
Les 40 producteurs fermiers du territoire dans le cadre de la valorisation du patrimoine agricole et alimentaire
60 agriculteurs pour l'initiation à l'utilisation et à l'interprétation des microscopes et réfractomètres

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Animation, évaluation et gestion du programme Leader Sud 77	90 352,52	100,00%
Total	90 352,52	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	30 000,00	33,20%
Autres (Commune(s) (subvention prévisionnelle)	19 352,53	21,42%
FEADER (subvention prévisionnelle)	40 999,99	45,38%
Total	90 352,52	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	12 500,00 €
2014	Animation et ccordination du Pacte pour le développement du territoire	30 000,00 €
2014	Etude territoriale du Pacte pour le développement du territoire	22 500,00 €
2015	Animation et ccordination du Pacte pour le développement du territoire	29 700,00 €
2015	Etude territoriale du Pacte pour le développement du territoire	12 500,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	55 000,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	30 700,00 €
2016	Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	30 000,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	47 500,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	15 000,00 €
2017	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises et les Associations	23 000,00 €
	Montant total	308 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008687

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ANIMATION DU PROGRAMME AGRIURBAIN DE TERRE ET CITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	63 798,50 €	47,02 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-200
19300307- Agriculture périurbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA TERRE ET LA CITE
Adresse administrative : VILLA SAINTE-CHRISTINE
91370 VERRIERES-LE-BUISSON
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Thomas JOLY, Président

Date de publication au JO : 28 juillet 2001

N° SIRET : 44060730700020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'animation des années précédentes nous a permis d'intégrer les enjeux agricoles dans les politiques locales (Communauté Paris-Saclay, Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin en Yvelines) et d'accompagner la mise en place effective d'outils tels que le programme d'action de la ZPNAF. En parallèle ont été développées des méthodologies de travail entre les différents acteurs du territoire (agriculteurs, élus, associations, société civile, chercheurs, institutionnels) qui portent leurs fruits avec une vraie dynamique entre les acteurs. Après avoir permis la définition de cadre structurant, et l'émergence de synergies fortes entre les acteurs locaux, l'animation portée par Terre et Cité doit permettre de passer dans une phase opérationnelle sur de plusieurs projets liés aux fonctionnalités agricoles et d'assurer le suivi de la ZPNAF et sa bonne mise en œuvre.

Description :
Animation et concertation territoriale

Le travail de lien entre les acteurs du territoire est indispensable pour créer une dynamique de territoire. Les temps de réunions de bureau, de conseil d'administration, de forum pour nos adhérents sont autant de moment pour que les agriculteurs et les habitants du territoire se rencontrent, échangent et apprennent à considérer les attentes et contraintes de chacun. Les repas plateau organisés tous les mois permettent à nos adhérents d'échanger sur les activités et les projets de l'association autour d'un repas de produits locaux. Des invités en lien avec la thématique agricole sont présents pour nous expliquer leur vision de l'agriculture du plateau et contribue ainsi à faire de terre et Cité un lien d'échange et de partage. Ces temps d'échanges sont essentiels pour l'émergence de projets concrets.
Par ailleurs le travail sur l'élaboration du programme d'action devrait être terminé mi-2017. Il sera composé d'une trentaine de fiche action et Terre et Cité est pilote de 7 d'entre elles. Il sera nécessaire de créer des temps de travail entre les acteurs du territoire pour s'assurer de la mise en œuvre effective du programme d'action. A ce titre, Terre et Cité souhaite jouer un rôle au sein du Comité de Suivi de la ZPNAF mais aussi du Comité de Pilotage.
Le travail avec les acteurs de la recherche sera poursuivi afin de contribuer à la dimension innovante du plateau de Saclay en termes de durabilité et d'exemplarité agro-environnementale. Nous accompagnons en ce sens les chercheurs pour des projets concrets et répondant aux attentes de acteurs du territoire.

Moyens mis en œuvre :
La description ci-dessous concerne l'équipe de Terre et Cité. Les projets impliquent de nombreux autres partenaires, notamment au sein des collectivités et instituts de recherche qui contribuent de manière significative en temps et en compétences au projet.

Une équipe qualifiée aux compétences complémentaires
Terre et Cité a construit depuis 2010 une équipe qualifiée aux compétences complémentaires, qui intervient désormais sur des domaines variés. L'équipe est reconnue auprès des acteurs locaux pour son professionnalisme et la qualité de ses interventions.

Coordinateur général
Il a pour mission la coordination de l'équipe de Terre et Cité, les relations avec les partenaires institutionnels, le suivi administratif et financier de l'équipe, la conception des démarches de concertation territoriale et l'animation des démarches de filières de proximité sur le territoire. Dorian Spaak, Ingénieur en Aménagement et Sciences de l'Environnement (UTC et EPFL) et diplômé d'une Maîtrise de Journalisme, assure aujourd'hui cette fonction en CDI. Il a rejoint Terre et Cité en 2010 après avoir travaillé avec le réseau Terres en Villes à l'analyse des politiques mises en place par la Région Ile-de-France en faveur de l'agriculture périurbaine en 2009.

Chargée de mission
Elle a pour mission le suivi des grands projets d'aménagement, et notamment l'application de la Loi du Grand Paris et la ZPNAF. Marion Bruère, diplômée de l'Ecole Nationale Supérieure du Paysage de Versailles suite à un BTS Aménagement Paysager à Tecomah (Jouy-en-Josas)

L'association est structurée en collèges d'acteurs représentatifs des parties prenantes du territoire. Le pilotage du projet a principalement lieu à trois échelles de décisions :
- L'Assemblée Générale valide les grands axes de travail, les budgets prévisionnels et vérifie les comptes des années précédentes. Elle se réunit une fois l'an.
- Le conseil d'administration acte toutes les orientations stratégiques. Il rassemble une partie significative des acteurs du territoire, et ses décisions sont reconnues et ont un poids important au niveau local. Il se réunit 4 fois par an.
- Le bureau qui rassemble les 6 vice-président des collèges ainsi que le Trésorier et le Secrétaire. Il se réunit formellement une fois par mois, parfois plus quand lorsque l'actualité le demande.

L'équipe d'animation est chargée du suivi opérationnel des projets tout au long de l'année.

Intérêt régional : Le plateau de Saclay et ses vallées attenantes constituent un territoire à enjeux, identifié depuis longtemps comme tel dans les documents de planification régionaux. Il dispose aujourd'hui d'une forte visibilité nationale et internationale. L'Etat, avec la Loi du Grand Paris 2010 reconnaît les espaces ouverts et agricoles comme une des deux grandes composantes structurantes de l'identité et du devenir de ce territoire, au même titre que la dimension recherche. La ZPNAF est un outil ad-hoc créé pour ce territoire et les dynamiques d'acteurs autour de son programme d'action pourraient servir d'exemple et être répliquées.

Le territoire de Saclay est un territoire agriurbain idéal pour expérimenter les nouvelles complémentarités entre ville-campagne tout en ayant un appui scientifique à cette démarche. L'association Terre et Cité a mise en place dès 2013 une coopération étroite avec le LabEx BASC . En nous associant avec des projets de recherche reconnus au niveau international, nous renforcerons la visibilité internationale du GAL du Plateau de Saclay et donc la visibilité de la démarche environnementale exemplaire de la région.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les bénéficiaires de ce projet sont les agriculteurs (plus de 70% des agriculteurs du territoire sont activement impliqués dans la démarche), les habitants du territoire (200 000 habitants), les usagers qui profitent à la fois d'une alimentation de proximité ainsi que d'un cadre de vie de qualité.

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Animation	63 798,50	100,00%
Total	63 798,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	30 000,00	47,02%
Etablissement Public Paris-Saclay (subvention prévisionnelle)	3 768,27	5,91%
FEADER (subvention prévisionnelle)	30 030,23	47,07%
Total	63 798,50	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	30 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	30 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	4 500,00 €
2016	Aide à la mise en réseau et à l'innovation en agriculture périurbaine (investissement)	36 331,54 €
2016	Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	30 000,00 €
2016	Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	27 392,57 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	20 000,00 €
	Montant total	178 224,11 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008932

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ANIMATION DU PROGRAMME AGRIURBAIN DE L'ASSOCIATION APPACE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	32 400,00 €	50,00 %	16 200,00 €
	Montant Total de la subvention		16 200,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-200
19300307- Agriculture périurbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APPACE
Adresse administrative : MAIRIE
91810 VERRES LE GRAND
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CELINE SCHINTGEN, Présidente

Date de publication au JO : 5 avril 2003

N° SIRET : 50057828100023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le territoire de l'association se situe à la jonction d'espaces urbanisés, d'espaces en mutation et d'espaces ouverts qui s'inscrivent dan la centure verte francilienne.

Le territoire fait donc face à de nombreux enjeux qu sont le développement de l'offre de logement (avec la présence de gares RER), la création d'emplois pour limiter les déplacements pendulaires et la préservation de ces espaces ouverts.

Le travail de l'association s'inscrit donc dans cette volonté de concilier sur ce territoire historique agricole, développement raisonnable et raisonné et maintien d'activités économiques agricoles pérennes et novatrices.

L'APPACE a notamment pour but de faire découvrir et de faire partager aux citoyens et habitants du territoire le patrimoine agricole et rural, activité économique, sociale et culturelle essentielle à son équilibre, à mettre en valeur le Plateau Agricole du Centre Essonne. Les actions principales concernent ainsi la mise en place d'un réseau de fermes "découverte", la mise en oeuvre d'une signalétique type circuits des fermes (lancé en 2013 avec le soutien de la Région, du Conseil Départemental de l'Essonne et de la Communauté de Communes du Val d'Essonnes), l'animation de festivité sur l'agriculture (exemple la fête de la paysannerie en 2015), etc...

L'association souhaite conforter ces initiatives et consolider la dynamique engagée, en se positionnant de façon plus centrale comme acteur référent des questions agricoles sur son territoire, notamment compte tenu des mutations prochaines qui l'attendent.

Parmi ces principaux enjeux, nous pouvons notamment citer le devenir de l'ancienne base aérienne de Brétigny-sur-Orge qui constituait jusqu'à présent une limite naturelle aux zones urbaines mais dont la fermeture va redéfinir le territoire, ses usage et ses continuités.

Considérant la nature de ses interventions, l'APPACE souhaite également s'inscrire plus globalement au sein du réseau des territoires agri-urbains d'Ile-de-France.

Description :
L'APPACE a lancé une étude menée par la Safer en 2016 pour définir les enjeux prioritaires sur le territoire, cette consultation a permis à l'association de redéfinir les axes prioritaires de sa stratégie :

Defendre les espaces agricoles :

- Recrutement d'un/d'une animateur/trice à mi-temps
- Participer au réseau des territoires agriurbains
- Sensibiliser à l'agriculture lors des rendez-vous avec les acteurs locaux : fête de la nature, assemblées générales des associations, conseils d'administration, conseils municipaux, ...

Mise en valeur du travail des agriculteurs et du patrimoine architectural :

- Dynamiser, compléter le circuit des fermes du plateau
- Organisation de la Fête de la Paysannerie en 2018
- Communication : rénovation du site web et brochures
- Appuyer les porteurs de projets agricoles dans leurs démarches adminitratives.

Rétablir et conforter le lien urbain/rural :

- Contribuer au développement de l'approvisionnement de la restauration collective et des magasins en produits locaux
- Organiser des ateliers pédagogiques en lien avec les agriculteurs du territoire (tours de plaine, fermes ouvertes ...
- Engager des opérations de concertation avec la société civile

L'agriculture sur le territoire de l'APPACE est marquée par un plateau céréalier et un panel varié d'exploitations : maraîchage, horticulture, pépinière, apiculture et élevage de volailles. Les activités de diversification sont également nombreuses et témoignent du dynamisme agricole local : vente directe à la ferme, ceuillettes, AMAP, ferme pédagogique, chambre d'hôte, ...

Des mutations en cours :

Le site de la base aérienne 217 sur le plateau a perdu sa vocation militaire : 750 hectares environ sur les communes du Plessis-Pâté, Brétigny-sur-Orge, Leudeville et Vert-le-Grand dont la convention est prévue en un lotissement de maraîchage. La ferme expérimentale de l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique) à Brétigny-sur-Orge va également déménager, libérant ainsi d'importantes surfaces agricoles et bâtiments sur lesquels un projet de reconversion agricole partagé doit émerger.

Plus généralement, ces dynamiques et éléments de contexte permettent ainsi d'envisager des actions sur les sujets suivants :

- Création de dynamiques nouvelles autour des productions du territoire (qui à terme pourraient comprendre, outre les grandes cultyures, des productions maraîchères sur le lotissement maraîcher, des productions animales sur l'ancien site de l'INRA),
- Créer des synergies entre exploitants (filières, mutualisation, communication, pédagogie),
- Interagir avec les collectivités pour accompagner le développement de circuits courts à partir des productions du territoire et renforcer la place de l'agriculture dans l'aménagement du territoire,
- Poursuivre et développer les actions de découverte du territoire pour faire partager ses richesses et associer ainsi la population aux enjeux de préservation.

Le financement demandé cette année concerne uniquement l'animation.

Moyens mis en œuvre :
1 animation à mi-temps

Intérêt régional : Intérêt économique : consolidation de filières à valeur ajoutée locale
Intérêt environnemental : contribution au maintien d'espaces agricoles
Intérêt social : rapprochement entre acteurs publics, lien entre milieux urbains et ruraux

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les bénéficiaires principaux seraient les acteurs privés et publics du territoire mobilisés autour de la préservation de l'espace agricole (une vingtaine de partenaires)
L'APPACE souhaite également renouveler sa communication grand public (site) et redynamiser le réseau des fermes découvertes, le public potentiellement touché compte plusieurs centaines de personne.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Animation de territoire	32 400,00	100,00%
Total	32 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	16 200,00	50,00%
Autofinancement	16 200,00	50,00%
Total	32 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 100,00 €
2018	8 100,00 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 10/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-280
DU 5 JUILLET 2017

DISPOSITIF DE SAUVEGARDE DES COMMERCES DE PROXIMITÉ, EN MILIEU RURAL : TROISIÈME AFFECTATION VERSEMENT DE LA COTISATION ANNUELLE À LA FÉDÉRATION NATIONALE DES PARCS NATURELS RÉGIONAUX, AU TITRE DE 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

Vu Le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L352 du 24 décembre 2013 ;

Vu La circulaire du 14 septembre 2015 relative à l'application du règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

Vu Le Code général des collectivités territoriales ;

Vu La délibération n° CR 34-03 du 25 septembre 2003, approuvant l'adhésion de la Région à la Fédération Nationale des PNR ;

Vu La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 relative à l'approbation du CPER 2015-2020 ;

Vu La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

Vu La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

Vu La délibération n°CR 113-16 du 7 juillet 2016 relative à la sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural ;

Vu La délibération n° CP 16-468 du 21 septembre 2016 relative à la mise en œuvre opérationnelle du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural, et à la contribution des Parcs naturels régionaux à la revitalisation commerciale en milieu rural, et approuvant l'avenant n°1 à la convention avec l'ASP visée par la délibération n° CP 15-549 du 20 octobre 2015 ;

Vu La délibération CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

Vu Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission du développement économique de l'emploi et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-280 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural, au financement des projets tels que détaillés dans les fiches projets en annexe 2 à la présente délibération, et concernant les communes suivantes :

	Communes	Nombre d'habitants en 2014 et EPCI de rattachement	Nature du projet *(détail des actions)*	Montant de subvention en euros
Attribution aux collectivités	Faremoutiers (77)	2 610 habitants, Communauté de communes de la Brie des Moulins	Acquisition et aménagement d'un bâtiment en vue d'y installer une poissonnerie *(achat des murs et travaux d'aménagement des locaux)*	94 550
	Coubert (77)	2059 habitants, Communauté de communes Brie des Rivières et Châteaux	revitalisation commerciale du centre-bourg (aménagement des cheminements piétonniers et des trottoirs, la création à la fois d'une place et de plusieurs places de stationnement dans la rue centre Jean Jaurès)	150 000
	Saint-Cyr-Morin (77)	1 937 habitants, Communauté de communes de la Brie des Morin	Revitalisation commerciale du centre-bourg *(création d'une halle de marché, réhabilitation des locaux techniques en locaux commerciaux)*	135 400
	Buchelay (78)	2 953 habitants	Rénovation de locaux, dans le cadre d'une reprise d'une boulangerie	74 121
Total				454 071

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de 454 071 €, disponible sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », Code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », Programme HP 53-001 (153001) « Aménagement et équipement de l'espace rural », Action 15300108 « Sauvegarde des commerces de proximité », du budget 2017.

Article 2 :

Subordonne le versement des subventions attribuées à l'article 1 à la signature, par chaque bénéficiaire, de conventions, conformes à la convention type adoptée par délibération n° 16-468 de la Commission permanente du 21 septembre 2016.

Article 3 :

Décide de participer, au titre du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural, au financement des projets tels que détaillés en annexe 2 (fiches projets) à la présente délibération, et concernant les entreprises suivantes :

	Entreprises	Nature du projet, *(détail des investissements)*	Localisation	Nombre d'habitants en 2014 et EPCI de rattachement	Montant de subvention en euros
Attribution aux entreprises	Restaurant RELAIS DE L'ECLUSE	Développement et modernisation de l'appareil de production *(achat d'équipements professionnels et travaux de réfection de la cuisine)*	Samois-sur- Seine (77)	2 095 habitants Communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau	10 248,02
	Restaurant/bar CABACOM	Modernisation *(achat d'équipements et mobiliers professionnels et mise aux normes environnementales)*	Crécy-la-Chapelle (77)	4 270 habitants, Communauté de communes du Pays Créçois	5 395,17
	Poissonnerie QUAI N°20	Création du commerce (*travaux d'aménagement, et achat d'équipements professionnels)*	La Ferté-sous-Jouarre (77)	9 612 habitants, Communauté d'agglomération du Pays de Meaux	36 502,70
	Boulangerie DE LA FORET	Transfert d'activité (rénovation des locaux et achat d'équipements professionnels	Aufferville (77)	560 habitants, Communauté de communes Gâtinais Val de Loing	50 800
	Chocolaterie SAS LA MAURESSE	Développement des activités/création d'un restaurant salon de thé (*travaux d'aménagement, et achat d'équipements professionnels)*	Moret et Loing et Orvanne (77)	4 305 habitants, Communauté de communes Moret Seine et Loing	17 989,84
		Transfert	Bures-sur-	9 926 habitants,	

	Restaurant/bar à vins LA PART DES ANGES	d'activité *(travaux d'aménagement, d'agencement et achat d'équipements) professionnels)*	Yvette (91)	Communauté d'agglomération Paris Saclay	50 800
	Pharmacie DE LA JUINE	Création de l'officine *(achat d'équipements et mobiliers professionnels)*	Saclas (91)	1 819 habitants, Communauté de communes de l'Etampois Sud Essonne	25 108,52
	Boucherie de l'EGLISE	Modernisation de l'appareil de production *(achat d'équipements professionnels)*	Saint-Chéron (91)	4 991 habitants, Communauté de communes	11 887
	CAFE DE LA PLACE	Reprise d'un café/bar/brasserie/épicerie	Saint-Siméon (77)	915 habitants, Communauté de communes de la Brie des Morin	16 505,32
	Boulangerie SAS LA DOUCE TRADITION	Modernisation de l'appareil de production (achat d'équipements, mise aux normes sécurité)	Champcueil (91) Commune membre du PNR du Gâtinais Français	2 800 habitants Communauté de communes du Val Essonne	4 720,70
	Fleuriste EURL MARION ARTISAN FLEURISTE	Modernisation de l'appareil de production	La Ferté-Allais (91) Commune membre du PNR du Gâtinais Français	3 960 habitants, Communauté de communes du Val Essonne	6 025,25
Total					235 982,52

Affecte une autorisation de programme d'un montant total 235 982,52 €, disponible sur le chapitre budgétaire 905 «Aménagement des territoires», Code fonctionnel 53 «Espace rural et autres espaces de développement», Programme HP 53-001 (153001) «Aménagement et équipement de l'espace rural», Action 15300108 «Sauvegarde des commerces de proximité», du budget 2017.

Article 4 :

Subordonne le versement des subventions attribuées à l'article 3 à la signature, par chaque bénéficiaire, de conventions, conformes à la convention type adoptée par délibération n° 16-468 de la Commission permanente du 21 septembre 2016 et modifiées par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017.

Article 5 :

Décide de verser, au titre de 2017, la cotisation annuelle à la Fédération des Parcs naturels régionaux de France.

Affecte à la Fédération nationale des Parcs naturels régionaux une autorisation d'engagement d'un montant total de 18 959 €, disponible sur le chapitre 937

« Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel » programme PR76-002 (476002) « Parcs Naturels Régionaux », Action 476002066 « Soutien au fonctionnement des PNR», du budget 2017. Cette affectation relève du CPER 2015-2020 :

- volet 6 « Territorial »
- sous-volet 62 « Accompagner les territoires péri-urbains ruraux et les pôles de centralité »
- action 623 « Parcs naturels régionaux ».

Article 6 :

Décide de verser deux subventions relatives aux actions détaillées en annexe 2, en faveur du Parc naturel régional du Vexin français, au titre de 2017.

Affecte au Parc naturel régional du Vexin français une autorisation de programme d'un montant total de 54 000 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement » code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel » programme PR76-002 (476002) « Parcs naturels régionaux » Action 476002046 « Soutien aux programmes d'investissement » du budget 2017. Cette affectation relève du CPER 2015-2020 :

- volet 6 « Territorial »
- sous-volet 62 « Accompagner les territoires péri-urbains ruraux et les pôles de centralité »
- action 623 « Parcs naturels régionaux »

Article 7 :

Autorise, par dérogation à l'article 17 de l'annexe à la délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier et prolongé par la délibération n°CR01-16 du 21 juin 2016, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions, définies aux articles 1 et 6 de la présente délibération, à compter des dates prévisionnelles inscrites dans le tableau ci-dessous :

Bénéficiaire	Nature du projet	Numéro de dossier	Date prévisionnelle de démarrage
Commune de Faremoutiers	Acquisition et aménagement d'un bâtiment en vue d'y installer une poissonnerie	EX022026	01/05/2017
PNR du Vexin français	Accessibilité et outils de médiation pour les musées et maisons à thème	17010449	21/11/2013
PNR du Vexin français	Implantation d'une signalétique d'intérêt local	17010451	21/11/2013

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE 1 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-280	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**53 - Espace rural et autres espaces de développement**
Programme	**153001 - Aménagement et équipement de l'espace rural**
Action	**15300108 - Sauvegarde des commerces de proximité**

Dispositif : N° 00000970 - Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural

Dossier	EX020072 - Commune SAINT CYR SUR MORIN - Revitalisation commerciale du centre-bourg			
Bénéficiaire	R886 - COMMUNE DE SAINT CYR SUR MORIN			
Localisation	SAINT-CYR-SUR-MORIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	135 400,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
270 800,00 €	HT	50 %	135 400,00 €	

Dossier	EX022026 - Commune de FAREMOUTIERS - Acquisition et aménagement d'un bâtiment en vue d'y installer une poissonnerie			
Bénéficiaire	R391 - COMMUNE DE FAREMOUTIERS			
Localisation	FAREMOUTIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	94 550,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
189 100,00 €	HT	50 %	94 550,00 €	

Dossier	EX022218 - Commune de COUBERT - Revitalisation commerciale et sécurisation du centre-bourg			
Bénéficiaire	R345 - COMMUNE DE COUBERT			
Localisation	COUBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
362 389,47 €	HT	41,39 %	150 000,00 €	

Dossier	EX022593 - Commune de BUCHELAY - Rénovation des locaux d'une boulangerie			
Bénéficiaire	R533 - COMMUNE DE BUCHELAY			
Localisation	BUCHELAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	74 121,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
148 242,00 €	HT	50 %	74 121,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000970 - Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	454 071,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-280	Budget	2017

Dispositif : N° 00000971 - Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural

Dossier	EX018553 - SARL BOULANGERIE DE LA FORET - Transfert d'activité			
Bénéficiaire	EXM01215 - SARL BOULANGERIE DE LA FORET			
Localisation	AUFFERVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 800,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
369 168,57 €	HT	13,76 %	50 800,00 €	

Dossier	EX019404 - CHOCOLATERIE SAS LA MAURESSE - Projet de développement			
Bénéficiaire	EXM01301 - LA MAURESSE			
Localisation	MORET LOING ET ORVANNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 989,84 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
58 099,47 €	HT	30,96 %	17 989,84 €	

Dossier	EX019689 - Restaurant - bar à vins SARL LA PART DES ANGES - Transfert d'activité			
Bénéficiaire	EXM01353 - SARL LA PART DES ANGES			
Localisation	BURES-SUR-YVETTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 800,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
210 203,84 €	HT	24,17 %	50 800,00 €	

Dossier	EX020147 - LE RELAIS DE L'ECLUSE - DEVELOPPEMENT DE L'ACTIVITE DE PROXIMITE DE PORTAGE DE REPAS A DOMICILE			
Bénéficiaire	EXM01422 - LE RELAIS DE L'ECLUSE			
Localisation	SAMOIS-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 248,02 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
32 293,40 €	HT	31,73 %	10 248,02 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-280	Budget	2017

Dossier	EX020350 - Restaurant/bar CABACOM - Achat d'équipements et mise aux normes environnementales			
Bénéficiaire	EXM01439 - CABACOM			
Localisation	CRECY-LA-CHAPELLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 395,17 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 117,25 €	HT	33,47 %	5 395,17 €	

Dossier	EX021673 - PHARMACIE DE LA JUINE - Projet de création à Saclas			
Bénéficiaire	EXM01533 - PHARMACIE DE LA JUINE			
Localisation	SACLAS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 108,52 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
81 828,40 €	HT	30,68 %	25 108,52 €	

Dossier	EX021961 - BOULANGERIE SAS LA DOUCE TRADITION - MODERNISATION DE L'APPAREIL DE PRODUCTION ET MISES AUX NORMES SECURITE			
Bénéficiaire	EXM01551 - SAS LA DOUCE TRADITION			
Localisation	CHAMPCUEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 720,70 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 869,00 €	HT	34,04 %	4 720,70 €	

Dossier	EX022100 - POISSONNERIE QUAI N° 20 - Création			
Bénéficiaire	EXM01561 - POISSONNERIE QUAI N 20			
Localisation	LA FERTE-SOUS-JOUARRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	36 502,70 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
119 809,00 €	HT	30,47 %	36 502,70 €	

Dossier	EX022209 - BOUCHERIE DE L'EGLISE - Achat d'équipements professionnels			
Bénéficiaire	P0029687 - BOUCHERIE DE L EGLISE			
Localisation	SAINT-CHERON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 887,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
37 756,00 €	HT	31,48 %	11 887,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-280	Budget	2017

Dossier	EX022245 - EURL MARION ARTISAN FLEURISTE - MODERNISATION DE L'APPAREIL DE PRODUCTION			
Bénéficiaire	EXM01582 - MARION ARTISAN FLEURISTE			
Localisation	LA FERTE-ALAIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 025,25 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 217,50 €	HT	33,07 %	6 025,25 €	

Dossier	EX023440 - CAFE DE LA PLACE - REPRISE D'UN BAR, BRASSERIE, EPICERIE			
Bénéficiaire	EXM01674 - CAFE DE LA PLACE			
Localisation	SAINT-SIMEON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	16 505,32 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
53 151,07 €	HT	31,05 %	16 505,32 €	

Total sur le dispositif N° 00000971 - Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	235 982,52 €

Total sur l'imputation 905 - 53 - 153001 - 15300108	690 053,52 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**76 - Patrimoine naturel**
Programme	**476002 - Parcs naturels régionaux**
Action	**476002046 - Soutien aux programmes d'investissement**

Dispositif : N° 00000261 - Parcs naturels régionaux - Investissement

Dossier	17010449 - OPERATION N°2013 - 783 : ACCESSIBILITE ET OUTILS DE MEDIATION POUR LES MUSEES ET MAISONS A THEME			
Bénéficiaire	R12510 - SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	24 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 000,00 €	HT	60 %	24 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-280	Budget	2017

Dossier	17010451 - OPERATION N°2013 - 795 : IMPLANTATION DE SIGNALETIQUE D'INTERET LOCAL			
Bénéficiaire	R12510 - SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	HT	60 %	30 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000261 - Parcs naturels régionaux - Investissement	54 000,00 €

Total sur l'imputation 907 - 76 - 476002 - 476002046	54 000,00 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**76 - Patrimoine naturel**
Programme	**476002 - Parcs naturels régionaux**
Action	**476002066 - Soutien au fonctionnement des PNR**

Dispositif : N° 00000611 - Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR

Dossier	17000455 - COTISATION A LA FEDERATION NATIONALE DES PARCS NATURELS REGIONAUX			
Bénéficiaire	R14373 - FED PARCS NATURELS REG DE FRANCE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	18 959,00 €		Code nature	6281
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 959,00 €	TTC	100 %	18 959,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000611 - Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	18 959,00 €

Total sur l'imputation 937 - 76 - 476002 - 476002066	18 959,00 €

ANNEXE 2 : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010449

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : OPERATION N°2013 - 783 : ACCESSIBILITE ET OUTILS DE MEDIATION POUR LES MUSEES ET MAISONS A THEME

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	40 000,00 €	60,00 %	24 000,00 €
	Montant Total de la subvention		24 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-200
476002046- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

N° SIRET : 25950246600016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 21 novembre 2013
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Suite à une erreur technique matérielle, cette subvention a été votée, par délibération n° CP 13-800 du 20 novembre 2013, en fonctionnement alors qu'elle relevait d'un programme d'investissement.

Objectifs :
Permettre l'acquisition, entre autres, de boucles magnétiques pour les publics malentendants, bandes de guidage, bandes d'éveil de vigilance pour les personnes en situation de handicap visuel, mise en place d'une signalétique claire et de questionnaires de visites pour les personnes en situation de handicap mental.
Réattribution de la subvention pour solder l'opération. Les équipements (outils de médiation..) ont été installés

Description :
Pour tous les établissements recevant du public, la loi sur l'accessibilité de 2005 fixe un cadre d'obligations à respecter au plus tard le 1er janvier 2015.
Les ERP doivent être tels que toute personne handicapée puisse y accéder, y circuler et y recevoir les informations qui y sont diffusées, dans les parties ouvertes au public.
L'informations destinée au public doit être communiquée par des moyens adaptés aux
différents handicaps, qu'ils soient physiques, sensoriels ou mentaux. Ainsi, il peut être fait recours aux nouvelles technologies de la communication et à une signalétique adaptée.

Suivi et évaluation :
Indicateurs de suivi : mise en place d'équipements et de dispositifs de visite permettant aux sites de devenir accessibles au plus grand nombre et l'obtention du label Tourisme et Handicap.

Moyens mis en œuvre :
Maîtrise d'ouvrage Parc

Localisation géographique :
- YVELINES
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PNR VF	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	24 000,00	60,00%
CG 95	12 760,00	31,90%
CG 78	3 240,00	8,10%
Total	40 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	24 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	648 666,70 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes	563 700,00 €

	d’actions et de promotion des PNR	
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	279 000,00 €
2014	PRAIRIE : aides aux porteurs de projet	30 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	12 660,11 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	70 000,00 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	17 961,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	648 666,70 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	231 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	588 000,00 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	27 188,18 €
2016	Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement	45 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	35 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	648 667,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	193 540,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	240 000,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	30 166,53 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	389 200,20 €
2017	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	18 274,91 €
	Montant total	4 807 951,33 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010451

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : OPERATION N°2013 - 795 : IMPLANTATION DE SIGNALETIQUE D'INTERET LOCAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	50 000,00 €	60,00 %	30 000,00 €
		Montant Total de la subvention	30 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-200
476002046- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

N° SIRET : 25950246600016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 21 novembre 2013
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Suite à une erreur technique matérielle, cette subvention a été votée, par délibération n° CP 13-800 du 20 novembre 2013, en fonctionnement alors qu'elle relevait d'un programme d'investissement.

Objectifs :
Homogénéiser la réalisation de la signalétique locale des communes du PNR.

Réattribue la subvention pour solder l'opération. Les travaux ont bien démarrés et sont en cours d'achèvement.

Description :

Afin de mutualiser les commandes et donc de pouvoir bénéficier de tarifs plus intéressants, il est proposé que le Parc soit maître d'ouvrage de cette opération par délégation des communes. Le Parc conduira ces travaux sous la forme d'appels à projets annuels. Cette modification est présentée dans un autre rapport au présent Comité.
Chaque commune intéressée doit déposer un dossier de candidature comportant une note d'intention ainsi que la délibération engageant le projet. Une convention avec chaque commune fixe les conditions teclmiques et financières de l'opération.

Suivi et évaluation :
Indicateur retenu : nombre de panneaux posés

Moyens mis en œuvre :
Maîtrise d'ouvrage Parc

Public(s) cible(s) :
Communes

Localisation géographique :
- YVELINES
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PNR VF	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	30 000,00	60,00%
CG 95	15 950,00	31,90%
CG 78	4 050,00	8,10%
Total	50 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	648 666,70 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	563 700,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	279 000,00 €
2014	PRAIRIE : aides aux porteurs de projet	30 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	12 660,11 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	70 000,00 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	17 961,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	648 666,70 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	231 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	588 000,00 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	27 188,18 €
2016	Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement	45 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	35 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	648 667,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	193 540,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	240 000,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	30 166,53 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	389 200,20 €
2017	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	18 274,91 €
	Montant total	4 807 951,33 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000455

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COTISATION A LA FEDERATION NATIONALE DES PARCS NATURELS REGIONAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	18 959,00 €	100,00 %	18 959,00 €
	Montant Total de la subvention		18 959,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-6281-476002-200
476002066- Soutien au fonctionnement des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FED PARCS NATURELS REG DE FRANCE
Adresse administrative : 9 RUE CHRISTIANI
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michaël WEBER, Président

Date de publication au JO : 4 février 1998

N° SIRET : 78484502600037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR
Rapport Cadre : CR09-15 du 18/02/2015

Objet du projet : Cotisation annuelle 2017 à la Fédération nationale des Parcs naturels régionaux.

Objectifs :
La Fédération nationale des Parcs naturels régionaux est une association loi 1901 qui, depuis 1971, regroupe l'ensemble des Parcs naturels régionaux et en forme la tête de réseau. Elle contribue à leur développement et soutient la politique nationale des Parcs naturels régionaux.

Description :
Le Conseil régional d'Ile-de-France a approuvé le 25 septembre 2003 (CR n° 34-03) son adhésion à la Fédération des Parcs naturels régionaux. Les Régions adhérentes ont autant de représentants à l'assemblée générale que de Parcs sur leur territoire, soit quatre en Ile-de-France.

Le montant de la cotisation est fonction du nombre de Parcs et de la proportion de communes situées sur le territoire régional. Elle s'élève à 18 959,00 € pour l'Ile-de-France pour 2017.

Intérêt régional : Pour rappel, suite aux dernières élections régionales de décembre 2015, les 4 représentants du Conseil régional d'Ile-de-France désignés par délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 au sein de la Fédération des PNR de France sont : MM. Gérard HEBERT (LR), Michel CAFFIN (LR), Ludovic TORO (UDI) et Mme Ghislaine SENEE (EELVA).

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE
- HORS REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	18 959,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	23 304,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	18 959,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	18 959,00 €
	Montant total	61 222,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020072

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMMUNE SAINT CYR SUR MORIN - REVITALISATION COMMERCIALE DU CENTRE-BOURG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	270 800,00 €	50,00 %	135 400,00 €
	Montant Total de la subvention		135 400,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-200
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT CYR SUR MORIN
Adresse administrative : AV DANIEL SIMON
77750 SAINT-CYR-SUR-MORIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame EDITH THEODOSE-POMA, Maire

N° SIRET : 21770405500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : projet de revitalisation commerciale du centre-bourg

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il s'agit d'un projet de revitalisation commerciale du centre-bourg de Saint-Cyr-sur Morin, commune rurale de 1 923 habitants, située en Seine-et-Marne. Ce projet qui se décline en plusieurs actions, ci-après décrites, a pour objectif de préserver et renforcer le tissu commercial d'une commune dotée d'atouts touristiques générant une clientèle de passage (Maison de l'écrivain Pierre Mac Orlan, l'auberge de l'Oeuf Dur, réseau de chemins de randonnées). Il permettra aussi à une population vieillissante (augmentation de + 20% du nombre d'habitants âgés d'au moins 60 ans sur la période 2008-2013), et aux habitants des communes alentours (Saint-Ouen-Sur-Morin, Orly-sur-Morin, voire Bussières, Doue, La Trétoire et

Sablonnières) de s'approvisionner dans la proximité.

Les actions concernent :
- la création d'une halle de marché avec le pavage de la Place de l'Eglise (futur emplacement de cet équipement) et l'installation d'un auvent en bois et de toilettes publiques ;
- la réhabilitation des anciens ateliers municipaux, d'une surface de 80 m² pour y accueillir un commerce multi services (point relais colis, point de distribution des produits d'AMAP, vente de produits locaux, point Poste, dans la perspective de la fermeture des locaux…) et des services aux habitants dont la nature est en cours de définition qui occuperont environ 25% de la surface de ces locaux (un point d'information CAF, par exemple est envisagé) ;
- la réfection de l'ancien presbytère pour y installer diverses activités (la bibliothèque municipale, un local pour la location de vélo, de l'hébergement touristique) ;
- la création d'un local à vélos.

Ces deux dernières actions ne font pas l'objet de la présente demande de subvention au titre du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural.

Il est à noter que la Région a aussi contribué à hauteur de 3 876 €, par délibération du 17 mai 2017, à la réfection de la façade de l'unique bar à Saint-Cyr-sur-Morin, dans le cadre du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité.

Description :
Le coût total des investissements est de 393 500 € HT. Le montant des dépenses éligibles au dispositif régional est de 270 800 € HT ; hors dépenses liées à la création d'un local à vélos et à la réfection du presbytère (dépenses inéligibles au dispositif régional).

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. L'aide régionale dédiée à « la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural » s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural. Elle a pour objectifs de soutenir les actions de revitalisation commerciale des centres villes et centres bourgs des territoires ruraux, concourant à l'amélioration de l'environnement des commerces de proximité, et/ou à sauver le dernier commerce.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SAINT-CYR-SUR-MORIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Création d'un auvent en bois et de toilettes publiques (travaux de gros oeuvre, terrassement, charpente-couverture-zinguerie, gouttière)	88 100,00	32,53%
Travaux de pavage de la place de l'Eglise (démolition au sol d'enrobé, fourniture et pose de bordure et pavé en grès, chargement et enlèvement en décharge)	34 000,00	12,56%
Réfection des ateliers techniques municipaux (travaux de gros oeuvre, couverture, menuiserie, plâtrerie, carrelage sol, électricité)	146 300,00	54,03%
Etude de faisabilité économique	2 400,00	0,89%
Total	270 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale	135 400,00	50,00%
Fonds propres	135 400,00	50,00%
Total	270 800,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	67 700,00 €
2018	67 700,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	48 600,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	6 042,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	18 800,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	38 079,46 €
	Montant total	111 521,46 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022026

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMMUNE DE FAREMOUTIERS - ACQUISITION ET AMÉNAGEMENT D'UN BÂTIMENT EN VUE D'Y INSTALLER UNE POISSONNERIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	189 100,00 €	50,00 %	94 550,00 €
	Montant Total de la subvention		94 550,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-200
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FAREMOUTIERS
Adresse administrative : MAIRIE
77515 FAREMOUTIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Nicolas CAUX, Maire

N° SIRET : 21770176200015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Achat des murs et travaux d'aménagement.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de permettre l'affectation commerciale au plus vite, la commune a engagé dès mai 2017 l'acquisition du local.

Objectifs :
Il s'agit d'un projet d'acquisition et d'aménagement d'un bâtiment localisé dans le centre-bourg (et anciennement occupé par un dentiste), en vue de l'affecter à un commerce de proximité. Ce projet, porté par la commune de Faremoutiers (au nombre d'habitants de 2 610), située en Seine-et-Marne, vise à diversifier et renforcer l'offre commerciale de la commune par l'installation d'une poissonnerie, commerce inexistant actuellement et dont la zone de chalandise s'étend aux communes proches (Pommeuse, Saint-

Augustin, Hautefeuille, Mauperthuis, la Celle-sur-Morin, et Dammartin sur Tigeaux). L'absence de concurrence à proximité laisse présager le développement de l'activité.

Le local d'une surface de 60m² sera ainsi acquis par la commune qui prévoit de réaliser des travaux d'aménagement.

Ce projet est accompagné par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-et-Marne.

Description :
Le coût total des investissements est de 189 100 € HT, correspondant à l'achat des murs et aux travaux d'aménagement.

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. L'aide régionale dédiée à « la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural » s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural. Elle a pour objectifs de soutenir les actions de revitalisation commerciale des centres villes et centres bourgs des territoires ruraux, concourant à l'amélioration de l'environnement des commerces de proximité, et/ou à sauver le dernier commerce.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- FAREMOUTIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat des murs du commerce et frais s'y rattachant (frais de notaire)	58 850,00	31,12%
Travaux d'aménagement du bâtiment	122 100,00	64,57%
Frais de maitrise d'oeuvre	8 150,00	4,31%
Total	189 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	94 550,00	50,00%
Fonds propres	94 550,00	50,00%
Total	189 100,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	47 275,00 €
2018	47 275,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat régional territorial	28 380,00 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	200 000,00 €
2016	Contrat régional territorial	250 880,00 €
	Montant total	479 260,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022218

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMMUNE DE COUBERT - REVITALISATION COMMERCIALE ET SÉCURISATION DU CENTRE-BOURG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	362 389,47 €	41,39 %	150 000,00 €
	Montant Total de la subvention		150 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-200
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COUBERT
Adresse administrative : MAIRIE
77170 COUBERT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Louis SAOUT, Maire

N° SIRET : 21770127500018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : la revitalisation et sécurisation du centre Bourg

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Commune rurale de 2099 habitants, située en Seine-et-Marne, Coubert s'est engagée, depuis 2011, dans l'aménagement des espaces publics incluant la réorganisation des équipements publics (bibliothèque, école, maison des associations), ainsi que dans la revitalisation commerciale de son centre-bourg, objet de la présente demande de soutien.

Description :
Ce projet global qui se décline en plusieurs actions, ci-après décrites, a été estimé à 838 874,88 € HT.
Les actions, leurs coûts et subventions (déjà accordées ou sollicitées) respectifs sont les suivants :
- l'aménagement des abords des équipements publics (maison des associations, bibliothèque, école) et construction du préau de l'école, dont le coût total est de 476 485,42 € HT, et subventionnés par la Région et le Département à hauteur de 296 000 € HT, dans le cadre du dispositif "contrats ruraux" en 2015 et en 2017 (par voie d'avenant au contrat) ;
- la revitalisation commerciale du centre-bourg (objet de la présente demande de subvention au titre du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité) qui se décline en l'aménagement des cheminements et traversées piétonniers et des trottoirs, la création à la fois d'une place et de plusieurs places de stationnement dans la rue Jean Jaurès. Il s'agit de la rue centre où se concentrent les commerces et qui reliera un nouvel ensemble immobilier à proximité, constitué de 67 logements à construire en 2018. Le coût total de ces investissements est estimé à 362 389,47 € HT.

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. L'aide régionale dédiée à « la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural » s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural. Elle a pour objectifs de soutenir les actions de revitalisation commerciale des centres villes et centres bourgs des territoires ruraux, concourant à l'amélioration de l'environnement des commerces de proximité, et/ou à sauver le dernier commerce.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- COUBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement des cheminements et traversées piétonnes aux abords des commerces, Rue Jean Jaurès	176 198,40	48,62%
Travaux d'aménagement pour la création d'une placette et de places de stationnement, rue Jean Jaurès	186 191,07	51,38%
Total	362 389,47	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	150 000,00	41,39%
Etat (DETR)	63 079,03	17,41%
Réserve parlementaire	5 000,00	1,38%
Fonds propres	144 310,44	39,82%
Total	362 389,47	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	75 000,00 €
2018	75 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Contrats ruraux	166 500,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	440 000,00 €
2017	Contrats ruraux	0,00 €
	Montant total	606 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022593

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMMUNE DE BUCHELAY - RÉNOVATION DES LOCAUX D'UNE BOULANGERIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	148 242,00 €	50,00 %	74 121,00 €
	Montant Total de la subvention		74 121,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-200
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BUCHELAY
Adresse administrative : RUE GABRIEL PERI
78200 BUCHELAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Paul MARTINEZ, Maire

N° SIRET : 21780118200015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : rénovation des locaux de la boulangerie, dans le cadre d'une reprise

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Propriétaire des murs de l'unique boulangerie située dans le centre-ville, Buchelay, commune de 2 953 habitants, localisée dans les Yvelines, envisage d'en rénover les locaux, dans le cadre d'un projet de reprise par un jeune professionnel.

Le fonds de commerce a été acquis en février 2017, à la suite de la liquidation de l'activité en août 2016, pour défaut d'exploitation avéré de l'ancien gérant.

La commune souhaite maintenir cette activité de proximité et de quotidienneté au coeur du centre-bourg,

aux côtés de deux autres commerces (café restaurant faisant également office de bureau de poste et d'un salon de coiffure). La boulangerie bénéficie d'un contexte favorable à son développement avec l'ouverture prochaine d'un EHPAD en centre-bourg, la fourniture à la restauration scolaire et pré-scolaire ainsi que l'approvisionnement (historique) des habitants des communes rurales limitrophes (Jouy-Mauvoisin, Fontenay-Mauvoisin, Perdreauville).

Le projet est accompagné par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Yvelines.

Description :
Le coût total des investissements est de 223 842 € HT, correspondant aux travaux de réhabilitation de l'ensemble immobilier comprenant le bâti commercial d'une surface de 200 m² incluant le laboratoire (au rez-de-chaussée) et le logement du futur repreneur, situé à l'étage.

Seuls les travaux liés à la rénovation du bâti commercial sont pris en compte dans l'assiette de subvention régionale, soit un montant de 148 242 € (incluant les frais de maîtrise d'oeuvre).

L'Etat, dans le cadre du Fisac, est également sollicité pour accompagner cette rénovation.

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. L'aide régionale dédiée à « la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural » s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural. Elle a pour objectifs de soutenir les actions de revitalisation commerciale des centres villes et centres bourgs des territoires ruraux, concourant à l'amélioration de l'environnement des commerces de proximité, et/ou à sauver le dernier commerce.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BUCHELAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation du bâti commercial (démolition placard/escalier/carrelage,création d'une trémie/rampe,mise aux normes électriques,plomberie/chauffage/ventilation,ravalement des façades...)	145 242,00	97,98%
Frais de maîtrise d'oeuvre	3 000,00	2,02%
Total	148 242,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale -	74 121,00	50,00%
Etat (FISAC)	29 648,40	20,00%
Fonds propres	44 472,60	30,00%
Total	148 242,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	37 060,50 €
2018	37 060,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Agendas 21 locaux - Deuxième phase	17 000,00 €
2014	Aide au développement de bornes de recharges électriques	12 000,00 €
	Montant total	29 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX018553

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SARL BOULANGERIE DE LA FORET - TRANSFERT D'ACTIVITÉ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	369 168,57 €	13,76 %	50 800,00 €
		Montant Total de la subvention	50 800,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-200
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SARL BOULANGERIE DE LA FORET
Adresse administrative : 9 RUE DE FONTAINEBLEAU
77930 SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur JEAN-LUC GUILBAUD, Autre

N° SIRET : 52348365900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : création d'une boulangerie pâtisserie

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il s'agit d'un projet de création d'une boulangerie à Aufferville, commune rurale de 560 habitants située en Seine-et-Marne. Ce projet est issu du transfert d'activité du commerce anciennement exploité à Barbizon.

Le bâtiment, acquis par l'artisan en février 2016, est localisé sur la route départementale conduisant de Nemours à Orléans et à proximité du carrefour avec la route reliant Château-Landon à La Chapelle-la-Reine.

La boutique est implantée sur un axe de grande circulation pour capter une clientèle de passage qui achète son pain et sa pâtisserie en voiture tout en offrant un approvisionnement de proximité aux

habitants d'Aufferville qui ne disposent plus de boulangerie locale, depuis une vingtaine d'années. Les boulangeries les plus proches se situent à Nemours, Beaumont-du-Gâtinais et Bagneaux-sur-Loing à une dizaine de kilomètres environ.

Le projet est accompagné par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-et-Marne.

Description :
Le coût total des investissements s'élève à 369 168,57 € HT, comprenant des travaux d'assainissement (RTS Environnement), de menuiserie, plomberie, électricité, serrurerie dans la boutique et dans le laboratoire, l'achat de nouveaux équipements professionnels, ainsi que le coût de la prestation d'ingénierie déployée par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat.

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- AUFFERVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'équipements et matériels professionnels (vitrines, tour réfrigérée, lave main,mobiliers,refroidisseur,doseur,pétrin,batteur,four,hotte, armoire de fermentation, chariot de stockage,balance...)	221 186,42	59,91%
Travaux d'aménagement de la boutique et du laboratoire (plomberie, électricité, revêtement, menuiserie, serrurerie)	114 419,00	30,99%
Travaux d'assainissement (normes RTS environnement)	16 173,65	4,38%
Fourniture et pose enseigne et éclairage façade	16 589,50	4,49%
Prestation d'ingénierie liée au projet	800,00	0,22%
Total	369 168,57	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	50 000,00	13,54%
Aide régionale - ingénierie	800,00	0,22%
Fonds propres	318 368,57	86,24%
Total	369 168,57	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 800,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019404

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CHOCOLATERIE SAS LA MAURESSE - PROJET DE DÉVELOPPEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	58 099,47 €	30,96 %	17 989,84 €
	Montant Total de la subvention		17 989,84 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-200
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MAURESSE
Adresse administrative : 4 RUE DE L'EGLISE
77250 MORET LOING ET ORVANNE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur JEAN-PATRICK LORIENT

Objet : Chocolaterie, pâtisserie, confiserie, glace et traiteur

N° SIRET : 79359994500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : création d'un nouveau restaurant et modernisation des équipements de la chocolaterie

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il s'agit d'un projet de développement porté par la chocolaterie pâtisserie La Mauresse, située à Moret-sur-Loing (commune de 4 305 habitants), en Seine-et-Marne.

Il s'agit plus précisément de la diversification des activités de ce commerce par l'acquisition d'un local pour y accueillir un nouveau restaurant (en lieu et place d'un débit de boissons fermé). Ce nouvel établissement accueillera également un salon de thé.

Ces établissements sont tous deux situés en centre-ville : la chocolaterie est localisée au 4 rue de l'Eglise et le restaurant au 25 rue Grande.

Ce projet est accompagné par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-et-Marne.

Description :
Les principaux travaux d'aménagement concernant le nouveau restaurant ayant déjà été réalisés, il reste à financer les équipements et matériels du nouvel établissement.
Le coût total des investissements est de 58 099.47 € HT, incluant la prestation d'ingénierie, d'un montant de 800 €, déployée par la chambre de métiers et de l'artisanat de Seine-et-Marne.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- MORET LOING ET ORVANNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'équipements professionnels et mobilier (tables armoires, meuble inox, plonge, lave verre, cuiseur…)	45 499,47	78,31%
Travaux d'extraction/ventilation de la cuisine du restaurant	11 800,00	20,31%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	1,38%
Total	58 099,47	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements et mobilier	17 189,84	29,59%
Aide régionale - ingénierie	800,00	1,38%
Fonds propres	40 109,63	69,04%
Total	58 099,47	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 989,84 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019689

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : RESTAURANT - BAR À VINS SARL LA PART DES ANGES - TRANSFERT D'ACTIVITÉ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	210 203,84 €	24,17 %	50 800,00 €
	Montant Total de la subvention		50 800,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204181-153001-200
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SARL LA PART DES ANGES
Adresse administrative : 88 RUE DU GENERAL DE GAULLE
91440 BURES-SUR-YVETTE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur JOFFREY DELACOUR

N° SIRET : 52506148700019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : achat d'équipements professionnels et travaux d'aménagement, d'agencement du nouveau local commercial

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il s'agit d'un projet de développement d'un commerce en centre-ville de Bures-sur-Yvette, commune de 9 725 habitants. Plus précisément, ce projet est issu du transfert d'une activité de caviste, initialement exercée à Bures-sur-Yvette.
L'acquisition d'un local dans le cadre d'une opération immobilière développée en centre-ville par le promoteur Cogedim offre l'opportunité pour la SARL la Part des anges de diversifier son offre commerciale en adjoignant à l'activité de caviste celles de bar à vins et de restauration de type "bistronomique". Ce nouveau projet confortera le tissu commercial de la ville qui se compose de brasseries classiques (un bar tabac brasserie), de restaurants italiens et asiatiques ainsi que d'un

établissement de restauration rapide. L'offre de restauration dans les communes avoisinantes n'est pas concurrentielle : aucun établissement propose une prestation de type bar à vins restauration. Ce commerce emploie 3 salariés, en plus du gérant.

Le local d'une surface de 160 m² (initialement de 70 m²) est affecté pour 100 m² en rez-de-chaussée à l'activité de restauration et de caviste, et pour 60 m² (en sous-sol) à l'activité de bar à vins.

Le projet est accompagné par la Chambre de commerce et d'industrie de l'Essonne.

Description :
Le coût total des investissements est de 210 203,84 € HT. Les dépenses correspondent aux travaux d'aménagement (maçonnerie, électricité et de sanitaires...), d'agencement (revêtements sols, murs et installations de cloisons) du nouveau local commercial, l'achat mobiliers et équipements professionnels. Ce coût intègre la prestation d'ingénierie déployée par la Chambre de commerce et d'industrie de l'Essonne, d'un montant de 800 €.

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BURES-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'installation électrique du local commercial	20 433,40	9,72%
Achat d'équipements et mobiliers professionnels de la cuisine (armoire, four, meubles, lave-vaisselle,..)	63 294,20	30,11%
Achat de mobilier salle (chaises, banquettes, canapés..), et installation de cloisons et revêtements sols	36 257,00	17,25%
Travaux d'agencement	24 925,00	11,86%
Travaux de maçonnerie	27 136,54	12,91%
Travaux et fourniture de circuit extraction d'air et réseau de ventilation, climatisation	23 390,00	11,13%
Installation d'une devanture vitrine	13 967,70	6,64%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	0,38%
Total	210 203,84	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	50 000,00	23,79%
Aide régionale - ingénierie	800,00	0,38%
Fonds propres	159 403,84	75,83%
Total	210 203,84	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 800,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020147

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LE RELAIS DE L'ECLUSE - DEVELOPPEMENT DE L'ACTIVITE DE PROXIMITE DE PORTAGE DE REPAS A DOMICILE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	32 293,40 €	31,73 %	10 248,02 €
	Montant Total de la subvention		10 248,02 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-200
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE RELAIS DE L'ECLUSE
Adresse administrative : 11 CHEMIN DE HALAGE
77920 SAMOIS-SUR-SEINE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame MICHELLE SILVY

N° SIRET : 38796801900019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Achat d'équipements professionnels dans le cadre du développement de l'activité de proximité de portage de repas à domicile.

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il s'agit du projet de développement de l'activité de portage à domicile, engagé par le restaurant le Relais de l'écluse, localisé dans le centre-bourg de Samois-sur-Seine, en Seine-et-Marne.
Cette activité a commencé d'être expérimentée depuis quelques mois auprès des personnes âgées de la ville et des villes alentours et connait une croissance importante. Le projet est accompagné par la Chambre de commerce et d'industrie de Seine et Marne.

Description :

Le coût des investissements est de 32 293,4 € HT correspondant aux dépenses d'achat d'équipements professionnels (véhicule frigorifique, armoires réfrigérées).

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAMOIS-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'équipements (armoires réfrigérées, véhicule frigorifique)	31 493,40	97,52%
Prestation d'ingénierie	800,00	2,48%
Total	32 293,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - équipements	9 448,02	29,26%
Aide régionale - Ingénierie	800,00	2,48%
Fonds propres	22 045,38	68,27%
Total	32 293,40	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 248,02 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020350

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : RESTAURANT/BAR CABACOM - ACHAT D'ÉQUIPEMENTS ET MISE AUX NORMES ENVIRONNEMENTALES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	16 117,25 €	33,47 %	5 395,17 €
	Montant Total de la subvention		5 395,17 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-200
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CABACOM
Adresse administrative : 2 RUE MICHEL HERRY
77580 CRECY-LA-CHAPELLE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur SYLVAIN BEAUQUESNE

N° SIRET : 82310553100029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Achat de mobiliers et mise aux normes environnementales

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il s'agit d'un projet de développement du restaurant/bar CABACOM, localisé dans le centre-ville de Crécy-la-Chapelle, (commune de 4 270 habitants), en Seine-et-Marne. Récemment repris en novembre 2016, il est prévu de réaliser des investissements pour moderniser les équipements (achat de nouveaux mobiliers) et mettre aux normes environnementales cette activité (installation d'un bac à graisse, rendue obligatoire par la réglementation en matière de déchets non dangereux).
Le projet est accompagné par la Chambre de Commerce de d'Industrie de Seine-et-Marne.

Description :

Le coût total des investissements est de 16 117,25 € HT, incluant la prestation d'ingénierie d'un montant de 800 € déployée par la Chambre de Commerce et d'Industrie.

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CRECY-LA-CHAPELLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'équipements et mobiliers (piètements alu, plateaux, banquettes, chaises)	12 041,25	74,71%
Travaux de plomberie, fourniture et pose d'un bac à graisse	3 276,00	20,33%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	4,96%
Total	16 117,25	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	4 595,17	28,51%
Aide régionale - ingénierie	800,00	4,96%
Fonds propres	10 722,08	66,53%
Total	16 117,25	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 395,17 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021673

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PHARMACIE DE LA JUINE - PROJET DE CRÉATION À SACLAS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	81 828,40 €	30,68 %	25 108,52 €
	Montant Total de la subvention		25 108,52 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-200
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PHARMACIE DE LA JUINE
Adresse administrative : 13 RUE DE LA MAIRIE
91690 SACLAS
Statut Juridique : Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame FRANCOISE CARAVATI

N° SIRET : 82809188400019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Acquisition d'équipements et de mobiliers professionnels

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'installation de la pharmacie de la Juine, dans le centre-ville de Saclas (commune de 1 819 habitants) s'inscrit dans la poursuite du projet d'acquisition du local, porté par la commune de Saclas et pour lequel la Région a accordé 127 932,30 €, lors de la Commission permanente du 8 mars 2017, pour le financement des travaux d'aménagement intérieur et la création de places de stationnement, aux abords des commerces. Ce soutien régional est intervenu dans le cadre du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural.

Cette nouvelle pharmacie sera implantée à proximité de la Maison de santé récemment créée, et bénéficiera de la création de nouvelles places de stationnement facilitant l'accès à ce pôle médical de

proximité et aux commerces du centre-bourg.

Ce projet est porté par un couple de pharmaciens : le gérant continuera d'exercer dans la pharmacie située à Pussay, et la gérante exercera à Saclas.

Description :
Le coût total des investissements est de 81 828,4 € HT, incluant la prestation d'ingénierie d'un montant de 800 € déployée par la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne. Ils concernent l'achat d'équipements et mobiliers professionnels et l'installation d'une enseigne. Les dépenses liées à l'équipement informatique sont exclues de l'assiette de subvention régionale.

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SACLAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'équipements et mobiliers professionnels (mobiliers de bureau, armoire réfrigérée, coffres, meubles tables de vente)	70 828,40	86,56%
Fourniture et pose d'une enseigne	10 200,00	12,47%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	0,98%
Total	81 828,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - Travaux et équipements	24 308,52	29,45%
Aide régionale - Ingénierie	800,00	0,97%
Fonds propres	57 444,92	69,59%
Total	82 553,44	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 108,52 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021961

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : BOULANGERIE SAS LA DOUCE TRADITION - MODERNISATION DE L'APPAREIL DE PRODUCTION ET MISES AUX NORMES SECURITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	13 869,00 €	34,04 %	4 720,70 €
	Montant Total de la subvention		4 720,70 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-200
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAS LA DOUCE TRADITION
Adresse administrative : 9 RUE DE LA MARIVOISE
91750 CHAMPCUEIL
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur JEAN-GUY PROMPT

N° SIRET : 80025229800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Renouvellement des équipements de la boulangerie, mise aux normes sécurité réglementaires et marquage de la vitrine

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il s'agit d'un projet de développement porté par la boulangerie La Douce Tradition, située à Champcueil (commune de 2800 habitants), commune membre du Parc naturel régional du Gâtinais Français, en Essonne.
Il s'agit plus précisément de remplacer le matériel de production devenu obsolète (façonneuse, vitrine réfrigérée et cellule de refroidissement). Ce renouvellement est rendu nécessaire dans le cadre de la mise aux normes de sécurité en vigueur (extincteurs et signalisation). Sont également prévus le marquage et la signalétique de la vitrine.

Le projet est accompagné par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Essonne.

Description :
Le coût total des investissements est de 13 869 € HT. Ce coût intègre la prestation d'ingénierie déployée par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Essonne.

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- CHAMPCUEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'équipements professionnels (façonneuse, vitrine réfrigérée, cellule de refroidissement)	12 241,00	88,26%
Mise aux normes de sécurité	498,00	3,59%
Marquage vitrine	330,00	2,38%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	5,77%
Total	13 869,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - Equipements et travaux	3 920,70	28,27%
Aide régionale - ingénierie	800,00	5,77%
Fonds propres	9 148,30	65,96%
Total	13 869,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 720,70 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022100

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : POISSONNERIE QUAI N° 20 - CRÉATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	119 809,00 €	30,47 %	36 502,70 €
	Montant Total de la subvention		36 502,70 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-200
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : POISSONNERIE QUAI N 20
Adresse administrative : 20 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
77260 LA FERTE-SOUS-JOUARRE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur LUDOVIC MICHON

N° SIRET : 82916578600015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Rénovation des locaux et achat d'équipements professionnels, dans le cadre d'une création

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il s'agit d'un projet de création d'une poissonnerie, dans le centre-ville de la Ferté-sous-Jouarre, commune de 9 612 habitants de la Seine-et-Marne. Il est porté par 5 associés, dont un couple qui exerce cette activité depuis plusieurs années dans les marchés de Faremoutiers, Lisy-sur-Ourcq, Saint-Germain-sur-Morin, Esbly et Coulommiers.

Il n'existe pas de poissonnerie dans la commune ni dans les communes de la communauté de communes du Pays Fertois. Seules les villes de Meaux et Coulommiers (situées à une vingtaine de kilomètres respectivement) disposent d'une poissonnerie et d'un centre commercial offrant un rayon dédié. La

demande de proximité estimée par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-et-Marne -qui accompagne ce projet- laisse présager le développement de l'activité.

Description :
Le coût total des investissements est de 119 809 € HT, correspondant à l'achat d'équipements et aux travaux d'aménagement, et incluant la prestation d'ingénierie d'un montant de 800 €, déployée par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat.

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- LA FERTE-SOUS-JOUARRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'équipements professionnels (comptoir et meubles à poissons, vitrines réfrigérées, table, chambre froide, vivier de climatisation)	95 878,00	80,03%
Travaux d'aménagement (carrelage, peinture, plomberie)	23 131,00	19,31%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	0,67%
Total	119 809,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	35 702,70	29,80%
Aide régionale - ingénierie	800,00	0,67%
Fonds propres	83 306,30	69,53%
Total	119 809,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	36 502,70 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022209

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : BOUCHERIE DE L'EGLISE - ACHAT D'ÉQUIPEMENTS PROFESSIONNELS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	37 756,00 €	31,48 %	11 887,00 €
	Montant Total de la subvention		11 887,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-200
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BOUCHERIE DE L EGLISE
Adresse administrative : 13 RUE CHARLES DE GAULLE
91530 SAINT-CHERON
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur ERIC PALISSON, DIRECTEUR

N° SIRET : 43475830600014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : achat d'un nouveau véhicule réfrigéré

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Boucherie de l'Eglise localisée dans le centre-bourg de Saint-Chéron, commune de 4 991 habitants de l'Essonne, projette d'acquérir un nouveau camion frigorifique capable de transporter davantage de marchandises, et réduisant ainsi les déplacements auprès des fournisseurs.

Le projet est accompagné par la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne.

Description :
Le coût d'acquisition du véhicule réfrigéré est de 36 956 € HT. Le montant total des dépenses éligibles est de 37 756 € HT, incluant la prestation d'ingénierie d'un montant de 800 € déployée par la Chambre de

Commerce et d'Industrie. Les frais de carburant et de carte grise sont exclus de cette assiette.

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-CHERON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'équipement (camion frigorifique)	36 956,00	97,88%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	2,12%
Total	37 756,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - Travaux et équipements	11 087,00	29,36%
Aide régionale - Ingénierie	800,00	2,12%
Fonds propres	25 869,00	68,52%
Total	37 756,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	11 887,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022245

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : EURL MARION ARTISAN FLEURISTE - MODERNISATION DE L'APPAREIL DE PRODUCTION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	18 217,50 €	33,07 %	6 025,25 €
	Montant Total de la subvention		6 025,25 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-200
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MARION ARTISAN FLEURISTE
Adresse administrative : 6 RUE SAINTE BARBE
91590 LA FERTE-ALAIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame MARION CHANOINAT

N° SIRET : 79958091500020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Achat d'un véhicule utilitaire

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il s'agit d'un projet de développement du fleuriste MARION, localisé dans le centre-ville de la Ferté-Alais (commune de 3960 habitants), au sein du Parc naturel régional du Gâtinais Français en Essonne.
La gérante qui a récemment acquis le fonds de commerce (en 2016), envisage d'acheter un nouveau véhicule, plus adapté au réapprovisionnement et aux livraisons (service qu'elle souhaite davantage encore développer aussi bien auprès des entreprises que des particuliers).

Le projet est accompagné par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Essonne.

Description :
Le montant total des investissements est de 18 217.50 € H.T. Ce coût intègre l'achat d'un véhicule utilitaire et la prestation d'ingénierie déployée par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat.

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- LA FERTE-ALAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'équipement (véhicule)	17 417,50	95,61%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	4,39%
Total	18 217,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - Equipement	5 225,25	28,68%
Aide régionale - Ingénierie	800,00	4,39%
Fonds propres	12 192,25	66,93%
Total	18 217,50	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 025,25 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023440

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CAFE DE LA PLACE - REPRISE D'UN BAR, BRASSERIE, EPICERIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	53 151,07 €	31,05 %	16 505,32 €
	Montant Total de la subvention		16 505,32 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-200
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAFE DE LA PLACE
Adresse administrative : 21 PLACE DE LA MAIRIE
77169 SAINT-SIMEON
Statut Juridique :
Représentant : Monsieur GILLES HERNU

N° SIRET : 82976237600012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Reprise d'un bar brasserie épicerie

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il s'agit de la reprise d'un bar brasserie, localisé dans le centre bourg de Saint-Siméon, commune rurale de 915 habitants, de la Seine-et-Marne. Peu dotée en commerces de proximité (une boulangerie seulement), la commune soutient fortement la réouverture de ce commerce qui offrira aussi d'autres produits et services aux habitants (point presse, dépôt de colis, épicerie). Car les points d'approvisionnement les plus proches se situent à plusieures kilomètres soit à Rebais, soit à Coulommiers ou La Ferté Gaucher.

Le projet est accompagné par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Seine-et-Marne.

Description :
Le coût total des investissements est de 53 151,07 € HT, incluant la prestation d'ingénierie déployée par la CCI.

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SAINT-SIMEON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'équipements et matériels professionnels (armoire réfrigérée, lave-verres, mobilier, présentoir presse...)	42 369,67	79,72%
Travaux de menuiserie, électricité, plomberie	9 981,40	18,78%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	1,51%
Total	53 151,07	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - Equipements et travaux	15 705,32	29,55%
Aide régionale - ingénierie	800,00	1,51%
Fonds propres	36 645,75	68,95%
Total	53 151,07	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	16 505,32 €

ANNEXE 3 : CONVENTION TYPE

CONVENTION TYPE RELATIVE A LA SAUVEGARDE DES COMMERCES DE PROXIMITE - AIDE AUX ENTREPRISES

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : DENOMINATION
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION *(représentant signataire convention)*
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif régional de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural et dans le cadre du règlement d'intervention adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 113-16 du 7 juillet 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

La subvention régionale, objet de la présente convention, telle que décrite à l'annexe, est attribuée sur le fondement également des 2 textes suivants :

-du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013

-du règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et publié au JOUE L 114 du 26 avril 2012.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE, la Région Île-de-France a décidé de soutenir LE BENEFICIAIRE pour la réalisation de l'opération dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XX €, soit un montant maximum de subvention de XX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur ;

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Participer aux entretiens sollicités par la Région, relatifs au projet mis en œuvre au titre de la présente convention.

Communiquer à la Région toute information susceptible de lui permettre de mesurer l'impact des aides versées sur sa situation, y compris postérieurement à l'accomplissement du projet soutenu. Cette communication est limitée à 2 années après l'accomplissement du projet.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au Plan comptable général en vigueur.

Respecter le cadre législatif en vigueur.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître clairement la contribution régionale dans toutes les actions de communication et publications liées au projet, objet de la présente convention, ainsi que tous les événements de relations publiques, de relations presse, ou toute action de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

De plus, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées et mises en œuvre par la Région Ile-de-France.

Le bénéficiaire autorise la Région, à titre gracieux et dans le respect du secret industriel et commercial, à utiliser les résultats du projet subventionné (publications, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale.

Les photos, vidéos, reportages, ou interviews réalisés dans le cadre de la présente convention pourront aussi être librement utilisés par la Région Ile-de-France, dans le respect de la législation relative au droit individuel à l'image.

La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué, par l'Agence de Services et de Paiement (ASP), sur demande du bénéficiaire.

Pour les subventions d'un montant au moins égal à 23 k€

La subvention est versée en 2 temps :
- 50% à la signature de la convention entre la Région et l'entreprise bénéficiaire ;
- 50% sur présentation des factures d'investissements réalisés.

L'ASP procède au versement de l'avance de 50 % du montant de l'aide, sur présentation des pièces suivantes, fournies par la Région :
- Délibération CP mentionnant l'entreprise bénéficiaire (nom, adresse, nom du dirigeant, montant de l'aide) ;
- Présente convention signée entre la Région et l'entreprise bénéficiaire, accompagnée de son annexe (fiche projet IRIS) ;
- RIB au nom de l'entreprise (raison sociale), extrait Kbis.

Le versement de l'avance par l'ASP, après vérification des pièces, intervient, après leur transmission par la Région.

Concernant le solde des 50 % :
La demande de solde est envoyée à l'ASP, complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le solde est versé en une seule fois par l'ASP, sur présentation par l'entreprise bénéficiaire des factures acquittées d'investissements réalisés : ces factures sont envoyées, accompagnées d'une copie de la convention signée avec la Région, par l'entreprise à l'ASP qui procède à la vérification/conformité de la nature et du montant des investissements soutenus, à partir des documents fournis par la Région. La demande de solde est assortie d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est l'agent comptable de l'Agence de Service des Paiements, situé 2 rue de Maupas à LIMOGES (87000).

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (modalités de versement) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date XX D'ELIGIBILITE SINON de la date XX DU VOTE et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XX DATE DE VOTE.

Elle expire au versement du solde de l'aide ou à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

La Région se réserve également le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens
subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du Conseil régional d'Île-de-France

Valérie PECRESSE

Le

Le bénéficiaire
DENOMINATION
CIVILITE PRENOM NOM, QUALITE DU SIGNATAIRE

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-312
DU 5 JUILLET 2017

AFFECTATION POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE CONTRACTUELLE EN FAVEUR DES TERRITOIRES RURAUX ET SUR DES CONTRATS ANTÉRIEUREMENT CONCLUS CONTRAT RURAL CONTRAT RÉGIONAL TERRITORIAL, CONTRAT RÉGIONAL, NOUVEAU CONTRAT RURAL DEUXIÈME AFFECTATION 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU Le Code de l'environnement ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission permanente ;

VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU La délibération CR 57-01 du 13 juillet 2001 relative à l'évolution du règlement des Contrats régionaux et création des contrats de territoire ;…

VU La délibération n° CR 07-12 du 28 juin 2012, relative à la mise en œuvre de la modulation des aides régionales dans la contractualisation : création du contrat régional territorial ;

VU La délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016, relative au nouveau contrat rural, approuvant le contrat-type du contrat rural et la convention-type ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération CP 10-568A du 8 juillet 2010 approuvant le contrat-type du contrat régional et la convention-type ;

VU La délibération n° CP 12-553 du 12 juillet 2012, relative à l'approbation du contrat régional de la commune de Leuville-sur-Orge (91) ;

VU La délibération n° CP 14-167 du 10 avril 2014, relative à l'approbation du contrat rural de la commune de Blennes (77) ;

VU La délibération n° CP 15-184 du 9 avril 2015, relative à l'approbation du contrat rural de la commune d'Armentières-en-Brie (77) ;

VU La délibération n° CP 15-674 du 8 octobre 2015, relative à l'approbation du contrat rural des communes de Fontains (77) et Lassy (95) ;
La délibération n° CP 16-184 du 18 mai 2016, relative à l'approbation du contrat régional territorial des communes de Gambais (77), Ollainville (91) et contrat rural des communes de Moussy-le-Vieux, Plessis-aux-bois (77) et Boinvilliers (78) ;

VU La délibération n° CP 16-291 du 12 juillet 2016, relative à l'approbation du contrat rural de la commune d'Arville (77) ;

VU La délibération n° CP 16-622 du 16 novembre 2016, relative à l'approbation du contrat régional territorial de la commune de Thomery (77) et du contrat rural des communes de Villeneuve-sous-Dammartin (77), Baulne et Vauhallan (91) ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-312 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre des dispositifs « Contrats ruraux » et « Contrats régionaux territoriaux » au financement des projets détaillés en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **3 203 670,54 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type de réalisation approuvée par délibération n° CR 07-12 du 28 juin 2012, modifiée par délibération n° CP 16-183 du 18 mai 2016 et par délibération n° CP 200-16 du 17 novembre 2016.

Article 2 :

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 3 203 670,54 €, disponible et réparti comme suit, pour des opérations inscrites dans la programmation prévisionnelle des contrats d'aménagement territoriaux et des contrats ruraux, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la délibération :

- **2 616 152,29 €** prélevé sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-002 (153002) « politique contractuelles en milieu rural », action 15300202 « contrats ruraux » du budget 2017

- **587 518,25 €** prélevé sur le chapitre 905 : « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme HP 52-002 (152002) : Contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial)», action 15200205 « contrat d'aménagement régional » du budget 2017.

- **Affectation 2017 de 15 nouveaux contrats ruraux :**

COLLECTIVITES	OPERATIONS SUBVENTIONNEES	AFFECTATION D'AUTORISATION DE PROGRAMME EN €
Seine et Marne 77		
BANNOST-VILLEGAGNON	Rénovation de l'église	148 000,00
	Total subvention	**148 000,00**
CHARNY	Extension de l'école communale – création de trois salles de classes et annexes	148 000,00

	Total subvention	**148 000,00**
COULOMMES	Extension et mise aux normes de la mairie et de ses abords	148 000,00
	Total subvention	**148 000,00**
DAMMARTIN-SUR-TIGEAUX	Construction d'un restaurant scolaire	148 000,00
	Total subvention	**148 000,00**
SAACY-SUR-MARNE	Travaux de réaménagement de l'école	148 000,00
		148 000,00
SAINT-SIMEON	Création d'une micro-crèche	91 842,00
	Total subvention	**91 842,00**
TANCROU	Construction de deux ateliers périscolaires	148 000,00
	Total subvention	**148 000,00**
Yvelines 78		
GAILLON-SUR-MONTCIENT	Réhabilitation de l'ancienne mairie-école en logements	148 000,00
	Total subvention	**148 000,00**
VILLETTE	Réaménagement de la mairie Aménagement de l'esplanade Réfection du cimetière	58 090,00 72 947,00 10 000,00
	Total subvention	**141 037,00**
ALLUETS-LE-ROI	Réhabilitation et extension de la maison Georges pour y implanter la bibliothèque et une salle polyvalente Réhabilitation du corps de garde Aménagements extérieurs	85 840,00 7 400,00 54 760,00
	Total subvention	**148 000,00**
Essonne 91		
VIDELLES	Extension de l'école pour aménager une classe supplémentaire Réaménagement et remise aux normes de la mairie, de l'école et du préau	93 600,00 54 400,00
	Total subvention	**148 000,00**
Val d'Oise 95		
BOUQUEVAL	Restauration de l'église Saint-Jean-Baptiste	148 000,00

	Total subvention	**148 000,00**
LA-CHAPELLE-EN-VEXIN	Aménagement d'une grange en locaux multiservices Atelier municipaux, chaufferie biomasse, abords et façades	88 044,04 59 955,56
	Total subvention	**147 999,60**
VETHEUIL	Aménagement paysager des abords de l'école et du foyer rural Réaménagement de l'espace sportif et de loisirs	118 556,00 28 232,00
	Total subvention	**146 788,00**
D'HAUTE ISLE	Création d'une allée piétonne route de la vallée Réfection du chemin de l'Abbaye Réfection du chemin du village	37 430,37 67 533,12 32 289,93
	Total subvention	**137 253,42**
	TOTAL GENERAL	**2 144 920,02**

- **Affectation de subventions sur dotations de 11 contrats ruraux votés antérieurement :**

COLLECTIVITES	OPERATIONS SUBVENTIONNEES	AFFECTATION D'AUTORISATION DE PROGRAMME SUR DOTATIONS ANTERIEURES EN €
Seine et Marne 77		
ARMENTIERE-EN-BRIE	Aménagement paysager de la rue des Vignettes	57 712,50
	Total subvention	**57 712,50**
ARVILLE	Réfection du ravalement de la mairie	46 720,50
	Total subvention	**46 720,50**
BLENNES	Revitalisation du centre bourg	81 000,00
	Total subvention	**81 000,00**
FONTAINS	Restauration du clocher	81 000,00
	Total subvention	**81 000,00**
MOUSSY-LE-VIEUX	Réalisation d'un terrain multisports	28 350,00
	Total subvention	**28 350,00**

PLESSIS-AUX-BOIS	Création d'un préau et auvent pour l'école Réhabilitation de la salle des fêtes	9 000,00 81 000,00
	Total subvention	**90 000,00**
VILLENEUVE-SOUS-DAMMARTIN	Restauration de l'église	9 000,00
	Total subvention	**9 000,00**
Yvelines 78		
BOINVILLIERS	Rénovation partielle de la salle des fêtes	11 126,25
	Total subvention	**11 213,10**
Essonne 91		
BAULNE	Aménagements extérieurs de l'école	9 000,00
	Total subvention	**9 000,00**
VAUHALLAN	Réhabilitation d'un cabanon dans le jardin du presbytère	10 711,80
	Total subvention	**10 711,80**
Val d'Oise 95		
LASSY	Restauration de l'église Nôtre Dame de la nativité	46 611,22
	Total subvention	**46 611,22**
	TOTAL GENERAL	**471 232,27**

Affectation de subventions pour sur dotations de 5 contrats régionaux territoriaux et 1 contrat régional votés antérieurement :

COLLECTIVITES	OPERATIONS SUBVENTIONNEES	AFFECTATION D'AUTORISATION DE PROGRAMME SUR DOTATIONS ANTERIEURES EN €
Seine et Marne 77		
THOMERY	Création d'un espace socio-culturel au vieux logis	335 060,00
	Total subvention	**335 060,00**
Yvelines 78		
GAMBAIS	Aménagement des abords et des accès restaurant et accueil périscolaire et loisirs	17 000,00

	Total subvention	**17 000,00**
Essonne 91		
LEUVILLE-SUR-ORGE	Réhabilitation de l'ancienne gare en maison des associations	164 000,00
	Total subvention	**164 000,00**
OLLAINVILLE	Réhabilitation thermique de l'école Jacques Prévert	71 458,25
	Total subvention	**71 458,25**
	TOTAL GENERAL	**587 518,25**

Article 3 :

Approuve les avenants relatifs aux contrats ruraux joints en annexe 3 de la délibération pour les communes suivantes :

- Deux dossiers en Seine-et-Marne : pour les communes d'Armentières-en-Brie et de Blennes.

Autorise la présidente du Conseil régional à les signer

Article 4 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions, définies à l'article 1 de la présente délibération, à compter des dates prévisionnelles inscrites dans le tableau ci-dessous, en application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier susvisé :

dpt	Bénéficiaire	Dossier (1)	Date prévisionnelle de démarrage	Libellé procédure
77	COMMUNE D'ARMENTIERES EN BRIE	CRUR - AMENAGEMENT PAYSAGER DE LA RUE DES VIGNETTES - ARMENTIERES-EN-BRIE (77)	01/04/2012	Contrats ruraux
77	COMMUNE D'ARVILLE	REFECTION DU RAVALEMENT DE LA MAIRIE - ARVILLE	10/04/2014	Contrats ruraux
77	COMMUNE DE BANNOST VILLEGAGNON	CoR - RENOVATION DE L'EGLISE - COMMUNE DE BANNOST VILLEGAGNON (77)	17/11/2016	Nouveau contrat rural (CoR)
77	COMMUNE DE BLENNES MAIRIE	REVITALISATION DU CENTRE BOURG - BLENNES	22/06/2015	Contrats ruraux
77	COMMUNE DE COULOMMES	CoR - EXTENSION ET MISE AUX NORMES DE LA MAIRIE ET DE SES ABORDS - COMMUNE DE COULOMMES (77)	17/11/2016	Nouveau contrat rural (CoR)
77	COMMUNE DE FONTAINS	RESTAURATION DU CLOCHER - FONTAINS	02/05/2013	Contrats ruraux
77	COMMUNE DE SAACY SUR MARNE	CoR - TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DE L'ECOLE DE SAACY-SUR-MARNE - COMMUNE DE SAACY SUR MARNE (77)	17/11/2016	Nouveau contrat rural (CoR)
77	COMMUNE DE TANCROU	CoR - CONSTRUCTION DE DEUX ATELIERS PERISCOLAIRES - COMMUNE DE TANCROU (77)	17/11/2016	Nouveau contrat rural (CoR)

77	COMMUNE DE THOMERY	CREATION D'UN ESPACE SOCIO-CULTUREL AU VIEUX LOGIS - THOMERY	14/12/2015	Contrat régional territorial
78	COMMUNE DE BOINVILLIERS	RENOVATION PARTIELLE DE LA SALLE DES FETES - BOINVILLIERS	26/11/2013	Contrats ruraux
78	COMMUNE DE GAILLON SUR MONTCIENT	COR - REHABILITATION DE L'ANCIENNE MAIRIE-ECOLE EN LOGEMENTS - GAILLON SUR MONTCIENT	17/11/2016	Nouveau contrat rural (CoR)
78	COMMUNE DE VILLETTE	CoR REAMENAGEMENT DE LA MAIRIE - VILLETTE	05/02/2017	Nouveau contrat rural (CoR)
78	COMMUNE DE VILLETTE	CoR AMENAGEMENT DE L'ESPLANADE - VILLETTE	05/02/2017	Nouveau contrat rural (CoR)
91	COMMUNE DE LEUVILLE SUR ORGE	REHABILITATION DE L'ANCIENNE GARE EN MAISON DES ASSOCIATIONS - LEUVILLE-SUR-ORGE	01/11/2014	Contrats régionaux
91	COMMUNE DE VIDELLES	COR EXTENSION DE L'ECOLE POUR AMENAGER UNE CLASSE SUPPLEMENTAIRE - COMMUNE DE VIDELLES	24/03/2017	Nouveau contrat rural (CoR)
95	COMMUNE DE VETHEUIL	CoR - AMENAGMENT PAYSAGER DES ABORDS DE L'ECOLE ET DU FOYER RURAL - VETHEUIL	16/01/2017	Nouveau contrat rural (CoR)

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE N°1 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-312	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**52 - Agglomérations et villes moyennes**
Programme	**152002 - Contrat d'aménagement régional (contrat régional et territorial)**
Action	**15200205 - Contrat d'aménagement régional**

Dispositif : N° 00000203 - Contrats régionaux

Dossier	11013665 - REHABILITATION DE L'ANCIENNE GARE EN MAISON DES ASSOCIATIONS - LEUVILLE-SUR-ORGE			
Bénéficiaire	R1146 - COMMUNE DE LEUVILLE SUR ORGE			
Localisation	LEUVILLE-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	164 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
410 000,00 €	HT	40 %	164 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000203 - Contrats régionaux	164 000,00 €

Dispositif : N° 00000801 - Contrat régional territorial

Dossier	15015518 - REHABILITATION THERMIQUE DE L'ECOLE JACQUES PREVERT - OLLAINVILLE			
Bénéficiaire	R1174 - COMMUNE D'OLLAINVILLE			
Localisation	OLLAINVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	71 458,25 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
285 833,00 €	HT	25 %	71 458,25 €	

Dossier	15017782 - AMENAGEMENT DES ABORDS ET DES ACCES RESTAURANT ET ACCUEIL PERISCOLAIRE ET LOISIRS - GAMBAIS			
Bénéficiaire	R587 - COMMUNE DE GAMBAIS			
Localisation	GAMBAIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
85 000,00 €	HT	20 %	17 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-312	Budget	2017

Dossier	16015467 - CREATION D'UN ESPACE SOCIO-CULTUREL AU VIEUX LOGIS - THOMERY			
Bénéficiaire	R945 - COMMUNE DE THOMERY			
Localisation	THOMERY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	335 060,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 675 300,00 €	HT	20 %	335 060,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000801 - Contrat régional territorial	423 518,25 €

Total sur l'imputation 905 - 52 - 152002 - 15200205	587 518,25 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**53 - Espace rural et autres espaces de développement**
Programme	**153002 - Politiques contractuelles en milieu rural**
Action	**15300202 - Contrats ruraux**

Dispositif : N° 00000207 - Contrats ruraux

Dossier	12020672 - REVITALISATION DU CENTRE BOURG - BLENNES			
Bénéficiaire	R266 - COMMUNE DE BLENNES MAIRIE			
Localisation	BLENNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	81 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
180 000,00 €	HT	45 %	81 000,00 €	

Dossier	13020618 - RESTAURATION DE L'EGLISE NOTRE DAME DE LA NATIVITE - LASSY			
Bénéficiaire	R143 - COMMUNE DE LASSY			
Localisation	LASSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	46 611,22 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
103 580,50 €	HT	45 %	46 611,22 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-312	Budget	2017

Dossier	14019594 - CRUR - AMENAGEMENT PAYSAGER DE LA RUE DES VIGNETTES - ARMENTIERES-EN-BRIE (77)			
Bénéficiaire	R240 - COMMUNE D'ARMENTIERES EN BRIE			
Localisation	ARMENTIERES-EN-BRIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	57 712,50 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
128 250,00 €	HT	45 %	57 712,50 €	

Dossier	15014258 - RESTAURATION DU CLOCHER - FONTAINS			
Bénéficiaire	R402 - COMMUNE DE FONTAINS			
Localisation	FONTAINS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	81 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
180 000,00 €	HT	45 %	81 000,00 €	

Dossier	15017832 - RENOVATION PARTIELLE DE LA SALLE DES FETES - BOINVILLIERS			
Bénéficiaire	R517 - COMMUNE DE BOINVILLIERS			
Localisation	BOINVILLIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 126,25 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 725,00 €	HT	45 %	11 126,25 €	

Dossier	16000622 - RESTAURATION DE L'EGLISE : BAS CÔTE NORD - VILLENEUVE-SOUS-DAMMARTIN			
Bénéficiaire	R985 - COMMUNE DE VILLENEUVE SOUS DAMMARTIN			
Localisation	VILLENEUVE-SOUS-DAMMARTIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 000,00 €	HT	45 %	9 000,00 €	

Dossier	16002932 - CREATION D'UN PREAU ET AUVENT POUR L'ECOLE - LE PLESSIS AUX BOIS			
Bénéficiaire	R476 - COMMUNE DU PLESSIS AUX BOIS			
Localisation	LE PLESSIS-AUX-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 000,00 €	HT	45 %	9 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-312	Budget	2017

Dossier	16002949 - REHABILITATION DE LA SALLE DES FETES - LE PLESSIS AUX BOIS			
Bénéficiaire	R476 - COMMUNE DU PLESSIS AUX BOIS			
Localisation	LE PLESSIS-AUX-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	81 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
180 000,00 €	HT	45 %	81 000,00 €	

Dossier	16003782 - REALISATION D'UN TERRAIN MULTISPORTS - MOUSSY-LE-VIEUX			
Bénéficiaire	R819 - COMMUNE DE MOUSSY LE VIEUX			
Localisation	MOUSSY-LE-VIEUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 350,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
63 000,00 €	HT	45 %	28 350,00 €	

Dossier	16006532 - REFECTION DU RAVALEMENT DE LA MAIRIE - ARVILLE			
Bénéficiaire	R241 - COMMUNE D'ARVILLE			
Localisation	ARVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	46 720,50 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
103 823,33 €	HT	45 %	46 720,50 €	

Dossier	16011240 - AMENAGEMENTS EXTERIEURS DE L'ECOLE - BAULNE			
Bénéficiaire	R1057 - COMMUNE DE BAULNE			
Localisation	BAULNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 000,00 €	HT	45 %	9 000,00 €	

Dossier	16015443 - REHABILITATION D'UN CABANON DANS LE JARDIN DU PRESBYTERE - VAUHALLAN			
Bénéficiaire	R1222 - COMMUNE DE VAUHALLAN			
Localisation	VAUHALLAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 711,80 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 804,00 €	HT	45 %	10 711,80 €	

Total sur le dispositif N° 00000207 - Contrats ruraux	471 232,27 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-312	Budget	2017

Dispositif : N° 00000976 - Nouveau contrat rural (CoR)

Dossier	EX019438 - CoR REAMENAGEMENT DE LA MAIRIE - VILLETTE			
Bénéficiaire	R749 - COMMUNE DE VILLETTE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	58 090,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
145 226,00 €	HT	40 %	58 090,00 €	

Dossier	EX019903 - CoR - TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DE L'ECOLE DE SAACY-SUR-MARNE - COMMUNE DE SAACY SUR MARNE (77)			
Bénéficiaire	R880 - COMMUNE DE SAACY SUR MARNE			
Localisation	SAACY-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	148 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
370 000,00 €	HT	40 %	148 000,00 €	

Dossier	EX020394 - CoR - EXTENSION DE L'ECOLE COMMUNALE : CREATION DE TROIS SALLES DE CLASSES ET ANNEXES - COMMUNE DE CHARNY			
Bénéficiaire	R314 - COMMUNE DE CHARNY			
Localisation	CHARNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	148 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
370 000,00 €	HT	40 %	148 000,00 €	

Dossier	EX020581 - COR - REHABILITATION ET EXTENSION DE LA MAISON GEORGES POUR Y IMPLANTER LA BIBLIOTHEQUE ET UNE SALLE POLYVALENTE - LES ALLUETS LE ROI			
Bénéficiaire	R497 - COMMUNE DES ALLUETS LE ROI			
Localisation	LES ALLUETS-LE-ROI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	85 840,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
214 600,00 €	HT	40 %	85 840,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-312	Budget	2017

Dossier	EX021018 - CoR - CREATION D'UNE ALLEE PIETONNE ROUTE DE LA VALLEE - HAUTE ISLE			
Bénéficiaire	R133 - COMMUNE D'HAUTE ISLE			
Localisation	HAUTE-ISLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	37 430,37 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
93 575,92 €	HT	40 %	37 430,37 €	

Dossier	EX021391 - CoR - AMENAGMENT PAYSAGER DES ABORDS DE L'ECOLE ET DU FOYER RURAL - VETHEUIL			
Bénéficiaire	R222 - COMMUNE DE VETHEUIL			
Localisation	VETHEUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	118 556,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
296 390,00 €	HT	40 %	118 556,00 €	

Dossier	EX021443 - CoR – RESTAURATION DE L’EGLISE SAINT JEAN-BAPTISTE – COMMUNE DE BOUQUEVAL			
Bénéficiaire	R77 - COMMUNE DE BOUQUEVAL			
Localisation	BOUQUEVAL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	148 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
370 000,00 €	HT	40 %	148 000,00 €	

Dossier	EX021625 - CoR - AMENAGEMENT D'UNE GRANGE EN LOCAUX MULTISERVICES - LA CHAPELLE-EN-VEXIN			
Bénéficiaire	R86 - COMMUNE DE LA CHAPELLE EN VEXIN			
Localisation	LA CHAPELLE-EN-VEXIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	88 044,04 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
220 110,10 €	HT	40 %	88 044,04 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-312	Budget	2017

Dossier	EX021658 - COR EXTENSION DE L'ECOLE POUR AMENAGER UNE CLASSE SUPPLEMENTAIRE - COMMUNE DE VIDELLES			
Bénéficiaire	R1227 - COMMUNE DE VIDELLES			
Localisation	VIDELLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	93 600,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
234 000,00 €	HT	40 %	93 600,00 €	

Dossier	EX021668 - CoR - CREATION D'UNE MICRO-CRECHE - COMMUNE DE SAINT-SIMEON (77)			
Bénéficiaire	R906 - COMMUNE DE SAINT SIMEON			
Localisation	SAINT-SIMEON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	91 842,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
229 604,00 €	HT	40 %	91 842,00 €	

Dossier	EX021708 - CoR - RENOVATION DE L'EGLISE - COMMUNE DE BANNOST VILLEGAGNON (77)			
Bénéficiaire	R251 - COMMUNE DE BANNOST VILLEGAGNON			
Localisation	BANNOST-VILLEGAGNON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	148 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
370 000,00 €	HT	40 %	148 000,00 €	

Dossier	EX021823 - CoR - EXTENSION ET MISE AUX NORMES DE LA MAIRIE ET DE SES ABORDS - COMMUNE DE COULOMMES (77)			
Bénéficiaire	R348 - COMMUNE DE COULOMMES			
Localisation	COULOMMES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	148 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
370 000,00 €	HT	40 %	148 000,00 €	

Dossier	EX021995 - CoR - CONSTRUCTION D'UN RESTAURANT SCOLAIRE - COMMUNE DE DAMMARTIN SUR TIGEAUX (77)			
Bénéficiaire	R371 - COMMUNE DE DAMMARTIN SUR TIGEAUX			
Localisation	DAMMARTIN-SUR-TIGEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	148 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
370 000,00 €	HT	40 %	148 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-312	Budget	2017

Dossier	EX022092 - COR - REHABILITATION DE L'ANCIENNE MAIRIE-ECOLE EN LOGEMENTS - GAILLON SUR MONTCIENT			
Bénéficiaire	R585 - COMMUNE DE GAILLON SUR MONTCIENT			
Localisation	GAILLON-SUR-MONTCIENT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	148 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
370 000,00 €	HT	40 %	148 000,00 €	

Dossier	EX022383 - CoR - CONSTRUCTION DE DEUX ATELIERS PERISCOLAIRES - COMMUNE DE TANCROU (77)			
Bénéficiaire	R942 - COMMUNE DE TANCROU			
Localisation	TANCROU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	148 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
370 000,00 €	HT	40 %	148 000,00 €	

Dossier	17004826 - CoR AMENAGEMENT DE L'ESPLANADE - VILLETTE			
Bénéficiaire	R749 - COMMUNE DE VILLETTE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	72 947,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
182 368,00 €	HT	40 %	72 947,00 €	

Dossier	17004827 - CoR REFECTION DU CIMETIERE - VILLETTE			
Bénéficiaire	R749 - COMMUNE DE VILLETTE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 000,00 €	HT	40 %	10 000,00 €	

Dossier	17008762 - CoR - REFECTION DU CHEMIN DE L'ABBAYE - HAUTE ISLE			
Bénéficiaire	R133 - COMMUNE D'HAUTE ISLE			
Localisation	HAUTE-ISLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	67 533,12 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
168 832,80 €	HT	40 %	67 533,12 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-312	Budget	2017

Dossier	17008763 - CoR - REFECTION DU CHEMIN DU VILLAGE - HAUTE ISLE			
Bénéficiaire	R133 - COMMUNE D'HAUTE ISLE			
Localisation	HAUTE-ISLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	32 289,93 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 724,82 €	HT	40 %	32 289,93 €	

Dossier	17008774 - CoR - REAMENAGEMENT DE L'ESPACE SPORTIF ET DE LOISIRS - VETHEUIL			
Bénéficiaire	R222 - COMMUNE DE VETHEUIL			
Localisation	VETHEUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 232,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 580,00 €	HT	40 %	28 232,00 €	

Dossier	17008895 - CoR - ATELIERS MUNICIPAUX, ABORDS ET FACADES - LA CHAPELLE-EN-VEXIN			
Bénéficiaire	R86 - COMMUNE DE LA CHAPELLE EN VEXIN			
Localisation	LA CHAPELLE-EN-VEXIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	59 955,56 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
149 888,90 €	HT	40 %	59 955,56 €	

Dossier	17009101 - COR REAMENAGEMENT ET REMISE AUX NORMES DE LA MAIRIE, DE L'ECOLE ET DU PREAU - COMMUNE DE VIDELLES			
Bénéficiaire	R1227 - COMMUNE DE VIDELLES			
Localisation	VIDELLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	54 400,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
136 000,00 €	HT	40 %	54 400,00 €	

Dossier	17009116 - COR - REHABILITATION DU CORPS DE GARDE - LES ALLUETS LE ROI			
Bénéficiaire	R497 - COMMUNE DES ALLUETS LE ROI			
Localisation	LES ALLUETS-LE-ROI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 400,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 500,00 €	HT	40 %	7 400,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-312	Budget	2017

Dossier	17009117 - COR - AMENAGEMENTS EXTERIEURS - LES ALLUETS LE ROI				
Bénéficiaire	R497 - COMMUNE DES ALLUETS LE ROI				
Localisation	LES ALLUETS-LE-ROI				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	54 760,00 €			Code nature	204142
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
136 900,00 €	HT		40 %	54 760,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000976 - Nouveau contrat rural (CoR)	2 144 920,02 €

Total sur l'imputation 905 - 53 - 153002 - 15300202	2 616 152,29 €

ANNEXE N°2 : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015467

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CREATION D'UN ESPACE SOCIO-CULTUREL AU VIEUX LOGIS - THOMERY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	1 675 300,00 €	20,00 %	335 060,00 €
	Montant Total de la subvention		335 060,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-200
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE THOMERY
Adresse administrative : 9 RUE DE LA REPUBLIQUE
77810 THOMERY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bruno MICHEL, Maire

N° SIRET : 21770463400013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 14 décembre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : « Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, géomètre, sondage, frais de dossier.. etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage

Objectifs :
Le site du Vieux Logis offre l'intérêt de renforcer l'espace de centralité qu'est la place Greffülhe en y apportant une logique de vie entre écoles, activités sportives avec le complexe sportif, activités périscolaires et pratiques culturelles diversifiées.

Description :
Le projet comprend la réhabilitation du bâtiment existant ainsi qu'une extension côté sud. La parti architectural proposé conserve les caractéristiques de l'existant et propose une solution plus

contemporaine pour la partie neuve, constituée de deux ailes, courvertes par des toitures zinc à faible pente et reliées par une toiture-terrasse accessbible. La façade sud sera largement vitrée et présentera des châssis métalliques. La surface totale est de 1 000 m² et se compose des espaces principaux suivant :
- médiathèques 290 m²
- salle multifonction 136 m²
- école de musique 194 m²
- salles associatives 75 m²

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- THOMERY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 552 100,00	92,65%	REGION ILE DE FRANCE	335 060,00	20,00%
HONORAIRES	123 200,00	7,35%	COMMUNE	1 340 240,00	80,00%
Total	1 675 300,00	100,00%	Total	1 675 300,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	67 012,00 €
2018	134 024,00 €
2019	134 024,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrat régional territorial	204 418,00 €
	Montant total	204 418,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15017782

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : AMENAGEMENT DES ABORDS ET DES ACCES RESTAURANT ET ACCUEIL PERISCOLAIRE ET LOISIRS - GAMBAIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	85 000,00 €	20,00 %	17 000,00 €
	Montant Total de la subvention		17 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-200
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GAMBAIS
Adresse administrative : PL CHARLES DE GAULLE
78950 GAMBAIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Régis BIZEAU, Maire

N° SIRET : 21780263600019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet consiste à créer une voie de circulation sécurisée pour protéger les élèves dans le périmètre de la propriété du groupe scolaire.

Description :
L'aménagement sera réalisé d'une part entre l'accès de l'école maternelle existante et le futur bâtiment en façade est et d'autre part pour l'accès au bâtiment depuis la rues des Gabelles en façade ouest.
La surface à aménager est de 670 m², dont 70 m² de terrasse, 170 m² d'allée et de 430 m² d'espace à planter.
L'actuel local à poubelle sera supprimé ainsi que le portail existant. Un mur de clôture sera réalisé à la place le long de la rue des Gabelles.
Les travaux seront exécutés, en matériaux traditionnels avec une prédominance du bois en charpente et façades et suivant les normes et arrêtés en vigueur.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- GAMBAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
TRAVAUX	74 000,00	87,06%	REGION ILE DE FRANCE	17 000,00	20,00%
HONORAIRES	11 000,00	12,94%	COMMUNE	68 000,00	80,00%
Total	85 000,00	100,00%	Total	85 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	13 600,00 €
2018	3 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrat régional territorial	292 048,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	410 500,00 €
	Montant total	702 548,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15015518

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : REHABILITATION THERMIQUE DE L'ECOLE JACQUES PREVERT - OLLAINVILLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	285 833,00 €	25,00 %	71 458,25 €
	Montant Total de la subvention		71 458,25 €

Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-200
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'OLLAINVILLE
Adresse administrative : 2 RUE DE LA MAIRIE
91340 OLLAINVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Michel GIRAUDEAU, Maire

N° SIRET : 21910461900016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La communauté de communes de l'Arpajonnais (qui désormais fait partie de la CA Cœur d'Essonne) a souhaité lancer une dynamique de réflexion sur l'efficacité énergétique des bâtiments publics.
La commune a approuvé en 2011 la Charte Agenda 21 Local ; un Plan Climat Energie Territorial est actuellement en cours d'élaboration.
L'audit énergétique réalisé sur l'école Prévert a mis en avant la nécessité de reprendre l'isolation thermique de ce bâtiment.

Description :
Au regard des rapports remis à l'issue des diagnostics et des préconisations du bureau d'étude, la commune d'Ollainville a décidé de mettre l'accent sur :
- l'isolation des murs par l'extérieur avec 12 cm de polyuréthane afin de limiter les déperditions des murs et réduire fortement les ponts thermiques,

- le changement de tous les ouvrants par des doubles vitrages sur la menuiserie PVC et des portes isolées,
- une isolation des combles en augmentant l'épaisseur d'isolant au-dessus des faux plafonds en rajoutant 20 cm de laine minérale.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- OLLAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	285 833,00	100,00%
Total	285 833,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	71 458,25	25,00%
COMMUNE	214 374,75	75,00%
Total	285 833,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €
2018	17 166,60 €
2019	14 291,65 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrat régional territorial	338 256,75 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	1 509,00 €
	Montant total	339 765,75 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 11013665

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : REHABILITATION DE L'ANCIENNE GARE EN MAISON DES ASSOCIATIONS - LEUVILLE-SUR-ORGE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats régionaux	410 000,00 €	40,00 %	164 000,00 €
	Montant Total de la subvention		164 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-200
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LEUVILLE SUR ORGE
Adresse administrative : RUE JULES FERRY
91310 LEUVILLE-SUR-ORGE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Eric BRAIVE, Maire

N° SIRET : 21910333000011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats régionaux
Rapport Cadre : CR57-01 du 13/12/2001

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (coordination de chantier, bureau de contrôle,…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Une des dernières gares du "petit train de l'Arpajonais" se trouve à Leuville-sur-Orge. Dans un souci de conserver ce patrimoine, la municipalité projette de réhabiliter cet édifice afin de pouvoir le dédier à l'usage des associations leuvilloises. En effet la vie culturelle et associative de la commune est riche : on y compte une vingtaine d'associations.

L'objectif de cette opération est donc de réaliser une réhabilitation du bâtiment en préservant son

architecture et son environnement, tout en recomposant l'espace.

Description :
Le projet devra respecter des principes de construction durable, et répondre aux normes suivantes :
- privilégier la requalification à l'identique du bâtiment existant,
- favoriser la récupération de l'eau pluviale sur site,
- optimiser la consommation énergétique.

Le projet est d'un niveau de performance BBC Rénovation.

Le programme prévoit :
- la réalisation d'une verrière servant d'entrée et d'accueil à l'équipement, cet espace distribue le premier étage par un escalier à deux volées,
- la requalification et la distribution des espaces intérieurs,
- au rez-de-chaussée une salle d'activité couplée à un office et sanitaires,
- au premier étage des bureaux, un office et des sanitaires pour le public,
(la relation entre les deux niveaux s'effectuera par une plateforme élévatrice pour les PMR),
- l'aménagement des espaces extérieurs avec la création d'un jardin d'enfants équipé de jeux.

Intérêt régional : Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- LEUVILLE-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	366 250,00	89,33%
HONORAIRES	43 750,00	10,67%
Total	410 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE-DE-FRANCE	164 000,00	40,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 91 acquis	82 000,00	20,00%
COMMUNE	164 000,00	40,00%
Total	410 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €
2018	31 200,00 €

2019	32 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrats régionaux	241 500,00 €
	Montant total	241 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14019594

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CRUR - AMENAGEMENT PAYSAGER DE LA RUE DES VIGNETTES - ARMENTIERES-EN-BRIE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	128 250,00 €	45,00 %	57 712,50 €
	Montant Total de la subvention		57 712,50 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ARMENTIERES EN BRIE
Adresse administrative : MAIRIE
77440 ARMENTIERES-EN-BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Denis WALLE, Maire

N° SIRET : 21770008700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2012
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : « Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit des dépenses de bureau de contrôle, de bureau CSPS -Coordinateur Sécurité Protection Santé, et des autres dépenses liées aux honoraires de maître d'œuvre identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage».

Objectifs :
La commune souhaite poursuivre la réorganisation de l'espace public tant dans l'identification du centre du village que dans la mise en sécurité des espaces urbains.

Description :
Les aménagements projetés concernent la création et l'aménagement des trottoirs, de places de

stationnement sur la chaussée, délimitées par des îlots permettant de créer des chicanes pour faire ralentir les véhicules, et d'espaces végétalisés.
Des traversées pour piétons sécurisées seront aussi créées.
Afin de sécuriser la circulation des PMR, de permettre du stationnement raisonnable et de ralentir la vitesse, deux chicanes seront créées variant de sens prioritaire pour réduire au maximum la vitesse.
Les matériaux utilisés seront identiques à ceux des aménagements déjà réalisés dans un souci de cohérence globale et afin de préserver le caractère rural et bucolique de la commune.
Ces aménagements seront accompagnés de plantations, principalement composées de plantes tapissantes afin de donner une touche de couleur dans cette rue et de limiter l'entretien des espaces verts (plantes vivaces devant les murs, rosiers et paysagers).

Intérêt régional : Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :

- ARMENTIERES-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	216 039,86	100,00%
Total	216 039,86	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	57 712,50	26,71%
Conseil départemental 77 - Acquis	44 887,50	20,78%
Etat - DETR - Acquis	55 000,00	25,46%
Commune	58 439,86	27,05%
Total	216 039,86	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	46 170,00 €
2018	11 542,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Contrats ruraux	51 075,00 €
	Montant total	51 075,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006532

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : REFECTION DU RAVALEMENT DE LA MAIRIE - ARVILLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	103 823,33 €	45,00 %	46 720,50 €
	Montant Total de la subvention		46 720,50 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ARVILLE
Adresse administrative : MAIRIE
77890 ARVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Anne THIBAULT, Maire

N° SIRET : 21770009500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, géomètre, sondage, frais de dossier.. etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage».

Objectifs :
Le bâtiment de la mairie actuelle a subit de nombreuses restaurations depuis sa création. Afin de redonner de l'éclat et une cohérence à l'ensemble des façades, la commune souhaite maintenant restaurer et ravaler le corps principal du bâtiment.

Description :
Le projet de ravalement de la mairie prévoit de restaurer les enduits disparates et étanches du corps principal par un enduit à la chaux en tapisserie. L'architecte propose que les encadrement et chaînes

d'angle en briques soient repris en faux appareils tels qu'ils devaient être traités à l'origine. Cette technique fine est courante dans le style Louis XIII. Les souches de cheminées briques seront également restaurées.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant. La prise en compte est faite dans le cadre de la fiche IRIS n° 16006530.

Localisation géographique :

- ARVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	90 281,16	86,96%
HONORAIRES	13 542,17	13,04%
Total	103 823,33	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	46 720,50	45,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 77 - Acquis	36 338,17	35,00%
COMMUNE	20 764,66	20,00%
Total	103 823,33	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	37 420,50 €
2018	9 300,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	88 279,50 €
	Montant total	88 279,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 12020672

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : REVITALISATION DU CENTRE BOURG - BLENNES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	180 000,00 €	45,00 %	81 000,00 €
	Montant Total de la subvention		81 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BLENNES MAIRIE
Adresse administrative : RUE MOINES
77940 BLENNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal DALICIEUX, Maire

N° SIRET : 21770035000010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 22 juin 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, frais de dossier...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage. Devra être également prise en compte la date de la signature de la promesse de vente à savoir le 25 avril 2017.

Objectifs :
La commune souhaite revitaliser son centre bourg en redonnant à la place de la mairie son cachet d'antan. Cette opération inclut également, dans le prolongement de la place, un commerce type multiservice ainsi que l'aménagement de l'espace public environnant.

Description :
La place publique sera pavée et dalée, les arbres traités. Les luminaires et des bancs seront réinstallés,

les murs et escaliers rénovés. En face de la place, la suppression du mur d'enceinte, entre la maison devant accueillir le commerce de proximité et la rue, redonnera l'espace perdu depuis son édification, remettra en perspective sa fonction originelle et rééquilibrera les espaces verts étouffés par un excès de bâti environnant. Des travaux d'accessibilité et d'isolation permettront l'installation du futur commerce de proximité. Les abords seront aménagés avec espaces verts, parking et terrasse.

Intérêt régional : Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :

- BLENNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	120 900,00	64,47%
HONORAIRES	18 135,00	9,67%
ACQUISITION	48 500,00	25,86%
Total	187 535,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	81 000,00	43,19%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 77 - Acquis	63 000,00	33,59%
COMMUNE	43 535,00	23,21%
Total	187 535,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	48 600,00 €
2018	32 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrats ruraux	15 750,00 €
	Montant total	15 750,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15014258

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : RESTAURATION DU CLOCHER - FONTAINS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	180 000,00 €	45,00 %	81 000,00 €
	Montant Total de la subvention		81 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTAINS
Adresse administrative : RUE GRELOTTERIE
77370 FONTAINS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Didier BALDY, Maire

N° SIRET : 21770190300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 2 mai 2013
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, géomètre, sondage, frais de dossier...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
L'église est située dans le centre de la commune, orientée est-ouest avec le clocher situé coté nord dans la continuité de la ouest.
L'église Saint-Jacques-le-Majeur qui est inscrite à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques depuis 1926 demande un entretien et des travaux de confortation à réaliser, en effet son état général s'est dégradé.
La seconde opération porte sur la restauration du clocher.

Description :
Les travaux de cette opération se découpent en plusieurs parties :
- Restauration du beffroi : dépose du beffroi existant, dépose, repose de la cloche, restauration de l'ensemble (dépose des bois, création d'un nouveau beffroi en bois y compris calculs de charge structurelle), création des planchers intermédiaire y compris échelles d'accès
- Restauration des abat-sons : dépose des abats-sons existants, pose des lames en bois, réalisation des protections en ardoises, dépose/repose des protections grillagées y compris compléments nécessaires.
- Divers : réfection des parements extérieure (nettoyage, rejointement en recherche sur pierres, harmonisation générale), reprises ponctuelles sur plancher intermédiaire (traitement antirouille des poutrelles métalliques, reprise en mortier), nettoyage de l'ensemble.

Intérêt régional : Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- FONTAINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	213 618,19	86,96%
HONORAIRES	32 042,73	13,04%
Total	245 660,92	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	81 000,00	32,97%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 77 - Acquis	63 000,00	25,65%
COMMUNE	101 660,92	41,38%
Total	245 660,92	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	64 800,00 €
2018	16 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	3 147,00 €
2015	Contrats ruraux	21 268,13 €

2017	Politique de l'eau-Investissement	240,00 €
	Montant total	24 655,13 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003782

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : REALISATION D'UN TERRAIN MULTISPORTS - MOUSSY-LE-VIEUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	63 000,00 €	45,00 %	28 350,00 €
	Montant Total de la subvention		28 350,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MOUSSY LE VIEUX
Adresse administrative : PL MARCEL HATTIER
77230 MOUSSY-LE-VIEUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Armand JACQUEMIN, Maire

N° SIRET : 21770323000011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune dispose de terrains situés le long du chemin rural dit du Fief où se trouvent un terrain de tennis, un gymnase et des ateliers communaux.

Le terrain multisports viendra compléter les équipements sportifs de la ville. Il sera construit sur une parcelle à proximité des ateliers communaux en face du terrain de tennis.

Description :
Le terrain multisports sera entourée d'une bande de 3 m d'engazonnement. L'accès se fera par un cheminement en voirie légère depuis le stationnement pour faciliter l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.

Programme :
création d'un plateau multisports de 12x24m avec sol en gazon synthétique (compactage du fond de

forme, pose d'un géotextile, réalisation d'un drainage périphérique, ...)
traitement des abords, allées piétonnes, plantations
éclairage

Intérêt régional : Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n° 16003780.

Localisation géographique :

- MOUSSY-LE-VIEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	63 000,00	100,00%
Total	63 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE DE FRANCE	28 350,00	45,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 77 - Acquis	22 050,00	35,00%
COMMUNE	12 600,00	20,00%
Total	63 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €
2018	14 175,00 €
2019	4 175,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide à la restauration du patrimoine protégé	102 465,00 €
2016	Contrats ruraux	138 150,00 €
	Montant total	240 615,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16000622

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : RESTAURATION DE L'EGLISE : BAS CÔTE NORD - VILLENEUVE-SOUS-DAMMARTIN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	20 000,00 €	45,00 %	9 000,00 €
	Montant Total de la subvention		9 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLENEUVE SOUS DAMMARTIN
Adresse administrative : COMMUNE DE VILLENEUVE SOUS DAMMARTIN
77230 VILLENEUVE-SOUS-DAMMARTIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Gilles CHAUFFOUR, Maire

N° SIRET : 21770511000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'église, lieu de vie communale est utilisée par les habitants de la commune et ceux des villages alentours pour des manifestations régulières. Elle permet aussi d'entretenir un lien social.
Les travaux proposés doivent permettre la continuité de ceux déjà effectués pour l'amélioration de l'accueil des paroissiens ainsi que la préservation du patrimoine communal.

Description :
Les travaux concernent la restauration des parements intérieurs du bas-côté nord du choeur :
- piochement des enduits vétustes
- reprise en pierres et moellons de l'ensemble des parements, remaillage des maçonneries et ragréage en mortier à la chaux
- réfection des enduits à la chaux.

Intérêt régional : 2 stagiaires ont été désignés sur les fiches 16000613 et 16000620 dans le cadre du vote du contrat

Localisation géographique :

- VILLENEUVE-SOUS-DAMMARTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	40 005,63	100,00%
Total	40 005,63	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE DE FRANCE	9 000,00	22,50%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 77 - Acquis	7 000,00	17,50%
COMMUNE	24 005,63	60,01%
Total	40 005,63	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 500,00 €
2018	1 500,00 €
2019	1 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Fonds d'intervention aménagement et équipement rural	91 500,00 €
2016	Contrats ruraux	126 000,00 €
	Montant total	217 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16002932

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CREATION D'UN PREAU ET AUVENT POUR L'ECOLE - LE PLESSIS AUX BOIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	20 000,00 €	45,00 %	9 000,00 €
	Montant Total de la subvention		9 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU PLESSIS AUX BOIS
Adresse administrative : MAIRIE
77165 LE PLESSIS-AUX-BOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Cyril PROFFIT, Maire

N° SIRET : 21770364400013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
En parallèle de l'opération de réhabilitation de la mairie (action n°1), la commune souhaite créer un préau pour l'école et dissocier l'espace réservé aux élèves à l'accès de la mairie par les usagers.

De plus, l'accès à l'école oblige à emprunter deux hautes marches d'escalier, du fait de la différence de niveau du rez-de-chaussée avec le terrain naturel. La réglementation pour les personnes à mobilité réduite n'est pas respectée.

Le préau actuel n'est pas adapté pour l'accueil des enfants durant les récréations. Sa surface est moindre et manque de stabilité ce qui pourrait mettre en péril la sécurité de l'ensemble des usagers.

Description :
La mise en oeuvre d'une rampe réglementaire est nécessaire. Elle sera implantée en "L", au pourtour de la cour, fondée et construite en béton.

En prolongement des sanitaires créés pour l'action n°1, un préau de dimension proportionnelle à l'effectif des enfants sera intégré après démolition du préau existant.
Cette construction aura aussi pour effet d'accentuer la séparation entre l'école et la future salle des fêtes, optimisant ainsi la sécurité des enfants.
Le préau sera d'ossature maçonnée, couvert d'une charpente en bois lamellé collé et d'un bac acier.

Intérêt régional : Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n° 16002925.

Localisation géographique :

- LE PLESSIS-AUX-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	62 600,00	86,94%
HONORAIRES	9 400,00	13,06%
Total	72 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE DE FRANCE	9 000,00	12,50%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 77 - Acquis	7 000,00	9,72%
COMMUNE	56 000,00	77,78%
Total	72 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 500,00 €
2018	3 000,00 €
2019	1 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	45 000,00 €
	Montant total	45 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16002949

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : REHABILITATION DE LA SALLE DES FETES - LE PLESSIS AUX BOIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	180 000,00 €	45,00 %	81 000,00 €
	Montant Total de la subvention		81 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU PLESSIS AUX BOIS
Adresse administrative : MAIRIE
77165 LE PLESSIS-AUX-BOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Cyril PROFFIT, Maire

N° SIRET : 21770364400013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 2 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Actuellement, la commune ne possède aucune salle pour accueillir les associations et les événements festifs, pourtant nécessaire au regard de la vie culturelle et associative de la commune.

Le bâtiment qui abrite l'actuel local technique est une construction plus récente que celle de l'école et de la Mairie. Il s'agit d'une vaste pièce dans laquelle est entreposé du matériel nécessaire aux employés municipaux. Ce matériel pourra être déménagé dans un local plus approprié.
La construction est saine, sa charpente et sa couverture sont de très bon état. Seules, les menuiseries nécessitent d'être changées, compte tenu des réglementations thermiques et acoustiques.

Le site semble à privilégier, car à la fois il se positionne avec l'ensemble des bâtiments communaux et s'isole physiquement des autres constructions environnantes. De plus, le jardin situé à l'arrière du bâtiment n'est pas du tout exploité.

Description :
Le projet consiste en la transformation du local technique en salle des fêtes, principalement par la réfection des matériaux intérieurs (doublages, isolations, lots techniques, revêtements de sols et murs) et par le changement des menuiseries bois en PVC.
Les seuls travaux considérés lourds seront les travaux effectués sur les abords, par la création d'une terrasse et un escalier d'accès au jardin, situé à l'arrière de la Mairie et par l'optimisation des places de stationnement à l'avant.

Intérêt régional : Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n° 16002925.

Localisation géographique :
- LE PLESSIS-AUX-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COÛT DE L'OPERATION	184 800,00	100,00%
Total	184 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	81 000,00	43,83%
CD 77 - Acquis	63 000,00	34,09%
COMMUNE	40 800,00	22,08%
Total	184 800,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 500,00 €
2018	40 500,00 €
2019	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	45 000,00 €
	Montant total	45 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15017832

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : RENOVATION PARTIELLE DE LA SALLE DES FETES - BOINVILLIERS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	24 725,00 €	45,00 %	11 126,25 €
	Montant Total de la subvention		11 126,25 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOINVILLIERS
Adresse administrative : RUE DU VIEUX CHATEAU
78200 BOINVILLIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Gisèle AUBEL, Maire

N° SIRET : 21780072100011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 26 novembre 2013
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de l'architecte, publicité appel d'offres, avant projet et études) , identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
La commune souhaite remplacer les menuiseries des fenêtres, portes et porte-fenêtres de la salle des fêtes, qui datent de la construction du bâtiment et sont peu isolantes et en mauvais état, par des menuiseries plus performantes.

Description :
Les menuiseries seront remplacées par des châssis neufs avec des double vitrages performants. Les dessins des menuiseries seront simplifiés et la répartition ouvrants/châssis fixes repensée.

Les nouveaux châssis devenant très étanches, une réflexion sera menée sur le renouvellement d'air du bâtiment, par la mise en place d'une petite VMC dans les sanitaires et de grilles d'entrée d'air.

Intérêt régional : Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n° 15017846.

Localisation géographique :

- BOINVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	21 500,00	86,28%
HONORAIRES	3 418,00	13,72%
Total	24 918,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	11 126,25	44,65%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 78 - Acquis	8 721,00	35,00%
COMMUNE	5 070,75	20,35%
Total	24 918,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €
2018	1 126,25 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	33 637,50 €
	Montant total	33 637,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011240

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : AMENAGEMENTS EXTERIEURS DE L'ECOLE - BAULNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	20 000,00 €	45,00 %	9 000,00 €
	Montant Total de la subvention		9 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BAULNE
Adresse administrative : 86 RTE DE CORBEIL
91590 BAULNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacques BERNARD, Maire

N° SIRET : 21910047600015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet concerne les aménagements extérieurs d'une nouvelle école élémentaire à Baulne.
Il est destiné à remplacer l'équipement existant devenu obsolète, situé le long de la RD191 où le trafic automobile est particulièrement important (près de 8000 véhicules/jour). Ce projet sur un autre site permettra d'accueillir les quelques quatre-vingt dix écoliers dans des conditions de sécurité nettement améliorées.

Description :
Le site de la future école élémentaire est situé rue de la Tourbière à l'intersection avec la rue du Mosnil. Il existe déjà en ce même lieu l'école maternelle ainsi qu'un bâtiment dédié à la restauration scolaire, un terrain de football et une vaste prairie entourée par un espace boisé. Le but du projet est de regrouper l'ensemble des équipements scolaires en un seul point de la commune.
Ce projet comprendra essentiellement, sur un seul niveau, la construction d'une cour de récréation, d'un préau couvert, d'un jardin pédagogique et d'un parvis devant l'entrée de la nouvelle école élémentaire.

Intérêt régional : Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS 16011238.

Localisation géographique :

- BAULNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	58 095,70	100,00%
Total	58 095,70	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE-DE-FRANCE	9 000,00	15,49%
COMMUNE	42 095,70	72,46%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 91 acquis	7 000,00	12,05%
Total	58 095,70	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 200,00 €
2018	2 000,00 €
2019	1 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	157 500,00 €
	Montant total	157 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015443

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : REHABILITATION D'UN CABANON DANS LE JARDIN DU PRESBYTERE - VAUHALLAN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	23 804,00 €	45,00 %	10 711,80 €
	Montant Total de la subvention		10 711,80 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VAUHALLAN
Adresse administrative : GRANDE RUE
91430 VAUHALLAN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur François HILLION, Maire

N° SIRET : 21910635800019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Ce projet consiste à réhabiliter et améliorer l'aspect extérieur comme intérieur du cabanon qui se trouve dans le jardin de l'ancien presbytère.

Description :
Les travaux commenceront par l'enlèvement de la toiture amiantée, puis la charpente sera reprise, confortée et modifiée afin d'accueillir une nouvelle courverture en Zinc sans réhaussement des murs meulières et parpaing existants. La fenêtre et la porte en bois seront remplacées, elles seront de tonalité gris clair pour reprendre les couleurs utilisées sur le presbytère. A l'intérieur du cabanon un ragréage viendra uniformiser la dalle existante, des enduits de propreté viendront rendre le local plus avenant et accueillant.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant. Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens"

est prise en compte dans la fiche IRIS n°16015444.

Localisation géographique :

- VAUHALLAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	23 804,00	100,00%
Total	23 804,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	10 711,80	45,00%
CONSEIL DEPARTMENTAL 91- Acquis	8 331,40	35,00%
COMMUNE	4 761,00	20,00%
Total	23 804,20	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 500,00 €
2018	2 211,80 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	120 795,75 €
	Montant total	120 795,75 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 13020618

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : RESTAURATION DE L'EGLISE NOTRE DAME DE LA NATIVITE - LASSY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	103 580,50 €	45,00 %	46 611,22 €
	Montant Total de la subvention		46 611,22 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LASSY
Adresse administrative : MAIRIE
95270 LASSY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Gilbert MAUGAN, Maire

N° SIRET : 21950331500018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet de restauration de l'église Notre Dame de la Nativité s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des équipements publics et de la valorisation du patrimoine local.
L'église ne bénéficie pas de protection au titre des Monuments historiques.

Description :
L'église présente des désordres liés à l'humidité qui nécessitent des travaux de :
- nettoyage et le remaniement de la couverture et des gouttières
- traitement des remontées d'humidité par phénomène de capillarité
- réfection des maçonneries défectueuses
- reprise et le remplacement des sols à tommettes
- ravalement intérieur des murs et plafond de la nef et du choeur.

Une première phase dite de travaux prioritaires portera sur :
- la réfection de la couverture et le drainage périphérique pour assèchement des murs porteurs,
- sur la reprise et le confortement des maçonneries défectueuses.

Une seconde phase portera sur la réfection des enduits intérieurs et le ravalement intérieur de l'église.

Intérêt régional : Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire

Localisation géographique :
- LASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	103 580,50	100,00%
Total	103 580,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE DE FRANCE	46 611,22	45,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 95 - Acquis	31 074,15	30,00%
COMMUNE	25 895,13	25,00%
Total	103 580,50	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €
2018	10 000,00 €
2019	6 611,22 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Contrats ruraux	44 365,05 €
2016	Contrats ruraux	44 023,73 €
	Montant total	88 388,78 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021708

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COR - RENOVATION DE L'EGLISE - COMMUNE DE BANNOST VILLEGAGNON (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 €	40,00 %	148 000,00 €
	Montant Total de la subvention		148 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BANNOST VILLEGAGNON
Adresse administrative : MAIRIE
77970 BANNOST-VILLEGAGNON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel LEROY, Maire

N° SIRET : 21770020200013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Objet du projet : Rénovation de l'église

Date prévisionnelle de début de projet : 17 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, bureau CSPS -Coordinateur Sécurité Protection Santé), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Superficie : 1946,56 ha
Population (Insee 2014) : 674 hab
Densité : 0,3 hab/ha
Entité SDRIF : "Bourg, Village, Hameaux"

% surfaces non urbanisées : 97,47 %
EPCI 2017 : Communauté de Communes du Provinois
TIM : Montereau Seine et Loing / Brie et Deux-Morin
SCOT : SCOT du Grand Provinois en cours d'élaboration
PLU en cours d'élaboration depuis février 2013

En cohérence avec les objectifs du nouveau Contrat Rural, l'opération s'inscrit dans un programme global ayant pour volonté d'améliorer le patrimoine et le cadre de vie de la commune.

L'opération inscrite dans le présent contrat rural porte sur :
- la rénovation de l'église Notre-Dame-de-l'Assomption

Description :

Le projet porte sur la poursuite de la rénovation de l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, classée au titre des Monuments Historiques par arrêté du 3 février 1923, située en centre-bourg du village.
Le diagnostic réalisé fait état parmi les travaux les plus urgents à réaliser pour pérenniser l'édifice, objets de ce présent contrat:

1 - Une restauration extérieure du transept et du chevet (hors toiture et clocher), comprenant :
- la restauration des parements en pierre du transept nord et sud, des chapelles et du chœur,
- la restauration de la charpente du transept nord et du chœur,
- la réfection de la couverture en tuiles plates de récupération du transept nord, des chapelles nord et sud et du chœur,
- l'installation électrique et éclairage des combles du clocher, du transept et du chœur.

2- Une restauration intérieure de la croisée, du transept nord et de la chapelle nord, à savoir :
- la restauration des enduits de la croisée, du transept nord et de la chapelle nord,
- l'installation électrique et l'éclairage intérieur de la croisée du transept, du transept nord et de la chapelle nord.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BANNOST-VILLEGAGNON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	320 254,14	85,00%
Honoraires	56 515,42	15,00%
Total	376 769,56	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	148 000,00	39,28%
Conseil Départemental 77 -Acquis	111 000,00	29,46%
Commune	117 769,56	31,26%
Total	376 769,56	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	74 000,00 €
2018	44 400,00 €
2019	29 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020394

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COR - EXTENSION DE L'ECOLE COMMUNALE : CREATION DE TROIS SALLES DE CLASSES ET ANNEXES - COMMUNE DE CHARNY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 €	40,00 %	148 000,00 €
	Montant Total de la subvention		148 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHARNY
Adresse administrative : 1 RUE DE L'EGLISE
77410 CHARNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Xavier FERREIRA, Maire

N° SIRET : 21770095400019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Objet du projet : Demande de subvention de la commune de Charny pour la création de trois classes et annexes

Date prévisionnelle de début de projet : 11 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Localisation : 30 km au Nord de Paris
Superficie : 1256,60 ha
Densité : 1 hab/ha
Population : 1246
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
Pourcentage des surfaces urbanisées : 15%
EPCI ; CC Plaines et Monts de France
TIM : le Grand Roissy

SCOT : Hors SCOT
PLU : opposable

Le projet d'aménagement du territoire s'appuie sur la protection du contexte rural et bâti en confortant son rôle de bourg commercial et de service et en diversifiant sa typologie du logement.
Le projet du territoire repose sur trois grands objectifs :
- maîtriser l'évolution démographique en ciblant les secteurs constructibles et en diversifiant l'offre de logements ;
- interdire les constructions sur les sites d'intérêt agricole ou/et d'intérêt paysager ;
- autoriser l'activité artisanale, commerciale ou de service.

Le Conseil municipal a décidé la construction de trois nouvelles classes. Actuellement, les élèves sont installés dans deux classes en préfabriqué. La troisième classe est nécessaire pour l'arrivée d'enfants à compter de la rentrée prochaine justifiée par la construction de logements achevés et en cours d'achèvement à proximité de l'école communale.
Ce projet d'extension est donc prévu pour répondre à l'accueil des futurs élèves.

Description :
Le projet comprend la création de trois salles de classes et de locaux annexes : un hall d'accueil et des sanitaires.
L'ensemble des espaces seront mutualisés pour une cohérence et un fonctionnement optimisé de l'équipement.
Le projet principalement en ossature bois respectera les exigences de la règlementation thermique en vigueur RT 2012.
Le plan en forme de croix juxtapose les trois classes par l'intermédiaire d'un hall d'accueil situé à l'intersection des locaux. Les sanitaires séparés pour filles et garçons sont accessibles depuis le hall et depuis la cour de récréation.
Des espaces de rangement pour le stockage du matériel scolaire et des vestiaires sont prévus dans chacune des classes.
L'apport de lumière naturelle sera favorisée par l'emplacement de baies vitrées.

La qualité environnementale sera visée par :
- la pertinence du choix des matériaux en l'occurrence le bois,
- la performance énergétique : énergie et réduction de l'effet de serre,
- la ventilation naturelle
- la qualité acoustique
- l'économie d'eau
- la gestion des déchets pendant le chantier

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- CHARNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	610 000,00	92,01%
HONORAIRES	53 000,00	7,99%
Total	663 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE-DE-FRANCE	148 000,00	22,32%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 77 (en cours)	111 000,00	16,74%
DETR (en cours)	66 000,00	9,95%
COMMUNE	338 000,00	50,98%
Total	663 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	118 400,00 €
2018	29 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021823

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COR - EXTENSION ET MISE AUX NORMES DE LA MAIRIE ET DE SES ABORDS - COMMUNE DE COULOMMES (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 €	40,00 %	148 000,00 €
	Montant Total de la subvention		148 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COULOMMES
Adresse administrative : MAIRIE
77580 COULOMMES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame FRANCOISE BERNARD, Maire

N° SIRET : 21770130900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Objet du projet : Extension et mise aux normes de la Mairie et de ses abords

Date prévisionnelle de début de projet : 17 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, bureau CSPS -Coordinateur Sécurité Protection Santé), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Superficie : 366,46 ha
Population (Insee 2014) : 413 hab
Densité : 1,1 hab/ha

Entité SDRIF : "Bourg, Village, Hameaux"
% surfaces non urbanisées : 93,52 %
EPCI 2017 : Communauté de Communes du Pays Créçois
TIM : Brie et Deux-Morin / La Vallée de la Marne
SCOT : SCOT du Pays Créçois en cours d'élaboration
PLU approuvé en 2008 et révisé en 2014

En cohérence avec les objectifs du nouveau Contrat Rural, l'opération s'inscrit dans un programme global ayant pour volonté d'améliorer le patrimoine et le cadre de vie de la commune.

L'opération inscrite dans le présent contrat rural porte sur :
- l'extension et la mise aux normes de la mairie et de ses abords

Description :
Le bâtiment de la mairie regroupe l'école au rez-de-chaussée et les bureaux administratifs de la mairie à l'étage. Dans la configuration actuelle du bâti, le bâtiment faisant fonction de mairie et école est devenu trop petit. Les enfants de l'école n'ont pas de salle d'activité à proximité de leur classe, et la mairie, de par sa configuration intérieure, n'est pas accessible aux personnes handicapées.

La mairie envisage donc de procéder à différents travaux pour faire face à ces constats. Elle souhaite ainsi créer une salle multi-activités couverte directement accessible depuis la mairie existante afin de pouvoir être à la fois utilisée par les enfants de l'école, par les employés de la mairie et les habitants de Coulommes. D'un point de vue architectural, cet espace se développe depuis la façade arrière de la mairie au niveau de la cour de récréation actuelle.

Deux escaliers symétriques permettront un accès depuis la salle de classe existante et depuis l'accueil de la mairie. Lorsque ces accès seront fermés, la salle sera totalement indépendante de la mairie-école et pourra être utilisée pour de multiples activités.

Des travaux de remise aux normes seront effectués et permettront à tous les citoyens de se rendre aisément dans les locaux de la mairie.

Des blocs sanitaires dédiés respectivement aux élèves et au public sont aussi prévus.

Afin de rendre accessible les abords de la mairie, la création d'une place de stationnement située à proximité immédiate de l'entrée de la cour de la mairie sera réalisée conformément aux normes PMR.

Enfin, la mairie actuelle sera également mise en valeur par un ravalement afin de se lier à la nouvelle construction.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- COULOMMES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	425 500,00	86,96%
Honoraires	63 825,00	13,04%
Total	489 325,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	148 000,00	30,25%
Conseil Départemental 77 - En cours	111 000,00	22,68%
Etat - DETR - Acquis	132 117,75	27,00%
Commune	98 207,25	20,07%
Total	489 325,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	44 400,00 €
2018	74 000,00 €
2019	29 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Contrats ruraux	135 000,00 €
	Montant total	135 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021995

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COR - CONSTRUCTION D'UN RESTAURANT SCOLAIRE - COMMUNE DE DAMMARTIN SUR TIGEAUX (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 €	40,00 %	148 000,00 €
	Montant Total de la subvention		148 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DAMMARTIN SUR TIGEAUX
Adresse administrative : GRANDE RUE
77163 DAMMARTIN-SUR-TIGEAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur BERNARD LEMOINE, Maire

N° SIRET : 21770154900016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Objet du projet : Construction d'un restaurant scolaire

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Superficie : 904,88 ha
Population (Insee 2014) : 996 hab
Densité : 1,1 hab/ha
Entité SDRIF : "Bourg, Village, Hameaux"
% surfaces non urbanisées : 93,52 %
EPCI 2017 : Communauté de Communes du Pays de Coulommiers
TIM : Brie et Deux-Morin
SCOT : Hors SCOT
PLU approuvé en février 2008

En cohérence avec les objectifs du nouveau Contrat Rural, l'opération s'inscrit dans un programme global ayant pour volonté d'améliorer le patrimoine et le cadre de vie de la commune.

L'opération inscrite dans le présent contrat rural porte sur :
- la construction d'un restaurant scolaire

Description :
L'école est organisée dans le cadre d'un R.P.I. (Regroupement Pédagogique Intercommunal) avec la commune voisine de Tigeaux ; 187 élèves sont pris en charge pour l'année scolaire 2016-2017.

Les élèves scolarisés sur Dammartin-sur-Tigeaux déjeunent actuellement dans le foyer de la Maison du Temps Libre (80 repas sont servis chaque jour).

Ces locaux ne sont plus adaptés, tant du point de vue de l'organisation spatiale et de leurs équipements que de la méthode HACCP qui n'est pas respectée sur précisément quarante-deux points qui concernent l'hygiène, la marche en avant auxquels s'ajoutent des problèmes structurels liés au bâti. La construction du futur restaurant scolaire résoudra cette situation. L'objectif est d'équiper la commune d'un bâtiment qui soit suffisamment dimensionné pour garantir, pour les années à venir, l'accueil d'un effectif qui va croissant en corrélation avec l'évolution démographique du village.

Simultanément, la Maison du Temps Libre deviendra disponible et son usage pourra être davantage consacré aux activités des associations et autres réunions ou manifestations.

L'accès au nouveau bâtiment, d'une surface au sol de 260 m², se fera, via un sas d'entrée, par un hall de 16 m2 qui conduira à la grande salle et aux sanitaires dédies aux visiteurs ; la salle de restauration aura une surface de 120 m2 qui permettra de servir jusque 120 repas ; les locaux réservés au stockage des repas, à leur préparation puis au nettoyage mobiliseront environ 40 m2 ; un espace spécifique, vestiaires et sanitaires, sera réservé au personnel.

Le bâtiment répondra non seulement aux exigences des normes actuelles mais aussi aux normes HQE.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- DAMMARTIN-SUR-TIGEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	502 550,00	100,00%
Total	502 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	148 000,00	29,45%
Conseil Départemental 77 - En cours	111 000,00	22,09%
Etat - DETR - acquis	100 000,00	19,90%
Commune	143 550,00	28,56%
Total	502 550,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €
2018	108 400,00 €
2019	29 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2016	Politique de l'eau-Investissement	608 150,00 €
	Montant total	608 150,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019903

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COR - TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DE L'ECOLE DE SAACY-SUR-MARNE - COMMUNE DE SAACY SUR MARNE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 €	40,00 %	148 000,00 €
	Montant Total de la subvention		148 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAACY SUR MARNE
Adresse administrative : 1 RUE DES ECOLES
77730 SAACY-SUR-MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre-Emmanuel BEGNY, Maire

N° SIRET : 21770397400014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Objet du projet : travaux de réaménagement de l'école de Saacy-sur-Marne

Date prévisionnelle de début de projet : 17 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, bureau CSPS -Coordinateur Sécurité Protection Santé), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Superficie : 1363,54 ha
Population (Insee 2014) : 1795 hab
Densité : 1,3 hab/ha

Entité SDRIF : "Agglomération des pôles de centralité"
% surfaces non urbanisées : 93,47 %
EPCI 2017 : Rural
TIM : Brie et Deux-Morin
SCOT : SMEPA Marne-Ourcq
PLU approuvé en 2006 et en cours de révision depuis juillet 2015

En cohérence avec les objectifs du nouveau Contrat Rural, l'opération s'inscrit dans un programme global ayant pour volonté d'améliorer le patrimoine et le cadre de vie de la commune.

L'opération inscrite dans le présent contrat rural porte sur :
- des travaux de réaménagement de l'école de Saâcy-sur-Marne

Description :

L'accroissement de la population, mesuré et étalé dans le temps, nécessite pour la commune d'adapter ses équipements publics, notamment son école.

Les travaux envisagés porteront sur :
- la mise en accessibilité de l'ensemble du groupe scolaire aux personnes à mobilité réduite
- l'organisation et la rationalisation de chaque groupe de bâtiment
- l'extension et l'aménagement d'espaces supplémentaires pour plus de confort, qui respectera la norme BBC (bâtiment basse consommation). Le chauffage sera électrique compte tenu des faibles consommations projetées.
- L'aménagement d'espaces supplémentaires pour plus de confort d'utilisation et plus de services (création de nouveaux espaces tel qu'une salle de dortoir, séparation des toilettes filles/garçons en primaire).
- le ravalement des façades
- la rénovation ponctuelle de certains espaces (éclairage, électricité, peinture ...)
- les ouvrants (intérieurs et extérieurs) seront mis aux normes accessibilité et incendie,
- enfin, le réfectoire de la cantine sera équipé d'un système de ventilation à double flux.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SAACY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	337 093,00	89,51%
Honoraires	39 493,50	10,49%
Total	376 586,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	148 000,00	39,41%
Conseil Départemental 77	110 000,00	29,29%
Commune	117 586,50	31,31%
Total	375 586,50	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	118 400,00 €
2018	29 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021668

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COR - CREATION D'UNE MICRO-CRECHE - COMMUNE DE SAINT-SIMEON (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	229 604,00 €	40,00 %	91 842,00 €
	Montant Total de la subvention		91 842,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT SIMEON
Adresse administrative : MAIRIE
77169 SAINT-SIMEON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Guy SIMON, Maire

N° SIRET : 21770436000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Objet du projet : Création d'une micro-crèche

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Superficie : 1288,55 ha
Population (Insee 2014) : 895 hab
Densité : 0,7 hab/ha
Entité SDRIF : "Bourg, Village, Hameaux"
% surfaces non urbanisées : 95,32 %
EPCI 2017 : Communauté de Communes des Deux Morins
TIM : Brie et Deux-Morin
SCOT : hors SCOT
PLU en cours d'élaboration depuis novembre 2004

En cohérence avec les objectifs du nouveau Contrat Rural, l'opération s'inscrit dans un programme global ayant pour volonté d'améliorer le patrimoine et le cadre de vie de la commune.

L'opération inscrite dans le présent contrat rural porte sur la :
- Création d'une micro-crèche

Description :

Le projet concerne le réaménagement du rez-de-chaussée d'un bâtiment à R+1 en forme de "L" à usage de café-restaurant et dancing. Cette construction vétuste et abandonnée depuis longtemps sera restructurée d'une part, au niveau du rez-de-chaussée, d'un aménagement à destination d'une micro-crèche avec un accès public et un accès de service indépendant, objet de ce contrat, et d'autre part, d'un aménagement à l'étage de 3 logements communaux privatifs avec accès indépendant (hors contrat rural).

L'implantation d'une micro-crèche permettra de pallier le manque de structure d'accueil de petite enfance dans cette partie de territoire rural.

Le projet de micro-crèche comportera :
- un accès public depuis la place et ses stationnements,
- un accès de service s'ouvrant également sur la rue pour les livraisons de l'office-biberonnerie,
- des locaux de vie des enfants orientés essentiellement sur ce jardin à l'Est,
- des locaux de services et administratifs orientés sur la rue au Nord et la cour au Sud,
- un jardin clos à l'Est, doté d'un portail sur rue pour l'entretien des parties végétalisées.

Pour un total de 144 m² environ.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SAINT-SIMEON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	376 847,00	87,72%
Honoraires	52 757,00	12,28%
Total	429 604,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	91 842,00	21,38%
Conseil Départemental 77 - en cours	68 881,00	16,03%
CAF - acquis	130 000,00	30,26%
MSA - acquis	10 000,00	2,33%
Commune	128 881,00	30,00%
Total	429 604,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	18 368,00 €
2018	55 106,00 €
2019	18 368,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022383

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COR - CONSTRUCTION DE DEUX ATELIERS PERISCOLAIRES - COMMUNE DE TANCROU (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 €	40,00 %	148 000,00 €
	Montant Total de la subvention		148 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TANCROU
Adresse administrative : MAIRIE
77440 TANCROU
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian TRONCHE, Maire

N° SIRET : 21770460000014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Objet du projet : TANCROU - Action unique: Construction de deux ateliers Périscolaires

Date prévisionnelle de début de projet : 17 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, bureau CSPS -Coordinateur Sécurité Protection Santé), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Superficie : 1222,91 ha
Population (Insee 2014) : 366 hab
Densité : 0,3 hab/ha

Entité SDRIF : "Bourg, Village, Hameaux"
% surfaces non urbanisées : 97,99 %
EPCI 2017 : Communauté de Communes du Pays de l'Ourcq
TIM : Brie et Deux-Morin
SCOT : SMEPA Marne Ourcq
PLU approuvé en 2004 et en révision depuis 2015

En cohérence avec les objectifs du nouveau Contrat Rural, l'opération s'inscrit dans un programme global ayant pour volonté d'améliorer le patrimoine et le cadre de vie de la commune.

L'opération inscrite dans le présent contrat rural porte sur :
- la construction de deux ateliers périscolaires

Description :
Ce Contrat Rural doit permettre à la commune de poursuivre son action afin d'améliorer tant la qualité, que l'usage de ses équipements de proximité. La municipalité se doit de répondre aux besoins nouvellement créés et pour ce faire, elle envisage des investissements pour son école située au coeur du bourg.
La population scolaire actuelle est composée de 142 enfants sur le périmètre du Syndicat Intercommunal de Regroupement Pédagogique (S.I.R.P.). La prévision d'une augmentation due à l'arrivée d'une nouvelle génération et à l'arrivée de nouveaux ménages, va engender un afflux d'enfants à scolariser. La situation actuelle de répartition des élèves, notamment des maternelles, la recherche d'optimisation du ramassage scolaire, la mise en place des nouveaux rythmes scolaires, les parents de plus en plus nombreux à travailler impliquent de nouveaux besoins et notamment en terme d'accueil périscolaire.
Dans le cadre de leur politique d'évolution et de maintien de la scolarité dans les villages, les communes, accompagnées par le S.I.R.P. prévoient de nouveaux bâtiments et l'optimisation de ceux dèjà mis à leur disposition.
C'est ainsi que la commune de TANCROU souhaite répondre aux nouveaux besoins des Temps d'Activités Périsciolaire (T.A.P.) par la construction de deux ateliers périscolaires. Ce projet se situe en prolongement de la salle polyvalente existante, ainsi cette salle et ses sanitaires seront mis à la disposition des enfants. Le principe de mutalisation est une fois encore mis au service du S.I.R.P. et des élèves.
L'accès par l'arrière vers la cour de l'école actuelle est un atout supplémentaire.
Dans le cadre de ce nouveau contrat rural, la commune poursuit ses avancées en terme de qualité de services à la population, mais également en terme d'accessibilité.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- TANCROU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	390 043,48	86,96%
Honoraires	58 506,52	13,04%
Total	448 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	148 000,00	33,00%
Conseil Départemental 77 - En cours	110 000,00	24,52%
Etat - DETR - Acquis	98 681,00	22,00%
Commune	91 869,00	20,48%
Total	448 550,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	29 600,00 €
2018	88 800,00 €
2019	29 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022092

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COR - REHABILITATION DE L'ANCIENNE MAIRIE-ECOLE EN LOGEMENTS - GAILLON SUR MONTCIENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 €	40,00 %	148 000,00 €
	Montant Total de la subvention		148 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GAILLON SUR MONTCIENT
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE
78250 GAILLON-SUR-MONTCIENT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Luc GRIS, Maire

N° SIRET : 21780261000014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 17 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : « Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Superficie 49,8 km²
Population (INSEE 2014) 679
Entité SDRIF "Agglomération centrale"
% Surfaces non urbanisés 81%
EPCI Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise

TIM Vexin Français et Vallée Aval de la Seine
SCOT hors SCOT
PLU en cours d'élaboration

Après un examen approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence avec le document d'urbanisme local en vigueur, il apparait prioritaire de conforter l'offre d'équipements et en particulier l'offre de logements et d'améliorer le cadre de vie au travers de l'opération suivante :
- Réaménagement de l'ancienne mairie-école en logements : le coût est estimé à 374 000 € HT, plafonné à 370 000 € HT.

Description :
L'ancienne mairie-école est aujourd'hui inutilisée et la commune souhaite tranformer ce bâtiment en six logements.
L'objectif étant de permettre un parcours résidentiel pour des habitants désirant rester sur la commune et ne trouvant pas de logements disponibles ou à des prix correspondant à leurs possiblités (le public ciblé principalement étant les jeunes et les personnes âgés).

Le projet concerne la réhabilitation de l'ancienne mairie-école en six logements.
Les travaux comprennent principalement :
- des travaux de gros oeuvre (démolition resconstruction de murs, de rampe PMR, démolition de cloisenement intérieur, remise à dimension des menuiseries extérieures,
- des travaux de second oeuvre (cloisonnement intérieur, doublage, isolation, faux plafonds, fourniture et pose menuiseries intérieures et extérieures, travaux de plomberie et sanitaire, refection complète de l'électricité, travaux de chauffage VMC, réfection des sols et peintures,
- des travaux d'aménagements extérieurs.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- GAILLON-SUR-MONTCIENT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	320 000,00	85,56%
HONORAIRES	54 000,00	14,44%
Total	374 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	148 000,00	39,57%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 78 - En cours	111 000,00	29,68%
COMMUNE	115 000,00	30,75%
Total	374 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	44 400,00 €
2018	74 000,00 €
2019	29 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019438

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COR REAMENAGEMENT DE LA MAIRIE - VILLETTE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	145 226,00 €	40,00 %	58 090,00 €
	Montant Total de la subvention		58 090,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLETTE
Adresse administrative : RUE DE L'EGLISE
78930 VILLETTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre JEAN, Maire

N° SIRET : 21780677700017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Objet du projet : Demande de subvention de la Commune de Villette pour 3 opérations.

Date prévisionnelle de début de projet : 5 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : « Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Superficie 436,75 km²
Population (INSEE 2014) 529
Entité SDRIF "Bourg, Village, Hameaux"
% Surfaces non urbanisés 87,07%

EPCI Communauté de Communes du Pays Houdanais
TIM Vallée aval de la Seine
SCOT hors SCOT
PLU approuvé depuis le 8 avril 2014

Après un examen approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence avec le document d'urbanisme local en vigueur, il apparait prioritaire de conforter l'offre d'équipements publics et d'améliorer le cadre de vie au travers des opérations suivantes :
- Réaménagement de la mairie,
- Aménagement de l'esplanade,
- Réfection du cimetière.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- Réaménagement de la mairie : le coût est estimé à 145 226 € HT, plafonné à 135 000 € HT,
- Aménagement de l'esplanade : le coût est estimé à 182 368 € HT, plafonné à 173 000 € HT,
- Réfection du cimetière : le coût est estimé à 65 000 € HT, plafonné à 62 000 € HT.

Description :
La réception de la mairie se situe actuellement à l'étage. Pour répondre à la loi sur l'accessibilité des bâtiments publics, la présente opération consistera à un réaménagement et une mise aux normes de la mairie. Ainsi, est-il prévu de réaliser un nouvel accès intérieur, dans la salle polyvalente située au rez-de-chaussée de la mairie, afin de ne pas dénaturer la façade de l'édifice et de conserver l'accès existant.

Intérêt régional : Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n° 17004826.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	128 000,00	88,14%
HONORAIRES	17 226,00	11,86%
Total	145 226,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	58 090,00	40,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 78 - en cours	43 568,00	30,00%
COMMUNE	43 568,00	30,00%
Total	145 226,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 000,00 €
2018	43 090,00 €
2019	11 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004826

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COR AMENAGEMENT DE L'ESPLANADE - VILLETTE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	182 368,00 €	40,00 %	72 947,00 €
	Montant Total de la subvention		72 947,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLETTE
Adresse administrative : RUE DE L'EGLISE
78930 VILLETTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre JEAN, Maire

N° SIRET : 21780677700017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Objet du projet : Demande de subvention de la Commune de Villette pour 3 opérations.

Date prévisionnelle de début de projet : 5 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : « Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Superficie 436,75 km²
Population (INSEE 2014) 529
Entité SDRIF "Bourg, Village, Hameaux"
% Surfaces non urbanisés 87,07%

EPCI Communauté de Communes du Pays Houdanais
TIM Vallée aval de la Seine
SCOT hors SCOT
PLU approuvé depuis le 8 avril 2014

Après un examen approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence avec le document d'urbanisme local en vigueur, il apparait prioritaire de conforter l'offre d'équipements publics et d'améliorer le cadre de vie au travers des opérations suivantes :
- Réaménagement de la mairie,
- Aménagement de l'esplanade,
- Réfection du cimetière.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- Réaménagement de la mairie : le coût est estimé à 145 226 € HT, plafonné à 135 000 € HT,
- Aménagement de l'esplanade : le coût est estimé à 182 368 € HT, plafonné à 173 000 € HT,
- Réfection du cimetière : le coût est estimé à 65 000 € HT, plafonné à 62 000 € HT.

Description :
La commune souhaite que l'esplanade de la mairie retrouve tout son rôle dans l'animation du centre-village et qu'elle soit un lieu de rencontre et de convivialité.
Il s'agit de l'aménager afin de permettre aux nombreux promeneurs et randonneurs habitués du GR11 de pouvoir y faire étape et mettre en valeur la Vaucouleurs longeant l'esplanade.
Un chemin piétonnier sera également réalisé permettant aux enfants de l'école de se rendre en toute sécurité à la station bus, à l'école et au centre de loisirs.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	172 000,00	94,31%
HONORAIRES	10 368,00	5,69%
Total	182 368,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	72 947,00	40,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 78 - en cours	54 710,00	30,00%
COMMUNE	54 711,00	30,00%
Total	182 368,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	58 000,00 €
2018	14 947,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004827

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COR REFECTION DU CIMETIERE - VILLETTE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	25 000,00 €	40,00 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLETTE
Adresse administrative : RUE DE L'EGLISE
78930 VILLETTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre JEAN, Maire

N° SIRET : 21780677700017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Objet du projet : Demande de subvention de la Commune de Villette pour 3 opérations.

Date prévisionnelle de début de projet : 17 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 25 février 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Superficie 436,75 km²
Population (INSEE 2014) 529
Entité SDRIF "Bourg, Village, Hameaux"
% Surfaces non urbanisés 87,07%
EPCI Communauté de Communes du Pays Houdanais
TIM Vallée aval de la Seine
SCOT hors SCOT
PLU approuvé depuis le 8 avril 2014

Après un examen approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence

avec le document d'urbanisme local en vigueur, il apparait prioritaire de conforter l'offre d'équipements publics et d'améliorer le cadre de vie au travers des opérations suivantes :
- Réaménagement de la mairie,
- Aménagement de l'esplanade,
- Réfection du cimetière.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- Réaménagement de la mairie : le coût est estimé à 145 226 € HT, plafonné à 135 000 € HT,
- Aménagement de l'esplanade : le coût est estimé à 182 368 € HT, plafonné à 173 000 € HT,
- Réfection du cimetière : le coût est estimé à 65 000 € HT, plafonné à 62 000 € HT.

Description :
Le mur du cimetière a déjà fait l'objet d'une restauration sur sa partie extérieure (réfection des joints et mise en place d'un chaperon) lors d'un précédent contrat rural. Il convient désormais de compléter cette restauration par le traitement à l'identique du mur intérieur. L'allée centrale étant détériorée, les affaissements latéraux nécessiteront également une réfection.

Intérêt régional : Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n° 17004826.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	25 000,00	100,00%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	10 000,00	40,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 78 - en cours	7 500,00	30,00%
COMMUNE	7 500,00	30,00%
Total	25 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 000,00 €
2018	2 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020581

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COR - REHABILITATION ET EXTENSION DE LA MAISON GEORGES POUR Y IMPLANTER LA BIBLIOTHEQUE ET UNE SALLE POLYVALENTE - LES ALLUETS LE ROI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	214 600,00 €	40,00 %	85 840,00 €
	Montant Total de la subvention		85 840,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES ALLUETS LE ROI
Adresse administrative : MAIRIE
78580 LES ALLUETS-LE-ROI
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre GAUTIER, Maire

N° SIRET : 21780010100016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 5017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Superficie 748,42 km²
Population (INSEE 2014) 1 237
Entité SDRIF "Bourg, Village, Hameaux"
% Surfaces non urbanisés 86,11 %
EPCI Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise
TIM Confluence Seine-Oise
SCOT hors SCOT
PLU approuvé depuis le 25 avril 2014

Après un examen approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence avec le document d'urbanisme local en vigueur et le PADD, il apparait prioritaire de conforter les espaces

publics, de préserver le patrimoine bâti remarquable, de maintenir les commerces et enfin de rendre paisible la circulation. C'est pourquoi, la commune souhaite inscrire à son futur contrat rural les opérations suivantes :
- Réhabilitation du corps de garde,
- Réhabilitation et extension de la maison de Georges,
- Aménagements extérieurs.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- Réhabilitation du corps de garde : le coût est estimé à 58 454 € HT, plafonné à 18 500 € HT,
- Réhabilitation et extension de la maison de Georges : le coût est estimé à 803 075 € HT, plafonné à 214 600 € HT,
- Aménagements extérieurs : le coût est estimé à 506 140 € HT, plafonné à 136 900 € HT.

Description :
La réhabilitation de la "maison de Georges" consiste en une extension du bâtiment sur un niveau, pour en faire une salle à usage polyvalent (espace médiathèque, foyer pour associations sportives, salle d'exposition), comprenant un petit coin cuisine et des sanitaires. L'architecture se doit d'être aérée, afin de permettre à la lumière d'entrer pleinement dans le bâtiment. A noter, le transformateur existant devra être intégré au bâtiment.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- LES ALLUETS-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	803 075,00	100,00%
Total	803 075,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	85 840,00	10,69%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 78 - En cours	64 380,00	8,02%
COMMUNE	652 855,00	81,29%
Total	803 075,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	34 336,00 €
2018	34 336,00 €
2019	17 168,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009116

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COR - REHABILITATION DU CORPS DE GARDE - LES ALLUETS LE ROI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	18 500,00 €	40,00 %	7 400,00 €
	Montant Total de la subvention		7 400,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES ALLUETS LE ROI
Adresse administrative : MAIRIE
78580 LES ALLUETS-LE-ROI
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre GAUTIER, Maire

N° SIRET : 21780010100016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Superficie 748,42 km²
Population (INSEE 2014) 1 237
Entité SDRIF "Bourg, Village, Hameaux"
% Surfaces non urbanisés 86,11 %
EPCI Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise
TIM Confluence Seine-Oise
SCOT hors SCOT
PLU approuvé depuis le 25 avril 2014

Après un examen approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence avec le document d'urbanisme local en vigueur et le PADD, il apparait prioritaire de conforter les espaces publics, de préserver le patrimoine bâti remarquable, de maintenir les commerces et enfin de rendre

paisible la circulation. C'est pourquoi, la commune souhaite inscrire à son futur contrat rural les opérations suivantes :
- Réhabilitation du corps de garde,
- Réhabilitation et extension de la maison de Georges,
- Aménagements extérieurs.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- Réhabilitation du corps de garde : le coût est estimé à 58 454 € HT, plafonné à 18 500 € HT,
- Réhabilitation et extension de la maison de Georges : le coût est estimé à 803 075 € HT, plafonné à 214 600 € HT,
- Aménagements extérieurs : le coût est estimé à 506 140 € HT, plafonné à 136 900 € HT.

Description :
Le Corps de garde est réhabilité et aménagé en espace ouvert au public.

Intérêt régional : Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n° EX020581

Localisation géographique :
- LES ALLUETS-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	58 454,00	100,00%
Total	58 454,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	7 400,00	12,66%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 78 - En cours	5 550,00	9,49%
COMMUNE	45 504,00	77,85%
Total	58 454,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 960,00 €
2018	2 960,00 €
2019	1 480,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009117

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COR - AMENAGEMENTS EXTERIEURS - LES ALLUETS LE ROI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	136 900,00 €	40,00 %	54 760,00 €
	Montant Total de la subvention		54 760,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES ALLUETS LE ROI
Adresse administrative : MAIRIE
78580 LES ALLUETS-LE-ROI
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre GAUTIER, Maire

N° SIRET : 21780010100016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Superficie 748,42 km²
Population (INSEE 2014) 1 237
Entité SDRIF "Bourg, Village, Hameaux"
% Surfaces non urbanisés 86,11 %
EPCI Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise
TIM Confluence Seine-Oise
SCOT hors SCOT
PLU approuvé depuis le 25 avril 2014

Après un examen approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence avec le document d'urbanisme local en vigueur et le PADD, il apparait prioritaire de conforter les espaces publics, de préserver le patrimoine bâti remarquable, de maintenir les commerces et enfin de rendre

paisible la circulation. C'est pourquoi, la commune souhaite inscrire à son futur contrat rural les opérations suivantes :
- Réhabilitation du corps de garde,
- Réhabilitation et extension de la maison de Georges,
- Aménagements extérieurs.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- Réhabilitation du corps de garde : le coût est estimé à 58 454 € HT, plafonné à 18 500 € HT,
- Réhabilitation et extension de la maison de Georges : le coût est estimé à 803 075 € HT, plafonné à 214 600 € HT,
- Aménagements extérieurs : le coût est estimé à 506 140 € HT, plafonné à 136 900 € HT.

Description :
Il s'agit de créer :

· un espace public à dominante végétale au nord-ouest de la place, avec conservation des murs existants le long des voies en guise de protection phonique et réalisation d'un murvégétal sur la façade sud-est de la mairie,

- un espace public plus ouvert, vivant et urbain sur le reste de la place, profitant de l'espace laissé par les anciens bâtiments qui ont été démolis. Des bancs pourront agrémenter cet espace, en utilisant la base des murs démolis

Intérêt régional : Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n° EX020581

Localisation géographique :
- LES ALLUETS-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	506 140,00	100,00%
Total	506 140,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	54 760,00	10,82%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 78 - En cours	41 070,00	8,11%
COMMUNE	410 310,00	81,07%
Total	506 140,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	21 904,00 €
2018	21 904,00 €
2019	10 952,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021658

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COR EXTENSION DE L'ECOLE POUR AMENAGER UNE CLASSE SUPPLEMENTAIRE - COMMUNE DE VIDELLES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	234 000,00 €	40,00 %	93 600,00 €
	Montant Total de la subvention		93 600,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VIDELLES
Adresse administrative : RUE DE LA CROIX BOISSIE
91890 VIDELLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard LANDOLFI, Maire

N° SIRET : 21910654900013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Objet du projet : EXTENSION DE L'ECOLE POUR AMENAGER UNE CLASSE SUPPLEMENTAIRE

Date prévisionnelle de début de projet : 24 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : « Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Superficie 877,83 ha
Population 610 habitants en 2014
Entité SDRIF Bourgs, villages et hameaux

% Surfaces non urbanisés 6,46%
EPCI Communauté de communes des Deux Vallées
TIM Gâtinais français
SCOT Hors SCOT
PLU PLU en élaboration

Après un examen approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence avec le document d'urbanisme local en vigueur, il apparait prioritaire de protéger l'environnement , demeurer une commune rurale et agricole, maintenir un faible taux de croissance mais suffisant pour maintenir l'école, améliorer le cadre de vie tout en maintenant un faible niveau d'imposition, au travers des opérations suivantes :
- Extension de l'école pour aménager une classe supplémentaire et un bureau de poste,
- Réaménagement et remise aux normes de la mairie, de l'école et du préau.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- Extension de l'école pour aménager une classe supplémentaire et un bureau de poste : le coût est estimé à 271 346,83 € HT, plafonné à 234 000 € HT,
- Réaménagement et remise aux normes de la mairie, de l'école et du préau : le coût est estimé à 157 000 € HT, plafonné à 136 000 € HT.

Description :
La commune souhaite réaliser le regroupement de la classe du haut (classe à triple section), située à l'entrée du village, avec la classe du bas située au centre de la commune et attenante à la mairie.
Les garderies, les repas et les activités diverses sont effectuées dans la salle des fêtes attenante à la mairie.
Le regroupement des deux classes permettrait d'éviter ces déplacements et l'isolement de l'institutrice des plus jeunes enfants.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	234 131,60	86,28%
HONORAIRES	37 215,23	13,72%
Total	271 346,83	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE-DE-FRANCE	93 600,00	34,49%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 91 - En cours	70 200,00	25,87%
COMMUNE	107 546,83	39,63%
Total	271 346,83	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	74 880,00 €
2018	18 720,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Politique de l'eau-Investissement	14 000,00 €
	Montant total	14 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009101

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COR REAMENAGEMENT ET REMISE AUX NORMES DE LA MAIRIE, DE L'ECOLE ET DU PREAU - COMMUNE DE VIDELLES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	136 000,00 €	40,00 %	54 400,00 €
	Montant Total de la subvention		54 400,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VIDELLES
Adresse administrative : RUE DE LA CROIX BOISSIE
91890 VIDELLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard LANDOLFI, Maire

N° SIRET : 21910654900013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Objet du projet : EXTENSION DE L'ECOLE POUR AMENAGER UNE CLASSE SUPPLEMENTAIRE ET UN BUREAU DE POSTE

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Superficie 877,83 ha
Population 610 habitants en 2014
Entité SDRIF Bourgs, villages et hameaux
% Surfaces non urbanisés 6,46%
EPCI Communauté de communes des Deux Vallées
TIM Gâtinais français
SCOT Hors SCOT
PLU PLU en élaboration

Après un examen approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence avec le document d'urbanisme local en vigueur, il apparait prioritaire de protéger l'environnement , demeurer une commune rurale et agricole, maintenir un faible taux de croissance mais suffisant pour maintenir l'école, améliorer le cadre de vie tout en maintenant un faible niveau d'imposition, au travers des opérations suivantes :
- Extension de l'école pour aménager une classe supplémentaire et un bureau de poste,
- Réaménagement et remise aux normes de la mairie, de l'école et du préau.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- Extension de l'école pour aménager une classe supplémentaire et un bureau de poste : le coût est estimé à 271 346,83 € HT, plafonné à 234 000 € HT,
- Réaménagement et remise aux normes de la mairie, de l'école et du préau : le coût est estimé à 157 000 € HT, plafonné à 136 000 € HT.

Description :
La commune souhaite réaliser l'accessibilité et la réhabilitation de la mairie et de la classe existante (chauffage, électricité, peintures, aménagements, sanitaires, fenêtres et portes, isolation, sols, vestiaire).
Le préau doit être aménagé afin que les enfants puissent y pratiquer le sport et les arts plastiques ; en effet, ces activités sont pratiquées actuellement dans la salle du conseil municipal de la mairie.
Le muret du préau sera donc prolongésur la deuxième travée ; les travées seront fermées par des panneaux vitrés renforcés coulisants.

Intérêt régional : Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n°EX021658.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	157 500,00	100,00%
Total	157 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE-DE-FRANCE	54 400,00	34,54%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 91 - En cours	40 800,00	25,90%
COMMUNE	62 300,00	39,56%
Total	157 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	43 520,00 €
2018	5 440,00 €
2019	5 440,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Politique de l'eau-Investissement	14 000,00 €
	Montant total	14 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021443

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COR – RESTAURATION DE L'EGLISE SAINT JEAN-BAPTISTE – COMMUNE DE BOUQUEVAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 €	40,00 %	148 000,00 €
	Montant Total de la subvention		148 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOUQUEVAL
Adresse administrative : PL EUGENE SUE
95720 BOUQUEVAL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Francis MALLARD, Maire

N° SIRET : 21950094900017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Objet du projet : Restauration générale de l'église Saint Jean-Baptiste

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Localisation : 20 km au Nord de Paris, proche de l'aéroport Paris Charles-de-Gaulle
Superficie : 282,30 ha
Densité : 1,1 hab/ha
Population : 319
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
Pourcentage des surfaces urbanisées : 8%
EPCI ; CA Roissy Pays-de-France
TIM : le Grand Paris
SCOT : Roissy Roissy-Pays de France en élaboration

PLU : en élaboration

Le projet d'aménagement et de développement durable du territoire communal s'organise selon les quatre objectifs suivants :
- renforcer le niveau d'équipements du territoire
- prendre en compte les nuisances du plan d'exposition au bruit
- valoriser le territoire naturel
- favoriser l'implantation de nouvelles activités sur le territoire

Le projet porte sur la restauration de l'église Saint Jean-Baptiste qui se trouve en plein cœur du village. Un diagnostic a été réalisé sur l'édifice pour :
- définir la nature des interventions
- définir le programme des travaux pour préserver l'intégrité du monument patrimonial
- assurer un bon fonctionnement de l'édifice
- assurer un maximum de garanties de sécurité suivant la règlementation applicable pour les édifices recevant du public conformément aux normes d'accessibilité PMR.

Compte tenu des risques pour le public, la consolidation de l'édifice est prioritaire afin de :
- recentrer les charges et de rétablir un équilibre statique
- rendre aux maçonneries leur cohérence
- augmenter la résistance des éléments structurels fortement sollicités.

Description :
Programmation de consolidation et de restauration ; récapitulatif de travaux à entreprendre :
- nettoyage, dépose et démolition
- ouvrages de terrassement (réalisation de tranchées pour le raccordement des eaux usées et des eaux vannes ; compactage et remise en état de revêtement de sol)
- ouvrages de maçonnerie de moellons (reprise des fissures, déposes, reposes de moellons pour reprise des maçonneries disloquées et/ou fragilisées)
- ouvrages de maçonneries en pierre de taille (restauration des bases des colonnes, encadrement de la porte de secours…)
- restauration de l'emmarchement à l'entrée de l'église, de revêtement de sol
- ouvrages de béton (réalisation d'une rampe d'accès, réalisation de dalles…)
- reprise en sous-œuvre du mur du chevet
- consolidation du clocher
- remplacement des éléments défectueux de la charpente
- ouvrages de révision des couvertures en ardoise et des couvertures en tuile
- ouvrages d'évacuation des eaux pluviales
- fourniture et pose d'installation parafoudre
- restauration des menuiseries
- pose de protections grillagées pour les vitraux et le clocher

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BOUQUEVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	460 213,96	100,00%
Total	460 213,96	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE-DE-FRANCE	148 000,00	32,16%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 95 - En cours	111 000,00	24,12%
CONSEIL COMMUNAUTAIRE- En cours	46 021,41	10,00%
COMMUNE	155 192,55	33,72%
Total	460 213,96	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	39 466,66 €
2018	39 466,67 €
2019	39 466,67 €
2020	29 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021625

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COR - AMENAGEMENT D'UNE GRANGE EN LOCAUX MULTISERVICES - LA CHAPELLE-EN-VEXIN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	220 110,10 €	40,00 %	88 044,04 €
	Montant Total de la subvention		88 044,04 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA CHAPELLE EN VEXIN
Adresse administrative : 3 RUE DE MONTREUIL
95420 LA CHAPELLE-EN-VEXIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Joël PILLON, Maire

N° SIRET : 21950139200019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Objet du projet : Equipements publics locaux multiservices : restaurant scolaire, ateliers municipaux

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Superficie : 368,19 hectares
Population (insee 2014) : 331 habitants
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
Surfaces non urbanisés : 93%
TIM : Vexin français
SCOT : hors SCOT
PLU approuvé le 26/06/2012

Après un examen approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence

avec le document d'urbanisme local en vigueur, il apparait prioritaire de conforter l'offre d'équipements publics et d'améliorer le cadre de vie au travers des opérations suivantes :
- l'aménagement d'une grange en locaux multiservices : un restaurant scolaire, ses annexes techniques et des locaux périscolaires
- la construction des ateliers municipaux incluant une chaufferie biomasse, ainsi que l'aménagement de ses abords

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- Aménagement d'une grange en locaux multiservices : le coût est estimé à 220 111,10 € HT,
- Construction des ateliers municipaux incluant une chaufferie biomasse ainsi que l'aménagement de ses abords : le coût est estimé à 189 018,50 € HT, plafonné à
149 888,90 € HT.

Description :
Le bâtiment est un ancien corps de ferme, situé en coeur de village, desservi par la Rue des Tilleuls et situé en contre-haut de l'impasse de Riancourt. Il est situé dans le secteur UA du PLU communal.

Dans le cadre du présent dossier de demande de subventions, le niveau du rez-de-chaussée sera aménagé en locaux multi-services accueillant le restaurant scolaire et ses annexes techniques, ainsi que les locaux périscolaires de la commune. Cette mutualisation des locaux sera valorisée par des zones de rangement intégrées, permettant ainsi une économie importante en termes de surfaces et de fonctionnalités.

Le niveau R+1 sera dédié à la réalisation de logements PLAI et fait l'objet d'un dossier de demande de subventions séparé.

L'ensemble des locaux constituant le restaurant scolaire et les locaux périscolaires seront accessibles aux personnes handicapées.

Surfaces des locaux du restaurant scolaire et des locaux périscolaires :
- Dégagement, 10,30 m2
- Sanitaires maternelle, primaire et adulte, 17,00 m2
- Salle multi-fonctionnelle, 132,90 m2
- Préau 34,50 m2

Locaux techniques :
- Vestiaires / sanitaires, 11,30 m2
- Décartonnage et Office de réchauffage, 21,30 m2
- Plonge et Local Poubelles 10,35 m2
pour une surface totale de 237,65 m2

Salle de restauration
Deux services seront proposés afin de différencier les activités maternelles des activités primaires.
Tous les enfants seront servis à table par le personnel de cantine sur tables de 6 et 8 places.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LA CHAPELLE-EN-VEXIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	220 111,10	100,00%
Total	220 111,10	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	88 044,04	40,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 95 - En cours	66 033,33	30,00%
COMMUNE	66 032,73	30,00%
Total	220 110,10	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 000,00 €
2018	78 000,00 €
2020	8 044,04 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008895

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COR - ATELIERS MUNICIPAUX, ABORDS ET FACADES - LA CHAPELLE-EN-VEXIN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	149 888,90 €	40,00 %	59 955,56 €
	Montant Total de la subvention		59 955,56 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA CHAPELLE EN VEXIN
Adresse administrative : 3 RUE DE MONTREUIL
95420 LA CHAPELLE-EN-VEXIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Joël PILLON, Maire

N° SIRET : 21950139200019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Objet du projet : Contruction de ateliers municipaux incluant une chaufferie biomasse et l'aménagement de leurs abords.

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Superficie : 368,19 hectares
Population (insee 2014) : 331 habitants
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
Surfaces non urbanisés : 93%
TIM : Vexin français
SCOT : hors SCOT
PLU approuvé le 26/06/2012

Après un examen approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence

avec le document d'urbanisme local en vigueur, il apparait prioritaire de conforter l'offre d'équipements publics et d'améliorer le cadre de vie au travers des opérations suivantes :
- l'aménagement d'une grange en locaux multiservices : un restaurant scolaire, ses annexes techniques et des locaux périscolaires
- la construction des ateliers municipaux incluant une chaufferie biomasse, ainsi que l'aménagement de ses abords

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- Aménagement d'une grange en locaux multiservices : le coût est estimé à 220 111,10 € HT,
- Construction des ateliers municipaux incluant une chaufferie biomasse ainsi que l'aménagement de ses abords : le coût est estimé à 189 018,50 € HT, plafonné à
149 888,90 € HT.

Description :
La commune possède actuellement un seul lieu stockage pour les matériels et matériaux nécessaires aux activités et à l'entretien de la commune. Trop exigus et très vétustes, ils ne permettent pas un stockage pertinent et ne satisfont pas aux besoins sans cesse croissants de la commune.

La construction de nouveaux locaux permettra une organisation rationnelle des espaces ; Le travail des employés municipaux en sera ainsi fortement facilité et les dégradations des matériels et matériaux, dues aux mauvaises conditions d'entreposage, seront éradiquées. Cette nouvelle implantation, permettra un accès indépendant depuis les espaces communs distribuant le bâtiment et la cour de stockage, par l'intermédiaire d'un large portail, isolant ainsi de toute gêne et tous risques les autres usagers du site.

Surfaces des locaux du garage des véhicules et matériels :
- Atelier d'entretien et de réparation : 46,80 m²
- Bureau : 10,10 m²
- Vestiaires/ sanitaires : 4,30 m²
- Local de stockage : 45,30 m²
- Local technique : 12,20 m²
pour une surface totale de 118,70 m²

Accès et évacuation : l'accès aux ateliers communaux se fera directement à rez-de-jardin depuis les voies publiques.
Aménagement des abords et restauration partielle des façades : les espaces extérieurs seront aménagés simplement, dans l'esprit du corps de ferme d'origine.
Depuis la rue des Tilleuls, une voie d'accès dessert l'ensemble du site ; elle sera réalisée en enrobés noirs. Le profil en long sera au maximum de 5% et le profil en travers sera sans dévers (Inférieur à 2%).
La cour commune sera un véritable lieu de rencontre, de partage et de convivialité, propice à tisser un lien social entre les différents usagers du site.
Des trottoirs minéraux le long des bâtiments, permettront de développer l'intimité, les accès protégés ainsi qu'une respiration des volumes bâtis à Rez-de-chaussée.
Une aire de stationnement de 8 places sera réalisée pour les besoins de la future mairie, ainsi que pour le personnel du restaurant scolaire (bâtiment 3), plus une place réservée aux personnes à mobilité réduite implantée en pignon du bâtiment 4 ; ces ouvrages font l'objet d'un dossier de demande de subventions au titre de la DETR 2016.
Les branchements concessionnaires des différents réseaux (EU, EV, EDF, EAU, FT …) sont partiellement existants et seront complétés en fonction de la nature des aménagements réalisés dans les bâtiments.
La voie d'accès et la cour de service des ateliers communaux seront réalisées en enrobés noirs.
Les murs de soutènement seront réalisés en voiles BA enduits.
La réfection partielle des façades permettra d'homogénéiser les façades existantes ; elles seront traitées en pierres de pays rejointoyées à pierres vues.
Les espaces engazonnés seront traités en « gazon prairie fleuri », plus rustiques et plus adaptés au

milieu rural et ne nécessitant pas d'entretien contraignant.

Intérêt régional : Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS EX021625.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- LA CHAPELLE-EN-VEXIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	189 018,50	100,00%
Total	189 018,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE DE FRANCE	59 955,56	31,72%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 95 - En cours	44 966,67	23,79%
COMMUNE	84 096,27	44,49%
Total	189 018,50	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 000,00 €
2018	50 000,00 €
2019	8 955,56 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021391

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COR - AMENAGMENT PAYSAGER DES ABORDS DE L'ECOLE ET DU FOYER RURAL - VETHEUIL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	296 390,00 €	40,00 %	118 556,00 €
	Montant Total de la subvention		118 556,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VETHEUIL
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE
95510 VETHEUIL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Dominique HERPIN-POULENAT, Maire

N° SIRET : 21950651600018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Objet du projet : Aménagement paysager des abords de l'école et du foyer rural place Jean Moulin

Date prévisionnelle de début de projet : 16 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : « Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Superficie en ha : 439,19
Population (insee 2014) : 849 habitants
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux

% Surfaces non urbanisés : 79%
TIM : Vexin français
SCOT : hors SCOT
PLU modifié le 22/12/2014

Après un examen approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence avec le document d'urbanisme local en vigueur, il apparait prioritaire de conforter l'offre d'équipements publics et d'améliorer le cadre de vie au travers des opérations suivantes :
- l'aménagement paysager des abords de l'école et du foyer rural,
- le réaménagement de l'espace sportif et de loisirs.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- Aménagement paysager des abords de l'école et du foyer rural : le coût est estimé à 296 390 € HT,
- Réaménagement de l'espace sportif et de loisirs : le coût est estimé à 70 580 € HT.

Description :
Suite à la construction d'un nouveau bâtiment pour le foyer rural, la commune souhaite, dans le cadre d'un contrat rural, réaménager l'ensemble de la place Jean Moulin. Elle dessert l'école, le foyer rural, et permet aussi le stationnement pour les résidents, les usagers des commerces, les visiteurs ; elle est le point de départ du sentier du patrimoine.

Ce projet suscite l'engagement d'une réflexion paysagère qui englobe à la fois des problématiques d'aménagement (accès piétons et accueil à l'école, au foyer rural, parking pour les usagers quotidiens et les visiteurs occasionnels) et de mise en valeur du patrimoine bâti et naturel, dans le souci de créer un espace public identitaire et agréable.

Le principe de l'aménagement est de concilier à la fois une amélioration des usages existants (dont l'enjeu du stationnement), à venir, tout en renforçant l'image qualitative du site. Les objectifs d'aménagement répondent aux différentes problématiques du projet tout en étant interdépendants les uns des autres (au niveau des vues, des liaisons, des usages, du vocabulaire d'aménagement).

1- Proposer un espace pacifié
Aménager la place Jean Moulin comme un espace partagé (type zone 20) prioritairement dédié aux piétons. Le vocabulaire utilisé (profil de la voie, matériaux), la présence d'un seuil bien identifié depuis la rue de l'église, ne laissent aucune ambiguïté sur l'usage et la nature d'un site associé à l'école, au foyer et qui doit proposer en même temps une offre de stationnement suffisante.

2 - Aménager des parvis
Les espaces publics directement associés aux équipements (école, foyer) doivent devenir des lieux identitaires qui vont à la fois jouer leurs rôles de lieux d'accueil (en améliorant l'aménité) et également de représentation.

3 - Ouvrir des perspectives
Utiliser la nouvelle perspective sur le foyer comme un appel fort depuis la rue de l'église et repenser un nouveau rapport à l'eau en privilégiant la vue sur l'axe du ru.

4 - Valoriser le patrimoine
La restauration des murs en pierre est à la fois un ancrage à l'histoire du site (le clos) et l'opportunité de mettre en valeur le patrimoine architectural (foyer) et naturel (Ru de Chaudry).

5 - Créer un espace de nature
Les espaces verts existants doivent retrouver une identité propre, lisible comme des espaces récréatifs et de représentation, et non plus être perçus comme des espaces résiduels sans fonction.

6 - Construire un lieu pour tous
Assurer dans ce lieu partagé un itinéraire aux personnes à mobilité réduite sans que cela fractionne la composition de l'ensemble.

7 - Anticiper les usages
Permettre dans la composition et les matériaux la possible liaison avec les terrains adjacents.

8 - Gérer les franges
Jouer avec les masses végétales pour canaliser les vues sur les espaces découverts par la supression des bâtiments en préfabri-qués et sur le poste EDF

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VETHEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	268 040,00	90,43%
HONORAIRES	28 350,00	9,57%
Total	296 390,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	118 556,00	40,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 95 - En cours	88 917,00	30,00%
COMMUNE	88 917,00	30,00%
Total	296 390,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 309,00 €
2018	78 247,00 €
2019	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Politique de l'eau-Investissement	224 414,00 €
	Montant total	224 414,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008774

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COR - REAMENAGEMENT DE L'ESPACE SPORTIF ET DE LOISIRS - VETHEUIL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	70 580,00 €	40,00 %	28 232,00 €
	Montant Total de la subvention		28 232,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VETHEUIL
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE
95510 VETHEUIL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Dominique HERPIN-POULENAT, Maire

N° SIRET : 21950651600018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Objet du projet : Réaménagement de l'espace sportif et de loisirs

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Superficie en ha : 439,19
Population (insee 2014) : 849 habitants
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
% Surfaces non urbanisés : 79%
TIM : Vexin français
SCOT : hors SCOT
PLU modifié le 22/12/2014

Après un examen approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence avec le document d'urbanisme local en vigueur, il apparait prioritaire de conforter l'offre d'équipements

publics et d'améliorer le cadre de vie au travers des opérations suivantes :
- l'aménagement paysager des abords de l'école et du foyer rural,
- le réaménagement de l'espace sportif et de loisirs.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- Aménagement paysager des abords de l'école et du foyer rural : le coût est estimé à 296 390 € HT,
- Réaménagement de l'espace sportif et de loisirs : le coût est estimé à 70 580 € HT.

Description :
Le terrain de foot sera modifié pour passer de 64m x 116m à deux terrains pour foot juniors de 40m x 60m ou bien un seul terrain de 80m de longueur. De ce fait, les buts placés au bout du terrain de foot à côté des terrains de tennis seront enlevés.

L'espace de 64m x 36m (2304m²) ainsi libéré au bout du terrain de foot permettra d'y installer :
- des structures multisports et des matériels de loisirs et détente.
- une aire multisports de 12m x 20m (240m²).

Il existe plusieurs types de structures en différents matériaux et de différentes couleurs. Le choix définitif sera fait en fonction des recommandations de l'ABF.

Une charte de bonne utilisation de ces structures sera établie et affichée avec les panneaux d'informations adé- quats.

Intérêt régional : Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS EX021391.

Localisation géographique :
- VETHEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	70 580,00	100,00%
Total	70 580,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	28 232,00	40,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 95 - En cours	21 174,00	30,00%
COMMUNE	21 174,00	30,00%
Total	70 580,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 232,00 €
2018	14 000,00 €
2019	10 000,00 €
2020	2 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Politique de l'eau-Investissement	224 414,00 €
	Montant total	224 414,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021018

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COR - CREATION D'UNE ALLEE PIETONNE ROUTE DE LA VALLEE - HAUTE ISLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	93 575,92 €	40,00 %	37 430,37 €
	Montant Total de la subvention		37 430,37 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'HAUTE ISLE
Adresse administrative : RTE DE LA VALLEE
95780 HAUTE-ISLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Laurent SKINAZI, Maire

N° SIRET : 21950301800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Objet du projet : Aménagements de village Réfection des bordures grès création allée piétonne

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Superficie en ha : 252,1
Population (insee 2014) : 290 habitants
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
Surfaces non urbanisés : 87%
TIM : Vexin français
SCOT: hors SCOT
PLU approuvé le 07/06/2013

Après un examen approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence avec le document d'urbanisme local en vigueur, il apparait prioritaire de conforter l'offre d'équipements

publics et d'améliorer le cadre de vie au travers des opérations suivantes :
- la réfection du Chemin de l'Abbaye
- la réfection du Chemin du Village
- la création d'une allée piétonne "Route de la Vallée"

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- Réfection du Chemin de l'Abbaye : le coût est estimé à 168 832,80 € HT,
- Réfection du Chemin du Village : le coût est estimé à 80 724,82 € HT,
- Création d'une allée piétonne "Route de la Vallée" : le coût est estimé à 93 575,92 € HT.

Description :
La réalisation d'un tronçon de chemin piétonnier sur la RD 913 correspond à un linéaire de 790 mètres entre la mairie et les virages de Chantemesle.

Ce projet va permettre la réalisation du dernier tronçon communal de ce type.

Lors du précèdent contrat rural, une première partie a été réalisée entre les virages de Chantemesle et la sortie du village en direction de Vétheuil. Cette opération avait bénéficié d'une subvention de 31 665.38 € de la Région et de 24 628.63 € du Département.

Cette réalisation se compose d'une allée en béton lavé de 1 m de large encadrée d'éléments naturels.

Il permet la sécurisation des piétons sans rompre l'harmonie du paysage.

Intérêt régional : Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS 17008762.

Localisation géographique :
- HAUTE-ISLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	89 290,00	95,42%
HONORAIRES	4 285,92	4,58%
Total	93 575,92	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FARANCE	37 430,37	40,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 95 - En cours	28 072,77	30,00%
COMMUNE	28 072,78	30,00%
Total	93 575,92	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €
2018	7 430,37 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008762

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COR - REFECTION DU CHEMIN DE L'ABBAYE - HAUTE ISLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	168 832,80 €	40,00 %	67 533,12 €
	Montant Total de la subvention		67 533,12 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'HAUTE ISLE
Adresse administrative : RTE DE LA VALLEE
95780 HAUTE-ISLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Laurent SKINAZI, Maire

N° SIRET : 21950301800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Objet du projet : Aménagements de village Réfection des bordures grès Création allée piétonne

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Superficie en ha : 252,1
Population (insee 2014) : 290 habitants
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
Surfaces non urbanisés : 87%
TIM : Vexin français
SCOT: hors SCOT
PLU approuvé le 07/06/2013

Après un examen approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence avec le document d'urbanisme local en vigueur, il apparait prioritaire de conforter l'offre d'équipements

publics et d'améliorer le cadre de vie au travers des opérations suivantes :
- la réfection du Chemin de l'Abbaye
- la réfection du Chemin du Village
- la création d'une allée piétonne "Route de la Vallée"

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- Réfection du Chemin de l'Abbaye : le coût est estimé à 168 832,80 € HT,
- Réfection du Chemin du Village : le coût est estimé à 80 724,82 € HT,
- Création d'une allée piétonne "Route de la Vallée" : le coût est estimé à 93 575,92 € HT.

Description :
Le projet de réfection du chemin de l'abbaye couvre un linéaire de 650 m entre la Sente Yapatcha et le Chemin du Bout Grand Jean. Plusieurs aspects sont traités par ce projet.

L'accessibilité sera améliorée pour la circulation piétonne et les cyclistes. Ce linéaire sera partie intégrante de la boucle de circulation douce prévue par le Conseil Départemental dès 2019.

L'accès sera amélioré sur l'aire de rencontre où des aménagements sont prévus : jeux, table de ping-pong, bancs etc…

Les bordures grés (boutisses de grés réemploi) « type Vexin » permettent de délimiter la chaussée sur la partie gauche, d'aménager les entrées de propriété et de servir d'appui au nouveau revêtement de la chaussée dirigeant l'évacuation des eaux de ruissellement qui actuellement mettent cette chaussée en péril lors de chaque précipitation (ce type de bordures réalisées lors du précédent Contrat Rural a prouvé son efficacité Chemin du Village).
La hauteur de ces bordures (7 cm) ne devrait pas affecter l'équilibre paysager mais au contraire la mise à niveau grâce à de la terre végétale permettant l'installation de plantations de type vivace basse et la conservation de celles existantes (certaines installées lors du programme « Je jardine mon village » avec le C.A.U.E du Val d'Oise). Elles auront également pour effet de minorer la vitesse des véhicules empruntant cette voie.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- HAUTE-ISLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	161 100,00	95,42%
HONORAIRES	7 732,80	4,58%
Total	168 832,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	67 533,12	40,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 95 - En cours	50 649,84	30,00%
COMMUNE	50 649,84	30,00%
Total	168 832,80	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €
2018	17 533,12 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008763

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COR - REFECTION DU CHEMIN DU VILLAGE - HAUTE ISLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	80 724,82 €	40,00 %	32 289,93 €
	Montant Total de la subvention		32 289,93 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'HAUTE ISLE
Adresse administrative : RTE DE LA VALLEE
95780 HAUTE-ISLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Laurent SKINAZI, Maire

N° SIRET : 21950301800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Objet du projet : Aménagements de village Réfection des bordures grès création allée piétonne

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Superficie en ha : 252,1
Population (insee 2014) : 290 habitants
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
Surfaces non urbanisés : 87%
TIM : Vexin français
SCOT: hors SCOT
PLU approuvé le 07/06/2013

Après un examen approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence avec le document d'urbanisme local en vigueur, il apparait prioritaire de conforter l'offre d'équipements

publics et d'améliorer le cadre de vie au travers des opérations suivantes :
- la réfection du Chemin de l'Abbaye
- la réfection du Chemin du Village
- la création d'une allée piétonne "Route de la Vallée"

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- Réfection du Chemin de l'Abbaye : le coût est estimé à 168 832,80 € HT,
- Réfection du Chemin du Village : le coût est estimé à 80 724,82 € HT,
- Création d'une allée piétonne "Route de la Vallée" : le coût est estimé à 93 575,92 € HT.

Description :
Ce projet vient en continuité du projet réalisé par le précédent contrat rural.

Le Chemin du Village constitue la voie ancienne de la commune. La vingtaine d'habitations qu'elle dessert sont presque toutes représentatives du bâti rural du Vexin français : Ferme Boileau, ancien presbytère, habitations typiques avec boves.
Le Chemin du Village sert également d'accès au GR2 emprunté par de nombreux randonneurs.

Au fil des siècles, la partie haute s'est fortement dégradée et le lit de pavés ainsi que les bordures qui délimitent le fil de l'eau se sont tassées et effondrées.

Le projet prévoit le remplacement des pavés de manière harmonieuse et la réfection des bordures (grés de réemploi), la chaussée elle-même par son aspect bombé dirigeant les eaux de ruissellement sur deux fils d'eau situées de part et d'autre.

Cette chaussée recevra un revêtement granuleux de type ECF de tendreté grise.

Intérêt régional : Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS 17008762.

Localisation géographique :
- HAUTE-ISLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	77 027,50	95,42%
HONORAIRES	3 697,32	4,58%
Total	80 724,82	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	32 289,93	40,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 95 - En cours	24 217,45	30,00%
COMMUNE	24 217,44	30,00%
Total	80 724,82	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 000,00 €
2018	25 000,00 €
2019	6 289,93 €

ANNEXE N°3 : AVENANTS DOCUMENTS CONTRACTUELS

AVENANT N° 1 AU CONTRAT RURAL
D' ARMENTIERES-EN-BRIE (SEINE-ET-MARNE)

ENTRE D'UNE PART :

La Région Ile-de-France, représentée par la Présidente du Conseil Régional, en vertu de la délibération CP n° 2017-312 du 5 juillet 2017,

Et

Le Département de Seine-et-Marne, représenté par le Président du Conseil Départemental, en vertu de la délibération XXX du XXX

ET D'AUTRE PART :

La Commune d'Armentières en Brie, représentée par le Maire de la Commune,

Après avoir rappelé :

- le contrat rural signé le 16 octobre 2015 et la délibération de la Commission permanente du Conseil régional n°CP15-184 du 9 avril 2015,
- la délibération de la Commune d'Armentières en Brie en date du 2 février 2017,

Considérant :

- la nécessité de substituer l'opération « Aménagement paysager de la rue du Chef de Ville » par l'opération « Aménagement paysager de la rue des Vignettes ».

Sont convenu de ce qui suit :

Article 1 :

L'article 1 du contrat initial est modifié comme suit :

Tableau contrat initial

ARMENTIERES EN BRIE (77)

OPERATIONS	MONTANTS OPERATIONS PROPOSEES	RETENUS PAR LA REGION	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION					RETENUS PAR LE DEPARTEMENT	DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	SUBVENTION DEPARTEMENT
	EN € HT	EN € HT	2015	2016	2017	2018	2019	EN € HT	(45%)	(35%)
Réhabilitation et mise aux normes de la salle polyvalente	132 250	113 500	113 500					113 500 ,00	51 075,00	39 725,00
Aménagement paysager de la place de la mairie	177 876,25	128 250				128 250		128 250,00	57 712,50	44 887,50
Aménagement paysager de la rue du Chef de Ville	180 521,25	128 250				128 250		128 250,00	57 712,50	44 887,50
TOTAL	**490 647,50**	**370 000**	113 500	0,00	0,00	256 500	0,00	**370 000,00**		
SUBVENTION DEPARTEMENT			39 725	0,00	0,00	89 775	0,00			**129 500,00**
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			51 075	0,00	0,00	115 425	0,00		**166 500,00**	

Tableau avenant n°1

ARMENTIERES EN BRIE (77)

OPERATIONS	MONTANTS OPERATIONS PROPOSEES	RETENUS PAR LA REGION	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION					RETENUS PAR LE DEPARTEMENT	DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	SUBVENTION DEPARTEMENT
	EN € HT	EN € HT	2015	2016	2017	2018	2019	EN € HT	(45%)	(35%)
Réhabilitation et mise aux normes de la salle polyvalente	132 250	113 500	113 500					113 500 ,00	51 075,00	39 725,00
Aménagement paysager de la place de la mairie	177 876,25	128 250				128 250		128 250,00	57 712,50	44 887,50
Aménagement paysager de la rue des Vignettes	216 039,86	128 250			128 250			128 250,00	57 712,50	44 887,50
TOTAL	**526 166,11**	**370 000**	113 500	0,00	128 250	128 250	0,00	**370 000,00**		
SUBVENTION DEPARTEMENT			39 725	0,00	44 887,5	44 887,5	0,00			**129 500,00**
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			51 075	0,00	57 712,5	57 712,5	0,00		**166 500,00**	

Article 2 :

Annule l'opération « Aménagement paysager de la rue du Chef de Ville» et la remplace par l'opération « Aménagement paysager de la rue des Vignettes».

Article 3 :

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Armentières en Brie, le

Pour la Commune
d'Armentières en Brie
Le Maire

Denis WALLE

A Melun, le

Pour le Département de
Seine-et-Marne
Le Président du Conseil
Départemental

Jean-Jacques BARBAUX

A Paris, le

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente du Conseil Régional

Valérie PECRESSE

AVENANT N° 1 AU CONTRAT RURAL
DE BLENNES (SEINE-ET-MARNE)

ENTRE D'UNE PART :

La Région Ile-de-France, représentée par la Présidente du Conseil Régional, en vertu de la délibération CP n° 2017-312 du 5 juillet 2017,

Et

Le Département de Seine-et-Marne, représenté par le Président du Conseil Départemental, en vertu de la délibération XXX du XXX

ET D'AUTRE PART :

La Commune de Blennes, représentée par le Maire de la Commune,

Après avoir rappelé :

- le contrat rural signé le 14 octobre 2014 et la délibération de la Commission permanente du Conseil régional n°CP14-167 du 10 avril 2014,
- la délibération de la Commune de Blennes en date du 18 avril 2017,

Considérant :

- la nécessité de substituer l'opération « Aménagement de la place publique » par l'opération « Revitalisation du centre bourg »,
- la nécessité de proroger le contrat d'une année supplémentaire du fait de contraintes opérationnelles.

Sont convenu de ce qui suit :

Article 1 :

L'article 1 du contrat initial est modifié comme suit :

Tableau contrat initial

BLENNES (77)

OPERATIONS	MONTANTS OPERATIONS PROPOSEES	RETENUS PAR LA REGION	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION					RETENUS PAR LE DEPARTEMENT	DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	SUBVENTION DEPARTEMENT
	EN € HT	EN € HT	2014	2015	2016	2017	2018	EN € HT	(45%)	(35%)
Aménagement de la cour de la mairie	38 425	35 000	35 000					35 000	15 750	12 250
Aménagement de la place publique	197 558	180 000		180 000				180 000	81 000	63 000
Rénovation du centre technique municipal	93 281	85 000			85 000			85 000	38 250	29 750
TOTAL	**329 264**	**300 000**	35 000	180 000	85 000	0,00	0,00	**300 000**		
SUBVENTION DEPARTEMENT			12 250	63 000	29 750	0,00	0,00			**105 000**
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			15 750	81 000	38 250	0,00	0,00		**135 000**	

Tableau avenant n°1

BLENNES (77)

OPERATIONS	MONTANTS OPERATIONS PROPOSEES	RETENUS PAR LA REGION	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION					RETENUS PAR LE DEPARTEMENT	DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	SUBVENTION DEPARTEMENT
	EN € HT	EN € HT	2015	2016	2017	2018	2019	EN € HT	(45%)	(35%)
Aménagement de la cour de la mairie	38 425	35 000	35 000					35 000	15 750	12 250
Revitalisation du centre bourg	187 535	180 000			118 085	69 450		180 000	81 000	63 000
Rénovation du centre technique municipal	93 281	85 000					85 000	85 000	38 250	29 750
TOTAL	**319 241**	**300 000**	35 000	0,00	118 085	69 450	85 000	**300 000**		
SUBVENTION DEPARTEMENT			12 250	0,00	41 330	24 308	29 750			**105 000**
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			15 750	0,00	53 138,25	31252,5	38 250		**135 000**	

Article 2 :
Annule l'opération « Aménagement de la place publique » et la remplace par l'opération « Revitalisation du centre bourg ».

Article 3 :
Le présent contrat est prorogé d'un an et expire au 13 octobre 2020.

Article 4:
Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Blennes, le
Pour la Commune de Blennes
Le Maire

Pascal DALICIEUX

A Melun, le
Pour le Département de Seine-et-Marne
Le Président du Conseil départemental

Jean-Jacques BARBAUX

A Paris, le
Pour la Région Ile-de-France
La Présidente du Conseil Régional

Valérie PECRESSE

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-272

DU 5 JUILLET 2017

DEUXIÈME SESSION DES 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ÉCOLOGIQUES : DÉSIGNATION DES LAURÉATS ET AFFECTATION DE CRÉDITS (PREMIÈRE ET DEUXIÈME SESSIONS) DERNIÈRE AFFECTATION DE CRÉDITS RELATIFS AUX PROJETS « NOUVEAUX QUARTIERS URBAINS »

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU Le code de la construction et de l'habitation ;
VU Le code de l'urbanisme ;
VU Le contrat de projets entre l'État et la Région d'Île-de-France pour 2007-2013 signé le 23 mars 2007 ;
VU Le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma directeur de la région Île-de-France ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 prolongeant le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité
VU La délibération du Conseil régional N°CR 68-07 du 29 juillet 2007 relative à la mise en œuvre du grand projet 3 du contrat de projets Etat-région 2007-2013 - initiation de la démarche des « nouveaux quartiers urbains »
VU La délibération du Conseil régional N°CR 97-08 du 16 octobre 2008 relative à l'appel à projets « Nouveaux Quartiers Urbains », modifiée par la délibération CR 44-10 du 18 novembre 2010 relative à « appel à projets nouveaux quartiers urbains : mise en œuvre de la troisième session » ;
VU La délibération n° CP 13-562 du 11 juillet 2013 relative à la mise en œuvre du Grand projet3 du Contrat de projets Etat-Région 2007-2013 et de l'appel à projets « Nouveaux quartiers urbains »
VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le contrat de plan État Région 2015-2020 ;
VU La délibération n° CR 58-15 du 19 juin 2015 mise en œuvre du volet territorial du contrat de plan Etat Région 2015-2020
VU La délibération n° CP 15-498 du 9 juillet 2015 relative à la mise en œuvre du Grand Projet3 (CPER 2007-2013) et à l'appel à projets « Nouveaux Quartiers Urbains » ;
VU La délibération n° CR 39-16 du 17 mars 2016 relative au dispositif anti-ghettos de promotion de la mixité sociale et urbaine ;
VU La délibération n° CR 43-16 du 17 mars 2016 approuvant la création d'une aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques ;
VU Le rapport n° CR 90-16 du 16 juin 2016 relatif au règlement de l'aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques ;
VU La délibération n° CP 10-426 du 27 mai 2010 relative à l'appel à projets «Nouveaux Quartiers Urbains» première session (2009) ;
VU La délibération n° CP 10-525 du 8 juillet 2010 relative à l'appel à projets « nouveaux quartiers urbains » deuxième session sélection des projets lauréats ajustement de la convention-

type « Nouveaux quartiers urbains » ;
VU La délibération n° CP 16-289 du 12 juillet 2016 relative aux affectations pour la mise en œuvre de la politique contractuelle en faveur des territoires urbains ;
VU La délibération n° CP 16-607 du 16 novembre 2016 relative à l'affectation de crédits relatifs aux projets «Nouveaux quartiers urbains»
VU Le rapport n°CP16-609 du 16 novembre 2016 relatif à la première session des 100 quartiers innovants et écologiques : désignation des lauréats et affectations de crédits ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission du logement et de la politique de la ville ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-272 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Sélectionne au titre de la deuxième session du dispositif « 100 quartiers innovants et écologiques » les 13 projets dont la liste et les tableaux d'actions, fixant le montant de la dotation régionale maximum consacrée à la réalisation des opérations prévues, sont en annexe 1.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions-cadre avec les porteurs des projets de quartier selon le modèle-type adopté par la délibération n° CR 90-16 du 16 juin 2016 susvisée et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Article 2:

Approuve les modifications du règlement d'intervention régionale du dispositif « 100 quartiers innovants et écologiques » telles qu'elles sont inscrites en caractère gras dans le document consolidé ci-joint en annexe 2.

Article 3 :

Les tableaux d'actions des quartiers innovants et écologiques présentés en annexe 1 à la délibération n°CP16-609 du 16 novembre 2016 relatif à la première session des 100 quartiers innovants et écologiques: désignation des lauréats et affectations de crédits, sont modifiés conformément à l'annexe 3 à la présente délibération.

Article 4 :

Conformément aux fiches projet modifiées présentées en annexe 4, l'article 2 de la délibération du rapport n°CP16-609 du 16 novembre 2016 relatif à la première session des 100 quartiers innovants et écologiques: désignation des lauréats et affectations de crédits, est modifié comme suit:

Quartier	action	bénéficiaire de la subvention	base subvention nable	taux subv	Montant
quartier innovant et écologique "Louvois"	travaux de déconstruction de la dalle	commune de Velizy	1 350 000,00	30,00	405 000,00

		Villacoublay			
quartier innovant et écologique "Ile de la Marne"	réseau de chaleur urbain (travaux)	commune de Noisy le grand	1 700 000	30,00	510 000,00
quartier innovant et écologique "Ile de la Marne"	études ENR et maitrise d'œuvre relative au réseau de chaleur urbain	commune de Noisy le grand	170 000,00	30,00	51 000,00
quartier innovant et écologique "Ile de la Marne"	AMO suivi environnemental	commune de Noisy le grand	50 000,00	30,00	15 000,00
quartier innovant et écologique "Ile de la Marne"	aménagement d'un parc écologique (études, AMO)	commune de Noisy le grand	234 430,00	30,00	70 329,00
quartier innovant et écologique des Docks de Saint Ouen (phase 2)	réalisation d'une maquette 3d	commune de Saint Ouen	250 000,00	30,00	75 000,00
quartier innovant et écologique des Docks de Saint Ouen (phase 2)	réalisation des espaces publics	commune de Saint Ouen	11 500 000,00	30,00	3 450 000,00

Sont modifiées comme suit :

Quartier	action	bénéficiaire de la subvention	base subvention nable	taux subv	Montant
quartier innovant et écologique "Louvois"	travaux de déconstruction de la dalle	CITTALIOS	1 350 000,00	30,00	405 000,00
quartier innovant et écologique "Ile de la Marne"	réseau de chaleur urbain (travaux)	SOCAREN	1 700 000	30,00	510 000,00
quartier innovant et écologique "Ile de la Marne"	études ENR et maitrise d'œuvre relative au réseau de chaleur urbain	SOCAREN	170 000,00	30,00	51 000,00
quartier innovant et écologique "Ile de la Marne"	AMO suivi environnemental	SOCAREN	50 000,00	30,00	15 000,00
quartier innovant et écologique "Ile de la Marne"	aménagement d'un parc écologique (études, AMO)	SOCAREN	234 430,00	30,00	70 329,00
quartier innovant et écologique des Docks de Saint Ouen (phase 2)	réalisation d'une maquette 3d	SEQUANO	250 000,00	30,00	75 000,00
quartier innovant et écologique des Docks de Saint Ouen (phase 2)	réalisation des espaces publics	SEQUANO	11 500 000,00	30,00	3 450 000,00

Article 5 :

L'article 1 de la délibération du rapport n°CP16-609 du 16 novembre 2016 relatif à la première session des 100 quartiers innovants et écologiques: désignation des lauréats et affectations de crédits, est modifié comme suit:

Le nom du porteur du quartier innovant et écologique « Campus Grand Parc » situé à Villejuif est : « Grand Orly Seine Bièvre (EPT12) », en remplacement de « EPT Grand Orly Val de Bièvre Seine Amont ».

Article 6 :

Conformément aux fiches projet modifiées présentées en annexe 5 à la délibération, l'article 2 de la délibération du rapport n°CP16-609 du 16 novembre 2016 relatif à la première session des 100 quartiers innovants et écologiques: désignation des lauréats et affectations de crédits, est modifié comme suit:

quartier	action	bénéficiaire de la subvention	base subvention nable	taux subv	Montant
quartier innovant et écologique "cité de l'agriculture urbaine"	démarche de transplantation d'arbres et de réutilisation du matériau bois pour les arbres existants	commune de Villepinte	333 333,33	30,00	100 000,00
quartier innovant et écologique de la pépinière	mesures spécifiques a l'intensification écologique du projet en faveur de la biodiversité	commune de Villepinte	706 735,92	30,00	212 020,78

sont modifiées comme suit :

quartier innovant et écologique e la pépinière	démarche de transplantation d'arbres et de réutilisation du matériau bois pour les arbres existants	Grand Paris Aménagement	333 333,33	30,00	100 000,00
quartier innovant et écologique de la pépinière	mesures spécifiques a l'intensification écologique du projet en faveur de la biodiversité	Grand Paris Aménagement	706 735,92	30,00	212 020,78

Article 7 :

Décide de participer au titre de l'aide régionale « 100 quartiers innovants et écologiques » au financement des 37 actions ci-dessous, telles que définies dans les fiches projets en annexe 6 à la présente délibération, et dont le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets.

quartier innovant et écologique (session)	intitulé de l'action (prévue au tableau d'actions du quartier lauréats)	bénéficiaire de la subvention (MOD maitrise d'ouvrage déléguée)	montant de la subvention régionale
« Gare » à Montigny-lès-Cormeilles première session	Espaces publics	CITALLIOS (MOD pour Montigny-lès-Cormeilles)	1 000 000,00 €
« Gare » à Montigny-lès-Cormeilles première session	Groupe scolaire, gymnase et locaux associatifs	commune de MONTIGNY-LES-CORMEILLES	3 000 000,00 €
« Ouest » à Limours première session	Construction d'un bâtiment des services municipaux	Ville de Limours	1 000 000,00 €
« Pépinière » à Villepinte première session	Aménagement d'une venelle plantée permettant la desserte du nouveau groupe scolaire	Grand Paris Aménagement (MOD pour Villepinte)	36 214,54 €
« Pépinière » à Villepinte première session	Aménagement d'une venelle plantée permettant la desserte du nouveau groupe scolaire	Ville de Villepinte	36 214,54 €
« Pépinière » à Villepinte première session	Aménagement d'un parvis au niveau des équipements scolaires et d'une zone 30	Grand Paris Aménagement (MOD pour Villepinte)	289 244,60 €
« Pépinière » à Villepinte première session	Espaces publics et raccordements viaires sur le boulevard Ballanger (rd115) prenant en compte et anticipant le projet d'aménagement de BHNS/TZEN bus n°15	Grand Paris Aménagement (MOD pour Villepinte)	184 865,08 €
« Pépinière » à Villepinte première session	Gestion alternative des eaux pluviales du quartier et création de zones favorable au développement de zones humides	Grand Paris Aménagement (MOD pour Villepinte)	429 329,69 €
« Pépinière » à Villepinte première session	Aménagement d'une zone 30 sur la voirie nord-sud permettant la desserte du quartier, des équipements scolaires et des commerces/services en RDC depuis le sud	Grand Paris Aménagement (MOD pour Villepinte)	23 954,27 €
« Pépinière » à Villepinte première session	Aménagement d'une zone 30 permettant la desserte du quartier et des équipements scolaires depuis l'ouest	Grand Paris Aménagement (MOD pour Villepinte)	171 265,62 €

« Pépinière » à Villepinte première session	Piste cyclable en site propre permettant un maillage depuis le boulevard Ballanger vers la limite nord du site	Grand Paris Aménagement (MOD pour Villepinte)	45 529,16 €
« Cité de l'agriculture urbaine » à Romainville première session	Construction de la tour maraîchère	Commune de Romainville	1 022 552,53 €
« Louvres / Puiseux » première session	Réalisation d'un groupe scolaire de 18 classes et d'une crèche de 60 berceaux	Ville de LOUVRES	3 517 180,00 €
« Chapelle international » à Paris 18ème première session	Une nouvelle offre de terrains de sport en toiture	Commune de Paris	407 143,00 €
« Louvois » à Vélizy première session	Aménagement des espaces publics	CITALLIOS (MOD pour Vélizy-Villacoublay)	1 650 000,00 €
« Louvois » à Vélizy première session	Construction d'un centre culturel et sportif	Ville de Vélizy-Villacoublay	1 945 000,00 €
Zac du Moulon à Gif sur Yvette, Saint Aubin et Orsay première session	Groupe scolaire avec gymnase attenant	EPA Paris-Saclay	1 000 000,00 €
Ecole polytechnique à Palaiseau première session	Un parking public et son local mobilités : le lot P2.1A	EPA Paris Saclay	1 345 564,56 €
« Ile de la Marne » à Noisy-le-Grand première session	Aménagement d'un parc écologique (travaux)	SOCAREN (MOD pour Noisy-le-Grand)	1 004 700,00 €
« centre-ville » à Sucy-en-Brie deuxième session	reconstruction et extension école du centre	COMMUNE DE SUCY-EN-BRIE	552 700,17 €
«grand centre » à Cergy deuxième session	Requalification de la rue des galeries et du mail des Cerclades	CA CERGY PONTOISE	1 453 200,00 €
« Coteaux Beauclair » à Rosny-sous-Bois deuxième session	Création de la voie nouvelle	PARADEV (MOD pour Rosny-sous-Bois)	573 000,00 €
« Coteaux Beauclair » à Rosny-sous-Bois deuxième session	Création du parvis du groupe scolaire	PARADEV (MOD pour Rosny-sous-Bois)	363 000,00 €
« Coteaux Beauclair » à Rosny-sous-Bois deuxième session	Création de la place de quartier et du square linéaire	PARADEV (MOD pour Rosny-sous-Bois)	438 000,00 €
« Coteaux Beauclair » à Rosny-sous-Bois deuxième session	Requalification des voieries existantes - boulevard G. Peri et rue de Lisbonne	PARADEV (MOD pour Rosny-sous-Bois)	1 065 000,00 €
« Bayonnes » à Herblay deuxième session	Gymnase	COMMUNE D'HERBLAY	694 808,00 €
« Bayonnes » à Herblay deuxième session	Aménagement qualitatif et paysager des espaces publics accompagnant la voie Nord-Sud	COMMUNE D'HERBLAY	482 550,00 €
« Bayonnes » à Herblay deuxième session	Aménagement paysager des coulées vertes et espaces d'accompagnement	COMMUNE D'HERBLAY	28 320,00 €
« parc aux lièvres Bras de fer » à Evry deuxième session	Création d'une Maison des Services Publics	COMMUNE d'EVRY	2 000 000,00 €
« Nord » à Bagneux deuxième session	Construction de l'Ecole-parc	COMMUNE DE BAGNEUX	2 805 823,00 €
« Nord » à Bagneux deuxième session	Aménagement des espaces publics sur le secteur du théâtre (ZAC Victor Hugo)	SADEV 94 (MOD pour Bagneux)	1 194 177,00 €
« cœur de ville »à Arpajon deuxième session	Requalification des espaces publics	COMMUNE D'ARPAJON	1 650 000,00 €
« cœur de ville »à Arpajon deuxième session	Acquisition en VEFA d'un parking	COMMUNE D'ARPAJON	900 000,00 €
« cœur de ville » à Bures-sur-Yvette deuxième session	Aménagement d'un local pour infirmières et médecin	COMMUNE DE BURES SUR YVETTE	72 500,00 €
« cœur de ville » à Bures-sur-Yvette deuxième session	Aménagement d'un cheminement PMR entre la Mairie et la rue Charles de Gaulle	COMMUNE DE BURES SUR YVETTE	16 500,00 €

« lisière Pereire » à Saint-Germain-en-Laye deuxième session	espaces publics tranche 2	COMMUNE DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	1 131 000,00 €
« lisière Pereire » à Saint-Germain-en-Laye deuxième session	parking public	COMMUNE DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	769 000,00 €
			34 298 335,76€

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **34 298 335,76 €** prélevée sur le chapitre budgétaire 905 : « Aménagement des territoires » Code fonctionnel 52 «Agglomérations et villes moyennes» Programme PR 52-001 (452001) «Territoires stratégiques » Action 452001076 «Cent quartiers innovants et écologiques» du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 7.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020 :
- Volet 6 « Territorial »
- Sous-volet 61 « Stratégie d'accompagnement des territoires bâtisseurs »
- Action 611 « Accompagnement des territoires bâtisseurs ».

Article 8 :

Adopte la convention-type de financement bipartite pour les cas de maitrise d'ouvrage directe, jointe en annexe 8 à la délibération.

Adopte la convention-type de financement tripartite pour les cas de maitrise d'ouvrage déléguée, jointe en annexe 9 à la délibération.

Subordonne l'attribution des subventions définies à l'article 7 à la conclusion de conventions conformes, selon, à l'une de ces deux conventions type, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 9:

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions définies à l'article 7 de la présente délibération, à compter des dates prévisionnelles inscrites dans le tableau ci-dessous, en application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier susvisé.

	Dossier	**Bénéficiaire**	**Date prévisionnelle de démarrage**
17008816	100 quartiers innovants et écologiques - Eco quartier de la pépinière à Villepinte - action 406bis : amenagement d'une venelle plantée permettant la desserte du nouveau groupe scolaire	COMMUNE DE VILLEPINTE	16/06/2016
EX021472	100 quartiers innovants et écologiques - Eco-quartier de la pépinière à Villepinte - action n°406 : amenagement d'une venelle plantée permettant la desserte du nouveau groupe scolaire	AFTRP GRAND PARIS AMENAGEMENT	16/06/2016
EX021474	100 quartiers innovants et écologiques - Eco-quartier de la pépinière à Villepinte - action n°407 : amenagement d'une zone 30 et d'un parvis au niveau des équipements scolaires	AFTRP GRAND PARIS AMENAGEMENT	16/06/2016
EX021476	100 quartiers innovants et écologiques - Eco-quartier de la pépinière à Villepinte - action n°408 : espaces publics et raccordements viaires sur le boulevard Ballanger prenant en compte le Tzen 15	AFTRP GRAND PARIS AMENAGEMENT	16/06/2016
EX021477	100 quartiers innovants et écologiques - Eco-quartier de la pépinière à Villepinte - action n°409 : gestion alternative des eaux pluviales du quartier et création de zones humides	AFTRP GRAND PARIS AMENAGEMENT	16/06/2016
EX021478	100 quartiers innovants et écologiques - Eco-quartier de la pépinière à Villepinte - action n°411 : amenagement d'une zone 30 sur la voirie multimodale nord-sud permettant la desserte du quartier	AFTRP GRAND PARIS AMENAGEMENT	16/06/2016

EX021479	100 quartiers innovants et écologiques - Eco-quartier de la pépinière à Villepinte - action n°412 : amenagement d'une zone 30 permettant la desserte du quartier et des équipements depuis l'ouest	AFTRP GRAND PARIS AMENAGEMENT	16/06/2016
EX021480	100 quartiers innovants et écologiques - Eco quartier de la pépinière à Villepinte - action n°413 : réalisation d'une piste cyclable en site propre permettant un maillage depuis le boulevard Ballanger	AFTRP GRAND PARIS AMENAGEMENT	16/06/2016
EX020925	100 quartiers innovants et écologiques - quartier nord - Bagneux - construction de l'école-parc	COMMUNE DE BAGNEUX	02/01/2017
EX021330	100 quartiers innovants et écologiques - quartier cœur de ville - Bures-sur-Yvette - amenagement d'un local pour infirmières et médecin	COMMUNE DE BURES SUR YVETTE	03/02/2017
EX021339	100 quartiers innovants et écologiques - quartier cœur de ville - Bures-sur-Yvette - amenagement d'un cheminement PMR entre la mairie et la rue Charles De Gaulle	COMMUNE DE BURES SUR YVETTE	01/02/2017
EX021071	100 quartiers innovants et écologiques - Eco-quartier de Louvres-Puiseux - réalisation d'un groupe scolaire de 18 classes et d'une crèche collective de 60 berceaux dans la commune de Louvres	COMMUNE DE LOUVRES	01/03/2017
EX021510	100 quartiers innovants et écologiques - ZAC du quartier de Moulon - groupe scolaire avec gymnase attenant - EPA Paris-Saclay	EPAPS ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT PARIS SACLAY	06/09/2016
EX021514	100 quartiers innovants et écologiques - ZACc du quartier de l'école polytechnique - parking public et son local mobilités : lot p2.1a - EPA Paris-Saclay	EPAPS ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT PARIS SACLAY	02/08/2016
EX021277	100 quartiers innovants et écologiques - quartier nord - Bagneux - amenagement des espaces publics sur le secteur du théâtres (ZAC Victor Hugo)	SADEV 94 SOCIETE D'AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DES VILLES ET DU DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE	17/06/1016

Article 10 :

Décide de participer au financement des opérations relatives aux projets « Nouveaux Quartiers Urbains » mentionnés ci-dessous, tels que définis en annexe 10 à la délibération :

localisation	**nom du projet**	**action**	**bénéficiaire de l'aide régionale**	**cout total de l'action (HT)**	**taux de subv.**	**montant de la subvention**
Palaiseau 91	NQU quartier du lycée Camille Claudel	Requalification des espaces publics du complexe sportif	Scientipole aménagement	350 476,69 €	50,00 %	175 238,34 €
Palaiseau 91	NQU quartier du lycée Camille Claudel	Aménagement d'un square public	Scientipole aménagement	140 598,88 €	48,36 %	67 987,87 €
Ris Orangis 91	NQU Docks de Ris	Aménagement secteur CAES-GARE	Grand Paris Aménagement	999 106,00 €	29,03 %	290 000,00 €
					total	533 226,21 €

Subordonne l'attribution des subventions à la signature des avenants définis à l'article 11 ci-dessous.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de 533 226,21 €prélevée sur le chapitre budgétaire 905 : « Aménagement des territoires » Code fonctionnel 52 «Agglomérations et villes moyennes» Programme PR 52-001 (452001) «Territoires stratégiques » Action 452001096 «Aménagement durable et innovation urbaine» du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 11.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020 :
-Volet 6 « Territorial »
-Sous-volet 61 « stratégie d'accompagnement des territoires bâtisseurs »
-Action 612 « Aménagement durable et innovation urbaine ».

Article 11 :

Approuve les avenants :
- Avenant n°2 à la convention susvisée relative au quartier du lycée Camille Claudel à Palaiseau ci-joint en annexe 12 à la délibération.
- Avenant n°3 à la convention susvisée relative au quartier des Docks à Ris-Orangis, ci-joint en annexe 13 à la délibération.

Et autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

Article 12 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions définies à l'article 10 de la présente délibération, à compter des dates prévisionnelles inscrites dans le tableau ci-dessous, en application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier susvisé.

	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17008528	NQU Palaiseau - quartier du lycée Camille Claudel - Action 8 Requalification des espaces publics du complexe sportif	SCIENTIPOLE AMENAGEMENT SAEML	02/12/2016
17008529	NQU Palaiseau - quartier du lycée Camille Claudel - Action 9 Aménagement d'un square public	SCIENTIPOLE AMENAGEMENT SAEML	02/12/2016

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

annexe n°1 liste des lauréats et programmes d'actions de chaque lauréat

Lauréats de la deuxième session des 100 quartiers innovants et écologiques

Porteur	Nom du quartier innovant et écologique	Dotation régionale prévisionnelle maximum
Commune de Sucy-en-Brie	Centre-Ville, à Sucy-en-Brie	2 082 326,00 €
Communauté d'agglomération Cergy Pontoise	Grand Centre, à Cergy	3 973 200,00 €
Commune de Rosny-sous-Bois	Coteaux Beauclair, à Rosny-sous-Bois	2 859 000,00 €
Commune de Herblay	Bayonnes, à Herblay	1 664 269,00 €
Commune de Bessancourt	Meuniers, à Bessancourt	3 120 000,00 €
Commune d'Evry et la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart	Bras de Fer Parc aux Lièvres, à Evry	4 000 000,00 €
Commune de Bagneux	Nord, à Bagneux	4 000 000,00 €
Commune de Arpajon	Cœur de Ville, à Arpajon	2 910 000,00 €
Commune de Massy	Vilgénis, à Massy	2 269 382,10 €
Commune de Bures-sur-Yvette	Cœur de Ville, à Bures-sur-Yvette	526 893,50 €
Commune de Meudon	Pointe de Trivaux, à Meudon	3 862 500,00 €
Commune de Saint-Germain-en-Laye	Lisière Pereire, à Saint-Germain-en-Laye	4 000 000,00 €
Commune du Blanc-Mesnil	Parc, au Blanc-Mesnil	4 000 000,00 €
	total	39 267 570,60 €

Quartier innovant et écologique « Centre-Ville » à Sucy-en-Brie (94) porté par la commune

Nom de l'action	Collectivité maître d'ouvrage	Bénéficiaire de la subvention	Date de début de projet	Date de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue
reconstruction et extension école du centre	Ville de Sucy-en-Brie	Ville de Sucy-en-Brie	Juillet 2017	2018	1 842 334	552 700,17€
aménagements d'espaces publics et de voirie du centre-ville ancien et de la place de l'église	Ville de Sucy-en-Brie	Ville de Sucy-en-Brie	1er trim 2018	2020	3 187 088	956 126,00 €
extension du réseau de géothermie	Ville de Sucy-en-Brie	Ville ou SOGESUB	2020	2021	915 000	141 799,83
l'amenagement espaces publics et paysagers devant le château de Sucy-en-Brie	Ville de Sucy-en-Brie	SADEV94	Fin 2018	2019	1 439 000	431 700,00€
				total	7 383 422 €	**2 082 326,00 €**

Quartier innovant et écologique « Grand Centre » à Cergy (95) porté par la Communauté d'agglomération (CA) Cergy Pontoise

Nom de l'action	Collectivité maitre d'ouvrage (bénéficiaire de la subvention)	Date de début de projet	Date de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue
Espaces publics : Requalification de la rue des galeries et du mail des Cerclades	CA Cergy Pontoise	travaux : oct 2017	Décembre 2018	4 844 000	1 453 200,00 €
Equipement structurant plurifonctionnel à dominante culturelle et sportive	CA Cergy Pontoise	travaux : début 2019	Mi 2020	8 400 000	2 520 000,00 €
			total	13 244 00€	**3 973 200,00 €**

Quartier innovant et écologique « Coteaux Beauclair » à Rosny-sous-Bois (93) porté par la commune

Nom de l'action	Collectivité maître d'ouvrage	Bénéficiaire de la subvention	Date de début de projet	Date de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue
Création de la voie nouvelle	Ville de Rosny-sous-Bois	PARADEV	1er semestre 2018	Fin 2021	1 910 000	573 000,00 €
Création du parvis du groupe scolaire	Ville de Rosny-sous-Bois	PARADEV	2zme semestre 2018	Fin 2021	1 210 000	363 000,00 €
Création de la place de quartier et du square linéaire	Ville de Rosny-sous-Bois	PARADEV	2éme semestre 2018	Fin 2021	1 460 000	438 000,00 €
Réaménagement du chemin des Soudoux	Ville de Rosny-sous-Bois	PARADEV	2019	Fin 2023	1 400 000	420 000,00 €
Requalification des voiries existantes B G. Peri et rue de Lisbonne	Ville de Rosny-sous-Bois	PARADEV	1er semestre 2018	Fin 2021	3 550 000	1 065 000,00 €
				total	9 530 000,00 €	**2 859 000,00 €**

Quartier innovant et écologique des « Bayonnes » à Herblay (95) porté par la commune CP 2017-272

Nom de l'action	Collectivité maitre d'ouvrage (bénéficiaire de la subvention)	Date de début de projet	Date de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue
Aire de jeux	Ville d'Herblay	2018	2ème trim. 2018	136 665	41 000,00 €
Gymnase	Ville d'Herblay	dernier trim. 2017	Sept. 2018	2 316 027	694 808,00 €
Réhabilitation des bois des Fontaines et des Naquettes	Ville d'Herblay	2019	2020	1 391 969	417 591,00 €
Aménagement qualitatif et paysager des espaces publics accompagnant la voie Nord-Sud	Ville d'Herblay	3ème trim. 2017	2ème trim. 2018	1 608 500	482 550,00 €
Aménagement paysager des coulées vertes et espaces d'accompagnement	Ville d'Herblay	3ème trim. 2017	2ème trim. 2018	94 400	28 320,00 €
			Total	5 547 561	**1 664 269,00 €**

Quartier innovant et écologique des « Meuniers » à Bessancourt (95) porté par la commune

Nom de l'action	Collectivité maitre d'ouvrage (bénéficiaire de la subvention)	Date de début de projet	Date de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue
Groupe scolaire	Ville de Bessancourt	05/03/18	05/06/19	6 000 000	1 800 000,00 €
Centre Technique Municipal	Ville de Bessancourt	15/06/19	15/06/20	2 500 000	750 000,00 €
Espace polyvalent (gymnase + salles)	Ville de Bessancourt	15/06/20	15/09/21	1 900 000	570 000,00 €
			total	10 400 000	**3 120 000,00 €**

Quartier innovant et écologique « Bras de Fer Parc aux Lièvres » à Evry (91) porté par la commune d'Evry et la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart

Nom de l'action	Collectivité maitre d'ouvrage (bénéficiaire de la subvention)	Date de début de projet	Date de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue
Création d'une Maison des Services Publics	Ville d'Evry	Fin 2017	Fin 2019	9 683 500	2 000 000,00 €
Restructuration des espaces publics du quartier du Bras de Fer	CA Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart	Janvier 2018	Juin 2020	17 656 325	2 000 000,00 €
			total	27 339 825	**4 000 000,00 €**

Quartier innovant et écologique « Nord » à Bagneux (92) porté par la commune

Nom de l'action	Collectivité maître d'ouvrage	Bénéficiaire de la subvention	Date de début de projet	Date de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue
Construction de l'école-parc		Ville de Bagneux	2017	Avril 2019	13 313 216	2 805 823,00 €
Aménagement des espaces publics sur le secteur du théâtre (ZAC Victor Hugo)	Ville de Bagneux	SADEV94	Octobre 2017	Fin 2019	4 092 528,68	1 194 177,00 €
				total	17 405 744,68	**4 000 000,00 €**

Quartier innovant et écologique « Cœur de Ville » à Arpajon (91) porté par la commune

Nom de l'action	Collectivité maitre d'ouvrage (bénéficiaire de la subvention)	Date de début de projet	Date de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue
Requalification des espaces publics	Ville d'Arpajon	Juillet 2017	Octobre 2020	5 500 000	1 650 000,00 €
Evolution de l'offre de stationnement public en sous-sol en vue de la requalification de la place historique du marché et de l'amélioration de l'accessibilité piétonne de l'ensemble du quartier.	Ville d'Arpajon	Juillet 2017	Juin 2019	3 000 000	900 000,00 €
Réhabilitation – extension participative de l'Espace socioculturel « l'atelier 29 »	Ville d'Arpajon	Démarrage des travaux juin 2018	Fin des travaux janvier 2022	1 200 000	360 000,00 €
			total	9 700 000	**2 910 000,00 €**

Quartier innovant et écologique « Vilgénis » à Massy (91) porté par la commune

Nom de l'action	Collectivité maitre d'ouvrage (bénéficiaire de la subvention)	Date de début de projet	Date de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue
Groupe scolaire et périscolaire	Ville de Massy	Début 2018	Septembre 2020	12 250 000	1 684 783,10 €
Crèche municipale du quartier Vilgénis	Ville de Massy	Avril 2018	Septembre 2020	2 505 420	584 599,00 €
			total	14 755 420	**2 269 382,10€**

Quartier innovant et écologique « Cœur de Ville » à Bures-sur-Yvette (91) porté par la commune

Nom de l'action	Collectivité maitre d'ouvrage (bénéficiaire de la subvention)	Date de début de projet	Date de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue
Aménagement d'un local pour profession libérale	Ville de Bures-sur-Yvette	01/01/18	01/04/18	80 000	40 000,00 €
Réfection des allées du Parc de la Grande Maison	Ville de Bures-sur-Yvette	01/08/18	31/08/18	34 000	17 000,00 €
Aménagement d'un local pour infirmières et médecin	Ville de Bures-sur-Yvette	01/09/17	31/12/17	145 000	72 500,00 €
Aménagement d'un cheminement PMR entre la mairie et la rue Charles de Gaulle	Ville de Bures-sur-Yvette	01/07/17	31/07/17	33 000	16 500,00 €
Amélioration de la circulation et du confort visuel du cheminement piéton sous voie ferrée	Ville de Bures-sur-Yvette	01/07/18	31/07/18	30 000	15 000,00 €
Réfection du carrefour devant la Grande Maison (carrefour Collé/Charles de Gaulle)	CA Paris Saclay	01/08/18	31/08/18	268 887	134 443,50 €
Réfection de la voierie et des placettes de la gare RER de Bures-sur-Yvette	CA Paris Saclay	01/12/17	01/04/18	462 900	231 450,00 €
			total	1 053 787	**526 893,50 €**

Quartier innovant et écologique de la « Pointe de Trivaux » à Meudon (92) porté par la commune

Nom de l'action	Collectivité maitre d'ouvrage (bénéficiaire de la subvention)	Date de début de projet	Date de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue
Construction d'une école maternelle, d'un accueil de loisirs sans hébergement et d'une ludothèque	Ville de Meudon	Février 2018	Sept 2019	8 550 000	2 535 000,00 €
Aménagement d'un stade de football en gazon synthétique et de locaux annexes	Ville de Meudon	Novembre 2019	Juin 2020	1 315 000	394 500,00 €
Réimplantation de l'espace Jeunesse-prévention	Ville de Meudon	Mars 2019	Sept 2019	310 000	93 000,00 €
Création d'un parc rue Paul Demange	EPT Grand Paris Seine Ouest	Mars 2020	Eté 2020	1 000 000	300 000,00 €
Création d'un mail piétonnier rue Paul Demange	EPT Grand Paris Seine Ouest	Mars 2020	Sept. 2020	1 800 000	540 000,00 €
			total	17 975 000	**3 862 500,00 €**

Quartier innovant et écologique « Lisière Pereire » à Saint-Germain-en-Laye (78) porté par la commune

Nom de l'action	Collectivité maitre d'ouvrage (bénéficiaire de la subvention)	Date de début de projet	Date de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue
espaces publics tranche 2	ville de Saint-Germain-en-Laye	2017	2019	3 770 000.	1 131 000,00 €
parking public	ville de Saint-Germain-en-Laye	2017	Fin 2018	3 722 000	769 000,00 €
restructuration école Bonnenfant	ville de Saint-Germain-en-Laye	2017	2019	6 000 000	1 800 000,00 €
restructuration école Giraud Teulon	ville de Saint-Germain-en-Laye	2019	2020	1 000 000	300 000,00 €
			total	14 492 000	**4 000 000,00 €**

Quartier innovant et écologique « Parc » au Blanc-Mesnil (93) porté par la commune

Nom de l'action	Collectivité maitre d'ouvrage (bénéficiaire de la subvention)	Date de début de projet	Date de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue
Reconstruction de l'école maternelle Langevin (9 classes)	Ville du Blanc-Mesnil	T1 2018	T3 2019	6 000 000	500 000,00 €
Reconstruction de l'école primaire Clément(16 classes)	Ville du Blanc-Mesnil	T1 2018	T3 2019	9 600 000	750 000,00 €
Reconstruction du Gymnase Paul Langevin	Ville du Blanc-Mesnil	T1 2018	T3 2019	9 000 000	2 000 000,00 €
Création d'une extension de parc urbain sur site de la gare GPE.	Ville du Blanc-Mesnil	T4 2019	T2 2023	3 500 000	500 000,00 €
Création d'une extension de parc urbain sur l'avenue Pasteur.	Ville du Blanc-Mesnil	T2 2020	T4 2023	3 500 000	250 000,00 €
			total	31 600 000	**4 000 000,00 €**

annexe n°2 règlement des "100 quartiers innovants et écologiques" modifié

îledeFrance

REGLEMENT D'INTERVENTION

100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES

CR 90-16 MODIFIE CP 16-609 et CP 2017-272

Contenu

I. Principes généraux 2

a) Enjeux 2
b) Qu'est-ce qu'un quartier innovant et écologique ? 2
c) Quelles actions sont attendues ? 3

II. Eligibilité 3

a) Porteurs de projet 3
b) Bénéficiaires de la subvention 4
c) Opérations éligibles 4
d) Projets de quartiers 4
e) Actions subventionnées 5

III. Procédure de dépôt et de sélection des projets 6

a) Etapes 6
b) Composition du jury 7

IV. Montants des aides régionales 7

a) L'aide régionale spécifique aux 100 quartiers innovants et écologiques 7
b) Les autres aides régionales 8

V. Conventionnement 8

VI. Mise en œuvre et suivi 9

VII. Visibilité de l'action régionale » 9

Annexe : les objectifs détaillés des 100 Quartiers Innovants et Ecologiques 10

L'innovation : un objectif transversal 10
Un quartier qui contribue à l'effort régional de logement 10
Un quartier vivant, mixant logements, emplois et services de proximité, sûr et agréable 10
Un quartier exemplaire en matière de transition écologique et énergétique 11
Un quartier qui favorise les mobilités durables 12
Un quartier pensé dans sa globalité et ancré dans son territoire 12

Préambule

La Région entend jouer un rôle moteur pour relancer la construction de logements en Ile-de-France aux côtés des intercommunalités et des communes. Pour construire plus, il faut surtout construire mieux en aménageant des quartiers où les Franciliens seront heureux de vivre. Il doit s'agir de quartiers vivants et beaux, alliant logements, emplois, services et nature, qui répondent à l'objectif de réduction de notre impact écologique. La desserte en transports en commun participe à cet objectif.

Pour aider les territoires à construire plus et autrement, la Région a mis en place par la délibération CR 43-16 du 17 mars 2016 une nouvelle aide destinée à accompagner les collectivités franciliennes dans l'aménagement de quartiers innovants et écologiques.

La Région consacre une enveloppe de 235 M€ à l'aide aux 100 quartiers innovants et écologiques dans le cadre du CPER 2015-2020. Cette enveloppe spécifique constitue le socle d'une mobilisation plus large des dispositifs sectoriels de la Région, pour renforcer la cohérence et l'effet démultiplicateur de l'intervention régionale.

Par le présent règlement, qui tient lieu de cahier des charges, la Région invite les communes et les intercommunalités franciliennes à manifester leur intérêt pour cette démarche et à lui adresser leurs projets de quartier innovant et écologique.

I. Principes généraux

a) Enjeux

L'aide régionale a comme enjeux de :

- favoriser la création de logements autour des gares et stations des réseaux de transport en commun existants et à venir, tout en optimisant les mobilités actives au sein des quartiers et en promouvant un meilleur équilibre emploi-logement ;
- favoriser la transition écologique et l'innovation urbaine par la réduction de l'empreinte écologique des quartiers (y compris pendant les phases de chantier), le développement des circuits courts, de l'économie circulaire et de nouvelles solutions d'efficacité énergétique ;
- aider les collectivités à financer les équipements indispensables à la ville de la proximité et garante d'une mixité intergénérationnelle, sociale et fonctionnelle (espaces et équipements publics, espaces paysagers, services aux habitants, services de santé…), **équipements qui démontrent de leur efficacité écologique ou font preuve d'innovation.**

La volonté de la Région est d'inscrire sa démarche en complémentarité avec les accompagnements proposés par les partenaires franciliens du développement durable. Chacun œuvre de manière spécifique en fonction de son domaine de compétences mais en concertation avec l'ensemble du réseau. Tous ces acteurs convergent vers l'objectif commun de soutenir un développement urbain à moindre empreinte écologique.

b) Qu'est-ce qu'un quartier innovant et écologique ?

Les 100 quartiers innovants et écologiques se trouveront dans toute l'Ile-de-France, aussi bien en zone urbaine que dans les territoires ruraux, dans des quartiers desservis par les transports en commun ou destinés à l'être dans le cadre de la programmation régionale des transports ou qui veillent à développer la multimodalité. L'aide régionale accompagne les territoires volontaires dans la construction de logements, en vue d'atteindre l'objectif de réalisation de 70 000 logements par an en Ile-de-France.

Pour favoriser la reconstruction de la ville sur elle-même et la régénération du tissu urbain existant, en particulier des friches, la Région soutient la réalisation de nouveaux quartiers ainsi que la mutation de quartiers existants ayant un fort besoin de renforcement des équipements de proximité, d'amélioration des espaces publics, de coutures urbaines et d'amélioration de leur performance écologique. Dans ce cas, une attention particulière sera apportée aux modalités de prise en compte de la gestion des pollutions et des matériaux issus de la démolition/réhabilitation des sites et bâtiments concernés.

Si les communes doivent contribuer activement à l'effort régional de logements, il n'en demeure pas moins que chaque quartier doit constituer une entité cohérente, articulée avec son environnement et fonctionnellement mixte pour répondre aux usages du quotidien : habitat, lien social, emplois, services, équipements, déplacements, loisirs. Le quartier doit être un lieu de convivialité, d'épanouissement, qui favorise la mixité sociale et intergénérationnelle ainsi que la mutualisation des espaces et usages.

Un quartier innovant doit s'inscrire dans une logique de laboratoire de la ville de demain. L'innovation s'apprécie notamment par la nouveauté des procédures et des pratiques d'aménagement, de ses équipements (tiers lieux, espaces collaboratifs, fab lab, …), par l'effet démonstratif du quartier pour d'autres projets urbains. L'innovation peut s'inscrire dans la promotion de nouveaux usages de la ville, notamment grâce au numérique ; mis à profit par les collectivités ou les habitants, le numérique permet une meilleure gestion des flux d'énergie, une mobilité plus active, plus interactive, un meilleur accès aux services… Enfin, l'innovation peut résider dans l'exemplarité des résultats obtenus dans la mise en place de circuits courts, ou en matière de performances énergétiques par exemple et plus largement dans la gestion des ressources et la mise en œuvre d'une économie circulaire (matériaux/déchets notamment).

Écologiques, ces quartiers permettent l'émergence d'une ville plus durable face aux défis de la transition énergétique et écologique. Ils sont situés à proximité des réseaux de transports en commun, existants et à venir et ils en favorisent l'accès et veillent aux mobilités actives. Ils participent à la limitation de l'artificialisation des sols et leur imperméabilisation ainsi que des émissions de gaz à effet de serre. Ils favorisent le recours aux énergies renouvelables tout en permettant aux Franciliens d'habiter et de travailler dans un environnement de qualité. Ils rompent avec un urbanisme trop minéral en réintroduisant la nature en ville et en préservant ou en rétablissant les continuités écologiques et en veillant à la qualité du bâti. Ils emploient de nouvelles solutions pour réduire la consommation d'énergie, l'impact des consommations et la production de déchets.

c) Quelles actions sont attendues ?

Le dispositif vise à aider, dans ces quartiers innovants et écologiques, la réalisation ou l'amélioration d'équipements et d'aménagements de proximité rendus nécessaires par l'arrivée de nouveaux habitants, par le renforcement d'une centralité territoriale, par la recherche d'une meilleure qualité de vie ou par l'atteinte d'objectifs en matière d'innovation et d'écologie. **La Région entend apporter son aide financière à des équipements qui démontrent leur inscription dans une approche écologique ou font preuve d'innovation.**

II. Eligibilité

a) Porteurs de projet

Les communes, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ainsi que les établissements publics territoriaux d'Ile-de-France peuvent présenter des projets de quartier innovant et écologique.

b) Bénéficiaires de la subvention

Les bénéficiaires de l'aide sont les communes, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, les établissements publics territoriaux, les établissements publics d'aménagement dès lors qu'ils interviennent sur le périmètre de compétence défini dans leurs statuts**, ainsi que toute autre personne publique, para publique ou privée intervenant dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage déléguée (concession d'aménagement ou autres).**

c) Opérations éligibles

Ces quartiers peuvent être réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la commune ou de l'EPCI ou d'un établissement public ou sous maîtrise d'ouvrage déléguée.

Dans ce dernier cas, sont éligibles les actions réalisées sous maîtrise d'ouvrage publique ou privée (SEM, SPL, ou tout autre type d'opérateur) dans le cadre d'un contrat relevant du titre I du livre quatrième de la première partie du Code Général des Collectivités Territoriales (DSP, concession de travaux, marché de partenariat) ou de l'article L. 300.4 du code de l'urbanisme (concession d'aménagement) **et bénéficiant d'un participation financière de la commune ou de l'EPCI.**

La subvention régionale doit avoir pour effet direct la baisse des coûts pesant sur la collectivité concédante pour la réalisation de l'opération susmentionnée, et ne doit en aucun cas procurer un avantage économique au risque qu'elle puisse être qualifiée d'aide d'Etat conformément à l'article 107 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

d) Projets de quartiers

Est éligible tout projet s'inscrivant dans la définition du quartier innovant et écologique tel que défini dans la partie I.b).

L'innovation : un objectif transversal

Un quartier innovant et écologique doit s'inscrire dans une logique de laboratoire de la ville de demain. L'innovation peut concerner de très nombreux aspects et devra s'apprécier de façon différente en fonction du lieu où elle est proposée.

Tout en respectant les différents objectifs énoncés ci-dessous, le projet de quartier devra se montrer particulièrement innovant sur au moins l'un d'entre eux (ces objectifs sont détaillés en annexe) :

- ✓ Un quartier qui contribue à l'effort régional de logement
- ✓ Un quartier vivant, mixant logements emplois et services de proximité, sûr et agréable
- ✓ Un quartier exemplaire en matière de transition écologique et énergétique
- ✓ Un quartier qui favorise les mobilités durables
- ✓ Un quartier pensé dans sa globalité et ancré dans son territoire

Sans arrêter de taille minimale qui ne correspondrait pas à toutes les réalités régionales, il est attendu que le quartier candidat soit d'une dimension significative pour que son engagement en faveur du développement durable ait un sens. Un quartier est nécessairement constitué de plusieurs ilots.

Dans le cadre du respect de l'esprit de la délibération CR 39-16 « relative à l'action régionale en faveur du logement/ dispositif anti-ghettos », les communes candidates comptant plus de 30% de logements sociaux (hors logements PLS) ont l'obligation de s'engager par courrier à ne pas construire de nouveaux logements en PLAI sur le quartier proposé au dispositif 100 quartiers innovants et écologiques, à moins qu'il ne s'agisse de reconstitution de l'offre dans le cadre de la politique de renouvellement urbain.

e) Actions subventionnées

Afin de soutenir des projets opérationnels sur la période du CPER 2015-2020, l'aide régionale est une aide en investissement, qui vise des actions dont la maturité permet une mise en œuvre rapide. La première demande de subvention doit intervenir dans un délai d'un an à compter de l'approbation de la convention-cadre par la Commission permanente.
Dans une logique de ville durable, la Région entend faire converger différents moyens d'intervention dont elle dispose au sein de ces quartiers exemplaires.

Aide spécifique

L'aide régionale spécifique pour les 100 quartiers innovants et écologiques porte en priorité sur le domaine de l'aménagement :

- **Les projets ou réalisations qui concourent au caractère innovant et écologique du quartier ;**
- Les équipements de proximité nécessaires à l'accueil de nouveaux habitants (réalisation ou amélioration) : petite enfance, scolaires et périscolaires, sportifs, culturels, santé, loisirs**, si le caractère innovant ou écologique de l'action est avéré** ;
- L'aménagement des espaces publics qui permettent d'améliorer la qualité urbaine, la cohésion sociale et les déplacements piétons et cyclables**, si le caractère innovant ou écologique de l'action est avéré;**
- Les prestations d'études et d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans la mesure où celles-ci sont relatives à la mise en œuvre du programme d'actions et dans une limite financière de 10% de la dotation régionale accordée au quartier.

Sont exclues du champ de financement de cette aide spécifique : la construction, la réalisation ou la réhabilitation de logements relevant d'autres dispositifs ainsi que les acquisitions foncières et les dépollutions foncières. Les acquisitions de locaux (hors terrain d'assiette) sont éligibles.

Autres aides régionales

Pour renforcer son accompagnement en faveur des 100 quartiers innovants et écologiques, et selon la nature des actions présentées par le porteur de projet, la Région peut mobiliser ses autres dispositifs à la condition que les actions proposées répondent aux modalités d'éligibilité requis par ces dispositifs, dans les domaines suivants :

- Environnement :

- La transition énergétique et la réduction de l'empreinte carbone : réhabilitation du parc existant, efficacité énergétique, production d'énergies renouvelables (réseaux de chaleur, chaufferies bois, géothermie de surface…)
- La restauration de la biodiversité et de la nature en ville : végétalisation, gestion alternative de l'eau dans la ville, restauration de la trame verte et bleue, renaturation des berges, zones humides, toitures végétalisées exemplaires…
- La réduction de la pollution, du bruit et l'amélioration de la qualité de l'air

- La réduction et la valorisation des déchets au niveau local sur l'espace public ou des espaces dédiés (compostage de quartier, espaces mutualisés, recycleries/ressourceries, déchèteries, espaces de tri et d'apport volontaire, dispositifs de collecte des biodéchets)
- Le développement de l'économie circulaire notamment par la prise en compte du réemploi sur site et de gestion des déchets de chantier...

- Mobilité locale : intermodalité, circulations en modes actifs, logistique locale, soutien à la mobilité innovante et partagée, écomobilité (plans de déplacement scolaires et d'entreprises…), sécurité routière, stationnement, déclinaison du PDU à l'échelle locale…
- Agriculture urbaine et circuits courts
- Promotion d'un meilleur équilibre habitat-emploi local : lieux de télétravail, espaces de coworking, permettant de limiter les déplacements domiciles-travail
- Développement de la ville intelligente, mobilisant le numérique pour une meilleure gestion urbaine, permettant des économies d'utilisation des ressources (eau, énergie)
- Dispositifs en faveur du développement économique des territoires
- Logement.

Une articulation peut également être cherchée avec les investissements territoriaux intégrés (ITI) des fonds européens et les dispositifs régionaux relatifs aux quartiers prioritaires de la politique de la ville et au renouvellement urbain.

Une même action ne peut en revanche cumuler l'aide spécifique aux 100 quartiers innovants et écologiques et une autre aide de la Région.

III. Procédure de dépôt et de sélection des projets

a) Etapes

1. Dépôt du dossier par le porteur de projet

Dès le vote du présent règlement par l'Assemblée régionale, les communes et intercommunalités franciliennes peuvent adresser leur(s) dossier(s) de demande à la Région.

Le dépôt se fait de façon dématérialisée sur la plateforme des aides régionales : https://par.iledefrance.fr

2. Sélection par le jury d'élus et de personnalités qualifiées

Un jury d'élus et de personnalités qualifiées se réunit deux à trois fois par an, suivant le calendrier des commissions permanentes, pour sélectionner les projets de quartiers, les actions retenues et proposer le montant de la dotation régionale prévisionnelle, selon le mode de calcul défini dans la partie V du règlement.

Son avis est motivé au regard des objectifs définis dans la partie I du présent règlement, en s'appuyant sur l'analyse préalable d'un comité technique réunissant les services de la Région et de l'IAU-îdF, et pouvant faire appel à d'autres experts selon la nature des dossiers.

L'examen du dossier porte sur la valeur du projet de quartier dans sa globalité et sur celle des opérations sur lesquelles l'aide régionale est attendue. **Le dossier de candidature comporte obligatoirement, d'une part, un exposé sur la façon dont le quartier répond aux 5 objectifs et à l'exigence transversale d'innovation, et, d'autre part, pour chaque action**

proposée au financement régional, le détail sur son caractère innovant ou écologique (dans la fiche-action).

Le jury peut également :

- pour les dossiers sélectionnés : demander des éléments complémentaires avant la présentation du projet à la Commission permanente ;
- pour les dossiers non-sélectionnés : indiquer les pistes d'amélioration et autoriser la collectivité territoriale à soumettre ultérieurement un dossier affiné ;
- invalider tout dossier incomplet, ne comportant pas les éléments permettant de juger la pertinence des réponses apportées aux objectifs régionaux.

Ce jury se réunit deux à trois fois par an en fonction du calendrier des commissions permanentes.

3. Approbation finale par la Commission permanente du Conseil régional

Les propositions du jury sont examinées par la Commission permanente du Conseil régional qui désigne, sur cette base, les projets lauréats, arrête le programme d'actions négocié et le montant de la dotation régionale prévisionnelle et approuve la convention-cadre qui en découle.

La Commission permanente peut attribuer à la même séance les premiers financements d'opérations contractualisées.

b) Composition du jury

Le jury est présidé par la Vice-présidente chargée de l'écologie et du développement durable.

Il est composé de :

- 8 élus régionaux :

- la Vice-présidente chargée de l'écologie et du développement durable
- 7 élus nommés par arrêté de la Présidente du Conseil régional

- 8 personnalités qualifiées nommées par arrêté de la Présidente du Conseil régional.

IV. Montants des aides régionales

a) L'aide régionale spécifique aux 100 quartiers innovants et écologiques

Afin de s'adapter à la diversité des situations, en particulier en zone urbaine et en zone rurale, les porteurs de projet pourront choisir entre deux modes de calcul de la dotation régionale prévisionnelle :

- un taux d'intervention régional de 30% maximum dans la limite de 4M€ de subvention régionale par quartier s'adressant davantage aux secteurs urbains où sont réalisés des projets souvent partenariaux et d'envergure,
- un taux d'intervention régional de 50% maximum dans la limite de 1M€ de subvention régionale par quartier s'adressant davantage aux territoires ruraux porteurs, par nature, de projets d'échelle plus locale.

La dotation régionale prévisionnelle est ensuite ventilée d'un commun accord entre le(s) porteur(s) de projet et la Région sur l'ensemble des actions négociées à l'échelle du quartier.

b) Les autres aides régionales

Pour les autres aides mobilisées dans le cadre de ces quartiers, les montants et modalités sont définis dans le cadre des dispositifs régionaux concernés.

Dans un souci de cohérence, de renforcement de l'intervention régionale et de simplification des demandes d'aide par les collectivités territoriales, une analyse transversale des projets pouvant relever de ces différents dispositifs régionaux sera menée par le comité technique.

V. Conventionnement

Une convention-cadre « 100 Quartiers Innovants et Ecologiques », conforme au modèle annexé au présent règlement, approuvée par délibération de la Commission permanente et signée entre le(s) porteur(s) du projet et la Région fixe :

- les objectifs et intentions poursuivis par la collectivité en matière d'aménagement et de développement sur l'ensemble de son territoire ainsi que sur le quartier retenu, en toute cohérence avec les principes retenus dans le SDRIF et le SRCAE,
- la dotation régionale prévisionnelle,
- le programme d'actions négocié précisant pour chaque action : l'objectif poursuivi, la maîtrise d'ouvrage, l'échéancier de réalisation, le coût prévisionnel, le plan de financement prévisionnel, la liste des partenaires associés,
- la ventilation de la dotation régionale prévisionnelle sur le programme d'actions négocié,
- le cas échéant, la liste d'actions relevant d'autres dispositifs régionaux prévus dans le cadre du projet de quartier.

Afin d'assurer une répartition territoriale de l'aide :
- la signature d'une seule convention-cadre « 100 quartiers innovants et écologiques » par quartier est permise quel que soit le porteur de projet
- la signature de deux conventions-cadres « 100 quartiers innovants et écologiques » maximum est permise sur le territoire d'une commune.

A cet égard, une attention particulière sera apportée à l'équilibre géographique des projets et au maillage harmonieux de leur répartition territoriale.

Le dernier dossier de demande de subvention doit être déposé au plus tard 4 ans et demi après la date de la Commission Permanente approuvant la convention-cadre. Ce dossier doit, le cas échéant, être finalisé dans les trois mois qui suivent et, en tout état de cause, la décision de la Commission permanente relative à la dernière attribution ne peut intervenir au-delà du délai de 5 ans à compter de la date d'approbation de la convention-cadre.

L'aide régionale visant à soutenir la mise en œuvre opérationnelle des quartiers, le maître d'ouvrage bénéficiaire s'engage à adresser à la Région sa première demande de subvention au plus tard un an après l'approbation de la convention-cadre par la commission permanente. Dans le cas où le porteur de projet souhaite modifier ou substituer une action inscrite dans le programme de la convention-cadre, le dossier de quartier doit être représenté devant le jury. Après approbation du jury, la modification fait l'objet d'un avenant à la convention-cadre, soumis à l'approbation de la commission permanente.

Chacune des actions financées par la Région conformément au programme d'actions de la convention-cadre fait l'objet d'une convention de financement entre la Région et le bénéficiaire de la subvention régionale.

Trois cas de figure peuvent se présenter :

- **Cas n° 1 - le bénéficiaire de l'aide est le porteur de projet : dans ce cas, la convention de financement est signée entre le porteur de projet et la Région.**
- **Cas n° 2 - le bénéficiaire de l'aide est un maître d'ouvrage public autre que le porteur de projet : dans ce cas, la convention de financement est signée entre le bénéficiaire et la Région.**
- **Cas n° 3 - le bénéficiaire de l'aide intervient dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage déléguée : dans ce cas, la convention de financement est signée entre le bénéficiaire, la collectivité concédante (porteur de projet ou non) et la Région.**

Conformément à l'obligation pour les structures subventionnées d'accueillir au moins un stagiaire pendant une période de deux mois minimum, créée par la délibération no. CR 08-16 du 18 février 2016, chaque porteur de projet doit s'engager dans la convention-cadre qu'il signe avec la Région sur le recrutement **de 4 stagiaires par quartier**. Les modalités précises de cet engagement sont précisées dans chaque convention de financement.

VI. Mise en œuvre et suivi

L'état d'avancement de la convention-cadre fait l'objet d'un suivi technique annuel dans le cadre d'un comité technique *ad hoc* associant *a minima* le(s) porteur(s) de projet et les services de la Région.
Un bilan partagé avec la Région est produit par le(s) porteur(s) de projet à l'issue de la mise en œuvre du programme d'actions négocié.

VII. Visibilité de l'action régionale »

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, les bénéficiaires des subventions régionales s'engagent à valoriser la contribution régionale dans toutes leurs actions et supports de communication, promotion et médiatisation liées à l'objet de ce soutien. De plus, ils s'engagent à informer suffisamment en amont la Région de tous événements, manifestations et opérations de valorisation des projets subventionnés afin que celle-ci puisse le cas échéant être représentée.

Les obligations à respecter par les bénéficiaires en la matière sont détaillées dans les conventions de financement.

Annexe : les objectifs détaillés des 100 Quartiers Innovants et Ecologiques

Les projets sont sélectionnés selon leur capacité à répondre aux objectifs suivants et à proposer au moins une réponse innovante dans l'un de ces domaines.
Pour la constitution de leur dossier, les porteurs de projet peuvent s'appuyer, sur les outils et démarches d'accompagnement mises en place par la Région et de ses partenaires en faveur du développement durable (référentiels, chartes, ….).

L'innovation : un objectif transversal

Le quartier s'inscrit dans une logique de laboratoire et d'expérimentation de la ville de demain. L'innovation peut concerner de très nombreux aspects du quartier. Tout en respectant chacun des objectifs ci-dessous, le projet de quartier doit se montrer particulièrement innovant sur au moins un des objectifs cités.

L'innovation peut s'apprécier notamment par la nouveauté des procédures et des pratiques d'aménagement, par l'effet démonstrateur du quartier pour d'autres projets urbains. L'innovation peut s'inscrire dans la promotion de nouveaux usages de la ville, notamment grâce au numérique ; elle peut également rendre l'habitant plus actif dans sa mobilité et pendant ses déplacements, dans l'accès aux services ou encore dans la gestion de son logement. Enfin, l'innovation peut résider dans l'exemplarité des résultats obtenus en matière de performances énergétiques par exemple.

Elle est mesurée de façon différente selon le contexte et le lieu dans lequel le projet est réalisé.

Le dossier du porteur de projet peut montrer notamment en quoi la conception puis la gestion du quartier permet de constituer :

Un quartier qui contribue à l'effort régional de logement

Le projet de quartier est porté par un territoire qui s'engage sur une contribution significative à l'effort de construction régionale sur la période 2016-2020, en vue d'atteindre l'objectif de réalisation de 70 000 logements par an en Ile-de-France.

L'effort de construction est apprécié en fonction de la localisation du territoire, de la mixité du programme, de la politique de logement communale et intercommunale (par le biais des PLH notamment quand ils existent) et de la réponse apportée aux objectifs de la Région en matière de logement.

L'offre de logements du quartier répond à la diversité des besoins des populations du territoire (familles, étudiants, personnes âgées, jeunes travailleurs, ...) en favorisant une variété des catégories de logements (locatif social et privé, accession sociale et libre, hébergement, habitat participatif) et des typologies (taille, collectif/individuel…). A ce titre, il sera veillé à ne pas concentrer les logements très sociaux en application de la délibération CR_39-16 relative à l'action régionale en faveur du logement dispositif anti-ghettos.

Un quartier vivant, mixant logements, emplois et services de proximité, sûr et agréable

Les quartiers sont des lieux de vie, du vivre-ensemble où les Franciliens peuvent non seulement habiter, mais aussi travailler, trouver des services et équipements, s'éduquer, s'épanouir, s'impliquer dans la vie locale, tisser des liens, développer un sentiment d'appartenance et de cohésion sociale.

Les projets doivent traduire un effort notable d'amélioration de la ville de la proximité. Ils comprennent des actions majeures en matière d'équipements de proximité nécessaires à l'accueil de nouveaux habitants (petite enfance, scolaires et périscolaires, sportifs, culturels, santé, loisirs…) et d'aménagement des espaces publics qui permettent d'améliorer la qualité urbaine et la vie des habitants (résorption des coupures urbaines, création d'espaces verts de détente et de respiration, amélioration de la trame paysagère, déplacements piétons et cyclables, agriculture urbaine et jardins partagés, gestion écologique des espaces extérieurs…).

Le quartier favorise la mixité intergénérationnelle, sociale et fonctionnelle, tant du point de vue des liens sociaux que de l'accessibilité physique des aménagements et équipements. Son offre de logements, de services, d'équipements et d'emplois répond aux besoins de toutes les populations qui le composent. Ses projets permettent la mutualisation des usages (équipements multifonctionnels, utilisations différenciées des bâtiments selon les moments de la journée et de la semaine…) et favorisent les rencontres (espaces intergénérationnels, lieux associatifs et culturels…). Ses projets intègrent le principe de mutation, du fait de l'évolution rapide des pratiques urbaines et des besoins des habitants. La conception des quartiers répond à cette exigence d'adaptabilité.

Le projet favorise l'équilibre habitat-emploi. Il contribue à la diversification de l'offre d'emploi, notamment par le maintien et l'accueil d'une économie de proximité : commerces, services, PME-PMI, activités d'économie résidentielle, des structures d'économie sociale et solidaire, espaces de travail partagés, tiers lieux…

Un quartier exemplaire en matière de transition écologique et énergétique

Les projets visent prioritairement à améliorer la performance environnementale des quartiers, en s'inscrivant dans les orientations des différents schémas et plans régionaux.

Ils favorisent le maintien ou la restauration de la biodiversité et de la nature en ville. Rompant avec un urbanisme trop minéral, ils prévoient des actions de végétalisation et de renaturation, de lutte contre les îlots de chaleur, de reconstitution des continuités écologiques (trames vertes et bleues), de gestion alternative de l'eau, d'ouverture de la ville sur le fleuve, d'aménagement écologique des berges. Ils pensent, dès la phase de conception, la problématique de la gestion écologique des espaces verts aménagés.

Économes en espace, les quartiers préviennent le mitage des terres agricoles et des paysages naturels, construisent en priorité la ville sur la ville (reconversion de bâtiments existants et de friches) et limitent l'artificialisation de sols et leur imperméabilisation.

Le quartier s'inscrit dans une stratégie énergétique et participe activement à la transition énergétique et la réduction de l'empreinte carbone. D'une part, il favorise la réduction des consommations d'énergie à travers la réalisation de projets sobres, l'économie des ressources (réemploi-recyclage), le choix des matériaux, la gestion optimisée de la distribution et des consommations d'énergie (« smart grids », bâtiments intelligents…), la rénovation énergétique des bâtiments et l'accompagnement de l'évolution des usages. D'autre part, il peut intégrer la production d'énergies renouvelables et de récupération (solaire thermique ou photovoltaïque, réseaux de chaleur, pompes géothermiques et aérothermiques de surface, chaufferies bois…).

Les aménagements permettent un meilleur traitement des pollutions, nuisances et risques. Ils participent notamment à l'amélioration de la qualité de l'air, à la réduction du bruit en milieu

urbain, au traitement des sols pollués, la gestion des eaux pluviales et à la prise en compte des risques d'inondation dans les constructions.

Le projet de quartier réduit la production des déchets, prévoit leur gestion et favorise leur valorisation à proximité (compostage de proximité, ressourceries…) et ce, dès la phase de chantier. Ses opérations d'aménagement privilégient les écomatériaux et tendent vers des chantiers propres.

Le quartier privilégie le développement de l'économie circulaire et des circuits courts, notamment en favorisant les activités agricoles destinées à la distribution locale.

Enfin, le projet de quartier peut démontrer son exemplarité en visant des objectifs spécifiques du type territoire à énergie positive, « 0 déchet » ou « 0 phyto ».

Un quartier qui favorise les mobilités durables

Les quartiers favorisent les mobilités durables pour les personnes et les marchandises (logistique urbaine), en rendant les déplacements moins dépendants des modes individuels motorisés. L'aménagement du quartier, notamment en améliorant la qualité de ses espaces publics et en promouvant les offres de mobilité alternatives à la voiture particulière, concourt au développement des mobilités actives et/ou innovantes. Les aménagements de la voirie et des espaces publics pour les vélos et les piétons répondent à des usages locaux, de rabattements vers les transports en commun et de loisirs. Le quartier facilite l'utilisation collective de la voiture (covoiturage, auto-partage, transports à la demande, politique de stationnement adaptée…) et des véhicules moins émetteurs (écomobilité…). L'accompagnement vers ces nouveaux usages, rendant les habitants davantage acteurs dans leurs mobilités, est apprécié.

Les projets d'aménagement privilégient la création de logements, d'emplois et de services autour ou à proximité des réseaux de transport en commun existants et à venir, notamment des pôles de transport structurants (gares, stations de tramway, de métro, arrêts de bus à haut niveau de service). Il convient d'organiser les rabattements vers les pôles de transports en commun dans une logique d'intermodalité et d'accessibilité pour tous (y compris les personnes à mobilité réduite).

Un quartier pensé dans sa globalité et ancré dans son territoire

Le quartier est une entité cohérente, pensée en association avec les populations. Ce dialogue est mené à toutes les étapes du projet, de la conception du quartier à la gestion courante, favorisant ainsi l'appropriation du quartier par ses habitants et usagers. De même, le projet prévoit les modalités de concertation et de partenariat avec les autres acteurs locaux : partenaires institutionnels, opérateurs, acteurs économiques…

Le quartier s'intègre dans un territoire plus vaste, à travers une stratégie globale pensée à l'échelle communale et intercommunale. Le projet prend en compte les documents de planification locaux et intercommunaux (SCOT, PLU, PLD, PLH…), les démarches de développement durable si elles existent de type « Agenda 21 », « plan climat air énergie territorial », ainsi que les autres schémas régionaux. Il apporte une réponse aux besoins identifiés à ces différentes échelles, en s'appuyant sur les études réalisées. Il précise les complémentarités avec les projets d'aménagement voisins et examine les possibilités de mutualisation et de mixité des usages.
Le projet intègre une analyse des coûts globaux de réalisation, de gestion et de maintenance du futur quartier. Il favorise l'adaptabilité et la réversibilité des aménagements. Il fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation réguliers reposant sur des indicateurs précis.

annexe n°3 programmes prévisionnels d'actions des lauréats de la première session modifiés

Quartier innovant et écologique de la Gare à Montigny-lès-Cormeilles, porté par la commune.

Nom de l'opération	Collectivité maitre d'ouvrage	Bénéficiaire de la subvention	Date prévisionnelle de début de projet	Date prévisionnelle de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue (en €)
Espaces publics - Quartier gare - Montigny-lès-Cormeilles	Commune de Montigny-lès-Cormeilles	CITALLIOS	08/09/2016	31/12/2020	5 609 974,88	1 000 000,00
Groupe scolaire, gymnase et locaux associatifs	Commune de Montigny-lès-Cormeilles	Commune de Montigny-lès-Cormeilles	08/09/2016	31/08/2019	10 000 000,00	3 000 000,00
				total	15 609 974,88	**4 000 000,00**

Quartier innovant et écologique de la Pépinière à Villepinte, porté par la commune.

Nom de l'opération	Collectivité maitre d'ouvrage	Bénéficiaire de la subvention	Date prévisionnelle de début	Date prévisionnelle de fin	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue (€)
Démarche de transplantation d'arbres et de réutilisation du matériau bois pour les arbres existants impactés par l'opération	Commune de Villepinte	Grand Paris Aménagement	28/11/2016	31/12/2021	333 333,33	100 000,00
Mesures spécifiques visant à l'intensification écologique du projet en faveur du développement de la biodiversité du secteur dans le cadre de la labellisation Biodivercity	Commune de Villepinte	Grand Paris Aménagement	28/11/2016	31/12/2019	706 735,92	212 020,78
Aménagement nord-sud du mail paysager central confortant la trame verte régionale, support d'usages et d'aménagements de proximité	Commune de Villepinte	Grand Paris Aménagement	01/11/2017	31/12/2021	881 258,82	264 377,65
Aménagement du parc paysager ouest support d'usages et d'aménagements de proximité, de mesures en faveur de la biodiversité	Commune de Villepinte	Grand Paris Aménagement	01/01/2018	31/12/2019	115 644,82	34 693,45
Aménagement du parc paysager nord confortant la trame verte régionale, support d'usages et d'aménagements de proximité, de mesures en faveur de la biodiversité et de travaux sylvicoles	Commune de Villepinte	Grand Paris Aménagement	01/01/2019	31/12/2021	1 475 383,48	442 615,04
Aménagement d'une venelle plantée permettant la desserte du nouveau groupe scolaire (partie aménageur)	Commune de Villepinte	Grand Paris Aménagement	05/07/2017	31/12/2020	120715,14	36 214,54 €
Aménagement d'une venelle plantée permettant la desserte du nouveau groupe scolaire (partie commune)	Commune de Villepinte	Commune de Villepinte	05/07/2017	31/12/2020	120715,14	36 214,54 €
Aménagement d'un parvis au niveau des équipements scolaires et d'une zone 30	Commune de Villepinte	Grand Paris Aménagement	05/07/2017	31/12/2019	964 148,67	289 244,60
Espaces publics et raccordements viaires sur le boulevard Ballanger (rd115) prenant en compte et anticipant le projet d'aménagement de BHNS/TZEN bus n°15	Commune de Villepinte	Grand Paris Aménagement	05/07/2017	31/12/2021	616 216,92	184 865,08
Gestion alternative des eaux pluviales du quartier et création de zones favorable au développement de zones humides	Commune de Villepinte	Grand Paris Aménagement	05/07/2017	31/12/2021	1 431 098,96	429 329,68

Piste cyclable reliant le réseau de cheminements du quartier de la pépinière au parc départemental du Sausset par un ouvrage d'art au-dessus de la RN2	Commune de Villepinte	Grand Paris Aménagement	02/01/ 2020	31/12/ 2021	1 962 240,00	588 672
Aménagement d'une zone 30 sur la voirie nord-sud permettant la desserte du quartier, des équipements scolaires et des commerces/services en RDC depuis le sud	Commune de Villepinte	Grand Paris Aménagement	05/07/ 2017	31/12/ 2021	79 847,58	23 954,274
Aménagement d'une zone 30 permettant la desserte du quartier et des équipements scolaires depuis l'ouest	Commune de Villepinte	Grand Paris Aménagement	05/07/ 2017	31/12/ 2019	570 885,41	171 265,62
Piste cyclable en site propre permettant un maillage depuis le boulevard Ballanger vers la limite nord du site	Commune de Villepinte	Grand Paris Aménagement	05/07/ 2017	29/11/ 2021	151 763,89	45 529,16
				Total	9 529 988,08	**2 858 996,42**

Quartier innovant et écologique Campus Grand Parc à Villejuif, porté par Grand Orly Seine Bièvre (EPT12)

Nom de l'opération	Collectivité maitre d'ouvrage	Bénéficiaire de la subvention	Date prévisionnelle de début de projet	Date prévisionnelle de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue (en €)
Promenade Basse des Horizons	Grand Orly Seine Bièvre	SADEV94	2021	2022	1 330 000	400 000
Promenade Haute des Horizons	Grand Orly Seine Bièvre	SADEV94	2019	2020	2 520 000	760 000
Rue Edouard Vaillant prolongée	Grand Orly Seine Bièvre	SADEV94	2021	2022	4 490 000	670 000
Chemin militaire	Grand Orly Seine Bièvre	SADEV94	2017	2018	900 000	270 000
Venelle B1	Grand Orly Seine Bièvre	SADEV94	2018	2018	600 000	180 000
Venelle B3	Grand Orly Seine Bièvre	SADEV94	2018	2019	390 000	120 000
Venelle D1	Grand Orly Seine Bièvre	SADEV94	2017	2018	380 000	110 000
Venelle E5	Grand Orly Seine Bièvre	SADEV94	2019	2020	590 000	180 000
Parvis de la gare	Grand Orly Seine Bièvre	SADEV94	2021	2021	3 480 000	1 010 000
Allée du Parc	Grand Orly Seine Bièvre	SADEV94	2021	2021	1 480 000	300 000
				total	16 160 000	**4 000 000**

Quartier innovant et écologique Vieux Pays- Soleil Levant à Aulnay-sous-Bois, porté par la commune.

Nom de l'opération	Collectivité maitre d'ouvrage	Bénéficiaire d la subvention	Date prévisionnelle de début de projet	Date prévisionnelle de fin du projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue
Extension école du Bourg et centre de loisir	Commune d'Aulnay-sous-Bois	DELTAVILLE	01/01/2018	31/12/2024	2 000 000,00	600 000,00
Coulée verte	Commune d'Aulnay-sous-Bois	Commune d'Aulnay-sous-Bois	01/09/2017	31/12/2018	12 409 852,00	2 924 311,00
				Total	14 409 852	**3 524 311**

Quartier innovant et écologique Louvois à Vélizy-Villacoublay, porté par la commune.

Nom de l'opération	Collectivité maitre d'ouvrage	Bénéficiaire de la subvention	Date prévisionnelle de début de projet	Date prévisionnelle de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue (en€)
Déconstruction de la dalle	Commune de Vélizy-Villacoublay	CITTALIOS	fév. 2017	Fin 2017	1 350 000 €	405 000
Aménagement des espaces publics	Commune de Vélizy-Villacoublay	CITALLIOS	2017	2019	5 500 000 €	1 650 000
Construction d'un centre culturel et sportif	Commune de Vélizy-Villacoublay	Commune de Vélizy-Villacoublay	2017	2019	15 050 000 €	1 945 000
				total	21 900 000 €	**4 000 000**

Quartier innovant et écologique de l'Ile de la Marne à Noisy-le-Grand, porté par la commune.

Nom de l'opération	Collectivité maitre d'ouvrage	Bénéficiaire de la subvention	Date prévisionnelle de début de projet	Date prévisionnelle de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue (en €)
Participation groupe scolaire (besoins de la ZAC) (travaux)	Commune de Noisy-le-Grand	SOCAREN	11/06/2018	15/06/2020	2 778 600,00	833 580,00
EAJE (études, AMO)	Commune de Noisy-le-Grand	SOCAREN	12/06/2017	15/06/2020	150 750,00	45 225,00
EAJE (travaux)	Commune de Noisy-le-Grand	SOCAREN	11/06/2018	15/06/2020	1 005 000,00	301 500,00
Participation groupe scolaire (études, AMO)	Commune de Noisy-le-Grand	SOCAREN	12/06/2017	17/06/2019	416 790,00	125 037,00
Etudes ENR et maîtrise d'oeuvre relative au réseau de chaleur	Commune de Noisy-le-Grand	SOCAREN	02/01/2017	30/06/2017	170 000,00	51 000,00

Réseau de chaleur urbain (travaux)	Commune de Noisy-le-Grand	SOCAREN	05/06/2017	11/06/2018	1 700 000,00	510 000,00
AMO / Suivi environnemental	Commune de Noisy-le-Grand	SOCAREN	23/01/2017	15/01/2020	50 000,00	15 000,00
Eclairage public écologique (travaux)	Commune de Noisy-le-Grand	SOCAREN	07/01/2019	04/01/2021	400 000,00	120 000,00
Points d'apport volontaire (travaux)	Commune de Noisy-le-Grand	SOCAREN	15/01/2018	14/09/2019	300 000,00	90 000,00
Aménagement d'un parc écologique (travaux)	Commune de Noisy-le-Grand	SOCAREN	13/11/2017	09/11/2020	3 349 000,00	1 004 700,00
Aménagement d'un parc écologique (études, AMO)	Commune de Noisy-le-Grand	SOCAREN	02/01/2017	16/11/2020	234 430,00	70 329,00
Aménagements urbains liés aux écomobilités (travaux)	Commune de Noisy-le-Grand	SOCAREN	15/01/2018	15/11/2021	400 000,00	120 000,00
Gestion alternative des eaux pluviales (travaux)	Commune de Noisy-le-Grand	SOCAREN	08/01/2018	15/09/2021	100 000,00	30 000,00
				total	11 054 570	**3 316 371**

Quartier innovant et écologique des Docks (phase 2) à Saint-Ouen, porté par la commune.

Nom de l'opération	Collectivité maitre d'ouvrage	Bénéficiaire de la subvention	Date prévisionnelle de début de projet	Date prévisionnelle de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue (en €)
Réalisation d'une crèche de 60 berceaux dans les secteurs en développement	Commune de Saint Ouen	SEQUANO	01/09/2017	01/09/2020	1 600 000,00	475 000,00
Réalisation des espaces publics de la seconde phase opérationnelle	Commune de Saint Ouen	SEQUANO	02/01/2017	01/01/2020	11 500 000,00	3 450 000,00
Réalisation d'une maquette 3D	Commune de Saint Ouen	SEQUANO	02/01/2017	31/12/2017	250 000,00	75 000,00
				total	13 350 000	**4 000 000**

annexe n°4 fiches projets modifiées (maîtrise d'ouvrage déléguée)

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16017217

Commission permanente du 16 novembre 2016 CP16-609

Objet : 100 QIE - QUARTIER LOUVOIS - TRAVAUX DE DECONSTRUCTION DE LA DALLE - VELIZY-VILLACOUBLAY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
100 quartiers innovants et écologiques	1 350 000,00 €	30,00 %	405 000,00 €
	Montant Total de la subvention		405 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEM 92 CITALLIOS
Adresse administrative : 65 RUE DES TROIS FONTANOT
92020 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur HERVE GAY, Directeur

N° SIRET : 33433645000096

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : 100 quartiers innovants et écologiques
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 16 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'opération de renouvellement urbain du quartier Louvois est un échantillon très représentatif de la politique que souhaite mener la commune sur l'ensemble de son territoire à savoir :
- assurer l'équilibre du territoire en termes de fonction : permettre à l'échelle des quartiers de la ville d'assurer ue mixité fonctionnelle et intergénérationnelle,
- développer l'attractivité du territoire, à la fois sous l'angle du développement économique et de l'attractivité résidentielle.
Par son ampleur, cette opération doit être exemplaire.

La destruction de la dalle est le préalable fondamental pour permettre de faire entrer dans l'innovation l'opération d'aménagement du quartier Louvois.

Description :
L'emprise au sol est de 9 500m2. Les travaux consisteront au désamiantage ainsi qu'à la démolitiondu bâtiment et l'évacuation des déchets s'y rapportant. Une remise en état du terrain est prévue à l'issue des travaux.
Les techniques de déconstruction mises en oeuvre par une entreprise présentant la qualification

QUALIBAT 1113 ou équivalente, seront de type traditionnel (écrêtage, sciage et grignotage à la pelle mécanique, tri et valorisation des déchets etc.).
L'entreprise de désamiantage devra posséder un certificat adapté aux travaux à effectuer. A ce jour il est demandé la qualification QUALIBAT 1552 ou équivalent.
Les travaux de désamiantage seront réalisés en respectant les prescriptions du guide INRS « travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante – guide de prévention – ED6091 décembre 2012 ».
La déconstruction sera menée afin de ne pas engendrer de gênes vis-à-vis du personnel du site et du voisinage :
- mise en place des protections adéquates (équerres, tapis de démolition, zones de sécurité autour des démolitions etc.), horaires de travail adaptés (selon l'arrêté municipal de la ville de Vélizy Villacoublay),
- délais d'exécution du chantier le plus réduit possible,
- gestion du bruit et des vibrations par des moyens adaptés (utilisation d'engin respectant la législation en matière de nuisances sonores en particulier selon les exigences du décret n°69-380 du 18 avril 1969 et des textes pris pour son application etc.),
- clôtures et balisage de chantier entretenus,
- gardiennage,
- gestions des accès et des flux du chantier,
- évacuation régulière et contrôlée des gravats, des déchets inertes, des D.N.D., des D.D. par camions bâchés,
- nettoyage du chantier et des voiries,
- réduction de la poussière à la source de production (pulvérisation d'eau, arrêt du chantier en cas de forts vents etc.),
- interdiction de feu sur site.
L'ensemble des déchets seront triés et évacués en filière adaptée.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VELIZY-VILLACOUBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 350 000,00	100,00%
Total	1 350 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	405 000,00	30,00%
COMMUNE	945 000,00	70,00%
Total	1 350 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	324 000,00 €
2018	81 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	642 984,00 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	2 691 458,00 €
2016	100 quartiers innovants et écologiques	405 000,00 €
	Montant total	3 739 442,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16017291

Commission permanente du 16 novembre 2016 CP16-609

Objet : 100 QIE - ECO QUARTIER ILE DE LA MARNE - RESEAU DE CHALEUR URBAIN (TRAVAUX) - SOCAREN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
100 quartiers innovants et écologiques	1 700 000,00 €	30,00 %	510 000,00 €
	Montant Total de la subvention		510 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOCAREN SOCIETE PUBLIQUE LOC AMENAGEMENT RENOVATION EQUIPEM DE NOISY LE GRAND
Adresse administrative : 2 PLACE DE LA LIBERATION 93160 NOISY-LE-GRAND
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Brigitte MARSIGNY, Présidente du Conseil d'Administration

N° SIRET : 33767887400013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : 100 quartiers innovants et écologiques
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La faisabilité du développement des énergies renouvelables sur le quartier, est étudiée en parallèle du projet d'aménagement de la ZAC. Des études ont été menées qui concluent que le scénario le moins risqué et le plus vertueux pour l'alimentation énergétique de la future opération est celui du raccordement au réseau de chauffage urbain de Neuilly-sur-Marne.

Cette solution cumule les avantages suivants :
- simplicité technique et organisationnelle,
- investissement faible,
- coût global maitrisé,
- évolution possible vers un raccordement d'un autre quartier,
- bonne performance environnementale.

De plus elle s'inscrit dans l'objectif principal du SRCAE (schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie) de la Région.

Description :
Les travaux comprennent principalement :
- le raccordement au réseau de chauffage urbain,
- l'implantation d'émetteurs basse température,
- la création de neuf sous-stations.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire.

Localisation géographique :
- NOISY-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 700 000,00	100,00%
Total	1 700 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	510 000,00	30,00%
COMMUNE	1 190 000,00	70,00%
Total	1 700 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	510 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	100 quartiers innovants et écologiques	646 329,00 €
	Montant total	646 329,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16017300

Commission permanente du 16 novembre 2016 CP16-609

Objet : 100 QIE - ECO QUARTIER ILE DE LA MARNE - ETUDES ENR ET MAITRISE D'OEUVRE RELATIVE AU RESEAU DE CHALEUR URBAIN - NOISY-LE-GRAND (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
100 quartiers innovants et écologiques	170 000,00 €	30,00 %	51 000,00 €
	Montant Total de la subvention		51 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOCAREN SOCIETE PUBLIQUE LOC AMENAGEMENT RENOVATION EQUIPEM DE NOISY LE GRAND
Adresse administrative : 2 PLACE DE LA LIBERATION 93160 NOISY-LE-GRAND
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Brigitte MARSIGNY, Présidente du Conseil d'Administration

N° SIRET : 33767887400013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : 100 quartiers innovants et écologiques
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La faisabilité du développement des énergies nouvelles et renouvelables sur le site d'étude sera étudiée, en parallèle du projet d'aménagement de la ZAC. Ces choix feront donc partie intégrante du projet d'aménagement et s'appuieront sur l'étude de potentialité énergétique déjà réalisée par la SOCAREN, l'objectif étant de conforter la faisabilité des solutions à développer et donc de permettre leur mise en oeuvre.

Description :
L'étude de CLIMAT MUNDI (Mai 2016) conclut que le scénario le moins risqué et le plus vertueux pour l'alimentation énergétique de la future opération est celui du raccordement au réseau de chauffage urbain de Neuilly-sur-Marne. Le réseau de chaleur de NSM est composé de géothermie profonde (1 700 m) couplée à une pompe à chaleur (60%) et à une production au gaz.
Cette solution vertueuse privilégiée pour l'alimentation de l'ensemble de la ZAC, s'inscrit dans l'objectif principal du SRCAE (schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie) de la Région.
Toutefois, des études de faisabilité technico-économique sont encore à développer dans ce sens afin

d’asseoir cette hypothèse et de vérifier les opportunités de développement sur la Ville de Noisy-le-Grand. En 2017, des études en géothermie et de maîtrise d’oeuvre devront être menées.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :

- NOISY-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES	170 000,00	100,00%
Total	170 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION-ILE-FRANCE	51 000,00	30,00%
COMMUNE	119 000,00	70,00%
Total	170 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	51 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2016	100 quartiers innovants et écologiques	646 329,00 €
	Montant total	646 329,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16017301

Commission permanente du 16 novembre 2016 CP16-609

Objet : 100 QIE - ECO QUARTIER ILE DE LA MARNE - AMO SUIVI ENVIRONNEMENTAL - NOISY-LE-GRAND (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
100 quartiers innovants et écologiques	50 000,00 €	30,00 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOCAREN SOCIETE PUBLIQUE LOC AMENAGEMENT RENOVATION EQUIPEM DE NOISY LE GRAND
Adresse administrative : 2 PLACE DE LA LIBERATION 93160 NOISY-LE-GRAND
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Brigitte MARSIGNY, Présidente du Conseil d'Administration

N° SIRET : 33767887400013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : 100 quartiers innovants et écologiques
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 23 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'ambition étant d'aménager un quartier exemplaire, le maître d'ouvrage se fera assister par un assistant à maîtrise d'ouvrage environnemental et en gestion alternative des eaux pluviales qui pourront conforter les hypothèses prises en termes d'aménagement et de construction.

Description :
L'AMO devra rédiger des prescriptions environnementales intégrées dans le PRO des espaces publics ainsi que dans les fiches de lot des promoteurs afin d'imposer des niveaux de performance et des gestes écologiques aux opérateurs des lots de construction. Une fois les prescriptions données, les AMO suivent l'ensemble des étapes de conception du projet jusqu'à leur réalisation afin de s'assurer de leur mise en oeuvre (études ENR et maîtrise d'oeuvre relative au réseau de chaleur).

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- NOISY-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION-ILE-FRANCE	15 000,00	30,00%
COMMUNE	35 000,00	70,00%
Total	50 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	100 quartiers innovants et écologiques	646 329,00 €
	Montant total	646 329,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16017303

Commission permanente du 16 novembre 2016 CP16-609

Objet : ECO QUARTIER ILE DE LA MARNE - AMENAGEMENT D'UN PARC ECOLOGIQUE (ETUDES, AMO) - NOISY-LE-GRAND (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
100 quartiers innovants et écologiques	234 430,00 €	30,00 %	70 329,00 €
	Montant Total de la subvention		70 329,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOCAREN SOCIETE PUBLIQUE LOC AMENAGEMENT RENOVATION EQUIPEM DE NOISY LE GRAND
Adresse administrative : 2 PLACE DE LA LIBERATION 93160 NOISY-LE-GRAND
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Brigitte MARIGNY

N° SIRET : 33767887400013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : 100 quartiers innovants et écologiques
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 16 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet de l'éco-quartier de l'Ile de la Marne prévoit la réalisation d'un parc écologique de 5,6 hectares.

Description :
Dans le cadre du mandat d'études préalables, la SOCAREN a signé un marché de maîtrise d'oeuvre urbaine avec le groupement MUTABILIS / ATEVE / EREA / ALPHAVILLE / SOUL ARCHITECTURES, leur confiant la conception et le suivi de la réalisation de l'ensemble du quartier, y compris du parc écologique.
L'équipe remettra courant novembre 2016 l'AVP des espaces publics. En 2017, le PRO et le DCE seront menés, en concertation avec les services techniques de la Ville et les différents acteurs du projet (SEDIF, DRIEE, Police de l'eau, DEA93, Conseil Départemental du 93, …), l'objectif étant de démarrer les travaux des espaces publics courant 2018.
En parallèle du PRO, le dossier de déclaration au titre de la loi sur l'eau mené conjointement avec le dossier de défrichement et de dérogation espèces protégées, seront établis et instruits par l'administration.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :

- NOISY-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES	234 430,00	100,00%
Total	234 430,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION-ILE-FRANCE	70 329,00	30,00%
COMMUNE	164 101,00	70,00%
Total	234 430,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	70 329,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	100 quartiers innovants et écologiques	646 329,00 €
	Montant total	646 329,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16017276

Commission permanente du 16 novembre 2016 CP16-609

Objet : DOCKS DE SAINT-OUEN - REALISATION DES ESPACES PUBLICS - SAINT-OUEN- 93

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
100 quartiers innovants et écologiques	11 500 000,00 €	30,00 %	3 450 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 450 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEQUANO AMENAGEMENT
Adresse administrative : 15 17 PROMENADE JEAN ROSTAND
93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur Michel FOURCADE, Président

N° SIRET : 30185204200011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : 100 quartiers innovants et écologiques
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif est de réaliser d'ici 2020, en accompagnement des livraisons des programmes environ 45 000 m² d'espaces publics.

Dans le cadre de son système de management de la qualité environnementale, Séquano Aménagement évalue annuellement les niveaux de performance relatifs à la qualité de l'espace public suivants :
- Disponibilité des espaces verts publics : objectif de 10 m² /habitant,
- Disponibilité des espaces publics : objectif de 30 m²/habitant,
- Logements et emplois à moins de 500 m d'un pôle multimodal : objectif de 50% des nouveaux logements et bureaux,
- Surface disponibles pour la biodiversité : objectif de 30%.

Le parti d'aménagement durable du projet des Docks de Saint-Ouen et l'organisation viaire de ce quartier visent à désenclaver le territoire, valoriser ses atouts géographiques et paysagers et mettre en place une stratégie de mobilité durable, à l'échelle du quartier, de la commune de Saint-Ouen et de ce territoire situé au carrefour entre la Seine-Saint-Denis, Paris, les Hauts-de-Seine et la Seine.
L'espace public est le lieu où se vit la mixité sociale et fonctionnelle. Il doit simplifier les déplacements

(habitants, usagers des équipements publics, salariés, livreurs, qu'ils soient motorisés, piétons ou cyclistes), favoriser la rencontre, inspirer la tranquillité et la sécurité.

Les premières livraisons de logements, bureaux, commerces et équipements publics imposent également à l'aménageur une très grande attention pour mettre à la disposition des habitants et usagers de la ZAC des espaces publics sécurisés et de qualité à chaque étape de chantier.

Dans ce projet qui se veut dense du fait de sa bonne desserte en transports en commun, l'espace public est aussi le lieu de la respiration et de la récréation.
Le projet d'espaces publics s'inscrit enfin dans la forte ambition écologique de l'EcoQuartier des Docks : maillon capital des continuités écologiques (qui trouvent des prolongements dans les lots privés), l'espace public est le support d'une gestion innovante des eaux pluviales à l'échelle du quartier.

Description :
Afin d'accompagner la livraison de la seconde phase opérationnelle, Séquano Aménagement devra réaliser les espaces publics nécessaires à la desserte des programmes.
Périmètre des travaux :
Les différentes zones de travaux des prochaines phases opérationnelles sont situées sur les secteurs Dhalenne Sud (ou secteur 1) et Bateliers Sud (ou secteur 3a).
Programme de travaux
- Requalification de la rue des Bateliers
- Création de nouvelles voies pour ouvrir, mailler le quartier et viabiliser les nouvelles constructions avec l'apport de réseaux et d'aménagements qualitatifs : Paulin Talabot, cours des Docks (ou rue des Lavandières), Pablo Picasso, Toni Morrison, Hippodrome, Frida Kahlo.

Ces espaces publics répondront aux enjeux de qualité paysagère et environnementale suivants :
- Assurer une desserte qualitative des programmes à construire,
- Réaliser une agrafe paysagère et urbaine entre le quartier des Docks et la Ville constituée,
- Proposer localement des espaces agréables, conviviaux, propices à la flânerie et favorables à une appropriation par les habitants,
- Réduire la place de la voiture dans le quartier avec des aménagements qui hiérarchisent l'usage de la voiture (zone de rencontre, zone 30, accès contrôlés) et donnent la priorité aux modes actifs et aux transports en commun,
- Contribuer à la sécurité des riverains par le déploiement d'un réseau de videoprotection - Mettre en oeuvre des techniques innovantes de gestion de l'eau (assainissement à ciel ouvert, rejet direct au milieu naturel après traitement local),
- Connecter la trame verte pré-existante au périmètre de la première phase et la Seine,
- Développer des continuités favorables à la biodiversité entre espace public et espace privé,
- Mettre en oeuvre des matériaux et techniques à l'impact environnemental ou énergétique limité,
- Limiter les effets d'îlots de chaleur par une végétalisation conséquente et un choix des matériaux pertinent,
- Prévoir des dispositifs simples d'utilisation et résistants pour faciliter le travail des gestionnaires et maintenir dans le temps le niveau de qualité recherché à moindre coût,
- Développer un réseau de fibre optique dans l'ensemble de la ZAC,
- Réaliser un projet d'éclairage limitant la pollution lumineuse nocturne et économe en énergie,
- Mettre en oeuvre une politique d'insertion professionnelle en fixant des objectifs aux entreprises intervenantes.

Les travaux comprendront la mise en oeuvre de :
- des noues plantées le long des espaces publics, en lien avec les ouvrages de rétention des programmes de construction,
- de larges bandes plantées de différentes strates (herbacées, arbustives et arborées), reliées aux espaces privés par des clôtures poreuses,
- des matériaux pertinent au regard du lieu et des moyens de production, ainsi que de leurs

caractéristiques,
- le génie civil pour le réseau de videoprotection
- les mobiliers et plantations aux endroits stratégiques afin de casser les flux de vent,
- les espaces réservés aux piétons et cycles avec un accès limités pour les véhicules motorisés ; de voiries en plateau avec des aménagements spécifiques permettant de réduire la vitesse des véhicules,
- un matériel d'éclairage économe en énergie avec des taux de luminosité respectueux de la flore et faune nocturne.

Moyens mis en œuvre :
Une première tranche de travaux a d'ores et déjà été livrée : le Grand Parc fin 2013 et les premières voiries du secteur des Bateliers Nord et la partie nord du secteur Dhalenne afin d'accompagner les premiers lots de logements et bureaux.

Les travaux des secteurs Dhalenne Sud et Bateliers Sud se poursuivent avec un objectif de livraison phasée de 2017 à 2020.

Séquano Aménagement a engagé ses études de maîtrise d'oeuvre.

Le calendrier des secteurs 1 et 3a est le suivant :
o Etudes MOE : 2015-2016
o Consultation entreprise : fin 2016
o Démarrage prévisionnel travaux : début 2017.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SAINT-OUEN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COUT DE L'OPERATION	11 500 000,00	100,00%
Total	11 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	3 450 000,00	30,00%
SEQUANO AMENAGEMENT	8 050 000,00	70,00%
Total	11 500 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	862 500,00 €
2018	862 500,00 €
2019	862 500,00 €
2020	862 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	2 220 000,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	264 944,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	263 890,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	423 165,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	39 600,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	47 625,00 €
2016	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	60 000,00 €
2016	100 quartiers innovants et écologiques	3 525 000,00 €
	Montant total	6 421 059,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16017258

Commission permanente du 16 novembre 2016 CP16-609

Objet : DOCK DE SAINT-OUEN - REALISATION D'UNE MAQUETTE 3D - SAINT-OUEN - 93

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
100 quartiers innovants et écologiques	250 000,00 €	30,00 %	75 000,00 €
	Montant Total de la subvention		75 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEQUANO AMENAGEMENT
Adresse administrative : 15 17 PROMENADE JEAN ROSTAND
93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur Michel FOURCADE, Président

N° SIRET : 30185204200011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : 100 quartiers innovants et écologiques
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le cadre du projet d'Ecoquartier de la ZAC des Docks, Séquano aménagement souhaite développer des outils autour d'une maquette et d'une modélisation 3D du projet. Ces outils doivent permettre d'accompagner le processus de conception des projets dans leurs dimensions urbaines et architecturales, ainsi que d'aide à la décision.

La modélisation 3D de la ZAC des Docks doit permettre de modéliser fidélement la première phase réalisée (plus de 2000 logements, 2 écoles, 1 crèche, 1 gymnase, 1 parc de 12 ha), ainsi que l'environnement proche du projet (300 M en périphérie du périmètre de la ZAC), mais aussi de modéliser avec des volumétries simples, puis détaillées, les projets urbains et architecturaux des secteurs en développement suivant leur avancement.

Pour chaque secteur en développement (aujourd'hui Bateliers Sud et Ardouin Sud, demain RER Sud et Nord), des ateliers de conception architecturale des ilots sont organisés avec les promoteurs désignés. Ces ateliers rassemblent les équipes de conception à l'échelle d'un îlot (maître d'ouvrage, équipes d'architectes, bureaux d'études techniques et environnementaux), Séquano aménagement et ses prestataires (maîtrise d'oeuvre urbaine de la ZAC, assistant à maîtrise d'ouvrage développement durable, assistant à maîtrise d'ouvrage loi sur l'eau, équipe de conception des espaces publics). L'objectif est de

co-concevoir et de favoriser des dialogues entre lkes projets architecturaux afin que ces derniers évoluent de concert dans le cadre de leur conception commune et s'intègrent dans le projet urbain, architectural et paysager.

Afin d'enrichir la réflexion urbaine et architecturale lors des ateliers, Séquano aménagement a donc décidé de faire réaliser une maquette 3D de l'ensemble du projet urbain dans lequel viendront s'intégrer les projets architecturaux à différentes étapes (volumétrie simple, pré PC, PC).

Cet outil permettra de :
- mieux appréhender les projets dans leur ensemble et leur environnement,
- mieux appréhender une approche bioclimatique du projet avec les impacts liés aux ensoleillements et une attention particulière sur l'orientation des bâtiments pour la qualité future des logements (effets de masque),
- insérer les volumétries des projets architecturaux et évaluer le projet urbain en cours de définition dans son ensemble, tant d'un point de vue urbain et architectural (morphologie urbaine, dialogues entre volumes et parti-pris architecturaux, épannelages, traitement des façades, impact sur le dimensionnement des espaces publics…), qu'environnemental (couloir de vent, ensoleillement des espaces publics…).

Ainsi, cet outil numérique assistera le travail de conception itératif mis en place dans le cadre des ateliers en apportant des éléments de représentation, de dimensionnement et d'intégration de chaque projet dans le quartier.

Description :
Le prestataire qui sera désigné devra dans un premier temps modéliser en 3D :
- les lots existants avec un rendu détaillé (détail des façades et des matériaux…),
- le reste du plan masse (projets qui ne font pas encore l'objet d'un permis de construire définitif et de démarrage travaux) en volumétrie simple (gabarit simple sans texture).
Suivant l'avancement de chaque lot, la saisie détaillée des projets en 3D sera réalisée sur la base du cahier des charges du Maître d'ouvrage ou sur la base de plans-coupes-façades des projets.

Enfin, dans le cadre spécifique d'ateliers d'architecture, le prestataire devra modéliser en 3D chaque ilot (pouvant être composé de plusieurs bâtiments) et les intégrer dans la maquette générale à des étapes clés de l'avancée des études (notamment pré-PC et PC).

Le prestataire pourra également être amené à développer des outils innovants : interface PC, interface tablette, interface réalité augmentée, interface écran tactile, interface immersion virtuelle.

Dans le cadre de cette mission, des films et des perspectives en haute définition pourront également être réalisés.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SAINT-OUEN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COUT DE L'OPERATION	250 000,00	100,00%
Total	250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	75 000,00	30,00%
SEQUANO AMENAGEMENT	175 000,00	70,00%
Total	250 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	60 000,00 €
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	2 220 000,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	264 944,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	263 890,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	423 165,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	39 600,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	47 625,00 €
2016	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	60 000,00 €
2016	100 quartiers innovants et écologiques	75 000,00 €
	Montant total	2 971 059,00 €

annexe n°5 fiches projets modifiées (erreur matérielle)

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16017174

Commission permanente du 16 novembre 2016 CP16-609

Objet : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES : ECO -QUARTIER DE LA PEPINIERE DEMARCHE DE TRANSPLANTATION D'ARBRES ET DE REUTILSATION DU MATERIAU BOIS POUR LES ARBRES EXISTANTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
100 quartiers innovants et écologiques	333 333,33 €	30,00 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFTRP - GRAND PARIS AMENAGEMENT
Adresse administrative : 195 RUE DE BERCY
75012 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Thierry LAJOIE, Président Directeur Général
N° SIRET : 64203694100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : 100 quartiers innovants et écologiques
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : « Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (à adapter selon les cas : honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, géomètre, sondage, frais de dossier), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage ».

Objectifs :
Le projet de l'éco-quartier de la Pépinière, d'une superficie de 13,4 ha est porté par la ville de Villepinte qui contribue de façon significative à l'effort de construction régionale sur la période 2016-2021 avec :
. la réalisation de 700 logements adaptés aux besoins du territoire ;
. un programme mixte, avec diversité de produits dans une logique de parcours résidentiel ;
. le respect de la législation en termes de logement social.

L'écoquartier de la Pépinière ambitionne un véritable effort d'amélioration de la qualité de vie, avec :
. la réalisation d'un parc paysager, support de biodiversité, de mobilité douce et d'usages de proximité ;
. un programme et des espaces publics favorisant une mixité intergénérationnelle, sociale et fonctionnelle;
. le développement d'une économie de proximité ;

. le respect d'une exigence d'adaptabilité face à l'évolution des besoins de la population

L'écoquartier de la Pépinière présente une exemplarité environnementale par :
. la constitution d'un cadre favorable à une démarche d'urbanisme durable (labellisation…) ;
. une conception sobre permettant de valoriser le patrimoine végétal et mettant la nature au coeur du quartier ;
. la mise en oeuvre d'une filière de réemploi-recyclage, action innovante visant à valoriser les ressources existantes du site.

L'écoquartier de la Pépinière favorise les mobilités durables avec :
. une implantation dans un secteur très bien connecté aux transports en communs ;
. l'apaisement (zones 30) et la sécurisation (plateaux) des mobilités douces des deux voiries créées ;
. le bouclage d'une partie des aménagements piétonniers de la trame des modes doux villepintoise.

l'action décrite dans la présente demande d'aide, porte ainsi sur le domaine de l'aménagement et notamment sur l'aménagement des espaces publics permettant d'améliorer la qualité urbaine, la cohésion sociale, les mobilités douces et la biodiversité du quartier de la Pépinière

Description :
La démarche comprend donc la réalisation d'une Pépinière temporaire, la transplantation des végétaux, la conception et la création d'un bâtiment de stockage (« La Fabrique »), ainsi que la conception et la réalisation d'un mobilier urbain spécifique avec le matériau bois récupéré, permettant de pérenniser l'identité du site et de devenir un support de démarches artistiques et culturelles du quartier. Soucieuse d'ancrer cette opération dans une démarche de développement durable ambitieuse, Grand Paris Aménagement souhaite également profiter de cette action pour favoriser l'insertion et la formation professionnelle dans la filière bois.

Une 1ère phase de défrichement a déjà eu lieu au début de l'année 2016, ce qui a conduit à transplanter 110 arbres et 215 arbustes dans une Pépinière temporaire sur le site

Une 2ème phase de défrichement aura lieu, sitôt l'autorisation de défrichement obtenue en octobre 2016. Le paysagiste poursuivra alors la mise en jauge des arbres et la scierie mobile pourra intervenir, l'association Bellastock pilotant la construction de la structure de stockage. A l'issue du temps de séchage du bois, l'étape suivante sera la mise en oeuvre de La Fabrique et la production des différents objets à réutiliser dans les espaces publics (clôtures, mobiliers, plessis, etc.). Le caractère innovant de ce projet induit une logistique et une organisation nouvelle qui reste encore à inventer par Grand Paris Aménagement et ses prestataires.

Dans le cadre de sa certification ISO 9 001, ISO 14 001 et EMAS, Grand Paris Aménagement s'est doté d'une stratégie d'entreprise pour un développement urbain durable, économe et responsable

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire

Localisation géographique :
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COÛT DE L'ACTION N°11	333 333,33	100,00%
Total	333 333,33	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	100 000,00	30,00%
GRAND PARIS AMENAGEMENT	166 666,67	50,00%
COMMUNE	66 666,66	20,00%
Total	333 333,33	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €
2018	20 000,00 €
2019	20 000,00 €
2020	20 000,00 €
2021	15 000,00 €
2022	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	3 230 277,00 €
2016	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	114 300,00 €
2016	100 quartiers innovants et écologiques	312 020,78 €
	Montant total	3 656 597,78 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16017196

Commission permanente du 16 novembre 2016 CP16-609

Objet : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - ECO QUARTIER DE LA PEPINIERE A VILLEPINTE : MESURES SPECIFIQUES A L'INTENSIFICATION ECOLOGIQUE DU PROJET EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
100 quartiers innovants et écologiques	706 735,92 €	30,00 %	212 020,78 €
	Montant Total de la subvention		212 020,78 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFTRP - GRAND PARIS AMENAGEMENT
Adresse administrative : 195 RUE DE BERCY
75012 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Thierry LAJOIE, Président Directeur Général
N° SIRET : 64203694100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : 100 quartiers innovants et écologiques
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : « Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (à adapter selon les cas : honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, géomètre, sondage, frais de dossier), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage ».

Objectifs :
Le futur éco-quartier de la pépinière est en partie sur une ancienne pépinière, abandonnée depuis les années 80 (friche urbaine). Le nouveau quartier participe à la restructuration en cours du paysage urbain de la commune à travers la requalification du Boulevard Robert Ballanger, la mise en œuvre de la trame verte et la requalification de l'entrée de ville ouest

Le projet de l'éco-quartier de la Pépinière, d'une superficie de 13,4 ha est porté par la ville de Villepinte qui contribue de façon significative à l'effort de construction régionale sur la période 2016-2021 avec :
. la réalisation de 700 logements adaptés aux besoins du territoire ;
. un programme mixte, avec diversité de produits dans une logique de parcours résidentiel ;

. le respect de la législation en termes de logement social.
L'écoquartier de la Pépinière ambitionne un véritable effort d'amélioration de la qualité de vie, avec :
. la réalisation d'un parc paysager, support de biodiversité, de mobilité douce et d'usages de proximité ;
. un programme et des espaces publics favorisant une mixité intergénérationnelle, sociale et fonctionnelle;. le développement d'une économie de proximité ;
. le respect d'une exigence d'adaptabilité face à l'évolution des besoins de la population

L'écoquartier de la Pépinière présente une exemplarité environnementale par :
. la constitution d'un cadre favorable à une démarche d'urbanisme durable (labellisation…) ;
. une conception sobre permettant de valoriser le patrimoine végétal et mettant la nature au coeur du quartier ;
. la mise en œuvre d'une filière de réemploi-recyclage, action innovante visant à valoriser les ressources existantes du site.

L'écoquartier de la Pépinière favorise les mobilités durables avec :
. une implantation dans un secteur très bien connecté aux transports en communs ;
. l'apaisement (zones 30) et la sécurisation (plateaux) des mobilités douces des deux voiries créées ;
. le bouclage d'une partie des aménagements piétonniers de la trame des modes doux villepintoise.

L'action décrite dans la présente demande d'aide, porte ainsi sur le domaine de l'aménagement et notamment sur l'aménagement des espaces publics permettant d'améliorer la qualité urbaine, la cohésion sociale, les mobilités douces et la biodiversité du quartier de la Pépinière
La ville de Villepinte et Grand Paris Aménagement se sont engagées dans les démarches de labellisation Ecoquartier et BiodiverCity©.
Au cœur de cette stratégie d'entreprise, un Système de Management Qualité -Environnement (SMQE) est mis en place dans le respect des normes ISO 14 001 et 9 001, et EMAS (Eco-Management & Audit Scheme).
Ce dispositif s'applique à une quinzaine d'opérations d'aménagement en cours, dont la ZAC de la Pépinière ainsi qu'à toute nouvelle opération confiée à Grand Paris Aménagement.

Description :
Actions visant à l'intensification écologique :

- Implantation de ruches
Le 18 juin 2016, des ruchers pédagogiques ont été installés sur le site de la Pépinière avec le concours d'EKODEV. Engagé aux côtés de la ville de Villepinte, Grand Paris Aménagement recherche une manière d'installer durablement les ruches au cœur du projet d'aménagement. D'ailleurs, une animation ouverte aux Villepintois a été organisée le 25 septembre par Grand Paris Aménagement à l'occasion de la première récolte du miel du futur écoquartier de la Pépinière permettant de découvrir le site et la démarche du projet avant le démarrage des premiers travaux d'aménagement

- Trame verte et bleu structurante

La TVB séquencée, présente un gradient de naturalité croissant depuis son accroche sur le boulevard Ballanger vers le cœur du quartier, matérialisé au travers des usages proposés dans ces espaces. Le parvis au Sud est ainsi la porte d'entrée du quartier et amorce la continuité environnementale vers le Nord. Le mail central est le support d'activités récréatives. Le parc paysager au Nord, est un espace de liberté permettant la découverte de la nature et sa préservation.
Le boisement Nord va être redensifié (reconstitution de lisières et bandes boisées sur une épaisseur de 8m). La partie Nord-Est, où a été observé des nids d'écureuils sera protégée des usagers par des "murets" constitués en rondins de bois issus du défrichement, de manière à créer des "réservoirs de Nature". Tout au long du parc central et du parc Nord, des bosquets seront reconstitués pour mettre en valeur la végétation préservée et assurer la fonctionnalité du corridor écologique.

- Gestion alternative des eaux pluviales

La topographie du site et la nature de l'urbanisation envisagée sont favorables à la mise en place d'un schéma de gestion des eaux pluviales par techniques alternatives de l'assainissement. Le dispositif à mettre en place sera majoritairement à ciel ouvert afin de réguler les débits et favoriser l'infiltration. Il sera constitué de noues, de jardins creux et de bassins en eau. Ces milieux humides constitueront autant d'espaces favorables à l'amélioration écologique de la ZAC. Ils contribueront également à renforcer son image en tant qu'espace respectueux d'une certaine qualité environnementale et comme valeur ajoutée à la composition paysagère.

- Préservation de la biodiversité existante pour favoriser les futurs écosystèmes

Un diagnostic fin du patrimoine végétal à permis d'identifier les arbres remarquables, par leur état phytosanitaire, ainsi que leur intérêt floristique et paysager. Sur cette base exhaustive, le projet urbain a été réinterrogé afin de limiter au maximum l'impact sur ces sujets majeurs.
Pour les arbres malgré tout impactés par le projet, leur transplantation a systématiquement été envisagées, afin de les réutiliser dans le projet des espaces publics. Une Pépinière temporaire a ainsi été mise en place et les sujets capables de résister à cette opération sélectionnés au cas par cas pour y être mis en jauge. Une première phase de défrichement a déjà eu lieu en début d'année 2016, ce qui a conduit à transplanter 110 arbres et 215 arbustes dans une Pépinière temporaire sur le site.

Ces actions seront valorisées auprès des usagers au travers d'un parcours pédagogique, de jardins potagers, d'animations, etc.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire

Localisation géographique :
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COÛT DE L'ACTION N°12	706 735,92	100,00%
Total	706 735,92	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	212 020,78	30,00%
GRAND PARIS AMENAGEMENT	212 020,78	30,00%
COMMUNE	282 694,36	40,00%
Total	706 735,92	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	53 005,78 €
2018	53 005,00 €
2019	53 005,00 €
2020	53 005,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	3 230 277,00 €
2016	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	114 300,00 €
2016	100 quartiers innovants et écologiques	212 020,78 €
	Montant total	3 556 597,78 €

annexe n°6 fiches projets 100 quartiers innovants et écologiques

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014827

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QIE - TERRAIN DE SPORTS SUR LE TOIT DE LA HALLE LOGISTIQUE - PARIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	1 357 143,00 €	30,00 %	407 143,00 €
	Montant Total de la subvention		407 143,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PARIS
Adresse administrative : 4 PL DE L'HOTEL DE VILLE
75004 PARIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Anne HIDALGO, Maire

N° SIRET : 21750001600019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Demande de cofinancement pour le développement de Chapelle International, un quartier innovant et écologique au cœur d'un territoire métropolitain en pleine mutation.

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'aménagement de la toiture de la halle logistique de la SOGARIS en cours de construction fait partie des innovations urbaines portées par la Ville de Paris dans le quartier « Chapelle International ».

L'utilisation de cette 5ème façade de 10 000 m2 permettra d'accueillir de nouvelles activités productives, récréatives et sportives. Cette toiture avec des vues à la fois sur le faisceau ferroviaire et sur la butte Montmartre fera émerger un paysage urbain singulier.

Pour faciliter la réalisation de ce projet innovant, la Ville de Paris souhaite demander une aide régionale portant sur chacun des projets de la toiture dans le cadre 100 quartiers innovants et écologiques.

Cette action vise à créer une nouvelle offre de terrains sportifs dans le quartier Chapelle International. Elle répond à des besoins actuels identifiés par la Mairie du 18ème arrondissement et les associations locales lors des réunions de concertation. Ces nouveaux terrains sportifs profiteront aussi aux 4000

habitants et 3000 salariés attendus à l'horizon 2020 dans ce nouveau quartier

Description :
Les équipements sportifs seront installés sur une surface de 3745 m2 sur la partie nord de la toiture du bâtiment de la halle logistique.

Ces terrains comprennent :
- 2 terrains de tennis dé-normés,
- 1 terrain multisport : volley, handball, basket (44X24 m),
- des sanitaires,
- « une allée des sports » permettant aux usagers de circuler entre les espaces.

L'implantation choisie permet de créer des espaces végétalisés autour des terrains. Les cheminements d'accès rythment les zones végétales et des élargissements des chemins permettent l'attente et la rencontre des utilisateurs.

La délimitation des terrains est constituée d'une grille de 3 m et surmontée d'un filet pare ballons de de 2 à 4m de hauteur.

Les terrains sportifs seront accessibles depuis le gymnase qui est intégré au lot A connexe au nord du bâtiment de la halle logistique. Ils seront gérés par la direction de la jeunesse et des sports et seront ouverts de 7h30 à 22h30 tous les jours, de 7h30 à 18h30 le dimanche.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX (aménagements des circulations, métallerie et charpenterie)	1 357 143,00	100,00%
Total	1 357 143,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	407 143,00	30,00%
COMMUNE	950 000,00	70,00%
Total	1 357 143,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	150 000,00 €
2018	150 000,00 €
2019	107 143,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide au développement de bornes de recharges électriques	1 200 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	328 000,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	299 030,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	10 000,00 €
2014	Pactes pour l'emploi, la formation et le développement économique - Action innovante	20 000,00 €
2015	Aide à la restauration du patrimoine protégé	935 632,00 €
2015	Aide à l'écriture de scénario (structures)	3 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	3 794 673,83 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	464 639,96 €
2015	Innovation et actions pilotes - Fct	10 000,00 €
2015	Innovation et actions pilotes - Inv	80 090,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	16 114 000,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	120 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	300 000,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	37 827,14 €
2016	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	200 000,00 €
2016	100 quartiers innovants et écologiques	2 189 286,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 2	1 230 000,00 €
	Montant total	27 336 178,93 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020905

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QIE - CONSTRUCTION D'UN GROUPE SCOLAIRE, AVEC GYMNASE ET LOCAUX ASSOCIATIFS-ZAC DE LA GARE-MONTIGNY-LES-CORMEILLES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	10 000 000,00 €	30,00 %	3 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTIGNY LES CORMEILLES
Adresse administrative : 14 RUE FORTUNE CHARLOT
95370 MONTIGNY LES CORMEILLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Noël CARPENTIER, Député-maire

N° SIRET : 21950424800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Le projet prévoit la construction d'un groupe scolaire de 14 classes dont 6 en maternelle et 8 en élémentaire au sein de la ZAC de la Gare de Montigny-lès-Cormeilles consacré quartier innovant.

Date prévisionnelle de début de projet : 31 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet prévoit la construction d'un groupe scolaire de 14 classes dont 6 maternelles et 8 élémentaires au sein de la ZAC de la Gare de Montigny-les-Cormeilles, consacrée au quartier innovant. Un gymnase et des locaux associatifs sont aussi prévus.

L'école constituera un repère urbain dans le quartier grâce à des volumes en proue sur la rue du Général de Gaulle abritant des programmes fonctionnant à des temporalités différentes.

L'établissement propose une nouvelle forme urbaine ouverte sur la ville articulant cours et espaces collectifs ouverts sur la rue du Général de Gaulle et sur deux mails.

Description :
Le projet prévoit la construction d'un bâtiment neuf composé de :

- Un groupe scolaire de 14 classes équipé de deux salles de restauration, d'un office de réchauffage, d'un espace périscolaire, de locaux communs et de cours de récréation : une cour maternelle au niveau du R+1 et une cour élémentaire partagée au niveau du RDC. Constituant un espace de respiration dans le futur quartier, la cour sera accessible aux habitants du quartier pendant les week-ends et les vacances pour des activités sportives et associatives,

- une grande salle de réunion à destination du groupe scolaire et également utilisable en dehors des heures d'ouverture de l'école notamment pour les associations,

- un gymnase semi-enterré à destination du groupe scolaire et également utilisable en dehors des heures d'ouverture de l'école.

Les hauteurs des bâtiments sont adaptées aux largeurs des voies : R+1 sur la future rue jardin, ce qui permet de conserver un bon ensoleillement des cours, et R+3 sur la voie nouvelle. C'est sur cette rue que se trouveront les entrées des écoles, sur le chemin le plus direct entre les logements, les commerces et la gare.

Le rez-de-chaussée de l'école accueille les fonctions communes. Accessible depuis un patio jardin, l'école maternelle se développe au premier étage, de plain-pied avec sa cour située au dessus du gymnase. L'école élémentaire et le périscolaire se développent sur trois niveaux dans l'aile ouest et bénéficient d'une cour au niveau de la rue et d'une terrasse complémentaire en étage.

Le bâtiment est constitué de volumes simples et d'un jeu de volumes en encorbellement sur la rue et en proue sur l'avenue de Gaulle. Le socle est traité en béton matricé sur rue et est largement vitré sur les cours. En étage, les façades sont traitées en bardage sur rue et avec effet brise soleil sur les couloirs de distribution avec quelques baies permettant des vues sur les cours.

Ouvert sur son environnement par la mutualisation de sa cour les week-ends, hyper connecté avec des tableaux numériques dans chaque classe (primaires), écologique avec des toitures végétalisées et des jardins pédagogiques, performant thermiquement par le choix des matériaux et des principes constructifs, le groupe scolaire marque la future entrée de ville à proximité immédiate de la gare de Montigny-Beauchamp.

Le groupe scolaire de la ZAC de la Gare sera ainsi une école connectée, ouverte, pratique et confortable : un bâtiment-phare dans la ville, animé en semaine et les week-ends.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- MONTIGNY-LES-CORMEILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	10 000 000,00	100,00%
Total	10 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	3 000 000,00	30,00%
FOND DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT PUBLIC	400 000,00	4,00%
COMMUNE	6 600 000,00	66,00%
Total	10 000 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	150 000,00 €
2018	1 650 000,00 €
2019	1 200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	13 240,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	13 216,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	104 819,00 €
2014	Manifestations littéraires (CR46-14)	10 000,00 €
2015	Contrat régional territorial	775 000,00 €
2015	Manifestations littéraires (CR46-14)	10 000,00 €
2017	Contrat régional territorial	250 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	5 395,00 €
	Montant total	1 181 670,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020906

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QIE - AMENAGEMENT D'ESPACES PUBLICS - MONTIGNY-LES-CORMEILLES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	3 333 333,00 €	30,00 %	1 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEM 92 CITALLIOS
Adresse administrative : 65 RUE DES TROIS FONTANOT
92020 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Madame EMMANUELLE RIGOULET

N° SIRET : 33433645000096

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Le projet est relatif aux espaces publics du quartier de la Gare de Montigny-lès-Cormeilles, lauréat de l'AAP des 100 quartiers innovants et écologiques.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet est relatif aux espaces publics du quartier de la Gare de Montigny-lès-Cormeilles, lauréat de l'Appel à candidatures des 100 quartiers innovants et écologiques.Les espaces publics jouent un rôle majeur dans la recomposition du site de la ZAC de la Gare. En effet, ils doivent doter le futur quartier de ponctuations à l'échelle de la densification souhaitée. Ainsi, la variété de leur dimension permet à la fois de multiplier des lieux et des repères qui guident et agrémentent les déplacements au sein du quartier tout entier.

Une hiérarchisation claire des espaces publics permet également de produire des lieux dont la dimension sera conforme aux usages que l'on souhaite leur attribuer, et d'enrichir le quartier d'ambiances variées. Les espaces publics sont les lieux stratégiques à partir desquels est repensée l'organisation de tout le quartier: leur dessin guide celui des îlots qui les bordent et inventent un nouveau dialogue entre l'espace public et privé.

Description :
Le long de la rue du Général de Gaulle un alignement d'arbres de hautes tiges composé de chênes des marais, permet de souligner la grande dimension du site et la voie de circulation vers le centre-ville de Montigny-lès-Cormeilles. Le choix des chênes rappelle les espaces forestiers encore très présents sur le territoire. Cet axe planté se prolonge avenue Fernand Bommelle en direction du centre-ville, on retrouve cet alignement de chênes le long de l'avenue de la Libération (côté ZAC). Celui-ci délimite la voie départementale et la contre-allée créée dans le cadre de la ZAC pour desservir en toute sécurité les îlots.

Le long de la rue de la Gare, l'alignement d'arbres unilatéral et disposé de manière aléatoire revêt une dimension plus modeste et adopte des essences variées (poiriers d'ornement et érables) qui favorisent une atmosphère paysagère plus légère et domestique sur cette portion de voie étroite entre les deux places.

Au sein du quartier les rues Jardins contrastent avec les voies de desserte essentiellement minérales. Ces rues jardin sont construites sur le principe de squares linéaires qui accompagnent le déplacement. Elles alternent les espaces de repos avec des bancs ou des espaces de jeux informels pour jeunes enfants et des espaces plantés avec des arbustes fleuris et odorants, des couvres-sol aux couleurs variées. Le long des rues jardins, des noues paysagées permettent une gestion durable des eaux de pluie.
Les voies de desserte se composent d'une chaussée à double sens, d'une bande de stationnement linéaire et continue unilatérale et de larges trottoirs de 2 m minimum favorisant les déplacements piéton à proximité des transports en commun, des commerces et équipements.

Les îlots sont conçus pour offrir ponctuellement des jardins en pleine terre aux dimensions suffisante pour être plantés. A la manière des quartiers pavillonnaires traditionnels riverains, ces jardins ont pour fonction d'éclaircir la rue et de participer, au travers de leurs diversités d'aménagement et de plantations, à l'ambiance paysagée de la rue. Au-délà des limites avec l'espace public, les jardins de cœurs d'îlot perceptibles entre les volumes bâtis, ainsi que les toitures jardins et les toitures végétalisées constituent des continuités paysagères à l'échelle de l'ensemble du quartier.

Le site existant de la ZAC est partiellement planté de très beaux arbres (chênes, et tilleuls) que le projet s'efforce de conserver et d'intégrer afin d'ancrer le plus possible le projet dans l'histoire du lieu et du territoire.

Le dessin des espaces publics est simple, il favorise la clarté et la fluidité des espaces.

Les matériaux sont sobres, de qualité et pérennes afin de leur assurer durabilité et facilité de gestion et d'entretien. Ils se composent pour l'essentiel, de bordures en granit, d'enrobé sur la chaussée et les trottoirs, de pavés en granit à joints engazonnés pour le stationnement, de dalles en béton pour les allées piétonnes et de dalles granit sur la place des commerces et la rue de la Gare.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- MONTIGNY-LES-CORMEILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	4 709 000,00	100,00%
Total	4 709 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	1 000 000,00	21,24%
AMENAGEUR	2 289 000,00	48,61%
COMMUNE	1 420 000,00	30,16%
Total	4 709 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €
2018	490 000,00 €
2019	500 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	642 984,00 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	2 691 458,00 €
2016	100 quartiers innovants et écologiques	405 000,00 €
	Montant total	3 739 442,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020925

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - QUARTIER NORD - BAGNEUX - CONSTRUCTION DE L'ECOLE-PARC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	12 728 216,00 €	22,04 %	2 805 823,00 €
	Montant Total de la subvention		2 805 823,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BAGNEUX
Adresse administrative : 57 AVENUE HENRI RAVERA
92220 BAGNEUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire

N° SIRET : 21920007800216

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Ecole-parc - Projet urbain durable quartier nord

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 2 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'oeuvre et bureaux d'études, programmation, diagnostics techniques,...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Objectifs :
Le quartier nord de la ville de Bagneux va connaître de profondes modifications ces prochaines années avec l'arrivée de la ligne 15 sud du Grand Paris Express et la prolongation de la ligne 4 du métro. Afin de profiter de cette dynamique, la Ville a pensé un projet urbain d'ensemble sur le quartier nord qui s'inscrit pleinement dans les dynamiques volontaristes de la création de quartiers vivants et respectueux de l'environnement et de l'habitant.

L'école-parc répondra entièrement à ces attentes. En effet, cette école doit s'inscrire dans la trame verte de l'éco quartier et offrira un cadre pédagogique épanouissant pour les enfants. La Ville souhaite que cet

équipement soit autant que possible ouvert sur le parc Robespierre et sur le quartier tout en assurant la sécurité de ses occupants, notamment des enfants, et qu'il favorise les échanges entre les habitants du futur éco quartier nord et les habitants déjà installés. Grâce à cet équipement, il sera possible de développer des services aux habitants en dehors des temps scolaires et d'accompagner le réaménagement du parc afin d'en diversifier les usages. Cette nouvelle école de 20 classes permettra également de répondre à la nouvelle sectorisation scolaire et aux besoins générés par la création de près de 2 500 logements.

Description :
Cette école sera composée des entités suivantes :
- une école maternelle de 8 classes de 30 élèves soit 240 élèves,
- une école élémentaire de 12 classes de 30 élèves, soit 360 élèves,
- un accueil de loisirs maternel et élémentaire de 180 enfants,
- une restauration scolaire en liaison froide de 600 rationnaires,
- un acceuil médico-social et du réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté,
- un logement de fonction pour le gardien et une studette pour son remplaçant.

Les écoles et l'accueil de loisirs partageront des locaux communs. Certains de ces locaux seront aussi ouverts aux habitants et/ou associations du quartier hors temps scolaires et heures d'ouverture de l'accueil de loisirs, notamment la BCD et la ludothèque, la salle polyvalente à dominante sportive ainsi que la cour de récréation élémentaire.

L'ensemble des espaces bâtis(hors circulations et locaux techniques) représentent une surface utile totale de 3 817 m², et les espaces extérieurs (préaux et cours de récréation) une surface utile de 3 110 m².

L'école sera desservie par une voie d'accès partagée et apaisée depuis la rue de Verdun 24h/24 ; son accès sera limité pour les véhicules par un système de bornes escamotables avec accès contrôlé depuis la loge du gardien.

Cette opération est inscrite dans une démarche de Développement Durable et de Qualité Environnementale du Bâtiment, avec la volonté de labelliser ce nouvel équipement "Energie-Carbone". L'implantation du bâtiment et la localisation des différents locaux, le choix des matériaux et des équipements devront tenir compte de cet objectif et de son implantation au sein du parc.
En outre, le terrain d'accueil de la future école jouxtant le site du futur chantier du Grand Paris Express, une attention particulière sera à apporter à la limitation des nuisances, à la cohabitation des deux chantiers et à la cohabitation de l'école après sa livraison avec le chantier du métro qui doit se poursuivre jusqu'en 2022.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BAGNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	10 372 000,00	77,91%
Dépenses techniques annexes	727 040,00	5,46%
Honoraires de maîtrise d'oeuvre	1 629 176,00	12,24%
Frais divers (concours, communication, reprographie)	85 000,00	0,64%
Equipements (matériel, mobilier, informatique, cuisine, buanderie,...)	500 000,00	3,76%
Total	13 313 216,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Bagneux	2 958 800,00	22,22%
Subvention Région (sollicitée)	2 805 823,00	21,08%
Participation aménageur ZAC	7 548 593,00	56,70%
Total	13 313 216,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	471 308,00 €
2018	1 453 566,00 €
2019	880 949,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	8 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	18 520,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	250 000,00 €
2014	Stratégies territoriales de sécurité – Fonctionnement	10 000,00 €
2015	Fonds d'urgence pour l'accompagnement des réfugiés	15 000,00 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	36 736,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	120 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	12 950,00 €
2016	Aide aux structures d'exercice collectif	10 360,00 €
	Montant total	481 566,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021071

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - ECO-QUARTIER DE LOUVRES-PUISEUX - REALISATION D'UN GROUPE SCOLAIRE DE 18 CLASSES ET D'UNE CRECHE COLLECTIVE DE 60 BERCEAUX DANS LA COMMUNE DE LOUVRES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	11 723 936,00 €	30,00 %	3 517 180,00 €
	Montant Total de la subvention		3 517 180,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LOUVRES
Adresse administrative : 84 RUE DE PARIS
95380 LOUVRES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Marie FOSSIER, Maire

N° SIRET : 21950351300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Réalisation d'un groupe scolaire de 18 classes et d'une crèche collective de 60 berceaux nécessaires à l'accueil des habitants de la ZAC de l'éco-quartier de Louvres-Puiseux en France

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par :

- la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre notamment), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

- l'urgence à réaliser les travaux. En effet, cette action s'inscrit dans le cadre d'une candidature lauréate au dispositif 100 Quartiers Innovants et Ecologiques. La convention-cadre ayant été approuvée lors de la CP du 16 novembre 2016, il n'a pas été possible d'affecter cette opération avant la CP du 5 juillet 2017 alors que les travaux ont démarré début avril 2017.

Objectifs :
Lauréat de la première session du dispositif 100 Quartiers innovants et écologiques, la commune de Louvres porte un projet d'éco-quartier incluant notamment la réalisation de plus de 3 000 logements et d'un programme conséquent d'équipements et d'espaces publics.

Dans le cadre de l'aménagement de la ZAC de l'éco-quartier de Louvres / Puiseux – secteur quartier gare, la ville de Louvres a décidé de construire un nouveau Groupe Scolaire de 18 classes associé à une crèche de 60 places.
Le nouveau groupe scolaire et la crèche s'inscrivent dans un contexte en mutation qui sera à terme largement marqué par une occupation résidentielle. Autour des espaces publics principaux et notamment autour de la Place des Silos, s'articulent des programmes mixtes ou commerciaux.

Le futur bâtiment adopte une disposition compacte autour des cours de récréation, l'une au rez-de-chaussée haut (cour maternelle), l'autre au R+1 (cour élémentaire). Les locaux (salles de classes, bureaux, restauration, périscolaire ...) s'ouvrent sur le coeur de la parcelle et sur la rue. La crèche adopte ce même principe pour ses lieux de vie et ses locaux administratifs, autour de cour-patios.

Description :
D'une surface utile de près de 4 500 m² (et 3 300 m² d'espaces extérieurs), le futur groupe scolaire et la crèche de l'éco-quartier Louvres - Puiseux-en-France sera composé ainsi :

Groupe Scolaire :
Au RDC Bas se situent :
- sur rue : le parvis couvert, le hall, la salle d'activité sportive maternelle et le parc de stationnement couvert de 30 places.
Au RDC Haut (Ecole maternelle) :
- sur rue le centre de loisir, les locaux de restauration
- sur cour : les salles de classe maternelles (7) et les locaux administratifs
- au nord : divers espaces dédiés à l'école maternelle tels que les salles d'activités, les salles de repos et l'espace informatique BCD.
Au R+1 (Ecole Elémentaire)
- en surplomb et s'enroulant autour de la cour maternelle : les salles de classe élémentaires (11) et les locaux administratifs
- au nord : divers espaces dédiés à l'école élémentaire tels que l'atelier, l'espace informatique BCD et le plateau sportif.

Crèche :
Au RDC Bas se situent :
- sur rue : le hall
- autour d'une petite cour à l'Est, les espaces de vie moyens et grands
- autour d'une cour patio au Nord, les locaux administratifs
Au premier niveau (correspondant au RDC Haut)
- à l'Est, le lieu de vie des tout-petits, ouvert sur une vaste terrasse
- au Nord , les locaux supports et techniques.

Le choix des matériaux s'appuie sur la composition volumétrique et programmatique du projet et sur le rapport spécifique de ses parois à son environnement immédiat.
Sur la rue, l'école et la crèche expriment un rapport urbain par l'utilisation de matériaux robustes : béton matricé, métal, verre. La façade Est est rythmée d'ouvertures verticales qui s'intercalent dans le rythme ligné du matriçage. La composition des façades donne un sentiment de vibration et d'animation, en résonance avec l'activité de la rue et de la Place des Silos.
Par contraste, les façades intérieures de l'école et de la crèche développent une écriture douce et protectrice, basée sur l'utilisation du bois (bardage, lattage, platelage et menuiseries). Les façades « intérieures » sont majoritairement vitrées et composées de menuiseries bois. D'une manière générale,

ces façades s'appuient sur une déclinaison verre-bois-métal. Les trumeaux de ventilation, les parties pleines, les platelages sont traités en bois. Les consoles des coursives, les garde-corps et les filets de protection sont en matériau métallique.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- LOUVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux construction du Groupe scolaire et de la crèche de l'éco-quartier de Louvres	10 051 483,00	85,73%
Honoraires et frais divers	1 672 453,00	14,27%
Total	11 723 936,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	3 517 181,00	30,00%
CA Roissy - Pays de France	3 712 271,00	31,66%
CD 95	1 795 213,00	15,31%
CAF	660 000,00	5,63%
Ville de Louvres	2 039 271,00	17,39%
Total	11 723 936,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 406 872,40 €
2018	1 406 872,40 €
2019	703 436,20 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Fonds Propreté	18 000,00 €
	Montant total	18 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021304

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QIE - REQUALIFICATION DE LA RUE DES GALERIES, DU MAIL DES CERCLADES ET DES TROIS PASSAGES COUVERTS- QUARTIER GRAND CENTRE CERGY- CA CERGY PONTOISE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	4 844 000,00 €	30,00 %	1 453 200,00 €
	Montant Total de la subvention		1 453 200,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY PONTOISE
Adresse administrative : H0TEL D'AGGLOMERATION 95027 CERGY PONTOISE
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Dominique LEFEBVRE, Président

N° SIRET : 24950010900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Quartier Grand Centre à Cergy : requalification de la rue des Galeries, du Mail des Cerclades et des trois passages couverts Saint Clair, Petits Champs et Artisans.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Quartier Grand Centre à Cergy : requalification de la rue des Galeries, du Mail des Cerclades et des trois passages couverts Saint Clair, Petits Champs et Artisans.

Le projet de requalification du quartier Grand Centre constitue un enjeu majeur pour l'agglomération de Cergy-Pontoise qui souhaite s'appuyer sur une centralité urbaine, économique et universitaire dynamique et innovante. Construit il y a 40 ans sur dalle à l'époque de la ville nouvelle, le quartier Grand Centre a vieilli et connait des dysfonctionnements liés aux difficultés d'intégration urbaine de la dalle, à la dégradation des espaces publics, à l'inadaptation des équipements et à l'émergence de nouveaux besoins.

Le projet de requalification du Grand Centre fondé sur le concept d'intensification urbaine et paysagère constitue le projet majeur de la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise pour les prochaines années. L'enjeu est de donner à l'agglomération une centralité moderne qui répond aux besoins de ceux qui y habitent, qui y travaillent et qui y étudient avec pour objectif de créer un quartier vivant alliant logements, emplois et services, sûr et agréable, en favorisant les mobilités durables, et en étant exemplaire en matière d'innovation et de transition écologique et énergétique.

Répartition des surfaces (en distinguant celles créées de celles conservées)

Logements :
Identification des logements privés (accession libre ou locatif) et des logements sociaux locatifs (PLUS, PLAI, PLS) ou en accession sociale 99 300 m² (surface de plancher à créer) : 2175 logements programmés soit 64 % logements en accession, 16 % logements intermédiaires et sociaux (essentiellement PLS et PLUS), 15% logements pour étudiants et 5 % résidences séniors.

Activités : 43 500 m² de bureaux (surface de planchers à créer).

Equipements publics :
. création d'un équipement structurant plurifonctionnel à vocation culturelle, sportive et d'animation locale pour répondre aux besoins des habitants, des actifs et des étudiants (campus international).
. aménagement d'un demi groupe scolaire par la reconversion de locaux existants.
Commerce : 16 600 m² de surface de vente pour l'extension du centre commercial des 3 Fontaines et 5 000 m² pour le commerce de proximité.
- Enseignement supérieur : 6 000 m² de locaux universitaires à créer

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CA CERGY-PONTOISE (95-VAL D'OISE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	4 844 000,00	100,00%
Total	4 844 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	1 453 200,00	30,00%
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION	3 390 800,00	70,00%
Total	4 844 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	435 960,00 €
2018	726 600,00 €
2019	290 640,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	7 262 944,52 €
2014	Equipements sportifs d'intérêt régional	1 800 000,00 €
2014	Politique régionale en faveur des plans de prévention du bruit dans l'environnement	13 340,00 €
2014	Soutien au développement du conseil en mobilité en Ile-de-France (Fct)	33 000,00 €
2014	Soutien aux nouveaux PLD & mise en compatibilité des PLD approuvés	126 160,00 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	44 000,00 €
2014	Terrains Synthétiques de grands Jeux	437 500,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	365 970,70 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	5 937 055,48 €
2015	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	2 127 075,00 €
2015	Plan régional énergies-Investissement maitre d'ouvrage	434 100,00 €
2015	Politique énergie climat	10 400,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	400 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	30 500,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	46 622,00 €
2016	Etude territoriale du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2016	Fonds Propreté	138 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 7	270 509,21 €
2016	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	13 065,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	20 000,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	216 935,25 €
	Montant total	19 393 077,16 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021311

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QIE - AMENAGEMENT PAYSAGER DES COULEES VERTES ET DES ESPACES VERTS D'ACCOMPAGNEMENT- HERBLAY 95

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	128 991,00 €	21,96 %	28 320,00 €
	Montant Total de la subvention		28 320,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'HERBLAY
Adresse administrative : 43 RUE DU GENERAL DE GAULLE
95220 HERBLAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe ROULEAU, Maire

N° SIRET : 21950306700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Aménagement paysager des coulées vertes et des espaces verts d'accompagnement

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune d'Herblay compte 27.692 habitants sur un territoire de 1 259,62 ha soit une densité de 22 hab/ha. Elle fait partie de la communauté d'agglomération du Val Parisis, TIM Confluence Seine-Oise, Unité urbaine de Paris, entité SDRIF agglomération centrale.

L'aménagement paysager du quartier des Bayonnes a été conçu tant à l'échelle de la commune qu'à celle du quartier. Cet aménagement paysager relie les Bois des Naquettes et des Fontaines (à l'Est) au Bois des Bayonnes et à la future Forêt du Grand Paris (à l'Ouest). La création de l'Esplanade des Frères Lumière structure et crée une nouvelle polarité au milieu du quartier.

Le schéma d'aménagement global du quartier prévoyait un aménagement paysager structuré notamment autour de coulées vertes en lanière Nord-Sud ainsi que des espaces verts d'accompagnement ; il convient donc aujourd'hui de finaliser l'aménagement paysager.

Les deux objectifs visés pour cet aménagement paysager sont :
- un objectif environnemental et écologique en aménageant les espaces libres entre les ilots d'habitations et d'équipements (prairies, engazonnement, plantations d'arbres en alignement et d'arbustes en bosquets) ;
- un objectif de déplacement en favorisant les circulations douces. Il s'agit là d'un maillon important du schéma intercommunal des modes doux et situés à l'intérieur du quartier des Bayonnes.

Description :
Les aménagements paysagers autour des coulées vertes du quartier des Bayonnes comprennent la réalisation d'une noue végétale, d'un alignement d'arbres, de l'engazonnement, d'une prairie fleurie, d'une passerelle en bois et d'un cheminement stabilisé.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire prend 3 stagiaires, qui sont répartis sur les autres opérations prévues (EX021312 et EX021313).

Localisation géographique :
- HERBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	128 991,00	100,00%
Total	128 991,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	28 320,00	21,96%
COMMUNE	100 671,00	78,04%
Total	128 991,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	28 320,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	6 440,90 €
	Montant total	6 440,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021312

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QIE - AMENAGEMENT QUALITATIF ET PAYSAGER DES ESPACES PUBLICS VOIE NORD SUD - HERBLAY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	1 612 733,82 €	29,92 %	482 550,00 €
	Montant Total de la subvention		482 550,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'HERBLAY
Adresse administrative : 43 RUE DU GENERAL DE GAULLE
95220 HERBLAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe ROULEAU, Maire

N° SIRET : 21950306700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Aménagement qualitatif et paysager des espaces publics accompagnant la voie Nord-Sud à Herblay

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune d'Herblay compte 27.692 habitants sur un territoire de 1259,62 ha soit une densité de 22 hab/ha. Elle fait partie de la communauté de communes du Val Parisis, TIM Confluence Seine-Oise, Unité urbaine de Paris, entité SDRIF agglomération centrale.

La commune d'Herblay compte 27.692 habitants sur un territoire de 1 259,62 ha soit une densité de 22 hab/ha. Elle fait partie de la communauté d'agglomération du Val Parisis, TIM Confluence Seine-Oise, Unité urbaine de Paris, entité SDRIF agglomération centrale.

Il s'agit de réaliser les aménagements qualitatifs et paysagers de la Voie Nord-Sud (r. J.Tati). Les objectifs sont les suivants :
-un objectif environnemental et écologique en renforçant le maillage bocager existant dans les espaces agricoles aux abords de la voie Nord-Sud (afin de limiter l'impact sur les déplacements des oiseaux et des

chiroptères), par l'aménagement d'une haie pluristratée et de noues végétalisées.
-un objectif de déplacement en favorisant les modes doux. Il s'agit là d'un maillon important du schéma intercommunal des circulations douces, situés à l'interface de la Plaine de Pierrelaye, future forêt du Grand Paris.
Les aménagements qualitatifs et paysagers comprennent la réalisation d'une haie bocagère, de noues paysagères, de pistes cyclables, de trottoirs et d'une passerelle.

Description :
1) La Haie bocagère
La voie Nord-Sud sera doublée d'une haie pluristratée le long de l'ensemble des tronçons 1 à 4 permettant ainsi à la faune et à la flore du site de continuer à se développer et de conserver leur habitat.
L'analyse de la faune et de la flore, réalisée en 2014 par le bureau d'étude Biodiversita dans le cadre de l'étude d'impact, préconise l'utilisation d'essences indigènes afin de former une haie arbustive. Les variétés de plantations mises en place seront choisies dans les espèces végétales indigènes du bassin parisien.

2) Les noues paysagères
La voie Nord-Sud sera longée par des noues végétalisées destinées à accueillir les eaux pluviales. Ces noues seront à la fois des dispositifs de récupération des eaux de pluie et des lieux de prolifération de certaines espèces animales (insectes…).
Par ailleurs, ces noues sont favorables également aux espèces insectivores aériennes qui utilisent les linéaires pour chasser (chiroptères).

3) La piste cyclable
Afin de prolonger le cheminement deux roues venant de la route de Conflans (RD48) sur le tronçon 4, il sera créé une piste cyclable à double sens de circulation, en stabilisé renforcé de 3,00 m de largeur, pour rejoindre le chemin de Conflans.

4) Les trottoirs
Le circuit des déplacements doux se continue en prolongement du trottoir se trouvant le long des habitations de l'ilot 8 par un trottoir en pavés béton de chaque côté de la voie. Le trottoir à l'Est longera les futures habitations de la prochaine phase d'aménagement du quartier des Bayonnes et le trottoir à l'Ouest longera la noue et la haie bocagère. La continuité jusqu'au chemin de Conflans se fait par des trottoirs plus rustiques, car hors agglomération. Ils seront traités en stabilisé renforcé et seront bilatéraux sur le tronçon 3 (le long de la voie ferrée), côté Est de la voie sur le tronçon 4 et côté Nord du chemin de Conflans.

5) La passerelle
La voie qui passe au-dessus des voies ferrées n'est pas assez large pour y intégrer un trottoir et les deux roues. Il est donc prévu la construction et la mise en place d'une passerelle posée en parallèle du pont existant, d'une largeur de 2,00 m qui sera partagée entre les piétons et les deux roues.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- HERBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 612 733,82	100,00%
Total	1 612 733,82	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	482 550,00	29,92%
COMMUNE	1 130 183,82	70,08%
Total	1 612 733,82	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	43 429,50 €
2018	125 463,00 €
2019	313 657,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	6 440,90 €
	Montant total	6 440,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021313

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QIE - CONSTRUCTION DU GYMNASE DES BAYONNES - HERBLAY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	2 356 349,00 €	29,49 %	694 808,00 €
	Montant Total de la subvention		694 808,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'HERBLAY
Adresse administrative : 43 RUE DU GENERAL DE GAULLE
95220 HERBLAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe ROULEAU, Maire

N° SIRET : 21950306700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Construction du Gymnase des Bayonnes

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune d'Herblay compte 27.692 habitants sur un territoire de 1259,62 ha soit une densité de 22 hab/ha. Elle fait partie de la communauté de communes du Val Parisis, TIM Confluence Seine-Oise, Unité urbaine de Paris, entité SDRIF agglomération centrale.

Il s'agit de réaliser la construction d'un gymnase comprenant une salle multi sports et une annexe abritant des vestiaires, des douches, locaux techniques et de stockage. Le projet traite également les espaces extérieurs, entrée du gymnase, bassins d'infiltration des eaux de pluie.

Description :
Le gymnase est formé de deux volumes simples. Le traitement des façades est minimaliste afin de maximiser le coût d'entretien et de fonctionnement du bâtiment.

1) La salle multi-sports constitue un système porteur composé de portiques métallo-lamellé collé bois. Le complexe de bardage métallique comprend une isolation thermique et acoustique. La toiture est en bac acier perforé et isolé. Le chauffage est réalisé par radiants gaz céramiques.

2) L'annexe est une structure maçonnée et dallée sur un isolant thermique, couverture en bac acier isolé à faible pente sur charpente bois. L'isolation des parois verticales est faite par l'extérieur. Le chauffage des locaux et la production d'eau chaude est réalisée avec une chaudière gaz à condensation.

3) Les aménagements extérieurs comportent notamment le traitement des abords autour de la construction (cheminement en stabilisé et sorties en enrobé.
La récupération des eaux de pluie est réalisée dans un bassin d'infiltration réalisé à l'arrière du gymnase.

Les qualités du projet en matière de développement durable portent notamment sur les volets suivants :
- Gestion durable du projet
- Projet solidaire
- Projet économe en ressources
- Confort et santé.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- HERBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	2 356 349,00	100,00%
Total	2 356 349,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	694 808,00	29,49%
COMMUNE	818 272,00	34,73%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 95	643 269,00	27,30%
ETAT	200 000,00	8,49%
Total	2 356 349,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	94 808,00 €
2018	600 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	6 440,90 €
	Montant total	6 440,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021330

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - QUARTIER COEUR DE VILLE - BURES-SUR-YVETTE - AMENAGEMENT D'UN LOCAL POUR INFIRMIERES ET MEDECIN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	145 000,00 €	50,00 %	72 500,00 €
	Montant Total de la subvention		72 500,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BURES SUR YVETTE
Adresse administrative : 45 RUE CHARLES DE GAULLE
91440 BURES-SUR-YVETTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-François VIGIER, Maire

N° SIRET : 21910122700011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Aménagement d'un local pour infirmières et médecin

Date prévisionnelle de début de projet : 3 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études de conception et de missions d'études techniques (honoraires de maîtrise d'oeuvre, contrôle technique, mission SPS,...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Objectifs :
Dans le cadre du projet "Ilot Mairie", réalisé par COGEDIM en coeur de ville, un local de 100 m² sera livré pour la Ville de Bures-sur-Yvette dans le bâtiment G, îlot sud, au n°12 de la rue du Général Leclerc. L'objectif est de pouvoir y transférer le Centre de soins infirmiers actuellement situé 12/14 place de la Poste.

Description :
L'opération consiste à aménager ce local, livré brut par le promoteur, pour y installer le centre de soins infirmiers ainsi qu'un médecin.

Les travaux consistent à créer une salle d'attente, une salle de réunion/détente pour le personnel, un bureau secrétariat, deux salles de soins, un bureau médecin, un sanitaire privé et un sanitaire PMR.
Les travaux comprennent :
- les installations électriques (éclairages, prises, convecteurs électriques, etc.),
- l'installation VMC simple flux,
- les cloisonnements, et portes,
- les revêtements de sol, des murs et plafonds,
- la plomberie (sanitaire, ballon ECS, robinets, etc.),
- les menuiseries extérieures.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BURES-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	125 000,00	86,02%
Frais d'honoraires	20 310,00	13,98%
Total	145 310,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Commune	72 810,00	50,11%
Subvention Région (sollicitée)	72 500,00	49,89%
Total	145 310,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	58 000,00 €
2018	14 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	13 536,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	18 750,00 €
2017	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	29 169,50 €
	Montant total	61 455,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021339

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - QUARTIER COEUR DE VILLE - BURES-SUR-YVETTE - AMENAGEMENT D'UN CHEMINEMENT PMR ENTRE LA MAIRIE ET LA RUE CHARLES DE GAULLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	35 425,00 €	50,00 %	16 500,00 €
	Montant Total de la subvention		16 500,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BURES SUR YVETTE
Adresse administrative : 45 RUE CHARLES DE GAULLE
91440 BURES-SUR-YVETTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-François VIGIER, Maire

N° SIRET : 21910122700011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Aménagement d'un cheminement accessible aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) entre la Mairie et la rue Charles de Gaulle

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'oeuvre, étude géotechnique,...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Objectifs :
L'objectif poursuivi par la Ville de Bures-sur-Yvette est de faciliter les circulations piétonnes et répondre aux normes d'accessibilité Personnes à Mobilité Réduite.

Description :
L'action subventionnée s'inscrit dans une opération plus large qui consiste à établir un cheminement aux normes pour les personnes à mobilité réduite (PMR), depuis la gare RER jusqu'à la Mairie, en traversant

le parc paysager de l'ilôt Mairie (ilôt Nord).
Le cheminement se scinde en 3 étapes :
- Par l'impasse de la station (réalisation d'un pavage spécifique d'une largeur de 1.40m), à la charge de COGEDIM ;
- Puis par le Parc (réalisation d'un cheminement d'une largeur de 1.40m respectant les pentes et paliers nécessaires), à la charge de COGEDIM ;
- Pour finir par la rampe d'accès le long de la mairie pour déboucher sur la Rue Charles de Gaulle, à la charge de la Ville.

L'opération subventionnée porte sur cette dernière portion, soit sur l'aménagement paysager d'une rampe à moins de 5%, située à gauche de la mairie entre le parc public et la rue Charles de Gaulle pour la rendre accessible aux PMR.
Les travaux consistent à modifier le nivellement, effectuer la réfection en béton désactivé du cheminement sur un linéaire de 31mL et une largeur de 1,40m, ainsi que la réfection du trottoir. Le talus sera également repris avec la pose de rondins, et un enclos poubelles sera aménagé à l'angle côté rue Charles de Gaulle.

Intérêt régional : La commune de Bures-sur-Yvette s'est engagée à acceuillir 4 stagiaires fléchés sur 4 autres actions du programme opérationnel du quartier "Coeur de Ville" :
- Aménagement d'un local pour infirmières et médecin
- Amélioration de la circulation et du confort visuel du cheminement piéton sous voie ferrée
- Aménagement d'un local pour profession libérale
- Réfection des allées du Parc de la Grande Maison.

Localisation géographique :
- BURES-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Honoraires et études techniques	5 425,00	15,31%
Travaux	30 000,00	84,69%
Total	35 425,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Commune	18 925,00	53,42%
Subvention Région (sollicitée)	16 500,00	46,58%
Total	35 425,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	16 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	13 536,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	18 750,00 €
2017	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	29 169,50 €
	Montant total	61 455,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021374

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - PARC AUX LIEVRES BRAS DE FER - EVRY - CREATION D'UNE MAISON DES SERVICES PUBLICS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	9 488 945,00 €	21,08 %	2 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		2 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EVRY
Adresse administrative : PL DES DROITS DE L'HOMME DU CITOYEN
91000 EVRY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Francis CHOUAT, Maire

N° SIRET : 21910228200569

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Création d'une Maison des Services Publics - Ville d'Evry 91

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les échanges avec les différents acteurs dans le cadre de la concertation ont permis à la maîtrise d'ouvrage d'identifier 3 objectifs majeurs :
1. Proposer un équipement à destination des populations actuelles et futures
- Garantir la continuité du service public malgré la démolition de la dalle du Parc aux Lièvres
- Accroître la capacité d'accueil des équipements publics
- Remettre à niveau les conditions d'accueils des différents usagers

2. Construire un équipement innovant favorisant la lisibilité de l'offre en services publics
- Regrouper dans un seul et unique bâtiment différents services
- Favoriser les échanges entre professionnels et l'évolution de la relation usager-service public

3. Réaliser un équipement en phase avec les capacités financières de la ville
- Mutualiser les coûts liés à la reconstruction et l'exploitation d'un seul et unique bâtiment

- Eviter les dépenses liées au recours à des structures temporaires
- Assurer l'indépendance de l'équipement et ainsi simplifier sa gestion et son entretien

Description :
L'opération de la maison des services publics s'articule avec celle de la ZAC Parc aux Lièvres – Bras de Fer, celle-ci prévoyant une restructuration de l'offre publique mais aussi du réseau de voirie du site.
Le nouvel équipement viendra s'implanter sur l'emprise de l'actuel gymnase Mauriac, lequel aura été reconstruit entre-temps sur le terrain attenant.

L'opération accueille 5 composantes :
- Une mairie annexe,
- Une maison de quartier,
- Un multi-accueil de 36 places,
- Un relais d'assistantes maternelles,
- Un lieu d'accueil Parents Enfants.

Afin de garantir le bon fonctionnement et la qualité d'ensemble du nouvel équipement, les cinq composantes bénéficient de locaux communs ainsi que d'espaces extérieurs partagés.
L'ensemble des composantes sont accessibles depuis un hall d'accueil unique, la lisibilité de chacune d'elles depuis ce hall est une priorité.
Le stationnement réservé au personnel se fera en sous-œuvre. La capacité est de 42 places.
Afin de satisfaire les besoins en rétention à la parcelle, un bassin sera réalisé d'environ 100 m3.

La surface totale de 1281 m² se répartit ainsi :
- Locaux communes de service et de fonctionnement : 273 m²
- Mairie annexe : 41 m²
- Maison de quartier : 430 m²
- Lieu d'accueil parents enfants : 59 m²
- Multi-accueil 36 places : 390 m²
- Relais assistantes maternelles : 88 m².

Les espaces extérieurs (pour le multi-accueil, la maison de quartier, la maison des services) représentent 1 113 m².

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- EVRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	7 817 777,10	82,39%
Honoraires et frais divers	1 421 167,90	14,98%
Equipements	250 000,00	2,63%
Total	9 488 945,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ANRU Etat	4 744 472,50	50,00%
Région Ile-de-France - 100 quartiers innovants et écologiques	2 000 000,00	21,08%
CAF	539 600,00	5,69%
Commune d'Evry	2 204 872,50	23,24%
Total	9 488 945,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	60 000,00 €
2018	660 000,00 €
2019	1 280 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	41 160,00 €
2015	Contrat régional territorial	980 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2016	E-administration	25 000,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	3 055,85 €
2016	Soutien aux contrats de ville	8 650,00 €
2017	Contrat régional territorial	420 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	7 369,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	59 040,00 €
	Montant total	1 554 274,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021398

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QUARTIERS ECOLOGIQUES ET INNOVANTS - CENTRE-VILLE ARPAJON EVOLUTION DU STATIONNEMENT : ACQUISITION EN VEFA D'UN PARKING SOUTERRAIN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	3 000 000,00 €	30,00 %	900 000,00 €
	Montant Total de la subvention		900 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ARPAJON
Adresse administrative : 70 GRANDE RUE
91290 ARPAJON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian BERAUD, Maire

N° SIRET : 21910021100016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Evolution du stationnement : Acquisition en VEFA d'un parking souterrain

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il s'agit de proposer une offre de stationnement de remplacement afin de ne pas restreindre l'accessibilité ou l'attractivité du cœur de ville sachant que la ville d'Arpajon est la ville-centre d'une communauté urbaine plus vaste où les déplacements se font encore majoritairement en voiture. Face à la concurrence toujours croissante des centres commerciaux périphériques, il est nécessaire de veiller à ce que les commerces et services de proximité du centre-ville ne soient pas fragilisés en assurant de bonne condition d'accès pour les usagers et chalands. Grâce à un plan de circulation finement étudié, tous les parkings sont accessibles depuis les boulevards extérieurs afin de limiter au maximum le trafic de transit dans le cœur de ville et favoriser les mobilités douces en son sein.

Description :
Grâce à sa localisation, ce parking permettra de rejoindre les commerces de la Grande Rue en moins de deux minutes, en passant par le jardin communal du 100 Grande Rue.

L'achat par la ville de 151 places de stationnement en sous-sol (sur deux niveaux) d'un projet immobilier privé entre dans le cadre du projet global de dynamisation du cœur de ville. Le parking aérien actuel situé sur la place du marché est très fréquenté et est aujourd'hui considéré comme le 1er parking du centre-ville même si d'autres stationnements en structure existent tout autour du cœur de ville, à proximité des commerces.
S'inscrivant parfaitement dans l'opération immobilière privée et garantissant les parties privatives de celles-ci, ce parking vient compléter le maillage d'équipements de la ville.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ARPAJON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition en VEFA	3 000 000,00	100,00%
Total	3 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France - 100 quartiers innovants et écologiques	900 000,00	30,00%
Commune d'Arpajon	2 100 000,00	70,00%
Total	3 000 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	45 000,00 €
2018	180 000,00 €
2019	315 000,00 €
2020	360 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021399

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - CENTRE-VILLE - ARPAJON - REQUALIFICATION DES ESPACES PUBLICS DU CŒUR DE VILLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	5 500 000,00 €	30,00 %	1 650 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 650 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ARPAJON
Adresse administrative : 70 GRANDE RUE
91290 ARPAJON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian BERAUD, Maire

N° SIRET : 21910021100016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Requalification des espaces publics du cœur de Ville d'Arpajon

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet de requalification des espaces publics du cœur de ville s'inscrit dans une stratégie globale de redynamisation de la ville et de renforcement de son attractivité commerciale fortement concurrencée par les centres commerciaux périphériques. Cette rénovation du centre historique s'appuie également sur une lutte de l'habitat insalubre, la préservation de la diversité commerciale, la protection et la mise en valeur du patrimoine, la protection des corridors écologiques aux abords de l'Orge, un appui aux programmes de construction neuve de qualité en centre-ville.

Description :
La requalification du centre-ville va favoriser les déplacements piétonniers en élargissant les trottoirs et en réduisant les gabarits de chaussée.
Le projet prévoit l'emploi de matériaux locaux type granit et grès, dans un rayon géographique hexagonal, mais aussi l'utilisation de matériaux présents in situ. Les pavés présents sous l'ensemble des enrobés des chaussées seront réemployés. Lors du chantier, les matériaux de recyclage ou recyclés a minima seront

mis en œuvre, comme l'enrobé avec agrégats recyclés, du sable issu de filières de recyclage ou encore du béton concassé pour les structures de voirie.
Au pied de certaines façades, les habitants seront invités à participer aux plantations, mesure qui vise à la fois à renforcer la trame verte et à favoriser les initiatives habitantes. L'éclairage est retravaillé pour mieux accompagner les usages du quotidien et pour mettre en valeur le patrimoine. Les réseaux seront repris pour être mis aux normes en ce qui concerne l'assainissement et enfouis pour l'électricité et les télécoms.
Les espaces traités se concentrent sur les places de la mairie, de l'église, du marché, la Grande Rue, les rues Pasteur, Victor Hugo, Gambetta, Raspail, Guichard, l'avenue du Général de Gaulle et le passage L. Namy.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ARPAJON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	810 300,00	14,73%
Assainissement, réseaux divers, terrassements	1 400 435,00	25,46%
Ouvrages et travaux divers	88 750,00	1,61%
Mobilier urbain - mobilier spécifique - métallerie - serrurerie - peinture au sol	478 030,00	8,69%
Eclairage public	522 200,00	9,49%
Espaces verts - Plantations	37 910,00	0,69%
Voiries et trottoirs	2 162 375,00	39,32%
Total	5 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région - 100 quartiers innovants et écologiques	1 650 000,00	30,00%
Commune d'Arpajon	3 850 000,00	70,00%
Total	5 500 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	425 463,00 €
2019	354 228,00 €
2020	870 309,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021499

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : RECONSTRUCTION ET EXTENSION DE L'ECOLE DU CENTRE - COMMUNE DE SUCY EN BRIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	1 842 333,90 €	30,00 %	552 700,17 €
	Montant Total de la subvention		552 700,17 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SUCY EN BRIE
Adresse administrative : 2 AV GEORGES POMPIDOU
94370 SUCY-EN-BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Carole CIUNTU, Maire

N° SIRET : 21940071000014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : création d'une salle de restauration et d'une salle pour les activités périscolaires à l'école du centre

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Un diagnostic structurel de l'actuel réfectoire de l'école du Centre a été établi par le bureau d'étude Kalya Ingénierie en 2016, ainsi que par un autre cabinet d'expertise, suite à l'apparition de nombreuses fissures extérieures sur le bâtiment, celles-ci s'étant accentuées durant l'automne 2015. Le résultat des tests a indiqué clairement que les désordres étaient trop importants pour effectuer des reprises en sous oeuvre, entraînant des travaux très onéreux. Au regard de ces éléments, il a été décidé de démolir l'actuel bâtiment et de créer un nouvel équipement, composé d'un réfectoire comprenant un office, une laverie, des vestiaires, un local poubelle, une ligne de self et une salle de restauration. Par ailleurs, la perspective du réaménagement du centre-ville avec la venue de nouvelles constructions a conduit à anticiper l'augmentation des effectifs à moyen terme et de rendre plus fonctionnel l'accueil périscolaire.
C'est la raison pour laquelle une salle pour les activités sportives avec sanitaires a été intégrée dans le projet.

Description :
Ce nouveau bâtiment permettra de :
-Bénéficier d'un nouveau bâtiment respectant le fort caractère architectural existant et répondre à la réglementation thermique en vigueur (RT2012) et aux normes d'accessibilité des personnes à mobilité réduite.
-Respecter la volumétrie simple des bâtiments existants.
-Respecter les matériaux dans l'esprit des lieux (pierres, briques, tuiles, bois)
-Apporter une dynamique nouvelle à l'espace de la cour.
-Mutualiser les chaudières, diminuer la consommation énergétique et améliorer l' isolation phonique.
- Mettre aux normes l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.
- Bénéficier d'une salle de restauration suffisamment spacieuse permettant d'accueillir un plus grand nombre d'enfants avec un self-service permettant de fluidifier la pause du midi et de donner le temps aux enfants de déjeuner.
- Bénéficier d'une salle de sport permettant d'améliorer les conditions d'accueil des enfants dans une structure neuve, moderne et adaptée aux nouvelles activités, de répondre à une augmentation des effectifs à moyen terme.
- Bénéficier d'un lieu ouvert et polyvalent en centre ville permettant l'organisation de réunions de quartier et de petites manifestations.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SUCY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 842 333,90	100,00%
Total	1 842 333,90	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE-DE-FRANCE	552 700,17	30,00%
COMMUNE	1 276 633,73	69,29%
RESERVE PARLEMENTAIRE	13 000,00	0,71%
Total	1 842 333,90	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	165 810,00 €
2018	221 080,17 €
2019	165 810,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Structures d'accueil collectif des jeunes enfants	75 000,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	151 041,74 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	49 000,00 €
	Montant total	275 041,74 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022003

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QIE LISIERE PEREIRE - SAINT GERMAIN EN LAYE - CONSTRUCTION D'UN PARKING PUBLIC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	3 722 000,00 €	20,66 %	769 000,00 €
	Montant Total de la subvention		769 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT GERMAIN EN LAYE
Adresse administrative : 16 RUE DE PONTOISE
78103 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Emmanuel LAMY, Maire

N° SIRET : 21780551400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet d'aménagement de la Lisière Pereire comprend la construction d'un parking relais STIF, qui est composé de deux entités
- un parc relais de 100 places réservées aux usagers du STIF via le « Pass Navigo » qui sera financé hors 100 quartiers innovants et écologique,
- un parking public payant de 148 places, objet de la présente opération.

Description :
Le parking public payant aura un capacité de 148 places. Il sera un véritable équipement de proximité destiné aux chalands du marché forain et des commerces de proximité, aux visiteurs de l'EHPAD et aux visiteurs de l'éco-quartier.
Le principe de mutualisation des places préside dans la conception de ce parking.
Il permet un stationnement libre sur deux niveaux de parking, quelque que soit le type d'utilisateur. Une signalétique amont permettra aux usagers, à la fois du parc public et du parc relais STIF, de connaître le nombre de places disponibles.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CONSTRUCTION D'UN PARKING PUBLIC	3 722 000,00	100,00%
Total	3 722 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	769 000,00	20,66%
COMMUNE	2 953 000,00	79,34%
Total	3 722 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	461 400,00 €
2018	307 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	31 200,00 €
2014	Politique énergie climat	30 420,00 €
2016	Contrat régional territorial	800 000,00 €
	Montant total	861 620,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022081

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QIE LISIERE PERIERE - SAINT GERMAIN EN LAYE - REALISATION DES ESPACES PUBLICS DE LA TRANCHE OPERATIONNELLE 2

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	3 770 000,00 €	30,00 %	1 131 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 131 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT GERMAIN EN LAYE
Adresse administrative : 16 RUE DE PONTOISE
78103 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Emmanuel LAMY, Maire

N° SIRET : 21780551400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Au travers de cette deuxième tranche opérationnelle, c'est le cœur de l'éco-quartier de la Lisière Pereire qui est aménagé. Organisé autour de la gare de la grande ceinture et du futur Tram 13 Express le projet permet le développement d'une polarité secondaire où se mêleront logements, services, commerces et restaurants, marché forain regroupés autour d'une vaste place publique développée de part et d'autre de la station de la Grande Ceinture.

Description :
La tranche opérationnelle 2 du projet d'aménagement de la Lisière Pereire s'étend sur 2,5 hectares et comprend deux zones distinctes :
- la partie sud du projet
Sur cette zone de projet, une grande place publique pavée s'étendra de part et d'autre des voies ferrées de la future ligne du Tram 13 Express. Elle accueillera le nouveau marché forain et sera également animée par les commerces en pied d'immeuble. En sa partie Est, la place Frahier sera entièrement réaménagée, pavée et végétalisée en partie, équipée d'une zone dépose-minute pour les voitures, d'une zone taxi, de stationnements vélos et motos, de quais-bus et d'une zone de régulation bus.

Une aire de jeux pour enfants sera également accessible. L'accès à la forêt s'opèrera par le biais d'une rampe PMR.
- la partie nord-est
Les travaux consisteront en l'aménagement des espaces publics adjacents à savoir continuation de la promenade piétonne et réalisation d'un escalier de la contre-allée de la RN 184 à cette promenade piétonne, ainsi que la réalisation de trottoirs avoisinants.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
REALISATION DES ESPACES PUBLIQUES TRANCHE 2	3 770 000,00	100,00%
Total	3 770 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	1 131 000,00	30,00%
COMMUNE	2 639 000,00	70,00%
Total	3 770 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	377 000,00 €
2018	377 000,00 €
2019	377 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	31 200,00 €
2014	Politique énergie climat	30 420,00 €
2016	Contrat régional territorial	800 000,00 €
	Montant total	861 620,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022085

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QIE - CONSTRUCTION D'UNE SERRE VERTICALE - ROMAINVILLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	3 408 508,44 €	30,00 %	1 022 552,53 €
	Montant Total de la subvention		1 022 552,53 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ROMAINVILLE
Adresse administrative : 4 RUE DE PARIS
93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Corinne VALLS, Maire

N° SIRET : 21930063900016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Construction d'une serre verticale (composée de deux bâtiments) multifonctionnelle et énergétiquement performante où sera développé un mode de culture maraîchère.

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet de cité de l'agriculture, lauréat de la première session de l'appel à projet 100 quartiers innovants et écologiques, a fait le pari d'accompagner le renouvellement urbain des cités Cachin et Gagarine en renouant le lien avec le passé maraicher de ces quartiers, par le développement de l'agriculture urbaine, en développant des potagers dans les espaces extérieurs et sur les toitures terrasses du quartier Gagarine renouvelé.
Ce projet global doit permettre de développer de nouvelles compétences professionnelles pour des publics aujourd'hui éloignés de l'emploi, d'assurer une sensibilisation des habitants aux enjeux d'une alimentation saine et équilibrée, de créer une dynamique locale et territoriale vertueuse (à la fois économique, sociale, culturelle et environnementale) et de changer positivement l'image de ces quartiers.

C'est dans ce contexte que se situe le projet architectural et économique, emblématique et innovant de la Tour maraichère.

Description :
L'opération, dite « Tour maraichère », consiste en la construction d'une serre verticale dans la cité Marcel Cachin sur l'avenue Albert Giry, comprenant 2 bâtiments parallèles (l'un de 4 étages, l'autre de 6) d'une surface utile totale d'environ 2300 m².
Le projet est conçu comme énergétiquement performant en développant un mode de culture maraîchère inédit, avec un système d'exploitation très économes en eau, en ressources et en énergie. Il s'appuie sur la récupération de l'eau de pluie, le système de serre, les cultures en bacs dans un substrat de déchets organiques urbains, des aménagements pour le compostage, l'utilisation de matériaux bio-sourcés. La disposition du bâtiment, ses volumes et matériaux sont pensés pour maximiser l'apport de lumière naturelle. Son enveloppe est renforcée pour une meilleure isolation. Les calories produites par la serre sont réutilisées pour la production d'eau chaude avec PAC air/eau. Des systèmes intelligents gèreront les ouvrants, les écrans mobiles et thermiques et le système de chauffage basse-température des bacs de culture…
La future tour maraîchère accueillera :
- Des lieux de production :
*dans les étages, plus de 1 100 m² de surface d'exploitation maraîchère
*en sous-sol, plus de 200 m² de surface pour la production de graines germées et de champignons (pleurotes)
- Une ferme pédagogique composée d'une serre pédagogique de près de 45 m² et de jardins en pleine terre à l'extérieur (avec arbres fruitiers)
- Un espace de vente de 68 m²
- Un espace multifonctionnel de 123 m² pouvant accueillir des formations pour amateurs et professionnels de l'agriculture urbaine, des ateliers pédagogiques, des événementiels dans le domaine de l'agriculture urbaine, un centre d'expertise en agriculture urbaine (auprès des collectivités notamment) en partenariat avec la recherche (comme AgroParisTech et Astredhor).

Localisation géographique :
- ROMAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	3 408 508,44	100,00%
Total	3 408 508,44	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	1 022 552,53	30,00%
COMMUNE	2 385 955,91	70,00%
Total	3 408 508,44	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	250 000,00 €
2018	500 000,00 €
2019	272 552,53 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	15 000,00 €
2014	Politique énergie climat	9 500,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	37 590,00 €
2016	100 quartiers innovants et écologiques	1 611 047,04 €
	Montant total	1 673 137,04 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022096

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QIE LIMOURS - CONSTRUCTION D'UN BATIMENT DES SERVICES MUNICIPAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	3 257 752,00 €	30,70 %	1 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LIMOURS
Adresse administrative : PL DU GENERAL DE GAULLE
91470 LIMOURS-EN-HUREPOIX
Statut Juridique : Commune
Représentant :

N° SIRET : 21910338900017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Opération de construction d'un bâtiment des services municipaux

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Préalable au réaménagement et la requalification de l'entrée Ouest de Limours, la présente opération consiste à déplacer le Centre technique municipal (aujourd'hui situé sur une vaste emprise de 5 704m2 attenante à l'ancienne gare de Limours) et la construction, sur une des parcelles de la future zone d'activité de Limours, d'un nouveau bâtiment ayant vocation à accueillir les services techniques et une partie des services administratifs de la commune (services urbanisme et service juridique).

Description :
Situé sur une ancienne friche industrielle et dans le cadre de la future zone d'activités de Limours, le projet de construction d'un bâtiment des services municipaux sera réalisé en structure bois issue d'une entreprise communale de la filière. Occupant 1400 m2 de surface de plancher, le bâtiment envisagé est conçu pour être agrandi au gré des besoins futurs de la commune. Le futur équipement prévoit un intégration optimale dans son environnement et intègrera la production d'énergie renouvelable et de récupération. De même, le bâtiment réduira les consommations d'énergie, systématisera la prise en compte des modes de déplacement alternatifs à la voiture individuelle et permettra une optimisation de la gestion et du tri des déchets.
Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- LIMOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction d'un bâtiment des services municipaux	3 257 752,00	100,00%
Total	3 257 752,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Limours	2 257 752,00	69,30%
Région Ile-de-France	1 000 000,00	30,70%
Total	3 257 752,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	300 000,00 €
2018	600 000,00 €
2019	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat régional territorial	254 278,35 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	11 020,00 €
2014	Politique énergie climat	7 500,00 €
2016	Contrat régional territorial	169 518,90 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	2 401,20 €
	Montant total	444 718,45 €

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2017	300 000,00 €
2018	600 000,00 €
2019	100 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022411

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - QUARTIER LOUVOIS - VELIZY-VILLACOUBLAY - CONSTRUCTION D'UN CENTRE CULTUREL ET SPORTIF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	11 299 284,27 €	17,21 %	1 945 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 945 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VELIZY VILLACOUBLAY
Adresse administrative : 2 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
78145 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal THEVENOT, Maire

N° SIRET : 21780640500015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Construction d'un équipement sportif et culturel dans le quartier Louvois à Vélizy-Villacoublay

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 2 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le cadre de la requalification du quartier Louvois, quartier sur dalle du grand ensemble de Vélizy construit dans les années 1970 à l'est de la ville, la déconstruction de la dalle implique la démolition de quelques locaux associatifs implantés sur et sous dalle.
La construction de ce nouvel équipement pluridisciplinaire, regroupant des activités sportives et culturelles variées (terrains multisports, arts martiaux, boxe, danse, billard, etc.), va permettre de combler un manque de structure sportive sur la partie est de la ville.
Le terrain d'implantation, rue du Général Exelmans, dispose d'une très bonne lisibilité urbaine et permettra de créer dans ce quartier une attractivité et un signal que la ville attend.

Description :
Suite à un concours, c'est le projet de l'agence d'architecture de Jean-Pierre LOTT qui a été retenu, notamment pour sa capacité d'intégration dans le paysage environnant.

Le bâtiment, représentant 4 848 m² de surface utile, est composé de grandes courbes à l'image des activités sportives qu'il abritera. Son implantation à proximité d'un groupe scolaire viendra créer un mail piétons traversant nord-sud inexistant aujourd'hui et constituera un parvis et des accès sécurisés à ces équipements publics limitrophes.
Le projet se développe sur quatre niveaux autour d'une rampe éliptique agrémentée d'un jardin intérieur qui met en scène chaque activité du bâtiment visible à travers les parois vitrées, et offre aux visiteurs une vision globale sur l'ensemble des niveaux.
Depuis l'entrée principale accessible du parvis, on accède directement aux gradins de la salle multisport ; ce niveau accueille également l'espace de convivialité et la salle de billard. La salle multisport est au niveau entre-sol ainsi que ses locaux associés. Cette salle est partiellement enterrée afin de limiter la hauteur totale de la construction et son impact sur l'environnement proche. Les autres niveaux sont distribués de la manière suivante :
- La salle de tennis de table est implantée au niveau du sous-sol, car elle ne nécessite pas de lumière naturelle ; ce niveau comprend également un parking public de plus de 70 places accessibles en dehors des heures d'ouverture de l'équipement, permettant une offre supplémentaire de stationnement sur le quartier.
- Les activités de boxe, danse et activités corporelles se développent au 1er étage.
- Les activités d'arts martiaux et ateliers polyvalents sont situés au 2ème étage.

La conception du bâtiment offre à l'ensemble des locaux d'activité en étage des espaces extérieurs dédiés en terrasse. De plus, l'orientation du bâtiment, les façades largement vitrées et les puits de lumière généreux en toiture permettent un éclairement naturel de l'ensemble des espaces d'activité.

Sa conception prend en compte la gestion des eaux pluviales avec leur récupération et leur réutilisation, le confort hygrothermique et acoustique. Il satisfera à la RT2012 ; les contraintes et atouts en terme de bioclimatisme ont été pris en compte pour permettre une diminution des coûts de consommation. Il sera également raccordé au réseau de chaleur urbain de la ville.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VELIZY-VILLACOUBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de gros oeuvre	5 623 631,71	49,77%
Travaux étanchéité	337 204,17	2,98%
Travaux électricité	664 562,30	5,88%
Travaux plomberie	371 138,65	3,28%
Chauffage, ventilation	759 568,05	6,72%
Travaux divers (menuiseries, revêtements, faux-plafonds,...)	2 844 769,66	25,18%
Ascenseurs	75 000,00	0,66%
Equipements sportifs	61 292,15	0,54%
Espaces verts	105 879,98	0,94%
Aménagements des extérieurs du parvis	350 688,30	3,10%
Aménagement gestion accès, surveillance	105 549,30	0,93%
Total	11 299 284,27	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Vélizy-Villacoublay	9 354 284,27	82,79%
Subvention Région (sollicitée)	1 945 000,00	17,21%
Total	11 299 284,27	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	1 556 000,00 €
2019	389 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	39 200,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	8 977,00 €
	Montant total	48 177,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008816

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - ECOQUARTIER DE LA PEPINIERE A VILLEPINTE - ACTION 406BIS : AMENAGEMENT D'UNE VENELLE PLANTEE PERMETTANT LA DESSERTE DU NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	120 715,14 €	30,00 %	36 214,54 €
	Montant Total de la subvention		36 214,54 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEPINTE
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
93420 VILLEPINTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Martine VALLETON, Maire

N° SIRET : 21930078700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, géomètre, sondage, frais de dossier), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage

Objectifs :
Le projet de l'éco-quartier de la Pépinière, d'une superficie de 13,4 ha est porté par la ville de Villepinte qui contribue de façon significative à l'effort de construction régionale sur la période 2016-2021 avec :
. la réalisation de 700 logements adaptés aux besoins du territoire ;
. un programme mixte, répondant à l'objectif de diversité de produits dans une logique de parcours résidentiel ;
. le respect de la législation en termes de logement social.

L'écoquartier de la Pépinière ambitionne un véritable effort d'amélioration de la qualité de vie, avec :
. la réalisation d'un parc paysager, support de biodiversité, de mobilité douce et d'usages de proximité ;
. un programme et des espaces publics favorisant une mixité intergénérationnelle, sociale et fonctionnelle
. le développement d'une économie de proximité ;
. le respect d'une exigence d'adaptabilité face à l'évolution des besoins de la population

L'écoquartier de la Pépinière présente une exemplarité environnementale par :
. la constitution d'un cadre favorable à une démarche d'urbanisme durable (labellisation…) ;
. une conception sobre permettant de valoriser le patrimoine végétal et mettant la nature au coeur du quartier ;
. la mise en oeuvre d'une filière de réemploi-recyclage, action innovante visant à valoriser les ressources existantes du site.

L'écoquartier de la Pépinière favorise les mobilités durables avec :
. une implantation dans un secteur très bien connecté aux transports en communs ;
. l'apaisement (zones 30) et la sécurisation (plateaux) des mobilités douces des deux voiries créées ;
. le bouclage d'une partie des aménagements piétonniers de la trame des modes doux villepintoise.

Cette action consiste à aménager une venelle de 200 ml le long du groupe scolaire projeté dans l'opération de la ZAC de la Pépinière (et à terme jusqu'au boulevard Ballanger), de manière à faciliter et sécuriser son accès. Elle contribue également à améliorer les abords de cet établissement public.

Cette opération d'aménagement est portée conjointement par :
- l'aménageur Grand Paris (Action n°406) à hauteur de 50%
- la ville de Villepinte (Action n°406bis) à hauteur de 50%

Description :
Il s'agit de travaux d'espaces publics liés à la venelle :
- Voirie (1ère phase)
- Voirie (2ème phase)
- Assainissement
- Paysage et plantations
- Eclairage
- Mobilier urbain

Intérêt régional : 100 000 stages : les 4 stagiaires sont fléchés sur les fiches actions n°401, 402, 407 et 409 de cette même candidature

Localisation géographique :
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes de maîtrise d'oeuvre	5 407,14	4,48%
Travaux voiries	64 080,00	53,08%
Assainissement	12 780,00	10,59%
Travaux paysagers, éclairage et mobilier urbain	38 448,00	31,85%
Total	120 715,14	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	36 214,54	30,00%
Commune de Villepinte	84 500,60	70,00%
Total	120 715,14	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 242,91 €
2018	7 242,91 €
2019	7 242,91 €
2020	7 242,91 €
2021	7 242,90 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	206 730,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	4 865,79 €
2015	Soutien aux contrats de ville	29 695,00 €
2016	E-administration	22 825,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 1 OS 1	950 000,00 €
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	5 091,65 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	108 065,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	17 111,00 €
2017	Aide à l'implantation des forces de sécurité	100 000,00 €
2017	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	85 000,00 €
2017	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	3 612,00 €
	Montant total	1 537 995,44 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021480

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - ECO QUARTIER DE LA PEPINIERE A VILLEPINTE - ACTION N°413 : REALISATION D'UNE PISTE CYCLABLE EN SITE PROPRE PERMETTANT UN MAILLAGE DEPUIS LE BOULEVARD BALLANG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	151 763,89 €	30,00 %	45 529,16 €
	Montant Total de la subvention		45 529,16 €

Imputation budgétaire : 905-52-204162-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFTRP GRAND PARIS AMENAGEMENT
Adresse administrative : 195 RUE DE BERCY
75012 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Thierry LAJOIE, Président Directeur Général

N° SIRET : 64203694100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Ecoquartier de la Pépinière Action 413 - piste cyclable Nord Sud

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : « Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre et annexes), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage ».

Objectifs :
Le projet de l'éco-quartier de la Pépinière, d'une superficie de 13,4 ha est porté par la ville de Villepinte qui contribue de façon significative à l'effort de construction régionale sur la période 2016-2021 avec :
. la réalisation de 700 logements adaptés aux besoins du territoire ;
. un programme mixte, répondant à l'objectif de diversité de produits dans une logique de parcours résidentiel ;
. le respect de la législation en termes de logement social.

L'écoquartier de la Pépinière ambitionne un véritable effort d'amélioration de la qualité de vie, avec :
. la réalisation d'un parc paysager, support de biodiversité, de mobilité douce et d'usages de proximité ;
. un programme et des espaces publics favorisant une mixité intergénérationnelle, sociale et fonctionnelle ;
. le développement d'une économie de proximité ;
. le respect d'une exigence d'adaptabilité face à l'évolution des besoins de la population.

L'écoquartier de la Pépinière présente une exemplarité environnementale par :
. la constitution d'un cadre favorable à une démarche d'urbanisme durable (labellisation…) ;
. une conception sobre permettant de valoriser le patrimoine végétal et mettant la nature au coeur du quartier ;
. la mise en oeuvre d'une filière de réemploi-recyclage, action innovante visant à valoriser les ressources existantes du site.

L'écoquartier de la Pépinière favorise les mobilités durables avec :
. une implantation dans un secteur très bien connecté aux transports en communs ;
. l'apaisement (zones 30) et la sécurisation (plateaux) des mobilités douces des deux voiries créées ;
. le bouclage d'une partie des aménagements piétonniers de la trame des modes doux villepintoise.

Cette action vise à soutenir la politique de développement de la pratique du vélo portée par la région Ile-de-France, en améliorant l'accès par les circulations douces depuis le Sud de la ZAC à l'ensemble du quartier, au parc paysager Nord, à la future passerelle en direction du parc départemental du Sausset (et de sa gare RER), et également aux équipements scolaires (lycée et groupe scolaire).

Description :
Une piste en site propre mixte piéton/cycle sera aménagée au cœur de la trame verte et bleue de la ZAC, en plus du réseau de cheminements piétons déjà prévu le long du mail. Elle relie ainsi la RD 115 (boulevard Robert Ballanger) au cœur du quartier et à l'espace naturel du parc Nord. Le mail central de la ZAC étant aussi ponctué d'aires de jeux pour les enfants, d'un square et d'espaces engazonnés, la piste cyclable permet également d'en assurer la desserte.

Il s'agit de travaux de la piste cyclable :
- Signalisation
- Revêtements et bordures
- Aire de stationnement vélos
- Eclairage

Intérêt régional : 100 000 stages : Les stagiaires sont fléchés sur les actions 401, 402, 407 et 409 issues de la même candidature 100 QIE.

Localisation géographique :
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes de maîtrise d'oeuvre	6 797,89	4,48%
Revêtements et bordures	104 873,00	69,10%
Signalisation, stationnement vélos, éclairage	40 093,00	26,42%
Total	151 763,89	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE-DE-FRANCE	45 529,16	30,00%
GRAND PARIS AMENAGEMENT	106 234,73	70,00%
Total	151 763,89	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 105,84 €
2018	9 105,83 €
2019	9 105,83 €
2020	9 105,83 €
2021	9 105,83 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	4 918 577,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	1 635 548,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	3 230 277,00 €
2016	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	114 300,00 €
2016	100 quartiers innovants et écologiques	312 020,78 €
	Montant total	10 210 722,78 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021829

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QIE COTEAUX BEAUCLAIR - ROSNY-SOUS-BOIS - CREATION D'UNE VOIE NOUVELLE -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	1 910 000,00 €	30,00 %	573 000,00 €
	Montant Total de la subvention		573 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204162-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPL PARIS EST DEVELOPPEMENT SIGLE PAREDEV
Adresse administrative : 20 RUE CLAUDE PERNES
93110 ROSNY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : société publique locale
Représentant : Monsieur ALEXANDRE CHAZAL

N° SIRET : 80480671900022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 5 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La création d'une voie nouvelle permettra la liaison, aujourd'hui inexistante, entre la rue de Lisbonne et le boulevard Gabriel Péri.

Description :
La voie nouvelle de 18 m de large, sera une 2 X 1 voie avec plateau traversant et aménagement central sur la section nord. Celle-ci a été pensée dans l'objectif de réduire la vitesse et d'en faire une réelle voie de désserte locale, permettant de créer des conditions de circulation apaisées et sécurisées.
En effet, elle desservira le parvis de la future école, et sera située à proximité d'équipements accueillant du jeune public. Cette partie sera à distance de la circulation automobile. Au sud un vaste trottoir planté sera créé permettant un accès confortable et sécurisé vers l'école.
Le changement de traitement de la chaussée au droit du parvis de l'école prend forme dans un plateau réhaussé traversant, sécurisant les traversées piétonnes.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ROSNY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 825 000,00	95,55%
HONORAIRES	85 000,00	4,45%
Total	1 910 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	573 000,00	30,00%
PARZDEV AUTOFINANCEMENT	1 337 000,00	70,00%
Total	1 910 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 190,00 €
2018	200 550,00 €
2019	91 680,00 €
2020	91 680,00 €
2021	57 300,00 €
2022	114 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021835

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QIE DES COTEAUX BEAUCLAIR - ROSNY-SOUS-BOIS - CREATION DU PARVIS DU GROUPE SCOLAIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	1 300 000,00 €	30,00 %	390 000,00 €
	Montant Total de la subvention		390 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204162-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPL PARIS EST DEVELOPPEMENT SIGLE PAREDEV
Adresse administrative : 20 RUE CLAUDE PERNES
93110 ROSNY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : société publique locale
Représentant : Monsieur ALEXANDRE CHAZAL

N° SIRET : 80480671900022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 5 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La création des espaces publics est guidée par la recherche d'un quartier agréable à hauteur d'homme, fonctionnel dans ses espaces et ses circulations quotidiennes. La détermination au plus près des emprises nécessaires aux espaces circulés favorise les largeurs des trottoirs, parvis et autres promenades. La sobriété des matériaux de revêtement des sols et dessins du mobilier permet une harmonie sur l'ensemble du quartier et met en lecture les usages, en attribuant un matériau unique aux circulations véhicules (enrobé) et aux modes doux, trottoirs, parvis, allées piétonnes confondues (pavés de terre cuite – briques).
La création du parvis du groupe scolaire s'inscrit dans cette démarche.

Description :
Sur un surface totale aménagée d'environ 1 600 m², cet espace partagé permettra, depuis le plateau traversant de la voie nouvelle, la desserte de l'école par une allée de 4 X 30 m. En son centre une place minérale constituera un espace libre de tout obstacle. De part et d'autre de cette place, des pelouses et espaces verts seront aménagés.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ROSNY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CREATION DU PARVIS DU GROUPE SCOLAIRE	1 210 000,00	100,00%
Total	1 210 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	363 000,00	30,00%
PARADEV AUTOFINANCEMENT	847 000,00	70,00%
Total	1 210 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 890,00 €
2018	127 050,00 €
2019	58 080,00 €
2020	58 080,00 €
2021	36 300,00 €
2022	72 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021840

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QIE DES COTEAUX BEAUCLAIR - ROSNY-SOUS-BOIS - CREATION DE LA PLACE DU QUARTIER ET DU SQUARE LINEAIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	1 500 000,00 €	30,00 %	450 000,00 €
	Montant Total de la subvention		450 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204162-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPL PARIS EST DEVELOPPEMENT SIGLE PAREDEV
Adresse administrative : 20 RUE CLAUDE PERNES
93110 ROSNY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : société publique locale
Représentant : Monsieur ALEXANDRE CHAZAL

N° SIRET : 80480671900022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Création de la place de quartier et du square linéaire

Date prévisionnelle de début de projet : 5 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La création d'espaces publics végétalisés de dimension conséquente, d'un seul tenant, permet d'apporter des réponses intégrées aux enjeux d'écologie et de biodiversité, de gestion des eaux pluviales, de régulation thermique et de qualité des circulations douces et d'usages quotidiens. La place du quartier et le square linéaire s'inscrivent dans cette démarche.

Description :
Cet espace public composé d'une place de quartier et d'un square linéaire dans le prolongement de celle-ci, aura une emprise totale d'environ 3 000 m² et permettra la connexion des voies est-ouest menant directement à la future station de métro. Cet espace va permettre de retrouver différents usages (détente, espaces sportifs, jeux pour les enfants, espaces de rencontre).
Il est prévu la création de prairies, de noues végétalisées, de jardins humides, de cheminements piétons semi-perméables, de squares pouvant accueillir des terrasses, de parcours et espaces sportifs.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ROSNY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CREATION PLACE DU QUARTIER ET DU SQUARE LINEAIRE	1 460 000,00	100,00%
Total	1 460 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	438 000,00	30,00%
PARADEV AUTOFINANCEMENT	1 022 000,00	70,00%
Total	1 460 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	13 140,00 €
2018	70 080,00 €
2019	153 300,00 €
2020	70 080,00 €
2021	43 800,00 €
2022	87 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021855

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QIE DES COTEAUX BEAUCLAIR - ROSNY-SOUS-BOIS - REQUALIFICATION VOIRIES EXISTANTES RUE DE LISBONNE ET BOULEVARD GABRIEL PERI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	3 800 000,00 €	30,00 %	1 140 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 140 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204162-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPL PARIS EST DEVELOPPEMENT SIGLE PAREDEV
Adresse administrative : 20 RUE CLAUDE PERNES
93110 ROSNY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : société publique locale
Représentant : Monsieur ALEXANDRE CHAZAL

N° SIRET : 80480671900022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 5 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La requalification du boulevard Gabriel péri au sud et de la rue de Lisbonne au nord, permettra de conforter les déplacements doux en direction du futur métro.

Description :
Le trottoir nord du boulevard Gabriel péri présente actuellement un état de dégradation, compte tenu notamment des diverses constructions en cours aux abords de l'emprise de l'éco-quartier. L'enjeu est donc de recréer un itinéraire structurant de qualité, en accueillant un aménagement cyclable. Cette requalification sera accompagnée d'une réfection des enrobés de surface de la chaussée et de la création d'un carrefour à feux à l'intersection entre le boulevard et la voie nouvelle.
Le trottoir sud de la rue de Lisbonne ne présente pas de dégradation en surface, cependant l'élargissement de celui-ci (large espace planté pouvant accueillir des terrasses) et le changement d'usage implique sa requalification dans le cadre du projet. Il est prévu la diminution du nombre de voies de circulation (de trois à deux voies) ainsi que l'implantation de deux pistes cyclables unidirectionnelles, avec un stationnement bilatéral.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ROSNY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
REQULIFICATION VOIRIES EXISTANTES	3 550 000,00	100,00%
Total	3 550 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	1 065 000,00	30,00%
PARADEV AUTOFINANCEMENT	2 485 000,00	70,00%
Total	3 550 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €
2018	106 500,00 €
2019	317 000,00 €
2020	317 000,00 €
2021	91 500,00 €
2022	228 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021472

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - ECO-QUARTIER DE LA PEPINIERE A VILLEPINTE - ACTION N°406 : AMENAGEMENT D'UNE VENELLE PLANTEE PERMETTANT LA DESSERTE DU NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	120 715,14 €	30,00 %	36 214,54 €
	Montant Total de la subvention		36 214,54 €

Imputation budgétaire : 905-52-204182-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFTRP GRAND PARIS AMENAGEMENT
Adresse administrative : 195 RUE DE BERCY
75012 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Thierry LAJOIE, Président Directeur Général

N° SIRET : 64203694100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Ecoquartier de la Pépinière - Action 406 - aménagement venelle plantée groupe scolaire

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, géomètre, sondage, frais de dossier), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage

Objectifs :
Le projet de l'éco-quartier de la Pépinière, d'une superficie de 13,4 ha est porté par la ville de Villepinte qui contribue de façon significative à l'effort de construction régionale sur la période 2016-2021 avec :
. la réalisation de 700 logements adaptés aux besoins du territoire ;
. un programme mixte, répondant à l'objectif de diversité de produits dans une logique de parcours résidentiel ;
. le respect de la législation en termes de logement social.

L'écoquartier de la Pépinière ambitionne un véritable effort d'amélioration de la qualité de vie, avec :
. la réalisation d'un parc paysager, support de biodiversité, de mobilité douce et d'usages de proximité ;
. un programme et des espaces publics favorisant une mixité intergénérationnelle, sociale et fonctionnelle
. le développement d'une économie de proximité ;
. le respect d'une exigence d'adaptabilité face à l'évolution des besoins de la population

L'écoquartier de la Pépinière présente une exemplarité environnementale par :
. la constitution d'un cadre favorable à une démarche d'urbanisme durable (labellisation…) ;
. une conception sobre permettant de valoriser le patrimoine végétal et mettant la nature au coeur du quartier ;
. la mise en oeuvre d'une filière de réemploi-recyclage, action innovante visant à valoriser les ressources existantes du site.

L'écoquartier de la Pépinière favorise les mobilités durables avec :
. une implantation dans un secteur très bien connecté aux transports en communs ;
. l'apaisement (zones 30) et la sécurisation (plateaux) des mobilités douces des deux voiries créées ;
. le bouclage d'une partie des aménagements piétonniers de la trame des modes doux villepintoise.

Cette action consiste à aménager une venelle de 200 ml le long du groupe scolaire projeté dans l'opération de la ZAC de la Pépinière (et à terme jusqu'au boulevard Ballanger), de manière à faciliter et sécuriser son accès. Elle contribue également à améliorer les abords de cet établissement public.

Cette opération d'aménagement est portée conjointement par :
- l'aménageur Grand Paris (Action n°406) à hauteur de 50%
- la ville de Villepinte (Action n°406bis) à hauteur de 50%

Description :
Il s'agit de travaux d'espaces publics liés à la venelle :
- Voirie (1ère phase)
- Voirie (2ème phase)
- Assainissement
- Paysage et plantations
- Eclairage
- Mobilier urbain

Intérêt régional : 100 000 stages : Les stagiaires sont fléchés sur les actions 401, 402, 407 et 409 issues de la même candidature 100 QIE.

Localisation géographique :
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes de maîtrise d'oeuvre	5 407,14	4,48%
Travaux voiries	64 080,00	53,08%
Assainissement	12 780,00	10,59%
Travaux paysagers, éclairage, mobilier urbain	38 448,00	31,85%
Total	120 715,14	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	36 214,54	30,00%
Grand Paris Aménagement	84 500,60	70,00%
Total	120 715,14	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 242,91 €
2018	7 242,91 €
2019	7 242,91 €
2020	7 242,91 €
2021	7 242,90 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	4 918 577,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	1 635 548,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	3 230 277,00 €
2016	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	114 300,00 €
2016	100 quartiers innovants et écologiques	312 020,78 €
	Montant total	10 210 722,78 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021474

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - ECO-QUARTIER DE LA PEPINIERE A VILLEPINTE - ACTION N°407 : AMENAGEMENT D'UNE ZONE 30 ET D'UN PARVIS AU NIVEAU DES EQUIPEMENTS SCOLAIRES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	964 148,67 €	30,00 %	289 244,60 €
	Montant Total de la subvention		289 244,60 €

Imputation budgétaire : 905-52-204182-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFTRP GRAND PARIS AMENAGEMENT
Adresse administrative : 195 RUE DE BERCY
75012 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Thierry LAJOIE, Président Directeur Général

N° SIRET : 64203694100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Ecoquartier de la Pépinière - Action 407 - aménagement parvis et zone 30 au niveau des équipements scolaires

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, géomètre, sondage, frais de dossier), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage

Objectifs :
Le projet de l'éco-quartier de la Pépinière, d'une superficie de 13,4 ha est porté par la ville de Villepinte qui contribue de façon significative à l'effort de construction régionale sur la période 2016-2021 avec :
. la réalisation de 700 logements adaptés aux besoins du territoire ;
. un programme mixte, répondant à l'objectif de diversité de produits dans une logique de parcours

résidentiel ;
. le respect de la législation en termes de logement social.

L'écoquartier de la Pépinière ambitionne un véritable effort d'amélioration de la qualité de vie, avec :
. la réalisation d'un parc paysager, support de biodiversité, de mobilité douce et d'usages de proximité ;
. un programme et des espaces publics favorisant une mixité intergénérationnelle, sociale et fonctionnelle
. le développement d'une économie de proximité ;
. le respect d'une exigence d'adaptabilité face à l'évolution des besoins de la population

L'écoquartier de la Pépinière présente une exemplarité environnementale par :
. la constitution d'un cadre favorable à une démarche d'urbanisme durable (labellisation…) ;
. une conception sobre permettant de valoriser le patrimoine végétal et mettant la nature au coeur du quartier ;
. la mise en oeuvre d'une filière de réemploi-recyclage, action innovante visant à valoriser les ressources existantes du site.

L'écoquartier de la Pépinière favorise les mobilités durables avec :
. une implantation dans un secteur très bien connecté aux transports en communs ;
. l'apaisement (zones 30) et la sécurisation (plateaux) des mobilités douces des deux voiries créées ;
. le bouclage d'une partie des aménagements piétonniers de la trame des modes doux villepintoise.

Cette action consiste à aménager l'espace public de manière à sécuriser et ainsi améliorer l'accès, par des circulations douces, vers les deux équipements scolaires : le lycée d'enseignement général Georges Brassens et le futur groupe scolaire. Elle contribue également à améliorer la qualité des abords des deux établissements.

Description :
Pour cela, la voirie Est-Ouest est aménagée en zone 30 avec la construction d'un plateau traversant. De plus, ces équipements éducatifs sont reliés par un grand parvis minéral, propice aux déplacements piétons. Afin de marquer visuellement cet espace pour les véhicules, le revêtement du parvis et celui de la voirie du plateau sont traités en dalles béton et non en enrobé noir comme pour le reste de la chaussée.

Cette action consiste en l'aménagement :
. d'un grand parvis minéral de part et d'autre de la voirie permettant l'attente et le regroupement des élèves en sécurité à proximité des entrées principales du lycée et du groupe scolaire ;
. d'une voirie sur plateau accompagnée d'un emplacement « dépose minute » ;
. d'un arrêt pour les cars.

Il s'agit de travaux sur des espaces publics :
- Voirie Est-Ouest et plateau,
- Voirie Est-Ouest et dépose-minute
- Voirie parvis lycée
- Revêtement de sols sur des parvis
- Parvis sud au niveau du groupe scolaire
- Equipement, mobilier, serrurerie
- Plantations
- Eclairage
- Arrêt de bus

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes de maîtrise d'oeuvre	43 186,02	4,48%
Voiries	103 353,00	10,72%
Parvis	737 594,00	76,50%
Mobilier, éclairage, plantations, arrêt bus	80 015,65	8,30%
Total	964 148,67	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	289 244,60	30,00%
Grand Paris Aménagement	674 904,07	70,00%
Total	964 148,67	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	77 131,89 €
2018	77 131,89 €
2019	77 131,89 €
2020	57 848,93 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	4 918 577,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	1 635 548,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	3 230 277,00 €
2016	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	114 300,00 €
2016	100 quartiers innovants et écologiques	312 020,78 €
2017	Politique énergie climat	363 600,00 €
	Montant total	10 574 322,78 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021476

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - ECO-QUARTIER DE LA PEPINIERE A VILLEPINTE - ACTION N°408 : ESPACES PUBLICS ET RACCORDEMENTS VIAIRES SUR LE BOULEVARD BALLANGER PRENANT EN COMPTE LE TZEN 15

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	616 216,92 €	30,00 %	184 865,08 €
	Montant Total de la subvention		184 865,08 €

Imputation budgétaire : 905-52-204182-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFTRP GRAND PARIS AMENAGEMENT
Adresse administrative : 195 RUE DE BERCY
75012 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Thierry LAJOIE, Président Directeur Général

N° SIRET : 64203694100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Ecoquartier de la Pépinière Action 408 - Raccordement sur RD115 en lien TCSP

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, géomètre, sondage, frais de dossier), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage

Objectifs :
Le projet de l'éco-quartier de la Pépinière, d'une superficie de 13,4 ha est porté par la ville de Villepinte qui contribue de façon significative à l'effort de construction régionale sur la période 2016-2021 avec :
. la réalisation de 700 logements adaptés aux besoins du territoire ;
. un programme mixte, répondant à l'objectif de diversité de produits dans une logique de parcours résidentiel ;

. le respect de la législation en termes de logement social.

L'écoquartier de la Pépinière ambitionne un véritable effort d'amélioration de la qualité de vie, avec :
. la réalisation d'un parc paysager, support de biodiversité, de mobilité douce et d'usages de proximité ;
. un programme et des espaces publics favorisant une mixité intergénérationnelle, sociale et fonctionnelle
. le développement d'une économie de proximité ;
. le respect d'une exigence d'adaptabilité face à l'évolution des besoins de la population

L'écoquartier de la Pépinière présente une exemplarité environnementale par :
. la constitution d'un cadre favorable à une démarche d'urbanisme durable (labellisation…) ;
. une conception sobre permettant de valoriser le patrimoine végétal et mettant la nature au coeur du quartier ;
. la mise en oeuvre d'une filière de réemploi-recyclage, action innovante visant à valoriser les ressources existantes du site.

L'écoquartier de la Pépinière favorise les mobilités durables avec :
. une implantation dans un secteur très bien connecté aux transports en communs ;
. l'apaisement (zones 30) et la sécurisation (plateaux) des mobilités douces des deux voiries créées ;
. le bouclage d'une partie des aménagements piétonniers de la trame des modes doux villepintoise.

La RD 115 appartient au réseau à caractère structurant de la région Ile-de-France, support des déplacements automobiles de moyenne distance, notamment des déplacements intercommunaux. D'après le Plan de déplacement urbain d'Ile de France (PDUIF), c'est sur ce réseau que l'enjeu de partage de la voirie est le plus fort puisque tous les modes de déplacement sont amenés à l'utiliser (transports en commun, poids lourds, vélos et piétons). Cet enjeu a donc été pris en compte dans le projet d'aménagement de la ZAC de la Pépinière, et notamment en anticipant le projet de transport en commun en site propre (TCSP) sur le Boulevard Ballanger (RD 115).

La création d'une ligne de TZEN entre Aulnay-sous-Bois et Tremblay-en-France est une action à mettre en œuvre du PDUIF. La mise en œuvre d'un Bus à haut niveau de service (BHNS) est donc envisagée par le STIF pour la ligne 15, qui dessert actuellement le site de la ZAC. En reliant les trois gares du RER B d'Aulnay-sous-Bois, de Sevran-Beaudottes et du Vert Galant, cette ligne permet une desserte efficace du RER, de nombreux quartiers d'habitations denses, d'équipements et de services publics.

Le raccordement viaire et les espaces publics ont été conçus de manière à ne pas obérer la réalisation du projet de transport en commun. Pour cela, les îlots de la ZAC respectent la limite des emplacements réservés. Au droit du mail central, les lots F et G ont été calés sur l'alignement projeté avec un retrait de 6,25 m par rapport à la limite de la servitude, dans le but d'amorcer le parc par des aménagements paysagers. Cette action contribue par ailleurs, à la requalification urbaine et paysagère des territoires traversés par le TZEN.
Par ailleurs, la RD 115 est identifiée dans le réseau cyclable structurant de la région ainsi que dans les itinéraires du Schéma Départemental des Itinéraires Cyclables. Le raccordement viaire et les espaces publics des deux points d'accroche de la ZAC sur cet axe prend également en compte cette donnée.

Description :
La ZAC de la Pépinière se raccroche au Boulevard Ballanger, en deux points :

1. au niveau de l'entrée Ouest de la ZAC, au droit du carrefour avec la rue Martin Luther King. Le raccordement viaire et les espaces publics occupe un linéaire de 60 m le long de la RD 115. A ce niveau, il a été pris en compte comme gabarit pour la RD 115 (voir plan suivant) :
- 1 chaussée centrale ou latérale en 2x1 voies de 3,5 m de large réservée au TCSP ;
- 1 voie latérale de 2,5 m de large de chaque côté ;
- 1 bande de stationnement de 2 m de large, côté sud du boulevard uniquement ;
- 1 piste cyclable de 1,5 m de large de chaque côté ;
- 1 trottoir de 2,5 m de large de chaque côté ;

2. au niveau de l'entrée Sud de la ZAC, au droit du carrefour avec la Route de Sevran. Le raccordement viaire et les espaces publics occupent un linéaire de 210 m le long de la RD 115. A ce niveau, il a été pris en compte comme gabarit pour la RD 115 (voir plan suivant) :
- 1 chaussée en 2x2 voies de 3,5 m de large dont une réservée au TCSP (position centrale ou latérale);
- 1 bande de stationnement de 2 m de large, côté sud du boulevard uniquement ;
- 1 piste cyclable de 1,5 m de large de chaque côté ;
- 1 trottoir de 2,5 m de large de chaque côté ;

Travaux liés au carrefour Ballanger/ voie Est-Ouest :
- Voirie 1ère phase
- Carrefour 1ère phase
- Voirie 2ème phase
- Carrefour 2ème phase
- Revêtement de sol
- Equipement mobilier
- Eclairage

Travaux liés au carrefour Ballanger/ Parc :
- Voirie 1ère phase
- Carrefour 1ère phase
- Voirie 2ème phase
- Carrefour 2ème phase
- Revêtement de sol
- Equipement mobilier

Intérêt régional :

100 000 stages : Les stagiaires sont fléchés sur les actions 401, 402, 407 et 409 issues de la même candidature 100 QIE.

Localisation géographique :
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Honoraires de maîtrise d'oeuvre	27 601,92	4,48%
Travaux liés au carrefour Ballanger (entrée ouest)	57 234,00	9,29%
Travaux liés au carrefour Ballanger (entrée sud)	63 490,00	10,30%
Reprise carrefour Ouest	127 153,00	20,63%
Reprise carrefour Sud	340 738,00	55,30%
Total	616 216,92	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	184 865,08	30,00%
Grand Paris Aménagement	431 351,84	70,00%
Total	616 216,92	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	29 578,41 €
2018	29 578,41 €
2019	29 578,41 €
2020	29 578,41 €
2021	29 578,41 €
2022	36 973,03 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	4 918 577,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	1 635 548,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	3 230 277,00 €
2016	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	114 300,00 €
2016	100 quartiers innovants et écologiques	312 020,78 €
	Montant total	10 210 722,78 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021477

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - ECO-QUARTIER DE LA PEPINIERE A VILLEPINTE - ACTION N°409 : GESTION ALTERNATIVE DES EAUX PLUVIALES DU QUARTIER ET CREATION DE ZONES HUMIDES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	1 431 098,96 €	30,00 %	429 329,69 €
	Montant Total de la subvention		429 329,69 €

Imputation budgétaire : 905-52-204182-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFTRP GRAND PARIS AMENAGEMENT
Adresse administrative : 195 RUE DE BERCY
75012 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Thierry LAJOIE, Président Directeur Général

N° SIRET : 64203694100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Ecoquartier de la Pépinière Action 409 - Gestion alternative des EP et zones humides

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, géomètre, sondage, frais de dossier), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage

Objectifs :
Le projet de l'éco-quartier de la Pépinière, d'une superficie de 13,4 ha est porté par la ville de Villepinte qui contribue de façon significative à l'effort de construction régionale sur la période 2016-2021 avec :
. la réalisation de 700 logements adaptés aux besoins du territoire ;
. un programme mixte, répondant à l'objectif de diversité de produits dans une logique de parcours résidentiel ;

. le respect de la législation en termes de logement social.

L'écoquartier de la Pépinière ambitionne un véritable effort d'amélioration de la qualité de vie, avec :
. la réalisation d'un parc paysager, support de biodiversité, de mobilité douce et d'usages de proximité ;
. un programme et des espaces publics favorisant une mixité intergénérationnelle, sociale et fonctionnelle
. le développement d'une économie de proximité ;
. le respect d'une exigence d'adaptabilité face à l'évolution des besoins de la population

L'écoquartier de la Pépinière présente une exemplarité environnementale par :
. la constitution d'un cadre favorable à une démarche d'urbanisme durable (labellisation…) ;
. une conception sobre permettant de valoriser le patrimoine végétal et mettant la nature au coeur du quartier ;
. la mise en oeuvre d'une filière de réemploi-recyclage, action innovante visant à valoriser les ressources existantes du site.

L'écoquartier de la Pépinière favorise les mobilités durables avec :
. une implantation dans un secteur très bien connecté aux transports en communs ;
. l'apaisement (zones 30) et la sécurisation (plateaux) des mobilités douces des deux voiries créées ;
. le bouclage d'une partie des aménagements piétonniers de la trame des modes doux villepintoise.

L'échelle du projet et sa situation par rapport aux zones actuellement habitées justifient la mise en place d'une organisation de la gestion quantitative et qualitative des eaux de ruissellement cohérente. La topographie du site et la nature de l'urbanisation envisagée sont favorables à la mise en place d'un schéma de gestion des eaux pluviales par techniques alternatives et gravitaires de l'assainissement.

Le dispositif à mettre en place sera majoritairement à ciel ouvert afin de réguler les débits et favoriser l'infiltration. Il sera constitué de noues, de jardins creux et de zones ponctuellement inondables. Ces milieux humides constitueront autant d'espaces favorables à l'amélioration écologique de la ZAC. Ils contribueront également à renforcer son image en tant qu'espaces respectueux de la biodiversité et comme valeur ajoutée à la composition paysagère.

Les enjeux du schéma directeur de gestion des eaux pluviales proposé sont donc :
. Assurer la collecte des eaux de ruissellement produites par l'ensemble de la surface de la ZAC, de manière à permettre l'assainissement des lots privés (avec régulation) et des espaces publics ;
. Réguler les eaux de ruissellement pour rejeter vers les exutoires des débits (2/L/s/ha) et volumes conformes aux capacités aval et ce pour la période de retour définie (10 ans) ;
. Collecter les eaux à ciel ouvert pour permettre la réduction des vitesses d'écoulement et la baisse des risques d'érosion et de concentration des flux hydrauliques ;
. Maîtriser les pollutions chroniques et accidentelles pour protéger la qualité des eaux superficielles et souterraines ;
. Répondre aux obligations réglementaires (Code de l'Environnement, Directive Cadre sur l'Eau,…) ;
. Veiller à mettre en place un réseau de gestion des eaux intégré dans le cadre de la composition urbaine et paysagère de la ZAC ;
. Introduire une plus-value écologique par la création de milieux humides. Se situant sur un axe écologique potentiel entre deux réservoirs de biodiversité (ZNIEFF et Natura 2000) identifiés au SRCE, le projet participe ainsi au renforcement ainsi la trame verte.

Description :
Les noues de stockage seront implantées le long des voiries permettant de récupérer les eaux au plus près du point de chute réduisant le ruissellement sur la chaussée. L'ensemble des eaux de ruissellement sera ensuite pris en charge, après transit dans les noues, par trois bassins de stockage et de régulation (ou zones inondables). Les eaux pluviales provenant des parcelles privées et du groupe scolaire transiteront sur le réseau d'assainissement de la ZAC avant rejet définitif sur le réseau départemental. Les eaux pluviales provenant des espaces publics et du Lycée seront stockées et régulées prioritairement dans les noues et le restant dans les bassins de rétention publics à aménager. La perméabilité effective

des sols (7,5 10-6 m/s) a également été prise en compte pour le dimensionnement des surfaces d'infiltrations sur les parcelles privées.

Les conditions de rejet fixées par la DEA93 prévoient un rejet de 2l/s/ha calculé pour une pluie d'occurrence décennale (10 ans de période de retour). Cette contrainte étant imposée uniformément pour les lots privés et pour l'espace public. Le débit de rejet total de la ZAC sera 30.28 L/s. Les volumes de stockage retenus, légèrement surdimensionnés, permettront à la ZAC, d'assurer dans ses ouvrages la gestion des eaux pluviales pour une pluie d'occurrence vicennale.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes de maîtrise d'oeuvre	64 102,56	4,48%
Terrassement des noues	270 322,00	18,89%
Raccordements, canalisations, raccordements venelles, zones inondables)	1 096 674,40	76,63%
Total	1 431 098,96	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	429 329,68	30,00%
Grand Paris Aménagement	1 001 769,28	70,00%
Total	1 431 098,96	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	68 692,75 €
2018	68 692,75 €
2019	68 692,75 €
2020	68 692,75 €
2021	68 692,75 €
2022	85 865,94 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	4 918 577,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	1 635 548,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	3 230 277,00 €
2016	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	114 300,00 €
2016	100 quartiers innovants et écologiques	312 020,78 €
	Montant total	10 210 722,78 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021478

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - ECO-QUARTIER DE LA PEPINIERE A VILLEPINTE - ACTION N°411 : AMENAGEMENT D'UNE ZONE 30 SUR LA VOIRIE MULTI-MODALE NORD-SUD PERMETTANT LA DESSERTE DU QUARTIER

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	79 847,58 €	30,00 %	23 954,27 €
	Montant Total de la subvention		23 954,27 €

Imputation budgétaire : 905-52-204182-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFTRP GRAND PARIS AMENAGEMENT
Adresse administrative : 195 RUE DE BERCY
75012 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Thierry LAJOIE, Président Directeur Général

N° SIRET : 64203694100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Ecoquartier de la Pépinière Action 411 - Aménagement zone 30 voie Nord - Sud

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, géomètre, sondage, frais de dossier), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage

Objectifs :
Le projet de l'éco-quartier de la Pépinière, d'une superficie de 13,4 ha est porté par la ville de Villepinte qui contribue de façon significative à l'effort de construction régionale sur la période 2016-2021 avec :
. la réalisation de 700 logements adaptés aux besoins du territoire ;
. un programme mixte, répondant à l'objectif de diversité de produits dans une logique de parcours résidentiel ;
. le respect de la législation en termes de logement social.

L'écoquartier de la Pépinière ambitionne un véritable effort d'amélioration de la qualité de vie, avec :
. la réalisation d'un parc paysager, support de biodiversité, de mobilité douce et d'usages de proximité ;
. un programme et des espaces publics favorisant une mixité intergénérationnelle, sociale et fonctionnelle
. le développement d'une économie de proximité ;
. le respect d'une exigence d'adaptabilité face à l'évolution des besoins de la population

L'écoquartier de la Pépinière présente une exemplarité environnementale par :
. la constitution d'un cadre favorable à une démarche d'urbanisme durable (labellisation…) ;
. une conception sobre permettant de valoriser le patrimoine végétal et mettant la nature au coeur du quartier ;
. la mise en oeuvre d'une filière de réemploi-recyclage, action innovante visant à valoriser les ressources existantes du site.

L'écoquartier de la Pépinière favorise les mobilités durables avec :
. une implantation dans un secteur très bien connecté aux transports en communs ;
. l'apaisement (zones 30) et la sécurisation (plateaux) des mobilités douces des deux voiries créées ;
. le bouclage d'une partie des aménagements piétonniers de la trame des modes doux villepintoise.

La voie Nord-Sud, de 185 ml, est l'une des deux entrées de la ZAC par le Boulevard Ballanger (Rd 115). Cette action consiste à aménager la voirie et les trottoirs en Zone 30. L'objectif principal est ainsi d'améliorer l'accès par les circulations douces à l'ensemble du quartier et notamment aux équipements scolaires depuis l'entrée sud de la ZAC. La rue Nord-Sud pouvant desservir d'éventuels commerces en rez-de-chaussée des immeubles des lots A et G, elle a été étudiée de manière à avoir la possibilité de muter en voie à double sens et permettre l'arrêt des véhicules.

Description :
Le parti pris retenu est celui du partage de la rue pour permettre de garantir une vitesse faible des véhicules au sein du quartier. Les cycles cohabitent donc avec les voitures sur la voirie en zone 30, dans les deux sens de circulation. Cette voie est apaisée dans son traitement comme dans son usage. Elle est en sens unique montant, et traitée en plateau sur toute sa longueur, afin de ne pas inscrire de rupture physique avec le reste du mail paysager. Les places de parking côté parc sont traitées en pavés joints gazon, et des poches végétales plantées viennent ponctuer les stationnements. Tous ces dispositifs raccrochent davantage cette rue à l'ambiance intimiste du Parc Central qu'à un simple langage de voirie.

Afin d'accentuer cet événement et sensibiliser l'automobiliste sur la traversée d'une zone particulièrement sensible, ce plateau sera réalisé dans un revêtement différent du reste de la chaussée de la voirie.

Travaux liés à la voirie Nord-Sud et à son usage cyclable :
- Bordures et revêtement
- Signalisation
- Eclairage
- Mobilier urbain

Intérêt régional :

100 000 Stages : Les stagiaires sont fléchés sur les actions 401, 402, 407 et 409 issues de la même candidature 100 QIE.

Localisation géographique :
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes de maîtrise d'oeuvre	3 576,58	4,48%
Travaux	76 271,00	95,52%
Total	79 847,58	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	23 954,27	30,00%
Grand Paris Aménagement	55 893,31	70,00%
Total	79 847,58	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 387,81 €
2018	6 387,81 €
2019	6 387,81 €
2020	4 790,84 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	4 918 577,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	1 635 548,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	3 230 277,00 €
2016	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	114 300,00 €
2016	100 quartiers innovants et écologiques	312 020,78 €
	Montant total	10 210 722,78 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021479

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - ECO-QUARTIER DE LA PEPINIERE A VILLEPINTE - ACTION N°412 : AMENAGEMENT D'UNE ZONE 30 PERMETTANT LA DESSERTE DU QUARTIER ET DES EQUIPEMENTS DEPUIS L'OUEST

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	570 885,41 €	30,00 %	171 265,62 €
	Montant Total de la subvention		171 265,62 €

Imputation budgétaire : 905-52-204182-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFTRP GRAND PARIS AMENAGEMENT
Adresse administrative : 195 RUE DE BERCY
75012 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Thierry LAJOIE, Président Directeur Général

N° SIRET : 64203694100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Ecoquartier de la Pépinière Fiche action 412 - Aménagement zone 30 voie Est-Ouest depuis l'Ouest

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, géomètre, sondage, frais de dossier), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage

Objectifs :
Le projet de l'éco-quartier de la Pépinière, d'une superficie de 13,4 ha est porté par la ville de Villepinte qui contribue de façon significative à l'effort de construction régionale sur la période 2016-2021 avec :
. la réalisation de 700 logements adaptés aux besoins du territoire ;
. un programme mixte, répondant à l'objectif de diversité de produits dans une logique de parcours

résidentiel ;
. le respect de la législation en termes de logement social.

L'écoquartier de la Pépinière ambitionne un véritable effort d'amélioration de la qualité de vie, avec :
. la réalisation d'un parc paysager, support de biodiversité, de mobilité douce et d'usages de proximité ;
. un programme et des espaces publics favorisant une mixité intergénérationnelle, sociale et fonctionnelle
. le développement d'une économie de proximité ;
. le respect d'une exigence d'adaptabilité face à l'évolution des besoins de la population

L'écoquartier de la Pépinière présente une exemplarité environnementale par :
. la constitution d'un cadre favorable à une démarche d'urbanisme durable (labellisation…) ;
. une conception sobre permettant de valoriser le patrimoine végétal et mettant la nature au coeur du quartier ;
. la mise en oeuvre d'une filière de réemploi-recyclage, action innovante visant à valoriser les ressources existantes du site.

L'écoquartier de la Pépinière favorise les mobilités durables avec :
. une implantation dans un secteur très bien connecté aux transports en communs ;
. l'apaisement (zones 30) et la sécurisation (plateaux) des mobilités douces des deux voiries créées ;
. le bouclage d'une partie des aménagements piétonniers de la trame des modes doux villepintoise.

L'action n°412, objet de la présente fiche consiste à aménager la voirie et les trottoirs de l'artère principale, la voie Est-Ouest du quartier, en zone 30, sur un linéaire de 403 mètres linéaire. L'objectif principal est d'améliorer l'accès aux circulations douces sur l'ensemble du quartier et notamment vers les équipements scolaires depuis l'entrée ouest du nouveau quartier.

Le parti pris retenu est celui du partage de la rue pour permettre de garantir une vitesse maitrisée des véhicules motorisés au sein du quartier. Les cycles cohabitent donc avec les voitures sur la voirie en zone 30, dans les deux sens de circulation. Les trottoirs ont largement été dimensionnés (2,35 à 4,60 m de largeur) pour rendre confortable les mobilités douces (piétons, jeunes cyclistes…).

L'articulation du projet avec le Plan de déplacement urbain d'Ile de France :

D'après le PDUIF, les actions à réaliser prioritairement en agglomération centrale dont fait partie le territoire de Villepinte, sont :
. Pacifier la voirie pour faciliter et sécuriser la pratique du vélo (3/4.1), dont les objectifs de réalisation d'ici 2015 sont en cohérence avec l'opération :
- Aménager au moins un quartier par commune de plus de 10 000 habitants en zone pacifiée ;
- Aménager des zones pacifiées aux abords de tous les équipements scolaires ;

. Rendre la voirie cyclable à l'échelle locale (4.1).
Aménager une zone 30 est effectivement une manière de rendre la voirie urbaine cyclable en milieu urbain. L'instauration de double-sens cyclables est obligatoire dans ces zones. Par ailleurs, la voie Est-Ouest de l'opération est propice à la mise en œuvre de cette action. En effet, elle se situe bien à moins de 3 km de « pôles générateurs » avec la proximité du RER B, d'équipements publics et établissements d'enseignement (hôpital Robert Ballanger, lycée Georges Brassens), d'un pôle d'emploi et de commerces (centre commercial Beau Sevran) et d'espaces de loisirs (Parc du Sausset). Aussi, elle est directement raccordée à la RD 115 (Boulevard Robert Ballanger) qui est identifiée dans le réseau cyclable structurant de la région ainsi que dans les itinéraires du Schéma Départemental des Itinéraires Cyclables (« les pénétrantes » du SDIC 93).

Description :
La voie Est-Ouest est ponctuée de deux zones aménagées en plateau surélevé, dont le « Parvis parc » qui fait partie des aménagements objet de la présente fiche. Celui-ci permet de sécuriser la traversée de la voie Est-Ouest, permettant le raccordement du parc paysager Nord avec le mail central pour les modes

doux. Afin d'accentuer cet événement et sensibiliser l'automobiliste sur la traversée d'une zone particulièrement sensible, ce plateau sera réalisé dans un revêtement différent du reste de la chaussée de la voirie.

Il s'agit de travaux liés à la voirie Est-Ouest et à son usage cyclable :
- Signalisation et jalonnements,
- Revêtement et bordures
- Eclairage
- Mobilier urbain
- Réalisation de plateau

Intérêt régional :

100 000 stages : Les stagiaires sont fléchés sur les actions 401, 402, 407 et 409 issues de la même candidature 100 QIE.

Localisation géographique :
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes de maîtrise d'oeuvre	25 571,41	4,48%
Travaux	545 314,00	95,52%
Total	570 885,41	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	171 265,62	30,00%
Grand Paris Aménagement	399 619,79	70,00%
Total	570 885,41	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	45 670,83 €
2018	45 670,83 €
2019	45 670,83 €
2020	34 253,13 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	4 918 577,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	1 635 548,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	3 230 277,00 €
2016	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	114 300,00 €
2016	100 quartiers innovants et écologiques	312 020,78 €
	Montant total	10 210 722,78 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021510

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - ZAC DU QUARTIER DE MOULON - GROUPE SCOLAIRE AVEC GYMNASE ATTENANT - EPA PARIS-SACLAY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	13 584 120,00 €	7,36 %	1 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204182-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPAPS ETABLISSEMENT PUBLIC D AMENAGEMENT PARIS SACLAY
Adresse administrative : 6 BOULEVARD DUBREUIL 91400 ORSAY
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Philippe VAN DE MAELE, Directeur

N° SIRET : 81805120300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Groupe scolaire dans le cadre du quartier innovant et écologique du Moulon à Gif-sur-yvette, porté par la Commuanuté d'agglomération Paris-Saclay.

Date prévisionnelle de début de projet : 6 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit notamment d'études de conception et de mission de coordination de CSSI, identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Objectifs :
Pour répondre aux besoins générés par l'arrivée des nouveaux habitants, le projet de Moulon prévoit l'implantation d'équipements publics en cœur de quartier pour en faciliter l'accès et mixer les usages. L'EPA Paris-Saclay réalise ainsi en maîtrise d'ouvrage un groupe scolaire de 20 classes maternelles et élémentaires sur 7 200 m². Cet espace comprend également un gymnase intégré au bâtiment et deux espaces de récréation en extérieur. Un concours de maîtrise d'œuvre a été attribué en juillet 2016 à l'équipe de Dominique Coulon et associés.

Un processus de certification HQE a été engagé sur ce projet, sur la base du Référentiel Générique pour la Qualité Environnementale des Bâtiments – Bâtiments Tertiaires.

Description :
Situé en plein cœur du premier quartier de ville, le groupe scolaire s'inscrit dans l'épannelage proposé à l'échelle du quartier. Développé sur trois étages, le bâtiment offrira une porosité généreuse à l'ouest permettant de ménager des vues avec le quartier. Les trois autres façades seront conçues comme une enveloppe protectrice pour les cours de récréation. Les espaces de classes bénéficieront d'une double entrée pour séparer les flux entre espace élémentaire et espace maternelle. Les accès se feront principalement via le chemin piétonnier du Moulon. Les entrées seront donc sécurisées et le groupe scolaire établira une relation étroite avec cet espace public apaisé.
Le groupe scolaire comprendra également un espace d'éveil avec un jardin pédagogique organisé en gradin avec différents thèmes pour la découverte et l'apprentissage. Chaque partie du programme sera fléchée et bien délimitée pour s'assurer de la lisibilité des différents espaces sans pour autant les cloisonner. Une circulation intelligente à l'intérieur du bâtiment sera proposée pour en faciliter l'usage.

Cet équipement est conçu comme un espace de vie où se structure la vie sociale du quartier. Elle peut devenir le support d'activités et fédérer des synergies au niveau local (animations, ouverture au public). Ainsi, le gymnase sera principalement destiné aux scolaires mais pourra également être ouvert aux associations sportives du quartier.
La conception des lieux scolaires a évolué et évoluera encore. L'organisation doit rendre possible ces mutations, refléter ces évolutions et participer à la qualification de ces espaces. Les besoins spécifiques des petits (possibilités d'isolement, de repos, évolution dans un cadre sécurisant, perception des éléments naturels, adaptabilité des espaces) et des plus grands (travail individuel et collectif, mobilité, autonomie) mais aussi des adultes (enseignants, intervenants ponctuels, parents) devront trouver des réponses adaptées.
De même, la répartition des classes entre école maternelle et école élémentaire va fluctuer dans le temps ; il est donc indispensable de traiter au moins deux classes de manière à ce qu'elles puissent être indifféremment utilisées par des élèves de maternelle ou d'élémentaire en fonction des besoins et ce sans transformations importantes, tout en respectant la séparation des flux entre les deux écoles. Le groupe scolaire devra également prendre en compte l'évolution des besoins de la population. A terme, à horizon 2035, les effectifs scolaires devraient se stabiliser autour de 20 à 25 classes réparties sur deux groupes scolaires. Cette phase sera anticipée en proposant une configuration qui permette de changer l'affectation et de rendre autonome une partie des locaux de manière aisée. Les locaux de l'accueil de loisirs pourraient ainsi faire l'objet d'une réaffectation globale (autre équipement ou service public) en réintégrant ses activités au sein des espaces libérés par la diminution d'effectifs dans les écoles.

Le groupe scolaire du Moulon fera figure d'exemplarité environnementale, il portera aussi une exemplarité d'usage et de confort. Les matières naturelles auront toutes leur place dans la réalisation du bâtiment. Les toitures seront plantées avec des végétaux nécessitant le moins d'entretien possible.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Honoraires de maîtrise d'oeuvre	1 284 120,00	9,45%
Travaux	12 300 000,00	90,55%
Total	13 584 120,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
EPA PARIS-SACLAY	12 584 120,00	92,64%
Subvention Région (sollicitée)	1 000 000,00	7,36%
Total	13 584 120,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	250 000,00 €
2018	500 000,00 €
2019	250 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2016	100 quartiers innovants et écologiques	3 350 885,45 €
	Montant total	3 350 885,45 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021514

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - ZAC DU QUARTIER DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE - PARKING PUBLIC ET SON LOCAL MOBILITES : LOT P2.1A - EPA PARIS-SACLAY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	9 160 003,00 €	14,69 %	1 345 564,56 €
	Montant Total de la subvention		1 345 564,56 €

Imputation budgétaire : 905-52-204182-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPAPS ETABLISSEMENT PUBLIC D AMENAGEMENT PARIS SACLAY
Adresse administrative : 6 BOULEVARD DUBREUIL 91400 ORSAY
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Philippe VAN DE MAELE, Directeur

N° SIRET : 81805120300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Réalisation d'un parking public et son local mobilités dans le cadre du quartier innovant et écologique de l'Ecole polytechnique à Palaiseau porté par la Communauté d'agglomération Paris-Saclay.

Date prévisionnelle de début de projet : 2 août 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit notamment d'études de conception et de mission de CSSI, identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Objectifs :
Pour répondre aux besoins en stationnement des visiteurs des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, des bureaux, des logements, et des usagers du quartier de l'Ecole polytechnique, l'EPA Paris-Saclay est maître d'ouvrage d'un parking public de 450 places, associé à un local « mobilités » au cœur de la ZAC.
Ce parking et le local associé constituent un des éléments du programme des équipements publics de la

ZAC et sera remis à la collectivité compétente à sa livraison.

Dans le but d'améliorer son intégration urbaine, il a été décidé de mutualiser cette opération avec une résidence étudiante de 270 lits, pilotée par Logement Francilien. Un concours en groupement de commande a permis de sélectionner l'équipe Bruther-Baukunst comme maître d'œuvre de ce projet.
Ce parking a été conçu de façon à anticiper au maximum les usages actuels et futurs, et à encourager les nouvelles mobilités dans un quartier en plein développement, qui verra arriver le métro en 2024. Sa proximité directe avec la future gare de métro et la station de TCSP en feront un élément incontournable des mobilités du plateau.

Description :
Le principe d'organisation des fonctionnalités dans le bâtiment est simple : deux niveaux de sous-sol de parking ; un rez-de-chaussée regroupant les entrées des différents programmes (logement, parking, local « mobilités » et une cellule commerciale de 250 m²) ; deux niveaux de parking largement ventilés se superposent à ce rez-de-chaussée double hauteur ; trois niveaux de logements étudiants viennent enfin recouvrir les niveaux de parking.

Le parc de stationnement évolutif :
Une des caractéristiques fortes de ce parking est sa réversibilité. Etant donné l'évolution des parts modales avec le développement des transports en commun et des nouvelles mobilités, les besoins en places de stationnement d'aujourd'hui peuvent être très différents de ceux de demain. C'est pourquoi il a été demandé lors du concours une réversibilité de la moitié des places de parking. La structure du parking a été conçue de manière à être réversible en bureaux (open-space ou bureaux classiques) ou en logements. Le système structurel développé par les architectes, poteaux-poutres, est basé sur une trame correspondant à la fois à trois places de stationnement, un logement étudiant T1, ou des espaces de bureaux.
Les hauteurs de dalle à dalle, de 2,75 m, aujourd'hui préconisées pour des constructions plus durables et flexibles ainsi que la configuration des fluides, permettent ainsi une reconversion facile et à moindre coût de 50% du parc de stationnement. Les circulations verticales sont compatibles avec la mutabilité : des travaux supplémentaires ne sont pas nécessaires en cas de reconversion.
L'épaisseur du bâtiment est également compatible avec une évolution de programme ; en effet, les 15,40m sont compatibles avec l'aménagement de logements naturellement lumineux. Dans le cas de plateau de bureaux, cette épaisseur garantit un éclairage naturel généreux.

Le local « mobilités » :
Le parking public intègre dans son programme un local de 250 m² dédié aux mobilités douces. Le développement d'un système de pistes cyclables sur l'ensemble du sud du Plateau et des facilités de stationnement au sein des différents programmes doit favoriser fortement l'utilisation du vélo. C'est dans une démarche de développement des mobilités douces et d'incitation/facilitation de leur usage qu'a été proposé ce local. Ainsi il a été imaginé un espace accueillant une zone de réparation et d'entretien des vélos et une zone de stockage. Sa gestion n'étant pas encore stabilisée, il a été conçu afin de pouvoir être géré soit par une association soit par le gestionnaire du parking.

Enfin, d'autres mobilités sont encouragées sur le Plateau, notamment l'utilisation des voitures électriques. L'équipement de 10% du parc de stationnement en recharge pour les véhicules électriques est intégré à la conception du projet et imposé au futur gestionnaire du parc. La station de recharge permettra de charger 6 véhicules simultanément. Il s'agira d'un dispositif de 3kVA, grâce auquel la recharge se fait entre 6h et 8h pour un véhicule électrique et entre 1h et 2h pour un véhicule hybride.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PALAISEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Honoraires de maîtrise d'oeuvre	757 700,00	8,27%
Travaux	8 402 303,00	91,73%
Total	9 160 003,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
EPA PARIS-SACLAY	7 814 438,44	85,31%
Subvention Région (sollicitée)	1 345 564,56	14,69%
Total	9 160 003,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	269 112,91 €
2018	538 225,82 €
2019	538 225,83 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	100 quartiers innovants et écologiques	3 350 885,45 €
	Montant total	3 350 885,45 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021277

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - QUARTIER NORD - BAGNEUX - AMENAGEMENT DES ESPACES PUBLICS SUR LE SECTEUR DU THEATRE (ZAC VICTOR HUGO)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	4 092 528,68 €	29,18 %	1 194 177,00 €
	Montant Total de la subvention		1 194 177,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-20422-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SADEV 94 SOCIETE D'AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DES VILLES ET DU DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 31 RUE ANATOLE FRANCE 94306 VINCENNES CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Pierre NOURRISSON, Directeur Général

N° SIRET : 34121497100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Aménagement des espaces publics sur le secteur du théâtre (ZAC Victor Hugo) - Projet urbain durable Quartier Nord

Date prévisionnelle de début de projet : 17 juin 1016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'oeuvre et bureaux d'études, programmation, diagnostics techniques,...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Objectifs :
Dans le cadre du projet urbain durable quartier nord, la ZAC Eco quartier Victor Hugo est déjà en phase opérationnelle avec un premier îlot en cours de réalisation, le secteur du théâtre. Des opérations immobilières ont d'ores et déjà été livrées (un immeuble de 53 logements en accession à la propriété avec

3 commerces, un immeuble de bureaux de 25 000 m²) et un chantier est en cours pour un immeuble de 68 logements en accession et locatif social avec une crèche de 90 berceaux.

Afin d'accompagner ces opérations immobilières, il est prévu l'aménagement des espaces publics de l'ensemble de l'îlot conformément aux objectifs poursuivis sur la ZAC :
- définir un nouveau découpage du territoire pour des nouveaux îlots urbains de taille plus réduite, favorisant l'urbanité en étant plus en harmonie avec l'échelle humaine ;
- tisser des liens entre la ZAC et les quartiers environnants et connecter les différents secteurs au pôle gare ;
- hiérarchiser les voiries par la création d'une trame de voies régulière, des espaces publics apaisés pour la circulation des différents flux (piétons, vélos, voitures, bus) et un maillage de circulations douces ;
- structurer le quartier par une trame verte comme fil conducteur avec un réseau de promenades, jardins, squares et équipements ;
- organiser la trame des espaces publics avec d'une part des placettes et respirations au sein de la ZAC et d'autre part la place de la gare et le pôle bus.

Description :
Le projet d'aménagement sur ce secteur distingue différentes entités :
1) Le « jardin boisé » ou « grand parc » qui préserve les traces de l'ancien jardin privé du SETRA et valorise la richesse des végétaux, les parcours qui le traversent et l'atmosphère du jardin anglo-chinois. Le patrimoine végétal est mis en valeur pour créer différentes ambiances (les bosquets, les jardins de fleurs, la prairie et le jardin anglo-chinois).
2) Le « jardin partagé » créé en continuité avec les jardins ouvriers existants au nord de l'îlot. C'est un lieu ouvert à la vie du quartier, à vocation culturelle, pédagogique et sociale. Il constitue un lieu de rencontre destiné à sensibiliser jeunes et moins jeunes, groupes et public familial aux questions écologiques. Son aménagement propose également une accessibilité optimale pour les PMR (tables de jardinage et revêtements de sols spécialement conçus).
3) Le « jardin de jeux », imaginé comme un paysage en soi, propose un parcours qui se déroule dans une ambiance de sous-bois ponctué de clairières qui accueillent des jeux dans l'esprit des « cabanes dans les arbres » adaptées aux différentes tranches d'âge.
4) La « place du théâtre » composée d'un parvis qui se développe sur deux niveaux ; la partie haute plus étroite donne accès au théâtre alors que la partie basse s'ouvre vers l'est jusqu'à la voie verte et est conçue comme un espace de rencontre et de détente. Des bandes végétales, équipées avec des bancs, générera des espaces d'ombre plus intimistes organisés entre des lignes plantées d'arbres et vivaces.
5) La « place végétale », à l'ouest du grand parc, qui allie un espace minéral à des faisceaux végétaux plantés d'arbustes et d'arbres de petite taille. Cet espace est une zone de transition ; les commerces en rez-de-chaussée des logements peuvent utiliser cette place pour installer quelques tables.
6) La « voie nouvelle », rue Assia Djebar, qui dessert l'îlot (entre l'avenue Victor Hugo et la rue Jean Marin Naudin) et dont la chaussée et les réseaux ont été réalisés mais dont les aménagements définitifs sont prévus une fois la dernière opération immobilière (logements et crèche) livrée. Ces aménagements consistent à créer de larges trottoirs avec des noues urbaines permettant la récupération des eaux pluviales de l'espace public. La voie sera traitée comme un espace partagé pour favoriser les modes doux.
7) La requalification de la rue Jean Marin Naudin afin d'en élargir les trottoirs et les espaces plantés, favorisant les circulations piétonnes et participant à la continuité écologique d'ensemble du projet d'éco quartier.
8) L'aménagement de deux trames vertes, qui se raccordent au sud du secteur du théâtre, et sont le support d'un cheminement piéton, d'une accessibilité pompiers et de noues plantées pour la gestion des eaux de pluie.

L'aménagement des espaces publics doit répondre également à un certain nombre de prescriptions environnementales :
- créer une continuité verte et limiter la place de la voiture grâce à un réseau de circulations douces végétalisées et une réduction de l'emprise de la voiture sur la voirie ;
- limiter les consommations d'éclairage nocturne ;

- encourager le tri sélectif des déchets par un système de bornes enterrées sur la voie publique ;
- initier une politique de compostage par un système de mutualisation des besoins privés et de la ville, positionnés sur l'espace public.

Intérêt régional : L'engagement d'accueillir 4 stagiaires dans le cadre de la dotation globale attribuée pour le quartier Nord de Bagneux au titre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" est supporté uniquement par la ville de Bagneux (pour la construction de l'école-parc / Dossier n° EX020925).

Localisation géographique :

- BAGNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	3 558 720,59	86,96%
Honoraires MOE et études techniques	533 808,09	13,04%
Total	4 092 528,68	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ZAC	2 898 351,68	70,82%
Subvention Région (sollicitée)	1 194 177,00	29,18%
Total	4 092 528,68	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	951 011,76 €
2020	243 165,24 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	1 250 000,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	1 747 184,00 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	3 305 886,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	285 426,76 €
2015	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	311 300,00 €
2017	Aide à la restauration du patrimoine protégé	39 536,00 €
	Montant total	6 653 906,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021411

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QIE - ECO QUARTIER ILE DE LA MARNE - AMENAGEMENT D'UN PARC ECOLOGIQUE - TRAVAUX - NOISY LE GRAND

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	3 349 000,00 €	30,00 %	1 004 700,00 €
	Montant Total de la subvention		1 004 700,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-20422-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOCAREN SOCIETE PUBLIQUE LOC AMENAGEMENT RENOVATION EQUIPEM DE NOISY LE GRAND
Adresse administrative : 2 PLACE DE LA LIBERATION 93160 NOISY-LE-GRAND
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Brigitte MARSIGNY, Présidente du Conseil d'Administration

N° SIRET : 33767887400013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Sur une superficie d'environ 5,6 hectares, le futur parc sera positionné entre la Marne et le quartier du Coteau. Il constituera un espace de respiration entre les berges de la rivière et les quartiers environnants. Equipement supra communal de grande échelle permettant d'accueillir de nombreux usagers et usages (sports, parcours santé, détente, pontons de pêche ….), il offrira de grandes ouvertures sur la Marne.
Les berges seront traitées en continuité du projet d'aménagement et l'esprit et le traitement seront unifiés.
Le thème de l'eau est au cœur du projet. Une gestion alternative des eaux de pluie, grâce à des noues, fossés, bassins, mares, plantés ou non est envisagée. Le parc s'appuiera sur le patrimoine naturel existant. Une gestion différentiée des espaces du parc est prévue.

Description :
Le projet comprend principalement la création :
- de bosquets, d'aires de pique-nique,

- d’un parcours santé,
- de jardins creux, d'un observatoire de la faune et de la flore,
- de prairies humides, de jardins partagés,
- de zones de jeux,
- de zones d’évocation historique,
- de grandes pelouses, de prairies à papillons,
- de terrasses, de jeux d’eau,
- d’espaces de promenades,
- de lieux réversibles pour évènements festifs.

Le programme de travaux prévoit principalement des terrassements et du décapage, du défrichage et de la taille, la création de chemins et cheminements et la création de sols bois ou pavés, la création de zones sportives, la fourniture et pose de jeux d’enfants et de mobiliers urbains, des plantations arbres, arbustes et prairies.

Localisation géographique :

- NOISY-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'UN PARC ECOLOGIQUE	4 186 065,00	100,00%
Total	4 186 065,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	1 004 700,00	24,00%
SOCAREN AUTOFINANCEMENT	3 181 365,00	76,00%
Total	4 186 065,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 470,00 €
2018	200 940,00 €
2019	301 410,00 €
2020	301 410,00 €
2021	100 470,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2016	100 quartiers innovants et écologiques	646 329,00 €
	Montant total	646 329,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021719

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - QUARTIER LOUVOIS - VELIZY-VILLACOUBLAY - AMENAGEMENT DES ESPACES PUBLICS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	6 242 488,16 €	26,43 %	1 650 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 650 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-20422-452001-200
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEM 92 CITALLIOS
Adresse administrative : 65 RUE DES TROIS FONTANOT
92020 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur HERVE GAY, Directeur

N° SIRET : 33433645000096

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Aménagement des espaces publics (tranches 1 et 2.1) du quartier Louvois à Vélizy-Villacoublay

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Une fois la dalle déconstruite, l'ambition du projet est de développer un véritable socle végétal, prenant appui sur un axe structurant (le mail central). En effet, le projet s'établit au croisement de deux atouts urbains : d'une part, la nouvelle station de tramway T6 au sud du quartier, d'autre part, la présence de la forêt de Meudon, en bordure nord du quartier.
En résumé, le parti pris du projet est d'allier une trame viaire ordonnée à une trame végétale libre. En cela, le projet permet de répondre aux quatre objectifs du PADD du PLU de Vélizy-Villacoublay (préservation et réimplantation des arbres existants sur le projet ; intégration d'un paysagement forestier adapté – lisière, clairière, bosquets ; mise en place de 3 bassins de rétention pour gérer les eaux pluviales dont 1 bassin d'agrément étanché pour une présence permanente de l'eau dans le quartier ; diversifier les usages et les ambiances végétales pour assurer la présence de la biodiversité).
Les travaux d'aménagement vont se dérouler par phases successives (phases 1, 2.1 et 2.2), au fur et à

mesure des déconstructions de la dalle et des locaux.

Description :
Les points clés de l'intervention urbaine sont :
- La reconstitution d'un maillage viaire permettant de sortir de l'enclavement que constitue la dalle, avec d'une part la restauration de liaisons actives entre le nord et le sud du quartier, de manière à l'ouvrir vers la forêt et à l'accrocher à la station de tramway, et d'autre par la création de liaisons est-ouest entre les aménités urbaines présentes le long des deux rues circulaires Rabourdin et Exelmans. Ce nouveau maillage viaire doit constituer l'opportunité d'assurer des circulations apaisées au sein de ce quartier et de réorganiser l'offre de stationnement.
- Le travail des entrées du quartier en lien avec leur environnement, à savoir une place urbaine et commerciale en entrée sud, face à la station de tramway, et un lien renoué avec la forêt en entrée nord, côté rue de Villacoublay.
- Le retour à la pleine terre permet à la fois d'affirmer le caractère végétal du quartier avec 380 arbres plantés, près de 12 000 m² d'espaces verts en lieu et place des 2 ha de dalle, et d'optimiser la gestion des eaux pluviales. L'objectif du rejet zéro dans le réseau sera atteint par la création d'un bassin d'infiltration en lieu et place du parking silo nord déconstruit pour limiter les déblais.

L'opération subventionnée porte sur la réalisation des tranches 1 et 2.1 de l'aménagement des espaces publics, représentant 1,92 ha (soit 64% de l'espace public du quartier). Les travaux de la phase 1 consistent à réaliser les espaces publics de la place du Carré Louvois et un maillage viaire ouest en accompagnement des pieds de tours n°1 et 2. Les travaux de la phase 2.1 qui débuteront une fois le parking silo nord déconstruit, consistent en la réalisation d'un bassin d'infiltration, le dévoiement de la rue de Villacoublay et la plantation d'arbres.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VELIZY-VILLACOUBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux réseaux et aménagements	5 437 107,67	87,10%
Plantations	602 688,00	9,65%
Mobilier urbain	152 772,49	2,45%
Fourreaux pour vidéosurveillance	49 920,00	0,80%
Total	6 242 488,16	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ZAC	4 592 488,16	73,57%
Subvention Région (sollicitée)	1 650 000,00	26,43%
Total	6 242 488,16	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	1 650 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	642 984,00 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	2 691 458,00 €
2016	100 quartiers innovants et écologiques	405 000,00 €
	Montant total	3 739 442,00 €

annexe n°7 état récapitulatif pour les 100 quartiers innovants et écologiques

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-272	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**52 - Agglomérations et villes moyennes**
Programme	**452001 - Territoires stratégiques**
Action	**452001076 - Cent quartiers innovants et écologiques**

Dispositif : N° 00001023 - Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)

Dossier	EX014827 - 100 QIE - TERRAIN DE SPORTS SUR LE TOIT DE LA HALLE LOGISTIQUE - PARIS			
Bénéficiaire	R2 - COMMUNE DE PARIS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	407 143,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 357 143,00 €	HT	30 %	407 143,00 €	

Dossier	EX020905 - 100 QIE - CONSTRUCTION D'UN GROUPE SCOLAIRE, AVEC GYMNASE ET LOCAUX ASSOCIATIFS-ZAC DE LA GARE-MONTIGNY-LES-CORMEILLES			
Bénéficiaire	R162 - COMMUNE DE MONTIGNY LES CORMEILLES			
Localisation	MONTIGNY-LES-CORMEILLES			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	3 000 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000 000,00 €	HT	30 %	3 000 000,00 €	

Dossier	EX020906 - 100 QIE - AMENAGEMENT D'ESPACES PUBLICS - MONTIGNY-LES-CORMEILLES			
Bénéficiaire	R17914 - SEM 92 CITALLIOS			
Localisation	MONTIGNY-LES-CORMEILLES			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	1 000 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 333 333,00 €	HT	30 %	1 000 000,00 €	

Dossier	EX020925 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - QUARTIER NORD - BAGNEUX - CONSTRUCTION DE L'ECOLE-PARC			
Bénéficiaire	R1011 - COMMUNE DE BAGNEUX			
Localisation	BAGNEUX			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	2 805 823,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 728 216,00 €	HT	22,04 %	2 805 823,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-272	Budget	2017

Dossier	EX021071 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - ECO-QUARTIER DE LOUVRES-PUISEUX - Réalisation d'un groupe scolaire de 18 classes et d'une crèche collective de 60 berceaux dans la commune de Louvres			
Bénéficiaire	R146 - COMMUNE DE LOUVRES			
Localisation	LOUVRES			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	3 517 180,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 723 936,00 €	HT	30 %	3 517 180,00 €	

Dossier	EX021277 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - QUARTIER NORD - BAGNEUX - AMENAGEMENT DES ESPACES PUBLICS SUR LE SECTEUR DU THEATRE (ZAC Victor Hugo)			
Bénéficiaire	R4571 - SADEV 94 SOCIETE D'AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DES VILLES ET DU DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE			
Localisation	BAGNEUX			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	1 194 177,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 092 528,68 €	HT	29,18 %	1 194 177,00 €	

Dossier	EX021304 - 100 QIE - REQUALIFICATION DE LA RUE DES GALERIES, DU MAIL DES CERCLADES ET DES TROIS PASSAGES COUVERTS- QUARTIER GRAND CENTRE CERGY- CA CERGY PONTOISE			
Bénéficiaire	R7478 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY PONTOISE			
Localisation	CA CERGY-PONTOISE (95-VAL D'OISE)			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	1 453 200,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 844 000,00 €	HT	30 %	1 453 200,00 €	

Dossier	EX021311 - 100 QIE - AMENAGEMENT PAYSAGER DES COULEES VERTES ET DES ESPACES VERTS D'ACCOMPAGNEMENT- HERBLAY 95			
Bénéficiaire	R136 - COMMUNE D'HERBLAY			
Localisation	HERBLAY			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	28 320,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
128 991,00 €	HT	21,96 %	28 320,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-272	Budget	2017

Dossier	EX021312 - 100 QIE - AMENAGEMENT QUALITATIF ET PAYSAGER DES ESPACES PUBLICS VOIE NORD SUD - HERBLAY			
Bénéficiaire	R136 - COMMUNE D'HERBLAY			
Localisation	HERBLAY			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	482 550,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 612 733,82 €	HT	29,92 %	482 550,00 €	

Dossier	EX021313 - 100 QIE - CONSTRUCTION DU GYMNASE DES BAYONNES - HERBLAY			
Bénéficiaire	R136 - COMMUNE D'HERBLAY			
Localisation	HERBLAY			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	694 808,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 356 349,00 €	HT	29,49 %	694 808,00 €	

Dossier	EX021330 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - QUARTIER COEUR DE VILLE - BURES-SUR-YVETTE - AMENAGEMENT D'UN LOCAL POUR INFIRMIERES ET MEDECIN			
Bénéficiaire	R1082 - COMMUNE DE BURES SUR YVETTE			
Localisation	BURES-SUR-YVETTE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	72 500,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
145 000,00 €	HT	50 %	72 500,00 €	

Dossier	EX021339 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - QUARTIER COEUR DE VILLE - BURES-SUR-YVETTE - AMENAGEMENT D'UN CHEMINEMENT PMR ENTRE LA MAIRIE ET LA RUE CHARLES DE GAULLE			
Bénéficiaire	R1082 - COMMUNE DE BURES SUR YVETTE			
Localisation	BURES-SUR-YVETTE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	16 500,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
35 425,00 €	HT	50 %	16 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-272	Budget	2017

Dossier	EX021374 - 100 quartiers innovants et écologiques - Parc aux Lièvres Bras de Fer - EVRY - Création d'une Maison des Services Publics			
Bénéficiaire	R1115 - COMMUNE D'EVRY			
Localisation	EVRY			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	2 000 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 488 945,00 €	HT	21,08 %	2 000 000,00 €	

Dossier	EX021398 - 100 quartiers écologiques et innovants - Centre-ville ARPAJON Evolution du stationnement : Acquisition en VEFA d'un parking souterrain			
Bénéficiaire	R1048 - COMMUNE D'ARPAJON			
Localisation	ARPAJON			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	900 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 000 000,00 €	HT	30 %	900 000,00 €	

Dossier	EX021399 - 100 quartiers innovants et écologiques - centre-ville - Arpajon - Requalification des espaces publics du cœur de ville			
Bénéficiaire	R1048 - COMMUNE D'ARPAJON			
Localisation	ARPAJON			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	1 650 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 500 000,00 €	HT	30 %	1 650 000,00 €	

Dossier	EX021411 - 100 QIE - ECO QUARTIER ILE DE LA MARNE - AMENAGEMENT D'UN PARC ECOLOGIQUE - TRAVAUX - NOISY LE GRAND			
Bénéficiaire	P0036534 - SOCAREN SOCIETE PUBLIQUE LOC AMENAGEMENT RENOVATION EQUIPEM DE NOISY LE GRAND			
Localisation	NOISY-LE-GRAND			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	1 004 700,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 349 000,00 €	HT	30 %	1 004 700,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-272	Budget	2017

Dossier	EX021472 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - ECO-QUARTIER DE LA PEPINIERE A VILLEPINTE - ACTION N°406 : AMENAGEMENT D'UNE VENELLE PLANTEE PERMETTANT LA DESSERTE DU NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE			
Bénéficiaire	R3936 - AFTRP GRAND PARIS AMENAGEMENT			
Localisation	VILLEPINTE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	36 214,54 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
120 715,14 €	HT	30 %	36 214,54 €	

Dossier	EX021474 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - ECO-QUARTIER DE LA PEPINIERE A VILLEPINTE - ACTION N°407 : AMENAGEMENT D'UNE ZONE 30 ET D'UN PARVIS AU NIVEAU DES EQUIPEMENTS SCOLAIRES			
Bénéficiaire	R3936 - AFTRP GRAND PARIS AMENAGEMENT			
Localisation	VILLEPINTE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	289 244,60 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
964 148,67 €	HT	30 %	289 244,60 €	

Dossier	EX021476 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - ECO-QUARTIER DE LA PEPINIERE A VILLEPINTE - ACTION N°408 : ESPACES PUBLICS ET RACCORDEMENTS VIAIRES SUR LE BOULEVARD BALLANGER PRENANT EN COMPTE LE TZEN 15			
Bénéficiaire	R3936 - AFTRP GRAND PARIS AMENAGEMENT			
Localisation	VILLEPINTE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	184 865,08 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
616 216,92 €	HT	30 %	184 865,08 €	

Dossier	EX021477 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - ECO-QUARTIER DE LA PEPINIERE A VILLEPINTE - ACTION N°409 : GESTION ALTERNATIVE DES EAUX PLUVIALES DU QUARTIER ET CREATION DE ZONES HUMIDES			
Bénéficiaire	R3936 - AFTRP GRAND PARIS AMENAGEMENT			
Localisation	VILLEPINTE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	429 329,69 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 431 098,96 €	HT	30 %	429 329,69 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-272	Budget	2017

Dossier	EX021478 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - ECO-QUARTIER DE LA PEPINIERE A VILLEPINTE - ACTION N°411 : AMENAGEMENT D'UNE ZONE 30 SUR LA VOIRIE MULTI-MODALE NORD-SUD PERMETTANT LA DESSERTE DU QUARTIER			
Bénéficiaire	R3936 - AFTRP GRAND PARIS AMENAGEMENT			
Localisation	VILLEPINTE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	23 954,27 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
79 847,58 €	HT	30 %	23 954,27 €	

Dossier	EX021479 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - ECO-QUARTIER DE LA PEPINIERE A VILLEPINTE - ACTION N°412 : AMENAGEMENT D'UNE ZONE 30 PERMETTANT LA DESSERTE DU QUARTIER ET DES EQUIPEMENTS DEPUIS L'OUEST			
Bénéficiaire	R3936 - AFTRP GRAND PARIS AMENAGEMENT			
Localisation	VILLEPINTE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	171 265,62 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
570 885,41 €	HT	30 %	171 265,62 €	

Dossier	EX021480 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - ECO QUARTIER DE LA PEPINIERE A VILLEPINTE - ACTION N°413 : REALISATION D'UNE PISTE CYCLABLE EN SITE PROPRE PERMETTANT UN MAILLAGE DEPUIS LE BOULEVARD BALLANG			
Bénéficiaire	R3936 - AFTRP GRAND PARIS AMENAGEMENT			
Localisation	VILLEPINTE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	45 529,16 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
151 763,89 €	HT	30 %	45 529,16 €	

Dossier	EX021499 - RECONSTRUCTION ET EXTENSION DE L'ECOLE DU CENTRE - COMMUNE DE SUCY EN BRIE			
Bénéficiaire	R8 - COMMUNE DE SUCY EN BRIE			
Localisation	SUCY-EN-BRIE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	552 700,17 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 842 333,90 €	HT	30 %	552 700,17 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-272	Budget	2017

Dossier	EX021510 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - ZAC DU QUARTIER DE MOULON - GROUPE SCOLAIRE AVEC GYMNASE ATTENANT - EPA PARIS-SACLAY			
Bénéficiaire	P0034480 - EPAPS ETABLISSEMENT PUBLIC D AMENAGEMENT PARIS SACLAY			
Localisation	GIF-SUR-YVETTE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	1 000 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 584 120,00 €	HT	7,36 %	1 000 000,00 €	

Dossier	EX021514 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - ZAC DU QUARTIER DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE - PARKING PUBLIC ET SON LOCAL MOBILITES : LOT P2.1A - EPA PARIS-SACLAY			
Bénéficiaire	P0034480 - EPAPS ETABLISSEMENT PUBLIC D AMENAGEMENT PARIS SACLAY			
Localisation	PALAISEAU			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	1 345 564,56 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 160 003,00 €	HT	14,69 %	1 345 564,56 €	

Dossier	EX021719 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - QUARTIER LOUVOIS - VELIZY-VILLACOUBLAY - AMENAGEMENT DES ESPACES PUBLICS			
Bénéficiaire	R17914 - SEM 92 CITALLIOS			
Localisation	VELIZY-VILLACOUBLAY			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	1 650 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 242 488,16 €	HT	26,43 %	1 650 000,00 €	

Dossier	EX021829 - 100 QIE COTEAUX BEAUCLAIR - ROSNY-SOUS-BOIS - CREATION D'UNE VOIE NOUVELLE -			
Bénéficiaire	EXM01543 - SPL PARIS EST DEVELOPPEMENT SIGLE PAREDEV			
Localisation	ROSNY-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	573 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 910 000,00 €	HT	30 %	573 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-272	Budget	2017

Dossier	EX021835 - 100 QIE DES COTEAUX BEAUCLAIR - ROSNY-SOUS-BOIS - CREATION DU PARVIS DU GROUPE SCOLAIRE			
Bénéficiaire	EXM01543 - SPL PARIS EST DEVELOPPEMENT SIGLE PAREDEV			
Localisation	ROSNY-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	363 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 210 000,00 €	HT	30 %	363 000,00 €	

Dossier	EX021840 - 100 QIE DES COTEAUX BEAUCLAIR - ROSNY-SOUS-BOIS - CREATION DE LA PLACE DU QUARTIER ET DU SQUARE LINEAIRE			
Bénéficiaire	EXM01543 - SPL PARIS EST DEVELOPPEMENT SIGLE PAREDEV			
Localisation	ROSNY-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	438 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 460 000,00 €	HT	30 %	438 000,00 €	

Dossier	EX021855 - 100 QIE DES COTEAUX BEAUCLAIR - ROSNY-SOUS-BOIS - REQUALIFICATION VOIRIES EXISTANTES RUE DE LISBONNE ET BOULEVARD GABRIEL PERI			
Bénéficiaire	EXM01543 - SPL PARIS EST DEVELOPPEMENT SIGLE PAREDEV			
Localisation	ROSNY-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	1 065 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 550 000,00 €	HT	30 %	1 065 000,00 €	

Dossier	EX022003 - 100 QIE LISIERE PEREIRE - SAINT GERMAIN EN LAYE - CONSTRUCTION D'UN PARKING PUBLIC			
Bénéficiaire	R705 - COMMUNE DE SAINT GERMAIN EN LAYE			
Localisation	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	769 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 722 000,00 €	HT	20,66 %	769 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-272	Budget	2017

Dossier	EX022081 - 100 QIE LISIERE PERIERE - SAINT GERMAIN EN LAYE - REALISATION DES ESPACES PUBLICS DE LA TRANCHE OPERATIONNELLE 2			
Bénéficiaire	R705 - COMMUNE DE SAINT GERMAIN EN LAYE			
Localisation	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	1 131 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 770 000,00 €	HT	30 %	1 131 000,00 €	

Dossier	EX022085 - 100 QIE - CONSTRUCTION D'UNE SERRE VERTICALE - ROMAINVILLE			
Bénéficiaire	R1264 - COMMUNE DE ROMAINVILLE			
Localisation	ROMAINVILLE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	1 022 552,53 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 408 508,44 €	HT	30 %	1 022 552,53 €	

Dossier	EX022096 - 100 QIE LIMOURS - CONSTRUCTION D'UN BATIMENT DES SERVICES MUNICIPAUX			
Bénéficiaire	R1147 - COMMUNE DE LIMOURS			
Localisation	LIMOURS			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	1 000 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 257 752,00 €	HT	30,7 %	1 000 000,00 €	

Dossier	EX022411 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - QUARTIER LOUVOIS - VELIZY-VILLACOUBLAY - CONSTRUCTION D'UN CENTRE CULTUREL ET SPORTIF			
Bénéficiaire	R737 - COMMUNE DE VELIZY VILLACOUBLAY			
Localisation	VELIZY-VILLACOUBLAY			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	1 945 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 299 284,27 €	HT	17,21 %	1 945 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-272	Budget	2017

Dossier	17008816 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - ECOQUARTIER DE LA PEPINIERE A VILLEPINTE - ACTION 406BIS : AMENAGEMENT D'UNE VENELLE PLANTEE PERMETTANT LA DESSERTE DU NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE				
Bénéficiaire	R1269 - COMMUNE DE VILLEPINTE				
Localisation	VILLEPINTE				
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD				
Montant total	36 214,54 €			Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
120 715,14 €	HT	30 %		36 214,54 €	

Total sur le dispositif N° 00001023 - Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	34 298 335,76 €

Total sur l'imputation 905 - 52 - 452001 - 452001076	34 298 335,76 €

annexe n°8 convention type bipartite (maîtrise d'ouvrage directe)

REGION D'ILE-DE-FRANCE

CONVENTION DE FINANCEMENT

Opération XXX,

inscrite à la convention-cadre « 100 quartiers innovants et écologiques »

du quartier X

porté par X

situé dans la commune de X

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° [CP d'attribution XXXXX] du [date CP d'attribution XXXXX],
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

L'organisme dénommé :
dont le statut juridique est : [forme juridique]
dont le n° SIRET et code APE sont : [SIRET] et [APE]
dont le siège social est situé au : : [adresse siège social]
ayant pour représentant : [civilité, nom, prénom, fonction]
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre de l'aide régionale « 100 quartiers innovants et écologiques » dont le règlement a été adopté par délibération n°90-16 du 16 juin 2016 du Conseil régional et modifié par la délibération n°X du 5 juillet 2017.

[AJOUT SI MANDAT MOA]Ce soutien financier est sollicité pour l'opération « XXX », réalisée dans le cadre d'une mission de mandat de maîtrise d'ouvrage, dont le marché n°XXXX a été attribué à XXXX le Jour Mois Année, et le cas échéant modifié par voie d'avenant signé Jour Mois Année.

La présente convention découle des engagements pris par la Région et le porteur du quartier dans le cadre de l'aide régionale **«** 100 quartiers innovants et écologiques » pour laquelle le quartier XX a été sélectionné par la délibération CP n° XX. Elle s'inscrit dans le cadre de la convention-cadre **«** 100 quartiers innovants et écologiques » signée entre la Région et le porteur du quartier.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 et dans le respect des conditions ci-après définies.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° [CP d'attribution XXXXX] du [date CP d'attribution XXXXX], la Région Ile-de-France a décidé de soutenir [*nom du bénéficiaire*] de XXXX pour la réalisation de l'opération XXX dont le descriptif complet est détaillé dans la « fiche-projet » ci-annexée.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXX, soit un montant maximum de subvention de XXXXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 : Obligations relatives à l'opération subventionnée :

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans la « fiche projet » précitée.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant 10 ans l'affectation des aménagements et des équipements subventionnés telle que définie par la fiche projet et à conserver pendant cette même durée la propriété desdits biens.

Article 2.2 : Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants :

Le bénéficiaire s'engage à recruter le nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la fiche-projet pour une durée minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Article 2.3 : Obligations administratives et comptables :

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement du stagiaires ou alternant et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Fournir toute pièce justificative de la conformité des ouvrages (procès-verbaux de réception des travaux, certificat de conformité, photo de réalisation…) à la demande de la Région. En cas de non-respect des engagements contractuels, le remboursement total ou partiel des subventions déjà

versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 5 ci-dessous.

Mettre gratuitement à disposition des établissements scolaires du second degré le bien objet de la présente convention lorsque l'opération concernée est relative à un équipement sportif susceptible d'être utilisé par les lycées du ressort de la Région.

Article 2.4 : Obligations en matière de communication :

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention
Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos …)
De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.
Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.
Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Réalisation d'un panneau d'information, de signalétique, d'orientation, etc
Le bénéficiaire s'engage à apposer de façon systématique le logotype de la Région, selon les principes de la charte graphique en vigueur. La réalisation du panneau, sa pose, et son entretien restent du ressort du bénéficiaire.

En plus du panneau d'information de chantier obligatoire, qui doit comporter le montant de la participation régionale et le logo régional, le bénéficiaire envoie à la direction de la communication de la Région un formulaire de demande de panneau de communication (en annexe au règlement d'intervention des 100 Quartiers Innovants et Ecologiques, à télécharger sur www.iledefrance.fr). Si cette demande est acceptée, le bénéficiaire doit donner toutes facilités à la société d'affichage désignée par la Région dès l'ouverture du chantier et garantir le maintien de ce second panneau dans de bonnes conditions de lisibilité pendant la durée des travaux.

Le bénéficiaire appose une plaque à demeure avec le logo de la Région sur tous les équipements financés, après avoir soumis la maquette de ladite plaque à la direction de la communication.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention
Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…
Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge du suivi du dossier en lien avec le/la référent(e) communication du pôle.
- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3.1 : Caducité :

Dans ce cadre, les règles relatives à la caducité de la subvention applicables sont celles prévues au règlement budgétaire et financier de la Région.

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé de 1 an maximum par décision de la Présidente, dans le cadre d'une prorogation de la présente convention par voie d'avenant, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de 3 ans mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, l'organisme dispose d'un délai maximum de 4 ans pour présenter le solde de l'opération, à défaut le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Article 3.2 : Modalités de versement :

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

[EN CAS DE MANDAT, REMPLACER LE PARAGRAPHE PAR] Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande est accompagnée d'un état récapitulatif des dépenses, signé par le comptable public et précisant notamment les références, dates et montants des versements effectués auprès du mandataire au titre de l'opération.

Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Toute pièce justificative de la conformité des ouvrages (procès verbaux de réception des travaux, certificat de conformité, photo de réalisation…) peut être demandée par la Région. En cas de non respect des engagements contractuels, le remboursement total ou partiel des subventions déjà versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est procédé à la résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 5 ci-dessous.

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements qu'il a déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.

Article 3.3 : Contrôle des opérations et versement du solde :

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Dans le cas où le bénéficiaire est une personne morale de droit public, le versement du solde est subordonné à la production de l'état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire et du cachet de l'organisme, doit en outre être signé par le comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

[EN CAS DE MANDAT, REMPLACER LES DEUX PARAGRAPHES PRECEDENTS PAR] Le versement du solde est subordonné à la production d'un bilan de fin de mission établi par le mandataire de l'opération, validé et signé par le représentant de l'organisme, ainsi qu'un état récapitulatif des dépenses signé par le comptable public du bénéficiaire qui atteste la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du ou des stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné(s) à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la Région Ile-de-France.

Article 3.4 : Révision du montant subventionné :

Le montant de la subvention, défini à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Article 3.5 : Eligibilité des dépenses subventionnables :

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date fixée sur la fiche-projet et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le [date de la CP d'attribution].

Elle prend fin avec le versement du solde de la subvention ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée et de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée au prorata temporis.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, le cas échéant, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par les organes délibérants compétents des signataires.

A la présente convention est annexée la « fiche projet » de l'opération, objet de ce document contractuel.

Fait en deux exemplaires originaux

A Paris, le	le
Pour la Région Ile-de-France, la Présidente du Conseil Régional	Pour la commune/l'intercommunalité, le Maire/ le Président
Valérie PECRESSE	…….. (signature revêtue du cachet de l'organisme)

annexe n°9 convention type tripartite (maîtrise d'ouvrage déléguée)

REGION D'ILE-DE-FRANCE

CONVENTION DE FINANCEMENT TRIPARTITE

Opération XXX,

inscrite à la convention-cadre « 100 quartiers innovants et écologiques »

du quartier X porté par X

situé dans la commune de X

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° [CP d'attribution XXXXX] du [date CP d'attribution XXXXX],
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

La collectivité dénommée : [commune, EPCI]
dont le statut juridique est : [forme juridique]
dont le n°SIRET et code APE sont : [SIRET] et [APE]
dont le siège social est situé au : : [adresse siège social]
ayant pour représentant : [civilité, nom, prénom, fonction]
ci-après dénommé « La collectivité concédante »

et

L'organisme dénommé : [aménageur]
dont le statut juridique est : [forme juridique]
dont le n° SIRET et code APE sont : [SIRET] et [APE]
dont le siège social est situé au : : [adresse siège social]
ayant pour représentant : [civilité, nom, prénom, fonction]
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

La collectivité concédante a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre de l'aide régionale « 100 quartiers innovants et écologiques » dont le règlement a été adopté par délibération n°90-16 du 16 juin 2016 du Conseil régional d'Ile-de-France et modifié par les délibérationn°16-609 du 16 novembre 2016 et n°X du 5 juillet 2017.

Ce soutien financier est sollicité pour l'opération d'aménagement XXXXXXXX, réalisée dans le cadre de la concession d'aménagement n°XXXXX signée le XXXX entre XXXXX (collectivité concédante) et XXXXXX (concessionnaire, bénéficiaire de la subvention).

La présente convention découle des engagements pris par la Région et le porteur du quartier dans le cadre de l'aide régionale **«** 100 quartiers innovants et écologiques » pour laquelle le quartier XX a été sélectionné par la délibération CP n° XX. Elle s'inscrit dans le cadre de la convention-cadre **«** 100 quartiers innovants et écologiques » signée entre la Région et le porteur du quartier.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 et dans le respect des conditions ci-après définies.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° [CP d'attribution XXXXX] du [date CP d'attribution XXXXX], la Région Ile-de-France a décidé de soutenir [*nom du bénéficiaire*] pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : [*objet du dossier*]

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXX, soit un montant maximum de subvention de XXXXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

La subvention régionale doit avoir pour effet direct la baisse des coûts pesant sur la collectivité concédante pour la réalisation de l'opération susmentionnée, et ne doit en aucun cas procurer un avantage économique au risque qu'elle puisse être qualifiée d'aide d'Etat conformément à l'article 107 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : Obligations relatives à l'opération subventionnée

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche-projet ».

ARTICLE 2.2 : Obligations relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter le nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la fiche-projet pour une durée minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement du/des stagiaires ou alternant(s) et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Fournir toute pièce justificative de la conformité des ouvrages (procès-verbaux de réception des travaux, certificat de conformité, photo de réalisation…) à la demande de la Région. En cas de non-respect des engagements contractuels, le remboursement total ou partiel des subventions déjà versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 7 ci-dessous.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE CONCEDANTE

La collectivité concédante prend toute disposition pour s'assurer de la légalité de la concession d'aménagement passée avec le bénéficiaire, et notamment du respect des dispositions de l'article L.300-5 du code de l'urbanisme, selon lesquelles lorsque l'opération d'aménagement donne lieu à des subventions publiques, ces subventions doivent être prévues au traité de concession. En l'absence de dispositions dans ce sens, l'attribution de la subvention régionale doit donner lieu à un avenant à la concession d'aménagement.

En tant que collectivité concédante, XXXXXXX, s'assure que la subvention régionale vient en diminution du coût supporté par elle, conformément à l'article 1 de la présente convention. Elle garantit l'absence de surcompensation, notamment dans le cas où d'autres aides publiques seraient accordées, qui pourraient aboutir à qualifier la subvention régionale d'aide d'Etat, interdite par l'article 107 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

La collectivité concédante reste responsable de l'équilibre économique de son opération d'aménagement de manière à s'assurer que la subvention régionale ne procure pas un avantage économique à l'opérateur. Elle s'engage à informer la Région dans les meilleurs délais de tout élément relatif à une modification de l'équilibre financier de l'opération ici subventionnée et de tout risque lié à une éventuelle surcompensation des coûts assumés par le bénéficiaire.

La collectivité concédante s'engage à maintenir pendant une durée de 10 ans l'affectation des aménagements et des équipements subventionnés telle que définie par la fiche projet et à conserver pendant cette même durée la propriété desdits biens.

Enfin, la collectivité concédante s'engage, le cas échéant, à mettre gratuitement à disposition des établissements scolaires du second degré le bien, objet de la présente convention, lorsque l'opération concernée est relative à un équipement sportif susceptible d'être utilisé par les lycées du ressort de la Région.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire et la collectivité concédante s'engagent à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. 4

Présence de la mention

Le bénéficiaire et la collectivité concédante s'engagent à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos …)

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements
Le bénéficiaire et la collectivité concédante s'engagent à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire et la collectivité concédante sont tenus d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques
Le bénéficiaire et la collectivité concédante s'engagent à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Ils s'engagent par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Réalisation d'un panneau d'information, de signalétique, d'orientation, etc
Le bénéficiaire et la collectivité concédante s'engagent à apposer de façon systématique le logotype de la Région, selon les principes de la charte graphique en vigueur. La réalisation du panneau, sa pose, et son entretien restent du ressort du bénéficiaire.

En plus du panneau d'information de chantier obligatoire, qui doit comporter le montant de la participation régionale et le logo régional, le bénéficiaire envoie à la direction de la communication de la Région un formulaire de demande de panneau de communication (en annexe au règlement d'intervention des 100 Quartiers Innovants et Ecologiques, à télécharger sur www.iledefrance.fr). Si cette demande est acceptée, le bénéficiaire doit donner toutes facilités à la société d'affichage désignée par la Région dès l'ouverture du chantier et garantir le maintien de ce second panneau dans de bonnes conditions de lisibilité pendant la durée des travaux.

Le bénéficiaire ou la collectivité concédante appose une plaque à demeure avec le logo de la Région sur tous les équipements financés, après avoir soumis la maquette de ladite plaque à la direction de la communication.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention
Le bénéficiaire et la collectivité concédante s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : 5

Autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…

Dans ce cadre, le bénéficiaire et la collectivité concédante autorisent à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.
- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge du suivi du dossier en lien avec le/la référent(e) communication du pôle.
- en aval : le bénéficiaire et la collectivité concédante s'engagent à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivante : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 5.1 : Caducité

Dans ce cadre, les règles relatives à la caducité de la subvention applicables sont celles prévues au règlement budgétaire et financier de la Région.

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé de 1 an maximum par décision de la Présidente, dans le cadre d'une prorogation de la présente convention par voie d'avenant, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de 3 ans mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, l'organisme dispose d'un délai maximum de 4 ans pour présenter le solde de l'opération, à défaut le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Article 5.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

L'ensemble des documents présentés à la Région par le bénéficiaire pour le versement de la subvention doit faire l'objet d'une validation préalable par la collectivité concédante, qui atteste ainsi de l'avancement des travaux. Cette validation prend la forme d'un courrier de la collectivité transmis en appui des documents du bénéficiaire.

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Toute pièce justificative de la conformité des ouvrages (procès verbaux de réception des travaux, certificat de conformité, photo de réalisation…) peut être demandée par la Région. En cas de non respect des engagements contractuels, le remboursement total ou partiel des subventions déjà versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est procédé à la résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 7 ci-dessous.

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements qu'il a déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.

La demande d'acompte s'accompagne de la transmission des documents suivants :
- copie de la concession d'aménagement et, le cas échéant, copie de l'avenant prévoyant la subvention régionale au contrat ;
- document prouvant que la subvention régionale vient en diminution des coûts supportés par la collectivité concédante.

Article 5.3: Contrôle des opérations et versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

L'ensemble des documents présentés à la Région par le bénéficiaire doit faire l'objet d'une validation préalable par la collectivité concédante, qui engage sa responsabilité sur l'état d'achèvement des travaux.

Dans le cas où le bénéficiaire est une personne morale de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Il est assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le versement du solde est par ailleurs subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du ou des stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné(s) à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Dans le cas où le bénéficiaire est une personne morale de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée, assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en oeuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

Le versement du solde est par ailleurs subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du ou des stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné(s) à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la Région Ile-de-France.

Article 5.4 : Révision du montant subventionné

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Article 5.5 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date fixée sur la fiche-projet et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 5.1 de la présente convention.

Article 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le [date de la CP d'attribution].

Elle prend fin avec le versement du solde de la subvention ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 5.1 de la présente convention.

En tout état de cause, elle ne peut produire d'effets au-delà du terme de la concession d'aménagement entre la collectivité concédante et le bénéficiaire.

Article 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

Article 8 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas :
- d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.
- de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.
- de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée au prorata temporis.

Article 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par les organes compétents des signataires.

Article 10 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » issue d'IRIS.

Fait en trois exemplaires originaux

A Paris, le

Pour la Région Ile-de-France,
la Présidente du Conseil Régional

Valérie Pécresse
……..

A … , le

Pour la commune/l'intercommunalité,
Le/la Maire / le/la Président(e)

……

A , le

Pour ……..
Le/la Président(e) Directeur/Directrice,

……..

annexe n°10 fiches projets pour les Nouveaux Quartiers Urbains

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008528

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : NQU PALAISEAU - QUARTIER DU LYCEE CAMILLE CLAUDEL - ACTION 8 REQUALIFICATION DES ESPACES PUBLICS DU COMPLEXE SPORTIF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveaux Quartiers Urbains (2015-2020)	350 476,69 €	50,00 %	175 238,34 €
	Montant Total de la subvention		175 238,34 €

Imputation budgétaire : 905-52-20422-452001-200
452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCIENTIPOLE AMENAGEMENT SAEML
Adresse administrative : 86 RUE GUTENBERG
91120 PALAISEAU
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur Grégoire DE LASTEYRIE, Maire de Palaiseau

N° SIRET : 50222224300029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveaux Quartiers Urbains (2015-2020)
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Date prévisionnelle de début de projet : 2 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'oeuvre VRD, paysage, environnementale, géomètre...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Objectifs :
Le quartier Camille Claudel s'étend sur 20 ha sur la commune de Palaiseau, à l'entrée est du Plateau de Saclay et en bordure de l'opération d'intérêt national "Paris-Saclay" destinée à créer un cluster scientifique et technologique de dimension internationale. L'opération du lycée Camille Claudel, lauréate Nouveaux Quartiers Urbains en 2011, constitue la création d'un nouveau quartier durable et mixte, en extension de la ville actuelle et offrant une réponse durable aux besoins locaux en logements et en équipements, dans un souci de mixité urbaine et sociale. Cette opération est identifiée comme un des fondamentaux du Contrat de Développement Territorial "Paris-Saclay Territoire Sud".

Outre le parti d'aménager un quartier intégré à la ville alentour, inscrit dans son cadre naturel et maitrisé d'un point de vue environnemental à toutes les échelles (économies d'énergie, gestion du cycle de l'eau, modes de déplacements doux, utilisation d'éco-matériaux, gestion des déchets,...), le quartier Camille Claudel doit servir de vecteur au développement du réseau de transports en commun, du réseau de chaleur urbain et de distribution d'énergie et, enfin, du réseau "vert" et "bleu".

Description :
Avec la construction d'un nouveau gymanse sur la même parcelle que le gymnase Castaing, il est nécessaire de reconfigurer l'entrée de ce futur complexe sportif, ses accès et circulations. Le projet ambitionne d'y organiser la mixité des fonctions proposées et d'intégrer des exigences en matière de qualité environnementale.
Ainsi, l'aménagement projeté permettra d'une part de favoriser la place du piéton et d'autre part de revaloriser les espaces publics pour en faire un lieu de rencontre et d'interaction.
Les travaux porteront sur :
- l'aménagement de l'espace public et l'amélioration de la trame urbaine entre les différentes circulations (piétons, cycles et automobiles) ;
- la requalification du stationnement avec la réalisation d'une nouvelle zone de stationnement et la mise en place d'une gestion eaux pluviales ;
- la création d'un espace de détente avec banquettes, engazonnement et plantations.

Localisation géographique :
- PALAISEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes de conception et frais d'honoraires	22 925,00	6,54%
Travaux	327 551,69	93,46%
Total	350 476,69	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ScientiPôle AMENAGEMENT	175 238,35	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	175 238,34	50,00%
Total	350 476,69	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	75 238,34 €
2018	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	1 014 735,92 €
2016	Nouveaux Quartiers Urbains (2015-2020)	314 437,87 €
	Montant total	1 329 173,79 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008529

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : NQU PALAISEAU - QUARTIER DU LYCEE CAMILLE CLAUDEL - ACTION 9 AMENAGEMENT D'UN SQUARE PUBLIC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveaux Quartiers Urbains (2015-2020)	140 598,88 €	48,36 %	67 987,87 €
	Montant Total de la subvention		67 987,87 €

Imputation budgétaire : 905-52-20422-452001-200
452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCIENTIPOLE AMENAGEMENT SAEML
Adresse administrative : 86 RUE GUTENBERG
91120 PALAISEAU
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur Grégoire DE LASTEYRIE, Maire de Palaiseau

N° SIRET : 50222224300029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveaux Quartiers Urbains (2015-2020)
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Date prévisionnelle de début de projet : 2 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'oeuvre VRD, paysage, environnementale, géomètre...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Objectifs :
Le quartier Camille Claudel s'étend sur 20 ha sur la commune de Palaiseau, à l'entrée est du Plateau de Saclay et en bordure de l'opération d'intérêt national "Paris-Saclay" destinée à créer un cluster scientifique et technologique de dimension internationale. L'opération du lycée Camille Claudel, lauréate Nouveaux Quartiers Urbains en 2011, constitue la création d'un nouveau quartier durable et mixte, en extension de la ville actuelle et offrant une réponse durable aux besoins locaux en logements et en équipements, dans un souci de mixité urbaine et sociale. Cette opération est identifiée comme un des fondamentaux du Contrat de Développement Territorial "Paris-Saclay Territoire Sud".

Outre le parti d'aménager un quartier intégré à la ville alentour, inscrit dans son cadre naturel et maîtrisé d'un point de vue environnemental à toutes les échelles (économies d'énergie, gestion du cycle de l'eau, modes de déplacements doux, utilisation d'éco-matériaux, gestion des déchets,...), le quartier Camille Claudel doit servir de vecteur au développement du réseau de transports en commun, du réseau de

chaleur urbain et de distribution d'énergie et, enfin, du réseau "vert" et "bleu".

Description :

Réalisé au coeur du quartier du Lycée Camille Claudel, ce square de 850 m² a pour objectif de constituer un véritable espace de détente qualitatif.

L'aménagement projeté propose d'articuler deux espaces de jeux autour d'une circulation piétonne centrale : une plaine enherbée pour les enfants qui permettra par sa topographie de limiter les apports de remblais et d'évoquer la rigole domaniale des Granges à proximité immédiate, et une aire de jeux pour enfants.

Les travaux porteront également sur l'aménagement de gradins proposant des assises en entrée nord du square, ainsi que l'installation de bancs le long du chemin piéton et des aires de jeux.

Le square sera protégé en partie ouest par un garde-corps et des plantations arbustives pour limiter les nuisances induites par les circulations automobiles.

Localisation géographique :

- PALAISEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et frais d'honoraires	26 325,00	18,72%
Travaux et aménagement	114 273,88	81,28%
Total	140 598,88	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ScientiPôle AMENAGEMENT	72 611,01	51,64%
Subvention Région (sollicitée)	67 987,87	48,36%
Total	140 598,88	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €
2018	37 987,87 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	1 014 735,92 €
2016	Nouveaux Quartiers Urbains (2015-2020)	314 437,87 €
	Montant total	1 329 173,79 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008625

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : NQU DOCKS DE RIS AMENAGEMENT SECTEUR CAES-GARE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveaux Quartiers Urbains (2015-2020)	999 106,00 €	29,03 %	290 000,00 €
	Montant Total de la subvention		290 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204182-452001-200
452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFTRP GRAND PARIS AMENAGEMENT
Adresse administrative : 195 RUE DE BERCY
75012 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Thierry LAJOIE, Président Directeur Général

N° SIRET : 64203694100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveaux Quartiers Urbains (2015-2020)
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le quartier des Docks a été retenu en 2009 à l'appel à projet NQU (CP 10-426 du 27 mai 2010). Cette présente subvention clôt la dotation de 3 146 000 euros qui avait été allouée à ce quartier.
Le projet vise à tisser des liens entre les composantes de la ville (la gare, la Seine, les éléments boisés) et de redéployer le rayonnement de la gare par la mise en place d'espaces publics qualitatifs, redonnant ainsi au quartier un rôle de première importance à l'échelle de la ville et de l'agglomération.

Description :
L'opération s'attache à réhabiliter la vocation culturelle du CAES (Centre autonome d'expérimentations sociales) et à le réintégrer à la ville. L'aménagement des espaces publics contribuent à l'ouverture du lieu sur le reste de la ville.
Rues, allées et placette recomposent l'organisation du site et participent du rapprochement entre les habitants et les lieux dédiés à la création.
La subvention régionale interviendra sur quatre axes : la rue de la Terrasse, la rue de la Malterie, l'allée

des Artistes et la rue Edmond Bonté.

Localisation géographique :
- RIS-ORANGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Lots VRD	775 701,00	77,64%
Lots éclairage	82 269,00	8,23%
Lots Espaces verts	141 136,00	14,13%
Total	999 106,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France - NQU	290 000,00	29,03%
Grand Paris Aménagement	709 106,00	70,97%
Total	999 106,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	130 240,00 €
2019	72 500,00 €
2020	87 260,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	4 918 577,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	1 635 548,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	3 230 277,00 €
2016	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	114 300,00 €
2016	100 quartiers innovants et écologiques	312 020,78 €
	Montant total	10 210 722,78 €

annexe n°11 état récapitulatif pour les Nouveaux Quartiers Urbains

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-272	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**52 - Agglomérations et villes moyennes**
Programme	**452001 - Territoires stratégiques**
Action	**452001096 - Aménagement durable et innovation urbaine**

Dispositif : N° 00000983 - Nouveaux Quartiers Urbains (2015-2020)

Dossier	17008528 - NQU PALAISEAU - QUARTIER DU LYCEE CAMILLE CLAUDEL - Action 8 Requalification des espaces publics du complexe sportif			
Bénéficiaire	P0029584 - SCIENTIPOLE AMENAGEMENT SAEML			
Localisation	PALAISEAU			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine - Hors CPRD			
Montant total	175 238,34 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
350 476,69 €	HT	50 %	175 238,34 €	

Dossier	17008529 - NQU PALAISEAU - QUARTIER DU LYCEE CAMILLE CLAUDEL - Action 9 Aménagement d'un square public			
Bénéficiaire	P0029584 - SCIENTIPOLE AMENAGEMENT SAEML			
Localisation	PALAISEAU			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine - Hors CPRD			
Montant total	67 987,87 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
140 598,88 €	HT	48,36 %	67 987,87 €	

Dossier	17008625 - NQU Docks de Ris Aménagement secteur CAES-GARE			
Bénéficiaire	R3936 - AFTRP GRAND PARIS AMENAGEMENT			
Localisation	RIS-ORANGIS			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine - Hors CPRD			
Montant total	290 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
999 106,00 €	TTC	29,03 %	290 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000983 - Nouveaux Quartiers Urbains (2015-2020)	533 226,21 €

Total sur l'imputation 905 - 52 - 452001 - 452001096	533 226,21 €

annexe n°12 avenant à la convention "Nouveau Quartier Urbain" du quartier du lycée Camille Claudel à Palaiseau

Avenant n° 2 à la convention relative à la réalisation du « Nouveau Quartier Urbain » du quartier du lycée Camille Claudel à Palaiseau (91)

La Région Île-de-France, représentée par la Présidente du Conseil Régional, en vertu de la délibération n° CP XXXX du XXXX ;

D'une part,

La Communauté d'Agglomération Communauté Paris-Saclay, représentée par son Président, en vertu de la délibération du Conseil communautaire n° XXXX du XXXX ;

La Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) ScientiPôle Aménagement SISE 86-94 rue Gutenberg 13 voie la Cardon 91120 PALAISEAU – N°SIRET 50222224300029- représenté par son président en vertu de xxxxx

D'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Le dispositif des Nouveaux Quartiers Urbains s'inscrit dans le cadre du Contrat de Projets Etat-Région 2007-2013 volet 3, relatif au renforcement de l'attractivité de l'Île-de-France, signé le 23 mars 2007 et prorogé par délibération du Conseil régional d'Ile-de-France n° CR 110-13 du 21 novembre 2013.

Le quartier du lycée Camille Claudel à Palaiseau (91) a été désigné lauréat par délibération n° CP 10-525 du 08 juillet 2010 relative à la sélection des projets lauréats de la deuxième session « Nouveaux quartiers urbains ».

La convention « Nouveau Quartier Urbain », entre la Région et la Communauté d'agglomération du Plateau de Saclay a été approuvée par délibération de la Commission permanente n° CP 11-360 du 19 mai 2011, lors de la première affectation, et signée le 11 octobre 2011.

Cette convention a été modifiée par voie d'avenant n°1 afin d'intégrer ScientiPôle Aménagement comme bénéficiaire de la subvention régionale en tant que concessionnaire de l'opération d'aménagement. Cet avenant n°1 a été approuvé par délibération de la Commission permanente n° CP 15-498 du 9 juillet 2015 et signé le 2 novembre 2015.

Le présent avenant a pour objet de prolonger les délais afin de pouvoir affecter les toutes dernières subventions régionales et ainsi permettre l'achèvement complet des actions prévues pour le quartier.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1 :

Les stipulations du troisième alinéa de l'article 2.2 :

« *L'aide régionale est accordée sur des actions (équipements, aménagements, études et/ou ingénierie ; logements exclus) faisant l'objet d'une affectation régionale avant le 31 décembre 2013 ou avant le terme du contrat de projets Etat-Région en cours à la date de la signature de la présente convention.* »

sont remplacés par celles suivantes :

« L'aide régionale est accordée pour des actions (équipements, aménagements, études et/ou ingénierie ; logements exclus) dont l'affectation régionale est impérativement votée avant le 31 décembre 2017 ».

Article 2 :

Les autres dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux,

A Le	A Le	A Le
Pour la Région Ile-de-France La Présidente du Conseil régional	Pour la Communauté d'agglomération Communauté Paris-Saclay Le Président	Pour la SAEML ScientiPôle Aménagement Le Président
Valérie PECRESSE	**Michel BOURNAT**	**Grégoire DE LASTEYRIE**

annexe n°13 avenant à la convention "Nouveau Quartier Urbain" des Docks à Ris-Orangis

Avenant n° 3 à la convention relative à la réalisation du « Nouveau Quartier Urbain » des Docks à Ris-Orangis (91)

La Région Île-de-France, représentée par la Présidente du Conseil Régional, en vertu de la délibération n° CP XXXX du XXXX ;

D'une part,

La Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud représentée par son Président, en vertu de la délibération du Conseil communautaire n° XXXX du XXXX ;

La Commune de Ris-Orangis représentée par son Maire, en vertu de la délibération du Conseil municipal n° XXXX du XXXX ;

L'Établissement public industriel et commercial Grand Paris Aménagement, représenté par son directeur général, M./Mme xxxxxxxxxxx

D'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Le dispositif des Nouveaux Quartiers Urbains s'inscrit dans le cadre du Contrat de Projets Etat-Région 2007-2013 volet 3 relatif au renforcement de l'attractivité de l'Île-de-France, signé le 23 mars 2007 et prorogé par délibération du Conseil régional d'Ile-de-France n° CR 110-13 du 21 novembre 2013.

Le quartier Docks à Ris-Orangis (91) a été désigné lauréat par délibération n° CP 09-733 du 09 juillet 2009 relative à la sélection des projets lauréats de la première session «Nouveaux quartiers urbains ».

La convention « Nouveau Quartier Urbain », entre la Région, la communauté d'agglomération d'Evry (aujourd'hui Grand Paris Sud), la commune de Ris-Orangis et l'Agence Foncière et Technique de la Région Parisienne (AFTRP aujourd'hui GPA- Grand Paris Aménagement, bénéficiaire initial jusqu'à 2016) a été signée le 27 octobre 2010, lors de la première affectation.

Cette convention a été modifiée à deux reprises. L'avenant 1 (CP 13-562) porte sur les règles de caducité des subventions pour être en conformité avec le règlement budgétaire et financier de la Région voté lors de l'assemblée régionale de juin 2010 (CR 33-10), il a modifié l'article 4 de la convention. L'avenant 2 (CP 16-289) a pour objet de transférer la subvention du bénéficiaire initial (AFTRP devenue GPA) à la commune de Ris-Orangis, il a modifié les articles 1 et 9 de la convention.

Le présent avenant a pour objet de prolonger les délais afin de pouvoir affecter les toutes dernières subventions régionales et ainsi permettre l'achèvement complet des actions prévues pour le quartier.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1 :

Les stipulations du troisième alinéa de l'article 2.2 :

« *L'aide régionale est accordée sur des actions (équipements, aménagements, études et/ou ingénierie ; logements exclus) faisant l'objet d'une affectation régionale avant le 31 décembre 2013 ou avant le terme du contrat de projets Etat-Région en cours à la date de la signature de la présente convention.* »

sont remplacés par celles suivantes :

« L'aide régionale est accordée pour des actions (équipements, aménagements, études et/ou ingénierie ; logements exclus) dont l'affectation régionale est impérativement votée avant le 31 décembre 2017 ».

Article 2

Les autres dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en quatre exemplaires originaux,

A Le	A Le
Pour la Région Ile de France	Pour la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud
Valérie PECRESSE	Francis CHOUAT
A Le	A Le
Pour la commune de Ris-Orangis	Pour Grand Paris Aménagement
Stéphane RAFFALLI	Thierry LAJOIE

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-300
DU 5 JUILLET 2017

AFFECTATION POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE CONTRACTUELLE EN FAVEUR DES TERRITOIRES URBAINS SUR DES CONTRATS RÉGIONAUX TERRITORIAUX ANTÉRIEUREMENT CONCLUS DEUXIÈME AFFECTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU Le Code de l'Environnement

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;

VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU La délibération n° CR 57-01 du 13 juillet 2001 relative à l'évolution du règlement des Contrats Régionaux et création des contrats de territoire ;

VU La délibération n° CR 07-12 du 28 juin 2012 relative à la mise en œuvre de la modulation des aides régionales dans la contractualisation : création du contrat régional territorial ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération CP 10-568A du 8 juillet 2010 approuvant le contrat-type du contrat régional et la convention-type ;

VU La délibération n° CP 12-553 du 12 juillet 2012 relative à l'approbation du contrat régional de la commune d'Arpajon (91) ;

VU La délibération n° CP 14-367 du 18 juin 2014 relative à l'approbation du contrat régional territorial de la commune de Coupvray (77);

VU La délibération n° CP 16-598 du 16 novembre 2016 relative au contrat régional territorial de la commune de Fontenay-le-Fleury (78) ;

VU La délibération n° CP 16-183 du 16 novembre 2016 relative aux contrats régionaux territoriaux des communes de Créteil (94) et l'Isle-Adam (95) ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-300 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « contrats régionaux territoriaux » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 433 836,50 €.**

Subordonne le versement des subventions pour les contrats régionaux territoriaux approuvés avant mai 2016 à la signature de conventions conformes à la convention-type de réalisation approuvée par délibération n° CR 07-12 du 28 juin 2012.

Subordonne le versement des subventions pour les contrats régionaux territoriaux approuvés après mai 2016 à la signature de conventions conformes à la convention-type de réalisation approuvée par délibération n° CP 16-183 du 18 mai 2016.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **1 433 836,50 €,** disponible sur le chapitre 905 : « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme HP 52-002 (152002) : « Contrat d'aménagement régional (Contrat régional territorial)», action 15200205 « contrat d'aménagement régional » du budget 2017.

Affectation 2017 pour les opérations de contrats antérieurement adoptés :

COLLECTIVITES	OPERATIONS SUBVENTIONNEES	AFFECTATIONS D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME EN €
Seine et Marne 77		
COUPVRAY	Réhabilitation et aménagement de la grange de la ferme du château	237 820,00
	Total subvention	**237 820,00**
Yvelines 78		
FONTENAY-LE-FLEURY	Réhabilitation d'un bâtiment communal pour la création d'un point jeune Réhabilitation de l'école élémentaire Descartes	168 000,00 283 846,50
	Total subvention	**451 846,50**
Essonne 91		
ARPAJON	Réhabilitation HQE du complexe socioculturel de l'espace concorde	320 000,00
	Total subvention	**320 000,00**
Val de Marne 94		
CRETEIL	Création d'une place publique dans le secteur Leclerc	322 000,00
	Total subvention	**322 000,00**
Val d'Oise 95		
L'ISLE-ADAM	Aménagement des abords de la maison de l'Isle-Adam	102 170,00
	Total subvention	**102 170,00**
	TOTAL GENERAL	**1 433 836,50**

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions, définies à l'article 1 de la présente délibération, à compter des dates prévisionnelles inscrites dans le tableau ci-dessous, en application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier susvisé.

dpt	Bénéficiaire	Dossier - Code	Dossier (1)	Date prévisionnelle de démarrage
78	COMMUNE DE FONTENAY LE FLEURY	16011406	REHABILITATION D'UN BATIMENT COMMUNAL POUR LA CREATION D'UN POINT JEUNE - FONTENAY-LE-FLEURY	15/07/2016
78	COMMUNE DE FONTENAY LE FLEURY	16011407	REHABILITATION DE L'ECOLE ELEMENTAIRE DESCARTES-FONTENAY-LE-FLEURY	15/07/2016
91	COMMUNE D'ARPAJON	12007765	REHABILITATION HQE DU COMPLEXE SOCIOCULTUREL DE L'ESPACE CONCORDE - ARPAJON	02/01/2015

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE 1 ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009463	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**52 - Agglomérations et villes moyennes**
Programme	**152002 - Contrat d'aménagement régional (contrat régional et territorial)**
Action	**15200205 - Contrat d'aménagement régional**

Dispositif : N° 00000203 - Contrats régionaux

Dossier	12007765 - REHABILITATION HQE DU COMPLEXE SOCIOCULTUREL DE L'ESPACE CONCORDE - ARPAJON			
Bénéficiaire	R1048 - COMMUNE D'ARPAJON			
Localisation	ARPAJON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	320 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
800 000,00 €	HT	40 %	320 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000203 - Contrats régionaux	320 000,00 €

Dispositif : N° 00000801 - Contrat régional territorial

Dossier	10018062 - REHABILITATION ET AMENAGEMENT DE LA GRANGE DE LA FERME DU CHATEAU - COUPVRAY			
Bénéficiaire	R350 - COMMUNE DE COUPVRAY			
Localisation	COUPVRAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	237 820,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 189 100,00 €	HT	20 %	237 820,00 €	

Dossier	16002699 - AMENAGEMENT DES ABORDS DE LA MAISON DE L'ISLE-ADAM			
Bénéficiaire	R139 - COMMUNE DE L'ISLE ADAM			
Localisation	L'ISLE-ADAM			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	102 170,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
510 850,00 €	HT	20 %	102 170,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009463	Budget	2017

Dossier	16011406 - REHABILITATION D'UN BATIMENT ADMINISTRATIF POUR LA CREATION D'UN POINT JEUNE - FONTENAY-LE-FLEURY			
Bénéficiaire	R580 - COMMUNE DE FONTENAY LE FLEURY			
Localisation	FONTENAY-LE-FLEURY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	168 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
560 000,00 €	HT	30 %	168 000,00 €	

Dossier	16011407 - REHABILITATION DE L'ECOLE ELEMENTAIRE DESCARTES- FONTENAY-LE-FLEURY			
Bénéficiaire	R580 - COMMUNE DE FONTENAY LE FLEURY			
Localisation	FONTENAY-LE-FLEURY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	283 846,50 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
946 155,00 €	HT	30 %	283 846,50 €	

Dossier	17002297 - CREATION D'UNE PLACE PUBLIQUE DANS LE SECTEUR LECLERC - CRETEIL			
Bénéficiaire	R17 - COMMUNE DE CRETEIL			
Localisation	CRETEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	322 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
920 000,00 €	HT	35 %	322 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000801 - Contrat régional territorial	1 113 836,50 €

Total sur l'imputation 905 - 52 - 152002 - 15200205	1 433 836,50 €

ANNEXE 2 FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 10018062

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : REHABILITATION ET AMENAGEMENT DE LA GRANGE DE LA FERME DU CHATEAU - COUPVRAY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	1 189 100,00 €	20,00 %	237 820,00 €
	Montant Total de la subvention		237 820,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-200
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COUPVRAY
Adresse administrative : MAIRIE
77700 COUPVRAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Thierry CERRI, Maire

N° SIRET : 21770132500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La grange fait partie d'un ensemble clos dénommé "Ferme du Couvent", ou "la Grande Ferme" comprenant l'ancienne ferme du chateau des Rohan, ainsi que les vestiges de l'ancien couvent des Trinitaires. La Grande Ferme est située à l'extrémité sud du village.
Elle présente une charpente, datant vraisemblablement du XVème siècle. Elle est constituée d'une nef de sept travées flanquée de bas-côtées à l'est et à l'ouest. Elle est ceinte par des murs périphériques en maçonnerie de plâtre.

Les couvertures et maçonneries nécessitent aujourd'hui une campagne de restauration en effet, la charpente présente un défaut de contreventement qui affaiblit la structure génèrale, un affaissement des maçonneries a entrainé l'ouverture de fissures dans les murs, les enduits intérieurs et extérieurs sont en mauvais état, la plupart des contreforts présentent des maçonneries désorganisées et enfin les baies latérales sont provisoirement fermées par des panneaux translucides.

L'intention du projet est de conserver l'esprit du lieu: l'édifice restauré devra préserver son identité de grange, c'est à dire un lieu vaste et polyvalent qui pourra répondre de manière adaptée à une activité de marché couvert.

Description :
Le programme de restauration prévoit la remise en état complète de la structure de l'édifice et l'équipement technique minimum nécessaire aux nouveaux usages de la ferme et à la mise en valeur de ce patrimoine.
Les différents axes d'intervention sont les suivants :
- la restauration de la charpente: l'objectif est de résoudre les incohérences structurelles tout en conservant la disposition actuelle de la charpente,
- la restauration de la couverture : elle sera entièrement déposée, le lattis sera refait afin de permettre la mise en place d'une couverture en tuiles plates. Les tuiles plates en état seront démoussées et réemployées, panachées avec des tuiles neuves dont les teintes se rapprocheront des teintes anciennes,
- la restauration des maçonneries : cela consistera en la remise en état des parements extérieurs et intérieurs, la réfection du sol en pavé en intégrant trois caniveaux au milieu de la nef et des bas-côtés, ainsi que la mise en place d'un réseau d'assainissement,
- les aménagements intérieurs : la lumière du jour pénétrera plus largement dans la grange grâce aux grandes baies nord et aux baies des bas-côté ouvertes. Ces surfaces pourront être sérigraphiées et faire l'objet de l'intervention d'un artiste afin de renforcer l'identité du lieu et singulariser l'ambiance intérieure. L'équipement électrique sera remis aux normes réglementaires. Un éclairage intérieur de l'édifice sera enfin étudié pour la mise en valeur de la charpente.

Intérêt régional : Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- COUPVRAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Travaux	1 034 000,00	86,96%	Région Ile De France	237 820,00	20,00%
Honoraires	155 100,00	13,04%	Commune	951 280,00	80,00%
Total	1 189 100,00	100,00%	Total	1 189 100,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €
2018	140 256,00 €

2019	47 564,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat régional territorial	156 829,20 €
2015	Contrat régional territorial	116 820,27 €
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	1 550,00 €
	Montant total	275 199,47 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011406

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : REHABILITATION D'UN BATIMENT ADMINISTRATIF POUR LA CREATION D'UN POINT JEUNE - FONTENAY-LE-FLEURY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	560 000,00 €	30,00 %	168 000,00 €
	Montant Total de la subvention		168 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-200
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTENAY LE FLEURY
Adresse administrative : PLACE DU HUIT MAI 1945
78330 FONTENAY-LE-FLEURY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Richard RIVAUD, Maire

N° SIRET : 21780242000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre,…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage».

Objectifs :
L'objectif de cette opération est de pouvoir mettre à disposition des jeunes de 16 à 25 ans un lieu pour le développement culturel et musical.

Description :
Le projet consiste à réaliser un pôle musique et pratiques artistiques et évènement jeunesse comprenant :

- un espace polyvalent pouvant être mutualisé avec l'espace d'accueil des mineurs :
  * un espace central de jeux pouvant être déplacé ponctuellement pour les besoins de concert (pouvant accueillir jusqu'à 50 places), de spectacle, d'exposition ou de réunion,
  * un studio de répétition,
  * un studio d'enregistrement,
  * une régie,
  * un local pouvant accueillir l'association Webradio,
  * deux bureaux et une salle de réunion.

- un espace d'accueil collectif des mineurs (15-18 ans) :
  * Espace d'environ 110 m² utiles pouvant accueillir 36 jeunes et 2 encadrants, à mutualiser avec la salle de concert ou d'autres représentations,
  * une cuisine équipée pour les ateliers culinaires,
  * un bureau pour l'animateur et le directeur,
  * Divers : un local ménage, des locaux de stockage et des sanitaires accessibles aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR).

- traitement des espaces
  * terrasse aménagée en prolongement de l'espace polyvalent,
  * clôture des espaces.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- FONTENAY-LE-FLEURY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
TRAVAUX	777 637,00	89,42%	REGION ILE DE FRANCE	168 000,00	19,32%
HONORAIRES	92 030,00	10,58%	COMMUNE	701 667,00	80,68%
Total	869 667,00	100,00%	Total	869 667,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	134 400,00 €
2018	33 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	15 000,00 €
2016	Contrat régional territorial	480 000,00 €
	Montant total	495 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011407

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : REHABILITATION DE L'ECOLE ELEMENTAIRE DESCARTES- FONTENAY-LE-FLEURY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	946 155,00 €	30,00 %	283 846,50 €
	Montant Total de la subvention		283 846,50 €

Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-200
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTENAY LE FLEURY
Adresse administrative : PLACE DU HUIT MAI 1945
78330 FONTENAY-LE-FLEURY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Richard RIVAUD, Maire

N° SIRET : 21780242000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre,…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage».

Objectifs :
Le développement de la commune et l'arrivée de nouveaux habitants, ont conduit à une réflexion sur les besoins d'équipements dédiés à la jeunesse. Pour cela l'objectif des travaux est de réhabiliter le bâtiment de l'école élementaire pour permettre aux enfants de travailler dans les meilleures conditions avec les moyens modernes qui sont désormais à leur disposition.

Description :

Les travaux suivants sont à prévoir :
- Isolation thermique
- Isolation phonique entre étage et traitement par revêtement extérieur
- Rénovation de la plomberie sanitaire
- Rénovation de l'électricité
- Création de faux-plafonds
- Rénovation des carrelages et faïences des sanitaires
- Remise en peinture de l'ensemble des locaux
- Création d'une centrale de traitement d'air à double flux.

Les objectifs à tenir en conservant la structure du bâtiment actuel sont :
- en rez de jardin : pour les locaux de la restauration, il est prévu l'amenée de la ventilation dans les locaux, le remplacement des appareillages électriques, l'amélioration de l'accoustique et la réfection complète des peintures.
- en RDC : création de 3 salles de classes, création de 2 salles pour les activités périscolaires, modification des sanitaires, création de sanitaires adultes, création d'un local archives pour la direction et réhabilitation de l'ensemble du RDC et amélioration de la distribution des locaux.
- à l'étage : création de 7 salles de classes, une salle RASED, une bibliothèque, création d'un sanitaire avec séparation enfants adultes et réhabilitation de l'ensemble de l'étage et amélioration de la distribution des locaux.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- FONTENAY-LE-FLEURY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 261 350,00	90,10%	REGION ILE DE FRANCE	283 846,50	20,27%
HONORAIRES	138 650,00	9,90%	COMMUNE	1 116 153,50	79,73%
Total	1 400 000,00	100,00%	Total	1 400 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	228 000,00 €
2018	55 846,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	15 000,00 €
2016	Contrat régional territorial	480 000,00 €
	Montant total	495 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 12007765

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : REHABILITATION HQE DU COMPLEXE SOCIOCULTUREL DE L'ESPACE CONCORDE - ARPAJON

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats régionaux	800 000,00 €	40,00 %	320 000,00 €
	Montant Total de la subvention		320 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-200
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ARPAJON
Adresse administrative : 70 GRANDE RUE
91290 ARPAJON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian BERAUD, Maire

N° SIRET : 21910021100016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats régionaux
Rapport Cadre : CR57-01 du 13/12/2001

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
L'espace Concorde est un complexe socio-culturel situé en centre-ville (2000 m² environ sur un étage), construit en 1990, desservi par un parking de 75 places rénové en 2008. Sa vocation initiale est celle d'un gymnase sportif, reconverti en équipement culturel. Il est situé au cœur du dispositif de piétonisation de la ville.
Cet équipement possède une double vocation : accueillir la programmation culturelle de la ville ainsi que

les manifestations associatives et familiales.
Il est composé de salles multi activités, d'une salle de spectacle, de loges d'artistes, d'une loge gardien, d'un hall d'accueil, d'une chaufferie, d'une réserve, de sanitaires, d'un bureau, d'un dépôt et d'un logement de gardien de 85 m².
C'est aujourd'hui un équipement vieillissant et énergivore. Des travaux de maintenance ont permis d'entretenir le bâtiment mais la pérennité de l'équipement et son exploitation, au vu de l'évolution de la réglementation, ne peuvent être garanties sans une rénovation d'ensemble.

Description :
Le programme comprendra en particulier :
- la mise en conformité de l'équipement par rapport à l'évolution des règlementations : accessibilité PMR, sécurité incendie, acoustique, etc…
- la requalification et l'amélioration des performances du bâtiment : consommation énergétique, réduction des coûts d'entretien et de maintenance, durabilité dans le temps de l'installation et de son enveloppe,
- la mise en place d'une démarche de qualité environnementale (optimisation des performances énergétiques du bâtiment),
- l'amélioration du confort d'accueil du public et des spectacles : accueillir le public dans de bonnes conditions de confort et de sécurité, rénover et moderniser la salle de spectacle Degas (murs, plafonds, loges attenantes), moderniser les équipements (sons et lumières, sièges..),
- l'amélioration de la visibilité du bâtiment : esthétique extérieure, signalétique, parcours, accès depuis la voirie…

Intérêt régional : Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- ARPAJON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 045 336,00	82,99%
HONORAIRES	214 294,00	17,01%
Total	1 259 630,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGIONAL ILE-DE-FRANCE	320 000,00	25,40%
DEPARTEMENTAL (91) acquis	120 000,00	9,53%
COMMUNE	819 630,00	65,07%
Total	1 259 630,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	156 000,00 €
2018	100 000,00 €
2019	64 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002297

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CREATION D'UNE PLACE PUBLIQUE DANS LE SECTEUR LECLERC - CRETEIL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	920 000,00 €	35,00 %	322 000,00 €
	Montant Total de la subvention		322 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-200
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CRETEIL
Adresse administrative : 1 PLACE SALVADOR ALLENDE
94010 CRETEIL CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Laurent CATHALA, Député-maire

N° SIRET : 21940028000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune porte un projet de développement urbain dans le quartier du Centre Ancien dénommé "Brossolette-Leclerc" qui poursuit un triple objectif :
- proposer une nouvelle offre de logements en accession à la propriété,
- améliorer le cadre par la réalisation d'un mail piétonnier,
- renforcer la capacité de stationnement public à travers la construction d'un équipement en sous-sol d'une capacité maximale de 260 places.

Le projet de construction permettra, outre une offre nouvelle d'habitations, de favoriser l'attractivité du centre ancien, notamment par ses volumes, le traitement des façades et des toitures.
Il convient aujourd'hui d'accompagner la mutation de ce secteur en créant un nouvel espace public de maillage et de convivialité.

Description :
La place publique se développera sur une partie de l'emprise actuellement occupée par le parking de surface de la Porte de Brie. En plus d'une desserte des différentes entrées d'immeubles, elle permettra une liaison piétonne entre la rue du Général Leclerc et l'avenue Pierre Brossolette dans un cadre paysagé et un espace de partage et de convivialité dans la continuité des différents locaux d'activité prévus en rez-de-chaussée et au coeur du quartier du centre ancien.

Le parti pris de son traitement devra répondre aux choix faits lors de la requalification de la rue du Général Leclerc tant en termes de choix de matériaux que de mobiliers ou de conception des espaces verts. Elle intégrera également la réalisation d'une nouvelle fontaine, point fort de l'aménagement des différents quartiers cristoliens.
La conception d'ensemble repose sur la volonté de créer un espace de vie convivial et de grande qualité plastique.

L'éclairage public sera composé en harmonie mettant en valeur les éléments remarquables de l'aménagement.
La place propose des bancs minéraux aux formes simples et souples, calés, suivant le cas, contre des banquettes plantées de buis sous couvert de bouleaux. Vers l'avenue Brossolette un mur sculptural ajouré soustrait ce lieu de repos aux tumultes de la ville.

Une suggestion d'animation de cette place est matérialisée par des voiles de couleur terre rouge, tendues à l'horizontale qui ponctuent vivement et abritent du soleil ou de la pluie des stands forains, petits marchés à thèmes ou saisonniers.

La nouvelle place doit devenir un lieu de délassement, bordé d'éléments bucoliques, d'eau et de végétaux d'agréments au coeur de la ville.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	920 000,00	100,00%
Total	920 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGIONAL ILE-DE-FRANCE	322 000,00	35,00%
COMMUNE	598 000,00	65,00%
Total	920 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	157 600,00 €
2018	100 000,00 €
2019	64 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	45 480,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 279 589,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	346 421,00 €
2016	Contrat régional territorial	245 000,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	5 464,52 €
	Montant total	1 921 954,52 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16002699

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : AMENAGEMENT DES ABORDS DE LA MAISON DE L'ISLE-ADAM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	510 850,00 €	20,00 %	102 170,00 €
	Montant Total de la subvention		102 170,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-200
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE L'ISLE ADAM
Adresse administrative : 45 GRANDE RUE
95290 L'ISLE-ADAM
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Axel PONIATOWSKI, Député-maire

N° SIRET : 21950313300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'aménagement des abords de la maison de l'Isle-Adam a pour objectif d'améliorer l'accessibilité aux équipements culturels, sportifs et de loisirs du centre-ville.
Le projet répond à la fois à un besoin d'accès aux équipements, particulièrement à la Maison de l'Isle-Adam et à l'amélioration du stationnement.

Description :
Le projet se situe à l'extrémité nord du parc Manchez. Actuellement l'accès à la Maison de l'Isle-Adam est difficilement identifiable. L'objectif étant d'améliorer la qualité des espaces publics pour permettre une attractivité du centre-ville :
- gestion des contraintes en terme d'accessibilité, de fluidité
- sécurité des circulations et du stationnement

- traitement approprié des espaces
- intégration paysagère

Des circulations douces entre les divers équipements et lieux fréquentés par le public seront développées

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- L'ISLE-ADAM

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	510 850,00	100,00%
Total	510 850,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	102 170,00	20,00%
DEPARTEMENT CD 95	102 170,00	20,00%
COMMUNE	306 510,00	60,00%
Total	510 850,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	51 085,00 €
2018	40 000,00 €
2019	11 085,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	7 000,00 €
2016	Contrat régional territorial	508 810,00 €
2016	Terrains Synthétiques de grands Jeux	176 388,29 €

	Montant total	705 848,29 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 06/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-314
DU 5 JUILLET 2017

SOUTIEN AUX DYNAMIQUES TERRITORIALES : AIDE À L'INGÉNIERIE DU VOLET TERRITORIAL DU CPER ÎLE-DE-FRANCE 2015- 2020 (2ÈME AFFECTATION 2017) : CONVENTIONS-CADRES AVEC LES TERRITOIRES DE : • COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION GRAND PARIS SUD - SEINE ESSONNE SÉNART • COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MARNE ET GONDOIRE • COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ENTRE JUINE ET RENARDE 1ÈRE AFFECTATION DE CRÉDITS D'ÉTUDES AFFÉRENTS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du schéma directeur de la région d'Ile-de-France

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 du Conseil régional relative à l'approbation du CPER 2015-2020

VU La délibération n° CR58-15 du 18 juin 2015 relative à la mise en œuvre du volet territorial du CPER 2015-2020

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération CP 15-605 du 8 octobre 2015 relative aux modalités de mise en œuvre du soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité (aide à l'ingénierie) du volet territorial du CPER Ile-de-France 2015-2020 ;

VU La délibération n°CP 16-403 du 12 octobre 2016 relative au soutien aux dynamiques territoriales intégrant la convention de financement-type ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-314 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif« **Soutien aux dynamiques territoriales : Aide à l'ingénierie du volet territorial du CPER Ile-de-France 2015-2020** » au financement des projets détaillés en annexe 2 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **176 496** €.

Approuve, dans le cadre du dispositif d'aide à l'ingénierie territoriale, les termes des trois conventions-cadres tripartites avec chacun des territoires concernés ainsi que l'Etat (cf. annexes 3, 4 et 5) et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 2 :

Subordonne le versement de la subvention, définie à l'article ci-dessus, à la signature avec son bénéficiaire d'une convention conforme à la convention de financement-type adoptée par la délibération du 12 octobre 2016 susvisée, modifiée par les dispositions de la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017, étant précisé que les fiches projet citées à l'article 1er sont annexées à cette convention, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 3 :

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **176 496 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme PR 52-001 (152001) « Territoires stratégiques », action 452001086 « Soutien aux dynamiques territoriales », du budget 2017 comme suit ;

Territoire/maitre d'ouvrage/bénéficiaire de la subvention	Etudes	Coût en €HT	Taux d'intervention	Montant de la subventionen €
Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud – Seine Essonne Sénart	Etablissement d'un diagnostic territorial en préfiguration du SCOT - études thématiques	100 000 €	70%	70 000 €
Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud – Seine Essonne Sénart	Etude relative aux modes de gestion et à l'offre de services des équipements économiques	50 000 €	70%	35 000€
Communauté d'Agglomération de Marne et Gondoire	Ajustement du projet d'aménagement et de développement (révision du SCoT)	32 137,50 €	70%	22 496 €
Communauté de Communes Entre Juine et Renarde	Plan Climat Air Energie Territorialisé	70 000 €	70%	49 000 €
			TOTAL GENERAL en €	**176 496 €**

Cette affectation relève du Contrat de Plan 2015-2020 :

- Volet 6 « Volet territorial »
- Sous volet 62 « Accompagner les territoires péri-urbains, ruraux et les pôles de centralité »
- Projet 621 « Soutien aux dynamiques territoriales ».

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009498	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**52 - Agglomérations et villes moyennes**
Programme	**452001 - Territoires stratégiques**
Action	**452001086 - Soutien aux dynamiques territoriales**

Dispositif : N° 00000945 - Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité

Dossier	17009736 - ELABORATION DU PCAET DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES ENTRE JUINE ET RENARDE DANS LE CADRE DU SOUTIEN AUX DYNAMIQUES TERRITORIALES (AIDE A L'INGENIERIE)			
Bénéficiaire	R31651 - COMMUNAUTE COMMUNES ENTRE JUINE RENARDE			
Localisation	CC ENTRE JUINE ET RENARDE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Soutien aux dynamiques territoriales - Hors CPRD			
Montant total	49 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 000,00 €	HT	70 %	49 000,00 €	

Dossier	17009811 - REVISION DU SCOT - AJUSTEMENT DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD) - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE - 77 - (AIDE A L'INGENIERIE)			
Bénéficiaire	R24173 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE			
Localisation	CA MARNE ET GONDOIRE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Soutien aux dynamiques territoriales - Hors CPRD			
Montant total	22 496,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
32 137,50 €	HT	70 %	22 496,00 €	

Dossier	17009867 - Ingénierie territoriale CA Grand Paris Sud - Etablissement d'un diagnostic territorial en préfiguration du SCOT			
Bénéficiaire	P0034352 - CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART			
Localisation	CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Soutien aux dynamiques territoriales - Hors CPRD			
Montant total	70 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	HT	70 %	70 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009498	Budget	2017

Dossier	17009868 - Ingénierie territoriale CA Grand Paris Sud - Etude relative aux modes de gestion et à l'offre de services des équipements économiques				
Bénéficiaire	P0034352 - CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART				
Localisation	CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)				
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Soutien aux dynamiques territoriales - Hors CPRD				
Montant total	35 000,00 €			Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	HT	70 %		35 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000945 - Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	176 496,00 €

Total sur l'imputation 905 - 52 - 452001 - 452001086	176 496,00 €

FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009867

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : INGÉNIERIE TERRITORIALE CA GRAND PARIS SUD - ETABLISSEMENT D'UN DIAGNOSTIC TERRITORIAL EN PRÉFIGURATION DU SCOT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	100 000,00 €	70,00 %	70 000,00 €
	Montant Total de la subvention		70 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-200
452001086- Soutien aux dynamiques territoriales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART
Adresse administrative : 500 PLACE DES CHAMPS ELYSEES
91054 EVRY CENTRE ESSONNE
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Francis CHOUAT, Président

N° SIRET : 20005922800037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité
Rapport Cadre : CP15-605 du 08/10/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'agglomération de Grand Paris Sud, créée en janvier 2016 est issue de la fusion de quatre EPCI et de la commune de Grigny. La connaissance et la compréhension de ce nouveau territoire dans toutes ses composantes sont des enjeux majeurs afin de guider les futurs choix stratégiques.
Aussi, en préfiguration de l'élaboration d'un SCoT, les élus ont souhaité s'inscrire dans l'élaboration d'un diagnostic territorial afin de mieux comprendre Grand Paris Sud, avoir une lecture globale de ses besoins, de ses contraintes, ainsi que de ses potentialités.

Description :
Ce diagnostic sera à la fois thématique, prospectif et transversal. Il donnera :

- une lecture précise et actualisée du territoire à travers des analyses thématiques,
- une lecture non figée et amènera à envisager des futurs possibles et contrastés au regard des tendances ou projets identifiés,
- une vision croisée des thématiques afin de mettre en évidence les enjeux induits.

Il ne s'agit pas de réaliser une encyclopédie de données et d'études existantes mais un travail de synthèse réalisé en grande partie en interne. Il intégrera donc des éléments des diagnostics sectoriels existants ou à venir concernant l'habitat (dans le cadre du Programme local de l'habitat), le commerce (étude stratégie commerciale dans le cadre du Contrat d'intérêt national), l'atlas de la biodiversité ou les trames vertes et bleues notamment.

Il devra être complété par différentes études, réalisées par des prestataires extérieurs, qui font l'objet de la présente demande :
- Une étude foncière générale,
- Une étude sur l'agriculture,
- Une étude sur les équipements publics et besoins de la population du territoire.

Au final, il pourrait s'articuler suivant 4 axes :
• l'état initial de l'environnement (géomorphologie, ressource hydrologique, patrimoine naturel, trames vertes et bleues, biodiversité, risques et nuisances, climat-air-énergie)
• l'analyse sociodémographique (dynamiques démographiques, perspectives résidentielles, l'organisation de l'offre de services et équipements, l'organisation des déplacements et mobilité...)
• l'analyse économique (dynamiques générales, commerce, activités industrielles, tertiaires, agricoles et forestières, tourisme…)
• l'analyse paysagère et urbaine (armature paysagère, espaces urbanisés et agricoles, dynamiques d'urbanisation et foncier)

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Soutien aux dynamiques territoriales

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes thématiques pour l'établissement d'un diagnostic territorial en préfiguration du SCOT	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France CPER Volet territorial	70 000,00	70,00%
CA GPS- Seine Essonne Sénart	30 000,00	30,00%
Total	100 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	35 000,00 €
2018	35 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	3 787 218,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	17 500,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	100 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	5 000,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	14 800,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	25 000,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	49 000,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	555 520,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	22 500,00 €
	Montant total	4 681 538,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009868

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : INGÉNIERIE TERRITORIALE CA GRAND PARIS SUD - ETUDE RELATIVE AUX MODES DE GESTION ET À L'OFFRE DE SERVICES DES ÉQUIPEMENTS ÉCONOMIQUES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	50 000,00 €	70,00 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-200
452001086- Soutien aux dynamiques territoriales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART
Adresse administrative : 500 PLACE DES CHAMPS ELYSEES
91054 EVRY CENTRE ESSONNE
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Francis CHOUAT, Président

N° SIRET : 20005922800037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité
Rapport Cadre : CP15-605 du 08/10/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le premier enjeu que Grand Paris Sud a souhaité faire valoir dans le cadre de sa contribution au Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII), est de « soutenir le développement endogène et exogène » du territoire afin d'affirmer sa volonté et sa vocation à être un territoire d'accueil de qualité pour les nouvelles entreprises mais également un territoire qui permette aux entreprises déjà implantées de s'y développer.

Cela passe par l'inscription du territoire dans une logique d'offre de services intégrée à destination des entreprises, par la poursuite du renforcement des dispositifs d'animation dédiés aux différents réseaux d'acteurs (rencontres pour garantir le lien, être fédérateur et facilitateur) et par l'accroissement

d'équipements et de services innovants (télécentres, fablabs et co-working).

Pour favoriser la création d'entreprises, l'agglomération souhaite rendre lisible et cohérente l'ensemble des actions mises en œuvre et faciliter l'élaboration d'un véritable parcours de l'entrepreneuriat (dispositifs d'incubation et d'accompagnement tout au long de la croissance des entreprises).

En effet, les entreprises sont aujourd'hui de plus en plus centrées sur leur cœur de métier et externalisent le reste de leurs missions, mais sont aussi de plus en plus interconnectées, de manière virtuelle via le numérique (concept de l'entreprise étendue, collaborative, 2.0, ..), tout en ayant également besoin d'échanges physiques avec d'autres acteurs économiques aux profils complémentaires. De nouvelles formes de structures d'accueil se développent afin de répondre au mieux à ce type de besoins et d'exigences.

L'agglomération de Grand Paris Sud, créée en janvier 2016, dispose de cinq structures d'accueil de créateurs et jeunes entreprises sur l'ensemble de son territoire, d'antériorité, de modes de gestion, de services et d'animation contrastés : quatre pépinières (deux à Moissy-Cramayel, une à Corbeil-Essonnes et une à Evry), ainsi que deux ateliers-relais à Grigny, représentant au total 95 entreprises. Elle dispose également de nombreux incubateurs pour des startups (IMT Starter, Etoile, incubateur C19, incubateur Génopôle).

L'enjeu pour l'agglomération de Grand Paris Sud est de contribuer à garantir la continuité du parcours résidentiel des porteurs de projets, des créateurs et des jeunes entreprises du territoire, de l'accueil ante-création jusqu'à leur développement et d'être ainsi en capacité de leur apporter une offre de services dédiée correspondant à leurs besoins. Il s'inscrit pleinement dans l'enjeu régional de développer des tiers-lieux, notamment dans les espaces péri urbains, afin d'accompagner la création d'activités économiques nouvelles.

Description :
L'étude vise ainsi à :
• optimiser l'offre de services à destination des créateurs et des jeunes entreprises,
• définir les conditions d'aboutir à une harmonisation de l'offre de services et d'animation sur le territoire,
• examiner l'offre existante au regard des besoins et d'une couverture équilibrée du territoire en structures d'accueil ;
• déterminer le ou les modes de gestion les plus adaptés à ces objectifs dans un souci de rationalisation et de mutualisation de moyens.

Cette mission d'étude comprend deux phases :
- L'analyse de l'offre existante avec état des lieux et analyse de l'offre de services existante et rencontre avec les acteurs de la création d'entreprises
- La définition des orientations stratégiques et élaboration des préconisations d'actions.
Des scénarii prospectifs seront proposés pour aboutir à la définition d'une stratégie à court et moyen terme.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Soutien aux dynamiques territoriales

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France - CPER volet territorial	35 000,00	70,00%
CA GPS Seine Essonne Sénart	15 000,00	30,00%
Total	50 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	3 787 218,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	17 500,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	100 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	5 000,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	14 800,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	25 000,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	49 000,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	555 520,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	22 500,00 €
	Montant total	4 681 538,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009811

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : REVISION DU SCOT - AJUSTEMENT DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD) - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE - 77 - (AIDE A L'INGENIERIE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	32 137,50 €	70,00 %	22 496,00 €
	Montant Total de la subvention		22 496,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-200
452001086- Soutien aux dynamiques territoriales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE
Adresse administrative : 1 RUE DE L'ETANG 77600 BUSSY ST MARTIN
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Jean-Paul MICHEL, Président

N° SIRET : 24770059400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité
Rapport Cadre : CP15-605 du 08/10/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Les territoires de la grande couronne et les pôles de centralité qui les structurent sont des territoires dynamiques porteurs de nombreux projets et confrontés à des restructurations importantes suite à la réorganisation institutionnelle. Un accompagnement spécifique a été souhaité par la Région et l'État dans le cadre du CPER 2015 - 2020 pour faciliter les réflexions territoriales des EPCI et financer des études permettant l'émergence de projets dans les meilleures conditions. Il s'agit ainsi de développer les atouts de la grande couronne, d'accompagner les montées en compétences et de veiller aux équilibres territoriaux au sein de la Région Île-de-France.

L'État et la Région entendent mobiliser et coordonner l'offre d'ingénierie francilienne en proposant aux territoires un dispositif intégré qui :
- permet un accompagnement des territoires par l'État et la Région ;
- s'inscrit dans une stratégie d'études pluriannuelle ;
- aide les territoires à élaborer des projets opérationnels, éligibles à d'autres dispositifs de soutien.

Dans ce cadre, la communauté d'agglomération de Marne-et-Gondoire sollicite l'aide de la Région pour le financement de la maîtrise d'oeuvre nécessaire à la révision du SCOT Marne Brosse et Gondoire.

Depuis la date d'approbation du SCoT Marne, Brosse et Gondoire (25 février 2013), le contexte a évolué et nécessite la prise en compte de la mise en place ou la révision de schémas de planification et / ou programmation de rang supérieur, notamment :
- le SDRIF (Schéma Directeur Régional de la Région Ile-de-France)
- le SRCE (Schéma Régional de Cohérence Ecologique)
- le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux)
- le SRHH (Schéma Régional de l'Habiat et de l'Hébergement)
- le PDUIF (Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France)
- le SRCAE (Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie)

Le SCoT doit par conséquent être ajusté pour se mettre en conformité avec l'ensemble de ces schémas, mais aussi se mettre en cohérence avec les réformes législatives, tout en intégrant la commune de Jablines dans le projet de territoire.

Description :

Située dans le nord de la Seine-et-Marne à 25 km à l'est de Paris, le territoire de la Communauté d'Agglomération de Marne-et-Gondoire (CAMG) totalise une surface de 899,37 km², compte 18 communes et 95 968 habitants (INSEE 2014). Le territoire appartient au secteur III de Marne la Vallée, espace charnière entre les communautés d'agglomération de Paris-Vallée-de-la-Marne, marqué par la Cité Descartes à l'ouest et du Val-d'Europe (EuroDisney, Villages Nature…) à l'est. Il est bordé au nord par la Marne et au sud par la forêt régionale de Ferrières.

Le SCoT a été élaboré sur 17 des 18 communes de Marne-et-Gondoire (Jablines, commune qui a adhéré en décembre 2011 à la CAMG, ne fait actuellement pas partie du SCoT).
Ce projet a été réalisé en réponse aux modes d'urbanisation développés sur le territoire depuis les années 80, qui ont contribué à consommer massivement les espaces naturels et agricoles de Marne-et-Gondoire : plus de 20% d'espaces agricoles et naturels du territoire (soit la superficie totale de 4 communes - Thorigny-sur-Marne, Pomponne, Dampmart et Chalifert) ont été consommés par les espaces urbanisés (55% à destination d'habitat, 25% à destination d'activités et 20% pour les infrastructures de transports et les équipements (A4, RER A, LGV Est).

Afin d'enrayer ce phénomène et de maîtriser le développement de son territoire, la Communauté d'Agglomération de Marne-et-Gondoire a souhaité définir un projet de territoire, en faisant le choix de se doter d'un Schéma de Cohérence Territorial (SCoT).
Travaillé et élaboré de concert entre toutes les communes, ce projet de territoire met en avant la recherche d'un équilibre entre d'une part, la pérennisation et la valorisation des espaces naturels et agricoles et d'autre part, un développement urbain soutenu mais maîtrisé, pour répondre aux besoins en logements et en emplois, dans une logique de mixité sociale et de diversité des fonctions urbaines.
Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) constituant l'étape centrale du Scot, il est par conséquent prévu un ajustement de celui-ci. Il sera conforme avec l'ensemble de la règlementation en vigueur et tout particulièrement le code de l'urbanisme, dont l'article L141-4 fixant les

objectifs du PADD :
« Le projet d'aménagement et de développement durables fixe les objectifs des politiques publiques d'urbanisme, du logement, des transports et des déplacements, d'implantation commerciale, d'équipements structurants, de développement économique, touristique et culturel, de développement des communications électroniques, de qualité paysagère, de protection et de mise en valeur des espaces naturels, agricoles et forestiers, de préservation et de mise en valeur des ressources naturelles, de lutte contre l'étalement urbain, de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques. En matière de déplacements, ces objectifs intègrent une approche qualitative prenant en compte les temps de déplacement. »
Suivant la mise à jour des enjeux issus du diagnostic, le PADD sera ajusté en s'articulant autour des 4 axes du projet de territoire :
- Axe 1 : Pérenniser et valoriser le potentiel naturel et agricole, levier du projet de territoire
- Axe 2 : Maîtriser une urbanisation active et solidaire
- Axe 3 : Structurer une mobilité durable
- Axe 4 : Affirmer l'image du territoire dans la dynamique régionale.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CA MARNE ET GONDOIRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Soutien aux dynamiques territoriales

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et recherches	32 137,50	100,00%
Total	32 137,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France - CPER Volet territorial	22 496,00	70,00%
Communauté d'agglomération Marne-et-Gondoire	9 641,50	30,00%
Total	32 137,50	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	22 496,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	60 000,00 €
2014	Aires d'accueil pour les gens du voyage	120 000,00 €
2014	Appui à la requalification et à l'extension des zones d'activités économiques et au soutien à la création d'écopôles dédiés aux éco-activités	2 261 658,37 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	2 538 000,00 €
2014	Politique énergie climat	1 063 761,00 €
2014	Politique régionale en faveur des plans de prévention du bruit dans l'environnement	8 200,00 €
2014	Réalisation d'analyses fonctionnelles des espaces agricoles par les collectivités	47 500,00 €
2014	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	25 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	70 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	25 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agri-urbains. Aide d'investissement dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'action	14 920,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	24 500,00 €
2015	Stratégies territoriales de sécurité – Fonctionnement	7 425,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	15 274,50 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	410 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	546 977,50 €
2017	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	4 000,00 €
	Montant total	7 122 216,37 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009736

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ELABORATION DU PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIALISE - COMMUNAUTE DE COMMUNES ENTRE JUINE ET RENARDE (AIDE A L'INGENIERIE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	70 000,00 €	70,00 %	49 000,00 €
	Montant Total de la subvention		49 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-200
452001086- Soutien aux dynamiques territoriales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE COMMUNES ENTRE JUINE RENARDE
Adresse administrative : PL CHARLES DE GAULLE
91580 ETRECHY
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur Jean-Marc FOUCHER, Président

N° SIRET : 24910055300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité
Rapport Cadre : CP15-605 du 08/10/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les territoires de la grande couronne et les pôles de centralité qui les structurent sont des territoires dynamiques porteurs de nombreux projets et confrontés à des restructurations importantes suite à la réorganisation institutionnelle. Un accompagnement spécifique a été souhaité par la Région et l'État dans le cadre du CPER 2015 - 2020 pour faciliter les réflexions territoriales des EPCI et financer des études permettant l'émergence de projets dans les meilleures conditions. Il s'agit ainsi de développer les atouts de la grande couronne, d'accompagner les montées en compétences et de veiller aux équilibres territoriaux au sein de la Région Île-de-France.

L'État et la Région entendent mobiliser et coordonner l'offre d'ingénierie francilienne en proposant aux

territoires un dispositif intégré qui :
- permet un accompagnement des territoires par l'État et la Région ;
- s'inscrit dans une stratégie d'études pluriannuelle ;
- aide les territoires à élaborer des projets opérationnels, éligibles à d'autres dispositifs de soutien.

L'extension récente du périmètre de la Communauté de communes Entre Juine et Renarde (CCEJR) a entraîné une augmentation de la population et a modifié les équilibres antérieurs du territoire. Ce changement rend nécessaire l'élaboration d'un projet de territoire à l'échelle des 16 communes afin de redéfinir des enjeux d'aménagement et de développement territorial globaux cohérents sur l'ensemble de ce nouveau périmètre.
Par ailleurs, dans le contexte général de lutte contre le changement climatique, la CCEJR souhaite s'engager dans l'élaboration d'un Plan Climat Air Energie Territorialisé (PCAET) à l'échelle de son territoire.
La Communauté de communes s'est d'ores et déjà engagée par délibération dans l'élaboration d'un projet de territoire et d'un PCAET. Il s'agit également de répondre de manière plus qualitative aux exigences législatives et réglementaires incombant à la CCEJR.

Description :
La CCEJR est située dans la partie sud du département de l'Essonne. D'une superficie d'environ 120 km2, elle réunit 16 communes et 27 321 habitants au 1er janvier 2014.

Le territoire de la CCEJR constitue un espace à dominante rurale, au contact de secteurs plus urbanisés au sud et au nord. La Communauté de communes est ainsi sous l'influence du pôle d'Etampes, et à un degré moindre, sous celle des pôles de Dourdan et d'Arpajon. Les échanges avec ces territoires sont nombreux, aussi bien pour le travail que pour le loisir et les achats commerciaux.

La CCEJR est un espace à dominante résidentielle. Les ménages vivants sur le territoire communautaire sont en grande majorité propriétaires de leur logement. Le ratio emploi-habitant y est assez faible, ce qui fait de la création d'emplois un enjeu majeur. La commune de Lardy fait exception à ce constat grâce à la présence du pôle industriel de Renault.

En termes d'activités économiques, la CCEJR a un tissu économique peu développé par rapport à l'Essonne. Les activités de commerces, transports et services sont sous représentées par rapport aux données départementales et régionales, au profit des activités de construction.

Le territoire de la CCEJR est desservi par la ligne C du RER (4 gares), et est structuré par un réseau de voiries nationales et départementales orientées principalement dans un axe nord/sud. L'offre de services et d'équipements est globalement satisfaisante sur le territoire, tant dans les domaines de la petite enfance, de l'éducation, de l'accueil des personnes âgées que de la culture.

Dans un souci de cohérence avec les démarches déjà initiées et dans l'objectif de s'inscrire dans les orientations du Schéma directeur, la CCEJR entend aujourd'hui élaborer un projet de territoire à l'échelle des 16 communes. Par ailleurs, dans le contexte général de lutte contre le changement climatique, la CCEJR souhaite s'engager dans l'élaboration d'un Plan Climat Air Energie Territorialisé (PCAET).

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- CC ENTRE JUINE ET RENARDE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Soutien aux dynamiques territoriales

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES	70 000,00	100,00%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France - CPER Volet territorial	49 000,00	70,00%
Communauté de communes	21 000,00	30,00%
Total	70 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	13 066,00 €
2018	13 066,00 €
2019	13 068,00 €
2020	9 800,00 €

CONVENTION-CADRE AVEC LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND PARIS SUD – SEINE ESSONNE SENART

CONVENTION-CADRE POUR LA MISE EN OEUVRE DU VOLET TERRITORIAL DU CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION ILE-DE-FRANCE 2015-2020 : MODALITES DE SOUTIEN AUX DYNAMIQUES TERRITORIALES PERIURBAINES, RURALES ET DES PÔLES DE CENTRALITE (AIDE A L'INGENIERIE) SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND PARIS SUD- SEINE ESSONNE SENART

régissant les rapports entre les financeurs et les EPCI pour la mise en œuvre du volet territorial du Contrat de plan Etat-Région 2015-2020 relatifs aux modalités de soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité (aide à l'ingénierie).

Entre

La Région Ile-de-France, représentée par la Présidente du Conseil régional, dûment mandatée par délibération n° ……..du ……..,

L'Etat, représenté par le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris

La Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud – Seine Essonne Sénart représentée par son Président, dûment habilité par délibération n°…….. du Conseil communautaire en date du …..,

APRES AVOIR RAPPELE

La Région et l'État partagent l'objectif de faire de l'Ile-de-France une région attractive, compétitive et solidaire. Le nouveau modèle urbain ancré dans le développement durable doit permettre de répondre dès aujourd'hui à l'amélioration de la qualité de vie des Franciliens, tout en anticipant les évolutions démographiques, culturelles, économiques, comme institutionnelles. Le schéma directeur de la région (SDRIF) « l'Ile-de-France 2030 » pose les bases stratégiques et réglementaires nécessaires à la mise en œuvre de ce projet partagé. Le CPER 2015-2020 définit les modalités pour y parvenir.

En particulier, le volet territorial du CPER renouvelle l'intervention de l'Etat et de la Région auprès des territoires et constitue un levier majeur de mise en œuvre du Schéma directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF), du Nouveau Grand Paris des transports, du plan de mobilisation sur le logement et du schéma régional de l'habitat et de l'hébergement (SRHH).

Le volet territorial du CPER 2015-2020 permettra à l'Etat et la Région d'intervenir sur l'ensemble de l'Ile-de-France de manière adaptée selon les territoires.

Dans la perspective de conforter le système multipolaire francilien, de renforcer la complémentarité avec la future Métropole du Grand Paris et d'accompagner les recompositions intercommunales, la Région et l'Etat proposent d'accompagner les territoires périurbains, ruraux et les pôles de centralité dans la définition de leurs projets et l'inscription de leurs stratégies dans les grands enjeux régionaux de planification et d'aménagement. Ils ont créé à cette fin dans le cadre du volet territorial du CPER 2015-2020 une aide d'un montant total de 10M€ financée à parité entre l'Etat et la Région.

Les orientations du SDRIF et du CPER 2015-2020 visent notamment :

- la réduction des inégalités territoriales, sociales et environnementales ;
- le renforcement de la construction de logements et notamment de logements sociaux et ce, dans une perspective de ville intense et durable alliant mobilité, équipements, services et loisirs ;

- une organisation urbaine durable, répondant aux enjeux de mutations climatique et énergétique en limitant notamment l'étalement urbain et en préservant les espaces naturels et agricoles ;
- l'articulation étroite entre les projets d'aménagement et le réseau des transports en commun, existant et à venir, afin de maximiser l'effet de levier du Nouveau Grand Paris des transports en matière d'aménagement du territoire ;
- la participation des projets locaux aux enjeux de développement des grands bassins de vie infrarégionaux, notamment à travers la structuration de l'espace rural autour des pôles de centralité et la déclinaison des orientations du SDRIF à l'échelle des « Territoires d'intérêt métropolitain ».

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet :

- de définir le programme d'études et de prestations de la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud – Seine Essonne Sénart au regard des objectifs du territoire, l'état d'avancement de son projet de structuration du territoire et des objectifs du SDRIF,
- de prévoir les modalités de partenariat,
- de préciser les conditions des aides de la Région et de l'Etat.

Article 2. Rappel des objectifs du territoire

Suite à la mise en œuvre de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 et à la réorganisation de la carte intercommunale de l'unité urbaine de Paris, la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud - Seine-Essonne-Sénart a ainsi été créée le 1er janvier 2016. Située sur les deux départements de la Seine-et-Marne et de l'Essonne, le nouveau territoire compte 347 022 habitants (INSEE 2014) répartis sur 24 communes.

Issue de la fusion de quatre anciennes intercommunalités (CA Evry centre Essonne, San de Sénart en Essonne, CA Seine Essonne et CA de Sénart) et de la ville de Grigny, l'agglomération de Grand Paris Sud est, depuis un an et demi, en complète recomposition institutionnelle et organisationnelle. Elle a déjà engagé, courant 2016, l'élaboration d'un projet de territoire, à travers une feuille de route pour les 5 à 10 ans à venir, qui devrait être adopté prochainement.

Ce territoire, au potentiel d'attractivité majeur dans le Sud Francilien, est un espace stratégique disposant d'atouts et de potentialités de développement importants :

- <u>un pôle universitaire de référence en Île-de-France</u> : l'Université d'Evry Val d'Essonne, rejoignant la Communauté d'universités et établissements (COMUE) Paris Saclay, les instituts de formation de Sénart au sein de la COMUE Paris Est Créteil Val-de-Marne, le Génopôle en lien avec l'Hôpital Sud Francilien, et les grandes écoles ;
- <u>une disponibilité foncière importante</u> : hippodrome de Ris-Orangis / Bondoufle (133 ha), également dans les parcs d'activités thématiques (180 ha sur l'Ecopôle de Sénart et 700 ha sur le pôle aéronautique de Villaroche) ou globalement dans les 62 parcs d'activités économiques (425 ha disponibles) ;
- <u>un accompagnement du développement économique</u> : par un accueil privilégié et de qualité des entreprises, par le développement de filières et de pôles structurants clairement identifiés (existant ou en développement), en vue de créer des emplois de tous niveaux de qualification, notamment au bénéfice de la population présente sur le territoire ;
- <u>un développement équilibré de l'habitat</u> : promouvant l'attractivité résidentielle du territoire, offrant des parcours résidentiels diversifiés et inversant la logique de décrochage de certains quartiers ;
- <u>un cadre de vie préservé et une richesse en ressources naturelles</u> : forêts, bois et parcs, la Seine et des rivières constituent des éléments phares de ce territoire, soit autant de facteurs d'attractivité qu'il convient de préserver en vue de promouvoir un nouveau modèle de développement écologique.

Outre la mise en place complète de cette nouvelle entité intercommunale, elle doit aujourd'hui définir une nouvelle stratégie de développement commune aux 24 communes de ce territoire, facteur d'une nouvelle identité et de renforcement de son attractivité et redéfinir bon nombre de ses politiques publiques à l'aune de son nouveau territoire d'intervention et de l'antériorité des compétences mises en œuvre et des projets engagés par les anciennes collectivités territoriales qui la composent dorénavant.

Article 3. Engagements de la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud – Seine Essonne Sénart

La Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud – Seine Essonne Sénart s'engage à :

- Mettre en œuvre le programme d'études et de prestations annexé à la présente convention (annexe 1),
- Adresser à l'Etat ou la Région, au plus tard un an après la signature de la présente convention, la première demande de subvention pour la mise en œuvre du programme annexé (annexe 1),
- Informer l'Etat et la Région de l'avancée du programme d'études et de prestations et fournir, avant l'élaboration des conventions de financement, les cahiers des charges des études ainsi qu'une fiche synthétique selon le modèle établi,
- Informer l'Etat et la Région des prestataires retenus pour la réalisation des études et prestations inscrites au programme annexé et du montant effectif de la prestation,
- Associer l'Etat et la Région au suivi des études,
- Prendre l'initiative, au moins une fois par an, d'organiser un comité de pilotage tel que prévu en article 6.1 de la présente convention,
- Transmettre, préalablement à la tenue d'un comité de pilotage, à l'Etat et la Région un tableau de bord mentionnant, pour chaque étude ou prestation engagée, son coût, son suivi financier, son planning actualisé, les modalités de restitution et de communication,
- Communiquer le rendu final des études à l'Etat et à la Région en amont du bilan final partagé,
- Etablir, au terme de la convention, un bilan final partagé de la démarche.

Article 4. Engagement de la Région

La Région s'engage à soutenir, au titre du volet territorial du CPER 2015-2020, sous réserve des fonds régionaux disponibles, dans la limite du budget régional et sur approbation de sa commission permanente, trois études inscrites au programme figurant dans la présente convention pour un montant prévisionnel de **165 000 €** (annexe 1), représentant 47,14% du coût total de ces trois études.

Ce montant correspond au financement de :

- 70% du coût des études thématiques à l'établissement d'un diagnostic territorial en préfiguration du SCOT de la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud – Seine Essonne, d'un montant estimé à 100 000 € HT ;
- 30% du coût de la mission relative à l'élaboration du SCOT de la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud – Seine Essonne, d'un montant estimé à 200 000 € HT ;
- 70% du coût de l'étude relative aux modes de gestion et à l'offre de services des équipements économiques de la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud – Seine Essonne, d'un montant estimé à 50 000 € HT.

Une « convention de financement » sera établie pour chaque étude ou prestation entrant dans le programme d'études et de prestations validé sur la base d'une demande formalisée du signataire et du bénéficiaire accompagnée du/des cahiers de charges et d'une fiche synthétique. La subvention est accordée par un vote en commission permanente.

Article 5. Engagement de l'Etat

L'Etat s'engage à soutenir, au titre du volet territorial du CPER 2015-2020, sous réserve de la disponibilité des crédits et de leur inscription en loi de finances pour les années N +1 et N + 2, au titre du programme 112 « impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire », le programme d'études et de prestations figurant dans la présente convention pour un montant prévisionnel de 177 000 € (annexe 1), représentant 54,64% du coût total de quatre études et prestations.

Ce montant correspond au financement de :

- 70% du coût de l'étude relative à l'organisation de la compétence « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des inondations » de la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud – Seine Essonne, d'un montant estimé à 50 000 € HT ;
- 40% du coût de l'étude juridique et financière de mutualisation des deux stations d'épuration de la CA GPS et du SIARCE menée par la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud – Seine Essonne, d'un montant estimé à 50 000 € HT ;
- 57% du coût de l'élaboration d'un schéma directeur de gestion des déchets de la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud – Seine Essonne, d'un montant estimé à 100 000 € HT ;

- 50% du coût de l'élaboration du Programme Local de l'Habitat (PLH) de la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud – Seine Essonne, d'un montant estimé à 130 000 € HT ;

Une « convention de financement » sera établie pour chaque étude ou ensemble d'études entrant dans le programme d'études et de prestations validé sur la base d'une demande formalisée du maître d'ouvrage accompagnée du/des cahiers de charges et d'une fiche synthétique.

Article 6. Gouvernance, suivi et réajustements

6.1. Gouvernance

Le comité de pilotage se réunit au minimum une fois par an à l'initiative du ou des signataires. Il associe, a minima, les instances locales/ maîtres d'ouvrage, la Région et l'Etat.

Le comité de pilotage donne un avis sur l'opportunité des études proposées au regard de la stratégie régionale en Ile-de-France portée par l'Etat et la Région et au regard du degré de structuration du territoire. Il s'informe du contenu et du rendu des études menées, du bon avancement de la convention et des financements mobilisés.

Les structures d'ingénierie existantes, le cas échéant, sur ces territoires seront associées à l'élaboration du programme d'études et participeront, autant que nécessaire, au comité de pilotage.

6.2. Suivi

Un suivi technique aura lieu tout au long du déroulement de la présente convention pour s'assurer de la cohérence du contenu des études, de leur avancement, de la tenue du calendrier initial, de l'engagement des financements et pour préparer les comités de pilotage.

L'Etat et la Région sont destinataires du rendu final de toutes les études inscrites au programme d'études.

Pour faciliter le contrôle de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds mobilisés, par l'Etat et la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, les instances locales s'engagent à faciliter l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les maîtres d'ouvrage devront conserver l'ensemble des pièces justificatives des opérations pendant 10 ans à compter de l'expiration de la convention.

6.3. Réajustements

Les engagements respectifs des partenaires pourront être réajustés chaque année dans le cadre des « comités de pilotage ». Selon l'importance des évolutions, elles pourront donner lieu à la signature d'un avenant.

Article 7. Communication

7.1. Communication régionale

Le(s) signataire(s) s'engagent :

- Pour toute publicité et communication concernant le projet entrant dans le cadre de la convention, à mentionner la participation de la Région ainsi que celle des autres financeurs (Etat, Collectivités Territoriales, fonds FSE…) et à apposer le logotype de la Région Ile-de-France conformément à la charte graphique régionale sur tous les supports.
- Concernant les sites web, à positionner la mention et le logotype en page d'accueil et permettre le lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
- Dans le cadre des évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention, à informer préalablement la Région et à faire expressément référence à son implication selon les règles définies ci-dessus. De même, les maîtres d'ouvrage s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

7.2: Communication de l'Etat

Le(s) signataire(s) s'engagent :

- Pour toute publicité et communication concernant le projet entrant dans le cadre de la convention, à mentionner la participation de l'Etat ainsi que celle des autres financeurs (Conseil régional, Collectivités Territoriales, fonds FSE…) et à apposer le logo de l'Etat sur tous les supports.
- Concernant les sites web, à positionner la mention et le logotype en page d'accueil et permettre le lien avec le site institutionnel de la Préfecture de région d'Ile-de-France.

- Dans le cadre des évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention, à faire expressément référence à l'implication de l'Etat selon les règles définies ci-dessus. De même, les maîtres d'ouvrage s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'Etat.

Article 8. Durée, exécution et révision de la convention

La convention-cadre expire au terme d'une durée de 3 ans à compter de la date la plus tardive des signatures. Celle- ci est prorogeable par avenant dans la limite de la durée du Contrat de plan Etat-Région Ile-de-France 2015-2020.

Toute convention-cadre n'ayant pas fait l'objet d'une demande d'exécution de la part du (ou des) signataire(s) auprès de l'Etat ou de la Région, un an après la date la plus tardive des signatures est résiliée de droit.

Pour la Région, la convention de financement qui découle de la convention-cadre pourra être présentée au vote dès la commission permanente d'approbation de la convention-cadre.

Article 9. Résiliation de la convention

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation des études et prestations. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'accusé de réception, sauf :

- si, dans ce délai, les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure, Jusqu'à l'expiration du délai de préavis défini ci-dessus, les parties s'engagent au strict respect des obligations que leur assigne la présente convention.

Article 10. Annexe

La présente convention comporte la pièce contractuelle suivante :

- **Annexe 1** : Programme d'études et de prestations

Fait en 3 exemplaires originaux.

A Evry	A Paris	A Paris
Le	Le	Le
Pour la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud – Seine Essonne Sénart	Pour l'État	Pour la Région Île-de-France
Francis CHOUAT **Président**	**Patrick STRZODA** **Préfet de Région**	**Valérie PECRESSE** **Présidente du Conseil Régional**

Annexe 1 : Programme d’études et de prestations

Libellé des études	Maîtrise d'ouvrage	Echéancier de réalisation	Estimation du coût (HT)	Montant de la participation du maître d'ouvrage	Financement du Conseil régional d'Ile-de-France	Financement de l'Etat	Autres financements attendus
Assistance pour l'organisation de la compétence "Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations" (GEMAPI)	Communauté d'agglomération Grand Paris Sud	2017 4ème trimestre	50 000	15 000	0	35 000	
Etude juridique et financière de mutualisation des deux stations d'épuration de Grand Paris Sud et du SIARCE	Communauté d'agglomération Grand Paris Sud	2017 3ème trimestre	50 000	17 500	0	20 000	12 500
Elaboration d'un schéma directeur de gestion des déchets	Communauté d'agglomération Grand Paris Sud	2017 septembre	100 000	43 000	0	57 000	
Élaboration du Programme Local de l'Habitat (PLH) de la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud	Communauté d'agglomération Grand Paris Sud	2017 juillet	130 000	65 000	0	65 000	
Etudes des modes de gestion et l'offre de services des équipements économiques	Communauté d'agglomération Grand Paris Sud	2017 juillet	50 000	15 000	35 000	0	
Etablissement d'un diagnostic territorial en préfiguration d'un SCOT – études thématiques	Communauté d'agglomération Grand Paris Sud	2017 septembre	100 000	30 000	70 000	0	
Elaboration du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud	Communauté d'agglomération Grand Paris Sud	2017 décembre	200 000	140 000	60 000	0	
TOTAL			**680 000**	**325 500**	**165 000**	**177 000**	

CONVENTION CADRE AVEC LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MARNE ET GONDOIRE

CONVENTION-CADRE POUR LA MISE EN OEUVRE DU VOLET TERRITORIAL DU CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION ILE-DE-FRANCE 2015-2020 : MODALITES DE SOUTIEN AUX DYNAMIQUES TERRITORIALES PERIURBAINES, RURALES ET DES PÔLES DE CENTRALITE (AIDE A L'INGENIERIE) SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MARNE ET GONDOIRE

régissant les rapports entre les financeurs et les EPCI pour la mise en œuvre du volet territorial du Contrat de plan Etat-Région 2015-2020 relatifs aux modalités de soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité (aide à l'ingénierie).

Entre

La Région Ile-de-France, représentée par la Présidente du Conseil régional, dûment mandatée par délibération n° ……..du ……,

L'Etat, représenté par le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris

La Communauté d'Agglomération de Marne et Gondoire représentée par son Président, dûment habilité par délibération n°…….. du Conseil communautaire en date du XX mois XX,

APRES AVOIR RAPPELE

La Région et l'État partagent l'objectif de faire de l'Ile-de-France une région attractive, compétitive et solidaire. Le nouveau modèle urbain ancré dans le développement durable doit permettre de répondre dès aujourd'hui à l'amélioration de la qualité de vie des Franciliens, tout en anticipant les évolutions démographiques, culturelles, économiques, comme institutionnelles. Le schéma directeur de la région (SDRIF) « l'Ile-de-France 2030 » pose les bases stratégiques et réglementaires nécessaires à la mise en œuvre de ce projet partagé. Le CPER 2015-2020 définit les modalités pour y parvenir.

En particulier, le volet territorial du CPER renouvelle l'intervention de l'Etat et de la Région auprès des territoires et constitue un levier majeur de mise en œuvre du Schéma directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF), du Nouveau Grand Paris des transports, du plan de mobilisation sur le logement et du schéma régional de l'habitat et de l'hébergement (SRHH).

Le volet territorial du CPER 2015-2020 permettra à l'Etat et la Région d'intervenir sur l'ensemble de l'Ile-de-France de manière adaptée selon les territoires.

Dans la perspective de conforter le système multipolaire francilien, de renforcer la complémentarité avec la future Métropole du Grand Paris et d'accompagner les recompositions intercommunales, la Région et l'Etat proposent d'accompagner les territoires périurbains, ruraux et les pôles de centralité dans la définition de leurs projets et l'inscription de leurs stratégies dans les grands enjeux régionaux de planification et d'aménagement. Ils ont créé à cette fin dans le cadre du volet territorial du CPER 2015-2020 une aide d'un montant total de 10M€ financée à parité entre l'Etat et la Région.

Les orientations du SDRIF et du CPER 2015-2020 visent notamment :

- la réduction des inégalités territoriales, sociales et environnementales ;
- le renforcement de la construction de logements et notamment de logements sociaux et ce, dans une perspective de ville intense et durable alliant mobilité, équipements, services et loisirs ;
- une organisation urbaine durable, répondant aux enjeux de mutations climatique et énergétique en limitant notamment l'étalement urbain et en préservant les espaces naturels et agricoles ;

- l'articulation étroite entre les projets d'aménagement et le réseau des transports en commun, existant et à venir, afin de maximiser l'effet de levier du Nouveau Grand Paris des transports en matière d'aménagement du territoire ;
- la participation des projets locaux aux enjeux de développement des grands bassins de vie infrarégionaux, notamment à travers la structuration de l'espace rural autour des pôles de centralité et la déclinaison des orientations du SDRIF à l'échelle des « Territoires d'intérêt métropolitain ».

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet :
- de définir le programme d'études et de prestations de la Communauté d'Agglomération de Marne et Gondoire au regard des objectifs du territoire, l'état d'avancement de son projet de structuration du territoire et des objectifs du SDRIF,
- de prévoir les modalités de partenariat,
- de préciser les conditions des aides de la Région et de l'Etat.

Article 2. Rappel des objectifs du territoire

La Communauté d'Agglomération de Marne et Gondoire est née le 29 décembre 2004 ; elle s'est substituée à la communauté de communes du même nom créée le 28 novembre 2001. Cette intercommunalité d'une superficie de 899,37 km² sur le département de Seine-et-Marne compte 95 968 habitants (INSEE 2014) répartis sur 18 communes. Le territoire appartient au secteur III de Marne la Vallée, espace charnière entre les communautés d'agglomération de Paris-Vallée de la Marne marqué par la Cité Descartes à l'ouest et du Val d'Europe (EuroDisney, Villages Nature…) à l'est. Il est bordé au nord par la Marne et au sud par la forêt régionale de Ferrières.

Au plan régional, les enjeux du territoire sont, plus particulièrement :
- la contribution à l'effort régional de construction de logements, de diversification et d'intensification, en particulier sur les secteurs d'urbanisation préférentielle ou à fort potentiel de densification : Chanteloup-en-Brie-Montévrain, Bussy-Saint-Georges (Sycomore, Rucherie), Lagny-sur-Marne (quartier Saint Jean). Dans ce cadre, il conviendra de faire référence au Nouveau Quartier Urbain multi sites « cœur urbain de Marne et Gondoire » (NQU lauréat de l'appel à projets régional, CP du 8 juillet 2010) et au projet d'éco-quartier Saint-Jean à Lagny-sur-Marne (plus de 1 000 logements prévus au total) ;
- la présence ou la proximité d'espaces régionaux : l'île de loisirs régionale de Jablines-Annet au nord, l'île de loisirs régionale de Vaires-Torcy au nord-ouest, la forêt régionale de Ferrières au sud ;
- la trame verte et bleue avec notamment, la vallée de la Marne inscrite au Schéma régional de cohérence écologique, les continuités écologiques comme les vallées de la Brosse et de la Gondoire ou encore la plaine de Jossigny ;
- les coupures d'urbanisation telles que le secteur de la Croix Blanche à Bussy Saint Georges et de la plaine de Jossigny et du bois des Vallières à Dampmart (fronts urbains au SDRIF) ;
- les périmètres régionaux d'intervention foncière (PRIF) ;
- sur le plan économique, l'aménagement futur du sud de l'autoroute A 4 (projet de ZAE de la Rucherie à Bussy-Saint-Georges et d'extension de la ZAE de Lamirault à Collégien) ;
- les transports et les déplacements avec l'amélioration des RER A et E, le développement des lignes de transport en commun en site propre (TCSP) sur voirie, l'amélioration de la desserte routière interne de Marne-la-Vallée.

Article 3. Engagements de la Communauté d'Agglomération de Marne et Gondoire

La Communauté d'Agglomération de Marne et Gondoire s'engage à :
- Mettre en œuvre le programme d'études et de prestations annexé à la présente convention (annexe 1),
- Adresser à l'Etat ou la Région, au plus tard un an après la signature de la présente convention, la première demande de subvention pour la mise en œuvre du programme annexé (annexe 1),

- Informer l'Etat et la Région de l'avancée du programme d'études et de prestations et fournir, avant l'élaboration des conventions de financement, les cahiers des charges des études ainsi qu'une fiche synthétique selon le modèle établi,
- Informer l'Etat et la Région des prestataires retenus pour la réalisation des études et prestations inscrites au programme annexé et du montant effectif de la prestation,
- Associer l'Etat et la Région au suivi des études,
- Prendre l'initiative, au moins une fois par an, d'organiser un comité de pilotage tel que prévu en article 6.1 de la présente convention,
- Transmettre, préalablement à la tenue d'un comité de pilotage, à l'Etat et la Région un tableau de bord mentionnant, pour chaque étude ou prestation engagée, son coût, son suivi financier, son planning actualisé, les modalités de restitution et de communication,
- Communiquer le rendu final des études à l'Etat et à la Région en amont du bilan final partagé,
- Etablir, au terme de la convention, un bilan final partagé de la démarche.

Article 4. Engagement de la Région

La Région s'engage à soutenir, au titre du volet territorial du CPER 2015-2020, sous réserve des fonds régionaux disponibles, dans la limite du budget régional et sur approbation de sa commission permanente, le programme d'études et de prestations figurant dans la présente convention pour un montant prévisionnel de **48 088 €** ~~HT~~ (annexe 1), représentant 70 % du coût total de deux études et prestations inscrites au programme d'actions.

Ce montant correspond au financement de :
- 70% de l'ajustement du projet d'aménagement et de développement durable (révision du SCOT), d'un montant estimé à 32 137,50 € HT ;
- 70% de la modification du document d'orientations et d'objectifs, d'un montant estimé à 36 560 € HT,

Une « convention de financement » sera établie pour chaque étude ou ensemble d'études entrant dans le programme d'études et de prestations validé sur la base d'une demande formalisée du signataire et du bénéficiaire accompagnée du/des cahiers de charges et d'une fiche synthétique. La subvention est accordée par un vote en commission permanente.

Article 5. Engagement de l'Etat

L'Etat s'engage à soutenir, au titre du volet territorial du CPER 2015-2020, sous réserve de la disponibilité des crédits et de leur inscription en loi de finances pour les années N +1 et N + 2, au titre du programme 112 « impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire », le programme d'études et de prestations figurant dans la présente convention pour un montant prévisionnel de **46 875 €** (annexe 1), représentant 70 % du coût total de trois études et prestations inscrites au programme d'actions.

Ce montant correspond au financement de :
- 70% de la numérisation du SCoT de la Communauté d'Agglomération de Marne et Gondoire sous format SIG, d'un montant estimé à 13 050 € HT ;
- 70% de la réalisation du dossier d'arrêt, de l'enquête publique et la finalisation du projet de SCoT de la Communauté d'Agglomération de Marne et Gondoire, d'un montant estimé à 33 815 € HT ;
- 70% de l'intégration des communes de Ferrières et Pontcarré à la révision du SCoT de la Communauté d'Agglomération de Marne et Gondoire, d'un montant estimé à 20 100 € HT.

Une « convention de financement » sera établie pour chaque étude ou ensemble d'études entrant dans le programme d'études et de prestations validé sur la base d'une demande formalisée du maître d'ouvrage accompagnée du/des cahiers de charges et d'une fiche synthétique.

Article 6. Gouvernance, suivi et réajustements

6.1. Gouvernance

Le comité de pilotage se réunit au minimum une fois par an à l'initiative du ou des signataires. Il associe, a minima, les instances locales/ maîtres d'ouvrage, la Région et l'Etat.

Le comité de pilotage donne un avis sur l'opportunité des études proposées au regard de la stratégie régionale en Ile-de-France portée par l'Etat et la Région et au regard du degré de structuration du territoire. Il s'informe du contenu et du rendu des études menées, du bon avancement de la convention et des financements mobilisés.

Les structures d'ingénierie existantes, le cas échéant, sur ces territoires seront associées à l'élaboration du programme d'études et participeront, autant que nécessaire, au comité de pilotage.

6.2. Suivi

Un suivi technique aura lieu tout au long du déroulement de la présente convention pour s'assurer de la cohérence du contenu des études, de leur avancement, de la tenue du calendrier initial, de l'engagement des financements et pour préparer les comités de pilotage.

L'Etat et la Région sont destinataires du rendu final de toutes les études inscrites au programme d'études.

Pour faciliter le contrôle de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds mobilisés, par l'Etat et la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, les instances locales s'engagent à faciliter l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les maîtres d'ouvrage devront conserver l'ensemble des pièces justificatives des opérations pendant 10 ans à compter de l'expiration de la convention.

6.3. Réajustements

Les engagements respectifs des partenaires pourront être réajustés chaque année dans le cadre des « comités de pilotage ». Selon l'importance des évolutions, elles pourront donner lieu à la signature d'un avenant.

Article 7. Communication

7.1. Communication régionale

Le(s) signataire(s) s'engagent :

- Pour toute publicité et communication concernant le projet entrant dans le cadre de la convention, à mentionner la participation de la Région ainsi que celle des autres financeurs (Etat, Collectivités Territoriales, fonds FSE…) et à apposer le logotype de la Région Ile-de-France conformément à la charte graphique régionale sur tous les supports.
- Concernant les sites web, à positionner la mention et le logotype en page d'accueil et permettre le lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
- Dans le cadre des évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention, à informer préalablement la Région et à faire expressément référence à son implication selon les règles définies ci-dessus. De même, les maîtres d'ouvrage s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

7.2: Communication de l'Etat

Le(s) signataire(s) s'engagent :

- Pour toute publicité et communication concernant le projet entrant dans le cadre de la convention, à mentionner la participation de l'Etat ainsi que celle des autres financeurs (Conseil régional, Collectivités Territoriales, fonds FSE…) et à apposer le logo de l'Etat sur tous les supports.
- Concernant les sites web, à positionner la mention et le logotype en page d'accueil et permettre le lien avec le site institutionnel de la Préfecture de région d'Ile-de-France.
- Dans le cadre des évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention, à faire expressément référence à l'implication de l'Etat selon les règles définies ci-dessus. De même, les maîtres d'ouvrage s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'Etat.

Article 8. Durée, exécution et révision de la convention

La convention-cadre expire au terme d'une durée de 3 ans à compter de la date la plus tardive des signatures. Celle- ci est prorogeable par avenant dans la limite de la durée du Contrat de plan Etat-Région Ile-de-France 2015-2020.

Toute convention-cadre n'ayant pas fait l'objet d'une demande d'exécution de la part du (ou des) signataire(s) auprès de l'Etat ou de la Région, un an après la date la plus tardive des signatures est résiliée de droit.

Pour la Région, la convention de financement qui découle de la convention-cadre pourra être présentée au vote dès la commission permanente d'approbation de la convention-cadre.

Article 9. Résiliation de la convention

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation des études et prestations. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'accusé de réception, sauf :

- si, dans ce délai, les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure, Jusqu'à l'expiration du délai de préavis défini ci-dessus, les parties s'engagent au strict respect des obligations que leur assigne la présente convention.

Article 10. Annexe

La présente convention comporte la pièce contractuelle suivante :

- **Annexe 1** : Programme d'études et de prestations

Fait en 3 exemplaires originaux.

A Bussy-Saint-Martin	A Paris	A Paris
Le	Le	Le
Pour la Communauté d'Agglomération de Marne et Gondoire	Pour l'État	Pour la Région Île-de-France
Jean-Paul MICHEL **Président**	**Patrick STRZODA** **Préfet de Région**	**Valérie PECRESSE** **Présidente du Conseil régional**

Annexe 1 : Programme d'étude et de prestations

Intitulé	Maîtrise d'ouvrage	Calendrier de réalisation	Estimation du coût (€ HT)	Montant de la participation du maître d'ouvrage	Financement Conseil régional d'Ile-de-France	Financement de l'Etat
Ajustement du projet d'aménagement et de développement durable	CA Marne et Gondoire	Novembre 2017 à mars 2018	32 137,50	9 641	22 496	0
Modification du document d'orientations et d'objectifs	CA Marne et Gondoire	Avril à octobre 2018	36 560	10 968	25 592	0
Numérisation du SCoT sous format SIG	CA Marne et Gondoire	Novembre 2018 à octobre 2019	13 050	3 915	0	9 135
Réalisation du dossier d'arrêt, de l'enquête publique et la finalisation du document	CA Marne et Gondoire	Novembre 2018 à octobre 2019	33 815	10 145	0	23 670

Intégration des communes de Ferrières et Pontcarré à la révision du SCoT	CA Marne et Gondoire	Novembre 2018 à octobre 2019	20 100	6 030	0	14 070
TOTAL			**135 662,50**	**40 699**	**48 088**	**46 875**

CONVENTION-CADRE AVEC LA COMMUNAUTE DE COMMUNES ENTRE JUINE ET RENARDE

CONVENTION-CADRE POUR LA MISE EN OEUVRE DU VOLET TERRITORIAL DU CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION ILE-DE-FRANCE 2015-2020 : MODALITES DE SOUTIEN AUX DYNAMIQUES TERRITORIALES PERIURBAINES, RURALES ET DES PÔLES DE CENTRALITE (AIDE A L'INGENIERIE) SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES ENTRE JUINE ET RENARDE

régissant les rapports entre les financeurs et les EPCI pour la mise en œuvre du volet territorial du Contrat de plan Etat-Région 2015-2020 relatifs aux modalités de soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité (aide à l'ingénierie)

Entre

La Région Ile-de-France, représentée par la Présidente du Conseil régional, dûment mandatée par délibération n° ……..du ……,

L'Etat, représenté par le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris

La Communauté de Communes Entre Juine et Renarde représentée par son Président, dûment habilité par délibération n°…….. du Conseil communautaire en date du XX mois XX,

APRES AVOIR RAPPELE

La Région et l'État partagent l'objectif de faire de l'Ile-de-France une région attractive, compétitive et solidaire. Le nouveau modèle urbain ancré dans le développement durable doit permettre de répondre dès aujourd'hui à l'amélioration de la qualité de vie des Franciliens, tout en anticipant les évolutions démographiques, culturelles, économiques, comme institutionnelles. Le schéma directeur de la région (SDRIF) « l'Ile-de-France 2030 » pose les bases stratégiques et réglementaires nécessaires à la mise en œuvre de ce projet partagé. Le CPER 2015-2020 définit les modalités pour y parvenir.

En particulier, le volet territorial du CPER renouvelle l'intervention de l'Etat et de la Région auprès des territoires et constitue un levier majeur de mise en œuvre du Schéma directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF), du Nouveau Grand Paris des transports, du plan de mobilisation sur le logement et du schéma régional de l'habitat et de l'hébergement (SRHH).

Le volet territorial du CPER 2015-2020 permettra à l'Etat et la Région d'intervenir sur l'ensemble de l'Ile-de-France de manière adaptée selon les territoires.

Dans la perspective de conforter le système multipolaire francilien, de renforcer la complémentarité avec la future Métropole du Grand Paris et d'accompagner les recompositions intercommunales, la Région et l'Etat proposent d'accompagner les territoires périurbains, ruraux et les pôles de centralité dans la définition de leurs projets et l'inscription de leurs stratégies dans les grands enjeux régionaux de planification et d'aménagement. Ils ont créé à cette fin dans le cadre du volet territorial du CPER 2015-2020 une aide d'un montant total de 10M€ financée à parité entre l'Etat et la Région.

Les orientations du SDRIF et du CPER 2015-2020 visent notamment :

- la réduction des inégalités territoriales, sociales et environnementales ;
- le renforcement de la construction de logements et notamment de logements sociaux et ce, dans une perspective de ville intense et durable alliant mobilité, équipements, services et loisirs ;
- une organisation urbaine durable, répondant aux enjeux de mutations climatique et énergétique en limitant notamment l'étalement urbain et en préservant les espaces naturels et agricoles ;

- l'articulation étroite entre les projets d'aménagement et le réseau des transports en commun, existant et à venir, afin de maximiser l'effet de levier du Nouveau Grand Paris des transports en matière d'aménagement du territoire ;
- la participation des projets locaux aux enjeux de développement des grands bassins de vie infrarégionaux, notamment à travers la structuration de l'espace rural autour des pôles de centralité et la déclinaison des orientations du SDRIF à l'échelle des « Territoires d'intérêt métropolitain ».

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet :
- de définir le programme d'études et de prestations de la Communauté de Communes Entre Juine et Renarde au regard des objectifs du territoire, l'état d'avancement de son projet de structuration du territoire et des objectifs du SDRIF,
- de prévoir les modalités de partenariat,
- de préciser les conditions des aides de la Région et de l'Etat.

Article 2. Rappel des objectifs du territoire

La Communauté de Communes Entre Juine et Renarde (CCEJR) est née le 1er janvier 2016, en application du Schéma Régional de Coopération Intercommunale, avec l'extension récente de son périmètre par l'ajout des trois communes de Boissy-sous-Saint-Yon (3 750 habitants, INSEE 2014), Lardy (5524 habitants, INSEE 2014) et Saint-Yon (887 habitants, INSEE 2014).

L'extension récente du périmètre de la Communauté de Communes Entre Juine et Renarde (CCEJR) susmentionnée a entraîné une augmentation de la population et a modifié les équilibres antérieurs du territoire. Ce changement rend nécessaire l'élaboration d'un projet de territoire à l'échelle des 16 communes afin de redéfinir des enjeux d'aménagement et de développement territorial globaux cohérents sur l'ensemble de ce nouveau périmètre.

Par ailleurs, dans le contexte général de lutte contre le changement climatique, la CCEJR souhaite s'engager dans l'élaboration d'un Plan Climat Air Energie Territorialisé (PCAET) à l'échelle de son territoire.

La communauté de communes s'est d'ores et déjà engagée par délibération dans l'élaboration d'un projet de territoire et d'un PCAET. Il s'agit également de répondre aux exigences législatives et réglementaires incombant à la CCEJR.

Article 3. Engagements de la Communauté de Communes Entre Juine et Renarde

La Communauté de Communes Entre Juine et Renarde s'engage à :
- Mettre en œuvre le programme d'études et de prestations annexé à la présente convention (annexe 1),
- Adresser à l'Etat ou la Région, au plus tard un an après la signature de la présente convention, la première demande de subvention pour la mise en œuvre du programme annexé (annexe 1),
- Informer l'Etat et la Région de l'avancée du programme d'études et de prestations et fournir, avant l'élaboration des conventions de financement, les cahiers des charges des études ainsi qu'une fiche synthétique selon le modèle établi,
- Informer l'Etat et la Région des prestataires retenus pour la réalisation des études et prestations inscrites au programme annexé et du montant effectif de la prestation,
- Associer l'Etat et la Région au suivi des études,
- Prendre l'initiative, au moins une fois par an, d'organiser un comité de pilotage tel que prévu en article 6.1 de la présente convention,
- Transmettre, préalablement à la tenue d'un comité de pilotage, à l'Etat et la Région un tableau de bord mentionnant, pour chaque étude ou prestation engagée, son coût, son suivi financier, son planning actualisé, les modalités de restitution et de communication,
- Communiquer le rendu final des études à l'Etat et à la Région en amont du bilan final partagé,
- Etablir, au terme de la convention, un bilan final partagé de la démarche.

Article 4. Engagement de la Région

La Région s'engage à soutenir, au titre du volet territorial du CPER 2015-2020, sous réserve des fonds régionaux disponibles, dans la limite du budget régional et sur approbation de sa commission permanente, le programme d'études et de prestations figurant dans la présente convention pour un montant prévisionnel de **49 000 €** ~~(a~~nnexe 1), représentant 70% du coût total d'une étude inscrite au programme d'actions.

Ce montant correspond au financement de :

- 70% de la réalisation d'un Plan Climat Air Energie Territorialisé de la Communauté de Communes Entre Juine et Renarde, d'un montant estimé à 70 000 € HT.

Une « convention de financement » sera établie pour chaque étude ou ensemble d'études entrant dans le programme d'études et de prestations validé sur la base d'une demande formalisée du signataire et du bénéficiaire accompagnée du/des cahiers de charges et d'une fiche synthétique. La subvention est accordée par un vote en commission permanente.

Article 5. Engagement de l'Etat

L'Etat s'engage à soutenir, au titre du volet territorial du CPER 2015-2020, sous réserve de la disponibilité des crédits et de leur inscription en loi de finances pour les années N +1 et N + 2, au titre du programme 112 « impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire », le programme d'études et de prestations figurant dans la présente convention pour un montant prévisionnel de **31 500 ~~€~~** (annexe 1), représentant 70% du coût total d'une étude inscrite au programme d'actions.

Ce montant correspond au financement de :

- 70% de la réalisation d'un projet de territoire à l'échelle de la Communauté de Communes Entre Juine et Renarde, d'un montant estimé à 45 000 € HT.

Une « convention de financement » sera établie pour chaque étude ou ensemble d'études entrant dans le programme d'études et de prestations validé sur la base d'une demande formalisée du maître d'ouvrage accompagnée du/des cahiers de charges et d'une fiche synthétique.

Article 6. Gouvernance, suivi et réajustements

6.1. Gouvernance

Le comité de pilotage se réunit au minimum une fois par an à l'initiative du ou des signataires. Il associe, a minima, les instances locales/ maîtres d'ouvrage, la Région et l'Etat.

Le comité de pilotage donne un avis sur l'opportunité des études proposées au regard de la stratégie régionale en Ile-de-France portée par l'Etat et la Région et au regard du degré de structuration du territoire. Il s'informe du contenu et du rendu des études menées, du bon avancement de la convention et des financements mobilisés.

Les structures d'ingénierie existantes, le cas échéant, sur ces territoires seront associées à l'élaboration du programme d'études et participeront, autant que nécessaire, au comité de pilotage.

6.2. Suivi

Un suivi technique aura lieu tout au long du déroulement de la présente convention pour s'assurer de la cohérence du contenu des études, de leur avancement, de la tenue du calendrier initial, de l'engagement des financements et pour préparer les comités de pilotage.

L'Etat et la Région sont destinataires du rendu final de toutes les études inscrites au programme d'études.

Pour faciliter le contrôle de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds mobilisés, par l'Etat et la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, les instances locales s'engagent à faciliter l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les maîtres d'ouvrage devront conserver l'ensemble des pièces justificatives des opérations pendant 10 ans à compter de l'expiration de la convention.

6.3. Réajustements

Les engagements respectifs des partenaires pourront être réajustés chaque année dans le cadre des « comités de pilotage ». Selon l'importance des évolutions, elles pourront donner lieu à la signature d'un avenant.

Article 7. Communication

7.1. Communication régionale

Le(s) signataire(s) s'engagent :

- Pour toute publicité et communication concernant le projet entrant dans le cadre de la convention, à mentionner la participation de la Région ainsi que celle des autres financeurs (Etat, Collectivités Territoriales, fonds FSE…) et à apposer le logotype de la Région Ile-de-France conformément à la charte graphique régionale sur tous les supports.
- Concernant les sites web, à positionner la mention et le logotype en page d'accueil et permettre le lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
- Dans le cadre des évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention, à informer préalablement la Région et à faire expressément référence à son implication selon les règles définies ci-dessus. De même, les maîtres d'ouvrage s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

7.2: Communication de l'Etat

Le(s) signataire(s) s'engagent :

- Pour toute publicité et communication concernant le projet entrant dans le cadre de la convention, à mentionner la participation de l'Etat ainsi que celle des autres financeurs (Conseil régional, Collectivités Territoriales, fonds FSE…) et à apposer le logo de l'Etat sur tous les supports.
- Concernant les sites web, à positionner la mention et le logotype en page d'accueil et permettre le lien avec le site institutionnel de la Préfecture de région d'Ile-de-France.

- Dans le cadre des évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention, à faire expressément référence à l'implication de l'Etat selon les règles définies ci-dessus. De même, les maîtres d'ouvrage s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'Etat.

Article 8. Durée, exécution et révision de la convention

La convention-cadre expire au terme d'une durée de 3 ans à compter de la date la plus tardive des signatures. Celle- ci est prorogeable par avenant dans la limite de la durée du Contrat de plan Etat-Région Ile-de-France 2015-2020.

Toute convention-cadre n'ayant pas fait l'objet d'une demande d'exécution de la part du (ou des) signataire(s) auprès de l'Etat ou de la Région, un an après la date la plus tardive des signatures est résiliée de droit.

Pour la Région, la convention de financement qui découle de la convention-cadre pourra être présentée au vote dès la commission permanente d'approbation de la convention-cadre.

Article 9. Résiliation de la convention

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation des études et prestations. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'accusé de réception, sauf :

- si, dans ce délai, les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,

- si l’inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure, Jusqu’à l’expiration du délai de préavis défini ci-dessus, les parties s’engagent au strict respect des obligations que leur assigne la présente convention.

Article 10. Annexe

La présente convention comporte la pièce contractuelle suivante :

- **Annexe 1 :** Programme d’études et de prestations

Fait en 3 exemplaires originaux.

A Etréchy	A Paris	A Paris
Le	Le	Le
Pour la Communauté de Communes Entre Juine et Renarde	Pour l’État	Pour la Région Île-de-France
Jean-Marc FOUCHER **Président**	**Patrick STRZODA** **Préfet de Région**	**Valérie PECRESSE** **Présidente du Conseil régional**

Annexe 1 : Programme d'étude et de prestations

Intitulé	Maîtrise d'ouvrage	Calendrier de réalisation	Estimation du coût (HT)	Montant de la participation du maître d'ouvrage	Financement Conseil régional d'Ile-de-France	Financement de l'Etat
Réalisation d'un projet de territoire	CC Entre Juine et Renarde	Fin 2017/ début 2018	45 000 €	13 500	0	31 500
Réalisation d'un Plan Climat Air-Energie Territorialisé (PCAET)	CC Entre Juine et Renarde	2017 2ème semestre	70 000 €	21 000	49 000	0
TOTAL			**115 000**	**34 500**	**49 000**	**31 500**

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 07/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 07/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-235
DU 5 JUILLET 2017

DEUXIÈME AFFECTATION DE SUBVENTIONS À AIRPARIF EN 2017 (FONCTIONNEMENT - INVESTISSEMENT)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'environnement et notamment ses articles L.221-1 et suivants ;

VU Les statuts de l'association déposés en préfecture de police de Paris le 23 avril 1979 sous le n°79/708 et publiés au Journal Officiel le 16 mai 1979 ;

VU La délibération CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation du CPER 2015-2020 ;

VU La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative à la délégation d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU La délibération CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération CR 114-16 du 17 juin 2016 : Changeons d'air en Ile-de-France : plan régional pour la qualité de l'air (2016-2021) relative également à l'adoption d'une convention pluriannuelle entre la Région Île-de-France et AIRPARIF ;

VU La délibération CR 2017-51 du 9 mars 2017 adoptant la « charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité » ;

VU La délibération CP 16-657 du 13 décembre 2016 relative à la mise en œuvre du plan « changeons d'air en Île-de-France », à l'adoption du dispositif « fonds air-bois » et au soutien au déploiement du « LAB-AIR» ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-235 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **304 000 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement » code fonctionnel 73 « Politique de l'air », Programme HP 73-001 (173001) « Soutien à AIRPARIF », action 17300101 « Investissement et études d'AIRPARIF » du budget 2017.

Article 2 :

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **340 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 73 « Politique de l'air », Programme PR 73-001 (473001) « Soutien à AIRPARIF », action 473001023 « Fonctionnement d'AIRPARIF » du budget 2017.

Cette affectation s'inscrit dans le cadre du CPER 2015-2020, volet 3 – transition écologique et énergétique, sous volet 35 – AIRPARIF, code projet 351 – AIRPARIF-Ile de France.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE n°1 - ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009468	Budget	2017

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**73 - Politique de l'air**
Programme	**173001 - Soutien à AIRPARIF**
Action	**17300101 - Investissement et études d'AIRPARIF**

Dispositif : N° 00000575 - Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF

Dossier	17009192 - 2EME AFFECTATION AU TITRE DE L'AIDE AUX INVESTISSEMENTS D'AIRPARIF POUR 2017			
Bénéficiaire	R8229 - AIRPARIF ASS GESTION RESEAU MESUR POLLUT ATMOSP			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	304 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
304 000,00 €	HT	100 %	304 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000575 - Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF	304 000,00 €

Total sur l'imputation 907 - 73 - 173001 - 17300101	304 000,00 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**73 - Politique de l'air**
Programme	**473001 - Soutien à AIRPARIF**
Action	**473001023 - Fonctionnement d'AIRPARIF**

Dispositif : N° 00000576 - Aide au fonctionnement de l'association AIRPARIF

Dossier	17009202 - 2EME AFFECTATION AU TITRE DE L'AIDE AU FONCTIONNEMENT D'AIRPARIF			
Bénéficiaire	R8229 - AIRPARIF ASS GESTION RESEAU MESUR POLLUT ATMOSP			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/AirParif - Hors CPRD			
Montant total	340 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
340 000,00 €	HT	100 %	340 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000576 - Aide au fonctionnement de l'association AIRPARIF	340 000,00 €

Total sur l'imputation 937 - 73 - 473001 - 473001023	340 000,00 €

ANNEXE n°2 - FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009192

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 2EME AFFECTATION AU TITRE DE L'AIDE AUX INVESTISSEMENTS D'AIRPARIF POUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF	304 000,00 €	100,00 %	304 000,00 €
	Montant Total de la subvention		304 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-73-20422-173001-200
17300101- Investissement et études d'AIRPARIF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AIRPARIF ASS GESTION RESEAU MESUR POLLUT ATMOSP
Adresse administrative : 7 RUE CRILLON
75004 PARIS 04
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Félix BERNARD, Président

Date de publication au JO : 16 mai 1979

N° SIRET : 31646523600032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF
Rapport Cadre : CR114-16 du 17/06/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Intérêt régional : Surveiller la qualité de l'air des franciliens et comprendre les phénomènes qui l'affecte.

La subvention annuelle d'AIRPARIF (fonctionnement et investissement) donne lieu à l'engagement par le bénéficiaire de recruter 4 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	304 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	25 435,00 €
2014	Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF	620 000,00 €
2014	AIRPARIF	848 000,00 €
2015	Aide au fonctionnement de l'association AIRPARIF	865 000,00 €
2015	Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF	620 000,00 €
2016	Actions en faveur de la lutte contre la pollution atmosphérique	100 000,00 €
2016	Aide au fonctionnement de l'association AIRPARIF	850 000,00 €
2016	Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF	560 000,00 €
2017	Aide au fonctionnement de l'association AIRPARIF	510 000,00 €
2017	Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF	456 000,00 €
	Montant total	5 454 435,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009202

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 2EME AFFECTATION AU TITRE DE L'AIDE AU FONCTIONNEMENT D'AIRPARIF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au fonctionnement de l'association AIRPARIF	340 000,00 €	100,00 %	340 000,00 €
	Montant Total de la subvention		340 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-73-6574-473001-200
473001023- Fonctionnement d'AIRPARIF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AIRPARIF ASS GESTION RESEAU MESUR POLLUT ATMOSP
Adresse administrative : 7 RUE CRILLON
75004 PARIS 04
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Félix BERNARD, Président

Date de publication au JO : 16 mai 1979

N° SIRET : 31646523600032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au fonctionnement de l'association AIRPARIF
Rapport Cadre : CR114-16 du 17/06/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Intérêt régional : Surveiller la qualité de l'air des franciliens et comprendre les phénomènes qui l'affecte.

La subvention annuelle d'AIRPARIF (fonctionnement et investissement) donne lieu à l'engagement par le bénéficiaire de recruter 4 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/AirParif

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	340 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	25 435,00 €
2014	Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF	620 000,00 €
2014	AIRPARIF	848 000,00 €
2015	Aide au fonctionnement de l'association AIRPARIF	865 000,00 €
2015	Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF	620 000,00 €
2016	Actions en faveur de la lutte contre la pollution atmosphérique	100 000,00 €
2016	Aide au fonctionnement de l'association AIRPARIF	850 000,00 €
2016	Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF	560 000,00 €
2017	Aide au fonctionnement de l'association AIRPARIF	510 000,00 €
2017	Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF	456 000,00 €
	Montant total	5 454 435,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 10/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-279

DU 5 JUILLET 2017

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE ÉCONOMIE CIRCULAIRE, DES DÉCHETS, ET DU FONDS PROPRETÉ TROISIÈME AFFECTATION 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement n°360/2012 de la Commission Européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides des minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général

VU Le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis

VU Le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité

VU Le régime cadre exempté de notification N°SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales

VU Le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L 541-13 et suivants

VU Le décret n°2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets

VU La délibération CR 105-11 du 17 novembre 2011 relative à la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets

VU La délibération CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation du CPER 2015-2020

VU La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente

VU Le Règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016

VU La délibération CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

VU La délibération CR 22-16 du 17 mars 2016 relative à la simplification des dispositifs d'aides régionales par la suppression de la modulation

VU La délibération CR 127-16 du 7 juillet 2016 relative au dispositif Ile-de-France propre et à la mise en œuvre du fonds propreté

VU La délibération CR 174-16 du 22 septembre 2016 relative aux engagements de la Région vers un objectif « zéro déchet » en Ile de France

VU La délibération CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

VU La délibération CP n°15-295 du 17 juin 2015 relative à la signature d'une convention de partenariat global avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Paris Ile-de-France

VU La délibération CP 16-158 du 18 mai 2016 relative à l'adoption de nouvelles conventions types

VU La délibération CP 16-581 du 16 novembre 2016 relative à l'adoption de nouvelles conventions types dans le cadre du fonds propreté

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2017

VU L'avis de la commission des finances

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU le rapport n°CP 2017-279 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : ***Soutien régional à la gestion des déchets-investissement***

Décide de participer, au titre du **dispositif de soutien régional à la prévention et à la valorisation des déchets**, au financement des projets tels que détaillés dans les fiches présentés en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 072 693,00 € €** et déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets.

Subordonne le versement des subventions susvisées à la signature de conventions conformes à la convention type approuvées par délibération CP n°16-158 du 18 mai 2016, au titre du dispositif de soutien régional à la prévention et à la valorisation des déchets et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 susvisée .

Affecte un montant d'autorisations de programme de **1 072 693,00 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », Code fonctionnel 71 « Actions transversales », Programme PR 71-009 (471009) « Actions territorialisées », Action 471009023 « économie circulaire – déchets - actions territorialisées » du budget 2017**,** conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 de la délibération.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020
Volet 3 : « transition écologique et énergétique »
Sous-volet 32 : « économie circulaire et économie des ressources»
Projet 321 : stratégie de prévention des déchets »

Article 2 : ***Soutien régional à la gestion des déchets-fonctionnement***

Décide de participer, au titre du **dispositif de soutien régional à la prévention et à la valorisation des déchets**, au financement des projets tels que présentés dans les fiches détaillées en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **15 000,00 €** et déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets.

Subordonne le versement des subventions susvisées à la signature de conventions conformes à la convention type approuvées par délibération CP n°16-158 du 18 mai 2016, au titre du dispositif de soutien régional à la prévention et à la valorisation des déchets et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 susvisée.

Affecte un montant d'autorisations d'engagement de **15 000,00 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », sous-fonction 72 « Actions en matière de Déchets », programme HP 72001 (172001) « Prévention et gestion des déchets », action « plan régional de prévention » (17200107) **du budget 2017,** conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 : Fonds propreté

Décide de participer, au titre du **dispositif Fonds propreté**, au financement des projets tels que présentés dans les fiches détaillées en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **34 497,41 €** et déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets.

Subordonne le versement des subventions susvisées à la signature de conventions conformes à la convention type approuvées par délibération CP n°16-581 du 16 novembre 2016, au titre du dispositif Fonds propreté et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 susvisée.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **34 497,41 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », Code fonctionnel 72 «actions en matière de déchets», Programme HP 72-001 (172001) «Prévention et gestion des déchets », Action 17200109 –« Fonds propreté » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 de la délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-279	Budget	2017

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**72 - Actions en matière des déchets**
Programme	**172001 - Prévention et gestion des déchets**
Action	**17200107 - Plan régional de prévention**

Dispositif : N° 00000356 - Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)

Dossier	17009780 - LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE : CREATION DU RESEAU REGAL IDF (RESEAU DES ACTEURS POUR EVITER LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE EN ILE DE FRANCE)			
Bénéficiaire	P0037002 - ORGANISATION ANTI GASPI ON AGI			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
188 200,00 €	TTC	7,97 %	15 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000356 - Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	15 000,00 €

Total sur l'imputation 937 - 72 - 172001 - 17200107	15 000,00 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**72 - Actions en matière des déchets**
Programme	**172001 - Prévention et gestion des déchets**
Action	**17200109 - Fonds propreté**

Dispositif : N° 00000977 - Fonds Propreté

Dossier	17009211 - FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LA COMMUNE DE GUITRANCOURT (78)			
Bénéficiaire	R600 - COMMUNE DE GUITRANCOURT			
Localisation	GUITRANCOURT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 080,60 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
31 801,00 €	HT	60 %	19 080,60 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-279	Budget	2017

Dossier	17009215 - Fonds propreté : Action de lutte contre les dépôts sauvages par la commune de Pommeuse (77)			
Bénéficiaire	R856 - COMMUNE DE POMMEUSE			
Localisation	POMMEUSE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	818,40 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 364,00 €	TTC	60 %	818,40 €	

Dossier	17009262 - FONDS PROPRETE : ACTION DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LE SMITOM NORD SEINE ET MARNAIS (77)			
Bénéficiaire	R10488 - SMITOM SYNDICAT MIXTE TRAIT ORDURES NORD SEINE ET MARNE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 800,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 000,00 €	TTC	60 %	4 800,00 €	

Dossier	17009738 - FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LA COMMUNE DE COUBRON (93)			
Bénéficiaire	R1255 - COMMUNE DE COUBRON			
Localisation	COUBRON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 798,41 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 330,68 €	HT	60 %	9 798,41 €	

Total sur le dispositif N° 00000977 - Fonds Propreté	34 497,41 €

Total sur l'imputation 907 - 72 - 172001 - 17200109	34 497,41 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**471009 - Actions territorialisées**
Action	**471009023 - Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000353 - Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-279	Budget	2017

Dossier	17002573 - PROJET NOV'EA : DEVELOPPEMENT ET REGROUPEMENT DES ACTIVITES D'EMMAUS ALTERNATIVES SUR UN SITE UNIQUE A MONTREUIL (93)			
Bénéficiaire	R11402 - EMMAUS ALTERNATIVES			
Localisation	MONTREUIL			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 343 594,41 €	TTC	14,89 %	200 000,00 €	

Dossier	17009230 - MISE EN PLACE DE BORNES ENTERREES PAR LE SYNDICAT TRI ACTION (95)			
Bénéficiaire	R4305 - SYNDICAT TRI ACTION			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD			
Montant total	166 693,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
833 465,00 €	HT	20 %	166 693,00 €	

Dossier	17009232 - ACQUISITION DE DEUX DECHETERIES MOBILES PAR LE SIREDOM (91)			
Bénéficiaire	R12746 - SIREDOM SM INTERCOMMUNAL POUR LE RECYCLAGE ET L ENERGIE PAR LES DECHETS ET ORDURES MENAGERES			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD			
Montant total	129 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
430 000,00 €	HT	30 %	129 000,00 €	

Dossier	17009233 - RENOVATION DE LA DECHETERIE D'ARGENTEUIL PAR LE SYNDICAT AZUR (95)			
Bénéficiaire	P0035598 - SYNDICAT AZUR			
Localisation	ARGENTEUIL			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD			
Montant total	24 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
120 000,00 €	HT	20 %	24 000,00 €	

Dossier	17009235 - RENOVATION DE LA DECHETERIE DE DOURDAN PAR LE SICTOM DU HUREPOIX(91)			
Bénéficiaire	R20244 - SICTOM DU HUREPOIX			
Localisation	DOURDAN			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD			
Montant total	85 248,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
284 160,00 €	TTC	30 %	85 248,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-279	Budget	2017

Dossier	17009265 - OPTIMISATION DES COLLECTES SELECTIVES ET DU TRI PAR LE SYNDICAT TRI OR (95)				
Bénéficiaire	P0010132 - SYNDICAT TRI-OR				
Localisation	VAL D'OISE				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD				
Montant total	200 000,00 €			Code nature	204141
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 159 370,00 €	TTC		17,25 %	200 000,00 €	

Dossier	17009288 - INSTALLATION DE POINTS D'APPORT VOLONTAIRE ENTERRES PAR L'OPH DE MALAKOFF (92)				
Bénéficiaire	R6598 - OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MALAKOFF				
Localisation	MALAKOFF				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD				
Montant total	10 280,00 €			Code nature	204181
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
51 400,00 €	HT		20 %	10 280,00 €	

Dossier	17009686 - REHABILITATION ET EXTENSION DE LA DECHETERIE DE LE PLESSIS BOUCHARD PAR LE SYNDICAT EMERAUDE (95)				
Bénéficiaire	R4956 - SYNDICAT EMERAUDE				
Localisation	LE PLESSIS-BOUCHARD				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD				
Montant total	194 877,00 €			Code nature	204141
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
974 387,00 €	HT		20 %	194 877,00 €	

Dossier	17009701 - ETUDE DES FILIERES DE GESTION DES DECHETS INERTES EN SEINE-ET-MARNE ET DE FAISABILITE DE REAMENAGEMENT DE CARRIERES EN ESPACES AGRICOLES PAR LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE SEINE-ET-MARNE				
Bénéficiaire	R2300 - DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE				
Localisation	SEINE ET MARNE				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD				
Montant total	15 000,00 €			Code nature	204131
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	TTC		30 %	15 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-279	Budget	2017

Dossier	17009715 - INSTALLATION DE BORNES ENTERREES PAR TROIS MOULINS HABITAT (77)			
Bénéficiaire	R7616 - SA D'HLM TROIS MOULINS HABITAT			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD			
Montant total	14 040,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 200,00 €	TTC	20 %	14 040,00 €	

Dossier	17009718 - ACQUISITION DE MATERIEL PAR LA RESSOURCERIE DU SPECTACLE (94)			
Bénéficiaire	P0036976 - LA RESSOURCERIE DU SPECTACLE			
Localisation	VITRY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD			
Montant total	24 555,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
81 850,00 €	TTC	30 %	24 555,00 €	

Dossier	17009747 - EXPERIMENTATION D'UNE SOLUTION DE COLLECTE DE PROXIMITE ET DE COMPOSTAGE URBAIN DE BIODECHETS PAR LA SAS LES ALCHIMISTES (93) - INVESTISSEMENT			
Bénéficiaire	P0036972 - LES ALCHIMISTES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD			
Montant total	9 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 000,00 €	HT	20 %	9 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000353 - Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	1 072 693,00 €

Total sur l'imputation 907 - 71 - 471009 - 471009023	1 072 693,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002573

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PROJET NOV'EA : DEVELOPPEMENT ET REGROUPEMENT DES ACTIVITES D'EMMAUS ALTERNATIVES SUR UN SITE UNIQUE A MONTREUIL (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	1 343 594,41 €	14,89 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-20421-471009-200
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EMMAUS ALTERNATIVES
Adresse administrative : 22 RUE DES FEDERES
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Nicolas BLUCHE, Président

Date de publication au JO : 9 juillet 1993

N° SIRET : 38238754600023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet NOV'EA est un projet immobilier (acquisition et aménagement d'un entrepôt industriel situé 260 rue de Rosny à Montreuil) consistant à regrouper sur un site unique l'ensemble des activités d'Emmaüs Alternatives (pôle social et pôle économique), aujourd'hui réparties sur 3 sites à Montreuil. Le transfert se fera en plusieurs phases, et commencera dès 2017 par le transfert du pôle économique (chantier d'insertion spécialisé dans le réemploi et le recyclage de textiles et de petits objets).

Les objectifs du projet sont les suivants :
- Pérenniser l'activité du chantier d'insertion ayant pour activité le réemploi et le recyclage de textiles et de petits objets. Actuellement, le chantier est hébergé dans un entrepôt de l'EPFIF loué en bail précaire

(solution non durable) ;
- Développer l'activité du chantier d'insertion (actuellement, 150 salariés en insertion sont accueillis par an) en bénéficiant d'une surface plus grande (4 450 m² au lieu de 3 500 m² sur le site actuel), mise aux normes et évolutive (l'entrepôt bénéficie d'une hauteur sous plafond de 7 mètres).
- Un espace de vente de 290 m² sera créé sur ce nouveau site à Montreuil, qui n'existe sur le site actuel (la vente des textiles se fait actuellement via un réseau de 7 boutiques Emmaüs, situées essentiellement à Paris).
- Les capacités de stockage en textiles et petits objets (mobilier, matériel de puériculture, équipements électriques et électroniques, …) augmenteront de 20 à 50 % par rapport au site actuel, avec la mise en place de nouvelles techniques de stockage (cages métalliques empilables en hauteur).
- Les quantités de dons traitées annuellement passeront de 1 000 tonnes par an actuellement à 1 500 tonnes par an à horizon 2020.
- Les recettes commerciales d'Emmaüs liées à cette activité augmenteront également (estimation : 22% d'augmentation d'ici 2018).

La mutualisation à terme des activités du pôle social sur ce même site permettra par ailleurs de faciliter le parcours des usagers, d'augmenter les capacités d'accueil et de développer de nouveaux dispositifs sociaux.

Description :
Le projet NOV'EA concerne la réhabilitation d'un entrepôt industriel existant qui a été acheté par Emmaüs, et qui sera constitué de deux zones :
- un pôle économique sur la partie centrale de l'entrepôt : espaces de stockage, de nettoyage et de tri, et ateliers de valorisation de vêtements (mercerie, couture, design, …) et d'objets. Seul l'aménagement de cette zone fait l'objet de la présente subvention.
- un pôle administratif, sur la façade nord du bâtiment.

A noter : un programme additionnel (une boutique de 290 m²) est cours de définition et fera l'objet d'une demande de permis de construire spécifique en 2017 pour une ouverture prévue en 2018.

L'espace principal est conservé sous la forme d'une grande halle industrielle permettant d'accueillir la zone de tri, le stockage et la zone de distribution des dons journaliers. Des cloisonnements permettront d'isoler les espaces buanderie / repassage, ainsi que les zones vestiaires. La zone de livraison sera conservée, sous auvent et devant les larges portes de garage.

L'espace administratif a été redéfini à partir du cloisonnement existant en partie nord (création d'une cuisine partagée et d'une salle de réunion). Un étage complémentaire sera créé au-dessus des bureaux existants afin d'agrandir la partie administrative.

Moyens mis en œuvre :
Emmaüs Alternatives est Maître d'Ouvrage du projet NOV'EA. L'association a eu recours à un programmiste afin de qualifier avec précision les besoins en espaces (actuels et futurs) ainsi que les flux liés à l'activité de la structure. L'association bénéficie de l'appui d'une AMO (Assistance à Maîtrise d'Ouvrage) et d'une équipe de Maîtrise d'œuvre (Architecte et bureaux d'études) qui l'accompagnent pour la construction du projet architectural, la sélection des entreprises qui réaliseront le chantier, et pour le pilotage du suivi du chantier.

Le projet d'Emmaüs alternatives est réalisé en partenariat avec la ville de Montreuil et l'EPFIF.

Intérêt régional : Le PREDMA fixe un objectif de développement du nombre de ressourceries / recycleries en Île-de-France. Le déménagement des activités d'Emmaüs Alternatives permettra le développement des activités de réemploi de textiles et petits objets, et la création d'un ou deux nouveaux

points de vente du textile réemployé.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.
L'organisme a signé la charte Régionale des valeurs de la République et de la laicité .

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Grand public (notamment les habitants de Montreuil, Paris et des localités voisines) et salariés en insertion professionnelle.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre de la mesure 2 – Axe 1 de la politique régionale de soutien financier en matière de prévention et gestion des déchets, la subvention a été calculée selon les modalités suivantes :
- Aide régionale plafonnée à 200 000 € pour la réalisation des travaux d'aménagement de la zone dédiée au réemploi et à la vente des textiles et petits objets (1 343 594,41 €), soit 14,89% des dépenses d'investissement liées au projet.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Voirie et Réseaux Divers	92 304,94	6,87%
Gros œuvre	630 951,94	46,96%
Menuiseries extérieures	51 594,02	3,84%
Serrurerie	5 240,02	0,39%
Menuiseries intérieures - cloisons	120 386,06	8,96%
Revêtements de sols – Faïence – Peinture	55 221,73	4,11%
Chauffage VMC Plomberie	204 495,07	15,22%
Electricité	183 400,63	13,65%
Total	1 343 594,41	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	843 594,41	62,79%
Subvention Région Ile de France.	200 000,00	14,89%
Subvention SYCTOM prévisionnelle	300 000,00	22,33%
Total	1 343 594,41	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	ARSIE- Aide à l'investissement	24 000,00 €
	Montant total	24 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009230

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MISE EN PLACE DE BORNES ENTERREES PAR LE SYNDICAT TRI ACTION (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	833 465,00 €	20,00 %	166 693,00 €
	Montant Total de la subvention		166 693,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204181-471009-200
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT TRI ACTION
Adresse administrative : ZONE INDUSTRIELLE
95550 BESSANCOURT
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Représentant : Monsieur Jean Charles RAMBOUR, Président

N° SIRET : 25950121100017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le syndicat Tri Action exerce les compétences collecte et traitement des déchets ménagers pour 9 communes du Val d'Oise (109 462 habitants).
Il poursuit l'optimisation de la collecte des déchets, en installant des bornes enterrées dans les nouvelles résidences qui devront se construire sur son territoire.
Ce sont 143 nouvelles bornes enterrées, desservant 2 364 logements, qui seront installées sur différentes opérations immobilières.

Description :
En partenariat avec les aménageurs et les villes, les 143 bornes enterrées, destinées à la collecte des ordures ménagères résiduelles, des emballages - journaux magazines et du verre seront installées en

pied d'immeubles, sur 43 sites différents, sur les communes de Beauchamp, Bessancourt, Herblay, Méry sur Oise, Pierrelaye, Saint Leu la Forêt et Taverny.

L'installation de bornes enterrées permettra :
- d'améliorer la qualité du service de collecte proposée, et notamment la propreté et l'hygiène
- de faciliter le geste du tri, afin d'augmenter les performances de collecte ; des sacs de pré-collecte seront distribués aux foyers concernés
- de maitriser les coûts de collecte.

Les 143 bornes seront réparties comme suit :
- 54 bornes enterrées de 5 m3 pour les ordures ménagères résiduelles
- 45 bornes enterrées de 5 m3 pour les emballages ménagers – journaux magazines
- 44 bornes enterrées de 3 m3 pour le verre.

Les bornes seront situées, dans la majorité des cas, sur le domaine privé, mais en limite du domaine public, afin de permettre la collecte depuis la voirie publique.

Le support de communication indiquant le flux de déchets de la borne enterrée, pourra être changé facilement lorsque le syndicat s'attachera à harmoniser le code couleur préconisé au niveau national.

Une convention sera signée entre le syndicat et les bailleur/aménageur/ville, et précisera le rôle de chacun :
- la rétrocession éventuelle des emprises sur lesquelles seront installées les bornes (espace public)
- les travaux de génie civil (déblaiement, dévoiement des réseaux, remise en état de la surface) seront à la charge de l'aménageur, du bailleur ou de la ville, et la pose et la fourniture des équipements seront à la charge du syndicat
- pour la propreté-maintenance, les rôles seront répartis entre le syndicat, les bailleurs ou les villes : pour le syndicat, il s'agira du nettoyage de l'intérieur des bornes, de la maintenance et du renouvellement de ces dernières, et pour la ville ou le bailleur, il s'agira de l'entretien des abords des bornes, et de l'aménagement des dispositifs interdisant le stationnement aux abords des bornes
- le syndicat assurera la sensibilisation des riverains (porte à porte, réunions de quartier…), ainsi que le suivi des performances (caractérisations) en lien avec les communes (articles dans le bulletin municipal).

Moyens mis en œuvre :
Le syndicat Tri Action est le maître d'ouvrage.

Intérêt régional : Le projet contribue à l'atteinte des objectifs du PREDMA, en favorisant l'amélioration des performances de recyclage, et en réduisant les tonnages d'Ordures Ménagères Résiduelles (OMR).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants et commerces des quartiers concernés

Détail du calcul de la subvention :

Il s'agit de la mesure 3 :
20 % des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 833 465,00 €, soit une aide régionale de 166 693,00 €.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition et pose de bornes enterrées	827 465,00	99,28%
Achats de sacs de pré-collecte	6 000,00	0,72%
Total	833 465,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	666 772,00	80,00%
Subvention Région Ile de France	166 693,00	20,00%
Total	833 465,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	41 673,25 €
2018	41 673,25 €
2019	41 673,25 €
2020	41 673,25 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	2 310,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	56 688,51 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	112 608,94 €
	Montant total	171 607,45 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009232

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ACQUISITION DE DEUX DECHETERIES MOBILES PAR LE SIREDOM (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	430 000,00 €	30,00 %	129 000,00 €
	Montant Total de la subvention		129 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204181-471009-200
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIREDOM SM INTERCOMMUNAL POUR LE RECYCLAGE ET L ENERGIE PAR LES DECHETS ET ORDURES MENAGERES
Adresse administrative : 63 RUE DU BOIS CHALAND
91090 LISSES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Xavier DUGOIN, Président

N° SIRET : 25910155800049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le SIREDOM (Syndicat Intercommunal pour la Revalorisation et l'Elimination des Déchets et Ordures Ménagères - Agence Sud Francilienne de Valorisation des Déchets), est en charge de la prévention, de la collecte et du traitement des déchets ménagers de son territoire, qui regroupe, à ce jour, 129 communes réparties en Essonne, et en Seine et Marne (750 000 habitants), et gère annuellement plus de 425 000 tonnes de déchets. Le SIREDOM est le 2ème plus important syndicat intercommunal de traitement des déchets de France par la quantité des déchets traités.
L'apport volontaire des déchets sur le territoire du SIREDOM est principalement structuré autour du réseau d'écocentres ou déchèteries (17 à ce jour), qui est appelé à se développer de manière significative

durant les prochaines années. Collectant, actuellement, plus de 100 000 tonnes de déchets par an, ce réseau devrait collecter, à l'horizon 2018, près de 150 000 tonnes par an.
Le Programme Prévisionnel d'Investissement 2015-2017 prévoit la construction de 8 nouvelles déchèteries dont la réalisation permettra de couvrir les zones non dotées, et ainsi améliorer le service à l'usager en réduisant les temps de transport domicile/déchèterie à une moyenne de 15 minutes.

Cependant, de par le contexte territorial du syndicat, il reste certains territoires difficiles à doter d'équipements fixes permettant aux usagers de profiter d'un service de proximité pour trier, et donc de valoriser les déchets produits. En effet, le territoire urbain au nord du SIREDOM est peu propice pour trouver des terrains pouvant recevoir ce type d'équipement. Quant au sud, le territoire rural ne permet pas tout le temps aux usagers d'avoir un délai de transport limité pour se rendre sur un éco-centre.
Le SIREDOM a donc décidé de compléter son maillage d'apport volontaire par l'acquisition de deux déchèteries mobiles, ainsi que d'un camion Ampliroll nécessaire au fonctionnement de celles-ci.

Description :
Les deux déchèteries mobiles sont des MOVING'TRI (déchèterie mobile protégée par un brevet). Chacune est constituée d'une remorque de 8,8 tonnes qui peut transporter jusqu'à 5 bennes de 6 m3 en position route. Elle est tractée par un camion Ampliroll qui transporte, quant à lui, une benne de 30 m3.
La déchèterie mobile est installée en 40 minutes sur un espace minimum de 200 m2. Les bennes de 6 m3 et la benne de 30 m3 sont disposées autour de la remorque. Les usagers empruntent alors la rampe d'accès avec leur véhicule et s'arrêtent sur la plateforme pour décharger leurs déchets dans les bennes. Le gardien présent assure l'accueil et l'orientation des usagers dans le tri des déchets qu'ils doivent effectuer. Au terme du temps d'exploitation de la déchèterie mobile, les bennes sont rechargées sur la remorque et sur le camion Ampliroll, afin d'être vidées sur les différents sites de traitement des déchets.
Chaque déchèterie mobile sera équipée de quatre bennes ouvertes de 6 m3, et d'une benne de collecte des déchets dangereux spécifiques, qui sera fermée.
Les deux déchèteries mobiles seront gérées en régie directe par le SIREDOM. Elles sont fabriquées en France, en région Auvergne-Rhône-Alpes.

Moyens mis en œuvre :
Le SIREDOM est maitre d'ouvrage du projet.

Intérêt régional : Ce projet contribue à l'atteinte des objectifs du PREDMA :
- Augmenter et améliorer le parc de déchèteries
- Augmenter le taux de captage et de recyclage des déchets.

Il répond également à l'objectif régional de lutter contre les dépôts sauvages, puisqu'il permet de renforcer le maillage des points de collecte des déchets des ménages.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le public cible est constitué des habitants de l'ensemble des collectivités du SIREDOM pour lequel le maillage actuel de déchèteries ne suffit pas au besoin de leur population.

Détail du calcul de la subvention :

Il s'agit de la mesure 6 (contrat d'objectif territorial), qui permet de bonifier les taux et plafonds de la mesure 3 :
30% (taux demandé par le SIREDOM) des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 430 000,00 €, soit une aide régionale plafonnée à 129 000,00 €.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de 2 déchèteries mobiles	260 000,00	60,47%
Acquisition d'un véhicule PL	170 000,00	39,53%
Total	430 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	301 000,00	70,00%
Subvention Région Ile de France	129 000,00	30,00%
Total	430 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	129 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	251 913,50 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	988 067,30 €
2016	Fonds Propreté	126 120,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	1 852 657,28 €
	Montant total	3 218 758,08 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009233

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : RENOVATION DE LA DECHETERIE D'ARGENTEUIL PAR LE SYNDICAT AZUR (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	120 000,00 €	20,00 %	24 000,00 €
	Montant Total de la subvention		24 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204141-471009-200
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT AZUR
Adresse administrative : 2 RUE DU CHEMIN VERT
95100 ARGENTEUIL
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Gilbert AH-YU, Président

N° SIRET : 25950002300025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le syndicat Azur exerce les compétences collecte et traitement des déchets ménagers pour 4 communes du Val d'Oise (161 059 habitants).
L'unique déchèterie du syndicat Azur nécessite des travaux d'amélioration pour faciliter le dépôt de certains déchets par les particuliers, et pour faciliter la circulation des bennes par l'exploitant.

Description :
La déchèterie, qui se trouve sur la commune d'Argenteuil, date des années 70, et a fait l'objet de plusieurs rénovations légères. Son état général est à améliorer en raison d'une usure prématurée liée à une sur-fréquentation pour un équipement de cette superficie : 80 000 visites en 2016 pour une surface de 500 m².

Des premiers travaux de mise aux normes des hauts de quai ont été réalisés en 2016, avec l'installation de systèmes de garde-corps et de sécurisation des dépôts dans les bennes.
Trois opérations sont aujourd'hui prioritaires :
- rénover le bas de quai (décaissement, extension de la zone de stockage des bennes, mise en place d'une sous-couche ferraille et béton, réfection du bitume)
- enlever l'ancienne cuve enterrée qui servait précédemment à recueillir les huiles usagées des particuliers, et dont l'étanchéité n'est plus assurée (pompage de la cuve, dégazage, retrait et dépollution du sol)
- réaliser un aménagement pour la réception des Déchets Dangereux Spécifiques (DDS) et pour les Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE) à l'ancien emplacement de la cuve à huile (réalisation d'une dalle en béton ferraillé, installation d'un auvent avec bardage en bois).

Moyens mis en œuvre :
Le syndicat Azur est maître d'ouvrage.

Intérêt régional : Le projet contribue à l'atteinte des objectifs du PREDMA, en permettant l'amélioration du fonctionnement du réseau francilien des déchèteries.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants du syndicat Azur.

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 3 :
20 % des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 120 000,00 €, soit une aide régionale de 24 000,00 €.

Localisation géographique :
- ARGENTEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réfection bas de quai	55 000,00	45,83%
Vidage, retrait et dépollution cuve à huile	25 000,00	20,83%
Aménagement pour réception Déchets Dangereux Spécifiques (DDS) et Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE)	40 000,00	33,33%
Total	120 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	90 725,00	75,60%
Subvention Région Ile de France	24 000,00	20,00%
Subvention Agence de l'eau seine Normandie prévisionnelle	5 275,00	4,40%
Total	120 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €
2018	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Fonds Propreté	111 000,00 €
	Montant total	111 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009235

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : RENOVATION DE LA DECHETERIE DE DOURDAN PAR LE SICTOM DU HUREPOIX(91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	284 160,00 €	30,00 %	85 248,00 €
		Montant Total de la subvention	85 248,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204141-471009-200
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SICTOM DU HUREPOIX
Adresse administrative : 6 RUE DU BUISSON RONDEAU
91650 BREUILLET
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur CHRISTIAN SCHOETTL, Président

N° SIRET : 25910166500034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le SICTOM du Hurepoix exerce les compétences collecte et traitement des déchets ménagers pour 6 communautés de communes de l'Essonne, représentant 47 communes et 107 249 habitants.
Le SICTOM gère 3 déchèteries, dont celle de Dourdan.
Le projet a pour objectif de rénover cette dernière, afin d'améliorer l'accueil des administrés, des professionnels et des collectivités.

Description :
En plus des particuliers, les 3 déchèteries du SICTOM acceptent les apports des services techniques des mairies et ceux des professionnels du territoire, ces apports sont tarifés en fonction de la nature des déchets.

En outre, depuis l'ouverture de ses déchèteries, le SICTOM soutient activement les collectivités dans leur lutte contre les dépôts sauvages, et notamment en acceptant les dépôts recueillis sur la voie publique par les services techniques.
Il s'est également engagé à accepter gratuitement en déchèteries les déchets collectés lors des évènements spéciaux comme « le nettoyage de printemps », organisé par le Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse, ou bien les actions similaires organisées par le Conseil Départemental de l'Essonne (Essonne verte Essonne propre).

Les travaux de rénovation prévus pour la déchèterie de Dourdan, sont les suivants :
- création d'une sortie au bout de la plateforme, pour fluidifier la circulation et éviter le chassé-croisé des véhicules
- réfection du grillage d'enceinte
- mise aux normes des garde-corps, intégrant des bavettes amovibles pour faciliter les vidages
- création d'un appentis afin de couvrir l'espace de collecte des déchets dangereux spécifiques (réceptacle huile de vidange, piles, etc.)
- installation de 6 bornes d'apports volontaires semi-enterrées (2 pour le verre, 2 pour le papier, 1 pour les emballages, 1 pour les ordures ménagères)
- révision et modernisation de l'ensemble de la signalétique (panneaux des bennes, panneaux de l'entrée, panneaux de circulation).

Moyens mis en œuvre :
Le SICTOM du Hurepoix est maitre d'ouvrage du projet.

Intérêt régional : Ce projet contribue à l'atteinte des objectifs du PREDMA :
- Augmenter et améliorer le parc de déchèteries
- Augmenter le taux de captage et de recyclage des déchets.

Il répond également à l'objectif régional de lutter contre les dépôts sauvages, puisqu'il permet de renforcer le maillage des points de collecte des déchets des artisans et des ménages.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Particuliers, commerçants, artisans et collectivités desservis par la déchèterie.

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 3, dont le taux a été bonifié à 30% par le dispositif « Ile-de-France Propre » (investissements relatifs aux déchèteries accueillant les déchets des professionnels) :
30 % des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 284 160,00 €, soit une aide régionale de 85 248,00 €.

Localisation géographique :
- DOURDAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Grillage	9 600,00	3,38%
Création d'une sortie donnant sur la Route Départementale	144 000,00	50,68%
Mise en place de 6 bornes d'apports volontaires semi-enterrées	33 000,00	11,61%
Appentis (couverture rétention)	52 320,00	18,41%
Garde-corps	32 400,00	11,40%
Création/rénovation signalétique et pose	12 840,00	4,52%
Total	284 160,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	198 912,00	70,00%
Subvention Région prévisionnelle	85 248,00	30,00%
Total	284 160,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	85 248,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	200 000,00 €
	Montant total	200 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009265

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : OPTIMISATION DES COLLECTES SELECTIVES ET DU TRI PAR LE SYNDICAT TRI OR (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	1 159 370,00 €	17,25 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204141-471009-200
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT TRI-OR
Adresse administrative : RUE PASTEUR PROLONGEE
95660 CHAMPAGNE SUR OISE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Représentant : Madame Joelle HARNET, Présidente

N° SIRET : 25950028800024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le syndicat Tri Or exerce les compétences collecte et traitement des déchets ménagers pour 28 communes du Val d'Oise (82 187 habitants).
Afin d'optimiser les collectes sélectives et augmenter les performances du tri sélectif, le syndicat Tri Or souhaite :
= >remplacer progressivement les bacs de tri destinés aux emballages ménagers de son parc d'habitat collectif, par des bacs à opercules afin d'améliorer la qualité du tri des déchets recyclables collectés (emballages ménagers et verre)
= >renouveler sur toutes les communes de son territoire, les colonnes aériennes pour la collecte des emballages ménagers, du papier et du verre, et poursuivre l'implantation de bornes enterrées quand cela s'avère nécessaire et possible.

Dans la continuité de l'amélioration du process de tri initiée en 2014, le syndicat a fait l'acquisition d'une nouvelle presse à balles en 2016. La mise en place d'un perforateur de bouteilles plastique sur cette dernière s'avère aujourd'hui nécessaire.
Le syndicat souhaite améliorer son dispositif d'accueil des déchets des professionnels dans ses deux déchèteries de Viarmes et de Champagne sur Oise. Pour cela, une étude technique de faisabilité doit être réalisée pour identifier les travaux et améliorations nécessaires.

Description :
1) Mise en place de bacs operculés pour la collecte sélective
Les nouveaux bacs seront installés dans les résidences où les résultats des collectes sélectives sont les moins bons, avec un objectif de remplacement de la totalité du parc d'ici 2020, soit 2 536 bacs.
Ce remplacement permettra :
- d'améliorer la qualité de la collecte et des performances de tri
- de renforcer la communication
- de doter en contenants de collecte les immeubles qui ne l'étaient pas
- de se conformer aux préconisations d'harmonisation des couleurs des bacs de tri.

Le remplacement des bacs sera accompagné d'une campagne de communication.

2) Renouvellement du parc de colonnes aériennes et installation de bornes enterrées
Le parc de colonnes aériennes date de 1998, il est nécessaire de le remplacer.
Ce programme d'investissement permettra :
- d'améliorer la praticité, l'aspect visuel et accueillant des colonnes aériennes, afin d'augmenter leur attractivité, et ainsi améliorer les performances de tri, tout en limitant les dépôts sauvages
- d'inciter les communes qui n'étaient pas favorables à l'implantation de colonnes aériennes à se doter de ces nouvelles bornes, et ainsi développer le réseau de points d'apports volontaires
- d'améliorer la communication sur les conteneurs, et favoriser les taux de remplissage
- de tendre vers l'harmonisation du code couleur des collectes sélectives dédiées aux emballages ménagers.

Les colonnes aériennes sont installées dans les quartiers où l'habitat est dense, et où la population manque de place pour le stockage des différents bacs.

L'installation de bornes enterrées permettra au syndicat Tri Or :
- d'apporter un service aux habitants équivalent à celui de la collecte en porte à porte, en proposant aux particuliers des contenants leur permettant de trier, et ainsi augmenter les tonnages valorisés
- de limiter la présence de verre dans les Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) qui pénalise le fonctionnement de son unité de traitement (usine de compostage)
- de permettre un nouvel usage des locaux poubelles
- de limiter les risques d'incendie
- de maitriser les coûts de collecte.

Le syndicat privilégiera les implantations :
- en habitat collectif
- en centre-ville
- dans les rues étroites
- dans les résidences neuves.

Et prévoit l'implantation de :
- 26 bornes enterrées de 5 m3 pour les ordures ménagères résiduelles
- 24 bornes enterrées de 5 m3 pour les emballages ménagers – journaux magazines
- 22 bornes enterrées de 3 m3 pour le verre.

Ces 72 bornes enterrées seront installées dans 20 sites différents.

Le syndicat va profiter de ces installations pour se conformer aux préconisations nationales d'harmonisation de la couleur des contenants de collecte.

Le demandeur (promoteur, bailleur ou commune) s'occupera de faire l'étude des sous-sols, et se chargera des travaux de génie civil.
La communication aux habitants sera assurée par le syndicat : formation des gardiens, affichage, porte à porte, courriers, animations dans les écoles, animation lors de l'inauguration.

3) La mise en place d'un perforateur de bouteilles permettra de respecter le poids attendu des balles de plastique de façon constante, et de charger de façon optimisée les camions des repreneurs.
Son installation devrait permettre d'atteindre les performances supplémentaires suivantes :
- augmentation de 25% de produit pour les balles de PET (polyéthylène téréphtalate) foncé
- augmentation de 20% de produit en plus pour les balles de PET (polyéthylène téréphtalate) clair

Et ainsi améliorer les conditions de travail des opérateurs techniques, qui perforent manuellement les bouteilles en surface des balles.
Le perforateur est démontable et adaptable sur une autre presse si nécessaire.

4) L'étude vise à identifier les aménagements nécessaires pour permettre l'accueil des professionnels dans de meilleures conditions sur la déchèterie de Champagne sur Oise, et pour déterminer les travaux qui doivent être réalisés sur la déchèterie de Viarmes pour les accueillir.
Sur le site de Champagne sur Oise, un diagnostic du fonctionnement de la déchèterie, et de l'évolution de son dispositif d'accès sera réalisé, et à l'appui de cette analyse, différents scénarii seront établis pour l'implantation d'un pont à bascule, avec une estimation du coût prévisionnel des travaux.
Sur le site de Viarmes, l'étude sera réalisée en 3 phases :
- phase1 : diagnostic des équipements, étude des gisements et analyse des flux
- phase 2 : orientations d'aménagement sur la base de 2 ou 3 scénarii établis à l'appui du diagnostic
- phase 3 : programme de travaux chiffrés pour le ou les scénarii retenus avec schéma d'aménagement et planning de réalisation.

Moyens mis en œuvre :
Le syndicat Tri Or est maître d'ouvrage.

Intérêt régional : Le projet contribue à l'atteinte des objectifs du PREDMA, en permettant l'amélioration des performances de collecte sélective.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants du syndicat Tri Or.

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 3 :
17,25 % des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 1 159 370,00 €, soit une aide régionale plafonnée à 200 000 €.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition des bacs operculés	387 200,00	33,40%
Acquisition de colonnes aériennes	283 170,00	24,42%
Acquisition de bornes enterrées	440 000,00	37,95%
Achat d'un perforateur	25 000,00	2,16%
Etude	24 000,00	2,07%
Total	1 159 370,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	959 370,00	82,75%
Subvention Région Ile de France	200 000,00	17,25%
Total	1 159 370,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €
2018	50 000,00 €
2019	50 000,00 €
2020	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	81 502,08 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	32 145,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	109 277,21 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	24 825,12 €
	Montant total	247 749,41 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009288

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : INSTALLATION DE POINTS D'APPORT VOLONTAIRE ENTERRES PAR L'OPH DE MALAKOFF (92)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	51 400,00 €	20,00 %	10 280,00 €
	Montant Total de la subvention		10 280,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204181-471009-200
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MALAKOFF
Adresse administrative : 2 RUE JEAN LURCAT
92240 MALAKOFF
Statut Juridique : Office Public d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Serge CORMIER, Président

N° SIRET : 27920036400024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
En partenariat avec la Ville de Malakoff, l'OPH de Malakoff poursuit l'amélioration de son patrimoine. Il développe cette politique avec pour objectifs d'offrir un cadre de vie et un environnement de qualité à ses résidents.
Ainsi le remplacement des bacs roulant de collecte des ordures ménagères et des emballages recyclables par des bornes d'apport volontaire est réalisé afin :

- D'améliorer les conditions d'hygiène dans les logements par la suppression des pelles vide-ordures, et de réduire les nuisances dues à l'usage des locaux poubelles
- D'améliorer l'aspect extérieur de la résidence par l'absence des bacs roulants
- D'optimiser les collectes et de favoriser le tri sélectif, en facilitant l'accès et l'identification des

différents conteneurs.

Description :
L'OPH de Malakoff a, depuis de nombreuses années, intégré et priorisé dans ses actions, la question du développement durable.
A l'occasion des réhabilitations, il condamne les vides ordures et les locaux poubelles situés au sous-sol, et installe des conteneurs semi enterrés au pied des immeubles.
En 2017, l'office projette de créer de nouveaux points d'apports volontaires dans deux résidences : la résidence située rue Gambetta et la résidence Jean Mermoz.

En 2014, une enquête avait été réalisée auprès des habitants de la résidence rue Gambetta. Il en était ressorti qu'une large majorité de locataires avait une mauvaise perception de la collecte des ordures ménagères, du fait des conteneurs qui se trouvaient à l'extérieur et sous les fenêtres de certains habitants, de plus leur nombre était estimé insuffisant. Placés à l'entrée de l'immeuble, leur présence devient nuisible les jours de marché et les week-ends, lorsque d'autres personnes extérieures à la résidence s'en servent pour déposer leurs poubelles.

Les endroits où sont actuellement installés les bacs poubelles seront réaménagés, les espaces seront dédiés à d'autres usages ; il en sera de même pour les locaux poubelles qui pourront être utilisés en tant que locaux vélos, poussettes, motos ou encombrants.

Cette opération s'inscrit dans une opération plus globale ; sept opérations de ce type ont déjà été effectuées par l'OPH.

L'OPH va installer un point d'apport volontaire le long de la rue Gambetta, constitué de 5 conteneurs semi-enterrés : deux pour les ordures ménagères, deux pour les emballages et un pour le verre.
Il est prévu le même type d'équipement pour la résidence Mermoz ; l'emplacement reste à définir.

La collecte sera assurée par le territoire Vallée Sud Grand Paris.
A ce jour, il n'y a pas de convention signée entre l'OPH et le territoire.

Pour information, il y aura des affiches dans les halls d'entrées, et une signalétique spécifique sera utilisée sur les deux points d'apport volontaire.

Moyens mis en œuvre :
L'OPH de Malakoff est le maître d'ouvrage.

Intérêt régional : Le projet contribue à l'atteinte des objectifs du PREDMA.
L'organisme a signé la charte Régionale des valeurs de la République et de la laicité .

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants des deux résidences.

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 3 :
20% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 51 400,00 €, soit une aide régionale

de 10 280,00 €.

Localisation géographique :

- MALAKOFF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de génie civil	11 162,00	21,72%
Achat des conteneurs	30 000,00	58,37%
Pose	10 238,00	19,92%
Total	51 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	41 120,00	80,00%
Subvention Région Ile de France	10 280,00	20,00%
Total	51 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 280,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009686

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : REHABILITATION ET EXTENSION DE LA DECHETERIE DE LE PLESSIS BOUCHARD PAR LE SYNDICAT EMERAUDE (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	974 387,00 €	20,00 %	194 877,00 €
	Montant Total de la subvention		194 877,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204141-471009-200
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT EMERAUDE
Adresse administrative : 12 RUE MARCEL DASSAULT
95130 LE PLESSIS BOUCHARD
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur GERARD LAMBERT-MOTTE, Président

N° SIRET : 25950236700024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le syndicat Emeraude exerce les compétences collecte et traitement des déchets ménagers pour 17 communes (270 000 habitants) du Val d'Oise. Il gère une seule déchèterie située sur la commune de Le Plessis Bouchard.
Un audit de cette dernière, réalisé en 2014, a mis en exergue la nécessité de :
- mettre en conformité la déchèterie au regard de la rubrique des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) n°2710
- augmenter le nombre de quais, à la suite du développement de nouvelles filières de collecte et de valorisation des déchets.

Des travaux de réhabilitation et d'extension de la déchèterie doivent être réalisés par le syndicat Emeraude pour répondre à ces besoins.

Description :
La déchèterie du syndicat Emeraude compte plus de 100 000 passages annuels, et permet de collecter et de valoriser environ 13 000 tonnes de déchets par an. L'accès, réservé aux particuliers, est contrôlé par deux gardiens sur présentation de justificatifs.
Cette installation est aujourd'hui saturée, malgré la signature d'une convention d'accès pour certains habitants du syndicat Emeraude à l'une des déchèteries du syndicat Sigidurs (syndicat voisin de collecte et de traitement), et malgré la mise en place de déchèteries mobiles une fois par mois.

Aussi, le syndicat Emeraude a décidé de réhabiliter et d'agrandir sa déchèterie en réalisant les travaux et acquisitions suivants :
- réalisation de 2 quais supplémentaires, portant ainsi à 12 le nombre de quais
- aménagement d'une zone pour le réemploi et la réutilisation, avec l'acquisition d'un module de stockage
- acquisition d'un logiciel, de consoles portatives, et distribution de badges aux usagers pour améliorer le contrôle des accès
- réalisation d'une dalle béton sur la surface de manipulation et de stockage des bennes en bas de quai
- reprise des voiries et réseaux divers, pour mettre en conformité le réseau de rejets aqueux
- création d'une surface couverte par auvent, dédiée au dépôt des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE) et aux Déchets Dangereux Spéciaux (DDS), avec des modules de stockage et un monte-charge pour accéder à la zone de stockage des DEEE et DDS depuis le bas de quai
- rénovation des barrières de sécurité des quais
- dispositif de brumisation sur les bennes de gravats et de plâtre pour limiter les risques en cas de dépôt accidentel d'amiante
- installation de caméras de vidéosurveillance.

Ces travaux et aménagements permettront de :
- sécuriser l'accueil des usagers et de séparer les flux de circulation des usagers de ceux des poids lourds pour l'évacuation des déchets
- fiabiliser la traçabilité des apports et renseigner le registre des déchets
- sécuriser la zone de stockage des déchets toxiques
- améliorer les conditions de travail des gardiens, et diminuer les risques d'accidents.

Une communication régulière sera déployée auprès des habitants pour les informer de l'état d'avancée des travaux, et des solutions temporaires mises en œuvre (déchèteries mobiles ou déchèterie fixe temporaire à Taverny).

Le syndicat Emeraude a fixé un objectif de 65 % de valorisation globale des déchets entrants lorsque la déchèterie fonctionnera de façon optimum.

Moyens mis en œuvre :
Le syndicat Emeraude est maître d'ouvrage de l'ensemble des études et programmes de travaux, et réalisera l'acquisition du matériel nécessaire.

Intérêt régional : Ce projet contribue à l'atteinte des objectifs du PREDMA :
- Augmenter et améliorer le parc de déchèteries
- Augmenter le taux de captage et de recyclage des déchets.

Il répond également à l'objectif régional de lutter contre les dépôts sauvages, puisqu'il permet de renforcer

le maillage des points de collecte des déchets des ménages.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants des 17 communes du syndicat Emeraude.

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 3 de la politique d'aide
20 % des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 974 387,00 € soit une aide régionale de 194 877,00 €.

Localisation géographique :

- LE PLESSIS-BOUCHARD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de voirie	436 087,00	44,76%
Equipements déchèterie	309 208,00	31,73%
Travaux d'assainissement et gestion des eaux	195 592,00	20,07%
Local gardiens	33 500,00	3,44%
Total	974 387,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	579 510,00	59,47%
Subvention Région prévisionnelle	194 877,00	20,00%
Subvention ADEME prévisionnelle	200 000,00	20,53%
Total	974 387,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	97 438,50 €
2018	97 438,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	12 810,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	40 358,50 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	250 193,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	22 400,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	200 000,00 €
	Montant total	525 761,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009701

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ETUDE DES FILIERES DE GESTION DES DECHETS INERTES EN SEINE-ET-MARNE ET DE FAISABILITE DE REAMENAGEMENT DE CARRIERES EN ESPACES AGRICOLES PAR LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE SEINE-ET-MARNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	50 000,00 €	30,00 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204131-471009-200
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT
77010 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BARBAUX, PRESIDENT

N° SIRET : 22770001000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le cadre de sa participation aux travaux d'élaboration du futur plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRGPD), le Conseil Départemental de Seine et Marne souhaite réaliser une étude sur l'état des connaissances des potentialités de comblement des carrières, en vue de favoriser le développement d'alternatives au recours au stockage des déchets inertes sur le territoire de la Seine et Marne.
Pour ce faire une mission doit être lancée, avec les objectifs suivants :
- disposer d'une vision globale de la gestion des déchets inertes et des différentes filières sur le territoire seine et marnais, et évaluer les potentiels de développement des filières de valorisation et de

stockage à l'horizon 2030
- étudier la faisabilité du remblayage d'anciens sites de carrières, en vue de reconquérir des espaces agricoles, et de proposer pour les sites retenus des montages d'opérations d'aménagement possibles en concertation avec les acteurs du territoire.

Description :
Il s'agit d'établir un diagnostic en matière de gestion des déchets inertes sur le département de la Seine et Marne, et de mettre en perspective les données collectées au regard de la prospective sur la production des déchets à l'horizon 2030, en vue de permettre une meilleure compréhension des enjeux et des impacts pour la Seine et Marne pour assurer un meilleur accueil de ces déchets sur ce territoire.
De plus, il est aussi prévu d'explorer les filières de valorisation des déchets inertes, pour développer les alternatives au stockage de ces derniers, et notamment analyser la faisabilité de remblaiement des carrières seine et marnaises, et ce, afin de reconquérir des terrains agricoles.
En effet, le potentiel de remblaiement des carrières n'a pas fait l'objet d'études sur le département de Seine et Marne, alors que ce dernier représente la majorité des sites de carrières en Ile-de-France.

L'étude sera constituée de 2 phases.
Phase 1 : panorama des filières de gestion des déchets inertes en Seine et Marne, et vision prospective à l'horizon 2030 (durée 3 mois).
L'objet de cette partie est d'établir un diagnostic en vue de permettre une meilleure compréhension des enjeux et des impacts pour la Seine et Marne de la problématique de la gestion des déchets inertes, de proposer des recommandations pour préserver au mieux le territoire et favoriser un développement de l'économie circulaire dans le cadre des travaux du PRPGD.

Phase 2 : analyse de la faisabilité d'un usage des carrières seine et marnaises pour la réception des déchets inertes, et en particulier pour la restitution en espaces agricoles (durée 6 mois).
Il s'agit de réaliser un diagnostic de la faisabilité et des opportunités de comblement des carrières seine et marnaises par des déchets inertes, et, en particulier, pour une restitution en terres agricoles. Les enjeux environnementaux, juridiques, fonciers, d'accessibilité de sites, ainsi que les moyens de transport en alternative à la route pour acheminer les flux, seront étudiés.
Des recommandations pour réaliser les projets de comblement, et la mise en œuvre d'une stratégie pour créer une dynamique d'acteurs autour de ces projets seront proposées.

Un comité de pilotage sera installé, auquel participera le service économie circulaire et déchets de la Région.
Les travaux de l'étude seront menés en articulation et en concertation avec les travaux d'élaboration du PRPGD.

Moyens mis en œuvre :
La Conseil Départemental est maître d'ouvrage, c'est la direction de l'eau, de l'environnement et de l'agriculture qui pilotera les travaux. L'étude sera confiée à un prestataire externe.

Intérêt régional : Le projet contribuera aux travaux d'élaboration du plan régional de prévention et de gestion des déchets.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Carriers, exploitant de déchets, aménageurs, collectivités, et autres acteurs de Seine et Marne.

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 5 :
30% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 50 000,00 €, soit une aide régionale de 15 000,00 €.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Phase 1	12 000,00	24,00%
Phase 2	38 000,00	76,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	35 000,00	70,00%
Subvention Région Ile de France	15 000,00	30,00%
Total	50 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	516 100,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 225 000,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	366 800,00 €
2014	Politique énergie climat	31 000,00 €
2014	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	14 950 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	793 000,00 €
2014	Soutien aux nouvaux services à la mobilité (Inv)	147 515,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	55 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	145 828,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 100 000,00 €

2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	2 805 230,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	588 600,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	440 000,00 €
2015	Politique énergie climat	66 035,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 652 000,00 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	25 500,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 075 000,00 €
2016	Aide à la restauration du patrimoine protégé	322 975,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	96 000,00 €
2016	Fonds Propreté	361 250,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d’énergie provenant de sources renouvelables	303 151,07 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	880 000,00 €
2016	Soutien aux nouveaux services à la mobilité (Inv)	49 500,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 100 000,00 €
	Montant total	33 536 684,07 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009715

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : INSTALLATION DE BORNES ENTERREES PAR TROIS MOULINS HABITAT (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	70 200,00 €	20,00 %	14 040,00 €
		Montant Total de la subvention	14 040,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-20421-471009-200
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM TROIS MOULINS HABITAT
Adresse administrative : 60 RUE DES MEUNIERS
77950 RUBELLES
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Gilles WEBER, Directeur technique adjoint

N° SIRET : 78615039100088

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Trois Moulins Habitat (TMH) est une société de logements sociaux ou un bailleur social. En partenariat avec le SIVOM de l'Yerres et des Sénarts, il est prévu d'installer des bornes enterrées sur la résidence du Moulin Fleuri sur la commune de Brie Comte Robert.
Ce projet a pour objectifs :
-l'amélioration de l'hygiène et de la sécurité incendie
-l'augmentation des performances de tri sélectif
-la diminution de la pénibilité du travail du personnel d'entretien en supprimant la manipulation des bacs roulants, qui aujourd'hui sont situés dans des locaux au sous-sol des bâtiments de la résidence.

A ce jour, plus d'une vingtaine d'ensembles immobiliers appartenant à TMH (Melun, Provins, Moissy Cramayel, Coulommiers,…) sont équipés de bornes enterrées ou semi-enterrées.

Description :
Les locataires de la résidence du Moulin Fleuri descendent au sous-sol pour déposer dans des bacs à roulettes leurs sacs poubelles et leurs emballages ménagers recyclables. Ces bacs sont ensuite manipulés par le personnel de terrain pour les amener aux points de collectes pour le ramassage par les équipes du SIVOM de l'Yerres et des Sénarts.

En implantant des bornes enterrées sur la résidence pour les ordures ménagères (OM) et pour les emballages ménagérs recyclables, les locataires auront à déposer directement leurs déchets dans ces bornes appropriées, et le personnel de terrain n'aura plus d'effort physique à réaliser.

Pour cette opération, TMH réalisera le génie civil pour l'implantation des bornes, ces dernières seront posées par le prestataire retenu par le SIVOM. Une convention de gestion sera signée entre les trois parties pour :

- l'entretien des bornes et des abords
- un accord de pénétration sur le domaine privé
- l'assurance des bornes
- leur remplacement
- l'information faite auprès des locataires
- la formation du personnel de terrain.

Le devenir des actuels locaux poubelles n'a pas encore été décidé. En fonction des besoins, ils seront soit transformés en local technique ou en local de stockage des encombrants, soit condamnés, voire transformés en caves supplémentaires.

La communication commencera dès le début de la réalisation du génie civil par un courrier d'information aux locataires. Puis, juste avant la mise en service, une plaquette d'information leur sera fournie. Le personnel de terrain (gardienne et personnel d'entretien qui auront été formés) pourra prendre le relai en cas d'interrogation ou de besoin de compléments d'information.
Courant novembre 2017, les ambassadeurs du tri du SIVOM interviendront sur la résidence afin de compléter l'information aux locataires.

La résidence concernée est composé de 114 logements, correspondant à environ 350 personnes.
Les bornes enterrées seront installées sur 4 emplacements tout autour de la résidence, chaque emplacement comprendra une borne ordures ménagères et une borne à emballages recyclables.

Moyens mis en œuvre :
Trois Moulins Habitat sera le maître d'ouvrage.

Intérêt régional : Le projet contribue à l'atteinte des objectifs du PREDMA, en participant à l'amélioration des collectes, et notamment de la collecte sélectives des emballages ménagers recyclables.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Les habitants de la résidence.

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 3 :
20% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 70 200,00 €, soit une aide régionale de 14 040,00 €

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de génie civil	70 200,00	100,00%
Total	70 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	56 160,00	80,00%
Subvention Région Ile de France	14 040,00	20,00%
Total	70 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 040,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-74 207,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 164 592,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	9 852,60 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 429 245,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	32 753,60 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	54 260,72 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	200 000,00 €
2016	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	317 521,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	18 656,93 €

2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	347 397,00 €
	Montant total	2 599 108,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009718

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ACQUISITION DE MATERIEL PAR LA RESSOURCERIE DU SPECTACLE (94)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	81 850,00 €	30,00 %	24 555,00 €
	Montant Total de la subvention		24 555,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-20421-471009-200
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA RESSOURCERIE DU SPECTACLE
Adresse administrative : 33 RUE DE VERCINGETORIX
94400 VITRY SUR MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Mathias RATIE, Président

Date de publication au JO : 3 mars 2014

N° SIRET : 81244024600013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Au carrefour du réemploi et de l'économie sociale et solidaire, la Ressourcerie du Spectacle investit les champs du spectacle et de l'événementiel, en accompagnant les acteurs culturels et artistiques dans l'élaboration et la mise en œuvre créative et technique de leurs projets. La Ressourcerie du Spectacle est une structure qui rassemble, valorise et partage des savoirs et des ressources, par la collecte et le réemploi de matériel et de matériaux, dans le but de proposer des solutions techniques responsables, et de favoriser de nouvelles formes de création artistique.
La Ressourcerie souhaite se professionnaliser, et optimiser ses capacités de collecte et de revalorisation des déchets liés aux activités du spectacle vivant. Pour ce faire, elle projette d'acquérir du matériel pour

équiper le nouveau bâtiment qu'elle va occuper, ainsi que deux véhicules.

Description :
La Ressourcerie du Spectacle a collecté 9,6 tonnes de matériel et 9 tonnes de matériaux en 2016. Elle va pouvoir accroitre son activité à l'occasion de son déménagement dans des locaux de 1 000 m², loués à Vitry-sur-Seine auprès de l'Etablissement Public Foncier d'Île-de-France (EPFIF), pour le compte de l'Etablissement Public d'Aménagement (EPA) Orly Rungis Seine Amont (ORSA).
Ce local, situé en première couronne, permet d'être proche des principaux gisements de déchets/matériels/matériaux, et facilite ainsi la collecte et la redistribution tout en limitant son impact environnemental (limitation des transports).
Le bâtiment sera composé :
- d'une zone de déchargement, de tri des matériaux et de pré-diagnostic
- d'espaces (590 m²) de stockage avec du matériel prêt au réemploi, organisé par caractéristiques (électricité, lumière, son, back-line, structures, scénographie)
- d'un espace de revalorisation (190 m²) comprenant des ateliers électrique/électronique, un atelier bois, un atelier métal, et des ateliers texture
- d'un pôle innovation et de recycl'art (290 m²) comprenant un bureau d'étude en dispositifs événementiels éco-responsables, et un espace de transformation et de construction
- de bureaux (50 m²).

Des investissements sont nécessaires pour le fonctionnement des différents espaces :
- outillage (raboteuse, scie à plateau, ponceuse, poste à souder, scie circulaire, scies sauteuses, visseuse-perceuse….)
- matériels de sécurité
- un chariot élévateur
- deux véhicules (biocarburants/électrique/hybride) pour la collecte : un camion de 20 m3 avec un haillon, et un petit utilitaire.

Les éléments récupérés qui ne pourront pas être réparés, seront dirigés vers l'atelier recycl'art et innovation dans le but d'être transformés. Les résidus ultimes seront dirigés vers des éco-organismes ou vers des structures partenaires de recyclage.

La Resssourcerie s'investira dans la production / co-production de manifestations culturelles, et mettra à disposition des artistes son matériel pour des projets culturels.
Elle a pour objectif de créer 3 emplois en contrat à durée indéterminée en 2017, complétés par l'accueil d'un service civique, ainsi que 3 autres emplois supplémentaires en 2018.

Moyens mis en œuvre :
La Ressourcerie du Spectacle est maître d'ouvrage

Intérêt régional : Le développement de l'activité de la Ressourcerie du Spectacle contribue à l'atteinte des objectifs du PREDMA, et notamment celui de 30 recycleries – ressourceries sur le territoire francilien à l'horizon 2019.
L'organisme a signé la charte Régionale des valeurs de la République et de la laicité .

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les acteurs culturels du spectacle vivant et de l'audiovisuel.

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 2 :
30 % des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 81 850,00 €, soit une aide régionale de 24 555,00 €.

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Materiel	36 850,00	45,02%
Véhicules	45 000,00	54,98%
Total	81 850,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	26 832,00	32,78%
Subvention Région Ile de France	24 555,00	30,00%
Subvention Syctom prévisionnelle	20 463,00	25,00%
Subvention ville de Paris prévisionnelle	10 000,00	12,22%
Total	81 850,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 277,50 €
2018	12 277,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009747

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : EXPERIMENTATION D'UNE SOLUTION DE COLLECTE DE PROXIMITE ET DE COMPOSTAGE URBAIN DE BIODECHETS PAR LA SAS LES ALCHIMISTES (93) - INVESTISSEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	45 000,00 €	20,00 %	9 000,00 €
	Montant Total de la subvention		9 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-20421-471009-200
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES ALCHIMISTES
Adresse administrative : 6 RUE ARNOLD GERAUX
93450 L'ILE SAINT DENIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Alexandre GUILLUY, Président

N° SIRET : 82429834300016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La SAS les Alchimistes a été créée en novembre 2016 par des actionnaires constitués de 4 personnes physiques et de 2 associations (Halage et Etudes et Chantiers). La société a pour objet :
- La promotion d'un développement durable et d'une économie circulaire
- La collecte et le traitement de tous types de déchets, la recherche et le développement, la sensibilisation des acteurs économiques et du grand public, la vente de produits issus du traitement des déchets (compost)
- La prise de participation dans d'autres structures économiques existantes ou à créer, permettant d'accomplir son objectif d'utilité publique.

L’objectif du projet est d’expérimenter en zone urbaine dense la collecte et le compostage des biodéchets produits par les ménages et les activités économiques. Cette expérimentation sur un seul site devrait permettre de tester et valider le modèle technique, économique et réglementaire de cette solution, et de montrer la pertinence du modèle aux financeurs et partenaires. A terme, l’objectif est de développer, d’ici 2023, 10 sites similaires, ce qui représenterait 5 400 tonnes de biodéchets traitées par an.

Description :

Les principales caractéristiques de l'expérimentation sont :

- Lieu : site des Grands Voisins – Paris 14
- Démarrage : été 2017
- Durée : 9 mois dont 6 mois à pleine capacité de compostage – des contacts ont été pris avec l’aménageur du futur site des grands Voisins (Paris Batignolles Aménagement) pour pérenniser cette activité sur le site du futur éco-quartier de Saint Vincent de Paul. A défaut, le dispositif sera transposé dans un autre lieu (plusieurs sites sont envisagés dont un avec la maitrise foncière des Alchimistes).

La solution envisagée repose sur plusieurs innovations :

- La collecte des biodéchets de la restauration en zone hyper-urbaine en logistique douce au moyen de vélos-cargos. La clientèle visée est constituée des « gros producteurs » (plus de 10 t/an), qui ont depuis 2016, l’obligation de trier et valoriser leurs biodéchets. Il s’agit principalement des restaurants, cantines scolaires et supermarchés. La phase d’expérimentation permettra de tester les différentes modalités de collecte (avec ou sans changement de bacs, selon différentes fréquences...), ainsi que les prix des prestations pour définir la ou les meilleures offres de collecte adaptées aux différents producteurs. L’expérimentation sera calibrée sur une quantité de 150 à 300 kg de biodéchets collectés par jour.
- Le compostage des biodéchets en milieu hyper-urbain au moyen d’un électro-composteur, qui permet d’offrir une solution industrielle et commerciale aboutie, tout en restant en-dessous du seuil de classement ICPE (installation classée pour la protection de l’environnement), ce qui signifie qu’il n’y aura pas de dossier à déposer en préfecture. Des contacts étroits ont été pris avec les autorités environnementales (services de l’état) pour valider la conformité réglementaire de cette solution, et la maitrise des nuisances éventuelles (nuisances olfactives maitrisées par la mise en place d’un biofiltre). Les structurants (broyats végétaux) nécessaires au process seront fournis par les associations Halage et Etudes et Chantiers, cette dernière réalise des chantiers de gestion d’espaces verts.
- La création d’un nouveau métier de « collecteur – composteur », en travaillant notamment avec l‘ADIE (Association pour le Droit à l’Initiative Economique) sur l’idée d’un déploiement sous forme de micro-franchise.
- La production d’un compost en ville à partir de biodéchets urbains, répondant aux normes de qualité réglementaire (NFU 44051), et susceptible d’être valorisé en circuit court (particuliers, espaces verts et projets d’agriculture urbaine).

Ce dispositif n’a pas encore fait l’objet d’une expérimentation en France. Cependant, le porteur de projet est en relation avec deux initiatives similaires à l’étranger :

- La start-up canadienne HopCompost basée à Calgary, qui met en œuvre une solution similaire depuis près de 2 ans. L’entreprise vient d’ouvrir un second site à Vancouver, et a réussi une nouvelle levée de fonds permettant l’ouverture de 10 sites dans les 5 prochaines années.
- La ville néerlandaise de Hengelo, qui expérimente depuis l’été dernier, une solution comparable, utilisant les mêmes machines, pour composter les biodéchets des ménages. Cette expérimentation doit conduire à un déploiement prochain de la solution à l’échelle de la ville.

Les Alchimistes bénéficient du soutien de la ville de Paris, mais également d’autres collectivités du Grand Paris : un projet co-porté par les Alchimistes et l’EPT Plaine Commune à Stains a été récemment lauréat de l’appel à manifestation d’intérêt de l’ANRU « projet d’investissement d’avenir – ville durable et solidaire ».

Pour la réalisation de l'expérimentation, les travaux et achats suivants seront réalisés :

- Espace extérieur à aménager : il s'agira de la construction d'un abri, de silos de maturation, et de stockage pour le compost ; ces constructions seront réalisées avec des matériaux simples et issus majoritairement du réemploi, en partenariat avec des acteurs expérimentés du réemploi et de la construction temporaire présents sur le site des Grands Voisins.
- Travaux pour l'alimentation électrique, l'alimentation en eau et l'évacuation des eaux usées pour le nettoyage du vélo-cargo et des bacs de collecte.
- Achat du matériel de collecte et de préparation : petits bacs et sacs compostables à fournir aux clients, bacs, vélo-cargo adapté, balance mobile et jet haute pression pour le nettoyage et la désinfection des bacs, table de tri et bacs de stockage de la matière structurante.
- Achat du matériel de compostage : composteur Rocket A900 (fournisseur : Tidy Planet), biofiltre pour la maitrise des odeurs, bacs à roulette et pelle pour la manutention du compost, baies de maturation, crible de type trommel, big-bags et sacs pour le conditionnement du compost.

Le public cible de cette opération est constitué prioritairement des professionnels de la restauration du quartier, dans un rayon de 1,5 km autour des Grands Voisins, dont les 2 sites de restauration des Grands Voisins. Ce sont principalement des petits et moyens établissements, dont les déchets sont actuellement majoritairement gérés par le service public de gestion des déchets (il s'agit en fait de déchets assimilés aux déchets ménagers).
S'ils le souhaitent, les riverains pourront apporter leurs biodéchets, cela permettra de sonder l'intérêt des particuliers pour ce type de solution.
A court terme, l'objectif est de démultiplier ces installations sur d'autres zones urbaines franciliennes et de se positionner également en prestataire des collectivités pour collecter et traiter les biodéchets des ménages.

Moyens mis en œuvre :
La SAS est maître d'ouvrage.

Intérêt régional : Cette opération contribue à l'atteinte des objectifs du PREDMA, en concourant à la valorisation organique des déchets. Elle permet également de contribuer aux objectifs ambitieux de la loi de transition énergétique pour la croissance verte, qui met un focus particulier sur le flux de biodéchets, et qui a imposé le développement d'une filière de collecte et de traitement des biodéchets des professionnels en 2016, et des biodéchets des ménages en 2025.
De plus, cette opération répond à une des problématiques spécifiques de l'Ile-de-France, qui est la zone urbaine très dense, rendant difficile l'implantation d'installations industrielles de méthanisation ou de compostage des biodéchets sur le territoire du Grand Paris.
Elle permet d'élargir l'offre de service de collecte et de traitement aux producteurs de biodéchets, tout en réduisant très fortement le transport routier généré par la gestion des biodéchets (facteur 20 par rapport à un traitement en grande couronne). Elle contribue donc à l'atteinte des objectifs du Plan de Protection de l'Atmosphère de la Région.
L'organisme a signé la charte Régionale des valeurs de la République et de la laicité .

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Professionnels de la restauration du quartier et habitants dans un rayon de 1,5 km.

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 3 (le porteur de projet figure dans la liste des bénéficiaires en tant qu'acteur de

l’économie sociale et solidaire) :
20% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 45 000,00 €, soit une aide régionale de 9 000,00 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Electro-composteur A900	30 000,00	66,67%
Travaux d'aménagement	5 000,00	11,11%
Autres matériels de traitement	4 000,00	8,89%
Matériels de collecte	6 000,00	13,33%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	12 500,00	27,78%
Subvention Région Ile de France	9 000,00	20,00%
Subvention prévisionnelle BPI - Paris Initiative Amorçage	10 000,00	22,22%
Subvention ADEME prévionnelle	13 500,00	30,00%
Total	45 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 500,00 €
2018	4 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009780

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE : CREATION DU RESEAU REGAL IDF (RESEAU DES ACTEURS POUR EVITER LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE EN ILE DE FRANCE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	188 200,00 €	7,97 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-72-6574-172001-200
17200107- Plan régional de prévention

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ORGANISATION ANTI GASPI ON AGI
Adresse administrative : 20 RUE DES ECOUFFES
75004 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Mathilde THERY, Présidente

Date de publication au JO : 9 novembre 2015

N° SIRET : 82051329900017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La structuration d'un Réseau des acteurs qui Évitent le Gaspillage Alimentaire (REGAL) a pour objectif de soutenir et accélérer la dynamique collective des acteurs de la lutte contre le gaspillage alimentaire en Île de France.

Description :
La création d'un réseau des acteurs franciliens qui œuvrent en faveur de la lutte contre le gaspillage

alimentaire a pour objet de :
- cartographier les acteurs
- faire dialoguer les acteurs franciliens, à travers 4 groupes de travail, pour identifier des synergies entre leurs actions et leurs besoins
- mettre en place des forums et rencontres pour concevoir des stratégies locales, et des argumentaires communs
- faire le lien entre ceux qui agissent et ceux qui veulent agir contre le gaspillage alimentaire
- créer et répertorier des outils pédagogiques et les diffuser pour démultiplier les bonnes pratiques
- travailler à la quantification de l'impact de chaque acteur
- soutenir et conseiller les pouvoirs publics dans la mise en œuvre de leurs plans d'action
- assurer une veille sur les évolutions réglementaires européennes et françaises relatives au gaspillage alimentaire et au traitement des bio-déchets
- organiser et soutenir des évènements de sensibilisation (journée nationale de lutte contre le gaspillage alimentaire en octobre, Semaine Européenne de Réduction des Déchets en novembre, semaine du goût…)
- participer aux discussions autour du futur plan régional de gestion de déchets (comprenant un volet spécifique sur le gaspillage alimentaire), à travers la rédaction d'un livre blanc anti-gaspi.

Le réseau sera animé par un coordinateur, et les 4 collèges d'acteurs (don, sensibilisation, restauration collective et filière) seront chacun piloté par une structure volontaire.
Un comité de pilotage sera mis en place, dans lequel siègeront les co-financeurs.
Une plateforme web sera créée.

Moyens mis en œuvre :
L'association Organisation Anti Gaspi sera le maître d'ouvrage

Intérêt régional : La lutte contre le gaspillage alimentaire relève des objectifs du plan de prévention et de gestion des déchets.
L'organisme a signé la charte Régionale des valeurs de la République et de la laicité .

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les acteurs régionaux œuvrant en faveur de la lutte contre le gaspillage alimentaire.
Les élus des collectivités franciliennes.

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 1 :
7,97 % des dépenses éligibles qui correspondent à 188 200,00 €, soit une aide régionale de 15 000,00 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	140 500,00	74,65%
Communication	15 000,00	7,97%
Prestations	19 700,00	10,47%
Matériel	13 000,00	6,91%
Total	188 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	103 200,00	54,84%
Subvention Région Ile de France	15 000,00	7,97%
Subvention ADEME prévisionnelle	70 000,00	37,19%
Total	188 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €
2018	5 000,00 €
2019	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009211

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LA COMMUNE DE GUITRANCOURT (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté	31 801,00 €	60,00 %	19 080,60 €
	Montant Total de la subvention		19 080,60 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-200
17200109- Fonds propreté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GUITRANCOURT
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE
78440 GUITRANCOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick DAUGE, Maire

N° SIRET : 21780296600010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds Propreté
Rapport Cadre : CR127-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Située sur le territoire de la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise dans les Yvelines, la commune de Guitrancourt est confrontée à des problèmes de dépôts sauvages. 10 points noirs ont été identifiés sur le territoire, et la ville souhaite agir dès à présent pour les réduire. Son projet s'articule avec celui de Grand Paris Seine et Oise, soutenu par la Région en novembre 2016, et qui consiste à réaliser un diagnostic de la situation du territoire vis-à-vis des dépôts sauvages, et à définir un plan d'actions commun. Confrontée à la recrudescence des dépôts sauvages qui touchent notamment les voies communales permettant d'accéder aux espaces agricoles, la commune de Guitrancourt souhaite agir dès à présent pour ne pas laisser la situation empirer, et s'est fixé les objectifs suivants :

- assurer un suivi des tonnages collectés
- diminuer de 20% la première année et de 40% dans les trois années à venir les dépôts sauvages

de déchets sur la commune
- renforcer les sanctions envers les auteurs de dépôts sauvages à l'aide de caméras de vidéosurveillance
- limiter, et si possible éradiquer certains points noirs, grâce notamment à la mise en place de barrières

Description :
Pour réduire les dépôts sauvages et les points noirs identifiés, la ville de Guitrancourt souhaite réaliser les investissements suivants :
- installation de 4 barrières pour bloquer l'accès aux zones régulièrement utilisées pour les dépôts sauvages, (en bordure de bois, sur les chemins et aux abords des routes et des parcelles agricoles)
- achat de 4 caméras de vidéosurveillance
- achat d'un chargeur pour permettre à la ville de collecter elle-même les dépôts sauvages, et ainsi supprimer les coûts d'enlèvement
- sensibilisation de la population par la mise en place de panneaux signalétiques et de la diffusion d'un avis communal.

Le travail sera réalisé en coordination avec les villes voisines et avec la communauté urbaine.

Moyens mis en œuvre :
La ville de Guitrancourt est maître d'ouvrage.

Intérêt régional : Ce projet s'inscrit dans les objectifs régionaux de lutte contre les dépôts sauvages, et répond aux critères du dispositif « fonds propreté ».

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ensemble des habitants et usagers de la ville de Guitrancourt.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté :
60% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 31 801,00 €, soit une aide régionale de 19 080,60 €.

Localisation géographique :
- GUITRANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Barrières	5 380,00	16,92%
Caméras de vidéosurveillance	1 296,00	4,08%
Chargeur pour collecter les dépôts sauvages	24 950,00	78,46%
Panneaux de signalétique	175,00	0,55%
Total	31 801,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	12 720,40	40,00%
Subvention Région Ile de France	19 080,60	60,00%
Total	31 801,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	19 080,60 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrats ruraux	135 000,00 €
	Montant total	135 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009215

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FONDS PROPRETÉ : ACTION DE LUTTE CONTRE LES DÉPÔTS SAUVAGES PAR LA COMMUNE DE POMMEUSE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté	1 364,00 €	60,00 %	818,40 €
	Montant Total de la subvention		818,40 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-200
17200109- Fonds propreté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE POMMEUSE
Adresse administrative : AV DU GENERAL HUERNE
77515 POMMEUSE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Joël DUCEILLIER, Maire

N° SIRET : 21770371900013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds Propreté
Rapport Cadre : CR127-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le territoire de la commune de Pommeuse (2 920 habitants) est constitué de nombreux chemins communaux sur lesquels des dépôts sauvages sont très souvent constatés. Malgré un contrôle des forces de la Police Nationale de Coulommiers et de la Police Municipale de Pommeuse, les dépôts sauvages sont très nombreux. La mise en place des barrières a permis une réduction de moitié des dépôts sauvages, mais cela ne suffit pas.
Ainsi, la commune souhaite assurer une surveillance continue en ayant recours à des moyens complémentaires aux barrières déjà installées.

Description :

En 2016, 37 dépôts sauvages de différentes quantités ont été constatés sur la commune. Les coûts engendrés ont été les suivants :

- 10 000 € pour la location d'une benne de 30 m3
- 10 000 € pour l'emploi d'un agent pour ramasser les dépôts sauvages
- 15 000 € pour la mise en place de 6 barrières levantes manuelles.

Depuis plusieurs mois, les dépôts sont en constante augmentation ; certains dépôts peuvent s'avérer volumineux. Ainsi, la commune de Pommeuse prévoit d'installer trois appareils photos avec capteur infrarouge, aux endroits qui font l'objet de dépôts sauvages récurrents.
La commune espère obtenir des résultats positifs pour l'identification des personnes et/ou des véhicules qui sont responsables des dépôts.

Depuis le 1er janvier 2017, la commune de Pommeuse est adhérente à la Communauté de Communes du Pays de Coulommiers, qui fait partie du SMICTOM de la région de Coulommiers qui exerce la compétence collecte des déchets ménagers et assimilés, et qui a transféré la compétence traitement au SMITOM Nord 77.
La communauté de communes du Pays de Coulommiers est constituée de 4 communes qui ont décidé de mettre en commun leurs services techniques.
Les services techniques de la communauté de communes, la police municipale de la commune de Pommeuse, sont en contact avec la Police Nationale, ainsi qu'avec le service de ramassage des déchets encombrants du SMICTOM de Coulommiers. Ces acteurs veilleront à améliorer la coordination de leurs actions pour lutter contre les dépôts sauvages observés sur le territoire.

Les communes adhérentes du SMICTOM communiquent (réseaux sociaux, journaux communaux, fêtes communales), auprès des habitants sur le tri, et sur les conséquences négatives des dépôts sauvages pour la faune et la flore.

Les habitants du territoire bénéficient de collectes d'encombrants tous les mois impairs, et peuvent aussi accéder à la déchèterie de Coulommiers gérée par le SMITOM Nord 77. Les services techniques de la communauté de communes peuvent déposer gratuitement à la déchèterie les collectes de dépôts sauvages.
Une réflexion est en cours entre les communes adhérentes du SMICTOM et le SMITOM Nord 77 pour arrêter le ramassage d'encombrants en porte à porte, et le remplacer par une collecte à la demande.

Les chemins et rues équipés par des barrières sont :

- le chemin de la Fosse aux Loups
- le chemin de promenade le long de la rivière du Grand Morin
- la rue des Fosses
- la rue de la Tuilerie.

Les appareils photos seront installés dans les rues et chemins suivants :

- rue des Fosses
- rue de la République
- chemin de la Rochelle
- chemin de la Fosse aux Loups
- chemin du Poncet
- sente des Charmes aux Bordes
- rue du Chêne Gris
- rue du Mont
- sente de Chalendos

Moyens mis en œuvre :
La commune de Pommeuse est maître d'ouvrage.

Intérêt régional : Ce projet s'inscrit dans les objectifs régionaux de lutte contre les dépôts sauvages, et répond aux critères du dispositif « fonds propreté ».

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Habitants et ensemble des acteurs (professionnels, …) de Pommeuse

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté :
60% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 1 364,00 € soit une aide régionale de 818,40 €.

Localisation géographique :

- POMMEUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Appareils à pièges photographiques	1 197,00	87,76%
Boitiers de protection	167,00	12,24%
Total	1 364,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	545,60	40,00%
Subvention Région Ile de France	818,40	60,00%
Total	1 364,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	818,40 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
	Montant total	481 477,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009262

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FONDS PROPRETE : ACTION DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LE SMITOM NORD SEINE ET MARNAIS (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté	8 000,00 €	60,00 %	4 800,00 €
	Montant Total de la subvention		4 800,00 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-200
17200109- Fonds propreté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMITOM SYNDICAT MIXTE TRAIT ORDURES NORD SEINE ET MARNE
Adresse administrative : CHE DE LA CROIX GILLET
77122 MONTHYON
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : JEAN-FRANCOIS PARIGI, Président

N° SIRET : 25770491600028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds Propreté
Rapport Cadre : CR127-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le SMITOM Nord Seine et Marne est le syndicat intercommunal en charge du traitement et de la valorisation des déchets ménagers des 167 communes du nord du département, représentant près de 404 191 habitants.
Le territoire du SMITOM est impacté par de nombreux dépôts sauvages, et plus particulièrement sur le territoire des communes rurales. Certains d'entre elles disposent de bois et de chemins, qui facilitent les dépôts sauvages.
Le SMITOM Nord s'est engagé à accompagner ses adhérents pour lutter contre les dépôts sauvages, et a relayé auprès d'eux les informations relatives au fonds propreté, et aux formations diffusées par le réseau Ideal sur les pouvoirs de police, les sanctions, et la réglementation (formations financées par la Région).

Le SMITOM a aussi mené une enquête sur le suivi des plaintes déposées par les communes.
Afin de poursuivre l'accompagnement de ses adhérents, le SMITOM a décidé d'acquérir des caméras mobiles afin de les mettre à disposition de ces derniers.

Description :
Le SMITOM Nord gère 12 déchèteries accessibles aux habitants, aux professionnels, aux services techniques des communes et des 9 collectivités adhérentes. Les accès sont contrôlés, limités et payants pour les professionnels et pour les services techniques.
En fin 2016, le SMITOM a décidé de lancer une expérimentation pour la prise en charge d'un quota gratuit de dépôts sauvages (sur la base de 5 m3 pour 1 000 habitants) sur 4 communes.
En plus de cette expérimentation et de la diffusion d'informations, le SMITOM Nord a décidé d'acquérir des caméras permettant de prendre des photos, afin de les mettre à disposition des 167 communes de son territoire.
La mise à disposition se fera au travers d'une convention de partenariat, qui précisera les modalités de prêt d'une ou plusieurs caméras.
Dans un 1er temps, le SMITOM fera l'acquisition de 3 à 5 caméras, puis dans un 2ème temps, en fonction des demandes des communes fera l'acquisition de caméras supplémentaires.

Moyens mis en œuvre :
Le SMITOM Nord est maître d'ouvrage.

Intérêt régional : Ce projet s'inscrit dans les objectifs régionaux de lutte contre les dépôts sauvages, et répond aux critères du dispositif « fonds propreté ».

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Habitants et ensemble des acteurs (professionnels, …) du SMITOM Nord 77.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté :
60% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 8 000,00 €, soit une aide régionale de 4 800,00 €.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de caméras	8 000,00	100,00%
Total	8 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	3 200,00	40,00%
Subvention Région Ile de France	4 800,00	60,00%
Total	8 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	39 436,80 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	431 430,20 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	78 960,00 €
	Montant total	549 827,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009738

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LA COMMUNE DE COUBRON (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté	16 330,68 €	60,00 %	9 798,41 €
	Montant Total de la subvention		9 798,41 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-200
17200109- Fonds propreté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COUBRON
Adresse administrative : 133 RUE JEAN-JAURES
93470 COUBRON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Ludovic TORO, Maire

N° SIRET : 21930015900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds Propreté
Rapport Cadre : CR127-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La ville de Coubron est confrontée depuis plusieurs années à des dépôts sauvages de déchets, qui sont surtout localisés au niveau de la RD 129, au nord de la commune. Il y a une dizaine d'années, la municipalité de Coubron a réuni, en sous-préfecture, les villes voisines (Vaujours, Courtry, Clichy-sous-Bois), le Conseil Général de Seine-Saint-Denis et celui de Seine-et-Marne pour lutter contre ce fléau. De grands panneaux de sensibilisation et d'information sur les peines encourues ont été installés, et des poursuites judiciaires ont été engagées envers les contrevenants identifiés. Ces actions ont permis de diminuer le nombre de dépôts constatés sur cette voie.
Les chemins communaux sont également la cible de dépôts de déchets (gravats et déchets de chantiers notamment). Des opérations citoyennes de nettoyage sont régulièrement organisées sur le territoire, et la police municipale est sensibilisée à la problématique. Par ailleurs, un grand nombre de Coubronnais sont

sensibilisés au respect de l'environnement, et appellent les services de la ville pour signaler les dépôts sauvages qu'ils constatent sur le territoire.
Ces dernières années, les tonnages de dépôts sauvages collectés sur la ville varient de 5,5 à 8 tonnes par an.

La ville de Coubron souhaite poursuivre la mise en place d'actions de prévention et de lutte contre les dépôts sauvages pour préserver son patrimoine naturel. Son objectif est de diminuer le nombre des dépôts sauvages et d'éradiquer les points noirs.

Description :
Afin de lutter contre les dépôts sauvages sur les chemins et sentiers touchés par ces incivilités, la ville de Coubron souhaite mener les actions suivantes :
- Protection des chemins par l'installation de 4 barrières mobiles. Le système devra permettre l'accès aux agriculteurs qui utilisent ces sentiers pour atteindre leurs champs.
- Installation de 8 appareils photos dans les endroits où la mise en place de barrières ne serait pas adaptée.
- Pose de 8 panneaux de sensibilisation.
- Suivi judiciaire des procédures engagées envers les contrevenants. Un des problèmes identifié est l'absence de suites données par les tribunaux aux plaintes déposées contre les auteurs de dépôts sauvages. Or les dépôts sauvages sont un véritable fléau pour la commune de Coubron (pollution, coût financier, …). Pour sensibiliser les tribunaux à ce sujet, une rencontre a été programmée entre la ville de Coubron, les services du Tribunal de Grande Instance de Bobigny, en présence de l'Agence des Espaces Verts, propriétaire de nombreuses parcelles agricoles et naturelles sur la commune.

La ville de Coubron associera à son projet différents partenaires locaux : police intercommunale de Vaujours-Coubron, services du TGI, Agence des Espaces Verts, agriculteurs…

Moyens mis en œuvre :
La ville de Coubron est maître d'ouvrage

Intérêt régional : Ce projet s'inscrit dans les objectifs régionaux de lutte contre les dépôts sauvages, et répond aux critères du dispositif « fonds propreté ».

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Habitants et ensemble des acteurs (professionnels, …) de la ville de Coubron.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté :
60% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 16 330,68 €, soit une aide régionale de 9 798,41 €.

Localisation géographique :

- COUBRON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Barrieres	8 618,00	52,77%
Appareils photographiques	4 250,00	26,02%
Panneaux de communication	3 462,68	21,20%
Total	16 330,68	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	6 532,27	40,00%
Subvention Région Ile de France	9 798,41	60,00%
Total	16 330,68	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 798,41 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-281 DU 5 JUILLET 2017

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA "STRATÉGIE RÉGIONALE POUR LA BIODIVERSITÉ" TROISIÈME AFFECTATION 2017 ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE "EMPLOIS D'INSERTION ENVIRONNEMENT" PREMIÈRE AFFECTATION 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Environnement ;

VU La délibération n° CR 09-860 du 24 septembre 2009 relative aux Emplois d'insertion environnement (convention type) ;

VU La convention passée avec l'Association Espaces pour les Emplois Insertion Environnement n° 14-92-01, approuvée par la délibération n° CP 14-097 du 30 janvier 2014, modifiée par l'avenant n° 1 approuvé par la délibération n° CP 16-144 du 15 juin 2016 ;

VU La convention passée avec l'Association Espaces pour les Emplois Insertion Environnement n° 15-92-01, approuvée par la délibération n° CP 15-364 du 17 juin 2015, modifiée par l'avenant n°1 approuvé par la délibération n° CP 16-144 du 15 juin 2016 ;

VU La convention passée avec l'Association Espaces pour les Emplois Insertion Environnement n° 15-92-02, approuvée par la délibération n° CP 15-475 du 9 juillet 2015, modifiée par l'avenant n° 1 approuvé par la délibération n° CP 16-144 du 15 juin 2016 ;

VU La convention passée avec l'Association Espaces pour les Emplois Insertion Environnement n° 15-92-03, approuvée par la délibération n° CP 15-475 du 9 juillet 2015, modifiée par l'avenant n° 1 approuvé par la délibération n° CP 16-144 du 15 juin 2016 ;

VU La convention passée avec l'Association Halage relative aux Emplois Insertion Environnement, n° 15-93-02, approuvée par la délibération n° CP 15-475 du 9 juillet 2015, modifiée par l'avenant n° 1 approuvée par la délibération n° CP 16-404 du 21 septembre 2016 ;

VU La convention passée avec l'Association Halage relative aux Emplois Insertion Environnement n° 15-93-03, approuvée par la délibération n° CP 15-475 du 9 juillet 2015, modifiée par l'avenant n° 1 approuvé par la délibération n° CP 16-560 du 16 novembre 2016 ;

VU La convention passée avec Paris Cocagne Jardin Cocagne du Limon pour les Emplois Insertion Environnement n° 14-92-01, approuvée par la délibération n° CP 15-728 du 8 octobre 2015, modifiée par l'avenant n°1 approuvé par la délibération n° CP 16-404 du 21 septembre 2016 ;

VU La convention passée avec l'Association Espaces relative aux Emplois Insertion Environnement n° 15-92-04, approuvée par la délibération n° CP 15-728 du 8 octobre 2015, modifié par l'avenant n° 1 approuvé par la délibération n° CP 16-144 du 15 juin 2016 ;

VU La convention passée avec l'Association Plaine de Vie, relative aux Emplois Insertion Environnement, n° 15-95-06, approuvée par la délibération n° CP 15-728 du 8 octobre 2015, modifiée par l'avenant n° 1 approuvé par la délibération° CP 16-404 du 21

septembre 2016 ;

VU La convention passée avec l'Association Halage relative aux Emplois Insertion Environnement, n° 15-95-07, approuvée par la délibération n° CP 15-728 du 8 octobre 2015, modifiée par l'avenant n°1 approuvé par la délibération n° CP 16-404 du 21 septembre 2016 ;

VU La convention passée avec l'Association Halage relative aux Emplois Insertion Environnement n° 14-93-01, approuvée par la délibération n° CP 14-804 du 20 novembre 2014, modifiée par l'avenant n° 1 approuvé par la délibération n° CP 16-404 du 21 septembre 2016 ;

VU La délibération CR 108-13 du 21 novembre 2013, relative au soutien des structures dans le secteur de l'environnement ;

VU La délibération n° CR 71-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour la biodiversité en Ile-de-France

VU La délibération n° CR 71-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour la biodiversité en Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 12-14 du 13 février 2014 habilitant le Président à signer la convention d'objectifs et de moyens avec l'Agence des Espaces Verts ;

VU La délibération du Conseil Régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente **;**

VU La délibération n° CR 2017-78 du 18-19 mai 2017 relative à l'adoption des nouveaux statuts du Syndicat Mixte pour l'aménagement de la Plaine de Pierrelaye-Bessancourt autour d'un projet de nouvelle forêt (SMAPP) ;

VU Les statuts du syndicat mixte pour l'aménagement de la plaine de Pierrelaye-Bessancourt (SMAPP) approuvés par la délibération CR 18-14 du 13 février 2014 et modifiés par la délibération n° CR 2017-078 du 18 mai 2017 ;

VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU La délibération n° CP 15-364 du 17 juin 2015 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale « Emplois Insertion Environnement » (troisième affectation juin 2015) ;

VU La délibération n° CP 15-521 du 09 juillet 2015 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale « Soutien direct pour les structures du secteur de l'environnement » ;

VU La délibération n° CP 15-716 du 08 octobre 2015 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale « Soutien direct pour les structures du secteur de l'environnement » ;

VU La délibération n° CP 16-157 du 15 juin 2016 approuvant la convention type biodiversité, modifiée par délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-281 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide du versement d'une cotisation annuelle au Syndicat mixte pour l'aménagement de la Plaine de Pierrelaye-Bessancourt autour d'un projet de nouvelle forêt (SMAPP).

Affecte une autorisation d'engagement de **198 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement » code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP 76-003 (176003) « Protections des milieux naturels et des paysages », action 17600302 « Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité » du budget 2017.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif « Emplois Insertion Environnement » au financement de la troisième et dernière année des contrats présentés en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions dont le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets**.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 09-860 de la Commission permanente du 24 septembre 2009, modifiée conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens, ainsi que par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **213 970 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement, code fonctionnel 71 « Actions transversales » programme HP 71-008 (171008) « Soutien aux associations et organismes du domaine de l'environnement et du développement durable», action 17100802 « Emplois d'insertion en environnement» du budget 2017.

Article 3 :

Approuve l'avenant type n° 2 à la convention relative aux « Emplois Insertion Environnement » applicable aux associations, présenté en annexe 3 à la présente délibération et autorise la résidente du conseil régional à le signer.

Article 4 :

A titre exceptionnel, autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-dessous par dérogation visée aux articles 17 et 29 de l'annexe de la délibération CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prolongé par délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Dosser Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
EX011759	HALAGE EIE CHANTIER INSERTION DE VALORISATION DES ESPACES VERTS LE LONG DE LA LIGNE J SNCF - ANNEE 3	HALAGE	01/04/2016
EX017613	ASSOCIATION ESPACES CHANTIER D'INSERTION GARES FERROVIAIRES YVELINES - ANNEE 3	ASSOCIATION ESPACES	01/11/2014
EX018743	EIE - ASSOCIATION ESPACES - FOLIES D'HUMUS - ANNEE 3	ASSOCIATION ESPACES	01/08/2014
EX019335	ASSOCIATION ESPACES CHANTIER D'INSERTION JARDIN SOLIDAIRES ET PARTAGE COURBEVOIE - ANNEE 3	ASSOCIATION ESPACES	01/01/2016
EX019880	PARIS COCAGNE JARDIN COCAGNE DU LIMON ATELIER ET CHANTIER D'INSERTION "JARDIN COCAGNE DE LIMON" (AGRICULTURE BIOLOGIQUE) - VAUHALLANI (91) -ANNEE 3	PARIS COCAGNE JARDIN COCAGNE DU LIMON	01/01/2017
EX019939	ASSOCIATION ESPACES CHANTIER D'INSERTION JARDINS ET ESPACES VERTS VERSAILLES-YVELINES - ANNEE 3	ASSOCIATION ESPACES	01/01/2017
EX020276	ASSOCIATION PLAINE DE VIE POUR LE CHANTIER ENVIRONNEMENT PATRIMOINE - ANNEE 3	ASSOCIATION PLAINE DE VIE	01/01/2017
EX020280	ASSOCIATION PLAINE DE VIE POUR LE CHANTIER VERT AVENIR - ANNEE 3	ASSOCIATION PLAINE DE VIE	01/01/2017
EX021023	ASSOCIATION ESPACES POUR LE CHANTIER D'INSERTION ESPACES VERTS D'ANTONY - ANNEE 3	ASSOCIATION ESPACES	01/09/2016
EX021097	HALAGE - VALORISATION ECOLOGIQUE SAINT-DENIS - ANNEE 3	HALAGE	01/01/2017
EX022002	HALAGE POUR LE CHANTIER D'INSERTION PETITE CEINTURE FERROVIAIRE DE PARIS - ANNÉE 3	HALAGE	01/01/2017

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE 1 - ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-281	Budget	2017

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**171008 - Soutien aux associations et organismes du domaine de l'environnement et du développement durable**
Action	**17100802 - Emplois d'insertions en environnement**

Dispositif : N° 00000449 - Emploi Insertion Environnement (EIE)

Dossier	EX011759 - HALAGE EIE CHANTIER INSERTION DE VALORISATION DES ESPACES VERTS LE LONG DE LA LIGNE J SNCF - ANNEE 3			
Bénéficiaire	R10910 - HALAGE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 700,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
204 134,00 €	HT	10,14 %	20 700,00 €	

Dossier	EX017613 - ASSOCIATION ESPACES CHANTIER D'INSERTION GARES FERROVIAIRES YVELINES - ANNEE 3			
Bénéficiaire	R10630 - ASSOCIATION ESPACES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 416,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
57 097,00 €	HT	34,01 %	19 416,00 €	

Dossier	EX018743 - EIE - ASSOCIATION ESPACES - FOLIES D'HUMUS - ANNEE 3			
Bénéficiaire	R10630 - ASSOCIATION ESPACES			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 554,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 702,00 €	HT	24,23 %	19 554,00 €	

Dossier	EX019335 - ASSOCIATION ESPACES CHANTIER D'INSERTION JARDIN SOLIDAIRES ET PARTAGE COURBEVOIE - ANNEE 3			
Bénéficiaire	R10630 - ASSOCIATION ESPACES			
Localisation	COURBEVOIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 800,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
308 680,00 €	HT	5,77 %	17 800,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-281	Budget	2017

Dossier	EX019880 - PARIS COCAGNE JARDIN COCAGNE DU LIMON ATELIER ET CHANTIER D'INSERTION "JARDIN COCAGNE DE LIMON" (AGRICULTURE BIOLOGIQUE) - VAUHALLANl (91) -ANNEE 3			
Bénéficiaire	EX005722 - PARIS COCAGNE JARDIN COCAGNE DU LIMON			
Localisation	CA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 096 931,00 €	HT	1,6 %	17 500,00 €	

Dossier	EX019939 - ASSOCIATION ESPACES CHANTIER D'INSERTION JARDINS ET ESPACES VERTS VERSAILLES-YVELINES - ANNEE 3			
Bénéficiaire	R10630 - ASSOCIATION ESPACES			
Localisation	CA VERSAILLES GRAND PARC (78-YVELINES)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
348 227,00 €	HT	5,03 %	17 500,00 €	

Dossier	EX020276 - ASSOCIATION PLAINE DE VIE POUR LE CHANTIER ENVIRONNEMENT PATRIMOINE - ANNEE 3			
Bénéficiaire	P0002694 - ASSOCIATION PLAINE DE VIE			
Localisation	CA PLAINE VALLEE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
226 050,00 €	HT	8,63 %	19 500,00 €	

Dossier	EX020280 - ASSOCIATION PLAINE DE VIE POUR LE CHANTIER VERT AVENIR - ANNEE 3			
Bénéficiaire	P0002694 - ASSOCIATION PLAINE DE VIE			
Localisation	CA PLAINE VALLEE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
220 050,00 €	HT	8,86 %	19 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-281	Budget	2017

Dossier	EX021023 - ASSOCIATION ESPACES POUR LE CHANTIER D'INSERTION ESPACES VERTS D'ANTONY - ANNEE 3			
Bénéficiaire	R10630 - ASSOCIATION ESPACES			
Localisation	ANTONY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
367 461,00 €	HT	4,76 %	17 500,00 €	

Dossier	EX021097 - HALAGE - VALORISATION ECOLOGIQUE SAINT-DENIS - ANNEE 3			
Bénéficiaire	R10910 - HALAGE			
Localisation	PLAINE COMMUNE (EPT6)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
214 564,00 €	HT	10,49 %	22 500,00 €	

Dossier	EX022002 - HALAGE POUR LE CHANTIER D'INSERTION PETITE CEINTURE FERROVIAIRE DE PARIS - ANNÉE 3			
Bénéficiaire	R10910 - HALAGE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
251 734,00 €	HT	8,94 %	22 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000449 - Emploi Insertion Environnement (EIE)	213 970,00 €

Total sur l'imputation 937 - 71 - 171008 - 17100802	213 970,00 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**76 - Patrimoine naturel**
Programme	**176003 - Protection des milieux naturels et des paysages**
Action	**17600302 - Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité**

Dispositif : N° 00000452 - Versement des cotisations annuelles à divers organismes agissant dans le domaine de l'environnement

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-281	Budget	2017

Dossier	17009058 - CONTRIBUTION AU BUDGET DE FONCTIONNEMENT 2017 - SYNDICAT MIXTE POUR L'AMENAGEMENT DE LA PLAINE DE PIERRELAYE BESSANCOURT (SMAPP)			
Bénéficiaire	P0030395 - SMAPP S MIXTE POUR LAMENAGEMENT DE LA PLAINE DE PIERRELAYE BESSANCOURT AUTOUR D UN PROJET DE NOUVELLE FORET			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	198 000,00 €		Code nature	6281
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
198 000,00 €	HT	100 %	198 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000452 - Versement des cotisations annuelles à divers organismes agissant dans le domaine de l'environnement	198 000,00 €

Total sur l'imputation 937 - 76 - 176003 - 17600302	198 000,00 €

ANNEXE N° 2 - FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011759

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : HALAGE EIE CHANTIER INSERTION DE VALORISATION DES ESPACES VERTS LE LONG DE LA LIGNE J SNCF - ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	204 134,00 €	10,14 %	20 700,00 €
		Montant Total de la subvention	20 700,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HALAGE
Adresse administrative : 6 RUE ARNOLD GERAUX
93450 L'ILE-SAINT-DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Elisabeth MASSE-BOURGAIN, Présidente

Date de publication au JO : 26 octobre 1994

N° SIRET : 40116107000032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : EIE Chantier d'insertion de valorisation des espaces verts le long de la ligne J SNCF, Aide de base année 3/HALAGE

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multi partenarial pluriannuel, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Ile-de-France.

Objectifs :
Les objectifs du chantier pour les personnes en insertion sont les suivants:
- Les accompagner dans la résolution de leurs problématiques sociales, afin qu'ils puissent se concentrer sur leur projet professionnel.
- Les remettre en confiance dans une situation de travail.
Leur permettre d'acquérir des gestes, compétences professionnelles, savoir-être en milieu professionnel.

- Leur permettre de valider leurs acquis techniques des chantiers.
- Les accompagner dans la construction ou la confirmation d'un projet professionnel afin de les orienter sans interruption vers les prochaines étapes de l'emploi.

Ce chantier d'insertion a également comme objectif l'amélioration du cadre de vie des habitants et la promotion de la biodiversité.

Description :
Dans le cadre de ce projet, une équipe de 8 ouvriers d'entretien du paysage en contrats d'insertion est constituée. Ces personnes sont recrutées en partenariat avec les acteurs locaux du territoire, et notamment la mission insertion Rives de Seine, le Pôle Emploi d'Argenteuil-Bezons, le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi d'Asnières Villeneuve, au sein de l'association en contrat unique d'insertion pour une durée d'un an.

Moyens mis en œuvre :
Subvention sollicitée : Encadrement: 17500 € Les ouvriers sont accompagnés par un encadrant technique, professionnel en travaux paysagers, qui les forme sur le terrain au travail en équipe et aux métiers d'ouvriers en espaces verts. Deux conseillers en insertion professionnelle, dédiés entre autre à cette équipe, sont en charge du suivi social et professionnel des salariés.
Les aménagements et entretiens réalisés sur les sites ont pour but d'améliorer le cadre de vie des habitants et usagers, tout en favorisant la biodiversité.

Subvention sollicitée: Formation: 3200 €
Tous les salariés en insertion bénéficient d'une formation au poste de travail par l'encadrant technique au cours des 3 premiers mois suivant leur arrivée sur le chantier, ainsi que d'une formation qualifiante à la sécurité au travail.
L'association propose en outre aux salariés volontaires de suivre en cours de chantier une formation technique complémentaire et professionnalisante, les préparant à plusieurs modules (CCP2) du Titre Pro Ouvrier du paysage, dispensé par le Centre de formation professionnelle continue d'Halage.

Intérêt régional :
- Gestion des ressources naturelles :
- Economie dans l'utilisation des matériaux et utilisation de matériaux recyclés:
Valorisation des déchets et matériaux trouvés sur place, notamment dans le cadre de la réalisation d'aménagements paysagers
- Gestion des déchets :
Les déchets sont gérés conformément aux préconisations du Plan Régional d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PREDMA)
Accès négociés avec les partenaires pour un accès facilité aux déchetteries locales pour tous les déchets non réutilisables sur le chantier.
Les déchets verts des chantiers sont triés et valorisés: compostage, broyage pour réaliser du paillage, création de meules ou de stérage.
- Economie de la ressource en eau :
Choix de végétaux demandant peu d'arrosage, en privilégiant des essences locales, adaptées à la configuration de chaque terrain
Installation des bacs de récupérations d'eau de pluie dans les jardins
Systématisation du paillage sur les plantations réalisées pour limiter l'arrosage
Aménagement d'urinoir sans eau lors du réaménagement d'une partie du bâtiment du siège de l'association
- Biodiversité :
Signataire de la Charte Régionale de la Biodiversité depuis 2006, l'association s'attache à adopter dans le cadre de l'ensemble de ses chantiers une approche permettant de valoriser le patrimoine naturel local, tout en limitant ses impacts environnementaux.
- Paysage, patrimoine :
Mise en valeur paysagère de sites en zone urbaine au profit des habitants et de ses usagers (pieds

d'immeubles en cités, talus ferroviaires laissés à l'abandon, berges de Seine le long des routes...). Aménagements respectant l'environnement naturel de ses sites en milieu semi naturel (promenade sur les berges de Seine: aménagement en utilisant la végétation existante).
- Pollution et nuisances :
Utilisation de machines à faible niveau de bruit et à faible émission de CO2: l'acquisition de matériel électrique à batterie (débroussailles, taille, hale, souffleur) permet de réduire la pollution liée à l'essence, et sonore.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Public éloigné de l'emploi: bénéficiaires des minimas sociaux, demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes sans qualification...

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges directes chantier	13 254,00	6,49%
Charges indirectes hors personnel	4 636,00	2,27%
Salariés insertion / permanents	176 542,00	86,48%
Formation	9 702,00	4,75%
Total	204 134,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	114 342,00	56,01%
CD 92	8 400,00	4,11%
CD 95	4 500,00	2,20%
Région EIE	20 700,00	10,14%
Autofinancement	4 192,00	2,05%
SNCF ligne J	52 000,00	25,47%
Total	204 134,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 700,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	5 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	43 200,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	5 000,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	84 450,00 €
2015	Soutien aux projets socialement innovants	40 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	20 000,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	65 700,00 €
2017	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	126 550,00 €
	Montant total	389 900,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX017613

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION ESPACES CHANTIER D'INSERTION GARES FERROVIAIRES YVELINES - ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	57 097,00 €	34,01 %	19 416,00 €
	Montant Total de la subvention		19 416,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ESPACES
Adresse administrative : 855 AVENUE ROGER SALENGRO
92370 CHAVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : MONSIEUR YANN FRADIN, DIRECTEUR

Date de publication au JO : 12 octobre 1994

N° SIRET : 39924109000063

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Chantier d'insertion Gares Ferroviaires Yvelines Association Espaces Année 3 N°EIE : 15-92-01

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multi partenarial et pluriannuel, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Ile de France

Objectifs :
En année 1 et 2 du chantier, la ligne L (de la SNCF) de Paris Rive Gauche a choisi de mettre à disposition des espaces verts en faveur de gares (Beynes, Villiers Neauphle Pontchartrain, Montfort l'Amaury, Garancières La Queue en Yvelines) pour réaliser un chantier d'insertion d'aménagement de

surfaces végétalisées, d'espaces verts et rénovation de petit bâti. Ce chantier permet de valider les compétences tant professionnelles que comportementales afin de poser un diagnostic réel.

Au cours de l'année 1 du chantier, la SNCF a confié l'entretien des espaces verts de 8 nouvelles gares (Houdan, Tacoignières-Richebourg, Orgerus-Béhous, Plaisir-Grignon, Plaisir-les-Clayes, Villepreux-Les-Claye, Fontenay-le-Fleury et Saint-Cyr) située sur la ligne N.

En année 2 du chantier, l'équipe a entretenu les espaces verts de douze gares situées sur la ligne N et a entrepris des aménagements (haie champêtre, massif arbustif, prairie fleurie, jardinières et bancs, nichoirs à oiseaux, gîtes à insecte et à chauve-souris) sur les gares initiales de la convention.

En année 3 du chantier d'insertion, l'équipe intervient sur l'entretien courant des espaces verts et des aménagements réalisés en année 2 sur les gares initiales : Beynes et sa friche, Villiers Neauphle Pontchartain, Méré Monfort et Garancières La Queue. Elle intervient également sur une friche de 4 000 m² située à côté de la gare de Villepreux-les-Clayes avec pour objectif de la remettre en état et d'assurer un entretien courant. Enfin l'équipe installera sur 10 gares de la ligne N, 40 bacs à senteur.

Description :
En année 3 l'équipe en chantier d'insertion réalisera les travaux suivants :
- Entretien courant des 4 gares : cet entretien consistera à nettoyer les déchets, tailler et entretenir les massifs et les haies, faucher les pelouses et les abords des quais.
Des aménagements en faveur de la biodiversité seront installés sur 4 gares.

- Gare de Beynes : entretien des bancs et jardinières crées en année 2, paillage de la haie champêtre arbustive, entretien de la friche de 1 124 m², entretien de la plateforme de compostage.

. Gare de Villiers Neauphle Pontchartrain : entretien de la haie champêtre arbustive plantée en année 2, plantation d'un massif arbustif.

. Gare de Montfort l'Amaury : aménagement d'une prairie fleurie, entretien des jardinières et aménagements de bancs.

. Gare de Garancières La Queue en Yvelines : entretien des jardinières et aménagements de bancs en bois, entretien du massif arbustif.

. Remise au propre et entretien de la friche de Villepreux : ramassage des déchets avec évacuation, fauche de la végétation, suppression de ligneux, évacuation et/ou broyage des déchets verts. Une fois la remise au propre effectuée, un entretien sera assuré au minimum tous les deux mois afin de garantir un espace propre (ramassage de déchets) et une végétation contenue (fauche d'entretien).

- Installation et entretien de 40 jardinières sur 10 gares : ces jardinières seront végétalisées avec des espèces aromatiques, odorantes et grimpantes. L'entretien des bacs à senteur consistera à assurer une gestion de la végétalisation pour obtenir un rendu visuel tout au long de l'année (arrosage et remplacement de plants si besoin).

Moyens mis en œuvre :
Le chantier sera composé de 8 salariés en insertion embauchés en contrat d'accompagnement vers l'emploi de 26 heures hebdomadaires dans le cadre du contrat unique d'insertion, pour une durée de 6 mois à 2 ans et d'un encadrant embauché dans le cadre d'un CDI de 35 heures hebdomadaires. L'encadrant est le référent direct des salariés sur le chantier et travaille en étroite collaboration avec le conseiller en insertion professionnelle et les autres membres du secteur auquel il est rattaché.

Matériel de nettoyage : pinces, sacs poubelles, balais, râteaux à feuilles ou à gazon …

Petits outillages : sécateurs à main, sécateurs de force, cisailles, faucilles, scies, brouettes, pelles, fourches, crocs, bêches, binettes, pioches, masses, marteaux, tournevis…
Matériel thermique : débroussailleuses, tailles haies, tronçonneuses, élagueuses, perches-élagueuses, groupes électrogène, broyeur, perceuse, tondeuse…
Autres : échelles, plateforme de travail en hauteur, cônes de signalisation, rubalise…
Équipements de protection individuelle : chaque salarié est équipé d'une paire de chaussures de sécurité, de vêtements de haute visibilité orange, de gants, et d'une tenue de pluie. L'association fourni les équipements de protection spécifique à l'utilisation des machines thermiques (casques, pantalons de tronçonnage…).

Les salariés bénéficieront d'une formation en situation de production visant à la certification des compétences dans le métier d'ouvrier du paysage : 50 heures, dont 22 heures de cours collectifs et 28 heures de mise en situation pratique s'appuyant sur 2 activités du référentiel du titre ouvrier du paysage. Les salariés bénéficieront de la formation Prévention des risques liés à l'activité physique en milieu professionnel. Ils bénéficieront de plus d'une formation "sauveteur secouriste du travail"

Intérêt régional : Biodiversité.
Le projet vise à :
- améliorer l'aspect visuel des sites pour les usagers et les riverains,
- valoriser la qualité écologique des talus et abords de gares,
- enrichir la biodiversité des habitats et protéger la faune et la flore,
- réhabiliter d'anciens lieux de la vie cheminote. Ce chantier d'insertion Gares ferroviaires Yvelines s'inscrit dans cette continuité de valorisation et de gestion des corridors écologiques dans le réseau des espaces naturels.

L'action de l'association en faveur de ces continuités écologiques présente un intérêt régional mais aussi national au titre de la protection de la biodiversité en s'intégrant dans la Charte régionale de la biodiversité et des milieux naturels, la stratégie nationale pour la biodiversité, le Schéma régional de cohérence écologique et la Trame verte et bleue nationale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Personnes en difficulté socioprofessionnelle (personne en situation de handicap, jeunes, seniors, bénéficiaires du RSA, demandeurs d'emplois de longue durée, personnes placées sous-main de la justice)
- riverains des 4 gares,
- usagers des 4 gares.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Formation agents	6 386,00	11,18%
Impôts, taxes et versements assimilés	2 270,00	3,98%
Charges de personnel	35 265,00	61,76%
Charges fixes de fonctionnemnet	13 176,00	23,08%
Total	57 097,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France - EIE	19 416,00	34,01%
SNCF	31 296,00	54,81%
FLES78	6 385,00	11,18%
Total	57 097,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	19 416,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif d'aide au sauvetage et restructuration des SIAE en difficulté	30 000,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	8 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	24 130,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	141 780,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	35 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	35 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	34 010,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	231 725,90 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	57 701,00 €
2015	ARSIE- Aide à l'investissement (CR46-14)	22 000,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	105 849,00 €
2015	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	104 731,60 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	37 208,26 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	180 805,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	53 536,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	91 580,00 €

2016	Jardins solidaires en Ile de France	25 000,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	48 995,12 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	55 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	260 358,00 €
2017	Politique de l'eau-Investissement	45 186,00 €
2017	Projet interrégional Seine CPIER	12 039,00 €
2017	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	46 507,44 €
	Montant total	1 696 642,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX018743

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : EIE - ASSOCIATION ESPACES - FOLIES D'HUMUS - ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	80 702,00 €	24,23 %	19 554,00 €
	Montant Total de la subvention		19 554,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ESPACES
Adresse administrative : 855 AVENUE ROGER SALENGRO
92370 CHAVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : MONSIEUR YANN FRADIN, DIRECTEUR

Date de publication au JO : 12 octobre 1994

N° SIRET : 39924109000063

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Folies d'humus : projet expérimental visant à améliorer la qualité des sols urbains appauvris via le compostage en y associant les habitants du 16ème arrondissement de Paris - Année 3
N°EIE 15-92-02

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multipartenarial et pluriannuel, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Ile de France

Objectifs :
L'association Espaces, propose une technique simple et peu coûteuse de renaturation des friches urbaines s'appuyant sur l'implication des habitants au travers de la récolte des déchets alimentaires végétaux, de la culture partagée de certaines parcelles, de la cueillette et de la récupération de compost.

Il s'agit d'un projet expérimental, visant :

- à améliorer la qualité des sols appauvris urbains via le compostage des déchets ménagers, combinant l'utilisation des déchets ménagés et les produits de coupe d'entretien des espaces verts urbains, en vue de produire des végétaux comestibles au cœur de la ville.

Description :
Les habitants apportent leurs déchets alimentaires à l'aide de bio-seaux distribués gratuitement. Ils sont récupérés et mis en compost sur site. Les produits compostés seront ensuite épandus en différentes couches « les lasagnes » sur des carrés de cultures.

Les salariés sont embauchés en contrat d'accompagnement vers l'emploi de 26 heures hebdomadaires dans le cadre du contrat unique d'insertion, pour une durée de 6 mois à 2 ans. L'encadrant du chantier est embauché dans le cadre d'un CDI de 35 heures hebdomadaires.

Moyens mis en œuvre :
Subvention sollicitée encadrement 17 500 € : l'encadrant est le référent direct des salariés. Il travaille en étroite collaboration avec le conseiller en insertion professionnelle et les autres membres du secteur Biodiversité. Il prendra en charge la formation en situation de production et l'évaluation des salariés de son équipe. Il s'agit d'un technicien professionnel des métiers de l'environnement.

Subvention sollicitée formation : 6 847 €. Les 10 salariés bénéficieront d'une formation en situation de production visant à la certification des compétences dans le métier ouvrier du paysage : 50 heures, dont 22 heures de cours collectifs et 28 heures de mise en situation pratique s'appuyant sur 5 activités des deux certificats de compétence professionnelle (CCP) du référentiel du titre professionnel du ministère de l'emploi « ouvrier du paysage ». Le calcul de la subvention formation correspond à 30% du coût total du projet. Donc 6 847 X 30% = 2 054 €.

Soit pour l'année 3 : 17 500 € + 2 054 € = 19 554 €.

Intérêt régional : Ce projet s'intège dans la Charte régionale de la biodiversité et des milieux naturels et tout particulièrement en faveur de la biodiversité en milieu urbain.
Les 5 composantes de cette activité innovante sont :
1/ L'enrichissement du sol, vecteur principal de la biodiversité,
2/ La gestion des déchets verts et ménagers, gestion des terres,
3/ La lutte contre la pollution,
4/L'insertion,
5/ L'alimentation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Les habitants du 16ème arrondissement de Paris seront les bénéficiaires au quotidien du projet Folies d'Humus (compostage, cultures partagées, cueillettes, etc.).
- Les usagers du Centre sportif Henry de Montherlant et du Stade la Muette
- Les 10 salariés en insertion qui animeront le projet.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Formation des agents	6 847,00	8,48%
Impôts, taxes et versements assimilés	3 307,00	4,10%
Charges de personnel	51 362,00	63,64%
Dotation aux amortissements et provisions	563,00	0,70%
Charges fixes de fonctionnement	18 623,00	23,08%
Total	80 702,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France - EIE	19 554,00	24,23%
Ville de Paris	23 500,00	29,12%
AESN - Contrats aidés	1 892,00	2,34%
CD 75 - PDI	7 920,00	9,81%
Recherche de financements	26 550,00	32,90%
Reprises sur amortissements et provisions	1 286,00	1,59%
Total	80 702,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	19 554,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif d'aide au sauvetage et restructuration des SIAE en difficulté	30 000,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	8 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	24 130,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	141 780,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	35 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	35 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	34 010,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	231 725,90 €

2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	57 701,00 €
2015	ARSIE- Aide à l'investissement (CR46-14)	22 000,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	105 849,00 €
2015	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	104 731,60 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	37 208,26 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	180 805,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	53 536,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	91 580,00 €
2016	Jardins solidaires en Ile de France	25 000,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	48 995,12 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	55 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	260 358,00 €
2017	Politique de l'eau-Investissement	45 186,00 €
2017	Projet interrégional Seine CPIER	12 039,00 €
2017	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	46 507,44 €
	Montant total	1 696 642,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019335

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION ESPACES CHANTIER D'INSERTION JARDIN SOLIDAIRES ET PARTAGE COURBEVOIE - ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	308 680,00 €	5,77 %	17 800,00 €
	Montant Total de la subvention		17 800,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ESPACES
Adresse administrative : 855 AVENUE ROGER SALENGRO
92370 CHAVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : MONSIEUR YANN FRADIN, DIRECTEUR

Date de publication au JO : 12 octobre 1994

N° SIRET : 39924109000063

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Chantier d'insertion Jardin solidaires et partagé Courbevoie Association Espaces - EIE 14-92-01 - Année 3

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multipartenarial et pluriannuel, l'association a du démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Ile de France

Objectifs :
Espaces dispose d'une mission d'entretien des Espaces Verts à Courbevoie (désherbage manuel, débroussaillage, taille, nettoyage et entretien du centre horticole de la Ville), de gestion des talus ferroviaires.

Espaces a pour objectif, de poursuivre ses missions pour la Ville et d'aménager 2 autres jardins partagés sur le territoire de la commune.

Plus largement, l'objectif du chantier d'insertion est :
-d'offrir un emploi en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) à des personnes en difficulté socio-professionnel, ainsi qu'une formation aux métiers de l'environnement et un accompagnement sur les parcours professionnels et sociaux de chacun.
- de contribuer au maintien de la biodiversité et des trames vertes et bleues par la gestion écologique d'espaces verts urbains selon les principes de la gestion différenciée et sans usage de produits phytosanitaires.

Description :
Le chantier d'insertion, composé de 8 éco-jardiniers sous la responsabilité de leur encadrant technique, aura comme principales activités durant l'année 3 de la convention :
- La gestion et l'entretien écologique de divers espaces verts municipaux de la Ville de Courbevoie : parcs et jardins, pieds d'arbres, centre horticole, friches, avenues et rues...
- L'entretien écologique et l'animation des jardins solidaires et partagés : réfection de parcelles, nouveaux aménagements entretien et gestion de la mare, mulchage...
- La gestion et l'entretien de 2 pigeonniers de la Ville de Courbevoie, au parc des Couronnes et au parc des Pléiades
- L'entretien manuel et écologique du cimetière du quartier des Fauvelles.

Moyens mis en œuvre :
Matériel thermique : 1 tondeuse, 2 débroussailleuses, 2 tailles-haies ;
Aménagement base vie : 5 vestiaires, 1 cafetière, 1 micro-onde, 1 réchaud, 1 réfrigérateur, 1 caisson encadrant, 2 futs d'essence, 1 ordinateur, 1 imprimante et du mobilier ;
Outillage : 1 triporteur, 3 vélos, 1 remorque à vélo, des tenues de travail et EPI ;
Matériel de jardinage et graines.

Moyens humains :
8 éco-jardiniers en insertion, 1 encadrant technique, 1 chargée de développement, 1 chargé de mission technique, 1 conseillère en insertion professionnelle.

L'encadrant technique est le responsable et référent direct des salariés en insertion sur le chantier. Il travaille en étroite collaboration avec la conseillère en insertion professionnelle et avec le chef du secteur.
La formation consiste à certifier des compétences de gestion des espaces verts : 50 heures dont 22 heures de cours collectifs et 28 heures de mise en situation pratique s'appuyant sur 4 activités du référentiel du titre professionnel "ouvrier du paysage".

Intérêt régional : Le chantier d'insertion sur le territoire de la Ville de Courbevoie permettra :
- d'entretenir les jardins solidaires et partagés et les espaces verts municipaux, de renforcer et de développer la biodiversité urbaine ;
- d'offrir des postes en insertion ouverts à des franciliens en difficulté socio-professionnelle,
- de faciliter leur retour vers l'emploi par un renforcement de l'action d'accompagnement socio-professionnel et de formation sur le territoire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les jeunes Courbevoisiens en difficulté (peu qualifiés et en échec scolaire).
Le nombre de postes de personnes en insertion est de 8 salariés (6 jeunes et 2 bénéficiaires du RSA) embauchés en contrat d'accompagnement vers l'emploi (CAE) de 26 heures hebdomadaires dans le cadre du contrat unique d'insertion (CUI), pour une durée de 6 mois à deux ans.

Localisation géographique :

- COURBEVOIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat	10 660,00	3,45%
Services extérieurs	11 041,00	3,58%
Impots et taxes	9 032,00	2,93%
Charges de personnel	206 653,00	66,96%
Charges fixe de fonctionnement	71 234,00	23,08%
Total	308 620,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits d'exploitation	80 000,00	25,92%
Etat	10 667,00	3,46%
Région	17 800,00	5,77%
Département	24 960,00	8,09%
Agence de l'eau Seine Normandie	4 701,00	1,52%
Agence de Services et de Paiement	96 874,00	31,39%
Financements à rechercher	73 618,00	23,85%
Total	308 620,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif d'aide au sauvetage et restructuration des SIAE en difficulté	30 000,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	8 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	24 130,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	141 780,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion,	35 000,00 €

	gens du voyage	
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	35 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	34 010,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	231 725,90 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	57 701,00 €
2015	ARSIE- Aide à l'investissement (CR46-14)	22 000,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	105 849,00 €
2015	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	104 731,60 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	37 208,26 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	180 805,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	53 536,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	91 580,00 €
2016	Jardins solidaires en Ile de France	25 000,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	48 995,12 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	55 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	260 358,00 €
2017	Politique de l'eau-Investissement	45 186,00 €
2017	Projet interrégional Seine CPIER	12 039,00 €
2017	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	46 507,44 €
	Montant total	1 696 642,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019880

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PARIS COCAGNE JARDIN COCAGNE DU LIMON ATELIER ET CHANTIER D'INSERTION "JARDIN COCAGNE DE LIMON" (AGRICULTURE BIOLOGIQUE) - VAUHALLANL (91) -ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	1 096 931,00 €	1,60 %	17 500,00 €
	Montant Total de la subvention		17 500,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS COCAGNE JARDIN COCAGNE DU LIMON
Adresse administrative : 4 RUE DES ARPENTIS
91430 VAUHALLAN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-GUY HENCKEL, Président

Date de publication au JO : 20 juillet 2004

N° SIRET : 50045854200031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Atelier et Chantier d'Insertion "Jardin de Cocagne de Limon" (agriculture biologique) - Vauhallan (91) Structure Paris Cocagne Année 3 : 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multi partenarial et pluriannuel, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Île-de-France.

Objectifs :
- l'insertion professionnelle :

le Jardin accueille des personnes de tous âges en situation précaire et rencontrant des difficultés d'ordre professionnel, social ou personnel. A travers la production de légumes biologiques, distribués sous forme de paniers hebdomadaires à des adhérents-consommateurs, le Jardin permet à ces personnes de retrouver un emploi.

- Objectifs environnementaux :

Le Jardin de Cocagne de Limon est installé à Vauhallan en Essonne (91) dans l'ancienne ferme de l'Abbaye Bénédictine St Louis du Temple.
Il se situe au cœur des 2300 hectares agricoles sanctuarisés du Plateau de Saclay dans le cadre de l'OIN du Grand Paris. L'exploitation a obtenu le label agriculture biologique en 2013. L'ensemble de l'aménagement du site (bâtiment, exploitation, aménagement paysager...), s'inscrit dans une démarche de sensibilisation au développement durable.

Description :
Le Jardin de Cocagne de Limon est un jardin biologique et solidaire à vocation d'insertion sociale et professionnelle.
Ce projet s'inscrit dans le projet global de la Maison Cocagne qui regroupe :
- Le Jardin de Cocagne de Limon, Jardin d'insertion, de formation et d'innovation ;
- Table de Cocagne, restaurant biologique d'insertion ;
- Le siège National du Réseau Cocagne et son Centre de formation National.

Pour atteindre ces objectifs, le Jardin est en montée en charge depuis 2014, sur la production, la commercialisation, le nombre de salariés en insertion et permanents. De plus, l'association poursuit les aménagements du site paysager, ainsi que le développement de ses partenariats locaux.

Moyens mis en œuvre :
L'équipe du Jardin de Limon est composée :
- d'un coordinateur/responsable d'exploitation
- de 4,5 ETP encadrants maraîchers, et un contrat de professionnalisation « Conduite en maraîchage biologique et commercialisation »,
- d'une accompagnatrice socio-professionnelle
- d'une conseillère en insertion professionnelle partagée avec Atout PLIE (en cours de discussion)
- d'une secrétaire animatrice du réseau d'adhérents
- d'un chargé de mission à la recherche de fonds et l'appui administratif

Le système d'irrigation plein champs alimenté par un forage et deux bassins, indispensable pour la production en haute saison a été finalisé en juillet 2016. Cependant, le Jardin de Limon doit continuer à s'équiper tout en améliorant les conditions de travail pour l'ensemble des salariés.

- Investissements : Pour mémoire, en 2015, l'aide de la Région a permis l'acquisition de véhicules pour le transports de salariés et les livraisons de paniers de légumes, et d'outils agricoles mécaniques qui rendent possible la montée en charge des activités tout en diminuant la pénibilité au travail.
- Encadrement technique : Le soutien de la Région participe au financement des postes d'encadrement technique sur les années 2015, 2016 et 2017.

Intérêt régional : Ce projet d'exploitation maraichère en agriculture biologique, s'inscrit dans un site doublement classé, avec un bâtiment en éco-construction et un aménagement paysager adapté au site. Il répond aux enjeux régionaux sur les thématique suivantes :
- solidarité et emploi ;
- développement pérenne du territoire ;
- agriculture biologique ;
- production et consommation locale.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les ouvriers-maraîchers en contrat CDDI dans le cadre de l'activité d'insertion sont les premiers bénéficiaires du Jardin de Limon avec 22 ETP conventionnés pour 2017.
Des personnes de tous âges, femmes et hommes, qui se trouvent en situation précaire.

Le Jardin du Limon, situé au coeur du site national du Réseau Cocagne, touche un public beaucoup plus large :
- Les adhérents-consommateurs qui reçoivent chaque semaine un panier de légumes fais, biologiques, de saison ;
- Les étudiants stagiaires du certificat de professionnalisation : 15 par promotion/an;
- Les porteurs d'un projet « Jardin de Cocagne » : 8 à 10 nouveaux projets par an;
- Les porteurs d'autres projets d'innovation sociale et environnementale (Cocagne Innovation, Restaurants, etc.);
- Les salariés du Réseau et des Jardins de Cocagne (encadrants techniques, directeurs...) lors des formations dispensées;
- Le public extérieur concerné par les séminaires (décideurs de l'entrepreneuriat social, militants et sympathisants des thématiques Développement Durable, etc.).

Localisation géographique :
- CA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Compte 60 (engrais, emballages, marchandises, fournitures stockables et non stockables, petits équipenets...	207 172,00	18,89%
Compte 61 (locations, entretien, maintenance, assurances...)	25 654,00	2,34%
Compte 62 (honoraires, frais de mission, banque et téléphone, adhésions, communication, formations...)	36 020,00	3,28%
Compte 63	2 000,00	0,18%
Compte 64 : charges de personnel permanents et insertion	746 909,00	68,09%
Compte 68 : Dotation aux amortissements	77 932,00	7,10%
Compte 66 (Charge financière)	1 244,00	0,11%
Total	1 096 931,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Compte 70 : ventes et prestations	310 542,00	28,31%
DIRECCTE (Aide aux postes insertion Aide modulaire) Politique de la ville	468 345,00	42,70%
DEPARTEMENT Subvention Insertion	153 000,00	13,95%
REGION Ile de France - EIE	17 500,00	1,60%
REGION IDF Aide à la certification bio	450,00	0,04%
Communauté Paris Saclay Subvention Insertion	15 000,00	1,37%
Politique Agricole Commune	4 500,00	0,41%
FSE	15 000,00	1,37%
Reprises sur provisions et transferts de charges Dotations aux amortissements	94 698,00	8,63%
Autres fonds à trouver	17 896,00	1,63%
Total	1 096 931,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la certification biologique	420,80 €
2015	Aide à la certification biologique	420,80 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	50 000,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	17 500,00 €
	Montant total	68 341,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019939

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION ESPACES CHANTIER D'INSERTION JARDINS ET ESPACES VERTS VERSAILLES-YVELINES - ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	348 227,00 €	5,03 %	17 500,00 €
	Montant Total de la subvention		17 500,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ESPACES
Adresse administrative : 855 AVENUE ROGER SALENGRO
92370 CHAVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : MONSIEUR YANN FRADIN, DIRECTEUR

Date de publication au JO : 12 octobre 1994

N° SIRET : 39924109000063

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Chantier d'Insertion Jardins et Espaces Verts Versailles-Yvelines - Association Espaces - année 3 - N°EIE 15-92-04

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multi partenarial et pluriannuel, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Île-de-France.

Objectifs :
Créer des emplois et offrir un accompagnement socio-professionnel à des personnes en difficulté
- Proposer des formations aux salariés en insertion dans les métiers des espaces verts (formation en interne avec jury extérieur)

- Entretenir et gérer écologiquement des espaces verts sur le territoire de Versailles, Viroflay et des communes des Yvelines
- Valoriser la source d'eau située à proximité des sites : source de la Voirie
- Créer du lien social et améliorer le cadre de vie dans la résidence sociale Bernard de Jussieu de Versailles Habitat par la gestion d'un potager et d'un parc floral
- Sensibiliser et informer les publics sur l'environnement

Description :
Le chantier d'insertion, lancé en novembre 2010 autour de l'aménagement et de l'entretien d'un jardin potager et d'un parc floral, a fortement évolué en 2014. Dans l'objectif de diversifier les compétences mises en pratique sur le chantier et d'améliorer la professionnalisation et l'accès à l'emploi des salariés en insertion, les tâches assurées par l'équipe se sont élargies. Ainsi, le chantier d'insertion assure depuis 2015 de nouvelles tâches :
- Entretien des espaces verts la Pièce d'eau des Suisses et de l'allée des Mortemets (Ville de Versailles)
- Entretien des espaces verts de la Résidence Bernard de Jussieu de Versailles Habitat en lien avec l'entreprise Pinson (sous-traitance) Le chantier continuera d'assurer :
- Entretien des espaces verts de 3 rues de la Ville de Viroflay
- Entretien d'un jardin potager et d'un parc floral rue Bernard de Jussieu (Versailles Habitat)
- Valorisation de la source d'eau située à proximité des sites : source de la Voirie (ONF)

Cette évolution du chantier permettra de renforcer la formation des salariés avec l'objectif d'une certification de compétences. Dispensée par l'encadrant, le contenu de la formation reposera sur 5 activités types :
- tondre et entretenir un gazon ;
- débroussailler mécaniquement une zone herbacée et semi-ligneuse ;
- tailler une haie ;
- abattre depuis le sol, et débiter des arbres de petite dimension ;
- planter un massif d'arbustes, une haie.
La formation se dérouleA sur 50h dont 22h de cours collectifs et 28h de mise en situation.

Moyens mis en œuvre :
1. Moyens matériels : local technique à Versailles, 2 aspiro-broyeurs, 4 débroussailleuses, 3 taille-haies, 5 tondeuses, 1 broyeur, 2 perceuses, 1 scie circulaire, 1 tondeuse mécanique, 2 pulvérisateur, 7 arrosoirs, 7 balais à gazon, 11 balais de cantonnier, 1 barre de mine, 7 bêches, 6 big bag (évacuation des déchets), 7 binettes à main, 5 brouettes, 7 cisailles, 1 cisaille à finition télescopique, 2 dresse-bordures, 4 ébrancheurs, 1 échenilloir.

2. Moyens humains : 9 salariés en insertion, 1 encadrant technique, 1 chargée de développement, 1 conseillère en insertion professionnelle, 1 coordinateur métier-formation, 1 chargée de mission technique et sociale, 1 chef de secteur, 1 responsable appui-formation, 1 chargée de communication, 1 mécanicien encadrant remplaçant, 1 chargé d'accueil, 1 chef de services généraux
L'aide sollicitée concerne le financement du poste d'encadrant technique (17 5000 €/an). Il sera le responsable et le référent direct des salariés en insertion sur le chantier. Outre l'encadrement des activités d'entretien des espaces verts, l'encadrant, en lien avec le coordinateur métier-formation, prendra en charge la formation en situation de production et l'évaluation des salariés en insertion.

Les demandes financières relatives à ce projet se détaillent comme suit :

Investissement : pas de demande sur ce poste

Encadrement :
Encadrement année 1 : 17 500 €

Encadrement année 2 : 17 500 €
Encadrement année 3 : 17 500 €

Formation: pas de demande sur ce poste

Total
Total année 1 : 17 500 €
Total année 2 : 17 500 €
Total année 3 : 17 500 €
Total du projet : 52 500 €

Intérêt régional : Ce chantier d'insertion s'inscrit dans un réseau de 12 chantiers d'insertion par l'écologie urbaine gérés par Espaces en Ile-de-France.
Les retombées positives sur le territoire sont d'ordre :
- Social : augmentation de l'offre d'insertion professionnelle, renforcement de la formation sur le territoire francilien, baisse du chômage, redynamisation socio-professionnelle de franciliens en difficulté…
- Environnemental : gestion différenciée des espaces verts : aucun usage de produits phytosanitaires (préservation des ressources en eau), compostage, utilisation de ressources locales, amélioration et diversification du paysage de la résidence sociale Bernard de Jussieu à Versailles, mobilité douce des salariés, actions de sensibilisation (supports, panneaux, présence et dialogue au quotidien sur le potager et le parc floral...)…
- Economique : création d'emplois de proximité, redynamisation du secteur professionnel dans le quartier de la résidence sociale Bernard de Jussieu…

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le chantier d'insertion cible un public des personnes en difficulté et éloignées de l'emploi afin de les aider à reprendre une activité dans un processus de redynamisation professionnelle (bénéficiaires du RSA, personnes en situation de handicap, jeunes sans diplômes, chômeurs de longue durée, seniors...).
Sur les 9 postes en insertion, 3 postes sont destinés à des jeunes et 6 postes concernent des allocataires du RSA.

Localisation géographique :
- CA VERSAILLES GRAND PARC (78-YVELINES)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats stockés et non stockés	7 358,79	2,11%
Servies extérieurs et autres services extérieurs	11 216,54	3,22%
Impots taxes et versements assimilés	14 697,60	4,22%
Charges de personnel	234 593,57	67,37%
Charges fixes de fonctionnement	80 360,50	23,08%
Total	348 227,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits d'exploitaion	62 364,00	17,91%
ETAT	130 699,00	37,53%
Région Ile de France - IAE	6 000,00	1,72%
Région Ile de France - EIE	17 500,00	5,03%
CCAS de Versailles	59 000,00	16,94%
Versailles Habitat	5 000,00	1,44%
Ville de Viroflay	5 000,00	1,44%
Département 78	39 214,00	11,26%
Financements à rechercher	23 450,00	6,73%
Total	348 227,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif d'aide au sauvetage et restructuration des SIAE en difficulté	30 000,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	8 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	24 130,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	141 780,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	35 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	35 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	34 010,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	231 725,90 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	57 701,00 €
2015	ARSIE- Aide à l'investissement (CR46-14)	22 000,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	105 849,00 €
2015	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	104 731,60 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	37 208,26 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	180 805,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	53 536,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	91 580,00 €
2016	Jardins solidaires en Ile de France	25 000,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	48 995,12 €

2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	55 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	260 358,00 €
2017	Politique de l'eau-Investissement	45 186,00 €
2017	Projet interrégional Seine CPIER	12 039,00 €
2017	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	46 507,44 €
	Montant total	1 696 642,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020276

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION PLAINE DE VIE POUR LE CHANTIER ENVIRONNEMENT PATRIMOINE - ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	226 050,00 €	8,63 %	19 500,00 €
	Montant Total de la subvention		19 500,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION PLAINE DE VIE
Adresse administrative : 42 RUE DU CHEMIN VERT
95460 EZANVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Simone Plana

Date de publication au JO : 2 avril 1998

N° SIRET : 42079681500025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Nom du chantier : Chantier Environnement Patrimoine Nom de la structure : Plaine de Vie Année 3 (2017)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multipartenarial et pluriannuel, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Ile de France.

Objectifs :
Le département du Val d'Oise bénéficie d'une large diversité d'espaces verts ruraux à entretenir. Le maintien et l'entretien de ce riche patrimoine paysager devient une priorité avec de nouvelles normes qui limitent les produits phytosanitaires et garantissent un cadre de vie plus respectueux de l'environnement

du département. Il s'agit de former des salariés à ces nouvelles techniques d'entretien.
L'association poursuit également des actions d'éducation à l'environnement des usagers et souhaite :
- Mener un Chantier Environnement Patrimoine (CEP) (actions d'entretien en espaces ruraux ou urbains,
- Valoriser les espaces verts,
- Gérer les espaces ruraux (arrachage de haies, nettoyage de marais, bucheronnage...). Professionnaliser les salariés sur des techniques de génie écologique.
- Proposer des postes aux demandeurs d'emploi éloignés du monde du travail, et les accompagner pour répondre aux nombreuses propositions de travail des entreprises d'Espaces Verts du territoire.

Description :
PDV accueille une équipe de 6 personnes en insertion dans ses locaux. L'encadrante, organise les chantiers en fonction de la nature des travaux, prépare les devis et les factures. Les salariés en insertion signent un CDDI de 22h sur 4 mois renouvelable. L'encadrante technique accompagne les salariés sur les différents lieux de chantiers avec un camion benne aménagé pour transporter 7 personnes.
Les salariés suivent deux types de formations théoriques et pratiques organisées chaque semaine en interne :
- résolution des problématiques sociales et économiques, animées soit par l'association, soit par ses partenaires (EDF, RATP, CNAV, MSA, hôpital de jour);
- entretien des espaces verts sur des thèmes tels que EPI, geste et posture, entretien de massifs, utilisation des machines, animées par l'encadrant.
L'articulation formation :
- Les chantiers professionnalisent les salariés en leur proposant des leviers pour résoudre leurs difficultés sociales.
Nature des travaux :
- entretien de lieux ouverts aux publics, gestion douce et sans produit phytosanitaire, apprentissage et reconnaissance des végétaux, capacité à entretenir le petit matériel, respect des règles de sécurité.
Partenaires emploi : projet VIE (Vers l'Intégration en Entreprise) de la FNARS pour recherche de stages. PDV adhère à VOIE 95 et travaille avec d'autres chantiers pour répondre aux appels d'offre.
Partenaires formation : OPCA pour CACES, SST, celles liées aux espaces verts, 2 CFPPA pour formations type CAPA.
Partenaires du secteur agricole (en lien avec le GAB Ile de France), les Espaces Verts (connus grâces au VIE de la FNARS) de la distribution (les magasins de grandes distributions proches des lieux d'habitation des salariés), du nettoyage (Tremplin 95 et ses partenaires), de la petite Enfance (les communes).

Moyens mis en œuvre :
- Un poste d'encadrant technique Espaces Verts,
- ¼ poste d'accompagnatrice socioprofessionnelle,
- Un agent administratif.

Intérêt régional : Gestion des ressources naturelles : les pratiques d'entretien des espaces verts transmises aux salariés en insertion sont respectueuses de l'environnement (sans pesticides et herbicides) et en corrélation avec l'action du maraichage bio pratiquée par un autre chantier de l'association. Elles garantissent l'usage d'espace naturels sains, préserve la qualité de l'eau, des sols et des écosystèmes. De ce fait, l'association est soutenue par l'Agence de l'Eau Seine Normandie.
Paysage, patrimoine bâti : La sensibilisation et l'éducation à l'environnement font partie du projet de PDV.
Economique : Le chantier Environnement Patrimoine contribue à créer de l'activité salariée pour des personnes fragiles très éloignées de l'emploi. Plaine de Vie est reconnue Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale (ESUS) et fait pleinement partie de l'Economie Sociale et Solidaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'emploi est accessible à 6 personnes, relevant des minimas sociaux ou des jeunes de moins de 26 ans. Les salariés en insertion signeront un CDDI de 22h hebdomadaire sur 4 mois et renouvelable sur 8 mois à 26h, puis 6 mois et encore 6 mois soit un total de 24 mois. Leur travail est réparti sur cinq demi-journées par semaine. Ces personnes doivent être domiciliées sur le territoire du 95.

Localisation géographique :
- CA PLAINE VALLEE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	8 050,00	3,56%
Charges extérieures	8 575,00	3,79%
Autres charges	10 925,00	4,83%
Impôts et taxes	625,00	0,28%
Salaires et charges	187 422,00	82,91%
Dotations aux amortissements	10 428,00	4,61%
Impôts sur société	25,00	0,01%
Total	226 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes	68 388,00	30,25%
Subventions	138 162,00	61,12%
Région Ile de France - EIE	19 500,00	8,63%
Total	226 050,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	19 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la certification biologique	284,80 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	68 529,00 €

2015	Aide à la certification biologique	284,80 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	41 174,00 €
2016	ARSIE- Aide à l'investissement	18 000,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	57 700,00 €
	Montant total	185 972,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020280

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION PLAINE DE VIE POUR LE CHANTIER VERT AVENIR - ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	220 050,00 €	8,86 %	19 500,00 €
		Montant Total de la subvention	19 500,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION PLAINE DE VIE
Adresse administrative : 42 RUE DU CHEMIN VERT
95460 EZANVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Simone Plana

Date de publication au JO : 2 avril 1998

N° SIRET : 42079681500025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Nom du chantier : Chantier Vert Avenir Nom de la structure : Plaine de Vie Année 3 (2017)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multipartenarial et pluriannuel, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Ile-de-France.

Objectifs :
Le département du Val d'Oise bénéficie d'une large diversité d'espaces verts à entretenir. Le maintien et l'entretien de ce riche patrimoine paysager devient une priorité avec de nouvelles normes qui limitent les produits phytosanitaires et garantissent un cadre de vie plus respectueux de l'environnement du département. Des salariés sont ainsi formés à ces nouvelles techniques d'entretien. L'asociation poursuit

ses actions d'éducation à l'environnement des usagers et souhaite :
- Mener un nouvel axe d'intervention davantage centré sur la valorisation des espaces verts.
Le projet consistait à spécialiser les activités, avec un volet entretien des espaces ruraux (pour le chantier CEP) et un volet entretien des espaces verts, réservé au nouveau Chantier Vert Avenir. Ce dernier volet s'est développé durant l'année 2015, pour professionnaliser les salariés sur l'entretien, la valorisation et la création d'espaces verts.
- Proposer des postes aux demandeurs d'emplois éloignés du monde du travail, et les accompagner pour répondre aux nombreuses propositions de travail des entreprises d'Espaces Verts du territoire. Plaine de Vie (PDV) joue son rôle d'acteur de l'IAE en formant des salariés en insertion répondant aux profils recherchés des entreprises.

Description :
PDV accueille une équipe de 6 personnes en insertion. L'encadrant est soutenu par celui du chantier CEP, qui organise les chantiers en fonction de la nature des travaux. Les salariés en insertion signent un CDDI de 22h sur 4 mois renouvelable.
L'encadrant technique accompagne les salariés sur les différents lieux de chantiers avec un nouveau camion acheté fin 2015. Ils utilisent les terrains de l'association comme terrain d'apprentissage pour la taille, la tonte, l'entretien d'une haie.
Les salariés suivent deux types de formations théoriques et pratiques organisées chaque semaine en interne : résolution des problématiques sociales et économiques (démarche administratives, lutte contre les addictions, gestion de budget, formations aux éco-gestes..). Entretien des espaces verts, geste et posture, entretien de massifs, utilisation des machines, animées par l'encadrant. L'articulation formation – chantier professionnalise les salariés en leur proposant des leviers pour résoudre leurs difficultés sociales.
Nature des travaux : entretien de lieux ouverts aux publics, gestion douce et sans produit phytosanitaire, apprentissage et reconnaissance des végétaux, capacité à entretenir le petit matériel, respect des règles de sécurité.
Partenaires emploi : projet VIE (Vers l'Intégration en Entreprise) de la FNARS pour recherche de stages. PDV adhère à VOIE 95 et travaille avec d'autres chantiers pour répondre aux appels d'offre. Partenaires formation : OPCA pour CACES, SST, celles liées aux espaces verts, 2 CFPPA pour formations type CAPA.

Moyens mis en œuvre :
Au regard de la fonction économique, les partenaires se situent dans le secteur agricole (en lien avec le GAB Ile de France), les Espaces Verts (connus grâces au VIE de la FNARS) de la distribution (les magasins de grandes distributions proches des lieux d'habitation des salariés), du nettoyage (Tremplin 95 et ses partenaires), de la petite Enfance (les communes).

- Une animatrice Nature.
- Un encadrant technique Espaces Verts.
- Un agent administratif en Emploi d'Avenir.
- Une accompagnatrice Socioprofessionnelle a en charge 6 personnes
- Une agente administrative, pour la gestion administrative des dossiers.

Intérêt régional : Gestion des ressources naturelles : les pratiques d'entretiens des espaces verts transmises aux salariés en insertion sont respectueuses de l'environnement (sans pesticides et herbicides) et en corrélation avec l'action du maraichage bio pratiquée par un autre chantier de l'association. Elles garantissent l'usage d'espace naturels sains, préserve la qualité de l'eau, des sols et des écosystèmes.
Paysage, patrimoine bâti : La sensibilisation et l'éducation à l'environnement font partie du projet de PDV.
Eco-citoyenneté : La démarche de l'Association s'inscrit dans le cadre du développement d'actions de

sensibilisation en interne sur les gestes éco-citoyens.
Economique : Le chantier Vert Avenir contribuera à créer de l'activité salariée pour des personnes fragiles très éloignées de l'emploi. Cet emploi solidaire est non délocalisable. Plaine de Vie est reconnue Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale (ESUS) et fait pleinement partie de l'Economie Sociale et Solidaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'emploi est accessible à 6 personnes, relevant des minimas sociaux ou des jeunes de moins de 26 ans. Les salariés en insertion signeront un CDDI de 22h hebdomadaire sur 4 mois et renouvelable sur 8 mois à 26h, puis 6 mois et encore 6 mois soit un total de 24 mois. Leur travail est réparti sur cinq demi-journées par semaine. Ces personnes doivent être domiciliées sur le territoire du 95.

Localisation géographique :
- CA PLAINE VALLEE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	7 050,00	3,20%
Charges extérieures	8 075,00	3,67%
Autres charges	10 925,00	4,96%
Impôts et taxes	625,00	0,28%
Salaires et Charges	182 922,00	83,13%
Impôts sur société	25,00	0,01%
Dotations aux amortissements	10 428,00	4,74%
Total	220 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes	51 612,00	23,45%
Autres financements	148 938,00	67,68%
Région Ile de France - RIE	19 500,00	8,86%
Total	220 050,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	19 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la certification biologique	284,80 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	68 529,00 €
2015	Aide à la certification biologique	284,80 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	41 174,00 €
2016	ARSIE- Aide à l'investissement	18 000,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	57 700,00 €
	Montant total	185 972,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021023

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION ESPACES POUR LE CHANTIER D'INSERTION ESPACES VERTS D'ANTONY - ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	367 461,00 €	4,76 %	17 500,00 €
	Montant Total de la subvention		17 500,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ESPACES
Adresse administrative : 855 AVENUE ROGER SALENGRO
92370 CHAVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : MONSIEUR YANN FRADIN, DIRECTEUR

Date de publication au JO : 12 octobre 1994

N° SIRET : 39924109000063

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Chantier d'insertion Espaces Verts d'Antony - Association Espaces - n°EIE 15-92-03 - Année 3

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multipartenarial et pluriannuel, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Ile de France.

Objectifs :
Le chantier Espaces Verts d'Antony a pour objectifs de :
- Créer des emplois d'insertion, accompagner et former des personnes en difficulté socio-professionnelle
-Entretenir et gérer une partie des espaces verts de la Ville (77 000 m² au total)

-Accompagner la Ville d'Antony dans la mise en place d'un mode de gestion écologique des espaces verts (basé entre autres sur les remontées de terrain de l'équipe du chantier d'insertion)
-Entretenir et gérer d'autres espaces verts sur le territoire communal et les environs

Description :
Durant l'année 3, l'équipe en chantier d'insertion réalisera les tâches suivantes :
Entretien d'une partie des espaces verts de la Ville d'Antony à hauteur de 77 000 m² :
- l'entretien des gazons (tonte et détourage, découpe des bordures, traitement des mousses et scarification, désherbage, fertilisation)
- l'entretien des massifs d'arbustes et de vivaces (bêchage, binage, taille, désherbage, traitement contre les maladies et les parasites, fertilisation)
- l'entretien des haies (bêchage, binage, taille, désherbage, traitement contre les maladies et les parasites, fertilisation)
- l'entretien des espaces boisés et des zones naturelles (nettoyage général, désherbage)
- l'entretien des surfaces minérales (nettoyage général, désherbage)
- l'entretien des aires de jeux (nettoyage général et balayage, contrôle hebdomadaire et rapport mensuel)
- le ramassage des feuilles et des détritus sur l'ensemble des surfaces
- la création de massifs fleuris (arrachage, labour et préparation, plantation, désherbage et binage)
L'ensemble de ces actions sera réalisé en gestion différenciée (gestion écologique des espaces verts).

Le chantier est composé de 14 salariés en insertion (dont 7 à destination de bénéficiaires du RSA) embauchés en Contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI) à 26 heures hebdomadaires et sur une durée de 6 mois, renouvelables jusqu'à 2 ans maximum.

Moyens mis en œuvre :
Moyens matériels : 1 local technique, 6 tondeuses, 4 souffleurs, 4 débroussailleuses, 4 tailles-haies, 1 petit motoculteur, 1 petite tronçonneuse élagueuse, 1 perche télescopique, 10 peignes à gazons, 6 balais, 6 pelles, 6 bêches, 4 pinces à papier, 6 sécateurs de force, 6 sécateurs à mains, 2 véhicules légers, un tracteur, carburant.

Moyens humains :
14 salariés en insertion, 1 encadrant technique, 1 chargée de développement, 1 chargé de mission technique et sociale, 1 conseillère en insertion professionnelle.

L'aide sollicitée (17 500 € par an) est pour le financement du poste d'encadrant technique. Il est le responsable et référent direct des salariés en insertion sur le chantier. Il travaille en étroite collaboration avec la conseillère en insertion professionnelle et avec le chef du secteur. Outre l'encadrement des activités d'entretien d'espaces verts, il prendra en charge la formation en situation de production et l'évaluation des salariés en insertion.
La formation consiste à certifier des compétences de gestion des espaces verts : 50 heures dont 22 heures de cours collectifs et 28 heures de mise en situation pratique s'appuyant sur 4 activités du référentiel du titre professionnel "ouvrier du paysage".

Intérêt régional : Depuis 20 ans, Espaces développe des chantiers d'insertion en écologie urbaine en Ile-de-France. Les intérêts de ce chantier d'insertion sont multiples : augmentation de l'offre d'insertion professionnelle et de formation sur le territoire francilien, baisse du chômage et accompagnement dans l'emploi, entretien écologique des espaces verts d'Antony contribuant à la création de corridors écologiques en Ile-de-France. L'action d'Espaces en faveur des continuités écologiques s'inscrit dans une démarche d'intérêt régional mais aussi national au titre de la protection de la biodiversité en s'intégrant dans la charte régionale de la biodiversité et des milieux naturels, la stratégie nationale pour la biodiversité et le schéma régional de cohérence écologique. Cette gestion écologique est également bénéfiques pour les franciliens car elle améliore l'aspect paysager et le cadre de vie en milieu urbain.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Personnes en difficulté socioprofessionnelle (personnes en situation de handicap, jeunes, seniors, bénéficiaires du RSA, demandeurs d'emplois longue durée, personnes placées sous main de justice, etc.)

14 postes en insertion ouverts, dont 7 à destination de bénéficiaires du RSA, répartis ainsi :
-13 agents d'environnement en espaces verts (CDDI 26 h)
-1 adjoint de chantier (CDDI 28 h)

Localisation géographique :

- ANTONY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats stockés et non stockés	3 000,00	0,82%
Entretien, maintenance et prime d'assurance	600,00	0,16%
Autres services extérieurs	2 461,00	0,67%
Impôts, taxes et versements assimilés	14 414,00	3,92%
Charges de personnel	262 187,00	71,35%
Charges fixes de fonctionnement	84 799,00	23,08%
Total	367 461,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits d'exploitation	6 000,00	1,63%
Etat	34 805,00	9,47%
Région Ile de France - EIE	17 500,00	4,76%
Région Ile de France - IAE	12 000,00	3,27%
CD 92 PDI	25 200,00	6,86%
Ville d'Antony	96 833,00	26,35%
Aide au poste ASP CDDI	170 700,00	46,45%
Financement à rechercher	4 423,00	1,20%
Total	367 461,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif d'aide au sauvetage et restructuration des SIAE en difficulté	30 000,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	8 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	24 130,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	141 780,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	35 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	35 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	34 010,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	231 725,90 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	57 701,00 €
2015	ARSIE- Aide à l'investissement (CR46-14)	22 000,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	105 849,00 €
2015	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	104 731,60 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	37 208,26 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	180 805,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	53 536,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	91 580,00 €
2016	Jardins solidaires en Ile de France	25 000,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	48 995,12 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	55 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	260 358,00 €
2017	Politique de l'eau-Investissement	45 186,00 €
2017	Projet interrégional Seine CPIER	12 039,00 €
2017	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	46 507,44 €
	Montant total	1 696 642,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021097

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : HALAGE - VALORISATION ECOLOGIQUE SAINT-DENIS - ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	214 564,00 €	10,49 %	22 500,00 €
	Montant Total de la subvention		22 500,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HALAGE
Adresse administrative : 6 RUE ARNOLD GERAUX
93450 L'ILE-SAINT-DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Elisabeth MASSE-BOURGAIN, Présidente

Date de publication au JO : 26 octobre 1994

N° SIRET : 40116107000032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : ACTIVATION ANNEE 3 EIE - AIDE DE BASE HALAGE - Valorisation écologique Saint-Denis

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dossier a été déposé tardivement par le bénéficiaire et n'a pas pu faire l'objet d'une instruction technique avant le début du projet.

Objectifs :
Les objectifs principaux du chantier sont les suivants:
- remobiliser un public éloigné de l'emploi, habitant sur le territoire de Plaine commune dans le cadre d'une action concrète de mise en situation professionnelle;
-former et accompagner les salariés en parcours d'insertion pour leur permettre d'aboutir après le chantier

d'insertion à une continuité de parcours adaptée axée sur l'emploi ou la formation;
- proposer l'aménagement écologique de plusieurs délaissés ferroviaires intégrés en zone urbanisée (talus friches) pour améliorer le cadre de vie des habitants.
- remettre en état un délaissé urbain appartenant à Réseau Ferré de France, en proposant des aménagements en faveur de la biodiversité,
- favoriser la mise en place par la suite d'une gestion écologique du site,
- sensibiliser les habitants aux enjeux environnementaux en milieu urbain, et en particulier à la biodiversité.

Description :
L'action concerne un chantier d'insertion employant 8 personnes en parcours d'insertion pour travailler sur un chantier professionnel d'aménagement de délaissés ferroviaires. Les salariés sont encadrés sur le terrain par un professionnel de l'association et sont recrutés en partenariat avec les acteurs locaux tels que Pôle Emploi, les missions locales, Plan Local d'Insertion à l'Emploi (PLIE) et les centres sociaux.
Il s'agit de personnes rencontrant d'importantes difficultés d'accès à l'emploi.
Le chantier concerne dans le cadre d'un partenariat avec Plaine commune et RFF, des talus et délaissés situés à Stains, Epinay sur Seine, Saint Denis. Une étude de la flore existante au préalable menée grâce à un partenariat avec l'Observatoire Départemental de la Biodiversité urbaine (Conseil Départemental du 93). Cet inventaire permet d'ajuster les propositions d'aménagement afin de s'appuyer sur la végétation existante pour favoriser au maximum la biodiversité. Dans un premier temps, un nettoyage du site sera réalisé (collecte et évacuation des déchets). Puis, un défrichage et un débroussaillage seront menés, afin d'ouvrir le milieu, et de dégager l'emprise des espèces envahissantes. Enfin, un travail d'aménagement plus fin, pourra être réalisé : travail du sol et plantations, taille des arbustes, création d'ouvrages de soutènement (tressage, murets), semis de prairies fleuries, création de niches écologiques...

Moyens mis en œuvre :
L'aide à l'encadrement financera en partie le poste d'encadrant technique (1 ETP) dédié à cette action, formé aux travaux paysagers et à la gestion différenciée, et chargé d'encadrer à l'année une équipe de 8 salariés en insertion en contrats de 26 heures par semaine (5.94 ETP). Des entretiens individuels et des ateliers collectifs sont planifiés mensuellement.

L'aide à la formation technique concerne un module complémentaire de sauveteur secouriste au travail et prévention des risques liés à l'activité physique, ainsi qu'un module pratique professionnelle du CAP agricole travaux paysagers.
La formation technique complémentaire se déroule en partie en salle et en partie sur les plateaux techniques dont dispose l'association à Epinay-sur Seine et à l'Ile Saint Denis. Elle est animée par les formateurs d'Halage.

Par ailleurs, l'équipe du chantier dispose d'un véhicule 9 places, permettant d'effectuer les déplacements sur les lieux d'intervention.
Elle est basée dans les locaux de l'association à l'Ile Saint Denis, où elle dispose de vestiaires et d'ateliers techniques, d'un accès aux salles de formation et d'un réfectoire.

Un chargé d'insertion professionnel travaille également avec les salariés en parcours afin de construire leur projet professionnel et lever les différents freins à l'emploi.

Intérêt régional :
Ce chantier a pour vocation de proposer :
- des parcours professionnalisant à des personnes très éloignées de l'emploi et de leur donner accès à la formation.
- une dynamique au sein de la région grâce à la mise en place de plusieurs chantiers d'insertion menés sur différents territoires d'ile-de-France (75-92-9-95).
- de mener un partenariat depuis plusieurs années avec la SNCF Réseau sur différents chantiers

d'insertion au niveau régional permettant de valoriser des délaissés ferroviaires en continuité écologique, en soutenant des actions d'insertion professionnelle (dans le cadre des conventions avec les associations, et avec le réseau régional Chantier école ile de France).
Actuellement, l'association Halage entretient de manière écologique environ 10 km de linéaires ferroviaires à longueur d'année sur différents territoires d'Ile de France. Ce chantier constitue enfin un lieu d'expérimentation, permettant de tester des techniques écologiques et méthodes alternatives de gestion des espaces verts en ville, et pouvant présenter un intérêt en termes de suivi de la biodiversité urbaine (partenariats avec le muséum d'histoire naturelle, avec l'observatoire départemental de la biodiversité en seine Saint-Denis, et avec Nature Parif).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Cette action d'insertion s'adresse à un public adulte homme ou femme, habitant sur le territoire de la Seine-Saint Denis, qui présente d'importantes difficultés d'accès à l'emploi (demandeurs d'emploi longue durée, bénéficiaires des minimas sociaux, jeunes sans qualification).
Ces publics sont orientés sur le chantier par les partenaires prescripteurs du territoire (Pole emploi, maisons de l'emploi, espace insertion, centres sociaux, associations) avec lesquels l'association travaille depuis de nombreuses années.

Localisation géographique :
- PLAINE COMMUNE (EPT6)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel thermique équipement de travail	10 837,50	5,05%
Location matériel benne / entretein réparations Assurance	4 155,00	1,94%
Personnels	184 481,50	85,98%
Obligation Employeurs	6 740,50	3,14%
Charges indirectes	8 349,50	3,89%
Total	214 564,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat ASP contrats aidés	102 829,00	47,92%
Région Ile de France - EIE	22 500,00	10,49%
DEPARTEMENT 93	7 200,00	3,36%
Réseau férré de France	36 860,00	17,18%
Prestations d'utilité sociale (Plaine Commne)	45 175,00	21,05%
Total	214 564,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	22 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	5 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	43 200,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	5 000,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	84 450,00 €
2015	Soutien aux projets socialement innovants	40 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	20 000,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	65 700,00 €
2017	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	126 550,00 €
	Montant total	389 900,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022002

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : HALAGE POUR LE CHANTIER D'INSERTION PETITE CEINTURE FERROVIAIRE DE PARIS - ANNÉE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	251 734,00 €	8,94 %	22 500,00 €
	Montant Total de la subvention		22 500,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HALAGE
Adresse administrative : 6 RUE ARNOLD GERAUX
93450 L'ILE-SAINT-DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Elisabeth MASSE-BOURGAIN, Présidente

Date de publication au JO : 26 octobre 1994

N° SIRET : 40116107000032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : EIE HALAGE CHANTIER D'INSERTION PETITE CEINTURE FERROVIAIRE DE PARIS AIDE DE BASE ANNÉE 3

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multi partenarial et pluriannuel, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Ile-de-France

Objectifs :
Assurer un entretien permanent de la végétation sur plusieurs tronçons de la petite ceinture ferroviaire de Paris (17ème, 18ème, 19ème, 20ème), en partenariat avec SNCF Réseau, la SNCF et la mairie de Paris qui reprend progressivement la gestion de la petite ceinture.

Description :
Les travaux sont réalisés par une équipe de 8 salariés en parcours d'insertion. Les salariés sont recrutés en contrats aidés au sein de l'association pour une durée d'un an en moyenne, année pendant laquelle ils bénéficient d'un encadrement technique, d'une formation qualifiante, et d'un accompagnement socio-professionnel.
L'accompagnement socio-professionnel a lieu tout au long du chantier, et jusqu'à 6 mois au minimum après la sortie des salariés. Il prend la forme d'entretiens individuels planifiés au minimum une fois par mois par salarié, et d'ateliers collectifs mensuels, qui permettent de travailler en groupe sur divers thèmes liés à la vie sociale et professionnelle, et aux techniques de recherche d'emploi.

Moyens mis en œuvre :
Nombre de postes : 8
Nombre encadrant: 1
L'aide permettra de financer en partie le poste d'encadrant technique dédié à temps plein sur cette action, former aux travaux paysagers et à la gestion différenciée, et d'encadrer à l'année une équipe de 8 salariés en insertion. L'aide à la formation permettra de soutenir en partie le financement de la formation technique qualifiante complémentaire proposée à l'ensemble des salariés en insertion du chantier.

Intérêt régional : Préservation de la biodiversité à Paris. Les voies ont été conservées et une importante végétation s'est développée, faisant de ce lieu un incroyable écrin de verdure en plein cœur de Paris. Il constitue par ailleurs, une véritable continuité écologique en milieu urbain. Depuis 2012, un suivi de la biodiversité a été mis en place.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Public parisien adulte ayant d'importantes difficultés d'accès à l'emploi (demandeurs d'emploi longue durée, bénéficiaires des minimas sociaux, jeunes sans qualification...).

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (Matériel, équipement de travail...)	9 982,00	3,97%
Location matériel / benne, entretien et réparations, assurance	2 284,00	0,91%
Déplacements, missions réceptions, frais télépone / Internet	1 514,00	0,60%
Salaires et charges permanents	75 168,00	29,86%
Salaires salariés en insertion	109 780,00	43,61%
Formation	24 663,00	9,80%
Frais de structure	28 343,00	11,26%
Total	251 734,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Agence de Services et de Paiement	108 982,00	43,29%
EIE Région	22 500,00	8,94%
DEPARTEMENT	33 000,00	13,11%
AUTOFINANCEMENT	29 106,00	11,56%
Prestation SNCF	58 146,00	23,10%
Total	251 734,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	22 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	5 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	43 200,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	5 000,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	84 450,00 €
2015	Soutien aux projets socialement innovants	40 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	20 000,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	65 700,00 €
2017	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	126 550,00 €
	Montant total	389 900,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009058

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CONTRIBUTION AU BUDGET DE FONCTIONNEMENT 2017 - SYNDICAT MIXTE POUR L'AMENAGEMENT DE LA PLAINE DE PIERRELAYE BESSANCOURT (SMAPP)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Versement des cotisations annuelles à divers organismes agissant dans le domaine de l'environnement	198 000,00 €	100,00 %	198 000,00 €
	Montant Total de la subvention		198 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-6281-176003-200
17600302- Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMAPP S MIXTE POUR LAMENAGEMENT DE LA PLAINE DE PIERRELAYE BESSANCOURT AUTOUR D UN PROJET DE NOUVELLE FORET
Adresse administrative : 2 AVENUE DU PARC
95032 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Bernard TAILLY, Président

N° SIRET : 20004608400014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Versement des cotisations annuelles à divers organismes agissant dans le domaine de l'environnement

Objectifs :
Contribuer au budget de fonctionnement du Syndicat Mixte pour l'Aménagement de la Plaine de Pierrelaye-Bessancourt pour l'année 2017.

Description :
La Région Ile-de-France a adhéré au Syndicat Mixte pour l'Aménagement de la Plaine de Pierrelaye-Bessancourt (SMAPP) par délibération CR n°18-14 du 13 février 2014. Ce syndicat mixte est également constitué par l'adhésion :
• du Département du Val d'Oise ;
• de la Communauté Val-Parisis ;
• de la Commune de Saint-Ouen l'Aumône ;

• de la commune de Méry-sur-Oise.

En vue de l'aménagement de la Plaine de Pierrelaye-Bessancourt autour d'un projet de nouvelle forêt, le SMAPP s'est vu confier les missions suivantes :
• la réalisation de toutes études, acquisitions foncières et tous travaux directement et indirectement nécessaires à la transformation de la Plaine de Pierrelaye Bessancourt en espace naturel, constitué principalement d'une forêt ;
• la création, l'exploitation et la gestion de cet espace naturel ;
• la création et la gestion de tous les équipements liés à l'exploitation et à l'usage de cet espace ;
• la gestion de la transition de l'espace agricole.

Le budget du SMAPP pourvoit à toutes dépenses de fonctionnement et d'investissement destinées à la réalisation de ses objectifs. Les recettes du SMAPP comprennent, entre autres, la contribution des membres. Le budget de fonctionnement du SMAPP pour l'année 2017 a été voté en comité syndical du 4 avril 2017. Conformément à la répartition des dépenses de fonctionnement, la Région participe à hauteur de 33% du montant global voté en séance.

Les dépenses de fonctionnement seront principalement dédiées à :
- la réalisation d'études (64 %) ;
- aux charges de personnel (29%).

Moyens mis en œuvre :
En 2016, 6 comités syndicaux du SMAPP se sont tenus. Celui du 16 décembre a permis de valider la proposition pour les nouveaux statuts du SMAPP, avec la transformation du syndicat d'étude en syndicat de réalisation.

Intérêt régional : Le bénéficiaire est exempté du recrutement de stagiaires s'agissant d'une cotisation.

Localisation géographique :
- SAINT-OUEN-L'AUMONE
- FREPILLON
- MERY-SUR-OISE
- HERBLAY
- PIERRELAYE
- TAVERNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	198 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Versement des cotisations annuelles à divers organismes agissant dans le domaine de l'environnement	198 000,00 €
2015	Versement des cotisations annuelles à divers organismes agissant dans le domaine de l'environnement	99 000,00 €
2016	Versement des cotisations annuelles à divers organismes agissant dans le domaine de l'environnement	148 500,00 €
	Montant total	445 500,00 €

ANNEXE 3 - AVENANT TYPE N°2 A LA CONVENTION RELATIVE AUX "EMPLOIS INSERTION ENVIRONNEMENT"

AVENANT TYPE N° 2 A LA CONVENTION RELATIVE AUX « EMPLOIS INSERTION ENVIRONNEMENT » N° CR 09-860 DU 24 SEPTEMBRE 2009

ENTRE

La Région Ile-de-France, dont le siège social est situé au 33, rue Barbet-de-Jouy 75007 PARIS, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 16-313 du 16 novembre 2016, ci-après dénommée « la Région ».

Et

D'une part ;

«La Structure »…….…… dont le siège social est situé au ……. représenté par son Président,……..……., en vertu de la délibération N° ……..du…… ci-après dénommé « La Structure »,

Il a été convenu de ce qui suit :

Préambule

La Région Île-de-France s'engage à préserver et défendre les valeurs inscrites dans les textes fondateurs de la République que sont la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, le Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 et la Constitution du 4 octobre 1958, ainsi que le principe de laïcité garanti par la loi du 9 décembre 1905 .
La Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité est l'expression de cet engagement et s'impose à tous ses agents, ses usagers ainsi que les partenaires dont elle soutient financièrement l'action. Elle prend particulièrement sens dans un contexte où la République française subirait des provocations et/ou des atteintes régulières dont le but serait de remettre en cause les valeurs qui la fondent.
La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi, sur l'ensemble de son territoire, de tous les citoyens, sans distinction d'origine, de sexe, d'orientation ou d'identité sexuelle, ou de religion. Elle garantit des droits égaux aux femmes et aux hommes.
La laïcité repose sur trois principes : la liberté de conscience et de culte, la séparation des institutions publiques et des organisations religieuses, et l'égalité de tous devant la loi quelles que soient leurs croyances ou leurs convictions.
Les valeurs de la République permettent l'exercice de la citoyenneté. Elles impliquent le rejet de toute violence, des discriminations, garantissent l'égalité des femmes et des hommes et reposent sur une culture du respect et de la compréhension de l'autre. Leur respect impose qu'aucun principe religieux ne leur est supérieur.
Nul ne peut se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour ne pas appliquer les principes et valeurs de la République. Nul ne peut être inquiété pour ses opinions pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public. La liberté de religion ou

de conviction rencontre nécessairement les limites liées au respect du pluralisme religieux et à la liberté de ne pas croire, à la protection des droits et des libertés d'autrui, au maintien de l'ordre public, de la paix civile et du vivre ensemble.
Si la loi impose l'exercice du principe de neutralité aux services publics, les usagers du service public comme les acteurs privés ne doivent pas entraver la liberté et le libre-arbitre d'autrui, dans le souci de l'intérêt général.
La Région décide de promouvoir et de faire respecter ces principes dans tous les champs de son intervention, tout en garantissant à toutes et tous la liberté d'adhésion et d'accès aux services, la non-discrimination, la non tolérance des incivilités, le refus des provocations, des violences et des incitations à la haine.

Article 1 :

Le présent avenant approuve la Charte de la laïcité et des valeurs de la République et autorise le Président de « La Structure » à la signer.

Article 2 :

A l'exception de cette modification, les autres dispositions de la convention restent applicables.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux,
le

Pour la Structure

Pour la Région Ile-de-France
La présidente du conseil régional

Valérie PECRESSE

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-284
DU 5 JUILLET 2017

POLITIQUE ÉNERGIE-CLIMAT - QUATRIÈME AFFECTATION 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;
VU Le Code de l'environnement ;
VU Le code de l'énergie ;
VU La loi n° 2015-922 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, et notammnent son article 188.1 ;
VU La délibération CR 55-10 du 30 septembre 2010 relative à la politique énergie climat ;
VU La délibération CR 43-11 du 23 juin 2011 approuvant le Plan Régional pour le Climat ;
VU La délibération CR 106-11 du 17 novembre 2011 relative à l'appel à projets « Réhabilitation Durable » ;
VU La délibération CR 46-12 du 23 novembre 2012 relative à la politique énergie climat en route vers la transition énergétique ;
VU La délibération CR 88-13 du 22 novembre 2013 relative au renforcement des mesures en faveur de l'efficacité énergétique et de lutte contre la précarité énergétique et sociale dans les politiques régionales en faveur du logement et énergie-climat ;
VU La délibération CR 53-15 du 18 juin 2015, relative à l'approbation du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020, l'approbation du Contrat de Plan Interrégional Etat Régions 2015-2020 vallée de la Seine et à l'approbation du projet de Contrat de Plan Interrégional Etat Régions 2015-2020 plan Seine ;
VU La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
VU La délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;
VU La délibération CR 08-16 du 18 février 2016 « La Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;
VU La délibération CR 171-16 du 21 novembre 2016 « Protocole de collaboration entre la Région Ile-de-France, les services déconcentrés de l'État et la direction régionale de l'ADEME : élaboration et mise en oeuvre du Programme Régional pour l'Efficacité Énergétique (PREE) / abrogation du dispositif d'aide aux propriétaires particuliers » ;
VU La délibération CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;
VU La délibération CP 13-865 du 20 novembre 2013 « Attribution de subventions dans le cadre de la politique énergie-climat régionale : sixième affectation 2013 » ;
VU La délibération CP 14-438 du 24 septembre 2014 « Politique énergie-climat régionale - troisième rapport 2014 » ;
VU La délibération CP 15-713 du 8 octobre 2015 « Attribution de subventions dans le cadre de la politique énergie-climat régionale quatrième affectation 2015 - attribution de subvention pour la mise en oeuvre d'actions de prevention du bruit dans l'environnement - prolongation de la convention entre la Région Ile de France et AIRPARIF » ;
VU La délibération CP 16-162 du 15 juin 2016 relative à l'approbation de nouvelles conventions type dans le secteur de l'énergie ;
VU La délibération CP 16-288 du 12 juillet 2016 relative à l'approbation de nouvelles conventions type dans le secteur de l'énergie pour les opération réalisées en DSP ;
VU Le budget 2017 de la Région Ile-de-France ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-284 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Décide de participer au titre de la « **Politique Energie Climat** » au financement des opérations détaillées en annexe 2, pour un montant prévisionnel maximum de **2 614 591,76 €.**

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur à 23 000 €, à la signature de conventions conformes aux modèles types adoptés par délibération CP 16-162 du 15 juin 2016 modifiés par les dispositions de la délibération CR 2017-51 du 9 mars 2017.

Subordonne le versement des subventions des opérations réalisées par délégation de service public à la signature d'une convention avec chaque bénéficiaire conforme à la convention-type adoptée par la délibération CP 16-288 du 12 juillet 2016 et modifiée par les dispositions de la délibération CR 2017-51 du 9 mars 2017.

Article 2

Affecte une **autorisation de programme** d'un montant total de **33 740 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme HP 75-001 (175001) « Politique énergie », action 17500105 « Efficacité énergétique » du budget 2017.

Article 3

Affecte une **autorisation de programme** d'un montant total de **2 580 851,76 €,** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme PR71-009 (471009) « Actions territorialisées », action 471009043 « Energies renouvelables – actions territorialisées » du budget 2017.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020, volet 3 « Transition écologique et énergétique », sous-volet 31 « Energie et changement climatique », action 312 « Energies renouvelables et de récupération ».

Article 4

Affecte une **autorisation d'engagement** d'un montant total de **30 000 €,** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme HP 75-001 (175001) « Politique énergie », action 17500104 « Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie » du budget 2017 pour une Assistance à Maitrise d'Ouvrage pour l'évaluation du Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie et autorise la Présidente à signer, si besoin, une convention de groupement avec l'ADEME.

Article 5

Décide de transférer au nouveau syndic de copropriété **AGENCE DE GESTION DES COPROPRIETES**, la subvention précédemment votée par délibération CP 14-615 du 17 octobre 2014, d'un montant de 4 632,50 €, pour la réalisation d'un audit énergétique en faveur de la copropriété du **41 rue de Sevres à Boulogne-Billancourt**, attribuée antérieurement au syndic ALBERT STOOPS.

Article 6

Décide de transférer au nouveau syndic de copropriété **CRAUNOT**, la subvention précédemment votée par délibération CP 15-713 du 8 octobre 2015, d'un montant de 11 725 €, pour la réalisation d'un audit énergétique en faveur de la copropriété du **1-5 avenue du General Leclerc - 92 avenue Maurice Thorez 94200 IVRY SUR SEINE**, attribuée antérieurement au syndic OUSTAL GESTION.

Article 7

Suite à une erreur matérielle, l'article 3 de la délibération CP 14-438 du 24 septembre 2014 est modifié.

Description	Investissement HT	Subvention régionale	
		Taux	Montant
SIPPEREC : DOUBLET DE GEOTHERMIE AU DOGGER RELIE AU RESEAU DE CHALEUR DE ROSNY SOUS BOIS	16 281 316 €	13,03%	2 120 864,75 €

Article 8

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions, définies aux articles 2 et 3 de la présente délibération, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-dessous, par dérogation aux articles 17, alinéa 3 et 29 alinéa 3 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Code	Dossier	Date prévisionnelle de démarrage
17008536	COMMUNE DE RUEIL MALMAISON : CREATION D'UNE CHAUFFERIE BOIS ET DU RESEAU DE DISTRIBUTION POUR LA ZAC DE L'ARSENAL	16/12/2016
17008914	LIMEIL BREVANNES : CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE SUR LES BATIMENTS DE LA ZAC BALLASTIERE (QUARTIER DES TEMPS DURABLES) - REAFFECTATION DU SOLDE	01/09/2009
17008915	LIMEIL BREVANNES : CREATION D'UNE CHAUFFERIE BIOMASSE POUR LA ZAC DE LA BALLASTIERE (QUARTIER DES TEMPS DURABLES) - REAFFECTATION DU SOLDE	01/09/2009
17008916	LIMEIL BREVANNES : PANNEAUX SOLAIRES THERMIQUES SUR LES BATIMENTS DE LA ZAC LA BALLASTIERE (QUARTIER DES TEMPS DURABLES) - REAFFECTATION DU SOLDE	01/09/2009

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE 1 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-284	Budget	2017

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**75 - Politique de l'énergie**
Programme	**175001 - Politique énergie**
Action	**17500105 - Efficacité énergétique**

Dispositif : N° 00000634 - Politique énergie climat

Dossier	17009847 - COMMUNE DE NOISY-LE-SEC - TTV SUR LE GROUPE SCOLAIRE JEAN RENOIR			
Bénéficiaire	R1259 - COMMUNE DE NOISY-LE-SEC			
Localisation	NOISY-LE-SEC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	33 740,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
232 806,00 €	HT	14,49 %	33 740,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000634 - Politique énergie climat	33 740,00 €

Total sur l'imputation 907 - 75 - 175001 - 17500105	33 740,00 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**471009 - Actions territorialisées**
Action	**471009043 - Energies renouvelables - Actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000634 - Politique énergie climat

Dossier	17008536 - COMMUNE DE RUEIL MALMAISON : CREATION D'UNE CHAUFFERIE BOIS ET DU RESEAU DE DISTRIBUTION POUR LA ZAC DE L'ARSENAL			
Bénéficiaire	R1036 - COMMUNE DE RUEIL MALMAISON			
Localisation	RUEIL-MALMAISON			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération - Hors CPRD			
Montant total	1 203 624,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 415 330,00 €	HT	14,3 %	1 203 624,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-284	Budget	2017

Dossier	17008914 - LIMEIL BREVANNES : CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE SUR LES BATIMENTS DE LA ZAC BALLASTIERE (QUARTIER DES TEMPS DURABLES) - REAFFECTATION DU SOLDE			
Bénéficiaire	R3 - COMMUNE DE LIMEIL BREVANNES			
Localisation	LIMEIL-BREVANNES			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération - Hors CPRD			
Montant total	93 752,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
312 506,89 €	HT	30 %	93 752,00 €	

Dossier	17008915 - LIMEIL BREVANNES : CREATION D'UNE CHAUFFERIE BIOMASSE POUR LA ZAC DE LA BALLASTIERE (QUARTIER DES TEMPS DURABLES) - REAFFECTATION DU SOLDE			
Bénéficiaire	R3 - COMMUNE DE LIMEIL BREVANNES			
Localisation	LIMEIL-BREVANNES			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération - Hors CPRD			
Montant total	426 306,35 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 439 326,91 €	HT	29,62 %	426 306,35 €	

Dossier	17008916 - LIMEIL BREVANNES : PANNEAUX SOLAIRES THERMIQUES SUR LES BATIMENTS DE LA ZAC LA BALLASTIERE (QUARTIER DES TEMPS DURABLES) - REAFFECTATION DU SOLDE			
Bénéficiaire	R3 - COMMUNE DE LIMEIL BREVANNES			
Localisation	LIMEIL-BREVANNES			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération - Hors CPRD			
Montant total	857 169,41 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 074 513,06 €	HT	79,77 %	857 169,41 €	

Total sur le dispositif N° 00000634 - Politique énergie climat	2 580 851,76 €

Total sur l'imputation 907 - 71 - 471009 - 471009043	2 580 851,76 €

ANNEXE 2 : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008536

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMMUNE DE RUEIL MALMAISON : CREATION D'UNE CHAUFFERIE BOIS ET DU RESEAU DE DISTRIBUTION POUR LA ZAC DE L'ARSENAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	8 415 330,00 €	14,30 %	1 203 624,00 €
	Montant Total de la subvention		1 203 624,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-471009-200
471009043- Energies renouvelables - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RUEIL MALMAISON
Adresse administrative : 13 BOULEVARD DU MARECHAL FOCH
92500 RUEIL-MALMAISON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick OLLIER, Maire
N° SIRET : 21920063100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 16 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé dans le cadre de la session 2017 de l'appel à projets ADEME/Région 'Chaufferie bois' et 'réseaux de chaleur' dont la date limite de dépôt des dossiers était le 16 décembre 2016.

Description :
Ce projet concerne la création d'un réseau de chauffage urbain alimentant le futur éco-quartier de la ZAC de l'Arsenal situé dans la Ville de Rueil Malmaison au cœur de la Communauté d'Agglomération du Mont Valérien au sein même d'un Territoire à Energie Positive Croissance Verte. Afin de limiter l'impact environnemental et énergétique, ce réseau sera alimenté par plus de 60% d'énergie renouvelable via la mise en œuvre d'une chaudière biomasse.
Le projet d'écoquartier de la ZAC de l'Arsenal est un programme neuf (logements, équipements publics, locaux tertiaires) de 250 000m² environ sur 25 Ha.
Pour la réalisation et l'exploitation de ce réseau, la Ville de Rueil a proposé un marché en Délégation de Service Public dont la Société de Chaleur de l'Arsenal est délégataire pour une durée de 24 ans d'exploitation à compter de la mise en service des équipements de production et distribution (au plus tard fin du premier semestre 2018). La notification de DSP a été faite le 06 Septembre 2016.

Les besoins de fourniture d'énergie (ECS et chauffage) ont été évalués à 16.2 GWh/an. Etant donné le développement progressif du programme (construction des logements, équipements publics et commerces

en quatre phase entre 2017 et 2025), une solution de fourniture d'énergie calorifique transitoire (chaudière gaz) sera mise en place le temps d'avoir suffisamment de besoins pour lancer la chaudière biomasse.

Le calendrier prévisionnel contractuel de la DSP est le suivant :
- Démarrage travaux : Fin 2016
- Mise en Service de la chaufferie Gaz : Mai 2018.
- Mise en service de la chaufferie Bois : lorsque 80% des polices d'abonnement ont été signées. Date prévisionnelle : octobre 2020.
- Réception des réseaux de chaleur phase 1 : Mai-2018.
- Réception des réseaux de chaleur phase 2 : Mai 2019.
- Réception des réseaux de chaleur phase 3 : Mai 2020.
- Réception des réseaux de chaleur phase 4 : Mai 2025.

Caractéristiques de la solution biomasse
Puissance thermique nominale de l'installation biomasse (en MW) : 1,77
Longueur du réseau créé : 2 921 ml
Besoins thermiques annuels : 16 634 MWh utiles
Production sortie installation biomasse : 10 930 MWh / an
Taux de couverture des besoins thermiques par la biomasse : 63%
Consommation annuelle de biomasse : 4 600 t/an
Émission de poussières : 15 mg / Nm3 à 6%O2

Le combustible utilisé pour alimenter la chaufferie Biomasse sera des plaquettes forestières (2008-A-PF) et fournis par 2 entreprises Bi-Vert et Valobois. Les zones d'approvisionnement privilégiées du fournisseur seront l'Ile de France, la Haute Normandie et le Centre dans un rayon maximal de 100 km autour du site.

Les cendres humides issues des chaufferies biomasse sont reconnues pour leur apport en éléments minéraux (azote, phosphore et potasse). Les cendres humides seront intégrées à un processus de fabrication de compost respectant les normes NFU 44-051 ou NFU 44-095 mais l'épandage est une solution qui peut également être envisagée. Cette solution est très avantageuse car l'acceptation sur plateformes de compostage est possible toute l'année. Les cendres peuvent donc être évacuées au fur et à mesure.

Les cendres pulvérulentes ont une teneur importante en métaux lourds et ne pourront pas être intégrées à des composts. Elles seront traitées en centre d'enfouissement (ISDD) en filière stabilisation.

Le traitement des fumées est effectué par un filtre à manche, qui assure la captation des poussières les plus fines. Il est installé en aval du dépoussiéreur multi-cyclones, afin de garantir les performances quelles que soient les conditions de fonctionnement de la chaudière et le type de combustible utilisé.
Caractéristiques du filtre à manche : Rejets = 15 mg/Nm3 à 6% d'O2 (soit 10 mg/Nm3 à 11% d'O2).

Caractéristiques du réseau de chaleur :

Phase 1 : 4 sous stations - 2769.8 kW - 3 752.1 MWh/an
Phase 2 : 10 sous stations - 3 365.6 kW - 4 140.6 MWh/an
Phase 3 : 16 sous stations - 5 720.6 kW - 7 193.3 MWh/an
Phase 4 : 8 sous stations - 1 619 kW - 1 548.1 MWh/an
TOTAL : 38 sous stations - 13 475 kW - 16 634.1 MWh/an

Intérêt régional : Contribution à l'atteinte des objectifs mentionnés dans les scénarios du SRCAE en matière d'augmentation de la couverture des besoins de chauffage et d'eau chaude sanitaire par des énergies renouvelables.

En tant que collectivité territoriale, le bénéficiaire est exempté de l'obligation de signer la charte de la laïcité.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Délibération CR46-12, mesures 13 et 14 : subvention calculée par analyse économique comparative entre la solution biomasse et une solution gaz.

Localisation géographique :

- RUEIL-MALMAISON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
chaufferie bois	5 192 058,00	61,70%
réseau de chaleur	3 223 272,00	38,30%
Total	8 415 330,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	1 203 624,00	14,30%
ADEME	1 203 624,00	14,30%
Délégataire	6 008 082,00	71,39%
Total	8 415 330,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	601 812,00 €
2020	601 812,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	125 705,60 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	492 194,46 €
2016	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	277 732,01 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	44 500,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	18 346,00 €
	Montant total	1 738 478,07 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008914

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LIMEIL BREVANNES : CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE SUR LES BATIMENTS DE LA ZAC BALLASTIERE (QUARTIER DES TEMPS DURABLES) - REAFFECTATION DU SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	312 506,89 €	30,00 %	93 752,00 €
		Montant Total de la subvention	93 752,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-471009-200
471009043- Energies renouvelables - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LIMEIL BREVANNES
Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
94456 LIMEIL-BREVANNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Françoise LECOUFLE, Maire
N° SIRET : 21940044700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2009
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2011
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier présenté initialement lors de la CP du 27 mai 2010 (CP 10-346 pour un montant de 993 570 €) nécessitant une nouvelle affectation, le solde de la subvention initiale n'ayant pu être versé (problèmes de convention type régionale ne prenant pas en considération les spécificités des opérations en DSP).

Description :
Dans la continuité de la construction de l'école Jean-Louis Marquèze, premier bâtiment public à énergie positive, le « Quartier des Temps Durables » comprendra des logements, des commerces et des équipements publics.
L'ensemble des logements sera pour 50% en accession à la propriété et 50% en location en respectant une mixité de logements privés et sociaux (50% chacun).
Plusieurs sociétés d'habitation et de promotion ont constitué un groupement d'investisseurs-constructeurs, à savoir : EFIDIS, OHSA, PITCH, SADIF, RRP, SODES, EXPANSIEL, OPAC 94, VITRY COOP GAMBETTA, BOUYGUES et CONSTRUCTA.

La Ville et le groupement des Investisseurs-Constructeurs ont convenu de mener, dans la réalisation, une démarche exemplaire de développement durable. A cette fin, un cahier des charges contraignant et exigeant a été établi pour la construction de bâtiments du futur quartier à très faible consommation

énergétique permettant d'atteindre les critères du label « Bâtiment Basse Consommation Energétique, BBC 2005 » avec des limites imposées à ne pas dépasser de 35 kWhep/m²/an pour l'usage chauffage et 78 kWhep/m²/an pour les 5 usages selon la RT 2005.

En complément d'une qualité de construction exemplaire pour satisfaire aux critères cités précédemment, les énergies renouvelables ont été privilégiées.
La ville de Limeil Brevannes a lancé une délégation de service public pour la construction et l'exploitation :
- d'un réseau de production et de distribution d'énergie calorifique alimenté par des énergies renouvelables (biomasse)
- un parc de panneaux solaires pour la production d'eau chaude sanitaire
- des parcs de cellules photovoltaïques intégrés sur les bâtiments du quartier pour la production d'électricité
- des équipements de récupération d'énergie sur air extrait

Situé au nord-ouest de Limeil Brevannes, le Quartier Des Temps Durables sera construit sur les terrains de la ZAC Ballastière Sud, d'une superficie de 9 hectares. L'opération se décompose en huit îlots distincts, représente un total de 1182 logements (représentant une surface totale de 95 000 m²) dont plus de la moitié de logements sociaux.

Les panneaux solaires intégrés aux bâtiments feront l'objet d'un agrément CSTB ou équivalent et permettent d'équilibrer les besoins électriques de la DSP « Energie » pour le Quartier Des Temps Durables.

Description de la centrale photovoltaique :
Les 3 600 m² de panneaux photovoltaïques sont répartis dans l'ensemble des bâtiments et sur la chaufferie.

Bilan de production de la centrale :
Puissance crête: 432 kWc
Total énergie (kWh/an) : 395 383
Total CO2 évité (kg/an) : 39 538

Intérêt régional : Contribution au scénario d'évolution du mix énergétique francilien décrit dans le SRCAE.

Réaffectation : dossier ne nécessitant pas l'engagement de stagiaires, le dossier ayant été initalement présenté en CP en 2010.

En tant que collectivité territoriale, le bénéficiaire est exempté de l'obligation de signer la charte de la laïcité.

Localisation géographique :
- LIMEIL-BREVANNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux photovoltaïques	312 506,89	100,00%
Total	312 506,89	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	93 752,00	30,00%
Délégataire	218 754,89	70,00%
Total	312 506,89	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	93 752,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	5 390,00 €
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	1 520,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	12 886,00 €
	Montant total	29 796,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008915

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LIMEIL BREVANNES : CREATION D'UNE CHAUFFERIE BIOMASSE POUR LA ZAC DE LA BALLASTIERE (QUARTIER DES TEMPS DURABLES) - REAFFECTATION DU SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	1 439 326,91 €	29,62 %	426 306,35 €
		Montant Total de la subvention	426 306,35 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-471009-200
471009043- Energies renouvelables - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LIMEIL BREVANNES
Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
94456 LIMEIL-BREVANNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Françoise LECOUFLE, Maire
N° SIRET : 21940044700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Objet du projet : construction d'une chaufferie biomasse raccordée au réseau de chaleur de la ZAC de la Ballastière

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2009
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2011
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier présenté initialement lors de la CP du 27 mai 2010 (CP 10-346 pour un montant de 518 490 €) nécessitant une nouvelle affectation, le solde de la subvention initiale n'ayant pu être versé (problèmes de convention type régionale ne prenant pas en considération les spécificités des opérations en DSP).

Description :
Dans la continuité de la construction de l'école Jean-Louis Marquèze, premier bâtiment public à énergie positive, le « Quartier des Temps Durables » comprendra des logements, des commerces et des équipements publics.
L'ensemble des logements sera pour 50% en accession à la propriété et 50% en location en respectant une mixité de logements privés et sociaux (50% chacun).
Plusieurs sociétés d'habitation et de promotion ont constitué un groupement d'investisseurs-constructeurs, à savoir EFIDIS, OHSA, PITCH, SADIF, RRP, SODES, EXPANSIEL, OPAC 94, VITRY COOP

GAMBETTA, BOUYGUES et CONSTRUCTA.

La Ville et le groupement des Investisseurs-Constructeurs ont convenu de mener, dans la réalisation, une démarche exemplaire de développement durable. A cette fin, un cahier des charges contraignant et exigeant a été établi pour la construction de bâtiments du futur quartier à très faible consommation énergétique permettant d'atteindre les critères du label « Bâtiment Basse Consommation Energétique, BBC 2005 » avec des limites imposées à ne pas dépasser de 35 kWhep/m²/an pour l'usage chauffage et 78 kWhep/m²/an pour les 5 usages selon la RT 2005.

En complément d'une qualité de construction exemplaire pour satisfaire aux critères cités précédemment, les énergies renouvelables ont été privilégiées.
La ville de Limeil Brevannes a lancé une délégation de service public pour la construction et l'exploitation :
- d'un réseau de production et de distribution d'énergie calorifique alimenté par des énergies renouvelables (biomasse)
- un parc de panneaux solaires pour la production d'eau chaude sanitaire
- des parcs de cellules photovoltaïques intégrés sur les bâtiments du quartier pour la production d'électricité
- des équipements de récupération d'énergie sur air extrait

Situé au nord-ouest de Limeil Brevannes, le Quartier Des Temps Durables sera construit sur les terrains de la ZAC Ballastière Sud, d'une superficie de 9 hectares. L'opération se décompose en huit îlots distincts et représente un total de 1182 logements (représentant une surface totale de 95 000 m²) dont plus de la moitié de logements sociaux.

Besoins de chaleur de la ZAC :

Les investisseurs constructeurs doivent faire des bâtiments qui respectent le cahier des charges imposé par la ville et notamment respecter une charge de chauffage de 35 kWh/m²/an. La validation des performances thermiques des bâtiments et l'élaboration des notices thermiques ont été confiées à des bureaux d'études thermiques.

Synthèse des besoins de chaleur
CHAUFFAGE : 3403 MWh/an
EAU CHAUDE SANITAIRE : 2470 MWh/an
RESEAU : 217 MWh/an
TOTAL BESOINS THERMIQUES : 6090 MWh/an

Caractéristiques de la solution biomasse :
- Puissance de la chaudière biomasse (en kW) : 800
- Longueur du réseau en mètres : 2200
- Production sortie chaudière biomasse (MWh/an) : 3341
- Taux de couverture des besoins thermiques par la biomasse : 55%
- Emission de poussières à 11% d'O2 en mg/Nm3 : 50

Approvisionnement en biomasse :

La composition du bois énergie pour la chaufferie sera la suivante :
• plaquettes d'élagage + plaquettes forestières à hauteur de 60%,
• plaquettes industrielles (classe verte) : 40%.
Les bois forestiers viendront principalement de la Forêt publique de Fontainebleau et de Sénart, en partenariat avec les équipes d'ONF Energie. L'ensemble de ces forêts sont certifiées PEFC.
Pour les bois d'élagage, ils proviendront principalement de Seine et Marne, autour de 5 importantes sociétés d'élagage du département.
Enfin pour les produits de classe verte, leur origine est aussi locale. Récupération sur les bassins

industriels et logistiques de Gennevilliers, Melun Sénart, Provins. Leur traçabilité est complète et certifiée.

Intérêt régional : Contribution au scénario d'évolution du mix énergétique francilien décrit dans le SRCAE.

Réaffectation : dossier ne nécessitant pas l'engagement de stagiaires, le dossier ayant été initalement présenté en CP en 2010.

En tant que collectivité territoriale, le bénéficiaire est exempté de l’obligation de signer la charte de la laïcité.

Localisation géographique :

- LIMEIL-BREVANNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Chaudière biomasse	1 439 326,21	100,00%
Total	1 439 326,21	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	426 306,35	29,62%
Délégataire	1 013 019,86	70,38%
Total	1 439 326,21	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	426 306,35 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	5 390,00 €
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	1 520,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	12 886,00 €
	Montant total	29 796,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008916

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LIMEIL BREVANNES : PANNEAUX SOLAIRES THERMIQUES SUR LES BATIMENTS DE LA ZAC LA BALLASTIERE (QUARTIER DES TEMPS DURABLES) - REAFFECTATION DU SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	1 074 513,06 €	79,77 %	857 169,41 €
	Montant Total de la subvention		857 169,41 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-471009-200
471009043- Energies renouvelables - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LIMEIL BREVANNES
Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
94456 LIMEIL-BREVANNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Françoise LECOUFLE, Maire
N° SIRET : 21940044700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2009
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2011
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier présenté initialement lors de la CP du 27 mai 2010 (CP 10-346 pour un montant initial de 1 603 000 €) nécessitant une nouvelle affectation, le solde de la subvention initiale n'ayant pu être versé (problèmes de convention type régionale ne prenant pas en considération les spécificités des opérations en DSP).

Description :
Dans la continuité de la construction de l'école Jean-Louis Marquèze, premier bâtiment public à énergie positive, le « Quartier des Temps Durables » comprendra des logements, des commerces et des équipements publics.
L'ensemble des logements sera pour 50% en accession à la propriété et 50% en location en respectant une mixité de logements privés et sociaux (50% chacun).
Plusieurs sociétés d'habitation et de promotion ont constitué un groupement d'investisseurs-constructeurs, à savoir : EFIDIS, OHSA, PITCH, SADIF, RRP, SODES, EXPANSIEL, OPAC 94, VITRY COOP GAMBETTA, BOUYGUES et CONSTRUCTA.

La Ville et le groupement des Investisseurs-Constructeurs ont convenu de mener, dans la réalisation, une démarche exemplaire de développement durable. A cette fin, un cahier des charges contraignant et

exigeant a été établi pour la construction de bâtiments du futur quartier à très faible consommation énergétique permettant d'atteindre les critères du label « Bâtiment Basse Consommation Energétique, BBC 2005 » avec des limites imposées à ne pas dépasser de 35 kWhep/m²/an pour l'usage chauffage et 78 kWhep/m²/an pour les 5 usages selon la RT 2005.

En complément d'une qualité de construction exemplaire pour satisfaire aux critères cités précédemment, les énergies renouvelables ont été privilégiées.
La ville de Limeil Brevannes a lancé une délégation de service public pour la construction et l'exploitation :
- d'un réseau de production et de distribution d'énergie calorifique alimenté par des énergies renouvelables (biomasse)
- un parc de panneaux solaires pour la production d'eau chaude sanitaire
- des parcs de cellules photovoltaïques intégrés sur les bâtiments du quartier pour la production d'électricité
- des équipements de récupération d'énergie sur air extrait

Situé au nord-ouest de Limeil Brevannes, le Quartier Des Temps Durables sera construit sur les terrains de la ZAC Ballastière Sud, d'une superficie de 9 hectares. L'ensemble de l'opération représente un total de 1182 logements (représentant une surface totale de 95 000 m²) dont plus de la moitié de logements sociaux.

Chaque bâtiment de la ZAC possèdera sa propre installation solaire thermique afin de produire toute l'année une partie des besoins en eau chaude sanitaire :
- En hiver, les panneaux solaires préchaufferont l'eau chaude, la centrale biomasse assurant le complément.
- En été, les panneaux solaires produiront la majorité de l'énergie nécessaire aux besoins en eau chaude sanitaire, avec en préchauffage la récupération d'énergie sur l'air extrait des bâtiments (via des pompes à chaleur air/eau).

Caractéristiques globales des 26 installations :
- SURFACE TOTALE : 2 290 m²
- PRODUCTION TOTALE : 1 043 MWh/an
- Taux de couverture des besoins : 60%

Intérêt régional : Contribution au scénario d'évolution du mix énergétique francilien décrit dans le SRCAE.

Réaffectation : dossier ne nécessitant pas l'engagement de stagiaires, le dossier ayant été initialement présenté en CP en 2010.

En tant que collectivité territoriale, le bénéficiaire est exempté de l'obligation de signer la charte de la laïcité.

Localisation géographique :
- LIMEIL-BREVANNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux solaires, installation de comptage d'énergie, appoint, régulation	1 074 513,06	100,00%
Total	1 074 513,06	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	857 169,41	79,77%
Délégataire	217 343,65	20,23%
Total	1 074 513,06	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	857 169,41 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	5 390,00 €
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	1 520,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	12 886,00 €
	Montant total	29 796,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009847

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMMUNE DE NOISY-LE-SEC - TTV SUR LE GROUPE SCOLAIRE JEAN RENOIR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	232 806,00 €	14,49 %	33 740,00 €
	Montant Total de la subvention		33 740,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-204142-175001-200
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NOISY-LE-SEC
Adresse administrative : PLACE DU MARECHAL FOCH
93134 NOISY LE SEC
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire
N° SIRET : 21930053000017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 avril 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- redéveloppement de la biodiversité
- renforcement de l'inertie et de l'isolation thermique

Description :
1687 m² de toiture végétalisée sur le groupe scolaire Jean Renoir dans le cadre de sa réhabilitation et de son extension.

Intérêt régional : Contribution à la baisse des consommations énergétiques des bâtiments mentionnée dans le SRCAE.

En tant que collectivité territoriale, le bénéficiaire est exempté de l'obligation de signer la charte de la laïcité.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
20€/m² de végétation

Localisation géographique :
- NOISY-LE-SEC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Végétalisation (végétaux, substrat, étanchéité)	232 806,00	100,00%
Total	232 806,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	199 066,00	85,51%
Subvention Région	33 740,00	14,49%
Total	232 806,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	33 740,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	25 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	15 870,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	80 000,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	2 661 750,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	25 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	23 757,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	25 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2017	Fonds Propreté	1 562,50 €
	Montant total	2 867 939,50 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/07/2017

DÉLIBÉRATION N° 2017-351
DU 5 JUILLET 2017

ORGANISMES EXTÉRIEURS BÉNÉFICIANT DES CONCOURS DE LA RÉGION DANS LES SECTEURS DE L'AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'AGRICULTURE - SOLDE SUR SUBVENTIONS 2017 :

- IAU ILE-DE-FRANCE,
- AGENCE DES ESPACES VERTS (AEV),
- BRUITPARIF,
- CERVIA

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La loi du n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU Le règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

VU La convention triennale conclue avec l'association CERVIA, approuvée par la délibération CR 77-14 du 21 novembre 2014

VU La convention triennale conclue avec l'organisme IAU, approuvée par la délibération n° CP 15-397 du 9 juillet 2015, modifiée par 2 avenants approuvés respectivement par les délibérations n° CP 2016-009 du 22 janvier 2016 et n° CP 2017-035 du 27 janvier 2017

VU La convention triennale d'objectifs et de moyens conclue avec l'organisme BRUITPARIF, approuvée par la délibération n° CP 14-084 du 30 janvier 2014,modifiée par 3 avenants approuvés respectivement par les délibérations n° CP 16-009 du 22 janvier 2016, n° CP 16-116 du 18 mai 2016 et n° CP 16-590 du 16 novembre 2016

VU La convention quinquennale d'objectifs et de moyens conclue avec l'AEV, approuvée par la délibération n° CR 12-14 du 13 février 2014, modifiée par 4 avenants approuvés respectivement par les délibérations n° CP 15-248 du 9 avril 2015, n° CP 16-009 du 22 janvier 2016, n° CP 16-157 du 15 juin 2016 et n° CP 16-116 du 18 mai 2016

VU Le budget de la région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-351 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Attribue un montant de 6 658 600 € de subvention de fonctionnement à l'IAU ile-de-France.

Affecte une autorisation d'engagement de **6 658 600 €** disponible sur le Chapitre budgétaire : 935 « Aménagement des territoires», Code fonctionnel : 50 « Services communs », Programme : HP 50-002 (150002) « Soutien à la connaissance stratégique des territoires et à leur aménagement », Action 15000201 « Agences d'urbanisme » du budget 2017, et conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente.

Article 2 :

Attribue un montant de 3 429 760 € de subvention de fonctionnement à l'AEV.

Affecte une autorisation d'engagement de **3 429 760 €** disponible sur le Chapitre budgétaire : 937 « Environnement », Code fonctionnel : 76 « Patrimoine naturel », Programme : HP 76-001 « Agence des espaces verts », Action 17600104 « Moyens de l'AEV » du budget 2017, et conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente.

Article 3 :

Attribue un montant de 326 400 € de subvention de fonctionnement à BRUITPARIF.

Affecte une autorisation d'engagement de **326 400 €** disponible sur le Chapitre budgétaire : 937 « Environnement », Code fonctionnel : 78 « Autres actions », Programme : HP 78-002 « Lutte contre le bruit », Action 17800203 « Soutien à BRUITPARIF » du budget 2017, et conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente.

Article 4 :

Attribue un montant de 657 200 € de subvention de fonctionnement au CERVIA.

Affecte une autorisation d'engagement de **657 200 €** disponible sur le Chapitre budgétaire : 939 « Action économique », Code fonctionnel : 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie», Programme : HP 93-002 « Valorisation de la production agricole et agro-alimentaire », Action 19300202 « Centre Régional de Valorisation et d'Innovation Agricole et Alimentaire de Paris Ile-de-France » du budget 2017, et conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente.

Article 5 :

Attribue un montant de 108 000 € de subvention d'investissement à BRUITPARIF.

Affecte une autorisation de programme de **108 000 €** disponible sur le Chapitre budgétaire : 907 « Environnement », Code fonctionnel : 78 « Autres actions », Programme : HP 78-002 « Lutte contre le bruit », Action 17800203 « Soutien à BRUITPARIF » du budget 2017, et conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION

Etat récapitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-351	Budget	2017

Chapitre	**935 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**50 - Services communs**
Programme	**150002 - Soutien à la connaissance stratégique des territoires et à leur aménagement**
Action	**15000201 - Agences d'urbanisme**

Dispositif : N° 00000525 - OA / Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAURIF)

Dossier	17010239 - IAU - DEUXIEME AFFECTATION SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2017			
Bénéficiaire	R5149 - IAURIF INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 658 600,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 658 600,00 €	TTC	100 %	6 658 600,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000525 - OA / Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAURIF)	6 658 600,00 €

Total sur l'imputation 935 - 50 - 150002 - 15000201	6 658 600,00 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**76 - Patrimoine naturel**
Programme	**176001 - Agence des espaces verts**
Action	**17600104 - Moyens de l'AEV**

Dispositif : N° 00000459 - OA / Agence des espaces verts (AEV)

Dossier	17000426 - AEV - AFFECTATION SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2017			
Bénéficiaire	R5008 - AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 429 760,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 429 760,00 €	TTC	100 %	3 429 760,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000459 - OA / Agence des espaces verts (AEV)	3 429 760,00 €

Total sur l'imputation 937 - 76 - 176001 - 17600104	3 429 760,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-351	Budget	2017

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**78 - Autres actions**
Programme	**178002 - Lutte contre le bruit**
Action	**17800203 - Soutien à Bruitparif**

Dispositif : N° 00000527 - OA / Observatoire du bruit en Ile-de-france (BRUITPARIF)

Dossier	17009959 - BRUITPARIF-AIDE AU FONCTIONNEMENT-2EME AFFECTATION POUR 2017			
Bénéficiaire	R28305 - BRUITPARIF OBSERVATOIRE REGIONAL DU BRUIT EN IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	326 400,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
326 400,00 €	HT	100 %	326 400,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000527 - OA / Observatoire du bruit en Ile-de-france (BRUITPARIF)	326 400,00 €

Total sur l'imputation 937 - 78 - 178002 - 17800203	326 400,00 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**78 - Autres actions**
Programme	**178002 - Lutte contre le bruit**
Action	**17800203 - Soutien à Bruitparif**

Dispositif : N° 00000528 - OA / Aide aux projets d'investissement de l'association BRUITPARIF.

Dossier	17009955 - BRUITPARIF-SUBVENTION D'INVESTISSEMENT-2EME POUR 2017			
Bénéficiaire	R28305 - BRUITPARIF OBSERVATOIRE REGIONAL DU BRUIT EN IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	108 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
108 000,00 €	HT	100 %	108 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000528 - OA / Aide aux projets d'investissement de l'association BRUITPARIF.	108 000,00 €

Total sur l'imputation 907 - 78 - 178002 - 17800203	108 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-351	Budget	2017

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**93 - Agriculture, pêche, agro-industrie**
Programme	**193002 - Valorisation de la production agricole et agro-alimentaire**
Action	**19300202 - Centre régional de valorisation et d'innovation agricole et agro-alimentaire de Paris Ile-de-France**

Dispositif : N° 00000492 - OA / Centre Régional de Valorisation et d'Innovation Agricole et Alimentaire de Paris Ile-de-France (CERVIA)

Dossier	17010319 - CERVIA AFFECTION DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2017			
Bénéficiaire	R34091 - CERVIA			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	657 200,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
657 200,00 €	HT	100 %	657 200,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000492 - OA / Centre Régional de Valorisation et d'Innovation Agricole et Alimentaire de Paris Ile-de-France (CERVIA)	657 200,00 €

Total sur l'imputation 939 - 93 - 193002 - 19300202	657 200,00 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 10/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-264 DU 5 JUILLET 2017

AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT EN FAVEUR DE L'EAU, DES MILIEUX AQUATIQUES ET HUMIDES - TROISIÈME AFFECTATION 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 210-1 et suivants ;

VU Le décret d'approbation du SDRIF n° 2013-1241 du 27 décembre 2013, portant approbation du SDRIF

VU La délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013 relative à l'adoption du schéma directeur de la région Ile-de-France

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015, relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;

VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, relative à la mise en œuvre de la mesure « 100 000 stages » pour les jeunes franciliens » ;

VU La délibération n° CR 103-16 du 22 septembre 2016, relative à la nouvelle stratégie régionale dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides ;

VU La délibération n° CR 2017-50 du 9 mars 2017 relative au Plan Vert de l'Ile-de-France : La nature pour tous et partout ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU La délibération n° CP 12-816 du 21 novembre 2012, approuvant le contrat de partenariat entre l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et la Région ;

VU La délibération n° CP 16-313 du 16 novembre 2016 approuvant les nouvelles conventions types dans le domaine de l'Eau, des milieux aquatiques et humides ;

VU Le rapport CP 16-546 du 13 décembre 2016, relatif à l'approbation du règlement d'intervention en faveur de l'Eau, des milieux aquatiques et humides ;

VU Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2016-2021 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands, adopté le 5 novembre 2015 par le Comité de bassin et Arrêté le 1er décembre 2015 par le Préfet coordonnateur de bassin ;

VU Vu les statuts adoptés en comité syndical le 14 novembre 2016 ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-264 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Décide d'attribuer au profit des maîtres d'ouvrage pour les opérations désignées dans l'annexe 2, des subventions régionales dont le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets, pour un montant total de 3 669 €.

Subordonne le versement de ces subventions d'un montant supérieur à 23 000 € à la signature de conventions conformes au modèle-type voté à la CP 16-313 du 16 novembre 2016, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet, un montant d'autorisations de programme de 3 669 €, disponible sur le chapitre 907 «Environnement» code fonctionnel 71 «Actions transversales» programme HP 71 009 (1 71 009) «Actions territorialisées» - Action 1 71 009 03 «Protection et restauration des milieux aquatiques – Actions territorialisées» - du budget 2017.

Article 2

Décide d'attribuer au profit du maître d'ouvrage pour l'opération désignée dans l'annexe 2, une subvention régionale dont le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable du projet, pour un montant total de 39 322.25 €.

Subordonne le versement de cette subvention d'un montant supérieur à 23 000 € à la signature d'une convention conforme au modèle-type voté à la CP 16-313 du 16 novembre 2016, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte à cet effet, un montant d'autorisations de programme de 39 322.25 €, disponible sur le chapitre 907 «Environnement» - code fonctionnel 74 «politique de l'Eau» programme HP 74 001 (1 74 001) «prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements» - Action 1 74 001 01 «Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements» – du budget 2017.

Article 3

Décide d'attribuer au profit du maître d'ouvrage pour le projet désigné en annexe 2 une subvention régionale dont le montant est déterminé par l'application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable, soit un montant maximum prévisionnel de 31 321.20 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme au modèle-type voté à la CP 16-313 du 16 novembre 2016, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 avec le Syndicat Marne Vive pour l'accompagnement du contrat de Trame Verte et Bleue « Marne Vive » et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte à cet effet, un montant d'autorisation d'engagement de 31 321.20 €, disponible sur le chapitre 937 «Environnement», code fonctionnel 74 «Politique de l'eau» programme HP 74 005 (1 74 005) «soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau», action 1 74 005 04 «animation des contrats de bassin» - du budget 2017.

Article 4

Décide du versement d'une cotisation annuelle à un organisme œuvrant dans le domaine de l'Environnement.

Affecte à cet effet, une autorisation d'engagement de 38 512 € au titre de la cotisation due par la Région pour l'exercice 2017 au syndicat SMBVB sur le chapitre 937 «Environnement», code fonctionnel 74 «Politique de l'eau» programme HP 74 005 (1 74 005) «soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau», action 1 74 005 05 «Soutien aux SAGE» - du budget 2017.

Article 5

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-dessous, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 et à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au Règlement Budgétaire et Financier prolongée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

N° Dossier Iris	Bénéficiaire	Intitulé du Dossier	Date prévisionnelle de démarrage
17004815	COMMUNE DE DAMMARIE LES LYS	DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE DAMMARIE-LES-LYS	01/05/2017
17007112	COMMUNE DE CESSON	DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE CESSON	22/05/2017
17008911	COMMUNE DU PLESSIS FEU AUSSOUX	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA STATION D'EPURATION DE 500 EH DU PLESSIS-FEU-AUSSOUX - REAFFECTATION DE SOLDE	10/04/2014
17008926	MARNE VIVE	ANIMATION 2017 DU CONTRAT DE TRAME VERTE ET BLEUE AVEC MARNE VIVE	01/01/2017

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

27/06/2017 10:10:35

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE N° 1 - ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009465	Budget	2017

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**171009 - Actions territorialisées**
Action	**17100903 - Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000215 - Politique de l'eau-Investissement

Dossier	17004815 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE DAMMARIE-LES-LYS			
Bénéficiaire	R369 - COMMUNE DE DAMMARIE LES LYS			
Localisation	DAMMARIE-LES-LYS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 069,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
51 150,00 €	HT	6 %	3 069,00 €	

Dossier	17007112 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE CESSON			
Bénéficiaire	R295 - COMMUNE DE CESSON			
Localisation	CESSON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	600,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 000,00 €	HT	4 %	600,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000215 - Politique de l'eau-Investissement	3 669,00 €

Total sur l'imputation 907 - 71 - 171009 - 17100903	3 669,00 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**74 - Politique de l'eau**
Programme	**174001 - Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements**
Action	**17400101 - Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements.**

Dispositif : N° 00000215 - Politique de l'eau-Investissement

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009465	Budget	2017

Dossier	17008911 - TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA STATION D'EPURATION DE 500 EH DU PLESSIS-FEU-AUSSOUX - REAFFECTATION DE SOLDE			
Bénéficiaire	R852 - COMMUNE DU PLESSIS FEU AUSSOUX			
Localisation	LE PLESSIS-FEU-AUSSOUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	39 322,25 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
157 289,00 €	HT	25 %	39 322,25 €	

Total sur le dispositif N° 00000215 - Politique de l'eau-Investissement	39 322,25 €

Total sur l'imputation 907 - 74 - 174001 - 17400101	39 322,25 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**74 - Politique de l'eau**
Programme	**174005 - Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau**
Action	**17400504 - Animation des contrats de bassin**

Dispositif : N° 00000225 - Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique

Dossier	17008926 - ANIMATION 2017 DU CONTRAT DE TRAME VERTE ET BLEUE AVEC MARNE VIVE			
Bénéficiaire	R13208 - MARNE VIVE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	31 321,20 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
104 404,00 €	HT	30 %	31 321,20 €	

Total sur le dispositif N° 00000225 - Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	31 321,20 €

Total sur l'imputation 937 - 74 - 174005 - 17400504	31 321,20 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**74 - Politique de l'eau**
Programme	**174005 - Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau**
Action	**17400505 - Soutien aux SAGE**

Dispositif : N° 00000452 - Versement des cotisations annuelles à divers organismes agissant dans le domaine de l'environnement

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009465	Budget	2017

Dossier	17008898 - COTISATION 2017 - SMBVB				
Bénéficiaire	R1994 - SMBVB SM DU BASSIN VERSANT DE LA BIEVRE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	38 512,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
38 512,00 €	HT	100 %		38 512,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000452 - Versement des cotisations annuelles à divers organismes agissant dans le domaine de l'environnement	38 512,00 €

Total sur l'imputation 937 - 74 - 174005 - 17400505	38 512,00 €

ANNEXE N° 2 - FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004815

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE DAMMARIE-LES-LYS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	51 150,00 €	6,00 %	3 069,00 €
	Montant Total de la subvention		3 069,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-200
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DAMMARIE LES LYS
Adresse administrative : 26 RUE CHARLES DE GAULLE
77190 DAMMARIE LES LYS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Gilles BATTAIL, Maire

N° SIRET : 21770152300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence car besoin de désherber dès le printemps.

Objectifs :
La Commune souhaite acquérir du matériel de désherbage alternatif dans le cadre de la démarche entreprise par la collectivité de supprimer l'usage des produits phytosanitaires.

Description :
La commune souhaite acquérir une balayeuse mécanique avec brosse, deux désherbeurs par brosse autotracté électrique et d'un desherbeur à eau chaude avec remorque carénée et cuve intégrée. Cela lui permettra afin de poursuivre la démarche engagée vers la suppression de l'usage de produits phytosanitaires sur ses espaces publics.

Intérêt régional : Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :
- DAMMARIE-LES-LYS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel de désherbage	51 150,00	100,00%
Total	51 150,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	15 330,00	29,97%
REGION	3 069,00	6,00%
AUTRES FINANCEURS	32 751,00	64,03%
Total	51 150,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 069,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	17 610,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 023 750,00 €
2016	Aides Géothermie profonde	2 000 000,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	158 707,00 €
2016	Politique énergie climat	552 120,00 €
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	10 000,00 €
2016	Terrains Synthétiques de grands Jeux	43 847,91 €
	Montant total	3 806 034,91 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17007112

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE CESSON

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	15 000,00 €	4,00 %	600,00 €
	Montant Total de la subvention		600,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-200
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CESSON
Adresse administrative : 8 ROUTE DE SAINT LEU
77240 CESSON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Olivier CHAPLET, Maire

N° SIRET : 21770067300106

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence car besoin de désherber dès le printemps.

Objectifs :
Afin de conforter sa démarche et conserver des pratiques d'entretien "0 phyto", la commune souhaite acquérir un matériel efficace de désherbage.

Description :
Le matériel à acquérir se compose d'un porte outil couplé à un désherbeur de chemins.
La Commune utilisera ce matériel afin de désherber les allées minérales restantes dans le cimetière, les trottoirs en stabilisé et toutes les surfaces de sol perméables.
L'achat de ce matériel de désherbage alternatif répondra à l'ensemble des problématiques de désherbage au sein du cimetière et de la voirie.

Intérêt régional : Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :
- CESSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Porte outil couplé à un désherbeur de chemins	15 470,00	100,00%
Total	15 470,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	4 970,00	32,13%
REGION	600,00	3,88%
AUTRES FINANCEURS	9 900,00	63,99%
Total	15 470,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Politique de l'eau-Investissement	6 519,60 €
2016	Aide aux structures d'exercice collectif	300 000,00 €
	Montant total	306 519,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008911

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA STATION D'EPURATION DE 500 EH DU PLESSIS-FEU-AUSSOUX - REAFFECTATION DE SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	157 289,00 €	25,00 %	39 322,25 €
	Montant Total de la subvention		39 322,25 €

Imputation budgétaire : 907-74-204142-174001-200
17400101- Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements.

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU PLESSIS FEU AUSSOUX
Adresse administrative : RUE DE L'EGLISE
77540 LE PLESSIS-FEU-AUSSOUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Isabelle PERIGAULT, Maire

N° SIRET : 21770365100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgent, il s'agit d'un réaffectation de solde dûe à une erreur technique imputable aux services de la Région.
Opération initiale votée le 10 avril 2014 par n° CP 14-165. Dossier Iris n° 14004825

Objectifs :
La commune du PLESSIS-FEU-AUSSOUX dispose actuellement d'une station d'épuration (STEP) obsolète et sous-dimensionnée, de type boues activées par traitement séquentiel combiné (procédé BSR). Afin d'améliorer la situation et suite au schéma directeur d'assainissement, la commune a décidé de remplacer cette station par une nouvelle station de traitement. La filière de traitement choisie est de type lagunage naturel associé à un filtre planté de roseaux, d'une capacité de 500 Equivalent Habitant (EH) correspondant aux besoins du Bourg de Plessis Feu Aussoux (hors écarts).
Par ailleurs, le réseau d'assainissement du bourg est unitaire. Son fonctionnement est perturbé par la

présence d'Eaux Claires Parasites Permanentes (ECPP).

Description :
La présente opération a fait l'objet d'une subvention initiale votée le 10 avril 2014 par n° CP 14-165 (Dossier Iris n° 14004825).
Montant de la subvention déjà versé : 157 600 €.
Suite à une erreur technique imputable aux services de la Région, il convient de réaffecter le solde.

Les travaux proposés sont :
- la réalisation d'une nouvelle station d'épuration, sur la base d'une capacité de traitement de 500 EH, selon la filière « lagunage naturel » ;
- la création d'un nouveau déversoir d'orage dans l'enceinte de la nouvelle STEP ;
- la création d'une nouvelle canalisation de rejet de diamètre 200 mm à l'Yerres ;
- la démolition de l'ancienne station d'épuration et la remise en état du site.

Intérêt régional : S'agissant d'une réaffectation, la collectivité est exemptée d'une prise de stagiaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- LE PLESSIS-FEU-AUSSOUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	157 289,00	100,00%
Total	157 289,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	117 966,75	75,00%
REGION - REAFFECTATION DE SOLDE 2017	39 322,25	25,00%
Total	157 289,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	39 322,25 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	197 000,00 €
2016	Contrats ruraux	71 020,15 €
	Montant total	268 020,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008926

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ANIMATION 2017 DU CONTRAT DE TRAME VERTE ET BLEUE AVEC MARNE VIVE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	104 404,00 €	30,00 %	31 321,20 €
	Montant Total de la subvention		31 321,20 €

Imputation budgétaire : 937-74-65738-174005-200
17400504- Animation des contrats de bassin

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MARNE VIVE
Adresse administrative : 64 PL CHARLES DE GAULLE
94107 ST MAUR DES FOSSES CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur SYLVAIN BERRIOS, Président

N° SIRET : 25940105700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, convention annuelle de fonctionnement laquelle débute au 1er janvier et s'achève au 31 décembre.

Objectifs :
Accompagnement pour la préparation d'un futur contrat Trame Verte et Bleue.
La Marne dans son cours aval est au centre d'enjeux majeurs :
- milieu vivant riche et rare en Île-de-France qui contribue à l'équilibre écologique de toute une région notamment par ses berges, les îles, plusieurs zones protégées de la pression foncière.
- loisirs nautiques et liés à l'eau, navigation commerciale et de plaisance, bateaux logements ;
- ressource en eau pour près de 3 millions de franciliens et exutoire de rejets des eaux d'assainissement et de ruissellement des grandes agglomérations urbaines de la petite couronne de l'Est parisien.
Pour parvenir à la reconquête de la qualité de la Marne, le Syndicat Marne Vive a mis en place le contrat de bassin Marne Confluence 2010 – 2015, arrivé à son terme. Après un bilan complet en 2016, avec l'avancée parallèle du SAGE Marne confluence mettant l'accent sur les paysages et la trame verte et bleue et étendant le territoire potentiel du contrat à toutes les masses d'eau concernées, et enfin avec la

révision de la politique régionale de l'eau, l'année 2017 sera une année clef pour la mise en place d'un nouveau programme pluri-annuel.

Description :
En 2017, l'accompagnement consistera à :
• Réaliser le montage d'un contrat de Trame Verte et Bleue 2017-2022, en identifiant les actions à mener à partir des connaissances fournies par le SAGE Marne Confluence, le SRCE et tout autre document de diagnostic pouvant être décliné localement ;
• Poursuivre la réalisation des études internes permettant l'émergence des actions, ainsi que l'animation des groupes de travail mis en place auparavant ;
• Contribuer à la déclinaison locale du SAGE Marne Confluence et du Shéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), et appuiera les études des partenaires nécessitant la bonne prise en compte des projets des maîtres d'ouvrage du contrat ;
• Assurer le suivi administratif des procédures et veillera à sensibiliser le territoire aux engagements pris par les acteurs du contrat pour la Marne et ses affluents.

Intérêt régional : La Marne aval est une vraie rivière en zone urbaine courant sur 25 km en Val-de-Marne et en Seine-Saint-Denis. Ses nombreuses annexes hydrauliques, îles, bras, affluents dont le Morbras la mettent au centre d'un réseau de trame verte et bleue essentiel à l'environnement et au cadre de vie de l'agglomération.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif I. E : FINANCEMENT DU CONTRAT TRAME VERTE ET BLEUE

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	75 480,00	72,30%
Fonctionnement	28 924,00	27,70%
Total	104 404,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	20 880,80	20,00%
Région	31 321,20	30,00%
Autres financeurs	52 202,00	50,00%
Total	104 404,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	18 792,00 €
2018	12 529,20 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	74 455,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	31 976,30 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	33 062,10 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	31 095,21 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	37 500,00 €
	Montant total	208 088,61 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 07/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 07/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-224
DU 5 JUILLET 2017

PARTICIPATION RÉGIONALE AUX TRANSPORTS PUBLICS FRANCILIENS, SUBVENTIONS AUX DÉPLACEMENTS DES PERSONNES LES PLUS MODESTES ET AUX DÉPLACEMENTS DES JEUNES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

Vu Le Code Général des collectivités territoriales ;

Vu Le Code des Transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

Vu L'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne, et notamment son article 1er ;

Vu La loi 82-1153 du 30 décembre 1982 sur l'orientation des transports intérieurs, et notamment ses articles 14, 17 et 28-3 ;

Vu La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu Le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

Vu Le décret n°2005-664 du 10 juin 2005 portant statut du Syndicat des transports d'Ile-de-France;

Vu La délibération n° CR 63-14 du 21 novembre 2014 relative aux aides régionales au financement des déplacements en transports en commun : action régionale d'aide au financement des déplacements des personnes les plus modestes en Ile-de-France et aide régionale en faveur des jeunes pour leur faciliter l'utilisation des transports en commun ;

Vu La délibération n° CR 57-15 du 18 juin 2015 relative à la participation régionale au financement du tarif unique des forfaits Navigo, Navigo Solidarité et Imagine R Etudiant « toutes zones » ;

Vu La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu La délibération n° CR 03-16 du 21 janvier 2016 relative à la suppression de la réduction tarifaire dans les transports pour les étrangers en situation irrégulière ;

Vu La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

Vu La délibération du Conseil régional n° CR 2017-08 du 25 janvier 2017 relative à l'ajustement du montant de la subvention régionale relative au financement du titre de transport des jeunes suite à la suppression des zones tarifaires ;

Vu La délibération du Conseil régional n° CR 2017-09 du 26 janvier 2017 approuvant le budget de

la Région Ile-de-France pour l'année 2017 ;

Vu La délibération n° CP 2017-019 du 27 janvier 2017 relative au versement de la contribution de la Région à l'exploitation des transports publics franciliens : première attribution en 2017 ;

Vu La délibération n° CP 2017-020 du 27 janvier 2017 relative au financement des déplacements des personnes les plus modestes en Ile-de-France : première attribution en 2017;

VU l'avis de la commission des transports ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-224 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de 257 092 670 € disponible sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 810 « Services communs », programme HP 810-019 (181019) « Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens » du budget 2017, à l'opération suivante :

Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens pour 2017
Action 18101901 « Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens »

Article 2 :

Décide d'attribuer au STIF au titre de la participation régionale en 2017 au financement des déplacements des personnes les plus modestes en Ile-de-France, une subvention forfaitaire d'un montant de 19 684 750 €.

Décide d'affecter une autorisation d'engagement correspondant au montant de subvention susmentionné, soit de 19 684 750 €, disponible sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 810 « Services communs », programme HP 810-020 (181020) « Actions spécifiques en matière de tarification » du budget 2017, à l'opération suivante :

Financement par la Région d'une aide aux déplacements des personnes les plus modestes en Ile-de-France
Action 18102003 « Aide au transport des personnes les plus modestes »

Article 3 :

Décide d'attribuer au STIF une subvention forfaitaire en 2017 contribuant au financement de la carte Imagine R, d'un montant de 23 900 000 €.

Décide d'affecter une autorisation d'engagement correspondant au montant de subvention susmentionné, soit de 23 900 000 €, disponible sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 810 « Services communs », programme HP 810-020 (181020) « Actions spécifiques en

matière de tarification » du budget 2017, à l'opération suivante :

Subvention 2017 de la Région Ile-de-France à la carte Imagine « R »
Action 18102001 « Carte Imagine R»

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1: Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-224	Budget	2017

Chapitre	**938 - Transports**
Code fonctionnel	**810 - Services communs**
Programme	**181019 - Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens**
Action	**18101901 - Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens**

Dispositif : N° 00000295 - Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens

Dossier	17009857 - CONTRIBUTION RÉGIONALE A L'EXPLOITATION DES TRANSPORTS PUBLICS FRANCILIENS: SOLDE POUR L'ANNEE 2017			
Bénéficiaire	R1989 - STIF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	257 092 670,00 €		Code nature	6557
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
257 092 670,00 €	HT	100 %	257 092 670,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000295 - Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	257 092 670,00 €

Total sur l'imputation 938 - 810 - 181019 - 18101901	257 092 670,00 €

Chapitre	**938 - Transports**
Code fonctionnel	**810 - Services communs**
Programme	**181020 - Actions spécifiques en matière de tarification**
Action	**18102001 - Carte Imagine R**

Dispositif : N° 00000291 - Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R

Dossier	17008515 - AIDE REGIONALE EN FAVEUR DES JEUNES POUR LEUR FACILITER L'UTILISATION DES TRANSPORTS EN COMMUN			
Bénéficiaire	R1989 - STIF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 900 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 900 000,00 €	HT	100 %	23 900 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000291 - Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	23 900 000,00 €

Total sur l'imputation 938 - 810 - 181020 - 18102001	23 900 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-224	Budget	2017

Chapitre	**938 - Transports**
Code fonctionnel	**810 - Services communs**
Programme	**181020 - Actions spécifiques en matière de tarification**
Action	**18102003 - Aide aux transports des personnes les plus modestes**

Dispositif : N° 00000294 - Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes

Dossier	17008526 - ACTION RÉGIONALE D'AIDE AU FINANCEMENT DES DÉPLACEMENTS DES PERSONNES LES PLUS MODESTES			
Bénéficiaire	R1989 - STIF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 684 750,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
78 739 000,00 €	HT	25 %	19 684 750,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000294 - Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	19 684 750,00 €

Total sur l'imputation 938 - 810 - 181020 - 18102003	19 684 750,00 €

Annexe 2: Fiches projet

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008515

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : AIDE REGIONALE EN FAVEUR DES JEUNES POUR LEUR FACILITER L'UTILISATION DES TRANSPORTS EN COMMUN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	23 900 000,00 €	100,00 %	23 900 000,00 €
	Montant Total de la subvention		23 900 000,00 €

Imputation budgétaire : 938-810-65738-181020-200
18102001- Carte Imagine R

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STIF
Adresse administrative : 39 BIS - 41 RUE DE CHATEAUDUN
75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant :

N° SIRET : 28750007800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R
Rapport Cadre : CR63-14 du 21/11/2014

Objet du projet : aide régionale en faveur des jeunes pour l'utilisation des transports en commun.

Date prévisionnelle de début de projet : 1er janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Favoriser l'utilisation des transports en commun des jeunes

Intérêt régional : Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Jeunes

Détail du calcul de la subvention :
Par délibération n°CR 2017-08 du 25 janvier 2017, le montant de la subvention régionale est ramené à 23,9 M€, la compensation de la Région au titre du dézonage étant rendue caduque suite à la suppression des zones en 2015.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	23 900 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 345 000,00 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	2 058 000,00 €
2014	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	627 875 946,00 €
2014	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	55 197 000,00 €
2014	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	82 334 000,00 €
2014	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	37 143 309,00 €
2015	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	6 100 939,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	-1 330 000,00 €
2015	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	664 154 752,00 €
2015	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	77 365 000,00 €
2015	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	83 981 000,00 €
2015	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	495 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 411 949,14 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	13 110 000,00 €
2016	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	5 428 856,00 €
2016	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	640 496 300,00 €
2016	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	58 474 000,00 €

2016	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	75 500 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	647 500,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	75 509 882,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	980 000,00 €
2017	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	591 934,00 €
2017	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	388 527 600,00 €
2017	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	59 054 250,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	1 120 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	1 715 000,00 €
	Montant total	2 682 359 615,14 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008526

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ACTION RÉGIONALE D'AIDE AU FINANCEMENT DES DÉPLACEMENTS DES PERSONNES LES PLUS MODESTES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	78 739 000,00 €	25,00 %	19 684 750,00 €
	Montant Total de la subvention		19 684 750,00 €

Imputation budgétaire : 938-810-65738-181020-200
18102003- Aide aux transports des personnes les plus modestes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STIF
Adresse administrative : 39 BIS - 41 RUE DE CHATEAUDUN
75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant :

N° SIRET : 28750007800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes
Rapport Cadre : CR63-14 du 21/11/2014

Objet du projet : FINANCEMENT PAR LA RÉGION DES DÉPLACEMENTS DES PERSONNES LES PLUS MODESTES EN ÎLE-DE-FRANCE

Date prévisionnelle de début de projet : 1er janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Contribution régionale au financement des personnes les plus modestes

Intérêt régional : Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant

leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les Franciliens les plus modestes

Détail du calcul de la subvention :
La convention porte la contribution de la Région en 2017 à hauteur de 78 739 000 €. Une 1ère subvention d'un montant de 59 054 250 € (75%) a été attribuée lors de la commission permanente du 27 janvier 2017 et couvrait les 3 premiers trimestres 2017. Il s'agit ici de verser le solde de la subvention soit un montant de 19 684 750 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	19 684 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 345 000,00 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	2 058 000,00 €
2014	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	627 875 946,00 €
2014	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	55 197 000,00 €
2014	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	82 334 000,00 €
2014	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	37 143 309,00 €
2015	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	6 100 939,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	-1 330 000,00 €
2015	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	664 154 752,00 €
2015	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	77 365 000,00 €
2015	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	83 981 000,00 €
2015	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €

2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	495 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 411 949,14 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	13 110 000,00 €
2016	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	5 428 856,00 €
2016	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	640 496 300,00 €
2016	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	58 474 000,00 €
2016	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	75 500 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	647 500,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	75 509 882,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	980 000,00 €
2017	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	591 934,00 €
2017	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	388 527 600,00 €
2017	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	59 054 250,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	1 120 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	1 715 000,00 €
	Montant total	2 682 359 615,14 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 07/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 07/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-226

DU 5 JUILLET 2017

PLAN RÉGIONAL "ANTI-BOUCHON" ET POUR CHANGER LA ROUTE :

CONTRATS-CADRES AVEC LES DÉPARTEMENTS (78, 91, 92), OPÉRATIONS ROUTIÈRES (SARTROUVILLE - MONTESSON, LIAISON RD30-RD190, AMÉNAGEMENTS RN7, A86 LE PLESSIS-ROBINSON) ET AUTRES DISPOSITIONS.

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU Le décret en Conseil d'État n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF) ;
VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU La délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 relative au Plan de déplacements urbains d'Île-de-France (PDUIF) ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité
VU La délibération n° CR 2017-54 du 9 mars 2017 relative à la mise en œuvre du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route
VU Le budget de la Région d' Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission des transports ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-226 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Contrats-cadres avec les Départements pour la mise en œuvre du Plan « anti-bouchon »

Adapte le contrat-cadre type prévu par le Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route pour tenir compte des spécificités des réseaux des Yvelines, de l'Essonne et des Hauts-de-Seine.

Approuve les contrats-cadres avec les Départements des Yvelines, de l'Essonne et des Hauts-de-Seine pour la mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » tel que présentés en annexe 3 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 2 : Programme HP823-003 « Aménagement des infrastructures de voirie départementale »

Décide de participer au financement des projets d'infrastructures de voirie départementale détaillés en annexe 2 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **11 950 000** € répartis comme suit :

Maître d'ouvrage	Nom de l'opération	Montant de la subvention
CD des Yvelines (78)	Voie nouvelle départementale à Sartrouville et Montesson	5 250 000,00 €
CD des Yvelines (78)	Liaison RD30-RD190 études	2 500 000,00 €
CD Essonne (91)	Amélioration de la circulation routière RN7	500 000,00 €
CD Hauts-de-Seine (92)	A86 Demi diffuseur Le Plessis-Robinson	3 700 000,00 €

Subordonne le versement de ces subvention à la signature des conventions jointes en annexe 4 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **8 250 000** € disponible sur le chapitre 908 « Transport » - code fonctionnel 823 « voirie départementale » - programme HP 823-003 « Aménagement des infrastructures de voirie départementale » - action 18200302 « Aménagement des infrastructures de voirie départementale en grande couronne » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Affecte une autorisation de programme de projet de **3 700 000** € disponible sur le chapitre 908 « Transport » - code fonctionnel 823 « voirie départementale » - programme HP 823-003 « Aménagement des infrastructures de voirie départementale » - action 18200301 « Aménagement des infrastructures de voirie départementale » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 : HP 810-003 « Etudes et expérimentations »

Décide de participer au titre du dispositif « Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV » au financement des projets de PDIE détaillé en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **143 994** € répartis comme suit :

Maître d'ouvrage	Nom de l'opération	Montant de la subvention
CA Grand Paris Sud Seine Essonne – Sénart	PDIE Evry Sud	31 584 €
CA Cergy Pontoise	PDIE de l'Horloge (Cergy)	97 810 €
Association R'Pro'Mobilité	PDIE R'Pro'Mobilité (Roissy)	14 600 €

Subordonne le versement de ces subvention à la signature des conventions jointes en annexe 4 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **143 994** € disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 810 « Services communs », programme HP 810-003 « Etudes et expérimentations », action 18100301 « Etudes et expérimentations » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 4 : HP 80-001 « Etudes générales »

Décide de participer au titre du dispositif « Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - FCT » au financement du projet détaillé en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **33 273** € répartis comme suit :

Maître d'ouvrage	Nom de l'opération	Montant de la subvention
CA Cergy Pontoise	PDIE de l'Horloge (Cergy)	5 000 €
Association R'Pro'Mobilité	PDIE R'Pro'Mobilité (Roissy)	28 273 €

Subordonne le versement de ces subvention à la signature des conventions jointes en annexe 4 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **33 273** € disponible sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 80 « Services communs », programme HP 80-001 « Etudes générales », action 18000103 « Ecomobilité » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 5 : Mission d'expertise technique du Plan régional « anti-bouchon »

Approuve le principe de réaliser une mission d'expertise technique spécifique à la mise en œuvre du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route via un partenariat public-public avec le Cerema pour un montant global de **130 000 €.**

Affecte une autorisation d'engagement de **130 000 €** disponible sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 80 « Services communs », programme HP 80-001 « Etudes générales », action 18000101 « Etudes générales, expérimentations et innovations » du budget 2017, pour la réalisation de la mission d'expertise technique spécifique à la mise en œuvre du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route.

Subordonne le versement de cette participation à la signature de la convention cadre de partenariat jointe en annexe 4 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 6 : Démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Code IRIS du			Date

dossier	Libellé IRIS du dossier	Bénéficiaire	prévisionnelle de démarrage
17009692	ROUTE - VOIE NOUVELLE DEPARTEMENTALE A SARTROUVILLE ET MONTESSON - CD78	CD 78	09/03/2017
17009198	ROUTE - A86 DEMI-DIFFUSEUR LE PLESSIS-ROBINSON (CD92)	CD 92	09/03/2017

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-226	Budget	2017

Chapitre	**938 - Transports**
Code fonctionnel	**80 - Services communs**
Programme	**180001 - Études générales**
Action	**18000103 - Ecomobilité**

Dispositif : N° 00001035 - Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - FCT

Dossier	17006926 - PLAN DE DEPLACEMENTS INTER ENTREPRISES R'PRO'MOBILITE ROISSY – 3EME ANNEE FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	P0031693 - ASSOCIATION R PRO MOBILITE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 273,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
56 546,00 €	HT	50 %	28 273,00 €	

Dossier	17009248 - PLAN DE DEPLACEMENTS INTER ENTREPRISES PARC D'ACTIVITES DE L'HORLOGE A CERGY – 1EME ANNEE FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R7478 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY PONTOISE			
Localisation	CERGY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000,00 €	HT	50 %	5 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001035 - Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - FCT	33 273,00 €

Total sur l'imputation 938 - 80 - 180001 - 18000103	33 273,00 €

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**810 - Services communs**
Programme	**181003 - Études et expérimentations**
Action	**18100301 - Etudes et expérimentations**

Dispositif : N° 00001026 - Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-226	Budget	2017

Dossier	17002366 - PLAN DE MOBILITÉS INTER-ENTREPRISES SECTEUR ÉVRY SUD			
Bénéficiaire	P0034352 - CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	31 584,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
63 168,00 €	HT	50 %	31 584,00 €	

Dossier	17006937 - PLAN DE DEPLACEMENTS INTER ENTREPRISES R'PRO'MOBILITE ROISSY – 3EME ANNEE INVESTISSEMENT			
Bénéficiaire	P0031693 - ASSOCIATION R PRO MOBILITE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 600,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
29 200,00 €	HT	50 %	14 600,00 €	

Dossier	17009247 - PLAN DE DEPLACEMENTS INTER ENTREPRISES Parc d'activités de l'Horloge à Cergy – 1EME ANNEE INVESTISSEMENT			
Bénéficiaire	R7478 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY PONTOISE			
Localisation	CERGY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	97 810,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
195 620,00 €	HT	50 %	97 810,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001026 - Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV	143 994,00 €

Total sur l'imputation 908 - 810 - 181003 - 18100301	143 994,00 €

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**823 - Voirie départementale**
Programme	**182003 - Aménagement des infrastructures de voirie départementale**
Action	**18200301 - Aménagement des infrastructures de voirie départementale**

Dispositif : N° 00001025 - Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-226	Budget	2017

Dossier	17009198 - ROUTE - A86 DEMI-DIFFUSEUR LE PLESSIS-ROBINSON (CD92)			
Bénéficiaire	R2303 - DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 700 000,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 400 000,00 €	HT	50 %	3 700 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001025 - Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	3 700 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 823 - 182003 - 18200301	3 700 000,00 €

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**823 - Voirie départementale**
Programme	**182003 - Aménagement des infrastructures de voirie départementale**
Action	**18200302 - Aménagement des infrastructures de voirie départementale en grande couronne**

Dispositif : N° 00001025 - Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale

Dossier	17009692 - ROUTE - VOIE NOUVELLE DEPARTEMENTALE A SARTROUVILLE ET MONTESSON - CD78			
Bénéficiaire	R2301 - DEPARTEMENT DES YVELINES			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 250 000,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
17 500 000,00 €	HT	30 %	5 250 000,00 €	

Dossier	17009698 - ROUTE - LIAISON RD30-RD190 ETUDES - CD78			
Bénéficiaire	R2301 - DEPARTEMENT DES YVELINES			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500 000,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 000 000,00 €	HT	50 %	2 500 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-226	Budget	2017

Dossier	17009705 - RN7 AMÉLIORATION CIRCULATION ROUTIERE : AMÉNAGEMENT CARREFOUR RN7/RD91				
Bénéficiaire	R2302 - DEPARTEMENT DE L ESSONNE				
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	500 000,00 €			Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 000 000,00 €	HT	50 %		500 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001025 - Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	8 250 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 823 - 182003 - 18200302	8 250 000,00 €

Annexe 2 - Fiches projets

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009198

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ROUTE - A86 DEMI-DIFFUSEUR LE PLESSIS-ROBINSON (CD92)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	7 400 000,00 €	50,00 %	3 700 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 700 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
18200301- Aménagement des infrastructures de voirie départementale

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
Adresse administrative : 2 BD JACQUES-GERMAIN SOUFFLOT
92015 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Patrick DEVEDJIAN, Président

N° SIRET : 22920050600157

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale
Rapport Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de réaliser les travaux qui gènent le plus la circulation de l'A86 pendant la période estivale, une partie des travaux nécessaire a dû être anticipée dès le début de l'année.

Objectifs :
Le demi-diffuseur du Plessis-Robinson qui relie l'A86 à la RD986, ne comportant pas de bretelle Est vers Créteil, les usagers sont contraints d'emprunter la RD986 comme voie de transit pour rejoindre l'A86 via l'échangeur de Châtenay-Malabry.

Le projet de complément du demi-diffuseur A86 du Plessis-Robinson répond à l'objectif de désengorgement de la RD986 à Châtenay-Malabry (inscrit au RRIR de niveau 1) et de facilitation de l'accès aux zones d'activités du secteur (Parc Noveos et Centre de la Boursidère).

Description :
Les caractéristiques du projet sont les suivantes :
- Réaménagement des échanges existants entre l'A86 et la RD986 et les parcs d'affaires
- Création de deux nouvelles bretelles qui complètent le demi-échangeur existant
  - o Une bretelle d'entrée sur l'A86 vers Créteil ;
  - o Une bretelle de sortie depuis l'A86 venant de Créteil.
- Création d'un giratoire au Sud de l'A86 avec mise à double sens de la circulation sur l'ouvrage existant (Passage Supérieur de la Boursidière)
- Réaménagement du carrefour au Nord de l'A86 en carrefour à feux.

Intérêt régional : Ce projet est inscrit au programme d'opérations du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, adopté par délibération n° CR 2017-54.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des routes franciliennes.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2017-54, la Région s'engage à financer 50% d'une enveloppe de 7,4 M€ HT allouée pour l'opération «A86 Demi-diffuseur Le Plessis-Robinson », soit une participation régionale de 3,7M€.

Localisation géographique :
- CHATENAY-MALABRY
- LE PLESSIS-ROBINSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de voirie	7 400 000,00	100,00%
Total	7 400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres CD 92	1 700 000,00	22,97%
Subvention Région (sollicitée)	3 700 000,00	50,00%
Ville du Plessis-Robinson	1 000 000,00	13,51%
EPT Vallée Sud Grand Paris	1 000 000,00	13,51%
Total	7 400 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 200 000,00 €
2018	1 500 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	7 250,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	112 536,50 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 017 921,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	383 700,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	770 000,00 €
2015	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	18 100,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	24 678,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	19 603 510,09 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	30 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	383 700,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	746 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	9 200,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	500 640,50 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	8 850 380,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	750 000,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	400 000,00 €
	Montant total	39 830 495,48 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009692

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ROUTE - VOIE NOUVELLE DEPARTEMENTALE A SARTROUVILLE ET MONTESSON - CD78

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	17 500 000,00 €	30,00 %	5 250 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 250 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
18200302- Aménagement des infrastructures de voirie départementale en grande couronne

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES YVELINES
Adresse administrative : 2 PLACE ANDRE MIGNOT
78012 VERSAILLES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Pierre BEDIER, Président

N° SIRET : 22780646000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale
Rapport Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de respecter le planning global de l'opération et la date de mise en service de l'infrastructure, il est nécessaire de prendre en compte certains marchés qui ont été anticipés.

Objectifs :
La voie nouvelle départementale Sartrouville - Montesson permettra notamment :
- De diminuer et soulager le trafic dans le quartier de La Borde à Montesson ;
- De limiter le trafic dans le centre de Montesson grâce à la création d'une voie de liaison au Sud d'A14 reliant la route de Sartrouville à la RD 311 ;
- De faciliter l'accès aux commerces par une voirie appropriée ;

À Sartrouville, Le projet permettra plus particulièrement :
• de soulager la RD 121 qui traverse le centre-ville et provoque un très fort engorgement ;
• de supprimer la circulation automobile de transit qui emprunte actuellement trois principaux axes : avenue de la République/Jaurès (RD 121), les Quais de Seine et les avenues de Tobrouk et de la Convention ;
• d'améliorer par conséquent l'accès à la gare et au centre-ville.

Description :
Le projet global prévoit :
- création d'environ 4 km de voie nouvelle et réaménagement de 2 km de voies existantes, principalement à 2×1 voie, à l'exception d'un tronçon à 2×2 voies sur 400 m dans la Plaine de Montesson
- réaménagement d'environ 2 km de pistes cyclables bidirectionnelles,
- construction de 6 ouvrages d'art routiers,
- construction de 2 ouvrages d'art piétons cycles et 1 ouvrage d'art de rétablissement agricole
- construction de 2 ouvrages d'art ferroviaires,
- construction d'une tranchée couverte,
- réalisation de 9 carrefours plans dont 8 carrefours giratoires et 1 place carrée à feux,
- réalisation de protections phoniques et d'aménagements paysagers.

La phase, objet de la présente convention, concerne les travaux de voirie (y compris équipements de la route : signalisation, dispositifs de retenue et éclairage public), confortements de sols, ouvrages d'art et assainissement ainsi que les aménagements paysagers à Sartrouville et Montesson.

Intérêt régional : Ce projet est inscrit au programme d'opérations du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, adopté par délibération n° CR 2017-54.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des routes franciliennes.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2017-54, la Région s'engage à financer 30% d'une enveloppe de 17,5 M€ HT allouée pour l'opération « voie nouvelle départementale à Sartrouville et Montesson », soit une participation régionale de 5,25M€.

Localisation géographique :
- MONTESSON
- SARTROUVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Terrassements, Assainissement, chaussées	11 000 000,00	62,86%
Ouvrages d'art	1 000 000,00	5,71%
Protections acoustiques	1 800 000,00	10,29%
Equipements	800 000,00	4,57%
Eclairage public	1 400 000,00	8,00%
Aménagements paysagers	1 500 000,00	8,57%
Total	17 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
fonds propres CD78	12 250 000,00	70,00%
Subvention Région (sollicitée)	5 250 000,00	30,00%
Total	17 500 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 000 000,00 €
2018	2 000 000,00 €
2019	1 250 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	2 528 349,70 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	29 155,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 939 221,78 €
2014	Environnement des infrastructures routières départementales	3 410 546,40 €
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	623 600,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	399 980,09 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	2 484 500,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 400 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	5 000 000,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	4 200 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	511 328,20 €
2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	621 600,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 390 000,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 197 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 146 000,00 €
2016	Aide à l'implantation des forces de sécurité	1 190 138,00 €
2016	Aménagement des infrastructures routières départementales	17 471 650,30 €

2016	Aménagements de voirie nationale	230 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	3 200 000,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	621 600,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	131 979,44 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	795 394,91 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	111 600,00 €
2017	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	435 120,00 €
2017	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	405 500,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	700 000,00 €
	Montant total	57 374 263,82 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009698

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ROUTE - LIAISON RD30-RD190 ETUDES - CD78

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	5 000 000,00 €	50,00 %	2 500 000,00 €
	Montant Total de la subvention		2 500 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
18200302- Aménagement des infrastructures de voirie départementale en grande couronne

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES YVELINES
Adresse administrative : 2 PLACE ANDRE MIGNOT
78012 VERSAILLES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Pierre BEDIER, Président

N° SIRET : 22780646000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale
Rapport Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le réseau viaire de la Boucle de Chanteloup et de ses abords immédiats présentent :
- des difficultés de circulation principalement aux abords de Poissy dont les accès sont saturés aux heures de pointe du matin et du soir,
- deux franchissements de Seine : le pont à Triel-sur-Seine et le pont de Poissy qui est saturé,
- un réseau de voiries interne orienté nord / sud (RD 190, RD 22, RD 55 et RD 30) et essentiellement tourné vers ou depuis le Pont de Poissy.

Le projet de liaison RD 190 – RD 30 sur les communes de Triel-sur-Seine, Chanteloup-les-Vignes,

Carrières-sous-Poissy et Achères permettra :
- d'assurer un maillage des routes départementales,
- de créer une desserte routière ouest-est, avec un nouveau franchissement de la Seine ce qui contribuera à lutter contre la forte congestion de ce secteur,
- d'offrir de bonnes conditions de desserte et d'accessibilité à la Boucle de Chanteloup, en vue de faciliter son développement et accompagner le développement du territoire de l'OIN (Opération d'Intérêt National) Seine-Aval dont fait partie la boucle de Chanteloup.

Ce projet d'envergure sera aussi l'occasion de faciliter les déplacements en transports collectifs routiers.

Description :
Le projet de liaison RD30-RD190 a été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral le 8 février 2013. Il comporte 6 km d'aménagements de voirie, dont un nouveau pont d'environ 800 mètres. Des aménagements cyclables (piste ou bande) seront réalisés tout au long du projet.

La phase, objet du présent rapport, concerne les études d'avant-projet et les études dites "projet" permettant d'affiner les caractéristiques techniques de l'opération.

Intérêt régional : Ce projet est inscrit au programme d'opérations du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, adopté par délibération n° CR 2017-54.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des routes franciliennes.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2017-54, la Région s'engage à financer 50% d'une enveloppe de 5 M€ HT allouée aux études de l'opération «Liaison RD30-RD190 », soit une participation régionale de 2,5M€.

Localisation géographique :
- CARRIERES-SOUS-POISSY
- CHANTELOUP-LES-VIGNES
- TRIEL-SUR-SEINE
- ACHERES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
études	5 000 000,00	100,00%
Total	5 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
fonds propres CD78	2 500 000,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	2 500 000,00	50,00%
Total	5 000 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	500 000,00 €
2019	800 000,00 €
2020	400 000,00 €
2021	800 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	2 528 349,70 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	29 155,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 939 221,78 €
2014	Environnement des infrastructures routières départementales	3 410 546,40 €
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	623 600,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	399 980,09 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	2 484 500,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 400 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	5 000 000,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	4 200 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	511 328,20 €
2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	621 600,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 390 000,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 197 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 146 000,00 €
2016	Aide à l'implantation des forces de sécurité	1 190 138,00 €
2016	Aménagement des infrastructures routières départementales	17 471 650,30 €
2016	Aménagements de voirie nationale	230 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	3 200 000,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	621 600,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	131 979,44 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	795 394,91 €

2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	111 600,00 €
2017	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	435 120,00 €
2017	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	405 500,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	700 000,00 €
	Montant total	57 374 263,82 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009705

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : RN7 AMÉLIORATION CIRCULATION ROUTIERE : AMÉNAGEMENT CARREFOUR RN7/RD91

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	1 000 000,00 €	50,00 %	500 000,00 €
	Montant Total de la subvention		500 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
18200302- Aménagement des infrastructures de voirie départementale en grande couronne

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE L ESSONNE
Adresse administrative : BD DE FRANCE
91012 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur FRANCOIS DUROVRAY, Président

N° SIRET : 22910228000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale
Rapport Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017

Objet du projet : attribution d'une subvention pour l'aménagement du carrefour RN7 / RD91 sur les communes de Ris-Orangis et Évry.

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Inscrite au réseau routier d'intérêt régional, l'ex-RN7 est un axe structurant et incontournable pour les déplacements essonniens. Elle est souvent saturée aux heures de pointe.

Depuis 2006, le Département a engagé l'élaboration d'un schéma de requalification de la RN7, de Paray-Vieille-Poste à Corbeil-Essonnes, avec à terme, l'intégration progressive d'une liaison de transport en commun.

Pour répondre à court terme aux enjeux d'amélioration des conditions de vie et de déplacement des habitants et actifs de ce secteur, le Département souhaite engager un programme d'actions pour améliorer le fonctionnement de cet axe. Cette démarche s'inscrit dans la mise en oeuvre du Plan "anti-bouchon et pour changer la route". L'opération d'aménagement du carrefour RN7 / RD 91 sur les communes de Ris-Orangis et Évry constitue la première action de l'opération "amélioration de la circulation routière RN7 identifiée dans le programme d'investissement approuvé par l'assemblée régionale en mars 2017.

Description :
L'opération consiste à aménager le giratoire RN7 / RD 91 en créant deux bretelles de shunt d'accès ou de sortie direct depuis ou vers la RD91 sur des délaissés de voirie.

Ces bretelles permettront de libérer une partie de la circulation en permettant aux véhicules venant du nord de la RN7 et se dirigeant vers la RD91 ou sortant de la RD91 et se dirigeant vers le sud de la RN7 de ne plus emprunter le giratoire.

Les travaux sont prévus en deux étapes successives qui débuteront à l'été 2017.

Etape 1 = réalisation de la bretelle de shunt sud

Coût de la bretelle sud estimé à 560k€ HT.
Travaux : 4ème trimestre 2017

Etape 2 = réalisation de la bretelle de shunt nord

Coût de la bretelle nord estimé à 440k€ HT.
Travaux : 1er trimestre 2018

Intérêt régional : L'opération s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de la circulation routière sur la RN7, action identifiée dans le programme d'opérations du plan "anti-bouchon et pour changer la route" adopté par délibération n° CR 2017-54.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des routes franciliennes.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total de l'opération aménagement du carrefour RN7 / RD91 est de 1 000 000 € HT en euros courants, avec dans le détail :

- Région Ile-de-France = 500 000 € (50%)
- Département de l'Essonne (MOA) = 500 000 € (50%)

Localisation géographique :

- EVRY
- RIS-ORANGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACQUISITION FONCIERE, TRAVAUX PRÉPARATOIRE ET DÉGAGEMENT DES EMPRISES	75 000,00	7,50%
TERRASSEMENT / ASSAINISSEMENT	270 000,00	27,00%
BORDURES / STRUCTURE DE CHAUSSÉE	230 000,00	23,00%
DÉPLACEMENT ÉCLAIRAGE PUBLIC EXISTANT	92 000,00	9,20%
COUCHE DE ROULEMENT	200 000,00	20,00%
SIGNALISATION HORIZONTALE ET VERTICALE DE POLICE	30 000,00	3,00%
SIGNALISATION ET JALONNEMENT	21 000,00	2,10%
DIVERS ET ALÉAS	82 000,00	8,20%
Total	1 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ILE-DE-FRANCE	500 000,00	50,00%
DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE (en cours)	500 000,00	50,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €
2018	400 000,00 €
2019	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accueil de jour en EHPAD	100 000,00 €
2014	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	90 000,00 €
2014	Aide à l'écriture de scénario (structures)	2 500,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	1 020 000,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 113 221,73 €
2014	Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	584 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	2 000 000,00 €
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	16 670,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	6 900 000,00 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	4 096 400,50 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	30 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	4 000 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 038 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	15 500,00 €
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	38 720,00 €
2016	Plan régional pour la qualité de l'air	961 500,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	302 740,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	950 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	432 750,00 €
2017	Fonds Propreté	211 500,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 000 000,00 €
2017	Plan régional énergies- sensibilisation	18 720,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	20 000,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	60 000,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	550 000,00 €
	Montant total	29 697 222,23 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002366

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PLAN DE MOBILITÉS INTER-ENTREPRISES SECTEUR ÉVRY SUD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV	63 168,00 €	50,00 %	31 584,00 €
	Montant Total de la subvention		31 584,00 €

Imputation budgétaire : 908-810-204141-181003-200
18100301- Etudes et expérimentations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART
Adresse administrative : 500 PLACE DES CHAMPS ELYSEES
91054 EVRY CENTRE ESSONNE
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Francis CHOUAT, Président

N° SIRET : 20005922800037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV
Rapport Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017

Objet du projet : réalisation de l'étude relative au plan de mobilités inter-entreprises de la zone d'activité du secteur sud d'Évry (SAFRAN/GENOPOLE/CHSF/École des Mines).

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Grand Paris Sud est une agglomération créée le 1er janvier 2016. Elle est issue de la fusion de la communauté d'agglomération Évry Centre Essonne (91), de la communauté d'agglomération Seine-Essonne (91), de la communauté d'agglomération de Sénart en Essonne (91), et de la communauté d'agglomération de Sénart (77) et l'extension du nouveau groupement à la commune de Grigny (91) antérieurement membre de la communauté d'agglomération Les Lacs de l'Essonne.

Elle rassemble 24 communes, soit 337 000 habitants. Les missions principales de l'agglomération sont de favoriser le développement économique du territoire en soutenant l'innovation et les filières porteuses et construire une agglomération durable, accueillante et attentive à la qualité de vie de tous ses habitants.

Le secteur Évry sud, concerné par l'étude de plan de mobilités inter-entreprises est caractérisé par :

- une maille urbaine peu perméable et peu favorable à la circulation des piétons/cycles,
- une offre de transport en commun diversifiée,
- une bonne desserte du secteur par des axes structurants à l'échelle francilienne.

Face aux demandes récurrentes des entreprises de voir s'améliorer l'accessibilité de la zone et devant le volume des déplacements des personnes générés par ce pôle d'activités, la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud propose de piloter une nouvelle démarche. Celle-ci sera conduite avec le concours technique et financier des établissements suivants : Safran, Genopole, CHSF, Ecole des Mines. Ces derniers constituent un pôle économique structurant à l'échelle locale et régionale avec près de 10 000 salariés.

D'autres entreprises du secteur, et notamment UPS, pourront adhérer ultérieurement au plan de mobilité interentreprises.

Le périmètre et les modalités de pilotage du projet de plan de mobilités inter-entreprises ont été arrêtés en lien avec les établissements et entreprises concernés.

Afin d'impliquer activement et durablement les partenaires dans cette démarche, il est proposé de solliciter leur participation à travers la formalisation d'une convention partenariale fixant les engagements réciproques entre la CA Grand Paris Sud et les entreprises concernées, notamment en matière de suivi technique et de financement d'une étude.

Description :
Le secteur d'étude est délimité par l'A6 à l'ouest, le boulevard Louise Michel et la rue de l'Internationale au nord, par la Francilienne (N104) et la RD446 au sud ainsi que par la RD91 à l'est. La RN7 traverse le secteur du nord au sud.

Les principales entreprises concernées par le plan de mobilités inter-entreprises sont : Safran, Génopôle, le centre hospitalier sud francilien (CHSF), le centre des matériaux de l'École nationale supérieure des Mines de Paris.

Cette étude a pour objectif de proposer une organisation des déplacements et des modes de déplacements fiables, efficaces et rationnels.

Le souhait de la CA Grand Paris Sud est de mettre à jour le pré-diagnostic de 2013 avec un prestataire. Pour cela, l'agglomération prévoit un budget de 105 000 € HT sur 4 ans pour la réalisation de l'étude. Les actions du plan seront financées sur un budget ultérieur.

C'est dans ce cadre que la communauté d'agglomération Grand Paris Sud sollicite des subventions pour la réalisation de cette étude.

L'étude sera constituée de trois phases :
- le diagnostic de mobilité devra établir un état des lieux des pratiques de déplacements. Selon le planning prévisionnel établi, il sera réalisé de septembre 2017 à décembre 2017.
- l'élaboration d'un plan d'actions permettra d'identifier les réponses envisageables sur le secteur, en

s’appuyant sur les résultats des enquêtes et des éléments recueillis lors de la phase de diagnostic. Le plan d’actions pourrait être validé en mai 2018.
- la mise en œuvre sera accompagnée d’un suivi, d’une évaluation et de mises à jour du plan de mobilité interentreprises à l’issue d’une phase de 12 mois.

Des instances de gouvernance spécifiques seront créées (comité technique et pilotage) et seront composées notamment des élus et techniciens des collectivités, des signataires et des partenaires extérieurs (TICE, SNCF, CCIE, villes…).

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage de l'étude sera assurée par la CA Grand Paris sud.

Intérêt régional : A travers son soutien à ce projet, la Région Ile-de-France participe à l’émergence d’une offre homogène et multi-cibles de services autour de la mobilité sur le secteur Évry sud.

La Région contribue également par ce biais à la mise en œuvre du plan régional pour la qualité de l’air en favorisant le développement du management de la mobilité et s’inscrit dans les orientations du plan « anti bouchon pour changer la route ».

Par ailleurs, cette opération concourt au développement économique et social de la Région en facilitant une mobilité non polluante des salariés et demandeurs d’emplois de l'agglomération Grand Paris sud vers les lieux d’activités.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les salariés de la zone d'activités Évry sud.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2017-54, la Région s’engage à financer 50% de la part prise en charge par la CA Grand Paris sud qui s'élève à 63 168 € HT (105 000 € - 41 832€ de participations du secteur privé).

Localisation géographique :
- EVRY
- CORBEIL-ESSONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DIAGNOSTIC	42 000,00	40,00%
PLAN D'ACTIONS	31 500,00	30,00%
MISE EN OEUVRE, SUIVI ET EVALUATION	31 500,00	30,00%
Total	105 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ILE-DE-FRANCE	31 584,00	30,08%
CA GRAND PARIS SUD (en cours)	31 584,00	30,08%
GENOPOLE (en cours)	20 916,00	19,92%
SAFRAN (en cours)	20 916,00	19,92%
Total	105 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €
2018	22 108,80 €
2019	9 475,20 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	3 787 218,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	17 500,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	100 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	5 000,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	14 800,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	25 000,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	49 000,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	555 520,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	22 500,00 €
	Montant total	4 681 538,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17006937

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PLAN DE DEPLACEMENTS INTER ENTREPRISES R'PRO'MOBILITE ROISSY – 3EME ANNEE INVESTISSEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV	29 200,00 €	50,00 %	14 600,00 €
	Montant Total de la subvention		14 600,00 €

Imputation budgétaire : 908-810-20421-181003-200
18100301- Etudes et expérimentations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION R PRO MOBILITE
Adresse administrative : AEROPORT CHARLES DE GAULLE
95700 ROISSY-EN-FRANCE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Didier HAMON, Président

Date de publication au JO : 8 novembre 2014

N° SIRET : 80835831100013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV
Rapport Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017

Objet du projet : la mise en oeuvre des actions d'investissement de la troisième phase du PDIE R'Pro'Mobilité Roissy

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le bassin aéroportuaire de Paris – Charles de Gaulle est l'un des principaux pôles économiques franciliens, autour du premier aéroport français. Il accueille près de 90 000 emplois et environ 670 entreprises fonctionnant, pour la plupart, 24h/24.

Bien que disposant d'un réseau de transports développé (TGV, RER, bus, infrastructures routières,…) certaines zones de la plateforme sont difficilement accessibles, en particulier pour les salariés en horaires décalés. Des problèmes de congestion mais aussi de recrutement et de turn-over se posent pour certaines entreprises. La mobilité représente donc un enjeu important pour les entités de la plateforme.

Neuf structures (Aéroville, Air France, Bolloré Logistics, CIF Kéolis, Groupe ADP, HubOne, HubSafe, FedEx et La Poste) représentant environ 40 000 salariés, se sont donc engagées dans la mise en place d'un plan de déplacements inter-entreprises (PDIE) avec pour objectifs de :

- Développer un emploi raisonné de l'automobile
- Renforcer l'attractivité des transports collectifs publics
- Renforcer les possibilités d'usage des modes actifs
- Favoriser l'échange de bonnes pratiques sur les questions de mobilité
- Réduire les déplacements inutiles et accessoires
- Développer les relations avec les instances en charge des transports et de la mobilité

Description :

Pour agir concrètement sur la mobilité, un plan d'action triennal a été élaboré, articulé autour des axes suivants :

- Animer, informer et sensibiliser
- Encourager l'usage des transports en commun
- Favoriser la mutualisation des actions entre les entreprises
- Promouvoir le covoiturage
- Inciter à l'usage des modes actifs

Les deux premières phases de mise en œuvre du plan d'actions ont permis d'affiner le diagnostic mobilité des salariés se déplaçant vers la plateforme et à l'intérieur de la zone aéroportuaire. Plus de 4 400 personnes ont participé à l'enquête mobilité démontrant l'intérêt des salariés. Par ailleurs, une enquête de domiciliation a permis d'identifier les principaux lieux d'habitats des salariés de la plateforme et les différents moyens de transports à proximité.

En parallèle, une communication a été réalisée pour mieux faire connaître l'offre de transport en commun vers la plateforme, notamment le service de transport à la demande Filéo. Du conseil individualisé a été dispensé auprès des salariés pour voir avec eux les potentialités d'usage de ces modes. Un groupe de travail s'est également mis en place sur le sujet de l'optimisation des flottes de véhicules et sur les mutualisations envisageables entre les structures de la plateforme aéroportuaire.

La troisième phase de mise en œuvre du plan d'action, objet de la présente demande de subvention, cible plus particulièrement les actions suivantes en investissement :

- Etudier de manière fine la domiciliation des salariés en lien avec l'utilisation des transports en commun et les horaires pratiqués

- Création d'une application de suivi des déplacements pour l'organisation d'un défi inter-entreprises. Cette action permettra aux salariés de prendre conscience de leurs déplacements, de manière ludique mais aussi découvrir les différents moyens de transport à leur disposition. Ils seront par ailleurs incités à tester ces différents modes

- Mise en place d'un site de covoiturage mutualisé à l'échelle de l'ensemble des entreprises du PDIE. Cette plateforme permettra la mise en relation des offres de covoiturage entre les différentes entreprises engagées dans le PDIE afin d'augmenter les chances d'appariement. Cette plateforme sera également interfacée avec les données relatives aux transports en commun pour favoriser la complémentarité entre les modes.

Moyens mis en œuvre :
Pour assurer la gouvernance du PDIE et la réalisation des actions, l'association R'Pro'Mobilité a été créée. Cette structure associative dispose d'un budget dédié à la mise en place des actions mobilité. Ce budget est abondé chaque année par les entreprises membres.

Intérêt régional : En intervenant sur l'une des principales zones d'emploi du territoire francilien, ce projet incite les entreprises à mieux prendre en compte leurs impacts sur la mobilité et permet une rationalisation de l'utilisation des infrastructures de transports. Ce projet concours donc à l'atteinte des objectifs du plan « anti bouchon pour changer la route ».

Le stagiaire sera accueilli dans l'une des entreprises membre de l'association. En effet, cette dernière ne dispose pas de salarié et n'est donc pas en mesure d'assurer l'encadrement d'un stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération n° CR 2017-54 et au dispositif plan anti-bouchons et pour changer la route, les dépenses éligibles d'investissement sont 29 200 € HT. Sur cette base s'applique un taux maximum de subvention de 50%. La subvention régionale maximale s'établit donc à 14600 €.

Localisation géographique :
- LE MESNIL-AMELOT
- MITRY-MORY
- TREMBLAY-EN-FRANCE
- ROISSY-EN-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Développement plateforme de covoiturage et information multimodale	27 200,00	93,15%
Etude de domiciliation par CSP et horaires	2 000,00	6,85%
Total	29 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	14 600,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	14 600,00	50,00%
Total	29 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €
2018	5 000,00 €
2019	4 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien études & mise en œuvre plans déplacements scol. & interentreprises (Fct)	12 000,00 €
2015	Soutien études & mise en œuvre plans déplacements scol. & interentreprises (Inv)	4 820,00 €
2016	Soutien études & mise en œuvre plans déplacements scol. & interentreprises (Fct)	10 720,00 €
2016	Soutien études & mise en œuvre plans déplacements scol. & interentreprises (Inv)	7 272,00 €
	Montant total	34 812,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009247

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PLAN DE DEPLACEMENTS INTER ENTREPRISES PARC D'ACTIVITÉS DE L'HORLOGE À CERGY – 1EME ANNEE INVESTISSEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV	195 620,00 €	50,00 %	97 810,00 €
	Montant Total de la subvention		97 810,00 €

Imputation budgétaire : 908-810-204141-181003-200
18100301- Etudes et expérimentations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY PONTOISE
Adresse administrative : H0TEL D'AGGLOMERATION 95027 CERGY PONTOISE
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Dominique LEFEBVRE, Président

N° SIRET : 24950010900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV
Rapport Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017

Objet du projet : la mise en oeuvre des actions d'investissement de la première phase du PDIE du parc d'activité de l'Horloge à Cergy.

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le parc d'activité de l'horloge est situé au cœur de de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise. Ce parc est implanté précisément sur les communes de Cergy, Osny, Puiseux-Pontoise. La Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise, investi dans le développement de la mobilité durable de son territoire anime la mise en œuvre de plan de déplacement inter-entreprises sur son territoire. Le Parc d'activités de l'Horloge est le 3ème mis en œuvre depuis 2014.

Description :
Le projet de PDIE déployé sur 3 ans englobe un ensemble d'actions proposé par plusieurs acteurs du territoire du Parc d'Activités. Pour d'initier la démarche, la Communauté d'agglomération de Cergy Pontoise nous propose son plan d'actions concernant ce PDIE pour 2017 en investissement et en fonctionnement.
Pour l'investissement, il s'agit d'un ensemble d'actions d'investissements autour des requalifications d'espace routiers, cyclables et piétons pour améliorer les déplacements dans la zone du Parc d' Activités.

Intérêt régional : En intervenant sur l'une des principales zones d'emploi du territoire francilien, ce projet incite les entreprises à mieux prendre en compte leurs impacts sur la mobilité et permet une rationalisation de l'utilisation des infrastructures de transports. Ce projet concours donc à l'atteinte des objectifs du plan « anti bouchon pour changer la route ».

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération n° CR 2017-54 et au dispositif plan anti-bouchons et pour changer la route, les dépenses éligibles d'investissement sont 195 620 € HT. Sur cette base s'applique un taux maximum de subvention de 50%. La subvention régionale maximale s'établit donc à 97 810 €.

Localisation géographique :
- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Plan d'action d'inverstissement du PDIE pour la première année - Travaux de voirie pour l'amélioration des cheminements vélo et piétons	195 620,00	100,00%
Total	195 620,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	97 810,00	50,00%
Fonds Propres	97 810,00	50,00%
Total	195 620,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €
2018	47 810,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	7 262 944,52 €
2014	Equipements sportifs d'intérêt régional	1 800 000,00 €
2014	Politique régionale en faveur des plans de prévention du bruit dans l'environnement	13 340,00 €
2014	Soutien au développement du conseil en mobilité en Ile-de-France (Fct)	33 000,00 €
2014	Soutien aux nouveaux PLD & mise en compatibilité des PLD approuvés	126 160,00 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	44 000,00 €
2014	Terrains Synthétiques de grands Jeux	437 500,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	365 970,70 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	5 937 055,48 €
2015	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	2 127 075,00 €
2015	Plan régional énergies-Investissement maitre d'ouvrage	434 100,00 €
2015	Politique énergie climat	10 400,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	400 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	30 500,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	46 622,00 €
2016	Etude territoriale du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2016	Fonds Propreté	138 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 7	270 509,21 €
2016	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	13 065,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	20 000,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	216 935,25 €
	Montant total	19 393 077,16 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17006926

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PLAN DE DEPLACEMENTS INTER ENTREPRISES R'PRO'MOBILITE ROISSY – 3EME ANNEE FONCTIONNEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - FCT	56 546,00 €	50,00 %	28 273,00 €
	Montant Total de la subvention		28 273,00 €

Imputation budgétaire : 938-80-6574-180001-200
18000103- Ecomobilité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION R PRO MOBILITE
Adresse administrative : AEROPORT CHARLES DE GAULLE
95700 ROISSY-EN-FRANCE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Didier HAMON, Président

Date de publication au JO : 8 novembre 2014

N° SIRET : 80835831100013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - FCT
Rapport Cadre : CR 2017-54 du 09/03/2017

Objet du projet : la troisième phase du plan d'action du PDIE R'Pro'Mobilité Roissy

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le bassin aéroportuaire de Paris – Charles de Gaulle est l'un des principaux pôles économiques franciliens, autour du premier aéroport français. Il accueille près de 90 000 emplois et environ 670 entreprises fonctionnant, pour la plupart, 24h/24.

Bien que disposant d'un réseau de transports développé (TGV, RER, bus, infrastructures routières,…)

certaines zones de la plateforme sont difficilement accessibles, en particulier pour les salariés en horaires décalés. Des problèmes de congestion mais aussi de recrutement et de turn-over se posent pour certaines entreprises. La mobilité représente donc un enjeu important pour les entités de la plateforme.

Neuf structures (Aéroville, Air France, Bolloré Logistics, CIF Kéolis, Groupe ADP, HubOne, HubSafe, FedEx et La Poste) représentant environ 40 000 salariés, se sont donc engagées dans la mise en place d'un plan de déplacements inter-entreprises (PDIE) avec pour objectifs de :
- Développer un emploi raisonné de l'automobile
- Renforcer l'attractivité des transports collectifs publics
- Renforcer les possibilités d'usage des modes actifs
- Favoriser l'échange de bonnes pratiques sur les questions de mobilité
- Réduire les déplacements inutiles et accessoires
- Développer les relations avec les instances en charge des transports et de la mobilité

Description :
Pour agir concrètement sur la mobilité, un plan d'action triennal a été élaboré, articulé autour des axes suivants :
- Animer, informer et sensibiliser
- Encourager l'usage des transports en commun
- Favoriser la mutualisation des actions entre les entreprises
- Promouvoir le covoiturage
- Inciter à l'usage des modes actifs

Les deux premières phases de mise en œuvre du plan d'actions ont permis d'affiner le diagnostic mobilité des salariés se déplaçant vers la plateforme et à l'intérieur de la zone aéroportuaire. Plus de 4 400 personnes ont participé à l'enquête mobilité démontrant l'intérêt des salariés. Par ailleurs, une enquête de domiciliation a permis d'identifier les principaux lieux d'habitats des salariés de la plateforme et les différents moyens de transports à proximité.

En parallèle, une communication a été réalisée pour mieux faire connaître l'offre de transport en commun vers la plateforme, notamment le service de transport à la demande Filéo. Du conseil individualisé a été dispensé auprès des salariés pour voir avec eux les potentialités d'usage de ces modes. Un groupe de travail s'est également mis en place sur le sujet de l'optimisation des flottes de véhicules et sur les mutualisations envisageables entre les structures de la plateforme aéroportuaire.

La troisième phase de mise en œuvre du plan d'action, objet de la présente demande de subvention, cible plus particulièrement les actions suivantes en fonctionnement :

- Assurer la gouvernance globale de la démarche pour inscrire le projet de PDIE dans la durée et s'assurer de l'adhésion des entreprises et des salariés aux différentes actions développées
- Encourager les échanges avec les collectivités d'habitations des salariés pour faire connaître les besoins spécifiques de l'aéroport et adapter les services de transport existants
- Communiquer sur les différentes solutions de mobilités existantes pour rejoindre l'aéroport et se déplacer sur la plateforme
- Accompagner le lancement de la plateforme de covoiturage par des actions ciblées d'information sur le partage de véhicule et la mise en place d'un challenge

Moyens mis en œuvre :
Pour assurer la gouvernance du PDIE et la réalisation des actions, l'association R'Pro'Mobilité a été créée. Cette structure associative dispose d'un budget dédié à la mise en place des actions mobilité. Ce budget est abondé chaque année par les entreprises membres.

Intérêt régional : En intervenant sur l'une des principales zones d'emploi du territoire francilien, ce projet incite les entreprises à mieux prendre en compte leurs impacts sur la mobilité et permet une rationalisation de l'utilisation des infrastructures de transports. Ce projet concours donc à l'atteinte des objectifs du plan « anti bouchon pour changer la route ».

Les stagiaires seront accueillis dans l'une des entreprises membre de l'association. En effet, cette dernière ne dispose pas de salarié et n'est donc pas en mesure d'assurer l'encadrement d'un stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération n° CR 2017-54 et au dispositif plan anti-bouchons et pour changer la route, les dépenses éligibles de fonctionnement sont de 56 546,00 € HT. Sur cette base s'applique un taux maximum de subvention de 50%. La subvention régionale maximale s'établit donc à 28 273,00 €.

Localisation géographique :
- LE MESNIL-AMELOT
- MITRY-MORY
- TREMBLAY-EN-FRANCE
- ROISSY-EN-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Plan d'action du PDIE - troisième année - Fonctionnement	56 546,00	100,00%
Total	56 546,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	28 273,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	28 273,00	50,00%
Total	56 546,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	18 849,00 €
2018	9 424,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien études & mise en œuvre plans déplacements scol. & interentreprises (Fct)	12 000,00 €
2015	Soutien études & mise en œuvre plans déplacements scol. & interentreprises (Inv)	4 820,00 €
2016	Soutien études & mise en œuvre plans déplacements scol. & interentreprises (Fct)	10 720,00 €
2016	Soutien études & mise en œuvre plans déplacements scol. & interentreprises (Inv)	7 272,00 €
	Montant total	34 812,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009248

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PLAN DE DEPLACEMENTS INTER ENTREPRISES PARC D'ACTIVITES DE L'HORLOGE A CERGY – 1EME ANNEE FONCTIONNEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - FCT	10 000,00 €	50,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 938-80-65734-180001-200
18000103- Ecomobilité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY PONTOISE
Adresse administrative : H0TEL D'AGGLOMERATION 95027 CERGY PONTOISE
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Dominique LEFEBVRE, Président

N° SIRET : 24950010900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - FCT
Rapport Cadre : CR 2017-54 du 09/03/2017

Objet du projet : la première phase du plan d'action du PDIE Parc d'activités de l'horloge à Cergy en fonctionnement.

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le parc d'activité de l'horloge est situé au cœur de de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise. Ce parc est implanté précisément sur les communes de Cergy, Osny, Puiseux-Pontoise. La Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise, investi dans le développement de la mobilité durable de son territoire anime la mise en œuvre de plan de déplacement inter-entreprises sur son territoire. Le Parc d'activités de l'Horloge est le 3ème mis en œuvre depuis 2014.

Description :
Le projet de PDIE déployé sur 3 ans englobe un ensemble d'actions proposé par plusieurs acteurs du territoire du Parc d'Activités. Pour d'initier la démarche, la Communauté d'agglomération de Cergy Pontoise nous propose son plan d'actions concernant ce PDIE pour 2017 en investissement et en fonctionnement.

Pour le fonctionnement une action est prévu en 2017 autour de l'amélioration de l'information multimodale auprès des salariés et étudiants en créant des outils ciblés.

Intérêt régional : En intervenant sur l'une des principales zones d'emploi du territoire francilien, ce projet incite les entreprises à mieux prendre en compte leurs impacts sur la mobilité et permet une rationalisation de l'utilisation des infrastructures de transports. Ce projet concours donc à l'atteinte des objectifs du plan « anti bouchon pour changer la route ».

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération n° CR 2017-54 et au dispositif plan anti-bouchons et pour changer la route, les dépenses éligibles de fonctionnement sont de 10 000 € HT. Sur cette base s'applique un taux maximum de subvention de 50%. La subvention régionale maximale s'établit donc à 5 000 €.

Localisation géographique :
- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Plan d'action du PDIE - volet fonctionnement - Création d'outils pour l'information multimodale	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	5 000,00	50,00%
Fonds Propres	5 000,00	50,00%
Total	10 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	7 262 944,52 €
2014	Equipements sportifs d'intérêt régional	1 800 000,00 €
2014	Politique régionale en faveur des plans de prévention du bruit dans l'environnement	13 340,00 €
2014	Soutien au développement du conseil en mobilité en Ile-de-France (Fct)	33 000,00 €
2014	Soutien aux nouveaux PLD & mise en compatibilité des PLD approuvés	126 160,00 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	44 000,00 €
2014	Terrains Synthétiques de grands Jeux	437 500,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	365 970,70 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	5 937 055,48 €
2015	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	2 127 075,00 €
2015	Plan régional énergies-Investissement maitre d'ouvrage	434 100,00 €
2015	Politique énergie climat	10 400,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	400 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	30 500,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	46 622,00 €
2016	Etude territoriale du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2016	Fonds Propreté	138 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 7	270 509,21 €
2016	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	13 065,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	20 000,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	216 935,25 €
	Montant total	19 393 077,16 €

Annexe 3 - Contrats-cadres

Contrat cadre de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer la route

La Région Île-de-France représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, autorisée par la délibération n° CR 2017-54 du Conseil régional en date du 09 mars 2017,

Et

le Département des Yvelines représenté par Monsieur Pierre BEDIER, Président du Conseil départemental des Yvelines, autorisé par la délibération _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ de l'assemblée départementale du _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Conviennent ce qui suit :

Conformément au Plan « anti-bouchon » et pour changer la route adopté par délibération CR 2017-54 du Conseil régional en date du 09 mars 2017, la Région Île-de-France et le Conseil départemental des Yvelines souhaitent développer un réseau routier d'intérêt régional (RRIR) qualitatif à travers une programmation financière portant sur la période allant de 2016 à 2020, qui doit permettre la réalisation des projets prioritaires identifiés sur le territoire.

Le présent contrat marque la volonté conjointe de la Région et du Département de développer et de moderniser les routes, préalable au dynamisme économique et social de l'Île-de-France et des territoires qui le composent.

Dans ce cadre, le Département des Yvelines consacrera 82,4 M€ HT aux opérations inscrites dans le présent contrat cadre. La Région d'Île-de-France, pour sa part, participera au financement de ces opérations selon les clés définies en annexe 1. La mise en œuvre de chaque projet fera l'objet d'une convention spécifique établie sur la base des principes énoncés ci-après et approuvée par les organes délibérants des deux collectivités sous réserve de l'inscription des crédits correspondants à leurs budgets respectifs.

Cet engagement financier de la Région est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 de la présente convention, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n°CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

1. Le programme de mise œuvre du réseau routier d'intérêt régional

La Région et le Département décident, par le présent contrat, de financer conjointement la réalisation des opérations suivantes :

- Doublement RD30 à Plaisir et Elancourt
- RD154, voie de contournement à Verneuil-Vernouillet
- Voie nouvelle départementale à Sartrouville et Montesson
- Liaison RD30-RD190 études
- Bretelle d'accès A12 – RD7 à Bailly
- Liaison A 13 – RD 28

Le Département, maître d'ouvrage des opérations, fera ses meilleurs efforts pour en limiter les externalités négatives et en optimiser les impacts positifs.
De plus, dans le cadre de la réalisation de ces projets, le Département s'engage à mettre en œuvre les opportunités offertes par les procédures de marchés publics visant à favoriser et à développer des technologies innovantes.
Enfin, le Département transmettra à la Région, après la mise en service de l'opération, une note technique permettant de mesurer l'impact du projet sur la résorption de la congestion dans le territoire concerné.

2. Le RRIR, un réseau routier qualitatif

Une gestion optimale du réseau routier offre de nombreux avantages tels que le meilleur niveau de sécurité des infrastructures, un niveau de service attractif grâce à l'amélioration de la fluidité, la régularité et la sécurité des déplacements. Elle permet de garantir le bon fonctionnement des dispositifs de lutte contre les nuisances. Elle permet également de préserver le patrimoine et de soutenir l'économie locale et le tourisme. Dans cette perspective, la Région attend une évolution de la qualité du réseau régional qui conditionne l'attribution des aides au financement des projets routiers du Département sur le réseau d'intérêt régional.

2.1. Le recueil et la mise à disposition des données de trafic sur le réseau départemental

Le Département s'engage à mettre à disposition les données de trafic à jour sur le réseau départemental dont il dispose, et en particulier sur le RRIR.
L'objectif est de parvenir dès que possible à publier des données de trafic **en temps réel.**
Cette démarche permet d'exploiter les opportunités de développement d'outils d'aide au déplacement des usagers, tels que les outils de prévision de trafic, les calculateurs d'itinéraires multimodaux et de favoriser de nouvelles formes de mobilité comme la mobilité connectée.

Les modalités de recueil, de diffusion et d'exploitation des données, en particulier par le STIF et l'OMNIL, feront l'objet de conventions spécifiques.

2.2. La définition d'objectifs de performance

L'état des routes ayant une incidence significative sur la consommation et l'usure des véhicules, sur la sécurité, sur le temps de parcours et sur le confort des déplacements, la Région a souhaité définir des objectifs de qualité de service pour l'entretien et l'exploitation courants du RRIR, présentés dans le tableau ci-après.

Le Département, par le présent contrat, prend acte de ces objectifs pour les itinéraires départementaux de niveau 1 et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour l'entretien et la maintenance du RRIR garantissant le niveau de service minimal précisé ci-après.

Sur les itinéraires départementaux de niveau 2, le Département s'engage à améliorer, ou a minima maintenir, la qualité de service existante sur les thématiques citées dans le tableau ci-après.

Par souci d'homogénéité, le Département s'engage, avec l'appui de la Région, à inciter les communes à assurer un niveau de service équivalent sur le RRIR urbain.

Afin d'améliorer l'information fournies aux usagers sur les situations perturbées, le Département et la Région agiront conjointement afin d'améliorer la fourniture d'informations validées par les gestionnaires sur les événements affectant le RRIR. Ils pourront le cas échéant s'appuyer sur le dispositif innovant du Plan.

Objectif de qualité de service sur le RRIRR	Critère d'évaluation	itinéraire départemental de niveau 1	
		En agglomération*	Hors agglomération*
Entretien courant	Fréquence d'entretien des abords Campagnes d'enlèvement des déchets	- -	2/an 1/an
Viabilité hivernale	Fréquence d'intervention sur le RIRR - Saumurage ou autres traitements préventifs - Délais de retour aux conditions de référence ou retour au noir, hors phénomène exceptionnels ou de crise *(les délais démarrent à la fin des épisodes de neiges)* : • neige • verglas	selon indications météorologiques, pré-curatif intégral 4h 3h	selon indications météorologiques, pré-curatif intégral 6h 4h
Fonctionnement des équipements (éclairage, signalisation lumineuse tricolore)	Fréquence de la maintenance Délai d'intervention de mise en sécurité en cas de panne ou de dégradation à partir du signalement	en fonction des usages locaux 2h dynamique 4h statiques	en fonction des usages locaux 3h dynamique 4h statiques
Viabilité	Fréquence de patrouille sur le RRIR Délai d'intervention en procédure d'urgence, de mise en sécurité en cas de détérioration du réseau ou d'incident détecté par le patrouilleur	1/sem immédiate	1/sem immédiate
Guidage et jalonnement sur le RRIR	Fréquence des campagnes de rénovation de la signalisation horizontale Vérification visuel du bon état et de la bonne lisibilité de la signalisation verticale de police et directionnelle Délai d'intervention sur la signalisation de police ou la signalisation lumineuse à partir du signalement d'un dysfonctionnement	5 ans 1/an -	5 ans 1/an 1jour pour pose du panneau provisoire
Information des usagers en cas d'incident ou de travaux importants	Information des usagers du RRIR : - Délai de pose de panneaux en amont de la perturbation (ou d'affichage PMV le cas échéant) [idem procédure d'urgence] - Délai d'intervention pour mettre en sécurité les incidents avérés, signalés par les usagers [idem procédure d'urgence]	 3h 3h	 3h 3h

*Au sens du Code de la route

2.3. Les modalités de suivi et d'évaluation

Afin d'assurer le suivi de l'évolution du réseau routier d'intérêt régional, le Département précisera les moyens mobilisés et les résultats relevés pour répondre aux objectifs de qualité de service pour les thématique précisées dans le tableau en article 2.2, a minima une fois par an.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), les conventions de financement particulières pourront prévoir une clause de suspension des versements de subvention ou de fonds de concours prévus au point 1 du présent contrat.

En parallèle, la Région se réserve le droit de réaliser un audit du réseau d'intérêt régional et des projets financés dans le cadre de ce contrat de mise en œuvre du plan anti-bouchon.

3. Les principes contractuels

Cette contractualisation est le résultat d'échanges entre la Région et le Départementdes Yvelines, qui ont abouti aux éléments cadre suivants :

- le contrat de mise en œuvre du plan anti-bouchon porte sur un engagement global de 82,4 M€
- la participation de la Région est fixée entre30% et 50% (cf. tableau en annexe)

Les engagements financiers pris par la Région et le Département restent subordonnés à la conclusion de conventions de financement spécifiques ainsi qu'au vote des crédits correspondants par les organes délibérants des deux collectivités.

Les deux partenaires se réservent le droit de réviser par voie d'avenant le contrat de mise en œuvre du Plan anti-bouchon afin de prendre en compte l'avancement des projets et les éventuels redéploiements nécessaires.

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France et le Président du Conseil départemental des Yvelines sont chargés conjointement de l'exécution du présent contrat.

Fait à _ _ _ _ _ _ _ , le _ _ _ _ _ _ _ _ 2017

Fait en deux exemplaires originaux,

La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France

Le Président du Conseil départemental des Yvelines

Annexe au contrat type n°1 : tableau des opérations et clés de financement

Opération	Montant (M€)	Part 2016-2020	Clé de financement régional	Crédits Région (M€)
Doublement RD30 à Plaisir et Elancourt	65,4	34,9	50%	17,5
RD154, voie de contournement à Verneuil-Vernouillet	21	20	30%	6
Voie nouvelle départementale à Sartrouville et Montesson	80	17,5	30%	5,3
Liaison RD30-RD190 études	100	5	50%	2,5
Bretelle d'accès A12 – RD7 à Bailly	3	3	30%	0,9
Liaison A 13 – RD 28	166	2	50%	1
Total	**435,4**	**82,4**		**33,2**

Annexe au contrat type n°2 : Thématiques soutenues par la Région au titre de l'expérimentation, de l'innovation, et des actions permettant de maîtriser la demande de déplacements

A. Thématiques liées à l'infrastructure routière

- Mise en place d'enrobés de nouvelle génération présentant par exemple une faculté de résilience et/ou une résistance renforcée…
- Structures de chaussée amovible facilitant l'accès aux réseaux
- Solutions de haute technologie permettant de faciliter l'entretien et la maintenance des infrastructures et des équipements, et d'en diminuer sensiblement le coût
- Déploiement de techniques innovantes permettant d'améliorer le confort acoustique des voies ; en particulier les enrobés à très haute performance acoustique
- Eclairage modulable selon les besoins avec maîtrise des nuisances, efficacité énergétique et alimentation en énergie renouvelable
- Solutions d'assainissement à faible impact, notamment en termes d'inondation et de pollution des eaux
- Implantation d'équipements permettant la communication entre l'infrastructure et le véhicule.
- Récupération de l'énergie par la chaussée, permettant sa mise hors gel, voire de contribuer à alimenter les réseaux de chaleur à proximité
- Récupération de l'énergie par la chaussée, permettant d'alimenter des équipements, voire de contribuer à alimenter les réseaux de distribution d'électricité
- Expérimentation de dispositifs d'alimentation de véhicules à motorisation hybride par l'infrastructure en continu, par caténaires ou par le sol en tenant compte de l'impact sur le réseau de distribution d'énergie
- Voies et parkings dédiés aux véhicules propres définis selon les bases légales en vigueur

B. Thématiques liées à l'exploitation

- Solutions numériques permettant le recueil des données de trafic en temps réel

- Traitement de points de congestion par la gestion dynamique du trafic : carrefours, gestion des feux…
- Gestion dynamique des voies pour lutter contre la congestion (bandes d'arrêt d'urgence, voies réservées) et/ou pour faciliter les nouveaux usages, en particulier le covoiturage.
- Gestion dynamique des vitesses pour lutter contre la congestion
- Reconnaissance dynamique de certaines catégories d'usagers, par exemple les véhicules à fort taux d'occupation.
- Régulation d'accès
- Détections en temps réel d'incidents ou d'accidents de la circulation
- Outils de signalisation dynamique et dispositifs de répétition dynamique embarqués associés
- Équipement de véhicules du gestionnaire en unités embarquées permettant la communication inter-véhicules

C. Thématiques liées aux véhicules

- Solutions de communication inter-véhicules, en particulier pour celles qui visent à améliorer la sécurité (anticollision, avertissements de danger imminent…) ou à lutter contre la congestion
- Déploiement expérimental, sur des espaces où l'évolution de la réglementation le rend possible, de flottes de véhicules connectés ainsi que de véhicules partiellement ou totalement autonomes. Ces expérimentations devront viser préférentiellement les innovations incrémentales permettant l'augmentation du nombre de fonctions de conduite délégables et l'élargissement progressif des environnements d'usage; seront plus spécifiquement ciblés les domaines d'application suivants :
    - la conduite de véhicule particulier sur autoroute fluide
    - la conduite de véhicule particulier en situation de forte congestion (vitesse < 30 km/h)
    - le valet de parking pour véhicule particulier
    - le véhicule de transport collectif de taille réduite (6 à 10 passagers) en environnement suffisamment sécurisé (y compris par des vitesses limites de circulation réduites)
    - les véhicules de gestion des flux de marchandises en environnement maîtrisé (centres ou zones logistiques par exemple)
    - la conduite de poids lourds en convois.
- Déploiement de flottes de véhicules propres mutualisés, y compris les équipements associés (dont les dispositifs de recharge), soit dans le cadre d'un service public, soit dans le cadre d'un plan de mobilité d'entreprise ou

d'administration. Les offres d'accès public non interopérables sont exclues de l'aide régionale.

- Test en vraie grandeur de véhicules propres utilisant de nouvelles motorisations ou de nouvelles énergies (hydrogène, inertie, hybrides…)

D. Thématiques liées aux usages, aux services et au management de la mobilité

- « Nouveaux services de mobilité » visant à utiliser la route de façon plus efficace. Ces derniers comprennent : les solutions de covoiturage, les solutions d'autopartage, mais aussi des ensembles de solutions regroupées au sein de « bouquets de services », ciblant des publics variés (étudiants, salariés, habitants…) et/ou des territoires situés hors de la zone dense et mal desservis par les transports en commun. La Région participera au financement des dépenses d'investissement et de fonctionnement relatives au déploiement des « Nouveaux services de mobilité » sur un territoire.

- Développement et déploiement d'outils numériques permettant d'alimenter en temps réel la connaissance et la diffusion des données de trafic, de stationnement, de localisation d'évènements (accidents, chantiers…) qui permettront d'informer les usagers, de faciliter ou de rationaliser leurs déplacements, de lutter contre la congestion ou de permettre d'en diminuer l'impact, en particulier en termes de pollution.

- Nouvelles approches visant au report modal ou l'augmentation des taux de remplissage (mise en relation des véhicules individuels/ petit logistique, logistique dernier kilomètre, etc.)

Contrat cadre de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer la route

La Région Île-de-France représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, autorisée par la délibération n° CR 2017-54 du Conseil régional en date du 09 mars 2017,

Et

le Département de l'Essonne représenté par Monsieur François DUROVRAY, Président du Conseil départemental de l'Essonne, autorisé par la délibération 2017-04-0037 de l'assemblée départementale du 27 mars 2017,

Conviennent ce qui suit :

Conformément au Plan « anti-bouchon » et pour changer la route adopté par délibération CR 2017-54 du Conseil régional en date du 09 mars 2017, la Région Île-de-France et le Conseil départemental de l'Essonne souhaitent développer un réseau routier d'intérêt régional (RRIR) qualitatif à travers une programmation financière portant sur la période allant de 2016 à 2020, qui doit permettre la réalisation des projets prioritaires identifiés sur le territoire.

Le présent contrat marque la volonté conjointe de la Région et du Département de développer et de moderniser les routes, préalable au dynamisme économique et social de l'Île-de-France et des territoires qui le composent.

Dans ce cadre, le Département de l'Essonne consacrera **61 M€ HT** aux opérations inscrites dans le présent contrat cadre. La Région d'Île-de-France, pour sa part, participera au financement de ces opérations selon les clés définies en annexe 1. La mise en œuvre de chaque projet fera l'objet d'une convention spécifique établie sur la base des principes énoncés ci-après et approuvée par les organes délibérants des deux collectivités sous réserve de l'inscription des crédits correspondants à leurs budgets respectifs.

Cet engagement financier de la Région est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional ;

- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;

- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 de la présente convention, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n°CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

1. Le programme de mise œuvre du réseau routier d'intérêt régional

La Région et le Département décident, par le présent contrat, de financer conjointement la réalisation des opérations suivantes :

- Itinéraire est-ouest Contournement d'Orly- déviation de Paray- RD 36
- Réaménagement de l'échangeur de Corbeville
- Franchissement de Seine Athis Mons-Vigneux
- Amélioration de la circulation routière RN7 (hors financements SPTC)
- RD31 - Liaison Nord/Sud dont barreau manquant RD17/RD74
- RN20 : aménagements de décongestionnement de carrefours

Le Département, maître d'ouvrage des opérations, fera ses meilleurs efforts pour en limiter les externalités négatives et en optimiser les impacts positifs.

De plus, dans le cadre de la réalisation de ces projets, le Département s'engage à mettre en œuvre les opportunités offertes par les procédures de marchés publics visant à favoriser et à développer des technologies innovantes.

Enfin, le Département transmettra à la Région, après la mise en service de l'opération, une note technique permettant de mesurer l'impact du projet sur la résorption de la congestion dans le territoire concerné.

2. Le RRIR, un réseau routier qualitatif

Une gestion optimale du réseau routier offre de nombreux avantages tels que le meilleur niveau de sécurité des infrastructures, un niveau de service attractif grâce à l'amélioration de la fluidité, la régularité et la sécurité des déplacements. Elle permet de garantir le bon fonctionnement des dispositifs de lutte contre les nuisances. Elle permet également de préserver le patrimoine et de soutenir l'économie locale et le tourisme. Dans cette perspective, la Région attend une évolution de la qualité du réseau régional qui conditionne l'attribution des aides au financement des projets routiers du Département sur le réseau d'intérêt régional.

2.1. Le recueil et la mise à disposition des données de trafic sur le réseau départemental

Le Département s'engage à mettre à disposition les données de trafic à jour sur le réseau départemental dont il dispose, et en particulier sur le RRIR.
L'objectif est de parvenir dès que possible à publier des données de trafic **en temps réel.**
Cette démarche permet d'exploiter les opportunités de développement d'outils d'aide au déplacement des usagers, tels que les outils de prévision de trafic, les calculateurs d'itinéraires multimodaux et de favoriser de nouvelles formes de mobilité comme la mobilité connectée.

Les modalités de recueil, de diffusion et d'exploitation des données, en particulier par le STIF et l'OMNIL, feront l'objet de conventions spécifiques.

2.2. La définition d'objectifs de performance

L'état des routes ayant une incidence significative sur la consommation et l'usure des véhicules, sur la sécurité, sur le temps de parcours et sur le confort des déplacements, la Région a souhaité définir des objectifs de qualité de service pour l'entretien et l'exploitation courants du RRIR, présentés dans le tableau ci-après.

Le Département, par le présent contrat, prend acte de ces objectifs pour les itinéraires départementaux de niveau 1 et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour l'entretien et la maintenance du RRIR garantissant le niveau de service minimal précisé ci-après.

Sur les itinéraires départementaux de niveau 2, le Département s'engage à améliorer, ou a minima maintenir, la qualité de service existante sur les thématiques citées dans le tableau ci-après.

Par souci d'homogénéité, le Département s'engage, avec l'appui de la Région, à inciter les communes à assurer un niveau de service équivalent sur le RRIR urbain.

Afin d'améliorer l'information fournies aux usagers sur les situations perturbées, le Département et la Région agiront conjointement afin d'améliorer la fourniture d'informations validées par les gestionnaires sur les événements affectant le RRIR. Ils pourront le cas échéant s'appuyer sur le dispositif innovant du Plan.

Objectif de qualité de service sur le RRIRR	Critère d'évaluation	itinéraire départemental de niveau 1	
		En agglomération*	Hors agglomération*
Entretien courant	Fréquence d'entretien des abords Campagnes d'enlèvement des déchets	- -	2/an 1/an
Viabilité hivernale	Fréquence d'intervention sur le RIRR - Saumurage ou autres traitements préventifs - Délais de retour aux conditions de référence ou retour au noir, hors phénomène exceptionnels ou de crise *(les délais démarrent à la fin des épisodes de neiges)* : • neige • verglas	selon indications météorologiques, pré-curatif intégral 4h 3h	selon indications météorologiques, pré-curatif intégral 6h 4h
Fonctionnement des équipements (éclairage, signalisation lumineuse tricolore)	Fréquence de la maintenance Délai d'intervention de mise en sécurité en cas de panne ou de dégradation à partir du signalement	en fonction des usages locaux 2h dynamique 4h statiques	en fonction des usages locaux 3h dynamique 4h statiques
Viabilité	Fréquence de patrouille sur le RRIR Délai d'intervention en procédure d'urgence, de mise en sécurité en cas de détérioration du réseau ou d'incident détecté par le patrouilleur	1/sem immédiate	1/sem immédiate
Guidage et jalonnement sur le RRIR	Fréquence des campagnes de rénovation de la signalisation horizontale Vérification visuel du bon état et de la bonne lisibilité de la signalisation verticale de police et directionnelle Délai d'intervention sur la signalisation de police ou la signalisation lumineuse à partir du signalement d'un dysfonctionnement	5 ans 1/an -	5 ans 1/an 1jour pour pose du panneau provisoire
Information des usagers en cas d'incident ou de travaux importants	Information des usagers du RRIR : - Délai de pose de panneaux en amont de la perturbation (ou d'affichage PMV le cas échéant) [idem procédure d'urgence] - Délai d'intervention pour mettre en sécurité les incidents avérés, signalés par les usagers [idem procédure d'urgence]	 3h 3h	 3h 3h

*Au sens du Code de la route

2.3. Les modalités de suivi et d'évaluation

Afin d'assurer le suivi de l'évolution du réseau routier d'intérêt régional, le Département précisera les moyens mobilisés et les résultats relevés pour répondre aux objectifs de qualité de service pour les thématique précisées dans le tableau en article 2.2, a minima une fois par an.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), les conventions de financement particulières pourront prévoir une clause de suspension des versements de subvention ou de fonds de concours prévus au point 1 du présent contrat.

En parallèle, la Région se réserve le droit de réaliser un audit du réseau d'intérêt régional et des projets financés dans le cadre de ce contrat de mise en œuvre du plan anti-bouchon.

3. Les principes contractuels

Cette contractualisation est le résultat d'échanges entre la Région et le Département de l'Essonne, qui ont abouti aux éléments cadre suivants :

- le contrat de mise en œuvre du plan anti-bouchon porte sur un engagement global de 69 M€,
- la participation de la Région est fixée entre 30% et 50% (cf. tableau en annexe).

Les engagements financiers pris par la Région et le Département restent subordonnés à la conclusion de conventions de financement spécifiques ainsi qu'au vote des crédits correspondants par les organes délibérants des deux collectivités.

Les deux partenaires se réservent le droit de réviser par voie d'avenant le contrat de mise en œuvre du Plan anti-bouchon afin de prendre en compte l'avancement des projets et les éventuels redéploiements nécessaires.

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France et le Président du Conseil départemental de l'Essonne sont chargés conjointement de l'exécution du présent contrat.

Fait à _ _ _ _ _ _ _ , le _ _ _ _ _ _ _ _ 2017

Fait en deux exemplaires originaux,

La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France	**Le Président du Conseil départemental de l'Essonne**
Valérie PÉCRESSE	François DUROVRAY

Annexe au contrat type n°1

Tableau des opérations et clés de financement

Opération	Montant (M€)	Part 2016-2020	Clé de financement régional	Crédits Région (M€)
Itinéraire est-ouest Contournement d'Orly- déviation de Paray- RD 36	100	36	50%	18
Réaménagement de l'échangeur de Corbeville	58	10	30%	3
Franchissement de Seine Athis Mons-Vigneux	8	8	50%	4
Amélioration de la circulation routière RN7 (hors financements SPTC)	4	4	50%	2
RD31 - Liaison Nord/Sud dont barreau manquant RD17/RD74	26	6	50%	3
RN20 : aménagements de décongestionnement de carrefours	5	5	50%	2,5
Total	**201**	**69**		**32,5**

Annexe au contrat type n°2

Thématiques soutenues par la Région au titre de l'expérimentation, de l'innovation, et des actions permettant de maîtriser la demande de déplacements

A. Thématiques liées à l'infrastructure routière

- Mise en place d'enrobés de nouvelle génération présentant par exemple une faculté de résilience et/ou une résistance renforcée…
- Structures de chaussée amovible facilitant l'accès aux réseaux
- Solutions de haute technologie permettant de faciliter l'entretien et la maintenance des infrastructures et des équipements, et d'en diminuer sensiblement le coût
- Déploiement de techniques innovantes permettant d'améliorer le confort acoustique des voies ; en particulier les enrobés à très haute performance acoustique
- Eclairage modulable selon les besoins avec maîtrise des nuisances, efficacité énergétique et alimentation en énergie renouvelable
- Solutions d'assainissement à faible impact, notamment en termes d'inondation et de pollution des eaux
- Implantation d'équipements permettant la communication entre l'infrastructure et le véhicule.
- Récupération de l'énergie par la chaussée, permettant sa mise hors gel, voire de contribuer à alimenter les réseaux de chaleur à proximité
- Récupération de l'énergie par la chaussée, permettant d'alimenter des équipements, voire de contribuer à alimenter les réseaux de distribution d'électricité
- Expérimentation de dispositifs d'alimentation de véhicules à motorisation hybride par l'infrastructure en continu, par caténaires ou par le sol en tenant compte de l'impact sur le réseau de distribution d'énergie
- Voies et parkings dédiés aux véhicules propres définis selon les bases légales en vigueur

B. Thématiques liées à l'exploitation

- Solutions numériques permettant le recueil des données de trafic en temps réel

- Traitement de points de congestion par la gestion dynamique du trafic : carrefours, gestion des feux…
- Gestion dynamique des voies pour lutter contre la congestion (bandes d'arrêt d'urgence, voies réservées) et/ou pour faciliter les nouveaux usages, en particulier le covoiturage.
- Gestion dynamique des vitesses pour lutter contre la congestion
- Reconnaissance dynamique de certaines catégories d'usagers, par exemple les véhicules à fort taux d'occupation.
- Régulation d'accès
- Détections en temps réel d'incidents ou d'accidents de la circulation
- Outils de signalisation dynamique et dispositifs de répétition dynamique embarqués associés
- Équipement de véhicules du gestionnaire en unités embarquées permettant la communication inter-véhicules

C. Thématiques liées aux véhicules

- Solutions de communication inter-véhicules, en particulier pour celles qui visent à améliorer la sécurité (anticollision, avertissements de danger imminent…) ou à lutter contre la congestion
- Déploiement expérimental, sur des espaces où l'évolution de la réglementation le rend possible, de flottes de véhicules connectés ainsi que de véhicules partiellement ou totalement autonomes. Ces expérimentations devront viser préférentiellement les innovations incrémentales permettant l'augmentation du nombre de fonctions de conduite délégables et l'élargissement progressif des environnements d'usage; seront plus spécifiquement ciblés les domaines d'application suivants :
    - la conduite de véhicule particulier sur autoroute fluide
    - la conduite de véhicule particulier en situation de forte congestion (vitesse < 30 km/h)
    - le valet de parking pour véhicule particulier
    - le véhicule de transport collectif de taille réduite (6 à 10 passagers) en environnement suffisamment sécurisé (y compris par des vitesses limites de circulation réduites)
    - les véhicules de gestion des flux de marchandises en environnement maîtrisé (centres ou zones logistiques par exemple)
    - la conduite de poids lourds en convois.

- Déploiement de flottes de véhicules propres mutualisés, y compris les équipements associés (dont les dispositifs de recharge), soit dans le cadre d'un service public, soit dans le cadre d'un plan de mobilité d'entreprise ou d'administration. Les offres d'accès public non interopérables sont exclues de l'aide régionale.

- Test en vraie grandeur de véhicules propres utilisant de nouvelles motorisations ou de nouvelles énergies (hydrogène, inertie, hybrides…)

D. Thématiques liées aux usages, aux services et au management de la mobilité

- « Nouveaux services de mobilité » visant à utiliser la route de façon plus efficace. Ces derniers comprennent : les solutions de covoiturage, les solutions d'autopartage, mais aussi des ensembles de solutions regroupées au sein de « bouquets de services », ciblant des publics variés (étudiants, salariés, habitants…) et/ou des territoires situés hors de la zone dense et mal desservis par les transports en commun. La Région participera au financement des dépenses d'investissement et de fonctionnement relatives au déploiement des « Nouveaux services de mobilité » sur un territoire.

- Développement et déploiement d'outils numériques permettant d'alimenter en temps réel la connaissance et la diffusion des données de trafic, de stationnement, de localisation d'évènements (accidents, chantiers…) qui permettront d'informer les usagers, de faciliter ou de rationaliser leurs déplacements, de lutter contre la congestion ou de permettre d'en diminuer l'impact, en particulier en termes de pollution.

- Nouvelles approches visant au report modal ou l'augmentation des taux de remplissage (mise en relation des véhicules individuels/ petit logistique, logistique dernier kilomètre, etc.)

Contrat cadre de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer la route

La Région Île-de-France représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, autorisée par la délibération n° CR 2017-54 du Conseil régional en date du 09 mars 2017,

Et

le Département des Hauts-de-Seine représenté par Monsieur Patrick DEVEDJIAN, Président du Conseil départemental des Hauts-de-Seine, autorisé par la délibération n° CP 45797 de l'assemblée départementale du 10 juillet 2017,

Conviennent ce qui suit :

Conformément au Plan « anti-bouchon » et pour changer la route adopté par délibération CR 2017-54 du Conseil régional en date du 09 mars 2017, la Région Île-de-France et le Conseil départemental des Hauts-de-Seine souhaitent développer un réseau routier d'intérêt régional (RRIR) qualitatif à travers une programmation financière portant sur la période allant de 2016 à 2020, qui doit permettre la réalisation des projets prioritaires identifiés sur le territoire.

Le présent contrat marque la volonté conjointe de la Région et du Département de développer et de moderniser les routes, préalable au dynamisme économique et social de l'Île-de-France et des territoires qui le composent.

Dans ce cadre, le Département des Hauts-de-Seine consacrera 37,6 M€ HT aux opérations inscrites dans le présent contrat cadre. La Région d'Île-de-France, pour sa part, participera au financement de ces opérations selon les clés définies en annexe 1. La mise en œuvre de chaque projet fera l'objet d'une convention spécifique établie sur la base des principes énoncés ci-après et approuvée par les organes délibérants des deux collectivités sous réserve de l'inscription des crédits correspondants à leurs budgets respectifs.
Dans ce même cadre, les Départements des Hauts-de-Seine et de la Seine Saint Denis consacreront 2 M€ HT à l'opération BUCSO, selon une répartition restant à définir. La Région d'Île-de-France, pour sa part, participera à son financement à hauteur de 50%, conformément à l'annexe 1. Sa mise en œuvre fera l'objet d'une convention spécifique établie sur la base des principes énoncés ci-après et approuvée par les organes délibérants des trois collectivités sous réserve de l'inscription des crédits correspondants à leurs budgets respectifs.

Cet engagement financier de la Région est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;

- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 de la présente convention, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n°CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

1. Le programme de mise œuvre du réseau routier d'intérêt régional

La Région et le Département décident, par le présent contrat, de financer conjointement la réalisation des opérations suivantes :

- A86 Demi-diffuseur Le Plessis Robinson
- RD7 Suresnes Saint-Cloud
- SITER
- BUSCO (Boulevard Urbain de Clichy-St Ouen)*
- RD1 Quai de Clichy à Clichy la Garenne et Quai Michelet à Levallois

*opération financée également par le CD 93 selon une répartition restant à définir

Le Département, maître d'ouvrage des opérations, fera ses meilleurs efforts pour en limiter les externalités négatives et en optimiser les impacts positifs.
De plus, dans le cadre de la réalisation de ces projets, le Département s'engage à mettre en œuvre les opportunités offertes par les procédures de marchés publics visant à favoriser et à développer des technologies innovantes.
Enfin, le Département transmettra à la Région, après la mise en service de l'opération, une note technique permettant de mesurer l'impact du projet sur la résorption de la congestion dans le territoire concerné.

2. Le RRIR, un réseau routier qualitatif

Une gestion optimale du réseau routier offre de nombreux avantages tels que le meilleur niveau de sécurité des infrastructures, un niveau de service attractif grâce à l'amélioration de la fluidité, la régularité et la sécurité des déplacements. Elle permet de garantir le bon fonctionnement des dispositifs de lutte contre les nuisances. Elle permet également de préserver le patrimoine et de soutenir l'économie locale et le tourisme. Dans cette perspective, la Région attend une évolution de la qualité du réseau régional qui conditionne l'attribution des aides au financement des projets routiers du Département sur le réseau d'intérêt régional.

2.1. Le recueil et la mise à disposition des données de trafic sur le réseau départemental

Le Département s'engage à mettre à disposition les données de trafic à jour sur le réseau départemental dont il dispose, et en particulier sur le RRIR.
L'objectif est de parvenir dès que possible à publier des données de trafic **en temps réel.**
Cette démarche permet d'exploiter les opportunités de développement d'outils d'aide au déplacement des usagers, tels que les outils de prévision de trafic, les calculateurs d'itinéraires multimodaux et de favoriser de nouvelles formes de mobilité comme la mobilité connectée.

Les modalités de recueil, de diffusion et d'exploitation des données, en particulier par le STIF et l'OMNIL, feront l'objet de conventions spécifiques.

2.2. La définition d'objectifs de performance

L'état des routes ayant une incidence significative sur la consommation et l'usure des véhicules, sur la sécurité, sur le temps de parcours et sur le confort des déplacements, la Région a souhaité définir des objectifs de qualité de service pour l'entretien et l'exploitation courants du RRIR, présentés dans le tableau ci-après.

Le Département, par le présent contrat, prend acte de ces objectifs pour les itinéraires départementaux de niveau 1 et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour l'entretien et la maintenance du RRIR garantissant le niveau de service minimal précisé ci-après.

Sur les itinéraires départementaux de niveau 2, le Département s'engage à améliorer, ou a minima maintenir, la qualité de service existante sur les thématiques citées dans le tableau ci-après.

Par souci d'homogénéité, le Département s'engage, avec l'appui de la Région, à inciter les communes à assurer un niveau de service équivalent sur le RRIR urbain.

Afin d'améliorer l'information fournies aux usagers sur les situations perturbées, le Département et la Région agiront conjointement afin d'améliorer la fourniture d'informations validées par les gestionnaires sur les événements affectant le RRIR. Ils pourront le cas échéant s'appuyer sur le dispositif innovant du Plan.

Objectif de qualité de service sur le RRIRR	Critère d'évaluation	itinéraire départemental de niveau 1	
		En agglomération*	Hors agglomération*
Entretien courant	Fréquence d'entretien des abords Campagnes d'enlèvement des déchets	- -	2/an 1/an
Viabilité hivernale	Fréquence d'intervention sur le RIRR - Saumurage ou autres traitements préventifs - Délais de retour aux conditions de référence ou retour au noir, hors phénomène exceptionnels ou de crise *(les délais démarrent à la fin des épisodes de neiges)* : • neige • verglas	selon indications météorologiques, pré-curatif intégral 4h 3h	selon indications météorologiques, pré-curatif intégral 6h 4h
Fonctionnement des équipements (éclairage, signalisation lumineuse tricolore)	Fréquence de la maintenance Délai d'intervention de mise en sécurité en cas de panne ou de dégradation à partir du signalement	en fonction des usages locaux 2h dynamique 4h statiques	en fonction des usages locaux 3h dynamique 4h statiques
Viabilité	Fréquence de patrouille sur le RRIR Délai d'intervention en procédure d'urgence, de mise en sécurité en cas de détérioration du réseau ou d'incident détecté par le patrouilleur	1/sem immédiate	1/sem immédiate
Guidage et jalonnement sur le RRIR	Fréquence des campagnes de rénovation de la signalisation horizontale Vérification visuel du bon état et de la bonne lisibilité de la signalisation verticale de police et directionnelle Délai d'intervention sur la signalisation de police ou la signalisation lumineuse à partir du signalement d'un dysfonctionnement	5 ans 1/an -	5 ans 1/an 1jour pour pose du panneau provisoire
Information des usagers en cas d'incident ou de travaux importants	Information des usagers du RRIR : - Délai de pose de panneaux en amont de la perturbation (ou d'affichage PMV le cas échéant) [idem procédure d'urgence] - Délai d'intervention pour mettre en sécurité les incidents avérés, signalés par les usagers [idem procédure d'urgence]	 3h 3h	 3h 3h

*Au sens du Code de la route

2.3. Les modalités de suivi et d'évaluation

Afin d'assurer le suivi de l'évolution du réseau routier d'intérêt régional, le Département précisera les moyens mobilisés et les résultats relevés pour répondre aux objectifs de qualité de service pour les thématique précisées dans le tableau en article 2.2, a minima une fois par an.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), les conventions de financement particulières pourront prévoir une clause de suspension des versements de subvention ou de fonds de concours prévus au point 1 du présent contrat.

En parallèle, la Région se réserve le droit de réaliser un audit du réseau d'intérêt régional et des projets financés dans le cadre de ce contrat de mise en œuvre du plan anti-bouchon.

3. Les principes contractuels

Cette contractualisation est le résultat d'échanges entre la Région et le Départementdes Hauts-de-Seine, qui ont abouti aux éléments cadre suivants :

- le contrat de mise en œuvre du plan anti-bouchon porte sur un engagement global de 37,6 M M€ auxquels s'ajoutent 2 M€ pour l'opération BUCSO incluant une participation du CD93 selon une répartition restant à définir.
- la participation de la Région est fixée à 50% (cf. tableau en annexe)

Les engagements financiers pris par la Région et le Département restent subordonnés à la conclusion de conventions de financement spécifiques ainsi qu'au vote des crédits correspondants par les organes délibérants des deux collectivités.

Les deux partenaires se réservent le droit de réviser par voie d'avenant le contrat de mise en œuvre du Plan anti-bouchon afin de prendre en compte l'avancement des projets et les éventuels redéploiements nécessaires.

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France et le Président du Conseil départemental des Hauts-de-Seine sont chargés conjointement de l'exécution du présent contrat.

Fait à _ _ _ _ _ _ _ , le _ _ _ _ _ _ _ _ 2017

Fait en deux exemplaires originaux,

La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France	Le Président du Conseil départemental des Hauts-de-Seine

Annexe au contrat type n°1 : tableau des opérations et clés de financement

Opération	Montant (M€)	Part 2016-2020	Clé de financement régional	Crédits Région (M€)
A86 Demi-diffuseur Le Plessis Robinson	12,1	7,4	50%	3,7
RD7 Suresnes Saint-Cloud	58,3	3	50%	1,5
SITER		4,4	50%	2,2
RD1 Quai de Clichy à Clichy la Garenne et Quai Michelet à Levallois	112,5	22,8	50%	11,4
Total		**37,6**	50%	**19,8**

Opération interdépartementale complémentaire : BUCSO (Boulevard Urbain de Clichy-Saint-Ouen)	18,5	2	50%	1

Annexe au contrat type n°2 : Thématiques soutenues par la Région au titre de l'expérimentation, de l'innovation, et des actions permettant de maîtriser la demande de déplacements

A. Thématiques liées à l'infrastructure routière

- Mise en place d'enrobés de nouvelle génération présentant par exemple une faculté de résilience et/ou une résistance renforcée…
- Structures de chaussée amovible facilitant l'accès aux réseaux
- Solutions de haute technologie permettant de faciliter l'entretien et la maintenance des infrastructures et des équipements, et d'en diminuer sensiblement le coût
- Déploiement de techniques innovantes permettant d'améliorer le confort acoustique des voies ; en particulier les enrobés à très haute performance acoustique
- Eclairage modulable selon les besoins avec maîtrise des nuisances, efficacité énergétique et alimentation en énergie renouvelable
- Solutions d'assainissement à faible impact, notamment en termes d'inondation et de pollution des eaux
- Implantation d'équipements permettant la communication entre l'infrastructure et le véhicule.
- Récupération de l'énergie par la chaussée, permettant sa mise hors gel, voire de contribuer à alimenter les réseaux de chaleur à proximité
- Récupération de l'énergie par la chaussée, permettant d'alimenter des équipements, voire de contribuer à alimenter les réseaux de distribution d'électricité
- Expérimentation de dispositifs d'alimentation de véhicules à motorisation hybride par l'infrastructure en continu, par caténaires ou par le sol en tenant compte de l'impact sur le réseau de distribution d'énergie
- Voies et parkings dédiés aux véhicules propres définis selon les bases légales en vigueur

B. Thématiques liées à l'exploitation

- Solutions numériques permettant le recueil des données de trafic en temps réel

- Traitement de points de congestion par la gestion dynamique du trafic : carrefours, gestion des feux…
- Gestion dynamique des voies pour lutter contre la congestion (bandes d'arrêt d'urgence, voies réservées) et/ou pour faciliter les nouveaux usages, en particulier le covoiturage.
- Gestion dynamique des vitesses pour lutter contre la congestion
- Reconnaissance dynamique de certaines catégories d'usagers, par exemple les véhicules à fort taux d'occupation.
- Régulation d'accès
- Détections en temps réel d'incidents ou d'accidents de la circulation
- Outils de signalisation dynamique et dispositifs de répétition dynamique embarqués associés
- Équipement de véhicules du gestionnaire en unités embarquées permettant la communication inter-véhicules

C. Thématiques liées aux véhicules

- Solutions de communication inter-véhicules, en particulier pour celles qui visent à améliorer la sécurité (anticollision, avertissements de danger imminent…) ou à lutter contre la congestion
- Déploiement expérimental, sur des espaces où l'évolution de la réglementation le rend possible, de flottes de véhicules connectés ainsi que de véhicules partiellement ou totalement autonomes. Ces expérimentations devront viser préférentiellement les innovations incrémentales permettant l'augmentation du nombre de fonctions de conduite délégables et l'élargissement progressif des environnements d'usage; seront plus spécifiquement ciblés les domaines d'application suivants :
    - la conduite de véhicule particulier sur autoroute fluide
    - la conduite de véhicule particulier en situation de forte congestion (vitesse < 30 km/h)
    - le valet de parking pour véhicule particulier
    - le véhicule de transport collectif de taille réduite (6 à 10 passagers) en environnement suffisamment sécurisé (y compris par des vitesses limites de circulation réduites)
    - les véhicules de gestion des flux de marchandises en environnement maîtrisé (centres ou zones logistiques par exemple)
    - la conduite de poids lourds en convois.
- Déploiement de flottes de véhicules propres mutualisés, y compris les équipements associés (dont les dispositifs de recharge), soit dans le cadre d'un service public, soit dans le cadre d'un plan de mobilité d'entreprise ou

d'administration. Les offres d'accès public non interopérables sont exclues de l'aide régionale.

- Test en vraie grandeur de véhicules propres utilisant de nouvelles motorisations ou de nouvelles énergies (hydrogène, inertie, hybrides…)

D. Thématiques liées aux usages, aux services et au management de la mobilité

- « Nouveaux services de mobilité » visant à utiliser la route de façon plus efficace. Ces derniers comprennent : les solutions de covoiturage, les solutions d'autopartage, mais aussi des ensembles de solutions regroupées au sein de « bouquets de services », ciblant des publics variés (étudiants, salariés, habitants…) et/ou des territoires situés hors de la zone dense et mal desservis par les transports en commun. La Région participera au financement des dépenses d'investissement et de fonctionnement relatives au déploiement des « Nouveaux services de mobilité » sur un territoire.

- Développement et déploiement d'outils numériques permettant d'alimenter en temps réel la connaissance et la diffusion des données de trafic, de stationnement, de localisation d'évènements (accidents, chantiers…) qui permettront d'informer les usagers, de faciliter ou de rationaliser leurs déplacements, de lutter contre la congestion ou de permettre d'en diminuer l'impact, en particulier en termes de pollution.

- Nouvelles approches visant au report modal ou l'augmentation des taux de remplissage (mise en relation des véhicules individuels/ petit logistique, logistique dernier kilomètre, etc.)

Annexe 4 - conventions spécifiques

CONVENTION DE FINANCEMENT RELATIVE À LA CREATION D'UNE VOIE NOUVELLE DEPARTEMENTALE A SARTROUVILLE ET MONTESSON

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment mandatée par la délibération N° *[numéro de délibération]* du *[date de délibération]*

Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le **Département des Yvelines** dont le siège est situé au 2 place André MIGNOT, 78012 Versailles, représenté par son Président, Monsieur Pierre BEDIER, dûment mandaté par la délibération N° *[numéro de délibération]* du *[date de délibération]*

Ci-après dénommé « le Département »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le Département a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif «Plan régional «Anti-bouchon et pour changer la route – Aménagement des infrastructures routières départementales » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-54 du 9 mars 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, correspondant aux règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional N° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° *[numéro de délibération]* du *[date de délibération]* la Région Ile-de-France a décidé de soutenir le Département pour la réalisation de l'opération « Voie nouvelle départementale à Sartrouville et Montesson », dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée «fiche projet » de la présente convention **(**n° de dossier n°17009692)

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs de chacune des parties en ce qui concerne les modalités de financement de l'opération « Voie nouvelle départementale à Sartrouville et Montesson », tel que défini dans la « fiche projet ».

Dans cet objectif, elle accorde au Département une subvention correspondant à 30 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 17 500 000,00 € HT, soit un montant maximum de subvention de 5 250 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée «fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE L'OPERATION :

Le projet global prévoit :
- création d'environ 4 km de voie nouvelle et réaménagement de 2 km de voies existantes, principalement à 2×1 voie, à l'exception d'un tronçon à 2×2 voies sur 400 m dans la Plaine de Montesson
- réaménagement d'environ 2 km de pistes cyclables bidirectionnelles,
- construction de 6 ouvrages d'art routiers,
- construction de 2 ouvrages d'art piétons cycles et 1 ouvrage d'art de rétablissement agricole
- construction de 2 ouvrages d'art ferroviaires,
- construction d'une tranchée couverte,
- réalisation de 9 carrefours plans dont 8 carrefours giratoires et 1 place carrée à feux,
- réalisation de protections phoniques et d'aménagements paysagers.

La phase, objet de la présente convention, concerne les travaux de voirie (y compris équipements de la route : signalisation, dispositifs de retenue et éclairage public), confortements de sols, ouvrages d'art et assainissement ainsi que les aménagements paysagers à Sartrouville et Montesson.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE DE LA SUBVENTION

ARTICLE 3.1: OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 2 de la présente convention.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

Le Département s'engage à maintenir les infrastructures réalisées dans le cadre de cette convention pendant une durée de 30 ans dans le domaine public routier.

ARTICLE 3.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA QUALITE DE SERVICE

Comme indiqué dans la convention-cadre signée avec le Département des Yvelines dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur cette opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans la convention cadre ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 de la convention cadre, et susceptible d'être co-financé

par la Région en vertu de la délibération n°CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement.

ARTICLE 3.3: OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le Département s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 3.4**:** OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le Département s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le Département dans sa démarche.

ARTICLE 4: DUREE DE l'OPERATION :

Date de début de projet : 9 mars 2017

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2019

L'échéancier prévisionnel indicatif des appels de fonds est indiqué dans la « fiche projet ».

ARTICLE 5: DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 5.1 : PRINCIPES DE FINANCEMENT

La Région s'engage à financer 30% d'une enveloppe de 17,5 millions d'euros hors taxes allouée pour l'opération « Voie nouvelle départementale à Sartrouville et Montesson ».

Cet engagement financier donne lieu à une affectation d'autorisations de programme de projet d'un montant de 5,25 millions d'euros.

5.2: VERSEMENT DE LA SUBVENTION

5.2.1 Caducité

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de- France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le Département n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.
Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le Département établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le Département dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Lorsque l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

5.2.2: Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- chaque versement de subvention est effectué sur demande du Département. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées,

- chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du Département qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

5.2.3: Versement d'acomptes

Le Département peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du Département et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme**.**

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

5.2.4: Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Département de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche ainsi que la production de la déclaration d'achèvement des travaux.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Ce compte rendu financier comporte la signature du représentant légal du Département et du comptable qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est conditionné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du Département, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

5.2.5 : Modalités de mandatement

Le mandatement de la Région Ile-de-France est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement s'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance du bénéficiaire.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence de la facture (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques, Trésorier-Payeur Général pour la Région Ile-de-France.

5.2.6 Révision du montant subventionné

Le montant de la subvention tel qu'indiqué à l'article 1 constitue un plafond. Tout dépassement du montant visé à l'article 5.1 est pris en charge par le Département.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le Département s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqués à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

5.2.7 Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 9 mars 2017 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 5.2.1 de la présente convention, sauf dispositions contraires prévues dans ladite délibération.

ARTICLE 8 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le Département est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le Département sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 9 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Département de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Département la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Département par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante de chacune des parties.

ARTICLE 11 PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° *[numéro de délibération]* du *[date de délibération]*.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du Conseil Régional d'Île-de-France
Valérie PECRESSE

Le

Le Président
du Conseil Départemental des Yvelines
Pierre BEDIER

CONVENTION DE FINANCEMENT RELATIVE AUX ETUDES

DE L'OPERATION « LIAISON RD30-RD190 - pont à Achères – Boucle de Chanteloup »

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment mandatée par la délibération N° *[numéro de délibération]* du *[date de délibération]*

Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le **Département des Yvelines** dont le siège est situé au 2 place André MIGNOT, 78012 Versailles, représenté par son Président, Monsieur Pierre BEDIER, dûment mandaté par la délibération N° *[numéro de délibération]* du *[date de délibération]*

Ci-après dénommé « le Département »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le Département a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif «Plan régional «Anti-bouchon et pour changer la route – Aménagement des infrastructures routières départementales » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-54 du 9 mars 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, correspondant aux règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional N° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° *[numéro de délibération]* du *[date de délibération]* la Région Ile-de-France a décidé de soutenir le Département pour la réalisation de l'opération « Liaison RD30-RD190 - pont à Achères – Boucle de Chanteloup – Etudes », dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée «fiche projet » de la présente convention **(**n° de dossier n°17009198)

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs de chacune des parties en ce qui concerne les modalités de financement des études de l'opération « Liaison RD30-RD190 - pont à Achères – Boucle de Chanteloup », tel que défini dans la « fiche projet ».

Dans cet objectif, elle accorde au Département une subvention correspondant à 50 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 5 000 000,00 € HT, soit un montant maximum de subvention de 2 500 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée «fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE L'OPERATION :

Le projet de liaison RD30-RD190 a été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral le 8 février 2013. Il comporte 6 km d'aménagements de voirie, dont un nouveau pont d'environ 800 mètres. Des aménagements cyclables (piste ou bande) seront réalisés tout au long du projet.

La phase, objet du présent rapport, concerne les études d'avant-projet et les études dites "projet" permettant d'affiner les caractéristiques techniques de l'opération.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE DE LA SUBVENTION

ARTICLE 3.1: OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 2 de la présente convention.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

Le Département s'engage à maintenir les infrastructures réalisées dans le cadre de cette convention pendant une durée de 30 ans dans le domaine public routier.

ARTICLE 3.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA QUALITE DE SERVICE

Comme indiqué dans la convention-cadre signée avec le Département des Yvelines dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur cette opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans la convention cadre ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 de la convention cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n°CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement.

ARTICLE 3.3: OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le Département s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 3.4**:** OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le Département s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le Département dans sa démarche.

ARTICLE 4: DUREE DE LA PHASE DE L'OPERATION (ETUDES D'AVP ET DE PROJET):

Date de début : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin : 31 octobre 2021

L'échéancier prévisionnel indicatif des appels de fonds est indiqué dans la « fiche projet ».

ARTICLE 5: DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 5.1 : PRINCIPES DE FINANCEMENT

La Région s'engage à financer 50% d'une enveloppe de 5 millions d'euros hors taxes allouée pour les études de l'opération « Liaison RD30-RD190 - pont à Achères – Boucle de Chanteloup ».

Ce montant recouvre :

- les études AVP
- les études dites « projet »

Cet engagement financier donne lieu à une affectation d'autorisations de programme de projet d'un montant de 2,5 millions d'euros.

5.2: VERSEMENT DE LA SUBVENTION

5.2.1 Caducité

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de- France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le Département n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.
Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le Département établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le Département dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Lorsque l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

5.2.2: Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- chaque versement de subvention est effectué sur demande du Département. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées,

- chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du Département qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

5.2.3: Versement d'acomptes

Le Département peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du Département et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

5.2.4: Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Département de l'achèvement et du paiement complet de la phase de l'opération subventionnée (études d'AVP et de projet).

Le versement du solde est subordonné à la production d'un compte rendu financier de la phase de l'opération (études d'AVP et de projet). Ce compte rendu financier comporte la signature du représentant légal du Département et du comptable qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est conditionné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du Département, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

5.2.5 : Modalités de mandatement

Le mandatement de la Région Ile-de-France est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement s'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance du bénéficiaire.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence de la facture (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques, Trésorier-Payeur Général pour la Région Ile-de-France.

5.2.6 Révision du montant subventionné

Le montant de la subvention tel qu'indiqué à l'article 1 constitue un plafond. Tout dépassement du montant visé à l'article 5.1 est pris en charge par le Département.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le Département s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqués à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

5.2.7 Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de 06/07/2017 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 5.2.1 de la présente convention, sauf dispositions contraires prévues dans ladite délibération.

ARTICLE 8 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le Département est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le Département sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 9 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Département de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Département la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Département par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante de chacune des parties.

ARTICLE 11 PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° *[numéro de délibération]* du *[date de délibération]*.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du Conseil Régional d'Île-de-France
Valérie PECRESSE

Le

Le Président
du Conseil Départemental des Yvelines
Pierre BEDIER

CONVENTION DE FINANCEMENT RELATIVE À L'AMÉNAGEMENT DU CARREFOUR RN 7 / RD 91 SUR LES COMMUNES DE RIS-ORANGIS ET ÉVRY

Entre,

- la **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région » dûment mandaté par délibération n°…….. de la Commission permanente en date du …….. du Conseil régional d'Ile-de-France,

et

- le **Département de l'Essonne**, représenté par Monsieur François DUROVRAY, Président du Conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par délibération n°…….. du Conseil départemental en date du 3 juillet 2017,

PRÉAMBULE

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Plan régional anti-bouchon et pour changer la route - Aménagement des infrastructures routières départementales » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-54 du 9 mars 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, correspondant aux règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil régional N° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° …….. du ……., la Région Ile-de-France a décidé de soutenir le Département de l'Essonne pour la réalisation de l'opération suivante « **aménagement du carrefour RN 7 / RD 91 sur les communes de Ris-Orangis et Évry** », dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention (**dossier n°17009705**).

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs de chacune des parties en ce qui concerne les modalités de financement de l'opération « **aménagement du carrefour RN 7 / RD 91 sur les communes de Ris-Orangis et Évry** », tel que défini dans la « fiche projet ».

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50 % de la dépense subventionnable dont le **montant prévisionnel s'élève à 1 000 000 € HT**, soit un montant maximum de subvention de 500 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

Inscrite au réseau routier d'intérêt régional, l'ex-RN7 est un axe structurant et incontournable pour les déplacements essonniens. Elle est souvent saturée aux heures de pointe.

Depuis 2006, le Département a engagé l'élaboration d'un schéma de requalification de la RN7, de Paray-Vieille-Poste à Corbeil-Essonnes, avec à terme, l'intégration progressive d'une liaison de transport en commun. Ce schéma a été approuvé par l'ensemble des partenaires en 2012.

Pour répondre à court terme aux enjeux d'amélioration des conditions de vie et de déplacement des habitants et actifs de ce secteur, le Département souhaite engager un programme d'actions pour améliorer le fonctionnement de cet axe. Cette démarche s'inscrit dans la mise en œuvre du Plan "anti-bouchon et pour changer la route". L'opération d'aménagement du carrefour RN7 / RD 91 sur les communes de Ris-Orangis et Évry constitue la première action de l'opération "amélioration de la circulation routière RN7 identifiée dans le programme d'investissement approuvé par l'assemblée régionale en mars 2017.

L'opération consiste à aménager, en deux phases successives, le giratoire RN7 / RD91 en créant deux bretelles de shunt d'accès ou de sortie direct depuis ou vers la RD91 sur des délaissés de voirie.

A titre indicatif, le calendrier prévisionnel des travaux d'aménagement du carrefour RN 7 / RD91, sur la base d'une notification début du 2nd semestre 2017, est le suivant :

Phase 1 : réalisation de la bretelle de shunt sud	2nd semestre 2017
Phase 2 : réalisation de la bretelle de shunt nord	1er semestre 2018

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU BENÉFICIAIRE DE LA SUBVENTION

ARTICLE 3.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNÉ

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 2 de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir les infrastructures réalisées dans le cadre de cette convention pendant une durée de 30 ans dans le domaine public routier.

ARTICLE 3.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA QUALITE DE SERVICE

Comme indiqué dans la convention-cadre signée avec le Département de l'Essonne dans le cadre du Plan régional « anti bouchon et pour changer la route », l'engagement financier de la Région sur cette opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans la convention cadre ;

- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 de la convention cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n°CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement.

ARTICLE 3.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part, des instances de décision et d'autre part, de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ;
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives ;
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives ;
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 3.4 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 4 : DURÉE DE L'OPÉRATION

Date de début de projet : **6 juillet 2017**

Date prévisionnelle de fin de projet : **31 mars 2019**

L'échéancier prévisionnel indicatif des appels de fonds est indiqué dans la « fiche projet ».

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 5.1 : PRINCIPES DE FINANCEMENT

L'opération s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de la circulation routière sur la RN7 inscrite dans le programme d'opérations du Plan « anti-bouchon » et pour changer la route adopté par délibération n° CR 2017-54.

Le plan de financement est établi en euros courants HT, non révisables et non actualisables.

	Aménagement carrefour RN7 / RD91 Montant HT en euros courants et %		
Financeurs	Département Essonne	Région	TOTAL
Maître d'ouvrage des travaux :	50%	50%	100%
	500 000,00	500 000,00	1 000 000,00

Répartition des dépenses prévisionnelles par grands postes :

Bretelle Sud - RD91 vers RN7	
Postes de dépenses	**Montants HT**
Travaux préparatoires et dégagement des emprises	25 000,00 €
Terrassement/assainissement	120 000,00 €
Bordures/structure de chaussée	130 000,00 €
Déplacement éclairage public existant	85 000,00 €
Couche de roulement	120 000,00 €
Signalisation horizontale et verticale de police	20 000,00 €
Signalisation et jalonnement	15 000,00 €
Divers et aléas	45 000,00 €
Total	**560 000,00 €**

Bretelle Nord - RN7 vers RD91	
Postes de dépenses	**Montants HT**
Acquisition foncière, travaux préparatoires et dégagement des emprises	50 000,00 €
Terrassement/assainissement	150 000,00 €
Bordures/structure de chaussée	100 000,00 €
Déplacement éclairage public existant	7 000,00 €
Couche de roulement	80 000,00 €
Signalisation horizontale et verticale de police	10 000,00 €
Signalisation et jalonnement	6 000,00 €
Divers et aléas	37 000,00 €
Total	**440 000,00 €**

Total général projet	**1 000 000,00 €**

Cet engagement financier donne lieu, pour la Région, à une affectation d'autorisations de programme de projet d'un montant de **500 000 €**.

ARTICLE 5.2 : VERSEMENT DE LA SUBVENTION

5.2.1 Caducité

Conformément aux dispositions du Règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un **délai de trois ans** à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Lorsque l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais*.*

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

5.2.2 Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées,
- chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

5.2.3 Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme**.**

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

5.2.4 Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche ainsi que la production de la déclaration d'achèvement des travaux.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Ce compte rendu financier comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire et du comptable qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Pour les personnes morales de droit public : le versement du solde est conditionné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

5.2.5 Modalités de mandatement

Le mandatement de la Région Ile-de-France est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement s'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance du bénéficiaire.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence de la facture (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques, Trésorier-Payeur Général pour la Région Ile-de-France.

5.2.6 Révision du montant subventionné

Le montant de la subvention tel qu'indiqué à l'article 1 constitue un plafond. Tout dépassement du montant visé à l'article 5.1 est pris en charge par le bénéficiaire / maître d'ouvrage.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqués à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

5.2.7 Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de **5/07/2017** et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 5.2.1 de la présente convention, sauf dispositions contraires prévues dans ladite délibération.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **5/07/2017**.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale, ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 5.2.1 de la présente convention.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqués à l'article 5.1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 7 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'Assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 10 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° …….. du …… .

Fait à ……. en 2 exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental de l'Essonne

François DUROVRAY

Date et signature

Pour la Région Île-de-France,

VALÉRIE PÉCRESSE

Date et signature

CONVENTION DE FINANCEMENT RELATIVE À L'AMÉNAGEMENT DU DEMI-DIFFUSEUR A86 SUR LES COMMUNES DU PLESSIS ROBINSON ET DE CHATENAY-MALABRY

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment mandatée par la délibération N° CP 2017-226 du 5 juillet 2017

Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le **Département des Hauts-de-Seine** dont le siège est situé au 2 boulevard Jacques-Germain SOUFFLOT, 92015 Nanterre cedex, représenté par son Président, Monsieur Patrick DEVEDJIAN, dûment mandaté par la délibération N° CP 45822 du 10 juillet 2017

Ci-après dénommé « le Département »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le Département a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif «Plan régional «Anti-bouchon et pour changer la route – Aménagement des infrastructures routières départementales » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-54 du 9 mars 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, correspondant aux règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional N° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° *[numéro de délibération]* du *[date de délibération]* la Région Ile-de-France a décidé de soutenir le Département pour la réalisation de l'opération « A86 demi-diffuseur Le Plessis-Robinson », dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée «fiche projet » de la présente convention **(**n° de dossier n°17009198)

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs de chacune des parties en ce qui concerne les modalités de financement de l'opération « A86 demi-diffuseur Le Plessis-Robinson », tel que défini dans la « fiche projet ».

Dans cet objectif, elle accorde au Département une subvention correspondant à 50 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 7 400 000,00 € HT, soit un montant maximum de subvention de 3 700 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée «fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE L'OPERATION :

Le demi-diffuseur du Plessis-Robinson qui relie l'A86 à la RD 986, ne comportant pas de bretelle Est vers Créteil, les usagers sont contraints d'emprunter la RD 986 comme voie de transit pour rejoindre l'A86 via l'échangeur de Châtenay-Malabry.

Le projet du demi-diffuseur A86 du Plessis-Robinson répond à l'objectif de maillage du réseau routier d'intérêt régional. Le complément du diffuseur existant doit permettre à la fois de désengorger la RD 986 à Châtenay-Malabry (inscrit au RRIR de niveau 1) et de faciliter l'accès aux zones d'activités du secteur (Parc Noveos et Centre de la Boursidère).

Les caractéristiques du projet sont les suivantes :

- Réaménagement des échanges existants entre l'A86 et la RD986 et le parc Novéos
- Création de deux nouvelles bretelles qui complètent le demi-échangeur existant
    - Une bretelle d'entrée sur l'A86 vers Créteil ;
    - Une bretelle de sortie depuis l'A86 venant de Créteil.
- Création d'un giratoire au Sud de l'A86 avec mise à double sens de la circulation sur l'ouvrage existant (Passage Supérieur de la Boursidière) et d'une voie vers le parc d'affaires de la Bousidière depuis ce giratoire
- Réaménagement du carrefour au Nord de l'A86 en carrefour à feux.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE DE LA SUBVENTION

ARTICLE 3.1: OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 2 de la présente convention.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

Le Département s'engage à maintenir les infrastructures réalisées dans le cadre de cette convention pendant une durée de 30 ans dans le domaine public routier.

ARTICLE 3.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA QUALITE DE SERVICE

Comme indiqué dans la convention-cadre signée avec le Département des Hauts-de-Seine dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur cette opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans la convention cadre ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 de la convention cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n°CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement.

ARTICLE 3.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le Département s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'opération.

ARTICLE 3.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le Département s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le Département dans sa démarche.

ARTICLE 4: DUREE DE l'OPERATION :

Date de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018

L'échéancier prévisionnel indicatif des appels de fonds est indiqué dans la « fiche projet ».

ARTICLE 5: DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 5.1 : PRINCIPES DE FINANCEMENT

La Région s'engage à financer 50% d'une enveloppe de 7,4 millions d'euros hors taxes allouée pour l'opération « A86 Demi-diffuseur Le Plessis-Robinson ».

Cet engagement financier donne lieu à une affectation d'autorisations de programme de projet d'un montant de 3,7 millions d'euros.

5.2: VERSEMENT DE LA SUBVENTION

5.2.1 Caducité

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de- France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le Département n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.
Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le Département établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le Département dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Lorsque l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

5.2.2: Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- chaque versement de subvention est effectué sur demande du Département. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées,

- chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du Département qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

5.2.3: Versement d'acomptes

Le Département peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du Département et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

5.2.4: Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Département de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche ainsi que la production de la déclaration d'achèvement des travaux.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Ce compte rendu financier comporte la signature du représentant légal du Département et du comptable qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est conditionné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du Département, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

5.2.5 : Modalités de mandatement

Le mandatement de la Région Ile-de-France est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement s'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance du bénéficiaire.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence de la facture (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques, Trésorier-Payeur Général pour la Région Ile-de-France.

5.2.6 Révision du montant subventionné

Le montant de la subvention tel qu'indiqué à l'article 1 constitue un plafond. Tout dépassement du montant visé à l'article 5.1 est pris en charge par le Département.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le Département s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqués à l'article 1 de la présente convention. Elle

fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

5.2.7 Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de 09/03/2017 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 5.2.1 de la présente convention, sauf dispositions contraires prévues dans ladite délibération.

ARTICLE 8 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le Département est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le Département sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 9 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Département de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Département la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Département par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante de chacune des parties.

ARTICLE 11 PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° du .

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La Présidente
du Conseil Régional d'Île-de-France
Valérie PECRESSE

Le

Le Président
du Département des Hauts-de-Seine
Patrick DEVEDJIAN

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP XXXX-XXX du XX/XX/XXXX,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART
dont le statut juridique est : Communauté d'Agglomération
N° SIRET : 200059228 00037
Code APE : 84.11Z
dont le siège social est situé au : 500 PLACE DES CHAMPS ELYSEES 91054 EVRY CENTRE ESSONNE
ayant pour représentant Monsieur Francis CHOUAT, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2017-54 du 9 mars 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP XXXX-XXX du XX/XX/XXXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : réalisation de l'étude relative au plan de mobilités inter-entreprises de la zone d'activité du secteur sud d'Évry (SAFRAN/GENOPOLE/CHSF/École des Mines). (référence dossier n°17002366).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 63 168 €, soit un montant maximum de subvention de 31 5847 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 ans par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Le versement du solde est également subordonné à la production de 2 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 6 juillet 2017 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XX/XX/XXXX.
Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP XXXX-XXX du XX/XX/XXXX.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART
Monsieur Francis CHOUAT, Président

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP XXXX-XXX du XX/XX/XXXX,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY PONTOISE
dont le statut juridique est : Communauté d'Agglomération
N° SIRET : 249500109 00015
Code APE : 84.11Z
dont le siège social est situé au : H0TEL D'AGGLOMERATION 95027 CERGY PONTOISE
ayant pour représentant Monsieur Dominique LEFEBVRE, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2017-54 du 9 mars 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP XXXX-XXX du XX/XX/XXXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY PONTOISE pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : la mise en oeuvre des actions d'investissement de la première phase du PDIE du parc d'activité de l'Horloge à Cergy. (référence dossier n°17009247).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 195 620 €, soit un montant maximum de subvention de 97 810 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 ans par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Le versement du solde est également subordonné à la production de 2 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 6 juillet 2017 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XX/XX/XXXX.
Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP XXXX-XXX du XX/XX/XXXX.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY PONTOISE
Monsieur Dominique LEFEBVRE, Président

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP XXXX-XXX du XX/XX/XXXX,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : ASSOCIATION R PRO MOBILITE
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 808358311 00013
Code APE : 94.99Z
dont le siège social est situé au : AEROPORT CHARLES DE GAULLE 95700 ROISSY-EN-FRANCE
ayant pour représentant Monsieur Didier HAMON, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2017-54 du 9 mars 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP XXXX-XXX du XX/XX/XXXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir ASSOCIATION R PRO MOBILITE pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : la mise en œuvre des actions d'investissement de la troisième phase du PDIE R'Pro'Mobilité Roissy (référence dossier n°17006937).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 29 200,00 €, soit un montant maximum de subvention de 14 600,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 ans par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les 3 mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- 1 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).
- un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en oeuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 6 juillet 2017 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XX/XX/XXXX.
Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP XXXX-XXX du XX/XX/XXXX.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
ASSOCIATION R PRO MOBILITE
Monsieur Didier HAMON, Président

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP XXXX-XXX du XX/XX/XXXX,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY PONTOISE
dont le statut juridique est : Communauté d'Agglomération
N° SIRET : 249500109 00015
Code APE : 84.11Z
dont le siège social est situé au : H0TEL D'AGGLOMERATION 95027 CERGY PONTOISE
ayant pour représentant Monsieur Dominique LEFEBVRE, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - FCT » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-54 du 9 mars 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP XXXX-XXX du XX/XX/XXXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY PONTOISE pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : la première phase du plan d'action du PDIE Parc d'activités de l'horloge à Cergy en fonctionnement. (référence dossier n°17009248).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 10 000,00 €, soit un montant maximum de subvention de 5 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par

décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Le versement du solde est également subordonné à la production de 1 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 6 juillet 2017 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XX/XX/XXXX.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.
Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP XXXX-XXX du XX/XX/XXXX.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY PONTOISE
Monsieur Dominique LEFEBVRE, Président

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N°CP XXXX-XXX du XX/XX/XXXX,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : ASSOCIATION R PRO MOBILITE
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 808358311 00013
Code APE : 94.99Z
dont le siège social est situé au : AEROPORT CHARLES DE GAULLE 95700 ROISSY-EN-FRANCE
ayant pour représentant Monsieur Didier HAMON, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - FCT » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2017-54 du 9 mars 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP XXXX-XXX du XX/XX/XXXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir ASSOCIATION R PRO MOBILITE pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : Mise en œuvre de la troisième phase du plan d'action du PDIE R'Pro'Mobilité (référence dossier n°17006926).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 56 546,00 €, soit un montant maximum de subvention de 28 273,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la

subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- 1 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).
- un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 6 juillet 2017 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XX/XX/XXXX.
Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP XXXX-XXX du XX/XX/XXXX.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
ASSOCIATION R PRO MOBILITE
Monsieur Didier HAMON, Président

Annexe 5 - Convention de Partenariat avec le CEREMA

CONVENTION DE PARTENARIAT PUBLIC-PUBLIC

« Au service du développement de la

route intelligente en Île-de-France »

Période 2017 - 2020

Entre

La Région Île-de-France, dont le siège est situé 33 rue Barbet de Jouy à Paris (75007), **représentée par Valérie PECRESSE**, **sa présidente**, ci-après désignée « **Région** »

Le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité, et l'aménagement, établissement public de l'État, dont le siège est situé 25 avenue François Mitterrand à Bron (69674), représenté par Emmanuel NEUVILLE, directeur territorial IDF, ci-après désigné « CEREMA »,

désignées collectivement comme « les Parties ».

Vu le titre IX de la loi 2013-43 du 28 mai 2013 portant création du CEREMA,

Vu le décret n°2013-1273 du 27 décembre 2013 relatif au CEREMA,

Vu l'article 18 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015

Vu la délibération n°2017-54 du 9 mars 2017 du Conseil régional d'Île-de-France relatif à la mise en œuvre du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule : contexte du partenariat public-public

La Région Île-de-France a décidé de s'engager pour réduire la congestion routière et faire évoluer la route. Elle a ainsi adopté son Plan « anti-bouchons » et pour changer la route, en conseil régional du 09 mars 2016 par délibération n° CR 2017-54. Les axes stratégiques de ce plan regroupent :

- une action résolue « anti-bouchons » ;
- la définition du réseau routier d'intérêt régional (RRIR) ;
- le développement de la route intelligente au service de la « smart région ».

A ce titre la Région a créé un fonds de près de 60 M€ en faveur de « la route intelligente » pour accompagner les évolutions profondes mettant l'innovation au cœur du plan « anti-bouchon ». Elle entend être partie prenante dans l'évaluation, la promotion et la diffusion des retours d'expérience de ces innovations afin de construire une politique de transport optimisant les infrastructures routières.

Le CEREMA est un centre de ressources et d'expertises scientifiques et techniques interdisciplinaires apportant son concours à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques en matière d'aménagement, d'égalité des territoires et de développement durable, notamment dans les domaines de l'environnement, des transports et de leurs infrastructures, de la prévention des risques, de la sécurité routière et maritime, de la mer, de l'urbanisme, de la construction, de l'habitat et du logement, de l'énergie et du climat.

Il a notamment pour mission de traduire les besoins locaux émergents et complexes en thématiques de recherche, en réflexions méthodologiques et en sujets de développement technologique et d'innovation, et d'assurer la capitalisation, la diffusion et la promotion des travaux et études liés à ses activités, des connaissances scientifiques et techniques, des méthodologies, des normes et des règles de l'art, en particulier par le biais de formations, de publications d'ouvrages et d'informations.

Ainsi, les activités de développement et d'innovation autour de « la route intelligente » portées par la Région ont vocation à enrichir et à compléter les travaux méthodologiques et expérimentaux produits par le CEREMA afin de consolider les éléments qui en résulteront, puis d'en assurer la capitalisation et la diffusion au sein de la communauté scientifique et technique nationale et à destination de l'ensemble des maîtres d'ouvrages et bénéficiaires de l'établissement.

Plus globalement, la politique régionale en matière de développement économique (rôle de stratège pour anticiper les évolutions technologiques, RRIR support de l'activité économique…) et la posture du CEREMA en tant qu'expert public pour le développement durable se rejoigne ici dans le rôle commun aux deux parties de soutien aux autres collectivités territoriales.

Considérant l'intérêt général de ces activités, la Région et le CEREMA ont souhaité coopérer et unir leurs efforts pour l'évaluation et le développement de solutions innovantes relevant des thématiques soutenues par la Région et dont la liste figure à l'article 2 de la présente convention. C'est pourquoi, la Région et le CEREMA ont choisi de s'engager dans le cadre d'un partenariat Public-public tel que défini à l'article 18 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisé.

Article 1. **Objet de la présente convention**

La présente convention définit et organise, conformément à leurs missions d'intérêt général respectives, les relations entre la Région Île-de-France et le CEREMA aux fins de mettre en place un programme de travail au service du développement de la route intelligente en Île-de-France.

Sa finalité est de poser les prémices d'une politique régionale ambitieuse et partagée avec les acteurs institutionnels, pour, demain, fournir aux usagers une route intelligente et fiable. Il s'agit de favoriser l'émergence d'expérimentations liées à l'infrastructure routière, à l'exploitation, aux véhicules ou aux usages et services, par la co-construction d'une stratégie commune. Cette stratégie doit permettre d'identifier les solutions les plus intéressantes à tester, de coordonner les territoires expérimentaux, d'évaluer les solutions en situation réelle et de diffuser les résultats.

Article 2. **Un processus de co-construction au service de la route intelligente, fil rouge de la convention cadre**

Le partenariat, objet de la présente convention, consiste en un processus de co-construction entre la Région et le CEREMA destinée à réaliser un appel à projet ayant pour but de développer l'innovation et d'expérimenter de nouvelles solutions technologiques autour des thématiques listées ci-dessous, identifiées dans l'annexe 4 de la délibération régionale du 9 mars 2017, thématiques étudiées par le CEREMA :

A. Thématiques liées à l'infrastructure routière

- Mise en place d'enrobés de nouvelle génération présentant par exemple une faculté de résilience et/ou une résistance renforcée…
- Structures de chaussée amovible facilitant l'accès aux réseaux
- Solutions de haute technologie permettant de faciliter l'entretien et la maintenance des infrastructures et des équipements, et d'en diminuer sensiblement le coût

- Déploiement de techniques innovantes permettant d'améliorer le confort acoustique des voies ; en particulier les enrobés à très haute performance acoustique
- Éclairage modulable selon les besoins avec maîtrise des nuisances, efficacité énergétique et alimentation en énergie renouvelable
- Solutions d'assainissement à faible impact, notamment en termes d'inondation et de pollution des eaux
- Implantation d'équipements permettant la communication entre l'infrastructure et le véhicule.
- Récupération de l'énergie par la chaussée, permettant sa mise hors gel, voire de contribuer à alimenter les réseaux de chaleur à proximité
- Récupération de l'énergie par la chaussée, permettant d'alimenter des équipements, voire de contribuer à alimenter les réseaux de distribution d'électricité
- Expérimentation de dispositifs d'alimentation de véhicules à motorisation hybride par l'infrastructure en continu, par caténaires ou par le sol en tenant compte de l'impact sur le réseau de distribution d'énergie

B. Thématiques liées à l'exploitation

- Solutions numériques permettant le recueil des données de trafic en temps réel
- Traitement de points de congestion par la gestion dynamique du trafic : carrefours, gestion des feux…
- Gestion dynamique des voies pour lutter contre la congestion (bandes d'arrêt d'urgence, voies réservées) et/ou pour faciliter les nouveaux usages, en particulier le covoiturage.
- Gestion dynamique des vitesses pour lutter contre la congestion
- Reconnaissance dynamique de certaines catégories d'usagers, par exemple les véhicules à fort taux d'occupation.
- Régulation d'accès
- Détections en temps réel d'incidents ou d'accidents de la circulation
- Outils de signalisation dynamique et dispositifs de répétition dynamique embarqués associés
- Équipement de véhicules du gestionnaire en unités embarquées permettant la communication inter-véhicules

C. Thématiques liées aux véhicules

- Solutions de communication inter-véhicules, en particulier pour celles qui visent à améliorer la sécurité (anticollision, avertissements de danger imminent…) ou à lutter contre la congestion
- Déploiement expérimental, sur des espaces où l'évolution de la réglementation le rend possible, de flottes de véhicules connectés ainsi que de véhicules partiellement ou totalement autonomes. Ces expérimentations devront viser préférentiellement les innovations incrémentales permettant l'augmentation du nombre de fonctions de conduite délégables et l'élargissement progressif des environnements d'usage ; seront plus spécifiquement ciblés les domaines d'application suivants :
  - la conduite de véhicule particulier sur autoroute fluide,
  - la conduite de véhicule particulier en situation de forte congestion (vitesse < 30 km/h),
  - le valet de parking pour véhicule particulier,
  - le véhicule de transport collectif de taille réduite (6 à 10 passagers) en environnement suffisamment sécurisé (y compris par des vitesses limites de circulation réduites),
  - les véhicules de gestion des flux de marchandises en environnement maîtrisé (centres ou zones logistiques par exemple),
  - la conduite de poids lourds en convois.
- Déploiement de flottes de véhicules propres mutualisés, y compris les équipements associés (dont les dispositifs de recharge), soit dans le cadre d'un service public, soit dans le cadre d'un plan de mobilité d'entreprise ou d'administration. Les offres d'accès public non interopérables sont exclues de l'aide régionale.
- Test en vraie grandeur de véhicules propres utilisant de nouvelles motorisations ou de nouvelles énergies (hydrogène, inertie, hybrides…)

D. Thématiques liées au management de la mobilité

- « Nouveaux services de mobilité » visant à utiliser la route de façon plus efficace : les solutions de covoiturage, les solutions d'autopartage, mais aussi des ensembles de solutions regroupées au sein de « bouquets de services », ciblant des publics variés (étudiants, salariés, habitants…) et/ou des territoires situés hors de la zone dense et mal desservis par les transports en commun.
- Développement et déploiement d'outils numériques permettant d'alimenter en temps réel la connaissance et la diffusion des données de trafic, de stationnement, de localisation d'évènements (accidents, chantiers…) qui permettront d'informer les usagers, de faciliter ou de rationaliser leurs déplacements, de lutter contre la congestion ou de permettre d'en diminuer l'impact, en particulier en termes de pollution.

Article 3. **: Les trois phases complémentaires du partenariat**

L'objectif est d'organiser une émulation et un enrichissement mutuels appuyés sur une expertise scientifique à partir de la confrontation des projets concrets de collectivités franciliennes et des développements méthodologiques du CEREMA.

Pour mettre en synergie la dynamique d'innovation de la Région, et les capacités de recherche et développement du CEREMA en matière de « route intelligente », il est développé et mis en œuvre une méthodologie expérimentale, découpée en 3 phases, pour la réalisation du plan d'innovation régional en Île-de-France.

Phase 1 : état des lieux des technologies existantes ou en cours de développement

Le CEREMA avec la collaboration de la Région définit des référentiels de technologies innovantes par parangonnage afin d'alimenter la réflexion sur les thématiques listées à l'article 2.

Cette étape est cruciale pour définir correctement le potentiel des pratiques à expérimenter et ainsi permettre à la Région de définir des priorités au regard de ses politiques publiques à l'aide d'une grille d'analyse définissant les degrés de maturité des solutions explorées.

Phase 2 : préparation de l'appel à projets en réalisant une expérimentation sur quelques projets innovants

Fort de l'analyse sur la maturité des solutions innovantes, une expérimentation sur 2 à 3 innovations prêtes à être testées est mise en œuvre sous la maîtrise d'ouvrage de collectivités territoriales franciliennes.

Le CEREMA définit la procédure et la grille d'évaluation que ces collectivités doivent respecter lors des expérimentations. Il réalise aussi le bilan de l'expérimentation suite à l'évaluation réalisée par chaque maître d'ouvrage.

La Région choisit les premières expérimentations à tester dans le cadre de la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route. En cas de soutien financier de la Région au déploiement de l'expérimentation, celle-ci contractualise directement et distinctement du présent partenariat, avec chaque collectivité territoriale selon les dispositions votées dans sa délibération du 9 mars 2017.

Phase 3 : lancement, suivi et expertise de l'appel à projets

Utilisant le retour d'expérience de la phase 2, les Parties mettent en place l'appel à projets à destination des collectivités franciliennes : le CEREMA établit avec l'aide de la Région le cahier des charges et la grille d'analyse pour cet appel à projets. Le règlement de l'appel à projets, quant à lui, est rédigé par la Région.

Le CEREMA participe au jury désignant les lauréats de l'appel à projets que la Région organisera et à la mise au point technique des dossiers retenus.

La Région contractualise directement avec chaque collectivité territoriale selon les dispositions votées dans sa délibération du 9 mars 2017.

Le CEREMA assure avec l'aide de la Région l'assistance à la mise en place, le suivi et l'expertise de l'évaluation sur chacun des projets retenus.

Les Parties s'engagent à valoriser les enseignements et les résultats de ces expérimentations. En particulier, le CEREMA se charge de diffuser ces résultats auprès de la communauté scientifique nationale, européenne et internationale et la Région auprès des maitres d'ouvrage franciliens.

Article 4. **Les modalités de la coopération**

Les partenaires seront parties prenantes de chacune des phases du projet. La répartition des rôles ci-dessous permet d'identifier le pilote des différentes actions.

4.1 Rôle de la Région

La Région souhaite harmoniser et améliorer la qualité de service rendue sur le réseau routier d'intérêt régional pour, in fine, en faire le support de la « Smart Région ». Dans cet objectif, la Région sera en charge :

- du secrétariat des instances de gouvernance (définies à l' Article 7)
- de la promotion du présent partenariat auprès des collectivités afin de les associer à cette démarche partagée ;
- du choix des premières expérimentations, au vu de l'état de l'art et du contexte francilien ;
- du lancement de l'appel à projet
- du cadrage, de l'organisation et du jury de l'appel à projets ;
- de mettre en place les outils de gouvernance aux différentes échelles du projet (au niveau du présent partenariat et de l'appel à projets) ;
- de subventionner la réalisation des expérimentations des collectivités lauréates dans le cadre des projets retenus par cet appel à projets ;

4.2 Rôle du CEREMA

En sa qualité d'expert, le CEREMA est en charge :

- de définir l'état de l'art sur les différentes thématiques identifiées
- de proposer la procédure et la grille d'évaluation
- de proposer le cahier des charges techniques de l'appel à projet en fonction des orientations validées par la Région
- de contribuer à la mise au point technique des projets ;
- d'apporter son expertise technique dans le domaine de l'aménagement durable auprès des collectivités lauréates ;

4.3 Apports des parties

Au sein de cette coopération, les missions différentes missions sont donc réparties de la façon suivante :

	CEREMA	RIF
Phase 1	Résultats parangonnage	Cadrage et orientation stratégique
Phase 2	Définition du Processus d'évaluation	
	Définition de la Grille évaluation	Choix des MOA et des Expérimentations
Phase 3	Grille d'analyse pour appel à projets Cahier des charges de l'appel à projet Expertise pour le Jury	Règlement Appel à projet Organisation du jury Sélection des candidats
	Mise au point technique du projet	Convention avec les MOA (évaluation, suivi, finance)
	Assistance à la mise en œuvre de l'expérimentation	
	Suivi et rendu intermédiaire	Suivi des expérimentations avec les MOA
	Expertise de l'évaluation	Collecte des évaluations des MOA

	Valorisation des expérimentations et résultats au sein de la communauté technique nationale	Valorisation des expérimentations et résultats auprès des collectivités franciliennes

Article 5. **: Les moyens mis en œuvre au titre de la coopération**

Le coût complet du programme d'actions est estimé à 350 000 €.

L'annexe financière N°1 détaille l'ensemble des coûts induits aux partenaires par les différentes phases.

Les partenaires conviennent de la clé de répartition des charges suivantes :

Partenaire	Clé	Montant
Région Île-de-France	60 %	210 000 €
CEREMA	40 %	140 000 €

Compte tenus des charges induites par les différentes phases du partenariat (80 000 € pour la Région et 270 000 € pour le CEREMA), il en résulte un flux financier de130 000 € de la Région vers le CEREMA.

Article 6. **: Facturation**

Partenaire	Moyens engagés	Clé facturation RIF	Clé facturation CEREMA	Montant RIF	Montant CEREMA
RIF	80 000 €	100 %	0 %	80 000 €	0 €
CEREMA	270 000 €	48,15 %	51,85 %	130 000 €	140 000 €
Total	350 000 €			210 000 €	140 000 €

Le CEREMA adresse à la Région l'ensemble des dépenses liées à l'objet du présent partenariat dans la limite du plafond de 270 000 €.

Afin de prendre en compte les clés de répartitions définies à l'Article 5 et les frais engagés par la Région dans le cadre du partenariat, elle s'acquittera du montant dû résultant de l'application de la clé de facturation région de 48.15 %.

Pour chaque facture, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des frais engagés au titre de l'opération, la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du CEREMA et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un compte rendu financier de l'opération. Ce compte rendu financier comporte la signature du représentant légal du CEREMA et du comptable qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

6.1 Modalités de mandatement

Le mandatement de la Région Île-de-France est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement s'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance du CEREMA.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence du titre de perception (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques.

Article 7. Les instances de gouvernance du partenariat

7.1 Comité de pilotage

7.1.1 Rôle du comité de pilotage

Le comité de pilotage est l'instance décisionnelle dans le choix des actions du partenariat. Il se réunit tant que de besoin pour répondre à ses missions.

7.1.2 Constitution du comité de pilotage

Il est composé de membres désignés de la Région et du CEREMA.

7.1.3 Missions du comité de pilotage :

Le comité de pilotage a pour mission :

- de définir les livrables attendus à chaque étape du partenariat, puis de les valider ;
- d'établir et proposer un programme prévisionnel d'actions de l'année n+1 (année calendaire) pour la mise en œuvre de la présente convention ; chaque programme annuel est décliné en fonction des sujets retenus dans le cadre posé par l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux conventions de partenariat ;
- pour chaque action de préciser le niveau d'investissement, les conditions d'association et les acteurs concernés
- de suivre les développements des expérimentations et d'en organiser les retours d'expérience ;
- de valider le cahier des charges et la grille d'analyse pour l'appel à projets, mentionnés à l'article 3 ;
- de constater l'avancement des actions programmées ;
- d'évaluer les résultats du programme d'actions de l'année en cours ;
- de définir les modalités de capitalisation et de diffusion des résultats.

Des actions peuvent à cette occasion être ajoutées ou retirées du programme annuel d'intervention en fonction des besoins actualisés.

Le CEREMA peut être associé à des présentations sur les projets dans le cadre des instances de pilotage politique de la Région.

7.2 Comité de suivi

7.2.1 Rôle du comité de suivi

Le comité de suivi est l'instance pilotant les expérimentations des projets innovant qu'ils soient issus de l'appel à projet ou non. Il y aura un comité de suivi par maitre d'ouvrage.

7.2.2 Constitution du comité de suivi

Il est constitué par des membres désignés par la Région, le CEREMA et de la collectivité, maitre d'ouvrage qui a conventionné avec la région dans le cadre du volet innovation du plan route régional.

7.2.3 Mission du comité de suivi

Le comité de suivi a pour missions :

- de suivre la mise en œuvre du projet innovant
- de coordonner les actions d'évaluation
- de recenser les difficultés rencontrées
- de capitaliser et diffuser les résultats

Article 8. **Calendrier prévisionnel**

Le programme annuel d'actions inclut un calendrier qui s'inscrit dans le calendrier prévisionnel général suivant :

- approbation du lancement des premières expérimentations, suite au parangonnage, par la Commission Permanente de la région en novembre 2017 ;
- approbation du lancement de l'appel à projet par la Commission permanente de la région en mars 2018 ;
- présentation des résultats de l'appel à projets à la Commission permanente de la région en septembre 2018.

Article 9. **: Propriété, protection et exploitation des connaissances antérieures, des connaissances nouvelles et partage des résultats**

9.1 Propriété des connaissances antérieures

Les Parties s'accordent pour définir le régime de propriété intellectuelle des connaissances et le partage des résultats de la façon suivante, sachant que les déclinaisons contractuelles pourront, le cas échéant, y déroger ou s'y adapter sous réserve des accords des Parties concernées.

Chacune des Parties conserve la pleine et entière propriété de ses « connaissances antérieures », c'est-à-dire toutes les informations et connaissances techniques ou scientifiques de quelque nature que ce soit, et notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, les bases de données, logiciels (sous leur version code-objet), les dossiers, plans, schémas, dessins, formules, et/ou tout autre type d'informations et connaissances, sur quelque support et sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non, et/ou brevetées ou non, et plus généralement protégées ou non ou « protégeables » ou non au titre d'un droit de propriété intellectuelle, et appartenant à une Partie ou détenues par elle, avant la date d'effet de l'accord ou développées ou acquises par elle postérieurement à la date d'effet de l'accord mais indépendamment de l'exécution de la présente convention.

Chacune des Parties est également propriétaire des évolutions qu'elle apporte elle-même à ses connaissances antérieures, sans utilisation des connaissances nouvelles.

Aucune communication des connaissances antérieures à d'autres Parties ne peut être interprétée comme un transfert de propriété.

9.2 Propriété des connaissances nouvelles

Chacune des Parties est propriétaire des connaissances nouvelles qu'elle a créées et des évolutions qu'elle a apportées à celles-ci.

Les connaissances nouvelles s'entendent de tout savoir ou savoir-faire résultant de la présente convention, obtenu individuellement par une Partie.

De même, chacune des Parties est propriétaire des applications nouvelles qu'elle pourrait trouver associées à ses connaissances nouvelles.

9.3 Partage des résultats

Les résultats produits dans le cadre de la présente convention ont vocation à être rendus publics sous réserve expresse du droit d'auteur.

Les productions du CEREMA élaborées en lien avec la Région font l'objet d'une capitalisation et d'une mise à disposition large auprès des acteurs des domaines concernés.

À ce titre, les productions du CEREMA ne sont pas à l'usage exclusif de la Région, partenaire dans le cadre de la présente convention, et les outils et méthodes développés peuvent être mis en œuvre librement par les deux parties.

Les documents « sources », mis à la disposition réciproque des Parties, conservent leurs propriétés et droits antérieurs et ne sont pas rendus diffusables par le présent accord de partenariat.

Les résultats ne sont en aucun cas la propriété exclusive du CEREMA ou de la Région. Les parties conviennent, néanmoins, que toute communication ou mise à disposition du public des résultats en lien direct avec les sujets, objet de la présente convention, qu'ils qualifieront de « confidentiels », implique l'accord préalable écrit de l'autre partie de manière à préserver leurs droits de propriété intellectuelle, sans échéance de durée.

Le CEREMA s'engage à mentionner le nom de la Région dans toutes les communications liées au présent partenariat. La Région s'engage réciproquement à faire de même.

Article 10. **: Entrée en vigueur et durée**

La présente convention cadre entre en vigueur à compter de sa signature et s'achèvera le 31 décembre 2020.

Elle peut être prorogée sur une nouvelle durée si cette prorogation fait l'objet d'un accord préalable signé des deux Parties.

Article 11. **: Responsabilité des parties**

Chaque partie est seule responsable de la bonne exécution des obligations lui incombant en vertu des stipulations de la présente convention.

Article 12. **: Modalités diverses**

Toute modification aux stipulations de la présente convention, notamment pour tenir compte de l'évolution des missions visées aux articles 2 et 3 fait l'objet d'un avenant signé de la Région et du CEREMA.

Article 13. **: Résiliation**

Les Parties peuvent mettre fin à la présente convention cadre, par lettre recommandée avec accusé de réception et, ce, moyennant le respect d'un préavis de six mois.

Article 14. **: Règlement des litiges**

Les Parties s'efforcent de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention cadre. Elles disposent d'un délai de trois mois à compter de la réception du premier courrier de l'une des Parties faisant part de son désaccord à l'autre Partie, pour aboutir à une solution amiable.

A défaut de règlement amiable, ces litiges seront déférés au Tribunal Administratif de Paris.

Fait le 2017, à Paris en 2 exemplaires originaux.

Pour la Région	Pour le CEREMA
La Présidente	Le directeur territorial IDF

Annexe 1 : annexe financière

Moyens mobilisés par chacun des partenaires

	CEREMA	Région Île-de-France
Phase 1	43 000 €	5 000 €
Phase 2	60 000 €	15 000 €
Phase 3	167 000 €	60 000€
TOTAL	**270 000 €**	**80 000€**

Coût complet du programme et charges supportées par chacun des partenaires

	Conseil Régional d'Île-de-France	CEREMA
Ingénierie et animation	80 000 € HT	270 000 € HT
TOTAL	**350 000€ HT**	

Répartition du financement du programme

	Conseil Régional d'Île-de-France	CEREMA
clef de répartition du partenariat	60 %	40 %
montants respectifs:	210 000 € HT	140 000 € HT

Flux financier induit

	Du conseil régional d'Île-de-France au CEREMA
montant	210 000 € – 80 000 € = 130 000 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 07/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 07/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-232

DU 5 JUILLET 2017

AMÉNAGEMENTS DE VOIRIE VISANT À L'AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

Vu Le Code général des collectivités territoriales ;

Vu La loi n° 82-1153 modifiée du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs ;

Vu La délibération cadre n° CR 36-14 du 19 juin 2014 relative au Plan de Déplacements Urbains d'Île-de-France (PDUIF) ;

Vu La délibération cadre n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au Plan d'action Régional en faveur de la Mobilité Durable (PRMD) ;

Vu La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à la mise en œuvre de la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » ;

Vu La délibération n° CP 15-175 du 09 avril 2015 relative à l'approbation de la convention-type concernant les dispositifs de la « politique régionale de sécurité routière » ;

Vu Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission des transports ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-232 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : HP 825-004 « Aménagements de sécurité »

Décide de participer au titre de l'annexe 6 à la délibération n° CR 37-14 relative à la politique régionale de la sécurité routière, au financement du projet détaillé en annexe 2

(fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de quatre subventions d'un montant total maximum prévisionnel de 1.058.000 €.

Bénéficiaire	Opérations	Localisation	Action (18200402)
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE SEINE-ET-MARNE	Création d'un giratoire entre les RD619 et 74a	communes de Provins et Sourdun (77)	437.500 €
VILLE DE PARIS	Aménagement portant sur la sécurité des piétons au titre du programme 2017 de sécurité routière du réseau de voirie	Commune de Paris (75)	23.100 €
VILLE DE PARIS	Aménagements portant sur la sécurité des piétons au titre du programme 2017 de sécurité routière du réseau de voirie	Commune de Paris (75)	75.900 €
VILLE DE PARIS	Aménagements de sécurité routière au titre du programme 2017 portant sur l'infrastructure du réseau de voirie	Commune de Paris (75)	521.500 €

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de la convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 15-175 du 09 avril 2015 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme **1.058.000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 825 « Sécurité routière » programme HP 825-004 (182004) « Aménagements de sécurité » - action 18200402 « Aménagements de sécurité sur RD » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE 1 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-232	Budget	2017

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**825 - Sécurité routière**
Programme	**182004 - Aménagements de sécurité**
Action	**18200402 - Aménagements de sécurité sur RD**

Dispositif : N° 00000741 - Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure

Dossier	17008769 - Création d'un giratoire entre les RD 619 et 74a à Provins et Sourdun en Seine-et-Marne			
Bénéficiaire	R2300 - DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	437 500,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
875 000,00 €	HT	50 %	437 500,00 €	

Dossier	17009213 - AMENAGEMENTS DE SECURITE ROUTIERE AU TITRE DU PROGRAMME 2017 PORTANT SUR L'INFRASTRUCTURE DU RESEAU DE VOIRIE DE LA VILLE DE PARIS			
Bénéficiaire	R20130 - PARIS DVD DIR VOIRIE & DEPLACEMENTS			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	521 500,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 043 000,00 €	HT	50 %	521 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000741 - Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	959 000,00 €

Dispositif : N° 00000759 - Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables

Dossier	17009185 - AMENAGEMENTS PORTANT SUR LA SECURITE DES PIETONS AU TITRE DU PROGRAMME 2017 DE SECURITE ROUTIERE DU RESEAU DE VOIRIE DE LA VILLE DE PARIS			
Bénéficiaire	R20130 - PARIS DVD DIR VOIRIE & DEPLACEMENTS			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	75 900,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
253 000,00 €	HT	30 %	75 900,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-232	Budget	2017

Dossier	17009191 - AMENAGEMENT PORTANT SUR LA SECURITE DES PIETONS AU TITRE DU PROGRAMME 2017 DE SECURITE ROUTIERE DU RESEAU DE VOIRIE DE LA VILLE DE PARIS			
Bénéficiaire	R20130 - PARIS DVD DIR VOIRIE & DEPLACEMENTS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 100,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
33 000,00 €	HT	70 %	23 100,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000759 - Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables	99 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 825 - 182004 - 18200402	1 058 000,00 €

ANNEXE 2 : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008769

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CRÉATION D'UN GIRATOIRE ENTRE LES RD 619 ET 74A À PROVINS ET SOURDUN EN SEINE-ET-MARNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	875 000,00 €	50,00 %	437 500,00 €
	Montant Total de la subvention		437 500,00 €

Imputation budgétaire : 908-825-204132-182004-200
18200402- Aménagements de sécurité sur RD

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT
77010 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BARBAUX, PRESIDENT

N° SIRET : 22770001000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : Création d'un giratoire entre les RD 619 et 74A à Provins et Sourdun en Seine-et-Marne

Date prévisionnelle de début de projet : 30 avril 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La RD 619 est l'Ex-RN 19 et constitue un axe principal traversant le département d'ouest en est, depuis Brie-Comte-Robert et la Francilienne vers Nogent-sur-Seine et l'Aube.
Elle supporte un trafic d'environ 9.500 véhicules/jour dont 9% de poids lourds et est classée de niveau 1 au Schéma Départemental d'Orientation Routières (SDOR).
La RD 74A contourne la commune de Provins par l'est et permet de rejoindre la RN 4.
Elle supporte un trafic d'environ 7000 véhicules/jour dont 7% de poids lourds et est classée de niveau 2 au SDOR précité.
L'intersection de ces deux RD est située en point bas sur la RD 619 et en point haut sur la RD 74A dans un environnement de parcelles agricoles; il se présente sous la forme d'un carrefour en T aménagé par des bordures qui matérialisent une voie dédiée au mouvement de tourne à droite depuis la RD 619, ainsi

qu'une voie centrale d'environ 100ml en faveur du mouvement de tourne à gauche sur la RD 619.
Cette RD est un itinéraire de convois exceptionnels de 2ème et 3ème catégories ainsi qu'occasionnellement emprunté par les engins agricoles lents ou de grands gabarit.
Des lignes régulières et scolaires de transports en commun circulent au droit de ce croisement.
Entre 2010 et 2015, il a été recensé 16 accidents dont 7 corporels ayant occasionné 11 victimes dont 1 décédée et 1 hospitalisée.
Une majorité des accidents est liée aux mouvements de tourne à gauche sur au droit de cette intersection qui se traduisent par des cisaillements de flux entre ces deux RD.

Description :
Le maître d'ouvrage propose de créer un giratoire entre ces deux RD pour sécuriser la totalité des flux des usagers par une diminution de la vitesse grâce aux mouvements tournants.
Les dimensions de cet aménagement respecteront les normes édictées par le CEREMA et particulièrement les rayons de giration des véhicules de grand gabarit.
La topographie du terrain naturel nécessite la mise en place de remblais pour lesquels une attention particulière sera portée sur les pentes des talus et particulièrement sur l'éloignement des fossés de pied.
Les accès au réseau existant seront conservés.
Les signalisations horizontale et verticale seront mises en conformité selon les dispositions respectives de cet aménagement afin de permettre une meilleure perception de ce carrefour situé hors agglomération.

Intérêt régional : Poursuite de la politique régionale de sécurité routière par son article 1§1 du dispositif 1 de l'annexe 6 à la délibération CR 37-14 du 19 juin 2014 visant les actions portant sur l'infrastructure.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers de la route.

Détail du calcul de la subvention :
- Dépense subventionnable : 850.000 € HT.
- Part de financement relevant de maîtrise d'ouvrage : 50% de la dépense subventionnable HT soit 437.500 €.
- Subvention régionale dans le cadre de l'article 1§1 de l'annexe 6 à la délibération CR37-14 du 19 juin 2014 visant à mettre en œuvre les actions portant sur l'infrastructure : le taux de financement maximal est de 50% du montant de la dépense subventionnable, soit une subvention de 437.500 € pour la création d'un giratoire entre les RD 619 et 74A à Provins et Sourdun en Seine-et-Marne.

Localisation géographique :
- PROVINS
- SOURDUN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES	26 250,00	3,00%
TRAVAUX	848 750,00	97,00%
Total	875 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE-DE-FRANCE	437 500,00	50,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE SEINE-ET-MARNE	437 500,00	50,00%
Total	875 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	437 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	516 100,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 225 000,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	366 800,00 €
2014	Politique énergie climat	31 000,00 €
2014	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	14 950 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	793 000,00 €
2014	Soutien aux nouvaux services à la mobilité (Inv)	147 515,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	55 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	145 828,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 100 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	2 805 230,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	588 600,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	440 000,00 €
2015	Politique énergie climat	66 035,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 652 000,00 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	25 500,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 075 000,00 €
2016	Aide à la restauration du patrimoine protégé	322 975,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	96 000,00 €
2016	Fonds Propreté	361 250,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	303 151,07 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	880 000,00 €
2016	Soutien aux nouveaux services à la mobilité (Inv)	49 500,00 €

2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 100 000,00 €
2017	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	896 000,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 050 000,00 €
	Montant total	35 482 684,07 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009213

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : AMENAGEMENTS DE SECURITE ROUTIERE AU TITRE DU PROGRAMME 2017 PORTANT SUR L'INFRASTRUCTURE DU RESEAU DE VOIRIE DE LA VILLE DE PARIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 043 000,00 €	50,00 %	521 500,00 €
	Montant Total de la subvention		521 500,00 €

Imputation budgétaire : 908-825-204142-182004-200
18200402- Aménagements de sécurité sur RD

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS DVD DIR VOIRIE & DEPLACEMENTS
Adresse administrative : 40 RUE DU LOUVRE
75001 PARIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Anne HIDALGO, Maire

N° SIRET : 21750001617302

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : AMENAGEMENTS DE SECURITE ROUTIERE AU TITRE DU PROGRAMME 2017 PORTANT SUR L'INFRASTRUCTURE DU RESEAU DE VOIRIE DE LA VILLE DE PARIS

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le réseau de voirie départementale de Paris, dont La Ville de Paris a la charge en qualité de maitre d'ouvrage, nécessite des aménagements de sécurité.
La pratique de vitesses excessives par certains usagers est la cause majoritaire de l'accidentologie reconnue.
Dans le cadre d'un programme annuel, le maitre d'ouvrage procède à la sécurisation de la voirie grâce à des aménagements particuliers portant sur l'infrastructure destinés à améliorer les caractéristiques techniques prenant en compte la configuration du site et de ses abords afin de limiter la dangerosité par la

diminution de la vitesse.
Entre les années 2011 et 2015, le bilan des accidents corporels est le suivant :
- Carrefour entre les rues de Sèvres et du Général Bertrand (7 et 13èmes arrondissements) : 9 accidents.
- Carrefour entre les avenues Duquesne et de Tourville (7ème arrondissement) : 5 accidents ayant occasionnés 7 victimes dont 1 hospitalisée.
- Débouchés des boulevards Haussmann et Malesherbes et des rues d'Astorg et de la Boétie sur la place Saint-Augustin (8ème arrondissement) : 28 accidents ayant occasionnés 36 victimes.
- Carrefour entre les rues Yves Toudic, Dieu et Beaurepaire (10ème arrondissement) : 5 accidents ayant occasionnés 5 victimes.
- Carrefour entre les rues Cambronne et Lecourbe (15ème arrondissement) : 17 accidents ayant occasionnés 18 victimes dont 3 hospitalisées.
- Carrefour entre les rues Eugène Carrière et Lamarck (18ème arrondissement) : 10 accidents ayant occasionnés 12 victimes dont 1 hospitalisée.

Description :
Afin de remédier aux dysfonctionnements constatés, le maitre d'ouvrage propose les aménagements suivant afin de sécuriser tous les types d'usagers de la route.
Ces améliorations portent principalement sur les points de la classification suivante :

1) CREATION D'UN PLATEAU SURELEVE :
- Carrefour entre les rues Yves Toudic, Dieu et Beaurepaire (10ème arrondissement),
- Carrefour entre les rues Eugène Carrière et Lamarck (18ème arrondissement),

2) MODIFICATION DE LA VISIBILITE RECIPROQUE ENTRE LES USAGERS PAR LA DIMINUTION DE LA LARGEUR DE LA CHAUSSEE :
- Carrefour entre les rues Cambronne et Lecourbe (15ème arrondissement),

3) CREATION D'ILOTS CENTRAUX DE REFUGE ET ADAPTATION DE LA SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLORE :
- Carrefour entre les avenues Duquesne et de Tourville (7ème arrondissement),

4) CREATION DE LA SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLORE :
- Carrefour entre les rues de Sèvres et du Général Bertrand (7 et 13èmes arrondissements),

5) RECONFIGURATION DE L'ESPACE AVEC ADAPTATION DE LA SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLORE :
- Débouchés des boulevards Haussmann et Malesherbes et des rues d'Astorg et de la Boétie sur la place Saint-Augustin (8ème arrondissement),

Ces aménagements seront adaptés en faveur des personnes handicapées et à mobilité réduite.
Les signalisations horizontale et verticale seront mises en conformité selon les dispositions respectives de chaque aménagement.

Intérêt régional : Poursuite de la politique régionale de sécurité routière par son article 1§1 du dispositif 1 de l'annexe 6 à la délibération CR 37-14 du 19 juin 2014 visant à sécuriser les zones d'accumulations d'accidents répertoriés.

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers de la route.

Détail du calcul de la subvention :

- Dépense subventionnable : 1.043.000 € HT.
- Part de financement relevant de maîtrise d'ouvrage : 50% de la dépense subventionnable HT soit 521.500 €.
- Subvention régionale dans le cadre de l'article 1§1 du dispositif 1 de l'annexe 6 à la délibération CR37-14 du 19 juin 2014 visant à sécuriser les zones d'accumulations d'accidents répertoriés : le taux de financement maximal est de 50% du montant de la dépense subventionnable, soit une subvention de 521.500 € pour les aménagements de sécurité routière au titre du programme 2017 portant sur l'infrastructure du réseau de voirie de la Ville de Paris.

Localisation géographique :

- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX D'AMENAGEMENTS DE VOIRIE	1 043 000,00	100,00%
Total	1 043 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	521 500,00	50,00%
VILLE DE PARIS	521 500,00	50,00%
Total	1 043 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €
2018	365 000,00 €
2019	106 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	684 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des piétons	221 700,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	432 000,00 €
2015	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes	339 000,00 €

	les plus vulnérables	
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	15 000,00 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	474 500,00 €
2016	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables	108 700,00 €
	Montant total	2 274 900,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009185

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : AMENAGEMENTS PORTANT SUR LA SECURITE DES PIETONS AU TITRE DU PROGRAMME 2017 DE SECURITE ROUTIERE DU RESEAU DE VOIRIE DE LA VILLE DE PARIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables	253 000,00 €	30,00 %	75 900,00 €
	Montant Total de la subvention		75 900,00 €

Imputation budgétaire : 908-825-204142-182004-200
18200402- Aménagements de sécurité sur RD

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS DVD DIR VOIRIE & DEPLACEMENTS
Adresse administrative : 40 RUE DU LOUVRE
75001 PARIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Anne HIDALGO, Maire

N° SIRET : 21750001617302

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : AMENAGEMENTS PORTANT SUR LA SECURITE DES PIETONS AU TITRE DU PROGRAMME 2017 DE SECURITE ROUTIERE DU RESEAU DE VOIRIE DE LA VILLE DE PARIS

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le réseau de voirie départementale de Paris, dont La Ville de Paris a la charge en qualité de maitre d'ouvrage, nécessite des aménagements de sécurité.
Le tissu urbain historique contraint fortement les dispositions des aménagements de voirie pour optimiser le partage multimodal des déplacements.

Néanmoins, la pratique de vitesse excessive par certains usagers est la cause majoritaire de l'accidentologie reconnue.
Le maitre d'ouvrage procède à la sécurisation de plusieurs carrefours dont la dangerosité est reconnue par les croisements de tous les types d'usagers particulièrement un flux important de piétons en raison de la proximité d'établissements recevant du public (ERP).

Description :
Afin de remédier aux dysfonctionnements constatés, le maitre d'ouvrage propose les aménagements suivants afin de sécuriser les usagers en particulier les plus vulnérables que sont les piétons.

Ces améliorations portent principalement sur les points de la classification suivante :

1) DIMINUTION PONCTUELLE DE LA LARGEUR DE LA CHAUSSEE ET CREATION D'UNE TRAVERSEE PIETONNE :
- Carrefour entre les rues de Maubeuge et Ambroise Paré aux abords de l'hôpital Lariboisière (10ème arrondissement).

2) CREATION D'UN CARREFOUR SURELEVE :
- Carrefour entre les rues de Domrémy, Xaintrailles, Dunois et du Dessous des Berges aux abords de deux établissements scolaires (13ème arrondissement).

3) CREATION DE TRAVERSEES PIETONNES PROTEGEES PAR SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLORE :
- Carrefour entre les rues Jean-Baptiste Sémanaz et Sigmund Freud aux abords de la piscine Fernand-Blanluet située sur la commune du Pré Saint Gervais (19ème arrondissement).

Ces aménagements seront adaptés en faveur des personnes handicapées et à mobilité réduite.
Les signalisations horizontale et verticale seront mises en conformité selon les dispositions respectives de chaque aménagement.

Intérêt régional : Poursuite de la politique régionale de sécurité routière par son article 1§1 du dispositif 2 de l'annexe 6 à la délibération CR 37-14 du 19 juin 2014 visant à renforcer la sécurité des usagers les plus vulnérables et à limiter les comportements à risque.

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers de la route dont les plus vulnérables que sont les piétons.

Détail du calcul de la subvention :
- Dépense subventionnable : 253.000 € HT.
- Part de financement relevant de maîtrise d'ouvrage : 30% de la dépense subventionnable HT soit 75.900 €.
- Subvention régionale dans le cadre de l'article 1§1 du dispositif 2 de l'annexe 6 à la délibération CR37-14 du 19 juin 2014 visant à renforcer la sécurité des usagers les plus vulnérables : le taux de financement maximal est de 30% du montant de la dépense subventionnable, soit une subvention de 75.900 € pour les aménagements portant sur la sécurité des piétons au titre du programme 2017 de sécurité routière du réseau de voirie de la Ville de Paris.

Localisation géographique :

- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE VOIRIE	253 000,00	100,00%
Total	253 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	75 900,00	30,00%
VILLE DE PARIS	177 100,00	70,00%
Total	253 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	37 000,00 €
2018	22 000,00 €
2019	16 900,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	684 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des piétons	221 700,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	432 000,00 €
2015	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables	339 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	15 000,00 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	474 500,00 €
2016	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables	108 700,00 €
	Montant total	2 274 900,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009191

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : AMENAGEMENT PORTANT SUR LA SECURITE DES PIETONS AU TITRE DU PROGRAMME 2017 DE SECURITE ROUTIERE DU RESEAU DE VOIRIE DE LA VILLE DE PARIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables	33 000,00 €	70,00 %	23 100,00 €
	Montant Total de la subvention		23 100,00 €

Imputation budgétaire : 908-825-204142-182004-200
18200402- Aménagements de sécurité sur RD

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS DVD DIR VOIRIE & DEPLACEMENTS
Adresse administrative : 40 RUE DU LOUVRE
75001 PARIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Anne HIDALGO, Maire

N° SIRET : 21750001617302

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : AMENAGEMENT PORTANT SUR LA SECURITE DES PIETONS AU TITRE DU PROGRAMME 2017 DE SECURITE ROUTIERE DU RESEAU DE VOIRIE DE LA VILLE DE PARIS

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le réseau de voirie départementale de Paris, dont la Ville de Paris a la charge en qualité de maitre d'ouvrage, nécessite des aménagements de sécurité.
Le tissu urbain historique contraint fortement les dispositions des aménagements de voirie pour optimiser le partage multimodal des déplacements.

Par ailleurs, la pratique de vitesse excessive par certains usagers est la cause majoritaire de l'accidentologie reconnue.
Le maitre d'ouvrage procède à la sécurisation d'un carrefour dont la dangerosité est reconnue par les croisements de tous les types d'usagers particulièrement un flux important de piétons en raison de la proximité d'un établissement public local d'enseignement (collège/lycée privé La Rochefoucauld dans le 7ème arrondissement).

Description :
Afin de remédier aux dysfonctionnements constatés, le maitre d'ouvrage propose l'aménagement suivant afin de sécuriser les usagers en particulier les plus vulnérables que sont les piétons majoritairement des collégiens et lycéens.

Ces améliorations portent principalement sur les points de la classification suivante :
- Elargissement ponctuel du cheminement des piétons aux droits des deux traversées et création du mobilier d'accroche vélo sur un linéaire d'environ 5ml en amont pour supprimer le stationnement et faciliter ainsi la visibilité réciproque.

Cet aménagement sera adapté en faveur des personnes handicapées et à mobilité réduite.
Les signalisations horizontale et verticale seront mises en conformité selon les dispositions respectives de cet aménagement.

Intérêt régional : Poursuite de la politique régionale de sécurité routière par son article 1§1 du dispositif 2 de l'annexe 6 à la délibération CR 37-14 du 19 juin 2014 visant à renforcer la sécurité des usagers les plus vulnérables et à limiter les comportements à risque.

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers de la route dont les plus vulnérables que sont les piétons et particulièrement les lycéens.

Détail du calcul de la subvention :
- Dépense subventionnable : 33.000 € HT.
- Part de financement relevant de maîtrise d'ouvrage : 70% de la dépense subventionnable HT soit 23.100 €.
- Subvention régionale dans le cadre de l'article 1§1 du dispositif 2 de l'annexe 6 à la délibération CR37-14 du 19 juin 2014 visant à renforcer la sécurité des usagers les plus vulnérables : le taux de financement maximal est de 70% du montant de la dépense subventionnable, soit une subvention de 23.100 € pour les aménagements portant sur la sécurité des piétons au titre du programme 2017 de sécurité routière du réseau de voirie de la Ville de Paris.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE VOIRIE	23 100,00	100,00%
Total	23 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	23 100,00	70,00%
VILLE DE PARIS	9 900,00	30,00%
Total	33 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	18 500,00 €
2018	4 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	684 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des piétons	221 700,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	432 000,00 €
2015	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables	339 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	15 000,00 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	474 500,00 €
2016	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables	108 700,00 €
	Montant total	2 274 900,00 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 07/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 07/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017- 238

DU 5 JUILLET 2017

ÉLECTRIFICATION DE LA LIGNE PARIS-TROYES SECTIONS GRETZ-TROYES ET LONGUEVILLE-PROVINS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales;
VU Le Code des transports;
VU La loi n° 82.1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs et notamment les articles 14, 18 et 28-3;
VU La délibération n° CR 50-11 du 23 juin 2011 approuvant le protocole relatif au financement complémentaire des travaux d'électrification de la ligne ferroviaire Paris-Bâle, sections Gretz-Troyes et Longueville-Provins ;
VU La délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au Plan d'action Régional en faveur de la Mobilité Durable
VU La délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 approuvant le versement des subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale, dans son article 3 ;
VU La délibération cadre n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan État-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens;
VU La délibération n° CR 130-16 du 7 juillet 2016 approuvant le protocole relatif au financement des travaux d'électrification de la ligne Paris-Troyes, sections Gretz-Troyes et Longueville-Provins ;
VU La délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant formalisant la révision du Contrat de Plan État Région Île-de-France 2015-2020 portant sur le volet mobilité multimodale ;
VU La délibération n° CP 09-1244 du 17 novembre 2009 approuvant la convention de financement relatives aux études préalables à l'ensemble des procédures administratives et des études de projet afférentes à l'opération d'électrification de la ligne ferroviaire Paris-Troyes (section Gretz-Troyes) et portant affectation d'une autorisation de programme en son article 3 ;
VU La délibération n° CP 12-863 du 21 novembre 2012 approuvant l'avenant à la convention de financement relatif à l'opération électrification de la ligne Paris Troyes et portant affectation d'une autorisation de programme en son article 1 ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission des transports ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-238 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article n ° 1 :

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **13 154 220 €.**

Bénéficiaire	**Opération**	**Localisation**	**Action (481004011)**
SNCF Réseau	Electrification de la ligne Paris-Troyes	Région Ile-de-France	13 154 220 €

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **13 154 220 €** disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 811 «Transport ferroviaire régional de voyageurs», programme PR 811-004 «Liaisons ferroviaires», action 481004011 Liaisons ferroviaires» du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :

- Volet 1 «Mobilité multimodale»
- Sous-volet 12 «Opérations multimodales hors Nouveau Grand Paris»
- Action 122 «Projets ferroviaires»

Article n° 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Code IRIS du dossier	**Libellé IRIS du dossier**	**Bénéficiaire**	**Date prévisionnelle de démarrage**
17008635	Electrification de la ligne Paris troyes	SNCF réseau	13/03/2017

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-238	Budget	2017

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs**
Programme	**481004 - Liaisons ferroviaires**
Action	**481004011 - Liaisons ferroviaires**

Dispositif : N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun

Dossier	17008635 - Ligne Paris-Troyes - Electrification des sections Gretz-Troyes et Longueville-Provins			
Bénéficiaire	R14154 - RFF SNCF RESEAU			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Paris-Troyes (part Ile-de-France) - Hors CPRD			
Montant total	13 154 220,00 €		Code nature	2041723
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
56 626 000,00 €	HT	23,23 %	13 154 220,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun	13 154 220,00 €

Total sur l'imputation 908 - 811 - 481004 - 481004011	13 154 220,00 €

FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008635

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LIGNE PARIS-TROYES - ELECTRIFICATION DES SECTIONS GRETZ-TROYES ET LONGUEVILLE-PROVINS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	56 626 000,00 €	23,23 %	13 154 220,00 €
	Montant Total de la subvention		13 154 220,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93418 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Patrick JEANTET, PRESIDENT

N° SIRET : 41228073720375

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : l'électrification des sections Gretz-Troyes et Longueville-Provins de la ligne Paris-Troyes

Date prévisionnelle de début de projet : 13 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Tel que prévu à l'article 12-4 de la convention de financement de ce projet, il est tenu compte des dépenses réalisées à compter du lancement des travaux du poste de Romilly pour la phase 0 et de la date de délibération de la première collectivité approuvant la présente convention, et attribuant les subventions afférentes pour la phase 1. La ville de Troyes (première collectivité à approuver cette convention) a délibéré le 13 mars 2017.

Objectifs :
Le projet d'électrification de la ligne entre Gretz-Armainvilliers et Troyes et son antenne entre Longueville et Provins est inscrit depuis plus de 15 ans dans le CPER. Liaison à la fois interrégionale et francilienne, cette ligne revêt un caractère stratégique pour les territoires desservis, territoires encore trop enclavés et souffrant de nombreuses inégalités sociales et territoriales, en particulier la Seine-et-Marne. La ligne P est la dernière ligne non encore entièrement électrifiée en Île-de-France (section Meaux- La Ferté Milon et section Gretz-Armainvilliers-Provins).

Description :
La présente subvention permettra de financer une première partie de la phase 1 des travaux d'électrification de la ligne Paris-Troyes et plus particulièrement :
- des travaux de la première phase opérationnelle entre Gretz-Armainvilliers, Longueville et Nogent-sur-Seine, de l'antenne Longueville-Provins et des aménagements anticipés à Romilly-sur-Seine et Troyes : renouvellement du poste de signalisation de Romilly-sur-Seine (phase 0), raccordement électrique à la sous-station de Coubert et relèvement des ouvrages d'art (phase 1) ;
- des études anticipant la seconde phase opérationnelle entre Nogent-sur-Seine et Troyes : études du raccordement électrique au réseau RTE de la sous-station de Saint-Mesmin.

Moyens mis en œuvre :
SNCF Réseau est maître d'ouvrage de l'intégralité de l'opération objet de la présente convention y compris les raccords routiers des ponts-routes. La maîtrise d'ouvrage comprend les études d'avant-projet et de projet ainsi que l'ensemble des travaux nécessaires à l'électrification de la ligne ferroviaire (caténaires, alimentation électrique, etc) et à l'adaptation des ouvrages d'art en lien avec les gestionnaires de voirie concernés.

Intérêt régional : Pour l'Île-de-France, l'électrification permettra de déployer le Francilien sur la ligne Paris-Provins, homogénéisant ainsi le parc de matériel roulant et diminuant les coûts de maintenance. L'homogénéisation du matériel roulant bénéficiera en particulier à tous les usagers de la ligne P du Transilien par une amélioration de la régularité de la ligne et de meilleures conditions de transport (confort, information, sécurité…).

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Cette infrastructure permettra l'amélioration des conditions de déplacements de nombreux franciliens usagers de la ligne P et de la ligne Paris-Troyes et Paris-Provins.

Détail du calcul de la subvention :
La réalisation des travaux d'électrification de la phase 1 de la ligne Paris-Troyes est financée par l'Etat, la région Ile-de-France, la région Grand Est, le département de l'Aube, le département de Seine-et-Marne, Troyes Champagne Métropole, la Ville de Troyes, la communauté de communes du Nogentais, la communauté de commune des Portes de Romilly, la ville de Nogent-sur-Seine, la ville de Romilly-sur-Seine et SNCF-Réseau dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.
La SNCF Réseau finance sur fonds propres la phase 0 de l'opération.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Paris-Troyes (part Ile-de-France)

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Foncier	505 000,00	0,89%
Etudes de signalisation et commande de matériel	8 604 000,00	15,19%
Travaux de raccordement sous-station de Coubert	2 689 000,00	4,75%
Catenaires (études)	18 607 000,00	32,86%
Etudes de raccordement RTE sous-sation de Saint-Mesmin	269 000,00	0,48%
Travaux ouvrages d'art 3-5-9-10-15-16-17	3 227 000,00	5,70%
Ouvrages d'art : tunnel des Bouchots	2 151 000,00	3,80%
Ouvrages d'art : 19 à 29	7 959 000,00	14,06%
Provisions pour risques	4 401 000,00	7,77%
Frais maître d'oeuvre	6 565 000,00	11,59%
Frais Maîtrise d'ouvrage	1 649 000,00	2,91%
Total	56 626 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat Grand Est	10 192 680,00	18,00%
Etat Ile-de-France	14 156 500,00	25,00%
Région Grand Est	10 192 680,00	18,00%
Région Ile-de-France	13 154 220,00	23,23%
Troyes Champagne Métropole	3 411 150,00	6,02%
Ville de Troyes	481 320,00	0,85%
Communauté de communes du Nogentais	23 783,00	0,04%
Communauté de communes des Portes de Romilly	23 783,00	0,04%
Ville de Nogent-sur-Seine	11 892,00	0,02%
Ville de Romilly-sur-Seine	11 892,00	0,02%
Département de l'Aube	3 963 820,00	7,00%
Département de Seine-et-Marne	1 002 280,00	1,77%
Total	56 626 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €
2018	2 071 900,00 €
2019	5 218 388,00 €
2020	5 863 932,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accessibilité des transports	8 973 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 892 260,00 €
2014	Protections phoniques le long du réseau ferré	735 589,04 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 901 000,00 €
2014	Voirie des TIRN	800 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	14 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	26 562 398,40 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	4 012 404,41 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	5 370 000,00 €
2016	Accessibilité des transports	48 750 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	2 930 488,98 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	68 159 985,80 €
2016	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	7 831 000,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	6 000 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	9 660 000,00 €
	Montant total	364 497 695,60 €

CONVENTION

CONTRATS DE PLAN ÉTAT-RÉGIONS 2015-2020

Régions Île-de-France et Grand Est

CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT DES TRAVAUX D'ELECTRIFICATION DE LA LIGNE FERROVIAIRE PARIS-TROYES, SECTIONS GRETZ-TROYES ET LONGUEVILLE-PROVINS

PHASE 0 : POSTE DE SIGNALISATION DE ROMILLY-SUR-SEINE

PHASE 1 : ELECTRIFICATION DES SECTIONS GRETZ / LONGUEVILLE / NOGENT-SUR-SEINE et LONGUEVILLE / PROVINS

TRANCHE 1 : POSTE DE SIGNALISATION DE ROMILLY-SUR-SEINE – RACCORDEMENT ELECTRIQUE SOUS-STATION DE COUBERT – RELEVEMENT DES OUVRAGES D'ART

« **Paris-Troyes – Phases 0 et 1 – Tranche 1 – Romilly-Coubert-OA – COFI1** »

Entre les soussignés,

▪**L'État**, représenté par M. François POUPARD, Directeur Générale des infrastructures, des transports et de la mer, M. Stéphane FRATACCI, Préfet de la Région Grand Est et M. Michel DELPUECH, Préfet de la Région Île-de-France ;

▪**La Région Île-de-France**, représentée par la présidente du Conseil régional, Mme Valérie PECRESSE ;

▪**La Région Grand Est**, représentée par le président du Conseil régional, M. Philippe RICHERT ;

Le Département de la Seine-et-Marne, représenté par le président du Conseil départemental, M. Jean-Jacques BARBAUX ;

Le Département de l'Aube, représenté par le président du Conseil départemental, M.

Troyes Champagne Métropole, représenté par le président de la Communauté d'Agglomération, M. François BAROIN ;

La Ville de Troyes, représentée par le maire de Troyes, M. François BAROIN ;

La Communauté de Communes du Nogentais, représentée par le président de la Communauté de communes, M. Christian TRICHE ;

La Communauté de Communes des Portes de Romilly-sur-Seine, représentée par le président de la Communauté de communes, M. Eric VUILLEMIN ;

La Ville de Nogent-sur-Seine, représentée par le maire de Nogent-sur-Seine, M. Hugues FADIN ;

La Ville de Romilly-sur-Seine, représentée par le maire de Romilly-sur-Seine, M. Eric VUILLEMIN ;

•**SNCF Réseau**, Etablissement Public Industriel et Commercial, immatriculé au registre du commerce et des sociétés sous le n° RCS BOBIGNY 412.280.737, dont le siège est 15/17 rue Jean-Philippe Rameau CS 80001 – 93 418 La Plaine Saint-Denis Cedex, représenté par son président, M. Patrick JEANTET.

Vu :

les articles L2111-9 à L2111-14 du code des transports relatifs à SNCF Réseau,

le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement;

la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 sur la maîtrise d'ouvrage publique ;

le décret du 5 mai 1997 modifié par le décret 2015-140 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau ;

le contrat de plan État-Région 2000-2006 de la Région Champagne-Ardenne signé le 11 avril 2000 ;

la convention de financement des études d'avant-projet, en date du 28 août 2001 ;

le contrat de projets Etat-Région 2007-2014 de la Région Île-de-France signé le 23 mars 2007 ;

le contrat de projets Etat-Région 2007-2014 de la Région Champagne-Ardenne signé le 21 mars 2007 ;

la convention générale de mise en oeuvre et de suivi du contrat de projets Champagne-Ardenne signée le 26 octobre 2007 ;

la convention de financement et de réalisation de la deuxième phase de la LGV-Est Européenne signée le 1er septembre 2009;

la convention de financement, signée le 20 décembre 2007, relative au financement des travaux relatifs à la reconstruction du pont Voltaire à Troyes ;

la convention d'application relative aux travaux d'électrification de la ligne ferroviaire Paris-Bâle, section Gretz-Troyes signée le 30 novembre 2009 ;

la convention de financement des études relatives à l'électrification de la ligne ferroviaire Paris-Bâle, section Gretz-Troyes signée le 30 novembre 2009 et son avenant signé le 23 octobre 2013 ;

le protocole relatif au financement complémentaire des travaux d'électrification de la ligne ferroviaire Paris-Troyes, sections Gretz-Troyes et Longueville-Provins du 9 décembre 2011 ;

le contrat de plan Etat-Région 2015-2020 de la Région Île-de-France signé le 9 juillet 2015 ;

le contrat de plan Etat-Région 2015-2020 de la Région Champagne-Ardenne signé le 28 août 2015;

le protocole relatif au financement des travaux de l'électrification de la ligne ferroviaire Paris-Troyes signé le 13/09/2016 ;

la délibération de la Commission permanente du Conseil régional d'Île-de-France en date du ;

la délibération de la Commission permanente du Conseil régional Grand Est en date du ;

la délibération de la Commission du Département de l'Aube en date du ;

la délibération du Conseil départemental de la Seine-et-Marne en date du ;

la délibération du conseil communautaire de Troyes Champagne Métropole n° 23 en date du 27 mars 2017;

la délibération du conseil municipal de la Ville de Troyes n°6 en date du 13 mars 2017 ;

la délibération du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Nogentais en date du ;

la délibération du conseil communautaire de la Communauté de Communes des Portes de Romilly-sur-Seine en date du ;

la délibération du conseil municipal de la Ville de Nogent-sur-Seine en date du ;

la délibération du conseil municipal de la Ville de Romilly-sur-Seine en date du .

PRÉAMBULE

La ligne Paris-Troyes-Belfort-Mulhouse via Longueville et l'antenne Longueville-Provins, appelée historiquement « ligne 4 » est une ligne classique du réseau ferré national qui dessert le sud-est de l'Île-de-France et le sud de la Champagne-Ardenne et de l'Alsace en région Grand Est. Elle revêt un caractère stratégique pour les territoires desservis, en participant à leur aménagement et à la dynamisation de leur économie.

La section Gretz-Armainvilliers – Troyes via Longueville reste une des dernières radiales ferroviaires du bassin parisien à ne pas disposer des possibilités offertes par la traction électrique. Ce projet d'électrification vise à améliorer sensiblement les conditions d'exploitation pour tous les types de trains : grandes lignes Intercités, trains régionaux TER Grand Est, trains franciliens Transilien et services de fret. Sa réalisation permettra une plus grande fiabilité des matériels roulants par le déploiement d'un nouveau parc, une diminution de la pollution de l'air et une réduction significative des émissions de gaz à effet de serre.

L'Etat, les Conseils Régionaux Grand Est et Ile-de-France, le Conseil Départemental de l'Aube, la Communauté d'agglomération Troyes Champagne Métropole, la Ville de Troyes, la Communauté de Communes du Nogentais, la Communauté de Communes des Portes de Romilly-sur-Seine, la Ville de Nogent-sur-Seine, la Ville de Romilly-sur-Seine, et SNCF Réseau (ex-RFF) ont confirmé en 2009 leur volonté commune de réaliser l'électrification complète des sections Gretz-Troyes et Longueville-Provins, de façon à assurer une desserte de meilleure qualité et accroitre la fiabilité de l'offre entre Paris et Provins pour les trains Transilien de la ligne P et entre Paris et Troyes pour les trains TET Intercités et les TER Grand Est.

Cet accord, sous forme d'une convention d'application des CPER 2007-2014, a permis de lancer l'actualisation des études d'avant-projet réalisées entre 2001 et 2003 et, parallèlement, d'engager les études préalables à l'ensemble des procédures administratives nécessaires à l'opération sur la section de ligne entre Gretz et Troyes, qui ont permis de préciser les conditions de réalisation des travaux.

Le protocole relatif au financement complémentaire des travaux d'électrification de la ligne ferroviaire Paris-Troyes est venu compléter en 2011 le financement du projet en Île-de-France à hauteur de celui en Champagne-Ardenne.

L'enquête publique a été réalisée en 2013 et la déclaration d'utilité publique (DUP) prononcée le 27 janvier 2014.

Les travaux d'électrification de la ligne Paris-Troyes ont été inscrits dans les contrats de plan Etat-Région 2015-2020 des régions Champagne-Ardenne et Île-de-France signés en 2015, dans la suite des CPER précédents qui ont vu le financement des études.

Suite à la mission confiée au Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD), le secrétaire d'Etat chargé des Transports, de la Mer et de la Pêche a porté son choix sur une première phase de travaux conduisant à l'électrification de la section Gretz-Armainvilliers – Nogent-sur-Seine dans l'Aube et de l'antenne Longueville-Provins en Seine-et-Marne complétée par des aménagements anticipant la deuxième phase à Romilly-sur-Seine et Troyes dans l'Aube.

Le comité de pilotage du 5 octobre 2015 à Troyes a entériné ce choix et proposé de lancer les études de niveau projet sur les reliquats des crédits de la convention de 2009.

En mars 2016, le Département de Seine-et-Marne a fait part de son accord pour participer au financement de ce projet.

Le protocole relatif au financement des travaux de l'électrification de la ligne Paris-Troyes à hauteur de 242 M€ HT aux conditions économiques de juin 2010 correspondant à 320 M€ HT aux conditions économiques de réalisation a été signé par l'ensemble des parties à Troyes le 13 septembre 2016.

L'objectif est maintenant de définir les principes et modalités de réalisation et de financement de la tranche 1 des phases 0 et 1 du projet d'électrification de la ligne Paris-Troyes.

EN CONSÉQUENCE, IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

Article 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties et de préciser les principes et modalités de réalisation et de financement du projet d'électrification de la ligne Paris-Troyes et plus particulièrement :

- des travaux de la première phase opérationnelle entre Gretz-Armainvilliers, Longueville et Nogent-sur-Seine, de l'antenne Longueville-Provins et des aménagements anticipés à Romilly-sur-Seine et Troyes : renouvellement du poste de signalisation de Romilly-sur-Seine (phase 0), raccordement électrique à la sous-station de Coubert et relèvement des ouvrages d'art (phase 1) ;
- des études anticipant la seconde phase opérationnelle entre Nogent-sur-Seine et Troyes : études du raccordement électrique au réseau RTE de la sous-station de Saint-Mesmin.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés au projet, objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Paris-Troyes – Phases 0 et 1 – Tranche 1 – Romilly-Coubert-OA – COFI1 »

Article 2 – CONSISTANCE DE L'OPERATION

Le projet d'électrification de la ligne Paris – Troyes consiste à réaliser principalement les travaux suivants :

- dégagement du gabarit nécessaire sur les ouvrages d'art entre Gretz-Armainvilliers, Longueville, Provins, Nogent-sur-Seine, Romilly-sur-Seine et Troyes ;
- mise en œuvre des installations fixes de traction électrique (IFTE) : poteaux, caténaires et équipements attenants ;
- raccordement à la sous-station d'alimentation électrique de Coubert ;
- installation d'une sous-station d'alimentation électrique et son raccordement au réseau de RTE dans le secteur de St-Mesmin ainsi que des postes de sectionnement intermédiaires.

La mission du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD), confiée par le Secrétaire d'Etat chargé des Transports, a conduit à proposer, dans le rapport du 25 mai 2015, le phasage de l'opération suivant :

- phase 1 : travaux d'électrification (renouvellement du poste de signalisation de Romilly-sur-Seine – renommé en 2016 : phase 0 du projet), dégagement du gabarit des ouvrages d'art, IFTE, raccordement et alimentation électrique de la ligne à Coubert) des sections Gretz-Armainvilliers – Longueville - Nogent-sur-Seine et l'antenne Longueville - Provins ainsi que les travaux préparatoires à l'électrification de la section Nogent-sur-Seine - Troyes dans le périmètre des gares de Romilly-sur-Seine et Troyes ;
- phase 2 : travaux d'électrification (dégagement du gabarit des ouvrages d'art, IFTE, raccordement et alimentation électrique de la ligne à St-Mesmin) des sections Nogent-sur-Seine – Troyes.

Cette proposition a été approuvée par le Secrétaire d'Etat chargé des Transports, de la Mer et de la Pêche dans son courrier du 18 juin 2015 et entérinée par le Comité de pilotage du 5 octobre 2015 à Troyes.

Article 3 – CONSISTANCE DU PERIMETRE DE LA CONVENTION

Le périmètre de la phase 0 (Poste de Romilly-sur-Seine) et de la phase 1 - tranche 1 (sections Gretz-Armainvilliers - Nogent-sur-Seine et antenne Longueville - Provins) du projet d'électrification de la ligne Paris – Troyes consiste à réaliser principalement les travaux suivants :

- **Phase 0 :** travaux de renouvellement (EXE/REA) du poste de signalisation de Romilly-sur-Seine ;
- **Phase 1 - tranche 1 :**
  - études d'exécution (EXE) de signalisation ferroviaire ;
  - travaux de dégagement (EXE/REA) du gabarit nécessaire sur les ouvrages d'art entre Gretz-Armainvilliers, Longueville, Provins et Nogent-sur-Seine ;
  - travaux de raccordement (EXE/REA) à la sous-station d'alimentation électrique de Coubert ;
- **en anticipation de la phase 2 - tranche 1 :**
  - travaux préparatoires à l'électrification de la section Nogent-sur-Seine - Troyes dans le périmètre de Romilly-sur-Seine et Troyes ;études d'exécution (EXE) de l'installation d'une sous-station d'alimentation électrique et son raccordement au réseau de RTE à Saint-Mesmin.

Article 4 - MAITRISE D'OUVRAGE DE L'OPERATION

SNCF Réseau est maître d'ouvrage de l'intégralité de l'opération objet de la présente convention y compris les raccords routiers des ponts-routes. La maîtrise d'ouvrage comprend les études d'avant-projet et de projet ainsi que l'ensemble des travaux nécessaires à l'électrification de la ligne ferroviaire (caténaires, alimentation électrique, etc) et à l'adaptation des ouvrages d'art en lien avec les gestionnaires de voirie concernés.

Article 5 - ESTIMATION ET CALENDRIER PREVISIONNELS DE L'OPERATION

Les études réalisées entre 2009 et 2012 par SNCF Réseau ont permis d'évaluer le coût du projet à 235,5 M€ HT aux conditions économiques de juin 2010, dans la convention d'application de 2009 et le protocole de 2011. Dans le cas d'une réalisation en deux phases successives, en incluant la réalisation du raccordement à la sous-station d'alimentation électrique de Coubert et une provision pour risques et aléas réexaminée à 10%, le montant des travaux est estimé à **242 M€ HT** aux conditions économiques de juin 2010.

A périmètre constant, cette estimation s'établit à **320 M€ HT** aux conditions économiques de réalisation dans le cas d'une réalisation en deux phases successives (sur la base d'une hypothèse de réalisation des travaux de 2016 à 2022) avec un taux prévisionnel d'actualisation de 3% par an en vigueur dans les opérations du CPER 2007-2013.

Le calendrier prévisionnel de l'opération figure en annexe 2.

Article 6 – COUT D'OBJECTIF, DECOMPOSITION PAR POSTES ET CALENDRIER DE LA TRANCHE 1 (PHASES 0 et 1)

L'estimation de la tranche 1 de la présente convention s'établit à **69,310 M€ HT** aux conditions économiques de juin 2010 soit **74,616 M€ HT** aux conditions économiques de réalisation avec une actualisation réelle jusqu'en janvier 2016 et un taux prévisionnel d'actualisation de 1,8% par an en vigueur dans les opérations du CPER 2015-2020 Ile-de-France.

Les prestations de la tranche 1 des phases 0 et 1 de la présente convention se décomposent comme suit :

POSTE DE DEPENSES (Phases 0 et 1)			Phase 0		Phase 1	
			M€ CE 06/10	M€ courants	M€ CE 06/10	M€ courants
Travaux EXE/REA poste de signalisation de Romilly-sur-Seine			13,000 M€	13,982 M€		
Foncier					0,470 M€	0,505 M€
Etudes EXE de signalisation + commande matériel					8,000 M€	8,604 M€
Travaux de raccordement EXE/REA sous-station de Coubert					2,500 M€	2,689 M€
Caténaires	Etudes EXE	(36% MBP)			17,300 M€	18,607 M€
	Travaux REA	Gretz-Longueville			Tranche 2	Tranche 2
	Travaux REA	Longueville-Provins			Tranche 2	Tranche 2
	Travaux REA	Longueville-Nogent			Tranche 2	Tranche 2
Etudes EXE raccordement RTE sous-station de St-Mesmin (anticipation phase 2)					0,250 M€	0,269 M€
Travaux EXE/REA ouvrages d'art (OA)		OA 3-5-9-10-15-16-17			3,000 M€	3,227 M€
		Tunnel des Bouchots			2,000 M€	2,151 M€
		OA 19 à 29			7,400 M€	7,959 M€
		OA 31-33-42-58-59			Tranche 2	Tranche 2
		OA 66			Tranche 2	Tranche 2
TOTAL			**13,000 M€**	**13,982 M€**	**40,920 M€**	**44,011 M€**
	PR (provisions pour risques)	10%	1,300 M€	1,398 M€	4,092 M€	4,401 M€
	MOE	13,56%	1,939 M€	2,086 M€	6,040 M€	6,565 M€
	MOA	3%	0,487 M€	0,524 M€	1,532 M€	1,649 M€
TOTAL GENERAL			**16,726 M€**	**17,990 M€**	**52,584 M€**	**56,626 M€**

Le calendrier prévisionnel de la première phase de l'opération est détaillé dans le planning directeur en annexe 3.

L'objectif visé est une mise en service de la section Gretz-Nangis-Longueville fin 2020, sous réserve de pouvoir massifier les travaux sur cette section en 2019 (cette réserve pourra être levée en fin d'études de projet), et une mise en service de la section Nangis-Nogent-sur-Seine au plus tard fin 2021..

Article 7 – SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX

Le suivi de la convention sera réalisé dans le cadre des instances de suivi et de gouvernance du projet d'électrification de la ligne Paris-Troyes sous la présidence du préfet coordonnateur ou de son représentant : comité technique opérationnel Ile-de-France – Grand Est, Comité technique restreint aux financeurs ou élargis, Comité de pilotage.

Le comité technique opérationnel réunira au niveau technique les représentants des financeurs et de la maîtrise d'ouvrage pour évoquer l'avancement physique, technique et financier des travaux à période régulière ou dès qu'une alerte particulière le justifiera.

Le maître d'ouvrage informera les co-financeurs dès qu'il aura connaissance de tout aléa pouvant entraîner une modification substantielle de l'estimation prévisionnelle en euros constants ou du calendrier prévisionnel prévus à l'article 6.

Le suivi comptable du projet sera réalisé par poste de dépenses prévu dans l'annexe financière jointe à la présente convention, en euros constants HT désactualisés aux conditions économiques de référence de juin 2010 et en euros courants HT.

Article 8 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 8-1 – Dispositions générales

Dans le cadre des articles suivants et sauf disposition contraire, l'engagement des partenaires porte sur les clés de financement exprimées en pourcentage des différents montants d'investissement exprimés à l'article 4-6 du protocole du 13 septembre 2016 repris dans la présente convention, après déduction au prorata de la participation forfaitaire de SNCF Réseau, sans préjudice de l'application des principes de partage de risques exprimés à l'article 11 de la présente convention.

A titre indicatif, figurent également les montants financiers correspondants exprimés en euros courants et évalués sur la base des coûts prévisionnels visés à l'article 6 précédent.

Article 8-2 – Dispositions financières sur les études déjà engagées

20 M€ HT de crédits ont été engagés au titre de la convention de financement des études relatives à l'électrification de la ligne Paris-Troyes, signée en 2009 (pour 12 M€ HT), et de son avenant, signé en 2013 (pour 8 M€ HT). Seuls 10 M€ HT ont été consommés par SNCF-Réseau jusqu'en 2015, ces 10 M€ HT consommés sont affectés aux études de la phase 2.

En application des décisions adoptées lors du Comité de pilotage du 5 octobre 2015, les parties se sont accordées sur l'affectation des 10 M€ HT restants à la 1ère phase du projet entre Gretz-Armainvilliers et Nogent-sur-Seine qui ont permis notamment de lancer les études PRO/DCE.

Article 8-3 – Participation financière de SNCF Réseau au projet

La contribution forfaitaire de SNCF-Réseau au projet est de 20 M€ HT soit 10 M€ HT sur chacun des CPER Grand Est et Ile-de-France.

Les crédits de SNCF Réseau disponibles d'un montant de 19,260 M€ HT (0,740 M€ HT déjà comptabilisés et 18,520 M€ HT restants à engager) sont intégralement fléchés sur la phase 1 sur le renouvellement du poste de signalisation de Romilly-sur-Seine et le raccordement de l'alimentation électrique de la ligne à la sous-station de Coubert.

Les crédits de SNCF Réseau déjà consommés d'un montant de 0,740 M€ HT sont imputés au titre des études de la deuxième phase.

Article 8-4 – Rappel du plan de financement de la première phase

Les parties du protocole du 13 septembre 2016 ont convenu de financer la première phase du projet comprenant les travaux d'électrification des sections Gretz-Armainvilliers – Longueville - Nogent-sur-Seine et l'antenne Longueville - Provins ainsi que les travaux préparatoires à l'électrification de la section Nogent-sur-Seine - Troyes dans le périmètre des gares de Romilly-sur-Seine et Troyes pour un montant prévisionnel de **140 M€ HT** aux conditions économiques de juin 2010 soit **179 M€ HT** aux conditions économiques de réalisation sur les bases suivantes :

Rappel des principes de financement de la 1ère phase					
	Grand Est		Ile-de-France		Total
Etat	28,753 M€	18,000%	39,935 M€	25,000%	68,688 M€
Région	28,753 M€	18,000%	37,272 M€	23,333%	66,025 M€
Département*	11,182 M€	7,000%	2,663 M€	1,667%	13,845 M€
Troyes Champagne Métropole	9,712 M€	6,080%			9,712 M€
Ville de Troyes	1,278 M€	0,800%			1,278 M€
CC du Nogentais	0,064 M€	0,040%			0,064 M€
CC des Portes de Romilly	0,064 M€	0,040%			0,064 M€
Ville de Nogent-sur-Seine	0,032 M€	0,020%			0,032 M€
Ville de Romilly-sur-Seine	0,032 M€	0,020%			0,032 M€
SNCF-Réseau	9,630 M€	Forfait	9,630 M€	Forfait	19,260 M€
TOTAL	**89,500 M€**	**50,000%**	**89,500 M€**	**50,000%**	**179,000 M€**

* : département de l'Aube en Grand Est et département de Seine et Marne en Ile-de-France

Après déduction des reliquats de crédits disponibles sur la convention de financement des études relatives à l'électrification de la ligne Paris-Troyes de 2009 et son avenant de 2013 soit 10 M€ HT de l'enveloppe de 179 M€ HT ci-dessus, la répartition du montant prévisionnel de **169 M€ HT** restant à financer est la suivante :

Rappel des principes de financement de la 1ère phase (à engager CPER 2015-2020)					
	Grand Est		Ile-de-France		Total
Etat	27,086 M€	18,000%	37,620 M€	25,000%	64,706 M€
Région	27,086 M€	18,000%	34,957 M€	23,230%	62,043 M€
Département*	10,534 M€	7,000%	2,663 M€	1,770%	13,197 M€
Troyes Champagne Métropole	9,064 M€	6,024%			9,064 M€
Ville de Troyes	1,278 M€	0,850%			1,278 M€
CC du Nogentais	0,064 M€	0,042%			0,064 M€
CC des Portes de Romilly	0,064 M€	0,042%			0,064 M€
Ville de Nogent-sur-Seine	0,032 M€	0,021%			0,032 M€
Ville de Romilly-sur-Seine	0,032 M€	0,021%			0,032 M€
SNCF-Réseau	9,260 M€	Forfait	9,260 M€	Forfait	18,520 M€
TOTAL	**84,500 M€**	**50,000%**	**84,500 M€**	**50,000%**	**169,000 M€**

* : département de l'Aube en Grand Est et département de Seine et Marne en Ile-de-France

Article 8-5 – Plan de financement de la première tranche des phases 0 et 1

Les parties signataires de la présente convention conviennent de financer la première tranche de la première phase du projet comprenant **les travaux d'électrification des sections Gretz-Armainvilliers – Longueville - Nogent-sur-Seine et l'antenne Longueville - Provins ainsi que les travaux préparatoires à l'électrification de la section Nogent-sur-Seine - Troyes** dans le périmètre des gares de Romilly-sur-Seine et Troyes pour un montant prévisionnel de **69,310 M€**conditions économiques de juin 2010 soit **74,616 M€ HT** aux conditions économiques de réalisation sur les bases suivantes :

Phase 0 : poste de signalisation de Romilly-sur-Seine pour **17,990 M€ HT** aux conditions économiques de réalisation :

Principes de financement de la phase 0 (euros constants juin 2010)					
	Grand Est		Ile-de-France		Total
SNCF-Réseau	8 363 000	Forfait	8 363 000	Forfait	16 726 000
TOTAL	**8 363 126 €**	**50,000%**	**8 363 126 €**	**50,000%**	**16 726 000 €**

Principes de financement de la phase 0 (euros courants à engager)					
	Grand Est		Ile-de-France		Total
SNCF-Réseau	8 995 000€	Forfait	8 995 000 €	Forfait	17 990 000 €
TOTAL	**8 995 000 €**	**50,000%**	**8 995 000 €**	**50,000%**	**17 990 000 €**

Phase 1 : tranche 1 pour **52,584 M€ HT** aux conditions économiques de réalisation :

Principes de financement de la 1ère phase – 1ère tranche (euros constants juin 2010)					
	Grand Est		Ile-de-France		Total
Etat	9 465 120	18,000%	13 146 000	25,000%	22 611 120
Région	9 465 120	18,000%	12 215 263	23,230%	21 680 383
Département*	3 680 880	7,000%	930 737	1,770%	4 611 617
Troyes Champagne Métropole	3 167 660	6,024%			3 167 660
Ville de Troyes	446 964	0,850%			446 964
CC du Nogentais	22 085	0,042%			22 085
CC des Portes de Romilly	22 085	0,042%			22 085
Ville de Nogent-sur-Seine	11 043	0,021%			11 043
Ville de Romilly-sur-Seine	11 043	0,021%			11 043
TOTAL	**26 292 000 €**	**50,000%**	**26 292 000 €**	**50,000%**	**52 584 000 €**

* : département de l'Aube en Grand Est et département de Seine et Marne en Ile-de-France

La répartition du montant prévisionnel de **56,626 M€ HT** à financer est la suivante :

Principes de financement de la 1ère phase – 1ère tranche (euros courants à engager)					
	Grand Est		Ile-de-France		Total
Etat	10 192 680 €	18,000%	14 156 500 €	25,000%	24 349 180 €
Région	10 192 680 €	18,000%	13 154 220 €	23,230%	23 346 900 €
Département*	3 963 820 €	7,000%	1 002 280 €	1,770%	4 966 100 €
Troyes Champagne Métropole	3 411 150 €	6,024%			3 411 150 €
Ville de Troyes	481 320 €	0,850%			481 320 €
CC du Nogentais	23 783 €	0,042%			23 783 €
CC des Portes de Romilly	23 783 €	0,042%			23 783 €
Ville de Nogent-sur-Seine	11 892 €	0,021%			11 892 €
Ville de Romilly-sur-Seine	11 892 €	0,021%			11 892 €
TOTAL	**28 313 000 €**	**50,000%**	**28 313 000 €**	**50,000%**	**56 626 000,00 €**

* : département de l'Aube en Grand Est et département de Seine et Marne en Ile-de-France

Article 8-6 – Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence de la présente convention sont celles de juin 2010. Pour être comparables, tous les coûts finaux de réalisation du projet doivent être ramenés aux conditions économiques de juin 2010, par application des indices mensuels du TP01 correspondants à la période de réalisation des travaux.

L'actualisation conventionnelle prévisionnelle est calculée en utilisant le taux d'actualisation de 1,8% par an en vigueur dans le CPER 2015-2020 Ile-de-France.

Les états d'acompte seront établis en euros courants HT et en euros constants HT désactualisés aux conditions économiques de référence de juin 2010 par application des derniers indices connus. Le solde final sera établi en euros courants HT et en euros constants HT aux conditions économiques de référence de juin 2010 par application des indices définitifs. Le maître d'ouvrage justifiera in fine le respect du coût d'objectif de l'opération exprimé en euros de juin 2010 par application des indices définitifs.

Les appels de fonds seront formulés et payés en euros courants.

Article 9 – MODALITES DES FLUX FINANCIERS

Le maitre d'ouvrage SNCF Réseau (dénommé le bénéficiaire) procède aux appels de fonds auprès des co-financeurs comme suit :

Article 9-1 – Versements d'acomptes

Premier acompte / avance forfaitaire :

A la date de prise d'effet de la présente convention, un premier appel de fonds correspondant à 10 % du montant de la participation en euros courants indiquée à l'article 8-5 sera effectué par SNCF Réseau auprès de l'ensemble des financeurs excepté la Région Ile-de-France.

Acomptes intermédiaires :

Les acomptes intermédiaires sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le bénéficiaire.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du bénéficiaire, par financeur. Le Comité technique opérationnel des Financeurs est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel. Cet échéancier sera mis à jour annuellement et communiqué par le bénéficiaire aux financeurs.

A cette fin, le bénéficiaire transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une

identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Les états d'acomptes seront établis en euros courants HT et en euros constants HT CE juin 2010 par application des derniers indices connus.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprendra les pièces suivantes :

A) <u>Demande de versement des acomptes auprès de la Région Ile-de-France :</u>

- un courrier de demande de subvention avec la référence de la subvention (nom de l'opération et de la convention) ;
- l'état récapitulatif des montants des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- tableau de justification de l'état d'avancement des dépenses réalisées et, le cas échéant, les frais de maître d'ouvrage, exprimé en euros courants, en euros constants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif de chacun des postes de dépense, au prorata de leur état d'avancement, tels que définis à l'article 6 signé par le responsable de projet, après déduction du prorata pris en charge par SNCF Réseau ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 8-5 ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du bénéficiaire.

B) <u>Demande de versement des acomptes auprès de l'État, de la Région Grand Est et des Collectivités locales :</u>

La demande de versements d'acomptes par le bénéficiaire comprendra :

- un courrier de demande de subvention avec la référence de la subvention (nom de l'opération et de la convention),
- l'état récapitulatif des versements déjà obtenus au titre de la présente convention,
- un tableau de justification de l'état d'avancement exprimé en euros courants et constants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 6 signé par le responsable de projet,
- un état récapitulatif des factures comptabilisées certifié par le directeur de l'opération,
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 8-5,
- la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier,
- un certificat d'avancement des travaux signés par SNCF Réseau.

C) <u>Plafonnement des acomptes</u>

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés au bénéficiaire est plafonné à 95% suite à la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 – article 3 pour la Région Ile-de-France , à 85% pour l'État, la Région Grand Est et les Collectivités locales et à 80% (acompte et avances cumulés) du montant de la subvention attribuée pour le Département de Seine-et-Marne au titre de son règlement budgétaire et financier, avant le versement du solde.

Article 9-2 – Versements du solde

Après achèvement de la phase de réalisation couverte par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final – ou état récapitulatif - des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées, incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage, le cas échéant.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents signés par le représentant légal du bénéficiaire.

Un certificat signé du directeur de l'opération atteste des dates de début et fin de travaux, et de la bonne exécution des travaux de manière conforme à la convention.

Un DGD détaillé sera également nécessaire pour attester quantitativement des principaux postes de travaux réalisés et dépenses comptabilisées.

Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Pour SNCF Réseau, le versement du solde se fera sur présentation des dépenses acquittées.

Article 9-3 – Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par le bénéficiaire doit être effectué dans un délai conforme aux règlements budgétaires de chacun des financeurs, à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 9-1 de la présente convention. Dans la mesure du possible, les financeurs procéderont au versement des acomptes dans un délai de 40 jours.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du bénéficiaire.

Article 9-4 – Bénéficiaire

Le bénéficiaire est SNCF Réseau.

Références bancaires

La date et les références des versements sont portées par écrit à la connaissance de SNCF Réseau.

Le paiement est effectué par virement à SNCF Réseau sur le compte bancaire dont les références sont les suivantes (numéro de la facture d'appel de fonds porté dans le libellé du virement) :

Code IBAN							Code BIC
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPPHPO

Domiciliation

Les domiciliations des parties pour la gestion des flux financiers sont :

Etat en Grand Est	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est	Service Transports 14, rue de Bataillon de Marche N°24 BP81005 67070 STRASBOURG Cedex	03 88 13 70 80
Etat en Ile-de-France	DRIEA 21 -23 rue Miollis 75732 Paris Cedex 15	Service politique des transports – cellule budget et synthèse financière	01 40 61 86 60
Région Grand Est	Région Grand Est 1 place Adrien Zeller – BP 91006 67070 STRASBOURG CEDEX	Direction des Transports et de la Mobilité Service Infrastructures et Equipements	03.26.70.66.01

Région Ile-de-France	Région Île-de-France 35, boulevard des Invalides 75007 Paris	POLOT/ Direction des transports/ Service budget	Tél. : 01.53.85.77.00 Emmanuel.hastings@iledefrance.fr
Département de l'Aube	Conseil Départemental de l'Aube, 2 rue Pierre-Labonde, BP 394, 10026 Troyes cedex	Direction des routes et de l'action territoriale	
Département de la Seine-et-Marne	Conseil Départemental de Seine-et-Marne Direction des Transports Hôtel du Département CS50377 77010 Melun Cedex 10	Direction des Transports	01 64 14 72 92
Troyes Champagne Métropole	1 Place Robert Galley BP 9 10 001 TROYES Cedex		03.25.45.27.27
Ville de Troyes	Mairie de Troyes Place Alexandre Israël 10 026 TROYES Cedex	Direction des Finances / Service Programmation des Investissements et Financements	03 25 42 34 57
Communauté de communes du Nogentais	Hôtel de Ville de Nogent-sur-Seine, 27, Grande Rue Saint-Laurent - 10400 Nogent-sur-Seine	Direction Finances	03.25.39.42.20
Communauté des communes des Portes de Romilly-sur-Seine	9 Bis Place des Martyrs 10100 ROMILLY SUR SEINE	Service Secrétariat Général	03 25 39 46 56
Ville de Nogent-sur-Seine	Hôtel de ville, 27, grande rue Saint-Laurent, BP40 - 10400 Nogent-sur-Seine	Direction Finances	03.25.39.42.20
Ville de Romilly-sur-Seine	1, rue de la Boule d'Or 10100 ROMILLY SUR SEINE	Secrétariat Général	03 25 39 43 96
SNCF Réseau	Pôle finances et achats15-17 rue Jean-Philippe Rameau – CS 80001 - 93418 La Plaine Saint-Denis Cedex	Direction finance et trésorerie – unité crédit management	01 53 94 32 83

Article 9-5 – Caducité des subventions au titre du Règlement budgétaire de la Région Ile-de-France

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Lorsque l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projets, comme c'est le cas en l'espèce, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

Article 9-6 – Caducité des subventions de l'Etat

Si, à l'expiration d'un délai de 12 mois à compter de la notification de la subvention de l'Etat, l'opération subventionnée n'a connu aucun commencement d'exécution, l'Etat peut constater la caducité de sa décision d'attribution de subvention. Une demande de prorogation peut être présentée par le bénéficiaire ; une telle prorogation ne peut excéder un an.

Le début d'exécution du projet est réputé constitué par l'acte juridique (marché, bon de commande,...) créant une obligation entre le bénéficiaire et le premier prestataire.

Article 9-7 – Caducité des subventions au titre du Règlement budgétaire du Département de Seine-et-Marne

La demande de versement relative à un premier acompte doit intervenir dans un délai maximum de trois (3) ans à compter de la date de délibération attributive de la subvention. Sauf dérogation expresse de l'assemblée compétente, les opérations n'ayant pas fait l'objet d'une demande particulière de versement par le bénéficiaire dans le délai imparti sont frappées de caducité

Article 9-8 – Comptabilité de l'opération

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'opération objet de la présente convention sous l'intitulé :

« Paris-Troyes – Phases 0 et 1 – Tranche 1 – Romilly-Coubert-OA – COFI1 »

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Article 9-9 – Identification

Financeur	N° SIREN	N°TVA Intracommunautaire
Etat en Grand Est – DREAL	130 010 259 00021	FR 94 130 010 259
Etat en Ile-de-France – DRIEA	130 012 354 00010	
Région Grand Est	200 052 264 00013	FR 532 000 522 64
Région Ile-de-France	237 500 079 00015	FR 382 375 000 79
Département de l'Aube	221000052	
Département de la Seine-et-Marne	227 700 010 00019	FR 462 277 000 10
Troyes Champagne Métropole	200 069 250 00013	
Ville de Troyes	211 003 744	FR 7X2 110 037 44
Communauté de communes du Nogentais	200 006 716 00019	
Communauté des communes des Portes de Romilly-sur-Seine	200 000 545	
Ville de Nogent-sur-Seine	211 002 605 00015	
Ville de Romilly-sur-Seine	211003124	
SNCF Réseau	412 280 737 20375	FR 73 412 280 737

Article 10 – MODALITES DE CONTROLE

Les financeurs se réservent le droit de solliciter auprès du maître d'ouvrage, à tout moment et jusqu'à expiration du délai prévu à l'article 9-1, toutes informations, tous documents et pièces comptables justificatives relatifs à la comptabilité propre à l'investissement.

Article 10-1 – Par les financeurs en direct

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès, dans le respect des droits de propriété intellectuelle associés, du secret industriel et commercial et des stipulations de l'article 12-1, aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Les modalités de contrôle sont les suivantes :

- accord préalable du directeur du projet sur les personnes en charge du contrôle,
- délai de prévenance,
- mise à disposition des pièces en salle de consultation dans les locaux du projet.

Le Maître d'ouvrage concerné conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée. Les modalités de fourniture des pièces complémentaires ainsi demandées sont celles indiquées ci-dessous.

Article 10-2 – Par les financeurs via l'intervention d'experts

A la demande de l'un des financeurs après information préalable des autres financeurs, le maître d'ouvrage s'engage à permettre aux experts désignés ou missionnés d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Le maître d'ouvrage est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

Article 11 – PARTAGE DES RISQUES – PARTAGE DES RISQUES

Article 11-1 – Notion de risques

Les risques financiers liés à l'actualisation du coût de l'opération en fonction de l'évolution des indices de coût des travaux publics TP01 sont supportés solidairement par les signataires, au prorata de leurs clés de financement définies à l'article 8-5 de la présente convention.

Les risques financiers concernant les dépassements et modifications du périmètre, du programme ou du calendrier découlant de choix propres au maître d'ouvrage, qui apparaîtraient au cours de la réalisation de l'opération, sont supportés intégralement par le maître d'ouvrage.

Si des aléas liés à des circonstances imprévisibles ou exceptionnelles devaient survenir, le maître d'ouvrage saisit les signataires, dans les conditions prévues à l'article 7, pour décider des suites à donner et notamment pour examiner si une adaptation du principe de l'alinéa précédent leur apparaît nécessaire.

Les demandes de modifications de programme formulées par un signataire de la convention ou un tiers devront être intégralement prises en charge financièrement par le demandeur.

Article 11-2 – En cas d'économie ou de trop-perçu sur le projet de base

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 8-5. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

Article 11-3 – En cas de dépassement du coût d'objectif du projet de base

En cas de perspective de dépassement du coût d'objectif visé à l'article 6, les financeurs sont informés lors du Comité technique Opérationnel et du Comité technique des financeurs. Le bénéficiaire SNCF Réseau doit obtenir l'accord préalable des financeurs lors d'un Comité de pilotage pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention devra formaliser cet accord, après acceptation des instances décisionnelles de chacune des parties.

Dans le cas où l'accord préalable des financeurs n'a pas été obtenu, la prise en charge des dits dépassements incombe au bénéficiaire SNCF Réseau.

En cas de perspectives de modifications du coût, du calendrier ou de la consistance globale des travaux couverts par la présente convention, SNCF Réseau devra obtenir l'accord préalable des co-financeurs lors d'un Comité de pilotage. Les modifications de coût ou de programme devront être formalisées par voie d'avenant à la présente convention, après acceptation des instances décisionnelles de chacune des parties. Les simples modifications de postes de dépenses qui ne bouleversent pas l'équilibre du projet seront détaillées périodiquement dans les appels de fonds.

En cas de désaccord entre les Parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii dans lesquels l'Opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

Article 12 – DISPOSITIONS GENERALES

Article 12-1 – Modification de la convention

Toute modification de la présente convention, à l'exception des références bancaires (article 9-4) et contacts de notification (article 15), donne lieu à l'établissement d'un avenant. Les changements de références bancaires et / ou de domiciliations font l'objet d'un échange de lettres entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et l'ensemble des autres signataires qui en accusent réception.

Article 12-2 – Règlement des litiges

Les parties s'engagent à chercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les éventuels litiges entre les parties liés à l'application ou à l'interprétation de la présente convention seront soumis au tribunal administratif territorialement compétent à défaut de règlement amiable.

Article 12-3 – Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de ses engagements au titre de cette convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit par toute autre partie, à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception valant mise en demeure.

Dans tous les cas, les co-financeurs s'engagent à rembourser à SNCF Réseau, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées, y compris les actions de maîtrise d'ouvrage, jusqu'à la date de résiliation dans la limite de leur contribution maximale visée à l'article 8-5. Sur

cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'un appel de fonds pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu aux co-financeurs au prorata de leur participation.

Les Parties à la présente convention peuvent chacune prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au(x) bénéficiaire(s) de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation de la convention. Ces dépenses incluront notamment les coûts de résiliation des marchés dans la limite du coût global des travaux du Projet par maître d'ouvrage prévu à l'article 6 de la présente convention. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

Article 12-4 – Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa date de notification par l'État, faisant suite à la signature par tous les partenaires.

Néanmoins, cette convention ainsi que les subventions non encore versées par les financeurs deviennent caduques si SNCF Réseau n'a pas adressé aux co-financeurs dans un délai de 12 mois à compter de son entrée en vigueur des documents justifiant soit d'un début de réalisation des travaux subventionnés, soit d'une justification de leur report.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter du lancement des travaux du poste de Romilly pour la phase 0 et de la date de délibération de la première collectivité approuvant la présente convention, et attribuant les subventions afférentes pour la phase 1.

Sans préjudice de la durée de conservation des pièces indiquées à l'article 9-1, la présente convention expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 12-3, soit en cas de caducité tel que prévu aux articles 9-5 à 9-7, soit après le versement du solde de la totalité des subventions dues aux maîtres d'ouvrage selon les modalités de l'article 9-2 et **au plus tard le 31/12/2025** si aucun litige entre financeurs et Maitre d'ouvrage n'est constaté à cette date.

Article 12-5 – Engagement des signataires sur le projet complet

Les signataires de la présente convention partagent l'intérêt stratégique de mener à terme l'opération d'électrification de la ligne Paris-Troyes dans sa globalité.

L'ensemble des parties cherchera à rapprocher le plus possible les échéances de mise en service des deux phases.

En cas de rupture dans la continuité de l'électrification des deux phases, l'ensemble des parties accepte d'ores et déjà de se réunir pour examiner les suites à donner au projet.

Le cas échéant, les parties conviennent des modalités d'une nouvelle répartition financière du projet proportionnelle au linéaire de voies électrifiées entre les deux territoires régionaux (hors raccordement à la sous-station de Coubert et poste de Romilly).

Article 12-6 – Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

Article 13 – PROPRIETE, DIFFUSION ET COMMUNICATION

Article 13-1 – Propriété intellectuelle

Les résultats des travaux et les documents relatifs aux travaux réalisés dans le cadre de la présente convention restent la propriété du maître d'ouvrage qui les a émis.

Les résultats des études seront communiqués aux parties qui s'interdisent toute diffusion en dehors des signataires de la présente convention, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les résultats des études pourront être utilisés librement par les financeurs dans le cadre de la poursuite de la réalisation du projet.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité de toutes les informations considérées comme confidentielles.

Article 13-2 – Diffusion des documents non protégés par une clause de propriété intellectuelle

La maîtrise d'ouvrage communiquera périodiquement aux signataires de la présente convention un compte-rendu d'avancement des études et travaux produits par SNCF Réseau, les documents présentés par eux dans le cadre des différents comités de suivi, ainsi qu'un planning justifiant l'avancement des projets pour permettre aux Parties de remplir leurs rôles dans le cadre de la présente convention.

Les Parties s'interdisent en particulier toute diffusion en dehors des personnes destinatrices de ces documents et résultats, sans l'accord du propriétaire concerné, à l'exception des documents de communication.

Les documents ainsi communiqués pourront être librement utilisés par les parties pour leurs stricts besoins découlant de leur rôle au titre de la présente convention de financement, dans le respect des contraintes de confidentialité y étant associées.

Les Parties s'engagent à respecter la confidentialité de ces documents conformément à l'article 12-4.

Article 13-3 – Communication institutionnelle

Le maître d'ouvrage s'engage, jusqu'à la mise en service de l'opération, à :

- associer les co-signataires de la présente convention à l'élaboration et à la mise en œuvre de toutes les actions de communication institutionnelle relative à l'opération,

- mentionner les financeurs sur tout acte de communication relevant de la communication institutionnelle concernant l'opération par la présence de leurs logos ou de toute information sur les taux de financement,
- prévoir systématiquement un délai suffisant (15 jours ouvrés) afin que chaque co-signataire puisse valider les outils et actions significatives de communication institutionnelle, et les premiers outils de communication de chantier.

Pour les besoins de sa communication de chantier, le maître d'ouvrage a la possibilité de réutiliser certains éléments d'outils de communication précédemment validés par les partenaires. Dès le début de son action de communication de proximité, il communique un exemplaire type aux co-signataires de la présente convention.

Les co-financeurs s'obligent à s'informer mutuellement dans les meilleurs délais de tout acte ou événement porté à leur connaissance et susceptible d'affecter le montant ou le calendrier des versements à effectuer au titre de la présente convention.

La communication autour de l'opération pourra être développée dans le cadre d'un comité technique de communication qui pourra être constitué dans le cadre de l'opération, regroupant les représentants des directeurs ou responsables de communication des différentes Parties, et piloté par le maître d'ouvrage.

Les parties s'engagent à faire mention des financements accordés dans le cadre de la convention dans toute publication ou communication des études et travaux, notamment par une indication portée sur les documents finaux. L'ensemble des dossiers d'études, documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des parties de la présente convention.

Dans un souci d'identification des projets inscrits aux CPER, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre entre partenaires financeurs : L'État, la Région Ile-de-France, la Région Grand Est, le département de l'Aube, le département de la Seine-et-Marne, la Communauté d'Agglomération Troyes Champagne Métropole, la Ville de Troyes, les Communautés de Communes du Nogentais et des Portes de Romilly-sur-Seine, les Villes de Nogent-sur-Seine et de Romilly-sur-Seine, la SNCF ;
- l'ordre entre financeurs signataires des CPER : L'État en Ile-de-France, l'État en Grand Est, la Région Ile-de-France, la Région Grand Est.

Article 13-4 – Confidentialité

Au sens du présent article, l'expression « Informations Confidentielles» recouvre toutes les informations ou données de nature commerciale, financière ou technique, quelle qu'en soit la nature ou la forme (écrite ou orale et notamment tous documents écrits ou imprimés, modèles, disques, DVD, cédéroms et plus généralement toutes formes et modèles susceptibles d'être adoptés), qui seront transmises par SNCF Réseau à l'État, aux Régions et aux Collectivités locales dont ils auraient connaissance au cours de leurs missions respectives.

L'absence de mention confidentielle portée sur les documents ne vaudra en aucun cas dérogation à cette règle.

Par exception, ne seront pas considérés comme confidentiels les documents de communication tels que définis par le comité technique de communication mentionné à l'article 13-3.

Les parties s'engagent à ce que les informations confidentielles telles que définies ci-avant :

- soient traitées avec la même précaution que les parties portent à la préservation de leurs propres informations confidentielles ;
- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que leurs missions respectives telles que définies à l'article 2 sur le projet ;
- ne soient pas divulguées à des tiers, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la partie propriétaire des informations, sauf exceptions prévues à l'article 12-1 ;

- conformément à l'article 1120 du code civil, les parties se portent fort pour tout leur personnel (salariés et collaborateurs, intervenants), du respect de cette obligation de confidentialité.

Cette obligation n'interdit cependant pas la divulgation de ces informations lorsqu'une telle divulgation ou utilisation est exigée (i) par la loi ou par toute décision de justice rendue exécutoire, (ii) pour permettre le plein exercice des droits dont chacune des Parties est titulaire en vertu de la Convention, (iii) par l'objet d'un litige relatif à l'application de la Convention ou (iv) si cette divulgation est effectuée à l'attention des conseils des Parties, à la condition qu'ils s'engagent à respecter les dispositions du présent article.

Préalablement à toute divulgation ou utilisation d'une quelconque information relative à la Convention, chaque Partie notifiera sans délai à l'autre la raison qui lui impose de divulguer les informations, cela afin de fournir à l'autre Partie la possibilité soit de contester cette divulgation ou utilisation soit d'en agréer le moment et le contenu.

Les parties ne pourront céder à un tiers tout ou partie de la convention de financement sans l'accord préalable et écrit de chacune des parties.

Article 14 – ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

Les études et travaux réalisés dans le cadre de la présente convention sont produits sous la responsabilité de SNCF Réseau qui en est le propriétaire.

L'ensemble des documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des co-financeurs.

Les co-financeurs s'interdisent toute diffusion en dehors des signataires de la présente convention sauf accord contraire.

Il sera fait mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études et travaux qu'elle vise, notamment par une indication portée sur les documents finaux, sauf à ce que les parties signataires en conviennent autrement.

Article 15 – NOTIFICATION ET CONTACTS

Toute notification faite par l'une des Parties à l'autre pour les besoins de la présente convention de financement sera adressée par écrit et envoyée par courrier simple ou courrier électronique à :

Pour l'ETAT en Ile-de-France
Adresse : Service politique des transports DRIEA, 21 -23 rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15
E-mail : spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr

Pour l'ETAT en Grand Est
Adresse : DREAL Grand Est - Service Transports - 14, rue de Bataillon de Marche N°24 BP81005 - 67070 STRASBOURG Cedex
E-mail : elecparistroyes.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Pour la Région Île-de-France
Adresse : Conseil Régional Ile-de-France – 35 boulevard des Invalides, 75007 PARIS
E-mail : @iledefrance.fr

Pour la Région Grand Est
Adresse : Conseil régional Grand Est – 1 rue Adrien Zeller – BP 91006, 67070 STRASBOURG CEDEX
E-mail : @grandest.fr

Pour le Département de l'Aube
Adresse : Conseil Départemental de l'Aube, 2 rue Pierre-Labonde, BP 394, 10026 Troyes cedex
E-mail: drat@aube.fr

Pour le Département de la Seine-et-Marne
Adresse : Conseil Départemental de Seine-et-Marne, Direction des Transports, Hôtel du Département, CS50377, 77010 Melun Cedex 10
E-mail: johanne.boillot@departement77.fr

Pour Troyes Champagne Métropole
Adresse : 1 Place Robert Galley BP 9 10 001 TROYES Cedex
E-mail: @troyes-cm.fr

Pour la Ville de Troyes
Adresse : Monsieur le Maire de Troyes, Direction des Finances, BP 767, 10 026 TROYES Cedex
E-mail: monsieurlemaire@ville-troyes.fr (+ copie à : s.jamard@ville-troyes.fr)

Pour la Communauté de Communes du Nogentais
Adresse : Hôtel de Ville de Nogent-sur-Seine, 27, Grande Rue Saint-Laurent - 10400 Nogent-sur-Seine
E-mail: anne.sophie.didier@ccdunogentais.fr

Pour la Communauté de Communes des Portes de Romilly-sur-Seine
Adresse : 9 Bis Place des Martyrs 10100 ROMILLY-SUR-SEINE
E-mail: cc.portesderomilly@ccprs.fr

Pour la Ville de Nogent-sur-Seine
Adresse : Hôtel de ville, 27, grande rue Saint-Laurent, BP40 - 10400 Nogent-sur-Seine
E-mail: accueil@ville-nogent-sur-seine.fr

Pour la Ville de Romilly-sur-Seine
Adresse : 1, rue de la Boule d'Or 10100 ROMILLY-SUR-SEINE
E-mail: infos@ville-romilly-sur-seine.fr

Pour SNCF Réseau
Nom : Sébastien ROUSSEL
Adresse : SNCF Réseau DIRECTION DES PROJETS FRANCILIENS
Immeuble Cap Lendit - 1/7 Place aux Etoiles - 93212 La Plaine Saint Denis Cedex
E-mail : sebastien.roussel@reseau.sncf.fr

La présente convention de financement est établie en quatorze exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

A....., le .....

Le Directeur Général des infrastructures, des transports et de la mer	**Le Président de SNCF Réseau**
François POUPARD	**Patrick JEANTET**

La présente convention de financement est établie en quatorze exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

A....., le .....

Le Préfet de la Région Île-de-France,
Préfet de Paris

Michel DELPUECH

La Présidente de la Région Île-de-France

Valérie PECRESSE

Le Président du Département
de la Seine-et-Marne

Jean-Jacques BARBAUX

La présente convention de financement est établie en quatorze exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

A....., le .....

Le Préfet de la Région Grand Est

Stéphane FRATACCI

Le Président de la Région Grand Est

Philippe RICHERT

Le Président du Département de l'Aube

Le Président de Troyes Champagne Métropole

François BAROIN

Le Maire de Troyes

François BAROIN

Le président de la Communauté de Communes du Nogentais

Christian TRICHE

Le Maire de Nogent-sur-Seine

Hugues FADIN

Le Président de la Communauté de Communes des Portes de Romilly-sur-Seine

Eric VUILLEMIN

Le Maire de Romilly-sur-Seine

Eric VUILLEMIN

ANNEXE 1

ECHEANCIER PREVISIONNEL REVISABLE DES APPELS DE FONDS

	2017	2018	2019	2020	2021	TOTAL
Phase 0 M€ constants (année)	4 200 000 €	4 200 000 €	4 200 000 €	4 126 000 €		16 726 000 €
Phase 1 M€ constants (année)	4 036 874 €	4 221 526 €	20 800 000 €	23 525 600 €		52 584 000 €
TOTAL M€ constants Cumul	8 236 874 €	16 658 400 €	41 658 400 €	69 310 000 €		69 310 000 €
Phase 0 M€ courants (année)	4 450 000 €	4 460 000 €	4 500 000 €	4 580 000 €		**17 990 000 €**
Phase 1 M€ courants (année)	4 347 179 €	4 571 893 €	22 464 000 €	25 242 928 €		**56 626 000 €**
TOTAL M€ courants Cumul	8 797 179 €	17 829 072 €	44 793 072 €	74 616 000 €		**74 616 000 €**

Financeurs et clé répartition phase 1		2017	2018	2019	2020	2021	TOTAL
Etat Ile-de-France	25,000%	1 415 650 €	814 118 €	5 616 000 €	6 310 732 €	0 €	14 156 500 €
Région Ile-de-France	23,230%	0 €	2 071 900 €	5 218 388 €	5 863 932 €	0 €	13 154 220 €
Département Seine et Marne	1,770%	100 228 €	57 640 €	397 613 €	446 799 €	0 €	1 002 280 €
Etat Grand Est	18,000%	1 019 268 €	586 165 €	4 043 520 €	4 543 727 €	0 €	10 192 680 €
Région Grand Est	18,000%	1 019 268 €	586 165 €	4 043 520 €	4 543 727 €	0 €	10 192 680 €
Département Aube	7,000%	396 382 €	227 953 €	1 572 480 €	1 767 005 €	0 €	3 963 820 €
Troyes Champagne Métropole	6,024%	341 115 €	196 170 €	1 353 231 €	1 520 634 €	0 €	3 411 150 €
Ville de Troyes	0,850%	48 132 €	27 680 €	190 944 €	214 564 €	0 €	481 320 €
CC du Nogentais	0,042%	2 378 €	1 368 €	9 435 €	10 602 €	0 €	23 783 €
CC des Portes de Romilly	0,042%	2 378 €	1 368 €	9 435 €	10 602 €	0 €	23 783 €
Ville de Nogent-sur-Seine	0,021%	1 190 €	683 €	4 717 €	5 302 €	0 €	11 892 €
Ville de Romilly-sur-Seine	0,021%	1 190 €	683 €	4 717 €	5 302 €	0 €	11 892 €
SNCF RESEAU	forfait	4 450 000 €	4 460 000 €	4 500 000 €	4 580 000 €	0 €	17 990 000 €
TOTAL	100,00%	8 797 179 €	9 031 893 €	26 964 000 €	29 822 928 €		74 616 000 €

ANNEXE 2

CONSISTANCE DE L'OPÉRATION ELECTRIFICATION PARIS TROYES

PHASE 0 : TRAVAUX PRÉLIMINAIRES

Sondages géotechniques ; levés topographiques
Création d'un nouveau poste de signalisation à Romilly-sur-Seine

- Génie civil et génie électrique sur 5 km de ligne
- Pose de 50 km d'artère à câbles en caniveaux
- Réalisation de 7 traversées sous voies
- Déroulage de 140 km de câbles
- Équipement de 21 signaux dont 9 nouveaux
- Construction et équipement d'un nouveau bâtiment
- technique de 290m²
- Intégration au réseau exploité du nouveau poste de signalisation
- Simplification des faisceaux de voies de service en gare

Début travaux : Octobre 2015
Mise en service prévisionnelle : Juillet 2019

PHASE 1 : ELECTRIFICATION DE GRETZ-ARMAINVILLIERS À NOGENT-SUR-SEINE ET DE LONGUEVILLE À PROVINS

Travaux d'électrification : de Gretz-Armainvilliers à Nogent-sur-Seine (77 km de double voie)
de Longueville à Provins (7 Km de voie unique)

- Mise en place de grilles de protection vis-à-vis de la caténaire sur
- 33 ouvrages d'art (OA)*
- Travaux de génie civil sur 21 ouvrages d'art (démolition, reconstruction,
- relevage de tabliers)
- Démolition du tunnel des Bouchots et remplacement par un nouvel
- ouvrage (commune de Saint-Loup-de-Naud)
- Pose de poteaux caténaires sur le viaduc de Longueville
- Raccordement à la sous station électrique existante de Coubert

Travaux anticipés dans l'Aube avec démolition et construction de 4 ouvrages d'art*

- Romilly-sur-Seine (1 pont routier)
- Barberey-Saint-Sulpice / La Chapelle-Saint-Luc (2 ponts routiers)
- Troyes (passerelle Bégand)

Début des travaux prévisionnel : fin 2018
Mise en service prévisionnelle : fin 2020 / 2021

PHASE 2 : ELECTRIFICATION DE NOGENT-SUR-SEINE À TROYES

Travaux d'électrification: de Nogent-sur-Seine à Troyes (55 km de double voie)

- Mise en place de grilles de protection vis-à-vis de la caténaire sur 33 ouvrages d'art (OA)
- Travaux de génie civil sur 19 ouvrages d'art (démolition, reconstruction, relevage de tabliers)
- Création et raccordement de la sous-station de Saint-Mesmin
- Raccordement au réseau électrique RTE

Début des travaux prévisionnel : fin 2019
Mise en service prévisionnelle : fin 2022

*** Liste et carte des ouvrages faisant l'objet de travaux lors de la phase 1 (y compris travaux anticipés)**

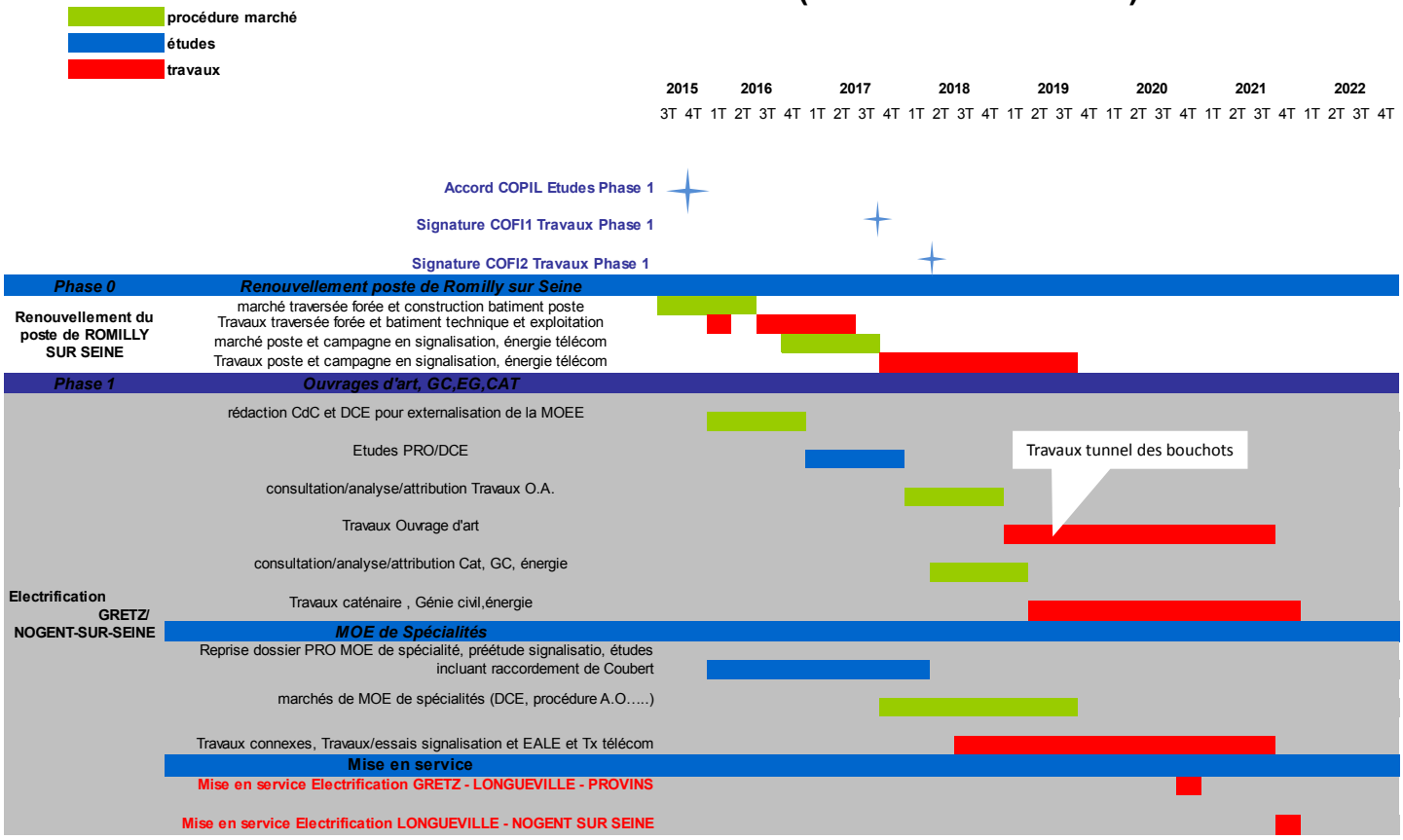
	commune	Démolition	Abaissement de plateforme	Démolition Reconstruction	Tablier Relèvement	Tablier Remplacement
GRETZ						
03 : Pk 50,457	Chaumes-en-Brie : CP				50+457 (18cm)	
05 : Pk 51,707	Guignes : CC					51+707 (45cm)
09 : Pk 58,826	Mormant : CC				58+826 (12cm)	
10 : Pk 65,202	Grandspuits : CC				62+202 (9cm)	
NANGIS						
13 : Pk 85,457	St-Loup-de-Naud : CC			85+487		
LONGUEVILLE						
14			94+135			
PROVINS						
15 : Pk 90,917	Chalmaison : CC					90,917 (78cm)
16 : Pk 91,923	Chalmaison : CC					91,323 (90cm)
17 : Pk 91,623	Chalmaison : CC				91,623 (36cm)	
19 : Pk 92,660	Everly : CC			92,660		
20 : Pk 93,254	Everly : RD 1			93,254 (15cm)		
21 Pk 94,296	Gouaix : CC	94,296				
22 : Pk 95,441	Gouaix : RD 49				95,441	
23 : Pk 95,821	Gouaix : CC	95,821				
24 : Pk 97,579	Hermé : CC			97,579 (62cm)		
25 : Pk 98,227	Hermé : RD 18			98,227 (65cm)		
26 : Pk 99,955	Hermé : CC			99,995 (53cm)		
27 : Pk 100,550	Hermé : CC			100,55 (51cm)		
28 : Pk 102,810	Melz-sur-Seine : RD 14a			102,81 (46cm)		
29 : Pk 104,990	Melz-sur-Seine : CC	104,99				
Nogent-Sur-Seine						
31 : Pk 110,246	Nogent-sur-Seine : RD 919				110,246	
33 : Pk 110,754	Nogent-sur-Seine : pass C				110,754 (57cm)	
42 : Pk 128,167	Romilly-sur-Seine : RD 164			128,167 (74cm)		
Romilly-sur-Seine						
58 : Pk 161,881	Barberey-St-Sulpice : CC			161,881		
59 : Pk 161,881	Barberey-St-Sulpice : CC			161,881		
Troyes						
66 : Pk 166,495	Troyes : Pass Begand			166,495		



ANNEXE 3

PLANNING DIRECTEUR PHASE 0 ET 1

Electrification GRETZ/TROYES (Phase 0 et Phase 1)



CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 07/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 07/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-243
DU 5 JUILLET 2017

OPÉRATIONS DU CONTRAT DE PLAN ÉTAT-RÉGION 2015-2020 ADAPTATION INFRASTRUCTURES LIÉE AU MATÉRIEL ROULANT - LIGNE TRANSILIEN R INTERCONNEXION FERRÉE LIGNE 15 SUD TRAMWAY T8 SAINT-DENIS - EPINAY-VILLETANEUSE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code des transports ;

VU Le décret n° 2010-756 du 7 juillet 2010 relatif à la Société du Grand Paris, modifié par le décret n° 2014-1168 du 10 octobre 2014, notamment l'alinéa *o)* de l'article 9, étendant les missions de la Société du Grand Paris (SGP) et définissant les conditions dans lesquelles elle peut participer à des projets d'infrastructures de réseaux de transport public de voyageurs, autres que ceux dont elle s'est vu confier la maîtrise d'ouvrage en 2010 ;

VU Le décret n° 2014-1168 du 10 octobre 2014 modifiant le décret n° 2010-756 du 7 juillet 2010 relatif à la Société du Grand Paris ;

VU Le décret n° 2015-308 du 18 mars 2015 relatif à l'association du Syndicat des Transports d'Ile-de-France aux missions de la Société du Grand Paris de conception et de réalisation du réseau de transport public du Grand Paris ;

VU L'ordonnance n°2014-690 du 26 juin 2014 relative à la participation de la Société du Grand Paris à certains projets du réseau des transports en Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 55-13 du 11 juin 2013 relative à la mise en œuvre et au financement du Plan de Mobilisation pour les transports en Ile-de-France sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013 ;

VU La délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au Plan d'action Régional en faveur de la Mobilité Durable ;

VU La délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 approuvant le versement des subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale, dans son article 3 ;

VU La délibération cadre n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan État-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens;

VU La délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant formalisant la révision du Contrat de Plan État Région Île-de-France 2015-2020 portant sur le volet mobilité multimodale ;

VU La délibération n° CP 13-412 du 30 mai 2013 approuvant la convention de financement complémentaire du tramway T8 Saint-Denis – Epinay – Villetaneuse ;

VU La délibération n° CP 14-604 du 20 novembre 2014 portant affectation d'une autorisation de programme de 1 327 100 € au bénéfice du Département de la Seine-Saint-Denis au titre de la convention de financement complémentaire relative au Tramway T8 Saint-Denis – Epinay – Villetaneuse ;

VU La délibération n° CP 16-339 du 21 septembre 2016 approuvant la convention de financement relative à l'adaptation des stations de l'interconnexion ferrée du Grand Paris Express – ligne 15 sud Pont de Sèvres/Noisy-Champs sur périmètres RATP, SNCF Réseau et SNCF Mobilités, et portant affectation d'une autorisation de programme en son article 1;

VU l'avis de la commission des transports ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-243 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article n°1 : PR 811-004 «Liaisons ferroviaires»

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution de subvention d'un montant maximum prévisionnel de **2 293 200 €**.

Bénéficiaire	Opération	Localisation	Action (481004011)
SNCF Réseau	Ligne R – adaptation des infrastructures – convention APO et premiers travaux	Île-de-France	**2 293 200 €**

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **2 293 200 €** disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 811 «Transport ferroviaire régional de voyageurs», programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :

- ⇨ Volet 1 «Mobilité multimodale»
- ⇨ Sous-volet 11 «Nouveau Grand Paris»
- ⇨ Action 111 «Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs»

Article n°2 : PR 811-006 «Métro»

Adopte la fiche projet (**16007044)** annexée à la présente délibération qui annule et remplace la fiche projet initialement votée en annexe à la délibération n° CP 16-339 du 21 septembre 2016.

Décide de modifier la base subventionnable et le taux d'intervention régionale, précédemment votés au bénéfice de la RATP, par délibération n° CP 16-339, pour la réalisation de l'opération travaux d'adaptation de la station Châtillon Montrouge.

Décide que la base subventionnable est portée à 16 307 870,37 € et le taux de subvention est porté à **17,28** % du nouveau budget prévisionnel des travaux. Le montant de la subvention n'est pas modifié et s'élève à **2 818 000** €.

Article n°3 : PR 811-006 «Métro»

Adopte la fiche projet (**16007087**) annexée à la présente délibération qui annule et remplace la fiche projet initialement votée en annexe à la délibération n° CP 16-339 du 21 septembre 2016.

Décide de modifier la base subventionnable et le taux d'intervention régionale, précédemment votés au bénéfice de la RATP, par délibération n° CP 16-339, pour la réalisation de l'opération travaux d'adaptation de la station Créteil L'Echât.

Décide que la base subventionnable est portée à 13 794 014,08 € et le taux de subvention est porté à **11,36** % du nouveau budget prévisionnel des travaux. Le montant de la subvention n'est pas modifié et s'élève à **1 567 000** €.

Article n°4 : PR 811-006 «Métro»

Adopte la fiche projet (**16007092**) annexée à la présente délibération qui annule et remplace la fiche projet initialement votée en annexe à la délibération n° CP 16-339 du 21 septembre 2016.

Décide de modifier la base subventionnable et le taux d'intervention régionale, précédemment votés au bénéfice de la RATP, par délibération n° CP 16-339, pour la réalisation de l'opération travaux d'adaptation de la station Villejuif Aragon.

Décide que la base subventionnable est portée à 11 907 692,30 € et le taux de subvention est porté à **3,25** % du nouveau budget prévisionnel des travaux. Le montant de la subvention n'est pas modifié et s'élève à **387 000** €.

Article n°5 : PR 811-006 «Métro»

Adopte la fiche projet (**16006733**) annexée à la présente délibération qui annule et remplace la fiche projet initialement votée en annexe à la délibération n° CP 16-339 du 21 septembre 2016.

Décide de modifier la base subventionnable et le taux d'intervention régionale, précédemment votés au bénéfice de SNCF réseau, par délibération n° CP 16-339, pour la réalisation de l'opération travaux d'adaptation de la station Vert de Maisons.

Décide que la base subventionnable est portée à 32 019 285,71 € et le taux de subvention est porté à **1,26** % du nouveau budget prévisionnel des travaux. Le montant de la subvention n'est pas modifié et s'élève à **403 443** €.

Article n°6 : PR 811-006 «Métro»

Adopte la fiche projet (16006763) annexée à la présente délibération qui annule et remplace la fiche projet initialement votée en annexe à la délibération n° CP 16-339 du 21 septembre 2016.

Décide de modifier la base subventionnable et le taux d'intervention régionale, précédemment

votés au bénéfice de SNCF réseau, par délibération n° CP 16-339, pour la réalisation de l'opération travaux d'adaptation de la station des Ardoines.

Décide que la base subventionnable est portée à 47 201 193,50 € et le taux de subvention est porté à **14,16 %** du nouveau budget prévisionnel des travaux. Le montant de la subvention n'est pas modifié et s'élève à **6 683 689** €.

Article n°7 : PR 811-006 «Métro»

Adopte la fiche projet (**16006756**) annexée à la présente délibération qui annule et remplace la fiche projet initialement votée en annexe à la délibération n° CP 16-339 du 21 septembre 2016.

Décide de modifier la base subventionnable et le taux d'intervention régionale, précédemment votés au bénéfice de SNCF Mobilités, par délibération n° CP 16-339, pour la réalisation de l'opération travaux d'adaptation de la station Vert de Maisons.

Décide que la base subventionnable est portée à 6 438 778,34 € et le taux de subvention est porté à **43,22** % du nouveau budget prévisionnel des travaux. Le montant de la subvention n'est pas modifié et s'élève à **2 782 840** €.

Article n°8 : PR 811-006 «Métro»

Adopte la fiche projet (**16006990**) annexée à la présente délibération qui annule et remplace la fiche projet initialement votée en annexe à la délibération n° CP 16-339 du 21 septembre 2016.

Décide de modifier la base subventionnable et le taux d'intervention régionale, précédemment votés au bénéfice de SNCF Mobilités, par délibération n° CP 16-339, pour la réalisation de l'opération travaux d'adaptation de la station des Ardoines.

Décide que la base subventionnable est portée à 6 580 920,59 € et le taux de subvention est porté à **8,69** % du nouveau budget prévisionnel des travaux. Le montant de la subvention n'est pas modifié et s'élève à **571 882** €.

Article n°9 : « liaisons tramways » HP811-005

Décide de modifier la base subventionnable et le taux d'intervention régionale relatifs à la subvention d'un montant de 1 327 100 € attribuée au bénéfice du Département de la Seine-Saint-Denis, par la délibération n° CP 14-604 du 20 novembre 2014 pour l'opération du tramway T8 Saint-Denis – Epinay - Villetaneuse.

Adopte la fiche projet (14014820) annexée à la présente délibération qui annule et remplace la fiche projet initialement votée en annexe de la délibération n° 14-604 du 20 novembre 2014.

Article n° 10 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Code IRIS du dossier	Libellé IRIS du dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle

			de démarrage
17006325	Ligne R – adaptation des infrastructures – convention APO et REA	SNCF Réseau	01/10/2016

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-243	Budget	2017

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs**
Programme	**481004 - Liaisons ferroviaires**
Action	**481004011 - Liaisons ferroviaires**

Dispositif : N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun

Dossier	17006325 - LIGNE TRANSILIEN R - ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES - CONVENTION ETUDES AVANT-PROJET/PROJET (APO) ET PREMIERS TRAVAUX			
Bénéficiaire	R14154 - RFF SNCF RESEAU			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne R - Hors CPRD			
Montant total	2 293 200,00 €		Code nature	2041723
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 276 000,00 €	HT	70 %	2 293 200,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun	2 293 200,00 €

Total sur l'imputation 908 - 811 - 481004 - 481004011	2 293 200,00 €

FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17006325

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LIGNE TRANSILIEN R - ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES - CONVENTION ETUDES AVANT-PROJET/PROJET (APO) ET PREMIERS TRAVAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	3 276 000,00 €	70,00 %	2 293 200,00 €
		Montant Total de la subvention	2 293 200,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93418 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Patrick JEANTET, Président

N° SIRET : 41228073720375

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : attribution d'une subvention pour les études et premiers travaux d'adaptation des infrastructures de la ligne Transilien R

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de tenir le calendrier de livraison du Regio2N sur la ligne Transilien R, le maître d'ouvrage a été contraint de débuter les études dès le 01 octobre 2016.

Objectifs :
Le STIF a approuvé le 13 juillet 2016 un programme très ambitieux de renouvellement et de rénovation du matériel roulant Transilien sur le fondement des propositions du groupe SNCF.

Les nouveaux matériels roulants sont une composante déterminante de l'amélioration de la qualité de service sur les lignes ferrées du réseau francilien :

- réponse à la saturation du réseau, en limite de capacité,
- fiabilisation de la robustesse d'exploitation avec des matériels plus performants (freinage, accélération)

- amélioration de la disponibilité (fiabilité).

A ce titre, l'adaptation des infrastructures est indissociable des Schémas Directeurs et Schémas de Secteur.

Description :
Le projet consiste à financer les adaptations d'infrastructure liées au déploiement du matériel roulant Regio2N sur la ligne R, notamment sur les branches situées entre Melun et Montereau/Souppes.

1/ Adaptation infrastructures entre Melun et Montereau via Fontainebleau pour permettre la circulation et la desserte commerciale des gares par le Régio2N en US/UM2/UM3 (unités simple, double et triple) : niveau études AVP-PRO et premiers travaux,

2/ Adaptation infrastructures entre Moret et Montargis pour permettre la circulation et la desserte commerciale des gares par le Régio2N en US/UM2/UM3 (unités simple, double et triple) : niveau études AVP-PRO et premiers travaux,

3/ Adaptation infrastructures entre Melun et Montereau via Hericy pour permettre la circulation et la desserte commerciale des gares par le Régio2N uniquement en US (unité simple) : niveau études AVP-PRO et premiers travaux,

4/ Adaptation des garages en gare de Montargis (phase 1) pour l'accueil des UM3 Régio2N : niveau études AVP-PRO

5/ Amélioration du plan de voies de Montargis (phase 1 et 2) pour rendre toutes les voies aptes aux UM3 et fluidifier l'accès aux garages

Globalement, toutes les études Avant-Projet/Projet concernent :

- Les adaptations de quais (hauteur, longueur, suppression de traversées de voies),
- Les adaptations d'équipements permettant l'arrêt en gare (pancartes, balises, visibilité des signaux),
- Les adaptations d'équipements permettant la bonne circulation des trains (caténaires, circuits de retour de courant de traction, sectionnements critiques, KVB, annonces passages à niveau).

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage des études est assurée par SNCF Réseau.

Intérêt régional : L'adaptation des infrastructures de la ligne Transilien R doit permettre la mise en place d'un nouveau matériel roulant.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports collectifs et en particulier ceux de la ligne Transilien R.

Détail du calcul de la subvention :
Les études et premiers travaux sont financés dans le cadre du CPER 2015-2020.

Le montant global des études d'Avant-Projet et Projet (APO) ET premiers travaux (REA) s'élève à 3 3276 200 € financé à 70 % par la Région et 30 % par l'Etat.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne R

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Adaptation infrastructures entre Melun/Montereau via Fontainebleau - études AVP + PRO	390 000,00	11,90%
Adaptation infrastructures entre Melun/Montereau via Fontainebleau - REA	656 000,00	20,02%
Adaptation infrastructures entre Moret/Montargis - études AVP + PRO	535 000,00	16,33%
Adaptation infrastructures entre Moret/Montargis - REA	75 000,00	2,29%
Adaptation infrastructures entre Melun/Montereau via Hericy - études AVP + PRO	405 000,00	12,36%
Adaptation infrastructures entre Melun/Montereau via Hericy - Premiers travaux	70 000,00	2,14%
Amélioration du plan de voies de Montargis (phase 1+2) - études AVP	1 145 000,00	34,95%
Total	3 276 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	2 293 200,00	70,00%
Région Ile-de-France	982 800,00	30,00%
Total	3 276 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 293 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Accessibilité des transports	8 973 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 892 260,00 €
2014	Protections phoniques le long du réseau ferré	735 589,04 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 901 000,00 €
2014	Voirie des TIRN	800 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	14 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	26 562 398,40 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	4 012 404,41 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	5 370 000,00 €
2016	Accessibilité des transports	48 750 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	2 930 488,98 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	68 159 985,80 €
2016	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	7 831 000,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	6 000 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	67 389 000,00 €
2017	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 079 000,00 €
	Montant total	423 305 695,60 €

FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007044

Commission permanente du 21 septembre 2016 CP16-339

Objet : INTERCONNEXIONS FERREES DU GRAND PARIS EXPRESS - LIGNE 15 SUD - ADAPTATION DE LA STATION CHATILLON MONTROUGE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	16 307 870,37 €	17,28 %	2 818 000,00 €
	Montant Total de la subvention		2 818 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041783-481006-200
481006011- Métro

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS
Adresse administrative : 54 QUAI DE LA RAPEE
75599 PARIS CEDEX 12
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Elisabeth BORNE, Présidente

N° SIRET : 77566343801906

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : adaptation de la station Châtillon Montrouge suite à la mise en service de la gare du Grand Paris Express

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'adaptation des stations existantes en correspondance avec la future ligne 15 du Grand Paris Express consiste à pouvoir accueillir de manière sécurisée les usagers supplémentaires qui utiliseront ces stations.

Description :
Le programme des travaux d'adaptation à réaliser sur l'infrastructure et les équipements de la station existante porte sur :
- la création d'un quai supplémentaire.
- la création d'une issue de secours supplémentaire

Moyens mis en œuvre :
Les financements sont issus du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 qui prévoit une dotation financière de 176M€

Intérêt régional : Ces adaptations répondent aux priorités régionales en matière d'utilisation des transports en commun en permettant un meilleur accès et un plus grand confort.

Pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), l'obligation d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers de la station Châtillon Montrouge

Détail du calcul de la subvention :
Le plan de financement de la globalité de l'opération (études préalables + travaux) est assurée par :
- la Région Ile-de-France : 35%
- la Société du Grand Paris : 30%
- l'Etat : 17,5%
- la RATP: 17,5%

Comme prévu dans le CPER, la Région Ile-de-France ne participe qu'au financement de l'adaptation des gares ou stations existantes rendue nécessaire suite à l'arrivée du Grand Paris Express avec lequel elles sont en correspondance. Elle ne finance donc qu'une partie des Interconnexions ferrées (ces dernières englobant également les correspondances entre les gares existantes et le futur métro du Grand Paris Express). La base subventionnable correspond donc bien aux travaux d'adaptation.

La Société du Grand Paris et la RATP d'une part et la Société du Grand Paris et la SNCF d'autre part ont conclu des conventions pour le financement de ces études Projet.
Afin de permettre la tenue des délais du projet de ligne 15 Sud dans son ensemble, la Société du Grand Paris a décidé de financer par anticipation ces études à 100% y compris pour ce qui relève des adaptations des réseaux existants.

Les autres financeurs prennent ensuite en charge une part supérieure à ce qui est prévu sur la réalisation de l'adaptation afin de retrouver sur la totalité de l'opération (études + réalisation) les clés inscrites dans le CPER en remboursement des avances consenties par la Société du Grand Paris. En conséquence, les clés de répartition proposées dans ce rapport sont des clés résultantes du reste à charge à financer pour chacun des acteurs pour la réalisation des travaux.

Ainsi, pour les travaux d'adaptation de la gare de Châtillon-Montrouge, le plan de financement est assuré par:
- la Région Ile-de-France : 17,28 %
- la Société du Grand Paris : 11,75 %
- l'Etat : 8,64 %
- la RATP : 8,64 %

Par ailleurs, les travaux correspondant à la composante "correspondance" sont financés à 100 % par la Société du Grand Paris.

La participation de la Région porte sur 2,81M€ HT (CE 2014) soit 2,818 M€ HT courants conventionnels pour la réalisation d'études et de travaux d'adaptation.

Il s'agit de mettre en place une autorisation de programme de financement de travaux pour un montant de 2,818 M€, au bénéfice de la RATP

Localisation géographique :

- CHATILLON
- MONTROUGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Ligne 15 sud

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gros oeuvre et second oeuvre	2 596 212,00	15,92%
Electro-mécanique	274 751,00	1,68%
Alimentation/énergie	848 851,00	5,21%
Telecom	72 865,00	0,45%
Système de transport ferroviaire	1 322 704,00	8,11%
Caténaire traction	137 376,00	0,84%
Voie	109 529,00	0,67%
Désenfumage sécurité incendie	13 923,00	0,09%
Signalétique	120 668,00	0,74%
Travaux complémentaires	656 711,00	4,03%
Aléas, frais d'étude et de surveillance	1 395 410,00	8,56%
Génie civil correspondances	8 758 870,37	53,71%
Total	16 307 870,37	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	1 408 000,00	8,63%
Région Ile-de-France	2 818 000,00	17,28%
Société du Grand Paris	1 915 000,00	11,74%
RATP	1 408 000,00	8,63%
Société du Grand Paris (part correspondance)	8 758 870,37	53,71%
Total	16 307 870,37	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	550 000,00 €
2018	981 000,00 €
2019	886 000,00 €
2020	321 000,00 €
2021	80 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	200 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	182 318 316,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 020 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	86 112 887,59 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	2 610 700,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 880 629,94 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	161 765 154,10 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	73 123 316,00 €
	Montant total	538 682 013,93 €

FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007092

Commission permanente du 21 septembre 2016 CP16-339

Objet : INTERCONNEXIONS FERRES DU GRAND PARIS EXPRESS - LIGNE 15 SUD - ADAPTATION DE LA STATION VILLEJUIF LOUIS ARAGON

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	11 907 692,30 €	3,25 %	387 000,00 €
	Montant Total de la subvention		387 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041783-481006-200
481006011- Métro

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS
Adresse administrative : 54 QUAI DE LA RAPEE
75599 PARIS CEDEX 12
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Elisabeth BORNE, Présidente

N° SIRET : 77566343801906

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : adaptation de la station Villejuif Louis Aragon suite à la mise en service de la gare du Grand Paris Express

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'adaptation des stations existantes en correspondance avec la future ligne 15 du Grand Paris Express consiste à pouvoir accueillir de manière sécurisée les usagers supplémentaires qui utiliseront ces stations

Description :
Le programme des travaux d'adaptation à réaliser sur l'infrastructure et les équipements de la station existante porte sur la création d'une sortie secondaire supplémentaire dans le cadre de la création de l'ouvrage de correspondance entre le Grand Paris Express et la ligne 7 du métro

Moyens mis en œuvre :
Les financements sont issus du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 qui prévoit une dotation financière de 176M€

Intérêt régional : Ces adaptations répondent aux priorités régionales en matière d'utilisation des transports en commun en permettant un meilleur accès et un plus grand confort.

Pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), l'obligation d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers de la station Villejuif Louis Aragon

Détail du calcul de la subvention :
Le plan de financement de la globalité de l'opération (études préalables + travaux) est assurée par :
- la Région Ile-de-France : 35%
- la Société du Grand Paris : 30%
- l'Etat : 17,5%
- la RATP: 17,5%

Comme prévu dans le CPER, la Région Ile-de-France ne participe qu'au financement de l'adaptation des gares ou stations existantes rendue nécessaire suite à l'arrivée du Grand Paris Express avec lequel elles sont en correspondance. Elle ne finance donc qu'une partie des Interconnexions ferrées (ces dernières englobant également les correspondances entre les gares existantes et le futur métro du Grand Paris Express). La base subventionnable correspond donc bien aux travaux d'adaptation.

La Société du Grand Paris et la RATP d'une part et la Société du Grand Paris et la SNCF d'autre part ont conclu des conventions pour le financement de ces études Projet.
Afin de permettre la tenue des délais du projet de ligne 15 Sud dans son ensemble, la Société du Grand Paris a décidé de financer par anticipation ces études à 100% y compris pour ce qui relève des adaptations des réseaux existants.

Les autres financeurs prennent ensuite en charge une part supérieure à ce qui est prévu sur la réalisation de l'adaptation afin de retrouver sur la totalité de l'opération (études + réalisation) les clés inscrites dans le CPER en remboursement des avances consenties par la Société du Grand Paris. En conséquence, les clés de répartition proposées dans ce rapport sont des clés résultantes du reste à charge à financer pour chacun des acteurs pour la réalisation des travaux.

Ainsi, pour les travaux d'adaptation de la gare de Villejuif Louis Aragon, le plan de financement est assuré par:
- la Région Ile-de-France : 3,25 %
- la Société du Grand Paris : 2,21 %
- l'Etat : 1,62 %
- la RATP : 1,62 %

Par ailleurs, les travaux correspondant à la composante "correspondance" sont financés à 100 % par la Société du Grand Paris.

La participation de la Région porte sur 0,38M€ HT (CE 2014) soit 0,387 M€ HT courants conventionnels pour la réalisation de travaux d'adaptation.

Il s'agit de mettre en place une autorisation de programme de financement de travaux pour un montant de 0,387 M€, au bénéfice de la RATP

Localisation géographique :

- VILLEJUIF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Ligne 15 sud

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gros oeuvre et second oeuvre	474 003,00	3,98%
Electro-mécanique	59 383,00	0,50%
Alimentation/énergie	129 812,00	1,09%
Telecom	8 748,00	0,07%
Caténaire traction	24 743,00	0,21%
Désenfumage sécurité incendie	4 418,00	0,04%
Signalétique	8 837,00	0,07%
Travaux complémentaires	104 097,00	0,87%
Aléas, frais d'études et de surveillance	219 959,00	1,85%
Génie civil correspondances	10 873 692,30	91,32%
Total	11 907 692,30	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	192 000,00	1,61%
Région Ile-de-France	387 000,00	3,25%
Société du Grand Paris	263 000,00	2,21%
RATP	192 000,00	1,61%
Société du Grand Paris (part correspondance)	10 873 692,30	91,32%
Total	11 907 692,30	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	31 000,00 €
2018	57 000,00 €
2019	137 000,00 €
2020	125 000,00 €
2021	37 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	200 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	182 318 316,00 €

2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 020 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	86 112 887,59 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	2 610 700,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 880 629,94 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	161 765 154,10 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	73 123 316,00 €
	Montant total	538 682 013,93 €

FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007087

Commission permanente du 21 septembre 2016 CP16-339

Objet : INTERCONNEXIONS FERREES DU GRAND PARIS EXPRESS - LIGNE 15 SUD - ADAPTATION DE LA STATION CRETEIL L'ECHAT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	13 794 014,08 €	11,36 %	1 567 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 567 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041783-481006-200
481006011- Métro

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS
Adresse administrative : 54 QUAI DE LA RAPEE
75599 PARIS CEDEX 12
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Elisabeth BORNE, Présidente

N° SIRET : 77566343801906

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : adaptation de la station Créteil l'Echat suite à la mise en service de la gare du Grand Paris Express

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'adaptation des stations existantes en correspondance avec la future ligne 15 du Grand Paris Express consiste à pouvoir accueillir de manière sécurisée les usagers supplémentaires qui utiliseront ces stations

Description :
Le programme des travaux d'adaptation à réaliser sur l'infrastructure et les équipements de la station existante porte sur la création d'un quai supplémentaire

Moyens mis en œuvre :

Les financements sont issus du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 qui prévoit une dotation financière de 176M€

Intérêt régional : Ces adaptations répondent aux priorités régionales en matière d'utilisation des transports en commun en permettant un meilleur accès et un plus grand confort.

Pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), l'obligation d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers de la station Créteil l'Echat

Détail du calcul de la subvention :
Le plan de financement de la globalité de l'opération (études préalables + travaux) est assurée par :
- la Région Ile-de-France : 35%
- la Société du Grand Paris : 30%
- l'Etat : 17,5%
- la RATP: 17,5%

Comme prévu dans le CPER, la Région Ile-de-France ne participe qu'au financement de l'adaptation des gares ou stations existantes rendue nécessaire suite à l'arrivée du Grand Paris Express avec lequel elles sont en correspondance. Elle ne finance donc qu'une partie des Interconnexions ferrées (ces dernières englobant également les correspondances entre les gares existantes et le futur métro du Grand Paris Express). La base subventionnable correspond donc bien aux travaux d'adaptation.

La Société du Grand Paris et la RATP d'une part et la Société du Grand Paris et la SNCF d'autre part ont conclu des conventions pour le financement de ces études Projet.
Afin de permettre la tenue des délais du projet de ligne 15 Sud dans son ensemble, la Société du Grand Paris a décidé de financer par anticipation ces études à 100% y compris pour ce qui relève des adaptations des réseaux existants.

Les autres financeurs prennent ensuite en charge une part supérieure à ce qui est prévu sur la réalisation de l'adaptation afin de retrouver sur la totalité de l'opération (études + réalisation) les clés inscrites dans le CPER en remboursement des avances consenties par la Société du Grand Paris. En conséquence, les clés de répartition proposées dans ce rapport sont des clés résultantes du reste à charge à financer pour chacun des acteurs pour la réalisation des travaux.

Ainsi, pour les travaux d'adaptation de la gare de Créteil l'Echat, le plan de financement est assuré par:
- la Région Ile-de-France : 11,36 %
- la Société du Grand Paris : 7,29 %
- l'Etat : 5,68 %
- la RATP : 5,68 %

Par ailleurs, les travaux correspondant à la composante "correspondance" sont financés à 100 % par la Société du Grand Paris.

La participation de la Région porte sur 1,563 M€ HT (CE 2014) soit 1,567 M€ HT courants conventionnels pour la réalisation d'études et de travaux d'adaptation.

Il s'agit de mettre en place une autorisation de programme de financement de travaux pour un montant de 1,567 M€, au bénéfice de la RATP

Localisation géographique :

- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Ligne 15 sud

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gros oeuvre et second oeuvre	1 318 631,00	9,56%
Electro-mécanique	102 000,00	0,74%
Alimentation/énergie	801 000,00	5,81%
Telecom	78 132,00	0,57%
Système de transport ferroviaire	237 402,00	1,72%
Traction	41 771,00	0,30%
Voie	201 942,00	1,46%
Désenfumage et sécurité incendie	153 259,00	1,11%
Signalétique	50 786,00	0,37%
Travaux complémentaire	371 128,00	2,69%
Aléas, frais d'études et de surveillance	780 949,00	5,66%
Génie civil correspondances	9 657 014,08	70,01%
Total	13 794 014,08	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	783 000,00	5,68%
Région Ile-de-France	1 567 000,00	11,36%
Société du Grand Paris	1 004 000,00	7,28%
RATP	783 000,00	5,68%
Société du Grand Paris (part correspondance)	9 657 014,08	70,01%
Total	13 794 014,08	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	306 000,00 €
2018	546 000,00 €
2019	493 000,00 €
2020	178 000,00 €
2021	44 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	200 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	182 318 316,00 €

2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 020 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	86 112 887,59 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	2 610 700,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 880 629,94 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	161 765 154,10 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	73 123 316,00 €
	Montant total	538 682 013,93 €

FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006733

Commission permanente du 21 septembre 2016 CP16-339

Objet : INTERCONNEXIONS FERREES DU GRAND PARIS EXPRESS - LIGNE 15 SUD - ADAPTATION DE LA GARE DU VERT DE MAISONS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	32 019 285,71 €	1,26 %	403 443,00 €
	Montant Total de la subvention		403 443,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481006-200
481006011- Métro

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93418 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Patrick JEANTET, PRESIDENT

N° SIRET : 41228073720375

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : l'adaptation de la gare RER D de Vert de Maisons suite à la mise en service de la gare du Grand Paris Express

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'adaptation des stations existantes en correspondance avec la future ligne 15 du Grand Paris Express consiste à pouvoir accueillir de manière sécurisée les usagers supplémentaires qui utiliseront ces stations.

Description :
Le programme des travaux d'adaptation à réaliser sur l'infrastructure et les équipements de la gare existante porte sur:
- la création d'un nouvel accès au quai RER
- la relocalisation du bâtiment voyageur SNCF
- le réaménagement du passage souterrain SNCF existant et de l'accès Alforville.

- la mise en place des équipements du transporteur dans les ouvrages précités

Moyens mis en œuvre :
Les financements sont issus du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 qui prévoit une dotation financière de 176M€.

Intérêt régional : Ces adaptations répondent aux priorités régionales en matière d'utilisation des transports en commun en permettant un meilleur accès et un plus grand confort.

Pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), l'obligation d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers de la gare de Vert de Maisons

Détail du calcul de la subvention :
Le plan de financement de la globalité de l'opération (études préalables + travaux) est assurée par :
- la Région Ile-de-France : 35%
- la Société du Grand Paris : 30%
- l'Etat : 17,5%
- la SNCF Réseau: 17,5%

Comme prévu dans le CPER, la Région Ile-de-France ne participe qu'au financement de l'adaptation des gares ou stations existantes rendue nécessaire suite à l'arrivée du Grand Paris Express avec lequel elles sont en correspondance. Elle ne finance donc qu'une partie des Interconnexions ferrées (ces dernières englobant également les correspondances entre les gares existantes et le futur métro du Grand Paris Express). La base subventionnable correspond donc bien aux travaux d'adaptation.

La Société du Grand Paris et la RATP d'une part et la Société du Grand Paris et la SNCF d'autre part ont conclu des conventions pour le financement de ces études Projet.
Afin de permettre la tenue des délais du projet de ligne 15 Sud dans son ensemble, la Société du Grand Paris a décidé de financer par anticipation ces études à 100% y compris pour ce qui relève des adaptations des réseaux existants.

Les autres financeurs prennent ensuite en charge une part supérieure à ce qui est prévu sur la réalisation de l'adaptation afin de retrouver sur la totalité de l'opération (études + réalisation) les clés inscrites dans le CPER en remboursement des avances consenties par la Société du Grand Paris. En conséquence, les clés de répartition proposées dans ce rapport sont des clés résultantes du reste à charge à financer pour chacun des acteurs pour la réalisation des travaux.

Ainsi, pour les travaux d'adaptation de la gare de Vert-de-Maisons, le plan de financement est assuré par:
- la Région Ile-de-France : 1,26 %
- la Société du Grand Paris : 0,86 %
- l'Etat : 0,63 %
- la SNCF Réseau : 0,63 %

Par ailleurs, les travaux correspondant à la composante "correspondance" sont financés à 100 % par la Société du Grand Paris.

La participation de la Région porte sur 345 570€ HT (CE 2014) soit 403 443€ HT courants conventionnels pour la réalisation de travaux d'adaptation.
Il s'agit de mettre en place une autorisation de programme de financement de travaux et d'études pour un

montant de 403 443 €, au bénéfice de SNCF Réseau.

Localisation géographique :
- ALFORTVILLE
- MAISONS-ALFORT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Ligne 15 sud

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	788 000,00	2,46%
Provisions pour risque	170 688,00	0,53%
Maîtrise d'oeuvre	85 374,00	0,27%
Dépenses de maîtrise d'ouvrage	24 748,00	0,08%
Maîtrise d'ouvrage	13 763,00	0,04%
Génie civil correspondances	30 936 712,71	96,62%
Total	32 019 285,71	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	201 722,00	0,63%
Région Ile-de-France	403 443,00	1,26%
Société du Grand Paris	275 685,00	0,86%
SNCF Réseau	201 723,00	0,63%
Société du Grand Paris (part correspondance)	30 936 712,71	96,62%
Total	32 019 285,71	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	38 894,00 €
2018	200 304,00 €
2019	97 909,00 €
2020	21 246,00 €
2021	0,00 €
2022	45 089,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accessibilité des transports	8 973 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 892 260,00 €
2014	Protections phoniques le long du réseau ferré	735 589,04 €

2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 901 000,00 €
2014	Voirie des TIRN	800 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	14 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	26 562 398,40 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	4 012 404,41 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	5 370 000,00 €
2016	Accessibilité des transports	48 750 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	2 930 488,98 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	68 159 985,80 €
2016	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	7 831 000,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	6 000 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	67 389 000,00 €
2017	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 079 000,00 €
	Montant total	423 305 695,60 €

FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006756

Commission permanente du 21 septembre 2016 CP16-339

Objet : INTERCONNEXIONS FERREES DU GRAND PARIS EXPRESS - LIGNE 15 SUD - ADAPTATION DE LA GARE DU VERT DE MAISONS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	6 438 778,34 €	43,22 %	2 782 840,00 €
	Montant Total de la subvention		2 782 840,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041713-481006-200
481006011- Métro

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNCF MOBILITES
Adresse administrative : 9 RUE JEAN-PHILIPPE RAMEAU
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : PHILIPPE MASSIN, DIRECTEUR D'EXPLOITATION TRANSILIEN

N° SIRET : 55204944792805

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : adaptation de la gare RER D du Vert de Maisons suite à la mise en service de la gare du Grand paris Express

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'adaptation des stations existantes en correspondance avec la future ligne 15 du Grand Paris Express consiste à pouvoir accueillir de manière sécurisée les usagers supplémentaires qui utiliseront ces stations.

Description :
Le programme des travaux d'adaptation à réaliser sur l'infrastructure et les équipements de la gare existante porte sur :
- la création d'un nouvel accès au quai RER
- la relocalisation du bâtiment voyageur SNCF
- le réaménagement du passage souterrain SNCF existant et de l'accès Alforville.

- la mise en place des équipements du transporteur dans les ouvrages précités

Moyens mis en œuvre :
Les financements sont issus du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 qui prévoit une dotation financière de 176M€.

Intérêt régional : Ces adaptations répondent aux priorités régionales en matière d'utilisation des transports en commun en permettant un meilleur accès et un plus grand confort.
Cette convention permettra le recrutement d'au moins un stagiaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les usagers de la gare du Vert de Maisons

Détail du calcul de la subvention :
Le plan de financement de la globalité de l'opération (études préalables + travaux) est assurée par :
- la Région Ile-de-France : 35%
- la Société du Grand Paris : 30%
- l'Etat : 17,5%
- SNCF Mobilités: 17,5%

Comme prévu dans le CPER, la Région Ile-de-France ne participe qu'au financement de l'adaptation des gares ou stations existantes rendue nécessaire suite à l'arrivée du Grand Paris Express avec lequel elles sont en correspondance. Elle ne finance donc qu'une partie des Interconnexions ferrées (ces dernières englobant également les correspondances entre les gares existantes et le futur métro du Grand Paris Express). La base subventionnable correspond donc bien aux travaux d'adaptation.

La Société du Grand Paris et la RATP d'une part et la Société du Grand Paris et la SNCF d'autre part ont conclu des conventions pour le financement de ces études Projet.
Afin de permettre la tenue des délais du projet de ligne 15 Sud dans son ensemble, la Société du Grand Paris a décidé de financer par anticipation ces études à 100% y compris pour ce qui relève des adaptations des réseaux existants.

Les autres financeurs prennent ensuite en charge une part supérieure à ce qui est prévu sur la réalisation de l'adaptation afin de retrouver sur la totalité de l'opération (études + réalisation) les clés inscrites dans le CPER en remboursement des avances consenties par la Société du Grand Paris. En conséquence, les clés de répartition proposées dans ce rapport sont des clés résultantes du reste à charge à financer pour chacun des acteurs pour la réalisation des travaux.

Ainsi, pour les travaux d'adaptation de la gare de Vert-de-Maisons, le plan de financement est assuré par:
- la Région Ile-de-France : 43,22 %
- la Société du Grand Paris : 0,65 %
- l'Etat : 21,61 %
- SNCF Mobilités : 21,61 %

Par ailleurs, les travaux correspondant à la composante "correspondance" sont financés à 100 % par la Société du Grand Paris.

La participation de la Région porte sur 2 400 503€ HT (CE 2014) soit 2 782 840 HT courants conventionnels pour la réalisation détudes et de travaux d'adaptation.

Il s'agit de mettre en place une autorisation de programme de financement de travaux pour un montant de 2 782 840 €, au bénéfice de SNCF Mobilités

Localisation géographique :

- ALFORTVILLE
- MAISONS-ALFORT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Ligne 15 sud

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	3 919 835,00	60,88%
Provisions pour risque	852 827,00	13,25%
Maîtrise d'oeuvre	361 040,00	5,61%
Dépenses de maîtrise d'ouvrage	234 029,00	3,63%
Maîtrise d'ouvrage	239 861,00	3,73%
Génie civil correspondances	831 186,34	12,91%
Total	6 438 778,34	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	1 391 420,00	21,61%
Région Ile-de-France	2 782 840,00	43,22%
Société du Grand Paris	41 911,00	0,65%
SNCF Mobilités	1 391 421,00	21,61%
Société du Grand Paris (part correspondance)	831 186,34	12,91%
Total	6 438 778,34	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	554 092,00 €
2017	1 266 192,00 €
2018	0,00 €
2019	0,00 €
2020	962 556,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accessibilité des transports	2 000 000,00 €
2014	Amélioration de la sécurité dans les transports en commun	6 741 000,00 €
2014	Matériel roulant	17 100 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	12 400 398,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	126 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	6 000 000,00 €

2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 380 533,28 €
2016	Accessibilité des transports	15 250 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	58 634 032,12 €
2016	Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	307 792,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	1 000 000,00 €
	Montant total	162 168 421,93 €

FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006763

Commission permanente du 21 septembre 2016 CP16-339

Objet : INTERCONNEXIONS FERREES DU GRAND PARIS EXPRESS - LIGNE 15 SUD - ADAPTATION DE LA GARE DES ARDOINES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	47 201 193,50 €	14,16 %	6 683 689,00 €
	Montant Total de la subvention		6 683 689,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481006-200
481006011- Métro

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93418 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Patrick JEANTET, PRESIDENT

N° SIRET : 41228073720375

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : adaptation de la gare RER C des Ardoines suite à la mise en service de la gare du Grand Paris Express

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'adaptation des stations existantes en correspondance avec la future ligne 15 du Grand Paris Express consiste à pouvoir accueillir de manière sécurisée les usagers supplémentaires qui utiliseront ces stations.

Description :
Le programme des travaux d'adaptation à réaliser sur l'infrastructure et les équipements de la gare existante porte sur :
- l'élargissement des 2 quais RER et les mesures conservatoires associées
- la mise en place des équipements sur les quais et dans le passage souterrain

Moyens mis en œuvre :
Les financements sont issus du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 qui prévoit une dotation financière de 176M€

Intérêt régional : Ces adaptations répondent aux priorités régionales en matière d'utilisation des transports en commun en permettant un meilleur accès et un plus grand confort.

Pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), l'obligation d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers de la gare des Ardoines

Détail du calcul de la subvention :
Le plan de financement de la globalité de l'opération (études préalables + travaux) est assurée par :
- la Région Ile-de-France : 35%
- la Société du Grand Paris : 30%
- l'Etat : 17,5%
- la SNCF Réseau: 17,5%

Comme prévu dans le CPER, la Région Ile-de-France ne participe qu'au financement de l'adaptation des gares ou stations existantes rendue nécessaire suite à l'arrivée du Grand Paris Express avec lequel elles sont en correspondance. Elle ne finance donc qu'une partie des Interconnexions ferrées (ces dernières englobant également les correspondances entre les gares existantes et le futur métro du Grand Paris Express). La base subventionnable correspond donc bien aux travaux d'adaptation.

La Société du Grand Paris et la RATP d'une part et la Société du Grand Paris et la SNCF d'autre part ont conclu des conventions pour le financement de ces études Projet.
Afin de permettre la tenue des délais du projet de ligne 15 Sud dans son ensemble, la Société du Grand Paris a décidé de financer par anticipation ces études à 100% y compris pour ce qui relève des adaptations des réseaux existants.

Les autres financeurs prennent ensuite en charge une part supérieure à ce qui est prévu sur la réalisation de l'adaptation afin de retrouver sur la totalité de l'opération (études + réalisation) les clés inscrites dans le CPER en remboursement des avances consenties par la Société du Grand Paris. En conséquence, les clés de répartition proposées dans ce rapport sont des clés résultantes du reste à charge à financer pour chacun des acteurs pour la réalisation des travaux.

Ainsi, pour les travaux d'adaptation de la gare des Ardoines, le plan de financement est assuré par:
- la Région Ile-de-France : 14,16 %
- la Société du Grand Paris : 9,30 %
- l'Etat : 7,08 %
- SNCF Réseau : 7,08 %

Par ailleurs, les travaux correspondant à la composante "correspondance" sont financés à 100 % par la Société du Grand Paris.

La participation de la Région porte sur 5 747 908€ HT (CE 2014) soit 6 683 689 HT courants conventionnels pour la réalisation d'études et de travaux d'adaptation.
Il s'agit de mettre en place une autorisation de programme de financement de travaux pour un montant de 6 683 689 €, au bénéfice de SNCF Réseau

Localisation géographique :

- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Ligne 15 sud

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	14 011 785,00	29,69%
Provisions pour risque	1 954 673,00	4,14%
Maîtrise d'oeuvre	1 254 780,00	2,66%
Dépenses de maîtrise d'ouvrage	279 014,00	0,59%
Maîtrise d'ouvrage	256 921,00	0,54%
Génie civil correspondances	29 444 020,50	62,38%
Total	47 201 193,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	3 341 844,00	7,08%
Région Ile-de-France	6 683 689,00	14,16%
Société du Grand Paris	4 389 796,00	9,30%
SNCF Réseau	3 341 844,00	7,08%
Société du Grand Paris (part correspondance)	29 444 020,50	62,38%
Total	47 201 193,50	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	1 940 806,00 €
2018	2 931 898,00 €
2019	1 360 981,00 €
2020	0,00 €
2021	0,00 €
2022	450 004,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accessibilité des transports	8 973 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 892 260,00 €
2014	Protections phoniques le long du réseau ferré	735 589,04 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 901 000,00 €
2014	Voirie des TIRN	800 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	14 000 000,00 €

2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	26 562 398,40 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	4 012 404,41 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	5 370 000,00 €
2016	Accessibilité des transports	48 750 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	2 930 488,98 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	68 159 985,80 €
2016	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	7 831 000,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	6 000 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	67 389 000,00 €
2017	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 079 000,00 €
	Montant total	423 305 695,60 €

FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006990

Commission permanente du 21 septembre 2016 CP16-339

Objet : INTERCONNEXIONS FERREES DU GRAND PARIS EXPRESS - LIGNE 15 SUD - ADAPTATION DE LA GARE DES ARDOINES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	6 580 920,59 €	8,69 %	571 882,00 €
		Montant Total de la subvention	571 882,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041713-481006-200
481006011- Métro

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNCF MOBILITES
Adresse administrative : 9 RUE JEAN-PHILIPPE RAMEAU
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : PHILIPPE MASSIN, DIRECTEUR D'EXPLOITATION TRANSILIEN

N° SIRET : 55204944792805

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : adaptation de la gare RER D des Ardoines suite à la mise en service de la gare du Grand Paris Express

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'adaptation des stations existantes en correspondance avec la future ligne 15 du Grand Paris Express consiste à pouvoir accueillir de manière sécurisée les usagers supplémentaires qui utiliseront ces stations.

Description :
Le programme des travaux d'adaptation à réaliser sur l'infrastructure et les équipements de la gare existante sur le périmètre SNCF Réseau et Mobilités porte sur:
- l'élargissement des 2 quais RER et les mesures conservatoires associées.
- la mise en place des équipements sur les quais et dans le passage souterrain

Moyens mis en œuvre :
Les financements sont issus du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 qui prévoit une dotation financière de 176M€.

Intérêt régional : Ces adaptations répondent aux priorités régionales en matière d'utilisation des transports en commun en permettant un meilleur accès et un plus grand confort.
Cette convention permettra le recrutement d'au moins un stagiaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les usagers de la gare des Ardoines

Détail du calcul de la subvention :
Le plan de financement de la globalité de l'opération (études préalables + travaux) est assurée par :
- la Région Ile-de-France : 35%
- la Société du Grand Paris : 30%
- l'Etat : 17,5%
- la SNCF: 17,5%

Comme prévu dans le CPER, la Région Ile-de-France ne participe qu'au financement de l'adaptation des gares ou stations existantes rendue nécessaire suite à l'arrivée du Grand Paris Express avec lequel elles sont en correspondance. Elle ne finance donc qu'une partie des Interconnexions ferrées (ces dernières englobant également les correspondances entre les gares existantes et le futur métro du Grand Paris Express). La base subventionnable correspond donc bien aux travaux d'adaptation.

La Société du Grand Paris et la RATP d'une part et la Société du Grand Paris et la SNCF d'autre part ont conclu des conventions pour le financement de ces études Projet.
Afin de permettre la tenue des délais du projet de ligne 15 Sud dans son ensemble, la Société du Grand Paris a décidé de financer par anticipation ces études à 100% y compris pour ce qui relève des adaptations des réseaux existants.

Les autres financeurs prennent ensuite en charge une part supérieure à ce qui est prévu sur la réalisation de l'adaptation afin de retrouver sur la totalité de l'opération (études + réalisation) les clés inscrites dans le CPER en remboursement des avances consenties par la Société du Grand Paris. En conséquence, les clés de répartition proposées dans ce rapport sont des clés résultantes du reste à charge à financer pour chacun des acteurs pour la réalisation des travaux.

Ainsi, pour les travaux d'adaptation de la gare des Ardoines, le plan de financement est assuré par:
- la Région Ile-de-France : 8,69 %
- la Société du Grand Paris : 4,09 %
- l'Etat : 4,34 %
- SNCF Mobilités : 4,34 %

Par ailleurs, les travaux correspondant à la composante "correspondance" sont financés à 100 % par la Société du Grand Paris.

La participation de la Région porte sur 491 813€ HT (CE 2014) soit 571 882 HT courants conventionnels pour la réalisation d'études et de travaux d'adaptation.
Il s'agit de mettre en place une autorisation de programme de financement de travaux pour un montant de 571 882 €, au bénéfice de SNCF Mobilités

Localisation géographique :

- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Ligne 15 sud

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 287 851,00	19,57%
Provisions pour risque	53 527,00	0,81%
Maîtrise d'oeuvre	38 524,00	0,59%
Dépenses de maîtrise d'ouvrage	16 246,00	0,25%
Maîtrise d'ouvrage	16 247,00	0,25%
Génie civil correspondances	5 168 525,59	78,54%
Total	6 580 920,59	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	285 941,00	4,35%
Région Ile-de-France	571 882,00	8,69%
Société du Grand Paris	268 631,00	4,08%
SNCF Mobilités	285 941,00	4,35%
Société du Grand Paris (part correspondance)	5 168 525,59	78,54%
Total	6 580 920,59	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	0,00 €
2018	0,00 €
2019	102 939,00 €
2020	183 003,00 €
2021	251 628,00 €
2022	34 312,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accessibilité des transports	2 000 000,00 €
2014	Amélioration de la sécurité dans les transports en commun	6 741 000,00 €
2014	Matériel roulant	17 100 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	12 400 398,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	126 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	6 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 380 533,28 €
2016	Accessibilité des transports	15 250 000,00 €

2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	58 634 032,12 €
2016	Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	307 792,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	1 000 000,00 €
	Montant total	162 168 421,93 €

FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14014820

Commission permanente du 20 novembre 2014 CP14-604

Objet : TRAMWAY T8 SAINT-DENIS - EPINAY – VILLETANEUSE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	1 895 857,14 €	70,00 %	1 327 100,00 €
	Montant Total de la subvention		1 327 100,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-204133-181005-200
18100501- Liaisons tramways

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE LA SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : 3 ESPLANADE JEAN MOULIN
93006 BOBIGNY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur STEPHANE TROUSSEL, Président

N° SIRET : 22930008201453

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : financer l'opération T8 Tramway Saint Denis Epinay Villetaneuse

Date prévisionnelle de début de projet : 17 octobre 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'opération de tramway permet de relier les villes de Saint-Denis (en correspondance avec la ligne 13 du métro et la ligne de tramway T1), Epinay-sur-Seine (en correspondance avec le RER C et la future tangentielle nord) et Villetaneuse (en correspondance avec la future tangentielle nord).

Description :
CARACTERISTIQUES DE LA LIGNE
Longueur : 8,45 kilomètres
Nombre de stations : 17
Origine - Destination : Saint-Denis – Epinay-sur-Seine / Villetaneuse Université
Communes traversées : Saint-Denis, Epinay-sur-Seine et Villetaneuse
Correspondances réseaux lourds : Métro ligne 13, Transilien, RED C, RER D, Tramway T1, future TGN

OFFRE DE TRANSPORT
Amplitude :5h30 – 00h30
Fréquence (HP/HC) : 3’ – 5’
Vitesse commerciales : 18,4 km/h
Temps de parcours : Saint-Denis – Villetaneuse : 14 minutes
Saint-Denis – Epinay : 22 minutes
Trafic attendu (heure de pointe/jour/année) : 6 200 / 55 000 / 16 millions

MATERIEL ROULANT
Type : Tramway fer
Nombre de rames : 20
Capacité : Supérieur à 200 personnes
Longueur : 32 m
Largeur : 2,4 m
Coût : 43 M€

Intérêt régional : Contribuer au désenclavement des territoires, améliorer le maillage de transports (T1, M13, RER C, réseau bus) en commun, offrir des liaisons de banlieue à banlieue.

Public(s) cible(s) :
Les franciliens et plus spécifiquement les usagers des transports en commun ligne 13, ligne de tramway T1 et futur T5 ainsi que les habitants de Saint Denis et d'Epinay sur Seine.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Contrat particulier CPRD93/Amgnts urb. projets Tramway Contrat de projets

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CG93	1 895 857,14	100,00%
Total	1 895 857,14	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	1 327 100,00	70,00%
Département de Seine-Saint-Denis	568 757,14	30,00%
Total	1 895 857,14	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	800 000,00 €
2018	527 100,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	374 650,00 €
2014	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	27 600,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	865 154,43 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	14 877 100,00 €
2014	Politique énergie climat	252 600,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	400 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 017 500,00 €
2014	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des piétons	243 600,00 €
2014	Soutien aux structures de prévention	235 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	500 000,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	576 000,00 €
2015	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	717 224,00 €
2015	E-administration	60 000,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	455 040,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 958 012,67 €
2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	950 000,00 €
2015	Plan Piscines Régional	1 920 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	60 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	235 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	11 452 504,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 072 000,00 €
2015	Soutien au haut débit et ressources numériques au développement des TICE	96 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 015 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	104 785,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	100 000,00 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	927 500,00 €
2016	Soutien aux actions en faveur de la lutte contre la pollution	38 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
	Montant total	46 196 148,90 €

CONVENTION

2017

Convention de financement des adaptations des infrastructures SNCF Réseau pour le

Déploiement du Régio2N sur la ligne R

(*Études APO et premiers travaux*)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SNCF RÉSEAU

îledeFrance

stif
L'autorité organisatrice de vos transports en Ile-de-France

Table des matières

CONTEXTE GÉNÉRAL 8

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION 8

ARTICLE 2. CONTENU DE LA PRÉSENTE CONVENTION DE FINANCEMENT 9

2.1. LE PÉRIMÈTRE DE LA CONVENTION 9
2.2. CALENDRIER DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS 9

ARTICLE 3. RÔLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 10

3.1. L'AUTORITÉ ORGANISATRICE DES TRANSPORTS 10
3.2. LA MAÎTRISE D'OUVRAGE DES OPÉRATIONS 10
3.3. LES FINANCEURS 10
3.4 LE BÉNÉFICIAIRE 11

ARTICLE 4. MODALITÉS DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 11

4.1. ESTIMATION DU COÛT DES ÉTUDES ET PREMIERS TRAVAUX 11
4.2. RÉPARTITION DÉTAILLÉE DU RESTE À FINANCER DES COÛTS DES ÉTUDES ET PREMIERS TRAVAUX 11
4.3. PLAN DE FINANCEMENT 12
4.4. MODALITÉS DE VERSEMENT DES CRÉDITS DE PAIEMENT POUR L'ETAT ET LA RÉGION 12
4.5. CADUCITÉ DES SUBVENTIONS AU TITRE DU RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE DE LA RÉGION 15
4.6. COMPTABILITÉ DES BÉNÉFICIAIRES 15

ARTICLE 5. MODALITÉS DE CONTRÔLE PAR LES FINANCEURS 15

ARTICLE 6. GESTION DES ÉCARTS 16

ARTICLE 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRÉSENTE CONVENTION 16

7.1. COMITÉ TECHNIQUE 16
7.2. COMITÉ DES FINANCEURS 17
7.3. COMMISSION DE SUIVI 18
7.4. INFORMATION HORS COMITÉ ET COMMISSION DE SUIVI 18

ARTICLE 8. PROPRIÉTÉ, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ÉTUDES 19

8.1. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE 19
8.2. COMMUNICATION DES FINANCEURS 19
8.3. CONFIDENTIALITÉ 19

ARTICLE 9. DISPOSITIONS GÉNÉRALES 20

9.1. MODIFICATION DE LA CONVENTION 20
9.2. RÈGLEMENT DES LITIGES 21
9.3. RÉSILIATION DE LA CONVENTION 21
9.4. DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION 21
9.5. MESURES D'ORDRE 22

ANNEXES 23

ANNEXE 1 ORGANIGRAMME NOMINATIF 24

ANNEXE 2 ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET DES DÉPENSES 25

ANNEXE 3 CALENDRIER PRÉVISIONNEL DES ÉTUDES ET DES TRAVAUX 26

Entre,

En premier lieu,

- **L'Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
- **La Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région », dûment mandatée par délibération n°_____ de la Commission Permanente du _____ du Conseil régional d'Ile-de-France,

Ci-après désignés par « **les financeurs** ».

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est 15/17 rue Jean-Philippe Rameau 936418 La Plaine St Denis, représenté par Didier Bense, Directeur Général Ile de France, dûment habilité à signer la présente convention.

Ci-après désignés par « **le maître d'ouvrage** ».

En troisième lieu,

- Le **STIF**, Syndicat des Transports d'Île-de-France, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé à Paris 9ème, 39 bis/41 rue de Châteaudun, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil n°_____ en date du_____.

Ci-après désigné comme le « **STIF** » ou « **l'autorité organisatrice** ».

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

Vu la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et relative à la création de l'Epic SNCF et de ses deux filiales SNCF Mobilités et SNCF Réseau ;

Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application 2002-428 du 25 mars 2002 ;

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

Vu le décret n° 2015-138 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Mobilités ;

Vu le décret n° 2015-140 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;

Vu La délibération cadre n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020 ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

Vu les orientations du Schéma Directeur du Matériel Roulant, adoptées au conseil d'administration du STIF du 13/07/2016 ;

Vu la commande de Régio2N pour la ligne R, adoptée au conseil d'administration du STIF du 10 décembre 2014 ;

Vu le Contrat de Plan Etat-Région Ile-de-France 2015-2020 approuvé au Conseil Régional n° CR 53-15 du 18 juin 2015 ;

Il est convenu ce qui suit :

CONTEXTE GÉNÉRAL

Lors de la séance de son conseil d'administration du 10 décembre 2014, le STIF a approuvé l'acquisition de Régio2N pour la ligne R.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la formalisation du financement nécessaire pour adapter les infrastructures SNCF Réseau à l'ensemble de ces déploiements de nouveaux matériels roulants.

Elle couvre les besoins de financement liés aux premiers engagements d'opérations nécessaires en 2017 sur la ligne R, pour ne pas mettre en péril de calendrier de déploiement envisagé.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet :

- D'une part, de définir les modalités de financement des études d'Avant-Projet et Projet ainsi que les premiers travaux nécessaires aux adaptations des infrastructures SNCF Réseau pour le déploiement du Regio2N sur la ligne R ;
- D'autre part, de préciser le contenu et les conditions de suivi de ces études et travaux dans le respect du calendrier général du projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Etudes d'adaptation des infrastructures SNCF Réseau pour le déploiement du Régio2N sur la ligne R – études AVP/PRO et premiers travaux ».

ARTICLE 2. CONTENU DE LA PRÉSENTE CONVENTION DE FINANCEMENT

2.1. Le périmètre de la convention

Cette convention concerne les études et les premiers travaux d'adaptations sous la maîtrise d'ouvrage (MOA) de SNCF Réseau liées aux matériels roulants Régio2N de la ligne R, notamment :

- Les adaptations de quais : hauteur, longueur, suppression de traversées de voies,
- Les adaptations d'équipements permettant l'arrêt en gare : pancartes, balises, visibilité des signaux, …
- Les adaptations d'équipements permettant la bonne circulation des trains : caténaires, circuits de retour du courant de traction, sectionnements critiques, KVB, annonces PN, …
- Les impacts sur périmètre SNCF Réseau (hors périmètre sous COT accordée à Transilien) de l'adaptation de voies de garages et technicentres.

La convention vise à permettre la réalisation des opérations et phases suivantes :

Opérations	Caractéristiques	Enjeu	Phases concernées
Adaptation infrastructures entre Melun et Montereau via Fontainebleau (ligne 830 000)	Permettre la circulation et la desserte commerciale des gares par le Régio2N en US/UM2/UM3	Circulation matériel roulant	APO et REA
Adaptation infrastructures entre Moret et Montargis (ligne 750 000)	Permettre la circulation et la desserte commerciale des gares par le Régio2N en US/UM2/UM3	Circulation matériel roulant	APO et REA (partielle)
Adaptation infrastructures entre Melun et Montereau via Hericy (ligne 746 000)	Permettre la circulation et la desserte commerciale des gares par le Régio2N en US	Circulation matériel roulant	APO et REA (partielle)
Amélioration du plan de voies de Montargis - Phase 1bis et 2	Rendre toutes les voies aptes aux UM3 et fluidifier l'accès aux garages	Exploitation matériel roulant	AVP

La prochaine convention de financement des études et travaux d'adaptation des infrastructures de la Ligne R au REGIO 2N intégrera, le cas échéant, les compléments de subvention nécessaires au portage des frais de maitrise d'œuvre et SNCF Entrepreneur, qui auront été validés par le STIF sur la base des justifications de SNCF et des analyses en cours, qui n'ont pu être achevées dans le délai de la finalisation de la présente CFI.

2.2. Calendrier de réalisation des opérations

Le délai de réalisation prévisionnel de l'ensemble des études est fixé à 12 mois à compter de la notification de la convention par le STIF à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception. Le calendrier prévisionnel de réalisation des études et travaux figure en annexe 3.

ARTICLE 3. RÔLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, le STIF veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, le STIF est uniquement Autorité organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations

Le maître d'ouvrage des opérations est SNCF Réseau.

La responsabilité des maîtres d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

Conformément aux dispositions des articles L 2101-1 et suivants du code des transports, SNCF Réseau est maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du réseau ferré national et SNCF Transilien sur son périmètre (financé hors présente convention). Les maîtres d'ouvrages mettront en évidence les éventuelles interfaces entre leur périmètre respectif, au droit notamment de l'accès aux installations de garage, remisage et maintenance de l'exploitant. SNCF Réseau s'assure de la cohérence des études et des éventuelles réserves qu'elles appellent au niveau des interfaces.

Les cahiers des charges des études sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau intègrent la quantification des besoins du transporteur (programme d'exploitation, caractéristiques des interfaces sol-bord, …) dans le périmètre des études demandées.

3.3. Les financeurs

3.3.1. Identification

Le financement des études et premiers travaux, objet de la présente convention, s'inscrit dans le cadre Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, pour un montant total de 3 276 000 €, réparti selon les clés de répartition suivantes :

- L'Etat (30 %), soit 982 800 € ;
- La Région Ile-de-France (70 %), soit 2 293 200 € ;

3.3.2. Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP/AE nécessaires pour la réalisation de l'opération par les bénéficiaires visés à l'article 3.4, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention, dans la limite de la durée prévue à l'article 9.4. et dans le respect du calendrier visé à l'article 2.2.

3.4 Le bénéficiaire

SNCF Réseau est bénéficiaire des financements versés par l'Etat et la Région Ile-de-France et ci-après désigné « le bénéficiaire ».

ARTICLE 4. MODALITÉS DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Estimation du coût des études et premiers travaux

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux études et premiers travaux de la présente convention est évalué à 4 276 000 € HT courants, **non actualisables et non révisables** (à titre exceptionnel du fait de ses premiers travaux réalisés principalement sur l'année en cours). La SNCF Réseau, au titre de la redevance quais, finance à hauteur de 1 000 000 € HT courants (sur travaux de la ligne 830 000). Le reste à financer au titre de la présente convention est de 3 276 000 € HT courants

4.2. Répartition détaillée du reste à financer des coûts des études et premiers travaux

Opération	Phases financées	Coût en M€ courants
Ligne 830 000	APO	0,390
	REA	0,656
Ligne 750 000	APO	0,535
	REA (partielle)	0,075
Ligne 746 000	APO	0,405
	REA (partielle)	0,070
Montargis Phase 1bis et 2	AVP	1,145

	-	
Total ligne R		**3,276**

4.3. Plan de financement

Le plan de financement est établi en Meuros courants, non actualisables, non révisables. (à titre exceptionnel du fait des travaux réalisés principalement sur l'année en cours)

Adaptation Infra –Régio2N sur la ligne Transilien R Plan de financement Montant M€ courants HT et %			
	État 30,00%	**Région 70,00%**	**Total**
SNCF Réseau	982 800	2 293 200	3 276 000

4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région

4.4.1. ***Versement d'acomptes***

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le bénéficiaire.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du bénéficiaire, par financeur.

Le Comité des Financeurs est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

A cette fin, le bénéficiaire transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprendra les pièces suivantes :

A) Pour la Région :

La demande de versements d'acomptes par SNCF Réseau :

- l'état récapitulatif des montants des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures réalisées, leur date de réalisation et le montant des factures réalisées.

Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 3.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;

- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3. ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire.

B) pour l'Etat :

La demande de versements d'acomptes par chaque bénéficiaire comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en euros courants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2.2 signé par le responsable de projet ;
- un état récapitulatif: des factures comptabilisées, signé par le responsable du projet ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier.

C) Plafonnement des acomptes

Par dérogation, le montant cumulé des acomptes pouvant être versés au bénéficiaire est plafonné à 95% avant le versement du solde conformément à la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 – article 3 pour la Région. Ce taux de 95 % est applicable uniquement dans le cas d'une opération inscrite au CPER 2015-2020.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés à l'Etat au bénéficiaire est plafonné à 90% du montant de la subvention.

4.4.2. ***Versement du solde***

Après achèvement des études et travaux couverts par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents prévus dans l'article 2.1 et signés par le représentant légal des organismes indiqués à l'article 3.4. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Le versement du solde pour SNCF Réseau se fera sur présentation des factures acquittées.

4.4.3. ***Paiement***

Le versement des montants de subvention appelés par les maîtres d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.4.1. Dans la mesure du possible, les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du bénéficiaire.

4.4.4. ***Bénéficiaire et domiciliation***

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- SNCF Réseau sur le compte ouvert à la Société générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							**Code BIC**
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPP

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Nom du service**	**Téléphone / courriel**
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	01.40.61.86.08
Région	35, boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Finances et Direction de la comptabilité	01.53.85.53.85
SNCF Réseau	SNCF CAMPUS RESEAU 15/17 rue Jean-Phi-lippe RAMEAU CS80001 93418 LA PLAINE ST DE-NIS CEDEX	Service Trésorerie Groupe – Unité Crédit Management	01.85.57.96.70 patricia.langelez@reseau.sncf.fr

4.5. <u>Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région</u>

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage des études ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'étude, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6. Comptabilité des bénéficiaires

Les bénéficiaires s'engagent à faire ressortir dans leur comptabilité les dépenses propres à cette étude.

Les bénéficiaires s'engagent à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITÉS DE CONTRÔLE PAR LES FINANCEURS

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, le STIF, en tant qu'autorité organisatrice des transports, veille à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

ARTICLE 6. GESTION DES ÉCARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention, constitue un plafond global et par bénéficiaire.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par un bénéficiaire s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des

dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement d'un des montants visé à l'article 4.3, les financeurs sont informés lors du Comité Technique et du Comité des Financeurs. Les bénéficiaires doivent obtenir l'accord préalable des financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage désigné dans la présente convention.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii dans lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

ARTICLE 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Conformément au Contrat de projets État Région Ile-de-France, les financeurs chargent conjointement le STIF d'assurer pour leur compte le contrôle des maîtrises d'ouvrage. Le STIF, en tant qu'autorité organisatrice, s'assure notamment du respect, par les maîtres d'ouvrage, des délais indiqués, de la remise des documents et des estimations à cette étape du projet indiqués aux articles 2.2 et 4.1 de la présente convention.

A la demande expresse du STIF, chaque maître d'ouvrage s'engage également à lui fournir directement tous les documents relatifs à l'opération, nécessaires au suivi de la maîtrise d'ouvrage, qu'ils soient à caractère organisationnel (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre) ou technique (dossier projet, etc.).

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge des études et les financeurs, de commissions de suivi composées des élus et des financeurs et des MOA, et de réunions entre maîtres d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

7.1. Comité technique

Il est constitué un Comité technique de suivi de l'opération. Ce comité, convoqué par le maître d'ouvrage coordinateur, comprend les représentants de l'ensemble des signataires de la présente convention et des maîtres d'ouvrages concernés par ces études.

Le Comité technique se réunit en tant que besoin et au moins une fois par an, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de deux semaines et les éléments étant envoyés au moins sept jours au préalable par le maître d'ouvrage coordinateur.

Le Comité technique est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération ;
- de développer un point technique lors d'une séance spécifique ;
- de valider les choix techniques si nécessaire ;

- de suivre le déroulement technique de la démarche ;
- de préparer les différents comités et les commissions de suivi sur les aspects techniques.

A cette fin, les membres du Comité technique peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans les études.

Le Comité des financeurs se réunit également autant que de besoin sur les questions spécifiques relevant du pilotage des études, notamment leur financement, les ajustements de programmation technique et financière, et les points spécifiques qui n'auraient pu être validés par ailleurs.

7.2. Comité des financeurs

Il est constitué un Comité des financeurs comprenant les représentants de l'ensemble des signataires de la convention, sous la présidence du STIF.

Le Comité des financeurs se réunit au moins une fois par an, et autant que de besoins, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le maître d'ouvrage coordonnateur.

Dans le cadre du suivi financier, le Comité technique se prononce et valide :

- l'avancement des études au regard des éléments demandés dans la convention de financement et du calendrier ;
- le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et des délais ;
- le montant des dépenses réalisées ;
- le montant des subventions appelées et versées ;
- un prévisionnel des appels de fond réactualisé ;
- les éventuels écarts constatés, dans le respect de l'article 6 ;
- les besoins d'études complémentaires possibles à ce stade ;
- le suivi des estimations des études (confirmation des postes prévus au regard du périmètre du projet) ;
- le projet de contenu des conventions de financement des étapes ultérieures des études ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil du STIF.

Le compte rendu de chaque Comité technique est transmis pour avis avant envoi officiel.

7.3. Commission de suivi

Placé sous la présidence du Directeur Général du STIF, la Commission de suivi comprend les représentants de l'ensemble des signataires de la convention et les élus des collectivités territoriales concernées par les études.

Elle se réunit si nécessaire, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le STIF.

La Commission de suivi informe ses membres de l'avancement des études.

Elle recueille les avis et observations de ses membres sur :

- les orientations et la démarche à engager ;
- les conclusions de la démarche à chaque étape importante ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil du STIF.

7.4. Information hors comité et commission de suivi

Les maîtres d'ouvrage s'engagent pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des études devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France à la demande de ce dernier ;
- à informer le STIF et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Chaque maître d'ouvrage s'engage également à inviter le STIF et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

Un Comité des maîtres d'ouvrage est constitué des maîtres d'ouvrage ainsi que de leurs assistants et prestataires techniques suivant les besoins. Ce comité piloté par le maître d'ouvrage coordinateur, se réunira mensuellement. Les réunions sont dédiées à la coordination entre les différentes études. Les financeurs et le STIF en seront informés, pourront y assister. Les comptes rendus de réunions seront adressés à l'ensemble des financeurs.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins sept jours avant la réunion.

ARTICLE 8. PROPRIÉTÉ, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ÉTUDES

8.1. Propriété intellectuelle

« **Etudes** » : désigne les Etudes réalisées par les maîtres d'ouvrage dans le cadre de la présente convention de financement.

« **Résultats des Etudes** » : désigne les synthèses des Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention de financement.

Les études et les résultats d'études réalisés dans le cadre de la présente convention de financement sont la propriété du maître d'ouvrage qui les a réalisés.

Les études et résultats des études seront communiqués, sur première demande, aux co-financeurs qui s'interdisent toute diffusion en dehors des signataires de la présente convention, sauf accord préalable des maîtres d'ouvrage.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable des parties signataires.

Les données des études pourront être utilisées librement par les financeurs et le STIF dans le cadre de la poursuite de la réalisation du projet.

8.2. Communication des financeurs

Les présents signataires s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elle vise, notamment par une indication portée sur les documents finaux.

L'ensemble des dossiers d'études, documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des financeurs.

Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de projets Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre entre partenaires : l'Etat, la Région, SNCF Réseau ;
- l'ordre des financeurs : l'Etat, la Région, SNCF Réseau ;
- en dernier : le logo du STIF.

8.3. Confidentialité

Pendant toute la durée de la convention et pendant cinq années civiles suivant son terme les parties s'engagent à traiter les informations liées au secret commercial des maîtres d'ouvrage, abordées dans le cadre de cette convention, comme strictement confidentielles et non divulgables.

Les parties s'engagent à ce que les informations confidentielles telles que définies ci-avant :

- soient traitées avec la même précaution que les parties portent à la préservation de leurs propres informations confidentielles ;
- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que leurs missions respectives telles que définies à l'article 2 sur le projet d'études complémentaires pour l'achèvement du Schéma directeur du Réseau Paris Saint-Lazare Sud du Transilien ;
- ne soient pas divulguées à des tiers, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la partie propriétaire des informations, sauf exceptions prévues à l'article 8.1. ;
- conformément à l'article 1120 du code civil, les parties se portent fort pour tout leur personnel (salariés et collaborateurs, intervenants), du respect de cette obligation de confidentialité.

La présente convention ne s'applique pas aux informations confidentielles pour lesquelles les parties apporteraient la preuve écrite :

- qu'elles étaient en leurs possession ou qu'elles étaient tombées dans le domaine public avant qu'elles ne leurs soient communiquées par l'autre partie ;
- qu'elles sont, postérieurement à la date de la signature de la présente convention, tombées dans le domaine public et ce, sans violation des termes de la convention ;
- qu'elle les a licitement acquises d'un tiers qui était en droit de les divulguer.

Enfin, les parties ne seront pas soumises à l'obligation de confidentialité prévue au présent article :

- en cas d'injonction d'un tribunal ou de toute autre autorité de contrôle de fournir des informations confidentielles à l'autre partie ;
- en application d'une obligation légale ou réglementaire qui imposerait à la partie destinataire de communiquer des informations confidentielles de l'autre partie.

En cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, ils devront informer la partie propriétaire des informations de la requête ou de l'injonction qui leur a été faite de communiquer.

ARTICLE 9. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

9.1. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnée à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

9.2. Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Les litiges éventuels entre les parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

9.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une au moins des autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation des études et premiers travaux. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser aux bénéficiaires, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation ainsi que les remboursements que les maitres d'ouvrages seraient amener à faire à leurs prestataires en application des marchés ou contrats passés avec eux. Sur cette base, les maîtres d'ouvrage procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

9.4. Date d'effet et durée de la convention

La convention prend effet à compter de sa notification par le STIF à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle expire soit dans le cadre de l'article 4.5. relatif à la caducité, soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 9.3, soit après la réalisation des étapes suivantes :

- solde de la totalité des subventions dues aux maîtres d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4.2. ;

9.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux.

Fait en quatre exemplaires originaux

Pour l'Etat, Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Pour SNCF Réseau, **Didier BENSE** Directeur Général Ile-de-France	Pour le STIF, **Laurent PROBST** Directeur Général

ANNEXES

- **Annexe 1** : Organigramme de l'opération
- **Annexe 2** : Echéancier prévisionnel des autorisations de programme et des appels de fonds
- **Annexe 3** : Calendrier prévisionnel de réalisation des études et travaux

ANNEXE 1
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAÎTRISE D'OUVRAGE SNCF RÉSEAU

Jean-Luc LAFOURCADE, Direction des Projets Francilien

ANNEXE 2
Echéancier prévisionnel des autorisations de programme et des dépenses

---

2.1 Echéancier prévisionnel des besoins par MOA

Echéancier prévisionnel des besoins en AP/AE SNCF Réseau en M€
Erreur ! Liaison incorrecte.

M€ HT Courants	2017	2018	2019	TOTAL
Ligne R	3,276	0,000	0,000	3,276
Etat	0,982	0,000	0,000	0,982
Région	2,293	0,000	0,000	2,293

2.2 Echéancier prévisionnel des appels de fonds

Echéancier prévisionnel des appels de fond SNCF Réseau EN M€

M€ HT Courants	2017	2018	2019	TOTAL
Ligne R	3,276	0,000	0,000	3,276
Etat	0,982	0,000	0,000	0,982
Région	2,293	0,000	0,000	2,293

ANNEXE 3
Calendrier prévisionnel des études et des travaux

Opération	Phases	2017												2018											
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Ligne 830 000	APO																								
	REA																								
Ligne 750 000	APO																								
	REA (partielle)																								
Ligne 746 000	APO																								
	REA (partielle)																								
Montargis Phase 1bis et 2	AVP																								
	-																								

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 10/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-252

DU 5 JUILLET 2017

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE VÉLO EN ÎLE-DE-FRANCE
PROJETS SITUÉS DANS LES DÉPARTEMENTS DE LA SEINE-SAINT-DENIS, DES YVELINES, DES HAUTS-DE-SEINE ET DU VAL-DE-MARNE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

Vu Le Code général des collectivités territoriales ;

Vu Le Code de la route ;

Vu La délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au plan d'action régional en faveur de la mobilité durable et particulièrement son annexe 2 – dispositif « Déplacements à vélo en Île-de-France » ;

Vu La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

Vu La délibération n° CR 2017-77 du 19 mai 2017 relative au Plan Vélo régional ;

Vu La délibération n° CP 15-520 du 9 juillet 2015 relative à la convention financière type concernant les opérations cyclables ;

Vu Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission des transports ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-252 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : «Programme HP 78-001 - Circulations douces»

Décide de participer au titre du dispositif **«** *Déplacements à vélo en Île-de-France »,* au financement des projets détaillés en annexe 2 *(fiches projets)* à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **2 330 388 €** répartis comme suit :

Maître d'ouvrage	Nom de l'opération	Montant de la subvention
Département de la Seine Saint-Denis	Itinéraire cyclable le long de la RD 27 à Bobigny (93)	200 000 €
Département de la Seine Saint-Denis	Itinéraire cyclable le long de la RD 32 au Bourget (93)	193 500 €
Département de la Seine Saint-Denis	Itinéraire cyclable le long de l'ex-RN 370 à Aulnay-Sous-Bois (93)	396 500 €
Département des Yvelines	Itinéraire cyclable le long de la RD74 à Saint-Nom-la-Bretèche et Chavenay (78)	34 850 €
Communauté d'Agglomération de Versailles Grand Parc	Itinéraire cyclable de desserte de la gare de Versailles Chantiers, le long de la rue de la Porte de Buc à Versailles et Buc (78)	384 483 €
Commune de Versailles	Itinéraire cyclable le long de l'avenue des Etats-Unis	184 002 €
Commune de Versailles	Franchissement cyclable du Carrefour de la Porte Verte	30 658 €
Commune de Versailles	Véloscénie - Tronçon d'aménagement le long de la rue Remont à Versailles (78)	89 400 €
Département des Yvelines	Véloscénie - Tronçon d'aménagement le long de la RD938 à Buc et Toussus-le-Noble (78)	507 000 €
Commune de Sucy-en-Brie	Itinéraire cyclable entre le collège du Fort et le centre-ville de Sucy-en-Brie (94)	274 195 €
Département des Hauts-de-Seine	Itinéraire cyclable le long de la RD63 sur l'avenue Jean Moulin à Fontenay-aux-Roses (92)	35 800 €
	TOTAL	**2 330 388 €**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 15-520 du 09 juillet 2015, modifiée pour tenir compte des dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 2 330 388 € disponible sur le chapitre 907 «Environnement» - code fonctionnel 78 «Autres actions» programme HP 78-001 « Circulations douces » - action 17800101 «Réseaux verts et équipements cyclables», du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Circulations douces – opérations en démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 (subventions d'investissement) de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier. Les motivations de démarrage anticipé sont explicitées dans chacune des fiches projet relative à l'opération concernée et jointes en annexe 2.

N° DE DOSSIER	Nom de l'opération	Bénéficiaire	Date prévisionnelle du démarrage des travaux
17009103	Véloscénie - Tronçon d'aménagement le long de la RD938 à Buc et Toussus-le-Noble (78)	Département des Yvelines	25/04/2017
17009190	Itinéraire cyclable le long de la RD74 à Saint-Nom-la-Bretèche et Chavenay (78)	Département des Yvelines	25/04/2017

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE 1 - ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009495	Budget	2017

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**78 - Autres actions**
Programme	**178001 - Circulations douces**
Action	**17800101 - Réseaux verts et équipements cyclables**

Dispositif : N° 00000718 - Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)

Dossier	17009103 - LD-VELOSCENIE - TRONCON D'AMENAGEMENT LE LONG DE LA RD938 A BUC ET TOUSSUS-LE-NOBLE (78)			
Bénéficiaire	R2301 - DEPARTEMENT DES YVELINES			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	507 000,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
845 000,00 €	HT	60 %	507 000,00 €	

Dossier	17009104 - LD-VELOSCENIE - TRONCON D'AMENAGEMENT LE LONG DE LA RUE REMONT A VERSAILLES (78)			
Bénéficiaire	R741 - COMMUNE DE VERSAILLES			
Localisation	VERSAILLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	89 400,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
149 000,00 €	HT	60 %	89 400,00 €	

Dossier	17009172 - LD-ITINERAIRE CYCLABLE DE DESSERTE DE LA GARE DE VERSAILLES CHANTIERS, LE LONG DE LA RUE DE LA PORTE DE BUC A VERSAILLES ET BUC (78)			
Bénéficiaire	R27679 - CAVGP COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VERSAILLES GRAND PARC			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	384 483,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
768 966,00 €	HT	50 %	384 483,00 €	

Dossier	17009173 - LD-FRANCHISSEMENT CYCLABLE DU CARREFOUR DE LA PORTE VERTE A VERSAILLES (78)			
Bénéficiaire	R741 - COMMUNE DE VERSAILLES			
Localisation	VERSAILLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 658,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
61 316,00 €	HT	50 %	30 658,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009495	Budget	2017

Dossier	17009182 - LD-ITINERAIRE CYCLABLE LE LONG DE L'AVENUE DES ETATS-UNIS A VERSAILLES (78)			
Bénéficiaire	R741 - COMMUNE DE VERSAILLES			
Localisation	VERSAILLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	184 002,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
399 190,00 €	HT	46,09 %	184 002,00 €	

Dossier	17009184 - LD - ITINERAIRE CYCLABLE AVENUE JEAN MOULIN (RD63) - FONTENAY AUX ROSES (CD92)			
Bénéficiaire	R2303 - DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE			
Localisation	FONTENAY-AUX-ROSES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 800,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
71 600,00 €	HT	50 %	35 800,00 €	

Dossier	17009190 - LD-ITINERAIRE CYCLABLE LE LONG DE LA RD 74 A SAINT-NOM-LA-BRETECHE ET CHAVENAY (78)			
Bénéficiaire	R2301 - DEPARTEMENT DES YVELINES			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	34 850,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
69 700,00 €	HT	50 %	34 850,00 €	

Dossier	17009700 - LD-ITINERAIRE CYCLABLE LE LONG DE LA RD27 A BOBIGNY (93)			
Bénéficiaire	R2304 - DEPARTEMENT DE LA SEINE SAINT DENIS			
Localisation	BOBIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
400 000,00 €	HT	50 %	200 000,00 €	

Dossier	17009730 - LD - ITINERAIRE CYCLABLE LE LONG DE LA RD 32 AU BOURGET (93)			
Bénéficiaire	R2304 - DEPARTEMENT DE LA SEINE SAINT DENIS			
Localisation	LE BOURGET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	193 500,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
387 000,00 €	HT	50 %	193 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009495	Budget	2017

Dossier	17009731 - LD - ITINERAIRE CYCLABLE LE LONG DE L'EX RN 370 A AULNAY-SOUS-BOIS (93)				
Bénéficiaire	R2304 - DEPARTEMENT DE LA SEINE SAINT DENIS				
Localisation	AULNAY-SOUS-BOIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	396 500,00 €			Code nature	204132
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
793 000,00 €	HT		50 %	396 500,00 €	

Dossier	17009774 - LD-ITINERAIRE CYCLABLE ENTRE LE FORT ET LE CENTRE-VILLE DE SUCY-EN-BRIE (94)				
Bénéficiaire	R8 - COMMUNE DE SUCY EN BRIE				
Localisation	SUCY-EN-BRIE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	274 195,00 €			Code nature	204142
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
548 390,00 €	HT		50 %	274 195,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000718 - Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 330 388,00 €

Total sur l'imputation 907 - 78 - 178001 - 17800101	2 330 388,00 €

ANNEXE 2 - FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009103

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LD-VELOSCENIE - TRONCON D'AMENAGEMENT LE LONG DE LA RD938 A BUC ET TOUSSUS-LE-NOBLE (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	845 000,00 €	60,00 %	507 000,00 €
	Montant Total de la subvention		507 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES YVELINES
Adresse administrative : 2 PLACE ANDRE MIGNOT
78012 VERSAILLES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Pierre BEDIER, Président

N° SIRET : 22780646000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : aménagement d'une piste cyclable le long de la RD938 à Buc et Toussus-le-Noble sur la Véloscénie (78)

Date prévisionnelle de début de projet : 25 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour des raisons de sécurité routière, le Département des Yvelines doit aménager au plus vite ce tronçon accidentogène de la RD938, qui comporte uniquement des accotements enherbés. Il s'agit ainsi de résorber une coupure dangereuse pour les piétons et les cycles (un accident mortel de piéton est à déplorer). Une partie des travaux pourront être réalisés durant l'été, afin de moins impacter la circulation.

Objectifs :
Le département des Yvelines poursuit son implication dans la réalisation des véloroutes nationales sur son territoire dans la cadre de la réalisation de son schéma département des Véloroutes et voies vertes.
L'opération qui est proposée le long de la RD938 permet de raccorder la ville de Buc à celle de Toussus-le-Noble et de sécuriser un tronçon de la Véloscénie, véloroute de Paris au Mont Saint-Michel.

De plus, Il permet de connecter des aménagements cyclables existants sur Buc le long de la RD938 et Les Loges-en-Josas le long de la RD120.
L'objectif est donc d'assurer la continuité de l'itinéraire cyclable et de sécuriser ce tronçon de voirie accidentogène.
Il permettra également aux élèves de Toussus-le-Noble de rejoindre le collège de Buc à vélo.

Description :
L'opération consiste à créer une piste cyclable bidirectionnelle de 2,50 mètres de large du côté est de la RD938, en utilisant les actuels accotements enherbés.
Le linéaire du projet est de 2 200 mètres.
Un démarrage anticipé au 25 avril 2017 est sollicité.

Intérêt régional : L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.
L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 2 de la politique vélo régional : « Réaliser un réseau vélo de loisirs, de tourisme durable et de véloroutes à l'échelle de la région » - article 1 point 1 « Soutien aux projets d'aménagements cyclables relatifs à la réalisation des véloroutes régionales et de leurs variantes».
Conformément à la délibération n°CR 37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 60% au titre du dispositif 2 (véloroute), avec un plafond de 610 €/ml d'aménagement.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Tout public.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux éligibles s'élève à 845 000 € HT.
Au regard du linéaire de 2 200 mètres et du ratio linéaire applicable de 610€ par mètre linéaire, le plafond de dépense subventionnable s'élève au coût de l'opération.
Avec un taux de subvention de 60%, la subvention s'élève à 507 000 €.

Localisation géographique :
- BUC
- TOUSSUS-LE-NOBLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagements de la piste cyclable	845 000,00	100,00%
Total	845 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	507 000,00	60,00%
Fonds propres	338 000,00	40,00%
Total	845 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	507 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	2 528 349,70 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	29 155,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 939 221,78 €
2014	Environnement des infrastructures routières départementales	3 410 546,40 €
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	623 600,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	399 980,09 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	2 484 500,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 400 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	5 000 000,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	4 200 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	511 328,20 €
2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	621 600,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 390 000,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 197 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 146 000,00 €
2016	Aide à l'implantation des forces de sécurité	1 190 138,00 €
2016	Aménagement des infrastructures routières départementales	17 471 650,30 €
2016	Aménagements de voirie nationale	230 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	3 200 000,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	621 600,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	131 979,44 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	795 394,91 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €
2017	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	435 120,00 €
	Montant total	56 157 163,82 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009104

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LD-VELOSCENIE - TRONCON D'AMENAGEMENT LE LONG DE LA RUE REMONT A VERSAILLES (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	149 000,00 €	60,00 %	89 400,00 €
	Montant Total de la subvention		89 400,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VERSAILLES
Adresse administrative : 4 AVENUE DE PARIS
78011 VERSAILLES CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur François DE MAZIERES, Député-maire

N° SIRET : 21780646200016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : aménagement d'une voie verte le long de la rue Remont à Versailles sur la Véloscénie (78)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La ville de Versailles poursuit la réalisation de son schéma directeur cyclable engagé depuis plusieurs années. Pour cette année 2017, trois opérations d'aménagements sont programmés.
L'itinéraire cyclable proposé sur la rue Remont vise à compléter la desserte de Versailles par la Véloscénie, véloroute entre Paris et le Mont Saint Michel tout en améliorant une continuité de passage sous la RN12.

Description :
L'opération consiste à aménager une voie verte de 3m (2m50 sous l'ouvrage) le long de la rue Remont permettant de connecter les aménagement existants le long de la RD446 venant de Jouy en Josas, la piste cyclable le long de la RN12 venant de Vélizy et l'itinéraire de la ceinture verte, projet local autour de Versailles.
Le linéaire du projet est de 270 mètres.
Le démarrage des travaux est prévu à l'automne 2017.

Intérêt régional : L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 2 de la politique vélo régional : « Réaliser un réseau vélo de loisirs, de tourisme durable et de véloroutes à l'échelle de la région » - article 1 point 1 « Soutien aux projets d'aménagements cyclables relatifs à la réalisation des véloroutes régionales et de leurs variantes».
Conformément à la délibération n°CR 37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 60% au titre du dispositif 2 (véloroute), avec un plafond de 610 €/ml d'aménagement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout public.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux s'élève à 149 000 € HT.
Au regard du linéaire de 270 mètres et du ratio linéaire applicable de 610€ par mètre linéaire, le plafond de dépense subventionnable s'élève au coût de l'opération.
Après application du taux maximum de 60%, le montant de la subvention s'élève à 89 400 €.

Localisation géographique :
- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux aménagement cyclable	149 000,00	100,00%
Total	149 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RégionIle de France	89 400,00	60,00%
Département des Yvelines	10 800,00	7,25%
Fonds propres	48 800,00	32,75%
Total	149 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	89 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	37 500,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	134 225,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	68 720,00 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	200 000,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	95 760,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	112 500,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	797 500,00 €
2016	Terrains Synthétiques de grands Jeux	108 712,50 €
2017	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	1 500,00 €
	Montant total	1 556 417,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009172

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LD-ITINERAIRE CYCLABLE DE DESSERTE DE LA GARE DE VERSAILLES CHANTIERS, LE LONG DE LA RUE DE LA PORTE DE BUC A VERSAILLES ET BUC (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	768 966,00 €	50,00 %	384 483,00 €
	Montant Total de la subvention		384 483,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAVGP COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VERSAILLES GRAND PARC
Adresse administrative : 6 AVENUE DE PARIS
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur FRANCOIS de MAZIERES, Président

N° SIRET : 24780058400036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : l'aménagement de l'itinéraire cyclable de desserte de la gare de Versailles Chantiers, le long de la rue de la Porte de Buc à Versailles et Buc (78)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc poursuit la réalisation de son schéma directeur de circulations douces engagé depuis plusieurs années.
Pour cette année 2017, il s'agit de réaliser une liaison vers la Gare de Versailles Chantiers depuis la commune de Buc le long de la rue de la Porte de Buc (RD939).
L'itinéraire cyclable proposé permet de connecter l'aménagement cyclable déjà réalisé sur le RD938 sur

la commune de Buc et permet de relier la gare de Versailles Chantiers au futur quartier de Satory, et aux zones d'activités de Buc, Toussus-le-Noble et Les Loges-en-Josas.

Description :
L'opération consiste à aménager côté ouest de la rue, une piste cyclable bidirectionnelle de 2m50, jusqu'au passage sous la RN12. L'aménagement se transforme ensuite en pistes cyclables unidirectionnelles de part et d'autre de la rue grâce à une traversée cyclable. Enfin au niveau du Carrefour du Cerf-Volant, des bandes cyclables d'approche et des sas cyclables sont proposés dans le cadre de la reconfiguration d'un carrefour particulièrement circulé permettant l'accès à la RN12 .
Le montant élevé de l'opération est lié à la nécessité de reprise importante de murs de soutènements et de talus dans le cadre d'acquisition foncières (non retenu dans les dépenses éligibles dans notre calcul de subvention) permettant de dégager les espaces nécessaires à la réalisation de l'aménagement.
Le linéaire du projet est de 960 mètres.
Le démarrage des travaux est prévu à l'été 2017 pour une durée de 16 mois.

Intérêt régional : L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.
L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 1 : « Soutien aux projets relatifs à la réalisation d'itinéraires et équipements cyclables » en vue de compléter le réseau cyclable régional structurant de niveau 2 : accès aux transports en commun lourd.
Conformément à la délibération CR n°37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum d'une dépense subventionnable de 450 € m/l.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout public.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total des travaux de l'opération est de 2 929 487 €
Le coût des travaux relatifs aux aménagements cyclable se décompose en deux postes. L'aménagement du linéaire de pistes cyclables pour 1 591 343,33 € et la reprise du carrefour du Cerf-Volant pour 336 966,00 €.
Au regard du linéaire de 960 mètres et du ratio linéaire applicable de 450 € par mètre linéaire et du plafond de 3M€ appliqué aux aménagements de sécurité au carrefour, le plafond de dépense subventionnable est de 768 966 € (960*610+ 336 966) et est inférieur au coût de l'opération. Le montant des dépenses éligibles est donc limité à ce plafond.
Après application du taux maximum de 50%, le montant de la subvention s'élève à 384 483 €.

Localisation géographique :
- BUC
- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagements de voiries pour le vélo	1 928 309,33	65,82%
Autres Travaux de Voiries	1 001 177,67	34,18%
Total	2 929 487,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	384 483,00	13,12%
FSIL	1 000 000,00	34,14%
Département des Yvelines	750 000,00	25,60%
Fonds Propres	795 004,00	27,14%
Total	2 929 487,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	84 483,00 €
2018	300 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	16 000,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	1 324 000,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	114 461,10 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	24 549,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	1 585 657,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	200 000,00 €
2016	Fonds Propreté	137 273,86 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	57 200,00 €
2017	Soutien à l'immobilier d'entreprises	105 029,51 €
	Montant total	3 564 170,47 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009173

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LD-FRANCHISSEMENT CYCLABLE DU CARREFOUR DE LA PORTE VERTE A VERSAILLES (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	61 316,00 €	50,00 %	30 658,00 €
	Montant Total de la subvention		30 658,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VERSAILLES
Adresse administrative : 4 AVENUE DE PARIS
78011 VERSAILLES CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur François DE MAZIERES, Député-maire

N° SIRET : 21780646200016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : aménagement du franchissement cyclable du Carrefour de la Porte Verte à Versailles (78)

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La ville de Versailles poursuit la réalisation de son schéma directeur cyclable engagé depuis plusieurs années. Pour cette année 2017, trois opérations d'aménagements sont programmés.
L'itinéraire cyclable proposé sur le carrefour de la porte Verte permet de traité une discontinuité cyclable au niveau d'un carrefour avec la RD182 très fréquentée (30 000 véhicules/jour) permettant d'assurer une continuité sur un itinéraire de liaison au nord de Versailles.

Description :
L'opération consiste à aménager une piste cyclable bidirectionnelle dans le carrefour avec la réalisation des traversées cyclables en parallèle des passages piétons permettant d'assurer la continuité de part et d'autre du carrefour.
Le linéaire du projet est de 80 mètres.
Le démarrage des travaux est prévu dans le courant de l'été 2017.

Intérêt régional : L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.
L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 1 : « Soutien aux projets relatifs à la réalisation d'itinéraires et équipements cyclables » en vue de compléter le réseau cyclable régional structurant de niveau 2, sécurisation des aménagements aux abords d'une route départementale.
Conformément à la délibération CR n°37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum d'une dépense subventionnable de 450 € m/l.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout public.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux s'élève à 61 316 € HT.
Pour les traitements de sécurité au niveau des carrefours, le plafond de la dépense subventionnable est au maximum de 3 M€. Donc cette dépense subventionnable correspond au montant du coût des travaux.
Après application du taux maximum de 50%, le montant de la subvention s'élève à 30 658 € HT.

Localisation géographique :
- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	61 316,00	100,00%
Total	61 316,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	30 658,00	50,00%
Département des Yvelines	3 200,00	5,22%
Fonds Propres	27 458,00	44,78%
Total	61 316,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 658,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	37 500,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	134 225,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	68 720,00 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	200 000,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	95 760,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	112 500,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	797 500,00 €
2016	Terrains Synthétiques de grands Jeux	108 712,50 €
2017	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	1 500,00 €
	Montant total	1 556 417,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009182

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LD-ITINERAIRE CYCLABLE LE LONG DE L'AVENUE DES ETATS-UNIS A VERSAILLES (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	399 190,00 €	46,09 %	184 002,00 €
	Montant Total de la subvention		184 002,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VERSAILLES
Adresse administrative : 4 AVENUE DE PARIS
78011 VERSAILLES CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur François DE MAZIERES, Député-maire

N° SIRET : 21780646200016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : aménagement de l'itinéraire cyclable le long de l'avenue des Etats-Unis à Versailles (78)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La ville de Versailles poursuit la réalisation de son schéma directeur cyclable engagé depuis plusieurs années. Pour cette année 2017, trois opérations d'aménagements sont programmés.
L'itinéraire cyclable proposé sur l'Avenue des Etats-Unis (RD185) vise à compléter l'équipement des grands axes traversant de la ville en réalisant un tronçon manquant dans le réseau cyclable structurant régional.

Description :

L'opération consiste à aménager côté sud de l'avenue une piste cyclable bidirectionnelle de 2m50 connectée à celles existantes aux deux extrémités de l'avenue et permettre de finaliser une liaison cyclable de 2,5 Km continue depuis le centre de Versailles, jusqu'à Ville d'Avray.
Le linéaire du projet est de 650 mètres.
Le démarrage des travaux est prévu à l'automne 2017 pour une durée de 5 mois.

Intérêt régional : L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.
L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 1 : « Soutien aux projets relatifs à la réalisation d'itinéraires et équipements cyclables » en vue de compléter le réseau cyclable régional structurant de niveau 1
Conformément à la délibération CR n°37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum d'une dépense subventionnable de 610 € m/l.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout public.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux s'élève à 399 190 € HT.
Au regard du linéaire de 650 mètres et du ratio linéaire applicable de 610 € par mètre linéaire, le plafond de dépense subventionnable est de 396 500 € (650*610) et est inférieur au coût de l'opération. Le montant des dépenses éligibles est donc limité à ce plafond.
De plus cette opération bénéficie de subventions supplémentaires de la part de l'Etat (TEPCV) pour 109 350 € et du département des Yvelines pour 26 000 €.
Donc afin de maintenir un investissement en fonds propres du maitre d'ouvrage à 20%, le taux de subvention régionale est limité à 46,09%.
La subvention région proposé est de 184 002 €.

Localisation géographique :
- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagements de pistes cyclables	399 190,00	100,00%
Total	399 190,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	184 002,00	46,09%
Département des Yvelines	26 000,00	6,51%
Etat (TEPCV)	109 350,00	27,39%
Fonds Propres	79 838,00	20,00%
Total	399 190,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	34 002,00 €
2018	150 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	37 500,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	134 225,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	68 720,00 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	200 000,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	95 760,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	112 500,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	797 500,00 €
2016	Terrains Synthétiques de grands Jeux	108 712,50 €
2017	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	1 500,00 €
	Montant total	1 556 417,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009184

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LD - ITINERAIRE CYCLABLE AVENUE JEAN MOULIN (RD63) - FONTENAY AUX ROSES (CD92)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	71 600,00 €	50,00 %	35 800,00 €
	Montant Total de la subvention		35 800,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
Adresse administrative : 2 BD JACQUES-GERMAIN SOUFFLOT
92015 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Patrick DEVEDJIAN, Président

N° SIRET : 22920050600157

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La RD63 est un axe de liaison intercommunal très important qui traverse le centre-ville de Fontenay-aux-Roses du nord au sud. Inscrit au réseau routier d'intérêt régional de niveau 2, elle relie Châtillon au Plessis-Robinson et à Châtenay-Malabry.

Cette voie ne dispose actuellement d'aménagement en faveur des cycles qu'au sud de la rue Briant. Le réaménagement de l'avenue Jean Moulin est l'occasion pour le Conseil départemental des Hauts-de-Seine de prolonger cet itinéraire cyclable, conformément au plan départemental de développement des circulations douces.

L'objectif du projet est de :
- créer des places de stationnement

- créer un itinéraire cyclable unilatéral unidirectionnel,
- mettre aux normes les cheminements piétons et les quais bus,
- rénover les alignements d'arbres

Description :
L'opération porte sur le réaménagement de l'avenue Jean Moulin (RD63) à Fontenay-aux-Roses, afin notamment d'intégrer les circulations douces à la voirie.

Le réaménagement de cet axe consiste, sur une portion de 500m entre la rue Briant et la rue Robert Marchand, en la création d'une piste cyclable unilatérale et unidirectionnelle (du sud vers le nord). La continuité de cette piste est assurée sur et aux abords des carrefours et des arrêts de bus par une bande cyclable.

Les aménagements comporteront les marquages et panneaux signalétiques nécessaires, conformément aux recommandations du CEREMA.

La réalisation des travaux est prévue à partir de l'été 2017 pour une durée de 13 mois.

Intérêt régional : L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 1 : « Soutien aux projets relatifs à la réalisation d'itinéraires et équipements cyclables » :
- article 1.1 : « Compléter le réseau cyclable régional structurant de niveau 1 en accompagnant les opérations viaires portées par les réseaux viaires départementaux».

Conformément à la délibération n°CR 37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum d'une dépense subventionnable de 450 € m/l.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Tout public.

Détail du calcul de la subvention :
L'aménagement global prévu par le CD92 sur l'avenue Jean Moulin coûte 1 910 k€ HT. La présente subvention ne s'applique qu'à la part des travaux liée aux aménagements cyclables, dont le coût s'élève à 71 600 € HT.

Au regard du linéaire de 500 m et du ratio linéaire applicable de 450€ m/l (500*450 > 71 600), la dépense subventionnable s'élève donc à 71 600€ HT.

Avec un taux de subvention de 50%, la subvention s'élève à 35 800 €.

Localisation géographique :
- FONTENAY-AUX-ROSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE	71 600,00	100,00%
Total	71 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres CD92	35 800,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	35 800,00	50,00%
Total	71 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	35 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	7 250,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	112 536,50 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 017 921,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	383 700,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	770 000,00 €
2015	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	18 100,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	24 678,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	19 603 510,09 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	30 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	383 700,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	746 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	9 200,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	500 640,50 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	8 850 380,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	750 000,00 €
	Montant total	39 430 495,48 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009190

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LD-ITINERAIRE CYCLABLE LE LONG DE LA RD 74 A SAINT-NOM-LA-BRETECHE ET CHAVENAY (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	69 700,00 €	50,00 %	34 850,00 €
	Montant Total de la subvention		34 850,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES YVELINES
Adresse administrative : 2 PLACE ANDRE MIGNOT
78012 VERSAILLES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Pierre BEDIER, Président

N° SIRET : 22780646000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : aménagement d'un itinéraire cyclable le long de la RD74 à Saint-Nom-la-Bretèche et Chavenay (78)

Date prévisionnelle de début de projet : 25 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour des raisons de sécurité routière, le Département des Yvelines doit aménager au plus vite ce tronçon de la RD74 très circulé, qui comporte uniquement des accotements enherbés. Il s'agit ainsi de résorber une coupure dangereuse pour les piétons et les cycles. Une partie des travaux pourront être réalisés durant l'été, afin de moins impacter la circulation.

Objectifs :
Le département des Yvelines poursuit son programme d'investissement sur les aménagements cyclables le long de ses routes départementales.

L'objectif du projet proposé est d'assurer la continuité de l'itinéraire cyclable et de sécuriser un tronçon de voirie très circulé et accidentogène.

Il s'agit de relier le chemin des Ormes aux nouveaux aménagements cyclables réalisés dans le cadre de la déviation de la RD 307 à Saint-Nom-laBretèche pour permettre de rejoindre en toute sécurité le centre-ville de Chavenay.

Description :
L'opération consiste à créer le long de la RD74 une piste cyclable bidirectionnelle de 2,50 mètres de large et séparée de la chaussée par des bordures de trottoir, en utilisant les actuels accotements enherbés.

Intérêt régional : L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 2 de la politique vélo régional : « Réaliser un réseau vélo de loisirs, de tourisme durable et de véloroutes à l'échelle de la région » - article 1 point 1 « Soutien aux projets d'aménagements cyclables relatifs à la réalisation des véloroutes régionales et de leurs variantes».
Conformément à la délibération n°CR 37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 60% au titre du dispositif 2 (véloroute), avec un plafond de 610 €/ml d'aménagement.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Tout public.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux éligibles s'élève à 69 700,00 € HT.
Avec un taux de subvention de 50%, la subvention s'élève à 34 850 €.

Localisation géographique :

- CHAVENAY
- SAINT-NOM-LA-BRETECHE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de voirie de l'aménagement cyclable	69 700,00	100,00%
Total	69 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	34 850,00	50,00%
Fonds Propres	34 850,00	50,00%
Total	69 700,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	34 850,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	2 528 349,70 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	29 155,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 939 221,78 €
2014	Environnement des infrastructures routières départementales	3 410 546,40 €
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	623 600,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	399 980,09 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	2 484 500,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 400 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	5 000 000,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	4 200 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	511 328,20 €
2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	621 600,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 390 000,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 197 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 146 000,00 €
2016	Aide à l'implantation des forces de sécurité	1 190 138,00 €
2016	Aménagement des infrastructures routières départementales	17 471 650,30 €
2016	Aménagements de voirie nationale	230 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	3 200 000,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	621 600,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	131 979,44 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	795 394,91 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €
2017	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	435 120,00 €
	Montant total	56 157 163,82 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009700

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LD-ITINERAIRE CYCLABLE LE LONG DE LA RD27 A BOBIGNY (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	400 000,00 €	50,00 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE LA SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : 3 ESPLANADE JEAN MOULIN
93006 BOBIGNY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur STEPHANE TROUSSEL, Président

N° SIRET : 22930008201453

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : l'aménagement de l'itinéraire cyclable le long de la RD 27 à Bobigny (93).

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le département de Seine-Saint-Denis a lancé un Plan Mobilités Durables dont l'un des objectifs est de réaliser 20 km d'itinéraires cyclables d'ici 2020. La présente opération fait partie de ce Plan.

Description :
Ce projet d'aménagement concerne la réalisation d'un itinéraire cyclable sur la RD27 au niveau de la rue de la République et de l'avenue de la Division Leclerc à Bobigny, entre la rue racine et la rue de la Déviation, sur une longueur de 1 300m.

De part et d'autre du projet d'itinéraire cyclable, la continuité est assurée par des zones 30, sur la RD27 côté Pantin (ralentisseurs aménagés) et sur la rue de la République côté Bobigny (un plateau nouvellement créé).
Le projet consiste en l'aménagement de :
- une piste cyclable bidirectionnelle sur l'accotement enherbé au sud, le long du cimetière, entre la rue Racine et la rue de l'Etoile ;
- une traversée cyclable au niveau de la rue de l'Illustration, dans la ligne de feux existante, pour faire une liaison jusqu'au campus de Bobigny ;
- une traversée piétons/vélos au niveau de la rue de l'Etoile, à l'extrémité de la piste cyclable bidirectionnelle prévue ;
- des bandes cyclables bilatérales, entre la rue de l'Etoile et le carrefour avec la RD115 ;
-des bandes cyclables entre le carrefour avec la RD115 et la rue Benoit Frachon, en passant de 2X2 voies à 2X1 voies;
- des pistes cyclables, entre le carrefour avec la rue Benoit Frachon et le carrefour avec la rue de la Déviation. Dans le sens Est >Ouest est prévue une piste cyclable sur chaussées ; dans le sens inverse, la piste sera aménagée au niveau du trottoir.

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage sera assurée par le Département de la Seine-Saint-Denis.

Intérêt régional : L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 1 de la politique vélo régional : « Soutien aux projets relatifs à la réalisation d'itinéraires et équipements cyclables - article 1.1. Compléter le réseau cyclable régional structurant de niveau 1 en accompagnant les opérations sur le réseau viaire et celles définies au schéma vélo de la Ville de Paris, ainsi que celles portées par les réseaux viaires départementaux ».

Conformément à la délibération n°CR 37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum d'une dépense subventionnable de 610 € m/l.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Tout public.
Le projet permettra en particulier une liaison et une desserte entre les équipements suivants :
- le lycée André Sabatier
- le campus de Bobigny de Paris XIII, situé à proximité
- le collège République à Bobigny et le collège Jean Jaurès à Pantin
- le parc interdépartemental des sports
- le tram T1

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total des travaux s'élève à 400 000 € HT.

Au regard du linéaire de 1 300 mètres et du ratio linéaire applicable de 610€m/l, l'ensemble du coût des

travaux est éligible, car inférieur au plafond subventionnable (1 300*610 = 793 000 €).
Avec un taux de subvention de 50 %, la subvention s'élève à 200 000 € HT.

Localisation géographique :

- BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE VOIRIE	369 160,00	92,29%
EQUIPEMENTS	30 840,00	7,71%
Total	400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DEPARTEMENT DE SEINE-SAINT-DENIS	200 000,00	50,00%
REGION ILE-DE-FRANCE	200 000,00	50,00%
Total	400 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	160 000,00 €
2018	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	374 650,00 €
2014	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	27 600,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	865 154,43 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	14 877 100,00 €
2014	Politique énergie climat	252 600,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	400 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 017 500,00 €

2014	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des piétons	243 600,00 €
2014	Soutien aux structures de prévention	235 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	500 000,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	576 000,00 €
2015	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	717 224,00 €
2015	E-administration	60 000,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	455 040,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 958 012,67 €
2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	950 000,00 €
2015	Plan Piscines Régional	1 920 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	60 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	235 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	11 452 504,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 072 000,00 €
2015	Soutien au haut débit et ressources numériques au développement des TICE	96 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 015 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	104 785,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	100 000,00 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	927 500,00 €
2016	Soutien aux actions en faveur de la lutte contre la pollution	38 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
	Montant total	46 196 148,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009730

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LD - ITINERAIRE CYCLABLE LE LONG DE LA RD 32 AU BOURGET (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	387 000,00 €	50,00 %	193 500,00 €
	Montant Total de la subvention		193 500,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE LA SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : 3 ESPLANADE JEAN MOULIN
93006 BOBIGNY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur STEPHANE TROUSSEL, Président

N° SIRET : 22930008201453

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : l'aménagement de l'itinéraire cyclable le long de la RD 32 au Bourget (93).

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La RD 32 avenue Anizan Cavillon au Bourget est l'un des deux principaux axes, avec la RD 30 avenue Jean Jaurès, permettant de relier l'ex-RN 2, axe radial Nord-Sud structurant du Département, et la zone industrielle Jean Mermoz à la Courneuve. Le souhait de la ville du Bourget est d'affecter la RD 30 avenue Jean Jaurès au trafic des poids-lourds en lien avec la zone industrielle, dans le but de préserver les fonctions urbaines de la RD 32 avenue Anizan Cavillon.
L'objectif du projet du Département qui fait l'objet de la présente note est d'accompagner cette volonté de la ville en aménageant l'axe pour apaiser la circulation, intégrer davantage les modes actifs et sécuriser les carrefours.

Description :
La section du projet constitue l'ensemble de la RD 32 avenue Anizan Cavillon, située entre l'ex-RN 2 avenue de la Division Leclerc et la RD 30 avenue Jean Jaurès. La section du projet mesure 430 m.
La RD 30 avenue Anizan Cavillon, située entre le Bourget et la Courneuve, a été réaménagée il y a quelques années dans une logique d'apaisement de la circulation. Le carrefour à feux RD 30/RD 32 est traité en plateau.
En tant que voie secondaire, identifiée comme telle dans le PLU de la ville du Bourget, l'avenue Anizan Cavillon reçoit un trafic faible (7 000 véhicules-jour).
Il s'agit précisément de :
- rétrécir la largeur des voies en insérant des aménagements cyclables ;
- casser les vitesses par la création de deux plateaux et d'une traversée surélevée au niveau de 3 carrefours ;
- permettre des traversées piétonnes plus sécurisées grâce aux plateaux, à la surélévation de la traversée et à la création d'une nouvelle traversée au droit de la nouvelle résidence ;
- resserrer le carrefour avec l'ex-RN 2 pour permettre une traversée piétonne plus courte ;
- créer une liaison cyclable grâce à des bandes cyclables, entre d'une part les pistes cyclables situées sur la RD 30 avenue Anizan Cavillon et d'autre part les futurs aménagements cyclables projetés sur l'ex-RN 2 dans le cadre de la transformation de cet axe en boulevard métropolitain.

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage sera assurée par le Département de la Seine-Saint-Denis.

Intérêt régional : L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 1 de la politique vélo régional : « Soutien aux projets relatifs à la réalisation d'itinéraires et équipements cyclables - article 1.1. Compléter le réseau cyclable régional structurant de niveau 1 en accompagnant les opérations sur le réseau viaire et celles définies au schéma vélo de la Ville de Paris, ainsi que celles portées par les réseaux viaires départementaux ».

Conformément à la délibération n°CR 37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum d'une dépense subventionnable de 450 € m/l.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Tout public.
L'avenue traverse un tissu résidentiel, comprenant quelques commerces et de nombreux équipements situés à l'extrémité Ouest (le lycée Germaine Tillion, l'Institut universitaire de formation des maîtres, le groupe scolaire Jean Jaurès, le stade Roger Salengro) et la mairie à l'extrémité Est.
L'avenue se situe à proximité de la gare du Bourget, actuellement sur la ligne B du RER et qui accueillera à terme le tramway 11 Express puis les futures lignes de métro 16 et 17.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total du projet est de 872 610 € HT.

Au regard du linéaire aménagé de 430ml X 2 et du ratio linéaire applicable de 450€ m/l, le plafond de dépense subventionnable est de 387 000 € (860*450 ml) et est inférieur au coût de l'opération. Le montant des dépenses éligibles est donc limité à ce plafond.
Après application du taux maximum de 50%, le montant de la subvention s'élève à 193 500 €.

Localisation géographique :

- LE BOURGET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX PREPARATOIRES	38 362,50	9,91%
TRAVAUX DE VOIRIE	315 570,50	81,54%
EQUIPEMENTS	33 067,00	8,54%
Total	387 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DEPARTEMENT DE SEINE-SAINT-DENIS	193 500,00	50,00%
REGION ILE-DE-FRANCE	193 500,00	50,00%
Total	387 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	96 750,00 €
2018	96 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	374 650,00 €
2014	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	27 600,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	865 154,43 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	14 877 100,00 €

2014	Politique énergie climat	252 600,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	400 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 017 500,00 €
2014	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des piétons	243 600,00 €
2014	Soutien aux structures de prévention	235 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	500 000,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	576 000,00 €
2015	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	717 224,00 €
2015	E-administration	60 000,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	455 040,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 958 012,67 €
2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	950 000,00 €
2015	Plan Piscines Régional	1 920 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	60 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	235 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	11 452 504,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 072 000,00 €
2015	Soutien au haut débit et ressources numériques au développement des TICE	96 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 015 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	104 785,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	100 000,00 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	927 500,00 €
2016	Soutien aux actions en faveur de la lutte contre la pollution	38 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
	Montant total	46 196 148,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009731

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LD - ITINERAIRE CYCLABLE LE LONG DE L'EX RN 370 A AULNAY-SOUS-BOIS (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	793 000,00 €	50,00 %	396 500,00 €
	Montant Total de la subvention		396 500,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE LA SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : 3 ESPLANADE JEAN MOULIN
93006 BOBIGNY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur STEPHANE TROUSSEL, Président

N° SIRET : 22930008201453

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : l'aménagement de l'itinéraire cyclable le long de l'ex RN 370 à Bobigny (93).

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le département de Seine-Saint-Denis a lancé un Plan Mobilités Durables dont l'un des objectifs est de réaliser 20 km d'itinéraires cyclables d'ici 2020. La présente opération fait partie de ce Plan.

Description :
Ce projet a pour objectif de créer un itinéraire cyclable sur l'ex-RN 370 avenue Suzanne Lenglen à Aulnay-sous-Bois, entre l'ex-RN 2 cours Salvador Allende et RD 115 route de Mitry, sur une longueur de 650 m.
Le projet aménage l'accotement ouest en faveur des modes actifs. Il s'agit de créer une piste cyclable

bidirectionnelle, de 2,50 m de largeur, et un cheminement piéton, de 1,50 m de largeur. Les aménagements seront réalisés en béton désactivé.
Le projet comprend l'éclairage pour les modes actifs, essentiel pour cette section interurbaine pour laquelle l'éclairage routier ne sera pas suffisant pour assurer un cheminement correct pour les piétons et cyclistes.
Le projet comprend également l'engazonnement des abords du trottoir et de la piste cyclable créés.
Le réaménagement du carrefour avec la rue Calmette et Guérin est prévu afin de le sécuriser et le rendre praticable pour les cyclistes, grâce aux aménagements suivants :
resserrement de la chaussée, protection des traversées par des îlots, marquage de traversées cyclables.

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage sera assurée par le Département de la Seine-Saint-Denis.

Intérêt régional : L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 1 de la politique vélo régional : « Soutien aux projets relatifs à la réalisation d'itinéraires et équipements cyclables - article 1.1. Compléter le réseau cyclable régional structurant de niveau 1 en accompagnant les opérations sur le réseau viaire et celles définies au schéma vélo de la Ville de Paris, ainsi que celles portées par les réseaux viaires départementaux ».

Conformément à la délibération n°CR 37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum d'une dépense subventionnable de 610 € m/l.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Tout public.
Le projet permettra en particulier une liaison et une desserte entre les équipements suivants :
- le parc départemental du Sausset
- le collège Debussy
- la gare RER de Sevran-Beaudottes, située non loin
- la gare RER de Villepinte, située non loin
- le lycée Voillaume, situé non loin
- l'hôpital Roger Ballanger
- la future gare Aulnay de la ligne 16

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total des aménagements prévus par le Département est de 1 119 400 € HT.

Au regard du linéaire aménagé de 1 300 ml (650m X2) et du ratio linéaire applicable de 610€m/l, le plafond de dépense subventionnable est de 793 000 € (1 300*610 ml) et est inférieur au coût de l'opération. Le montant des dépenses éligibles est donc limité à ce plafond.
Après application du taux maximum de 50%, le montant de la subvention s'élève à 396 500 €.

Localisation géographique :

- AULNAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FRAIS DE MOA	60 751,00	7,66%
TRAVAUX PREPARATOIRES	306 255,00	38,62%
TRAVAUX DE VOIRIE	261 767,00	33,01%
EQUIPEMENTS	164 227,00	20,71%
Total	793 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DEPARTEMENT DE SEINE-SAINT-DENIS	396 500,00	50,00%
REGION ILE-DE-FRANCE	396 500,00	50,00%
Total	793 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	198 250,00 €
2018	198 250,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	374 650,00 €
2014	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	27 600,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	865 154,43 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	14 877 100,00 €
2014	Politique énergie climat	252 600,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	400 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 017 500,00 €
2014	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des piétons	243 600,00 €
2014	Soutien aux structures de prévention	235 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	500 000,00 €

2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	576 000,00 €
2015	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	717 224,00 €
2015	E-administration	60 000,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	455 040,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 958 012,67 €
2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	950 000,00 €
2015	Plan Piscines Régional	1 920 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	60 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	235 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	11 452 504,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 072 000,00 €
2015	Soutien au haut débit et ressources numériques au développement des TICE	96 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 015 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	104 785,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	100 000,00 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	927 500,00 €
2016	Soutien aux actions en faveur de la lutte contre la pollution	38 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
	Montant total	46 196 148,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009774

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LD-ITINERAIRE CYCLABLE ENTRE LE FORT ET LE CENTRE-VILLE DE SUCY-EN-BRIE (94)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	548 390,00 €	50,00 %	274 195,00 €
	Montant Total de la subvention		274 195,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SUCY EN BRIE
Adresse administrative : 2 AV GEORGES POMPIDOU
94370 SUCY-EN-BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Carole CIUNTU, Maire

N° SIRET : 21940071000014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La ville de Sucy-en-Brie s'est engagée depuis plusieurs années dans une démarche pour favoriser le vélo du quotidien. Ainsi, elle a constitué depuis 2010 un groupe de travail qui se réunit annuellement, en présence d'associations de cyclistes. La ville entend ainsi répondre aux demandes des usagers qui portent notamment sur les points problématiques suivantes : la continuité des itinéraires cyclables, la sécurité et le stationnement vélo.
Grâce à l'appui et aux financements de la Région et du département du Val-de-Marne, la commune de Sucy-en-Brie a engagé depuis 2009 une campagne d'implantation d'arceaux vélo aux abords des équipements publics et des principaux pôles générateurs de déplacements.
L'itinéraire cyclable proposé vise à compléter l'itinéraire d'intérêt départemental desservant le lycée Montaleau, l'hôtel de ville, le collège du Fort et la gare de Sucy-en-Brie. Cette 2e phase de travaux permet

de sécuriser la traversée du centre-ville, en résorbant une coupure urbaine, et d'assurer la continuité de l'itinéraire, en raccordant les tronçons de piste cyclable existants. A terme, ces aménagements ont vocation à être poursuivis pour assurer le raccordement du collège du Fort (reprise de l'esplanade) et relier la gare de Sucy-en-Brie.

Description :
L'opération consiste à à créer une piste cyclable bidirectionnelle de 2,50 mètres le long de la rue Ludovic Halévy, de l'allée des Douves et sur le mail du Fort .
Dans ce cadre, la traversée de l'avenue Winston Churchill sera sécurisée via la création d'un plateau surélevé, pour permettre les traversées piétonnes et cycles de cette 2x2 voies qui constitue une réelle coupure urbaine en plein centre-ville.
Le linéaire du projet est de 1157 mètres.
Les aménagements comporteront les marquages et panneaux signalétiques nécessaires, conformément aux recommandations CEREMA.
Le démarrage des travaux est prévu en juillet 2017 pour une durée de 5 mois.

Intérêt régional : L'opération s'inscrit dans l'itinéraire n°8 de L'Hay-les-Roses à Santeny du schéma départemental des itinéraires cyclables du Val-de-Marne.
Elle répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 1 : « Soutien aux projets relatifs à la réalisation d'itinéraires et équipements cyclables » en vue de compléter le réseau cyclable régional structurant de niveau 1.
Conformément à la délibération CR n°37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum d'une dépense subventionnable de 610 € m/l.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux s'élève à 548 390 € HT.
Au regard du linéaire de 1157 mètres et du ratio linéaire applicable de 610€ par mètre linéaire, l'ensemble du coût des travaux est éligible, car inférieur au plafond subventionnable (1157*610).

Après application de ce taux de 50%, le montant de la subvention s'élève à 274 195 €.

Localisation géographique :
- SUCY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FRAIS DE MAITRISE D'ŒUVRE	71 650,00	13,07%
TRAVAUX PREPARATOIRES	14 364,00	2,62%
TRAVAUX DE VOIRIE (y compris marquage)	326 525,00	59,54%
EQUIPEMENT (éclairage, signalisation, jalonnement)	135 851,00	24,77%
Total	548 390,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	274 195,00	50,00%
Subvention Département (sollicitée)	164 517,00	30,00%
Fonds propres	109 678,00	20,00%
Total	548 390,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	219 356,00 €
2018	54 839,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Structures d'accueil collectif des jeunes enfants	75 000,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	151 041,74 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	49 000,00 €
	Montant total	275 041,74 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-361
DU 5 JUILLET 2017

MISE EN ŒUVRE DU CPER 2015 - 2020 : AMÉNAGEMENT COMPLET DU CONTOURNEMENT EST DE ROISSY

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU Le décret en Conseil d'État n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF) ;
VU La délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 relative au Plan de déplacements urbains d'Île-de-France (PDUIF) ;
VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le CPER 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant formalisant la révision du Contrat de Plan État Région Île-de-France 2015-2020 portant sur le volet mobilité multimodale ;
VU La délibération n° CP 2017-147 du 17 mai 2017 approuvant le protocole d'accord pour l'aménagement complet du contournement Est de Roissy sur la Francilienne
VU Le budget de la Région d' Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission des transports ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-361 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article UNIQUE: PR 821-001 « Aménagement des infrastructures de voirie nationale »

Décide de participer au financement de l'aménagement du contournement est de Roissy en Seine-et-Marne détaillé en annexe (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution à l'État d'un fonds de concours d'un montant maximum prévisionnel de 6 400 000 €.

Bénéficiaire	***Opération***	***Localisation***	***Action (482001021)***
ÉTAT	Aménagement du contournement est de Roissy en Seine-et-Marne	*Communes de Mauregard, Le Mesnil-Amelot, Mitry-Mory (77)*	*6 400 000 €*

Subordonne le versement de ce fonds de concours à la signature de la convention jointe en annexe à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **6 400 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transport » - code fonctionnel 821 « voirie nationale » - programme PR 821-001 « Aménagement des infrastructures de Voirie nationale » - action 482001021 «Rocades (A86, Francilienne)» du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 13 « Opérations sur le réseau routier»
- Action 131 « Opérations d'optimisation des caractéristiques du réseau routier structurant»

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE 1 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-361	Budget	2017

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**821 - Voirie nationale**
Programme	**482001 - Aménagement des infrastructures de voirie nationale**
Action	**482001021 - Rocades (A86, Francilienne)**

Dispositif : N° 00000334 - Aménagements de voirie nationale

Dossier	17011059 - CONTOURNEMENT EST DE ROISSY			
Bénéficiaire	P0020134 - SECRETARIAT GENERAL DU MEDDTL			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/A104 - Contournement Est de Roissy - Hors CPRD			
Montant total	6 400 000,00 €		Code nature	204113
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 800 000,00 €	HT	43,24 %	6 400 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000334 - Aménagements de voirie nationale	6 400 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 821 - 482001 - 482001021	6 400 000,00 €

ANNEXE 2 : FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011059

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CONTOURNEMENT EST DE ROISSY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aménagements de voirie nationale	14 800 000,00 €	43,24 %	6 400 000,00 €
	Montant Total de la subvention		6 400 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-821-204113-482001-200
482001021- Rocades (A86, Francilienne)

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SECRETARIAT GENERAL DU MEDDTL
Adresse administrative : GRANDE ARCHE
92055 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Statut Juridique : Service Central D'un Ministère
Représentant :

N° SIRET : 12006602200027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aménagements de voirie nationale
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : CONTOURNEMENT EST DE ROISSY

Date prévisionnelle de début de projet : 24 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'opération de contournement Est de Roissy par la Francilienne a deux objectifs :
- assurer le bouclage de la Francilienne (A104) entre la RN2 dans le département de Seine et Marne et la RN104 dans le département du Val d'Oise, au niveau de l'échangeur avec l'A1
- créer un accès Est à la plateforme aéroportuaire de Roissy afin de décharger l'accès principal par l'A1 et d'améliorer la desserte des nouveaux aérogares situés à l'est de l'aéroport.

Description :
Les travaux et études relevant de la présente convention sont :
• Création de la première section de la RD 212 jusqu'au niveau du Mesnil-Amelot
• Création de l'ouvrage d'art PS7 franchissant l'A104 au niveau du Mesnil-Amelot
• Acquisitions foncières (pour une partie des terrains situés dans le Val d'Oise)

• Etudes et travaux ponctuels permettant de préparer la poursuite de l'opération (diagnostic, renouvelement des autorisations administratives,...)

Intérêt régional : Le contournement Est de Roissy par l'aménagement de la Francilienne entre la RN2 et l'A1 l'une des deux opérations de rocade essentielles pour les déplacements en grande couronne et pour écouler le trafic de transit provenant de l'est particulièrement dense en Ile de France, vers la plateforme aéroportuaire de Roissy. Il figure à ce titre au SDRIF et au PDUIF.

L'opération est inscrite au CPER 2015-2020.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des routes franciliennes.

Localisation géographique :
- MAUREGARD
- LE MESNIL-AMELOT
- MITRY-MORY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/A104 - Contournement Est de Roissy

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	14 800 000,00	100,00%
Total	14 800 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ETAT	6 400 000,00	43,24%
REGION	6 400 000,00	43,24%
DEPARTEMENT VAL D'OISE	1 000 000,00	6,76%
DEPARTEMENT SEINE ET MARNE	500 000,00	3,38%
COM AGGLO ROISSY-PAYS DE FRANCE	500 000,00	3,38%
Total	14 800 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	400 000,00 €
2018	4 700 000,00 €
2019	1 300 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aménagements de voirie nationale	5 000 000,00 €
2014	Soutien aux réalisations de voies réservées sur autoroutes & voies rapides	1 600 000,00 €
2015	Aménagements de voirie nationale	38 800 000,00 €
2015	Environnement des infrastructures routières nationales	4 500 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	5 750 000,00 €
2016	Aménagements de voirie nationale	54 050 000,00 €
2016	Environnement des infrastructures routières nationales	265 000,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	4 850 000,00 €
	Montant total	116 815 000,00 €

ANNEXE 3 : CONVENTION DE FINANCEMENT

Convention de financement N°2 relative à l'opération contournement Est de Roissy

ENTRE :

L'État, représenté par Monsieur le Préfet de la Région Île-de-France, Préfet de Paris,
Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, sis 29 rue Barbet de Jouy, 75700 Paris Cedex 7, dénommé ci après « le maître d'ouvrage »

ET

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 33 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par Madame la Présidente du Conseil Régional d' Île-de-France et agissant en application de la délibération n° CP …….. du ……..

Vu la délibération n° CR 33-10 du Conseil Régional Île-de-France en date du 17 juin 2010 approuvant son règlement budgétaire et financier,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Dans les départements du Val d'Oise et de Seine-et-Marne, l'opération de contournement de Roissy entre la RN2 et la RN104, au niveau de l'échangeur A1, doit permettre d'assurer le bouclage de la Francilienne.

Ce tronçon fait actuellement défaut entre la liaison Cergy-Roissy qui prend fin au niveau de de l'autoroute A1 au Nord-Ouest, et de la Francilienne Est (A104) qui débouche actuellement sur la RN2 au Sud-Est. Il pénalise également les usagers en provenance de Seine-et-Marne depuis la RN2 et la RN3 pour accéder à la plate-forme aéroportuaire.

Le trafic correspondant emprunte la RN2 direction Paris pour rejoindre l'A1. Une part significative se reporte sur le réseau départemental.

L'opération intègre le réaménagement de l'accès à l'Est de la plate-forme aéroportuaire pour décharger l'accès principal par l'autoroute A1 et améliorer la desserte des nouvelles aérogares de la zone orientale de la plate-forme aéroportuaire.

A terme, ce sont 40 000 véhicules par jour qui y accéderont, un tiers provenant de l'Ouest de la plate-forme et deux tiers de l'Est.

L'opération, déclarée d'utilité publique en 2003, consiste à créer une liaison à 2x2 voies entre l'autoroute A1 et l'échangeur RN2/RD212. Elle s'accompagne de l'aménagement d'un échangeur d'accès à l'Est de l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle, d'un diffuseur au Sud de la commune du Mesnil-Amelot et de l'échangeur A1/RN104 au Nord de l'aéroport.

Dans le cadre de cette opération, la RD212 est recréée, parallèlement à la liaison nouvelle, afin de favoriser les fonctions de desserte secondaire.

Les crédits précédemment affectés à l'opération (PDMI) ont permis la mise en service de la section entre l'échangeur de Compans jusqu'à l'accès Est inclus en 2014, le dévoiement du réseau de l'oléoduc TRAPIL (achevé mi 2015) et le lancement de travaux de modification de l'échangeur A1/A104 (en cours).

Un protocole définissant les perspectives d'engagements financiers respectifs de l'État, la Région Île-de-France, le Conseil Départemental de Seine-et-Marne, le Conseil Départemental du Val-d'Oise et la Communauté d'Agglomération Roissy Pays-de-France, pour permettre la mise en service du contournement Est de Roissy avant 2024, a été approuvé par la Région le 17 mai 2017. Conformément à la revoyure du CPER signée le 07 février 2017, il détaille les engagements financiers respectifs des mêmes partenaires pour la réalisation de la partie de cet aménagement au cours la période du CPER 2015/2020.

Une précédente convention entre l'État et la Région a été signée le 17 janvier 2017, fixant les engagements réciproques des deux parties pour le financement et la réalisation d'une partie de l'opération du contournement Est de Roissy (CER) correspondant à la Phase « Dévoiement du réseau SMCA » qui consiste à dévoyer la canalisation servant à l'alimentation en carburant de l'aéroport de Roissy-CDG .

ARTICLE 1 : Objet de la présente convention

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des deux parties pour le financement et la réalisation du contournement Est de Roissy (CER) dans le cadre du CPER 2015 – 2020 et en déclinaison du protocole d'accord de financement approuvé par la Région le 17 mai 2017 pour les travaux et études listés à l'article 2.

ARTICLE 2 : Description générale études et travaux restants - phasage

L'opération consiste à créer une liaison à 2x2 voies entre l'autoroute A1 et l'échangeur RN2/RD212. Elle s'accompagne de l'aménagement d'un échangeur d'accès à l'Est de l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle, d'un diffuseur au Sud de la commune du Mesnil-Amelot et de l'échangeur A1/RN104 au Nord de l'aéroport.

Dans le cadre de cette opération, la RD212 et la RD165 dans le Val d'Oise sont recréées, parallèlement à la liaison nouvelle, afin de favoriser les fonctions de desserte secondaire.

Du fait des contraintes techniques et financières, l'opération a été scindée en plusieurs phases fonctionnelles pour les travaux restants :

- réalisation de l'échangeur entre les autoroutes A1 et A104 (phase 2) : réalisation du nouveau mouvement depuis Paris vers Cergy-Pontoise ;
- section de la Francilienne entre l'accès Est de CDG et le Mesnil-Amelot ;
- dévoiement de l'oléoduc SMCA[1] (levée d'une contrainte technique) ;
- réalisation de l'ouvrage de franchissement des lignes à grande vitesse (LGV) ;
- réalisation de la Francilienne entre les LGV et l'A1 (dont complétude de l'échangeur A1 / A104) ;
- réalisation de la Francilienne entre les LGV et le Mesnil-Amelot.

Les travaux et études relevant de la présente convention sont :

- Création de la première section de la RD 212 jusqu'au niveau du Mesnil-Amelot
- Création de l'ouvrage d'art PS7 franchissant l'A104 au niveau du Mesnil-Amelot
- Acquisitions foncières (pour une partie des terrains situés dans le Val d'Oise)

[1]objet de la convention de financement du 17 janvier 2017 entre l'État et la Région

• Etudes et travaux ponctuels permettant de préparer la poursuite de l'opération (diagnostic, renouvèlement des autorisations administratives,...)

ARTICLE 3 : Maîtrise d'ouvrage de l'opération

L'État est maître d'ouvrage de l'opération. À ce titre, il s'engage à réaliser sous sa responsabilité les études et travaux visés à l'article 2 de la présente convention. Il ne saurait se prévaloir de la défaillance d'un tiers à qui il aurait confié la réalisation des travaux pour s'exonérer des engagements auxquels il a souscrit au titre de la présente convention.

La Région Île-de-France ne peut, en aucun cas, ni pendant la durée de la présente convention, ni après son expiration, être mise en cause dans les litiges qui résulteraient de ladite opération.

L'État est représenté par le Préfet de Région Île-de-France, en la personne de Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Équipement et de l'Aménagement d'Île-de-France.

ARTICLE 4 : Estimation du coût des dépenses et calendrier

Le coût plafond de l'opération est fixé à 240 M€ TTC (avec une hypothèse de livraison en 2023).

Le montant restant à financer est estimé à 191,1 M€ TTC (dont 2,4M€ faisant l'objet de la convention déjà signé sur le dévoiement de la canalisation SMCA) au jour de la signature de la présente convention.

A titre indicatif, le calendrier de réalisation des travaux est le suivant :

Phases	Études	Travaux	Coûts réels estimés (en TTC avec actualisation 3 % par an)
Échangeur A1/A104 : mouvement depuis Paris vers Cergy	Terminées	En cours - 2017	2,5 M€
Section entre l'accès Est et le Mesnil Amelot	2015-2017	Été 2017– fin 2019	38,0 M€
Dévoiement SMCA	2015-2017	2018-2019	5,3 M€
Ouvrage de franchissement des LGV	2016-2018	2018-2019	7,5 M€
Section entre les LGV et le Mesnil Amelot	2016-2018	2019-2020	49,0 M€
RD déviée entre Epiais-Les-Louvres et le Mesnil-Amelot	2016-2018	2019-2020	11,0 M€
Complétude de l'échangeur A1/A104	2017-2019	2021-2022	13,0 M€
Section entre l'A1 et les LGV	2017-2019	2021-2022	50,0 M€
Doublement de l'accès Est de CDG	2018-2020	2021-2022	6,5 M€
Foncier (reste à acquérir)			4,5 M€
Études à réaliser			3,8 M€
Total (reste à financer)			**191,1 M€**

Le montant précis de l'opération sera affiné en fonction de l'évolution réelle des indices de coût de construction.

ARTICLE 5 : Foncier

Les acquisitions foncières restant à opérer concernent le rachat de parcelles auprès du département du Val d'Oise et auprès d'Aéroports de Paris. Cette régularisation aura lieu une fois les ouvrages exécutés.

ARTICLE 6 : Dispositions financières

6.1 : Principe de financement du protocole

La ventilation des engagements pris par chaque co-financeur se retrouve dans le protocole et est rappelée dans le tableau ci-dessous :

Engagements en M€	Ventilation par année					CPER 2015/2020	
	2016[2]	2017	2018	2019	2020	Total	Part
État	1,2	6,4	14,4	28,5	2,0	52,5	41,8%
Région Île-de-France	1,2	6,4	14,4	28,5	2,0	52,5	41,8%
Département du Val d'Oise	0	1,0	1,5	1,5	1,5	5,5	4,4%
Département de Seine-et-Marne	0	0,5	1,5	1,5	1,5	5,0	4,0%
Com. d'agglomération de Roissy- Pays de France	0	0,5	0,5	0,5	0,5	2,0	1,6%
Total protocole	2,4	14,8	32,3	60,5	7,5	117,5	
Autres financements faisant l'objet de protocoles spécifiques (*)						*8,0*	*6,4%*
Total CPER						125,5	100%

(*) Les autres financements sont mobilisés par l'État auprès d'autres partenaires concernés par les bénéfices du contournement Est de Roissy.

La ventilation des dépenses détaillée dans le protocole est rappelée ci-dessous :

Paiement des dépenses en M€	Ventilation par année					CPER 2015/2020	
	2017	2018	2019	2020	2021	Total	Part
État	0,65	8,65	17,35	24,1	1,75	52,5	41,8%
Région Île-de-France	0,65	8,65	17,35	24,1	1,75	52,5	41,8%
Département du Val-d'Oise	0,5	1,5	1,5	1,5	0,5	5,5	4,4%
Département de Seine-et-Marne	0,5	1	1,5	1,5	0,5	5,0	4,0%
Com. d'agglomération de Roissy-Pays de France	0,5	0,5	0,5	0,5	0	2	1,6%
Total protocole	2,8	20,3	38,2	51,7	4,5	117,5	
Autres financements faisant l'objet de protocoles spécifiques (*)						8	6,4%
Total CPER						125,5	100,0%

(*) Les autres financements sont mobilisés par l'État auprès d'autres partenaires concernés par les bénéfices du projet

6.2 : Déclinaison du protocole pour l'année 2017

6.2.1 : Montant de la convention

Le montant de la présente convention est de 14,8 M€ dont :

- 6,4 M€ relevant de la part Etat
- 6,4 M€ relevant de la part Région
- 2,0 M€ relevant d'autres cofinanceurs qui contractualiseront leur participation via des conventions spécifiques avec l'État, sans participation de la Région.

6.2.2 : Versement des fonds de concours

Les versements du fonds de concours par la Région Île-de-France au bénéfice de l'État s'effectueront au vu de titres de perception selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Montant (en M€) des dépenses correspondant aux engagements 2017		Ventilation par année			Total
		2017	2018	2019	
Cofinanceurs	Etat	0,4	4,7	1,3	6,4
	Région	0,4	4,7	1,3	6,4
	Autres (pour	1,5	0,3	0,2	2

[2]engagement pris dans la convention du 17 janvier 2017 entre l'État et la RIF

information)				
Total	2,3	9,7	2,8	14,8

L'annexe 1 à la présente convention fait état de l'ensemble des appels de fonds des différentes conventions relatives à l'opération, en déclinaison du protocole.

Des ajustements de cet échéancier prévisionnel pourront être opérés en fonction de l'avancement réel de réalisation et des dépenses prévisibles de l'opération, et de l'identification de cofinanceurs. Pour chaque ajustement, l'État présentera un état d'avancement de l'opération et des dépenses réalisées ainsi qu'un calendrier d'opération et un échéancier financier recalés.

Un bilan financier de l'opération et de l'attestation de l'achèvement des travaux doit être produit et remis dans les 3 ans suivant la fin des travaux. Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'État s'avère inférieure au montant perçu, les co-financeurs font l'objet d'un reversement de la part de l'État.

6.2.3 : Modalités de mandatement

Le mandatement de la Région est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement s'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance de l'État.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence du titre de perception (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques.

6.2.4 : Caducité

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, chaque fonds de concours attribué dans le cadre de la présente convention devient caduc et est annulé si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de versement.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente.

Dans le cas où la demande de premier versement constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier versement.

6.2.5 : Révision du montant global pris en compte pour calculer le fonds de concours

En cas de dépassement du montant visé à l'article 6.1, la poursuite de la mission est conditionnée à un nouvel accord financier. A défaut, tout dépassement de ce montant est pris en charge par l'Etat , maître d'ouvrage de l'opération.

Cependant, afin d'actualiser le coût définitif de l'opération validé à l'issue des études, un avenant à la présente convention pourra être signé.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'État s'avère en fin de projet inférieure au montant total initialement prévu, et ce en tenant compte des ajustements annuels tels que décrits au 6.2.1, la participation régionale attribuée sera révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par rapport au montant de l'opération pris en compte pour calculer le fonds de concours indiqué à l'article 6.1. Elle fait l'objet d'un versement au maître d'ouvrage au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

6.3 : Bilan financier de l'opération

Un bilan financier provisoire relatif aux études, procédures et travaux devra être présenté chaque année.

Un bilan financier sera réalisé à la fin de la présente convention. Ce bilan détaillera le montant des différentes participations. Ce bilan respectera impérativement la clé de financement globale du projet.

ARTICLE 7 : Obligations administratives et comptables

La Région Île-de-France s'engage à :

- informer l'État des fonds de concours reliés à cette convention qui seront présentées en commission permanente.

L'État s'engage à :

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière,
- Informer les partenaires par écrit, documents à l'appui, de toute difficulté susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives ;
- Faciliter tout contrôle par les futurs cofinanceurs, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives ;
- Tenir une comptabilité spécifique relative au projet.

ARTICLE 8 : Réception des ouvrages

Après réception des ouvrages et levées d'éventuelles réserves, le maître d'ouvrage adressera à la région une copie du procès-verbal de réception.

ARTICLE 9 : Date d'effet – Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties. Elle prend fin à la production du bilan détaillé final prévu à l'article 6.3.

ARTICLE 10 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de la région Ile-de-France, l'État s'engage à faire apparaître les contributions pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action co-financée par la Région Ile-de-France » et l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

L'État, maître d'ouvrage, autorise la Région Île-de-France à utiliser les résultats du projet cofinancé (publications, y compris photographiques, communication à des tiers, …), notamment à des fins de communication relatives à son action institutionnelle. La Région Île-de-France ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région Île-de-France est interdite.

Pendant la durée des travaux, l'État doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « *travaux réalisés avec le concours financier de la Région Île-de-France à hauteur de 41,8%* ».

ARTICLE 11 : Restitution du fonds de concours

En cas d'inexécution par l'État, maître d'ouvrage, de ces obligations contractuelles ou d'une utilisation du fonds de concours non-conforme à leur objet, le fonds de concours est restitué.

Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 13 ci-dessous.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie du fonds de concours, l'État est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Tous les frais engagés par la Région Île-de-France pour recouvrer les sommes dues par l'État sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 12 : Résiliation de la convention

La présente convention peut être résiliée pour motif d'intérêt général par les parties. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai décidé d'un commun accord entre les parties, indiqué par la décision notifiée par l'autorité qui en a pris la décision par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

Elle peut également être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties d'une ou plusieurs obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation prend alors effet à l'issue d'un délai d'un mois calculé à compter de la notification de la mise en demeure d'accomplir la ou les obligations, adressées par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postal, sauf :

- si dans ce délai la ou les obligations auxquelles il est manqué sont exécutées,
- si l'inexécution de la ou des obligations résultent d'un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à restitution, totale ou partielle, des participations versées par la Région Île-de-France. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation au bénéfice de l'État.

ARTICLE 13 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.
Les avenants de la convention doivent être approuvés par la commission permanente de la Région Île-de-France.

ARTICLE 14 : Règlement des litiges

Il est expressément convenu entre les parties que tout litige susceptible de survenir dans l'application de la présente convention devra, préalablement à toute action devant la juridiction compétente, faire l'objet d'une concertation entre les parties en vue d'une solution amiable.

ARTICLE 15 : Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et le cas échéant les annexes.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Fait à Paris, en deux exemplaires, le

La Présidente du conseil régional d'Île-de-France Valérie PECRESSE	Le Préfet de la Région Ile-de-France Préfet de Paris Préfet coordonnateur des itinéraires routiers

Annexe 1 : Récapitulatif des conventions relatives à l'opération « Contournement Est de Roissy »

Convention	Date	**Statut**	**Cofinanceurs**	Montant global (M€)		Ventilation des appels de fonds par an		
						2017	2018	2019
N° 1 (SMCA)	17/01/17	En cours d'exécution	Etat	2,4	1,2	0,25	0,8	0,15
			Région		1,2	0,25	0,8	0,15
N°2		Présente convention	Etat	14,8	6,4	0,4	4,7	1,3
			Région		6,4	0,4	4,7	1,3
			Autres (pour information)		2	1,5	0,3	0,2
Total des conventions			Etat	17,2	7,6	0,65	5,5	1,45
			Région		7,6	0,65	5,5	1,45
			Autres		2	1,5	0,3	0,2

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-366
DU 5 JUILLET 2017

PROLONGEMENT DU TRAMWAY T2 À PORTE DE VERSAILLES : RÉAFFECTATION SUITE À CADUCITÉ

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités,

VU le Code des transports,

VU la délibération n° CR 04-00 du 3 mars 2000 approuvant le Contrat de Plan État-Région 2000-2006 signé le 18 mai 2000,

VU la délibération n° CR 61-09 du 26 novembre 2009 approuvant le Contrat particulier Région Île-de-France – Département des Hauts-de-Seine 2009-2013,

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relatives aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission permanente et notamment son article 1 b),

VU l'avis favorable du médiateur de la Région du 15 juin 2017,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU la délibération n° CP 05-1003 du 16 décembre 2005 relative à l'approbation de la convention de financement de la tranche TF1-A du tramway T2 à la porte de Versailles,

VU la délibération n° CP 06-224 du 6 avril 2006 relative à l'affectation de crédits d'études et de travaux,

VU la délibération n° CP 07-630 du 12 juillet 2007 relative à l'affectation de crédits à des opérations de transports en commun (financement du tramway T2 à la porte de Versailles),

VU la délibération n° CP 09-168 du 22 janvier 2009 relative à l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de financement du tramway T2 à la porte de Versailles,

VU la délibération n° CP 11-109 du 27 janvier 2011 relative à l'approbation de l'avenant n°2 à la convention de financement du tramway T2 à la porte de Versailles,

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2017,

VU l'avis de la commission des transports ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-366 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au financement du prolongement du tramway T2 à la porte de Versailles détaillé en annexe (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximal prévisionnel de 12 344 926,87 € :

Bénéficiaire	**Opération**	**Localisation**	**Action (**18100501**)**
RATP	Prolongement du tramway T2 à la porte de Versailles	Île-de-France	12 344 926,87 €

Affecte une autorisation de programme de 12 344 926,87 € disponible sur le chapitre 908 « transports », code fonctionnel 811 « transport ferroviaire régional de voyageurs », programme « liaisons tramways », actions 18100501 « liaisons tramways » du budget 2017.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date de démarrage indiquée dans le tableau ci-après par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Code IRIS du dossier	**Libellé IRIS du dossier**	**Bénéficiaire**	**Date de démarrage**
17011335	Prolongement du tramway T2 à la porte de Versailles	RATP	12 juillet 2007

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ÉTAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-366	Budget	2017

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs**
Programme	**181005 - Liaisons tramways**
Action	**18100501 - Liaisons tramways**

Dispositif : N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun

Dossier	17011335 - Tramway – Prolongement du T2 à la porte de Versailles – réaffectation suite à caducité			
Bénéficiaire	R6930 - RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 344 926,87 €		Code nature	2041783
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
31 428 021,60 €	HT	39,28 %	12 344 926,87 €	

Total sur le dispositif N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun	12 344 926,87 €

Total sur l'imputation 908 - 811 - 181005 - 18100501	12 344 926,87 €

FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011335

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : TRAMWAY – PROLONGEMENT DU T2 À LA PORTE DE VERSAILLES – RÉAFFECTATION SUITE À CADUCITÉ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	31 428 021,60 €	39,28 %	12 344 926,87 €
	Montant Total de la subvention		12 344 926,87 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041783-181005-200
18100501- Liaisons tramways

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS
Adresse administrative : 54 QUAI DE LA RAPEE
75599 PARIS CEDEX 12
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Elisabeth BORNE, Présidente

N° SIRET : 77566343801906

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : attribution d'une subvention suite à la caducité de la précédente

Date prévisionnelle de début de projet : 12 juillet 2007
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La présente subvention est attribuée suite à la caducité de la précédente, dont la date prévisionnelle de démarrage était le 12/07/2007.

Objectifs :
Le prolongement du tramway T2 d'Issy Val de Seine à Porte de Versailles vise à renforcer la desserte du sud du 15ème arrondissement de Paris et celle du nord d'Issy-les-Moulineaux dans un secteur en fort développement économique et d'habitations avec l'arrivée de 10 000 emplois nouveaux.

Description :
Le prolongement de la ligne de tramway T2 jusqu'à la porte de Versailles présente les caractéristiques suivantes :

- 2,3 km de prolongement
- 4 nouvelles stations
- 32 000 voyages par jour
- 9,6 millions de voyages annuels

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage du projet est la suivante :
- la RATP (MOA coordinateur) : système de transport, futur exploitant
- RFF : sur son domaine
- la Ville de Paris : aménagements de voirie

Intérêt régional : Le projet de prolongement du T2 à la Porte de Versailles est utile à l'ensemble des voyageurs de la ligne ainsi qu'aux habitants et emplois de la partie sud du 15e arrondissement

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports en commun, les habitants des communes traversées, les salariés des entreprises du secteur.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet est financé en application des clés de financement résultant de l'avenant n°2 à la convention de financement relatif à la création d'un accès supplémentaire à la station Balard : 23,02% pour l'Etat, 43,78% pour la Région, 23,65% pour la RATP (prêt Région) et 9,56% pour les autres acteurs du projet sur la base d'un coût prévisionnel en euros courants conventionnels de 59,742 millions d'euros.

Les dépenses éligibles à la subvention régionale s'élèvent à 56,833 millions d'euros (factures). Compte tenu du taux de subvention de la Région, ces dépenses sont susceptibles d'entraîner le paiement de 24,895 millions d'euros.

Compte tenu des paiements effectués préalablement à l'intervention de la caducité, à savoir 12,55 millions d'euros, le montant susceptible d'être versé par la Région est de 12,345 millions d'euros, qui se rapporte à une base subventionnables de 31,43 millions d'euros. Il convient donc de leur appliquer une clé de 39,28 %.

Cette différence de clé par rapport au plan global de financement s'explique par le fait que le taux de subventionnement de la Région a évolué au cours de la vie de l'opération et qu'il convient désormais de calculer le montant exact de subvention de la Région au vu de la situation exacte de l'opération.

Localisation géographique :
- PARIS
- ISSY-LES-MOULINEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	59 742 000,00	100,00%
Total	59 742 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (attribué)	13 751 000,00	23,02%
Région (subventions)	26 155 000,00	43,78%
RATP	14 126 000,00	23,65%
autres (attribué)	5 710 000,00	9,56%
Total	59 742 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 344 926,87 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	200 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	182 318 316,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 020 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	86 112 887,59 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	2 610 700,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 880 629,94 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	161 765 154,10 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	73 473 316,00 €
	Montant total	539 032 013,93 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 07/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 07/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-241
DU 5 JUILLET 2017

OPÉRATIONS PORTUAIRES - VÉHICULES AUTONOMES ET CONNECTÉS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

Vu Le Code général des collectivités territoriales ;

Vu Le Code des transports ;

Vu La loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs et notamment les articles 14,18 et 28-3 ;

Vu La loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement ;

Vu La loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des Régions ;

Vu La délibération n°CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au Plan d'action régional en faveur de la mobilité durable ;

Vu La délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 approuvant le versement des subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale, dans son article 3 ;

Vu La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan État-Région 2015-2020 ;

Vu La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 portant sur le Contrat de Plan Interrégional État-Région-Vallée de la Seine 2015-2020 ;

Vu La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission Permanente ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant sur la prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

Vu La délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 portant sur la révision du Contrat de Plan État Région Île-de-France 2015-2020 portant sur le volet mobilité multimodale et sur le volet enseignement recherche et de l'avenant formalisant la révision signé le 7 février 2017 ;

Vu La délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 portant sur la révision du Contrat de Plan Interrégional État-Région-Vallée de la Seine 2015-2020 et de l'avenant formalisant la révision signé le 3 février 2017 ;

Vu La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la mise en œuvre de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

Vu La délibération n°CP 15-537 du 9 juillet 2015 relative à l'approbation de l'appel à manifestation d'intérêt « transition écologique et valorisation économique » du CPIER Vallée de la Seine 2015-2020 ;

Vu Le Budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission des transports ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-241 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve la convention spécifique entre la Région Île-de-France et Ports de Paris jointe en annexe 3.

Article 2 : PR 885-003 « Développement du transport multimodal »

Décide de participer au financement des deux projets indiqués dans le tableau ci-dessous, et détaillés en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération, par l'attribution de deux subventions en investissement d'un montant maximum prévisionnel total de **752 970 €**.

Bénéficiaire	Opérations	Localisation	Action (488003011)
Port de Paris	Réalisation des travaux d'aménagement d'un port à colis lourds à Varennes-sur-Seine	Ile-de-France	**443 265 €**
Port de Paris	Sécurisation de passages à niveau sur le port de Bonneuil-sur-Marne	Ile-de-France	**309 705 €**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des conventions jointes respectivement en annexes 4 et 5 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte deux autorisations de programme d'un montant total de **752 970 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 885 « Liaisons multimodales », programme PR 885-003 «développement du transport multimodal», action 488003011 « Plateformes portuaires », du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Ces affectations relèvent du contrat de plan État-Région 2015-2020 :

- Volet 1 «Mobilité multimodale»
- Sous-volet 12 «Opérations multimodales hors Nouveau Grand Paris»
- Action 124 «Projets portuaires»

Article 3 : HP 80-001 « Études générales »

Décide de participer au financement des deux projets indiqués dans le tableau ci-dessous, et détaillés en annexe 2 (fiches projets) à la présente délibération, par l'attribution de trois subventions en fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel total de **93 827 €.**

Bénéficiaires	Projets	Action (18000101)
ASLOG	Label Performances Logistiques Durables – 6PL	**11 040 €**
OPAL RESEARCH	Label Performances Logistiques Durables – 6PL	**32 387 €**
MOV'EO	Territoire d'Expérimentation pour le Véhicule Autonome et Connecté » (Projet TEVAC)	**50 400 €**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des conventions correspondantes, jointes respectivement en annexes 6, 7 et annexe 8 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte trois autorisations d'engagement d'un montant total de **93 827 €** disponible sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 80 « Services communs », programme HP 80-001 « Études générales », action 18000101 « Etudes générales, expérimentations et innovations » du budget 2017.

Ces affectations relèvent du contrat de plan Interrégional État Régions Vallée de la Seine 2015-2020 :

- Fiche 3.2 « Transition écologique et valorisation économique »

Article 4 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Code IRIS du dossier	Libellé IRIS du dossier	Bénéficiaires	Date prévisionnelle de démarrage
17009201	Label Performances Logistiques Durables – 6PL	ASLOG	02/01/2017
17009725	Label Performances Logistiques Durables – 6PL	OPAL RESEARCH	02/01/2017
17009010	Projet TEVAC	MOV'EO	01/01/2017

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Etat récapitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-241	Budget	2017

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**885 - Liaisons multimodales**
Programme	**488003 - Développement du transport multimodal**
Action	**488003011 - Plateformes portuaires**

Dispositif : N° 00000297 - Fret - Aménagements d'infrastructures et études

Dossier	17009004 - PORT A COLIS LOURDS DE VARENNES-SUR-SEINE - TRAVAUX			
Bénéficiaire	R17426 - PAP PORT AUTONOME DE PARIS			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Terminaux conteneurs - logistique et desserte ferrée des ports - Hors CPRD			
Montant total	443 265,00 €		Code nature	204183
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 450 000,00 €	HT	30,57 %	443 265,00 €	

Dossier	17009099 - PASSAGES-A-NIVEAU PORT BONNEUIL-SUR-MARNE - TRAVAUX			
Bénéficiaire	R17426 - PAP PORT AUTONOME DE PARIS			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Terminaux conteneurs - logistique et desserte ferrée des ports - Hors CPRD			
Montant total	309 705,00 €		Code nature	204183
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 013 100,00 €	HT	30,57 %	309 705,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000297 - Fret - Aménagements d'infrastructures et études	752 970,00 €

Total sur l'imputation 908 - 885 - 488003 - 488003011	752 970,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-241	Budget	2017

Chapitre	**938 - Transports**
Code fonctionnel	**80 - Services communs**
Programme	**180001 - Études générales**
Action	**18000101 - Etudes générales, expérimentations et innovations**

Dispositif : N° 00000669 - Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement

Dossier	17009201 - Label Performances Logistiques Durables 6PL ASLOG			
Bénéficiaire	P0034443 - ASLOG ASSOCIATION FRANCAISE DE LA SUPPLY CHAIN ET DE LA LOGISTIQUE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Transition écologique et valorisation économique - Hors CPRD			
Montant total	11 040,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
61 083,33 €	HT	18,07 %	11 040,00 €	

Dossier	17009725 - Label Performances Logistiques Durables 6PL Opal Research			
Bénéficiaire	P0037016 - OPAL RESEARCH			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Transition écologique et valorisation économique - Hors CPRD			
Montant total	32 387,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
120 916,67 €	HT	26,78 %	32 387,00 €	

Dossier	17009010 - Subvention projet TEVAC			
Bénéficiaire	R32838 - MOV'EO			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Transition écologique et valorisation économique - Hors CPRD			
Montant total	50 400,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
252 000,00 €	HT	20 %	50 400,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000669 - Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	93 827,00 €

Total sur l'imputation 938 - 80 - 180001 - 18000101	93 827,00 €

Annexe 2 - Fiches projet masse

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009004

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PORT A COLIS LOURDS DE VARENNES-SUR-SEINE - TRAVAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - Aménagements d'infrastructures et études	1 450 000,00 €	30,57 %	443 265,00 €
	Montant Total de la subvention		443 265,00 €

Imputation budgétaire : 908-885-204183-488003-200
488003011- Plateformes portuaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PAP PORT AUTONOME DE PARIS
Adresse administrative : 2 QUAI DE GRENELLE BP 573
75732 PARIS 15 CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Madame REGINE BREHIER, DIRECTRICE GENERALE

N° SIRET : 71203214300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fret - Aménagements d'infrastructures et études
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Objet du projet : de la réalisation des travaux d'aménagement d'un port à colis lourds à Varennes-sur-Seine.

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Sur le territoire de la commune de Varennes-sur-Seine, Ports de Paris est propriétaire de trois hectares de terre-plein et gestionnaire d'un hectare de plan d'eau.
Le port est actuellement occupé par la société Altead (4 700 m²) pour des opérations de manutention, de levage, de montage et de stockage, dans le cadre de son activité générale d'organisation des transports exceptionnels et présente une zone de services aux mariniers (alimentation en eau et électricité, enlèvement des déchets ménagers, possibilité de débarquer un véhicule pour rejoindre les commerces et les services, etc.).

Le port se situe dans un environnement urbanisé industriel.

A proximité immédiate, l'usine Silec Câble occupe une emprise de 42 hectares répartis sur les communes de Varennes-sur-Seine et de Montereau-Fault-Yonne.
Silec Câble est le premier employeur du sud seine-et-marnais (plus de 1 200 salariés). Elle fait partie des cinq entreprises mondiales de fabrication de câbles haute tension pour le transport de l'électricité. Les câbles sont livrés aux clients (parmi lesquels RTE) sous la forme de tourets de 60 tonnes, par convois exceptionnels. L'itinéraire pour rejoindre le port de Montereau-Fault-Yonne traverse le centre urbain et nécessite d'emprunter des voies peu adaptées à ce type de transports.

Pour répondre à de nouveaux marchés auprès des producteurs et fournisseurs d'électricité (à l'international), et maintenir son activité et l'emploi dans la région, Silec Câble va mettre en place un nouveau process industriel pour des câbles plus longs à charger sur des tourets de 100 tonnes.
Les transports exceptionnels par mode routier ne permettront plus d'assurer le transport de ces tourets trop volumineux et lourds.

L'entreprise a donc recherché des solutions logistiques pour utiliser le mode fluvial, directement depuis l'usine de production, en mettant à profit la présence d'une infrastructure portuaire à Varennes-sur-Seine et située à proximité immédiate.
Silec Câble souhaite devenir amodiaitaire de ce port. Les discussions sont déjà fortement engagées et une convention d'amodiation est en cours d'élaboration.

L'entreprise Logiyonne, opérateur multimodal et membre de HAROPA, spécialisée dans cette logistique multimodale des transports exceptionnels, serait le sous-occupant de Silec Câble, amodiataire de Ports de Paris.
Logiyonne étudie le développement d'autres trafics fluviaux afin d'optimiser l'utilisation du port de Varennes-sur-Seine en assurant un double sens fret.
Il s'agirait de l'approvisionnement de Silec Câble en matières premières : aluminium, matières plastiques.
Une organisation logistique innovante de messagerie industrielle est également envisagée : le port de Varennes pourrait servir de plateforme de massification pour le transport de conteneurs et colis exceptionnel provenant par exemple de Gron, de Nogent-sur-Marne et de Varennes. Cette activité ne générerait pas de flux routiers puisque tous les transbordements seraient d'origine fluviale.

Description :

La Ville de Varennes-sur-Seine, ainsi que la Communauté de Communes du Pays de Montereau, soutiennent ce projet pour développer un port de premier plan pour les transports exceptionnels et les colis lourds. Ce port sera complémentaire avec la plateforme multimodale de Montereau-Fault-Yonne dont la darse ne présente pas un gabarit adapté pour ce type de de trafic. L'installation de Logiyonne sur le port de Varennes-sur-Seine répond au besoin de Silec Câble qui souhaite amodier une partie du port de Varennes-sur-Seine auprès de HAROPA – Ports de Paris.
Des aménagements, objet de la présente convention de financement, sont projetés pour permettre cette installation.

Description technique du projet

À l'intérieur des 3 hectares du port de Varennes-sur-Seine, le projet porte sur l'aménagement d'une parcelle de 5 000 m² dans un premier temps. Les réseaux et accès sont cependant conçus pour aménager 18 000 m² supplémentaires. Les travaux portent sur la réalisation d'un terre-plein en chaussée lourde afin de recevoir les tourets et les engins de manutention pour les charger sur les bateaux.
Les travaux portent sur la réalisation d'un terre-plein en chaussée lourde afin de recevoir les tourets et les engins de manutention pour les charger sur les bateaux (localisation sur le plan ci-dessous).

L'aménagement est défini en zones d'usages bien spécifiques réparties comme suit :
- 112 m2 : la bande de 2 m de large (capacité portante de 0,5 t/m2) en bord à quai, interdite à la mise en station des engins de levage ;
- 476 m2 : la zone de transbordement (capacité portante de 6 t/m2), dédiée à la mise en station de grues ;
- 1 471 m2 : la zone de circulation dédiée aux VL et chariots transporteurs de tourets ;
- 1 622 m2 : la zone de stockage proprement dédiée à l'entreposage des tourets en attente de départ ;
- 392 m2 : la zone dédiée au bassin de rétention ;
- 893 m2 : zone viabilisée en attente pour l'implantation d'un éventuel poste de gardiennage sur site.

Une emprise de 5 000 m² à l'aval du port continue de constituer une zone de halte pour les mariniers.
La société de manutention Altéad reste amodiataire sur son emprise actuelle de 5 000 m².
Les 5 voies ferrées présentes sur le site seront supprimées.
La gestion des eaux pluviales se fera par le biais d'un réseau de caniveau à grille en milieu de plateforme et en bord à quai, complété par près de 80ml de tuyaux en PVC de diamètre 250 mm à 400 mm, se dirigeant un séparateur à hydrocarbures. In fine, les eaux ainsi traitées seront dirigées dans un bassin de rétention d'une capacité de 185 m3, puis vers une noue d'infiltration de près de 160 ml.

Contexte réglementaire, environnemental et social

Le projet d'aménagement a été conçu dans le respect des règlements et codes en vigueur. Ses caractéristiques techniques ne requièrent aucune procédure du titre de la loi sur l'eau et aucune autorisation au titre du code de l'urbanisme.
L'aménagement a été discuté avec les collectivités territoriales et en particulier la Ville de Varennes-sur-Seine et la communauté de communes du Pays de Montereau. Le projet s'inscrit dans le PLU et dans la stratégie de développement intercommunal. Silec étant le premier employeur du secteur, la population locale et les élus accordent une grande attention à son évolution et au maintien du nombre d'emplois.

Calendrier de l'opération

En 2016 ont eu lieu :
- les études géotechniques pour le dimensionnement de la chaussée ;
- la compilation des études précédentes pour valider la faisabilité et la vérification de la tenue de quai;
- la mise au point du programme de Ports de Paris avec Silec Câble et Logiyonne ;
- les premiers échanges sur le projet de convention d'amodiation pour l'occupation du domaine public fluvial.

Début 2017, Silec Câble et Logiyonne ont validé le programme de travaux. La convention d'amodiation entre Ports de Paris et Silec Câble doit être finalisée et signée dans le courant du premier semestre 2017.
Les travaux pourraient démarrer à l'été 2017 pour une durée prévisionnelle de quatre mois et une livraison de la plateforme à la fin de l'année 2017.

Intérêt régional :
Le projet présente un fort intérêt régional en termes de maintien de l'activité économique et de l'emploi dans le territoire sud seine-et-marnais, de limitation de la congestion et d'amélioration du cadre de vie en réduisant le trafic Poids Lourds traversant la ville de Montereau-Fault-Yonne grâce à l'utilisation et optimisation d'une infrastructure portuaire existante.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fait l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces

tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

La convention relative à la mise en œuvre du dispositif 100.000 stages de la Région Île-de-France dans le domaine des transports avec Ports de Paris pour laquelle les discussions ont pu être conclusives est proposée au vote de la commission permanente du 5 juillet 2017.

Public(s) cible(s) :

Les entreprises du sud seine-et-marnais et plus particulièrement l'entreprise Silec Câble qui deviendra amodiataire de l'infrastructure réaménagée afin d'évacuer sa production en export à l'international directement par voie fluviale.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût global de l'opération comprenant l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du projet s'élève à 1 450 000 € HT.

L'État et la Région Île-de-France financent la présente opération dans le cadre du Contrat de Plan État-Région Île-de-France 2015-2020, au titre de la ligne « Terminaux à conteneurs, logistique et desserte ferré des ports ».

La base subventionnable retenue par la Région Île-de-France s'élève à 1 450 000 € HT et comprend l'ensemble des travaux du projet d'aménagement du port de Varennes-sur-Seine.

Conformément aux montants inscrits au CPER Île-de-France 2015-2020, la participation financière attendue de l'État s'élève à 12,57 % du montant total HT de l'opération, soit
182 265 €.

La participation financière attendue de la Région Île-de-France, conformément aux montants inscrits au CPER, s'élève à 30,57 % du montant total HT de l'opération, soit 443 265 €.
Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

La participation financière attendue de Ports de Paris, conformément au CPER 2015-2020, est de 56,86 % du montant total HT de l'opération, soit 824 470 €.

La participation financière de l'État prendra la forme d'une décision attributive de subvention.
La participation financière de la Région Île-de-France prend la forme d'une subvention apportée à Ports de Paris.

Le cofinancement de l'aménagement du port de Varennes-sur-Seine s'établit ainsi :

- Etat : 182 265 € (12,57% du montant HT)
- Région Ile-France : 443 265 € (30,57% du montant HT)
- Ports de Paris : 824 470 € (56,86% du montant HT)

TOTAL : 1 450 000 €

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Terminaux conteneurs - logistique et desserte ferrée des ports

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes préalables et diverses	18 000,00	1,24%
Installation - travaux préparatoires	66 000,00	4,55%
Travaux de démolition - travaux de terrassement	218 000,00	15,03%
Travaux de voirie	565 700,00	39,01%
Travaux d'assainissement	88 000,00	6,07%
Travaux de réseaux	88 000,00	6,07%
Travaux de raccordement aux réseaux divers	50 000,00	3,45%
Travaux bassin d'infiltration	185 000,00	12,76%
Travaux clôtures et portail	20 000,00	1,38%
Travaux espaces verts	20 000,00	1,38%
Frais annexes et aléas généraux	131 300,00	9,06%
Total	1 450 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	182 265,00	12,57%
Région Ile-de-France	443 265,00	30,57%
Ports de Paris	824 470,00	56,86%
Total	1 450 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	354 612,00 €
2018	88 653,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Fret - Aménagements d'infrastructures et études	2 811 542,50 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	300 000,00 €
2015	Fret - Aménagements d'infrastructures et études	2 946 091,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	79 660,00 €
2016	Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement	87 500,00 €
2016	Fret - Aménagements d'infrastructures et études	746 913,22 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	519 260,00 €

	Montant total	7 490 966,72 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009099

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PASSAGES-A-NIVEAU PORT BONNEUIL-SUR-MARNE - TRAVAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - Aménagements d'infrastructures et études	1 013 100,00 €	30,57 %	309 705,00 €
	Montant Total de la subvention		309 705,00 €

Imputation budgétaire : 908-885-204183-488003-200
488003011- Plateformes portuaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PAP PORT AUTONOME DE PARIS
Adresse administrative : 2 QUAI DE GRENELLE BP 573
75732 PARIS 15 CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Madame REGINE BREHIER, DIRECTRICE GENERALE

N° SIRET : 71203214300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fret - Aménagements d'infrastructures et études
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Objet du projet : des travaux aux passages-à-niveaux du port de Bonneuil-sur-Marne

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le trafic ferroviaire sur les voies du port de Bonneuil-sur-Marne a progressé de 200 000 T en 2007 à 1 000 000 T en 2013 et s'élevait à environ 560 000 T en 2016. La baisse conjoncturelle de trafic (-11 % observée entre 2015 et 2016) pour le port de Bonneuil-sur-Marne est principalement due à la crise du BTP de ces dernières années. Il est fort probable que la croissance de l'activité de transport combiné de la société BTM (2 trains par jour sur l'axe Dourges-Marseille) et la reprise de la croissance des activités BTP conduisent à une nouvelle forte progression à court terme.
Dans ce contexte Ports de Paris tient à poursuivre son effort de modernisation et de sécurisation de son infrastructure.

Le développement de ce trafic passe par :
Une offre ferroviaire adaptée aux demandes des clients : Ports de Paris mène une politique proactive pour promouvoir l'usage de la voie ferrée en facilitant l'implantation de clients sur des parcelles adaptées,
Des interfaces efficaces avec le Réseau Ferré National : Ports de Paris et son gestionnaire délégué travaillent avec SNCF Réseau pour anticiper les difficultés d'accès aux ports, notamment dans le cadre des travaux sur le réseau francilien,
La revitalisation des voies ferrées pour concilier sécurité et fluidité des circulations à l'intérieur du domaine portuaire.

Dans son schéma de services portuaires pour l'île de France (émanation d'une vision pour l'horizon 2020-2025), le port de Bonneuil-sur-Marne est engagé dans une action pour :
• Développer les synergies avec d'autres plateformes ferroviaires (Valenton, Villeneuve-Saint-Georges),
• Poursuivre le développement des infrastructures ferroviaires pour répondre à la demande (particulièrement par la réhabilitation et l'amélioration, à court terme, des vois existantes).

Le réseau ferroviaire du port de Bonneuil-sur-Marne comporte 18 km de voies et présente 7 traversées routières dont 3 seulement sont règlementées par des passages à niveau sécurisés par barrières.
Le port et son réseau ferré ont fêté leurs 100 ans l'année dernière. La conception du réseau ferré pour desservir les parcelles du port reste toujours pertinente mais les conditions de sécurité aux interfaces avec le mode routier ne sont plus satisfaisantes. Les voies ferrées portuaires doivent nécessairement évoluer afin de répondre aux exigences modernes d'exploitation et en particulier pour s'adapter aux normes de sécurité sur les passages à niveau.

Aussi cette opération répond à un double objectif :
• Améliorer la sécurité des usagers du port au droit de la RD130, de la route de l'île Saint-Julien, de la route de l'île Barbière et de la route du pont Mathieu, ces axes étant très fréquentés par les poids lourds,
• Améliorer la fluidité du trafic ferré en automatisant les passages à niveau.

Afin d'atteindre son objectif, Ports de Paris a prévu de réaliser dans le cadre de cette opération, 4 postes de travaux distincts que nous détaillons ci-après :
• La sécurisation par automatisation des 3 passages à niveau existants,
• La création de 3 nouveaux passages à niveau automatisés,
• Le recalibrage de la voie 102, voie en courbe contraignant la fluidité des manœuvres,
• L'automatisation d'un portail ferroviaire.

1) Sécurisation par automatisation des 3 passages à niveau existants

Ces travaux concernent les passages à niveau dits n° 1, 2 et 3, qui sont sur le trajet du faisceau allant du réseau SNCF à la plateforme multimodale BTM en fond de la route de l'île Barbière et desservant également La Poste, Eiffage, Prologis et SPME.

Le PN1, situé en extrémité du faisceau côté Est, aujourd'hui règlementé par de barrières manuelles sera muni d'un dispositif SAL 2 FC (franchissement conditionnel) avec mise en place d'une pédale d'annonce de feux routiers et d'une sonnerie SNCF. Par ailleurs, en concertation le GDIP et les entreprises ferroviaires desservant le port (Colas Rail, VFLI, ECR, CFR et OSR) 3 points de commande seront installés sur site dans le but de faciliter les commandes manuelles différenciées.

Les PN2 et 3, au droit du RD130, déjà munis de dispositif SAL 2 FC seront quant à eux automatisés par l'adjonction d'une commande permettant l'abaissement simultané des PN3 bis et PN4 (voir ci-dessous).

Le point de commande centralisé, aujourd'hui présent sur l'îlot en entrée de port sera légèrement décalé afin d'améliorer la visibilité des opérateurs.

2) Création/automatisation de 3 passages

Il s'agit de passages à niveau non gardés et qui présentent un risque réel pour la sécurité des usagers :
Le PN3 bis permettra de mieux gérer les usagers entrant et sortant du bâtiment de la SESSD (Service d'Education et de Soins Spécialisés à Domicile). Il sera muni de feux piétons et d'une sonnerie SNCF et équipés de rambardes de sécurité (chicanes) ainsi que de barrières pour les véhicules légers.

Le PN4 viendra protéger les voies ferrées en traversée de la route de l'île Barbière en direction des voies 102 et 107A et B. Pour ce faire il sera créé un PN de type SAL 2 FC avec des lisses de grande longueur. L'ensemble sera commandé depuis un poste installé à dessein dans l'espace vert jouxtant l'appareil de voie 102 A. De ce point pourront être commandés indifféremment les PN4, PN3 bis, PN3 et PN2, pour la sortie des convois ferroviaires vers le faisceau général, ou uniquement le PN4, dans les cas de convois se dirigeant vers la voie 102. D'un point de vue structurel 2 voies sous enrobé traversent la route à cet endroit. Ces dernières seront reconstruites en voie béton.
La signalisation comprendra des feux piétons, des feux routiers ainsi que les sonneries correspondantes.

Le PN5, situé sur la route de l'île de Saint-Julien, réalise l'intersection avec la voie 102 (en direction des ITE DERICHEBOURG et SPME). Ce dernier sera également équipé d'un dispositif de type SAL2 FC comme pour le PN3 bis.

3) Recalibrage de la voie 102

La voie 102, à la sortie du PN4, décrit une courbe dont le rayon est inférieur à 150 m, soit en deçà de la norme admise pour le réseau SNCF. Cette caractéristique engendre un suivi régulier du fait d'un risque réel de déraillement se traduisant par une charge d'entretien anormale et limite la longueur et la vitesse des convois susceptibles d'emprunter cette voie. L'attelage des wagons doit être détendu avant chaque franchissement de cette courbe pour être de nouveau tendu avant le départ de chaque train. Pour toute ses raisons, le potentiel de développement des embranchés du lot 2 est contenu (trafic actuel variant de 100 000 à 150 000 T/an). Cette voie sera reconfigurée afin d'augmenter son rayon au-delà de 150 m tout en respectant la distance de sécurité (gabarit ferroviaire) avec la clôture du port longeant le RD 130. Une partie de cette voie sera en assise béton sur 70 ml ce qui permettra de desservir le nouveau Quai à Usage Partagé (QUP) n°4 construit dans le cadre d'une autre opération.
Cette voie ferrée circulable sera également équipée d'un dispositif de type SAL2 FC et d'une sonnerie SNCF.
La liaison s'inscrit dans un schéma de développement de l'offre de report multimodal sur le port de Bonneuil-sur-Marne.

4) Automatisation d'un portail SNCF existant

Sur la voie 101 donnant accès aux installations LAFARGE depuis le faisceau est aujourd'hui installé un portail double vantaux à action manuelle. Ce portail sera automatisé et commandé depuis un poste situé à proximité du PN1.

Détails des postes de dépenses :

Le montant global de l'opération est estimé à 1 013 100 € HT. Ce montant est décomposé comme suit :

Montant prévisionnel de dépenses (€ HT)
- Études préalables : 14 000 €
- AMO : 23 000 €
- Mission CSPS : 5 000 €
- Mission de suivi géotechnique d'exécution : 6 000 €
- Sécurisation/Automatisation des PNs et portail : 450 000€
- Reprise du PN 4 en voie béton : 92 000 €
- Création du PN5 : 80 000 €
- Recalibrage de la voie 102 : 145 000 €
- Terrassements et VRD pour liaison routière QUP1-QUP4 : 100 000 €
- Abattage d'arbres : 6 000 €
- Provisions pour aléas et frais annexes : 92 100 €

Ces estimations prennent en compte une ligne de « provisions pour aléas et frais annexes » correspondant à des besoins spécifiques ou complémentaires identifiés au cours des travaux dont l'utilisation devra faire l'objet d'une validation en comité technique ou réunion des financeurs par les co-financeurs de l'opération. Le montant indiqué constitue une provision maximum.

Contexte réglementaire, environnemental et social

Le projet d'aménagement a été conçu dans le respect des règlements et codes en vigueur. Aucune procédure n'est nécessaire au titre de la loi sur l'eau.
Aucune autorisation n'est nécessaire au titre du code de l'urbanisme.
La description du fonctionnement des PN2 et PN3 sera reprise dans l'arrêté d'occupation du domaine public du Conseil Départemental du Val de Marne concernant la route départementale 130.

Calendrier de l'opération

En 2016 ont eu lieu :
• Les études préalables de conception réalisées avec l'AMO expertise ferroviaire BG de Ports de Paris,
• La mise au point du programme avec les entreprises ferroviaires SNCF et COLAS Rail, qui ont validé le principe de ces améliorations,
• Les premiers échanges sur le projet avec l'AMO urbanisme (URBICUS) de Ports de Paris.

Courant Avril 2017 les études géotechniques de dimensionnement de la voirie routière reliant le QUP 1 et le QUP 4 seront menées.
Les travaux pourraient démarrer au en juillet 2017 pour une durée prévisionnelle de quatre mois et une livraison des installations au plus tard fin octobre 2017.

Intérêt régional :
Le projet s'inscrit dans les objectifs de multimodalité et d'efficience du transport de marchandises que la Région Ile-de-France soutient dans le cadre de sa politique de transports de marchandises et du CPER Ile-de-France 2015-2020.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fait l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant

leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

La convention relative à la mise en œuvre du dispositif 100.000 stages de la Région Île-de-France dans le domaine des transports avec Ports de Paris pour laquelle les discussions ont pu être conclusives est proposée au vote de la commission permanente du 5 juillet 2017.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût de l'ensemble des travaux nécessaires à la sécurisation, création et automatisation de passages-à-niveau au port de Bonneuil-sur-Marne s'élève à 1 013 100 € HT.

L'État et la Région Île-de-France financent la présente opération dans le cadre du Contrat de Plan État-Région Île-de-France 2015-2020, au titre de la ligne « Terminaux à conteneurs, logistique et desserte ferré des ports ».

La base subventionnable retenue par la Région Île-de-France s'élève à 1 013 100 € HT et comprend l'ensemble des études préalables et travaux du projet de sécurisation, création et automatisation de passages-à-niveau au port de Bonneuil-sur-Marne.

Conformément aux montants inscrits au CPER Ile-de-France 2015-2020, la participation financière attendue de l'État s'élève à 12,57 % du montant total HT de l'opération, soit
127 347 €.

La participation financière attendue de la Région Île-de-France, conformément aux montants inscrits au CPER, s'élève à 30,57 % du montant total HT de l'opération, soit 309 705 €.
Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

La participation financière attendue de Ports de Paris, conformément au CPER 2015-2020, est de 56,86 % du montant total HT de l'opération, soit 576 048 €.

La participation financière de l'État prendra la forme d'une décision attributive de subvention.
La participation financière de la Région Île-de-France prend la forme d'une subvention apportée à Ports de Paris.

Le cofinancement de l'opération s'établit ainsi :

- Etat : 127 347 € (12,57% du montant HT)
- Région Ile-France : 309 705 € (30,57% du montant HT)
- Ports de Paris : 576 048 € (56,86% du montant HT)

TOTAL : 1 013 100 €

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Terminaux conteneurs - logistique et desserte ferrée des ports

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Études préalables	14 000,00	1,38%
AMO	23 000,00	2,27%
Mission CSPS (coordination sécurité et protection de la santé)	5 000,00	0,49%
Mission de suivi géotechnique d'exécution	6 000,00	0,59%
Sécurisation/Automatisation des PNs et portail	450 000,00	44,42%
Reprise du PN 4 en voie béton	92 000,00	9,08%
Création du PN5	80 000,00	7,90%
Recalibrage de la voie 102	145 000,00	14,31%
Terrassements et VRD pour liaison routière QUP1-QUP4	100 000,00	9,87%
Abattage d'arbres	6 000,00	0,59%
Frais annexes et aléas généraux	92 100,00	9,09%
Total	1 013 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	127 347,00	12,57%
Région Ile-de-France	309 705,00	30,57%
Ports de Paris	576 048,00	56,86%
Total	1 013 100,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	247 764,60 €
2018	61 941,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Fret - Aménagements d'infrastructures et études	2 811 542,50 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	300 000,00 €
2015	Fret - Aménagements d'infrastructures et études	2 946 091,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	79 660,00 €
2016	Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement	87 500,00 €
2016	Fret - Aménagements d'infrastructures et études	746 913,22 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	519 260,00 €
	Montant total	7 490 966,72 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009201

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LABEL PERFORMANCES LOGISTIQUES DURABLES 6PL ASLOG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	61 083,33 €	18,07 %	11 040,00 €
	Montant Total de la subvention		11 040,00 €

Imputation budgétaire : 938-80-6574-180001-200
18000101- Etudes générales, expérimentations et innovations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASLOG ASSOCIATION FRANCAISE DE LA SUPPLY CHAIN ET DE LA LOGISTIQUE
Adresse administrative : 140 RUE DE RENNES
75006 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Jean-Michel GUARNERI, Président

Date de publication au JO : 8 avril 2008

N° SIRET : 38478732100049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le jury de l'Appel à Manifestations d'Intérêt a validé le projet 6PL en juin 2016. La décision de ce jury a été avalisée par le comité directeur de la Délégation Interministérielle de la Vallée de la Seine le 20 octobre 2016. Compte tenu de la programmation financière régionale, la présente affectation n'a pas pu être proposée plus tôt.

Objectifs :
Le projet consiste à mettre en place un label pour valoriser les démarches d'amélioration de la performance RSE des chaînes logistiques des entreprises de l'Axe Seine.

Les objectifs sont de:
-Structurer et valoriser les démarches d'amélioration continue de la performance des entreprises en

termes de Logistique Durable & Responsable grâce à un label peu contraignant s'appuyant sur un référentiel qui intègre les bonnes pratiques et des normes, réglementations existantes dans leur volet logistique et supply chain
-Elargir le périmètre géographique et renforcer le référentiel du label initié par le club logistique du Havre en intégrant la dimension de performance durable (progrès réguliers et continus)

Description :
Lauréat de l'AMI 2016 organisé par l'ADEME dans le cadre du CPIER Vallée de la Seine, le projet « Label performances logistiques durables – 6PL », porté par Logistique Seine Normandie en consortium avec l'ASLOG, le club logistique du Havre et Opal Research, vise à mettre en place une labellisation de la performance RSE des chaînes logistiques.

La démarche de labellisation comprend un accompagnement des entreprises désireuses d'évaluer et analyser leur processus logistique afin d'améliorer leur performance RSE. Les démarches RSE initiées par les entreprises pourront bénéficier d'une reconnaissance valorisable auprès de leurs clients. Il est prévu d'accompagner 40 entreprises issues des deux Régions Normandie et Île-de-France dans la phase de développement du label.

Ce label pourra être généralisé à l'échelle nationale et compléter le programme Objectif CO2 qui accompagne déjà les transporteurs sur l'optimisation de leurs flux logistiques.

Moyens mis en œuvre :
Conformément aux clauses suspensives retenues par le jury de l'édition 2016 de l'Appel à Manifestations d'Intérêts « Transition Écologique et Valorisation Économique », le bénéficiaire de la subvention s'engage notamment à imposer une répartition équilibrée des 48 entreprises recrutées entre les deux régions Île-de-France et Normandie (au moins 1/3 en Île-de-France).

Intérêt régional : La performance logistique des entreprises de l'Axe Seine est un élément fondamental de leur compétitivité. L'accompagnement proposé par la labellisation permet aux entreprises de disposer d'ouils et de conseil pour analyser leur chaîne de production et l'améliorer.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les entreprises cibles sont essentiellement les grandes PME et les ETI qui ont les capacités humaines et financières de s'engager dans un accompagnement de ce type. Les effets positifs attendus sur les entreprises labellisées auront des retombées sur les plus petites PME et les TPE auxquelles les entreprises labellisées sous-traitent une partie de leur logistique.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total du projet pour les quatre partenaires du consortium s'élève à 910 700 € TTC.
L'ASLOG supporte un coût de 73 300 € TTC soit une base subventionnable de 61 083,33 € HT.

Conformément aux décisions prises en comité de directeur DIDVS du 20 octobre 2016 en présence du Vice-Président M. Bariani, le projet 6PL a été retenu avec les clés de financement suivantes :
- participation Région Ile-de-France 15% soit 136 605 €
- participation Région Normandie 15% soit 136 605 €
- participation ADEME 20 % soit 182 140 €

La ventilation des subventions se répartit comme suit entre les différents partenaires du projet :

- LSN :
CR IdF : 85 918 €
CR Normandie : 85 918 €
ADEME : 114 558 €

- ASLOG :
CR IdF : 11 040 €
CR Normandie : 11 040 €
ADEME : 14 720 €

- OPAL Research :
CR IdF : 32 387 €
CR Normandie : 32 387 €
ADEME : 43 182 €

- Club logistique du Havre
CR IdF : 7 260 €
CR Normandie : 7 260 €
ADEME : 9 680 €

Au titre du rapport CP 2017-241, seuls les partenaires ASLOG et OPAL RESEARCH sont financés.

Cette aide est allouée sur la base du régime cadre exempté n° SA.40391 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014.

Les partenaires LSN et Club Logistique du Havre seront financés par la Région Ile-de-France dans le cadre d'une autre délibération.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE
- REGION HAUTE-NORMANDIE
- REGION BASSE-NORMANDIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Transition écologique et valorisation économique

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de personnel - Cadre - chef de projet	30 000,00	40,93%
Dépenses de personnel - Valorisation temps entreprise	36 500,00	49,80%
Sous-traitance	1 800,00	2,46%
Déplacements	3 500,00	4,77%
Organisation de réunions - logistique	1 500,00	2,05%
Total	73 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Normandie (attribuée)	11 040,00	15,06%
Région Ile-de-France (sollicitée)	11 040,00	15,06%
État (ADEME)	14 720,00	20,08%
ASLOG (Fonds propres du porteur de projet)	36 500,00	49,80%
Total	73 300,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 040,00 €
2018	6 000,00 €
2019	2 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	1 200,00 €
2017	Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	1 200,00 €
	Montant total	2 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009725

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LABEL PERFORMANCES LOGISTIQUES DURABLES 6PL OPAL RESEARCH

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	120 916,67 €	26,78 %	32 387,00 €
		Montant Total de la subvention	32 387,00 €

Imputation budgétaire : 938-80-6574-180001-200
18000101- Etudes générales, expérimentations et innovations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPAL RESEARCH
Adresse administrative : 4 RAMPE CAUCHOISE
76000 ROUEN
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Jérôme VERNY, Président

N° SIRET : 82055938300014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le jury de l'Appel à Manifestations d'Intérêt a validé le projet 6PL en juin 2016. La décision de ce jury a été avalisée par le comité directeur de la Délégation Interministérielle de la Vallée de la Seine le 20 octobre 2016. Compte tenu de la programmation financière régionale, la présente affectation n'a pas pu être proposée plus tôt.

Objectifs :
Le projet consiste à mettre en place un label pour valoriser les démarches d'amélioration de la performance RSE des chaînes logistiques des entreprises de l'Axe Seine.

Les objectifs sont de:
-Structurer et valoriser les démarches d'amélioration continue de la performance des entreprises en termes de Logistique Durable & Responsable grâce à un label peu contraignant s'appuyant sur un référentiel qui intègre les bonnes pratiques et des normes, réglementations existantes dans leur volet logistique et supply chain
-Elargir le périmètre géographique et renforcer le référentiel du label initié par le club logistique du Havre

en intégrant la dimension de performance durable (progrès réguliers et continus)

Description :
Lauréat de l'AMI 2016 organisé par l'ADEME dans le cadre du CPIER Vallée de la Seine, le projet « Label performances logistiques durables – 6PL », porté par Logistique Seine Normandie en consortium avec l'ASLOG, le club logistique du Havre et Opal Research, vise à mettre en place une labellisation de la performance RSE des chaînes logistiques.

La démarche de labellisation comprend un accompagnement des entreprises désireuses d'évaluer et analyser leur processus logistique afin d'améliorer leur performance RSE. Les démarches RSE initiées par les entreprises pourront bénéficier d'une reconnaissance valorisable auprès de leurs clients. Il est prévu d'accompagner 40 entreprises issues des deux Régions Normandie et Île-de-France dans la phase de développement du label.

Ce label pourra être généralisé à l'échelle nationale et compléter le programme Objectif CO2 qui accompagne déjà les transporteurs sur l'optimisation de leurs flux logistiques.

Moyens mis en œuvre :
Conformément aux clauses suspensives retenues par le jury de l'édition 2016 de l'Appel à Manifestations d'Intérêts « Transition Écologique et Valorisation Économique », le bénéficiaire de la subvention s'engage notamment à imposer une répartition équilibrée des 48 entreprises recrutées entre les deux régions Île-de-France et Normandie (au moins 1/3 en Île-de-France).

Intérêt régional : La performance logistique des entreprises de l'Axe Seine est un élément fondamental de leur compétitivité. L'accompagnement proposé par la labellisation permet aux entreprises de disposer d'ouils et de conseil pour analyser leur chaîne de production et l'améliorer.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les entreprises cibles sont essentiellement les grandes PME et les ETI qui ont les capacités humaines et financières de s'engager dans un accompagnement de ce type. Les effets positifs attendus sur les entreprises labellisées auront des retombées sur les plus petites PME et les TPE auxquelles les entreprises labellisées sous-traitent une partie de leur logistique.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total du projet pour les quatre partenaires du consortium s'élève à 910 700 € TTC.
OPAL RESEARCH supporte un coût de 133 456 € TTC soit une base subventionnable de 120 916,67 € HT.
Conformément aux décisions prises en comité de directeur DIDVS du 20 octobre 2016 en présence du Vice-Président M. Bariani, le projet 6PL a été retenu avec les clés de financement suivantes :
- participation Région Ile-de-France 15% soit 136 605 €
- participation Région Normandie 15% soit 136 605 €
- participation ADEME 20 % soit 182 140 €

La ventilation des subventions se répartit comme suit entre les différents partenaires du projet :

- LSN :

CR IdF : 85 918 €
CR Normandie : 85 918 €
ADEME : 114 558 €

- ASLOG :
CR IdF : 11 040 €
CR Normandie : 11 040 €
ADEME : 14 720 €

- OPAL Research :
CR IdF : 32 387 €
CR Normandie : 32 387 €
ADEME : 43 182 €

- Club logistique du Havre
CR IdF : 7 260 €
CR Normandie : 7 260 €
ADEME : 9 680 €

Au titre du rapport CP 2017-241, seuls les partenaires ASLOG et OPAL RESEARCH sont financés.

Cette aide est allouée sur la base du régime cadre exempté n° SA.40391 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014.

Les partenaires LSN et Club Logistique du Havre seront financés par la Région Ile-de-France dans le cadre d'une autre délibération.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE
- REGION HAUTE-NORMANDIE
- REGION BASSE-NORMANDIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Transition écologique et valorisation économique

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de personnel (cadre dirigeant)	21 600,00	14,89%
Valorisation temps entreprise (temps hommes)	25 500,00	17,57%
Sous-traitance 1 : accompagnement technique	6 300,00	4,34%
Sous-traitance 2 : Expert communication et valorisation des résultats	40 500,00	27,91%
Expert juridique	5 400,00	3,72%
Déplacements / Organisation de réunions / Logistique	9 800,00	6,75%
Formalisation du document de restitution de l'étude	5 400,00	3,72%
Experts sur les risques d'implantation géographique	19 200,00	13,23%
Organisation de réunions	1 400,00	0,96%
Expert communication et valorisation des résultats	10 000,00	6,89%
Total	145 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Opal Research (fonds propres du porteur de projet)	37 144,00	25,60%
Région Normandie (attribuée)	32 387,00	22,32%
Région Ile-de-France (sollicitée)	32 387,00	22,32%
Etat (ADEME) (sollicitée)	43 182,00	29,76%
Total	145 100,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 387,00 €
2018	17 000,00 €
2019	3 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009010

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SUBVENTION PROJET TEVAC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	252 000,00 €	20,00 %	50 400,00 €
	Montant Total de la subvention		50 400,00 €

Imputation budgétaire : 938-80-6574-180001-200
18000101- Etudes générales, expérimentations et innovations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOV'EO
Adresse administrative : AVENUE GALILLEE
76801 SAINT ETIENNE DE ROUVRAY
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : 15 juillet 2006

N° SIRET : 49176725700026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 février 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le jury de l'AMI lancé par les régions Ile-de-France et Normandie, en partenariat avec l'ADEME, a validé le projet TEVAC lors de sa réunion du 28 septembre 2016. Compte tenu de la programmation financière régionale, la présente affectation n'a pas pu être proposée plus tôt.

Description :
Avec 180 000 emplois directs, la filière automobile-mobilité sur la Vallée de la Seine représente un poids important dans l'activité économique du territoire. C'est une filière en pleine mutation qui doit évoluer pour proposer des solutions de mobilité plus propres et plus intelligentes, pour prendre en compte le développement du numérique et anticiper les nouveaux usages, pour faire face à la concurrence mondiale.

Le pôle de compétitivité MOV'EO anime depuis 10 ans l'écosystème d'innovation de la filière automobile-

mobilité sur la Vallée de la Seine. Fort de ses connaissances, en relation avec ses partenaires habituels, MOV'EO a proposé de conduire une étude détaillée de préfiguration d'un grand projet fédérateur pour expérimenter le véhicule autonome dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt « Transition Ecologique et Valorisation Economique » porté conjointement par l'ADEME, et les Conseils régionaux de Normandie et d'Ile-de-France. Cet AMI constitue la déclinaison opérationnelle de la fiche action 3.2 du CPIER Vallée de la Seine.

Cette étude nommée « Territoire d'Expérimentation pour le Véhicule Autonome et Connecté » (TEVAC) vise à réunir les conditions de réussite pour faire de la vallée de la Seine un territoire d'expérimentation. Pour cela, il faut organiser et fédérer les acteurs autour d'une dynamique commune et leur proposer un cadre pour mener à bien leurs expérimentations. MOV'EO est le maître d'ouvrage de l'étude et s'associe à des compétences externes (consultants, cabinets conseil, expertise de ses membres) pour la mener à bien.

Moyens mis en œuvre :
L'étude est prévue sur 14 mois à compter du 1er janvier 2017. Elle se fixe cinq objectifs :
1/ Inventaire et diagnostic
Cette étape vise à développer une compréhension et une connaissance commune pour la bonne exécution du projet par une prise en compte de l'état de l'art et des besoins des acteurs du territoire ainsi que par la réalisation d'une analyse stratégique.
Une cartographie des acteurs et un recensement de leurs besoins sera réalisée. Une analyse SWOT (forces, faiblesses, opportunités, menaces) sera réalisée.
2/Analyse approfondie
Cette étape vise à identifier les conditions de réussite pour le déploiement des expérimentations du véhicule autonome (cas d'usages, territoires d'expérimentation, technologies à mettre en œuvre, formations à créer). Il s'agira également de qualifier et quantifier les externalités économiques et environnementales du véhicule autonome.
Un rapport d'analyse sur les conditions de réussite et une étude sur les externalités économiques et environnementales seront réalisés.
3/Recommandations et plan d'action
Cette étape vise à proposer un plan d'actions détaillé et d'identifier des financements pour soutenir les expérimentations.
Une liste de recommandations détaillées, un plan d'action et un recensement des financements potentiels seront fournis.
4/Dissémination et animation de l'écosystème
Cette étape vise à communiquer sur le projet, de favoriser la participation des acteurs du territoire et de diffuser les résultats.
Un kit de communication, des workshops thématiques et un événement de clôture seront proposés.
5/ Management du projet
MOV'EO, coordonnateur du projet, veillera au bon déroulement de l'étude projet et sa gestion. Il sera épaulé par un comité technique qui veillera à la bonne direction scientifique de TEVAC.
Des comptes rendus des comités techniques et un rapport final de l'étude seront réalisés.

Intérêt régional : Conformément aux objectifs du plan route, le projet TEVAC permet à la Région d'accompagner la mutation du secteur automobile en aidant les acteurs franciliens à développer leur expertise sur la maitrise des technologies nécessaires au déploiement des véhicules autonomes, et en aidant les territoires à développer des nouveaux services associés pour répondre aux besoins de déplacement de leurs habitants. Il s'agit ainsi de permettre à la filière automobile qui emploie près de 10% de la population active française et qui est particulièrement présente sur la Vallée de la Seine, de rester compétitive et d'investir de nouveaux marchés, mais aussi d'aider les opérateurs de transports à élargir leurs offres de services et à inventer les systèmes de mobilité de demain qui permettront une

utilisation plus efficace de la route.
Les impacts attendus sont également d'ordre environnemental (efficacité énergétique des déplacements, réduction de la congestion par une meilleure rationalisation des flux) et sociétal (accessibilité tout public, amélioration de la sécurité routière).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût global du projet s'élève à 252 000 € HT.

Conformément aux décisions prises en comité de directeur du 20 octobre 2016 en présence du Vice-président M. Bariani, le projet TEVAC a été retenu avec les clés de financements suivantes :

- 20% Région Ile-de-France, soit 50 400 €
- 20% Région Normandie, soit 50 400 €
- 30% ADEME, soit 75 600 €
- 30 % correspondant au solde qui reste à la charge du porteur de projet MOV'EO, soit 75 600 €.

Cette aide est allouée sur la base du régime cadre exempté n° SA.40391 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE
- HORS REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Transition écologique et valorisation économique

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de personnel	42 000,00	16,67%
Sous-traitance	168 000,00	66,67%
Déplacements	15 000,00	5,95%
Organisation réunions, logistique	15 000,00	5,95%
Communication	6 000,00	2,38%
Charges connexes	6 000,00	2,38%
Total	252 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	50 400,00	20,00%
Région Normandie	50 400,00	20,00%
ADEME	75 600,00	30,00%
MOV'EO	75 600,00	30,00%
Total	252 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 320,00 €
2018	10 080,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	171 000,00 €
2014	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	234 126,00 €
2015	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	234 124,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Actions d'accompagnement individuelles et collectives en faveur des PME/PMI de la SRI-SI	48 413,49 €
2016	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	15 000,00 €
2016	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	234 124,00 €
2017	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	234 000,00 €
	Montant total	1 170 787,49 €

Annexe 3 - Convention relative à la mise en oeuvre du dispositif 100 000 stages de la Région Ile-de-France avec Ports de Paris

Projet de convention relative à la mise en œuvre du dispositif 100.000 stages de la Région Île-de-France dans le domaine des transports

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2017-120 du 8 mars 2017,
ci-après dénommée « la Région » d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Port Autonome de Paris
dont le statut juridique est : Etablissement Public Industriel et Commercial
dont le siège social est situé au : 2 QUAI DE GRENELLE, BP 573, 75732 PARIS 15 CEDEX
ayant pour représentant Madame Régine BRÉHIER, Directrice Générale
ci-après dénommé « le bénéficiaire » d'autre part,

Préambule :

Par délibération CR 08-16 du 8 février 2016, la Région a décidé que l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale (entreprises, collectivités territoriales, associations) doit être subordonnée, sauf dispositions législatives ou règlementaires contraires, au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois, dans le cadre de leur parcours de découverte, de formation ou d'insertion.

En application de ce dispositif, adopté par délibération CR 08-16 du 8 février 2016 la Région et le bénéficiaire conviennent des dispositions suivantes :

Article 1 : objet de la convention

La présente convention a pour objet de :

- fixer le nombre de stagiaires et / ou alternants que le bénéficiaire s'engage à recruter au titre de sur la période 2017-2020
- définir les modalités d'information des services régionaux sur la campagne de recrutement
- préciser les modalités de contrôle et des dispositions prévues en cas de non-respect des termes de la convention.

Article 2 : engagements du bénéficiaire

Le nombre de stagiaires est fixé entre la Région et le bénéficiaire à l'issue d'une concertation préalable sur la base des subventions régionales allouées sur les années précédentes et sur les prévisions de demandes de subventions à venir sur la période 2017-2020 conformément aux inscriptions au contrat de plan État-Région et au contrat de plan interrégional Vallée de la Seine.

Le bénéficiaire s'engage à recruter 6 stagiaires par an selon les critères, rappelés en annexe, fixés par la Région dans le cadre de la délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016, également jointe en annexe à la présente convention.

Pour chaque année n allant de 2017 à 2020, les conventions de stage et / ou contrats de travail comptabilisés au titre de l'année n doivent entrer en vigueur entre le 1er janvier et le 31 décembre, ils peuvent se poursuivre au-delà du 31 décembre de l'année n.

Le bénéficiaire saisit la ou les offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) sur la Plateforme des Aides Régionales.

Le bénéficiaire doit informer, régulièrement, la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants ainsi que de toute difficulté qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, interruptions de conventions, etc.) dans leur déroulement.
Le bénéficiaire permet à la Région de consulter les conventions de stages si cette dernière en fait la demande.
Le bénéficiaire adresse à la Région, au plus tard le 30 septembre de l'année n, un premier bilan des recrutements de stagiaires effectués au titre de la présente convention pour l'année en cours en précisant notamment le nombre de stagiaires recrutés et la durée de ces stages.

Le bénéficiaire adressera à la Région, au plus tard le 31 janvier de l'année n+1, un bilan détaillé de la mise en œuvre (nombre de stagiaires recrutés et précisant le type de contrat, services pourvus, durée des stages…) de la présente convention au cours de l'année n.

Article 3 : modalités de contrôle

Le défaut de respect d'une des dispositions de l'article 2 donne lieu à un accord des parties sur les mesures correctrices à apporter, lesquelles feront l'objet d'un échange de courriers.

En tout état de cause, le non-respect par le bénéficiaire des obligations lui incombant au titre de la présente convention est un élément pris en compte, le cas échéant, par le Conseil régional ou sa commission permanente lors de l'instruction et de l'attribution de futures subventions et de la détermination du nombre global de stagiaires et alternants à recruter par le bénéficiaire pour l'année n+1.

Article 4 : durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de la délibération CP 2017-120 et prend fin à la plus tardive des deux dates du 31 décembre 2020 ou du dernier des courriers mentionné au deuxième alinéa de l'article 3.

Fait à Paris en deux exemplaires originaux,
Le ……..

Pour la Région Île-de-France La Présidente	Pour le Port Autonome de Paris La Directrice Générale
Valérie PÉCRESSE	Régine BRÉHIER

Annexe 1 – Critères retenus par la Région pour les stages répondant à la délibération CR 08-16 du 8 février 2016

La délibération CR 08-16 du 8 février 2016 vise à promouvoir :

- les périodes de formation en milieu professionnel et les stages au sens du code de l'éducation qui « *correspondent à des périodes temporaires de mise en situation en milieu professionnel au cours desquelles l'élève ou l'étudiant acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue d'obtenir un diplôme ou une certification et de favoriser son insertion professionnelle. Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au projet pédagogique défini par son établissement d'enseignement et approuvées par l'organisme d'accueil » ;*
- Les stages d'application réalisés dans le cadre de la formation professionnelle continue par des stagiaires de moins de 25 ans et sans limite d'âge si le stagiaire est en situation de handicap ;
- Les périodes de formation en alternance qui donnent lieu à des contrats de travail de type particulier : le contrat d'apprentissage et le contrat de professionnalisation. Au sens de la présence instruction, les termes de « stages » et « stagiaires » sont entendus comme comprenant également les apprentissages et périodes de professionnalisation.

Les stages et contrats d'une durée minimale de deux mois répondant à ces objectifs sont visés par la présente convention.

Les stagiaires recrutés peuvent être affectés aux projets subventionnés ou à toute autre activité de du Port Autonome de Paris.

Annexe 2 - Délibération CR 08-16 du 8 février 2016

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte rendu exécutoire
Par publication électronique le 19/02/2016
Par transmission au Contrôle de Légalité le 19/02/2016

DELIBERATION N° CR 08-16

du 18 février 2016

100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU Le Code du Travail

VU La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2014-856 du 31 Juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133,

VU La loi n° 2014-788 du 10 Juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires,

VU Le décret n° 2001-495 du 06 Juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

VU L'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte-rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

VU Le décret n° 2014-1420 du 27 Novembre 2014 relatif à l'encadrement des périodes de formation en milieu professionnel et des stages,

VU Le décret n° 2015-1359 du 26 Octobre 2015 relatif à l'encadrement du recours aux stagiaires par les organismes d'accueil,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU Le rapport CR 08-16 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France,

VU L'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage,

VU L'avis de la commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide que l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale sera subordonnée, sauf dispositions législatives ou règlementaires contraires, au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois. La convention, prévue par le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, fixera, en tant que de besoin, les modalités d'application détaillées de cette décision.

Article 2 :

Décide que les cahiers des charges des marchés publics passés par la Région pourront prévoir, dans des conditions fixées par la Commission permanente, outre des clauses d'insertion dans l'emploi, des clauses d'insertion de stagiaires ou relatives à toute autre modalité d'insertion professionnelle, qui vaudront engagement de la part des attributaires de marchés publics.

Article 3 :

S'engage à mobiliser tous les organismes financés par la Région et à accompagner les publics dans leur insertion (stages, contrats alternés…).
S'engage à faire preuve d'exemplarité dans ses propres services pour accueillir et accompagner ces mêmes publics en portant une attention particulière aux personnes en situation de handicap.
S'engage enfin à mieux préparer ces publics à la réalité professionnelle, notamment en les aidant à anticiper les besoins immédiats des entreprises et en renforçant leurs compétences clés.

Article 4 :

Met en ligne sur son site Internet toutes les propositions de stages offertes par ses partenaires.

Article 5 :

Délègue à la Commission permanente la mise en œuvre de cette action.

Article 6 :

S'engage à réaliser un bilan annuel de l'action 100 000 nouveaux stages qui sera effectué par les services régionaux et présenté au CREFOP.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Annexe 4 - Convention Port de Varennes-sur-Seine

Liberté • Égalité • Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFET DE LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE	îledeFrance	PORTS de PARIS HAROPA

Convention entre la Région Île-de-France, Ports de Paris et l'État pour la réalisation des travaux d'aménagement du port de Varennes-sur-Seine

Entre :

La Région Ile-de-France, dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,

En vertu de la délibération de la commission permanente n° CP 2017-241 du 5 juillet 2017
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

PORTS DE PARIS, Établissement Public de l'État, crée par la loi n°68-917 du 24 octobre 1968, ayant son siège : 2 quai de Grenelle – 75015 PARIS, représenté par Madame Régine BRÉHIER, Directrice Générale nommée à l'issue du conseil des ministres du 30 mars 2016, et conformément à l'avis rendu par le Conseil d'Administration de Ports de Paris du 9 mars 2016, désigné par « PAP »,

Et :

L'État représenté par le Préfet de Paris, Préfet de la Région Île-de-France, Monsieur Michel CADOT, faisant élection de domicile en l'Hôtel de la Préfecture, 5, rue Leblanc – 75015 PARIS

d'autre part,

Vu le code des Transports, notamment les articles L. 4311-1 et suivants,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Contrat de Plan État-Région Île-de-France 2015-2020 approuvé par délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 et révisé par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016,

Après avoir rappelé que :

1. Contexte et enjeux

Sur le territoire de la commune de Varennes-sur-Seine, Ports de Paris est propriétaire de trois hectares de terre-plein et gestionnaire d'un hectare de plan d'eau. Actuellement, la société Altead occupe 4 700 m² sur le port pour des opérations de manutention, de levage, de montage et de stockage, dans le cadre de son activité générale d'organisation des transports exceptionnels. Le port de Varennes-sur-Seine constitue par ailleurs une zone de services aux mariniers (alimentation en eau et électricité, enlèvement des déchets ménagers, possibilité de débarquer un véhicule pour rejoindre les commerces et les services, etc.).
La desserte du port par les modes terrestres est contrainte : l'embranchement ferré n'est plus actif, l'accès routier se fait par la rue du Gué Pucelle et nécessite de traverser les centres-villes de Varennes-sur-Seine et de Montereau-Fault-Yonne.

Le port se situe dans un environnement urbanisé industriel. De l'autre côté de la rue du Gué Pucelle, l'usine Silec Câble occupe une emprise de 42 hectares répartis sur les communes de Varennes-sur-Seine et de Montereau-Fault-Yonne. Silec Câble est le premier employeur du sud seine-et-marnais. Elle fait partie des cinq entreprises mondiales de fabrication de câbles haute tension pour le transport de l'électricité. Les câbles sont livrés aux clients (parmi lesquels RTE) sous la forme de tourets de 60 tonnes, par convois exceptionnels.
Pour répondre à de nouveaux marchés auprès des producteurs et fournisseurs d'électricité, et maintenir son activité et l'emploi dans la région, Silec Câble va mettre en place un nouveau process industriel pour des câbles plus longs à charger sur des tourets de 100 tonnes. Les transports exceptionnels par mode routier ne permettront plus d'assurer le transport de ces tourets. L'entreprise a donc recherché des solutions logistiques pour utiliser le mode fluvial en mettant à profit la présence d'une infrastructure portuaire existante à Varennes-sur-Seine.

L'entreprise Logiyonne, opérateur multimodal et membre de HAROPA, est spécialisée dans cette logistique multimodale des transports exceptionnels. Cette entreprise utilise actuellement le port de Gron dans l'Yonne pour les embarquements fluviaux à destination du Havre notamment pour la société Prismian (bobines de câble comparables à celles de Silec) puis l'exportation maritime à l'échelle internationale. Le mode routier est réduit au minimum dans la chaîne de transport pour le pré et le post acheminement. Ce modèle pourrait être développé sur le port de Varennes pour favoriser le développement économique de Silec et créer des synergies logistiques entre les sites de Varennes et Gron.

Logiyonne qui serait le sous-occupant de Silec Câble, amodiataire de Ports de Paris, étudie le développement d'autres trafics fluviaux afin d'optimiser l'utilisation du port de Varennes. Il s'agit de l'approvisionnement de Silec en matières premières : aluminium, matières plastiques. Une organisation logistique innovante de messagerie industrielle est également envisagée : le port de Varennes servirait de plateforme de massification pour le transport de conteneurs et colis exceptionnels provenant par exemple de Gron, de Nogent-sur-Marne et de Varennes. Cette activité ne générerait pas de flux routiers puisque tous les transbordements seraient d'origine fluviale.

La Ville de Varennes-sur-Seine, ainsi que la communauté de communes du Pays de Montereau, soutiennent ce projet pour développer un port de premier plan pour les

transports exceptionnels et les colis lourds. Ce port sera complémentaire de la plateforme multimodale de Montereau dont la darse ne présente pas un gabarit adapté pour ce type de trafic. L'installation de Logiyonne sur le port de Varennes-sur-Seine répond au besoin de Silec Câble qui souhaite amodier une partie du port de Varennes-sur-Seine auprès de HAROPA – Ports de Paris. Des aménagements, objet de la présente convention de financement, sont projetés pour permettre cette installation.

2. Description technique du projet

À l'intérieur des trois hectares du port de Varennes-sur-Seine, le projet porte sur l'aménagement d'une parcelle de 5 000 m² dans un premier temps. Les réseaux et accès sont cependant conçus pour aménager 18 000 m² supplémentaires. Les travaux portent sur la réalisation d'un terre-plein en chaussée lourde afin de recevoir les tourets et les engins de manutention pour les charger sur les bateaux

L'aménagement est défini en zones d'usages bien spécifiques réparties comme suit :

- 112 m^2 : la bande de 2 m de large (capacité portante de 0,5 t/m^2) en bord à quai, interdite à la mise en station des engins de levage ;

- 476 m^2 : la zone de transbordement (capacité portante de 6 t/m^2), dédiée à la mise en station de grues ;

- 1 471 m^2 : la zone de circulation dédiée aux véhicules légers et chariots transporteurs de tourets ;

- 1 622 m^2 : la zone de stockage proprement dédiée à l'entreposage des tourets en attente de départ ;

- 392 m^2 : la zone dédiée au bassin de rétention ;

- 893 m^2 : zone viabilisée en attente pour l'implantation d'un éventuel poste de gardiennage sur site.

Une emprise de 5 000 m² à l'aval du port continue de constituer une zone de halte pour les mariniers.

La société de manutention Altéad reste amodiataire sur son emprise actuelle de 5 000 m².

Les cinq voies ferrées présentes sur le site seront supprimées.

La gestion des eaux pluviales se fera par le biais d'un réseau de caniveau à grille en milieu de plateforme et en bord à quai, complété par près de 80ml de tuyaux en PVC de diamètre 250 mm à 400 mm, se dirigeant un séparateur à hydrocarbures. In fine, les eaux ainsi traitées seront dirigées dans un bassin de rétention d'une capacité de 185 m^3, puis vers une noue d'infiltration de près de 160 ml.

3. Contexte réglementaire, environnemental et social

Le projet d'aménagement a été conçu dans le respect des règlements et codes en vigueur. Ses caractéristiques techniques ne requièrent aucune procédure du titre de la loi sur l'eau et aucune autorisation au titre du code de l'urbanisme.

L'aménagement a été discuté avec les collectivités territoriales et en particulier la Ville de Varennes-sur-Seine et la communauté de communes du Pays de Montereau. Le projet s'inscrit dans le PLU et dans la stratégie de développement intercommunal. Silec étant le premier employeur du secteur, la population locale et les élus accordent une grande attention à son évolution et au maintien du nombre d'emplois.

4. Calendrier de l'opération

En 2016 ont eu lieu :

- les études géotechniques pour le dimensionnement de la chaussée ;
- la compilation des études précédentes pour valider la faisabilité et la vérification de la tenue de quai ;
- la mise au point du programme avec Silec Câble et Logiyonne ;
- les premiers échanges sur le projet de convention d'amodiation pour l'occupation du domaine public fluvial.

Début 2017, Silec Câble et Logiyonne ont validé le programme de travaux. La convention d'amodiation entre Ports de Paris et Silec Câble doit être finalisée et signée dans le courant du premier semestre 2017.
Les travaux pourraient démarrer à l'été 2017 pour une durée prévisionnelle de quatre mois et une livraison de la plateforme à la fin de l'année 2017.

La présente convention concerne les travaux d'aménagement du port de Varennes-sur-Seine.

PRÉAMBULE :

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, correspondant aux règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional N° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2017-241 du 5 juillet 2017, la Région Île-de-France a décidé de soutenir Ports de Paris pour les « **Travaux d'aménagement du port de Varennes-sur-Seine** ».

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs de chacune des parties en ce qui concerne les modalités de réalisation et de financement de cette opération intitulée « **Travaux d'aménagement du port de Varennes-sur-Seine** ».

Les co-financeurs sont : l'État, la Région Île-de-France et Ports de Paris.
Ports de Paris est maître d'ouvrage du projet.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES ACTIONS COUVERTES PAR LA CONVENTION

Article 2.1 Description du projet

L'opération consiste à mener les travaux nécessaires à l'aménagement du port de Varennes-sur-Seine.

Article 2.2 Description du programme de l'opération

Le montant total de l'opération couvert par la présente convention s'élève **à 1 450 000 € HT** et se décompose selon les postes suivants :

Postes	Coût HT estimatif
Études préalables et diverses	18 000 €
Installation – travaux préparatoires	66 000 €
Travaux de démolition – travaux de terrassement	218 000 €
Travaux de voirie	563 700 €
Travaux d'assainissement	90 000 €
Travaux de réseaux	88 000 €
Travaux de raccordement aux réseaux divers	50 000 €
Travaux bassin d'infiltration	185 000 €
Travaux clôtures et portail	20 000 €
Travaux espaces verts	20 000 €
Provisions pour aléas et frais annexes	131 300 €
Total	**1 450 000 €**

Ces estimations prennent en compte une ligne de « provisions pour aléas et frais annexes » correspondant à des besoins spécifiques ou complémentaires identifiés au cours des travaux dont l'utilisation devra faire l'objet d'une validation en comité technique ou réunion des financeurs par les co-financeurs de l'opération. Le montant indiqué constitue une provision maximum.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Article 3.1 Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'article 2 de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

Article 3.2 Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- informer la Région et l'État dans les deux mois de la survenance de l'événement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation: changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ;

- informer la Région et l'État des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;

- informer la Région et l'État par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;

- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives ;

- faciliter tout contrôle par la Région et par l'État, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives ;

- tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Article 4.1 Principe de financements

Le coût global de l'opération comprenant l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du projet s'élève à 1 450 000 € HT.

L'État et la Région Île-de-France financent la présente opération dans le cadre du Contrat de Plan État-Région Île-de-France 2015-2020, au titre de la ligne « Terminaux à conteneurs, logistique et desserte ferré des ports ».

La base subventionnable retenue par la Région Île-de-France s'élève à **1 450 000 € HT** et comprend l'ensemble des travaux du projet d'aménagement du port de Varennes-sur-Seine.

Conformément aux montants inscrits au CPER Île-de-France 2015-2020, la participation financière attendue de l'État s'élève à 12,57 % du montant total HT de l'opération, soit **182 265 €**.

La participation financière attendue de la Région Île-de-France, conformément aux montants inscrits au CPER, s'élève à 30,57 % du montant total HT de l'opération, soit **443 265 €**.
Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

La participation financière attendue de Ports de Paris, conformément au CPER 2015-2020, est de 56,86 % du montant total HT de l'opération, soit **824 470 €**.

La participation financière de l'État prendra la forme d'une décision attributive de subvention.
La participation financière de la Région Île-de-France prend la forme d'une subvention apportée à Ports de Paris.

Le cofinancement de l'opération globale s'établit ainsi :

	Clé de financement	Montants HT
État	12,57%	**182 265 €**
Région Ile-France	30,57%	**443 265 €**
Ports de Paris	56,86%	**824 470 €**
TOTAL	100%	**1 450 000 €**

Article 4.2 Versement de la subvention

Article 4.2.1 Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire.

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage (PAP).

À cette fin, le maître d'ouvrage transmettra, à l'ensemble des financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagement auxquelles l'appel de fonds se rattache.

Article 4.2.2 Versement d'acomptes

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;

- chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

La demande de versement auprès de la Région Île-de-France comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;

- l'état détaillé des dépenses réalisées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement.

La participation financière de l'État fera l'objet de délégations en AE et CP au maître d'ouvrage.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.1.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du maître d'ouvrage.

Les subventions sont versées à PAP, sur le compte 00001000274- code banque 10071- code guichet 75000- clé RIB 34- ouvert au nom de : « PORT AUTONOME DE PARIS agence comptable» à la Recette Générale des Finances, 94 rue Réaumur – 75002 Paris.

Conformément à la délibération CR09-15 du 12 février 2015, le montant cumulé des acomptes pouvant être versé par la Région d'Île-de-France pour les opérations relevant du Contrat de Plan État / Région 2015-2020 est plafonné à 95 % avant versement du solde.

Article 4.2.3 Versement du solde

Le montant final de la subvention sera calculé par application du taux de subvention aux dépenses réelles et plafonnées aux dépenses subventionnables prévisionnelles indiquées à l'article 2.2 de la présente convention.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche ainsi que la production de la déclaration d'achèvement des travaux conforme au plan d'ouvrage exécuté et annexé.

Le solde sera versé sur justification. Le versement du solde sera subordonné à la production :

- d’une note relative à la réalisation de l’opération précisant la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par la présente convention ;

- après présentation du décompte général définitif de l’opération ;

- d’un compte rendu financier de l’opération ou de la tranche d’opération si l’opération s’exécute par tranche. Ce compte rendu financier comportera la signature du représentant légal du bénéficiaire et du comptable qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

En cas de surcoût, l’intégralité de ce surcoût est à la charge du bénéficiaire.

Article 4.2.4 Modalités de mandatement

Le mandatement de la Région Île-de-France et de l’État est libellé de telle façon qu’il apparaisse explicitement s’il s’agit d’un versement effectué au titre de la présente convention.
La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance du bénéficiaire.
Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence de la facture (numéro porté dans le libellé du virement).
Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques, Trésorier-Payeur Général pour la Région Île-de-France.

Article 4.2.5 Révision du montant subventionné

Le montant des subventions constitue un plafond. Tout dépassement du montant visé à l’article 4.1 est pris en charge par le bénéficiaire.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s’avère inférieure au montant total initialement prévu, les subventions de l’État et de la Région attribuées sont révisées en proportion du niveau d’exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqués à l’article 4.1 de la présente convention. Elles font l’objet d’un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d’un reversement à l’État et à la Région en cas de trop perçu.

Article 4.2.6 Éligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte **à compter de la date du 5 juillet 2017** et jusqu’à la date de la demande de versement du solde ou jusqu’à la date d’application des règles de caducité de la subvention figurant à l’article 4.2.8 de la présente convention, sauf dispositions contraires prévues dans ladite délibération

Article 4.2.7 Suivi financier de l’opération

- Le service instructeur et financier pour le compte de l’État est la DGITM/DST/PTF1
Le service instructeur référent, représentant de l’État au niveau régional, est la Direction Régionale et Interdépartementale de l’Equipement et de l’Aménagement d’Île-de-France ;

- La Direction des Transports du Pôle Logements et Transports est le service instructeur de la Région Île-de-France.

Article 4.2.8 Caducité

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Île-de-France, si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France et de l'État, Ports de Paris s'engage à mentionner le soutien financier de l'ensemble des financeurs et à faire apparaître leur contribution pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention sur ses documents et publications officiels de communication relatifs à cette opération, notamment en faisant figurer les logos des partenaires.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France et l'État » et de l'apposition des logos conformément à leur charte graphique respective.

Ports de Paris autorise à titre gracieux la Région Île-de-France et l'État à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale.
La Région Île-de-France et l'État ne revendiquent aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région Île-de-France et l'État est interdite.

Article 5.1 Modalités de la communication pour le concours financier de la Région :

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication autour du projet.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Île-de-France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Île-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus.

De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Île-de-France à hauteur de …. ».

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 6 : GOUVERNANCE ET SUIVI DE L'OPÉRATION

Le suivi de l'opération désignée dans la présente convention est organisé par Ports de Paris et assuré par :

- un **comité technique des financeurs de la Seine Amont**, composé des services techniques des instances co-financeurs, signataires de la présente convention, de l'État et du maître d'ouvrage.

Le comité technique des financeurs aborde l'état d'avancement, pour l'ensemble des opérations de la Seine Amont et notamment de l'opération relevant de la présente convention autour des thématiques suivantes :

- suivi technique et opérationnel ;
- suivi financier et administratif.

Le comité technique des financeurs se réunit au moins deux fois par an pour s'assurer du bon déroulement du projet et notamment préalablement à chaque réunion du comité de suivi. En tant que de besoin, à l'initiative d'un financeur, le comité technique peut être réuni en séance supplémentaire ;

- un **comité de suivi dédié à l'opération**, pouvant être réuni en tant que de besoin, qui vient compléter le système de gouvernance de l'opération.
Il est composé des élus ou des directeurs techniques concernés par l'opération. Les instances co-financeurs, signataires de la présente convention, de l'État (DRIEA) et du maître d'ouvrage sont également associées au comité de suivi.

Le comité de suivi permet notamment d'aborder certains points bloquants ne relevant pas du comité technique.

- le **Conseil d'Administration** de Ports de Paris reste l'**instance décisionnaire**.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de délibération régionale de la commission permanente, à savoir le **5 juillet 2017**.

Elle prend fin lors du versement du solde du par la Région et par l'État au titre de l'opération concernée par la présente convention, ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.2.8 de la présente convention.

ARTICLE 8 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région et l'État peuvent en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région et l'État adressent au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région et l'État adressent au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région et l'État.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région en cas d'inexécution par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 9 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

En cas d'inexécution par le maître d'ouvrage de ces obligations contractuelles ou d'une utilisation de la subvention non conforme à leur objet, la subvention sera restituée.
Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessous.

En outre, la Région et l'État se réservent le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie de la somme versée, au regard de la qualité des prestations effectuées.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Tous les frais engagés par la Région et l'État pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l’objet d'un avenant.

ARTICLE 11 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et le cas échéant les annexes.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le.....

La Présidente du Conseil Régional d’Île-de-France

La Directrice Générale de Ports de Paris

Valérie PÉCRESSE

Régine BRÉHIER

Le Préfet de la région Île-de-France

Michel CADOT

Annexe 5 - Convention passages-à-niveau port Bonneuil-sur-Marne

Liberté • Égalité • Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFET DE LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE	îledeFrance	PORTS de PARIS HAROPA

Convention entre la Région Île-de-France, Ports de Paris et l'État pour la sécurisation de 3 passages-à-niveau existants, création de 3 nouveaux passages-à niveau et automatisation d'un portail sur le réseau ferré portuaire, au port de Bonneuil-sur-Marne

Entre :

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,

En vertu de la délibération de la commission permanente n° CP 2017-241 du 5 juillet 2017
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

PORTS DE PARIS, Établissement Public de l'État, crée par la loi n°68-917 du 24 octobre 1968, ayant son siège : 2 quai de Grenelle – 75015 PARIS, représenté par Madame Régine BRÉHIER, Directrice Générale nommée à l'issue du conseil des ministres du 30 mars 2016, et conformément à l'avis rendu par le Conseil d'Administration de Ports de Paris du 9 mars 2016, désigné par « PAP »,

Et :

L'État représenté par le Préfet de Paris, Préfet de la Région Île-de-France, Monsieur Michel CADOT, faisant élection de domicile en l'Hôtel de la Préfecture, 5, rue Leblanc – 75015 PARIS

d'autre part,

Vu le code des Transports, notamment les articles L. 4311-1 et suivants,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Contrat de Plan État-Région Île-de-France 2015-2020 approuvé par délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 et révisé par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016,

Après avoir rappelé que :

1. Contexte et enjeux

Le trafic ferroviaire sur les voies ferrées du port de Bonneuil-sur-Marne a progressé de 200 000 t en 2007 à 1 000 000 t en 2013 et s'élevait à environ 560 000 t en 2016. La baisse conjoncturelle de trafic (-11 % observé entre 2015 et 2016) pour le port de Bonneuil-sur-Marne est principalement due à la crise du BTP de ces dernières années. Il est fort probable que la croissance de l'activité de transport combiné de la société BTM (deux trains par jour sur l'axe Dourges-Marseille) et la reprise de la croissance des activités BTP conduisent à une nouvelle forte progression à court terme.

Dans ce contexte, Ports de Paris tient à poursuivre son effort de modernisation et de sécurisation de son infrastructure.

Le développement de ce trafic passe par :

- une offre ferroviaire adaptée aux demandes des clients : Ports de Paris mène une politique proactive pour promouvoir l'usage de la voie ferrée en facilitant l'implantation de clients sur des parcelles adaptées ;

- des interfaces efficaces avec le Réseau Ferré National : Ports de Paris et son gestionnaire délégué travaillent avec SNCF Réseau pour anticiper les difficultés d'accès aux ports, notamment dans le cadre des travaux sur le réseau francilien ;

- la revitalisation des voies ferrées pour concilier sécurité et fluidité des circulations à l'intérieur du domaine portuaire.

Dans son schéma de services portuaires pour l'Île-de-France (émanation d'une vision pour l'horizon 2020-2025), le port de Bonneuil-sur-Marne est engagé dans une action pour :

- développer les synergies avec d'autres plateformes ferroviaires (Valenton, Villeneuve-Saint-Georges) ;
- poursuivre le développement des infrastructures ferroviaires pour répondre à la demande (particulièrement par la réhabilitation et l'amélioration, à court terme, des voies existantes).

a) Objectifs

Le réseau ferroviaire du port de Bonneuil-sur-Marne comporte 18 km de voies et présente sept traversées routières dont trous seulement sont réglementées par des passages à niveau sécurisés par barrières.

Le port et son réseau ferré ont fêté leurs 100 ans l'année dernière. La conception du réseau ferré pour desservir les parcelles du port reste toujours pertinente mais les conditions de sécurité aux interfaces avec le mode routier ne sont plus satisfaisantes. Les voies ferrées portuaires doivent nécessairement évoluer afin de répondre aux exigences modernes d'exploitation et en particulier pour s'adapter aux normes de sécurité sur les passages à niveau.

Aussi, cette opération répond à un double objectif :

- améliorer la sécurité des usagers du port au droit de la RD130, de la route de l'île Saint-Julien, de la route de l'île Barbière et de la route du pont Mathieu, ces axes

étant très fréquentés par les poids lourds ;

- améliorer la fluidité du trafic ferré en automatisant les passages à niveau.

2. Description technique du projet

Afin d'atteindre son objectif, Ports de Paris a prévu de réaliser dans le cadre de cette opération, quatre postes de travaux distincts :

- la sécurisation par automatisation des trois passages à niveau existants ;
- la création de trois nouveaux passages à niveau automatisés ;
- le recalibrage de la voie 102, voie en courbe contraignant la fluidité des manœuvres ;
- l'automatisation d'un portail ferroviaire.

La présente convention concerne la sécurisation de trois passages à niveau existants, création de trois nouveaux passages à niveau et automatisation d'un portail sur le réseau ferré, au port de Bonneuil-sur-Marne.

PRÉAMBULE :

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, correspondant aux règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional N° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2017-241 du 5 juillet 2017, la Région Île-de-France a décidé de soutenir Ports de Paris pour les « **Sécurisation de trois passages à niveau existants, création de trois nouveaux passages à niveau et automatisation d'un portail sur le réseau ferré portuaire, au port de Bonneuil-sur-Marne** ».

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs de chacune des parties en ce qui concerne les modalités de réalisation et de financement de cette opération intitulée « **Sécurisation de trois passages à niveau existants, création de trois nouveaux passages à niveau et automatisation d'un portail sur le réseau ferré portuaire, au port de Bonneuil-sur-Marne** ».

Les co-financeurs sont : l'État, la Région Île-de-France et Ports de Paris.

Ports de Paris est maître d'ouvrage du projet.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES ACTIONS COUVERTES PAR LA CONVENTION

Article 2.1 Description du projet

L'opération consiste à mener les travaux nécessaires à la sécurisation, création et automatisation de passages-à-niveau au port de Bonneuil-sur-Marne.

Article 2.2 Description du programme de l'opération

Le montant total de l'opération couvert par la présente convention s'élève **à 1 013 100 € HT** et se décompose selon les postes suivants :

Postes	Coût HT estimatif
Études préalables	14 000 €
AMO	23 000 €
Mission CSPS	5 000 €
Mission de suivi géotechnique d'exécution	6 000 €
Sécurisation/automatisation des PNs et portail	450 000 €
Reprise du PN4 en voie béton	92 000 €
Création du PN 5	80 000 €
Recalibrage de la voie 102	145 000 €
Terrassements et VRD pour liaison routière QUP1-QUP4	100 000 €

Abattage d'arbres	6 000 €
Provisions pour aléas et frais annexes	92 100 €
Total	**1 013 100 €**

Ces estimations prennent en compte une ligne de « provisions pour aléas et frais annexes » correspondant à des besoins spécifiques ou complémentaires identifiés au cours des travaux dont l'utilisation devra faire l'objet d'une validation en comité technique ou réunion des financeurs par les co-financeurs de l'opération. Le montant indiqué constitue une provision maximum.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Article 3.1 Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'article 2 de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

Article 3.2 Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- informer la Région et l'État dans les deux mois de la survenance de l'événement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ;

- informer la Région et l'État des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;

- informer la Région et l'État par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;

- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives ;

- faciliter tout contrôle par la Région et par l'État, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives ;

- tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Article 3.3 Obligations relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et les respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Article 4.1 Principe de financements

Le coût de l'ensemble des travaux nécessaires à la sécurisation, création et automatisation de passages-à-niveau au port de Bonneuil-sur-Marne s'élève à 1 013 100 € HT.

L'État et la Région Île-de-France financent la présente opération dans le cadre du Contrat de Plan État-Région Île-de-France 2015-2020, au titre de la ligne « Terminaux à conteneurs, logistique et desserte ferré des ports ».

La base subventionnable retenue par la Région Île-de-France s'élève à **1 013 100 € HT** et comprend l'ensemble des études préalables et travaux du projet de sécurisation, création et automatisation de passages-à-niveau au port de Bonneuil-sur-Marne.

Conformément aux montants inscrits au CPER Ile-de-France 2015-2020, la participation financière attendue de l'État s'élève à 12,57 % du montant total HT de l'opération, soit **127 347 €**.

La participation financière attendue de la Région Île-de-France, conformément aux montants inscrits au CPER, s'élève à 30,57 % du montant total HT de l'opération, soit **309 705 €**.
Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

La participation financière attendue de Ports de Paris, conformément au CPER 2015-2020, est de 56,86 % du montant total HT de l'opération, soit **576 048 €**.

La participation financière de l'État prendra la forme d'une décision attributive de subvention.
La participation financière de la Région Île-de-France prend la forme d'une subvention apportée à Ports de Paris.

Le cofinancement de l'opération globale s'établit ainsi :

	Clé de financement	Montants HT
État	12,57%	**127 347 €**
Région Île-de-France	30,57%	**309 705 €**
Ports de Paris	56,86%	**576 048 €**
TOTAL	100%	**1 013 100 €**

Article 4.2 Versement de la subvention

Article 4.2.1 Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire.

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage (PAP).

À cette fin, le maître d'ouvrage transmettra, à l'ensemble des financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagement auxquelles l'appel de fonds se rattache.

Article 4.2.2 Versement d'acomptes

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;

- chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

La demande de versement auprès de la Région Île-de-France comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;

- l'état détaillé des dépenses réalisées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement.

La participation financière de l'État fera l'objet de délégations en AE et CP au maître d'ouvrage.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.1.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du maître d'ouvrage.

Les subventions sont versées à PAP, sur le compte 00001000274- code banque 10071- code guichet 75000- clé RIB 34- ouvert au nom de : « PORT AUTONOME DE PARIS agence comptable» à la Recette Générale des Finances, 94 rue Réaumur – 75002 Paris.

Conformément à la délibération CR09-15 du 12 février 2015, le montant cumulé des acomptes pouvant être versé par la Région d'Île-de-France pour les opérations relevant du Contrat de Plan État / Région 2015-2020 est plafonné à 95 % avant versement du solde.

Article 4.2.3 Versement du solde

Le montant final de la subvention sera calculé par application du taux de subvention aux dépenses réelles et plafonnées aux dépenses subventionnables prévisionnelles indiquées à l'article 2.2 de la présente convention.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche ainsi que la production de la déclaration d'achèvement des travaux conforme au plan d'ouvrage exécuté et annexé.

Le solde sera versé sur justification. Le versement du solde sera subordonné à la production :

- d'une note relative à la réalisation de l'opération précisant la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par la présente convention ;

- après présentation du décompte général définitif de l'opération ;

- d'un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Ce compte rendu financier comportera la signature du représentant légal du bénéficiaire et du comptable qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

En cas de surcoût, l'intégralité de ce surcoût est à la charge du bénéficiaire.

Article 4.2.4 Modalités de mandatement

Le mandatement de la Région Île-de-France et de l'État est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement s'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.
La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance du bénéficiaire.
Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence de la facture (numéro porté dans le libellé du virement).
Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques, Trésorier-Payeur Général pour la Région Île-de-France.

Article 4.2.5 Révision du montant subventionné

Le montant des subventions constitue un plafond. Tout dépassement du montant visé à l'article 4.1 est pris en charge par le bénéficiaire.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, les subventions de l'État et de la Région attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqués à l'article 4.1 de la présente convention. Elles font l'objet

d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à l'État et à la Région en cas de trop perçu.

Article 4.2.6 Éligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte **à compter de la date du 5 juillet 2017** et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.2.8 de la présente convention, sauf dispositions contraires prévues dans ladite délibération

Article 4.2.7 Suivi financier de l'opération

- Le service instructeur et financier pour le compte de l'État est la DGITM/DST/PTF1
Le service instructeur référent, représentant de l'État au niveau régional, est la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Equipement et de l'Aménagement d'Île-de-France.

- La Direction des Transports du Pôle Logements et Transports est le service instructeur de la Région Île-de-France.

Article 4.2.8 Caducité

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Île-de-France, si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France et de l'État, Ports de Paris s'engage à mentionner le soutien financier de l'ensemble des financeurs et à faire apparaître leur contribution pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention sur ses documents et publications officiels de communication relatifs à cette opération, notamment en faisant figurer les logos des partenaires.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France et l'tat » et de l'apposition des logos conformément àÉ leur charte graphique respective.

Ports de Paris autorise à titre gracieux la Région Île-de-France et l'État à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale.
La Région Île-de-France et l'État ne revendiquent aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région Île-de-France et l'État est interdite.

Article 5.1 Modalités de la communication pour le concours financier de la Région :

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication autour du projet.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Île-de-France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Île-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus.

De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Île-de-France à hauteur de …. ».

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 6 : GOUVERNANCE ET SUIVI DE L'OPÉRATION

Le suivi de l'opération désignée dans la présente convention est organisé par Ports de Paris et assuré par :

- un **comité technique des financeurs de la Seine Amont**, composé des services techniques des instances co-financeurs, signataires de la présente convention, de l'État et du maître d'ouvrage.

Le comité technique des financeurs aborde l'état d'avancement, pour l'ensemble des opérations de la Seine Amont et notamment de l'opération relevant de la présente convention autour des thématiques suivantes :

- suivi technique et opérationnel,
- suivi financier et administratif.

Le comité technique des financeurs se réunit au moins deux fois par an pour s'assurer du bon déroulement du projet et notamment préalablement à chaque réunion du comité de

suivi. En tant que de besoin, à l'initiative d'un financeur, le comité technique peut être réuni en séance supplémentaire ;

- un **comité de suivi dédié à l'opération**, pouvant être réuni en tant que de besoin, qui vient compléter le système de gouvernance de l'opération.
Il est composé des élus ou des directeurs techniques concernés par l'opération. Les instances co-financeurs, signataires de la présente convention, de l'État (DRIEA) et du maître d'ouvrage sont également associées au comité de suivi.

Le comité de suivi permet notamment d'aborder certains points bloquants ne relevant pas du comité technique.

- le **Conseil d'Administration** de Ports de Paris reste l'**instance décisionnaire**.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de délibération régionale de la commission permanente, à savoir le **5 juillet 2017**.

Elle prend fin lors du versement du solde du par la Région et par l'État au titre de l'opération concernée par la présente convention, ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.2.8 de la présente convention.

ARTICLE 8 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région et l'État peuvent en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région et l'État adressent au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région et l'État adressent au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région et l'État.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région en cas d'inexécution par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 9 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

En cas d'inexécution par le maître d'ouvrage de ces obligations contractuelles ou d'une utilisation de la subvention non conforme à leur objet, la subvention sera restituée.

Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessous.

En outre, la Région et l'État se réservent le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie de la somme versée, au regard de la qualité des prestations effectuées.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Tous les frais engagés par la Région et l'État pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant.

ARTICLE 11 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et le cas échéant les annexes.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le.....

La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France

La Directrice Générale de Ports de Paris

Valérie PÉCRESSE

Régine BRÉHIER

Le Préfet de la région Île-de-France

Michel CADOT

Annexe 6 - Convention ASLOG - Projet 6PL

CONVENTION DANS LE CADRE DU PROJET 6PL – ASLOG

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CR 88-15 du 18 décembre 2015,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : ASLOG ASSOCIATION FRANCAISE DE LA SUPPLY CHAIN ET DE LA LOGISTIQUE
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 38478732100049
dont le siège social est situé au : 140 RUE DE RENNES, 75006 PARIS
ayant pour représentant Monsieur Jean-Michel GUARNERI, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du Contrat de Plan Interrégional État-Régions Vallée de la Seine 2015-2020 approuvé par délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 et révisé par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention en fonctionnement et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Vu le Contrat de Plan Interrégional État-Régions Vallée de la Seine 2015-2020 approuvé par délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 et révisé par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention en fonctionnement correspondant à 18,07 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 61 083,33 €, soit un montant maximum de subvention de 11 040 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 1 an l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif du projet 6PL.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et les respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.
Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Il est assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le versement du solde est également subordonné à la production de 1 justificatif de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- 1 justificatif de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 2 janvier 2017 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 5 juillet 2017 et prend fin au versement du solde ou à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une

mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

La Région se réserve également le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP2017-241 du 5 juillet 2017.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

La présidente du conseil régional d'Île-de-France	Le bénéficiaire ASLOG ASSOCIATION FRANCAISE DE LA SUPPLY CHAIN ET DE LA LOGISTIQUE
Valérie PECRESSE	Monsieur Jean-Michel GUARNERI, Président

Annexe 7 - Convention OPAL RESEARCH - Projet 6PL

CONVENTION DANS LE CADRE DU PROJET 6PL – OPAL RESEARCH

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CR 88-15 du 18 décembre 2015,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : OPAL RESEARCH
dont le statut juridique est : SASU Société par actions simplifiée à associé unique
N° SIRET : 82055938300014
dont le siège social est situé au : 4 RAMPE CAUCHOISE, 76000 ROUEN
ayant pour représentant Monsieur Jérôme VERNY, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du Contrat de Plan Interrégional État-Régions Vallée de la Seine 2015-2020 approuvé par délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 et révisé par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention en fonctionnement et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Vu le Contrat de Plan Interrégional État-Régions Vallée de la Seine 2015-2020 approuvé par délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 et révisé par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention en fonctionnement correspondant à 26,78 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 120 916,67 €, soit un montant maximum de subvention de 32 387 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 1 an l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif du projet 6PL.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et les respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit ces offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.
Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Il est assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le versement du solde est également subordonné à la production de 2 justificatifs de recrutement conformément au nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- 2 justificatifs de recrutement conformément au nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 2 janvier 2017 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 5 juillet 2017 et prend fin au versement du solde ou à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une

mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

La Région se réserve également le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP2017-241 du 5 juillet 2017.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Valérie PECRESSE

Le bénéficiaire OPAL RESEARCH

Monsieur Jérôme VERNY, Président

Annexe 8 - Convention Mov'eo - TEVAC

CONVENTION DANS LE CADRE DU PROJET TEVAC

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2017-241 du 5 juillet 2017,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : MOV'EO
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 49176725700026
dont le siège social est situé au : Technopôle du Madrillet – avenue Galilée – BP 20060 – 76801 Saint Etienne du Rouvray Cedex
ayant pour représentant Monsieur Marc CHARLET, directeur général, *(représentant signataire convention)*
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif «Innovations et actions pilotes» adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR37-14 du 19 juillet 2014.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2017-241 du 5 juillet 2017, la Région Île-de-France a décidé de soutenir LE BENEFICIAIRE pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention :

Subvention projet TEVAC (Territoire d'Expérimentation pour le Véhicule Autonome et Connecté)

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 20 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 252 000 €, soit un montant maximum de subvention de 50 400 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et les respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.
Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Il est assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- 2 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné àl'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 5 juillet 2017 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 5 juillet 2017 et prend fin au versement du solde ou à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une

mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

La Région se réserve également le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP2017-241 du 5 juillet 2017.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Valérie PECRESSE

Le bénéficiaire MOV'EO

Monsieur Marc CHARLET, Directeur général

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-347
DU 5 JUILLET 2017

BOUCLIER DE SÉCURITÉ
TROISIÈME SÉRIE D'AFFECTATIONS POUR L'ANNÉE 2017
APPROBATION DE L'AVENANT 2017 A LA CONVENTION RELATIVE AU DISPOSITIF TÉLÉPROTECTION GRAVE DANGER (TGD) À PARIS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.613-13 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 22-12 du 16 février 2012 relative à l'approbation du dispositif cadre « médiation, prévention, protection » ;

VU La délibération n° CR 10-16 du 22 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité en Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 212-16 du 18 novembre 2016 portant adoption de la convention relative à l'équipement de la police nationale et de la gendarmerie nationale et au renforcement de la sécurité en Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 portant adoption de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU La délibération n° CR 2017-85 du 18 mai 2017 « Mieux protéger les victimes » ;

VU La délibération n° CP 12-801 du 21 novembre 2012 relative au soutien à l'association AIDFM pour le financement d'une action de prévention « Aide à la réinsertion familiale des détenus ou sortants de prison » ;

VU La délibération n° CP 15-578 du 08 octobre 2015 relative à la mise en œuvre du rapport-cadre médiation, prévention, protection et quatrième affectation pour l'année 2015 ;

VU La délibération n° CP 16-132 du 18 mai 2016 relative à la mise en œuvre du bouclier de sécurité, et adoptant les règlements d'intervention régionaux « Soutien à l'équipement en vidéoprotection » et « Soutien à l'équipement des polices municipales » ;

VU La délibération n° CP 16-496 du 12 octobre 2016 relative à la mise en œuvre de la politique régionale en matière de médiation, prévention, protection (aide aux victimes) ;

VU La délibération n° CP 16-551 du 16 novembre 2016 relative au bouclier de sécurité modifiant le règlement d'intervention régional « Soutien à l'équipement des polices municipales » et adoptant la convention type relative à ce dispositif ;

VU La délibération n° CP 16-572 du 16 novembre 2016 adoptant la convention-type relative à l'équipement en vidéoprotection et affectant des crédits à ce titre ;

VU La délibération n° CP 2017-073 du 8 mars 2017 adoptant la convention-type relative au financement des projets immobiliers des polices municipales ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-347 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien à l'équipement en vidéoprotection », au financement des projets d'équipement détaillés en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 1 042 360 €, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 2.

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec les collectivités territoriales bénéficiaires, de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 16-572 du 16 novembre 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 1 042 360 €, disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » du code fonctionnel 57 « Sécurité » du programme HP 57-001 (157001) « Bouclier de sécurité », action 15700103 « Soutien à l'équipement en vidéoprotection » du budget 2017.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien à l'équipement des polices municipales », au financement des projets d'équipement détaillés en annexe 4 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 81 440 €, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 2.

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec les collectivités territoriales bénéficiaires, de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 16-551 du 16 novembre 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 81 440 € disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » du code fonctionnel 57 « Sécurité » du programme HP 57-001 (157001) « Bouclier de sécurité », action 15700104 « Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie » du budget 2017.

Article 3 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Téléprotection Grave Danger », au financement du projet porté par le CIDFF 75 détaillé en annexe 6 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant prévisionnel maximum de 10 500 €, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 2.

Approuve l'avenant à la convention relative au dispositif Téléprotection Grave Danger (TGD) à Paris, joint en annexe 5, subordonne le versement de la subvention à la signature de celui-ci et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 10 500 € disponible sur le chapitre 935 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 57 « Sécurité », programme HP 57-004 (157004) « Actions de prévention et de médiation », action 15700407 « Appui aux stratégies de prévention et de sécurité » du budget 2017.

Article 4 :

Autorise, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 adoptant le règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau présenté en annexe 1.

Article 5 :

Décide de modifier la convention relative à l'attribution, par délibération n° CP 16-572 du 16 novembre 2016, d'une subvention à la commune de Méré au titre du soutien régional à l'équipement en vidéoprotection (dossier EX014232) afin de corriger le nombre de stagiaires à recruter par le bénéficiaire (article 2.2 de la convention).

Approuve la convention ainsi modifiée, ainsi que son annexe technique et financière présentées en annexe 7, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 6 :

Décide de transférer au bénéfice de l'association APCE (association pour le couple et l'enfant ; Siret 313385098 / 00071) la subvention d'un montant maximum de 6 375 € initialement attribuée en faveur de l'association pour le couple et l'enfant en Hauts-de-Seine (Siret 394568950 / 00023) par délibération n° CP 15-578 du 08 octobre 2015.

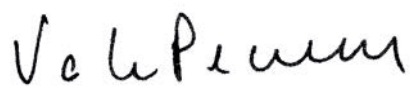
Approuve l'avenant de transfert de subvention présenté en annexe 8.

Subordonne ce transfert à la signature, avec l'organisme bénéficiaire, de l'avenant visé à l'alinéa précédent et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 7 :

Approuve l'admission en non-valeur du titre de recette 1610/2016 d'un montant de 124,67 €, dont le détail figure annexe 9.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Dérogation article 17 du RBF

Procédure du dossier	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
Soutien à l'équipement en vidéoprotection			
	EX017414	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE	02/01/2017
	EX020920	COMMUNE DE BOBIGNY	15/04/2017
	EX020634	COMMUNE DE BOIS COLOMBES	01/04/2017
	EX019825	COMMUNE DE BOULOGNE BILLANCOURT	01/02/2017
	EX020866	COMMUNE DE BOURG LA REINE	18/04/2017
	EX021492	COMMUNE DE CHELLES	17/04/2017
	EX018827	COMMUNE DE COUBRON	01/05/2017
	EX016356	COMMUNE DE COURCOURONNES	01/06/2017
	EX019141	COMMUNE DE DRANCY	01/01/2017
	EX021058	COMMUNE DE EPONE	01/06/2017
	EX019905	COMMUNE DE ERAGNY-SUR-OISE	03/04/2017
	EX016376	COMMUNE DE LEVALLOIS PERRET	01/03/2017
	EX015691	COMMUNE DE SAINT GERMAIN EN LAYE	02/01/2017
	EX017767	COMMUNE DE SAVIGNY LE TEMPLE	01/02/2017
	EX019836	COMMUNE D'HARDRICOURT	02/05/2017
Soutien à l'équipement des polices municipales			
	17008809	COMMUNE DE BOIS COLOMBES	19/04/2017
	17003655	COMMUNE DE BOURG LA REINE	01/04/2017
	17008463	COMMUNE DE CHAMBOURCY	01/04/2017
	17009022	COMMUNE DE GRIGNY	02/05/2017
	17008981	COMMUNE DE LA GARENNE COLOMBES	15/05/2017
	17008761	COMMUNE DE MARCOUSSIS	01/05/2017

Procédure du dossier	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
	17008813	COMMUNE DE MERY SUR OISE	02/05/2017
	17008492	COMMUNE DE OZOIR LA FERRIERE	01/05/2017
	17009241	COMMUNE DE ROISSY EN FRANCE	01/05/2017
	17008760	COMMUNE D'YERRES	01/06/2017
Téléprotection grave danger (TGD)			
	17008999	CIDFF DE PARIS CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES	01/01/2017

Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-347	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**57 - Sécurité**
Programme	**157001 - Bouclier de sécurité**
Action	**15700103 - Soutien à l'équipement en vidéo protection**

Dispositif : N° 00000947 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection

Dossier	EX013395 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE JUILLY			
Bénéficiaire	R448 - COMMUNE DE JUILLY			
Localisation	JUILLY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	39 553,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
120 213,00 €	HT	32,9 %	39 553,00 €	

Dossier	EX015691 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE			
Bénéficiaire	R705 - COMMUNE DE SAINT GERMAIN EN LAYE			
Localisation	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 500,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
91 888,00 €	HT	24,49 %	22 500,00 €	

Dossier	EX016356 - VIDEOPROTECTION – COMMUNE DE COURCOURONNES			
Bénéficiaire	R1099 - COMMUNE DE COURCOURONNES			
Localisation	COURCOURONNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 512,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
38 373,00 €	HT	30 %	11 512,00 €	

Dossier	EX016376 - VIDEOPROTECTION POUR LA COMMUNE DE LEVALLOIS-PERRET			
Bénéficiaire	R1027 - COMMUNE DE LEVALLOIS PERRET			
Localisation	LEVALLOIS-PERRET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	31 500,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
257 421,00 €	HT	12,24 %	31 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-347	Budget	2017

Dossier	EX017414 - VIDEOPROTECTION POUR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE			
Bénéficiaire	R24173 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE			
Localisation	CA MARNE ET GONDOIRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	51 038,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
145 824,00 €	HT	35 %	51 038,00 €	

Dossier	EX017767 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE SAVIGNY-LE-TEMPLE			
Bénéficiaire	R917 - COMMUNE DE SAVIGNY LE TEMPLE			
Localisation	SAVIGNY-LE-TEMPLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	42 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
125 480,00 €	HT	33,47 %	42 000,00 €	

Dossier	EX018827 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE COUBRON			
Bénéficiaire	R1255 - COMMUNE DE COUBRON			
Localisation	COUBRON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	32 142,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
107 140,00 €	HT	30 %	32 142,00 €	

Dossier	EX019141 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE DRANCY			
Bénéficiaire	R1246 - COMMUNE DE DRANCY			
Localisation	DRANCY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	51 923,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
173 077,42 €	HT	30 %	51 923,00 €	

Dossier	EX019787 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE TORCY			
Bénéficiaire	R949 - COMMUNE DE TORCY			
Localisation	TORCY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 260,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
36 350,00 €	HT	33,73 %	12 260,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-347	Budget	2017

Dossier	EX019825 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE BOULOGNE-BILLANCOURT				
Bénéficiaire	R1013 - COMMUNE DE BOULOGNE BILLANCOURT				
Localisation	BOULOGNE-BILLANCOURT				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	36 000,00 €			Code nature	204141
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
131 310,00 €	HT		27,42 %	36 000,00 €	

Dossier	EX019836 - VIDEOPROTECTION – COMMUNE DE HARDRICOURT				
Bénéficiaire	EXM01368 - COMMUNE D'HARDRICOURT				
Localisation	HARDRICOURT				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	27 121,00 €			Code nature	204141
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
77 491,00 €	HT		35 %	27 121,00 €	

Dossier	EX019905 - VIDEOPROTECTION – COMMUNE D'ERAGNY SUR OISE				
Bénéficiaire	R111 - COMMUNE DE ERAGNY-SUR-OISE				
Localisation	ERAGNY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	81 000,00 €			Code nature	204141
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
379 486,00 €	HT		21,34 %	81 000,00 €	

Dossier	EX020628 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE SAINT-AUGUSTIN				
Bénéficiaire	R883 - COMMUNE DE SAINT AUGUSTIN				
Localisation	SAINT-AUGUSTIN				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	25 950,00 €			Code nature	204141
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
86 500,00 €	HT		30 %	25 950,00 €	

Dossier	EX020634 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE BOIS-COLOMBES				
Bénéficiaire	R1012 - COMMUNE DE BOIS COLOMBES				
Localisation	BOIS-COLOMBES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	45 000,00 €			Code nature	204141
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
178 255,00 €	HT		25,24 %	45 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-347	Budget	2017

Dossier	EX020866 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE BOURG LA REINE			
Bénéficiaire	R1014 - COMMUNE DE BOURG LA REINE			
Localisation	BOURG-LA-REINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	31 500,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
139 022,78 €	HT	22,66 %	31 500,00 €	

Dossier	EX020920 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE BOBIGNY			
Bénéficiaire	R1273 - COMMUNE DE BOBIGNY			
Localisation	BOBIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	267 750,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 144 889,40 €	HT	12,48 %	267 750,00 €	

Dossier	EX021058 - VIDEOPROTECTION – COMMUNE D'EPONE			
Bénéficiaire	R568 - COMMUNE DE EPONE			
Localisation	EPONE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	87 568,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
250 195,00 €	HT	35 %	87 568,00 €	

Dossier	EX021492 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE CHELLES			
Bénéficiaire	R326 - COMMUNE DE CHELLES			
Localisation	CHELLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	146 043,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
486 811,00 €	HT	30 %	146 043,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000947 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection	1 042 360,00 €

Total sur l'imputation 905 - 57 - 157001 - 15700103	1 042 360,00 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**57 - Sécurité**
Programme	**157001 - Bouclier de sécurité**
Action	**15700104 - Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie**

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-347	Budget	2017

Dispositif : N° 00000949 - Soutien à l'équipement des polices municipales

Dossier	17003655 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE BOURG-LA-REINE			
Bénéficiaire	R1014 - COMMUNE DE BOURG LA REINE			
Localisation	BOURG-LA-REINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 021,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 403,45 €	HT	30 %	1 021,00 €	

Dossier	17004824 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON			
Bénéficiaire	R1199 - COMMUNE DE SAINT GERMAIN LES ARPAJON			
Localisation	SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	958,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 193,00 €	HT	30 %	958,00 €	

Dossier	17008463 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE CHAMBOURCY			
Bénéficiaire	R540 - COMMUNE DE CHAMBOURCY			
Localisation	CHAMBOURCY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 131,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 438,00 €	HT	30 %	9 131,00 €	

Dossier	17008480 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE BALLAINVILLIERS			
Bénéficiaire	R1055 - COMMUNE DE BALLAINVILLIERS			
Localisation	BALLAINVILLIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	232,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
774,00 €	HT	29,97 %	232,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-347	Budget	2017

Dossier	17008492 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE D'OZOIR-LA-FERRIERE				
Bénéficiaire	EX006353 - COMMUNE DE OZOIR LA FERRIERE				
Localisation	OZOIR-LA-FERRIERE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 275,00 €			Code nature	204141
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 251,69 €	HT		29,99 %	1 275,00 €	

Dossier	17008655 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE LISSES				
Bénéficiaire	R1149 - COMMUNE DE LISSES				
Localisation	LISSES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	12 877,00 €			Code nature	204141
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
42 925,36 €	HT		30 %	12 877,00 €	

Dossier	17008760 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE YERRES				
Bénéficiaire	R1239 - COMMUNE D'YERRES				
Localisation	YERRES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	9 006,00 €			Code nature	204141
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
35 528,74 €	HT		25,35 %	9 006,00 €	

Dossier	17008761 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE MARCOUSSIS				
Bénéficiaire	R1153 - COMMUNE DE MARCOUSSIS				
Localisation	MARCOUSSIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	5 275,00 €			Code nature	204141
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
17 586,00 €	HT		30 %	5 275,00 €	

Dossier	17008809 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE POLICE MUNICIPALE DE BOIS-COLOMBES				
Bénéficiaire	R1012 - COMMUNE DE BOIS COLOMBES				
Localisation	BOIS-COLOMBES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	6 687,00 €			Code nature	204141
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 289,62 €	HT		30 %	6 687,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-347	Budget	2017

Dossier	17008813 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE MERY-SUR-OISE			
Bénéficiaire	R158 - COMMUNE DE MERY SUR OISE			
Localisation	MERY-SUR-OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 904,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 619,00 €	HT	25 %	3 904,00 €	

Dossier	17008948 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE VILLIERS-SUR-MARNE			
Bénéficiaire	R46 - COMMUNE DE VILLIERS-SUR-MARNE			
Localisation	VILLIERS-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 322,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 408,26 €	HT	30 %	7 322,00 €	

Dossier	17008981 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE LA GARENNE-COLOMBES			
Bénéficiaire	R1024 - COMMUNE DE LA GARENNE COLOMBES			
Localisation	LA GARENNE-COLOMBES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	678,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 260,64 €	HT	29,99 %	678,00 €	

Dossier	17009022 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE GRIGNY			
Bénéficiaire	R1125 - COMMUNE DE GRIGNY			
Localisation	GRIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 045,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
54 415,35 €	HT	35 %	19 045,00 €	

Dossier	17009189 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE PONTOISE			
Bénéficiaire	R187 - COMMUNE DE PONTOISE			
Localisation	PONTOISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	703,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 344,00 €	HT	29,99 %	703,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-347	Budget	2017

Dossier	17009241 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE ROISSY-EN-FRANCE				
Bénéficiaire	R192 - COMMUNE DE ROISSY EN FRANCE				
Localisation	ROISSY-EN-FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 326,00 €			Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 088,92 €	HT	29,99 %		3 326,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000949 - Soutien à l'équipement des polices municipales	81 440,00 €

Total sur l'imputation 905 - 57 - 157001 - 15700104	81 440,00 €

Chapitre	**935 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**57 - Sécurité**
Programme	**157004 - Actions de prévention et de médiation**
Action	**15700407 - Appui aux stratégies de prévention et de sécurité**

Dispositif : N° 00001038 - Téléprotection grave danger (TGD)

Dossier	17008999 - TELEPROTECTION GRAVE DANGER 75				
Bénéficiaire	R38167 - CIDFF DE PARIS CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES				
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 500,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
41 905,00 €	TTC	25,06 %		10 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001038 - Téléprotection grave danger (TGD)	10 500,00 €

Total sur l'imputation 935 - 57 - 157004 - 15700407	10 500,00 €

Fiches projets vidéoprotection

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013395

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE JUILLY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	120 213,00 €	32,90 %	39 553,00 €
	Montant Total de la subvention		39 553,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE JUILLY
Adresse administrative : 12 RUE PIERRE LOYER
77230 JUILLY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Daniel HAQUIN, Maire

N° SIRET : 21770241400012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Juilly

Date prévisionnelle de début de projet : 10 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Confrontée au nombre croissant d'incivilités, la commune souhaite assurer la sécurité des habitants et protéger les biens.

Description :
13 caméras vont être installées dans le cadre d'un système de vidéoprotection urbaine, afin notamment de pallier la distance du commissariat de Villeparisis dont dépend la commune.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Juilly.

Détail du calcul de la subvention :
Les panneaux entrée de ville constituent une dépense inéligible, soit 560€.

Sagissant d'une première installation de vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 35%.

Localisation géographique :

- JUILLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat caméras, installation, antennes, packs batteries, distribution, protection électrique	76 196,00	63,09%
Relais	18 127,00	15,01%
Poste d'exploitation	23 090,00	19,12%
climatisation	2 800,00	2,32%
Panneaux entrée de ville (dépense inéligible)	560,00	0,46%
Total	120 773,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	39 553,00	32,75%
DETR (ec)	57 060,00	47,25%
Commune de Juilly (att)	24 160,00	20,00%
Total	120 773,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	19 776,50 €
2018	19 776,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Contrat d'aménagement régional (CAR)	793 500,00 €
	Montant total	793 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX015691

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	91 888,00 €	24,49 %	22 500,00 €
	Montant Total de la subvention		22 500,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT GERMAIN EN LAYE
Adresse administrative : 16 RUE DE PONTOISE
78103 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Emmanuel LAMY, Maire

N° SIRET : 21780551400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Saint-Germain-en-Laye

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
La ville de Saint-Germain-en-Laye souhaite poursuivre et compléter ses installations de vidéoprotection, afin de renforcer la sécurité des citoyens.

Description :
Entre 2005 et 2016, 44 caméras ont été installées, dont 24 nouvelles numériques dans les 2 dernières années. Il est proposé d'ajouter 5 caméras afin de sécuriser davantage, de nombreuses réquisitions

judiciaires n'ayant pu être traitées par manque de caméras.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n°CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidente ou de passage sur le territoire de la commune de Saint-Germain-en-Laye

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses suivantes : suivi d'affaire, DOE et réception définitive sont inéligibles, pour un total de 10 961 €. Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 22 500 € pour 5 caméras, représentant 30% de 75 000 €.

Localisation géographique :
- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat des caméras	14 558,00	14,15%
Pose des caméras	26 905,00	26,16%
Dépenses non éligibles : suivi d'affaire, DOE, réception définitive	10 961,00	10,66%
Travaux de génie civil	50 425,00	49,03%
Total	102 849,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région SSP (EC)	22 500,00	21,88%
FIPD (EC)	29 392,00	28,58%
Autofinancement ville de Saint-Germain-en-Laye	50 957,00	49,55%
Total	102 849,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	22 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	31 200,00 €
2014	Politique énergie climat	30 420,00 €
2016	Contrat régional territorial	800 000,00 €
	Montant total	861 620,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX016356

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : VIDEOPROTECTION – COMMUNE DE COURCOURONNES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	38 373,00 €	30,00 %	11 512,00 €
	Montant Total de la subvention		11 512,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COURCOURONNES
Adresse administrative : 02 RUE PAUL PUECH
91080 COURCOURONNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Stéphane BEAUDET, Maire

N° SIRET : 21910182100011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Courcouronnes

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les délais entre la conception du projet et sa présentation en commission permanente justifient un démarrage anticipé.

Objectifs :
- Sécuriser le bâtiment public Police Municipale
- Mettre à niveau le dispositif de vidéoprotection existant et obsolète en remplaçant les plus anciennes caméras par des HD.
- Compléter le dispositif existant en déployant une caméra nomade.

Description :
Acquisition de nouvelles caméras de nouvelle génération en haute définition à installer en lieu et place

d'anciennes caméras de plus de 10 ans d'ancienneté devenues obsolètes ou défaillantes.
Installation de deux caméras de vidéoprotection aux abords immédiats et à l'accueil du poste de Police Municipale.
Déploiement d'une caméra nomade 3/4G afin de compléter le dispositif de caméras reliées à la fibre optique.
Ce projet a pour objectif de pérenniser et développer un dispositif déjà existant qui a contribué à la lutte contre l'insécurité depuis de nombreuses années, et notamment dans le périmètre du lycée de la commune.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n°CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidente ou de passage sur le territoire de la commune de Courcouronnes

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Localisation géographique :
- COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat et pose de deux caméras	4 560,00	11,88%
Remplacement de 8 caméras obsolètes par des dômes HD	26 122,00	68,07%
Achat d'une caméra nomade	7 691,00	20,04%
Total	38 373,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF (EC)	11 512,00	30,00%
FIPD (ATT)	1 824,00	4,75%
FIPD (EC)	10 448,80	27,23%
FIPD (EC)	3 076,40	8,02%
Autofinancement Mairie (ATT)	11 511,80	30,00%
Total	38 373,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	5 756,00 €
2018	5 756,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	3 500,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	16 560,00 €
2014	Contrat régional territorial	838 056,17 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	425 000,00 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	200 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2016	Jardins solidaires en Ile de France	3 209,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	17 500,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	6 874,00 €
	Montant total	1 520 699,17 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX016376

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : VIDEOPROTECTION POUR LA COMMUNE DE LEVALLOIS-PERRET

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	257 421,00 €	12,24 %	31 500,00 €
	Montant Total de la subvention		31 500,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LEVALLOIS PERRET
Adresse administrative : PLACE DE LA REPUBLIQUE
92309 LEVALLOIS PERRET CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick BALKANY, Député-maire

N° SIRET : 21920044100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune du Levallois-Perret

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Il s'agit de compléter et de renforcer le dispositif existant de vidéo protection de la ville face à de nouveaux besoins de sécurisation du territoire notamment dans un contexte de risque élevé d'actes de terrorisme.
Actuellement équipée d'un dispositif de vidéoprotection urbaine constitué de 78 caméras, la ville envisage de se doter de 7 caméras complémentaires.

Description :

Le projet consiste à faire installer 7 caméras dômes mobiles supplémentaires sur la voie publique dont les images seront centralisées vers le centre de supervision urbaine (CSU) de la police municipale, déjà fonctionnel:
- installation des caméras avec leurs supports et accessoires nécessaires
- déploiement des réseaux d'alimentation électrique et de câblage de fibre optique sous conduite de génie civil et sous réseau d'assainissement pour le raccordement de ces caméras au CSU

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Levallois-Perret.

Détail du calcul de la subvention :
Sont inéligibles les études, la DOE pour 80 151 € (59 401 € + 20 750 €).
S'agissant d'une extension de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.
Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 31 500€ pour 7 caméras, représentant 30% de 105 000€.

Localisation géographique :
- LEVALLOIS-PERRET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes, suivi et réception des travaux (non éligible)	59 401,00	17,60%
Fourniture et pose de caméras, infrastructure réseau	52 921,00	15,68%
Travaux de génie civil	171 100,00	50,69%
Fourniture et pose de câble fibre optique	33 400,00	9,89%
Exécution, réflectométrie fibres optiques, DOE (non éligible)	20 750,00	6,15%
Total	337 572,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région EC	31 500,00	9,33%
FIPD EC	3 000,00	0,89%
Réserve parlementaire EC	100 000,00	29,62%
Fonds propres ATT	203 072,00	60,16%
Total	337 572,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 750,00 €
2018	15 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	2 500,00 €
2015	Restauration et création d'orgues	89 996,00 €
2015	Soutien au Réseau Information Jeunesse	1 500,00 €
	Montant total	93 996,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX017414

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : VIDEOPROTECTION POUR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	145 824,00 €	35,00 %	51 038,00 €
	Montant Total de la subvention		51 038,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE
Adresse administrative : 1 RUE DE L'ETANG 77600 BUSSY ST MARTIN
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Jean-Paul MICHEL, Président

N° SIRET : 24770059400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la communauté d'agglomération Marne et Gondoire

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Pôle Gare Thorigny/Lagny.
- gestion du domaine public :
la régulation du trafic routier sera un des objectifs assigné à ce dispositif.
- protection des bâtiments publics et leurs abords :

certains bâtiments et équipements publics sont soumis à des dégradations ;ces actes contribuent à développer le sentiment d'insécurité de la population.
- sécurité des personnes et des biens :
la vidéoprotection permet ainsi de compléter et de renforcer l'action engagée par les polices municipales concernées, la Police nationale et la Justice.

Description :
Pour la totalité des sites d'implantation (14 au total), il sera privilégié le recours à des caméras permettant de visionner le jour et la nuit. Deux types de caméras sont envisagées : des caméras de types dôme et des caméras fixes et des caméras motorisées permettront une vision à 360°.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Marne et Gondoire.

Détail du calcul de la subvention :
Sont inéligibles, les frais d'études, DOE, formation, indiquées dans les prestations particulières pour 19 992€.
S'agissant d'une création de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 35%.

Localisation géographique :
- CA MARNE ET GONDOIRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériels (14 caméras)	36 369,00	21,93%
Logiciels	11 714,00	7,06%
Prestations particulières : DOE, assistance, formantion, ... (non éligibiles)	19 992,00	12,06%
Raccordement fibre optique	25 553,00	15,41%
Raccordement dont génie civil	59 152,00	35,67%
Ecrans de contrôle	13 036,00	7,86%
Total	165 816,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région EC	51 038,00	30,78%
Communauté d'Agglomération Marne et Gondoire ATT	114 778,00	69,22%
Total	165 816,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	51 038,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	60 000,00 €
2014	Aires d'accueil pour les gens du voyage	120 000,00 €
2014	Appui à la requalification et à l'extension des zones d'activités économiques et au soutien à la création d'écopôles dédiés aux éco-activités	2 261 658,37 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	2 538 000,00 €
2014	Politique énergie climat	1 063 761,00 €
2014	Politique régionale en faveur des plans de prévention du bruit dans l'environnement	8 200,00 €
2014	Réalisation d'analyses fonctionnelles des espaces agricoles par les collectivités	47 500,00 €
2014	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	25 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	70 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	25 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agri-urbains. Aide d'investissement dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'action	14 920,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	24 500,00 €
2015	Stratégies territoriales de sécurité – Fonctionnement	7 425,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	15 274,50 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	410 000,00 €
2017	Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	20 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	546 977,50 €

2017	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	4 000,00 €
	Montant total	7 142 216,37 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX017767

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE SAVIGNY-LE-TEMPLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	125 480,00 €	33,47 %	42 000,00 €
	Montant Total de la subvention		42 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAVIGNY LE TEMPLE
Adresse administrative : 1 PLACE FRANCOIS MITTERRAND
77176 SAVIGNY LE TEMPLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Line PICHERY, Maire

N° SIRET : 21770445100210

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune du Savigny-le-Temple

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
- Sécuriser la ZSP du Centre-ville, et plus particulièrement le secteur gare ;
- Prévenir les atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux particulièrement exposés à des risques d'agression, de vol ou de trafic de stupéfiants ;
- Participer à la résolution des enquêtes ;
- Protéger les bâtiments et installations publics et leurs abords ;
- Aider les services dans le cadre de la gestion de la circulation et du stationnement ainsi que dans le cadre de la viabilité hivernale.

Description :
La vidéoprotection de la voie publique fait partie des dispositifs de prévention-sécurité (commissariat de police, îlotage des policiers municipaux, des médiateurs, résidentialisation du parc de logements sociaux des bailleurs.) mis en place sur la ZSP du Centre-ville, et plus particulièrement aux abords de la gare RER.
Aujourd'hui, au regard de l'implantation des actes délictueux, la présence de la vidéoprotection élargit le champ couvert et ainsi maximise l'efficacité de l'action des services de police.
5 caméras viennent compléter les 9 caméras existantes et 2 seront remplacées. Elles seront reliées au Centre de Supervision Urbain Intercommunal (CSUI).

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Savigny-le-Temple.

Détail du calcul de la subvention :
Sont inéligibles, les études pour 3 700 €.
S'agissant d'une extension de l'équipement en vidéoprotection en ZSP, le taux maximum d'intervention est de 40%.
Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 42 000€ pour 7 caméras, représentant 40% de 105 000€.

Localisation géographique :
- SAVIGNY-LE-TEMPLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de caméras	21 540,00	16,67%
Pose de caméras et génie civil	91 890,00	71,13%
Raccordements aux bâtiments de supervision	12 050,00	9,33%
Etude, exécution, DOE (non éligible)	3 700,00	2,86%
Total	129 180,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région EC	42 000,00	32,51%
Commune de Savigny le Temple ATT	87 180,00	67,49%
Total	129 180,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 600,00 €
2018	29 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	37 554,71 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Lutte contre le décrochage scolaire / Sécurisation des parcours	25 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	10 635,00 €
2017	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	7 070,00 €
	Montant total	210 259,71 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX018827

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE COUBRON

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	107 140,00 €	30,00 %	32 142,00 €
	Montant Total de la subvention		32 142,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COUBRON
Adresse administrative : 133 RUE JEAN-JAURES
93470 COUBRON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Ludovic TORO, Maire

N° SIRET : 21930015900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Coubron

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Afin d'améliorer la sécurité au centre urbain de la ville, la commune envisage d'étendre son système de vidéoprotection pour y développer un maillage cohérent du dispositif existant.
Cette extension de 11 caméras permettra de plus grands champs d'actions à la police intercommunale ainsi que celle de la police nationale, en cas d'actes de malveillances, de délinquances, vandalismes, d'agressions, vols et autres délits commis sur le territoire de Coubron.
L'utilisation de nouvelles caméras sur les diverses zones auront pour but d'accroître le niveau de sécurité par ses effets dissuasifs et préventifs.

Cette stratégie municipale, principale préoccupation de la commune, va dans le sens de la préservation du cadre de vie des Coubronnais, et se traduit dans cette continuité par le Conseil Intercommunal de Sécurité, de Prévention de la Délinquance (CISPD), qui a été créé avec la commune de Vaujours.

Description :
Ces travaux consistent à l'extension du système de vidéoprotection de la commune de Coubron. Les sites et secteurs, objet des travaux d'extension sont:
- Parc de la Mairie de Coubron;
- Parking Mairie côté rue de Vaujours;
- Parvis de l'Eglise Saint Christophe;
- Rond-point avenue Corot/ Allée du Parc/rue du Pressoir/rue Raoul Larche;
- Chemin de Chantereine;
- Rue de la Source et rue de la Dhuys;
- Rue Jean Moulin;
- Avenue Pasteur et rue Ampère;
- Rue Roger Salengro et Centre Technique Municipal;
- Angle rue Jean Batiste Clément et allée des Guigniers;
- Rond-point Jean Jaurès et Beauséjour;

Ces travaux se dérouleront en quatre parties à savoir :
1/ Partie matériel vidéo
2/ Partie radio
3/ Partie installation matériel vidéo radio : Pour chaque site
4/ Partie raccordement de l'ensemble du matériel radio et Vidéo sur poteaux d'éclairage public

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Coubron.

Détail du calcul de la subvention :
Sont inéligibles, les frais d'assistance (hotline) pour 4 290€.
S'agissant d'une extension de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Localisation géographique :
- COUBRON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
11 caméras	96 475,00	86,58%
raccordement sur poteaux éclairage public	10 665,00	9,57%
Assistance (hotline) : non éligible	4 290,00	3,85%
Total	111 430,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région EC	32 142,00	28,85%
Subvention réserve parlementaire EC	10 000,00	8,97%
Subvention ACSE EC	33 429,00	30,00%
Commune de Coubron ATT	35 859,00	32,18%
Total	111 430,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 650,00 €
2018	22 492,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019141

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE DRANCY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	173 077,42 €	30,00 %	51 923,00 €
	Montant Total de la subvention		51 923,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DRANCY
Adresse administrative : 908 F PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
93700 DRANCY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Christophe LAGARDE, Député-maire

N° SIRET : 21930029000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Drancy

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 février 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
La commune souhaite protéger les établissements scolaires en installant des équipements de vidéoprotection aux abords de ceux-ci.

Description :
La commune va procéder à l'installation de 13 nouvelles caméras.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté

par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Drancy.

Détail du calcul de la subvention :
Sont inéligibles les études d'exécution, essais et mise en service (23 333,50€), et la pose d'un panneau d'information (1 414,68€).

Localisation géographique :

- DRANCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements de vidéoprotection (pose, fourniture, licences)	68 078,21	34,41%
Câblage fibre optique	5 790,12	2,93%
Câblage coaxial, multipaires et alimentation électrique	10 287,08	5,20%
Infrastructure réseau	54 246,35	27,42%
Génie civil	29 443,66	14,88%
Etudes d'exécution, essais mise en service (dépenses inéligibles)	23 333,50	11,79%
Main d'oeuvre	5 232,00	2,64%
Pose panneau d'information (dépense inéligible)	1 414,68	0,72%
Total	197 825,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	51 923,00	26,25%
Commune de Drancy (att)	87 702,60	44,33%
FIPD (ec)	58 200,00	29,42%
Total	197 825,60	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 961,50 €
2018	25 961,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	18 488,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	233 647,00 €
2015	Accompagnement d'élèves de troisième vers le lycée ou le CFA	9 600,00 €
2015	Passerelles entreprises	39 699,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	20 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	11 000,00 €
2016	Accompagnement d'élèves de troisième vers le lycée ou le CFA	4 800,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	13 543,00 €
2017	Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 500 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	16 950,00 €
	Montant total	1 867 727,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019787

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE TORCY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	36 350,00 €	33,73 %	12 260,00 €
		Montant Total de la subvention	12 260,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TORCY
Adresse administrative : PL DE L APPEL DU 18 JUIN 1940
77200 TORCY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Guillaume LE LAY-FELZINE, Maire

N° SIRET : 21770468300283

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Torcy

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 février 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La ville de Torcy s'est engagée dans la mise en place d'un système de vidéo-protection, opérationnel depuis mars 2015.
Cependant l'analyse de la délinquance a permis de mettre en avant certaines zones encore exposées en terme de malveillance et d'incivilités. C'est pourquoi il convient de compléter le dispositif déjà en place par l'adjonction de points de surveillance sur des zones non encore couvertes.

Description :
Zones non encore couvertes :
Secteurs Baudelaire, Centre ancien / Mairie, Belvédère et Gare RER.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Torcy.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension de l'équipement en vidéoprotection, les taux maximum d'intervention sont de 30% pour les 2 caméras hors ZSP (22 800€), et 40% pour celle en ZSP (13 550€) ; soit 12 260€ de subvention (6 840€ + 5 420€).

Localisation géographique :

- TORCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
3 Caméras	9 000,00	24,76%
Pose des caméras	5 150,00	14,17%
intégration, paramétrage	2 400,00	6,60%
Raccordement aux bâtiments de supervision, cablâge, radio	19 800,00	54,47%
Total	36 350,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région EC	12 260,00	33,73%
Etat FIPD EC	15 873,00	43,67%
Commune de Torcy ATT	8 217,00	22,61%
Total	36 350,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 678,00 €
2018	8 582,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	29 884,80 €
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	3 000,00 €
2015	Contrat régional territorial	456 300,00 €
2015	Soutien au Réseau Information Jeunesse	2 000,00 €
2016	Contrat régional territorial	600 241,50 €
2016	Politique énergie climat	11 593,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	23 000,00 €
2017	Soutien à l’équipement des polices municipales	8 149,00 €
	Montant total	1 104 283,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019825

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE BOULOGNE-BILLANCOURT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	131 310,00 €	27,42 %	36 000,00 €
	Montant Total de la subvention		36 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOULOGNE BILLANCOURT
Adresse administrative : 26 AVENUE ANDRE MORIZET
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre-Christophe BAGUET, Député-maire

N° SIRET : 21920012800011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune du Boulogne-Billancourt

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
La Ville de Boulogne-Billancourt souhaite consolider le maillage territorial du système municipal de vidéoprotection existant (103 caméras + CSU) par l'installation de 8 caméras dans un secteur stratégiques de son territoire actuellement en développement. Ce système continue de prouver son efficacité en matière de prévention de la délinquance depuis le début de son installation en 2005. Ces déploiements successifs découlent de la stratégie territoriale de sécurité adoptée par le CLSPD sur la base d'une diagnostic local de sécurité.

Description :
Installation de 8 nouvelles caméras et renforcement des moyens d'exploitation par l'acquisition de nouveaux écrans et moyen de stockage de données au Centre de Supervision Urbain. Ces implantations seront effectuées dans l'enceinte et aux abords du complexe sportif Le Gallo actuellement en rénovation.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Boulogne-Billancourt.

Détail du calcul de la subvention :
Sont inéligibles, les dépenses liées au suivi de projet : étude, DOE pour 14 280€.
S'agissant d'une extension de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.
Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 36 000€ pour 8 caméras, représentant 30% de 120 000€.

Localisation géographique :
- BOULOGNE-BILLANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
8 caméras	131 310,00	90,19%
Etudes, DOE, ... (non éligibles)	14 280,00	9,81%
Total	145 590,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région EC	36 000,00	24,73%
Conseil Départemental EC	19 098,00	13,12%
FIPD EC	53 697,00	36,88%
Commune de Boulogne-Billancourt ATT	36 795,00	25,27%
Total	145 590,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 800,00 €

2018	25 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	7 760,00 €
2015	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	320 000,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	267 786,50 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	16 500,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
2016	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	400 000,00 €
2016	Manifestations littéraires	5 000,00 €
	Montant total	1 010 546,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019836

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : VIDEOPROTECTION – COMMUNE DE HARDRICOURT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	77 491,00 €	35,00 %	27 121,00 €
	Montant Total de la subvention		27 121,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'HARDRICOURT
Adresse administrative : 2 RUE CHANTEREINE
78250 HARDRICOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yann SCOTTE, Maire

N° SIRET : 21780299000051

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Hardricourt

Date prévisionnelle de début de projet : 2 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Afin de réduire et de lutter contre la délinquance sur la voie publique, la ville d'Hardricourt a pour objectif de permettre l'identification et la reconnaissance de véhicules et de personnes ayant commis ou tenté de commettre une infraction.

Description :
Mise en place sur 8 sites stratégiques de caméras fixes et dômes.
Le système de visualisation et de traitement des images est composé de serveurs vidéo dont la

supervision est centralisée à la mairie. La prise d'images et les enregistrements sont faits en numérique. La transmission en images est faite par réseau fibre optique.

Moyens mis en œuvre :
La commune met en place 13 caméras (4 dômes, 9 fixes) qui seront reliés par un réseau de fibre optique
La visualisation est faite dans le bureau du chef de la Police Municipale.
Le système est sécurisé par une technologie Client / Serveur et par différents niveaux de mot de passe

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n°CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidente ou de passage sur le territoire de la commune de Hardricourt.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant de la première installation d'un équipement de vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 35%. Les dépenses : dossier technique (942 €), panonceaux (680 €) et formation (4 014 €) sont inéligibles, soit un total de 5 636 €.

Localisation géographique :
- HARDRICOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation système	1 476,00	1,78%
Achat 9 caméras fixes	9 432,00	11,35%
Achat 4 caméras dômes mobiles	8 860,00	10,66%
2 supports caméras	504,00	0,61%
6 alimentations électriques	1 614,00	1,94%
Ecran de contrôle	5 809,00	6,99%
6 armoires de rue	12 000,00	14,44%
Dossier technique (dépense non éligible)	942,00	1,13%
Raccordement fibre optique	7 676,00	9,23%
4 panonceaux (dépense non éligible)	680,00	0,82%
Formation (dépense non éligible)	4 014,00	4,83%
Travaux génie civil	30 120,00	36,23%
Total	83 127,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région SSP (EC)	27 121,00	32,63%
Autofinancement commune (ATT)	56 006,00	67,37%
Total	83 127,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	13 560,50 €
2018	13 560,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019905

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : VIDEOPROTECTION – COMMUNE D'ERAGNY SUR OISE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	379 486,00 €	21,34 %	81 000,00 €
	Montant Total de la subvention		81 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ERAGNY-SUR-OISE
Adresse administrative : PLACE LOUIS DON MARINO
95610 ERAGNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Thibault HUMBERT, Maire

N° SIRET : 21950218400019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune d'Eragny-sur-Oise

Date prévisionnelle de début de projet : 3 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Prioritairement, la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens et la lutte contre le trafic de stupéfiants et les violences urbaines.

Description :
Création d'un centre de supervision urbain et déploiement de 18 caméras sur le territoire de la commune.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté

par la délibération n°CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidente ou de passage sur le territoire de la commune d'Eragny-sur-Oise

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%. Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 81 000 € pour 18 caméras, représentant 30% de 270 000 €.

Localisation géographique :
- ERAGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 18 caméras et matériel de pose	68 326,00	18,00%
Logiciels	103 295,00	27,22%
Raccordement fibre optique	66 955,00	17,64%
Travaux génie civil	94 208,00	24,83%
Ecrans de contrôle	3 639,00	0,96%
Equipement transmission sans fil	35 414,00	9,33%
Pupitre opérateur	7 649,00	2,02%
Total	379 486,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région SSP (EC)	81 000,00	21,34%
Département 95 (EC)	83 487,00	22,00%
Autofinancement commune (ATT)	214 999,00	56,66%
Total	379 486,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 500,00 €
2018	40 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	23 998,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	26 834,00 €
2016	Contrats régionaux	329 645,25 €
2017	Aide à l'implantation des forces de sécurité	100 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	8 772,00 €
	Montant total	818 894,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020628

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE SAINT-AUGUSTIN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	86 500,00 €	30,00 %	25 950,00 €
	Montant Total de la subvention		25 950,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT AUGUSTIN
Adresse administrative : 1 PL DE LA MAIRIE
77515 SAINT-AUGUSTIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Sébastien HOUDAYER, Maire

N° SIRET : 21770400600014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Saint-Augustin

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Pour l'année en cours, et suite à de nouvelles constatations d'incivilités, de cambriolages et de dégradations, la commune souhaite étendre une nouvelle fois son système de vidéo protection par l'installation de 8 caméras supplémentaires.

Description :
Ces 8 caméras sont réparties en référence aux préconisations techniques exprimées par le référent de sûreté du département et de la municipalité en fonction de plusieurs critères. Parmi lesquels les entrées et sorties d'agglomération, les lieux régulièrement visités, les points de rassemblements et les espaces dont la sécurité devait être assurée préventivement.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Saint-Augustin.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Localisation géographique :

- SAINT-AUGUSTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Points de relayage	14 000,00	16,18%
Travaux divers	2 800,00	3,24%
Répartition des 8 caméras	44 670,00	51,64%
Système d'enregistrement	17 300,00	20,00%
Système d'exploitation	7 730,00	8,94%
Total	86 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région EC	25 950,00	30,00%
DETR EC	41 520,00	48,00%
Saint-Augustin EC	19 030,00	22,00%
Total	86 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 785,00 €
2018	18 165,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020634

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE BOIS-COLOMBES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	178 255,00 €	25,24 %	45 000,00 €
	Montant Total de la subvention		45 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOIS COLOMBES
Adresse administrative : 15 RUE CHARLES DUFLOS
92270 BOIS COLOMBES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur YVES REVILLON, Maire

N° SIRET : 21920009400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Bois-Colombes

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Les objectifs sont de:
- rénover et d'augmenter les capacités du système informatique gérant la vidéoprotection: renouvellement des serveurs,des disques durs de stockage, des stations de travail, des joysticks,évolution du logiciel.
- sécuriser le nouveau complexe sportif Albert Smirlian en cours de construction
- sécuriser une liaison verte de plus d'un kilomètre en cours de création sur des voies SNCF désaffectées
- sécuriser un site du quartier sud de la Ville non couvert à ce jour, comprenant outre une place et des rues, l'entrée d'une mairie de quartier et d'une crèche

Description :
1) Augmentation de la capacité du système informatique afin de pouvoir accueillir à terme un parc supplémentaire de 30% de caméras constitué en totalité de caméras Haute Définition
2) Pose de quatre caméras surveillant les abords du complexe sportif afin de dissuader les intrusions (vol, vandalisme etc), cet équipement est un investissement majeur de la commune, le coût global de l'opération s'établit plus de 20,3 millions d'euros
3) Pose de cinq caméras destinées à protéger les usagers de la liaison verte : plus d'un kilomètre d'anciennes voies ferrées transformées en promenade plantée comprenant également un parcours sportif
3) Pose d'une caméra destinée à surveiller une place et une rue actuellement non couvertes par le système, la caméra visualiser également une entrée commune d'une mairie de quartier et d'une crèche.
4) Deux missions de conseil confiées à un prestataire spécialiste, une dans le cadre des investissements cités ci-dessus et la seconde relative aux investissements prévus en 2018

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Bois-Colombes.

Détail du calcul de la subvention :
Sont inéligibles, les frais d'études, de Dossier d'Ouvrage Executé, la formation ... (6 209€ + 9 080€ + 4 995€ + 355 €) pour un total de 20 639€ et l'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour 27 750€.
S'agissant d'une extension de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.
Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 45 000€ pour 10 caméras, représentant 30% de 150 000€.

Localisation géographique :
- BOIS-COLOMBES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel	120 045,00	52,97%
Génie civil	58 210,00	25,68%
Frais d'étude, Dossier d'Ouvrage Executé, Formation, ... (non éligible)	20 639,00	9,11%
Assistance à la maîtrise d'ouvrage (non éligible)	27 750,00	12,24%
Total	226 644,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région EC	45 000,00	19,85%
Conseil Départemental 92 EC	52 128,00	23,00%
FIPD EC	61 194,00	27,00%
Commune de Bois Colombes ATT	68 322,00	30,15%
Total	226 644,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	22 500,00 €
2018	22 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	900 000,00 €
2015	Politique énergie climat	159 840,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	41 200,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	453 330,50 €
2017	Politique énergie climat	53 600,00 €
	Montant total	1 607 970,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020866

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE BOURG LA REINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	139 022,78 €	22,66 %	31 500,00 €
	Montant Total de la subvention		31 500,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOURG LA REINE
Adresse administrative : 6 BOULEVARD CARNOT
92340 BOURG LA REINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick DONATH, Maire

N° SIRET : 21920014400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Bourg-la-Reine

Date prévisionnelle de début de projet : 18 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
La commune souhaite protéger les bâtiments publics, lutter contre la délinquance de voie publique, les vols par effraction, les trafics, les vols avec violences et vols à main armée, prévenir les incivilités et les risques lors de manifestations organisées par la ville.

Description :
La commune prévoit l'extension du dispositif existant avec 7 caméras supplémentaires, le changement des serveurs devenus obsolètes pour supporter l'ajout de caméras, et la migration du système

d'exploitation afin d'optimiser le fonctionnement global du dispositif.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Bourg-la-Reine.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses de suivi de chantier et rendus documentaires sont inéligibles, soit 3 322,66€.

Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 31 500€ pour 7 caméras, représentant 30% de 105 000€.

Localisation géographique :
- BOURG-LA-REINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat caméras, pose, câblage, raccordement, tranchées, nacelle, implantation mâts	79 172,78	55,62%
Optimisation point haut pylône	6 980,40	4,90%
Renforcement et optimisation des liaisons	14 155,37	9,94%
Licences pour raccordement	1 129,50	0,79%
Suivi de chantier et rendus documentaires (dépense inéligible)	3 322,66	2,33%
Migration	37 584,73	26,40%
Total	142 345,44	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	31 500,00	22,13%
Conseil départemental 92 (ec)	24 376,00	17,12%
FIPD (ec)	31 500,00	22,13%
Commune de Bourg-la-Reine (att)	54 969,44	38,62%
Total	142 345,44	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 750,00 €
2018	15 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	6 000,00 €
2016	Soutien aux espaces de travail collaboratif	70 000,00 €
	Montant total	76 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020920

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE BOBIGNY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	2 144 889,40 €	12,48 %	267 750,00 €
	Montant Total de la subvention		267 750,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOBIGNY
Adresse administrative : 31 AV DU PRESIDENT SALVADOR ALLENDE
93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Stéphane de PAOLI, Maire

N° SIRET : 21930008400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Bobigny

Date prévisionnelle de début de projet : 15 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
La commune souhaite s'équiper pour la première fois d'un sytème de vidéoprotection, notamment à la suite des émeutes de février 2017.

Description :
La ville de Bobigny réalisera un déploiement d'un total de 51 caméras dôme mobile couleur.
Les images de ces caméras seront centralisées pour l'enregistrement dans un local vidéoprotection situé au 1er sous-sol de l'hôtel de ville de Bobigny. Les images caméras seront enregistrées et stockées dans

des baies de stockage hébergées dans un local sécurisé et équipé d'une porte blindée sous contrôle d'accès.

La visualisation des images sera réalisée depuis le centre de supervision urbain (CSU) dans les locaux de la police municipale. Seules les personnes dûment habilitées par arrêté préfectoral ainsi que les fonctionnaires de police sur réquisition judiciaire auront accès au poste de visualisation. Un accès aux images en temps réel est prévu au commissariat central de police de Bobigny

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Bobigny.

Détail du calcul de la subvention :
Sont inéligibles les dépenses liées à l'assistance à maîtrise d'ouvrage, soit 130 000€

Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 267 750€ pour 51 caméras, représentant 35% (s'agissant d'une première installation) de 765 000€.

Localisation géographique :

- BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements de contrôle d'accès, matériel, commutateurs pour 18 caméras	127 967,06	5,63%
Travaux pour 18 caméras	949 657,34	41,75%
Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (dépense inéligible)	90 000,00	3,96%
Equipements, commutateurs, câblage fibre optique pour 33 caméras	314 065,00	13,81%
Génie civil pour 33 caméras	710 800,00	31,25%
Assistance à maitrise d'ouvrage (dépense inéligible)	40 000,00	1,76%
équipement du CSU	42 400,00	1,86%
Total	2 274 889,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	267 750,00	11,77%
FIPD (ec)	750 200,00	32,98%
Commune de Bobigny (att)	1 256 939,40	55,25%
Total	2 274 889,40	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	133 875,00 €
2018	133 875,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	104 135,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	69 321,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	2 950 965,00 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	20 680,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	97 151,40 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	436 450,00 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	650 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	42 000,00 €
2016	Contrat régional territorial	1 800 000,00 €
2016	Fonds Propreté	200 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	25 000,00 €
2017	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	279 840,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	19 566,00 €
2017	Terrains Synthétiques de grands Jeux	117 944,03 €
	Montant total	6 813 052,43 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021058

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : VIDEOPROTECTION – COMMUNE D'EPONE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	250 195,00 €	35,00 %	87 568,00 €
		Montant Total de la subvention	87 568,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE EPONE
Adresse administrative : 90 AVENUE DU PROF EMILE SERGENT
78680 EPONE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Guy MULLER, Maire

N° SIRET : 21780217200015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune d'Epone

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Ce projet vise à garantir les personnes et les équipements de la ville d'Epône, et en particulier les lieux de vie. Il permettra d'apporter la sécurité recherchée en préservant et garantissant la confidentialité des images conformément aux lois et règlements en vigueurs. Régulièrement soumise à des actes de délinquances, disposant d'une gare et située à proximité de deux zones de sécurité prioritaire (Mantes-la-Jolie et les Mureaux), la ville d'Epône souhaite tout mettre en oeuvre pour la sécurité de son territoire.

Description :

Le projet prévoit la mise en place de 34 caméras fixes réparties sur 26 sites différents dont la Mairie, six établissements scolaires, la bibliothèque, le centre culturel, la Place du marché, la Place de l'église et les entrées de ville. Le mode de transmission retenu est la transmission par voie hertzienne. Un centre de supervision urbain (CSU) sera implanté dans une salle sécurisée au sein même du poste de police municipale, dont les accès seront soumis à habilitations.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n°CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidente ou de passage sur le territoire de la commune d'Epône.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant de la première installation d'un équipement de vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 35%.

Localisation géographique :

- EPONE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Achat de caméras	187 095,00	74,78%	Région SSP (EC)	87 568,00	35,00%
Logiciels, écrans et stockage	23 300,00	9,31%	Réserve parlementaire (ATT)	10 000,00	4,00%
Relais hertzien	39 800,00	15,91%	Autofinancement commune	152 627,00	61,00%
Total	250 195,00	100,00%	Total	250 195,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	43 784,00 €
2018	43 784,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide au développement de bornes de recharges électriques	4 000,00 €
2015	E-administration	11 806,00 €
	Montant total	15 806,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021492

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE CHELLES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	486 811,00 €	30,00 %	146 043,00 €
	Montant Total de la subvention		146 043,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHELLES
Adresse administrative : PARC SOUVENIR E FOUCHARD
77505 CHELLES CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Brice RABASTE, Maire

N° SIRET : 21770108500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Chelles

Date prévisionnelle de début de projet : 17 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Renforcer le système de vidéoprotection afin de dissuader les actes de délinquance et d'accroître la réactivité d'intervention de la police nationale et municipale.

Description :
L'action consiste en un déploiement de 33 nouvelles caméras sur la période 2017-2020, en complément des 48 existantes.
Cette extension vise à protéger des secteurs stratégiques non encore couverts : abords des

établissements scolaires (écoles et lycées, les collèges étant déjà vidéoprotégés), carrefours et routes à fort trafic, entrées de ville, quartiers de logements sociaux (quartier de la Grande Prairie et secteur des Tournelles, en particulier).
Ce projet s'inscrit dans le cadre d'une politique plus large de renforcement de la sécurité : renforcement des effectifs et des moyens de la police municipale, création d'une brigade de nuit, création d'un CLSPD et d'un GLTD (groupe local de traitement de la délinquance).

Moyens mis en œuvre :
Installation de caméras reliées au Centre de Supervision Urbain (CSU) de la Ville de Chelles, opérationnel 24h/24 à compter du 1er mai 2017, avec la surveillance permanente d'au moins un opérateur.
Le stockage d'images est conforme à la réglementation en vigueur (15 jours).
Le coût unitaire d'installation des nouvelles caméras est supérieur à 15 000€ HT, à l'exception des 3 caméras suivantes : école des Tournelles (13 105€ HT), école Delambre (10 740€ HT), chemin Guette / Tuilerie (12 966€ HT).

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n°CR 10-16 du 21 janvier 2016 « Bouclier de sécurité ».

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante et de passage à Chelles.

Détail du calcul de la subvention :
L'assiette des dépenses éligibles concerne l'achat, la pose et le raccordement des caméras, dont les travaux de génie civil nécessaires, à l'exclusion de toute autre dépense (études, tests, DOE) et sous un plafond de 15 000€ HT par caméra.
En tenant compte de ce plafond, qui concerne 30 caméras sur 33, l'assiette des dépenses éligibles s'établit à 486 811€ HT, sur laquelle est appliquée une subvention au taux maximum de 30%, soit 146 043€.

Localisation géographique :
- CHELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat, pose et raccordement au CSU de 33 caméras (dont traux de génie civil)	1 117 624,00	100,00%
Total	1 117 624,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État - FIPD (sollicitée)	391 168,00	35,00%
Subvention Région (sollicitée)	146 043,00	13,07%
Autofinancement ville de Chelles	580 413,00	51,93%
Total	1 117 624,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	43 800,00 €
2019	43 800,00 €
2021	58 443,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	40 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	4 752,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	-229 401,00 €
2014	Structures d'accueil collectif des jeunes enfants	-161 957,00 €
2015	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2016	Action culturelle Musiques au Lycée	5 000,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	2 348,98 €
2017	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	99 182,00 €
	Montant total	136 282,98 €

Fiches projets équipement des polices municipales

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003655

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE BOURG-LA-REINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	3 403,45 €	30,00 %	1 021,00 €
		Montant Total de la subvention	1 021,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOURG LA REINE
Adresse administrative : 6 BOULEVARD CARNOT
92340 BOURG LA REINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick DONATH, Maire

N° SIRET : 21920014400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de police municipale pour la commune de Bourg-la-Reine

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Dans le cadre de l'activation du plan Vigipirate Alerte Attentat, la commune souhaite équiper rapidement les policiers municipaux d'un matériel performant.

Description :
La commune souhaite équiper les agents de police municipale de 7 nouveaux gilets pare-balles.

Intérêt régional : Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune de Bourg-la-Reine

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage à Bourg-la-Reine.

Localisation géographique :
- BOURG-LA-REINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
5 gilets pare-balles	2 400,53	70,53%
2 gilets pare-balles	1 002,92	29,47%
Total	3 403,45	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	1 021,00	30,00%
Commune de Bourg-la-Reine (att)	2 382,45	70,00%
Total	3 403,45	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 021,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	6 000,00 €
2016	Soutien aux espaces de travail collaboratif	70 000,00 €
	Montant total	76 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004824

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	3 193,00 €	30,00 %	958,00 €
	Montant Total de la subvention		958,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT GERMAIN LES ARPAJON
Adresse administrative : RUE RENE DECLE
91180 SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Norbert SANTIN, Maire

N° SIRET : 21910552500097

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : soutien à l'équipement de la police municipale de Saint-Germain-lès-Arpajon

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune de Saint-Germain-lès-Arpajon souhaite améliorer la sécurité de sa population et des agents de sa police municipale.

Description :
La commune souhaite acquérir :
- 3 caméras piétons, à utiliser dans le cadre d'interventions jugées sensibles, afin d'apporter des preuves aux instances et sécuriser les agents de sa police municipale ;

- 1 radio de télécommunication entre la police municipale et la police nationale, afin de coordonner les interventions pour une plus grande efficacité et rapidité.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n°CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidente ou de passage sur le territoire de la commune de Saint-Germain-lès-Arpajon.

Localisation géographique :
- SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 3 caméras piétons	1 928,00	60,38%
Achat d'1 radiotélécommunication	1 265,00	39,62%
Total	3 193,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF (EC)	958,00	30,00%
FIPD (EC)	958,00	30,00%
Autofinancement commune (40%)	1 277,00	39,99%
Total	3 193,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	958,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Politique de l'eau-Investissement	9 000,00 €
2017	Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 000 000,00 €
	Montant total	1 009 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008463

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE CHAMBOURCY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	30 438,00 €	30,00 %	9 131,00 €
		Montant Total de la subvention	9 131,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAMBOURCY
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
78240 CHAMBOURCY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre MORANGE, Député-maire

N° SIRET : 21780133100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : soutien à l'équipement de la police municipale de la commune de Chambourcy

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Le véhicule dont dispose actuellement la Police Municipale de Chambourcy est âgé de 7 ans et s'avère être inutilisable à cause d'une casse moteur. Ainsi, la vétusté de ce véhicule nuit fortement à l'action des patrouilles de sécurisation sur l'ensemble du territoire communal et par conséquent, impacte également les temps d'intervention, et plus généralement le fonctionnement opérationnel du service.

Description :
Le projet vise à l'acquisition d'un nouveau véhicule, d'une rampe homologuée "Police", embarquant cinq

caméras de vidéo-protection et un équipement Police Municipale complet destiné au véhicule.

Intérêt régional : Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune de Chambourcy

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidente ou de passage sur le territoire de la commune de Chambourcy.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.
Ne sont pas pris en charge les frais annexes (carte grise, carburant, immatriculation) pour 383 €.

Localisation géographique :

- CHAMBOURCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat véhicule	20 113,00	65,26%
Frais annexes véhicule (dépenses non éligibles)	383,00	1,24%
Achat caméras embarquées	8 310,00	26,96%
Equipement véhicule	2 015,00	6,54%
Total	30 821,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région SSP (EC)	9 131,00	29,63%
Autofinancement commune (ATT)	21 690,00	70,37%
Total	30 821,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 131,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2017	Aide au développement de bornes de recharges électriques	26 000,00 €
	Montant total	26 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008480

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE BALLAINVILLIERS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	774,00 €	29,97 %	232,00 €
		Montant Total de la subvention	232,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BALLAINVILLIERS
Adresse administrative : RUE DE LONJUMEAU
91160 BALLAINVILLIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Brigitte PUECH, Maire

N° SIRET : 21910044300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : l'équipement de l'agent de police municipale de la commune de Ballainvilliers

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Equiper l'agent de police municipale de la commune de Ballainvilliers.

Description :
L'agent de police municipale de la commune travaille seul et est souvent soumis à contestations par les contrevenants qu'il est amené à contrôler et à verbaliser.
Le port d'une caméra individuelle a pour objet de soutenir ses interventions et sa sécurité, un tel dispositif, où le contrevenant est informé de l'enregistrement de l'intervention, contribuant à garder une situation sous contrôle. Conformément au décret n°2016-1861 du 23/12/2016, cet équipement a donné lieu à autorisation préfectorale préalable (arrêté du 16/03/2017).

Le gilet pare-balles est devenu indispensable au regard de la menace terroriste.

Intérêt régional : Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune de Ballainvilliers

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante et de passage à Ballainvilliers.

Localisation géographique :
- BALLAINVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Caméra-piéton	326,66	42,20%
Gilet pare-balles (dont housse)	447,34	57,80%
Total	774,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	232,00	29,97%
Autofinancement commune	542,00	70,03%
Total	774,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	232,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	1 491,00 €
	Montant total	1 491,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008492

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE D'OZOIR-LA-FERRIERE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	4 251,69 €	29,99 %	1 275,00 €
	Montant Total de la subvention		1 275,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE OZOIR LA FERRIERE
Adresse administrative : 45 AV DU GENERAL DE GAULLE
77330 OZOIR-LA-FERRIERE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-François ONETO, Maire

N° SIRET : 21770350300193

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : soutien à l'équipement de la police municipale d'Ozoir-la-Ferrière

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
La commune d'Ozoir-la-Ferrière est dotée d'une police municipale depuis 1983, constituée de 20 agents à ce jour. Les moyens de communication dont elle dispose sont devenus obsolètes, c'est pourquoi la commune souhaite acquérir deux terminaux portatifs permettant l'interopérabilité avec la police nationale, ainsi que deux radios supplémentaires. L'arrivée d'un nouveau policier municipal nécessite également l'acquisition d'un gilet pare-balles.

Description :

La commune sollicite un financement pour acquérir :
- 1 gilet pare-balles,
- 2 terminaux portatifs de radiocommunication interne,
- 2 terminaux portatifs de radiocommunication interopérabilité.

Intérêt régional : Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune d'Ozoir-la-Ferrière.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage à Ozoir-la-Ferrière.

Localisation géographique :
- OZOIR-LA-FERRIERE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Un gilet pare-balles	369,69	8,70%
2 terminaux portatifs de radiocommunication interne	1 312,00	30,86%
2 terminaux portatifs de radiocommunication interopérabilité	2 570,00	60,45%
Total	4 251,69	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	1 275,00	29,99%
Commune d'Ozoir-la-Ferrière (att)	2 976,69	70,01%
Total	4 251,69	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 275,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	6 180,00 €
2014	Terrains Synthétiques de grands Jeux	142 220,35 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	299 200,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	3 900,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	2 560,00 €
	Montant total	454 060,35 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008655

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE LISSES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	42 925,36 €	30,00 %	12 877,00 €
	Montant Total de la subvention		12 877,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LISSES
Adresse administrative : 2 RUE THIROUIN
91090 LISSES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Thierry LAFON, Maire

N° SIRET : 21910340500128

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : acquisition de deux véhicules de service destinés aux agents de la police municipale

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Procéder au remplacement des 2 véhicules de service sérigraphiés devenus obsolètes.

Description :
Le service de la police municipale de la commune de Lisses compte un effectif théorique de 5 agents de police municipale et deux véhicules pour :
- le transport des agents au cours des missions de surveillance, des interventions, des missions de police administrative, et des liaisons avec les institutions ;
- l'utilisation en patrouille sur la commune et dans des situations d'urgence.
L'état des deux véhicules actuellement en service nécessite leur remplacement, respectivement au 2e

semestre 2017 et au 1er semestre 2018.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n°CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Lisses.

Détail du calcul de la subvention :
Les frais de carte grise (237,76 € par véhicule) et de livraison (290 € par véhicule), soit un total de 1055,52 € HT, sont inéligibles à la subvention régionale.

Localisation géographique :

- LISSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat 2 véhicules type Renault Megane équipés et sérigraphiés (dont frais de carte grise et livraison, inéligibles)	43 980,88	100,00%
Total	43 980,88	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	12 877,00	29,28%
Autofinancement commune	31 103,88	70,72%
Total	43 980,88	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	12 877,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2015	Contrat régional territorial	513 873,45 €
2016	Soutien à l’équipement des polices municipales	1 093,38 €
2017	Contrat régional territorial	85 645,58 €
	Montant total	600 612,41 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008760

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE YERRES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	35 528,74 €	25,35 %	9 006,00 €
		Montant Total de la subvention	9 006,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'YERRES
Adresse administrative : 60 RUE CHARLES DE GAULLE
91330 YERRES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Nicolas DUPONT-AIGNAN, Député-maire

N° SIRET : 21910691100015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : équipement de la police municipale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Renouveler l'équipement en gilets pare-balles et disposer d'un nouveau véhicule de service.

Description :
Dans le cadre d'une augmentation des effectifs de la police municipale (4 agents supplémentaires à recruter en 2017), il s'agit de procéder à l'acquisition de :
- 30 gilets pare-balles afin de doter l'ensemble des agents de cet équipement de protection individuelle, offrant une protection supérieure à celle proposée par leurs gilets actuels ;

- 1 quatrième véhicule de service pour garantir le transport des agents, tout particulièrement pendant le chevauchement des horaires (8h/17h15, 15h/00h15, 17h/02h15) entre brigade montante et descendante.

Intérêt régional : Contribuer à la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune d'yerres.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante et de passage à Yerres.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant des gilets pare-balles, la subvention demandée est de 1887 €, correspondant à un taux de subvention de 16% de ces équipements, compte tenu de l'intervention attendue de la part de l'Etat au titre du FIPD.
S'agissant du véhicule, la subvention demandée est de 7298 €, soit 30% du coût d'acquisition, réduite à 7119 € après déduction des dépenses inéligibles (592,26€ HT correspondant au coût de la carte grise et redevance d'envoi, taxe de gestion, carburant et malus écologique).
Le montant total de la subvention régionale s'établit ainsi à 9006 €.

Localisation géographique :

- YERRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
30 gilets pare-balles	11 796,00	32,66%
1 véhicule type Grand Scénic renault équipé et sérigraphié (dont dépenses inéligibles)	24 325,00	67,34%
Total	36 121,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État - FIPD (sollicitée)	7 500,00	20,76%
Réserve parlementaire	12 162,00	33,67%
Subvention Région (sollicitée)	9 006,00	24,93%
Autofinancement commune	7 453,00	20,63%
Total	36 121,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 006,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
2015	Aide au patrimoine non-protégé d'intérêt régional – projet de valorisation patrimoniale	224 096,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	49 000,00 €
	Montant total	283 096,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008761

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE MARCOUSSIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	17 586,00 €	30,00 %	5 275,00 €
		Montant Total de la subvention	5 275,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MARCOUSSIS
Adresse administrative : 5 RUE ALFRED DUBOIS
91460 MARCOUSSIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Olivier THOMAS, Maire

N° SIRET : 21910363700019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : acquisition d'un véhicule avec caméra embarquée et de deux gilets pare-balles

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Renforcer l'équipement de la police municipale

Description :
Le projet consiste en l'acquisition d'un véhicule performant et mieux équipé, avec notamment la présence d'une caméra embarquée permettant le visionnage des données enregistrées et un contrôle visuel des interventions en cas de difficulté, ainsi que de deux gilets-pare-balles, afin d'assurer la protection des agents dans leurs interventions.

Le véhicule doit être livré en juillet 2017, donc commandé en avance de phase, pour correspondre à la fin du contrat de location du véhicule remplacé.
L'acquisition des deux gilets pare-balles est prévue en septembre 2017. Elle répond à la nécessité de remplacer un gilet pare-balles qui arrivera à sa date limite d'utilisation et d'équiper un nouvel agent de police municipale.

Intérêt régional : Contribuer à la sécurité des personnes et des biens en Ile-de-France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage à Marcoussis.

Détail du calcul de la subvention :
Sont inéligibles à la subvention régionale les dépenses suivantes :
- Certificat d'immatriculation, redevance d'envoi, taxe de gestion et carburant (soit 254,43€) pour l'achat du véhicule ;
- Forfait de livraison, carburant et gestion administrative (150€) pour l'équipement de ce véhicule ;
- Frais de port et traitement (29,55€) pour l'achat des deux gilets pare-balles.
L'assiette des dépenses éligibles s'établit ainsi à un maximum de 17 586€ HT.

Localisation géographique :
- MARCOUSSIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Véhicule type dacia Lodgy équipé (dont dépenses inéligibles)	16 775,43	93,09%
Gilets pare-balles (dont dépenses inéligibles)	1 244,55	6,91%
Total	18 019,98	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État - FIPD (sollicitée)	500,00	2,77%
Subvention Région (sollicitée)	5 275,00	29,27%
Autofinancement commune	12 244,98	67,95%
Total	18 019,98	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	5 275,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	13 500,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	27 000,00 €
2015	Contrat régional territorial	65 625,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	13 500,00 €
2017	Contrat régional territorial	314 583,25 €
	Montant total	434 208,25 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008809

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE POLICE MUNICIPALE DE BOIS-COLOMBES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	22 289,62 €	30,00 %	6 687,00 €
		Montant Total de la subvention	6 687,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOIS COLOMBES
Adresse administrative : 15 RUE CHARLES DUFLOS
92270 BOIS COLOMBES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur YVES REVILLON, Maire

N° SIRET : 21920009400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : soutien à l'équipement de la police municipale de Bois-Colombes

Date prévisionnelle de début de projet : 19 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
La commune souhaite équiper la police municipale de 8 caméras individuelles mobiles afin de prévenir les incidents au cours des interventions des agents, et de les constater le cas échéant. Elle souhaite également acquérir un véhicule servant aux patrouilles et aux interventions, en remplacement d'un véhicule dont la location longue durée arrive à échéance.

Description :
La commune sollicite un financement pour l'acquisition de :

- 8 caméras piétons
- un véhicule Peugeot 308 SW Business Access

Intérêt régional : Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune de Bois-Colombes

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage à Bois-Colombes.

Détail du calcul de la subvention :
Sont inéligibles les frais de carte grise (237,76 €) et la prestation d'immatriculation civile (47,87 €).

Localisation géographique :

- BOIS-COLOMBES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
8 caméras piétons	4 954,00	21,94%
1 véhicule Peugeot 308 SW Business Access équipé et sérigraphié	17 335,62	76,79%
Frais de carte grise (dépense inéligible)	237,76	1,05%
Prestation d'immatriculation civile (dépense inéligible)	47,87	0,21%
Total	22 575,25	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	6 687,00	29,62%
FIPD (ec)	1 600,00	7,09%
Commune de Bois-Colombes (att)	14 288,25	63,29%
Total	22 575,25	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 687,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2015	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	900 000,00 €
2015	Politique énergie climat	159 840,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	41 200,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d’énergie provenant de sources renouvelables	453 330,50 €
2017	Politique énergie climat	53 600,00 €
	Montant total	1 607 970,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008813

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE MERY-SUR-OISE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	15 619,00 €	25,00 %	3 904,00 €
	Montant Total de la subvention		3 904,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MERY SUR OISE
Adresse administrative : 14 AVENUE MARCEL PERRIN
95540 MERY-SUR-OISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre-Edouard EON, Maire

N° SIRET : 21950394300017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : soutien à l'équipement de la police municipale de Méry-sur-Oise

Date prévisionnelle de début de projet : 2 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Amélioration de la qualité d'intervention de la Police municipale.

Description :
Acquisition d'un véhicule équipé de type Citroen C4.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n°CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidente ou de passage sur le territoire de la commune de Méry-sur-Oise

Localisation géographique :
- MERY-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'un véhicule	15 619,00	100,00%
Total	15 619,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région SSP (EC)	3 904,00	25,00%
Conseil départementl du 95 (EC)	3 500,00	22,41%
Autofinancement commune	8 215,00	52,60%
Total	15 619,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 904,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008948

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE VILLIERS-SUR-MARNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	24 408,26 €	30,00 %	7 322,00 €
	Montant Total de la subvention		7 322,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS-SUR-MARNE
Adresse administrative : PLACE DE L HOTEL DE VILLE
94350 VILLIERS-SUR-MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacques Alain BENISTI, Député-maire

N° SIRET : 21940079300010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : soutien à l'équipement de la police municipale de Villiers-sur-Marne

Date prévisionnelle de début de projet : 10 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune souhaite remplacer un véhicule vétuste afin de permettre aux agents de police municipale d'assurer les missions de rondes et patrouilles dans des conditions optimales.

Description :
La commune sollicite un financement pour acquérir un véhicule Peugeot SUV 3008 Active équipé et sérigraphié.

Intérêt régional : Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune de Villiers-sur-Marne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage à Villiers-sur-Marne.

Localisation géographique :
- VILLIERS-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Véhicule Peugeot SUV 3008 Active	18 401,50	75,39%
Equipement et sérigraphie	6 006,76	24,61%
Total	24 408,26	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	7 322,00	30,00%
Commune de Villiers-sur-Marne (att)	17 086,26	70,00%
Total	24 408,26	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 322,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	1 799,00 €
	Montant total	1 799,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008981

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE LA GARENNE-COLOMBES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	2 260,64 €	29,99 %	678,00 €
		Montant Total de la subvention	678,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA GARENNE COLOMBES
Adresse administrative : 68 BD DE LA REPUBLIQUE
92251 LA GARENNE COLOMBES CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe JUVIN, Maire

N° SIRET : 21920035900012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : soutien à l'équipement de la police municipale de la Garenne-Colombes

Date prévisionnelle de début de projet : 15 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
La commune souhaite garantir la protection des policiers municipaux en tant que primo-intervenants lorsqu'ils sont confrontés à des individus armés.

Description :
La commune va acquérir deux gilets pare-balles de niveau III+.

Intérêt régional : Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la

commune de la Garenne-Colombes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage à la Garenne-Colombes.

Localisation géographique :
- LA GARENNE-COLOMBES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
2 gilets pare-balles	2 260,64	100,00%
Total	2 260,64	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	678,00	29,99%
Commune de la Garenne-Colombes (att)	1 582,64	70,01%
Total	2 260,64	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	678,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	3 760,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	1 483,00 €
	Montant total	5 243,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009022

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE GRIGNY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	54 415,35 €	35,00 %	19 045,00 €
	Montant Total de la subvention		19 045,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GRIGNY
Adresse administrative : 19 ROUTE DE CORBEIL
91350 GRIGNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe RIO, Maire

N° SIRET : 21910286000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : soutien à la création d'une police municipale par la ville de Grigny

Date prévisionnelle de début de projet : 2 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Doter la ville d'une police municipale de proximité afin de réduire les incivilités quotidiennes et contribuer à la tranquillité publique sur les espaces communs et voies publiques, en complément du rôle de la police nationale axé sur les aspects d'investigation et de lutte contre la délinquance et la criminalité.

Description :
La création d'un service de police municipale suppose le recrutement de 18 personnes, dont 11 agents de police municipale : 1 directeur, 1 adjoint et 9 policiers municipaux (ainsi que 5 ASVP et 2 agents

administratifs).
Les équipements éligibles à l'aide régionale au titre du "bouclier de sécurité" sont les suivants :
véhicules de patrouille -gilets pare-balles - bâtons de défense - terminaux portatifs de radiocommunication (comprenant la fourniture du réseau radio numérique et de géolocalisation).

Intérêt régional : Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune de Grigny

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante et de passage à Grigny.

Détail du calcul de la subvention :
La commune disposant de deux quartiers classés en ZSP (Grigny Grand Borne et Grigny 2), le taux de subvention régionale est fixé à un maximum de 35 % des dépenses éligibles.
Sont inéligibles, s'agissant de l'équipement radio, les dépenses suivantes : frais d'installation (forfait main-d'oeuvre et déplacement sur site, pour 450€ HT), préparation PC (390€ HT), mise en service (480 €) et formation utilisateurs (380€ HT), soit 1 700€ HT de dépenses inéligibles.
Dès lors, l'assiette des dépenses éligibles s'étblit à 54 415,35€ HT, et le montant maximum de la subvention régionale à 19 045€.

Localisation géographique :
- GRIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
11 gilets pare-balles	5 422,12	9,66%
11 bâtons télescopiques et leurs attaches	1 329,13	2,37%
8 terminaux portatifs de radiocommunication (dont dépenses inéligibles)	10 616,20	18,92%
2 véhicules types Renault Kangoo, équipés et sérigraphiés	38 747,90	69,05%
Total	56 115,35	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État - Fonds de soutien à l'investissement public local (sollicitée)	25 847,28	46,06%
Subvention Région (sollicitée)	19 045,00	33,94%
Autofinancement commune	11 223,07	20,00%
Total	56 115,35	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	19 045,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	82 909,00 €
2014	Stratégies territoriales de sécurité – Fonctionnement	6 850,00 €
2014	Terrains Synthétiques de grands Jeux	130 165,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	597 597,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	43 134,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	1 741 875,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	14 092,00 €
	Montant total	2 621 622,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009189

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE PONTOISE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	2 344,00 €	29,99 %	703,00 €
		Montant Total de la subvention	703,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PONTOISE
Adresse administrative : 2 RUE VICTOR HUGO
95300 PONTOISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur PHILIPPE HOUILLON, Député-maire

N° SIRET : 21950500500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : soutien à l'équipement de la police municipale de Pontoise

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La police municipale de Pontoise souhaite compléter son équipement en gilets pare-balles, afin de rendre optimale la protection des poliiciers dans le cadre de leurs missions.

Description :
La police municipale dispose actuellement de 19 gilets pare-balles. Répondant aux besoins de protection des agents, cet investissement va permettre d'équiper les nouveaux agents en cours de recrutement, et de se doter de gilets pare-balles "nouvelle conception", en renouvelant ceux dépassant prochainement leur date limite d'utilisation.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n°CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidente ou de passage sur le territoire de la commune de Pontoise

Localisation géographique :
- PONTOISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 5 gilets pare-balles	2 344,00	100,00%
Total	2 344,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région SSP (EC)	703,00	29,99%
FIPD (EC)	1 150,00	49,06%
Autofinancement ville de Pontoise (minimum 20%)	491,00	20,95%
Total	2 344,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	703,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	22 300,00 €
2014	Construction et aménagement des "Musées de France"	9 532,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	13 380,00 €
2014	Habitat des gens du voyage	320 000,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	11 987,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	19 895,00 €

2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	34 443,45 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	87 793,00 €
2016	Contrat régional territorial	402 356,85 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	119 350,00 €
2017	Contrat régional territorial	938 832,65 €
	Montant total	2 299 869,95 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009241

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE ROISSY-EN-FRANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	11 088,92 €	29,99 %	3 326,00 €
	Montant Total de la subvention		3 326,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ROISSY EN FRANCE
Adresse administrative : 40 AV CHARLES DE GAULLE
95700 ROISSY-EN-FRANCE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur André TOULOUSE, Maire

N° SIRET : 21950527800057

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : renforcement de l'équipement de la police municipale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Doter les agents de la police municipale d'un équipement visant à leur protection et à un fonctionnement plus efficient du service.

Description :
Dès 2016, la commune a souhaité renforcer son service de police municipale, avec le recrutement d'un agent supplémentaire, au mois d'octobre. L'année 2017 sera marquée par le recrutement d'un 4e agent et par une demande d'armement en catégorie B et D, déposée auprès de la préfecture du Val-d'Oise.

Le projet présenté consiste en :
- L'acquisition d'un gilet pare-balles destiné à l'agent en cours de recrutement,
- L'équipement des agents du service de police municipale de moyens radio qui contribueront à leur sécurité et à un renforcement de l'efficacité du service,
- La dotation en bâtons de défense (3) pour compléter les équipements de sécurité,
- L'acquisition de 2 vélos tout terrain (VTT) afin de patrouiller dans les nombreux lieux de la ville où ce type de véhicules est particulièrement adapté (espaces verts et agricoles, golf en cours de réalisation, etc.).

Intérêt régional : Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune de Roissy-en-France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante et de passage à Roissy-en-France.

Détail du calcul de la subvention :
Les frais d'installation et de mise en service de l'équipement radio (395€ HT) sont inéligibles à la subvention régionale.

Localisation géographique :
- ROISSY-EN-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gilet pare-balles	369,69	3,22%
Bâtons de défense	215,62	1,88%
Vélos	499,98	4,35%
Terminaux portatifs de communication et équipement réseau radio dédié (dont installation et mise en service, inéligibles)	10 398,63	90,55%
Total	11 483,92	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État - FIPD (sollicitée)	221,81	1,93%
Subvention Région (sollicitée)	3 326,00	28,96%
Autofinancement commune	7 936,11	69,11%
Total	11 483,92	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 326,00 €

Avenant à la convention relative au dispositif TGD à Paris

AVENANT 2017

A LA CONVENTION signée le 26 juin 2015 à Paris

DISPOSITIF DE TELEPROTECTION GRAVE DANGER (TGD)

VISANT A RENFORCER LA PROTECTION DES FEMMES, VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES, EN TRES GRAND DANGER

Comité stratégique du dispositif

le 5 avril 2017 à Paris

Avenant relatif à la reconduction en 2017 de la Convention portant sur le dispositif de téléprotection grave danger (TGD), visant à renforcer la protection des femmes, victimes de violences conjugales, en très grand danger

ARTICLE 1 : le dispositif TGD est reconduit à l'identique pour l'année 2017, les conditions restent les mêmes que celles indiquées dans la convention signée le 26 juin 2015.

ARTICLE 2 : le nombre de téléphone ne varie pas. Il reste fixé à 20 téléphones.

ARTICLE 3 : les réunions du Comité de pilotage(COPIL) auront lieu toutes les 8 semaines (au lieu de 6 semaines actuellement).

ARTICLE 3 : le budget prévisionnel est reconduit et se présente ainsi :

Budget prévisionnel du dispositif TGD 2017, pour un an, pour 20 téléphones

Dépenses	**20 téléphones**	**Financement**	**montants**
Téléassistance Mondial Assistance Réception traitement des appels et gestion logistique de téléphones	marché national TGD (*)	Par Etat - Marché public - Ministère de la Justice	tarifs marché
Téléphonie Orange Fourniture de nouveaux téléphones avec géolocalisation et abonnements téléphoniques associés	marché national TGD (*)	Par Etat - Marché public - Ministère de la Justice	tarifs marché
Accueil, évaluation des situations, accompagnement des victimes bénéficiaires, suivi : CIDFF	42 000 €	FIPD (via DDCS 75)	21 000 €
		Part Collectivités territoriales: Ville de Paris	10 500 €
		Part Collectivités territoriales: Région Ile de France	10 500 €
Total	**42 000 €**	**Total**	**42 000 €**

(*) Marché public en date du 1er septembre 2014, N°2014-145001277, conclu avec le ministère de la Justice

Fait à Paris en 9 exemplaires originaux, dont un remis à chaque partie

le ……. 2017

Les signataires de la convention :

François MOLINS	Jean Michel HAYAT
Procureur de la République de Paris	*Président du Tribunal de Grande Instance de Paris*
Michel CADOT	Michel DELPUECH
Préfet de Police	*Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris*
Anne HIDALGO	Valérie PECRESSE
Maire de Paris	*Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France*
Marianne LAHAYE	Frédéric DUHAMEL
Déléguée régionale Ile-de-France, Orange	*Directeur Général, GTS Mondial Assistance*

Jocelyne MONGELLAZ

Vice-Présidente du Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de Paris

Fiche projet CIDFF 75 pour 2017

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008999

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : TELEPROTECTION GRAVE DANGER 75

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Téléprotection grave danger (TGD)	41 905,00 €	25,06 %	10 500,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-900
15700407- Appui aux stratégies de prévention et de sécurité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIDFF DE PARIS CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES
Adresse administrative : 17 RUE JEAN POULMARCH 75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Jocelyne MONGELLAZ, Vice-présidente

Date de publication au JO : 22 avril 2006

N° SIRET : 48937656600035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Téléprotection grave danger (TGD)
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : soutien au dispositif TGD à Paris

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action à soutenir s'organise sur l'année civile.

Objectifs :
Accueillir, évaluer et accompagner les personnes victimes de violences conjugales bénéficiant du dispositif TGD à Paris en partenariat avec le Parquet de Paris, Mondial Assistance, l'Observatoire parisien de l'égalité femmes/hommes, et les partenaires parisiens.

Description :
Le projet se déroule en 4 phases :

1. Le repérage des femmes en très grave danger, par :

- le Procureur (au premier chef), mais aussi les juges en correctionnelle, les JAF, le juge d'application des peines, le juge des libertés ;
- la police à l'échelle des arrondissements, lors des enquêtes de flagrance ou les enquêtes préliminaires, ainsi que via les psychologues en commissariats ;
- les élus dans le cadre notamment de leurs permanences ;
- les associations dans le cadre d'une « demande d'évaluation du danger » ;
- les avocats dans le cadre de leurs permanences d'accueil ;
- les agent-es des services sociaux départementaux polyvalents ;
- les acteurs des « réseaux d'aide aux victimes » ;
- les travailleurs sociaux en commissariats ;
- les correspondants de nuit ;
- les agents d'accueil des mairies d'arrondissements.

2. L'évaluation du danger
Le professionnel propose à la victime de se rendre au CIDFF de Paris pour une évaluation de sa situation (sans que le dispositif soit évoqué) dans un délai très rapide. Une juriste du CIDFF de Paris prend contact avec elle et, lors du rendez-vous, établit un rapport sur la base d'une grille de critères d'évaluation et d'appréciation du danger (vulnérabilité de la victime, dangerosité de l'auteur, cadre juridique) qui est envoyée aux substituts du Procureur en charge de ce dispositif.

3. La décision de donner le portable, et la remise du portable
La décision appartient au Procureur sur la base de 3 critères :
- la personne victime doit être séparée du conjoint violent (marié, pacsé, concubin, ex-conjoint…) ;
- une décision de justice d'interdiction « d'entrer en contact » doit avoir été prise, dans le cadre sentenciel ou par ordonnance de protection ;
- la victime est d'accord pour bénéficier de ce dispositif et s'engage a en respecter les obligations.

Le magistrat du Parquet remet le téléphone à la victime, au Parquet, en présence du CIDFF de Paris.
La fiche de raccordement - qui donne des informations précises sur la victime, de façon anonymisée - est remplie officiellement (décrivant état civil, situation, lieux de vie et de fréquentation…) sur place par la personne. Elle sera ensuite transmise à Mondial Assistance et à la salle de commandement de la Police Nationale (avec ligne dédiée). Un guide d'utilisation du portable est remis à la victime. La durée d'utilisation maximum du portable est de 6 mois renouvelable 1 fois. Néanmoins, selon les circonstances, le procureur peut laisser le téléphone plus longtemps si le danger est encore présent.

4. Le suivi et le déclenchement des interventions
Sur appel d'urgence, Mondial Assistance évalue le danger et, s'il est confirmé, Mondial Assistance déclenche l'alerte auprès des forces de l'ordre qui interviennent immédiatement. Sans appel d'urgence, Mondial assistance contacte au minimum 2 fois par mois les femmes disposant d'un téléphone pour s'assurer de son bon état de fonctionnement.

Le CIDFF de Paris reste en contact avec la victime pendant toute la durée du dispositif, c'est son interlocuteur unique, et l'accompagne dans ses démarches (juridiques, sociales, psychologiques, logement,…) et ce, en lien avec la Ville de Paris et les partenaires de territoire.

Toutes les informations, d'urgence ou sur la situation globale, concernant les bénéficiaires sont régulièrement communiquées au Parquet et lors des comités de pilotage qui se déroulent toutes les 8 semaines.

Moyens mis en œuvre :
4 juristes salariées (3.8 ETP), diplômées d'un master 2 en droit, une secrétaire salariée (1 ETP) et une directrice salariée (1 ETP), diplômée d'un master 2 de management des associations.

Intérêt régional : Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les victimes de violences conjugales.
Le suivi concerne potentiellement 20 bénéficiaires simultanément.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures)	831,00	1,98%
Services extérieurs (locations, entretien et réparations, assurance, documentation)	7 207,00	17,16%
Autres services extérieurs (intermédiaires et honoraires, publicité, déplacements, frais postaux et de télécommunication)	4 292,00	10,22%
Services bancaires (dépense inéligible)	95,00	0,23%
Impôts et taxes liés au projet	610,00	1,45%
Frais de personnel	28 965,00	68,96%
Total	42 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	10 500,00	25,00%
FIPD (ec)	21 000,00	50,00%
Ville de Paris (ec)	10 500,00	25,00%
Total	42 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 250,00 €
2018	5 250,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	9 312,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	14 820,00 €
2014	Soutien à la prévention	9 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	12 000,00 €
2015	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	10 500,00 €
2015	Soutien à la prévention	6 750,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	5 800,00 €
2016	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	10 500,00 €
	Montant total	78 682,00 €

Nouvelle convention avec la commune de Méré

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP16-572 du 16 novembre 2016,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : COMMUNE DE MERE
dont le statut juridique est : Commune
N° SIRET : 217803899 00012
Code APE : 84.11Z
dont le siège social est situé au : SQ RAOUL BRETON 78490
MERE
ayant pour représentant Monsieur Michel RECOUSSINES, Maire
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Soutien à l'équipement en vidéoprotection » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CP16-132 du 18 mai 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP16-572 du 16 novembre 2016, **modifiée par délibération n° CP 2017-347 du 5 juillet 2017 relativement au recrutement de stagiaires**, la Région Île-de-France a décidé de soutenir COMMUNE DE MERE pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : extension du système de vidéoprotection de la commune (référence dossier n°EX014232).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 30 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 326 000,00 €, soit un montant maximum de subvention de 97 800,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET

SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage en particulier au strict respect du cadre législatif et réglementaire en vigueur, ainsi qu'à la jurisprudence en découlant, notamment le cas échéant s'agissant des obligations à l'égard de la CNIL. Tout équipement se révélant non conforme après l'attribution de la subvention régionale pourra être déduit de l'assiette des dépenses éligibles au moment du versement du solde de la subvention. Aucune subvention régionale ne peut être versée à un équipement ne bénéficiant pas de l'autorisation préfectorale nécessaire.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention en cas d'une utilisation des équipements non conforme au cadre législatif et réglementaire en vigueur, et notamment à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 (n°78-17) .

Le bénéficiaire s'engage à transmettre annuellement à la Région un rapport sur l'utilisation et l'efficacité du dispositif, dans les cinq années suivant l'attribution de la subvention régionale.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter **2** stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les 3 mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Le versement du solde est également subordonné à la production de 3 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1 juin 2017 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 16 novembre 2016.

Sa validité s'étend jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP16-572 du 16 novembre 2016.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente

du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
COMMUNE DE MERE
Monsieur Michel RECOUSSINES, Maire

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014232

Commission permanente du 16 novembre 2016

Objet : VIDEOPROTECTION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	326 000,00 €	30,00 %	97 800,00 €
		Montant Total de la subvention	97 800,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MERE
Adresse administrative : SQ RAOUL BRETON 78490 MERE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel RECOUSSINES, Maire

N° SIRET : 21780389900012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : extension du système de vidéoprotection de la commune

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017 Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Extension du système de vidéoprotection urbaine de 3 à 8 caméras permettant la visualisation des plaques d'immatriculation et de répondre aux demandes de la gendarmerie afin d'analyser le passage des véhicules et fournir des indices aux enquêtes.

Description :
Installation de 8 caméras sur la commune :
- 6 caméras seront connectées en liaison radio vers le clocher de l'église puis l'ensemble des flux sera centralisé vers le local technique dans le gymnase via une transmission radio en point à point depuis le clocher de l'église ;
- 2 cameras seront raccordées en fibre optique jusqu'à l'armoire de rue à positionner à proximité de la camera en liaison radio la plus proche pour bénéficier ensuite de la liaison radio jusqu'à l'église.

Le poste d'exploitation et de visualisation des images mis en place au gymnase permet un accès aux flux vidéo temps réel et aux flux vidéos stockés de la commune, suivants les droits et profils des utilisateurs.

Intérêt régional :
Le projet s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n°CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2** stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage à Méré.

Détail du calcul de la subvention :
Les honoraires d'AMO et maîtrise d'oeuvre (13 500€ HT) ainsi que les dépenses liées aux études d'entretien, essais et mis en service (34 000€ HT) ne sont pas éligibles à la subvention régionale.

Localisation géographique :

- MERE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Honoraires AMO et maîtrise d'oeuvre	13 500,00	3,61%
Caméras et équipements en vidéoprotection	38 000,00	10,17%
Câblage optique et d'alimentation et infrastructure réseau	27 000,00	7,23%
Génie civil (travaux d'installation et raccordement)	190 000,00	50,87%
Réseau de transmission sans fil	53 000,00	14,19%
Aménagement du local technique	18 000,00	4,82%
Etudes d'exécution, essais, mise en service	34 000,00	9,10%
Total	373 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État - DETR (attribuée)	112 050,00	30,00%
Subvention État - FIPD (sollicitée)	40 050,00	10,72%
Subvention Région (sollicitée)	101 850,00	27,27%
Autofinancement commune	119 550,00	32,01%
Total	373 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	0,00 €
2018	97 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Contrats ruraux	166 500,00 €
	Montant total	166 500,00 €

Avenant de transfert de convention

îledeFrance

AVENANT
DE TRANSFERT DE CONVENTION
CP 15-578 du 08 octobre 2015 – Dossier EX007664

Entre

"La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2017-347 du 5 juillet 2017

ci-après dénommée « la Région »"
d'une part,

et

"L'organisme dénommé : APCE – association pour le couple et l'enfant
dont le statut juridique est : Association Loi 1901
dont le n° SIRET et le code APE sont 313385098 00071- 94.99Z
dont le siège social est situé au : 23 rue Céline Robert 94300 VINCENNES
ayant pour représentante Madame Anne DANIERE, Présidente de l'association
ci-après dénommée « le bénéficiaire »
d'autre part,

PREAMBULE :

L'association APCE 92 a sollicité une subvention auprès de la Région Île-de-France en 2015 au titre du dispositif Médiation, Prévention, Protection.

Le dossier EX007664, porté par l'association pour le couple et l'enfant en Hauts-de-Seine (Siret 394568950 / 00023) voté en commission permanente N°578 du 08 octobre 2015, relève désormais de l'APCE – association pour le couple et l'enfant (Siret 313385098 / 00071).

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

La subvention d'un montant maximum de 6 375 € attribuée par délibération N° CP 15-578 du 08 octobre 2015 (dossier EX007664) est transférée de l'association pour le couple et l'enfant en Hauts-de-Seine à l'APCE – association pour le couple et l'enfant, qui accepte de reprendre à son compte les engagements contractuels correspondants figurant dans la convention initiale.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de la date d'approbation du transfert de la subvention par la commission permanente du conseil régional, à savoir le 5 juillet 2017.
Il prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou, à défaut, en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la convention initiale.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, le présent avenant et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 15-578 du 08 octobre 2015.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le

Pour le bénéficiaire,
APCE – association pour le couple et l'enfant

Madame Anne DANIERE,
Présidente
(cachet de la structure)

Le

Pour la Région Île-de-France,
La Présidente du Conseil Régional,

Admission en non-valeur

NON VALEUR 2017

IMPUTATION 935 57 7788 : Aménagement des territoires - Sécurité

TITRES	DÉBITEURS	SOMMES PROPOSÉES
1610/2016	ASS. AIDFM	124,67
TOTAL		**124,67**

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 13/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 13/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-330
DU 5 JUILLET 2017

SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT OCTROYÉE À ÎLE-DE-FRANCE EUROPE POUR L'ANNÉE 2017 (2ÈME TRANCHE)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 129-16 du 8 juillet 2016 relative à la stratégie européenne de la Région Île-de-France ;

VU La délibération n° CP 2017-090 du 8 mars 2017 relative à la Convention triennale d'Objectifs et de Moyens entre la Région Ile-de-France et l'association Ile-de-France Europe ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission des affaires européennes ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-330 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Attribue la subvention de 101 504 € à l'association **Ile-de-France Europe**, correspondant à la seconde tranche de la subvention de fonctionnement pour l'année 2017.

Affecte une autorisation d'engagement de 101 504 € sur le chapitre 930 « services généraux » ; code fonctionnel 042 « Actions européennes » programme HP 042-004 (104004) « Actions européennes » action 10400402 « Actions européennes » nature 657 « Subventions » du budget 2017.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-330	Budget	2017

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**042 - Actions européennes**
Programme	**104004 - Actions européennes**
Action	**10400402 - Actions européennes**

Dispositif : N° 00000589 - OA / Ile-de-France Europe

Dossier	17010307 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT A ILE DE FRANCE EUROPE POUR L'ANNEE 2017 - 2EME TRANCHE			
Bénéficiaire	R9625 - IDFE ILE DE FRANCE EUROPE IDFE			
Localisation	Région de Bruxelles-Capitale			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	101 504,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
253 760,00 €	TTC	40 %	101 504,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000589 - OA / Ile-de-France Europe	101 504,00 €

Total sur l'imputation 930 - 042 - 104004 - 10400402	101 504,00 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE
Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 06/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-229

DU 5 JUILLET 2017

FORFAITS D'EXTERNAT DES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION POUR L'ANNÉE 2016/2017 DEUXIÈME RAPPORT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales,

VU Le code de l'éducation, notamment son article L.442-9,

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier,

VU La délibération n°CR 86-16 du 20 mai 2016 « Mesures d'aides sociales et de sécurisation pour assurer l'égalité de traitement des élèves du privé avec ceux du public »,

VU La délibération CP n°17-005 du 27 janvier 2017 relative aux forfaits d'externat des établissements privés sous contrat d'association pour l'année 2016/2017 – 1er rapport,

VU Le Budget régional pour l'année 2017,

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-229 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'adopter la répartition de la deuxième provision pour l'année 2017 de la contribution régionale aux dépenses de rémunération des personnels techniciens, ouvriers et de service pour leurs activités relatives à l'externat des établissements privés sous contrat d'association conformément au tableau joint en annexe.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de 10 205 235, 24 €, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 223 « Lycées privés » Programme HP223-028 (code action 12202801) « Lycées privés forfait d'externat « personnel » du budget 2017.

Article 2 :

Décide d'adopter la répartition de la deuxième provision pour l'année 2017 de la contribution régionale au fonctionnement matériel des classes sous contrat d'association des établissements d'enseignement privés conformément au tableau joint en annexe.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de 9 904 251, 75 € disponible sur le chapitre 932 «Enseignement» code fonctionnel 223 «Lycées privés», programme HP 223-016 (122016) «Lycée privés forfait d'externat - matériel», action «Lycées privés forfait d'externat - matériel» (12201601) (nature 655 – Contributions obligatoires) du budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION

REPARTITION DU FORFAIT EXTERNAT PAR ETABLISSEMENT

FORFAIT EXTERNAT 2016-2017
DEUXIEME VERSEMENT

CP 2017-229

UAI	EPLE	COMMUNE	TOTAL 2ème VERSEMENT PART PERSONNEL	TOTAL 2ème VERSEMENT PART MATERIEL
0750330B	ECOLE TECHNIQUE SUPERIEURE LABORATOIRE	PARIS 13EME	**49 586,05 €**	**50 774,28 €**
0751883P	INSTITUT SUPERIEUR CLORIVIERE	PARIS 12EME	**43 867,67 €**	**47 650,00 €**
0752937K	ACTIVE BILINGUE ETOILE	PARIS 17EME	**39 588,91 €**	**37 596,63 €**
0753217P	SAINTE THERESE FONDATION D'AUTEUIL	PARIS 16EME	**36 579,76 €**	**25 306,59 €**
0753231E	SINAI	PARIS 18EME	**7 597,87 €**	**7 215,51 €**
0753384W	BETH YACOV	PARIS 20EME	**1 899,46 €**	**1 803,87 €**
0753537M	ESTBA	PARIS 20EME	**46 256,85 €**	**48 099,81 €**
0753598D	SEVIGNE	PARIS 05EME	**28 092,13 €**	**26 678,42 €**
0753647G	ALSACIENNE	PARIS 06EME	**52 885,18 €**	**50 223,78 €**
0753809H	PAUL CLAUDEL	PARIS 07EME	**27 192,38 €**	**25 823,95 €**
0753815P	COURS DES PETITS CHAMPS	PARIS 11EME	**27 392,32 €**	**27 423,75 €**
0753820V	FRANCS BOURGEOIS	PARIS 04EME	**80 277,51 €**	**77 263,02 €**
0753825A	MORVAN	PARIS 9EME	**4 398,76 €**	**4 177,40 €**
0753824Z	MASSILLON	PARIS 04EME	**46 087,09 €**	**43 767,80 €**
0753827C	LOUISE DE MARILLAC	PARIS 05EME	**35 889,94 €**	**34 083,81 €**
0753834K	YABNE	PARIS 13EME	**43 287,87 €**	**41 109,45 €**
0753838P	SAINT SULPICE	PARIS 06EME	**59 283,39 €**	**56 300,01 €**
0753840S	STANISLAS	PARIS 06EME	**180 689,53 €**	**204 627,22 €**
0753842U	NOTRE DAME DE SION	PARIS 06EME	**46 087,09 €**	**43 767,80 €**
0753844W	SAINTE GENEVIEVE	PARIS 06EME	**57 044,04 €**	**56 848,79 €**
0753809H	PAUL CLAUDEL (ex - D'HULST)	PARIS 07EME	**26 092,69 €**	**24 779,60 €**
0753849B	ALMA	PARIS 07EME	**27 192,38 €**	**25 823,95 €**
0753850C	SAINT THOMAS D'AQUIN	PARIS 07EME	**37 689,44 €**	**35 792,75 €**
0753851D	LA ROCHEFOUCAULD	PARIS 07EME	**41 788,29 €**	**39 685,33 €**
0753852E	SAINTE JEANNE ELISABETH	PARIS 07EME	**26 582,53 €**	**25 777,42 €**
0753873C	FENELON / SAINTE MARIE	PARIS 08EME	**109 129,59 €**	**103 882,64 €**
0753874D	ACTIVE BILINGUE JANINE MANUEL	PARIS 15EME	**49 686,08 €**	**47 185,67 €**
0753883N	EDGAR POE	PARIS 10EME	**27 092,41 €**	**25 729,01 €**
0753885R	ROCROY SAINT VINCENT DE PAUL	PARIS 10EME	**66 381,40 €**	**63 040,82 €**
0753887T	BOSSUET-NOTRE DAME	PARIS 10EME	**44 687,48 €**	**42 438,62 €**
0753890W	CHARLES PEGUY	PARIS 11EME	**62 422,55 €**	**61 868,39 €**
0753897D	SAINT MICHEL DE PICPUS	PARIS 12EME	**119 606,63 €**	**113 803,01 €**
0753898E	SAINT PIERRE FOURIER	PARIS 12EME	**47 886,58 €**	**45 476,73 €**
0753902J	NOTRE DAME DE FRANCE	PARIS 13EME	**23 893,30 €**	**22 690,89 €**
0753915Y	BLOMET	PARIS 15EME	**60 292,96 €**	**56 799,46 €**
0753916Z	SAINTE ELISABETH	PARIS 15EME	**25 892,74 €**	**24 589,71 €**
0753919C	PASCAL	PARIS 16EME	**22 093,81 €**	**20 981,96 €**
0753933T	SAINT LOUIS DE GONZAGUE	PARIS 16EME	**65 581,72 €**	**62 423,76 €**
0753935V	ENIO GEORGES LEVEN	PARIS 12EME	**21 693,92 €**	**20 602,19 €**
0753941B	GERSON	PARIS 16EME	**40 988,52 €**	**38 925,81 €**
0753943D	INSTITUT DE LA TOUR	PARIS 16EME	**40 688,60 €**	**38 640,98 €**
0753946G	NOTRE DAME DES OISEAUX	PARIS 16EME	**46 586,95 €**	**44 242,50 €**
0753947H	SAINT JEAN DE PASSY	PARIS 16EME	**72 619,74 €**	**69 104,76 €**
0753948J	ASSOMPTION	PARIS 16EME	**36 889,66 €**	**35 033,22 €**
0753959W	ST MICHEL DES BATIGNOLLES	PARIS 17EME	**46 187,06 €**	**43 862,74 €**
0754015G	JULES RICHARD MICROTECHNIQUE	PARIS 19EME	**29 221,84 €**	**27 854,77 €**
0754016H	L'INITIATIVE	PARIS 19EME	**92 554,23 €**	**90 502,60 €**
0754025T	SAINT NICOLAS	PARIS 06EME	**181 769,53 €**	**163 765,31 €**

FORFAIT EXTERNAT 2016-2017
DEUXIEME VERSEMENT

CP 2017-229

UAI	EPLE	COMMUNE	TOTAL 2ème VERSEMENT PART PERSONNEL	TOTAL 2ème VERSEMENT PART MATERIEL
0754029X	CARCADO SAISSEVAL	PARIS 06EME	**140 080,95 €**	**147 415,26 €**
0754030Y	ALBERT DE MUN	PARIS 07EME	**200 774,04 €**	**199 698,57 €**
0754037F	LA PLAINE MONCEAU	PARIS 08EME	**17 995,05 €**	**19 937,70 €**
0754042L	LE REBOURS	PARIS 13EME	**116 267,58 €**	**122 412,51 €**
0754045P	CATHERINE LABOURE	PARIS 14EME	**59 083,43 €**	**59 696,12 €**
0754081D	SAINTE URSULE-LOUISE DE BETTIGNIES	PARIS 17EME	**38 489,22 €**	**36 552,28 €**
0754086J	CHARLES DE FOUCAULD	PARIS 18EME	**72 759,61 €**	**74 460,45 €**
0754165V	COIFFURE/ESTHETIQUE	PARIS 18EME	**17 845,00 €**	**16 607,99 €**
0754191Y	NOTRE DAME	PARIS 13EME	**109 339,36 €**	**100 176,04 €**
0754239A	SAINT JEAN DE MONTMARTRE	PARIS 18EME	**63 072,30 €**	**59 593,40 €**
0754325U	BETH HANNA	PARIS 19EME	**32 690,84 €**	**31 045,70 €**
0754479L	OZAR HATORAH	PARIS 11EME	**20 094,37 €**	**19 083,14 €**
0754666P	PASSY-SAINT HONORE	PARIS 16EME	**73 899,43 €**	**81 349,63 €**
0754860A	THERESE CHAPPUIS	PARIS 07EME	**7 297,95 €**	**6 930,69 €**
0754965P	LUCIEN DE HIRSCH	PARIS 19EME	**24 193,22 €**	**22 975,72 €**
0755352K	ASSOCIATION N'R HATORAH	PARIS 19EME	**7 597,87 €**	**7 215,51 €**
0755025E	HEIKHAL MENAHEM SINAI	PARIS 20EME	**5 598,43 €**	**5 316,69 €**
0755537L	ALLIANCE RACHI	PARIS 17EME	**7 297,95 €**	**6 930,69 €**
0754007Y	SAINTE LOUISE	PARIS 20EME	**31 691,12 €**	**30 096,29 €**
0771200L	BLANCHE DE CASTILLE	FONTAINEBLEAU	**76 368,61 €**	**75 734,43 €**
0771232W	SAINT ASPAIS JEANNE D'ARC	FONTAINEBLEAU	**38 189,30 €**	**36 267,46 €**
0771237B	SAINT LAURENT LA PAIX NOTRE DAME	LAGNY-SUR-MARNE	**82 576,84 €**	**81 630,35 €**
0771238C	INSTITUTION SAINT ASPAIS	MELUN	**144 269,53 €**	**143 096,14 €**
0771246L	INSTITUTION BOSSUET	MEAUX	**97 972,53 €**	**92 966,23 €**
0772153X	JEAN ROSE	MEAUX	**83 086,81 €**	**84 303,09 €**
0771720B	GASNIER GUY - SAINTE BATHILDE	CHELLES	**28 092,13 €**	**26 678,42 €**
0772151V	LES SINOPLIES	ROISSY-EN-BRIE	**11 036,91 €**	**10 270,71 €**
0772275E	MAURICE RONDEAU	BUSSY-SAINT-GEORGE	**97 632,80 €**	**89 561,79 €**
0772290W	SAINTE CROIX	PROVINS	**25 392,88 €**	**24 115,01 €**
0772324H	SAINTE THERESE	OZOIR-LA-FERRIERE	**53 554,97 €**	**51 489,34 €**
0772602K	SAINTE CELINE	LA FERTE-SOUS-JOUA	**26 592,55 €**	**25 254,30 €**
0772840U	SAINTE MARIE LA ROCHE AUX COQ	NEMOURS	**2 499,30 €**	**2 373,52 €**
0783323N	SAINT THOMAS DE VILLENEUVE	ST GERMAIN EN LAYE	**84 166,45 €**	**85 429,99 €**
0781582W	NOTRE DAME GRANDCHAMP	VERSAILLES	**201 214,02 €**	**202 761,22 €**
0781664K	SAINTE THERESE	RAMBOUILLET	**51 685,52 €**	**50 725,13 €**
0781855T	ST FRANCOIS D' ASSISE	MONTIGNY-LE-BRETON	**68 190,91 €**	**64 767,83 €**
0781856U	ST EREMBERT	SAINT-GERMAIN-EN-LA	**107 190,09 €**	**99 824,94 €**
0781974X	SAINT EXUPERY	MONTIGNY-LE-BRETON	**27 592,27 €**	**27 280,38 €**
0782100J	LES CHATAIGNIERS	VERSAILLES	**47 466,74 €**	**47 317,68 €**
0783053V	SAINTE GENEVIEVE	VERSAILLES	**104 491,25 €**	**100 059,60 €**
0783282U	BLANCHE DE CASTILLE	LE CHESNAY	**92 943,84 €**	**89 219,01 €**
0783283V	L'ERMITAGE	MAISONS-LAFFITTE	**24 293,19 €**	**23 070,66 €**
0783288A	NOTRE DAME	SAINT-GERMAIN-EN-LA	**124 924,99 €**	**115 490,06 €**
0783289B	NOTRE DAME	MANTES-LA-JOLIE	**80 427,47 €**	**77 100,64 €**
0783297K	LE BON SAUVEUR	LE VESINET	**53 684,96 €**	**50 983,31 €**
0783325R	SAINT VINCENT DE PAUL	VERSAILLES	**43 537,79 €**	**40 891,95 €**
0783330W	ROULLEAU	MEULAN	**10 197,14 €**	**9 490,28 €**
0783344L	NOTRE DAME - LES OISEAUX	VERNEUIL-SUR-SEINE	**116 247,44 €**	**114 455,23 €**

FORFAIT EXTERNAT 2016-2017
DEUXIEME VERSEMENT

CP 2017-229

UAI	EPLE	COMMUNE	TOTAL 2ème VERSEMENT PART PERSONNEL	TOTAL 2ème VERSEMENT PART MATERIEL
0783350T	ST JEAN HULST	VERSAILLES	**97 572,67 €**	**92 662,41 €**
0783657B	SAINT AUGUSTIN	ST GERMAIN EN LAYE	**12 796,41 €**	**12 152,44 €**
0910808J	SAINT CHARLES	ATHIS-MONS	**88 055,39 €**	**86 511,28 €**
0910812N	SAINT PIERRE	BRUNOY	**75 878,74 €**	**72 060,21 €**
0910815S	INSTITUTION JEANNE D'ARC	ETAMPES	**32 790,81 €**	**31 140,64 €**
0912117G	NOTRE DAME DE SION	EVRY	**78 608,03 €**	**74 005,65 €**
0910819W	ORSAY	ORSAY	**24 993,00 €**	**23 735,25 €**
0910823A	ILE DE FRANCE	VILLEBON-SUR-YVETT	**25 292,91 €**	**24 020,07 €**
0910824B	SACRE CŒUR	LA VILLE-DU-BOIS	**54 084,85 €**	**52 875,54 €**
0910826D	PRIVE SAINT LOUIS SAINT CLEMENT	VIRY-CHATILLON	**56 984,04 €**	**55 167,40 €**
0910838S	BETH RIVKHA	YERRES	**5 598,43 €**	**5 316,69 €**
0910843X	TECHNOLOGIQUE SAINT PIERRE	BRUNOY	**86 565,66 €**	**93 504,63 €**
0911264E	D'OPTOMETRIE	BURES-SUR-YVETTE	**20 754,29 €**	**22 994,81 €**
0911844K	STEINER	VERRIERES-LE-BUISS	**2 099,41 €**	**1 993,76 €**
0911935J	SENART ENSEIGNEMENT	DRAVEIL	**6 098,29 €**	**5 791,40 €**
0912321D	SAINT MARTIN	PALAISEAU	**64 431,95 €**	**62 812,97 €**
0912161E	SAINT SPIRE	CORBEIL-ESSONNES	**88 335,28 €**	**85 392,80 €**
0912342B	LA SALLE SAINT NICOLAS	IGNY	**2 299,35 €**	**2 183,64 €**
0920875B	SAINTE MARIE	NEUILLY-SUR-SEINE	**45 737,00 €**	**42 846,95 €**
0920889S	SAINTE GENEVIEVE	ASNIERES-SUR-SEINE	**54 284,79 €**	**51 552,96 €**
0920894X	SAINT GABRIEL	BAGNEUX	**37 249,53 €**	**38 441,65 €**
0920897A	NOTRE DAME DE BOULOGNE	BOULOGNE-BILLANCO	**121 626,00 €**	**118 950,74 €**
0920898B	RAMBAM	BOULOGNE-BILLANCO	**25 092,97 €**	**23 830,19 €**
0920904H	SAINTE MARIE	ANTONY	**132 323,05 €**	**125 847,21 €**
0920906K	NOTRE DAME	BOURG-LA-REINE	**52 785,21 €**	**50 128,84 €**
0920907L	SOPHIE BARAT	CHATENAY-MALABRY	**70 500,23 €**	**71 141,31 €**
0920908M	SAINT THOMAS VILLENEUVE	CHAVILLE	**42 588,07 €**	**40 444,86 €**
0920916W	LA SOURCE	MEUDON	**19 594,51 €**	**18 608,43 €**
0920917X	NOTRE DAME	MEUDON	**60 483,06 €**	**57 439,30 €**
0920918Y	JEANNE D'ARC	MONTROUGE	**13 696,16 €**	**13 006,91 €**
0920919Z	NOTRE DAME DE SAINTE CROIX	NEUILLY-SUR-SEINE	**79 297,88 €**	**75 450,62 €**
0920921B	SAINT DOMINIQUE	NEUILLY-SUR-SEINE	**64 481,94 €**	**61 236,94 €**
0920928J	PASSY BUZENVAL	RUEIL-MALMAISON	**116 167,55 €**	**110 050,00 €**
0920937U	SUGER	VAUCRESSON	**24 293,19 €**	**24 096,06 €**
0920963X	SAINT FRANCOIS D'ASSISE	FONTENAY-AUX-ROSE	**33 650,56 €**	**27 142,63 €**
0920981S	SAINT PHILIPPE	MEUDON	**18 045,06 €**	**14 882,13 €**
0920985W	GEORGES GUERIN	NEUILLY-SUR-SEINE	**44 717,46 €**	**38 581,10 €**
0921365J	M. DANIELOU	RUEIL-MALMAISON	**65 191,68 €**	**61 637,67 €**
0921484N	MONTALEMBERT	COURBEVOIE	**126 284,68 €**	**127 699,66 €**
0921663H	JEANNE D'ARC	COLOMBES	**51 185,66 €**	**49 968,44 €**
0922653J	LA SALLE SAINT NICOLAS	ISSY-LES-MOULINEAU	**76 748,64 €**	**70 347,59 €**
0930929E	JEANNE LA LORRAINE	LE RAINCY	**36 889,65 €**	**34 890,75 €**
0930933J	ASSOMPTION	BONDY	**57 014,05 €**	**55 974,45 €**
0930936M	SAINT BENOIST DE L'EUROPE	BAGNOLET	**31 521,15 €**	**31 142,55 €**
0930946Y	SAINT VINCENT DE PAUL	SAINT-DENIS	**26 092,69 €**	**24 283,96 €**
0930960N	ORT	MONTREUIL	**74 269,23 €**	**75 262,74 €**
0930961P	L'ESPERANCE	AULNAY-SOUS-BOIS	**56 484,18 €**	**53 641,66 €**
0930962R	CHARLES PEGUY	BOBIGNY	**22 493,70 €**	**21 361,72 €**

FORFAIT EXTERNAT 2016-2017
DEUXIEME VERSEMENT

CP 2017-229

UAI	EPLE	COMMUNE	TOTAL 2ème VERSEMENT PART PERSONNEL	TOTAL 2ème VERSEMENT PART MATERIEL
0930965U	HENRI MATISSE	MONTREUIL	**29 591,71 €**	**28 102,53 €**
0930974D	BLANCHE DE CASTILLE	VILLEMOMBLE	**62 182,60 €**	**59 086,54 €**
0931026K	PROTECTORAT SAINT JOSEPH	AULNAY-SOUS-BOIS	**33 860,57 €**	**35 630,50 €**
0931369H	FRANCOISE CABRINI	NOISY-LE-GRAND	**133 272,67 €**	**129 578,41 €**
0931464L	MERKAZ HATORAH DES GARCONS	GAGNY	**7 397,92 €**	**7 025,63 €**
0931573E	PRIVE ROBERT SCHUMAN	DUGNY	**37 209,50 €**	**36 566,45 €**
0931797Y	JEAN BAPTISTE DE LA SALLE	SAINT-DENIS	**107 809,87 €**	**102 848,79 €**
0931799A	FENELON	VAUJOURS	**51 085,69 €**	**49 130,09 €**
0931812P	SAINT LOUIS-SAINTE CLOTILDE	LE RAINCY	**48 086,53 €**	**46 794,56 €**
0931813R	GROUPE SCOLAIRE ALLIANCE	LES PAVILLONS-SOUS	**19 694,48 €**	**18 703,37 €**
0932110N	CHNE OR	AUBERVILLIERS	**5 298,51 €**	**5 031,87 €**
0932303Y	MERKAZ HATORAH DES FILLES	LE RAINCY	**8 697,56 €**	**8 259,86 €**
0932619S	SAINT GERMAIN	DRANCY	**9 697,28 €**	**9 209,27 €**
0932654E	SAINTE MARIE	STAINS	**5 398,48 €**	**5 126,81 €**
0932653D	SAINT JOSEPH LA SALLE	PANTIN	**4 598,71 €**	**4 367,28 €**
0940821G	GREGOR MENDEL	VINCENNES	**88 055,31 €**	**93 432,54 €**
0940822H	CLAUDE NICOLAS LEDOUX	VINCENNES	**140 230,83 €**	**138 283,54 €**
0942354Y	ENSEMBLE SAINTE MARIE	CRETEIL	**58 263,72 €**	**61 489,64 €**
0942355Z	ENSEMBLE SAINTE MARIE	JOINVILLE-LE-PONT	**52 925,15 €**	**49 963,55 €**
0940853S	POULLART DES PLACES	THIAIS	**17 954,97 €**	**16 744,76 €**
0940877T	NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE	VINCENNES	**40 088,77 €**	**38 353,32 €**
0940878U	TEILHARD DE CHARDIN	SAINT-MAUR-DES-FOS	**135 322,30 €**	**139 138,32 €**
0940880W	ALBERT DE MUN	NOGENT-SUR-MARNE	**54 384,76 €**	**51 647,90 €**
0940881X	MONTALEMBERT	NOGENT-SUR-MARNE	**35 590,03 €**	**33 798,99 €**
0940882Y	SAINT MICHEL DE PICPUS	SAINT-MANDE	**41 688,32 €**	**39 590,39 €**
0940885B	SAINT ANDRE	CHOISY-LE-ROI	**32 490,90 €**	**30 855,82 €**
0940891H	PETIT VAL	SUCY-EN-BRIE	**37 389,52 €**	**35 507,93 €**
0941407U	C.E.3P	IVRY-SUR-SEINE	**19 074,69 €**	**19 007,20 €**
0940823J	FOYER DES PTT	CACHAN	**48 096,60 €**	**43 985,26 €**
0941711Z	OZAR HATORAH DES FILLES	CRETEIL	**13 896,10 €**	**13 196,79 €**
0941719H	EPIN	VITRY-SUR-SEINE	**26 292,63 €**	**25 610,35 €**
0941877E	NOTRE DAME DES MISSIONS	CHARENTON-LE-PONT	**42 488,10 €**	**40 349,92 €**
0941909P	PALISSY	BOISSY-SAINT-LEGER	**10 497,06 €**	**9 968,80 €**
0941943B	OZAR HATORAH DES GARCONS	CRETEIL	**9 697,28 €**	**9 209,27 €**
0942376X	COURS DU HAMEAU	THIAIS	**2 999,16 €**	**2 848,23 €**
0950753C	NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE	ENGHIEN-LES-BAINS	**52 885,18 €**	**50 223,78 €**
0950759J	NOTRE DAME DE BURY	ANDILLY	**94 453,62 €**	**93 405,92 €**
0950761L	NOTRE DAME DE LA COMPASSION	PONTOISE	**95 083,38 €**	**92 897,94 €**
0950762M	SAINT MARTIN DE FRANCE	PONTOISE	**50 585,83 €**	**48 040,14 €**
0950785M	NOTRE DAME	SANNOIS	**60 283,11 €**	**57 249,42 €**
0950786N	SAINT ROSAIRE	SARCELLES	**57 283,95 €**	**57 477,39 €**
0950800D	FONDATION COGNAC-JAY	ARGENTEUIL	**73 629,37 €**	**68 525,43 €**
0950804H	NOTRE FAMILLE (INDUSTRIES GRAPHIQUES)	OSNY	**16 195,46 €**	**15 072,80 €**
0950805J	ST JEAN FOND D'AUTEUIL NOTRE DAME	SANNOIS	**14 895,87 €**	**13 261,40 €**
0950812S	JEANNE D'ARC	FRANCONVILLE	**47 236,77 €**	**43 962,34 €**
0951048Y	TORAT-EMET	SARCELLES	**10 497,06 €**	**9 968,80 €**
0951221L	VAUBAN	PONTOISE	**27 442,31 €**	**27 172,14 €**
0951940T	OZAR HATORAH	SARCELLES	**7 797,81 €**	**7 405,39 €**

FORFAIT EXTERNAT 2016-2017
DEUXIEME VERSEMENT

CP 2017-229

UAI	EPLE	COMMUNE	TOTAL 2ème VERSEMENT PART PERSONNEL	TOTAL 2ème VERSEMENT PART MATERIEL
0951994B	ROBERT BLUM (O.R.T.)	VILLIERS-LE-BEL	**37 189,61 €**	**37 359,34 €**
0951998F	GARAC	ARGENTEUIL	**93 184,32 €**	**82 768,05 €**
0952158E	PAUL RICOEUR	LOUVRES	**19 494,54 €**	**18 513,49 €**
0952208J	SAINT JOSEPH	ARGENTEUIL	**9 097,45 €**	**8 639,63 €**
0952126V	APPRENDRE AUTREMENT	MONTMAGNY	**3 898,90 €**	**3 702,69 €**
		TOTAL	**10 205 235,24 €**	**9 904 251,75 €**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 06/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/07/2017

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-231
DU 5 JUILLET 2017

PROGRAMME D'AIDE À LA SÉCURISATION DES LYCÉES PRIVÉS SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION
PROGRAMME D'AIDE À LA RÉNOVATION DES LYCÉES PRIVÉS SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

Vu Le code de l'éducation et notamment ses articles L.151-2, L.151-4 et L.442-6 et suivants ;

Vu Le Code général des collectivités territoriales

Vu La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégation d 'attributions du Conseil Régional à la Commission Permanente ;

Vu La délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier **;**

Vu La délibération CR 08-16 du 18 février 2016 « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens »

Vu La délibération CR 86-16 du 20 mai 2016 relative aux mesures d'aides sociales et de sécurisation pour assurer l'égalité de traitement des élèves du privé avec ceux du public

Vu La délibération CR 2017-79 du 19 mai 2017 relative au rapport cadre relatif au programme d'aide à l'investissement des établissements privés sous contrat d'association

Vu L'avis émis par la formation contentieuse et disciplinaire du Conseil interacadémique de l'Education Nationale d'Ile-de-France le 22 juin 2017 ;

Vu Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017, et plus particulièrement les dispositions du chapitre 902 « enseignement ».

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-231 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de soutenir au titre du programme « de sécurisation des lycées privés sous contrat d'association » voté par délibération n° CR 86-16 du 20 mai 2016 les projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 1 955 443 €.

Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion d'une convention avec son bénéficiaire conforme à la convention type adoptée par délibération n° CR 79-17 du 19 mai 2017 et autorise la Présidente du Conseil Régional d'Ile de France à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 1 955 443 €, disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 27 « Sécurité », programme 127001 « Sécurisation des lycées », action 12700104 « Subventions pour la sécurité des lycées privés » du budget régional pour 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 :

Approuve la convention type figurant en annexe 3 à la présente délibération.

Article 3 :

Décide de soutenir au titre du programme « de rénovation des lycées privés sous contrat d'association » voté par délibération n° CR 79-17 du 19 mai 2017 les projets détaillés en annexe 5 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 2 000 000 €.

Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion d'une convention avec son bénéficiaire conforme à la convention type figurant en annexe n°3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil Régional d'Ile de France à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 2 000 000 €, disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 223 « Lycées privés », programme HP223-009 (122009) « Participation à la rénovation des lycées privés », action 12200901 « Participation à la rénovation des lycées privés » du budget régional pour 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 4.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE 1

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Chapitre	**902 - Enseignement**
Code fonctionnel	**27 - Sécurité**
Programme	**127001 - Sécurisation des lycées**
Action	**12700104 - Subventions pour la sécurité des lycées privés**

Dispositif : N° 00000950 - Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association

Dossier	17008674 - 75 PARIS 4 LG MASSILLON SECURISATION			
Bénéficiaire	R3123 - LG PR MASSILLON PARIS 04EME			
Localisation	LCM MASSILLON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 761,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
51 522,00 €	TTC	50 %	25 761,00 €	

Dossier	17008675 - 75 PARIS 4 LES FRANCS BOURGEOIS LA SALLE SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3122 - LGT PR FRANCS BOURGEOIS PARIS 04EME			
Localisation	LYP FRANCS BOURGEOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 025,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
28 050,00 €	TTC	50 %	14 025,00 €	

Dossier	17008676 - 75 PARIS 04 LES FRANCS BOURGEOIS LA SALLE SECURISATION LT			
Bénéficiaire	R3122 - LGT PR FRANCS BOURGEOIS PARIS 04EME			
Localisation	LYP FRANCS BOURGEOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	898,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 796,00 €	TTC	50 %	898,00 €	

Dossier	17008677 - 75 PARIS 6 CARCADO SAISSEVAL SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3134 - LPO PR METIER CARCADO SAISSEVAL PARIS 06EME			
Localisation	LYP CARCADO SAISSEVAL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	44 941,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
89 882,00 €	TTC	50 %	44 941,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17008678 - 75 PARIS 6 SAINT NICOLAS SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3133 - LPO PR METIER SAINT NICOLAS PARIS 06EME			
Localisation	LP SAINT NICOLAS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 366,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 732,00 €	TTC	50 %	8 366,00 €	

Dossier	17008679 - PARIS 6 SAINT NICOLAS SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3133 - LPO PR METIER SAINT NICOLAS PARIS 06EME			
Localisation	LP SAINT NICOLAS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	41 168,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
82 336,00 €	TTC	50 %	41 168,00 €	

Dossier	17008710 - PARIS 6 SAINT SULPICE SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3131 - LG PR SAINT SULPICE PARIS 06EME			
Localisation	LCM SAINT SULPICE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 472,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 944,00 €	TTC	50 %	12 472,00 €	

Dossier	17008712 - 75 PARIS 7 ALBERT DE MUN SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3143 - LPO PR ALBERT DE MUN PARIS 07EME			
Localisation	LYT ALBERT DE MUN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	33 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
66 000,00 €	TTC	50 %	33 000,00 €	

Dossier	17008715 - 75 PARIS 7 LA ROCHEFOUCAULD SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3139 - LG PR LA ROCHEFOUCAULD PARIS 07EME			
Localisation	LCM LA ROCHEFOUCAULD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 109,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 218,00 €	TTC	50 %	1 109,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17008718 - 75 PARIS 7 SAINT THOMAS D'AQUIN SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3141 - LG PR SAINT THOMAS D'AQUIN PARIS 07EME			
Localisation	LCM SAINT THOMAS D'AQUIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 868,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 736,00 €	TTC	50 %	5 868,00 €	

Dossier	17008727 - 75 PARIS 7 STE JEANNE ELISABETH SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3140 - LGT PR SAINTE JEANNE ELISABETH PARIS 07EME			
Localisation	LYP SAINTE JEANNE ELISABETH			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 104,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 208,00 €	TTC	50 %	12 104,00 €	

Dossier	17008728 - 75 PARIS 7 STE JEANNE ELISABETH SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3140 - LGT PR SAINTE JEANNE ELISABETH PARIS 07EME			
Localisation	LYP SAINTE JEANNE ELISABETH			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 092,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 184,00 €	TTC	50 %	2 092,00 €	

Dossier	17008729 - 75 PARIS 10 ROCROY SAINT VINCENT DE PAUL SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3153 - LG PR ROCROY SAINT VINCENT DE PAUL PARIS 10EME			
Localisation	LCM ROCROY SAINT LEON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 646,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 292,00 €	TTC	50 %	6 646,00 €	

Dossier	17008730 - 75 PARIS 12 CLORIVIERE SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3135 - INSTITUT SUPERIEUR CLORIVIERE			
Localisation	LYT RUE MONSIEUR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 311,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 622,00 €	TTC	50 %	1 311,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17008731 - 75 PARIS 13 NOTRE DAME SAINT VINCENT DE PAUL SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3162 - LPO PR NOTRE-DAME SAINT VINCENT DE PAUL PARIS 13EME			
Localisation	LP NOTRE DAME (PARIS 13)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 348,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 696,00 €	TTC	50 %	2 348,00 €	

Dossier	17008732 - 75 PARIS 13 NOTRE DAME SAINT VINCENT DE PAUL SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3162 - LPO PR NOTRE-DAME SAINT VINCENT DE PAUL PARIS 13EME			
Localisation	LP NOTRE DAME (PARIS 13)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 569,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 138,00 €	TTC	50 %	5 569,00 €	

Dossier	17008733 - 75 PARIS 16 SAINT LOUIS DE GONZAGUE SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3177 - LG PR SAINT LOUIS DE GONZAGUE PARIS 16EME			
Localisation	LCM SAINT LOUIS DE GONZAGUE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 509,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 018,00 €	TTC	50 %	7 509,00 €	

Dossier	17008734 - 75 PARIS 17 SAINT URSULE SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3775 - LG PR SAINTE URSULE-LOUISE DE BETTIGNIES			
Localisation	LCM SAINTE URSULE-LOUISE DE BETTIG			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	41 601,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
83 202,00 €	TTC	50 %	41 601,00 €	

Dossier	17008738 - 75 PARIS 18 SAINT JEAN DE MONTMARTRE SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3184 - LP PR SAINT JEAN DE MONTMARTRE PARIS 18EME			
Localisation	LP SAINT JEAN DE MONTMARTRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
307 092,00 €	TTC	32,56 %	100 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17008740 - 75 PARIS 20 SAINTE LOUISE SECURISATION LG			
Bénéficiaire	P0026757 - LP SAINTE LOUISE - OGEC STE LOUISE PARIS 20			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 194,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 388,00 €	TTC	50 %	5 194,00 €	

Dossier	17008757 - 77 FONTAINEBLEAU JEANNE ARC ST ASPAIS SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3002 - LG PR SAINT ASPAIS JEANNE D'ARC FONTAINEBLEAU			
Localisation	LCM SAINT ASPAIS JEANNE D'ARC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	42 072,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
84 144,00 €	TTC	50 %	42 072,00 €	

Dossier	17008758 - 77 PROVINS SAINT CROIX SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3777 - LG PR SAINTE CROIX PROVINS			
Localisation	LYP SAINTE CROIX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 871,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 742,00 €	TTC	50 %	4 871,00 €	

Dossier	17008766 - 78 RAMBOUILLET SAINTE THERESE SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3018 - LGT PR SAINTE THERESE RAMBOUILLET			
Localisation	LCM SAINTE THERESE RAMBOUILLET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	33 994,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
67 988,00 €	TTC	50 %	33 994,00 €	

Dossier	17008767 - 78 RAMBOUILLET SAINTE THERESE SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3018 - LGT PR SAINTE THERESE RAMBOUILLET			
Localisation	LCM SAINTE THERESE RAMBOUILLET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 951,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 902,00 €	TTC	50 %	4 951,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17008768 - 78 SAINT GERMAIN EN LAYE ST EREMBERT SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R18585 - LP PR ST EREMBERT SAINT GERMAIN EN LAYE			
Localisation	LCM SAINT EREMBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 088,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 176,00 €	TTC	50 %	6 088,00 €	

Dossier	17008770 - 78 SAINT GERMAIN EN LAYE SAINT EREMBERT SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R18585 - LP PR ST EREMBERT SAINT GERMAIN EN LAYE			
Localisation	LCM SAINT EREMBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 264,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 528,00 €	TTC	50 %	2 264,00 €	

Dossier	17008771 - 78 VERSAILLES NOTRE DAME GRANDCHAMP SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R18563 - LP PR NOTRE DAME GRANDCHAMP VERSAILLES			
Localisation	LYP NOTRE DAME GRANDCHAMP			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	61 073,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
126 736,00 €	TTC	48,19 %	61 073,00 €	

Dossier	17008772 - 78 VERSAILLES NOTRE DAME GRANDCHAMP SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R18563 - LP PR NOTRE DAME GRANDCHAMP VERSAILLES			
Localisation	LP NOTRE DAME GRANDCHAMP			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	38 927,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
77 854,00 €	TTC	50 %	38 927,00 €	

Dossier	17008773 - 78 VERSAILLES SAINTE GENEVIEVE SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3026 - STS CPGE SAINTE GENEVIEVE VERSAILLES CEDEX			
Localisation	LCM STE GENEVIEVE (VERSAILLES)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 219,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 438,00 €	TTC	50 %	20 219,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17008778 - 91 ATHIS MONS SAINT CHARLES SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3031 - LGT PR SAINT CHARLES ATHIS MONS CEDEX			
Localisation	LYP SAINT CHARLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	77 086,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
154 172,00 €	TTC	50 %	77 086,00 €	

Dossier	17008779 - 91 ATHIS MONS SAINT CHARLES SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3031 - LGT PR SAINT CHARLES ATHIS MONS CEDEX			
Localisation	LYP SAINT CHARLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 627,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
29 254,00 €	TTC	50 %	14 627,00 €	

Dossier	17008780 - 91 ETAMPES INSTITUTION JEANNE D ARC SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3034 - LGT PR INSTITUTION JEANNE D'ARC ETAMPES			
Localisation	LCM INSTITUTION JEANNE D'ARC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 240,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 480,00 €	TTC	50 %	5 240,00 €	

Dossier	17008781 - 91 ORSAY COURS SECONDAIRE SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3037 - LGT PR ORSAY ORSAY			
Localisation	LCM ORSAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 038,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 076,00 €	TTC	50 %	6 038,00 €	

Dossier	17008783 - 92 BOULOGNE NOTRE DAME DE BOULOGNE SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3045 - LGT PR NOTRE DAME DE BOULOGNE BOULOGNE BILLANCOURT			
Localisation	LYP NOTRE DAME DE BOULOGNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 355,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
38 710,00 €	TTC	50 %	19 355,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17008784 - 92 BOULOGNE NOTRE DAME DE BOULOGNE SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3045 - LGT PR NOTRE DAME DE BOULOGNE BOULOGNE BILLANCOURT			
Localisation	LYP NOTRE DAME DE BOULOGNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 879,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 758,00 €	TTC	50 %	2 879,00 €	

Dossier	17008785 - 92 COURBEVOIE MONTALEMBERT SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3051 - LPO PR METIER MONTALEMBERT COURBEVOIE			
Localisation	LYP MONTALEMBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	26 907,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
53 814,00 €	TTC	50 %	26 907,00 €	

Dossier	17008786 - 92 COURBEVOIE MONTALEMBERT SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3051 - LPO PR METIER MONTALEMBERT COURBEVOIE			
Localisation	LYP MONTALEMBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 113,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 226,00 €	TTC	50 %	11 113,00 €	

Dossier	17008787 - 92 FONTENAY AUX ROSES SAINT FRANCOIS D ASSISE SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3053 - LP PR SAINT FRANCOIS D ASSISE FONTENAY			
Localisation	LP SAINT FRANCOIS D'ASSISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 337,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 674,00 €	TTC	50 %	9 337,00 €	

Dossier	17008788 - 93 AULNAY SOUS BOIS L ESPERANCE SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3068 - LG PR L'ESPERANCE AULNAY SOUS BOIS CEDEX			
Localisation	LCM L'ESPERANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 444,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
34 888,00 €	TTC	50 %	17 444,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17008789 - 93 DUGNY ROBERT SCHUMAN SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3072 - LP PR PRIVE ROBERT SCHUMAN DUGNY			
Localisation	LP PRIVE ROBERT SCHUMAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 600,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
57 200,00 €	TTC	50 %	28 600,00 €	

Dossier	17008790 - 93 LE RAINCY JEANNE LA LORRAINE SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3073 - LP PR JEANNE LA LORRAINE LE RAINCY			
Localisation	LP JEANNE LA LORRAINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 793,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 586,00 €	TTC	50 %	3 793,00 €	

Dossier	17008791 - 93 NOISY LE GRAND FRANCOISE CABRINI SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3077 - LP PR METIER FRANCOISE CABRINI NOISY LE GRAND			
Localisation	LP FRANCOISE CABRINI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 776,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 552,00 €	TTC	50 %	7 776,00 €	

Dossier	17008792 - 93 NOISY LE GRAND FRANCOISE CABRINI SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3077 - LP PR METIER FRANCOISE CABRINI NOISY LE GRAND			
Localisation	LP FRANCOISE CABRINI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 570,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 140,00 €	TTC	50 %	7 570,00 €	

Dossier	17008793 - 94 NOGENT SUR MARNE ALBERT DE MUN SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3095 - LG PR ALBERT DE MUN NOGENT SUR MARNE			
Localisation	LCM ALBERT DE MUN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 927,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
21 854,00 €	TTC	50 %	10 927,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17008800 - 95 ENGHIEN LES BAINS NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3112 - LGT PR NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE ENGHIEN LES BAINS			
Localisation	LYP NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 261,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
34 522,00 €	TTC	50 %	17 261,00 €	

Dossier	17008801 - 95 CERGY PONTOISE SAINT MARTIN DE FRANCE SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3116 - LGT PR SAINT MARTIN DE FRANCE PONTOISE			
Localisation	LCM SAINT MARTIN DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	21 281,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
42 562,00 €	TTC	50 %	21 281,00 €	

Dossier	17008802 - 95 SANNOIS INSTITUTION NOTRE DAME SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3117 - LGT PR NOTRE DAME SANNOIS			
Localisation	LCM NOTRE DAME (SANNOIS)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 880,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
31 760,00 €	TTC	50 %	15 880,00 €	

Dossier	17008806 - 75 PARIS 16 PASSY SAINT HONORE SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3242 - LGT PR PASSY-SAINT HONORE			
Localisation	LYT PASSY-SAINT HONORE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 210,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 420,00 €	TTC	50 %	35 210,00 €	

Dossier	17008807 - 78 MANTES NOTRE DAME SECURISATION			
Bénéficiaire	R3016 - LGT PR NOTRE DAME MANTES LA JOLIE			
Localisation	LP NOTRE DAME (MANTES LA J)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 324,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 648,00 €	TTC	50 %	4 324,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17008810 - 92 BAGNEUX SAINT GABRIEL SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3044 - LGT PR SAINT GABRIEL BAGNEUX			
Localisation	LYP SAINT GABRIEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 065,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 130,00 €	TTC	50 %	15 065,00 €	

Dossier	17008811 - 92 BAGNEUX ST GABRIEL SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3044 - LGT PR SAINT GABRIEL BAGNEUX			
Localisation	LYP SAINT GABRIEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 987,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 974,00 €	TTC	50 %	12 987,00 €	

Dossier	17008894 - 92 MEUDON INSTITUT NOTRE DAME SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3056 - LGT PR NOTRE DAME MEUDON			
Localisation	LCM NOTRE DAME (MEUDON)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 770,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 540,00 €	TTC	50 %	7 770,00 €	

Dossier	17008897 - 92 RUEIL MALMAISON LA SALLE PASSY BUZENVAL SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3064 - LGT PR PASSY BUZENVAL RUEIL MALMAISON			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	16 308,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
32 616,00 €	TTC	50 %	16 308,00 €	

Dossier	17008899 - 92 RUEIL MALMAISON LA SALLE PASSY BUZENVAL SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3064 - LGT PR PASSY BUZENVAL RUEIL MALMAISON			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 446,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 892,00 €	TTC	50 %	3 446,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17008901 - 93 BAGNOLET ST BENOIST DE L EUROPE SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3069 - LPO PR SAINT BENOIST DE L'EUROPE BAGNOLET			
Localisation	LP SAINT BENOIST DE L'EUROPE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 672,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 344,00 €	TTC	50 %	1 672,00 €	

Dossier	17008902 - 93 BAGNOLET SAINT BENOIST DE L EUROPE SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3069 - LPO PR SAINT BENOIST DE L'EUROPE BAGNOLET			
Localisation	LP SAINT BENOIST DE L'EUROPE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 224,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 448,00 €	TTC	50 %	1 224,00 €	

Dossier	17008903 - 93 DRANCY SAINT GERMAIN SECURISATION LG			
Bénéficiaire	P0033801 - LG SAINT GERMAIN DRANCY 93			
Localisation	DRANCY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 611,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 222,00 €	TTC	50 %	1 611,00 €	

Dossier	17008904 - 93 SAINT DENIS JB LA SALLE LG			
Bénéficiaire	R3079 - LPO PR METIER JEAN BAPTISTE DE LA SALLE SAINT DENIS			
Localisation	LYT JEAN BAPTISTE DE LA SALLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	32 938,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
65 876,00 €	TTC	50 %	32 938,00 €	

Dossier	17008905 - 93 SAINT DENIS SAINT JEAN BAPTISTE LA SALLE SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3079 - LPO PR METIER JEAN BAPTISTE DE LA SALLE SAINT DENIS			
Localisation	LYT JEAN BAPTISTE DE LA SALLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 457,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
44 914,00 €	TTC	50 %	22 457,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17008906 - 94 CHARENTON NOTRE DAME DES MISSIONS SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R18573 - LG PR NOTRE DAME DES MISSIONS CHARENTON LE PONT			
Localisation	LYP NOTRE DAME DES MISSIONS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 275,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 550,00 €	TTC	50 %	15 275,00 €	

Dossier	17008924 - 75 PARIS 19 JULES RICHARD MICROTECHNIQUE SECURISATION			
Bénéficiaire	R3187 - LPO PR JULES RICHARD MICROTECHNIQUE PARIS 19EME			
Localisation	LYT JULES RICHARD MICROTECHNIQ			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 010,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 020,00 €	HT	50 %	3 010,00 €	

Dossier	17008931 - 75 PARIS 16 PASCAL SECURISATION			
Bénéficiaire	R3174 - LG PR PASCAL PARIS 16EME			
Localisation	LCM PASCAL (PARIS 16)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 656,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 312,00 €	TTC	50 %	3 656,00 €	

Dossier	17008933 - 92 MEUDON LA SOURCE SECURISATION			
Bénéficiaire	R3055 - LGT PR LA SOURCE MEUDON			
Localisation	LCM LA SOURCE (MEUDON)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 803,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 606,00 €	TTC	50 %	2 803,00 €	

Dossier	17008936 - 92 RUEIL MALMAISON DANIELOU SECURISATION			
Bénéficiaire	R3063 - LGT PR M DANIELOU RUEIL MALMAISON			
Localisation	LCM M. DANIELOU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 513,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
35 026,00 €	TTC	50 %	17 513,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17008937 - 94 VINCENNES EBTP SECURISATION			
Bénéficiaire	R3106 - LGT PR METIER BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS VINCENNES			
Localisation	LP BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 586,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
35 172,00 €	TTC	50 %	17 586,00 €	

Dossier	17008938 - 91 BURES SUR YVETTE OPTOMETRIE SECURISATION			
Bénéficiaire	R3033 - LPO PR D'OPTOMETRIE BURES SUR YVETTE			
Localisation	LYT D'OPTOMETRIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 432,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
48 864,00 €	TTC	50 %	24 432,00 €	

Dossier	17008939 - 94 IVRY CE3P SECURISATION			
Bénéficiaire	R3092 - LP PR CE3P IVRY SUR SEINE			
Localisation	LP C.E.3P (IVRY/SEINE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	21 077,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
42 154,00 €	TTC	50 %	21 077,00 €	

Dossier	17008942 - 95 ARGENTEUIL GARAC SECURISATION			
Bénéficiaire	R3776 - LPO PR METIER GARAC ARGENTEUIL			
Localisation	LYP GARAC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	93 185,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
186 369,00 €	TTC	50 %	93 185,00 €	

Dossier	17008944 - 75 PARIS 16 NOTRE DAME DES OISEAUX SECURISATION			
Bénéficiaire	R3173 - LG PR NOTRE DAME DES OISEAUX PARIS 16EME			
Localisation	LCM NOTRE DAME DES OISEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 895,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
29 790,00 €	TTC	50 %	14 895,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17008957 - 77 MELUN SAINT ASPAIS SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3010 - LPO PR INSTITUTION SAINT ASPAIS MELUN			
Localisation	LYT INSTITUTION SAINT ASPAIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	37 538,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
75 076,00 €	TTC	50 %	37 538,00 €	

Dossier	17008960 - 77 MELUN SAINT ASPAIS SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3010 - LPO PR INSTITUTION SAINT ASPAIS MELUN			
Localisation	LYT INSTITUTION SAINT ASPAIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	16 623,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
33 246,00 €	TTC	50 %	16 623,00 €	

Dossier	17008961 - 91 BRUNOY SAINT PIERRE SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3032 - LG PR SAINT PIERRE BRUNOY CEDEX			
Localisation	LYP SAINT PIERRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 573,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
21 146,00 €	TTC	50 %	10 573,00 €	

Dossier	17008963 - 91 BRUNOY SAINT PIERRE SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3096 - LPO PR METIER TECHNOLOGIQUE SAINT PIERRE BRUNOY			
Localisation	LP TECHNOLOGIQUE SAINT PIERRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 194,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 388,00 €	TTC	50 %	15 194,00 €	

Dossier	17008965 - 91 PALAISEAU ST MARTIN SECURISATION			
Bénéficiaire	R16604 - LPO PR SAINT MARTIN OGEC			
Localisation	PALAISEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	48 549,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
97 098,00 €	TTC	50 %	48 549,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17008967 - 92 COLOMBES JEANNE D ARC SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3050 - LGT PR JEANNE D'ARC COLOMBES			
Localisation	LYP JEANNE D'ARC (COLOMBES)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 614,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
101 228,00 €	TTC	50 %	50 614,00 €	

Dossier	17008968 - 92 COLOMBES JEANNE D ARC SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3050 - LGT PR JEANNE D'ARC COLOMBES			
Localisation	LYP JEANNE D'ARC (COLOMBES)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 390,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 780,00 €	TTC	50 %	5 390,00 €	

Dossier	17008969 - 92 MEUDON ST PHILIPPE SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3057 - LP PR SAINT PHILIPPE MEUDON			
Localisation	LP SAINT PHILIPPE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	97 280,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
194 560,00 €	TTC	50 %	97 280,00 €	

Dossier	17008978 - 93 VAUJOURS FENELON SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3084 - LG PR FENELON VAUJOURS 93			
Localisation	LCM FENELON (VAUJOURS)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 296,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 592,00 €	TTC	50 %	8 296,00 €	

Dossier	17008979 - 93 VAUJOURS FENELON SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3084 - LG PR FENELON VAUJOURS 93			
Localisation	LCM FENELON (VAUJOURS)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	32 804,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
65 608,00 €	TTC	50 %	32 804,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17008982 - 93 LE RAINCY ST LOUIS STE CLOTILDE SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3074 - LG PR SAINT LOUIS-SAINTE CLOTILDE LE RAINCY			
Localisation	LCM SAINT LOUIS-STE CLOTILDE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 345,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 690,00 €	TTC	50 %	6 345,00 €	

Dossier	17008983 - 93 VILLEMOMBLE BLANCHE DE CASTILLE SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3085 - LG PR BLANCHE DE CASTILLE VILLEMOMBLE OGEC SERVITES DE MARIE			
Localisation	LCM BLANCHE DE CASTILLE VILLEM			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 056,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
56 112,00 €	TTC	50 %	28 056,00 €	

Dossier	17008984 - 94 JOINVILLE STE MARIE SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R18571 - LP ENSEMBLE SAINTE MARIE			
Localisation	LP R SCHUMAN ex VAL DE BEAUTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	31 941,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
63 882,00 €	TTC	50 %	31 941,00 €	

Dossier	17008985 - 94 JOINVILLE STE MARIE SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R18571 - LP ENSEMBLE SAINTE MARIE			
Localisation	LP R SCHUMAN ex VAL DE BEAUTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	34 468,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
68 936,00 €	TTC	50 %	34 468,00 €	

Dossier	17008986 - 95 FRANCONVILLE JEANNE D ARC SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3113 - LP PR JEANNE-D'ARC FRANCONVILLE			
Localisation	LP JEANNE D'ARC (FRANCONVILLE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 922,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 844,00 €	TTC	50 %	5 922,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17008987 - 95 OSNY NOTRE FAMILLE SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R20911 - LP PR NOTRE FAMILLE INDUSTRIES GRAPHIQUES OSNY			
Localisation	LP NOTRE FAMILLE (IG)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 074,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 148,00 €	TTC	50 %	5 074,00 €	

Dossier	17008988 - 95 SANNOIS ST JEAN SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3118 - LP PR SAINT-JEAN-FONDATION-D'AUTEUIL SANNOIS			
Localisation	LP SAINT JEAN FONDATION			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	31 719,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
63 438,00 €	TTC	50 %	31 719,00 €	

Dossier	17008989 - 75 PARIS 13 ETSL SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3161 - LT PR ECOLE TECHNIQUE SUPERIEURE LABORATOIRE PARIS 13EME			
Localisation	LYT ECOLE TECHNIQUE SUP. LABO			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 255,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 510,00 €	TTC	50 %	12 255,00 €	

Dossier	17008990 - 94 CACHAN FOYER PTT SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3089 - LP PR FOYER-DE-CACHAN CACHAN			
Localisation	LYP FOYER DES PTT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	49 137,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
98 275,00 €	TTC	50 %	49 137,00 €	

Dossier	17009006 - 93 AULNAY PROTECTORAT ST JOSEPH SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3067 - LPO PR PROTECTORAT SAINT JOSEPH AULNAY SOUS BOIS			
Localisation	LYT PROTECTORAT SAINT JOSEPH			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	16 989,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
33 978,00 €	TTC	50 %	16 989,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17009017 - 78 TREMBLAY SUR MAULDRES CHEP SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3763 - CHEP CENT HORTICOLE PRIVE ENSEIGNEMENT PROMOT LYCEE PRIVE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	43 493,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
86 986,00 €	TTC	50 %	43 493,00 €	

Dossier	17009018 - 93 MONTREUIL ORT SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	P0024190 - LGT PR ORT MONTREUIL			
Localisation	LYT O.R.T			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
212 430,00 €	TTC	47,07 %	100 000,00 €	

Dossier	17009689 - 91 IGNY ST NICOLAS SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3207 - LYC ENS GEN TECHNO HORT PRIV ST NICOLAS IGNY 91			
Localisation	LYA TECHNOLOGIQUE AGRICOLE ST NICOLAS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 206,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 412,00 €	TTC	50 %	1 206,00 €	

Dossier	17009691 - 91 LA VILLE DU BOIS JP II SECURISATION LG			
Bénéficiaire	R3036 - LGT PR SACRE COEUR LA VILLE DU BOIS			
Localisation	LYP SACRE COEUR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 537,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 928,00 €	TTC	12,06 %	5 537,00 €	

Dossier	17009695 - 91 LA VILLE DU BOIS JP II SECURISATION LTP			
Bénéficiaire	R3036 - LGT PR SACRE COEUR LA VILLE DU BOIS			
Localisation	LYP SACRE COEUR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 441,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 882,00 €	TTC	50 %	2 441,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000950 - Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	1 955 443,00 €

Total sur l'imputation 902 - 27 - 127001 - 12700104	1 955 443,00 €

ANNEXE 2

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008674

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 4 LG MASSILLON SECURISATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	51 522,00 €	50,00 %	25 761,00 €
	Montant Total de la subvention		25 761,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR MASSILLON PARIS 04EME
Adresse administrative : 2 BIS QUAI DES CELESTINS
75004 PARIS 04EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 30812697800011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non
Description :
Création d'un SAS de sécurité et de 3 couloirs d'accès sécurisés à double vantail avec contrôle d'accès

Public(s) cible(s) :
462 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 352 416 €
Fonds publics (B) : 491 017 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 861 399 €
SEUIL MAXI 10% 86 139 €
MONTANT DES TRAVAUX : 51 522 €
SEUIL MAXI 50% : 25 761 €

Localisation géographique :
- LCM MASSILLON

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	51 522,00	100,00%
Total	51 522,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	25 761,00	50,00%
OGEC	25 761,00	50,00%
Total	51 522,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 761,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	73 980,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	115 240,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	141 470,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	136 082,10 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	143 293,20 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 305,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	391,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	4 358,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	134 816,22 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	141 960,24 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	102 124,87 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	107 536,55 €
	Montant total	923 860,18 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008675

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 4 LES FRANCS BOURGEOIS LA SALLE SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	28 050,00 €	50,00 %	14 025,00 €
	Montant Total de la subvention		14 025,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR FRANCS BOURGEOIS PARIS 04EME
Adresse administrative : 21 RUE SAINT ANTOINE 75004 PARIS 04EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 32365825200032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Fournitures de sirènes et micros PPMS
Fournitures des switch et câblage réseau, sirènes, micros PPMS et caméras de vidéo surveillance

Public(s) cible(s) :
765 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 166 138 €
Fonds publics (B) : 872 817 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 293 321 €
SEUIL MAXI 10% 129 321 €
MONTANT DES TRAVAUX 28 050 €
SEUIL MAXI 50% 14 025 €

Localisation géographique :

- LYP FRANCS BOURGEOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	28 050,00	100,00%
Total	28 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	14 025,00	50,00%
OGEC	14 025,00	50,00%
Total	28 050,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 025,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	203 814,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	274 287,30 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	240 675,44 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	248 930,28 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 015,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 502,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	10 692,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	246 321,39 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	255 595,08 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	180 280,39 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	187 314,21 €
	Montant total	1 510 198,89 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008676

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 04 LES FRANCS BOURGEOIS LA SALLE SECURISATION LT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	1 796,00 €	50,00 %	898,00 €
	Montant Total de la subvention		898,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR FRANCS BOURGEOIS PARIS 04EME
Adresse administrative : 21 RUE SAINT ANTOINE 75004 PARIS 04EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

N° SIRET : 32365825200032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Fournitures de sirènes et micros PPMS
Fournitures des switch et câblage réseau sirènes, micros PPMS et caméras de vidéo surveillance

Public(s) cible(s) :
49 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 1796 €
SEUIL MAXI 50% :898 €

Localisation géographique :
- LYP FRANCS BOURGEOIS
-

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	1 796,00	100,00%
Total	1 796,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	898,00	50,00%
OGEC	898,00	50,00%
Total	1 796,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	898,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	203 814,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	274 287,30 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	240 675,44 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	248 930,28 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 015,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 502,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	10 692,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	246 321,39 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	255 595,08 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	180 280,39 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	187 314,21 €
	Montant total	1 510 198,89 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008677

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 6 CARCADO SAISSEVAL SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	89 882,00 €	50,00 %	44 941,00 €
	Montant Total de la subvention		44 941,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR METIER CARCADO SAISSEVAL PARIS 06EME
Adresse administrative : 121 BD RASPAIL 75006 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Monsieur Cyrille NIOL, Chef d'établissement
N° SIRET : 78428100800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Travaux de sécurisation (pose de portes et vitrage blindés), de renforcement de la vidéosurveillance, de l'alarme de mise en sécurité-confinement et du contrôle d'accès.

Public(s) cible(s) :
1166 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX 89 882€
SEUIL MAXI 50% 44 941€

Localisation géographique :
- LYP CARCADO SAISSEVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	89 882,00	100,00%
Total	89 882,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	44 941,00	50,00%
OGEC	44 941,00	50,00%
Total	89 882,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	44 941,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	280 177,00 €
2014	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	54 200,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	430 357,08 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	480 372,90 €
2015	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	42 000,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	508 190,69 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	486 563,72 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 427,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 362,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	38 611,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 231,00 €
2016	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	82 000,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	497 055,34 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	477 966,93 €
2017	Développement des parcours européens des lycées professionnels	2 556,00 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	343 968,94 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	326 855,57 €
	Montant total	3 443 384,18 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008678

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 6 SAINT NICOLAS SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	16 732,00 €	50,00 %	8 366,00 €
	Montant Total de la subvention		8 366,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR METIER SAINT NICOLAS PARIS 06EME
Adresse administrative : 92 RUE DE VAUGIRARD 75006 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 33482280600017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Sécurisation des entrées : électricité (gâches, vidéo, poussoirs d'urgence), pose de châssis et vitrages pare-balles et travaux de serrureries

Public(s) cible(s) : 242 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 839 973 €
Fonds publics (B) : 263 601 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 576 372 €
SEUIL MAXI 10% : 57 637 €
MONTANT DES TRAVAUX : 16 732 €
SEUIL MAXI 50% : 8 366 €

Localisation géographique :
- LP SAINT NICOLAS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	16 732,00	100,00%
Total	16 732,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	8 366,00	50,00%
ogec	8 366,00	50,00%
Total	16 732,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 366,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	280 181,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	487 706,40 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	650 268,50 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	582 305,98 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	641 653,62 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	17 886,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	270,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	6 303,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	24 885,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	33 929,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	560 454,66 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	625 293,17 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	382 119,08 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	424 128,91 €
	Montant total	3 915 768,19 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008679

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PARIS 6 SAINT NICOLAS SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	82 336,00 €	50,00 %	41 168,00 €
	Montant Total de la subvention		41 168,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR METIER SAINT NICOLAS PARIS 06EME
Adresse administrative : 92 RUE DE VAUGIRARD 75006 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 33482280600017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Sécurisation des entrées : électricité (gâches, vidéo, poussoirs d'urgence), pose de châssis et vitrages pare-balles et travaux de serrureries

Public(s) cible(s) :
1049 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX 82 336€
SEUIL MAXI 50% 41 168€

Localisation géographique :
- LP SAINT NICOLAS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	82 336,00	100,00%
Total	82 336,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	41 168,00	50,00%
OGEC	41 168,00	50,00%
Total	82 336,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	41 168,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	280 181,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	487 706,40 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	650 268,50 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	582 305,98 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	641 653,62 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	17 886,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	270,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	6 303,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	24 885,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	33 929,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	560 454,66 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	625 293,17 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	382 119,08 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	424 128,91 €
	Montant total	3 915 768,19 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008710

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PARIS 6 SAINT SULPICE SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	24 944,00 €	50,00 %	12 472,00 €
	Montant Total de la subvention		12 472,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR SAINT SULPICE PARIS 06EME
Adresse administrative : 68 RUE D'ASSAS
75006 PARIS 06EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78428633800024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Installation d'un sas en clôture barreaudé avec portillon et pose de nouvelles portes d'entrée

Public(s) cible(s) :
548 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 880 566 €
Fonds publics (B) : 678 626 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 201 941 €
SEUIL MAXI 10% : 120 194 €
MONTANT DES TRAVAUX : 24 944 €
SEUIL MAXI 50% : 12 472 €

Localisation géographique :
- LCM SAINT SULPICE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	24 944,00	100,00%
Total	24 944,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	12 472,00	50,00%
OGEC	12 472,00	50,00%
Total	24 944,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 472,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	150 884,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	185 227,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	178 172,61 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	187 614,12 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 930,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 957,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	5 500,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	196 527,87 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	206 942,04 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	131 366,70 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	138 327,93 €
	Montant total	1 150 171,57 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008712

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 7 ALBERT DE MUN SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	66 000,00 €	50,00 %	33 000,00 €
	Montant Total de la subvention		33 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR ALBERT DE MUN PARIS 07EME
Adresse administrative : 2 RUE D OLIVET
75007 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78430857900027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description : Création de contrôle d'accès et visiophonie, création d'un sas et modification et changement des portes d'entrée et de sortie du bâtiment rue Jeanne d'Arc

Public(s) cible(s) :
1367 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 66 000 €
SEUIL MAXI 50% : 33 000 €

Localisation géographique :
- LYT ALBERT DE MUN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	66 000,00	100,00%
Total	66 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	33 000,00	50,00%
OGEC	33 000,00	50,00%
Total	66 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	33 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	327 668,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	555 113,76 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	648 886,70 €
2015	Aide à l'écriture de scénario (structures)	2 500,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	655 510,64 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	657 249,25 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 821,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	6 454,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	38 367,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	26 986,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	663 547,84 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	666 714,15 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	465 963,33 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	468 472,77 €
	Montant total	4 356 454,11 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008715

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 7 LA ROCHEFOUCAULD SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	2 218,00 €	50,00 %	1 109,00 €
	Montant Total de la subvention		1 109,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR LA ROCHEFOUCAULD PARIS 07EME
Adresse administrative : 90 BIS RUE SAINT DOMINIQUE 75007 PARIS 07EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78430847000029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Travaux de sécurisation et de renforcement des dispositifs d'alarme anti intrusion par installation de caméras de vidéosurveillance

Public(s) cible(s) :
420 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 572 258 €
Fonds publics (B) : 465 927 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 106 331 €
SEUIL MAXI 10% : 110 633 €
MONTANT DES TRAVAUX : 2 218 €
SEUIL MAXI 50% : 1 109 €

Localisation géographique :

- LCM LA ROCHEFOUCAULD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	2 218,00	100,00%
Total	2 218,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	1 109,00	50,00%
OGEC	1 109,00	50,00%
Total	2 218,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 109,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	93 046,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	111 756,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	137 193,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	131 967,99 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	138 961,08 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 090,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	8 155,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	132 917,40 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	139 960,80 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	92 599,13 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	97 506,03 €
	Montant total	911 888,13 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008718

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 7 SAINT THOMAS D'AQUIN SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	11 736,00 €	50,00 %	5 868,00 €
	Montant Total de la subvention		5 868,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR SAINT THOMAS D'AQUIN PARIS 07EME
Adresse administrative : 44 RUE DE GRENELLE 75007 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78430832200022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 23 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 27 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Hall d'entrée : remplacement des portes d'entrées vitrées sur rue : installation d'un ensemble structure acier avec verres anti-intrusion et ouverture électrique

Public(s) cible(s) :
357 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget
Total charges (A) : 1 579 666 €
Fonds publics (B) : 423 743 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 155 923 €
Seuil maxi 10% : 115 592 €
Montant des travaux : 11 736 €
Seuil maxi 50% : 5 868 €

Localisation géographique :

- LCM SAINT THOMAS D'AQUIN

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux de securisation	11 736,00	100,00%
Total	11 736,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	5 868,00	50,00%
OGEC	5 868,00	50,00%
Total	11 736,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 868,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	127 304,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	101 304,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	124 362,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	119 625,66 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	125 964,72 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 890,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	510,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	2 738,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	120 891,54 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	127 297,68 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	83 516,44 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	87 942,04 €
	Montant total	865 379,88 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008727

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 7 STE JEANNE ELISABETH SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	24 208,00 €	50,00 %	12 104,00 €
	Montant Total de la subvention		12 104,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINTE JEANNE ELISABETH PARIS 07EME
Adresse administrative : 8 RUE M. DE LA SIZERAINE 75007 PARIS 07EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 33482277200037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Sécurisation des portes d'accès, renforcement vidéosurveillance, installation d'un visiophone interphone, alarme PPMS

Public(s) cible(s) : 243 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 839 768 €
Fonds publics (B) : 271 258 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 568 510 €
SEUIL MAXI 10% : 56 851 €
MONTANT DES TRAVAUX : 24 208 €
SEUIL MAXI 50% : 12 104€

Localisation géographique :
- LYP SAINTE JEANNE ELISABETH

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	24 208,00	100,00%
Total	24 208,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	12 104,00	50,00%
OGEC	12 104,00	50,00%
Total	24 208,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 104,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	34 182,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 280,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	76 420,20 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	91 297,50 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	90 241,42 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	92 474,10 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 280,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	746,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	13 779,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 620,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	87 598,86 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	89 974,72 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	60 147,32 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	62 025,92 €
	Montant total	586 664,65 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008728

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 7 STE JEANNE ELISABETH SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	4 184,00 €	50,00 %	2 092,00 €
	Montant Total de la subvention		2 092,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINTE JEANNE ELISABETH PARIS 07EME
Adresse administrative : 8 RUE M. DE LA SIZERAINE 75007 PARIS 07EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 33482277200037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Sécurisation des portes d'accès, renforcement vidéosurveillance, installation d'un visiophone interphone, alarme PPMS

Public(s) cible(s) :
42 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 4 184 €
SEUIL MAXI 10% : 2 092 €

Localisation géographique :
- LYP SAINTE JEANNE ELISABETH

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	4 184,00	100,00%
Total	4 184,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	2 092,00	50,00%
OGEC	2 092,00	50,00%
Total	4 184,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 092,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	34 182,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 280,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	76 420,20 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	91 297,50 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	90 241,42 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	92 474,10 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 280,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	746,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	13 779,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 620,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	87 598,86 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	89 974,72 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	60 147,32 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	62 025,92 €
	Montant total	586 664,65 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008729

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 10 ROCROY SAINT VINCENT DE PAUL SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	13 292,00 €	50,00 %	6 646,00 €
	Montant Total de la subvention		6 646,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR ROCROY SAINT VINCENT DE PAUL
PARIS 10EME
Adresse administrative : 106 RUE DU FBG POISSONNIERE
75010 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : CODE NAF ETAIT 8559B
N° SIRET : 59200229900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Renforcement de la serrure de la porte d'entrée du lycée, création d'un sas, mise en place d'une vidéo protection, installation sonneries pour confinement rue du Faubourg Poissonnière et rue Pétrelle

Public(s) cible(s) :
663 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 303 221 €
Fonds publics (B) : 1 742 854 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 560 367 €
SEUIL MAXI 10% :156 036 €
MONTANT DES TRAVAUX : 13 292 €
SEUIL MAXI 50% : 6 646 €

Localisation géographique :

- LCM ROCROY SAINT LEON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	13 292,00	100,00%
Total	13 292,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	6 646,00	50,00%
OGEC	6 646,00	50,00%
Total	13 292,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 646,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	176 612,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	216 811,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	208 553,73 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	219 605,16 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 325,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 967,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	206 971,38 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	217 938,96 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	147 095,26 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	154 889,96 €
	Montant total	1 279 373,35 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008730

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 12 CLORIVIERE SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	2 622,00 €	50,00 %	1 311,00 €
	Montant Total de la subvention		1 311,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT SUPERIEUR CLORIVIERE
Adresse administrative : 119 BOULEVARD DIDEROT
75012 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur François de TRUCHIS, Président
Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 41968472500023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Installation et renforcement des dispositifs de vidéo protection

Public(s) cible(s) :
327 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 2 622 €
SEUIL MAXI 50% : 1 311 €

Localisation géographique :
- LYT RUE MONSIEUR

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	2 622,00	100,00%
Total	2 622,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	1 311,00	50,00%
OGEC	1 311,00	50,00%
Total	2 622,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 311,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	140 115,76 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	150 418,80 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	165 456,84 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	152 357,33 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 480,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 834,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	159 225,78 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	146 492,19 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	111 183,34 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	102 357,90 €
	Montant total	929 547,74 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008731

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 13 NOTRE DAME SAINT VINCENT DE PAUL SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	4 696,00 €	50,00 %	2 348,00 €
	Montant Total de la subvention		2 348,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR NOTRE-DAME SAINT VINCENT DE PAUL PARIS 13EME
Adresse administrative : 49 RUE BOBILLOT 75013 PARIS 13EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Mme Brigitte CHIBANI-MANDEVILLE, Proviseure
N° SIRET : 78454446200038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Installation d'une alarme PPMS

Public(s) cible(s) :
237 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 585 965 €
Fonds publics (B) : 255 964 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 330 001 €
SEUIL MAXI 10% : 33 000 €
MONTANT DES TRAVAUX : 4 696 €
SEUIL MAXI 50% : 2 348 €

Localisation géographique :

- LP NOTRE DAME (PARIS 13)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux de securisation	4 696,00	100,00%
Total	4 696,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
crif	2 348,00	50,00%
OGEC	2 348,00	50,00%
Total	4 696,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 348,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	41 792,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	295 636,16 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	402 005,10 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	354 800,85 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	390 190,72 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 374,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 549,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	43 243,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 838,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	340 217,88 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	380 160,24 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	233 744,12 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	255 125,20 €
	Montant total	2 276 293,68 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008732

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 13 NOTRE DAME SAINT VINCENT DE PAUL SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	11 138,00 €	50,00 %	5 569,00 €
	Montant Total de la subvention		5 569,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR NOTRE-DAME SAINT VINCENT DE PAUL PARIS 13EME
Adresse administrative : 49 RUE BOBILLOT 75013 PARIS 13EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Mme Brigitte CHIBANI-MANDEVILLE, Proviseure
N° SIRET : 78454446200038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Installation d'une alarme PPMS

Public(s) cible(s) :
562 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 11 138 €
SEUIL MAXI 50% : 5 569 €

Localisation géographique :
- LP NOTRE DAME (PARIS 13)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	11 138,00	100,00%
Total	11 138,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	5 569,00	50,00%
CRIF	5 569,00	50,00%
Total	11 138,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 569,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	41 792,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	295 636,16 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	402 005,10 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	354 800,85 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	390 190,72 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 374,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 549,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	43 243,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 838,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	340 217,88 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	380 160,24 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	233 744,12 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	255 125,20 €
	Montant total	2 276 293,68 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008989

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 13 ETSL SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	24 510,00 €	50,00 %	12 255,00 €
	Montant Total de la subvention		12 255,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LT PR ECOLE TECHNIQUE SUPERIEURE LABORATOIRE PARIS 13EME
Adresse administrative : 95 RUE DU DESSOUS DES BERGES 75013 PARIS 13EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 43782647200015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 14 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Remplacement de fenêtres d'un laboratoire et de l'amphithéâtre situés côté rue par des fenêtres sécurisées anti-intrusion

Public(s) cible(s) : 399 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 24 510 €
SEUIL MAXI 50% : 12 255 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- LYT ECOLE TECHNIQUE SUP. LABO

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	24 510,00	100,00%
Total	24 510,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	12 255,00	50,00%
FONDS PROPRES	12 255,00	50,00%
Total	24 510,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 255,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	300 000,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	128 993,76 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	145 845,70 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	152 323,34 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	147 725,29 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	695,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 076,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	86 575,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 694,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	174 307,96 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	169 485,63 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	118 473,35 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	115 700,79 €
	Montant total	1 359 508,19 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008931

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 16 PASCAL SECURISATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	7 312,00 €	50,00 %	3 656,00 €
	Montant Total de la subvention		3 656,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR PASCAL PARIS 16EME
Adresse administrative : 33 BOULEVARD LANNES
75016 PARIS 16EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 57210217602603

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Changement d'une des portes d'accès principal
Mise en place d'un système de contrôle d'accès

Public(s) cible(s) : 226 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 097 051 €
Fonds publics (B) : 240 699 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 856 352 €
SEUIL MAXI 10% 85 635€
MONTANT DES TRAVAUX : 7 312 €
SEUIL MAXI 50% : 3 656 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :

- LCM PASCAL (PARIS 16)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	7 312,00	100,00%
Total	7 312,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	3 656,00	50,00%
FONDS PROPRES	3 656,00	50,00%
Total	7 312,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 656,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	59 764,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	73 367,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	70 572,81 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	74 312,52 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 105,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	64,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	13 676,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	72 155,16 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	75 978,72 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 100,00 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	48 957,91 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	51 552,23 €
	Montant total	450 413,65 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008944

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 16 NOTRE DAME DES OISEAUX SECURISATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	29 790,00 €	50,00 %	14 895,00 €
	Montant Total de la subvention		14 895,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR NOTRE DAME DES OISEAUX PARIS 16EME
Adresse administrative : 12 RUE MICHEL ANGE 75016 PARIS 16EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 57219568300022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Sécurisation de l'accueil (aménagement d'une loge, grille sur rue, interphonie, contrôle d'accès, vidéosurveillance, centrale anti intrusion)

Public(s) cible(s) :
461 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 451 314 €
Fonds publics (B) : 515 826 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 935 488 €
SEUIL MAXI 10% 93 548€
MONTANT DES TRAVAUX : 29 790 €
SEUIL MAXI 50% : 14 895 €

Localisation géographique :

- LCM NOTRE DAME DES OISEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	29 790,00	100,00%
Total	29 790,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	14 895,00	50,00%
OGEC	14 895,00	50,00%
Total	29 790,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 895,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	122 476,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	150 353,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	144 626,79 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	152 290,68 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 315,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	373,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	4 152,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	145 892,67 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	153 623,64 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	103 232,52 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	108 702,89 €
	Montant total	897 057,89 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008806

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 16 PASSY SAINT HONORE SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	70 420,00 €	50,00 %	35 210,00 €
	Montant Total de la subvention		35 210,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR PASSY-SAINT HONORE
Adresse administrative : 117 AV VICTOR HUGO
75116 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 40483807000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Sécurisation des accès (fenêtres du RdCh et cour, portails...)
Renforcement de la vidéosurveillance
Installation d'un système de fermeture des portes électroniques

Public(s) cible(s) :
745 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 70 420 €
SEUIL MAXI 50% : 35 210 €

Localisation géographique :
- LYT PASSY-SAINT HONORE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	70 420,00	100,00%
Total	70 420,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	35 210,00	50,00%
OGEC	35 210,00	50,00%
Total	70 420,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	35 210,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	222 284,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	218 109,12 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	229 707,80 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	257 555,94 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	232 668,17 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 375,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 713,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	100 000,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	274 589,67 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	249 197,32 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	189 815,81 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	172 432,02 €
	Montant total	1 837 976,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008733

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 16 SAINT LOUIS DE GONZAGUE SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	15 018,00 €	50,00 %	7 509,00 €
	Montant Total de la subvention		7 509,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR SAINT LOUIS DE GONZAGUE PARIS 16EME
Adresse administrative : 12 RUE BENJAMIN FRANKLIN 75016 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 33482162600028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Installation de caméras de vidéosurveillance et d'alarmes confinement (PPMS) dans les salles de sport et de sirènes supplémentaires dans les bâtiments Madrid et Vauplane. Modification d'une porte 2 ventaux avec remplacement des parties vitrées afin d'occulter la visibilité sur la cour.

Public(s) cible(s) :
626 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 801 169 €
Fonds publics (B) : 752 319 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 2 048 850 €
SEUIL MAXI 10% : 204 885 €
MONTANT DES TRAVAUX : 15 018 €
SEUIL MAXI 50% : 7 509 €

Localisation géographique :

- LCM SAINT LOUIS DE GONZAGUE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	15 018,00	100,00%
Total	15 018,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	7 509,00	50,00%
OGEC	7 509,00	50,00%
Total	15 018,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 509,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	185 474,76 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	227 141,60 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	219 019,39 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	230 068,90 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 380,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	270,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	365,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	216 073,26 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	227 003,40 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	145 655,46 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	153 024,02 €
	Montant total	1 317 644,33 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008734

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 17 SAINT URSULE SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	83 202,00 €	50,00 %	41 601,00 €
	Montant Total de la subvention		41 601,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR SAINTE URSULE-LOUISE DE BETTIGNIES
Adresse administrative : 25 RUE DAUBIGNY
75017 PARIS 17EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 77569150400028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Création d'un sas avec porte grillagée avec code d'entrée, remplacement des portes donnant sur la façade par des portes sécurité anti intrusion avec verre pare-balles et installation d'une alarme anti intrusion (PPMS).

Public(s) cible(s) : 387 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 144 944 €
Fonds publics (B) : 424 937 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 720 006 €
SEUIL MAXI 10% : 72 000 €
MONTANT DES TRAVAUX : 83 202 €
SEUIL MAXI 50% : 41 601 €

Localisation géographique :

- LCM SAINTE URSULE-LOUISE DE BETTIG

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	83 202,00	100,00%
Total	83 202,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	41 601,00	50,00%
OGEC	41 601,00	50,00%
Total	83 202,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	41 601,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	16 527,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	98 088,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	120 414,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	115 828,02 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	121 965,84 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 925,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	419,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	21 319,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	121 840,95 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	128 297,40 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	85 288,67 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	89 808,18 €
	Montant total	768 769,66 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008738

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 18 SAINT JEAN DE MONTMARTRE SECURISATION LP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	307 092,00 €	32,56 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR SAINT JEAN DE MONTMARTRE PARIS 18EME
Adresse administrative : 31 RUE CAULAINCOURT 75018 PARIS 18EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78475421000028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Sécurisation de l'accueil et de l'entrée des élèves (sas, blindage de portes, vidéophone, vidéosurveillance, alarme PPMS, vitrage pare-balles ...

Public(s) cible(s) :
420 ELEVES

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 307 092 €
SEUIL MAXI 50% : 153 546 €
SEUIL MAXI dispositif : 100 000 €

Localisation géographique :
- LP SAINT JEAN DE MONTMARTRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	307 092,00	100,00%
Total	307 092,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	100 000,00	32,56%
OGEC	207 092,00	67,44%
Total	307 092,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	153 546,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	189 748,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	173 342,40 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	217 140,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	204 692,80 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	219 938,40 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 032,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	6 215,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	4 440,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 886,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	190 270,89 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	204 442,74 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	139 051,27 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	147 168,72 €
	Montant total	1 448 030,54 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008924

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 19 JULES RICHARD MICROTECHNIQUE SECURISATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	6 020,00 €	50,00 %	3 010,00 €
	Montant Total de la subvention		3 010,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR JULES RICHARD MICROTECHNIQUE PARIS 19EME
Adresse administrative : 21 RUE CARDUCCI 75019 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78477853200019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 23 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 4 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Installation d'un système de vidéo protection

Public(s) cible(s) : 222 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 6 020 €
SEUIL MAXI 50% :3 010 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- LYT JULES RICHARD MICROTECHNIQ

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	6 020,00	100,00%
Total	6 020,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	3 010,00	50,00%
FONDS PROPRES	3 010,00	50,00%
Total	6 020,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 010,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	63 934,08 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	78 302,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	75 497,08 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	79 311,12 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 142,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 334,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 860,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	80 516,40 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	84 809,69 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 458,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 811,00 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	524,00 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	64 994,48 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	68 184,31 €
	Montant total	513 112,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008740

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 20 SAINTE LOUISE SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	10 388,00 €	50,00 %	5 194,00 €
	Montant Total de la subvention		5 194,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP SAINTE LOUISE - OGEC STE LOUISE PARIS 20
Adresse administrative : 73 RUE DE LA MARE 75020 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : VOIR TIERS P0034150

N° SIRET : 78480870100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Installation d'une alarme PPMS

Public(s) cible(s) :
332 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 121 068 €
Fonds publics (B) : 286 290 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 834 778 €
SEUIL MAXI 10% :83 477 €
MONTANT DES TRAVAUX : 10 388 €
SEUIL MAXI 50% : 5 194 €

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	10 388,00	100,00%
Total	10 388,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	5 194,00	50,00%
OGEC	5 194,00	50,00%
Total	10 388,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 194,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	37 520,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	46 060,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	44 305,80 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	46 653,60 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	67 408,11 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	70 980,12 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	70 224,70 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	73 945,96 €
	Montant total	398 592,29 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008757

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77 FONTAINEBLEAU JEANNE ARC ST ASPAIS SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	84 144,00 €	50,00 %	42 072,00 €
	Montant Total de la subvention		42 072,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR SAINT ASPAIS JEANNE D'ARC FONTAINEBLEAU
Adresse administrative : 18 BOULEVARD MAGINOT 77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 38053143400013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Installation d'alarmes anti intrusion, compléments de vidéo surveillance, création d'un sas à l'entrée, rehaussement du muret de l'entrée

Public(s) cible(s) :
409 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 945 932 €
Fonds publics (B) : 438 949 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) :1 506 983€
SEUIL MAXI 10% : 150 698 €
MONTANT DES TRAVAUX : 84 144 €
SEUIL MAXI 50% : 42 072 €

Localisation géographique :

- LCM SAINT ASPAIS JEANNE D'ARC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	84 144,00	100,00%
Total	84 144,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	42 072,00	50,00%
OGEC	42 072,00	50,00%
Total	84 144,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	42 072,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	108 540,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	133 245,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	128 170,35 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	134 962,20 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 900,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 838,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	120 258,60 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	126 631,20 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	84 624,08 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	89 108,38 €
	Montant total	760 028,31 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008957

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77 MELUN SAINT ASPAIS SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	75 076,00 €	50,00 %	37 538,00 €
	Montant Total de la subvention		37 538,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR INSTITUTION SAINT ASPAIS MELUN
Adresse administrative : 36 RUE SAINT BARTHELEMY 77007 MELUN
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 35319145500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Mise en place de caméras supplémentaires et d'un système d'alerte anti intrusion PPMS

Public(s) cible(s) :
971 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 3 019 680 €
Fonds publics (B) : 1 046 165 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 973 514 €
SEUIL MAXI 10% : 197 351 €
MONTANT DES TRAVAUX : 75 076 €
SEUIL MAXI 50% : 37 538 €

Localisation géographique :

- LYT INSTITUTION SAINT ASPAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	75 076,00	100,00%
Total	75 076,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	37 538,00	50,00%
OGEC	37 538,00	50,00%
Total	75 076,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	37 538,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	270 000,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	400 287,48 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	468 660,50 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	472 682,76 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	474 700,38 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 136,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 387,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	88 536,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 371,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	476 044,01 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	480 731,82 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	333 891,01 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	336 628,91 €
	Montant total	3 212 793,28 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008960

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77 MELUN SAINT ASPAIS SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	33 246,00 €	50,00 %	16 623,00 €
	Montant Total de la subvention		16 623,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR INSTITUTION SAINT ASPAIS MELUN
Adresse administrative : 36 RUE SAINT BARTHELEMY
77007 MELUN
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 35319145500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Mise en place de caméras supplémentaires et d'un système d'alerte anti intrusion PPMS

Public(s) cible(s) :
430 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 33 246 €
SEUIL MAXI 50% : 16 623 €

Localisation géographique :

- LYT INSTITUTION SAINT ASPAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	33 246,00	100,00%
Total	33 246,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	16 623,00	50,00%
OGEC	16 623,00	50,00%
Total	33 246,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	16 623,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	270 000,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	400 287,48 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	468 660,50 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	472 682,76 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	474 700,38 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 136,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 387,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	88 536,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 371,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	476 044,01 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	480 731,82 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	333 891,01 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	336 628,91 €
	Montant total	3 212 793,28 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008758

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77 PROVINS SAINT CROIX SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	9 742,00 €	50,00 %	4 871,00 €
	Montant Total de la subvention		4 871,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR SAINTE CROIX PROVINS
Adresse administrative : 1 RUE DES JACOBINS
77160 PROVINS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78499669600034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Sécurisation de la porte d'entrée de l'administration
Installation de deux vidéophones
Remplacement des cylindres des portes des classes permettant une fermeture immédiate

Public(s) cible(s) :
260 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 720 550 €
Fonds publics (B) : 275 184 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 445 366 €
SEUIL MAXI 10% : 44 536 €
MONTANT DES TRAVAUX : 9 742 €
SEUIL MAXI 50% : 4 871 €

Localisation géographique :

- LYP SAINTE CROIX

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	9 742,00	100,00%
Total	9 742,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	4 871,00	50,00%
OGEC	4 871,00	50,00%
Total	9 742,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 871,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	61 104,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	75 012,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	72 155,16 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	75 978,72 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 275,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	837,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	75 952,80 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	79 977,60 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	56 268,37 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	59 250,08 €
	Montant total	462 529,53 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008807

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 78 MANTES NOTRE DAME SECURISATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	8 648,00 €	50,00 %	4 324,00 €
	Montant Total de la subvention		4 324,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR NOTRE DAME MANTES LA JOLIE
Adresse administrative : 5 RUE DE LA SANGLE
78200 MANTES LA JOLIE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78508797400024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Installation d'un système de sonnerie PPMS

Public(s) cible(s) :
538 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 269 178 €
Fonds publics (B) : 647 667 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 621 510€
SEUIL MAXI 10% : 62 151 €
MONTANT DES TRAVAUX : 8 648 €
SEUIL MAXI 50% : 4 324 €

Localisation géographique :

- LP NOTRE DAME (MANTES LA J)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	8 648,00	100,00%
Total	8 648,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	4 324,00	50,00%
OGEC	4 324,00	50,00%
Total	8 648,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 324,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	24 513,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	226 414,44 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	273 892,50 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	267 363,35 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	277 422,30 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 080,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 165,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	1 086,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	264 230,32 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	275 422,86 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	179 901,50 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	187 664,11 €
	Montant total	1 631 940,52 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008766

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 78 RAMBOUILLET SAINTE THERESE SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	67 988,00 €	50,00 %	33 994,00 €
	Montant Total de la subvention		33 994,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINTE THERESE RAMBOUILLET
Adresse administrative : 27 RUE LACHAUX
78490 RAMBOUILLET
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

N° SIRET : 30404870500012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Surélévation des clôtures de l'enceinte de l'établissement

Public(s) cible(s) :
460 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 491 380 €
Fonds publics (B) : 494 770 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 996 611 €
SEUIL MAXI 10% : 99 661 €
MONTANT DES TRAVAUX : 67 988 €
SEUIL MAXI 50% : 33 994 €

Localisation géographique :

- LCM SAINTE THERESE RAMBOUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	67 988,00	100,00%
Total	67 988,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
crif	33 994,00	50,00%
ogec	33 994,00	50,00%
Total	67 988,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	33 994,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	61 999,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	145 663,36 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	172 067,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	172 007,77 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	174 284,52 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 590,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	191,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	164 824,11 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	167 619,72 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	118 358,66 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	120 599,56 €
	Montant total	1 077 793,44 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008767

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 78 RAMBOUILLET SAINTE THERESE SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	9 902,00 €	50,00 %	4 951,00 €
	Montant Total de la subvention		4 951,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINTE THERESE RAMBOUILLET
Adresse administrative : 27 RUE LACHAUX
78490 RAMBOUILLET
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 30404870500012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Surélévation des clôtures de l'enceinte de l'établissement

Public(s) cible(s) :
67 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 9 902 €
SEUIL MAXI 50% : 4 951 €

Localisation géographique :
- LCM SAINTE THERESE RAMBOUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	9 902,00	100,00%
Total	9 902,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	4 951,00	50,00%
OGEC	4 951,00	50,00%
Total	9 902,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 951,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	61 999,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	145 663,36 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	172 067,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	172 007,77 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	174 284,52 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 590,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	191,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	164 824,11 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	167 619,72 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	118 358,66 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	120 599,56 €
	Montant total	1 077 793,44 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008768

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 78 SAINT GERMAIN EN LAYE ST EREMBERT SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	12 176,00 €	50,00 %	6 088,00 €
	Montant Total de la subvention		6 088,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR ST EREMBERT SAINT GERMAIN EN LAYE
Adresse administrative : 5 RUE SALOMON REINACH
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : SIRET 785124314 00010 VOIR AUSSI TIERS 3019
N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Remplacement portail principal accès des élèves
Installation d'un passage avec porte vitrée coulissante et contrôle de l'accès du public

Public(s) cible(s) :
664 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 523 131 €
Fonds publics (B) : 745 674 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 777 457 €
SEUIL MAXI 10% : 177 745 €
MONTANT DES TRAVAUX : 12 176 €

SEUIL MAXI 50% : 6 088 €

Localisation géographique :
- LCM SAINT EREMBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	12 176,00	100,00%
Total	12 176,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	6 088,00	50,00%
OGEC	6 088,00	50,00%
Total	12 176,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 088,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	41 020,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	284 985,85 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	358 738,31 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	335 179,71 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	361 232,16 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 144,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	237,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	4 345,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 812,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	334 971,45 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	360 366,17 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	232 924,86 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	250 110,24 €
	Montant total	2 123 486,63 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008770

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 78 SAINT GERMAIN EN LAYE SAINT EREMBERT SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	4 528,00 €	50,00 %	2 264,00 €
	Montant Total de la subvention		2 264,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR ST EREMBERT SAINT GERMAIN EN LAYE
Adresse administrative : 5 RUE SALOMON REINACH
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : SIRET 785124314 00010 VOIR AUSSI TIERS 3019
N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Remplacement portail principal accès des élèves
Installation d'un passage avec porte vitrée coulissante et contrôle de l'accès du public

Public(s) cible(s) :
247 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 4 528 €
SEUIL MAXI 50% : 2 264 €

Localisation géographique :
- LCM SAINT EREMBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	4 528,00	100,00%
Total	4 528,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	2 264,00	50,00%
OGEC	2 264,00	50,00%
Total	4 528,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 264,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	41 020,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	284 985,85 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	358 738,31 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	335 179,71 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	361 232,16 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 144,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	237,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	4 345,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 812,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	334 971,45 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	360 366,17 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	232 924,86 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	250 110,24 €
	Montant total	2 123 486,63 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009017

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 78 TREMBLAY SUR MAULDRE CHEP SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	86 986,00 €	50,00 %	43 493,00 €
	Montant Total de la subvention		43 493,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHEP CENT HORTICOLE PRIVE ENSEIGNEMENT PROMOT LYCEE PRIVE
Adresse administrative : 43 RUE DU GENERAL DE GAULLE 78490 LE TREMBLAY SUR MAULDRE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : LYA CENTRE HORTICOLE LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE
N° SIRET : 42143242800017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description : Changement des portes d'entrées, installation de contrôle d'accès, pose de films occultants. Equipement système d'alarme PPMS et extension vidéosurveillance extérieure.

Public(s) cible(s) : 144 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 86 986 €
SEUIL MAXI 50% : 43 493 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique : LE TREMBLAY SUR MAULDRE (YVELINES)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	86 986,00	100,00%
Total	86 986,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	43 493,00	50,00%
FONDS PROPRES	43 493,00	50,00%
Total	86 986,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	43 493,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité des apprentis	8 000,00 €
2014	Ateliers d'animation éducative	3 850,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	11 776,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	14 474,00 €
2014	Subvention des CFA ayant un internat en gestion propre	8 294,00 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	31 548,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	105 600,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	329 341,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	8 000,00 €
2015	Ateliers d'animation éducative	7 050,75 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	93 000,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	12 032,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	50 432,80 €
2015	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	12 672,00 €
2015	Formation des personnes placées sous main de justice	109 918,00 €
2015	Subvention des CFA ayant un internat en gestion propre	9 776,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	-791,44 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	356 165,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	9 728,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	448 541,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions de formation à destination des personnes placées sous main de justice	105 530,35 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	345 000,00 €
	Montant total	1 872 611,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008771

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 78 VERSAILLES NOTRE DAME GRANDCHAMP SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	126 736,00 €	48,19 %	61 073,00 €
		Montant Total de la subvention	61 073,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR NOTRE DAME GRANDCHAMP VERSAILLES
Adresse administrative : 97 RUE ROYALE 78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Monsieur Emmanuel VANDROUX, Directeur
Objet : ETAIT NAF 8532Z
N° SIRET : 78515045900044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Construction d'un accueil sécurité (rue Royale) et confortation de la sécurité du sas de sécurité situé rue Henri de Régnier par élévation des clôtures

Public(s) cible(s) : 1133 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 4 740 884 €
Fonds publics (B) : 1 264 297 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 3 476 587 €
SEUIL MAXI 10% : 347 658€
MONTANT DES TRAVAUX 126 736 €
SEUIL MAXI 50% : 63 368 €
SUB PROPOSEE : 61 073 €

Localisation géographique :

- LYP NOTRE DAME GRANDCHAMP

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	126 736,00	100,00%
Total	126 736,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	61 073,00	48,19%
OGEC	65 663,00	51,81%
Total	126 736,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	61 073,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	272 148,00 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	2 510,73 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	570 328,12 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	659 414,70 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	673 476,64 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	667 912,93 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 648,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	237,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 668,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	666 443,09 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	660 849,49 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	473 109,54 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	469 499,40 €
	Montant total	4 263 425,66 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008772

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 78 VERSAILLES NOTRE DAME GRANDCHAMP SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	77 854,00 €	50,00 %	38 927,00 €
	Montant Total de la subvention		38 927,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR NOTRE DAME GRANDCHAMP VERSAILLES
Adresse administrative : 97 RUE ROYALE 78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Monsieur Emmanuel VANDROUX, Directeur
Objet : ETAIT NAF 8532Z
N° SIRET : 78515045900044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Construction d'un accueil sécurité (rue Royale) et confortation de la sécurité du sas de sécurité situé rue Henri de Régnier par élévation des clôtures

Public(s) cible(s) :
696 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 77 854 €
SEUIL MAXI 50% :38 927 €

Localisation géographique :
- LP NOTRE DAME GRANDCHAMP

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	77 854,00	100,00%
Total	77 854,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	38 927,00	50,00%
OGEC	38 927,00	50,00%
Total	77 854,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	38 927,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	272 148,00 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	2 510,73 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	570 328,12 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	659 414,70 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	673 476,64 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	667 912,93 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 648,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	237,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 668,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	666 443,09 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	660 849,49 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	473 109,54 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	469 499,40 €
	Montant total	4 263 425,66 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008773

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 78 VERSAILLES SAINTE GENEVIEVE SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	40 438,00 €	50,00 %	20 219,00 €
	Montant Total de la subvention		20 219,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STS CPGE SAINTE GENEVIEVE VERSAILLES CEDEX
Adresse administrative : 2 RUE ECOLE DES POSTES 78029 VERSAILLES CEDEX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78515039200013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Installation d'alarme anti intrusion (PPMS)
Rehaussement de clôtures (pose de grilles barreaudées)

Public(s) cible(s) :
875 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 12 346 780 €
Fonds publics (B) : 1 205 098 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 11 141 682 €
SEUIL MAXI : 111 416 €
MONTANT DES TRAVAUX : 40 438 €
SEUIL MAXI 50% : 20 219 €

Localisation géographique :

- LCM STE GENEVIEVE (VERSAILLES)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	40 438,00	100,00%
Total	40 438,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	20 219,00	50,00%
OGEC	20 219,00	50,00%
Total	40 438,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 219,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	283 745,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	345 450,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	335 062,61 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	349 902,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	12 960,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 046,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	336 212,54 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	351 103,42 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	233 472,43 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	243 812,94 €
	Montant total	2 056 330,44 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008778

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 ATHIS MONS SAINT CHARLES SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	154 172,00 €	50,00 %	77 086,00 €
	Montant Total de la subvention		77 086,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINT CHARLES ATHIS MONS CEDEX
Adresse administrative : 2 RUE G ANTHONIOZ DE GAULLE 91200 ATHIS-MONS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 77571885100030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Création d'une banque d'accueil avec 2 postes de sécurité pour le contrôle d'accès et installation d'une vidéosurveillance des locaux du lycée

Public(s) cible(s) : 722 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 945 312 €
Fonds publics (B) : 818 762 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 2 126 550 €
SEUIL MAXI 10% : 212 655 €
MONTANT DES TRAVAUX :154 172 €
SEUIL MAXI 50% : 77 086 €

Localisation géographique :
- LYP SAINT CHARLES

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	154 172,00	100,00%
Total	154 172,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	77 086,00	50,00%
OGEC	77 086,00	50,00%
Total	154 172,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	77 086,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	169 117,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	254 881,40 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	301 890,40 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	300 978,79 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	305 781,02 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 835,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 890,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	66 999,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	524,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 000,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	300 795,64 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	304 248,33 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	201 859,67 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	205 462,59 €
	Montant total	2 033 522,58 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008779

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 ATHIS MONS SAINT CHARLES SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	29 254,00 €	50,00 %	14 627,00 €
	Montant Total de la subvention		14 627,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINT CHARLES ATHIS MONS CEDEX
Adresse administrative : 2 RUE G ANTHONIOZ DE GAULLE
91200 ATHIS-MONS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 77571885100030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Création d'une banque d'accueil avec 2 postes de sécurité pour le contrôle d'accès et installation d'une vidéosurveillance des locaux du lycée

Public(s) cible(s) : 137 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 29 254 €
SEUIL MAXI 50% : 14 627 €

Localisation géographique :
- LYP SAINT CHARLES

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	29 254,00	100,00%
Total	29 254,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	14 627,00	50,00%
OGEC	14 627,00	50,00%
Total	29 254,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 627,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	169 117,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	254 881,40 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	301 890,40 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	300 978,79 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	305 781,02 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 835,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 890,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	66 999,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	524,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 000,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	300 795,64 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	304 248,33 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	201 859,67 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	205 462,59 €
	Montant total	2 033 522,58 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008961

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 BRUNOY SAINT PIERRE SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	21 146,00 €	50,00 %	10 573,00 €
	Montant Total de la subvention		10 573,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR SAINT PIERRE BRUNOY CEDEX
Adresse administrative : 70 RUE DE MONTGERON
91801 BRUNOY CEDEX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : VOIR AUSSI TIERS 3096
N° SIRET : 78517365900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Vidéosurveillance (avec centralisation de l'enregistrement) et sécurisation de l'entrée par construction d'une loge

Public(s) cible(s) : 765 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 302 115 €
Fonds publics (B) : 860 287 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 441 828 €
SEUIL MAXI 10% : 144 182 €
MONTANT DES TRAVAUX : 21 146 €
SEUIL MAXI 50% : 10 573 €

Localisation géographique :

- LYP SAINT PIERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	21 146,00	100,00%
Total	21 146,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	10 573,00	50,00%
OGEC	10 573,00	50,00%
Total	21 146,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 573,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	7 500,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	194 032,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	238 196,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	4 200,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	229 124,28 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	241 265,76 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 800,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 219,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	16 131,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	3 000,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	240 517,20 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	253 262,40 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	168 140,52 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	177 050,42 €
	Montant total	1 474 878,98 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008963

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 BRUNOY SAINT PIERRE SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	30 388,00 €	50,00 %	15 194,00 €
	Montant Total de la subvention		15 194,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR METIER TECHNOLOGIQUE SAINT PIERRE BRUNOY
Adresse administrative : 70 RUE DE MONTGERON
91800 BRUNOY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : SIRET 785173659 00018 VOIR AUSSI TIERS 3032

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Vidéosurveillance (avec centralisation de l'enregistrement)
Sécurisation de l'entrée par construction d'une loge

Public(s) cible(s) :
616 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 30 388 €
SEUIL MAXI 50% : 15 194 €

Localisation géographique :
- LP TECHNOLOGIQUE SAINT PIERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	30 388,00	100,00%
Total	30 388,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	15 194,00	50,00%
OGEC	15 194,00	50,00%
Total	30 388,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 194,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	34 076,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	271 840,44 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	304 094,70 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	321 005,02 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	308 013,73 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 406,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 119,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	18 673,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 205,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	327 971,16 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	297 816,09 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	227 743,84 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	201 986,54 €
	Montant total	1 924 795,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008938

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 BURES SUR YVETTE OPTOMETRIE SECURISATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	48 864,00 €	50,00 %	24 432,00 €
	Montant Total de la subvention		24 432,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR D'OPTOMETRIE BURES SUR YVETTE
Adresse administrative : 134 ROUTE DE CHARTRES
91440 BURES SUR YVETTE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

N° SIRET : 78517491300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Contrôle d'accès par badges des portes d'accès extérieures et intérieures

Public(s) cible(s) : 178 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 48 864 €
SEUIL MAXI 50% : 24 432 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- LYT D'OPTOMETRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	48 864,00	100,00%
Total	48 864,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	24 432,00	50,00%
FONDS PROPRES	24 432,00	50,00%
Total	48 864,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	24 432,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	163 913,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	84 945,28 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	90 014,40 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	100 308,33 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	91 174,46 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 304,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 044,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	7 217,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 703,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	81 079,98 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	73 179,87 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 703,00 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	53 654,57 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	48 426,68 €
	Montant total	677 195,79 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008780

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 ETAMPES INSTITUTION JEANNE D ARC SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	10 480,00 €	50,00 %	5 240,00 €
	Montant Total de la subvention		5 240,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR INSTITUTION JEANNE D'ARC ETAMPES
Adresse administrative : 11 BD HENRI IV
91151 ETAMPES CEDEX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Madame Brigitte MOUILHADE, Directrice
Objet : ETAIT 57210217604161 58 RUE LOUIS MOREAU 91150 ETAMPES
N° SIRET : 78519417600067

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Installation d'un intercom vidéo portier à l'entrée principale
Installation d'une vidéo protection
Sonorisation générale pour la diffusion des alarmes à l'intérieur de l'établissement

Public(s) cible(s) :
310 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 924 125 €
Fonds publics (B) : 364 482 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 559 643€
SEUIL MAXI 10% : 55 964 €
MONTANT DES TRAVAUX : 10 480€

SEUIL MAXI 50% : 5 240 €

Localisation géographique :
- LCM INSTITUTION JEANNE D'ARC

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	10 480,00	100,00%
Total	10 480,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	5 240,00	50,00%
OGEC	5 240,00	50,00%
Total	10 480,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 240,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	82 008,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	100 674,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	96 839,82 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	101 971,44 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 640,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	519,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	5 303,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	102 219,81 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	107 636,52 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	72 661,52 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	76 511,91 €
	Montant total	620 107,62 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009689

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 IGNY ST NICOLAS SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	2 412,00 €	50,00 %	1 206,00 €
	Montant Total de la subvention		1 206,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LYC ENS GEN TECHNO HORT PRIV ST NICOLAS IGNY 91
Adresse administrative : 10 AV DE LA DIVISION LECLERC
91430 IGNY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 41907866200014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Sécurisation de l'entrée du self : changement de la porte principale

Public(s) cible(s) : 70 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 2 412 €
SEUIL MAXI 50% : 1 206 €

Localisation géographique :
- LYA TECHNOLOGIQUE AGRICOLE ST NICOLAS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	2 412,00	100,00%
Total	2 412,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	1 206,00	50,00%
OGEC	1 206,00	50,00%
Total	2 412,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 206,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	140 719,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	110,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	82,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	68 752,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	6 962,34 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	7 331,28 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	5 095,17 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	5 365,17 €
	Montant total	234 416,96 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009691

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 LA VILLE DU BOIS JP II SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	45 928,00 €	12,06 %	5 537,00 €
	Montant Total de la subvention		5 537,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SACRE COEUR LA VILLE DU BOIS
Adresse administrative : 1 RUE AMBROISE PARE
91620 LA VILLE DU BOIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

N° SIRET : 78525891400023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Installation d'onduleurs pour les sonneries PPMS et vidéo surveillance
Sécurisation des voies de circulation automobile et piétonne pour contrôler les accès avec fourniture et pose d'un portail coulissant et de clôtures

Public(s) cible(s) :
489 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 543 020 €
Fonds publics (B) : 552 940 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 990 080 €
SEUIL MAXI 10% : 99 008 €
MONTANT DES TRAVAUX : 45 928 €
SEUIL MAXI 50% : 22 964 €

SUB PROPOSEE : 5 537 €

Localisation géographique :
- LYP SACRE COEUR

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	45 928,00	100,00%
Total	45 928,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	5 537,00	12,06%
OGEC	40 391,00	87,94%
Total	45 928,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 537,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	16 653,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	146 917,60 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	175 028,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	173 488,85 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	177 283,68 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 705,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	774,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	6 492,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	178 055,73 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	181 282,56 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	502,00 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	123 376,28 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	126 197,99 €
	Montant total	1 083 394,77 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009695

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 LA VILLE DU BOIS JP II SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	4 882,00 €	50,00 %	2 441,00 €
	Montant Total de la subvention		2 441,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SACRE COEUR LA VILLE DU BOIS
Adresse administrative : 1 RUE AMBROISE PARE
91620 LA VILLE DU BOIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

N° SIRET : 78525891400023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Installation d'onduleurs pour les sonneries PPMS et vidéo surveillance
Sécurisation des voies de circulation automobile et piétonne pour contrôler les accès avec fourniture et pose d'un portail coulissant et de clôtures

Public(s) cible(s) :
52 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 4 882 €
SEUIL MAXI 50% : 2 441 €

Localisation géographique :
- LYP SACRE COEUR

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	4 882,00	100,00%
Total	4 882,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	2 441,00	50,00%
OGEC	2 441,00	50,00%
Total	4 882,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 441,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	16 653,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	146 917,60 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	175 028,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	173 488,85 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	177 283,68 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 705,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	774,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	6 492,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	178 055,73 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	181 282,56 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	502,00 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	123 376,28 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	126 197,99 €
	Montant total	1 083 394,77 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008781

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 ORSAY COURS SECONDAIRE SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	12 076,00 €	50,00 %	6 038,00 €
	Montant Total de la subvention		6 038,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR ORSAY ORSAY
Adresse administrative : 11 RUE DE COURTABOEUF
91400 ORSAY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78522823000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Installation d'un système PPMS et interphone audio/vidéo

Public(s) cible(s) :
252 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 615 732 €
Fonds publics (B) : 261 146 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 354 586 €
SEUIL MAXI 10% : 35 458 €
MONTANT DES TRAVAUX : 12 076 €
SEUIL MAXI 50% : 6 038 €

Localisation géographique :

- LCM ORSAY

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	12 076,00	100,00%
Total	12 076,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	6 038,00	50,00%
OGEC	6 038,00	50,00%
Total	12 076,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 038,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	13 540,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	69 948,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	85 869,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	82 598,67 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	86 975,64 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 255,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	309,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	2 471,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	83 548,08 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	87 975,36 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	55 382,25 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	58 317,00 €
	Montant total	519 117,10 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008965

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 PALAISEAU ST MARTIN SECURISATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	97 098,00 €	50,00 %	48 549,00 €
	Montant Total de la subvention		48 549,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR SAINT MARTIN OGEC
Adresse administrative : 36 AVENUE DU 8 MAI 1945
91120 PALAISEAU
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : ETAIT LYT SAINT JEANNE D ARC PALAISEAU/NIC 00044/NAF 8532Z.
N° SIRET : 78523116800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Site 8 mai : LGT : création d'un accueil sécurisé, Installation d'une alarme anti intrusion, contrôle d'accès des classes
Site Pie Voleuse : LP : Installation d'une alarme anti intrusion, contrôle d'accès des classes

Public(s) cible(s) :
454 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 97 098 €
SEUIL MAXI 50% : 48 549 €

Localisation géographique :
- PALAISEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	97 098,00	100,00%
Total	97 098,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	48 549,00	50,00%
OGEC	48 549,00	50,00%
Total	97 098,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	48 549,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	172 404,40 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	206 677,80 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	203 585,15 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	209 341,37 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 347,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 647,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	64 912,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 825,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	210 731,03 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	216 939,24 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	146 563,60 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	150 341,23 €
	Montant total	1 335 957,28 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008810

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 BAGNEUX SAINT GABRIEL SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	30 130,00 €	50,00 %	15 065,00 €
	Montant Total de la subvention		15 065,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINT GABRIEL BAGNEUX
Adresse administrative : 21 RUE DE LA LISETTE
92220 BAGNEUX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78528764000029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Installation sonnerie PPMS et création d'un portail à l'arrière du gymnase
Fixation de tôles pare-vues sur les portails des parkings et bâtiment du secondaire
Installation d'un portillon, d'un portail et de clôtures sur la cour du secondaire
Installation de clôtures entre cour du 2nd degré et le grand parking (idem rue des Besnards et rue de la Lisette)

Public(s) cible(s) : 174 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 645 275 €
Fonds publics (B) : 186 384 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 458 891 €
SEUIL MAXI 10% : 45 889 €
MONTANT DES TRAVAUX : 30 130 €
SEUIL MAXI 50% : 15 065 €

Localisation géographique :

- LYP SAINT GABRIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	30 130,00	100,00%
Total	30 130,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	15 065,00	50,00%
OGEC	15 065,00	50,00%
Total	30 130,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 065,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	32 663,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	105 500,88 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	118 242,60 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	124 581,58 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	119 766,46 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 100,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 366,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	5 189,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	124 005,80 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	119 166,53 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	89 697,21 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	86 915,57 €
	Montant total	773 574,19 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008811

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 BAGNEUX ST GABRIEL SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	25 974,00 €	50,00 %	12 987,00 €
	Montant Total de la subvention		12 987,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINT GABRIEL BAGNEUX
Adresse administrative : 21 RUE DE LA LISETTE
92220 BAGNEUX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78528764000029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Installation sonnerie PPMS
Création d'un portail à l'arrière du gymnase
Fixation de tôles pare-vues sur les portails des parkings et bâtiment du secondaire
Installation d'un portillon, d'un portail et de clôtures sur la cour du secondaire
Installation de clôtures entre cour du 2nd degré et le grand parking (idem rue des Besnards et rue de la Lisette)

Public(s) cible(s) :
150 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 25 974 €
SEUIL MAXI 50% :12 987 €

Localisation géographique :
- LYP SAINT GABRIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	25 974,00	100,00%
Total	25 974,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	12 987,00	50,00%
OGEC	12 987,00	50,00%
Total	25 974,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 987,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	32 663,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	105 500,88 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	118 242,60 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	124 581,58 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	119 766,46 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 100,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 366,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	5 189,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	124 005,80 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	119 166,53 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	89 697,21 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	86 915,57 €
	Montant total	773 574,19 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008783

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 BOULOGNE NOTRE DAME DE BOULOGNE SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	38 710,00 €	50,00 %	19 355,00 €
		Montant Total de la subvention	19 355,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR NOTRE DAME DE BOULOGNE BOULOGNE BILLANCOURT
Adresse administrative : 1 AVENUE CHARLES DE GAULLE 92100 BOULOGNE BILLANCOURT
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : ETAIT NAF 6820A.
N° SIRET : 78530717400017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Remplacement de vitrages sur rue par des vitrages anti effraction
Remplacement des portes d'accès à un gymnase
Remplacement d'un portail d'accès coulissant

Public(s) cible(s) : 1062 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 3 212 571 €
Fonds publics (B) : 1 149 930 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 2 062 641 €
SEUIL MAXI 10% : 206 264 €
MONTANT DES TRAVAUX : 38 710 €
SEUIL MAXI 50% : 19 355 €

Localisation géographique :

- LYP NOTRE DAME DE BOULOGNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	38 710,00	100,00%
Total	38 710,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	19 355,00	50,00%
OGEC	19 355,00	50,00%
Total	38 710,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	19 355,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	83 735,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	334 640,88 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	397 432,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	395 163,43 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	402 553,92 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 380,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 077,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	19 968,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 048,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	400 347,60 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	409 218,95 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	277 551,74 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	283 794,02 €
	Montant total	2 499 459,52 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008784

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 BOULOGNE NOTRE DAME DE BOULOGNE SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	5 758,00 €	50,00 %	2 879,00 €
	Montant Total de la subvention		2 879,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR NOTRE DAME DE BOULOGNE BOULOGNE BILLANCOURT
Adresse administrative : 1 AVENUE CHARLES DE GAULLE 92100 BOULOGNE BILLANCOURT
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : ETAIT NAF 6820A.
N° SIRET : 78530717400017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Remplacement de vitrages sur rue par des vitrages anti effraction
Remplacement des portes d'accès à un gymnase
Remplacement d'un portail d'accès coulissant

Public(s) cible(s) :
158 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 5 758 €
SEUIL MAXI 50% : 2 879 €

Localisation géographique :
- LYP NOTRE DAME DE BOULOGNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	5 758,00	100,00%
Total	5 758,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	2 879,00	50,00%
OGEC	2 879,00	50,00%
Total	5 758,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 879,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	83 735,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	334 640,88 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	397 432,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	395 163,43 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	402 553,92 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 380,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 077,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	19 968,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 048,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	400 347,60 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	409 218,95 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	277 551,74 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	283 794,02 €
	Montant total	2 499 459,52 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008967

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 COLOMBES JEANNE D ARC SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	101 228,00 €	50,00 %	50 614,00 €
	Montant Total de la subvention		50 614,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR JEANNE D'ARC COLOMBES
Adresse administrative : 9 BOULEVARD DE VALMY
92700 COLOMBES
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78534628900016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Pose d'un visiophone ; pose de grilles anti-effraction sur toiture
Création d'une loge pour le gardien et pose d'une borne escamotable
Réalisation d'un sas grillagé avec porte et verrouillage par gâche électrique
Aménagement d'un bureau pour le contrôle d'accès
Mise en place d'un système de vidéosurveillance et d'un système anti intrusion

Public(s) cible(s) : 507 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 457 802 €
Fonds publics (B) : 497 328 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 960 474 €
SEUIL MAXI 10% : 96 047 €
MONTANT DES TRAVAUX : 101 228 €
SEUIL MAXI 50% : 50 614 €

Localisation géographique :

- LYP JEANNE D'ARC (COLOMBES)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	101 228,00	100,00%
Total	101 228,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	50 614,00	50,00%
OGEC	50 614,00	50,00%
Total	101 228,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 614,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	76 325,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 250,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	117 300,92 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	139 825,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	138 515,75 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	141 627,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 525,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 310,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	36 007,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	155 228,69 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	158 955,48 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	116 593,05 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	119 433,22 €
	Montant total	1 024 907,96 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008968

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 COLOMBES JEANNE D ARC SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	10 780,00 €	50,00 %	5 390,00 €
	Montant Total de la subvention		5 390,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR JEANNE D'ARC COLOMBES
Adresse administrative : 9 BOULEVARD DE VALMY
92700 COLOMBES
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78534628900016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Pose d'un visiophone, pose de grilles anti-effraction sur toiture
Création d'une loge pour le gardien
Pose d'une borne escamotable
Réalisation d'un sas grillagé avec porte et verrouillage par gâche électrique
Aménagement d'un bureau pour le contrôle d'accès
Mise en place d'un système de vidéosurveillanceet d'un système anti intrusion

Public(s) cible(s) :
349 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 10 780 €
SEUIL MAXI 50% : 5 390 €

Localisation géographique :
- LYP JEANNE D'ARC (COLOMBES)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	10 780,00	100,00%	CRIF	5 390,00	50,00%
			OGEC	5 390,00	50,00%
Total	10 780,00	100,00%	Total	10 780,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 390,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	76 325,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 250,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	117 300,92 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	139 825,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	138 515,75 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	141 627,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 525,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 310,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	36 007,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	155 228,69 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	158 955,48 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	116 593,05 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	119 433,22 €
	Montant total	1 024 907,96 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008785

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 COURBEVOIE MONTALEMBERT SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	53 814,00 €	50,00 %	26 907,00 €
	Montant Total de la subvention		26 907,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR METIER MONTALEMBERT COURBEVOIE
Adresse administrative : 238 BOULEVARD SAINT DENIS 92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78535510800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Remplacement de la guérite à l'entrée par un bâtiment maçonné intégrant un sas d'accueil avec vitrage sécurit et pose d'une grille d'accès au sas ainsi créé

Public(s) cible(s) :
845 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 431 292 €
Fonds publics (B) : 952 874 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 478 417 €
SEUIL MAXI 10% : 147 841 €
MONTANT DES TRAVAUX : 53 814 €
SEUIL MAXI 50% : 26 907 €

Localisation géographique :

- LYP MONTALEMBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	53 814,00	100,00%
Total	53 814,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	26 907,00	50,00%
OGEC	26 907,00	50,00%
Total	53 814,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	26 907,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	361 100,52 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	414 934,80 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	426 408,51 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	420 282,29 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 005,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 668,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 048,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	427 539,06 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	422 815,07 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	297 965,90 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	294 664,26 €
	Montant total	2 533 206,68 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008786

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 COURBEVOIE MONTALEMBERT SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	22 226,00 €	50,00 %	11 113,00 €
	Montant Total de la subvention		11 113,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR METIER MONTALEMBERT COURBEVOIE
Adresse administrative : 238 BOULEVARD SAINT DENIS 92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78535510800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Remplacement de la guérite à l'entrée par un bâtiment maçonné intégrant un sas d'accueil avec vitrage sécurit et pose d'une grille d'accès au sas ainsi créé

Public(s) cible(s) : 349 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 22 226 €
SEUIL MAXI 50% : 11 113 €

Localisation géographique :
- LYP MONTALEMBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	22 226,00	100,00%
Total	22 226,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	11 113,00	50,00%
OGEC	11 113,00	50,00%
Total	22 226,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	11 113,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	361 100,52 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	414 934,80 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	426 408,51 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	420 282,29 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 005,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 668,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 048,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	427 539,06 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	422 815,07 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	297 965,90 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	294 664,26 €
	Montant total	2 533 206,68 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008787

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 FONTENAY AUX ROSES SAINT FRANCOIS D ASSISE SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	18 674,00 €	50,00 %	9 337,00 €
	Montant Total de la subvention		9 337,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR SAINT FRANCOIS D ASSISE FONTENAY
Adresse administrative : 39 RUE BORIS VILDE
92260 FONTENAY AUX ROSES
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Madame Marie-Claude DELALOY, Directrice
N° SIRET : 30245125700026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Remplacement porte accès bât. C
Remplacement porte salle informatique au RDC donnant sur cour
Réfection de la clôture du terrain avec remplacement du grillage du fond du parc

Public(s) cible(s) : 171 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 18 674 €
SEUIL MAXI 50% : 9 337 €

Localisation géographique :
- LP SAINT FRANCOIS D'ASSISE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	18 674,00	100,00%
Total	18 674,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	9 337,00	50,00%
OGEC	9 337,00	50,00%
Total	18 674,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 337,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	7 198,00 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	6 260,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	86 277,24 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	118 143,90 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	8 400,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	103 779,01 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	119 666,48 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 760,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 138,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	13 175,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 240,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	102 384,18 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	118 166,88 €
2017	Développement des parcours européens des lycées professionnels	8 520,00 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	63 332,81 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	78 517,98 €
	Montant total	701 864,68 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008894

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 MEUDON INSTITUT NOTRE DAME SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	15 540,00 €	50,00 %	7 770,00 €
	Montant Total de la subvention		7 770,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR NOTRE DAME MEUDON
Adresse administrative : 24 RUE ALEXANDRE GUILMANT
92190 MEUDON
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 57980335400011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Pose de systèmes d'alarme anti-intrusion bâtiments Alix Le Clerc et Anatole France

Public(s) cible(s) :
661 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 862 684 €
Fonds publics (B) : 661 170 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 201 514 €
SEUIL MAXI 10% : 120 151 €
MONTANT DES TRAVAUX : 15 540 €
SEUIL MAXI 50% : 7 770€

Localisation géographique :
- LCM NOTRE DAME (MEUDON)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	15 540,00	100,00%
Total	15 540,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	7 770,00	50,00%
OGEC	7 770,00	50,00%
Total	15 540,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 770,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	146 864,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	180 292,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	173 425,56 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	182 615,52 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 025,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	255,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	5 000,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	185 451,42 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	195 278,64 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	134 025,05 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	141 127,14 €
	Montant total	1 118 350,13 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008969

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 MEUDON ST PHILIPPE SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	194 560,00 €	50,00 %	97 280,00 €
	Montant Total de la subvention		97 280,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR SAINT PHILIPPE MEUDON
Adresse administrative : 1 RUE DU PERE BROTTIER
92190 MEUDON
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 77568879900078

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mise en place d'un contrôle d'accès à l'entrée du site avec installation de portails et tourniquets et extension de la loge

Public(s) cible(s) : 263 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 194 560 €
SEUIL MAXI 50% : 97 280 €

Localisation géographique :
- LP SAINT PHILIPPE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	194 560,00	100,00%
Total	194 560,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	97 280,00	50,00%
OGEC	97 280,00	50,00%
Total	194 560,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	97 280,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	7 000,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	39 355,80 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	55 633,90 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	6 000,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	46 473,62 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	56 350,88 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 492,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	946,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 109,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	43 863,12 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	53 185,44 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	34 724,97 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	42 105,14 €
	Montant total	326 747,08 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008933

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 MEUDON LA SOURCE SECURISATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	5 606,00 €	50,00 %	2 803,00 €
	Montant Total de la subvention		2 803,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR LA SOURCE MEUDON
Adresse administrative : 11 RUE ERNEST RENAN
92190 MEUDON
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : ETABLISSEMENT SECONDAIRE
N° SIRET : 34066226100023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Système d'alerte sonote (PPMS) et remplacement d'une caméra site rue de la Tour

Public(s) cible(s) :
198 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 878 232 €
Fonds publics (B) : 228 472 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 649 760 €
SEUIL MAXI 10% : 64 976 €
MONTANT DES TRAVAUX : 5 606 €
SEUIL MAXI 50% : 2 803 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- LCM LA SOURCE (MEUDON)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	5 606,00	100,00%
Total	5 606,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	2 803,00	50,00%
FOND PROPRES	2 803,00	50,00%
Total	5 606,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 803,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	54 940,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	67 445,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	64 876,35 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	68 314,20 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	985,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	155,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	66 458,70 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	69 980,40 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	43 419,69 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	45 720,53 €
	Montant total	396 625,37 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008936

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 RUEIL MALMAISON DANIELOU SECURISATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	35 026,00 €	50,00 %	17 513,00 €
	Montant Total de la subvention		17 513,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR M DANIELOU RUEIL MALMAISON
Adresse administrative : 61 RUE DU GENERAL MERIBEL
92508 RUEIL MALMAISON
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78544310200013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Installation d'un système d'alerte PPMS. Changement de portail.
Aménagement des systèmes d'accès. Modification des contrôles d'accès.

Public(s) cible(s) : 611 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 574 359 €
Fonds publics (B) : 731 042 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 843 316 €
SEUIL MAXI 10% : 184 331 €
MONTANT DES TRAVAUX : 35 026 €
SEUIL MAXI 50% : 17 513 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique : LCM M. DANIELOU

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	35 026,00	100,00%
Total	35 026,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	17 513,00	50,00%
FONDS PROPRES	17 513,00	50,00%
Total	35 026,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 513,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	171 584,32 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	211 448,30 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	202 616,75 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	214 172,35 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 245,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	540,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	576,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	203 468,31 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	215 072,93 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	143 821,26 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	152 113,92 €
	Montant total	1 249 536,30 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008897

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 RUEIL MALMAISON LA SALLE PASSY BUZENVAL SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	32 616,00 €	50,00 %	16 308,00 €
	Montant Total de la subvention		16 308,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR PASSY BUZENVAL RUEIL MALMAISON
Adresse administrative : 50 AV OTHIS MYGATT
92500 RUEIL MALMAISON
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 32303763000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Installation d'un système d'alerte sonore extérieur pour le PPMS
Mise en place d'un système d'alerte PPMS (sonneries différenciées)
Extension du réseau de vidéo-surveillance et migration sur technologie IP
Installation d'une liaison fibre optique pour l'alimentation des sirènes liées au PPMS

Public(s) cible(s) : 899 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 4 076 878 €
Fonds publics (B) : 984 655 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 3 092 223 €
SEUIL MAXI 10% : 309 222 €
MONTANT DES TRAVAUX : 32 616 €
SEUIL MAXI 50% : 16 308 €

Localisation géographique :

- LYP PASSY BUZENVAL
- LP PASSY BUZENVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	32 616,00	100,00%
Total	32 616,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	16 308,00	50,00%
OGEC	16 308,00	50,00%
Total	32 616,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	16 308,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	101 478,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	300 264,52 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	370 717,20 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	354 569,82 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	375 494,83 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 290,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	270,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	995,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	10 000,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 157,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	364 526,40 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	387 391,89 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	256 783,36 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	271 057,62 €
	Montant total	2 334 308,43 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008899

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 RUEIL MALMAISON LA SALLE PASSY BUZENVAL SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	6 892,00 €	50,00 %	3 446,00 €
	Montant Total de la subvention		3 446,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR PASSY BUZENVAL RUEIL MALMAISON
Adresse administrative : 50 AV OTHIS MYGATT
92500 RUEIL MALMAISON
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 32303763000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Installation d'un système d'alerte sonore extérieur pour le PPMS
Mise en place d'un système d'alerte PPMS (sonneries différenciées)
Extension du réseau de vidéo-surveillance et migration sur technologie IP
Installation d'une liaison fibre optique pour l'alimentation des sirènes liées au PPMS

Public(s) cible(s) :
190 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 6 892 €
SEUIL MAXI 50% : 3 446 €

Localisation géographique :
- LYP PASSY BUZENVAL
- LP PASSY BUZENVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	6 892,00	100,00%
Total	6 892,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	3 446,00	50,00%
OGEC	3 446,00	50,00%
Total	6 892,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 446,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	101 478,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	300 264,52 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	370 717,20 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	354 569,82 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	375 494,83 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 290,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	270,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	995,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	10 000,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 157,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	364 526,40 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	387 391,89 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	256 783,36 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	271 057,62 €
	Montant total	2 334 308,43 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009006

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 93 AULNAY PROTECTORAT ST JOSEPH SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	33 978,00 €	50,00 %	16 989,00 €
	Montant Total de la subvention		16 989,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR PROTECTORAT SAINT JOSEPH
AULNAY SOUS BOIS
Adresse administrative : 36 RUE JACQUES DUCLOS
93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : SIRET 785484965 00013 VOIR AUSSI TIERS 20443
N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Installation d'une vidéosurveillance
Installation d'un visiophone pour le contrôle d'accès
Sécurisation des accès : pose de clôtures, sécurisation de portes, mise aux normes de la serrurerie, pose d'un portail motorisé…
Mise aux normes du détecteur alarme anti-intrusion
Stores occultants

Public(s) cible(s) :
226 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 33 978 €
SEUIL MAXI 50% :16 989 €

Localisation géographique :

- LYT PROTECTORAT SAINT JOSEPH

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	33 978,00	100,00%
Total	33 978,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	16 989,00	50,00%
OGEC	16 989,00	50,00%
Total	33 978,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	16 989,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	113 774,04 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	123 769,80 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	134 351,01 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	125 364,89 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 758,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 930,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	4 941,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 096,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	121 863,47 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	115 501,18 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	83 137,84 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	79 008,02 €
	Montant total	743 214,56 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008788

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 93 AULNAY SOUS BOIS L ESPERANCE SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	34 888,00 €	50,00 %	17 444,00 €
	Montant Total de la subvention		17 444,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR L'ESPERANCE AULNAY SOUS BOIS CEDEX
Adresse administrative : 17 RUE CAMILLE PELLETAN 93622 AULNAY SOUS BOIS CEDEX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 33525992500022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Vidéo protection des abords de l'établissement (8 caméras)
Remplacement portail et clôture avec pose de plaques de tôles
Réhabilitation de la porte d'entrée du lycée

Public(s) cible(s) : 560 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 179 060 €
Fonds publics (B) : 639 453€
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 539 607 €
SEUIL MAXI 10% : 153 960 €
MONTANT DES TRAVAUX : 34 888 €
SEUIL MAXI 50% : 17 444 €

Localisation géographique :

- LCM L'ESPERANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	34 888,00	100,00%
Total	34 888,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	17 444,00	50,00%
OGEC	17 444,00	50,00%
Total	34 888,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 444,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	140 700,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	172 725,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	166 146,75 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	174 951,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 825,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 757,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	176 906,73 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	186 281,16 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 173,00 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	125 163,89 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	131 796,42 €
	Montant total	1 065 028,45 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008901

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 93 BAGNOLET ST BENOIST DE L EUROPE SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	3 344,00 €	50,00 %	1 672,00 €
	Montant Total de la subvention		1 672,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR SAINT BENOIST DE L'EUROPE BAGNOLET
Adresse administrative : 82 AVENUE GAMBETTA
93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 39446270900012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Mise aux normes sonnerie PPMS et pose d'un portail à l'entrée des élèves

Public(s) cible(s) : 157 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 444 528 €
Fonds publics (B) : 175148 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 269 380 €
SEUIL MAXI 10% : 26 938 €
MONTANT DES TRAVAUX : 3 344 €
SEUIL MAXI 50% : 1 672 €

Localisation géographique :
- LP SAINT BENOIST DE L'EUROPE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	3 344,00	100,00%
Total	3 344,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	1 672,00	50,00%
OGEC	1 672,00	50,00%
Total	3 344,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 672,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	8 145,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	91 280,80 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	107 879,10 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	400,00 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	4 256,45 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	107 789,68 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	109 269,40 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 089,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 849,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	6 287,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 930,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 500,00 €
2016	Développement des parcours européens des lycées professionnels	4 056,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	106 131,39 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	109 635,96 €
2017	Développement des parcours européens des lycées professionnels	2 556,00 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	72 665,95 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	73 549,35 €
	Montant total	677 858,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008902

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 93 BAGNOLET SAINT BENOIST DE L EUROPE SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	2 448,00 €	50,00 %	1 224,00 €
	Montant Total de la subvention		1 224,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR SAINT BENOIST DE L'EUROPE BAGNOLET
Adresse administrative : 82 AVENUE GAMBETTA 93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 39446270900012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Mise aux normes sonnerie PPMS
Pose d'un portail à l'entrée des élèves

Public(s) cible(s) : 115 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 2 448 €
SEUIL MAXI 50% : 1 224 €

Localisation géographique :
- LP SAINT BENOIST DE L'EUROPE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	2 448,00	100,00%	CRIF	1 224,00	50,00%
			OGEC	1 224,00	50,00%
Total	2 448,00	100,00%	Total	2 448,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 224,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	8 145,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	91 280,80 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	107 879,10 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	400,00 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	4 256,45 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	107 789,68 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	109 269,40 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 089,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 849,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	6 287,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 930,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 500,00 €
2016	Développement des parcours européens des lycées professionnels	4 056,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	106 131,39 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	109 635,96 €
2017	Développement des parcours européens des lycées professionnels	2 556,00 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	72 665,95 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	73 549,35 €
	Montant total	677 858,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008903

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 93 DRANCY SAINT GERMAIN SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	3 222,00 €	50,00 %	1 611,00 €
	Montant Total de la subvention		1 611,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG SAINT GERMAIN DRANCY 93
Adresse administrative : 103 RUE SADI CARNOT
93700 DRANCY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 80892212400017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Installation d'une vidéo surveillance + câblage et installation d'un boitier PPMS

Public(s) cible(s) :
99 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 127 463 €
Fonds publics (B) : 41 616 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 85 847 €
SEUIL MAXI 10% : 8 584 €
MONTANT DES TRAVAUX : 3 222 €
SEUIL MAXI 50% : 1 611 €

Localisation géographique :
- DRANCY

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	3 222,00	100,00%
Total	3 222,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	1 611,00	50,00%
OGEC	1 611,00	50,00%
Total	3 222,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 611,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	200,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	218,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	12 658,78 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	13 329,59 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	21 488,32 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	22 627,00 €
	Montant total	70 521,69 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008789

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 93 DUGNY ROBERT SCHUMAN SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	57 200,00 €	50,00 %	28 600,00 €
	Montant Total de la subvention		28 600,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR PRIVE ROBERT SCHUMAN DUGNY
Adresse administrative : 7 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
93440 DUGNY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 30146088700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Création d'un sas et sécurisation de l'entrée de l'établissement

Public(s) cible(s) :
260 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 57 200 €
SEUIL MAXI 50% : 28 600 €

Localisation géographique :
- LP PRIVE ROBERT SCHUMAN

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	57 200,00	100,00%
Total	57 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	28 600,00	50,00%
OGEC	28 600,00	50,00%
Total	57 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	28 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	116 253,04 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	149 925,30 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	137 278,36 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	151 857,47 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 292,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 929,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 039,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	132 054,24 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	153 990,88 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	85 321,73 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	86 822,18 €
	Montant total	843 438,36 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008982

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 93 LE RAINCY ST LOUIS STE CLOTILDE SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	12 690,00 €	50,00 %	6 345,00 €
	Montant Total de la subvention		6 345,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR SAINT LOUIS-SAINTE CLOTILDE LE RAINCY
Adresse administrative : 37 ALLEE DE LA FONTAINE BP 131
93340 LE RAINCY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : ETAIT STE CLOTILDE
N° SIRET : 30830259500019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 31 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Remplacement du portail d'entrée de la cour principale.
Création d'un espace permettant le contrôle des accès côté intérieur de la cour.
Remplacement de la porte d'entrée du bâtiment D et de la porte de la salle de permanence donnant sur cour. Pose de rideaux permettant l'obturation de la vue à l'intérieur des classes situées au RDC.

Public(s) cible(s) : 414 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 358 966 €
Fonds publics (B) : 545 075 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 813 891 €
SEUIL MAXI 10% : 81 389 €
MONTANT DES TRAVAUX : 12 690 €
SEUIL MAXI 50% : 6 345 €

Localisation géographique :

- LCM SAINT LOUIS-STE CLOTILDE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	12 690,00	100,00%
Total	12 690,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	6 345,00	50,00%
OGEC	6 345,00	50,00%
Total	12 690,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 345,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	62 967,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	116 151,20 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	140 812,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	137 158,10 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	142 626,72 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 400,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 738,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	158 915,55 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	163 287,60 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	109 187,31 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	112 201,91 €
	Montant total	967 571,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008790

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 93 LE RAINCY JEANNE LA LORRAINE SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	7 586,00 €	50,00 %	3 793,00 €
	Montant Total de la subvention		3 793,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR JEANNE LA LORRAINE LE RAINCY
Adresse administrative : 3 BD DU NORD
93340 LE RAINCY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78560114700024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Renforcement de l'alarme anti-intrusion et de la télésurveillance

Public(s) cible(s) :
279 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 7 586 €
SEUIL MAXI 50% : 3 793 €

Localisation géographique :
- LP JEANNE LA LORRAINE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	7 586,00	100,00%
Total	7 586,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	3 793,00	50,00%
OGEC	3 793,00	50,00%
Total	7 586,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 793,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	102 035,64 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	125 974,10 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	120 489,62 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	127 597,60 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 356,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 777,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	15 600,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 825,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	109 324,35 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	117 467,10 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	81 411,75 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	86 075,85 €
	Montant total	746 327,19 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009018

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 93 MONTREUIL ORT SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	212 430,00 €	47,07 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR ORT MONTREUIL
Adresse administrative : 43 RUE RASPAIL
93107 MONTREUIL CEDEX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : SIRET REEL 77568810400113 ETAIT 39 RUE RASPAIL
N° SIRET : 77568810400089

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Création de sas
Création de système de passages rapides de sécurité
Déploiement d'un système de lecteur de badges d'accès
Extension du système d'alarme
Extension vidéosurveillance
Renforcement des portes d'accès aux escaliers

Public(s) cible(s) :
547 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 212 430 €
SEUIL MAXI 50% : 106 215 €
SEUIL MAXI dispositif : 100 000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- LYT O.R.T

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	212 430,00	100,00%
Total	212 430,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	100 000,00	47,07%
FOND PROPRES	112 430,00	52,93%
Total	212 430,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	760,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 819,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 620,00 €
	Montant total	7 199,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008791

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 93 NOISY LE GRAND FRANCOISE CABRINI SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	15 552,00 €	50,00 %	7 776,00 €
	Montant Total de la subvention		7 776,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR METIER FRANCOISE CABRINI NOISY LE GRAND
Adresse administrative : 20 RUE DU DOCTEUR SUREAU 93160 NOISY LE GRAND
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : ETAIT NAF 8532Z
N° SIRET : 33993383000012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Renforcement de la clôture autour de l'établissement
Fourniture et pose de vidéo surveillance à l'entrée de l'établissement
Fourniture et pose de vidéo surveillance à l'entrée de chaque bâtiment

Public(s) cible(s) :
567 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 184 921 €
Fonds publics (B) : 609 515 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 575 406 €
SEUIL MAXI 10% : 57 540 €
MONTANT DES TRAVAUX : 15 552 €

SEUIL MAXI 50% : 7 776 €

Localisation géographique :
- LP FRANCOISE CABRINI

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	15 552,00	100,00%
Total	15 552,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	7 776,00	50,00%
OGEC	7 776,00	50,00%
Total	15 552,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 776,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	46 617,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	364 597,92 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	436 122,40 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	430 538,45 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	441 742,94 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 164,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 284,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	69 702,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 851,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	435 763,72 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	450 907,17 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	302 349,65 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	310 969,59 €
	Montant total	2 757 105,61 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008792

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 93 NOISY LE GRAND FRANCOISE CABRINI SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	15 140,00 €	50,00 %	7 570,00 €
	Montant Total de la subvention		7 570,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR METIER FRANCOISE CABRINI NOISY LE GRAND
Adresse administrative : 20 RUE DU DOCTEUR SUREAU 93160 NOISY LE GRAND
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : ETAIT NAF 8532Z

N° SIRET : 33993383000012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Renforcement de la clôture autour de l'établissement
Fourniture et pose de vidéo surveillance à l'entrée de l'établissement
Fourniture et pose de vidéo surveillance à l'entrée de chaque bâtiment

Public(s) cible(s) :
552 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 15 140 €
SEUIL MAXI 50% :7 570 €

Localisation géographique :
- LP FRANCOISE CABRINI

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	15 140,00	100,00%
Total	15 140,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	7 570,00	50,00%
OGEC	7 570,00	50,00%
Total	15 140,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 570,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	46 617,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	364 597,92 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	436 122,40 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	430 538,45 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	441 742,94 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 164,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 284,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	69 702,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 851,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	435 763,72 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	450 907,17 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	302 349,65 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	310 969,59 €
	Montant total	2 757 105,61 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008904

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 93 SAINT DENIS JB LA SALLE LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	65 876,00 €	50,00 %	32 938,00 €
	Montant Total de la subvention		32 938,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR METIER JEAN BAPTISTE DE LA SALLE SAINT DENIS
Adresse administrative : 6 PLACE DE LA RESISTANCE
93200 SAINT DENIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78562097200048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Renforcement de la vidéo surveillance des différentes entrées extérieures et des accès aux bâtiments
Création de sas avec contrôle d'accès
Protection des accès (mise en place de portails et clôtures supplémentaires)

Public(s) cible(s) : 506 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 324 844 €
Fonds publics (B) : 584 297 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 740 547 €
SEUIL MAXI 10% : 74 054€
MONTANT DES TRAVAUX : 65 876 €
SEUIL MAXI 50% : 32 938 €

Localisation géographique :

- LYT JEAN BAPTISTE DE LA SALLE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	65 876,00	100,00%
Total	65 876,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	32 938,00	50,00%
OGEC	32 938,00	50,00%
Total	65 876,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	32 938,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	301 571,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	268 085,76 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	324 690,10 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	316 571,27 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	328 874,56 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 124,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	8 638,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	7 136,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	14 672,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	343 107,88 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	358 599,89 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	239 980,53 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	251 556,39 €
	Montant total	2 355 664,27 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008905

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 93 SAINT DENIS SAINT JEAN BAPTISTE LA SALLE SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	44 914,00 €	50,00 %	22 457,00 €
	Montant Total de la subvention		22 457,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR METIER JEAN BAPTISTE DE LA SALLE SAINT DENIS
Adresse administrative : 6 PLACE DE LA RESISTANCE 93200 SAINT DENIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78562097200048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Renforcement de la vidéo surveillance des différentes entrées extérieures et des accès aux bâtiments
Création de sas avec contrôle d'accès
Protection des accès (mise en place de portails et clôtures supplémentaires)

Public(s) cible(s) :
345 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 44 914 €
SEUIL MAXI 50% : 22 457 €

Localisation géographique :
- LYT JEAN BAPTISTE DE LA SALLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	44 914,00	100,00%
Total	44 914,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	22 457,00	50,00%
OGEC	22 457,00	50,00%
Total	44 914,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	22 457,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	301 571,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	268 085,76 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	324 690,10 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	316 571,27 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	328 874,56 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 124,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	8 638,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	7 136,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	14 672,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	343 107,88 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	358 599,89 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	239 980,53 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	251 556,39 €
	Montant total	2 355 664,27 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008978

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 93 VAUJOURS FENELON SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	16 592,00 €	50,00 %	8 296,00 €
	Montant Total de la subvention		8 296,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR FENELON VAUJOURS 93
Adresse administrative : 1 RUE DE MONTAUBAN
93410 VAUJOURS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Madame LHUILLIER, Directrice

N° SIRET : 30413855500012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Sécurisation des accès par la pose de bornes escamotables
Pose de films de discrétion (fenêtres du RDC)
Création d'un escalier d'évacuation dans le cadre du PPMS
Installation d'un système d'alerte intrusion

Public(s) cible(s) : 524 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 958 202 €
Fonds publics (B) : 551 603 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 406 599 €
SEUIL MAXI 10% : 140 659 €
MONTANT DES TRAVAUX : 16 592 €
SEUIL MAXI 50% : 8 296 €

Localisation géographique :

- LCM FENELON (VAUJOURS)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	16 592,00	100,00%	CRIF	8 296,00	50,00%
			OGEC	8 296,00	50,00%
Total	16 592,00	100,00%	Total	16 592,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 296,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	32 457,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	5 000,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	121 672,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	149 366,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	7 000,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	143 677,38 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	151 290,96 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 560,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 120,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	6 681,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 500,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	141 145,62 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	148 625,04 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	114 636,88 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	119 199,95 €
	Montant total	958 205,23 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008979

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 93 VAUJOURS FENELON SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	65 608,00 €	50,00 %	32 804,00 €
		Montant Total de la subvention	32 804,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR FENELON VAUJOURS 93
Adresse administrative : 1 RUE DE MONTAUBAN
93410 VAUJOURS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Madame LHUILLIER, Directrice
N° SIRET : 30413855500012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Sécurisation des accès par la pose de bornes escamotables
Pose de films de discrétion (fenêtres du RDC)
Création d'un escalier d'évacuation dans le cadre du PPMS
Installation d'un système d'alerte intrusion

Public(s) cible(s) : 229 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 65 608 €
SEUIL MAXI 50% : 32 804 €

Localisation géographique :
- CM FENELON (VAUJOURS)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	65 608,00	100,00%
Total	65 608,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	32 804,00	50,00%
OGEC	32 804,00	50,00%
Total	65 608,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	32 804,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	32 457,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	5 000,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	121 672,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	149 366,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	7 000,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	143 677,38 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	151 290,96 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 560,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 120,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	6 681,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 500,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	141 145,62 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	148 625,04 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	114 636,88 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	119 199,95 €
	Montant total	958 205,23 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008983

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 93 VILLEMOMBLE BLANCHE DE CASTILLE SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	56 112,00 €	50,00 %	28 056,00 €
	Montant Total de la subvention		28 056,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR BLANCHE DE CASTILLE VILLEMOMBLE OGEC SERVITES DE MARIE
Adresse administrative : 1 PLACE CHARLES DE GAULLE
93250 VILLEMOMBLE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78564671200014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Installation de la vidéo surveillance bâtiments A, B, C, E et F

Public(s) cible(s) : 645 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 836 210 €
Fonds publics (B) : 633 252 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 202 959 €
SEUIL MAXI 10% : 120 295 €
MONTANT DES TRAVAUX : 56 112 €
SEUIL MAXI 50% : 28 056 €

Localisation géographique :

- LCM BLANCHE DE CASTILLE VILLEM

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	56 112,00	100,00%
Total	56 112,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	28 056,00	50,00%
OGEC	28 056,00	50,00%
Total	56 112,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	28 056,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	149 750,36 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	183 713,60 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	176 833,94 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	186 081,22 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 900,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	270,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 011,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	175 818,12 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	185 014,92 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	6 688,00 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	137 868,61 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	145 092,75 €
	Montant total	1 117 617,74 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008990

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 94 CACHAN FOYER PTT SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	98 275,00 €	50,00 %	49 137,00 €
	Montant Total de la subvention		49 137,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR FOYER-DE-CACHAN CACHAN
Adresse administrative : 36 AVENUE DU PRESIDENT WILSON
94230 CACHAN
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

N° SIRET : 77811484300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 14 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Création d'un accès sécurisé rue du Loing par l'installation d'un balcon extérieur, d'un portillon d'accès et d'une rampe PMR
Mise en place de caméras de vidéosurveillance

Public(s) cible(s) : 302 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 98 275 €
SEUIL MAXI 50% : 49 13 7€

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- LYP FOYER DE CACHAN

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	98 275,00	100,00%
Total	98 275,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	49 137,00	50,00%
FONDS PROPRES	49 138,00	50,00%
Total	98 275,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	49 167,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	250 000,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	115 317,72 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	148 938,30 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	136 173,88 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	150 857,75 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 672,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 322,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	14 934,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	144 367,38 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	160 022,12 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	102 632,30 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	112 225,40 €
	Montant total	1 161 483,63 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008906

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 94 CHARENTON NOTRE DAME DES MISSIONS SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	30 550,00 €	50,00 %	15 275,00 €
	Montant Total de la subvention		15 275,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR NOTRE DAME DES MISSIONS CHARENTON LE PONT
Adresse administrative : 4 RUE DU PRESIDENT KENNEDY 94220 CHARENTON-LE-PONT
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : VOIR AUSSI TIERS 8186
N° SIRET : 31464699300019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Installation de portes avec code d'accès - Installation d'alarme confinement
Création d'un sas de sécurité

Public(s) cible(s) : 429 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 072 769 €
Fonds publics (B) : 495 305 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques : 577 464 €
SEUIL MAXI 10% : 57 746 €
MONTANT DES TRAVAUX : 30 550 €
SEUIL MAXI 50% : 15 275 €

Localisation géographique :

- LYP NOTRE DAME DES MISSIONS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	30 550,00	100,00%
Total	30 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	15 275,00	50,00%
OGEC	15 275,00	50,00%
Total	30 550,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 275,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	118 992,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	146 076,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	140 512,68 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	147 958,56 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 125,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	228,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	15 000,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	136 398,57 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	143 626,44 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	94 149,83 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	99 138,90 €
	Montant total	858 658,38 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008939

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 94 IVRY CE3P SECURISATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	42 154,00 €	50,00 %	21 077,00 €
	Montant Total de la subvention		21 077,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR CE3P IVRY SUR SEINE
Adresse administrative : 5 RUE RENE ROBIN
94200 IVRY SUR SEINE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78572178800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Entrée des élèves : installation d'un vidéophone et travaux de serrurerie
Motorisation du portail de l'entrée "véhicules"
Sécurisation des châssis extérieurs

Public(s) cible(s) : 160 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 42 154 €
SEUIL MAXI 50% : 21 077 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- LP C.E.3P (IVRY/SEINE)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	42 154,00	100,00%
Total	42 154,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	21 077,00	50,00%
FONDS PROPRES	21 077,00	50,00%
Total	42 154,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	21 077,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	64 703,24 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	76 689,90 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	76 405,35 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	77 678,24 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 240,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	646,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 978,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	75 319,90 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	75 978,85 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	44 350,14 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	44 507,62 €
	Montant total	444 522,04 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008984

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 94 JOINVILLE STE MARIE SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	63 882 €	50,00 %	31 941,00 €
	Montant Total de la subvention		31 941,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP ENSEMBLE SAINTE MARIE
Adresse administrative : 6 RUE DE L'EGLISE
94340 JOINVILLE LE PONT
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : ETAIT ROBERT SCHUMAN NIC 00038
N° SIRET : 78574059800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 31 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Sites Créteil et Joinville :
Mise en place d'un système PPMS, sécurisation des portes d'accès, pose d'un portail automatique, vidéo-protection, création d'un sas pour le lycée, alarme anti intrusion, pose de vitrages sécurisés sur rue, éclairage extérieur automatique

Public(s) cible(s) :
276 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 705 346 €
Fonds publics (B) : 199 021 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques 506 326 €
SEUIL MAXI 10% : 50 632 €

MONTANT DES TRAVAUX : 63 882 €
SEUIL MAXI 50% : 31 941 €
Localisation géographique :

- LP R SCHUMAN ex VAL DE BEAUTE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	63 882,00	100,00%
Total	63 882,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	31 941,00	50,00%
OGEC	31 941,00	50,00%
Total	63 882,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	31 941,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	126 241,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	195 910,68 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	222 173,70 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	349 506,30 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	348 269,12 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 100,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 203,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	6 853,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 183,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	361 548,24 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	361 432,30 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	260 057,48 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	259 440,74 €
	Montant total	2 223 259,49 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008985

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 94 JOINVILLE STE MARIE SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	68 936,00 €	50,00 %	34 468,00 €
	Montant Total de la subvention		34 468,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP ENSEMBLE SAINTE MARIE
Adresse administrative : 6 RUE DE L'EGLISE
94340 JOINVILLE LE PONT
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : ETAIT ROBERT SCHUMAN NIC 00038
N° SIRET : 78574059800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Sites Créteil et Joinville :
Mise en place d'un système PPMS, sécurisation des portes d'accès, pose d'un portail automatique, vidéo-protection, création d'un sas pour le lycée, alarme anti intrusion, pose de vitrages sécurisés sur rue, éclairage extérieur automatique

Public(s) cible(s) :
635 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 68 936 €
SEUIL MAXI 50% : 34 468 €

Localisation géographique :
- LP R SCHUMAN ex VAL DE BEAUTE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	68 936,00	100,00%
Total	68 936,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	34 468,00	50,00%
OGEC	34 468,00	50,00%
Total	68 936,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	34 468,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	126 241,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	195 910,68 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	222 173,70 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	349 506,30 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	348 269,12 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 100,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 203,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	6 853,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 183,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	361 548,24 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	361 432,30 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	260 057,48 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	259 440,74 €
	Montant total	2 223 259,49 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008793

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 94 NOGENT SUR MARNE ALBERT DE MUN SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	21 854,00 €	50,00 %	10 927,00 €
	Montant Total de la subvention		10 927,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR ALBERT DE MUN NOGENT SUR MARNE
Adresse administrative : 12/14 AVENUE DES MARRONNIES
94130 NOGENT SUR MARNE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 54203105900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Installation de ventouse de sécurité sur les portails extérieurs et de systèmes de déverouillage centralisé des accès en cas d'intrusion (ou d'incendie généralisé)
Renforcement de la vidéo protection

Public(s) cible(s) : 553 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 619 582 €
Fonds publics (B) : 585 927 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques : 1 033 655 €
SEUIL MAXI 10% : 103 365 €
MONTANT DES TRAVAUX : 21 854 €
SEUIL MAXI 50% : 10 927 €

Localisation géographique :

- LCM ALBERT DE MUN

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	21 854,00	100,00%
Total	21 854,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	10 927,00	50,00%
OGEC	10 927,00	50,00%
Total	21 854,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 927,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	94 372,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	140 432,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	172 396,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	165 830,28 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	174 617,76 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 715,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	892,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	6 000,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	161 083,23 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	169 619,16 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	120 511,78 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	126 897,80 €
	Montant total	1 116 387,41 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008937

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 94 VINCENNES EBTP SECURISATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	35 172,00 €	50,00 %	17 586,00 €
	Montant Total de la subvention		17 586,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR METIER BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS VINCENNES
Adresse administrative : 18 RUE DE BELFORT
94300 VINCENNES
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 30861967500017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Installation d'un système d'alerte PPMS des bâtiments B, D et C situés à Vincennes et des bâtiments A et B situés à Montreuil

Public(s) cible(s) : 1058 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 35 172 €
SEUIL MAXI 50% : 17 586 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique : LP BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	35 172,00	100,00%
Total	35 172,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	17 586,00	50,00%
FONDS PROPRES	17 586,00	50,00%
Total	35 172,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 586,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	4 800,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	4 800,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	359 744,44 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	428 555,40 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	424 807,18 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	434 078,42 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 998,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 770,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	86 575,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	17 292,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	432 728,68 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	439 777,19 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	322 661,61 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	327 205,30 €
	Montant total	2 747 983,33 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008942

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 ARGENTEUIL GARAC SECURISATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	186 369,00 €	50,00 %	93 185,00 €
	Montant Total de la subvention		93 185,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR METIER GARAC ARGENTEUIL
Adresse administrative : 3 BOULEVARD GALIENI
95102 ARGENTEUIL CEDEX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Monsieur Laurent ROUX, Proviseur
Objet : SIRET 775688112 00033 VOIR AUSSI TIERS 7752
N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Modification de portes avec dispositif anti intrusion et contrôle d'accès
Rehausse des grilles et contrôle d'accès du sas d'entrée principale
Equipement d'une barrière d'accès et ajout de sonneries (PPMS)

Public(s) cible(s) : 548 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 186 369 €
SEUIL MAXI 50% : 93 185 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique : LYP GARAC

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	186 369,00	100,00%
Total	186 369,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	93 185,00	50,00%
FONDS PROPRES	93 184,00	50,00%
Total	186 369,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	93 185,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	154 137,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	3 392,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	186 383,28 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	244 348,30 €
2014	Olympiades des métiers	1 400,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	3 012,44 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	220 092,23 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	247 497,35 €
2015	Olympiades des métiers	1 400,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 556,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 647,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	86 575,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	23 056,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	231 008,30 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	258 895,30 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	193 125,46 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	217 430,09 €
	Montant total	1 783 443,64 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008800

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 ENGHIEN LES BAINS NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	34 522,00 €	50,00 %	17 261,00 €
		Montant Total de la subvention	17 261,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE ENGHIEN LES BAINS
Adresse administrative : 7 BD SADI CARNOT
95880 ENGHIEN LES BAINS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : MAJ LIBELLE : ETAIT LYP NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE ENGHIENS LES BAINS.
CHANG ADRESSE: ETAIT 9 BD SADI CARNOT.
N° SIRET : 78585734300012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Renforcement vidéosurveillance des accès, d'entrées et de terrains extérieurs
Sécurisation des contrôles d'accès aux salles de classe

Public(s) cible(s) : 574 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 955 154 €
Fonds publics (B) : 570 587 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 384 570 €
SEUIL MAXI 10% : 138 457 €
MONTANT DES TRAVAUX : 34 522 €
SEUIL MAXI 50% : 17 261 €

Localisation géographique :

- LYP NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	34 522,00	100,00%
Total	34 522,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	17 261,00	50,00%
OGEC	17 261,00	50,00%
Total	34 522,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 261,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	108 234,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	138 824,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	170 422,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	163 931,46 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	172 618,32 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 645,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 748,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	30 000,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	160 766,76 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	169 285,92 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	117 188,85 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	123 398,78 €
	Montant total	1 143 590,89 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008986

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 FRANCONVILLE JEANNE D ARC SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	11 844,00 €	50,00 %	5 922,00 €
	Montant Total de la subvention		5 922,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR JEANNE-D'ARC FRANCONVILLE
Adresse administrative : 2 B BD TOUSSAINT LUCAS
95130 FRANCONVILLE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : MAJ LIBELLE : ETAIT LP JEANNE D'ARC FRANCONVILLE
N° SIRET : 78586494300036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1er septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 24 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Installation d'un système de vidéo surveillance
Elévation des clôtures
Création d'un portail motorisé
Extension de l'alarme anti intrusion (2e étage du LP)

Public(s) cible(s) :
281 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 11 844 €
SEUIL MAXI 50% : 5 922 €

Localisation géographique :
- LP JEANNE D'ARC (FRANCONVILLE)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	11 844,00	100,00%
Total	11 844,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	5 922,00	50,00%
OGEC	5 922,00	50,00%
Total	11 844,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 922,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	5 695,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	133 158,48 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	166 803,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	157 241,28 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	168 952,68 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 560,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 558,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	53 828,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 205,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	164 219,13 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	176 450,58 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	102 578,81 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	110 219,13 €
	Montant total	1 047 496,05 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008801

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 CERGY PONTOISE SAINT MARTIN DE FRANCE SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	42 562,00 €	50,00 %	21 281,00 €
	Montant Total de la subvention		21 281,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINT MARTIN DE FRANCE PONTOISE
Adresse administrative : 1 AVENUE DE VERDUN 95300 PONTOISE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 57820485100013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Installation d'alarmes intrusions
Remplacement des portes extérieures (y compris volets roulants)

Public(s) cible(s) :
427 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 5 006 035 €
Fonds publics (B) : 582 414 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 4 423 621 €
SEUIL MAXI 10% : 442 362 €
MONTANT DES TRAVAUX : 42 562 €
SEUIL MAXI 50% : 21 281 €

Localisation géographique :

- LCM SAINT MARTIN DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	42 562,00	100,00%
Total	42 562,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	21 281,00	50,00%
OGEC	21 281,00	50,00%
Total	42 562,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	21 281,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	77 269,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	142 844,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	175 357,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	168 678,51 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	177 616,92 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 550,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 183,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	63 173,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	170 260,86 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	179 283,12 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	112 093,68 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	118 033,61 €
	Montant total	1 165 602,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008987

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 OSNY NOTRE FAMILLE SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	10 148,00 €	50,00 %	5 074,00 €
	Montant Total de la subvention		5 074,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR NOTRE FAMILLE INDUSTRIES GRAPHIQUES OSNY
Adresse administrative : 2 RUE DES PATIS
95520 OSNY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 77566671200044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Installation de portiers visiophone
Sécurisation de salles par la pose de serrures de sécurité

Public(s) cible(s) :
101 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 10 148 €
SEUIL MAXI 50% : 5 074 €

Localisation géographique :
- LP NOTRE FAMILLE (IG)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	10 148,00	100,00%
Total	10 148,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	5 074,00	50,00%
OGEC	5 074,00	50,00%
Total	10 148,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 074,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	1 776,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	50 426,88 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	63 168,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	59 547,00 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	63 982,08 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 024,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	819,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 406,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	59 546,88 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	63 982,08 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	35 169,88 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	37 789,42 €
	Montant total	363 120,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008802

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 SANNOIS INSTITUTION NOTRE DAME SECURISATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	31 760,00 €	50,00 %	15 880,00 €
	Montant Total de la subvention		15 880,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR NOTRE DAME SANNOIS
Adresse administrative : 106 BOULEVARD CHARLES DE GAULLE
95110 SANNOIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78591041500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Pose d'un portail pour le sas de sécurité
Renforcement des clôtures extérieures avec pose de portails ou obturation de l'existant
Déploiement d'un système de vidéosurveillance
Obturation des vitres (film dépoli)

Public(s) cible(s) : 607 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 532 298 €
Fonds publics (B) : 663 370 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 868 928 €
SEUIL MAXI 10% : 86 892 €
MONTANT DES TRAVAUX : 31 760 €
SEUIL MAXI 50% : 15 880 €

Localisation géographique :

- LCM NOTRE DAME (SANNOIS)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	31 760,00	100,00%
Total	31 760,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	15 880,00	50,00%
OGIL	15 880,00	50,00%
Total	31 760,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 880,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	151 152,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	185 556,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	178 489,08 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	187 947,36 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 015,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 430,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	9 445,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	185 134,95 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	194 945,40 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	133 581,99 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	140 660,61 €
	Montant total	1 136 661,79 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008988

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 SANNOIS ST JEAN SECURISATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	63 438,00 €	50,00 %	31 719,00 €
	Montant Total de la subvention		31 719,00 €

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR SAINT-JEAN-FONDATION-D'AUTEUIL SANNOIS
Adresse administrative : L HERMITAGE
95111 SANNOIS CEDEX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : LP SAINT JEAN FONDATION D'AUTEUIL SANNOIS
N° SIRET : 77568879900037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association
Rapport Cadre : CR86-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Sécurisation des classes, salles de réunion, et portes extérieures par la pose de serrures de sécurité avec clefs électroniques - Alarme anti intrusion

Public(s) cible(s) :
205 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 63 438 €
SEUIL MAXI 50% : 31 719 €

Localisation géographique :
- LP SAINT JEAN FONDATION

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION	63 438,00	100,00%
Total	63 438,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	31 719,00	50,00%
OGEC	31 719,00	50,00%
Total	63 438,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	31 719,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	51 841,92 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	66 984,40 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	61 217,96 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	67 847,66 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 820,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	719,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	5 103,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 668,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	61 920,72 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	68 714,26 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	30 943,27 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	34 757,03 €
	Montant total	372 358,79 €

ANNEXE 3

Lycée privé sous contrat d'association

CONVENTION N°

relative à l'aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association avec l'Etat

La Région d'Ile-de-France dont le siège est au situé au 33, rue Barbet de Jouy 75 007 PARIS
représentée par la Présidente du Conseil Régional habilitée par délibération n°CP
du ……..., ci-après dénommée " la Région "

d'une part,

L'organisme gestionnaire ----------

statut juridique ----------

adresse :----------
----

représenté par M. ----------

Titre : ----------

en vertu de

----

ci-après dénommé " Le bénéficiaire---------- "

lorsque l'organisme gestionnaire n'est pas propriétaire,

Le propriétaire, ----------

statut juridique ----------

adresse

----

représenté par M. ----------

Titre : ----------

en vertu de

----

ci-après dénommé " Le propriétaire ---------- "

d'autre part.

Après avoir rappelé :

L'engagement du bénéficiaire au respect de l'article L.442-1 du code de l'éducation, dans lequel il est notamment disposé que les établissements privés, ayant passé un contrat avec l'Etat, doivent dispenser leur enseignement dans le respect total de la liberté de conscience, en permettant aux enfants d'accéder à ces formations sans distinction d'origine, d'opinion ou de croyance ;

Que la région a souhaité prolonger son action en faveur de l'investissement des lycées privés sous contrat d'association avec l'Etat en adoptant par la délibération CR 79-17 du 18 mai 2017 le principe d'une aide pour rénover, mettre aux normes et étendre les capacités d'accueil de ces établissements;

Que l'attribution de la subvention, son calcul et ses conditions d'octroi sont conditionnées au respect du règlement budgétaire et financier de la région adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Que l'opération subventionnée a fait l'objet de la délibération n° CP - du de la Commission Permanente du Conseil Régional d'Ile-de-France ;

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP du , la Région Île-de-France a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation de l'opération dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel HT/TTC (*rayer la mention inutile*) s'élève à €, soit un montant maximum de subvention de ……..……€.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, est détaillé dans l'annexe dénommée «fiche projet» de la présente convention.

ARTICLE 2 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

2.1 – Avances

Sans objet

2.2 – Acomptes

Le bénéficiaire peut bénéficier d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention et dans la limite de 80% de la subvention attribuée à ces dépenses.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80% de la subvention.

Chaque versement d'acompte est effectué sur appel de fonds du bénéficiaire, transmis en 3 exemplaires. L'appel de fonds précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. L'appel de fonds est signé par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

2.3 - Versement du solde - Ajustement de la subvention régionale au regard des dépenses réalisées

Chaque versement de solde est effectué sur appel de fonds du bénéficiaire, transmis en 3 exemplaires. L'appel de fonds précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

L'appel de fonds est signé par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée ainsi que l'achèvement et le paiement complet de l'opération.

Il est en outre assorti d'un rapport d'activité et d'un compte-rendu financier de l'opération signés par le représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise sur le compte rendu financier lorsque l'organisme en est doté, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

De plus, à chaque transmission de demande de versement, la conformité des factures à la réalité des prestations exécutées devra être certifiée par le maître d'œuvre ou la personne en tenant lieu.

Le montant de la subvention votée en commission permanente et tel qu'indiqué à l'article 1 de la convention constitue un plafond. La subvention régionale ne sera pas révisée si le coût définitif de l'opération est supérieur au budget prévisionnel. Le bénéficiaire s'engage à prendre à sa charge les éventuels dépassements par rapport au plan de financement prévu dans la fiche projet.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le bénéficiaire de la subvention s'avèrent inférieures aux montants initialement prévus, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux de subvention au montant de dépense réalisée, effectivement justifiée.

2.4 – Versement de la subvention

Le versement de cette subvention est effectué sur le compte établi au nom de .....

ouvert à .....

compte n°.....

sur présentation d'un appel de subvention, par présentation de factures ou toutes pièces justificatives correspondant aux montants des dépenses subventionnées.

Lorsque la subvention est assise sur une base TTC, le représentant habilité du bénéficiaire joint au premier appel de fonds une attestation certifiant que le bénéficiaire ne récupère pas tout ou partie de la TVA sur le montant du projet subventionné.

Cette dépense est imputée sur le sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 223 « Lycées privés », programme HP223-009 (122009) « Participation à la rénovation des lycées privés » du budget régional.

Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur Général de la Région d'Ile-de-France.

ARTICLE 3 : REGLES DE CADUCITE

Le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 ans, à compter de la date d'attribution de la subvention, pour présenter un premier appel de fonds. Passé ce délai, la subvention est caduque et le bénéfice de la subvention est perdu en application du règlement budgétaire et financier de la Région.

Cependant, ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, la subvention devient caduque et le bénéfice du solde est perdu.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 4.1 - OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE :

L'organisme gestionnaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire et le propriétaire des locaux, objet des travaux subventionnés, devront s'engager solidairement à réserver lesdits locaux à l'affectation du service public de l'éducation pendant une durée de 10 ans.

Pendant ces 10 ans, toute modification de destination, mise à disposition à titre gracieux ou onéreux ou transfert de propriété des locaux faisant l'objet de travaux subventionnés ne pourra se faire sans l'autorisation écrite et préalable de la Région.

Pour les établissements affiliés au Comité régional de l'enseignement catholique, l'organisme gestionnaire s'engage à contribuer de manière directe ou indirecte à la mise en œuvre du dispositif régional « 100.000 stages pour les jeunes franciliens», coordonnée et globalisée par l'Association de Gestion des Services Régionaux dans le cadre d'une convention « grand compte ».

Pour les autres établissements, le bénéficiaire de la subvention s'engage à recruter stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois. Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. Il s'engage à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement. Pour ces établissements, le versement du solde est subordonné à la production de justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné ci-dessus (convention de stage signée, contrat de travail

signé). La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Article 4.2 - **OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES**

Le bénéficiaire s'engage :

1. à appliquer l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ainsi que le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics si le bénéficiaire y est soumis et, dans ce cas, à conserver les documents attestant du respect de ces règles de mise en concurrence pendant un délai de dix ans à compter de la notification des contrats ;

2. à mettre en œuvre les moyens nécessaires à leur réalisation ;

3. à disposer d'un cadre budgétaire conforme au plan comptable général en vigueur ;

4. à transmettre à la Région le compte-rendu financier de l'opération subventionnée, lors de la demande du solde de la subvention, certifié par le représentant du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque le bénéficiaire en est doté ;

5. à faciliter le contrôle, par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives, et à permettre à ses représentants de visiter les installations faisant l'objet des travaux subventionnés ;

6. à conserver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans ;

7. à informer la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet ;

8. à informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements ;

9. à transmettre les justificatifs de recrutement de stagiaire(s) ou alternant(s) en accompagnement de la demande de solde. Cependant, pour les établissements relevant de l'AGSR, l'AGSR supervisant le recrutement des stagiaires ou alternants recrutés par les établissements de son réseau dans le cadre de la convention en date du …….. la liant à la région Ile-de-France, elle fournira les justificatifs de recrutement en lieu et place des établissements.

Article 4.3 - **OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION**

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale. Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de

communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.

Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Quand la subvention dépasse 20 000 €, dès le commencement, et pendant toute la durée des travaux, l'organisme appose à la vue du public dans de bonnes conditions de visibilité un panneau d'information faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la Région d'Ile-de-France » précédée ou suivie du logotype du conseil régional conformément à la charte graphique régionale.

L'obligation d'apposer un panneau d'information est cependant levée lorsque la nature des travaux subventionnés apparait en contradiction avec toute publicité ou action de communication.

Trois mois avant la date prévue pour l'inauguration ou toute manifestation officielle relative aux travaux subventionnés, il doit, de plus, prendre l'attache des services de la Région pour organiser la participation du Conseil régional.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 5 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date de la Commission permanente ayant voté la subvention et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant au règlement budgétaire et financier régional (voir article 3 supra).

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION – GARANTIES

La Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées, au regard de la qualité des prestations effectuées et en cas de non-respect par le bénéficiaire des engagements mentionnés en particulier à l'article 4 de la présente convention.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

De plus, en cas de cessation de l'activité d'éducation de l'établissement, notamment du fait du propriétaire, ou de résiliation du contrat liant l'établissement à l'Etat, la Région peut demander aux cocontractants la restitution d'une partie de la subvention versée en faveur de cette opération.

Cette restitution est calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((10 ans – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à son objet initial) / 10 ans)

L'association gestionnaire et le propriétaire se déclarent solidaires au regard des obligations contractées auprès de la Région, particulièrement s'agissant de la restitution de la subvention versée au bénéficiaire.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DANS LA SITUATION JURIDIQUE DE L'ORGANISME PROPRIÉTAIRE OU DE L'ORGANISME GESTIONNAIRE

La Région est tenue informée par écrit de tout changement pouvant intervenir dans la situation juridique de l'organisme propriétaire ou de l'organisme gestionnaire. Un exemplaire des statuts ainsi que, le cas échéant, un extrait K Bis sont adressés dans les meilleurs délais à la Région.

ARTICLE 8 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par la commission permanente du conseil régional.

ARTICLE 9 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir (date de la CP d'attribution).

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 4.1, ou le cas échéant par application des règles de caducité figurant à l'article 3.

ARTICLE 10 : CONCERTATION

En cas de difficulté sérieuse dans l'exécution de la présente convention, les signataires conviennent de se rencontrer sans délai aux fins de trouver une solution permettant son bon aboutissement dans le respect de son objet.

ARTICLE 11 : RESILIATION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé.

Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

Tous les frais engagés par la région pour recouvrer les sommes dues par l'organisme sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 12 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solution amiable, seront déférés au Tribunal Administratif de Paris.

Fait, à Paris, en 3 exemplaires originaux

Le, *.....*	**Le, ...**
Pour *l'organisme gestionnaire*	**Pour *le propriétaire***
(Nom et qualité du signataire)	**(Nom et qualité du signataire)**
(*signature et cachet*)	**(*signature et cachet*)**

Le, ...

Pour la Région d'Ile-de-France

ANNEXE 4

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Chapitre	**902 - Enseignement**
Code fonctionnel	**223 - Lycées privés**
Programme	**122009 - Participation à la rénovation des lycées privés**
Action	**12200901 - Participation à la rénovation des lycées privés**

Dispositif : N° 00000300 - Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)

Dossier	17009007 - 75 PARIS 6 CARCADO SAISSEVAL RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3134 - LPO PR METIER CARCADO SAISSEVAL PARIS 06EME			
Localisation	LYP CARCADO SAISSEVAL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
140 422,00 €	TTC	9,97 %	14 000,00 €	

Dossier	17009014 - 75 PARIS 6 NOTRE DAME DE SION RENOVATION			
Bénéficiaire	R3129 - LGT PR NOTRE DAME DE SION PARIS 06EME			
Localisation	LCM NOTRE DAME DE SION (PARIS 6)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	29 088,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
528 144,00 €	TTC	5,51 %	29 088,00 €	

Dossier	17009033 - 75 PARIS 6 STANISLAS RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3132 - LG PR STANISLAS PARIS 06EME			
Localisation	LCM STANISLAS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	61 529,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 230 590,00 €	TTC	5 %	61 529,00 €	

Dossier	17009038 - 75 PARIS 7 LA ROCHEFOUCAULD RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3139 - LG PR LA ROCHEFOUCAULD PARIS 07EME			
Localisation	LCM LA ROCHEFOUCAULD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
26 128,00 €	TTC	34,45 %	9 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17009041 - 75 PARIS 7 STE JEANNE ELISABETH RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3140 - LGT PR SAINTE JEANNE ELISABETH PARIS 07EME			
Localisation	LYP SAINTE JEANNE ELISABETH			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 053,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
106 638,00 €	TTC	7,55 %	8 053,00 €	

Dossier	17009044 - 75 PARIS 7 STE JEANNE ELISABETH RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3140 - LGT PR SAINTE JEANNE ELISABETH PARIS 07EME			
Localisation	LYP SAINTE JEANNE ELISABETH			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 215,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 430,00 €	TTC	50 %	9 215,00 €	

Dossier	17009046 - 75 PARIS 8 FENELON STE MARIE RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3145 - LG PR FENELON / SAINTE MARIE PARIS 08EME			
Localisation	LCM FENELON / SAINTE MARIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
102 000,00 €	TTC	49,02 %	50 000,00 €	

Dossier	17009048 - 75 PARIS 12 SAINT MICHEL DE PICPUS RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3157 - LG PR SAINT MICHEL DE PICPUS PARIS CEDEX 12			
Localisation	LCM SAINT MICHEL DE PICPUS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	31 753,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
262 734,00 €	TTC	12,09 %	31 753,00 €	

Dossier	17009049 - 75 PARIS 16 PASSY SAINT HONORE RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3242 - LGT PR PASSY-SAINT HONORE			
Localisation	LYT PASSY-SAINT HONORE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 285,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 570,00 €	TTC	50 %	9 285,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17009051 - 75 PARIS 16 ST LOUIS DE GONZAGUE RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3177 - LG PR SAINT LOUIS DE GONZAGUE PARIS 16EME			
Localisation	LCM SAINT LOUIS DE GONZAGUE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
63 006,00 €	TTC	15,87 %	10 000,00 €	

Dossier	17009052 - 75 PARIS 17 SAINTE URSULE LOUISE DE BETTIGNIES RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3775 - LG PR SAINTE URSULE-LOUISE DE BETTIGNIES			
Localisation	LCM SAINTE URSULE-LOUISE DE BETTIG			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
259 268,00 €	TTC	3,86 %	10 000,00 €	

Dossier	17009056 - 75 PARIS CHARLES DE FOUCAULD RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3182 - LGT PR CHARLES DE FOUCAULD PARIS 18EME			
Localisation	LYP CHARLES DE FOUCAULD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 389 024,00 €	TTC	7,2 %	100 000,00 €	

Dossier	17009077 - 75 PARIS 18 ST JEAN DE MONTMARTRE RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3184 - LP PR SAINT JEAN DE MONTMARTRE PARIS 18EME			
Localisation	LP SAINT JEAN DE MONTMARTRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 657,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
286 574,00 €	TTC	10 %	28 657,00 €	

Dossier	17009078 - 78 MAULE LE BUAT RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3750 - LYA LEPA LE BUAT			
Localisation	LYA LEPA LE BUAT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
269 116,00 €	TTC	18,58 %	50 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17009079 - 77 BUSSY ST GEORGES MAURICE RONDEAU RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R19991 - LPO PR METIER MAURICE RONDEAU BUSSY SAINT GEORGES			
Localisation	LYP MAURICE RONDEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
127 196,00 €	TTC	27,52 %	35 000,00 €	

Dossier	17009086 - 78 ST GERMAIN EN LAYE ST EREMBERT RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R18585 - LP PR ST EREMBERT SAINT GERMAIN EN LAYE			
Localisation	LCM SAINT EREMBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 258,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 516,00 €	TTC	50 %	5 258,00 €	

Dossier	17009087 - 78 ST GERMAIN EN LAYE ST EREMBERT RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3019 - LGT PR SAINT EREMBERT SAINT GERMAIN EN LAYE			
Localisation	LP ST EREMBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 955,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 910,00 €	TTC	50 %	1 955,00 €	

Dossier	17009090 - 78 LE CHESNAY BLANCHE DE CASTILLE RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3013 - LGT PR BLANCHE DE CASTILLE LE CHESNAY			
Localisation	LCM BLANCHE DE CAST			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
312 024,00 €	TTC	12,82 %	40 000,00 €	

Dossier	17009094 - 78 MANTES LA JOLIE NOTRE DAME ST LOUIS RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3016 - LGT PR NOTRE DAME MANTES LA JOLIE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 539,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
59 258,00 €	TTC	17,78 %	10 539,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17009107 - 78 MONTIGNY LE BRETONNEUX ST FRANCOIS D ASSISE RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3774 - LGT PR ST FRANCOIS D'ASSISE MONTIGNY LE BRETONNEUX			
Localisation	LP ST FRANCOIS D' ASSISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 865,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 730,00 €	TTC	50 %	6 865,00 €	

Dossier	17009109 - 78 VERNEUIL SUR SEINE NOTRE DAME LES OISEAUX RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3022 - LGT PR NOTRE DAME - LES OISEAUX VERNEUIL SUR SEINE			
Localisation	LYP NOTRE DAME - LES OISEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 699,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
112 072,00 €	TTC	25,61 %	28 699,00 €	

Dossier	17009114 - 78 VERSAILLES NOTRE DAME GDCHAMP RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3025 - LGT PR NOTRE DAME DE GRANDCHAMP			
Localisation	LYP NOTRE DAME GRANDCHAMP			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
150 326,00 €	TTC	11,97 %	18 000,00 €	

Dossier	17009115 - 91 ATHIS MONS SAINT CHARLES RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3031 - LGT PR SAINT CHARLES ATHIS MONS CEDEX			
Localisation	LYP SAINT CHARLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
169 038,00 €	TTC	11,83 %	20 000,00 €	

Dossier	17009176 - 91 BUNOT SAINT PIERRE RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3096 - LPO PR METIER TECHNOLOGIQUE SAINT PIERRE BRUNOY			
Localisation	LP TECHNOLOGIQUE SAINT PIERRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
62 852,00 €	TTC	30,23 %	19 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17009177 - 78 ST GERMAIN EN LAYE NOTRE DAME RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3021 - LPO PR NOTRE DAME SAINT GERMAIN EN LAYE			
Localisation	LCM NOTRE DAME (ST GERMAIN)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 362,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
84 480,00 €	TTC	24 %	20 362,00 €	

Dossier	17009179 - 78 VERSAILLES ST JEAN D HULST RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3030 - LGT PR ST JEAN HULST VERSAILLES			
Localisation	LCM ST JEAN HULST			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
809 316,00 €	TTC	3,09 %	25 000,00 €	

Dossier	17009181 - 91 ETAMPES JEANNE D ARC RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3034 - LGT PR INSTITUTION JEANNE D'ARC ETAMPES			
Localisation	LCM INSTITUTION JEANNE D'ARC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 169,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 338,00 €	TTC	50 %	5 169,00 €	

Dossier	17009183 - 91 EVRY NOTRE DAME DE SION RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3197 - LPO PR NOTRE DAME DE SION EVRY			
Localisation	LCM ND DE SION (EVRY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
85 410,00 €	TTC	19,9 %	17 000,00 €	

Dossier	17009186 - 91 LA VILLE DU BOIS JP II RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3036 - LGT PR SACRE COEUR LA VILLE DU BOIS			
Localisation	LYP SACRE COEUR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 347,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
35 204,00 €	TTC	26,55 %	9 347,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17009188 - 91 VILLEBON SUR YVETTE ILE DE FRANCE RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3038 - LGT PR ILE DE FRANCE VILLEBON SUR YVETTE			
Localisation	LCM ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 075,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 150,00 €	TTC	50 %	5 075,00 €	

Dossier	17009204 - 92 ANTONY STE MARIE RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3042 - LGT PR SAINTE MARIE ANTONY			
Localisation	LCM SAINTE MARIE (ANTONY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 372,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
115 812,00 €	TTC	15 %	17 372,00 €	

Dossier	17009205 - 92 ASNIERES STE GENEVIEVE RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3043 - LGT PR SAINTE GENEVIEVE ASNIERES-SUR-SEINE			
Localisation	LCM STE GENEVIEVE (ASNIERES/S)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 276,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
689 160,00 €	TTC	2,51 %	17 276,00 €	

Dossier	17009207 - 92 BAGNEUX ST GABRIEL RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3044 - LGT PR SAINT GABRIEL BAGNEUX			
Localisation	LYP SAINT GABRIEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 679,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 358,00 €	TTC	50 %	3 679,00 €	

Dossier	17009208 - 92 BAGNEUX ST GABRIEL RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3044 - LGT PR SAINT GABRIEL BAGNEUX			
Localisation	LYP SAINT GABRIEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 171,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 342,00 €	TTC	50 %	3 171,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17009210 - 92 BOULOGNE NOTRE DAME DE BOULOGNE RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3045 - LGT PR NOTRE DAME DE BOULOGNE BOULOGNE BILLANCOURT			
Localisation	LYP NOTRE DAME DE BOULOGNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 352,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 442,00 €	TTC	18,38 %	8 352,00 €	

Dossier	17009212 - 92 BOURG LA REINE NOTRE DAME RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3047 - LGT PR NOTRE DAME BOURG LA REINE			
Localisation	LCM NOTRE DAME (BRG-LA-REINE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 322,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
482 796,00 €	TTC	4,62 %	22 322,00 €	

Dossier	17009214 - 92 COLOMBES JEANNE D ARC RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3050 - LGT PR JEANNE D'ARC COLOMBES			
Localisation	LYP JEANNE D'ARC (COLOMBES)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 943,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
269 218,00 €	TTC	5,55 %	14 943,00 €	

Dossier	17009216 - 92 COURBEVOIE MONTALEMBERT RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3051 - LPO PR METIER MONTALEMBERT COURBEVOIE			
Localisation	LYP MONTALEMBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 790,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 758,00 €	TTC	46,08 %	12 790,00 €	

Dossier	17009217 - 92 FONTENAY AUX ROSES ST FRANCOIS D ASSISE RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3053 - LP PR SAINT FRANCOIS D ASSISE FONTENAY			
Localisation	LP SAINT FRANCOIS D'ASSISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 400,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
65 640,00 €	TTC	28,03 %	18 400,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17009219 - 92 ISSY LA SALLE RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3733 - LPO PR METIER SAINT NICOLAS ISSY-LES-MOULINEAUX			
Localisation	LYP SAINT NICOLAS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
328 800,00 €	TTC	10,64 %	35 000,00 €	

Dossier	17009221 - 92 NEUILLY SUR SEINE GEORGES GUERIN RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3059 - LP PR METIER GEORGES GUERIN NEUILLY SUR SEINE			
Localisation	LP GEORGES GUERIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	89 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 159 080,00 €	TTC	7,68 %	89 000,00 €	

Dossier	17009222 - 92 REUIL MALMAISON LA SALLE PASSY BUZENVAL RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R18567 - LP PR LA SALLE PASSY BUZENVAL RUEIL-MALMAISON			
Localisation	LP PASSY BUZENVAL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
321 766,00 €	TTC	13,99 %	45 000,00 €	

Dossier	17009226 - 93 AULNAY SOUS BOIS L ESPERANCE RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3068 - LG PR L'ESPERANCE AULNAY SOUS BOIS CEDEX			
Localisation	LCM L'ESPERANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	16 418,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
641 400,00 €	TTC	2,56 %	16 418,00 €	

Dossier	17009227 - 93 BAGNOLET ST BENOIST DE L EUROPE RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3069 - LPO PR SAINT BENOIST DE L'EUROPE BAGNOLET			
Localisation	LP SAINT BENOIST DE L'EUROPE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 543,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
86 830,00 €	TTC	27,11 %	23 543,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17009228 - 93 LE RAINCY ST LOUIS STE CLOTILDE RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3074 - LG PR SAINT LOUIS-SAINTE CLOTILDE LE RAINCY			
Localisation	LCM SAINT LOUIS-STE CLOTILDE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 500,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
35 646,00 €	TTC	37,87 %	13 500,00 €	

Dossier	17009229 - 93 LE RAINCY JEANNE LA LORRAINE RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3073 - LP PR JEANNE LA LORRAINE LE RAINCY			
Localisation	LP JEANNE LA LORRAINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 800,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 600,00 €	TTC	50 %	3 800,00 €	

Dossier	17009236 - 93 MONTREUIL HENRI MATISSE RENOVATION			
Bénéficiaire	R3076 - LG PR HENRI MATISSE MONTREUIL - ASS ETS SCOLAIRE HENRI MATISSE			
Localisation	LCM HENRI MATISSE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 573,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
66 084,00 €	TTC	16 %	10 573,00 €	

Dossier	17009237 - 93 NOISY LE GRAND FRANCOISE CABRINI RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R18569 - LGT PR METIER FRANCOISE CABRINI NOISY LE GRAND			
Localisation	LP FRANCOISE CABRINI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 291,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 978,00 €	TTC	32,43 %	13 291,00 €	

Dossier	17009255 - 94 CRETEIL ENSEMBLE STE MARIE RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R18571 - LP ENSEMBLE SAINTE MARIE			
Localisation	LP R SCHUMAN ex VAL DE BEAUTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 691,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
182 494,00 €	TTC	10,24 %	18 691,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17009256 - 94 JOINVILLE ENSEMBLE STE MARIE RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R18571 - LP ENSEMBLE SAINTE MARIE			
Localisation	LP R SCHUMAN ex VAL DE BEAUTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 264,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 528,00 €	TTC	50 %	35 264,00 €	

Dossier	17009257 - 94 NOGENT SUR MARNE ALBERT DE MUN RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3095 - LG PR ALBERT DE MUN NOGENT SUR MARNE			
Localisation	LCM ALBERT DE MUN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
107 822,00 €	TTC	9,27 %	10 000,00 €	

Dossier	17009258 - 94 NOGENT MONTALEMBERT RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3097 - LG PR MONTALEMBERT NOGENT SUR MARNE			
Localisation	LCM MONTALEMBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
146 678,00 €	TTC	6,82 %	10 000,00 €	

Dossier	17009259 - 94 ST MAUR DES FOSSES TEILHARD DE CHARDIN RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3101 - LGT PR TEILHARD-DE-CHARDIN SAINT-MAUR-DES-FOSSES OGEC			
Localisation	LYP TEILHARD DE CHARDIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
380 548,00 €	TTC	7,88 %	30 000,00 €	

Dossier	17009287 - 94 THIAIS POULLART DES PLACES RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3103 - LP PR SACRE COEUR THIAIS			
Localisation	LP SACRE COEUR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
497 038,00 €	TTC	7,04 %	35 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17009291 - 94 VINCENNES GREGOR MENDEL RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	P0034217 - LP PR GREGOR MENDEL VINCENNES 94			
Localisation	LYT GREGOR MENDEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 256,00 €	TTC	38,43 %	27 000,00 €	

Dossier	17009702 - 95 FRANCONVILLE JEANNE D ARC RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3113 - LP PR JEANNE-D'ARC FRANCONVILLE			
Localisation	LP JEANNE D'ARC (FRANCONVILLE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	29 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
206 382,00 €	TTC	14,05 %	29 000,00 €	

Dossier	17009704 - 95 PONTOISE NOTRE DAME DE LA COMPASSION RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3115 - LPO PR NOTRE DAME DE LA COMPASSION PONTOISE			
Localisation	LCM NOTRE DAME DE LA COMPASSION			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	21 010,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
116 725,00 €	TTC	18 %	21 010,00 €	

Dossier	17009709 - 95 CERGY PONTOISE ST MARTIN DE FRANCE RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3116 - LGT PR SAINT MARTIN DE FRANCE PONTOISE			
Localisation	LCM SAINT MARTIN DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 936,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
114 156,00 €	TTC	13,96 %	15 936,00 €	

Dossier	17009714 - 95 SANNOIS NOTRE DAME RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3117 - LGT PR NOTRE DAME SANNOIS			
Localisation	LCM NOTRE DAME (SANNOIS)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 645,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 290,00 €	TTC	50 %	1 645,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17009739 - 75 PARIS 06 SAINT NICOLAS RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3133 - LPO PR METIER SAINT NICOLAS PARIS 06EME			
Localisation	LP SAINT NICOLAS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	67 175,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
874 920,00 €	TTC	7,68 %	67 175,00 €	

Dossier	17009740 - 75 PARIS 6 SAINT SULPICE RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3131 - LG PR SAINT SULPICE PARIS 06EME			
Localisation	LCM SAINT SULPICE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
331 468,00 €	TTC	7,24 %	24 000,00 €	

Dossier	17009743 - 75 PARIS 7 ALBERT DE MUN RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3143 - LPO PR ALBERT DE MUN PARIS 07EME			
Localisation	LYT ALBERT DE MUN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	96 773,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 122 000,00 €	TTC	8,63 %	96 773,00 €	

Dossier	17009745 - 75 PARIS 10 ROCROY ST VINCENT DE PAUL RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3153 - LG PR ROCROY SAINT VINCENT DE PAUL PARIS 10EME			
Localisation	LCM ROCROY SAINT LEON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
307 684,00 €	TTC	11,38 %	35 000,00 €	

Dossier	17009752 - 75 PARIS 13 NOTRE DAME SAINT VINVENT DE PAUL RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3162 - LPO PR NOTRE-DAME SAINT VINCENT DE PAUL PARIS 13EME			
Localisation	LP NOTRE DAME (PARIS 13)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	42 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
295 636,00 €	TTC	14,21 %	42 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17009755 - 75 PARIS 14 CATHERINE LABOURE RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3164 - LPO PR CATHERINE LABOURE PARIS 14EME OGEC SACRE COEUR			
Localisation	LYP CATHERINE LABOURE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
270 000,00 €	TTC	16,67 %	45 000,00 €	

Dossier	17009759 - 75 PARIS 16 NOTRE DAME DES OISEAUX RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3173 - LG PR NOTRE DAME DES OISEAUX PARIS 16EME			
Localisation	LCM NOTRE DAME DES OISEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	16 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
267 368,00 €	TTC	5,98 %	16 000,00 €	

Dossier	17009763 - 75 PARIS 19 L INITIATIVE RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3186 - LPO PR L'INITIATIVE PARIS 19EME			
Localisation	LYT L'INITIATIVE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
176 400,00 €	TTC	5,67 %	10 000,00 €	

Dossier	17009777 - 91 IGNY LA SALLE ST NICOLAS RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3207 - LYC ENS GEN TECHNO HORT PRIV ST NICOLAS IGNY 91			
Localisation	LYA TECHNOLOGIQUE AGRICOLE ST NICOLAS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 240,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 480,00 €	TTC	50 %	30 240,00 €	

Dossier	17009778 - 93 AULNAY SOUS BOIS PROTECTORAT ST JOSEPH RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3067 - LPO PR PROTECTORAT SAINT JOSEPH AULNAY SOUS BOIS			
Localisation	LYT PROTECTORAT SAINT JOSEPH			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
329 574,00 €	TTC	9,1 %	30 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17009820 - 95 ENGHIEN LES BAINS NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3112 - LGT PR NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE ENGHIEN LES BAINS			
Localisation	LYP NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 987,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
233 114,00 €	TTC	6 %	13 987,00 €	

Dossier	17009886 - 94 VINCENNES EBTP RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3106 - LGT PR METIER BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS VINCENNES			
Localisation	LP BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
95 444,00 €	TTC	31,43 %	30 000,00 €	

Dossier	17009887 - 94 CACHAN FOYER PTT RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3089 - LP PR FOYER-DE-CACHAN CACHAN			
Localisation	LYP FOYER DES PTT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	38 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
119 110,00 €	TTC	31,9 %	38 000,00 €	

Dossier	17009888 - 75 PARIS 16 PASCAL RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3174 - LG PR PASCAL PARIS 16EME			
Localisation	LCM PASCAL (PARIS 16)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
46 356,00 €	TTC	32,36 %	15 000,00 €	

Dossier	17009890 - 75 PARIS 13 ETSL RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3161 - LT PR ECOLE TECHNIQUE SUPERIEURE LABORATOIRE PARIS 13EME			
Localisation	LYT ECOLE TECHNIQUE SUP. LABO			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	34 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
106 602,00 €	TTC	31,89 %	34 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-231	Budget	2017

Dossier	17009892 - 92 REUIL MALMAISON DANIELOU RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3063 - LGT PR M DANIELOU RUEIL MALMAISON			
Localisation	LCM M. DANIELOU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	75 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
284 114,00 €	TTC	26,4 %	75 000,00 €	

Dossier	17009896 - 93 MONTREUIL ORT RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R21207 - LP PR ORT LYCEE TECHNOLOGIQUE MONTREUIL			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
49 932,00 €	TTC	30,04 %	15 000,00 €	

Dossier	17009898 - 91 BURES SUR YVETTE OPTOMETRIE RENOVATION LTP			
Bénéficiaire	R3033 - LPO PR D'OPTOMETRIE BURES SUR YVETTE			
Localisation	LYT D'OPTOMETRIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	80 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
217 156,00 €	TTC	36,84 %	80 000,00 €	

Dossier	17009900 - 91 YERRES BETH RIVKAH RENOVATION LG			
Bénéficiaire	R3771 - LG PR BETH RIVKHA YERRES			
Localisation	LYP BETH RIVKHA			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 477,00 €	TTC	32,12 %	13 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000300 - Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)	2 000 000,00 €

Total sur l'imputation 902 - 223 - 122009 - 12200901	2 000 000,00 €

ANNEXE 5

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009007

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 6 CARCADO SAISSEVAL RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	140 422€	9,97 %	14 000,00 €
	Montant Total de la subvention		14 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR METIER CARCADO SAISSEVAL PARIS 06EME
Adresse administrative : 121 BD RASPAIL 75006 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Monsieur Cyrille NIOL, Chef d'établissement
N° SIRET : 78428100800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation du 4e étage avec transformation de salles de classe : mise aux normes du réseau informatique, de l'électricité, isolations phonique et thermique.

Public(s) cible(s) :
1166 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 140 422 €
SEUIL MAXI 50% : 70 211 €
SUB PROPOSEE : 14 000 €

Localisation géographique :
- LYP CARCADO SAISSEVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	140 422,00	100,00%
Total	140 422,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	14 000,00	9,97%
OGEC	126 422,00	90,03%
Total	140 422,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	280 177,00 €
2014	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	54 200,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	430 357,08 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	480 372,90 €
2015	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	42 000,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	508 190,69 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	486 563,72 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 427,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 362,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	38 611,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 231,00 €
2016	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	82 000,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	497 055,34 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	477 966,93 €
2017	Développement des parcours européens des lycées professionnels	2 556,00 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	343 968,94 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	326 855,57 €
	Montant total	3 443 384,18 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009014

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 6 NOTRE DAME DE SION RENOVATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	528 144 ,00 €	5,51 %	29 088,00 €
	Montant Total de la subvention		29 088,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR NOTRE DAME DE SION PARIS 06EME
Adresse administrative : 61 RUE NOTRE DAME DES CHAMPS 75006 PARIS 06EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 77566400600035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Remplacement de 14 portes d'issue de secours pour accessibilité PMR et sécurité incendie
Accessibilité PMR et mise en conformité des 3e et 4e étages du site Vavin
Restauration des garde-corps et étanchéité des passerelles

Public(s) cible(s) : 475 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 132 159 €
Fonds publics (B) : 516171 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 615 988 €
MONTANT DES TRAVAUX : 528 144 €
SEUIL MAXI 50% : 264 072 €
SUBVENTION PROPOSEE : 29 088 €

Localisation géographique :

- LCM NOTRE DAME DE SION (PARIS 6)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	528 144,00	100,00%
Total	528 144,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	29 088,00	5,51%
OGEC	499 056,00	94,49%
Total	528 144,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	29 088,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	125 960,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	154 630,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	148 740,90 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	156 622,80 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 295,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	91,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	22 683,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	146 842,08 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	154 623,36 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	102 124,87 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	107 536,55 €
	Montant total	925 736,56 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009739

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 06 SAINT NICOLAS RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	874 920,00 €	7,68 %	67 175,00 €
	Montant Total de la subvention		67 175,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR METIER SAINT NICOLAS PARIS 06EME
Adresse administrative : 92 RUE DE VAUGIRARD 75006 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 33482280600017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Aménagement de locaux
Création d'une salle de cours et d'un vestiaire dans le gymnase
Fixation d'un but de basket en charpente
Rénovation des salles de physique et chimie
Rénovation de la cour principale,
Réparation d'appuis fenêtre,
Réfection de cloisons et plafonds
Rénovation de fenêtres et de sols
Etanchéité de la terrasse, classe AO

Public(s) cible(s) :
1049 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 874 920 €

SEUIL MAXI 50% : 437 460 €
SUB PROPOSEE : 67 175 €

Localisation géographique :

- LP SAINT NICOLAS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	874 920,00	100,00%
Total	874 920,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	67 175,00	7,68%
OGEC	807 745,00	92,32%
Total	874 920,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	67 175,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	280 181,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	487 706,40 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	650 268,50 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	582 305,98 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	641 653,62 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	17 886,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	270,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	6 303,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	24 885,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	33 929,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	560 454,66 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	625 293,17 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	382 119,08 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	424 128,91 €
	Montant total	3 915 768,19 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009740

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 6 SAINT SULPICE RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	331 468,00 €	7,24 %	24 000,00 €
	Montant Total de la subvention		24 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR SAINT SULPICE PARIS 06EME
Adresse administrative : 68 RUE D'ASSAS
75006 PARIS 06EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

N° SIRET : 78428633800024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Création d'un ascenseur et de passerelles d'accès PMR

Public(s) cible(s) :
548 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 880 566 €
Fonds publics (B) : 678 626 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 201 941€
SEUIL MAXI 10% : 120 194€
MONTANT DES TRAVAUX : 331 468 €
SEUIL MAXI 50% : 165 734 €
SUB PROPOSEE : 24 000 €

Localisation géographique :

- LCM SAINT SULPICE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	331 468,00	100,00%
Total	331 468,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	24 000,00	7,24%
OGEC	307 468,00	92,76%
Total	331 468,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	24 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	150 884,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	185 227,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	178 172,61 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	187 614,12 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 930,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 957,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	5 500,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	196 527,87 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	206 942,04 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	131 366,70 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	138 327,93 €
	Montant total	1 150 171,57 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009033

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 6 STANISLAS RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 230 590,00€	5,00 %	61 529,00 €
	Montant Total de la subvention		61 529,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR STANISLAS PARIS 06EME
Adresse administrative : 22 RUE NOTRE DAME DES CHAMPS
75006 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 57222293300010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 21 mars 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Pose de chassis aluminium
Rénovation zone de distribution du self

Public(s) cible(s) :
1 687 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 12 128 450 €
Fonds publics (B) : 2 079 380 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 10 049 070 €
SEUIL MAXI 10% : 1 004 907 €
MONTANT DES TRAVAUX : 1 230 590 €
SEUIL MAXI 50% : 615 295 €
SUB DELMANDEE : 61 529 €

Localisation géographique :

- LCM STANISLAS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	1 230 590,00	100,00%
Total	1 230 590,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	61 529,00	5,00%
OGEC	1 169 061,00	95,00%
Total	1 230 590,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	61 529,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	546 690,52 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	724 655,40 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	648 412,22 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	693 205,85 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 705,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	2 160,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 325,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	5 000,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	635 086,88 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	666 814,66 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	471 835,54 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	515 569,91 €
	Montant total	4 013 437,95 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009743

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 7 ALBERT DE MUN RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 122 000,00 €	8,63 %	96 773,00 €
	Montant Total de la subvention		96 773,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR ALBERT DE MUN PARIS 07EME
Adresse administrative : 2 RUE D'OLIVET
75007 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

N° SIRET : 78430857900027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation, accessibilité PMR et mise aux normes du Bâtiment rue Jeanne d'Arc, Paris 13e

Public(s) cible(s) :
1367 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 1 122 000 €
SEUIL MAXI 50% : 561 000 €
SUB PROPOSEE : 96 773 €

Localisation géographique :
- LYT ALBERT DE MUN

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	1 122 000,00	100,00%
Total	1 122 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	96 773,00	8,63%
OGEC	1 025 227,00	91,37%
Total	1 122 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	96 773,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	327 668,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	555 113,76 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	648 886,70 €
2015	Aide à l'écriture de scénario (structures)	2 500,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	655 510,64 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	657 249,25 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 821,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	6 454,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	38 367,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	26 986,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	663 547,84 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	666 714,15 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	465 963,33 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	468 472,77 €
	Montant total	4 356 454,11 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009038

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 7 LA ROCHEFOUCAULD RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	26 128,00 €	34,45 %	9 000,00 €
	Montant Total de la subvention		9 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR LA ROCHEFOUCAULD PARIS 07EME
Adresse administrative : 90 BIS RUE SAINT DOMINIQUE
75007 PARIS 07EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78430847000029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Travaux de désenfumage
Rénovation de sanitaires

Public(s) cible(s) : 420 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 572 258 €
Fonds publics (B) : 465 927 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 106 331 €
SEUIL MAXI 10% 110 633 €
MONTANT DES TRAVAUX : 26 128 €
SEUIL MAXI 50% : 13 064 €
SUB PROPOSEE : 9 000 €

Localisation géographique :

- LCM LA ROCHEFOUCAULD

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	26 128,00	100,00%
Total	26 128,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	9 000,00	34,45%
OGEC	17 128,00	65,55%
Total	26 128,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	93 046,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	111 756,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	137 193,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	131 967,99 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	138 961,08 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 090,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	8 155,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	132 917,40 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	139 960,80 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	92 599,13 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	97 506,03 €
	Montant total	911 888,13 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009041

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 7 STE JEANNE ELISABETH RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	106 638,00 €	7,55 %	8 053,00 €
	Montant Total de la subvention		8 053,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINTE JEANNE ELISABETH PARIS 07EME
Adresse administrative : 8 RUE M. DE LA SIZERAINE 75007 PARIS 07EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 33482277200037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mises aux normes PMR, électricité, chauffage, ventilation de la salle de permanence
Rénovation thermique : changement de fenêtres de 2 laboratoires et 4 salles de classes
Rénovation du gymnase (sol, portes…)

Public(s) cible(s) : 243 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 839 768 €
Fonds publics (B) : 271 258 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 568 510 €
SEUIL MAXI 10% : 56 851 €
MONTANT DES TRAVAUX : 106 638 €
SEUIL MAXI 50% : 53 319 €
SUB PROPOSEE : 8 053 €

Localisation géographique :

- LYP SAINTE JEANNE ELISABETH

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	106 638,00	100,00%
Total	106 638,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	8 053,00	7,55%
OGEC	98 585,00	92,45%
Total	106 638,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 053,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	34 182,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 280,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	76 420,20 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	91 297,50 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	90 241,42 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	92 474,10 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 280,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	746,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	13 779,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 620,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	87 598,86 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	89 974,72 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	60 147,32 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	62 025,92 €
	Montant total	586 664,65 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009044

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 7 STE JEANNE ELISABETH RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	18 430,00 €	50,00 %	9 215,00 €
	Montant Total de la subvention		9 215,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINTE JEANNE ELISABETH PARIS 07EME
Adresse administrative : 8 RUE M. DE LA SIZERAINE 75007 PARIS 07EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 33482277200037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mises aux normes PMR, électricité, chauffage, ventilation de la salle de permanence
Rénovation thermique : changement de fenêtres de 2 laboratoires et 4 salles de classes
Rénovation du gymnase (sol, portes…)

Public(s) cible(s) :
42 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 18 430 €
SEUIL MAXI 50% : 9 215 €

Localisation géographique :
- LYP SAINTE JEANNE ELISABETH

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	18 430,00	100,00%
Total	18 430,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	9 215,00	50,00%
OGEC	9 215,00	50,00%
Total	18 430,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 215,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	34 182,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 280,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	76 420,20 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	91 297,50 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	90 241,42 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	92 474,10 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 280,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	746,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	13 779,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 620,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	87 598,86 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	89 974,72 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	60 147,32 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	62 025,92 €
	Montant total	586 664,65 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009046

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 8 FENELON STE MARIE RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	102 000,00 €	49,02 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR FENELON / SAINTE MARIE PARIS 08EME
Adresse administrative : 24 RUE DU GENERAL FOY
75008 PARIS 08EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 77567111800013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mise aux normes des laboratoires et salle de préparation des classes prépas
Rénovation du sous-sol du lycée : création d'un ascenseur PMR et d'un second escalier d'accès

Public(s) cible(s) : 1 066 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 4 837 884 €
Fonds publics (B) : 1 235 878 €

Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 3 602 006 €
SEUIL MAXI 10% : 360 200 €
MONTANT DES TRAVAUX : 102 000 €
SEUIL MAXI 50% : 51 000 €
SUB PROPOSEE : 50 000 €

Localisation géographique :

- LCM FENELON / SAINTE MARIE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	102 000,00	100,00%
Total	102 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	50 000,00	49,02%
OGEC	52 000,00	50,98%
Total	102 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	275 000,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	298 584,16 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	365 650,60 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	352 585,56 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	370 362,94 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 915,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	1 080,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	891,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	5 000,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	348 955,99 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	366 564,53 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	242 392,84 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	254 635,71 €
	Montant total	2 420 653,99 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009745

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 10 ROCROY ST VINCENT DE PAUL RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	307 684,00 €	11,38 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR ROCROY SAINT VINCENT DE PAUL
PARIS 10EME
Adresse administrative : 106 RUE DU FBG POISSONNIERE
75010 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : CODE NAF ETAIT 8559B

N° SIRET : 59200229900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation, mise aux normes électriques et accessibilité PMR des laboratoires
Mise aux normes des toilettes dans la cour
Accessibilité PMR des portes des classes du rez-de-chaussée

Public(s) cible(s) :
663 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 303 221 €
Fonds publics (B) : 742 854 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 560 367 €
SEUIL MAXI 10% : 156 036 €
MONTANT DES TRAVAUX : 307 684 €

SEUIL MAXI 50% : 153 842 €
SUB PROPOSEE : 35 000 €

Localisation géographique :
- LCM ROCROY SAINT LEON

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	307 684,00	100,00%
Total	307 684,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	35 000,00	11,38%
OGEC	272 684,00	88,62%
Total	307 684,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	35 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	176 612,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	216 811,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	208 553,73 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	219 605,16 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 325,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 967,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	206 971,38 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	217 938,96 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	147 095,26 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	154 889,96 €
	Montant total	1 279 373,35 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009048

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 12 SAINT MICHEL DE PICPUS RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	262 734,00 €	12,09 %	31 753,00 €
	Montant Total de la subvention		31 753,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR SAINT MICHEL DE PICPUS PARIS CEDEX 12
Adresse administrative : 47 BD DE PICPUS 75012 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 34013895700055

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation des salles de classe du 5e étage dédiées aux classes préparatoires

Public(s) cible(s) :
1 118 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 4 022 331 €
Fonds publics (B) : 1 376 234 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 2 646 096 €
SEUIL MAXI 10% : 264 609 €
MONTANT DES TRAVAUX : 262 734 €
SEUIL MAXI 50% : 131 367 €
SUB PROPOSEE : 31 753 €

Localisation géographique :

- LCM SAINT MICHEL DE PICPUS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	262 734,00	100,00%
Total	262 734,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	31 753,00	12,09%
OGEC	230 981,00	87,91%
Total	262 734,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	31 753,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	22 766,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	326 785,80 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	400 393,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	385 887,69 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	405 553,08 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 620,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	1 350,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 591,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	10 000,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	386 536,77 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	406 220,04 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	265 540,38 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	279 082,16 €
	Montant total	2 387 300,76 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009890

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 13 ETSL RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	106 602,00 €	31,89 %	34 000,00 €
	Montant Total de la subvention		34 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LT PR ECOLE TECHNIQUE SUPERIEURE
LABORATOIRE PARIS 13EME
Adresse administrative : 95 RUE DU DESSOUS DES BERGES
75013 PARIS 13EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 43782647200015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Création d'un élévateur pour accessibilité du sous-sol
Travaux d'aménagement d'un laboratoire

Public(s) cible(s) : 399 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 106 602 €
SEUIL MAXI 50% : 53 301 €
SUB PROPOSEE : 34 000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- LYT ECOLE TECHNIQUE SUP. LABO

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	106 602,00	100,00%
Total	106 602,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	34 000,00	31,89%
FONDS PROPRES	72 602,00	68,11%
Total	106 602,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	34 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	300 000,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	128 993,76 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	145 845,70 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	152 323,34 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	147 725,29 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	695,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 076,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	86 575,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 694,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	174 307,96 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	169 485,63 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	118 473,35 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	115 700,79 €
	Montant total	1 359 508,19 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009752

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 13 NOTRE DAME SAINT VINCENT DE PAUL RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	295 636,00 €	14,21 %	42 000,00 €
	Montant Total de la subvention		42 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR NOTRE-DAME SAINT VINCENT DE PAUL PARIS 13EME
Adresse administrative : 49 RUE BOBILLOT 75013 PARIS 13EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Mme Brigitte CHIBANI-MANDEVILLE, Proviseure
N° SIRET : 78454446200038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Remplacement du SSI
Ravalement bâtiment D
Remplacement de châssis coupe-feu
Déplacement et rénovation du laboratoire de sciences, du CDI et de la salle de travaux pratiques
Rénovation de la salle 33
Remplacement de fenêtres

Public(s) cible(s) :
562 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 295 636 €
SEUIL MAXI 50% : 147 818 €
SUB PROPOSEE : 42 000 €

Localisation géographique :

- LP NOTRE DAME (PARIS 13)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	295 636,00	100,00%
Total	295 636,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	42 000,00	14,21%
OGEC	253 636,00	85,79%
Total	295 636,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	42 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	41 792,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	295 636,16 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	402 005,10 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	354 800,85 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	390 190,72 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 374,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 549,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	43 243,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 838,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	340 217,88 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	380 160,24 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	233 744,12 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	255 125,20 €
	Montant total	2 276 293,68 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009755

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 14 CATHERINE LABOURE RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	270 000,00 €	16,67 %	45 000,00 €
	Montant Total de la subvention		45 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR CATHERINE LABOURE PARIS
14EME OGEC SACRE COEUR
Adresse administrative : 29 RUE GASSENDI
75014 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

N° SIRET : 78457363600015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation de 3 salles de classes informatiques dédiées au LP uniquement

Public(s) cible(s) :
347 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 270 000 €
SEUIL MAXI 50% : 135 000 €
SUB PROPOSEE : 45 000 €

Localisation géographique :
- LYP CATHERINE LABOURE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	270 000,00	100,00%
Total	270 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	45 000,00	16,67%
OGEC	225 000,00	83,33%
Total	270 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	45 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	311 421,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	171 045,64 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	196 248,50 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	201 980,65 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	198 777,66 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 903,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 069,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	2 041,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 598,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	195 373,04 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	194 278,92 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	139 290,97 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	137 861,35 €
	Montant total	1 510 782,83 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009888

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 16 PASCAL RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	46 356,00 €	32,36 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR PASCAL PARIS 16EME
Adresse administrative : 33 BOULEVARD LANNES
75016 PARIS 16EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 57210217602603

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Remplacement du SSI
Remplacement de portes d'accès aux salles par des portes isophoniques

Public(s) cible(s) : 226 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 097 051 €
Fonds publics (B) : 240 699 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 856 352 €
SEUIL MAXI 10% : 85 635 €
MONTANT DES TRAVAUX : 46 356 €
SEUIL MAXI 50% : 23 178 €
SUB PROPOSEE : 15 000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :

- LCM PASCAL (PARIS 16)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	46 356,00	100,00%
Total	46 356,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	15 000,00	32,36%
DFONDS PROPRES	31 356,00	67,64%
Total	46 356,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	59 764,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	73 367,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	70 572,81 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	74 312,52 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 105,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	64,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	13 676,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	72 155,16 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	75 978,72 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 100,00 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	48 957,91 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	51 552,23 €
	Montant total	450 413,65 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009759

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 16 NOTRE DAME DES OISEAUX RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	267 368,00 €	5,98 %	16 000,00 €
	Montant Total de la subvention		16 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR NOTRE DAME DES OISEAUX PARIS 16EME
Adresse administrative : 12 RUE MICHEL ANGE 75016 PARIS 16EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 57219568300022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation du bâtiment D (lycée) : réhabilitation, mise en accessibilité et sécurité

Public(s) cible(s) :
461 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 451 314 €
Fonds publics (B) : 515 826 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 935 488 €
SEUIL MAXI 10% : 93 548€
MONTANT DES TRAVAUX : 267 368 €
SEUIL MAXI 50% : 133 684 €
SUB PROPOSEE : 16 000 €

Localisation géographique :

- LCM NOTRE DAME DES OISEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	267 368,00	100,00%
Total	267 368,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	16 000,00	5,98%
OGEC	251 368,00	94,02%
Total	267 368,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	16 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	122 476,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	150 353,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	144 626,79 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	152 290,68 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 315,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	373,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	4 152,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	145 892,67 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	153 623,64 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	103 232,52 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	108 702,89 €
	Montant total	897 057,89 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009049

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 16 PASSY SAINT HONORE RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	18 570,00 €	50,00 %	9 285,00 €
	Montant Total de la subvention		9 285,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR PASSY-SAINT HONORE
Adresse administrative : 117 AV VICTOR HUGO
75116 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

N° SIRET : 40483807000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ravalement de façades site Molitor

Public(s) cible(s) :
745 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 18 570 €
SEUIL MAXI 50% : 9 285 €

Localisation géographique :
- LYT PASSY-SAINT HONORE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	18 570,00	100,00%
Total	18 570,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	9 285,00	50,00%
OGEC	9 285,00	50,00%
Total	18 570,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 285,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	222 284,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	218 109,12 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	229 707,80 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	257 555,94 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	232 668,17 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 375,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 713,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	100 000,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	274 589,67 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	249 197,32 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	189 815,81 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	172 432,02 €
	Montant total	1 837 976,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009051

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 16 ST LOUIS DE GONZAGUE RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	63 006,00 €	15,87 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR SAINT LOUIS DE GONZAGUE PARIS 16EME
Adresse administrative : 12 RUE BENJAMIN FRANKLIN 75016 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 33482162600028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mise aux normes PMR : remise aux normes de l'ascenseur du bâtiment Vauplane

Public(s) cible(s) :
626 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 801 169 €
Fonds publics (B) : 752 319 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 2 048 850 €
SEUIL MAXI 10% : 204 885 €
MONTANT DES TRAVAUX : 63 006 €
SEUIL MAXI 50% : 31 503 €
SUB PROPOSEE : 10 000 €

Localisation géographique :

- LCM SAINT LOUIS DE GONZAGUE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	63 006,00	100,00%
Total	63 006,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	10 000,00	15,87%
OGEC	53 006,00	84,13%
Total	63 006,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	185 474,76 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	227 141,60 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	219 019,39 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	230 068,90 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 380,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	270,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	365,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	216 073,26 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	227 003,40 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	145 655,46 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	153 024,02 €
	Montant total	1 317 644,33 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009052

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 17 SAINTE URSULE LOUISE DE BETTIGNIES RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	259 298,00 €	3,86 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR SAINTE URSULE-LOUISE DE BETTIGNIES
Adresse administrative : 25 RUE DAUBIGNY
75017 PARIS 17EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 77569150400028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation du hall d'entrée : création d'un ascenseur et d'une salle d'étude, rénovation de la cage d'escalier

Public(s) cible(s) : 387 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 144 944 €
Fonds publics (B) : 424 937 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 720 006 €
SEUIL MAXI 10% : 72 000 €
MONTANT DES TRAVAUX : 259 298 €
SEUIL MAXI 50% : 129 649 €
SUB PROPOSEE : 10 000 €

Localisation géographique :

- LCM SAINTE URSULE-LOUISE DE BETTIG

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	259 298,00	100,00%
Total	259 298,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	10 000,00	3,86%
OGEC	249 298,00	96,14%
Total	259 298,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	16 527,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	98 088,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	120 414,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	115 828,02 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	121 965,84 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 925,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	419,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	21 319,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	121 840,95 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	128 297,40 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	85 288,67 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	89 808,18 €
	Montant total	768 769,66 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009056

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS CHARLES DE FOUCAULD RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 389 024,00 €	7,20 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR CHARLES DE FOUCAULD PARIS 18EME
Adresse administrative : 5 RUE DE LA MADONE 75018 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 33875689300016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réaménagement et mise en conformité bâtiment des BTS rue des Roses avec création d'un escalier de secours et accessibilité PMR

Public(s) cible(s) :
250 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 1 389 027 €
SEUIL MAXI 50% : 694 512 €
SUB PROPOSEE : 100 000 €

Localisation géographique :
- LYP CHARLES DE FOUCAULD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	1 389 024,00	100,00%
Total	1 389 024,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	100 000,00	7,20%
OGEC	1 289 024,00	92,80%
Total	1 389 024,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	186 506,56 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	211 020,60 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	220 237,80 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	213 740,14 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 635,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	9 938,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	5 730,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	917,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	233 109,10 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	226 003,34 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	173 741,08 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	169 772,45 €
	Montant total	1 375 082,05 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009077

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 18 ST JEAN DE MONTMARTRE RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	286 574,00 €	10,00 %	28 657,00 €
	Montant Total de la subvention		28 657,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR SAINT JEAN DE MONTMARTRE PARIS 18EME
Adresse administrative : 31 RUE CAULAINCOURT 75018 PARIS 18EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78475421000028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réaménagement et mise aux normes de locaux au 33, rue Caulaincourt

Public(s) cible(s) : 420 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 286 574 €
SEUIL MAXI 50% : 143 287 €
SUB PROPOSEE : 28 657 €

Localisation géographique :
- LP SAINT JEAN DE MONTMARTRE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	286 574,00	100,00%
Total	286 574,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	28 657,00	10,00%
OGEC	257 917,00	90,00%
Total	286 574,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	28 657,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	189 748,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	173 342,40 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	217 140,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	204 692,80 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	219 938,40 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 032,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	6 215,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	4 440,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 886,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	190 270,89 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	204 442,74 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	139 051,27 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	147 168,72 €
	Montant total	1 448 030,54 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009763

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 PARIS 19 L'INITIATIVE RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	176 400,00 €	5,67 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR L'INITIATIVE PARIS 19EME
Adresse administrative : 24 RUE BOURET
75019 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 31402460500052

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ravalement et couverture des bâtiments B et C

Public(s) cible(s) :
592 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 176 400 €
SEUIL MAXI 50% : 88 200 €
SUB PROPOSEE : 10 000 €

Localisation géographique :
- LYT L'INITIATIVE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	176 400,00	100,00%
Total	176 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	10 000,00	5,67%
OGEC	166 400,00	94,33%
Total	176 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	267 000,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	4 360,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	261 107,04 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	313 898,90 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	308 330,39 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	317 944,28 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 847,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	7 742,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	70 464,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	20 305,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	297 735,24 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	305 981,47 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	701,00 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	211 172,75 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	215 959,88 €
	Montant total	2 212 044,79 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009079

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77 BUSSY ST GEORGES MAURICE RONDEAU RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	127 196,00 €	27,52 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR METIER MAURICE RONDEAU BUSSY SAINT GEORGES
Adresse administrative : 1 PLACE DU CLOS SAINT GEORGES 77600 BUSSY SAINT GEORGES
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 37927877300013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 31 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mise en place de garde-corps, remplacement de mains courantes, création d'EAS, interventions sur les sanitaires et douches, changement de portes, reprise du pavage et de diverses circulations.

Public(s) cible(s) :
367 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 127 196 €
SEUIL MAXI 50% : 63 598 €
SUB PROPOSEE : 35 000 €

Localisation géographique :
- LYP MAURICE RONDEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	127 196,00	100,00%
Total	127 196,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	35 000,00	27,52%
OGEC	92 196,00	72,48%
Total	127 196,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	35 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	223 230,60 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	285 933,90 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	263 603,69 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	289 618,88 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 348,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 158,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	17 030,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	281 585,97 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	306 814,53 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	208 977,54 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	227 809,89 €
	Montant total	1 761 695,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009090

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 78 LE CHESNAY BLANCHE DE CASTILLE RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	312 024,00 €	12,82 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR BLANCHE DE CASTILLE LE CHESNAY
Adresse administrative : 1 AVENUE DE LA BRETECHE
78150 LE CHESNAY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

N° SIRET : 30340859500021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Création d'un étage supplémentaire R+2 en surélévation d'un bâtiment existant

Public(s) cible(s) : 91 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 312 024 €
SEUIL MAXI 50% : 156 012 €
SUB PROPOSEE : 40 000 €

Localisation géographique :
- LCM BLANCHE DE CAST

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	312 024,00	100,00%
Total	312 024,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	40 000,00	12,82%
OGEC	272 024,00	87,18%
Total	312 024,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	243 545,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	295 836,80 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	256 729,96 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	265 925,52 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 060,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	540,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 055,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	5 231,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	321 068,81 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	335 805,20 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	208 177,70 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	216 868,96 €
	Montant total	1 818 877,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009094

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 78 MANTES LA JOLIE NOTRE DAME ST LOUIS RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	59 258,00 €	17,78 %	10 539,00 €
	Montant Total de la subvention		10 539,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR NOTRE DAME MANTES LA JOLIE
Adresse administrative : 5 RUE DE LA SANGLE
78200 MANTES LA JOLIE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78508797400024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réfection du toit de la restauration
Réaménagement des salles M401/M402/M403

Public(s) cible(s) : 538 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 269 178 €
Fonds publics (B) : 647 667 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 621 510 €
SEUIL MAXI 10% : 62 151 €
MONTANT DES TRAVAUX : 59 258 €
SEUIL MAXI 50% : 29 629 €
SUB PROPOSEE : 10 539 €

Localisation géographique :

- LCM NOTRE DAME (MANTES LA J)
- LP NOTRE DAME (MANTES LA J)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	59 258,00	100,00%
Total	59 258,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	10 539,00	17,78%
OGEC	48 719,00	82,22%
Total	59 258,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 539,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	24 513,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	226 414,44 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	273 892,50 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	267 363,35 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	277 422,30 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 080,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 165,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	1 086,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	264 230,32 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	275 422,86 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	179 901,50 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	187 664,11 €
	Montant total	1 631 940,52 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009078

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 78 MAULE LE BUAT RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	269 116,00 €	18,58 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LYA LEPA LE BUAT
Adresse administrative : 21 RUE BUAT
78580 MAULE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 30404901800019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation du RdCh du bâtiment D
Mises aux normes PMR et incendie de l'escalier central et du RdCh du bâtiment D
Mises aux normes PMR de cheminements et de divers locaux bâtiments B, C, D, E et F

Public(s) cible(s) : 275 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 269 116 €
SEUIL MAXI 50% : 134 558 €
SUB PROPOSEE : 50 000 €

Localisation géographique :
- LYA LEPA LE BUAT

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	269 116,00	100,00%
Total	269 116,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	50 000,00	18,58%
CRIF	219 116,00	81,42%
Total	269 116,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009107

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 78 MONTIGNY LE BRETONNEUX ST FRANCOIS D ASSISE RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	13 730,00 €	50,00 %	6 865,00 €
	Montant Total de la subvention		6 865,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR ST FRANCOIS D'ASSISE MONTIGNY LE BRETONNEUX
Adresse administrative : 6 PLACE CLAUDEL 78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 32830983600026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Installation de flashs lumineux dans les sanitaires

Public(s) cible(s) :
568 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 455 342 €
Fonds publics (B) : 610 850 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 844 492 €
SEUIL MAXI 10% : 84 449 €
MONTANT DES TRAVAUX : 13 730 €
SEUIL MAXI 50% : 6 856 €

Localisation géographique :

- LP ST FRANCOIS D' ASSISE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	13 730,00	100,00%
Total	13 730,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	6 865,00	50,00%
OGEC	6 865,00	50,00%
Total	13 730,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 865,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	14 009,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 995,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	300,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 537,00 €
	Montant total	20 841,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009177

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 78 ST GERMAIN EN LAYE NOTRE DAME RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	84 840,00 €	24,00 %	20 362,00 €
	Montant Total de la subvention		20 362,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR NOTRE DAME SAINT GERMAIN EN LAYE
Adresse administrative : 3 RUE DE TEMARA
78104 ST GERMAIN EN LAYE CEDEX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78512428000021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 10 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Accessibilité PMR des sanitaires

Public(s) cible(s) :
696 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 473 092 €
Fonds publics (B) : 759 564 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 713 528
SEUIL MAXI 10% : 171 352
MONTANT DES TRAVAUX : 84 840
SEUIL MAXI 50% : 42 420 €
SUB PROPOSEE : 20 362 €

Localisation géographique :

- LCM NOTRE DAME (ST GERMAIN)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	84 840,00	100,00%
Total	84 840,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	20 362,00	24,00%
OGEC	64 478,00	76,00%
Total	84 840,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 362,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	328 707,36 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	411 381,60 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	388 156,78 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	416 683,30 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 526,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	910,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	10 000,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 585,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	377 925,42 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	408 752,14 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	269 476,81 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	291 491,67 €
	Montant total	2 399 222,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009086

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 78 ST GERMAIN EN LAYE ST EREMBERT RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	10 516,00 €	50,00 %	5 258,00 €
	Montant Total de la subvention		5 258,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR ST EREMBERT SAINT GERMAIN EN LAYE
Adresse administrative : 5 RUE SALOMON REINACH
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : SIRET 785124314 00010 VOIR AUSSI TIERS 3019
N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mise en sécurité d'un ascenseur avec remplacement de la porte cabine et des portes palières

Public(s) cible(s) :
664 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 523 131 €
Fonds publics (B) : 745 674 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 777 457 €
SEUIL MAXI 10% : 177 745 €
MONTANT DES TRAVAUX : 10 516 €
SEUIL MAXI 50% : 5 258 €

Localisation géographique :

- LCM SAINT EREMBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	10 516,00	100,00%
Total	10 516,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	5 258,00	50,00%
OGEC	5 258,00	50,00%
Total	10 516,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 258,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

nnée	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	41 020,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	284 985,85 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	358 738,31 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	335 179,71 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	361 232,16 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 144,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	237,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	4 345,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 812,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	334 971,45 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	360 366,17 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	232 924,86 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	250 110,24 €
	Montant total	2 123 486,63 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009087

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 78 ST GERMAIN EN LAYE ST EREMBERT RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 910,00 €	50,00 %	1 955,00 €
	Montant Total de la subvention		1 955,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINT EREMBERT SAINT GERMAIN EN LAYE
Adresse administrative : 5 RUE SALOMON REINACH
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : VOIR AUSSI TIERS 18585
N° SIRET : 78512431400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mise en sécurité d'un ascenseur avec remplacement de la porte cabine et des portes pallières

Public(s) cible(s) : 247 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 3 910 €
SEUIL MAXI 50% : 1 955 €

Localisation géographique :
- LP ST EREMBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	3 910,00	100,00%
Total	3 910,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	1 955,00	50,00%
OGEC	1 955,00	50,00%
Total	3 910,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 955,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	112 975,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	4 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 800,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	446,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	8 265,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 812,00 €
	Montant total	136 298,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009109

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 78 VERNEUIL SUR SEINE NOTRE DAME LES OISEAUX RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	112 072,00 €	25,61 %	28 699,00 €
	Montant Total de la subvention		28 699,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR NOTRE DAME - LES OISEAUX
VERNEUIL SUR SEINE
Adresse administrative : 106 GRANDE RUE
78480 VERNEUIL SUR SEINE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78513892600023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation de la chaufferie du bâtiment St Pierre

Public(s) cible(s) :
895 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 682 074 €
Fonds publics (B) : 993 666 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 688 407 €
SEUIL MAXI 10% 168 840€
MONTANT DES TRAVAUX : 112 072 €
SEUIL MAXI 50% : 56 036 €
SUB PROPOSEE : 28 699 €

Localisation géographique :

- LYP NOTRE DAME - LES OISEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	112 072,00	100,00%
Total	112 072,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	28 699,00	25,61%
OGEC	83 373,00	74,39%
Total	112 072,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	28 699,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	227 172,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	293 639,56 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	347 555,60 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	346 746,68 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	352 034,74 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 130,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 787,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 847,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	376 893,79 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	383 092,70 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	267 062,22 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	271 244,04 €
	Montant total	2 428 368,71 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009114

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 78 VERSAILLES NOTRE DAME GDCHAMP RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	150 326,00 €	11,97 %	18 000,00 €
	Montant Total de la subvention		18 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR NOTRE DAME DE GRANDCHAMP
Adresse administrative : 97 RUE ROYALE
VERSAILLES CEDEX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Monsieur Emmanuel VANDROUX, Directeur
N° SIRET : 78515045900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Création de sanitaires
Réaménagement de salles de classes

Public(s) cible(s) : 696 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 150 326 €
SEUIL MAXI 50% : 75 163 €
SUB PROPOSEE : 18 000 €

Localisation géographique :
- LYP NOTRE DAME GRANDCHAMP

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	150 326,00	100,00%
Total	150 326,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	18 000,00	11,97%
OGEC	132 326,00	88,03%
Total	150 326,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	18 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	4 320,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 990,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	1 620,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 673,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 179,00 €
2016	Développement des parcours européens des lycées professionnels	2 032,00 €
2017	Développement des parcours européens des lycées professionnels	2 130,00 €
	Montant total	20 944,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009179

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 78 VERSAILLES ST JEAN D HULST RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	809 316,00 €	3,09 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR ST JEAN HULST VERSAILLES
Adresse administrative : 26 RUE MAL DE LATTRE DE TASSIGNY
78008 VERSAILLES CEDEX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78515054100015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Agrandissement de la cafétéria des lycéens

Public(s) cible(s) :
966 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 3 165 373 €
Fonds publics (B) : 1 076 520 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 2 088 853 €
SEUIL MAXI 10% : 208 885 €
MONTANT DES TRAVAUX : 809 316 €
SEUIL MAXI 50% : 404 658 €
SUB PROPOSEE : 25 000 €

Localisation géographique :

- LCM ST JEAN HULST

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	809 316,00	100,00%
Total	809 316,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	25 000,00	3,09%
OGEC	784 316,00	96,91%
Total	809 316,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	252 992,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	310 576,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	298 747,68 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	314 578,56 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 895,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	382,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	304 127,67 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	320 243,64 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	216 212,31 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	227 669,57 €
	Montant total	1 855 926,83 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009115

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 ATHIS MONS SAINT CHARLES RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	169 038,00 €	11,83 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINT CHARLES ATHIS MONS CEDEX
Adresse administrative : 2 RUE G ANTHONIOZ DE GAULLE 91200 ATHIS-MONS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 77571885100030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Pose de garde-corps de sécurité sur les 3 terrasses du lycée
Création d'un complexe d'étanchéité et d'isolation de la terrasse sud du lycée
Réfection et mise aux normes de 9 classes

Public(s) cible(s) :
722 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 945 312 €
Fonds publics (B) : 818 762 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 2 126 550 €
SEUIL MAXI 10% : 212 655 €
MONTANT DES TRAVAUX : 169 038 €
SEUIL MAXI 50% : 84 519 €
SUB PROPOSEE : 20 000 €

Localisation géographique :

- LYP SAINT CHARLES

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	169 038,00	100,00%
Total	169 038,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	20 000,00	11,83%
OGEC	149 038,00	88,17%
Total	169 038,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	169 117,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	254 881,40 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	301 890,40 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	300 978,79 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	305 781,02 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 835,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 890,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	66 999,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	524,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 000,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	300 795,64 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	304 248,33 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	201 859,67 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	205 462,59 €
	Montant total	2 033 522,58 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009176

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 BRUNOY SAINT PIERRE RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	62 852,00 €	30,23 %	19 000,00 €
	Montant Total de la subvention		19 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR METIER TECHNOLOGIQUE SAINT PIERRE BRUNOY
Adresse administrative : 70 RUE DE MONTGERON
91800 BRUNOY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : SIRET 785173659 00018 VOIR AUSSI TIERS 3032
N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mise aux normes PMR de toilettes du lycée commercial et du gymnase

Public(s) cible(s) :
616 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 26 852 €
SEUIL MAXI 50% : 31 426 €
SUB PROPOSEE : 19 000 €

Localisation géographique :
- LP TECHNOLOGIQUE SAINT PIERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	62 852,00	100,00%
Total	62 852,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	19 000,00	30,23%
OGEC	43 852,00	69,77%
Total	62 852,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	19 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	34 076,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	271 840,44 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	304 094,70 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	321 005,02 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	308 013,73 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 406,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 119,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	18 673,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 205,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	327 971,16 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	297 816,09 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	227 743,84 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	201 986,54 €
	Montant total	1 924 795,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009898

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 BURES SUR YVETTE OPTOMETRIE RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	217 156,00 €	36,84 %	80 000,00 €
	Montant Total de la subvention		80 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR D'OPTOMETRIE BURES SUR YVETTE
Adresse administrative : 134 ROUTE DE CHARTRES
91440 BURES SUR YVETTE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78517491300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Travaux d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite dans les sanitaires, salles de cours et de travaux pratiques et circulations.
Désamiantage, remplacement de luminaires, mise aux normes électriques, revêtement de sols, déplacement du serveur, création accès local archives. Remplacement du SSI bâtiment A.

Public(s) cible(s) : 178 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 217 156 €
SEUIL MAXI 50% : 108 578 €
SUB PROPOSEE : 80 000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique : LYT D'OPTOMETRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	217 156,00	100,00%
Total	217 156,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	80 000,00	36,84%
FONDS PROPRES	137 156,00	63,16%
Total	217 156,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	80 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	163 913,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	84 945,28 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	90 014,40 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	100 308,33 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	91 174,46 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 304,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 044,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	7 217,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 703,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	81 079,98 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	73 179,87 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 703,00 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	53 654,57 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	48 426,68 €
	Montant total	677 195,79 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009181

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 ETAMPES JEANNE D'ARC RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	10 338,00 €	50,00 %	5 169,00 €
	Montant Total de la subvention		5 169,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR INSTITUTION JEANNE D'ARC ETAMPES
Adresse administrative : 11 BD HENRI IV 91151 ETAMPES CEDEX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Madame Brigitte MOUILHADE, Directrice
Objet : ETAIT 57210217604161 58 RUE LOUIS MOREAU 91150 ETAMPES
N° SIRET : 78519417600067

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Accessibilité PMR : éclairage, signalétique, nez de marches, plaques podotactiles...
Mises aux normes électriques

Public(s) cible(s) : 310 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 924 125 €
Fonds publics (B) : 364 482 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 559 643 €
SEUIL MAXI 10% : 55 964 €
MONTANT DES TRAVAUX : 10 338 €
SEUIL MAXI 50% : 5 169 €

Localisation géographique :

- LCM INSTITUTION JEANNE D'ARC

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	10 338,00	100,00%
Total	10 338,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	5 169,00	50,00%
OGEC	5 169,00	50,00%
Total	10 338,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 169,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	82 008,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	100 674,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	96 839,82 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	101 971,44 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 640,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	519,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	5 303,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	102 219,81 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	107 636,52 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	72 661,52 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	76 511,91 €
	Montant total	620 107,62 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009183

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 EVRY NOTRE DAME DE SION RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	85 410,00 €	19,90 %	17 000,00 €
	Montant Total de la subvention		17 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR NOTRE DAME DE SION EVRY
Adresse administrative : 1 AVENUE RATISBONNE
91000 EVRY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 34308563500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1er décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mise en conformité accessibilité PMR par la construction d'un ascenseur
Déplacement d'une baie de brassage du réseau informatique

Public(s) cible(s) :
523 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 871 970 €
Fonds publics (B) : 597 494 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 274 476 €
SEUIL MAXI 10% : 127 447 €
MONTANT DES TRAVAUX : 85 410 €
SEUIL MAXI 50% : 42 705 €
SUB PROPOSEE : 17 000 €

Localisation géographique :

- LCM ND DE SION (EVRY)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	85 410,00	100,00%
Total	85 410,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	17 000,00	19,90%
OGEC	68 410,00	80,10%
Total	85 410,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	155 061,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	3 000,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	2 600,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 349,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 738,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 039,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 500,00 €
	Montant total	179 287,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009777

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 IGNY LA SALLE ST NICOLAS RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	60 480,00 €	50,00 %	30 240,00 €
	Montant Total de la subvention		30 240,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LYC ENS GEN TECHNO HORT PRIV ST NICOLAS IGNY 91
Adresse administrative : 10 AV DE LA DIVISION LECLERC 91430 IGNY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 41907866200014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1er septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Aménagement de l'administration
Création d'un ascenseur

Public(s) cible(s) : 70 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 60 480 €
SEUIL MAXI 50% : 30 240 €

Localisation géographique :
- LYA TECHNOLOGIQUE AGRICOLE ST NICOLAS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	60 480,00	100,00%
Total	60 480,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	30 240,00	50,00%
OGEC	30 240,00	50,00%
Total	60 480,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 240,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	140 719,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	110,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	82,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	68 752,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	6 962,34 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	7 331,28 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	5 095,17 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	5 365,17 €
	Montant total	234 416,96 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009186

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 LA VILLE DU BOIS JEAN PAUL II RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	35 204,00 €	26,55 %	9 347,00 €
	Montant Total de la subvention		9 347,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SACRE COEUR LA VILLE DU BOIS
Adresse administrative : 1 RUE AMBROISE PARE
91620 LA VILLE DU BOIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78525891400023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mise aux normes d'assainissement de la cafétéria et installation d'une coupure d'urgence et de sécurité au restaurant scolaire - Rénovation de la salle de restauration
Travaux électriques d'une salle de réunion pour transformation en salle informatique
Rénovation de menuiseries extérieures des locaux administratifs
Isolation acoustique de la salle des conseils par création d'un faux plafond
Rénovation de la salle de réception

Public(s) cible(s) : 480 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 543 020 €
Fonds publics (B) : 552 940 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 990 080 €
SEUIL MAXI 10% : 99 008 €
MONTANT DES TRAVAUX : 35 204 €
SEUIL MAXI 50% : 17 602 €

SUB PROPOSEE : 9 347 €

Localisation géographique :
- LYP SACRE COEUR

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	35 204,00	100,00%
Total	35 204,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	9 347,00	26,55%
OGEC	25 857,00	73,45%
Total	35 204,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 347,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	16 653,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	146 917,60 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	175 028,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	173 488,85 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	177 283,68 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 705,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	774,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	6 492,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	178 055,73 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	181 282,56 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	502,00 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	123 376,28 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	126 197,99 €
	Montant total	1 083 394,77 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009188

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 VILLEBON SUR YVETTE ILE DE FRANCE RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	10 150,00 €	50,00 %	5 075,00 €
	Montant Total de la subvention		5 075,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR ILE DE FRANCE VILLEBON SUR YVETTE
Adresse administrative : RUE DU BARON DE NIVIERE
91140 VILLEBON-SUR-YVETTE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78525809600011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Pose de 2 portes coupe-feu
Recoupement des combles

Public(s) cible(s) :
251 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 012 989 €
Fonds publics (B) : 242 319 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 770 669 €
SEUIL MAXI 10% : 77 066 €
MONTANT DES TRAVAUX : 10 150 €
SEUIL MAXI 50% : 5 075 €

Localisation géographique :
- LCM ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	10 150,00	100,00%
Total	10 150,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	5 075,00	50,00%
OGEC	5 075,00	50,00%
Total	10 150,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 075,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	65 005,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	54 136,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	66 458,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	63 926,94 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	67 314,48 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 255,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	510,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	5 065,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	76 585,74 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	80 644,08 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	56 046,84 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	59 016,81 €
	Montant total	511 548,09 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009900

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 YERRES BETH RIVKAH RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	40 477,00 €	32,12 %	13 000,00 €
	Montant Total de la subvention		13 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR BETH RIVKHA YERRES
Adresse administrative : 43 RUE RAYMOND POINCARE
91330 YERRES
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : ASSOC EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE CPTE 4
N° SIRET : 78526611500035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Couverture d'un terrain de sport par l'installation d'un chapiteau, d'un rideau semi-transparent et d'une porte individuelle anti-panique

Public(s) cible(s) : 55 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 492 245
Fonds publics (B) : 214 515
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 277 729 €
SEUIL MAXI 10% : 27 772 €
MONTANT DES TRAVAUX : 40 477 €
SEUIL MAXI 50% : 20 238 €
SUB PROPOSEE : 13 000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :

- LYP BETH RIVKHA

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	40 477,00	100,00%
Total	40 477,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	13 000,00	32,12%
FONDS PROPRES	27 477,00	67,88%
Total	40 477,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	13 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	9 764,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	13 668,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	16 779,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	16 139,97 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	16 995,24 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	280,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 238,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	19 382,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	18 988,20 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	19 994,40 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	12 405,63 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	13 063,01 €
	Montant total	137 384,55 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009204

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 ANTONY STE MARIE RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	115 812,00 €	15,00 %	17 372,00 €
	Montant Total de la subvention		17 372,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINTE MARIE ANTONY
Adresse administrative : 2 RUE DE L'ABBAYE
92160 ANTONY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Monsieur Jean-Claude FOURMAUX-LAINE, Directeur
N° SIRET : 30154650300014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Accessibilité PMR : installation d'un ascenseur bâtiment C

Public(s) cible(s) : 1324 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 5 743 648 €
Fonds publics (B) : 1 477 889 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 4 265 760 €
SEUIL MAXI 10% : 426 576 €
MONTANT DES TRAVAUX : 115 812 €
SEUIL MAXI 50% : 57 906 €
SUB PROPOSEE : 17 372 €

Localisation géographique :

- LCM SAINTE MARIE (ANTONY)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	115 812,00	100,00%
Total	115 812,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	17 372,00	15,00%
OGEC	98 440,00	85,00%
Total	115 812,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 372,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	50 614,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	340 140,24 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	417 040,40 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	401 657,39 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	422 415,02 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 450,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	2 160,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 558,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	10 000,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	416 443,12 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	437 877,74 €
2016	Projet-Réussite pour tous	1 883,00 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	293 643,52 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	308 753,80 €
	Montant total	2 579 609,78 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009205

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 ASNIERES STE GENEVIEVE RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	689 160,00 €	2,51 %	17 276,00 €
	Montant Total de la subvention		17 276,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINTE GENEVIEVE ASNIERES-SUR-SEINE
Adresse administrative : 19 RUE DE LA STATION
92600 ASNIERES SUR SEINE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : ETAIT LCM STE GENEVIEVE ASNIERES SUR SEINE
N° SIRET : 78528304500017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Bat. Carré des Arts : Mise en accessibilité du bâtiment : désamiantage, démolition, création d'un escalier et d'un ascenseur, aménagement de salles
Bat St Régis : désamiantage, reprise des sols, murs et plafonds suite au désamiantage

Public(s) cible(s) : 547 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 786 630 €
Fonds publics (B) : 634 862 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 151 768 €
SEUIL MAXI 10% : 115 176 €
MONTANT DES TRAVAUX : 689 160 €
SEUIL MAXI 50% : 344 580 €
SUB PROPOSEE : 17 276 €

Localisation géographique :

- LCM STE GENEVIEVE (ASNIERES/S)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	689 160,00	100,00%
Total	689 160,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	17 276,00	2,51%
OGEC	671 884,00	97,49%
Total	689 160,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 276,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	152 492,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	187 201,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	180 071,43 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	189 613,56 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 710,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	300,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	5 000,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	178 172,61 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	187 614,12 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	120 290,25 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	126 664,53 €
	Montant total	1 092 344,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009207

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 BAGNEUX ST GABRIEL RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	7 358,00 €	50,00 %	3 679,00 €
	Montant Total de la subvention		3 679,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINT GABRIEL BAGNEUX
Adresse administrative : 21 RUE DE LA LISETTE
92220 BAGNEUX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78528764000029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réfection de l'entrée du gymnase, des murs de la salle de ping-pong
Réalisation d'un faux-plafond dans les vestiaires
Pose de nez-de marche et de marches podotactiles sur l'escalier du gymnase

Public(s) cible(s) : 174 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 645 275 €
Fonds publics (B) : 186 384 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 458 891 €
SEUIL MAXI 10% : 45 889 €
MONTANT DES TRAVAUX : 7 358 €
SEUIL MAXI 50% : 3 679 €

Localisation géographique :
- LYP SAINT GABRIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	7 358,00	100,00%
Total	7 358,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	3 679,00	50,00%
OGEC	3 679,00	50,00%
Total	7 358,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 679,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	32 663,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	105 500,88 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	118 242,60 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	124 581,58 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	119 766,46 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 100,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 366,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	5 189,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	124 005,80 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	119 166,53 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	89 697,21 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	86 915,57 €
	Montant total	773 574,19 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009208

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 BAGNEUX ST GABRIEL RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	6 342,00 €	50,00 %	3 171,00 €
	Montant Total de la subvention		3 171,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINT GABRIEL BAGNEUX
Adresse administrative : 21 RUE DE LA LISETTE
92220 BAGNEUX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

N° SIRET : 78528764000029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réfection de l'entrée du gymnase, des murs de la salle de ping-pong
Réalisation d'un faux-plafond dans les vestiaires
Pose de nez-de marche et de marches podotactiles sur l'escalier du gymnase

Public(s) cible(s) : 150 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 6 342 €
SEUIL MAXI 50% : 3 171 €

Localisation géographique :
- LYP SAINT GABRIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	6 342,00	100,00%
Total	6 342,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	3 171,00	50,00%
OGEC	3 171,00	50,00%
Total	6 342,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 171,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	32 663,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	105 500,88 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	118 242,60 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	124 581,58 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	119 766,46 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 100,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 366,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	5 189,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	124 005,80 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	119 166,53 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	89 697,21 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	86 915,57 €
	Montant total	773 574,19 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009210

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 BOULOGNE NOTRE DAME DE BOULOGNE RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	45 442,00 €	18,38 %	8 352,00 €
	Montant Total de la subvention		8 352,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR NOTRE DAME DE BOULOGNE BOULOGNE BILLANCOURT
Adresse administrative : 1 AVENUE CHARLES DE GAULLE 92100 BOULOGNE BILLANCOURT
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : ETAIT NAF 6820A.

N° SIRET : 78530717400017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réfection de la toile d'une "bulle gymnase"
Installation de flashs lumineux dans les toilettes

Public(s) cible(s) :
1062 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 3 212 571 €
Fonds publics (B) : 1 149 930 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 2 062 641 €
SEUIL MAXI 10% : 206 264 €
MONTANT DES TRAVAUX : 45 442 €
SEUIL MAXI : 22 721 €

SUB PROPOSEE : 8 352 €

Localisation géographique :
- LYP NOTRE DAME DE BOULOGNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	45 442,00	100,00%
Total	45 442,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	8 352,00	18,38%
OGEC	37 090,00	81,62%
Total	45 442,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 352,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	83 735,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	334 640,88 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	397 432,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	395 163,43 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	402 553,92 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 380,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 077,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	19 968,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 048,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	400 347,60 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	409 218,95 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	277 551,74 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	283 794,02 €
	Montant total	2 499 459,52 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009212

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 BOURG LA REINE NOTRE DAME RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	482 796,00 €	4,62 %	22 322,00 €
	Montant Total de la subvention		22 322,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR NOTRE DAME BOURG LA REINE
Adresse administrative : 65 AVENUE GENERAL LECLERC
92340 BOURG LA REINE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : ETAIT CODE NAF 8531
N° SIRET : 77572280400017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1er novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mise en accessibilité du bâtiment lycée création d'un escalier de secours et de sanitaires PMR
Création d'une cafétéria pour les lycéens

Public(s) cible(s) : 533 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 820 393 €
Fonds publics (B) : 580 274 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 240 119 €
SEUIL MAXI 10% : 124 011 €
MONTANT DES TRAVAUX : 482 796 €
SEUIL MAXI 50% : 241 398 €
SUB PROPOSEE : 22 322 €

Localisation géographique :

- LCM NOTRE DAME (BRG-LA-REINE)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	482 796,00	100,00%
Total	482 796,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	22 322,00	4,62%
OGEC	460 474,00	95,38%
Total	482 796,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	22 322,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	96 787,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	140 968,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	173 054,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	166 463,22 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	175 284,24 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 635,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 674,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	3 932,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	163 298,52 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	171 951,84 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	116 967,32 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	123 165,51 €
	Montant total	1 116 365,25 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009214

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 COLOMBES JEANNE D ARC RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	269 218,00 €	5,55 %	14 943,00 €
	Montant Total de la subvention		14 943,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR JEANNE D'ARC COLOMBES
Adresse administrative : 9 BOULEVARD DE VALMY
92700 COLOMBES
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

N° SIRET : 78534628900016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation de la toiture du bâtiment E
Création de coursives avec garde-corps

Public(s) cible(s) :
507 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 457 802 €
Fonds publics (B) : 497 328 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 960 474 €
SEUIL MAXI 10% : 96 047 €
MONTANT DES TRAVAUX : 269 218 €
SEUIL MAXI 50% : 134 609 €
SUB PROPOSEE : 14 943 €

Localisation géographique :

- LYP JEANNE D'ARC (COLOMBES)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	269 218,00	100,00%
Total	269 218,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	14 943,00	5,55%
OGEC	254 275,00	94,45%
Total	269 218,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 943,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	76 325,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 250,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	117 300,92 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	139 825,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	138 515,75 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	141 627,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 525,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 310,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	36 007,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	155 228,69 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	158 955,48 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	116 593,05 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	119 433,22 €
	Montant total	1 024 907,96 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009216

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 COURBEVOIE MONTALEMBERT RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	27 758,00 €	46,08 %	12 790,00 €
	Montant Total de la subvention		12 790,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR METIER MONTALEMBERT COURBEVOIE
Adresse administrative : 238 BOULEVARD SAINT DENIS 92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78535510800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Suite à l'ADAP, création et reprise en maçonnerie des rampes d'accès PMR

Public(s) cible(s) :
845 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 431 292 €
Fonds publics (B) : 952 874 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 478 417 €
SEUIL MAXI 10% : 147 841 €
MONTANT DES TRAVAUX : 27 758 €
SEUIL MAXI 50% : 13 879 €
SUB PROPOSEE : 12 790 €

Localisation géographique :

- LYP MONTALEMBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	27 758,00	100,00%
Total	27 758,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	12 790,00	46,08%
OGEC	14 968,00	53,92%
Total	27 758,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 790,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	361 100,52 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	414 934,80 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	426 408,51 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	420 282,29 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 005,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 668,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 048,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	427 539,06 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	422 815,07 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	297 965,90 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	294 664,26 €
	Montant total	2 533 206,68 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009217

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 FONTENAY AUX ROSES ST FRANCOIS D ASSISE RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	65 640,00 €	28,03 %	18 400,00 €
	Montant Total de la subvention		18 400,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR SAINT FRANCOIS D ASSISE FONTENAY
Adresse administrative : 39 RUE BORIS VILDE
92260 FONTENAY AUX ROSES
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Madame Marie-Claude DELALOY, Directrice
N° SIRET : 30245125700026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mises aux normes PMR : remplacement de grilles, traitement des escaliers, signalétique, sanitaires, portes, huisseries

Public(s) cible(s) : 171 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 65 640 €
SEUIL MAXI 50% : 32 820 €
SUB PROPOSEE : 18 400 €

Localisation géographique :
- LP SAINT FRANCOIS D'ASSISE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	65 640,00	100,00%
Total	65 640,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	18 400,00	28,03%
OGEC	47 240,00	71,97%
Total	65 640,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	18 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	7 198,00 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	6 260,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	86 277,24 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	118 143,90 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	8 400,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	103 779,01 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	119 666,48 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 760,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 138,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	13 175,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 240,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	102 384,18 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	118 166,88 €
2017	Développement des parcours européens des lycées professionnels	8 520,00 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	63 332,81 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	78 517,98 €
	Montant total	701 864,68 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009219

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 ISSY LA SALLE RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	328 800,00 €	10,64 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR METIER SAINT NICOLAS ISSY-LES-MOULINEAUX
Adresse administrative : 19 RUE VICTOR HUGO
92136 ISSY-LES-MOULINEAUX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Monsieur Gabriel ANDREI, Directeur
N° SIRET : 38950310300035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Aménagement d'un espace dédié à la filière STI2D

Public(s) cible(s) :
413 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 328 800 €
SEUIL MAXI 50% : 164 400 €
SUB PROPOSEE : 35 000 €

Localisation géographique :
- LYP SAINT NICOLAS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	328 800,00	100,00%
Total	328 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	35 000,00	10,64%
OGEC	293 800,00	89,36%
Total	328 800,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	35 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	172 739,40 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	222 140,80 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	2 810,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	203 980,74 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	225 003,65 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 259,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 983,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	35 792,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 445,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	216 035,50 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	236 867,49 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	164 144,39 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	179 080,16 €
	Montant total	1 405 864,99 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009221

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 NEUILLY SUR SEINE GEORGES GUERIN RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 159 080,00 €	7,68 %	89 000,00 €
	Montant Total de la subvention		89 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR METIER GEORGES GUERIN NEUILLY SUR SEINE
Adresse administrative : 5 RUE DEVES 92200 NEUILLY SUR SEINE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78542461500017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Agrandissement du self
Réfection du CDI

Public(s) cible(s) :
260 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 1 159 080 €
SEUIL MAXI 50% : 579 540 €
SUB PROPOSEE : 89 000 €

Localisation géographique :
- LP GEORGES GUERIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	1 159 080,00	100,00%
Total	1 159 080,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	89 000,00	7,68%
OGEC	1 070 080,00	92,32%
Total	1 159 080,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	89 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	234 082,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	120 945,72 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	168 283,50 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	145 984,45 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	170 452,26 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 140,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 794,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	10 697,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	10 480,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	137 907,87 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	159 055,42 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	90 022,57 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	104 340,76 €
	Montant total	1 159 725,09 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009892

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 RUEIL MALMAISON MADELEINE DANIELOU RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	284 114,00 €	26,40 %	75 000,00 €
	Montant Total de la subvention		75 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR M DANIELOU RUEIL MALMAISON
Adresse administrative : 61 RUE DU GENERAL MERIBEL
92508 RUEIL MALMAISON
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78544310200013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation des accès aux bâtiments. Mise aux normes handicapés. Installation de garde-corps

Public(s) cible(s) : 611 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 574 359 €
Fonds publics (B) : 731 042 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 843 316 €
SEUIL MAXI 10% : 184 331 €
MONTANT DES TRAVAUX : 284 114 €
SEUIL MAXI 50% : 142 057 €
SUB PROPOSEE : 75 000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- LCM M. DANIELOU

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	284 114,00	100,00%
Total	284 114,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	75 000,00	26,40%
FONDS PROPRES	209 114,00	73,60%
Total	284 114,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	75 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	171 584,32 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	211 448,30 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	202 616,75 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	214 172,35 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 245,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	540,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	576,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	203 468,31 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	215 072,93 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	143 821,26 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	152 113,92 €
	Montant total	1 249 536,30 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009222

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 RUEIL MALMAISON LA SALLE PASSY BUZENVAL RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	321 766,00 €	13,99 %	45 000,00 €
	Montant Total de la subvention		45 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR LA SALLE PASSY BUZENVAL RUEIL-MALMAISON
Adresse administrative : 50 AV OTHIS MYGATT 92500 RUEIL MALMAISON
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 32303763000031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réaménagement des voiries (VRD) et de l'espace enseignement supérieur
Sécurité incendie : séparation du bâtiment B2 avec création de l'établissement L
Réfection de l'étanchéité de la toiture de la piscine

Public(s) cible(s) :
899 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 4 076 878 €
Fonds publics (B) : 984 654 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 3 092 224 €
SEUIL MAXI 10% : 309 222 €
MONTANT DES TRAVAUX : 321 766 €
SEUIL MAXI 50% : 160 883 €

SUB PROPOSEE : 45 000 €

Localisation géographique :
- LP PASSY BUZENVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	321 766,00	100,00%
Total	321 766,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	45 000,00	13,99%
OGEC	276 766,00	86,01%
Total	321 766,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	45 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	23 774,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 268,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	701,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	5 248,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 358,00 €
2016	Développement des parcours européens des lycées professionnels	3 846,00 €
	Montant total	38 195,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009778

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 93 AULNAY SOUS BOIS PROTECTORAT ST JOSEPH RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	329 574,00 €	9,10 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR PROTECTORAT SAINT JOSEPH AULNAY SOUS BOIS
Adresse administrative : 36 RUE JACQUES DUCLOS 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : SIRET 785484965 00013 VOIR AUSSI TIERS 20443
N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation du bureau du chef d'établissement, d'une salle de réunion, des salles des professeurs et des personnels, de salles de classes, de circulations, de sanitaires et d'un bureau

Public(s) cible(s) :
226 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 329 574 €
SEUIL MAXI 50% : 164 787 €
SUB PROPOSEE : 30 000 €

Localisation géographique :
- LYT PROTECTORAT SAINT JOSEPH

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	329 574,00	100,00%
Total	329 574,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	30 000,00	9,10%
OGEC	299 574,00	90,90%
Total	329 574,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	113 774,04 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	123 769,80 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	134 351,01 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	125 364,89 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 758,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 930,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	4 941,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 096,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	121 863,47 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	115 501,18 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	83 137,84 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	79 008,02 €
	Montant total	743 214,56 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009226

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 93 AULNAY SOUS BOIS L ESPERANCE RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	641 400,00 €	2,56 %	16 418,00 €
	Montant Total de la subvention		16 418,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR L'ESPERANCE AULNAY SOUS BOIS CEDEX
Adresse administrative : 17 RUE CAMILLE PELLETAN 93622 AULNAY SOUS BOIS CEDEX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 33525992500022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ravalement et isolation de la façade
Création cafétéria foyer

Public(s) cible(s) :
560 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 179 060 €
Fonds publics (B) : 639 453 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 539 607 €
SEUIL MAXI 10% : 153 960 €
MONTANT DES TRAVAUX : 641 400 €
SEUIL MAXI 50% : 320 700 €
SUB PROPOSEE : 16 418 €

Localisation géographique :
- LCM L'ESPERANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	641 400,00	100,00%
Total	641 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	16 418,00	2,56%
OGEC	624 982,00	97,44%
Total	641 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	16 418,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	140 700,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	172 725,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	166 146,75 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	174 951,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 825,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 757,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	176 906,73 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	186 281,16 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 173,00 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	125 163,89 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	131 796,42 €
	Montant total	1 065 028,45 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009227

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 93 BAGNOLET ST BENOIST DE L EUROPE RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	86 830,00 €	27,11 %	23 543,00 €
	Montant Total de la subvention		23 543,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR SAINT BENOIST DE L'EUROPE BAGNOLET
Adresse administrative : 82 AVENUE GAMBETTA 93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 39446270900012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réaménagement et mise en conformité handicapés du groupe scolaire et installation d'un élévateur PMR

Public(s) cible(s) : 115 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 86 830 €
SEUIL MAXI 50% : 43 415 €
SUB PROPOSEE : 23 543 €

Localisation géographique :
- LP SAINT BENOIST DE L'EUROPE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	86 830,00	100,00%
Total	86 830,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	23 543,00	27,11%
OGEC	63 287,00	72,89%
Total	86 830,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	23 543,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	8 145,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	91 280,80 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	107 879,10 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	400,00 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	4 256,45 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	107 789,68 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	109 269,40 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 089,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 849,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	6 287,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 930,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 500,00 €
2016	Développement des parcours européens des lycées professionnels	4 056,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	106 131,39 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	109 635,96 €
2017	Développement des parcours européens des lycées professionnels	2 556,00 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	72 665,95 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	73 549,35 €
	Montant total	677 858,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009228

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 93 LE RAINCY ST LOUIS STE CLOTILDE RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	35 646,00 €	37,87 %	13 500,00 €
	Montant Total de la subvention		13 500,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR SAINT LOUIS-SAINTE CLOTILDE LE RAINCY
Adresse administrative : 37 ALLEE DE LA FONTAINE BP 131
93340 LE RAINCY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : ETAIT STE CLOTILDE
N° SIRET : 30830259500019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Travaux d'aménagement pour l'accessibilité de "l'Espace lycéens"
Mise en place d'une terrasse accessible aux PMR - Création d'une rampe PMR
Réfection des espaces de circulation - Mise en conformité électricité
Aménagement de l'espace extérieur de détente en gradins - Réfection d'un mur

Public(s) cible(s) : 414 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 358 966 €
Fonds publics (B) : 545 075 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 813 891 €
SEUIL MAXI 10% : 81 389 €
MONTANT DES TRAVAUX : 35 646 €
SEUIL MAXI 50% : 17 823 €
SUB PROPOSEE : 13 500 €

Localisation géographique :

- LCM SAINT LOUIS-STE CLOTILDE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	35 646,00	100,00%
Total	35 646,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	13 500,00	37,87%
OGEC	22 146,00	62,13%
Total	35 646,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	13 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	62 967,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	116 151,20 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	140 812,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	137 158,10 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	142 626,72 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 400,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 738,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	158 915,55 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	163 287,60 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	109 187,31 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	112 201,91 €
	Montant total	967 571,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009229

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 93 LE RAINCY JEANNE LA LORRAINE RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	7 600,00 €	50,00 %	3 800,00 €
	Montant Total de la subvention		3 800,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR JEANNE LA LORRAINE LE RAINCY
Adresse administrative : 3 BD DU NORD
93340 LE RAINCY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

N° SIRET : 78560114700024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Remplacement du SSI

Public(s) cible(s) :
279 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 7 600 €
SEUIL MAXI 50% : 3 800 €

Localisation géographique :
- LP JEANNE LA LORRAINE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	7 600,00	100,00%
Total	7 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	3 800,00	50,00%
OGEC	3 800,00	50,00%
Total	7 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	102 035,64 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	125 974,10 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	120 489,62 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	127 597,60 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 356,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 777,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	15 600,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 825,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	109 324,35 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	117 467,10 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	81 411,75 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	86 075,85 €
	Montant total	746 327,19 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009236

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 93 MONTREUIL HENRI MATISSE RENOVATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	66 084,00 €	16,00 %	10 573,00 €
	Montant Total de la subvention		10 573,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR HENRI MATISSE MONTREUIL - ASS
ETS SCOLAIRE HENRI MATISSE
Adresse administrative : 88 RUE JULES GUESDE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78556627400011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation de 3 classes de secondes et de 2 classes de terminales

Public(s) cible(s) :
313 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 995 648 €
Fonds publics (B) : 322 347 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 673 301 €
SEUIL MAXI 10% : 67 330 €
MONTANT DES TRAVAUX : 66 084 €
SEUIL MAXI 50% : 33 042 €
SUB PROPOSEE : 10 573 €

Localisation géographique :

- LCM HENRI MATISSE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	66 084,00	100,00%
Total	66 084,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	10 573,00	16,00%
OGEC	55 511,00	84,00%
Total	66 084,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 573,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	72 360,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	88 830,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	85 446,90 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	89 974,80 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 480,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 483,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	2 181,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	85 446,90 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	89 974,80 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	65 572,59 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	69 047,33 €
	Montant total	538 964,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009896

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 93 MONTREUIL ORT RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	49 932,00 €	30,04 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR ORT LYCEE TECHNOLOGIQUE MONTREUIL
Adresse administrative : 43 RUE RASPAIL
93107 MONTREUIL
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : ETAIT UAI 0930960N
N° SIRET : 77568810400113

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mise aux normes de sanitaires

Public(s) cible(s) : 547 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 49 932 €
SEUIL MAXI 50% : 24 966 €
SUB PROPOSEE : 15 000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :

- LP ORT

- LYT O.R.T

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	49 932,00	100,00%
Total	49 932,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	15 000,00	30,04%
FONDS PROPRES	34 932,00	69,96%
Total	49 932,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	55 614,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	245 750,64 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	278 992,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	290 196,66 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	282 587,52 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 320,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 666,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 419,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	254 610,04 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	254 395,67 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	175 613,06 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	173 294,90 €
	Montant total	1 658 139,64 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009237

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 93 NOISY LE GRAND FRANCOISE CABRINI RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	40 978,00 €	32,43 %	13 291,00 €
	Montant Total de la subvention		13 291,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR METIER FRANCOISE CABRINI NOISY LE GRAND
Adresse administrative : 20 RUE DU DOCTEUR SUREAU 93160 NOISY LE GRAND
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78557770100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Travaux d'isolation acoustique de salles de classes et circulations
Rénovation de fenêtres de toit
Remplacement des châssis des salles C16 et C26

Public(s) cible(s) :
552 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 40 978 €
SEUIL MAXI 50% : 20 489 €
SUB PROPOSEE : 13 291 €

Localisation géographique :
- LP FRANCOISE CABRINI

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	40 978,00	100,00%
Total	40 978,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	13 291,00	32,43%
OGEC	27 687,00	67,57%
Total	40 978,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	13 291,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	36 384,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 650,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 875,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	10 000,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 013,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 000,00 €
	Montant total	56 922,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009887

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 94 CACHAN FOYER PTT RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	119 110,00 €	31,90 %	38 000,00 €
	Montant Total de la subvention		38 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR FOYER-DE-CACHAN CACHAN
Adresse administrative : 36 AVENUE DU PRESIDENT WILSON
94230 CACHAN
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 77811484300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Travaux de rénovation de menuiseries intérieures
Refonte de l'anneau desservant lycée et internat

Public(s) cible(s) : 302 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 119 110 €
SEUIL MAXI 50% : 59 555 €
SUB PROPOSEE : 38 000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- LYP FOYER DES PTT

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	119 110,00	100,00%
Total	119 110,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	38 000,00	31,90%
FONDS PROPRES	81 110,00	68,10%
Total	119 110,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	38 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	250 000,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	115 317,72 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	148 938,30 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	136 173,88 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	150 857,75 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 672,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 322,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	14 934,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	144 367,38 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	160 022,12 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	102 632,30 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	112 225,40 €
	Montant total	1 161 483,63 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009255

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 94 CRETEIL ENSEMBLE STE MARIE RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	182 494,00 €	10,24 %	18 691,00 €
	Montant Total de la subvention		18 691,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP ENSEMBLE SAINTE MARIE
Adresse administrative : 6 RUE DE L'EGLISE
94340 JOINVILLE LE PONT
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : ETAIT ROBERT SCHUMAN NIC 00038
N° SIRET : 78574059800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Site Créteil : Création d'espaces extérieurs pour accès pompiers et PMR avec traitement de l'étanchéité - Mise en place réseaux neufs d'eaux pluviales/eaux usées avec bassin de rétention et nouveau bac à graisses - Réfection des enrobés
Site Joinville : Remplacement de châssis et poignées sur fenêtres défectueuses

Public(s) cible(s) : 276 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 705 346 €
Fonds publics (B) : 199 021 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques : 506 326 €
SEUIL MAXI 10% : 50 632 €
MONTANT DES TRAVAUX : 182 494 €
SEUIL MAXI 50% : 91 247 €

SUB PROPOSEE : 18 691 €

Localisation géographique :

- LP R SCHUMAN ex VAL DE BEAUTE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	182 494,00	100,00%
Total	182 494,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	18 691,00	10,24%
OGEC	163 803,00	89,76%
Total	182 494,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	18 691,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	126 241,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	195 910,68 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	222 173,70 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	349 506,30 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	348 269,12 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 100,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 203,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	6 853,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 183,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	361 548,24 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	361 432,30 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	260 057,48 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	259 440,74 €
	Montant total	2 223 259,49 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009256

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 94 JOINVILLE ENSEMBLE STE MARIE RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	70 528,00 €	50,00 %	35 264,00 €
	Montant Total de la subvention		35 264,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP ENSEMBLE SAINTE MARIE
Adresse administrative : 6 RUE DE L'EGLISE
94340 JOINVILLE LE PONT
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : ETAIT ROBERT SCHUMAN NIC 00038
N° SIRET : 78574059800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Site Créteil :
Création d'espaces extérieurs pour accès pompiers et PMR avec traitement de l'étanchéité
Mise en place réseaux neufs d'eaux pluviales/eaux usées avec bassin de rétention et nouveau bac à graisses
Réfection des enrobés
Site Joinville : Remplacement de chassis et poignées sur fenêtres défectueuses

Public(s) cible(s) :
635 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 70 528 €
SEUIL MAXI 50% : 35 264 €

Localisation géographique :

- LP R SCHUMAN ex VAL DE BEAUTE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	70 528,00	100,00%
Total	70 528,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	35 264,00	50,00%
OGEC	35 264,00	50,00%
Total	70 528,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	35 264,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	126 241,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	195 910,68 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	222 173,70 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	349 506,30 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	348 269,12 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 100,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 203,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	6 853,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 183,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	361 548,24 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	361 432,30 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	260 057,48 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	259 440,74 €
	Montant total	2 223 259,49 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009257

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 94 NOGENT SUR MARNE ALBERT DE MUN RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	107 822,00 €	9,27 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR ALBERT DE MUN NOGENT SUR MARNE
Adresse administrative : 12/14 AVENUE DES MARRONNIES
94130 NOGENT SUR MARNE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 54203105900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réaménagement des accès gymnase et vestiaires pour accessibilité PMR
Mise en conformité du SSI

Public(s) cible(s) : 553 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 619 582 €
Fonds publics (B) : 585 927 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques : 1 033 655 €
SEUIL MAXI 10% : 103 365 €
MONTANT DES TRAVAUX : 107 822 €
SEUIL MAXI 50% : 53 911 €
SUB PROPOSEE : 10 000 €

Localisation géographique :

- LCM ALBERT DE MUN

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	107 822,00	100,00%
Total	107 822,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	10 000,00	9,27%
OGEC	97 822,00	90,73%
Total	107 822,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	94 372,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	140 432,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	172 396,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	165 830,28 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	174 617,76 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 715,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	892,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	6 000,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	161 083,23 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	169 619,16 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	120 511,78 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	126 897,80 €
	Montant total	1 116 387,41 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009258

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 94 NOGENT MONTALEMBERT RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	146 678,00 €	6,82 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR MONTALEMBERT NOGENT SUR MARNE
Adresse administrative : 28 BOULEVARD GAMBETTA
94130 NOGENT SUR MARNE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 30413578300013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 10 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation du bâtiment du lycée : remplacement des ouvrants, installation d'une VMC, mise en place de faux plafonds, réfection de l'éclairage …

Public(s) cible(s) : 362 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 319 708 €
Fonds publics (B) : 413 011 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques : 906 697 €
SEUIL MAXI 10% : 90 669€
MONTANT DES TRAVAUX : 146 678 €
SEUIL MAXI 50% : 73 339 €
SUB PROPOSEE : 10 000 €

Localisation géographique :

- LCM MONTALEMBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	146 678,00	100,00%
Total	146 678,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	10 000,00	6,82%
OGEC	136 678,00	93,18%
Total	146 678,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	96 480,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	118 440,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	113 929,20 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	119 966,40 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 780,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	273,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	1 604,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	113 296,26 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	119 299,92 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	78 864,33 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	83 043,41 €
	Montant total	696 532,52 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009259

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 94 ST MAUR DES FOSSES TEILHARD DE CHARDIN RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	380 548,00 €	7,88 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR TEILHARD-DE-CHARDIN SAINT-MAUR-DES-FOSSES OGEC
Adresse administrative : 2 PL D ARMES
94100 SAINT MAUR DES FOSSES
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : ETAIT SACRE COEUR
N° SIRET : 78577264100011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 10 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mise aux normes de classes et circulations
Déplacement du CDI pour accessibilité PMR
Mise au norme incendie de l'escalier (avec création d'une nouvelle cage d'escalier)

Public(s) cible(s) : 465 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 380 548 €
SEUIL MAXI 50% : 190 274 €
SUB PROPOSEE : 30 000 €

Localisation géographique :
- LYP TEILHARD DE CHARDIN

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	380 548,00	100,00%
Total	380 548,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	30 000,00	7,88%
OGEC	350 548,00	92,12%
Total	380 548,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	392 453,84 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	445 071,20 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	463 432,34 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	450 807,07 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 710,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	270,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 819,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	393,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	462 886,09 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	451 207,65 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	324 656,08 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	315 752,05 €
	Montant total	2 730 190,79 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009287

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 94 THIAIS POULLART DES PLACES RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	497 038,00 €	7,04 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR SACRE COEUR THIAIS
Adresse administrative : 3 BOULEVARD DE STALINGRAD
94320 THIAIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 77568879900052

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 31 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Renforcement de portes coupe-feu
Réhabilitation de 17 salles de bain
Changement de toutes les armoires électriques
Réfection de la cour

Public(s) cible(s) :
127 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 497 038 €
SEUIL MAXI 50% : 248 519 €
SUB PROPOSEE : 35 000 €

Localisation géographique :
- LP SACRE COEUR

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	497 038,00	100,00%
Total	497 038,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	35 000,00	7,04%
OGEC	462 038,00	92,96%
Total	497 038,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	35 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	48 561,60 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	63 200,90 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	57 344,36 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	64 015,40 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 184,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	564,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	43 904,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 026,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	59 199,01 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	68 947,54 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	39 071,11 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	41 894,93 €
	Montant total	416 679,10 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009291

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 94 VINCENNES GREGOR MENDEL RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	70 256,00 €	38,43 %	27 000,00 €
	Montant Total de la subvention		27 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR GREGOR MENDEL VINCENNES 94
Adresse administrative : 205 RUE DE FONTENAY
94307 VINCENNES CEDEX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 77574152300044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 10 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mises aux normes PMR selon calendrier ADAP : mise aux normes de l'ascenseur, de l'éclairage des escaliers et des circulations, création de toilettes PMR aux 4e et 5e étages d'escaliers et de marches extérieures.
Mise en place d'un visiophone.

Public(s) cible(s) :
699 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 70 256 €
SEUIL MAXI 50% : 35 128 €
SUB PROPOSEE : 27 000 €

Localisation géographique :
- LYT GREGOR MENDEL

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	70 256,00	100,00%
Total	70 256,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	27 000,00	38,43%
OGEC	43 256,00	61,57%
Total	70 256,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	27 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 584,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 902,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	100 000,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 895,00 €
	Montant total	111 381,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009886

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 94 VINCENNES EBTP RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	95 444,00 €	31,43 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR METIER BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS VINCENNES
Adresse administrative : 18 RUE DE BELFORT
94300 VINCENNES
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 30861967500017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Bâtiment 30 rue de la Paix : mise aux normes de sécurité incendie - création d'une sortie de secours

Public(s) cible(s) : 1 058 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 95 444 €
SEUIL MAXI 50% : 47 722 €
SUB PROPOSEE : 30 000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- LP BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	95 444,00	100,00%
Total	95 444,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	30 000,00	31,43%
FONDS PROPRES	65 444,00	68,57%
Total	95 444,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	4 800,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	4 800,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	359 744,44 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	428 555,40 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	424 807,18 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	434 078,42 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 998,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 770,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	86 575,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	17 292,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	432 728,68 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	439 777,19 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	322 661,61 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	327 205,30 €
	Montant total	2 747 983,33 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009820

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 ENGHIEN LES BAINS NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	233 114,00 €	6,00 %	13 987,00 €
	Montant Total de la subvention		13 987,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE ENGHIEN LES BAINS
Adresse administrative : 7 BD SADI CARNOT
95880 ENGHIEN LES BAINS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : MAJ LIBELLE : ETAIT LYP NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE ENGHIENS LES BAINS.
CHANG ADRESSE: ETAIT 9 BD SADI CARNOT.
N° SIRET : 78585734300012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation de salles de classes et rénovation du chauffage

Public(s) cible(s) : 574 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 955 157 €
Fonds publics (B) : 570 587 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 384 570 €
SEUIL MAXI 10% : 138 457 €
MONTANT DES TRAVAUX : 233 114 €
SEUIL MAXI 50% : 116 557 €
SUB PROPOSEE : 13 987 €

Localisation géographique :

- LYP NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	233 114,00	100,00%
Total	233 114,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	13 987,00	6,00%
OGEC	219 127,00	94,00%
Total	233 114,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	13 987,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	108 234,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	138 824,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	170 422,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	163 931,46 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	172 618,32 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 645,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 748,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	30 000,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	160 766,76 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	169 285,92 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	117 188,85 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	123 398,78 €
	Montant total	1 143 590,89 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009702

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 FRANCONVILLE JEANNE D'ARC RENOVATION LTP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	206 382,00 €	14,05 %	29 000,00 €
	Montant Total de la subvention		29 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR JEANNE-D'ARC FRANCONVILLE
Adresse administrative : 2 B BD TOUSSAINT LUCAS
95130 FRANCONVILLE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
Objet : MAJ LIBELLE : ETAIT LP JEANNE D'ARC FRANCONVILLE
N° SIRET : 78586494300036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 24 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Création de 2 sanitaires PMR
Réhabilitation des 6 classes du lycée
Mise aux normes (de sécurité, PMR ou incendie) de l'armoire électrique, des portes de recoupement des circulations, des éclairages des circulations, des sanitaires, de l'ascenseur, des escaliers, de portes de salles, des accès et des signalisations
Remplacement de l'alarme incendie
Réfection de la cafétéria

Public(s) cible(s) : 281 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT DES TRAVAUX : 206 382 €
SEUIL MAXI 50% : 103 191 €
SUB PROPOSEE : 29 000 €

Localisation géographique :

- LP JEANNE D'ARC (FRANCONVILLE)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	206 382,00	100,00%
Total	206 382,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	29 000,00	14,05%
OGEC	177 382,00	85,95%
Total	206 382,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	29 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	5 695,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	133 158,48 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	166 803,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	157 241,28 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	168 952,68 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 560,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 558,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	53 828,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 205,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	164 219,13 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	176 450,58 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	102 578,81 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	110 219,13 €
	Montant total	1 047 496,05 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009704

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 PONTOISE NOTRE DAME DE LA COMPASSION RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	116 725,00 €	18,00 %	21 010,00 €
	Montant Total de la subvention		21 010,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR NOTRE DAME DE LA COMPASSION PONTOISE
Adresse administrative : 8 PLACE NICOLAS FLAMEL
95300 PONTOISE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 30409525000011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Eclairages des parcs extérieurs
Mise aux normes PMR des éclairages et de différents accès intérieurs ou extérieurs
Modification des sas d'accès selon l'ADAP - Mise aux normes PMR de mains courantes
Réfection de plafonds de 4 cages d'escalier

Public(s) cible(s) : 600 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 292 180 €
Fonds publics (B) : 650 700 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 641 480 €
SEUIL MAXI 10% : 64 148 €
MONTANT DES TRAVAUX : 116 725 €
SEUIL MAXI 50% : 58 362 €
SUB PROPOSEE : 21 010 €

Localisation géographique :

- LCM NOTRE DAME DE LA COMPASSION

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	116 725,00	100,00%
Total	116 725,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	21 010,00	18,00%
OGEC	95 715,00	82,00%
Total	116 725,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	21 010,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	254 417,76 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	304 325,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	300 431,30 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	308 247,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 815,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 499,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	5 187,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 323,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	314 903,75 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	321 410,05 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	216 761,87 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	221 861,24 €
	Montant total	1 870 062,03 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009709

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 CERGY PONTOISE ST MARTIN DE FRANCE RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	114 156,00 €	13,96 %	15 936,00 €
	Montant Total de la subvention		15 936,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINT MARTIN DE FRANCE PONTOISE
Adresse administrative : 1 AVENUE DE VERDUN 95300 PONTOISE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 57820485100013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation d'un bâtiment d'internat
Remplacement des 2 productions ECS (échangeurs à plaques)

Public(s) cible(s) : 427 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 5 006 035 €
Fonds publics (B) : 582 414 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 4 423 621 €
SEUIL MAXI 10% : 442 362 €
MONTANT DES TRAVAUX : 114 156 €
SEUIL MAXI 50% : 57 078 €
SUB PROPOSEE : 15 936 €

Localisation géographique :

- LCM SAINT MARTIN DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	114 156,00	100,00%
Total	114 156,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	15 936,00	13,96%
OGEC	98 220,00	86,04%
Total	114 156,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 936,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	77 269,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	142 844,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	175 357,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	168 678,51 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	177 616,92 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 550,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 183,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	63 173,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	170 260,86 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	179 283,12 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	112 093,68 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	118 033,61 €
	Montant total	1 165 602,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009714

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 SANNOIS NOTRE DAME RENOVATION LG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 290,00 €	50,00 %	1 645,00 €
	Montant Total de la subvention		1 645,00 €

Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR NOTRE DAME SANNOIS
Adresse administrative : 106 BOULEVARD CHARLES DE GAULLE
95110 SANNOIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :
N° SIRET : 78591041500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)
Rapport Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mise aux normes d'un bloc-porte du gymnase

Public(s) cible(s) :
607 LYCEENS

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 532 298 €
Fonds publics (B) : 663 370 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 868 928 €
SEUIL MAXI 10% : 86 892 €
MONTANT DES TRAVAUX : 3 290 €
SEUIL MAXI 50% : 1 645 €

Localisation géographique :
- LCM NOTRE DAME (SANNOIS)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RENOVATION	3 290,00	100,00%
Total	3 290,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	1 645,00	50,00%
OGEC	1 645,00	50,00%
Total	3 290,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 645,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	151 152,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	185 556,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	178 489,08 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	187 947,36 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 015,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 430,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	9 445,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	185 134,95 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	194 945,40 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	133 581,99 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	140 660,61 €
	Montant total	1 136 661,79 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 07/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 07/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-236
DU 5 JUILLET 2017

SÉCURISATION DES LYCÉES
QUATRIÈME AFFECTATION
BUDGET 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 23-15 du 12 février 2015 relative à la Politique de la ville - Orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 donnant délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 donnant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité ;

VU La délibération n° CP 11-387 du 19 mai 2011 relative à l'exigence d'un document spécifique motivant toute demande de subvention concernant des systèmes de vidéosurveillance - rapport sécurité des lycées, propriétés régionales - troisième affectation pour l'année 2011 ;

VU Le budget de la Région pour 2017 et plus particulièrement les inscriptions du chapitre 902 « Enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-236 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte une autorisation de programme de **365.000 €**, prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement » - Code Fonctionnel 27 « Sécurité » - Programme HP 27-001 (127001) « Sécurisation des lycées » Action 12700102 « Travaux de sécurité dans les lycées » du budget régional 2017, afin de financer les deux projets, conformément à l'Annexe 1 de la présente délibération.

Article 2 :

Décide d'attribuer des dotations pour un montant de **962.100 €** conformément aux Annexes 2 et 3 de la présente délibération.

Affecte pour ces opérations une autorisation de programme de **962.100 €**, prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement » - Code Fonctionnel 27 « Sécurité » - Programme HP 27-001 (127001) « Sécurisation des lycées » Action 12700103 « Subventions pour la sécurité aux EPLE » du budget régional 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en Annexe 4 à la délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXES N°1 A 3

Budget 2017 chapitre 902 - Env. HP027-001 / 2313

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
94	CRETEIL	LYP E-BRANLY	0941018W	TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE SECURISATION DES ESPACES EXTERIEURS (REPRISE TOTALE DES CLOTURES DU LYCEE, REAMENAGEMENT DES ENTREES ET DE LA LOGE) OP.No 07B5550270010016 Complément de crédit soit 1,462 ME	25 000,00
75	PARIS 08EME	LYP CHAPTAL	0750663N	PROGRAMME 2017 : MISE EN SECURITE COMPLETE DU SITE (DONT INSTALLATION DE CAMERAS DE VIDEOSURVEILLANCE)	340 000,00

Budget 2017 - HP027-001 / 2313 chapitre 902 **365 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 05EME	LCM L-LE-GRAND	0750655E	INSTALLATION D'UN SYSTEME COMPLET DE SONORISATION POUR COMMUNICATION PPMS CENTRALISE A LA LOGE POUR BATIMENTS ADMINISTRATION, ENSEIGNEMENTS ET INTERNATS (PAS DE SYSTEME DE SONNERIE DE FIN DE COURS EXISTANT)	78 000,00
75	PARIS 06EME	LCM ST-LOUIS	0750658H	INSTALLATION D'UN SYSTEME COMPLET DE SONORISATION POUR COMMUNICATION PPMS CENTRALISE A LA LOGE POUR BATIMENTS ADMINISTRATION, ENSEIGNEMENTS ET INTERNATS (PAS DE SYSTEME DE SONNERIE DE FIN DE COURS EXISTANT)	34 000,00
75	PARIS 14EME	LYP RASPAIL	0750691U	TRAVAUX D'EXTENSION DU SYSTEME PPMS EXISTANT ET REMPLACEMENT DU SYSTEME DE SURVEILLANCE OBSOLETE (CAMERAS ET MONITEUR CENTRAL)	38 000,00
75	PARIS 14EME	LYP E-DUBOIS	0750692V	MISE EN PLACE DE PERSIENNES METALLIQUES AU NIVEAU DES MENUISERIES EXTERIEURES SUR RUE (LOGEMENT DE FONCTION DE L'AGENT D'ACCUEIL)	3 000,00
77	COMBS-LA-VILLE	LYP GALILÉE	0772127U	REMPLACEMENT DU SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE VETUSTE (2 CAMERAS SITUEES A L'ENTREE ET DEVANT LA LOGE)	40 000,00
78	MONTIGNY-LE-BRE	LYP DE-BRETEUIL	0781819D	TRAVAUX DE SECURISATION : REMPLACEMENT DE BARRIERES ET CLOTURES ENDOMMAGEES ET REHAUSSEMENT DE CLOTURE	10 000,00
78	VILLIERS-SAINT-	LYP VIOLLET-DUC	0782587N	FOURNITURE ET POSE DE SERRURES SECURISEES AU BATIMENT I (SALLES INFORMATIQUES SOIT 25 UNITES)	7 000,00
91	BRETIGNY-SUR-OR	LYP JP-TIMBAUD	0910975R	MISE EN PLACE D'UNE SONNERIE PPMS	4 500,00
91	DOURDAN	LYP F-SARCEY	0910621F	FOURNITURE ET POSE DE MOTORISATIONS SUR LES DEUX PORTAILS DU PARKING DES PROFESSEURS	10 000,00
91	ETAMPES	LP N.MANDELA	0911401D	FOURNITURE ET POSE D'UN PORTAIL COULISSANT AUTOPORTE (ENTREE PERSONNEL) ET REALISATION DE BOUCLE DE SOL MAGNETIQUE DE SORTIE SUR LES PORTAILS COTE CUISINE ET ATELIER	22 000,00
91	SAINTE-GENEVIEV	LYP P-LANGEVIN	0912163G	FOURNITURE ET POSE D'UN MODULE AUDIO PERMETTANT DE DISPOSER DES SONNERIES NECESSAIRES (PPMS, ATTENTATS)	6 000,00
91	SAVIGNY-SUR-ORG	LYP JB-COROT	0910627M	FOURNITURE ET POSE EN REMPLACEMENT DU PORTAIL DE L'ENTREE PRINCIPALE DES VEHICULES (Y COMPRIS AUTOMATISME)	25 000,00
91	YERRES	LP L-ARMAND	0910756C	FOURNITURE ET POSE DE 4 VOLETS ROULANTS SUR FENETRES DU REZ-DE-CHAUSSEE (RENFORCEMENT DE LA SECURISATION DU SITE)	4 000,00
92	CLAMART	LYP J-MONOD	0921555R	MISE EN PLACE SYSTEME PPMS ET REMISE A NIVEAU SONNERIE INTER-COURS	46 000,00
92	LEVALLOIS-PERRE	LYP LÉO-DE-VINCI	0921230M	TRAVAUX DE SECURISATION : FOURNITURE ET POSE D'UN RIDEAU METALLIQUE A L'ENTREE LIVRAISONS DU LYCEE	6 000,00
92	NANTERRE	LP C-CHAPPE	0921626T	TRAVAUX DE SECURISATION : SONNERIE FIN DE COURS	8 000,00
94	CACHAN	LYP G-EIFFEL	0940111K	MODIFICATION DE L'OUVERTURE D'UN VANTAIL DU PORTAIL EXISTANT (ENTREE LYCEENS AVENUE WILSON) AFIN DE FACILITER L'ENTREE DES LYCEENS	15 000,00
94	CRETEIL	LYP ST-EXUPÉRY	0940114N	REMPLACEMENT DE 4 CAMERAS HORS SERVICE DU SYTEME DE VIDEOSURVEILLANCE AVEC REPRISE DES CABLAGES	15 000,00
94	FRESNES	LYP F-MISTRAL	0941301D	FOURNITURE ET MISE EN PLACE DE MODULE PPMS Y COMPRIS COMMANDE DEPORTEE	4 000,00
94	FRESNES	LYP F-MISTRAL	0941301D	REMPLACEMENT DE L'ENREGISTREUR DE VIDEOSURVEILLANCE NUMERIQUE 32 VOIES ACTUEL HORS SERVICE, PAR DEUX ENREGISTREURS 16 VOIES Y COMPRIS CONNECTIQUES	6 000,00
94	IVRY-SUR-SEINE	LYP R-ROLLAND	0940115P	P.P.M.S : INSTALLATION D'UNE SONNERIE SPECIFIQUE AUDIBLE + MICRO SUPPLEMENTAIRE + COMPLEMENT D'ECLAIRAGE POUR VISIBILITE SUR LES ECRANS DE SURVEILLANCE	6 450,00
94	VITRY-SUR-SEINE	LP C-CLAUDEL	0940145X	ETUDE EN VUE DE L'EXTENSION DE L'INSTALLATION DU SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE	7 000,00
95	ARGENTEUIL	LYP JEAN-JAURÈS	0950641F	TRAVAUX DE SECURISATION : FOUNITURE ET POSE D'UNE PORTE EXTERIEURE D'ACCES DEVANT L'ESCALIER DE SECOURS DU BATIMENT I	10 000,00
95	BEZONS	LYP RONCERAY FUS	0952173W	TRAVAUX DE SECURISATION : REMPLACEMENT SONNERIE FIN DE COURS PPMS	8 550,00
95	CERGY	LYP JULES-VERNE	0951756T	TRAVAUX DE SECURISATION : REMPLACEMENT SONNERIE DE FIN DE COURS	40 000,00
95	DOMONT	LYP GEORGE-SAND	0951788C	REMPLACEMENT DU SAS D'ENTREE POUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURISATION ET PERMETTRE L'ACCES DIRECT AUX PMR A L'ETABLISSEMENT	25 000,00
95	MONTMORENCY	LP TURGOT	0951281B	TRAVAUX DE SERRURERIE POUR LA SECURISATION ET LA SECURITE DU LYCEE	15 000,00
95	PONTOISE	LYP C-PISSARRO	0950649P	TRAVAUX DE SECURISATION : REMPLACEMENT SONNERIE FIN DE COURS	55 000,00
91	DOURDAN	LYP A-KASTLER	0911985N	FOURNITURE ET POSE DE 34 VOLETS ROULANTS AU REZ-DE-CHAUSSEE ET AU NIVEAU DES SALLES INFORMATIQUES	35 000,00
94	CRETEIL	LYP GUTENBERG	0941930M	REMPLACEMENT DE L'ALARME ANTI-INTRUSION DU LYCEE	24 500,00
75	PARIS 09EME	LCM LAMARTINE	0750670W	PROGRAMME 2016 : TRAVAUX DE SECURISATION DU SITE, MISE EN PLACE D'UN SAS PORTILLONS ET GRILLES COTE GYMNASE OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	11 940,00
75	PARIS 04EME	LCM CHARLEMAGNE	0750652B	PROGRAMME 2017 : SUITE DES TRAVAUX POUR SONNERIE PPMS OP.No Complément de crédit soit 0,007 ME	4 771,20
75	PARIS 04EME	LCM CHARLEMAGNE	0750652B	PROGRAMME 2017 : BARREAUDAGE FENETRES AU RDC RUE CHARLEMAGNE OP.No Complément de crédit soit 0,007 ME	4 771,20
75	PARIS 11EME	LYP VOLTAIRE	0750675B	PROGRAMME 2017 : SECURISATION DES PORTES D'ENTREE OP.No Complément de crédit soit 0,007 ME	5 036,50
75	PARIS 19EME	LYP H-BERGSON	0750711R	PROGRAMME 2017 : SUR BAIE VITREE SALLE POLYVALENTE, APPLICATION FILM ANTI-EFFRACTION DANS L'ATTENTE DU REMPLACEMENT DES VITRES ESTIMEES DANGEREUSES OP.No Complément de crédit soit 0,005 ME	3 386,50

75	PARIS 19EME	LYP H-BERGSON	0750711R	PROGRAMME 2017 ; MISE EN PLACE D'UNE SONNERIE SELON PPMS OP.No Complément de crédit soit 0,030 ME	20 319,00
93	AUBERVILLIERS	LYP ALEMBERT	0932122B	PROGRAMME 2017 : CREATION RESEAUX VISIOPHONIE, ALARME ANTI-INTRUSION ET SONNERIE PPMS SUR L'ENSEMBLE DES BATIMENTS OP.No Complément de crédit soit 0,090 ME	38 898,00
75	PARIS 04EME	LCM CHARLEMAGNE	0750652B	PROGRAMME 2017 : POSE DE CAMERAS, SONNERIE PPMS, POSE DE GRILLES DE DEFENSE, AUTOMATISATION PORTAIL OP.No Complément de crédit soit 0,085 ME	72 264,00
75	PARIS 09EME	LCM LAMARTINE	0750670W	PROGRAMME 2017 : INSTALLATION DE CAMERAS DE VIDEOSURVEILLANCE SUR 2 PORTAILS D'ENTREE	20 000,00
75	PARIS 09EME	LCM LAMARTINE	0750670W	PROGRAMME 2015 : REMPLACEMENT DES PORTES AU RDC DU LYCEE	25 000,00
75	PARIS 17EME	LYP BALZAC	0750705J	PROGRAMME 2017 : REALISATION DU PPMS SUR L'ENSEMBLE DU SITE (SONNERIE FIN DE COURS) OP.No Complément de crédit soit 0,048 ME	37 028,00

Budget 2017 - HP027-001 / 2361 chapitre 902 **851 414,40**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 09EME	LCM LAMARTINE	0750670W	PROGRAMME 2016 : TRAVAUX DE SECURISATION DU SITE, MISE EN PLACE D'UN SAS PORTILLONS ET GRILLES COTE GYMNASE OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	8 060,00
75	PARIS 04EME	LCM CHARLEMAGNE	0750652B	PROGRAMME 2017 : SUITE DES TRAVAUX POUR SONNERIE PPMS OP.No Complément de crédit soit 0,007 ME	2 228,80
75	PARIS 04EME	LCM CHARLEMAGNE	0750652B	PROGRAMME 2017 : BARREAUDAGE FENETRES AU RDC RUE CHARLEMAGNE OP.No Complément de crédit soit 0,007 ME	2 228,80
75	PARIS 09EME	LCM LAMARTINE	0750670W	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE SECURISATION, NOUVELLE ENTREE COLLEGE PAR CREATION D'UN SAS ET ACCUEIL	10 000,00
75	PARIS 11EME	LYP VOLTAIRE	0750675B	PROGRAMME 2017 : SECURISATION DES PORTES D'ENTREE OP.No Complément de crédit soit 0,007 ME	1 963,50
75	PARIS 19EME	LYP H-BERGSON	0750711R	PROGRAMME 2017 : SUR BAIE VITREE SALLE POLYVALENTE, APPLICATION FILM ANTI-EFFRACTION DANS L'ATTENTE DU REMPLACEMENT DES VITRES ESTIMEES DANGEREUSES OP.No Complément de crédit soit 0,005 ME	1 613,50
75	PARIS 19EME	LYP H-BERGSON	0750711R	PROGRAMME 2017 ; MISE EN PLACE D'UNE SONNERIE SELON PPMS OP.No Complément de crédit soit 0,030 ME	9 681,00
93	AUBERVILLIERS	LYP ALEMBERT	0932122B	PROGRAMME 2017 : CREATION RESEAUX VISIOPHONIE, ALARME ANTI-INTRUSION ET SONNERIE PPMS SUR L'ENSEMBLE DES BATIMENTS OP.No Complément de crédit soit 0,090 ME	51 102,00
75	PARIS 04EME	LCM CHARLEMAGNE	0750652B	PROGRAMME 2017 : POSE DE CAMERAS, SONNERIE PPMS, POSE DE GRILLES DE DEFENSE, AUTOMATISATION PORTAIL OP.No Complément de crédit soit 0,085 ME	12 736,00
75	PARIS 17EME	LYP BALZAC	0750705J	PROGRAMME 2017 : REALISATION DU PPMS SUR L'ENSEMBLE DU SITE (SONNERIE FIN DE COURS) OP.No Complément de crédit soit 0,048 ME	11 072,00

Budget 2017 - HP027-001 / 4551 chapitre 902 **110 685,60**

ANNEXE N°4

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-236	Budget	2017

Chapitre	**902 - Enseignement**
Code fonctionnel	**27 - Sécurité**
Programme	**127001 - Sécurisation des lycées**
Action	**12700103 - Subvention pour la sécurité aux EPLE**

Dispositif : N° 00000584 - Mesures de sécurité dans les lycées

Dossier	17009118 - ETABLISSEMENT 0750655E - INSTALLATION D'UN SYSTEME COMPLET DE SONORISATION POUR		
Bénéficiaire	R3413 - LG LOUIS LE GRAND PARIS 05EME		
Localisation	LCM LOUIS LE GRAND		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	78 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		78 000,00 €	

Dossier	17009119 - ETABLISSEMENT 0750658H - INSTALLATION D'UN SYSTEME COMPLET DE SONORISATION POUR		
Bénéficiaire	R3416 - LG SAINT LOUIS PARIS 06EME		
Localisation	LCM SAINT LOUIS (PARIS 6)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	34 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		34 000,00 €	

Dossier	17009120 - ETABLISSEMENT 0750691U - TRAVAUX D'EXTENSION DU SYSTEME PPMS EXISTANT ET REMPLAC		
Bénéficiaire	R3453 - LPO LYC METIER RASPAIL PARIS 14EME		
Localisation	LYT RASPAIL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	38 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		38 000,00 €	

Dossier	17009121 - ETABLISSEMENT 0750692V - MISE EN PLACE DE PERSIENNES METALLIQUES AU NIVEAU DES M		
Bénéficiaire	R3454 - LGT EMILE DUBOIS PARIS 14EME		
Localisation	LYT EMILE DUBOIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-236	Budget	2017

Dossier	17009122 - ETABLISSEMENT 0772127U - REMPLACEMENT DU SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE VETUSTE (2		
Bénéficiaire	R3257 - LGT GALILEE COMBS LA VILLE		
Localisation	LYP GALILEE (COMBS LA VILLE)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	40 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		40 000,00 €	

Dossier	17009123 - ETABLISSEMENT 0781819D - TRAVAUX DE SECURISATION : REMPLACEMENT DE BARRIERES ET		
Bénéficiaire	R18986 - LPO EMILIE DE BRETEUIL MONTIGNY LE BRETONNEUX		
Localisation	LYP EMILIE DE BRETEUIL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Dossier	17009124 - ETABLISSEMENT 0782587N - FOURNITURE ET POSE DE SERRURES SECURISEES AU BATIMENT I		
Bénéficiaire	R3673 - LPO LYC METIER VIOLLET LE DUC VILLIERS SAINT FREDERIC		
Localisation	LYP VIOLLET LE DUC		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	7 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		7 000,00 €	

Dossier	17009125 - ETABLISSEMENT 0910975R - MISE EN PLACE D'UNE SONNERIE PPMS		
Bénéficiaire	R3714 - LPO JEAN PIERRE TIMBAUD BRETIGNY SUR ORGE		
Localisation	LYP JP TIMBAUD (BRETIGNY/O)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 500,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-236	Budget	2017

Dossier	17009126 - ETABLISSEMENT 0910621F - FOURNITURE ET POSE DE MOTORISATIONS SUR LES DEUX PORTAI		
Bénéficiaire	R3331 - LPO FRANCISQUE SARCEY DOURDAN (FUSION AU 01/09/2017 AVEC KASTLER 19070)		
Localisation	LYP FRANCISQUE SARCEY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Dossier	17009127 - ETABLISSEMENT 0941930M - REMPLACEMENT DE L'ALARME ANTI-INTRUSION DU LYCEE		
Bénéficiaire	R19129 - LPO GUTENBERG CRETEIL		
Localisation	LYP GUTENBERG		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	24 500,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		24 500,00 €	

Dossier	17009128 - ETABLISSEMENT 0911401D - FOURNITURE ET POSE D'UN PORTAIL COULISSANT AUTOPORTE (E		
Bénéficiaire	R3333 - LP NELSON MANDELA ETAMPES 91		
Localisation	LP LOUIS BLERIOT (ETAMPES)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	22 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		22 000,00 €	

Dossier	17009129 - ETABLISSEMENT 0912163G - FOURNITURE ET POSE D'UN MODULE AUDIO PERMETTANT DE DISP		
Bénéficiaire	R3754 - LPO PAUL LANGEVIN SAINTE GENEVIEVE DES BOIS		
Localisation	LYP PAUL LANGEVIN (STE GENEV)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-236	Budget	2017

Dossier	17009130 - ETABLISSEMENT 0910627M - FOURNITURE ET POSE EN REMPLACEMENT DU PORTAIL DE L'ENTR		
Bénéficiaire	R3552 - LGT JEAN BAPTISTE COROT SAVIGNY SUR ORGE		
Localisation	LYP JEAN BAPTISTE COROT		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	25 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		25 000,00 €	

Dossier	17009131 - ETABLISSEMENT 0910756C - FOURNITURE ET POSE DE 4 VOLETS ROULANTS SUR FENETRES DU		
Bénéficiaire	R3554 - LP LYC METIER LOUIS ARMAND YERRES		
Localisation	LP LOUIS ARMAND		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 000,00 €	

Dossier	17009132 - ETABLISSEMENT 0921555R - MISE EN PLACE SYSTEME PPMS ET REMISE A NIVEAU SONNERIE		
Bénéficiaire	R3567 - LGT JACQUES MONOD CLAMART		
Localisation	LYP JACQUES MONOD (CLAMART)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	46 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		46 000,00 €	

Dossier	17009133 - ETABLISSEMENT 0921230M - TRAVAUX DE SECURISATION : FOURNITURE ET POSE D'UN RIDEA		
Bénéficiaire	R3585 - LPO LYC METIER LEONARD DE VINCI LEVALLOIS PERRET		
Localisation	LYP LEONARD DE VINCI LEVALLOIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-236	Budget	2017

Dossier	17009134 - ETABLISSEMENT 0921626T - TRAVAUX DE SECURISATION : SONNERIE FIN DE COURS		
Bénéficiaire	R3593 - LP CLAUDE CHAPPE NANTERRE		
Localisation	LP CLAUDE CHAPPE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 000,00 €	

Dossier	17009135 - ETABLISSEMENT 0940111K - MODIFICATION DE L'OUVERTURE D'UN VANTAIL DU PORTAIL EXI		
Bénéficiaire	R3740 - LPO GUSTAVE EIFFEL CACHAN		
Localisation	LYT GUSTAVE EIFFEL (CACHAN)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 000,00 €	

Dossier	17009136 - ETABLISSEMENT 0940114N - REMPLACEMENT DE 4 CAMERAS HORS SERVICE DU SYTEME DE VID		
Bénéficiaire	R3521 - LPO ANTOINE DE SAINT EXUPERY CRETEIL		
Localisation	LYP A DE SAINT EXUPERY CRETEIL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 000,00 €	

Dossier	17009137 - ETABLISSEMENT 0941301D - FOURNITURE ET MISE EN PLACE DE MODULE PPMS Y COMPRIS CO		
Bénéficiaire	R3525 - LPO FREDERIC MISTRAL FRESNES		
Localisation	LYP FREDERIC MISTRAL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-236	Budget	2017

Dossier	17009138 - ETABLISSEMENT 0941301D - REMPLACEMENT DE L'ENREGISTREUR DE VIDEOSURVEILLANCE NUM		
Bénéficiaire	R3525 - LPO FREDERIC MISTRAL FRESNES		
Localisation	LYP FREDERIC MISTRAL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 000,00 €	

Dossier	17009139 - ETABLISSEMENT 0940115P - P.P.M.S : INSTALLATION D'UNE SONNERIE SPECIFIQUE AUDIBL		
Bénéficiaire	R3507 - LGT ROMAIN ROLLAND IVRY SUR SEINE		
Localisation	IVRY-SUR-SEINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 450,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 450,00 €	

Dossier	17009140 - ETABLISSEMENT 0940145X - ETUDE EN VUE DE L'EXTENSION DE L'INSTALLATION DU SYSTEM		
Bénéficiaire	R3479 - LP CAMILLE CLAUDEL VITRY SUR SEINE		
Localisation	LP CAMILLE CLAUDEL (VITRY/S)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	7 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		7 000,00 €	

Dossier	17009141 - ETABLISSEMENT 0950641F - TRAVAUX DE SECURISATION : FOUNITURE ET POSE D'UNE PORTE		
Bénéficiaire	R18539 - LPO JEAN JAURES ARGENTEUIL CEDEX		
Localisation	LYP JEAN JAURES (ARGENTEUIL)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-236	Budget	2017

Dossier	17009142 - ETABLISSEMENT 0951756T - TRAVAUX DE SECURISATION : REMPLACEMENT SONNERIE DE FIN		
Bénéficiaire	R18856 - LPO JULES VERNE CERGY		
Localisation	LYP JULES VERNE (CERGY)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	40 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		40 000,00 €	

Dossier	17009143 - ETABLISSEMENT 0951788C - REMPLACEMENT DU SAS D'ENTREE POUR LE RENFORCEMENT DE LA		
Bénéficiaire	R19249 - LPO GEORGE SAND DOMONT		
Localisation	LYP GEORGE SAND (DOMONT)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	25 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		25 000,00 €	

Dossier	17009144 - ETABLISSEMENT 0951281B - TRAVAUX DE SERRURERIE POUR LA SECURISATION ET LA SECURI		
Bénéficiaire	R3395 - LP TURGOT MONTMORENCY		
Localisation	LP TURGOT (MONTMORENCY)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 000,00 €	

Dossier	17009145 - ETABLISSEMENT 0950649P - TRAVAUX DE SECURISATION : REMPLACEMENT SONNERIE FIN DE		
Bénéficiaire	R3397 - LYCEE POLYVALENT CAMILE PISSARRO		
Localisation	LYP CAMILLE PISSARRO		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	55 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		55 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-236	Budget	2017

Dossier	17009146 - ETABLISSEMENT 0911985N - FOURNITURE ET POSE DE 34 VOLETS ROULANTS AU REZ-DE-CHAU		
Bénéficiaire	R19070 - LPO ALFRED KASTLER DOURDAN (FUSION AU 01/09/2017 ABSORBE SARCEY 3331)		
Localisation	LYP ALFRED KASTLER (DOURDAN)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	35 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		35 000,00 €	

Dossier	17009147 - ETABLISSEMENT 0750670W - PROGRAMME 2016 : TRAVAUX DE SECURISATION DU SITE, MISE		
Bénéficiaire	R3426 - LG LAMARTINE PARIS 09EME		
Localisation	LCM LAMARTINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	11 940,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		11 940,00 €	

Dossier	17009148 - ETABLISSEMENT 0750670W - PROGRAMME 2016 : TRAVAUX DE SECURISATION DU SITE, MISE		
Bénéficiaire	R3426 - LG LAMARTINE PARIS 09EME		
Localisation	LCM LAMARTINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 060,00 €	Code nature	4551751016
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 060,00 €	

Dossier	17009149 - ETABLISSEMENT 0750652B - PROGRAMME 2017 : SUITE DES TRAVAUX POUR SONNERIE PPMS		
Bénéficiaire	R3412 - LG CHARLEMAGNE PARIS 04EME		
Localisation	LCM CHARLEMAGNE (PARIS 4)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 771,20 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 771,20 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-236	Budget	2017

Dossier	17009150 - ETABLISSEMENT 0750652B - PROGRAMME 2017 : SUITE DES TRAVAUX POUR SONNERIE PPMS		
Bénéficiaire	R3412 - LG CHARLEMAGNE PARIS 04EME		
Localisation	LCM CHARLEMAGNE (PARIS 4)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 228,80 €	Code nature	4551750217
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 228,80 €	

Dossier	17009151 - ETABLISSEMENT 0750652B - PROGRAMME 2017 : BARREAUDAGE FENETRES AU RDC RUE CHARLE		
Bénéficiaire	R3412 - LG CHARLEMAGNE PARIS 04EME		
Localisation	LCM CHARLEMAGNE (PARIS 4)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 771,20 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 771,20 €	

Dossier	17009152 - ETABLISSEMENT 0750652B - PROGRAMME 2017 : BARREAUDAGE FENETRES AU RDC RUE CHARLE		
Bénéficiaire	R3412 - LG CHARLEMAGNE PARIS 04EME		
Localisation	LCM CHARLEMAGNE (PARIS 4)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 228,80 €	Code nature	4551750217
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 228,80 €	

Dossier	17009153 - ETABLISSEMENT 0750670W - PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE SECURISATION, NOUVELLE ENTR		
Bénéficiaire	R3426 - LG LAMARTINE PARIS 09EME		
Localisation	LCM LAMARTINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	4551751017
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-236	Budget	2017

Dossier	17009154 - ETABLISSEMENT 0750675B - PROGRAMME 2017 : SECURISATION DES PORTES D'ENTREE		
Bénéficiaire	R3435 - LGT VOLTAIRE PARIS 11EME		
Localisation	LYP VOLTAIRE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 036,50 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 036,50 €	

Dossier	17009155 - ETABLISSEMENT 0750675B - PROGRAMME 2017 : SECURISATION DES PORTES D'ENTREE		
Bénéficiaire	R3435 - LGT VOLTAIRE PARIS 11EME		
Localisation	LYP VOLTAIRE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 963,50 €	Code nature	4551751117
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 963,50 €	

Dossier	17009158 - ETABLISSEMENT 0750705J - PROGRAMME 2017 : REALISATION DU PPMS SUR L'ENSEMBLE DU		
Bénéficiaire	R3372 - LYP HONORE DE BALZAC PARIS 17EME		
Localisation	LYP HONORE DE BALZAC (PARIS 17)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	11 072,00 €	Code nature	4551752517
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		21 736,40 €	

Dossier	17009159 - ETABLISSEMENT 0750705J - PROGRAMME 2017 : REALISATION DU PPMS SUR L'ENSEMBLE DU		
Bénéficiaire	R3372 - LYP HONORE DE BALZAC PARIS 17EME		
Localisation	LYP HONORE DE BALZAC (PARIS 17)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	37 028,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		37 028,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-236	Budget	2017

Dossier	17009160 - ETABLISSEMENT 0750711R - PROGRAMME 2017 : SUR BAIE VITREE SALLE POLYVALENTE, APP		
Bénéficiaire	R3351 - LGT HENRI BERGSON PARIS 19EME		
Localisation	LCM HENRI BERGSON		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 386,50 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 386,50 €	

Dossier	17009161 - ETABLISSEMENT 0750711R - PROGRAMME 2017 : SUR BAIE VITREE SALLE POLYVALENTE, APP		
Bénéficiaire	R3351 - LGT HENRI BERGSON PARIS 19EME		
Localisation	LCM HENRI BERGSON		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 613,50 €	Code nature	4551752717
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 613,50 €	

Dossier	17009162 - ETABLISSEMENT 0750711R - PROGRAMME 2017 ; MISE EN PLACE D'UNE SONNERIE SELON PPM		
Bénéficiaire	R3351 - LGT HENRI BERGSON PARIS 19EME		
Localisation	LCM HENRI BERGSON		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 319,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 319,00 €	

Dossier	17009163 - ETABLISSEMENT 0750711R - PROGRAMME 2017 ; MISE EN PLACE D'UNE SONNERIE SELON PPM		
Bénéficiaire	R3351 - LGT HENRI BERGSON PARIS 19EME		
Localisation	LCM HENRI BERGSON		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	9 681,00 €	Code nature	4551752717
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		9 681,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-236	Budget	2017

Dossier	17009164 - ETABLISSEMENT 0932122B - PROGRAMME 2017 : CREATION RESEAUX VISIOPHONIE, ALARME A		
Bénéficiaire	R3768 - LPO D'ALEMBERT AUBERVILLIERS		
Localisation	LYT D'ALEMBERT (AUBERVILLIERS)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	51 102,00 €	Code nature	4551930117
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		51 102,00 €	

Dossier	17009165 - ETABLISSEMENT 0750652B - PROGRAMME 2017 : POSE DE CAMERAS, SONNERIE PPMS, POSE D		
Bénéficiaire	R3412 - LG CHARLEMAGNE PARIS 04EME		
Localisation	LCM CHARLEMAGNE (PARIS 4)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	72 264,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		72 264,00 €	

Dossier	17009166 - ETABLISSEMENT 0750652B - PROGRAMME 2017 : POSE DE CAMERAS, SONNERIE PPMS, POSE D		
Bénéficiaire	R3412 - LG CHARLEMAGNE PARIS 04EME		
Localisation	LCM CHARLEMAGNE (PARIS 4)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 736,00 €	Code nature	4551750217
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		27 064,00 €	

Dossier	17009167 - ETABLISSEMENT 0750670W - PROGRAMME 2017 : INSTALLATION DE CAMERAS DE VIDEOSURVEI		
Bénéficiaire	R3426 - LG LAMARTINE PARIS 09EME		
Localisation	LCM LAMARTINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-236	Budget	2017

Dossier	17009169 - ETABLISSEMENT 0750670W - PROGRAMME 2015 : REMPLACEMENT DES PORTES AU RDC DU LYCE		
Bénéficiaire	R3426 - LG LAMARTINE PARIS 09EME		
Localisation	LCM LAMARTINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	25 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		25 000,00 €	

Dossier	17009170 - ETABLISSEMENT 0932122B - PROGRAMME 2017 : CREATION RESEAUX VISIOPHONIE, ALARME A		
Bénéficiaire	R3768 - LPO D'ALEMBERT AUBERVILLIERS		
Localisation	LYT D'ALEMBERT (AUBERVILLIERS)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	38 898,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		38 898,00 €	

Dossier	17009171 - ETABLISSEMENT 0952173W - TVX DE SECURISATION : RPLCMT SONNERIE FIN DE COURS PPMS		
Bénéficiaire	P0030507 - LYCEE POLYVALENT BEZONS 95		
Localisation	BEZONS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 550,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 550,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000584 - Mesures de sécurité dans les lycées	962 100,00 €

Total sur l'imputation 902 - 27 - 127001 - 12700103	962 100,00 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 07/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 07/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-246
DU 5 JUILLET 2017

CENTRE DE RESSOURCES DU GÉNIE ÉLECTRIQUE (C.E.R.G.E.) - CONTRIBUTION DE FONCTIONNEMENT POUR 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales,
VU Le code de l'éducation,
VU La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,
VU La délibération n°CR-01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010,
VU La délibération n° CP 11-690 du 16 novembre 2011 ayant approuvé la convention de création du C.E.R.G.E
VU La décision du conseil d'administration du lycée Jean Macé à Vitry-sur-Seine du 5 décembre 2016 relative au budget du C.E.R.G.E pour 2017,
VU Le budget régional 2017 et plus particulièrement le chapitre 932 « enseignement »,

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-246 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Attribue au Centre de Ressources en Génie Electrique (C.E.R.G.E.) une subvention de fonctionnement pour l'année 2017 d'un montant maximum de 10 000 €.

Affecte à cet effet un montant d'autorisation d'engagement de **10 000 €** disponible sur le chapitre 932 "Enseignement", code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-003 (128003) « Centres de Ressources », action « CERGE » (12800302), nature 657 « subvention » du budget 2017 afin de participer aux charges de fonctionnement du Centre de Ressources en Génie Electrique (C.E.R.G.E) du lycée Jean Macé à Vitry sur Seine (94).

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 06/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-247

DU 5 JUILLET 2017

TRAVAUX DANS LES EPLE DE LE RÉGION ÎLE-DE-FRANCE 4ÉME RAPPORT DE L'ANNÉE 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales,
VU Le code de l'éducation,
VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
VU La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,
VU La délibération du conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa présidente
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,
VU La délibération du CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,
VU La délibération du Conseil régional n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité,
VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
VU Le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
VU Le Budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-247 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexes 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **470.000,00** € figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-001 (122001) « Etudes générales lycées publics », action (12200101) « Etudes générales lycées publics» du budget 2017.

Article 2 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexes 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **5.000,00** € figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-003 (122001) « Construction des lycées », action (12200301) « Construction des lycées » du budget 2017.

Article 3 :

Affecte, conformément aux tableaux joints en annexes 3 et 4 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **35.580.000,00** € figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-004 (122004) « Rénovation des lycées publics », action (12200401) « Rénovation des lycées publics» du budget 2017.

Article 4 :

Affecte, conformément aux tableaux joints en annexes 5 à 7 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **7.603.480,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-005 (122005) « Grosses réparations dans les lycées publics », action (12200501) « Grosses réparations dans les lycées publics » du budget 2017.

Article 5 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 8 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **3.547.611,00 €** sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-006 (122006) « Travaux de maintenance », action (12200601) « Travaux de maintenance réalisés par les lycées publics » du budget 2017.

Article 6 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 9 de la délibération un montant d'autorisation de programme de **500.000,00 €** à titre d'affectation provisionnelle sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-006 (122006) « Travaux de maintenance », action (12200602) « Fonds d'urgence » du budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION

annexes de 1 à 9

Budget 2017 chapitre 902 - Env. HP222-001 / 2031

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC AMIANTE OP.No 12B0752220010002 Complément de crédit soit 2,045 ME	50 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	CONSULT MARCHE ASSITANCE TECHNIQUE, INSTATLLATION ET RENOVATION CHAUFFAGE OP.No 15B6672220010001 Complément de crédit soit 0,570 ME	300 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MARCHÉ DE MISSION DE RECENSEMENT DE REVETEMENTS A BASE DE PLOMB OP.No 16B5682220010002 Complément de crédit soit 0,200 ME	20 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	ETUDES PRÉALABLES A LA MISE AU POINT DE PROGRAMMES ET/OU A LA DÉFINITION DE CAPACITÉS D'ACCUEIL MAXIMALE POUR LES EPLE FRANCILIENS	100 000,00

Budget 2017 - HP222-001 / 2031 chapitre 902 **470 000,00**

Budget 2017 chapitre 902 - Env. HP222-003 / 2031

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	INDEMNITÉS JURY DE CONCOURS DE MAÎTRISE D'OEUVRE	5 000,00

Budget 2017 - HP222-003 / 2031 chapitre 902 **5 000,00**

Budget 2017 chapitre 902 - Env. HP222-004 / 2031

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	PRESTATIONS INTELLECTUELLES POUR LA MISE EN OEUVRE DU PLAN DE RENOVATION THERMIQUE , MARCHÉ SIGIEF OP.No 15B0682220050001 Complément de crédit soit 2,100 ME	400 000,00

Budget 2017 - HP222-004 / 2031 chapitre 902 **400 000,00**

Budget 2017 chapitre 902 - Env. HP222-004 / 238

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
93	AULNAY-SOUS-BOI	LYP VOILLAUME	0930834B	PPI 2012-2022N RENOVATION GLOBALE BÂT B C D ET L ENTRÉE OP.No 13B1552220040005 Complément de crédit soit 43,179 ME	35 000 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	RENOVATION DE 9 CHAUFFERIES OP.No 15B0122220050001 Complément de crédit soit 5,180 ME	180 000,00

Budget 2017 - HP222-004 / 238 chapitre 902 **35 180 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC AT CÂBLAGE	150 000,00
				OP.No 15B2052220050010 Complément de crédit soit 2,118 ME	

Budget 2017 - HP222-005 / 2031 chapitre 902 **150 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	TRAVAUX D ENTRETIEN DE MISE AUX NORMES ET DE REPARATION DE VRD ET DE RESEAUX D ASSAINISSEMENT DES EPLE OP.No 13B0792220050001 Complément de crédit soit 13,426 ME	910 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC TVX ELEC FAUX PLAFONDS OP.No 13B4942220050001 Complément de crédit soit 7,360 ME	1 160 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC TRAVAUX COUVERTURE ET ETANCHEITE OP.No 14B6912220050001 Complément de crédit soit 10,615 ME	1 475 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC TRAVAUX DE REPARATION ET EQUIPEMENT DE PLOMBERIE OP.No 15B0342220050001 Complément de crédit soit 7,100 ME	950 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC TRAVAUX DE CABLAGE INFORMATIQUE OP.No 15B0472220050001 Complément de crédit soit 19,950 ME	250 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC TRAVAUX GENIE CLIMATIQUE OP.No 15B0682220050023 Complément de crédit soit 7,233 ME	1 000 000,00
94	BONNEUIL-SUR-MA	EREA STENDHAL	0940171A	RESTRUCTURATION DU SSI DU LYCEE OP.No 17B0262220050009 Complément de crédit soit 0,260 ME	60 000,00
92	COLOMBES	LYP C-GARAMONT	0922427N	TRAVAUX RÉALISATION, D'UN PLATEAU SPORTIF , DÉCAPAGE ET ENLÈVEMENT DE L'ENROBÉ AMIANTÉ	190 000,00

Budget 2017 - HP222-005 / 2313 chapitre 902 **5 995 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	RÉFECTION DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ INCENDIE DE 7 LYCÉES DE L'ESSONNE OP.No 14B4842220050002 Complément de crédit soit 1,770 ME	1 458 480,00

Budget 2017 - HP222-005 / 238 chapitre 902 **1 458 480,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP M-BERTHELOT	0940120V	SUITE À MISE EN DEMEURE DU "SERVICE SÉCURITÉ SANITAIRE" PORTANT SUR LA DEMI-PENSION: TRAVAUX DE CARRELAGE SOL MURS PEINTURE.	50 000,00
75	PARIS 15EME	EREA A-DUMAS	0753256G	TRAVAUX DE MESURES CONSERVATOIRES SUR INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES SUITE À DISJONCTIONS INTEMPESTIVES GÉNÉRALES ET MISE À JOUR DES SCHÉMAS ÉLECTRIQUES	55 000,00
75	PARIS 19EME	LP A-CARREL	0752700C	TRAVAUX D'ADAPTATION DU SYSTÈME DE TÉLÉPHONIE AU NOUVEAU SYSTÈME INFORMATIQUE	1 060,00
75	PARIS 17EME	LYP JEAN-DROUANT	0750708M	TRAVAUX DE RÉFECTION DU CDI TX TCE	35 000,00
75	PARIS 08EME	LYP RACINE	0750664P	TRAVAUX DE SECURITÉ ; MISE AUX NORMES DU PARATONNERRE	6 500,00
75	PARIS 06EME	LCM ST-LOUIS	0750658H	LEVEE DE RESERVES DES ORGANISMES DE CONTROLE (ASCENSEURS ET SSI)	20 000,00
75	PARIS 06EME	LCM ST-LOUIS	0750658H	TRAVAUX DE SECONDE OEUVRE; RÉFECTION DE 4 SALLES VÉTUSTES D'ACCUEIL ET DE COURS D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL (LOCAUX C056, C058, C181 ET C180 - SOLS, PEINTURES, PLAFONDS)	65 000,00
75	PARIS 12EME	LYP E-LEMONNIER	0750677D	SÉCURISATION DES ACROTÈRES FISSURÉS AVEC CHUTES D'ÉLÉMENTS OBSERVÉS DANS LES JARDINS DE FONCTION.	25 000,00
75	PARIS 13EME	LYP JEAN-LURCAT	0753268V	REMISE EN ÉTAT DE L'ASCENSEUR C02661/01 DU SITE PATAY	2 850,00
75	PARIS 13EME	LYP JEAN-LURCAT	0753268V	CRÉATION D'UN HYGIAPHONE (PASSE-SONS ET DOCUMENTS) AU NIVAU DES LOGES DES SITES GOBELINS ET PATAY	6 000,00
75	PARIS 14EME	LYP GUI-TIREL	0754476H	REMISE EN ÉTAT DE L'ASCENSEUR DE L'ADMINISTRATION	4 600,00
75	PARIS 14EME	LYP GUI-TIREL	0754476H	REMPLACEMENT DES BATTERIES DU CMSI ET DES COFFRETS DÉPORTÉS	5 100,00
75	PARIS 14EME	LYP RASPAIL	0750691U	LEVÉE DES OBSERVATIONS DE LA CCS ET MISE AUX NORMES SUITE RAPPORT PÉRIODIQUE BUREAU DE CONTRÔLE (ÉLECTRICITÉ, GAZ DANS ATELIERS, ASCENSEUR, SSI, PORTAILS)	23 000,00
75	PARIS 14EME	LYP RASPAIL	0750691U	RÉFECTION MENUISERIES EXTÉRIEURES; REPRISE DES ÉTANCHÉITÉS DE JOINT AU 1ER ÉTAGE BÂTIMENT A, REMPLACEMENT DES VITRAGES FÊLÉS AU 2ÈME ÉTAGE BÂTIMENT ET SÉCURISATION DU VITRAGE DE L'ESCALIER B	35 000,00
75	PARIS 14EME	LYP RASPAIL	0750691U	TRAVAUX DE MÉTALLERIE; CRÉATION D'UN PORTIQUE AU NIVEAU LIVRAISONS RDJ, RÉHAUSSE DES CLÔTURES EXISTANTES POSTE GAZ ET REPRISE DES POTEAUX PÉRIMÉTRIQUES DÉGRADÉS RUE D'OCAGNE	31 000,00
75	PARIS 14EME	LYP RASPAIL	0750691U	REPRISE DES OUVRAGES PARTICULIERS D'ÉTANCHÉITÉ DES LOCAUX DE CUISINES (POTELETS, RELEVÉS)	18 000,00
75	PARIS 14EME	LYP RASPAIL	0750691U	TRAVAUX DE SERRURERIE; MISE EN PLACE DE PROTECTION EN SERRURERIE SUR LES 12 RADIATEURS DU HALL SERVANT DE BANCS	15 000,00
75	PARIS 14EME	LYP E-DUBOIS	0750692V	MISE EN PLACE DE RIDEAUX D'OCCULTATION	14 000,00
75	PARIS 14EME	LYP E-DUBOIS	0750692V	PURGE ET RAVALEMENT DES MURS SITUÉS EN PÉRIPHÉRIE DE LA COURETTE DU LOGEMENT DU PROVISEUR	10 000,00
75	PARIS 14EME	LYP E-DUBOIS	0750692V	REMPLACEMENT DES BLOCS PORTES D'ACCÈS AUX ESCALIERS B ET C	15 500,00
75	PARIS 14EME	LYP E-DUBOIS	0750692V	RÉNOVATION DES BUREAUX DE LA VIE SCOLAIRE	10 000,00
75	PARIS 14EME	LP ERIK-SATIE	0752846L	TRAITEMENT DES NON CONFORMITÉS RELEVÉES LORS DE LA VISITE DE LA 1/2 PENSION PAR LA DDPP	12 000,00
75	PARIS 14EME	EREA CR-SPINELLI	0752799K	RÉNOVATION DES CIRCULATIONS DU REZ-DE-CHAUSSÉE ET PROTECTION DES SOUBASSEMENTS	35 000,00
75	PARIS 15EME	LYP R-VERLOMME	0750696Z	REPRISE DES FISSURES ET RÉFECTION DES PEINTURES VÉTUSTES CHAMBRES ET SDB DU LOGEMENT DU PROVISEUR SUITE À CHANGEMENT D'AFFECTAIRE	20 000,00
75	PARIS 15EME	LYP LÉO-DE-VINCI	0754475G	POSE DE RACLEURS SUR FILTRE DE LA CENTRALE D'ASPIRATION DES POUSSIÈRES DE BOIS	4 000,00
75	PARIS 15EME	LYP LÉO-DE-VINCI	0754475G	MISE EN PLACE DE DIFFUSEURS LUMINEUX D'ALARME INCENDIE AU NIVEAU DES ATELIERS BOIS	20 000,00
75	PARIS 15EME	LYP LÉO-DE-VINCI	0754475G	REMISE EN CONFIRMITÉ DU SSI SUITE VÉRIFICATION TRIENNALE PAR LE BCT DEKRA	10 000,00
75	PARIS 15EME	LYP LÉO-DE-VINCI	0754475G	RÉFECTION DES PEINTURES DU CDI ET DES SALLES DU 2ÈME ÉTAGE (8U)	30 000,00
77	NEMOURS	LYP E-BEZOUT	0770940D	RÉNOVATION DES MURS ET SOLS DE LA SALLE DES AGENTS DE SERVICE	4 500,00
77	NEMOURS	LYP E-BEZOUT	0770940D	MISE EN PLACE DE PROTECTION MURALE SUR LES SOUBASSEMENTS DES MURS DES CIRCULATIONS DU RDC, DU 1ER ÉTAGE ET DU 2EME ÉTAGE DU BÂTIMENT PRINCIPAL	20 000,00
77	CHAMPAGNE-SUR-S	LYP LA-FAYETTE	0770920G	REMPLACEMENT DE BAES, DE BAEH ET D'ÉTIQUETTES SIGNALÉTIQUE SUR L'ENSEMBLE DES BLOCS DE L'ÉTABLISSEMENT	7 500,00
77	CHAMPAGNE-SUR-S	LYP LA-FAYETTE	0770920G	REMPLACEMENT DE 2 PORTES CF DES COULOIRS DE CIRCULATION BÂTIMENT C 1ER ET 2ÈME ÉTAGE	4 400,00
77	SAINT-MAMMES	ERPD ST-MAMMÈS	0770687D	REMPLACEMENT D'UN BLOC PORTE 2 VANTAUX ACCÈS CUISINE CÔTÉ QUAI	2 400,00
77	VAUX-LE-PENIL	LYP S-SIGNORET	0772310T	MISE EN PLACE DE 25 VOLETS ROULANTS	25 000,00
77	SAVIGNY-LE-TEMP	LYP MENDÈS-FRANC	0772188K	TRAVAUX DE RÉFECTION DES SANITAIRES ADMINISTRATION ET PROFESSEURS	50 000,00
77	SAVIGNY-LE-TEMP	LYP MENDÈS-FRANC	0772188K	TRAVAUX DE REFECTION DE PORTES COUPE-FEU ET DE LEVÉE D'OBSERVATIONS DES RAPPORTS PÉRIODIQUES (DÉSENFUMAGE, BLOCS DE SECOURS, SERRURERIE)	50 000,00
77	MONTEREAU-FAULT	LYP A-MALRAUX	0770938B	RÉPARATION SUR TOITURE TERRASSE DU BÂTIMENT A (ADMINISTRATION)	12 403,00
78	SAINT-GERMAIN-E	LYP JB-POQUELIN	0782557F	TRAVAUX DE MENUISERIE ; REMPLACEMENT DES 2 PORTES D'ENTRÉE DES LOGEMENTS DU PROVISEUR ET DU GESTIONNAIRE (BÂT EN R+1 ET R+2)	14 000,00
78	SARTROUVILLE	LYP E-GALOIS	0782924E	TRAVAUX DE REFECTION DES PEINTURES DU LOGEMENT DU PROVISEUR	15 000,00
78	LA VERRIERE	ERPD ERPD	0783259U	MISE EN CONFORMITE DU PARATONNERRE	7 000,00
78	SAINT-CYR-L'ECO	LP JEAN-PERRIN	0782593V	ADAPTATION DU SYSTEME D'EXTRACTION DU LAVE-VAISSELLE DE LA DEMI-PENSION	10 000,00

78	TRAPPES	LP L-BLÉRIOT	0780273Y	REMPLACEMENT DES GARDES CORPS DES COURSIVES DES PASSERELLES ENTRE LES BATIMENTS C ET D	80 000,00
78	VERSAILLES	LYP LA-BRUYÈRE	0782563M	MISE EN PLACE DE PROTECTION DES MURS DANS LES CIRCULATIONS	70 000,00
78	VERSAILLES	LYP LA-BRUYÈRE	0782563M	REFECTION DELA PORTE COCHERE DU 43	25 000,00
78	VERSAILLES	LYP LA-BRUYÈRE	0782563M	REMPLACEMENT DE LA VERRIERE DE L'ADMINISTRATION ET REAMENAGEMENT DES LOCAUX	50 000,00
78	VERSAILLES	LYP LA-BRUYÈRE	0782563M	REMISE EN ETAT LOGEMENT PROVISEUR	25 000,00
78	POISSY	LYP CH-DE-GAULLE	0781898P	TRAVAUX TCE ; CRÉATION D'UN APPORT DE LUMIÈRE NATURELLE SUR LE LABOBATOIRE A0014	5 000,00
91	ATHIS-MONS	LYP CLÉMENT-ADER	0910676R	RÉFECTION DE BATTERIES SANITAIRES BÂTIMENT A ET B	40 000,00
91	QUINCY-SOUS-SEN	LP FR-MOREAU	0911493D	REMPLACEMENT D'UNE BATTERIE DE SIRÈNE ET FOURNITURE ET POSE DE 2 DÉTECTEURS ATELIER "PRODUCTIQUE".	2 900,00
91	BRETIGNY-SUR-OR	LYP JP-TIMBAUD	0910975R	FOURNITURE ET POSE DE RIDEAUX OCCULTANT POUR LES BÂTIMENTS D'ENSEIGNEMENT B (S101, 102, 104, 105, 108 À 114, 201 À 204, 208, 210 À 215), D (S301 À 314) ET F (S104 À 106)	35 500,00
91	MENNECY	LYP M-LAURENCIN	0911962N	REMPLACEMENT DE LA PORTE D'ENTRÉE ENTRE LA SALLE DE RESTAURATION ET L'ESCALIER D'ACCÈS AUX LOCAUX DE PRÉPARATION. MISE EN PEINTURE DE L'ENSEMBLE	3 500,00
91	MENNECY	LYP M-LAURENCIN	0911962N	REMPLACEMENT DE 6 BAES D'AMBIANCE	2 500,00
91	SAVIGNY-SUR-ORG	LYP G-MONGE	0912142J	ETUDE DE STRUCTURE PORTANT SUR LE BÂTIMENT ATELIER	20 000,00
91	JUVISY-SUR-ORGE	LP JEAN-MONNET	0910631S	RÉNOVATION DU LOGEMENT AFFECTÉ AU PROVISEUR ADJOINT (PEINTURE ET REVÊTEMENT DE SOL).	6 000,00
91	JUVISY-SUR-ORGE	LP JEAN-MONNET	0910631S	POSE DE 2 KITS DE TÉLÉALARME SUR ASCENSEURS (LOI SAE).	6 000,00
91	SAVIGNY-SUR-ORG	LYP JB-COROT	0910627M	POSE EN REMPLAÇEMENT DE 55 EXTINCTEURS DANS LES BÂTIMENTS CHÂTEAU, E, H, H1, H2, F, F1, B, D, G (EXTINCTEURS ATTEINTS PAR LA LIMITE D'ÂGE).	5 800,00
91	LES ULIS	LYP ESSOURIAU	0911492C	TRAVAUX DE CRÉATION D'UNE OUVERTURE ENTRE LA SALLE VIDÉO ET LA SALLE E04, BÂTIMENT E (MAÇONNERIE, ÉLECTRICITÉ, PEINTURE).	15 000,00
91	PALAISEAU	LYP C-CLAUDEL	0911938M	MISE EN SÉCURITÉ DES FAÇADES PAR LA RÉALISATION DE PURGES	20 000,00
91	ATHIS-MONS	LYP M-PAGNOL	0910623H	RÉALISATION DE TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT DANS LA 1/2 PENSION, PORTANT NOTAMMENT SUR LA FAÏENCE, LA PEINTURE, LE REMPLACEMENT DE MENUISERIES (PROBLÈME D'HYGIÈNE DANS LA CUISINE)	10 000,00
91	EVRY	LP C-BAUDELAIRE	0911254U	POSE DE 4 PORTES D'ENTRÉE VITRÉE, EN REMPLACEMENT DE PORTES HS À L'ENTRÉE PRINCIPALE DU LYCÉE	20 000,00
92	LA GARENNE-COLO	LP TOURNELLE	0920158X	TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT DE L'ENSEMBLE DES VERRIÈRES AU- DESSUS DE LA 1/2 PENSION, DU HALL D'ENTRÉE	20 000,00
92	VILLENEUVE-LA-G	LYP CH-PETIET	0922277A	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ET CRÉATION D'UN ABRI POUR LES 2 ROUES AUX ABORDS DE LA CLÔTURE	20 000,00
92	LA GARENNE-COLO	LP TOURNELLE	0920158X	TRAVAUX DE MISE AUX NORMES ; VITRINE RÉFRIGÉRANTE À METTRE AUX NORMES (GAZ R12)	35 000,00
92	VILLENEUVE-LA-G	LYP CH-PETIET	0922277A	RÉALISATION D'UNE DALLE BA POUR MACHINE NUMÉRIQUE À EAU DANS ATELIER AUTOMOBLIES	12 000,00
92	NANTERRE	LP C-CHAPPE	0921626T	TRAVAUX D'HYGIÈNE ; REFECION CARRELAGE DE LA CUISINE DE LA 1/2 PENSION	35 000,00
92	ASNIERES-SUR-SE	EREA ML-KING	0920429S	TRAVAUX D'HYGIÈNE ; FOURNITURE ET POSE DU CARRELAGE DE LA CUISINE AVEC DÉPOSE ET REPOSE DES APPAREILLAGES	35 000,00
92	CLICHY	LYP RENÉ-AUFFRAY	0922149L	TRAVAUX TCE ; REFECTION DANS 3 LOGEMENTS	20 000,00
92	CLICHY	LYP RENÉ-AUFFRAY	0922149L	TRAVAUX TCE ; RÉFECTION DANS LES LOCAUX DÉDIÉES À LA VIE SCOLAIRE	15 000,00
92	LA GARENNE-COLO	LP TOURNELLE	0920158X	TRAVAUX TCE ; RAFRAICHISSEMENT DE L'INFIRMERIE	10 000,00
92	LA GARENNE-COLO	LP TOURNELLE	0920158X	TRAVAUX D'ÉAMÉNAGEMENT ; FOURNITURE ET POSE DE BANCS BÉTON DANS LA COUR DE RÉCRÉATION	3 000,00
92	COLOMBES	LP A. FRANCE	0921229L	TRAVAUX DE PEINTURE ; REFECTION CAGE D'ESCALIER DU BÂTIMENT DES APPARTEMENTS	14 500,00
92	NEUILLY-SUR-SEI	LP V-KANDINSKY	0920166F	TRAVAUX TCE ; RENOVATION DES 8 CABINES ESTHÉTIQUES	20 000,00
92	MONTROUGE	LYP M-GENEVOIX	0921399W	RÉFECTION DES PEINTURES DES CIRCULATIONS ET DES CAGES D'ESCALIER	30 000,00
92	MONTROUGE	LYP M-GENEVOIX	0921399W	MISE EN PLACE DE RIDEAUX D'OCCULTATION	10 000,00
92	COURBEVOIE	LYP PAUL-LAPIE	0920138A	TRAVAUX DE SECURITÉ DES PERSONNES ; VERIFICATION DU POSTE HAUTE TENSION	5 000,00
92	SEVRES	LYP JP-VERNANT	0920802X	REAMENAGEMENT DE DEUX SALLES DE COURS (402 ET 401) DU BATIMENT C	50 000,00
92	VAUCRESSON	EREA T-LAUTREC	0921935D	REHABILITATION ET MISE EN CONFORMITE DES SANITAIRES DU GYMNASE	45 000,00
92	SURESNES	LP L-BLÉRIOT	0920171L	TRAVAUX D'INSTALLATION DE VOLETS ROULANTS DANS L'APPARTEMENT DU CHEF DES TRAVAUX	8 000,00
92	ASNIERES-SUR-SE	LYP A-RENOIR	0920131T	TRAVAUX DE CRÉATION DE SAS POUR L'ÉVACUATION DE LA SALLE DE MUSIQUE	6 500,00
92	COLOMBES	LYP MAUPASSANT	0920137Z	TRAVAUX D'HYGIÈNE ; FOURNITURE ET POSE DU REVÊTEMENT DE SOL (MOQUETTES EN PVC)	20 000,00
92	PUTEAUX	LYP AGORA	0920144G	TRVAUX TCE ; RÉFECTION APPARTEMENT PROVISEUR ADJOINT ET COULOIR 2ÈME ÉTAGE	50 000,00
92	BOIS-COLOMBES	LYP A-CAMUS	0920132U	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES ACTIONNEURS ET VANNES PNEUMATIQUES DE LA PISCINE	12 000,00
92	GARCHES	EREA JACQUES-BREL	0922287L	RENOVATION DE DEUX ASCENSEURS (GAUCHE ET DROIT)	200 000,00
92	GARCHES	EREA JEAN-MONNET	0920810F	RENOVATION DES ASCENSEURS N°2 ET N°3	200 000,00
92	CLICHY	LYP RENÉ-AUFFRAY	0922149L	TRAVAUX DE PROTECTION; FOURNITURE ET POSE DE FILMS SOLAIRE SUR LES 200 VITRAGES DE LA FAÇADE D'ENTRÉE PRINCIPALE	20 000,00

92	CLICHY	LYP RENÉ-AUFFRAY	0922149L	TRAVAUX DE MANUTENTION DE L'ENSEMBLE DU MOBILIER DE LA CUISINE PÉDAGOGIQUE N°4	10 000,00
92	LA GARENNE-COLO	LP TOURNELLE	0920158X	TRAVAUX DE SÉCURITÉ INCENDIE; REMISE EN ÉTAT DU SYSTÈME DE DÉSENFUMAGE DE LA CUISINE DE LA 1/2 PENSION	15 000,00
93	BONDY	LP MADO VIONNET	0930129K	RÉFECTION PARTIELLE TERRASSE CDI, BUREAU ASSISTANTE SOCIALE ET SALLE 112	54 344,00
93	LE RAINCY	LYP A-SCHWEITZER	0930830X	TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE DES PARTIES COMMUNES (PEINTURE, SOLS, MURS, PLAFOND)	40 000,00
93	AULNAY-SOUS-BOI	LYP JEAN-ZAY	0930833A	TRAVAUX DE RENOVATION DU POLE SCIENCE ET DES LABORATOIRES DE PREPARATION (CLOISONNEMENT/DECLOISONNEMENT, PEINTURE,SOLS)	50 000,00
93	DRANCY	LYP E-DELACROIX	0930119Z	LEVEE DES PRESCRIPTIONS DES CCS ET REMPLACEMENT D'UNE CENTAINE D'EXTINCTEURS VETUSTES	50 000,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP M-BERTHELOT	0940120V	INSTALLATION D'UN SYSTEME D'ECLAIRAGE A DETECTION DE MOUVEMENT POUR LE COULOIR R DE C INFERIEUR	5 000,00
94	VINCENNES	LP JEAN-MOULIN	0940143V	CLOISONNEMENT INTÉRIEUR DANS UN BÂTIMENT	13 000,00
94	CHENNEVIERES-SU	LYP CHAMPLAIN	0941470M	REPRISE DE LA GTC : SÉPARATION DE LA GESTION DU CHAUFFAGE, DE LA GESTION DE L'ÉCLAIRAGE DE L'ÉTABLISSEMENT	63 000,00
94	CHARENTON-LE-PO	LYP R-SCHUMAN	0941974K	REFECTION DE 4 PORTES BOIS VITRÉES PAR DÉFORMATION DE L'ÉQUERRAGE	1 536,00
94	MAISONS-ALFORT	LYP E-DELACROIX	0940116R	REMPLACEMENT DE LA SOURCE CENTRALISÉE D'ECLAIRAGE DE SÉCURITÉ INCENDIE DU LYCÉE	4 300,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP CONDORCET	0940122X	SUITE À LA VISITE DE MAINTENANCE ANNUELLE DES MOYENS DE SECOURS, REMPLACEMENT DE BAES, VENTOUSES, DÉCLENCHEURS MANUEL ET INTERVENTION SUR SYSTÈME DE DÉSENFUMAGE.	7 000,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LP G-LESEURRE	0940140S	TRAVAUX DE MISE EN PEINTURE DES LOGEMENTS DE LA PROVISEURE ET DE L'INTENDANTE	20 000,00
94	CHAMPIGNY-SUR-M	LYP L-MICHEL	0940112L	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES BATTERIES SSI, DE VENTOUSES, DE VENTELLES ET DE VÉRIN SUR LE DÉSENFUMAGE.	15 000,00
94	CHAMPIGNY-SUR-M	LYP L-MICHEL	0940112L	TRAVAUX DE RECHARGE ET DE REMPLACEMENT D'UNE PARTIE DU PARC EXTINCTEURS (20 EXTINCTEURS)	2 000,00
94	IVRY-SUR-SEINE	LYP R-ROLLAND	0940115P	ADJONCTION DE 53 HORLOGES DANS LES CLASSES, RELIÉES À L'HORLOGE "MÈRE" POUR RESPECT STRICT DES DURÉES D'ÉPREUVES "BACCALAURÉAT".	7 896,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP M-BERTHELOT	0940120V	SUITE À UN AUDIT DES LABORATOIRES "CHIMIE", MISE AUX NORMES DES SALLES N°401, 402, 403, 404, 405, 407, 408, 410 ET 411	233 000,00
94	CRETEIL	LYP GUTENBERG	0941930M	REMPLACEMENT DE 13 FENÊTRES OSCILLO-BASCULANTES DU BÂTIMENT B 2ÈME ÉTAGE PAR DES FENÊTRES BASCULANTES SIMPLES	20 000,00
94	CRETEIL	LYP E-BRANLY	0941018W	RÉNOVATION DU LOGEMENT DU PROVISEUR PAR LA RÉFECTION DES PEINTURES ET DES SOLS	17 400,00
94	LE KREMLIN-BICE	LYP D-MILHAUD	0941474S	SUITE À M.A.C "ÉLECTRICITÉ ÉPUISÉ": REMPLACEMENT DE 10 BLOCS AUTONOMES D'ÉCLAIRAGE DE SÉCURITÉ ET DE 2 COFFRETS DE TÉLÉCOMMANDE.	2 000,00
94	IVRY-SUR-SEINE	LYP R-ROLLAND	0940115P	REMPLACEMENT D'EXTINCTEURS RÉFORMÉS : 5 EP6 ET 1 EXTINCTEUR À POUDRE "ABC" 6KGS	893,00
94	CHOISY-LE-ROI	LYP J-BREL	0940141T	PLANTATION DE 8 ARBRES D'ORNEMENT	2 100,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP M-BERTHELOT	0940120V	MISE EN CONFORMITÉ DES 2 PLATEFORMES ÉLÉVATRICES EXTÉRIEURES DESSERVANT LES MAGASINS DE LA RESTAURATION AVEC UN REMPLACEMENT DU GROUPE HYDRAULIQUE SUR L'UNE DES DEUX	35 000,00
94	SUCY-EN-BRIE	LYP P-MONTALEAU	0942130E	TRAVAUX SUR SOLS	7 500,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP F-MANSART	0940585A	COULOIRS 1ER ÉTAGE C/D/E: FOURNITURE ET POSE D'ÉCLAIRAGE DE TYPE LED ET INSTALLATION DE DÉTECTEURS DE MOUVEMENTS. COULOIR RDC C/D/E: FOURNITURE ET POSE DE DÉTECTEURS DE MOUVEMENTS	13 500,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP F-MANSART	0940585A	TRAVAUX DE RECHARGE ET DE REMPLACEMENT D'UNE PARTIE DU PARC EXTINCTEUR (40 EXTINCTEURS)	10 000,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP F-MANSART	0940585A	SALLE B107: CRÉATION D'UN FAUX PLAFOND, REMPLACEMENT DES LUMINAIRES	20 000,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP F-MANSART	0940585A	TRAVAUX DE PEINTURE DE L'ENSEMBLE DU CDI	13 000,00
94	SUCY-EN-BRIE	LYP P-MONTALEAU	0942130E	TRAVAUX DE REPRISE DE MAÇONNERIE ET CARRELAGE AU NIVEAU DE L'ENTRÉE DU SELF, DANS LES CUISINES PÉDAGOGIQUES, LE COULOIR DE L'ÉCONOMAT ET LES VESTIAIRES GARÇONS.	15 000,00
95	TAVERNY	LYP LOUIS-JOUVET	0951763A	TRAVAUX TCE ; RÉFECTION DES LOGEMENTS DE FONCTION SUITE AU DÉPART DU GARDIEN ET DU CHEF DE CUISINE	30 000,00
95	BEZONS	LYP E-RONCERAY	0951810B	REMPLACEMENT DE 2 VOLETS ROULANTS ET DE 2 RIDEAUX MÉTALLIQUES DU GYMNASE	3 400,00
95	ERAGNY	LP A-ESCOFFIER	0951618T	TRAVAUX D'ÉLECTRICITÉ ; DÉPLACEMENT DES ALARMES TECHNIQUES DANS UN COFFRET SPÉCIFIQUE DANS LA LOGE	3 600,00
95	TAVERNY	LYP LOUIS-JOUVET	0951763A	TRAVAUX TCE ; REQUALIFICATION D'UNE ZONE DES ANCIENS ATELIERS EN SALLE DE CLASSE ET SALLE POLYVALENTE	100 000,00
95	ENGHIEN-LES-BAI	I G-MONOD-PRO	0950688G	CRÉATION DE 2 SALLES DE SCIENCES SUITE TRAVAUX PPI ; RÉNOVATION DU LABORATOIRE ET CRÉATION D'UNE SALLE DE TP SCIENCES	90 000,00
95	DOMONT	LYP GEORGE-SAND	0951788C	TRAVAUX DE SECURITÉ ; FOURNITURE ET POSE DE 3 ECHELLES CRINOLINE ET DE GARDE CORPS SUR LES 3 TOITURES (BAT A, B ET C)	75 000,00
95	VAUREAL	LYP C-CLAUDEL	0951710T	TRAVAUX DE CRÉATION D'UN LOCAL POUBELLE EXTÉRIEUR : MAÇONNERIE, PLOMBERIE, CARRELAGE	7 000,00
95	SAINT-OUEN-L'AU	LYP E-ROSTAND	0951728M	TRAVAUX D'HYGIÈNE ; REMPLACEMENT PORTE EN BOIS VÉTUSTE PAR UNE PORTE EN POLYÉTHYLÈNE DANS LA CUISINE	2 600,00
95	SAINT-OUEN-L'AU	LYP E-ROSTAND	0951728M	TRAVAUX DE RÉFECTION COMPLÈTE DES BRISES SOLEIL TRÈS DÉGRADÉS DU BÂTIMENT C SUITE PRESCRIPTIONS DU BC ET TRAVAUX DE RENOVATION DU AUVENT DE L'ENTRÉE PRINCIPALE	27 000,00
95	SAINT-OUEN-L'AU	LYP E-ROSTAND	0951728M	TRAVAUX DE SÉCURITÉ INCENDIE ; RÉPARATION DES ARRIVÉES D'AIR AUTOMATIQUE DU HALL PRINCIPAL POUR LE BON FONCTIONNEMNET DU DÉSENFUMAGE	3 800,00

95	SAINT-OUEN-L'AU	LYP JEAN-PERRIN	0951104J	TRAVAUX DE FERMETURE DU PRÉAU DU BÂTIMENT A ; TRAVAUX DE MENUISERIES ALUMINIUM VITRAGES ET POSE DE 2 DOUBLES PORTES	33 000,00
95	CERGY	LYP GALILÉE	0951637N	REFECTION DE L'ECLAIRAGE EXTÉRIEUR	65 000,00
95	CERGY	LYP JULES-VERNE	0951756T	TRAVAUX D'HYGIÈNE ; REMPLACEMENT DU FAUX PLAFOND ET DE L'ÉCLAIRAGE DANS L'ESPACE PLONGE DE LA CUISINE	18 000,00
95	CERGY	LYP JULES-VERNE	0951756T	TRAVAUX DE PEINTURES MURALES DU LOGEMENT DE LA PROVISEUR	9 000,00
92	COLOMBES	LP A. FRANCE	0921229L	TRAVAUX DE MACONNERIE ; REALISATION D'UN DALLE BETON DU PLATEAU TECHNIQUE	50 000,00
91	MASSY	LYP P-VILGÉNIS	0910727W	DEMOLITION POUR SECURISATION DU MUR SITUE DERRIERE LE BUT DE HANDBALL	14 209,00
75	PARIS 19EME	LYP DIDEROT	0750712S	REMISE EN ETAT DU SYSTEME DE SECURITE INCENDIE ACTUELLEMENT HS.	17 797,00
93	AUBERVILLIERS	LYP LE-CORBUSIER	0930117X	REMPLACEMENT DE L'EQUIPEMENT FRIGORIFIQUE SUR CHAMBRE FROIDE NEGATIVE	7 506,00
92	SURESNES	LYP P-LANGEVIN	0920147K	TRAVAUX TCE ; CRÉATION DE BLOC SANITAIRES	90 000,00
92	BOULOGNE-BILLAN	LYP EJ-MAREY	0922443F	REMISE EN ETAT INSTALLATION DE DESENFUMAGE DANS LE GYMNASE	9 427,00
91	MONTGERON	LYP ROSA-PARKS	0910625K	RENOUVELLEMENT D'EXTINCTEURS OBSOLETES	4 790,00

Budget 2017 - HP222-006 / 236.1 chapitre 902 **3 547 611,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	FU EPLE 2017	500 000,00
				OP.No 17B0262220060001 Complément de crédit soit 1,800 ME	

Budget 2017 - HP222-006-2 / 236. chapitre 902 **500 000,00**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 06/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/07/2017

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-248

DU 5 JUILLET 2017

DOTATIONS POUR LA MAINTENANCE IMMOBILIÈRE 4ÈME RAPPORT DE L'ANNÉE 2017

POURSUITE DU MARCHÉ RELATIF À LA SURVEILLANCE ET LA PROTECTION HUMAINE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES EPLE

POURSUITE DU MARCHÉ RELATIF AU DÉMÉNAGEMENT ET AU STOCKAGE EN GARDE MEUBLES DE MOBILIERS ET MATÉRIELS LOURDS DES EPLE

POURSUITE DU MARCHÉ RELATIF À LA SURVEILLANCE ANTI-INTRUSION DANS LES EPLE

FOURNITURE ET ACHEMINEMENT DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ DANS LES LYCÉES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

Vu Le code général des collectivités territoriales ;

Vu L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu Le code de l'éducation et notamment ses articles L 214-6 et L 421-11 relatifs aux compétences des Régions à l'égard des lycées et autres établissements d'enseignement scolaire ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;

Vu La délibération CP 13-516 du 11 juillet 2013 relative à la participation de la région ile de France au SIGIEF ;

Vu La délibération CP 12-670 du 11 octobre 2012 relative au marché de fourniture et d'acheminement de gaz naturel pour 277 lycées de la région Ile-de-France ;

Vu La délibération CP 12-854 du 21 novembre 2012 relative au marché de fourniture et d'acheminement de gaz naturel pour 277 lycées de la région Ile-de-France ;

Vu La délibération CP 15-443 du 9 juillet 2015 portant règlementation de la cotisation pour le Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les Réseaux de Communication concernant les EPLE d'Ile-de-France (SIPPEREC) ;

Vu La délibération du Conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations

d'attributions du Conseil régional à la Commission permanente ;

Vu La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations du conseil régional à sa présidente, notamment en matière de marchés ;

Vu Le budget régional 2017 et plus particulièrement le chapitre 932 « enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-248 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'attribuer des dotations afin d'assurer la maintenance immobilière du patrimoine des lycées pour un montant de **12 000 €** conformément au tableau figurant en **annexe 1**.

Affecte pour ces opérations une autorisation d'engagement de **12 000 €** prélevée sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action «Maintenance immobilière» (12201702) du budget régional 2017.

Article 2 :

Affecte une autorisation d'engagement de **50 000 €,** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 222 -018 (122018) «Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires», action «Prestations liées aux travaux» (12201802), afin de poursuivre l'exécution du marché 1300511 des sociétés ABAX et REACTIV SECURITE relatif à la surveillance et la protection humaine contre les risques incendie et de panique dans les EPLE du budget régional 2017.

Article 3 :

Affecte une autorisation d'engagement de **100 000 €,** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 222 -018 (122018) «Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires», action «Prestations liées aux travaux» (12201802), afin de poursuivre l'exécution du marché 1500170 de la société CVSD, relatif au déménagement et au stockage en garde meubles de mobiliers et matériels lourds des EPLE du ressort de la Région Ile de France du budget régional 2017.

Article 4 :

Affecte une autorisation d'engagement de **50 000 €,** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 222 -018 (122018) «Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires», action «Prestations liées aux travaux» (12201802), afin de poursuivre l'exécution du marché 1600088 des sociétés ABAX et FREGATE SECURITE, relatif à la surveillance anti-intrusion dans les EPLE du budget régional 2017.

Article 5 :

Décide d'affecter le budget nécessaire au paiement des factures relatives à la fourniture d'électricité du second semestre 2017 au titre des EPLE pour un montant de **9 400 000 €** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-017 (122017) « Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics », action « Prestation électricité des lycées publics» (12201707) du budget régional 2017.

Article 6 :

Décide d'affecter le budget nécessaire au paiement des factures relatives à la fourniture d'électricité du second semestre 2017 au titre des CMR pour un montant de **1 570 000 €** sur le chapitre 932 «Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes », programme HP 224-031 (122031) « Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales », action «Prestation électricité des cités mixtes régionales – parties communes » (12203107) du budget régional 2017.

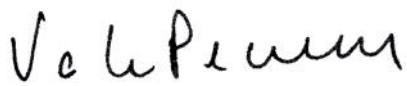
Article 7 :

Décide d'affecter le budget nécessaire au paiement des factures relatives à la fourniture de gaz du second semestre 2017 au titre des EPLE pour un montant de **11 500 000 €** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-017 (122017) « Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics », action « Prestation chauffage des lycées publics» (12201706) du budget régional 2017

Article 8 :

Décide d'affecter, le budget nécessaire au paiement des factures relatives à la fourniture de gaz du second semestre 2017 au titre des CMR pour un montant de **900 000 €** sur le chapitre 932 «Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes », programme HP 224-031 (122031) « Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales », action «Prestation chauffage des cités mixtes régionales – parties communes» (12203106) du budget régional 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE 1 - DOTATIONS POUR LA MAINTENANCE IMMOBILIERE POUR LES EPLE

Maintenance Immobilière EPLE
Chapitre 932 "enseignement"
code fonctionnel 222 "lycées publics"
programme HP 222-017 (122017) "Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics"
action "Maintenance immobilière" (12201702)

DPT	UAI	Nom de l'établissement	Commune	OBJET	DOTATION	N° IRIS
77	0770922J	GASTON BACHELARD	CHELLES	Elagage des 88 tilleuls ainsi que des arbres dans la cour du lycée	12 000,00 €	17009732
					12 000,00 €	

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 10/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-249
DU 5 JUILLET 2017

ÉQUIPEMENTS PÉDAGOGIQUES DANS LES EPLE
DIVERSES POLITIQUES RÉGIONALES
QUATRIÈME RAPPORT DE L'ANNÉE 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;...

VU Le code de l'éducation ;

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n°CR 93-15 du 18 décembre 2015 donnant délégation de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n°CR 84-16 du 16 juin 2016 relative aux lycées 100 % numérique ;

VU Le budget de la région d'Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-249 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1er :

Décide d'attribuer aux établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques des dotations d'un montant total de **5 849 160,51 €,** conformément aux tableaux figurant en annexes 1, 4 et 5 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **5 849 160,51 €,** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «matériel pédagogique» (12200801) sur le budget régional 2017.

Article 2 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **252 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-008 (122008)

«Équipement des lycées publics», action «matériel pédagogique» (12200801) sur le budget régional 2017 au titre des marchés publics d'achat d'équipements pédagogiques pour les établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France. *(Cette autorisation de programme est pour le lancement du marché mobilier informatique).*

Article 3 :

Décide d'attribuer aux cités mixtes régionales de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques des dotations d'un montant total de **469 776 €**, conformément au tableau figurant à l'annexe 3 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **469 776 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) «Équipement des cités mixtes régionales», action «matériel pédagogique» (12203001) sur le budget régional 2017.

Article 4 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **35 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) « Equipement des cités mixtes régionales », action «matériel pédagogique» (12203001) sur le budget régional 2017 au titre des marchés publics d'achat d'équipements pédagogiques pour les cités mixtes régionale de la région Île-de-France. *(Cette autorisation de programme est pour le lancement du marché mobilier informatique).*

Article 5 :

Décide d'attribuer à une cité mixte départementale de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques des dotations d'un montant total de **3 907 €**, conformément au tableau figurant à l'annexe 2 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **3 907 €** disponible sur le chapitre 902 «enseignement», code fonctionnel 224 «participation à des cités mixtes», programme HP224-013 (122013) « équipement des cités mixtes départementales », action «équipement des cités mixtes départementales » (12201301) du budget régional 2017.

Article 6 :

Affecte le montant d'autorisations de programme de **1 500 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 «lycées publics», programme HP222-001 (122001) « Etudes générales lycées publics », action « études générales lycées publics » (12200101) du budget régional 2017 pour permettre le financement des études menées par les assistants techniques de la Région dans les établissements publics locaux d'enseignement de la région Île de-France.

Article 7 :

Affecte le montant d'autorisations de programme de **150 000 €** sur le chapitre 902 « enseignement », code fonctionnel 224 « participation à des cités mixtes », programme HP224-030 (122030) « Equipements des cités mixtes régionales » action « études liées aux cités mixtes régionales » (12203003) du budget régional 2017 pour permettre le financement des études menées par les assistants techniques de la Région dans les cités mixtes régionales.

Article 8 :

Affecte une autorisation d'engagement de **3 100 000 €** disponible sur le chapitre 932

« Enseignement » code fonctionnel 28 « Autres service périscolaires et annexes », programme HP28-005 « Schéma des formations », action « Développement des TICE et des ENT » (12800504) sur le budget régional 2017, afin de réaliser la maintenance informatique et la modernisation de l'ENT Monlycée.net.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe N°1 - Dotations financières aux Lycées

ANNEXE au rapport
Montant total dotations financières au titre du présent rapport
4 304 684 €

75 - PARIS 04EME SOPHIE-GERMAIN (0750653C)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BAIN MARIE	MATÉRIEL LABORATOIRE EXIGE POUR LA PREPARATION DU BACCALAUREAT SCIENTIFIQUE SVT	6	2 394 €
BALANCE ELECTRONIQUE PORTEE 620g PRECIS 0,01g ET PORT 220g PRECIS 0,001g PD22	MATÉRIEL PÉDAGOGIQUE EXIGE POUR LA PRÉPARATION DU BACCALAURÉAT SCIENTIFIQUE SVT	1	1 028 €
CUVE À ELECTROPHORÈSE	MATÉRIEL LABORATOIRE EXIGE POUR LA PREPARATION DU BACCALAUREAT SCIENTIFIQUE SVT	3	951 €
MICROSCOPE TRINOCULAIRE 4,10,40,100X OBJECTIFS PLANS B5 + KIT POLARISATION	MATÉRIEL LABORATOIRE EXIGE POUR LA PREPARATION DU BACCALAUREAT SCIENTIFIQUE SVT	40	19 840 €
		Somme :	**24 213 €**

75 - PARIS 05EME LOUIS-LE-GRAND (0750655E)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CALORIMETRE	Remplacement matériels anciens en vue des nouveaux programmes lycée et CPGE	13	6 500 €
ETUVES POUR LABORATOIRES	Etuve universelle Froilabo nécessaire pour les nouvelles manipulations en MPS, TPE et lycée.	1	1 580 €
		Somme :	**8 080 €**

75 - PARIS 06EME FÉNELON (0750660K)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
AGITATEUR MAGNETIQUE CHAUFFANT IC 3453/20	AGITATEUR MAGNETIQUE CHAUFFANT. puissance suffisante pour permettre une montée rapide en température.	12	4 896 €
DIVERS	Kits d'études d'ondes centimétriques. Ce matériel est nécessaire aux travaux pratiques des classes CPGE filière MP depuis le nouveau programme de 2014.	4	10 400 €
ECRAN MURAL ELECTRIQUE POUR AMPHITHEATRE OU SALLE POLYVALENTE		2	3 074 €
ENCEINTE AMPLIFIEE 20W	Equipement audio de toutes les salles de l'annexe (10 salles) + bâtiment principal (salles SAV, 01, Polyval) pour cours de langues	16	3 648 €
MODULE ETHANOL	TP secondaires et prépas. TPE et TIPE Sondes éthanol compatibles avec les interfaces actuelles	6	1 254 €
SPECTROPHOTOMETRE UV VISIBLE (320-1100 nm)	Matériels indispensables aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	1	5 718 €
		Somme :	**28 990 €**

75 - PARIS 07EME GUSTAVE-EIFFEL (0752961L)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ARMOIRE REFRIGEREE FROID POSITIF	Matériel de restauration	1	3 500 €
		Somme :	**3 500 €**

75 - PARIS 08EME RACINE (0750664P)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MICROSCOPE BINOCULAIRE + KIT POLARISATION	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces microscopes afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC.	20	15 520 €
		Somme :	**15 520 €**

75 - PARIS 09EME CONDORCET (0750667T)

Libellé Demande	Demande Commentaire	Quantité Accordée	Sme Montant Accordé
TAPIS SOUPLE 2 X 1,50 X 0,03	MATELAS DE GYMNASTIQUE REPLIABLES GES REF : GY0012 DIMENSION: 200 x 100 x 10 cm	2	364 €
		Somme :	**364 €**

75 - PARIS 09EME EDGAR-QUINET (0750671X)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOCUMENTATION KIOSQUE ONISEP	Renouvellement de la documentation Onisep mise à disposition pour nos élèves.	1	428 €
FONDS DOCUMENTAIRES INFORMATIQUES	Solutions documentaires esidoc + bcdi + abonnement au mémo notices ainsi que les abonnements numériques du CDI	1	1 500 €
FONDS DOCUMENTAIRES PAPIER	Achat d'ouvrages de références dans des éditions plus récentes.	1	1 000 €
		Somme :	**2 928 €**

75 - PARIS 10EME COLBERT (0750673Z)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
AGITATEUR MAGNETIQUE CHAUFFANT 3 LITRES NUMÉRIQUE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	10	2 820 €
ECHELLE	Pour des raisons de sécurité et pour faciliter le travail quotidien de l'agent de maintenance.	1	575 €
MODULE CO2	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	8	8 232 €
MODULE ETHANOL	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	4	976 €
		Somme :	**12 603 €**

75 - PARIS 10EME GUSTAVE-FERRIE (0750775K)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	66 000 €
		Somme :	**66 000 €**

75 - PARIS 11EME DORIAN (0750676C)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	Adaptation de la formation Bac STI2D: Maison DOMOTIQUE - Enseignements technologiques transversaux	1	20 577 €
DIVERS	Adaptation de la formation Bac STI2D : SYSTÈME CONTRÔLE X Étude de la chaine d'énergie, la chaine d'information. Pilotage, Commande, Contrôle, Mesure, Régulation.	1	15 460 €
		Somme :	**36 037 €**

75 - PARIS 11EME MARCEL-DEPREZ (0750788Z)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
COMPOSITION D'OUTILS	Equipement agent de maintenance	2	254 €
PERCEUSE ELECTRIQUE	Equipement agent de maintenance	1	580 €
PERCEUSE ELECTRIQUE A PERCUSSION	Equipement agent de maintenance	1	580 €
		Somme :	**1 414 €**

75 - PARIS 11EME PAUL-POIRET (0750558Z)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**

DIVERS	BARRES EN ALU POUR SUSPENSION ET LESTAGE PANNEAUX FOND DE SCENE TRANSPORTABLE	25	625 €
DIVERS	PROJECTEUR PC 500W POUR ECLAIRAGE SCENE	4	600 €
DIVERS	PROJECTEURS PHOTO MANDARINE 800 W	2	360 €
DIVERS	RIDEAUX ET PANEAUX DE FOND DE SCENE EN VELOURS M1 IGNUFIGE	7	4 200 €
		Somme :	**5 785 €**

75 - PARIS 12EME ARAGO (0750680G)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Lycées 100 % numérique : Dotation exceptionnelle complémentaire pour mise en œuvre de projets innovants	1	16 934 €
		Somme :	**16 934 €**

75 - PARIS 12EME ELISA-LEMONNIER (0750677D)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BALANCE ANALYTIQUE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC professionnel.	12	23 772 €
MICROSCOPE BINOCULAIRE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC professionnel.	12	8 292 €
		Somme :	**32 064 €**

75 - PARIS 12EME METIERS-DE-L'AMEUBLEMENT (0750784V)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	Imprimante 3D à filament extrudé FFF pour ABS Process de réalisation de maquette en lien avec les projets d'arts appliqués pour TOUTES les sections et tous les niveaux	1	3 600 €
		Somme :	**3 600 €**

75 - PARIS 13EME ARTS-GRAPHIQUES (0750787Y)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	COMPLEMENT DE MATERIEL POUR LA MACHINE DE MISE SOUS PLIS BAC PRO Enseigne Décor.	1	2 103 €
DIVERS	MATERIEL DE SECOURISME	1	1 575 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Equipements WACOM -	1	5 129 €
		Somme :	**8 807 €**

75 - PARIS 13EME GALILEE (0750785W)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	44 000 €
VERIFICATEUR ABSENCE DE TENSION	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC professionnel.	6	420 €
		Somme :	**44 420 €**

75 - PARIS 13EME NICOLAS-LOUIS-VAUQUELIN (0751710B)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BIOREACTEUR	Lyophilisateur industriel pour permettre d'étudier cette opération très courante en agro-alimentaire	1	16 068 €
		Somme :	**16 068 €**

75 - PARIS 14EME CROCE-SPINELLI (0752799K)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**

ARMOIRE REFRIGEREE FROID NEGATIF	REMPLACEMENT ARMOIRE FROIDE HS	1	2 500 €
		Somme :	**2 500 €**

75 - PARIS 14EME GUILLAUME-TIREL (0754476H)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
Evolution de l'Offre de Formation BTS Diététique			
MATERIEL DE MESURE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC professionnel.	1	24 197 €
		Somme :	**24 197 €**

75 - PARIS 14EME RASPAIL (0750691U)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
OSCILLOSCOPE DIFFERENTIEL	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général, technologique et classes préparatoires.	12	23 616 €
		Somme :	**23 616 €**

75 - PARIS 15EME FRESNEL (0750695Y)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MATERIEL DE MESURE	Interféromètre de Mach Zender Destiné aux TP de BTS SP.	1	4 750 €
PROJECTEUR DE TEST	Ecrans LCD pour tests de vision lors de la réfraction du patient. Nécessaire à l'apprentissage et organisation des examens (280 candidats)	4	23 232 €
		Somme :	**27 982 €**

75 - PARIS 15EME LÉONARD-DE-VINCI (0754475G)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Maintenance de 5 machines: Scie a panneaux Mortaiseuse ALTERNAX Déligneuse FLEXIRIP Volucadreuse COMIL Banc de ctrl	1	2 487 €
		Somme :	**2 487 €**

75 - PARIS 17EME ÉCOLE-NATIONALE-DE-COMMERCE (0750707L)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
PONCEUSE A BANDE LARGE	matériel nécessaire pour assurer les travaux d'entretien et de maintenance de l'établissement	1	300 €
POSTE FIXE OXY ACETYLENIQUE	poste à souder nécessaire afin d'effectuer l'entretien et la maintenance de l'établissement	1	690 €
		Somme :	**990 €**

75 - PARIS 18EME AUGUSTE-RENOIR (0750710P)			
Evolution de l'Offre de Formation BTS Céramique			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	APPAREIL PHOTOGRAPHIQUE NUMÉRIQUE Référentiel de la formation /gestion de projet / les outils de communication graphiques et infographiques	4	2 400 €
DIVERS	ÉTABLI Référentiel de la formation /Mise en œuvre / MOBILIER	6	3 600 €
DIVERS	ÉTAGÈRE PROFESSIONNELLE MOBILIER	1	115 €
DIVERS	ÉTAGÈRE PROFESSIONNELLE MOBILIER	1	142 €
DIVERS	ÉTAGÈRES PROFESSIONNELLES MOBILIER	2	956 €

DIVERS	Fauteuils à roulettes Mobilier salle informatique	13	1 300 €
DIVERS	objectif NIKON MACRO Référentiel de la formation /gestion de projet / les outils de communication graphiques et infographiques	1	800 €
DIVERS	pied photo (trépied + rotule 3D) Référentiel de la formation /gestion de projet / les outils de communication graphiques et infographiques	1	150 €
DIVERS	PINCES CHARNIÈRES AMOVIBLES Référentiel de la formation /mise en œuvre / les outils d'exploration adaptés (différents modes de fabrication, d'émaillage et de décors)	6	210 €
DIVERS	Pistolet à air comprimé en métal / multi jet Référentiel de la formation /mise en œuvre / les outils d'exploration adaptés (différents modes de fabrication, d'émaillage et de décors)	2	700 €
DIVERS	PLATEAU ROULANT Référentiel de la formation /Mise en œuvre / MOBILIER	10	650 €
DIVERS	POIGNETS POUR PLATEAUX ROULANTS Référentiel de la formation /Mise en œuvre / MOBILIER	3	66 €
DIVERS	SÉCHOIR À CLAIES Référentiel de la formation /mise en œuvre / les outils d'exploration adaptés (différents modes de fabrication, d'émaillage et de décors)	1	1 000 €
DIVERS	table de coulage marbre petit modèle/ST4L (0,8X1M) Référentiel de la formation /Mise en œuvre / les outils d'exploration adaptés	1	1 650 €
DIVERS	TABLES 120X60 CM MOBILIER SALLE INFORMATIQUE	6	720 €
DIVERS	TAMIS ET ACCESSOIRES DE MANUTENTION DE L'ÉMAIL Référentiel de la formation /mise en œuvre / les outils d'exploration adaptés (différents modes de fabrication, d'émaillage et de décors)	1	250 €
		Somme :	**14 709 €**

75 - PARIS 18EME EDMOND-ROSTAND (0750800M)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	Lot de clés nervus facom	1	1 000 €
DIVERS	Perforateur électrique	1	580 €
DIVERS	Poste de soudage	1	690 €
DIVERS	Rideaux occultant non feu pour l'équipement de 20 locaux (salles de classes et bureaux)	33	5 907 €
		Somme :	**8 177 €**

75 - PARIS 19EME ALEMBERT (D') (0750650Z)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
APPAREIL PHOTO NUMERIQUE	APPAREIL PHOTO NUMERIQUE	12	1 728 €
CAMESCOPE NUMERIQUE	CAMESCOPE NUMERIQUE	1	384 €
DIVERS	1 bio collecteur pour collecteur air ambiant et 1 préleveur de la qualité de l'air inhalé – Sécurité élèves Bac Pro Podo-orthése	1	2 200 €
DIVERS	sonde pour la qualité de l'air intérieur - Sécurité élèves Bac Pro Podo - orthèse.	1	169 €
LAVE LINGE	Formation Aide à la Personne	1	400 €
MACHINE A LAVER	Formation Aide à la Personne	1	690 €
		Somme :	**5 571 €**

75 - PARIS 19EME ARMAND-CARREL (0752700C)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CHARIOT POUR ENTRETIEN, NETTOYAGE, LAVAGE	EXPERIMENTATION PRH : 3 CHARIOTS DE MENAGE EQUIPES PRE-IMPREGNATION	3	1 593 €
		Somme :	**1 593 €**

75 - PARIS 19EME DIDEROT (0750712S)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**

MAQUETTE DIDACTIQUE	CPGE : Robot MIMI avec tablette, caméra et logiciel de traitement de l'image	1	5 130 €
		Somme :	**5 130 €**

75 - PARIS 19EME JACQUARD (0750713T)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CHARIOT MULTI USAGES	EXPERIMENTATION PRH : 10 CHARIOTS DE MENAGE EQUIPES PRE-IMPREGNATION	10	5 310 €
OSCILLOSCOPE NUMERIQUE	Réforme du BTS SN. SALLES 218-219 ET 216	23	34 914 €
		Somme :	**40 224 €**

75 - PARIS 20EME ETIENNE-DOLET (0750808W)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CUTTER	Service restauration	1	800 €
		Somme :	**800 €**

77 - BRIE-COMTE-ROBERT BLAISE-PASCAL (0772230F)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Lycées 100 % numérique : Dotation exceptionnelle complémentaire pour mise en œuvre de projets innovants	1	12 561 €
		Somme :	**12 561 €**

77 – CESSON SONIA-DELAUNAY (0772332S)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour la salle multimédia langues	1	14 730 €
		Somme :	**14 730 €**

77 – CHAMIGNY LEOPOLD-BELLAN (0770342D)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
TABLE TENNIS DE TABLE TOUTEMPS 2470 X 1525 X 760 POIDS 72 KG	Matériel de sport – Enseignement EPS	4	1 764 €
VTT	Matériel de sport - Enseignement EPS	4	2 000 €
		Somme :	**3 764 €**

77 - CHAMPAGNE-SUR-SEINE LAFAYETTE (0770920G)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	36 000 €
TRANSPALETTE ELECTRIQUE	matériel indispensable au quotidien pour les ADL (manutention des denrées alimentaires) et pour le service de maintenance et magasinage site de champagne sur seine	1	4 764 €
		Somme :	**40 764 €**

77 - CHAMPS-SUR-MARNE RENE-DESCARTES (0772223Y)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ACCESSOIRES (A PRECISER EN COMMENTAIRE)	Acquisition d'une machine de plonge	1	45 000 €
MICROSCOPE BINOCULAIRE B4 4,10,40,100X KIT POLARISATION	Complément pour disposer d'une série de 12 microscopes indispensable aux enseignements et épreuves du bac	5	3 880 €
		Somme :	**48 880 €**

77 – CHELLES GASTON-BACHELARD (0770922J)

Libellé Demande	Demande Commentaire	Quantité Accordée	Sme Montant Accordé
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Système d'affichage dynamique	1	22 020 €
		Somme :	**22 020 €**

77 – CHELLES JEHAN-DE-CHELLES (0772276F)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
LOUPE BINOCULAIRE 10,20,40 X ECLAIRAGE 12V	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC professionnel.	10	2 460 €
		Somme :	**2 460 €**

77 – CHELLES LOUIS-LUMIÈRE (0771171E)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	36 000 €
SCIE CIRCULAIRE ELECTRIQUE	Matériel dont ont besoin les O.P. pour l'accomplissement de leurs missions	1	250 €
		Somme :	**36 250 €**

77 - CLAYE-SOUILLY CHAMP-DE-CLAYE (LE) (0771995A)			
Evolution de l'Offre de Formation Mention Complémentaire Technicien Energie Renouvelables			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
PLATE-FORME FROID (DIDACTIQUE)	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC professionnel.	1	24 699 €
GRILLE EXPOSITION SUR PIED 200X100CM	EOF MC Energie Renouvelable : GRILLE DE CABLAGE	1	5 511 €
PACK VMC	EOF MC ENergie Renouvelable : VMC Double flux	1	4 496
RECUPERATEUR ENERGIE	MATERIEL ENERGETIQUE	1	3 794 €
		Somme :	**38 500 €**

77 - COMBS-LA-VILLE JACQUES-PRÉVERT (0771997C)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	30 000 €
		Somme :	**30 000 €**

77 – FONTAINEBLEAU INTERNATIONAL FRANÇOIS-1ER (0770927P)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
PH-METRES	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général	13	12 558 €
ACCESSOIRE SPECTROMETRE	Mise en place d'un module ATR (réflexion totale atténuée) sur le spectromètre à infra-rouge: augmentation offre TP. bac général et CPGE.	1	3 800 €
LAME DE PREPARATION	Renouvellement et complément de différents types de préparations microscopiques utilisées en CPGE et pour le second cycle + épreuves exigence du programme du bac	1	12 000 €
		Somme :	**28 358 €**

77 - LAGNY-SUR-MARNE VAN-DONGEN (0771512A)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MICROSCOPE MONOCULAIRE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	9	3 114 €

		Somme :	**3 114 €**

77 – LOGNES EMILY-BRONTË (0772294A)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BURETTE AUTOMATIQUE SYSTEME	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	20	5 200 €
		Somme :	**5 200 €**

77 – MEAUX HENRI-MOISSAN (0770930T)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
OSCILLOSCOPE NUMERIQUE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général, technologique et classes préparatoires.	10	13 800 €
		Somme :	**13 800 €**

77 – MEAUX PIERRE-DE-COUBERTIN (0770931U)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
SPECTROGONIOMETRE	physique chimie CPGE 1ère et 2ème année.	4	15 340 €
		Somme :	**15 340 €**

77 – MEAUX PIERRE-DE-COUBERTIN (PROFESSIONNEL) (0770932V)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	22 000 €
		Somme :	**22 000 €**

77 – MELUN JACQUES-AMYOT (0770933W)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	sono complète pour divers manifestations au lycée.	1	1 224 €
		Somme :	**1 224 €**

77 – MELUN LÉONARD-DE-VINCI (0770934X)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CELLULE DE CÂBLAGE	Cellule de câblage tertiaire en U.	2	2 842 €
PUPITRE D'ALIMENTATION	Pupitre d'alimentation pour test de câblage élève.	2	1 720 €
SUPPORT DE GRILLE DE CÂBLAGE	Support de grille de câblage, avec fixation murale.	12	2 736 €
		Somme :	**7 298 €**

77 - MITRY-MORY HONORÉ-DE-BALZAC (0771996B)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BAIN MARIE THERMOSTATE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général, technologique.	12	4 188 €
CHARIOT POUR ENTRETIEN, NETTOYAGE, LAVAGE	EXPERIMENTATION PRH : 10 CHARIOTS DE MENAGE EQUIPES IMPREGNATION	10	5 310 €
ETUVES POUR LABORATOIRES	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général, technologique.	1	1 199 €
		Somme :	**10 697 €**

77 - MOISSY-CRAMAYEL MARE-CARRÉE (DE LA) (0772296C)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	40 000 €
		Somme :	**40 000 €**

77 - MONTEREAU-FAULT-YONNE ANDRÉ-MALRAUX (0770938B)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MACHINE D'IMPRIMERIE	Machine de mise sous pli; Equipement de la chaine graphique permettant la mise sous pli, l'adressage et le routage, indispensable à l'obtention du Bac Pro Façonnage Routage.	1	129 500 €
		Somme :	**129 500 €**

77 – NANGIS HENRI-BECQUEREL (0772277G)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
FOUR	Acquisition d'un four 20N et d'une sauteuse multifonction	1	47 000 €
		Somme :	**47 000 €**

77 – NOISIEL RENÉ-CASSIN (0771941S)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	22 000 €
		Somme :	**22 000 €**

77 - OZOIR-LA-FERRIERE LINO-VENTURA (0772225A)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MICROSCOPE MONOCULAIRE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	6	2 076 €
		Somme :	**2 076 €**

77 - PONTAULT-COMBAULT CAMILLE-CLAUDEL (0772243V)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MICROSCOPE BINOCULAIRE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général et professionnel.	1	8 000 €
MICROSCOPE MONOCULAIRE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général et professionnel.	12	4 152 €
		Somme :	**12 152 €**

77 - ROISSY-EN-BRIE CHARLES-LE-CHAUVE (0771763Y)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Evacuation sources radioactive pédagogique	1	1 500 €
FOUR	Complément pour un four	1	10 000 €
		Somme :	**11 500 €**

77 - ROZAY-EN-BRIE TOUR-DES-DAMES (DE LA) (0772295B)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BACS (150MM)	nombre de bacs nécessaire pour la préparation des TP de Physique chimie, de SVT et de biotechnologie Sections S, L, ES, ST2S, STL	4	172 €
BACS (75MM)	nombre de bacs nécessaire pour la préparation des TP de Physique chimie, de SVT et de biotechnologie Sections S, L, ES, ST2S, STL	4	168 €

PAIRE DE COULISSES MÉTALLIQUES	(nombre nécessaire pour la préparation des TP de Physique chimie, de SVT et de biotechnologie Sections S, L, ES, ST2S, STL)	36	324 €
		Somme :	**664 €**

77 - SAVIGNY-LE-TEMPLE PIERRE-MENDÈS-FRANCE (0772188K)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
PERFORATEUR TAMPONNETTE	POUR TRAVAUX DE FIXATION DANS L'ETABLISSEMENT	1	580 €
		Somme :	**580 €**

77 - TOURNAN-EN-BRIE CLÉMENT-ADER (0772342C)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ANALYSEUR DE RESEAU	Activités de contrôle, test et certifications de liaisons, d'identification de défauts d'un câblage réseau, FITH, d'un réseau WIFI, DECT... (bac SEN rénové SN et bac ELEEC rénové MELEC).	1	8 394 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	22 000 €
		Somme :	**30 394 €**
77 - VARENNES-SUR-SEINE GUSTAVE-EIFFEL (0770945J)			
Evolution Offre de Formation Bac Pro et FCIL Chaudronnerie Industrielle			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CHARIOT MULTI USAGES	EXPERIMENTATION PRH : 8 CHARIOTS DE MENAGE EQUIPES IMPREGNATION	8	7 000 €
TABLE DE SOUDAGE	à trous, en acier, avec les accessoires nécessaires de mise et maintien en position des éléments de tuyauterie.	1	18 219 €
TOUR A REPOUSSER ET LISSER	Chanfreineuse d'extrémité des tubes en tuyauterie industrielle	1	8 718 €
TRONCONNEUSE MEULE A TETE ORIENTABLE	Machine de coupe spécifique tuyauterie.	1	7 764 €
		Somme :	**41 701 €**

78 - CONFLANS-SAINTE-HONORINE SIMONE-WEIL (0783447Y)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MATERIEL DE MESURE	RENOUVELLEMENT + ACHAT MATERIELS (oscilloscopes + GBF) POUR ASSURER LE FONCTIONNEMENT NORMAL DES SECTIONS MATHS ET SCIENCES	1	20 000 €
DOTATION POUR MISE EN SECURITE / CONFORMITE DES EQUIPEMENTS	Bac Pro Maintenance Véhicule Nautique : Matériel de sécurité pour le déplacement des bateaux.	1	9 800 €
Evolution Offre de Formation Bac Pro Maintenance Véhicule Automobile			
OUTILLAGE DIVERS ET PETIT MATERIEL	Selon réglementation BAC PRO MVA	1	14 832 €
		Somme :	**44 632 €**

78 – GUYANCOURT VILLAROY (DE) (0781949V)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MAQUETTE DIDACTIQUE	Compacteur solaire communicant justifié par la 2ème Tle complète en STI2D à la rentrée de septembre 2017 et l'équipement sera utilisé par l'enseignement transversal STI2D et SSI	1	14 404 €
		Somme :	**14 404 €**

78 - LA QUEUE-LES-YVELINES JEAN-MONNET (0781839A)

Libellé Demande	Demande Commentaire	Quantité Accordée	Sme Montant Accordé
MATERIEL DE MESURE	10 cameras JEULIN-20 bec élec. -10 agitateurs -10 sondes thermocouples	50	8 250 €
		Somme :	**8 250 €**

78 - LE CHESNAY JEAN-MOULIN (0782602E)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	60 000 €
		Somme :	**60 000 €**

78 - LES MUREAUX FRANCOIS-VILLON (0780422K)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BAIN MARIE	Dotation d'un bain marie 6 Bacs sur Baie Libre suite à l'augmentation des effectifs	1	9 000 €
BAIN MARIE THERMOSTATE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général et professionnel.	10	3 650 €
GENERATEUR DE FONCTIONS BASSES FREQUENCES	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général et professionnel.	10	2 590 €
MICROSCOPE BINOCULAIRE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général et professionnel.	10	6 910 €
		Somme :	**22 150 €**

78 - LES MUREAUX VAUCANSON (0781984H)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle réforme Bac Pro SN vu avec le corps d'inspection pour l'acquisition de TP pour 1, 2 ou 3 options selon devis Equipement Technologie DE150184, 185 ,& 186 du 20/03/2017 (D.A.)	1	22 000 €
		Somme :	**22 000 €**

78 - MANTES-LA-JOLIES AINT-EXUPÉRY (0782539L)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Lycées 100 % numérique : Dotation exceptionnelle complémentaire pour mise en œuvre de projets innovants	1	18 509 €
MICROSCOPE MONOCULAIRE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général et professionnel.	12	14 208 €
		Somme :	**32 717 €**

78 – MAUREPAS SEPT-MARES (LES) (0780515L)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
FOUR MULTI FONCTIONS PEDAGOGIQUE	L'augmentation du nombre d'élèves à la demi-pension et l'obsolescence des matériels existant (24 ans d'ancienneté) nécessitent le renouvellement du matériel	1	23 000 €
MICROSCOPE BINOCULAIRE B + KIT POLARISATION	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général et professionnel.	9	6 984 €
		Somme :	**29 984 €**

78 - MONTIGNY-LE-BRETONNEUX DESCARTES (0781512V)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
PH-METRE DE PAILLASSE AVEC ELECTRODE PH COMBINEE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général, professionnel et CPGE.	12	8 148 €
		Somme :	**8 148 €**

78 - MONTIGNY-LE-BRETONNEUXEMILIE-DE-BRETEUIL (0781819D)

Libellé Demande	Demande Commentaire	Quantité Accordée	Sme Montant Accordé
CAMÉRAS OCULAIRES	3Mpixels webcam pour laboratoires de SVT	12	5 088 €
		Somme :	**5 088 €**

78 – PLAISIR JEAN-VILAR (0780582J)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
COLORIMÈTRES	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général, professionnel et CPGE.	1	2 864 €
COLORIMÈTRE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général, professionnel et CPGE.	8	6 232 €
		Somme :	**9 096 €**

78 - SAINT-CYR-L'ECOLE JEAN-PERRIN (0782593V)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MEULEUSES	BTS Opticien. renouvellement du parc de meuleuses. Modernisation pour achat de deux meuleuses compactes.	2	37 000 €
		Somme :	**37 000 €**

78 - SAINT-CYR-L'ECOLE JULES-HARDOUIN-MANSART (0783140P)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CHARIOT MULTI USAGES	EXPERIMENTATION PRH : 10 CHARIOTS DE MENAGE EQUIPES PRE-IMPREGNATION	10	5 310 €
		Somme :	**5 310 €**

78 - SAINT-GERMAIN-EN-LAYE AGRICOLE (0780004F)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MICROSCOPE BINOCULAIRE 4,10,40,100X	Renouvellement matériel usagé exigence programme et épreuves du bac.	24	16 584 €
		Somme :	**16 584 €**

78 - SAINT-GERMAIN-EN-LAYE JEAN-BAPTISTE-POQUELIN (0782557F)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	ARMOIRE FROID POSITIF	1	6 345 €
DIVERS	BAIN MARIE	1	2 321 €
DIVERS	BALANCES	2	2 990 €
DIVERS	SPECTRO VERNIER	1	2 397 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	BECS ELECTRIQUES	16	7 344 €
MATERIEL DE MESURE	MICROSCOPES	15	17 505 €
		Somme :	**38 902 €**

78 – SARTROUVILLEE VARISTE-GALOIS (0782924E)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MICROSCOPE BINOCULAIRE B4 4,10,40,100X	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général, professionnel et CPGE.	10	6 910 €
		Somme :	**6 910 €**

78 – TRAPPES LOUIS-BLÉRIOT (0780273Y)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**

DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	32 000 €
		Somme :	**32 000 €**

78 – VERSAILLES JULES-FERRY (0782565P)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	22 000 €
		Somme :	**22 000 €**

78 – VERSAILLES LA-BRUYÈRE (0782563M)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
TABLE TENNIS DE TABLE DE COMPETITION 2470 X 1525 X 760 POIDS 107 KG	Enseignement EPS	3	1 485 €
		Somme :	**1 485 €**

91 – ARPAJON EDMOND-MICHELET (0911961M)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
GENERATEUR DE SIGNAUX ALEATOIRES	Renouvellement de générateurs de fonctions arbitraire en physique appliquée BTS SN option IR.	8	18 400 €
		Somme :	**18 400 €**

91 - BRETIGNY-SUR-ORGE JEAN-PIERRE-TIMBAUD (0910975R)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
AGITATEUR MAGNETIQUE CHAUFFANT	AUGMENTATION EFFECTIF EN 2016 POUR LA SALLE B201 CHIMIE	10	3 260 €
LAVEUSE A CAPOT 800 ASSIETTES / HEURE	LAVE VAISELLE GRANDE PLONGE ELEVES EST	1	85 165 €
		Somme :	**88 425 €**

91 - CORBEIL-ESSONNES ROBERT-DOISNEAU (0910620E)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
PERCEUSE ELECTRIQUE SANS FIL	Equipement agent de maintenance	1	580 €
		Somme :	**580 €**

91 – COURCOURONNES GEORGES-BRASSENS (0911828T)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	30 000 €
		Somme :	**30 000 €**

91 – DOURDAN ALFRED-KASTLER (0911985N)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	60 000 €
		Somme :	**60 000 €**

91 – DRAVEIL NADAR (0910755B)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
APPAREIL D'ELECTROPHORESE	Utilisation dans toutes les sections de CAP et baccalauréat sections industrielles.	15	5 070 €

EQUIPEMENTS VDI	Augmenter le nombre de radios avec l'augmentation des effectifs.	1	5 000 €
FOUR	Acquisition d'un four mixte pour la demi-pension.	1	20 500 €
MAQUETTE DIDACTIQUE	Bac Pro Sécurité / Bac à feu écologique pour manipulation des extincteurs	1	2 600 €
		Somme :	**33 170 €**

91 - EPINAY-SOUS-SENART MAURICE-ELIOT (0911927A)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BAIN-MARIE	indispensable pour chauffer modérément un milieu réactionnel (molécules).	9	6 300 €
VERRERIE	Nécessaire en physique-Chimie pour distillation des solvants (travaux pratiques sur solutions ou suspensions).	1	3 000 €
		Somme :	**9 300 €**

91 – ETAMPES NELSON-MANDELA (0911401D)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	2 équipements pour la formation CPGE : - Fraiseuse à commande numérique (Charly Robot) avec logiciel (Charly GRAAL) - Kit imprimante 3D	1	8 172 €
DIVERS	Déplacement et réinstallation de la plateforme RESELICC suite à travaux dans l'établissement formation MEI	1	2 280 €
DIVERS	Garde-corps qui permettra aux agents de la région IDF de travailler en hauteur sans risques. Exemple: nettoyage des surfaces vitrées, changement des ampoules en hauteur, ...)	1	960 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Complément outillage atelier OP (D.A.)	1	1 500 €
		Somme :	**12 912 €**

91 - LES ULIS ESSOURIAU (DE L') (0911492C)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
LAVE VAISSELLE	Acquisition pour la demi-pension	1	72 000 €
		Somme :	**72 000 €**

91 – LONGJUMEAU JACQUES-PRÉVERT (0911577V)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CHARIOT MULTI USAGES	EXPERIMENTATION PRH : 7 CHARIOTS DE MENAGE EQUIPES PRE-IMPREGNATION	7	3 717 €
		Somme :	**3 717 €**

91 – MASSY PARC-DE-VILGÉNIS (0910727W)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	70 000 €
LAVE VAISSELLE	Pour la demi-pension	1	21 000 €
		Somme :	**91 000 €**

91 - MORSANG-SUR-ORGE ANDRÉ-MARIE-AMPÈRE (0911037H)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**

DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	20 000 €
		Somme :	**20 000 €**

91 – ORSAY BLAISE-PASCAL (0910626L)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Lycées 100 % numérique : Dotation exceptionnelle complémentaire pour mise en œuvre de projets innovants	1	232 €
GENERATEUR DE FONCTIONS 5MHZ	Nécessaire pour mettre en place des travaux pratiques d'électronique de modulation conformément aux programmes de CPGE	12	7 176 €
		Somme :	**7 408 €**

91 – PALAISEAU CAMILLE-CLAUDEL (0911938M)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
TRANSPALETTE MANUEL	Equipement agent de maintenance	1	354 €
		Somme :	**354 €**

91 - SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS ALBERT-EINSTEIN (0911346U)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	Création salle de musculation	1	31 735 €
REFRACTOMETRE	Renouvellement matériel obsolète	10	1 490 €
		Somme :	**33 225 €**

91 - SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS PAUL-LANGEVIN (0912163G)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
PERCEUSE ELECTRIQUE VISSEUSE DEVISSEUSE	Renouvellement de l'outillage équipant le personnel assurant la maintenance du lycée.	1	300 €
SCIE CIRCULAIRE ELECTRIQUE	Renouvellement de l'outillage équipant le personnel assurant la maintenance du lycée.	1	250 €
SCIE SAUTEUSE	Renouvellement de l'outillage équipant le personnel assurant la maintenance du lycée.	1	175 €
		Somme :	**725 €**

92 – ANTONY DESCARTES (0920130S)			
Evolution de l'Offre de Formation BAC SSI			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MAQUETTE DIDACTIQUE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC technologique.	1	31 044 €
		Somme :	**31 044 €**

92 – ANTONY THÉODORE-MONOD (0921676X)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CHARIOT MULTI USAGES	EXPERIMENTATION PRH : 7 CHARIOTS DE MENAGE EQUIPES PRE-IMPREGNATION	7	3 717 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Equipement matériel de cuisine	1	760 €
		Somme :	**4 477 €**

92 - ASNIERES-SUR-SEINE AUGUSTE-RENOIR (0920131T)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
EPLUCHEUSE / ESSOREUSE	Préparation des légumes frais (bio). Pour la demi-pension	1	4 500 €

		Somme :	**4 500 €**

92 - ASNIERES-SUR-SEINE PRONY (DE) (0920150N)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	BTS ERA : TRACEUR A1	1	4 228 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Lycées 100 % numérique : Dotation exceptionnelle complémentaire pour mise en œuvre de projets innovants	1	17 210 €
MACHINE DE PROTOTYPAGE RAPIDE	Lycées 100 % numérique IMPRIMANTE 3D	1	48 210 €
		Somme :	**69 648 €**

92 – BAGNEUX LÉONARD-DE-VINCI (0920680P)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	30 000 €
		Somme :	**30 000 €**

92 - BOIS-COLOMBES ALBERT-CAMUS (0920132U)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CONDUCTIMETRE IC4510	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	10	8 520 €
PH-METRE DE PAILLASSE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	10	5 500 €
		Somme :	**14 020 €**

92 - BOULOGNE-BILLANCOURT JACQUES-PRÉVERT (0920134W)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BAIN MARIE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	10	3 480 €
LAVEUSE A CAPOT 800 ASSIETTES / HEURE	Acquisition pour la demi-pension	1	70 000 €
		Somme :	**73 480 €**

92 - CHATENAY-MALABRY EMMANUEL-MOUNIER (0920135X)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
COLORIMETRE	Renouvellement de matériels anciens et obsolètes.	9	1 620 €
POMPE A VIDE ET SA CLOCHE	Pompes à vides à membrane. Equipement indispensable pour l'exécution des TP de sciences physiques.	9	4 950 €
		Somme :	**6 570 €**

92 – CLAMART JACQUES-MONOD (0921555R)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
EQUIPEMENT DE CUISINE	Remplacement de sauteuse/bain marie	1	23 000 €
		Somme :	**23 000 €**

92 – CLICHY NEWTON-ENREA (0920136Y)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BANC D'OPTIQUE DE PRECISION	Indispensables pour les T.P. des classes prépas en physique.	8	13 464 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	30 000 €

FER A SOUDER	Poste à souder TIG	1	690 €
		Somme :	**44 154 €**

92 – COLOMBES ANATOLE-FRANCE (0921229L)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ARMOIRE REFRIGEREE FROID POSITIF	Remplacement matériel	1	6 500 €
		Somme :	**6 500 €**

92 - ISSY-LES-MOULINEAUX EUGÈNE-IONESCO (0922397F)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CENTRIFUGEUR ELECTRIQUE	Besoin matériel à 12 places car 8 places insuffisant (groupes de 18 élèves).	1	1 700 €
MATERIEL DE MESURE	Banc de traction / flexion pour la STI2D, indispensable pour étude de la résistance des matériaux	1	13 000 €
		Somme :	**14 700 €**

92 - LA GARENNE-COLOMBES TOURNELLE (LA) (0920158X)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	25 000 €
SCIE CIRCULAIRE ELECTRIQUE	Equipement agent de maintenance	1	250 €
		Somme :	**25 250 €**

92 - LEVALLOIS-PERRET LÉONARD-DE-VINCI (0921230M)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Maintenance de 10 machines : Meuleuse automatique, kit dalle tactile Fraiseuse	1	8 139 €
		Somme :	**8 139 €**

92 – MEUDON COTES-DE-VILLEBON (LES) (0921592F)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	20 000 €
EQUIPEMENT DE CUISINE	Rénovation de la ligne de self de la demi-pension.	1	35 000 €
		Somme :	**55 000 €**

92 – MONTROUGE JEAN-MONNET (0920164D)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CORROYEUSE MOULURIERE	Bac Pro Menuisier - Agenceur - Ebénisterie	1	7 500 €
FRAISEUSE ASSEMBLEUSE	Bac Pro Menuisier Agenceur - Ebénisterie	2	2 840 €
PONCEUSE A BANDE LARGE	Bac Pro Menuisier Agenceur - Ebénisterie	1	3 090 €
		Somme :	**13 430 €**

92 – NANTERRE CLAUDE-CHAPPE (0921626T)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	Escabeau sécurisé avec garde-corps et portillon sécurisé	2	1 150 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	22 000 €

		Somme :	**23 150 €**

92 – NANTERRE JOLIOT-CURIE (0920141D)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
TRACTEUR À CHENILLES	Tracteur accompagnant jobby M5 à motorisation électrique validé par PRH en réunion le 09 mai.	1	7 750 €
		Somme :	**7 750 €**

92 - NEUILLY-SUR-SEINE VASSILY-KANDINSKY (0920166F)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
SCIE SAUTEUSE ELECTRIQUE	Besoin pour l'atelier de l'O.P.	1	175 €
		Somme :	**175 €**

92 – PUTEAUX AGORA (L') (0920144G)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MICROSCOPE MONOCULAIRE B3M 4,10,40,100	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	10	3 460 €
		Somme :	**3 460 €**

92 - SAINT-CLOUD ALEXANDRE-DUMAS (0920801W)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CHARIOT MULTI USAGES	EXPERIMENTATION PRH : 19 CHARIOTS DE MENAGE EQUIPES IMPREGNATION	19	16 625 €
		Somme :	**16 625 €**

92 – SURESNES LOUIS-BLÉRIOT (0920171L)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
COMPOSITION D'OUTILS	Equipement en machines portatives pour les ouvriers d'entretien du lycée.	1	1 000 €
DIVERS	Renouvellement d'un ascenseur pédagogique	1	9 900 €
		Somme :	**10 900 €**

92 – SURESNES PAUL-LANGEVIN (0920147K)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
AUTOCLAVE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	1	200 €
BAIN MARIE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	2	160 €
MICROSCOPE MONOCULAIRE B3M 4,10,40,100	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	10	5 100 €
SPECTROPHOTOMÈTRE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	2	7 922 €
		Somme :	**13 382 €**

92 - VILLENEUVE-LA-GARENNE MICHEL-ANGE (0921594H)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ECHELLE	Echelle avec plateforme pour l'agent de maintenance pour sécuriser dans ses travaux d'entretien.	1	575 €
		Somme :	**575 €**

93 – AUBERVILLIERS JEAN-PIERRE-TIMBAUD (0931024H)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**

EQUIPEMENT DE CUISINE	Modernisation de la demi-pension	1	57 000 €
		Somme :	**57 000 €**

93 - AULNAY-SOUS-BOIS VOILLAUME (0930834B)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	Diable motorisé pour escaliers 7 bâtiments dans l'établissement sans ascenseurs	1	4 727 €
LAVE LINGE	Équipement nouvel internat (90 internes + vêtements agents):	1	39 706 €
		Somme :	**44 433 €**

93 - AULNAY-SOUS-BOIS VOILLAUME (PROFESSIONNEL) (0930846P)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	22 000 €
		Somme :	**22 000 €**

93 – BOBIGNY ALFRED-COSTES (0931198X)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	36 000 €
		Somme :	**36 000 €**
93 – BOBIGNY LOUISE-MICHEL (0931613Y)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
LUXMETRE	Permettre la réalisation de tous les TP prévus au programme en Terminale S et lors des épreuves pratiques du baccalauréat.	12	1 812 €
OSCILLOSCOPE NUMERIQUE COULEUR 2X60MHZ /2 X 1GECH/S	Permettre la réalisation de tous les TP prévus au programme en Terminale S et lors des épreuves pratiques du baccalauréat.	3	3 843 €
PH-METRE + ELECTRODE PH	Permettre la réalisation de tous les TP prévus au programme en Terminale S et lors des épreuves pratiques du baccalauréat.	9	4 689 €
		Somme :	**10 344 €**

93 - CLICHY-SOUS-BOIS ALFRED-NOBEL (0932026X)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ARMOIRE D'ESSAIS CABLÂGES ELECTROTECHNIQUES	RESEAU ELECTRIQUE DE DISTRIBUTION PUBLIQUE SUITE A L'OUVERTURE D'UNE CLASSE CAP ELECTROTECHNIQUE SUPPLEMENTAIRE A LA RENTREE 2017. OPTION FEUX DE SIGNALISATION TRICOLORE	1	7 000 €
ARMOIRE D'ESSAIS CABLÂGES ELECTROTECHNIQUES	RESEAU ELECTRIQUE DE DISTRIBUTION PUBLIQUE SUITE A L'OUVERTURE D'UNE CLASSE CAP ELECTROTECHNIQUE SUPPLEMENTAIRE A LA RENTREE 2017. OPTION KIT ECLAIRAGE PUBLIC	1	4 200 €
		Somme :	**11 200 €**

93 – DRANCY PAUL-LE-ROLLAND (0932229T)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	7 interventions: 2 Fraiseuses, 3 axes, 2 Tours	1	11 329 €
		Somme :	**11 329 €**

93 - EPINAY-SUR-SEINE JACQUES-FEYDER (0930120A)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CHARIOT MULTI USAGES	EXPERIMENTATION PRH : 10 CHARIOTS DE MENAGE EQUIPES IMPREGNATION	10	8 750 €

		Somme :	**8 750 €**

93 – GAGNY GUSTAVE-EIFFEL (0931272C)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MICROSCOPE MONOCULAIRE B3M 4,10,40,100	Permettre la réalisation de tous les TP prévus au programme en Terminale S et lors des épreuves pratiques du baccalauréat.	18	6 660 €
		Somme :	**6 660 €**

93 – GAGNY JEAN-BAPTISTE-CLÉMENT (0931233K)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MEULEUSE ELECTRIQUE 1 MAIN	Equipement agent de maintenance	1	220 €
RABOT ELECTRIQUE	Equipement agent de maintenance	1	360 €
		Somme :	**580 €**

93 - LA COURNEUVE DENIS-PAPIN (0930128J)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	36 000 €
		Somme :	**36 000 €**

93 - LE BLANC-MESNIL JEAN-MOULIN (0932118X)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
PERFORATEUR ELECTRIQUE	Equipement agent de maintenance	1	580 €
		Somme :	**580 €**

93 - LE RAINCY ALBERT-SCHWEITZER (0930830X)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BANC CHAUFANT KOFLER	Évaporateur oblique rotatif + bain marie + banc Kofler Wagner	1	5 417 €
MICROSCOPE BINOCULAIRE B4 4,10,40,100X	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	10	6 910 €
		Somme :	**12 327 €**

93 - LES PAVILLONS-SOUS-BOIS CLAUDE-NICOLAS-LEDOUX (0930136T)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Mise en œuvre d'un système de brumisation anti-poussière dans l'atelier maçonnerie/gros œuvre	1	16 500 €
		Somme :	**16 500 €**

93 - LIVRY-GARGAN HENRI-SELLIER (0932120Z)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CHARIOT MULTI USAGES	EXPERIMENTATION PRH : 9 CHARIOTS DE MENAGE EQUIPES IMPREGNATION	9	7 875 €
		Somme :	**7 875 €**

93 – MONTREUIL CONDORCET (PROFESSIONNEL) (0930130L)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	22 000 €
		Somme :	**22 000 €**

93 - NOISY-LE-GRAND EVARISTE-GALOIS (0932047V)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CLASSE MOBILE 16 PC	MEUBLE CARTABLERIE NUMERIQUE POUR 32 ORDINATEURS PORTABLES	2	9 004 €
		Somme :	**9 004 €**

93 - NOISY-LE-GRAND INTERNATIONAL (0932638M)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Acquisition d'une armoire à clefs sécurisée	1	2 950 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Lycées 100 % numérique : Dotation exceptionnelle complémentaire pour mise en œuvre de projets innovants	1	32 381 €
		Somme :	**35 331 €**

93 – ROMAINVILLE LIBERTE (0932267J)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	stomacher indispensable pour la filière Laboratoire Contrôle Qualité option bio-industrie	1	3 147 €
PH-METRE DE PAILLASSE AVEC ELECTRODE PH COMBINEE ET CABLE	Permettre la réalisation de tous les TP prévus au programme en Terminale S et lors des épreuves pratiques du baccalauréat.	7	4 753 €
		Somme :	**7 900 €**

93 - ROSNY-SOUS-BOIS CHARLES-DE-GAULLE (0932031C)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
TRANSPALETTE MANUEL	Faciliter le déplacement de charges lourdes.	1	354 €
		Somme :	**354 €**

93 - ROSNY-SOUS-BOISJEAN-MOULIN (0931739K)			
Evolution de l'Offre de Formation CAP Assistant Tech en Milieux Familial et Collectif			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	MONTEE PEDAGOGIQUE APRES OUVERTURE DE LA CLASSE DE SECONDE DE SEPTEMBRE 2016.	1	5 000 €
LAVE LINGE	MONTEE PEDAGOGIQUE APRES OUVERTURE DE LA CLASSE DE SECONDE DE SEPTEMBRE 2016.	1	600 €
MANNEQUIN ADULTE	MONTEE PEDAGOGIQUE APRES OUVERTURE DE LA CLASSE DE SECONDE DE SEPTEMBRE 2016.	2	1 000 €
MANNEQUIN JUNIOR	MONTEE PEDAGOGIQUE APRES OUVERTURE DE LA CLASSE DE SECONDE DE SEPTEMBRE 2016.	2	1 000 €
SECHOIR A LINGE	MONTEE PEDAGOGIQUE APRES OUVERTURE DE LA CLASSE DE SECONDE DE SEPTEMBRE 2016.	1	450 €
		Somme :	**8 050 €**

93 - SAINT-DENIS ENNA (L') (0932129J)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	62 000 €
		Somme :	**62 000 €**

93 - SAINT-DENIS FRÉDÉRIC-BARTHOLDI (0930138V)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DEGAUCHISSEUSE	Bac Pro Menuisier Agenceur – Ebénisterie	1	20 744 €

		Somme :	**20 744 €**

93 - SAINT-DENIS NOUVEAU LYCÉE LA PLAINE COMMUNE (0932667U)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CHARIOT POUR ENTRETIEN, NETTOYAGE, LAVAGE	EXPERIMENTATION URPH : 12 CHARIOTS DE MENAGE EQUIPES IMPREGNATION	12	11 232 €
		Somme :	**11 232 €**

93 - SAINT-DENIS PAUL-ELUARD (0930125F)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
AGITATEUR MAGNETIQUE CHAUFFANT	Agitateur chauffant pour 15 postes (on peut agiter	1	3 500 €
ANALYSEUR D'ENERGIE MONOPHASE	Dispositifs d'automates programmables pour l'équipement de supports de projets pour l'examen de BTS Électrotechnique.	14	14 448 €
		Somme :	**17 948 €**

93 - SAINT-OUEN MARCEL-CACHIN (0932074Z)			
Evolution de l'Offre de Formation BTS Fluides Energie Domotique			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
INSTALLATION DE CHAUFFAGE ET PRODUCTION D'ECS	Banc d'étude de chaudière mural gaz et production eau chaude sanitaire avec circuit de chauffage existe à relifter	1	19 100 €
MAQUETTE CHAUFFAGE	Banc d'étude VMC simple flux	1	10 300 €
MAQUETTE DIDACTIQUE	banc d'étude d'une installation solaire photovoltaique avec simulation solaire avec halogéné	1	12 800 €
MAQUETTE REGULATION DE CLIMATISATION	- banc de test de régulation de solaire	1	5 700 €
Evolution de l'Offre de Formation Bac S			
MATERIEL DE MESURE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	1	8 465 €
		Somme :	**56 365 €**

93 – STAINS MAURICE-UTRILLO (0932030B)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	12 Rideaux occultant et tringles:	1	2 678 €
		Somme :	**2 678 €**

93 - TREMBLAY-EN-FRANCE LÉONARD-DE-VINCI (0932046U)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
PERFORATEUR ELECTRIQUE	Equipement agent de maintenance	1	580 €
		Somme :	**580 €**

93 – VILLEMOMBLE GEORGES-CLÉMENCEAU (0930127H)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	Nouvel équipement audio-vidéo - rénovation de l'amphithéâtre.	1	15 000 €
		Somme :	**15 000 €**

94 – ALFORTVILLE MAXIMILIEN-PERRET (0940126B)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**

ASPIRATEUR EAU ET POUSSIERE SEMI-INDUSTRIEL	EXPERIMENTATION PRH : 16 CHARIOTS DE MENAGE EQUIPES IMPREGNATION	16	14 000 €
		Somme :	**14 000 €**

94 – CACHAN GUSTAVE-EIFFEL (0940111K)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BANC D'OPTIQUE DE PRECISION (REF.POD010920)	Permettre la réalisation de tous les TP prévus au programme en Terminale S et lors des épreuves pratiques du baccalauréat.	10	16 830 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	22 000 €
		Somme :	**38 830 €**

94 – CACHAN MAXIMILIEN-SORRE (0940580V)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
AGITATEUR MAGNETIQUE CHAUFFANT	Permettre la réalisation de tous les TP prévus au programme en Terminale S et lors des épreuves pratiques du baccalauréat.	8	2 608 €
BAIN MARIE THERMOSTATE	Permettre la réalisation de tous les TP prévus au programme en Terminale S et lors des épreuves pratiques du baccalauréat.	3	1 242 €
MICROSCOPE BINO 4,10,25,40,100X OBJECTIFS PLAN ACH.	Permettre la réalisation de tous les TP prévus au programme en Terminale S et lors des épreuves pratiques du baccalauréat.	8	9 896 €
		Somme :	**13 746 €**

94 - CHAMPIGNY-SUR-MARNE LOUISE-MICHEL (0940112L)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CHARIOT MULTI USAGES	EXPERIMENTATION PRH : 6 CHARIOTS DE MENAGE EQUIPES IMPREGNATION	6	5 250 €
		Somme :	**5 250 €**

94 - CHARENTON-LE-PONT ROBERT-SCHUMAN (0941974K)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MICROSCOPE BINOCULAIRE	Permettre la réalisation de tous les TP prévus au programme en Terminale S et lors des épreuves pratiques du baccalauréat.	12	5 640 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Lycées 100 % numérique : Dotation exceptionnelle complémentaire pour mise en œuvre de projets innovants	1	21 866 €
SQUELETTE HUMAIN	Permettre la réalisation de tous les TP prévus au programme en Terminale S et lors des épreuves pratiques du baccalauréat.	1	454 €
		Somme :	**27 960 €**

94 - CHENNEVIERES-SUR-MARNE SAMUEL-DE-CHAMPLAIN (PROFESSIONNEL) (0941604H)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
SAUTEUSE SANS COUVERCLE	Acquisition pour la 2ème demi-pension	1	25 000 €
		Somme :	**25 000 €**

94 - CHEVILLY-LARUE PAULINE-ROLAND (0942269F)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVAN D'EXAMEN A HAUTEUR FIXE POUR INFIRMERIE	divan pour infirmerie	1	500 €
DIVERS	lampes bureaux: pour l'internat et l'administration	1	1 500 €
		Somme :	**2 000 €**

94 - CHOISY-LE-ROI JACQUES-BREL (0940141T)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**

DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	22 000 €
		Somme :	**22 000 €**

94 – CRETEIL EDOUARD-BRANLY (0941018W)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CHARIOT MULTI USAGES	EXPERIMENTATION PRH : 12 CHARIOTS DE MENAGE EQUIPES IMPREGNATION	12	10 500 €
		Somme :	**10 500 €**

94 – FRESNES FRÉDÉRIC-MISTRAL (0941301D)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BANC CHAUFANT KOFLER	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	1	2 460 €
LOUPE BINOCULAIRE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	20	5 000 €
		Somme :	**7 460 €**

94 - IVRY-SUR-SEINE ROMAIN-ROLLAND (0940115P)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MICROSCOPE BINOCULAIRE B4 4,10,40,100X	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	12	5 952 €
		Somme :	**5 952 €**

94 - LIMEIL-BREVANNES GUILLAUME-BUDÉ (0940742W)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MACHINE A LAVER BATTERIE	Acquisition pour la restauration 900 COUVERTS / JOUR	1	20 000 €
MARMITE AVEC COUVERCLE	RESTAURATION COLLECTIVE	1	22 210 €
MICROSCOPE BINO 4,10,25,40,100X OBJECTIFS PLAN ACH	Permettre la réalisation de tous les TP prévus au programme en Terminale S et lors des épreuves pratiques du baccalauréat.	18	22 266 €
PH-METRE DE PAILLASSE AVEC ELECTRODE PH COMBINEE ET CABLE	Permettre la réalisation de tous les TP prévus au programme en Terminale S et lors des épreuves pratiques du baccalauréat.	10	6 790 €
		Somme :	**71 266 €**

94 - MAISONS-ALFORT EUGENE-DELACROIX (0940116R)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
LAVEUSE A CAPOT 800 ASSIETTES / HEURE	Acquisition pour la demi-pension.	1	40 000 €
		Somme :	**40 000 €**

94 - MAISONS-ALFORT PAUL-BERT (0941355M)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	22 000 €
		Somme :	**22 000 €**

94 - NOGENT-SUR-MARNE LA-SOURCE (0940137N)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
VEHICULE SPECIALISE (PRECISER EN COMMENTAIRES)	Transport communs en lien avec la filière métier du spectacle et création textile	1	23 310 €
		Somme :	**23 310 €**

94 - NOGENT-SUR-MARNE LOUIS-ARMAND (0940118T)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	22 000 €
GENERATEUR DE FONCTIONS 5MHZ	Permettre la réalisation de tous les TP prévus au programme en Terminale S et lors des épreuves pratiques du baccalauréat général.	10	5 680 €
MACHINE DE PROTOTYPAGE RAPIDE	Usage de l'impression 3D stréréolythographie dans une démarche industrielle de conception de produits.	1	5 500 €
		Somme :	**33 180 €**

94 - SAINT-MAUR-DES-FOSSES ARSONVAL (D') (0940121W)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CONDUCTIMETRE IC4510	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	12	10 056 €
		Somme :	**10 056 €**

94 - SAINT-MAUR-DES-FOSSES FRANCOIS-MANSART (0940585A)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CHARIOT MULTI USAGES	EXPERIMENTATION PRH : 10 CHARIOTS DE MENAGE EQUIPES IMPREGNATION	10	8 750 €
		Somme :	**8 750 €**

94 - SAINT-MAUR-DES-FOSSES GOURDOU-LESEURRE (0940140S)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	36 000 €
		Somme :	**36 000 €**

94 - SAINT-MAUR-DES-FOSSES MARCELIN-BERTHELOT (0940120V)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MAQUETTE DIDACTIQUE	Robot collaboratif mono-axe pour nouveau programme CPGE	1	15 972 €
		Somme :	**15 972 €**

94 - SUCY-EN-BRIE CHRISTOPHE-COLOMB (0941918Z)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	40 000 €
LAVE VAISELLE RESTAURATION 400 ASSIETTES / HEURE	Acquisition pour la demi-pension	1	48 542 €
		Somme :	**88 542 €**

94 - SUCY-EN-BRIE PARC-MONTALEAU (0942130E)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	intervention sur 6 éléments armoires froide de congélation	1	6 362 €
		Somme :	**6 362 €**

94 - VITRY-SUR-SEINE CAMILLE-CLAUDEL (0940145X)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**

BANC D'OPTIQUE DE PRECISION (REF.POD010920)	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC	9	2 025 €
		Somme :	**2 025 €**

94 - VITRY-SUR-SEINE JEAN-MACÉ (0940129E)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Découpe Laser	1	3 243 €
		Somme :	**3 243 €**

95 – ARGENTEUIL FERNAND-ET-NADIA-LÉGER (0951811C)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BANC COUCHE 110 L 1100 X H 1150 X LA 1220 POIDS 60 KG	Matériel de sport épreuve pour le bac.	1	6 343 €
BARRES COURTES DIAMETRE 28 LONGUEUR 0,30 M	Matériel de sport épreuve pour le bac.	1	1 468 €
PONCEUSE ELECTRIQUE VIBRANTE	Equipement agent de maintenance	1	200 €
VISSEUSE / DEVISSEUSE	Equipement agent de maintenance	1	300 €
		Somme :	**8 311 €**

95 – ARGENTEUIL GEORGES-BRAQUE (0950666H)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ETUVES POUR LABORATOIRES	ETUVES SECHAGE ET STERILISATION 19L 600w	1	1 330 €
PERCEUSE ELECTRIQUE SANS FIL	Equipement pour agent de maintenance	1	580 €
		Somme :	**1 910 €**

95 – ARGENTEUIL JEAN-JAURÈS (0950641F)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	bancs test 4 systèmes d'éclairage	6	1 470 €
DIVERS	Bobine induction 1H	6	1 920 €
DIVERS	mallette thermométrique et changement état	6	1 152 €
DIVERS	Maquette moteur et génératrice	6	1 194 €
DIVERS	Maquette venturi	6	486 €
DIVERS	Moteur triphasé très basse tension	6	2 430 €
DIVERS	packs force,	6	3 150 €
DIVERS	Platine triphasée	6	636 €
DIVERS	Vase de Mariotte	6	396 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	20 000 €
MONTE CHARGE	Diable électrique	1	4 727 €
		Somme :	**37 561 €**

95 – ARGENTEUIL JULIE-VICTOIRE-DAUBIÉ (0950640E)

Libellé Demande	Demande Commentaire	Quantité Accordée	Sme Montant Accordé
MICROSCOPE BINOCULAIRE B5E	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC	10	4 760 €
		Somme :	**4 760 €**

95 – ARNOUVILLE VIRGINIA-HENDERSON (0950709E)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CENTRALE VAPEUR	Formation BAC PRO ASSP	2	600 €
MANNEQUIN	Formation BAC PRO ASSP	2	4 000 €
		Somme :	**4 600 €**

95 – CERGY ALFRED-KASTLER (0951399E)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	Transpalette à géométrie variable pour le déplacement des objets lourds pendant les grandes permanences d'été.	1	870 €
		Somme :	**870 €**

95 – CERGY GALILÉE (0951637N)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CHARIOT MULTI USAGES	EXPERIMENTATION PRH : 10 CHARIOTS DE MENAGE EQUIPES PRE-IMPREGNATION	10	5 310 €
		Somme :	**5 310 €**

95 – CERGY JULES-VERNE (0951756T)			
Evolution de l'Offre de formation BAC PRO Maintenance Equipement Industriel			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MAQUETTE DIDACTIQUE	Système Industriel didactisé	1	90 000 €
		Somme :	**90 000 €**

95 – CHARS VEXIN (DU) (0951282C)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	Dans le cadre de la réforme du Bac PRo Métier de la sécurité, Installation d'un portique de sécurité	1	2 000 €
DIVERS	Détecteurs de métaux portatifs pour filière sécurité	3	240 €
DIVERS	Emetteur / Récepteur pour filière Sécurité Prévention	10	2 000 €
TONDEUSE A GAZON AUTOPORTEE	Tondeuse auto portée	1	9 490 €
		Somme :	**13 730 €**

95 - CORMEILLES-EN-PARISISLE-CORBUSIER (0950656X)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DEFONCEUSE A COMMANDE NUMERIQUE	Bac Professionnel Menuisier Agenceur /	1	141 000 €
		Somme :	**141 000 €**

95 - DEUIL-LA-BARRE CAMILLE-SAINT-SAENS (0951922Y)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MICROSCOPE BINOCULAIRE B4 4,10,40,100X	Permettre la réalisation de tous les TP prévus au programme en Terminale S et lors des épreuves pratiques du baccalauréat général.	10	8 194 €
		Somme :	**8 194 €**

95 – DOMONT GEORGE-SAND (0951788C)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MICROSCOPE BINOCULAIRE B4 4,10,40,100X +KIT POLARISATION	Permettre la réalisation de tous les TP prévus au programme en Terminale S et lors des épreuves pratiques du baccalauréat général.	12	9 312 €
SPECTROPHOTOMETRE UV VISIBLE (320-1100 nm)	Permettre la réalisation de tous les TP prévus au programme en Terminale S et lors des épreuves pratiques du baccalauréat général.	1	5 699 €
		Somme :	**15 011 €**

95 – ERMONT GUSTAVE-EIFFEL (0951673C)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CHARIOT A BALLONS 30 BALLONS	Dotation exceptionnelle pour acquisition de Chariots rangement 30 ballons	4	2 088 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	30 000 €
Evolution de l'Offre de Formation BTS Fluides Energie Domotique			
MAQUETTE DE DOMOTIQUE	MATERIEL POUR PERSONNE A MOBILITE REDUITE UEHG MD1 EHPAD référentiel de formation	1	14 820 €
MAQUETTE DE DOMOTIQUE	étude de la distribution des médias en résidentiel ou tertiaire valise pédagogique	1	4 128 €
MAQUETTE DE DOMOTIQUE	lot de matériel dédié éclairage de sécurité, contrôle d'accès, alarmes (SI, vidéo..) référentiel de formation sur les 2 ans	1	11 655 €
MAQUETTE DE DOMOTIQUE	lot de matériel pour équipement VDI réseaux et téléphone référentiel et guide d'équipement	1	6 808 €
MAQUETTE DE DOMOTIQUE	matériel permettant l'installation d'une supervision (accès, anti intrusion, vidéosurveillance) avec extension communication vers GTC	1	7 397 €
	PACK CAMERA IP pour installation domotique	1	1 789 €
MAQUETTE DIDACTIQUE	système pédagogique permettant l'étude des échanges thermiques, la production d'ECS matériel recommandé pour assurer les 2 années de formation	1	20 808 €
		Somme :	**99 493 €**

95 – FRANCONVILLE JEAN-MONNET (0951722F)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
PERFORATEUR ELECTRIQUE	Equipement agent de maintenance	1	580 €
		Somme :	**580 €**

95 - GARGES-LES-GONESSE SIMONE-DE-BEAUVOIR (0951766D)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MICROSCOPE BINOCULAIRE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces microscopes afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC.	12	8 221 €
		Somme :	**8 221 €**

95 – GONESSE RENÉ-CASSIN (0950646L)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**

OSCILLOSCOPE NUMERIQUE COULEUR 2X60MHZ - 3 INTERFACES USB	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces microscopes afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC.	6	4 926 €
		Somme :	**4 926 €**

95 - JOUY-LE-MOUTIER HAUTIL (DE L') (0951824S)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	
MICROSCOPE BINOCULAIRE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces microscopes afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC.	12	5 544 €
		Somme :	**5 544 €**

95 - L'ISLE-ADAM FRAGONARD (0951147F)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BANC CHAUFANT KOFLER	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces microscopes afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC.	1	2 011 €
PH-METRE DE PAILLASSE AVEC ELECTRODE PH COMBINEE ET CABLE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces microscopes afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC.	10	5 400 €
		Somme :	**7 411 €**

95 – MONTMORENCY TURGOT (0951281B)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MEUBLES A PLANS	Nécessité de stockage de feuilles grand format Arts Plastiques	1	600 €
		Somme :	**600 €**

95 – OSNY PAUL-EMILE-VICTOR (0951937P)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MICROSCOPE TRINOCULAIRE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces microscopes afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC.	11	13 552 €
		Somme :	**13 552 €**

95 – PONTOISE CAMILLE-PISSARRO (0950649P)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
LAMPES SPECTRALES	Lampe spectrale + ampoule de sodium + mercure (pour le nouveau programme des CPGE.	8	5 600 €
MATERIEL DE MESURE	Différentes lentilles, filtres, pieds et supports pour la mise en place du nouveau programme des CPGE	8	4 160 €
MICROSCOPE BINO 4,10,25,40,100X OBJECTIFS PLAN ACH.	Pour les classes du secondaire et post bac en SVT et Biotechnologie	10	12 370 €
		Somme :	**22 130 €**

95 - SAINT-OUEN-L'AUMONE CHÂTEAU-D'EPLUCHES (0950658Z)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
Evolution de l'Offre de Formation Bac Pro Transport Logistique			
BALANCE DE CHARGE	Ouverture section matériel inexistant	2	300 €
DIVERS	Chariot à dossiers Ouverture section matériel inexistant	1	200 €
DIVERS	Chemins de colis Ouverture section matériel inexistant	4	4 800 €
DIVERS	Diable Ouverture section matériel inexistant	4	600 €
DIVERS	Lecteurs optiques de codes-barres + logiciel dédiés Ouverture section matériel inexistant	2	3 600 €

DIVERS	Machine à cercler semi-automatique Ouverture section matériel inexistant	1	900 €
DIVERS	Potence à flèche réglable Ouverture section matériel inexistant	1	1 500 €
DIVERS	Table de préparation Ouverture section matériel inexistant	4	3 000 €
DIVERS	Table pivotante pour chemin de colis Ouverture section matériel inexistant	4	3 396 €
RAYONNAGE LOURD 800 KG	Ouverture section matériel inexistant	4	3 824 €
TRANSPALETTE MANUEL	Ouverture de section Matériel inexistant	2	700 €
		Somme :	**22 820 €**

95 - SAINT-OUEN-L'AUMONE JEAN-PERRIN (0951104J)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Rréforme Bac Pro SN	1	30 000 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Lycées 100 % numérique : Dotation exceptionnelle complémentaire pour mise en œuvre de projets innovants	1	31 179 €
MAQUETTE DIDACTIQUE	SYSTEME DRONE DIDACTIQUE CONTROLE D2C CPGE POUR COMPLETER L'EQUIPEMENT DU LABO DE CPGE TSI EN SYSTEMES POUR COUVRIR LE PROGRAMME	1	5 630 €
MULTIMETRE DE TABLE 50 000 PTS TRMS BP 100KHZ	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces microscopes afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC.	9	5 103 €
		Somme :	**71 912 €**

95 - SAINT-WITZ LÉONARD-DE-VINCI (0951753P)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MICROSCOPE BINOCULAIRE B4 4,10,40,100X	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces microscopes afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC.	13	7 683 €
PH-METRE IC3510 LIVRE AVEC ELECTRODE PH	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces microscopes afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC.	12	6 252 €
		Somme :	**13 935 €**

95 – SARCELLES JEAN-JACQUES-ROUSSEAU (0950650R)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CHARIOT MULTI USAGES	EXPERIMENTATION PRH : 12 CHARIOTS DE MENAGE EQUIPES IMPREGNATION	12	10 500 €
		Somme :	**10 500 €**

95 – SARCELLES TOURELLE (DE LA) (0950947N)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Réforme Bac Pro SN	1	30 000 €
		Somme :	**30 000 €**

Annexe N°2 - Dotations financières aux CMD

78 - SAINT-GERMAIN-EN-LAYE INTERNATIONAL (0783549J)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
AGITATEUR MAGNETIQUE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	8	2 272 €
GENERATEUR DE FONCTIONS BASSES FREQUENCES 2MHZ	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	5	1 635 €
		Somme :	**3 907 €**

Annexe N°3 - Dotations financières aux CMR

ANNEXE au rapport

Montant total dotations financières au titre du présent rapport

469 776 €

75 - PARIS 03EME VICTOR-HUGO (0750648X)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CHARIOT MULTI USAGES	EXPERIMENTATION PRH : 14 CHARIOTS DE MENAGE EQUIPES PRE-IMPREGNATION	14	7 434 €
		Somme :	**7 434 €**

75 - PARIS 04EME CHARLEMAGNE (0750652B)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
OSCILLOSCOPE ANALOGIQUE/NUMERIQUE 2X60MHZ	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	14	23 548 €
		Somme :	**23 548 €**

75 - PARIS 05EME HENRI IV (0750654D)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ACCESSOIRE INFORMATIQUE (A PRECISER)	Imprimante 3D pour TIPE et TPE	1	2 500 €
BANC CHAUFANT KOFLER	Pour enseignement secondaire et CPGE	1	2 011 €
		Somme :	**4 511 €**

75 - PARIS 05EME LAVOISIER (0750656F)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BANC D'OPTIQUE DE PRECISION	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	12	11 940 €
PH-METRE	cet équipement est le complément de la demande de bancs optiques précédente. Le niveau de l'équipement correspond aux bancs optiques demandés.	12	12 840 €
		Somme :	**24 780 €**

75 - PARIS 06EME MONTAIGNE (0750657G)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CHARIOT MULTI USAGES	EXPERIMENTATION PRH : 17 CHARIOTS DE MENAGE EQUIPES IMPREGNATION	17	14 875 €
POSTE DE SECURITE MICROBIOLOGIE	Hydromax 100 bain-marie thermostaté - numérique	13	4 537 €
MICROPIPETTE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	10	1 640 €
		Somme :	**21 052 €**

75 - PARIS 08EME CHAPTAL (0750663N)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BANC DYNAMIQUE DES FLUIDES	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	1	7 200 €
MAQUETTE DIDACTIQUE	Nécessaire pour l'enseignement technologique ITEC et SIN	1	15 000 €

SPECTROPHOTOMETRE UVI LIGHT 5nm 70ST0554	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC	1	5 327 €
		Somme :	**27 527 €**

75 - PARIS 09EME JACQUES-DECOUR (0750668U)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	Remplacement d'un banc pour des TP en CPGE scientifiques, filière PSI.	1	12 605 €
		Somme :	**12 605 €**

75 - PARIS 09EME JULES-FERRY (0750669V)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
TABLE A MOBILE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC	1	2 860 €
FOUR	Four vapeur 300 à 500 repas par jour pour la demi-pension	1	22 000 €
		Somme :	**24 860 €**

75 - PARIS 09EME LAMARTINE (0750670W)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CHAMBRE FROIDE	Pour la demi-pension	1	11 500 €
MATERIEL DE CUISINE	Pour la demi-pension	1	4 539 €
		Somme :	**16 039 €**

75 - PARIS 11EME VOLTAIRE (0750675B)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ENSEMBLE AERODYNAMIQUE	CPGE PTSI : Pour essais aérodynamiques -	1	10 399 €
		Somme :	**10 399 €**

75 - PARIS 13EME CLAUDE-MONET (0750683K)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MICROSCOPE MONOCULAIRE B3M 4,10,40,100	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves de classes préparatoires.	12	11 420 €
MICROSCOPE MONOCULAIRE B3M 4,10,40,100	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	10	4 920 €
		Somme :	**16 340 €**

75 - PARIS 13EME GABRIEL-FAURE (0750684L)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	Station d'accueil (duplicator) pour classe de langue 35 élèves.	1	1 800 €
PH-METRE IC3510 LIVRE AVEC ELECTRODE PH	PH-mètres et sondes sont obligatoires pour les TP des terminales scientifiques et baccalauréat.	13	6 305 €
		Somme :	**8 105 €**

75 - PARIS 13EME RODIN (0750682J)

Libellé Demande	Demande Commentaire	Quantité Accordée	Sme Montant Accordé
ECRAN MURAL ELECTRIQUE POUR AMPHITHEATRE OU SALLE POLYVALENTE	AMMENAGEMENT CDI	1	1 537 €
ECRAN MURAL ELECTRIQUE POUR AMPHITHEATRE OU SALLE POLYVALENTE	AMMENAGEMENT CDI	1	1 537 €
MICROSCOPE BINOCULAIRE B4 4,10,40,100X	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	9	6 219 €
SECHEUR AIR	COMPLEMENT RENOVATION SECHE MAINS	1	5 923 €
SPECTROPHOTOMETRE VISIBLE SUPPORT CUVE 10MM	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	1	2 135 €
		Somme :	**17 351 €**

75 - PARIS 14EME PAUL-BERT (0750689S)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MATERIEL DE LABORATOIRE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC	10	500 €
MATERIEL DE LABORATOIRE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC	10	1 200 €
		Somme :	**1 700 €**

75 - PARIS 16EME CLAUDE-BERNARD (0750698B)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ROBOT COLLABORATIF MONO AXE	Programme CPGE	1	15 972 €
		Somme :	**15 972 €**

75 - PARIS 16EME JANSON-DE-SAILLY (0750699C)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
LOUPE BINOCULAIRE 10,20,40 X ECLAIRAGE 12V	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC	24	4 800 €
MAQUETTE DIDACTIQUE	Boule gyrostabilisée Programme CPGE	1	13 700 €
MAQUETTE DIDACTIQUE	Programme CPGE Robot collaboratif	1	15 972 €
PH-METRE DE PAILLASSE AVEC ELECTRODE PH COMBINEE ET CABLE PHM210/E2E	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves des concours aux grandes écoles.	2	1 358 €
		Somme :	**35 830 €**

75 - PARIS 16EME JEAN-BAPTISTE-SAY (0750700D)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
AUTOCLAVE	Nécessaire aux exigences du programme et épreuves du BAC en SVT.	1	6 744 €
POMPE A VIDE	Remplacement de matériel HS. Il s'agit plus exactement du modèle pour évaporateur rotatif.	1	3 172 €
		Somme :	**9 916 €**

75 - PARIS 16EME MOLIERE (0750703G)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CAMERA POUR PRESENTATION	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	2	718 €
		Somme :	**718 €**

75 - PARIS 17EME BALZAC (0750705J)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
TABLE REFRIGEREE (ENTREES, FROMAGES, DESSERTS)	Remplacement d'une ligne de self	1	26 400 €
		Somme :	**26 400 €**

75 - PARIS 17EME CARNOT (0750704H)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MARTEAUX RÉFLEXES	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	2	274 €
MICROSCOPE MONOCULAIRE B3M 4,10,40,100	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du BAC général.	10	3 840 €
SQUELETTES	3 types de crânes, 2 types de bassins, 12 demi-bassins (Australopithèques, chimpanzés, homosapiens...) pour réponde au exigence du programme et des épreuves du BAC	19	3 401 €
		Somme :	**7 515 €**

75 - PARIS 20EME HELENE-BOUCHER (0750714U)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BOULONNEUSE A CHOCS	Equipement agent de maintenance	1	300 €
PERFORATEUR PNEUMATIQUE	Faciliter le travail des agents professionnels en complétant l'équipement.	1	580 €
SPECTROGONIOMETRE	Pour répondre aux exigences du programme et des épreuves du bac	2	7 254 €
		Somme :	**8 134 €**

75 - PARIS 20EMEMAURICE-RAVEL (0750715V)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
RIDEAUX OCCULTANT	Dernière tranche pour l'internat	1	14 968 €
PISTE D'EVOLUTION PLIABLE, PLIEE 2 X 1,50 X 0,22 / DEPLIEE 6 X 2 X 0,55 BICOLORE	Equipement pour épreuve du bac EPS	6	4 836 €
		Somme :	**19 804 €**

77 – FONTAINEBLEAU FRANCOIS-COUPERIN (0770926N)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MICROSCOPE MONOCULAIRE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves des concours aux grandes écoles.	15	11 280 €
		Somme :	**11 280 €**

78 – POISSY LE-CORBUSIER (0782546U)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour l'achat d'équipement en affichage dynamique	1	20 330 €
		Somme :	**20 330 €**

78 – VERSAILLES HOCHE (0782562L)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CHARIOT MULTI USAGES	EXPERIMENTATION PRH : 2 CHARIOTS DE MENAGE EQUIPES IMPREGNATION	2	1 750 €

ONDES	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves des concours aux grandes écoles.	4	9 828 €
OSCILLOSCOPE NUMERIQUE COULEUR 2X100MHZ /2 X 1GECH/S	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves des concours aux grandes écoles.	6	8 868 €
		Somme :	**20 446 €**

92 – MEUDON RABELAIS (0920798T)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MICROSCOPE MONOCULAIRE B3M 4,10,40,100	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du bac.	30	10 380 €
		Somme :	**10 380 €**

92 – SCEAUX LAKANAL (0920145H)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MAQUETTE DIDACTIQUE	Maquette pilote hydraulique à barre à roue utilisée lors des concours pour les CPGE MPSI-PCSI-PSI*, en adéquation avec les programmes en cours.	1	13 650 €
MAQUETTE DIDACTIQUE	Maquette robot collaboratif (COBOT) mono-axe utilisée lors des concours, en adéquation avec les programmes en cours pour les CPGE MPSI-PCSI-PSI*.	1	15 972 €
		Somme :	**29 622 €**

92 – SCEAUX MARIE-CURIE (0920146J)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
APPAREIL A DISTILLER	Equipement laboratoire sciences physiques	1	2 100 €
LOUPE BINOCULAIRE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du bac.	10	3 120 €
		Somme :	**5 220 €**

92 – VANVES MICHELET (0920149M)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MICROSCOPE BINO 4,10,40,100X AVEC KIT DE POLARISATION REF B4 + KIT K71277	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du bac.	10	7 740 €
		Somme :	**7 740 €**

93 – AUBERVILLIERS ALEMBERT (D') (0932122B)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
PERCEUSE ELECTRIQUE A PERCUSSION	Equipement agent de maintenance	1	580 €
SCIE CIRCULAIRE ELECTRIQUE	Equipement agent de maintenance	1	250 €
		Somme :	**830 €**

94 - NOGENT-SUR-MARNE EDOUARD-BRANLY (0940117S)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CAMERA THERMOGRAPHIQUE	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du bac..	12	2 508 €

MICROSCOPE TRINOCULAIRE 4,10,40,100X OBJECTIFS PLANS B5 + KIT POLARISATION	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du bac..	12	11 796 €
		Somme :	**14 304 €**

94 – VINCENNES HECTOR-BERLIOZ (0940124Z)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MICROSCOPE BINOCULAIRE B4 4,10,40,100X	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du bac.	12	8 292 €
MICROSCOPE KIT POLARISATION	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ces matériels afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves du bac.	12	792 €
		Somme :	**9 084 €**

Annexe N°4 - Modernisation des équipements d'accès et de gestion de la restauration

Département	Code IAU	Nom de l'établissement	Ville	Dotation plafond pour la modernisation des équipements de gestion et d'accès à la demi-pension
75	0752799K	(CROCE SPINELLI)	PARIS 14EME	20 000,00 €
75	0753256G	ALEXANDRE DUMAS	PARIS 15EME	4 597,20 €
75	0750680G	ARAGO	PARIS 12EME	16 411,20 €
75	0752700C	ARMAND CARREL	PARIS 19EME	15 000,00 €
75	0750787Y	ARTS GRAPHIQUES CORVISART	PARIS 13EME	15 140,51 €
75	0750710P	AUGUSTE RENOIR	PARIS 18EME	13 985,89 €
75	0750793E	BEAUGRENELLE	PARIS 15EME	20 000,00 €
75	0750794F	BRASSAÏ	PARIS 15EME	20 000,00 €
75	0750693W	BUFFON	PARIS 15EME	17 424,00 €
75	0750694X	CAMILLE SEE	PARIS 15EME	27 426,72 €
75	0750704H	CARNOT	PARIS 17EME	6 168,78 €
75	0750663N	CHAPTAL	PARIS 08EME	29 729,21 €
75	0750652B	CHARLEMAGNE	PARIS 04EME	16 059,60 €
75	0750783U	CHENNEVIERE MALEZIEUX	PARIS 12EME	20 000,00 €
75	0750698B	CLAUDE BERNARD	PARIS 16EME	16 600,80 €
75	0750683K	CLAUDE MONET	PARIS 13EME	29 568,70 €
75	0750673Z	COLBERT	PARIS 10EME	18 402,00 €
75	0750667T	CONDORCET	PARIS 09EME	20 000,00 €
75	0750650Z	D'ALEMBERT	PARIS 19EME	20 000,00 €
75	0750712S	DIDEROT	PARIS 19EME	27 459,60 €
75	0750676C	DORIAN	PARIS 11EME	18 907,20 €
75	0750697A	du BATIMENT-ST LAMBERT	PARIS 15EME	2 713,20 €
75	0750707L	ECOLE NATIONALE DE COMMERCE	PARIS 17EME	1 812,00 €
75	0750612H	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE ARTS APPLIQ,	PARIS 15EME	20 400,00 €
75	0750671X	EDGAR QUINET	PARIS 09EME	20 000,00 €
75	0750828T	EDITH PIAF	PARIS 20EME	16 578,06 €
75	0750800M	EDMOND ROSTAND	PARIS 18EME	21 890,16 €
75	0750677D	ELISA LEMONNIER	PARIS 12EME	12 243,60 €
75	0750692V	EMILE DUBOIS	PARIS 14EME	12 272,40 €
75	0752846L	ERIK SATIE	PARIS 14EME	20 000,00 €
75	0750808W	ETIENNE DOLET	PARIS 20EME	4 597,20 €
75	0750660K	FENELON	PARIS 06EME	5 671,75 €
75	0752701D	FRANCOIS -TRUFFAUT	PARIS 03EME	20 000,00 €
75	0750690T	FRANCOIS VILLON	PARIS 14EME	18 379,80 €
75	0750695Y	FRESNEL	PARIS 15EME	20 000,00 €
75	0750684L	GABRIEL FAURE	PARIS 13EME	20 000,00 €
75	0750785W	GALILEE	PARIS 13EME	19 496,40 €
75	0754684J	GEORGES BRASSENS	PARIS 19EME	20 000,00 €
75	0754476H	GUILLAUME TIREL	PARIS 14EME	20 000,00 €
75	0752961L	GUSTAVE EIFFEL	PARIS 07EME	10 000,00 €
75	0750775K	GUSTAVE FERRIE	PARIS 10EME	16 590,37 €

Département	Code IAU	Nom de l'établissement	Ville	Dotation plafond pour la modernisation des équipements de gestion et d'accès à la demi-pension
75	0750802P	HECTOR GUIMARD	PARIS 19EME	26 415,52 €
75	0750714U	HELENE BOUCHER	PARIS 20EME	20 000,00 €
75	0750711R	HENRI BERGSON	PARIS 19EME	20 000,00 €
75	0750654D	HENRI IV	PARIS 05EME	20 000,00 €
75	0750705J	HONORE DE BALZAC	PARIS 17EME	36 205,20 €
75	0752608C	HOTELIER BELLIARD	PARIS 18EME	20 000,00 €
75	0750713T	JACQUARD	PARIS 19EME	1 507,20 €
75	0750668U	JACQUES DECOUR	PARIS 09EME	2 880,00 €
75	0750699C	JANSON DE SAILLY	PARIS 16EME	20 000,00 €
75	0750702F	JEAN DE LA FONTAINE	PARIS 16EME	4 632,00 €
75	0750708M	JEAN DROUANT	PARIS 17EME	20 000,00 €
75	0753268V	JEAN LURCAT	PARIS 13EME	7 872,00 €
75	0750700D	JEAN-BAPTISTE SAY	PARIS 16EME	30 032,23 €
75	0750669V	JULES FERRY	PARIS 09EME	23 080,00 €
75	0750674A	JULES SIEGFRIED	PARIS 10EME	4 248,00 €
75	0750770E	L'ABBE GREGOIRE	PARIS 03EME	7 926,00 €
75	0750670W	LAMARTINE	PARIS 09EME	6 986,40 €
75	0750656F	LAVOISIER	PARIS 05EME	7 200,00 €
75	0750786X	LAZARE PONTICELLI	PARIS 13EME	20 000,00 €
75	0754475G	LEONARD DE VINCI	PARIS 15EME	20 000,00 €
75	0751708Z	LOUIS ARMAND	PARIS 15EME	4 763,76 €
75	0750655E	LOUIS LE GRAND	PARIS 05EME	30 894,14 €
75	0750788Z	MARCEL DEPREZ	PARIS 11EME	6 696,00 €
75	0750776L	MARIE LAURENCIN	PARIS 10EME	15 617,78 €
75	0754530S	MARTIN NADAUD	PARIS 20EME	20 000,00 €
75	0750715V	MAURICE RAVEL	PARIS 20EME	31 068,00 €
75	0750784V	METIERS DE L'AMEUBLEMENT	PARIS 12EME	20 000,00 €
75	0750703G	MOLIERE	PARIS 16EME	7 200,00 €
75	0750657G	MONTAIGNE	PARIS 06EME	35 871,60 €
75	0751710B	NICOLAS LOUIS VAUQUELIN	PARIS 13EME	4 814,40 €
75	0750796H	OCTAVE FEUILLET	PARIS 16EME	20 000,00 €
75	0750689S	PAUL BERT	PARIS 14EME	7 550,40 €
75	0750558Z	PAUL POIRET	PARIS 11EME	4 140,00 €
75	0750679F	PAUL VALERY	PARIS 12EME	20 000,00 €
75	0750685M	PIERRE-GILLES DE GENNES - ENCPB	PARIS 13EME	17 460,00 €
75	0750688R	RABELAIS	PARIS 18EME	10 000,00 €
75	0750664P	RACINE	PARIS 08EME	15 280,80 €
75	0750691U	RASPAIL	PARIS 14EME	10 848,00 €
75	0750682J	RODIN	PARIS 13EME	20 000,00 €
75	0750696Z	ROGER VERLOMME	PARIS 15EME	5 000,00 €
75	0750658H	SAINT LOUIS	PARIS 06EME	21 861,96 €

Département	Code IAU	Nom de l'établissement	Ville	Dotation plafond pour la modernisation des équipements de gestion et d'accès à la demi-pension
75	0750651A	SIMONE WEIL	PARIS 03EME	11 705,52 €
75	0750653C	SOPHIE GERMAIN	PARIS 04EME	4 287,46 €
75	0750647W	TURGOT	PARIS 03EME	23 394,00 €
75	0750778N	TURQUETIL	PARIS 11EME	15 425,04 €
75	0750662M	VICTOR DURUY	PARIS 07EME	16 796,35 €
75	0750648X	VICTOR HUGO	PARIS 03EME	20 000,00 €
75	0750675B	VOLTAIRE	PARIS 11EME	51 044,40 €
TOTAL				**1 486 230,51 €**

Annexe N°5 - Dotations complémentaires pour la modernisation des équipements d'accès et de gestion de la restauration

Département	Code IAU	Nom de l'établissement	Ville	Dotation complémentaire pour la modernisation des équipements de gestion et d'accès à la demi-pension
92	0922249V	MONTESQUIEU	LE PLESSIS-ROBINSON	1 440,00 €
92	0920163C	LOUIS-GIRARD	MALAKOFF	1 281,65 €
92	0920141D	JOLIOT-CURIE	NANTERRE	3 768,00 €
91	0911962N	MARIE-LAURENCIN	MENNECY	3 228,00 €
78	0782546U	LE-CORBUSIER	POISSY	4 090,32 €
78	0783140P	JULES-HARDOUIN-MANSART	SAINT-CYR-L'ECOLE	9 412,80 €
92	0921166T	JEAN-JAURÈS	CHATENAY-MALABRY	9 795,60 €
91	0911828T	GEORGES-BRASSENS	COURCOURONNES	10 228,80 €
94	0940580V	MAXIMILIEN-SORRE	CACHAN	15 000,83 €
TOTAL				**58 246,00 €**

Annexe N°6 - Tableau récapitulatif des projets Lycées 100 % numériques

International - Noisy-le-Grand
Projets d'équipements Pédagogiques
CDI + aménagement 2 salles de cours mobilier connecté
Borne classic middle à code the charging place (rechargement portables)
Imprimante 3D Makerbot Replicator 5G+ (et consommables)
Equipement musical & son
Imprimante 3D DiscoEasy200 (et consommables)
Imprimante 3D Witbox 2 (et consommables)
EPS POLE SPORT
Drone Parrot
14 Ipad, 1 Imac, 4 Apple TV, logiciels, autres petits matériels
Vie scolaire, espaces communs, internat
Affichage dynamique
Mobilier et équipements mobile pour CDI et Vie Scolaire

Robert Schuman - Charenton-le-Pont
Projets d'équipements Pédagogiques
CDI/Learning LAB
Meuble de rechargement et de synchronisation Tablettes
tablettes ipad
Tables modulables
Colonne de rechargement mobile
Chaises
Logiciel MindView
Infirmerie
Ipad mural + fixation
Tablette mobile
Vélo de rechargement
Circulations
Panneaux solaires souples - régulateur - Connecteur - Bobine
Espace des élèves
1 tablette murale
Enceintes

Arago - Paris
Projets d'équipements Pédagogiques
Salle connectée - Learning Lab
Chaises et tables à roulette
Chaises Node base Tripod avec tablette de travail
Mur d'écriture horizontal
Armoire de rangement sécurisée d'objets connectés
Chaises Node base 5 branches sans tablette de travail
Tables Verb avec plateau 1500 x 700

Blaise Pascal - Brie Comte Robert
Projets d'équipements Pédagogiques
CDI: Tables pétales + Hub rangement
Table T41 60° avec roue
Zioxi T Chair
PowerHub rechargeable 4 prises elec & 4 USB
Salle Radio
Zioxi Horsehole (table Haricot)
Table T41 60° avec roue
Zioxi T Chair
Circulation et information
Affichage numérique
Moniteur Led
Complément Affichage numérique
Installation et mise en service

De Prony - Asnière sur Seine
Projets d'équipements Pédagogiques
Magasin E-commerce
Caisse enregistreuse ecran tactile
Pate-forme E commerce en ligne
Affichage Dynamique
Simulateur téléphone
Excellence de l’architecture Et Agencement
Scanner 3D - Traitement 3D
Casque Réalité Virtuelle

St Exupéry - Mantes-la-Jolie
Projets d'équipements Pédagogiques
Cabine de production Vidéo MOOC - Ressources vidéos
Projet studio WebRadio
Projet studio WEBTV
Affichage Dynamique

Blaise Pascal - Orsay
Projets d'équipements Pédagogiques
Chaise programme 345 taille 6 Mobilier dynamique
Table programme 345 Collège lycée T6 Mobilier dynamique
Système de contrôle d'accès au CDI portant sur l'équipement d'une borne d'accès au CDI
Affichage dynamique

Jean Perrin - Saint Ouen l'Aumôme
Projets d'équipements Pédagogiques
Pour le foyer des élèves ou le patio
3 Vélos pour le rechargement des EMI (priorité)
Aménagement de la salle des profs
Cabine de production Vidéo MOOC - Ressources vidéos
Aménagement de la salle F108
30 chaises
25 tablettes

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 06/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-258

DU 5 JUILLET 2017

TRAVAUX DANS LES CITÉS MIXTES RÉGIONALES DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE 4ÉME RAPPORT DE L'ANNÉE 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales,
VU Le code de l'éducation,
VU La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,
VU La délibération du conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa présidente
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,
VU La délibération du CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,
VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
VU Le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
Vu Le Budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2017

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-258 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **821.682,60 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202901) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales – part lycées » du budget 2017.

Article 2 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **186.565,90 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202902) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales – part collège » du budget 2017.

Article 3 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexes 3 et 4 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **215.460,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-032 (122032) «Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action (12203201) «Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part lycées» du budget 2017.

Article 4 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 5 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **72.540,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des Cités Mixtes régionales » programme HP 224-032 (122032) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action (12203202) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part collèges » du budget 2017.

Article 5 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 6 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **25.000,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales» programme HP 224-034 (122034) « Etudes générales cités mixtes régionales », action (12203401) « Etudes générales cités mixtes régionales – part lycées» du budget 2017.

Article 6 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 7 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **40.227.961,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales» programme HP 224-035 (122035) « Rénovation des cités mixtes régionales », action (12203501) « Rénovation des cités mixtes régionales » du budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION

annexes de 1 à 7

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
94	VINCENNES	LYP H-BERLIOZ	0940124Z	PROVISIONS 2017 : REMPLACEMENT DES BATTERIES ET DES DIODES SUR VENTOUSES DE 5 PORTES COUPE-FEU DANS LE BÂTIMENT A ET SALLES DE STAGE	2 000,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2017: RÉFECTION DES PEINTURES DE LA CAGE D'ESCALIERS EN COLIMAÇON, DU LOGEMENT DU PROVISEUR, 3ÈME ET 4 ÈME ÉTAGE, ACCÈS PAR LA RUE DE LA MUETTE (ÉCHAFAUDAGE PARTICULIER À PRÉVOIR) OP.No Complément de crédit soit 0,030 ME	19 521,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2017: RÉFECTION DU REVÊTEMENT DE SOL DES 4 SALLES DE CLASSES SVT BÂTIMENT B OP.No Complément de crédit soit 0,025 ME	16 267,50
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2017: RÉFECTION DES PEINTURES DU LOGEMENT GESTIONNAIRE OP.No Complément de crédit soit 0,008 ME	5 205,60
94	VILLENEUVE-LE-R	LYP G-BRASSENS	0940743X	PROGRAMME 2017: GALERIE RÉPARATION DU CHEMINEMENT (DALLES EN BÉTON DU CANIVEAU DE CHAUFFAGE) OP.No Complément de crédit soit 0,055 ME	39 336,00
77	FONTAINEBLEAU	LYP F-COUPERIN	0770926N	PROGRAMME 2017: REMPLACEMENT DES PORTES COUPE-FEU DES R+1 ET R+2 DU BÂTIMENT G/J OP.No Complément de crédit soit 0,060 ME	44 334,00
75	PARIS 05EME	LCM LAVOISIER	0750656F	PROVISIONS 2017 : ÉTENDRE LA DÉTECTION INCENDIE DANS LES COMBLES , ÉTUDES ET TRAVAUX ET LEVÉE D'AUTRES OBSERVATIONS DU PV DE LA CCS OP.No Complément de crédit soit 0,035 ME	24 857,00
94	VINCENNES	LYP H-BERLIOZ	0940124Z	PROVISIONS 2017 : INSTALLATION DE DÉTECTEURS DE PRÉSENCES POUR L'ALLUMAGE DES LUMIÈRES DES HALLES ET DES CIRCULATIONS VERTICALES OP.No Complément de crédit soit 0,015 ME	11 196,00
94	VILLENEUVE-LE-R	LYP G-BRASSENS	0940743X	PROGRAMME 2017 : RÉFECTION DU REVÊTEMENT DE SOL DE LA SALLE 219 DU LYCÉE (ANCIEN LABORATOIRE DE LANGUES).	7 000,00
94	VILLENEUVE-LE-R	LYP G-BRASSENS	0940743X	PROGRAMME 2017 : RÉFECTION DES PEINTURES DES SALLES DE CLASSES DU BÂTIMENT LYCÉE (2 NIVEAUX).	80 000,00
75	PARIS 08EME	LYP CHAPTAL	0750663N	PROGRAMME 2017 ; REMPLACMENT 2 MONTES CHARGES EN FIN DE VIE ANNÉE 1995 OP.No Complément de crédit soit 0,030 ME	21 582,00
75	PARIS 08EME	LYP CHAPTAL	0750663N	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX D'HYGIÈNE REFECTION DES AMPHITHÉATRES	50 000,00
75	PARIS 09EME	LCM JULES-FERRY	0750669V	PROGRAMME 2017 : NUISANCES SONORES DES EQUIPEMENTS FROID CUISINE, ÉTUDE ACOUSTIQUE OP.No Complément de crédit soit 0,015 ME	9 928,50
75	PARIS 09EME	LCM JULES-FERRY	0750669V	PROGRAMME 2017 : CREATION VESTIAIRES EPS AU DESSUS DES TOILETTES FILLES COUR	60 000,00
75	PARIS 04EME	LCM CHARLEMAGNE	0750652B	PROGRAMME 2017 ; TRAVAUX DE MISE AUX NORMES DES ASCENSEURS OP.No Complément de crédit soit 0,018 ME	12 268,80
75	PARIS 04EME	LCM CHARLEMAGNE	0750652B	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE SECURISATION DES SALLES DE CHIMIES, CRÉATION RESERVES ET AÉRATION	100 000,00
75	PARIS 04EME	LCM CHARLEMAGNE	0750652B	PROGRAMME 2017 : REFECTION DES PEINTURES ET VITRIFICATIONS DE 5 SALLES DE COURS AU RDC	29 000,00
75	PARIS 04EME	LCM CHARLEMAGNE	0750652B	PROGRAMME 2017 ; RÉFECTION DE LA SIGNALETIQUE DES SALLES ET COULOIRS	5 000,00
75	PARIS 17EME	LYP BALZAC	0750705J	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE REMPLACEMENT D'UNE MENUISERIE SUR UN JOINT DE DILATATION AU RDC DU BAT PRINCIPAL OP.No Complément de crédit soit 0,004 ME	1 918,85
75	PARIS 17EME	LYP BALZAC	0750705J	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE SECURITE INCENDIE ET TRAVAUX DE REFECTION ET MISE A JOUR DES PLANS SUITE AUX DIVERS TRAVAUX SUR SITE OP.No Complément de crédit soit 0,005 ME	2 740,50
75	PARIS 19EME	LYP H-BERGSON	0750711R	PROGRAMME 2017 : INSTALLATION D'URINOIR EN INOX DANS LES TOILETTES	7 500,00
75	PARIS 20EME	LCM H-BOUCHER	0750714U	PROGRAMME 2017 : POSE DE LIGNE DE VIE SUR L'ENSEMBLE DE LA TOITURE DE L'ETABLISSEMENT OP.No Complément de crédit soit 0,025 ME	18 660,00
75	PARIS 20EME	LYP M-RAVEL	0750715V	PROGRAMME 2017 ; TRAVAUX DE SECURITÉ INCENDIE , RENOUVELLEMENT DES EXTINCTEURS OP.No Complément de crédit soit 0,011 ME	8 685,50
75	PARIS 20EME	LYP M-RAVEL	0750715V	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE SECURITÉ INCENDIE,REMPLACEMENT DES PLANS D'ÉVACUATION OP.No Complément de crédit soit 0,003 ME	1 974,00
75	PARIS 20EME	LYP M-RAVEL	0750715V	PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES PRESCRIPTIONS DE LA CCS , ISOLATION DE LOCAUX , LEVÉE DES OBSERVATIONS DES ORGANISMES DE CONTRÔLE OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	15 792,00
75	PARIS 19EME	LYP H-BERGSON	0750711R	PROGRAMME 2017 ; TRAVAUX DE SECURITÉ INCENDIE , INSTALLATION D'UNE ÉVACUATION DANS LA CAGE D'ESCLAIER SUITE AU RAPPORT DE SÉCURITÉ (INSTALLATION DE DÉSENFUMAGE) OP.No Complément de crédit soit 0,010 ME	6 773,00
75	PARIS 11EME	LYP VOLTAIRE	0750675B	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX SÉCURITÉ INCENDIE, RÉFECTION DES PLANS D'ÉVACUATIONS DE L'ENSEMBLE DU SITE OP.No Complément de crédit soit 0,008 ME	5 756,00
77	FONTAINEBLEAU	CLG FRANCOIS COU	0771765A	PROG 2017 : REMISE EN ETAT DU SYSTEME DE DESENFUMAGE OP.No Complément de crédit soit 0,012 ME	8 973,20
75	PARIS 20EME	LYP M-RAVEL	0750715V	PROGRAMME 2014 : TRAVUX DE DÉSENFUMAGE DE LA CIRCULATION DU RDC DU BÂTIMENT ONTERNAT ET PORTES D'ISOLEMENT DES ESCALIERS OP.No Complément de crédit soit 0,040 ME	32 256,00
75	PARIS 14EME	LYP F-VILLON	0750690T	TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE 3 SALLES DE CLASSES ; TRAVAUX TCE (SOLS, FAUX-PLAFONDS)	85 000,00
75	PARIS 09EME	LCM JULES-FERRY	0750669V	PROGRAMME 2017 ; REPRISE MOSAÏQUES SALLES DE COURS	60 000,00

94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2017: RÉFECTION DES PEINTURES DU LOGEMENT PRINCIPAL ADJOINT OP.No Complément de crédit soit 0,008 ME	5 205,60
93	AUBERVILLIERS	LYP ALEMBERT	0932122B	CRÉATION D'UNE HOTTE POUR LA LAVERIE DE LA 1/2 PENSION OP.No Complément de crédit soit 0,053 ME	22 951,55

Budget 2017 - HP224-029-1 / 236. chapitre 902 **821 682,60**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2017: RÉFECTION DES PEINTURES DE LA CAGE D'ESCALIERS EN COLIMAÇON, DU LOGEMENT DU PROVISEUR, 3ÈME ET 4 ÈME ÉTAGE, ACCÈS PAR LA RUE DE LA MUETTE (ÉCHAFAUDAGE PARTICULIER À PRÉVOIR) OP.No Complément de crédit soit 0,030 ME	10 479,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2017: RÉFECTION DU REVÊTEMENT DE SOL DES 4 SALLES DE CLASSES SVT BÂTIMENT B OP.No Complément de crédit soit 0,025 ME	8 732,50
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2017: RÉFECTION DES PEINTURES DU LOGEMENT GESTIONNAIRE OP.No Complément de crédit soit 0,008 ME	2 794,40
94	VILLENEUVE-LE-R	LYP G-BRASSENS	0940743X	PROGRAMME 2017: GALERIE RÉPARATION DU CHEMINEMENT (DALLES EN BÉTON DU CANIVEAU DE CHAUFFAGE) OP.No Complément de crédit soit 0,055 ME	15 664,00
77	FONTAINEBLEAU	LYP F-COUPERIN	0770926N	PROGRAMME 2017: REMPLACEMENT DES PORTES COUPE-FEU DES R+1 ET R+2 DU BÂTIMENT G/J OP.No Complément de crédit soit 0,060 ME	15 666,00
75	PARIS 05EME	LCM LAVOISIER	0750656F	PROVISIONS 2017 : ÉTENDRE LA DÉTECTION INCENDIE DANS LES COMBLES , ÉTUDES ET TRAVAUX ET LEVÉE D'AUTRES OBSERVATIONS DU PV DE LA CCS OP.No Complément de crédit soit 0,035 ME	10 143,00
94	VINCENNES	LYP H-BERLIOZ	0940124Z	PROVISIONS 2017 : INSTALLATION DE DÉTECTEURS DE PRÉSENCES POUR L'ALLUMAGE DES LUMIÈRES DES HALLES ET DES CIRCULATIONS VERTICALES OP.No Complément de crédit soit 0,015 ME	3 804,00
75	PARIS 08EME	LYP CHAPTAL	0750663N	PROGRAMME 2017 ; REMPLACMENT 2 MONTES CHARGES EN FIN DE VIE ANNÉE 1995 OP.No Complément de crédit soit 0,030 ME	8 418,00
75	PARIS 09EME	LCM J-DECOUR	0750668U	PROGRAMME 2017 : RÉFECTION SOLS ESCALIER COLLÈGE	25 000,00
75	PARIS 09EME	LCM JULES-FERRY	0750669V	PROGRAMME 2017 : NUISANCES SONORES DES EQUIPEMENTS FROID CUISINE, ÉTUDE ACOUSTIQUE OP.No Complément de crédit soit 0,015 ME	5 071,50
75	PARIS 04EME	LCM CHARLEMAGNE	0750652B	PROGRAMME 2017 ; TRAVAUX DE MISE AUX NORMES DES ASCENSEURS OP.No Complément de crédit soit 0,018 ME	5 731,20
75	PARIS 17EME	LYP BALZAC	0750705J	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE CLOISONNEMENT D'UNE CIRCULATION ET POSE DE PORTE COUPE-FEU - PRESCRIPTION CCS	8 500,00
75	PARIS 17EME	LYP BALZAC	0750705J	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE REMPLACEMENT D'UNE MENUISERIE SUR UN JOINT DE DILATATION AU RDC DU BAT PRINCIPAL OP.No Complément de crédit soit 0,004 ME	1 581,65
75	PARIS 17EME	LYP BALZAC	0750705J	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE SECURITE INCENDIE ET TRAVAUX DE REFECTION ET MISE A JOUR DES PLANS SUITE AUX DIVERS TRAVAUX SUR SITE OP.No Complément de crédit soit 0,005 ME	2 259,50
75	PARIS 20EME	LCM H-BOUCHER	0750714U	PROGRAMME 2017 : POSE DE LIGNE DE VIE SUR L'ENSEMBLE DE LA TOITURE DE L'ETABLISSEMENT OP.No Complément de crédit soit 0,025 ME	6 340,00
75	PARIS 20EME	LYP M-RAVEL	0750715V	PROGRAMME 2017 ; TRAVAUX DE SECURITÉ INCENDIE , RENOUVELLEMENT DES EXTINCTEURS OP.No Complément de crédit soit 0,011 ME	2 314,50
75	PARIS 20EME	LYP M-RAVEL	0750715V	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE SECURITÉ INCENDIE,REMPLACEMENT DES PLANS D'ÉVACUATION OP.No Complément de crédit soit 0,003 ME	526,00
75	PARIS 20EME	LYP M-RAVEL	0750715V	PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES PRESCRIPTIONS DE LA CCS , ISOLATION DE LOCAUX , LEVÉE DES OBSERVATIONS DES ORGANISMES DE CONTRÔLE OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	4 208,00
75	PARIS 19EME	LYP H-BERGSON	0750711R	PROGRAMME 2017 ; TRAVAUX DE SECURITÉ INCENDIE , INSTALLATION D'UNE ÉVACUATION DANS LA CAGE D'ESCLAIER SUITE AU RAPPORT DE SÉCURITÉ (INSTALLATION DE DÉSENFUMAGE) OP.No Complément de crédit soit 0,010 ME	3 227,00
75	PARIS 11EME	LYP VOLTAIRE	0750675B	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX SÉCURITÉ INCENDIE, RÉFECTION DES PLANS D'ÉVACUATIONS DE L'ENSEMBLE DU SITE OP.No Complément de crédit soit 0,008 ME	2 244,00
77	FONTAINEBLEAU	CLG FRANCOIS COU	0771765A	PROG 2017 : REMISE EN ETAT DU SYSTEME DE DESENFUMAGE OP.No Complément de crédit soit 0,012 ME	3 170,80
75	PARIS 20EME	LYP M-RAVEL	0750715V	PROGRAMME 2014 : TRAVUX DE DÉSENFUMAGE DE LA CIRCULATION DU RDC DU BÂTIMENT ONTERNAT ET PORTES D'ISOLEMENT DES ESCALIERS OP.No Complément de crédit soit 0,040 ME	7 744,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2017: RÉFECTION DES PEINTURES DU LOGEMENT PRINCIPAL ADJOINT OP.No Complément de crédit soit 0,008 ME	2 794,40
93	AUBERVILLIERS	LYP ALEMBERT	0932122B	CRÉATION D'UNE HOTTE POUR LA LAVERIE DE LA 1/2 PENSION OP.No Complément de crédit soit 0,053 ME	30 152,45

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 09EME	LCM LAMARTINE	0750670W	PROGRAMME 2017 : DPE HYGIENE ET MISES AUX NORMES , ACOUSTIQUE DU REFECTOIRE	8 000,00
75	PARIS 09EME	LCM LAMARTINE	0750670W	PROGRAMME 2016 : DPE RAVALEMENT ET LE REMPLACMENT DES MENUISERIES EXTÉRIEURES DU BÂTIMENT LOGEMENTS ET MUSIQUE	40 000,00
75	PARIS 09EME	LCM LAMARTINE	0750670W	PROGRAMME 2017 ; DPE PRÉALABLE POUR LA RESTAURATION DU SALON HISTORIQUE	20 000,00
75	PARIS 09EME	LCM JULES-FERRY	0750669V	PROGRAMME 2017 : DPE RÉFECTION DES COUVERTURES , TOITURES TERRASSES , MISE HORS EAU DES FAÇADES GYMNASE / LOGEMENT	40 000,00

Budget 2017 - HP224-032-1 / 2031 chapitre 902 **108 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 09EME	LCM LAMARTINE	0750670W	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE SÉCURITÉ, LE REMPLACEMENT DU SSI OP.No 12B8272240320002 Complément de crédit soit 0,215 ME	107 460,00

Budget 2017 - HP224-032-1 / 2313 chapitre 902 **107 460,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 09EME	LCM LAMARTINE	0750670W	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE SÉCURITÉ, LE REMPLACEMENT DU SSI OP.No 12B8272240320002 Complément de crédit soit 0,215 ME	72 540,00

Budget 2017 - HP224-032-2 / 4551 chapitre 902 **72 540,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	ETUDES PRÉALABLES A LA MISE AU POINT DE PROGRAMMES ET/OU A LA DÉFINITION DE CAPACITÉS D'ACCUEIL MAXIMALE POUR LES EPLE FRANCILIENS	25 000,00

Budget 2017 - HP224-034-1 / 2031 chapitre 902 **25 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 12EME	LCM P-VALÉRY	0750679F	RECONSTRUCTION DU LYCEE ET CONSTRUCTION D UN INTERNAT OP.No 11B7572240350001 Complément de crédit soit 50,172 ME	40 227 961,00

Budget 2017 - HP224-035-1 / 238 chapitre 902 **40 227 961,00**

Acte certifié exécutoire
CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE
- Par publication ou notification le 06/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-260
DU 5 JUILLET 2017

AIDES RÉGIONALES AUX ÉLÈVES DE SECOND CYCLE ET AUX ÉLÈVES DES BTS, CPGE ET FORMATIONS POST-BAC ET ASSIMILÉES : AJUSTEMENT DES DOTATIONS - AIDE RÉGIONALE À L'ACQUISITION DES MANUELS SCOLAIRES - AIDE RÉGIONALE À LA DEMI-PENSION - MODIFICATION DE TARIFS DE DEMI-PENSION - SUBVENTIONS D'ÉQUILIBRE - CONVENTION PARTENARIAT CAF

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

Vu Le Code général des collectivités territoriales ;

Vu Le Code de l'éducation ;

Vu La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu La délibération CR 16-01 du 5 avril 2001 relative à la mise en œuvre de la gratuité des manuels scolaires ;

Vu La délibération CR 43-03 du 25 septembre 2003 relative à l'aide régionale à la demi-pension dans les établissements du second degré et à la mise en place du quotient familial ;

Vu La délibération CR 21-04 du 24 juin 2004 relative à la poursuite du dispositif de la gratuité des manuels scolaires ;

Vu La délibération CR 44-08 du 26 juin 2008 relative aux aides sociales en faveur des élèves en formation post-bac au sein des lycées franciliens ;

Vu La délibération CR 128-08 du 20 novembre 2008, relative à la tarification de la restauration des lycées franciliens au titre de 2009 ;

Vu La délibération CR 83-09 du 8-9 octobre 2009, relative à la tarification régionale des lycées franciliens année 2010 **;**

Vu La délibération CR 39-10 du 30 septembre 2010, relative à la réussite et à l'égalité des lycéen-n-es ;

Vu La délibération CR 23-14 du 13 et 14 février 2014 relative au renforcement du service public de la restauration scolaire dans les EPLE d'Ile-de-France vers une tarification plus juste, une qualité nutritionnelle et gustative plus grande, une lutte contre le gaspillage plus efficace ;

Vu La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégation de compétences du Conseil Régional à la Commission Permanente ;

Vu La délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu La délibération CR 86-16 du 20 mai 2016 relative aux mesures d'aides sociales et de sécurisation pour assurer l'égalité de traitement des élèves du privé avec ceux du public ;

Vu La délibération CR 108-17 du 18 et 19 mai 2017 pour valoriser le mérite et l'excellence soutien à la maison d'éducation de la légion d'honneur de Saint-Denis ;

Vu La délibération CP 16-238 du 15 juin 2016 relative à la première attribution des dotations au titre de l'année scolaire 2016-2017 dans le cadre de la politique régionale des aides sociales aux lycéens: gratuité des manuels scolaires, aide régionale à la demi- pension pré et post bac, aide régionale a l'équipement pré et post bac, frais de concours ;

Vu La délibération CP 16-362 du 12 juillet 2016 relative à l'évolution du cadre technique de mise en œuvre de la tarification au quotient familial ;

Vu La délibération CP 16-392 du 12 octobre 2016 relative à la tarification de la restauration des lycées de Paris, des internats et des commensaux pour l'année 2017 ;

Vu La délibération CP 17-145 du 17 mai 2017 relative à la première attribution des dotations au titre de l'année scolaire 2017-2018 et ajustements de dotations 2016-2017 dans le cadre de la politique régionale des aides sociales aux lycéens et élèves post-bac : aide régionale a la demi-pension pré et post bac, aide régionale à l'équipement pré bac et post bac, aide régionale aux inscriptions aux concours des élèves en CPGE, aide régionale a l'acquisition des manuels scolaires ;

Vu Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 et plus particulièrement les dispositions du chapitre 932 « enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-260 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires et livrets d'exercices consommables destinée aux élèves de second cycle au titre de l'année scolaire 2017-2018 aux établissements publics telle qu'elle figure en annexe I et qui s'élève à **91 809 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **91 809€** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle » action 12800403 « l'aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires et livrets d'exercices consommables» du budget 2017.

Article 2 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale au frais de concours au titre de l'année scolaire 2017-2018 pour un établissement public telle qu'elle figure en annexe II et qui s'élève à **1 360 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **1 360 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28 – 009 (128009) « aides aux élèves des BTS et CPGE et formations post bac et assimilées » action 12800903 « aide régionale aux inscriptions aux concours des élèves en CPGE ») du budget 2017.

Article 3 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à la demi-pension aux élèves pré bac au titre de l'année scolaire 2016-2017 pour un établissement privé sous contrat d'association avec le ministère de l'éducation nationale telle qu'elle figure en annexe III et qui s'élève à
191 €.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **191 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action (12800401) « aide régionale à la demi-pension » du budget 2017.

Article 4 :

Adopte l'aide régionale à la demi-pension aux élèves post-bac au titre de l'année scolaire 2016-2017 pour un établissement privé sous contrat d'association avec le ministère de l'éducation nationale telle qu'elle figure en annexe IV et qui s'élève à **755** €.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **755** € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-009 (128009) « aides aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées », Action 12800901 « aide régionale à la demi-pension aux élèves en BTS et CPGE » du budget 2017.

Article 5 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale au frais de concours au titre de l'année scolaire 2016-2017 pour un établissement privé sous contrat d'association avec le ministère de l'éducation nationale telle qu'elle figure en annexe V et qui s'élève à **2 430 €**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **2 430 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28 – 009 (128009) « aides aux élèves des BTS et CPGE et formations post bac et assimilées » action 12800903 « aide régionale aux inscriptions aux concours des élèves en CPGE ») du budget 2017.

Article 6 :

Adopte le changement des modalités de tarification de demi-pension pour 8 lycées et la création de tarifs pour 3 internats conformément à l'annexe VI de la présente délibération.

Article 7 :

Affecte au profit du lycée Henri Bergson (75019) une autorisation d'engagement d'un montant de **10 445 €** conformément à l'annexe VII de la délibération, disponible sur le chapitre 932, « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28 – 004 (128004) « aides aux élèves de second cycle» action 12800401 « aide régionale à la demi-pension » du budget 2017.

Article 8 :

Approuve les termes de la convention-type de partenariat à conclure avec les Caf de Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise et de Paris jointe en annexe VIII à la présente délibération.

Autorise la Présidente du Conseil Régional à signer les conventions visées au précédent alinéa.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement provisionnelle de **320 000 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action (12800401) « aide régionale à la demi-pension » du budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1

ANNEXE I
AIDE RÉGIONALE MANUELS SCOLAIRES
AJUSTEMENTS AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018

LYCEES PUBLICS

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3351	0750711R	LGT	HENRI-BERGSON	27 RUE EDOUARD PAILLERON	75019	PARIS	18 700 €
R3261	0771027Y	LPO LYC METIER	FREDERIC-JOLIOT-CURIE	168 RUE F JOLIOT CURIE	77196	DAMMARIE LES LYS CEDEX	9 640 €
R15275	0772229E	LGT	JEAN-VILAR	83 AVENUE SALVADOR ALLENDE	77100	MEAUX	13 300 €
R19061	0772292Y	LGT	MARTIN-LUTHER-KING	21 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	77600	BUSSY ST GEORGES	3 357 €
R3919	0772688D	LPO	EMILIE-DU-CHATELET	35 COURS DU DANUBE	77700	SERRIS	8 940 €
R15365	0911945V	LPO	MARGUERITE-YOURCENAR	62 RUE DES EDOUETS	91423	MORANGIS CEDEX	2 287 €
R3572	0922149L	LPO LYC METIER	RENE-AUFFRAY	23 RUE FERNAND PELLOUTIER	92582	CLICHY CEDEX	14 250 €
R3743	0922397F	LPO	EUGENE-IONESCO	152 AVENUE DE VERDUN	92130	ISSY LES MOULINEAUX	5 400 €
R3214	0951922Y	LGT	CAMILLE-SAINT-SAENS	18 RUE GUYNEMER	95170	DEUIL LA BARRE	13 835 €
P0036894	0930863H	LG	MAISON EDUCATION LEGION D'HONNEUR	5 RUE DE LA LEGION D 'HONNEUR	93200	ST DENIS	2 100 €
					10	**Établissements**	**91 809 €**

Annexe 2

Annexe II
Aide régionale aux frais de concours
Ajustements au titre de l'année scolaire 2017-2018

Lycées Publics

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
P0036894	0930863H	LG	MAISON EDUCATION LEGION D'HONNEUR	5 RUE DE LA LEGION D 'HONNEUR	93200	ST DENIS	1 360 €
					1	**Établissement**	**1 360 €**

Annexe 3

Annexe III
Aide régionale à la demi-pension pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2016-2017

Lycées privés

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3061	0920875B	LGT PR	SAINTE-MARIE	24 BOULEVARD VICTOR HUGO	92200	NEUILLY SUR SEINE	191 €
					1	**Établissement**	**191 €**

Annexe 4

Annexe IV
Aide régionale à la demi-pension post bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2016-2017

Lycées privés

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3061	0920875B	LGT PR	SAINTE-MARIE	24 BOULEVARD VICTOR HUGO	92200	NEUILLY SUR SEINE	755 €
					1	**Établissement**	**755 €**

Annexe 5

Annexe V
Aide régionale aux frais de concours
Ajustements au titre de l'année scolaire 2016-2017

Lycées Privés

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3061	0920875B	LGT PR	SAINTE-MARIE	24 BOULEVARD VICTOR HUGO	92200	NEUILLY SUR SEINE	2 430 €
					1	**Établissement**	**2 430 €**

Annexe 6

			Tarifs 2017 votés à la CP 16-392 du 12 octobre 2016			Tarifs 2017 proposés à la CP 5 juillet 2017			
code RNE	**Lycée**	**Commune**	**Libellé**	**Montant**	**Base jour**	**Libellé**	**Montant**	**Base jour**	**Motif de la demande**
0750648X	**VICTOR HUGO**	**75003 PARIS**	Forfait 5 jours Forfait 2 jours	522,00 € 262,08 €	2,90 € 3,64 €	Forfait 5 jours Forfait 4 jours Forfait 2 jours	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Suppression du forfait 5 jours et création du forfait 4 jours pour les collégiens à partir du 1er septembre 2017, pour les lycéens, les forfaits 5 et 2 jours uniquement
0750657G	**MONTAIGNE**	**75006 PARIS**	Ticket Forfait 5 jours Forfait 4 jours Forfait 3 jours	4,05 € 522,46 € 458,16 € 355,52 €	4,05 € 3,02 € 3,32 € 3,52 €	Ticket	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Suppression des forfaits collégiens et lycéens au profit du ticket à partir du 1er septembre 2017
0750612H	**ECOLE NATIONALE SUPERIEURE ARTS APPLIQUES**	**75015 PARIS**	Forfait 5 jours Forfait 4 jours Forfait 3 jours	547,20 € 457,92 € 343,44 €	3,04 € 3,18 € 3,18 €	Ticket	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Suppression des forfaits au profit du ticket à partir du 1er septembre 2017
0750696Z	**VERLOMME**	**75015 PARIS**	Forfait 5 jours	538,20 €	2,99 €	Ticket	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Suppression du forfait 5 jours au profit du ticket à partir du 1er septembre 2017 pour les lycéens
0750702F	**JEAN DE LA FONTAINE**	**750016 PARIS**	Ticket Forfait 5 jours Forfait 4 jours Forfait 3 jours Forfait 2 jours	3,91 € 531,00 € 469,44 € 380,16 € 260,64 €	3,91 € 2,95 € 3,26 € 3,52 € 3,62 €	Ticket	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Suppression des forfaits au profit du ticket à partir du 1er septembre 2017 pour les lycéens
0750700D	**JEAN-BAPTISTE SAY**	**75016 PARIS**	Forfait 5 jours Forfait 4 jours Forfait 3 jours Forfait 2 jours	579,60 € 502,56 € 384,48 € 262,80 €	3,22 € 3,49 € 3,56 € 3,65 €	Ticket	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Suppression des forfaits au profit du ticket à partir du 1er septembre 2017
0750710P	**AUGUSTE RENOIR**	**75018 PARIS**	Forfait 5 jours	529,65 €	3,21 €	Ticket	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Suppression du forfait 5 jours au profit du ticket à partir du 1er septembre 2017 pour les lycéens
0922427N	**CLAUDE GARAMONT**	**92701 COLOMBES**	Forfait 5 jours Forfait 4 jours	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Ticket	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Suppression du forfait 5 et 4 jours au profit du ticket à partir du 1er septembre 2017
0932667U	**LA PLAINE COMMUNE**	**93200 ST DENIS**				forfait internat	12,40 €	12,40 €	OUVERTURE rentrée 2017-2018
0772751X	**CHARLOTTE DELBO**	**77230 DAMMARTIN EN GOELE**				forfait internat	12,40 €	12,40 €	
0942269F	**PAULINE ROLAND**	**94550 CHEVILLY LARUE**				forfait internat	12,40 €	12,40 €	

Annexe 7

ANNEXE VII

Subventions d'équilibre Restauration
2016-2017

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Commune	Dotation
R3351	0750711R	LGT	HENRI BERGSON	27 RUE EDOUARD PAILLERON	PARIS 19EME	10 445,00 €

TOTAL subvention d'équilibre 932-28-12800401	**10 445,00 €**

Annexe 8

Annexe VIII

CONVENTION –TYPE DE PARTENARIAT ENTRE LA REGION ILE DE FRANCE ET LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES «TITRE» RELATIVE A LA MISE EN PLACE DE LA REFORME DE LA TARIFICATION DE LA RESTAURATION SCOLAIRE DES LYCEES PUBLICS AU QUOTIENT FAMILIAL

ENTRE

La région Ile de France représentée par Valérie PECRESSE présidente du Conseil Régional

Ci-après dénommée la Région

D'une part,

ET

La Caisse d'Allocations Familiales XXXX**,** représentée par XXXX, Directeur général

Ci-après dénommée la Caf XXXX,

D'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

1 - PREAMBULE

Pour rappel, par délibération n° CR 23-14 du 14 février 2014, une grille tarifaire pour la restauration scolaire des lycées publics a été adoptée par la Région Ile de France comme suit :

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
Tranche QF*	183	353	518	689	874	1 078	1 333	1 689	2 388	> 2 388
Tarifs	**1,50 €**	**1,70 €**	**1,90 €**	**2,10 €**	**2,30 €**	**2,50 €**	**2,70 €**	**3,00 €**	**3,50 €**	**4,00 €**

** Tranche QF : montant en euros du seuil du quotient familial CAF mensuel (ressources mensuelles des familles y compris les prestations familiales, tenant compte de la composition familiale)*

Cette réforme n'est que le volet social d'une refonte plus générale du service public de la restauration dans les lycées visant à :

-favoriser l'égal accès des lycéen-ne-s à la demi-pension par la réforme tarifaire,
-améliorer la qualité de l'alimentation sur le plan nutritionnel pour lutter contre l'obésité,
-lutter contre le gaspillage alimentaire.

La politique tarifaire a été déployée à compter de la rentrée 2014 de manière progressive sur 4 ans dans l'ensemble des lycées publics franciliens.

Pour la première année scolaire de mise en œuvre soit 2014-2015, tous les établissements des deux départements de la Seine-Saint-Denis et du Val d'Oise ont été concernés soit 113 lycées publics franciliens.

Pour la deuxième année scolaire de déploiement soit 2015-2016, tous les établissements des deux départements de Seine-et-Marne et du Val-de-Marne ont été concernés soit 109 nouveaux lycées publics franciliens.

Pour la troisième année scolaire de déploiement soit 2016-2017, tous les établissements des départements des Hauts-de-Seine, de l'Essonne et des Yvelines ont été concernés soit 158 nouveaux lycées publics franciliens.

Ce dispositif couvrira l'ensemble du territoire francilien et s'étendra donc aux lycées publics parisiens à compter de la rentrée 2017.

Afin d'éviter au plus grand nombre des démarches supplémentaires, et s'inspirant d'expériences déjà menées par certains départements, la Région a sollicité les Caf des huit départements franciliens, institutions de référence qui disposent d'un savoir-faire indéniable dans la relation avec les familles allocataires, pour qu'elles contribuent directement à l'information de ces dernières concernant leur quotient familial dans le cadre d'un projet partenarial.

La Caf de Seine-Saint-Denis assure la mission de pilote et de coordination, à la demande de la Région et avec l'accord des autres caf de la campagne, pour l'ensemble des Caf départementales partenaires.

2 – OBJET DU PARTENARIAT

L'objet de cette convention est de fixer le cadre de ce partenariat qui a pour objectif essentiel de converger sur l`optimisation de l'information aux familles ayant des enfants âgés de 15 à 20 ans concernant leur quotient familial. Cela leur permettra de faire valoir ces éléments auprès des lycées publics situés dans leur département lors de l'inscription à la demi-pension.

Ainsi, la Région sollicite l'appui et le partenariat des Caf pour informer leurs familles allocataires potentiellement concernées.

3- ENGAGEMENTS RECIPROQUES DES PARTIES

Les Caf et la Région s'engagent à mobiliser tous les moyens possibles afin de permettre aux familles allocataires de disposer de toute information utile à l'inscription de leur enfant au service public de restauration scolaire, pour les enfants nés entre le 1er janvier 1997 et le 31 décembre 2002.

Pour ce faire, les Caf proposent de faire parvenir à toutes les familles allocataires du département un courrier comprenant :

- une lettre de la présidente de la région cosignée par le directeur général ou la directrice de la Caf concernée ;
- une attestation de la Caf relative à la restauration par enfant né entre le 1er janvier 1997 et le 31 décembre 2002 précisant le quotient familial applicable pour la détermination du prix de repas selon les modalités de calcul du Conseil Régional ;
- une notice régionale d'informations destinée aux familles en recto verso indiquant les modalités d'inscription à la demi-pension et détaillant le prix du repas à la charge de la famille.

Si certaines familles allocataires ne devaient pas être destinataires de cet envoi, plusieurs moyens mis à la disposition par les Caf sont rappelés et communiqués aux familles par la Région Ile de France :

- la connexion sur le site internet Ma Caf.fr afin d'obtenir une attestation quotient familial Caf en saisissant le numéro d'allocataire de l'un des parents de l'élève ;
- les applications sur Smartphone permettant de récupérer une attestation dématérialisée ;
- la récupération d'une attestation quotient familial Caf via les bornes Caf implantées sur certains des départements ;
- une calculette web régionale permettant aux parents d'élève de saisir le montant annuel de leurs revenus afin de déterminer le quotient familial.

La Région pilote de cette réforme sur la tarification scolaire s'engage à répondre aux observations ou réclamations qui pourraient provenir d'une mauvaise interprétation des documents régionaux d'information transmis aux familles. Ainsi pour répondre aux questions, la Région met en place une

plate-forme téléphonique dédiée aux familles avec un numéro vert 0800 075 065 ouverte à pour chaque rentrée scolaire selon des périodes déterminées et communiquées par la Région.

Par ailleurs, ce partenariat entre la région et les Caf se doit de promouvoir l'accès à une prestation d'offres d'informations dématérialisées afin de permettre aux familles allocataires d'accéder facilement à la connaissance de leur quotient familial Caf nécessaire pour l'inscription de leurs enfants au service public de restauration scolaire de chaque lycée concerné.

Les parties s'engagent également à amorcer une réflexion commune sur une possible dématérialisation quant à l'accès ou à la transmission du quotient familial aux familles allocataires au vu du très grand nombre de familles concernées par cette réforme de la restauration scolaire.

4 – MODALITES TECHNIQUES DU PARTENARIAT

Les Caf et la Région ont convenu de mobiliser tous les moyens possibles afin de permettre aux familles allocataires de disposer de toute information utile à l'inscription de leur enfant au service public de restauration scolaire, pour les enfants nés entre le 1er janvier 1997 et le 31 décembre 2002.

4.1. Contenu et modalités des engagements des Caf

4.1.1 Sur la base du public cible de familles allocataires déterminé en amont par la Région et les Caf, les Caf conçoivent les requêtes et effectuent les traitements informatiques qui permettront de disposer des éléments relatifs à l'adressage des attestations de restauration scolaire et du courrier co-signé aux familles destinataires de l'information.

4.1.2 Les Caf s'engagent à adresser, au plus tard le 30 juin 2017, à toutes les familles allocataires du département concerné ayant des enfants nés entre le 1er janvier 1997 et le 31 décembre 2002 un envoi postal comprenant :

- une lettre de la présidente de la région cosignée par le directeur général ou la directrice de la Caf du département concerné
- une attestation de la Caf relative à la restauration scolaire par enfant né entre le 1er janvier 1997 et le 31 décembre 2002 précisant le quotient familial applicable au calcul du prix de repas selon les modalités de calcul du Conseil Régional,
- une notice régionale d'informations destinée aux familles en recto verso indiquant les modalités d'inscription à la demi-pension et le prix du repas à la charge de la famille.

L'ensemble de ces documents font préalablement l'objet d'échanges et de validation par les parties.

4.1.3. Contenu de l'attestation restauration scolaire par élève

L'attestation restauration scolaire complétée par la Caf par élève portera les indications suivantes (à titre indicatif) :

-le nom, le prénom, la date de naissance, le quotient familial et le tarif/jour du repas selon la grille ci-dessous :

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
Tranche QF*	183	353	518	689	874	1 078	1 333	1 689	2 388	> 2 388
Tarifs	**1,50 €**	**1,70 €**	**1,90 €**	**2,10 €**	**2,30 €**	**2,50 €**	**2,70 €**	**3,00 €**	**3,50 €**	**4,00 €**

** Tranche QF : montant en euros du seuil du quotient familial CAF mensuel (ressources mensuelles des familles y compris les prestations familiales, tenant compte de la composition familiale)*

Accompagnant l'attestation de restauration scolaire, une notice régionale d'informations devra préciser :

- que le document est à présenter au lycée public fréquenté par l'élève
- les conditions d'actualisation le cas échéant du quotient familial via la connexion sur le site internet Ma Caf.fr, la récupération d'une attestation quotient familial Caf via les bornes Caf implantées sur certains départements
-qu'au cas où cette information ne reflèterait pas la situation réelle de la famille, celle-ci devra s'adresser exclusivement au lycée public où l'élève est affecté et non directement à la Caf.

4.1.4. Les courriers retournés à la Caf suite à une non distribution postale seront détruits par les Caf.

4.2 Contenu et modalités des engagements de la Région

4.2.1 La Région s'engage à fournir les documents ci-après à la Caf de Seine-Saint-Denis qui coordonne et pilote l'opération pour l'ensemble des Caf selon les normes techniques du service éditique de la Caf :

- courriers co-signés (fourniture papier et impression format A4 recto verso)
- attestations de restauration (fourniture papier et impression format A4)
- notices d'information aux familles (fourniture papier et impression en format A4 recto verso)

Préalablement, la Région s'engage à fournir à la Caf des échantillons test de ces documents afin que l'ensemble de ces documents répondent aux procédures techniques de la Caf.

Le nombre de courriers, attestations de restauration et notices d'information varient d'une caf à l'autre en fonction du nombre de familles allocataires concernées et seront précisés dans la facture unique que la Caf de Seine-Saint-Denis adressera à la région.

4.2.2 La Région s'engage à répondre aux observations et réclamations qui pourraient provenir d'une mauvaise interprétation des documents par les familles et déploie à cet effet un dispositif de communication vers les familles :

-ouverture d'une plate-forme téléphonique dédiée aux familles avec un numéro vert 0800 075 065 pour chaque rentrée scolaire selon des périodes déterminées et communiquées par la Région
-distribution dans les établissements scolaires concernés des dossiers d'inscription à la demi-pension à tous les élèves explicitant la réforme de la tarification ;

-mise en place au début et à la fin du printemps précédent la rentrée scolaire de réunions techniques avec les proviseurs et gestionnaires de tous les établissements concernés.

4.2.3. La Région s'engage à transmettre pour information aux Caf ses dispositifs de communication envers les différents acteurs concernés : lycées, familles.

4.2.4. La Région veillera à informer les familles de la manière la plus efficace possible de la mise en œuvre de la réforme de la tarification de la restauration scolaire: une évaluation conjointe Caf / Région permettra d'ajuster les actions en conséquence.

4.2.5 La Région pourra mentionner, le cas échéant, dans ces communications internes et externes le partenariat mis en œuvre sur ce dispositif avec les Caf franciliennes

4.3 Contenu et modalités de la mise en place d'une calculette web

4.3.1 La Région s'engage à mettre à disposition des familles une calculette web régionale reprenant le calcul du quotient familial Cnaf.

4.3.2 La Caf de Seine-Saint-Denis et la Région ont mis en place un protocole de labellisation de la calculette susnommée comprenant :

Une série de tests réalisés par la Caf sur la calculette web dont 95% minimum doivent correspondre aux résultats de la Caf.

4.3.3 Une inscription sera intégrée sur le site web ainsi que sur l'attestation fournie par la calculette web mentionnant que les résultats fournis par celle-ci n'engagent pas les Caf.

5 – DISPOSITIONS MATERIELLES DU PARTENARIAT

Les présentes dispositions sont fixées pour l'exécution des modalités visées à l'article 4.

Les enveloppes Caf traditionnelles ou des enveloppes personnalisées avec les logos de la Caf et de la Région sont fournies par la Caf.

La Caf met sous plis les courriers et les documents par famille.

La Caf affranchit et poste ces courriers.

6 – PRISE EN CHARGE FINANCIERE

6.1. Les Caf prennent en charge par l'intermédiaire de la Cnaf qui coordonnera l'opération au niveau régional :

- l'extraction des données relatives aux familles,
- les tris et les rapprochements de documents

6.2. La Région prend en charge les coûts suivants :

- la fourniture des enveloppes traditionnelles Caf ou le coût des enveloppes couleur imprimées avec les deux logos Caf et Région ; L'impression des champs manquants sur l'attestation de restauration scolaire : état civil, le quotient familial et tarif/jour sur le courrier et l'attestation de restauration scolaire ;
- L'impression des champs manquants sur le courrier co-signé : informations d'adresse ;
- La mise sous pli et le coût de l'affranchissement des courriers ;
- La destruction des plis non distribués.
- La mission de pilotage et de coordination confiée à la Caf de la Seine-Saint-Denis calculée sur une base forfaitaire de 1,5 jour par Caf et un tarif journalier TTC de 180 euros.

6.3. Pour le remboursement des frais, la Caf de Seine-Saint-Denis dans le cadre de sa mission de pilote et de coordination de la campagne pour l'ensemble des Caf départementales partenaires d'Ile-de-France adressera à la région une facture unique pour l'ensemble des Caf partenaires en précisant le nombre de familles allocataires concernées par département.

7 – MODALITES DE REMBOURSEMENT

La facture détaillée par poste de dépenses (fourniture des enveloppes, impression des lettres et attestations, mise sous pli, affranchissement,…) devra être transmise à la Région Ile de France, Unité Lycées Mission tarification sociale au QF 24 rue du Général Bertrand CS 40745 75 345 Paris cedex 07 dans un délai d'un mois après décompte définitif fourni à la Caf.

La Région, s'engage à rembourser la Caf de ces frais dans un délai maximum de 45 jours à réception de cette facture.

8 – COMMUNICATION SUR LE DISPOSITIF REGIONAL DE LA TARIFICATION DE LA RESTAURATION SCOLAIRE

La Région et les Caf s'engagent à mutualiser tous leurs outils pour assurer la meilleure convergence dans leur communication et information possible destinée aux familles qui inscriront leur enfant à la restauration scolaire de leur lycée public situé dans les départements concernés par le déploiement de la réforme :

- mise en place d'une plateforme téléphonique régionale dédiée destinée à accueillir et informer les élèves et leurs parents sur les modalités d'inscription à la demi-pension ;
- diffusion d'une information sur les modalités d'inscription à la demi-pension dans les lycées publics dans le magazine et webmagazine de la Caf Vies de famille ;
- lien sur le site de la Région Ile de France pour accéder au site des Caf
- Mise en place de supports régionaux informant les familles de la mise en œuvre de la réforme de la tarification de la restauration scolaire

9 – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

La présente convention est conclue à compter de la date de sa signature par les parties cocontractantes et ce, pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction pour une durée maximale de 3 ans.

La convention peut être résiliée par chacune des parties à tout moment moyennant un préavis de trois mois. Le préavis est envoyé par courrier recommandé avec accusé de réception.

10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra faire l'objet d'un avenant préalablement soumis à l'approbation des parties en cas de modification du dispositif proposé par la Région ou de toute autre modification du contenu de la présente convention.

11- REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à épuiser toutes les voies de conciliation possibles avant de saisir le tribunal administratif compétent.

Fait à…….le……. en 4 exemplaires originaux

Pour la Caisse d'Allocations Familiales de XXXX Le Directeur général de la Caf «titre_fin»	Pour la Région Ile de France La Présidente du Conseil Régional Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE
- Par publication ou notification le 10/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-262

DU 5 JUILLET 2017

GESTION FONCIÈRE DES LYCÉES - JUILLET 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales

VU Le code de l'éducation,

VU Le code général de la propriété des personnes publiques,

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010

VU Le budget régional pour 2017

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-262 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1:

Autorise la présidente du Conseil régional à proposer au préfet de région de se prononcer sur la désaffectation d'une parcelle d'une superficie de 49,77 m² issue des parcelles CJ191p et CJ198p sise rue des fillettes à Saint Denis.

Autorise la cession à l'euro symbolique au profit de la communauté d'agglomération de Plaine Commune de la parcelle visée à l'alinéa précédent sous réserve de sa désaffectation.

Autorise la présidente du conseil régional d'Ile de France à signer l'acte notarié à intervenir.

Article 2 :

Affecte une autorisation d'engagement de 4 000 euros, prélevée sur le Chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-018 (122018) « dépenses de gestion associées aux programmes scolaires» action 12201803 « impôts loyers et taxes » du budget régional 2017, afin de pouvoir régler les appels de charges relatifs à la copropriété du 31 avenue Ledru Rollin 75012 Paris pour une année.

Article 3 :

Autorise la présidente du conseil régional d'Ile de France à proposer au Préfet de Région de se prononcer sur la désaffectation des parcelles A, C, D, E et F d'une superficie totale de 5 105 m²

situées sur la commune de Conflans-Sainte-Honorine.

Autorise l'échange sans soulte avec la ville de Sainte Honorine des parcelles A, C, D, E et F d'une superficie totale de 5105 m², sous réserve de leur désaffectation, contre les parcelles G, I, J et K d'une superficie de 1561 m². Les frais afférents à cet échange seront à la charge de la ville de Conflans-Sainte-Honorine.

Autorise la présidente du conseil régional à signer l'acte à intervenir.

Article 4 :

Décide d'accepter le transfert à titre gratuit au profit de la région Ile de France, par la commune de Montereau-Fault-Yonne des biens immobiliers du lycée Gustave Eiffel à la Varennes-Sur–Seine correspondant aux parcelles OB 88, 89 et 860 d'une superficie de 44 427 m².

Autorise la présidente du conseil régional d'Ile de France à signer l'acte à intervenir.

Article 5 :

Décide d'accepter le transfert à titre gratuit au profit de la région Ile de France, par la commune de Domont des biens immobiliers constituant le lycée Georges Sand et la salle polyvalente à Domont correspondant aux parcelles AR 374, AR 414 et AR 416 d'une superficie totale de 19 473 m².

Autorise la présidente du conseil régional d'Ile de France à signer l'acte à intervenir.

Article 6 :

Décide d'accepter le transfert à titre gratuit au profit de la région Ile de France, par la communauté d'agglomération de Saint Quentin en Yvelines de la parcelle AY 37 d'une superficie de 140 m² située à Plaisir.

Autorise la présidente du conseil régional d'Ile de France à signer l'acte à intervenir.

Article 7 :

Approuve la convention à conclure avec la société ENEDIS relative à la constitution d'une servitude pour l'implantation d'un autotransformateur de distribution publique sur l'emprise du terrain du lycée Simone Weil à Conflans Sainte Honorine, figurant en annexe de la présente délibération.

Autorise la présidente du conseil régional d'Ile de France à la signer ainsi que l'acte notarié afférent.

Article 8 :

Accepte au profit de la région Ile-de-France, le transfert de propriété de l'Etat, à titre gracieux, du bien immobilier suivant :

- Etablissement régional d'enseignement adapté (EREA) Françoise Dolto à Beaumont-sur-Oise.

Cette parcelle d'une superficie de 46252 m² est cadastrée section AI n°381

Autorise la présidente du conseil régional d'Ile de France à signer l'acte à intervenir.

Article 9 :

Accepte au profit de la Région ile de France, le transfert de propriété de l'Etat, à titre gracieux, du bien immobilier suivant :

-Le lycée Albert Camus à Bois Colombes. Cette parcelle d'une superficie de 34 979 m² est cadastrée lot A issu de la parcelle T107.

Autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile de France à signer l'acte à intervenir.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION

Convention avec ENEDIS

Commune : ***CONFLANS-SAINTE-HONORINE*** *INSEE :* ***78172***
Département : ***des Yvelines***
NOM du Poste : ***« AT CONFLANS »***

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
POUR L'IMPLANTATION D'UN AUTO TRANSFORMATEUR DE DISTRIBUTION PUBLIQUE
CONSTITUTIVE DE DROITS REELS

Entre les soussignés :

L'ELECTRICITÉ EN RÉSEAU (ENEDIS).
Société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social Tour ENEDIS, 34 place des corolles, 92079 Paris La Défense Cedex, représentée par Monsieur Pierre PITOU, agissant en qualité de Chef d'agence de l'AREF, élisant domicile « Le Stephenson » 1-3 rue Stephenson 78180 Montigny Le Bretonneux, dûment habilité à cet effet.

Désigné ci-après par l'appellation « ***ENEDIS***».

D'une part.

Et,

Nom ***:……***
Adresse :***……..***
Représenté(e) par : ***……,*** dûment habilité(e) à cet effet
Agissant en tant que Propriétaire du terrain sis :
……..
Référence Cadastrale : Section: ***AD*** Numéro: ***846.***
Désigné(e) ci-après par l'appellation « ***le Propriétaire*** ».

D'autre part.

ENEDIS et le Propriétaire étant désignés, individuellement, la « ***Partie*** » et ensemble les « ***Parties*** ».

Il EST PREALABLEMENT EXPOSE :

Qu'en tant que gestionnaire du réseau de distribution d'électricité, ENEDIS est légalement investie de la mission de service public de distribution d'électricité (articles L 121-4 et L 322-8 et suivants du code de l'énergie), qu'elle exerce au travers de contrats de concessions conclus avec les autorités locales compétentes en la matière (articles L. 322-1 et suivants du code de l'énergie ; article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales).

Que pour mener à bien sa mission, elle développe, construit, entretient et exploite des ouvrages, parmi lesquels figurent des postes ou des Auto transformateurs de distribution d'électricité.

Que, pour les besoins de sa mission de service public, elle a sollicité du Propriétaire la constitution, en vue de l'installation d'un Autotransformateur de distribution d'électricité, d'une servitude grevant un terrain d'une superficie de ***20,25m²,*** situé rue du Val d'Oise à Conflans-Sainte-Honorine sur la parcelle cadastrée Section : ***AD*** Numéro : ***846***

C'est dans ces conditions que les Parties ont négocié et conclu la présente convention.

CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – MISE À DISPOSITION CONSTITUTIVE DE DROITS RÉELS

Le Propriétaire, qui déclare et garantit à ENEDIS être régulièrement Propriétaire du terrain nécessaire à l'implantation d'un Auto transformateur, concède à ENEDIS, pour lui-même et pour ses ayants-droit, dans le cadre de la distribution publique d'électricité et dans les conditions fixées par la Convention, les droits suivants :

1.1 – Occupation.

Le Propriétaire consent à ENEDIS le droit d'occuper un terrain sur lequel est installé un Auto transformateur dénommé «***AT CONFLANS***» et tous ses accessoires alimentant le réseau de distribution publique d'électricité, notamment les canalisations (l'Auto transformateur et ses accessoires étant ensemble désignés les « ***Ouvrages*** »).

Il est annexé à la Convention un plan délimitant l'emplacement réservé à ENEDIS.

Les Ouvrages seront entretenus et renouvelés par ENEDIS et pourront également être utilisés pour la desserte d'autres usagers que le Propriétaire, ce que ce dernier reconnaît et accepte.

Le Propriétaire consent à ENEDIS, au titre de cette occupation, un droit réel de jouissance spéciale sur l'emprise du terrain, en vue de l'exercice par ENEDIS de ses missions de service public et de gestionnaire de réseau de distribution.

1.2 – Droit de passage et d'utilisation.

1.2.1. Le Propriétaire consent à ENEDIS le droit de faire passer, en amont comme en aval de l'A.T dont l'assiette est déterminée à l'article 1.1, toutes les canalisations électriques moyenne ou basse tension (y compris, éventuellement, les supports et ancrages de réseaux aériens) nécessaires pour assurer l'alimentation de l'A.T.

1.2.2. Le Propriétaire reconnait à ENEDIS le droit d'utiliser les Ouvrages et de réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc..).

Pour assurer l'exploitation des Ouvrages, ENEDIS bénéficiera de tous les droits qui lui sont conférés par les lois et règlements, notamment celui de procéder aux élagages ou abattages de branches ou d'arbres pouvant compromettre le fonctionnement des Ouvrages et/ou porter atteinte à la sécurité des biens et des personnes.

1.3 – Droit d'accès.

Le Propriétaire s'engage à laisser accéder en permanence, de jour comme de nuit, à l'emplacement réservé à ENEDIS les agents d'ENEDIS ou tous entrepreneurs accrédités par elle, ainsi que les engins et matériels nécessaires, en vue de l'installation, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des Ouvrages et de les laisser disposer en permanence des dégagements permettant le passage et la manutention du matériel.

Le Propriétaire sera averti de ces interventions, sauf situation d'urgence ne permettant pas le respect de ce préavis.

Le Propriétaire garantit à ENEDIS ce libre accès et prend notamment toute mesure afin que le chemin d'accès reste en permanence libre et non encombré.

Le plan, ci-annexé et approuvé par les Parties, situe le terrain, les canalisations et les chemins d'accès.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PROPRIÉTAIRE

Pour assurer la continuité de l'exploitation, le Propriétaire s'interdit de faire, sur et sous le tracé des canalisations électriques, aucune plantation, aucune culture, et plus généralement aucun travail et aucune construction qui soit préjudiciable à l'établissement, à l'entretien, à l'exploitation et à la solidité des Ouvrages.

Le Propriétaire s'interdit notamment de porter atteinte à la sécurité des Ouvrages et d'entreposer des matières inflammables contre l'Auto transformateur ou d'en gêner l'accès.

ARTICLE 3 –MODIFICATION DES OUVRAGES

Le Propriétaire conserve sur sa propriété tous les droits compatibles avec l'exercice de la mise à disposition ainsi constituée par la Convention.

Tous les frais entraînés par une modification ou un déplacement des Ouvrages seront à la charge de la Partie à l'origine de la modification ou du déplacement.

ARTICLE 4 – REVENTE ULTÉRIEURE OU LOCATION

Le propriétaire reconnait que le droit de jouissance spécial accordé à ENEDIS au titre de la Convention constitue un droit d'usage opposable aux propriétaires successifs du terrain.

Par conséquent, en cas de vente ou de location du terrain, le propriétaire devra :

- Avertir ENEDIS par lettre recommandée avec accusé de réception trois (3) semaines au moins avant la signature, selon le cas, de la promesse de vente ou de l'acte de vente, ou de la promesse de bail ou du bail.
- Notifier au futur acquéreur une copie de la convention.
- Veiller à et se porter fort que le futur acquéreur soit subrogé dans les droits et obligations du propriétaire tels que définis dans la convention.

ARTICLE 5 – CESSION DES DROITS ET OBLIGATIONS D'UNE PARTIE

5.1 - Cession des droits et obligations d'ENEDIS

Le Propriétaire reconnait et accepte dès à présent que l'autorité organisatrice de la distribution d'électricité, en sa qualité de concédant, sera subrogée dans les droits et obligations d'ENEDIS au terme (normal ou anticipé) de la Concession. Cette subrogation interviendra de plein droit à la date à laquelle la Concession prendra fin, sans indemnité due au Propriétaire.

Toutefois, par dérogation à ce qui précède, l'exécution de la Convention se poursuivra *mutatis mutandis* en cas de renouvellement de la Concession au bénéfice d'ENEDIS.

5.2 - Cession des droits et obligations du Propriétaire.

En cas de vente ultérieure du terrain, le nouveau propriétaire sera subrogé dans les droits et obligations du propriétaire selon les modalités prévues à l'article 4.

ARTICLE 6 – DOMMAGES

ENEDIS prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, ou qui seraient causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les Parties ne s'entendraient pas sur le montant de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'Auto transformateur.

ARTICLE 7 – DURÉE DE LA CONVENTION

La Convention prend effet à compter de sa signature par les Parties.

Elle est conclue pour la durée d'affectation au service public de la distribution de l'électricité des Ouvrages, et de tous ceux qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des Ouvrages existants.

Dans le cas où l'A.T viendrait à être définitivement désaffecté et déséquipé, rendant l'occupation du terrain sans objet, la Convention prendra fin de plein droit sans indemnité due de part ou d'autre, et ENEDIS fera son affaire de l'enlèvement des Ouvrages.

ARTICLE 8 – INDEMNITÉ

En contrepartie des droits qui lui sont concédés, Enedis s'engage à verser au propriétaire susnommé une redevance annuelle de 450 euros dès signature par les parties de la convention régularisée par acte authentique devant notaire.

ARTICLE 9 – DROIT APPLICABLE ET LITIGES

La Convention est soumise au droit français.

En cas de litige entre les Parties portant l'interprétation ou l'exécution de la Convention, et sans préjudice des stipulations de l'article 6, les Parties s'efforceront de rechercher un règlement amiable à leur litige dans le mois suivant la saisine, d'une Partie par l'autre, dudit litige.

A défaut d'accord entre les Parties, le litige sera soumis au tribunal compétent du lieu de situation du terrain par la Partie la plus diligente.

ARTICLE 10 – FORMALITÉS

La Convention sera réitérée par acte authentique pour être enregistrée puis publiée au service de la Publicité Foncière dans un délai de 30 jours suivant sa signature par les Parties

Les frais d'enregistrement et de publication seront à la charge d'ENEDIS.

Article 11 – CORRESPONDANCE

Tous les courriers échangés entre les Parties seront envoyés à l'adresse suivante :

- pour le Propriétaire : à l'adresse figurant en entête de la Convention

- pour ENEDIS:

  ENEDIS
  DR- IDF OUEST
  Cellule Patrimoine Foncier
  1-3 Rue STEPHENSON
  78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX

Fait en QUATRE EXEMPLAIRES,

A……, le ……. A ……, le ……..

LE PROPRIÉTAIRE ***L'ELECTRICITÉ EN RÉSEAU « ENEDIS »***

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-287
DU 5 JUILLET 2017

CONVENTION D'UTILISATION D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS : LYCÉE LÉONARD DE VINCI À SAINT WITZ (95)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales

VU Le code de l'éducation

VU Le code du sport

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010

VU La délibération n°CR 208-16 du 14 octobre 2016 relative à la DGFL pour l'année 2017

VU Le budget régional pour 2017

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

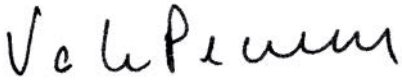
VU le rapport n°CP 2017-287 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Approuve la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la commune de Saint Witz et de la communauté d'agglomération Roissy Pays de France au bénéfice du lycée Léonard de Vinci figurant en annexe 1 à la délibération, et autorise la présidente à la signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION

CONVENTION QUADRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE

CONVENTION QUADRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE

ENTRE

Le propriétaire de l'équipement, la ville de Saint Witz, représentée par Monsieur Germain Buchet, maire, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du
appelée ci-après « la collectivité locale »,

ENTRE

Le propriétaire de l'équipement, la communauté d'agglomération Roissy Pays de France, représentée par Monsieur Patrick Renaud, président, agissant en vertu d'une délibération de la communauté d'agglomération XXX en date du XXX
appelée ci-après « la communauté d'agglomération »,

ENTRE
La Région d'Ile de France représentée par Madame Valérie Pécresse, présidente du conseil régional, agissant en vertu d'une délibération n°XXX en date du XXX
appelée ci-après " la Région ",

ET
Le lycée Léonard de Vinci, représenté par Madame Marianne Carpentier, proviseure, spécialement autorisée par délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du 9/12/2016,
appelé ci-après « l'établissement »

APRES AVOIR RAPPELE :

Au titre des articles L 214-1 et L 214-4 du Code de l'Education, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Equipements mis à disposition :

La collectivité locale et la communauté d'agglomération s'engagent à mettre à la disposition de l'établissement contractant les installations sportives figurant en annexe à la présente convention, annexe qui définit les conditions et les horaires d'utilisation.
Un état des lieux, établi contradictoirement, est réalisé avant la signature de la convention et annexé à la présente. Cet état des lieux est actualisé annuellement.

Article 2 – Utilisation :

La période d'utilisation est prévue pour la durée de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi chaque année en concertation entre le propriétaire et l'établissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.
Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait du propriétaire, ou non utilisé par l'établissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.
Pendant le temps et les activités scolaires, l'établissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. Le propriétaire assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, les utilisateurs devront respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non respect des dispositions, le propriétaire pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet pendant un délai de un mois, interdire d'accès des installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, le propriétaire aura la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

Chacune des deux parties garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des locaux.

L'établissement souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité (recours des tiers et des voisins, incendie ou vol de matériel lui appartenant) qui devront être couverts par une police de responsabilité civile ou d'activité.

Le propriétaire prendra à sa charge les assurances concernant les risques suivants :
- incendie de l'immeuble et du matériel qui lui appartient,
- dégât des eaux et bris de glaces,
- foudre,
- explosions,
- dommages électriques,
- tempête, grêle,
- vol et détérioration à la suite de vol.

Le propriétaire assure les responsabilités qui lui incombent, et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

Article 3- Dispositions financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition du Lycée à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2017, elle est fixée à 8 € par élève dans la limite des dépenses déclarées par l'établissement au cours de l'année scolaire 2016-2017.

Dans le cadre de la présente convention, le lycée verse à la ville et à la communauté d'agglomération la participation financière calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année par la ville et la communauté d'agglomération à l'encontre du lycée. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par le conseil régional d'Île-de-France**.**

Article 4- validité :

La présente convention est conclue pour une durée de trois années scolaires consécutives. La reconduction de cette convention ne peut se faire que de manière expresse. Elle prend effet dans les conditions prévues à l'article L 421-14 du Code de l'Education.

Article 5- Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et les instances délibérantes de la collectivité locale et de la communauté d'agglomération.

Article 6- Résiliation :

La présente convention peut être résiliée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'établissement, la date d'effet peut être fixée à la fin de l'année en cours.

Article 7- Litiges :

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à ……..
Le ……
Pour la collectivité territoriale,

Fait à ……..
Le ……
Pour la Région,

Fait à ……..
Le …….
Pour l’établissement,

Fait à…….
Le…….
Pour la communauté d’agglomération

Annexe

Conditions et horaires d'utilisation des installations sportives

EMPLOI DU TEMPS EPS 2016-2017

	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	
8h30						8h30
9h30	VANÇON 2nd GYMNASE	Vançon 1 ES GYMNASE / 1ères / PEJ 1 ES DOJO	NAP ECOLE	GYMNASE TERM PEJ TS1/3	VANÇON GYMNASE 2nd	9h30
10h30						10h30
11h30	VANÇON 2nd GYMNASE	Vançon 1S GYMNASE / 1ères / PEJ 1S DOJO	PEJOUT GYMNASE 2nd	Vançon GYMNASE TERM TL / PEJ DOJO TES2	VANÇON GYMNASE 2nd	11h30
12h30						12h30
13H30	PEJOUT 2nd GYMNASE					13H30
14H30		Vançon 1S GYMNASE / 1 ères / PEJ 1L DOJO	Vançon GYMNASE PEJ Unss	Vançon GYMNASE TERM PEJ DOJO	ECOLE	14H30
15H30	PEJOUT 2nd GYMNASE		Vançon UNSS GYMNASE PEJ Unss / Vançon GYMNASE PEJ Unss	TES2 TS1/3		15H30
16H30		VANÇON GYMNASE 1STMG	Vançon GYMNASE PEJ Unss	Vançon GYMNASE TERM PEJ DOJO		16H30
17H30	POMPIERS		ASSOCIATIONS	TS2 TMERCA	ASSOCIATIONS	17H30

Fonctionnement de l'EPS au lycée LEONARD DE VINCI

Utilisation des installations sportives intercommunales et municipales

Préambule : Le lycée de Saint-Witz utilise des installations municipales de la commune de Saint-Witz (complexe sportif) et intercommunales de l'agglomération de communes Roissy Pays de France (stade Guy Drut) pour réaliser les cours EPS.

Ces installations sportives ont permis aux deux enseignants de définir un programme d'activités en fonction des directives imposées par les textes officiels.

GYMNASE MUNICIPAL et STADE INTERCOMMUNAL

En seconde : 4 cycles de 7 à 8 semaines. Une classe par créneau

Athlétisme (relais) / badminton / Musculation / Course d'orientation

En première : 4 cycles de 7 à 8 semaines Classes regroupées par 2 pour optimiser les créneaux

Basket / Acrosport / Volley-ball / Course en durée et Haies

Terminale : 3 cycles 9 à 10 semaines Fonctionnement en menus, classes regroupées par 2

Activité 1 bad ou volley ou basket / acti 2 ACROSPORT / Acti 3 Durée ou Haies

Précision : L'activité basket (2 terrains au stade) est ramenée dans le gymnase (1 terrain dans le gymnase) en cas de pluie.

Utilisation du gymnase municipal (voir document excel emplois du temps)

Au total, sur la période hivernale le lycée utilise le complexe sportif municipal selon le découpage suivant.

Gymnase grande salle : **33 heures**

Dojo (acrosport première et terminale avec 2 classes) : **12 heures**

Remarques

-L'utilisation du gymnase est effective sur une période de 30 semaines. De septembre à début juin et hors vacances scolaires.

-Les classes de secondes n'occupent le gymnase théoriquement que 14 semaines puisque deux activités sont en extérieur. Ils réintègrent le gymnase si la météo est défavorable.

-L' utilisation de 45 heures où le lycée occupe à la fois le dojo et le gymnase (car il y a 2 classes) n'est effective que sur une période de 14 (2x7) semaines en première et 10 semaines en terminales pendant le cycle acrosport

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 06/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-239

DU 5 JUILLET 2017

PARTENARIATS SUR LES ACTIONS DE SENSIBILISATION À LA MÉMOIRE
ANNÉE SCOLAIRE 2017-2018

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU Le code de l'éducation ;
VU Le code des marchés publics ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;
VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ; rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et en lycées ;
VU La délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 relative à la consultation du printemps 2011, répondre aux attentes des lycéen-ne-s ;
VU La délibération n° CR 01-12 du 17 février 2012 relative aux lycées municipaux de la Ville de Paris. Application des politiques régionales d'aides aux lycéens ;
VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – le projet éducatif régional ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;
VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-239 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Actions de sensibilisation citoyenne

Décide de participer au titre du dispositif « Actions de sensibilisation citoyenne » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **477 266,00 €**.

Subordonne le versement des subventions à la signature par les bénéficiaires d'une convention conforme au modèle type approuvé par délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 et modifié par les dispositions des délibérations n° CR 08-16 du 18 février 2016 et n° CR 51-

17 du 9 mars 2017.

Autorise la présidente du conseil régional d'Île-de-France à signer les conventions visées à l'alinéa précédent.

Affecte une autorisation d'engagement de **477 266,00€** disponible sur les chapitres suivants :

- Pour les actions destinées aux lycéens : un montant de 379 519,00 € prélevé sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), Action « Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations » (12800505),
- Pour les actions destinées aux apprentis des CFA et/ou des jeunes issus de missions locales : un montant de 97 747,00 € prélevé sur le Chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », Code fonctionnel 12 « Apprentissage », Programme HP 12-003 (112003) « Qualification par l'apprentissage », Action « Accompagnement de la politique d'apprentissage » (11200302),

du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

Article 2 : Opération de sensibilisation des lycéens et des apprentis à l'histoire du XXe siècle, à l'éducation à la paix et à la citoyenneté avec le mémorial de Caen

Décide d'affecter, pour la deuxième année du marché, un montant d'autorisation d'engagement de **46 350,00 €**, sur le budget régional 2017, afin de mettre en œuvre « l'opération de sensibilisation des lycéens et des apprentis à l'histoire du XXe siècle, à l'éducation à la paix et à la citoyenneté à travers la visite du Mémorial de Caen », sur les chapitres du budget régional 2017 de la façon suivante :

- Pour les lycéens : un montant de 41 200,00 € prélevé sur le Chapitre 932 « Enseignement », Code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), Action « Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations » (12800505).
- Pour les apprentis des CFA et/ou des jeunes issus de missions locales : un montant de 5 150,00 € prélevé sur le Chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », Code fonctionnel 12 « Apprentissage », Programme HP 12-003 (112003) « Qualification par l'apprentissage », Action « Accompagnement de la politique d'apprentissage » (11200302).

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE 1 - ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-239	Budget	2017

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**12 - Apprentissage**
Programme	**112003 - Qualification par l'apprentissage**
Action	**11200302 - Accompagnement de la politique d'apprentissage**

Dispositif : N° 00000060 - Programme d'actions de sensibilisation citoyennes

Dossier	17009916 - SENSIBILISATION DES LYCEENS ET APPRENTIS A L'HISTOIRE DE LA SHOAH CONVENTION AVEC LE MEMORIAL DE LA SHOAH POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018)			
Bénéficiaire	R28914 - MEMORIAL DE LA SHOAH			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	71 642,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
440 110,00 €	TTC	16,28 %	71 642,00 €	

Dossier	17009917 - ACTIONS D'INFORMATION SUR L'EUROPE EN FAVEUR DES LYCEENS APPRENTIS ET JEUNES ISSUS DES MISSIONS LOCALES CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION JEAN MONNET POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018)			
Bénéficiaire	R11755 - JEAN MONNET			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 105,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
98 890,00 €	TTC	18,31 %	18 105,00 €	

Dossier	17009918 - SENSIBILISATION DES LYCEENS ET DES APPRENTIS A L'HISTOIRE DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE			
Bénéficiaire	R27065 - COMMU AGGLO PAYS MEAUX			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
36 180,00 €	TTC	22,11 %	8 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000060 - Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	97 747,00 €

Total sur l'imputation 931 - 12 - 112003 - 11200302	97 747,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-239	Budget	2017

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**128005 - Schéma des formations**
Action	**12800505 - Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations**

Dispositif : N° 00000060 - Programme d'actions de sensibilisation citoyennes

Dossier	17008935 - SENSIBILISATION DES LYCEENS ET APPRENTIS A L'HISTOIRE DE LA SHOAH CONVENTION AVEC LE MEMORIAL DE LA SHOAH POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018			
Bénéficiaire	R28914 - MEMORIAL DE LA SHOAH			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	280 446,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
440 110,00 €	TTC	63,72 %	280 446,00 €	

Dossier	17008951 - ACTIONS D'INFORMATION SUR L'EUROPE EN FAVEUR DES LYCEENS APPRENTIS ET JEUNES ISSUS DES MISSIONS LOCALES CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION JEAN MONNET - ANNEE SCOLAIRE 2017-2018			
Bénéficiaire	R11755 - JEAN MONNET			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	56 063,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
98 890,00 €	TTC	56,69 %	56 063,00 €	

Dossier	17008953 - DEVOIRS D'HISTOIRE ET TRAVAIL DE MEMOIRE 2017-2018 - CONV AVEC LE CERCIL			
Bénéficiaire	P0020813 - CERCIL-ASS CENTRE RECH DOCUM CAMPS DEPORT JUIVE			
Localisation	Loiret			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 110,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
31 158,00 €	TTC	70,96 %	22 110,00 €	

Dossier	17008956 - SENSIBILISATION DES LYCEENS ET DES APPRENTIS A L'HISTOIRE DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018			
Bénéficiaire	R27065 - COMMU AGGLO PAYS MEAUX			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 900,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
36 180,00 €	TTC	57,77 %	20 900,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-239	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000060 - Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	379 519,00 €

Total sur l'imputation 932 - 28 - 128005 - 12800505	379 519,00 €

ANNEXE 2 - FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009918

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SENSIBILISATION DES LYCEENS ET DES APPRENTIS A L'HISTOIRE DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	36 180,00 €	22,11 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-12-65734-112003-400
11200302- Accompagnement de la politique d'apprentissage

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMU AGGLO PAYS MEAUX
Adresse administrative : PL HOTEL DE VILLE BP 227
77107 MEAUX CEDEX
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Jean-François COPÉ, Président

N° SIRET : 24770062800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes
Rapport Cadre : CR06-08 du 27/06/2008

Objet du projet : aide pour la mise en place d'actions de sensibilisation citoyennes.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Faire comprendre aux jeunes le mécanisme du passé pour mieux appréhender le présent ;
- Rappeler, perpétuer et approfondir le souvenir de l'histoire de la Première Guerre mondiale.

Description :
Le Musée de la Grande Guerre, plus grand musée 14/18 en Europe, a conçu un programme destiné aux lycées et aux CFA de la Région Ile-de-France afin d'accueillir les élèves et les enseignants de ces structures durant l'année scolaire 2017/2018. Ce programme se compose en deux temps :

- le premier (ACTION I) consiste à accueillir les équipes pédagogiques des établissements (chefs d'établissement, documentalistes, enseignants) pour une session de sensibilisation axée sur les outils éducatifs du musée.
- le second (ACTION II) consiste à accueillir les élèves des lycées et des CFA d'Ile-de France au Musée de la Grande Guerre dans le cadre pédagogique suivant : visites guidées, visites guidées et ateliers, circuits sur les champs de batailles.

ACTION I – Sensibilisation des équipes pédagogiques

Le Musée de la Grande Guerre propose aux équipes pédagogiques des lycées et CFA d'Ile-de-France quatre journées de découverte du musée et de ses ressources pédagogiques en vue de préparer une sortie pour leurs élèves.

Ces sessions sont destinées aux équipes pédagogiques des lycées et des CFA d'Ile-de-France : chefs d'établissement, professeurs, documentalistes. Elles se tiennent sur une journée au Musée de la Grande Guerre. Elles ont pour objectif de faire découvrir les richesses historiques et pédagogiques du Musée de la Grande Guerre dont le parcours traite de la place de l'Homme durant le premier conflit mondial et du basculement du monde dans la modernité entre 1914 et 1918.

Animation réalisée par un professeur-relais du Musée de la Grande Guerre (DAAC)

Programme :
14h : Accueil au Musée de la Grande Guerre
14h15 – 16h15 : Visite guidée des espaces muséographiques
16h15 – 17h00 : Présentation des ressources pédagogiques du musée
- Présentation de l'offre pédagogique
- Présentation des outils pédagogiques du musée
- Présentation des ressources numériques

Les participants d'un même établissement peuvent s'inscrire à des sessions différentes. Ces rencontres permettent aux équipes éducatives de préparer la venue de leurs élèves au musée (ACTION II).

L'accès à ces sessions de sensibilisation est gratuit pour les équipes pédagogiques des lycées et des CFA d'Ile-de-France. Seuls le transport et le repas reste à la charge des participants.

Les sessions de sensibilisation auront lieu le mercredi, aux dates suivantes :
- mercredi 11 octobre 2017 – 14h/17h
- mercredi 31 janvier 2018 – 14h/17h

Le musée accueillera 40 membres des équipes éducatives maximum par session.
Les inscriptions seront enregistrées par le Musée de la Grande Guerre via une fiche d'inscription.

ACTION II – Accueil des élèves des lycées et des CFA d'Ile-de-France

Le Musée de la Grande Guerre a construit une offre pédagogique adaptée aux élèves de lycées et de CFA. Ils aborderont l'histoire de la Première Guerre mondiale et la manière dont celle-ci a fait basculer le monde dans la modernité.

Les élèves des lycées et des CFA d'Ile-de-France pourront prendre part aux activités suivantes :
- Visite guidée thématique : Durée 2H (entrée du musée valable pour la journée)
- Visite guidée thématique et atelier : Durée : 2 X 2H (entrée du musée valable pour la journée)
- Visite guidée thématique + Circuit des champs de batailles : Durée : 2 X 2H (entrée du musée valable pour la journée)
- Visite guidée à distance : Durée 1h30 (visite depuis la classe via Skype)

Pour les visites guidées, les ateliers thématiques et le circuit des champs de batailles, un maximum de 30 élèves par classe est fixé. Les lycées ou CFA inscrivent une à deux classes de leur établissement (60 élèves maximum) à l'une de ces activités et peuvent choisir dans le programme détaillé ci-dessous. Les inscriptions sont enregistrées via un formulaire par le musée de la Grande Guerre et sont prises en compte dans la limite des places disponibles.

PROGRAMME DES ACTIVITES PEDAGOGIQUES

- VISITES GUIDEES THEMATIQUES : Public : Lycée / CFA (Durée : 2h)

Ces visites guidées abordent les principaux thèmes du programme de l'Education nationale, tout en proposant des ouvertures sur des aspects parfois oubliés du conflit. Animées par l'équipe de médiateurs culturels, elles insistent notamment sur les violences de guerre et sur les liens entre le front et l'arrière

- Tenir et combattre dans la guerre des tranchées

La visite permet une approche du quotidien des soldats dans les tranchées : manger, boire, se laver, écrire, etc. On tente de comprendre comment se déroulaient les combats mais aussi les longs moments d'attente : se divertir, effectuer les corvées, fabriquer des objets utiles ou créer des souvenirs plus artistiques.

- De 14 à 18, le basculement dans le monde moderne

Du pigeon-voyageur au téléphone, les quatre années de guerre produisent ce que certains historiens appellent une accélération de l'histoire. Axée autour des deux batailles de la Marne de 1914 et 1918, la visite adopte une perspective comparative entre le début et la fin de la Grande Guerre. On aborde les notions de guerre de mouvement et de guerre d'usure, la diversité des armées ainsi que l'évolution des technologies.

- La Première Guerre mondiale : une guerre totale

La visite se focalise sur l'extension géographique du conflit, la mobilisation du front et de l'arrière et l'importance des pertes humaines. Elle aborde notamment la diversité des uniformes des différents pays belligérants et les conditions de travail des femmes.

- Le corps en guerre

La visite aborde le conflit à travers les traumatismes infligés aux corps des soldats. On insiste ici sur les sensations des combattants et sur leur vulnérabilité corporelle face aux armements modernes. On s'interroge sur la prise en charge des corps blessés. Les violences subies par les populations occupées sont également analysées.

- Se nourrir pendant la Grande Guerre, au front et à l'arrière

L'alimentation devient, à l'instar de l'argent, le nerf de la guerre : stratégies, ravitaillements, rationnements, famines...La visite propose de découvrir les collections du musée en questionnant le rapport entretenu par le Front (rations des soldats, approvisionnement) et l'Arrière (rationnement, recettes anti-gaspillage et propagande) avec la nourriture.

- Les arts et la guerre

La visite présente un panorama des productions artistiques liées à la Grande Guerre et l'implication des artistes, à la fois acteurs et témoins créatifs du conflit. Elle s'appuie sur le fonds iconographique du musée, aborde notamment les styles des affiches de propagande en insistant sur leur composition, présente certains tableaux. La visite pourra s'achever par une présentation du Monument américain.

- Les civils dans la Grande Guerre

Cette visite rend compte de l'engagement total des sociétés dans le premier conflit mondial. Les questions des réfugiés, de l'ennemi intérieur, de la résistance, des endeuillés, de la mobilisation des appareils productifs sont notamment abordées. On s'interroge en particulier sur le rôle des femmes, des enfants et des personnes âgées et sur les rapports entre le front et l'arrière.

- La muséographie du Musée de la Grande Guerre

Etant un des derniers musées consacrés à la Première Guerre mondiale, le Musée de la Grande Guerre porte un regard nouveau sur le premier conflit mondial. La visite porte sur la mise en scène des collections, le choix des reconstitutions réalistes, la conception du parcours de visite. Elle permet aux élèves de s'initier à la lecture d'un musée.

- LES VISITES GUIDEES A DISTANCE : Public : Lycée / CFA (Durée : 1h)

Le Musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux et Orange proposent un dispositif de visite guidée du musée à distance pour les scolaires. Grâce à ces visites immersives, les classes pourront découvrir les collections du Musée de la Grande Guerre en direct et en totale interaction avec un médiateur culturel.

- Ces visites, d'une durée d'1h30, ont lieu exclusivement le mardi, jour de fermeture du musée, afin d'assurer le confort de la visite et de garantir la présence d'un médiateur.

Principe de la visite à distance :

- La classe se connecte avec le musée via Skype.
- Les élèves suivent la visite sur un tableau numérique interactif ou grâce à un vidéoprojecteur au sein de leur classe.

Le médiateur peut se déplacer librement dans le musée tout en restant en interaction permanente avec la classe. Le parcours de visite permet de découvrir des objets emblématiques des collections : soldats français et allemands, taxi de la Marne, canons, tranchées reconstituées ou encore char d'assaut, et d'illustrer le passage d'une guerre de mouvement à une guerre de tranchées, ainsi que la vie quotidienne des combattants pendant le conflit.

Ce discours est enrichi par la diffusion de documents (photographies, illustrations sonores, vidéos).

- Les élèves et le médiateur peuvent échanger à tout moment pendant la visite.
- Le service a été plébiscité par les classes qui ont pu le tester pendant la phase d'expérimentation (avril à novembre 2014).

- LE CIRCUIT : SUR LES LIEUX DE MEMOIRE DE LA BATAILLE DE LA MARNE : Public : Lycée / CFA (Durée : 2h) : Transport à la charge des établissements scolaires

Partant du musée, le circuit d'une durée de 2 h se déroule sur le territoire du Pays de Meaux. Conduit par un médiateur culturel, il permet aux élèves de s'approprier l'histoire de ce territoire marqué par la première bataille de la Marne. De Villeroy, commune où est tombé Charles Péguy, à Chambry, dont le cimetière communal possède encore les stigmates des combats, en passant par Barcy et son monument célébrant le "miracle de la Marne", le territoire de Meaux témoigne aujourd'hui encore des combats menés par les soldats durant la première bataille de la Marne en septembre 1914. Le circuit alterne les arrêts, pour observer le terrain et prendre connaissance des lieux de mémoire, et des déplacements en car, agrémentés d'informations et de visuels.

- LES ATELIERS PEDAGOGIQUES : Public : Lycée / CFA (Durée : 2h)

Les ateliers pédagogiques sensibilisent les élèves à la Grande Guerre par le biais de travaux pratiques, de rencontres, de débats. Animés par l'équipe de médiateurs culturels, ils se déroulent dans les salles pédagogiques du musée ou dans l'auditorium.

- Archives : Petite fabrique d'histoire(s)

A partir de fac-similés de documents conservés par le musée, les élèves sont placés dans la peau d'un historien : décryptage des sources, analyse, critique. Les notions de points de vue, d'objectivité et de subjectivité sont abordées. On essaie de percevoir les différences entre les nombreux écrits produits pendant la Grande Guerre. On tente de comprendre le rôle de l'historien face à ces difficultés et face aux questions de conservation des archives.

- La Grande Guerre au cinéma

L'atelier propose la projection d'extraits de films sur la Grande Guerre. Les élèves sont amenés à s'interroger sur les différents modes de représentation et s'initient à l'analyse filmique. Se mettant dans la peau d'un réalisateur, ils produisent une note d'intention censée convaincre un producteur de financer leur film.

- Histoire de photos

Qu'elles soient en noir et blanc ou en couleurs, privées ou officielles, les images de la Première Guerre mondiale sont multiples. Mais que nous montrent-elles en réalité ? L'atelier propose aux élèves de confronter leur regard contemporain à ces photographies pour les interroger et comprendre la manière dont elles racontent et construisent l'histoire de la Grande Guerre. Travaillant en petits groupes, les élèves sont amenés à concevoir leur production à la fois écrite et plastique à partir des collections du musée construisant ainsi un discours sur la guerre par leur choix d'images.

- La Grande Guerre s'affiche

A destination des collégiens et des lycéens, l'atelier propose aux élèves de construire des affiches en réinvestissant les codes visuels des affiches de la Grande Guerre. On varie ici les points de vue : allemand, français, américain, anglais ...

- La Grande Guerre à la une !

L'atelier conduit les élèves à créer des unes autour des événements clés de la Grande Guerre. Répartis en petits groupes, ils s'assemblent autour d'une table comme le feraient des journalistes lors d'une conférence de rédaction. On leur présente les règles qui président à la fabrication d'une Une de journal. Ils s'approprient ensuite les événements (déterminés à l'avance et définis dans de petites fiches), tâchent d'en saisir le sens et proposent des titres qu'ils confrontent ensuite à ceux des autres groupes. Chaque groupe justifie son choix devant les autres.

- Les métiers du musée

Conservateur, documentaliste, médiateur, webmaster, ... Cet atelier permet de rencontrer les personnels du musée et d'appréhender le Musée de la Grande Guerre en ordre de marche. En petits groupes (15 personnes), les élèves visitent ses coulisses et échangent avec les agents et leurs différentes missions et professions.

- La Grande Guerre au musée

A partir d'une maquette, reproduction au 1/50ème de la salle d'exposition temporaire du musée, les élèves réfléchissent sur la scénographie d'une exposition en prenant en compte la gestion de l'espace, la circulation du public, la cohérence des parcours... Cet atelier est accompagné d'une introduction mettant en lumière l'impact du choix architectural de différents musées sur leur scénographie.

- Atelier « Menu comme en 14 »

Public spécifique : Lycée professionnel section hôtellerie-restauration
L’atelier, réalisé après la visite, propose aux élèves une immersion dans les ressources alimentaires des armées pendant le conflit. Sous la forme d’un jeu de rôle, ils s’imaginent être des cuisiniers en 1914/1918, et créent un menu réalisé à partir des rations des soldats.

- Les dessous du musée (durée 30-45 min)

Cette visite s’effectue avant ou après une visite guidée dans les collections permanentes. Elle permet de découvrir les coulisses du musée, comprendre la construction du bâtiment et visiter les locaux techniques habituellement fermés au public.

Intérêt régional : Il importe de soutenir les initiatives qui contribuent à l'information et la sensibilisation des jeunes afin de diffuser largement, au-delà des clivages, notamment communautaires, l'esprit de tolérance et de compréhension mutuelle. Il s'agit ici de rappeler l'importance de la connaissance et de la compréhension de l'histoire afin de renforcer l'apprentissage d'une citoyenneté active chez les jeunes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Environ 3 000 jeunes franciliens (lycéens et apprentis).

160 enseignants et formateurs.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Billetterie musée (5 € par jeune x 2000 lycéens et 1000 apprentis)	15 000,00	41,46%
Sensibilisations enseignants:formateurs (2 500 € pour l'auditorium + 120 € pour visites guidées pour 25 personnes) 2 740 € x2	5 480,00	15,15%
Atelier pédagogique (50 € par classe x 20 créneaux lycées / 30 créneaux CFA)	2 500,00	6,91%
Visite guidée (80 € par classe x 70 créneaux lycées / 50 créneaux CFA)	9 600,00	26,53%
Circuits (80 € par classe x 10 créneaux lycées / 10 créneaux CFA°	1 600,00	4,42%
Visites guidées à distance (100 € par classe x 10 créneaux lycées / 10 créneaux CFA°	2 000,00	5,53%
Total	36 180,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017 pour les lycées	20 900,00	57,77%
Subvention régionale 2017 pour les apprentis	8 000,00	22,11%
Fonds propres de la structure	7 280,00	20,12%
Total	36 180,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Construction et aménagement des conservatoires et écoles de musique contrôlés	762 245,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	4 445 000,00 €
2014	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	130 000,00 €
2016	Plan Piscines Régional	1 577 650,00 €
2016	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	36 780,00 €
	Montant total	6 951 675,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009916

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SENSIBILISATION DES LYCEENS ET APPRENTIS A L'HISTOIRE DE LA SHOAH CONVENTION AVEC LE MEMORIAL DE LA SHOAH POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	440 110,00 €	16,28 %	71 642,00 €
	Montant Total de la subvention		71 642,00 €

Imputation budgétaire : 931-12-6574-112003-400
11200302- Accompagnement de la politique d'apprentissage

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEMORIAL DE LA SHOAH
Adresse administrative : 17 RUE GEOFFROY L ASNIER
75004 PARIS
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Eric DE ROTHSCHILD

Date de publication au JO : 27 juillet 2012

N° SIRET : 78424378400013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes
Rapport Cadre : CR06-08 du 27/06/2008

Objet du projet : Programme de sensibilisation des lycéens et apprentis à l'histoire de la Shoah.

Date prévisionnelle de début de projet : 25 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Informer les lycées et CFA d'Ile-de-France sur l'histoire de la Shoah (90 établissements) : chefs d'établissements, enseignants/formateurs et jeunes.

Un programme est proposé selon les actions suivantes :

- sessions de sensibilisation des professeurs/formateurs et des documentalistes - accueil des jeunes,
- parcours de Mémoire,
- mise à disposition d'expositions sur la Shoah,
- projections de films en partenariat avec la vidéothèque de Paris,
- journées de visite à Auschwitz.

Description :
Le programme comporte 7 actions :

Action 1 : Formation des professeurs, formateurs et des chefs d'établissement
Le Mémorial de la Shoah organise, 1 voyage à Auschwitz pour les professeurs, formateurs et des chefs d'établissement.
Le voyage d'études d'une durée de 3 jours comprend la visite du camp d'Auschwitz-Birkenau, ainsi que celle de l'ancien quartier juif de Cracovie.
Deux journées de formation pour les participants sont organisées avant le voyage et une seconde après, au Mémorial de la Shoah à Paris. La première formation est consacrée à l'histoire de la Shoah, la seconde porte sur les aspects pédagogiques de l'enseignement de l'histoire de la Shoah.

Action 2 : Formation des documentalistes
Le Mémorial de la Shoah organise, 1 voyage à Auschwitz pour les documentalistes.
Le voyage d'études d'une durée de 3 jours comprend la visite du camp d'Auschwitz-Birkenau, ainsi que celle de l'ancien quartier juif de Cracovie.
Deux journées de formation pour les participants sont organisées avant le voyage et une seconde après, au Mémorial de la Shoah à Paris. La première formation est consacrée à l'histoire de la Shoah, la seconde porte sur les aspects pédagogiques de l'enseignement de l'histoire de la Shoah.

Action 3 : L'accueil des jeunes concernés par le programme
Le Mémorial prend en charge l'accueil des jeunes du lundi au vendredi, durant une demi-journée dans ses locaux à Paris (4600 élèves). Au préalable, un contact avec l'enseignant et le formateur permet de définir le programme de chaque visite.
Un dossier documentaire est remis à l'enseignant afin de l'aider à sensibiliser les jeunes à la visite. Le transport jusqu'au Mémorial de la Shoah reste à la charge des établissements.
Chaque établissement souhaitant s'inscrire sélectionne une classe, soit 30 participants au maximum.
Chacune des séances comporte une visite des expositions, un débat ou du travail sur documents et l'encadrement d'une conférencière ou d'un conférencier (visite de l'exposition permanente et visite de l'exposition temporaire pour les classes de premières et terminales.)

Action 3 bis : Parcours de Mémoire en Ile-de-France
Le Mémorial propose aux établissements 20 dates pour des parcours de Mémoire en Ile-de-France autour de 3 pôles : le Mémorial de la Shoah, Drancy, le Mont Valérien, accompagnés d'un guide et de plusieurs témoins (résistants, anciens déportés…).

Action 4 : Mise à disposition d'expositions sur la Shoah
Le Mémorial propose aux établissements 20 expositions sur la Shoah :
Le Mémorial continuera de proposer une exposition itinérante, nouvellement créée chaque année.
Ces expositions sont gratuites, seul le transport reste à la charge des établissements. L'assurance et les réservations de ces expositions seront assurées par le Mémorial.

Action 5 : Cycle de projections de films
Le Mémorial de la Shoah organise en partenariat avec la vidéothèque de Paris, au Forum des Images, un cycle de projections de films relatif à la seconde guerre mondiale. Le transport jusqu'au Forum des Images reste à la charge des établissements.
Une séance est organisée à destination des enseignants et formateur-rice-s et 6 séances destinées aux jeunes ont lieu, entre le mois de novembre et le mois de mai, au Forum des Images.
A l'issue de chaque projection de films, un débat est organisé avec des intervenants extérieurs (témoins, cinéastes, historiens).

Action 6 : Visite à Auschwitz

Le Mémorial de la Shoah organise 4 journées de visite à Auschwitz, entre novembre et décembre, ce qui donne l'opportunité à 29 établissements (24 lycées franciliens et 5 CFA) de réaliser cette expérience.
Le Mémorial prend en charge l'organisation des visites sur le plan logistique et des anciens déportés se joignent à la visite. Les inscriptions se font auprès du Mémorial.

Un même établissement ne sera pas retenu, d'une année sur l'autre, afin de permettre à un maximum d'établissement de pouvoir effectuer cette visite. Les établissements concernés sont choisis en fonction de l'ordre d'arrivée de leur candidature (8 établissements maximum par voyage) et de différents paramètres (équilibre public/privé, représentation de tous les départements et de toutes les filières, présence de l'enseignement professionnel…). La liste est arrêtée par la Région.

Cette visite est organisée pour les représentants les plus intéressés et les plus motivés des établissements franciliens, dans la limite d'une vingtaine de personnes par établissement. Les jeunes retenus sont sélectionnés dans chaque établissement par leur équipe éducative.

Au moins deux réunions sont organisées avant et après la visite, afin de préparer le déplacement, d'en régler les problèmes techniques et d'en assurer un suivi, au retour. La visite du Mémorial par les établissements retenus, avant le voyage, en guise de complément de préparation, est prévue.

Les jeunes des établissements participant à la visite sont invités à préparer un projet pédagogique afin de communiquer leur expérience aux autres jeunes de l'établissement. Une action de valorisation des travaux des jeunes des établissements ayant participé aux visites à Auschwitz, dont la forme reste à définir, est envisagée par le Mémorial de la Shoah.

Le Mémorial maintient le site Internet afin de mettre en ligne les expositions déjà réalisées par les établissements ainsi que celle de l'année en cours et les réactions plus complètes des jeunes ayant participé aux voyages. Chaque établissement pourra ainsi publier de nombreux documents qui ne peuvent apparaître dans l'exposition et valoriser les travaux des jeunes.

Cadre général de la convention
Préalablement, la Région adresse un courrier d'information et d'inscription aux établissements concernés, afin d'optimiser la gestion des envois.
L'association assure l'ensemble de la logistique inhérente à l'organisation de toutes les actions (réservations, confirmations, suivi) - à l'exclusion du transport des participants aux actions 1, 2, 3, 5 et du transport des expositions de l'action 4 -, et à leur évaluation (conception et traitement des fiches d'évaluation). L'inscription des 90 établissements (maximum : 60 lycées et 30 CFA franciliens) auprès du Mémorial est réalisée par lui, par ordre d'arrivée des formulaires d'inscription.
Les services de la Région et du Mémorial travaillent en étroite collaboration notamment pour organiser l'inauguration annuelle de l'exposition "Vision des jeunes d'Île-de-France - Auschwitz-Birkenau".

Moyens mis en œuvre :
Utilisation des locaux du Mémorial, Forum des Images, Musée d'Auschwitz ...
Travail de l'équipe permanente de l'association, pour la réalisation de l'ensemble des visites, conférences, projections, voyages et des supports pédagogiques.

Intérêt régional : Il importe de soutenir les initiatives qui contribuent à l'information et la sensibilisation des jeunes afin de diffuser largement, au-delà des clivages, notamment communautaires, l'esprit de tolérance et de compréhension mutuelle. Il s'agit ici de rappeler l'importance de la connaissance et de la compréhension de l'histoire afin de fortifier l'apprentissage d'une citoyenneté active chez les jeunes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les Lycéen-ne-s ainsi que les apprentis franciliens.

Nombre de jeunes : environ 13 000 sur toutes les actions confondues et tout public.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Actions 1 et 2 : sensibilisation des formateurs et chefs d'établissement	22 430,00	5,10%
Action 3 : Accueil des jeunes	58 400,00	13,27%
Action 3 bis : Parcours de mémoire en Ile-de-France	19 850,00	4,51%
Action 4 : Mise à disposition d'expositions	25 300,00	5,75%
Action 5 : Cycle de projections de films	7 070,00	1,61%
Action 6 : Voyages à Auschwitz	258 060,00	58,64%
Site Internet	12 000,00	2,73%
Réalisation de l'exposition "Vision de l'exposition des Jeunes Franciliens Auschwitz-Birkenau"	37 000,00	8,41%
Total	440 110,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2017 POLE LYCEES	280 446,00	63,72%
SUBVENTION REGIONALE 2017 POLE DEVELOPPEMENT	71 642,00	16,28%
PARTICIPATION DE L'ASSOCIATION	88 022,00	20,00%
Total	440 110,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	71 642,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €

2014	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	352 088,00 €
2015	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (CR46-14)	352 088,00 €
2016	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	392 488,00 €
	Montant total	1 116 664,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009917

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ACTIONS D'INFORMATION SUR L'EUROPE EN FAVEUR DES LYCEENS APPRENTIS ET JEUNES ISSUS DES MISSIONS LOCALES CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION JEAN MONNET POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	98 890,00 €	18,31 %	18 105,00 €
	Montant Total de la subvention		18 105,00 €

Imputation budgétaire : 931-12-6574-112003-400
11200302- Accompagnement de la politique d'apprentissage

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JEAN MONNET
Adresse administrative : 7 RUE DU VIEUX PRESSOIR
78490 BAZOCHES-SUR-GUYONNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ISABELLE BENOLIEL, Présidente

Date de publication au JO : 19 novembre 1986

N° SIRET : 34269201900058

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes
Rapport Cadre : CR06-08 du 27/06/2008

Objet du projet : aide pour la mise en place des actions d'information sur l'Europe en faveur des lycéens, des apprentis et des jeunes issus des missions locales.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Informer lycées, CFA et missions locales d'Ile-de-France sur l'histoire et l'actualité européenne : chefs d'établissements, enseignants, formateurs, documentalistes + lycéens et apprentis, ainsi que jeunes issus de Missions locales d'Ile-de-France.

Description :

Deux phases :

- Journée d'information

LYCEES : pour les enseignant-e-s / chefs d'établissements / documentalistes (ACTION I)

CFA et autres organismes : formateurs / conseillers pédagogiques, etc…(Phase A)

- Demi-journée ou une journée complète

LYCEES : pour les lycéen-ne-s (ACTION II)
CFA et autres organismes : apprenti-e-s / jeunes issus de missions locales, Ecoles de la deuxième chance, Structures de l'Education Populaire, jeunes suivis par la PJJ (Phase B)

ACTION I : PHASE A
Journées d'information pour les équipes éducatives des lycées et CFA et les conseillers des missions locales et autres éducateurs spécialisés

- LYCEES : Sessions d'information pour les équipes éducatives des lycées (ACTION I)

La mise en réseau des membres des équipes éducatives et échanges de bonnes pratiques sur la pédagogie est un des objectifs de ces formations. Plusieurs sujets sont proposés : comment aborder la question de l'Europe en classe, comment inscrire au mieux la visite de la Maison et des Institutions européennes dans le parcours pédagogique d'un élève, etc...

Ainsi, l'association organise 5 sessions de formation afin de réunir un nombre suffisant de participants par session et rendre ainsi les échanges fructueux.

Option A : 3 jours de formation pour 15 membres en moyenne d'équipes éducatives par session.
Aspects historiques, tutorats de recherche documentaire/ échanges sur la pédagogie, information montage de projets mobilité européenne (Erasmus+, E-Twinning).

Option B : 2 jours de formation pour 15 membres en moyenne d'équipes éducatives par session.
Aspects historiques, tutorats de recherche documentaire/ échanges sur la pédagogie, atelier-débat sur thématiques Union européenne au choix.

Pour l'année 2017-2018, l'association propose la venue d'un ou 2 intervenants extérieurs sur les questions de mobilité européenne lors des 5 formations. L'association a en effet constaté que la majorité des membres des équipes éducatives ayant participé aux sessions Actions I, toutes options confondues, était particulièrement intéressée par les informations pratiques fournies sur les programmes de mobilité européenne. Ces interventions durent 2h pour 3 journées de formation. Il s'agit ainsi de renseigner au mieux les professeurs, les formateurs, documentalistes et chefs d'établissements sur le montage de dossiers Erasmus+. Il s'agit également de leur présenter tous les autres programmes de mobilité européenne et du système e-twinning. Cela contribue à la multiplication de montage de projets de mobilité dans les établissements scolaires d'Île-de-France. L'association s'engage à effectuer les démarches organisationnelles nécessaires afin de faire venir de tels intervenants.

Par ailleurs, il semble primordial que les professeurs deviennent relais et démultiplicateurs d'une information objective et simple sur les questions européennes. Ils seront ainsi en mesure de les conseiller et leur fournir les outils nécessaires.

- CFA/ MISSIONS LOCALES/ PJJ/ Ecoles de la deuxième chance/Structures de l'Education Populaire Sessions d'information pour les équipes éducatives (PHASE A)

Option 1 : 1 journée de formation pour 15 membres en moyenne d'équipes éducatives/ conseillers de missions locales (Service volontaire européen, Erasmus+ Formation professionnelle).
Aspects historiques, tutorats de recherche documentaire / échanges sur la pédagogie, information montage de projets mobilité jeunesse.

Option 2 : 1 journée de formation pour 15 membres en moyenne d'équipes éducatives/ conseillers de

missions locales par session.
Aspects historiques, tutorats de recherche documentaire / échanges sur la pédagogie, atelier-débat sur thématiques « Union européenne » au choix.

Les participants aux sessions d'information ACTION I et PHASE A bénéficient de la remise d'un Kit pédagogique sur l'Europe sur une clé USB (Fiches thématiques du Parlement européen + transparents actualisés + 2 tutorats de recherche documentaire, Lexique français-anglais des mots de l'UE, présentations Power Point en français, anglais, espagnol ou italien, documentation sur Jean Monnet, quizzs et questionnaires sur l'UE) permettant aux enseignants de prolonger, développer, compléter le travail effectué à la Maison Jean Monnet.

Les sessions se tiennent dans le site historique de la Maison Jean Monnet, à Houjarray (Yvelines). Elles ont pour objectif de sensibiliser les participant-e-s à l'histoire et à l'actualité européennes, et de leur apporter une information spécifique sur la dimension européenne : programmes européens d'éducation, échanges de jeunes, outils pédagogiques sur l'Europe, etc...

ACTION II : PHASE B

Demi-journée ou une journée pour les lycéen-ne-s ; apprenti-e-s ; jeunes issus de missions locales, PJJ, Ecoles de la deuxième chance, Structures de l'Education Populaire (Phase B)

Il s'agit de faire découvrir aux jeunes, sous un prisme original, les grandes notions nécessaires à la compréhension du fonctionnement de l'UE et de leur place en tant que citoyen européen en son sein. En effet, la présentation/visite du lieu historique, que constitue la Maison Jean Monnet, humanise le processus de la construction européenne. Les jeunes repartent ainsi avec une idée claire du rôle des pères fondateurs de l'Europe unie après la 2e guerre mondiale. Pour les conférences tenues au sein des établissements/organisations, l'AJM travaille à susciter l'envie de venir visiter la Maison Jean Monnet ou le Parlement européen (propriétaire de la Maison Jean Monnet).

Il s'agit également de développer et approfondir avec eux les notions déjà abordées dans leur cursus scolaire. Ce public est jeune mais bien au fait de la plupart des grands enjeux de l'actualité européenne. Ils manifestent pour la plupart un intérêt pour une meilleure compréhension des causes des crises mondiales que nous traversons, et également, des solutions apportées par l'UE.

Ainsi, après avoir abordé la construction européenne et ses élargissements successifs, les institutions, la citoyenneté européenne c'est sur le fonctionnement du système politique européen que sera mis l'accent, le partage de compétences entre les Etats membres et l'UE et les moyens d'actions de l'UE sur le plan économique actuel. L'avenir de l'UE est aussi une préoccupation pour eux. Sont ainsi présentés les grands courants de pensée actuels et les différentes méthodes envisagées par les analystes politiques pour l'avenir de l'Europe unie. Cela contribue aussi à développer leur conscience politique et leur esprit critique.

Enfin, ils auront une présentation de leurs droits en tant que citoyen européen dans l'UE avec l'accent mis sur la possibilité de participer aux différents programmes de mobilité européens.

A) <u>LYCEES : Visites – conférences-débats / ateliers créatifs pour les lycéens</u>

70 animations en moyenne
L'association propose un coût global pour :

- les conférences/animations sur place à la Maison Jean Monnet
- les animations dans les établissements scolaires (exceptionnel, si les établissements n'ont pas le budget pour faire le déplacement en bus).

B) CFA/ MISSIONS LOCALES / PJJ / Ecoles de la deuxième chance/Structures de l'Education Populaire : Sessions d'information pour les apprenti-e-s et les jeunes issus des missions locales (Phase B)

25 animations en moyenne

L'association propose un coût global pour :
- les conférences/animations sur place à la Maison Jean Monnet
- les animations dans les structures éligibles au programme (exceptionnel, si les structures n'ont pas le budget pour faire le déplacement en bus).

Trois possibilités pour les sessions d'éducations non-formelles proposées pour les deux types de public (lycées, CFA et autres organismes) par l'Association Jean Monnet :

1) Session classique visite-conférence (2h30 à 3h) :
- Conférence d'1h30
- Pause de 10 mn
- 1/2h de questions-réponses sur l'actualité européenne avec les jeunes
- 1/4h de visite du musée
- En guise de conclusion : Film documentaire de 12 minutes sur Jean Monnet
- Débriefing d'une dizaine de minutes de questions-réponses avec les élèves

L'accueil des lycéen-ne-s, des apprenti-e-s et des jeunes des organismes de formation ou d'insertion, sur une demi-journée, démarre dès les premières sessions de l'Action I/Phase A, du lundi au vendredi. Le transport des jeunes par car reste à la charge des établissements/ structures.
Les classes sont inscrites sur le planning des visites. Un dossier sur l'Europe (Kit pédagogique) est remis aux personnes participant à l'Action I phase A afin de les aider à sensibiliser leurs jeunes à la visite.

2) Ateliers créatifs ou jeux interactifs : tous publics composés d'une vingtaine de participants

a) Ateliers créatifs :
Il s'agit d'ateliers pour une meilleure connaissance des droits du citoyen européen et une meilleure compréhension du fonctionnement global de l'Union européenne, de ses institutions, de droits de consommateurs, des directives européennes, des élargissements, etc. Des concepts techniques sont mis en évidence pour une meilleure compréhension des sujets européens.

Ces ateliers ont été conçus pour pouvoir se dérouler en 2h30 pour 30 participants maximum, soit le temps nécessaire pour un format « conférence-visite ».

Méthode : Education non-formelle. Il s'agit de limiter au maximum les moments d'explication formelle et de mettre au travail l'ensemble des participants par petits groupes de travail.

Timing : 4 temps de travail de 30 minutes chacun + 30 minutes de visite de la Maison Jean Monnet

Objectifs de travail :
Les participants ont la possibilité de développer des compétences de travail individuel car des fiches techniques sont distribuées individuellement. Après un travail de lecture, compréhension et synthèse, la deuxième partie des ateliers permet aux jeunes de pratiquer le travail en groupe. Ils débattent et argumentent sur les informations essentielles de leur thématique. Chaque groupe de travail à un thème spécifique à découvrir. Ce travail permet aux élèves/apprentis/etc. de développer leur capacité de négocier, de travailler en équipe, d'échanger et de trouver un consensus. C'est la « méthode Monnet » qui est expérimentée lors de cet exercice. La troisième phase du travail consiste dans la réalisation des panneaux d'exposition sur la thématique abordée par chaque groupe et la préparation de la présentation

orale. Les participants se montrent très créatifs, ils se mettent d'accord sur ce qu'ils considèrent important à présenter à leurs camarades et ils préparent les fiches avec soin, rigueur et ingéniosité. La quatrième partie de ces ateliers créatifs est dédiée à la présentation orale de chaque thématique abordée. Les présentations sont faites par groupes et chaque élève doit participer. Cette dernière phase est importante car elle développe la capacité des élèves à faire des présentations orales, ils doivent organiser leur présentation et doivent dépasser leur timidité et exposer devant les autres leur sujet. Le travail de reconstitution permet à l'ensemble des participants de découvrir toutes les thématiques aborder, enrichissant de cette façon leurs connaissances.
Thématiques qui ont déjà été abordées (liste non exhaustive en fonction des attentes des enseignants) :

- Fonctionnement des Institutions européennes
- Les élections européennes
- Les valeurs de l'Union européenne
- Les politiques de réduction des inégalités dans l'Union européenne
- Panorama de règlementation de l'Union européenne touchant à la vie quotidienne du citoyen européen
- La politique environnementale dans l'UE
- La mobilité dans l'UE
- Etc...

b) Jeu interactif :
A titre expérimental, ont été organisées en 2016-2017 des sessions d'animation spéciales « jeu interactif » avec des groupes de lycéens et 1 groupe de jeunes ayant moins d'opportunité.

Le jeu est proposé pour environ 20 jeunes apprenants maximum proposé en parallèle des visites (quand les groupes sont composés de plus de 20 élèves, nous divisons le groupe en 2 pour donner plus de confort aux visites).

Objectifs généraux :
Comprendre les définitions globales de l'UE, apprendre les éléments principaux sur les contextes des élargissements de la construction européenne, découvrir certains aspects culturels de pays membres de l'UE, comprendre les notions de base nécessaires à la bonne compréhension de ce qu'est un système politique démocratique, découvrir les symboles de l'UE.

Méthode (Possibilité d'animation dans une autre langue) :

1) Avoir créé quatre ilots de chaises au préalable.

2) Faire des équipes par la technique du 1,2,3,4 (quand ils entrent dans la salle leur donner leur numéro).

3) Leur demander ce que l'UE leur évoque, noter leurs mots-clés sur le Paper-board et les commenter au fur et à mesure rapidement/ Finir par une synthèse explicative (avec quelques slides illustrant) – objectif : Définir l'UE.

4) Donner une minute pour qu'ils choisissent un nom d'équipe en rapport avec l'UE – demander à un représentant de chaque équipe de le noter sur le paper board.

5) Demander aux autres équipes « selon vous, quel est le rapport de ce nom d'équipe avec l'UE ? » - animer une discussion très courte là-dessus.

6) Option facultative (si du temps) : leur faire créer leur badge équipe – avec musique en fond (petit temps ludique intermédiaire).

7) 1ère étape du jeu : consigne : « Vous avez 5 minutes pour retenir un maximum de pays sur cette carte d'Europe » http://www.toporopa.eu/fr/pays-europe.html. Passer parmi eux et leur proposer de travailler stratégiquement en équipe.

8) Rappeler le temps qui défile à 2 reprises (objectif : gestion du temps/ créer un effet challenge).

9) 2ème étape du jeu : quand le temps est écoulé, demander s'ils veulent un temps bonus – leur accorder le temps bonus qu'ils demandent toujours

10) 3ème étape du jeu : Expliquer les règles : « A tour de rôle, chaque équipe va être questionnée sur la localisation d'un pays sur la carte. Un temps de concertation de maximum 30 secondes passé, un représentant de l'équipe viendra répondre pour le groupe directement sur la carte. L'animateur proposera alors 2 options de réponse : « CASH ou CARRE ? ». Si le joueur choisit « CASH » il devra répondre directement et n'aura qu'une option de réponse. S'il choisit « CARRE », 4 propositions seront faites au joueur dont la bonne réponse. Si le joueur répond faux, alors les autres équipes peuvent essayer de récupérer un point BONUS en proposant une réponse à leur tour. L'équipe qui pourra proposer une réponse « BONUS » sera la plus rapide à se manifester (pour lancer le temps de proposition des réponses « BONUS » l'animateur proposera des mini-jeux de rapidité. Ex : le premier qui chante « L'ode à la joie » peut venir proposer sa réponse. Et avoir une petite liste de mini-défis de la sorte. ATTENTION : rappeler qu'une tentative de réponse BONUS ratée fait perdre un point à l'équipe.

11) Les points seront notés au fur et à mesure sur le paper board. Une réponse CASH juste : 4 points, une réponse juste « CARRE » : 2 points, une réponse juste « BONUS » : 1 point, une réponse fausse « BONUS » : -1 point.

12) En fonction du temps global : stopper le jeu après 3 ou 4 tours (il faut juste que chaque équipe ait eu l'occasion d'être interrogée le même nombre de fois.

13) 4ème étape du jeu : Puis un 2ème voire 3ème round avec remise des compteurs à 0 peut être proposé avec des jeux similaires : découverte des capitales européennes, des drapeaux, des monarchies, des pays de la zone euro etc.

14) 5ème étape du jeu : Compter les points à la fin et remettre des petits cadeaux (un petit truc pour tous et un cadeau supplémentaire pour les gagnants ex : bracelets européens, portefeuilles européens, petits drapeaux européens).

Important :

- L'animateur doit s'assurer du bon rythme du jeu, bien gérer les timings afin que « la mayonnaise prenne ». Etre ferme sur l'application des règles sinon risque de démotivation des joueurs. Plus le challenge est clair et rapide, plus les joueurs se prennent au jeu. Entre chaque réponse, faire un bref commentaire sur le pays (ex : histoire, éléments culturels, appartenance à l'UE, Zone Euro, espace Schengen, éléments d'actualité) Avant chaque jeu différent, proposer toujours des éléments de définition en rappelant de « bien ouvrir ses oreilles si on veut gagner des points… »
- Possibilité d'utilisation de tous les jeux de Toporopa pour cette animation http://www.toporopa.eu/fr/index.html

Nouveauté pour 2017/2018

3) Animation - conférences sur des journées complètes à la Maison Jean Monnet

Dans la mesure où les ateliers créatifs ont eu d'excellents retours de la part des participants mais

également des enseignants et formateurs (de la part des lycées pour nos ACTIONS II mais également des CFA, Missions locales, Ecoles de la deuxième chance, Structures de l'Education Populaire, PJJ, etc. pour nos PHASES B), l'association ajoute des sessions d'animation pour une journée dans le programme. En effet, les établissements souhaitent ne pas être contraints à faire le choix entre un format « conférence et visite » et un format « ateliers » mais pouvoir faire les deux car les compétences développées et les informations transmises sont très différentes.

L'association introduira donc à partir de l'année scolaire 2017-2018 des journées d'animation pour les groupes qui se déplaceront à la Maison Jean Monnet afin de pouvoir répondre à cette demande. Grâce à la flexibilité et au système d'inscription actuel, l'association sera en mesure de délivrer deux temps Action II ou deux temps Phase B à un même groupe d'élèves lorsque les établissements ou structures le demanderont. En effet, depuis que l'association a mis en place une nouvelle prestation d'ateliers pédagogiques, certains établissements demandent régulièrement une inscription à une conférence/visite + un atelier pédagogique. Cette attente a également été identifiée par les participants enseignants et formateurs lors des journées ACTION I et PHASE A. L'association pourra ainsi recevoir un même groupe le temps de deux demi-journées pour deux prestations différentes et complémentaires. Cela permettra d'approfondir certains sujets avec les élèves / apprenants et d'avoir plus de temps pour générer encore plus d'interactivité.

Nouveauté pour 2017/2018
A partir de l'été 2017, un nouveau site internet dédié aux questions pédagogiques complètera les informations données lors des sessions d'information et sera accessible par tous les participants. Ce site permettra de faire la mise à jour sur l'actualité européenne en temps réel.

Action de communication sur l'ensemble du programme
Chaque année, au moment du lancement du programme, une campagne d'information est lancée en direction des établissements et structures définies en partenariat avec les services de la Région pour valoriser et faire connaître l'engagement du Conseil régional en matière de sensibilisation à l'Europe des lycées, des Centres de formation d'apprenti-e-s et des organismes de formation continue.

Préalablement, la Région adresse un courrier d'information et d'inscription aux établissements concernés. Ceci est le seul point logistique laissé aux soins des services régionaux afin d'optimiser la gestion des envois. L'association assure ensuite l'ensemble de la logistique (réservations, confirmations, suivi).

La communication pour ce projet s'effectue via l'envoi de mails groupés, le site internet de l'association, les réseaux sociaux mais également via leurs partenaires.

Bilan
Le dispositif fera l'objet, au cours du premier semestre 2018, d'un bilan tant quantitatif que qualitatif. Il s'appuiera sur les questionnaires remplis chaque année par les équipes éducatives et les jeunes. Ce bilan sera transmis aux élu-e-s de la commission éducation, ainsi qu'à celle de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'alternance.

Moyens mis en œuvre :
Utilisation de la Maison Jean Monnet et de la salle de conférences multimédias. 2 personnes chargées de l'accueil à la Maison Jean Monnet. Travail de l'équipe permanente de l'Association Jean Monnet : responsables pédagogiques, assistantes, conférencier-e-s pour la réalisation de l'ensemble des conférences et des supports pédagogiques décrits ci-dessus.

Intérêt régional : Le champ des thèmes liés à la citoyenneté est vaste : les institutions de la République, la morale civique, l'Europe, les actions internationales et le développement durable, la solidarité, le respect de l'environnement, l'éducation à la santé… Pour dépasser le strict cadre d'un enseignement obligatoire, donner corps à la citoyenneté, la Région a souhaité favoriser l'installation de relations entre

des lycées et CFA volontaires et les organismes proposant des programmes d'actions citoyennes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ce programme concerne Lycéennes et lycéens franciliens ainsi que les apprenti(e)s des CFA et jeunes issus de missions locales, Ecoles de la deuxième chance, Structures de l'Education Populaire ou de la Protection judiciaire de la jeunesse d'Ile-de-France, qui, s'ils sont rattachés à la même convention, sont financés par le Pôle développement économique, emploi et formation.
Nombre de jeunes : Environ 2 000
Nombre d'établissements : Entre 40 et 50

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
LYCEES : Action I - Option A : Historique, sources documentaires, informations montage de projets mobilité européenne (15 enseignants	7 050,00	7,13%
LYCEES : Action I - Option B : Histoire thématique Union européenne, sources documentaires (15 enseignants par session)	4 700,00	4,75%
LYCEES : Action II - Conférences à la Maison Jean Monnet (pour 70 groupes en moyenne / NB : 1 Groupe : 45 participants maximum / 2 groupes : 60 participants maximum)	28 000,00	28,31%
LYCEES : Actualisation des outils pédagogiques pour les actions I et II	14 000,00	14,16%
LYCEES : Frais de gestion et d'organisation	21 000,00	21,24%
CFA : Phase A - Option 1 : Histoirique, sources documentaires, informations montage de projets mobilité européenne (15 formateurs par session)	2 350,00	2,38%
CFA : Phase A - Option 2 : Histoire, thématiques Union européenne, sources documentaires (15 formateurs par session)	2 350,00	2,38%
CFA : Phase B : Conférences à la Maison Jean Monnet (pour 25 groupes en moyenne - NB : 1 groupe : 45 participants maximum)	10 000,00	10,11%
CFA : Actualisation des outils pédagogiques pour les phases A et B	2 440,00	2,47%
CFA : Frais de gestion et d'organisation	7 000,00	7,08%
Total	98 890,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2017 DES LYCEES	56 063,00	56,69%
SUBVENTION REGONALE 2017 CFA	18 105,00	18,31%
Commission européenne	24 722,00	25,00%
Total	98 890,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	18 105,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	74 168,00 €
2015	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (CR46-14)	74 168,00 €
2016	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	74 168,00 €
	Montant total	222 504,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008956

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SENSIBILISATION DES LYCEENS ET DES APPRENTIS A L'HISTOIRE DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	36 180,00 €	57,77 %	20 900,00 €
	Montant Total de la subvention		20 900,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-65734-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMU AGGLO PAYS MEAUX
Adresse administrative : PL HOTEL DE VILLE BP 227
77107 MEAUX CEDEX
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Jean-François COPÉ, Président

N° SIRET : 24770062800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes
Rapport Cadre : CR06-08 du 27/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Faire comprendre aux jeunes le mécanisme du passé pour mieux appréhender le présent
- Rappeler, perpétuer et approfondir le souvenir de l'histoire de la Première Guerre mondiale

Description :
Le Musée de la Grande Guerre, plus grand musée 14/18 en Europe, a conçu un programme destiné aux lycées et aux CFA de la Région Ile-de-France afin d'accueillir les élèves et les enseignants de ces structures durant l'année scolaire 2017/2018. Ce programme se compose en deux temps :

- le premier (ACTION I) consiste à accueillir les équipes pédagogiques des établissements (chefs d'établissement, documentalistes, enseignants) pour une session de sensibilisation axée sur les outils éducatifs du musée.
- le second (ACTION II) consiste à accueillir les élèves des lycées et des CFA d'Ile-de France au Musée de la Grande Guerre dans le cadre pédagogique suivant : visites guidées, visites guidées et ateliers, circuits sur les champs de batailles.

ACTION I – Sensibilisation des équipes pédagogiques

Le Musée de la Grande Guerre propose aux équipes pédagogiques des lycées et CFA d'Ile-de-France quatre journées de découverte du musée et de ses ressources pédagogiques en vue de préparer une sortie pour leurs élèves.

Ces sessions sont destinées aux équipes pédagogiques des lycées et des CFA d'Ile-de-France : chefs d'établissement, professeurs, documentalistes. Elles se tiennent sur une journée au Musée de la Grande Guerre. Elles ont pour objectif de faire découvrir les richesses historiques et pédagogiques du Musée de la Grande Guerre dont le parcours traite de la place de l'Homme durant le premier conflit mondial et du basculement du monde dans la modernité entre 1914 et 1918.

Animation réalisée par un professeur-relais du Musée de la Grande Guerre (DAAC)

Programme :
14h : Accueil au Musée de la Grande Guerre
14h15 – 16h15 : Visite guidée des espaces muséographiques
16h15 – 17h00 : Présentation des ressources pédagogiques du musée
- Présentation de l'offre pédagogique
- Présentation des outils pédagogiques du musée
- Présentation des ressources numériques

Les participants d'un même établissement peuvent s'inscrire à des sessions différentes. Ces rencontres permettent aux équipes éducatives de préparer la venue de leurs élèves au musée (ACTION II).

L'accès à ces sessions de sensibilisation est gratuit pour les équipes pédagogiques des lycées et des CFA d'Ile-de-France. Seuls le transport et le repas reste à la charge des participants.

Les sessions de sensibilisation auront lieu le mercredi, aux dates suivantes :
- mercredi 11 octobre 2017 – 14h/17h
- mercredi 31 janvier 2018 – 14h/17h

Le musée accueillera 40 membres des équipes éducatives maximum par session.
Les inscriptions seront enregistrées par le Musée de la Grande Guerre via une fiche d'inscription.

ACTION II – Accueil des élèves des lycées et des CFA d'Ile-de-France

Le Musée de la Grande Guerre a construit une offre pédagogique adaptée aux élèves de lycées et de CFA. Ils aborderont l'histoire de la Première Guerre mondiale et la manière dont celle-ci a fait basculer le monde dans la modernité.

Les élèves des lycées et des CFA d'Ile-de-France pourront prendre part aux activités suivantes :
- Visite guidée thématique : Durée 2H (entrée du musée valable pour la journée)
- Visite guidée thématique et atelier : Durée : 2 X 2H (entrée du musée valable pour la journée)
- Visite guidée thématique + Circuit des champs de batailles : Durée : 2 X 2H (entrée du musée valable pour la journée)
- Visite guidée à distance : Durée 1h30 (visite depuis la classe via Skype)

Pour les visites guidées, les ateliers thématiques et le circuit des champs de batailles, un maximum de 30 élèves par classe est fixé. Les lycées ou CFA inscrivent une à deux classes de leur établissement (60 élèves maximum) à l'une de ces activités et peuvent choisir dans le programme détaillé ci-dessous. Les

inscriptions sont enregistrées via un formulaire par le musée de la Grande Guerre et sont prises en compte dans la limite des places disponibles.

PROGRAMME DES ACTIVITES PEDAGOGIQUES

- VISITES GUIDEES THEMATIQUES : Public : Lycée / CFA (Durée : 2h)

Ces visites guidées abordent les principaux thèmes du programme de l'Education nationale, tout en proposant des ouvertures sur des aspects parfois oubliés du conflit. Animées par l'équipe de médiateurs culturels, elles insistent notamment sur les violences de guerre et sur les liens entre le front et l'arrière

- Tenir et combattre dans la guerre des tranchées

La visite permet une approche du quotidien des soldats dans les tranchées : manger, boire, se laver, écrire, etc. On tente de comprendre comment se déroulaient les combats mais aussi les longs moments d'attente : se divertir, effectuer les corvées, fabriquer des objets utiles ou créer des souvenirs plus artistiques.

- De 14 à 18, le basculement dans le monde moderne

Du pigeon-voyageur au téléphone, les quatre années de guerre produisent ce que certains historiens appellent une accélération de l'histoire. Axée autour des deux batailles de la Marne de 1914 et 1918, la visite adopte une perspective comparative entre le début et la fin de la Grande Guerre. On aborde les notions de guerre de mouvement et de guerre d'usure, la diversité des armées ainsi que l'évolution des technologies.

- La Première Guerre mondiale : une guerre totale

La visite se focalise sur l'extension géographique du conflit, la mobilisation du front et de l'arrière et l'importance des pertes humaines. Elle aborde notamment la diversité des uniformes des différents pays belligérants et les conditions de travail des femmes.

- Le corps en guerre

La visite aborde le conflit à travers les traumatismes infligés aux corps des soldats. On insiste ici sur les sensations des combattants et sur leur vulnérabilité corporelle face aux armements modernes. On s'interroge sur la prise en charge des corps blessés. Les violences subies par les populations occupées sont également analysées.

- Se nourrir pendant la Grande Guerre, au front et à l'arrière

L'alimentation devient, à l'instar de l'argent, le nerf de la guerre : stratégies, ravitaillements, rationnements, famines...La visite propose de découvrir les collections du musée en questionnant le rapport entretenu par le Front (rations des soldats, approvisionnement) et l'Arrière (rationnement, recettes anti-gaspillage et propagande) avec la nourriture.

- Les arts et la guerre

La visite présente un panorama des productions artistiques liées à la Grande Guerre et l'implication des artistes, à la fois acteurs et témoins créatifs du conflit. Elle s'appuie sur le fonds iconographique du musée, aborde notamment les styles des affiches de propagande en insistant sur leur composition, présente certains tableaux. La visite pourra s'achever par une présentation du Monument américain.

- Les civils dans la Grande Guerre

Cette visite rend compte de l'engagement total des sociétés dans le premier conflit mondial. Les questions des réfugiés, de l'ennemi intérieur, de la résistance, des endeuillés, de la mobilisation des appareils productifs sont notamment abordées. On s'interroge en particulier sur le rôle des femmes, des enfants et des personnes âgées et sur les rapports entre le front et l'arrière.

- La muséographie du Musée de la Grande Guerre
Etant un des derniers musées consacrés à la Première Guerre mondiale, le Musée de la Grande Guerre porte un regard nouveau sur le premier conflit mondial. La visite porte sur la mise en scène des collections, le choix des reconstitutions réalistes, la conception du parcours de visite. Elle permet aux élèves de s'initier à la lecture d'un musée.
- LES VISITES GUIDEES A DISTANCE : Public : Lycée / CFA (Durée : 1h)

Le Musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux et Orange proposent un dispositif de visite guidée du musée à distance pour les scolaires. Grâce à ces visites immersives, les classes pourront découvrir les collections du Musée de la Grande Guerre en direct et en totale interaction avec un médiateur culturel.

- Ces visites, d'une durée d'1h30, ont lieu exclusivement le mardi, jour de fermeture du musée, afin d'assurer le confort de la visite et de garantir la présence d'un médiateur.

Principe de la visite à distance :
- La classe se connecte avec le musée via Skype.
- Les élèves suivent la visite sur un tableau numérique interactif ou grâce à un vidéoprojecteur au sein de leur classe.

Le médiateur peut se déplacer librement dans le musée tout en restant en interaction permanente avec la classe. Le parcours de visite permet de découvrir des objets emblématiques des collections : soldats français et allemands, taxi de la Marne, canons, tranchées reconstituées ou encore char d'assaut, et d'illustrer le passage d'une guerre de mouvement à une guerre de tranchées, ainsi que la vie quotidienne des combattants pendant le conflit.

Ce discours est enrichi par la diffusion de documents (photographies, illustrations sonores, vidéos).
- Les élèves et le médiateur peuvent échanger à tout moment pendant la visite.
- Le service a été plébiscité par les classes qui ont pu le tester pendant la phase d'expérimentation (avril à novembre 2014).

- LE CIRCUIT : SUR LES LIEUX DE MEMOIRE DE LA BATAILLE DE LA MARNE : Public : Lycée / CFA (Durée : 2h) : Transport à la charge des établissements scolaires

Partant du musée, le circuit d'une durée de 2 h se déroule sur le territoire du Pays de Meaux. Conduit par un médiateur culturel, il permet aux élèves de s'approprier l'histoire de ce territoire marqué par la première bataille de la Marne. De Villeroy, commune où est tombé Charles Péguy, à Chambry, dont le cimetière communal possède encore les stigmates des combats, en passant par Barcy et son monument célébrant le "miracle de la Marne", le territoire de Meaux témoigne aujourd'hui encore des combats menés par les soldats durant la première bataille de la Marne en septembre 1914. Le circuit alterne les arrêts, pour observer le terrain et prendre connaissance des lieux de mémoire, et des déplacements en car, agrémentés d'informations et de visuels.

- LES ATELIERS PEDAGOGIQUES : Public : Lycée / CFA (Durée : 2h)
Les ateliers pédagogiques sensibilisent les élèves à la Grande Guerre par le biais de travaux pratiques, de rencontres, de débats. Animés par l'équipe de médiateurs culturels, ils se déroulent dans les salles pédagogiques du musée ou dans l'auditorium.

- Archives : Petite fabrique d'histoire(s)

A partir de fac-similés de documents conservés par le musée, les élèves sont placés dans la peau d'un historien : décryptage des sources, analyse, critique. Les notions de points de vue, d'objectivité et de subjectivité sont abordées. On essaie de percevoir les différences entre les nombreux écrits produits

pendant la Grande Guerre. On tente de comprendre le rôle de l'historien face à ces difficultés et face aux questions de conservation des archives.

- La Grande Guerre au cinéma

L'atelier propose la projection d'extraits de films sur la Grande Guerre. Les élèves sont amenés à s'interroger sur les différents modes de représentation et s'initient à l'analyse filmique. Se mettant dans la peau d'un réalisateur, ils produisent une note d'intention censée convaincre un producteur de financer leur film.

- Histoire de photos

Qu'elles soient en noir et blanc ou en couleurs, privées ou officielles, les images de la Première Guerre mondiale sont multiples. Mais que nous montrent-elles en réalité ? L'atelier propose aux élèves de confronter leur regard contemporain à ces photographies pour les interroger et comprendre la manière dont elles racontent et construisent l'histoire de la Grande Guerre. Travaillant en petits groupes, les élèves sont amenés à concevoir leur production à la fois écrite et plastique à partir des collections du musée construisant ainsi un discours sur la guerre par leur choix d'images.

- La Grande Guerre s'affiche

A destination des collégiens et des lycéens, l'atelier propose aux élèves de construire des affiches en réinvestissant les codes visuels des affiches de la Grande Guerre. On varie ici les points de vue : allemand, français, américain, anglais ...

- La Grande Guerre à la une !

L'atelier conduit les élèves à créer des unes autour des événements clés de la Grande Guerre. Répartis en petits groupes, ils s'assemblent autour d'une table comme le feraient des journalistes lors d'une conférence de rédaction. On leur présente les règles qui président à la fabrication d'une Une de journal. Ils s'approprient ensuite les événements (déterminés à l'avance et définis dans de petites fiches), tâchent d'en saisir le sens et proposent des titres qu'ils confrontent ensuite à ceux des autres groupes. Chaque groupe justifie son choix devant les autres.

- Les métiers du musée

Conservateur, documentaliste, médiateur, webmaster, ... Cet atelier permet de rencontrer les personnels du musée et d'appréhender le Musée de la Grande Guerre en ordre de marche. En petits groupes (15 personnes), les élèves visitent ses coulisses et échangent avec les agents et leurs différentes missions et professions.

- La Grande Guerre au musée

A partir d'une maquette, reproduction au 1/50ème de la salle d'exposition temporaire du musée, les élèves réfléchissent sur la scénographie d'une exposition en prenant en compte la gestion de l'espace, la circulation du public, la cohérence des parcours... Cet atelier est accompagné d'une introduction mettant en lumière l'impact du choix architectural de différents musées sur leur scénographie.

- Atelier « Menu comme en 14 »

Public spécifique : Lycée professionnel section hôtellerie-restauration
L'atelier, réalisé après la visite, propose aux élèves une immersion dans les ressources alimentaires des armées pendant le conflit. Sous la forme d'un jeu de rôle, ils s'imaginent être des cuisiniers en 1914/1918, et créent un menu réalisé à partir des rations des soldats.

- Les dessous du musée (durée 30-45 min)

Cette visite s'effectue avant ou après une visite guidée dans les collections permanentes. Elle permet de découvrir les coulisses du musée, comprendre la construction du bâtiment et visiter les locaux techniques habituellement fermés au public.

Intérêt régional : Il importe de soutenir les initiatives qui contribuent à l'information et la sensibilisation

des jeunes afin de diffuser largement, au-delà des clivages, notamment communautaires, l'esprit de tolérance et de compréhension mutuelle. Il s'agit ici de rappeler l'importance de la connaissance et de la compréhension de l'histoire afin de renforcer l'apprentissage d'une citoyenneté active chez les jeunes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Environ 3 000 jeunes franciliens (lycéens et apprentis).
160 enseignants et formateurs.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Billetterie musée (5 € par jeune x 2 000 lycéens / 1 000 apprentis)	15 000,00	41,46%
Sensibilisations enseignants/formateurs (2 500 € pour l'auditorium + 120 € pour visites guidées pour 25 personnes) 2 740 € x 2	5 480,00	15,15%
Atelier pédagogique (50 € par classe x 20 créneaux lycées / 30 créneaux CFA)	2 500,00	6,91%
Visite guidée (80 € par classe x 70 créneaux lycées / 50 créneaux CFA)	9 600,00	26,53%
Circuits (80 € par classe x 10 créneaux lycées / 10 créneaux CFA)	1 600,00	4,42%
Visites guidées à distance (100 € par classe x 10 créneaux lycées / 10 créneaux CFA)	2 000,00	5,53%
Total	36 180,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2017 POUR LES LYCEES	20 900,00	57,77%
SUBVENTION REGIONALE 2017 POUR LES APPRENTIS	8 000,00	22,11%
Fonds propres de la structure	7 280,00	20,12%
Total	36 180,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	20 900,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Construction et aménagement des conservatoires et écoles de musique contrôlés	762 245,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	4 445 000,00 €
2014	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	130 000,00 €
2016	Plan Piscines Régional	1 577 650,00 €
2016	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	36 780,00 €
	Montant total	6 951 675,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008935

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SENSIBILISATION DES LYCEENS ET APPRENTIS A L'HISTOIRE DE LA SHOAH CONVENTION AVEC LE MEMORIAL DE LA SHOAH POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	440 110,00 €	63,72 %	280 446,00 €
	Montant Total de la subvention		280 446,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEMORIAL DE LA SHOAH
Adresse administrative : 17 RUE GEOFFROY L ASNIER
75004 PARIS
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Eric DE ROTHSCHILD

Date de publication au JO : 27 juillet 2012

N° SIRET : 78424378400013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes
Rapport Cadre : CR06-08 du 27/06/2008

Objet du projet : Programme de sensibilisation des lycéens et apprentis à l'histoire de la Shoah.

Date prévisionnelle de début de projet : 25 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Informer les lycées et CFA d'Ile-de-France sur l'histoire de la Shoah (90 établissements) : chefs d'établissements, enseignants/formateurs et jeunes.
Un programme est proposé selon les actions suivantes :

- sessions de sensibilisation des professeurs/formateurs et des documentaliste - accueil des jeunes,
- parcours de Mémoire,
- mise à disposition d'expositions sur la Shoah,
- projections de films en partenariat avec la vidéothèque de Paris,
- journées de visite à Auschwitz.

Description :
Le programme comporte 7 actions :

- **Action 1 : Formation des professeurs, formateurs et des chefs d'établissement**

Le Mémorial de la Shoah organise 1 voyage à Auschwitz pour les professeurs, formateurs et des chefs d'établissement.
Le voyage d'études d'une durée de 3 jours comprend la visite du camp d'Auschwitz-Birkenau, ainsi que celle de l'ancien quartier juif de Cracovie.
Deux journées de formation pour les participants sont organisées avant le voyage et une seconde après, au Mémorial de la Shoah à Paris. La première formation est consacrée à l'histoire de la Shoah, la seconde porte sur les aspects pédagogiques de l'enseignement de l'histoire de la Shoah.

- **Action 2 : Formation des documentalistes**

Le Mémorial de la Shoah organise 1 voyage à Auschwitz pour les documentalistes.
Le voyage d'études d'une durée de 3 jours comprend la visite du camp d'Auschwitz-Birkenau, ainsi que celle de l'ancien quartier juif de Cracovie.
Deux journées de formation pour les participants sont organisées avant le voyage et une seconde après, au Mémorial de la Shoah à Paris. La première formation est consacrée à l'histoire de la Shoah, la seconde porte sur les aspects pédagogiques de l'enseignement de l'histoire de la Shoah.

- **Action 3 : L'accueil des jeunes concernés par le programme**

Le Mémorial prend en charge l'accueil des jeunes du lundi au vendredi, durant une demi-journée dans ses locaux à Paris (4600 élèves). Au préalable, un contact avec l'enseignant et le formateur permet de définir le programme de chaque visite.
Un dossier documentaire est remis à l'enseignant afin de l'aider à sensibiliser les jeunes à la visite. Le transport jusqu'au Mémorial de la Shoah reste à la charge des établissements.
Chaque établissement souhaitant s'inscrire sélectionne une classe, soit 30 participants au maximum.
Chacune des séances comporte une visite des expositions, un débat ou du travail sur documents et l'encadrement d'une conférencière ou d'un conférencier (visite de l'exposition permanente et visite de l'exposition temporaire pour les classes de première et terminale.)

- **Action 3 bis : Parcours de Mémoire en Ile-de-France**

Le Mémorial propose aux établissements 20 dates pour des parcours de Mémoire en Ile-de-France autour de 3 pôles : le Mémorial de la Shoah, Drancy, le Mont Valérien, accompagnés d'un guide et de plusieurs témoins (résistants, anciens déportés…).

- **Action 4 : Mise à disposition d'expositions sur la Shoah**

Le Mémorial propose aux établissements 20 expositions sur la Shoah.
Le Mémorial continuera de proposer une exposition itinérante, nouvellement créée chaque année.
Ces expositions sont gratuites, seul le transport reste à la charge des établissements. L'assurance et les réservations de ces expositions seront assurées par le Mémorial.

- **Action 5 : Cycle de projections de films**

Le Mémorial de la Shoah organise en partenariat avec la vidéothèque de Paris, au Forum des Images, un cycle de projections de films relatif à la seconde guerre mondiale. Le transport jusqu'au Forum des Images reste à la charge des établissements.
Une séance est organisée à destination des enseignants et formateur-rice-s et 6 séances destinées aux jeunes ont lieu entre le mois de novembre et le mois de mai, au Forum des Images.
A l'issue de chaque projection de films, un débat est organisé avec des intervenants extérieurs (témoins, cinéastes, historiens).

- **Action 6 : Visite à Auschwitz**

Le Mémorial de la Shoah organise 4 journées de visite à Auschwitz, entre novembre et décembre, ce qui

donne l'opportunité à 29 établissements (24 lycées franciliens et 5 CFA) de réaliser cette expérience.
Le Mémorial prend en charge l'organisation des visites sur le plan logistique et des anciens déportés se joignent à la visite. Les inscriptions se font auprès du Mémorial.
Un même établissement ne sera pas retenu, d'une année sur l'autre, afin de permettre à un maximum d'établissement de pouvoir effectuer cette visite. Les établissements concernés sont choisis en fonction de l'ordre d'arrivée de leur candidature (8 établissements maximum par voyage) et de différents paramètres (équilibre public/privé, représentation de tous les départements et de toutes les filières, présence de l'enseignement professionnel…). La liste est arrêtée par la Région.

Cette visite est organisée pour les représentants les plus intéressés et les plus motivés des établissements franciliens, dans la limite d'une vingtaine de personnes par établissement. Les jeunes retenus sont sélectionnés dans chaque établissement par leur équipe éducative.
Au moins deux réunions sont organisées avant et après la visite, afin de préparer le déplacement, d'en régler les problèmes techniques et d'en assurer un suivi, au retour. La visite du Mémorial par les établissements retenus, avant le voyage, en guise de complément de préparation, est prévue.

Les jeunes des établissements participant à la visite sont invités à préparer un projet pédagogique afin de communiquer leur expérience aux autres jeunes de l'établissement. Une action de valorisation des travaux des jeunes des établissements ayant participé aux visites à Auschwitz, dont la forme reste à définir, est envisagée par le Mémorial de la Shoah.

Le Mémorial maintient le site Internet afin de mettre en ligne les expositions déjà réalisées par les établissements ainsi que celle de l'année en cours et les réactions plus complètes des jeunes ayant participé aux voyages. Chaque établissement pourra ainsi publier de nombreux documents qui ne peuvent apparaître dans l'exposition et valoriser les travaux des jeunes.

Cadre général de la convention :
Préalablement, la Région adresse un courrier d'information et d'inscription aux établissements concernés, afin d'optimiser la gestion des envois.
L'association assure l'ensemble de la logistique inhérente à l'organisation de toutes les actions (réservations, confirmations, suivi) - à l'exclusion du transport des participants aux actions 1, 2, 3, 5 et du transport des expositions de l'action 4 -, et à leur évaluation (conception et traitement des fiches d'évaluation). L'inscription des 90 établissements (maximum : 60 lycées et 30 CFA franciliens) auprès du Mémorial est réalisée par lui, par ordre d'arrivée des formulaires d'inscription.
Les services de la Région et du Mémorial travaillent en étroite collaboration notamment pour organiser l'inauguration annuelle de l'exposition "Vision des jeunes d'Île-de-France - Auschwitz-Birkenau".

Moyens mis en œuvre :
Utilisation des locaux du Mémorial, Forum des Images, Musée d'Auschwitz ...
Travail de l'équipe permanente de l'association, pour la réalisation de l'ensemble des visites, conférences, projections, voyages et des supports pédagogiques

Intérêt régional : Il importe de soutenir les initiatives qui contribuent à l'information et la sensibilisation des jeunes afin de diffuser largement, au-delà des clivages, notamment communautaires, l'esprit de tolérance et de compréhension mutuelle. Il s'agit ici de rappeler l'importance de la connaissance et de la compréhension de l'histoire afin de fortifier l'apprentissage d'une citoyenneté active chez les jeunes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les lycéens ainsi que les apprentis franciliens.

Nombre de jeunes : environ 13 000 sur toutes les actions confondues et tout public.
Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Action 1 et 2 : Sensibilisation des professeurs et des documentalistes	22 430,00	5,10%
Action 3 : Accueil des lycéens	58 400,00	13,27%
Action 3 bis : Parcours de Mémoire en Île-de-France	19 850,00	4,51%
Action 4 : Mise à disposition d'expositions	25 300,00	5,75%
Action 5 : Cycle de projection de films	7 070,00	1,61%
Action 6 : Voyages à Auschwitz	258 060,00	58,64%
Site Internet	12 000,00	2,73%
Réalisation de l'exposition "Vision par les Jeunes d'Île-de-France - Auschwitz-Birkenau	37 000,00	8,41%
Total	440 110,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE LYCEES	280 446,00	63,72%
SUBVENTION REGIONALE CFA	71 642,00	16,28%
Participation de la structure	88 022,00	20,00%
Total	440 110,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	280 446,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2014	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	352 088,00 €
2015	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (CR46-14)	352 088,00 €
2016	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	392 488,00 €

	Montant total	1 116 664,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008951

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ACTIONS D'INFORMATION SUR L'EUROPE EN FAVEUR DES LYCEENS APPRENTIS ET JEUNES ISSUS DES MISSIONS LOCALES CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION JEAN MONNET - ANNEE SCOLAIRE 2017-2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	98 890,00 €	56,69 %	56 063,00 €
	Montant Total de la subvention		56 063,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JEAN MONNET
Adresse administrative : 7 RUE DU VIEUX PRESSOIR
78490 BAZOCHES-SUR-GUYONNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ISABELLE BENOLIEL, Présidente

Date de publication au JO : 19 novembre 1986

N° SIRET : 34269201900058

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes
Rapport Cadre : CR06-08 du 27/06/2008

Objet du projet : aide pour la mise en place des actions d'information sur l'Europe en faveur des lycéens, des apprentis et des jeunes issus des missions locales.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Informer lycées, CFA et missions locales d'Ile-de-France sur l'histoire et l'actualité européenne : chefs d'établissements, enseignants, formateurs, documentalistes + lycéens et apprentis, ainsi que jeunes issus de Missions locales d'Ile-de-France.

Description :

Deux phases :

- Journée d'information

LYCEES : pour les enseignant-e-s / chefs d'établissements / documentalistes (ACTION I)
CFA et autres organismes : formateurs / conseillers pédagogiques, etc…(Phase A)

- Demi-journée ou une journée complète

LYCEES : pour les lycéen-ne-s (ACTION II)
CFA et autres organismes : apprenti-e-s / jeunes issus de missions locales, Ecoles de la deuxième chance, Structures de l'Education Populaire, jeunes suivis par la PJJ (Phase B)

ACTION I : PHASE A
Journées d'information pour les équipes éducatives des lycées et CFA et les conseillers des missions locales et autres éducateurs spécialisés

- LYCEES : Sessions d'information pour les équipes éducatives des lycées (ACTION I)

La mise en réseau des membres des équipes éducatives et échanges de bonnes pratiques sur la pédagogie est un des objectifs de ces formations. Plusieurs sujets sont proposés : comment aborder la question de l'Europe en classe, comment inscrire au mieux la visite de la Maison et des Institutions européennes dans le parcours pédagogique d'un élève, etc...

Ainsi, l'association organise 5 sessions de formation afin de réunir un nombre suffisant de participants par session et rendre ainsi les échanges fructueux.

Option A : 3 jours de formation pour 15 membres en moyenne d'équipes éducatives par session.
Aspects historiques, tutorats de recherche documentaire/ échanges sur la pédagogie, information montage de projets mobilité européenne (Erasmus+, E-Twinning).

Option B : 2 jours de formation pour 15 membres en moyenne d'équipes éducatives par session.
Aspects historiques, tutorats de recherche documentaire/ échanges sur la pédagogie, atelier-débat sur thématiques Union européenne au choix.

Pour l'année 2017-2018, l'association propose la venue d'un ou 2 intervenants extérieurs sur les questions de mobilité européenne lors des 5 formations. L'association a en effet constaté que la majorité des membres des équipes éducatives ayant participé aux sessions Actions I, toutes options confondues, était particulièrement intéressée par les informations pratiques fournies sur les programmes de mobilité européenne. Ces interventions durent 2h pour 3 journées de formation. Il s'agit ainsi de renseigner au mieux les professeurs, les formateurs, documentalistes et chefs d'établissements sur le montage de dossiers Erasmus+. Il s'agit également de leur présenter tous les autres programmes de mobilité européenne et du système e-twinning. Cela contribue à la multiplication de montage de projets de mobilité dans les établissements scolaires d'Île-de-France. L'association s'engage à effectuer les démarches organisationnelles nécessaires afin de faire venir de tels intervenants.

Par ailleurs, il semble primordial que les professeurs deviennent relais et démultiplicateurs d'une information objective et simple sur les questions européennes. Ils seront ainsi en mesure de les conseiller et leur fournir les outils nécessaires.

- CFA/ MISSIONS LOCALES/ PJJ/ Ecoles de la deuxième chance/Structures de l'Education Populaire Sessions d'information pour les équipes éducatives (PHASE A)

Option 1 : 1 journée de formation pour 15 membres en moyenne d'équipes éducatives/ conseillers de missions locales (Service volontaire européen, Erasmus+ Formation professionnelle).
Aspects historiques, tutorats de recherche documentaire / échanges sur la pédagogie, information montage de projets mobilité jeunesse.

Option 2 : 1 journée de formation pour 15 membres en moyenne d'équipes éducatives/ conseillers de

missions locales par session.
Aspects historiques, tutorats de recherche documentaire / échanges sur la pédagogie, atelier-débat sur thématiques « Union européenne » au choix.
Les participants aux sessions d'information ACTION I et PHASE A bénéficient de la remise d'un Kit pédagogique sur l'Europe sur une clé USB (Fiches thématiques du Parlement européen + transparents actualisés + 2 tutorats de recherche documentaire, Lexique français-anglais des mots de l'UE, présentations Power Point en français, anglais, espagnol ou italien, documentation sur Jean Monnet, quizzs et questionnaires sur l'UE) permettant aux enseignants de prolonger, développer, compléter le travail effectué à la Maison Jean Monnet.

Les sessions se tiennent dans le site historique de la Maison Jean Monnet, à Houjarray (Yvelines). Elles ont pour objectif de sensibiliser les participant-e-s à l'histoire et à l'actualité européennes, et de leur apporter une information spécifique sur la dimension européenne : programmes européens d'éducation, échanges de jeunes, outils pédagogiques sur l'Europe, etc...

ACTION II : PHASE B
Demi-journée ou une journée pour les lycéen-ne-s ; apprenti-e-s ; jeunes issus de missions locales, PJJ, Ecoles de la deuxième chance, Structures de l'Education Populaire (Phase B)

Il s'agit de faire découvrir aux jeunes, sous un prisme original, les grandes notions nécessaires à la compréhension du fonctionnement de l'UE et de leur place en tant que citoyen européen en son sein. En effet, la présentation/visite du lieu historique, que constitue la Maison Jean Monnet, humanise le processus de la construction européenne. Les jeunes repartent ainsi avec une idée claire du rôle des pères fondateurs de l'Europe unie après la 2e guerre mondiale. Pour les conférences tenues au sein des établissements/organisations, l'AJM travaille à susciter l'envie de venir visiter la Maison Jean Monnet ou le Parlement européen (propriétaire de la Maison Jean Monnet).

Il s'agit également de développer et approfondir avec eux les notions déjà abordées dans leur cursus scolaire. Ce public est jeune mais bien au fait de la plupart des grands enjeux de l'actualité européenne. Ils manifestent pour la plupart un intérêt pour une meilleure compréhension des causes des crises mondiales que nous traversons, et également, des solutions apportées par l'UE.

Ainsi, après avoir abordé la construction européenne et ses élargissements successifs, les institutions, la citoyenneté européenne c'est sur le fonctionnement du système politique européen que sera mis l'accent, le partage de compétences entre les Etats membres et l'UE et les moyens d'actions de l'UE sur le plan économique actuel. L'avenir de l'UE est aussi une préoccupation pour eux. Sont ainsi présentés les grands courants de pensée actuels et les différentes méthodes envisagées par les analystes politiques pour l'avenir de l'Europe unie. Cela contribue aussi à développer leur conscience politique et leur esprit critique.

Enfin, ils auront une présentation de leurs droits en tant que citoyen européen dans l'UE avec l'accent mis sur la possibilité de participer aux différents programmes de mobilité européens.

A) <u>LYCEES : Visites – conférences-débats / ateliers créatifs pour les lycéens</u>

70 animations en moyenne
L'association propose un coût global pour :
- les conférences/animations sur place à la Maison Jean Monnet
- les animations dans les établissements scolaires (exceptionnel, si les établissements n'ont pas le budget pour faire le déplacement en bus).

B) <u>CFA/ MISSIONS LOCALES / PJJ / Ecoles de la deuxième chance/Structures de l'Education Populaire : Sessions d'information pour les apprenti-e-s et les jeunes issus des missions locales (Phase B)</u>

25 animations en moyenne

L'association propose un coût global pour :
- les conférences/animations sur place à la Maison Jean Monnet
- les animations dans les structures éligibles au programme (exceptionnel, si les structures n'ont pas le budget pour faire le déplacement en bus).

Trois possibilités pour les sessions d'éducations non-formelles proposées pour les deux types de public (lycées, CFA et autres organismes) par l'Association Jean Monnet :

1) Session classique visite-conférence (2h30 à 3h) :
- Conférence d'1h30
- Pause de 10 mn
- 1/2h de questions-réponses sur l'actualité européenne avec les jeunes
- 1/4h de visite du musée
- En guise de conclusion : Film documentaire de 12 minutes sur Jean Monnet
- Débriefing d'une dizaine de minutes de questions-réponses avec les élèves

L'accueil des lycéen-ne-s, des apprenti-e-s et des jeunes des organismes de formation ou d'insertion, sur une demi-journée, démarre dès les premières sessions de l'Action I/Phase A, du lundi au vendredi. Le transport des jeunes par car reste à la charge des établissements/ structures.

Les classes sont inscrites sur le planning des visites. Un dossier sur l'Europe (Kit pédagogique) est remis aux personnes participant à l'Action I phase A afin de les aider à sensibiliser leurs jeunes à la visite.

2) Ateliers créatifs ou jeux interactifs : tous publics composés d'une vingtaine de participants

a) Ateliers créatifs :

Il s'agit d'ateliers pour une meilleure connaissance des droits du citoyen européen et une meilleure compréhension du fonctionnement global de l'Union européenne, de ses institutions, de droits de consommateurs, des directives européennes, des élargissements, etc. Des concepts techniques sont mis en évidence pour une meilleure compréhension des sujets européens.

Ces ateliers ont été conçus pour pouvoir se dérouler en 2h30 pour 30 participants maximum, soit le temps nécessaire pour un format « conférence-visite ».

Méthode : Education non-formelle. Il s'agit de limiter au maximum les moments d'explication formelle et de mettre au travail l'ensemble des participants par petits groupes de travail.

Timing : 4 temps de travail de 30 minutes chacun + 30 minutes de visite de la Maison Jean Monnet

Objectifs de travail :
Les participants ont la possibilité de développer des compétences de travail individuel car des fiches techniques sont distribuées individuellement. Après un travail de lecture, compréhension et synthèse, la deuxième partie des ateliers permet aux jeunes de pratiquer le travail en groupe. Ils débattent et argumentent sur les informations essentielles de leur thématique. Chaque groupe de travail à un thème spécifique à découvrir. Ce travail permet aux élèves/apprentis/etc. de développer leur capacité de négocier, de travailler en équipe, d'échanger et de trouver un consensus. C'est la « méthode Monnet » qui est expérimentée lors de cet exercice. La troisième phase du travail consiste dans la réalisation des panneaux d'exposition sur la thématique abordée par chaque groupe et la préparation de la présentation orale. Les participants se montrent très créatifs, ils se mettent d'accord sur ce qu'ils considèrent important à présenter à leurs camarades et ils préparent les fiches avec soin, rigueur et ingéniosité. La quatrième partie de ces ateliers créatifs est dédiée à la présentation orale de chaque thématique abordée. Les

présentations sont faites par groupes et chaque élève doit participer. Cette dernière phase est importante car elle développe la capacité des élèves à faire des présentations orales, ils doivent organiser leur présentation et doivent dépasser leur timidité et exposer devant les autres leur sujet. Le travail de reconstitution permet à l'ensemble des participants de découvrir toutes les thématiques aborder, enrichissant de cette façon leurs connaissances.

Thématiques qui ont déjà été abordées (liste non exhaustive en fonction des attentes des enseignants) :

- Fonctionnement des Institutions européennes
- Les élections européennes
- Les valeurs de l'Union européenne
- Les politiques de réduction des inégalités dans l'Union européenne
- Panorama de règlementation de l'Union européenne touchant à la vie quotidienne du citoyen européen
- La politique environnementale dans l'UE
- La mobilité dans l'UE
- Etc...

b) Jeu interactif :

A titre expérimental, ont été organisées en 2016-2017 des sessions d'animation spéciales « jeu interactif » avec des groupes de lycéens et 1 groupe de jeunes ayant moins d'opportunité.

Le jeu est proposé pour environ 20 jeunes apprenants maximum proposé en parallèle des visites (quand les groupes sont composés de plus de 20 élèves, nous divisons le groupe en 2 pour donner plus de confort aux visites).

Objectifs généraux :
Comprendre les définitions globales de l'UE, apprendre les éléments principaux sur les contextes des élargissements de la construction européenne, découvrir certains aspects culturels de pays membres de l'UE, comprendre les notions de base nécessaires à la bonne compréhension de ce qu'est un système politique démocratique, découvrir les symboles de l'UE.

Méthode (Possibilité d'animation dans une autre langue) :

1) Avoir créé quatre ilots de chaises au préalable.

2) Faire des équipes par la technique du 1,2,3,4 (quand ils entrent dans la salle leur donner leur numéro).

3) Leur demander ce que l'UE leur évoque, noter leurs mots-clés sur le Paper-board et les commenter au fur et à mesure rapidement/ Finir par une synthèse explicative (avec quelques slides illustrant) – objectif : Définir l'UE.

4) Donner une minute pour qu'ils choisissent un nom d'équipe en rapport avec l'UE – demander à un représentant de chaque équipe de le noter sur le paper board.

5) Demander aux autres équipes « selon vous, quel est le rapport de ce nom d'équipe avec l'UE ? » - animer une discussion très courte là-dessus.

6) Option facultative (si du temps) : leur faire créer leur badge équipe – avec musique en fond (petit temps ludique intermédiaire).

7) 1ère étape du jeu : consigne : « Vous avez 5 minutes pour retenir un maximum de pays sur cette carte d'Europe » http://www.toporopa.eu/fr/pays-europe.html. Passer parmi eux et leur proposer de travailler stratégiquement en équipe.

8) Rappeler le temps qui défile à 2 reprises (objectif : gestion du temps/ créer un effet challenge).

9) 2ème étape du jeu : quand le temps est écoulé, demander s'ils veulent un temps bonus – leur accorder le temps bonus qu'ils demandent toujours

10) 3ème étape du jeu : Expliquer les règles : « A tour de rôle, chaque équipe va être questionnée sur la localisation d'un pays sur la carte. Un temps de concertation de maximum 30 secondes passé, un représentant de l'équipe viendra répondre pour le groupe directement sur la carte. L'animateur proposera alors 2 options de réponse : « CASH ou CARRE ? ». Si le joueur choisit « CASH » il devra répondre directement et n'aura qu'une option de réponse. S'il choisit « CARRE », 4 propositions seront faites au joueur dont la bonne réponse. Si le joueur répond faux, alors les autres équipes peuvent essayer de récupérer un point BONUS en proposant une réponse à leur tour. L'équipe qui pourra proposer une réponse « BONUS » sera la plus rapide à se manifester (pour lancer le temps de proposition des réponses « BONUS » l'animateur proposera des mini-jeux de rapidité. Ex : le premier qui chante « L'ode à la joie » peut venir proposer sa réponse. Et avoir une petite liste de mini-défis de la sorte. ATTENTION : rappeler qu'une tentative de réponse BONUS ratée fait perdre un point à l'équipe.

11) Les points seront notés au fur et à mesure sur le paper board. Une réponse CASH juste : 4 points, une réponse juste « CARRE » : 2 points, une réponse juste « BONUS » : 1 point, une réponse fausse « BONUS » : -1 point.

12) En fonction du temps global : stopper le jeu après 3 ou 4 tours (il faut juste que chaque équipe ait eu l'occasion d'être interrogée le même nombre de fois.

13) 4ème étape du jeu : Puis un 2ème voire 3ème round avec remise des compteurs à 0 peut être proposé avec des jeux similaires : découverte des capitales européennes, des drapeaux, des monarchies, des pays de la zone euro etc.

14) 5ème étape du jeu : Compter les points à la fin et remettre des petits cadeaux (un petit truc pour tous et un cadeau supplémentaire pour les gagnants ex : bracelets européens, portefeuilles européens, petits drapeaux européens).

Important :

- L'animateur doit s'assurer du bon rythme du jeu, bien gérer les timings afin que « la mayonnaise prenne ». Etre ferme sur l'application des règles sinon risque de démotivation des joueurs. Plus le challenge est clair et rapide, plus les joueurs se prennent au jeu. Entre chaque réponse, faire un bref commentaire sur le pays (ex : histoire, éléments culturels, appartenance à l'UE, Zone Euro, espace Schengen, éléments d'actualité) Avant chaque jeu différent, proposer toujours des éléments de définition en rappelant de « bien ouvrir ses oreilles si on veut gagner des points… »
- Possibilité d'utilisation de tous les jeux de Toporopa pour cette animation http://www.toporopa.eu/fr/index.html

Nouveauté pour 2017/2018

3) Animation - conférences sur des journées complètes à la Maison Jean Monnet

Dans la mesure où les ateliers créatifs ont eu d'excellents retours de la part des participants mais également des enseignants et formateurs (de la part des lycées pour nos ACTIONS II mais également

des CFA, Missions locales, Ecoles de la deuxième chance, Structures de l'Education Populaire, PJJ, etc. pour nos PHASES B), l'association ajoute des sessions d'animation pour une journée dans le programme. En effet, les établissements souhaitent ne pas être contraints à faire le choix entre un format « conférence et visite » et un format « ateliers » mais pouvoir faire les deux car les compétences développées et les informations transmises sont très différentes.

L'association introduira donc à partir de l'année scolaire 2017-2018 des journées d'animation pour les groupes qui se déplaceront à la Maison Jean Monnet afin de pouvoir répondre à cette demande. Grâce à la flexibilité et au système d'inscription actuel, l'association sera en mesure de délivrer deux temps Action II ou deux temps Phase B à un même groupe d'élèves lorsque les établissements ou structures le demanderont. En effet, depuis que l'association a mis en place une nouvelle prestation d'ateliers pédagogiques, certains établissements demandent régulièrement une inscription à une conférence/visite + un atelier pédagogique. Cette attente a également été identifiée par les participants enseignants et formateurs lors des journées ACTION I et PHASE A. L'association pourra ainsi recevoir un même groupe le temps de deux demi-journées pour deux prestations différentes et complémentaires. Cela permettra d'approfondir certains sujets avec les élèves / apprenants et d'avoir plus de temps pour générer encore plus d'interactivité.

Nouveauté pour 2017/2018
A partir de l'été 2017, un nouveau site internet dédié aux questions pédagogiques complètera les informations données lors des sessions d'information et sera accessible par tous les participants. Ce site permettra de faire la mise à jour sur l'actualité européenne en temps réel.
Action de communication sur l'ensemble du programme
Chaque année, au moment du lancement du programme, une campagne d'information est lancée en direction des établissements et structures définies en partenariat avec les services de la Région pour valoriser et faire connaître l'engagement du Conseil régional en matière de sensibilisation à l'Europe des lycées, des Centres de formation d'apprenti-e-s et des organismes de formation continue.

Préalablement, la Région adresse un courrier d'information et d'inscription aux établissements concernés. Ceci est le seul point logistique laissé aux soins des services régionaux afin d'optimiser la gestion des envois. L'association assure ensuite l'ensemble de la logistique (réservations, confirmations, suivi).

La communication pour ce projet s'effectue via l'envoi de mails groupés, le site internet de l'association, les réseaux sociaux mais également via leurs partenaires.

Bilan
Le dispositif fera l'objet, au cours du premier semestre 2018, d'un bilan tant quantitatif que qualitatif. Il s'appuiera sur les questionnaires remplis chaque année par les équipes éducatives et les jeunes. Ce bilan sera transmis aux élu-e-s de la commission éducation, ainsi qu'à celle de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'alternance.

Moyens mis en œuvre :
Utilisation de la Maison Jean Monnet et de la salle de conférences multimédias. 2 personnes chargées de l'accueil à la Maison Jean Monnet. Travail de l'équipe permanente de l'Association Jean Monnet : responsables pédagogiques, assistantes, conférencier-e-s pour la réalisation de l'ensemble des conférences et des supports pédagogiques décrits ci-dessus.

Intérêt régional : Le champ des thèmes liés à la citoyenneté est vaste : les institutions de la République, la morale civique, l'Europe, les actions internationales et le développement durable, la solidarité, le respect de l'environnement, l'éducation à la santé… Pour dépasser le strict cadre d'un enseignement obligatoire, donner corps à la citoyenneté, la Région a souhaité favoriser l'installation de relations entre des lycées et CFA volontaires et les organismes proposant des programmes d'actions citoyennes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ce programme concerne Lycéennes et lycéens franciliens ainsi que les apprenti(e)s des CFA et jeunes issus de missions locales, Ecoles de la deuxième chance, Structures de l'Education Populaire ou de la Protection judiciaire de la jeunesse d'Ile-de-France, qui, s'ils sont rattachés à la même convention, sont financés par le Pôle développement économique, emploi et formation.
Nombre de jeunes : environ 2 000
Nombre d'établissements : Entre 40 et 50

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
LYCEES : Action I - Option A : Historique, sources documentaires, informations montage de projets mobilité européenne (15 enseignants par session)	7 050,00	7,13%
LYCEES : Action I - Option B : Histoire, thématiques Union européenne, sources documentaires (15 enseignants par session)	4 700,00	4,75%
LYCEES : Action II - Conférences à la Maison Jean Monnet (pour 70 groupes en moyenne / NB : 1 groupe : 45 participants maximum / 2 groupes : 60 participants maximum)	28 000,00	28,31%
LYCEES : Actualisation des outils pédagogiques pour les actions I et II	14 000,00	14,16%
LYCEES : Frais de gestion et d'organisation	21 000,00	21,24%
CFA : Phase A - Option 1 : Historique, sources documentaires, informations montage de projets mobilité européenne (15 formateurs pas session)	2 350,00	2,38%
CFA : Phase A - Option 2 : Histoire, thématiques Union européenne, sources documentaires (15 formateurs pas session)	2 350,00	2,38%
CFA : Phase B : Conférences à la Maison Jean Monnet (pour 25 groupes en moyenne - NB : 1 groupe : 45 participants maximum - 2 groupes : 60 participants maximum)	10 000,00	10,11%
CFA : Actualisation des outils pédagogiques pour les phases A et B	2 440,00	2,47%
CFA : Frais de gesion et d'organisation	7 000,00	7,08%
Total	98 890,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2017 LYCEES	56 063,00	56,69%
SUBVENTION REGIONALE 2017 CFA	18 105,00	18,31%
Commission européenne	24 722,00	25,00%
Total	98 890,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	56 063,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	74 168,00 €
2015	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (CR46-14)	74 168,00 €
2016	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	74 168,00 €
	Montant total	222 504,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008953

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DEVOIRS D'HISTOIRE ET TRAVAIL DE MEMOIRE 2017-2018 - CONV AVEC LE CERCIL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	31 158,00 €	70,96 %	22 110,00 €
	Montant Total de la subvention		22 110,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CERCIL-ASS CENTRE RECH DOCUM CAMPS DEPORT JUIVE
Adresse administrative : 45 RUE DU BOURDON BLANC 45000 ORLEANS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Hélène MOUCHARD-ZAY, Présidente

Date de publication au JO : 2 décembre 2006

N° SIRET : 38386341200037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes
Rapport Cadre : CR06-08 du 27/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Faire comprendre aux jeunes le mécanisme du passé pour mieux appréhender le présent
Rappeler, perpétuer et approfondir le souvenir des camps du Loiret

Description :
Pour la 5ème année scolaire consécutive, le Cercil-Musée Mémorial des enfants du Vel d'hiv propose de recevoir les lycéens à la journée.

La visite du site de l'ancien camp de Pithiviers permet un travail réflexif sur les enjeux des lieux de mémoire au XXIème siècle : quelles traces, pour quels usages ? Un parcours d'une heure et demie permet de lire et de décrypter les documents d'archives, et en particulier les photographies de propagande allemandes et françaises prises dans ce camp.

Ce cheminement "in situ", et une pédagogie axée sur l'intervention des élèves, met l'élève en situation de comprendre la place du camp de Pithiviers dans le cadre de la politique antisémite de Vichy et de la politique génocidaire des Allemands. Les élèves appréhendent ainsi mieux que la mise en œuvre de la

politique d'assassinat des Juifs de France souhaité par les nazis a commencé sur notre territoire. Ils en comprennent également les mécanismes et les enjeux politiques.
Le déjeuner au mess des officiers de la gendarmerie de Pithiviers participe à cette prise de conscience du travail d'histoire indispensable que doivent effectuer les différentes instances françaises qui ont participé à cette politique d'internement. En effet, les camps de Beaune-la-Rolande et de Pithiviers étaient gardés et gérés par la gendarmerie française.

L'organisation proposée aux établissements est adaptée en fonction des classes, des niveaux, mais aussi des objectifs pédagogiques de chaque enseignant.

Cette adaptation nécessite un vrai travail en amont entre les enseignants et les médiateurs.

L'équipe du Cercil doit aussi s'adapter aux contraintes horaires de chaque établissement.

Depuis septembre 2015, à la demande des enseignants, le contenu de certains ateliers proposés a été modifié :

- La propagande et les camps de Beaune-la-Rolande et de Pithiviers
- Histoire, témoignages, archives : retracer avec des archives privées et publiques l'histoire des familles juives ou tsiganes internées ?
- « L'étoile jaune des Juifs » de la poésie de Max Jacob au journal d'Hélène Berr
- La rafle du Vel d'Hiv vue par le cinéma
- La mémoire des camps d'internement du Loiret depuis 1946 (classe de terminale)
- Les actions de sauvetage, les actes de résistance, les Justes.

D'autres thèmes possibles, dessins animés comme outils de propagande, l'art dans les camps, les actions de sauvetage (…) sont à choisir lors de l'inscription auprès du service éducatif du Cercil-Musée Mémorial des enfants du Vel d'Hiv.

Organisation

- 8h45 - Arrivée des élèves à Orléans en train ou directement à Pithiviers en car à 10h
- 9h – Transfert des élèves à Pithiviers en car avec les médiatrices. Il convient de réserver 2 ou 3 places dans le car en fonction des effectifs (3 médiatrices si 70 élèves). Sinon, le coût de leur propre transport à Pithiviers viendra en sus, soit 45 € AR.
- 10h à 12h – Sur les traces de l'ancien camp de Pithiviers
- 12h15 à 13h30 – repas au Mess de la Gendarmerie de Pithiviers
- 13h40 – départ pour Orléans
- 14h40 à 16h40 – Musée-Mémorial des enfants du Vel d'Hiv - ateliers et visite de l'exposition permanente.

Listes des ateliers proposés aux enseignants de la région Ile de France 2017/2018 :

Histoire d'une famille juive pendant la Seconde Guerre mondiale
Les élèves retracent le parcours d'une famille juive sous forme chronologique à partir de documents d'archives et en regard, l'histoire des camps du Loiret, des persécutions et la déportation.

Histoire d'une famille tsigane pendant la Seconde Guerre mondiale
Les élèves retracent le parcours d'une famille tsigane internée dans le camp de Jargeau sous forme chronologique à partir de documents d'archives et en regard, l'histoire de la persécution tsigane pendant la Seconde Guerre mondiale.

La propagande et les camps de Beaune-la-Rolande et Pithiviers
Les camps de Beaune-la-Rolande et Pithiviers ont été à partir de mai 1941 au cœur d'une propagande

orchestrée par les Allemands ou les services d'inspection du gouvernement de Vichy.
À partir de photographies essentiellement, mais aussi de films de propagande, émissions de radio et articles de presse, les élèves étudient les thèmes mis en avant et comment analyser ces documents.

Histoire, témoignages et archives
L'historienne du Cercil propose aux élèves de découvrir ce qu'est la recherche historique à partir des archives concernant l'internement des Juifs dans les camps d'internement. Les élèves analysent aussi le rôle et la place des témoins dans la construction d'une mémoire collective et s'interrogent sur la place du témoignage dans la recherche historique.

La rafle du Vel d'Hiv au cinéma
Les élèves confrontent plusieurs extraits de films avec des documents d'archives et des témoignages. Ils étudient comment le regard des historiens, des cinéastes et du grand public a évolué concernant cette rafle, des années 1970 à aujourd'hui.

La mémoire des camps d'internement depuis 1946 (classe de terminale)
À l'aide de plaques, monuments de commémoration, toponymie, discours, témoignages et articles de presse, les élèves retracent l'évolution de la mémoire des camps d'internement de Beaune-la-Rolande et Pithiviers de mai 1946 à nos jours.

Nouveauté pour la rentrée de septembre 2017 :
Quand la chanson française se souvient de la Shoah

Calendrier
De septembre à juillet. Du lundi au samedi, y compris le mercredi.

Intérêt régional : Il importe de soutenir les initiatives qui contribuent à l'information et la sensibilisation des jeunes afin de diffuser largement, au-delà des clivages, notamment communautaires, l'esprit de tolérance et de compréhension mutuelle. Il s'agit ici de rappeler l'importance de la connaissance et de la compréhension de l'histoire afin de fortifier l'apprentissage d'une citoyenneté active chez les jeunes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Environ 400 lycéens franciliens.

Localisation géographique :
- Loiret

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Deux médiateurs pour la journée quel que soit l'effectif du groupe (pour 18 groupes)	7 020,00	22,53%
Transport Orléans/Pithiviers/Orléans (pour 18 groupes)	7 074,00	22,70%
Divers - temps de préparation avec les enseignants - envoi de documentation, préparation des dossiers pédagogiques, etc... (pour 18 groupes)	7 200,00	23,11%
Repas 9 € / personne (50 personnes + 2 accompagnateurs pour 18 groupes)	8 424,00	27,04%
Frais de gestion (pour 18 groupes)	1 440,00	4,62%
Total	31 158,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2017	22 110,00	70,96%
Ministère de la Défense	2 000,00	6,42%
Ville d'Orléans	500,00	1,60%
Département du Loiret	1 000,00	3,21%
Région Centre	2 000,00	6,42%
Fondation pour la Mémoire de la Shoah	2 000,00	6,42%
Participation de l'association	1 548,00	4,97%
Total	31 158,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	22 110,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	25 250,00 €
2015	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (CR46-14)	23 500,00 €
2016	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	22 110,00 €
	Montant total	70 860,00 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 06/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-257
DU 5 JUILLET 2017

LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE "PROJETS - RÉUSSITE POUR TOUS" PREMIÈRE AFFECTATION 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales;

VU Le code de l'éducation ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 84-11 du 29 septembre 2011 relative aux actions «Agir pour la réussite des élèves» ;

VU La délibération n° CR 01-12 du 17 février 2012 relative aux « Lycées municipaux de la ville de Paris. Application des politiques régionales d'aides aux lycéens ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéens et prorogeant le schéma des formations ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 82-16 du 19 mai 2016 relative à la lutte contre le décrochage scolaire ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-257 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide de participer, au titre du dispositif « Réussite pour tous » au financement des projets détaillés en annexe 2 de la délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **855 984 €.**

Affecte une autorisation d'engagement de **855 984 €,** disponible sur le chapitre 932-Enseignement, code fonctionnel 28 – autres services périscolaires et annexes, programme HP 28-005 – schéma des formations (128005), action- Réussite des élèves (12800501), du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif figurant en annexe 1 de la délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 à la délibération - Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-257	Budget	2017

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**128005 - Schéma des formations**
Action	**12800501 - Réussite des élèves**

Dispositif : N° 00000228 - Projet-Réussite pour tous

Dossier	EX020140 - LPO PAULINE ROLAND CHEVILLY LA RUE (94)- PROJET N°498 - POLE BILAN POSITIONNEMENT - RESCOLARISATION - MLDS - RÉUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	P0015628 - LPO PAULINE ROLAND CHEVILLY LA RUE			
Localisation	LPO PAULINE ROLAND CHEVILLY LA RUE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 125,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 125,00 €	TTC	100 %	1 125,00 €	

Dossier	EX020191 - LP LOUIS LUMIERE CHELLES (77) - PROJET N°569 - PERMETTRE A DES DECROCHEURS DE S'INVESTIR DANS UN PROJET PROFESSIONNEL - RESCOLARISATION - MLDS - RÉUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3699 - LP LOUIS LUMIERE CHELLES			
Localisation	LP LOUIS LUMIERE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 600,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 600,00 €	TTC	100 %	5 600,00 €	

Dossier	EX020390 - LGT JEAN VILAR MEAUX (77) - PROJET N°568 - AGIR POUR LE BIEN-ETRE DES ELEVES AFIN DE PRÉVENIR LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - RÉUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R15275 - LGT JEAN VILAR MEAUX			
Localisation	LYP JEAN VILAR (MEAUX)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 704,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 704,00 €	TTC	100 %	8 704,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-257	Budget	2017

Dossier	EX020391 - LP ANTONIN CAREME SAVIGNY LE TEMPLE - PROJET N°564 - MOREA NUMÉRIQUE - RESCOLARISATION - MLDS - RÉUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3286 - LP ANTONIN CAREME SAVIGNY LE TEMPLE			
Localisation	LP ANTONIN CAREME			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 000,00 €	TTC	100 %	6 000,00 €	

Dossier	EX020404 - LP LOUIS LUMIERE CHELLES (77) - PROJET N°319 : ACTION DE REMEDIATION - ORIENTATION - RÉUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3699 - LP LOUIS LUMIERE CHELLES			
Localisation	LP LOUIS LUMIERE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 954,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 800,00 €	TTC	81,16 %	7 954,00 €	

Dossier	EX020405 - LP ERIK SATIE PARIS 14EME N°298 - Dispositif d'aide à l'intégration sociale et professionnelle des élèves - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3459 - LP ERIK SATIE PARIS 14EME			
Localisation	LP ERIK SATIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 630,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 630,00 €	TTC	100 %	3 630,00 €	

Dossier	EX020425 - LPO HONORE DE BALZAC MITRY MORY (77) - PROJET N°398 - LUTTE CONTRE LE DECROCHAGE SCOLAIRE ET L'ORIENTATION PAR DEFAUT - ORIENTATION - RÉUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3276 - LPO HONORE DE BALZAC MITRY MORY			
Localisation	LYP HONORE DE BALZAC (MITRY-M)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 800,00 €	TTC	83,33 %	4 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-257	Budget	2017

Dossier	EX020455 - LPO PAULINE ROLAND CHEVILLY LA RUE (94) - PROJET N°566 - POLE DE REMOBILISATION LONGUE - REMOBILISATION - MLDS - RÉUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	P0015628 - LPO PAULINE ROLAND CHEVILLY LA RUE			
Localisation	LPO PAULINE ROLAND CHEVILLY LA RUE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 090,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 090,00 €	TTC	100 %	6 090,00 €	

Dossier	EX020456 - LP ERIK SATIE PARIS 14EME - Projet 505 - Accompagnement vers la réussite, Sécuriser les parcours de formation - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3459 - LP ERIK SATIE PARIS 14EME			
Localisation	LP ERIK SATIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 070,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 130,00 €	TTC	90,48 %	10 070,00 €	

Dossier	EX020468 - LP LYC METIER LE CHAMP DE CLAYE CLAYE SOUILLY (77) - PROJET N°571 - PREVENTION ET INTERVENTION DANS LE CADRE DES ALLIANCES EDUCATIVES - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3255 - LP LYC METIER LE CHAMP DE CLAYE CLAYE SOUILLY			
Localisation	LP LE CHAMP DE CLAYE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 600,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 600,00 €	TTC	100 %	5 600,00 €	

Dossier	EX020484 - LPO RENE CASSIN NOISIEL (77) - PROJET N°587 - UTILISER LES NEUROS-SCIENCES POUR LA REUSSITE DES ELEVES DE SECONDE PROFESSIONNELLE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3267 - LPO RENE CASSIN NOISIEL			
Localisation	LYT RENE CASSIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 340,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 340,00 €	TTC	100 %	8 340,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-257	Budget	2017

Dossier	EX020488 - LPO MARIE LAURENCIN MENNECY (91) - PROJET N°580 - ATELIER DE THEATRE IMPROVISE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R16853 - LPO MARIE LAURENCIN MENNECY			
Localisation	LYP MARIE LAURENCIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 400,00 €	TTC	82,35 %	2 800,00 €	

Dossier	EX020492 - LYCEE NADAR DRAVEIL (91) - PROJET N°579 - DIMINUER LE NOMBRE D'ELEVES QUITTANT EN COURS DE FORMATION - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3332 - LP LYC METIER NADAR DRAVEIL			
Localisation	LP NADAR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 300,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
17 332,00 €	TTC	82,51 %	14 300,00 €	

Dossier	EX020495 - LPO RENE DESCARTES CHAMPS SUR MARNE (77) - PROJET N°451 - TROUVER SA VOIX/SA VOIE - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R15359 - LPO RENE DESCARTES CHAMPS SUR MARNE			
Localisation	LYP RENE DESCARTES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 139,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 139,00 €	TTC	100 %	9 139,00 €	

Dossier	EX020499 - LPO CHRISTOPHE COLOMB SUCY EN BRIE (94) - PROJET N°573 - POLE BILAN POSITIONNEMENT - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R16037 - LPO CHRISTOPHE COLOMB SUCY EN BRIE			
Localisation	LYP CHRISTOPHE COLOMB			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 125,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 125,00 €	TTC	100 %	1 125,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-257	Budget	2017

Dossier	EX020500 - LPO CHRISTOPHE COLOMB SUCY EN BRIE (94) - PROJET N°469 - STAGE DE REMOBILISATION : CLASSE PASSERELLE - REMOBILISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R16037 - LPO CHRISTOPHE COLOMB SUCY EN BRIE			
Localisation	LYP CHRISTOPHE COLOMB			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 150,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 150,00 €	TTC	100 %	4 150,00 €	

Dossier	EX020507 - LPO BROSSOLETTE LE KREMLIN BICETRE (94) - PROJET N°495 - POLE BILAN POSITIONNNEMENT - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3234 - LPO BROSSOLETTE LE KREMLIN BICETRE			
Localisation	LYT BROSSOLETTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 125,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 125,00 €	TTC	100 %	1 125,00 €	

Dossier	EX020513 - LP PIERRE LESCOT PARIS (75) - PROJET N°567 - Formation alternée lycée entreprise pour les élèves de seconde professionnelle - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3884 - LP PIERRE LESCOT PARIS			
Localisation	LP LESCOT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 800,00 €	TTC	100 %	1 800,00 €	

Dossier	EX020531 - LP GALILEE PARIS 13EME - projet 354 - PARTENARIAT POUR UN POINT ECOUTE - SOUTIEN A LA SCOLARITE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3447 - LP GALILEE PARIS 13EME			
Localisation	LP GALILEE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 500,00 €	TTC	100 %	4 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-257	Budget	2017

Dossier	EX020532 - LP LYC METIER LA SOURCE NOGENT SUR MARNE (94) - PROJET N°27 - ACCOMPAGNER LES ELEVES ENTRANTS CAP ET BAC PRO TERTIAIRE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3491 - LP LYC METIER LA SOURCE NOGENT SUR MARNE			
Localisation	LP LA SOURCE (NOGENT)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 701,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 201,50 €	TTC	97,93 %	23 701,00 €	

Dossier	EX020535 - LPO LYC METIER JEAN MACE VITRY SUR SEINE (94) - PROJET N°179 - MICROLYCEE DU VAL-DE-MARNE - MICROLYCEE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3478 - LPO LYC METIER JEAN MACE VITRY SUR SEINE			
Localisation	LYT JEAN MACE (VITRY/SEINE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	42 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
44 540,00 €	TTC	94,3 %	42 000,00 €	

Dossier	EX020539 - LPO PAUL ROBERT LES LILAS 93 - Projet 361 - "J'avance" au bénéfice des élèves de la section d'enseignement professionnel - valorisation de la voie professionnelle - reussite pour tous			
Bénéficiaire	R3644 - LPO PAUL ROBERT LES LILAS			
Localisation	LYP PAUL ROBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 155,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 255,00 €	TTC	97,65 %	4 155,00 €	

Dossier	EX020553 - LPO LYC METIER DU GUE A TREMES CONGIS-SUR-THEROUANNE (94) - PROJET N°400 - PASSEPORT ACCOMPAGNEMENT SCOLAIRE ET SOCIAL - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES			
Bénéficiaire	R3258 - LPO LYC METIER DU GUE A TREMES CONGIS-SUR-THEROUANNE			
Localisation	LYT DU GUE A TRESMES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 725,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 400,00 €	TTC	71,88 %	1 725,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-257	Budget	2017

Dossier	EX020556 - LGT OLYMPE DE GOUGES NOISY LE SEC - PROJET N°586 - POINT ECOUTE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R15801 - LGT OLYMPE DE GOUGES NOISY LE SEC			
Localisation	LYP OLYMPE DE GOUGES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 000,00 €	TTC	75 %	4 500,00 €	

Dossier	EX020557 - LPO LYC METIER ANDRE MALRAUX MONTEREAU FAULT YONNE (77) - PROJET N°591 - AIDE A L'EXPRESSION POUR UNE ATTITUDE PROPICE AUX APPRENTISSAGES - SOUTIEN SCOLARITE ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R18497 - LPO LYC METIER ANDRE MALRAUX MONTEREAU FAULT YONNE			
Localisation	LYP ANDRE MALRAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 875,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 500,00 €	TTC	75 %	1 875,00 €	

Dossier	EX020558 - LPO DARIUS MILHAUD LE KREMLIN BICETRE (94) - PROJET N°367 - POLE D'ACCUEIL ET D'ACCOMPAGNEMENT - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3515 - LPO DARIUS MILHAUD LE KREMLIN BICETRE			
Localisation	LYP DARIUS MILHAUD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	21 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
21 000,00 €	TTC	100 %	21 000,00 €	

Dossier	EX020559 - LPO RENE DESCARTES CHAMPS SUR MARNE (77) - PROJET N°577 - REUSSIR SON ENTREE DANS LA VOIE PROFESSIONNELLE - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R15359 - LPO RENE DESCARTES CHAMPS SUR MARNE			
Localisation	LYP RENE DESCARTES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 400,00 €	TTC	100 %	4 400,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-257	Budget	2017

Dossier	EX020562 - LP LYC METIER LE CHAMP DE CLAYE CLAYE SOUILLY (77) - PROJET N°293 - ACTION DE REMOBILISATION - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3255 - LP LYC METIER LE CHAMP DE CLAYE CLAYE SOUILLY			
Localisation	LP LE CHAMP DE CLAYE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 440,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 440,00 €	TTC	100 %	12 440,00 €	

Dossier	EX020565 - LPO LOUIS JOUVET TAVERNY (95) - PROJET N°549 - REMOBILISATION D'ELEVES REPERES EN GRAND DECROCHAGE SCOLAIRE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3404 - LPO LOUIS JOUVET TAVERNY			
Localisation	LYP LOUIS JOUVET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 928,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 613,00 €	TTC	77,87 %	5 928,00 €	

Dossier	EX020568 - LGT JEAN MOULIN TORCY - PROJET N°565 - REUSSIR SON PARCOURS DANS LA VOIE PROFESSIONNELLE - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3287 - LGT JEAN MOULIN TORCY			
Localisation	LYP JEAN MOULIN (TORCY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 920,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 920,00 €	TTC	100 %	3 920,00 €	

Dossier	EX020569 - LGT JEAN MOULIN TORCY (77) - PROJET N°576 - CLASSE FLE - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3287 - LGT JEAN MOULIN TORCY			
Localisation	LYP JEAN MOULIN (TORCY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 870,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 870,00 €	TTC	100 %	7 870,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-257	Budget	2017

Dossier	EX020570 - LGT JEAN MOULIN TORCY (77) - PROJET N°470 - MOREA NUMERIQUE - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3287 - LGT JEAN MOULIN TORCY			
Localisation	LYP JEAN MOULIN (TORCY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000,00 €	TTC	70 %	7 000,00 €	

Dossier	EX020571 - LGT PAUL ELUARD SAINT DENIS 93 - projet 528 - Pole bilan Positionnemen District 1 -RESCOLARISATION mlds - reussite pour tous			
Bénéficiaire	R3660 - LGT PAUL ELUARD SAINT DENIS			
Localisation	LYP PAUL ELUARD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 500,00 €	TTC	100 %	4 500,00 €	

Dossier	EX020575 - LP LYC METIER LOUISE MICHEL EPINAY SUR SEINE 93 - projet 556 - Se remobiliser, devenir acteur de son parcours - Remobilisation MLDS - Réussite pour tous			
Bénéficiaire	R3634 - LP LYC METIER LOUISE MICHEL EPINAY SUR SEINE			
Localisation	LP LOUISE MICHEL (EPINAY S/S)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 400,00 €	TTC	95,45 %	4 200,00 €	

Dossier	EX020580 - LP ERIK SATIE PARIS 14EME PROJET N°297 Intégration des élèves UP2A et 3eme Prépa Pro - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3459 - LP ERIK SATIE PARIS 14EME			
Localisation	LP ERIK SATIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 977,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 977,00 €	TTC	100 %	8 977,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-257	Budget	2017

Dossier	EX020589 - LPO LAZARE PONTICELLI PARIS 13 - Projet n° 5 - LYCEE INVERSE -Rescolarisation MLDS - Réussite pour tous			
Bénéficiaire	R3448 - LPO LAZARE PONTICELLI PARIS 13EME			
Localisation	LP LAZARE PONTICELLI DE PLASTURGIE ET DU MOULE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
28 000,00 €	TTC	50 %	14 000,00 €	

Dossier	EX020590 - LPO LAZARE PONTICELLI PARIS 13EME (75) - projet N°180 - PIL/ Lycée au Long Cours - RESCOLARISATION - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3448 - LPO LAZARE PONTICELLI PARIS 13EME			
Localisation	LP LAZARE PONTICELLI DE PLASTURGIE ET DU MOULE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 500,00 €	TTC	85,71 %	3 000,00 €	

Dossier	EX020592 - LPO LAZARE PONTICELLI PARIS 13EME (75) - projet N° 51 - PIL/ Lycée de la Solidarité Internationale - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3448 - LPO LAZARE PONTICELLI PARIS 13EME			
Localisation	LP LAZARE PONTICELLI DE PLASTURGIE ET DU MOULE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	21 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 440,00 €	TTC	76,53 %	21 000,00 €	

Dossier	EX020593 - LPO LAZARE PONTICELLI PARIS 13EME - projet N°418 - PIL/ Sport et Avenir - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3448 - LPO LAZARE PONTICELLI PARIS 13EME			
Localisation	LP LAZARE PONTICELLI DE PLASTURGIE ET DU MOULE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 000,00 €	TTC	100 %	8 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-257	Budget	2017

Dossier	EX020594 - LPO JACQUES BREL CHOISY LE ROI (94) - PROJET N°494 - POLE BILAN POSITIONNEMENT - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3517 - LPO JACQUES BREL CHOISY LE ROI			
Localisation	LP JACQUES BREL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 125,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 125,00 €	TTC	100 %	1 125,00 €	

Dossier	EX020595 - LPO LAZARE PONTICELLI PARIS 13EME - projet 272 - PIL/Lycée des futurs - Rescolarisation - reussite pour tous			
Bénéficiaire	R3448 - LPO LAZARE PONTICELLI PARIS 13EME			
Localisation	LP LAZARE PONTICELLI DE PLASTURGIE ET DU MOULE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 000,00 €	TTC	100 %	14 000,00 €	

Dossier	EX020598 - LPO BROSSOLETTE LE KREMLIN BICETRE (94) - PROJET N°561 - POLE D'ACCOMPAGNEMENT VERS L'INSERTION - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3234 - LPO BROSSOLETTE LE KREMLIN BICETRE			
Localisation	LYT BROSSOLETTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 130,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 130,00 €	TTC	100 %	4 130,00 €	

Dossier	EX020602 - LPO JACQUES BREL CHOISY LE ROI (94) - PROJET N°583 - ACTEUR DE MON PARCOURS - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3517 - LPO JACQUES BREL CHOISY LE ROI			
Localisation	LP JACQUES BREL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 450,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 450,00 €	TTC	100 %	9 450,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-257	Budget	2017

Dossier	EX020604 - LGT FRANCOIS COUPERIN FONTAINEBLEAU (77) PROJET N°524 - L' ÉCOLE AUTREMENT EN MOREA BAC - RESCOLARISATION -MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3262 - LGT FRANCOIS COUPERIN FONTAINEBLEAU			
Localisation	LCM FRANCOIS COUPERIN FONTAINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 175,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 175,00 €	TTC	100 %	7 175,00 €	

Dossier	EX020615 - LPO JEAN JACQUES ROUSSEAU SARCELLES (95) - PROJET N°578 - RACCROCHAGE SCOLAIRE ETINCELLE - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R18545 - LPO JEAN JACQUES ROUSSEAU SARCELLES			
Localisation	LYP JJ ROUSSEAU (SARCELLES)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 759,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 759,00 €	TTC	100 %	5 759,00 €	

Dossier	EX020617 - LP ARISTIDE BRIAND LE BLANC MESNIL Pôle Bilan Positionnement - Rescolarisation MLDS - reussite pour tous			
Bénéficiaire	R3641 - LP ARISTIDE BRIAND LE BLANC MESNIL			
Localisation	LP ARISTIDE BRIAND			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 250,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 650,00 €	TTC	39,82 %	2 250,00 €	

Dossier	EX020621 - LPO LANGEVIN WALLON CHAMPIGNY SUR MARNE (94) - PROJET N°499 - POLE BILAN POSITIONNEMENT - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3530 - LPO LANGEVIN WALLON CHAMPIGNY SUR MARNE			
Localisation	LYP LANGEVIN WALLON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 125,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 125,00 €	TTC	100 %	1 125,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-257	Budget	2017

Dossier	EX020629 - LYP LYCEE DE SENART (77)- PROJET N°1 - MICROLYCEE DE SEINE-ET-MARNE - MICROLYCEE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3790 - LYP MICRO LYCEE DE SENART			
Localisation	LYT DE LA MARE CARREE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 200,00 €	TTC	99,56 %	45 000,00 €	

Dossier	EX020630 - LEGTPA LA BRETONNIERE CHAILLY EN BRIE - PROJET N°222 - OSE T'EXPRIMER ET CA IRA MIEUX ! SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3667 - LEGTPA LA BRETONNIERE CHAILLY EN BRIE			
Localisation	LYA LA BRETONNIERE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 912,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 136,00 €	TTC	91,34 %	12 912,00 €	

Dossier	EX020632 - LP MICHELET FONTENAY SOUS BOIS (94) - PROJET N°536 - POLE BILAN POSITIONNEMENT - RESCOLARISATION - MLDS			
Bénéficiaire	R3524 - LP MICHELET FONTENAY SOUS BOIS			
Localisation	LP MICHELET (FONTENAY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 125,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 125,00 €	TTC	100 %	1 125,00 €	

Dossier	EX020637 - LPO RENE CASSIN NOISIEL (77) - PROJET N°542 - POLE BILAN POSITIONNEMENT - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3267 - LPO RENE CASSIN NOISIEL			
Localisation	LYT RENE CASSIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 360,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 360,00 €	TTC	100 %	1 360,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-257	Budget	2017

Dossier	EX020638 - LGT FRANCOIS VILLON PARIS 14EME - PROJET N°575 - ACCOMPAGNEMENT EDUCATIF - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3456 - LGT FRANCOIS VILLON PARIS 14EME			
Localisation	LYP FRANCOIS VILLON (PARIS 14)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 570,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 927,00 €	TTC	28,66 %	6 570,00 €	

Dossier	EX020642 - LGT WOLFGANG AMADEUS MOZART LE BLANC MESNIL 93 - PROJET 48 - projet nouvel elan classe nouvelles chances - rescolarisation - reussite pour tous			
Bénéficiaire	R15427 - LGT WOLFGANG AMADEUS MOZART LE BLANC MESNIL			
Localisation	LYP WOLFGANG AMADEUS MOZART			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 401,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 870,00 €	TTC	85,12 %	8 401,00 €	

Dossier	EX020643 - LGT JEAN RENOIR BONDY (93) - PROJET 532 - Pole bilan positionnement 2 lycées district 7 - rescolarisation MLDS - reussite pour tous			
Bénéficiaire	R3627 - LGT JEAN RENOIR BONDY			
Localisation	LYP HENRI SELLIER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 250,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 250,00 €	TTC	100 %	2 250,00 €	

Dossier	EX020644 - LPO LYC METIER JEAN MACE VITRY SUR SEINE (94) PROJET N°496 - POLE BILAN POSITIONNEMENT - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3478 - LPO LYC METIER JEAN MACE VITRY SUR SEINE			
Localisation	LYT JEAN MACE (VITRY/SEINE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 088,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 088,00 €	TTC	100 %	1 088,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-257	Budget	2017

Dossier	EX020646 - LPO LYC METIER FLORA TRISTAN MONTEREAU FAULT YONNE - PROJET N°10 - STRUCTURE D'AIDE ET DE SUIVI - AIDE A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3279 - LPO LYC METIER FLORA TRISTAN MONTEREAU FAULT YONNE			
Localisation	LYP FLORA TRISTAN (MONTEREAU)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 632,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 765,00 €	TTC	76,22 %	3 632,00 €	

Dossier	EX020647 - LPO LYC METIER ETIENNE BEZOUT NEMOURS (77) - PROJET 539 - POLE BILAN POSITIONNEMENT - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3704 - LPO LYC METIER ETIENNE BEZOUT NEMOURS			
Localisation	LYP ETIENNE BEZOUT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 200,00 €	TTC	100 %	1 200,00 €	

Dossier	EX020648 - LGT ALFRED KASTLER CERGY (95) - PROJET N°366 - MICRO LYCEE DU VAL D'OISE - MICRO LYCEE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3473 - LGT ALFRED KASTLER CERGY			
Localisation	LYP ALFRED KASTLER (CERGY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 000,00 €	TTC	77,78 %	35 000,00 €	

Dossier	EX020649 - LP SAMUEL CHAMPLAIN CHENNEVIERES-SUR-MARNE (94) - PROJET N°410 - ACCOMPAGNEMENT POUR UNE REORIENTATION CHOISIE "DARC" - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R18525 - LP SAMUEL CHAMPLAIN CHENNEVIERES-SUR-MARNE			
Localisation	LYP CHAMPLAIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 900,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 900,00 €	TTC	100 %	4 900,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-257	Budget	2017

Dossier	EX020651 - LPO LAVOISIER PORCHEVILLE (78) - PROJET N°480 - MAITRISE DE LA LANGUE ET PREPARATION AU DELF - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3664 - LPO LAVOISIER PORCHEVILLE			
Localisation	LYP LAVOISIER (PORCHEVILLE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
21 670,00 €	TTC	78,45 %	17 000,00 €	

Dossier	EX020653 - LP LYC METIER HECTOR GUIMARD PARIS 19EME (75) N°100 - UNE ORIENTATION CHOISIE - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3355 - LP LYC METIER HECTOR GUIMARD PARIS 19EME			
Localisation	LP HECTOR GUIMARD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 772,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 946,00 €	TTC	94,09 %	2 772,00 €	

Dossier	EX020654 - LP LYC METIER HECTOR GUIMARD PARIS 19EME (75) N°467 Maîtrise de la langue française en classe d'accueil - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3355 - LP LYC METIER HECTOR GUIMARD PARIS 19EME			
Localisation	LP HECTOR GUIMARD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 404,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 900,00 €	TTC	91,59 %	5 404,00 €	

Dossier	EX020656 - LP LYC HECTOR GUIMARD PARIS 19EME N°113-Repérage précoce des conduites à risques, évaluation des difficultés rencontrées par l'adolescent, informer les équipes - soutien scolarité - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3355 - LP LYC METIER HECTOR GUIMARD PARIS 19EME			
Localisation	LP HECTOR GUIMARD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 925,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 000,00 €	TTC	99,17 %	8 925,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-257	Budget	2017

Dossier	EX020657 - LYP CAMILE PISSARRO PONTOISE (95) - PROJET N°548 - REMOBILISER LES ELEVES DECROCHEURS - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITON DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3397 - LYCEE POLYVALENT CAMILE PISSARRO			
Localisation	LYP CAMILLE PISSARRO			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 600,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 040,00 €	TTC	94,53 %	7 600,00 €	

Dossier	EX020658 - LP LYC METIER HECTOR GUIMARD PARIS 19EME N°36 soutien linguistique langue française pour les classes de CAP - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3355 - LP LYC METIER HECTOR GUIMARD PARIS 19EME			
Localisation	LP HECTOR GUIMARD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 600,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 600,00 €	TTC	100 %	15 600,00 €	

Dossier	EX020660 - LPO DE LA MARE CARREE MOISSY CRAMAYEL (77) - PROJET N°541 - POLE BILAN POSITIONNEMENT - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R19203 - LPO DE LA MARE CARREE MOISSY CRAMAYEL			
Localisation	LYT DE LA MARE CARREE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 125,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 125,00 €	TTC	100 %	1 125,00 €	

Dossier	EX020662 - LPO LYC LEONARD DE VINCI TREMBLAY EN FRANCE 93 - Poétique Ensemble, stage d'écriture et de mise en voix - projet 527 -rescolarisation mlds - reussite pour tous			
Bénéficiaire	R17099 - LPO LYC METIER LEONARD DE VINCI TREMBLAY EN FRANCE			
Localisation	LYP LEONARD DE VINCI-TREMBLAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 275,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 275,00 €	TTC	100 %	4 275,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-257	Budget	2017

Dossier	EX020666 - LYP SIMONE SIGNORET VAUX LE PENIL (77) - PROJET N°28 - MIEUX MAITRISER LA LANGUE POUR MIEUX REUSSIR SA SCOLARITE - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3236 - LYP SIMONE SIGNORET VAUX LE PENIL			
Localisation	LYP SIMONE SIGNORET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 850,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 850,00 €	TTC	100 %	13 850,00 €	

Dossier	EX020668 - LP PR SAINT FRANCOIS D ASSISE FONTENAY AUX ROSES (92) - PROJET N°581 - REUSSIR LES APPRENTISSAGES PAR LA PEDAGOGIE DES GESTES - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3053 - LP PR SAINT FRANCOIS D ASSISE FONTENAY			
Localisation	LP SAINT FRANCOIS D'ASSISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 000,00 €		Code nature	65741
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 000,00 €	TTC	100 %	6 000,00 €	

Dossier	EX020671 - LPO LYC METIER JEAN MACE VITRY SUR SEINE - PROJET N°520 - REMOBILISATION POUR UN PROJET PROFESSIONNEL - ORIENTATION - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3478 - LPO LYC METIER JEAN MACE VITRY SUR SEINE			
Localisation	LYT JEAN MACE (VITRY/SEINE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 780,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 780,00 €	TTC	100 %	3 780,00 €	

Dossier	EX020672 - LPO LAZARE PONTICELLI PARIS 13EME (75) - projet N° 422 Microlycée de Paris - Reussite pour tous			
Bénéficiaire	R3448 - LPO LAZARE PONTICELLI PARIS 13EME			
Localisation	LP LAZARE PONTICELLI DE PLASTURGIE ET DU MOULE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	36 088,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
42 588,00 €	TTC	84,74 %	36 088,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-257	Budget	2017

Dossier	EX020673 - LP SAMUEL CHAMPLAIN CHENNEVIERES-SUR-MARNE (94) - PROJET N°585 - ATELIER SAVOIR-ETRE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R18525 - LP SAMUEL CHAMPLAIN CHENNEVIERES-SUR-MARNE			
Localisation	LP TERTIAIRE/CHAMPLAIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 050,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 050,00 €	TTC	100 %	1 050,00 €	

Dossier	EX020674 - LPO BLAISE PASCAL VILLEMOMBLE 93 - POLE BILAN POSITIONNEMENT PROJET DYPTIQYE THEATRE - projet 516 - rescolarisation mlds - reussite pour tous			
Bénéficiaire	R3757 - LPO BLAISE PASCAL VILLEMOMBLE			
Localisation	LYP BLAISE PASCAL VILLEMOMBLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 250,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 250,00 €	TTC	100 %	2 250,00 €	

Dossier	EX020676 - LPO BLAISE CENDRARS SEVRAN 93 - projet 453 - Raccrocher, motiver et accompagner des élèves en rupture scolaire - rescolarisation MLDS - reussite pour tous			
Bénéficiaire	R19063 - LPO BLAISE CENDRARS SEVRAN			
Localisation	LYP BLAISE CENDRARS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 750,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 750,00 €	TTC	100 %	3 750,00 €	

Dossier	EX020684 - LPO LYC FRANCOIS RABELAIS DUGNY 93 - INTÉGRATION DES ENTRANTS DANS LE MONDE DES MÉTIERS HÔTELLERIE ET RESTAURATION - projet 554 - valorisation de la voie professionnelle - reussite pour tous			
Bénéficiaire	R3632 - LPO LYC METIER FRANCOIS RABELAIS DUGNY			
Localisation	LYP FRANCOIS RABELAIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 180,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 060,00 €	TTC	73,96 %	8 180,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-257	Budget	2017

Dossier	EX020687 - LPO GEORGES BRASSENS VILLEPINTE 93 Rescolarisation MLDS - Pôle bilan Positionnement de district4 - reussite pour tous			
Bénéficiaire	R3730 - LPO GEORGES BRASSENS VILLEPINTE			
Localisation	LYP GEORGES BRASSENS VILLEPINT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 250,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 375,00 €	TTC	66,67 %	2 250,00 €	

Dossier	EX020694 - LGT PABLO PICASSO FONTENAY SOUS BOIS (94) - PROJET N°596 - CONSTRUIRE SON PARCOURS ET POURSUIVRE UN CURSUS SCOLAIRE OU DE FORMATION - ORIENTATION - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3523 - LGT PABLO PICASSO FONTENAY SOUS BOIS			
Localisation	LYP PABLO PICASSO			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 230,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 230,00 €	TTC	42,76 %	5 230,00 €	

Dossier	EX020696 - LPO JACQUES BREL CHOISY LE ROI (94) - PROJET N°80 - POINT ECOUTE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3517 - LPO JACQUES BREL CHOISY LE ROI			
Localisation	LP JACQUES BREL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 500,00 €	TTC	100 %	4 500,00 €	

Dossier	EX020697 - LP ARISTIDE BRIAND LE BLANC MESNIL 93 - LE THEATRE NOUS REND PRO II - projet 557 - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3641 - LP ARISTIDE BRIAND LE BLANC MESNIL			
Localisation	LP ARISTIDE BRIAND			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 900,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 950,00 €	TTC	76,45 %	9 900,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-257	Budget	2017

Dossier	EX020699 - LP ALFRED COSTES BOBIGNY 93 - projet 22 - Dispositif Nouvelles Chances de Bobigny: Trait d'union -soutien a la scolarite - reussite pour tous			
Bénéficiaire	R3625 - LP ALFRED COSTES BOBIGNY			
Localisation	LP ALFRED COSTES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 228,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 500,00 €	TTC	80,43 %	5 228,00 €	

Dossier	EX020703 - LGT MARCELIN BERTHELOT PANTIN (93) - PROJET N°584 - POLE BILAN POSITIONNEMENT : ACCUEIL ET ACCOMPAGNEMENT - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3655 - LGT MARCELIN BERTHELOT PANTIN			
Localisation	LYP MARCELIN BERTHELOT PANTIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 250,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 250,00 €	TTC	100 %	2 250,00 €	

Dossier	EX020704 - LPO LYC METIER EUGENIE COTTON MONTREUIL - mon lycée c'est COTTON - projet 525 - soutien a la scolarisation et acquisition des codes - reussite pour tous			
Bénéficiaire	R3650 - LPO LYC METIER EUGENIE COTTON MONTREUIL			
Localisation	LYP EUGENIE COTTON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 625,00 €	TTC	71,11 %	4 000,00 €	

Dossier	EX020706 - LPO ALFRED NOBEL CLICHY SOUS BOIS 93 - projet 386 - FLE ELEVES NOUVELLEMENT ARRIVES EN FRANCE - maitrise de la langue - reussite pour tous			
Bénéficiaire	R15267 - LPO ALFRED NOBEL CLICHY SOUS BOIS			
Localisation	LYP ALFRED NOBEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 000,00 €	TTC	100 %	5 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-257	Budget	2017

Dossier	EX020708 - LPO FREDERIC MISTRAL FRESNES (94) - PROJET N°364 - POINT ECOUTE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3525 - LPO FREDERIC MISTRAL FRESNES			
Localisation	LYP FREDERIC MISTRAL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 500,00 €	TTC	100 %	4 500,00 €	

Dossier	EX020709 - LPO ALFRED NOBEL CLICHY SOUS BOIS 93 - Projet 144 - TRAVAIL ASSISTE AU LYCEE - SOUTIEN A LA SCOLARISATION et acquisition des codes - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R15267 - LPO ALFRED NOBEL CLICHY SOUS BOIS			
Localisation	LYP ALFRED NOBEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 000,00 €	TTC	100 %	5 000,00 €	

Dossier	EX020713 - LPO GEORGES BRASSENS VILLENEUVE LE ROI (94) - PROJET N°302 - ACCOMPAGNER LES ELEVES - AIDE A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3502 - LPO GEORGES BRASSENS VILLENEUVE LE ROI			
Localisation	LYP GEORGES BRASSENS VILLENEUV			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 170,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 170,00 €	TTC	100 %	9 170,00 €	

Dossier	EX020715 - LPO LYC METIER L ENNA SAINT DENIS (93) - PROJET N°593 - Prévention autour d'actions sur la persévérance scolaire - soutien a la scolarite - reussite pour tous			
Bénéficiaire	R3663 - LPO LYC METIER L ENNA SAINT DENIS			
Localisation	LYP ENNA			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 300,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 300,00 €	TTC	100 %	10 300,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-257	Budget	2017

Dossier	EX020717 - LPO EVARISTE GALOIS NOISY LE GRAND 93 - projet 146 - Accompagnement de soutien psychologique - SOUTIEN A LA SCOLARITE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R18858 - LPO EVARISTE GALOIS NOISY LE GRAND			
Localisation	LYP EVARISTE GALOIS - NOISYLGD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 500,00 €	TTC	100 %	4 500,00 €	

Dossier	EX020718 - LPO DARIUS MILHAUD LE KREMLIN BICETRE (94) PROJET N°595 - REBONDS - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3515 - LPO DARIUS MILHAUD LE KREMLIN BICETRE			
Localisation	LYP DARIUS MILHAUD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 378,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
28 756,62 €	TTC	50 %	14 378,00 €	

Dossier	EX020722 - LPO PAUL BERT MAISONS ALFORT (94) - PROJET N°588 - PLURALITES DE REUSSITES - VALORISATION DES VOIES PROFESSIONNELLES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3487 - LPO PAUL BERT MAISONS ALFORT			
Localisation	LP PAUL BERT (MAISONS-ALFORT)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 055,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 055,00 €	TTC	100 %	6 055,00 €	

Dossier	EX020723 - LPO PAUL BERT MAISONS ALFORT (94) - PROJET N°562 - ACCOMPAGNEMENT ET MISE EN OEUVRE DU PROJET PROFESSIONNEL - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3487 - LPO PAUL BERT MAISONS ALFORT			
Localisation	LP PAUL BERT (MAISONS-ALFORT)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 200,00 €	TTC	100 %	3 200,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-257	Budget	2017

Dossier	EX020725 - LPO PAUL BERT MAISONS ALFORT (94) - PROJET N°493 - POLE BILAN POSITIONNEMENT - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3487 - LPO PAUL BERT MAISONS ALFORT			
Localisation	LP PAUL BERT (MAISONS-ALFORT)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 125,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 125,00 €	TTC	100 %	1 125,00 €	

Dossier	EX020728 - LPO NICOLAS JOSEPH CUGNOT NEUILLY SUR MARNE (93) - PROJET N°592 - Accueil et motivation des élèves de la voie professionnelle - Valorisation Voie professionnelle - reussite pour tous			
Bénéficiaire	R3812 - LPO NICOLAS JOSEPH CUGNOT NEUILLY SUR MARNE			
Localisation	LYP NICOLAS JOSEPH CUGNOT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 900,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 100,00 €	TTC	90,48 %	1 900,00 €	

Dossier	EX020729 - LPO LEON BLUM CRETEIL (94) - PROJET N°300 - ESPACE PAROLE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3522 - LPO LEON BLUM CRETEIL			
Localisation	LYP LEON BLUM			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 640,00 €	TTC	68,68 %	2 500,00 €	

Dossier	EX020730 - LGT HENRI WALLON AUBERVILLIERS (93) - PROJET N°308 - REMOBILISATION EN FLS (FRANCAIS LANGUE DE SCOLARISATION) - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3619 - LGT HENRI WALLON AUBERVILLIERS			
Localisation	LCM HENRI WALLON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 500,00 €	TTC	100 %	8 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-257	Budget	2017

Dossier	EX020731 - LGT GEORGE SAND LE MEE SUR SEINE (77) - PROJET N°332 - BAC ET GESTION DU STRESS - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES			
Bénéficiaire	R3266 - LGT GEORGE SAND LE MEE SUR SEINE			
Localisation	LYP GEORGE SAND (LE MEE/SEINE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 250,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 625,00 €	TTC	70,27 %	3 250,00 €	

Dossier	EX020734 - LPO LYC METIER FRANCOIS RABELAIS DUGNY (93) - PROJET N°574 - Projet O2, remobilisation et persévérance scolaire -soutien a la scolarite - reussite pour tous			
Bénéficiaire	R3632 - LPO LYC METIER FRANCOIS RABELAIS DUGNY			
Localisation	LYP FRANCOIS RABELAIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 088,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 688,00 €	TTC	32,58 %	6 088,00 €	

Dossier	EX020735 - LGT LE CORBUSIER AUBERVILLIERS (93) - PROJET N°589 - Prévention et gestion du stress à l'attention des lycéens de 3 établissements d'Aubervilliers - soutien a la scolarite - reussite pour tous			
Bénéficiaire	R3616 - LGT LE CORBUSIER AUBERVILLIERS CEDEX			
Localisation	LYT LE CORBUSIER (AUBERVILLIER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 200,00 €	TTC	100 %	7 200,00 €	

Dossier	EX020736 - LP ARMAND CARREL PARIS 19EME - PROJET N°572 - DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES PSYCHOSOCIALES - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3353 - LP ARMAND CARREL PARIS 19EME			
Localisation	LP ARMAND CARREL (PARIS 19)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 650,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 650,00 €	TTC	100 %	6 650,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-257	Budget	2017

Dossier	EX020737 - LPO SAINT-EXUPERY CRETEIL (94) - PROJET N°457 - REMISE A NIVEAU ET MAÎTRISE DE LA LANGUE FRANCAISE - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3521 - LPO ANTOINE DE SAINT EXUPERY CRETEIL			
Localisation	LYP A DE SAINT EXUPERY CRETEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 750,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 750,00 €	TTC	100 %	8 750,00 €	

Dossier	EX020738 - LPO SAINT-EXUPERY CRETEIL (94) - PROJET N°500 - POLE BILAN POSITIONNEMENT - RESCOLARISATION - MLDS			
Bénéficiaire	R3521 - LPO ANTOINE DE SAINT EXUPERY CRETEIL			
Localisation	LYP A DE SAINT EXUPERY CRETEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 125,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 125,00 €	TTC	100 %	1 125,00 €	

Dossier	EX020739 - LPO ANTOINE DE SAINT EXUPERY CRETEIL (94) PROJET N°594 - REBONDS - AIDE A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3521 - LPO ANTOINE DE SAINT EXUPERY CRETEIL			
Localisation	LYP A DE SAINT EXUPERY CRETEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 378,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
28 756,62 €	TTC	50 %	14 378,00 €	

Dossier	EX020740 - LGT GERMAINE TILLION LE BOURGET (93) Projet pédagogique du Microlycée du 93, structure de retour à l'école - micro lycee - reussite pour tous			
Bénéficiaire	P0028709 - LGT GERMAINE TILLION LE BOURGET			
Localisation	LGT DU BOURGET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	37 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
37 000,00 €	TTC	100 %	37 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-257	Budget	2017

Dossier	EX020741 - LP JEAN PIERRE TIMBAUD AUBERVILLIERS 93 - 3 pôles bilan positionnement MLDS du District 2 - projet 529 - rescolarisation mlds- reussite pour tous			
Bénéficiaire	R3618 - LP JEAN PIERRE TIMBAUD AUBERVILLIERS			
Localisation	LP JP TIMBAUD (AUBERVILLIERS)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 375,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 375,00 €	TTC	100 %	3 375,00 €	

Dossier	EX020742 - LPO LYC METIER EUGENE HENAFF BAGNOLET 93 POLE BILAN POSITIONNEMENT DU DISTRICT 6 - projet 531 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3623 - LPO LYC METIER EUGENE HENAFF BAGNOLET			
Localisation	LYP EUGENE HENAFF			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 375,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 815,00 €	TTC	14,79 %	3 375,00 €	

Dossier	EX020743 - LPO LYC METIER CHARLES DE GAULLE LONGPERRIER (77) - PROJET N°521 - RÉUSSIR L'ENTRÉE EN LYCÉE PROFESSIONNEL - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R15277 - LPO LYC METIER CHARLES DE GAULLE LONGPERRIER			
Localisation	LPO LYC METIERS CH DE GAULLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 488,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 488,00 €	TTC	100 %	2 488,00 €	

Dossier	EX020744 - LGT VOILLAUME AULNAY SOUS BOIS - Intégration des classes de secondes professionnelles - SOUTIEN A LA SCOLARITE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3620 - LGT VOILLAUME AULNAY SOUS BOIS			
Localisation	LP VOILLAUME INDUSTRIEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 950,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 667,00 €	TTC	62,76 %	7 950,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-257	Budget	2017

Dossier	EX020747 - LPO D'ALEMBERT AUBERVILLIERS (93) - PROJET N°582 - REMOBILISATION PAR LE THEATRE ET LA SENSIBILISATION A L'ESPRIT D'ENTREPRISE - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3768 - LPO D'ALEMBERT AUBERVILLIERS			
Localisation	LYT D'ALEMBERT (AUBERVILLIERS)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000,00 €	TTC	100 %	10 000,00 €	

Dossier	EX020748 - LPO JEAN JAURES ARGENTEUIL (95) - PROJET N°590 - CONSOLIDER LA REUSSITE DES ELEVES DE SECONDE PROFESSIONNELLE A L'ENTREE AU LYCEE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R18539 - LPO JEAN JAURES ARGENTEUIL CEDEX			
Localisation	LYP JEAN JAURES (ARGENTEUIL)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 900,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 900,00 €	TTC	100 %	12 900,00 €	

Dossier	EX020829 - LGT PIERRE DE COUBERTIN MEAUX (77) - PROJET N° 540 - POLE BILAN POSITIONNEMENT REMOBILISE TOI - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R18495 - LGT PIERRE DE COUBERTIN MEAUX			
Localisation	LYT PIERRE DE COUBERTIN MEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 125,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 925,00 €	TTC	38,46 %	1 125,00 €	

Dossier	EX021512 - LGT GUILLAUME APOLLINAIRE THIAIS (94) - PROJET N°143 - LA BULLE D'APO, BIEN VIVRE AU LYCEE POUR REUSSIR - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES			
Bénéficiaire	R3500 - LGT GUILLAUME APOLLINAIRE THIAIS			
Localisation	LYP GUILLAUME APOLLINAIRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 500,00 €	TTC	100 %	4 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000228 - Projet-Réussite pour tous	855 984,00 €

Total sur l'imputation 932 - 28 - 128005 - 12800501	855 984,00 €

Annexe 2 à la délibération - Fiches projets

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020140

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO PAULINE ROLAND CHEVILLY LA RUE (94)- PROJET N°498 - POLE BILAN POSITIONNEMENT - RESCOLARISATION - MLDS - RÉUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 125,00 €	100,00 %	1 125,00 €
	Montant Total de la subvention		1 125,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PAULINE ROLAND CHEVILLY LA RUE
Adresse administrative : 17 AV DU GENERAL DE GAULLE
94550 CHEVILLY-LARUE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Sébastien RANUCCI, Proviseur

N° SIRET : 20002795100017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Rendre acteur les jeunes dans la construction de leur projet et la recherche de solutions :
•Concrétiser un projet adapté
•Mobiliser et développer les compétences de communication
•Connaître les différents dispositifs de formation
•Connaitre les ressources locales
•Reprendre un parcours de formation ou d'insertion

Description :
Permettre aux jeunes franciliens sans solution scolaire à la rentrée d'être pris en charge rapidement afin d'être rescolarisés ou d'entrer en parcours de formation.

Lutte contre le décrochage scolaire dans le cadre des projets de la MLDS pour des élèves sans solution à la rentrée scolaire nécessitant un accompagnement dans l'élaboration du projet personnel et de formation et la recherche de solutions.
Information collective :

-Présentation de l'action aux élèves et aux familles (objectifs, déroulement, durée, poursuite de parcours possibles…)

Planification des premiers rendez-vous individuels :
- Entretiens individuels menés par les référents de l'élève,
- Vérification de l'assimilation des objectifs de l'action.

Regroupement des jeunes en fonction des besoins et entretiens individuels :
- Module d'élaboration de projet et recherche de solutions
- Modules complémentaires (technique de recherche emploi, maintien de la posture et des compétences scolaires…)
- Stages / PFMP en établissement ou en entreprise.

Bilan avec le jeune et ses parents.

Moyens mis en œuvre :
Coordonnateur-trice MLDS et référent-e d'action MLDS
Personnels internes à l'éducation nationale
Intervenant-es externes à l'éducation nationale ou prestataires
Tuteur/référent élève pour entretiens et visites de stage
Élèves sans solution à la rentrée scolaire nécessitant un accompagnement dans l'élaboration du projet personnel et de formation et la recherche de solutions.
Le lycée est porteur du projet pour les élèves du district au titre du pilotage MLDS.

Public(s) cible(s) :
30 élèves issus de 3ème ou de Seconde professionnelle

Localisation géographique :
- LPO PAULINE ROLAND CHEVILLY LA RUE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Atelier Cinéma Créteil 75€*14h	1 050,00	93,33%
Frais de déplacement	75,00	6,67%
Total	1 125,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	1 125,00	100,00%
Total	1 125,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 125,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 591,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	39 998,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 759,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	130 034,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	8 040,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 729,00 €
2014	Travaux de maintenance	10 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 274,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	16 591,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 048,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 632,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	134 122,00 €
2015	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	12 859,46 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	32 726,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	37 500,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	1 125,00 €
2015	Travaux de maintenance	53 718,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 964,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	35 925,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 713,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 514,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	97 229,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	32 632,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	35 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	1 125,00 €
2016	Travaux de maintenance	62 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 118,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	12 791,27 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 078,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	99 845,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	33 543,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 192,00 €
2017	Travaux de maintenance	90 000,00 €
	Montant total	947 151,73 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020191

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LP LOUIS LUMIERE CHELLES (77) - PROJET N°569 - PERMETTRE A DES DECROCHEURS DE S'INVESTIR DANS UN PROJET PROFESSIONNEL - RESCOLARISATION - MLDS - RÉUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	5 600,00 €	100,00 %	5 600,00 €
	Montant Total de la subvention		5 600,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP LOUIS LUMIERE CHELLES
Adresse administrative : 4 RUE LOUIS LUMIERE
77500 CHELLES
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Alain MICHEL, Proviseur

N° SIRET : 19771171600013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Permettre à des jeunes scolarisés en Lycée Professionnel, repérés via le Groupe de Prévention au Décrochage Scolaire de l'établissement, de pouvoir travailler sur l'estime de soi et le projet professionnel.
Bénéficier d'un accompagnement par l'établissement et un référent, mais aussi par un professionnel extérieur à l'établissement.

Description :
Permettre à des jeunes en LP repérés comme décrocheurs potentiels ou avérés d'être accompagnés afin de réfléchir à son projet dans lequel il souhaite s'investir.

Le parcours aménagé du jeune se déroule de la manière suivante :
Après un repérage via le Groupe de Prévention au Décrochage Scolaire (GPDS) de l'établissement, le jeune se voit adressé un parcours personnalisé de formation initiale, tout en gardant le lien avec sa classe d'origine.

Accueil et diagnostic : cette alliance éducative allie :
Un référent dans l'établissement est nommé à ce titre, pour le suivi, le tutorer et l'orienter vers les partenaires.
La conseillère d'orientation est aussi impliquée sur la mise en place de ces parcours.
Le prestataire, AIP, accueille les jeunes toutes les semaines et aide les jeunes sur des modules spécifiques : recherche de stage, module de technique de recherche de stage et accompagnement au projet personnel.

Définition d'un parcours individualisé: un contrat d'objectifs individualisé et formalisé avec le jeune et une validation de la démarche.

Le suivi du jeune par le tuteur et un bilan du parcours.

Les jeunes peuvent être adressés à tout moment de l'année et bénéficient de cette aide. Ils restent inscrits dans l'établissement scolaire.

Tous ces intervenants travaillent pour les jeunes et leur réussite.
L'objectif est de ne pas continuer le processus de décrochage que vivent certains, mais de retrouver le goût de l'école par un projet personnalisé réalisable.

Ainsi ce projet, projet aménagé de formation initiale (PAFI) contribue à la réduction du nombre de décrocheurs.

Moyens mis en œuvre :
Les équipes sont mobilisées afin de lutter contre le décrochage scolaire.
Des heures supplémentaires sont consacrées à rémunérer les personnels Education Nationale qui donnent de leur temps en plus de leurs activités principales, pour aider les jeunes dans le suivi et la construction de ce parcours individualisé.

Public(s) cible(s) :
15 élèves, quelle que soit la filière. La priorité est donnée aux jeunes en classe de Seconde, mais les élèves de 1ère et Terminale peuvent aussi en bénéficier.

Localisation géographique :

- LP LOUIS LUMIERE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant AIP 80h*70€	5 600,00	100,00%
Total	5 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	5 600,00	100,00%
Total	5 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	11 843,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	19 151,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 020,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	3 153,00 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	5 540,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	207 110,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	24 663,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 594,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	40 000,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	20 566,50 €
2014	Travaux de maintenance	60 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 641,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	29 235,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	28 687,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	807,20 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	7 112,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	215 325,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	17 136,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 506,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	25 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	17 265,00 €
2015	Travaux de maintenance	73 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	19 096,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	39 502,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	26 118,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 953,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	159 487,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	7 076,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 812,00 €

2016	Mesures de sécurité dans les lycées	15 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	19 277,00 €
2016	Travaux de maintenance	28 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	19 222,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	14 144,91 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	28 046,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	165 287,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	16 838,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 812,00 €
2017	Travaux de maintenance	5 000,00 €
	Montant total	1 219 918,61 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020390

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LGT JEAN VILAR MEAUX (77) - PROJET N°568 - AGIR POUR LE BIEN-ETRE DES ELEVES AFIN DE PRÉVENIR LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - RÉUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	8 704,00 €	100,00 %	8 704,00 €
	Montant Total de la subvention		8 704,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT JEAN VILAR MEAUX
Adresse administrative : 83 AVENUE SALVADOR ALLENDE
77100 MEAUX
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant :
N° SIRET : 19772229100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Prévention et lutte contre le décrochage scolaire.
Offrir aux élèves un espace de paroles neutre pour: parler de soi, des autres, poser des questions et chercher des réponses, prendre le temps de réfléchir, être soutenu et retrouver de la motivation, du sens à l'école.
Travailler avec un professionnel sur la confiance en soi et la gestion du stress face aux examens.

Description :
Une permanence de 2 heures par semaine dans le bureau de l'assistante sociale; lieu discret et libre trois jours par semaine puisque l'assistante sociale est en poste à mi-temps.
Ce qui représente quatre à cinq jeunes par semaine rencontrés.
Les élèves prennent rendez-vous auprès de l'infirmière, des CPE ou de l'assistante sociale.
Il s'agit d'entretien d'écoute ponctuelle, d'évaluation de la souffrance psychique des adolescents.
La psychologue peut échanger sur des situations inquiétantes avec l'infirmière du lycée (elle-même assujettie au secret professionnel) et/ou apporter des éclairages aux équipes éducatives afin de s'adapter

aux besoins particuliers de certains jeunes (ex: enfant souffrant de troubles autistiques, etc.).
Trois ateliers de deux heures sur l'estime de soi, le sens donné à l'école et la prévention du décrochage scolaire à destination des élèves de seconde décrocheurs ou en risque de décrochage.
Ateliers gestion du stress/confiance en soi, proposés aux classes à examen, animés par une sophrologue.

Moyens mis en œuvre :
Mise a disposition d'un bureau.
Agenda en ligne partagé par les CPE, l'infirmière et la psychologue.
Repérage par les PP et les CPE des élèves de seconde en risque de décrochage et mise à disposition d'une salle permettant le travail inter actif.
Mise à disposition d'une salle et tapis de relaxation.

Intérêt régional : Concourir au bien être des élèves, prendre en considération la souffrance psychologique, leur apprendre à gérer le stress sont des actions permettant d'endiguer le décrochage scolaire en favorisant le maintien en formation.

Public(s) cible(s) :
630 élèves du lycée de la classe de Seconde au Post bac.

Localisation géographique :
- LYP JEAN VILAR (MEAUX)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant APSYDE Point écoute	3 900,00	44,81%
Intervenant OLYMPIO location de 3 outils de prévention	2 554,00	29,34%
Intervenant de sophrologie	2 250,00	25,85%
Total	8 704,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017-2018	8 704,00	100,00%
Total	8 704,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 704,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 313,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	7 270,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 306,00 €
2014	Budget participatif des lycées	70 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	227 511,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 729,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 968,00 €
2014	Travaux de maintenance	457 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 790,00 €
2015	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	545,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	83 821,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 445,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	230 443,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 155,70 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 617,00 €
2015	Travaux de maintenance	80 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 201,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	103 238,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 610,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	185 990,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	96 110,79 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 617,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	4 600,00 €
2016	Travaux de maintenance	89 040,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 340,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	46 196,62 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	191 493,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	24 699,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	25 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	20 000,00 €
	Montant total	1 763 538,11 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020391

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LP ANTONIN CAREME SAVIGNY LE TEMPLE - PROJET N°564 - MOREA NUMÉRIQUE - RESCOLARISATION - MLDS - RÉUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	6 000,00 €	100,00 %	6 000,00 €
	Montant Total de la subvention		6 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP ANTONIN CAREME SAVIGNY LE TEMPLE
Adresse administrative : PLACE GUSTAVE COURBET
77176 SAVIGNY LE TEMPLE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Marie-Luce MELLIERE, Proviseur

N° SIRET : 19772244000017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 5 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mener des élèves ayant échoué une ou deux fois au baccalauréat en leur permettant de conjuguer les exigences d'une scolarité avec les contraintes personnelles et professionnelles.
Aider ces élèves en "échec scolaire" en utilisant le numérique comme support de leur formation.
Faire de l'usage du numérique un facteur de réussite car il introduit une nouvelle façon de travailler.

Description :
Le MOREA numérique est porteur de nouvelles manières d'enseigner et d'apprendre grâce notamment au lien prof/élèves qui est renforcé.
Il constitue un facteur de réussite pour tous car il permet de travailler à un rythme différent et de pouvoir contacter ses professeurs à tout moment et permet de créer un sentiment de sécurité chez les élèves. Le numérique comme outil pédagogique permet d'améliorer la qualité de l'enseignement et de susciter de nouvelles motivations.

La formation est mixte, c'est à dire qu'elle est suivie au domicile des élèves (à distance) et au lycée.
Les élèves reçoivent un emploi du temps personnalisé en fonction des matières qu'ils ont à re-préparer.
- Formation à distance :
Les élèves travaillent en autonomie à leur domicile, via une plateforme (moodle) sur laquelle des ressources sont mises à leur disposition par leurs enseignants (cours, activités).
- Formation au lycée :
Les rencontres avec les professeurs : les élèves se rendent sur leur lieu de formation une à deux fois par semaine en moyenne en fonction de leur emploi du temps personnalisé, afin de rencontrer leurs tuteurs, leurs enseignants et les autres élèves de la formation. Ils participent à des travaux de groupes, à des devoirs sur table et à des entretiens individuels.

La semaine d'intégration : il est accordé beaucoup d'importance à la mise en place de cette semaine d'intégration qui permet d'avoir une cohésion de groupe. Celle-ci se termine par un rallye historique dans Paris sur une journée qui permet aux élèves de mieux se connaître par le biais du jeu, d'un challenge à réaliser autour d'une énigme historique à résoudre sur une journée.

Le tutorat est la pierre angulaire du dispositif : chaque élève a un tuteur qui intervient notamment sur l'aide à la motivation.

Le développement personnel : un coach en développement personnel intervient 2 fois par mois. Son intervention a comme objectif d'aider les élèves à reprendre confiance en eux, à les aider à ne pas refaire les mêmes erreurs en prenant conscience de leurs atouts et de leur force.

Moyens mis en œuvre :
Enseignants de matières générales et technologiques.
Tuteurs assurant le suivi des jeunes ; suivi individualisé (référent d'action, COP …).
Intervenant visant à la cohésion de groupe, le développement personnel pour la gestion du stress et la confiance en soi.
L'association Cytyxtory intervient dans le cadre de la journée d'intégration.
Le lycée met à disposition du MOREA des salles de classe, un bureau avec une salle informatique …
Le coordonnateur MLDS et un référent numérique encadrent l'action.

Public(s) cible(s) :
35 élèves, en échec scolaire (1 ou 2 échecs au bac) des lycées du Sud de la Seine-et-Marne.

Localisation géographique :
- LP ANTONIN CAREME

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant en coaching 76h*50€	3 800,00	63,33%
Intervenant animation Cityxtory 1 journée	1 200,00	20,00%
Frais de petits matériels	1 000,00	16,67%
Total	6 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	6 000,00	100,00%
Total	6 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 385,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	19 848,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	23 274,00 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	2 146,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	249 615,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 000,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 546,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	7 610,40 €
2014	Travaux de maintenance	257 400,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	20 674,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	22 932,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	23 078,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	2 530,13 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	2 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	269 360,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	12 980,57 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 564,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	22 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	197 205,40 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	17 094,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	48 798,00 €

2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	21 956,00 €
2016	Budget d'autonomie des lycées (fonctionnement)	30 360,00 €
2016	Budget d'autonomie des lycées (investissement)	16 600,00 €
2016	Développement des parcours européens des lycées professionnels	1 500,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	194 533,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	24 000,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	53 536,00 €
2016	Travaux de maintenance	229 300,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 962,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	27 624,10 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 735,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	200 078,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 437,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	47 752,00 €
2017	Travaux de maintenance	77 500,00 €
	Montant total	1 978 666,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020404

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LP LOUIS LUMIERE CHELLES (77) - PROJET N°319 : ACTION DE REMEDIATION - ORIENTATION - RÉUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	9 800,00 €	81,16 %	7 954,00 €
		Montant Total de la subvention	7 954,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP LOUIS LUMIERE CHELLES
Adresse administrative : 4 RUE LOUIS LUMIERE
77500 CHELLES
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant :

N° SIRET : 19771171600013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Répondre aux objectifs fixés dans le cadre du Plan de Lutte contre le décrochage scolaire :
Réduire le nombre des sorties prématurées du système scolaire et de favoriser une équité en matière de réussite.
Valoriser les filières professionnelles en formation initiale et/ou en formation par l'alternance.
Scolariser les élèves qui souhaitent reprendre une qualification dans le cadre de la Formation Initiale.
Accompagner la signature de contrat d'apprentissage pour les élèves concernés.
Créer des conditions permettant aux jeunes de s'inscrire positivement dans un projet professionnel, de se projeter dans un avenir, des parcours de réussite.
Construire un projet personnel adapté à des compétences identifiées et développées tout au long de leur accompagnement.
Aider chaque jeune à faire le point sur ses acquis, ses compétences, ses centres d'intérêts afin :
- de préparer un projet de formation et de choisir une orientation,
- d'acquérir les compétences nécessaires à l'entrée dans un parcours de formation et d'insertion.
Accompagner les jeunes dans l'expérimentation de leur projet. Le stage doit être un des moteurs de

l'action, avec la restauration de l'Image de Soi.

Description :
Sur le district de Chelles, les élèves décrochent en lycée d'enseignement général et technologique, et en lycée professionnel et sont pris en charge au sein des établissements scolaires dans les Groupes de Prévention contre le Décrochage Scolaire. Pour la plupart, grâce à l'investissement et l'innovation des équipes enseignantes au sein des classes, au sein des actions de la MLDS ces élèves raccrochent et iront jusqu'au bout de leur parcours de qualification.
Pourtant certains restent toujours sans solution à la rentrée scolaire, ce public nécessite un accompagnement pluridisciplinaire indispensable à la prise en compte du jeune dans sa globalité.
En effet, les situations économiques, sociales des élèves et de leurs familles sont très dégradées et le décrochage s'enkyste.
Préparer les élèves à reprendre une formation adaptée à leur parcours, créer une relation d'aide qui permettra au jeune de se trouver et d'avoir envie de se projeter dans un parcours de réussite, aider chaque jeune à faire le point sur ses acquis, ses capacités, ses centres d'intérêts sont des objectifs très concrets mais aussi très éloignés des jeunes que nous rencontrons.
L'action de remobilisation de district accueille tous des jeunes, repérés par la PSAD, suivis par la FOQUALE et propose un parcours personnalisé soit en regroupement soit individuel à chacun.
3 axes sont privilégiés : la remédiation scolaire, la restauration de l'estime de soi, l'élaboration d'un parcours de formation cohérente.
Une collaboration avec les partenaires de l'orientation, économiques, sociaux, éducatifs, judiciaires est indispensable.
Chaque jeune peut bénéficier d'un parcours individualisé et personnalisé et le rendre acteur.

Moyens mis en œuvre :
Suite au Pôle Bilan Positionnement les élèves sont positionnés sur l'action de remobilisation :
Réunion d'information collective avec les parents, les jeunes, le Chef d'établissement d'accueil de l'action, référent de l'action, partenaire externe, coordonnatrice MLDS.
Suite aux 1ers entretiens menés par les membres de l'équipe, une proposition de parcours personnalisé est élaborée. Différents modules pourront être envisagés.
Ces parcours s'articuleront autour des axes suivants :
Evaluation des jeunes par les professeurs intervenants. Exploitation des résultats pour l'élaboration d'une progression pédagogique en lien avec le projet du jeune.
Elaboration d'un parcours individualisé avec le jeune, sa famille et le référent d'action,
Différents modules pourront être envisagés.
Ces parcours s'articuleront autour des axes suivants :
Modules d'enseignement (français, mathématiques, histoire-géographie, anglais, sport). Validation des compétences et des connaissances acquises au cours de l'action.Remise de bulletins d'évaluation semestriels accompagnés de référentiels de compétences pour chaque discipline.
Module d'accompagnement au projet personnel et professionnel animé par l'AIP.
Module d'Accompagnement vers l'Apprentissage animé par l'AIP
Module Revalorisation de l'Estime de soi avec le prestataire LUNEVAGUE.
Une réunion de concertation est prévue toutes les 4 semaines réunissant les intervenants, la coordonnatrice conseil MLDS et l 'ADSEA, service de prévention sur le territoire de Chelles.
3 rencontres tout au long de l'année avec les familles, notamment lors de la remise du bulletin et lors de la remise du dossier d'affectation.
Des partenariats avec des CFA et Avenir Jeunes seront aussi privilégiés, en fonction de chaque jeune.

Public(s) cible(s) :
30 élèves de plus de 16 ans ayant interrompu leurs études sans avoir atteint un niveau de qualification suffisant, sans projet défini ou immédiatement réalisable. Seront aussi accueillis les jeunes sans solution suite à une rupture de contrat d'apprentissage et les élèves décrocheurs de l'année précédente repérés après la rentrée.

Localisation géographique :

- LP LOUIS LUMIERE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Intervenant Cie Lune Vague 56h*75€	4 200,00	42,86%	Subvention régionale 2017/2018	7 954,00	81,16%
Intervenant AIP 80h*70€	5 600,00	57,14%	Reliquat	1 846,00	18,84%
Total	9 800,00	100,00%	Total	9 800,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 954,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	11 843,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	19 151,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 020,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	3 153,00 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	5 540,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	207 110,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	24 663,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 594,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	40 000,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	20 566,50 €
2014	Travaux de maintenance	60 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 641,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	29 235,00 €

2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	28 687,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	807,20 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	7 112,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	215 325,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	17 136,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 506,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	25 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	17 265,00 €
2015	Travaux de maintenance	73 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	19 096,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	39 502,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	26 118,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 953,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	159 487,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	7 076,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 812,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	15 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	19 277,00 €
2016	Travaux de maintenance	28 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	19 222,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	14 144,91 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	28 046,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	165 287,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	16 838,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 812,00 €
2017	Travaux de maintenance	5 000,00 €
	Montant total	1 219 918,61 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020405

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LP ERIK SATIE PARIS 14EME N°298 - DISPOSITIF D'AIDE À L'INTÉGRATION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DES ÉLÈVES - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 630,00 €	100,00 %	3 630,00 €
	Montant Total de la subvention		3 630,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP ERIK SATIE PARIS 14EME
Adresse administrative : 2 RUE PIERRE CASTAGNOU
75014 PARIS 14EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Geneviève MALLEVILLE, Proviseure

N° SIRET : 19752846600018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 25 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Améliorer l'image de soi et faciliter la communication au sein de groupes diversifiés. Décrocher un lieu de stage et s'insérer plus facilement dans le milieu professionnel. Eviter le décrochage scolaire.
Créer un diaporama pour présenter la tenue professionnelle du jeudi au lycée Erik Satie. Faciliter l'insertion professionnelle et sociale par la maîtrise des codes.

Description :
Plusieurs modules sont proposés aux élèves sur les codes vestimentaires et l'image :

Séance 1 : photo individuelle en tenue professionnelle
Séance 2 : les codes de communication en entreprise et projection des photos des élèves pour l'analyse des tenues
Séance 3 : analyse et présentation des morphologies

Séance 4 : mise à jour du book de l'élève
Séance 5 : colorimétrie et mise à jour du book de l'élève
Séance 6 : maquillage (filles) et apparence physique (garçons)
Séance 7 : photo individuelle en tenue professionnelle et analyse de l'évolution

Egalement, un travail sur le maintien et la gestuelle, les attitudes corporelles, le vocabulaire, et la voix.

Moyens mis en œuvre :
Une intervenante extérieure qui est conseillère en image.
Partenariat avec les lycées de l'hôtellerie et de la coiffure: attitudes, relation client, image.
Partenariat avec l'association C'possible: modules sur le maintien.
Ateliers en collaboration avec les professeurs. Jeux de rôle. Exploitation du film et du diaporama avec les entrants.

Public(s) cible(s) :
Une classe de seconde ARCU (2 groupes de 12)
Deux classes de seconde GA (4 groupes de 12)
Une classe de première ARCU (1 groupes de 12)
Deux classes de première GA (2 groupes de 12)
Une classe de 3ème prépa pro (2 groupes de 12)

Localisation géographique :
- LP ERIK SATIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Sofi ERRERA	3 025,00	83,33%
Séances photos et diaporama	605,00	16,67%
Total	3 630,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017-2018	3 630,00	100,00%
Total	3 630,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 630,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 873,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	8 047,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 656,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	82 108,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	17 000,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 170,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	8 325,10 €
2014	Travaux de maintenance	52 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 169,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	13 590,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 153,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 670,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	79 338,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 400,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 244,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	8 485,00 €
2015	Travaux de maintenance	68 500,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 895,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	14 029,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 426,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	58 898,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 500,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 254,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	7 300,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	7 191,00 €
2016	Travaux de maintenance	21 600,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 774,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 982,00 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 168,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	60 973,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 474,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	5 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	32 000,00 €
	Montant total	551 084,10 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020425

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO HONORE DE BALZAC MITRY MORY (77) - PROJET N°398 - LUTTE CONTRE LE DECROCHAGE SCOLAIRE ET L'ORIENTATION PAR DEFAUT - ORIENTATION - RÉUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 800,00 €	83,33 %	4 000,00 €
	Montant Total de la subvention		4 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO HONORE DE BALZAC MITRY MORY
Adresse administrative : RUE PAUL LANGEVIN
77290 MITRY MORY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Gilles NOEL, Proviseur

N° SIRET : 19771996600016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 16 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Lutter contre le décrochage scolaire, les orientations par défaut et les sorties prématurés du système éducatif en préparant le jeune à son insertion sociale et professionnelle.

Permettre aux élèves décrocheurs ou repérés d'être accompagnés afin de réfléchir sur un projet dans lequel il souhaite s'impliquer et en axant le travail sur une aide à l'insertion scolaire (retrouver sa place d'élève...) et/ou une aide au projet professionnel (perspectives d'avenir...).

Description :
Accompagner le jeune dans la construction de son projet professionnel pour lui permettre de renouer avec l'enseignement et qu'il comprenne son enjeu avec comme les possibilités d'orientation : la rescolarisation, l'apprentissage, la formation qualifiante et l'insertion professionnelle.

Moyens mis en œuvre :

Entretien individuel ou collectif avec un intervenant de l'association AIP ayant une connaissance de ce public et une connaissance des champs de l'emploi et la formation.
Une approche individualisée pour rendre acteur le jeune sur 4 axes :
- diagnostic de la situation du jeune,
- découverte de l'entreprise,
- exploration des formations,
- élaboration du parcours d'insertion.

Public(s) cible(s) :
100 élèves de la Seconde à la Terminale et post bac, en situation de décrochage scolaire ou repérés comme tels.

Localisation géographique :
- LYP HONORE DE BALZAC (MITRY-M)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant AIP Aide à l'Insertion Professionnelle 62,5h*64 €	4 000,00	83,33%
Intervenant AIP coordination et réunion pédagogique 12,5h*64€	800,00	16,67%
Total	4 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	4 000,00	83,33%
Participation de l'établissement	800,00	16,67%
Total	4 800,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 482,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	58 097,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 400,00 €

2014	Dotation globale de fonctionnement	211 466,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	34 304,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 764,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	6 786,00 €
2014	Travaux de maintenance	30 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 440,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	57 468,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	917,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	211 762,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	38 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 964,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	3 360,00 €
2015	Travaux de maintenance	47 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	21 110,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	70 593,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 048,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	163 526,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	12 968,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 653,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	5 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	120 000,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	40 453,68 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	156 518,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 120,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	10 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	156 000,00 €
	Montant total	1 351 733,68 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020455

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO PAULINE ROLAND CHEVILLY LA RUE (94) - PROJET N°566 - POLE DE REMOBILISATION LONGUE - REMOBILISATION - MLDS - RÉUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	6 090,00 €	100,00 %	6 090,00 €
	Montant Total de la subvention		6 090,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PAULINE ROLAND CHEVILLY LA RUE
Adresse administrative : 17 AV DU GENERAL DE GAULLE
94550 CHEVILLY-LARUE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Sébastien RANUCCI, Proviseur
N° SIRET : 20002795100017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Validation du projet professionnel
Acquisition des pré-requis pour entrer en formation
Maitriser l'expression orale et écrite
Reprise de confiance en soi
Entrer en formation de niveau V : soit en formation initiale soit en apprentissage

Description :
Le lycée Pauline Roland est porteur de cette action pour les districts 7 et 8 du Val de Marne pour accueillir les élèves en rupture scolaire de ces 2 districts du mois de novembre au mois de juin
Il offre les ressources humaines (équipe pédagogique) et matérielles (salles de cours et plateaux techniques) nécessaires au bon déroulement de l'action.
Début novembre : Réunion d'information collective :
- présentation de l'action aux élèves et aux familles (objectifs, déroulement, durée, poursuite de parcours possibles…)
- inscription des élèves volontaires

Du mois de novembre jusqu'au mois de mars : mise en place des cours, des ateliers et des périodes de stage selon un emploi du temps et un calendrier établi pour l'année : cours de maths, français, français langue étrangère, anglais, histoire-géographie, économie-droit et P.S.E. ;
- module de projet professionnel et découvertes des métiers ;
- un atelier « Paroles et Images » avec l'Association Atelier Cinéma de Créteil : cet atelier va aider chaque jeune à prendre conscience de lui-même afin de comprendre les raisons et les conséquences de son décrochage et de construire un projet d'avenir selon ses besoins et ses possibilités.
- un atelier « Fabrique ton média » avec l'Association Zone d'Expression prioritaire : cet atelier va permettre aux élèves d'élaborer leur projet media pour faire valoir leurs centres d'intérêt et leurs compétences.
Deux périodes de 2 semaines de stages en entreprise :
- mini-stage en lycée professionnel ;
- participation à Passpro : procédure pour obtenir une majoration de barème pour l'affectation en lycée professionnel ;
Du mois d'avril au mois de juin :
- continuité des cours et des ateliers ;
- constitution du dossier et participation aux procédures affectation pour la rentrée 2017 ;
- recherche d'entreprise pour la signature des contrats d'apprentissage ;
- passation des examens : Diplôme d'Etudes en Langue Française, Certificat de Formation Générale et Diplôme National du Brevet.

Moyens mis en œuvre :
Coordonnatrice MLDS
Enseignants de l'Education Nationale
Association Atelier Cinéma de Créteil pour l'atelier Paroles et Images
Association Zone d'Expression prioritaire.

Public(s) cible(s) :
25 élèves issus de collèges ou de lycées des districts 7 et 8 qui à l'issue des entretiens de situation sont sans solution scolaire avec ou sans projet professionnel immédiatement réalisable et des jeunes qui arrivent de l'étranger et qui ont été évalués par les cellules d'accueil du C.I.O. d'Ivry sur Seine.
Ces élèves âgés de 16 à 17 ans, ont pour objectif de reprendre leur parcours scolaire.

Localisation géographique :
- LPO PAULINE ROLAND CHEVILLY LA RUE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Atelier Cinéma Créteil 42h*75€	3 150,00	51,72%
Frais de matériels	200,00	3,28%
Frais de déplacement	340,00	5,58%
Intervenant "zone d'expression" 48h*50€	2 400,00	39,41%
Total	6 090,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	6 090,00	100,00%
Total	6 090,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 090,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 591,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	39 998,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 759,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	130 034,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	8 040,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 729,00 €
2014	Travaux de maintenance	10 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 274,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	16 591,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 048,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 632,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	134 122,00 €
2015	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	12 859,46 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	32 726,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	37 500,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	1 125,00 €
2015	Travaux de maintenance	53 718,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 964,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	35 925,00 €

2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 713,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 514,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	97 229,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	32 632,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	35 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	1 125,00 €
2016	Travaux de maintenance	62 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 118,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	12 791,27 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 078,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	99 845,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	33 543,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 192,00 €
2017	Travaux de maintenance	90 000,00 €
	Montant total	947 151,73 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020456

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LP ERIK SATIE PARIS 14EME - PROJET 505 - ACCOMPAGNEMENT VERS LA RÉUSSITE, SÉCURISER LES PARCOURS DE FORMATION - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	11 130,00 €	90,48 %	10 070,00 €
	Montant Total de la subvention		10 070,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP ERIK SATIE PARIS 14EME
Adresse administrative : 2 RUE PIERRE CASTAGNOU
75014 PARIS 14EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Geneviève MALLEVILLE, Proviseure

N° SIRET : 19752846600018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Prévenir le décrochage scolaire et éviter les sorties sans qualification grâce à un suivi individuel, un travail du projet et une implication active des élèves dans leur environnement scolaire.

Description :
De nombreux élèves entrent en 2de pro sans projet professionnel et sont des décrocheurs de collège. La majorité des décrocheurs sont des élèves de 2de ou de 3ème prépa pro. L'absentéisme de 1ère ou de terminale relève de l'absentéisme de confort sauf accidents de parcours liés à des événements personnels.
Ces élèves conjuguent difficultés scolaires, difficultés sociales, mal être, éloignement chronique de l'école et de ses finalités et valeurs. Il s'agit de travailler au plus près en mettant l'accent sur un accompagnement individualisé qui prennent en compte les différents aspects de leur décrochage :

détecter les signes de décrochage, proposer des dispositifs de suivi, d'appui, de réflexion et de remédiation. L'accent est surtout mis sur les entrants de 2de, sans laisser de côté les autres. Le projet a pour finalité de considérer l'élève dans sa globalité et non sous le seul angle du décrochage et de la scolarité.
Le groupe de prévention du décrochage examine les situations d'élèves proposées par les équipes pédagogiques et détermine le suivi individualisé le plus approprié: travail du projet, tutorat, renforcement méthodologique, renforcement de la cohésion du groupe classe, création des conditions de l'expression et des échanges pour améliorer le climat scolaire, les relations entre élèves, et entre élèves et adultes. Parents et élèves sont impliqués et reçus par le GPDS.

Ce projet s'inscrit dans une démarche plus large de l'établissement autour de la maîtrise des compétences et de la motivation des élèves, des méthodes didactiques et de l'évaluation pour favoriser l'implication des élèves et les placer en réussite.

Moyens mis en œuvre :
Travail du projet d'orientation et du projet professionnel: COP, professeurs principaux, CPE.

Objectifs: consolider le projet ou préparer un changement d'orientation

Suivi individualisé: tutorat par des professeurs et des bénévoles de l'AFEV. Mise en place d'une remédiation et d'un travail sur les compétences, et sur la méthodologie. L'équipe pédagogique a en charge le renforcement de la cohésion du groupe classe via des projets pédagogiques pour susciter l'intérêt. L'accompagnement personnalisé est porté par les élus cVL, l'équipe de la vie scolaire, les bénévoles de l' AFEV (travail sur le climat scolaire, l'aide aux projets des élèves, l'implication dans la vie du lycée, les valeurs).

Permanence des volontaires de l'AFEV près du foyer des élèves: accueil des élèves, groupes d'échanges , suivi individualisé, création d'événements et d'initiatives citoyennes.

Lieu d'expression: point écoute pour permettre à tous les élèves de s'exprimer avec un intervenant qualifié qui ne soit pas du lycée, confidentialité et orientation au besoin vers des structures adaptées. La localisation du point écoute dans le lycée est indispensable car les élèves fragiles ne recourent pas toujours facilement à cet accompagnement surtout s'il nécessite un déplacement. La permanence au lycée s'inscrit dans un ensemble et se fait sur un lieu familier et facile d'accès.

Public(s) cible(s) :
Elèves de l'enseignement professionnel tertiaire.
Public en difficulté issu majoritairement de CSP défavorisées.

Localisation géographique :
- LP ERIK SATIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur Association AFEV	5 570,00	50,04%
Intervenant extérieur Association Paradoxes (Point écoute)	4 500,00	40,43%
Volontaire en Service civique - indemnisation 384 h	1 060,00	9,52%
Total	11 130,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017-2018	10 070,00	90,48%
Agence du service civique	1 060,00	9,52%
Total	11 130,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 070,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 873,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	8 047,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 656,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	82 108,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	17 000,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 170,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	8 325,10 €
2014	Travaux de maintenance	52 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 169,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	13 590,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 153,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 670,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	79 338,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 400,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 244,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	8 485,00 €
2015	Travaux de maintenance	68 500,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 895,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	14 029,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 426,00 €

2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	58 898,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 500,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 254,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	7 300,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	7 191,00 €
2016	Travaux de maintenance	21 600,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 774,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 982,00 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 168,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	60 973,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 474,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	5 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	32 000,00 €
	Montant total	551 084,10 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020468

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LP LYC METIER LE CHAMP DE CLAYE CLAYE SOUILLY (77) - PROJET N°571 - PREVENTION ET INTERVENTION DANS LE CADRE DES ALLIANCES EDUCATIVES - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	5 600,00 €	100,00 %	5 600,00 €
	Montant Total de la subvention		5 600,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP LYC METIER LE CHAMP DE CLAYE CLAYE SOUILLY
Adresse administrative : 71 RUE PASTEUR 77410 CLAYE SOUILLY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Richard GREEN, Proviseur

N° SIRET : 19771995800021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Prendre en charge et encadrer les élèves repérés en situation de décrochage dans différentes instances de l'établissement.
Diagnostiquer les causes du décrochage afin de proposer un accompagnement individualisé.
Elaborer avec le jeune un projet cohérent garant d'une insertion professionnelle réussie.
Accompagner le jeune dans la mise en œuvre de ce parcours.
Mettre en synergie tous les partenariats locaux identifiés au service du raccrochage scolaire et dans la mise en œuvre de parcours de qualification.

Description :
Des jeunes décrochés, qui ne s'impliquent pas dans leur scolarité, ces jeunes n'entendent plus la parole des membres de la communauté scolaire, ses codes, ses contraintes. Ils espèrent que l'insertion professionnelle (via l'apprentissage ou le contrat de professionnalisation) sera la solution à leur problème.

L'objectif est la mise en œuvre d'un accompagnement introduisant la notion de projet ainsi que la définition d'un parcours d'insertion.

Prévention et Intervention dans le cadre des Alliances éducatives: le projet favorisant la persévérance scolaire pour les élèves en risque de décrochage ou qui présentent des signes d'abandon scolaire.

Les actions autour de la mobilisation autour d'un projet individualisé : aide au projet personnel, mise en place de parcours de réorientation, soutien personnel.

Activation du Groupe de Prévention du Décrochage Scolaire dès septembre 2017 en présence de l'intervenant de l'AIP.
Réunion avec les tuteurs potentiels et les Professeurs Principaux, rappel du protocole de repérage et d'accompagnement aux décrocheurs.

A partir d'octobre 2017 et tout au long de l'année, à la suite des entretiens initiaux menés par les membres du GPDS après le 1er repérage :
- une proposition de parcours personnalisé est élaborée.

Ces parcours s'articulent autour des axes suivants :
Entretiens individuels / tutorat (membre du GPDS).
Définition d'un projet individualisé : aide au projet personnel, mise en place de parcours de réorientation, soutien personnel (COP, AIP).

Sont utilisés : le tutorat, les parcours adaptés, les FI et les PDAM, les formations AJ éligibles par la MLDS, la réorientation dans une autre section ainsi que le Pôle de remobilisation du district comme outils, afin de mettre en œuvre les accompagnements les plus cohérents vers des parcours qualifiants.

Différentes possibilités pourront émerger des entretiens de positionnement du tutorat :
- soit l'élève suit sa filière normalement avec ou sans tutorat,
- soit on lui propose un parcours adapté avec ou sans cours et incluant des stages en entreprise ou une entrée en Formation Intégrée.
- soit l'élève peut être pris en charge par la Mission Locale pour une recherche d'emploi.

Cette action est coordonnée par un référent qui collecte toutes les informations, met en lien les différents acteurs et communique sur les situations, les bilans.

Moyens mis en œuvre :
Module d'accompagnement au projet : AIP
Remédiation scolaire : actions développées dans le projet d'établissement
Séquence en entreprise : membres du GPDS/ AIP.

Entretiens d'accueil des nouveaux arrivants, journées d'intégration.
Formation à la conduite d'entretien menée par la coordonnatrice conseil MLDS.
Calendrier pour l'année des réunions GPDS élaboré dès septembre 2017.
Mise à disposition d'une salle et/ou d'un bureau pour les intervenants : AIP.
Participation ponctuelle de l'intervenant AIP et du RDS (Référent Décrochage Scolaire) aux réunions.

L'association Insertion Professionnelle de Mitry-Mory intervient en groupe et individuellement sur les objectifs suivants :
Travail centré sur le projet du jeune.
Diagnostic du parcours, savoir faire, savoir être.
Connaissance de soi.

Exploration des emplois, secteurs porteurs et d'activités du territoire.
Visites d'entreprise ou lieux ressources d'orientation.
Définition d'un projet d'insertion.
Accompagnement vers un stage-découverte, amenant validation ou invalidation du projet.
Définition des étapes de parcours afin de réaliser l'objectif d'insertion.

Une communication par mail après chaque rencontre sur l'avancement des projets et des situations des jeunes est faite auprès de l'ensemble du GPDS.
Le partenariat entre Psychologue de l'Éducation et l'intervenant de l'AIP est privilégié.

Public(s) cible(s) :
50 élèves en difficulté liés à une orientation inadaptée.

Localisation géographique :
- LP LE CHAMP DE CLAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant AIP 80h*70€	5 600,00	100,00%
Total	5 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	5 600,00	100,00%
Total	5 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	13 491,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	17 869,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	11 766,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	158 090,00 €
2014	Ecolycées franciliens	500,00 €

2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	10 535,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 538,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	17 877,00 €
2014	Travaux de maintenance	89 000,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	32 404,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 999,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	7 077,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	156 317,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 799,46 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 975,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	18 340,00 €
2015	Travaux de maintenance	185 459,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 794,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	47 899,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 476,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	15 504,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	125 402,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	39 809,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 927,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	4 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	19 277,00 €
2016	Travaux de maintenance	96 387,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 150,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	9 371,70 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	14 600,00 €
2017	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	11 768,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	151 143,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 057,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	28 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	125 000,00 €
	Montant total	1 363 163,16 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020484

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO RENE CASSIN NOISIEL (77) - PROJET N°587 - UTILISER LES NEUROS-SCIENCES POUR LA REUSSITE DES ELEVES DE SECONDE PROFESSIONNELLE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	8 340,00 €	100,00 %	8 340,00 €
	Montant Total de la subvention		8 340,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO RENE CASSIN NOISIEL
Adresse administrative : 1 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE BP 14
77186 NOISIEL
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Fabienne LAJAUNIE, Proviseure

N° SIRET : 19771941200011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Lutter contre le décrochage en classe de seconde professionnelle TFCA ; section où beaucoup d'élèves arrivent en échec scolaire et sans motivation.
Valoriser une voie professionnelle méconnue et pourtant ouvrant sur de vrais débouchés sur le marché du travail ou la poursuite d'études.
Utiliser les apports des neuro-sciences pour développer les capacités d'apprentissages et les savoir-être des élèves.
Travailler en particulier avec le chercheur Daniel Favre autour du développement de l'empathie, capacité cérébrale favorable au développement cognitif des élèves.
Travailler à la liaison collège/lycée avec le collège de Lognes et celui de Noisiel qui appartiennent tout deux à notre secteur de recrutement et créer une culture commune entre les enseignants au travers de la formation.

Description :
Utiliser les neuro-sciences pour faire réussir des élèves de 2nde professionnelle : il s'agit de former une équipe complète d'enseignants autour d'une section afin de parvenir à lutter contre le décrochage.

L'action porte en particulier sur un travail avec le chercheur Daniel Favre autour du développement de l'empathie, capacité cérébrale favorable au développement cognitif des élèves. L'empathie permet aux élèves de devenir conscients de leurs émotions et de mieux les gérer afin de libérer l'espace cérébral nécessaire à l'acquisition des savoirs. L'empathie est également nécessaire au développement de capacités relationnelles harmonieuses et a une grande influence sur le climat scolaire.
Elle est également nécessaire au développement de capacités relationnelles harmonieuses et a une grande influence sur le climat scolaire et les situations de harcèlement en particulier.
Daniel Favre travaille également autour de l'erreur, utilisée comme point d'apprentissage. Cela va dans le sens des enquêtes PISA qui reprochent aux élèves français d'être inhibés par la peur de mal faire.
Enfin, un travail sur la Pleine Conscience est proposé, toujours dans le but d'apprendre aux élèves à gérer leur émotion et à vivre des relations apaisés avec autrui.
Je précise que la classe de 2nde professionnelle TFCA compte 24 garçons, dont de nombreux sont affectés par défaut. Cela se traduit par des données vie scolaire catastrophiques : taux d'absentéisme, de conseils de discipline et d'exclusions temporaires les plus élevés de l'établissement. Il est donc urgent d'agir d'autant que cette filière promet des carrières fructueuses aux élèves qui la suivent jusqu'au bout et décroche leur baccalauréat.
Enfin, le LPO industriel reçoit près de 96% de garçons et le changement d'attitude d'une section (qui reste la même sur 3 ans avec une équipe d'enseignants stables) peut vraiment entraîner des changements sur l'ensemble de la structure.

Moyens mis en œuvre :
Il faut envisager une formation de 7 jours avec Daniel Favre pour l'ensemble de l'équipe de cette seconde et pour les enseignants volontaires, formation tout au long de l'année avec des temps d'expérimentation entre 2 sessions théoriques.
On mettra également en place une formation de 6 jours des enseignants et de la classe autour de la méditation pleine conscience.

Public(s) cible(s) :
24 élèves de Seconde professionnelle "technicien du froid et climatisation d'air" : et par extension les autres élèves des deux lycées de Noisiel qui bénéficieront par ricochet de l'ambiance de travail et de la formation de leurs enseignants, en particulier les 3è Prépa-pro.

Localisation géographique :
- LYT RENE CASSIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant formation "empathie et remotivation" 90h*60€	5 400,00	64,75%
Intervenant formation Mindfulness 42h*70€	2 940,00	35,25%
Total	8 340,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	8 340,00	100,00%
Total	8 340,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 340,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 445,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	7 165,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 274,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	219 182,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	51 667,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	15 713,00 €
2014	Travaux de maintenance	55 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	949,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	29 972,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 569,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	214 434,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	106 430,68 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 624,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	80 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	4 168,00 €
2015	Travaux de maintenance	7 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 758,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	21 350,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 967,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	169 711,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	7 467,00 €

2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 380,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	9 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	1 125,00 €
2016	Travaux de maintenance	112 000,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 730,40 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	83,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	157 827,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 100,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 110,00 €
2017	Travaux de maintenance	55 000,00 €
	Montant total	1 242 671,08 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020488

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO MARIE LAURENCIN MENNECY (91) - PROJET N°580 - ATELIER DE THEATRE IMPROVISE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 400,00 €	82,35 %	2 800,00 €
	Montant Total de la subvention		2 800,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO MARIE LAURENCIN MENNECY
Adresse administrative : 51 RUE PAUL CEZANNE
91540 MENNECY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Alain MOREAU, Proviseur

N° SIRET : 19911962900012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Développer chez les adolescents du lycée professionnel, la confiance en soi, la pratique et la maîtrise de la langue française orale et écrite, l'écoute et le respect de l'autre, le travail en groupe, l'imagination, la spontanéité, la sensibilité, la réflexion, le plaisir du jeu, la gestuelle.
Aboutir à une représentation publique après un travail sur l'année.

Description :
D'octobre à mai un metteur en scène de la compagnie encadrera un groupe de 15 élèves (une semaine sur deux). Il travaillera en collaboration avec l'équipe pédagogique, sur les objectifs fixés.

Moyens mis en œuvre :
1 atelier par semaine, suivi d'un spectacle en fin d'année. Mise à disposition d'un local pour les répétitions

et la manifestation publique.

Public(s) cible(s) :
30 élèves d'une même classe du lycée professionnel.

Localisation géographique :
- LYP MARIE LAURENCIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur : 30 h*80 + spectacle de fin d'année	3 400,00	100,00%
Total	3 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale demandée 2017/2018	2 800,00	82,35%
Rectorat classe à PAC	500,00	14,71%
Association(s) AVEC	100,00	2,94%
Total	3 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	32 937,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	22 851,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	200 504,00 €
2014	Ecolycées franciliens	2 500,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 016,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 914,00 €
2014	Travaux de maintenance	125 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 661,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	8 690,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	197 065,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 400,00 €

2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 092,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	15 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	162 200,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 122,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	119 625,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	148 307,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	49 043,52 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 780,00 €
2016	Travaux de maintenance	142 900,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 750,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	73 777,20 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	140 691,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 388,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	10 800,00 €
2017	Travaux de maintenance	113 100,00 €
	Montant total	1 365 609,72 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020492

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LYCEE NADAR DRAVEIL (91) - PROJET N°579 - DIMINUER LE NOMBRE D'ELEVES QUITTANT EN COURS DE FORMATION - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	17 332,00 €	82,51 %	14 300,00 €
	Montant Total de la subvention		14 300,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP LYC METIER NADAR DRAVEIL
Adresse administrative : 42 BIS RUE CHARLES MORY
91210 DRAVEIL
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Ghislaine BAZIR, Proviseure

N° SIRET : 19910755800017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Diminuer le nombre de jeunes quittant le lycée en cours de formation de 1% par an. (Taux actuel : 8.6%)
Les raisons majeures des sorties sont les démissions, les abandons de scolarité de fait, et les conseils de discipline.

Description :
Lutter contre le décrochage scolaire est un projet systémique.
Il s'agit, pour une communauté d'adultes, en deux ou trois ans, d'accueillir des adolescents, de construire des adultes, de former des professionnels.

Il implique un travail pensé, pesé autour du bien-être de l'élève au lycée.
Il nécessite de travailler au vivre ensemble, permettant au jeune d'apprendre à respecter et comprendre

les règles de vie commune, à se connaître, à comprendre et accepter les autres.
Il conduit à donner des outils au jeune pour l'aider à construire des compétences transversales qui lui serviront tout au long de sa vie : connaissance des codes sociaux, expérience de la mobilité, ouverture culturelle, apprentissage de nouveaux moyens d'expression (code informatique)
Il demande que les jeunes reçoivent, chacun selon ses capacités, des enseignements leur permettant d'affermir leurs compétences professionnelles.

Ces objectifs ne peuvent être atteints que grâce au professionnalisme efficient des personnels et d'une communication maîtrisée et présente.
Comme tous les établissements scolaires, le lycée Nadar a un projet d'ensemble dans la lutte contre le décrochage scolaire.
Un document évolutif vise à décrire ce projet global, Les leviers du projet :
Agir sur le bien-être au lycée
Agir sur l'orientation et la diversité de propositions de formation
Agir sur la construction de la responsabilisation du jeune

A l'intérieur de ce projet, certaines actions nécessitent un financement au-delà de budget du lycée :
Accompagnement à la communication
Interventions autour du Vivre Ensemble (genre, éducation à la sexualité, radicalisation, cyber-harcèlement)
Interventions autour de l'Education à la santé (nutrition, addictions)
Formations : apprendre à programmer, apprendre à être en photo, apprendre à être filmé
Coaching : savoir-vivre, langages et codes pros.
Sorties d'intégration, sorties culturelles, sorties de la classe projet (cars ou transports en commun, musées ou spectacles.

Moyens mis en œuvre :
Mobilisation des acteurs (professeurs et autres membres de la communauté éducative)
Pédagogie et Didactique au quotidien
Devoirs sur tables et examens blancs réguliers
Intégration des entrants (entretiens, calendrier, sorties, projets de cohésion)
Application des lois et règlements

Partenariats avec institutionnels (CIO, Armée, Police, Pompiers, Préfecture, communautés d'agglomération), afin de construire les perspectives d'avenir

Mise en place d'un moment hebdomadaire d'écoute ou d'entretiens avec un psychologue

Ateliers d'acquisition de codes et langages transversaux (savoir-vivre, savoir se prendre en photo, savoir se filmer, savoir coder)
Développement de la mobilité européenne et de la maîtrise des langues étrangères
Accompagnement des publics fragiles (ULIS, UPEAA, cours de français pour non francophones, accompagnement personnalisé)
Mise en place d'une classe projet (à destination des décrocheurs, session d'une à deux semaine, remobilisation, analyse du parcours,recherche de solution)
Accompagnement dans l'éducation à la santé (sexualité, addictions)
Accompagnement dans l'éducation à à la citoyenneté (transports, égalité homme/femme, représentation lycéenne, laïcité, dispositif cadets de la sécurité civile))
Initiation à l'entreprenariat
Ouverture culturelle (visites extérieures, expos ou interventions au lycée, concours), médiatrice culturelle Arcadi
Communication interne et externe mise en œuvre sur : site du lycée, ENT, journal hebdomadaire, écrans)
Aménagement du lycée (babyfoot, foot, bancs, foyer)

Public(s) cible(s) :
Tous les élèves du lycée Nadar, avec une attention ciblée sur les décrocheurs potentiels (absentéistes). Ceux-ci sont repérés grâce à la veille et aux dispositifs mis en place au lycée : repérage par les professeurs principaux et les CPE, étude en groupe de prévention du décrochage scolaire.
Une attention plus fine est appliquée, sur des critères internes, aux classes d'élèves entrants, dont les absences et retards, non-inscription à la demi-pension, ainsi que passages à l'infirmerie sont analysés mensuellement par un assistant d'éducation affecté à la classe.

Localisation géographique :
- LP NADAR

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Atelier communication (Affaire de mots) 50 h*75€, 300 élèves	3 750,00	21,64%
Ateliers vidéo (zPnd) 39 h*50€	4 150,00	23,94%
Atelier santé citoyenneté (Olympio) 36 h*137€, 144 élèves	4 932,00	28,46%
Atelier apprendre à coder 30 h*75€, 30 élèves	2 250,00	12,98%
Session d'écoute par psychologue 30 h*75€, 30 élèves (intervenant non trouvé à ce jour)	2 250,00	12,98%
Total	17 332,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale demandée 2017/2018	14 300,00	82,51%
Fonds de réserve du lycée	3 032,00	17,49%
Total	17 332,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 300,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 392,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 817,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	23 318,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 900,00 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	0,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	194 649,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	24 431,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 200,00 €
2014	Travaux de maintenance	34 040,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 343,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	22 315,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	21 346,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 400,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	183 106,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	8 500,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 010,00 €
2015	Travaux de maintenance	248 254,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 204,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	12 138,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	24 104,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	800,00 €
2016	Développement des parcours européens des lycées professionnels	11 724,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	133 103,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	74 728,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 350,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	36 200,00 €
2016	Travaux de maintenance	88 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 469,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	7 688,80 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	18 960,00 €
2017	Développement des parcours européens des lycées professionnels	10 650,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	120 831,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 100,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	29 380,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	36 200,00 €
	Montant total	1 315 676,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020495

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO RENE DESCARTES CHAMPS SUR MARNE (77) - PROJET N°451 - TROUVER SA VOIX/SA VOIE - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	9 139,00 €	100,00 %	9 139,00 €
	Montant Total de la subvention		9 139,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO RENE DESCARTES CHAMPS SUR MARNE
Adresse administrative : 4 BOULEVARD COPERNIC
77420 CHAMPS SUR MARNE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Corinne WIART, Proviseure

N° SIRET : 19772223400014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 28 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Redonner à l'élève en risque de décrochage scolaire la confiance nécessaire pour retrouver la motivation qui lui manque grâce à une approche différente.
Apporter un accompagnement individualisé par la construction d'un parcours de remédiation adapté à leur profil.

Description :
Il s'agit de redonner à l'élève en risque de décrochage scolaire la confiance nécessaire pour retrouver la motivation qui lui manque par une approche différente (chant, théâtre, atelier d'écriture…). Des élèves fragiles, démotivés, en perte de repères, repérés par les GPDS des établissements.
Ce projet est un projet porté par la plateforme FOQUALE et concerne tous les établissements du district ainsi que ceux du district de Lagny-sur-Marne.

Un grand nombre d'élèves décrochent car ils expriment à un moment donné de leur scolarité un mal-être qu'ils ont du mal eux-mêmes à identifier. L'idée est de constituer une équipe pluridisciplinaires composée de professionnels en développement personnel, en gestion du stress, en orientation ayant une approche diversifiée et permettant une prise en charge des multiples troubles qui peuvent être à l'origine de ce mal-être.
La 1ère session au cours du premier trimestre, correspond plus à « des petits décrocheurs » ou en risque de décrochage :
Un accompagnement de 2 demi-journées par semaine sur 4 semaines leur est proposé : des ateliers de développement personnel, de découverte de soi, et de connaissance de soi par le chant et l'expression théâtrale.
Du suivi personnalisé.
La 2ème session au 2ème trimestre correspond plus à des élèves qui ont déjà décroché, donc en plus des 2 modules proposés lors de la 1ère session s'ajoutent des ateliers d'aide à la construction de leur projet, soit un accompagnement de 3 demi-journées par semaine sur 4 semaines.

Moyens mis en œuvre :
Une mise à disposition des salles de classe pour pouvoir accueillir les élèves des 2 districts.
La référente de l'action met en place un emploi du temps : 2 sessions de 3 semaines dans l'année et rencontre les élèves dans leur établissement d'origine avant la mise en place du projet.

Public(s) cible(s) :
24 élèves de la 4ème à la Terminale.

Localisation géographique :

- LYP RENE DESCARTES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant théâtre RhinoFeros 24h*75€	1 800,00	19,70%
Frais de transport	79,00	0,86%
Intervenant coaching 24h*75€	1 800,00	19,70%
Intervenant atelier chant 32h*50€	1 600,00	17,51%
Frais de transport	240,00	2,63%
Intervenant ateliers Mixed Média 24h*55€	1 320,00	14,44%
Frais matériels ateliers Mixed Média	500,00	5,47%
Intervenant Huit'A'Corps 24h*75€	1 800,00	19,70%
Total	9 139,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	9 139,00	100,00%
Total	9 139,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 139,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 338,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	18 704,00 €
2014	Budget participatif des lycées	70 000,00 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	3 704,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	127 346,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 651,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 950,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 704,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	31 577,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	128 824,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	21 811,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 952,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	45 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	19 145,00 €
2015	Travaux de maintenance	26 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 457,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	35 562,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	92 792,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	33 500,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 524,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	17 560,00 €

2016	Travaux de maintenance	15 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 796,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	6 000,30 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	97 432,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	34 106,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	14 000,00 €
	Montant total	801 089,30 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020499

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO CHRISTOPHE COLOMB SUCY EN BRIE (94) - PROJET N°573 - POLE BILAN POSITIONNEMENT - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 125,00 €	100,00 %	1 125,00 €
	Montant Total de la subvention		1 125,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO CHRISTOPHE COLOMB SUCY EN BRIE
Adresse administrative : 154 RUE DE BOISSY
94370 SUCY EN BRIE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Pascal GRIFFOUL, Proviseur

N° SIRET : 19941918500038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : Pôle Bilan Positionnement

Date prévisionnelle de début de projet : 11 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Rendre acteur de leur projet les jeunes sans solution et rechercher une poursuite de parcours adapté à chacun :
Concrétiser un projet adapté.
Mobiliser les techniques de communication.
Connaître les différents dispositifs de formation.
Connaître les ressources locales.
Reprendre un parcours de formation.

Description :
Action de la PAD-FOQUALE du district 10 du Val-de-Marne mise en place en tout début de la rentrée scolaire de septembre 2017 afin que les élèves soient pris en charge et ne restent pas à leur domicile en attente d'une solution scolaire ou autre.

Elle est mise en œuvre pour mobiliser des élèves sans solution à la rentrée scolaire 2016. Des élèves qui n'ont pas obtenu d'affectation, qui n'ont pas eu l'orientation choisie, qui sont en décrochage scolaire, qui ont besoin de travailler ou de retravailler leur projet professionnel et leur projet de vie. Le public pris en charge est en difficulté : sortant de 3ème, non affecté ou refusant l'affectation, des élèves de 2nde GT et ou professionnelles sans solution, des élèves de 2nde CAP, des élèves pluri exclus, des élèves arrivant sur le département et qui n'ont pas eu d'affectation, des élèves sortant de privés et des élèves en rupture de contrat d'apprentissage.

Contenu de l'action
Information collective : présentation de l'action aux élèves, aux familles, aux tuteurs et/ou éducateurs (objectifs, déroulement, durée, poursuite de parcours possibles…) à l'aide d'un powerpoint. Les élèves/familles/tuteurs adhérent ou pas au dispositif.
Planification des premiers rendez-vous individuel (début, mi-parcours et fin d'action).

Entretiens individuels menés par les référents de l'élève :
Vérification de l'assimilation des objectifs de l'action.

Regroupement des jeunes en fonction des besoins et entretiens individuels :
Module d'élaboration de projet et recherche de solutions ;
Modules complémentaires (technique de recherche emploi, maintien de la posture et des compétences scolaires…) ;
Stages / PFMP en établissement ou en entreprise ;
Module d'enseignement général ;
Module de théâtre : l'intervention de la Maison des Arts de Créteil.

Bilan avec le jeune et ses parents.

Moyens mis en œuvre :
L'action se déroule essentiellement dans les locaux de l'établissement.
Tous les acteurs du lycée mettent tout en oeuvre pour l'accompagnement éducatif des élèves issus du Pôle Bilan Positionnement.
Equipe pédagogique constituée de professeurs du lycée et d'autres établissements scolaires du Val-de-Marne ainsi que des vacataires.
Intervention d'une comédienne de la Maison des Arts de Créteil.

Coordonnateur MLDS et référent d'action MLDS
Personnels internes à l'éducation nationale
Intervenants externes à l'éducation nationale ou prestataires : la Maison des Arts de Créteil
Tuteur/référent élève pour entretiens et visites de stage.

Public(s) cible(s) :
20 élèves sortant de 3ème, de Seconde (toutes filières), élèves sans solution.

Localisation géographique :
- LYP CHRISTOPHE COLOMB

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Intervenant Maison des Arts de Créteil 15h*75€	1 125,00	100,00%	Subvention régionale 2017/2018	1 125,00	100,00%
Total	1 125,00	100,00%	Total	1 125,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 125,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 624,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	50 140,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	408,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	231 399,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	59 933,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	43 662,00 €
2014	Travaux de maintenance	21 694,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 496,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	64 084,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 854,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	231 434,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	49 716,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	53 579,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	4 590,00 €
2015	Travaux de maintenance	96 273,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 788,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	60 966,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	10 326,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	196 026,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	46 930,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	4 600,00 €

2016	Projet-Réussite pour tous	1 560,00 €
2016	Travaux de maintenance	21 167,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 674,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	12 414,90 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	10 729,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	179 434,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	766,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	54 257,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	7 600,00 €
	Montant total	1 315 813,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020500

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO CHRISTOPHE COLOMB SUCY EN BRIE (94) - PROJET N°469 - STAGE DE REMOBILISATION : CLASSE PASSERELLE - REMOBILISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 150,00 €	100,00 %	4 150,00 €
	Montant Total de la subvention		4 150,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO CHRISTOPHE COLOMB SUCY EN BRIE
Adresse administrative : 154 RUE DE BOISSY
94370 SUCY EN BRIE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Pascal GRIFFOUL, Proviseur

N° SIRET : 19941918500038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 3 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Lutter contre le décrochage scolaire en partenariat avec l'Education Nationale, la MAC, le GRETA et Créations Omnivores :
Rendre acteur de leur projet les jeunes sans solution et rechercher une poursuite de parcours adapté à chacun.
Remobiliser les élèves sur un projet professionnel et leur permettre d'accéder à une formation en cours ou en fin d'action.
Préciser ou confirmer leur projet professionnel.
Accompagner collectivement et individuellement chaque jeune jusqu'à sa reprise du cursus d'accès à la qualification ou à l'insertion professionnelle à court ou moyen terme.
Mettre en place un processus d'intégration continue (PIC) en scolarisant les élèves dans une filière

correspondant au projet professionnel et de vie par des mini-stages et des évaluations.
Développer le goût de l'effort, l'autonomie et la curiosité.

Description :
L'action de remédiation envers les élèves décrochés, décrocheurs et nouvellement arrivés sur le territoire (francophones) sans solution après le Pôle Bilan Positionnement se décline en plusieurs modules :
- un d'enseignement général tout au long de l'année (français, maths, SES, ECJS, Histoire-géo, sciences,...°;
- un théâtrale en 3 phases (25 séances de 2h/sem) avec la MAC :
phase 1 : Initiation au jeu théâtrale (exercices d'improvisation, jeux d'écoute et de situations de jeu non verbal, initiation à la prise de parole). Accent porté sur l'oralité et la présentation pour la recherche de stages.
phase 2 : Création collective autour d'un texte : une fois le groupe initié et fédéré, la comédienne les accompagne dans un processus de création collective (approche et compréhension du texte, apprentissage de celui-ci, mise en espace et jeu).
phase 3 : Représentation et exposition auprès d'un public : la finalité du projet est la représentation collective sur une scène à la Maison des Arts de Créteil avec une équipe technique.
Un module sur l'estime de soi avec Créations Omnivores.
Un module d'élaboration du projet professionnel avec le GRETA.

Moyens mis en œuvre :
L'action se déroule essentiellement dans les locaux du lycée.
Les acteurs du lycée mettent tout en oeuvre pour un accompagnement éducatif efficient (soutien scolaire, soutien économique et sociale, accompagnement par le personnel médical...).
L'équipe pédagogique de volontaire (stabilisée depuis plusieurs années).
L'intervention de plusieurs partenaires : formateurs du GRETA (via Avenir Jeunes), la Maison des Arts de Créteil (une comédienne dédiée au module théâtrale), Créations Omnivores.

Public(s) cible(s) :
20 jeunes de plus de 16 ans scolarisés ou non en 2016 en collège, lycée général, technologique ou lycée professionnel se retrouvant sans solution. Nouvellement arrivés sur le territoire (francophones) reçus et testés par les cellules d'accueil dans les CIO du département et proposés par la Direction Académique pour une année de remise à niveau et de mobilisation sur le projet professionnel. Décrochés de l'année précédente et décrocheurs de l'année en cours.
Public qui présente une forte demande d'accompagnement individualisé.

Localisation géographique :
- LYP CHRISTOPHE COLOMB

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant La Maison des Arts de Créteil 50h*75€	3 750,00	90,36%
Frais de billetterie	200,00	4,82%
Frais de représentation	200,00	4,82%
Total	4 150,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	4 150,00	100,00%
Total	4 150,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 150,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 624,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	50 140,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	408,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	231 399,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	59 933,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	43 662,00 €
2014	Travaux de maintenance	21 694,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 496,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	64 084,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 854,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	231 434,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	49 716,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	53 579,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	4 590,00 €
2015	Travaux de maintenance	96 273,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 788,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	60 966,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	10 326,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	196 026,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	46 930,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	4 600,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	1 560,00 €
2016	Travaux de maintenance	21 167,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 674,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	12 414,90 €

2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	10 729,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	179 434,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	766,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	54 257,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	7 600,00 €
	Montant total	1 315 813,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020507

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO BROSSOLETTE LE KREMLIN BICETRE (94) - PROJET N°495 - POLE BILAN POSITIONNNEMENT - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 125,00 €	100,00 %	1 125,00 €
	Montant Total de la subvention		1 125,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO BROSSOLETTE LE KREMLIN BICETRE
Adresse administrative : 3 RUE PIERRE BROSSOLETTE
94270 LE KREMLIN BICETRE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Abderrahman HMIDY, Proviseur

N° SIRET : 19941635500014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Rendre acteur les jeunes dans la construction de leur projet et la recherche de solutions :
Concrétiser un projet adapté
Mobiliser et développer les compétences de communication
Connaître les différents dispositifs de formation
Connaitre les ressources locales
Reprendre un parcours de formation ou d'insertion

Description :
Chaque année, après la rentrée, il reste un certain nombre d'élèves en rupture de cycle scolaire.
Ce sont souvent des élèves issus des classes de 3ème non affectés ou de 2nde de bac pro ou 1ère année de CAP décrocheurs de l'année précédente.

Il est important de prendre en charge ces élèves fragilisés le plus rapidement possible pour maintenir le lien scolaire, les aider à se réapproprier les codes sociaux, élaborer et valider un projet professionnel réaliste et réalisable.

Moyens mis en œuvre :
Coordonnateur-trice MLDS et référent-e d'action MLDS
Personnels internes à l'éducation nationale
Intervenant-es externes à l'Education Nationale ou prestataires
Tuteur/référent élève pour entretiens et visites de stage.

Information collective :
Présentation de l'action aux élèves et aux familles (objectifs, déroulement, durée, poursuite de parcours possibles…) ;
Planification des premiers rendez-vous individuel.

Entretiens individuels menés par les référents de l'élève
Vérification de l'assimilation des objectifs de l'action

Regroupement des jeunes en fonction des besoins et entretiens individuels :
Module d'élaboration de projet et recherche de solutions
Modules complémentaires (technique de recherche emploi, maintien de la posture et des compétences scolaires…)
Stages / PFMP en établissement ou en entreprise.

Bilan avec le jeune et ses parents.

Public(s) cible(s) :
30 élèves sans solution à la rentrée scolaire nécessitant un accompagnement dans l'élaboration du projet personnel et de formation et la recherche de solutions.

Localisation géographique :
- LYT BROSSOLETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Intervenant Maison des Arts de Créteil 15h*75€	1 125,00	100,00%	Subvention régionale 2017/2018	1 125,00	100,00%
Total	1 125,00	100,00%	Total	1 125,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 125,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	15 884,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	131 153,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	5 350,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 770,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	22 602,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	138 288,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	30 061,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	11 770,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	1 125,00 €
2015	Travaux de maintenance	89 100,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 298,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 428,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	123 921,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	9 000,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	13 906,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	76 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	4 855,00 €
2016	Travaux de maintenance	12 500,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 233,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	14 615,30 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	117 152,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	13 906,00 €
	Montant total	741 764,30 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020513

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LP PIERRE LESCOT PARIS (75) - PROJET N°567 - FORMATION ALTERNÉE LYCÉE ENTREPRISE POUR LES ÉLÈVES DE SECONDE PROFESSIONNELLE - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 800,00 €	100,00 %	1 800,00 €
	Montant Total de la subvention		1 800,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PIERRE LESCOT PARIS
Adresse administrative : 35 RUE DES BOURDONNAIS
75001 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Roberto GHIN, Proviseur

N° SIRET : 19752388900016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La mise en place d'une formation alternée fondée sur l'interactivité lycée- entreprise a pour but de rendre l'élève acteur de l'acquisition de compétences. Cette démarche permet de construire un « raccrochage scolaire » en installant la persévérance.

Remotiver les jeunes par un projet pédagogique spécifique a pour objectif de diminuer leur taux d'absentéisme afin de leur permettre de reprendre confiance pour qu'ils s'engagent activement dans une formation et acquièrent des compétences et des connaissances pour accéder à un diplôme favorisant leur insertion sociale et professionnelle.

Baisser le niveau de stress lié aux évaluations et préserver l'estime de soi par la mise en place d'une classe sans notes a pour objectif de leur donner le temps d'apprendre afin que leurs erreurs ne soient

plus immédiatement sanctionnées mais considérées comme des ajustements nécessaires dans l'apprentissage progressif des compétences et des connaissances.

La ligne directrice du projet est la professionnalisation des élèves grâce à un accompagnement personnalisé des jeunes dans la construction de leur parcours professionnel. L'objectif est de redynamiser le rapport à l'école et la relation enseignant-élève grâce à des modalités d'enseignements différentes pour que le jeune s'inscrive dans sa propre trajectoire d'apprentissage et de définition de projet professionnel afin de favoriser son employabilité, voire l'accès à une première baccalauréat professionnel.

Il semble important de redéfinir les modalités de rapport entre l'élève, l'enseignant et les savoirs pour aller vers plus de personnalisation et de prise en compte des variabilités individuelles. En effet, cela permet de mieux considérer le parcours de chacun et d'optimiser la construction de ses compétences professionnelles, ses connaissances, ses savoirs et ses attitudes personnelles. Il s'agit de rendre l'élève acteur de sa propre trajectoire de transformation intellectuelle, humaine et professionnelle.

Description :
Une équipe du lycée professionnel Pierre LESCOT souhaite encadrer 15 élèves issus des classes de seconde BEP MRCU en situation de décrochage scolaire pour leur redonner une orientation positive en Terminale CAP employé de vente spécialisé option B via un dispositif expérimental d'apprentissage et d'évaluation des compétences professionnelles et des connaissances.

Moyens mis en œuvre :
Une classe mobile sera dédiée à la classe avec des ordinateurs portables, imprimante, vidéo... La salle disposera d'un aménagement spécifique pour favoriser le travail en groupe avec "un espace boutique", une réserve et du matériel. Le matériel (mannequins, antivol, cintres…) et la vidéo favoriseront les activités de simulations et de remédiations. L'espace numérique de travail favorisera l'appropriation des technologies et moyens de communication contemporains. Un usage élargi des ressources de l'espace numérique de travail Paris Classe Numérique pour les élèves favorisa la liaison entreprise école, élève-enseignant- famille.

Les objectifs de la mise en place d'un blog sont de :
- favoriser l'expression et la collaboration des élèves,
- renforcer leur envie d'apprendre (synthèse radiophonique, quizz),
- apporter l'autonomie et la prise d'initiative.

Le blog servira également de ressources pour les séquences pédagogiques (articles, vidéos…) mais aussi d'archives.

Public(s) cible(s) :
Les élèves concernés par cette expérimentation sont les élèves issus des classes de seconde professionnelle du champ MRCU (Métiers de la relation aux clients et aux usagers) en situation de difficultés scolaires et en risque de décrochage. L'effectif total concerné par cette mise en œuvre du projet est de 15 élèves ayant réalisé environ 6 semaines de PFMP en seconde.

Localisation géographique :
- LP LESCOT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur CIEJ atelier image de soi et communication professionnelle	900,00	50,00%
Intervenant extérieur CIEJ module préparatoire à la recherche d'emploi	900,00	50,00%
Total	1 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017-2018	1 800,00	100,00%
Total	1 800,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	10 946,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 884,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 851,00 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	0,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 593,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 458,00 €
2016	Développement des parcours européens des lycées professionnels	12 150,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 630,00 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 444,00 €
2017	Développement des parcours européens des lycées professionnels	8 520,00 €
	Montant total	109 476,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020531

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LP GALILEE PARIS 13EME - PROJET 354 - PARTENARIAT POUR UN POINT ECOUTE - SOUTIEN A LA SCOLARITE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 500,00 €	100,00 %	4 500,00 €
		Montant Total de la subvention	4 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP GALILEE PARIS 13EME
Adresse administrative : 28 RUE DE PATAY
75013 PARIS 13EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Michel RETAIL, Proviseur

N° SIRET : 19750785800029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 11 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet a pour visée de répondre aux problématiques qui tournent autour du décrochage scolaire, et notamment aux symptômes de souffrance psychique qui se manifestent au sein même de l'établissement scolaire.

Description :
Signer une convention relative à un temps d'intervention d'un psychologue au sein du lycée.
Monsieur Petitqueux, psychologue, a pu présenter l'action aux parents lors de la réunion de rentrée.

Moyens mis en œuvre :
Dans un premier temps l'objectif a été de maintenir la possibilité pour les adolescents de rencontrer le psychologue dans des entretiens individuels et/ou familiaux. Ces entretiens se déroulent dans un cadre souple, plus ou moins à la demande. Il arrive en effet que les jeunes demandent à voir le psychologue,

mais ils sont également régulièrement adressés par la CPE, l'infirmière scolaire, le proviseur, l'assistante sociale, la COP et/ou le médecin scolaire (dans le cadre des commissions relais notamment).
En lien avec la CPE, l'intervention du psychologue au sein du lycée permet également le repérage plus précis et plus anticipé des difficultés que traduisent les retards ou les absences, qui sont parfois le signe de problèmes d'intégration dans le nouvel établissement ou dans la filière professionnelle.

Au cours de l'année 2016 trente jeunes sur une centaine de consultations ont pu bénéficier d'entretiens avec le psychologue, intervenant au sein du lycée Galilée, et trois familles ont été reçus pour des entretiens familiaux.
Le psychologue participe dans le cadre de son intervention aux commissions éducatives, ceci afin d'apporter un regard clinique sur des débordements et/ou des passages à l'acte et d'aborder dans le cadre d'une approche plus globale les difficultés des jeunes, intégrant notamment la dimension psychologique.
Un nombre important de jeunes arrivent au lycée professionnel avec un long parcours d'échec et cumulant plusieurs niveaux de difficulté (familiales, sociales, psychologiques...).

Public(s) cible(s) :
La présence du psychologue permet d'instaurer in situ un espace de réflexion et de lecture vis à vis de situations difficiles ou complexes. Les jeunes lycéens n'ont en grande majorité jamais consulté un psychologue, n'ont pas envie à priori de saisir l'occasion de le faire. Émergent quelquefois des suivis lointains, délaissés ou achoppés… pourtant la résistance à l'adresse sur place, sans différée par rapport à l'actualité immédiate s'efface très vite. Sans doute dans cette proximité géographique du rôle et de la fonction installés dans l'établissement et du lien entre école et vie personnelle. Plutôt donc qu'un rendez-vous plus ou moins lointain en institution, plutôt qu'un déplacement, il s'agit de recevoir "à chaud" et tenter avec le jeune d'apporter une autre lecture à l'événement, à l'acte quel qu'il soit. D'écouter également les souffrances et les difficultés de tous ordres barrant la scolarité ou y apportant de sérieuses interférences (personnelles, familiales, sociales...). Être là c'est mettre à portée des entretiens qui sans doute n'auraient jamais eu lieu, c'est aussi permettre au jeune de s'intéresser et s'ouvrir à (sa) la vie psychique.

Localisation géographique :
- LP GALILEE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur Association OLGA SPITZER POint écoute	4 500,00	100,00%
Total	4 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017-2018	4 500,00	100,00%
Total	4 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 943,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	174,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 156,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	500,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	157 681,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	106 215,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 337,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	9 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	32 300,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 985,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	492,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 815,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	500,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	106 946,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	708,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 361,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	4 500,00 €
2015	Travaux de maintenance	66 750,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 743,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 223,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	10 080,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	400,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	80 948,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	258,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 447,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	4 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	4 500,00 €
2016	Travaux de maintenance	53 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 607,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 616,00 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 496,00 €
2017	Développement des parcours européens des lycées professionnels	4 260,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	81 878,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 953,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	6 000,00 €

2017	Travaux de maintenance	125 000,00 €
	Montant total	810 091,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020532

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LP LYC METIER LA SOURCE NOGENT SUR MARNE (94) - PROJET N°27 - ACCOMPAGNER LES ELEVES ENTRANTS CAP ET BAC PRO TERTIAIRE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	24 201,50 €	97,93 %	23 701,00 €
	Montant Total de la subvention		23 701,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP LYC METIER LA SOURCE NOGENT SUR MARNE
Adresse administrative : 54 AVENUE DE LA SOURCE
94130 NOGENT SUR MARNE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Isabelle GUEROULT LORENZINI, Proviseure

N° SIRET : 19940137300014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : Accompagner les élèves entrants CAP et BAC PRO tertiaire vers la réussite.

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mettre en œuvre, faire évoluer le programme de personnalisation des réponses pédagogiques et éducatives multipôles et transversales pour accompagner nos élèves entrants de CAP et bac pro tertiaire vers la réussite scolaire et un métier. Le contexte socio-économique, la fragilité de nos publics scolaires et le bilan positif de cette 3ème année amène l'équipe à poursuivre ce projet et le faire évoluer.L'accentuation et le cumul de difficultés, sociales, économiques, de santé, physiques et psychologiques d'une grande partie des élèves de CAP tertiaire (60% des élèves d'une classe de 24) et de bac pro en général associés à un vécu souvent négatif d'échec nous ont amenés en équipe

pluridisciplinaire avec l'aide de nos partenaires à définir 7 objectifs prioritaires :
1. Donner l'envie de venir au lycée, projet motivant et valorisant chaque élève (diminuer l'absentéisme et réduire le décrochage entre 1ère et 2ème année de CAP). Ces objectifs s'inscrivent dans le projet d'établissement et exigent de l'ensemble de l'équipe et des partenaires une posture de bienveillante exigence et d'écoute au plus près de chaque élève.
2. Assurer un climat serein propice au travail scolaire en classe (accueil spécifique de rentrée, régulation des conflits, mise en œuvre du respect, apprentissage des codes et langages adaptés, lutte contre le sexisme les discriminations.
3. Travailler prioritairement la maîtrise de la langue le suivi linguistique d'élèves allophones nombreux, détecter lutter contre l'illettrisme par un projet innovant (écriture, lecture, création textes, soutien aux élèves dys, culture arts). Verbalisation/théâtre/jeu/citoyenneté mixité :théâtre forum.
4. Poursuivre le point écoute avec le psychologue (lien avec COP et GPDS).
5. Renforcer lutte contre décrochage scolaire : pédagogie projets fédérateurs du GPDS.
6. Créer 1 identité, 1 posture professionnelle:se former à des métiers, restaurer l'estime de soi,valoriser les formations.
7. Expérimenter 2 classes sans notation des élèves.

Description :
Chaque classe de CAP et 2nde pro MRCU dans son emploi du temps une plage de 2h élèves : dans celle-ci, les réponses pédagogiques et éducatives seront PERSONNALISÉES, diversifiées selon les besoins de chaque élève:1activité création de textes : projet écriture ,lecture, réécriture mise en jeu de scène (lettres CDI Cie Eretzian théâtre). Thèmes retenus : engagement citoyen, sexisme,non-discrimination,usage réseaux sociaux, respect, responsabilisation, implication vie de la cité.
1 activité suivi linguistique des élèves allophones et projet contre l'illettrisme (coordo ULIS et prof. FLE Documentaliste).
1 activité remédiation soutien français pour les élèves DYS par le prof. des écoles coordonnateur ULIS et la documentaliste.1 activité création et saynètes de vente d'accueil de commerce avec les différents métiers : professeurs d'atelier tertiaire et site la source prépa PFMP, avec Cie théâtre Eretzian.
1 activité apprendre à respirer, à chasser ses émotions négatives, à se concentrer et restaurer l'estime de soi : séances avec 1 sophrologue intervenante Mme Sonalier.
1 activité point écoute avec l'intervenant psychologue du planning familial M. d'ORAZIO en lien avec le GPDS du lycée.
1 activité régulation gestion des conflits climat scolaire serein. Animation d'1 heure de vie autour du prof principal avec l'équipe de vie scolaire, jeux de rôles Cie Théâtre. Et lien théâtre et point écoute : mise en situation/jeux de rôles pour gérer «l'agressivité» à partir de situations anxiogènes vécues par les élèves à l'extérieur, dont situations professionnelles.
2 projets GPDS but remobiliser, fédérer (CVL théâtre adm enseignants) : usage réseaux sociaux classes entrants théâtre forum et tournoi sportif.
1semaine d'accueil axée sur l'identité professionnelle et sur la cohésion des règles, tenue professionnelle et identité, photo en pied.
1 sortie sportive et citoyenne au parc Floral de Paris (accrobranche) proche du lycée:esprit d'équipe,confiance en soi,émancipation,souci de l'autre.

Moyens mis en œuvre :
Le projet se déroulera sur 22 semaines (hors périodes PFMP stages entreprises) effectives en 3 sessions de 6 ou 7 semaines successives avec des temps de concertation réguliers de l'équipe tout au long du projet : évaluation, régulation et recomposition des groupes d'activités en groupes de besoins personnalisés, semaine d'accueil d'intégration incluse.
Concentration sur 11 semaines rentrée entrants théâtre, et pour autres groupes besoins et projet GPDS janvier à mai.
L'équipe pédagogique des 8 classes concernées (6 site VDB 2 site LS) constituées sur la base d'engagement sur le projet : français, FLE, histoire-géo, anglais, EPS, vente professionnelle, éco droit, arts appliqués, documentaliste –en transversalité avec les partenaires : la Cie Eretzian partenaire depuis

9 ans théâtre citoyenneté, posture langage, maîtrise de la langue, outil caméra, gestion des conflits, sketchs pro (total 200 h d'intervention) ; 1 sophrologue Mme SONALIER, intervenante en milieu scolaire (36h) ; 1 psychologue : point écoute animé par M. D'ORAZIO psychologue planning familial du Perreux sur Marne 40 h + 2 h concertation ; Photographe JLB photo, pour la réalisation des productions élèves valorisant leur travail, représentation sur la scène Watteau de Nogent (partenariat Mairie de Nogent et Cie Eretzian) en présence des élèves et des parents et maisons de retraite locales (solidarité inter génération) et pôle jeunesse ; édition des photos prises en numérique. Le projet est valorisé aux Journées Portes Ouvertes de mars 2018 : communiquer le travail de nos jeunes aux partenaires, aux futurs élèves expo photo et un parcours sur le projet. Les élèves vont 1 jour au Parc Floral de Paris pour des activités sportives (parcours accrobranche).

Public(s) cible(s) :
Entre 123 à 135 élèves (intégration élèves en cours de formation, dont augmentation effectif classe UPE2A) + 2 groupes entrants site LS théâtre saynètes prépa PFMP soit + 34 élèves.
Élèves entrants au Lycée du site tertiaire (6 groupes classes, 3 classes de seconde bac pro MRCU métiers de la vente, commerce, accueil et 2 CAP EVS et ECM vente, commerce et UPE2A) : public en grande difficulté scolaire (habitude de l'échec, perte de l'estime de soi et de la confiance, issus de SEGPA pour les CAP, allophones, méthodologie de travail, effectif croissant déficients cognitifs :22 en 2016-2017) et sociale (CSP défavorisées, grandes difficultés économiques, familiales). Cumul de ces difficultés produisent des troubles psychologiques et qui induisent des comportements ascolaires, asociaux, stratégies d'évitement, non respect des règles et méconnaissance des codes du vivre ensemble, langage inadapté, habitudes de non travail, conflits et incidents fréquents. +2 groupes 2ndes entrants site La Source : difficultés savoir-être, savoir argumenter et se présenter : besoin diagnostiqué saynètes théâtre pour prépa recherche stages.

Localisation géographique :
- LP LA SOURCE (NOGENT)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Cie Théâtre Eretzian diagnostic 16h*29€	464,00	1,92%
Intervenant Cie Théâtre Eretzian séances 200h*75€	15 000,00	61,98%
Intervenant sophrologue diagnostic 2h*29€	58,00	0,24%
Intervenant sophrologue séances 40h*75€	3 000,00	12,40%
Intervenant psychologue 51h*60€	3 060,00	12,64%
Intervenant photographe : prises et tirages photos	622,50	2,57%
Frais Evasion Verte parcours	1 620,00	6,69%
Frais de transport pour parcours Evasion Verte	377,00	1,56%
Total	24 201,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	23 701,00	97,93%
Participation établissement	500,50	2,07%
Total	24 201,50	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	23 701,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 216,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	12 708,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	14 529,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	5 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	212 428,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	30 068,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	36 400,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	16 151,00 €
2014	Travaux de maintenance	99 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 172,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	14 818,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	16 748,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	211 860,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	52 180,38 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	29 200,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	20 511,00 €
2015	Travaux de maintenance	91 300,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 026,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	38 425,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	18 784,00 €

2016	Dotation globale de fonctionnement	139 440,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	19 060,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	35 740,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	50 100,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	21 664,00 €
2016	Travaux de maintenance	112 968,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 819,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	16 320,93 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 206,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	160 496,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	37 780,00 €
2017	Travaux de maintenance	68 100,00 €
	Montant total	1 354 790,31 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020535

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO LYC METIER JEAN MACE VITRY SUR SEINE (94) - PROJET N°179 - MICROLYCEE DU VAL-DE-MARNE - MICROLYCEE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	44 540,00 €	94,30 %	42 000,00 €
	Montant Total de la subvention		42 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER JEAN MACE VITRY SUR SEINE
Adresse administrative : 34 RUE JULES FERRY
94407 VITRY SUR SEINE CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Virginie SCHACHTEL, Proviseure

N° SIRET : 19940129000010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 13 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Microlycée du Val de Marne est destiné à rescolariser des jeunes en rupture scolaire totale allant de 6 mois à plusieurs années pour leur permettre de :
- reprendre des études,
- préparer un baccalauréat général ou technologique,
- construire un projet personnel de formation et de scolarisation.
Sont également travaillées: l'estime de soi, la resocialisation, la reconstruction d'une image positive du monde des adultes.

Description :
Les modalités de recrutement des élèves se fondent sur une démarche volontaire du jeune avec 2 entretiens d'entrée, sans dossier, ni test (à l'exception des élèves de terminale pour lesquels nous

demandons un écrit libre de deux pages).
Un enseignement organisé en petits groupes ou classes de 5 à 15 élèves.
Un suivi du parcours de raccrochage individualisé et institutionnalisé par un adulte référent.
Une alternance de temps de cours, disciplinaires et interdisciplinaires, et de dispositifs culturels, sportifs et de vie collective.
Une construction du collectif avec une semaine d'intégration en début d'année et des temps forts, répartis dans l'année (journées extra, journées de restitution des projets et ateliers, repas conviviaux).
Un séminaire de révisions pour les 1ères et les Terminales en fin d'année.
Une stabilisation de la reprise d'études des élèves, passant par une lutte contre le redécrochage.
Un travail sur le post-bac pour inscrire durablement les élèves dans leurs études (suivi de cohorte, moments institutionnalisés pour les nouveaux bacheliers en bac+1, travail sur les terminales pour qu'ils se projettent dans le supérieur).

Moyens mis en œuvre :
En plus d'un enseignement organisé en classes, il est mis en place :
- un suivi régulier et pointilleux des absences ;
- un suivi individualisé par un adulte référent ;
- des ateliers de pratiques culturelle, artistique et sportive au choix, proposés par cycles, conduits en binôme par un professionnel extérieur et un enseignant ;
- des séances d'orientation post-bac pour les terminales (8 X 2 heures) incluant un travail avec la conseillère d'orientation psychologue, des rencontres avec des professionnels et des étudiants ainsi que la saisie des dossiers APB
- des séances d'orientation pour le choix des filières à destination des élèves de seconde incluant un travail avec la conseillère d'orientation psychologue ;
- deux heures hebdomadaires de "Jeudis des Savoirs" pour toutes les classes ;
- une heure de conseil hebdomadaire pour toutes les classes avec co-construction et travail autour des règles et du collectif de la structure ;
- une permanence sur la structure d'une psychologue extérieure qui aide les élèves dans leur processus de raccrochage ;
- une semaine d'intégration en début d'année et des temps forts (semaine extra, etc.) tout au long de l'année ;
- un séminaire de révisions adapté pour les 1ères et les Terminales en mai ;
- un projet en 2de proposant des échéances à enjeu fort sur des temps spécifiques pendant l'année pour aider les élèves à reprendre leur scolarité et à s'inscrire dans le collectif du Microlycée;
- une poursuite de projets pour les montants de première en terminale ;
- un projet pour toutes les 1ères pour une continuité du travail en projet, créer du collectif et préparer dans de bonnes conditions les élèves aux épreuves anticipées de français ;
- une permanence sur la structure d'une conseillère d'orientation psychologue qui participe à la planification de l'année ;
- des intervenants extérieurs dans plusieurs domaines (scientifique, artistique, médical, économique, citoyen...) sur des projets pour ouvrir l'école et enrichir le parcours des élèves.

Public(s) cible(s) :
90 jeunes décrocheurs déscolarisés depuis au moins un an, entre 16 et 25 ans, principalement originaires de l'académie de Créteil, de niveau 2de, 1ère et Terminale.

Localisation géographique :
- LYT JEAN MACE (VITRY/SEINE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant sur ateliers 126h*60€	7 560,00	16,97%
Projet Structure : intervenant Charmante Cie, petits matériels et restitution	570,00	1,28%
Projet Seconde : réunions, cours, petits matériels et restitution	4 000,00	8,98%
Projet Premières : réunions, cours, petis matériels et restitution	2 000,00	4,49%
Sorties culturelles et voyages scolaires (sortie d'intégration, pass culturel, séminaire, journées extra)	14 500,00	32,56%
Frais d'internat : places précarité	4 000,00	8,98%
Matériel pédagogique	4 000,00	8,98%
Frais fournitures (abonnements, petits matériels...)	4 310,00	9,68%
Intervenant psychologue 72h*50€	3 600,00	8,08%
Total	44 540,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	42 000,00	94,30%
Participation établissement	2 040,00	4,58%
Rectorat	500,00	1,12%
Total	44 540,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	42 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 787,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	21 102,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 329,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 400,00 €
2014	Centre de ressources - CERGE	10 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	453 371,00 €

2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	79 536,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	51 600,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	56 097,00 €
2014	Travaux de maintenance	6 400,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 478,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	75 453,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	14 122,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 000,00 €
2015	Centre de ressources - CERGE	10 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	445 655,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	111 290,26 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	60 350,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	56 758,00 €
2015	Travaux de maintenance	97 920,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	19 388,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	90 230,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	21 915,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	3 600,00 €
2016	Centre de ressources - CERGE	10 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	343 507,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	10 060,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 270,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	13 220,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	58 360,00 €
2016	Travaux de maintenance	74 488,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 731,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	11 213,70 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	18 398,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	350 621,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	70 956,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	38 533,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	41 319,00 €
2017	Travaux de maintenance	6 725,00 €
	Montant total	2 335 111,96 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020539

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO PAUL ROBERT LES LILAS 93 - PROJET 361 - "J'AVANCE" AU BÉNÉFICE DES ÉLÈVES DE LA SECTION D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 255,00 €	97,65 %	4 155,00 €
	Montant Total de la subvention		4 155,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PAUL ROBERT LES LILAS
Adresse administrative : 2/4 RUE DU CHATEAU
93260 LES LILAS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Blandine POTEAUX, Proviseure

N° SIRET : 19932073000021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Favoriser la prévention des risques d'exclusion sociale chez les lycéens de section professionnelle en travaillant sur l'estime de soi et l'intégration dans un stage.

Travailler sur les potentiels et qualités de ces jeunes dans le but de leur redonner confiance et de leur apprendre à se valoriser pour leur recherche de stage et dans leur vie en général.

Favoriser l'insertion professionnelle de ces jeunes et prévenir ainsi de potentielles conduites à risques telles que l'entrée dans des économies parallèles.

Description :
Ce projet s'appuie sur le partenariat avec le "Kiosque", structure municipale des Lilas, Emma Peterson,

psychologue, l'association DEVA 93 , et ce, depuis plusieurs années.
Cette année, il a été également engagé un travail avec Sophia Eddnadni, conseillère en image. Le projet continue à s'enrichir et à évoluer, grâce à la cohésion de l'ensemble des acteurs. Les élèves sont réceptifs et sensibles à cet accompagnement, qu'ils perçoivent comme une aide. Les intervenants s'adaptent aux besoins d'un public qui change et aux individualités. Ils obtiennent écoute et participation.

Moyens mis en œuvre :
Le travail est mené sous forme d'ateliers, coanimés par les enseignants et les partenaires extérieurs:

- la semaine d'intégration: entretiens individuels et positionnement
- la présentation des partenaires (le Kiosque, Pôle emploi, CIO de Pantin, Pôle santé, Assistante sociale, professeures de documentation)
- l'atelier "c'est quoi ma PRO ?
- les ateliers "connaissance de soi" animés par des psychologues
- les ateliers CV et lettre de motivation animés par les animateurs jeunesse du Kiosque en collaboration avec les professeurs de communication
- les ateliers sur l'estime de soi animés par une psychologue spécialisée dans la problématique de la recherche d'emploi
- l'utilisation des techniques de recherche d'emploi avec simulation d'entretiens d'embauche avec des professionnels
- l'information sur les cursus et les poursuites d'études dans le cadre des cordées de la réussite.

Public(s) cible(s) :
Publics issus de milieux défavorisés, qui ne bénéficient d'aucun réseau et méconnaissent le monde de l'entreprise.

Tous les élèves de la section d'enseignement professionnel du Lycée Paul Robert, soit 180 élèves, de milieux défavorisés et arrivant après un parcours scolaire chaotique. Souvent orientés en filière professionnelle suite à des problématiques d'échec scolaire, ils ont bien souvent une estime de soi dégradée par l'image sociale que leur renvoie l'orientation ressentie comme subie.

Élèves en difficulté au collège, qui ont obtenu une orientation de proximité ou par défaut.

Elèves de 1ère et terminale qui peinent à se projeter dans un avenir professionnel ou une orientation vers un BTS.

Les 8 classes de la section professionnelle Paul Robert sont concernées par ce projet.

Localisation géographique :
- LYP PAUL ROBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Emma Peterson Psychologue - ateliers	2 800,00	65,80%
Intervenant Fly Me To Paris - Ateliers mode	1 155,00	27,14%
Frais accessoires d'achats et sorties salons	300,00	7,05%
Total	4 255,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	4 155,00	97,65%
Financement lycée	100,00	2,35%
Total	4 255,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 155,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 120,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	47 816,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	5 000,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	2 488,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	131 603,50 €
2014	Ecolycées franciliens	900,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	16 932,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 529,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	55 000,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	1 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	200 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 612,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	53 272,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	3 520,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	140 101,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 879,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	2 700,00 €
2015	Travaux de maintenance	203 888,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 895,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	36 594,20 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 500,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	105 263,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	51 847,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	28 200,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	2 800,00 €

2016	Travaux de maintenance	15 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 894,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	29 496,46 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	101 281,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	79 729,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	31 220,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	35 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	65 000,00 €
	Montant total	1 351 476,66 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020553

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO LYC METIER DU GUE A TREMES CONGIS-SUR-THEROUANNE (94) - PROJET N°400 - PASSEPORT ACCOMPAGNEMENT SCOLAIRE ET SOCIAL - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 400,00 €	71,88 %	1 725,00 €
	Montant Total de la subvention		1 725,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER DU GUE A TREMES CONGIS-SUR-THEROUANNE
Adresse administrative : DOMAINE DU GUE A TREMES 77440 CONGIS-SUR-THEROUANNE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Frédéric CHEFD'HOTEL, Proviseur

N° SIRET : 19771658200014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 16 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Aider et soutenir les élèves par une aide psychologique
Aider à l'élaboration du projet professionnel
Lutter contre le décrochage scolaire en créant un lien
Permettre aux élèves de se libérer des tensions négatives qui les freinent dans leurs apprentissages.

Description :
Le lycée du Gué à Tresmes accueille environ 300 internes. Il est situé dans un milieu rural isolé. Les élèves ont souvent un regard négatif sur les prises en charge psychologique. L'intervention d'une psychologue dans l'établissement leur permet d'avoir une image positive sur cette écoute.

Ce point écoute mis en place depuis 3 ans, en partenariat avec une psychologue, permet aux élèves décrocheurs d'avoir un temps d'écoute.

Un bilan avec les membres du GPDS est fait environ toutes les 6 semaines. Le regard sur la situation des jeunes permet une meilleure compréhension de leurs difficultés et de mettre en place des stratégies pour lutter contre le décrochage scolaire.

Moyens mis en œuvre :
La psychologue reçoit les élèves dans une salle située au CDI à raison de deux heures par semaine. L'action débute après les vacances de la Toussaint et se termine fin mai.

Public(s) cible(s) :
40 élèves décrocheurs : élèves en grande souffrance sociale et familiale.

Localisation géographique :
- LYT DU GUE A TRESMES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant psychologue 40h*60€	2 400,00	100,00%
Total	2 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016/2017	1 725,00	71,88%
Reliquat	675,00	28,13%
Total	2 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 725,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 750,00 €
2014	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe	296,68 €

	d'apprentissage	
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	9 065,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	29 562,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	14 520,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	20 437,50 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	17 408,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	326 234,00 €
2014	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	31 000,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	76 128,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	85 000,00 €
2014	Olympiades des métiers	2 800,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	1 951,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	538 125,00 €
2014	Travaux de maintenance	205 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 609,00 €
2015	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	798,21 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	25 516,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 996,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	-355,58 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	6 812,50 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	311 071,00 €
2015	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	108 938,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	75 992,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	3 600,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	430 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	77 500,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 541,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	60 952,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	20 626,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	2 316,20 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	8 351,45 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	192 984,00 €
2016	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	40 500,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	79 100,00 €
2016	Travaux de maintenance	40 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 403,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	102 818,85 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	18 141,00 €
2017	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	1 039,50 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	202 229,00 €

2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	5 000,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	84 866,00 €
2017	Travaux de maintenance	117 567,76 €
	Montant total	2 566 331,07 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020556

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LGT OLYMPE DE GOUGES NOISY LE SEC - PROJET N°586 - POINT ECOUTE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	6 000,00 €	75,00 %	4 500,00 €
		Montant Total de la subvention	4 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT OLYMPE DE GOUGES NOISY LE SEC
Adresse administrative : 205 RUE DE BRMENT
93130 NOISY LE SEC
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Philippe LE COZ, Proviseur

N° SIRET : 19930123500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Soutien psycho-social en direction des élèves et des familles, en collaboration avec les enseignants.

Développer une intervention du GPDS efficace et multidimensionnelle, qui prend en compte les différents contextes des élèves sur le plan personnel, familial et scolaire.

En lien avec le GPDS, la prise en charge de l'élève en décrochage ou en risque de décrochage, via un accompagnement psychologique.

Développer un espace de parole, au sein de l'établissement, qui favorise le bien-être.

Réduire le taux de décrochage, limiter les sorties sans qualifications ni diplômes.

Favoriser la réussite des élèves.

Favoriser la poursuite d'études des élèves et ainsi, préparer leur insertion sociale et professionnelle.

Faire de l'espace lycéen un lieu de vie où l'on développe un sentiment d'appartenance et où l'on évolue dans un climat propice aux apprentissages.

Améliorer la relation entre les professeurs et les élèves.

Description :
L'objectif est de lutter contre le décrochage scolaire et de permettre une vision globale de la scolarité de l'élève et de l'aider grâce à de nouvelles actions.

Le format décidé avec l'association et le GPDS est 2 fois 3 heures, tous les 15 jours.

Les élèves seront reçus par le psychologue, seul ou en binôme avec un enseignant ou CPE.

Présentes mais parfois distantes, le projet a pour objectif d'accompagner les familles, de les associer. Elles pourront également être reçues par le psychologue, seules, avec leur enfant, et également avec les enseignants.

Elle permet aussi un soutien aux équipes parce que le décrochage scolaire dépend en partie de ce qui se joue à l'école avec les enseignants.

Moyens mis en œuvre :
Projet à l'initiative de l'équipe du GPDS (Groupe de Prévention du Décrochage Scolaire).
Information globale auprès de l'équipe enseignante de ce qu'est le GPDS et la nécessité de sa mise en œuvre.
Prise de contact et rencontre avec Mme PEREZ, de l'association SOLIENKA.

Public(s) cible(s) :
25 lycéens identifiés au préalable, en voie ou en risque de décrochage, grâce à la collaboration entre l'équipe de direction, l'équipe pédagogique et les conseillères principales d'éducation, notamment au sein du GPDS.

Localisation géographique :

- LYP OLYMPE DE GOUGES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Association Solienka Psychologues	6 000,00	100,00%
Total	6 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	4 500,00	75,00%
Financement Lycée et CVL	1 500,00	25,00%
Total	6 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 480,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	22 095,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	277 742,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	32 134,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 809,00 €
2014	Travaux de maintenance	115 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 884,00 €
2015	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	5 731,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	41 362,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	290 337,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 830,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 109,00 €
2015	Travaux de maintenance	425 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 847,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	66 402,93 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	212 875,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 711,00 €
2016	Travaux de maintenance	463 100,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 174,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	26 732,62 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	233 982,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 921,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 711,00 €
	Montant total	2 059 227,55 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020557

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO LYC METIER ANDRE MALRAUX MONTEREAU FAULT YONNE (77) - PROJET N°591 - AIDE A L'EXPRESSION POUR UNE ATTITUDE PROPICE AUX APPRENTISSAGES - SOUTIEN SCOLARITE ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 500,00 €	75,00 %	1 875,00 €
	Montant Total de la subvention		1 875,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER ANDRE MALRAUX MONTEREAU FAULT YONNE
Adresse administrative : 4 AVENUE DU LYCEE BP 103 77130 MONTEREAU FAULT YONNE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Philippe PELLEGRINO, Proviseur

N° SIRET : 19770938900013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 7 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Favoriser la réussite et l'égalité des chances
Stimuler la persévérance scolaire
Développer un comportement citoyen
Mobiliser des compétences transversales (Français - TICE)
Partager une expérience.

Description :
Le financement d'une action sur l'expression, pour aider les élèves en difficulté dans leur classe à développer une attitude propice aux apprentissages.

Dans le cadre d'un dispositif d'accueil particulier mis en place pour les élèves en difficulté dans leur classe (décrocheurs - décrochés- passifs - perturbateurs...), mettre en place un atelier d'expression par l'écriture et l'expression de cette écriture.
Les élèves accompagnés d'un professionnel du Slam sont amenés à réfléchir, jouer puis rédiger des textes en utilisant des outils d'écriture théoriquement acquis au cours de leur scolarité pour enfin les dire.
Ces exercices permettent aux jeunes de travailler sur des registres de langages différents, de restituer un travail attendu aussi bien à l'écrit qu'à l'oral. Les textes peuvent être dits de manière théâtrale. Il y aura alternance entre un travail individuel et un travail collectif permettant à chacun de s'exprimer.
Le professionnel permet au jeune de réaliser une production à chaque séance, valorisant ainsi le travail et l'effort individuels permettant alors au jeune de gagner en confiance et estime de soi et d'améliorer sa relation à lui-même, à l'autre et à l'adulte et à la société.

Moyens mis en œuvre :
Une séance hebdomadaire avec un intervenant professionnel du Slam
Une salle dédiée
Une lecture des textes à la radio du lycée.

Public(s) cible(s) :
48 élèves prioritairement des élèves de 2nde professionnelle.

Localisation géographique :
- LYP ANDRE MALRAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant atelier d'écriture initiation Slam et jeux d'expression 28h*75€	2 100,00	84,00%
Frais adhésion Association Le Panorama ; mise en page/disposition et sonorisation	400,00	16,00%
Total	2 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	1 875,00	75,00%
FSE	275,00	11,00%
Participation de l'établissement	350,00	14,00%
Total	2 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 875,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	18 443,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 855,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	17 634,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	7 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	690 342,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	79 119,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	63 626,00 €
2014	Travaux de maintenance	159 800,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 479,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	67 711,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 235,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	2 500,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	499 117,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	583 060,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	66 847,00 €
2015	Travaux de maintenance	86 100,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 538,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	82 816,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	23 056,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	4 507,36 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	369 021,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	10 398,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	64 657,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	2 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	24 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 808,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	51 351,60 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 278,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	447 877,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	64 743,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	8 900,00 €
2017	Travaux de maintenance	20 000,00 €
	Montant total	2 840 476,96 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020558

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO DARIUS MILHAUD LE KREMLIN BICETRE (94) - PROJET N°367 - POLE D'ACCUEIL ET D'ACCOMPAGNEMENT - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	21 000,00 €	100,00 %	21 000,00 €
	Montant Total de la subvention		21 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO DARIUS MILHAUD LE KREMLIN BICETRE
Adresse administrative : 80 RUE DU PROFESSEUR BERGONIE
94276 LE KREMLIN BICETRE CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Stéphane REINA, Proviseur

N° SIRET : 19941474900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le PAA porté par le lycée Darius Milhaud s'inscrit dans la politique de la lutte contre le décrochage scolaire et l'absentéisme initié par les Cellules de Pilotage de la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire du bassin ouest du Val-de-Marne. Les établissements scolaires sont liés par une convention avec le lycée porteur (Lycée Darius Milhaud au Kremlin Bicêtre).
Ce bassin regroupe des établissements scolaires situés en zone sensible ou en zone d'éducation prioritaire et ayant un fort taux de jeunes en décrochage scolaire. Cette situation s'intensifie pour les jeunes entrants en seconde professionnelle ou générale et en première année de CAP. En effet, les élèves redoublants moins en collège, ils arrivent en LP ou LEGT de plus en plus en jeunes. Les élèves orientés vers la filière professionnelle, souvent n'ont pas été acteurs de leur orientation. Le choix du domaine professionnel est dicté en fonction du lycée de proximité. De ce fait, pendant l'année de la seconde, ils s'aperçoivent que la filière ne leur plait pas et décrochent très rapidement.

Certains élèves ont des difficultés d'investissements scolaires et ne réussissent pas à se projeter dans un avenir proche. Ils- elles subissent leur orientation et ne sont pas acteurs de leur formation. –Ils-elles ont une représentation de leur futur métier qui ne correspond pas à la réalité et l'écart entre le « rêvé » et le « réel » est tel, qu'ils qu'elles ne peuvent pas s'investir dans le parcours de formation.
Ce projet s'inscrit dans le cadre du projet académique de lutte contre le décrochage scolaire et l'absentéisme.
Le PAA est un outil de remédiation et d'insertion mis à la disposition des établissements scolaires.
Le PAA permet d'éviter un phénomène de déscolarisation par la prise en charge collective et individuelle du jeune.

Description :
Le PAA est à destination des élèves décrocheurs scolarisés en lycée sur le bassin ouest du Val de Marne. Le pôle d'accueil et d'Accompagnement est saisi par les Groupes de Prévention du Décrochage Scolaire (GPDS) de l'établissement et/ou district. Le PAA est un lieu qui accueil des élèves tout au long de l'année. Les élèves peuvent y travailler leur projet professionnel tout en restant l'élève de leur établissement et peuvent assister à une partie de leur enseignement. Ce lieu accueil des jeunes en situation de décrochage qui ne parviennent pas à s'inscrire dans un parcours formation. A la suite d'une prescription du GPDS de l'établissement ; l'élève muni d'une fiche de suivi est convié avec sa famille à un premier rendez-vous avec le formateur référent. Celui-ci entreprend un diagnostic concernant les difficultés et les problématiques de l'élève et propose alors en accord avec l'équipe éducative et en lien permanent avec les CPE un parcours de remédiation. Le jeune et sa famille valide ce parcours. L'élève travaille sur son projet professionnel et sur ses freins à la formation. Le référent du PAA lui propose des stages en entreprise, des passerelles en centre de formation, des visites de CFA, et la connaissance des autres filières de formation (Micro-lycées EPIDE, école de la deuxième chance…) Le jeune à la suite de ce parcours peut poursuivre sa formation en lycée ou par toute autre filière de formation. L'élève est toujours inscrit dans son établissement scolaire et sous la responsabilité du chef d'établissement. Un lien constant est maintenu entre l'établissement d'origine, l'élève et le formateur.

Moyens mis en œuvre :
Chaque établissement propose les jeunes pouvant intégrer le PAA par le biais d'un entretien. Les jeunes sont reçus sur 6 établissements. Les Lycée Camile Claudel, Lycée Adolphe Chérioux et le lycée Jean Macé (Vitry-sur-Seine) Lycée Armand Guillaumin (Orly) Lycée Darius Milhaud (Le Kremlin Bicêtre) lycée Gustave Eiffel (Cachan). Chaque établissement propose un bureau muni d'un ordinateur et d'un téléphone. Chaque établissement du bassin Ouest du Val-de-Marne peut proposer des élèves au PAA. Une convention est signée entre l'établissement porteur et celui d'origine du jeune. Les parents signent un accord et une convention est aussi signée entre la famille, l'élève et le PAA. Le jeune est reçu en entretien individuel une fois par semaine et le formateur propose aux élèves des visites de CFA, des structures de formation, EPIDE, école de la deuxième chance, GRETA, AFPA, formation professionnelle… Le référent accompagne les élèves pour préparer des concours permettant l'entrée en formation : Concours administratif, Auxiliaire de puéricultrice… Un seul suivi est assuré jusqu'en septembre.
Repérage des élèves en voie de déscolarisation par les équipes éducatives
Intervention du GPDS d'établissement constitué du chef d'établissement ou de son adjoint, du CPE, du professeur principal de d'élève, de l'AS, du COP, de médecin scolaire, de la coordonnatrice conseil MLDS pour réaliser un bilan de la situation de l'élève. Un lien avec les parents est recherché systématiquement : ils sont reçus, informés ; impliqués dans une démarche contractualisée.
Les élèves peuvent être repérés dans le cadre de la FOQUALE (Réseaux Formation Qualification Emploi) : Les élèves du district concerné sont accueillis dans un CIO. Lors de l'entretien, il leur est proposé d'intégrer le PAA.
Envoi de la fiche suivie au PAA : Le jeune intègre le dispositif pour un suivi individualisé. Il reste sous statut scolaire et sous la sous la responsabilité de son établissement.

Public(s) cible(s) :

140 élèves inscrits dans un lycée Professionnel, Lycée d'Enseignement Général et Technologique du Bassin Ouest du Val de Marne et ayant signé une convention avec l'établissement porteur Darius Milhaud.
Les élèves sont absentéistes ou en voie de déscolarisation, sans appétence scolaire, sans projet d'insertion professionnel et en rejet du système scolaire.
Pour l'année 2017-18 : 6 établissements district 6 ; 3 établissements du District 7 ; 4 établissements district 8 ; 5 établissements du district 9.

Localisation géographique :

- LYP DARIUS MILHAUD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant : formation et accompagnement 52,5h*10*40€	21 000,00	100,00%
Total	21 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	21 000,00	100,00%
Total	21 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	21 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 291,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	47 637,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	25 559,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	278 351,36 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 436,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	31 094,00 €
2014	Travaux de maintenance	34 193,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	21 611,00 €

2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	68 045,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	17 317,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	275 558,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	29 025,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 387,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	10 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	64 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	24 717,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	113 582,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 835,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	200 407,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	34 659,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	27 237,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	53 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	21 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	19 689,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 050,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	49 429,36 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	254 932,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	28 342,00 €
	Montant total	1 493 032,36 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020559

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO RENE DESCARTES CHAMPS SUR MARNE (77) - PROJET N°577 - REUSSIR SON ENTREE DANS LA VOIE PROFESSIONNELLE - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 400,00 €	100,00 %	4 400,00 €
	Montant Total de la subvention		4 400,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO RENE DESCARTES CHAMPS SUR MARNE
Adresse administrative : 4 BOULEVARD COPERNIC
77420 CHAMPS SUR MARNE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Corinne WIART, Proviseure

N° SIRET : 19772223400014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 2 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Réussir son entrée en 2nde professionnelle :
- favoriser la réussite des élèves.
- réduire l'absentéisme et les sorties prématurées du système scolaire des élèves de filière professionnelles et technologiques.
- améliorer le climat scolaire, les relations entre élèves et entre les élèves et professeurs surtout dans certaines classes fragiles comme les 1ères STMG et les 2nde Pro GA.

Description :
Ce projet s'inscrit dans le cadre de la lutte contre le décrochage et contre l'échec scolaire puisqu'il permet de fédérer des groupes et des classes autour d'objectifs communs.

Favoriser l'accueil et l'intégration des élèves de classes où l'absentéisme est important dès le début de l'année.
En effet certaines classes identifiées rencontrent plus de difficulté quand à la cohésion de groupe et le taux d'absentéisme est très important dans ces classes, c'est pourquoi il a été décidé de mettre en place en début d'année des journées d'intégration.
4 classes concernées sont concernées : 2 classes de 2nde pro GA et 2 classes de 1ére STMG.
L'importance de l'accueil :
Accueillir les élèves afin de favoriser leur intégration et marquer leur entrée dans la voie professionnelle, expliciter les attentes de l'équipe pédagogique, les sensibiliser aux compétences et aux comportements attendus au lycée et en milieu professionnel.
Mettre en place des journées d'intégration qui offrent l'opportunité de créer un esprit de cohésion, un esprit d'équipe et d'entraide. Elles motivent les élèves à la poursuite d'études en favorisant leur adaptation et leur intégration dans un groupe.

Les Secondes professionnelles GA (2 classes) : Journée sportive à la base de loisirs de Torcy fin septembre. Ateliers de motricité, d'adresse et de force + tournoi de Beach Soccer.
Les ateliers sont encadrés par des animateurs de l'UCPA. Les professeurs et les adultes de l'établissement qui accompagnent, participent et soutiennent les équipes. Valorisation des atouts individuels en fonction des qualités et des compétences de chacun : créer une efficacité (plutôt la force ou l'adresse par exemple). Valorisation du travail commun et de l'objectif commun entre professeurs et élèves.
Les Premières STMG (2 classes) : rallye historique à Paris. Fédérer un groupe qui sera amené à travailler sur des projets et qui a des intérêts communs. Faciliter les relations professeurs élèves par la suite.

Moyens mis en œuvre :
Encadrement des élèves par les équipes pédagogique et éducatives.

Public(s) cible(s) :
96 élèves de Secondes professionnelles GA : en difficulté scolaire, absentéisme, démotivation, relation de confiance dégradée entre adultes/élèves ; en Premières STMG : absentéisme, relation professeurs/ élèves.

Localisation géographique :

- LYP RENE DESCARTES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant UCPA	1 200,00	27,27%
Intervenant CITIXtory	3 200,00	72,73%
Total	4 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017-2018	4 400,00	100,00%
Total	4 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 338,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	18 704,00 €
2014	Budget participatif des lycées	70 000,00 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	3 704,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	127 346,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 651,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 950,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 704,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	31 577,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	128 824,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	21 811,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 952,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	45 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	19 145,00 €
2015	Travaux de maintenance	26 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 457,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	35 562,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	92 792,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	33 500,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 524,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	17 560,00 €
2016	Travaux de maintenance	15 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 796,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	6 000,30 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	97 432,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	34 106,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	14 000,00 €
	Montant total	801 089,30 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020562

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LP LYC METIER LE CHAMP DE CLAYE CLAYE SOUILLY (77) - PROJET N°293 - ACTION DE REMOBILISATION - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	12 440,00 €	100,00 %	12 440,00 €
	Montant Total de la subvention		12 440,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP LYC METIER LE CHAMP DE CLAYE CLAYE SOUILLY
Adresse administrative : 71 RUE PASTEUR 77410 CLAYE SOUILLY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Richard GREEN, Proviseur

N° SIRET : 19771995800021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Créer des conditions permettant aux jeunes de s'inscrire positivement dans un projet professionnel, de se projeter dans un avenir.
Accompagner chaque élève à faire le point de ses acquis, ses capacités, ses centres d'intérêts afin :
- de préparer un projet de formation et de choisir une orientation,
- d'acquérir les compétences nécessaires à l'entrée dans un parcours de formation et d'insertion.
Valoriser l'image de soi et développer ses moyens d'expression par des activités théâtrales, de communication et de relaxation.

Description :
La rescolarisation des élèves décrocheurs accompagnés par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire.

Elèves qui ont été recensés par leur établissement d'origine, le CIO de Chelles ou la DIVEL, comme sans solution à la rentrée puis orientés par la plateforme du district sur une action de remobilisation de la MLDS. Ils ont passé un entretien de situation et aucune solution n'a pu être trouvée.

Ces élèves ayant interrompu leurs études sans avoir atteint un niveau de qualification suffisant, sans projet défini ou immédiatement réalisable.
Sont aussi accueillis les jeunes sans solution suite à une rupture de contrat d'apprentissage et les élèves décrocheurs de l'année précédente repérés après la rentrée.
Le Soutien de projets favorisant la persévérance scolaire pour les élèves en risque de décrochage ou qui présentent des signes d'abandon scolaire.
Axe Estime de Soi : 3 Modules
"Parcours d'accompagnement renforcé destiné à un public jeune descolarisé" Emmanuelle BORRITS
"La voie /voix de l'écriture" LUNEVAGUE : atelier d'écriture et jeu théatrale assuré par Roger Davau, comédien, metteur en scène et dramaturge, animateur d'ateliers d'écriture à Villeparisis et Meaux.
"Atelier concentration -relaxation ": grâce à des techniques de concentration, de relaxation, des exercices corporels adaptés à sa capacité, le jeune prend de plus en plus conscience de son corps et apprend ainsi à mieux canaliser son mental, Otilia MOREIRA

Axe professionnel : Module "Mise en situation professionnelle" : avec l'intervenant AIP pour un Accompagnement des jeunes dans l'élaboration du projet personnel.

Moyens mis en œuvre :
Positionnement des élèves au démarrage de l'action.
Salle réservée à l'action MLDS.
Accès au CDI.
Réunion mensuelle des intervenants, participation des partenaires locaux dans le cadre de l'alliance éducative.
Coordination hebdomadaire entre la référente de l'action et la coordonnatrice conseil.

Public(s) cible(s) :
30 élèves du district de 16 ans.

Localisation géographique :
- LP LE CHAMP DE CLAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant O. MOREIRA atelier concentration 22 séances*70€	1 540,00	6,31%
Frais de petits matériels	300,00	1,23%
Intervenant AIP 80h*70€	5 600,00	22,96%
Intervenant E. BORRITS coaching 5 demi-journées	2 000,00	8,20%
Intervenant Lunevague atelier théâtre 40h*75€	3 000,00	12,30%
HSE Rectorat	11 950,00	49,00%
Total	24 390,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	12 440,00	51,00%
HSE Rectorat	11 950,00	49,00%
Total	24 390,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 440,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	13 491,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	17 869,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	11 766,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	158 090,00 €
2014	Ecolycées franciliens	500,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	10 535,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 538,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	17 877,00 €
2014	Travaux de maintenance	89 000,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	32 404,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 999,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	7 077,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	156 317,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 799,46 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 975,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	18 340,00 €
2015	Travaux de maintenance	185 459,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 794,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	47 899,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 476,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	15 504,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 000,00 €

2016	Dotation globale de fonctionnement	125 402,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	39 809,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 927,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	4 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	19 277,00 €
2016	Travaux de maintenance	96 387,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 150,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	9 371,70 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	14 600,00 €
2017	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	11 768,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	151 143,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 057,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	28 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	125 000,00 €
	Montant total	1 363 163,16 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020565

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO LOUIS JOUVET TAVERNY (95) - PROJET N°549 - REMOBILISATION D'ELEVES REPERES EN GRAND DECROCHAGE SCOLAIRE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	7 613,00 €	77,87 %	5 928,00 €
	Montant Total de la subvention		5 928,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LOUIS JOUVET TAVERNY
Adresse administrative : 26 RUE DE SAINT-PRIX
95150 TAVERNY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Sophie CHURLET, Proviseure

N° SIRET : 19951763200014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet a pour objectif la remobilisation des élèves dans le cadre d'un processus de formation. Il s'agit d'aborder l'école et l'apprentissage avec un nouveau regard.

La remobiliser les élèves en voie de décrochage s'organise autour de différents travaux :
Travail sur la confiance et l'estime de soi
Gestion des émotions
Remise en cause de ses propres représentations sur l'Ecole
Valorisation des filières professionnelles avec sécurisation des parcours
Suivre et aider les élèves à gagner en motivation

Le LPO Louis Jouvet compte près de 1400 élèves et accueille un public très varié. Les difficultés les plus

importantes sont vécues par les équipes enseignantes au sein de la voie professionnelle avec une souffrance tant du côté de certains élèves que du côté de certains enseignants. Un certain nombre d'élèves ont été repérés dans le cadre du GPDS en grand décrochage scolaire, posant des difficultés d'accompagnement. Une phase de remobilisation est nécessaire. Il s'agit de poursuivre l'accompagnement en interne mais sous d'autres modalités. L'objectif est de permettre à ces élèves de continuer le cursus et de les maintenir sous un statut scolaire ou d'envisager un parcours de formation dans le cadre d'un suivi par la Mission Locale ou en apprentissage.
Le dispositif mis en place l'an dernier s'est avéré très satisfaisant sur des élèves démobilisés mais moins adapté pour les élèves présentant des troubles du comportement au sein du groupe social. Il a été choisi de faire évoluer le dispositif cette année en lui rajoutant deux outils : le théâtre et la photographie.

Description :
Ce dispositif intitulé "ESCALE" se déroule en sessions d'une durée de 4 à 6 semaines pendant lesquelles les élèves rencontrent des adultes de l'établissement et des partenaires extérieurs afin de se recentrer sur le sens de l'investissement scolaire et du cadre qu'implique le statut d'élève et d'apprenant. Cette expérience, ouverte en 2015 avec le concours de la MLDS et poursuivie cette année dans le cadre d'un projet Réussite pour Tous donne des résultats encourageants et concourt à la qualité du climat scolaire au sein du lycée; il est donc souhaité de le reconduire en le faisant évoluer cette année.
Une équipe d'enseignants se porte volontaire pour participer à ce projet coordonné par un enseignant référent aux côtés des CPE et des COP sous la supervision du chef d'établissement. Le contenu de ce dispositif porte sur la construction et l'évaluation du projet scolaire, voire professionnel. Sont ainsi proposés une autre approche concernant les matières fondamentales (français, mathématiques), les savoir-être grâce à une pratique sportive, l'intervention de la Mission Locale de Taverny pour les techniques de recherche de stages et la connaissance de la formation professionnelle, des partenariats avec les services de la mairie et des intervenants extérieurs de façon individuelle ou collective pour co-construire autour de la parole et de la discussion. L'idée est de créer une nouvelle relation entre ces élèves et les adultes de l'établissement qui fasse sens pour l'élève. Le travail porte en grande partie sur l'image de soi, la restauration de la confiance en soi et la gestion des émotions. Ce dispositif accueille des groupes restreints (8 à 12 élèves) avec un emploi du temps aménagé, après recueil de l'adhésion de la famille.
Cette année, vient s'ajouter un travail particulier avec les élèves de filière professionnelle SPVL. Ces élèves ont rencontré de nombreuses difficultés cette année dans le rapport à l'adulte et le respect des règles élémentaires.

Moyens mis en œuvre :
Une partie de l'équipe enseignante, éducative et d'encadrement participe à ce projet, rémunérés en HSE soit sur le budget du lycée soit dans le cadre de la MLDS.
Des intervenants extérieurs sont sollicités pour ouvrir le dispositif et proposer d'autres modes d'apprentissage ou de remédiation.
Un partenariat est mis en œuvre avec la Mission Locale de Taverny.
D'autres intervenants sont sollicités : un coach, une sophrologue, une comédienne et une photographe : atelier théâtre et atelier photo qui, à travers un travail sur l'image de soi et l'image que l'on renvoie aux autres, aboutit à la création d''un livre de photographies permettant aux élèves un regard à la fois distancié et réflexif sur eux-mêmes.
L'ingénierie de formation est supervisée par une psychosociologue spécialisée dans les problématiques adolescentes. La MLDS accompagne ce projet.

Public(s) cible(s) :
Sont ciblés les lycéens en rupture avec leur scolarité et l'institution sous toutes ses formes : élèves absentéistes, élèves présentant des comportements violents et inadaptés (tout particulièrement une classe de bac professionnel SPVL), élèves en grande difficulté d'apprentissage. Tous les élèves pour qui

l'enseignement "traditionnel" ne fait pas sens, pour qui le rapport à l'enseignement est perçu dans l'affrontement et pour lesquels doit être inventée une pédagogie du détour individualisée.

Localisation géographique :

- LYP LOUIS JOUVET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenante extérieure : Mme PORTAL 12 h*50€, 54 élèves	600,00	7,88%
Intervenante extérieure : Mme Langlois, 40 h*75€, 54 élèves	3 000,00	39,41%
Théâtre à Sornettes, 49 h*70€, 30 élèves	3 430,00	45,05%
Réalisation de livres de photos	583,00	7,66%
Total	7 613,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale demandée 2017/2018	5 928,00	77,87%
Reliquat	72,00	0,95%
Fonds propres du lycée	1 613,00	21,19%
Total	7 613,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 928,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	31 450,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	52 200,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	277 656,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	78 879,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 486,00 €
2014	Travaux de maintenance	50 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 258,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	95 554,00 €

2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 827,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	275 545,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	52 042,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	24 647,00 €
2015	Travaux de maintenance	50 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 940,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	26 164,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 526,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 800,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	204 838,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 835,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	15 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	4 500,00 €
2016	Travaux de maintenance	35 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 002,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	12 098,70 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 420,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	205 839,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	31 461,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 094,00 €
2017	Travaux de maintenance	197 000,00 €
	Montant total	1 579 405,70 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020568

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LGT JEAN MOULIN TORCY - PROJET N°565 - REUSSIR SON PARCOURS DANS LA VOIE PROFESSIONNELLE - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 920,00 €	100,00 %	3 920,00 €
	Montant Total de la subvention		3 920,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT JEAN MOULIN TORCY
Adresse administrative : 6/8 AVENUE JEAN MOULIN
77200 TORCY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Frédéric AQUILINA, Proviseur

N° SIRET : 19772120200012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Réussir son parcours dans la voie professionnelle
Remobiliser et fédérer des groupes classe de première et terminale bac pro ASSP
Favoriser la réussite des élèves
Réduire l'absentéisme et les sorties prématurées du système scolaire des élèves de filière professionnelles et technologiques
Améliorer le climat scolaire, les relations entre élèves et entre les élèves et les professeurs surtout dans certaines classes fragiles comme les classes de bacs pro ASSP
Limiter l'absentéisme et le décrochage dus aux inquiétudes liées aux PFMP (périodes de formation en milieu professionnel) auprès d'adultes non autonomes par l'intervention de personnes spécialisées.

Description :
Le lycée compte un nombre d'heures d'absences assez important concernant les filières ASSP : pour exemple en 2nde : 1 353 heures d'absences depuis septembre sur deux classes de 30 élèves, et même problématique sur les classes de 1ère et terminale. On déplore également un nombre de retards important et le nombre d'élèves inscrits diminue sensiblement entre la classe de 2nde et de la Terminale.
La capacité d'accueil est de 60 élèves pour 3 niveaux ; des élèves de terminale n'ont pas suivi le cursus en totalité et, sans prendre en compte les élèves qui sont arrivés en cours d'année.
Les motifs principaux expliquant ces pertes sont : démission, réorientation, exclusion. La principale cause étant les départs ou retours en PFMP auprès d'adultes non autonomes qui mettent les élèves en difficulté, voire en échec. Certains élèves, ayant eu un comportement inadapté face à ce public, ne peuvent poursuivre la formation ou préfèrent arrêter pour ne pas refaire d'autres PFMP auprès d'adultes.
Les élèves arrivent en formation avec l'envie de travailler auprès d'enfants ou avec un projet professionnel de devenir infirmier. Pour certains, les résultats scolaires au collège ne leur permettent pas d'intégrer le lycée GT et, de ce fait, ils se retrouvent en filière professionnelle avec des stages à réaliser auprès d'un public qui les effraie. Il est important pour l'équipe de préparer les élèves au contact avec des personnes fragilisées, tout comme mettre en avant ce qu'ils peuvent leur apporter.
L'objectif de ce projet est donc de favoriser l'accueil et l'intégration des élèves de classes où l'absentéisme est important et permettre aux élèves d'appréhender plus sereinement leur année en favorisant un parcours citoyen
L'importance de l'accueil, car certaines classes identifiées rencontrent plus de difficulté quant à la cohésion de groupe et le taux d'absentéisme est très important dans ces classes, c'est pourquoi il a été décidé de mettre en place des journées d'intégration.
4 classes concernées de la voie professionnelle en Accompagnement Soins et Services à la Personne (ASSP) :
Accueillir les élèves afin de favoriser leur intégration et marquer leur entrée dans la voie professionnelle, expliciter les attentes de l'équipe pédagogique, les sensibiliser aux compétences et aux comportements attendus au lycée et en milieu professionnel.
Mettre en place des journées d'intégration qui offrent l'opportunité de créer une cohésion, un esprit d'équipe. Elles motivent les élèves à la poursuite d'études en favorisant leur adaptation et leur intégration dans un groupe.
Fédérer un groupe qui est amené à travailler sur des projets et qui a des intérêts communs.
Faciliter les relations professeurs élèves.
Les parcours citoyen, le PSC1, formation en premier secours :
Permettre à des élèves des filières bac pro ASSP d'obtenir l'attestation du PSC1 encadré par des professionnels. En effet ce diplôme est un élément important et valorisant pour les élèves d'ASSP. Il permet de les remobiliser pour un meilleur investissement dans leur formation et leurs PFMP.
La bientraitance : permettre aux élèves d'ASSP de pouvoir réaliser leur PFMP dans de bonnes conditions. Une intervenante suit plusieurs classes afin de les préparer aux contacts avec un public d'adultes non autonomes (par exemple : le vieillissement, le handicap…).
En effet, on constate que les élèves ont une certaine peur et une appréhension avec ces publics et décrochent souvent à l'approche, pendant ou au retour des PFMP. Ainsi préparés en amont à ce qui les attend, ils sont plus confiants et sereins.

Moyens mis en œuvre :
Encadrement des élèves par les équipes pédagogiques et éducatives.
Association Cytyxtory intervenant dans le cadre des journées d'intégration
Professionnels formateurs en formation Premiers Secours (PSC1).
Professionnels intervenant sur la bientraitance (envers soi-même, envers les usagers).

Public(s) cible(s) :
96 élèves de Seconde à la Terminale ; les Premières et Terminales bac pro ASSP sont ciblées : absentéisme, relations professeurs/élèves, relations élèves/professionnels, relations élèves/usagers des

structures de PFMP.

Localisation géographique :

- LYP JEAN MOULIN (TORCY)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant formation Humanitude 24h*30€	720,00	18,37%
Intervenant Cityxtory animations pour 4 classes	3 200,00	81,63%
Total	3 920,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	3 920,00	100,00%
Total	3 920,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 920,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 745,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 023,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 620,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	181 959,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	41 755,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	13 366,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	16 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	721 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 967,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	26 781,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	11 397,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 159,20 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	125 616,00 €

2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	70 417,55 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 103,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	4 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	182 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 496,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	61 238,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	3 400,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	122 942,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	24 240,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 276,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	20 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	5 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	30 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 819,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	6 947,10 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	136 177,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 000,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 871,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	10 000,00 €
	Montant total	1 722 810,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020569

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LGT JEAN MOULIN TORCY (77) - PROJET N°576 - CLASSE FLE - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	7 870,00 €	100,00 %	7 870,00 €
	Montant Total de la subvention		7 870,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT JEAN MOULIN TORCY
Adresse administrative : 6/8 AVENUE JEAN MOULIN
77200 TORCY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant :

N° SIRET : 19772120200012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 10 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Permettre à des élèves non francophones de plus de 16 ans nouvellement arrivés sur le territoire d'acquérir ou de perfectionner la maîtrise de la langue française tout en maintenant un parcours scolaire
Leur permettre de travailler leur projet personnel et professionnel afin qu'ils puissent trouver une voie d'orientation.
Accompagner pour une meilleure intégration des jeunes qui arrivent en France.

Description :
L'objectif de l'action est de permettre à des élèves non francophones de plus de 16 ans, nouvellement arrivés sur le territoire, d'acquérir ou de perfectionner la maîtrise de la langue française tout en maintenant un parcours scolaire. Elle permet aussi une solidarité et des échanges entre les jeunes très fortes.

Les élèves sont reçus au moment de leur arrivée par le référent de l'action pour un accueil personnalisé et individualisé. La notion d'accueil est importante pour ces jeunes qui ont été déracinés ou qui ont eu un parcours de vie très chaotique. Leur permettre d'avoir un référent, une personne sur qui ils peuvent se référer est essentiel avant de mettre en place les différents modules.
Une visite du lycée ainsi que des différents acteurs de la communauté éducative sera faite : présentation de l'assistante sociale, de l'infirmière…
Chaque semaine le référent recevra individuellement les jeunes.
Cette classe est le premier repère "éducatif" qu'ils ont

Activités pédagogiques :
Chaque semaine les élèves auront des cours de français langue étrangère, des cours de maths et d'éducation civique.
Les élèves auront la possibilité de passer le DELF, le CFG et l'ASSR en fonction de leur niveau.
Un partenariat avec "Avenir jeune" est mis en place pour une prise en charge de ces jeunes sur la construction de leur projet professionnel, sur la communication et sur les compétences en informatique.
Activités transversales :
Un partenariat est mis en place sous réserve de l'obtention des financements avec une association de théâtre (RhinoFéros). Des ateliers hebdomadaires de 3 heures sur 2 mois. L'objectif étant de leur permettre des jeux de rôles pour des mises en situations de la vie quotidienne, pour faciliter la fluidité de leur expression dans le cadre de recherche de stage.
Un partenariat est mis en place avec un conteur sur l'appropriation du langage à travers les histoires/ apprendre à écouter une histoire pour arriver à écrire une histoire.
-Participation des élèves à un rallye historique dans Paris (découverte des musées, du métro…) préparé en amont avec le professeur d'histoire géo.
Partenariat avec une radio locale Radio Lezart.
Stages : 3 semaines de stage sont prévues dans l'année, ainsi que des stages d'observation dans des lycées ou centre de formation.

Moyens mis en œuvre :
Des professeurs de mathématiques, français, histoire-géo interviennent chaque semaine.
Un référent de l'action suit ces élèves.
Un partenariat est mis en place avec Avenir Jeune pour un approfondissement des acquis, le travail sur la langue française.
La mise à disposition d'une salle, ainsi que des salles informatiques pour ces élèves.

Public(s) cible(s) :
20 jeunes de plus de 16 ans, allophones, nouvellement arrivés sur le territoire qui après avoir été testés par le CIO ont un niveau scolaire faible qui ne leur permet pas d'être intégré dans une classe d'accueil lycée.

Localisation géographique :
- LYP JEAN MOULIN (TORCY)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Théâtre Conteur association rhinoFeros	4 370,00	55,53%
Achats de matériels et fournitures	500,00	6,35%
Intervenant Ralph Nataf pour élèves FLE	3 000,00	38,12%
Total	7 870,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017-2018	7 870,00	100,00%
Total	7 870,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 870,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 745,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 023,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 620,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	181 959,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	41 755,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	13 366,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	16 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	721 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 967,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	26 781,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	11 397,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 159,20 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	125 616,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	70 417,55 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 103,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	4 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	182 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 496,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	61 238,00 €

2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	3 400,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	122 942,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	24 240,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 276,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	20 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	5 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	30 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 819,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	6 947,10 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	136 177,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 000,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 871,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	10 000,00 €
	Montant total	1 722 810,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020570

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LGT JEAN MOULIN TORCY (77) - PROJET N°470 - MOREA NUMERIQUE - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	10 000,00 €	70,00 %	7 000,00 €
	Montant Total de la subvention		7 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT JEAN MOULIN TORCY
Adresse administrative : 6/8 AVENUE JEAN MOULIN
77200 TORCY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Frédéric AQUILINA, Proviseur

N° SIRET : 19772120200012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mener des élèves ayant échoué une ou deux fois au baccalauréat en leur permettant de conjuguer les exigences d'une scolarité avec les contraintes personnelles et professionnelles.
Aider ces élèves en "échec scolaire" en utilisant le numérique comme support de leur formation.
Faire que le numérique soit un facteur de réussite car il introduit une nouvelle façon de travailler.

Description :
Le MOREA numérique est porteur de nouvelles manières d'enseigner et d'apprendre ; le lien prof/élèves est renforcé. Il constitue un facteur de réussite pour tous car il permet de travailler à un rythme différent et de pouvoir contacter ses professeurs à tout moment crée un sentiment de sécurité chez les élèves.
Le numérique comme outil pédagogique permet d'améliorer la qualité de l'enseignement, susciter de nouvelles motivations au développement du travail personnel de l'élève.

La formation est mixte, c'est à dire qu'elle est suivie au domicile des élèves (à distance) et au lycée.
Les élèves reçoivent un emploi du temps personnalisé en fonction des matières qu'ils ont à repréparer.
Formation à distance :
Les élèves travaillent en autonomie à leur domicile, via une plateforme (moodle) sur laquelle des ressources sont mises à leur disposition par leurs enseignants (cours, activités).

Formation au lycée :
Les rencontres avec les professeurs : les élèves se rendent sur leur lieu de formation une à deux fois par semaine en moyenne en fonction de leur emploi du temps personnalisé, afin de rencontrer leurs tuteurs, leurs enseignants et les autres élèves de la formation. Ils participent à des travaux de groupes, à des devoirs sur table et à des entretiens individuels.

Semaine d'intégration : permet d'avoir une cohésion de groupe, celle-ci se termine par un rallye historique dans Paris sur une journée qui permet aux élèves de mieux se connaitre par le biais du jeu, d'un challenge à réaliser autour d'une énigme historique à résoudre sur une journée.

Le tutorat est la pierre angulaire du dispositif : chaque élève a un tuteur qui intervient notamment sur l'aide à la motivation.

Le développement personnel : un coach en développement personnel intervient 4 fois par mois. Son intervention a comme objectif d'aider les élèves à reprendre confiance en eux, à les aider à ne pas refaire les mêmes erreurs en prenant conscience de leurs atouts, de leur force.

Le numérique est valorisé dans leur parcours pour que cette formation leur permette de passer le C2I. Un intervenant prend les élèves en groupe et les forment en bureautique en fonction de leur niveau.
Ils font les devoirs demandés par les professeurs et en même temps acquièrent des connaissances en informatique.

Moyens mis en œuvre :
Enseignants de matières générales et technologiques.
Tuteurs assurant le suivi des jeunes.
Suivi individualisé (référent d'action, COP …)
Intervenant visant à la cohésion de groupe, le développement personnel pour la gestion du stress, confiance en soi.
Intervenant visant à leur permettre d'approfondir leur pratique de l'informatique (en vue de préparer la certification C2i).
L'association Cytyxtory intervient dans le cadre de la journée d'intégration.
La mise à disposition de salles de classe, un bureau avec une salle informatique …
La coordonnatrice MLDS et un référent numérique encadrent l'action.

Public(s) cible(s) :
35 élèves en échec scolaire, ayant subi 2 échecs au bac, des lycées du Nord de la Seine et Marne et parfois des départements limitrophes 93 et 94.

Localisation géographique :
- LYP JEAN MOULIN (TORCY)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant coaching informatique 28h*60€	1 680,00	16,80%
Intervenant coaching de remotivation 95h*60h	5 700,00	57,00%
Intervenant animation Cityxtory	1 200,00	12,00%
Frais de manuels et petits matériels	1 420,00	14,20%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	7 000,00	70,00%
Financement ACSE	3 000,00	30,00%
Total	10 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 745,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 023,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 620,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	181 959,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	41 755,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	13 366,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	16 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	721 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 967,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	26 781,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	11 397,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 159,20 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	125 616,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	70 417,55 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 103,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	4 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	182 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 496,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	61 238,00 €

2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	3 400,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	122 942,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	24 240,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 276,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	20 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	5 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	30 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 819,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	6 947,10 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	136 177,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 000,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 871,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	10 000,00 €
	Montant total	1 722 810,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020571

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LGT PAUL ELUARD SAINT DENIS 93 - PROJET 528 - POLE BILAN POSITIONNEMEN DISTRICT 1 -RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 500,00 €	100,00 %	4 500,00 €
		Montant Total de la subvention	4 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PAUL ELUARD SAINT DENIS
Adresse administrative : 15/17 AVENUE JEAN MOULIN
93206 SAINT DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Bruno BOBKIEWICZ, Proviseur

N° SIRET : 19930125000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 24 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Rendre acteur de leur projet les jeunes sans solution et rechercher une poursuite de parcours adapté à chacun :

Concrétiser un projet adapté
Mobiliser les techniques de communication
Connaître les différents dispositifs de formation
Connaitre les ressources locales
Reprendre un parcours de formation

Description :
Les établissements concernés sont porteurs d'une action de pôle bilan positionnement sur le district 1 :
-Lycée Paul Eluard Saint-Denis

-Lycée Frédéric Bartholdi de Saint-Denis
-Lycée Louise Michel d'Épinay-sur-Seine
-Lycée Marcel Cachin de Saint-Ouen

Les pôles bilan positionnement sont divisés en 3 phases :

Une première phase permettant d'établir un contrat pédagogique. Cette phase comprend des entretiens individuels et une réunion d'information collective.

Une seconde phase constituée d'ateliers de découverte des métiers en plateaux techniques, d'élaboration de projet et de recherche de stages.

Une troisième phase qui est celle du retour d'expérience et du bilan fait avec chaque jeune.

L'emploi du temps de jeunes comprend donc entre 16 et 18 heures par semaine réparties en ateliers collectifs et en entretiens individuels.

Pour répondre aux demandes importantes d'accompagnement à la rentrée scolaire, 4 pôles bilan positionnement sont nécessaires sur le district 1.

Moyens mis en œuvre :
L'équipe dédiée au projet est composée de :

Coordonnateur MLDS ;
Personnels internes à l'éducation nationale volontaires ;
Intervenants externes à l'éducation nationale ou prestataires ;
Référent élève pour entretiens et visites de stage.

Les établissements scolaires mettent à disposition des salles équipées de postes informatiques et de téléphones ainsi qu'une salle de réunion.

Public(s) cible(s) :
Les pôles bilan Positionnement s'adressent aux jeunes âgés de 16 à 25 ans qui se trouvent sans solution de formation à la rentrée scolaire ou en cours d'année.

De nombreux jeunes sans solution et sans projet précis, à chaque rentrée, suite à un décrochage scolaire l'année précédente, repérés par le système scolaire via notre application Parcours en ligne (élèves se retrouvant dans une formation pour laquelle ils avaient une représentation erronée, élèves ayant choisi la formation initiale alors que l'alternance aurait peut-être été plus adaptée ou l'inverse, élèves rencontrant des difficultés scolaires et/ou sociales et/ou psychologiques...).

Localisation géographique :
- LYP PAUL ELUARD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant EMULSIV 12h Coaching	900,00	20,00%
Intervenant STAMPALA 3h Atelier gravure et impression	225,00	5,00%
Intervenant HDO Studio 30h Atelier CV photo et vidéo	2 250,00	50,00%
Intervenant Voices Arts 15h	1 125,00	25,00%
Total	4 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	4 500,00	100,00%
Total	4 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 923,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	86 478,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	21 087,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 660,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	6 040,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	630 887,00 €
2014	Ecolycées franciliens	2 500,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	81 650,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	37 734,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	8 000,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	2 644,00 €
2014	Travaux de maintenance	135 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 600,00 €
2015	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	13 176,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	45 219,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 502,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	18 000,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	4 400,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	501 362,00 €
2015	Ecolycées franciliens	7 500,00 €

2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	20 265,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 934,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	30 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	245 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	18 660,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	1 242,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	46 120,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 351,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	3 312,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 600,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	426 531,00 €
2016	Ecolycées franciliens	7 500,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	42 695,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	47 304,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	4 500,00 €
2016	Travaux de maintenance	85 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 206,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	15 443,50 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	11 510,00 €
2017	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	7 800,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	417 425,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 498,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 967,00 €
2017	Travaux de maintenance	250 000,00 €
	Montant total	2 683 338,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020575

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LP LYC METIER LOUISE MICHEL EPINAY SUR SEINE 93 - PROJET 556 - SE REMOBILISER, DEVENIR ACTEUR DE SON PARCOURS - REMOBILISATION MLDS - RÉUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 400,00 €	95,45 %	4 200,00 €
	Montant Total de la subvention		4 200,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP LYC METIER LOUISE MICHEL EPINAY SUR SEINE
Adresse administrative : 77 RUE DE SAINT GRATIEN 93800 EPINAY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Mustapha CHELOUAH, Proviseur

N° SIRET : 19931735500022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 13 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet vise à créer une dynamique de groupe et ainsi favoriser les apprentissages et améliorer le relationnel avec l'adulte.
Le projet permettra à chaque élève de construire son projet : mobiliser et développer les compétences de communication, connaitre les ressources locales et les dispositifs de formation.

Description :
Les élèves accueillis à la MLDS ont connu une interruption de parcours : certains ont décroché du système scolaire, d'autres ont subi une rupture de contrat d'apprentissage, enfin, certains n'ont pas obtenu l'orientation qu'ils désiraient.

Au sein de la Remobilisation, 3 axes sont travaillés :

-le disciplinaire « classique » afin de maintenir l'élève à niveau et travailler la posture d'élève
-le travail sur le projet professionnel
-la découverte de disciplines artistiques, l'ouverture culturelle

Pour le travail sur le projet professionnel, il est proposé aux élèves un atelier ADVP hebdomadaire.

L'Activation du Développement Vocationnel et Personnel ou ADVP est une démarche originaire du Québec permettant d'aider à analyser et résoudre un problème social ou humain en favorisant l'autonomie des bénéficiaires en orientation et insertion professionnelle. L'ADVP propose des actions d'orientation constituées de mises en situation collectives basées sur l'expérience, et adaptées à chacune des étapes. La personne y travaille sur le Soi (sa personnalité, son histoire personnelle, etc.), sur le monde des activités humaines (liens entre personne et travail, formations, organisation des entreprises, métiers, etc.), et sur l'entourage (famille, pairs).

Est également proposée une semaine « artistique » avec la venue d'un artiste photographe, et pochoiriste du territoire de la Plaine Commune. Les objectifs sont multiples : fédérer le groupe en produisant une œuvre collective, valoriser les individus en leur permettant de produire un travail artistique unique et visible par l'ensemble des élèves et du personnel du lycée et enfin, révéler pour certains un goût ou une aptitude aux travaux manuels.

Moyens mis en œuvre :
Le projet mobilise différentes personnes au sein du lycée:

-la coordonnatrice conseil MLDS qui porte le projet et en assure l'organisation,
-l'équipe pédagogique
-la direction du lycée (appui logistique et matériel)

Ce projet s'inscrit dans le projet d'établissement qui est axé sur l'ouverture culturelle et la lutte contre le décrochage.

Public(s) cible(s) :
Elèves de 16 à 25 ans en classe de Remobilisation MLDS ayant connu une interruption de parcours (décrochage scolaire, rupture d'un contrat d'apprentissage, conseil de discipline..)

Localisation géographique :

- LP LOUISE MICHEL (EPINAY S/S)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Matéo GRAND Atelier artistique pochoirs	1 500,00	34,09%
Intervenant Association Voices Arts Ateliers divers	2 700,00	61,36%
Achats petit matériel pour les ateliers	200,00	4,55%
Total	4 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	4 200,00	95,45%
Financement Rectorat	200,00	4,55%
Total	4 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 016,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	15 597,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 211,00 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	4 130,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	117 619,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	79 300,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	15 095,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	2 400,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 356,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	20 867,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 576,00 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	0,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	117 136,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	130 451,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 971,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	20 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	2 400,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 301,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	23 903,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 522,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	92 347,00 €

2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 971,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	90 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	5 850,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 751,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	19 299,53 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 889,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	92 466,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	15 695,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	22 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	10 000,00 €
	Montant total	904 500,53 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020580

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LP ERIK SATIE PARIS 14EME PROJET N°297 INTÉGRATION DES ÉLÈVES UP2A ET 3EME PRÉPA PRO - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	8 977,00 €	100,00 %	8 977,00 €
		Montant Total de la subvention	8 977,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP ERIK SATIE PARIS 14EME
Adresse administrative : 2 RUE PIERRE CASTAGNOU
75014 PARIS 14EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Geneviève MALLEVILLE, Proviseure

N° SIRET : 19752846600018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 29 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Accueil d'élèves en UP2A (Primo-arrivants) et 3ème Prépa-pro :
- leur redonner une motivation scolaire à travers des projets professionnels et artistiques, leur faire découvrir le monde professionnel de l'Armée, de la protection de l'environnement et du spectacle vivant,
- restaurer la confiance en soi chez ces jeunes pour permettre une remobilisation scolaire, et ce , via un travail sur soi et sur le sens de leur apprentissage autour d'un projet et/ou d'une orientation professionnelle.

Description :
Acquérir des connaissances et compétences de base définies dans le socle commun, la priorité étant la maîtrise de la langue française pour pouvoir envisager une intégration scolaire et professionnelle.
Acquérir une confiance en soi et construire une estime de soi positive ainsi que la capacité à travailler avec les autres : nécessaire à la poursuite d'études, à l'insertion dans le monde du travail et à

l'épanouissement personnel.
Être capable de faire des choix lucides et éclairés concernant son projet d'orientation, ce qui nécessite d'apprendre à se connaître.... Or, le développement de la connaissance de soi passe par le fait de vivre différents types d'expériences (à la fois corporelles, intellectuelles et affectives), c'est-à-dire de s'ouvrir à des activités et à une culture souvent méconnues.
Réaliser un travail de synthèse : journal ou carnet.

Moyens mis en œuvre :
Participation à toutes les disciplines pour donner du sens aux apprentissages de base (ceux que les élèves n'ont pas eu l'occasion de développer avant) : maîtrise de la langue, de son corps et de ses émotions, représentations dans l'espace ;
Investissement des élèves dans une logique de projet et une valorisation de leur travail et de leurs progrès lors d'événements de fin d'année ;
Ouverture culturelle par le biais de la découverte d'activités qui leur sont peu accessibles de manière habituelle : le théâtre, l'atelier d'écriture et le sport ;
Aide à l'orientation et à l'insertion sociale par le biais de progrès dans divers domaines, dans la connaissance de soi, la concentration, la prise de décisions et l'assurance pour des jeunes souvent en grande difficulté, mais aussi dans la découverte de différents métiers à l'intérieur de l'armée, du théâtre et de l'environnement.

Le but est de faire découvrir aux élèves divers métiers méconnus et créer chez eux des vocations, des envies, des besoins pour donner du sens à leur scolarité et les rendre acteur de leur orientation et formation. Ceci a donc pour effets de les remobiliser et remotiver pour leur poursuite d'études.

Public(s) cible(s) :
Public défavorisé, primo-arrivants ou en échec scolaire, en mal d'insertion sociale qui ont, du coup, une très mauvaise image d'eux-mêmes. Public jugé en décrochage scolaire compte tenu du taux d'absentéisme important à l'école.

Localisation géographique :
- LP ERIK SATIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Photographe 30 h*66€, 48 élèves	1 980,00	22,06%
Circassiens, 20 h*90€, 48 élèves	1 800,00	20,05%
Ecrivain 20 h*150€, 48 élèves	3 000,00	33,42%
Transports	1 600,00	17,82%
Spectacles	525,00	5,85%
Tirages photos	72,00	0,80%
Total	8 977,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale demandée 2017/2018	8 977,00	100,00%
Total	8 977,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 977,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 873,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	8 047,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 656,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	82 108,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	17 000,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 170,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	8 325,10 €
2014	Travaux de maintenance	52 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 169,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	13 590,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 153,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 670,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	79 338,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 400,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 244,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	8 485,00 €
2015	Travaux de maintenance	68 500,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 895,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	14 029,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 426,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	58 898,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 500,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 254,00 €

2016	Mesures de sécurité dans les lycées	7 300,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	7 191,00 €
2016	Travaux de maintenance	21 600,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 774,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 982,00 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 168,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	60 973,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 474,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	5 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	32 000,00 €
	Montant total	551 084,10 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020589

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO LAZARE PONTICELLI PARIS 13 - PROJET N° 5 - LYCEE INVERSE -RESCOLARISATION MLDS - RÉUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	28 000,00 €	50,00 %	14 000,00 €
	Montant Total de la subvention		14 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LAZARE PONTICELLI PARIS 13EME
Adresse administrative : 92/96 RUE BARRAULT
75013 PARIS 13EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Gilles POSTERNAK, Proviseur

N° SIRET : 19750786600014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

La classe du lycée inversé est une plate-forme de raccrochage scolaire au sein du Pôle innovant lycéen, S.R.E. de l'académie de Paris. Elle prend la suite du projet « Lycée intégral », dont les stratégies pédagogiques ne répondaient plus aux demandes formulées par le public accueilli : tester ses capacités à réintégrer une filière (générale, technologique ou professionnelle) en ayant acquis les compétences et l'autonomie nécessaires à un élève au parcours scolaire momentanément interrompu ; se rendre capable de redéfinir une voie de formation si celle de la formation initiale n'est pas possible. Elle propose un module de détermination au lycée selon des modalités pédagogiques particulières, appuyée sur deux principes d'action:
Les élèves doivent être acteurs de leurs apprentissages: ils doivent en prendre la responsabilité, guidés par leurs enseignants;
Une orientation réussie est une co-construction entre élèves et enseignants.

Description :
D'où les choix pédagogiques faits par l'équipe: place centrale de l'évaluation positive: après une phase longue de diagnostic des compétences et savoir-faire de l'élève par rapport aux exigences de 2de GT (1er trimestre), un dialogue s'engage pour co-déterminer une orientation possible à partir de ce positionnement par rapport aux processus d'apprentissages. Ce projet doit donner lieu à une différenciation pédagogique au sein même de la classe, permettant à chacun de progresser, de surmonter ses propres difficultés et de reprendre confiance en soi. Ce projet doit être testé par des stages, et validé par un suivi personnalisé des compétences sociales nécessaires (porte-folio). Les orientations choisies peuvent être le lycée général (hors série S), technologique, professionnel ou l'insertion dans le monde du travail. A l'issue du 1er trimestre, une re-direction peut être proposée au sein des autres classes du Pôle innovant, comme vers la MLDS. La classe inversée : cette stratégie pédagogique permet de rendre les élèves acteurs de leurs apprentissages, en maximalisant le temps de disponibilité de l'enseignant pour personnaliser le suivi dans les apprentissages. Elle utilise les outils numériques pour faciliter la transmission des connaissances tout en permettant un suivi fin de la reprise des activités intellectuelles, couplée avec un mode d'évaluation par compétences et une évaluation systématiquement formative.

Moyens mis en œuvre :
Phase 1 : (septembre-décembre) : phase longue de diagnostic et de positionnement. Diagnostic scolaire insertion sociale : constitution d'un porte-folio éducatif. Découverte de champs disciplinaires et professionnels : semaine « initiation à la charpente » apprentissage de l'autonomie : maîtrise des outils et de méthodes de travail (plan de travail, exercices de mémorisation, critères de réussite, explicitation des attendus...) dominante maths et littérature (prix littéraire lycéen, atelier théâtre, atelier géo-maths et charpente).

Phase 2 (janvier-mi-avril) : co-construction et test du projet de formation. Apprentissages : passage aux opérations cognitives complexes (tâches complexes, collaboration entre pairs, auto-correction, missions longues...) autonomisation : travail en indépendance (hors temps scolaire), différenciation des attendus (parcours, niveaux, projets d'insertion dans la vie active et sociale). Phase test du projet : stages en établissements scolaire et/ou en entreprises ou instituts (écoles, Observatoire de Paris, entreprises ou associations). Découverte disciplinaire : monde de la cuisine moléculaire (en lien avec les sciences) et astronomie-arts appliqués. Dominante sciences et linguistique (LV, cours bilingues, philosophie)

Phase 3 (mi-avril-juin) : concrétisation et validation. Apprentissages : différenciation systématique (4 élèves inscrits au DNB pour test de niveau pour élèves étrangers et validation d'un diplôme national) ; emplois du temps aménagés pour permettre l'insertion sociale ; dialogue intensif avec les familles. Insertion sociale : découverte de la formation continue et des ressources d'auto-formation ; insertion sur le marché du travail. Découverte : activités sportives de plein-air et monde du sport (diplômes Jeunesse et Sports...). Dominante: littérature et société (SES découverte vie active). Oragnisation d'un séjour découverte faune et flore à Fontainebleau, sorties scolaires et théatre.

Public(s) cible(s) :
30 jeunes franciliens de plus de 16 ans, décrocheurs et souhaitant reprendre une scolarité. Le projet vise en majorité des élèves ayant eu un passage en 2de générale ou technologique, quelques élèves venant des filières professionnelles ou n'ayant pas finis le cycle 4, ou venant de l'étranger.

Localisation géographique :
- LP LAZARE PONTICELLI DE PLASTURGIE ET DU MOULE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur 16,5 h*60€, 25 élèves	1 000,00	3,57%
Fonctionnement	5 000,00	17,86%
Fournitures	5 000,00	17,86%
Communication	9 000,00	32,14%
Sorties (prévision séjour à l'étranger)	8 000,00	28,57%
Total	28 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017-2018	14 000,00	50,00%
Fincancement Rectorat	14 000,00	50,00%
Total	28 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dotation globale de fonctionnement	120 829,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	36 708,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 972,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	100 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	130 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	355,00 €

2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 446,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	118 633,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 704,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 286,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	88 227,01 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 284,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	103 987,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 100,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 789,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	89 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	15 000,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 616,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	41 932,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 199,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 602,00 €
	Montant total	779 869,01 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020590

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO LAZARE PONTICELLI PARIS 13EME (75) - PROJET N°180 - PIL/ LYCÉE AU LONG COURS - RESCOLARISATION - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 500,00 €	85,71 %	3 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LAZARE PONTICELLI PARIS 13EME
Adresse administrative : 92/96 RUE BARRAULT
75013 PARIS 13EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Gilles POSTERNAK, Proviseur

N° SIRET : 19750786600014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Accueillir des élèves :

- en difficultés psychologiques, qui ont quitté l'école et qui souhaitent, en accord avec une institution de soins, reprendre pied dans un lycée de façon souple et négociée;
- ne pouvant intégrer dans l'immédiat un cursus scolaire;
- issu du PIL et ayant interrompu leur cursurs.

C'est donc une proposition d'accompagnement individualisé au service de l'ensemble du pôle.

Description :
Le Lycée au long cours est une structure expérimentale qui fait partie d'un pole innovant, englobant aussi le Lycée de la Solidarité internationale, le Lien, le Lycée Inversé et le Lycée des Futurs. Le LIEN existe

depuis plusieurs années.

L'impact de l'action menée auprès des jeunes en difficultés psychologiques pris en charge peut se décliner sur plusieurs plans : d'un point de vue qualitatif, l'efficacité se révèle par l'aboutissement d'un processus de réconciliation qui permettra un parcours de formation possible. Inscrite dans un parcours scolaire, la première réconciliation doit se faire avec l'institution École avec laquelle ces élèves sont en rupture. Une fois cette réconciliation opérée, une reprise d'un parcours de formation est désormais possible. En effet, la seconde réconciliation se fait au niveau des processus d'apprentissage et des savoirs, c'est à dire remettre les élèves en situation d'apprendre, de questionner, de s'intéresser... et de maîtriser les compétences requises par le projet annoncé par l'élève. La sortie peut être de plusieurs ordres selon le projet qui aura été déterminé par l'élève : une inscription dans un lycée général ou professionnel à un niveau seconde ou plus, soit un engagement dans une formation qualifiante hors école et pour certains une insertion professionnelle.

Moyens mis en œuvre :
Le pôle fonctionne grâce à une équipe de 14 enseignants qui prennent en charge l'ensemble des aspects de la vie lycéenne : enseignement, vie scolaire, administration, contact avec le réseau et les parents.
Les taches se répartissent en 5 pôles impliquant une présence de 8 demi-journées par semaine dispensant l'encadrement des cours et les activités pédagogiques, la pris en charge des tâches administratives et la gestion de la structure, le suivi individuel des élèves et le travail sur le projet personnel (tutorat) ainsi que les relations avec le réseau. Un poste d'enseignant est particulièrement affecté à la coordination et au suivi de ce projet. Ce projet exige un agencement particulier des locaux. En effet, les activités du Lycée au long cours doivent être concentrées en un lieu qui permet la disponibilité des enseignants auprès des élèves et l'appropriation des élèves de ce lieu. De même, le fait d'être installés dans un établissement scolaire avec d'autres formations permet aux élèves d'être " comme les autres et de favoriser leur socialisation.
Ce projet est inscrit dans un processus de collaboration étroite avec le rectorat de Paris. Les élèves qui sont volontaires pour reprendre un parcours scolaire sont accueillis selon leurs disponibilités : d'une part ils peuvent entrer en classe soit avec un emploi du temps complet, soit avec un emploi du temps aménagé. D'autre part ceux qui sont dans l'impossibilité d'entrer au sein d'une classe dit "en lien" viennent à des moments précis dans la semaine où des professeurs de différentes matières les accueillent pour les faire travailler. Il s'agit donc d'une reprise de scolarité sous tous ses aspects : rapports aux autres et aux adultes formateurs, retour dans un statut social reconnu, reprise d'un projet socialement inscrit, réinscription dans un processus d'apprentissage.

Public(s) cible(s) :
Une vingtaine de jeunes décrocheurs suivis par des structures de soin psychiatrique.

Localisation géographique :
- LP LAZARE PONTICELLI DE PLASTURGIE ET DU MOULE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant	1 000,00	28,57%
Fonctionnement	1 300,00	37,14%
Communication	500,00	14,29%
Fournitures	700,00	20,00%
Total	3 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale demandée 2017/2018	3 000,00	85,71%
Reliquats	500,00	14,29%
Total	3 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dotation globale de fonctionnement	120 829,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	36 708,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 972,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	100 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	130 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	355,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 446,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	118 633,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 704,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 286,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	88 227,01 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 284,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	103 987,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 100,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 789,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	89 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	15 000,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 616,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	41 932,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 199,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 602,00 €
	Montant total	779 869,01 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020592

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO LAZARE PONTICELLI PARIS 13EME (75) - PROJET N° 51 - PIL/ LYCÉE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	27 440,00 €	76,53 %	21 000,00 €
	Montant Total de la subvention		21 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LAZARE PONTICELLI PARIS 13EME
Adresse administrative : 92/96 RUE BARRAULT
75013 PARIS 13EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Gilles POSTERNAK, Proviseur

N° SIRET : 19750786600014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Lycée de la Solidarité Internationale est une structure de re-scolarisation, ouverte en 2002 qui accueille des élèves décrocheurs de plus de 16 ans. Ces derniers manifestent un intérêt pour les problématiques environnementales et sociétales, les actions culturelles, sociales et solidaires. Ils sont volontaires, pour réfléchir sur une ou deux années à un projet de formation / d'orientation dans les filières générales, technologiques ou professionnelles, ou pour préparer une entrée dans des filières spécifiques.

Description :
La première année (LSI1) est consacrée essentiellement aux activités pédagogiques : éducation à la citoyenneté, à la solidarité internationale, aux problématiques environnementales, à la pratique des langues. Elle vise à reprendre les activités intellectuelles et scolaires au travers d'activités pédagogiques sous forme de projets pluri-disciplinaires. Des actions concrètes sont menées avec des partenaires au niveau local ou interne au Pôle Innovant L ycéen: module énergies renouvelables, le recyclage

informatique (gestion des déchets) et l'atelier Recyclo (recyclage vélo).

L'ensemble de ces activités et l'accompagnement de l'équipe permettent de préparer progressivement le projet personnel d'orientation de l'élève vers le lycée, vers des formations spécifiques, voire vers une activité salariée. Les études s'organisent comme un va-et-vient entre les acquisitions scolaires / techniques / de compétences au lycée (70 % du temps scolaire) et des stages / actions dans des associations citoyennes ainsi que des actions d'autofinancement de l'action de solidarité internationale. Des élèves s'orientent après le stage de solidarité (janvier/ mars) vers la préparation d'un LSI2. Ils mettent en œuvre et réalisent alors un projet solidaire qui aboutira à une action de solidarité internationale qui leur est propre. Le stage de solidarité est l'aboutissement d'un travail de 4 mois : montage technique et financier du projet, stage de formation technique. Il est l'occasion de mise en œuvre d'apprentissages scolaires basés sur les référentiels du lycée. Pour définir leur projet d'orientation, les élèves auront la possibilité de faire des stages, aussi bien en établissements scolaires qu'en milieu professionnel. Certains élèves pourront s'engager, durant l'année même, dans un Service Civique, mis en place en partenariat avec l'Agence du Service Civique et la Ligue de l'Enseignement de Paris.

Moyens mis en œuvre :
Pour les élèves du LSI1, le but est de conduire les élèves vers une reprise progressive d'activités scolaires et d'abord de retrouver une "utilité sociale" au travers d'actions bénévoles dans des associations de solidarité, de stages en France et à l'étranger. Après la réalisation d'un chantier de solidarité internationale (janvier/février), les élèves af finent leur projet de formation. Ils vont pouvoir compléter les validations proposées au collège (B2I, ASSR, PSC1...). Certains vont préparer une entrée en lycée ou en CF A, ou encore dans la vie active. D'autres vont continuer des périodes de stages, ou accomplir des stages de formation (BAF A théorique et/ou pratique...), pour préparer des formations dans les métiers de l'animation, de l'éducation sportive ou du social. D'autres élèves vont mettre en oeuvre un nouveau projet de développement et la préparation d'un nouveau chantier (LSI2). Certains pourront s'engager dans un Service Civique.

Public(s) cible(s) :
Une vingtaine de jeunes de plus de 16 ans, décrocheurs de lycée général ou professionnel ou de collège n'étant plus scolarisés après une sortie du sytème (3ème, 2nde GT, CAP, 2nde ou 1ère Bac Professionnel)

Localisation géographique :

- LP LAZARE PONTICELLI DE PLASTURGIE ET DU MOULE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur	6 000,00	21,87%
Intervenant extérieur	3 000,00	10,93%
Frais fournitures	3 440,00	12,54%
Frais sorties pédagogiques	1 500,00	5,47%
Frais voyage scolaire	12 000,00	43,73%
Frais communication	1 500,00	5,47%
Total	27 440,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017-2018	21 000,00	76,53%
Financement Rectorat	6 440,00	23,47%
Total	27 440,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	21 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dotation globale de fonctionnement	120 829,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	36 708,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 972,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	100 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	130 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	355,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 446,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	118 633,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 704,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 286,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	88 227,01 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 284,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	103 987,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 100,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 789,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	89 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	15 000,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 616,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	41 932,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 199,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 602,00 €
	Montant total	779 869,01 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020593

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO LAZARE PONTICELLI PARIS 13EME - PROJET N°418 - PIL/ SPORT ET AVENIR - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	8 000,00 €	100,00 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LAZARE PONTICELLI PARIS 13EME
Adresse administrative : 92/96 RUE BARRAULT
75013 PARIS 13EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Gilles POSTERNAK, Proviseur

N° SIRET : 19750786600014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Offrir à un groupe d'élèves une possibilité de reprise de formation.

Déterminer pour chaque élève un parcours de formation adapté en s'appuyant sur leur projet personnel initial afin de le faire évoluer ou de le transformer au gré des expériences , rencontres, stages vécus et des compétences évaluées tout au long de l'année.

Proposer une offre pédagogique différente et adaptée au public recruté.

Élargir l'offre de raccrochage au Pôle Innovant Lycéen en proposant une modalité de reprise scolaire spécifique.

Favoriser la reprise de confiance en soi.

Description :
Un temps de présence spécifique de l'équipe pédagogique de 8 demi journées par semaine commun à l'ensemble des enseignants du Pôle Innovant Lycéen.
Cette disposition permet de mettre en place un accueil et un suivi individualisé prenant en compte l'ensemble des problématiques des élèves.
Une attention toute particulière portée sur le climat scolaire avec une mise en place d'espaces communs, un règlement intérieur bienveillant,
une relation apaisée avec les adultes.
Un lieu ouvert tourné avec une volonté affirmée de collaborer avec des entités extérieures, dans le but d'enrichir l'offre pédagogique et de diversifier les parcours.

Moyens mis en œuvre :
Mise en place d'une « semaine sports » visant à découvrir des pratiques physiques par l'intermédiaire des équipements régionaux (bases de loisirs)

Stages d'observation de 4 à 6h par semaine d'une durée de deux mois auprès de différents partenaires du monde sportif (associations municipales, clubs privés, écoles multisports...)

Pratique sportive de 5h par semaine associée à un temps de réflexion sur leur activité.

Découverte dans les temps de projet personnel des formations existantes dans la région dans le domaine choisi, rencontre des acteurs de formation (UCP A, Trans-faire, Céméa...)

Ateliers de découverte tout au long de l'année (Parkour, rink hockey, cirque...)

Public(s) cible(s) :
20 jeunes décrocheurs franciliens de plus de 16 ans. Le public attendu est constitué de jeunes qui ont une pratique sportive et qui souhaitent la réinvestir dans un projet de formation d'encadrement sportif ou d'animation (Baapat, Bpjeps, cqp...)

Localisation géographique :

- LP LAZARE PONTICELLI DE PLASTURGIE ET DU MOULE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur	1 000,00	12,50%
Frais de fonctionnement	1 000,00	12,50%
Achats de fournitures	3 000,00	37,50%
Frais de Communication	1 000,00	12,50%
Frais pour les sorties pédagogiques	2 000,00	25,00%
Total	8 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale demandée 2017/2018	8 000,00	100,00%
Total	8 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dotation globale de fonctionnement	120 829,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	36 708,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 972,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	100 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	130 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	355,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 446,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	118 633,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 704,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 286,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	88 227,01 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 284,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	103 987,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 100,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 789,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	89 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	15 000,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 616,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	41 932,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 199,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 602,00 €
	Montant total	779 869,01 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020594

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO JACQUES BREL CHOISY LE ROI (94) - PROJET N°494 - POLE BILAN POSITIONNEMENT - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 125,00 €	100,00 %	1 125,00 €
	Montant Total de la subvention		1 125,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO JACQUES BREL CHOISY LE ROI
Adresse administrative : 90 AVENUE D'ALFORTVILLE
94600 CHOISY LE ROI
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Florian AUJARD, Proviseur

N° SIRET : 19940141500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Rendre acteur les jeunes dans la construction de leur projet et la recherche de solutions :
- concrétiser un projet adapté
- mobiliser et développer les compétences de communication
- connaître les différents dispositifs de formation
- connaître les ressources locales
- reprendre un parcours de formation ou d'insertion.

Description :
La prise en charge d'élèves sortant du système scolaire mais sans solution d'insertion scolaire et ou professionnelle âgés de 16 ans à 18 ans permet d'éviter l'errance et les risques de désocialisation et de marginalisation.

- Information collective
- Entretien individuels menés par les référents de l'élève
- Regroupement des jeunes en fonction des besoins et entretiens individuels
- Bilan avec le jeune et ses parents.

Moyens mis en œuvre :
Présentation de l'action aux élèves et aux familles (objectifs, déroulement, durée, poursuite de parcours possibles...) et planification des premiers rendez-vous individuel
Vérification de l'assimilation des objectifs de l'action
Module d'élaboration de projet et recherche de solutions, modules complémentaires (technique de recherche emploi, maintien de la posture et des compétences scolaires...) et stages/PFMP en établissement ou en entreprise.
Rencontre parents/professeurs
Travailler les compétences du socle commun.
Travailler la cohésion de groupe, le respect mutuel
Développer le dialogue au sein du groupe et avec les intervenants pédagogiques.

Public(s) cible(s) :
30 élèves âgés de 16 ans à 18 ans sans solution à la rentrée scolaire nécessitant un accompagnement dans l'élaboration du projet personnel et de formation et la recherche de solutions.
Élèves sans projet d'avenir et sans volonté d'insertion professionnelle autre que l'éducation nationale.

Localisation géographique :
- LP JACQUES BREL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant théâtre 15h*75€	1 125,00	100,00%
Total	1 125,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	1 125,00	100,00%
Total	1 125,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 125,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	26 985,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	16 331,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	4 200,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	2 985,43 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	351,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	170 005,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	201 350,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 430,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	13 428,00 €
2014	Travaux de maintenance	34 400,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	15 774,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	20 200,00 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	4 310,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	170 395,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	183 309,72 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 526,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	4 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	5 625,00 €
2015	Travaux de maintenance	123 505,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	292,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	35 729,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 926,00 €
2016	Développement des parcours européens des lycées professionnels	4 482,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	132 408,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	43 342,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 090,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	9 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	5 625,00 €
2016	Travaux de maintenance	55 300,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 469,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 475,40 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 520,00 €
2017	Développement des parcours européens des lycées professionnels	2 982,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	129 876,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 100,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 755,00 €
2017	Travaux de maintenance	84 165,00 €
	Montant total	1 475 182,55 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020595

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO LAZARE PONTICELLI PARIS 13EME - PROJET 272 - PIL/LYCÉE DES FUTURS - RESCOLARISATION - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	14 000,00 €	100,00 %	14 000,00 €
	Montant Total de la subvention		14 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LAZARE PONTICELLI PARIS 13EME
Adresse administrative : 92/96 RUE BARRAULT
75013 PARIS 13EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Gilles POSTERNAK, Proviseur

N° SIRET : 19750786600014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Permettre à des jeunes de réintégrer un cursus de formation dans les voies professionnelles, que ce soit dans un lycée ou en alternance. Retrouver une posture au sens large permettant de se réinsérer dans une dynamique sociale et personnelle de formation.

Description :
La demande de jeunes décrocheurs de lycée professionnel ne cesse de s'accroître. Cela demande une réponse spécifique qui ne nie pas le vecteur professionnel comme un élément potentiellement porteur de retour dans un cursus de formation.

Il s'agit donc de valoriser le retour vers des activités professionnelles en leur donnant une finalité : préservation de l'environnement, développement durable et solidarité internationale.

Au regard de l'expérience, il s'agit également d'accueillir des jeunes qui, bien qu'âgés de plus de 16 ans, ont été en rupture précoce avec l'école, parfois dès la 5e. Il est à noter que, cette année, le nombre de

candidatures de jeunes décrocheurs précoce s'est accru.

Moyens mis en œuvre :
Durant un an, les élèves seront amenés à s'inscrire dans un processus de raccrochage, en s'appuyant sur les vecteurs suivants : la réalisation de projets pouvant servir à la menée d'animations ancrées dans l'arrondissement ; la participation à des chantiers mettant en valeur les aspects techniques et humains du développement durable, de la gestion environnementale et de la création artistique (recyclerie du PIL, résidences d'artistes....); des stages dans le réseau (associations, entreprises, collectivités locales) qui s'est constitué depuis plusieurs années grâce au PIL; des apports théoriques et scolaires permettant une remise à niveau et une appropriation de l'ensemble des enjeux liés aux problématiques environnementales et de développement.

Un travail sur le projet personnel permanent et transversal.

Pour réaliser plusieurs de ces actions, il est prévu des sorties et des participations à des salons.

L'engagement en alternance avec l'école dans des missions de services civiques.

Public(s) cible(s) :
25 jeunes de plus de 16 ans sur l'année, déscolarisés, sans diplôme ou qualification.

Localisation géographique :
- LP LAZARE PONTICELLI DE PLASTURGIE ET DU MOULE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur	5 000,00	35,71%
Communication	2 000,00	14,29%
Fournitures	5 000,00	35,71%
Sorties pour les élèves	2 000,00	14,29%
Total	14 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région 2017-2018	14 000,00	100,00%
Total	14 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dotation globale de fonctionnement	120 829,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	36 708,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 972,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	100 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	130 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	355,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 446,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	118 633,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 704,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 286,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	88 227,01 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 284,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	103 987,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 100,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 789,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	89 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	15 000,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 616,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	41 932,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 199,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 602,00 €
	Montant total	779 869,01 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020598

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO BROSSOLETTE LE KREMLIN BICETRE (94) - PROJET N°561 - POLE D'ACCOMPAGNEMENT VERS L'INSERTION - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 130,00 €	100,00 %	4 130,00 €
	Montant Total de la subvention		4 130,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO BROSSOLETTE LE KREMLIN BICETRE
Adresse administrative : 3 RUE PIERRE BROSSOLETTE
94270 LE KREMLIN BICETRE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Abderrahman HMIDY, Proviseur

N° SIRET : 19941635500014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 6 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 7 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Reprise de confiance en soi
Réappropriation des codes sociaux
Acquérir de l'autonomie dans les démarches
Élaboration et validation d'un projet réaliste et réalisable
Découverte de l'entreprise
Découverte des formations en alternance

Description :
Chaque année, après les pôles bilan positionnement, il reste un certain nombre d'élèves en rupture de cycle scolaire. Ce sont souvent des élèves issus des classes de 2nde ou 1ère de bac pro ou 1ère année

de CAP décrocheurs de l'année précédente.
Ces élèves ont la particularité de vouloir continuer à être scolarisé alors que leur comportement (absence, résultats insuffisants et périodes de formation en milieu professionnel incomplètes) a entraîné la fin de leurs parcours de formation en lycée. Ce sont des élèves fragilisés qui ne parviennent pas à se projeter et à envisager un projet de vie. Il est important de les prendre en charge pour les aider à se réapproprier les codes sociaux, élaborer et valider un projet professionnel réaliste et réalisable.
D'autre part l'année dernière, nous avons constaté l'abandon de certains élèves faute de propositions « rapides ».
Le Pôle d'accompagnement vers l'insertion va fonctionner à 2 vitesses pour éviter le nombre d'abandons en cours d'action.
Du mois de novembre au mois de décembre les élèves seront répartis en 2 groupes :
- le 1er groupe sera composé avec des élèves qui auront déjà un projet ou une volonté de découvrir des filières professionnelle. Ils seront placés en entreprise et mis en contact avec les CFA afin de signer un contrat d'apprentissage avant le 15 décembre. Auparavant l'association Résilience aura fait un travail de prospection auprès de CFA pour répertorier les places vacantes
- le 2nd groupe sera composé avec des élèves qui ont besoin de réfléchir sur leur projet : plusieurs ateliers leur seront proposés : élaboration du projet professionnel, sport, atelier « paroles et images ». Ils auront également un tuteur individuel.

Du mois de janvier au mois de juin, les élèves des 2 groupes seront réunis et l'action va se dérouler par étapes :
- faire intervenir ou visiter les différents CFA chaque semaine pour découvrir les filières porteuses :
CFA de Saint Maur des Fossés (Esthétique, Coiffure, ...)

Moyens mis en œuvre :
Le lycée Pierre Brossolette est porteur de cette action pour les districts 7 et 8 du Val de Marne pour accueillir les élèves en rupture de cycle scolaire de ces 2 districts à partir du mois de novembre. Il offre les ressources humaines (équipe pédagogique) et matérielles (salles de cours et plateau technique et salle polyvalente municipale). De plus, il est proche de Paris et des moyens de transport pour organiser des sorties.

Coordonnatrice MLDS
Référente d'action
Enseignants
Atelier Cinéma Créteil pour l'atelier « paroleset images »
Association résilience pour le travail de partenariat avec les CFA , le suivi des jeunes en entreprise et le recherche de solutions;

Public(s) cible(s) :
30 élèves issus des classes de 2nde ou 1ère professionnelles ou 1ère année de CAP décrocheurs de l'année précédente sans solution après les pôles bilan positionnement.

Localisation géographique :
- LYT BROSSOLETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant atelier paroles et et images 14h*75€	1 050,00	25,42%
Frais matériels et déplacements	280,00	6,78%
Intervenant Résilience 70h*40€	2 800,00	67,80%
Total	4 130,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	4 130,00	100,00%
Total	4 130,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 130,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	15 884,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	131 153,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	5 350,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 770,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	22 602,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	138 288,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	30 061,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	11 770,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	1 125,00 €
2015	Travaux de maintenance	89 100,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 298,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 428,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	123 921,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	9 000,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	13 906,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	76 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	4 855,00 €
2016	Travaux de maintenance	12 500,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 233,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	14 615,30 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	117 152,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	13 906,00 €
	Montant total	741 764,30 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020602

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO JACQUES BREL CHOISY LE ROI (94) - PROJET N°583 - ACTEUR DE MON PARCOURS - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	9 450,00 €	100,00 %	9 450,00 €
	Montant Total de la subvention		9 450,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO JACQUES BREL CHOISY LE ROI
Adresse administrative : 90 AVENUE D'ALFORTVILLE
94600 CHOISY LE ROI
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Florian AUJARD, Proviseur

N° SIRET : 19940141500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 6 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Rendre acteur les jeunes dans la construction de leur projet et la recherche de solutions :

- Découvrir son projet de vie personnel, élaborer son projet d'avenir
- Susciter chez le jeune l'envie de réussir, booster sa motivation
- Aider le jeune dans une communication efficace avec l'adulte (enseignants, employeurs, chefs d'entreprise ...)
- Remobiliser par la confiance en soi en menant un projet créatif artistique théâtrale et/ou en lien avec les médias.
- Travailler les compétences du socle commun
- Connaitre les différents dispositifs de formation
- Connaitre les ressources locales (cité des métiers de Choisy-le-Roi, contact avec les réseaux d'entreprises, les CFA, les forum ...)

- Reprendre un parcours de formation ou d'insertion

Description :
- Accueil collectif
- Entretien individuel par un binôme d'intervenants
- Ateliers sur le projet de vie personnel du jeune, travail sur la confiance en soi, développement d'une communication efficace en lien direct avec les adultes intervenants auprès des jeunes.
- Ateliers sur les socles de compétences encadrés par des enseignants de lycée professionnel impliqués dans la remobilisation des jeunes.
- Ateliers de remobilisation par l'investissement dans un projet théâtrale où le jeune découvre ses compétences, se réalise et s'envisage sur un projet à venir.
- Atelier de remobilisation dans un projet d'éducation par les médias où le jeune élabore un blog pour faire valoir ses centres d'intérêts et ses compétences et permet de valoriser le jeune lors d'un entretien de recherche de stage, de formation ou d'embauche.

Moyens mis en œuvre :
- Présentation de l'action aux élèves et aux familles (objectifs, déroulement, durée, poursuite de parcours possibles...) et planification des premiers rendez-vous individuel
- Vérification de l'assimilation des objectifs de l'action.
- Travail en partenariat avec l'intervenant extérieur/ le jeune/ les référents/ la famille.
- Travail à partir d'un pédagogie par projet dans la motivation du jeune et dans le martien et le renforcement du socle des compétences.
- Réalisation d'un projet théâtral au sein de l'établissement en lien avec l'ensemble de l'équipe éducative et des familles.
- Réalisation d'un blog hébergé sur le site de la ZEP comme base de la reconnaissance par le jeune de ses compétences dans l'élaboration de son projet à venir.
- Module d'élaboration de projet et recherche de solutions, modules complémentaires (technique de recherche emploi, maintien de la posture et des compétences scolaires...) et stages/PFMP en établissement ou en entreprise.
- Rencontre parents/professeurs

Public(s) cible(s) :
Élèves âgés de 16 ans à 18 ans sans solution à la rentrée scolaire nécessitant un accompagnement dans l'élaboration du projet personnel et de formation et la recherche de solutions.
Élèves sans projet d'avenir et sans volonté d'insertion professionnelle autre que l'éducation nationale.

Localisation géographique :
- LP JACQUES BREL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant ZEP atelier et création de blog	2 400,00	25,40%
Intervenant MMe ROUSSET psychologue coach de vie	3 150,00	33,33%
Intervenant association Improvisaction	3 900,00	41,27%
Total	9 450,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017-2018	9 450,00	100,00%
Total	9 450,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 450,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	26 985,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	16 331,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	4 200,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	2 985,43 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	351,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	170 005,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	201 350,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 430,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	13 428,00 €
2014	Travaux de maintenance	34 400,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	15 774,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	20 200,00 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	4 310,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	170 395,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	183 309,72 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 526,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	4 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	5 625,00 €
2015	Travaux de maintenance	123 505,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	292,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	35 729,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 926,00 €
2016	Développement des parcours européens des lycées professionnels	4 482,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	132 408,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	43 342,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 090,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	9 000,00 €

2016	Projet-Réussite pour tous	5 625,00 €
2016	Travaux de maintenance	55 300,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 469,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 475,40 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 520,00 €
2017	Développement des parcours européens des lycées professionnels	2 982,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	129 876,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 100,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 755,00 €
2017	Travaux de maintenance	84 165,00 €
	Montant total	1 475 182,55 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020604

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LGT FRANCOIS COUPERIN FONTAINEBLEAU (77) PROJET N°524 - L' ÉCOLE AUTREMENT EN MOREA BAC - RESCOLARISATION -MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	7 175,00 €	100,00 %	7 175,00 €
	Montant Total de la subvention		7 175,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT FRANCOIS COUPERIN FONTAINEBLEAU
Adresse administrative : ROUTE HURTAULT
77305 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Jean-François BOURDON, Proviseur

N° SIRET : 19770926400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 9 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Redonner confiance à des jeunes ayant subi deux échecs aux épreuves du baccalauréat : travail sur l'estime de soi et la revalorisation.
Se projeter dans la vie professionnelle à travers de réalisations de courts métrages présentant des professionnels en activité.
Outiller sa mémoire : la "muscler" à partir d'exercices inspirés du travail d'acteur.

Description :
Le Morea bac est implanté au lycée Couperin depuis 2004 et accueille entre 30 et 35 élèves tous les ans. le taux de réussite est satisfaisant entre 65 et 90 % selon les années. Il est souhaité de proposer à ces jeunes une autre pédagogie et une nouvelle façon d'être élève.
C'est pourquoi il s'agit de mettre en place :

- un stage de pré-rentrée à visée d'intégration dans le cadre de l'action MOREA bac général ou technologique afin de propulser les élèves dans un processus de reprise de confiance en eux, situer le désir dans un contexte philosophique mais également au cœur de l'avenir et de leur vie de citoyen.
- puis un module sur la mémoire pour des élèves désorganisés dans leurs apprentissages

Moyens mis en œuvre :
Le projet se compose de deux actions :
- un stage d'intégration suivi d'un atelier "désirothèque" avec la réalisation de deux films qui seront ensuite restitués et projetés au niveau de la cité scolaire. - La Désirothèque, animée par la compagnie Diptyque Théâtre, consiste en la réalisation de deux Brèves de métier : documentaires d'une dizaine de minutes sur un professionnel interrogé sur son métier sous l'angle du désir. Les élèves élaborent le questionnaire et manipulent caméras et prises de sons sur les lieux du tournage. Ils mènent l'entretien sur le lieu de travail du professionnel. En rencontrant des professionnels sur leur lieu de travail et en abordant avec eux la question de l'engagement personnel dans l'activité professionnelle, ils sont renvoyés à la question de leur orientation et de leur rapport à l'école d'une manière originale, dynamique et motivante. En amont des tournages, un comédien et un documentariste animent des ateliers afin de former le groupe à l'art de l'écoute et du questionnement, à l'élaboration du questionnaire, au repérage des lieux du tournage, à une scénarisation et à une initiation à la technique de tournage.
- un atelier "mémoire" de 10 séances sur l'année basé sur des exercices type théâtre. Pour stimuler leur mémoire, les acteurs s'entraînent quotidiennement, comme un pianiste fait ses gammes, à des jeux physiques et cognitifs. Il s'agit d'actionner de nouveaux réflexes de spatialisation, de travailler la posture dans l'espace et dedévelopper une réactivité face à une situation nouvelle, d'apprendre à se présenter, à parler en public sans peur d'être jugé, d'accepter le regard des autres dans la bienveillance.
A l'aide d'un échauffement préparatoire puis de jeux de paroles, les élèves aiguisent leur concentration tout en développant leur confiance.
La mémoire procédurale est travaillée : apprendre de nouveaux réflexes, la mémoire sensorielle : chercher des sensations, activer la perception, la mémoire immédiate.

Intérêt régional : Faciliter l'accès et la réussite au baccalauréat et à la poursuite d'études en enseignement supérieur.
L'année "MOREA " a pour objectif la réussite au baccalauréat mais également une autre façon de vivre l'école: ces élèves ont eu des parcours atypiques et sont en mal-être, ils se vivent comme différents, parfois nuls: cette année se veut un espace de restauration narcissique.

Public(s) cible(s) :
35 élèves issus de classes de terminales générales ou technologiques scolarisés sur le sud Seine et Marne repérés par leurs établissements d'origine : district Melun, Montereau, Provins, Fontainebleau.

Localisation géographique :
- LCM FRANCOIS COUPERIN FONTAINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant comédien 31 h*75€	2 325,00	4,07%
Intervenant réalisateur 28h*75€	2 100,00	3,67%
Intervenant "estime de soi" 10h*75€	750,00	1,31%
Intervenant montage des brèves de métier 10h*60€	600,00	1,05%
Frais de matériels	400,00	0,70%
Intervenant atelier de stimulation	1 000,00	1,75%
HSE	50 000,00	87,45%
Total	57 175,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale demandée 2017/2018	7 175,00	12,55%
HSE	50 000,00	87,45%
Total	57 175,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 175,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 130,00 €
2014	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	285,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 522,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 310,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	451,70 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	340 022,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	42 729,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	40 393,00 €
2014	Travaux de maintenance	138 400,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 740,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	48 028,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	244 003,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	51 366,72 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	42 144,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	2 992,00 €
2015	Travaux de maintenance	101 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	24 055,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	525,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	44 902,00 €
2016	Budget d'autonomie des lycées (fonctionnement)	44 918,00 €
2016	Budget d'autonomie des lycées (investissement)	22 140,00 €

2016	Dotation globale de fonctionnement	194 355,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	32 850,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	42 425,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	8 500,00 €
2016	Travaux de maintenance	285 200,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 735,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	38 073,34 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	187 713,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	51 390,00 €
2017	Travaux de maintenance	40 000,00 €
	Montant total	1 750 644,76 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020615

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO JEAN JACQUES ROUSSEAU SARCELLES (95) - PROJET N°578 - RACCROCHAGE SCOLAIRE ETINCELLE - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	5 759,00 €	100,00 %	5 759,00 €
	Montant Total de la subvention		5 759,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO JEAN JACQUES ROUSSEAU SARCELLES
Adresse administrative : 2 RUE JEAN-JACQUES ROUSSEAU BP 373 95203 SARCELLES
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Philippe BONNEVILLE, Proviseur

N° SIRET : 19950650200012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Lutter contre les décrochage scolaire en remobilisant les élèves de lycées donnant des signes de fragilités.

Description :
Remobiliser les jeunes issus de GPDS vers un parcours scolaire et socio professionnel en se fixant des objectifs par projections. Il s'agit de développer la stratégie de la persévérance scolaire. Le but est de stabiliser un état d'investissement positif. L'ensemble de ces services proposés, Niji Kendoka (1er dispositif) la sophrologie (2è dispositif) et le groupe de parole (3ème dispositif), permet d'avoir une gamme complète de prestation permettant d'assurer le raccrochage scolaire.

Moyens mis en œuvre :

Intervention de l'association Niji Kendoka, et action du coordonateur MLDS

Public(s) cible(s) :
3 groupes de 20 élèves et adultes intervenants dans les GPDS des lycées Pierre Mendes France de Villiers le Bel, La Tourelle et Jean Jacques Rousseau de Sarcelles.

Localisation géographique :
- LYP JJ ROUSSEAU (SARCELLES)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Intervenant Association ETINCELLE 45h	5 759,00	100,00%	Subvention Région 2017-2018	5 759,00	100,00%
Total	5 759,00	100,00%	Total	5 759,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 759,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 332,00 €
2014	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	850,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	114 949,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 353,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 200,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	3 300,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	448 855,00 €
2014	Ecolycées franciliens	4 000,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	21 369,00 €

2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	67 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	220 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 122,00 €
2015	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	461,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	197 087,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	7 400,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	421 906,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	32 240,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	65 050,00 €
2015	Travaux de maintenance	100 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 837,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	151,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	59 274,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	10,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	4 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	381 008,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 000,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	56 537,00 €
2016	Travaux de maintenance	38 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	17 288,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	24 096,30 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 712,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	379 927,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	53 021,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	50 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	30 000,00 €
	Montant total	2 374 944,30 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020617

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LP ARISTIDE BRIAND LE BLANC MESNIL PÔLE BILAN POSITIONNEMENT - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	5 650,00 €	39,82 %	2 250,00 €
	Montant Total de la subvention		2 250,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP ARISTIDE BRIAND LE BLANC MESNIL
Adresse administrative : 120 AVENUE ARISTIDE BRIAND
93150 LE BLANC MESNIL
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Véronique REBOUT, Proviseure

N° SIRET : 19930831300014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : Rescolarisation

Date prévisionnelle de début de projet : 18 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 13 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Maintenir ou recréer le lien avec l'école et trouver une solution de formation ou d'insertion pour des jeunes « sans solution » à la rentrée de septembre.
Construire et rechercher avec le jeune une poursuite de parcours adaptée.

Description :
Ce dispositif qui s'inscrit dans la MLDS est porté par un EPLE du réseau Foquale du district 3 ; il permet d'accueillir les jeunes sans affectation à la rentée et de répondre ainsi à des situations de ruptures scolaires.

Moyens mis en œuvre :
Le projet mobilise différentes personnes au sein du lycée :

-la coordonnatrice conseil MLDS qui porte le projet et en assure l'organisation,
-le référent d'action,
-l'équipe pédagogique,
-la direction du lycée (appui logistique et matériel).

Ce projet s'inscrit dans le projet d'établissement dans le sens où il touche à l'ouverture culturelle, à la lutte contre le décrochage scolaire et la mixité dans le groupe.

L'équipe se saisira de l'outil académique, en ligne sur l'ENT E-Greta Plateforme de Dialogue Projet Positionnement

Public(s) cible(s) :
Jeunes de plus 16 ans, sans poursuite d'étude à l'issue du collège ou ayant interrompu leurs études au cours du second cycle général, technologique ou professionnel à la rentrée 2017.
Jeunes ayant bénéficié d'un entretien de situation dans son établissement d'origine ou le CIO, dans le cadre de la PSAD (droit au retour), puis positionné par le réseau foquale en pôle bilan positionnement.

Localisation géographique :
- LP ARISTIDE BRIAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur VOICES ARTS pour PBP lycée Aristide Briand Le Blanc Mesnil	1 125,00	19,91%
Intervenant extérieur Le théâtre à sornettes pour PBP Paul le Rolland Drancy	1 125,00	19,91%
HSE enseignants	3 400,00	60,18%
Total	5 650,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017-2018	2 250,00	39,82%
Rectorat financement HSE	3 400,00	60,18%
Total	5 650,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 250,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	15 491,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	20 850,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	155 509,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	37 290,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	44 004,00 €
2014	Travaux de maintenance	170 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 005,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	21 307,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 277,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	156 687,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	31 564,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	49 480,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	2 700,00 €
2015	Travaux de maintenance	70 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 212,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	42 095,20 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 658,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	124 319,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	201 232,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	49 659,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	7 200,00 €
2016	Travaux de maintenance	40 000,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	8 304,83 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	129 662,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	49 659,00 €
2017	Travaux de maintenance	30 000,00 €
	Montant total	1 199 131,03 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020621

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO LANGEVIN WALLON CHAMPIGNY SUR MARNE (94) - PROJET N°499 - POLE BILAN POSITIONNEMENT - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 125,00 €	100,00 %	1 125,00 €
	Montant Total de la subvention		1 125,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LANGEVIN WALLON CHAMPIGNY SUR MARNE
Adresse administrative : 126 AVENUE ROGER SALENGRO 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Catherine KAPFER, Proviseure

N° SIRET : 19940113400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 11 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 13 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Rendre acteur les jeunes dans la construction de leur projet et la recherche de solutions :
Concrétiser un projet adapté
Mobiliser et développer les compétences de communication
Connaître les différents dispositifs de formation
Connaitre les ressources locales
Reprendre un parcours de formation ou d'insertion.

Description :
Information collective :
Présentation de l'action aux élèves et aux familles (objectifs, déroulement, durée, poursuite de parcours possibles…)
Planification des premiers rendez-vous individuel.

Entretiens individuels menés par les référents de l'élève :
Vérification de l'assimilation des objectifs de l'action.

Regroupement des jeunes en fonction des besoins et entretiens individuels :
Module d'élaboration de projet et recherche de solutions
Modules complémentaires (atelier théâtre, technique de recherche emploi, maintien de la posture et des compétences scolaires…)
Stages / PFMP en établissement ou en entreprise.

Moyens mis en œuvre :
Atelier Théâtre : dans le cadre de ce module, une artiste dramatique intervient afin d'aider les élèves à acquérir une meilleure estime d'eux-mêmes.
Cinq séances de trois heures sont prévues.

Déroulement et le contenu de l'atelier :
- des présentations de soi en groupe (travail sur la voix, sur le regard, sur la position des corps)
- des échauffements (apprentissage d'une position neutre, ancrage au sol, stabilité)
- des démarches (travail sur différentes marches, sur le rythme, sur le contact physique)
- des jeux collectifs de concentration
- des exercices de respiration
- des jeux de mimes, d'improvisation, un travail sur les émotions.

Public(s) cible(s) :
20 élèves sans solution à la rentrée scolaire nécessitant un accompagnement dans l'élaboration du projet personnel et de formation et la recherche de solutions.

Localisation géographique :
- LYP LANGEVIN WALLON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Intervenant Maison des Arts de Créteil 15h*75€	1 125,00	100,00%	Subvention régionale 2017/2018	1 125,00	100,00%
Total	1 125,00	100,00%	Total	1 125,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 125,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 038,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	57 532,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 933,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	344 832,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	74 987,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	56 080,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	15 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	86 400,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	19 257,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	34 479,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	564,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	6 775,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	341 620,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	32 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	57 947,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	30 800,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	1 125,00 €
2015	Travaux de maintenance	202 700,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	28 770,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	340,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	87 523,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 986,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	3 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	211 768,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	8 900,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	61 455,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	2 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	5 325,00 €
2016	Travaux de maintenance	114 394,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 068,00 €
2017	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	3 248,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	26 532,22 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	219 314,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 723,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	58 679,00 €
2017	Travaux de maintenance	108 060,00 €
	Montant total	1 986 950,22 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020629

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LYP LYCEE DE SENART (77)- PROJET N°1 - MICROLYCEE DE SEINE-ET-MARNE - MICROLYCEE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	45 200,00 €	99,56 %	45 000,00 €
	Montant Total de la subvention		45 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LYP MICRO LYCEE DE SENART
Adresse administrative : CLG PYRAMIDE - 2 AVENUE DES PLATANES
77127 LIEUSAINT
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Martine GIOVACCHINI, Proviseure

N° SIRET : 19772296000055

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Aider des jeunes à retrouver le chemin du lycée pour leur permettre de passer ou repasser le baccalauréat.
Aider ces jeunes à retrouver une meilleure estime de soi.
Accompagner les élèves pour qu'ils trouvent ou retrouvent le plaisir d'apprendre.
Accompagner chaque jeune pour lui permettre de se projeter dans l'avenir et l'aider à bâtir un projet personnel de formation.

Description :
L'objectif est de rescolariser dans un micro-lycée des jeunes qui souhaitent passer ou repasser un baccalauréat.
La structure de raccrochage scolaire de niveau lycée offrant 1 niveau de 2nde (Classe Raly : retour au lycée) : 15 élèves environ.

3 filières de niveau 1ère : L; ES; STMG : 36 élèves environ.
3 filières de niveau Terminale : L; ES; STMG 45 élèves environ.
La structure est hébergée au collège de la Pyramide à Lieusaint sous le couvert hiérarchique du Proviseur du lycée de la Mare Carrée à Moissy Cramayel.

Cette structure désectorisée accueille des jeunes de Seine-et-Marne et de l'Essonne venant de communes plus ou moins éloignées. Des jeunes viennent de parfois très loin. Faute d'autres structures du même genre. Mais pour l'essentiel ils viennent de villes voisines : 28% viennent du district de Brie-Sénart ; 12% du district de Melun ; 21% du bassin d'Evry ; 13% du bassin de Montgeron et 10% d'autres secteurs du 77.

Liens avec l'environnement : ateliers théâtre avec une compagnie locale : le théâtre de la Mezzanine située à Lieusaint.
Fréquentation des salles de spectacles : le théâtre de Sénart et la Rotonde à Moissy Cramayel.
Partenariat avec ESF (Entreprises du Sud Francilien de Moissy-Cramayel) pour des petits-déjeuners conférence sur le thème des entreprises.

Moyens mis en œuvre :
11 enseignants à temps complet accueillent les jeunes en cours et font vivre la structure sur des temps de permanence.
Ces enseignants dit "permanents" sont présents sur la structure environ une trentaine d'heures par semaine. Des enseignants coordonnent le travail de l'équipe et consacrent davantage de temps encore à la vie du microlycée.
Le travail d'équipe est ici fondamental et s'inscrit à raison de 4 h par semaine dans l'emploi du temps de chacun.
Le micro-lycée dispose pour les 7 groupes classe de 6 salles de classe dédiées plus une petite salle à partager avec le collège.
Une salle sert de salle d'accueil, de pôle administratif et en même temps de salle de travail pour les élèves.
En plaus, de ces 11 enseignants permanents un enseignant est nommé à mi-temps.
Une dizaine d'enseignants interviennent pour quelques heures par semaine afin de couvrir tous les enseignements nécessaires à la préparation du baccalauréat.

Public(s) cible(s) :
90 à 95 jeunes, élèves raccrocheurs de niveau lycée, provenant majoritairement des villes voisines
de 17 à 25-26 ans.
Tous doivent avoir vécu une période plus ou moins longue de décrochage scolaire ; pour l'année 2016-2017 : 35% ont vécu 12 à 24 mois de décrochage ; 27% de 24 à 36 mois et 22% plus de 36 mois.
Pour ce qui est du niveau scolaire ils doivent avoir acquis le brevet des collèges.
De rares cas de rupture scolaire avant la 3ème peuvent être examinés par l'équipe.
La typologie de ces élèves est complexe, chacun ayant une situation spécifique : jeunes mamans ou jeune papa ; phobiques, addicts, dépressifs, en rupture familiale, salariés, problématiques judiciaires...
tous désireux de reprendre leur scolarité pour passer un baccalauréat L/ES ou STMG.

Localisation géographique :
- LYT DE LA MARE CARREE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant psychologue 79h*75€	5 925,00	13,11%
Intervenant Association 70*75€	5 250,00	11,62%
Intégration séminaire et révision	6 700,00	14,82%
Sorties culturelles	2 500,00	5,53%
Frais de communication	1 500,00	3,32%
Frais matériels informatiques	2 025,00	4,48%
Frais de photocopieur	800,00	1,77%
Crédits pédagogiques	4 300,00	9,51%
Frais de fournitures administratives	3 000,00	6,64%
Frais d'entretien minibus	500,00	1,11%
Frais d'entretien des locaux	5 000,00	11,06%
Frais de mise à disposition de locaux	7 700,00	17,04%
Total	45 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	45 000,00	99,56%
Financement Grand Paris SUD	200,00	0,44%
Total	45 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	45 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Projet-Réussite pour tous	38 928,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	39 500,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	40 000,00 €
	Montant total	118 428,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020630

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LEGTPA LA BRETONNIERE CHAILLY EN BRIE - PROJET N°222 - OSE T'EXPRIMER ET CA IRA MIEUX ! SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	14 136,00 €	91,34 %	12 912,00 €
	Montant Total de la subvention		12 912,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LEGTPA LA BRETONNIERE CHAILLY EN BRIE
Adresse administrative : HAMEAU LA BRETONNIERE
77120 CHAILLY EN BRIE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Didier JAHAN, Proviseur

N° SIRET : 19771357100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Beaucoup d'actions de prévention peuvent être menées sur l'année scolaire dans ce cadre dont l'objectif principal est de favoriser l'ancrochage scolaire.
Améliorer le repérage et la qualification des situations d'élèves,
Réinstaller dans une dynamique positive,
Créer des liens afin de mieux vivre son internat et l'espace scolaire par toutes formes d'expressions,
Accompagner au mieux vers la réussite scolaire et professionnelle.
Favoriser l'épanouissement personnel du jeune.
Restaurer une image positive et favoriser l'estime de soi,
Apprendre à gérer son stress, prendre confiance et instaurer un mieux-être,
Mettre en place des actions de prévention autour du respect, des situations à risques afin d'éviter le

décrochage scolaire.
Donner du sens à l'expérience scolaire, accompagner et aider tant à l'orientation et l'insertion scolaire, sociale et professionnelle des jeunes.
Permettre aux jeunes d'être responsable de leur bien être par des actions au sein de l'environnement dans lequel ils évoluent.
Faire acquérir aux jeunes des outils de relaxation et communication afin d'appréhender la gestion du stress et favoriser la maitrise des émotions.
Prévenir les situations à risques, souvent fédératrices des situations de décrochage mais aussi offrir à nos apprenants une ouverture culturelle et citoyenne permettant de tendre vers la réussite scolaire, professionnelle mais aussi sociale.
L'objectif est de permettre à l'adolescent d'acquérir les savoirs faires, les savoirs êtres et les compétences nécessaires pour s'adapter aux exigences sociales afin de construire et de mener sa vie.

Description :
L'établissement a déjà été confronté à des problèmes d'indiscipline, à des problèmes liés à des conduites addictives (consommation de produits psycho-actifs, alcool) et à des questions d'ordre psycho-social plus ou moins graves (décrochage scolaire, perte de confiance en soi, difficultés dans la sphère familiale…).
Face à ce constat, la volonté de la communauté éducative est de tout mettre en œuvre pour maintenir la sérénité et la qualité d'accueil et de travail des apprenants au sein de notre établissement. En effet, le public accueilli est souvent « lassé » de la scolarité car trop souvent en échec scolaire et pose donc parfois des problèmes de discipline, de respect des biens et des personnes. Ces jeunes sont souvent dans des situations familiales et personnelles difficiles et sont fréquemment attirés vers des « situations à risque » pensant y retrouver refuge. Ils décrochent alors très facilement de leur scolarité. Les difficultés vécues par les apprenants s'expriment plus aisément dans le cadre de l'accueil à l'internat.
L'établissement est donc confronté à :
Des apprenants en demande d'aide qui passent généralement par le détour d'expression des « maux » (passage fréquent à l'infirmerie) ;
Des apprenants en situation de décrochage scolaire : absentéïsme perlé, apprenants présents mais « absents » en classe, apprenants présents en classe mais non impliqués dans la formation choisie… ;
Des apprenants dont le comportement nous inquiète : conduites déviantes, mise en danger de soi et d'autrui (alcool, cannabis)…
Dans l'axe de reconduction du projet, le projet "Ose t'exprimer" ne cesse de s'adapter aux nouvelles problématiques rencontrées chaque année afin de conduire le jeune à sa réussite.
Pour autant, donner des informations aux adolescents ne suffit pas : il faut que ces derniers soient capables de prendre en charge leur propre santé, de faire leurs propres choix responsables.
L'objectif est d'offrir une ouverture culturelle et citoyenne afin de leur permettre de se projeter de manière responsable et d'envisager un avenir prometteur de réussite scolaire, professionnelle et sociale.

Moyens mis en œuvre :
Un point écoute avec la psychologue qui montre toujours une affluence des élèves. Ensuite, plusieurs actions éducatives de prévention sont reconduites sur cette année et d'autres ont été mises en place afin de garantir aux apprenants l'apprentissage de la dimension éducative, indispensable à la réussite scolaire, sociale et professionnelle.
Plusieurs journées d'intervention de différentes associations sont mises en place : OLYMPIO (utilisation d'outils d'animation collective sur l'estime de soi, la motivation et les facettes de la réussite, sur la laïcité, ..), mais aussi le planning familial.
D'autres partenariats sont mis en place notamment des actions autour des problématiques liées au NTIC (droit à l'image, réseaux sociaux et ses conséquences...), l'intervention d'une compagnie théâtrale pour permettre aux jeunes de travailler sur leur aisance et faciliter la qualité relationnelle ainsi qu'une sophrologue pour travailler le bien-être et la gestion du stress.
D'autres interventions sont prévues : APS Contact sur les conduites addictives, une intervention sur le harcèlement entre élèves, la notion d'éco-citoyenneté , l'hygiène et sur le capital santé.
Les nouveaux objectifs sont d'élargir les actions de prévention à d'autres problématiques comme celle

d'asseoir les valeurs de la République et l'importance du Vivre Ensemble.
Un axe fort est d'encrer une politique éducative sur la lutte conte l'endoctrinement et le cyber endoctrinement, si important dans le contexte aujourd'hui.
Le souhait est aussi de renforcer la dynamique éducative, l'accueil et la réussite en internat.
L'équipe éducative constate un mal-être chez certains internes dont les conséquences sont diverses : conduites addictives, démission… il paraît important d'accompagner ces adolescents, de prendre en compte leur souffrance personnelle et sociale.

Public(s) cible(s) :
170 élèves : en 3ème, en 2nde professionnelle (2 classes) et les 3 classes de Bac Pro 1, de 2nde Générale et de 1ère Bac Technologique.

Localisation géographique :
- LYA LA BRETONNIERE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Olympio 72h*64,5€	4 644,00	32,85%
Intervenant Point Ecoute 70h*67€	4 690,00	33,18%
Intervenant E-Enfance 4h*75€	300,00	2,12%
Intervenant atelier gestion du stress 30h*55€	1 650,00	11,67%
Intervenant APS 18h*54€	972,00	6,88%
Intervenant Aeroven 1 journée	80,00	0,57%
Intervenant Atelier Théâtre et expression 12 séances de 2h*75€	1 800,00	12,73%
Total	14 136,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	12 912,00	91,34%
Reliquat	1 224,00	8,66%
Total	14 136,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 912,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 409,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	20 711,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 814,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	7 280,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	5 000,00 €
2014	Ateliers d'animation éducative	5 600,00 €
2014	Budget participatif des lycées	70 000,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	35 472,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	11 200,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	175 625,00 €
2014	Ecolycées franciliens	4 000,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	9 948,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	1 450,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	28 819,00 €
2014	Olympiades des métiers	7 800,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	12 816,02 €
2014	Subvention des CFA ayant un internat en gestion propre	54 938,00 €
2014	Subvention exceptionnelle de fonctionnement aux CFA	88 532,50 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 473 441,00 €
2014	Travaux de maintenance	22 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 833,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	24 000,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	10 042,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 104,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	8 960,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	3 688,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	47 668,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	20 203,82 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	179 071,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	28 756,50 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	37 817,00 €
2015	Olympiades des métiers	7 800,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	13 069,90 €
2015	Subvention des CFA ayant un internat en gestion propre	43 628,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 596 857,00 €
2015	Travaux de maintenance	81 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 183,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	12 401,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 157,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	7 543,00 €

2016	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	37 324,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	124 998,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 700,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	37 817,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	13 920,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	10 752,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 622 284,00 €
2016	Travaux de maintenance	72 563,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 336,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	52 451,79 €
2017	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	8 680,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	131 068,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	36 805,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 076 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	180 000,00 €
	Montant total	6 244 153,53 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020632

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LP MICHELET FONTENAY SOUS BOIS (94) - PROJET N°536 - POLE BILAN POSITIONNEMENT - RESCOLARISATION - MLDS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 125,00 €	100,00 %	1 125,00 €
	Montant Total de la subvention		1 125,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP MICHELET FONTENAY SOUS BOIS
Adresse administrative : 1 RUE MICHELET
94120 FONTENAY SOUS BOIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Sylvie TAMAIN, Proviseure

N° SIRET : 19941298200019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 11 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 10 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Rendre acteur, les jeunes dans la construction de leur projet professionnel et la recherche de solution. Ainsi, chaque participant doit être en capacité de :
Elaborer et construire un projet adapté,
Connaître les différents dispositifs de formation et les ressources locales,
Mobiliser des compétences en communication et en organisation,
Se raccrocher à un dispositif de formation.

Description :
L'action a pour objectif la prise en charge sur le district, des jeunes sans solution dés la rentrée avec pour objectif principal une solution de scolarisation ou de formation adaptée à chacun de leur profil.
Information collective :
Présentation de l'action et des objectifs auprès des jeunes et des familles (contrat d'engagement, emploi

du temps, déroulement, finalités).

Entretiens individuels menés par le professeur référent :
Travail personnalisé d'auto-évaluation, d'écoute et de recherche de solutions.

Regroupement des élèves en classe :
- module de projet professionnel comprenant un stage en entreprise selon les besoins,
- module de communication,
- module d'expressions artistiques,
- module de compétences scolaires,
- module instruction civique.

Bilan du jeune avec ses responsables légaux.

Moyens mis en œuvre :
Ressources humaines :
1 coordonnatrice MLDS: conduite de projet
1 professeur d'arts appliqués : 3h hebdomadaires,
1 professeur de mathématiques : 2h hebdomadaires,
1 professeur de français et instruction civique : 3h hebdomadaires
1 intervenant exterieur en théâtre : 3h hebdomadaires
1 référent : 6 heures hebdomadaires
1 intervenant chargé du module projet et suivi personnalisé : 6 à 9 heures hebdomadaires.

Des moyens matériels : mise à disposition de salles au sein du lycée, postes informatiques, photocopies et téléphone.

Public(s) cible(s) :
30 jeunes de + de 16 ans, scolarisés en 2016-2017, issus de classes de 3ème, de seconde et de 1ère sans qualification professionnelle.

Localisation géographique :
- LP MICHELET (FONTENAY)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Intervenant ChoréParlée 15h*75€	1 125,00	100,00%	Subvention régionale 2017/2018	1 125,00	100,00%
Total	1 125,00	100,00%	Total	1 125,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 125,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 647,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	11 367,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	11 004,00 €
2014	Budget participatif des lycées	70 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	147 881,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	13 565,00 €
2014	Travaux de maintenance	17 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 000,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 541,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	10 308,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	143 647,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	69 693,86 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	12 685,00 €
2015	Travaux de maintenance	40 100,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 762,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	6 897,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 500,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	132 110,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	58 000,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	12 686,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	12 400,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	1 125,00 €
2016	Travaux de maintenance	119 800,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 754,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 948,06 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 472,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	151 684,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	958,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 325,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	36 100,00 €
2017	Travaux de maintenance	8 810,00 €
	Montant total	989 888,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020637

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO RENE CASSIN NOISIEL (77) - PROJET N°542 - POLE BILAN POSITIONNEMENT - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 360,00 €	100,00 %	1 360,00 €
	Montant Total de la subvention		1 360,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO RENE CASSIN NOISIEL
Adresse administrative : 1 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE BP 14
77186 NOISIEL
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Fabienne LAJAUNIE, Proviseure

N° SIRET : 19771941200011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Rendre acteur les jeunes dans la construction de leur projet et la recherche de solutions :
Concrétiser un projet adapté,
Connaître les différents dispositifs de formation,
Connaitre les ressources locales,
Reprendre un parcours de formation ou d'insertion.

Description :
Ce projet s'inscrit dans le cadre de la lutte contre le décrochage scolaire, l'action a pour objectif de rendre acteur les jeunes dans la construction de leur projet.

Information collective :
Présentation de l'action aux élèves et aux familles (objectifs, déroulement, durée, poursuite de parcours

possibles…),
Planification des premiers rendez-vous individuels.

Entretiens individuels menés par les référents de l'élève :
-Vérification de l'assimilation des objectifs de l'action.

Regroupement des jeunes en fonction des besoins et entretiens individuels :
Module d'élaboration de projet et recherche de solutions dans le cadre des entretiens individuels hebdomadaires,
Modules de technique de recherche emploi,
Atelier de connaissance des formations au CIO.

Positionnement fait par l'association "Avenir Jeune" pour chacun des jeunes.

Bilan avec le jeune en fin de parcours.

Moyens mis en œuvre :
Un référent d'action assure la mise ne place de l'action et 4 « tuteurs » reçoivent les élèves en individuel chaque semaine.
Les conseillers d'orientation reçoivent les élèves régulièrement.
"Avenir jeune" évalue chaque jeune et permet à chaque jeune d'avoir une carte de ses compétences qui permet ensuite de travailler avec lui sur certains points plus particulièrement.

Public(s) cible(s) :
20 jeunes sans solution du district.

Localisation géographique :
- LYT RENE CASSIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Intervenant La Ligue de l'Enseignement 32h*42,5	1 360,00	100,00%	Subvention régionale 2017/2018	1 360,00	100,00%
Total	1 360,00	100,00%	Total	1 360,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	1 360,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 445,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	7 165,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 274,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	219 182,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	51 667,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	15 713,00 €
2014	Travaux de maintenance	55 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	949,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	29 972,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 569,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	214 434,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	106 430,68 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 624,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	80 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	4 168,00 €
2015	Travaux de maintenance	7 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 758,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	21 350,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 967,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	169 711,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	7 467,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 380,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	9 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	1 125,00 €
2016	Travaux de maintenance	112 000,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 730,40 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	83,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	157 827,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 100,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 110,00 €
2017	Travaux de maintenance	55 000,00 €
	Montant total	1 242 671,08 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020638

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LGT FRANCOIS VILLON PARIS 14EME - PROJET N°575 - ACCOMPAGNEMENT EDUCATIF - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	22 927,00 €	28,66 %	6 570,00 €
	Montant Total de la subvention		6 570,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT FRANCOIS VILLON PARIS 14EME
Adresse administrative : 16 AVENUE MARC SANGNIER
75014 PARIS 14EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur DOMINIQUE AUVIGNE, Autre

N° SIRET : 19750690000012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 3 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'Association Jeunesse Education Paris (AJE-Paris), œuvre pour la Réussite Educative en faveur des jeunes de 7 à 30 ans les plus socialement défavorisés dans le 20e et depuis février 2016 dans le 14ème, et plus particulièrement au sein de l'unique lycée sensible de Paris, le Lycée François Villon, à titre gracieux jusqu'à présent.
Elle répond à l'appel des lycéens les plus en difficultés et uniquement inscrits au lycée François Villon. Issus principalement des quartiers Politiques de la Ville où l'on note un fort taux de familles monoparentales vivants sous le seuil de pauvreté, il parait nécessaire de faire évoluer avec eux leurs projets personnels en leur redonnant confiance en eux, en stimulant le goût et l'envie d'apprendre, et en les aidant à renforcer ou renouer le dialogue avec les adultes.

Les objectifs généraux consistent à :

Inviter les bons élèves à oser l'excellence et à la conjuguer avec l'engagement solidaire, en vue de prise de responsabilités professionnelles sociales et citoyennes;
Favoriser un projet citoyen-solidaire, dans lequel éducation, culture et employabilité constituent l'objet social;
Mettre en appétence des jeunes issus de quartiers sensibles, rencontrant des difficultés scolaires, ou au contraire, renforcer des jeunes parcourant un chemin d'excellence. D'autant que ces jeunes et leurs familles sont demandeurs d'accompagnement pour gagner en compétence, en lien social et exercer des responsabilités dans la société.
Accompagner ces jeunes jusqu'à l'autonomie et la réussite sans se substituer à l'école, ni à la famille est le fil conducteur de nos actions.

Matériellement, il s'agit de créer :
-un accompagnement pédagogique et éducatif individualisé pour tous les lycéens hors du temps scolaire,
-un coaching des élèves,
-des entraînements aux examens,
-une ouverture sur le monde avec des sorties non conventionnelles par rapport aux habitus (théâtre, opéra, etc…).

Description :
Le lycée Villon est le seul établissement sensible de Paris. Il développe un accompagnement éducatif et hors temps scolaire pour favoriser l'accrochage scolaire, la prestation est assurée par l'association AJE.

Les actions sont basées sur une pédagogie participative adaptée à chacun autour d'une cohésion sociale dynamique et enrichissante, en promouvant l'engagement solidaire et citoyen auprès des jeunes et avec eux. Les actions se déclinent ainsi :

-Accompagnement d'une scolarité responsable, vecteur de projets et d'autonomie;
-Accompagnement à la réussite sociale et éducative des lycéens;
-Médiation scolaire pour lycéens mis à pied ou en voie de déscolarisation;
-Actions ciblés selon les trois groupes :
- lycéens ayant besoin d'une remédiation scolaire
- lycéens aspirant à l'excellence.
- lycéens sportifs de haut niveau.
-Planning hebdomadaire de présence au sein du Lycée François Villon :
-9h d'accompagnement scolaire,
-2h d'AP « Accompagnement Personnalisé », dispositif qui concerne les élèves de secondes, encadrés par des professeurs volontaires, auxquels est adjointe l'équipe de l'AJE Paris.
-2h de « Coup de pouce » qui concerne les élèves les plus en retard en histoire-géographie, français et en mathématiques, toutes les classes de seconde étant concernées. La sélection se fait par les professeurs qui recrutent les élèves fragiles.

-Ateliers d'expression orale au cours de laquelle les lycéens (seconde, première et terminale) du lycée François Villon viennent s'exercer à l'oralité, asseoir la maîtrise de la langue, les capacités d'analyse et d'interprétation des textes, la culture littéraire, les facultés d'invention ou d'argumentation.
-Créneaux horaires pendant lesquels on invite les jeunes à oser, à maitriser le stress et à gérer le temps.
-Des ateliers d'expression orale et des représentations théâtrales, moyens mis en œuvre afin de développer la confiance, l'estime de soi et les compétences essentielles de communication. Libérer la créativité et l'expression d'un jeune à travers le théâtre est l'une des clés d'un développement éducatif sain.

Moyens mis en œuvre :
Les moyens de l'association partenaire du projet :

Sur le plan humain, sont dédiés pour le 14e et essentiellement au sein du lycée François Villon:
3 permanents (dont 1 adulte relais et 1 emploi d'avenir)
1 service civique
16 intervenants bénévoles, professeurs, cadres d'entreprises, jeunes professionnels, retraités.
10 intervenants juniors, lycéens et étudiants (16-30 ans).
8 lycéens de Stanislas dans le cadre d'un Programme les invitant à l'engagement solidaire.

Réfléchissent au bon fonctionnement et sont disponibles à intervenir quand les besoins se font ressentir :
4 permanents (dont 1 adulte relais et 1 emploi d'avenir)
9 membres permanents siègent au comité de pilotage du 14e.
2 services civiques,
103 membres de l'Association.
28 membres du Conseil des jeunes. Ces 16-30 ans particulièrement présents, actifs et attentifs au fonctionnement de l'Association,
Les membres du Conseil des jeunes se réunissent 10 fois par an pour partager leur expérience et monter des projets. Ils ont élu Elias Kolli président et donc administrateur représentant les jeunes au CA, avec droit de vote.
12 membres du Conseil d'administration.

Les moyens du lycée FRANCOIS VILLON :

Une grande salle dédiée AJE-PARIS pour l'accueil et faisant office d'espace de travail avec un ordinateur de bureau relié à internet.
3 salles de classes d'accompagnement à la scolarité.
1 ordinateur permettant aux 3 permanents l'accès à internet.

Public(s) cible(s) :
Dans un contexte de mixité tant des genres que culturelle ou sociale, les actions sont tournées vers des jeunes de territoires politiques de la Ville qui s'engagent à fréquenter l'AJE par prescription pédagogique ou par volonté personnelle pour un temps, tout en choisissant de devenir responsables, compétents, attentifs et co-auteurs.

C'est dans cette esprit qu'au Lycée François Villon l'AJE s'est mise à disposition des lycéens.

Aujourd'hui, elle accompagne plus de 100 élèves sur un effectif de 360 lycéens parmi lesquels nous avons :
- des lycéens ayant besoin d'une remédiation scolaire.
- des lycéens aspirant à l'excellence.
- des lycéens décrocheurs passifs ou et actifs
- des lycéens sportifs de haut niveau.

Parmi les lycéens accompagnés, 20% d'entre eux fréquentent l'AJE sur proposition faites aux jeunes au cours des délibérations trimestrielles des Conseils de classe.

Localisation géographique :
- LYP FRANCOIS VILLON (PARIS 14)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant AJE PARIS 657h - aide personnalisée, coup de pouce, accompagnement sorties culturelles	22 927,00	100,00%
Total	22 927,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	6 570,00	28,66%
Financement Association Jeunesse Education PARIS	16 357,00	71,34%
Total	22 927,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 570,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 350,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	8 811,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 310,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	232 284,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	55 776,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 117,00 €
2014	Travaux de maintenance	209 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 300,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	6 994,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 441,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	126 070,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	523,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 921,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	20 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	231 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 569,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 670,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 441,00 €

2016	Dotation globale de fonctionnement	100 907,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 672,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 993,00 €
2016	Travaux de maintenance	142 500,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	757,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	7 362,00 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	10,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	88 840,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	55 953,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 132,00 €
2017	Travaux de maintenance	355 702,00 €
	Montant total	1 475 534,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020642

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LGT WOLFGANG AMADEUS MOZART LE BLANC MESNIL 93 - PROJET 48 - PROJET NOUVEL ELAN CLASSE NOUVELLES CHANCES - RESCOLARISATION - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	9 870,00 €	85,12 %	8 401,00 €
	Montant Total de la subvention		8 401,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT WOLFGANG AMADEUS MOZART LE BLANC MESNIL
Adresse administrative : 10 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 93150 LE BLANC MESNIL
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Frédéric BROUZES, Proviseur

N° SIRET : 19932034200017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Nouvel Élan est un dispositif académique Nouvelles Chances destiné à rescolariser tout au long de l'année scolaire des jeunes lycéens décrocheurs de seconde générale.
La structure accueille un public d'élèves de 16 à 18 ans ayant décroché ou en voie de décrochage de la classe de seconde du lycée général, venant de l'ensemble du département de la Seine-Saint-Denis. D'une capacité d'accueil de quinze places, elle admet les élèves de septembre à février. Grâce à une structure, un accueil et une pédagogie adaptés, elle permet au jeune de s'inscrire à nouveau dans une dynamique de formation générale, technologique, ou professionnelle.

Description :
Le projet 2017 - 2018 est identique dans sa spécificité pédagogique à celui de l'année 2016-2017.

Quatre axes de travail répondent aux besoins de ce public spécifique : un accueil personnalisé ; le bien-être ; une pédagogie de la réussite ; la prévention du redécrochage.

L'accueil est formalisé en huit étapes échelonnées dans le temps (trois semaines) et engage l'ensemble des professionnels concernés par la scolarité de l'élève (équipe éducative élargie aux personnels médico-sociaux et d'orientation).
Le bien-être est au cœur du dispositif : heures inscrites dans l'emploi du temps, attention et souci, quotidiens aux élèves. L'objectif étant la remobilisation à la scolarité. Trois axes de travail organisent ces heures : réparer ; sécuriser ; donner du sens.
La pédagogie de la réussite vise à ce que les jeunes trouvent ou retrouvent une posture d'élève. Elle consiste à travailler l'autonomie. Pour cela nous avons adopté une démarche qui donne du temps au raccrochage, en s'adaptant au rythme de l'élève. Par ailleurs l'ensemble de l'équipe est engagé à travers trois ateliers transdisciplinaires, dans une pédagogie qui fait en sorte que l'élève agisse sur ce qu'il apprend. La pédagogie privilégie le but d'apprentissage, dans le cadre des enseignements par discipline. Ces démarches pédagogiques impliquent le choix de l'évaluation par compétences et de la co-évaluation.
La prévention du redécrochage se déroule en deux étapes : un grand oral de fin d'année afin de préparer, dans les meilleures conditions possibles, le retour des élèves dans le système éducatif banal et six ateliers remobilisateurs durant le premier semestre de l'année qui suit Nouvel Élan afin d'étayer le raccrochage. [C. F. le projet de la structure joint]

Moyens mis en œuvre :
Concernant l'aspect "pédagogie de la réussite", ancrant le dispositif dans son identité artistique et culturelle, l'atelier de pratiques artistiques est reconduit avec des interventions d'artistes : un partenariat est enclenché avec le théâtre de la ville de Blanc-Mesnil pour les arts vivants.

Les élèves vont ainsi vivre une semaine d'immersion dans la pratique théâtrale et assisteront à des spectacles ; il est également souhaité de mener une classe à PAC avec le centre de création musicale "La Muse en Circuit" pour les arts du son. Si la classe à PAC n'est pas acceptée, le travail engagé avec l'association Cadenza sera poursuivi pour élaborer un "pilote audio de série". Par ailleurs, l'atelier cultures américaines est reconduit à l'identique.

L’autre axe de notre action, « le bien-être », s'articule sur les heures de remobilisation. Le raccrochage dans l'école n'est possible qu'après que les jeunes aient retrouvé l'estime d'eux-mêmes. Pour ce faire, l'accent est mis sur les dimensions collective et individuelle. C'est pourquoi la traditionnelle journée d'intégration est à nouveau programmée ainsi que la journée de fin de projet.
Le projet prévoirt de reconstruire le partenariat avec le Centre Municipal de Santé. Les actions avec Tête-à-Tête (Mission Métropolitaine de Prévention des conduites à risque) sont reconduites.
Pour accompagner le "retour" et étayer le raccrochage des élèves l'année qui suit Nouvel Élan, il est demandé le maintien du financement des sept ateliers, de 2h00 chacun, pour préparer le grand oral et pour soutenir la remobilisation. Il s'agit d'ateliers de "prise de parole en public" et de relaxation menés par comédiens et danseurs des compagnies Les Orpailleurs et Le Talweg.

Public(s) cible(s) :
Lycéens décrocheurs du département de la Seine-Saint-Denis, de niveau seconde générale, ayant entre 16 et 18 ans.

Localisation géographique :
- LYP WOLFGANG AMADEUS MOZART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Théatre du Blanc Mesnil	2 000,00	20,26%
Intervenant Les Orpailleurs - Prise de parole	450,00	4,56%
Intervenant Atelier Yoga	600,00	6,08%
Intervenant Muse en circuit - Atelier son	800,00	8,11%
Consommables informatiques, pédagogiques, administratifs	1 270,00	12,87%
Sorties pédagogiques	1 400,00	14,18%
Journée d'intégration	750,00	7,60%
Journée de desétayage	600,00	6,08%
Participation activités du réseau INEPS	1 500,00	15,20%
Frais transports, déplacements	500,00	5,07%
Total	9 870,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017-2018	8 401,00	85,12%
Reliquats 2016-2017	1 469,00	14,88%
Total	9 870,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 401,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 975,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	25 958,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	157 668,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	49 077,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 920,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	10 616,38 €
2014	Travaux de maintenance	120 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	19 255,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	36 394,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	155 286,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 763,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 330,00 €

2015	Projet-Réussite pour tous	9 675,00 €
2015	Travaux de maintenance	123 250,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 975,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	12 172,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 500,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	126 199,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 778,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	10 830,00 €
2016	Travaux de maintenance	145 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 735,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 662,20 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	131 285,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 271,00 €
2017	Travaux de maintenance	85 000,00 €
	Montant total	1 168 641,58 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020643

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LGT JEAN RENOIR BONDY (93) - PROJET 532 - POLE BILAN POSITIONNEMENT 2 LYCÉES DISTRICT 7 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 250,00 €	100,00 %	2 250,00 €
	Montant Total de la subvention		2 250,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT JEAN RENOIR BONDY
Adresse administrative : 11 RUE FREMIN BP 133
93140 BONDY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Saïd YACOUB, Proviseur

N° SIRET : 19930118500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Rendre acteur les jeunes dans la construction de leur projet et la recherche de solutions :

Concrétiser un projet adapté
Mobiliser et développer les compétences de communication
Connaître les différents dispositifs de formation
Connaitre les ressources locales
Reprendre un parcours de formation ou d'insertion
Se mobiliser autour d'un projet commun
Créer un groupe classe
Travailler différemment les compétences orales et écrites

Description :
Objectifs de l'action :

Mettre en œuvre un parcours d'insertion professionnelle prenant en compte les contraintes et les opportunités du marché du travail et de la formation professionnelle au sein ou en dehors du système éducatif.
Mieux appréhender les outils et méthodes de recherche d'emploi adaptés au projet professionnel et à l'organisation d'un plan de prospection active.
Optimiser les connaissances du monde de l'entreprise, de l'emploi et des réseaux œuvrant dans le domaine de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes.
Bénéficier d'un suivi adapté à la situation individuelle des jeunes afin de prévenir l'isolement.

La phase d'accueil

Information (s) collective (s) :
-Accueil des élèves et information sur les différentes possibilités de formation, d'insertion et de re-scolarisation au sein du système éducatif.
-Information sur les objectifs du Pôle Bilan Positionnement, sa durée et les poursuites de parcours possibles à l'issue de ce pôle.
-lister et demander les documents nécessaires à l'intégration de ce pôle
-distribuer les premiers RDV individuels aux jeunes souhaitant intégrer le Pôle

Entretiens individuels :
-vérifier que l'élève a bien perçu les informations données en collectif
-Faire le point sur la situation scolaire et personnelle de l'élève : discussion autour des choix d'orientation et du projet personnel.

Pôle Bilan Positionnement

Contenu de l'action : 18 heures par semaine en séances collectives et individuelles

Le module élaboration de projet (3 heures semaine) :

Atelier connaissance de soi (Questionnement sur sa propre histoire (sa vie au quotidien) / son parcours scolaire/ ses goûts / ses aptitudes; travailler l'image et la confiance en soi; acquérir de l'autonomie et de l'assurance; réfléchir à ses priorités dans la vie)
Atelier connaissance des métiers (Apprendre à connaître les métiers; apprendre à rechercher des informations sur un métier)

Public(s) cible(s) :
Élèves sans solution en septembre nécessitant un accompagnement dans l'élaboration de projet et la recherche de solution.
Élèves de plus de 16 ans repérés via l'application Parcours en Ligne

Localisation géographique :
- LYP HENRI SELLIER

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur Dyptique théâtre 15h comédien lycée Renoir	1 125,00	50,00%
Intervenant extérieur Dyptique théâtre 15h comédien lycée Sellier	1 125,00	50,00%
Total	2 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région 2017-2018	2 250,00	100,00%
Total	2 250,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 250,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 892,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	38 344,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 441,00 €
2014	Budget participatif des lycées	70 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	301 115,00 €
2014	Ecolycées franciliens	2 000,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	25 278,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 274,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	6 175,00 €
2014	Travaux de maintenance	224 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 358,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	61 100,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	2 800,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	262 646,00 €
2015	Ecolycées franciliens	3 500,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	11 955,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 711,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	17 965,00 €
2015	Travaux de maintenance	193 500,00 €

2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 100,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	42 718,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	4 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	225 124,00 €
2016	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 968,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 711,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	14 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	494 582,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 430,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	11 392,20 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	217 915,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	14 664,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 486,00 €
2017	Travaux de maintenance	80 000,00 €
	Montant total	2 133 642,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020644

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO LYC METIER JEAN MACE VITRY SUR SEINE (94) PROJET N°496 - POLE BILAN POSITIONNEMENT - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 088,00 €	100,00 %	1 088,00 €
		Montant Total de la subvention	1 088,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER JEAN MACE VITRY SUR SEINE
Adresse administrative : 34 RUE JULES FERRY
94407 VITRY SUR SEINE CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Virginie SCHACHTEL, Proviseure

N° SIRET : 19940129000010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 10 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Rendre acteur les jeunes dans la construction de leur projet et la recherche de solutions :
Concrétiser un projet adapté
Mobiliser et développer les compétences de communication
Connaître les différents dispositifs de formation
Connaitre les ressources locales
Reprendre un parcours de formation ou d'insertion.

Description :
L'action concerna la prise en charge d'élèves sans solution d'insertion scolaire et/ou professionnel et permet d'éviter l'errance et les risques de désocialisation et de marginalisation.

Information collective :
-présentation de l'action aux élèves et aux familles (objectifs, déroulement, durée, poursuite de parcours possibles…) ;
-planification des premiers rendez-vous individuel.

Entretiens individuels menés par les référents de l'élève :
- vérification de l'assimilation des objectifs de l'action.

Regroupement des jeunes en fonction des besoins et entretiens individuels :
- module d'élaboration de projet et recherche de solutions,
- modules complémentaires (technique de recherche emploi, maintien de la posture et des compétences scolaires…).

Bilan avec le jeune et ses parents.

Moyens mis en œuvre :
•Coordonnateur-trice MLDS et référent-e d'action MLDS
•Personnels internes à l'éducation nationale
•Intervenant-es externes à l'éducation nationale ou prestataires
•Tuteur/référent élève pour entretiens

Public(s) cible(s) :
20 élèves sans solution à la rentrée scolaire nécessitant un accompagnement dans l'élaboration du projet personnel et de formation et la recherche de solutions.

Localisation géographique :
- LYT JEAN MACE (VITRY/SEINE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant psychopédagogue séances 12h*68€	816,00	75,00%
Intervenant psychopédagogue restitution 8h*34	272,00	25,00%
Total	1 088,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régional 2017/2018	1 088,00	100,00%
Total	1 088,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 088,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 787,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	21 102,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 329,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 400,00 €
2014	Centre de ressources - CERGE	10 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	453 371,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	79 536,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	51 600,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	56 097,00 €
2014	Travaux de maintenance	6 400,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 478,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	75 453,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	14 122,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 000,00 €
2015	Centre de ressources - CERGE	10 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	445 655,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	111 290,26 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	60 350,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	56 758,00 €
2015	Travaux de maintenance	97 920,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	19 388,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	90 230,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	21 915,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	3 600,00 €
2016	Centre de ressources - CERGE	10 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	343 507,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	10 060,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 270,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	13 220,00 €

2016	Projet-Réussite pour tous	58 360,00 €
2016	Travaux de maintenance	74 488,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 731,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	11 213,70 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	18 398,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	350 621,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	70 956,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	38 533,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	41 319,00 €
2017	Travaux de maintenance	6 725,00 €
	Montant total	2 335 111,96 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020646

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO LYC METIER FLORA TRISTAN MONTEREAU FAULT YONNE - PROJET N°10 - STRUCTURE D'AIDE ET DE SUIVI - AIDE A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 765,00 €	76,22 %	3 632,00 €
	Montant Total de la subvention		3 632,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER FLORA TRISTAN MONTEREAU FAULT YONNE
Adresse administrative : 12 AVENUE DU 8 MAI 1945 77130 MONTEREAU FAULT YONNE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Myriam ERIPRET, Proviseure

N° SIRET : 19772312500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 28 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Dépassement de soi : les élèves sont confrontés à de nouvelles activités physiques, à un environnement méconnu ainsi qu'à une nouvelle classe et surtout une nouvelle vie de lycéen avec certaines difficultés à surmonter : stress, découverte de l'inconnu, se situer dans un groupe, accepter l'autre etc…

- Apprendre à mieux se connaître : dépasser ses propres limites et ne pas renoncer à la première difficulté.

- Développer des stratégies d'entraide et de solidarité pour favoriser la réussite : surmonter les difficultés à plusieurs : entre camarades de classe ou à l'aide de tutorat (élèves de terminales).

- Créer un groupe classe : apprendre à se connaître par le biais d'activités physiques, ludiques (jeu de société) en soirée entre élèves et avec les professeurs.

- Favoriser les apprentissages : les conflits socio-cognitifs par petits groupes favorisent l'apprentissage du fait de la participation de chacun et d'avoir un objectif commun.

- Eviter le décrochage scolaire et avoir un projet de formation : la communication et la connaissance des élèves sont facilités lors de ces 2 journées. L'élève connaît ses référents : les profs. Un dialogue « hors contexte purement scolaire » s'instaure et avec une certaine confiance. L'élève voit le prof comme une aide dans son cursus scolaire et non comme une sanction…

Description :
L'action se déroule sur deux jours dans une base de loisirs et s'adresse à des élèves pour lesquels il est nécessaire de réaffirmer et mettre en pratique des règles de vie en collectivité. Ces élèves sont pour la plupart en situation d'échec scolaire.
Les élèves sont encadrés par des professeurs référents de la classe et des animateurs diplômés d'état dans chaque activité sportive. Chaque professeur suit un même groupe sur une activité puis change de groupe au cours de ces 2 journées. Les élèves apprennent à connaître l'ensemble de leurs profs et vice versa. Certains problèmes de comportement, de socialisation, d'apprentissage ou autre sont décelés et permettent de faire un bilan.
Bilan du ressenti des élèves et des soucis rencontrés à chaque moment de pose : à chaque rotation des groupes, repas du midi et en fin de la journée.
Ces activités de pleine nature demandent de la concentration, le respect des consignes, le surpassement de soi et l'entraide.

L'objectif est d'éviter le décrochage scolaire et avoir un projet de formation : la communication et la connaissance des élèves sont facilitées lors de ces 2 journées. L'élève connaît ses référents : les profs. Un dialogue « hors contexte purement scolaire » s'instaure et avec une certaine confiance. L'élève voit le prof comme une aide dans son cursus scolaire et non comme une sanction…

Les élèves apprennent à mieux se connaître en dépassant leurs propres limites et ne pas renoncer à la première difficulté.

Ils développent des stratégies d'entraide et de solidarité pour favoriser la réussite : surmonter les difficultés à plusieurs : entre camarades de classe ou à l'aide de tutorat (élèves de terminales).

La création d'un groupe classe, les élèves apprennent à se connaître par le biais d'activités physiques, ludiques (jeu de société) en soirée entre élèves et avec les professeurs.

Moyens mis en œuvre :
4 professeurs et des animateurs sportifs
Les professeurs encadrent et participent avec les élèves à toutes les activités sur les 2 jours. Ceci favorise la communication profs/élèves. Les profs échangent des moments en commun avec les élèves tels que le goûter, les activités du soir (jeu de société), bilan de la journée.

Des animateurs sportifs diplômés d'état qui participent à l'apprentissage des activités physiques aux élèves.

Une concertation est réalisée avec les éducateurs sportifs sur le comportement de nos élèves ainsi qu'avec l'ensemble du personnel de la base : agents d'entretien, agent de cantine et le directeur.

L'hébergement a lieu à la base de loisirs de Buthiers pour des activités de pleine nature dans un environnement naturel et méconnu.

Public(s) cible(s) :
30 à 35 élèves : classe de Seconde CAP (élèves issus de SEGPA) et des élèves de terminales de la même filière qui ont un rôle de tutorat.

Localisation géographique :

- LYP FLORA TRISTAN (MONTEREAU)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Intervenant de Base de loisir de Buthiers	4 240,00	88,98%	Subvention régionale 2017/2018	3 632,00	76,22%
Frais de transport	525,00	11,02%	Reliquat	1 133,00	23,78%
Total	4 765,00	100,00%	Total	4 765,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 632,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 011,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	14 242,00 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	10 946,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	169 500,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 754,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	11 570,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	10 558,60 €
2014	Travaux de maintenance	22 300,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 692,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	32 184,00 €

2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	7 964,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	164 383,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	28 492,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	11 570,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	14 957,30 €
2015	Travaux de maintenance	151 200,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 805,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	42 444,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	131 209,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	13 456,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	9 831,00 €
2016	Travaux de maintenance	20 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 194,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	7 656,90 €
2017	Développement des parcours européens des lycées professionnels	1 704,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	133 868,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	11 884,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 297,00 €
2017	Travaux de maintenance	1 500,00 €
	Montant total	888 257,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020647

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO LYC METIER ETIENNE BEZOUT NEMOURS (77) - PROJET 539 - POLE BILAN POSITIONNEMENT - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 200,00 €	100,00 %	1 200,00 €
	Montant Total de la subvention		1 200,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER ETIENNE BEZOUT NEMOURS
Adresse administrative : 31 AVENUE ETIENNE DAILLY
77140 NEMOURS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Claude COULON, Proviseur

N° SIRET : 19770940500017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Maintenir ou recréer le lien avec l'école et trouver une solution de formation ou d'insertion pour des jeunes « sans solution » à la rentrée de septembre : telle est l'ambition du Pôle Bilan Positionnement.
Rendre acteur de leur projet, les jeunes sans solution et rechercher une poursuite de parcours adapté à chacun :
- concrétiser un projet adapté
- mobiliser les techniques de communication
- connaître les différents dispositifs de formation
- connaître les ressources locales
- reprendre un parcours de formation
- se fédérer autour d'un projet commun
- mobiliser ses savoir-être et savoir-faire lors de situation précise""

Information collective :
- accueil des élèves et information sur les différentes possibilités de formation, d'insertion et de re-scolarisation au sein du système éducatif.
- information sur les objectifs, déroulement et finalité du Pôle Bilan Positionnement,
- présentation du contrat d'engagement
- planification des premiers rdv individuels.

Description :
Cette action permet de construire et rechercher une poursuite de parcours adapté à chacun, avec le jeune puisqu'il est totalement acteur dans cette démarche.
Contactés dès la fin des procédures d'affectation, un entretien de situation permet de les diriger vers ce dispositif qu'ils intègrent peu après la rentrée scolaire, à partir du 15 septembre, évitant une situation de rupture et redonnant un statut scolaire.
Il s'inscrit dans la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire, est porté par un établissement clairement identifié d'un réseau FOQUALE, piloté par le coordonnateur-conseil et animé par des personnels éducatifs internes à l'Education Nationale (enseignants volontaires, COP, CPE) et/ou des intervenants externes ou prestataires.

Il est nécessaire de proposer un accompagnement à ces jeunes non affectés dés la rentrée scolaire afin de ne pas les laisser dans une errance et un isolement menant à une rupture de liens sociaux.

Moyens mis en œuvre :
Le pôle est implanté dans un lycée du district 12 mais les modules ont lieu dans deux autres établissements ainsi qu'au CIO de Avon.
Il est organisé sous forme modulaire :
- un module élaboration de projet SEP,
- des modules de positionnement sur la plan scolaire assurés par des enseignants,
- des modules d'aide à l'orientation assurés par des COPsy au Cio,
- un module de recherche de solutions avec une visite au forum avenir jeunes à la Villette.

Entretiens individuels menés par les référents de l'élève :
- vérification de l'assimilation des objectifs de l'action,
- signature du contrat d'engagement.

Mises en place de modules selon les besoins :
- module d'élaboration de projet,
- module découverte tissu social, institutionnel et économique local pour développer les ressources personnelles.

Public(s) cible(s) :
25 jeunes de plus de 16 ans domiciliés sur le district scolaire de Fontainebleau, repérés dans le cadre de la FOQUALE et ayant bénéficié d'un entretien de situation via le CIO ou la Mission locale et en recherche d'un accompagnement.

Localisation géographique :
- LYP ETIENNE BEZOUT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant formation d'accompagnement 24h*45€	1 080,00	36,00%
Frais sorties Paris Salon Jeunes Avenir	120,00	4,00%
HSE 50h*36€	1 800,00	60,00%
Total	3 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	1 200,00	40,00%
HSE	1 800,00	60,00%
Total	3 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 177,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	35 872,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 264,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	216 561,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	7 729,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 239,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	9 567,40 €
2014	Travaux de maintenance	261 300,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	19 539,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	51 726,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 092,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	3 348,55 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	208 152,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	22 259,80 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 001,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	5 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	10 451,60 €
2015	Travaux de maintenance	67 100,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 265,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	75 247,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 385,00 €

2016	Dotation globale de fonctionnement	153 444,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	65 149,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 236,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	11 611,00 €
2016	Travaux de maintenance	322 100,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	17 230,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	14 747,90 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 930,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	153 983,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 197,00 €
2017	Travaux de maintenance	5 100,00 €
	Montant total	1 640 910,25 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020648

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LGT ALFRED KASTLER CERGY (95) - PROJET N°366 - MICRO LYCEE DU VAL D'OISE - MICRO LYCEE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	45 000,00 €	77,78 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT ALFRED KASTLER CERGY
Adresse administrative : 26 AVENUE DE LA PALETTE
95000 CERGY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Odile MOUTAUX, Proviseure

N° SIRET : 19951399500019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 16 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Resocialisation et Rescolarisation des élèves décrochés.
Accompagnement jusqu'au baccalauréat général L ou ES et technologique STMG dans une finalité de poursuites d'études supérieures
Valorisation de la structure par des invitations de visiteurs internes (IA IPR, collègues et stagiaires) et externes à l'Education Nationale (Presse, parents, associations,...)

Description :
Le raccrochage scolaire des jeunes peut s'étaler sur une période de 1 à 3 ans. Les jeunes sont scolarisés en classe de Première ou Terminale (L, ES ou STMG) selon leurs choix et leurs possibilités.
Ils sont suivis activement par un professeur référent qui les accompagne dans leurs choix et dans la résolution de leurs difficultés économiques, sociales et médicales. Le professeur référent prend appui lorsque cela est possible sur les parents, mais aussi sur les différents partenaires administratifs, sociaux

et médicaux.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains:
- trois professeurs coordonnateurs ayant chacun une décharge partielle de service
- des professeurs référents, chaque référent ayant quatre élèves "référés"
- deux heures de concertation hebdomadaire pour l'ensemble de l'équipe pédagogique

Moyens financiers:
- subvention de la Région pour financer l'accompagnement des élèves (journées d'intégration, séminaire de révisions, suivi psychologique par un spécialiste, ateliers théâtre en français, en anglais, sorties culturelles, intervenants extérieurs,...)

Public(s) cible(s) :
Jeunes de 17 à 24 ans déscolarisés depuis plus de six mois et sans diplôme. Jeunes ayant au moins dans le passé débuté une seconde générale et technologique.
Jeunes souhaitant poursuivre leurs études après l'obtention du baccalauréat.

Localisation géographique :
- LYP ALFRED KASTLER (CERGY)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant 40h*80€*85 élèves	3 200,00	7,11%
Petits déjeuners élèves/réceptions des parents/portes ouvertes/remise diplômes	3 500,00	7,78%
Journée d'intégration/semaine de révisions /ateliers ouverture culturelle	14 000,00	31,11%
Equipements et fournitures pédagogiques	7 500,00	16,67%
Téléphone/affranchissement	1 500,00	3,33%
Fonds social (cantine et transport)	4 500,00	10,00%
Ligue de l'enseignement	2 200,00	4,89%
Suivi psychologique Hôpital et intervenant extérieur	8 600,00	19,11%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale demandée 2017/2018	35 000,00	77,78%
Agglomération Cergy Pontoise	10 000,00	22,22%
Total	45 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	35 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 680,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	44 541,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	195 527,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	30 462,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 238,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	25 700,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	66 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	77 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 024,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	53 710,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 429,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	160 603,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	9 071,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 532,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	110 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	41 400,00 €
2015	Travaux de maintenance	20 000,00 €

2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 880,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	4 612,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	20 400,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 310,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	18 110,22 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 500,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	123 889,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	24 240,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 404,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	40 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	35 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	14 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 005,00 €
2017	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	173,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	10 392,60 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 309,00 €
2017	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	2 044,89 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	115 135,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 534,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	45 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	25 000,00 €
	Montant total	1 151 022,71 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020649

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LP SAMUEL CHAMPLAIN CHENNEVIERES-SUR-MARNE (94) - PROJET N°410 - ACCOMPAGNEMENT POUR UNE REORIENTATION CHOISIE "DARC" - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 900,00 €	100,00 %	4 900,00 €
	Montant Total de la subvention		4 900,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP SAMUEL CHAMPLAIN CHENNEVIERES-SUR-MARNE
Adresse administrative : 61 RUE DES BORDES
94430 CHENNEVIERES SUR MARNE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Jean-Luc HERAUD, Proviseur

N° SIRET : 19941604100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 11 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Prévenir le décrochage scolaire en évitant une sortie sans qualification des jeunes en voie de déscolarisation.
Accompagner chaque élève afin de retravailler son projet professionnel dans le but d'une réorientation, cette fois-ci choisie.
Aider les jeunes à retrouver une estime de soi, une envie et un plaisir d'apprendre.

Description :
L'action du Dispositif d'Accompagnement pour une Réorientation Choisie (DARC) se déroule sur six semaines de cours sont prévues avec la possibilité d'une session complémentaire en fonction de la demande.

Les élèves identifiés par les professeurs sont signalés à la référente et aus CPE en charge de la classe qui étudieront la pertinence de son intégration au dispositif (la validation reste sous l'autorité de la Proviseure Adjointe).
Elève dont l'orientation n'a pas été choisie et donc subie, ou une orienation choisie qui s'est avérée non concluante au bout de quelques semaines de scolarité. En les aidant à découvrir les métiers à travers les mini-stages et/ou stages professionnels, ils pourront redevenir acteurs de leur scolarité et réinvestir leur projet professionnel. Cette action pourra ainsi les aider concrètement à trouver les stages, employeurs, CFA etc… et les sortir d'une situation d'échec.

Un contrat est signé entre l'élève et sa famille d'une part, et l'établissement de l'autre part.

L'élève intègre le dispositif muni d'un livret de suivi et de compétences. La famille pourra le consulter à souhait.

Un planning est réalisé et communiqué aux élèves indiquant ainsi tous les modules mis en place pour chaque semaine.

Les intervenants sont appelés à travailler certes avec les élèves mais aussi à constituer in fine un portefeuille d'entreprises avec lesquelles nous pourrons travailler en partenariat.

Modules de formation et contenu :
Un atelier « Construction du parcours de vie pour construire son parcours scolaire »
Un module d'élaboration de projet : Techniques de recherche de stage, Elaboration de CV, Lettre de motivation, e-mail…, accompagnement individuel, mise en place des mini-stages, visites des CFA, salon, ….
Un module de remise à niveau (mathématiques, français, anglais).
Un atelier de sophrologie
Des stages en entreprise : découvrir un métier et consolider son projet d'orientation.

Moyens mis en œuvre :
Atelier « Construction du parcours de vie pour construire son parcours scolaire »
Cet atelier a pour objectif est de faire évoluer la vision négative que l'élève a de lui-même en travaillant autour de l'idée de Parcours de vie, plus large et plus rassurante que l'image renvoyée par le bulletin scolaire.

Différentes thématiques sont abordées :
Travail sur les points de vue : « une carte n'est pas le territoire. »
La connaissance de soi : réaliser et se présenter avec une carte heuristique.
La communication non verbale.
La reconnaissance des émotions, positives et négatives, au-delà de tout jugement, est un point de départ essentiel qui permet d'aborder le vécu scolaire de manière sereine.
La stratégie des petits pas.
Les outils pour le suivi des élèves : l'auto-évaluation. L'élève s'auto-évalue initialement et à plusieurs reprises pendant le parcours. Ce qui importe, c'est le sens d'évolution de la note.
Atelier de sophrologie : la pratique de la sophrologie permettra aux élèves de développer leurs compétences et favoriser leur persévérance scolaire. La sophrologie agit positivement sur l'estime de soi, le positionnement et les projections et aide les élèves à stabiliser leur motivation et à persévérer dans leur parcours.

Public(s) cible(s) :
12 élèves de classe de Seconde professionnelle.

Localisation géographique :

- LYP CHAMPLAIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant atelier de sophrologie 10h*70€	700,00	14,29%
Intervenant atelier "construction du parcours de vie" 60h*70€	4 200,00	85,71%
Total	4 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	4 900,00	100,00%
Total	4 900,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 900,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 952,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 220,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	20 043,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 171,04 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	5 663,28 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	187 513,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	14 600,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 400,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 664,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	21 916,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	20 174,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	186 517,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	24 900,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	32 600,00 €

2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 868,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	25 051,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	19 912,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 300,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	176 518,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	54 331,56 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	3 480,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 428,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 013,80 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	20 064,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	167 582,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 100,00 €
	Montant total	901 468,68 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020651

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO LAVOISIER PORCHEVILLE (78) - PROJET N°480 - MAITRISE DE LA LANGUE ET PREPARATION AU DELF - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	21 670,00 €	78,45 %	17 000,00 €
	Montant Total de la subvention		17 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LAVOISIER PORCHEVILLE
Adresse administrative : 44-60 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE
78440 PORCHEVILLE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Pierre FRTEDLING, Proviseur

N° SIRET : 19781948500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 11 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
SOUTIEN LINGUISTIQUE: prévenir l'absentéisme et le décrochage scolaire des élèves notamment allophones dans un établissement scolaire ne disposant pas d'une UPE2AA.

SOUTIEN A LA SCOLARITE: Soutien personnel, apprentissage des codes, points écoute pour des élèves ciblés.

VALORISATION DE LA VOIE PRO: Savoir être en entreprise et acquisition des codes professionnels afin de mieux appréhender les PFMP et le monde du travail en général.

ORIENTATION: Promotion du lycée lors des portes ouvertes et dans divers forums des métiers. Découverte des débouchés professionnels possibles pour les élèves.

Description :
SOUTIEN LINGUISTIQUE: étude de la langue avec l'intervention d'enseignants et /ou d'intervenants

extérieurs et sorties culturelles en ile de France.

SOUTIEN A LA SCOLARITE: Aider les élèves à mieux comprendre et appréhender l'environnement dans lequel ils évoluent quotidiennement.

VALORISATION DE LA VOIE PRO: Fournir les clés nécessaires à une bonne intégration dans le monde professionnel et contribuer à leur réussite future.

ORIENTATION: Participation plus active des élèves à la promotion de leur lycée lors des portes ouvertes et présentation des différents projets et filières lors des forums des métiers. Offrir aux élèves de nouvelles perspectives professionnelles par la découverte de possibles débouchés professionnels (visites de sites en IDF, rencontre avec des professionnels de la région invités au lycée).

Moyens mis en œuvre :
SOUTIEN LINGUISTIQUE: collaboration conjointe de plusieurs professionnels de l'enseignement de l'établissement (enseignants, documentalistes, Assistants pédagogiques) et d'élèves volontaires. Les créneaux sont définis par la direction en fonction des besoins et de l'emploi du temps des élèves.

SOUTIEN A LA SCOLARITE: Soutien fourni par des équipes particulière (CPE, COP, Infirmière, intervenant extérieur, enseignants...) en fonction des besoins de l'élève.

VALORISATION DE LA VOIE PRO & ORIENTATION: Collaboration des différentes équipes pédagogiques pendant les heures d'accompagnement personnalisé pour les BAC PRO ou de PPCP pour les CAP par exemple.

Public(s) cible(s) :
SOUTIEN LINGUISTIQUE: élèves allophones et élèves en grande difficulté scolaire.

SOUTIEN A LA SCOLARITE: élèves de l'établissement tous niveaux confondus présentant un besoin, élèves en reprise d'étude après un décrochage par exemple

VALORISATION DE LA VOIE PRO: élèves de l'établissement tous niveaux confondus

ORIENTATION: Tous les élèves de l'établissement sans distinction particulière

Localisation géographique :

- LYP LAVOISIER (PORCHEVILLE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maitrise de la langue/FLS, intervenant extérieur : 40 h*60€, 20 élèves	2 400,00	11,08%
Sorties Ile-de-France	2 000,00	9,23%
Valorisation voie professionnelle, intervenant extérieur : 60 h*67€, 400 élèves	4 020,00	18,55%
Sorties Ile-de-France	2 500,00	11,54%
Orientation/forums métiers	4 500,00	20,77%
Soutien scolarité/codes 40 h*60€, 200 élèves	2 400,00	11,08%
Livres, logiciels spécialisés, journaux	1 850,00	8,54%
Sorties : transports, visites forum	2 000,00	9,23%
Total	21 670,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale demandée 2017/2018	17 000,00	78,45%
Rectorat	2 670,00	12,32%
Lycée	2 000,00	9,23%
Total	21 670,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 740,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	16 873,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	19 519,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	227 890,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	43 645,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	29 353,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	23 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	162 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 203,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	30 383,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	21 877,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	218 012,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	435 468,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	32 983,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	8 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	5 220,00 €
2015	Travaux de maintenance	31 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 779,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	19 852,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	27 379,00 €

2016	Dotation globale de fonctionnement	180 603,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	84 995,87 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	29 400,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	5 368,00 €
2016	Travaux de maintenance	330 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 686,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	13 490,60 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	22 572,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	227 461,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 100,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	34 424,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	90 000,00 €
	Montant total	2 195 976,47 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020653

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LP LYC METIER HECTOR GUIMARD PARIS 19EME (75) N°100 - UNE ORIENTATION CHOISIE - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 946,00 €	94,09 %	2 772,00 €
	Montant Total de la subvention		2 772,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP LYC METIER HECTOR GUIMARD PARIS 19EME
Adresse administrative : 19 RUE CURIAL 75019 PARIS 19EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Christophe LABORDE, Proviseur

N° SIRET : 19750802100015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Contribuer au processus d'orientation en leur transmettant une méthodologie d'orientation professionnelle leur permettant : d'être en posture pro-active quant à leur orientation et à leur poursuite de cursus ; d'élargir la connaissance des élèves des environnements professionnels et des métiers, au delà des métiers du bâtiment, de l'artisanat et du patrimoine bâti ; de poursuivre leur cursus scolaire avec motivation.

Description :
Réunion d'articulation entre le CIEJ et le lycée Hector Guimard de 2 h, à planifier, en juin ou juillet 2017.
Format des 2 ateliers collectifs : 6 séances de 2 h 30, à raison de deux séances par semaine, planifiés sur 3 semaines (40,41 et 42), soit 15 h par atelier collectif.

Jours et horaires de l'atelier collectif : les mardis et jeudis matin de 9h 30 à 12 h
Entretiens individuels de synthèse (1 h par élève après l'atelier collectif), planifiés semaine 45 et 46, les mardi et les jeudi de 9 h à 16 h 30 à raison de 6 entretiens par jour.
Postes informatiques nécessaires pour la dernière séance et dans le cadre des entretiens de synthèse

Lieu : Lycée professionnel Hector Guimard

Moyens mis en œuvre :
Les séances sont animées par le CIEJ (deux conseillers en insertion professionnelle) . Chaque conseiller prendra en charge une moitié de la classe (15 heures par atelier). A la suite de ces ateliers, en novembre 2017, des entretiens individuels seront menés par ces mêmes conseillers, à raison d'une heure par élève.

Public(s) cible(s) :

Les 24 élèves de 3ème Découverte professionnelle qui seront répartis en deux groupes.

Localisation géographique :
- LP HECTOR GUIMARD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CIEJ : ateliers collectifs : 30 h*75€ (15hx2 groupes), 24 élèves (2 groupes de 12)	2 250,00	76,37%
CIEJ : entretiens individuels: 24 h*29€ 24 élèves	696,00	23,63%
Total	2 946,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale demandée 2017/2018	2 772,00	94,09%
Reliquats 2016/2017	174,00	5,91%
Total	2 946,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 772,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 221,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	18 808,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	27 903,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	625,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	5 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	299 634,68 €
2014	Ecolycées franciliens	1 300,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	12 244,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 972,00 €
2014	Olympiades des métiers	2 800,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	36 243,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 862,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	19 475,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	28 296,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	8 875,50 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	298 169,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	20 862,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 138,00 €
2015	Olympiades des métiers	2 800,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	41 770,02 €
2015	Travaux de maintenance	101 159,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 657,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	16 939,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	26 200,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 749,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	223 352,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	54 398,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	29 365,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	85 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	48 238,00 €
2016	Travaux de maintenance	3 352,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 500,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	15 319,00 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	23 610,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	229 622,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 736,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	29 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	38 670,00 €
	Montant total	1 534 229,52 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020654

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LP LYC METIER HECTOR GUIMARD PARIS 19EME (75) N°467 MAÎTRISE DE LA LANGUE FRANÇAISE EN CLASSE D'ACCUEIL - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	5 900,00 €	91,59 %	5 404,00 €
	Montant Total de la subvention		5 404,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP LYC METIER HECTOR GUIMARD PARIS 19EME
Adresse administrative : 19 RUE CURIAL 75019 PARIS 19EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Christophe LABORDE, Proviseur

N° SIRET : 19750802100015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Renforcer la maîtrise de la langue française en classe d'accueil, en développant la confiance en soi par la prise de parole en public, et en favorisant l'ouverture et la pratique culturelle.

Description :
Le lycée Hector Guimard scolarise 24 élèves non francophones en classe d'accueil. Il s'agit de proposer à ces élèves maîtrisant peu la langue française, de s'initier à la pratique théâtrale en atelier. L'accent est mis sur la pratique théâtrale mais également sur les jeux de rôle, du mime et de l'improvisation. Une place est donnée à l'expression corporelle.

Moyens mis en œuvre :
Un intervenant extérieur de la Compagnie Combines et le professeur principal de la classe co-animent ces ateliers. Une restitution publique est prévue dans le lycée à la fin de l'année scolaire.

Public(s) cible(s) :
Les 24 élèves de la classe d'accueil d'élèves non francophones.

Localisation géographique :
- LP HECTOR GUIMARD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Cie Combines : 1 comédienne : 60h x 75€ = 4500 €, 24 élèves	4 500,00	76,27%
Cie COMBINES : Production – frais gestion	450,00	7,63%
Cie Combines : costumes – accessoires	446,00	7,56%
Le 104 : 3 spectacles	504,00	8,54%
Total	5 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale demandée 2017/2018	5 404,00	91,59%
Reliquats 2016/17	496,00	8,41%
Total	5 900,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 404,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 221,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	18 808,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	27 903,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	625,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	5 000,00 €

	(CR46-14)	
2014	Dotation globale de fonctionnement	299 634,68 €
2014	Ecolycées franciliens	1 300,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	12 244,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 972,00 €
2014	Olympiades des métiers	2 800,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	36 243,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 862,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	19 475,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	28 296,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	8 875,50 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	298 169,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	20 862,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 138,00 €
2015	Olympiades des métiers	2 800,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	41 770,02 €
2015	Travaux de maintenance	101 159,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 657,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	16 939,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	26 200,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 749,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	223 352,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	54 398,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	29 365,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	85 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	48 238,00 €
2016	Travaux de maintenance	3 352,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 500,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	15 319,00 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	23 610,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	229 622,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 736,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	29 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	38 670,00 €
	Montant total	1 534 229,52 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020656

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LP LYC HECTOR GUIMARD PARIS 19EME N°113-REPÉRAGE PRÉCOCE DES CONDUITES À RISQUES, ÉVALUATION DES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR L'ADOLESCENT, INFORMER LES ÉQUIPES - SOUTIEN SCOLARITÉ - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	9 000,00 €	99,17 %	8 925,00 €
	Montant Total de la subvention		8 925,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP LYC METIER HECTOR GUIMARD PARIS 19EME
Adresse administrative : 19 RUE CURIAL 75019 PARIS 19EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Christophe LABORDE, Proviseur

N° SIRET : 19750802100015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il s'agit de lutter contre les conduites à risques et les difficultés psychologiques de nos élèves, des situations qui les conduisent à l'absentéisme et au décrochage scolaire.

Description :
Un grand nombre d'élèves sont diagnostiqués par le service de santé de l'établissement comme étant en souffrance psychologique et/ou repérés par le service de santé, les personnels d'éducation ou les professeurs pour leurs addictions. Dans la majorité des cas, ces élèves risquent le décrochage scolaire et la sortie du système éducatif sans diplôme. Il s'agit dons d'être épaulés dans l'accompagnement de ces élèves par des psychologues de l'association Corde Raide qui assurent un point écoute.
Ce projet est mutualisé par quatre lycées professionnels : Hector Guimard, Marie Laurencin, d'Alembert et Gustave Ferrié.

Moyens mis en œuvre :
Les entretiens individuels sont menés par des psychologues de l'association Corde Raide dans les 4 EPLE qui sollicitent ce dispositif.

Public(s) cible(s) :
Les élèves repérés par les services compétents des 4 EPLE, soit 200 à 400 élèves répartis entre les établissements du dispositif.

Localisation géographique :
- LP HECTOR GUIMARD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Corde Raide : 60 h*37,5€, 4 lycées, 200 élèves	9 000,00	100,00%
Total	9 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale demandée 2017/2018	8 925,00	99,17%
Reliquats 2016/2017	75,00	0,83%
Total	9 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 925,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 221,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	18 808,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	27 903,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	625,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	5 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	299 634,68 €
2014	Ecolycées franciliens	1 300,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	12 244,00 €

2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 972,00 €
2014	Olympiades des métiers	2 800,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	36 243,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 862,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	19 475,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	28 296,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	8 875,50 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	298 169,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	20 862,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 138,00 €
2015	Olympiades des métiers	2 800,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	41 770,02 €
2015	Travaux de maintenance	101 159,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 657,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	16 939,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	26 200,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 749,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	223 352,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	54 398,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	29 365,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	85 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	48 238,00 €
2016	Travaux de maintenance	3 352,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 500,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	15 319,00 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	23 610,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	229 622,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 736,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	29 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	38 670,00 €
	Montant total	1 534 229,52 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020657

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LYP CAMILE PISSARRO PONTOISE (95) - PROJET N°548 - REMOBILISER LES ELEVES DECROCHEURS - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITON DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	8 040,00 €	94,53 %	7 600,00 €
	Montant Total de la subvention		7 600,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LYCEE POLYVALENT CAMILE PISSARRO
Adresse administrative : 1 RUE HENRI MATISSE
95303 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Jean-Paul JOUAN, Proviseur

N° SIRET : 19950649400012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : Remobiliser les élèves décrocheurs à partir d'actions menées par des enseignants de l'établissement, d'un comédien et d'une psychologue

Date prévisionnelle de début de projet : 18 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Travailler sur l'estime de soi avec des élèves dont le rapport à l'école se distend progressivement.
Soutien organisé par des professeurs de l'établissement et reconduction de l'atelier théâtre et du groupe de parole.
Cet atelier théâtre est animé par un comédien de la compagnie WEYLAND et le groupe de parole par une psychothérapeute. Il s'agit de suivre une trentaine d'élèves scolarisés en seconde, première et terminale générales, technologiques et professionnelles.

Description :
Les groupes de paroles ont lieu toutes les semaines pendant 1h50. Les parents sont également reçus et sensibilisés 2 fois dans l'année.
Une semaine de parenthèse est organisée pendant laquelle est proposée une pratique théâtrale en deux temps (2 fois 25h).

Moyens mis en œuvre :
Collaboration avec une compagnie théâtrale (stage théâtre et ateliers d'écritures) et une psychothérapeute (groupe de paroles) en lien étroit avec l'enseignante référent décrochage scolaire.

Public(s) cible(s) :
Elèves absentéistes de seconde, première et terminale générales, technologiques et professionnelles.

Localisation géographique :
- LYP CAMILLE PISSARRO

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Psychothérapeute 48h*75€*30 élèves	3 600,00	44,78%
Comédien 58h*75€*30 élèves	4 350,00	54,10%
Frais petit matériel pour les ateliers	90,00	1,12%
Total	8 040,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale demandée 2017/2018	7 600,00	94,53%
Financement Lycée	440,00	5,47%
Total	8 040,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 236,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	61 500,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 982,00 €

2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 700,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	311 907,00 €
2014	Ecolycées franciliens	7 000,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	59 936,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 007,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	33 134,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	129 844,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 140,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	8 408,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	310 710,00 €
2015	Ecolycées franciliens	8 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	89 978,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 007,00 €
2015	Travaux de maintenance	15 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 421,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	39 840,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 413,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	15 110,45 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	237 943,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	41 160,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 040,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	7 600,00 €
2016	Travaux de maintenance	110 500,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	23 248,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 766,80 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	18 084,00 €
2017	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	6 022,78 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	244 446,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 400,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 850,00 €
2017	Travaux de maintenance	50 000,00 €
	Montant total	1 687 427,03 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020658

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LP LYC METIER HECTOR GUIMARD PARIS 19EME N°36 SOUTIEN LINGUISTIQUE LANGUE FRANÇAISE POUR LES CLASSES DE CAP - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	15 600,00 €	100,00 %	15 600,00 €
	Montant Total de la subvention		15 600,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP LYC METIER HECTOR GUIMARD PARIS 19EME
Adresse administrative : 19 RUE CURIAL 75019 PARIS 19EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Christophe LABORDE, Proviseur

N° SIRET : 19750802100015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Proposer une remédiation linguistique , à l'écrit et l'oral, à une trentaine d'élèves de 1ère année de CAP.
Le positionnement doit être effectué en début d'année scolaire. La note moyenne aux épreuves de Français du DNB de nos élèves entrant en classe de CAP est de 6.5/20. Il y a donc une forte nécessité d'effectuer un travail sur le vocabulaire, la construction et la rédaction de phrases simples à l'écrit et une meilleure maîtrise de l'oral.

Description :
Tous les élèves de 1ère année de CAP (environ 100) sont évalués en début d'année scolaire sur leur niveau de langue française, à l'oral et l'écrit. Les élèves repérés comme ayant de lourdes difficultés en langue française sont répartis en deux groupes de 15 , pris en charge deux heures par semaine. Les

professeurs construisent des séances de remédiation par des exercices écrits et oraux, des saynètes, des ateliers d'écritures, etc.

Moyens mis en œuvre :
Utilisation des ressources locales (professeurs de lettres-Histoire-Géographie de l'établissement). Ils peuvent ainsi collaborer avec les professeurs des disciplines d'enseignement professionnels afin de construire les séances en fonction des besoins spécifiques de l'enseignement professionnel. Ils constituent, à partir d'un diagnostic effectué en début d'année scolaire, deux groupes de 15 élèves.

Public(s) cible(s) :
Tous les élèves (environ 100) de 1ère année de CAP sont évalués . Environ un tiers d'entre eux relèvent du dispositif.

Localisation géographique :
- LP HECTOR GUIMARD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
SJT : Formation : 168h*75€, 30 élèves (2 groupes de 15)	12 600,00	80,77%
SJT : Diagnostic initial et final : 60h*29€, 30 élèves	1 740,00	11,15%
Autres dépenses : SJT : coordination 10 %	1 260,00	8,08%
Total	15 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale demandée 2017/2018	15 600,00	100,00%
Total	15 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 221,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	18 808,00 €

2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	27 903,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	625,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	5 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	299 634,68 €
2014	Ecolycées franciliens	1 300,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	12 244,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 972,00 €
2014	Olympiades des métiers	2 800,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	36 243,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 862,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	19 475,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	28 296,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	8 875,50 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	298 169,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	20 862,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 138,00 €
2015	Olympiades des métiers	2 800,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	41 770,02 €
2015	Travaux de maintenance	101 159,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 657,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	16 939,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	26 200,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 749,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	223 352,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	54 398,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	29 365,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	85 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	48 238,00 €
2016	Travaux de maintenance	3 352,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 500,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	15 319,00 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	23 610,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	229 622,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 736,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	29 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	38 670,00 €
	Montant total	1 534 229,52 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020660

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO DE LA MARE CARREE MOISSY CRAMAYEL (77) - PROJET N°541 - POLE BILAN POSITIONNEMENT - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 125,00 €	100,00 %	1 125,00 €
	Montant Total de la subvention		1 125,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO DE LA MARE CARREE MOISSY CRAMAYEL
Adresse administrative : CHE DU LYCEE
77550 MOISSY-CRAMAYEL
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Martine GIOVACCHINI, Proviseure

N° SIRET : 19772296000014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Maintenir ou recréer le lien avec l'école
Trouver une solution de formation ou d'insertion pour des jeunes sans solution
Reprendre une formation déjà entamée
Poursuivre des études adaptées.

Description :
Le projet de l'action est présentée aux familles et aux élèves.
Des rendez-vous individuels sont instaurés.
Une mise en adéquation des voeux du jeune avec les possibilités locales et la réalité.
Une clarification des objectifs de chaque jeune est réfléchie.
Des regroupements de jeunes pour déterminer et remplir des objectifs précis (élaboration de lettres de

motivation, de CV, présentation et attitude).

Moyens mis en œuvre :
La mobilisation du CIO et des conseillers d'orientation et la mobilisation du programme Avenir Jeune par l'intermédiaire de l'association Rebondir pour déterminer une carte des compétences des jeunes.
Un référent d'action est désigné pour suivre les jeunes sur tout le parcours. Il pratique des entretiens réguliers pour apprécier l'avancement du projet de chaque jeune.

Public(s) cible(s) :
18 jeunes sans solution sur le district de Brie Sénart, jeunes décrochés, jeunes sans affectation, jeunes refusant leur affectation.

Localisation géographique :
- LYT DE LA MARE CARREE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Intervenant Rebondir formaton 75h*15€	1 125,00	100,00%	Subvention régionale 2017/2018	1 125,00	100,00%
Total	1 125,00	100,00%	Total	1 125,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 125,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 494,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	12 852,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 814,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	212 199,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	106 072,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	28 273,00 €

2014	Travaux de maintenance	27 100,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 194,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	44 430,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 730,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	215 702,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	14 832,15 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 169,00 €
2015	Travaux de maintenance	24 100,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	25 263,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	35 623,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 720,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	180 008,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 740,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	7 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	1 125,00 €
2016	Travaux de maintenance	152 100,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 579,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	11 404,90 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	19 140,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	170 108,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	16 850,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	28 760,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	3 000,00 €
	Montant total	1 228 261,05 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020662

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO LYC LEONARD DE VINCI TREMBLAY EN FRANCE 93 - POÉTIQUE ENSEMBLE, STAGE D'ÉCRITURE ET DE MISE EN VOIX - PROJET 527 -RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 275,00 €	100,00 %	4 275,00 €
	Montant Total de la subvention		4 275,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER LEONARD DE VINCI TREMBLAY EN FRANCE
Adresse administrative : 115 RUE DES PETITS PONTS 93290 TREMBLAY EN FRANCE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Katia CHASSEUR-RIBIER, Proviseure

N° SIRET : 19932046600014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : Poétique Ensemble, stage d'écriture et de mise en voix

Date prévisionnelle de début de projet : 20 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les élèves accueillis au sein de la MLDS ont souvent décroché du système scolaire et sont en rupture avec l'école. Ils manquent d'assiduité, viennent sans leurs affaires. Les relations avec les enseignants sont souvent difficiles, ils ont des difficultés à accepter les contraintes, à respecter les règles. Ils manquent de confiance en eux et en leurs capacités. Les objectifs de ce projet sont donc multiples. Il s'agit de remobiliser les élèves en travaillant sur l'image et l'estime de soi , la maîtrise de la langue à travers des textes poétiques, et permettre aux élèves de se réconcilier avec l'école et
de reprendre un parcours de formation.

La poésie est souvent perçue comme réservée à une élite. Pourtant, elle est avant tout affaire de sons, de sensations, d'images que tous peuvent vivre, créer et partager. Le projet vise donc à travailler l'expression libre, le développement de l'écrit, l'approche ludique et personnalisé de la poésie, le travail de l'écoute, se représenter en public et il vise également à créer une dynamique de groupe et ainsi favoriser les apprentissages et améliorer le relationnel avec l'adulte.

Description :

Ce projet à l'attention des élèves, vise à ce que chacun d'entre eux expérimente ce rapport très concret et très intuitif au langage.
L'objectif est que chaque élève écrive un ou plusieurs textes poétiques et travaille sa mise en voix afin que tous rencontrent ce mode d'expression singulier qu'est l'écriture poétique. L'intervention d'un musicien à la fin du projet sera l'occasion de faire ressortir la musicalité des différentes écritures et éventuellement des différentes langues des élèves. A l'issue du projet, une restitution publique sera organisée au cours de laquelle les artistes du Poétique Ensemble (comédienne, chanteur et musicien) interpréteront les textes des élèves avec la participation sur scène des élèves qui le souhaiteront : le musicien (alto et violon) et le chanteur improviseront un univers musical à partir des textes, les élèves qui le désirent, et si besoin , la comédienne, interpréteront les textes en écho à ces univers musicaux.
Les trois premières matinées sont consacrées à un atelier poétique mené par une des intervenantes (Mona El Yafi). Le travail d'écriture se fera à partir d'activités variées mettant en jeu l'imaginaire, diverses techniques d'écriture et des documents apportés par l'intervenante ou les élèves.
Les trois premières après-midi sont un temps de travail de mise en voix et de la mise en espace des textes mené par Mona EL Yafi et Ayouba Ali. Le travail de mise en voix permettra à chaque élève d'aborder l'interprétaiton de leur texte ou de celui des autres.
Les deux derniers jours sont consacrés aux répétitions en vue de la restitution et à la restitution elle-même. Le musicien rejoint l'équipe pour cette dernière étape.
Le projet se déroulera sous forme de stage d'une semaine dans le cadre de la semaine de la persévérance scolaire.

Moyens mis en œuvre :

Le projet mobilise différentes personnes au sein du lycée :

- la coordonnatrice conseil MLDS qui porte le projet et en assure l'organisation.
- l’équipe pédagogique : 3 intervenants extérieurs qui animeront les ateliers.
- la direction du lycée (appui logistique et matériel)

Public(s) cible(s) :

Elèves du pôle « remobilisation longue », une des actions de la MLDS menée sur le Lycée Léonard de Vinci Tremblay en France. L'action devrait toucher une vingtaine d'élèves, une attention sera portée sur la mixité du groupe.

Localisation géographique :

- LYP LEONARD DE VINCI-TREMBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Maison des association Dyptique Théatre ateliers écriture et voix	4 275,00	100,00%
Total	4 275,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	4 275,00	100,00%
Total	4 275,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 275,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	17 032,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	29 162,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 588,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	780,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	156 961,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	33 536,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 481,00 €
2014	Travaux de maintenance	79 366,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	22 709,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	31 595,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	5 319,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	162 617,00 €
2015	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 631,00 €
2015	Travaux de maintenance	64 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 937,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	50 543,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	142 403,00 €
2016	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	25 572,00 €

2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 231,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	4 275,00 €
2016	Travaux de maintenance	49 500,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 177,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	8 872,40 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	148 926,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 231,00 €
2017	Travaux de maintenance	150 000,00 €
	Montant total	1 090 239,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020666

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LYP SIMONE SIGNORET VAUX LE PENIL (77) - PROJET N°28 - MIEUX MAITRISER LA LANGUE POUR MIEUX REUSSIR SA SCOLARITE - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	13 850,00 €	100,00 %	13 850,00 €
	Montant Total de la subvention		13 850,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LYP SIMONE SIGNORET VAUX LE PENIL
Adresse administrative : PLACE DU 14 JUILLET
77530 VAUX LE PENIL
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Eric KEISER, Proviseur

N° SIRET : 19772310900017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Favoriser une meilleure intégration scolaire.
Apporter un soutien et un complément de formation dans l'apprentissage ou la maîtrise de français écrit et/ou oral.
Faciliter la poursuite de la scolarité vers un diplôme.
Prévenir des situations de décrochage scolaire liées à une mauvaise maîtrise de la langue française.

Description :
Diagnostic initial prévu pour une cinquantaine d'élèves, puis formation linguistique individualisée, en groupe de 18 élèves maximum par plage de 2h, pour tout élève repéré par ses professeurs comme ayant de lourdes difficultés de maîtrise de la langue française. Prioritairement destiné aux élèves entrant au lycée (élèves de seconde et de 1ère année de Cap ou de Bac Professionnel). Les diagnostics et les

actions de formation linguistique se déroulent au lycée tous les mercredis matins.

Moyens mis en œuvre :
Communication aux équipes éducatives et repérage dès la rentrée.
Diagnostic initial écrit et oral prévu pour une cinquantaine d'élèves.
Diagnostic final écrit et oral pour 25 élèves maximum.
Les diagnostics initiaux et finaux sont réalisés de manière à pouvoir renseigner une grille de capacités et de compétences à l'oral et à l'écrit (dans le livret de suivi individualisé de chaque bénéficiaire).
La grille de compétences initiale est renseignée par le partenaire après passation et correction des diagnostics et évaluation finale.
Salle à disposition pour les séances de formation linguistique du mercredi matin.
Mise à disposition d'une formatrice expérimentée pour les séances de formation linguistique et le suivi individualisé.
Mise à disposition d'une secrétaire de l'action et d'une coordinatrice de l'action par l'EPLE.

Public(s) cible(s) :
25 élèves manifestant de graves difficultés de maîtrise de la langue française, prioritairement entrant en 1ère ou Seconde année de Cap, en Seconde Professionnelle ou Générale et technologique (FLS,FLE, FLSCO) et en risque de décrochage scolaire pour ces raisons.

Localisation géographique :
- LYP SIMONE SIGNORET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Upromi diagnostic initial 2h*29€*50 élèves	2 900,00	20,94%
Intervenant Upromi diagnostic final 2h*29€*25 élèves	1 450,00	10,47%
Intervenant Upromi formation linguistique 116h*75€	8 700,00	62,82%
Frais de matériel de bureau	200,00	1,44%
Frais de sorties pédagogiques	600,00	4,33%
Total	13 850,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	13 850,00	100,00%
Total	13 850,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	13 850,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 301,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	22 783,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 296,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	920,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	199 759,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 436,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 410,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	24 526,75 €
2014	Travaux de maintenance	256 700,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	17 059,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	46 364,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	16 746,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	640,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	205 867,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	14 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 910,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	7 507,10 €
2015	Travaux de maintenance	83 450,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 940,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	54 032,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 134,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	173 783,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 412,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 810,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	5 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	13 244,00 €
2016	Travaux de maintenance	4 400,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 325,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	12 232,30 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	159 154,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	10 100,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 420,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	70 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	43 000,00 €
	Montant total	1 369 802,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020671

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO LYC METIER JEAN MACE VITRY SUR SEINE - PROJET N°520 - REMOBILISATION POUR UN PROJET PROFESSIONNEL - ORIENTATION - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 780,00 €	100,00 %	3 780,00 €
		Montant Total de la subvention	3 780,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER JEAN MACE VITRY SUR SEINE
Adresse administrative : 34 RUE JULES FERRY
94407 VITRY SUR SEINE CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Virginie SCHACHTEL, Proviseure

N° SIRET : 19940129000010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 6 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Permettre la prise en charge de jeune sortis du système sans solution.
Accueillir et remotiver des élèves dans un parcours d'insertion et leur permettre d'acquérir plus solidement les éléments de base de la qualification.
Entrer en formation qualifiante ou diplômante.
Définir les étapes en vue de finaliser un projet et élaborer un parcours de formation qualifiante (Formation initiale, en alternance ou professionnelle) pour un projet professionnel réaliste.
Aider à restaurer l'estime de soi des élèves au parcours scolaire chaotique grâce aux repérages de leurs potentialités et à une meilleure connaissance d'eux-mêmes.
Faire évoluer leur comportement en termes d'écoute, de respect et de coopération.

Description :
La remobilisation s'inscrit dans la politique de lutte contre le décrochage scolaire et l'absentéisme initié par les plateformes de suivi et d'appui aux décrocheurs (PSAD) du bassin ouest du Val-de-Marne. La remobilisation a pour première finalité de concourir à la prévention des sorties sans qualification.
Elle permet aux jeunes d'élaborer un projet professionnel réaliste.
L'action s'adresse aux élèves en risque de décrochage et désireux d'intégrer une filière professionnelle. Le projet les remobilise sur un parcours de formation au travers de stages en entreprise et leur offre un accompagnement renforcé.
Les élèves sont repérés grâce au dernier établissement fréquenté ou le CIO du district (emménagement, scolarité antérieure dans un établissement éloigné du domicile).
Un entretien de situation est réalisé avec le jeune et sa famille par un ou plusieurs membres de l'établissement et du CIO afin d'éclairer la situation et proposer un accompagnement individualisé.
Une réunion d'information est organisée en octobre afin d'expliquer aux jeunes et familles les objectifs poursuivis, le déroulement et l'organisation de la formation.
Les élèves intègrent l'action après avoir réalisé un entretien avec la coordonnatrice MLDS et la référente de l'action.

Moyens mis en œuvre :
21 semaines de cours et 3 semaines de stages obligatoires sont prévues (6 novembre 2017 au 1 juin 2018).
Les entrées et sorties sont permanentes, la durée du parcours de chaque jeune étant indépendante de la durée totale de l'action. L'encadrement de la formation au lycée est assuré par une équipe pédagogique constituée d'enseignants volontaires et d'intervenants extérieurs. Afin d'assurer un suivi individualisé des parcours des élèves, en général très diversifiés, l'équipe MLDS s'entoure de différents partenaires dans les domaines de l'insertion professionnelle, de l'orientation, de la santé, de la culture …
Module de formation et contenu :
1. Module de matières fondamentales : Mathématiques, Français, Anglais, Histoire-Géographie, droit économie.
2. Module d'orientation : atelier « orientation », Techniques de recherche de stage.
Dans le cadre de ce module un point est mis la connaissance des formations et des métiers ainsi que sur le travail de leur projet professionnel.
3. Module d'image de soi et de savoir-vivre en société : atelier "déclic", Hygiène, Sécurité, Prévention.
Deux périodes de stage (une obligatoire et une facultative) en entreprise permettent de discerner les aptitudes, les attitudes et les connaissances qui favorisent une bonne intégration dans le monde professionnel

Public(s) cible(s) :
20 élèves de plus de 16 ans, à l'issue d'une classe de troisième, de seconde générale ou professionnelle n'ayant pas eu d'affectation à la rentrée scolaire et souhaitant une réorientation ou un accompagnement scolaire.

Localisation géographique :
- LYT JEAN MACE (VITRY/SEINE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant 45h*75€	3 780,00	100,00%
Total	3 780,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	3 780,00	100,00%
Total	3 780,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 780,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 787,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	21 102,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 329,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 400,00 €
2014	Centre de ressources - CERGE	10 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	453 371,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	79 536,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	51 600,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	56 097,00 €
2014	Travaux de maintenance	6 400,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 478,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	75 453,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	14 122,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 000,00 €
2015	Centre de ressources - CERGE	10 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	445 655,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	111 290,26 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	60 350,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	56 758,00 €
2015	Travaux de maintenance	97 920,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	19 388,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	90 230,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	21 915,00 €

2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	3 600,00 €
2016	Centre de ressources - CERGE	10 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	343 507,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	10 060,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 270,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	13 220,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	58 360,00 €
2016	Travaux de maintenance	74 488,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 731,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	11 213,70 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	18 398,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	350 621,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	70 956,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	38 533,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	41 319,00 €
2017	Travaux de maintenance	6 725,00 €
	Montant total	2 335 111,96 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020672

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO LAZARE PONTICELLI PARIS 13EME (75) - PROJET N° 422 MICROLYCÉE DE PARIS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	42 588,00 €	84,74 %	36 088,00 €
	Montant Total de la subvention		36 088,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LAZARE PONTICELLI PARIS 13EME
Adresse administrative : 92/96 RUE BARRAULT
75013 PARIS 13EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Gilles POSTERNAK, Proviseur

N° SIRET : 19750786600014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Microlycée 75 est un établissement public expérimental qui permet à des jeunes (16-25 ans) ayant « décroché » pendant leur scolarité au lycée général, technologique ou professionnel, de reprendre leurs études. Il prépare aux baccalauréats généraux ES et L, et propose un cycle terminal depuis 2014 (classes de Première et de Terminale). Outre l'objectif du baccalauréat, le Microlycée vise à permettre aux jeunes rescolarisés de reprendre confiance en eux, de se re-socialiser, et d'envisager une poursuite d'études dans le supérieur.

Description :
L'objectif de l'obtention du diplôme du baccalauréat constitue un levier important pour motiver les élèves dans leur démarche de rescolarisation. C'est pourquoi l'équipe enseignante s'attache à donner les moyens à chaque élève de se préparer à l'examen dans les meilleures conditions possibles, ce qui passe par un climat scolaire apaisé et un suivi individualisé. Il s'agit ainsi de lui permettre de reprendre confiance

en soi pour entrer dans une logique de réussite.

Au-delà des apprentissages scolaires, l'équipe travaille donc avec chacun d'eux sur différents points (rythme de vie, assiduité et ponctualité, acceptation des contraintes) qui sont nécessaires à une rescolarisation et une resocialisation réussies. Pour renouer avec l'école, il est également indispensable que les élèves trouvent ou retrouvent le plaisir d'apprendre dans un cadre scolaire. C'est pourquoi l'équipe du ML75 fait une place importante aux approches transdisciplinaires et aux projets culturels. Enfin, la préparation à la poursuite d'études fait partie intégrante des objectifs principaux que se fixe le Microlycée, le baccalauréat général ne permettant pas à lui seul d'assurer une préparation à la vie professionnelle. L'équipe enseignante s'attache à accompagner les élèves vers l'autonomie et un travail sur l'orientation est effectué tout au long de la scolarité au Microlycée. Quant aux jeunes pour qui le projet d'obtention d'un baccalauréat général s'avère inadapté, l'équipe les aide à préparer un autre projet (réorientation, entrée dans la vie active).

Moyens mis en œuvre :
Des cours disciplinaires classiques sont associés à des dispositifs particuliers :

- journée d'intégration
- tutorat (appelé au Microlycée "référence" : chaque enseignant suit 8 à 9 élèves de manière individualisée tout au long de l'année)
- cours interdisciplinaires
- sorties culturelles
- ateliers de langues
- ateliers d'écriture
- salle commune professeurs/élèves
- séminaire de révision
- conseil hebdomadaire qui réunit l'ensemble des lycéens et de l'équipe éducative
- utilisation des outils numériques (tableau interactif, padlet, espace numérique de travail)
- partenariat avec un lycée danois

Public(s) cible(s) :
Une cinquantaine de jeunes de 16 à 24 ans (actuellement 51), qui ont été déscolarisés pendant plusieurs mois, voire plusieurs années, et qui souhaitent reprendre des études générales pour passer leur baccalauréat. Le passage en 1ère générale est en général nécessaire, mais des exceptions peuvent être faites en fonction des situations des jeunes qui souhaitent s'inscrire.
Le rectorat impose d'accueillir en priorité des élèves parisiens.

Localisation géographique :

- LP LAZARE PONTICELLI DE PLASTURGIE ET DU MOULE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur - Permancence psychologique	4 500,00	10,57%
Intervenant extérieur - Réunions de concertations équipe enseignante et suivi des élèves	1 800,00	4,23%
Atelier théâtre	4 137,00	9,71%
Atelier Médias	1 422,00	3,34%
Frais séjour d'intégration	4 444,00	10,43%
Frais Séminaire de révisions	9 031,00	21,21%
Achats fournitures scolaires	2 792,00	6,56%
Frais formation aux premiers secours	4 462,00	10,48%
Appariement avec lycée DAnois	10 000,00	23,48%
Total	42 588,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région 2017-2018	36 088,00	84,74%
Financement Rectorat projet CARDIE (app.lycée Danois)	4 000,00	9,39%
Participation financière des familles	2 500,00	5,87%
Total	42 588,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	36 088,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dotation globale de fonctionnement	120 829,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	36 708,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 972,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	100 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	130 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	355,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 446,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	118 633,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 704,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 286,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	88 227,01 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 284,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	103 987,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 100,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 789,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	89 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	15 000,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 616,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	41 932,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 199,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 602,00 €

	Montant total	779 869,01 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020673

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LP SAMUEL CHAMPLAIN CHENNEVIERES-SUR-MARNE (94) - PROJET N°585 - ATELIER SAVOIR-ETRE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 050,00 €	100,00 %	1 050,00 €
	Montant Total de la subvention		1 050,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP SAMUEL CHAMPLAIN CHENNEVIERES-SUR-MARNE
Adresse administrative : 61 RUE DES BORDES
94430 CHENNEVIERES SUR MARNE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Jean-Luc HERAUD, Proviseur

N° SIRET : 19941604100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 9 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
-Prévention à la violence et au décrochage scolaire
-Aider les élèves se comportant mal à mieux se connaitre, à mieux se gérer, et à mieux gérer la relation aux autres, aux adultes
-Raccrochage des élèves par l'expression orale et corporelle et par le rappel du lien entre de Loi de l'école et celle de la société
-Réfléchir, comprendre, apprendre et intégrer les codes, scolaires, sociétaux répondant à un minimum à un savoir être en classe et in fine dans la société.

Description :
Séances de « Groupe de Parole »

Objectifs : -connaissances de soi et intégration de codes scolaires et sociétaux pour un mieux savoir être.
A partir d'exercices sous forme de questionnaires - Qui suis-je ? (traits de sa personnalité, auto évaluation, bilan des sentiments)
Qui suis-je en classe ? (attitude face au travail scolaire puis attitude entre élèves et enseignants, apprendre à analyser son vécu scolaire et éviter le décrochage scolaire)
Qui serai-je dans la société ? (attitude en tant que citoyen avec ses droits et devoirs)
b) A partir d'exercices sous forme de jeu : Jeu de miroir des autres, et de matchs d'improvisation théâtrale. Permettant d'intégrer des codes, des règles.
Séances d' »Interventions juridiques »
c) A partir de séances sous formes de débats (et avec support de vidéo et visite d'audience au TGI) animée par une juriste. Permettant de faire lien entre les règles, la Loi de l'école et celles de la société

Moyens mis en œuvre :
Septembre 2017 – Mai 2018
Séances de la psychologue de Septembre à Décembre 2017
Séances de la juriste : de Janvier à mars 2018
Séances auront lieu sur 2heures hebdomadaires dans le cadre de l'accompagnement personnalisé.

Public(s) cible(s) :
Elèves entrants de secondes professionnelles, élèves qui ont des difficultés similaires : manquements de savoir être contribuant au décrochage scolaire. (ne distinguant pas les droits et les devoirs, ne faisant pas le lien entre les règles, la Loi de l'Ecole et celles de la Société)

Localisation géographique :
- LP TERTIAIRE/CHAMPLAIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Association Justice et Ville	450,00	42,86%
Intervenant Groupe de parole Mme Taïtous AMAL	600,00	57,14%
Total	1 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017-2018	1 050,00	100,00%
Total	1 050,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	1 050,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 952,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 220,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	20 043,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 171,04 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	5 663,28 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	187 513,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	14 600,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 400,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 664,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	21 916,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	20 174,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	186 517,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	24 900,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	32 600,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 868,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	25 051,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	19 912,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 300,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	176 518,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	54 331,56 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	3 480,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 428,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 013,80 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	20 064,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	167 582,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 100,00 €
	Montant total	901 468,68 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020674

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO BLAISE PASCAL VILLEMOMBLE 93 - POLE BILAN POSITIONNEMENT PROJET DYPTIQYE THEATRE - PROJET 516 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 250,00 €	100,00 %	2 250,00 €
	Montant Total de la subvention		2 250,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO BLAISE PASCAL VILLEMOMBLE
Adresse administrative : 18 RUE M.VIEVILLE
93250 VILLEMOMBLE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Philippe ALCHOURROUN, Proviseur

N° SIRET : 19930142500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 23 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Rendre acteur de leur projet professionnel les jeunes sans solution et rechercher une poursuite de parcours adapté à chacun :

- concrétiser un projet adapté
- mobiliser les techniques de communication
- connaître les différents dispositifs de formation
- connaître les ressources locales
- reprendre un parcours de formation

Description :
Ce dispositif permet de construire et de rechercher une poursuite de parcours adapté pour chaque jeune, avec le jeune lui-même puisqu'il est totalement acteur dans cette démarche. Il a pour but d'éviter des situations de rupture scolaires.

Moyens mis en œuvre :
Information collective
Entretiens individuels
Entretiens de suivi
Module "connaissance de soi"
Module "compétences du socle commun"
Module "élaboration de projet"
Travail individuel
Module "Jouer les metiers", atelier de théatre

Public(s) cible(s) :
Elèves sans solution au mois de septembre nécessitant un accompagnement dans l'élaboration de projet et la recherche de solution. Ils seront accueillis et accompagnés sur 2 établissements du district 8. Le lycée porteur est le lycée Blaise Pascal à Villemomble. Une autre action a lieu au lycée Jean Baptiste Clément à Gagny.

Localisation géographique :
- LYP BLAISE PASCAL VILLEMOMBLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Maison des associations Dyptique Théatre 2 ateliers	2 250,00	100,00%
Total	2 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	2 250,00	100,00%
Total	2 250,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 250,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 820,00 €

2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 254,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 197,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	94 825,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 500,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 212,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 630,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	15 164,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 762,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 676,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	96 957,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	5 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 420,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	10 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	133 840,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 041,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	20 677,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 086,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	75 398,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	161 681,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 420,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	7 675,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 861,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	12 589,92 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 831,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	74 040,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 600,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	15 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	20 000,00 €
	Montant total	803 331,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020676

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO BLAISE CENDRARS SEVRAN 93 - PROJET 453 - RACCROCHER, MOTIVER ET ACCOMPAGNER DES ÉLÈVES EN RUPTURE SCOLAIRE - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 750,00 €	100,00 %	3 750,00 €
	Montant Total de la subvention		3 750,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO BLAISE CENDRARS SEVRAN
Adresse administrative : 12 AVENUE LEON JOUHAUX
93270 SEVRAN
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Nathalie GUILLIEN, Proviseure

N° SIRET : 19932048200011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 29 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les élèves accueillis au sein de la MLDS ont souvent décroché du système scolaire et sont en rupture avec l'école. Ils manquent d'assiduité, viennent sans leurs affaires. Les relations avec les enseignants sont souvent difficiles, ils ont du mal à accepter les contraintes, à respecter les règles. Ils manquent de confiance en eux et en leurs capacités.
Les objectifs de ce projet sont donc multiples. Il s'agit de remobiliser les élèves en travaillant sur l'image et l'estime de soi et permettre aux élèves de se réconcilier avec l'école et de reprendre un parcours de formation. Le projet vise également à créer une dynamique de groupe et ainsi favoriser les apprentissages et améliorer le relationnel avec l'adulte.

Description :
Atelier d'écriture :

Un moment spécial pour prendre carnet et stylo, explorer la force des mots et de l'imaginaire, trouver un autre rythme, dans une société dominée par l'image, faire l'expérience d'un autre rapport au monde et aux autres… L'atelier d'écriture aura une double dynamique : individuelle, car chacun se retrouvera à un moment donné confronté à sa propre page blanche, mais aussi collective, à travers des échanges avant l'écriture, un partage et des retours sur les textes écrits. L'accent sera mis sur l'écriture théâtrale, qui a l'avantage de se situer à la limite entre l'écrit et l'oralité, ce qui permet de faciliter un déblocage face à l'écrit, souvent associé à des exigences scolaires, de libérer la parole et l'invention. Imaginer oralement pouvant être un premier pas vers l'écriture. L'objectif de l'atelier sera de se servir de la force de mobilisation de la fiction, et de sa force de cohésion dans un groupe, pour amener les élèves à échanger, à inventer ensemble, à se sentir impliqués dans un collectif (même si la composition du groupe sera instable), à évoluer au fil des séances dans le sens d'une plus grande confiance en soi et ses moyens d'expression.

Atelier vidéo :
L'épanouissement, la construction de soi et la découverte de l'univers du cinéma, est privilégié.
Au cours de ces exercices, le jeune prendra progressivement une place au sein du groupe et développera ses capacités artistiques ou techniques selon ses talents.
Favoriser l'apprentissage de la citoyenneté : c'est à dire être à l'initiative de projets, être acteur dans l'élaboration de règles propres au tournage, mais également respecter les règles du vivre ensemble.
La construction de soi passe par l'autre et par le groupe.
Bénéficier d'apports théoriques : pour apprendre à s'exprimer avec une caméra, il faut comprendre le langage des images en éduquant le regard et en découvrant les différents codes audiovisuels (prise de vue, cadrage, montage…).

Moyens mis en œuvre :
Le projet mobilise différentes personnes au sein du lycée :

- la coordonnatrice conseil MLDS qui porte le projet et en assure l'organisation.
- l'équipe pédagogique : 2 intervenants extérieurs qui animeront les ateliers.
- la direction du lycée (appui logistique et matériel)

Public(s) cible(s) :
Les élèves du pôle « remobilisation longue » , une des actions de la MLDS menée sur le Lycée Blaise Cendrars de SEVRAN visant à raccrocher des élèves décrocheurs par de la remise à niveau et des activités innovantes.
Le public ciblé représente des jeunes de plus 16 ans, sans poursuite d'étude à l'issue du collège ou ayant interrompu leurs études au cours du second cycle général, technologique ou professionnel. L'action devrait toucher une vingtaine d'élèves, une attention sera portée sur la mixité du groupe. A ce jour, le groupe n'est pas totalement constitué.

Localisation géographique :
- LYP BLAISE CENDRARS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant atelier écriture	2 250,00	60,00%
Intervenant atelier vidéo	1 500,00	40,00%
Total	3 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	3 750,00	100,00%
Total	3 750,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	21 198,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 040,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 196,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	3 110,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 550,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	203 598,00 €
2014	Ecolycées franciliens	2 000,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	299 448,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 656,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	30 000,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	3 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	205 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 508,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	32 314,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 609,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 980,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	208 039,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	18 275,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 218,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	3 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	40 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 357,00 €

2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	19 818,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 049,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	173 807,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	20 000,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 208,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	6 675,00 €
2016	Travaux de maintenance	20 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 990,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	7 809,79 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	172 340,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 100,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	24 141,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	25 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	170 000,00 €
	Montant total	1 507 900,79 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020684

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO LYC FRANCOIS RABELAIS DUGNY 93 - INTÉGRATION DES ENTRANTS DANS LE MONDE DES MÉTIERS HÔTELLERIE ET RESTAURATION - PROJET 554 - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	11 060,00 €	73,96 %	8 180,00 €
	Montant Total de la subvention		8 180,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER FRANCOIS RABELAIS DUGNY
Adresse administrative : RUE FRANCOIS RABELAIS 93440 DUGNY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Dominique GOBETTI, Proviseure

N° SIRET : 19932126600017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet vise à favoriser la socialisation scolaire et professionnelle des élèves entrant au lycée des métiers de l'hôtellerie et de la restauration :

- socialisation secondaire des élèves à l'école et pour leur vie professionnelle ;
- intégration dans l'établissement ;
- lutter contre les préjugés concernant les métiers de l'hôtellerie et de la restauration ;
- prendre conscience des exigences des métiers de l'hôtellerie et de la restauration ;
- faire émerger un positionnement laïque garant du vivre ensemble.

Description :
Trois évènements sont prévus :

- pour chaque classe entrante, il est prévu une sorite intégrant la visite d'un lieu prestigieux permettant la découverte de la de la culture gastronomique ou du service à la française, la degustation d'un petit déjeuner ou d'un déjeuner afin de se rendre compte de l'exigence attendue en milieu professionnel ;
- pour chaque classe de 2nde et de 1ère annee de cap, la participation a des tables rondes rassemblant de nombreux professionnels pour travailler sur les exigences des métiers et lutter contre les préjugés ;
- pour chaque classe de 2nde et de 1ere année de cap, la découverte et la dégustation d'un menu gastronomique (cuisine et service) au sein de l'établissement.

Moyens mis en œuvre :

- un accueil spécifique des entrants : une sortie des entrants incluant la visite d'établissements (restaurant, hôtel) de renom ;
- la participation à une table ronde organisée pour eux au sein de l'établissement ;
- la découverte et la dégustation par groupe d'un menu de type gastronomique.

Public(s) cible(s) :
Élèves de 2nde Baccalauréat technologique et professionnel hôtellerie-restauration (4 classes)
Élèves de 1ère année de CAP (cuisine, service et pâtisserie) soit 4 classes
Élevès de 2nde Bac techno (STHR)

Ce projet touche 8 classes, soit 192 élèves.

Localisation géographique :

- LYP FRANCOIS RABELAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Visite pour les élèves des Chateauform et dégustation	1 440,00	13,02%
Organisation des tables rondes	500,00	4,52%
Frais de bouche - repas restaurant pédagogique	5 760,00	52,08%
HSE enseignants 80h	2 880,00	26,04%
Visites restaurants de prestiges	480,00	4,34%
Total	11 060,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017-2018	8 180,00	73,96%
Financement des HSE par le lycée	2 880,00	26,04%
Total	11 060,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 180,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 090,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	38 105,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	25 152,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	197 840,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	20 857,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	52 530,00 €
2014	Travaux de maintenance	125 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 813,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	76 566,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	25 283,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 840,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	202 036,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	11 288,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	60 814,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	15 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	4 716,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 113,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	53 922,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	22 616,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 560,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	138 606,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	36 846,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	60 814,00 €

2016	Mesures de sécurité dans les lycées	20 000,00 €
2016	Olympiades des métiers	1 400,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	5 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	10 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 897,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	19 375,18 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	16 670,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	145 071,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	44 984,00 €
	Montant total	1 284 964,18 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020687

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO GEORGES BRASSENS VILLEPINTE 93 RESCOLARISATION MLDS - PÔLE BILAN POSITIONNEMENT DE DISTRICT4 - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 375,00 €	66,67 %	2 250,00 €
		Montant Total de la subvention	2 250,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO GEORGES BRASSENS VILLEPINTE
Adresse administrative : RUE DES BANCS PUBLICS
93420 VILLEPINTE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Catherine FONT Y BOSCH, Proviseure

N° SIRET : 19932226400011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : Rescolarisation MLDS - Pôle bilan Positionnement de district

Date prévisionnelle de début de projet : 7 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Rendre acteur les jeunes dans la construction de leur projet et la recherche de solutions :

Concrétiser un projet adapté
Mobiliser et développer les compétences de communication
Connaître les différents dispositifs de formation
Connaitre les ressources locales
Reprendre un parcours de formation ou d'insertion

Description :
Information collective :

-Présentation de l'action aux élèves et aux familles (objectifs, déroulement, durée, poursuite de parcours possibles…)
-Planification des premiers rendez-vous individuel

Entretiens individuels menés par les référents de l'élève :
-Vérification de l'assimilation des objectifs de l'action

Regroupement des jeunes en fonction des besoins et entretiens individuels :
-Module d'élaboration de projet et recherche de solutions
-Modules complémentaires (technique de recherche emploi, maintien de la posture et des compétences scolaires…)
-Stages / PFMP en établissement ou en entreprise

Bilan avec le jeune et ses parents

Moyens mis en œuvre :
Le projet mobilise différentes personnes au sein des établissements :

-la coordonnatrice conseil MLDS qui porte le projet et en assure l'organisation;
-les équipes pédagogiques des 3 pôles
-l'association "Crée ton avenir"
-la direction des établissements (appui logistique et matériel)

Public(s) cible(s) :
Elève sans solution en septembre sortant de 3ème , de CAP, de 2d GT ou Pro ou de 1ère professionnel, très absentéiste , en grande difficulté scolaire nécessitant un accompagnement pour un retour ou une poursuite de formation, dans l'élaboration de projet et recherche de solution.

Localisation géographique :

- LYP GEORGES BRASSENS VILLEPINT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Association Crée ton avenir 45h	3 375,00	100,00%
Total	3 375,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	2 250,00	66,67%
Reliquats	1 125,00	33,33%
Total	3 375,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 250,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 023,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	34 140,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 151,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	146 205,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 020,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 020,00 €
2014	Travaux de maintenance	33 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 187,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	63 225,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 306,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 500,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	145 675,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	5 846,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 050,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	3 375,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 321,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	25 657,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 340,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 500,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	112 337,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	100,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	36 650,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	3 375,00 €
2016	Travaux de maintenance	30 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 099,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	19 234,55 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	10 482,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	111 884,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	36 650,00 €
2017	Travaux de maintenance	300 000,00 €
	Montant total	1 109 032,55 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020694

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LGT PABLO PICASSO FONTENAY SOUS BOIS (94) - PROJET N°596 - CONSTRUIRE SON PARCOURS ET POURSUIVRE UN CURSUS SCOLAIRE OU DE FORMATION - ORIENTATION - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	12 230,00 €	42,76 %	5 230,00 €
		Montant Total de la subvention	5 230,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PABLO PICASSO FONTENAY SOUS BOIS
Adresse administrative : 2 AVENUE PABLO PICASSO
94120 FONTENAY SOUS BOIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Jean-François FOUQUES, Proviseur

N° SIRET : 19941347700019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Détecter les élèves qui manifestent un désengagement scolaire par leurs absences ou par une présence passive.
Mettre l'élève dans une posture positive face à l'Ecole et aux apprentissages qui favorise les bien-être et les apprentissages.
Construire le parcours de formation dans le cadre du "parcours avenir".
Accompagner des parents dans la prise en charge des enfants en situation de décrochage.
Pour information : un volet destiné à la prise en charge des enseignants dans l'accompagnement des élèves en besoins particuliers.

Description :
Le projet s'articule en 3 sessions de 15 élèves.
La 1ère session est destinée aux élèves de 1ère et terminale identifiés à l'issue des conseils de classe du 3ème trimestre, élèves très fragiles et potentiellement en risque de décrochage scolaire.
L'action propose :
- un accompagnement pédagogique : prise en charge par des professeurs pour individualiser les besoins et accompagner le début d'année scolaire (aide aux devoirs) ;
- un accompagnement dans le parcours scolaire : travail sur le projet avec COP, ressources internes et externes) ;
- une prise en charge de l'élève dans sa réflexion sur l'estime de soi et le bien-être ;
- un accompagnement des familles pour les éclairer sur le parcours possible de leur enfant. Donner des informations qui permettent ensuite un échange entre parents et élèves ;
- un renforcement du lien école-famille par des réunions pour des échanges autour du parcours scolaire.

Session 1 : octobre-décembre (1ère et terminale) ;
Session 2 : janvier-février (2nd) ;
Session 3 : mars-avril (2nd).

Moyens mis en œuvre :
Ressources internes : GPDS piloté par le chef d'établissement. Animation du dispositif par la CPE. Participation des enseignants, assistants d'éducation, COP, pôle médico-social, ccordinateur MLDS, Support logistique de l'établissement.
Ressources externes : PIJ Fontenay sous Bois, CMP, point écoute, associations diverses.

Intérêt régional : Prise en charge des jeunes en voie de déscolarisation ou décrocheurs :
- accompagnement vers un parcours de formation et/ou une insertion professionnelle
- permettre à l'élève de maintenir le lien avec les services de l'Education nationale et les dispositifs de la région.

Public(s) cible(s) :
45 primo arrivants: classe de 2nd et décrocheurs 1ère et terminale.

Localisation géographique :
- LYP PABLO PICASSO

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant coaching ateliers 28h*70€	1 960,00	16,03%
Intervenant sophrologue 21h*70€	1 470,00	12,02%
Intervenant scénographe artiste polymorphe 24h*75€	1 800,00	14,72%
Frais d'accompagnement pédagogique et orientation 140h*50€	7 000,00	57,24%
Total	12 230,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	5 230,00	42,76%
Rectorat	7 000,00	57,24%
Total	12 230,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 230,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 555,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	6 227,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	216 788,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 746,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 264,00 €
2014	Travaux de maintenance	170 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 518,00 €
2015	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	2 477,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	28 627,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	6 044,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	175 397,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	24 176,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 800,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	60 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	160 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 453,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	209,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	45 654,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	3 597,50 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	134 587,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 448,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	27 690,00 €

2016	Travaux de maintenance	87 800,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 405,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	6 765,90 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	129 520,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 955,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	41 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	50 000,00 €
	Montant total	1 219 915,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020696

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO JACQUES BREL CHOISY LE ROI (94) - PROJET N°80 - POINT ECOUTE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 500,00 €	100,00 %	4 500,00 €
		Montant Total de la subvention	4 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO JACQUES BREL CHOISY LE ROI
Adresse administrative : 90 AVENUE D'ALFORTVILLE
94600 CHOISY LE ROI
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Florian AUJARD, Proviseur

N° SIRET : 19940141500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 6 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Apporter une aide aux élèves qui se mettent en situation de décrochage scolaire et /ou qui présentent un mal-être et sont en risque de rupture scolaire, familiale et sociale.
Permettre aux élèves de parler de leurs difficultés scolaires et extra-scolaires.
Aider les élèves à dénouer des situations difficiles pour eux et ainsi leur permettre de se réinvestir soit sur d'autres projets soit de réintégrer l'école.
Recevoir, écouter et apporter une aide aux membres de la communauté scolaire qui ressentent une certaine insatisfaction quant aux réponses qu'ils-elles peuvent apporter aux élèves ou qui rencontrent des difficultés avec leurs élèves.
Accueillir les parents qui sont désorientés par le comportement de leurs enfants et/ou qui s'inquiètent pour leur scolarité.
Lutter contre le décrochage scolaire.
Permettre à des élèves de reprendre leur scolarité et d'accéder à la qualification niveau V et IV voire en

enseignement supérieur.

Description :
Le projet est un lieu d'écoute qui est un premier contact avec un psychologue afin de faciliter l'orientation du jeune vers des structures du secteur.

Le projet s'adresse à tous les élèves du CAP au Baccalauréat Professionnel et BTS (500 élèves). Nombre d'entre eux se plaignent de malaises et de douleurs diverses (maux de tête, de ventre, douleurs articulaires, fatigue persistante, troubles du sommeil). Ces difficultés récurrentes sont des demandes d'aide détournées et, pour la plupart du temps, correspondent à des situations de détresse personnelle. Certains expriment sans détour leurs préoccupations ; d'autres sont repérés car trop souvent absents pour des motifs non justifiés.

Le projet vise à prévenir les situations de crise et leur répercussion sur la vie scolaire ainsi que sur le parcours scolaire et professionnel des élèves. L'information de la communauté éducative et des parents constituent un deuxième objectif pour une meilleure prise en charge des élèves et des étapes qu'ils-elles traversent.

Il a été constaté que les membres de l'équipe éducative demandaient eux aussi un lieu pour exposer leurs difficultés face à un groupe d'élèves ou des situations qu'ils-elles jugent difficiles.

Ce projet « d'accueil et insertion » permet de travailler ensemble sur ces difficultés.

Il est proposé un volet individuel en direction de ces élèves afin de soulager leurs tensions et d'améliorer leur intégration dans l'établissement, en direction du personnel et aussi des parents.
Les interventions sont animées par une psychologue clinicienne.

Ce projet s'inscrit dans la politique de lutte contre le décrochage scolaire et permet à ces élèves de reprendre en main leur scolarité afin d'accéder à la qualification (niveau V et IV), voire poursuivre au delà.

Moyens mis en œuvre :
Mise en place des permanences dès le début novembre. Les élèves sont identifiés à travers le travail du GPDS et des regards croisés des personnels d'éducation, enseignants, de santé et sociaux.
Les rendez vous sont pris via un agenda électronique utilisé par l'infirmière, l'assistante sociale, le COP et les CPE.

Public(s) cible(s) :
L'ensemble des élèves du lycée (470 élèves), en priorité les 150 entrants en 1ère année de CAP et 2nde Bac PRO.

Localisation géographique :
- LP JACQUES BREL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Intervenant Psychologue Point écout 75€ x 60h	4 500,00	100,00%	Subvention Région 2017-2018	4 500,00	100,00%
Total	4 500,00	100,00%	Total	4 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	26 985,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	16 331,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	4 200,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	2 985,43 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	351,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	170 005,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	201 350,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 430,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	13 428,00 €
2014	Travaux de maintenance	34 400,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	15 774,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	20 200,00 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	4 310,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	170 395,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	183 309,72 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 526,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	4 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	5 625,00 €
2015	Travaux de maintenance	123 505,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	292,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	35 729,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 926,00 €
2016	Développement des parcours européens des lycées professionnels	4 482,00 €

2016	Dotation globale de fonctionnement	132 408,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	43 342,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 090,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	9 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	5 625,00 €
2016	Travaux de maintenance	55 300,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 469,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 475,40 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 520,00 €
2017	Développement des parcours européens des lycées professionnels	2 982,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	129 876,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 100,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 755,00 €
2017	Travaux de maintenance	84 165,00 €
	Montant total	1 475 182,55 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020697

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LP ARISTIDE BRIAND LE BLANC MESNIL 93 - LE THEATRE NOUS REND PRO II - PROJET 557 - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	12 950,00 €	76,45 %	9 900,00 €
		Montant Total de la subvention	9 900,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP ARISTIDE BRIAND LE BLANC MESNIL
Adresse administrative : 120 AVENUE ARISTIDE BRIAND
93150 LE BLANC MESNIL
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Véronique REBOUT, Proviseure

N° SIRET : 19930831300014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : LE THEATRE NOUS REND PRO II

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
OBJECTIF PRINCIPAL
Motiver et dynamiser les élèves en leur donnant des outils qui les rendront actifs de leur formation scolaire, et dans leurs périodes de formation en milieu professionnel.

OBJECTIFS SECONDAIRES
La découverte de métiers qu'ils ne connaissent pas mais qui sont en lien avec leur cursus scolaire.
Modifier l'image qu'on a de soi, et celle qu'on renvoie aux autres.
Comprendre les codes du monde professionnel, afin de s'adapter aux savoirs être en entreprise.
Améliorer les relations Enseignants/élèves.
Etre en empathie et dans la bienveillance
Apprendre à gérer les conflits par l'assertivité, afin de les désamorcer.

Description :
L'intervenante théâtre sera Mme Markowicz Samadar, comédienne professionnelle et formatrice en prise de parole et communication.

Elle mettra en place des jeux et des exercices qui prépareront des improvisations sur des thématiques en lien avec l'objectif principal.

Les exercices et les jeux sont ciblés afin de les aider à :
-S'exprimer à l'oral
-Développer son vocabulaire
-Adapter son langage face à divers publics et différentes situations auxquelles ils seront confrontés à court, moyen et long terme, dans la vie scolaire, professionnelle et privée.
-Argumenter lors d'entretiens professionnels et d'épreuves d'examen.
-Analyser l'image qu'on a de soi et celle qu'on renvoie à l'autre dans le but de l'améliorer.
-Travailler les gestes et attitudes corporelles, et comprendre leurs signifiants.
-Écouter et observer.
-Faire la différence entre :
-connaissances /compétences,
-points forts / points faibles

Les exercices seront suivit d'improvisations :

- Savoir se présenter lors d'un entretien
- Prendre un rendez vous par téléphone
- Gérer un conflit durant un stage ou dans les cours
- Argumenter une demande
- Le retard
- Le téléphone portable, son utilisation dans la vie professionnelle, les dangers,

Les élèves joueront différents rôles : Jeunes en situation, patrons, enseignants, etc …

Chaque exercice et improvisation seront suivis d'une analyse afin de comprendre ce qui c'est joué.

Si ils se jouent des problèmes, la scène sera rejouée par d'autres afin d'essayer d'y apporter une solution.

Pour la découverte de métiers qu'ils ne connaissent pas et qui peuvent être en lien avec leur cursus scolaire, nous ferons une sortie au Salon des métiers du Patrimoine Culturel. On y trouve les métiers de l'artisanat, de l'artisanat d'art et métiers de l' industriel (plasturgie, protection des bâtiments et des œuvres d'art, recyclage, protection de l'environnement etc …).

Moyens mis en œuvre :
3 MODULES DE 5 H

1er MODULE
Préparer la sortie au Salon des métiers du patrimoine :
-Choisir les métiers sur lesquels ils feront le reportage (à partir du catalogue des exposants) : 1 h
-Faire un questionnaire, en trouvant le vocabulaire adapté : 1 h
-Apprendre à se présenter : 1 h
-Argumenter sur ses objectifs et ses motivations : 1 h
-Au retour sélectionner les photos afin d'organiser une exposition qui permettra aux autres élèves de

découvrir ces métiers. : 1 h
(une pré-sélection aura été faite par les accompagnateurs)

2nd MODULE
Image de soi, et image qu'on renvoie à l'autre :
-Connaître ses points forts et ses points faibles : 1 h
-Argumenter sur ses compétences lors d'un entretien : 1 h
-Se présenter lors d'un entretien de stage ou un entretien d'embauche : 1 h
-Montrer sa motivation : 1 h
-Adapter son vocabulaire : 1 h

3 ème MODULE
Savoirs être en entreprise et en classe :
-Comment se comporter face aux autres employés : 1 h
-Comment gérer un conflit avec un employé, un patron : 1 h
-Comment améliorer les relations enseignants/élèves : 1 h
-Accepter les autres avec leurs différences : 1 h
-Désamorcer un conflit par la méthode de l'assertivité : 1 h

Public(s) cible(s) :
Classe(s) ou groupe d'élèves concerné(s) 150 élèves

CLA (20 élèves), Terminale CAP chaudronnier (15 élèves), Terminale Elec (24 élèves)
1 ère Elec (24 élèves), 1 ère CAP chaudronnier (10 élèves), 3 ème Pro (24 élèves)
2nde Cap chaudronnier (12 élèves), 2nde Aéronautique (24 élèves)

Localisation géographique :

- LP ARISTIDE BRIAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Théâtre à Sornettes	9 900,00	76,45%
Heures enseignants 20 HSE	800,00	6,18%
Frais Salon des métier du patrimoine	750,00	5,79%
Transports collectifs	1 500,00	11,58%
Total	12 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017-2018	9 900,00	76,45%
Participation du lycée HSE et Entrées Salon	1 550,00	11,97%
Participation des familles	300,00	2,32%
Recettes lycée (vente par les élèves)	700,00	5,41%
Finacement de la commune du Blanc Mesnil	500,00	3,86%
Total	12 950,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 900,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	15 491,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	20 850,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	155 509,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	37 290,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	44 004,00 €
2014	Travaux de maintenance	170 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 005,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	21 307,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 277,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	156 687,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	31 564,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	49 480,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	2 700,00 €
2015	Travaux de maintenance	70 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 212,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	42 095,20 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 658,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	124 319,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	201 232,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	49 659,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	7 200,00 €
2016	Travaux de maintenance	40 000,00 €

2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	8 304,83 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	129 662,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	49 659,00 €
2017	Travaux de maintenance	30 000,00 €
	Montant total	1 199 131,03 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020699

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LP ALFRED COSTES BOBIGNY 93 - PROJET 22 - DISPOSITIF NOUVELLES CHANCES DE BOBIGNY: TRAIT D'UNION -SOUTIEN A LA SCOLARITE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	6 500,00 €	80,43 %	5 228,00 €
		Montant Total de la subvention	5 228,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP ALFRED COSTES BOBIGNY
Adresse administrative : 146 AVENUE HENRI BARBUSSE
93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Nicole OZERAY, Proviseure

N° SIRET : 19931198600012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 7 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Scolariser des élèves sortis du système scolaire.
Construire un parcours de formation.
Définir les besoins de chacun des élèves et leur proposer un parcours individualisé au maximum. Travailler à l'inclusion scolaire.

Description :
Trait d'union est un dispositif académique Nouvelles Chances destiné à accueillir des élèves décrocheurs de 16 à 18 ans, issus de collèges ou de lycées. Le dispositif est rattaché au lycée Alfred Costes de Bobigny. « Hors les murs », il est installé dans des locaux mis à disposition par la mairie de Bobigny. Les cours ont lieu sur deux sites. L'équipe se compose d'un enseignant coordonnateur, d'un professeur de mathématiques (tous deux à temps plein), d'une professeure de lettres histoire géographie (12h), d'une assistante d'éducation et de trois enseignants (anglais, PSE et EPS) effectuant chacun 2h

hebdomadaires au dispositif. Un journaliste et un art-thérapeute interviennent une fois par semaine. Une supervision d'équipe est encadrée par une psychanalyste une fois par mois.
Des synthèses d'équipe ont lieu toutes les 3 semaines.

Moyens mis en œuvre :
1. Apprentissages scolaires en français, mathématiques, PSE, anglais, EPS,culture humaniste, compétences sociales et civiques. Trois groupes cohabitent, chaque groupe correspondant à un niveau qui s'échelonne de la 4ème à la 1ère. Tous les élèves n'ont pas le même emploi du temps ni le même volume horaire.

2. Évaluations régulières pour situer les élèves et envisager un projet de formation adapté à leur niveau.

3. Un conseil coopératif, où siègent tous les élèves de Trait d'union, a lieu une fois par semaine (heure de vie de classe). Ce moment, présidé par le coordonnateur, permet de donner une visibilité à tous sur le parcours de chacun. C'est surtout un lieu de proposition et de médiation.

4. Pédagogie de projet : TUTV (trait d'union télévision). Rattachée aux apprentissages scolaires, TUTV participe à la pédagogie de projet et génère des apprentissages à travers la réalisation d'une production concrète. Nous diffusons désormais également dans un collège du secteur des films qui présentent les filières de notre lycées de rattachement (tapez TUTV Costes dans Youtube) Un rédacteur en chef de presse écrite collabore avec l'équipe et accompagne les élèves dans un atelier d'écriture journalistique.

5. Pour que les élèves qui en éprouvent le besoin, puissent déposer leurs maux et affronter leurs difficultés, nous proposons une séance d'art-thérapie une fois par semaine, séance encadrée par un professionnel.Notre volonté n'est pas de soigner d'éventuelles souffrances psychiques, mais de les mettre à distance pour que les jeunes s'insèrent dans un parcours de formation en accédant aux apprentissages.

6. La supervision permet à l'équipe enseignante d'analyser sa pratique pédagogique avec ce public difficile.

7. L'appui équipe se concrétise également par notre participation chaque année au congrès de l'INEPS, qui, en plus d'être un moment de formation et d'échange a débouché cette année sur l'organisation d'un congrès des jeunes.

Public(s) cible(s) :

Élèves de 16 à 18 ans ayant décroché du système scolaire, venant de l'ensemble du département de la Seine-Saint-Denis. Le niveau des élèves est hétérogènes, certains travaillent sur le palier 1 du référentiel de compétences, alors que d'autres envisagent un passage en première pro.

Il est a noté que pour la première fois nous avons scolarisé des élèves dont l'objectif était d'apprendre à lire. Beaucoup de nos élèves sont suivis par l'ASE ou par la PJJ.
Ils intègrent notre dispositif après être passé en commission à la DSDEN du 93.

Localisation géographique :
- LP ALFRED COSTES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur journaliste M.Forgues 60h	3 000,00	46,15%
Intervenante extérieur psychologue Mme BRUN 16h	1 200,00	18,46%
Frais fournitures et matériels pédagogiques et de fonctionnement	1 300,00	20,00%
INEPS	1 000,00	15,38%
Total	6 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017-2018	5 228,00	80,43%
Reliquats lycée subvention 2016-2017	1 272,00	19,57%
Total	6 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 228,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	812,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	25 612,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	18 078,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	800,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	149 215,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	136 777,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 233,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	4 396,67 €
2014	Travaux de maintenance	30 000,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	54 689,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	18 602,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 666,98 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	148 670,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	318 826,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 296,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	8 825,00 €
2015	Travaux de maintenance	45 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	399,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	24 938,00 €

2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	17 035,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 500,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	111 874,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 640,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	27 784,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	10 283,00 €
2016	Travaux de maintenance	45 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 680,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	11 532,82 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 795,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	112 062,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	24 835,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	10 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	30 000,00 €
	Montant total	1 327 291,47 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020703

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LGT MARCELIN BERTHELOT PANTIN (93) - PROJET N°584 - POLE BILAN POSITIONNEMENT : ACCUEIL ET ACCOMPAGNEMENT - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 250,00 €	100,00 %	2 250,00 €
	Montant Total de la subvention		2 250,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT MARCELIN BERTHELOT PANTIN
Adresse administrative : 110 AVENUE JEAN JAURES
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame JAMILA FERAHTIA, Autre

N° SIRET : 19930124300010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Rendre acteur de leur projet les jeunes sans solution et rechercher une poursuite de parcours adapté à chacun :

Concrétiser un projet adapté
Mobiliser les techniques de communication
Connaître les différents dispositifs de formation
Connaitre les ressources locales
Reprendre un parcours de formation.

Description :
L'objectif du projet est l'accueil et l'accompagnement des élèves dans la construction d'un projet professionnel et la recherche de solutions, domiciliés sur le district 5.

Information collective :
Présentation de l'action aux élèves et aux familles (objectifs, déroulement, durée, poursuite de parcours possibles…) ;
Planification des premiers rendez-vous individuels…

Entretiens individuels menés par les référents de l'élève :
Vérification de l'assimilation des objectifs de l'action ;
Signature du contrat d'engagement (référent/jeune/parent).

Regroupement des jeunes en fonction des besoins et entretiens individuels.
Module d'élaboration de projets et recherche de solutions.

Modules complémentaires (technique de recherche emploi, maintien de la posture et des compétences scolaires…).
Stages / PFMP en établissement ou en entreprise.

Bilan avec le jeune et ses parents.
Mise en place d'ateliers pédagogiques de pratique musicale autour du Djembé.

Moyens mis en œuvre :
Acteurs mobilisé pour la réalisation de ce projet :

Coordonnateur MLDS et référent d'action MLDS
Personnels internes à l'Education Nationale
Intervenants externes à l'éducation nationale ou prestataires
Tuteur/référent élève pour entretiens et visites de stage.

Public(s) cible(s) :
60 élèves de plus de 16 ans sans affectation à la rentrée scolaire et donc sans solution à la rentrée nécessitant un accompagnement dans l'élaboration du projet personnel et de formation et la recherche de solutions.

Localisation géographique :

- LYP MARCELIN BERTHELOT PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Association MAI MOIRE KAFé Atelier musical 2 x15h	2 250,00	100,00%
Total	2 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017-2018	2 250,00	100,00%
Total	2 250,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 250,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 383,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	29 043,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	132 627,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	14 003,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	38 220,00 €
2014	Travaux de maintenance	60 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	19 262,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	27 379,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	128 839,00 €
2015	Ecolycées franciliens	4 700,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	9 440,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	38 830,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	25 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	95 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 993,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	32 939,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	95 981,00 €
2016	Ecolycées franciliens	15 300,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 600,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	38 830,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	35 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	50 000,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	23 064,75 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	103 550,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	38 830,00 €
2017	Travaux de maintenance	35 000,00 €
	Montant total	915 186,75 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020704

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO LYC METIER EUGENIE COTTON MONTREUIL - MON LYCÉE C'EST COTTON - PROJET 525 - SOUTIEN A LA SCOLARISATION ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	5 625,00 €	71,11 %	4 000,00 €
	Montant Total de la subvention		4 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER EUGENIE COTTON MONTREUIL
Adresse administrative : 58 AVENUE FAIDHERBE 93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Ghislaine BARILLER, Proviseure

N° SIRET : 19932116700017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif pour les élèves ciblés est de se sentir soutenu, accompagné au moment de l'entrée au lycée, d'être en mesure de mieux comprendre les exigences des équipes pédagogiques et éducatives, d'envisager rapidement les efforts nécessaires pour réussir au lycée, d'identifier les points d'appui et appartenir pleinement à « la communauté scolaire ».

Répercussions attendues pour l'établissement : un climat scolaire apaisé, une communauté scolaire (re)soudée, la mixité sociale et scolaire est vécue comme un atout et non plus comme un obstacle, on observe une mobilisation soutenue en classe.

Répercussions attendues à l'échelle du territoire : valorisation des filières professionnelles tertiaires et des

possibilités de poursuite d'études qu'elles offrent. Renforcement de l'image positive du lycée Eugénie Cotton et de l'attractivité des différentes filières.

Description :
Un accueil encadrant et bienveillant organisé sur 7 semaines (septembre – octobre) :

Semaine 1 : rentrée – entretiens d'accueil (parcours scolaire, projet post-bac – repérage des difficultés éventuelles) – sorties culturelles (Montreuil /Paris) – Travaux en groupes concernant le règlement intérieur (y compris charte de la laïcité) – fin de semaine rencontre avec les parents d'élèves en soirée et Cottonférences et/ou débat pour les adultes (parents + enseignants) «apprendre à l'adolescence ».

Semaine 2 et 3 : Poursuite, en heures de vie de classe, des travaux concernant le règlement intérieur (les interdits sont destinés à préserver un climat serein et propice au travail scolaire) – En accompagnement personnalisé : organiser son travail scolaire + repérer ses difficultés et se saisir des aides proposées au sein du lycée + s'approprier positivement le CDI, la salle d'études et les espaces communs de travail + identification des lieux permettant de travailler en dehors du lycée (bibliothèques, centres de quartier, centres culturels offrant des espaces spécifiques – y compris le Melies…).

Semaine 4 et 5 : Séances au CDI / Préparation de visites de la Bibliothèque Robert Desnos + une bibliothèque parisienne par filière (en fonction des fonds spécifiques) / Heures de vie de classe consacrée à l'engagement lycéen (préparation des élections des délégués de classe et du CVL).

Semaine 6 et 7 : Visites de la Bibliothèque Robert Desnos + une bibliothèque parisienne par filière (en fonction des fonds spécifiques) / Visite d'un lieu culturel et/ou une entreprise / Organisation d'une semaine de rencontre avec des professionnels (dispositif interne pérenne : "Mon parcours, mon métier") / / Projet interdisciplinaire : comment présenter ma filière dans le cadre des JPO ? / Accompagnement personnalisé consacré au savoir-être professionnel, à la rédaction de CV et lettre de motivation en vue de la recherche de lieu de stages / élections des représentants des élèves.

Moyens mis en œuvre :
Un accompagnement structuré et structurant toute l'année. Chaque élève bénéficie d'une heure à deux heures d'atelier tous les quinze jours et d'une à deux heures d'accompagnement personnalisé hebdomadaire.

L'accompagnement personnalisé vise à favoriser :
-la coopération des élèves au sein de leur classe,
-l'acquisition de méthodes de travail,
-la socialisation aux « codes » du monde professionnel spécifique à la filière,
-l'élaboration du projet personnel.

Les ateliers visent à favoriser :
-une mixité sociale et scolaire positive,
-une ouverture culturelle et sociale,
-l'engagement lycéen.

Ateliers :
Liens avec Parcours citoyen &EMC &Cottonférences – Parcours Santé& EPS & PSE – Parcours Artistiques et Culturel& ATC & Histoire de l'Art & Arts appliqués.
Proposition trouver un nom générique comprenant le mot cours et prévoir deux temps d'évaluation par trimestre.

Partenariats locaux : notamment avec les structures d'accueil des jeunes sur le quartier de La Noue Montreuil - Bagnolet (quartier inscrit dans le Nouveau Programme de Renouvellement Urbain 2014).

Partenariats associatifs : notamment dans le cadre de la valorisation de l'engagement lycéen (Maison des femmes de Montreuil, Association JADE, LDH, Association Alter-Natives).

Intervention de réservistes citoyens.

Intervention de professionnels en relation avec les domaines spécifiques aux différentes filières.

Mise en place d'ateliers concernant le savoir-être en milieu professionnel avec le partenariat de la Poste.

Public(s) cible(s) :
L'ensemble des élèves entrants en classe de seconde à la rentrée de septembre 2017-2018 :

2 classes de seconde professionnelle tertiaire - filière MRCU
2 classes de seconde professionnelle tertiaire - filière GA
1 classe de seconde professionnelle métiers d'arts - MARVI
1 classe de première année de CAP - CAP employé de vente
2 classes de seconde générale et technologique

Localisation géographique :
- LYP EUGENIE COTTON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Association ALTER NATIVES 30h	2 250,00	40,00%
Intervenant Association DROP DE BETON 33h	2 475,00	44,00%
Vélo école atelier vélo 18 séances	900,00	16,00%
Total	5 625,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017-2018	4 000,00	71,11%
Financement Ville de Montreuil	1 200,00	21,33%
Financement lycée	425,00	7,56%
Total	5 625,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 132,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	33 476,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 013,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	6 125,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	3 270,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	153 466,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	33 725,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 216,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	7 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	35 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 466,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	34 795,73 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 495,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	7 996,00 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	4 556,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	151 681,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	47 139,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 208,00 €
2015	Travaux de maintenance	80 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 662,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	58 026,47 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	5 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	110 730,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	60 345,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 584,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	3 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	60 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 410,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	32 234,76 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 442,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	116 267,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	28 400,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	32 492,00 €
2017	Travaux de maintenance	65 000,00 €
	Montant total	1 136 036,96 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020706

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO ALFRED NOBEL CLICHY SOUS BOIS 93 - PROJET 386 - FLE ELEVES NOUVELLEMENT ARRIVES EN FRANCE - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	5 000,00 €	100,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO ALFRED NOBEL CLICHY SOUS BOIS
Adresse administrative : 20 ALLEE DE GAGNY
93390 CLICHY SOUS BOIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur André JOACHIM, Proviseur

N° SIRET : 19932026800014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mettre en place un accompagnement linguistique afin d'augmenter le niveau de compréhension et d'expression en langue française des élèves récemment arrivés en France afin de faciliter leur intégration en classe.

Mettre en place un accompagnement pédagogique pour faire le lien avec le cours en retravaillant les notions étudiées en cours notamment dans les matières générales, il s'agit de réduire la distance entre les élèves, le programme scolaire et l'acquisition des connaissances.

Mettre en place un accompagnement culturel en organisant des sorties pédagogiques dans des musées et des institutions de la République en lien avec le programme d'éducation morale et civique afin de susciter la discussion et donc l'intégration des élèves entre eux et avec leur classe.

Description :
Cours de FLE trois fois par semaine par groupe de besoins.
Réunions entre les intervenants et les professeurs des élèves afin de travailler en collaboration et de cibler au mieux les difficultés.
Organisation des sorties dès le début de l'année pour créer une dynamique de groupe et intéresser les élèves aux différentes institutions.

Moyens mis en œuvre :
Heures prévues dans l'emploi du temps des élèves.
Temps avec l'intervenante extérieure.

Public(s) cible(s) :
Élèves issus de UPE2A et/ou rencontrant des grandes difficultés dans la maîtrise de la langue française.

Localisation géographique :
- LYP ALFRED NOBEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Association ENERGIE 166h	4 860,00	97,20%
Achats d'ouvrages FLE	140,00	2,80%
Total	5 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017-2018	5 000,00	100,00%
Total	5 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 922,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	18 371,00 €

2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	21 523,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	6 040,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	256 528,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	26 743,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 750,00 €
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	4 520,80 €
2014	Travaux de maintenance	115 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 245,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	26 592,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 302,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	7 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	250 014,00 €
2015	Ecolycées franciliens	1 500,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 505,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	28 650,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	75 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	3 560,00 €
2015	Travaux de maintenance	55 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 026,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	11 671,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	21 153,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	4 403,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	196 131,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	28 050,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	8 290,00 €
2016	Travaux de maintenance	50 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 493,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 010,40 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	14 984,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	205 938,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 100,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	30 470,00 €
2017	Travaux de maintenance	50 000,00 €
	Montant total	1 380 750,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020708

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO FREDERIC MISTRAL FRESNES (94) - PROJET N°364 - POINT ECOUTE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 500,00 €	100,00 %	4 500,00 €
		Montant Total de la subvention	4 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO FREDERIC MISTRAL FRESNES
Adresse administrative : 9 RUE FREDERIC MISTRAL
94260 FRESNES
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Elvire SAMPEDRO-ROSER, Proviseure

N° SIRET : 19941301400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Favoriser une première prise de contact avec une psychologue.
Éviter le décrochage scolaire.
Aider les élèves à verbaliser leur mal-être.
Pérenniser le travail engagé les années précédentes en termes de mobilisation et motivation scolaire.

Description :
Lieu dédié à l'écoute. Création d'une permanence d'un psychologue extérieur à l'établissement dans un lieu de confidentialité : un bureau dédié à l'infirmerie.
Prise de rendez-vous via un agenda électronique garantissant l'anonymat des consultants.
Agenda accessible uniquement pour les personnels médico-socio-éducatifs.

Moyens mis en œuvre :

Permanence de trois heures par semaine assurée par une psychologue sur des jours différents d'une semaine à l'autre favorisant ainsi l'accès à un maximum d'élèves. Le bureau du médecin scolaire est dédié à cet accueil.

Public(s) cible(s) :
L'ensemble des lycéens et étudiants : 1500 élèves du domaine général, technologique, professionnel et BTS.

Localisation géographique :

- LYP FREDERIC MISTRAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Psychologue Point écoute 75€ x 60h	4 500,00	100,00%	Subvention Région 2017-2018	4 500,00	100,00%
Total	4 500,00	100,00%	Total	4 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 134,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	23 219,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 681,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	283 874,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	19 928,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	42 630,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	4 500,00 €
2014	Travaux de maintenance	9 815,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	23 641,00 €

2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	56 934,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 389,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	220 171,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	11 108,22 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	38 467,40 €
2015	Projet-Réussite pour tous	2 250,00 €
2015	Travaux de maintenance	58 706,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 558,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	63 971,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 579,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	164 452,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	58 444,66 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	50 966,40 €
2016	Projet-Réussite pour tous	4 500,00 €
2016	Travaux de maintenance	43 592,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 134,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	14 757,60 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 204,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	159 525,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	31 219,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	15 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	5 200,00 €
	Montant total	1 182 676,28 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020709

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO ALFRED NOBEL CLICHY SOUS BOIS 93 - PROJET 144 - TRAVAIL ASSISTE AU LYCEE - SOUTIEN A LA SCOLARISATION ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	5 000,00 €	100,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO ALFRED NOBEL CLICHY SOUS BOIS
Adresse administrative : 20 ALLEE DE GAGNY
93390 CLICHY SOUS BOIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur André JOACHIM, Proviseur

N° SIRET : 19932026800014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Proposer aux élèves un lieu leur permettant de travailler dans des conditions satisfaisantes le soir entre 17h30 et 19h30.
Permettre aux élèves d'être aidés dans leur travail personnel et favoriser le tutorat.
Permettre aux élèves d'avoir un accompagnement à la scolarité pour faciliter leur réussite en organisant une aide aux devoirs systématique après l'école.
Installer les élèves dans une habitude de travail personnel en cherchant à mobiliser les contenus des cours de la journée.

Description :
Des assistants pédagogiques aident les élèves à faire leurs devoirs, expliquent les méthodes de travail et leur permettent de travailler dans un lieu au calme avec du matériel informatique. Il est proposé des

conditions de travail propices aux apprentissages et à la réussite scolaire.

Moyens mis en œuvre :
Assistants pédagogiques, salle de travail, matériel informatique.
Lien avec les enseignants pour mieux accompagner les élèves.

Public(s) cible(s) :
Elèves n'ayant pas d'aide à domicile et ayant peu ou pas de conditions pour travailler à domicile.
Elèves ayant besoin de soutien scolaire.
Elèves souhaitant approfondir leurs connaissances.

Localisation géographique :
- LYP ALFRED NOBEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Association ENERGIE Tutorat et soutien scolaire 162h	4 860,00	97,20%
Frais achats d'ouvrages préparation BAC	140,00	2,80%
Total	5 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017-2018	5 000,00	100,00%
Total	5 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 922,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	18 371,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	21 523,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	6 040,00 €

2014	Dotation globale de fonctionnement	256 528,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	26 743,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 750,00 €
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	4 520,80 €
2014	Travaux de maintenance	115 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 245,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	26 592,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 302,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	7 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	250 014,00 €
2015	Ecolycées franciliens	1 500,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 505,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	28 650,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	75 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	3 560,00 €
2015	Travaux de maintenance	55 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 026,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	11 671,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	21 153,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	4 403,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	196 131,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	28 050,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	8 290,00 €
2016	Travaux de maintenance	50 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 493,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 010,40 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	14 984,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	205 938,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 100,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	30 470,00 €
2017	Travaux de maintenance	50 000,00 €
	Montant total	1 380 750,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020713

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO GEORGES BRASSENS VILLENEUVE LE ROI (94) - PROJET N°302 - ACCOMPAGNER LES ELEVES - AIDE A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	9 170,00 €	100,00 %	9 170,00 €
	Montant Total de la subvention		9 170,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO GEORGES BRASSENS VILLENEUVE LE ROI
Adresse administrative : 12 AVENUE LE FOLL 94290 VILLENEUVE LE ROI
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Valéry LENOBLE, Proviseure

N° SIRET : 19940743800019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 25 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mettre en place des actions complémentaires, visant à :
- permettre un choix éclairé dans son comportement de citoyen et dans son orientation ;
- prendre en charge la difficulté scolaire et lutter contre le décrochage ;
- revaloriser les filières et développer l'ambition ;
- développer / encourager des attitudes et compétences citoyennes.

- lutter contre le décrochage ;
- favoriser l'insertion de tous les élèves dans les études supérieures ou dans l'activité professionnelle; - Élever le niveau de qualification ;
- Eduquer à l'écologie et au respect de l'environnement ;

- Eduquer à l'alimentation un enjeu de santé et d'équilibre.

Description :
Les actions sont proposées à un public plus large pour mixer les publics et développer le "faire ensemble et la complémentarité des talents" avec la volonté est de ne pas stigmatiser la difficulté scolaire ou le décrochage.
Plusieurs actions à destination de tous les élèves de l'établissement prenant compte de leur diversité, convergent et se complètent.
Cellule d'écoute : propose aux jeunes un espace de paroles et d'écoute lors d'entretiens confidentiels avec une psychologue clinicienne pour aider à l''intégration, la résolution de conflits, la souffrance adolescente, l'accompagnement et le conseil aux familles et au personnel. La saisine de la cellule est personnelle ou sur prescription du pole santé social ou du GDPS.
Platon Académy Atelier Philo : entrer dans la philosophie par une approche artistique et développer l'argumentaire par la joute oratoire. Un groupe de 1ère et une classe de terminale se préparent par l'étude des textes en cours. La pratique du théâtre à l'aide d'un intervenant permet une restitution théâtrale de "leurs pensées philosophiques" sous la forme d'un dialogue publique : l'Agora et ses joutes oratoires.
Parcours d'intégration pour les élèves de SEP : s'inscrire dans une classe et s'ouvrir au monde. Créer rapidement la cohésion d'un groupe constitué majoritairement d'élèves qui "n'aiment pas l'école" et restaurer l'estime de soi. Plusieurs fois dans l'année, des actions sont mises en place pour susciter la collaboration entre élèves et la rencontre du monde de l'entreprise de la seconde à la terminale.
Les ambassadeurs : valoriser les filières, développer l'estime de soi et le sentiment appartenance. Les délégués de 1ères sont formés pour intervenir dans les collèges, lors des portes ouvertes ou l'accueil des élèves en mini-stage pour présenter les filières, les attendus de la formation, le lycée et son fonctionnement, les attitudes et comportements à favoriser dans toute situation.
Jardin de Georges : éduquer à la biodiversité, à la gestion des espaces et les enjeux de l'alimentation.

Moyens mis en œuvre :
Ces actions mobilisent les équipes enseignantes, les CPE et la vie scolaire et des intervenants extérieurs. Elles se déroulent soit en ateliers mêlant plusieurs niveaux soit en groupe classe, essentiellement sur le temps scolaire (sauf pour les sorties), ceci afin de mobiliser tous les élèves même les plus "fuyants".

Public(s) cible(s) :
300 élèves des voies : générale, technologique et professionnelle mais plus particulièrement les élèves les plus fragiles d'entre eux.

Localisation géographique :

- LYP GEORGES BRASSENS VILLENEUV

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant psychologue 60h*75€	4 500,00	49,07%
Intervenant Platon Académy 30h*55€	1 650,00	17,99%
Frais Les Ambassadeurs	500,00	5,45%
Journée d'intégration	1 500,00	16,36%
Frais Jardin de Georges	1 020,00	11,12%
Total	9 170,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	9 170,00	100,00%
Total	9 170,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 170,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 069,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	24 359,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 252,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	244 719,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	36 432,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	12 754,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	9 288,47 €
2014	Travaux de maintenance	29 349,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 286,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	36 375,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	7 964,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	198 894,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	640,72 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	12 088,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	47 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	21 617,28 €
2015	Travaux de maintenance	203 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 659,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	44 952,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	190,00 €

2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	1 664,80 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	159 526,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	43 619,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 492,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	57 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	4 305,00 €
2016	Travaux de maintenance	202 285,98 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 060,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	7 418,90 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	141 289,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 878,00 €
2017	Travaux de maintenance	40 000,00 €
	Montant total	1 421 147,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020715

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO LYC METIER L ENNA SAINT DENIS (93) - PROJET N°593 - PRÉVENTION AUTOUR D'ACTIONS SUR LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE - SOUTIEN A LA SCOLARITE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	10 300,00 €	100,00 %	10 300,00 €
	Montant Total de la subvention		10 300,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER L ENNA SAINT DENIS
Adresse administrative : PLACE DU 8 MAI 1945 BP 85
93203 SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Yves BOGLINO, Proviseur

N° SIRET : 19931388300019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 25 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Travail sur l'estime de soi, la persévérance scolaire et la valorisation des élèves.
Echanges et mise eu point sur la connaissance et la valorisation des filières porteuses d'emplois.
Favoriser l'implication des familles.

Description :
Atelier sérigraphie: les élèves personnalisent leur blouse (tenue commune à tous les élèves). L'intérêt est double:d'une part appropriation de la filière et d'autre part identification par rapport à son lycée.

Rencontre avec des professionnels sous forme de mi-forums,visites d'entreprises et d'échanges dans et à l'extérieur de l'établissement.

Élaboration d'un film qui présente les filières enseignées et pourra être présenté aux familles et aux classes de 3 èmes dans le cadre de la liaison et qui leur favoriser la prise de confiance et leur oralité.

Ateliers sophrologie pour mieux appréhender le stress avant l'examen.

Espace de parole et de retour sur ses pratiques scolaires avec une psychologue qui orientera le jeune en fonction de son profil vers les partenaires extérieurs.

Moyens mis en œuvre :
Atelier sérigraphie: partenariat avec le lycée Bartholdi (Saint-Denis) qui prépare aux métiers de la mode, pour des conseils artistiques. 14 séances de 2h sur 3 semaines soit 84h à destination des 7 classes de secondes du lycée encadrée par un ou deux professeurs de la classe dans le cadre de l'accompagnement personnalisé et avec un intervenant extérieur.

Rencontre avec des professionnels en lien avec le GRETA et CFA du bâtiment.Pour 3 classes de secondes ces rencontres auront lieux dès le début de l'année pour permettre une projection, susciter de l'intérêt à des élèves qui au départ qui n'ont pas forcément choisi cette filière.

Film réalisé dans le cadre de l'accompagnement personnalisé durant 30 séances d'octobre à avril sur 3 classes de secondes. Travail avec un professionnel de l'image pour valoriser l'image de soi, prendre confiance en eux,améliorer l'oralité pour les aider dans leurs recherches de PFMP. Le deuxième objectif dans le cadre de la liaison collèges lycées est de faire découvrir le lycée aux collégiens et aux familles.

Atelier d'initiation à la sophrologie sur 6 classes de terminales à raison de 4h/classe soit 24h. Période d'avril à mai. Libérer une parole avec une professionnelle extérieure au lycée afin de recueillir des données et d'orienter le jeune vers des partenaires extérieurs en fonction des difficultés exprimées. Cet intervenant travaillera en partenariat avec les personnels dans le cadre du GPDS et apportera une expertise aux équipes.

Public(s) cible(s) :
7 classe de secondes (atelier sérigraphie)
3 classes pour l'action en lien avec l'orientation et la vidéo
Tous les niveaux de classes pour l'atelier « écoute »
6 classes de Term bac pro pour la sophrologie

Localisation géographique :

- LYP ENNA

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur Psychologue 50h	3 750,00	36,41%
Intervenant extérieur atelier sérigraphie 50h	2 500,00	24,27%
Intervenant extérieur Sophrologie 28h	1 800,00	17,48%
Intervenant extérieur - Réalisateur film 30h	2 250,00	21,84%
Total	10 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Régional 2017-2018	10 300,00	100,00%
Total	10 300,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 300,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 894,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	11 228,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	17 166,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	270 538,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	24 600,00 €
2014	Olympiades des métiers	2 800,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 628,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	25 544,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 034,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	270 233,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 850,00 €
2015	Olympiades des métiers	1 400,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 152,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	104 543,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 143,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	640,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	271 326,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	82 469,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 271,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 670,25 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	14 766,00 €

2017	Dotation globale de fonctionnement	271 727,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 100,00 €
	Montant total	1 186 184,25 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020717

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO EVARISTE GALOIS NOISY LE GRAND 93 - PROJET 146 - ACCOMPAGNEMENT DE SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE - SOUTIEN A LA SCOLARITE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 500,00 €	100,00 %	4 500,00 €
		Montant Total de la subvention	4 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO EVARISTE GALOIS NOISY LE GRAND
Adresse administrative : 32 AVENUE MONTAIGNE
93160 NOISY LE GRAND
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Marc MAGAUD, Proviseur

N° SIRET : 19932047400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Soutien et accompagnement psychologique des élèves en difficulté scolaire, familiale ou autre difficulté ayant un impact négatif sur la réussite scolaire.

Dépasser les épreuves de vie que peuvent rencontrer certains élèves et avoir la capacité de se projeter de façon positive dans l'avenir.

Donner du sens aux études.

Gagner en confiance en soi.

S'inscrire dans un parcours scolaire et l'accepter comme inique en le valorisant.

Description :
Permanence des entretiens de soutien les lundis de Novembre à Mars, tous les 15 jours.
La permanence est bien connue des autres professionnels de l'établissement, visible puisqu'elle se déroule dans un bureau face à l'infirmerie.
Dispositif clair, bien ancré dans le lycée et relayé par les autres professionnels.

Moyens mis en œuvre :
Les locaux situés à l'infirmerie sont mis à disposition pour la psychologue.
C'est l'infirmière qui prend les rendez-vous en l'absence de la psychologue.
Lors des permanences de la psychologue, elle prend le temps de rencontrer les autres professionnels (infirmière, assistante sociale, CPE, COP...) pour faire un bilan sur certaines situations.

Public(s) cible(s) :
Les élèves, filles ou garçons, quelle que soit la filière ou quel que soit le niveau d'études, qui rencontrent des difficultés familiales, scolaires ou autres et qui ont un impact sur la réussite de leur scolarité.

Localisation géographique :
- LYP EVARISTE GALOIS - NOISYLGD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
intervenant Psychologue soutien et accompagnement MMe MUTEL 60h	4 500,00	100,00%
Total	4 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région 2017-2018	4 500,00	100,00%
Total	4 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 725,00 €

2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	39 295,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 631,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 028,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	206 370,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	180 429,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 650,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	15 000,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	9 050,00 €
2014	Travaux de maintenance	20 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 654,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	83 108,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 288,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	661,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	203 939,00 €
2015	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	306 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	34 100,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	11 750,00 €
2015	Travaux de maintenance	80 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 173,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	73 851,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 515,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	149 334,00 €
2016	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	76 474,23 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	63 044,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	4 500,00 €
2016	Travaux de maintenance	90 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 453,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	23 892,69 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 574,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	156 801,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	171 173,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 300,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	55 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	180 000,00 €
	Montant total	2 164 392,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020718

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO DARIUS MILHAUD LE KREMLIN BICETRE (94) PROJET N°595 - REBONDS - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	28 756,62 €	50,00 %	14 378,00 €
		Montant Total de la subvention	14 378,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO DARIUS MILHAUD LE KREMLIN BICETRE
Adresse administrative : 80 RUE DU PROFESSEUR BERGONIE
94276 LE KREMLIN BICETRE CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Stéphane REINA, Proviseur

N° SIRET : 19941474900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Prévention du décrochage scolaire des élèves de 2nde.

Description :
L'action s'adresse à des décrocheurs « comportementaux » : élèves en situation de prédécrochage, n'ayant pas encore définitivement quitté l'établissement, mais se caractérisant par un absentéisme chronique ou des exclusions de cours répétées.
L'objectif est d'amener chaque élève en voie de décrochage à reconstruire son lien à l'école.
En particulier :
- respect des règles de la collectivité : assiduité, respect de l'autorité...
- amélioration de l'implication scolaire : construction d'une relation positive à l'enseignement.

Moyens mis en œuvre :
Pour atteindre les objectifs indiqués, 2 axes de travail :

- l'un, d'ordre personnel, vise à la reconstruction/revalorisation de l'image de soi : il s'agit de faire produire à chaque élève un récit des circonstances qui l'ont amené à décrocher. Le résultat est ensuite mis en bande dessinée ;

- l'autre, à portée collective, pour sensibiliser et éduquer à la citoyenneté : le groupe inscrit dans le dispositif a pour mission de réaliser un reportage sur un thème relevant du vivre ensemble. Ce travail, prévu pour impliquer l'ensemble des élèves de l'établissement, incite les décrocheurs à jouer un rôle positif au sein de la communauté.

L'intervention de l'association Rebonds s'organise en 3 sessions sur un trimestre, session prévue pour accueillir chacune un groupe de 8 élèves.
Avant le démarrage de chaque session, les intervenants rencontrent l'enseignant référent, les élèves et leurs parents, afin de bien connaître le profil des bénéficiaires du dispositif.
Les interventions ont lieu à raison d'une journée par semaine, divisées en 2 séances (matin et après-midi), soit 10 séances par session.

À la fin de chaque après-midi, un temps est consacré au bilan de la journée et à la programmation du déroulement de la séance suivante.
3 temps :
- mise en route
- constitution du groupe
- rappel des objectifs à atteindre
- présentation du travail à réaliser et des conditions de fonctionnement nécessaires.

4 séances en début de session
La session débute par une série d'activités ludiques brèves pour apprendre à se connaître :
- présentations croisées (un élève en présente un autre) ;
- débat pour s'accorder sur la signification de mots-clés (respect, écoute…), etc.
Il s'agit d'instaurer progressivement une relation de confiance entre les animateurs et les élèves, un climat de respect en faisant établir par les élèves eux-mêmes, les règles nécessaires au bon fonctionnement du groupe.

Vient ensuite la projection du film "Écrire pour exister" : inspiré d'une histoire vraie qui s'est passée aux États-Unis, il raconte comment, en faisant écrire leur histoire personnelle à des élèves considérés comme irrécupérables, un professeur leur a permis de réussir leur scolarité et d'aller jusqu'à l'université.
Ce film sert d'introduction à la présentation aux élèves des activités constitutives des autres temps de la session : réalisation du récit de leur parcours de décrochage et d'un reportage, expliquant qu'elles ont pour rôle de leur permettre de se responsabiliser face à leur problématique de décrochage et de révéler leur potentiel.
Récit : production d'un récit du parcours de décrochage et sa mise en bande dessinée. Chaque élève échange individuellement sur son vécu avec un animateur, permettant à ce dernier d'identifier les causes du décrochage.
À partir de ce témoignage, l'élève et l'animateur construisent une première trame du récit. Vient ensuite la phase de scénarisation puis la mise en bande dessinée du récit.
Reportage : travail journalistique sur un thème relevant de la citoyenneté, du mieux vivre ensemble (une séance par semaine durant le reste de la session). Un ou ou plusieurs sujets sont choisis par les élèves, les intervenants les aidant à identifier ceux qui relèvent du mieux vivre ensemble au sein de l'établissement. Thèmes déjà abordés : discrimination, rumeurs...

Public(s) cible(s) :
24 élèves de 2nde générale et professionnelle.

Localisation géographique :
- LYP DARIUS MILHAUD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Association Parlez Cités Chef de projet 210h*73,53 €	15 441,30	53,70%
Intervenant Association Parlez Cités Animatrice dessin 108h*73,53 €	7 941,24	27,62%
Intervenant Association Parlez Cités Journaliste 72h*74,64€	5 374,08	18,69%
Total	28 756,62	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017-2018	14 378,00	50,00%
Co financement Fonds Social Européen	14 378,62	50,00%
Total	28 756,62	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 378,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 291,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	47 637,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	25 559,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	278 351,36 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 436,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	31 094,00 €
2014	Travaux de maintenance	34 193,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	21 611,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	68 045,00 €

2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	17 317,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	275 558,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	29 025,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 387,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	10 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	64 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	24 717,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	113 582,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 835,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	200 407,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	34 659,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	27 237,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	53 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	21 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	19 689,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 050,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	49 429,36 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	254 932,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	28 342,00 €
	Montant total	1 493 032,36 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020722

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO PAUL BERT MAISONS ALFORT (94) - PROJET N°588 - PLURALITES DE REUSSITES - VALORISATION DES VOIES PROFESSIONNELLES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	6 055,00 €	100,00 %	6 055,00 €
		Montant Total de la subvention	6 055,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PAUL BERT MAISONS ALFORT
Adresse administrative : 1 RUE DU GUE AUX AUROCHS
94700 MAISONS ALFORT
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Jean-François GAUDY, Proviseur

N° SIRET : 19941355000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 31 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Promouvoir les valeurs de travail, d'effort et de rigueur comme inéluctables pour la réussite.
Permettre une scolarité sereine où les enseignements sont réinvestis.
Développer un sentiment d'appartenance et de plus grande cohésion chez les élèves.
Pour cela, il semble important de valoriser les filières professionnelles qui peuvent être synonymes de réussite, de souligner les parcours de réussite des élèves tout en énonçant les difficultés et les défis éducatifs auxquels il faut faire face quotidiennement.

Description :
L'objectif est de revaloriser le lycée professionnel et développer l'attractivité des lycées professionnels au travers d'une réflexion, d'un outil de communication et d'analyse des parcours et de la pédagogie dans l'enseignement professionnel. Il permet de mettre en lumière les canaux unissant les lycées d'enseignement aux territoires et aux entreprises et institutions et permet de favoriser des voies d'insertion

professionnelles (mise en lumière de la politique de l'emploi).

L'action permet de remotiver les élèves, les futures élèves et étudiants orientés à bon escient en filières professionnelles. Elle permet aux familles une meilleure (re)connaissance de l'établissement et du travail quotidien pour l'accompagnement des élèves vers leur réussite scolaire et professionnelle.

A travers une série d'une vingtaine d'interview, des élèves/étudiants actuels, des anciens élèves ainsi que des membres de l'équipe pédagogique, éducative et de direction apportent leurs témoignages et leurs expériences pour faire passer un message fort : à force de travail, d'effort et de rigueur, la réussite est non seulement possible en lycée professionnel mais elle est aussi plurielle.
En effet, loin de se limiter à l'obtention d'un simple diplôme, « réussir » s'inscrit dans un processus long ou l'erreur a aussi sa place, d'où le titre du projet « Pluralités de réussites ».
Le film sera diffusé lors de rencontres avec les élèves et leurs parents et pourra être suivi d'un débat, constituant ainsi un objet commun contribuant à créer/renforcer du lien entre l'institution et les élèves et leurs familles.

Moyens mis en œuvre :
Le projet se divise en trois parties :
La première partie est la phase de tournage au lycée, puis sur les lieux de stage de 2 élèves : musée de l'Armée à Paris et Mairie de Paris.
La deuxième partie est constituée par la post production du film.
Dans un troisième et dernier temps, le film sera diffusé sur le site du lycée, durant les JPO, journées d'intégration, salon de l'étudiant, collèges et sera le déclencheur d'une discussion sur l'orientation des élèves, les filières professionnelles et les parcours de réussite possibles.

Public(s) cible(s) :
30 élèves en voie professionnelle.

Localisation géographique :
- LP PAUL BERT (MAISONS-ALFORT)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Think Image frais repérage et tournage	830,00	13,71%
Intervenant Think Image frais montage	2 940,00	48,55%
Intervenant Think Image frais postproduction	2 065,00	34,10%
Intervenant Think Image frais de restitution	220,00	3,63%
Total	6 055,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	6 055,00	100,00%
Total	6 055,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 055,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 401,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 607,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 672,00 €
2014	Budget participatif des lycées	70 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	137 966,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	16 000,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 140,00 €
2014	Travaux de maintenance	156 210,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 590,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	16 838,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 197,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 530,00 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	1 770,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	143 889,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	22 464,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 136,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	37 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	9 450,00 €
2015	Travaux de maintenance	55 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 082,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	20 886,70 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 421,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	107 993,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 500,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 826,00 €

2016	Mesures de sécurité dans les lycées	5 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	23 984,00 €
2016	Travaux de maintenance	6 675,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 370,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	8 335,08 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 041,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	102 898,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	800,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 826,00 €
2017	Travaux de maintenance	45 000,00 €
	Montant total	1 016 588,78 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020723

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO PAUL BERT MAISONS ALFORT (94) - PROJET N°562 - ACCOMPAGNEMENT ET MISE EN OEUVRE DU PROJET PROFESSIONNEL - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 200,00 €	100,00 %	3 200,00 €
	Montant Total de la subvention		3 200,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PAUL BERT MAISONS ALFORT
Adresse administrative : 1 RUE DU GUE AUX AUROCHS
94700 MAISONS ALFORT
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Jean-François GAUDY, Proviseur

N° SIRET : 19941355000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 6 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Accompagner individuellement chaque jeune dans une recherche dynamique de formation et de qualification.
Construire un parcours de découverte des métiers par des stages professionnels tout au long de l'année en concordance avec les objectifs du PIIOD-MEP.
Maintenir les élèves au moins à leur niveau jusqu'à la fin de l'année scolaire.
Préparer une orientation choisie et valorisée en fin de 3ème.
Faire prendre conscience aux jeunes de leurs compétences.

Description :
Le projet "accompagnement et mise en œuvre du projet professionnel" se déroule sur l'année :
1er volet :

- remise à niveau (anglais, maths, français, TICE),
- un accompagnement personnalisé de découverte professionnelle et construction du projet de l'élève
- des stages en entreprise (ce stages permettent la découverte de métiers et du monde du travail)
- un module de remédiation scolaire
- des entretiens individuels sur deux demi-journées
- des entretiens collectifs en début et en fin d'année.

Tout ceci sera assuré et animé par une référente pédagogique, dans le cadre de son auto-entreprise, spécialisée dans l'ingénierie pédagogique du décrochage.

2ème volet :
Les élèves lassés de la scolarité en collège et/ou par exemple n'ayant pas pu bénéficier d'une orientation en 3ème préparatoire au milieu professionnel. 2 à 3 sessions/périodes de stage obligatoire défini par les chefs d'établissement participant à l'action en plus du stage obligatoire de 3ème.

L'action se déroule en partie au sein d'un établissement scolaire et en entreprise :
L'organisation type dans un établissement :
- repérage des élèves en septembre
- rendez-vous parents et élèves pour autorisation parentale d'intégrer le dispositif en octobre
- 1er stage en novembre
- suivi de l'élève à son retour de stage
- préparation du second stage en février
- suivi de l'élève à son retour de stage
- préparation du troisième stage facultatif en fonction de l'avancée du projet fin mars
- fiche de vœux à compléter début mai.

Moyens mis en œuvre :
En lien avec l'ensemble des enseignants et référents décrochage, et dans le cadre de la MLDS :
un atelier est mis en place pour renforcer cette action : atelier "stages en main" proposant un stage d'une semaine au sein d'entreprise du territoire pour un premier contact avec le monde professionnel afin de créer un lien entre les acteurs d'un territoire pour agir en faveur de l'insertion professionnel des jeunes et de faire le lien entre eux, ce qu'ils font à l'école et ce qu'ils pourront faire dans le monde professionnel.

Public(s) cible(s) :
30 élèves de décrocheurs de Seconde et de Première professionnelle ainsi qu les CAP 1 et 2 et
20 élèves de 3ème général repérés en 4ème des 9 collèges du district 5.

Localisation géographique :
- LP PAUL BERT (MAISONS-ALFORT)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Crée ton avenir 40h*50€	2 000,00	62,50%
Intervenant Crée ton avenir cours et leçons 40h*30€	1 200,00	37,50%
Total	3 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	3 200,00	100,00%
Total	3 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 401,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 607,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 672,00 €
2014	Budget participatif des lycées	70 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	137 966,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	16 000,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 140,00 €
2014	Travaux de maintenance	156 210,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 590,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	16 838,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 197,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 530,00 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	1 770,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	143 889,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	22 464,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 136,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	37 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	9 450,00 €
2015	Travaux de maintenance	55 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 082,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	20 886,70 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 421,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	107 993,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 500,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 826,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	5 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	23 984,00 €
2016	Travaux de maintenance	6 675,00 €

2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 370,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	8 335,08 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 041,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	102 898,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	800,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 826,00 €
2017	Travaux de maintenance	45 000,00 €
	Montant total	1 016 588,78 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020725

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO PAUL BERT MAISONS ALFORT (94) - PROJET N°493 - POLE BILAN POSITIONNEMENT - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 125,00 €	100,00 %	1 125,00 €
	Montant Total de la subvention		1 125,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PAUL BERT MAISONS ALFORT
Adresse administrative : 1 RUE DU GUE AUX AUROCHS
94700 MAISONS ALFORT
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Jean-François GAUDY, Proviseur

N° SIRET : 19941355000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Rendre acteur les jeunes dans la construction de leur projet et la recherche de solutions :
Concrétiser un projet adapté
Mobiliser et développer les compétences de communication
Connaître les différents dispositifs de formation
Connaître les ressources locales
Reprendre un parcours de formation ou d'insertion.

Description :
Information collective :
Présentation de l'action aux élèves et aux familles (objectifs, déroulement, durée, poursuite de parcours possibles...)

Planification des premiers rendez-vous individuels.

Entretiens individuels menés par les référents de l'élève :
Vérification de l'assimilation des objectifs de l'action.

Regroupement des jeunes en fonction des besoins et entretiens individuels :
Module d'élaboration de projet et recherche de solutions
Modules complémentaires (technique de recherche d'emploi, maintien de la posture et des compétences scolaires...)
Stages/PFMP en établissement ou en entreprise.

Bilan avec le jeune et ses parents.

Intervenants :
Coordonnateur MLDS et référent d'action MLDS
Intervenants internes et externes à l'Education Nationale
Tuteur/référent élèves pour entretien et visites de stage.

Modalités d'évaluation :
Feuilles d'émargement
Inscriptions sur les formations et fiches de liaison EN/partenaires
Listes élèves PEL : solutions/bilan à l'issue de l'action.

Moyens mis en œuvre :
En plus des enseignements et accompagnement de l'Education Nationale, un intervenant extérieur anime un atelier danse de 15 heures permettant l'ouverture culturelle et le positionnement individuel par l'art dans un groupe.

Public(s) cible(s) :
30 élèves sans solution à la rentrée scolaire nécessitant un accompagnement dans l'élaboration du projet personnel et de formation et la recherche de solutions.

Localisation géographique :

- LP PAUL BERT (MAISONS-ALFORT)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant la Maison des Arts de Créteil 15h*75€	1 125,00	100,00%
Total	1 125,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	1 125,00	100,00%
Total	1 125,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 125,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 401,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 607,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 672,00 €
2014	Budget participatif des lycées	70 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	137 966,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	16 000,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 140,00 €
2014	Travaux de maintenance	156 210,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 590,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	16 838,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 197,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 530,00 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	1 770,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	143 889,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	22 464,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 136,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	37 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	9 450,00 €
2015	Travaux de maintenance	55 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 082,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	20 886,70 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 421,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	107 993,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 500,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 826,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	5 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	23 984,00 €
2016	Travaux de maintenance	6 675,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 370,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	8 335,08 €

2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 041,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	102 898,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	800,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 826,00 €
2017	Travaux de maintenance	45 000,00 €
	Montant total	1 016 588,78 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020728

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO NICOLAS JOSEPH CUGNOT NEUILLY SUR MARNE (93) - PROJET N°592 - ACCUEIL ET MOTIVATION DES ÉLÈVES DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - VALORISATION VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 100,00 €	90,48 %	1 900,00 €
	Montant Total de la subvention		1 900,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO NICOLAS JOSEPH CUGNOT NEUILLY SUR MARNE
Adresse administrative : 55 BOULEVARD LOUIS ARMAND 93330 NEUILLY SUR MARNE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Lydie DE LURI, Proviseure

N° SIRET : 19931609200014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 20 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Développer les compétences psycho-sociales pour favoriser l'estime de soi et l'épanouissement personnel.
Travail sur l'estime de soi intégré dans la création d'un dispositif interne de remobilisation d'élèves décrocheurs ou potentiellement repérés comme décrocheurs.

Description :
Dans le cadre du contrat d'objectif et du projet d'établissement, il est souhaité la création à la rentrée 2017 d'un dispositif interne de mobilisation ou remobilisation des élèves. Ce dispositif comportera l'intervention de professeurs de l'établissement, de l'équipe médico social, et des intervenants extérieurs. Il impliquera un travail sur la nécessité de travailler autrement en cours et dans l'accompagnement des élèves. Il

prendra en compte un travail sur la réorientation éventuelle des élèves
Les objectifs du module "Estime de soi" sont :
- redonner du sens à la scolarisation,
- apprendre à favoriser l'expression des émotions et à les gérer
- participer à l'amélioration des modes d'expression et de communication en visant le respect de soi et des autres.

Moyens mis en œuvre :
En complément d'autres activités prévues en interne :

Séances de relaxation avec une sophrologue
Formation aux premier secours pour apprendre à porter secours
Ouverture culturelle et sur le monde environnant par le biais de sorties culturelles
Ateliers d'expression en petit groupe (dessins, blogs, atelier d'écriture) avec une psychologue.

Public(s) cible(s) :
Ce dispositif s'adressera aux élèves décrocheurs ou en voie de décrochage, en petits groupe sur 4 à 6 semaines, plusieurs fois en rotation sur l'année.

Localisation géographique :
- LYP NICOLAS JOSEPH CUGNOT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant psychologue 16 séances	1 600,00	76,19%
Sorties culturelles en ile de france	300,00	14,29%
Achat de matériel pédagogique pour ateliers d'écriture et d'expression	200,00	9,52%
Total	2 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017-2018	1 900,00	90,48%
Financement Education Nationale	200,00	9,52%
Total	2 100,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 900,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 188,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	19 883,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	21 820,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	206 282,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 156,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 658,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	10 080,00 €
2014	Travaux de maintenance	135 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 002,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	33 598,16 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	20 186,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	2 010,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	199 088,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	55 423,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	37 042,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	30 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	2 250,00 €
2015	Travaux de maintenance	76 500,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 539,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	46 302,10 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	19 519,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 496,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	134 032,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	32 100,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	36 342,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	25 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	20 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 030,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	18 101,36 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	19 592,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	138 538,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	37 419,00 €
2017	Travaux de maintenance	25 000,00 €
	Montant total	1 194 679,62 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020729

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO LEON BLUM CRETEIL (94) - PROJET N°300 - ESPACE PAROLE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 640,00 €	68,68 %	2 500,00 €
	Montant Total de la subvention		2 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LEON BLUM CRETEIL
Adresse administrative : 5 RUE JEAN GABIN
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Martine KERBER, Proviseure

N° SIRET : 19941413700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Prévenir les situations de crise et leurs répercussions sur le parcours scolaire de l'élève.
Offrir un espace libre et confidentiel où les élèves peuvent aborder des sujets qui les concernent.
Être une aide pour ceux qui se mettent en situation de décrochage scolaire.
Permettre aux lycéens de parler de leurs difficultés scolaires et extrascolaires, afin de pouvoir dénouer des situations et de favoriser une reprise de la scolarité ou une recherche de solutions positives pour eux-mêmes.
Permettre d'orienter les élèves vers des structures adaptées si besoin avec pour même objectif le bien-être de l'élève.

Description :
L'objectif de ce projet est d'être une alternative à l'exclusion scolaire temporaire ou définitive. Il doit permettre à des élèves de parler de leurs difficultés afin de pouvoir dénouer des situations.

Les permanences de 2 heures par semaine avec prise de rendez-vous à l'infirmerie.
Les élèves peuvent être reçus seul ou à plusieurs, voire être orientés vers d'autres structures avec autorisation parentale.
La psychologue reçoit les parents qui le souhaitent.
Cette année plusieurs professeurs ont également demandé à être reçus.

Moyens mis en œuvre :
Des réunions préalables autour du projet se sont tenues avant la mise en place des consultations.
La psychologue a rencontré les élèves du "Conseil de vie lycéenne" pour les informer et échanger sur le projet, ils ont ainsi pu transmettre auprès de leurs paires.
Elle a également rencontré les parents d'élèves au conseil d'administration.

Public(s) cible(s) :
environ 70 à 80 élèves du lycée, toutes classes confondues, ainsi que les professeurs qui en ressentent le besoin par rapport à une classe ou à un élève en particulier.

Localisation géographique :
- LYP LEON BLUM

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant psychologue 65h*56€	3 640,00	100,00%
Total	3 640,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	2 500,00	68,68%
Reliquat	1 140,00	31,32%
Total	3 640,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 352,00 €

2014	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	2 152,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	34 027,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 246,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	245 573,00 €
2014	Ecolycées franciliens	4 500,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 436,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 693,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	1 366,08 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 542,00 €
2015	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	832,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	69 175,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	11 529,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	3 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	200 481,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	20 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 192,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	40 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	6 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	3 194,52 €
2015	Travaux de maintenance	52 500,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 258,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	80 937,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 497,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 500,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	144 971,00 €
2016	Ecolycées franciliens	3 000,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 976,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	10 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	3 300,00 €
2016	Travaux de maintenance	24 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 776,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	12 821,50 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	283,00 €
2017	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	12 600,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	146 644,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 798,00 €
2017	Travaux de maintenance	10 000,00 €
	Montant total	1 060 507,10 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020730

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LGT HENRI WALLON AUBERVILLIERS (93) - PROJET N°308 - REMOBILISATION EN FLS (FRANCAIS LANGUE DE SCOLARISATION) - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	8 500,00 €	100,00 %	8 500,00 €
	Montant Total de la subvention		8 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT HENRI WALLON AUBERVILLIERS
Adresse administrative : 146 RUE DES CITES
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Nicolas FIX, Proviseur

N° SIRET : 19930116900017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 11 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
OBJECTIFS GENERAUX :

Remobiliser des jeunes en voie de déscolarisation ou en difficulté pour atteindre une première qualification,
Inscrire ces élèves dans une dynamique d'apprentissage et de perfectionnement de la langue française,
Renforcer les compétences de base préalables afin d'accéder à une formation qualifiante,
Construire une démarche citoyenne,
Construire le raisonnement et l'ouverture d'esprit,
Aider les élèves à universaliser leur pensée,
Développer l'ouverture culturelle,
Connaître les dispositifs d'insertion, les ressources disponibles.

OBJECTIFS METHODOLOGIQUES :

Acquérir les repères spatio-temporels,
Apprendre à utiliser les outils de recherche documentaire,
Comprendre les consignes,
Apprendre à mémoriser,
Apprendre à organiser son travail scolaire,
Amener les élèves à l'autonomie

OBJECTIFS FRANCAIS LANGUE SECONDE ET PHONETIQUE :

Acquérir les bases du français « de tous les jours »,
Acquérir le vocabulaire de scolarisation,
Développer la communication orale : mémorisation, restitution et cohérence du message,
S'informer, se documenter,
Maîtriser l'expression écrite,
Aider les élèves à développer les compétences orales de prononciation de la langue française,
Intégrer le rythme de la langue française,
Prendre conscience du fait que leur oreille est sourde à certains sons,
Prendre conscience des différentes parties de leur corps sollicitées
pour prononcer un son,
Consolider l'orthographe

OBJECTIFS PARENTALITE / MEDIATION PARENTS CHINOIS :

Faciliter la communication entre l'équipe pédagogique et administrative et les élèves chinois et leurs familles dans le cadre du suivi individualisé,
Développer un climat de confiance entre les équipes pédagogiques et administratives et les familles,
Permettre aux familles de s'investir dans la scolarité de leurs enfants et comprendre le fonctionnement du système scolaire français

OBJECTIFS THEATRE :

Prendre confiance en soi
Débloquer le corps et le langage
Parler français par plaisir
Dépasser la barrière de la langue

Description :
Chaque année à la rentrée, des jeunes de plus de 16 ans, issus de classes d'accueil pour des élèves allophones sont repérés comme étant « sans solution » dans le cadre des PSAD-FOQUALE. Leur niveau de maîtrise du français et leurs acquis en enseignement général ne leur permettent pas une poursuite d'études.
Dans le cadre de l'accompagnement des parcours de réussite et au titre des activités de la MLDS, le district 2 met en place 2 actions de remobilisation français langue de scolarisation (FLS) pour accueillir ses propres élèves et ceux des districts voisins.

Le lycée Henri WALLON accueille l'une de ces 2 classes MODAL-FLS (MOdule D'Accueil en Lycée - FLS) du 11/09/2017 au 30/06/2018.

CALENDRIER :
- accueil des élèves et des familles du 11/09 au 22/09/2018

- formation (30 semaines, dont 2 en stage de découverte des métiers)
- accompagnement et suivi : 18/06 au 29/06/2018

REGULATION :
- entrée et sortie des élèves permanentes selon les places libres
- gestion des absences par une CPE
- suivi individualisé assuré par les enseignants-tuteurs
- 6 concertations avec l'équipe pour fixer les objectifs généraux et pédagogiques,répartir le public entre les deux classes, évaluer et mesurer l'évolution des élèves et des projets,adapter les méthodes et enseignements, établir des liens entre les différents contenus en début et en cours d'action.
- 3 conseils de classe
- Remise des bulletins chaque trimestre aux familles par la CPE et les tuteurs en présence des élèves.

Moyens mis en œuvre :
Contenu, organisation :

- 1ère et 2ème semaine : accueil, entretiens individuels menés avec chaque élève et sa famille (ou responsables légaux) et réalisés par les coordonnatrices et la référente de l'action : accueil et écoute individualisés, informations, remobilisation, prise en compte du parcours et du projet de chacun, contractualisation de la formation proposée
- 3ème semaine : intégration, inscriptions administratives et accueil collectif dans l'établissement, visite des lieux, présentation des personnels du lycée, explication du règlement intérieur, règles de vie, ½ journées de rencontres sportives
entre élèves et professeurs, accueil collectif parents/intervenants, jeux de rôles, jeux de piste,évaluations s'appuyant sur les différents niveaux du DELF

Formation :

1 - jusqu'au 24/11/2017, travail axé principalement sur :
a) l'oral intensif / FLS avec des thématiques communes et transversales (se présenter/ environnement proche/ Alimentation-santé...)
b) recherche de solutions alternatives pour des élèves dont les besoins ne correspondent pas à l'action
2 -à partir du 27/11/2017, et après concertation, mise en place des modules et des sous-groupes (avec évolution en cours d'année) à partir des besoins individuels repérés, mise en place de l'emploi du temps hebdomadaire : maths 5h ; français : 3h ; français langue seconde et de scolarisation/méthodologie/phonétique 5h - E.P.S. 2h ; anglais 3h ; histoire-géographie 3h ; atelier de philosophie 2h ; biologie 2h ; informatique 2h ; projet culturel 2h, Espagnol 2h et sciences physiques 2h à partir d'avril 2018 (selon les choix d' orientation)

Préparation au DELF : 2h hebdomadaires de février à mai ou juin selon le niveau préparé
Les élèves font un stage en entreprise d'1 semaine et 1 mini-stage en classe banale pour valider projet professionnel et choix d'orientation.
Interprétariat et médiation en chinois au fil de l'année. Travail sur la parentalité.

Public(s) cible(s) :
26 élèves (en flux) venant du district et des districts voisins. Jeunes de plus de 16 ans dont le niveau de maîtrise de la langue française et les acquis en enseignement général ne permettent pas une poursuite d'études immédiate et qui nécessitent un accompagnement spécifique leur permettant d'intégrer un parcours d'insertion sociale et professionnelle tout en perfectionnant leur maîtrise de la langue française.

Le lycée Henri WALLON accueille l'une des 2 classes MODAL-FLS (MOdule D'Accueil en Lycée - FLS) du district 2.

La répartition du public est organisée entre les 2 classes (1 à Rimbaud et 1 à Henri Wallon) pour favoriser l'intégration : mixité filles-garçons, prise en compte des affinités et des projets d'orientation. Le niveau scolaire est aussi pris en compte : les plus avancés sont scolarisés au lycée RIMBAUD, les plus fragiles dans les acquis scolaires à WALLON.

Localisation géographique :

- LCM HENRI WALLON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur Mélanie GONDOUX Travail sur la langue écrite et orale, phonétique, méthodologie 140h	7 000,00	82,35%
Intervenant extérieur Manon GUILLEMIN Atelier théâtre - soutien à l'expression orale	1 500,00	17,65%
Total	8 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017-2018	8 500,00	100,00%
Total	8 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 612,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	26 997,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	412,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	5 376,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	4 632,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	2 570,00 €

2014	Dotation globale de fonctionnement	218 652,00 €
2014	Ecolycées franciliens	3 000,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	9 229,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 707,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	70 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	490 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 444,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	28 018,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 387,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	12 912,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	4 570,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	191 583,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 336,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 919,00 €
2015	Travaux de maintenance	300 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 830,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	27 021,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 882,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	19 237,50 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	166 452,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	29 019,00 €
2016	Travaux de maintenance	510 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 975,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	6 066,80 €
2017	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	7 181,25 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	158 794,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	29 249,00 €
	Montant total	2 182 411,55 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020731

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LGT GEORGE SAND LE MEE SUR SEINE (77) - PROJET N°332 - BAC ET GESTION DU STRESS - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 625,00 €	70,27 %	3 250,00 €
		Montant Total de la subvention	3 250,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT GEORGE SAND LE MEE SUR SEINE
Adresse administrative : 200 ROUTE DE CORBEIL
77350 LE MEE SUR SEINE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Bruno MARIS, Proviseur

N° SIRET : 19771663200017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 6 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Éviter le décrochage des élèves les plus fragilisés scolairement et/ou socialement en rompant leur isolement par la verbalisation de leurs craintes face aux échéances de l'examen, des problématiques qui font blocage à leur mobilisation scolaire.
Conduire ces lycéens à mieux gérer leur stress, leurs appréhensions à l'approche des épreuves du bac.
Engager ces jeunes dans une démarche volontaire, une réflexion collective et personnelle sur les enjeux scolaires, les comportements limitatifs, la crainte de l'échec et les stratégies opérantes pour la vaincre.

Description :
L'action est en pleine cohérence avec la démarche globale de lutte contre le décrochage mise en œuvre dans l'établissement. L'intervention d'un psychologue qui anime des groupes de parole et mène des entretiens individuels avec des élèves volontaires et demandeurs.
L'intervenant, associé au GPDS et animateur de débats CRIPS auprès des élèves de 2nde, est reconnu

tant par les équipes que par les lycéens comme partenaire à part entière de la politique éducative et de prévention.
La demande des lycéens est spontanée. Certains privilégient les groupes de parole, lieu d'expression conduisant à repérer, analyser les mécanismes de frein à la réussite et rechercher collectivement des pistes de solution. Pour d'autres, le groupe de parole constitue le préalable à une demande d'entretien individuel.
La qualité du partenariat est pour beaucoup dans le succès de cette action.
Il est à noter que la direction et les CPE sont systématiquement informés du contenu des interventions afin d'assurer en cohérence le suivi des jeunes en risque de décrochage.

Moyens mis en œuvre :
Interventions du psychologue dans l'établissement.

Public(s) cible(s) :
40 élèves prioritairement de classes de Terminale, toutes séries confondues. Cependant, groupes de parole et entretiens sont offerts aux élèves de Première ou de Seconde lorsqu'ils les demandent.

Localisation géographique :

- LYP GEORGE SAND (LE MEE/SEINE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant psychologue 47,5h*70€	3 325,00	71,89%
Participation intervenant GPDS	1 300,00	28,11%
Total	4 625,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	3 250,00	70,27%
Reliquat	175,00	3,78%
Rectorat	1 200,00	25,95%
Total	4 625,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 250,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 073,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	10 678,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	760,38 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 440,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	137 831,00 €
2014	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	9 971,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	13 930,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	3 450,00 €
2014	Travaux de maintenance	259 800,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 618,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	19 196,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	449,99 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 360,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	137 144,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	25 618,36 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 620,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	82 020,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	7 320,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	5 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	27 800,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	731,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	33 703,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	-199,85 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	107 016,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 620,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	1 125,00 €
2016	Travaux de maintenance	18 500,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 416,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 959,40 €
2017	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	391,68 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	108 115,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 924,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	95 200,00 €
2017	Travaux de maintenance	102 250,00 €
	Montant total	1 071 441,96 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020734

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO LYC METIER FRANCOIS RABELAIS DUGNY (93) - PROJET N°574 - PROJET O2, REMOBILISATION ET PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE -SOUTIEN A LA SCOLARITE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	18 688,00 €	32,58 %	6 088,00 €
		Montant Total de la subvention	6 088,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER FRANCOIS RABELAIS DUGNY
Adresse administrative : RUE FRANCOIS RABELAIS 93440 DUGNY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Dominique GOBETTI, Proviseure

N° SIRET : 19932126600017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 27 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif du projet consiste à trouver des solutions pertinentes et adaptées à la démotivation des élèves, ceci en articulation avec le GPDS et la MLDS.

Le constat : une des sources du décrochage scolaire au sein de l'établissement s'explique par le décalage entre la formation rêvée et idéalisée et les attentes réelles, les exigences professionnelles demandées sur la voie chioise. Il est primordial de proposer des remédiations pour ceux qui décrochent de ce fait. Nous travaillions d'ores et déjà en étroite collaboration avec la coordonnatrice de la MLDS et nous poursuivrons dans ce sens. Les passerelles sont utilisées mais ne suffisent pas. Certains élèves ont besoin d'être encadrés et de bénéficier d'un suivi personnalisé pour les raccrocher en donnant du sens aux apprentissages.

Une autre source est l'orientation subie pour certains élèves. La filière "service et commercialisation", malgré les efforts des personnels de l'établissement pour la promouvoir auprès des élèves reste peu attractive. Des actions spécifiques ont lieu au cours de 1er trimestre afin de sensibiliser l'ensemble des élèves de 2nde Baccalauréat Professionnel qui est affecté sur le champ "restauration" en juin. Cependant en 2nde Baccalauréat professionnel les élèves se voient parfois imposés cette filière (une dizaine d'élèves chaque année). Certains s'adaptent très bien quand d'autres se désinvestissent, se démotivent voire s'absentent de manière perlée.

C'est pourquoi, dans la réflexion que nous avons mené cette année sur l'accompagnement personnalisé, privilégiant les savoirs-être, a émergé un projet visant le raccrochage des élèves qui perdent pied au sein du lycée.

Nous avons choisi, comme nom au projet « O2 », pour le souffle que cette pause permettra aux élèves dans leur scolarité ; pause qui leur permettra de prendre l'élan nécessaire.

Description :
Les élèves qui par leur comportement inadapté mettent en péril leur scolarité, nuisent à leur propre apprentissage voire sont un obstacle aux apprentissages de la classe doivent trouver une prise en charge pertinente au sein de l'établissement.

Le dispositif de prise en charge de ces élèves s'appuie sur une équipe pluridisciplinaire investie.

Des enseignants de matières générales et de matières professionnelles se portent volontaires pour intégrer le dispositif. Ces enseignants d'horizons différents s'entendent sur l'exigence et la bienveillance à l'égard des élèves.

Un coordonnateur du dispositif : M. Le Men, professeur d'EPS.

Des référents parmi l'équipe afin de se charger de la communication à l'équipe éducative et pédagogique. Ainsi chaque élève intégré au dispositif aura un référent. Ces référents, personnels et enseignants mobilisés sont les suivants :

-Intervenant extérieur (Théâtre houdremont - La courneuve)
-Mme Chérif, professeure de Mathématiques, (esprit critique)
-Mme Khima, professeure de Sciences appliquées (entretiens miroirs)
-M. Cuissette (atelier corps et voix, ateliers conscience de soi)
-M. Berton, professeur de Service et commercialisation, (intégration en TP)
-M. Berteau, professeur de Cuisine,
-M. Cardinale, professeur de Cuisine (intégration en TP)
-Mme Guérin, atelier de pâtisserie (rigueur et mesure)
-Mme Salvat, CPE, pour le suivi à court et moyen terme
-Mme Benzaidi, Proviseure adjointe pour l'intégration dans le dispositif)

Le dispositif est prévu dans sa première version pour un effectif de 6 à 8 élèves maximum par session et s'adresse à tous les élèves de l'établissement.

Ce sera la troisième année de ce dispositif qui aura touché près de 150 élèves sur deux ans.

Public(s) cible(s) :
Les élèves en situation de décrochage scolaires dans l'établissement. Concerne entre 60 et 100 élèves de l'établissement (scolaire et apprentis)

Localisation géographique :

- LYP FRANCOIS RABELAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant théâtre Houdremont Ateliers artistiques	4 480,00	23,97%
Frais de transports	420,00	2,25%
Frais billetterie spectacle	288,00	1,54%
Frais de fonctionnement et de coordination	900,00	4,82%
HSE rémunération heures enseignants	12 600,00	67,42%
Total	18 688,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017-2018	6 088,00	32,58%
Financement lycée heures HSE	12 600,00	67,42%
Total	18 688,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 088,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 090,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	38 105,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	25 152,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	197 840,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	20 857,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	52 530,00 €
2014	Travaux de maintenance	125 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 813,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	76 566,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	25 283,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 840,00 €

2015	Dotation globale de fonctionnement	202 036,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	11 288,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	60 814,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	15 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	4 716,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 113,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	53 922,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	22 616,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 560,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	138 606,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	36 846,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	60 814,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	20 000,00 €
2016	Olympiades des métiers	1 400,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	5 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	10 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 897,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	19 375,18 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	16 670,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	145 071,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	44 984,00 €
	Montant total	1 284 964,18 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020735

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LGT LE CORBUSIER AUBERVILLIERS (93) - PROJET N°589 - PRÉVENTION ET GESTION DU STRESS À L'ATTENTION DES LYCÉENS DE 3 ÉTABLISSEMENTS D'AUBERVILLIERS - SOUTIEN A LA SCOLARITE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	7 200,00 €	100,00 %	7 200,00 €
	Montant Total de la subvention		7 200,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT LE CORBUSIER AUBERVILLIERS CEDEX
Adresse administrative : 44 RUE LEOPOLD RECHOSSIERE 93533 AUBERVILLIERS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Didier GEORGES, Proviseur

N° SIRET : 19930117700010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 23 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet correspond à la mise en place d'un « Point écoute » où ils échangeront avec un psychologue extérieur à l'établissement afin d'acquérir ou de réacquérir les codes scolaires et sociaux pour s'inclure au Lycée.

Les objectifs sont :

Développer et entretenir des partenariats entre les lycées et des acteurs extérieurs au système éducatif,

Échanger sur les appréhensions scolaires des jeunes (résultats, orientation), identifier les raisons et trouver des solutions d'apaisement en communiquant avec une personne totalement extérieure,

Verbaliser ses pensées et ses émotions, développer son analyse,

Apprendre à faire face à ses frustrations et gérer ses angoisses.

Description :
On observe dans les établissements concernés une dégradation du climat scolaire à l'approche des périodes de tension (examens blancs, choix d'orientation, stages). Cette dégradation du climat scolaire a été repérée à l'occasion du diagnostic établissement que les référents décrochage scolaire investis dans ce projet ont établi (Lycée H.Wallon : +15% de sanctions au 2ème trimestre, 4 conseils de discipline sur la période/ aucun sur la précédente, +35% d'absentéisme).

L'intervention d'un(e) psychologue se fera sous la forme d'un « point écoute » sur un créneau précis dans chacun des établissements. Les élèves repérés par les équipes éducatives seront orientés au cas par cas vers ce dispositif.

Le lycée Le Corbusier sera l'établissement porteur de cette action, les points écoute auront lieu dans chacun des trois établissements concernés, sur des créneaux spécifiques. Chacun des établissements a un référent du projet : M. Beauvois (CPE/ référent décrochage scolaire) pour Wallon, Mme Tetherel (CPE/ référente décrochage scolaire) pour Le Corbusier, Mme Bouchaud (enseignante Histoire-Géo/référente décrochage scolaire) pour D'Alembert.

Moyens mis en œuvre :
Sur une base hebdomadaire, un psychologue est présent sur l'établissement pour s'entretenir individuellement avec les élèves qui en ont besoin (avec leur accord). Il conduit 3 entretiens/semaine dans chaque établissement (2h par établissement). Les prises de rendez-vous sont gérées par le référent en coordination avec les personnels éducatifs et médicaux de chacun des Lycées.

Public(s) cible(s) :
Ce projet est ainsi destiné à des élèves repérés par l'équipe éducative et/ou le Groupe de Prévention du Décrochage Scolaire (GPDS).

Au regard du nombre de classes et d'élèves dans ces trois établissements scolaires, le dispositif portera sur un nombre d'élèves variable selon les trimestres et certainement croissant à l'approche des épreuves certificatives. Nous estimons qu'il touchera par trimestre autour de 75 élèves pour l'ensemble des établissements, en raison de sessions entre 20 et 25 élèves par établissement pour l'atelier gestion du stress. A l'année, le dispositif peut donc toucher plus de 200 élèves.
De plus, les élèves qui en ressentiraient le besoin et/ou ceux proposés repérés par le GPDS seront amenés à intégrer le dispositif par le biais du "point écoute".

Localisation géographique :
- LYT LE CORBUSIER (AUBERVILLIER

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur Point écoute - 3 lycées 168h annuelles	7 200,00	100,00%
Total	7 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région 2017-2018	7 200,00	100,00%
Total	7 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 122,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	21 791,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	391,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	3 232,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	8 907,33 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	317 044,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	66 496,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	74 055,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	7 220,00 €
2014	Travaux de maintenance	65 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 676,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	24 871,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 366,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	4 977,32 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	313 015,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	74 343,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	1 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	7 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	80 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 529,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	49 759,00 €

2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	679,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	6 049,51 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	234 201,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	9 484,80 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	74 343,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	100 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	135 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 665,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	20 823,42 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	11 598,00 €
2017	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	12 600,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	236 355,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	74 002,00 €
2017	Travaux de maintenance	220 000,00 €
	Montant total	1 970 535,38 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020736

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LP ARMAND CARREL PARIS 19EME - PROJET N°572 - DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES PSYCHOSOCIALES - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	6 650,00 €	100,00 %	6 650,00 €
	Montant Total de la subvention		6 650,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP ARMAND CARREL PARIS 19EME
Adresse administrative : 45 RUE ARMAND CARREL
75019 PARIS 19EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Nadine RIU, Proviseure

N° SIRET : 19752700500015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le lycée professionnel Armand Carrel accueille environ 250 élèves dans les filières tertiaires ARCU (Accueil et relation clients et usagers) et Gestion Administration (GA).

Pour beaucoup, les élèves ont vécu une scolarité faite de ruptures, auto-perçue comme un échec. Un représentation dévalorisée de la scolarité de chacun se généralise. Par ailleurs, un certain nombre de ces lycéens rencontrent des difficultés psychosociales liées, entre autre, à des contextes familiaux difficiles. Un certain nombre d'élèves ne comprend pas les attendus de l'institution, ne parvient pas à s'accommoder à son rôle d'élève et a des comportements déviants ou turbulents.

Tous ces éléments concourent à un climat scolaire difficile, des ruptures dans les apprentissages, une représentation de l'institution dégradée.. et à de forts taux de décrochages dont les formes, les causes et

les effets varient individuellement.

On compte un peu plus d'un tiers d'élèves en processus de décrochage plus ou moins avancé et un très fort taux d'incidents, d'incivilités, de violences. Beaucoup des élèves sont en souffrances.

Il est donc nécessaire d'agir sur le climat scolaire, de favoriser l'acquisition des codes et de soutenir les élèves dans leur scolarité, souvent douloureuse. Le développement des compétences psychosociales est un levier central : apprendre à écouter, à comprendre et gérer ses émotions, à savoir gérer son stress, à communiquer de manière non violente mais aussi favoriser la résilience de ces élèves aux parcours scolaires souvent chaotiques qui ont besoin d'être revalorisés.

Il s'agit ainsi de favoriser la réussite scolaire et éducative de nos élèves, de prévenir la violence et le décrochage scolaire et de permettre à ces futurs citoyens de pouvoir s'insérer professionnellement et socialement.

Description :
Le projet de développement des compétences psychosociales des élèves s'appuie à la fois sur des techniques de méditation (travail sur le corps, la respiration, la gestion des émotions) et sur une approche invitant à la réflexivité. Développement des compétences psychosociales (apprentissage de l'écoute, de la communication et de la gestion des émotions) afin de soutenir la scolarité et l'acquisition des codes.

Il a été mis en œuvre de manière expérimentale durant l'année scolaire 2016-2017, à l'initiative d'enseignants et de la vie scolaire. Le projet a été une grande réussite : les élèves ont totalement adhéré à l'approche grâce aux interventions en classe et sont demandeurs de RDV individuels (ou en petits groupes) avec l'intervenant. Les élèves ont témoigné un mieux-être et les professionnels ont constaté une évolution positive des comportements des élèves suivis.

L'ensemble de la communauté éducative souhaite donc renouveler et développer le projet pour l'année 2017-2018.

Le projet s'articule en trois volets :

1) La formation des enseignants et personnels de l'établissement volontaires
Il s'agit de former, sur 14 heures (deux journées de formation + 2H de bilan), l'ensemble des professionnels volontaires du lycée, sur des techniques de méditation et de développement des compétences psychosociales : identification et gestion de ses émotions, mise en place d'un cadre favorisant la concentration, développement de techniques facilitant le respect des règles de vie commune et la communication non violente etc.
Cette formation, qui répond aux besoins des enseignants, permet à ces derniers de s'approprier les techniques afin de les transférer dans leurs classes.

2) La formation des élèves en classe
L'intervenant sensibilise les élèves en classe durant 3heures, à raison de 3 interventions.
Il s'agit de se présenter, de sensibiliser et convaincre à l'importance de la maîtrise de soi et du respect de l'autre par la pratique de techniques.

3) L'accompagnement individuel d'élèves présentant des difficultés psychosociales.
Les élèves qui le souhaitent bénéficient d'un accompagnement personnalisé favorisant la réflexivité.

Moyens mis en œuvre :
Le projet ambitieux de développement des compétences psychosociales via la méditation engage différents professionnels :

- les enseignants et autres personnels de l'établissement (AED, CPE, agents, personnels médico-sociaux et de direction) qui sont engagés dans une formation sur le temps scolaire;

- l'équipe du lycée qui met à disposition de l'intervenant et de son public les locaux nécessaires;

- une enseignante et la CPE qui coordonnent le projet (mise en place, suivi et évaluation).

- un intervenant extérieur : Mathieu Brégégère, éducateur spécialisé et formateur auprès de travailleurs sociaux en méditation.

Public(s) cible(s) :
Ce projet s'adresse à tous les élèves du lycée, de la seconde à la terminale, via les interventions en classe. Il cible, pour les entretiens individuels en en groupes réduits, particulièrement ceux qui présentent le plus de fragilités psychosociales : difficulté à gérer leurs émotions et à faire fasse au stress, manque de confiance et d'estime de soi, difficultés de communication, manque de savoir-être, fragilités psychiques, sortants de collège qu'il faut réconcilier avec l'institution scolaire...

Les interventions et formations dans toutes les classes permettront une première prise de contact entre l'intervenant et les élèves. Les élèves identifiés comme prioritaires seront invités par la suite à des RDV individuels, afin d'entreprendre un travail personnel.

La communauté éducative, toutes catégories confondues, sera également bénéficiaire d'une formation auprès de l'intervenant, permettant une réappropriation des outils et un transfert dans les pratiques quotidiennes. Cette formation permettra également à chaque professionnel volontaire de développer une approche plus sereine, grâce à la transmission de techniques de concentration et de méditation.

Localisation géographique :
- LP ARMAND CARREL (PARIS 19)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Mathieu Brégégère Formation Santé Bien Etre	6 650,00	100,00%
Total	6 650,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017-2018	6 650,00	100,00%
Total	6 650,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 650,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 895,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	7 170,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 519,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	3 200,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	87 476,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	5 920,00 €
2014	Travaux de maintenance	21 337,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 000,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	10 000,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 781,00 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	4 522,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	67 721,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	6 061,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 888,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 144,00 €
2016	Budget d'autonomie des lycées (fonctionnement)	15 252,00 €
2016	Budget d'autonomie des lycées (investissement)	12 460,00 €
2016	Développement des parcours européens des lycées professionnels	4 234,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	84 798,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 126,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	5 615,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	29 357,00 €
2017	Développement des parcours européens des lycées professionnels	3 408,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	92 971,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	6 170,00 €
2017	Travaux de maintenance	8 100,00 €
	Montant total	414 149,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020737

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO SAINT-EXUPERY CRETEIL (94) - PROJET N°457 - REMISE A NIVEAU ET MAÎTRISE DE LA LANGUE FRANCAISE - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	8 750,00 €	100,00 %	8 750,00 €
	Montant Total de la subvention		8 750,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO ANTOINE DE SAINT EXUPERY CRETEIL
Adresse administrative : 2/4 RUE HENRI MATISSE 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Jérôme LE GUILLOU, Proviseur

N° SIRET : 19940114200013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Plusieurs objectifs sont visés à savoir :
- renforcer l'acquisition et l'exercice de la langue française grâce à l'apport d'ateliers pluridisciplinaires
- instaurer un climat serein propice à l'apprentissage
- assurer un accompagnement efficient en vue d'une poursuite d'études choisies
- permettre une meilleure intégration citoyenne dans la société française par la connaissance de sa culture, de ses institutions et de ses lois républicaines.

Description :
Le projet a pour objectif l'intégration des élèves nouvellement arrivés en France et permettre leur rescolarisation et/ou leur insertion professionnelle.
Ces élèves nouvellement arrivés en France, de plus de 16 ans, sont testés dans les CIO en charge des

élèves nouvellement arrivés sur le Val de Marne pour une scolarisation.
Lorsque leur niveau scolaire est jugé insuffisant, ils sont orientés vers la MLDS.
Il leur est proposé une année de remise à niveau dans une action dite "Remobilisation FLE". C'est dans ce cadre que des formations en langue française leur sont dispensées à raison de 9 heures par semaine, ainsi que d'autres modules en lien avec le socle commun de connaissances et de compétences leur permettant ainsi d'accéder à une poursuite d'études visant à l'acquisition d'un diplôme de niveau V et IV.
De nombreuses compétences sont également visées à travers ce dispositif grâce au travail inter-disciplinaire de l'équipe pédagogique.
Les intervenants extérieurs (théâtre, initiation au cinéma et projet numérique) sont des apports pluridisciplinaires qui vont permettre à ces jeunes de renforcer davantage leurs compétences langagières.

Moyens mis en œuvre :
Les actions portent sur :
- la pratique du français à l'oral par le biais du théâtre,
- la préparation tout au long de l'année au Diplôme d'Etat en Langue Française,
- la recherche de stage,
- l'écriture cinématographique-réalisation de vidéo-portrait,
- la création d'un site web et l'utilisation d'outils numériques,
- l'éducation à la citoyenneté (élection des délégués de classe),
- la préparation à l'ASSR,

et sont autant de moyens mis en œuvre en plus des enseignements dit classiques (français, mathématiques, anglais, ECJS, techniques du tertiaires, arts appliqués... financés par l'Éducation Nationale), pour permettre aux jeunes d'acquérir un niveau suffisant en vue d'une poursuite de scolarité en formation initiale.

Public(s) cible(s) :
20 élèves de plus de 16 ans, nouvellement arrivés sur le territoire, scolarisés ou non scolarisés antérieurement et repérés par les CIO du Val de Marne en charge des cellules EANA.

Localisation géographique :
- LYP A DE SAINT EXUPERY CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Maison des Arts de Créteil atelier théâtre 40h*75€	3 000,00	34,29%
Intervenant Méga projet et création numérique 55h*50€	2 750,00	31,43%
Intervenant Atelier Cinéma Créteil 40h*70€	2 800,00	32,00%
Frais de petits matériel pour atelier cinéma	200,00	2,29%
Total	8 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	8 750,00	100,00%
Total	8 750,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 089,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	42 635,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 323,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	4 283,34 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	331 517,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	28 019,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	45 321,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	25 643,75 €
2014	Travaux de maintenance	87 600,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 102,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	62 893,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 716,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	3 336,73 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	331 098,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 304,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 126,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	28 802,00 €
2015	Travaux de maintenance	40 200,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	17 002,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	61 214,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 672,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	-2 739,20 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	270 656,00 €

2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 000,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	43 568,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	117 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	28 494,00 €
2016	Travaux de maintenance	27 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 906,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	10 736,30 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 575,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	277 704,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 649,00 €
2017	Travaux de maintenance	77 000,00 €
	Montant total	1 770 928,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020738

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO SAINT-EXUPERY CRETEIL (94) - PROJET N°500 - POLE BILAN POSITIONNEMENT - RESCOLARISATION - MLDS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 125,00 €	100,00 %	1 125,00 €
	Montant Total de la subvention		1 125,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO ANTOINE DE SAINT EXUPERY CRETEIL
Adresse administrative : 2/4 RUE HENRI MATISSE 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Jérôme LE GUILLOU, Proviseur

N° SIRET : 19940114200013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Rendre les jeunes acteurs dans la construction de leur projet et la recherche de solutions :
Concrétiser un projet adapté ;
Mobiliser et développer les compétences de communication ;
Connaître les différents dispositifs de formation ;
Connaître les ressources locales ;
Reprendre un parcours de formation ou d'insertion.

Description :
•Information collective
•Entretiens individuels menés par les référents de l'élève
•Regroupement des jeunes en fonction des besoins et entretiens individuels

•Bilan avec le jeune et ses parents

Moyens mis en œuvre :
-Présentation de l'action aux élèves et aux familles (objectifs, déroulement, durée, poursuite de parcours possibles…)
-Planification des premiers rendez-vous individuels
-Vérification de l'assimilation des objectifs de l'action
-Module d'élaboration de projet et recherche de solutions
-Module de connaissances et de compétences du socle commun (français et mathématiques)
-Modules complémentaires (technique de recherche emploi, maintien de la posture, simulation d'entretien…)
-Groupe de paroles pour la prise de confiance en soi
-Stages / PFMP en établissement ou en entreprise

Intérêt régional : La prise en charge d'élèves sortant du système scolaire sans solution d'insertion scolaire et/ou professionnelle, âgés de 16 ans à 18 ans, permet d'éviter l'errance et les risques de désocialisation et de marginalisation.

Public(s) cible(s) :
30 jeunes de 16 à 18 ans sans solution à la rentrée scolaire nécessitant un accompagnement dans l'élaboration du projet personnel, de formation et la recherche de solutions.
Élèves sans projet d'avenir et sans volonté d'insertion professionnelle autre que l'éducation nationale.

Localisation géographique :
- LYP A DE SAINT EXUPERY CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Maison des Arts de Créteil 14h*75€	1 050,00	93,33%
Frais déplacement et petits matériels	75,00	6,67%
Total	1 125,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	1 125,00	100,00%
Total	1 125,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 125,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 089,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	42 635,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 323,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	4 283,34 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	331 517,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	28 019,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	45 321,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	25 643,75 €
2014	Travaux de maintenance	87 600,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 102,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	62 893,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 716,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	3 336,73 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	331 098,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 304,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 126,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	28 802,00 €
2015	Travaux de maintenance	40 200,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	17 002,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	61 214,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 672,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	-2 739,20 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	270 656,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 000,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	43 568,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	117 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	28 494,00 €
2016	Travaux de maintenance	27 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 906,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	10 736,30 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 575,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	277 704,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 649,00 €
2017	Travaux de maintenance	77 000,00 €
	Montant total	1 770 928,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020739

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO ANTOINE DE SAINT EXUPERY CRETEIL (94) PROJET N°594 - REBONDS - AIDE A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	28 756,62 €	50,00 %	14 378,00 €
	Montant Total de la subvention		14 378,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO ANTOINE DE SAINT EXUPERY CRETEIL
Adresse administrative : 2/4 RUE HENRI MATISSE 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Jérôme LE GUILLOU, Proviseur

N° SIRET : 19940114200013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif global du projet est d'amener chaque élève en voie de décrochage à reconstruire son lien à l'école. Ceci implique en particulier :
•le respect des règles de la collectivité : assiduité, respect de l'autorité...
•l'amélioration de son implication scolaire : construction d'une relation positive à l'enseignement.

Description :
Le projet s'adresse aux élèves en situation de pré-décrochage scolaire, n'ayant pas encore définitivement quitté l'établissement, mais se caractérisant par un absentéisme chronique ou des exclusions de cours répétées. L'équipe pédagogique en lien avec l'équipe éducative a repéré que la filière de seconde "Gestion-Administration" était souvent choisi par défaut ou sans réelle motivation par les élèves.

Pour atteindre les objectifs indiqués, 2 axes de travail :
- l'un, d'ordre personnel, vise à la reconstruction/revalorisation de l'image de soi : il s'agit de faire produire à chaque élève un récit des circonstances qui l'ont amené à décrocher. Le résultat est ensuite mis en bande dessinée ;
- l'autre, à portée collective, pour sensibiliser et éduquer à la citoyenneté : le groupe inscrit dans le dispositif a pour mission de réaliser un reportage sur un thème relevant du vivre ensemble. Ce travail, prévu pour impliquer l'ensemble des élèves de l'établissement, incite les décrocheurs à jouer un rôle positif au sein de la communauté.

"Rebonds" est mené en 3 sessions d'un trimestre, accueillant chacune un groupe de 8 élèves. Avant le démarrage de chaque session, les intervenants rencontrent l'enseignant référent, les élèves et leurs parents, afin de bien connaître le profil des bénéficiaires du dispositif.
Les interventions ont lieu à raison d'une journée par semaine, divisées en 2 séances (matin et après-midi) soit 10 séances par session.

Moyens mis en œuvre :
3 temps collectifs :
Mise en route : constitution du groupe, rappel des objectifs à atteindre, présentation du travail à réaliser et des conditions de fonctionnement.
La session débute par une série d'activités ludiques brèves pour apprendre à se connaître : présentations croisées ; débat pour s'accorder sur la signification de mots-clés (respect, écoute…), etc. Il s'agit d'instaurer une relation de confiance entre les animateurs et les élèves, un climat de respect en faisant établir par les élèves eux-mêmes, les règles nécessaires au bon fonctionnement du groupe.
Vient ensuite la projection du film "Écrire pour exister" : inspiré d'une histoire vraie qui s'est passée aux États-Unis, il raconte comment, en faisant écrire leur histoire personnelle à des élèves considérés comme irrécupérables, un professeur leur a permis de réussir leur scolarité et d'aller jusqu'à l'université.
Ce film sert d'introduction à la présentation aux élèves des activités constitutives des autres temps de la session : réalisation du récit de leur parcours de décrochage et d'un reportage, expliquant qu'elles ont pour rôle de leur permettre de se responsabiliser face à leur problématique de décrochage et de révéler leur potentiel.
Récit : production d'un récit du parcours de décrochage et sa mise en bande dessinée. Chaque élève échange individuellement sur son vécu avec un animateur, permettant à ce dernier d'identifier les causes du décrochage.
À partir de ce témoignage, l'élève et l'animateur construisent une première trame du récit. Vient ensuite la phase de scénarisation puis la mise en bande dessinée du récit.
Reportage : travail journalistique sur un thème relevant de la citoyenneté, du mieux vivre ensemble (une séance par semaine durant le reste de la session). Un ou ou plusieurs sujets sont choisis par les élèves, les intervenants les aidant à identifier ceux qui relèvent du mieux vivre ensemble au sein de l'établissement. Thèmes déjà abordés : discrimination, rumeurs...

Public(s) cible(s) :
24 élèves de classe de seconde professionnelle "Gestion-Administration".

Localisation géographique :
- LYP A DE SAINT EXUPERY CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Association Parlez Cités chef de projet 210h*73,53€	15 441,30	53,70%
Intervenant Association Parlez Cités animatrice dessin 108h*73,53€	7 941,24	27,62%
Intervenant Association Parlez Cités journaliste 72h*75€	5 374,08	18,69%
Total	28 756,62	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	14 378,00	50,00%
Fonds Social Européen	14 378,62	50,00%
Total	28 756,62	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 378,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 089,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	42 635,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 323,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	4 283,34 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	331 517,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	28 019,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	45 321,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	25 643,75 €
2014	Travaux de maintenance	87 600,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 102,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	62 893,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 716,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	3 336,73 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	331 098,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 304,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 126,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	28 802,00 €

2015	Travaux de maintenance	40 200,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	17 002,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	61 214,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 672,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	-2 739,20 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	270 656,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 000,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	43 568,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	117 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	28 494,00 €
2016	Travaux de maintenance	27 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 906,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	10 736,30 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 575,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	277 704,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 649,00 €
2017	Travaux de maintenance	77 000,00 €
	Montant total	1 770 928,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020740

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LGT GERMAINE TILLION LE BOURGET (93) PROJET PÉDAGOGIQUE DU MICROLYCÉE DU 93, STRUCTURE DE RETOUR À L'ÉCOLE - MICRO LYCEE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	37 000,00 €	100,00 %	37 000,00 €
	Montant Total de la subvention		37 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT GERMAINE TILLION LE BOURGET
Adresse administrative : 48 B RUE ANIZAN CAVILLON
93350 LE BOURGET
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Aïcha AMGHAR, Proviseure

N° SIRET : 20004552400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Microlycée est un établissement public expérimental qui permet à une cinquantaine de jeunes âgés de 16-17 à 25 ans ayant été déscolarisés de reprendre leurs études. Il prépare aux baccalauréats généraux ES et L, et propose un cycle terminal (1e/Terminale).
Outre l'objectif du baccalauréat, le Microlycée vise à permettre à ces jeunes de reprendre confiance en eux, de se re-socialiser, et d'envisager une poursuite d'études dans le supérieur.
Par ailleurs, le Microlycée sert aussi de « plateforme » d'orientation pour des jeunes décrocheurs. Il s'inscrit dans le réseau des dispositifs Nouvelle chance de la Direction académique de Seine Saint-Denis et en particulier avec le dispositif « Nouvel Elan » au sein du lycée Mozart (Le Blanc-Mesnil) ouvert à de jeunes décrocheurs de 16-18 ans re-scolarisés en classe de 2nde.

Description :

Le Microlycée est un établissement public, dont les enseignants exercent également dans des établissements de l'académie de Créteil et tout particulièrement au sein du lycée innovant Germaine Tillion (Le Bourget) auquel il est rattaché administrativement. Il bénéficie ainsi de l'appui des équipes de ce lycée et de l'ensemble des services - CDI, restauration, secrétariat... Les locaux se situent au rez-de-jardin de l'établissement et occupent ainsi un espace spécifique et réservé, déployé tout le long d'un couloir de part et d'autre de la salle commune. L'été dernier, des travaux ont été réalisés grâce à l'aide de la Région afin de l'agrandir en annexant une petite pièce voisine. Deux salles ont une capacité égale ou supérieure à 24 ; si l'une est équipée d'une dizaine de postes d'ordinateurs connectés facilitant ainsi des démarches de pédagogie active, l'autre a été équipée d'un vidéoprojecteur interactif. Deux autres salles sont par ailleurs destinées aux cours en effectif réduit. Une grande salle d'arts plastiques se situe au rez-de-chaussée, hors de la zone stricte du "micro-lycée", et est à l'usage également des enseignements du lycée Germaine Tillion. Il faut compter enfin avec un bureau, une salle de réunion et une pièce pour les accueils individualisés. Cette configuration permet une relation étroite entre enseignants et élèves, des circulations aisées, favorables à un suivi et des interrelations apaisées. Tous ces éléments concourent à l'entretien d'un climat scolaire serein et propice au retour à l'école pour des jeunes dont les rapports aux adultes et aux institutions ont pu dans le passé être très dégradés.

Moyens mis en œuvre :
Un recrutement par l'équipe pédagogique des élèves, validé par le chef d'établissement et la Direction Académique : une démarche volontaire du jeune avec un entretien d'entrée et un test « ouvert » ;
Un enseignement organisé en classes et en petits groupes d'élèves, fondé sur l'alternance et la modularité de temps communs et des temps favorisant la personnalisation des apprentissages : de 4 à 30 élèves ;
Un suivi individualisé et institutionnalisé par un adulte référent ;
Une alternance de temps de cours disciplinaires, de temps interdisciplinaires et de temps collectifs.
Une journée d'intégration "sportive" sur une base de loisirs de la région (Cergy) ;
Une construction du collectif avec un séjour artistique "hors-les-murs" en cours d'année à destination des 1e ;
Un séminaire de travail « hors les murs » dans un établissement de l'enseignement supérieur (Sciences Po, École des Mines), dans le cadre du projet d'innovation pédagogique financé par l'ANR, le programme FORCCAST, et orienté vers la préparation des Travaux personnels encadrés en classe de 1e.
Un séjour de révisions "hors-les-murs" à quelques semaines des épreuves finales de Terminale.
Des semaines « banalisées » pour les bacs blancs et les révisions.
Le développement de liens avec des établissements du supérieur environnants ;
Une attitude incluante et rassurante pour les élèves, grâce à un suivi étroit et une posture sans cesse questionnée de la part des enseignants.
Un séminaire de travail en juillet, en Normandie, pour toute l'équipe éducative, afin de préparer la rentrée prochaine, faire le bilan de l'année écoulée, et construire la cohésion de l'équipe.
Le renforcement des liens avec les autres Microlycées, et avec la Fédération des établissements publics innovants. Participation à des séminaires, diffusion des pratiques pédagogiques.

Public(s) cible(s) :
Le Microlycée 93 accueille 48 élèves en 2016-2017, conformément aux capacités maximales autorisées par le rectorat. La capacité reste réduite au regard des deux autres micro-lycées de l'académie de Créteil mais on ne peut envisager une augmentation supplémentaire, ni une diversification pédagogique (ouverture d'une série STMG par exemple) compte tenu des locaux. Les élèves accueillis ont « décroché » au lycée, en classe de seconde, de Première ou de Terminale, ou encore après une réorientation en lycée professionnel « subie ». Ils ont souvent connu des parcours de vie faits de ruptures qui ne sont pas uniquement scolaires. Des problématiques familiales, financières, médicales, psychologiques souvent difficiles ont contribué à leur décrochage scolaire. La grande majorité d'entre eux sont boursiers, et majeurs. Ils viennent de communes de l'ensemble de l'académie de Créteil, et à la marge, des académies de Paris. Les ouvertures du Lycée de la Nouvelle chance de Cergy (académie de Versailles) et du

Microlycée de Paris (académie de Paris) rendent plus rares les inscriptions d'élèves hors académie.

Localisation géographique :

- LGT DU BOURGET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais accessoires d'achats fournitures	3 500,00	9,46%
Intervenant Denis Baronnet Atelier d'écriture	4 800,00	12,97%
Stage d'intégration à Cergy	1 800,00	4,86%
Séjour artistique	7 000,00	18,92%
Séjour de révision "hors les murs" à Buthier	4 000,00	10,81%
Point écoute Psychologue	4 500,00	12,16%
Atelier "chemin de vie" Groupe de parole	4 200,00	11,35%
Frais sorties cinéma	200,00	0,54%
Frais de fonctionnement du micro lycée	6 000,00	16,22%
Séminaire pour l'équipe pédagogique	1 000,00	2,70%
Total	37 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017-2018	37 000,00	100,00%
Total	37 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	37 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	46 200,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	10 077,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	7 290,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	39 418,00 €

2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	174 862,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	35 500,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	36 750,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 129,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	6 940,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	132 843,00 €
2015	Ecolycées franciliens	3 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	215 330,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	52 422,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	33 058,00 €
2015	Travaux de maintenance	3 500,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	36 000,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	38 062,35 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	4 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	104 680,00 €
2016	Ecolycées franciliens	9 000,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	73 500,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	52 012,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	34 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	85 095,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	8 481,28 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	123 109,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	37 592,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	10 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	20 000,00 €
	Montant total	1 449 850,63 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020741

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LP JEAN PIERRE TIMBAUD AUBERVILLIERS 93 - 3 PÔLES BILAN POSITIONNEMENT MLDS DU DISTRICT 2 - PROJET 529 - RESCOLARISATION MLDS- REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 375,00 €	100,00 %	3 375,00 €
	Montant Total de la subvention		3 375,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP JEAN PIERRE TIMBAUD AUBERVILLIERS
Adresse administrative : 103 AVENUE DE LA REPUBLIQUE 93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur El-Houssine MOUTAOUADHIA, Proviseur

N° SIRET : 19931024400017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Rendre acteur les jeunes dans la construction de leur projet et la recherche de solutions :

Concrétiser un projet adapté
Mobiliser et développer les compétences de communication
Connaître les différents dispositifs de formation
Connaitre les ressources locales
Reprendre un parcours de formation ou d'insertion

Description :
Information collective :

- Présentation de l'action aux élèves et aux familles (objectifs, déroulement, durée, poursuite de parcours possibles…)
- Planification des premiers rendez-vous individuel

Entretiens individuels menés par les référents de l'élève :
- Vérification de l'assimilation des objectifs de l'action

Regroupement des jeunes en fonction des besoins et entretiens individuels :
- Module d'élaboration de projet et recherche de solutions
- Modules complémentaires (technique de recherche emploi, maintien de la posture et des compétences scolaires…)
- Module « compétences du socle commun »
- Stages / PFMP en établissement ou en entreprise

Bilan avec le jeune et ses parents

Moyens mis en œuvre :
Une équipe pédagogique est missionnée pour chaque établissement, dont le référent d'action MLDS, ainsi que deux intervenants extérieurs : la comédienne et le pochoiriste.

Public(s) cible(s) :
Élèves de plus de 16 ans sans solution à la rentrée scolaire nécessitant un accompagnement dans l'élaboration du projet personnel et de formation et la recherche de solutions.

Localisation géographique :
- LP JP TIMBAUD (AUBERVILLIERS)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Daniel MOUTTOU Atelier Arts Plastiques 2X11h	1 849,00	54,79%
Petit matériel atelier Daniel MOUTTOU	401,00	11,88%
Intervenant Manon GUILLEMIN Atelier théâtre 15h	1 125,00	33,33%
Total	3 375,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017-2018	3 375,00	100,00%
Total	3 375,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 375,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 777,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	42 985,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 711,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	2 397,60 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	2 500,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	221 002,00 €
2014	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	37 951,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 984,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	40 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	197 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 645,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	50 634,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	10 233,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	-1 198,80 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	225 371,00 €
2015	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	128 183,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 119,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	60 000,00 €
2015	Protocole de sécurisation des parcours	13 590,00 €
2015	Travaux de maintenance	50 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 706,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	14 157,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	31 178,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	157 141,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 819,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	3 375,00 €
2016	Travaux de maintenance	80 000,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	8 138,80 €

2017	Dotation globale de fonctionnement	157 196,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 100,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 964,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	30 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	90 000,00 €
	Montant total	1 559 766,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020742

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO LYC METIER EUGENE HENAFF BAGNOLET 93 POLE BILAN POSITIONNEMENT DU DISTRICT 6 - PROJET 531 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	22 815,00 €	14,79 %	3 375,00 €
		Montant Total de la subvention	3 375,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER EUGENE HENAFF BAGNOLET
Adresse administrative : 55 AVENUE RASPAIL
93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Pascal FOURESTIER, Proviseur

N° SIRET : 19932119100017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Rendre acteur les jeunes dans la construction de leur projet et la recherche de solutions :

Concrétiser un projet adapté
Mobiliser et développer les compétences de communication
Connaître les différents dispositifs de formation
Connaitre les ressources locales
Reprendre un parcours de formation ou d'insertion

Description :
A ce jour, plus de 600 élèves de plus de 16 ans ont été repérés sur le district 6 (Bagnolet, Montreuil, Noisy-le-Sec, Romainville et Rosny-sous-Bois), comme sortis depuis moins d'un an de leur établissement,

non diplômés et se retrouvant sans affectation avec des problématiques d'intégration et/ou de suivi de formation. Par ailleurs ces jeunes ont des difficultés à définir un projet personnel et professionnel dans lequel ils puissent se reconnaître et s'épanouir, condition indispensable à la réussite de leur entreprise.

Le pôle bilan positionnement proposera un accompagnement aux jeunes du district 6 sollicitant le Réseau FOQUALE. Élèves sans solution à la rentrée scolaire nécessitant un accompagnement dans l'élaboration du projet personnel et de formation et la recherche de solutions sera accompagné sur ce pôle.

Trois pôles seront mis en place ; un premier au lycée Eugène Hénaff de Bagnolet où seront accueillis les sortants de 3ème, 3ème segpa et de 1ère année CAP; un second au lycée Eugène Hénaff de Bagnolet accueillera les jeunes sortants des classes UPE2A du districts qui n'ont pas acquis le niveau nécessaire en français pour une affectation en voie professionnelle et nécessite un accompagnement renforcé pour un accompagnement vers l'emploi ; et un troisième au lycée Théodore Monod qui accueillera les jeunes sortant de secondes, premières et terminales indifférenciées.

Moyens mis en œuvre :
ACCUEIL
Accueil et information sur les différentes possibilités de formation, d'insertion et de re- scolarisation
Présentation de l'action aux élèves et aux familles
Présentation du contrat d'engagement
Planification des premiers rendez-vous individuels
Entretiens individuels menés par les référents de l'élève: contractualisation des objectifs précédents

MODULES ELABORATION DE PROJET& RECHERCHE DE SOLUTIONS
1.Module entretien connaissance de soi
Retour sur le parcours de vie
Reconquête de la confiance en soi, de l'estime de soi.

2.Module Connaissance des métiers
Apprendre à connaître, à rechercher les informations sur les métiers
Élaboration du projet professionnel.

3.Module connaissance des formations
Situer & améliorer les connaissances qui vont guider leurs choix dans le domaine de la formation tout au long de la vie.

4.Entretiens individuels/ Constitution de son porte Folio et élaboration de ses plans d'action :
Aider l'élève à faire un choix de projet de formation, à élaborer un parcours de formation réaliste, constitution d'un porte folio avec livret de compétences, bilan et synthèse, orientation & liaison avec le partenaire chargé de la poursuite du suivi.
Alternance de modules collectifs et d'entretiens individuels avec leur tuteur & en autonomie sur la plateforme e-greta.

MODULES COMPLEMENTAIRES
Techniques de Recherche de Stage et maintien de la posture
Compétences du socle commun,
Stages de validation de projet / PFMP en EPLE ou en entreprise.

ACTIVITE PERI-EDUCATIVE
atelier de 7 séances de 3 & 2 h.basé sur des enquêtes conduites autour de l'histoire de l'acquisition d'objets de musée venus d'ailleurs. Travailler un autre rapport au savoir par la compréhension de leurs parcours. Appropriation individuelle d'un objet pour tisser un lien avec son histoire, questionner son héritage culturel et familial. Développer ses capacités d'expression par l'écriture d'un scénario, puis par la

vidéo & favoriser la reprise de confiance en soi

Public(s) cible(s) :
Élèves du district 6 sans solution à la rentrée scolaire nécessitant un accompagnement dans l'élaboration du projet personnel et de formation et la recherche de solutions sera accompagné sur ce pôle.

Localisation géographique :
- LYP EUGENE HENAFF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Asso ALTER NATIVES 45h	3 375,00	14,79%
Rémunération des personnels enseignants par Rectorat Académie Créteil	19 440,00	85,21%
Total	22 815,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	3 375,00	14,79%
Rémunération des personnels enseignants par Rectorat Académie Créteil	19 440,00	85,21%
Total	22 815,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 375,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 017,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	43 372,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 174,00 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	0,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	323 327,00 €
2014	Ecolycées franciliens	4 000,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	43 054,00 €
2014	Financement de places en formation continue pour les formations Aide	148 000,00 €

	Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	36 250,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	2 750,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 358,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	87 707,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	28 427,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	8 160,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	245 994,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 000,00 €
2015	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	40 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	35 750,00 €
2015	Travaux de maintenance	40 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 706,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	57 667,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	27 903,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	11 120,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	171 410,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	174 742,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 230,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	7 675,00 €
2016	Travaux de maintenance	130 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 216,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	34 059,34 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	27 737,00 €
2017	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	20 000,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	179 463,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 100,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 230,00 €
2017	Travaux de maintenance	255 000,00 €
	Montant total	2 022 271,34 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020743

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO LYC METIER CHARLES DE GAULLE LONGPERRIER (77) - PROJET N°521 - RÉUSSIR L'ENTRÉE EN LYCÉE PROFESSIONNEL - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 488,00 €	100,00 %	2 488,00 €
	Montant Total de la subvention		2 488,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER CHARLES DE GAULLE LONGPERRIER
Adresse administrative : 6 PLACE JEAN MERMOZ 77230 LONGPERRIER
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Patrice COLLONGEON, Proviseur

N° SIRET : 19772228300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Prévenir du décrochage et consolidation du lien partenarial autour de la formation professionnelle.
Marquer l'entrée de l'élève dans la voie pro.
Faciliter les rapports élèves/entreprise.
Faciliter l'intégration en stage.
S'approprier le lycée comme lieu de vie et de réussite.
Eviter le décrochage scolaire en consolidant l'orientation.
Expliciter les attentes des équipes pédagogiques.
Donner du sens au lien élèves/professeurs.

Description :
L'objectif est un accueil spécifique lors de la rentrée des élèves en Seconde.
L'action s'effectue par modules : entretiens individuels avant de constituer les classes.
Intervention de l'association Olympio sur le thème savoir être et emploi, égalité entre les genres, représentation des métiers.
Module prévention du harcèlement par les élèves de Terminale SPVL.
Module découverte du lycée par les élèves de Terminale.
Module informatique "comment travailler au lycée".
Module PSC1 et SST.
Tournoi interclasses en EPS.
Réunion parents-professeurs.
Course d'orientation dans Dammartin pour découvrir les partenaire sociaux-santé.

Moyens mis en œuvre :
La banalisation de la semaine dans l'emploi du temps et l'intervention de l'association Olympio.

Public(s) cible(s) :
90 élèves de Seconde professionnelle.

Localisation géographique :
- LPO LYC METIERS CH DE GAULLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Olympio	2 488,00	100,00%
Total	2 488,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	2 488,00	100,00%
Total	2 488,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 488,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 291,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	19 142,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 382,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	206 006,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	12 067,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	15 136,00 €
2014	Travaux de maintenance	90 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 884,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	80 540,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 488,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	196 198,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	33 900,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 041,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	37 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	167 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 096,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	147 503,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	10 298,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	136 416,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	400,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 373,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	200 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	2 357,00 €
2016	Travaux de maintenance	21 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 408,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	70 496,34 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 211,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	134 320,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 006,00 €
2017	Travaux de maintenance	98 000,00 €
	Montant total	1 523 953,34 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020744

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LGT VOILLAUME AULNAY SOUS BOIS - INTÉGRATION DES CLASSES DE SECONDES PROFESSIONNELLES - SOUTIEN A LA SCOLARITE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	12 667,00 €	62,76 %	7 950,00 €
	Montant Total de la subvention		7 950,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT VOILLAUME AULNAY SOUS BOIS
Adresse administrative : 136 RUE DE MITRY
93604 AULNAY SOUS BOIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Jean-François GRASSER, Proviseur

N° SIRET : 19930834700012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les objectifs du projet sont :

- travailler sur les codes communs de langages afin que nos élèves trouvent leur place dans la société, dans le lycée et en entreprise;
- travailler sur les codes communs de savoir être;
-préparer et accompagner les élèves dans leur recherche de stage ;
- faire découvrir les métiers de leur formation et leur permettre de s'approprier une attitude professionnelle ;
- redonner du sens aux règles de vie du lycée, dans la société et en entreprise au travers des règles sportives ;
- redonner aux élèves le goût de l'effort ;
- créer une ouverture culturelle ;

- renouer le lien de confiance entre les élèves et les adultes ;
- développer de la cohésion au sein des groupes classes et créer une dynamique de groupe positive ;
- travailler sur l'estime de soi à travers l'écoute et le sport pour leur permettre de reprendre confiance en eux ;
- travailler sur le savoir être ;
- donner aux élèves l'envie d'apprendre ;
- les réconcilier avec l'école et ses règles.

Description :
Pendant toute l'année de seconde les élèves seront pris en charge de façon spécifique et suivis individuellement, afin de créer avec eux un climat de confiance propice aux apprentissages. De plus grâce aux différentes actions culturelles et sportives, ils pourront s'ouvrir sur le monde et la société, par une meilleure compréhension des règles de savoir vivre et de vivre ensemble de manière citoyenne au lycée et en entreprise.

Moyens mis en œuvre :
Semaine 1 :

- accueil individuel des élèves : entretien individuel, présentation de la filière, remise du livret individuel de suivi ;
- accueil individuel des familles : présentation de la filière aux familles, présentation des métiers de la maintenance, sensibilisation aux exigences des périodes de formation en entreprise, visite des ateliers, présentation du livret de suivi ;
- bilan de positionnement afin de créer les groupes d'accompagnement.
- journée d'intégration culturelle (découverte d'un quartier de Paris) afin de créer une cohésion de groupe et un lien enseignant – élèves ;
- atelier par groupe de 12 élèves : sensibilisation aux différents codes de langages : à partir de jeux de rôles interactifs autour des codes de langage (situation sociale et professionnelles) les élèves seront interpellés sur les codes communs nécessaires pour le « vivre ensemble », en partenariat avec "Citoyenneté possible".

Semaine 2 :

- journée d'intégration sportive : découverte de l'équitation : travail sur le respect des règles, création d'une dynamique de classe positive en dépassant ses appréhensions ;
- atelier par groupe de 12 : intervention d'une comédienne pour travailler la diction, en partenariat avec "Citoyenneté possible".
- atelier de méthodologie : organisation et rangement.

Toute au long de l'année scolaire :

- des journées culturelles : « lycéens apprentis au cinéma », musée des arts et métiers, palais de la découverte ;
- des journées sportives : découverte du golf, de l'escalade,
- des visites d'entreprise (RATP, SNCF, IMPRIMERIE…)
- des ateliers d'aide à la recherche de stage : grâce à l'intervention d'une conseillère en insertion de l'association AURORE, les élèves créent leur CV et leur lettre de motivation en ayant conscience des attentes des entreprises ;
- ateliers par groupe de 12 élèves : simulation d'entretiens d'embauches, en partenariat avec "Citoyenné possible".
- un suivi individuel tout au long de l'année avec un entretien individuel trimestriel.

Public(s) cible(s) :

Le lycée Professionnel Voillaume est un établissement qui recrute principalement sur les 5 collèges du bassin d'Aulnay-sous-Bois. Ici sont ciblés 120 élèves de seconde professionnelle électronique, électrotechnique et maintenance des équipements industriels ainsi que les 12 élèves de la MLDS.

Localisation géographique :

- LP VOILLAUME INDUSTRIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant association Citoyenneté Possible 20h	5 167,00	40,79%
Intervenant association Aurore - aide à la recherche de stage 40h	3 100,00	24,47%
Intervenant Parisdenfants - Sorties culturelles	450,00	3,55%
Activités d'intégration à JAbline - équitation 132 élèves	1 350,00	10,66%
Transports collectifs - 5 dates	2 600,00	20,53%
Total	12 667,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017-2018	7 950,00	62,76%
Financement lycée	977,00	7,71%
Financement Association Voillaume	500,00	3,95%
Financement de la commune d'Aulnay sous Bois	3 000,00	23,68%
Participation des familles des élèves	240,00	1,89%
Total	12 667,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 950,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 864,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	46 135,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	517 834,00 €
2014	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	18 229,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	58 534,60 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	60 000,00 €

2014	Travaux de maintenance	268 275,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 040,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	50 621,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 338,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	4 280,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	520 167,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	7 985,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	47 401,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	105 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	247 256,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 100,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	43 241,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 707,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	444 404,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	31 625,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	47 401,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	5 500,00 €
2016	Travaux de maintenance	230 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 305,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	15 000,40 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	437 613,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	28 249,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	49 630,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	38 814,00 €
2017	Travaux de maintenance	300 000,00 €
	Montant total	3 098 715,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020747

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO D'ALEMBERT AUBERVILLIERS (93) - PROJET N°582 - REMOBILISATION PAR LE THEATRE ET LA SENSIBILISATION A L'ESPRIT D'ENTREPRISE - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	10 000,00 €	100,00 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO D'ALEMBERT AUBERVILLIERS
Adresse administrative : 7 RUE DU COMMANDANT L'HERMINIER
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Philippe ORGEVAL, Proviseur

N° SIRET : 19931737100011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 13 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
OBJECTIFS GENERAUX DE L'ACTION

Remobiliser des jeunes descolarisés et les aider à reprendre un parcours de formation ou d'insertion,
Inscrire ces élèves dans une dynamique d'apprentissage
Renforcer les compétences de base préalables à l'accès à une formation qualifiante
Construire le raisonnement et l'ouverture d'esprit
Connaître les dispositifs d'insertion, les ressources locales disponibles
Mobiliser et développer les compétences de communication
Elaborer un projet de formation adapté afin de poursuivre un parcours en formation initiale ou toute autre voie de formation
Aider les jeunes à retrouver une estime de soi, une envie et un plaisir d'apprendre

OBJECTIFS THEATRE

Reprendre confiance en soi
Acquérir autonomie et indépendance au sein d'une équipe de création
Rencontrer des artistes et découvrir un autre rapport au travail, particulièrement engageant et exigeant
Travailler l'autodérision
Développer un regard bienveillant à l'égard des autres
Changer de posture en changeant de rôles théâtraux
Communiquer avec ses partenaires acteurs, apprendre à concilier au service d'un projet commun, travailler en équipe, construire et avancer ensemble
Apprendre à gérer ses émotions : comprendre, accepter et maîtriser pour se surpasser
Explorer le langage, connaître les différents codes sociaux et contextes professionnels : la dialectique et les champs lexicaux au service du quotidien et des « savoir être ».
Utiliser le théâtre comme un outil de transversalité entre les matières enseignées aux élèves (français, histoire, géographie, philosophie, communication, outils numériques...)

OBJECTIFS MINI ENTREPRISE

Sensibiliser les élèves à l'esprit d'entreprendre et à la prise d'initiative
Les familiariser avec la conduite de projets et le travail en groupe
Les initier au monde professionnel et les aider à bâtir leur projet
Redonner confiance aux élèves décrocheurs pour poursuivre et finaliser leur cursus scolaire

Description :
L'objectif de ce projet est une remobilisation par le théâtre et la sensibilisation à l'esprit d'entreprise.

- Phase d'accueil (10 jours) du 08/10/2016 au 18/10/2016
Informations collectives en présence des parents, entretiens individuels avec des conseillères d'orientation psychologue au CIO, atelier artistique « brise-glace ».
Un stage de théâtre intensif sera proposés au début des 2 semestres et des séances hebdomadaires permettront aux élèves de travailler sur une oeuvre littéraire en collaboration avec les professeurs de français, histoire, géographie et philosophie.

- 1er semestre (du 03/11/2016 au 03/03/2017)
Entrée et sortie des jeunes permanentes en cours d'action.
Accueil et positionnement des jeunes par l'équipe pédagogique et administrative
Attribution d'un référent par élève pour permettre un accompagnement individualisé
Recherche de solutions
Remise à niveau scolaire dans toutes les matières
Modules d'élaboration de projets (découverte des métiers, TRE, RDV avec les COPSY etc).
Stages en entreprises
Stages en lycées pour découvrir des filières.

- 2ème semestre (du 06/03/2017 au 16/06/2017)
Accueil et positionnement des jeunes par l'équipe pédagogique et administrative
Attribution d'un référent par élève pour permettre un accompagnement individualisé
Recherche de solutions
Remise à niveau scolaire dans toutes les matières
Modules d'élaboration de projets (découverte des métiers, TRE, RDV avec les COPSY etc.
Stages en entreprises
Stages en lycées pour découvrir des filières
Participation à AFFELENET pour les jeunes qui n'ont pas pu être intégrés en cours d'année dans un

établissement.

Travail dans toutes les matières à partir des besoins individuels repérés en français, anglais, mathématiques, méthodologie, lecture …

- Phase d'accompagnement et de suivi (6 semaines) : du 16/06/2017 au 07/07/2017

L'accompagnement des élèves se prolonge jusqu'à la fin du premier tour d'AFFELNET et des inscriptions dans les différents établissements dans lesquels ils seront affectés.

Le module mini-entreprise a lieu eu mois de janvier-février.

Moyens mis en œuvre :
-Emploi du temps :
Un emploi du temps est distribué chaque semaine à la classe. Environ 20 heures de cours sont dispensées du lundi au vendredi.

-Régulation de l'action :
L'entrée et la sortie des élèves est permanente. Les jeunes font des intégrations continuées en établissement si possible en cours d'année. Ceux qui n'auront pas été intégrés participeront à AFFELNET en fin d'année scolaire

La gestion et la régulation des absences est faite par la CPE, assistée d'une personne en service civique.
Le suivi individualisé est assuré par les professeurs-tuteurs, en lien avec la CPE et la coordonnatrice MLDS, tant pour les relations avec les élèves que pour les entretiens avec les familles (médiation, remise des bulletins…), l
Le référent d'action est responsable des stages en entreprises : gestion des conventions de stage avec l'entreprise, visites de stage en entreprise et/ou en classe de lycée, échanges réguliers avec les jeunes et leur famille et mise en forme des rapports de stage.
La mise en place de l'emploi du temps, des conseils de classe, la gestion des parcours et la recherche de solution est assurée par la coordonnatrice de l'action avec le référent et la CPE, ainsi que le suivi scolaire, le suivi individualisé, la communication avec les parents ou le responsable légal de l'élève.

-Concertations :
4 concertations sont prévues avec l'ensemble de l'équipe pour fixer les objectifs généraux et pédagogiques, pour évaluer et mesurer l'évolution des élèves et des projets, adapter les méthodes et enseignements, établir des liens entre les différents contenus en cours d'action, et faire le bilan de l'action.

-Interprétariat et médiation en chinois :
Objectif : faciliter la communication entre l'équipe pédagogique et administrative et les élèves chinois et leurs familles dans le cadre du suivi individualisé

-Temporalité :
2 semestres / 2 conseils de classe en présence du chef d'établissement /2 bulletins scolaires remis aux familles par les professeurs

Public(s) cible(s) :
Jeunes de plus de 16 ans, sortis du système éducatif sans qualification ou sans diplôme, souhaitant un retour en formation (décrochés).
Les coordonnateurs MLDS du district 2 ont décidé de répartir les publics de jeunes décrocheurs en fonction de leur dernière inscription. Ainsi, la remobilisation MLDS du lycée d'Alembert accueille

prioritairement les élèves sortants de 3ème, sortants de 2nde GT et 1ère GT voulant se réorienter vers la voie professionnelle. Elle accueille également les anciens non-francophones ayant décroché après leur classe d'accueil. Un module FLS y est dispensé.

Localisation géographique :

- LYT D'ALEMBERT (AUBERVILLIERS)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Manon GUILLEMIN Atelier théâtre 132h	6 600,00	66,00%
Intervenant Boutique Gestion Parif BGE Atelier mini entreprise 30h	3 400,00	34,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 302,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	16 229,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 290,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	184 334,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	36 340,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 848,00 €
2014	Olympiades des métiers	1 400,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	7 138,71 €
2014	Travaux de maintenance	590 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 656,00 €

2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	35 113,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 088,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	10 300,00 €
2015	Budget participatif des lycées	70 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	150 043,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	12 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 148,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	60 000,00 €
2015	Olympiades des métiers	1 400,00 €
2015	Travaux de maintenance	485 000,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 936,55 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 588,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	4 500,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	136 690,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 587,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 148,00 €
2016	Travaux de maintenance	20 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 440,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	18 291,80 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 200,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	134 005,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 794,00 €
	Montant total	1 886 476,06 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020748

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO JEAN JAURES ARGENTEUIL (95) - PROJET N°590 - CONSOLIDER LA REUSSITE DES ELEVES DE SECONDE PROFESSIONNELLE A L'ENTREE AU LYCEE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	12 900,00 €	100,00 %	12 900,00 €
	Montant Total de la subvention		12 900,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO JEAN JAURES ARGENTEUIL CEDEX
Adresse administrative : 25 RUE CHARLES LECOCQ
95104 ARGENTEUIL CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Fabrice PELLETIER, Proviseur

N° SIRET : 19950641100016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 10 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le cadre du travail engagé au sein du conseil pédagogique, l'axe 1 du projet d'établissement se consacre à "mieux faire réussir les élèves en seconde professionnelle".
C'est dans cadre que le contrat d'objectif mesure tous les ans le taux de passage en première professionnelle pour les 144 élèves de seconde qui entre sur l'une des 6 formations professionnelles industrielles. le taux observé à ce jour est de 85. L'ambition est d'atteindre 90% dans les 2 ans.

Description :
Le projet s'adresse à des élèves qui intègrent des formations professionnelles peu répandues et recherchées par le secteur industriel régional:

Etude et définition des produits industriels

Microtechnique
Technicien d'usinage
Technicien en chaudronnerie industrielle

Dans ce cadre :
- un dispositif général est engagé pour organiser une semaine d'intégration pour les 144 nouveaux élèves entrants en seconde professionnelle,
- un dispositif spécifique est mis en place à titre expérimental pour deux demie-sections (TU et EDPI) qui fusionne en une seule division pour la prochaine rentrée.

L'objectif est de faire mieux réussir ces élèves en réduisant considérablement les situations de décrochage scolaire observées depuis de trop nombreuses années

Moyens mis en œuvre :
Une semaine d'intégration pour les 144 élèves lors de la première semaine de la rentrée scolaire

Pour la double section:
Proposition d'activité sportive avec l'association " Educ pour tous" à Argenteuil, asso qui intervient sur le PRE également, actuellement elle facture 250€ la matinée de 3H.

D'autres proposition d'activité à engager sur l'année scolaire pour rompre le rythme traditionnel et modifier les postures . Il faut ajouter les activités telles que l'accro branche, l'équitation, l'escalade, l'accès à la base de loisirs de Cergy.

Intervention d'un coach scolaire qui intervient au PRE mais aussi à Fernand Léger sur le programme "Booster", 2H semaine sur 30 semaines, heures de concertation comprises avec les équipes.

Une formation des équipe sur les dispositif de "classe coopérative".

Semaine d'accueil / semaine d'intégration au moins pour l'éventuel transport.

La mise en place d'un module spécifique pour les parents: l'accueil à la rentrée,le buffet, l'objet à leur remettre à la rentrée, la mallette...

La venue du théâtre forum pour la prévention sur les addictions, cannabis, pourquoi pas jeux vidéos...

Public(s) cible(s) :
Elèves de seconde professionnelle

Localisation géographique :
- LYP JEAN JAURES (ARGENTEUIL)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
EDUC POUR TOUS : 90 h*83€, 24 élèves	7 500,00	58,14%
CAP : 60 h*90€, 24 élèves	5 400,00	41,86%
Total	12 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale demandée 2017/2018	12 900,00	100,00%
Total	12 900,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 900,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 319,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	73 549,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	29 217,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 910,00 €
2014	Budget participatif des lycées	70 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	431 969,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	137 547,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	46 497,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	115 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	140 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 972,00 €
2015	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	4 213,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	70 054,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	20 802,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	437 026,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	27 362,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	47 170,00 €
2015	Travaux de maintenance	30 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 960,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	6 562,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	30 151,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	23 544,00 €

2016	Dotation globale de fonctionnement	359 564,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	66 908,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	50 445,00 €
2016	Travaux de maintenance	30 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 620,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	20 653,40 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	28 161,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	362 759,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	46 487,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	51 520,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	200 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	50 000,00 €
	Montant total	2 613 627,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020829

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LGT PIERRE DE COUBERTIN MEAUX (77) - PROJET N° 540 - POLE BILAN POSITIONNEMENT REMOBILISE TOI - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 925,00 €	38,46 %	1 125,00 €
	Montant Total de la subvention		1 125,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PIERRE DE COUBERTIN MEAUX
Adresse administrative : RUE CHAUSSEE DE PARIS
77109 MEAUX CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Christophe CARTON, Proviseur

N° SIRET : 19770931400011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le pôle Bilan positionnement accueille près de 40 jeunes pour les guider vers l'apprentissage ou vers un établissement scolaire. cette période permet de faire un travail sur le projet professionnel.
Rendre acteur les jeunes dans la construction de leur projet et la recherche de solutions :
Concrétiser un projet adapté
Reprendre un parcours de formation ou d'insertion
Mobiliser et développer les compétences de communication
Connaitre les ressources locales
Connaitre différents dispositifs de formation

Description :

le pole bilan positionnement est un sas d'accueil permettant aux jeunes à travers différents ateliers de mieux se connaitre afin de concrétiser ou préparer leur projet.
Théâtre, activités sportives, entretiens individuels, travail de groupe, groupe de parole, stages, entretien avec des professionnels du monde de l'entreprise. remise à niveau en enseignement général

Moyens mis en œuvre :
interventions de professionnels

Public(s) cible(s) :
Les élèves décrochés préconisés sur le pôle bilan positionnement par la plateforme; de district.

Localisation géographique :
- LYT PIERRE DE COUBERTIN MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Royal Boui Boui : 30 h*60€, 20 élèves	1 800,00	61,54%
Le Cabaret des Dandys 18 h*62,5€, 20 élèves	1 125,00	38,46%
Total	2 925,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale demandée 2017/2018	1 125,00	38,46%
Lycée	1 800,00	61,54%
Total	2 925,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 125,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 710,00 €
2014	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	585,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	10 995,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	760,00 €

2014	Dotation globale de fonctionnement	371 624,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	37 060,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	5 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	86 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 116,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	77 928,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 927,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	355 663,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	29 800,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	6 300,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	18 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	94 500,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	20 053,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	495,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	76 033,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 703,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	241 953,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	11 950,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	35 900,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	14 711,00 €
2016	Travaux de maintenance	32 397,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 554,00 €
2017	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	10,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	50 194,82 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 604,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	238 962,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 166,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	48 829,00 €
2017	Travaux de maintenance	84 000,00 €
	Montant total	1 619 100,82 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021512

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LGT GUILLAUME APOLLINAIRE THIAIS (94) - PROJET N°143 - LA BULLE D'APO, BIEN VIVRE AU LYCEE POUR REUSSIR - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 500,00 €	100,00 %	4 500,00 €
	Montant Total de la subvention		4 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT GUILLAUME APOLLINAIRE THIAIS
Adresse administrative : 40 RUE DU PAVE DE GRIGNON
94320 THIAIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Marie-Noëlle LAMBLIN, Proviseure

N° SIRET : 19940123300010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 6 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 25 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Développer les compétences psycho-sociales des élèves pour améliorer le bien-être, l'autonomie de chaque lycéen en utilisant des techniques de communication adaptées ;
Améliorer le climat et l'ambiance de travail au sein des classes ;
Désamorcer les conflits entre élèves et entre élèves et équipes éducatives ;
Développer la persévérance scolaire et prévenir le décrochage scolaire ;
Accompagner les élèves dans leur parcours ;
Intervenir dès la Seconde pour ne pas liaisser perdurer ou se renforcer des difficultés ;
Trouver des articulations entre éducatif, pédagogique et psychologique.

Description :
Création d'un lieu d'écoute ponctuel animé par une psychologue clinicienne :

le travail envisagé sur le bien-être des élèves et des étudiants rencontrant des difficultés d'ordre psychologique vise à un meilleur accompagnement de ceux-ci dans leur scolarité, à les mener vers la réussite de leurs études et à permettre à plus long terme une insertion dans le monde professionnel.

Moyens mis en œuvre :
Mise en place dans un lieu préservé du lycée d'un dispositif d'accueil pour rencontres avec une psychologue clinicienne le vendredi après-midi de 13h30 à 16h30.
Le soutien logistique (repérage des élèves, travail avec les enseignants, prise de RDV avec la psychologue, communication auprès des familles) est assuré par l'infirmière du lycée ainsi que par les CPE.

Public(s) cible(s) :
100 élèves environ et s'adresse à l'ensemble des élèves et étudiants du lycée.

Localisation géographique :
- LYP GUILLAUME APOLLINAIRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Intervenant psychologue clinicienne 60h*75€	4 500,00	100,00%	Subvention régionale 2017/2018	4 500,00	100,00%
Total	4 500,00	100,00%	Total	4 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 923,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	93 700,00 €

2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 742,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	307 821,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	31 676,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	38 356,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	31 500,00 €
2014	Travaux de maintenance	17 760,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 880,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	50 369,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 144,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	4 600,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	286 516,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	9 340,92 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	32 470,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	30 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	41 914,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 431,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	93 145,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 562,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	240 662,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	29 709,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	28 490,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	4 500,00 €
2016	Travaux de maintenance	39 500,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	21 195,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	20 605,70 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 330,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	227 466,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	28 226,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	17 600,00 €
2017	Travaux de maintenance	38 500,00 €
	Montant total	1 458 312,62 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020668

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LP PR SAINT FRANCOIS D ASSISE FONTENAY AUX ROSES (92) - PROJET N°581 - REUSSIR LES APPRENTISSAGES PAR LA PEDAGOGIE DES GESTES - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	6 000,00 €	100,00 %	6 000,00 €
	Montant Total de la subvention		6 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-65741-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR SAINT FRANCOIS D ASSISE FONTENAY
Adresse administrative : 39 RUE BORIS VILDE
92260 FONTENAY AUX ROSES
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Madame Marie-Claude DELALOY, Directrice

N° SIRET : 30245125700026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Un certain nombre d'élèves arrive dans l'établissement avec un parcours personnel complexe, et de grandes difficultés scolaires liées à des inaptitudes d'apprentissage (notamment dyscalculie, dysgraphie et dyspraxie).
En cohérence avec le projet de l'établissement, l'objectif du projet est de pouvoir donner à chacun d'entre eux, la possibilité de retrouver le goût et le chemin de la réussite personnelle. L'approche pédagogique apportée par Antoine de La Garanderie est une des pédagogies qui permet à l'élève de reprendre confiance en lui et ainsi de poursuivre sa scolarité en pleine conscience.

Description :
L'action à pour but de réussir les apprentissages avec la pédagogie par les gestes mentaux (démarche

Antoine De La GARANDERIE) : éviter le décrochage scolaire.

Animation d'ateliers de gestion mentale afin d'aider les élèves à mieux se connaître dans leurs activités cognitives de l'attention,de la mémorisation, et de la compréhension. Ce travail repose sur la prise de conscience des élèves de leur mode de fonctionnement mental et de leurs propres habitudes d'apprentissage. A partir de cette compréhension il s'agit de les aider à s'organiser et à se mettre en démarche de projet.
Les interventions auront lieu par groupes d'élèves (10 maximum) : 5 cycles de 9 heures chacun (3 fois 3 heures).

Redonner du sens aux apprentissages pour des élèves qui ont fait le choix de la voie professionnelle, encore trop souvent par défaut, valoriser leurs compétences personnelles et qualités, afin de limiter l'absentéisme et le décrochage scolaire et les mettre en situation de réussite.
Accompagner autrement les jeunes en situation de handicap (Troubles des Fonctions Cognitives) accueillis sur le dispositif ULIS du lycée.

Moyens mis en œuvre :
Une enseignante "Conseiller en Pédagogie d'Apprentissage" (en fin de formation Master 2 "Conseiller en Pédagogie d'Apprentissage") intervient déjà sur l'établissement et utilise cette démarche en cours de mathématiques. Cette démarche pédagogique, mise en place à titre expérimental depuis 2 ans, a déjà donné des résultats, notamment sur des élèves repérés en difficultés et qui bénéficient d'un PAP (Plan d'Accompagnement Personnalisé).

Le projet a pour but d'étendre cette approche pédagogique à d'autres élèves, en formalisant l'accompagnement cognitif avec des conseillers en pédagogie d'apprentissage (praticiens par les gestes mentaux), formateurs qualifiés par "Initiatives et Formations en Gestion Mentale" Paris.

Public(s) cible(s) :
Elèves du lycée professionnel Saint François d'Assise et plus particulièrement les plus jeunes (3èmePP, CAP et 2nde Professionnelle).

Localisation géographique :
- LP SAINT FRANCOIS D'ASSISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur IFP 15 ateliers (44,44€ h)	6 000,00	100,00%	Subvention Région 2017-2018	6 000,00	100,00%
Total	6 000,00	100,00%	Total	6 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	7 198,00 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	6 260,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	86 277,24 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	118 143,90 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	8 400,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	103 779,01 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	119 666,48 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 760,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 138,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	13 175,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 240,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	102 384,18 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	118 166,88 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 424,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 024,00 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 696,00 €
2017	Développement des parcours européens des lycées professionnels	8 520,00 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	63 332,81 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	78 517,98 €
	Montant total	712 008,68 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 06/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-263 DU 5 JUILLET 2017

CITOYENNETÉ AU LYCÉE TRANSMISSION DES VALEURS FONDAMENTALES DE NOTRE RÉPUBLIQUE ANNÉE SCOLAIRE 2017-2018

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;
VU Le Code de l'éducation ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;
VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ; rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et en lycées ;
VU La délibération n° CR 39-10 du 30 septembre 2010 relative à la réussite et l'égalité des lycéennes et des lycéens ;
VU La délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 relative à la consultation du printemps 2011, répondre aux attentes des lycéen-ne-s ;
VU La délibération n° CR 01-12 du 17 février 2012 relative aux lycées municipaux de la Ville de Paris. Application des politiques régionales d'aides aux lycéens ;
VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – le projet éducatif régional ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 95-16 du 19 mai 2016 relative aux Conférences des grands témoins contre le terrorisme
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte sur les valeurs de la République et la laïcité de la Région Île-de-France ;
VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-263 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide de participer au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de

313 680,00 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature par chaque bénéficiaire d'une convention conforme au modèle type approuvé par délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 et modifié par les dispositions des délibérations n° CR 08-16 du 18 février 2016 et n° CR 51-17 du 9 mars 2017. ».

Autorise la présidente du conseil régional d'Île-de-France à signer les conventions visées à l'alinéa précédent.

Affecte une autorisation d'engagement de **313 680,00 €**, prélevée sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), Action « Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations » (12800505) du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE 1 - ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-263	Budget	2017

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**128005 - Schéma des formations**
Action	**12800505 - Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations**

Dispositif : N° 00000060 - Programme d'actions de sensibilisation citoyennes

Dossier	17009036 - PROGRAMME CITOYENNETE ET VIVRE ENSEMBLE POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018 AVEC LE MEMORIAL DE LA SHOAH			
Bénéficiaire	R28914 - MEMORIAL DE LA SHOAH			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 400,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 500,00 €	TTC	80 %	40 400,00 €	

Dossier	17009045 - ACTIONS DE SENSIBILISATION A LA CITOYENNETE ET DES VALEURS EN FAVEUR DES LYCEENS POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018 AVEC L'ASSOCIATION EVEIL			
Bénéficiaire	R2110 - EVEIL ASSOCIATION			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 280,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
31 600,00 €	HT	80 %	25 280,00 €	

Dossier	17009050 - CITOYENNETE, LAICITE, EGALITE - ACTIONS DE SENSIBILISATION POUR l'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018 AVEC L'ASSOCIATION FEMMES SOLIDAIRES			
Bénéficiaire	R30083 - FEMMES SOLIDAIRES 75			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
43 440,00 €	TTC	69,06 %	30 000,00 €	

Dossier	17009053 - PROGRAMME "JEUNES, CITOYENNETE ET VIVRE EN SOCIETE" EN FAVEUR DES LYCEENS POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018 AVEC L'ADRIC			
Bénéficiaire	R32778 - ADRIC AGENCE DE DEVELOPPEMENT DES RELATIONS INTERCULTURELLES POUR LA CITOYENNETE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
56 500,00 €	HT	70,8 %	40 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-263	Budget	2017

Dossier	17009059 - CONCOURS REGIONAL "ALTER EGO RATIO" POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018 AVEC LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT			
Bénéficiaire	R19367 - LIGUE ENS FEDERAT PARIS MVT EDUC POP			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
62 021,00 €	TTC	64,49 %	40 000,00 €	

Dossier	17009062 - ACCOMPAGNER LES CONFERENCES DES GRANDS TEMOINS CONTRE LE TERRORISME "ENSEMBLE C'EST TOUT !" POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018 AVEC CITOYENNETE JEUNESSE			
Bénéficiaire	P0017218 - CITOYENNETE JEUNESSE SEINE SAINT-DENIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
66 000,00 €	TTC	75,76 %	50 000,00 €	

Dossier	17009175 - PROJET "PARCOURS PEDAGOGIQUE AUTOUR DE L'ENGAGEMENT INTITULE "LE GENERAL DE GAULLE, UN HOMME ENGAGE" POUR L'ANNEE 2017-2018 AVEC LA FONDATION CHARLES DE GAULLE			
Bénéficiaire	P0037000 - FONDATION CHARLES DE GAULLE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 000,00 €	TTC	50 %	30 000,00 €	

Dossier	17009180 - PROJET "LE PARCOURS CITOYEN" POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018 AVEC L'ASSOCIATION "POUR UNE CONTRIBUTION PARTICIPATIVE A LA REPUBLIQUE"			
Bénéficiaire	P0037003 - POUR UNE CONTRIBUTION PARTICIPATIVE A LA REPUBLIQUE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
69 000,00 €	TTC	50,72 %	35 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000060 - Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	290 680,00 €

Dispositif : N° 00000969 - Avenir Citoyen

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-263	Budget	2017

Dossier	17009196 - CYCLE DE CONFERENCES "GRANDS TEMOINS CONTRE LE TERRORISME" POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018 AVEC L'ASSOCIATION "IMAD POUR LA JEUNESSE ET LA PAIX"				
Bénéficiaire	P0036753 - IMAD IBN ZIATEN POUR LA JEUNESSE ET LA PAIX				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 480,00 €	TTC	66,96 %		3 000,00 €	

Dossier	17009197 - PROJET "TERRORISME, ET SI ON ECOUTAIT LES VICTIMES ?" POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018 AVEC L'AFVT				
Bénéficiaire	EXM00690 - AFVT ASSOCIATION FRANCAISE DES VICTIMES DU TERRORISME				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	20 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 000,00 €	TTC	80 %		20 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000969 - Avenir Citoyen	23 000,00 €

Total sur l'imputation 932 - 28 - 128005 - 12800505	313 680,00 €

ANNEXE 2 - FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009036

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PROGRAMME CITOYENNETE ET VIVRE ENSEMBLE POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018 AVEC LE MEMORIAL DE LA SHOAH

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	50 500,00 €	80,00 %	40 400,00 €
	Montant Total de la subvention		40 400,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEMORIAL DE LA SHOAH
Adresse administrative : 17 RUE GEOFFROY L ASNIER
75004 PARIS
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Eric DE ROTHSCHILD

Date de publication au JO : 27 juillet 2012

N° SIRET : 78424378400013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes
Rapport Cadre : CR06-08 du 27/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Mémorial de la Shoah propose de répondre à la demande de la Région Ile-de-France en prenant en compte de manière adaptée et différenciée les publics d'élèves et d'adultes issus de la communauté scolaire.

Description :
Le projet se divise en trois parties :

Action 1 : Sensibilisation des professeurs et des chefs d'établissements
Sensibiliser les enseignants et personnels d'encadrement et de direction des établissements scolaires concernés à l'enseignement de la laïcité et des valeurs de la République, à l'enseignement de l'histoire de la Shoah et des génocides, aux ressorts du racisme, de l'antisémitisme et l'histoire du complotisme, etc.
Modules de 2 demi-journées de sensibilisation. Ceux-ci pourraient être répétés quatre fois (4 x 50 personnes pour 2 demi-journées de formation)
Les thématiques portent sur : l'enseignement de la laïcité et des valeurs de la République, l'enseignement des questions dites « sensibles », l'enseignement de l'histoire de la Shoah et des génocides, Racisme,

Antisémitisme, les ressorts et l'histoire du complotisme, la concurrence des mémoires, les réponses pédagogiques, etc.

Action 2 : Ateliers citoyenneté
A travers une approche pluridisciplinaire, développer le sens critiques des élèves, les faire travailler sur des thématiques ayant trait à la prévention de la radicalisation, telles que la déconstruction des préjugés raciaux, comprendre les ressorts de la théorie du complot, s'interroger sur les origines et les conséquences du racisme, de l'antisémitisme et la xénophobie, etc.
36 ateliers pluridisciplinaires de 2h30 chacun, destinés aux élèves, à choisir parmi :

- Atelier philosophie autour des préjugés : Déconstruire les préjugés

Descriptif : Cet atelier a pour objectif d'initier les élèves à la pratique du dialogue autour d'une question choisie. Sans être un cours de philosophie, cette pratique donne aux élèves certains outils nécessaires pour débusquer les erreurs de jugement souvent à la base de stéréotypes et des préjugés racistes.
Discipline/enseignements : Histoire – Lettres – Philosophie - Education civique – Education morale et civique

- Atelier « l'Histoire s'affiche »

Descriptif : Que nous disent les images ? Comment les analyser et les replacer dans un contexte historique très précis ? Cet atelier entame une réflexion à partir de la composition et de la transformation d'images. Les élèves réfléchissent tous ensemble aux notions de portrait, de déshumanisation et de stigmatisation. Ils sont invités à décrypter une affiche de propagande et apprennent ensuite à détourner des signes et des symboles afin de réaliser, à leur tour, leur «propre image».
Discipline/enseignements : Histoire – Lettres - Arts visuels - Education civique – Education morale et civique

- Atelier « Sport et racisme » : Des JO de Berlin à Auschwitz : le sport entre propagande et résistance

Descriptif : En analysant les préparatifs, le déroulement et l'impact des Jeux olympiques de Berlin en 1936, les élèves découvrent comment le sport fut utilisé à la fois comme outil de propagande et comme moyen de résistance pendant le IIIe Reich. Le destin d'Alfred Nakache (surnommé le nageur d'Auschwitz) ou les exploits de l'athlète noir Jesse Owens à Berlin illustrent les différentes attitudes des sportifs face au nazisme.
Discipline/enseignements : Histoire – Lettres – Philosophie - Education civique – Education morale et civique

- Atelier « Les préjugés : au quotidien et dans l'Histoire »

Descriptif : Quel rôle jouent les préjugés ? Comment passe-t-on d'une stigmatisation verbale à des persécutions physiques ? Pourquoi la propagande constitue souvent une étape déterminante dans la mise en place d'un massacre ou d'un génocide ? Autant de sujets abordés par les élèves qui commencent par analyser leurs propres préjugés et les stéréotypes véhiculés par le langage et certaines images de propagande. Ils réfléchissent enfin au rôle de ces préjugés racistes dans certains événements historiques du XIXe- XXe siècles
Discipline/enseignements : Histoire – Lettres - Education civique – Education morale et civique

- Atelier « La fabrique du complot : hier et aujourd'hui »

Descriptif : Rumeurs, théories du complot, photomontages, vidéos truquées… : la désinformation est aujourd'hui omniprésente. L'atelier vise à donner aux élèves des outils pour analyser les images et les discours qui circulent au quotidien sur internet. Il s'agit aussi de mieux comprendre le rôle et l'impact des réseaux sociaux, tout en stimulant un sens critique personnel.
Discipline/enseignements : Histoire – Lettres – Philosophie - Education civique – Education morale et civique

- Atelier « Propagande, médias et discours de haine »

Descriptif : les discours de haine s'appuient sur des discours bien rodés qui reposent sur des mécanismes identifiables. Comment décrypter et lire ces discours de haine tant sur internet qu'à travers les images qui nous entourent ? Comme ces ressorts ont-ils été déjà exploités dans les discours de haine venus accompagner les Génocides du XXème siècle et les grandes théories racistes et antisémites ?
Discipline/enseignements : Histoire- Lettres – Arts visuels – Education civique – Education morale et civique

Action 3 : Expositions itinérantes
Mise à disposition de quatre expositions itinérantes du Mémorial de la Shoah au sein des établissements scolaires, permettant ainsi une continuité dans l'action éducative et une ouverture d'esprit quant aux sujets traités (les procès de Nuremberg, les génocides arméniens et Rwandais, etc.)

- Les procès des grands criminels de guerre devant le Tribunal militaire international, 41 panneaux
- Les Génocides du XXème siècle, 25 panneaux
- Les Génocides des Arméniens de l'Empire Ottoman, 25 panneaux
- Le Génocides des Tutsis au Rwanda, 20 panneaux

Moyens mis en œuvre :
- Moyens humains : Employés du Mémorial

- Moyens matériels : Panneaux pour les expositions, matériel pour les ateliers fournis par le Mémorial

- Supports d'information réalisés dans le cadre du projet

Des informations complémentaires sont disponibles sur le site du Mémorial (www.memorialdelashoah.org) ainsi que sur les brochures d'information

Intérêt régional :

- encourager les lycéens à devenir, dans le quotidien de leur établissement et de leur environnement, des ambassadeurs des valeurs de la République reposant sur le principe du respect d'autrui ;
- informer, sensibiliser et outiller les lycéens, pour leur permettre de devenir des citoyens et des internautes éclairés, à-même de prendre le recul nécessaire face aux messages qui leur sont diffusés, notamment à travers les différents médias ;

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Etablissements scolaires de la région Ile-de-France (nombre à préciser en accord avec la région)

- - 200 professeurs concernés (4 modules x 50 professeurs)
- - 36 ateliers pour 30 élèves chacun

Nombre d'élèves : 1080 (36 ateliers x 30 élèves)
Nombre de classes : 36

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Action 1 : Animation des séances (8 demi-journées de sensibilisation x 3 intervenants)	12 000,00	23,76%
Action 1 : Coordination (conception, inscriptions, téléphone, circulaires, frais d'envoi)	3 600,00	7,13%
Action 2 : Animation de 36 ateliers (36 x 500 par intervenant)	18 000,00	35,64%
Action 2 : Transports	1 800,00	3,56%
Action 2 : Matériel pédagogique et création des ateliers	10 000,00	19,80%
Action 2 : Coordination	3 600,00	7,13%
Action 2 : Assurances	1 500,00	2,97%
Total	50 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2017	40 400,00	80,00%
Fonds propres	10 100,00	20,00%
Total	50 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2014	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	352 088,00 €
2015	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (CR46-14)	352 088,00 €
2016	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	392 488,00 €
	Montant total	1 116 664,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009045

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ACTIONS DE SENSIBILISATION A LA CITOYENNETE ET DES VALEURS EN FAVEUR DES LYCEENS POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018 AVEC L'ASSOCIATION EVEIL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	31 600,00 €	80,00 %	25 280,00 €
	Montant Total de la subvention		25 280,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EVEIL ASSOCIATION
Adresse administrative : 105 CHEMIN DE RONDE
78290 CROISSY SUR SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne-Maris BURELLE, Présidente

Date de publication au JO : 15 septembre 1933

N° SIRET : 39494710500034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes
Rapport Cadre : CR06-08 du 27/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

- -Amener les élèves à reconnaître les principes et les valeurs de la République ;
- -Informer les élèves sur les droits et devoirs du jeune et du citoyen ;
- -Aborder la notion de respect des autres dans leur diversité ;
- -Montrer l'apport des diverses cultures, notamment gréco-latine, à la culture française ;
- -Montrer comment la laïcité accorde à chacun un droit égal à exercer librement ses croyances dans le respect de ce droit pour autrui ;
- -Adopter un regard critique vis-à-vis des médias et des réseaux sociaux ;
- -Créer un espace de parole où les élèves se sentent autorisés à s'exprimer sur toutes ces questions.

Description :
L'intervention d'une durée de 2 heures, conçue par la responsable formation et partenariats, s'articule

autour d'un diaporama interactif, des projections vidéo et d'un débat. La méthode participative est privilégiée.

Séquence 1 : Citoyenneté et valeurs républicaines

- définition de notions clés : citoyen / fraternité / liberté / laïcité / égalité / discrimination / stéréotype / préjugé / respect ;
- la devise républicaine ;
- la liberté d'expression et la liberté de la presse ;
- l'apport des différentes cultures à la culture française ;
- comment faire nation dans le quotidien (au lycée, dans son entourage).

Séquence 2 : Moi, jeune acteur de ma citoyenneté

- la citoyenneté active ;
- j'exerce mon droit de vote ;
- je participe aux diverses instances du lycée (délégué de classe, CVL, CAVL...) ;
- je m'investis dans une association / dans la vie politique.

Séquence 3 : Deux débats au choix

Lors de la programmation des interventions, le professeur reçoit un questionnaire de préparation au débat choisi, à distribuer et travailler avec les élèves en amont

- Option 1 : "Faisons-nous une utilisation citoyenne des réseaux sociaux ?"
- Option 2 : "Comment mieux vivre ensemble dans une République laïque ?"

Etapes de l'action : Le programme s'organise en trois temps :

1. Octobre 2017 : la première phase est consacrée à :
   - la conception du module d'intervention et à sa validation par un réseau de référents en la matière ;
   - au contact des lycées par mail et par téléphone afin que les professeurs intéressés programment des interventions pendant le temps scolaire.

Une rubrique dédiée à l'action est créée sur le site www.eveil.asso.fr avec le logo de la Région Île-de-France.

2. Novembre 2017 - Juin 2018

La deuxième phase consiste en la réalisation de 60 à 70 interventions pendant le temps scolaire dans les lycées des académies de Paris, Créteil et Versailles.
En novembre 2016, l'association est présente au Salon Européen de l'Education et assure la promotion de l'action.

3. Juin 2018

A l'issue de l'action, l'association élabore un bilan final (qualitatif, quantitatif et financier) qu'elle transmet à la Région Île-de-France.

Implication du Comité citoyen Jeunes de l'association EVEIL dans l'action :

Composé des élèves des classes lauréates des deux premières éditions du concours vidéo "Prix Eveil à la citoyenneté", le comité citoyen jeunes de l'association participe à l'élaboration du contenu de l'intervention apportant un regard critique sur celui-ci afin qu'il soit le mieux adapté aux lycéens franciliens et qu'il réponde à leurs attentes.

Indicateurs et méthodes d'évaluation prévus :

•Suite aux interventions en classe, les intervenants transmettent à l'association les documents suivant :

- un certificat de réalisation avec le nombre d'interventions réalisées et le tampon de

l'établissement ;
- une fiche d'évaluation avec ses commentaires sur chaque intervention réalisée ;
- des fiches d'évaluation remplies par les enseignants ;
- les fiches d'évaluation remplies par les élèves à la fin de chaque intervention.

•Un bilan quantitatif et qualitatif est remis à la fin de l'action.

Moyens mis en œuvre :
L'équipe de l'association sur le programme :
- une coordinatrice de tous les aspects financiers liés à la mise en place du programme et qui participe à la validation du programme ;
- une personne en charge de la conception du module d'intervention et de la formation des intervenants ;
- une personne en charge de la coordination des établissements, de la communication et du recrutement des intervenants ;
- une référente académique qui assure la programmation des interventions, les relations avec l'encadrement éducatif, les chefs d'établissements et les professeurs.

Intérêt régional :
- encourager les lycéens à devenir, dans le quotidien de leur établissement et de leur environnement, des ambassadeurs des valeurs de la République reposant sur le principe du respect d'autrui ;
- informer, sensibiliser et outiller les lycéens, pour leur permettre de devenir des citoyens et des internautes éclairés, à-même de prendre le recul nécessaire face aux messages qui leur sont diffusés, notamment à travers les différents médias.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Environ 2 700 lycéens seront directement touchés par les interventions. Les équipes pédagogiques participent directement aux séances. Elles devraient ainsi pouvoir s'approprier l'intervention et ensuite à leur tour pouvoir sensibiliser les autres classes dont elles ont la responsabilité.

Nombre d'établissements : entre 30 et 45
Nombre de classes : Au minimum 90

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Suivi et recherche documentaire, rédaction du contenu, validation, contact établissement (mailing et e-mailing)	3 500,00	11,08%
Mise en place des outils de communication : document de présentation, page dédiée sur le site internet	1 200,00	3,80%
Concertation Education nationale	850,00	2,69%
Elaboration du bilan à partir des commentaires et diffusion du bilan de l'action	3 000,00	9,49%
Sélection et formation des intervenants	1 000,00	3,16%
Réalisation d'au moins 90 interventions et des séances équipe pédagogique (salaire intervenants) 90 X 200	18 000,00	56,96%
Frais de déplacement (90 x 45)	4 050,00	12,82%
Total	31 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2017	25 280,00	80,00%
Fonds propres de la structure	6 320,00	20,00%
Total	31 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 280,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions européennes	17 500,00 €
2014	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes	26 730,00 €
2014	Prévention des conduites à risques chez les jeunes	23 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	31 450,00 €
2015	Actions européennes	17 500,00 €
2015	Prévention des conduites à risques chez les jeunes	20 000,00 €
2016	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	23 000,00 €
	Montant total	159 180,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009050

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CITOYENNETE, LAICITE, EGALITE - ACTIONS DE SENSIBILISATION POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018 AVEC L'ASSOCIATION FEMMES SOLIDAIRES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	43 440,00 €	69,06 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEMMES SOLIDAIRES 75
Adresse administrative : 3-5 RUE D'ALIGRE
75012 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Sabine SALMON, Présidente

Date de publication au JO : 18 mars 1945

N° SIRET : 77567870900087

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes
Rapport Cadre : CR06-08 du 27/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

- Développer des actions en faveur des lycéens et des lycéennes pour réfléchir ensemble et mieux se comprendre.
- Réaffirmer la transmission des valeurs de la République : liberté, égalité et fraternité.

Description :
L'objectif du projet est d'engager un travail spécifique sur les enjeux de la citoyenneté, des valeurs de la République, de la prévention et de la radicalisation avec des ateliers portant sur ces thématiques, selon des méthodes dynamiques et interactives, mobilisatrices pour les lycéens.

Dans ce projet, il s'agit de développer des actions en faveur des lycéens et des lycéennes pour réfléchir ensemble et s'engager sur une meilleure compréhension mutuelle. Ce projet sera également l'occasion d'œuvrer pour une transmission des valeurs de la République : liberté, égalité et fraternité ainsi que de sensibiliser et susciter la réflexion et l'échange sur ces thématiques : les violences (cyberviolences), la

radicalisation, les discriminations, la laïcité, l'éducation aux médias et à internet, l'égalité fille/garçon, les préjugés, la théorie du complot… Il est important de favoriser, au cours de leur scolarité, la réflexion des jeunes sur l'égale dignité des êtres humains, sur la place des femmes et des hommes dans la société, de s'interroger sur les violences et encourager le respect mutuel.

Dans ce cycle d'interventions, l'association propose aux personnels éducatifs et aux élèves des temps d'échanges pour ré-apprendre l'écoute de l'autre et développer des valeurs de respect et de collaboration. Nous proposons un travail régulier que nous mettons en place à partir de la réalité du terrain et de l'environnement dans lequel nous intervenons, n'hésitant pas à modifier l'organisation de nos ateliers pour une approche « sur mesure ».

Le programme reste souple et à une capacité d'adaptation aux besoins ainsi qu'aux spécificités énoncées par les enseignants et les équipes éducatives des lycées franciliens. Il peut ainsi se présenter sous deux formes :

- 1 séance de 2 heures

ou

- un cycle long de 3 séances de deux heures + 1 séance création d'un support vidéo/ou audio ou numérique ou papier

sous forme de débats développés grâce à des outils pédagogiques (films, expositions, power point, jeux…)

Organisation détaillée, déroulement, différentes étapes,… :

Le choix des séances se fait suivant les thématiques suivantes proposées :

- Une séance : Poser les idées et les concepts

En partant de la réalité exprimée dans la classe, cette séance tente de mettre en relation des notions fondamentales. Elle peut aborder les liens entre les valeurs républicaines et le vivre-ensemble, la radicalisation et l'exclusion, ou l'antisémitisme et les discriminations au sens plus large. Il s'agit de susciter le débat pour poser ensemble les concepts.

- Une séance : Laïcité, identité, citoyenneté.

Après avoir reposé les concepts et écouté les élèves, cette séance tente de mettre en relation ces trois notions. Elle aborde ce qu'est la laïcité (principe, philosophie, façon de penser, principe constitutionnel, corpus législatif, processus historique), ainsi que les liens entre laïcité et égalité femme/homme, entre laïcité et liberté d'expression. Ainsi que les notions de nationalité, culture et culture d'origine.

- Une séance : Endoctrinement, radicalisation

Il s'agit d'une part de déconstruire la rhétorique des discours radicalisés, en traitant la question de l'antisémitisme et du complotisme en France et en repositionnant les valeurs fondatrices du pacte Républicain. D'autre part, la formation vise à comprendre les moyens utilisés dans le processus de radicalisation : les réseaux sociaux et familiaux, la diffusion et la lecture non distanciée de l'information.

- Une séance : Analyse critique des médias – Approche du web

Cette séance a pour objectif de rappeler les grands principes de la liberté d'expression et son corpus législatif. Cela sert de base à une réflexion commune sur une analyse critique des médias : presse écrite, web, tv et autres. Elle vise à transmettre des outils immédiatement mobilisables par les élèves pour interroger constructivement leur rapport à l'information.

- Une séance : Cyber-violences.

A travers un dispositif ludique, il s'agit de faire prendre conscience aux adolescents de la dangerosité que

peut revêtir internet, en comprendre les règles et adopter une attitude respectueuse : apprendre à déceler des situations dangereuses et violentes, ne pas y adhérer, s'en protéger voire les dénoncer.

- Une séance : Éducation aux médias et à l'information.

Cette séance contribue à créer un socle de connaissances et de compétences. En développant leur sens critique pour lutter contre la théorie du complot, en particulier sur internet, les ateliers permettent aux élèves d'être plus fort.es face à toutes formes de manipulation et de radicalisation.

- Une séance : Lutte contre les stéréotypes

Depuis plusieurs années la nécessité de travailler sur la phase la plus en amont du continuum des violences, les stéréotypes, s'est imposée à nous. Les jeunes étant les premières cibles des stéréotypes sexistes dans le cadre de leur éducation, ils sont potentiellement les meilleurs vecteurs de transmission d'une éducation à la non violence.

- Une séance : Violences sexistes et respect filles garçons.

A partir de l'exposition Violences elles disent non ! qui identifie les violences sexistes, donne leur cadre juridique et des témoignages, les élèves sont amené.e.s grâce à une décontextualisation à renommer d'éventuelles violences qu'ils connaissent et/ou qu'ils subissent pour trouver des solutions, des moyens de les stopper ou pour qu'elles ne s'installent pas.

Lors de ces séances, l'association peut également organiser des débats avec des grands témoins à la demande des enseignant.e.s, des chefs d'établissements : juges pour enfants, avocat.e.s, auteur.e.s, réalisatrices, teurs…

La séance se tiendra en présence de l'équipe éducative.

Supports d'information réalisés dans le cadre du projet

Si l'établissement choisi le cycle long (4 séances) la création d'un support de restitution support vidéo/ou audio ou numérique ou papier qui pourra prendre diverses formes sera réalisé avec la classe concerné.

- Critères d'évaluation prévus :

Des fiches d'évaluations seront remises aux personnels éducatifs et aux élèves à la fin de chaque séance.

Moyens mis en œuvre :

- Moyens humains : Une équipe de 4 intervenant.e.s spécialisés sur les thématiques développées dans le projet

- Moyens matériels : Caméra et autre matériel pour la création de support vidéo du projet long

Outils prévus :

Lors de nos interventions, nous pouvons disposer d'expositions :

- Exposition et livre « Elles comme laïcité » pour les thématiques : Laïcité, identité, citoyenneté et Analyse critique des médias

L'exposition valorise une approche historique, juridique, sociale de la laïcité pour comprendre en quoi ce principe constitutionnel, cette valeur fondamentale de notre République est indissociable de la question des droits des femmes.

- Exposition « ça nous est égale ?» pour la thématique : Lutte contre les stéréotypes

L'Égalité, principe fondateur de la République, est une notion simple et complexe. Cette exposition sort les femmes de l'invisibilité par une approche thématique dans 7 domaines : le sport, la politique,

l'éducation, l'emploi, la culture, les sciences et les médias.

- Exposition « Violences, elles disent non » pour la thématique : Violences sexistes et respect filles garçons

Quels sont les types de violences que l'on connait ? Quels sont les chiffres ? Comment lutter contre ? Les questions posées permettent d'appréhender la thématique en partant de situations concrètes. Les témoignages, toujours positifs, sont présentés. Les outils juridiques sont détaillés. L'intervenant.e partira de la parole du public surtout s'il s'agit d'un public d'adolescent.es.

- Exposition « Je ne crois que ce que je vois » pour la thématique : Lutte contre les stéréotypes

Le public découvre les panneaux lui-même puis les commente accompagné par l'intervenant.e qui propose des clés de compréhension et d'analyses.

Intérêt régional :

- Encourager les lycéens à devenir, dans le quotidien de leur établissement et de leur environnement, des ambassadeurs des valeurs de la République reposant sur le principe du respect d'autrui ;
- Informer, sensibiliser et outiller les lycéens, pour leur permettre de devenir des citoyens et des internautes éclairés, à-même de prendre le recul nécessaire face aux messages qui leur sont diffusés, notamment à travers les différents médias.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Le projet s'adresse à des classes de seconde, de première et de terminale, professionnelle, technologique et générale, à des classes de CAP ainsi qu'au personnel éducatif des établissements scolaires.

Nombre d'élèves : entre 150 et 200 élèves
Nombre d'établissements : le nombre d'établissement fluctue en fonction du nombre de classes sensibilisées par établissement
Nombre de classes : environ 10 classes (en fonction du nombre d'élèves par classe)

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel charges comprises : Rémunérations	18 500,00	42,59%
Personnel charges comprises : Impôts et taxes	250,00	0,58%
Intervenants extérieurs : Honoraires	10 500,00	24,17%
Intervenants extérieurs : Editions matériel	2 100,00	4,83%
Communication : achats magazines/documentation	1 650,00	3,80%
Transport logistique : Déplacements	850,00	1,96%
Transport logistique : Fournitures	350,00	0,81%
Frais administratifs : téléphone, frais postaux, autres services externes	3 220,00	7,41%
Services externes : location, assurance, frais exceptionnels	6 020,00	13,86%
Total	43 440,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2017	30 000,00	69,06%
Etat (Education nationale)	4 000,00	9,21%
Fonds propres de la structure	9 440,00	21,73%
Total	43 440,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement (CR46-14)	15 000,00 €
2014	Jeunes pour l'égalité	30 000,00 €
2015	Appel à projets thématique annuel destiné aux personnes en situation de handicap, âgées, en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	15 000,00 €
2015	Jeunes pour l'égalité	30 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes (CR46-14)	15 000,00 €
2016	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	30 000,00 €
2017	Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes	3 500,00 €
	Montant total	138 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009053

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PROGRAMME "JEUNES, CITOYENNETE ET VIVRE EN SOCIETE" EN FAVEUR DES LYCEENS POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018 AVEC L'ADRIC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	56 500,00 €	70,80 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADRIC AGENCE DE DEVELOPPEMENT DES RELATIONS INTERCULTURELLES POUR LA CITOYENNETE
Adresse administrative : 7 RUE DU JURA 75013 PARIS 13
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Catherine KRIEGEL, Présidente

Date de publication au JO : 10 janvier 2004

N° SIRET : 45190253000026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes
Rapport Cadre : CR06-08 du 27/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

1) Engager les jeunes lycéens d'Ile-de-France dans une démarche de réflexion-action sur le sens et la fonction sociale des valeurs citoyennes ;
2) Sensibiliser ces jeunes au rôle des valeurs de la République dans la lutte contre les discriminations et les violences ;
3) Renforcer la dynamique d'échange et favoriser le rôle de ces jeunes en tant qu'acteurs et actrices de la citoyenneté locale et de la vie en société, à travers la réalisation d'outils transférables.

Description :

Le projet « Jeunes, citoyenneté et vivre ensemble » se décline en trois étapes, sur site et sur le temps scolaire :

- une réunion de travail préalable avec des membres de l'équipe pédagogique et éducative du lycée ;

- des séances de sensibilisation auprès des lycéen-ne-s sur les thématiques liées à la citoyenneté ;
- la création d'un outil transférable par les jeunes sur la thématique travaillée.

Organisation détaillée, déroulement, différentes étapes,… :

1) Une réunion de travail préalable avec les équipes pédagogique et éducative de chaque lycée impliqué.

A partir d'une présentation du projet, cette réunion de 2 heures permettra d'identifier les questionnements, les besoins, les situations rencontrées ainsi que les ressources existantes au sein de chaque établissement, au regard du vivre-ensemble et de la citoyenneté. En cela, elle permettra également d'ajuster le programme des séances à venir.

Pour que le projet soit pertinent, il est nécessaire d'informer les professionnels qui encadrent les jeunes, particulièrement ceux dont les classes seront intégrées au projet. D'une part, leur adhésion consolidera leur engagement dans le projet et d'autre part, en prenant connaissance et conscience des enjeux de l'apprentissage de la citoyenneté, du rôle et de la place des valeurs qui en découlent dans la construction de soi en tant qu'acteur-trice de la société, dans la vie scolaire, individuelle et sociale, les membres de l'équipe accompagneront mieux les jeunes dans ce processus qui est également au fondement du vivre ensemble.

Cette étape facilitera la mobilisation des classes qui participeront à l'étape suivante.

2) Des séances de sensibilisation en direction des jeunes. La sensibilisation pourra se dérouler sur deux séances de 2 heures chacune pour chaque classe (ou demi-classe) impliquée. Elle aura lieu dans les locaux mis à disposition par le lycée partenaire.

Le programme, la durée et le contenu de ces séances pourront être ajustés selon les besoins identifiés par les lycées.

En s'appuyant sur des méthodes de pédagogie coopérative et les outils élaborés par l'ADRIC au sujet de la citoyenneté, ces séances auront pour objectif de permettre à ces jeunes de :

- Echanger et débattre à partir de leurs questionnements sur le vivre ensemble et les codes de vie communs ;
- Réfléchir au rôle et à la fonction des valeurs et des principes de la citoyenneté démocratique (égalité, liberté, fraternité, solidarité, laïcité, égalité filles-garçons) dans la vie individuelle et sociale ;
- Interagir et partager entre eux par rapport à la question de la citoyenneté, pour favoriser la mixité, l'interconnaissance et renforcer le lien social ;
- Comprendre l'importance du respect de l'autre et de l'action citoyenne individuelle et collective pour avancer dans la construction du vivre ensemble et dans la lutte contre les discriminations et les violences.

Le contenu des séances de sensibilisation sera définit à partir des axes suivants :

- Echange à partir de leurs questionnements sur la société, le vivre ensemble et les codes de vie communs ;
- Apports d'éléments de connaissance et d'approfondissement pour mieux comprendre les différentes dimensions de la citoyenneté démocratique et ses valeurs, les lois, les droits et les devoirs qui en découlent : aspects liés à son histoire, au contexte de sa naissance et de son évolution ; enjeux d'actualité ;

- Les principes de la laïcité et d'égalité filles-garçons : leur rôle dans la vie familiale, scolaire et sociale, leur fonction dans le renforcement du lien social et dans la lutte contre les discriminations et les violences ;
- Les relations interculturelles au regard du vivre ensemble.

3) La conception d'un outil transférable. A l'issue des séances menées dans les différentes classes, 4 groupes « pilotes » d'élèves sensibilisées et volontaires seront mobilisés pour approfondir le travail sur la thématique de la citoyenneté, à travers un atelier de création qui permettra la réalisation d'un outil transférable à d'autres élèves.

Ces groupes seront constitués au sein de différents établissements (1 ou 2 groupes par établissement), parmi les plus impliqués.

La conception de l'outil se fera à partir de quatre séances de travail de 3 heures, pour chaque groupe d'une quinzaine d'élèves. Le résultat sera ensuite diffusé à l'ensemble des lycées et des classes ayant participé aux précédentes étapes du projet.

Critères d'évaluation prévus :

L'évaluation du projet sera réalisée en interne et en collaboration avec les lycées partenaires. Elle se déroulera selon les différents objectifs et étapes du projet.

Elle se fera à partir des critères suivants :
- Le nombre de séance de sensibilisation
- Le nombre et la qualité des jeunes lycén-ne-es participants aux séances (selon sexe, âge …).

Des listes d'émargement seront prévues à cet effet.
- Les acquis et le degré de satisfaction des jeunes lycéen-ne-s seront évalués au moyen de questionnaires remplis à l'issue des séances et des commentaires des intervenant-e-s.
- Le nombre et la qualité des membres des équipes du lycée / leur degré de satisfaction quant à la réunion de travail préalable les concernant

Les éléments d'évaluation des différentes étapes seront intégrés dans un bilan final que l'ADRIC transmettra aux partenaires et financeurs du projet.

Moyens mis en œuvre :
- Moyens humains :

Les personnes suivantes, salariées de l'ADRIC, assureront la conduite, la coordination, la mise en œuvre et la gestion du projet : Directeur et Assistante du projet.

Une personne volontaire en service civique, engagée par l'ADRIC (dans le cadre de notre agrément) participera à la mise en place des séances.

Une équipe pluridisciplinaire d'intervenant-e-s, salarié-e-s de l'ADRIC, expérimenté-e-s et formé-e-s sur les thématiques liées à la citoyenneté, avec des démarches pédagogiques adaptées, animeront les séances auprès de jeunes et les réunions de travail avec les équipes. Leur champ d'intervention : citoyenneté, égalité, laïcité et interculturalité.

La démarche pédagogique de l'association est fondée sur une méthode participative et interactive. Elle s'appuie sur l'action du sujet apprenant, amené à exprimer ses représentations qu'il confronte avec les autres participants. Le débat d'idées est au centre de ces pratiques pédagogiques, étayées par des apports théoriques qui font sens, puisque apportant des réponses ou des informations à des

questionnements du groupe.

A la méthode participative, l'ADRIC ajoute une démarche interculturelle pour déconstruire les visions figées des cultures, tout en rendant visible l'universalité des droits humains et la dimension transculturelle des valeurs qui y sont liées. Cette démarche est essentielle dans la formation à la citoyenneté des jeunes de diverses origines culturelles, car elle permet de faire émerger le lien positif entre le respect des valeurs de référence et le respect de la diversité culturelle, conditions sine qua non du vivre ensemble. Sans elle, difficile de déconstruire certains préjugés et stéréotypes qui se nourrissent de l'essentialisation des différences liées à l' « origine » et à la « culture ». La démarche interculturelle de l'ADRIC permet de faire de la diversité un levier pour l'apprentissage du « vivre ensemble ».

Les interventions s'appuieront sur des méthodes pédagogiques adaptées au public jeune. Les intervenant-e-s animeront les séances à l'aide de supports divers et variés (Power point, jeux, vidéos courtes, travaux en sous-groupes, études de cas, etc…).

- Moyens matériels :

Moyens techniques : Des salles sont mises à disposition par les lycées pour la tenue des réunions, séances de sensibilisation et ateliers de création.

Matériel de l'association : bureaux, ordinateurs, imprimantes, fournitures, vidéoprojecteur, connexion internet, photocopies, etc.

Outils prévus :
L'utilisation d'outils pédagogiques spécifiques tels que la fresque d'émergence ou des extraits de films, permettra une meilleure transmission des connaissances théoriques et facilitera le forum-débat ainsi que la réflexion socio-construite et collective.
L'animation des séances de sensibilisation pourra s'appuyer aussi sur les jeux interactifs proposés dans la plateforme pédagogique « Jeunes et citoyenneté » (cf. http://adric-interculturel.com/jeunes/).

Intérêt régional :
- encourager les lycéens à devenir, dans le quotidien de leur établissement et de leur environnement, des ambassadeurs des valeurs de la République reposant sur le principe du respect d'autrui ;
- informer, sensibiliser et outiller les lycéens, pour leur permettre de devenir des citoyens et des internautes éclairés, à-même de prendre le recul nécessaire face aux messages qui leur sont diffusés, notamment à travers les différents médias.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le projet « Jeunes, citoyenneté et vivre ensemble » s'adresse aux lycées franciliens (lycées professionnels, polyvalents, avec filières générales et technologiques) des Académies de Créteil, Versailles et Paris. L'ADRIC veillera à une répartition des interventions entre des lycées des trois académies et des différents départements d'Ile-de-France.

Cette démarche sera proposée à la fois aux établissements ayant participé à la première année du projet (2016-2017), aux lycées qui n'ont pas pu y participer cette année (et que l'association a inscrits sur liste d'attente), ainsi qu'à d'autres lycées franciliens.

Seront bénéficiaires du projet les élèves des lycées franciliens impliqués. A travers des réunions de travail

préalable, le projet bénéficiera également aux membres des équipes pédagogiques et éducatives. Ci-dessous, une estimation du nombre d'élèves, du nombre d'établissements et du nombre de classes :
Nombre d'élèves : environ 750
Nombre d'établissements : 10 lycées
Nombre de classes : 22

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de prestations (prestations facturées dans le cadre du projet pour la réalisation de séances, ateliers et outils)	15 500,00	27,43%
Frais de mission des intervenants	800,00	1,42%
Frais postaux, télécommunications, fournitures de bureau, petites fournitures, assurances, location immobilière	2 700,00	4,78%
Documents pédagogiques, guides, questionnaires, photocopies, émargements, bilans d'évaluation	600,00	1,06%
Frais de personnel : pilotage, coordination, organisation, communication, interventions, gestion du projet et comptabilité	36 900,00	65,31%
Total	56 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2017	40 000,00	70,80%
Etat (Education nationale)	1 500,00	2,65%
Ville de Paris	8 000,00	14,16%
Fonds propres de la structure	7 000,00	12,39%
Total	56 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Jeunes pour l'égalité	100 000,00 €

2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	4 500,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	6 500,00 €
2014	Soutien régional en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	6 750,00 €
2015	Jeunes pour l'égalité	100 000,00 €
2016	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	50 000,00 €
	Montant total	267 750,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009059

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CONCOURS REGIONAL "ALTER EGO RATIO" POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018 AVEC LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	62 021,00 €	64,49 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE ENS FEDERAT PARIS MVT EDUC POP
Adresse administrative : 167 BD DE LA VILLETTE
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Marc ROIRANT, Président

Date de publication au JO : 9 juillet 1967

N° SIRET : 78441436900065

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes
Rapport Cadre : CR06-08 du 27/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 15 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

- mobiliser l'esprit critique des jeunes et promouvoir le respect de l'Autre ;
- permettre l'acquisition et la transmission des valeurs fondamentales de la République ;
- offrir un cadre de valorisation à des productions d'élèves déjà existantes ou en cours de réalisation ;
- susciter de nouveaux projets de classes favorisant l'interdisciplinarité ;
- accompagner les équipes pédagogiques dans leurs travaux par des interventions de spécialistes ;
- mettre à l'honneur les productions des élèves en les diffusant largement.

Description :
Dans le cadre de son action auprès de la jeunesse, la Région Île-de-France souhaite promouvoir les valeurs citoyennes et républicaines et encourager l'engagement des lycéen-ne-s sur cette thématique.

Dans cette optique, la Fédération de Paris de la Ligue de l'enseignement a mis en place en 2016, avec le soutien de la Région, un concours pédagogique ayant pour finalité de mobiliser la jeunesse sur les conditions d'une société meilleure, à travers notamment la réaffirmation de valeurs fondatrices et fédératrices, abordées selon trois perspectives clés : la prévention de la radicalisation ; la laïcité au service de la diversité ; la parité entre hommes et femmes.

Après une première année d'expérimentation, l'association poursuit sa démarche autour de ces thématiques. Celles-ci convergent sur le fond parce qu'elles impliquent l'intérêt général et posent la question de la chose publique, permettant à chaque lycéen-ne, parfaitement en âge d'exercer son libre arbitre, d'assimiler pleinement son rôle citoyen.

Projet de concours pédagogique régional pour les lycées franciliens sur la prévention de la radicalisation, laïcité et égalité femmes/hommes.

« Alter Ego Ratio » est un grand concours pédagogique régional axé sur les valeurs de la République à destination de toutes les classes de lycées franciliennes (de la Seconde à la Terminale). Coordonnés par un-e enseignant-e référent-e, en coopération avec ses homologues d'autres disciplines éventuellement, les projets d'élèves sont réalisés sur le temps scolaire et les participations se font par groupe ou par classe entière sur une ou plusieurs thématiques.

Les trois thématiques du concours doivent permettre l'acquisition et la transmission des valeurs fondamentales de la République : liberté de conscience, égalité femmes-hommes, fraternité au-delà des différences :

- « Laïcité pour la diversité » : comprendre le principe de laïcité, qui rend la liberté individuelle compatible avec celle de tous et conditionne l'existence de la diversité au sein d'un même Etat. Comprendre que la laïcité ne doit pas se concevoir comme une loi immuable ou une option intellectuelle étouffant le spirituel, mais comme une construction dynamique, qui se questionne et se renouvelle et dont le mouvement sait épouser les évolutions de l'histoire.
- « Des Femmes à l'initiative » : réaffirmer la capacité des femmes à agir, à décider, à changer progressivement notre société, patriarcale par tradition. Comprendre pourquoi, malgré la loi du 4 août 2014 pour « l'égalité réelle entre les femmes et les hommes », de nombreuses disparités persistent. Les pistes explorables sont nombreuses ici, elles s'inscrivent dans le monde professionnel (harcèlement, disparités dans les métiers, écarts de salaires) comme dans l'univers domestique (violences conjugales, tâches ménagères, parentalité…).
- « Décryptage du radicalisme » : apprendre à reconnaître les outils d'endoctrinement, à identifier les publics les plus fragiles, à poser des arguments basés sur des faits et leurs conséquences. Allier compétence critique et expression efficace, prendre de la distance par rapport aux médias, comprendre le phénomène de la radicalisation, engager le dialogue pour lutter contre le fléau du fanatisme et de la haine.

Le projet peut être réalisé dans divers cadres mais il doit toujours être le fruit d'un travail collectif : enseignements disciplinaires ou interdisciplinaires, ateliers, associations scolaires, projet inter-établissements, etc. La réalisation des élèves peut prendre plusieurs formes : essai, dossier, documentaire audiovisuel, production artistique (littéraire, graphique, plastique, théâtrale, cinématographique, chorégraphique, etc.).

Chaque classe qui aura validé son engagement dans le concours pourra bénéficier de deux interventions d'expert-e-s, missionné-e-s pour échanger avec les élèves et les accompagner dans leurs projets.

- **- Organisation détaillée, déroulement, différentes étapes… :**

Calendrier prévisionnel :
La période effective du concours s'étendra de septembre 2017 à mai 2018, mais une période préparatoire la précède :

- Août à septembre 2017 : communication en direction des établissements franciliens et des académies ; préparation de la documentation ; sollicitation des membres du comité de pilotage.
- Septembre 2017 : première réunion du comité ; lancement du concours ; ouverture des préinscriptions sur le site www.alteregoratio.org.
- Décembre 2017 : deuxième réunion du comité scientifique ; ouverture du protocole de dépôt des dossiers d'inscriptions et clôture des préinscriptions.
- Avril 2018 : clôture des inscriptions et date limite pour le dépôt des dossiers de candidature.
- Mai 2018 : examen des dossiers et réunion du jury pour sélection finale ; troisième réunion du comité et cérémonie de remise des récompenses (fin mai 2018).
- Juin/juillet 2018 : Bilan ; préparation édition 2018/2019
- - Août à Septembre 2017 : lancement du concours et de son règlement auprès de tous les établissements scolaires gérés par la région : mailing, newsletter et courrier ; conception-réalisation par un graphiste de l'affiche 40x60cm de l'évènement ; identification du comité de pilotage du jury du concours : responsables associatifs, enseignant-e-s, des chercheurs-euses, représentant-e-s de la Région Île-de-France, de la Fédération de Paris de la Ligue de l'enseignement et référent-e-s thématiques des académies de Paris, Créteil et Versailles (« Laïcité », « parité femmes-hommes », « radicalisation ») ; diffusion du vade-mecum mis à jour, à destination du comité, du jury et des intervenant-e-s expert-e-s pour leur expliciter le dispositif, le format des interventions et leurs responsabilités et implications selon leur positionnement dans le concours ;
- - Septembre 2017 : production d'un communiqué de presse ; mailing auprès des services centraux de l'Education nationale et des académies, de toutes les associations du Centre Hubertine Auclert, de l'observatoire de la Laïcité, et d'autres acteurs associatifs (ONISEP, Citoyenneté Jeunesse, dispositifs de la Région Ile-de-France, ZEP, USEA, etc.) ;
- - Septembre à Décembre 2017 : identification d'intervenant.e.s expert.e.s pour chacune des thématiques ;
- - Jusqu'en Décembre 2017 : relance des lycées non-inscrits au concours par mailing et des appels téléphoniques ;
- - Octobre 2017 à Mars 2018 : Interventions des expert-e-s. D'une durée de deux heures, chaque intervention vise à susciter l'échange et la réflexion des élèves, à répondre à leurs questions sur telle ou telle thématique choisie et à les accompagner dans la mise en place de leur projet.
- Afin d'assurer à chaque action une caution scientifique et éducative, le concours sera conduit en étroite collaboration avec des enseignant-e-s, des référents académiques et des universitaires jury spécialistes de chacune des thématiques abordées. Il y aura toutefois deux niveaux de suivi et deux types de comité dont les membres seront choisi-e-s en accord avec la Région.

Tout au long de l'année : alimentation d'une base d'informations sur le site et de ressources transmise régulièrement par les membres du comité (bibliographie, outils pédagogiques, iconographie et actualités…) ;

- **- Supports d'information réalisés dans le cadre du projet**

Communication :
La réussite d'une telle opération passe par une communication efficace, c'est-à-dire bien pensée, claire dans son contenu et visible dans sa médiation. Elle doit être assurée suffisamment en amont pour que les enseignant-e-s puissent anticiper la participation de leur classe au concours et que les membres du comité scientifique, du jury, et les intervenant-e-s-expert-e-s des trois thématiques soient disponibles. La diffusion des informations sur le concours est réalisée à travers le site internet www.alteregoratio.org, et

par l'envoi de flyers, d'affiches et de courriers aux établissements et aux rectorats des Académies. Parallèlement à cela, une communication continue devra être mise en œuvre sur le concours à travers des newsletters régulières adressées aux lycées et aux enseignant-e-s pour les tenir informé-e-s des avancées du concours.

Site internet :
Un site internet a été créé pour la première édition du concours et constitue l'élément central de notre innovation dans le domaine des concours pédagogiques. Il permet deux choses complémentaires et essentielles dans ce cadre d'action : la mise à disposition de ressources variées et la centralisation des candidatures. En outre, il constitue aussi un moyen de valoriser et d'inciter à de nombreuses productions d'élèves et à des projets inter-établissements. D'autres potentialités de développement existent, telles que l'ajout d'un fil d'actualités en lien avec les thématiques, l'ouverture d'un forum engageant au dialogue et au débat d'idées, le développement de relations avec d'autres régions du monde…

Sur le plan des ressources et des éléments de contenus du site internet, les informations qui y sont disponibles permettent :

- d'introduire le concours dans ses grandes lignes : en présenter les initiateurs, en motiver les raisons, en expliquer le déroulement et le calendrier entre autres ;
- de constituer une base de données facilement consultable qui intègrera des références bibliographiques, filmographiques, sitographiques… à chaque fois organisées en sous-rubriques de manière à mieux guider l'usager selon son profil et ce qu'il recherche ;
- de proposer aux enseignant-e-s des outils pédagogiques en mettant à leur disposition des fiches ou bien des dossiers qui auront été conçus par leurs homologues et validés au besoin par les personnes compétentes au sein des rectorats.

Sur le plan de l'interface, le site a plusieurs fonctions, d'ordre administratif et logistique notamment, puisqu'il permet de recueillir les inscriptions et de donner l'accès aux dossiers de candidature aux membres du jury. Plus spécifiquement, afin d'avoir un suivi détaillé et qualitatif du concours, le site intègre une première phase de préinscription (permettant à l'enseignant-e d'obtenir le règlement du concours et les formulaires de candidature). La phase d'inscription, elle, consiste en le dépôt sur le site des projets réalisés (et des formulaires complétés). Centralisant ainsi à un même endroit toutes les productions, sous forme dématérialisée, des codes d'accès sont fournis aux juges du concours pour qu'ils consultent les projets-candidats.

Evènementiel :
La mobilisation des réseaux de chaque partenaire est un élément évidemment incontournable, mais il faut également envisager une dimension événementielle au dispositif.

L'organisation de deux cérémonies d'ouverture et de clôture, en présence d'officiels, est le meilleur moyen de voir le concours relayé par la presse quotidienne régionale et les journaux télévisés. Un lancement original sera organisé (un événement simultané par exemple, réalisé dans trois établissements des trois académies d'Ile-de-France), ainsi qu'une date de remise officielle des récompenses aux lycéen-ne-s lauréat-e-s. Enfin, l'association peut aussi imaginer des journées et des ateliers pédagogiques au cours de l'année scolaire où, là encore, la présence entre autres des recteurs et des référent-e-s thématiques de leurs académies aux côtés des élu-e-s de la région, pourra avoir son effet, faisant la lumière sur le concours autant que sur les personnes qui par leur présence feront acte d'engagement citoyen.

La coordination des projets des élèves est assurée par un-e enseignant-e référent-e, en coopération avec un-e ou des homologues d'autres disciplines.

Ce dispositif est conçu comme une démarche collaborative pouvant associer les lycées avec d'autres

acteurs et actrices de la société civile (associations, instituts de recherche, maisons de jeunes, bénévoles, enseignants-chercheurs, réservistes de l'Education nationale…).

Critères d'évaluation prévus :

- Indicateurs quantitatifs :

Nombre de bénéficiaires (nombre d'élèves (1500), nombre de classes participantes)
Nombre d'interventions dans les classes 25 X 50 classes.

- Indicateurs qualitatifs :

Questionnaires d'évaluation adressés aux enseignant-e-s des classes participantes à mi-parcours et pour bilan.
Rapport des spécialistes quant au contenu des projets déposés.

Moyens mis en œuvre :
- Moyens humains :

- 1 ETP chargé-e de mission pour la coordination du projet sur 10 mois
- 80 h directeur du service Education/Culture, directeur adjoint
- 1 stagiaire
- Intervenants ponctuels (2h x 25 interventions) et défraiements des réservistes de l'Education nationale

- Moyens matériels :

- Création et impression des flyers et documents de communication (affiches, flyers)
- Prix pour les lauréats du concours

Intérêt régional :
- encourager les lycéens à devenir, dans le quotidien de leur établissement et de leur environnement, des ambassadeurs des valeurs de la République reposant sur le principe du respect d'autrui ;
- informer, sensibiliser et outiller les lycéens, pour leur permettre de devenir des citoyens et des internautes éclairés, à-même de prendre le recul nécessaire face aux messages qui leur sont diffusés, notamment à travers les différents médias.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le concours s'adresse aux lycéennes et lycéens franciliens.

Nombre d'élèves : 1 500
Nombre d'établissements : 40-50
Nombre de classes : 50

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coordination - Chargée de mission 10 mois	40 000,00	64,49%
Coordination - Directeur-adjoint Sce Education/culture	3 000,00	4,84%
Intervenants experts (25 interventions à 200 € l'unité)	5 000,00	8,06%
Défraiements réservistes de l'Education nationale	500,00	0,81%
Développement et gestion du site internet	4 000,00	6,45%
Communication : création supports communication (flyer actualisé) et impression (flyer et affiche)	1 500,00	2,42%
Frais lauréats (prix et frais de réception, remise de prix)	2 100,00	3,39%
Frais généraux	5 121,00	8,26%
Frais pédagogiques (rédaction pour les enseignants)	800,00	1,29%
Total	62 021,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2017	40 000,00	64,49%
Fonds propres de la structure	22 021,00	35,51%
Total	62 021,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Jeunes pour l'égalité	100 000,00 €
2014	Lutte contre les discriminations	10 000,00 €
2015	Aide à l'écriture de scénario (structures)	5 000,00 €
2015	Jeunes pour l'égalité	100 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement (CR46-14)	16 600,00 €
2016	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	50 000,00 €
	Montant total	281 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009062

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ACCOMPAGNER LES CONFERENCES DES GRANDS TEMOINS CONTRE LE TERRORISME "ENSEMBLE C'EST TOUT !" POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018 AVEC CITOYENNETE JEUNESSE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	66 000,00 €	75,76 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CITOYENNETE JEUNESSE SEINE SAINT-DENIS
Adresse administrative : 27 RUE DELIZY
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Michel Gourden, Directeur

Date de publication au JO : 1 décembre 2004

N° SIRET : 34412889700032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes
Rapport Cadre : CR06-08 du 27/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les objectifs généraux du projet « Ensemble c'est tout » sont les suivants :

- Aider l'institution scolaire à fédérer des groupes classe autour d'une identité commune et des valeurs de la République
- En lieu et place des différences et des origines, valoriser un vivre ensemble partagé dans une communauté humaine tolérante (l'école)
- Lutter contre les théories du complot ou les sectarismes par la découverte de l'acceptation républicaine de valeurs communes
- Développer l'esprit critique des jeunes et contribuer à la réussite scolaire et développer l'exercice de la citoyenneté. Les aider à prendre place de manière créatrice et singulière au sein de la société française – s'inscrire dans la cité
- Lutter contre toutes formes d'inégalités sociales, les inégalités d'accès à l'art et la culture
- Promouvoir l'égalité réelle et concrète et agir contre toute forme de discrimination liée à l'origine ou

à l'appartenance réelles ou supposées
- Aider les jeunes à distinguer une identité figée et une identité à faire, à réaliser et mettre en œuvre

Description :

Un projet est avant tout une rencontre : celle des acteurs du monde de l'éducation et ceux de l'art et de la culture. S'il s'inscrit dans des dispositifs identifiés, dans le cadre partenariat régional, ses contenus ne sont pas préfabriqués. Il s'élabore en partenariat entre une équipe pédagogique et le chargé de projets de Citoyenneté jeunesse, sur la base d'une envie, d'un désir ou d'une proposition, et d'objectifs éducatifs partagés. Il se nourrit de chaque instant passé avec les élèves et se réajuste en permanence.

Les modes d'intervention de Citoyenneté jeunesse sont pluriels : ateliers, sorties (fréquentation des œuvres), temps de réflexions, rencontre avec des acteurs de la société civile…

Les projets portées par Citoyenneté jeunesse s'appuient sur la présence d'un chargé de projets tout au long du parcours, afin d'aider les lycéens à établir des liens, relier, les différentes étapes du parcours, les points abordées dans les interventions, renforcer leur confiance en eux et les aider à exercer et développer au fur et à mesure des séances leur esprit critique (au sens philosophique) et passer du réflexe à la réflexion. Il s'agit d'aider les jeunes à apprendre à distinguer savoir, opinions, croyances, à argumenter et respecter la pensée des autres.

Les interventions proposées ne se font pas sur le mode d'un cours ou d'une leçon de choses ou d'éducation civique. Elles sont interactives et placent au centre les jeunes et leurs questionnements.

Les projets d'adressent au groupe classe, à des élèves non volontaires Il ne s'agit pas de travailler avec des élèves inscrits dans des clubs, mais de faire projet avec des classes désignées par les enseignants. Les actions inscrites dans le temps scolaire et portées par une équipe d'enseignants ont par conséquent un caractère obligatoire pour les jeunes. La question du vivre ensemble en France est celle du vivre ensemble ici et maintenant, au lycée (les enseignants ayant suivi les conférences des Grands Témoins en 2016/17 insistent sur ce point) : c'est à dire dans le groupe classe à l'échelle des lycéens. Travailler sur les valeurs de la République, accueillir le témoignage des Grands Témoins, c'est travailler à mettre en œuvre – dans un premier temps- concrètement le vivre ensemble au lycée et dans la classe.

Pour ce projet d'accompagnement des Grands Témoins sur la citoyenneté et les valeurs de la République, tous les parcours auront comme point de départ des interventions permettant aux jeunes de comprendre l'importance de l'écoute, du dialogue, du changement de perspective et de valoriser leur parole.

- Interventions / approche philosophique. Pour le philosophe, le vrai dialogue ne peut commencer qu'à partir du moment où j'accepte que l'autre est porteur d'une vérité qui me manque. Le philosophe travaille avec les jeunes sur les fondamentaux de la démarche philosophique : apprendre à s'écouter, penser par soi-même (ce qui en veut pas dire penser seul ou contre les autres) et changer de regard.

- Intervention / approche ethnologique. L'ethnologue invite les élèves à vivre l'expérience du décentrement, c'est-à-dire apprendre à observer et respecter les différences culturelles. Ne pas juger d'emblée, être à l'écoute de l'autre et prendre conscience que les connaissances qui sont transmises aident à mieux se connaître soi-même.

C'est dans ce climat d'écoute, d'ouverture et de bienveillance que peut se déployer le projet « Ensemble c'est tout » dont les formes pourront être plurielles (ateliers de réflexion, fréquentation des œuvres, rencontre avec des acteurs de la société civile, intervention d'artiste pour aider les jeunes à travailler sur la forme d'une restitution….), mais auront toutes en commun le fait de se nourrir des éléments de témoignage des grands témoins.

- Organisation détaillée, déroulement, différentes étapes,… :

1) **Rencontre entre Citoyenneté jeunesse et le proviseur de l'établissement afin :**
- que le projet et son cadre institutionnel soient clairement identifié ;
- qu'il puisse largement se déployer dans le lycée (travail en interdisciplinarité…). Signature d'une convention entre Citoyenneté jeunesse et le lycée

2) **Rencontres entre chargé de projet de Citoyenneté jeunesse et équipe enseignante.**

Identification de l'axe de travail choisi autour des interventions des Grands Témoins
- Vivre ensemble : citoyenneté et valeurs de la République
- La lutte contre les discriminations (racisme, égalité fille /garçon…)
- Educations aux médias / théorie du complot

3) **Le chargé de projets adresse une proposition personnalisée à l'équipe enseignante en fonction de ses objectifs et de la réalité des impératifs liés au calendrier scolaire.**

Le projet est articulé autour de (au choix) :
Format minimum.
- participation à la conférence des Grands Témoins organisée par la région et le lycée
- interventions de philosophe et/ou ethnologue (3 séances de 2 heures)
- 2/3 sorties culturelles en lien avec l'axe de réflexion choisi
- témoignages d'acteur de la société civile ou rencontres avec professionnels de l'axe abordé

Pour aller plus loin :
- ateliers de pratique artistique pour travailler avec des artistes ou journalistes les matériaux collectés et les questionnements soulevés en classe (5 séances de 2 heures)

4) **Restitution et bilan du parcours**

Important : toutes les étapes étant suivies par le chargé de projets, le parcours est réajusté le cas échéant en fonction des réactions, niveau de la classe. Ainsi, des sorties initialement prévues peuvent être remplacées par d'autres plus adaptées ou pertinente par rapport à la progression de la classe.

Le but étant d'être au plus près des réactions des élèves, notamment suite à l'intervention de grands témoins, afin qu'ils perçoivent que le projet n'est pas un cours magistral, un discours pré-construit… mais qu'ils participent et contribuent au projet, comme à la vie de la cité.

Critères d'évaluation prévus :
Le projet débutera par une rencontre/ entretien entre chargé de projet et équipe éducative. Au cours de cet entretien les objectifs seront identifiés, notés et rappelés lors des séances de bilans avec les enseignants. Ceux-ci devront remplir un questionnaire en début et fin de parcours.
On demandera également aux lycéens de remplir un questionnaire en début et fin de parcours afin de mesurer le chemin parcouru.
Citoyenneté jeunesse transmettra à la région un bilan à mi et fin de parcours.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
- chargées de projet de l'association
- responsable des partenariats
- administratrice
- intervenants extérieurs

Moyens matériels :
L'association mettra à la disposition du projet «Ensemble c'est tout ?» l'ensemble des moyens matériel

afin de permettre son bon déroulement : ordinateurs, video projecteur….. Elle affrètera des bus pour permettre aux lycées éloignés des transports en commun de se rendre sur les sites culturels où se dérouleront les actions.

Supports d'information réalisés dans le cadre du projet :
Le projet sera mis en valeur sur le blog de Citoyenneté jeunesse et celui des établissements scolaires le cas échéant.
Cela permettra de mettre en valeur les parcours effectués par les lycéens, leurs objets de restitution. Les supports d'information réalisés autour des projets pourront servir d'outils de dissémination à destination de la communauté enseignante, potentiellement dans le cadre du plan académique de formation.
Ils pourront être développés dans le cadre de la journée de la laïcité. les élèves en projet pourront participer aux concours organisés au niveau de l'académie pour valoriser les travaux et la réflexion des lycéens.

Intérêt régional :
- Encourager les lycéens à devenir, dans le quotidien de leur établissement et de leur environnement, des ambassadeurs des valeurs de la République reposant sur le principe du respect d'autrui ;
- Informer, sensibiliser et outiller les lycéens, pour leur permettre de devenir des citoyens et des internautes éclairés, à-même de prendre le recul nécessaire face aux messages qui leur sont diffusés, notamment à travers les différents médias.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ce programme s'adresse aux lycées franciliens d'enseignement général, technologique et professionnel.
Public visé : les élèves et les enseignants.
Des établissements ont déjà manifesté leur intérêt pour les propositions qui seraient déployés par Citoyenneté jeunesse dans le cadre du partenariat régional autour de l'accompagnement des Grands Témoins mais leur participation reste à confirmer

- 15 lycées franciliens
- Environ 375 élèves

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Interventions	15 250,00	23,11%
Billetterie	12 000,00	18,18%
Restitution / valorisation / communication	4 050,00	6,14%
Conception du projet, suivi administratif et logistique	19 350,00	29,32%
Assurances, locaux et frais divers	3 350,00	5,08%
Transports et déplacements	12 000,00	18,18%
Total	66 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2017	50 000,00	75,76%
Fonds propres de la structure	16 000,00	24,24%
Total	66 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Jeunes pour l'égalité	75 000,00 €
2015	Jeunes pour l'égalité	75 000,00 €
2016	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	50 000,00 €
	Montant total	200 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009175

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PROJET "PARCOURS PEDAGOGIQUE AUTOUR DE L'ENGAGEMENT INTITULE "LE GENERAL DE GAULLE, UN HOMME ENGAGE" POUR L'ANNEE 2017-2018 AVEC LA FONDATION CHARLES DE GAULLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	60 000,00 €	50,00 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION CHARLES DE GAULLE
Adresse administrative : 5 RUE DE SOLFERINO
75007 PARIS
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Jean-Claude BARRERE, CONTRE AMIRAL

Date de publication au JO : 20 février 1971

N° SIRET : 39115563700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes
Rapport Cadre : CR06-08 du 27/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Explorer le concept de l'engagement (militaire, politique, environnemental)
- Sensibiliser les lycéens aux valeurs, notamment citoyennes

Description :
Le parcours est construit dans une logique de transmission d'une culture historique mais également des valeurs citoyennes. Partir de l'engagement gaullien, et en analyser la modernité et donc la pertinence encore aujourd'hui, s'inscrit dans la volonté de proposer une approche de l'engagement rénovée et adaptée aux attentes des jeunes, mais également de leurs enseignants. L'aborder à différents niveaux – engagement militaire, politique, environnemental – permet une approche interdisciplinaire qui a vocation à enrichir le parcours pédagogique.

Modalités de l'action :

- Série de 4 à 5 ateliers, répartis tout au long de l'année, déclinant une partie de la problématique générale et menant à sa réponse finale
- Visite des lieux de mémoire gaulliens : la Boisserie, le Mémorial à Colombey-les-deux-Eglises ; le bureau du général de Gaulle au siège de la Fondation à Paris ; l'Historial au sein du Musée de l'Armée à Paris
- Conférences
- Exposition finale
- Concours d'éloquence

Organisation détaillée, déroulement, différentes étapes :

- L'atelier n° 1 et 2 : auront pour objectif de définir les modalités de l'engagement militaire, à travers l'expérience de Charles de Gaulle lors des deux guerres mondiales (analyse de documents peu connus sur la guerre 1914-1918 ; de l'appel du 22 juin 1940 en comparaison avec celui du 18 juin).
- Dans la continuité de ces deux ateliers, une conférence par un membre du 3ème Régiment d'Hélicoptères de Combat, régiment partenaire de la Fondation, viendra couronner cette approche de l'engagement militaire.
- La visite de la Boisserie et du Mémorial à Colombey-les-deux-Eglises, idéalement à organiser le 9 novembre, viendra également compléter cette première étape et préparer la seconde puisque la demeure de la Boisserie a été occupé par de Gaulle après sa démission en 1946 ce qui permet d'évoquer ensuite son engagement politique.
- L'atelier n° 3 reviendra ainsi sur les modalités de cet engagement et notamment reviendra sur les valeurs républicaines défendues par de Gaulle de 1947 à 1958 à partir de l'étude du RPF
- L'étape suivante mènera donc le parcours par une visite au siège de la Fondation, pour découvrir le bureau que le général a occupé jusqu'à son retour au pouvoir en 1958. Cette visite sera l'occasion pour le président des Amis de la Fondation et mémoire de cette période, de faire une conférence-témoignage.
- Les ateliers n° 4 et 5 aborderont les engagements du général de Gaulle sous sa présidence, notamment pour l'environnement, dimension souvent peu abordée et dont l'héritage est pourtant bien présent aujourd'hui. L'aspect environnemental aura déjà été abordé lors de la visite à Colombey-les-deux-Eglises avec le nouveau sentier pédestre pédagogique mis en place autour de la Croix de Lorraine
- La visite de l'Historial, monument audiovisuel dédié à l'éducation à l'image, viendra clôturer les ateliers
- La réalisation par chaque classe d'un panneau d'exposition reprenant l'ensemble de ce qu'ils ont retenu du parcours donnera lieu à une exposition finale qui permettra de valoriser et surtout d'exploiter ce qui aura été « parcouru ». L'exposition pourra se tenir au corridor Perpignan du Musée de l'Armée aux Invalides
- Un concours d'éloquence – par exemple entre les représentants de chaque classe – autour de l'engagement, dans la lignée des discours gaulliens, constitue également un élément de valorisation

Supports d'information réalisés dans le cadre du projet :

- Dossier papier annuel regroupant l'ensemble des travaux durant les ateliers, les supports pédagogiques pour les différentes visites, les notes prises lors des conférences
- Dossier multimédia, comprenant les autres ressources documentaires, téléchargeables sur le site de la Fondation
- Panneau d'exposition réalisé par les classes participant au parcours

Evaluation :

- Questionnaire transmis aux élèves et enseignants à la fin de chaque atelier afin d'analyser la

progression et de procéder à d'éventuels ajustements
- « Livre d'or » d'évaluation à faire remplir, si possible, par chaque élève mais également par l'équipe enseignante, afin de garder trace du parcours et surtout d'en évaluer la pertinence quant à ses objectifs

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
- 1 professeur agrégé détaché auprès de la Fondation Charles de Gaulle chargé de préparer le parcours pédagogique et d'intervenir lors des ateliers et visites des lieux gaulliens
- 2 stagiaires intervenant lors des ateliers et accompagnant le professeur
- 1 webmaster

Moyens matériels :
- Supports papier
- Matériel informatique
- Moyens de transport

Intérêt régional :
- encourager les lycéens à devenir, dans le quotidien de leur établissement et de leur environnement, des ambassadeurs des valeurs de la République reposant sur le principe du respect d'autrui ;
- informer, sensibiliser et outiller les lycéens, pour leur permettre de devenir des citoyens et des internautes éclairés, à-même de prendre le recul nécessaire face aux messages qui leur sont diffusés, notamment à travers les différents médias ;

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le projet s'adresse à toutes les classes de lycée francilien, toutes sections générales, technologiques et professionnelles ; une classe par établissement
- Nombre d'élèves : En fonction des effectifs des classes
- Nombre d'établissements : 5
- Nombre de classes : 5

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	3 500,00	5,83%
Documentation	2 000,00	3,33%
Déplacements, missions dont : transports (dont bus pour les visites) et billetterie pour accéder aux lieux gaulliens	7 500,00	12,50%
Frais organisation exposition (salle, réception)	3 000,00	5,00%
Rémunération des personnels (professeur agrégé, webmaster, stagiaires)	23 000,00	38,33%
Charges sociales	21 000,00	35,00%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2017	30 000,00	50,00%
Fonds propres de la structure	30 000,00	50,00%
Total	60 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009180

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PROJET "LE PARCOURS CITOYEN" POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018 AVEC L'ASSOCIATION "POUR UNE CONTRIBUTION PARTICIPATIVE A LA REPUBLIQUE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	69 000,00 €	50,72 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : POUR UNE CONTRIBUTION PARTICIPATIVE A LA REPUBLIQUE
Adresse administrative : 8 RUE DU GENERAL RENAULT 75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Ismaël M'BAYE, Président

Date de publication au JO : 14 février 2015

N° SIRET : 81417998200024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes
Rapport Cadre : CR06-08 du 27/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif principale de cette action vise essentiellement à élargir les centres d'intérêt et de réflexions des élèves sur les grands débats de notre société en leur donnant la parole, en échangent concrètement sur ces thèmes afin de les sensibiliser et de les engager sur les enjeux de la citoyenneté.

Description :
Lors de nombreuses interventions dans les collèges et lycées, l'association a constaté que certains élèves éprouvaient un grand doute quant à la réalité sociale de la devise républicaine. Au regard de l'actualité, la République se retrouve confrontée à une vérité difficile à accepter (montée du communautarisme).

C'est à la suite de ces différents échanges que l'association a décidé de créer l'association « Pour une contribution participative à la République », permettant à tous de s'exprimer afin de faire des propositions concrète dans le respect des règles de la République d'où le diminutif de « Expressions de France ».

Ainsi, dans le cadre du parcours citoyen, l'association valorise les instances de démocratie scolaires, qui restent avant tout des lieux de partages, d'échanges, d'écoute et de projets où des élèves choisis par leurs camarades les représentent et portent leur parole auprès de l'équipe éducative. C'est dans ce contexte que l'association propose un accompagnement en plusieurs étapes dans l'accomplissement de ce parcours citoyen, dont l'apprentissage doit commencer dès le plus jeune âge.

Les interventions sont toujours préparées en concertation avec les équipes pédagogiques (CPE, enseignant d'Histoire-Géographie, Professeur documentaliste etc.).
Il est nécessaire d'être en accord parfait avec les équipes et leurs intentions pédagogiques, ainsi qu'avec le projet d'établissement. De ce fait, les interventions sont complémentaires avec le programme scolaire suivi.

Les interventions s'appuient généralement, selon les thèmes, sur différentes approches complémentaires liées aux compétences des intervenants : Psychosociale, Économique, Juridique, et Méthodologique.

- **Modalités de l'action :**

1. Atelier d'échange avec les lycéens.
2. Forum d'orientation professionnel
3. Exposition des élèves sur leur apprentissage citoyen et sur la visite des institutions
4. Aide à la rédaction d'une Charte citoyenne pour le CVL.

En faisant référence aux valeurs qui fondent notre République, déclinées à travers la devise nationale, Liberté, Egalite´, Fraternité, auxquelles a été ajouté le principe de Laïcité, l'association propose de débattre sur l'appropriation et la portée de ces principes pour notre jeunesse.

Comment vivre et mettre en pratique sa citoyenneté ? Comment respecter les valeurs de la République à travers l'application et l'interprétation des principes fondamentaux de Liberté, Égalité, Fraternité, et Laïcité ?

- **Déroulement d'une intervention :**

1. Introduction et présentation de l'association
2. Présentation du thème abordé
3. Questions/ réponses
4. Conclusion.

Pour organiser le déroulement de la demi-journée consacrée aux interventions, l'association s'appuie notamment, sur le programme d'éducation morale et civique, ainsi que sur le contenu d'autres actions concourant a` la formation citoyenne telle que la journée « défense et citoyenneté » (ancienne journée d'appel et de préparation a` la défense) ou encore, sur les journées d'intégrations pour les nouveaux français (naturalisés).

- **Supports d'information réalisés dans le cadre du projet :**

- Dossier de présentation à donner à chaque élève
- Charte citoyenne pour le CVL
- Plus autres documents complémentaires relatifs au thème abordé

- **Evaluation :**

- - Présence des élèves.
- - Statistiques des réseaux sociaux

- - Nombre de visites sur le site web d'Expressions de France

Moyens mis en œuvre :
- Moyens humains :
L'ensemble des membres de l'association sur la base du bénévolat.

- Moyens matériels :
Production de contenu et de support divers.

Intérêt régional :
- encourager les lycéens à devenir, dans le quotidien de leur établissement et de leur environnement, des ambassadeurs des valeurs de la République reposant sur le principe du respect d'autrui ;
- informer, sensibiliser et outiller les lycéens, pour leur permettre de devenir des citoyens et des internautes éclairés, à-même de prendre le recul nécessaire face aux messages qui leur sont diffusés, notamment à travers les différents médias ;

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les lycéens franciliens :
- Nombre d'élèves : 3000
- Nombre d'établissements : 10

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Interventions citoyennes et visite des institutions	37 500,00	54,35%
Production de support / fournitures pour les interventions	15 000,00	21,74%
Colloque avec les délégués et diner débat avec les terminales	15 000,00	21,74%
Matériel d'impression divers : carte de visite, flyers, invitation etc...	1 500,00	2,17%
Total	69 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2017	35 000,00	50,72%
Etat (Ministère de l'éducation nationale, de l'Outre-Mer, de la culture et des sports)	15 000,00	21,74%
Collectivités territoriales (Mairie de Paris et Conseils départementaux : 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95)	12 500,00	18,12%
Mécénat (Maif et particuliers)	3 500,00	5,07%
Fonds propres de la structures	3 000,00	4,35%
Total	69 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	35 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009196

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CYCLE DE CONFERENCES "GRANDS TEMOINS CONTRE LE TERRORISME" POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018 AVEC L'ASSOCIATION "IMAD POUR LA JEUNESSE ET LA PAIX"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Avenir Citoyen	4 480,00 €	66,96 %	3 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMAD IBN ZIATEN POUR LA JEUNESSE ET LA PAIX
Adresse administrative : 43 QUAI DU HAVRE
76000 ROUEN
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : 12 mai 2012

N° SIRET : 78962868200021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Avenir Citoyen
Rapport Cadre : CR95-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

- Sensibiliser les lycéens franciliens aux principes et valeurs républicains, par la tenue de conférences assurées, en tant que grand témoin, par la mère d'une victime du terrorisme en France, Madame Latifa IBN ZIATEN,
- Prévenir et sensibiliser sur les questions liées aux phénomènes de radicalisation, auprès des lycéens franciliens.

Description :
Les conférences proposées par l'association « IMAD pour la jeunesse et la paix » et réalisées par Mme Latifa IBN ZIATEN, se déroulent au sein même des lycéens franciliens. Huit lycées franciliens des 3 académies sont ainsi mobilisés sur la base du volontariat.

Chaque conférence rassemble 100 à 200 lycéens de tout niveau et de toute filière, ainsi que des membres de l'équipe éducative.
Après une partie introductive présentée par Mme IBN ZIATEN, en témoignage de son expérience, la place est largement faite aux échanges avec les lycéens, encouragés à poser des questions à l'intervenante. L'expression est libre et permettent d'aborder parfois très directement des questions importantes de société.

Les conférences sont préparées en amont par les enseignants, et peuvent faire l'objet d'un accompagnement en aval, par l'association Citoyenneté jeunesse, partenaire de la Région Île-de-France, si les équipes éducatives souhaitent poursuivre la démarche engagée avec leurs élèves dans le cadre des conférences. L'intervenante est informée en amont du contexte de chaque lycée, en lien avec la proviseure.

Moyens mis en œuvre :
La logistique des conférences est assurée par le lycée hôte. C'est le lycée également qui détermine les classes cibles, le lieu et la date de la conférence.

Intérêt régional :
- encourager les lycéens à devenir, dans le quotidien de leur établissement et de leur environnement, des ambassadeurs des principes et valeurs de la République,
- informer et sensibiliser les lycéens sur les processus de radicalisation et leurs conséquences, pour contribuer à leur formation de citoyen éclairé,
- à travers le témoignage proposé, inciter au dialogue entre élèves, mais aussi entre les élèves et les adultes (membres de l'équipe éducative ou non), pour un plus grand respect de soi même et d'autrui.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'action concerne près de 1 200 lycéens et membres de l'équipe éducative essentiellement.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenante	3 200,00	71,43%
Frais de déplacements	1 280,00	28,57%
Total	4 480,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2017	3 000,00	66,96%
Fonds propres de la structure	1 480,00	33,04%
Total	4 480,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009197

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PROJET "TERRORISME, ET SI ON ECOUTAIT LES VICTIMES ?" POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018 AVEC L'AFVT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Avenir Citoyen	25 000,00 €	80,00 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFVT ASSOCIATION FRANCAISE DES VICTIMES DU TERRORISME
Adresse administrative : 5 BOULEVARD PEREIRE 75017 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Danièle KLEIN, Présidente

Date de publication au JO : 2 mai 2009

N° SIRET : 51348142400028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Avenir Citoyen
Rapport Cadre : CR95-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 16 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

- construire un espace de transmission et d'échanges en milieu scolaire ;
- informer les publics sur la réalité du terrorisme et ses répercussions concrètes ;
- inviter à la réflexion et à l'écoute, hors de tout message dogmatique et rigide ;
- outiller les équipes éducatives dans la création d'une culture pédagogique claire et accessible.

Description :
La mise en place de ce programme part du constat que dans le débat public (réseaux sociaux, médias généralistes…), l'espace est principalement occupé par les auteurs d'actes terroristes (leur identité, leur parcours de vie, leur profil, leur « testament » etc). Cette accumulation d'informations n'amène pas à une réflexion républicaine et apaisée. Or des victimes du terrorisme comme Guillaume Denoix de Saint Marc se sont engagées dans une voie de résilience pour véhiculer les valeurs de la République. Elles militent pour une intégration de la voix des victimes dans le récit national, et une mobilisation contre la

banalisation de la violence et de la barbarie.

Les conférences-débat « Terrorisme, et si on écoutait les victimes ? » visent à (re)donner aux victimes le statut de grand témoin auprès des lycéens, dans un cadre pédagogique encadré par des professionnels.

La transmission des intervenants et les échanges qui en découlent permettent d'aborder de nombreuses questions en lien avec le terrorisme dans un cadre pédagogique qui ne se cantonne pas à la lutte contre la radicalisation à proprement parler : la citoyenneté, la violence (il)légitime ; la victimisation ; la justice ; la solidarité ; la laïcité ; la justice ; la liberté d'expression…

Au-delà d'un discours visant à disqualifier la violence comme moyen d'action, les intervenants dispensent un message de pacification, d'espoir et de confiance afin que les élèves apprennent à transformer leur(s) frustration(s) en matériau(x) positif(s) en vue de leur réinsertion au sein de la société française.

- **-Conférence-débat en plénière :**
  - durée de l'intervention : entre 1h30 et 2h00
  - panel de 2 à 4 victimes
  - présence d'un modérateur
  - présence du référent psy de l'AfVT.org (pour débriefing)
  - en option : projection d'un témoignage audiovisuel (entre 5' et 8') complémentaire
  - session de questions/réponses avec les élèves
  - évaluation de la conférence-débat par les élèves et l'équipe pédagogique

- **- Organisation détaillée, déroulement, différentes étapes… :**
  - • réunion(s) préparatoire(s) avec les équipes pédagogiques
  - • coordination et logistique avec les intervenants (agenda, déplacements…)
  - • animation des conférences-débat
  - • suivi en aval des demandes des enseignants et/ou des élèves

- **- Supports d'information réalisés dans le cadre du projet :**
  - • conception d'un support de présentation de la conférence-débat : profil des intervenants, présentation de l'AfVT.org…

Evaluation :

1. Construire un espace de transmission et d'échanges en milieu scolaire : Mise en place des questions réponses/ observations après chaque intervention pour susciter un intérêt des participants, libéraliser la parole, éveiller leur curiosité, leur intérêt. Présence à la conférence-débat, interventions/questions posées, Ressenti des participants. Fiches de présence

2. Inviter à la réflexion et à l'écoute, hors de tout message dogmatique et rigide : chaque intervenant dans son discours véhicule les valeurs républicaines de solidarité, fraternité… Réelle interaction entre les participants et les intervenants, rendre les participants pro actifs. Taux de satisfaction des participants à participer à la conférence débat. Questionnaire de satisfaction

3. Informer les publics sur la réalité du terrorisme et ses répercussions concrètes : mise à disposition de documentation, meilleure compréhension, éviter les amalgames. Ressenti des participants. Intérêt affiché. Questionnaire de satisfaction

4. Outiller les équipes éducatives dans la création d'une culture pédagogique claire et accessible : création et mise à disposition de documents support. Faire en sorte qu'ils puissent préparer en amont l'intervention et l'après. Retours de leur part. Ressenti. Questionnaire de satisfaction

Moyens mis en œuvre :

- Moyens humains :
    - Mobilisation du pôle prévention de l'AfVT.org : Stéphane Lacombe et Najet Bensaïd
    - Mobilisation du référent psy de l'AfVT.org : Dominique Szepielak
    - Mobilisation du directeur général de l'AfVT.org : Guillaume Denoix de Saint Marc (uniquement en tant qu'intervenant)
    - Mobilisation d'un référent pédagogique de l'AfVT.org : à confirmer
    - Mobilisation des victimes lors des interventions : entre 2 et 4 personnes présentes lors de chaque conférence-débat

- Moyens matériels :
    - • Ordinateur portable + clé USB pour toute projection audiovisuelle (à déterminer au cas par cas)

Intérêt régional :
- encourager les lycéens à devenir, dans le quotidien de leur établissement et de leur environnement, des ambassadeurs des valeurs de la République reposant sur le principe du respect d'autrui ;
- informer, sensibiliser et outiller les lycéens, pour leur permettre de devenir des citoyens et des internautes éclairés, à-même de prendre le recul nécessaire face aux messages qui leur sont diffusés, notamment à travers les différents médias ;

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les lycéens franciliens :
Entre 600 et 800 élèves pour 10 lycées (entre 20 et 25 classes)

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Animation de 10 conférences par 2 salariés : 300 €/jour par personne	6 000,00	24,00%
Préparation de l'événement : coordination, logistique, conception des documents, coaching avec les victimes (300 €/ 3 personnes / 10 journées)	14 000,00	56,00%
Valorisation des contenus audiovisuels projetés : tarif forfaitaire	1 000,00	4,00%
Transports des intervenants/victimes pour les 10 conférences : 400 € x 10	4 000,00	16,00%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2017	20 000,00	80,00%
Fonds propres de la structure	5 000,00	20,00%
Total	25 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	20 000,00 €
	Montant total	20 000,00 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 06/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-274

DU 5 JUILLET 2017

LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU DISPOSITIF PHÉNIX PREMIÈRE AFFECTATION 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ; rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et en lycées ;

VU La délibération n° CR 39-10 du 30 septembre 2010 relative à la réussite et l'égalité des lycéennes et des lycéens ;

VU La délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 relative aux actions pour la réussite des élèves, paroles de lycéen-nes et suites de la consultation du printemps 2011 ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-nes – le projet éducatif régional ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 82-16 du 19 mai 2016 relative à la lutte contre le décrochage scolaire ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-274 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique

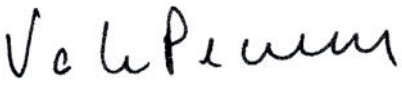
Décide de participer au titre du dispositif « PHENIX » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **230.500 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature avec les bénéficiaires de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 et modifiée par les dispositions des délibérations n° CR 08-16 du 18 février 2016 et n° CR 51-17 du 9 mars 2017.

Autorise la Présidente du conseil régional à signer les conventions visées au précédent alinéa.

Affecte une autorisation d'engagement de **230.500 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), - Action « Réussite des élèves », 12800501 du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE 1 - ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-274	Budget	2017

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**128005 - Schéma des formations**
Action	**12800501 - Réussite des élèves**

Dispositif : N° 00000957 - Phénix

Dossier	EX020808 - IDSU INSERTION ET DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN - PARCOURS D'INSERTION SOCIO PROFESSIONNELLE -			
Bénéficiaire	R25363 - IDSU INSERTION ET DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN			
Localisation	CHATENAY-MALABRY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	TTC	38,33 %	11 500,00 €	

Dossier	EX020842 - Association RAJE - CV SONORES ET REPORTAGE EN IMERSION -			
Bénéficiaire	P0032420 - ASSO RESEAU RAJE			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 000,00 €	TTC	50 %	5 500,00 €	

Dossier	EX020909 - ASSOCIATION ZEP - BLOGUE TES TALENTS, LA FABRIQUE DE L'INFO -			
Bénéficiaire	P0035110 - LA ZONE D EXPRESSION PRIORITAIRE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 500,00 €	TTC	46,94 %	11 500,00 €	

Dossier	EX020926 - LP BENJAMIN FRANKLIN LA ROCHETTE - RENCONTRE TON AVENIR -			
Bénéficiaire	R3265 - LP BENJAMIN FRANKLIN LA ROCHETTE			
Localisation	LP BENJAMIN FRANKLIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 000,00 €		Code nature	65511
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 000,00 €	TTC	42,86 %	6 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-274	Budget	2017

Dossier	EX020927 - CENTRE SOCIAL LES DOUCETTES - PARCOURS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE PARRAINAGE -			
Bénéficiaire	R9122 - CENTRE SOCIAL LES DOUCETTES			
Localisation	GARGES-LES-GONESSE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
43 400,00 €	TTC	26,5 %	11 500,00 €	

Dossier	EX020992 - ERA 93 SAINT OUEN - S'ENGAGER POUR SE CONSTRUIRE -			
Bénéficiaire	P0019637 - ERA ECOUTER REFLECHIR ET AGIR			
Localisation	PLAINE COMMUNE (EPT6)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
68 500,00 €	TTC	16,79 %	11 500,00 €	

Dossier	EX020995 - COMMUNE DE GONESSE - LA FABRIQUE NUMERIQUE -			
Bénéficiaire	R126 - COMMUNE DE GONESSE			
Localisation	GONESSE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
105 500,00 €	TTC	10,9 %	11 500,00 €	

Dossier	EX021015 - ASSOCIATION UNIS CITE - BOOSTER 75 -			
Bénéficiaire	R9036 - UNIS CITE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
47 000,00 €	TTC	20,21 %	9 500,00 €	

Dossier	EX021016 - ASSOCIATION UNIS CITE - BOOSTER 93 -			
Bénéficiaire	R9036 - UNIS CITE			
Localisation	BONDY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
47 000,00 €	TTC	20,21 %	9 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-274	Budget	2017

Dossier	EX021017 - ASSOCIATION UNIS CITE - BOOSTER 95 -			
Bénéficiaire	R9036 - UNIS CITE			
Localisation	ARGENTEUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
47 000,00 €	TTC	20,21 %	9 500,00 €	

Dossier	EX021027 - ASSOCIATION CREATEO IDF - REBONDIR 15 -			
Bénéficiaire	EXM01501 - CREATEO IDF			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
29 300,00 €	TTC	39,25 %	11 500,00 €	

Dossier	EX021029 - BOUTIQUE CLUB EMPLOI - SESAME -			
Bénéficiaire	R11595 - CFM CENTRE DE FORMATION MUNICIPAL			
Localisation	PARIS TERRES D'ENVOL (EPT7)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 000,00 €	TTC	50 %	11 500,00 €	

Dossier	EX021042 - ASSOCIATION ENSEMBLE POUR L'EMPLOI - SENSIBILISER A LA CREATION D'ACTIVITE -			
Bénéficiaire	EXM00083 - ENSEMBLE POUR L'EMPLOI			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
33 464,00 €	TTC	34,37 %	11 500,00 €	

Dossier	EX021055 - ASSOCIATION L'IMPOSSIBLE - ATELIER DE PRODUCTION -			
Bénéficiaire	P0010716 - ASSOC L IMPOSSIBLE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
31 000,00 €	TTC	32,26 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-274	Budget	2017

Dossier	EX021066 - ASSOCIATION APART - INSERTION SOCIALE & PROFESSIONNELLE PAR LE SPORT			
Bénéficiaire	P0035492 - APART ASSOC PREV PAR ARTS DE RUE TREMBLAY			
Localisation	TREMBLAY-EN-FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
141 500,00 €	TTC	8,13 %	11 500,00 €	

Dossier	EX021084 - ASSOCIATION PLEXUS - CREER UN JOURNAL NUMERIQUE ARTISTIQUE AVEC DES JEUNES DESCOLARISEES -			
Bénéficiaire	P0030849 - PLEXUS			
Localisation	MONTREUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 820,00 €	TTC	48,03 %	10 000,00 €	

Dossier	EX021101 - MIVE - MISSION INTERCOMMUNALE VERS L'EMPLOI - SUIVI DES JEUNES DECROCHEURS SCOLAIRES -			
Bénéficiaire	R7295 - MIVE MISSION INTERCOMMUNALE VERS L'EMPLOI			
Localisation	CORBEIL-ESSONNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 199,00 €	TTC	49,57 %	11 500,00 €	

Dossier	EX021106 - ASSOCIATION BELLEVILLE CITOYENNE - _BLANK -			
Bénéficiaire	P0023727 - ASSOCIATION BLVL FESTIVAL			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
58 216,00 €	TTC	19,75 %	11 500,00 €	

Dossier	EX021108 - ASSOCIATION PARRAINS PAR MILLE - PARAINAGE PROFESSIONNEL DES JEUNES			
Bénéficiaire	EX000946 - ASS PARRAINS PAR'MILLE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 000,00 €	HT	47,92 %	11 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-274	Budget	2017

Dossier	EX021112 - ASSOCIATION RIBAT - OASIS DES CITES -				
Bénéficiaire	P0035111 - ASSOCIATION RIBAT				
Localisation	BONDY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
37 450,00 €	TTC		26,7 %	10 000,00 €	

Dossier	EX021145 - CAP 91 - CONSEIL ANIMATION PREVENTION -				
Bénéficiaire	EXM01512 - CAP 91 CONSEIL ANIMATION PREVENTION				
Localisation	CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	11 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
51 836,00 €	TTC		21,22 %	11 000,00 €	

Dossier	EX021375 - VILLE DE STAINS SERVICE JEUNESSE - HORIZONS STANOIS -				
Bénéficiaire	R1270 - COMMUNE DE STAINS				
Localisation	STAINS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	11 500,00 €			Code nature	65734
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
51 300,00 €	TTC		22,42 %	11 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000957 - Phénix	230 500,00 €

Total sur l'imputation 932 - 28 - 128005 - 12800501	230 500,00 €

ANNEXE 2 - FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020926

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LP BENJAMIN FRANKLIN LA ROCHETTE - RENCONTRE TON AVENIR -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	14 000,00 €	42,86 %	6 000,00 €
	Montant Total de la subvention		6 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-65511-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP BENJAMIN FRANKLIN LA ROCHETTE
Adresse administrative : RUE DE LA FORET
77012 LA ROCHETTE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant :

N° SIRET : 19770943900016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : Rencontre ton avenir est un projet de repérage et de remobilisation de décrochés vers des parcours de formation dans ou hors l'école

Date prévisionnelle de début de projet : 18 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Capter des jeunes décrochés qui ne sollicitent pas habituellement les structures qui pourraient les accompagner.

Description :
1)Sollicitation des différents partenaires pouvant prendre en charge des jeunes décrochés

2)Développement d'une communication active pour accrocher les jeunes ciblés : affichage, annonces radio, sollicitation des services jeunesses et des associations d'éducation et de prévention

3)Organisation d'un « speed-dating » entre les jeunes et les structures sur le thème : « Rencontre ton avenir ! »

4)Suivi des jeunes rencontrés, intégration dans les différents dispositifs, dispositif de suivi de l'action

Moyens mis en œuvre :
Organisation d'une communication papier (affiches, flyers) et médias(internet, radios locales)

Mobiliser une salle d'accueil pour recevoir les jeunes

Mobiliser des prestataires et des partenaires pour préparer les entretiens

Organiser un suivi en relation avec les partenaires et un suivi avec les jeunes dans les structures et au CIO de Melun

Intérêt régional : Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des jeunes décrochés.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
50 Jeunes de 16 à 25 sortis du système scolaire sans diplôme.

Localisation géographique :
- LP BENJAMIN FRANKLIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Communication	3 000,00	21,43%
Rencontre initiale	1 000,00	7,14%
Module d'appui à la mise en valeur des acquis	2 000,00	14,29%
Rémunérations des acteurs des dispositifs de droit commun (profs, formateurs, DCIO, Coordo MLDS, Chefs d'établissements impliqués	8 000,00	57,14%
Total	14 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	6 000,00	42,86%
Ministère de l'éducation nationale	8 000,00	57,14%
Total	14 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 633,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	19 176,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	18 505,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 218,40 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	327 608,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	126 240,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	31 373,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	18 200,00 €
2014	Olympiades des métiers	1 400,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	3 350,00 €
2014	Travaux de maintenance	150 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 554,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	40 689,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	23 039,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	10 802,40 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	401 835,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	97 363,72 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	35 161,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	53 000,00 €
2015	Olympiades des métiers	1 400,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	6 870,00 €
2015	Travaux de maintenance	243 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 968,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	68 078,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	28 971,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	8 905,68 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	4 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	335 916,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	58 718,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	60 817,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	11 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	128 992,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	61 390,23 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	207 055,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	20 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	145 200,00 €

	Montant total	2 457 272,43 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020995

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMMUNE DE GONESSE - LA FABRIQUE NUMERIQUE -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	105 500,00 €	10,90 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-65734-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GONESSE
Adresse administrative : 66 RUE DE PARIS
95500 GONESSE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre BLAZY, Maire

N° SIRET : 21950277000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : La fabrique numérique de Gonesse est un dispositif de remobilisation des jeunes déscolarisés grâce à l'outil numérique. Il permet à l'issue de la formation de retrouver une formation ou un emploi.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les objectifs fixés restent les mêmes pour cette année. La Fabrique numérique de Gonesse a pour objectifs de:

- Permettre aux jeunes en rupture avec l'institution et en décrochage scolaire de s'inscrire dans un parcours de formation innovant avec un accompagnement adapté. Une remobilisation qui débouchera par la suite à un accès facilité à une formation ou à un emploi.

- Réinvestir les savoirs faire acquis au service du territoire et de ses habitants en impulsant une

dynamique autour du lien social

Description :
1.Campagne de communication et mobilisation des partenaires prescripteurs pour recruter les futurs candidats.
La communication se fait en continu sur l'année : flyers, calicots, articles presses. Un site internet reprend les informations utiles. Mobilisation des partenaires prescripteurs et visite des lieux.

2.Pré-sélection des jeunes
Préinscription via le site internet et formulaire qui permet de cerner le jeune (compétences informelles, données sociales, besoins financiers, motivation et potentiel).

3.La phase d'immersion
Elle retient les candidats avec un potentiel et dont la formation sera la plus efficace pour eux.

4.La formation
Axe 1/ Référentiel unique / parcours d'accompagnement individualisé
L'enjeu est de prendre la diversité des profils et parcours des publics accueillis. Capacité à les accompagner sur l'évolution des compétences, postures, confiance en eux et capacité à agir dans un contexte professionnel.
Axe 2/ Management / pédagogie / collaboration
Progression par étapes dans le projet et dans ses compétences, individuellement et collectivement. Le système est basé sur 3 phases : Répondre à un problème, évaluer/tester, ajuster la réponse
Axe 3/ Offre de formation
Elle s'articule autour de la pédagogie de projet qui permet de générer des apprentissages à travers la réalisation d'une production concrète. La plateforme compilera les contenus pédagogiques et permettra de tracer les connaissances et compétences acquises par le jeune au fur et à mesure de l'avancée de la formation.
Axe 4/ L'offre de médiation : la pédagogie par les pairs
Le dispositif doit permettre aux jeunes de transmettre ce qu'ils ont appris. Valorisés, ils seront amenés à accompagner des séniors, des usagers de l'administration, des élèves, d'autres jeunes… sur des projets divers.
Axe 5/ Offre de service
Mise en situation professionnelle du jeune dans une entreprise/association.

5.Suivi post formation
Les jeunes restent suivis pendant 6 mois après sa sortie du dispositif.

Moyens mis en œuvre :
Au sein des nouveaux locaux du centre socioculturel Marc SANGNER, sur le quartier de La Fauconnière (QPV de Gonesse). Ce lieu a été réaménagé à cet effet, intégrant dans un espace dédié raccordé au réseau de télécommunications à très haut débit Debitex la possibilité de déployer 20 postes informatiques organisés techniquement afin d'assurer des séances collectives de travail, de se positionner en centre de ressources numériques intégrant toutes les caractéristiques d'un « fablab (laboratoire de fabrication), et en outils dédiés au reconditionnement de matériel informatique.
Un prestataire a été missionné pour accompagner ce dispositif et encadrer la partie pédagogique et projet.

2 personnels de la ville sont affectés au projet pour suivre le volet administratif et mettre en place les comités techniques et pilotages

Intérêt régional :

Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
15 jeunes répartis sur deux promotions âgés de 16 à 25 ans.

Ces jeunes sont principalement issus de Gonesse mais sont également acceptés ceux des villes limitrophes.

Jeunes avec ou sans diplôme sortis du système scolaire prématurément

Localisation géographique :
- GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Petit équipement et petit outillage	2 500,00	2,37%
Prestation de formation	103 000,00	97,63%
Total	105 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	11 500,00	10,90%
Fonds propres	64 000,00	60,66%
Contrat de ville	30 000,00	28,44%
Total	105 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers	29 600,00 €

	l'emploi	
2014	Aides aux manifestations culturelles	8 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	11 500,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	265 000,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	35 805,00 €
2014	Protocole de sécurisation des parcours	16 500,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	168 967,00 €
2015	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	30 600,00 €
2015	Contrat régional territorial	428 914,11 €
2015	Protocole de sécurisation des parcours	16 500,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	11 500,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	5 000,00 €
2016	Phénix	11 500,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	15 275,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 5 OS 8	100 406,00 €
	Montant total	1 381 534,31 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021375

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : VILLE DE STAINS SERVICE JEUNESSE - HORIZONS STANOIS -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	51 300,00 €	22,42 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-65734-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE STAINS
Adresse administrative : 6 AV PAUL VAILLANT COUTURIER
93240 STAINS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Azzedine TAIBI, Maire

N° SIRET : 21930072000014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : Horizons stanois Accompagnement à l'insertion professionnelle de 20 jeunes âgés de 16-25 ans sortis du système scolaire sans formation initiale qualifiante.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
140 000 élèves quittent tous les ans l'école sans diplôme, ils sont les plus exposés au chômage. Ils rencontrent et cumulent des difficultés sociales, économiques et de santé. Faute d'insertion professionnelle ils sont les plus exposés à la précarité et à l'exclusion, ce qui ne leur permet pas d'exercer une citoyenneté active.

- Créer un lien pérenne entre les jeunes et les institutions de droit commun

- Développer les compétences sociales des jeunes

- Fédérer et organiser le partenariat en réseau des principaux acteurs éducatifs

- Inscrire les jeunes dans un parcours de formation qualifiante

- Développer une ouverture culturelle exigeante et de qualité

Description :
Les jeunes sont accueillis de façons indifférenciées sur le temps d'ouverture classique au public : Lundi et mercredi de 10h00 à 12h30 et de 14h00 à 18h00. Jeudi et vendredi de 14h00 à 18h00.

La coordinatrice suit Individuellement le parcours éducatif selon la temporalité et rythme du jeune en concertation avec les partenaires éducatifs qui se déroulera sur une année, ainsi collectivement plusieurs actions seront proposées dans le cadre du parcours éducatif de chaque jeune tout au long de l'année. L'action sera étroitement liée au réseau de partenaires afin de proposer un accompagnement adapté à chaque situation selon les temporalités de chacun. La coordinatrice interviendra selon les situations auprès des parents afin d'échanger avec eux. Il interviendra aussi et d'abord auprès des jeunes. Un stagiaire sera accueilli et encadré par la coordinatrice afin d'assurer des missions relative à la coordination de projets et événements dans la commune.

Les actions collectives seront :

Deux formations de « Prévention et secours civiques de niveau 1 » PSC1.
Un atelier avec des techniques de communication verbale et non verbale.

Une action radiophonique participative en Ile-de-France :

2 intervenants avec les jeunes réaliseront une émission de radio en direct sur radio campus Paris 93.9 FM : « Instant stanois » diffusée entre 18h et 19h.

8 ateliers au préalable seront nécessaires et assurés avec deux journalistes.
Une visite de la Maison de la radio sera également assuré dans le cadre des sorties culturelles.

Des sorties culturelles comme outils de socialisation. Une fois par mois un groupe hétérogène de jeunes participeront à des sorties cultuelles.

Moyens mis en œuvre :
L'action est située à La Passerelle, équipement municipal du Service Jeunesse et de la Santé dédié à un public âgée de 16 à 25 ans.

Composé d'une équipe pluridisciplinaire : Informateurs jeunesse, coordinatrice, psychologue, agent de santé prévention des conduites à risques. Elle est très bien identifiée par les stanois et les partenaires éducatifs (Education nationale, mission locale, ASDEA 93, SFMAD, APCIS, service social départementale).

Intérêt régional :

Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

Les jeunes pourront mieux appréhender et solliciter les ressources mises à leur disposition par la Région.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
20 jeunes de 16 à 25 ans

L'échec, souvent vécu comme un rejet, ajouté aux nombreux autres facteurs de précarité dont souffre le territoire stanois, peut favoriser le risque de délinquance chez les jeunes. Ils ont un parcours jalonné de ruptures, qui se cumulent dans le temps. De plus, parfois très isolés ils ne croient pas ou plus dans les institutions.

Localisation géographique :
- STAINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Documentation, abonnements presse, flyer, timbres	500,00	0,97%
Intervenant extérieur en communication théâtre	1 800,00	3,51%
Intervenant extérieur multimédia radio	3 000,00	5,85%
2 formations PSC1	1 200,00	2,34%
Sorties culturelles	1 500,00	2,92%
Charges personnels	43 300,00	84,41%
Total	51 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	11 500,00	22,42%
Fonds propres	39 800,00	77,58%
Total	51 300,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à l'équipement numérique des salles de cinéma Franciliennes	18 480,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	50 610,00 €

2014	Protocole de sécurisation des parcours	16 500,00 €
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	3 000,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	113 012,00 €
2015	Accompagnement d’élèves de troisième vers le lycée ou le CFA	4 800,00 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	21 280,00 €
2015	Contrat régional territorial	1 350 000,00 €
2015	Protocole de sécurisation des parcours	16 500,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	41 000,00 €
2016	Accompagnement d’élèves de troisième vers le lycée ou le CFA	8 000,00 €
2016	Contrat régional territorial	450 000,00 €
2016	Phénix	11 500,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	22 788,00 €
2017	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	200 000,00 €
	Montant total	2 327 470,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020808

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : IDSU INSERTION ET DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN - PARCOURS D'INSERTION SOCIO PROFESSIONNELLE -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	30 000,00 €	38,33 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IDSU INSERTION ET DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN
Adresse administrative : 26 RUE DU DOCTEUR LE SAVOUREUX 92290 CHATENAY-MALABRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Catherine SAVELIEFF, Présidente

Date de publication au JO : 16 mai 1990

N° SIRET : 38248785800013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : Parcours d'insertion socio-professionnelle. Remobilisation et retour vers les dispositifs et institutions d'accès à l'emploi (Pôle Emploi, Mission Locale) par un accompagnement en amont des jeunes.

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Remobilisation et retour vers les dispositifs et institutions d'accès à l'emploi (Pôle Emploi, Mission Locale) par un accompagnement en amont des jeunes les plus éloignés, habitant sur le périmètre prioritaire du Contrat Ville, en privilégiant le retour en formation et/ou l'insertion professionnelle directe.
En agissant sur les freins, qui les empêchent d'accéder et d'adhérer au processus d'accompagnement à

l'emploi.
•Rétablir le lien avec les institutions
•Réinvestir des activités d'apprentissage
•Gagner en autonomie et acquérir les codes
•Identifier et valoriser les compétences acquises
•S'inscrire dans des activités et relations collaboratrices
•Reprendre une formation
•Découvrir des métiers porteurs ou des formations « insérantes ».
Accueil et accompagnement des personnes en très grandes difficultés dans leur insertion socio-professionnelle, leurs proposés des modules de formation collectives sur les savoirs de base (acquisition ou perfectionnement des fondamentaux en Savoir de Base) en amont des dispositifs du droit commun. (Voir programmation en annexe)

*Diagnostiquer et travailler sur les freins qui les empêchent d'accéder et d'adhérer au processus d'accompagnement à l'emploi et de l'apprentissage.

•reprendre confiance en soi par l'auto-motivation sur un intérêt professionnel

•devenir autonome par la découverte de métiers au travers de « stages découverte » et chantiers éducatifs et mettre ainsi en valeur ses aptitudes ou compétences, tout en découvrant un ou des métiers.
Acquérir par ce biais les codes ! Pouvoir décider de la formation la plus appropriée à son objectif professionnel

Description :
PHASE 1
•poser un diagnostic sur la situation du jeune en entretien individuel
•orienter vers une formation ou un accompagnement, sur l'un des thèmes ci-dessus nommé et approprié aux besoins du jeune.

PHASE 2
•mise en place du module de formation :
-la confiance et l'estime de soi : prise de parole, jeux de rôles, effets miroir, analyse de sa personnalité, connaitre et comprendre son fonctionnement social, familial, scolaire
-comment se projeter dans l'avenir : objectifs professionnels – motivations – passions
-comment devenir autonome : faire des recherches soi-même – rencontrer des professionnels – prendre des responsabilités – s'investir sur des actions bénévoles
-se prendre en charge et découvrir un métier au travers d'un stage découverte
-découverte du monde du travail : fonctionnement du secteur privé et autre, les codes, les métiers, les formations. Comment accéder à un poste : CV et lettre de motivation, utilisation des outils de recherche d'emploi et/ou de formation. Qu'est-ce que l'apprentissage ? Quelles formations pour quels métiers ? quelles orientations pour quelles motivations ?

•mise en place d'activités :
-intégrer un dispositif permettant d'effectuer une mission définie par le service municipal de la jeunesse : accompagner les agents d'entretien de la ville, etc. Dans le but de découvrir un univers professionnel.
-participer au service civique en qualité de collaborateur occasionnel du service public, dans le but de découvrir ses propres compétences et de devenir citoyen.
-participer à des actions collectives : dans le but d'apprendre à

Moyens mis en œuvre :
Moyens matériels :
2 salles équipées : 1 salle de formation informatisée et 1 bureau d'accueil (suivi individualisé)

Moyens humains :
Coordination et animation des modules : une Chargée de mission insertion professionnelle, un conseiller d'insertion professionnelle ainsi qu'un stagiaire.

Intérêt régional :

Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
196 jeunes, soit 7 personnes en moyenne par module, avec une capacité d'accueil de 10 maximum.

Principalement les jeunes habitants sur les quartiers prioritaires, sans emploi, en situation de grande exclusion et dont les difficultés personnelles et sociales les empêchent d'accéder directement à l'emploi ou de s'inscrire dans les dispositifs existants.

Localisation géographique :
- CHATENAY-MALABRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats fournitures et petits matériels	500,00	1,67%
Honoraires intervenante sur le projet	12 000,00	40,00%
Personnel	17 500,00	58,33%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	11 500,00	38,33%
Subventions Etat (CGET-Préfecture- service Politique de la ville)	5 000,00	16,67%
Subvention Ville de Chatenay Malabry	13 500,00	45,00%
Total	30 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	7 500,00 €
2014	Soutien à la médiation	10 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	12 800,00 €
2016	Phénix	8 500,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	12 800,00 €
	Montant total	51 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020842

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION RAJE - CV SONORES ET REPORTAGE EN IMERSION -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	11 000,00 €	50,00 %	5 500,00 €
	Montant Total de la subvention		5 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSO RESEAU RAJE
Adresse administrative : 102 T RUE AMELOT
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : 17 novembre 2012

N° SIRET : 47939204500056

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : A travers le métier radiophonique, des jeunes sortis prématurément du système scolaire pourront travailler sur leur parcours et découvrir des métiers vers lesquels ils pourraient se tourner.

Date prévisionnelle de début de projet : 2 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Emploi, insertion, formation et développement économique :

- Lever les différents freins à l'emploi particulièrement marqués dans les quartiers prioritaires via des ateliers radio (amélioration de l'expression orale, de la confiance en soi, lutte contre l'isolement, valorisation du parcours individuel).
- Permettre aux jeunes (16-25 ans) sortis prématurément du système scolaire, non scolarisés, sans formation et sans emploi. de se réorienter dans de bonnes conditions grâce à un travail individuel effectué

en amont.

Éducation :

- Renforcer les liens entre éducation, formation et emploi : accompagner la réorientation ou l'insertion professionnelle via un atelier ludique de découverte du monde professionnel.
- Soutenir et aider les jeunes dans leurs recherches et questionnements autour de l'orientation professionnelle via des ateliers radio en favorisant la découverte des métiers par des jeunes issus de ces quartiers dans une optique de remobilisation.

Description :
1. Le journaliste exposera les objectifs de l'atelier, son déroulement ainsi que les contraintes liées à l'expression radiophonique.
2. Tour de table où chaque participant se présentera brièvement au micro et parlera de ses objectifs.
3. Un bilan d'étape individuel sera réalisé grâce à un dialogue constructif à l'occasion duquel chacun sera invité à parler de ses différentes expériences.
4. Chaque participant devra ensuite écrire une brève présentation en autonomie.
5. Avec l'aide du formateur, les jeunes détermineront les informations à mettre en valeur et apprendront à les valoriser sur un temps très court.
6. Différents exercices vocaux seront effectués.
7. Un premier essai de l'enregistrement au micro des présentations individuelles sera réalisé.
8. Après correction éventuelle de chaque présentation, l'enregistrement final des productions sera réalisé et répété autant de fois que nécessaire.
9. Enfin, des simulations d'entretiens d'embauche seront réalisées au travers de jeux de rôle.

Les « reportages en immersion » rendront compte de la confrontation des jeunes à la réalité du monde professionnel (découverte d'un site, d'une équipe, d'un savoir-faire, etc.). Le contenu éditorial sera séquencé (commentaire, interview, son d'ambiance, etc.) comme un reportage classique répondant aux règles journalistiques, techniques et déontologiques du média radiophonique. Cet exercice permettra aux jeunes d'entrer en contact avec un professionnel.

L'Ile-de-France est la première région économique française, son PIB représente 31 % de la richesse nationale mais des inégalités sont très marquées sur son territoire, notamment en Seine-Saint-Denis où le niveau de pauvreté et le taux de chômage sont très élevés au regard des situations nationale et régionale. En Seine-Saint-Denis, le taux de chômage des jeunes (16-25 ans) s'élève à 23 %, ces derniers sont souvent moins qualifiés que la moyenne des jeunes de leur âge et interrompent leur scolarité de manière plus précoce que les autres jeunes franciliens.
C'est pourquoi la mobilisation des associations qui œuvrent pour l'encadrement des jeunes, notamment pour leur permettre de se remobiliser en vue d'une réorientation scolaire ou professionnelle, est indispensable sur ce territoire.

Séance 1 : repérage des professionnels du secteur désigné, réflexion autour des profils envisagés et inscription dans un projet professionnel donné,
Séance 2 : préparation des reportages et écoutes d'exemples pertinents : qu'est-ce qu'un reportage ? comment s'organiser ? quelles questions poser ?
Séance 3 : écriture et organisation des rencontres avec les professionnels : vérification de sa maîtrise du matériel technique, rédaction du déroulé du reportage,
Séance 4 : enregistrement des reportages.

Moyens mis en œuvre :
Les ateliers seront réalisés par l'un des journalistes-formateurs qui animent des ateliers radio notamment auprès des jeunes en milieu scolaire, mais aussi dans des centres sociaux ou missions locales, sur des thématiques variées telles que la laïcité, la lutte contre les discriminations, l'égalité homme-femme, l'éco-

consommation, etc., ainsi que sur des sujets liés à l'emploi à l'occasion desquels les participants réalisent des cv sonores et/ou des reportages en immersion.

Nos journalistes-formateurs ont développé une grande expérience dans la réalisation d'ateliers radio et savent s'adapter aux différents publics auprès desquels ils interviennent. Ils sauront rassurer les participants et instaurer un climat de confiance afin qu'ils parviennent à s'exprimer au mieux, selon leurs aptitudes et puissent ainsi progresser.

Moyens humains :

- Un journaliste formateur (0,5 ETP),
- Un coordinateur de projet (0,3 ETP).

Moyens matériels :

- Un studio mobile,
- Un ordinateur.

Intérêt régional :

Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
30 jeunes de 16 à 25 ans

Par notre action, nous ciblons les jeunes (16-25 ans) sortis prématurément du système scolaire en Seine-Saint-Denis, suivis par la PSAD de Montreuil. Nous souhaitons intervenir auprès de 30 jeunes. Ces jeunes seront issus des listes du SIEI, c'est-à-dire qu'il s'agira de jeunes non scolarisés, sortis prématurément du système scolaire, sans formation et sans emploi.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des personnels	5 170,00	47,00%
Charges des personnels	1 360,00	12,36%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 400,00	12,73%
Achats matériels et fournitures	250,00	2,27%
Publicité, publications, relations publiques	230,00	2,09%
Déplacements, missions et réceptions	290,00	2,64%
Assurance	130,00	1,18%
Locations	460,00	4,18%
Entretien et réparations	160,00	1,45%
Prestations de service	1 550,00	14,09%
Total	11 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	5 500,00	50,00%
Fonds propres	2 300,00	20,91%
Subventions CD 93	3 200,00	29,09%
Total	11 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Education à l'environnement vers un développement durable	6 000,00 €
	Montant total	6 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020909

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION ZEP - BLOGUE TES TALENTS, LA FABRIQUE DE L'INFO -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	24 500,00 €	46,94 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA ZONE D EXPRESSION PRIORITAIRE
Adresse administrative : 24 RUE GABRIELLE JOSSERAND
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 81029197100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : Blogue tes talents est un projet d'éducation par les médias qui permet à des jeunes en décrochage scolaire d'élaborer leur projet media pour faire valoir leurs centres d'intérêts et leurs compétences.

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La « fabrique de l'info » est un projet d'éducation par les médias qui propose à des jeunes en décrochage scolaire d'élaborer leur projet media pour faire valoir leurs centres d'intérêts et leurs compétences.

Partant des usages du web, notre ambition est de (re)donner aux jeunes en décrochage scolaire une appétence aux apprentissages en s'appuyant sur leurs centres d'intérêts identifiés pour qu'ils élaborent un projet media (blog, webradio, webdocu) qui leur servent de faire valoir en vue de leur

orientation/insertion professionnelle.

Pour résumé, cette action est fondée sur quatre objectifs :

Objectif 1 - Éveiller la curiosité, redonner de la confiance et de l'appétence aux apprentissages via les médias
Objectif 2 - Stimuler la créativité et encourager l'expression des jeunes
Objectif 3 - Aider à la maîtrise des outils et des conventions de la culture numérique
Objectif 4 - Mobiliser chaque jeune sur une projet d'orientation/insertion professionnelle

Description :
Chaque action auprès d'un groupe de jeunes se déroule sur 5 séances distinctes de 2 heures chacune.
Séance 1 : Choisir son sujet
- Présentation du projet et des objectifs visés en fin de session.
- Exemples de projets réalisés par des jeunes des précédentes sessions.
- Présentation de la diversité des formats possibles : blog, podcast, timeline, webdoc...
- Questions/réponses pour vérifier que le démarche est comprise et évaluer l'engagement et la motivation des jeunes.
- Travail en groupe au tableau autour des centres d'intérêt par carte mentale autour d'univers de métiers, d'orientations possibles…
- Mise en œuvre d'une carte mentale individuelle autour d'un sujet identifié

Séance 2 : Curation de contenus et choix du media
- Retour sur les cartes mentales. Identification de chaque sujet.
- Repérage de mots clés à utiliser pour recherche d'infos sur le web, conseil de recherche d'infos sur le web…
- Mise en œuvre de la recherche et création d'un document ressources pour collecter les liens découverts.

Séance 3 : Curation de contenus et plan du media
- Inscription en ligne sur un media (Wix, Strikingly ou autre…) et familiarisation avec les outils
- Poursuite de la recherche d'informations à collecter
- Elaboration d'un plan de déroulé du média : arborescence, stroryboard…

Séance 4 : Création de contenus
- A partir de son plan et de son document de collecte, élaborer des contenus : écriture de textes, de légendes, enregistrement de sons, prise de photo.
- Finalisation des contenus : textes, sons, photos, vidéos…
- Mise en ligne des contenus par rubrique sur le media en ligne

Séance 5 : Finalisation du media et mise en valeur
- Finalisation des contenus
- Publication du media en ligne
- Partage du media en ligne sur les réseaux sociaux

Moyens mis en œuvre :
Cette action implique d'utiliser dans le cadre d'ateliers médias des outils numériques qui permettent à chaque jeune utilisateur d'être à la fois curateur et producteur d'objets medias. Chaque séance est animée par un journaliste de la ZEP.

En s'appuyant sur des outils numériques, les jeunes élaborent leur propre media en partant de leurs usages sur le web et de leurs centres d'intérêts. Dans le cadre de ces ateliers médias, ils sont soutenus dans cette démarche de curation de contenus médias à classer, stocker, organiser, échanger. Ils sont aussi accompagnés sur un travail de conception/réalisation de leurs propres objets médias, en produisant

des contenus médiatiques (articles en ligne, vidéos, images, sons…), en les éditant et en les partageant sur les réseaux sociaux.

Intérêt régional :

Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

Cette action répond aux besoins identifiés à l'échelle de la région Ile de France d'accompagnement des jeunes décrocheurs scolaires en vue de les remobiliser sur un projet d'orientation et d'insertion professionnelle. Cette action, par sa démarche originale liée à l'éducation aux médias, intervient en complément des initiatives déjà mises en oeuvre par les structures ciblées : MLDS, missions locales...

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
100 Jeunes de 16 à 25 ans en situation de décrochage scolaire identifiés par les plateformes de suivi et d'appui aux décrocheurs en Ile de France

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise en place pédagogique et construction des ateliers	4 400,00	17,96%
Animation des ateliers	15 400,00	62,86%
Frais techniques Web	2 200,00	8,98%
Gestion de projet (logistique et administrative)	2 500,00	10,20%
Total	24 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	11 500,00	46,94%
Fonds propres	3 000,00	12,24%
Subventions (Fond d'Expérimentation jeunesse – ministère jeunesse)	10 000,00	40,82%
Total	24 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Phénix	9 000,00 €
	Montant total	9 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020927

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CENTRE SOCIAL LES DOUCETTES - PARCOURS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE PARRAINAGE -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	43 400,00 €	26,50 %	11 500,00 €
		Montant Total de la subvention	11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE SOCIAL LES DOUCETTES
Adresse administrative : 33 RUE DU TIERS POT
95140 GARGES LES GONESSE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Corinne JACQUEMOD, Présidente

Date de publication au JO : 18 mars 1992

N° SIRET : 38816108500039

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : L'objet consiste à accueillir des jeunes en grande difficulté et à répondre par un traitement individualisé et collectif à l'ensemble des difficultés qu'ils rencontrent.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Poursuivre la mise en place d'un comité "lutte contre le décrochage scolaire"
accompagner le jeune à être acteur de leur projet professionnel et à s'épanouir dans leur voie

construire un parcours individualisé et collectif des jeunes sur les différents aspects de son projet de formation ou professionnel

Développer une dynamique de parrainage entre des adultes référents du quartier et les jeunes

Description :
La première phase consistera au repérage et la mobilisation des jeunes vers le projet « le parcours d'accompagnement et de parrainage ».

En effet chaque acteur du projet : le Proviseur et CPE du lycée, les éducateurs spécialisés et la chargée d'insertion professionnelle du centre, ont une connaissance de jeunes en décrochage scolaire et pourront les orienter vers le projet. Il s'agit pour chacun des acteurs d'aller vers ces jeunes, de créer du dialogue et un cadre de confiance. Par la suite un contact avec les parents peut être établit selon le rapport du jeune avec sa famille.

La deuxième phase est un temps d'échanges et d'informations collectifs ouvert à tous sur les questions du décrochage scolaire et de la présentation du projet porté par le centre. Ce temps de rencontre vise d'une part à favoriser les échanges entre habitants et professionnels sur les interrogations et les idées sur cette thématique, et d'autre part à présenter les parcours d'accompagnement et de parrainage du centre
Troisième phase : Accompagnement individuel du jeune pour identifier son profil et projet professionnel. La fréquence des entretiens est définie avec le jeune et la chargée d'insertion. Des ateliers collectifs d'échanges des savoirs et des pratiques seront organisés sur les thèmes :

-Elaboration d'un bilan de compétences
-Les méthodes et les outils de recherche des offres d'emploi :
-Les méthodes de rédaction de CV et de lettre de motivation
-Entrainement à l'entretien d'embauche : jeux de rôle pour aborder tous les aspects de l'entretien (posture, vestimentaire, vocabulaire etc.…)
-Retour d'expériences positives de décrochage de formation et d'emploi sous la forme de témoignages écrit ou vidéo.

Dans le même temps, la chargée d'insertion et les animatrices familles du centre social, travaillerons à la mobilisation « d'habitants ressources » pour accompagner des jeunes en situation de décrochage. Les habitants sont repérés par les salariés du centre en tant que personnes

Moyens mis en œuvre :
Moyens matériels
salle de réunion
salle informatique comprenant un retro-projecteur, 8 ordinateurs
une photocopieuse
Moyens humains
une chargée d'insertion professionnel
des intervenants extérieurs pour animer les ateliers collectifs (Maison de l'emploi, Bij , l'espace écoute jeunes...)

Partenaires

Lycée Arthur Rimbaud
la Mission Locale
l'association de prévention spécialisée IMAJ
le bureau d'information Jeunesse
le Cio
les organismes de formations
l'école de la deuxième chance
la Maison de l'emploi
Le Pôle emploi

Le Cnam
le service civique
l'espace Ecoute jeunes

Intérêt régional :

Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

Renouer le contact avec les jeunes « décrochés » pour rétablir le lien avec eux autour d'une dynamique partenariale

- Développer des stratégies innovantes de prise de contact (par exemple : usage des réseaux sociaux, déploiement de communication spécifique, promotion des dispositifs locaux, etc…)
- Privilégier les rapports de proximité en incluant les acteurs du territoire
- Rechercher l'implication des familles
- Etc.

Imaginer des propositions nouvelles de remobilisation pour des jeunes repérés sans solution, ciblant le retour en formation ou l'insertion professionnelle directe

- Rétablir le lien avec les institutions
- Réinvestir des activités d'apprentissage
- Identifier et valoriser les compétences acquises,
- Gagner en autonomie et acquérir les codes
- S'inscrire dans des activités et des relations collaboratives
- Reprendre une formation
- Découvrir des métiers porteurs ou des formations insérantes
- Etc.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
10 à 15 jeunes issus des quartiers prioritaires

Localisation géographique :

- GARGES-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Alimentation	600,00	1,38%
Fournitures activités	800,00	1,84%
Assurance, documentation, fourniture administrative, déplacement du personnel	400,00	0,92%
Animation, Accueil, Accompagnement	34 900,00	80,41%
Ateliers collectifs (ARE, TRE, Dynamisation…) communication	4 500,00	10,37%
Frais de communication	200,00	0,46%
Coordination de projet	2 000,00	4,61%
Total	43 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	11 500,00	26,50%
Fonds propres	31 900,00	73,50%
Total	43 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien aux contrats de ville	30 000,00 €
2016	Phénix	11 500,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	30 000,00 €
	Montant total	71 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020992

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ERA 93 SAINT OUEN - S'ENGAGER POUR SE CONSTRUIRE -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	68 500,00 €	16,79 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ERA ECOUTER REFLECHIR ET AGIR
Adresse administrative : 23 RUE MAURICE UTRILLO
93400 SAINT-OUEN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FLORA ROMIEU, Autre

Date de publication au JO : 24 avril 2010

N° SIRET : 52456330100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : Identifier les jeunes habitant les quartiers prioritaires de l'arrondissement de Saint Denis et éloignés des dispositifs de droit commun et mettre en place un accompagnement spécifique.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
1/ Identifier les jeunes habitant les quartiers prioritaires de l'arrondissement de Saint Denis et éloignés des dispositifs de droit commun.

2/ Mettre en place un accompagnement spécifique et individualisé pour mobiliser et dynamiser le jeune autour d'un projet personnel et d'insertion sociaux professionnelle.

3/ Proposer un parcours clair aux futurs bénéficiaires pour qu'ils concrétiser un projet professionnel

cohérent par rapport à leurs capacités et attentes.

Description :
Le programme « S'engager pour se Construire » se veut être un lieu d'accompagnement, d'orientation, de suivi et d'accueil des jeunes pour leur offrir les clefs de la réussite de leur projet personnel et professionnel.

Le principe de fonctionnement de ce programme est d'adapté un accompagnement individualisé des jeunes en fonction de leurs profils, de leurs souhaits et de leurs attentes. S'appuyant sur plusieurs corps de métiers (conseillers en insertion, psychologue et des éducateurs spécialisés), le programme répond aux besoins des jeunes en très grande difficulté, des jeunes ayant un début de projet personnel et professionnel, les collégiens en voie de décrochage scolaire ou complètement déscolarisés. Nous mettons en place un accompagnement individualisé à long termes pour garantir une insertion réussite et la concrétisation du projet professionnel, personnel et l'orientation du jeune.

Les quatre éléments fondamentaux du programme « S'engager pour se Construire » sont:

1/ Accompagnement individualisé et à long termes;
2/ Évaluation du parcours du jeune;
3/ L'essaimage;
4/ La pérennisation.

Moyens mis en œuvre :
Ils sont à calibrer sur deux principes de prise en charge :

1/ Les coûts inhérents à une forme d'indemnisation financière des jeunes stagiaires leur permettant de prendre en charge les frais induits par leur parcours.

2/ Les coûts inhérents à l'accompagnement des jeunes et à la réalisation des ateliers.

Dans ce type de projet, nous sommes dans une obligation de moyens qui ne met pas sous pression économique immédiate le porteur du projet. "

Les besoins:
- 1 chargé de projets ETP
- Un stagiaire conseiller d'insertion professionnelle ou DUT carrière sociale
- des locaux pour accueillir les jeunes
- du matériel informatique et bureautique
- des outils pédagogiques
- outils de communication "

Des intervenants dans le cadre du partenariat territorial:
- un conseiller en incertain socio-professionnelle
un psychologue du travail.

Intérêt régional :

Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Nombre de jeunes ciblés : 25 jeunes par an, sans activités âgés de 18 à 26 ans.

Localisation géographique :
- PLAINE COMMUNE (EPT6)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de ressources humaines	32 000,00	46,72%
Charges sociales	17 000,00	24,82%
Matériel bureautique, pédagogique	1 600,00	2,34%
Charges de fonctionnement	4 500,00	6,57%
Prestations extérieurs	5 400,00	7,88%
Communication	3 200,00	4,67%
Mission/déplacement	4 800,00	7,01%
Total	68 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	11 500,00	16,79%
Mécénat	8 000,00	11,68%
Association(s)	10 000,00	14,60%
Fonds propres	9 000,00	13,14%
Subvention État	25 000,00	36,50%
Autre financement	5 000,00	7,30%
Total	68 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	9 000,00 €
2014	Départ en vacances et/ou échanges inter intra régionaux	10 800,00 €
2015	Départ en vacances et/ou échanges inter intra régionaux	64 800,00 €
2015	Méditerranée (CR46-14)	7 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	12 000,00 €
2016	Phénix	11 500,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	9 430,00 €
	Montant total	124 530,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021015

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION UNIS CITE - BOOSTER 75 -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	47 000,00 €	20,21 %	9 500,00 €
	Montant Total de la subvention		9 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIS CITE
Adresse administrative : 21 BD NEY
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie TRELLU, Présidente

Date de publication au JO : 28 septembre 1994

N° SIRET : 39819156900209

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : Programme BOOSTER 75

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet poursuit un objectif principal: le raccrochage des jeunes mineurs sélectionnés.

Il faut noter que le projet bénéficie également indirectement :

•aux jeunes majeurs (18-25 ans) désireux de s'engager pour la collectivité, et en équipes mixtes avec les mineurs

•Environ 350 personnes bénéficiaires des actions menées par les équipes de volontaires en service

civique, qui vont au contact de personnes en grande précarité au travers d'action avec les Restos du Cœur et le Secours Populaire par exemple, mais aussi auprès d'enfants ou de personnes âgées (par des actions de sensibilisation au handicap, des visites de convivialité auprès des ainés…). Les missions sont définies en amont de l'arrivée des volontaires avec les différentes associations et structures locales existantes.

Description :
Booster accueille des jeunes mineurs décrocheurs à temps plein pendant 7 à mois dans un programme reposant sur 3 axes :
-Des missions de solidarité en équipe (3 jours/semaine)
-Un tutorat individualisé en établissement scolaire avec des enseignants dédiés (2 jours/semaine).

Afin de créer un cadre stimulant et positif, les mineurs décrocheurs sont en équipe avec des jeunes diplômés et dans des parcours plus « stables ».

Cet équilibre est essentiel afin que les jeunes les plus fragiles soient tirés vers le haut par les autres membres de leur équipe. Les majeurs jouent en quelque sorte le rôle de « grands frères » et « grandes sœurs ». Ces majeurs sont eux-mêmes de profils variés – en termes d'origine socio-culturelle, de lieu d'habitation, de niveau d'études – et ce sont justement cette diversité et cette mixité des équipes qui font la force et la richesse de l'expérience du service civique.

Pour mener leurs missions de solidarité, les volontaires – les mineurs comme les majeurs – évoluent systématiquement au sein d'associations spécialisées dans le domaine concerné, avec lesquelles Unis-Cité établit un partenariat. Cela donne un cadre solide et structurant aux actions menées par les volontaires.

Durant la période d'engagement en service civique, 15% du temps est par ailleurs consacré à des temps de formations obligatoires pour tous les jeunes du programme:

-Des « formations civiques et citoyennes » visant à développer la capacité des volontaires à agir en citoyens actifs tout au long de leur vie sur les thèmes suivants : respect des différences, comprendre les institutions, santé-conduites à risques, éco-citoyenneté, formation aux premiers secours (PSC 1)….

- Des temps de préparation de leur projet d'avenir, en individuel et en collectif : réalisation d'un bilan de compétences et découverte du monde professionnel en lien avec les associations et les entreprises partenaires d'Unis-Cité.

Moyens mis en œuvre :
Chaque équipe Booster est encadrée par un salarié Unis-Cité dédié : c'est le Coordinateur/Coordinatrice d'Equipe et de Projet. Les coordinateurs ont pour mission de :

-Sélectionner les jeunes candidats,
-Assurer le montage opérationnel des missions de solidarité en construisant les « fiches projets »,

-Assurer le lien et le suivi avec l'Education Nationale (orientation…),

-Accompagner les volontaires dans leur engagement et en assurer le suivi (formations spécifiques, organisation de temps individuels et collectifs d'accompagnement au projet d'avenir, veiller au respect du règlement intérieur….),

-Etre l'interlocuteur opérationnel principal avec l'ensemble des partenaires.

Cette liste non exhaustive guide notre recrutement de ces salariés en recherchant le meilleur équilibre

possible entre la gestion de projet et l'encadrement de jeunes.

Les coordinateurs bénéficient de journées de formation durant l'année, principalement sur les thèmes suivants :

-Management dans la diversité,

- Temps d'échanges de pratique avec l'ensemble des coordinateurs au niveau national impliqué dans le programme Booster.
Moyens matériels:

- Téléphone portable pour la coordinatrice d'équipe et de projet

- Tenue vestimentaire pour les volontaires : le kit comprend 3 T-shirts, 1 sweat-shirt et 1 polaire

- Fournitures utilisées pendant les temps de formation ou d'accompagnement au projet d'avenir

- Petit matériel permettant la réalisation des actions de solidarité

Intérêt régional :

Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

Le programme Booster a fait ses preuves en termes d'efficacité dans la remobilisation de jeunes mineurs décrocheurs scolaires - cf. bilans communiqués - ce qui s'inscrit dans le cadre des priorités régionales.

La Région Île-de-France a notamment inscrit la prévention et la lutte contre le décrochage scolaire dans sa Stratégie pour la croissance, l'emploi et l'innovation de la région Ile-de-France, adoptée par le Conseil régional le 14/12/2016.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Cible principale: 10 mineurs décrocheurs.

En rupture avec les apprentissages et les codes scolaires, ils sont identifiés par les acteurs de la Plateforme de Suivi et d'Appui aux Décrocheurs (PSAD). Ce sont les référents de cette plateforme et des missions locales qui orientent principalement les jeunes vers le programme Booster.

Les jeunes ciblés en priorité sont ceux qui figurent dans le système interministériel d'échange d'information (SIEI).

Cibles "secondaires":

- L'ensemble des volontaires en service civique mobilisés sur des actions de solidarité, et qui bénéficient de "l'effet tremplin" du service civique.

- Les personnes bénéficiaires des actions de solidarité des volontaires - souvent des personnes en grande précarité, de par la nature des actions conduites (notamment avec les Restos du Cœur, le Secours Populaire, le Samu social)

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sélection et frais des volontaires	12 000,00	25,53%
Encadrement des volontaires	17 000,00	36,17%
Formation des volontaires, préparation à l'après service civique et coaching professionnel	5 500,00	11,70%
Pilotage et animation locale du projet	7 000,00	14,89%
Moyens matériels et fournitures	2 500,00	5,32%
Frais de coordination	3 000,00	6,38%
Total	47 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	9 500,00	20,21%
Mécénat SUEZ et COCA COLA	18 000,00	38,30%
Agence du service civique et Ville de Paris	19 500,00	41,49%
Total	47 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Phénix	34 500,00 €
	Montant total	34 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021016

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION UNIS CITE - BOOSTER 93 -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	47 000,00 €	20,21 %	9 500,00 €
	Montant Total de la subvention		9 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIS CITE
Adresse administrative : 21 BD NEY
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie TRELLU, Présidente

Date de publication au JO : 28 septembre 1994

N° SIRET : 39819156900209

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : Programme BOOSTER 93

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet poursuit un objectif principal: le raccrochage des jeunes mineurs sélectionnés.

Il faut noter que le projet bénéficie également indirectement :

•aux jeunes majeurs (18-25 ans) désireux de s'engager pour la collectivité, et en équipes mixtes avec les mineurs

•Environ 350 personnes bénéficiaires des actions menées par les équipes de volontaires en service

civique, qui vont au contact de personnes en grande précarité au travers d'action avec les Restos du Cœur et le Secours Populaire par exemple, mais aussi auprès d'enfants ou de personnes âgées (par des actions de sensibilisation au handicap, des visites de convivialité auprès des ainés…). Les missions sont définies en amont de l'arrivée des volontaires avec les différentes associations et structures locales existantes.

Description :
Booster accueille des jeunes mineurs décrocheurs à temps plein pendant 7 à mois dans un programme reposant sur 3 axes :

-Des missions de solidarité en équipe (3 jours/semaine)

-Un tutorat individualisé en établissement scolaire avec des enseignants dédiés (2 jours/semaine).

Afin de créer un cadre stimulant et positif, les mineurs décrocheurs sont en équipe avec des jeunes diplômés et dans des parcours plus « stables ».

Cet équilibre est essentiel afin que les jeunes les plus fragiles soient tirés vers le haut par les autres membres de leur équipe. Les majeurs jouent en quelque sorte le rôle de « grands frères » et « grandes sœurs ». Ces majeurs sont eux-mêmes de profils variés – en termes d'origine socio-culturelle, de lieu d'habitation, de niveau d'études – et ce sont justement cette diversité et cette mixité des équipes qui font la force et la richesse de l'expérience du service civique.

Pour mener leurs missions de solidarité, les volontaires – les mineurs comme les majeurs – évoluent systématiquement au sein d'associations spécialisées dans le domaine concerné, avec lesquelles Unis-Cité établit un partenariat. Cela donne un cadre solide et structurant aux actions menées par les volontaires.

Durant la période d'engagement en service civique, 15% du temps est par ailleurs consacré à des temps de formations obligatoires pour tous les jeunes du programme:

-Des « formations civiques et citoyennes » visant à développer la capacité des volontaires à agir en citoyens actifs tout au long de leur vie sur les thèmes suivants :

respect des différences, comprendre les institutions, santé-conduites à risques, éco-citoyenneté, formation aux premiers secours (PSC 1)….

- Des temps de préparation de leur projet d'avenir, en individuel et en collectif : réalisation d'un bilan de compétences et découverte du monde professionnel en lien avec les associations et les entreprises partenaires d'Unis-Cité.

Moyens mis en œuvre :
Chaque équipe Booster est encadrée par un salarié Unis-Cité dédié : c'est le Coordinateur/Coordinatrice d'Equipe et de Projet. Les coordinateurs ont pour mission de :
-Sélectionner les jeunes candidats,

-Assurer le montage opérationnel des missions de solidarité en construisant les « fiches projets »,

-Assurer le lien et le suivi avec l'Education Nationale (orientation…),

-Accompagner les volontaires dans leur engagement et en assurer le suivi (formations spécifiques, organisation de temps individuels et collectifs d'accompagnement au projet d'avenir, veiller au respect du règlement intérieur….),

-Etre l’interlocuteur opérationnel principal avec l’ensemble des partenaires.

Cette liste non exhaustive guide notre recrutement de ces salariés en recherchant le meilleur équilibre possible entre la gestion de projet et l’encadrement de jeunes.

Les coordinateurs bénéficient de journées de formation durant l’année, principalement sur les thèmes suivants :

-Management dans la diversité,

- Temps d’échanges de pratique avec l’ensemble des coordinateurs au niveau national impliqué dans le programme Booster.

Moyens matériels:

- Téléphone portable pour la coordinatrice d’équipe et de projet

- Tenue vestimentaire pour les volontaires : le kit comprend 3 T-shirts, 1 sweat-shirt et 1 polaire

- Fournitures utilisées pendant les temps de formation ou d’accompagnement au projet d’avenir

- Petit matériel permettant la réalisation des actions de solidarité

Intérêt régional :

Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

Le programme Booster a fait ses preuves en termes d'efficacité dans la remobilisation de jeunes mineurs décrocheurs scolaires - cf. bilans communiqués - ce qui s'inscrit dans le cadre des priorités régionales.

La Région Île-de-France a notamment inscrit la prévention et la lutte contre le décrochage scolaire dans sa Stratégie pour la croissance, l’emploi et l’innovation de la région Ile-de-France, adoptée par le Conseil régional le 14/12/2016.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Cible principale: 10 mineurs décrocheurs.

En rupture avec les apprentissages et les codes scolaires, ils sont identifiés par les acteurs de la Plateforme de Suivi et d’Appui aux Décrocheurs (PSAD). Ce sont les référents de cette plateforme et des missions locales qui orientent principalement les jeunes vers le programme Booster.

Les jeunes ciblés en priorité sont ceux qui figurent dans le système interministériel d'échange d'information (SIEI).

Cibles "secondaires":

- L'ensemble des volontaires en service civique mobilisés sur des actions de solidarité, et qui bénéficient de "l'effet tremplin" du service civique.

- Les personnes bénéficiaires des actions de solidarité des volontaires - souvent des personnes en grande précarité, de par la nature des actions conduites (notamment avec les Restos du Cœur, le Secours Populaire, le Samu social)

Localisation géographique :

- BONDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sélection et frais des volontaires	12 000,00	25,53%
Encadrement des volontaires	17 000,00	36,17%
Formation des volontaires, préparation à l'après service civique et coaching professionnel	5 500,00	11,70%
Pilotage et animation locale du projet	7 000,00	14,89%
Moyens matériels et fournitures	2 500,00	5,32%
Frais de coordination	3 000,00	6,38%
Total	47 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	9 500,00	20,21%
Mécénat SUEZ et COCA COLA	27 500,00	58,51%
Fonds propres	2 000,00	4,26%
Agence du service civique et Ville de Paris	8 000,00	17,02%
Total	47 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Phénix	34 500,00 €
	Montant total	34 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021017

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION UNIS CITE - BOOSTER 95 -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	47 000,00 €	20,21 %	9 500,00 €
	Montant Total de la subvention		9 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIS CITE
Adresse administrative : 21 BD NEY
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie TRELLU, Présidente

Date de publication au JO : 28 septembre 1994

N° SIRET : 39819156900209

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : Programme BOOSTER 95

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet poursuit un objectif principal: le raccrochage des jeunes mineurs sélectionnés.

Il faut noter que le projet bénéficie également indirectement :

•aux jeunes majeurs (18-25 ans) désireux de s'engager pour la collectivité, et en équipes mixtes avec les mineurs

•Environ 350 personnes bénéficiaires des actions menées par les équipes de volontaires en service

civique, qui vont au contact de personnes en grande précarité au travers d'action avec les Restos du Cœur et le Secours Populaire par exemple, mais aussi auprès d'enfants ou de personnes âgées (par des actions de sensibilisation au handicap, des visites de convivialité auprès des ainés…). Les missions sont définies en amont de l'arrivée des volontaires avec les différentes associations et structures locales existantes.

Description :
Booster accueille des jeunes mineurs décrocheurs à temps plein pendant 7 à mois dans un programme reposant sur 3 axes :

-Des missions de solidarité en équipe (3 jours/semaine)

-Un tutorat individualisé en établissement scolaire avec des enseignants dédiés (2 jours/semaine).

Afin de créer un cadre stimulant et positif, les mineurs décrocheurs sont en équipe avec des jeunes diplômés et dans des parcours plus « stables ».

Cet équilibre est essentiel afin que les jeunes les plus fragiles soient tirés vers le haut par les autres membres de leur équipe. Les majeurs jouent en quelque sorte le rôle de « grands frères » et « grandes sœurs ». Ces majeurs sont eux-mêmes de profils variés – en termes d'origine socio-culturelle, de lieu d'habitation, de niveau d'études – et ce sont justement cette diversité et cette mixité des équipes qui font la force et la richesse de l'expérience du service civique.

Pour mener leurs missions de solidarité, les volontaires – les mineurs comme les majeurs – évoluent systématiquement au sein d'associations spécialisées dans le domaine concerné, avec lesquelles Unis-Cité établit un partenariat. Cela donne un cadre solide et structurant aux actions menées par les volontaires.

Durant la période d'engagement en service civique, 15% du temps est par ailleurs consacré à des temps de formations obligatoires pour tous les jeunes du programme:
-Des « formations civiques et citoyennes » visant à développer la capacité des volontaires à agir en citoyens actifs tout au long de leur vie sur les thèmes suivants : respect des différences, comprendre les institutions, santé-conduites à risques, éco-citoyenneté, formation aux premiers secours (PSC 1)….

- Des temps de préparation de leur projet d'avenir, en individuel et en collectif :

réalisation d'un bilan de compétences et découverte du monde professionnel en lien avec les associations et les entreprises partenaires d'Unis-Cité.

Moyens mis en œuvre :
Chaque équipe Booster est encadrée par un salarié Unis-Cité dédié : c'est le Coordinateur/Coordinatrice d'Equipe et de Projet. Les coordinateurs ont pour mission de :

-Sélectionner les jeunes candidats,

-Assurer le montage opérationnel des missions de solidarité en construisant les « fiches projets »,

-Assurer le lien et le suivi avec l'Education Nationale (orientation…),

-Accompagner les volontaires dans leur engagement et en assurer le suivi (formations spécifiques, organisation de temps individuels et collectifs d'accompagnement au projet d'avenir, veiller au respect du règlement intérieur….),

-Etre l’interlocuteur opérationnel principal avec l’ensemble des partenaires.

Cette liste non exhaustive guide notre recrutement de ces salariés en recherchant le meilleur équilibre possible entre la gestion de projet et l’encadrement de jeunes.

Les coordinateurs bénéficient de journées de formation durant l’année, principalement sur les thèmes suivants :

-Management dans la diversité,

- Temps d’échanges de pratique avec l’ensemble des coordinateurs au niveau national impliqué dans le programme Booster.

Moyens matériels:

- Téléphone portable pour la coordinatrice d’équipe et de projet

- Tenue vestimentaire pour les volontaires : le kit comprend 3 T-shirts, 1 sweat-shirt et 1 polaire

- Fournitures utilisées pendant les temps de formation ou d’accompagnement au projet d’avenir

- Petit matériel permettant la réalisation des actions de solidarité

Intérêt régional :

Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

Le programme Booster a fait ses preuves en termes d'efficacité dans la remobilisation de jeunes mineurs décrocheurs scolaires - cf. bilans communiqués - ce qui s'inscrit dans le cadre des priorités régionales.

La Région Île-de-France a notamment inscrit la prévention et la lutte contre le décrochage scolaire dans sa Stratégie pour la croissance, l’emploi et l’innovation de la région Ile-de-France, adoptée par le Conseil régional le 14/12/2016.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Cible principale: 10 mineurs décrocheurs.

En rupture avec les apprentissages et les codes scolaires, ils sont identifiés par les acteurs de la Plateforme de Suivi et d’Appui aux Décrocheurs (PSAD). Ce sont les référents de cette plateforme et des missions locales qui orientent principalement les jeunes vers le programme Booster.

Les jeunes ciblés en priorité sont ceux qui figurent dans le système interministériel d'échange d'information (SIEI).

Cibles "secondaires":

- L'ensemble des volontaires en service civique mobilisés sur des actions de solidarité, et qui bénéficient de "l'effet tremplin" du service civique.

- Les personnes bénéficiaires des actions de solidarité des volontaires - souvent des personnes en grande précarité, de par la nature des actions conduites (notamment avec les Restos du Cœur, le Secours Populaire, le Samu social)

Localisation géographique :

- ARGENTEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sélection et frais des volontaires	12 000,00	25,53%
Encadrement des volontaires	17 000,00	36,17%
Formation des volontaires, préparation à l'après service civique et coaching professionnel	5 500,00	11,70%
Pilotage et animation locale du projet	7 000,00	14,89%
Moyens matériels et fournitures	2 500,00	5,32%
Frais de coordination	3 000,00	6,38%
Total	47 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	9 500,00	20,21%
Mécénat SUEZ et COCA COLA	18 000,00	38,30%
Agence du service civique et Ville de Paris	19 500,00	41,49%
Total	47 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Phénix	34 500,00 €
	Montant total	34 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021027

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION CREATEO IDF - REBONDIR 15 -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	29 300,00 €	39,25 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CREATEO IDF
Adresse administrative : 41 RUE DE CRONSTADT
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : 8 novembre 2014

N° SIRET : 81434446100011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : Mise en oeuvre d'ateliers et de sessions de soutien au retour à la formation et/ou à l'emploi de jeunes 16/25 ans les plus éloignés du monde du travail, les accompagnements soutenus et individualisés.

Date prévisionnelle de début de projet : 11 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Notre association a Créé en Octobre 2015, l'Espace Jeunesse Paris 15e, qui est implanté dans les locaux de l'ancienne antenne Jeune qui a fermé ses portes en Mai 2015.
Le local est situé à 5 minutes du site attractif de Beaugrenelle, à proximité des collèges, des lignes de bus et de Métro RER…Proche de certains équipements sportifs, du parc André Citroën…

C'est une structure autonome ayant pour vocation la mutualisation des lieux avec d'autres associations.

L’ EJP15 a pour mission d’organiser des actions en direction des jeunes de l'arrondissement.

Notre structure est un point de rencontre, d’activité pour les jeunes et permet de Favoriser la citoyenneté´. Ceci constitue la mission essentielle de notre association, cet objectif se décline au travers de quatre objectifs prioritaires :

1) Développer l’autonomie à travers la conduite de projet et d’aide au projet pour les plus autonomes (loisirs- sociaux- professionnels- formations)

2) Favoriser la réussite éducative et professionnelle en développant de nouvelles actions permettant une prise en compte de la jeunesse dans sa diversité´ et prioriser l’orientation, la formation et l’insertion.

3) Développer des outils afin d’accompagner les jeunes les plus en difficultés et les plus éloignés du monde du travail.

4) Développer de nouvelles activités favorisant l’expression et la créativité des jeunes.
Ces objectifs ont été´ mis en place par étape, ceci s’articule autour d'axes majeurs :

Accompagnement des jeunes dans leurs projets.

Approche de la jeunesse dans sa diversité´ : de nouvelles activités doivent permettre à Createo IDFde répondre aux besoins de tous les jeunes de l’arrondissement.

Recherche d’une appropriation par les jeunes de leur arrondissement

Valorisation de notre espace jeunesse.

Description :
A travers différentes sessions, nous souhaiterions animer différents ateliers autour de l'insertion professionnels pour les plus éloignés des institutions de droit communs. Ces ateliers prendront différentes formes, l'intérêt pour nous sera de favoriser l'échange, d'ouvrir les discussions afin de désamorcer les situations empêchant le jeune de s'inscrire dans une idée de projet. L'idée à travers des sorties axés sur les arts, la culture ou les loisirs, sera d'établir ou rétablir le lien social. Permettre à ces jeunes de s'inscrire dans un projet commun et individuel. Par petit groupe chacun pourra être mis en confiance, le lien, la relation établit s'inscrira dans la durée. Chaque session couvrira 2 mois d'activité à la fois de remise à niveau, de coaching et de stage. Le tout ponctué par des bilans et des échanges réguliers et intermédiaires. Notre partenariat local sera mis à contribution valorisant ainsi la qualité de notre collaboration. Au bout de chaque session, chaque jeune suivi, pourra en sortant soit reprendre le cap vers une activité professionnelle, soit un retour vers la formation. La mission locale, comme la régie de quartier seront nos partenaires privilégiés afin d'inscrire ces jeunes dans une démarche de construction. Notre action s'inscrira sur le versant de la consolidation, permettant au jeune de poursuivre son parcours sans (re)vivre une mise en échec.

Moyens mis en œuvre :
L'accompagnement sera fait en fonction des difficultés et de la "maturité" des jeunes accompagnés. En fonctions des problématiques, nous serons amenés à proposer différents format d'accompagnement pouvant passer du tutorat au parrainage. Nous mettons l'accent sur l'accompagnement et l'immersion en milieu professionnel. Notre réseau mobilisé et réactif pourra être sollicité pour des stages. Nous avons un permanent et une vingtaine de bénévoles. A travers ce projet nous souhaitons solliciter le volontariat civique afin de venir en complément dans l'animation de nos divers ateliers. Un stagiaire sera recruté sur une phase ponctuelle liée à l'accompagnement social.

Intérêt régional :

Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

Il est important que la région puisse soutenir la structure et surtout dans ce domaine de l'apprentissage et de la citoyenneté. L'isolement de ces jeunes les met en marge de notre société. Sans qualification et sans avenir, ces jeunes pour la majorité ne sollicitent pas les institutions de droit commun. Sans perspectives, sans dialogues, le lien reste fragile. N'oublions pas les évènements dramatiques qui ont heurtés et frappés notre pays. L'attachement à la citoyenneté et le fait de renforcer le partenariat permettra à ces jeunes d'être raccrochés.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
130 JEUNES. Le public auquel s'adressent nos différents projets sont en grande majorité en décrochage scolaire ou en inactivité. Ces jeunes sont majoritairement en marge et en difficultés sociales. La question de l'insertion professionnelle reste délicate à aborder. Pour bon nombre, ils ont le sentiment d'être en échec et de ne pas être en capacité de se projeter.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charge de personnel (Salaires, contrat civique, stagiaire)	19 000,00	64,85%
Frais de fonctionnement	5 000,00	17,06%
Animations, intervenant extérieurs et Activités	5 300,00	18,09%
Total	29 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	11 500,00	39,25%
Fonds propres	4 000,00	13,65%
Subvention Mairie 75015	13 800,00	47,10%
Total	29 300,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	11 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021029

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : BOUTIQUE CLUB EMPLOI - SESAME -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	23 000,00 €	50,00 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CFM CENTRE DE FORMATION MUNICIPAL
Adresse administrative : 15 ALLEE NELSON MANDELA
93290 TREMBLAY-EN-FRANCE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame HENRIETTE CAZENAVE, Présidente

Date de publication au JO : 5 juin 2004

N° SIRET : 33947038700038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : Renouvellement du projet SESAME "S'épanouir dans sa Mobilisation pour trouver un Emploi", dans le cadre de l'AAP PHENIX, avec l'idée d'avoir une réflexion commune et partagée avec les acteurs locaux.

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Boutique Club Emploi a pour concept, un accueil libre, sans contrainte avec des entretiens proposés sur l'espace libre-service sans rendez-vous, ce qui génère un flux de passages important (environ 15 000 en 2016), et plus de 3 000 entretiens conseils proposés, c'est à partir de ce laboratoire à taille humaine que l'on se rend compte des besoins de notre public et des dispositifs à mettre en place.

C'est à partir du constat repéré du public jeune sorti prématurément du système scolaire que notre

structure a répondu au 1er Appel à projet, et compte tenu des constats fait sur la fin d'action du 1er groupe, qu'elle se repositionne sur cet Appel à projet en apportant les axes de progrès pour que les jeunes tout au long du déroulé, reprennent confiance en eux, adoptent les bonnes attitudes, se saisissent de tous leurs droits (formation, dispositifs...), et puissent également reprendre confiance avec les institutions locales, départementales, régionales, ou nationales qui sont là pour les aider à se qualifier pour aller vers un emploi pérenne.

Le jeune aura, avec les conseils prodigués sur l'ensemble du suivi, la possibilité d'être acteur de son devenir et de travailler sur le parcours le mieux adapté à ses motivations, ses capacités, avec pour but final qu'il ne se démotive pas, et qu'il puisse aller jusqu'à la réussite de son objectif en terme de projet à réaliser, de formation, de diplôme et enfin d'emploi.

Description :
Le dispositif se présente en plusieurs étapes mais ne se veut pas figé : les conseillers seront en alerte sur ce qui peut casser la dynamique du jeune et devront réajuster en fonction des besoins du jeune. Ce dispositif se fait sur des temps en collectif et en individuel, avec l'expertise apportée d'intervenants extérieurs sur certains des modules (image, confiance et estime de soi, santé....).

Les phases se décomposent de la façon suivante :

La 1ère étape sera celle du diagnostic approfondi et individuel pour chaque participant

2ème étape : Se connaître pour se mettre en valeur

3ème étape : Préparation aux changements

4ème étape : le module image

5ème étape : le module confiance en soi

6ème étape : Module Ressources « Réseaux sociaux / Internet »

7ème et 8ème étape : Travail sur les codes de l’entreprise et le projet professionnel

9ème étape : Recherche de solutions

10ème étape : Bilan Individuel et Collectif

Compte tenu de la particularité de ce public et du problème de mobilisation, de la part des jeunes et plus particulièrement des jeunes décrocheurs, que rencontre toutes les structures d’insertion et / ou de proximité, le déroulé tel que présenté ci-dessus n’est pas figé. Par conséquent les référents de cette action réajusteront leur accompagnement en fonction des contraintes, des particularités et / ou des urgences de ce public.

De plus, il sera proposé aux jeunes de construire et de monter un projet en lien avec le dispositif dans l’objectif d’impulser la posture d’acteur qui est nécessaire pour mener ces démarches.

Dès le démarrage de l'action, notre chargée de suivi et de communication auprès des entreprises prendra connaissance des profils afin de monter des partenariats avec des entreprises / organismes de formation et / ou écoles en vue d'échanger, de présenter les profils, d'anticiper sur des visites, petits déjeuners et PMSMP. L'idée étant que le jeune doit se confronter à la réalité du terrain pour pouvoir faire un choix judicieux et réaliste.

Moyens mis en œuvre :
1 ETP sur l'action et ½ temps administratif
L'espace : une salle de travail de 50m², une salle multi média de 15m², une salle d'enregistrement vidéo, un espace ressources (documentation, offres d'emploi, offres de formation….) de 50m²

Le matériel : 5 téléphones (dont 3 cabines isolées), un télécopieur, un photocopieur, 2 postes informatiques sur l'espace libre-service, un ensemble vidéoprojecteur, 8 accès internet.

La documentation : ROME, Kompass (France et Ile de France), les fiches du CIDJ, quotidiens (Parisien, Figaro, France Soir), hebdomadaires (Le Marché du Travail, Le Monde, Carrières et Emplois, J'annonce, La Gazette des communes, les Actualités Sociales Hebdomadaires, Transaction), mensuels (Rebondir, la Fonction Publique), documentations diverses, batterie de tests et supports logiciels : Transférence, Pass'Avenir, IRMR

Par ailleurs, un partenariat privilégié est instauré avec les structures du territoire et notamment, tremblaysienne afin que des relais puissent se faire dans l'intérêt du jeune (OMJT qui est la porte d'entrée des jeunes sur toutes les questions et qui a un chargé de projet "jeunes en rupture", la Mission Locale Intercommunale avec qui notre structure à un partenariat très étroit, l'association Appart qui travaille aussi sur l'axe insertion des jeunes avec une porte d'entrée via le sport, les CIO du territoire.....), l'idée étant de mobiliser tous les moyens qui pourraient permettre aux jeunes de se mobiliser dans son parcours, même s'il lui faut faire des allers-retours entre différentes structures mais avec toujours cette notion de suivi, de cohésion, de transparence et de visibilité qui permettra au jeune de se rendre compte que tous les moyens mis en oeuvre, ont pour objectif de l'amener vers "sa" réussite, car il ne faut pas non plus perdre de vue que la notion de réussite n'est pas toujours comprise ou entendue de la même façon, mais ce qui importe, c'est de savoir et de respecter comment le jeune veut la vivre.

Intérêt régional :

Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

La question des jeunes sortis prématurément du système scolaire à laquelle le Conseil Régional d'Ile de France est fortement attachée, croise également le public NEET (ni en emploi, ni en études, ni en formation) que vise le Fonds Social Européen à travers ses fonds IEJ et notamment la Garantie Jeune. Néanmoins avant l'étape de s'engager pour une longue durée à la recherche d'emploi, certains jeunes ont besoin de réinvestir cette notion et de lui donner un sens. Afin de garantir leur assiduité sur des dispositifs plus longs ou de leur permettre de reprendre confiance en des acteurs qu'ils considèrent comme des institutions, le projet PHENIX est l'opportunité pour une association telle que la nôtre de proposer un dispositif court, pouvant s'adapter à l'évolution du participant et à ses besoins de façon à lui permettre d'accéder à une reprise d'activité directement à la sortie de l'action ou après un passage dans un dispositif de droit commun.

Par ailleurs, les différentes réflexions avec les acteurs locaux pour mutualiser nos ressources et nos compétences envers ce public ont permis de convenir que ce public spécifique doit aussi faire l'objet d'une orientation municipale pour la mise en place d'un projet concerté.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Nombre de jeunes ciblés : 2 groupes de 6

Statuts des jeunes ciblés :

-Jeunes sortis du système scolaire ou en voie de sortie

-Jeunes inscrits ou non à la Mission Locale ou au Pôle emploi, désinvestis dans leur recherche d'emploi

-Agés de 16 à 25 ans

Localisation géographique :

- PARIS TERRES D'ENVOL (EPT7)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	9 000,00	39,13%
Achats de matériels et fournitures	500,00	2,17%
Entretien et réparations	300,00	1,30%
Locations	358,00	1,56%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	500,00	2,17%
Publicité, publications, relations publiques	400,00	1,74%
Charges de personnels	11 942,00	51,92%
Total	23 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	11 500,00	50,00%
Mairie de TREMBLAY EN FRANCE	11 500,00	50,00%
Total	23 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à la prévention	10 000,00 €
2015	Soutien à la prévention	7 500,00 €
2016	Phénix	11 500,00 €

	Montant total	29 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021042

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION ENSEMBLE POUR L'EMPLOI - SENSIBILISER A LA CREATION D'ACTIVITE -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	33 464,00 €	34,37 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENSEMBLE POUR L'EMPLOI
Adresse administrative : 100 AVENUE GASTON ROUSSEL
93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Sylvie BADOUX, Présidente

Date de publication au JO : 10 mai 2014

N° SIRET : 80873819900013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : Sensibiliser à la création d'activité (au sens large) et accompagner à l'émergence de leurs projets 40 décrocheurs / décrochés de Seine-Saint-Denis

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Sensibiliser 40 décrocheurs et décrochés au dispositif du Groupement de Créateurs : actions de proximité sur les territoires de Plaine Commune, Est Ensemble et Terres d'Envol,

- Accompagner ces jeunes à l'émergence et la formulation d'un pré-projet : projet de création de son propre emploi, d'une entreprise, d'une association, d'un évènement de quartier, d'un projet personnel…

Notre pédagogie d'accompagnement par le projet amène ces jeunes à construire leur projet en autonomie et à se confronter eux-mêmes à la réalité.

- Aiguiller et proposer aux jeunes des suites à l'issue de ce travail autour du projet : orientation vers une autre structure d'accompagnement vers l'emploi ou la formation, orientation sur des offres d'emploi ou vers un acteur technique de la création d'entreprise.

- Proposer aux jeunes qui le souhaitent d'intégrer la formation « Entrepreneur TPE », une formation de 6 mois à temps plein organisée en partenariat avec l'IUT, la CCI de Seine-Saint-Denis, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat et Garances à l'IUT de Saint-Denis (Université Paris XIII). Cette formation est accessible à tous, quels que soient leur âge, niveau de qualification ou projet. Ils peuvent ainsi reprendre un parcours de formation qui sera validé par le Diplôme d'Université de Création d'Activité (DUCA, aujourd'hui en cours de validation auprès de la CNCP), mais surtout, l'obtention du DUCA permet de valider 2 des 4 modules du D.A.E.U. (équivalent du Baccalauréat).

Description :
En phase de sensibilisation, l'action sera pilotée par le Groupement de Créateurs mais organisée en partenariat avec tous les acteurs locaux avec lesquels nous travaillons : acteurs jeunesses (PIJ, BIJ, LAJ), de l'insertion (Mission locale), partenaires sportifs (clubs de boxe, clubs de sport) et culturels (associations musicales), clubs de prévention,et bien sûr CIO et acteurs de la PSAD.

Cette action de sensibilisation sera favorisée par des actions de sensibilisation dans le quartier de prospection terrain, en individuel ou accompagnés des partenaires, et l'articulation avec les partenaires auxquels nous proposerons des interventions ou actions complémentaires. Nous travaillerons avec eux sur le ciblage plus précis des publics en décrochage.

Aucun jeune ne sera sélectionné par la suite. Nous proposerons à tout jeune motivé d'être accompagné sur son projet, son rêve, son envie de création.

Pendant la phase d'accompagnement à l'émergence de projets, les jeunes seront accompagnés en individuel et ou en collectif lors d'ateliers, selon leurs ressentis. Nous sommes vigilants à la confrontation du groupe pour des personnes fragiles, pour lesquelles le travail collectif peut parfois susciter un sentiment de concurrence, d'échec, des difficultés ou failles. Nous accompagnons de façon renforcée ces personnes pour les amener à confronter leur projet à la réalité tout en continuant la valorisation d'elles-mêmes.

Cette phase d'émergence est réalisée par l'animatrice du Groupement de Créateurs et ponctuellement par des prestataires sur deux ateliers collectifs (compagnie de théâtre ,coach… partenaires qui connaissent les publics en difficultés et ont une pédagogie adaptée).

En phase de formation, à temps plein, pendant 6 mois, avec une immersion d'un mois en entreprise. les enseignements sont évalués par un contrôle continu et par un contrôle final lors du jury final où les étudiants présentent leur projet personnel détaillé (business plan à l'appui) et rapport de stage.

Moyens mis en œuvre :
Phase de sensibilisation :

- Maraudes spontanées ou organisées avec les acteurs locaux dans les quartiers (souvent prioritaires) d'Est Ensemble, Terres d'Envol ou Plaine Commune. Ces actions de sensibilisation de proximité sont organisées de façon hebdomadaire et en fonction des demandes et besoin des territoires et partenaires.

- Participation à différents événements locaux (salons, évènements culturels, sportifs, associatifs...) afin d'aller chercher les jeunes.

- Organisation d'actions ciblées avec les partenaires "jeunesse" et autres pour capter le public.

En phase d'émergence :

- Organisation de rendez-vous individuels et invitation à participer aux différents ateliers organisés par l'animatrice du Groupement ou l'un de nos prestataires : Mieux se connaitre comme porteur de projet, Définir l'idée, Découvrir l'environnement de son projet, Les étapes de la création d'activité, Présentation orale de son projet.

Le jeune se voit proposer un accompagnement sur-mesure, en fonction de ses besoins.
Environ 30 ateliers sont organisés chaque année à titre d'exemple.

La phase de formation est constituée de 497 heures de cours, dont vous trouverez les détails dans un document ci-joint.

L'année est ponctuée de réunions de suivi avec nos partenaires locaux et prescripteurs, mais aussi de Comités de pilotage (deux par an) avec nos financeurs.

Intérêt régional : Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

Le Groupement de Créateurs propose une forme innovante d'accompagnement des publics éloignés de l'emploi, à la croisée de l'insertion et de la création, et particulièrement adaptée au public jeune.

Notre pédagogie, nos valeurs et notre adaptabilité sont notre force : nous écoutons dans le non-jugement, invitons les jeunes à faire part de leur rêve, les guidons dans l'aboutissement de leurs recherches, leur dispensant les informations plus techniques, leur proposant d'aviser elles-mêmes de leur suite de parcours (pertinence de poursuivre ce "rêve" ou projet de création ou retour plutôt vers un emploi ou une formation), et surtout dans le non-jugement.

Notre adaptabilité nous permet d'intervenir dans différents formats : maraudes avec des acteurs "terrain", interventions autour d'évènements ou d'actions collectives dans les quartiers, animation d'ateliers dans des structures partenaires, ou encore format d'accompagnement en rendez-vous individuels... Ces différentes modalités permettent de proposer un accompagnement sur-mesure aux jeunes.

Pour ces différentes raisons, mais surtout parce que nos résultats depuis 7 ans le démontrent, nous savons que notre dispositif a fait ses preuves auprès des publics et notamment de jeunes, et qu'il est de l'intérêt régional que de nous renouveler sa confiance pour accompagner les publics décrocheurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
40 jeunes décrocheurs / décrochés résidant en Seine-Saint-Denis, inscrits ou non à Pôle Emploi ou en Mission Locale.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de personnel - Animation	13 821,00	41,30%
Dépenses - Coordination	3 200,00	9,56%
Prestations sensibilisation	2 500,00	7,47%
Prestations DUCA	10 890,00	32,54%
Achats fournitures et documentation	200,00	0,60%
Communication	125,00	0,37%
Frais de réception	175,00	0,52%
Dépense indirecte de fonctionnement (15% dépenses de personnel)	2 553,00	7,63%
Total	33 464,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	11 500,00	34,37%
Subvention Région (valorisation de 7500 € "Groupement de Créateurs" de la Région IDF, dossier déposé le 23 mars, demande de subvention de 30 000 €)	7 500,00	22,41%
Subvention Département 93	2 500,00	7,47%
Subvention Est Ensemble	1 500,00	4,48%
Subvention Terre d'Envol	3 750,00	11,21%
Autres financement - Fonds de revitalisation	6 714,00	20,06%
Total	33 464,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Chantier école	54 320,00 €
2015	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	30 000,00 €
2015	Chantier école	55 000,00 €
2015	Passerelles entreprises	55 000,00 €
2015	Programme Opérationnel régional FSE-IEJ	42 721,60 €
2016	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	17 900,00 €
2016	Chantier école	55 000,00 €
2016	Passerelles entreprises	45 000,00 €
2016	Phénix	11 500,00 €
2016	Programme Opérationnel régional FSE-IEJ	42 721,60 €
2017	Soutien régional en faveur des Groupements de Créateurs Franciliens et de l'ANGC	30 000,00 €
	Montant total	439 163,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021055

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION L'IMPOSSIBLE - ATELIER DE PRODUCTION -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	31 000,00 €	32,26 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOC L IMPOSSIBLE
Adresse administrative : 181 AVENUE JEAN JAURES
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Maryse DOESS, Présidente

Date de publication au JO : 7 mai 2009

N° SIRET : 50446331600019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : Le projet "Ateliers de Production" est un projet qui vise à accompagner et à améliorer l'insertion de jeunes venant de l'E2C et de la PJJ à partir de la création artistique et numérique.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 février 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les objectifs du projet sont multiples :

- trouver une solution pour des jeunes peu ciblés par les dispositifs existants en terme de formation et de perspectives d'emploi;

- leur faire découvrir de nouvelles perspectives de formation et d'emploi liées à la question du numérique, du son et de l'image;

- les remobiliser vers la formation ou l'identification d'un emploi par un suivi individualisé. Le suivi individualisé va permettre de faire l'état des lieux des compétences acquises avant le stage et celles qui seront acquises pendant le stage;

- adopter une pédagogie adaptée, autour de la mise en action des jeunes et partir de ce qu'ils connaissent pour les embarquer dans des processus de création et faciliter l'apprentissage. Il s'agit de les remotiver en utilisant des méthodes pédagogiques qui peuvent se moduler en fonction de leurs centres d'intérêts;

- resociabiliser les participants. Le travail collectif de production artistique et numérique va permettre de les mettre dans une dynamique d'échange, de partage, de confrontation.

Description :
Pendant 5 mois, le Vent Se Lève accueille en continu des jeunes de l'E2C et de l'UEMO d'Aubervilliers dans le cadre de stages d'un mois. Les participants sont dans une dynamique d'expérience artistique et numérique, de développement de compétences et de suivi individualisé. Pendant 1 mois les jeunes concernés vont participer à la réalisation de productions collectives en son et en images et vont apprendre les différentes techniques utilisées, vont pouvoir approfondir leurs compétences et en développer de nouvelles. A la fin du stage, leurs réalisations seront montrées à un public extérieur au Vent Se Lève. Plusieurs étapes jalonnent leur stage :

1- un sas pour développer des compétences sociales et professionnelles à partir d'une expérience numérique et culturelle.

2- une découverte des outils numériques, son et image et d'un travail d'écriture et d'expression. Ils devront réaliser pendant leur stage 3 séquences sonores de 5 minutes contenant au moins 3 sources enregistrées et retravaillées. En image, ils devront réaliser 3 séquences filmées, montées et travaillées en texture.

3- un apprentissage individualisé et progressif des outils numériques (son et image) vers un objectif de création collective.

4- un suivi régulier par une évaluation personnalisée comprenant l'état des lieux des compétences initiales, celles acquises, la définition d'un objectif et l'identification des écarts et des freins au projet d'évolution professionnelles et un travail continu de réduction de ces écarts.
5- une définition progressive d'un objectif d'insertion sociale et professionnelle en réseau avec les différents partenaires du projet.

6- un accompagnement vers un projet personnel et professionnel adapté aux compétences acquises.

L'initiation personnalisée aux outils numériques est le point de départ du stage. Le travail du son et de l'image, en vue d'une création collective va permettre de mettre en oeuvre une pédagogie adaptée à chacun des jeunes accueillis.

Moyens mis en œuvre :
- des moyens humains : une chargée d'administration, une chargée de développement, une consultante chargée d'insertion et du suivi individuel des participants, un intervenant son et image chef du projet en permanence sur la totalité du projet sont mobilisés;

- des moyens matériels : l'association met à disposition le matériel nécessaire à la réalisation du projet. Un investissement en matériel son et image sera effectué.

Intérêt régional : Le projet et les objectifs qu'il vise s'inscrivent directement dans les préoccupations et le

champ de compétences de la Région en terme d'insertion puisqu'il s'agit de faire bénéficier des jeunes en situation de décrochage scolaire, éloignés de la formation et de l'emploi et des approches plus innovantes et adaptées aux spécificités de chacun. De plus, le projet permet de mutualiser les compétences des différents partenaires engagés et de créer un maillage territorial resserré.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le projet cible des jeunes de l'Écoles de la 2e Chance (E2C) de Villebon-sur-Yvette (91), école qui a pour objectif d'assurer l'insertion sociale, citoyenne et professionnelle de jeunes adultes sans qualification et sans emploi.

Il cible également des jeunes de la PJJ (Protection Judiciaire de la Jeunesse) souvent sortis du système éducatif et dont les perspectives d'insertion sont moindres. Nous travaillons pour cela avec l'UEMO d'Aubervilliers.

Au total, notre action se déploie auprès de 20 jeunes, 15 de l'E2C et 5 de la PJJ.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des personnels	9 150,00	29,52%
Charges sociales	5 850,00	18,87%
Mise à disposition	6 500,00	20,97%
Fournitures, communication, prestataires	4 200,00	13,55%
Moyens techniques	5 000,00	16,13%
Assurances	300,00	0,97%
Total	31 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	10 000,00	32,26%
Fonds propres	2 000,00	6,45%
Subvention CD 91	6 000,00	19,35%
Subvention FIPD 93	4 000,00	12,90%
Subvention Etat	3 000,00	9,68%
E2C	6 000,00	19,35%
Total	31 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	20 000,00 €
2015	Expérimentations en faveur de l'emploi	44 000,00 €
2015	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement (CR46-14)	10 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	20 000,00 €
	Montant total	94 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021066

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION APART - INSERTION SOCIALE & PROFESSIONNELLE PAR LE SPORT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	141 500,00 €	8,13 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APART ASSOC PREV PAR ARTS DE RUE TREMBLAY
Adresse administrative : 35 AVENUE CHAPPE
93290 TREMBLAY EN FRANCE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame LAURENCE RIBEAUCOURT, Présidente

Date de publication au JO : 30 septembre 2004

N° SIRET : 49081941400023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : Mener des actions de prévention (thématiques diverses : addictions, sécurité routière, citoyenneté, insertion sociale et professionnelle) auprès de la population jeune, des 13/20 ans, filles et garçon

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Suivi d'1 an de jeunes sur le plan du projet d'insertion professionnelle avec des temps forts : modules sportifs de remobilisation et de valorisation, captation des jeunes grâce au sport, engagement des jeunes dans l'association grâce à leur participation active dans l'organisation des actions, des projets et des évènements de l'association.

Accompagner les jeunes sur les plans social et éducatif tout au long du processus d'insertion.

Responsabiliser les jeunes et les amener à se construire une identité.

Lutter contre les préjugés et prévenir le risque de repli de ces jeunes en leur permettant d'accéder à des activités positives et en les valorisant : participation à des activités sportives, mais aussi à des évènements sportifs, à des colloques, à l'organisation de débats et d'évènements mis en place par les partenaires d'APART.

Inclure à ce groupe en priorité les publics de la MLDS des 3 PSAD pré citées + accent mis sur le public féminin. En 2016, de nombreuses filles sont venues à APART; elles sont ambassadrices auprès d'autres filles.

Se servir du sport comme un outil éducatif, approcher les jeunes inactifs par ce biais en leur proposant dans un premier temps des activités sportives attrayantes et vecteurs de confiance entre eux et les dirigeants de l'association. Le sport peut les aider ainsi à se socialiser.

Stopper la logique de l'échec et les aider à se reconstruire.

S'appuyer sur les partenaires locaux identifiés et reconnus pour leur sérieux et leur engagement en matière d'insertion professionnelle afin de construire un parcours d'insertion.

Effectuer un suivi de chaque jeune pour le garder dans un projet.

Description :
1)Evaluation sociale des situations des jeunes et préparation au processus d'insertion
Dès la 1ère rencontre avec un jeune, APART évalue les capacités et la motivation des jeunes ; l'association via ses dirigeants, en partie des travailleurs sociaux, évalue aussi l'engagement de chaque jeune et la faisabilité de l'intégration de ce dernier au sein du projet.

En préparation du parcours qui va débuter pour le jeune, les dirigeants travaillent sur l'Engagement du jeune dans sa propre réussite du projet. Afin que le jeune devienne un collaborateur motivé et engagé de l'emploi qu'il vise. Il est nécessaire que le jeune engagé puisse connaitre et appréhender toutes les données de son processus d'insertion : les étapes, le temps qui peut ne pas être immédiat, la difficulté pour obtenir les conditions pour réussir un projet professionnel (exemple : obtenir le badge afin de travailler sur la zone aéroportuaire, les conditions de formation et d'embauche, les multiples exigences… etc.).

Pour APART, les jeunes intégrés dans les groupes doivent être à 100 % en réussite d'un parcours original et exigeant.

Tout jeune qui serait en rupture du processus d'insertion proposé continuera d'être accompagné et suivi par APART en collaboration avec la Mission Locale jusqu'à son retour à un dispositif d'insertion, quel qu'il soit.

2)TREMPL'1 : un SAS de remobilisation

Organisation d'un SAS de 2 semaines, 5 jours par semaine de 9h à 17h avec un fil rouge : l'activité physique et sportive quotidienne. Chaque session accueille volontairement 12 jeunes maximum pour assurer un suivi et un coaching individualisés.

-Construire un SAS, module de remobilisation de 2 semaines souple et adaptable au jeune, pour stopper la logique de l'échec et amorcer une reconstruction sociale.

-Se sentir bien grâce à la pratique sportive tous les matins = activité principale.

-Valorisation, retrouver l'estime de soi, intégrer les codes sociaux et culturels indispensables à une insertion sociale et professsionnelle.

Moyens mis en œuvre :
La réussite des jeunes et du projet s'inscrit dans la collaboration entre les différents acteurs :

Jeune, famille, MLDS, lycées, mission locale, clubs sportifs
2 référents dirigeants bénévoles d'APART qui sont travailleurs sociaux dans leur champ professionnel = garantie de sérieux et de professionnalisme dans la démarche de projet + suivi des jeunes sur le plan social et familial si besoin avec orientation vers les services compétents bien identifiés.

Une équipe pluridisciplinaire, tous issus du champ social et éducatif, soit : 1 assistante sociale et 1 éducateur spécialisé de la Prévention Spécialisée, 1 conseiller en insertion, 2 emplois d'avenir (animateur) et des services civiques.

Partenariat important avec l'APELS : agence pour l'éducation par le sport. Mise à disposition de leur logistique et de leur organisation si besoin pour la participation de l'association à leurs évènements.

Temps personnel, les soirs, les week end, les vacances scolaires.

Biens personnels de chacun : véhicules, téléphones, ordinateurs…etc.

Réunions collectives : équipement jeunesse de la ville. idem / réception et évènements de communication.

Locaux et biens mis à disposition par les partenaires : mission locale, boutique emploi, clubs sportifs, ville.

APART se dote aussi de locaux accueillants et faciles à identifier pour les jeunes : au cœur de la ville de Tremblay, bien desservis par les transports en commun, pratiques (bureaux, salle, éléments de convivialité, cuisine).

Matériel mis à disposition pour l'équipe pluri disciplinaire d'APART : téléphones, voitures personnelles, bureautique.

Disponibilité et mobilité des intervenants d'APART : le temps du jeune n'est pas souvent le temps des institutions, l'adaptation sans excès est nécessaire pour capter un public difficile par définition à se fixer et à se projeter dans un temps régulé.

Intérêt régional :

Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

De nombreux jeunes qu'APART accompagne sont issus des publics MLDS (PSAD) ou SIEI; des partenariats conventionnés sont en cours de réalisation pour ces publics avec les MLDS des villes de Terre d'Envol.

Volonté de monter aussi un partenariat avec le campus des Métiers de Bobigny et le CFA de Villepinte pour travailler sur le projet professionnel de nombreux jeunes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Jeunes MLDS : 16/20 ans: 25 jeunes décrocheurs scolaires repérés par les bénévoles d'APART et par des associations locales partenaires + clubs sportifs: 25: 16/20 ans
filles: co-optées par leurs pairs en déscolarisation ou décrochage scolaire: 20 âgées de 16/20 ans.

Public dit classique d'APART pour l'aide au projet professionnel et à l'employabilité: 18/25 ans, sans emploi ni formation.

Localisation géographique :
- TREMBLAY-EN-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Atelier : modules Trempl'1	5 000,00	3,53%
Assurance	1 700,00	1,20%
Activités sportives	4 500,00	3,18%
Prestations, frais de mission	32 400,00	22,90%
Charges sociales contarts d'avenir	12 000,00	8,48%
Achats et fonctionement	79 900,00	56,47%
Services extérieurs	6 000,00	4,24%
Total	141 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	11 500,00	8,13%
Associations	87 500,00	61,84%
Subvention État	42 500,00	30,04%
Total	141 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Phénix	11 500,00 €
	Montant total	11 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021084

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION PLEXUS - CREER UN JOURNAL NUMERIQUE ARTISTIQUE AVEC DES JEUNES DESCOLARISEES -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	20 820,00 €	48,03 %	10 000,00 €
		Montant Total de la subvention	10 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLEXUS
Adresse administrative : 13 RUE HENRI SCHMITT
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ROSELYNE BURGER, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 79189813300016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : Créer un journal numérique artistique avec des jeunes déscolarisés de Montreuil-sous-Bois, qui induit pour les participants formation technique, ateliers de pratique artistique et rencontres

Date prévisionnelle de début de projet : 18 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
1.faire d'un projet artistique le tremplin vers un retour à la formation pour des jeunes déscolarisés.

2.faire du récit autobiographique et de son intégration dans une œuvre artistique collective le lieu de la constitution du moi et d'une autre perception de la réalité sociale et politique.

3. faire s'interroger les jeunes sur les usages des outils numériques et sur leurs potentialités par la

découverte de créations multimédias, de créations documentaire et des journaux libres et indépendants.

4. contribuer à mettre en relation les différents acteurs éducatifs et sociaux du territoire sur la question de l'appropriation des outils numériques dans leurs missions (Centre social, Mission locale, Psad, Lycée Eugénie Cotton, nouveau centre social du quartier Bel Air, antenne jeunesse Bel Pêche...).

5.créer des espaces de discussion et de débat à partir de la création et de la publication d'un journal partagé par tous.

Description :
Chatodozine propose à des jeunes de Montreuil de créer un journal numérique qui pourra aussi donner lieu à une édition papier. Ce journal s'inspire de l'esprit des fanzines, ces journaux indépendants composés librement de collages, photos, dessins, textes, qui mélangent les genres pour donner une vision singulière et critique du monde. Ici, à travers différentes expériences (formation technique, ateliers pratiques, rencontres), les participants découvriront les enjeux de la création éditoriale et des écritures interactives. Ils auront la possibilité de développer leur propre plateforme médias.

Aujourd'hui, Chatodozine.net existe déjà, fruit d'une première année d'expérimentations avec un groupe de 10 jeunes. Ce site internet a été conçu pour être repris en main et adapté aux envies et recherches des nouveaux participants. Ainsi le journal n'a pas une forme figée, au contraire, il se pense de manière évolutive et favorise une approche des technologies numériques qui met en avant l'autonomie et l'esprit du « faire par soi-même » (DIY).

Chatodozine se compose au fil de 3 démarches poreuses les unes aux autres :

1. « Planche-contact » :
La création des « journaux intimes » (menés avec la photo et la vidéo) : donne lieu à des ateliers collectifs et individuels encadrés à chaque fois par un artiste. Les jeunes choisissent un médium et s'engagent sur la durée de l'atelier. Les ateliers prévoient des temps importants de travail individuel seul ou avec l'artiste.

2. « Le QG » : l'animation d'un comité de rédaction constitué par l'ensemble des jeunes et des artistes. Il vise à réfléchir la restructuration de la matière réalisée pour qu'elle prenne la forme de cet « objet-journal ».

Rythme de 1&2 : sur 5 à 6 mois :
> 3 séances collectives
> 15 séances en groupe séparées selon les ateliers thématiques.

3. « La tribune » : présentation des réalisations des jeunes accompagnés de discussions animées par des intervenants invités et en présence des acteurs du projet.

Moyens mis en œuvre :
L'association PLEXUS :
L'équipe constituée est à géométrie variable, en fonction des différentes phases du projet.

Un auteur – réalisateur/monteur de film documentaire : Abdelatif Belhaj
Une auteure - photographe : Lolita Bourdet
Une graphiste - Clémence Passot
Un(e) assistant (e) à la production – en recrutement
Un/une stagiaire

5 bénévoles, pour la coordination, recherche de financement, assistance artistique, logistique des

restitutions

> Matériels audiovisuels et équipement : appareils photographiques, enregistreur, caméra, salle de montage
> Locaux de Plexus (Atelier d'artistes du Bel Air) et locaux des partenaires

Intervenants invités ponctuellement :
*formateur de l'Ecole Simplon et / ou des « voyageurs du code »
* Agnès Le Foulgoc – coordinatrice du CRASLAB
* Reporters citoyens (noms à venir) (porté par l'association Les Amis de LaTéléLibre)
* Simon Bouisson
Simon Bouisson est auteur-réalisateur. Diplômé de la Femis, il y a réalisé LES COMMUNES DE PARIS, première réalisation d'une désormais jolie liste de films interactifs : JOUR DE VOTE (France télévisions), MISSIONS PRINTEMPS (Arte France), TOUR EN TÊTE (Radio France), LES CARDINAUX (lesinrocks.com) ou le récent : STAINSBEAUPAYS™ (FTV nouvelles écritures). TOKYO REVERSE (France 4) Son travail : www.photosim.fr

*autres intervenants en cours

Les partenaires sociaux et éducatifs - relais sur les questions d'insertion et de retour à la formation : La mission locale de Montreuil, le CIO, le Lycée Eugénie Cotton, la Maison du Grand Air (centre social du Bel Air), le Centre Social Autogéré – La Parole Errante Demain, L'antenne Jeunesse Bel Pêche, le Club de prévention « Rues et Cités »

Intérêt régional : Chatodozine est un projet en ligne, qui bénéficie ainsi d'un accès facile et d'une visibilité à l'échelle régionale. Il s'inscrit dans les projets innovants en lien avec les thèmes de citoyenneté et de lutte contre l'exclusion scolaire de part sa transversalité :

Les actions mises en œuvre associent création artistique, transmission de connaissance et pratiques collectives, recherche documentaire et réflexion ainsi que des aller-retours réguliers avec l'espace plus pragmatique de la recherche d'emploi ou de formation. Notre démarche pose la question de la transversalité des pratiques et des méthodes comme le moyen de développer des nouveaux outils d'apprentissage et d'appréhension des enjeux du monde contemporain, éléments essentiels à la construction professionnelle des jeunes.

- l'accent mis sur le processus
Les artistes et intervenants choisis pour accompagner ce projet sont reconnus pour la qualité de leur démarche de transmission qui pose le processus comme primordial sur la réalisation finale.
- le lien entre "individu" et "collectif"

Le projet fait varier les moments collectifs et individuels, afin de permettre une qualité de réalisation et la mise en valeur des singularités de chacun, tout en réfléchissant à l'échelle collective et à la nature des groupes constitués.

Le territoire envisagé promet d'intéressantes circulations sur la ville et sur la Région Ile-de-France : que ce soit par l'origine des jeunes investis dans le projet (tout Montreuil), des intervenants ou des partenaires, (toute la région IDF) ou par les sorties proposées (en IDF).

Chatodozine a la volonté de s'inscrire dans la "famille" des médias indépendants et citoyens soutenus déjà en Région Ile-de-France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Public(s) cible(s) :
Une partie des jeunes visés par Chatodozine vit des difficultés sociales entrainées par une difficulté à s'insérer sur le marché du travail ou à s'orienter dans leurs études. Ils sont déscolarisés ou disqualifiés du fait de la nature de leur diplôme. Incertains quant à leur projet de vie et dans leurs projections d'avenir, ils sont enclavés dans le quartier. Il s'agit de jeunes qui ont échoué à l'école et qui ne disposent pas du capital social et culturel plébiscité par la société pour s'y insérer convenablement.
Ces jeunes constituent le cœur de cible du projet, mais Chatodozine entend s'ouvrir à d'autres profil afin de favoriser l'émulation collective et la mixité de genre et références culturelles et sociales.

Les participants viennent de plusieurs quartiers populaires de Montreuil-sous-Bois : Les Morillons, Bel Air – Grands-Pêchers, La Noue, des quartiers très séparés les uns des autres. Le projet se construit sur le fait d'impulser des circulations entre tous ces quartiers et en dehors (Lieux des ateliers, lieux d'enquête, lieux de sorties culturelles...)
La plupart des participants maîtrise la langue française, mais avec de grandes disparités selon le niveau d'étude. Chatodozine ne vise pas à améliorer le niveau linguistique au sens académique du terme. Mais bien l'envie et la capacité à s'exprimer.

Les participants auront entre 16 et 25 ans. Leur recrutement est fait grâce à un travail de synergie entre les acteurs du territoire (Centre social et Club de prévention, antenne jeunesse) et la Mission locale de Montreuil, du Cio et de la PSAD Montreuil, Le Lycée Eugénie Cotton ainsi que le réseau Foquale du district Montreuil/Noisy-le-Sec.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières et fournitures	1 400,00	6,72%
Achats de prestations de services	2 500,00	12,01%
Services extérieurs	760,00	3,65%
Publicité, publications, relations publiques	634,00	3,05%
Déplacements, missions et réceptions	400,00	1,92%
Charges de personnels	11 695,00	56,17%
Autres charges de gestion courante	3 431,00	16,48%
Total	20 820,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	10 000,00	48,03%
subvention Fondation de France	8 000,00	38,42%
Fonds propres	2 820,00	13,54%
Total	20 820,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021101

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MIVE - MISSION INTERCOMMUNALE VERS L'EMPLOI - SUIVI DES JEUNES DECROCHEURS SCOLAIRES -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	23 199,00 €	49,57 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MIVE MISSION INTERCOMMUNALE VERS L'EMPLOI
Adresse administrative : 4 BIS BOULEVARD CRETE
91100 CORBEIL ESSONNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Serge DASSAULT, Président

Date de publication au JO : 10 novembre 2012

N° SIRET : 41004816900040

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : Le dispositif vise la mise en place d'une prise en charge particulière des décrocheurs scolaires en favorisant la sécurisation de leurs parcours et leurs démarches d'insertion professionnelles.

Date prévisionnelle de début de projet : 2 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Chaque année, nous comptabilisons environ 60 jeunes décrocheurs scolaires (dont 64% issus des Quartiers Politique Prioritaires de la Ville) qui viennent s'inscrire à la MIVE suite à un arrêt de leur scolarité. Ces jeunes y mettent fin spontanément et se retrouvent désarmés face au marché de l'emploi qui devient de plus en plus exigeant.

Si la principale difficulté réside en l'absence de qualifications, on constate que ce public cumule des difficultés liées au savoir-être, à la méconnaissance totale des institutions qui les entourent et face auxquelles ils se retrouvent confronter pour la construction de leur parcours d'insertion.

A partir de l'accompagnement dans le cadre du dispositif « Accord National Interprofessionnel » qui a pris fin le 31 décembre 2015 et du nombre de jeunes décrocheurs scolaires qui viennent s'inscrire à la MIVE, nous avons clairement identifié la nécessité de proposer une action spécifique en direction des jeunes décrocheurs scolaires.
Cet appel à projet répond à la nécessité grandissante d'apporter une prise en charge soutenue à ce public afin de sécuriser leur parcours d'insertion.

Le projet vise la mise en place d'une prise en charge particulière des jeunes décrocheurs en favorisant la continuité des solutions de prise en charge et de l'accompagnement dès l'arrêt de la scolarité du jeune.

Nous visons la sécurisation des parcours des jeunes décrocheurs scolaires en proposant des actions spécifiques de remobilisation en complément des dispositifs déjà existants.

Description :
Ce dispositif vise à intégrer 40 jeunes dans un accompagnement renforcé qui durera 12 mois, le calendrier des intégrations prévoit d'intégrer 10 jeunes par trimestre. Nous souhaitons principalement permettre aux jeunes décrocheurs scolaires de s'outiller par le biais de formations qualifiantes ou viser un retour en scolarité.
Cet objectif sera possible en mettant en place les moyens nécessaires à la construction de projets professionnels tout en élaborant une stratégie pour lever les freins à l'insertion socio-professionnelle.

A partir d'un travail de repérage des jeunes qui viennent s'inscrire à la MIVE ou identifié dans le cadre d'un travail partenarial avec la cellule de suivi des décrocheurs scolaires du Centre d'Information et d'Orientation de Corbeil-Essonnes, le jeune sera reçu dans le cadre d'un entretien dit de 1er accueil. L'objet de cet entretien sera de faire une évaluation de la situation globale de jeune (identité, niveau scolaire, antécédents, etc.) ce qui permettra de bien identifier les problématiques du jeune. Un contrat d'engagements, reprenant les modalités d'accompagnement et la stratégie à mettre en place pour mener à bien le parcours d'insertion du jeune, sera signé par les deux parties.

La méthodologie d'accompagnement s'articulera autour de trois modalités complémentaires les unes aux autres :

- Un entretien individuel tous les 15 jours pour faire un point d'étape, analyser les opportunités et les besoins du jeune, vérifier sa progression, le remobiliser.

- Une mise en place d'ateliers mensuels et récurrents qui permettent de traiter une problématique qui aura été décelée chez le jeune.

- Une semaine de redynamisation par une prise en charge collective et à temps plein. A fin de chaque trimestre, 10 jeunes intègrent cette phase collective avec différents ateliers proposés et animés par un conseiller en insertion professionnelle ainsi qu'un chargé d'accompagnement spécifique.

Moyens mis en œuvre :
MOYENS HUMAINS MOBILISES :
- Salariés : 1 conseiller professionnel, 1 chargé d'accompagnement spécifique, 1 chargé de projets, 1 responsable de secteur, 1 assistante financière, 1 directeur adjoint, 1 directeur
Dont emplois aidés :1 chargé d'accompagnement spécifique

MOYENS MATERIELS :

Pour le Centre-Ville :
- Les locaux sont dotés de 2 salles d'accueil et d'une salle informatique équipée de 6 ordinateurs avec accès à Internet et Pack Office.
- Affichage des offres d'emploi / formation
- Documentation spécialisée (fiches CIDJ-ROME)

Pour l'Equipe Emploi Insertion des Tarterêts et La Nacelle :
- Les locaux sont dotés d'un pôle ressources, d'une salle de réunion et de 3 bureaux.
- Mise à disposition auprès du public en libre accès de 8 postes informatiques équipés d'internet et du pack Office.
- Affichage des offres d'emploi / formation
- Documentation spécialisée (fiches CIDJ-ROME)
- Presse locale et spécialisée
- Photocopieur – fax – scanner - téléphone

Intérêt régional :

Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

Aujourd'hui, la région propose de nombreuses formations (E2C, POP...) autour du travail du projet professionnel et de la remise à niveau.

Afin de permettre aux jeunes d'accéder à celles-ci dans les meilleures conditions possibles, cette action a pour objet de les préparer au mieux en repérant dans un premier temps les principales difficultés et dans un second temps en mettant en œuvre une stratégie permettant la levée de ces freins.

Notre objectif principal réside dans le fait d'une meilleure adhésion aux dispositifs régionaux afin d'éviter un maximum de déperdition. Cela passe par la création de liens avec notre structure à travers les différentes activités proposées de manière collective et/ou individuelle.

Le fil conducteur du dispositif repose principalement sur la fonction du chargé d'accompagnement spécifique en lien avec le conseiller en insertion professionnelle qui est en charge de prendre le relais sur le parcours du jeune après le dispositif.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Nombre de jeunes ciblés :
40 jeunes sont ciblés, 25 hommes et 15 femmes

- Statuts des jeunes ciblés :
Il s'agit principalement de jeunes âgés de 16 à 25 ans, sortis prématurément du système éducatif, sans diplôme ni qualification.

Localisation géographique :
- CORBEIL-ESSONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats fournitures	385,00	1,66%
Services extérieurs	1 614,00	6,96%
Autres services extérieurs	1 600,00	6,90%
Impôts et taxes	1 176,00	5,07%
Charges de personnel	18 168,00	78,31%
Dotations aux amortissements	256,00	1,10%
Total	23 199,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	11 500,00	49,57%
Subvention Commune Corbeil-Essonnes	8 625,00	37,18%
Contrat aidés CUI/CAE	3 074,00	13,25%
Total	23 199,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Chantier école	36 957,11 €
2015	Campagne d'informatisation	4 973,40 €
2015	Soutien aux contrats de ville	18 700,00 €
2016	Phénix	11 500,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	15 000,00 €
	Montant total	87 130,51 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021106

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION BELLEVILLE CITOYENNE - _BLANK -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	58 216,00 €	19,75 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION BLVL FESTIVAL
Adresse administrative : 40 AVENUE D'ITALIE
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Simon TABET, Président

Date de publication au JO : 1 décembre 2005

N° SIRET : 53487056300028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : _blank est une formation intensive et gratuite de 520 heures aux nouveaux métiers du numérique. Elle s'adresse à un public composé de jeunes (18-25 ans) issus de quartiers Politique de la Ville.

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
1. Formation intensive de jeunes issus de quartiers Politique de la Ville aux technologies les plus utilisées dans les secteurs en tension de l'économie digitale.

2. Accompagnement socio-professionnel personnalisé et insertion dans le monde du travail.

3. Mise en application sur projet réel : production de sites web, d'outils et de conseils destinés à accompagner la transition numérique des associations et TPE/PME locales.

Description :
_blank est l'abréviation d'une commande de code HTML qui programme l'ouverture d'une nouvelle page web (target ="_blank"). Ce nom a été choisi pour représenter le sursaut bénéfique que peut représenter l'apprentissage d'une compétence et la découverte des opportunités professionnelles attenantes pour un jeune au parcours de vie chaotique.

_blank est une formation intensive et gratuite aux nouveaux métiers du numérique (développeur/intégrateur web, animateur numérique, community manager...). La formation dure six mois, à raison de 24h de cours par semaine, avec 10h supplémentaire de mise à disposition d'espace de travail en coworking. Elle vise à enseigner les technologies les plus utilisées dans les secteurs en tension de l'économie numérique ainsi que, plus largement, à fournir une culture générale de l'Internet et de ses usages._blank est organiquement liée au quartier de Belleville. La formation est en effet axée sur la réalisation de sites webs destinés à soutenir les initiatives culturelles du quartier et à accompagner la transition numérique des acteurs associatifs locaux (réalisation de sites web dans le cadre de la formation, production d'outils et de conseil). _blank cherche ainsi à créer un cercle vertueux d'utilité sociale en mettant la formation professionnelle au service de l'intérêt général. Les quatre mois suivants sont consacrés à l'ingénierie du projet, à la recherche de prestations, à la R&D dans le domaine numérique et au suivi de l'insertion professionnelle des apprenants.

site du projet : http://blank.bellevillecitoyenne.fr/
GitHub : https://github.com/blank-project
Moodle (plateforme pédagogique développée en interne) : https://moodle.bellevillecitoyenne.fr/
facebook : https://www.facebook.com/blankblvl/?fref =ts

Moyens mis en œuvre :
Afin de mettre en place le projet nous devons mobiliser :

- Un coordinateur/chargé de développement à temps plein, un formateur principal à temps plein, un chargé d'insertion socio-professionnelle à temps partiel (0,2 ETP), un formateur occasionnel à temps partiel (0,2 ETP), des assistants formateurs bénévoles, des stagiaires chargés de maintenance/production.

- Un ordinateur et un écran par apprenants soit 15 au total.

- Du matériel pédagogique (imprimante 3D, rétro projecteur, documentation).

- Des prestations de conseil en informatique, mise en place d'outils.

- Aménagement du lieu de formation.

Intérêt régional :

Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

Besoins identifiés au niveau national (Grande Ecole du Numérique) :

- Besoins en recrutement des entreprises du secteur numérique
- Défaut d'insertion sociale et professionnelle des jeunes des quartiers Politique de la Ville.

Besoins identifiés au niveau local (Contrat de Ville, Projet de territoire Belleville-Amandiers) :

- Manque d'offre de formation au développement web sur le territoire
- Difficultés sur la transition numérique pour certains acteurs du territoire (associations, PME, collectivités)

Le projet _blank s'inscrit en outre dans les orientations définies par le Contrat de Ville 2015-2020 pour la ville de Paris dont l'un des objectifs opérationnels vise à "développer les compétences et les usages numériques", notamment en encourageant et pérennisant les fabriques sociales d'apprentissage de la programmation pour développeurs, codeurs et designers web. Cette action participe également au volet 1.2.3 du Contrat de Ville dont une des actions prévoit de "rapprocher les entreprises en mutation numérique des acteurs de l'innovation sociale formateurs de profils numériques atypiques".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
_blank a pour vocation d'accueillir un public composé de 15 jeunes (18-25 ans) issus de quartiers Politique de la Ville du Grand Belleville. L'ancrage local de l'association et le partenariat privilégié signé avec la Mission Locale du XXe ainsi que les éducateurs spécialisé du territoire (notamment la Fondation Jeunesse Feu Vert) nous permettent de rentrer en contact avec ces jeunes peu ou pas diplômés (niveau IV, V et infra V), en situation d'errance ou de reconversion professionnelle. Nous valorisons et encourageons la présence de femmes, sous-représentées dans les métiers du numériques, au sein de notre formation.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	47 766,00	82,05%
Prestations extérieurs (conseil, mise en place d'outils)	3 750,00	6,44%
Locations	1 700,00	2,92%
Frais de structure indirects	5 000,00	8,59%
Total	58 216,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	11 500,00	19,75%
Mécénat - Fondation de France	3 000,00	5,15%
Mécénat - Fondation MAIF	3 000,00	5,15%
Mécénat - Fondation CAF	15 000,00	25,77%
Mécénat - Crédit mutuel	3 000,00	5,15%
Reliquat	716,00	1,23%
Subvention État politique de la ville	18 000,00	30,92%
Subvention ville de Paris - politique de la ville	4 000,00	6,87%
Total	58 216,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	5 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	5 000,00 €
	Montant total	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021108

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION PARRAINS PAR MILLE - PARAINAGE PROFESSIONNEL DES JEUNES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	24 000,00 €	47,92 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS PARRAINS PAR'MILLE
Adresse administrative : 102 RUE AMELOT
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Christine ESCHENBRENNER, Présidente

Date de publication au JO : 14 mars 1990

N° SIRET : 39981222100048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : Re-mobiliser les jeunes "décrochés" du système scolaire et de formation, en s'appuyant sur des liens créés avec des parrains professionnels, afin de leur permettre une insertion professionnelle.

Date prévisionnelle de début de projet : 28 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Accompagner les jeunes, pris en charge et sortant des dispositifs de protection de l'enfance, vers l'autonomie et favoriser leur insertion professionnelle grâce au développement de leur réseau professionnel et à l'acquisition des codes de l'entreprise.

Remobiliser les jeunes les plus en marge d'une insertion professionnelle, en leur redonnant confiance en eux, en leur proposant des réponses adaptées à leurs besoins et en valorisant leurs compétences.

Aider les jeunes dans leur orientation professionnelle en leur faisant découvrir les "métiers de demain".

Promouvoir l'égalité des chances en donnant aux jeunes toutes les compétences nécessaires pour être compétitif sur le marché du travail.

Etablir un contact privilégié entre les jeunes de l'Aide Sociale à l'Enfance et le monde de l'entreprise.

Donner aux jeunes une meilleure connaissance du monde de l'entreprise.
Favoriser la pérennisation des liens tissés dans le cadre du programme en continuant d'accompagner, à la demande d'un parrain, de son filleul et de son référent de l'Aide Sociale à l'Enfance, leur relation dans le cadre d'un parrainage de proximité.

Description :
Fort d'un savoir-faire dans l'identification des besoins des jeunes au moment des sortie des dispositifs de la Protection de l'Enfance, la mise en relation et l'accompagnement de binômes de parrainage, Parrains Par Mille envisage une approche très personnalisée du parrainage professionnel.

Organisé en différents modules indépendants et sans ordre prédéfini, le programme sera adapté en fonction des besoins de chaque jeune. Un entretien sera organisé, à leur entrée dans le programme, afin de définir un programme sur-mesure. Les jeunes parrainés évolueront, au sein du programme, à leur rythme et seront acteurs de leur parrainage. Chaque module devra être validé avant de s'inscrire dans le module suivant.

Dix modules forment ce programme évolutif qui permet au jeune d'acquérir progressivement les fondamentaux nécessaires à sa future employabilité. Ces modules sont les suivants :

1. S'exprimer en entreprise.
2. Savoir être en entreprise.
3. Re-mobilisation (déplacement et ponctualité).
4. Candidature (CV et Lettre de motivation).
5. Numérique (Word, Excel...).
6. Jeux de rôles (préparation aux entretiens).
7. Personal Branding (améliorer son image professionnel sur le web).
8. Chercher des offres.
9. Réseaux sociaux (professionnellement).
10. "Vis ma vie" (immersion dans le monde professionnel).

Ces différents modules permettent aux jeunes d'obtenir progressivement les "billes" nécessaires à leur future employabilité. Chaque jeune est soutenu, pour chaque module, par un parrain, qui lui permet d'accéder au module suivant.

En complément, 5 ateliers collectifs seront mis en place afin de proposer aux jeunes des alternatives, compléments d'informations ou témoignages :

1. Entre pairs (témoignages d'"anciens" de la protection de l'enfance, en lien avec l'URADEPAPE).
2. Visites (d'entreprises dans des secteurs variés).
3. Métiers de demain.
4. Action citoyenne (valoriser et développer un engagement citoyen avec l'aide d'un service civique).
5. Présentation de formations.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :

L’équipe de parrainage sera constituée comme suit :

- 0.2 ETP coordinatrice des parrainages
- 0.1 ETP chargé de communication
- 0.1 ETP psychologue salarié
- 1 bénévole psychologue
- 1 service civique

L’équipe assurera les rencontres avec les jeunes, en début de programme, afin d’identifier leur besoins, les rencontres avec les bénévoles et les mises en relation. Par ailleurs, l’équipe de parrainage assurera également le suivi du parrainage et effectuera une évaluation à la fin de chaque module et à la fin du programme.

Les parrains seront recherchés à la fois au sein des entreprises partenaires de l’association, dont l’évolution de la relation partenariale permet de mobiliser des salariés, mais aussi au sein du réseau de parrains de l’association, dans le cadre du parrainage de proximité, et dont certains sont déjà mobilisés sur ce sujet.

Les parrains interviennent, afin de (re)mobiliser les jeunes (avec lesquels l’association les aura mis en relation), de leur faire découvrir le monde du travail, de leur transmettre les codes de l’entreprises et de leur ouvrir leurs réseaux professionnels.

Chaque parrain interviendra auprès de son filleul en maintenant un lien étroit avec l’association, qui a pour objectif de suivre le parrainage et de le soutenir, mais aussi en relation avec le référent de l'ASE du jeune.

Moyens financiers :

La mise en place et l’accompagnement d’un parrainage professionnel coûte 1200€ par jeune. Cela correspond à l’ensemble des coûts liés au fonctionnement : mise en place du parrainage, suivi personnalisé du programme, mobilisation des bénévoles, formations, communication, temps collectifs, réunions, RH, documentation…).
Afin de soutenir les parrains dans le cadre de leur parrainage, l’association leur proposera des formations autour des spécificités des jeunes qu’ils parrainent (leurs parcours, les problématiques qu’ils rencontrent, le respect de la confidentialité et du devoir de réserve de la part du parrain …).

Intérêt régional :

Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

Mobiliser le bassin de l'emploi existant sur l'ensemble de l'Ile de France en prenant en compte la mobilité des jeunes accueillis en Protection de l'Enfance en Ile de France.

Les jeunes pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance, évoluent, tant dans le cadre de leur parcours d'insertion, que dans le cadre de leur situation d'hébergement, à l'échelle d'une région. En effet, ces derniers peuvent, au cours de leur prise en charge, vivre plusieurs déplacements, en fonction de leur prise charge. Ils peuvent, par exemple, passer d'un foyer dans un département à un Foyer Jeune Travailleur, ou un appartement autonome dans un autre département.

Ainsi, l'insertion sociale et professionnelle des jeunes pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance s'effectue à l'échelle régionale, et nécessite donc une prise en compte régionale de leur insertion.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le programme de parrainage professionnel proposé par Parrains Par Mille concerne 20 jeunes la première année, âgés de 16 à 25 ans, confiés ou sortant des services de l'Aide Sociale à l'Enfance. Le programme vise les jeunes les plus en marge d'une insertion professionnelle, en amont de l'emploi. Les jeunes accueillis dans le cadre de la protection de l'enfance doivent bénéficier d'un accompagnement particulier qui prend en compte le contexte de leur parcours et le marché du travail. Ces jeunes sont accompagnés par leur référent de l'Aide Sociale à l'Enfance, dans la définition de leur projet d'insertion leur permettant ainsi d'accéder à une autonomie à la fin de leur accompagnement par le service.

Avant d'accéder au programme, le jeune est reçu par l'équipe de parrainage de Parrains Par Mille afin d'évaluer son adhésion au projet, il doit s'agir d'une « démarche volontaire du filleul », et d'identifier ses attentes et ses besoins. Cette évaluation se fera à l'aide d'un test de besoins. Cette étape, déterminante dans le bon fonctionnement du programme, permettra de co-construire avec chaque jeune un programme sur-mesure et de le mettre en relation avec des bénévoles qui lui permettront d'acquérir progressivement de nouvelles compétences.
Pour que le parrainage professionnel soit une réussite, le jeune doit en être l'acteur principal.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats Matières et fournitures	1 156,31	4,82%
Services extérieurs	7 189,45	29,96%
Impôts et taxes	38,11	0,16%
charges de personnel	13 736,96	57,24%
Dotations aux amortissements	1 744,17	7,27%
Autres charges indirectes affectées à l'action	135,00	0,56%
Total	24 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	11 500,00	47,92%
Mécénat (SFR-CASINO)	12 500,00	52,08%
Total	24 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	30 000,00 €
	Montant total	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021112

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION RIBAT - OASIS DES CITES -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	37 450,00 €	26,70 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION RIBAT
Adresse administrative : 1 AVENUE SUZANNE BUISSON
93140 BONDY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN FRANCOIS MORIN

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 78888902000012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : RIBAT : une passerelle innovante vers l'insertion professionnelle.

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Imaginer des propositions nouvelles de remobilisation pour des jeunes repérés sans solution, ciblant le retour en formation ou l'insertion professionnelle directe.

- Rétablir le lien avec les institutions
- Réinvestir des activités d'apprentissage
- Identifier et valoriser les compétences acquises,
- Gagner en autonomie et acquérir les codes
- S'inscrire dans des activités et des relations collaboratives

- Reprendre une formation
- Découvrir des métiers porteurs ou des formations insérantes

Description :
A ce jour, une trentaine de jeunes fréquentent RIBAT.

Le studio multimédia de RIBAT, construit par les jeunes eux-mêmes en mars 2014, est un véritable outil d'aide à l'insertion professionnelle, comme une première étape permettant aux jeunes de se structurer en vue de leur entrée dans le monde professionnel :

-travail sur l'expression écrite et orale (écriture et enregistrement de chansons) ;
-travail sur le savoir-être (intégration des règles d'utilisation du studio - horaires, respect du matériel et du local, intégration aux divers groupes de jeunes, parfois rivaux, venant au studio) ;
-préparation d'un événement multimédia au 1er semestre 2018 avec toute une dimension de conception d'événement, d'organisation logistique et de communication.

Ensuite, en deuxième étape pour ceux qui se sentent prêts à aller plus loin :

-aide à la rédaction de CV et lettres de motivation ou orientation vers la Mission locale et Pôle emploi où tous ne sont pas inscrits et le Points Information Jeunesse de la Maison de la Jeunesse et des Services Publics de la ville de Bondy ;
-relais vers les jeunes des offres de formation et d'emploi, diffusées par la Maison de l'emploi de Noisy-le Sec.

Dans certains cas, nous accompagnons personnellement les jeunes dans les rendez-vous.

Enfin, il est à noter que des initiatives sont prises aujourd'hui par les jeunes de RIBAT en dehors du local : tournage de clip ; répétitions dans le studio municipal MAO ; production dans divers concerts ; participation à la fête de quartier.

Le local est ouvert chaque semaine de 14h à 20h les mardis et jeudi ; de 14h à 22h le mercredi et le vendredi, avec la possibilité d'ouvrir le samedi et le lundi si un jeune référent en prend la responsabilité.

Les créneaux pour la rédaction de CV, lettres de motivation et entraînement aux entretiens d'embauche sont fixés le mardi matin de 11h à 13h, le jeudi matin de 10h à 12h et tous les jours de 14h à 18h.

Moyens mis en œuvre :
La pédagogie innovante de RIBAT repose donc sur l'initiative accompagnée des jeunes dans la conception puis la mise en œuvre de projets qui leurs soient propres, en vue de s'insérer professionnellement.

Moyens humains :

- L'intervenant cofondateur de RIBAT, Olivier LEDUC, une fois par mois jusqu'en décembre 2017, auprès du responsable de développement de RIBAT, Peter BOGAT, pour conseiller celui-ci sur la pédagogie d'éveil aux initiatives des 16-25 ans;
- Le responsable de développement de RIBA, Peter BOGAT ;
- L'animateur socioculturel salarié de RIBAT, ex volontaire en Service civique, Trevor PINTOR;
- Le stagiaire en alternance sur l'image et vidéo à RIBAT, Kevin JULIENO ;
- Un autre stagiaire qui sera chargé de l'accompagnement vers l'insertion, à recruter après obtention de la subvention PHENIX 2017 dans le cadre des "100 000 stages " du Conseil régional Ile-de-France;
- Le soutien humain de l'équipe du Rocher, qui oriente vers RIBAT tous les jeunes de 16-25 ans en errance de la cité qu'elle rencontre puisqu'elle est implantée dans le quartier depuis 17 ans.

Moyens matériels :

Un local loué par Le Rocher à Bondy nord (93);
Du matériel informatique haut de gamme pour faire des enregistrements son, des montages vidéos de clips musicaux, entreposé dans le local.
Un partenariat local avec des centres de formation (ex : Ecole européenne de sécurité privée ; EPIDE ; E2C) ; la Maison de l'emploi, la Mission locale ; le Point Information Jeunesse et avec des entreprises d'Île-de-France (ex : Soproréal à Aulnay-sous-Bois ; La Boîte noire etc.).

Intérêt régional :

Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

- Contribuer à la diminution du nombre de jeunes décrocheurs dans la région Ile-de-France en particulier dans les quartiers prioritaires de Bondy (93) ;

- Contribuer à rapprocher les entreprises d'Ile-de-France des jeunes les plus éloignés du monde du travail ;

- Favoriser une meilleure prévention de la délinquance et de la radicalisation par une meilleure insertion sociale et professionnelle.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
20 jeunes de 16-25 ans;

5 filles ; 15 garçons;

dont 5 suivis par la PSAD du Raincy (93);

Tous majoritairement originaires de Bondy nord (Noue-Caillet ; Terre Saint-Blaise).

Localisation géographique :
- BONDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures	3 102,00	8,28%
Prestations de service	6 947,00	18,55%
Services extérieurs	2 239,00	5,98%
Déplacements	777,00	2,07%
Impôts et taxes	3 458,00	9,23%
Charges de personnel dédiées à l'action	20 927,00	55,88%
Total	37 450,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	10 000,00	26,70%
Fondations Bettencourt et SNCF	13 890,00	37,09%
Subvention État - contrat de ville	9 000,00	24,03%
Etablissement public territorial Est-Ensemble -contrat de ville	2 000,00	5,34%
ASP Contrat aidés	2 560,00	6,84%
Total	37 450,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Phénix	6 000,00 €
	Montant total	6 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021145

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CAP 91 - CONSEIL ANIMATION PREVENTION -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	51 836,00 €	21,22 %	11 000,00 €
	Montant Total de la subvention		11 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAP 91 CONSEIL ANIMATION PREVENTION
Adresse administrative : 4 IMPASSE MAXIME LISBONNE
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : 14 juin 2014

N° SIRET : 80260614500018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : La présente demande concerne un appui au fonctionnement global du projet associatif. L'activité de l'association est organisée autour de troix axes : 1 Volet Orientation 1 Volet Social 1 Volet Emploi

Date prévisionnelle de début de projet : 10 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet Ma Cité m'a Incité a pour objectif général d'accompagner un travail collaboratif élaboré par des groupes de jeunes en mettant en place des actions solidaires dans le quartier et/ou la ville.

Les thématiques retenues sont :

- La remobilisation
- Le retour en formation

Description :
Phase 1 Coaching :

Cette première phase consiste à accueillir le groupe de jeune durant différentes matinées ou après-midi tout au long de l'accompagnement afin d'observer :

-Les savoirs-être acquis
-Les difficultés qui se posent en frein
-Les mauvais comportements
Ces temps alterneront des temps collectifs où seront abordés à la fois des thématiques telles que la citoyenneté, la liberté, l'égalité la fraternité, la solidarité etc. et des temps individuels sous forme d'entretiens.
Le travail de groupe sera privilégié durant les ateliers avec de la recherche et de la restitution.

La pédagogie active utilisée pour le coaching a pour objectif de positionner le jeune en situation d'action et non d'assimilation position plus scolaire

Phase 2 : Team

La seconde phase consiste à des regroupements afin de consolider les liens entre les jeunes à travers des activités de cohésion de groupe et/ou du sport.

Phase 3 : Working

Cette troisième étape marque le lancement du travail en groupe. Il sera composé essentiellement de temps de préparation des actions. Le groupe devra déterminer les dates de rencontre, le partage des tâches, comment réaliser les actions etc.
Le groupe sera accompagné par son référent qui sera chargé de le guider lorsqu'il rencontrera des difficultés.
A noté que le groupe devra filmer son intervention pour le feedback. Il sera aussi chargé d'alimenter une page du site internet de l'association (crée pour l'action) avec un journal de bord.

Phase 4 : D-Day

C'est la réalisation des différentes missions selon l'échéancier prévu et les partenariats mis en place.

Phase 5 : Feedback

Cette dernière étape marque l'aboutissement du travail collaboratif. Elle sera clôturée par une soirée de mise à l'honneur des jeunes qui auront participé aux actions collaboratives. A cette occasion les familles des jeunes et les partenaires seront conviés.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains

Equipe projet :

1 comité de pilotage (familles volontaires, habitants, membre du conseil citoyen)

1 chargée de mission

2 stagiaire BPJEPS
1 stagiaire DEJEPS

Moyens matériels :

1 espace formation
1 espace multimédia pour le travail collaboratif

Intérêt régional :

Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

Niveau micro : -Incite l'engagement citoyen du jeune
A cours terme : - Reprendre confiance en ses capacités

Niveau mezzo : -Favorise la solidarité et le vivre ensemble dans la Cité
A moyen et long terme : - Renforce le sentiment d'appartenance à la république

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 5 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Cible direct : 15 jeunes / Cible hors les murs : 90 jeunes

Localisation géographique :

- CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat	2 950,00	5,69%
Services extérieurs (Location, assurance documentation)	1 686,00	3,25%
Autre services extérieurs (Publicité, publication)	1 800,00	3,47%
Charges de personnel	45 400,00	87,58%
Total	51 836,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	11 000,00	21,22%
Mécénat SNECMA	2 320,00	4,48%
Commune EVRY	2 500,00	4,82%
Politique ville (micro projet)	1 500,00	2,89%
Département CD91	6 000,00	11,57%
Subventions (Etat Emploi Avenir)	26 016,00	50,19%
CAF	2 500,00	4,82%
Total	51 836,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	11 000,00 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 06/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-275

DU 5 JUILLET 2017

DÉVELOPPER LE LIEN ENTRE LES LYCÉES ET LES ENTREPRISES ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À DES ASSOCIATIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT DE PARTENARIATS LYCÉES-ENTREPRISES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative à l'adoption du Schéma Régional de la formation initiale et continue tout au long de la vie pour 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 26 juin 2008 relative à la mise en œuvre du Schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 84-11 du 29 septembre 2011 relative à la réussite des élèves, « paroles de lycéen-ne-s », la suite de la consultation ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 Nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéens ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 94-16 du 19 mai 2016 portant sur l'ouverture des lycées sur le monde de l'entreprise ;

VU La délibération n° CP 16-441 du 21 septembre 2016 relatif à développer le lien entre les lycées et les entreprises ;

VU La délibération n°CR 2017-51du 9 mars 2017 relative à la charte sur les valeurs de la République et de la laïcité de la Région Ile-de-France ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-275 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique

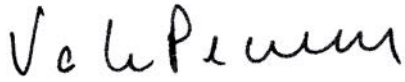
Décide de participer au titre du dispositif « Ouvrir les lycées sur le monde de l'entreprise » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 177 700 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature avec les bénéficiaires, de conventions conformes au modèle type approuvé par délibération CR n° 84-11 du 30 septembre 2011 et modifié par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et n° CR 51-

17 du 9 mars 2017 et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 177 700 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », Programme « Schéma des formations » (128005), Action « Réussite des élèves » (12800501) ; du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Etat récapitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-275	Budget	2017

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**128005 - Schéma des formations**
Action	**12800501 - Réussite des élèves**

Dispositif : N° 00000967 - Ecole Entreprise

Dossier	17009034 - ECOLE ENTREPRISE 2017 2018 - ENTREPRENDRE POUR APPRENDRE			
Bénéficiaire	R38738 - ENTREPRENDRE POUR APPRENDRE IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
125 050,00 €	TTC	31,99 %	40 000,00 €	

Dossier	17009061 - ECOLE ENTREPRISE 2017 2018 - LE RESEAU			
Bénéficiaire	P0035103 - ASSO RESEAU NATIONAL ENTREPRISE EDUCATION			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	32 700,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
48 804,00 €	TTC	67 %	32 700,00 €	

Dossier	17009064 - ECOLE ENTREPRISE 2017 2018 - 100 000 ENTREPRENEURS			
Bénéficiaire	P0024217 - 100 000 ENTREPRENEURS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
257 750,00 €	TTC	11,64 %	30 000,00 €	

Dossier	17009068 - ECOLE ENTREPRISE 2017 2018 - BGE			
Bénéficiaire	R15807 - BOUTIQUES DE GESTION PARIS IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	TTC	80 %	40 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-275	Budget	2017

Dossier	17009070 - ECOLE ENTREPRISE 2017 2018 - ECOLE ET VIE LOCALE				
Bénéficiaire	R10767 - ECOLE ET VIE LOCALE				
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	15 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
36 000,00 €	TTC	41,67 %		15 000,00 €	

Dossier	17009082 - ECOLE ENTREPRISE 2017 2018 - CROISSANCE RESPONSABLE				
Bénéficiaire	R23791 - INSTITUT DE FRANCE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	20 000,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
120 000,00 €	HT	16,67 %		20 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000967 - Ecole Entreprise	177 700,00 €

Total sur l'imputation 932 - 28 - 128005 - 12800501	177 700,00 €

Annexe 2 Fiches projets

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009082

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ECOLE ENTREPRISE 2017 2018 - CROISSANCE RESPONSABLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	120 000,00 €	16,67 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-65738-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT DE FRANCE
Adresse administrative : 23 QUAI DE CONTI
75006 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur Gabriel de BROGLIE

N° SIRET : 18004404200018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecole Entreprise
Rapport Cadre : CR94-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La fondation Croissance Responsable, sous l'égide de l'Institut de France, souhaite favoriser la communication entre les entreprises et le grand public afin de mieux lui faire comprendre les enjeux de l'économie. L'une de ses actions phares s'adresse ainsi aux professeurs, pilier de la formation et de l'orientation des élèves. Le dispositif « Profs en entreprise » consiste ainsi à envoyer des enseignants au sein d'une entreprise afin qu'ils en découvrent le fonctionnement, les métiers, les compétences attendues et tissent un réseau partenarial.

Description :
Les personnes bénéficiaires du programme Prof en entreprise sont les enseignants de collège et lycée de l'enseignement général et technologique, toutes matières confondues, ainsi que les conseillers d'orientation psychologues (COP). Les enseignants concernés sont notamment ceux qui interviennent aux moments clés de la construction du parcours professionnel des élèves ou/et ceux qui ont une responsabilité particulière sur ce plan (classes de 3è et 2de, professeurs principaux).
Le programme est ouvert aux futurs enseignants en cours de formation dans les ESPE (Écoles supérieures du professorat et de l'éducation) : ils peuvent suivre le programme classique ou s'ils le souhaitent et se destinent à l'enseignement de l'économie, suivre un format spécifique donnant lieu à un

petit rapport - stage de 5 jours articulé autour d'une étude de cas dans l'entreprise, et avec pour finalité de construire une exploitation pédagogique à partir d'un cas réel.

Les objectifs sont multiples :
- Permettre au monde de l'enseignement et de l'entreprise de mieux se connaître, se comprendre, faire tomber les idées reçues, etc. ;
- Ouvrir les portes de l'entreprise aux enseignants pour qu'ils puissent en appréhender le fonctionnement interne, l'organisation, les métiers, repérer des parcours professionnels et les compétences requises au-delà des diplômes ;
- Permettre ensuite de mieux guider et accompagner les élèves dans la construction de leur projet et leur orientation ;
- Favoriser, le cas échéant, la poursuite de partenariats entre l'enseignant, l'établissement scolaire et l'entreprise.

Le programme Prof en entreprise propose une formation économique de 4 jours -dont 3 d'immersion en entreprise- aux conseillers d'orientation et aux enseignants de collège et lycée d'enseignement général et technologique, toutes matières confondues, notamment les professeurs principaux et ceux qui interviennent aux moments clés de la construction du parcours professionnel (classe de 3e et 2nde).

Pour l'année 2017/18, il est prévu que 130 professeurs bénéficient du programme pour les trois académies d'Ile-de-France sur les sessions d'automne 2017 et printemps 2018.

Moyens mis en œuvre :
Chaque stage se déroule en trois temps :
•Une demi-journée collective de sensibilisation à l'environnement économique, à l'organisation des entreprises et à l'emploi.
•Panorama macro-économique et rôle des entreprises dans l'économie
•Panorama sur l'organisation de l'entreprise, les fonctions, métiers et les enjeux des ressources humaines
•3 jours d'immersion en entreprise organisés « sur mesure » avec chaque entreprise. Ces trois journées, pas forcément consécutives, se déroulent dans un délai de trois mois après la demi-journée de sensibilisation.
•Une demi-journée en groupe dédiée au retour d'expérience.

En Ile-de-France deux sessions de stages sont organisées chaque année, au printemps et à l'automne

1/ Des documents d'information sont remis aux enseignants lors de la première demi-journée de la session de stage :
-une fiche « entreprise-contact » (fiche descriptive sur l'entreprise affectée à l'enseignant) ;
-la clause de confidentialité à remettre par l'enseignant à l'entreprise ;
-une fiche "organisation du stage" avec toutes les informations pratiques.
-une fiche programme de la 1ère demi-journée avant l'immersion en entreprise
-un questionnaire d'évaluation envoyé aux entreprises participantes au programme à la fin des sessions de stages

2/ Des outils de communication ont été créés pour participer à la meilleure visibilité du programme :
-un site internet avec une page dédiée au programme Prof en entreprise
-sur les réseaux sociaux : un compte Twitter @CroissanceResp, une page Facebook, une chaine Youtube et une page LinkedIn.
- une vidéo de présentation du programme sur le site et la chaine Youtube + 4 vidéos portrait d'enseignants réalisées suite à leur stage en entreprise, visibles sur le site et sur les réseaux sociaux cités précédemment.
- une plaquette de présentation de la Fondation avec un focus sur le programme Prof en entreprise, et des flyers sur Prof en entreprise

-Moyens humains

Un indépendant responsable du programme et des relations avec les partenaires institutionnels, est chargé de sa mise en œuvre pour les trois académies d'Ile-de-France.
Un permanent, en charge de la direction de la Fondation et qui intervient en soutien pour la mise en œuvre de l'action, la communication et la coordination avec les autres actions.

-Moyens matériels

•un lieu de réception pour organiser la demi-journée de sensibilisation à l'environnement économique et à l'emploi qui ouvre chaque session et est un préalable nécessaire avant l'immersion en entreprise. Ce lieu est également nécessaire pour accueillir la demi-journée de retour d'expérience qui clôture la session en permettant un libre échange avec les enseignants et la réalisation d'une évaluation du programme.

•des documents remis aux enseignants lors de la première demi-journée de la session de stage : une fiche « entreprise-contact » (fiche descriptive sur l'entreprise affectée à l'enseignant) ; la clause de confidentialité à remettre par l'enseignant à l'entreprise ; et une fiche "organisation du stage" avec toutes les informations pratiques.

•la recherche d'entreprises de secteur et de taille très divers implantées dans des lieux favorisant la proximité avec l'établissement scolaire et pouvant accueillir des enseignants une à deux fois par an durant trois jours.

•des outils de communication adaptés pour faire connaitre le programme auprès des enseignants et des entreprises (site internet, vidéos, flyers, plaquettes, réseaux sociaux, etc).

-Outils prévus

La Fondation propose deux outils pour accompagner le programme Prof en entreprise :

-la création d'une vidéo e-learning pour permettre aux enseignants géographiquement éloignés du lieu des deux réunions en groupe, avant et après l'immersion, de suivre la formation proposée sur l'économie et l'organisation de l'entreprise.

-La création d'une mallette pédagogique sur les métiers qui recrutent, avec un contenu à la fois print et numérique. Pensée pour s'inscrire dans la continuité des stages en entreprise et pour compléter les connaissances des enseignants sur le monde de l'entreprise et l'emploi, cette mallette sera remise aux stagiaires lors de la demi-journée de retour d'expérience. Elle contiendra une centaine de fiches métiers, des vidéos pédagogiques, la vidéo e-learning citée plus haut, un jeu de cartes, un guide pour l'enseignant avec de nombreuses ressources utiles, des fiches pour l'animation d'atelier en classe.

Dans un premier temps, 1000 exemplaires seront produits et une version 100% numérique sera aussi réalisée pour une diffusion la plus large possible.

-Critères d'évaluation prévus :

Le projet sera évalué selon plusieurs indicateurs :

-Indicateurs d'activités :
1. Nombre d'enseignants bénéficiaires d'un stage dans chaque académie partenaire
2. Nombre d'heures de formation produites au total

-Indicateurs d'impact et de satisfaction :
1. Sur la base de la matinée de retour d'expérience organisée en clôture de chacune des sessions de stages, il est possible, via l'échange direct avec tous les enseignants, d'évaluer l'impact que l'expérience

en entreprise a eu sur l'état de leur connaissance de cet environnement et sur la façon dont ils utiliseront cette expérience auprès de leurs élèves et de leurs collègues enseignants.
2. La matinée de retour d'expérience permet aussi l'évaluation par les enseignants de la qualité de l'action qu'ils ont vécue.
3. Un questionnaire d'évaluation est aussi envoyé aux entreprises ayant accueilli un enseignant.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois

Public(s) cible(s) :
Les enseignants de lycée d'enseignement général et technologique et les conseillers d'orientation psychologues

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaire permanent déléguée générale	59 214,00	49,35%
Honoraires responsable de programme	25 000,00	20,83%
Location bureau	21 600,00	18,00%
Frais telecom	462,00	0,39%
Hébergement site internet	1 200,00	1,00%
Impression supports de communication	1 274,00	1,06%
Vidéos pédagogiques	5 000,00	4,17%
Livret pédagogique	6 250,00	5,21%
Total	120 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	20 000,00	16,67%
Donations entreprise	70 000,00	58,33%
Donations personnes physiques	30 000,00	25,00%
Total	120 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Ecole Entreprise	20 000,00 €
	Montant total	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009061

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ECOLE ENTREPRISE 2017 2018 - LE RESEAU

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	48 804,00 €	67,00 %	32 700,00 €
	Montant Total de la subvention		32 700,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSO RESEAU NATIONAL ENTREPRISE EDUCATION
Adresse administrative : 32 BD PAUL VAILLANT COUTURIER
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Yves DESJACQUES, Président

Date de publication au JO : 6 décembre 2006

N° SIRET : 49511099100033

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecole Entreprise
Rapport Cadre : CR94-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet vise à pérenniser le lien entre l'école et l'entreprise, de favoriser la construction d'un projet d'orientation qui soit choisie et non plus subie par les élèves issus principalement de l'éducation prioritaire et de lutter contre le décrochage scolaire précoce.

Il vise pour les entreprises à :
-aider au plus près les élèves dans la construction de leur projet professionnel,
-participer à leur orientation,
-remplir leur rôle d'entreprise citoyenne auprès des jeunes en difficulté.

Pour les lycées participant au projet :
-bénéficier d'une approche pratique et concrète de la découverte de l'entreprise au bénéfice des élèves

-garantir un planning d'actions variées tout au long de l'année.

Description :
Les « Jumelages d'échanges solidaires » est un programme mis en œuvre par « Le Réseau », en partenariat avec le ministère de l'Education nationale et permet de renforcer de manière pérenne les liens locaux entre Ecole et Entreprise. Suivant le même principe que les jumelages intercommunaux, ce programme consiste à jumeler un lycée professionnel à une entreprise locale ou une structure locale d'entreprise (point de vente, de production, d'activité commerciale ou industrielle, siège social ou administratif national ou local…) disposant d'une implantation proche de celui-ci afin d'établir un programme « d'échanges solidaires » sur l'année scolaire. Voici les 4 types d'action proposées dans le cadre des « échanges solidaires » :

-La séquence d'observation en milieu professionnel ou stage. Il permet de sensibiliser les élèves à l'environnement technologique, économique et professionnel durant la période de stage fixée par l'établissement et définit dans le cadre de leur formation initiale.
-La visite en entreprise. Elle permet aux élèves de se familiariser avec les processus de production ou les structurations des entreprises.
-L'intervention d'un professionnel en classe. Elle permet d'apprendre aux élèves le savoir être en entreprise (ponctualité, politesse, apparence…), de lutter contre les préjugés et l'autocensure à travers la description du parcours d'un professionnel, de connaître les conditions concrètes d'admission et évaluer un parcours d'orientation, et d'associer les disciplines scolaires aux métiers de l'intervenant. Par ailleurs, des sessions de coaching aux techniques de recherche d'emploi (job-datings, aide à la rédaction de CV/lettres de motivation, simulations d'entretien d'embauche…) pourront être organisées à la demande des établissements.
-Le forum des métiers. Il permet de distinguer les diplômes et les niveaux de qualification des différents métiers présents, de connaître les métiers relatifs à une secteur à tous les niveaux de qualification, d'élaborer et planifier une recherche d'informations à partir des entreprises présentes afin de formuler son orientation.

Organisation détaillée, déroulement, différentes étapes,… :

-Rentrée scolaire 2017 : début du projet, prise de contact avec les lycées professionnels de la région via les services académiques afin de constituer les 20 premiers jumelages.
-Octobre-décembre 2018 : création des 20 premiers binômes référents enseignants-collaborateurs d'entreprise afin d'établir les 20 premiers programmes d'« échanges solidaires ».
-Janvier 2018 : Mise en œuvre des « échanges solidaires » dans les différents établissements concernés.
-Juin 2018 : bilan des actions réalisées durant l'année scolaire 2017/2018 dans le cadre de la « Journée annuelle des « Jumelages d'échanges solidaires » » en présence des différents partenaires (enseignants, chefs d'établissements, collaborateurs d'entreprises, institutions : ministère de l'Education nationale, conseil régional d'IDF, rectorats des 3 académies d'IDF).

Supports d'information réalisés dans le cadre du projet

Il est fait mention du projet dans l'ensemble des publications papier et numérique de l'association, à savoir :
-la rubrique dédiée aux jumelages sur son site web,
-sa newsletter mensuelle destinée à l'ensemble de ses membres et partenaires,
-tous ses comptes sur les réseaux sociaux.
Par ailleurs, les actions réalisées dans le cadre du projet sont également relayées ponctuellement dans les publications du CGET et du « Club des Partenaires ».

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :

Les moyens mis en œuvre sont de différents ordres :
-Les permanents de l'association se chargent de la coordination du programme et de son suivi.
-Les collaborateurs des entreprises partenaires qui s'engagent dans les jumelages œuvrent à l'information et à l'orientation des élèves.
-Les enseignants des établissements partenaires qui s'engagent dans les jumelages assurent une préparation pédagogique de leurs élèves avant chaque action et permettent au « Réseau » d'identifier les publics décrocheurs.
-Les services de l'information et de l'orientation de chaque académie avec laquelle « Le Réseau » a conventionné permettent à celui-ci d'identifier les établissements cibles et de connaître leurs besoins spécifiques.

Moyens matériels :

Les actions ont lieu prioritairement dans l'établissement (pour les interventions de professionnels et les forums de métiers) qui met ses locaux gracieusement à la disposition du jumelage et dans les locaux du site de l'entreprise (pour les stages) jumelée qui fait de même. Lors du stage, chaque élève peut se voir attribuer un ou plusieurs tuteurs, en fonction des capacités d'accueil et de mobilisation des collaborateurs de l'entreprise à ce moment-là, ainsi que tous les outils matériels nécessaires à la réalisation de sa mission.

Outils prévus

Réalisation d'un guide pratique des jumelages à destination des enseignants et des collaborateurs d'entreprises participant au projet. Le guide recense l'ensemble des actions prévues dans le cadre du jumelage, ses objectifs et les apports pédagogiques de celui-ci pour les élèves.

Critères d'évaluation prévus

L'évaluation est assurée par l'association via un questionnaire adressé, en fin d'année scolaire, aux équipes pédagogiques des établissements scolaires et aux collaborateurs des entreprises engagés dans les jumelages. Les indicateurs permettant d'évaluer l'efficience des actions engagées sont :
- Le nombre « d'échanges solidaires » réalisés durant l'année
- Le nombre de jeunes touchés par les échanges
- La diversité des actions réalisées au sein des échanges
- Le nombre de jeunes ayant bénéficié d'un stage dans le cadre des échanges.

Un travail d'évaluation par cohortes sera effectué au sein d'un des lycées partenaires du projet afin d'évaluer les choix d'orientation, les notes et les comportements des élèves ayant participé aux « Jumelages

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois

Public(s) cible(s) :
-Les élèves issus des lycées professionnels franciliens
-Les enseignants issus de ces mêmes établissements souhaitant faire découvrir le monde économique à leurs élèves.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des personnels	20 000,00	40,98%
Charges sociales et fiscales	10 000,00	20,49%
Loyer et charge	1 000,00	2,05%
Frais comptable	1 000,00	2,05%
Frais de déplacement	2 000,00	4,10%
Frais de communication	7 304,00	14,97%
Achats bureautique	1 500,00	3,07%
frais téléphoniques et postaux	1 000,00	2,05%
Frais organisation JAJES	5 000,00	10,25%
Total	48 804,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	16 104,00	33,00%
Région Ile-de-France	32 700,00	67,00%
Total	48 804,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	32 700,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Ecole Entreprise	32 700,00 €
	Montant total	32 700,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009034

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ECOLE ENTREPRISE 2017 2018 - ENTREPRENDRE POUR APPRENDRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	125 050,00 €	31,99 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENTREPRENDRE POUR APPRENDRE IDF
Adresse administrative : 42-48 QUAI DE DION BOUTON
92800 PUTEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Benoit BOUYX, Président

Date de publication au JO : 29 août 2009

N° SIRET : 48776207200030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecole Entreprise
Rapport Cadre : CR94-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet répond à plusieurs besoins identifiés en amont :

-Développer l'esprit d'entreprendre chez les jeunes et faire le lien entre école et entreprise
-Mieux choisir son orientation professionnelle
-Doter les jeunes de savoirs favorisant l'insertion professionnelle
-Favoriser la réussite éducative
-Donner aux jeunes de quartiers populaires l'envie d'entreprendre et de poursuivre leurs études
-Lutter contre les stéréotypes
-Connaitre l'autre et responsabiliser les jeunes
-Désacraliser le monde de l'entreprise
-Faire monter en compétences les jeunes pour favoriser leur insertion sociale

Description :
La Mini Entreprise-EPA est un programme qui permet à des jeunes de créer et gérer une entreprise, dans le cadre du lycée et sur l'année scolaire (de septembre à juin).
Bien que réalisée dans un but pédagogique et à échelle réduite, cette entreprise est bien concrète. Les jeunes passent par toutes les étapes de création d'une entreprise : développement d'un concept, recherche d'investisseurs, entretiens d'embauche pour répartir les responsabilités au sein de l'entreprise, gestion financière, commercialisation et communication.

Il s'agit donc d'un concept pédagogique et partenarial, qui repose sur une initiative ludique originale et pratique.
Dans le but de faire découvrir aux jeunes leur environnement et le monde économique, l'action se déroulent majoritairement sur le temps scolaire (enseignements pratiques, temps spécialisés, etc) et extrascolaire.
Au cours de l'année, ils participent activement aux différents évènements mis en place par Entreprendre Pour Apprendre tels que le salon départemental, le salon régional et les salons partenaires. Ces évènements permettent de valoriser et évaluer les travaux des jeunes.

Etape 1 : démarrer son projet Mini Entreprise-EPA
-Recherche de l'idée, brainstorming, étude de marché :
Les jeunes recherchent une idée en examinant les irritants dans leur quotidien. Un premier travail de groupe est effectué. A la suite, un vote est mis en place pour choisir le projet le plus adapté à l'envie des jeunes. Ils procèdent ensuite à une étude de marché en réalisant un sondage (questionnaire via internet ou face à face). Ils choisissent également le nom de leur entreprise et élaborent le logo.

Etape 2 : De l'idée à la Mini Entreprise
-Préparation d'une candidature pour un poste dans la Mini Entreprise et passage d'un entretien de recrutement devant un professionnel partenaire :
Les jeunes rédigent un CV et une lettre de motivation pour candidater à un poste de leur choix (PDG, adjoint, service administratif et ressources humaines, service marketing/communication, service financier, service commercial, service technique et production)
-Les jeunes réalisent un business modèle pour motiver l'équipe et élaborent un compte de résultat prévisionnel
-Recherche d'investisseurs :
Les jeunes doivent constituer un fond de démarrage de 500 euros maximum. Pour cela, ils ont à leur disposition des avances remboursables (4 euros l'unité). La somme récoltée leur permet d'acheter le matériel pour la fabrication du produit/service de leur choix.

Etape 3 : Faire vivre la Mini Entreprise :
-Organisation de L'Assemblée Générale :
Une fois la Mini Entreprise-EPA lancée, les jeunes organisent une assemblée générale qui officialise leur entreprise. C'est une réunion durant laquelle ils présentent leur démarche projet, l'équipe et l'association à laquelle ils reverseront 20% de leur bénéfice. Ils invitent la direction, les investisseurs, EPA, les élus, les parrains/marraines et les parents d'élèves.

Cette étape est l'occasion pour les mini entrepreneurs de développer leur stratégie commerciale (planification des modalités de ventes, construction d'un argumentaire de vente..) et de communication (création de supports de communication et élaboration du packaging…)

Etape 4 : Valorisation des mini entrepreneurs:
-Participation aux salons partenaires dans les sièges sociaux
-Participation à un salon local : lieu d'échange avec les professionnels du territoire

-Réalisation de vidéos publicitaires et contact avec les médias
Participation au salon régional et/ou national des Mini Entreprises-EPA

Etape 5 : Clôture de la Mini Entreprise
-Clôture de l'Entreprise : les jeunes organisent une assemblée générale de clôture et exposent leur expérience du projet (ce que cela leur a apporté, les forces, les faiblesses).
-Remboursement des investisseurs
-Liquidation des stocks
-Réalisation du compte de résultat final
En cas de résultat positif, les jeunes reversent 20% des bénéfices à une association de leur choix.

Les jeunes se réunissent une à deux fois par semaine à hauteur de 2 ou 3 heures par séances. Les permanents EPA, interviennent physiquement au moins 5 fois au cours de l'année et ont un suivi régulier des Mini Entreprises via la plateforme EPA. Tout au long de l'année, ils doivent rédiger des comptes rendus et alimenter les sites web.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains

Tout au long de l'année scolaire, un permanent, chargé de mission de l'association Entreprendre Pour Apprendre Ile-de-France interviendra 5 à 7 fois à hauteur de 2h par séance. Un suivi régulier est effectué par mail et téléphone, ce qui représente environ 60% en équivalent temps plein.
Qualification : Master en management / Développement territorial / Gestion des entreprises
Les jeunes auront également la visite régulière de leurs parrains d'entreprise, entre 1 à 2 fois par mois. Les parrains peuvent convier leurs collègues à l'une des séances.

Moyens matériels

Pour chaque Mini Entreprise :
-Une salle de réunion
-Une salle informatique (PC, Imprimante, rétroprojecteur..)
-Un guide pédagogique accompagné d'une plate-forme intranet pour utiliser tous les outils nécessaires à la réalisation du projet qui servira de fil rouge tout au long de l'année scolaire.
-Des vidéos pédagogiques et des lettres d'étapes sont également mises à disposition
-Mobilisation du réseau de partenaires pour les entretiens d'embauches, le coaching, les visites d'entreprises…
-Organisation d'évènements locaux, proposition de participation à des événements partenaires
Les mini entrepreneurs-EPA recevront un diplôme de participation à la clôture de leur entreprise

Outils prévus :

Les Mini Entreprises ont accès à la plateforme intranet d'EPA Ile-de-France contenant des outils :
-Vidéos de présentation du programme Mini Entreprise-EPA
-Fiches descriptives des postes de la Mini Entreprises
-Affiche des différentes étapes, processus et livrables attendus au cours de l'année
-Modèles de Plans d'Affaire et Etudes de Marché
-Modèle de bilans et comptes de résultats
-Fiches conseils pour rédactions de CV et lettres de motivation
-Modèle de convention de partenariat
-Modèle de contrat de travail
-Fiches conseils pour l'organisation des salons départementaux et nationaux

Critères d'évaluation prévus :

Pour évaluer le programme par les participants et le corps enseignant :
Des retours d'expériences sont demandés aux élèves lors des salons départementaux et régionaux via des questionnaires. Des retours d'expériences sont également réalisés en fin d'année auprès des enseignants encadrant le programme.

Pour évaluer les lycéens :
-Compétence informatique : maitrise de la bureautique (Excel, Word, Power Point, Publisher)
-Aisance verbale : capacité à mieux s'exprimer à l'oral, savoir présenter et expliquer un projet
-Travail en équipe : échange entre les membres d'un même groupe sur un projet en commun
-Autonomie et prise d'initiative : proposition d'idée et travail sans l'intervention d'un adulte
-Créativité : réalisation de maquette, de logo, d'affiche, de stand…
-Persévérance : croire en son projet, aux objectifs fixés
-Confiance en soi
-Sens des responsabilités
-Connaissance de son environnement territorial et économique
-Orientation professionnelle : capacité de choisir la formation la plus adaptée

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois

Public(s) cible(s) :
Lycées franciliens

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	4 100,00	3,28%
Evénements	16 400,00	13,11%
Déplacements	20 500,00	16,39%
Charges de personnel	84 050,00	67,21%
Total	125 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	20 500,00	16,39%
Etat	11 250,00	9,00%
Grand paris Seine et Oise	12 300,00	9,84%
Mécénat	41 000,00	32,79%
Région Ile-de-France	40 000,00	31,99%
Total	125 050,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	8 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	9 000,00 €
2016	Ecole Entreprise	40 000,00 €
	Montant total	57 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009064

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ECOLE ENTREPRISE 2017 2018 - 100 000 ENTREPRENEURS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	257 750,00 €	11,64 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 100 000 ENTREPRENEURS
Adresse administrative : 2 RUE DE MONCEAU
75008 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe HAYAT, Président

Date de publication au JO : 28 avril 2007

N° SIRET : 49859874700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecole Entreprise
Rapport Cadre : CR94-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'action de 100 000 entrepreneurs vise à :

- Favoriser le rapprochement entre l'école et l'entreprise
- Favoriser la découverte de l'organisation et du fonctionnement des entreprises, des métiers et plus généralement du monde économique
- Agir sur les mentalités et les représentations sur le monde professionnel
- Promouvoir la mixité des métiers
- Développer l'esprit d'initiative et l'envie d'entreprendre
- Contribuer à l'orientation et l'insertion professionnelle des élèves
- Favoriser à terme l'employabilité des jeunes

Description :
Au cours d'une séance interactive d'1h30 à 2 heures autour de l'intervenant, les jeunes de 13 à 25 ans comprennent la signification de l'acte d'entreprendre et l'aventure que cela représente. Qu'il soit chef d'entreprise, responsable associatif, porteur de projet au sein d'un groupe ou de la fonction publique, l'entrepreneur témoigne qu'il est possible de choisir sa vie professionnelle, et qu'elle peut être synonyme d'opportunité et d'épanouissement.

L'intervention permet également aux élèves de découvrir le fonctionnement concret du monde professionnel, ses différents secteurs d'activité, ainsi que les mécanismes et les fonctions de l'entreprise. Ils appréhendent l'utilité concrète des matières enseignées et les principaux axes d'orientation scolaire.

Ces interventions peuvent également être organisées sous forme de Forum d'entrepreneurs : une dizaine d'intervenants rencontre une soixantaine d'élèves répartis par groupe de dix. Les entrepreneurs passent d'un groupe à l'autre toutes les demi-heures à la manière d'un « speed- meeting » qui dure 2 heures.

L'association réalise également des opérations de sensibilisation : plusieurs intervenants viennent témoigner le même jour ou durant une même semaine dans un même établissement afin de sensibiliser l'ensemble des élèves d'un même niveau (ex : toutes les 2ndes, toutes les 1e, etc.).

L'association a par ailleurs développé d'autres formats permettant la sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat : conférences-tables rondes sur la thématique de l'entrepreneuriat des jeunes devant des publics variés : publics jeunes (collégiens et lycéens, étudiants, jeunes du service civique), publics enseignants, publics jeunes entrepreneurs / animations diverses lors de salons.

L'association organise également des événements de sensibilisation sectorielle avec certains de ses partenaires : Forum d'entrepreneurs spécial ESS, Forum d'entrepreneurs spécial autour de certains secteurs d'activités, etc…

En amont, les intervenants sont préparés soit 1h en groupe soit 20 minutes via une vidéo de préparation en ligne. Chacun dispose d'un compte personnel sur la plateforme de l'association et choisit notamment le ou les départements où il souhaite témoigner.

Les enseignants disposent également d'un espace personnel qui leur permet de déposer leur demande en ligne, en précisant la ou les dates souhaitées, l'établissement, le public et le contexte.

Ensuite, les demandes sont proposées directement aux entrepreneurs du département où est prévue l'intervention (selon l'adresse de l'établissement). Lorsqu'un entrepreneur se positionne sur une intervention, un mail de mise en relation est automatiquement envoyé entre eux deux afin de prendre contact et de préparer au mieux le témoignage. Les guides d'intervention sont également renvoyés lors de la mise en relation. L'association est destinataire d'une copie afin de s'assurer du bon déroulement des interventions.

Après l'intervention, l'enseignant et l'entrepreneur reçoivent des questionnaires d'évaluation qui sont transmis à l'autre automatiquement s'ils y répondent.

Supports d'information réalisés dans le cadre du projet
Les entrepreneurs et enseignants reçoivent chacun un guide respectif afin de préparer au mieux l'intervention. Ils peuvent aussi y avoir accès à tout moment sur le site Internet de l'association : http://www.100000entrepreneurs.com/la-methode-100-000/boite-a-outils/

Moyens mis en œuvre :

-Moyens matériels et humains :

Les interventions d'entrepreneurs sont réalisées aux moyens d'outils propres à l'action 100 000 Entrepreneurs (A) et d'une méthodologie spécifique (B)

A/ Les outils 100 000 Entrepreneurs :

Les interventions sont réalisées au moyen d'outils pédagogiques qui sont améliorés et complétés régulièrement, en tenant compte de l'expérimentation sur le terrain et des retours qualités :

Une méthodologie pédagogique destinée aux entrepreneurs :

Tous les entrepreneurs sont préalablement formés par l'association au moyen du processus suivant :

1.1. Des sessions de préparation collective d'une heure sont dispensées aux intervenants par la Déléguée régionale de l'association, avant qu'ils interviennent dans les classes.

Les formations visent à présenter les trois objectifs pédagogiques que doivent évoquer les intervenants, lors de leur témoignage :
-Les sensibiliser à l'acte d'entreprendre au sens large
-Leur faire découvrir le fonctionnement du monde professionnel, les mécanismes et fonctions de l'entreprise via votre parcours
-Les aider à comprendre l'utilité concrète des matières enseignées (plutôt niveau secondaire)

Une formation e-learning (d'environ une vingtaine de minutes) est dispensée pour les intervenants ne pouvant se rendre aux sessions de formation. Un lien personnalisé permet de vérifier que le module a bien été suivi par ce dernier.
Un guide d'intervention en complément de la formation est donné aux intervenants. Un guide d'intervention existe pour chaque niveau scolaire (collège, lycée, supérieur). Ils ont été validée par le Ministère de l'Education Nationale et ils présentent la méthodologie pédagogique, le déroulement du fil de l'intervention, décrivent les grands objectifs de la séance ainsi que les écueils à éviter.
Une méthodologie pédagogique destinée aux équipes éducatives :

2.1. Un guide est remis aux enseignants qui font une demande d'intervention et permet de les aider à préparer au mieux avec leurs élèves la venue d'un entrepreneur en leur donnant :
¿Les recommandations à respecter préalablement à l'intervention et le jour de l'intervention pour une intervention sereine et réussie
¿Les recommandations à respecter concernant la préparation avec les élèves :
- Informer les jeunes de la venue d'un entrepreneur et leur expliquer les raisons de cette intervention en classe : partage d'expérience, répondre aux interrogations des jeunes sur le monde professionnel, etc. Travailler avec les élèves sur le sens du mot « entreprendre » ;
- Faire des recherches sur l'entrepreneur, sur son activité : ces informations sont communiquées via une fiche « contact » lors de la confirmation de l'intervention ;
- Préparer une liste de questions que les jeunes poseront lors de l'intervention. L'annexe I du guide enseignants donne quelques questions qui sont souvent posées dans le cadre du programme proposé.
¿ Les règles à respecter après l'intervention :
- remercier l'entrepreneur
- remplir le questionnaire d'évaluation qui est envoyé, de préférence en faisant un retour avec les élèves
- faire un point avec les élèves afin qu'ils verbalisent ce qu'ils ont retenus de l'intervention

2.2. Un tutoriel a été créé spécifiquement pour les enseignants afin de les aider au mieux à préparer l'intervention : http://www.100000entrepreneurs.com/la-methode-100-000/boite-a-outils/

L’utilisation des réseaux sociaux pour fédérer les entrepreneurs et enseignants :

Un site Internet (http://www.100000entrepreneurs.com), une newsletter mensuelle, des outils de viralités sur Facebook, Twitter et LinkedIn, permettent d’animer et d’enrichir les communautés d’enseignants, d’entrepreneurs et d’élèves.

B / La méthode 100 000 Entrepreneurs d’organisation des interventions :
Les interventions sont organisées en IDF, grâce à une Déléguée régionale, qui dirige les opérations sur la région, une Coordinatrice régionale dédiée à la plateforme téléphonique et aux enseignants, ainsi qu’un outil informatique.

1. La Déléguée régionale est chargé de développer les communautés d’entrepreneurs afin de répondre à la demande des enseignants. Dans cet objectif, elle est chargée de nouer de nombreux partenariats avec les réseaux d’entrepreneurs et les entreprises afin de mobiliser leurs membres et collaborateurs pour ensuite les former en vue de l’intervention dans les classes. En IDF, plus de 4 000 entrepreneurs bénévoles sont disponibles pour intervenir.

2. La Coordinatrice régionale, en lien avec la Déléguée régionale, est chargé de l’organisation et du suivi logistique des interventions à l'aide de l’outil informatique. Elle est disponible pour répondre à toutes les questions des enseignants et intervenants et s’assure que toutes les demandes d’interventions soient comblées. Elle prospecte également de nouveaux établissements scolaires.
3. L’Association dispose d’un système de gestion de base de données, gérant :
L’inscription des entrepreneurs et des enseignants via le site internet,
L’identité des entrepreneurs, enseignants, établissements,
L’ensemble des interventions passées et prévues,
Les formations des entrepreneurs : inscriptions, convocations et formation e-learning,
Les questionnaires d’évaluation des entrepreneurs et enseignants.

Par ailleurs, un nouvel outil informatique a été mis en place depuis novembre 2014 afin d'automatiser les mises en relations entre les entrepreneurs et les enseignants et ainsi faire gagner du temps aux coordinateurs permettant ainsi de se consacrer à de nouveaux développements.
Le développement de l’action en Ile de France nécessite le travail des personnes suivantes :
- Le Président de l’association en charge de la représentation de l’association sur la région
- La Directrice générale (0.33 ETP) en charge de la représentation et de la coordination
- La Déléguée régionale en charge du développement de l'action (0.8 ETP)
- La Coordinatrice des interventions au sein de la plateforme informatique (1 ETP)
- La Chargée de communication (0.33 ETP)
- 2 stagiaires

-Critères d’évaluation prévus

Suite à l’intervention, des questionnaires qualités sont envoyés, à la fois, à l’intervenant-e et au professeur afin d’évaluer et de mesurer l’efficacité des interventions.
Ceux-ci leur demandent :
- leur avis sur l’intervention (préparation, organisation, efficacité des guides, etc.) ;
- ce que cela a apporté aux élèves en reprenant les objectifs de l’action ;
- leurs commentaires, un moment fort, une réflexion (question ouverte) et les suites à donner (aux entrepreneur-es, s’ils souhaitent intervenir à nouveau et aux professeurs, s’ils souhaitent une nouvelle intervention auprès des élèves, etc.).
Les réponses sont envoyées après à l'intervenant-e et enseignant-e. Ces questionnaires permettent de faire un bilan qualitatif annuel du programme aux partenaires.
Les questionnaires qualités ont été simplifiés afin de permettre un meilleur retour et ainsi une amélioration du suivi qualité. Les questionnaires ont par ailleurs été automatisés depuis la rentrée 2012 afin d’assurer

un meilleur suivi et de gagner du temps dans le traitement des demandes.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois

Public(s) cible(s) :
L'action s'adresse à tous les jeunes filles et garçons âgés de 13 à 25 ans scolarisé-es en Ile-de-France au collège (à partir de la quatrième), au lycée (Seconde, Première et Terminale ; filières générales, techniques et professionnelles), les centres de formation des apprentis (CFA) et dans l'enseignement supérieur (niveau Bac à Bac + 5 ; BTS, IUT, Université, Ecole).

L'action s'adresse également aux établissements extrascolaires franciliens (mission locale, association d'insertion, Ecole de la 2eme chance, etc.).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	7 500,00	2,91%
Charges du personnel	167 350,00	64,93%
Loyer, charges et taxes	14 400,00	5,59%
autres ervices extérieurs (déplacements et frais de mission)	42 500,00	16,49%
Communication, événments et honoraires	22 000,00	8,54%
Outil informatique	4 000,00	1,55%
Total	257 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Taxe d'apprentissage	88 500,00	34,34%
Etat	27 400,00	10,63%
Conseil départemental Seine et Marne	2 500,00	0,97%
Mécénat	109 350,00	42,42%
Région Ile-de-France	30 000,00	11,64%
Total	257 750,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	30 000,00 €
2015	Soutien aux actions multi-territoires en Politique de la ville	40 000,00 €

2016	Ecole Entreprise	30 000,00 €
	Montant total	100 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009070

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ECOLE ENTREPRISE 2017 2018 - ECOLE ET VIE LOCALE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	36 000,00 €	41,67 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLE ET VIE LOCALE
Adresse administrative : 5 RUE DE VILLARCEAUX
95000 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Henri ALLEMAND

Date de publication au JO : 15 mars 1983

N° SIRET : 34513175900028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecole Entreprise
Rapport Cadre : CR94-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'intérêt majeur de ce programme est d'aider les jeunes à :
-devenir des acteurs de leur choix d'orientation par des informations concrètes sur les métiers, l'organisation des grands secteurs économiques et le fonctionnement de l'entreprise
-trouver des éléments de motivation facilitant leur entrée et leur intégration dans l'entreprise
-construire leur projet professionnel en faisant le lien entre ce qu'ils apprennent dans le milieu scolaire et les exigences du monde du travail

Description :
Les interventions sont animées par des professionnels retraités ou en activité. Elles s'appuient sur des échanges (interactivité) entre les apprenants et les animateurs à partir d'exemples vécus.
L'implication et la participation des apprenants sont nécessaires pour la réussite des échanges. Des

temps de travail en sous-groupes permettront aux élèves de verbaliser et s'approprier le résultat de leur réflexion (notamment sur la connaissance de soi)

1 - CONNAISSANCE DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL
Durée 2 heures
OBJECTIF :
•leur apporter des éléments de culture générale économique, sociale et environnementale
•mettre en perspective leur projet avec les besoins de l'entreprise et les attentes de la société.

Distribution de supports pédagogiques adaptés au niveau des jeunes au début de l'intervention.
CONTENU :
1ère partie : Les grands secteurs économiques
- le secteur privé : Industrie, Bâtiment, Artisanat, Commerce, Services, Agroalimentaire Agriculture Pêche.
- le secteur public : administration, service public.
- l'économie sociale et solidaire.
- Le développement durable

2ème partie : L'entreprise et son environnement
Différents sujets sont abordés :
- L'environnement de l'entreprise : Le client, le marché, la concurrence, la technologie, les banques, l'état, les syndicats, les lois, l'écologie, les normes….
- La création : Le projet (le produit ou le service), l'étude de marché, le capital, la forme juridique
- Le profit, les actionnaires, les investissements
- La stratégie : La gestion des flux (financiers, humains, idées, matières)
- La logistique : Les machines, le matériel, les locaux, les matières premières, l'énergie, les fournisseurs, les sous-traitants
- Les fonctions et les métiers qui s'y rattachent, la hiérarchie.
Nous demandons à notre public, pour certains métiers de leur choix, de définir leur rôle dans l'entreprise, l'expérience et les diplômes nécessaires pour les exercer à différents niveaux, les compétences et les qualités requises.
Nous rapprochons l'exercice des différents métiers des disciplines enseignées dans leur établissement scolaire.
Nous insistons sur l'importance de la culture générale pour évoluer dans l'entreprise.
Tous ces thèmes sont développés avec les élèves et les professeurs.

2 - CONNAISSANCE DE SOI - SAVOIR ETRE
Durée 2 heures
OBJECTIF :
•aider les jeunes à mieux se connaître pour définir leur projet de vie et leur projet professionnel
•leur montrer l'importance du Savoir Etre dans leur vie sociale et professionnelle
•renforcer le lien social

CONTENU :
Présentation à l'aide de différents supports
Grâce à une pédagogie adaptée, nous mettons en perspective leurs repères (famille, école, quartier..), les limites (lois, codes, maitrise de soi,....) avec leur espoir (réussite sociale, réussite professionnelle).
Nous apportons des réponses concrètes aux questions que les jeunes se posent sur les qualités et les formations requises pour l'exercice de certains métiers en les mettant en perspective avec leurs propres qualités.

3 - TECHNIQUES DE REUSSITE D'UN ENTRETIEN, DE RECHERCHE DE STAGE OU D'EMPLOI (TRE/TRS)

Durée 2 x 2 heures
Nous proposons 3 types d'interventions adaptées au projet du jeune selon qu'il va :
- poursuivre une formation en alternance et rechercher une entreprise d'accueil
- rechercher un stage
- rechercher un emploi
- se préparer à un speed-meeting

CONTENU : Intervention type :

- Ciblage en fonction du niveau des demandeurs
- Lettre de motivation
- Curriculum vitae
- Préparation à l'entretien d'embauche
- information générale sur la façon de se présenter (ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire)
- mise en situation et simulations d'entretien
- exploitation et critique, avec ou sans présence des autres élèves
- synthèse regroupant tous les participants

Ce module peut être réalisé sous forme de "coaching". Durée : 1h par groupe de 3 ou 4 élèves
COACHING
Concerne des interventions demandées par l'établissement scolaire vis-à-vis d'élèves plutôt en retrait dans leur nouvel environnement scolaire et professionnel et ne s'ouvrant pas facilement au dialogue.
Consiste à réunir 3 à 4 élèves pour les faire s'exprimer sur leur orientation, sur les difficultés qu'ils rencontrent à élaborer un projet professionnel et à construire un argumentaire pour se présenter à une entreprise, pour un stage ou un emploi, En petit nombre, ils ont moins d'appréhension pour s'exprimer et pour formuler leur projet. Dans ces conditions propices, ils dialoguent aussi entre eux et facilitent leurs échanges ultérieurs.
Il s'agit de leur donner des clés pour comprendre les codes de l'entreprise et le pourquoi de ces codes, ce qui est important pour s'intégrer dans l'entreprise. Nous les aidons également à rédiger un CV, une LDM et à préparer un entretien.
Cette méthode nous permet d'être plus spécifique dans ce que nous leur apportons par rapport à leurs besoins.

4 - TABLES RONDES AUTOUR D'UN METIER
Durée 2 heures
Nous réunissons devant une ou plusieurs classes de lycées, un ou plusieurs professionnels exerçant le même métier à divers niveaux de qualification, d'entreprises de tailles et de secteurs différents (la vente, la comptabilité, la maintenance, la gestion de projet etc.).
OBJECTIF :
- appréhender la réalité des métiers
- permettre au jeune de bâtir son projet personnel

Elles se déroulent en trois temps :
1° - Préparation de l'intervention avec l'enseignant et le professionnel
2° - Questions des jeunes transmises par nos soins aux professionnels.
3° - Table ronde

La table ronde est animée par Ecole et Vie Locale.
Le professionnel présente son entreprise, explique son itinéraire professionnel (expérience, diplômes etc.).
Il répond aux questions : conditions de travail et d'embauche (diplômes et qualités comportementales nécessaires pour exercer le métier, salaires, etc.).

5 - VISITES D'ENTREPRISES

OBJECTIF :
Faire découvrir les réalités de la vie professionnelle :
- pour qu'ils puissent appréhender les techniques et les métiers qui y sont associés,
- pour leur montrer la nécessité de l'organisation dans l'entreprise
- pour les conforter dans leur choix d'orientation
- pour qu'ils perçoivent les attentes et exigences de l'entreprise

L'intervenant EVL participe en étroite collaboration avec l'enseignant aux 4 étapes suivantes :
1° - Préparation de la visite avec le responsable de l'entreprise
2° - Préparation avec les élèves - exploitation des informations recueillies dans l'étape 1
3° - Visite de l'entreprise avec interview de professionnels
4° - Débriefing de la visite en classe avec les élèves

6 - PARTICIPATION A LA SEMAINE D'INTEGRATION
Durée 2 heures
BUT
Faciliter l'intégration des élèves dans le parcours professionnel dès l'entrée en seconde
Identifier ses propres attentes dans un futur proche et les attentes du monde professionnel.

OBJECTIF
Dans le cadre de la découverte du monde professionnel, l'objectif de l'intervention est de permettre à l'élève d'appréhender les attentes de l'entreprise et d'adopter une posture professionnelle.
Cela passe par la connaissance des codes de l'entreprise et par une meilleure connaissance de soi.
Les éléments apportés faciliteront leur recherche de stage.
CONTENU
Prise de contact avec les élèves
Présentation des intervenants.
Présentation de la classe par un élève (par le délégué de classe de préférence)
Formulation de l'objectif de l'intervention.

Mieux se connaître
Prise de conscience de la nécessité de se connaître : atouts, qualités et points à améliorer.
Adopter une attitude positive, en valorisant ses compétences et en développant la confiance en soi.

La posture professionnelle
Le comportement professionnel : le langage soutenu, la politesse et l'attitude corporelle
Les codes et les obligations : culture d'entreprise, ponctualité, assiduité…
Les qualités professionnelles au regard des métiers visés
L'adaptation à son environnement et trouver sa place dans l'équipe, faire preuve d'autonomie et de prise d'initiatives
Participation à la vie de l'entreprise : manifester de l'intérêt, recueillir des informations, poser des questions en faisant preuve de curiosité et en s'impliquant

7 - RETOUR D'EXPERIENCE SUR L'APPRENTISSAGE
Durée 2 heures
BUT
Faciliter la recherche d'entreprises pour les apprenants se destinant à l'apprentissage

OBJECTIF
L'objectif de l'intervention est de permettre un échange entre 2 classes ou 2 groupes d'apprenants. Certains d'entre eux ayant déjà trouvé leur employeur, les autres étant encore en recherche d'un employeur. Le retour d'expérience de ceux-là doit apporter à ceux-ci une prise de conscience de leurs ressources, qualités et perspectives futures.

Les attentes de l’entreprise en termes de codes et de comportements adaptés au monde du travail seront identifiées

Moyens mis en œuvre :
-Moyens humains :

•Une responsable de l'ensemble des tâches administratives nécessaires à la bonne exécution de l'action. Elle est également chargée des planifications et des préparations nécessaires aux prestations pour lesquelles les animateurs de l'association sont pressentis.

•Des intervenants bénévoles (un ou deux par intervention selon les impératifs du planning ou les besoins de l'animation). Tous entraînés à l'animation en milieu scolaire, ils mettront au profit de l'action, leur expérience et leur savoir-faire acquis tout au long de leur vie professionnelle.

Moyens matériels

Ecole et Vie Locale met à disposition de ses partenaires, de ses animateurs et de sa structure interne pour favoriser la mise en œuvre des actions

Les responsables des établissements scolaires auront la possibilité de joindre Ecole et Vie Locale tous les jours ouvrés de 8h30 à 16h00 sauf le mercredi de 8h30 à 12h30 et en cas d'urgence en dehors de ces jours et heures, par courriel.
-un ensemble d'équipements et de logiciels informatiques : Pack office Microsoft – Ciel - Messagerie électronique
-Moyens de reproduction adaptés [photocopieur, scan couleur (version professionnelle) et imprimante couleur]

Et plus particulièrement pour ses animateurs
Une salle de formation et de réunion équipée d'un TNI (Tableau Numérique Interactif) avec ordinateur portable dédié

Outils prévus

Documentations pédagogiques
Clés USB
Présentations numérisées pour chaque module

Critères d'évaluation prévus :

Chaque semaine Ecole et Vie Locale réunit ses animateurs pour effectuer un retour d'expérience. Au cours de chaque réunion, chacun peut échanger sur les points forts et les difficultés qu'il a rencontrés au cours des animations de la semaine précédente et l'impact ressenti sur les élèves. Certains apportent également des sujets de réflexion à la commission Pédagogie sur l'amélioration qualitative des modules et des animations.
Un questionnaire d'évaluation remplis par les professeurs permet d'adapter nos interventions aux besoins spécifiques des jeunes.
Suite à une intervention et avec le support de l'enseignant, nous pouvons recueillir auprès des élèves leur ressenti sur ce que nous leur avons apporté et en quoi cela va les aider.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois

Public(s) cible(s) :

Jeunes préparant un CAP, un baccalauréat professionnel, un baccalauréat technologique.

Localisation géographique :

- YVELINES
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel et fournitures	1 250,00	3,47%
Services extérieurs	8 050,00	22,36%
Autres ervices extérieurs	6 000,00	16,67%
Impôts et taxes	700,00	1,94%
frais de préparation et d'interventions	20 000,00	55,56%
Total	36 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	2 000,00	5,56%
Communauté d'agglomération de Saint Quentin en Yvelines	4 000,00	11,11%
Entreprises	3 500,00	9,72%
Région Ile-de-France	15 000,00	41,67%
Préfecture du Val d'Oise	5 500,00	15,28%
Commune de Cergy	2 000,00	5,56%
Commune de Saint Ouen l'Aumône	2 500,00	6,94%
Commune de Pontoise	500,00	1,39%
Commune d'Eragny	500,00	1,39%
Commune d'Argenteuil	300,00	0,83%
Commune de Taverny	200,00	0,56%
Total	36 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes	18 000,00 €
2015	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes (CR46-14)	18 000,00 €
2016	Ecole Entreprise	15 000,00 €
	Montant total	51 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009068

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ECOLE ENTREPRISE 2017 2018 - BGE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	50 000,00 €	80,00 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BOUTIQUES DE GESTION PARIS IDF
Adresse administrative : 18 RUE DU FAUBOURG DU TEMPLE
75011 PARIS 11
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Daniel HOURI, Président

Date de publication au JO : 11 avril 2006

N° SIRET : 32250551200044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecole Entreprise
Rapport Cadre : CR94-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les objectifs du programme sont multiples :
-Sensibiliser les jeunes à l'esprit d'initiative et l'esprit d'entreprendre
-Leur faire découvrir le métier d'entrepreneur
-Les familiariser à la conduite de projets en stimulant leurs qualités entrepreneuriales, souvent ignorées
-Faire vivre à des groupes de jeunes le parcours d'un entrepreneur, avec la définition d'un projet et l'élaboration d'un dossier de création d'entreprise
-Les initier à la gestion d'entreprise en milieu concurrentiel

Il vise également à :
-Redonner confiance aux élèves en leur permettant d'identifier leurs potentiels afin de les aider à croire en leur avenir, à poursuivre leurs études et à bâtir un projet professionnel ambitieux

-Stimuler la curiosité des élèves, les aider à devenir acteur d'abord à travers un serious game mais également de leur futur et donc de leur avenir (entreprendre est ici envisagé sous l'angle « entreprendre sa vie »)
-Leur faire comprendre qu'ils doivent se fixer des objectifs, et que malgré leurs erreurs et les difficultés rencontrées, il ont les ressources pour se relever et continuer à avancer
-Les aider à faire le lien entre les enseignements théoriques (qui manquent de sens selon eux) et les apprentissages réalisés par les jeux de simulation (plus pratiques et en lien avec le réel)
-Leur faire comprendre qu'il est nécessaire de savoir écrire, s'exprimer, compter, gérer, vendre, etc. et donc que ce qu'ils apprennent à l'école leur servira dans la suite de leur parcours
-Les encourager à s'exprimer devant un public, à prendre confiance en eux, et ainsi ne plus avoir peur de prendre la parole devant une assemblée (véritable handicap pour la majorité de ces jeunes qui ne sont pas à l'aise avec l'expression orale et ont toujours l'impression de ne pas être à la hauteur de ce qu'on leur demande)

Description :
Intervention devant les classes pendant le temps scolaire, dans le cadre de 3 animations différentes :

•J'ENTREPRENDS : pour éveiller ces jeunes à l'esprit d'entreprendre.
8 sessions d'1/2 journée permettent de familiariser les élèves à la pédagogie de conduite de projet et de stimuler les attitudes entrepreneuriales : esprit d'équipe, créativité, sens des responsabilités, persévérance, confiance en soi, etc.
En équipe de trois ou quatre, les élèves sont accompagnés à définir un projet de création, à travailler chaque étape et à formaliser l'ensemble du projet sous format Powerpoint. La dernière session est consacrée à la présentation orale de leur projet devant un jury.
Session 1 : Introduction à l'entrepreneuriat
Session 2 : Connaissance de soi
Session 3 : Trouver une idée de création
Session 4 : Réaliser l'étude de marché du projet
Session 5 : Identifier les éléments de communication d'une petite entreprise et définir la politique de communication de son projet
Session 6 : Réaliser l'étude financière du projet
Session 7 : S'entrainer à présenter son projet oralement avec le support Powerpoint bâti au cours de sessions
Session 8 : Présenter son projet devant un jury composé de professionnels de la création d'entreprise et de membres du corps enseignant.
Cette animation permet de développer les « savoir agir » des jeunes et de leur donner le plaisir « d'apprendre pour entreprendre ».

•JE GÈRE : pour découvrir le rôle et les missions d'un dirigeant d'entreprise.
2 jours à l'aide d'un jeu de plateau pour initier les élèves à la gestion comptable et financière d'une entreprise. En se mettant en position de chef d'entreprise, les élèves découvrent les rouages du fonctionnement d'une entreprise en situation concurrentielle, les différentes fonctions du dirigeant (acheter, produire, vendre, gérer sa trésorerie, prendre des décisions, payer les charges de sécurité sociales trimestriellement, les impôts annuellement, etc.) ainsi que les différentes contraintes (respecter les délais, prendre conscience de sa capacité de production, travailler à plusieurs et réussir à se mettre d'accord sur la stratégie à adopter, savoir se répartir les responsabilités et les différentes tâches, etc.).
Ce jeu permet également la mobilisation de compétences et connaissances acquises au travers des différentes disciplines enseignées. En effet, en milieu d'après-midi, les élèves sont invités à arrêter le jeu de plateau pour renseigner un bilan (richesse créée / dettes à honorer) ainsi qu'un compte de résultat (achats réalisés, autres dépenses effectuées / chiffre d'affaires généré). Les équipes peuvent alors comparer leurs résultats et identifier les stratégies les plus payantes. Ce jeu leur permet également de

découvrir nombre de notions de gestion de façon intuitive (amortissement, seuil de rentabilité, coût de revient, etc.) et donc de les intégrer plus facilement. Il leur permet aussi de comprendre immédiatement les conséquences de leurs choix (et de leurs erreurs) et donc de la nécessité absolue de se préparer et de mettre en place des stratégies avant d'agir.

•DES INTERVENTIONS PERSONNALISÉES : à la demande des équipes pédagogiques.
Les interventions personnalisées permettent de créer des contenus à la demande des professeurs ou des référents MLDS (Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire) afin de s'adapter aux besoins des élèves en fonction de leur cursus.
Exemples d'intervention :
-Présentation des étapes de construction d'un projet de création : adéquation individu/projet, étude de marché, stratégie commerciale, étude de moyens, étude financière, étude juridique, étude l'implantation. Toutes les étapes et leur chronologie sont explicités, avec remise d'un guide
-Jeu de simulation commerciale : pour comprendre la nécessité de bien maitriser le marché et de développer une stratégie commerciale avant de commercialiser un bien/service. Cet exercice permet également aux lycéens de prendre la parole devant le groupe et leur faire comprendre la nécessité de savoir s'exprimer de façon synthétique et percutante
-Sensibilisation à la gestion d'une petite entreprise : décompositions des différentes tâches dans une entreprise (production, commercial, gestion, management, administration) puis détermination du bilan, du compte de résultat, du seuil de rentabilité, des couts de revient, etc.

Moyens mis en œuvre :
•Moyens humains :

Différents membres de l'équipe salariée de BGE PaRIF sont mobilisés dans le cadre de ce programme :
-Le Responsable des Actions Éducatives : il assure la promotion de ce programme auprès des différents lycées franciliens, présente le programme aux interlocuteurs des lycées repérés volontaires à l'expérimentation d'une de nos animations, entretient des contacts réguliers avec les équipes pédagogiques pour arrêter de façon définitive l'animation qui répond à leur demande et définir le planning d'intervention, construit les contenus pédagogiques en fonction des besoins identifiés par les corps enseignants qui répondent aux besoins de leurs élèves, gère le planning des interventions, prépare les différents supports à destination des élèves et réserve le matériel nécessaire, assure les animations, réalise un débriefing avec le corps enseignant à l'issue de chacune des sessions, puis organise l'évaluation de l'animation à l'issue de la fin du programme.

-Les animateurs : ils assurent une partie des animations dans les lycées. Pour rappel, ce sont tous des conseillers expérimentés en création-reprise-développement d'entreprise, salariés en CDI au sein de BGE PaRIF, formés à l'animation de ces modules spécifiques. 6 conseillers BGE PaRIF sont en capacité d'intervenir dans les différentes animations, en fonction de leur maîtrise des outils
-Le Responsable des Opérations : il vérifie l'autonomie et la qualité du travail du Responsable des Actions Éducatives, veille à la réalisation du programme en lien avec les objectifs de production arrêtés en début d'année sur la base des conventions et des budgets négociés et contractualisés.

-La Directrice du Développement : elle rédige la présentation des programmes, recherche et négocie les financements, assure l'évaluation globale des actions réalisées (qualitative, quantitative et budgétaire), rédige les bilans, fait évoluer l'offre et est la référente auprès des financeurs.

•Moyens matériels :
Différents matériels sont mis à disposition par BGE PaRIF dans le cadre de ce programme :
-Les outils pédagogiques, dont nos jeux de simulation et nos kits d'animation
-Les photocopieurs pour préparer, en amont des interventions, les différents supports qui seront remis aux élèves pendant les animations

-Des ordinateurs : pour les animateurs BGE, mais également pour les élèves dans le cadre de l'animation J'ENTREPRENDS, les salles informatiques des établissements n'étant pas toujours disponibles les jours de nos interventions (le planning devant respecter nombre de contraintes, dont la disponibilité des professeurs ou animateurs MLDS et celle de nos animateurs)
-Des rétroprojecteurs, indispensables pour projeter les contenus de nos animations
-Des paires d'enceintes
-Une salle équipée (ordinateur et rétroprojecteur) quand le jury se tient en dehors de l'établissement, et est organisé au siège de l'association.

•Outils prévus

Pour chaque animation que nous proposons aux lycées, les animateurs ont à leur disposition un « kit d'animation » qui comprend, pour chaque session :
-Une feuille de route qui découpe, pour chaque animation, les différentes sessions qui vont s'enchainer dans la journée ou la demi-journée : étapes, objectifs poursuivis, démarche à adopter, point-clés à faire passer, matériel à mettre à disposition, minutage
-L'ensemble des supports pédagogiques à distribuer aux élèves dans le cadre de chacune des sessions : quizz, questionnaires, tableaux, jeux, PowerPoint pour travailler sur une thématique et faire progresser les élèves, etc.
-Pour les jurys, une grille d'aide à l'évaluation des projets d'entreprises présentés par les élèves
-Les jeux de plateaux (Simuléco, Je découvre, BGE Mark)

•Evaluation :

Différents outils d'évaluation ont été construits pour chacune des animations.
Ces grilles d'évaluation sont composées d'outils dédiés :
-Aux élèves
-Aux enseignants
-Ainsi qu'aux membres du jury dans le cadre de l'animation J'ENTREPRENDS.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois

Public(s) cible(s) :
Les publics qui bénéficient de ces programmes d'animation sont des lycéens franciliens :
-En échec scolaire et en phase de décrochage qui suivent une année de remobilisation, dernière chance pour raccrocher avec un cursus scolaire et/ou définir un projet professionnels : classes Remob animées par les MLDS (Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire)
-En cursus professionnels les plus divers qui n'ont souvent pas véritablement choisi leur orientation et sont proches du décrochage. Les lycées qui nous sollicitent développent majoritairement des cursus dans des activités tertiaires (STMG : sciences et technologies du management et de la gestion ; GA : gestion et administration ; MUC : management des unités commerciales) ou dans l'artisanat (MB : métiers de bouche ; Déco : peintres décorateurs

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	810,00	1,62%
Services extérieurs	6 240,00	12,48%
Autres services extérieurs	2 580,00	5,16%
Charges de personnel	38 250,00	76,50%
Autres charges de gestion courante et charges financières	620,00	1,24%
Dotation aux amortissements	1 500,00	3,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	10 000,00	20,00%
Région Ile-de-France	40 000,00	80,00%
Total	50 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	87 500,00 €
2014	Promotion itinérante de l'entrepreneuriat	150 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	120 707,75 €
2016	Ecole Entreprise	40 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	281 476,75 €
	Montant total	679 684,50 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 06/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-318

DU 5 JUILLET 2017

RELANCER L'ASCENSEUR SOCIAL, VALORISER LE MÉRITE ET L'EXCELLENCE
ANNÉE SCOLAIRE 2017-2018
SOUTIEN À L'ORIENTATION DES LYCÉENNES VERS LES MÉTIERS SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES
ACCOMPAGNEMENT DES LYCÉENNES DANS DES PARCOURS D'EXCELLENCE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative à l'adoption du Schéma Régional de la formation initiale et continue tout au long de la vie pour 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 26 juin 2008 relative à la mise en œuvre du Schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 84-11 du 29 septembre 2011 relative à la réussite des élèves, « paroles de lycéen-ne-s », la suite de la consultation ;

VU La délibération n° CR 01-12 du 17 février 2012 relative aux lycées municipaux de la Ville de Paris. Application des politiques régionales d'aides aux lycéens ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 Nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéens ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 96-16 du 18 mai 2016 relative aux actions mises en œuvre afin de pour relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU La délibération n° CP 16-448 du 21 septembre 2016 visant à « Relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence – année scolaire 2016-2017 » ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-318 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique

Décide de participer au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **118 406 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature avec les bénéficiaires, de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et n° CR 51-17 du 9 mars 2017.

Autorise la présidente du conseil régional d'Île-de-France à signer les conventions visées à l'alinéa précédent.

Affecte une autorisation d'engagement de **118 406 €** prélevée sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), Action « Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations » (12800505) du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE 1 - ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-318	Budget	2017

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**128005 - Schéma des formations**
Action	**12800505 - Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations**

Dispositif : N° 00000968 - Olympe

Dossier	17008927 - ACCOMPAGNEMENT DE LYCEENNES DANS DES PARCOURS D'EXCELLENCE			
Bénéficiaire	P0035175 - INSTITUT TELEMAQUE CHEZ SCHNEIDER ELECTRIC			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	39 750,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 250,00 €	TTC	79,1 %	39 750,00 €	

Dossier	17008928 - L'EGALITE DES CHANCES AU FEMININ			
Bénéficiaire	P0026845 - CAPITAL FILLES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	48 960,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
61 200,00 €	TTC	80 %	48 960,00 €	

Dossier	17008929 - PROGRAMME "RÊV'ELLES TECH			
Bénéficiaire	EXM00152 - REV ELLES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	29 696,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
55 696,00 €	TTC	53,32 %	29 696,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000968 - Olympe	118 406,00 €

Total sur l'imputation 932 - 28 - 128005 - 12800505	118 406,00 €

ANNEXE 2 - FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008927

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ACCOMPAGNEMENT DE LYCEENNES DANS DES PARCOURS D'EXCELLENCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Olympe	50 250,00 €	79,10 %	39 750,00 €
	Montant Total de la subvention		39 750,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT TELEMAQUE CHEZ SCHNEIDER ELECTRIC
Adresse administrative : 35 RUE JOSEPH MONIER
92506 RUEIL MALMAISON
Statut Juridique : Association
Représentant :
N° SIRET : 49280242600030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Olympe
Rapport Cadre : CR96-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Accompagner 15 lycéennes issues de milieux modestes et de quartiers prioritaires de la politique de la ville vers la réussite de leurs études supérieures, en leur permettant de bénéficier d'un hébergement près de leur établissement scolaire parisien.
- Combattre le déterminisme social et les aider à lever les freins liés à l'auto censure et au manque de confiance en elles en les accompagnant individuellement par un double tutorat et collectivement dans le cadre d'activités proposées par l'Institut Télémaque.

Description :
- Un accompagnement individuel par le biais d'un double tutorat (un tuteur d'entreprise et un référent scolaire) afin de soutenir les jeunes filles dans leurs choix d'orientation et l'élaboration de leur projet d'avenir. Le tuteur d'entreprise a également le rôle de passeur social ; il transmet les codes et une meilleure ouverture vers le monde de l'entreprise et agit pour une plus grande ouverture socio-culturelle ;

- Un accompagnement collectif de l'Institut Télémaque qui leur propose régulièrement des sorties culturelles (Théâtres, expositions, opéra..) et pédagogiques (Salons, ateliers, visite d'entreprise, conférences…) ;

- Un accompagnement financier par le biais d'un soutien leur permettant de faire des activités extra-scolaires et réaliser des sorties dans le cadre de leur parrainage avec leurs tuteurs.

Pour favoriser la réussite de leur parcours, et leur permettre de jouir de conditions d'étude favorables, les lycéennes ciblées par l'action sont hébergées, pendant leurs années de lycée, au sein d'internats proches de leur lieu de scolarisation.

Intérêt régional :
- Renforcer le soutien à la réussite des filles, en particulier lorsqu'elles sont issues de familles modestes, notamment dans les quartiers prioritaires ou en zone rurale;
- Agir pour l'égalité entre filles et garçons dans l'orientation vers les filières scientifiques, technologiques, et les filières d'excellence.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Cette action, mise en oeuvre à titre expérimental à nouveau cette année, cible 15 lycéennes d'Ile-de-France, accompagnées tout au long de leur parcours au lycée.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Accompagnement individuel et découvertes extra-scolaire	10 500,00	20,90%
Accompagnement collectif et découvertes d'activités culturelles et pédagogiques	6 000,00	11,94%
Frais d'accompagnement Télémaque	3 750,00	7,46%
Aide à la mobilité géographique	30 000,00	59,70%
Total	50 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	39 750,00	79,10%
Fonds propres	10 500,00	20,90%
Total	50 250,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	39 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Olympe	25 702,00 €
	Montant total	25 702,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008928

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : L'EGALITE DES CHANCES AU FEMININ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Olympe	61 200,00 €	80,00 %	48 960,00 €
	Montant Total de la subvention		48 960,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAPITAL FILLES
Adresse administrative : 3 SQ DESAIX
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : MADAME DOMINIQUE GOULARD, DELEGUEE GENERALE

N° SIRET : 75204660700020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Olympe
Rapport Cadre : CR96-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association Capital Filles accompagne les jeunes filles inscrites en filière professionnelle, technologique ou générale (exclusivement Sciences de l'ingénieur et Sciences de la Vie et de la Terre). Pour la mise en œuvre opérationnelle des actions dans les académies, l'association s'appuie sur un réseau de 45 Déléguées Capital Filles, collaboratrices volontaires issues des entreprises partenaires.

Capital filles vise à donner toutes leurs chances aux jeunes filles de milieu modeste, très généralement éloignées du monde de l'entreprise. Le rôle des marraines de Capital filles consiste notamment à :
- les conseiller dans leurs choix d'orientation vers des secteurs d'activités et des métiers d'avenir, particulièrement dans leur région, ainsi que vers les formations qui y conduisent;
- les aider à contourner les stéréotypes qui les éloignent trop souvent, par manque d'information, des filières scientifiques, technologiques et industrielles, encore traditionnellement masculines;
- renforcer leur confiance en elles-mêmes et en leur avenir professionnel;
- donner une image positive et accueillante des entreprises et de leur Région;
- favoriser l'accès à des contrats d'apprentissage pour leur permettre, après leur réussite au bac, de

s’engager dans des études supérieures.

Description :
Il s’agira d’associer dès la rentrée scolaire de septembre 2017, quinze nouveaux lycées situés prioritairement dans des quartiers prioritaires ou en zone rurale, sélectionnés en concertation avec la Région Ile-de-France. Ils s’ajouteront aux 22 lycées déjà accompagnés en Ile-de-France par Capital Filles.

Ce sont ainsi plus de 2500 lycéennes qui devraient pouvoir bénéficier des ateliers collectifs proposés par l'association.

L'action proposée permettrait de consolider et d'étendre le panel de filleules et de marraines mobilisées en Ile-de-France.
Ce panel, constitué de binômes marraines/filleules, sera consulté sur les points stratégiques du programme et les outils mis à disposition. Il permettra à Capital Filles d’enrichir son programme en fonction des suggestions des unes et des autres.

Les actions proposées par Capital Filles pour l’année scolaire 2017-2018, en Ile-de-France, sont les suivantes :

Un accompagnement des lycéennes inscrit dans la durée (de la 3ème à la Terminale), mais qui porte, dans le cadre de l'action soutenue par la Région, uniquement sur le temps de la scolarité en lycée.

Il prendra plusieurs formes, notamment :

- des Ateliers collectifs, accueillis au sein des lycées partenaires. Ces ateliers permettent de sensibiliser les jeunes filles au large panel d’activités, de métiers et de filières de formations qui s’offrent à elles en Ile-de-France et les aident à identifier et surmonter les stéréotypes qui peuvent constituer un frein. Ces Ateliers sont animés par les Déléguées et les Marraines Capital Filles qui viennent témoigner de leur parcours professionnel, de leur vie de femmes dans l’entreprise, de leurs formations, des éventuelles difficultés rencontrées et surmontées;

- un tutorat individuel assuré par les Marraines en classes de Terminale (aide à l’orientation pour site APB, rédaction des CV et lettre de motivation, aide à l’obtention d’un contrat d’apprentissage, etc.);

- invitation à des Forums organisés par Capital Filles;

- visites de sites des entreprises pour les lycéennes et leurs professeurs.

Intérêt régional :
- Renforcer le soutien à la réussite des filles, en particulier lorsqu'elles sont issues de familles modestes, notamment dans les quartiers prioritaires ou en zone rurale;
- Agir pour l'égalité entre filles et garçons dans l'orientation vers les filières scientifiques, technologiques, et les filières d'excellence.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Capital Filles s’adresse aux lycéennes scolarisées dans des lycées relevant de la Politique de la Ville et des territoires ruraux. Les filières accompagnées par Capital Filles sont les filières technologiques (Seconde générale et technologique, Première et Terminale SSI, SSVT, STI2D, STMG, STL), les filières

professionnelles (Seconde, Première, Terminale) et la filière générale (S.SSI et S.SVT).

Près de 2 500 lycéennes sont ciblées par l'action proposée ici.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fonctionnement et administration générale (comptable, loyer équipé, 1 ordinateur)	13 000,00	21,24%
Coordination générale (marraines, Déléguées, ateliers collectifs, constitution et suivi de chaque binôme,...)	10 000,00	16,34%
1 chargée de mission (charges incluses)	36 000,00	58,82%
2 stagiaires (pour une durée de 6 mois chacun)	2 200,00	3,59%
Total	61 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	48 960,00	80,00%
Fonds propres	12 240,00	20,00%
Total	61 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	48 960,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Olympe	48 960,00 €
	Montant total	48 960,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008929

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PROGRAMME "RÊV'ELLES TECH

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Olympe	55 696,00 €	53,32 %	29 696,00 €
	Montant Total de la subvention		29 696,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : REV ELLES
Adresse administrative : 29 SENTIER TORTUEUX
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame EMIRA ZAAG, Présidente

Date de publication au JO : 4 janvier 2014

N° SIRET : 80053258200015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Olympe
Rapport Cadre : CR96-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Fournir aux jeunes filles une offre toujours plus adaptée à leurs besoins;
- Encourager des jeunes franciliennes à s'orienter vers les filières préparant aux carrières scientifiques et numériques;
- Dépasser les stéréotypes de sexes, les difficultés de représentation des métiers, les biais d'orientation et l'autocensure, qui amènent les jeunes filles à délaisser ces filières au moment clé de leur orientation.

Ce programme "Rêv'Elles Tech" a pour ambition de sensibiliser et d'accompagner 30 jeunes franciliennes durant l'année scolaire 2017-2018.

Description :
Le programme "Rev'elles Tech" propose un accès aux parcours "Rev'elles ton potentiel" déjà proposés

par l'association, avec ici la proposition d'activités spécifiques liées aux métiers scientifiques et numériques.

Déroulement des activités de la semaine :

Jours 1 et 2 : ateliers collectifs sur la confiance en soi, la notion de parcours professionnel, de compétences, la découverte de soi. Ces journées sont également dédiées à la familiarisation avec la notion d'environnement de travail et la découverte de nouveaux métiers. Dans le cas des participantes au programme "Rêv'Elles Tech", il s'agira de leur faire découvrir les différents métiers qui s'offrent à elles dans les sciences et les nouvelles technologies.

Jour 3 : Coachings individuels, afin de lever les freins de manière plus spécifique à chacune et recherches sur les métiers en autonomie, en partenariat avec la Cité des Métiers de Paris.

Jour 4 : Journée "Rêv'Elles-moi l'entreprise" : dans les locaux d'une entreprise partenaire, en présence d'employées volontaires. Le but de cette journée est de découvrir les codes de l'entreprise, de rencontrer des professionnelles exerçant des métiers scientifiques ou numériques, de mieux appréhender leur quotidien et leur parcours. Les secteurs des sciences et des nouvelles technologies manquent de profils féminins. Cette journée est donc l'occasion pour nos partenaires de valoriser ces filières auprès de jeunes filles, qui entreront bientôt sur le marché du travail. C'est également l'occasion pour les collaboratrices qui vont participer à la journée d'opérer un retour sur leur parcours, de le valoriser et de partager leur expérience. Cette journée se déroulera dans les locaux de Dow Cheminicals, de SAP SE, de l'UPTI (EDF), ou de Google.

Jour 5 : finaliser son projet et apprendre à le présenter, déterminer son plan d'action. Les jeunes filles vont présenter leur projet devant un jury de rôles modèles (les années passées l'association s'était rendue au Conseil Régional d'Île-de-France, à l'Ambassade des Etats-Unis, à la Mairie du 19ème arrondissement...).

. Une visite de centrale thermique : grâce aux partenaires de l'association avec l'UPTI (EDF) et avec l'entreprise Dow Chemicals, les participantes au programme "Rêv'Elles Tech" auront l'opportunité de visiter une centrale thermique ou un site de production chimique. Elles découvriront les métiers qui y sont exercés, ainsi que la présence de femmes au sein des équipes, souvent même à la tête de celles-ci.

. Pour chaque jeune fille du programme "Rêv'Elles Tech", une journée "Rêv'elles moi ta vie de...". Le but de cette journée est de permettre aux jeunes filles de passer une journée entière aux côtés d'un rôle modèle, dans le métier vers lequel elle ambitionne de se diriger. Elles auront l'occasion de découvrir de nombreux métiers exercés par ces rôles modèles, comme celui d'ingénieure, de chimiste, de développeuse informatique, de directrice d'unité de production thermique, de chercheuse en astronomie, etc...

. Deux coachings individuels durant l'année scolaire, afin de ne pas perdre la motivation acquise sur le parcours "Rêv'Elles ton potentiel", d'adresser les doutes et appréhensions des jeunes filles et de lever les freins liés à l'orientation au moment des choix.

. Une rencontre de la commission Univers'"Elles tournée vers la thématique des femmes dans les domaines de la science et des nouvelles technologies. Un rendez-vous au carrefour numérique de la Cité des Sciences, au mois d'avril 2017, afin de favoriser l'échange entre pairs. Le but de cette rencontre est de créer une émulation entre les jeunes filles et d'entretenir leur motivation au moment des choix de filières. Cette rencontre leur permettra également de rencontrer des professionnelles et des étudiantes dans ces filières, afin qu'elles puissent poser des questions et développer leur réseau.

Processus de sélection des jeunes filles :
Afin de cibler les lycéennes intéressées par ce programme, l'association mobilisera ses partenaires

associatifs sur l'ensemble du territoire francilien, ainsi que les lycées et les agents de développement local avec lesquels l'association travaille. Elle respectera ensuite un processus de sélection permettant de cibler les profils et les attentes des bénéficiaires.

Le processus de sélection :

1°) le questionnaire : les jeunes filles souhaitant participer au parcours "Rêv'Elles ton potentiel" commencent par remplir un questionnaire en ligne (accessible depuis le site internent de l'association).

Ce questionnaire permet à l'association de mieux connaître les candidates et de sélectionner celles qui ont le plus besoin d'un accompagnement. L'association va privilégier celles qui n'ont pas, dans leur entourage familial ou social (association par exemple), les ressources qui pourraient les aider dans l'élaboration de leur projet : celles qui se sentent perdues et qui risquent de s'orienter par dépit ou d'arrêter leurs études.

2°) L'entretien de motivation : quelques jours avant le début du parcours, l'association rappelle chacune des candidates pour créer le lien de confiance et juger de leur motivation. Ce programme dure une semaine et a lieu pendant les vacances scolaires pour aller jusqu'au bout de la démarche d'inscription.

Perspectives : un accompagnement collectif et individuel pour permettre à ces jeunes filles de déconstruire les stéréotypes entourant la question de l'orientation dans les filières scientifiques, mais également de lever tous les freins à l'aboutissement de leur projet professionnel.
Par ailleurs, les entreprises et rôles modèles engagés aux côtés de l'association auront un échange privilégié avec ces jeunes filles et seront les premiers membres d'un réseau intergénérationnel de femmes dans le domaine de la science et des nouvelles technologies.

Mesure d'impact et évaluation de l'action :

Des évaluations sont réalisées par l'association à chaque session du parcours et durant le suivi des jeunes filles.

Pour le programme Rêv'Elles Tech, l'association adapte ses indicateurs d'évaluation pour une mesure d'impact plus spécifique :

- augmentation des notes des participantes dans les matières scientifiques
- poursuite des études vers une filière scientifique
- prise de contact avec des professionnels dans les domaines des sciences et des nouvelles technologies
- stages ou journées découvertes effectuées depuis le parcours, etc...

Moyens mis en œuvre :

Moyens humains mobilisés sur ce programme

- 50 % du temps de la chargées des programmes :
gestion de la relation avec les associations partenaires
Mise en place de nouveaux partenariats
Organisation des activités du programme
Recrutement des jeunes filles
Suivie des jeunes filles
Evaluation du programme

- 15 % du temps de la chargée de communication

Communication autour des différentes activités du programme
Valorisation du programme auprès des partenaires
Relations presse

- 10 % du temps de la directrice de l'association
Management d'équipe
Relations avec les entreprises partenaires

- Prestataires pour la réalisation du programme
4 co-facilitatrices pour animer les ateliers
4 coaches pour assurer l'accompagner des jeunes femmes durant l'année

Moyens matériels mobilisés sur le programme :

- Location de salles pour les ateliers collectifs
- Fournitures et matériel d'animation
- Outils de communication
- Frais de bouche sur les parcours

Intérêt régional : - Renforcer le soutien à la réussite des filles, en particulier lorsqu'elles sont issues de familles modestes, notamment dans les quartiers prioritaires ou en zone rurale;
- Agir pour l'égalité entre filles et garçons dans l'orientation vers les filières scientifiques, technologiques, et les filières d'excellence.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant (au vu de la capacité d'accueil réduite de la structure, il a été négocié avec cette dernière le recrutement d’un seul stagiaire ou alternant).

Public(s) cible(s) :
30 Jeunes franciliennes de seconde générale et technologique, intéressées par les filières scientifiques.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation de service	7 130,00	12,80%
Achat matière et fournitures	1 600,00	2,87%
Location de salles	5 000,00	8,98%
Rémunération des coachs pour l'animation	5 300,00	9,52%
Déplacements (frais de transport jeunes filles et équipe pour les parcours et visites de sites)	2 500,00	4,49%
Rémunération (avec répartition du temps alloué au projet) : 15% responsable des programmes , 15% responsable de la communication et des partenariats, 50% chargée d'accompagnement	30 381,00	54,55%
Participation à hauteur de 20% des frais fixes de fonctionnements	3 785,00	6,80%
Total	55 696,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	29 696,00	53,32%
Fondation EDF	10 000,00	17,95%
Fondation SFR	10 000,00	17,95%
Dow Chemicals	6 000,00	10,77%
Total	55 696,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	29 696,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien aux actions multi-territoires en Politique de la ville	7 000,00 €
2016	Olympe	29 128,00 €
	Montant total	36 128,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 10/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/07/2017

DELIBERATION N° CP 2017-278

DU 05 JUILLET 2017

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DU LIVRE

DEUXIEME AFFECTATION 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de la propriété intellectuelle

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attribution du Conseil régional à la Commission permanente ;

VU La délibération n°CR 222-16 du 15 décembre 2016 relative à la stratégie internationale de la Région

VU La délibération n°CR 2017-61 du 10 mars 2017 relative à la politique régionale du livre et de la lecture

VU La délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens

VU La délibération n°CR 2017-51 du 09 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la Laïcité

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU L'avis émis par la Commission de la culture ;

VU L'avis de la Commission des Finances

VU Le rapport n° CP 2017-278 présenté par Madame la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE 1 : CONVENTIONS TYPE

Approuve les conventions type pour les aides spécifiques jointes en annexe 3 à la présente délibération.

ARTICLE 2 : AFFECTATIONS REGIONALES DU SECTEUR DU LIVRE

Décide de participer au titre de la politique régionale du livre, au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions dont le montant maximum prévisionnel est de **295 000 €.**

Subordonne le versement des subventions aux bénéficiaires à la signature de conventions type conformes aux conventions type adoptées par l'article 1 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Les bénéficiaires concernés sont :

SEP EUROPE 5 000 €
BIENNALE DES POETES : 10 000 €
MAISON DE LA CULTURE YIDDISH : 13 000 €
DATA FACTORY : 3 000 €
CIRCE CENTRE INFORMATION RECHERCHE CREATION ETUDES : 25 000 €
MAISON DES ECRIVAINS ET DES TRADUCTEURS : 10 000 €
ASSOCIATION PARIS POLAR : 3 000 €
CPLJ CENTRE PROMOTION DU LIVRE JEUNESSE 93 : 85 000 €
COMMUNE DE BUC : 5 000 €
SCENES A L'ITALIENNE : 4 000 €
HISTOIRE DE LIRE : 8 000 €
FESTIVAL LIVRE ECOLOGIE : 3 000 €
ASSOCIATION VO/VF : 10 000 €
L'EMPREINTE : 10 000 €
MILLEPAGES : 18 000 €
LE NOC'T EN BULLE : 15 000 €
ACADEMIE HORS CONCOURS : 6 000 €
MARABOUT : 8 000 €
ENVIE DE LIRE : 12 000 €
L'AUTRE LIVRE : 8 000 €
LIBRAIRIE LE POINT DE COTE : 5 000 €
LES EDITIONS DE L'ANTILOPE : 8 000 €
ASPHALTE EDITIONS : 5 000 €
SCRINEO : 1 000 €
ALTA COMMUNICATION – TOM POUSSE : 10 000 €
LA CHARTE : 5 000 €

Affecte une autorisation d'engagement de **295 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-008 (131008) « aide au livre et à la lecture » action (13100801) « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017

Et une autorisation de programme de **37 000 €** sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-015 « fonds d'investissement pour la culture » action (13101501) « fonds d'investissement pour la culture » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

Article 3 : PROGRAMME REGIONAL DES RESIDENCES D'ECRIVAINS

Décide de participer au titre de la politique régionale du livre, au financement des projets de résidences d'écrivains détaillés en annexe 2 de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **141 500 €.**

Subordonne le versement des aides aux résidences d'écrivains aux bénéficiaires suivants à la conclusion de conventions type jointes en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer :

Gaël BOURGEON dit AYMON : librairie du Parc/Actes Sud
Noëmie FARGIER : le lieu mains d'œuvres
Bérengère COURNUT : Muséum national d'histoire naturelle
Sophie DAULL : La liseuse
Célia HOUDART : Musée MAC VAL
Véronique PITTOLO : lycée Rabelais de Paris

Affecte une autorisation d'engagement de **141 500 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-008 (131008) « aide au livre et à la lecture » action (13100801) « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017 au titre du programme régional de résidences d'écrivains.

ARTICLE 4 : MISE EN ŒUVRE DU PRIX LITTERAIRE DES LYCEENS 2016-2017 : ACCOMPAGNEMENT DES ELEVES, RENCONTRES AVEC LES AUTEURS DANS LA CLASSE

Pour clore le marché relatif à la réalisation de l'édition 2016-2017, décide d'affecter en section de fonctionnement, un montant d'autorisation d'engagement de **44 902 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-008 (131008) « aide au livre et à la lecture » action (13100801) « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017 pour le paiement des réalisations liées au prix 4 unitaire.

ARTICLE 5 : MISE EN ŒUVRE DU PRIX LITTERAIRE DES LYCEENS 2017-2018

Pour la mise en œuvre du Prix littéraire des lycéens, apprentis et stagiaires de la formation professionnelle sur l'année 2017-2018, décide d'affecter, en section de fonctionnement, un montant d'autorisation d'engagement complémentaire de **18 670 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-008 (131008) « aide au livre et à la lecture » action (13100801) « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017.

ARTICLE 6 : BONS D'ACHAT DE LIVRES A DESTINATION DES LYCEENS

Pour permettre d'offrir des bons d'achats de livre à chacun des lycéens, apprentis et stagiaires de la formation professionnelle participant au Prix littéraire des lycéens 2017-2018, décide d'autoriser la mise en œuvre du compte d'emploi et décide d'affecter en section de fonctionnement, un montant d'autorisations d'engagement de **25 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-008 (131008) « aide au livre et à la lecture » action (13100801) « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION AUTOUR DES ACTIONS D'INITIATIVE REGIONALE POUR LE LIVRE ET LA LECTURE – AFFECTATION D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de **12 666 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-008 (131008) « aide au livre et à la lecture » action (13100801) « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017 pour les dépenses liées au marché « Création graphique, adaptation et réalisation des productions éditoriales institutionnelles imprimées et numériques de la Région Ile-de-France», pour la réalisation d'une création graphique susceptible d'être déclinée sur les actions suivantes : édition 2017-2018 du Prix littéraire des lycéens, édition 2018 du salon du livre, Quinzaine de la librairie pour les lycéens 2018 et Leçons de littérature dans les lycées 2017-2018.

ARTICLE 8 : PAIEMENT DES COTISATIONS SOCIALES POUR LES BOURSES AUX AUTEURS DU PROGRAMME REGIONAL DE RESIDENCES

Décide d'affecter un montant d'autorisation d'engagement de **12 000 €** pour le précompte des cotisations dues par la Région pour le compte des auteurs à l'AGESSA, dans le cadre du programme régional de résidences d'écrivains sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-008 (131008) « aide au livre et à la lecture » action (13100801) « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017.

ARTICLE 9 : VALORISATION DU PROGRAMME REGIONAL DE RESIDENCES

Décide d'affecter, en section de fonctionnement, un montant d'autorisation d'engagement de **1 260 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-008 (131008) « aide au livre et à la lecture » action (13100801) « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017 pour tenir compte des règles de révision des prix concernant le marché pour la valorisation du programme régional de résidences dans une rubrique spécifique au sein d'une revue littéraire en ligne.

ARTICLE 10 : QUINZAINE DE LA LIBRAIRIE POUR LES LYCEENS – EDITION 2018

Décide d'affecter, en section de fonctionnement, un montant d'autorisations d'engagement de **63 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-008 (131008) « aide au livre et à la lecture » action (13100801) « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017, en vue de lancer un marché pour la réalisation de la quinzaine de la librairie pour les lycéens 2018.

ARTICLE 11 : PARTENARIAT AVEC L'ADELC

Décide d'attribuer une subvention globale de fonctionnement à l'Association pour le Développement de la Librairie de Création pour son activité au titre de l'année 2017 tel que détaillé en annexe 4 de la présente délibération.

75 – Association pour le développement de la librairie de création (ADELC) 73 rue du Moulin Vert – 75014 PARIS Fonctionnement de l'ADELC sur l'année 2017	**300 000 €**

Subordonne le versement de la subvention à l'Association pour le Développement de la Librairie de Création à la signature de la convention jointe en annexe X à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **300 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-008 (131008) « aide au livre et à la lecture » action (13100801) « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017 pour cette opération.

Approuve la convention figurant en annexe n° 4 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

ARTICLE 12 : REAFFECTATION DE SUBVENTIONS

Décide de réaffecter deux subventions initialement attribuées par la délibération CP 15-587 du 08 octobre 2015 soit :

- une autorisation d'engagement de **9 000 €** au bénéfice des éditions LIBERTALIA pour la publication d'un coffret « Les Fils de la nuit » disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », programme HP 312-008 « aide au livre et à la lecture », action 13100801 « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017,

- une autorisation d'engagement de **5 000 €** au bénéfice de la commune de Grigny pour la résidence d'écrivain de Monsieur Olivier MARBOEUF disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », programme HP 312-008 « aide au livre et à la lecture », action 13100801 « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017.

Article 13: DEROGATION AU PRINCIPE DE NON COMMENCEMENT DES PROJETS

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier :

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17008971	ADELC - LIVRE 2017	ADELC	01/01/2017
17002766	ACADEMIE HORS CONCOURS - PRIX HORS CONCOURS DES LYCEENS - LIVRE 2017	AHC L'ACADEMIE HORS CONCOURS	01/01/2017
17002326	BIPVM - BIENNALE DES POETES ET ACTIONS EN DIRECTION DES SCOLAIRES - LIVRE 2017	BIENNALE INTER POETES 94	02/01/2017
17004711	CIRCE - 35EME MARCHE DE LA POESIE - LIVRE 2017	CIRCE CTRE INFO RECHER CHE CREATION & ETUDES	01/01/2017
17004835	COMMUNE DE BUC - FESTIVAL BD BUC - LIVRE 2017	COMMUNE DE BUC MAIRIE	10/03/2017
15015462	MEDIATHEQUE DE GRIGNY - OLIVIER MARBOEUF - LIVRE - 2015	COMMUNE DE GRIGNY	08/10/2015
17004820	CPLJ - 33EME SALON DU LIVRE ET DE LA PRESSE JEUNESSE SEINE-SAINT-DENIS - LIVRE 2017	CPLJ 93 CTRE PROMO LIVRE JEUNESSE SEINE SAINT-DENIS	07/03/2017
17002337	DATA FACTORY - FESTIVAL SOBD - LIVRE 2017	DF DATA FACTORY	01/01/2017
15014973	LIBERTALIA - LIVRE 2015	EDITIONS LIBERTALIA	01/06/2015
17008566	FLPE - FESTIVAL DU LIVRE ET DE LA PRESSE D'ECOLOGIE - LIVRE 2017	FESTIVAL LIVRE ECOLOGIE	30/03/2017
17008559	HISTOIRE DE LIRE - FESTIVAL HISTOIRE DE LIRE - LIVRE 2017	HISTOIRE DE LIRE	14/03/2017
17008647	L'EMPREINTE - LIVRE 2017	L EMPREINTE	13/03/2017
17002745	LA CHARTE - RENCONTRES AVEC DES AUTEURS JEUNESSE EN BIBLIOTHEQUES - LIVRE 2017	LA CHARTE	01/01/2017
17004819	ASSOCIATION PARIS POLAR - FESTIVAL PARIS POLAR - LIVRE 2017	PARIS POLAR	15/03/2017
17008539	SCENES A L'ITALIENNE - FESTIVAL DE CORRESPONDANCES VERSAILLES GRIGNAN - LIVRE 2017	SCENES A L'ITALIENNE	03/04/2017
17004828	EUROPE - REVUE EUROPE - LIVRE 2017	SEP EUROPE	01/01/2017

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION :
ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-278	Budget	2017

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131008 - Aide au livre et à la lecture**
Action	**13100801 - Aide à la lecture publique et à la création littéraire**

Dispositif : N° 00000139 - Aides aux projets exceptionnels des revues

Dossier	17004828 - EUROPE - REVUE EUROPE - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R5971 - SEP EUROPE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
158 400,00 €	TTC	3,16 %	5 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000139 - Aides aux projets exceptionnels des revues	5 000,00 €

Dispositif : N° 00000150 - Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire

Dossier	17002326 - BIPVM - BIENNALE DES POETES ET ACTIONS EN DIRECTION DES SCOLAIRES - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R4778 - BIENNALE INTER POETES 94			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
125 000,00 €	TTC	8 %	10 000,00 €	

Dossier	17004944 - MAISON DE LA CULTURE YIDDISH - ACTIONS CULTURELLES 2017 - LIVRE			
Bénéficiaire	R25178 - MAISON DE LA CULTURE YIDDISH BIBLIOTHEQUE MEDEM PARIZER YIDISH TSENTER			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
190 000,00 €	TTC	6,84 %	13 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000150 - Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	23 000,00 €

Dispositif : N° 00000151 - Aide aux manifestations littéraires

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-278	Budget	2017

Dossier	17002337 - DATA FACTORY - FESTIVAL SOBD - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0029827 - DF DATA FACTORY			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
56 600,00 €	HT	5,3 %	3 000,00 €	

Dossier	17004711 - CIRCE - 35EME MARCHE DE LA POESIE - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R28490 - CIRCE CTRE INFO RECHER CHE CREATION & ETUDES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
215 000,00 €	TTC	11,63 %	25 000,00 €	

Dossier	17004809 - MEET - MEETING ILE-DE-FRANCE - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0024380 - MAISON DES ECRIVAINS ET DES TRADUCTEURS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
53 500,00 €	TTC	18,69 %	10 000,00 €	

Dossier	17004819 - ASSOCIATION PARIS POLAR - FESTIVAL PARIS POLAR - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0024354 - PARIS POLAR			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
21 570,00 €	TTC	13,91 %	3 000,00 €	

Dossier	17004820 - CPLJ - 33EME SALON DU LIVRE ET DE LA PRESSE JEUNESSE SEINE-SAINT-DENIS - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R4616 - CPLJ 93 CTRE PROMO LIVRE JEUNESSE SEINE SAINT-DENIS			
Localisation	MONTREUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	85 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 075 200,00 €	HT	7,91 %	85 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-278	Budget	2017

Dossier	17004835 - COMMUNE DE BUC - FESTIVAL BD BUC - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R532 - COMMUNE DE BUC MAIRIE			
Localisation	BUC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 500,00 €	TTC	12,35 %	5 000,00 €	

Dossier	17008539 - SCENES A L'ITALIENNE - FESTIVAL DE CORRESPONDANCES VERSAILLES GRIGNAN - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	EXM00670 - SCENES A L ITALIENNE			
Localisation	VERSAILLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 000,00 €	HT	10 %	4 000,00 €	

Dossier	17008559 - HISTOIRE DE LIRE - FESTIVAL HISTOIRE DE LIRE - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0035012 - HISTOIRE DE LIRE			
Localisation	VERSAILLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
99 620,00 €	TTC	8,03 %	8 000,00 €	

Dossier	17008566 - FLPE - FESTIVAL DU LIVRE ET DE LA PRESSE D'ECOLOGIE - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R30481 - FESTIVAL LIVRE ECOLOGIE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
48 000,00 €	TTC	6,25 %	3 000,00 €	

Dossier	17008624 - ASSOCIATION VO/VF - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0024353 - ASSOCIATION VO/VF			
Localisation	GIF-SUR-YVETTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
62 090,00 €	TTC	16,11 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-278	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000151 - Aide aux manifestations littéraires	156 000,00 €

Dispositif : N° 00000183 - Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)

Dossier	17002766 - ACADEMIE HORS CONCOURS - PRIX HORS CONCOURS DES LYCEENS - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0035604 - AHC L ACADEMIE HORS CONCOURS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
48 900,00 €	TTC	12,27 %	6 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000183 - Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	6 000,00 €

Dispositif : N° 00000184 - Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement

Dossier	17008647 - L'EMPREINTE - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0036789 - L EMPREINTE			
Localisation	BOURRON-MARLOTTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
33 200,00 €	HT	30,12 %	10 000,00 €	

Dossier	17008971 - ADELC - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R9096 - ADELC			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 772 000,00 €	TTC	10,82 %	300 000,00 €	

Dossier	17009913 - MILLEPAGES - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R38741 - MILLEPAGES			
Localisation	VINCENNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
56 700,00 €	HT	31,75 %	18 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-278	Budget	2017

Dossier	17011034 - LE NOCT'EN BULLE - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0037115 - LE NOCT EN BULLE			
Localisation	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
49 600,00 €	HT	60 %	15 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000184 - Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement	343 000,00 €

Dispositif : N° 00000187 - Aide aux projets éditoriaux exceptionnels

Dossier	15014973 - LIBERTALIA - LIVRE 2015			
Bénéficiaire	P0032531 - EDITIONS LIBERTALIA			
Localisation	MONTREUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 153,00 €	HT	33,15 %	9 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000187 - Aide aux projets éditoriaux exceptionnels	9 000,00 €

Dispositif : N° 00000538 - Programme de résidences d'écrivains (Organismes)

Dossier	15015462 - MEDIATHEQUE DE GRIGNY - OLIVIER MARBOEUF - LIVRE - 2015			
Bénéficiaire	R1125 - COMMUNE DE GRIGNY			
Localisation	GRIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000,00 €	HT	50 %	5 000,00 €	

Dossier	17008497 - LIBRAIRIE DU PARC/ACTES SUD - GAEL BOURGEON DIT AYMON - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0036748 - ACTES SUD LIBRAIRIE ACTES SUD			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000,00 €	HT	50 %	5 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-278	Budget	2017

Dossier	17008506 - MAINS D'OEUVRES - NOEMIE FARGIER - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R4279 - ASSOCIATION LE LIEU MAINS D OEUVRES			
Localisation	SAINT-OUEN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000,00 €	HT	50 %	5 000,00 €	

Dossier	17008510 - MUSEUM NATIOANL D'HISTOIRE NATURELLE - BERENGERE COURNUT - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R13191 - MNHN MUSEUM NATIONAL D HISTOIRE NATURELLE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000,00 €	TTC	50 %	5 000,00 €	

Dossier	17008512 - LA LISEUSE - SOPHIE DAULL - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R38749 - LA LISEUSE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 333,33 €	HT	60 %	5 000,00 €	

Dossier	17008516 - MAC VAL - CELIA HOUDART - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R2305 - DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE			
Localisation	VITRY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 500,00 €		Code nature	65733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 000,00 €	HT	50 %	3 500,00 €	

Dossier	17008522 - LYCEE RABELAIS - VERONIQUE PITTOLO - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R3376 - LGT LYC METIER RABELAIS PARIS 18EME			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	65735
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 000,00 €	HT	50 %	4 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-278	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000538 - Programme de résidences d'écrivains (Organismes)	32 500,00 €

Dispositif : N° 00000539 - Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)

Dossier	17008496 - GAEL BOURGEON DIT AYMON - LIBRAIRIE DU PARC/ACTES SUD - LIVRE 2017		
Bénéficiaire	P0036747 - BOURGEON GAEL		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	17008505 - NOEMIE FARGIER - MAINS D'OEUVRES - LIVRE 2017		
Bénéficiaire	P0036755 - FARGIER NOEMIE		
Localisation	SAINT-OUEN		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	17008509 - BERENGERE COURNUT - MUSEUM NATIONAL D'HISOITRE NATURELLE - LIVRE 2017		
Bénéficiaire	P0028753 - COURNUT BERENGERE		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	17008511 - SOPHIE DAULL - LA LISEUSE - LIVRE 2017		
Bénéficiaire	P0036757 - DAULL SOPHIE		
Localisation	SEINE ET MARNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-278	Budget	2017

Dossier	17008514 - CELIA HOUDART - MAC VAL - LIVRE 2017		
Bénéficiaire	P0036759 - HOUDART CELIA		
Localisation	VITRY-SUR-SEINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	14 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		14 000,00 €	

Dossier	17008521 - VERONIQUE PITTOLO - LYCEE DES METIERS RABELAIS - LIVRE 2017		
Bénéficiaire	R36277 - PITTOLO VERONIQUE		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000539 - Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)	114 000,00 €

Dispositif : N° 00001030 - Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)

Dossier	17002745 - LA CHARTE - RENCONTRES AVEC DES AUTEURS JEUNESSE EN BIBLIOTHEQUES - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0027537 - LA CHARTE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 150,00 €	TTC	30,96 %	5 000,00 €	

Dossier	17003397 - MARABOUT - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0027373 - MARABOUT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 600,00 €	HT	48,19 %	8 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-278	Budget	2017

Dossier	17008622 - ENVIE DE LIRE - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0003810 - ENVIE DE LIRE			
Localisation	FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 032,00 €	HT	44,39 %	12 000,00 €	

Dossier	17008623 - L'AUTRE LIVRE - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R26638 - L AUTRE LIVRE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
51 900,00 €	TTC	15,41 %	8 000,00 €	

Dossier	17008794 - LE POINT DE COTE - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0001497 - POINT CENTRAL			
Localisation	SURESNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 124,00 €	HT	49,49 %	5 000,00 €	

Dossier	17008798 - L'ANTILOPE - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0036760 - LES EDITIONS DE L ANTILOPE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 234,00 €	HT	31,7 %	8 000,00 €	

Dossier	17008991 - ASPHALTE - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0036761 - ASPHALTE EDITIONS			
Localisation	FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 800,00 €	HT	39,06 %	5 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-278	Budget	2017

Dossier	17009851 - SCRINEO - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0037033 - SCRINEO			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 000,00 €	HT	33,33 %	1 000,00 €	

Dossier	17009894 - TOM POUSSE - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0023386 - ALTA COMMUNICATION			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
212 370,00 €	HT	4,71 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001030 - Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	62 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131008 - 13100801	750 500,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131015 - Fonds d'investissement pour la culture**
Action	**13101501 - Fonds d'investissement pour la culture**

Dispositif : N° 00001029 - Aide à la librairie indépendante - Investissement

Dossier	17008688 - FOLIES D'ENCRE LILAS - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0030930 - PAGINATION FOLIES D ENCRE			
Localisation	LES LILAS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
59 600,00 €	HT	46,98 %	28 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-278	Budget	2017

Dossier	17008782 - LA MALLE AUX HISTOIRES - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	P0036781 - LE MONT BATCHA LA MALLE AUX HISTOIRES				
Localisation	PANTIN				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	9 000,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
19 600,00 €	HT	45,92 %		9 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001029 - Aide à la librairie indépendante - Investissement	37 000,00 €

Total sur l'imputation 903 - 312 - 131015 - 13101501	37 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008688

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FOLIES D'ENCRE LILAS - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Investissement	59 600,00 €	46,98 %	28 000,00 €
	Montant Total de la subvention		28 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
13101501- Fonds d'investissement pour la culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PAGINATION FOLIES D ENCRE
Adresse administrative : 3 RUE DU GARDE CHASSE
93260 LES LILAS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame DOMINIQUE ANNE BOUVET, GERANT

N° SIRET : 42351816600016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Investissement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La librairie Folies d'encre fait l'objet de travaux pour une mise en sécurité et pour acquérir d'un mobilier plus ergonomique et fonctionnel.

Description :
Créée en 1999 aux Lilas et reprise en 2015, la librairie Folies d'encre est une librairie généraliste d'une surface de 53m2, avec une mezzanine. La reprise de la librairie a fait l'objet d'un soutien de l'Adelc.

Dans le cadre de son projet de rénovation, afin d'optimiser son local, la librairie prévoit de changer son mobilier afin d'améliorer la présentation des livres tout en créant des rayons quasi-inexistants (science-fiction, pratique, tourisme). En outre, la librairie procèdera, dans le cadre de ces travaux, à la sécurisation

de l’espace jeunesse et à la rénovation de son sol.

Intérêt régional : -Dynamique secteur livre
La librairie propose des ouvrages principalement en littérature et jeunesse.

-Attractivité et territoire
La Librairie est labellisée LIR. Elle est aussi adhérente à Paris Librairie et fait partie du réseau Libraires du 93.

-Développement du public et du lectorat
La librairie s'est donné pour but de permettre aux adultes comme aux plus jeunes de trouver ou retrouver le goût de la lecture et de la littérature.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LES LILAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	30 600,00	51,34%
Aménagement (mobilier et menuiserie)	24 700,00	41,44%
Honoraires, assurances	4 300,00	7,21%
Total	59 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	2 900,00	4,87%
DRAC (S)	28 700,00	48,15%
Région Ile-de-France	28 000,00	46,98%
Total	59 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	28 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008782

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LA MALLE AUX HISTOIRES - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Investissement	19 600,00 €	45,92 %	9 000,00 €
	Montant Total de la subvention		9 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
13101501- Fonds d'investissement pour la culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE MONT BATCHA LA MALLE AUX HISTOIRES
Adresse administrative : 81 AVENUE JEAN LOLIVE
93500 PANTIN
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame Sylvia PAYOCK-MONTHE, Gérante

N° SIRET : 45355542700039

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Investissement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : renouvellement du mobilier de la librairie

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Malle aux Histoires envisage de renouveler son mobilier afin d'améliorer la circulation dans la librairie et optimiser sa surface de vente.

Description :
Créée en 2004 à Bagnolet, la librairie La Malle aux histoires a déménagé en 2006 à Pantin. Bien implantée sur le son territoire, la librairie, d'une surface de 70m2, propose à sa clientèle un assortiment de 10 000 titres, dont 4 500 en jeunesse.

Dans le cadre de son projet, la librairie prévoit de changer son mobilier afin d'améliorer la présentation des livres et de gagner de la place : installation de nouvelles étagères pour les rayons proche et Beaux-arts, de deux tables de présentation des nouveautés, d'un meuble adapté au rayon jeunesse, réalisation d'un meuble-vitrine, etc).

Intérêt régional : Attractivité et territoire
La Librairie fait partie du réseau Libraires du 93.

-Développement du public et du lectorat
Dans l'objectif de favoriser la diffusion des livres et de la lecture sur son territoire ; la librairie travaille régulièrement aves des locaux (associations, équipements culturels, bibliothèques, etc).
Elle accueille chaque mois des auteurs et participe aussi régulièrement à des manifestations nationales et régionales en direction des publics jeunes (Prix littéraire des lycéens, Salon du livre et de la presse jeunesse de Montreuil, Partir en livre).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de mobilier	19 600,00	100,00%
Total	19 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	10 600,00	54,08%
Région Ile-de-France	9 000,00	45,92%
Total	19 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004828

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : EUROPE - REVUE EUROPE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux projets exceptionnels des revues	158 400,00 €	3,16 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEP EUROPE
Adresse administrative : 4 RUE MARIE ROSE
75014 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur JEAN-BAPTISTE PARA, Autre

N° SIRET : 40107144400020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux projets exceptionnels des revues
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : programme éditorial 2017 de la revue Europe

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme éditorial couvre l'année 2017. En vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être proposée pour prendre en compte les dépenses éligibles.

Objectifs :
Europe est une revue littéraire de référence dotée d'un fonds remarquable constitué depuis 1923. Réalisée par un comité de rédaction qui compte une soixantaine de collaborateurs dans le monde entier, la revue est diffusée auprès de 1 300 abonnés et dans les institutions les plus prestigieuses. Chaque numéro est consacré à un écrivain et accueille des inédits dans ses "Cahiers de la création", des articles critiques dans les "Chroniques" et les "Notes de lectures".

Description :
La subvention régionale porte sur le programme éditorial 2017, composé de 7 numéros à paraitre sur les

thèmes suivants :
- Janvier-février : Mahmoud Darwich
- Mars : Ecrire l'architecture
- Avril : Pierre Albert-Birot / Claude Cahun
- Mai : Pierre Bergounioux
- Juin-août : Olivier Rolin / Günter Anders
- Septembre-octobre : Tristan Tzara / Kurt Schwitters
- Novembre-décembre : César Vallejo

Intérêt régional : Il est proposé de soutenir exceptionnellement cette revue historique, dont le modèle économique est en cours de révision pour affronter la baisse des abonnements de médiathèques et Instituts français (jusqu'à ce jour 78 % d'abonnés, principalement institutionnel).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, équipements...)	4 550,00	3,45%
Services externes (stocks, assurance, salons, droits auteurs, traduction, reproduction, impression...)	51 440,00	38,97%
Autres services externes (poste, communications...)	25 760,00	19,52%
Frais de personnel	50 250,00	38,07%
Total	132 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations de services (ventes, abonnements)	112 000,00	84,85%
CNL (s)	15 000,00	11,36%
Région IdF	5 000,00	3,79%
Total	132 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides pour le fonctionnement des revues	10 000,00 €
2015	Aides pour le fonctionnement des revues (CR46-14)	10 000,00 €
2016	Aides pour le fonctionnement des revues	5 000,00 €
	Montant total	25 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002326

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : BIPVM - BIENNALE DES POETES ET ACTIONS EN DIRECTION DES SCOLAIRES - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	125 000,00 €	8,00 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BIENNALE INTER POETES 94
Adresse administrative : 8 PROMENEE VENISE-GOSNAT
94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain LANCE, Président

Date de publication au JO : 18 juillet 1990

N° SIRET : 38246863500059

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : organisation de la Biennale internationale des poètes en Val-de-Marne et programme d'actions de promotion de la poésie en direction des scolaires.

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de réception de la demande de soutien est le 12 décembre 2016. La préparation du programme d'activité débute en janvier 2017. En vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être proposée pour prendre en compte les dépenses éligibles.

Objectifs :
Créée en 1990, la Biennale Internationale des Poètes du Val-de-Marne a comme double mission de faire connaître les grandes tendances de la poésie actuelle et de développer la diffusion de la poésie contemporaine, vers des publics divers, particulièrement les scolaires. L'ensemble de ses activités

annuelles culmine avec l'organisation d'un grand événement annuel (biennale, rencontre européenne) et est centré sur le Département du Val-de-Marne.

Description :
En 2017, l'association "Biennale Internationale des Poètes du Val-de-Marne" sollicite un soutien pour deux actions-phares de sa programmation annuelle :
- l'organisation de la 14ème Biennale des poètes en Val-de-Marne en novembre 2017 : entre 4000 et 5000 visiteurs attendus, poètes d'Amérique latine invités, principalement Brésil et Colombie, rencontres entre poètes et grand public avec lectures publiques (Maison de l'Amérique latine, Maison de la poésie, bibliothèques, universités, librairies)
- l'organisation d'un tournoi de poésie des collégiens et des lycéens du 94 (appel à textes de poètes, rencontres avec les auteurs, sélection des meilleurs poèmes par les scolaires, affichage...). Une journée spéciale de restitution sera organisée sous l'égide de l'organisation internationale "World poetry movement".

Bilan 2016 : rencontres échelonnées sur l'année entre 9 poètes européens et le public (Ivry, librairie L'Autre livre, Théâtre Le Palace à Paris), 17 rencontres-lectures entre poète et public, tournoi de poésie des collégiens du Val-de-Marne

Intérêt régional : Le programme proposé présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique secteur livre : au-delà des lieux culturels, la programmation place au centre les librairies - Alfortville, Ivry-sur-Seine, Vincennes... - et les médiathèques - Montreuil, Romainville, Tremblay-en France, Ivry-sur-Seine, Joinville, Choisy-le-Roi...-.

Attractivité et territoire : l'action de la Biennale des poètes se déploie principalement dans le Val-de-Marne (une dizaine de villes différentes) mais rayonne au-delà : Paris (Maison de la poésie, Maison de l'Amérique Latine,...), Montreuil (93), Voisin le Bretonneux (78).

Développement du public : Pour la première année, 17 classes de lycées participeront à l'événement, dont 10 dans le 94, soit environ 500 élèves

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services externes (Réceptions, location, assurances, imprimeur, graphiste, droits auteurs, honoraires, poste...)	68 500,00	54,80%
Frais de personnel	56 500,00	45,20%
Total	125 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IdF	10 000,00	8,00%
CD94 (s)	61 500,00	49,20%
DRAC (s)	5 000,00	4,00%
CNL (s)	30 000,00	24,00%
Institut Français (s)	5 000,00	4,00%
SOFIA (s)	3 000,00	2,40%
Pouvoirs publics Brésil (s)	3 000,00	2,40%
Communes 94 (s)	7 500,00	6,00%
Total	125 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	20 000,00 €
2014	Aides aux projets exceptionnels des revues	3 000,00 €
2015	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	4 000,00 €
2016	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	15 000,00 €
2017	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	3 000,00 €
	Montant total	45 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004944

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MAISON DE LA CULTURE YIDDISH - ACTIONS CULTURELLES 2017 - LIVRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	190 000,00 €	6,84 %	13 000,00 €
	Montant Total de la subvention		13 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DE LA CULTURE YIDDISH BIBLIOTHEQUE MEDEM PARIZER YIDISH TSENTER
Adresse administrative : 29 RUE DU CHATEAU D EAU 75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FANNY BARBARAY, Présidente

Date de publication au JO : 7 mars 1979

N° SIRET : 32015204400030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : Actions culturelles 2017 de la Maison de la Culture Yiddish

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Maison de la culture yiddish a pour objectif de promouvoir la langue et la culture yiddish. Elle abrite la bibliothèque Medem dont la vocation est de préserver et valoriser son fonds et de faire connaître la littérature yiddish à un large public.

Description :
Outre son activité pédagogique et patrimoniale, la maison de la culture yiddish propose sur la saison

2017-2018 une programmation culturelle autour de la littérature yiddish :
- Une rencontre par mois à la bibliothèque MEDEM où un auteur vient parler d'un ouvrage qui a compté pour lui,
- Des activités autour de la célébration de la mort de l'écrivain Mendele Moykher-Sforim : exposition, week-end d'étude, conférences...
- Des rencontres littéraires autour de l'actualité littéraire yiddish,
- Le cycle "Ce que j'ai reçu en partage" animé par Gilles Rozier sur les langues minoritaires,
- Les séances "Palabres centre-européennes", animées par Christine Lecerf autour de l'actualité littéraire francophone consacrée à l'Europe centrale,
- Des ateliers hebdomadaires de traductions littéraires,
- Les journées "langues régionales et minoritaires", dans le cadre de l'action nationale de la DGFL.

Bilan 2016 : En 2016, la maison de la culture yiddish a mis en oeuvre la programmation littéraire prévue autour des grands auteurs de langue yiddish : centenaire de la mort de l'écrivain Mendele Moykher-Sforim, rencontres littéraires autour de l'actualité littéraire yiddish, cycle "Ce que j'ai reçu en partage", "Palabres centre-européennes", atelier hebdomadaire de traductions littéraires...

Intérêt régional : Le programme proposé présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Attractivité et territoire : La Maison de la Culture Yiddish - Bibliothèque MEDEM est la plus grande institution européenne consacrée à la valorisation de la littérature Yiddish, tant sur ses aspects patrimoniaux que contemporains. Elle rayonne au-delà de l'Ile-de-France et dans les pays européens.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, fluides...)	17 000,00	8,95%
Services externes (hébergement, location, assurance, documentation, droits auteurs, imprimeur, graphiste...)	43 000,00	22,63%
Autres services externes (diffusion, réceptions, postes, honoraires, communication...)	19 500,00	10,26%
Frais de personnel	110 500,00	58,16%
Total	190 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations des services (participation usagers...)	62 000,00	32,63%
Etat (s)	28 500,00	15,00%
Région IdF	13 000,00	6,84%
Paris (s)	15 000,00	7,89%
Mécénat	71 500,00	37,63%
Total	190 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 000,00 €
2018	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire (CR46-14)	15 000,00 €
2014	Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (SUSES - Fonctionnement)	25 000,00 €
2015	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire (CR46-14)	13 000,00 €
2016	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	13 000,00 €
	Montant total	66 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004835

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMMUNE DE BUC - FESTIVAL BD BUC - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	40 500,00 €	12,35 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BUC MAIRIE
Adresse administrative : 3 RUE DES FRERES ROBIN
78530 BUC
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Marc LE RUDULIER, Maire

N° SIRET : 21780117400012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : 24ème édition du Festival de la bande dessinée de la commune de Buc.

Date prévisionnelle de début de projet : 10 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 10 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de réception de la demande de soutien est le 10 mars 2017. L'événement se déroule en octobre 2017 mais sa préparation nécessite de prendre en compte de manière anticipée les dépenses éligibles. En vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
Créé en 1994, le Festival "B.D. Buc" valorise le 9ème art à travers des expositions consacrées aux auteurs, aux albums mythiques et aux techniques de la bande dessinée. Chaque année, des animations et des actions pédagogiques sont mises en oeuvres en amont et en aval de l'événement qui permettent ainsi au Festival de s'ouvrir hors les murs.

Description :
La 24ème édition du festival se déroulera les 7 et 8 octobre 2017 au Château de Buc. 6000 à 7000 visiteurs sont attendus pour un programme mêlant signatures, expositions et animations.

Une cinquantaine d'auteurs sont invités dont Bernadette Desprès, l'auteur de la série à succès "Tom-Tom et Nana", qui réalisera l'affiche de l'événement, résolument tourné vers le jeune public.

Bilan 2016 : les 8 et 9 octobre 2016, 7500 visiteurs, dont 150 élèves de primaires, ont pu rencontrer une cinquantaine d'auteurs, dont 40 % d'étrangers. 3 Bibliothèques de l'intercommunalité ont organisé des rencontres avec les auteurs.

Intérêt régional : Le programme proposé présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique secteur livre : La librairie Planète 33 est partenaire du Festival.

Attractivité et territoire : Le prix "Buc en bulles" organisé par l'association Culture et Bibliothèques pour tous Yvelines-Essonne permet de mobiliser l'ensemble des acteurs de la lecture publique et les établissements scolaires de la CA Versailles Grand Parc.

Dimension créative : le Festival accueille des représentants de l'ensemble des métiers de la création de la bande dessinée (dessinateurs, scénaristes, coloristes...). Le plateau d'auteurs proposé panache les auteurs internationaux (Andrei Arinouchkine, Batem, Paul Teng...) et franciliens (Louis Alloing, Virginie Augustin, Romain Hugault...), en faisant une part aux jeunes auteurs (Gaëlle Hersent, Edouard Cour, Arnaud Poitevin...).

Développement du public : durant l'année scolaire, 6 classes de primaire participent à l'événement en travaillent sur la création d'illustrations BD autour de la thématique de l'alimentation. Le lycée franco-allemand de Buc organise une exposition de planches de BD réalisées par les élèves.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BUC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services externes (hébergement, location, assurance, animations...)	22 000,00	54,32%
Autres services externes (déplacements, réceptions, communication...)	18 500,00	45,68%
Total	40 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Location stands	5 500,00	13,58%
DRAC (s)	5 000,00	12,35%
Région IdF	5 000,00	12,35%
CD 78 (s)	1 500,00	3,70%
CA VGP (s)	7 000,00	17,28%
BUC (a)	11 500,00	28,40%
Mécénat	5 000,00	12,35%
Total	40 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	8 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	8 000,00 €
2016	Aide au patrimoine non-protégé d'intérêt régional – projet de valorisation patrimoniale	38 550,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	8 000,00 €
2017	Aide au développement de bornes de recharges électriques	12 000,00 €
	Montant total	66 550,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002337

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DATA FACTORY - FESTIVAL SOBD - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	56 600,00 €	5,30 %	3 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DF DATA FACTORY
Adresse administrative : 1 RUE GUY MOQUET
92240 MALAKOFF
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Renaud CHAVANNE, Président

N° SIRET : 48229459200027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : 7ème édition du festival SoBD.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de réception de la demande de soutien est le 24 décembre 2016. L'événement se déroule en décembre 2017 mais sa préparation nécessite de prendre en compte de manière anticipée les dépenses éligibles. En vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
Data Factory est une société de marketing et communication, qui développe une branche d'activité Bande dessinée (librairie en ligne Stripologie.com, exploitation, opération de communication...). Créé en 2011 et en constant développement, le salon SoBD a pour ambition de devenir le plus grand événement parisien consacré au 9ème art.

Description :
La septième édition du festival se déroulera à l'Espace des Blancs-manteaux (Paris 4ème) du 8 au 10 décembre 2017.

L'invité d'honneur sera l'artiste français Edmond Baudouin.

L'événement est divisé en 6 espaces : "Editeurs", "Patrimoine de papier" (Libraires), "Underground" (micro-éditeurs), "Musée éphémère" (espace d'exposition d'oeuvres originales), "Salon des ouvrages sur la BD" (espace d'exposition de la littérature savante et technique sur la BD), "Transgalerie" (espace d'exposition d'artistes plasticiens en rapport avec la BD).

En parallèle, 13 conférences, 3 ateliers (story-board, illustration numérique...) et 2 masters class animées par Edmond Baudouin et - à confirmer - Jacques de Loustal sont proposés au public.

Bilan 2016 : la quatrième édition du festival SoBD s'est déroulée du 2 au 4 décembre 2016 à l'Espace des Blancs-manteaux, invités d'honneur : Florence Cestac / Jean-Luc Cochet, 150 artistes et auteurs, environ 25000 visiteurs

Intérêt régional : Le programme proposé présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique secteur livre : Salon de professionnels ouvert au grand public, 70 exposants sont attendus : éditeurs (Les Requins Marteaux, Cambourakis, L'Agrume...), libraires (Amazonie BD, La Bande des Cinés, L'Age d'or...), galeries, salles de vente, organismes de formation...

Dimension créative : aux côtés des oeuvres du patrimoine et des auteurs confirmés, la jeune création est très valorisée, tant par les auteurs invités que par l'espace "underground", en passant par les masters class destinées aux jeunes professionnels et animées par des artistes renommés.

Développement du public : un effort particulier est apporté à la campagne de communication qui s'appuie sur les médias papier (20 minutes, A Nous Paris, dBD, Comix Box...) et sur les médias web (9èmeart.fr, Auracan, BD Best, La Bande du 9...).

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La mairie de Paris IVème soutient l'événement par la mise à disposition gratuite de l'Espace des Blancs Manteaux pour un montant valorisé de 22 000 €.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures...)	11 600,00	20,49%
Services externes (gardiennage, signalétique, location, droits auteurs, imprimeur, graphiste...)	17 400,00	30,74%
Autres services externes (hébergements, transports, communication...)	11 600,00	20,49%
Frais de personnel	16 000,00	28,27%
Total	56 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des services (stands, master class...)	28 600,00	50,53%
Etat (s)	7 000,00	12,37%
Région IdF	3 000,00	5,30%
Mécénat	18 000,00	31,80%
Total	56 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 000,00 €
2018	1 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Manifestations littéraires	3 000,00 €
	Montant total	3 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004711

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CIRCE - 35EME MARCHE DE LA POESIE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	215 000,00 €	11,63 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIRCE CTRE INFO RECHER CHE CREATION & ETUDES
Adresse administrative : 12 RUE PIERRE & MARIE CURIE 75005 PARIS 05
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur YVES BOUDIER, Président

Date de publication au JO : 18 mars 1984

N° SIRET : 39143655700014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : 35ème Marché de la poésie

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de réception de la demande de soutien est le 6 mars 2017. L'événement se déroule en juin et juillet 2017 mais sa préparation nécessite de prendre en compte de manière anticipée les dépenses éligibles. En vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
Circé organise depuis plus de 30 ans le Marché de la poésie sur la place Saint Sulpice à Paris. Animé d'un esprit festif, la manifestation permet de découvrir le travail des éditeurs de poésie et de rencontrer les auteurs.

Description :

Installé du 7 au 11 juin 2017 sur la place Saint Sulpice à Paris, le 35ème marché de la poésie rassemblera plus de 550 éditeurs de poésie, dont une centaine d'éditeurs franciliens, qui accueilleront 50 000 curieux et amateurs. Le Marché organisera en parallèle les Etats généraux de la poésie, qui interrogeront la place de la poésie contemporaine dans la société et exploreront ses enjeux artistiques et économiques.

Les "périphéries" permettent à des équipements situés à Paris mais aussi hors de la capitale de s'associer au Marché de la place Saint-Sulpice et de prolonger jusqu'à fin juin les possibilités de rencontres entre le grand public et la poésie.

Une rencontre entre poètes et lycéens est organisée au lycée Racine (75009).

Bilan 2016 : du 8 au 12 juin 2016, le marché de la poésie, avec pour invité d'honneur le Mexique, a rassemblé environ 500 éditeurs et rassemblé 60 000 visiteurs, dont 50 % de franciliens.

Intérêt régional : Le programme proposé présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique secteur livre : le Marché de la poésie est le plus grand événement national consacré au genre, rassemblant toute la typologie des acteurs du livre (éditeurs, auteurs, libraires, médiathèques...). Les bibliothécaires participent à la journée de formation organisée avec le Printemps des poètes.

Attractivité et territoire : si le coeur de l'événement est situé sur la Place Saint-Sulpice (Paris 6ème), le programme des "périphéries" permet de faire rayonner l'action sur les territoires et notamment sur le 77 à Le Mée sur Seine (médiathèque départementale) et à Vulaine sur Seine (Maison Stéphane Mallarmé), sur le 93 à Montreuil (La Guillotine), sur le 94 à Vitry-sur-Seine (Gare au théâtre), sur le 95 à Cergy (Université de Cergy).

Dimension créative : le Marché est tourné vers la production contemporaine et permet aux éditeurs de présenter 400 nouveautés et d'organiser plus de 350 signatures.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures...)	7 500,00	3,49%
Services externes (hébergement, location, assurance, documentation...)	10 500,00	4,88%
Autres services externes (transports, réceptions, honoraires, services bancaires, communication, animations...)	180 000,00	83,72%
Frais de personnel	17 000,00	7,91%
Total	215 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération de services (stands)	105 000,00	48,84%
Etat (s)	60 000,00	27,91%
Région IdF	25 000,00	11,63%
Paris (s)	10 000,00	4,65%
Sofia (s)	10 000,00	4,65%
Mécénat	5 000,00	2,33%
Total	215 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Manifestations littéraires	30 000,00 €
2015	Manifestations littéraires (CR46-14)	30 000,00 €
2016	Manifestations littéraires	25 000,00 €
	Montant total	85 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004809

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MEET - MEETING ILE-DE-FRANCE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	53 500,00 €	18,69 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DES ECRIVAINS ET DES TRADUCTEURS
Adresse administrative : 1 AVENUE RENE COTY
44602 ST NAZAIRE CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrick BONNET, Président

Date de publication au JO : 1 avril 1988

N° SIRET : 34821736500025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : Rencontres littéraires "Vers l'avenir", consacrées aux littératures portugaise et péruvienne.

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Depuis 25 ans, la Maison des Ecrivains Etrangers et des Traducteurs, outre ses activités d'éditeur et d'accueil en résidence des écrivains étrangers, est un organisateur de rencontres littéraires : deux grandes manifestations annuelles dans l'abbaye de Fontevraud chaque printemps et dans la base sous-marine de Saint-Nazaire chaque automne. Elle organise également tout au long de l'année la venue d'écrivains en librairie, dans les bibliothèques et dans les lycées.

Depuis 2013, la MEET organise dans le prolongement de son événement international "Meeting" à Saint-Nazaire, un volet francilien en permettant aux auteurs étrangers invités de rencontrer le public d'Ile-de-

France dans des lieux culturels, des lycées, des médiathèques et des librairies.

Description :
En lien avec les 15ème rencontres littéraires internationales "Meeting" organisées en novembre à Saint-Nazaire, la MEET se propose d'organiser du 20 au 23 novembre 2017 en Ile-de-France des rencontres littéraires internationales sur le thème de "Vers l'avenir" avec comme invitées les littératures portugaises et péruviennes.

Bilan 2016 : la MEET a organisé du 21 au 24 novembre 2016 en Ile-de-France des rencontres littéraires internationales sur le thème de "l'aventure géographique" avec comme invitées les villes de Varsovie et de Venise : une vingtaine d'auteurs ont rencontré le grand public lors de soirées organisées à la Maison de la poésie, la Librairie Le Divan, la Librairie La Tour de Babel, la Maison de la Chine, la Maison de la culture Yiddish, l'INALCO. Des rencontres avec des lycéens ont eu lieu dans six lycées franciliens (75, 94, 77, 95, 93).

Intérêt régional : L'événement présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique secteur livre
- Une vingtaine d'auteurs invités (Ferenc Barnas, Enis Batur, Yigit Bener, Lidia Jorge, José Luis Peixoto, Alfredo Pita, Diego Treilles Paz...) pour une programmation qui mobilisera les acteurs de la chaine du livre (librairies, bibliothèques, éditeurs) et fera une place importante aux rencontres entre auteurs et lycéens.

Attractivité et territoire
- L'événement rayonne sur le territoire francilien (notamment en lycées : lycée Léonard de Vinci - Bagneux, lycée Alfred Nobel - Clichy-sous-bois, Lycée Julie Victoire Daubié - Argenteuil, Lycée Romain Rolland - Goussainville) pour donner à la région Ile-de-France une place majeure au plan de la création littéraire internationale et permettre notamment à des lycéens de s'ouvrir aux cultures et à la littérature du monde

Dimension créative
- Une commande de textes inédits est faite aux auteurs participants pour la publication d'un ouvrage collectif bilingue autour du thème de la manifestation.

Développement du public et du lectorat
- La programmation cherche à multiplier la typologie des lieux de rencontres avec les auteurs pour permettre d'ouvrir aux publics les plus divers (en 2016 : 11 rencontres dans 4 librairies, 1 structure culturelle, 1 médiathèque, 6 lycées Paris et Ile-de-France et 1 université).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services externes (hébergement, restauration, droits auteurs, publications...)	19 500,00	36,45%
Autres services externes (déplacements, poste, modérateurs...)	4 000,00	7,48%
Frais de personnel	30 000,00	56,07%
Total	53 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (s)	20 000,00	37,38%
Région IdF	10 000,00	18,69%
Saint-Nazaire (s)	5 000,00	9,35%
SOFIA (s)	5 000,00	9,35%
Fonds propres	11 500,00	21,50%
Mécénat	2 000,00	3,74%
Total	53 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Manifestations littéraires (CR46-14)	18 000,00 €
2015	Manifestations littéraires (CR46-14)	18 000,00 €
2016	Manifestations littéraires	10 000,00 €
	Montant total	46 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004819

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION PARIS POLAR - FESTIVAL PARIS POLAR - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	21 570,00 €	13,91 %	3 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS POLAR
Adresse administrative : 11 RUE CAILLAUX
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Caroline MASSON, Présidente

Date de publication au JO : 24 février 2017

N° SIRET : 79299525000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : 14ème édition du Festival Paris Polar

Date prévisionnelle de début de projet : 15 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de réception de la demande de soutien est le 15 mars 2017. L'événement se déroule en novembre 2017 mais sa préparation nécessite de prendre en compte de manière anticipée les dépenses éligibles. En vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
Créée en 2013, l'association Paris Polar a pour objectif de promouvoir les littératures noires et policières par l'organisation d'événements tout au long de l'année, avec en point culminant le Festival Paris Polar.

Créé initialement par la Mairie du XIIIème arrondissement et par le président de l'association 813, le Festival Paris Polar existe depuis 2003. Il accueille des auteurs français et étrangers, noue des partenariats avec les éditeurs, les écoles, les bibliothèques, les établissements scolaires et universitaires

du XIIIème et de nombreux partenaires culturels.

Description :
Du 17 au 19 novembre 2017, le Festival 2017 proposera une programmation autour du thème "Crimes de femmes, femmes face au crime" :
- le salon du livre de polar sur 3 jours (auteurs présents : Victor Del Arbol, Jenny Rogneby, Maud Mayeras, Nadine Monfils, Nicolas Lebel...),
- des rencontres avec les auteurs dans les établissements scolaires primaires de l'arrondissement,
- des tables-rondes, rencontres et signatures,
- le prix de la nouvelle Paris Polar et un concours de nouvelles et de photos,
- des animations jeunesse dans tout l'arrondissement.

En 2017, Paris Polar souhaite faire vivre l'esprit de l'événement tout au long de l'année : soirée d'inauguration 6 mois avant le début du festival en présence des partenaires avec une mise à l'honneur de l'oeuvre de Claude Chabrol, balades organisées dans le XIIIème arrondissement autour du thème de l'année...

Bilan 2016 : Du 18 au 20 novembre 2016, le Festival 2016 a proposé une programmation autour du thème "Justice et faits divers", qui s'est déployé sur l'ensemble du XIIIème arrondissement (mobilisation de l'ensemble des librairies et des médiathèques, du conservatoire du XIIIème, de la fondation Patay, du cinéma l'Escurial). Le nombre de visiteurs est évalué à 5000 sur l'ensemble de l'arrondissement.

Intérêt régional : Le festival présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique secteur livre
- Co-organisé par la Mairie du XIIIème arrondissement, ce festival mobilise l'ensemble des librairies, médiathèques et établissements scolaires primaires de l'arrondissement.

Attractivité et territoire
- Un objectif de déploiement de l'action hors de l'arrondissement (Malakoff, Vincennes) est poursuivi.

Dimension créative
- Ce festival en développement s'attache à permettre les rencontres entre le public et les auteurs français et étrangers les plus représentatifs du polar contemporain.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, objets publicitaires...)	2 990,00	13,86%
Services externes (assurance, documentation, animations...)	1 365,00	6,33%
Autres services externes (honoraires, prestataires, communication, transports...)	16 035,00	74,34%
Frais de personnel	1 180,00	5,47%
Total	21 570,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (s)	10 000,00	46,36%
Région IdF	3 000,00	13,91%
Paris (s)	8 000,00	37,09%
Fonds propres	570,00	2,64%
Total	21 570,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 000,00 €
2018	1 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Manifestations littéraires (CR46-14)	3 000,00 €
2015	Manifestations littéraires (CR46-14)	3 000,00 €
2016	Manifestations littéraires	3 000,00 €
	Montant total	9 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004820

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CPLJ - 33EME SALON DU LIVRE ET DE LA PRESSE JEUNESSE SEINE-SAINT-DENIS - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	1 075 200,00 €	7,91 %	85 000,00 €
	Montant Total de la subvention		85 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CPLJ 93 CTRE PROMO LIVRE JEUNESSE SEINE SAINT-DENIS
Adresse administrative : 3 RUE FRANCOIS DEBERGUE 93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SYLVIE VASSALO, Directrice

Date de publication au JO : 3 mai 1993

N° SIRET : 34260700900012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : 33ème Salon du livre et de la presse jeunesse de Seine-Saint-Denis

Date prévisionnelle de début de projet : 7 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 7 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de réception de la demande de soutien est le 7 mars 2017. L'événement se déroule du 29 novembre au 4 décembre 2017 mais sa préparation nécessite de prendre en compte de manière anticipée les dépenses éligibles. En vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
Organisateur depuis 32 ans du Salon du livre et de la presse jeunesse de Montreuil, le Centre de Promotion du Livre Jeunesse (CPLJ) conçoit et développe une activité permanente en lien avec le monde de l'édition, de la création et de la médiation : sélections d'ouvrages, édition de bibliographies et de sites

internet, rencontres avec les auteurs, parcours littéraires, ateliers d'écriture ou d'illustration, ateliers multimédia, expositions, formations.

Description :
La 33ème édition du Salon du livre et de la presse jeunesse se déroulera du 29 novembre au 4 décembre 2017. Sur le thème de "l'enfance dans la littérature pour enfants", la programmation variée proposera autant de points de repères dans une édition jeunesse qui continue son expansion (12 000 nouveaux titres publiés chaque année) et notamment :
- promotion et diffusion de la création littéraire nationale et internationale par les rencontres et ateliers avec des auteurs contemporains,
- valorisation de la bibliodiversité parmi les petits éditeurs indépendants avec le grand marché de la petite édition,
- valorisation des littératures adolescentes et du multimédia : juke-box littéraire et nouveaux supports de lecture avec le numérique,
- intégration de façon active des différents acteurs de la chaîne du livre, notamment les actions avec les libraires autour des Pépites du salon (prix littéraires jeunesse).

Bilan 2016 : le 32ème Salon du livre et de la presse jeunesse du 30 novembre au 5 décembre 2016 a accueilli 450 éditeurs, plus de 200 auteurs et illustrateurs et plus de 175 000 visiteurs (25 000 jeunes).

Intérêt régional : Le programme proposé présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

1- Dynamique secteur livre
- 450 exposants et plus de 200 auteurs et illustrateurs seront présents. Des actions autour de l'événement permettent une intégration des différents acteurs de la chaîne du livre, notamment avec les libraires autour des Pépites du salon (prix littéraires jeunesse) ou encore par la journée professionnelle.

2- Attractivité et territoire
- Créé en 1984, le Salon du livre et de la presse jeunesse est le plus important salon de littérature jeunesse en France, le second événement littéraire francilien après le Salon du livre de Paris. C'est un événement littéraire majeur en Europe, qui connait un grand succès public et médiatique. Le SLPJ fait partie du réseau européen d'acteurs de l'édition jeunesse (Transbook).

3- Dimension créative
- L'événement est centré sur les auteurs contemporains et l’actualité littéraire.

4- Développement du public
- Sont attendus plus de 160 000 visiteurs (30 000 jeunes, 25 000 professionnels).
- Le public scolaire est composé à 90 % de classes franciliennes, le public professionnel accrédité provient à 85 % d'Ile-de-France.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures...)	1 200,00	0,11%
Services externes (location, sous-traitance, documentation, expositions, imprimeur, graphiste...)	583 500,00	54,27%
Autres services externes (diffusion, réceptions, transports, honoraires...)	120 500,00	11,21%
Frais de personnel	350 000,00	32,55%
Autres charges de gestion courante	20 000,00	1,86%
Total	1 075 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations de services	49 000,00	4,56%
Etat (s)	131 000,00	12,18%
Région IdF	85 000,00	7,91%
CD93 (s)	710 200,00	66,05%
Paris (s)	15 000,00	1,40%
Montreuil (s)	15 000,00	1,40%
Mécénat	70 000,00	6,51%
Total	1 075 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €
2018	35 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Manifestations littéraires	85 000,00 €
2015	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre) (CR46-14)	15 000,00 €
2015	Manifestations littéraires (CR46-14)	85 000,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	37 800,00 €
2016	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	35 000,00 €
2016	Manifestations littéraires	85 000,00 €
	Montant total	342 800,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008539

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SCENES A L'ITALIENNE - FESTIVAL DE CORRESPONDANCES VERSAILLES GRIGNAN - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	40 000,00 €	10,00 %	4 000,00 €
	Montant Total de la subvention		4 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCENES A L ITALIENNE
Adresse administrative : 13 RUE DES RESERVOIRS
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame GENEVIEVE DICHAMP, Directrice

N° SIRET : 79366537300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : 1ère édition du Festival "Versailles / Grignan : correspondances".

Date prévisionnelle de début de projet : 3 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 3 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de réception de la demande de soutien est le 3 avril 2017. L'événement se déroule en septembre 2017 mais sa préparation nécessite de prendre en compte de manière anticipée les dépenses éligibles. En vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
Le Théâtre Montansier de Versailles, créé en 1777, est depuis 2013 une délégation de service public de la Ville de Versailles donnée en affermage à la SARL "Scènes à l'italienne". Il propose une programmation théâtrale tout au long de l'année, proposant à la fois les grandes oeuvres du répertoire et des oeuvres contemporaines. Il propose également des tournées de ses spectacles sur le territoire national.

Description :
En lien avec le festival de la correspondance de Grignan dans la Drôme, le théâtre Montansier propose

du 15 au 17 septembre 2017 une programmation de 7 représentations de lectures à voix haute de correspondances célèbres par des comédiennes/iens (Madame de Sévigné à sa fille par Marie-Christine Barrault, Jack London à ses filles par Romane Bohringer...). Une rencontre entre auteurs (Régis Jauffret, Eugène Green, Denis Jablonka...), artistes et public est prévue sur le thème de l'écriture épistolaire.

Intérêt régional : Le programme proposé présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique secteur livre : La programmation présente une valeur littéraire, mêlant lectures et débat, avec la participation des libraires (La Suite, La Fabrique Vagabonde, La Procure...) et des médiathèques versaillaises.

Développement du public : Des ateliers dans les classes de lycées versaillais sont annoncés autour de la lecture des lettre de Vincent Van Gogh à son frère Théo.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures)	170,00	0,43%
Services externes (hébergement, location, droits auteurs...)	2 830,00	7,08%
Autres services externes (diffusion, réceptions, communication...)	2 000,00	5,00%
Frais de personnel (dont artistique)	35 000,00	87,50%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des services (entrées)	16 000,00	40,00%
Etat (DRAC, CNL) (s)	10 500,00	26,25%
SOFIA (s)	6 500,00	16,25%
ADAMI (s)	3 000,00	7,50%
Région IdF (s)	4 000,00	10,00%
Total	40 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008559

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : HISTOIRE DE LIRE - FESTIVAL HISTOIRE DE LIRE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	99 620,00 €	8,03 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HISTOIRE DE LIRE
Adresse administrative : 12 AVENUE DE PORCHEFONTAINE
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ETIENNE DE MONTETY, Président

Date de publication au JO : 6 novembre 1999

N° SIRET : 52158058900013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : organisation du Festival Histoire de Lire

Date prévisionnelle de début de projet : 14 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 14 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de réception de la demande de soutien est le 14 mars 2017. L'événement se déroule les 25 et 26 novembre 2017 mais sa préparation nécessite de prendre en compte de manière anticipée les dépenses éligibles. En vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
Créée en 1999, l'association a pour objet la promotion de la recherche historique et la valorisation du livre d'histoire pour tous les publics. Elle organise depuis 2008 le Salon du livre historique de Versailles qui a lieu sur 2 jours dans les salons de l'Hôtel du Département, de l'Hôtel de ville et de la Préfecture.

Description :
Organisé sur le week-end du 25 et 26 novembre, le salon du livre d'histoire de Versailles a pour but de

faire se rencontrer les 180 auteurs et un public familial. Les auteurs sont accueillis pendant les 2 après-midis pour présenter leur actualité éditoriale et participer à des dédicaces, débats et rencontres. Des comédiens interprètent des scènes historiques tandis que sont prévues des animations jeunesse (rendez-vous des bibliothèques, grand jeu et rencontres d'auteurs jeunesse). Des rencontres entre auteurs et jeune public sont organisées en collège et en lycée en amont du salon.

Bilan 2016 : 178 auteurs présents, 100 éditeurs, 1000 collégiens participant à l'opération "l'Histoire à la rencontre des collégiens", 6225 ventes, 20000 visiteurs

Intérêt régional : Le salon présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique secteur livre
- Sont mobilisés 100 éditeurs, les 3 librairies versaillaises, le réseau des bibliothèques de la ville.

Attractivité et territoire
- Un travail en amont du salon est effectué en direction du public jeune avec notamment des rencontres avec les auteurs pour les collèges de l'Agglomération et au-delà (Mantes-la-Jolie, Trappes) et l'organisation en amont du festival d'un jeu pour les lycéens en partenariat avec Larousse (78 lycées publics et privés seront concernés)

Dimension créative
- Le comité de lecture privilégie la présence de nouveaux auteurs

Développement du public
- Un plan de communication ambitieux est prévu, qui assure une visibilité importante (sur la précédente édition : Europe 1, Le Point, La Croix...). 20 000 visiteurs sont attendus. Cette édition sera l'occasion d'un déploiement dans de nouveaux espaces.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Animations littéraires et actions en collèges et lycées	52 900,00	53,10%
Organisation	14 900,00	14,96%
Communication	22 400,00	22,49%
Frais direct association	9 420,00	9,46%
Total	99 620,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (s)	6 000,00	6,02%
SOFIA (s)	10 000,00	10,04%
Ville de Versailles (s)	18 000,00	18,07%
CD78 (s)	19 000,00	19,07%
Région IdF	8 000,00	8,03%
Mécénat	38 620,00	38,77%
Total	99 620,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Manifestations littéraires	5 000,00 €
	Montant total	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008566

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FLPE - FESTIVAL DU LIVRE ET DE LA PRESSE D'ECOLOGIE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	48 000,00 €	6,25 %	3 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FESTIVAL LIVRE ECOLOGIE
Adresse administrative : MAISON DES ASSOCIATIONS BAL 9
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ISABELLE FAUGERAS, Présidente

Date de publication au JO : 13 février 2004

N° SIRET : 47868910200018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : 15ème édition du Festival du Livre et de la Presse d'Ecologie

Date prévisionnelle de début de projet : 30 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La demande a été déposée le 30 mars 2017. L'événement se déroule en novembre 2017 mais sa préparation nécessite de prendre en compte de manière anticipée les dépenses éligibles. En vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
L'association Festival du livre et de la presse d'écologie a pour objectif de défendre l'écrit, de promouvoir les structures indépendantes d'édition et de presse, de diffuser les bonnes pratiques professionnelles dans le domaine de la sensibilisation et de l'éducation à l'environnement et à l'écologie. Elle organise à ce titre chaque année le Festival du livre et de la presse d'écologie.

Description :

La 15ème édition du Festival du Livre et de la Presse d'Ecologie se déroulera les 25 et 26 novembre 2017 dans le lieu culturel parisien "Le 100" autour du thème "l'alimentation". La programmation proposera des rencontres avec les auteurs, de nombreux ateliers pour la jeunesse, des conférences et des débats. Des associations actives dans le domaine de l'écologie jouent un rôle actif dans l'animation du festival, en proposant ateliers, promenades urbaines et jeux.

Une trentaine d'auteurs seront présents (Emilie Hache, Isabelle Stengers, Jade Lindgaard, Olivier Roellinger, Corinne Pelluchon...). Une attention particulière sera apportée à la petit édition avec notamment comme maisons invitées Golf Stream, l'Echappée, Rue de l'Echiquier, Les Petits matins...

Bilan 2016 : la 14ème édition du Festival du livre et de la presse d'écologie s'est déroulée les 8 et 9 octobre 2015 au "100", sur le thème «les océans ». Elle a accueilli 35 auteurs, 14 éditeurs, 10 revues , 11 associations, pour 3000 visiteurs.

Intérêt régional : Le festival présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique secteur livre :
- La librairie sera tenue par "Le Passager Clandestin" et les librairies indépendantes autour du "100" seront contactées pour organiser des rencontres avec les auteurs.

Attractivité et territoire
- La programmation proposera des rencontres avec les auteurs, des conférences et des débats. Des associations actives dans le domaine de l'écologie jouent un rôle dans l'animation du festival, en proposant ateliers, promenades urbaines et jeux.

Développement du public
- Evénement grand public situé dans le XIIème arrondissement parisien, il vise environ 3000 visiteurs. Une programmation élargie sera proposée du 17 au 26 novembre au "100" et dans le cadre du festival "Effet de Cer".

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter de 1 stagiaire ou alternant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, fluides...)	10 000,00	20,83%
Services externes (location, addusrance, documentation...)	8 000,00	16,67%
Autres services externes (réceptions, honoraires, communication...)	15 000,00	31,25%
Frais de personnel	15 000,00	31,25%
Total	48 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (s)	28 300,00	58,96%
Région IdF	3 000,00	6,25%
Paris (s)	11 000,00	22,92%
Mécénat	3 000,00	6,25%
Fonds propres	700,00	1,46%
Rémunération de services	2 000,00	4,17%
Total	48 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Manifestations littéraires	8 500,00 €
2015	Manifestations littéraires (CR46-14)	8 500,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	7 500,00 €
2016	Manifestations littéraires	3 000,00 €
	Montant total	27 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008624

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION VO/VF - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	62 090,00 €	16,11 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION VO/VF
Adresse administrative : 15 SQUARE DE LA MAIRIE
91190 GIF SUR YVETTE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PIERRE MORIZE, Président

Date de publication au JO : 6 octobre 2012

N° SIRET : 79186534800019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : organisation du festival VO/VF

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association VO/VF organise le Festival VO/VF.

Description :
L'association VO/VF a pour objet l'organisation et la promotion d'activités culturelles, rencontres, spectacles autour de la littérature. Elle associe

Intérêt régional : 1- Dynamique secteur livre
L'association VO/VF organise la cinquième édition du festival VO/VF, qui se tiendra du 29 septembre au 1er octobre 2017 au château du Val Fleury à Gif-sur-Yvette, afin de faire découvrir la littérature étrangère en donnant la parole aux traducteurs.

C’est en constatant l’intérêt porté par leurs clients à la littérature étrangère que les librairies Liragif de Gif-sur-Yvette et La Vagabonde de Versailles ont eu l’idée de créer le festival.

Dans le cadre du Festival, VO/VF organisera des conférences et tables rondes au cours desquelles les traducteurs présentent leurs ouvrages, des ateliers de traduction, notamment pour les lycéens, des lectures bilingues, ainsi qu'une librairie Babel, en partenariat avec des librairies de langues étrangères.

2-Attractivité et territoire
Le festival se développe à la fois grâce à de nouveaux partenariats locaux, tels que la librairie Les Vraies Richesses de Juvisy, le Parc Régional de la Haute Vallée de Chevreuse, le réseau des médiathèques du Plateau de Saclay, la RATP, les lycées, mais aussi dans le réseau professionnel de la traduction (ATLF, Bibliothèque Universitaire Bulac, ATLAS, 8 librairies parisiennes de langues étrangères).

3-Dimension créative
Le positionnement du festival, qui consiste à faire découvrir la rentrée littéraire étrangère par le prisme des traducteurs, est singulier et original.

4-Développement du public et du lectorat
Ce festival a pour ambition d’intéresser les spécialistes et les multilingues, mais aussi les amateurs de la littérature et les simples lecteurs curieux de découvrir la rentrée littéraire.
VO/VF travaille avec plusieurs: Lycée de la Vallée de Chevreuse à Gif-sur-Yvette, Lycée de L'Essouriau aux Ulis, Lycée Blaise Pascal d'Orsay, Lycée de Dourdan et Lycée Franco-Allemand de Buc.

En 2016, le festival VO/VF a accueilli, pour la troisième édition, près de 1 500 personnes lors de ses conférences, à quoi s'ajoutait le public pour le salon du livre, les lectures et les concerts.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Logistique (location des salles, chaises, meubles, maître chien, matériel son et lumière, décoration, régisseur et matériel)	11 350,00	18,02%
Communication (graphiste, impression, site internet, achat espaces pub, banderolles, photographe, vidéaste, partenariat RATP)	15 540,00	24,67%
Prestations (cachets animateurs, traducteurs, musiciens, interprètes, lectures et animations jeunesse, droit de projection,hébergement, transport, repas)	30 100,00	47,79%
Frais de personnel	6 000,00	9,53%
Total	62 990,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres (repas, concert)	2 490,00	3,95%
Fondations	7 000,00	11,11%
Mécénat/Partenariat	5 000,00	7,94%
Mairie de Gif sur Yvette (S)	13 000,00	20,64%
Conseil Général (S)	1 500,00	2,38%
SOFIA (S)	6 000,00	9,53%
Ministère de la culture (S)	3 000,00	4,76%
CPS	5 000,00	7,94%
CNL (S)	10 000,00	15,88%
Région Ile-de-France	10 000,00	15,88%
Total	62 990,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	5 000,00 €
2015	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre) (CR46-14)	10 000,00 €
2016	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	10 000,00 €
	Montant total	25 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002766

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ACADEMIE HORS CONCOURS - PRIX HORS CONCOURS DES LYCEENS - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	48 900,00 €	12,27 %	6 000,00 €
	Montant Total de la subvention		6 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AHC L ACADEMIE HORS CONCOURS
Adresse administrative : 210 RUE SAINT MAUR
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame GAËLLE BOHE, Présidente

Date de publication au JO : 24 mars 2016

N° SIRET : 82257499200019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : prix littéraire hors concours des lycéens.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de réception de la demande de soutien est le 15 décembre 2016. Le programme d'activité débute en janvier 2017. En vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être proposée pour prendre en compte les dépenses éligibles.

Objectifs :
Créée en 2016, l'association « Académie Hors Concours » a pour objet le développement de projets culturels, littéraires et interprofessionnels. Elle œuvre à la promotion de l'édition indépendante et de leurs auteurs auprès des professionnels du livre et du grand public. Via des actions rassemablant libraires et bibliothécaires, elle crée créé des actions : catalogue collectif, organisation d'événements, actions de promotion.

Description :
L'Académie Hors Concours organise la deuxième édition du Prix Hors Concours, en le développant par un volet lycéens.

Dans le cadre du Prix Hors Concours des lycéens, des rencontres entre des auteurs et des éditeurs et des classes de lycées seront organisées dans les libraires et bibliothèques partenaires.

A la rentrée scolaire 2017, les classes inscrites reçoivent 30 extraits de textes en compétition, accompagnés d'un outil pédagogique à destination des enseignants. Les lycéens lisent les extraits de textes et choisissent leurs 4 auteurs favoris. Les classes, via des chèques-lire, achètent les livres des auteurs retenus dans leur librairie de proximité puis sélectionnent leur oeuvre préférée parmi les 4. Une rencontre avec l'auteur lauréat et son éditeur est organisée dans une librairie ou une médiathèque de proximité.

En 2016, le Prix Hors Concours a été l'occasion de publier un catalogue présentant les extraits de textes de 50 auteurs issus de 50 maisons d'édition indépendants, qui a été adressé à près de 300 professionnels du livre volontaires (bibliothèques, librairies)pour aboutir à un choix de 8 textes ensuite soumis à un jury de 5 journalistes littéraires.

Intérêt régional : Plusieurs lycées franciliens participeront au Prix: Lycée Corot de Savigny-sur-Orge, Lycée Jean Jaurès de Montreuil, Lycée Jules Ferry de Conflans-Sainte-Honorine, Lycée Saint-Louise Paris 20ème.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures...)	1 200,00	2,45%
Services externes (documentation, graphisme, impression, honoraires, droits auteurs...)	21 000,00	42,94%
Autres services externes (déplacements, missions, réceptions, poste, publicité, communication...)	21 000,00	42,94%
Frais de personnel	5 700,00	11,66%
Total	48 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des services	1 500,00	3,07%
DRAC (s)	15 000,00	30,67%
CNASEA (a)	6 400,00	13,09%
SOFIA (s)	20 000,00	40,90%
Région IdF	6 000,00	12,27%
Total	48 900,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	3 000,00 €
	Montant total	3 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008647

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : L'EMPREINTE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement	33 200,00 €	30,12 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L EMPREINTE
Adresse administrative : 160 RUE DU GENERAL LECLERC
77780 BOURRON MARLOTTE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame Florence QUENU

N° SIRET : 82756514400017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : constitution du fonds de la librairie

Date prévisionnelle de début de projet : 13 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 13 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de dépôt du dossier est le 27 février 2017.Compte tenu de la date d'ouverture de la librairie, des dépenses liées aux commandes d'implantation du fonds doivent être engagées le 13 mars et, en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de permettre le versement de la subvention.

Objectifs :
La Librairie L'Empreinte procède à la constitution de son fonds dans le cadre de sa création.

Description :
Située à Bourron-Marlotte, la librairie-galerie L'Empreinte a ouvert ses portes en mars 2017, à proximité

de la rue commerçante.

Intérêt régional : 1-Dynamique secteur livre
La librairie souhaite proposer à sa clientèle un assortiment généraliste, avec 4 000 références au démarrage et des spécificités (beaux-arts, thèmes du jardin, de la forêt, de l'équitation). Seront également développés une activité de galerie d'art proposant des œuvres d'artistes contemporains, une offre de livres anciens ou d'occasion, un choix d'œuvres et objets d'art anciens en lien avec le patrimoine historique, artistique, naturel local en dépôt-vente, ainsi qu'une sélection de produits de papeterie.

2-Attractivité et territoire
La gérante souhaite proposer un espace commercial culturel de proximité convivial et offrir dans un cadre atypique un éventail de produits et services culturels.

3-Développement du public et du lectorat
La librairie prévoit d'être présente sur les salons du livre des communes proches ou autres manifestations telles que le salon des métiers d'art, le festival de céramique et de développer une stratégie de communication pour se faire connaître.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BOURRON-MARLOTTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de livres	33 200,00	100,00%
Total	33 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	23 200,00	69,88%
Région Ile-de-France	10 000,00	30,12%
Total	33 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008971

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ADELC - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement	2 772 000,00 €	10,82 %	300 000,00 €
	Montant Total de la subvention		300 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADELC
Adresse administrative : 27 RUE LINNE
75005 PARIS 5
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame IRENE LINDON, Présidente

Date de publication au JO : 1 janvier 1988

N° SIRET : 39817799800026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : soutien aux librairies franciliennes

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Aide au fonctionnement

Objectifs :
Plaçant l'aide à la librairie indépendante parmi les priorités de l'action régionale en faveur du livre, un partenariat est engagé entre la Région et l'ADELC, conformément aux orientations de la délibération cadre CR 2017-61 du 10 mars 2017.

L'ADELC : acteur historique de l'aide à la librairie de création
Créée en 1988 sur l'initiative de Jérôme LINDON, directeur des éditions de Minuit, avec les éditions Gallimard, La Découverte et Le Seuil et France Loisirs, l'ADELC reçoit le soutien du ministère de la culture et de la communication. Par une participation à hauteur de 0,15 % de leur chiffre d'affaire, les

éditeurs adhérents apportent leur soutien à la librairie indépendante dans une logique de solidarité interprofessionnelle et avec l'objectif de conforter le rôle de la librairie en faveur de la création. 35 éditeurs sont aujourd'hui adhérents.

Les aides de l'ADELC sont centrées sur :
- la création
- le déménagement
- le rachat
- les travaux d'agrandissement
- la restructuration des fonds propres
- la restructuration des fonds de roulement

Son mode d'intervention se fait par :
- un apport en compte courant après une entrée au capital de la librairie à hauteur de 5 %, remboursable sur 6 à 9 ans avec 1 à 3 années de franchise, sans intérêt
- un apport en subvention
- un apport en conseil et en qualification

L'Adelc, avec sa capacité d'expertise, intervient par un accompagnement et des conseils personnalisés à tous les moments de la vie d'une librairie, particulièrement en cas de création et de reprise.

Elle propose également aux libraires un outil Datalib afin de collecter et rendre accessibles quotidiennement les ventes, les achats et les retours réalisés par les librairies.

Le soutien régional prend en compte la globalité de l'action et la structure.

Cette subvention s'inscrit dans le cadre de la délibération cadre CR 2017-61.

Description :
En 2017, l'Adelc entend poursuivre son travail de soutien à la librairie indépendante francilienne, à la fois par un soutien financier, par des apports en compte courant ou subventions, mais aussi par un accompagnement. Elle sera particulièrement attentive aux projets de création, de transmissions et de développement des librairies franciliennes.

L'intervention renforcée de l'Adelc à l'échelle régionale permet de bénéficier de son expertise sur les projets et d'apporter des conseils à tous les moments de la vie d'une librairie.

En 2016, l'Adelc est intervenue auprès de 15 librairies franciliennes par un soutien financier ou un accompagnement.

Dans ce cadre, elle a soutenu financièrement 8 librairies pour un montant de 588 000 €, dont une création et trois reprises.
Atout Livre, Paris 12ème
Le Pain de 4 livres, Yerres (91)
Les Nouveautés, Paris 11ème
Millepages, Vincennes (94)
Les Jours heureux, Rosny-sous-Bois (93)
L'Ouvre-Boîte, Paris 10ème
L'Usage du Monde, Paris 17ème
Nation Diffusion, Paris 12ème

L'Adelc a aussi développé un travail de suivi personnalisé auprès de 11 librairies :
Nation Diffusion, Paris 12ème
L'Etabli, Alfortville, 94

Le Pavé du Canal, Montigny (78)
Au pain de 4 livres (91)
Les Traversées, Paris 5ème
Les Guetteurs de Vent, Paris 10ème
Voyelle, Paris 15ème
L'Atelier, Paris 20ème
Les Jours Heureux, Rosny (93)
L'Amandier, Puteaux (92)
Millepages, Vincennes (94)

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges, achats et autres fournitures (locations, amortissements, prestations SCL, autres services extérieurs, honoraires, déplacements, missions)	306 000,00	11,02%
Charges de personnel	160 000,00	5,76%
Provisions pour titres	50 000,00	1,80%
Provision pour comptes courants	250 000,00	9,00%
Perte sur comptes courants	1 100 000,00	39,61%
Engagements sur resources affectées	911 000,00	32,81%
Total	2 777 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Cotisations	720 000,00	25,97%
Produits financiers	200 000,00	7,22%
Reprises provision sur titres et comptes courants	1 095 000,00	39,50%
Report des ressources non utilisées	225 000,00	8,12%
Centre National du Livre	216 000,00	7,79%
Libraires francophones de Belgique	16 000,00	0,58%
Région Ile-de-France	300 000,00	10,82%
Total	2 772 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €
2018	200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la librairie indépendante	350 000,00 €
2015	Aide à la librairie indépendante (CR46-14)	350 000,00 €
2016	Aide à la librairie indépendante	300 000,00 €
	Montant total	1 000 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009913

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MILLEPAGES - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement	56 700,00 €	31,75 %	18 000,00 €
	Montant Total de la subvention		18 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MILLEPAGES
Adresse administrative : 174 RUE DE FONTENAY
94300 VINCENNES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Francis GEFFARD

N° SIRET : 33343399300016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : développement du fonds dans le cadre de l'extension de la librairie

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La librairie Millepages envisage de développer son fonds dans le cadre de son agrandissement.

Description :
Fondée en 1980 à Vincennes, la librairie Millepages est idéalement implantée sur un territoire attractif de l'est parisien et a toujours eu à cœur de développer son offre, de soigner ses assortiments, d'entretenir un fonds vivant. Le projet d'agrandissement de la librairie s'inscrit dans un projet plus vaste de dynamisation du centre commerçant de la ville initié par la société d'économie mixte de la ville de Vincennes. Grâce à la location de 150m² supplémentaires, la librairie atteindra une surface de 450m².

Intérêt régional :

- Dynamique secteur livre

Millepages souhaite continuer d'affirmer son rôle de librairie où l'offre tient une place très particulière tout en étant attentive et réactive à la demande en élargissant encore son assortiment, particulièrement en littérature et sciences humaines. La librairie propose actuellement 43 000 références.

- Attractivité et territoire

Millepages fait partie du réseau Paris Librairies.

- Développement du public et du lectorat

Consciente de son rôle culturel, Millepages soutient la création littéraire, propose de nombreuses rencontres entre les auteurs et leurs lecteurs tout au long de l'année et créée l'événement du Festival America tous les deux ans.

Le projet d'agrandissement de la librairie bénéficie également du soutien de l'Adelc.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VINCENNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de livres	56 700,00	100,00%
Total	56 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	20 700,00	36,51%
Fonds propres	18 000,00	31,75%
Région Ile-de-France	18 000,00	31,75%
Total	56 700,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	18 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011034

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LE NOCT'EN BULLE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement	49 600,00 €	60,00 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE NOCT EN BULLE
Adresse administrative : 17B RUE DES COCHES
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur YOANN LECOIS, Directeur

N° SIRET : 82956482200015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : constitution du fonds de la librairie

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Librairie Le Noct'en Bulle procède à la constitution de son fonds dans le cadre de sa création.

Description :
Située à Saint-Germain-en-Laye, la librairie Le Noct'en Bulle doit ouvrir ses portes fin août 2017, dans une rue commerçante du centre-ville. La librairie souhaite proposer à sa clientèle un fonds thématique spécialisé dans la bande dessinée : franco-belge, mangas et comics.

Intérêt régional : 1-Dynamique secteur livre

La librairie envisage de proposer un large assortiment, avec un stock de près de 8 000 références dans l'objectif de faire découvrir aux clients la diversité culturelle de la bande dessinée.

2-Attractivité et territoire
La librairie poursuit des partenariats avec la Médiathèque de la ville et des CDI des lycées de Puteaux, Poissy ainsi que des clubs de lecture.

3-Développement du public et du lectorat
La librairie prévoit de fidéliser sa clientèle par le biais d'un marketing adapté à une librairie spécialisée de proximité (notamment organisation d'événements avec les commerçants et de séances de dédicaces) et par le biais d'une stratégie digitale via des services en ligne.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de livres	49 600,00	100,00%
Total	49 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	34 600,00	69,76%
Région Ile-de-France	15 000,00	30,24%
Total	49 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15014973

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LIBERTALIA - LIVRE 2015

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets éditoriaux exceptionnels	27 153,00 €	33,15 %	9 000,00 €
	Montant Total de la subvention		9 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EDITIONS LIBERTALIA
Adresse administrative : 21 TER RUE VOLTAIRE
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur NICOLAS NORRITO, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 53084705200012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux projets éditoriaux exceptionnels
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : publication d'un coffret "Les Fils de la nuit"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 octobre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la spécificité de l'activité d'éditeur, des dépenses doivent être engagées dès le 1er juin 2015 de façon à permettre la réalisation ultérieure de projets. Afin d'apporter une aide à la réalisation de l'ouvrage et en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnelle et dérogatoire doit ainsi être prise afin de permettre le versement de la subvention.

Objectifs :
Les éditions Libertalia souhaitent publier un coffret sur la guerre d'Espagne.

Description :
Fondée en 2007, les Editions Libertalia publient des ouvrages d'histoire, des essais et de la littérature

sociale. Le catalogue de la maison d'édition compte aujourd'hui 70 titres au catalogue, avec un rythme de publication de 13-14 titres par an.

La maison d'édition a pour projet de publier un coffret coposé de deux ouvrages:
- le premier intitulé « Les Fils de la nuit » est un récit de guerre, d'amour et de révolution, accompagné d'un cahier de photographies de plus de 33 pages, qui a été rédigé en français au cours des années 70 par Bruno Salvadori, dit Antoine Gimenez (1910-1982), italien antifasciste installé à Marseille, ancien milicien du Groupe international de la colonne Durruti.
- le deuxième ouvrage, « A la recherche des Fils de la nuit », est constitué de l'exhaustif appareil critique : notes détaillées, glossaire, autre témoignages, cahier de photographie, fac-similé du tapuscrit, bibliographie, de plus de 600 pages.
Il sera accompagné d'un CD composé de 20 émissions de Radio Zinzine de 30 minutes chacune qui consistent en des lectures d'extraits contextualisées.

La préface sera écrite par François Godicheau, professeur d'histoire à Bordeaux, spécialiste de l'Espagne contemporaine et membre de l'Institut universitaire de France.

L'exceptionnalité du projet tient au montant des coûts de fabrication.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Composition et mise en page	3 000,00	11,05%
Exécution, schémas, cartes, photogravure	1 392,00	5,13%
Impression et brochage	20 961,00	77,20%
Correction	1 800,00	6,63%
Total	27 153,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	12 153,00	44,76%
Centre National du livre (S)	6 000,00	22,10%
Région Ile-de-France	9 000,00	33,15%
Total	27 153,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2015	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide aux projets éditoriaux exceptionnels (CR46-14)	9 000,00 €
	Montant total	9 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008516

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MAC VAL - CELIA HOUDART - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	7 000,00 €	50,00 %	3 500,00 €
	Montant Total de la subvention		3 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65733-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94054 CRETEIL
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Christian FAVIER, Président

N° SIRET : 22940028800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Organismes)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec Célia Houdart

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Née en 1970, Célia Houdart est l'auteur de cinq romans aux éditions P.O.L. Dans son prochain texte, elle veut interroger l'altérité dans l'écriture, à partir de la figure du scribe, qui retranscrit et de traduit.

Le Mac Val souhaite approfondir la collaboration engagée avec Célia Houdart sur l'écriture des textes critiques qui accompagnent les oeuvres d'art contemporain proposées à la découverte des visiteurs du musée. Dans le cadre de la résidence, Célia Houdart animera des ateliers sur les usages étrangers et étranges du français, les richesses qu'offre le français parlé ailleurs ainsi que les graphies de chacun. Elle dialoguera avec d'autres artistes notamment sur la langue, son écoute, sa transcription, l'oralité, les dialectes.

Genre littéraire : roman

Durée : 7 mois

Description :
- enquête sur les graphies : déchiffrage, recueil de témoignages, manuels de graphologie...
- atelier d'écriture en partenariat avec le studio théâtre et les associations du quartier du port à l'Anglais
- écoute de corpus sonores mis en ligne par l'encyclopédie de la partole
- Restitution au Mac Val
- diffusion des textes sur le site du Mac Val

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- personnel du musée
- Vitriots
- visiteurs du musée

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures d'ateliers et d'activité	1 000,00	14,29%
Services externes (fabrication, impression, édition)	5 300,00	75,71%
Autres services externes (déplacements, missions, réception)	700,00	10,00%
Total	7 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	3 500,00	50,00%
Subvention Région livre	3 500,00	50,00%
Total	7 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	95 000,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	4 951 650,30 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	12 956 555,50 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	3 157 778,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	50 000,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	3 261 500,00 €
2014	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	4 567 150,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	5 800 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	142 500,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	45 000,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €
2015	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	76 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	530 990,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	25 000,00 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	450 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	2 548 361,76 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	-2 217 545,93 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	116 604,00 €
2015	Plan régional énergies- sensibilisation	10 000,00 €
2015	Politique énergie climat	100 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	3 035 865,93 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 090 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	58 900,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	7 401 563,80 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 1 OS 1	650 000,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €
2017	Plan régional énergies- sensibilisation	10 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Renforcement des nouveaux usages et contenus numériques dans les domaines de l'e-éducation et l'e-santé	159 113,17 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	600 000,00 €
	Montant total	54 244 532,46 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15015462

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MEDIATHEQUE DE GRIGNY - OLIVIER MARBOEUF - LIVRE - 2015

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	10 000,00 €	50,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GRIGNY
Adresse administrative : 19 ROUTE DE CORBEIL
91350 GRIGNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe RIO, Maire

N° SIRET : 21910286000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Organismes)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec Olivier MARBOEUF

Date prévisionnelle de début de projet : 8 octobre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Auteur et projet d'écriture : Né en 1971, Olivier Marboeuf est auteur-illustrateur, performeur, éditeur et commissaire d'exposition. Il est par ailleurs directeur et fondateur de Khiasma, un espace dédié aux arts visuels et à la littérature aux Lilas. Son premier livre paru en 2000 aux éditions AMOK est la bande dessinée Une ville, un mardi. Lors de sa résidence à la médiathèque de Grigny, il veut déployer un récit épique et historique sur la banlieue.

Genre : Récit

Lieu et projet de résidence : La médiathèque Victor Hugo de Grigny est située dans un quartier sensible en pleine mutation urbaine. Cette structure et Olivier Marboeuf entendent s'associer lors de la résidence pour valoriser la mémoire, l'imagination et la parole des habitants de Grigny. L'auteur installera dans

l'établissement un bureau d'écriture, c'est-à-dire un espace d'exposition de sa recherche, où il recevra les visiteurs et recueillera leur témoignage sur leur parcours de vie en banlieue.

Public associé à la résidence : Habitants de Grigny

Durée : 10 mois

Localisation géographique :

- GRIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures d'ateliers ou d'activités, fournitures de bureau ou d'entretien)	1 100,00	11,00%
Services externes (hébergement / location, divers comme colloque, séminaire, salons, expo, lectures)	4 000,00	40,00%
Autres services externes (distribution, diffusion, déplacements / Missions / réceptions, frais postaux et frais de télécommunication, routage, honoraires)	4 900,00	49,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région livre	5 000,00	50,00%
FONDS PROPRES	5 000,00	50,00%
Total	10 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2015	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	82 909,00 €
2014	Stratégies territoriales de sécurité – Fonctionnement	6 850,00 €
2014	Terrains Synthétiques de grands Jeux	130 165,00 €

2015	Financement des dossiers PRU et OPI	597 597,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	43 134,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	1 741 875,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	14 092,00 €
	Montant total	2 621 622,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008522

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LYCEE RABELAIS - VERONIQUE PITTOLO - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	8 000,00 €	50,00 %	4 000,00 €
		Montant Total de la subvention	4 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65735-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT LYC METIER RABELAIS PARIS 18EME
Adresse administrative : 9 RUE FRANCIS DE CROISSET
75018 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Jacques LEVY, Ordonnateur

N° SIRET : 19750688400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Organismes)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence de Véronique Pittolo

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Véronique Pittolo est née en 1960. Elle a publié de nombreux recueils de poésie, notamment aux Editions de l'Attente, et aux éditions Al Dante. Habitante du quartier de la Goutte d'or, elle souhaite écrire une réflexion-fiction poétique sur les manières de vivre dans le périmètre Goutte d'or/Porte de Clignancourt.

Le lycée Rabelais, spécialisé dans les métiers de la santé et du social, se propose d'accueillir Véronique Pittolo pour une résidence ouverte aux lycéens et aux étudiants accueillis dans l'établissement. Piloté par une enseignante de Lettres modernes et le professeur documentaliste du lycée, la résidence placera la poésie et l'imaginaire au coeur d'une rencontre entre élèves et résidents de l'Ehpad (établissement pour personnes âgées). La librairie Humeur Vagabonde sera associée au projet.

Genre : poésie

Durée : 10 mois

Description :
Véronique Pittolo interviendra :
- au CDI du lycée, dans le cadre d'un atelier hebdomadaire de 3 heures
- à l'Ehpad, dans le cadre d'un atelier hebdomadaire de 2 heures
- à la librairie l'Humeur Vagabonde, pour 6 rencontres lectures

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Une vingtaine d'élèves volontaires issus des classes de seconde et BTS de l'établissement
- Une douzaine de résidents de l'Ehpad Robert Doisneau

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures d'activités et de bureau, livres)	700,00	8,75%
Services externes (honoraires, impression, fabrication)	5 000,00	62,50%
Autres services externes (déplacements, missions, réception, autres)	2 300,00	28,75%
Total	8 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	4 000,00	50,00%
Subvention Région livre	4 000,00	50,00%
Total	8 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	51 574,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	429 024,00 €
2014	Ecolycées franciliens	1 500,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 722,00 €
2014	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	36 000,00 €
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	177 090,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	15 675,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	22 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	43 313,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 289,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	80 874,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	334 398,00 €
2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	177 090,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 675,00 €
2015	Travaux de maintenance	79 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 627,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	32 175,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	283 960,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	12 550,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	165 300,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 800,00 €
2016	Travaux de maintenance	15 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 316,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	239 490,00 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 074,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	285 514,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	144,00 €
2017	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	165 300,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	15 670,00 €
2017	Travaux de maintenance	12 000,00 €
	Montant total	2 273 120,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008510

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MUSEUM NATIOANL D'HISTOIRE NATURELLE - BERENGERE COURNUT - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	10 000,00 €	50,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65738-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MNHN MUSEUM NATIONAL D HISTOIRE NATURELLE
Adresse administrative : 57 RUE CUVIER
75231 PARIS 5
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur BRUNO DAVID, Président

N° SIRET : 18004417400019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Organismes)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence de Bérengère Cournut

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Bérengère Cournut est née en 1979. Elle a publié plusieurs romans aux éditions Attila et des textes poétiques aux éditions L'Oie de Cravan. Son dernier roman est paru aux éditions Le Tripode : "Née contente à Oraibi", conçu comme une fiction-immersion en terre hopi. Elle souhaite écrire un nouveau texte à partir de la culture Inuit qui met en parallèle la fragilité de l'existence humaine sur la banquise et le caractère hasardeux et miraculeux de toute naissance.

Le Museum d'Histoire Naturelle accueille Bérengère Cournut pour lui permettre de mener les recherches sur les collections arctiques nécessaires à son projet littéraire tout en s'appuyant sur sa présence pour développer l'animation de son réseau de bibliothèques scientifiques. Bérengère Cournut interviendra

auprès de deux classes de lycéens de Dammarie-lès-Lys (Seine-et-Marne) et Epinay-sous-Sénart (Essonne), qu'elle rencontrera dans les établissements et au Muséum d'histoire Naturelle.

Genre littéraire : roman

Durée de la résidence : 10 mois

Description :
La programmation prévoit :
- Un dizaine de rencontres entre Bérengère Cournut et les classes des lycées de Dammarie-les-Lys et Epinay-sous-Sénart La moitié des rencontres auront lieu au sein du Muséum, permettant aux élèves de découvrir la Bibliothèque centrale ainsi que la bibliothèque Yvonne-Oddon ;
- Deux rencontres avec des scientifiques en activité seront proposées avec des ethnologues ou scientifiques s'étant déjà rendus en milieu polaire, afin de faire le lien entre sciences et littérature ;
- Un carnet d'exploration sera rédigé par l'auteur et les lycéens et fera l'objet d'une publication par les éditions du Muséum à 500 exemplaires

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- classe de 1ère S option SVT du lycée Joliot-Curie de Dammarie-lès-Lys (Seine-et-Marne) en collaboration avec les professeur de lettres et SVT
- classe de 2nde générale du lycée Maurice-Eliot d'Epinay-sous-Sénart (Essonne) avec les professeurs de Lettres, histoire-géographie et la professeure documentaliste.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures de bureau)	155,00	1,55%
Services externes (honoraires, frais de communication, divers frais organisation de rencontres)	6 300,00	63,00%
Gratification d'un stagiaire pour l'organisation des rencontres	3 545,00	35,45%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	5 000,00	50,00%
Subvention Région livre	5 000,00	50,00%
Total	10 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	12 578,00 €
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	13 500,00 €
2014	Bibliorif	45 000,00 €
2014	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	429 167,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	5 000,00 €
2014	Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI) - fontionnement	150 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	9 400,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	4 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	190 740,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	10 350,00 €
2015	SESAME	400 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	218 024,75 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	8 550,00 €
2016	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2016	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	2 500,00 €
2016	SESAME	200 000,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	109 952,96 €
2017	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	129 476,29 €
	Montant total	2 035 439,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008497

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LIBRAIRIE DU PARC/ACTES SUD - GAEL BOURGEON DIT AYMON - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	10 000,00 €	50,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACTES SUD LIBRAIRIE ACTES SUD
Adresse administrative : 47 RUE DU DOCTEUR FANTON
13633 ARLES
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame MARION REVOYRE

N° SIRET : 34088397400016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Organismes)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec Gaël Bourgeon dit Aymon

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Auteur jeunesse né en 1973, Gaël Aymon publie des romans destinés aux adolescents, notamment chez Actes Sud et Gallimard. Il a pour projet l'adaptation libre du conte fantastique de Balzac "La peau de chagrin" dont le héros, jeune, révolté et insolent, reste une figure qui peut parler aux adolescents d'aujourd'hui.

La librairie du Parc souhaite s'adresser aux adolescents présents dans le Parc de la Villette mais qui ne fréquentent pas la lbrairie. Dans cet objectif, Gaël Aymon animera des rencontres dans la librairie et des ateliers d'écriture, en lien avec les établissements scolaires, l'Association de Prévention du Site de la Villette et le théâtre Paris Villette.

Genre littéraire : littérature adolescente

Durée : 10 mois

Description :
Les rencontres et ateliers s'organisent autour de trois thématiques :
- stéréotype de genres, de classes et déterminisme social
- désir et pouvoir
- le fantastique dans la littérature

Des ateliers d'écriture alterneront avec un atelier d'expression théâtrale. Les participants pourront par ailleurs participer toute l'année à un parcours spectateur au théâtre de la Villette. Une conférence sur les représentations de genres dans la littérature et les médias pour la jeunesse, ainsi que des tables-rondes avec des éditeurs, permettront de meiux comprendre les liens entre littérature jeunesse et générale.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Lycéens
- jeunes adultes en réinsertion,
- Professionnels des jeunes
- Public enfant et familial

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (Fournitures d'atelier ou d'activité, papier, tissus pour costumes, autres)	1 000,00	10,00%
Services externes (hébergement, sorties théâtre, affiches, flyer, droits d'auteurs, restauration et frais de bouche)	5 000,00	50,00%
Autres services externes (honoraires ateliers théâtre, autres)	4 000,00	40,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	5 000,00	50,00%
Subvnetion Région livre	5 000,00	50,00%
Total	10 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008506

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MAINS D'OEUVRES - NOEMIE FARGIER - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	10 000,00 €	50,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LE LIEU MAINS D OEUVRES
Adresse administrative : 1 RUE CHARLES GARNIER
93400 ST OUEN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Fazette BORDAGE, Présidente

Date de publication au JO : 12 janvier 2000

N° SIRET : 42251985000024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Organismes)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec Noémie Fargier

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Noémie Fargier est née en 1986. Auteur et metteur en scène, elle a publié un texte chez Koïné Editions et une microfiction aux Editions de la Gare. Elle souhaite dans un prochain texte scruter l'imaginaire du jardin et les liens entre écriture et jardinage en écrivant sur les jardins partagés et les jardins intérieurs.

Mains d'oeuvre à Saint-Ouen (93) se propose d'accueillir Noémie Fargier pour ouvrir sa pratique artistique et citoyenne à la problématique de l'écologie au sein du paysage urbain. Noémie Fargier établira le lien entre des jardins partagés de Saint-Denis et Saint-Ouen et mettra en relation les jardiniers, habitants et collégiens de la ville.

Genre littéraire : théâtre

Durée : 10 mois

Description :
- ateliers d'observation des plantes
- ateliers d'écriture
- séminaires écologiques, philosophiques et littéraires

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- deux groupes de cultivateurs de jardins partagés, à Saint-Denis et à Saint-Ouen
- deux groupes de collégiens de Saint-Denis et Saint-Ouen
- groupe d'élèves du conservatoire de Bobigny pour mettre en voix les textes écrits et recueillis pendant les ateliers et collectes

Localisation géographique :
- SAINT-OUEN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures d'atelier et d'activité)	1 000,00	10,00%
Services externes (hébergement, assurance, documentation,colloques, droits d'auteurs, impression, fabrication)	5 000,00	50,00%
Autres services externes (distribution, diffusion, déplacements, missions, réceptions, frais de poste et télécommunication, publicité, publipostage, divers)	4 000,00	40,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	2 500,00	25,00%
Drac	2 500,00	25,00%
Subvention région livre	5 000,00	50,00%
Total	10 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	109 250,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	20 000,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	35 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	109 250,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	109 250,00 €
	Montant total	402 750,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008512

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LA LISEUSE - SOPHIE DAULL - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	8 333,33 €	60,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA LISEUSE
Adresse administrative : 87 RUE LEPIC
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GILLES LE MAO, Président

Date de publication au JO : 18 mars 2006

N° SIRET : 49008239300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Organismes)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec Sophie Daull

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Sophie Daull est née en 1965. Elle a publié deux romans aux éditions Philippe Rey, "Camille, mon envolée", et "La suture", sur les décès brutaux et tragiques de sa fille et de sa mère. Elle souhaite écrire un nouveau texte, sur la deuxième partie de la vie de sa mère, pour interroger la problématique du pardon et de la résilience, du point de vue du condamné et de la victime.

La Liseuse, association de lecteurs notamment à l'hôpital et en prison, veut permettre à Sophie Daull de nourrir la matière de son prochain roman dans l'échange avec des personnes détenues ou empêchées. Sophie Daull animera des ateliers autour de "La part manquante" au centre de détention de Melun puis à l'hôpital. Les textes écrits et enregistrés circuleront entre détenus et patients pour faire l'objet d'une

restitution finale ouverte à un large public seine-et-marnais.

Genre littéraire : roman

Durée : 10 mois

Description :
- atelier au centre pénitencier de Melun : échauffement littéraire, collecte de parole, mise en forme écrite, restitution orale, jeux autofictifs, etc
- atelier au centre hospitalier : collecte, réécriture sous forme de monologues, etc
- lectures ouvertes au centre de détention de Melun
- lecture publique à la médiathèque départementale
- publication de textes produits en atelier en lien avec les éditions Le port a jauni
- documentaire audio réalisé par Les pieds sur terre france culture
- objet sonore réalisé par l'auteur
- exposition galerie Maria Lund (Paris 4) avec l'ensemble des textes lus par Sophie Daull

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services externes (documentation, impression, matériel son, mixage)	2 700,00	27,00%
Autres services externes (déplacements, missions, réceptions)	2 100,00	21,00%
Autres charges de gestion courante	5 200,00	52,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat SPIP 77	1 500,00	15,00%
Mécénat Edition Le Port a jauni	1 200,00	12,00%
Fonds propres	2 300,00	23,00%
Subvention région livre	5 000,00	50,00%
Total	10 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Manifestations littéraires (CR46-14)	8 000,00 €
2015	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire (CR46-14)	8 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2016	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	4 000,00 €
	Montant total	25 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008496

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : GAEL BOURGEON DIT AYMON - LIBRAIRIE DU PARC/ACTES SUD - LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BOURGEON GAEL
Adresse administrative : 18 RUE VAUCANSON
93500 PANTIN
Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant : Monsieur GAEL BOURGEON

Objet : AUTEUR

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec la Librairie du Parc/Actes sud

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Auteur jeunesse né en 1973, Gaël Aymon publie des romans destinés aux adolescents, notamment chez Actes Sud et Gallimard. Il a pour projet l'adaptation libre du conte fantastique de Balzac "La peau de chagrin" dont le héros, jeune, révolté et insolent, reste une figure qui peut parler aux adolescents d'aujourd'hui.

La librairie du Parc souhaite s'adresser aux adolescents présents dans le Parc de la Villette mais qui ne fréquentent pas la lbrairie. Dans cet objectif, Gaël Aymon animera des rencontres dans la librairie et des ateliers d'écriture, en lien avec les établissements scolaires, l'Association de Prévention du Site de la Villette et le théâtre Paris Villette.

Genre littéraire : littérature adolescente

Durée : 10 mois

Description :
Les rencontres et ateliers s'organisent autour de trois thématiques :
- stéréotype de genres, de classes et déterminisme social
- désir et pouvoir
- le fantastique dans la littérature
Des ateliers d'écriture alterneront avec un atelier d'expression théâtrale. Les participants pourront par ailleurs participer toute l'année à un parcours spectateur au théâtre de la Villette. Une conférence sur les représentations de genres dans la littérature et les médias pour la jeunesse, ainsi que des tables-rondes avec des éditeurs, permettront de meiux comprendre les liens entre littérature jeunesse et générale.

Public(s) cible(s) :
- Lycéens
- jeunes adultes en réinsertion,
- Professionnels des jeunes
- Public enfant et familial

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008505

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : NOEMIE FARGIER - MAINS D'OEUVRES - LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FARGIER NOEMIE
Adresse administrative : 9 RUE DE CLIGNANCOURT
75018 PARIS
Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant : Madame NOEMIE FARGIER

Objet : auteur

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence à Mains d'Oeuvres

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Noémie Fargier est née en 1986. Auteur et metteur en scène, elle a publié un texte chez Koïné Editions et une microfiction aux Editions de la Gare. Elle souhaite dans un prochain texte scruter l'imaginaire du jardin et les liens entre écriture et jardinage en écrivant sur les jardins partagés et les jardins intérieurs.

Mains d'oeuvre à Saint-Ouen (93) se propose d'accueillir Noémie Fargier pour ouvrir sa pratique artistique et citoyenne à la problématique de l'écologie au sein du paysage urbain. Noémie Fargier établira le lien entre des jardins partagés de Saint-Denis et Saint-Ouen et mettra en relation les jardiniers, habitants et collégiens de la ville.

Genre littéraire : théâtre

Durée : 10 mois

Description :
- ateliers d'observation des plantes
- ateliers d'écriture
- séminaires écologiques, philosophiques et littéraires

Public(s) cible(s) :
- deux groupes de cultivateurs de jardins partagés, à Saint-Denis et à Saint-Ouen
- deux groupes de collégiens de Saint-Denis et Saint-Ouen
- groupe d'élèves du conservatoire de Bobigny pour mettre en voix les textes écrits et recueillis pendant les ateliers et collectes

Localisation géographique :
- SAINT-OUEN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008509

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : BERENGERE COURNUT - MUSEUM NATIONAL D'HISOITRE NATURELLE - LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COURNUT BERENGERE
Adresse administrative : 62 RUE DES GRANGES
25000 BESANCON
Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant : Madame BERENGERE COURNUT

Objet : AUTEUR

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence au Muséum national d'histoire naturelle

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Bérengère Cournut est née en 1979. Elle a publié plusieurs romans aux éditions Attila et des textes poétiques aux éditions L'Oie de Cravan. Son dernier roman est paru aux éditions Le Tripode : "Née contente à Oraibi", conçu comme une fiction-immersion en terre hopi. Elle souhaite écrire un nouveau texte à partir de la culture Inuit qui met en parallèle la fragilité de l'existence humaine sur la banquise et le caractère hasardeux et miraculeux de toute naissance.

Le Museum d'Histoire Naturelle accueille Bérengère Cournut pour lui permettre de mener les recherches sur les collections arctiques nécessaires à son projet littéraire tout en s'appuyant sur sa présence pour développer l'animation de son réseau de bibliothèques scientifiques. Bérengère Cournut interviendra auprès de deux classes de lycéens de Dammarie-lès-Lys (Seine-et-Marne) et Epinay-sous-Sénart (Essonne), qu'elle rencontrera dans les établissements et au Muséum d'histoire Naturelle.

Genre littéraire : roman

Durée de la résidence : 10 mois

Description :
La programmation de la résidence prévoit :
- Un dizaine de rencontres entre Bérengère Cournut et les classes des lycées de Dammarie-les-Lys et Epinay-sous-Sénart. La moitié des rencontres auront lieu au sein du Muséum, permettant aux élèves de découvrir la Bibliothèque centrale ainsi que la bibliothèque Yvonne-Oddon ;
- Deux rencontres avec des scientifiques en activité seront proposées avec des ethnologues ou scientifiques s'étant déjà rendus en milieu polaire, afin de faire le lien entre sciences et littérature ;
- Un carnet d'exploration sera rédigé par l'auteur et les lycéens et fera l'objet d'une publication par les éditions du Muséum à 500 exemplaires.

Public(s) cible(s) :
- classe de 1ère S option SVT du lycée Joliot-Curie de Dammarie-lès-Lys (Seine-et-Marne) en collaboration avec les professeur de lettres et SVT
- classe de 2nde générale du lycée Maurice-Eliot d'Epinay-sous-Sénart (Essonne) avec les professeurs de Lettres, histoire-géographie et la professeure documentaliste.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008511

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SOPHIE DAULL - LA LISEUSE - LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DAULL SOPHIE
Adresse administrative : 137 AVENUE DU PRESIDENT WILSON
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant : Madame SOPHIE DAULL

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec La Liseuse

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Sophie Daull est née en 1965. Elle a publié deux romans aux éditions Philippe Rey, "Camille, mon envolée", et "La suture", sur les décès brutaux et tragiques de sa fille et de sa mère. Elle souhaite écrire un nouveau texte, sur la deuxième partie de la vie de sa mère, pour interroger la problématique du pardon et de la résilience, du point de vue du condamné et de la victime.

La Liseuse, association de lecteurs notamment à l'hôpital et en prison, veut permettre à Sophie Daull de nourrir la matière de son prochain roman dans l'échange avec des personnes détenues ou empêchées. Sophie Daull animera des ateliers autour de "La part manquante" au centre de détention de Melun puis à l'hôpital. Les textes écrits et enregistrés circuleront entre détenus et patients pour faire l'objet d'une restitution finale ouverte à un large public seine-et-marnais.

Genre littéraire : roman

Durée : 10 mois

Description :
- atelier au centre pénitencier de Melun : échauffement littéraire, collecte de parole, mise en forme écrite, restitution orale, jeux autofictifs, etc
- atelier au centre hospitalier : collecte, réécriture sous forme de monologues, etc
- lectures ouvertes au centre de détention de Melun
- lecture publique à la médiathèque départementale
- publication de textes produits en atelier en lien avec les éditions Le port a jauni
- documentaire audio réalisé par Les pieds sur terre france culture
- objet sonore réalisé par l'auteur
- exposition galerie Maria Lund (Paris 4) avec l'ensemble des textes lus par Sophie Daull

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008514

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CELIA HOUDART - MAC VAL - LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	14 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HOUDART CELIA
Adresse administrative : 9 RUE FRESSART
75019 PARIS
Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant : Madame CELIA HOUDART

Objet : AUTEUR

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence au Mac Val

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Née en 1970, Célia Houdart est l'auteur de cinq romans aux éditions P.O.L. Dans son prochain texte, elle veut interroger l'altérité dans l'écriture, à partir de la figure du scribe, qui retranscrit et de traduit.

Le Mac Val souhaite approfondir la collaboration engagée avec Célia Houdart sur l'écriture des textes critiques qui accompagnent les oeuvres d'art contemporain proposées à la découverte des visiteurs du musée. Dans le cadre de la résidence, Célia Houdart animera des ateliers sur les usages étrangers et étranges du français, les richesses qu'offre le français parlé ailleurs ainsi que les graphies de chacun. Elle dialoguera avec d'autres artistes notamment sur la langue, son écoute, sa transcription, l'oralité, les dialectes.

Genre littéraire : roman

Durée : 7 mois

Description :
- enquête sur les graphies : déchiffrage, recueil de témoignages, manuels de graphologie...
- atelier d'écriture en partenariat avec le studio théâtre et les associations du quartier du port à l'Anglais
- écoute de corpus sonores mis en ligne par l'encyclopédie de la partole
- Restitution au Mac Val
- diffusion des textes sur le site du Mac Val

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- personnel du musée
- Vitriots
- visiteurs du musée

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008521

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : VERONIQUE PITTOLO - LYCEE DES METIERS RABELAIS - LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PITTOLO VERONIQUE
Adresse administrative : 60 RUE DES POISSONNIERS
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Mademoiselle
Représentant : Madame VERONIQUE PITTOLO

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence au Lycée Rabelais

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Véronique Pittolo est née en 1960. Elle a publié de nombreux recueils de poésie, notamment aux Editions de l'Attente, et aux éditions Al Dante. Habitante du quartier de la Goutte d'or, elle souhaite écrire une réflexion-fiction poétique sur les manières de vivre dans le périmètre Goutte d'or/Porte de Clignancourt.

Le lycée Rabelais, spécialisé dans les métiers de la santé et du social, se propose d'accueillir Véronique Pittolo pour une résidence ouverte aux lycéens et aux étudiants accueillis dans l'établissement. Piloté par une enseignante de Lettres modernes et le professeur documentaliste du lycée, la résidence placera la poésie et l'imaginaire au coeur d'une rencontre entre élèves et résidents de l'Ehpad (établissement pour personnes âgées). La librairie Humeur Vagabonde sera associée au projet.

Genre : poésie

Durée : 10 mois

Description :

Véronique Pittolo interviendra :
- au CDI du lycée, dans le cadre d'un atelier hebdomadaire de 3 heures
- à l'Ehpad, dans le cadre d'un atelier hebdomadaire de 2 heures
- à la librairie l'Humeur Vagabonde, pour 6 rencontres lectures

Public(s) cible(s) :
- Une vingtaine d'élèves volontaires issus des classes de seconde et BTS de l'établissement
- Une douzaine de résidents de l'Ehpad Robert Doisneau

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Auteurs)	20 000,00 €
	Montant total	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002745

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LA CHARTE - RENCONTRES AVEC DES AUTEURS JEUNESSE EN BIBLIOTHEQUES - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	16 150,00 €	30,96 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA CHARTE
Adresse administrative : 38 RUE DU FG SAINT JACQUES
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CAROLE ROBERT, Présidente

Date de publication au JO : 23 mars 1984

N° SIRET : 41370542700040

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : un programme de rencontres avec des auteurs et illustrateurs dans les bibliothèques franciliennes

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de réception de la demande de soutien est le 13 décembre 2016. La préparation du projet nécessite de prendre en compte de manière anticipée les dépenses éligibles. En vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
"La Charte", nom d'usage de "La Charte des auteurs et illustrateurs jeunesse", est une association qui regroupe plus de 1300 auteurs, illustrateurs et traducteurs de livres pour la jeunesse, en France et dans

plusieurs pays francophones. Son rôle est de veiller à la défense des droits et du statut des auteurs. Elle les représente auprès des pouvoirs publics, s'exprime en leur nom lors des réformes et les informe sur leurs droits. Elle oeuvre également à faciliter les liens entre les professionnels et structures souhaitant inviter des auteurs lors des événements qu'ils organisent. Enfin, la Charte se donne pour mission de promouvoir une littérature jeunesse contemporaine de qualité.

Description :
La Charte souhaite mettre en place un programme de rencontres au sein des médiathèques franciliennes pour sensibiliser les professionnels de la lecture publique et le grand public au métier et au statut d'auteur jeunesse.

En amont des rencontres, la Charte propose de mettre à disposition des bibliothécaires les outils de communication de la Charte et de faire un travail de fond auprès de leur public.

La Charte créera des liens avec les auteurs et illustrateurs de la commune afin de les faire participer à la rencontre et ainsi tisser des liens entre eux et l'équipement de lecture publique de leur territoire.

Intérêt régional : 1-Dynamique secteur livre : l'ensemble des médiathèques franciliennes a été contacté et chaque rencontre sera animée par un auteur membre de la Charte. Les premiers lieux retenus sont les suivants :
médiathèque Françoise Sagan (Paris 10ème), bibliothèque Marguerite Duras (Paris 12ème), médiathèque Cœur de ville de Vincennes (94), médiathèque Boris Vian de Tremblay-en-France (93), bibliothèques de Pantin (93), médiathèque L'Ile aux trésors de Brie-Comte-Robert (77), médiathèque des hôpitaux universitaires Paris IDF ouest, médiathèque Boris Vian à Persan (95), médiathèque Georges Sand à Einghein (95), bibliothèque associative d'Auffargis (78), bibliothèque municipale d'Elancourt (78), médiathèque René Gosciny d'Athis-Mons (91), médiathèque Raymond Queneau de Juvisy (91), médiathèque Pablo Neruda de Malakoff (92), etc.
Auteurs participants aux tables rondes:Carole Trébor, Valentine Goby, Aurélie Abolivier, Anne-Gaëlle Balpe, Sophie Dieuaide, Roland Garrigue, Alice Brière-Haquet, notamment.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des auteurs tables rondes	8 280,00	51,27%
Frais de gestion (frais d epersonnel, fournitures, hébergement, site, etc)	7 870,00	48,73%
Total	16 150,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IdF	5 000,00	30,96%
Fonds propres	11 150,00	69,04%
Total	16 150,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003397

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MARABOUT - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	16 600,00 €	48,19 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MARABOUT
Adresse administrative : 30 AVENUE MATHURIN MOREAU
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame NATACHA DE LA SIMONE, Présidente

Date de publication au JO : 18 octobre 2013

N° SIRET : 79940198900014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : mutualisation de moyens de diffusion et de promotion de leurs productions

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Marabout, avec 2 autres éditeurs, prévoient de participer à plusieurs salons du livre en France.

Description :
Marabout est une association qui a pour objet la promotion de la culture littéraire, politique, sociale et artistique. Elle publie depuis 4 ans la revue Jef Klak.

Aujourd'hui, Marabout envisage, en partenariat avec les associations Le Rire-CQFD, Les Amis de Klark Kent et Palimpseste, de mutualiser leurs moyens de promotion de leurs productions, à la fois sur les plans

techniques, financiers et humains.

Dans le cadre, les éditeurs prévoient de produire et d'éditer un catalogue commun, d'être mieux représentés sur les lieux de vente, dans les salons et événements et sur les réseaux sociaux.

Afin d'assurer la promotion de leurs publications, le groupement d'éditeurs envisage de participer à vingt-neuf salons du livre, parmi lesquels, L'Escale du livre à Bordeaux, Etonnants voyageurs à St Malo, Visa pour l'image à Perpignan, Festival du livre en Bretagne à Guérande, etc. et des salons consacrés à la micro-édition.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de participation à des salons du livre (inscriptions, déplacements, hébergement, restauration)	13 600,00	81,93%
Matériel de communication	3 000,00	18,07%
Total	16 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes	8 600,00	51,81%
Région Ile-de-France	8 000,00	48,19%
Total	16 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux projets exceptionnels des revues	10 000,00 €

2015	Aides pour le fonctionnement des revues (CR46-14)	5 000,00 €
	Montant total	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008622

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ENVIE DE LIRE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	27 032,00 €	44,39 %	12 000,00 €
	Montant Total de la subvention		12 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENVIE DE LIRE
Adresse administrative : 16 RUE GABRIEL PERI
94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : MONSIEUR RAOUL MORA, GERANT

N° SIRET : 42332419300014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : organisation d'un stand au Festival International de bande dessinée d'Angoulême et aux rendez-vous de l'Histoire de Blois pour un collectif d'éditeurs indépendants franciliens

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La librairie Envie de lire entend organiser un stand au Festival International de bande dessinée d'Angoulême et aux Rendez-vous de l'Histoire de Blois, pour un regroupement d'éditeurs indépendants franciliens.

Description :
Créée en 1999 et située à Ivry-sur-Seine, Envie de lire est une librairie généraliste qui, depuis son ouverture, œuvre à la valorisation des fonds, en organisant des rencontres avec des auteurs indépendamment de l'actualité éditoriale et de leur visibilité médiatique, en direction d'un public large et diversifié. La librairie propose plus de 16 000 références, dont des titres rares et épuisés.

Intérêt régional : 1- Dynamique secteur livre
La librairie envisage de participer au Festival International de bande dessinée d'Angoulême et aux Rendez-vous de l'Histoire de Blois en organisant des stands pour un regroupement d'éditeurs franciliens afin de donner à voir le dynamisme, la richesse et la diversité de l'édition indépendante de bande dessinée francilienne.

Outre la participation de certains d'entre eux sur ces salons, la librairie assurera la représentation d'autres éditeurs indépendants franciliens.

2- Attractivité et territoire
Très active hors les murs, la librairie est partenaire, entre autres, du "Salon du livre et de la presse jeunesse" à Montreuil, du festival "Sons d'hiver" et participe aux "Promenades photographiques de Vendôme".

3- Dimension créative
La librairie présente des ouvrages de qualité publiés par une quinzaine de petits éditeurs. Les éditeurs présents assurent la participation d'un ou plusieurs auteurs qu'ils publient à des séances de dédicaces sur le stand.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures de bureau, de terminal CB et logiciel de caisse, de livres	3 175,00	11,75%
Services externes (hébregement, location de stand, imprimeur, graphiste, etc)	12 349,00	45,68%
Autres services externes (transport des ouvrages et du personnel)	3 165,00	11,71%
Frais de personnel	8 343,00	30,86%
Total	27 032,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	15 032,00	55,61%
Région Ile-de-France	12 000,00	44,39%
Total	27 032,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide à la librairie indépendante (CR46-14)	9 000,00 €
2016	Aide à la librairie indépendante	9 000,00 €
	Montant total	18 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008623

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : L'AUTRE LIVRE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	51 900,00 €	15,41 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L AUTRE LIVRE
Adresse administrative : 38 BOULEVARD HENRI IV
75004 PARIS 04
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GERARD CHERBONNIER, Président

Date de publication au JO : 17 mai 2003

N° SIRET : 49145578800027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : orgnisation du Salon de L'autre livre

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association L'Autre Livre souhaite organiser le 15ème Salon des éditeurs indépendants mi-novembre, à l'Espace des Blancs Manteaux (Paris 3ème).

Description :
Depuis 2003, l'association organise le salon de l'Autre livre, qui participe à la promotion de l'édition indépendante auprès du public, et est devenu un lieu de rencontre des éditeurs indépendants. Rassemblant 200 éditeurs adhérents, L'Autre Livre développe, en parallèle du Salon des éditeurs indépendants, des actions pour la défense et la promotion de l'édition indépendante (librairies éphémères,

site internet L'Autre Livre...). Le collectif d'éditeurs a ainsi été à l'origine de plusieurs initiatives telles que la pétition pour un tarif postal, la publication du livre blanc de l'édition indépendante, etc.

Le prochain Salon de l'Autre livre se déroulera à l'Espace d'animation des Blancs Manteaux mi-novembre. A l'occasion de cette 15ème édition, le Salon accueillera près de 160 éditeurs indépendants, dont plus de la moitié sont franciliens, constituera une vitrine pour les éditeurs auprès du public, des librairies et des bibliothèques et proposera des débats, des lectures, des rencontres ainsi que des animations en direction des scolaires. Un annuaire détaillé des maisons d'édition présentes sera remis

En 2016, le salon de l'Autre livre a rassemblé plus de 160 éditeurs sur 3 jours.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de fournitures d'ateliers ou d'activités	600,00	1,16%
Services externes (location de l'espace)	4 000,00	7,71%
Autres services externes (diffusion, déplacements, missions, réception, honoraires, publicité, publipostage)	23 300,00	44,89%
Frais de personnel	24 000,00	46,24%
Total	51 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prarticipation des adhérents	32 900,00	63,39%
DRAC (S)	6 000,00	11,56%
Ville de Paris (S)	5 000,00	9,63%
Région Ile-de-France	8 000,00	15,41%
Total	51 900,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	12 500,00 €
2015	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre) (CR46-14)	12 000,00 €
2016	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	8 000,00 €
	Montant total	32 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008794

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LE POINT DE COTE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	12 124,00 €	49,49 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : POINT CENTRAL
Adresse administrative : 24 PLACE HENRI IV
92150 SURESNES
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur, Renaud MUSSEAU

N° SIRET : 51343534700010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : sa participation à l'organisation du salon du livre ado

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La librairie Le Point de Côté participe à l'organisation d'un « salon de littérature ado » en invitant des auteurs.

Intérêt régional : 1-Dynamique secteur livre
La librairie Le Point de Côté, avec la librairie Lu et Cie et la ville de Suresnes, organise la deuxième édition du « salon de littérature ado », qui se tiendra les 17 et 18 novembre 2017 dans la salle des fêtes de Suresnes, afin de donner une visibilité à la littérature adolescente. Marie-Aude Murail sera la marraine

de cette édition.

C'est en constatant le dynamisme et la diversité de ce secteur de l'édition qu'est apparue l'opportunité de créer un salon réunissant les éditeurs et les lecteurs de littérature adolescente. Il s'agit de mettre les jeunes en relation avec leurs auteurs favoris.

Dans le cadre du Salon, seront organisés :
- des conférences et rencontres avec des auteurs en amont du salon dans des collèges et lycées. Ont pour l'instant confirmé leur participation : Catherine Cuenca, Gaël Aymon, Vincent Villiminot, Christelle Darbos et Erwan Ji.
- une "battle" de critiques encadrée par des professeurs de français et un atelier "booktube" mis en place par les bibliothécaires
- deux prix littéraires, un pour les 11-13 ans et un pour les plus de 14 ans
- une expositon-ventes de livres pour présenter la littérature 10-18 ans

Les librairies Le Point de côté et Lu et Cie favorisent la mise en relation des écrivains et des éditeurs avec les jeunes lecteurs par le biais de rencontres, conférences et lectures publiques pendant le salon et réalisent la sélection des ouvrages mis en vente pendant le salon.

2-Attractivité et territoire

Pour sa deuxième édition, le salon prévoit de s'étendre aux villes voisines : Boulogne, Issy-les-Moulineaux, Meudon, Nanterre, Puteaux, Rueil Malmaison, Saint-Cloud, Sèvres.

3-Développement du public et du lectorat
En 2017, 16 collèges et lycées de Suresnes et des villes voisines (Boulogne, Issy, Meudon, Nanterre, Puteaux, Rueil Malmaison, Saint-Cloud, Sèvres) participent à la manifestation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SURESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures d'activités	3 500,00	31,46%
Services externes (hébergement, location)	266,00	2,39%
Autres services externes (frais de port, déplacements, missions, location TPE, rémunération auteurs invités, publicité, transport auteurs invités, etc)	5 441,00	48,91%
Frais de personnel	1 917,00	17,23%
Total	11 124,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	6 124,00	55,05%
Région Ile-de-France	5 000,00	44,95%
Total	11 124,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008798

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : L'ANTILOPE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	25 234,00 €	31,70 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES EDITIONS DE L ANTILOPE
Adresse administrative : 102 BOULEVARD VOLTAIRE
75011 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Gilles ROZIER

N° SIRET : 80472095100016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 avril 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les éditions L'Antilope envisagent de mener un programme d'actions de diffusion de leurs ouvrages.

Description :
Créées en 2016, les éditions de L'Antilope publient des textes littéraires rendant compte de la richesse et des paradoxes des cultures juives sur les cinq continents. Avec un rythme de publication de 5 titres par an, la maison d'édition, la maison d'édition compte 8 titres à son catalogue.

Intérêt régional : 1-Dynamique secteur livre
Après un an d'existence, cette jeune maison d'édition souhaite porter un effort particulier sur la promotion de ses ouvrages, à la fois en librairies et dans des manifestations autour du livre et de la lecture en France, en Belgique et en Suisse romande.

Dans ce cadre, elle prévoit :
- La réalisation d'un catalogue
- Le déplacement des auteurs et traducteurs en librairies et dans des manifestations littéraires
- l'animation d'une lettre d'information à destination des libraires et des responsables de festivals littéraires
- le recours aux services d'une agence de relations libraires

2-Dimension créative
Cette jeune maison d'édition fait découvrir de grands textes yiddish, des écrivains israéliens contemporains, de la littérature judéo-américaine, de jeunes auteurs polonais, allemands, etc.

3-Développement du public et du lectorat
Pour assurer la promotion de leur catalogue, les éditions L'antilope participeront à de nombreuses manifestations littéraires telles que La 25ème heure du livre (Mans), L'Autre livre, Festival du premier roman (Laval), Festival du premier roman (Chambéry), Le goût des autres (Le Havre), Foire du livre (Bruxelles), festival Atlantique (Nantes), Printemps du livre (Grenoble), Salon du livre des Balkans (Paris), Banquet du printemps (Lagrasse), escale du livre (Bordeaux), Etonnants Voyageurs (Saint-Malo), etc.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (imprimerie catalogue, fournitures de bureau ou d'entretien)	3 160,00	12,52%
Autres services externes (prestation relations libraires, déplacements, missions, frais postaux et télécommunication, etc)	18 792,00	74,47%
Frais de personnel	3 282,00	13,01%
Total	25 234,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	17 234,00	68,30%
Région Ile-de-France	8 000,00	31,70%
Total	25 234,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008991

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASPHALTE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	12 800,00 €	39,06 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASPHALTE EDITIONS
Adresse administrative : 67 RUE DE REUILLY
75012 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame Claire DUVIVIER

N° SIRET : 51374677600048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : oganisation d'actions de promotion de leur catalogue

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 février 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les éditions Asphalte envisagent de mener un programme d'actions de diffusion de leurs ouvrages.

Description :
Créées en 2010, les éditions Asphalte publient de la fiction française et étrangère, plus spécifiquement des fictions urbaines et cosmopolites. Avec un rythme de publication de 9 à 10 titres par an, la maison d'édition compte 65 titres à son catalogue.

Intérêt régional : 1-Dynamique secteur livre
Asphalte s'est fait connaître par sa publication d'auteurs de romans noirs, venus de pays peu représentés dans le paysage littéraire français. Son projet est de faire connaître et reconnaître d'autres voix.

Afin de mieux faire connaître les auteurs de son catalogue, en particulier ceux de la sphère hispanophone, Asphalte envisage de les inviter en France pour que ceux-ci puissent venir à la rencontre de leurs lecteurs au cours de salons, festivals et événements en librairies.

Dans ce cadre, elle prévoit d'organiser des tournées de promotion « Le roman noir hispanophone chez Asphalte » en accueillant en France les auteurs Carlos Zanon (Espagne), Mario Mendoza (Colombie), Boris Quercia (Chili), Vladimir Hernandez (Cuba), Orfa Alarcon (Mexique) et en organisant leurs déplacements dans :

- des événements spécialisés polar tels que Un aller-retour dans le noir à Pau, Polar rencontres à Agen, Le Goéland masqué à Penmarch, Interpolar à Reims, Lisle Noir Les vendanges du polar à Lisle sur Tarn, Toulouse Polars du Sud à Toulouse, Quais du polar à Lyon, Festival International du roman noir à Frontignan…
- des manifestations littéraires par exemple La Comédie du Livre à Montpellier, Bellas Latinas à Lyon, La 25ème heure du livre au Mans, Etonnants voyageurs à Saint-Malo
- 13 librairies pour des signatures

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services externes (prime d'assurance, imprimeur)	1 000,00	7,81%
Autres services externes (distribution, diffusion, transport, hébergement, restauration, frais postaux et télécommunication, honoraires)	8 650,00	67,58%
Frais de personnel	3 150,00	24,61%
Total	12 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	7 800,00	60,94%
Région Ile-de-France	5 000,00	39,06%
Total	12 800,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009851

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SCRINEO - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	3 000,00 €	33,33 %	1 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCRINEO
Adresse administrative : 3 RUE FRANCAISE
75001 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Jean-Paul ARIF

N° SIRET : 47827666000014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : participation à la Foire du livre de Francfort

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les éditions Scrinéo envisage de participer à la Foire du livre de Francfort.

Description :
Créées en 2006, les éditions Scrinéo publient des romans pour la jeunesse et les jeunes adultes, la revue L'Eléphant, des essais, des documents, des thrillers, des romans fantastiques pour adultes. Avec un rythme de publication de 30 titres par an, , la maison d'édition compte 200 titres à son catalogue.

Intérêt régional : Afin de se développer à l'international, la maison d'édition souhaite participer à la Foire du livre de Francfort, particulièrement cette année dans le cadre de la mise à l'honneur de la France en 2017, pour présenter le catalogue et les nouveautés aux éditeurs et agents étrangers dans la perspective

de cessions de droits.

Avec le soutien du Motif, les éditions Scrinéo ont participé à la Foire du livre de Francfort en 2014, 2015 et 2016. Dans le cadre du développement de l'activité fiction en jeunesse et young adultes, la maison d'édition cherche à accroître le nombre de cessions à l'international.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services externes (location, hébergement, location de stand et badges)	2 500,00	83,33%
Autres services externes (déplacements, missions, repas)	500,00	16,67%
Total	3 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Cessions de droits	2 000,00	66,67%
Région Ile-de-France	1 000,00	33,33%
Total	3 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009894

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : TOM POUSSE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	212 370,00 €	4,71 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALTA COMMUNICATION
Adresse administrative : 33 BOULEVARD ARAGO
75013 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Alain ROYER, Gérant

N° SIRET : 45231022000036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les Editions Tom Pousse créent une collection de livres-jeux.

Description :
Créée en 2004, la maison d'édition publie des livres, des cahiers d'exercice et des albums pour des enfants souffrant de troubles des apprentissages et de la cognition. Avec un rythme de publications de 12 titres par an, elle compte aujourd'hui 110 titres à son catalogue.

Intérêt régional : 1-Dynamique secteur livre
Afin de répondre à la demande des parents et des institutions spécialisées accueillant des enfants avec autisme ou troubles graves de l'apprentissage de la lecture, les Editions Tom Pousse ont pour projet de créer une collection de quatre livres-jeux, qui consistent en l'adaptation de contes, par exemple, « Les Trois petits cochons », « Boucle d'or », « La Princesse au petit pois », « Le chat botté ». Chaque coffret

comprend un livre et un jeu.

Au regard de la conception (tests à effectuer auprès du public concerné lors de la création) et de la fabrication, ce projet revêt un caractère exceptionnel.

2-Développement du public et du lectorat
Ce projet a été conçu et sera réalisé en concertation avec des associations et des organismes venant en aide aux enfants avec autisme ou dysphasie, afin de les aider à entrer dans le monde de la lecture et favoriser le développement de leur imaginaire.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures d'ateliers ou d'activité)	150,00	0,07%
Services externes (colloque, séminaire, salons, etc)	1 200,00	0,57%
Droits d'auteurs (piges collaborateurs, droits de reproduction, etc)	7 500,00	3,53%
Imprimeur, maquettiste, graphiste, illustrateur	82 700,00	38,94%
Autres services externes (diffusion, distribution, déplacements, missions, frais postaux et de télécommunication, publicité, publipostage, etc)	109 320,00	51,48%
Frais de personnel	11 500,00	5,42%
Total	212 370,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	178 440,00	84,02%
Autres prestations de services	23 930,00	11,27%
Région Ile-de-France	10 000,00	4,71%
Total	212 370,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	10 000,00 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : CONVENTIONS TYPE

CONVENTION TYPE RESIDENCE D'ECRIVAIN SUBVENTION + BOURSE

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N°CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé : LIBELLE DU TIERS (signataire de la convention)
dont le statut juridique est : FORME JURIDIQUE DU TIERS (données complémentaires CORIOLIS)
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au : ADRESSE ADMINISTRATIVE DU TIERS
ayant pour représentant CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)
ci-après dénommé « l'organisme »

d'autre part,

et

l'auteur dénommé-e :
dont l'adresse est :
ci-après dénommé-e « l'auteur »

PREAMBULE :

L'organisme a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif régional résidence d'écrivains adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-61 du 10 mars 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et d'une bourse d'aide à la création ainsi que leurs versements se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'organisme et l'auteur pour la résidence d'écrivain dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : OBJET DU DOSSIER SINON LIBELLE. (référence dossiers n°XXXXXXXX et n°XXXXXXXX).

Dans cet objectif, elle accorde :

- à l'organisme une subvention correspondant à TAUX DE SUBVENTION % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à MONTANT BASE €, soit un montant maximum de subvention de MONTANT SUBVENTION €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

- A l'auteur une bourse d'aide à la création d'un montant global de X € pour une durée de X mois.

Les crédits de résidences attribués par la Région Ile-de-France sont assujettis au régime de sécurité sociale des artistes auteurs (AGESSA) et soumis à l'impôt.

DISPOSITIONS SPECIFIQUES A L'ORGANISME

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

L'organisme s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

L'organisme s'engage à : recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

L'organisme saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

L'organisme s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'événement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc) dans leur déroulement.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Respecter le code de la propriété intellectuelle applicable aux auteurs dans le cadre de leur contrat d'édition.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, l'organisme s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

L'organisme autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller l'organisme dans sa démarche.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PILOTAGE

L'organisme est responsable du suivi du projet. Il invite la Région Ile-de-France à participer à un comité de pilotage à mi-parcours de la résidence. L'avis favorable émis à l'issue de cette réunion permet de déclencher le versement du solde de la bourse à l'auteur.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES SPECIFIQUES A L'ORGANISME

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, l'organisme n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si l'organisme établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, l'organisme dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande de l'organisme.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal de l'organisme qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

L'organisme peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

L'organisme peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal de l'organisme et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par l'organisme de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal de l'organisme, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de l'organisme et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité**,**
- un ou des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau

d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par l'organisme et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du DATE D'ELIGIBILITE SINON DATE DE VOTE et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES SPECIFIQUES A L'AUTEUR

Article 4.1 : modalités de versement

Le versement de la bourse d'aide à la création est effectué sur demande de l'auteur.

Pour les résidences d'une durée inférieure à six mois, la bourse d'aide à la création est versée en une fois au démarrage de la résidence.

Pour les résidences d'une durée supérieure à six mois, la bourse d'aide à la création fait l'objet d'un versement en deux fois :

- Un premier versement de 50 % au démarrage de la résidence ;
- Le solde à mi-parcours de la résidence sur la base de l'avis favorable du comité de pilotage.

Article 4.2 : révision du montant subventionné

En cas d'interruption de la résidence, le montant de la bourse d'aide à la création est révisé au prorata des mois effectivement consacrés à la résidence. Le montant trop-perçu fait l'objet d'un remboursement par l'auteur.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention à l'organisme, à savoir le DATE DE VOTE.
Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse à l'organisme une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte Régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte-rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, l'organisme est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'organisme sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

L’organisme
LIBELLE DU TIERS
CIVILITE PRENOM NOM FONCTION (représentant légal signataire convention).

Le

L’auteur
CIVILITE PRENOM NOM FONCTION (représentant légal signataire convention).

CONVENTION TYPE RESIDENCE D'ECRIVAIN BOURSE

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N°CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé : LIBELLE DU TIERS (signataire de la convention)
dont le statut juridique est : FORME JURIDIQUE DU TIERS (données complémentaires CORIOLIS)
N° SIRET : XXXXXXXXX XXXXX
Code APE : XX XXX
dont le siège social est situé au : ADRESSE ADMINISTRATIVE DU TIERS
ayant pour représentant CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)
ci-après dénommé « l'organisme »

d'autre part,

et

l'auteur(e) dénommé-e :
dont l'adresse est :
ci-après dénommé-e « l'auteur »

PREAMBULE :

L'organisme a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif régional résidence d'écrivains adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-61 du 10 mars 2017.

L'attribution par la Région d'une bourse d'aide à la création ainsi que leurs versements se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'organisme et l'auteur(e) pour la résidence d'écrivain dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : OBJET DU DOSSIER SINON LIBELLE. (référence dossiers n°XXXXXXXX et n°XXXXXXXX).

Dans cet objectif, elle accorde à l'auteur(e) une bourse d'aide à la création d'un montant global de X € pour une durée de X mois.

Les crédits de résidences attribués par la Région Ile-de-France sont assujettis au régime de sécurité sociale des artistes auteurs (AGESSA) et soumis à l'impôt.

DISPOSITIONS SPECIFIQUES A L'ORGANISME

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET

L'organisme s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

L'organisme s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'événement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions notamment par l'accès aux documents administratifs ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Respecter le code de la propriété intellectuelle applicable aux auteurs dans le cadre de leur contrat d'édition.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, l'organisme s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

L'organisme autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller l'organisme dans sa démarche.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PILOTAGE

L'organisme est responsable du suivi du projet. Il invite la Région Ile-de-France à participer à un comité de pilotage à mi-parcours de la résidence. L'avis favorable émis à l'issue de cette réunion permet de déclencher le versement du solde de la bourse à l'auteur(e).

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES SPECIFIQUES A L'AUTEUR

Article 3.1 : modalités de versement

Le versement de la bourse d'aide à la création est effectué sur demande de l'auteur(e).

Pour les résidences d'une durée inférieure à six mois, la bourse d'aide à la création est versée en une fois au démarrage de la résidence.

Pour les résidences d'une durée supérieure à six mois, la bourse d'aide à la création fait l'objet d'un versement en deux fois :
- Un premier versement de 50 % au démarrage de la résidence ;
- Le solde à mi-parcours de la résidence sur la base de l'avis favorable du comité de pilotage.

Article 3.2 : révision du montant subventionné

En cas d'interruption de la résidence, le montant de la bourse d'aide à la création est révisé au prorata des mois effectivement consacrés à la résidence. Le montant trop-perçu fait l'objet d'un remboursement par l'auteur.

ARTICLE 4 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, l'organisme n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si l'organisme établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, l'organisme dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention à l'organisme, à savoir le DATE DE VOTE.
Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse à l'organisme une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région

adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

L'organisme
LIBELLE DU TIERS
CIVILITE PRENOM NOM FONCTION (représentant légal signataire convention).

Le

L'auteur(e)
CIVILITE PRENOM NOM FONCTION (représentant légal signataire convention).

CONVENTION TYPE AIDE SPECIFIQUE

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N°CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : LIBELLE DU TIERS (signataire de la convention)
dont le statut juridique est : FORME JURIDIQUE DU TIERS (données complémentaires CORIOLIS)
N° SIRET : XXXXXXXXX XXXXX
Code APE : XX XXX
dont le siège social est situé au : ADRESSE ADMINISTRATIVE DU TIERS
ayant pour représentant CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif LIBELLE DU DISPOSITIF adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2017-61 du 10 mars 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

Si l'écran « Aide d'Etat » est renseigné (attention, dispositifs concernés uniquement)
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014) relatif aux Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : OBJET DU DOSSIER SINON LIBELLE. (référence dossier n°XXXXXXXX).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à TAUX DE SUBVENTION % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à MONTANT BASE €, soit un montant maximum de subvention de MONTANT SUBVENTION €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à : recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'événement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication

relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par l'organisme de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal de l'organisme, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de l'organisme et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité**,**
- un ou des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du DATE D'ELIGIBILITE SINON DATE DE VOTE et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le DATE DE VOTE.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte-rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, l'organisme est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'organisme sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
LIBELLE DU TIERS
CIVILITE PRENOM NOM FONCTION (représentant légal signataire convention).

CONVENTION N° TYPE INVESTISSEMENT

Entre
La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV,
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : LIBELLE DU TIERS *(signataire de la convention)*
dont le statut juridique est : FORME JURIDIQUE DU TIERS *(données complémentaires CORIOLIS)*
N° SIRET : XXXXXXXXX XXXXX
Code APE : XX.XXX *SI RENSEIGNE SUR LE TIERS*
dont le siège social est situé au : ADRESSE ADMINISTRATIVE DU TIERS
ayant pour représentant CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION *(représentant signataire convention)*
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

PREAMBULE :
Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « LIBELLE DU DISPOSITIF » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CRXX-XX du DATE DELIB CADRE.
L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

SI ECRAN « AIDE D'ETAT » RENSEIGNE
(ATTENTION ! DISPOSITIFS CONCERNES UNIQUEMENT) :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : REGIME D'AIDE
Relatif à : SIGLE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION
Par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV, la Région Île-de-France a décidé de soutenir ARTICLE ET LIBELLE DU TIERS pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : OBJET DU DOSSIER SINON LIBELLE (référence dossier n° XXXXXXXX).
Voir règle d'affichage en fin de document selon le type de calcul *
Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à TAUX DE SUBVENTION % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à MONTANT BASE €, soit un montant maximum de subvention de MONTANT SUBVENTION €.
Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE
Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».
SI DUREE RENSEIGNEE Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de DUREE D'AFF l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité ACTIVITE D'AFF.

SI CHARTE VRL COCHEE DANS ECRAN « 100 000 STAGES & CHARTE VRL » :

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

SI NOMBRE STAGIAIRES > 0 DANS ECRAN « 100 000 STAGES & CHARTE VRL » :
ARTICLE 2.2 ou 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)
Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES
Le bénéficiaire s'engage à :
Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
SI NOMBRE STAGIAIRES > 0 DANS ECRAN « 100 000 STAGES & CHARTE VRL » :
Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.
Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION
Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

SI TAUX DE SUBV EGAL OU SUP A 50% : Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.
Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE DELAIS DE CADUCITE PARAMETRES SUR LE DISPOSITIF
Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT
Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES SI COCHE SUR DOSSIER TOUT L'ARTICLE
Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus DELAI MAX AVANCES, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de TAUX MAXI AVANCES % du montant de la subvention.
SI TIERS PMD PRIVE : Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES
Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de TAUX MAXI ACOMPTES % du montant total de la subvention prévisionnelle.
Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder TAUX MAXI AVANCES ET ACOMPTES % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE
La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

SI TIERS PMD PUBLIC : Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.
SI CHARTE VRL COCHEE DANS ECRAN « 100 000 STAGES & CHARTE VRL » : Ce document est accompagné d'un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en oeuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

SI NOMBRE STAGIAIRES > 0 DANS ECRAN « 100 000 STAGES & CHARTE VRL » : Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

SI TIERS PMD PRIVE : Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

SI CHARTE VRL COCHEE DANS ECRAN « 100 000 STAGES & CHARTE VRL » :
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en oeuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

SI NOMBRE STAGIAIRES > 0 DANS ECRAN « 100 000 STAGES & CHARTE VRL » :
- X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE
Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.
Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.
SI AVANCE : Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES
Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du DATE D'ELIGIBILITE SINON DATE DE VOTE et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION
La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le DATE DE VOTE
Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION
La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.
La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.
Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.
La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

SI CHARTE VRL COCHEE DANS ECRAN « 100 000 STAGES & CHARTE VRL » :
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

SI TIERS PMD PRIVE : La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée. SI NOMBRE STAGIAIRES > 0 DANS ECRAN « 100 000 STAGES & CHARTE VRL » : ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :
Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

SI TIERS PMD PUBLIC ET SI NOMBRE STAGIAIRES > 0 DANS ECRAN « 100 000 STAGES & CHARTE VRL » :
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.
Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.
Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION
Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES
Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le
La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le
Le bénéficiaire
LIBELLE DU TIERS
CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)

ANNEXE 4 A LA DELIBERATION : CONVENTION AVEC L'ADELC

îledeFrance

CONVENTION POUR UNE AIDE GLOBALE A L'ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA LIBRAIRIE DE CREATION (ADELC)

Convention entre la Région Ile de France et l'ADELC

La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, agissant en vertu de la délibération n° CP 2017- du
ci-après dénommée la " Région "

d'une part,

et

L'organisme dénommé : Association pour le développement de la librairie de création
dont le statut juridique est : Association
dont le N° SIRET est :
dont le code APE est :
représenté par : Madame Irène LINDON.....
Fonction au sein de l'organisme : Présidente .....
en vertu du: procès verbal du Conseil d'administration du 7 juillet 2010 .....
ci-après dénommé " ADELC "

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération cadre CR 2017-61 du 10 mars 2017, la Région a adopté un dispositif d'intervention en faveur du livre et de la lecture en Ile-de-France visant à soutenir l'ensemble de la chaîne du livre. **Dans ce cadre, elle a notamment décidé de soutenir la librairie indépendante francilienne.**

Par la richesse de ses fonds et par le travail de médiation qu'elle fait au quotidien vers les publics, la librairie indépendante défend des choix littéraires exigeants. A ce titre, elle favorise une diversité éditoriale et encourage la création littéraire. En outre, elle joue un rôle d'acteur culturel important et participe à la construction d'un lectorat.
Consciente des menaces que la situation économique actuelle et les évolutions numériques font peser sur la librairie indépendante, consciente également d'une inégale répartition sur le territoire francilien, la Région, dans le cadre de sa politique du livre, s'engage pour soutenir l'action de la librairie en faveur de la diversité culturelle.

A ce titre, reconnaissant la démarche de solidarité de l'Adelc, et le rôle important qu'elle joue en faveur de la librairie francilienne, elle fait de son partenariat avec elle une de ses priorités.

L'ADELC : acteur historique de l'aide à la librairie de création
Créée en 1988 sur l'initiative de Jérôme LINDON, directeur des éditions de Minuit, avec les éditions Gallimard, La Découverte et Le Seuil et France Loisirs, l'ADELC reçoit le soutien du ministère de la culture et de la communication. Par une participation à hauteur de 0,15 % de leur chiffre d'affaire, les éditeurs adhérents apportent leur soutien à la librairie indépendante dans une logique de solidarité interprofessionnelle et avec l'objectif de conforter le rôle de la librairie en faveur de la création.

Les aides de l'ADELC sont centrées sur :

- la création
- le déménagement
- le rachat
- les travaux d'agrandissement
- la restructuration des fonds propres
- la restructuration des fonds de roulement

Son mode d'intervention se fait par :

- un apport en compte courant après une entrée au capital de la librairie à hauteur de 5 %, remboursable sur 6 à 9 ans avec 1 à 3 années de franchise, sans intérêt
- un apport en subvention
- un apport en conseil et en qualification

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération cadre CR 2017-61 du 10 mars 2017, la Région Ile-de- France a décidé de soutenir l'Adelc pour :

- un renforcement du soutien financier aux librairies franciliennes dans un souci d'aménagement équilibré du territoire francilien, dans le cadre duquel la Région autorise l'Adelc à reverser une partie de la subvention à des librairies indépendantes franciliennes
- un développement des formes d'accompagnement en formation et tutorat dans un objectif de qualification des libraires franciliennes, notamment par des actions de suivi personnalisé
- une attention particulière aux projets de création et de reprise de librairies sur le territoire francilien
- une intervention pour aider les librairies franciliennes à être présente sur le marché de la vente en ligne et la vente de fichiers numériques, dans le cadre de la création d'un portail de la librairie indépendante

Dans cet objectif et conformément à la délibération n° CP 2017- du , le montant de la subvention globale de fonctionnement s'élève à **300 000 €** pour l'année 2017.

ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

L'ADELC s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation des actions définies à l'article 1 et à mettre en place les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale.

2.1 OBLIGATIONS COMPTABLES

L'ADELC adopte un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.

2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

2.3 OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

L'ADELC s'engage à : recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.4 OBLIGATIONS D'INFORMATION ET D'ACCES AUX DOCUMENTS

2.4.1 : Informations sur les modifications relatives à l'ADELC

L'ADELC porte à la connaissance de la Région toute modification concernant les informations ou documents communiqués au moment de l'instruction de la demande de subvention, notamment :

- les statuts
- la composition des organes dirigeants (bureau, conseil d'administration, …)
- le commissaire aux comptes, si l'organisme en est doté

2.4.2 : Informations sur les autres aides publiques

L'ADELC informe la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention.

2.4.3 : Pièces complémentaires et contrôle de la Région

L'ADELC apporte toute pièce complémentaire que la Région juge utile quant à l'exécution des actions.

L'ADELC conserve l'ensemble des documents comptables et pièces justificatives pendant dix ans.

L'ADELC facilite le contrôle sur place, par la Région ou par tout organisme habilité, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

2.5 COMMUNICATION

L'ADELC mentionne le partenariat financier de la Région et fait figurer sur les documents supports de communication le logotype de la Région conformément à la charte graphique régionale.

2.6 PILOTAGE DU PROJET

Le Président de la Région ou son représentant siège au comité d'engagement de l'ADELC afin de suivre la mise en œuvre des actions sur la librairie francilienne.

En fin d'année, l'Adelc transmet au service livre un bilan des interventions sur la librairie francilienne, faisant état à la fois du soutien financier aux librairies mais aussi du travail d'accompagnement et de suivi des librairies.

L'Adelc doit apporter sa contribution à un diagnostic partagé de la librairie francilienne donnant lieu à un rapport de synthèse annuel.

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS FINANCIERES

3.1 CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.2 MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

3.2.1 : Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'un acompte à hauteur de 40 % sur production du compte-rendu d'exécution intermédiaire au 30 juin, signé par le représentant de l'ADELC et du compte-rendu financier intermédiaire au 30 juin, signé par le représentant de l'ADELC.

3.2.2 : Versement du solde

Le versement du solde est subordonné à la production :

- le rapport d'activité annuel de l'ADELC, signé par le représentant de l'ADELC
- les comptes annuels (bilans, compte de résultat) du dernier exercice signés par le représentant de l'ADELC

Le versement du solde est subordonné à la production d'un bilan d'exécution qui détaillera les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et du Département de Paris.

3.3 REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant définitif de la subvention accordée peut être révisé en proportion du niveau d'exécution du budget prévisionnel transmis par le bénéficiaire, sur la base des éléments financiers transmis par le bénéficiaire. Le versement du solde peut être ajusté en fonction des besoins réels du bénéficiaire.

3.4 DELAIS D'ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier 2017 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par la commission permanente. Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 - RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6- RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte Régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la Commission permanente du Conseil Régional d'Ile-de-France.

ARTICLE 8 - PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° CP 2017- du .

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le .....

Pour l'ADELC

(signature et cachet)

Le.....

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

ANNEXE 5 A LA DELIBERATION :
TABLEAU DES RESIDENCES D'ECRIVAINS

Porteur	Adresse du porteur	Montant subvention au porteur	Base subvention-nable	Taux	Auteur	Adresse de l'auteur	Montant Bourse à l'auteur	Durée résidence en mois
Librairie du Parc/Actes Sud	47 RUE DU DOCTEUR FANTON 13633 ARLES	5 000	10 000	50 %	Gaël BOURGEON dit AYMON	18 RUE VAUCANSON 93500 PANTIN	20 000	10
Muséum d'histoire naturelle	57 RUE CUVIER 75231 PARIS 5	5 000	10 000	50 %	Bérengère COURNUT	62 RUE DES GRANGES 25000 BESANCON	20 000	10
La liseuse	87 RUE LEPIC 75018 PARIS	5 000	10 000	50 %	Sophie DAULL	137 AVENUE DU PDT WILSON 93100 MONTREUIL	20 000	10
Mains d'œuvres	1 RUE CHARLES GARNIER 93400 SAINT OUEN	5 000	10 000	50 %	Noémie FARGIER	9 RUE DE CLIGNANCOURT 75018 PARIS	20 000	10
Département du Val-de-Marne Musée MAC VAL	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 94054 CRETEIL	3 500	7 000	50 %	Célia HOUDART	9 RUE FRESSART 75019 PARIS	14 000	7
Lycée Rabelais Paris 18ème	9 RUE FRANCOIS DE CROISSET 75018 PARIS	4 000	8 000	50 %	Véronique PITTOLO	60 RUE DES POISSONNIERS 75018 PARIS	20 000	10
TOTAL		**27 500**					**114 000**	

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/07/2017

DELIBERATION N° CP 2017-286

DU 5 JUILLET 2017

SOUTIEN AUX ARTS PLASTIQUES
TROISIEME AFFECTATION POUR 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération CR 31-05 du 23 juin 2005 relative aux aides régionales dans le domaine culturel ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CP 16-171 du 18 mai 2016 relative à l'adoption des conventions type pour les lieux de diffusion et les manifestations dans le domaine des arts plastiques et numériques ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU La délibération CP 16-340 du 12 juillet 2016 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France 2017 ;

VU L'avis émis par la commission des finances ;

VU L'avis émis par la commission de la culture ;

VU Le rapport n° CP 2017-286 présenté par Madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques

Décide de participer au titre du dispositif « Aide aux manifestations culturelles » au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **183 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 16-171, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **183 000 €**, disponibles sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » Code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles » Programme HP 312-006 « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques » Action 13100601 « Soutien aux manifestations d'arts plastiques » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Dérogation au principe de non commencement des travaux

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 :

Code dossier	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17003746	MacParis Printemps – MacParis Automne	Association Mac 2000	1er janvier 2017
17004843	Programmation 2017	Centre d'art contemporain Immanence	1er janvier 2017
17008523	Manifestation Sculptures en l'Ile	Ville d'Andrésy	1er avril 2017
17004834	Edition 2017 du Festival de l'Histoire de l'art	Etablissement public du château de Fontainebleau	1er janvier 2017
17008962	Programmation 2017	Centre d'art contemporain Bétonsalon – Villa Vassilieff	1er janvier 2017
17009238	Programmation de la saison 2017-2018	Centre d'art contemporain de la Ferme du buisson	1er juin 2017

Article 3 : Modification de la date de prise en compte des dépenses de l'association Le M.U.R

Corrige l'erreur matérielle intervenue dans le dossier n°16007951 (Le M.U.R : Projet d'art Urbain), rapport CP 16-340 du 12 juillet 2016, les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 01/01/2016 et non du 10/07/2016. L'article 5 de la délibération CP 16-340 du 12 juillet 2016 est ainsi modifié.

Article 4 : Soutien aux arts numériques - Nuit blanche 2017 / projections sur les murs de la Région Ile-de-France

Affecte une autorisation d'engagement de **50 000 €** disponible sur chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », programme HP 312-007 « soutien à la création et à la diffusion numérique», action 13100701 « soutien à la création et à la diffusion des arts numériques du budget 2017 pour permettre la mise en œuvre de l'opération.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-286	Budget	2017

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131006 - Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques**
Action	**13100601 - Soutien aux manifestations d'arts plastiques**

Dispositif : N° 00000097 - Aides aux manifestations culturelles

Dossier	17003746 - MACPARIS PRINTEMPS / MACPARIS AUTOMNE			
Bénéficiaire	R28102 - MAC 2000 MANIFESTATION ART CONTEMPORAIN			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
75 360,00 €	TTC	6,63 %	5 000,00 €	

Dossier	17004843 - CENTRE D'ART CONTEMPORAIN IMMANENCE : PROGRAMMATION 2017			
Bénéficiaire	R33517 - ASSOC IMMANENCE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 500,00 €	TTC	28,37 %	20 000,00 €	

Dossier	17008523 - VILLE D'ANDRESY : MANIFESTATION SCULPTURES EN L'ILE			
Bénéficiaire	R499 - COMMUNE D'ANDRESY			
Localisation	COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
115 000,00 €	TTC	8,7 %	10 000,00 €	

Dossier	17008561 - FESTIVAL DE L'HISTOIRE DE L'ART 2017			
Bénéficiaire	P0016049 - ETABLISSEMENT PUBLIC CHATEAU DE FONTAINEBLEAU			
Localisation	FONTAINEBLEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
810 817,00 €	TTC	3,7 %	30 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-286	Budget	2017

Dossier	17008962 - PROGRAMMATION 2017 BETONSALON- VILLA VASSILIEFF			
Bénéficiaire	R38450 - BETONSALON			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
690 240,00 €	TTC	8,69 %	60 000,00 €	

Dossier	17009238 - PROGRAMMATION 2017 DU CENTRE D'ART CONTEMPORAIN LA FERME DU BUISSON			
Bénéficiaire	P0021700 - LA FERME DU BUISSON			
Localisation	NOISIEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	58 000,00 €		Code nature	65735
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
378 788,46 €	TTC	15,31 %	58 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000097 - Aides aux manifestations culturelles	183 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131006 - 13100601	183 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : LES PROJETS ARTS PLASTIQUES

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003746

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MACPARIS PRINTEMPS / MACPARIS AUTOMNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	75 360,00 €	6,63 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAC 2000 MANIFESTATION ART CONTEMPORAIN
Adresse administrative : 4 ALL DES ARTS
94230 CACHAN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Hervé BOURDIN, Président
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 34510058000025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce programme nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP.

Objectifs :
Depuis sa création, l'association organise des expositions qui regroupent entre 100 et 125 artistes contemporains sélectionnés sur dossiers.

En 2016, le salon a été fréquenté par 13 000 visiteurs.

Au cours des 10 dernières éditions, 1000 artistes ont pu exposer et présenter leurs œuvres à un public important (100 000 visiteurs amateurs, professionnels, scolaires…).

Description :
La formule du salon évolue en 2017. L'événement organisé traditionnellement Porte de Champerret en octobre regroupait une centaine d'artistes. Désormais l'association organise 2 événements, un au printemps et un à l'automne regroupant entre 28 et 35 artistes. L'événement est désormais organisé à l'espace Bastille Design Center dans le 11ème arrondissement.

MAC2000 offre notamment la possibilité à des jeunes artistes de moins de 30 ans d'exposer et de rencontrer un public de professionnels (galeristes, directeurs de centres culturels...).

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient MAC2000 au titre des Aides aux manifestations arts plastiques à hauteur de 5 000 € sur une base subventionnable de 75 360 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2017 proposé et déduction faite des contributions volontaires en nature et des services bancaires..

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	900,00	0,83%
Achats non stockés de matières et fournitures	1 450,00	1,34%
Locations	30 000,00	27,65%
Assurance	270,00	0,25%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	3 000,00	2,76%
Publicité, publications, relations publiques	17 000,00	15,67%
Déplacements, missions et réceptions	5 000,00	4,61%
Services bancaires et assimilés	3 140,00	2,89%
Rémunération des personnels	8 000,00	7,37%
Charges sociales	7 500,00	6,91%
Autres charges de personnel	1 500,00	1,38%
Emplois des contributions volontaires en nature	30 000,00	27,65%
Impôts et taxes sur rémunérations	740,00	0,68%
Total	108 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources directes affectées à l'action	3 500,00	3,23%
Etat (sollicité)	55 000,00	50,69%
Région Ile-de-France	5 000,00	4,61%
Organismes sociaux	8 000,00	7,37%
Aides privées parrainage	2 000,00	1,84%
Bénévolat	30 000,00	27,65%
Autres produits	5 000,00	4,61%
Total	108 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	18 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	12 000,00 €
	Montant total	50 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004843

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CENTRE D'ART CONTEMPORAIN IMMANENCE : PROGRAMMATION 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	70 500,00 €	28,37 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOC IMMANENCE
Adresse administrative : 21 AVENUE DU MAINE
75015 PARIS 15
Statut Juridique : Association
Représentant :
Date de publication au JO : 23 août 1997
N° SIRET : 42899662300016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de cette programmation a nécessité l'engagement de dépenses avant la date de la CP.

Objectifs :
Immanence est un lieu d'exposition, de diffusion, de production, d'expérimentation en faveur de la jeune création contemporaine, rendant compte des divers champs artistiques actuels.

C'est à la fois un lieu tremplin pour les jeunes artistes contemporains et un espace au service des publics facilitant l'accès du plus grand nombre à la création contemporaine. A raison de 3 expositions par an, le lieu propose un accès permanent à l'art contemporain au cœur du Montparnasse historique et du quartier des artistes.

Immanence reçoit le soutien depuis 2000 de la Ville de Paris, de la Drac Ile-de-France et de la Région Ile-de-France depuis 2006.

Immanence dispose également d'un fond d'archives et d'une collection exceptionnelle de livres d'artistes. La bibliothèque, centre de documentation et de recherche, est constituée d'un ensemble de 4000 pièces, (livres d'artistes, documents originaux, manuscrits, correspondances, multiples, photographies, affiches, tracts, prospectus, périodiques, maquettes de livres, collages, fonds privés d'artistes, disques vinyle, bandes magnétiques, cassettes et documents divers). Cet ensemble représente les mouvements majeurs du XX e siècle. Cette collection à vocation internationale est particulièrement riche dans son contenu. Elle

est aujourd'hui accessible au public sur simple inscription annuelle, et donne lieu à de nombreux prêts ou consultations (chercheurs, universitaires, grandes institutions…).

Description :
Le programme 2017 comprend :

2 résidences de plasticiens : Makoto Ofune (Japon), et Esrnt Stark (Allemagne).

2 expositions personnelles : La première exposition personnelle en France de l'artiste Ruth Wolf-Rehfeldt. Née en 1932, elle suit des études dans l'industrie, avant de s'orienter vers la philosophie. Au début des années 70 elle commence l'élaboration de dessins à la machine à écrire et réalise des œuvres de mail art. En 2012, le Musée d'art moderne de Brême lui consacrer une grande rétrospective. L'exposition de Laurent Marissal comprenant un ensemble de dessins et de publications.

1 carte blanche à un commissaire d'exposition : « Le jour des triffides » est une exposition en plusieurs volets élaborée à partir du livre de science-fiction de John Wyndham. Un premier chapitre s'est tenu en 2016 à Londres avec Simon Bedwell, Vesta Kroese, Ange Leccia et Lionel Soukaz à l'espace d'art News of the world. Pour le volet parisien, le curateur Pierre Coinde a choisi de faire participer les artistes Jon Kipps, Carl Gent et Paulina Michnowska.

1 exposition collective « Archive Station » : l'exposition présente des cartes postales signées par des artistes (Georges Baselitz, Yoko Ono, Gilbert&George...) et des comédiens (De Niro, Belmondo, Travolta...).

En 2017, immanence organisera également une exposition au centre international de cultures contemporaines de San Sebastien en Espagne (400 livres, documents.. issus du centre de documentation d'Immanence), ainsi que des colloques, rencontres, actions pédagogiques...

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient Immanence au titre des Aides aux manifestations arts plastiques à hauteur de 20 000 € sur une base subventionnable de 70 500 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2017, déduction faite des dotations aux amortissements, et de l'emprunt.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
EDF GDF eau	1 200,00	1,50%
Fourniture de petit matériel	800,00	1,00%
Matériel d'exposition	1 000,00	1,25%
Fournitures	2 000,00	2,50%
Loyers et charges	30 000,00	37,50%
Entretien et réparations	500,00	0,63%
Primes d'assurance	1 200,00	1,50%
Honoraires comptable	1 400,00	1,75%
Honoraires artistes	15 000,00	18,75%
1,1% Maison des artistes	165,00	0,21%
Frais de production	9 300,00	11,63%
Voyages et déplacements	1 000,00	1,25%
défraiement des artistes	2 000,00	2,50%
Droits de représentation	1 000,00	1,25%
Abonnements	500,00	0,63%
Frais postaux et frais de télécommunications	1 300,00	1,63%
Archivage	100,00	0,13%
Communication	100,00	0,13%
Adhésions	685,00	0,86%
Amortissement des immobilisations	2 000,00	2,50%
Emprunt	7 500,00	9,38%
Documentation générale	450,00	0,56%
Services bancaires et assimilés	800,00	1,00%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Paris	40 000,00	50,00%
Région IDF	20 000,00	25,00%
DRAC IDF	10 000,00	12,50%
Fonds propres	10 000,00	12,50%
Total	80 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	7 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2016	Soutien à la création et à la diffusion numérique	69 000,00 €
	Montant total	136 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008523

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : VILLE D'ANDRESY : MANIFESTATION SCULPTURES EN L'ILE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	115 000,00 €	8,70 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ANDRESY
Adresse administrative : 4 BD NOEL MARC
78570 ANDRESY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Hugues RIBAULT, Maire
N° SIRET : 21780015000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP.

Objectifs :
La commune d'Andrésy développe depuis 2007 le projet « Sculpture en l'île ». Cette manifestation, qui fêtera ses 20 ans en 2017, rassemble les œuvres d'une cinquantaine d'artistes contemporains, exposées en plein air sur 3 sites remarquables, le Parc du Moussel, le Parc de l'Hôtel de ville et l'Ile Nancy.

Description :
La manifestation qui se déroule du 19 mai au 14 septembre 2017 rassemble une centaine de sculptures et 47 artistes internationaux sur le thème "Art et Nature". Elle permet une valorisation du patrimoine naturel et historique de la ville.

- Moussel et parc : présentation par la Maison Laurentine de l'installation de l'invité d'honneur, l'artiste Argentin Pedro Marzorati. Présentation dans le Moussel des œuvres de Béatrice Chanfrault et Emy David ainsi que les vitraux de Pascal Morabito. Dans le parc, les jardins fantastiques sont animés par les enfants et le conteur Stolarz.

- Parc Mairie et Galerie des passions : présentation des œuvres du sculpteur Georges Meurdra présenté par la Galerie Bruno Mory. Exposition de portraits des habitants d'Andrésy réalisés par Pierre Bongiovanni et Alexandra Delamotte.

-Centre-ville - Saint Exupéry : présentation des œuvres du sculpteur Stéphane Rozand issue de la sélection ville.

- Ile Nancy et Passe à Poissons : Parcours « Art et Nature » soit 47 participants pour près de 80 sculptures. La Maison Laurentine, Centre d'Art de Champagne Ardennes présente 5 artistes ; Le Sentier de la Sculpture, 33 artistes sélectionnés par la ville d'Andrésy ; L'Espace Jeune création : travaux de 19 groupes d'enfants (écoles d'Andrésy, IME ,APAJH…) Le jardin de sculptures de la Passe à Poissons permet d'admirer l'exposition permanente des œuvres de 10 artistes ayant participé à SEL depuis 2008. Rémy Caritey procédera à la distribution de 90000 graines d'arbres issus de l'Ile Nancy pour conclure le cycle du « temps de l'arbre ».

Afin d'accompagner les artistes et leur permettre de créer sur place dans des conditions optimales, plusieurs actions sont prévues :

- Des résidences offrant aux artistes la possibilité de créer sur place grâce à un atelier mis à leur disposition et s'ils le souhaitent d'être hébergés sur place.
- L'opération l'envers du décor, du 1er avril au 19 mai, période durant laquelle les artistes installent leurs œuvres sur l'ile, tout en permettant au public de les observer et d'échanger avec eux. Durant cette période, la structure apporte un soutien technique et permet aux artistes de créer leurs œuvres in situ, en s'imprégnant directement du site d'exposition.

Du mercredi au dimanche et jours fériés de 10h à 19h, deux médiatrices spécialisées en Histoire de l'art avec une formation de l'école du Louvre, sont présentes sur les sites d'exposition afin de renseigner le public (des visites guidées, jeune public, seniors, des ateliers de sensibilisation sont également prévus).

Des projets sont également développés en direction des établissements scolaires maternelles et élémentaires d'Andrésy et de villes alentours, d'un collège d'Argenteuil, des IME de Conflans St Honorine, de Poissy, d'un Institut Médico Professionnel d'Andrésy, de la MJC de Conflans St Honorine...

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
La manifestation a accueilli 40 000 visiteurs en 2016.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient la Ville d'Andrésy à hauteur de 10 000 € sur une base subventionnable de 115 000 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2017 proposé.

Localisation géographique :
- COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	1 200,00	1,04%
Achats non stockés de matières et fournitures	8 294,65	7,21%
Services extérieurs	18 000,00	15,65%
Autres services extérieurs	17 680,00	15,37%
Dépenses de personnel	39 985,35	34,77%
Autres charges de gestion courante	29 840,00	25,95%
Total	115 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD78 (sollicité)	10 000,00	8,70%
Région IDF	10 000,00	8,70%
GPSO (acquis)	5 000,00	4,35%
Aides privées parrainage	76 000,00	66,09%
Ville d'Andresy	14 000,00	12,17%
Total	115 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	3 000,00 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	80 000,00 €
2015	Soutien au Réseau Information Jeunesse	5 000,00 €
	Montant total	88 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008561

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FESTIVAL DE L'HISTOIRE DE L'ART 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	810 817,00 €	3,70 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65738-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETABLISSEMENT PUBLIC CHATEAU DE FONTAINEBLEAU
Adresse administrative : PLACE DU GENERAL DE GAULLE
77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur Jean-François HERBERT, Président
N° SIRET : 13000651300019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce programme nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP.

Objectifs :
L'Etablissement public du château de Fontainebleau a notamment pour missions :
- de protéger, mettre en valeur et présenter au public le domaine, le château et les collections du musée national du château de Fontainebleau.
- de concourir à l'éducation, la formation et la recherche dans le domaine de l'histoire de l'art, de la muséographie et des arts de la scène.
- d'assurer l'égal accès de tous à la culture
- d'organiser des spectacles notamment de musique, de théâtre et de danse.

Description :
Organisé chaque année autour du premier week-end de juin, le Festival de l'histoire de l'art se déroule pendant trois jours dans les espaces du château et dans d'autres lieux mis à disposition par la Ville de Fontainebleau et les partenaires de la manifestation (Théâtre municipal, cinéma l'Ermitage, Mines Paris Tech, théâtre de l'Ane vert ...).

La programmation de la manifestation est construite autour d'un thème susceptible de concerner toutes les périodes de l'histoire de l'art et d'éveiller la curiosité du grand public, et d'un pays qui est l'invité d'honneur

du Festival en raison de son apport à l'art et à son histoire. Ce sont La Nature et les Etats-Unis qui ont été retenus pour la septième édition qui se déroulera du 2 au 4 juin 2017.

La manifestation comprend :
- des conférences et des tables rondes ;
- des rencontres et des débats entre acteurs de l'histoire de l'art permettant des échanges d'expériences françaises et étrangères.
- une Université de printemps organisée par le ministère de l'éducation nationale, destinée prioritairement aux enseignants et cadres de ce ministère (inspecteurs, délégués à l'action culturelle), composée de conférences et d'ateliers pédagogiques ;
- des rencontres internationales d'étudiants, venus de France, du pays invité et d'Europe ;
- , un festival de film et d'audiovisuel sur l'art, un salon du livre et de la revue d'art et des événements culturels associés : expositions, performances, concerts, représentations théâtrales ... ;
- des visites conférences pour le grand public et les familles dans les espaces du château ;
- des activités pédagogiques, inscrites dans un programme spécifique d'éducation artistique et culturelle, autour du thème de l'année.
- un forum de l'actualité de l'histoire de l'art est également proposé depuis 2016.

Parallèlement, le festival poursuit sa collaboration avec de grands établissements d'enseignement supérieur : Le Fresnoy, Mines Paris Tech, Studio national des arts contemporains de Paris-Sorbonne, école du Louvre...

En 2016, le festival a Il a rassemblé 6 plasticiens, 19 réalisateurs, 16 acteurs, 27 musiciens, 4 danseurs, 43 auteurs et a organisé plusieurs actions en direction des jeunes publics et des lycées :
- séances scolaires au cinéma (1700 élèves).
- Prix jeune critique : 6 courts métrages présenté à un jury de 15 lycéens.
- 22 ateliers et visites scolaires.
- 33 ateliers et visite pour le jeune public venu en famille.

27 300 visites ont été comptabilisées (chiffre en baisse par rapport aux années précédentes compte tenu des inondations et mouvements sociaux affectant les transports en 2016, les chiffres de fréquentation habituels se situent autour de 34 000 visites).

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient l'établissement public du château de Fontainebleau au titre des aides aux manifestations d'arts plastiques à hauteur de 30 000 € sur une base subventionnable de 810 817 € correspondant au budget prévisionnel présenté, déduction faite des contributions volontaires en nature.

Localisation géographique :
- FONTAINEBLEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	414 300,00	47,36%
Services extérieurs	121 652,00	13,91%
Autres services extérieurs	133 080,00	15,21%
Dépenses de personnel	132 968,00	15,20%
Autres charges de gestion courante	1 000,00	0,11%
Charges exceptionnelles	2 500,00	0,29%
Charges indirectes affectées à l'action	4 617,00	0,53%
Emploi des contributions volontaires en nature	64 000,00	7,32%
Impôts et taxes	700,00	0,08%
Total	874 817,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (acquis)	491 817,00	56,22%
Région IDF	30 000,00	3,43%
Fontainebleau Tourisme (acquis)	70 000,00	8,00%
Aides privées parrainages	194 500,00	22,23%
Autres produits de gestion courante	4 500,00	0,51%
CD 77	20 000,00	2,29%
Contributions volontaires en nature	64 000,00	7,32%
Total	874 817,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	1 150 000,00 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	1 150 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	30 000,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	10 000,00 €
	Montant total	2 340 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008962

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PROGRAMMATION 2017 BETONSALON- VILLA VASSILIEFF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	690 240,00 €	8,69 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BETONSALON
Adresse administrative : 9 ESPLANADE PIERRE VIDAL NAQUET
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Bernard BLISTENE, Président
Date de publication au JO : 24 juillet 2004
N° SIRET : 48957504300026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce programme nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP.

Objectifs :

Bétonsalon est une association de loi 1901 créée en 2003 et transformée en centre d'art et de recherche en 2007. Intégré au sein même de l'université Paris 7, située au cœur de la ZAC Paris Rive Gauche dans le 13ème arrondissement de Paris, Bétonsalon propose une programmation en lien avec son contexte, cherchant à associer acteurs culturels, chercheurs, étudiants, enseignants, habitants et travailleurs du quartier. Depuis février 2016, Bétonsalon gère également la Villa Vassilieff située à Montparnasse dans le 15ème arrondissement.

L'association a pour but :
- d'organiser et de promouvoir des événements socio-culturels, scientifiques et pédagogiques,
- de créer un lien entre les institutions et les acteurs de la scène artistique expérimentale,
- de favoriser le développement de la scène créative contemporaine internationale,
- d'ouvrir au public son lieu d'activité et d'en assurer la programmation et la gestion administrative,
- de constituer un espace de recherche et de pratiques créatives qui se développe selon la spécificité du projet de la direction artistique.

En 2016, le projet a rassemblé 18 300 visiteurs et participants.

Description :

En 2017, l'association organisera 7 expositions, 1 symposium regroupant une quarantaine de professionnels et poursuivra le projet "Académie vivante" (programme expérimental dirigé par un artiste chaque semestre).

DEVELOPPEMENT DE RESIDENCES ARTISTIQUES ET DE RECHERCHES
Bétonsalon accompagne depuis de nombreuses années des artistes en résidence à Paris. Avec l'ouverture de la Villa Vassilieff et le lancement du laboratoire de recherche de l'Académie Vivante à Bétonsalon, l'association met en place deux nouveaux programmes de résidence, accompagnés de plusieurs bourses pour la recherche et la création. L'association poursuit ce développement avec le lancement d'un programme de résidences intitulé 'Traverses' en partenariat avec la cité internationale des arts, la création d'une bourse de recherche avec la Chaire Global South(s) de la Maison des Sciences de l'Homme et l'instauration d'une bourse destinée à un jeune commissaire allemand avec le Goethe institut.

PROGRAMME EDUCATIF
Le développement et la recherche de nouveaux publics passent par la mise en place d'actions pédagogiques : ateliers pour enfants, jeunes et adultes, animés par des personnes issues de disciplines variées (chercheurs, artistes, animateurs...). L'objectif est de favoriser la découverte, la recherche et le dialogue par les pratiques.

PROJET LYCEES
Plusieurs établissements scolaires ont été approchés afin de développer des liens spécifiques : Lycée louis Dardenne (Vanves), lycée Michelet (Vanves), Lycée Louis Girard (Malakoff), Lycée Jacques Monod (Clamart), Lycée Rabelais (Meudon). L'objectif est de co-construire les contenus avec les lycées plutôt que de mettre en place une approche de médiation traditionnelle.

PARTENARIATS ET DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL
L'association Bétonsalon dispose aujourd'hui d'un réseau et d'une reconnaissance internationale de plus en plus confirmée, développée ces dernières années au fil de collaborations et de coproductions ambitieuses. Un programme de rencontres et d'exposition autour du fonds Marc Vaux se déploie en 2017 en lien avec de grandes institutions en Argentine, Inde, Chine, Hong Kong, Lettonie, Costa Rica.

PÔLE PUBLICATIONS
Bétonsalon a initié en 2015 un nouveau projet de revue en ligne intitulé Qalqalah avec la fondation Kadist, ainsi que les publications Elephant Child (Camille Henrot), The Secession Sessions (Eric Baudelaire) et The Day After (Maryam Jafri). En 2016, Bétonsalon a prolongé le développement du pôle publications, en lançant une politique d'édition de micro-publications autour de plusieurs de ses programmes (Pernod Ricard Fellowship, Bourse FNAGP) et de l'Académie vivante.

En 2017, l'association a célébré la sortie de 36 Short Stories, première publication d'envergure de l'association réunissant une sélection d'œuvres et de textes publiés, exposés ou collectés au fil des dix premières années de de programmation de l'association.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Au regard du caractère unique et de la qualité de la programmation, de son rayonnement et de l'importance des partenariats noués en Ile-de-France et à l'étranger, la Région soutient Bétonsalon - Villa Vassilieff au titre des Aides aux manifestations arts plastiques à hauteur de 60 000 € sur une base subventionnable de 690 240 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2017.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	56 489,00	8,18%
Achats non stockés de matières et fournitures	68 149,00	9,87%
Services extérieurs	45 813,00	6,64%
Autres services extérieurs	153 250,00	22,20%
Impôts et taxes	1 070,00	0,16%
Dépenses de personnel	318 626,00	46,16%
Autres charges de gestion courante	37 843,00	5,48%
Dotations aux amortissements et aux provisions	3 000,00	0,43%
Emplois des contributions volontaires en nature	6 000,00	0,87%
Total	690 240,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (acquis)	90 000,00	13,12%
Région IDF culture	60 000,00	8,75%
Région IDF emploi tremplin	15 000,00	2,19%
Ville de Paris (acquis)	230 000,00	33,54%
ASP	20 222,00	2,95%
Aides privées parrainage	196 000,00	28,58%
Produits exceptionnels	68 500,00	9,99%
Prestations en nature	6 000,00	0,87%
Total	685 722,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	60 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	40 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	50 000,00 €
2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	52 000,00 €
2015	Fabriques de culture - aide à l'aménagement et à l'équipement	66 000,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	9 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	60 000,00 €
	Montant total	277 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009238

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PROGRAMMATION 2017 DU CENTRE D'ART CONTEMPORAIN LA FERME DU BUISSON

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	378 788,46 €	15,31 %	58 000,00 €
	Montant Total de la subvention		58 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65735-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA FERME DU BUISSON
Adresse administrative : ALLEE DE LA FERME
77186 NOISIEL
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur VINCENT ECHES, Directeur
N° SIRET : 75213652300012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce programme nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP.

Objectifs :
De par son statut de scène nationale, la Ferme du Buisson se voit confier une triple mission couvrant à la fois la production d'œuvres (toutes disciplines confondues), la diffusion de la création contemporaine sur l'ensemble de Marne-la-Vallée et ses environs, la mise en relation des œuvres produites et diffusées avec le plus grand nombre.

De par son projet, La Ferme du Buisson accueille sur son site toutes les formes innovantes et émergentes de la création contemporaine en privilégiant la rencontre des disciplines artistiques, tant dans le processus de fabrication des œuvres que dans les protocoles utilisés pour convier les publics (programmation de longue durée, évènements sur le territoire, rencontres thématiques, nuits curieuses et festivals...).

De par son implantation territoriale, la Ferme du Buisson développe naturellement de nombreux partenariats avec les acteurs locaux (communes, lycées, association œuvrant dans l'action sociale ...) visant à promouvoir, par le biais de la mutualisation, la rencontre entre les œuvres et les publics.

De par son engagement dans la création artistique, la Ferme du Buisson développe sur son site, riche de potentiels, un projet d'accompagnement artistique unique, intégrant résidences, production, diffusion et action artistique.

Description :
Cette année, le centre d'art développe son projet artistique autour de nouveaux axes et proposera :
- 3 expositions monographiques (Première exposition monographique en France de l'artiste Alex Cecchetti, à la fois plasticien, poète et chorégraphe. Né en 1977 en Italie, vivant et travaillant à Paris / Première exposition monographique dans un centre d'art de l'artiste Céline Ahond, née en 1979 à Clermont-Ferrand, vivant et travaillant à Montreuil / Exposition de l'œuvre complexe, radicale et expérimentale mais toujours emprunte d'humour et de légèreté, de Robert Breer).
- 1 exposition collective (Le Ballet Mécanique en collaboration avec la Kunsthalle de Vienne)
- 1 festival de performances
- 1 nouvelle collection éditoriale
- 1 résidence (Myriam Lefkowitz, artiste franco-américaine née en 1980, vivant et travaillant à Pantin, en partenariat avec If I cant dance, Amsterdam).
- 1 family room

Le Centre d'art accroit son soutien à la création émergente à travers la création d'une Project Room, permettant des présentations monographiques plus courtes, en grande partie consacrées à des artistes émergents. d'une collection d'entretiens d'artistes, du développement de sa résidence et de son festival de performance.

Il développe également de nouvelles actions à destination des publics à travers la création d'un espace d'atelier dédié aux familles et aux groupes scolaires, la mise en place d'actions et d'outils de médiation originaux, d'actions sur le territoire à travers des projets et ateliers menés par de jeunes artistes.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
En 2016, le centre d'art a accueilli 8 933 visiteurs.

L'action à destination des publics connaît une évolution significative avec les nouvelles missions portées par la chargée de médiation :
- conception d'un espace de médiation-atelier pour les familles
- conception / animation nouveaux formats de visites pour adultes : visites les yeux fermés,
- visites BD-guidées, visites à deux voix, visites thématiques
- élaborations nouveaux supports de médiation (carnet pour les enfants, sur tablettes numériques,

Outils à destination des publics :
- dossier pédagogiques à destination des partenaires scolaires et associatifs
- journal d'exposition
- carnet des enfants
- nouveau site internet « ressource » pour prolonger la visite
- documentation autour de l'exposition
Visites / ateliers

Pour le public individuel, deux médiateurs proposent :
- visites à la carte pour chaque visiteur
- visites commentées tous les samedis à 16h
- expo-goûters tous les premiers dimanche du mois
- visites avant spectacle tous les soirs de spectacle
- visites par le(s) commissaire(s)
- rencontres avec les artistes
- conférences en lien avec l'exposition
- visites-ateliers tous les jours pendant les vacances scolaires et les jours fériés
- stages parents-enfants animés par l'artiste exposé

Le service des relations aux publics accueille les groupes sur rendez-vous toute la semaine :
- visites traduites en langues des signes
- parcours croisés exposition / film / spectacle
- mini-ateliers

Plus d'une centaine de visites commentées et 2500 scolaires sont accueillis chaque année.

Des ateliers de pratique artistique en milieu scolaire animés sont également proposés pendant toute l'année par de jeunes artistes plasticiens soutenus par le centre d'art (ateliers de pratiques dans l'établissement, visites commentées, exposition à la Ferme du Buisson dans le cadre de Charivari)

Détail du calcul de la subvention :
Au regard du caractère unique et de la qualité de la programmation, de son rayonnement et de l'importance des partenariats noués en Ile-de-France la Région soutient le centre d'art contemporain de la Ferme du Buisson au titre des Aides aux manifestations arts plastiques à hauteur de 58 000 € sur une base subventionnable de 378 788,46 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2017 proposé.

Localisation géographique :
- NOISIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	62 005,00	16,37%
Services extérieurs	28 250,00	7,46%
Autres services extérieurs	18 800,00	4,96%
Charges de personnel	57 800,00	15,26%
Autres charges de gestion courante	14 205,00	3,75%
Prorata frais de fonctionnement	38 547,84	10,18%
Prorata mutualisation équipe permanente	159 180,62	42,02%
Total	378 788,46	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources directes affectées	101 060,00	26,68%
Région IDF	58 000,00	15,31%
Aides privées, parrainage	20 000,00	5,28%
Ressources indirectes affectées	197 728,46	52,20%
Autres	2 000,00	0,05
Total	378 788,46	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	58 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	100 000,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	33 000,00 €
2014	Manifestations littéraires (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	100 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	32 000,00 €
2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	82 275,00 €
2015	Manifestations littéraires (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	100 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	58 000,00 €
2016	Manifestations littéraires	20 000,00 €
	Montant total	570 275,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/07/2017

DELIBERATION N° CP 2017-290

DU 5 JUILLET 2017

Convention de partenariat avec le Ministere de la Culture et de la Communication pour la deuxième édition de « Patrimoines en poésie »

Convention de mise à disposition du diagnostic patrimonial de Seine-Aval réalisé par l'Inventaire au profit de la Communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le code de la propriété intellectuelle ;

VU Le code du patrimoine ;

VU Le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

VU La loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France 2017 ;

VU L'avis de la commission de la culture ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU Le rapport n° CP 2017-290 présenté par Madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :
Approuve la convention de partenariat avec le Ministère de la Culture et de la Communication figurant en annexe 1 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 2 :
Approuve le règlement du jeu-concours dans le cadre de l'évènement « Patrimoine en Poésie » figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Article 3 :
Approuve la convention de mise à disposition du diagnostic patrimonial de Seine-Aval par la Région à la Communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise des Yvelines figurant en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE ET LE MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

ENTRE

La Région Ile-de-France, représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional, dont le siège social situé 33 rue Barbet de Jouy 75 007 PARIS en application de la délibération CP n°2017-290, en date du 5 juillet 2017.

Ci-après dénommée « la Région »,

ET

Le ministère de la Culture et de la Communication représenté par le Préfet de région, préfet de Paris

Ci-après dénommée « l'Administration »,

PREAMBULE

Dans le cadre des Journées européennes du patrimoine de 2016, la Région a invité les enfants âgés de 8 à 12 ans à écrire un poème portant sur un monument, un site ou une œuvre en Ile-de-France. Cette première édition de *« Patrimoines en poésie »*, opération d'éducation artistique et culturelle, a bénéficié du concours de la direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France. Cette opération présente un double enjeu :

- sensibiliser les enfants au patrimoine et les inciter à écrire sur cette thématique
- fédérer les acteurs culturels et éducatifs sur le territoire autour d'un évènement régional

Fort du succès de la 1ère édition en 2016, la Région et l'administration (direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France) souhaitent reconduire l'opération et la développer.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration entre les parties concernant la répartition des engagements réciproques par rapport à l'organisation et la coordination de cette manifestation.

La Région et l'Administration (direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France) respecteront l'ensemble des dispositions de la convention ainsi conclue.

ARTICLE 2 : ORGANISATION, EVALUATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

Le service Patrimoines et Inventaire de la Région et le service des musées de la direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France collaborent à l'organisation de la seconde édition du jeu-concours *« Patrimoines en poésie ».*

Des réunions entre les parties seront organisées régulièrement afin d'assurer la réussite de l'opération en lien avec sa préparation, son bilan et ses perspectives.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

La Région s'engage à :

- rédiger le règlement du concours,
- participer à la mobilisation des réseaux patrimoniaux, culturels et éducatifs,
- élaborer l'identité visuelle de l'opération en concertation avec la direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France, puis de la décliner sur les différents supports : flyer, affiche et insert-presse,
- assurer l'impression et le routage des supports de communication papier,
- créer une page web pour l'opération sur le site patrimoine du conseil régional et/ou le portail du conseil régional,
- assurer en concertation avec le service communication de la direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France, une communication média autour de l'opération,
- concevoir et imprimer les poèmes des lauréats *« Patrimoines en poésie »* pour la remise des prix,
- financer les lots des lauréats du concours.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE L'ADMINISTRATION

L'Administration (direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France) s'engage à :

- participer à la mobilisation des réseaux patrimoniaux, culturels et éducatifs,
- conclure un partenariat media avec la presse jeunesse et prendre en charge les relations média, en étroite collaboration avec le conseil régional afin d'assurer une bonne visibilité de l'opération,
- prendre en charge l'organisation de la réception lors de la remise des prix du jeu-concours qui se tiendra en novembre dans un lieu patrimonial choisi en commun accord avec le conseil régional.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS COMMUNS CONSEIL REGIONAL ET ADMINISTRATION

Les deux parties s'engagent :

- à citer le partenariat de la Région et de la direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France dans leurs communications en précisant dans le dossier de presse que cette opération est à l'initiative du conseil régional avec le concours de la direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France,

- à faire partie du jury. Le choix des membres du jury se faisant conjointement.

- à réaliser conjointement à la suite de l'opération un bilan et une évaluation de la manifestation.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2017 à compter de sa date de signature jusqu'à la remise des prix des lauréats du concours.

ARTICLE 6 : CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL

Hormis les actions de communication réalisées dans le cadre du projet, les parties s'engagent à conserver confidentielles, tant pendant l'exécution de la convention qu'après la fin de celle-ci, les informations de toute nature auxquelles elles pourraient avoir accès dans le cadre de l'exécution des présentes. Elles s'engagent également à faire respecter strictement cette obligation par leur personnel et sous-traitants éventuels.

ARTICLE 7 : RESILIATION ET REVISION

En cas d'inexécution ou de violation par l'une des parties de quelconque des dispositions de la convention, celle-ci pourra être résiliée unilatéralement et de plein droit par l'autre partie, trente jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet et ceci, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la partie défaillante.

La convention sera, en outre, résiliée automatiquement et de plein droit dans l'hypothèse où, notamment par suite d'une modification législative ou réglementaire la concernant ou concernant ses activités, l'une ou l'autre des parties se trouverait dans l'impossibilité de poursuivre la convention.

La convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des parties.

ARTICLE 8 : LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de

conciliation dans le délai de deux mois. Si néanmoins, le désaccord persiste, le litige sera porté devant le Tribunal administratif compétent.

ARTICLE 9 : DROIT APPLICABLE – ATTRIBUTION DE COMPETENCE

La présente convention est régie par le droit français.

Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la convention sera, à défaut d'accord amiable, porté devant les tribunaux compétents territorialement.
La présente convention comporte 4 pages.

Fait à Paris, en deux exemplaires originaux, le

La présidente du Conseil régional d'Île-de-France	**Pour le Préfet, la directrice régionale des affaires culturelles d'Île-de-France**
Valérie PECRESSE	**Nicole DA COSTA**

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : REGLEMENT DU JEU-CONCOURS

REGLEMENT DU JEU-CONCOURS

Patrimoines en poésie. Fais rimer ton œuvre préférée !

Article 1 : Organisation

Le conseil régional d'Île-de-France organise un jeu gratuit sans obligation d'achat du 16/09/2017 au 16/10/2017 minuit (jour inclus). La Région, ci-après désignée sous le nom « l'organisatrice ».

Concours de rédaction de poésies par courrier, à destination des enfants entre 8 et 12 ans dans le cadre des Journées européennes du patrimoine 2017 en partenariat avec la direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France. (Possibilité de participer au concours dans le cadre d'un atelier scolaire du CE2 à la classe de 5ème).

Article 2 : Participants

Ce jeu gratuit sans obligation d'achat est exclusivement ouvert aux personnes mineures, résidant en France métropolitaine (Corse comprise) et DOM-ROM, ou tout autre pays. Les mineurs sont admis à participer à ce jeu, à condition qu'ils aient préalablement obtenu de leurs parents ou de la personne exerçant l'autorité parentale l'autorisation expresse de le faire. Le fait pour eux de participer implique qu'ils aient obtenu cette autorisation.

Sont exclues du jeu les personnes ne répondant pas aux conditions ci-dessus et toute personne ayant directement ou indirectement participé à la conception, à la réalisation ou à la gestion du jeu ainsi que leur conjoint et les membres de leurs familles : ascendants et descendants directs ou autres parents vivant ou non sous leur toit. « L'organisatrice » se réserve le droit de demander à tout participant de justifier des conditions ci-dessus exposées. Toute personne ne remplissant pas ces conditions ou refusant de les justifier sera exclue du jeu et ne pourra, en cas de gain, bénéficier de son lot.

Il n'est autorisé qu'une seule participation par personne (même nom, même adresse).
« L'organisatrice » se réserve le droit de procéder à toute vérification pour le respect de cette règle.
La participation au jeu implique l'entière acceptation du présent règlement.

Article 3 : Modalités de participation

L'enfant doit envoyer un courrier à l'adresse « Région Ile-de- France - Service Patrimoine - « Patrimoines en poésie » 115, rue du Bac 75007 Paris » contenant un poème en lien avec un monument ou une œuvre du patrimoine culturel francilien en indiquant bien son nom, son prénom, son âge, son adresse postale, ainsi que le numéro de téléphone et l'adresse courriel d'un des deux parents. Les frais d'affranchissement sont à la charge du participant au jeu-concours.

Toute participation effectuée contrairement aux dispositions du présent règlement rendra la participation invalide. Tout participant suspecté de fraude pourra être écarté du jeu-concours par « L'organisatrice » sans que celle-ci n'ait à en justifier. Toute identification ou participation incomplète, erronée ou illisible, volontairement ou non, ou réalisée sous une autre forme que celle prévue dans le présent règlement sera considérée comme nulle. La même sanction s'appliquera en cas de multi-participation.

L'organisateur se réserve le droit de publier, sous forme de livre, un recueil des plus beaux poèmes d'enfants. La participation au concours entraine la cession des droits d'exploitation et l'autorisation pour l'organisateur de diffuser leur texte, pour publications imprimés ou digitales ou sur tout support visant à assurer la promotion du présent concours.

Article 4 : Nombre de gagnants et dotation

Les dotations mises en jeu sont réparties comme suit :

	individuel (hors atelier)		**individuel dans le cadre d'un atelier**	
	8-10 ans	**11-12 ans**	**8-10 ans**	**11-12 ans**
1er prix	Chèques culture, abonnement ainsi que d'autres surprises pour un montant total de 200€ TTC par lauréat.			
2ème prix	Chèques culture, abonnement ainsi que d'autres surprises pour un montant total de 150€ TTC par enfant.			
3ème prix	Chèques culture, abonnement ainsi que d'autres surprises pour un montant total de 100€ TTC par enfant.			

Valeur totale : 1.800 € TTC

La valeur des prix est déterminée au moment de la rédaction du présent règlement et ne saurait faire l'objet d'une contestation quant à leur évaluation.
Tous les frais exposés postérieurement au jeu notamment pour l'entretien et l'usage de ces lots sont entièrement à la charge du gagnant.

Article 5 : Désignation des gagnants

Un jury composé de professionnels de la culture et de l'éducation sélectionnera les 12 plus beaux poèmes envoyés par les enfants.
Les critères d'évaluation des poèmes seront le style rédactionnel, l'originalité du traitement (description, émotion, mise en perspective historique, mise en perspective dans un lieu, mise en perspective dans une collection), l'originalité du thème (choix du type de patrimoine) et la mise en forme (illustration, format, support...) du poème.

En cas d'ex aequo, un tirage au sort sera effectué pour départager les participants.

Date(s) de désignation : 16/11/2017.

Article 6 : Annonce des gagnants

Les lauréats seront contactés par courriel, à l'adresse indiquée lors de l'inscription.

Article 7 : Remise des lots

• Les lots seront envoyés aux coordonnées postales indiquées par les participants
• L'organisateur se réserve le droit d'organiser une cérémonie de remise de prix à laquelle les lauréats seront invités à participer. En cas de retour non délivré, le lot restera à disposition du participant pendant 15 jours. Après ce délai, il ne pourra plus y prétendre.
Les gagnants s'engagent à accepter les lots tels que proposés sans possibilité d'échange notamment contre des espèces, d'autres biens ou services de quelque nature que ce soit ni transfert du bénéfice à une tierce personne. De même, ces lots ne pourront faire l'objet de demandes de compensation.
« L'organisatrice » se réserve le droit, en cas de survenance d'un événement indépendant de sa volonté, notamment lié à ses fournisseurs ou à des circonstances imprévisibles, de remplacer les lots annoncés, par des lots de valeur équivalente. Le gagnant sera tenu informé des éventuels changements.

Article 8 : Utilisation des données personnelles des participants

Les informations des participants sont enregistrées et utilisées par « L'organisatrice » pour mémoriser leur participation au jeu-concours et permettre l'attribution des lots. Les participants peuvent, pour des motifs légitimes, s'opposer à ce que leurs données personnelles communiquées dans le cadre de ce jeu fassent l'objet d'un traitement. Ils disposent également d'un droit d'opposition à ce qu'elles soient utilisées à des fins de prospection commerciale, en dehors de la participation à ce jeu-concours, qu'ils

peuvent faire valoir dès l'enregistrement de leur participation en s'adressant par courrier à « L'organisatrice » dont l'adresse est mentionnée à l'article 1.

Le/les gagnant(s) autorisent « L'organisatrice » à utiliser à titre publicitaire ou de relations publiques leurs coordonnées (nom, prénom), sur quelque support que ce soit, sans que cela ne leur confère une rémunération, un droit ou un avantage quelconque, autre que l'attribution de leur lot. Conformément à la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, tout participant a le droit d'exiger que soient rectifiées, complétées, clarifiées, mises à jour ou effacées, les informations le concernant qui seraient inexactes, incomplètes, équivoques ou périmées en s'adressant par courrier à « L'organisatrice » dont l'adresse est mentionnée à l'article 1.

Article 9 : Règlement du jeu

Le règlement sera consultable sur l'adresse internet : http://patrimoines.iledefrance.fr/.

Il peut être adressé à titre gratuit à toute personne qui en fait la demande auprès de « L'organisatrice ». « L'organisatrice » se réserve le droit de prolonger, écourter, modifier ou annuler le jeu à tout moment, notamment en cas de force majeure, sans qu'il puisse être prétendu à aucune indemnité par les participants.

Article 10 : Propriété industrielle et intellectuelle

La reproduction, la représentation ou l'exploitation de tout ou partie des éléments composant le jeu, le présent règlement compris sont strictement interdites. Toutes les marques, logos, textes, images, vidéos et autres signes distinctifs reproduits sur le site ainsi que sur les sites auxquels celui-ci permet l'accès par l'intermédiaire de liens hypertextes, sont la propriété exclusive de leurs titulaires et sont protégés à ce titre par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle et ce pour le monde entier. Leur reproduction non autorisée constitue une contrefaçon passible de sanctions pénales.

Toute reproduction, totale ou partielle, non autorisée de ces marques, logos et signes constitue une contrefaçon passible de sanctions pénales. La participation à ce jeu implique l'acceptation pleine et entière du présent règlement par les participants.

Article 11 : Responsabilité

La responsabilité de « L'organisatrice » ne saurait être engagée en cas de force majeure ou de cas fortuit indépendant de sa volonté. « L'organisatrice » ne saurait être tenue pour responsable des retards, pertes, vols, avaries des courriers, manque de lisibilité des cachets du fait des services postaux. Elle ne saurait non plus être tenue pour responsable et aucun recours ne pourra être engagé contre elle en cas de survenance d'événements présentant les caractères de force majeure (grèves, intempéries...) privant partiellement ou totalement les participants de la possibilité de participer au jeu et/ou les gagnants du bénéfice de leurs gains.

« L'organisatrice » ainsi que ses prestataires et partenaires ne pourront en aucun cas être tenus pour responsables des éventuels incidents pouvant intervenir dans l'utilisation des dotations par les bénéficiaires ou leurs invités dès lorsque les gagnants en auront pris possession.

De même « L'organisatrice », ainsi que ses prestataires et partenaires, ne pourront être tenus pour responsables de la perte ou du vol des dotations par les bénéficiaires dès lors que les gagnants en auront pris possession. Tout coût additionnel nécessaire à la prise en possession des dotations est à l'entière charge des gagnants sans que ceux-ci ne puissent demander une quelconque compensation à « L'organisatrice », ni aux sociétés prestataires ou partenaires.

Article 12 : Litige & Réclamation

Le présent règlement est régi par la loi française.
« L'organisatrice » se réserve le droit de trancher sans appel toute difficulté pouvant survenir quant à l'interprétation ou à l'application du présent règlement, étant entendu qu'aucune contestation ne sera admise notamment sur les modalités du jeu, sur les résultats, sur les gains ou leur réception, un mois

après la fin du jeu. Sauf en cas d'erreurs manifestes, il est convenu que les informations résultant des systèmes de jeu de « L'organisatrice » ont force probante dans tout litige quant aux éléments de connexion et au traitement informatique desdites informations relatives au jeu.
Toute réclamation doit être adressée dans le mois suivant la date de fin du jeu à « L'organisatrice ». Passée cette date, aucune réclamation ne sera acceptée. La participation au jeu entraîne l'entière acceptation du présent règlement.

Article 13 : Convention de preuve

De convention expresse entre le participant et « L'organisatrice », les systèmes et fichiers informatiques de «L'organisatrice » feront seuls foi. Les registres informatisés, conservés dans les systèmes informatiques de « L'organisatrice », dans des conditions raisonnables de sécurité et de fiabilité, sont considérés comme les preuves des relations et communications intervenues entre « L'organisatrice » et le participant. Il est en conséquence convenu que, sauf erreur manifeste, « L'organisatrice » pourra se prévaloir, notamment aux fins de preuve de tout acte, fait ou omission, des programmes, données, fichiers, enregistrements, opérations et autres éléments (tels que des rapports de suivi ou autres états) de nature ou sous format ou support informatiques ou électroniques, établis, reçus ou conservés directement ou indirectement par « L'organisatrice », notamment dans ses systèmes informatiques.

Les éléments considérés constituent ainsi des preuves et s'ils sont produits comme moyens de preuve par «L'organisatrice » dans toute procédure contentieuse ou autre, ils seront recevables, valables et opposables entre les parties de la même manière, dans les mêmes conditions et avec la même force probante que tout document qui serait établi, reçu ou conservé par écrit. Les opérations de toute nature réalisées à l'aide de l'identifiant et du code attribués à un participant, à la suite de l'inscription, sont présumées de manière irréfragable, avoir été réalisées sous la responsabilité du participant.

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION ET D'ECHANGE DES DIAGNOSTICS DU PATRIMOINE DE SEINE-AVAL ENTRE LA COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE & OISE ET LA REGION ILE-DE-FRANCE

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION ET D'ECHANGE DES DIAGNOSTICS DU PATRIMOINE DE SEINE-AVAL ENTRE LA COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE & OISE ET LA REGION ILE-DE-FRANCE

Entre

La Communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise, dont le siège social est situé Immeuble Autoneum, rue des Chevries à Aubergenville (78410),

Représentée par Monsieur Philippe TAUTOU en qualité de Président, dûment habilité à cet effet par délibération du conseil communautaire du 9 février 2016 portant délégation d'attributions au Président,

Ci-après dénommée **« La Communauté urbaine GPS&O »**

d'une part

La Région Ile-de-France, représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional, dont le siège social situé 33 rue Barbet de Jouy 75 007 PARIS en application de la délibération CP n° 2017-290, en date du 5 juillet 2017.

Ci-après dénommée « la Région »

D'une part,

Article 1 : Objet de la présente convention

Dans le cadre de l'enrichissement de son S.I.G, la **Communauté urbaine GPS&O** désire intégrer les données **du diagnostic patrimonial de Seine-Aval** couvrant le territoire de ses communes membres. A ce titre, elle fait appel à la Région**.**

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'échanges de données géographiques, photographiques et historiques sur le territoire **de la Communauté urbaine GPS&O afin** d'enrichir leurs bases de données SIG et de permettre au **service PLUI** de faciliter la gestion **des compétences de la Communauté urbaine**.

Article 2 : Obligations réciproques

La Région s'engage à fournir à la **Communauté urbaine GPS&O les données géographiques, photographiques et historiques associées dont elle dispose dans les limites du territoire de la Communauté urbaine GPS&O.** La liste des thématiques des données concernées figure en annexe 1

La mise à jour des données doit se faire au minimum une fois par an, avec un échange réciproque entre la **Communauté urbaine GPS&O** et **la Région.**

Article 3 : Contribution financière

La présente convention est conclue à titre gratuit.
Chaque partie conservera à sa charge l'intégration des données mises à jour dans la base de données de son propre SIG.

Article 4 : Propriété et droits d'usages des données

Chaque partie reste entièrement propriétaire du contenu de ses documents, de ses bases de données et des données qu'elles contiennent.
La présente convention n'inclut aucune cession de droit de propriété, totale ou partielle, des données échangées, mais définit des concessions de droit d'usage dans les conditions fixées par la présente.

Chaque partie s'engage à utiliser les données échangées pour son usage interne afin de satisfaire ses besoins propres dans le cadre de son activité de service public.
Pour toutes autres utilisations des données que celles mentionnées ci-dessus, l'autorisation expresse et écrite de la partie qui a fourni les données devra être obtenue.

Chaque partie s'engage à mentionner l'auteur et la date de validité des données lors de l'usage et de la publication de document utilisant des données concernées par la présente convention.

Chaque partie s'engage à préserver le caractère confidentiel des informations techniques dont elle aura connaissance suite à l'intégration des données dans son SIG.

Article 5 : Diffusion des données à des tiers

Toute divulgation, communication, mise à disposition, transmission des fichiers ou des données qu'ils contiennent à des tiers, sous toute forme, sous tout support, par quelque moyen et pour quelque motif que ce soit, à titre gratuit ou onéreux, est interdit sans l'autorisation expresse et écrite de la partie qui a fourni les données dans le cadre de cette convention.

Sous réserve de l'obtention de cette autorisation (un modèle d'acte d'engagement est présenté en annexe 2) les données ne pourront être transmises à des tiers qu'à condition que ces derniers s'engagent à :

- N'utiliser les données que dans le cadre de leur contrat de prestation ou de délégation.
- Mentionner dans les documents produits l'origine des données reprises.
- S'interdire toute divulgation, communication, mise à disposition, transmission des fichiers ou des données qu'ils contiennent à des tiers, sous toute forme, sous tout support, par quelque moyen et pour quelque motif que ce soit, à titre gratuit ou onéreux.
- Détruire à l'expiration de la durée du contrat, les données mise à disposition et tout document ou fichier dérivés de ces dernières, sans en conserver de copie et en attestant de cette destruction.
- Prendre toutes les mesures, notamment matérielles, pour assurer la sécurité des données fournies et traitées.

Article 6 : Spécifications techniques

1- Support d'échange des données :

Les données échangées doivent être fournies sur un support lisible par un système informatique (cd-rom, ou tout autre support magnétique ou optique) ou par tout moyen de téléprocédure sécurisé.

2- Format d'échange et système de projection des données graphiques et alphanumérique :

Les fichiers graphiques fournis par la Région Ile-de-France seront au format **ESRI Shape en RGF CC49.**

3- Renseignements sur les données graphiques et alphanumériques (Métadonnées) :

Chaque partie s'engage à fournir les métadonnées relatives aux données transmises.

4- Validité des données :

Les données devront être immédiatement utilisables, les plus récentes et justes possibles. Dans le cas d'erreurs flagrantes sur les données (fond de plan et/ou données alphanumériques), la partie concernée devra le plus rapidement possible les corriger et fournir les corrections à l'autre partie
Toutes les données transmises par chacune des parties le sont à titre indicatif et n'ont pas de valeur réglementaire.

5- Intégrité des données :

Chaque partie doit veiller à l'intégrité des fichiers de données qu'elle transmet. Elle doit fournir des fichiers exempts de virus ou toute autre anomalie.

Article 7 : Livraison des données

1 - Déroulement et délais des livraisons :

Après la signature de la présente convention, la **Région fournira** à la **Communauté urbaine GPS&O** les fichiers patrimoniaux **sur le territoire de la Communauté urbaine.**
Pour les échanges suivants relatifs aux mises à jour, la fréquence de transmission sera en fonction des mises à jour des données.

2 - Adresses de livraison :

Les fichiers seront livrés à l'adresse suivante :

Communauté urbaine GPS&O
Immeuble Autoneum, Rue des Chevries
78410 Aubergenville

Article 8 : Durée et résiliation de la convention

Cette convention est établie pour une durée d'un an à compter de sa date la plus tardive de signature par les parties. Sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties avant son échéance annuelle, elle sera renouvelée tacitement par période de même durée.
Chaque partie peut faire part de sa volonté de résilier la présente convention, sous réserve de respecter un préavis d'un mois, par lettre recommandée avec accusé de réception postal, et ce pour quelque motif que ce soit.

Article 9 : Garantie de jouissance paisible

Chaque partie garantit à l'autre partie qu'elle détient l'intégralité des droits nécessaires à l'exploitation des données fournies dans le cadre de la présente convention et que celles-ci ne constituent ni une contrefaçon, ni une concurrence déloyale ou parasitaire et ne saurait porter atteinte aux droits des tiers.

En conséquence, les parties se garantissent mutuellement contre tout recours de tiers sur la propriété de leurs données respectives. En cas d'action ou de réclamation au titre de l'exploitation des données de l'une ou l'autre des parties, la partie qui fait l'objet de cette action ou réclamation en assumera les conséquences financières, y compris les frais de justice et d'honoraires d'avocats y afférant.

Article 10 : Responsabilité et contentieux

Chaque partie s'informera des modalités de constitution des fichiers fournis et des contraintes d'utilisation qui en découlent.

La responsabilité des parties ne pourra en aucun cas être engagée sur l'utilisation qui sera faite des fichiers. En particulier, chaque partie ne pourra pas être tenue pour responsable des conséquences éventuelles des erreurs ou imprécisions qui pourraient être rencontrées lors de l'utilisation de ces fichiers.

Toute utilisation ou diffusion des informations, des données ou des plans faite par l'une ou l'autre des parties en violation des dispositions du présent accord entraînera sa responsabilité et la restitution immédiate des plans et des fichiers fournis ainsi que la destruction des documents élaborés à partir de ces éléments.

Tout litige lié à l'application de la présente convention relèvera du tribunal administratif de **Versailles.** Préalablement à toute action contentieuse, une solution à l'amiable devra être recherchée par les parties.

Fait en 2 exemplaires à Aubergenville , le

Pour la **Communauté urbaine GPS&O,**

Le Président,
M. Philippe TAUTOU

Pour **la Région Ile-de-France,**

La présidente du Conseil régional d'Île-de-France,
Mme Valérie PECRESSE

Annexe 1

Liste des données mises à disposition par la Région Ile-de-France à la Communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise

Base Mérimée pour les communes de Conflans Sainte Honorine, Andrésy, Chanteloup, Carrières sous Poissy, Poissy, Vilaines, Médan, Orgeval, Morainvilliers, Les Alluets le Roi.

Base Gertrude : Elisabethville et Mantes la Jolie

Données issues du repérage du Service Inventaire du Patrimoine : les 24 communes diagnostiquées plus Andrésy, Chanteloup et Mantes la jolie

ANNEXE 2

Acte d'engagement

CONDITIONS D'UTILISATION DES FICHIERS DE DONNEES

La collectivité ci-dessous désignée : GPS&O
Nom : GPS&O
Représenté par : Philippe TAUTOU
Qualité : Président

Met à disposition du prestataire ci-dessous désigné

Nom, raison sociale : Région Ile-de-France
Siège social : 35, boulevard des Invalides – 75007 PARIS
Représenté par : Valérie Pécresse
Qualité : Présidente

Les fichiers informatiques de données, ci-après définis :

Le prestataire ci-dessus désigné s'engage dans le cadre de la mission à respecter de façon absolue les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Le prestataire s'engage à n'utiliser les données, sous toute forme et sous tout support quel qu'ils soient, qu'exclusivement dans le cadre de la mission qui lui aura été confiée et précisée ci-dessus ;
- Le prestataire s'interdit tout autre usage des données sus mentionnées ;
- Le prestataire s'interdit également toute divulgation, communication, mise à disposition de ces données à des tiers, sous toute forme et tout support, et pour quelque motif que se soit ;
- Le prestataire s'engage à détruire les fichiers informatiques et toutes les données numériques transmises, à l'issue de la présente mission.

Fait à , le

Signature

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/07/2017

DELIBERATION N° CP 2017-294 DU 5 JUILLET 2017

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DU SPECTACLE VIVANT INCLUSIVE SUR TOUT LE TERRITOIRE FRANCILIEN (DEUXIÈME AFFECTATION POUR 2017) :

- AIDE AUX FESTIVALS ET MANIFESTATIONS DE SPECTACLE VIVANT A RAYONNEMENT RÉGIONAL

- AIDE AU PROJET MUTUALISE POUR LES TERRITOIRES RURAUX ET PÉRIURBAINS

- AIDE AUX RÉSEAUX FRANCILIENS DANS LE DOMAINE DU SPECTACLE VIVANT

- AIDES À LA CRÉATION AU TITRE DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'Ile-de-France

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 2017-52 relative à la politique régionale du spectacle vivant inclusive sur tout le territoire francilien ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par amendement à la délibération n° CP 2017-189 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP 2017-200 du 17 mai 2017 relative à l'adoption des conventions type relatives au soutien aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional et au soutien au projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France 2017 ;

VU L'avis émis par la Commission des Finances ;

VU L'avis émis par la Commission de la Culture ;

VU Le rapport CP 2017-294 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1

Approuve la convention type relative au soutien aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle figurant en annexe 3 à la présente délibération.

Approuve la convention type relative au soutien à la création en fonctionnement dans le domaine du Spectacle Vivant figurant annexe 3 à la présente délibération.

Approuve la convention type relative au soutien à la création en investissement dans le domaine du Spectacle Vivant figurant annexe 3 à la présente délibération.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du soutien aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional, du soutien au projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains, du soutien aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant et des soutiens à la création dans le domaine du spectacle vivant en fonctionnement et en investissement au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **2 288 500 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions types adoptées par l'article 1 de la présente délibération, modifié par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Subordonne le versement de la subvention à l'association Plus de sons à la conclusion avec d'une convention figurant en annexe 4 à la présente délibération, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **2 238 500 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, sport et loisirs » - code fonctionnel 312 « activités artistiques et culturelles » programme HP 312-005 « aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100501 « soutien au spectacle vivant » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Affecte une autorisation de programme de **50 000 €**, disponible sur le Chapitre : 903 « Culture, Sports et Loisirs » - Code Fonctionnel : 312 « Activités culturelles et artistiques » - Programme HP 312-015 (131015) « Fonds d'investissement pour la culture » - Action 13101501 « Fonds d'investissement pour la culture» du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 et 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Dossier - Code	Bénéficiaire	Date éligibilité
17009776	FRICHE 22 66	01/01/2017
17010268	L'AIR LIBRE	13/04/2017

17008748	COMMUNE DE BOULOGNE BILLANCOURT	10/04/2017
17009790	COMMUNE D'ORLY	10/04/2017
17009792	COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL BRIARD	10/04/2017
17009797	COMMUNE DE SURESNES	10/04/2017
17009800	COMMUNE DU BLANC MESNIL	10/04/2017
17008719	104 CENT QUATRE	12/04/2017
17009826	RMN ETABLISSEMENT PUBLICS DE LA REUNION DES MUSEES NATIONAUX ET DU GRAND PALAIS DES CHAMPS ELYSEES	10/04/2017
17003543	L'ESTIVAL ST GERMAIN EN LAYE	12/04/2017
17003547	ASSOCIATION PLUS DE SONS	01/01/2017
17008721	CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL DE CRETEIL ET DU VAL DE MARNE	28/04/2017
17008722	FESTIVAL D'AUTOMNE PARIS	10/04/2017
17008723	FMAJI	10/04/2017
17008725	INSTITUT AULNAYSIEN DEVELOPPEMENT CULTUREL	12/04/2017
17008726	NADJASTREAM	30/03/2017
17008735	COOP DE RUE ET DE CIRQUE	10/04/2017
17008736	GROUPE VINGT THEATRE IDF	10/04/2017
17008737	TECHNOPOL - TECHNO PARADE	13/04/2017
17008741	AFRICOLOR	07/04/2017
17008742	A QUI LE TOUR	12/04/2017
17008743	ASSOCIATION LA RUCHE	12/04/2017
17008744	3 M MIZIK MOUN MATINIK	12/04/2017
17008745	ASSOCIATION SONS D'HIVER	28/04/2017
17008746	BLUES SUR SEINE	11/04/2017
17008747	CAC CENTRE D'ART ET CULTURE RUE BROCA	11/04/2017
17008749	FONTENAY EN SCENES	07/04/2017
17008750	JAZZ AU FIL DE L'OISE	07/04/2017
17008751	MARATHON	04/04/2017
17008752	PARIS JAZZ CLUB	12/04/2017
17008753	MAMA MAMA	10/04/2017
17008754	RJ 77 RESEAU JAZZ 77	11/04/2017
17008756	VILLES MUSIQUES DU MONDE	10/04/2017
17009784	PILE POIL ET COMPAGNIE	10/04/2017
17009804	LES JOURNEES RAVEL	10/04/2017
17010563	FRATERNITE GENERALE	11/04/2017
17009733	MOUKDEN-THEATRE	26/04/2017
17009734	THEATRE DE LETHE	25/04/2017
17009735	LA COMPAGNIE DE SOI	24/04/2017
17009737	LE BIRGIT ENSEMBLE	19/04/2017
17009749	RIPOSTE	26/04/2017
17009751	COMPAGNIE DE LA JEUNESSE AIMABLE	01/01/2017
17009756	8 AVRIL	20/04/2017
17009760	COMPAGNIE BANINGA	24/04/2017
17009266	MDM IDF ASSOCIATION COLLECTIF MUSIQUES ET DANSES DU MONDE EN IDF	01/01/2017
17009268	COLLECTIF CULTURE BAR-BARS PARIS/IDF	01/01/2017
17009269	COMBO 95	01/01/2017
17009271	CRY POUR LA MUSIQUE CULTURELLE	01/01/2017

17009272	DEAMBULATION	01/01/2017
17009275	FEDERATION DES ARTS DE LA RUE EN ILE DE FRANCE	01/01/2017
17009276	PINCE OREILLES MAISON DE QUARTIER FERME DU BUISSON	01/01/2017
17009277	MAAD 93	01/01/2017
17009278	MAP MUSIQUES ACTUELLES A PARIS	01/01/2017
17009280	RESEAU ACTES IF	01/01/2017
17009281	RESEAU DES ARTS VIVANTS EN IDF	01/01/2017
17009282	RESEAU 92	01/01/2017
17009283	REZONNE	01/01/2017
17009284	RIF RESEAUX EN ILE-DE-FRANCE	01/01/2017
17009286	UNION FEDERALE D'INTERVENTION DES STRUCTURES CULTURELLES CO MAISON DES RESEAUX	01/01/2017

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-294	Budget	2017

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131005 - Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue**
Action	**13100501 - Soutien au spectacle vivant**

Dispositif : N° 00001006 - Aide au projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains

Dossier	17010268 - LES RENDEZ VOUS DU LIEU - AIDE AUX PROJETS MUTUALISES JUILLET 2017			
Bénéficiaire	P0025981 - L'AIR LIBRE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
39 589,00 €	TTC	27,79 %	11 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001006 - Aide au projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains	11 000,00 €

Dispositif : N° 00001008 - Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional

Dossier	17003543 - L'ESTIVAL ST GERMAIN EN LAYE - FESTIVAL L'ESTIVAL			
Bénéficiaire	R4674 - L'ESTIVAL ST GERMAIN EN LAYE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
401 300,00 €	HT	2,49 %	10 000,00 €	

Dossier	17003547 - PLUS DE SONS- FESTIVAL ROCK EN SEINE			
Bénéficiaire	R25271 - ASSOCIATION PLUS DE SONS			
Localisation	SAINT-CLOUD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	600 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 645 000,00 €	HT	16,46 %	600 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-294	Budget	2017

Dossier	17008719 - 104 CENT QUATRE - FESTIVAL IMPATIENCE			
Bénéficiaire	P0014175 - 104 CENT QUATRE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
309 309,00 €	HT	9,7 %	30 000,00 €	

Dossier	17008721 - CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL DE CRETEIL ET DU VAL DE MARNE - FESTIVAL KALYPSO			
Bénéficiaire	P0020050 - CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL DE CRETEIL ET DU VAL DE MARNE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
380 041,00 €	HT	5,26 %	20 000,00 €	

Dossier	17008722 - FESTIVAL D'AUTOMNE PARIS - 46E EDITION DU FESTIVAL D’AUTOMNE A PARIS			
Bénéficiaire	R4874 - FESTIVAL D'AUTOMNE PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	240 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 196 691,00 €	HT	10,93 %	240 000,00 €	

Dossier	17008723 - FMAJI - FESTIVAL MUSICAL D'AUTOMNE DES JEUNES INTERPRETES			
Bénéficiaire	R23729 - FMAJI			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
254 197,00 €	TTC	3,93 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-294	Budget	2017

Dossier	17008725 - INSTITUT AULNAYSIEN DEVELOPPEMENT CULTUREL / CENTRE DE DANSE DU GALION - FESTIVAL H2O			
Bénéficiaire	R21867 - INSTITUT AULNAYSIEN DEVELOPPEMENT CULTUREL			
Localisation	AULNAY-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
67 000,00 €	HT	26,87 %	18 000,00 €	

Dossier	17008726 - NADJASTREAM - FESTIVAL LES NUITS DES ARENES			
Bénéficiaire	EX006218 - NADJASTREAM			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
67 000,00 €	TTC	11,94 %	8 000,00 €	

Dossier	17008735 - COOP DE RUE ET DE CIRQUE - LES SAISONS DE RUE ET DE CIRQUE			
Bénéficiaire	R30422 - COOP DE RUE ET DE CIRQUE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	120 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
592 975,00 €	HT	20,24 %	120 000,00 €	

Dossier	17008736 - GROUPE VINGT THEATRE IDF - LES PLATEAUX			
Bénéficiaire	R26278 - GROUPE VINGT THEATRE IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
111 400,00 €	TTC	17,95 %	20 000,00 €	

Dossier	17008737 - TECHNOPOL - PARIS ELECTRONIC WEEK			
Bénéficiaire	R22085 - TECHNOPOL - TECHNO PARADE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
207 405,00 €	HT	14,46 %	30 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-294	Budget	2017

Dossier	17008741 - AFRICOLOR - FESTIVAL AFRICOLOR			
Bénéficiaire	P0020362 - AFRICOLOR			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
350 711,00 €	HT	4,28 %	15 000,00 €	

Dossier	17008742 - A QUI LE TOUR - FESTIVAL BALAD'A ZIC			
Bénéficiaire	P0020534 - A QUI LE TOUR			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 000,00 €	TTC	30 %	6 000,00 €	

Dossier	17008743 - ASSOCIATION LA RUCHE - FESTIVAL WORLD OF WORDS			
Bénéficiaire	EXM00303 - ASSOCIATION LA RUCHE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 450,00 €	TTC	15,72 %	4 000,00 €	

Dossier	17008744 - ASSOCIATION 3 M MUSIC - BANLIEUES TROPICALES			
Bénéficiaire	P0033245 - 3 M MIZIK MOUN MATINIK			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
198 574,00 €	TTC	12,59 %	25 000,00 €	

Dossier	17008745 - ASSOCIATION SONS D'HIVER - FESTIVAL SONS D'HIVER			
Bénéficiaire	R17511 - ASSOCIATION SONS D'HIVER			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	95 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
509 300,00 €	HT	18,65 %	95 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-294	Budget	2017

Dossier	17008746 - BLUES SUR SEINE - FESTIVAL BLUES SUR SEINE			
Bénéficiaire	R26263 - BLUES SUR SEINE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
573 999,00 €	HT	4,36 %	25 000,00 €	

Dossier	17008747 - CENTRE D'ART ET CULTURE - JAZZ'N'KLEZMER			
Bénéficiaire	P0009945 - CAC CENTRE D'ART ET CULTURE RUE BROCA			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
128 860,00 €	HT	7,76 %	10 000,00 €	

Dossier	17008748 - COMMUNE DE BOULOGNE BILLANCOURT - FESTIVAL BBMIX			
Bénéficiaire	R1013 - COMMUNE DE BOULOGNE BILLANCOURT			
Localisation	BOULOGNE-BILLANCOURT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
59 820,00 €	HT	16,72 %	10 000,00 €	

Dossier	17008749 - FONTENAY EN SCENES - FESTIVAL "LES AVENTURIERS"			
Bénéficiaire	R38965 - FONTENAY EN SCENES			
Localisation	FONTENAY-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
120 500,00 €	HT	7,05 %	8 500,00 €	

Dossier	17008750 - JAZZ AU FIL DE L'OISE - FESTIVAL JAZZ AU FIL DE L'OISE			
Bénéficiaire	R4893 - JAZZ AU FIL DE L'OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
316 600,00 €	TTC	4,46 %	15 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-294	Budget	2017

Dossier	17008751 - MARATHON - FESTIVAL MARATHON				
Bénéficiaire	P0031991 - MARATHON				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
185 000,00 €	HT		5,41 %	10 000,00 €	

Dossier	17008752 - PARIS JAZZ CLUB - FESTIVAL JAZZ SUR SEINE				
Bénéficiaire	P0010052 - PARIS JAZZ CLUB				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
105 200,00 €	HT		9,51 %	10 000,00 €	

Dossier	17008753 - MAMA - FESTIVAL MAMA				
Bénéficiaire	P0010369 - MAMA MAMA				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	100 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 049 500,00 €	HT		9,53 %	100 000,00 €	

Dossier	17008754 - JAZZ AU THEATRE DE FONTAINEBLEAU - FESTIVAL DE JAZZ AU THEATRE DE FONTAINEBLEAU				
Bénéficiaire	P0019811 - RJ 77 RESEAU JAZZ 77				
Localisation	FONTAINEBLEAU				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
54 000,00 €	TTC		7,41 %	4 000,00 €	

Dossier	17008756 - VILLES MUSIQUES DU MONDE - FESTIVAL DES MUSIQUES				
Bénéficiaire	R26657 - VILLES MUSIQUES DU MONDE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	25 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
464 500,00 €	HT		5,38 %	25 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-294	Budget	2017

Dossier	17009784 - PILE POIL ET COMPAGNIE - FESTIVAL CESARTS FETE LA PLANETE			
Bénéficiaire	P0020841 - PILE POIL ET COMPAGNIE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
33 595,00 €	HT	23,81 %	8 000,00 €	

Dossier	17009790 - COMMUNE D'ORLY - ORLY EN FETE			
Bénéficiaire	R41 - COMMUNE D'ORLY			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
160 000,00 €	HT	5 %	8 000,00 €	

Dossier	17009792 - COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL BRIARD - FESTI'VAL BREON			
Bénéficiaire	P0036496 - COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL BRIARD			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
136 469,00 €	TTC	5,86 %	8 000,00 €	

Dossier	17009797 - COMMUNE DE SURESNES - FESTIVAL DES VENDANGES			
Bénéficiaire	R1040 - COMMUNE DE SURESNES			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
222 745,00 €	TTC	6,73 %	15 000,00 €	

Dossier	17009800 - COMMUNE DU BLANC MESNIL - VARIATIONS SYMPHONIQUES			
Bénéficiaire	R1243 - COMMUNE DU BLANC MESNIL			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
257 000,00 €	TTC	3,89 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-294	Budget	2017

Dossier	17009804 - LES JOURNEES RAVEL - LES JOURNEES RAVEL DE MONTFORT L'AMAURY			
Bénéficiaire	P0007699 - LES JOURNEES RAVEL			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
81 876,00 €	HT	6,11 %	5 000,00 €	

Dossier	17009826 - ETABLISSEMENT PUBLICS DE LA REUNION DES MUSEES NATIONAUX ET DU GRAND PALAIS DES CHAMPS ELYSEES - BAL POUR LE TEMPS PRESENT			
Bénéficiaire	R5401 - RMN ETABLISSEMENT PUBLICS DE LA REUNION DES MUSEES NATIONAUX ET DU GRAND PALAIS DES CHAMPS ELYSEES			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
262 341,00 €	HT	15,25 %	40 000,00 €	

Dossier	17010563 - FRATERNITE GENERALE (PROJET : FRATERNITE GENERALE)			
Bénéficiaire	P0037100 - FRATERNITE GENERALE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
862 760,00 €	TTC	1,16 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001008 - Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	1 572 500,00 €

Dispositif : N° 00001011 - Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant

Dossier	17009733 - MOUKDEN-THEATRE - PROJET DE CREATION : FROM THE GROUND TO THE CLOUD			
Bénéficiaire	P0016461 - MOUKDEN-THEATRE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
185 000,00 €	HT	10,81 %	20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-294	Budget	2017

Dossier	17009734 - THEATRE DE LETHE - PROJET DE CREATION (AVIGNON 2017) : LA PRINCESSE MALEINE			
Bénéficiaire	R25549 - THEATRE DE LETHE			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
308 540,00 €	HT	9,72 %	30 000,00 €	

Dossier	17009735 - LA COMPAGNIE DE SOI - PROJET DE CREATION (AVIGNON 2017) : FACE A LA MER, POUR QUE LES LARMES DEVIENNENT DES ECLATS DE RIRE			
Bénéficiaire	P0037022 - LA COMPAGNIE DE SOI			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
236 804,00 €	HT	4,22 %	10 000,00 €	

Dossier	17009737 - LE BIRGIT ENSEMBLE - PROJET DE CREATION (AVIGNON 2017) : MEMORIES OF SARAJEVO + DANS LES RUINES D'ATHENES			
Bénéficiaire	P0037024 - LE BIRGIT ENSEMBLE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
373 536,00 €	HT	8,03 %	30 000,00 €	

Dossier	17009749 - RIPOSTE - PROJET DE CREATION : ORESTIE, OPERA HIP-HOP			
Bénéficiaire	R41073 - RIPOSTE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
227 923,00 €	HT	8,77 %	20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-294	Budget	2017

Dossier	17009751 - COMPAGNIE DE LA JEUNESSE AIMABLE - PROJET DE CREATION : CYRANO			
Bénéficiaire	P0028658 - COMPAGNIE DE LA JEUNESSE AIMABLE			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
281 500,00 €	HT	7,1 %	20 000,00 €	

Dossier	17009756 - 8 AVRIL - PROJET DE CREATION (AVIGNON 2017) : TRISTESSE ET JOIE DANS LA VIE DES GIRAFES			
Bénéficiaire	P0037027 - 8 AVRIL			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
153 000,00 €	HT	16,34 %	25 000,00 €	

Dossier	17009760 - COMPAGNIE BANINGA - PROJET DE CREATION : MONSTRES / ON NE DANSE PAS POUR RIEN			
Bénéficiaire	P0023452 - COMPAGNIE BANINGA			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
250 673,00 €	HT	5,98 %	15 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001011 - Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	170 000,00 €

Dispositif : N° 00001014 - Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant

Dossier	17009266 - ASSOCIATION COLLECTIF MUSIQUES ET DANSES DU MONDE EN ILE-DE-FRANCE (AIDE AUX RESEAUX 2017)			
Bénéficiaire	P0031788 - MDM IDF ASSOCIATION COLLECTIF MUSIQUES ET DANSES DU MONDE EN IDF			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 200,00 €	TTC	36,76 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-294	Budget	2017

Dossier	17009268 - COLLECTIF CULTURE BAR-BARS PARIS/IDF (AIDE AUX RESEAUX 2017)			
Bénéficiaire	P0020556 - COLLECTIF CULTURE BAR-BARS PARIS/IDF			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
99 198,00 €	TTC	5,04 %	5 000,00 €	

Dossier	17009269 - COMBO 95 (AIDE AUX RESEAUX 2017)			
Bénéficiaire	R22119 - COMBO 95			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
160 164,00 €	TTC	18,73 %	30 000,00 €	

Dossier	17009271 - CRY POUR LA MUSIQUE (AIDE AUX RESEAUX 2017)			
Bénéficiaire	R4959 - CRY POUR LA MUSIQUE CULTURELLE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
118 250,00 €	TTC	33,83 %	40 000,00 €	

Dossier	17009272 - DEAMBULATION (AIDE AUX RESEAUX 2017)			
Bénéficiaire	R37691 - DEAMBULATION			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
56 500,00 €	HT	44,25 %	25 000,00 €	

Dossier	17009275 - LA FEDERATION DES ARTS DE RUE EN ILE-DE-FRANCE (AIDE AUX RESEAUX 2017)			
Bénéficiaire	P0025866 - FEDERATION DES ARTS DE LA RUE EN ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	55 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
114 605,00 €	TTC	47,99 %	55 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-294	Budget	2017

Dossier	17009276 - LE PINCE OREILLES (AIDE AUX RESEAUX 2017)			
Bénéficiaire	R21941 - PINCE OREILLES MAISON DE QUARTIER FERME DU BUISSON			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
111 503,00 €	TTC	22,42 %	25 000,00 €	

Dossier	17009277 - MAAD 93 (AIDE AUX RESEAUX 2017)			
Bénéficiaire	R35121 - MAAD 93			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
179 433,00 €	TTC	13,93 %	25 000,00 €	

Dossier	17009278 - MUSIQUES ACTUELLES A PARIS (MAP) - (AIDE AUX RESEAUX 2017)			
Bénéficiaire	R34692 - MAP MUSIQUES ACTUELLES A PARIS			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
99 500,00 €	TTC	30,15 %	30 000,00 €	

Dossier	17009280 - RESEAU ACTES IF (AIDE AUX RESEAUX 2017)			
Bénéficiaire	R9097 - RESEAU ACTES IF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
116 846,00 €	TTC	38,51 %	45 000,00 €	

Dossier	17009281 - RESEAU DES ARTS VIVANTS EN IDF (AIDE AUX RESEAUX 2017)			
Bénéficiaire	R41224 - RESEAU DES ARTS VIVANTS EN IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
120 229,00 €	TTC	16,63 %	20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-294	Budget	2017

Dossier	17009282 - RESEAU 92 (AIDE AUX RESEAUX 2017)			
Bénéficiaire	R4590 - RESEAU 92			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
132 277,00 €	TTC	18,9 %	25 000,00 €	

Dossier	17009283 - REZONNE (AIDE AUX RESEAUX 2017)			
Bénéficiaire	R28304 - REZONNE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
121 652,00 €	HT	20,55 %	25 000,00 €	

Dossier	17009284 - RIF RESEAUX EN ILE-DE-FRANCE (AIDE AUX RESEAUX 2017)			
Bénéficiaire	R25557 - RIF RESEAUX EN ILE-DE-FRANCE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
348 023,00 €	TTC	28,73 %	100 000,00 €	

Dossier	17009286 - UNION FEDERALE D'INTERVENTION DES STRUCTURES CULTURELLES (AIDE AUX RESEAUX 2017)			
Bénéficiaire	R36339 - UNION FEDERALE D'INTERVENTION DES STRUCTURES CULTURELLES CO MAISON DES RESEAUX			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
96 800,00 €	HT	25,83 %	25 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001014 - Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant	485 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131005 - 13100501	2 238 500,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-294	Budget	2017

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131015 - Fonds d'investissement pour la culture**
Action	**13101501 - Fonds d'investissement pour la culture**

Dispositif : N° 00001012 - Aide à la création en investissement dans le domaine du Spectacle Vivant

Dossier	17009776 - FRICHE 22 66 - PROJET DE CREATION : JE SUIS UN PAYS (INVESTISSEMENT)			
Bénéficiaire	P0015379 - FRICHE 22 66			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
698 128,00 €	HT	7,16 %	50 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001012 - Aide à la création en investissement dans le domaine du Spectacle Vivant	50 000,00 €

Total sur l'imputation 903 - 312 - 131015 - 13101501	50 000,00 €

ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009776

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FRICHE 22 66 - PROJET DE CREATION : JE SUIS UN PAYS (INVESTISSEMENT)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en investissement dans le domaine du Spectacle Vivant	698 128 €	7,16 %	50 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
13101501- Fonds d'investissement pour la culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FRICHE 22 66
Adresse administrative : 16 RUE DE LORRAINE
94700 MAISONS-ALFORT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Joël JOUANNEAU, Président

Date de publication au JO : 23 février 2011

N° SIRET : 50754299100041

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en investissement dans le domaine du Spectacle Vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 01/01/2017.

Présentation du bénéficiaire

La compagnie Friche 22.66 a été créée en 2008 par l'auteur, acteur, réalisateur et metteur en scène Vincent Macaigne. Il s'attache à faire du théâtre un acte épique, dimension artistique qui se retrouve dans ses pièces « Requiem » créée en 2007, « Au moins j'aurais laissé un beau cadavre » d'après Hamlet qui a créé l'événement au festival d'Avignon en 2011 ou « Idiot ! Parce que nous aurions dû nous aimer » d'après Dostoïevski montée en 2014. Vincent Macaigne est également à l'affiche de plusieurs films du cinéma français. Ses douze productions de théâtre n'ont pas toujours été portées par sa compagnie Friche 22.66 mais par les lieux partenaires du metteur en scène : Festival d'Avignon, MC2, Théâtre national de Chaillot, Théâtre des Amandiers, Théâtre de Vidy à Lausanne. La compagnie se développe en 2014 avec « Idiot ! Parce que nous aurions dû nous aimer » présenté lors du Festival d'Automne. Vincent Macaigne a été en résidence en 2012 à la Ménagerie de Verre à Paris où il crée « En manque » qui sera repris au Théâtre Vidy Lausanne en 2016. La compagnie est labellisée par le Ministère de la Culture et de la Communication « Compagnie à rayonnement national et international » en 2016

Présentation du projet de création

Titre de la création : « Je suis un pays »

Esthétique de la création : Théâtre

Présentation de l'équipe artistique :Vincent Macaigne (auteur et metteur en scène), Vincent Macaigne et Julien Peissel (scénographie), Jean Huleu (lumières), Sharif Andoura, Thomas Blanchard, Pauline Lorillard et six autres comédiens, autres collaborations en cours.

Présentation du projet de création : Vincent Macaigne reprend un drame qu'il a écrit il y a une vingtaine d'année à la sortie de l'adolescence. Féérie autant que drame épique, « Je suis un pays » met en scène un monde onirique où se croisent anges et rois, communauté en péril et enfant prophète. « C'est une sorte de cauchemar d'angoisse dans lequel le mythe, le conte, le péril et le burlesque se confondent : l'image affolée d'un monde qui ne parvient pas à s'extraire de lui-même pour se renouveler ». Vingt ans après, la vision adolescente est devenue un fait, « brouillard de poix qui nappe jeux politiques et structures sociales ». Vincent Macaigne est encore animé par le constat d'une époque entre immobilisme et insatisfaction dans laquelle les individus et les initiatives locales s'épuisent contre une vie collective pétrifiée. Le Théâtre se veut alors une action contre l'enfermement. Le metteur en scène écrit dans sa note d'intention : « Ne pas se dire que plus tard nous ferons ce que nous voulons vraiment. Le faire tout de suite. La jeunesse est fragile. ».

Calendrier de création :

- Répétitions : les répétitions commencent le 15 septembre 2016 au Théâtre de la Ville et se terminent en septembre 2017 au Théâtre de Vidy à Lausanne. Elles se déroulent au Théâtre ouvert, au Théâtre du Rond-Point, à la Colline et aux Amandiers à Nanterre.

- Date et lieu de la première représentation : la première a lieu le 14 septembre 2017 au Théâtre de Vidy à Lausanne.

Partenaires du projet : Théâtre de Vidy (Lausanne), Nanterre-Amandiers (Nanterre), La Colline – Théâtre national (Paris), Festival d'Automne à Paris, TNB – CDN (Rennes), Théâtre national de Strasbourg, Bonlieu-Scène nationale (Annecy), La Filature-Scène nationale (Mulhouse) , Tandem Arras/Douai – Scène nationale (Douai), Le Parvis Scène nationale de Tarbes-Pyrénées, CDN Orléans / Loiret / Centre (Orléans), Holland Festival (Amsterdam), Les Théâtres de la Ville de Luxembourg.

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France : 25 représentations sont prévues en Ile-de-France à Nanterre-Amandiers et au Théâtre de la Colline.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région apporte une aide d'un montant de 50 000 € sur une base subventionnable de 698 128 € correspondant à au budget de production de la Compagnie Friche 22.66 déduction faite de l'écart entre le montant demandé et le montant proposé.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	327 800,00	45,65%
Dépenses techniques	234 279,00	32,62%
Communication	12 641,00	1,76%
Coûts de structure	143 408,00	19,97%
Total	718 128,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la Culture et de la Communication – DGCA (acquis)	146 623,00	20,42%
Région Ile-de-France	70 000,00	9,75%
ADAMI, SPEDIDAM, SACD et autres sociétés civiles	35 000,00	4,87%
Cessions de spectacle (Nanterre-Amandiers et Théâtre de la Colline	147 725,00	20,57%
Coproductions (dont Théâtre de Vidy, Nanterre Amandiers, Théâtre de la Colline, Festival d'Automne...)	318 780,00	44,39%
Total	718 128,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	35 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010268

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LES RENDEZ VOUS DU LIEU - AIDE AUX PROJETS MUTUALISES JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains	39 589,00 €	27,79 %	11 000,00 €
	Montant Total de la subvention		11 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'AIR LIBRE
Adresse administrative : 4 T RUE DE LA TUILERIE
78490 GALLUIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MATHILDE LE BRAS, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 53802748300022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 13 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 13/04/2017

Présentation du bénéficiaire

Créée en 2007 par trois jeunes femmes comédiennes, Cécile Le Meignen, Laura Dahan et Julie Métairie, la compagnie de rue Les Fugaces se développe d'abord à Paris avec l'envie de partager les mots dans l'espace public et dans des lieux insolites. La compagnie crée d'abord « Elle(s) « puis en 2012, la compagnie monte son deuxième spectacle, un solo de théâtre musical, « Les ailes de Prune », destiné à être tous terrains et tous publics.
En 2012/13, la compagnie s'installe dans un petit village du centre des Yvelines, Galluis (1250 habitants). La Ville lui passe commande pour animer ses fêtes locales : la fête des Lumières en décembre puis la fête du village en juin. La compagnie s'y investit et fait de ces deux manifestations locales des évènements artistiques. Par ailleurs, la compagnie anime des stages et des ateliers théâtre avec des enfants et des adolescents du village. La compagnie mène sur ce territoire le projet « Escapade(s) » pour quatre villages des Yvelines qui voit se succéder dans la Haute Vallée de Chevreuse quatre résidences de création qui permettent d'imaginer quatre spectacles sous forme de promenade. Après le succès de ce projet, la compagnie porte sur ce territoire, en collaboration avec la Compagnie Les Armoires Pleines et la

Compagnie Caractère(s), un projet de rénovation du LIEU, ensemble de bâtiments situés sur la commune de Gambais mis à disposition de l'association l'Air Libre (qui représente les Fugaces) par la Mutuelle RATP. Autour de la réhabilitation des espaces, un collectif se constitue avec les trois compagnies et les habitants : « Les Gens du Lieu ». Le projet se développe autour de ces espaces : «Permettre à des habitants vivants en haute Vallée de Chevreuse, autour de la commune de Gambais, zone rurale et éloignée des pôles culturels, de se ménager un parcours artistique et d'aiguiser leur regard de spectateur ».

Projet mutualisé 2017

Dates : du 14 octobre au 16 décembre 2017

Lieux : Jouars-Pontchartrain, Gambais, La Queue-Lez-Yvelines, Bourdonné-Garancière

Prix : gratuit

Présentation du projet artistique :
Le projet proposé s'intitule « Les rendez-vous du Lieu ». Il s'agit de proposer aux habitants, sur le LIEU situé sur la commune de Gambais ou bien hors les murs dans les autres villages que sont Jouars-Pontchartrain et La Queue-lez-Yvelines des sorties de résidences. Pour les artistes, il s'agit de montrer le travail en cours, étape précieuse et constructive. Les équipes attendues sont la Compagnie Un pied sur la planche, Riquet Jug Band, Beth Anna Hynum, Caractère(s) et Toiles Cirées. Ces sorties de résidences constituent un parcours artistique au long cours où les habitants découvrent le processus de création et sont invités à se positionner au travers d'échanges et de médiations qui ont lieu à la suite des sortie de résidence. Ces rendez-vous touchent un public intergénérationnel qui va de 25 à 300 spectateurs en fonction des représentations. Ce public vient de Gambais et dans un rayon de 30 kilomètres alentours. Cette « saison » sur le territoire est le volet d'une démarche qui s'appuie sur le LIEU de création, équipement mutualisé et lieu de résidence ouvert. Le projet « Les rendez-vous du Lieu » contribue au travail de territoire que la Compagnie Les Fugaces mène dans les Yvelines : « imaginer une vie artistique et culturelle de qualité et de proximité ».

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable est de 39 589 € est correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Budget prévisionnel

CHARGES		%	PRODUITS	S sollicité A acquis		%
DEPENSES ARTISTIQUES	**18 234 €**	**45%**	**SUBVENTIONS ETAT**		**5 000 €**	**12%**
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) : Equipes artistiques des Rendez-vous du Lieu + Equipe de création du spectacle *Vivants*	**12 100 €**		*DRAC ile de France : Sous Direction de l'Action Territoriale (subvention totale : 10 000 euros / Part reservée aux résidences de créations dans les établissements pour Vivants = 5000 euros)*	**S**	**5 000 €**	

Droits d'auteur	**800 €**					
Transport, hébergement, restauration, défraiements	**5 334 €**		**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**31 000 €**	**76%**
			<u>Région Ile-de-France</u> **<u>Aide au projet mutualisé</u>**		**12 000 €**	**30%**
			<u>Région Ile-de-France</u> **<u>Autre dispositif</u>**			
DEPENSES TECHNIQUES ET LOGISTIQUES	**11 300 €**	**28%**	**<u>Départements</u>** (préciser lesquels) Conseil départemental des Yvelines	S	*7 500 €*	
Personnel (salaires + charges sociales) (préciser les postes) : regisseurs / cuisinier / coordinateur	**7 450 €**		**<u>Les 5 Communes accuillant les rendez-vous du Lieu :</u>** Galluis Gambias La queue-Lez-Yvelines Jouars-Pontchartrain	A	**2 500 €**	
Transport, hébergement, restauration, défraiements	**1 850 €**		**<u>Les 4 communes accuillant les Avants-Premières de Vivants :</u>** Sonchamps, Hermeray, Bonnelles, Les Molières	S	**3 000 €**	
Honoraires			**<u>Parc Naturel Régional de la Haute Vallée de Chevreuse</u>**	S	**6 000 €**	
Locations (préciser)						
Locations matériel (blocs de puissance / son)	**500 €**		**SUBVENTIONS EUROPEENNES**		**0 €**	**0%**
Locations salle (préciser)			Préciser ……..			
Achats buvettes et réception des publics	**1 500 €**					
COMMUNICATION	**3 555 €**	**9%**	**AUTRES FINANCEMENTS**		**1 880 €**	**5%**
Conception impression	**2 255 €**		Fonds de soutien, autres aides (Préciser : ADAMI, SPEDIDAM, SACD, SACEM…) ……..			
Honoraires, Prestations : graphiste	**1 200 €**		Mécénat sponsoring : Crédit Mutuel / SAUR / petits commerçants locaux	A	**1 880 €**	
Personnel (salaires + charges sociales) : Chargée de communication Les Rendez-vous du Lieu			Autres (préciser) ……			
Frais postaux, télécommunications	**100 €**					

Autres (préciser)			**RECETTES PROPRES**		**2 709 €**	**7%**
COUTS DE STRUCTURE DANS LA LIMITE DE 30% DU BUDGET HORS VALORISATIONS	**7 500 €**	**18%**	Billetterie / Les recettes en billetterie sont concrètement remplacées par la participation à Prix libre et les recettes des bars liés aux événements		**2 000 €**	
Fournitures administratives	**600 €**					
Personnel (Salaires + charges sociales) Administratrice / Chargée de production / Chargée de communication	**8 392 €**					
Frais fixes de la compagnie (logiciels, assurance)	**666 €**					
Charges liées au Lieu de résidence	**3 650 €**		Dons, Cotisations, apports Association		**709 €**	
TOTAL CHARGES (1)	**40 589 €**	**100%**	**TOTAL PRODUITS (1)**		**40 589 €**	**100%**

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 600,00 €
2018	4 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	6 500,00 €
2015	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	6 500,00 €
	Montant total	13 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008748

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMMUNE DE BOULOGNE BILLANCOURT - FESTIVAL BBMIX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	59 820,00 €	16,72 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOULOGNE BILLANCOURT
Adresse administrative : 26 AVENUE ANDRE MORIZET
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre-Christophe BAGUET, Député-maire

N° SIRET : 21920012800011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 10/04/2017.

Présentation du bénéficiaire
Le service Musiques Actuelles de la ville de Boulogne Billancourt propose une programmation culturelle diversifiée, locale et internationale de groupes en développement ou de groupes confirmés, à travers différente manifestations musicales : tremplin amateurs, concerts à destination des lycéens, Le Festival BBmix est l'évènement majeur de la saison.

Présentation de la manifestation
Le Festival BBMIX existe depuis douze ans. Il associe à sa programmation des artistes émergents de genres musicaux divers (rock, pop, musiques improvisées…)et des premières parties locales, des vidéo-conférences, des expositions (tel « sticker Removal » présentant plus de 7500 pièces en 2016), des stands de présentation de labels indépendants, une brocante de disques … Le Festival passe également commande de créations (Fiasco, Synoork). Sur 2 jours il mobilise près de 750 spectateurs.
En 2016 BBmix a également proposé une programmation jeune public, qui a permis d'accueillir une quarantaine d'enfants de 3 à 12 ans avec leurs familles, en programmant Mimo The Make accompagné de deux films de Zdenek Miler : « Le Petit Chat Bleu » et « Sametka la Chenille ».
Le service Musiques Actuelles de la ville de Boulogne Billancourt s'attache toute l'année à accueillir des

groupes amateurs et à les accompagner artistiquement et dans leur développement. Le tremplin Go West permet au meilleur groupe local de se produire dans le cadre du festival BBmix.

Le festival BBmix est membre du Réseau 92 qui fédère la plupart des lieux et des initiatives Musiques Actuelles du département. Il est soutenu par la ville de Boulogne-Billancourt, le département des Hauts-de-Seine, et la Région île de France.

Projet 2017
Dates : Du 24 au 26 novembre 2017
Lieux : Carré Belle Feuille à Boulogne Billancourt

Programmation prévue :
En 2017, le Festival construit sa programmation sur 3 jours, et entend programmer 12 artistes, maintenant la ligne artistique qui est la sienne, à savoir l'association des genres musicaux, de groupes locaux, nationaux et internationaux, émergents et confirmés.
Action culturelle :
Le festival reconduit et renforce les actions culturelles en partenariat avec des établissements scolaires.
Il souhaite également maintenir et développer la Projection/Conférence au cœur de l'évènement permettant au public de découvrir ou d'approfondir quelques aspects artistiques, courants ou esthétiques des musiques actuelles.

Indicateurs de suivi 2016-2017

PROJET ARTISTIQUE	2016	2017
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	10	12
Nombre d'équipes artistiques émergentes	1	1
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	10	12
Nombre de représentations ou concerts	10+expo	12+expo

RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	2016	2017
Fréquentation	740 (2 jours)	

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 59 820€ et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- BOULOGNE-BILLANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	48 050,00	80,32%
Dépenses techniques / logistiques et sécurité	7 150,00	11,95%
communication	4 620,00	7,72%
Total	59 820,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide aux manifestations (Sollicité)	10 000,00	16,72%
Département des Hauts-de-Seine (sollicité)	6 000,00	10,03%
Ville de Boulogne-Billancourt (acquis)	31 500,00	52,66%
Recettes propres	12 320,00	20,60%
Total	59 820,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	7 760,00 €
2015	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	320 000,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	267 786,50 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	16 500,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
2016	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	400 000,00 €
2016	Manifestations littéraires	5 000,00 €
	Montant total	1 010 546,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009790

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMMUNE D'ORLY - ORLY EN FETE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	160 000,00 €	5,00 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORLY
Adresse administrative : BP 90054
94311 ORLY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Christine JANODET, Maire
N° SIRET : 21940054600269

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 10/04/2017.

Présentation du bénéficiaire
Le festival « Orly en fête », créé en 2015 par la direction de la culture de la ville d'Orly, a lieu chaque année le premier week-end de juin. Il lance une saison des Arts de la rue qui propose durant l'été des spectacles « Hors les murs » et accueille début août des représentations du festival Paris quartier d'été.
La diversité des Arts de la rue est représentée : Théâtre, danse, cirque, déambulation petites et grandes formes. Deux compagnies, ont également été accueillies en résidence de création : La compagnie Claire Ducreux (« Le Sourire du Naufragé » et « »Silencis ») et la compagnie Emergente avec « Déséquilibre passager ».
Le Festival programme gratuitement plus de quarante représentations dans 5 lieux de la ville. Il collabore avec le Centre culturel Aragon Triolet, les associations locales et les services municipaux qui peuvent mobiliser les familles.

Projet 2017

Dates : 8 jours, de 2 juin au 8 août 2017.
Lieux : Parc Méliès, Quartiers Aviateurs, Navigateurs, Pierre au prêtre, Square des Navigateurs à Orly.
Programmation prévue :

19 compagnies sont programmées pour 46 représentations d'esthétiques différentes : le cirque avec les compagnies Teater Tol, compagnie Long show, Théâtre de la Toupine et Elastic Man, le Théatre avec les compagnies : Fastoche production, Les Cubiténistes, Annibal et ses élèphants, Le collectif à moi tout seul Les batteurs de pavés, la danse avec la comagnie Eclats de rock, la musique et fanfares avec Pandore, Zabumba, Sambatuc, Tambourlingeurs et les marionnettes géantes de la compagnies Les Grandes Personnes.

Action culturelle :
Des actions de sensibilisations et des ateliers de percussions seront organisés avec les habitants à l'occasion de la parade participative des « géants d'Orly » par la compagnie les Grandes Personnes.

Indicateurs de suivi 2016-2017

PROJET ARTISTIQUE	2016	2017
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	22	21
Nombre d'équipes artistiques émergentes	-	-
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	22	21
Nombre de représentations ou concerts	48	46
RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	**2016**	**2017**
Fréquentation	6500	**-**

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 160 000€ et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	76 000,00	44,19%
Dépenses techniques/logistiques et sécurité	81 000,00	47,09%
Communication	15 000,00	8,72%
Total	172 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France -Aide aux manifestations (sollicité)	20 000,00	11,63%
Commune d'Orly (acquis)	152 000,00	88,37%
Total	172 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 800,00 €
2018	3 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	23 750,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	23 078,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	4 000,00 €
2016	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	18 000,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	47 250,00 €
2016	Terrains Synthétiques de grands Jeux	91 650,00 €
	Montant total	207 728,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009792

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL BRIARD - FESTI'VAL BREON

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	136 469,00 €	5,86 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL BRIARD
Adresse administrative : 32 RUE DES CHARMILLES
77610 LA HOUSSAYE EN BRIE
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur Jean Jacques BARBAUX, Président
N° SIRET : 20007287400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 10/04/2017.

Présentation du festival

La communauté de communes de val Briard festival a été créée en 2012 sur ce territoire semi rural dont il contribue à l'animation, il s'implante chaque année dans une nouvelle commune et propose une programmation de danse théâtre musique cirque (française et européenne) sous chapiteau, Il associe des associations de pratiques amateures et mène des ateliers d'initiation artistiques, il organise et finance le transport de 3000 scolaires et personnes âgées. De multiples partenariats sont établis avec les associations et structures sociales et médicosociales locales.

Ce festival est devenu le symbole de l'action culturelle de ce territoire rural dont la renommée et le rayonnement se sont étendus au niveau départemental et régional. La programmation repose sur une exigence de l'offre artistique accessible à tous les publics et présente des compagnies de toute l'Europe.

Edition 2017

Date : Du 21 avril au 21 mai.

Lieux : chapiteau de 300 places installé dans le centre médical et pédagogique de Neufmoutiers-en-Brie.

Programmation Elle augmente sensiblement avec 40 représentations de 9 compagnies : Cie Fanfare de rue qui présente une fanfare funk, la Cie Amin Théâtre sur 7 représentations de la création de théâtre et danse « Vole entre les 2 », la compagnie du Porte-voix sur 9 représentations scolaires de son spectacle musical « Quatuor à corps », la Cie Bacala avec 3 représentations du spectacle de clown poétique « Pss pss »…

La quasi-totalité des spectacles sont gratuits à l'exception de ceux organisés par Act Art dont le tarif varie de 4 à 12 €.

Actions culturelles :
80 personnes d'une dizaine d'associations culturelles du Val Briard participent à la création d'un spectacle sous la direction de l'Amin Théâtre sur le thème de la nature. Des rencontres sont proposées à l'issue des représentations scolaires. Des ateliers de découverte et perfectionnement sont proposés : initiation au beat box, danse hip hop, théâtre, écriture, jeu masqué et cirque. Un partenariat est mené avec le centre médical et pédagogique pour les adolescents de Neufmoutiers, qui se produiront sur scène et assisteront aux représentations du festival.

Indicateurs de suivi 2016-2017

PROJET ARTISTIQUE	**2016**	**2017**
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	7	9
Nombre d'équipes artistiques émergentes	4	4
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	9	11
Nombre de représentations ou concerts	26	40
RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	**2016**	**2017**
Fréquentation	5 000	8 000

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique : SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA

Calcul de la base subventionnable

La base subventionnable s'élève à 136 469 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Plan de financement prévisionnel

CHARGES	€ HT	%	PRODUITS	S sollicité A acquis	€ HT	%
DEPENSES ARTISTIQUES	84 549 €	50%	**Région Ile-de-France Aide aux festivals**	**S**	**40 000 €**	**24%**
DEPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITE	41 900 €	25%	Département 77	¨ S	15 000 €	**9%**
COMMUNICATION	7 520 €	4%	Communauté de communes du Val Briard	A	103 469 €	**61%**
COUTS DE STRUCTURE	34 500 €	20%	Caisse des dépôts	A	10 000 €	**6%**
TOTAL CHARGES	**168 469 €**	**100%**	**TOTAL PRODUITS**		**168 469 €**	**100%**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €
2018	3 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Politique de l'eau-Investissement	21 463,20 €
	Montant total	21 463,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009797

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMMUNE DE SURESNES - FESTIVAL DES VENDANGES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	222 745,00 €	6,73 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SURESNES
Adresse administrative : 2 RUE CARNOT
92151 SURESNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian DUPUY, Maire

N° SIRET : 21920073000014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 10/04/2017.

Présentation de la manifestation

Créé il y a 30 ans le Festival des Vendanges vise à promouvoir les nouvelles pratiques artistiques et les artistes émergents tout en recherchant la participation des habitants. Il est un des volets de la politique culturelle de la Ville de Suresnes qui s'appuie sur les partenariats entre les différents projets et équipements du territoire ainsi que sur l'ouverture sur l'art dans toutes ses formes et sur tous les publics. Pluridisciplinaire, le Festival présente principalement des arts de la rue fin septembre début octobre, après les vendanges d'un des plus importants vignobles d'Ile-de-France situé sur le Mont Valérien qui produit un vin blanc sec et fruité selon les principes de la viticulture raisonnée. Le festival, gratuit pour le public, est devenu l'un des grands rendez-vous des arts de la rue en Ile-de-France. Il mêle propositions professionnelles et amateurs et rassemble environ 20 000 spectateurs. Il est en régie directe de la Ville et bénéficie du soutien du Département des Hauts-de-Seine et de différents mécènes. La Région Ile-de-France a soutenu le Festival en 2015 et 2016 pour l'accueil en résidence du collectif Tada Machine.

Projet 2017

Dates : du 5 au 15 octobre 2017
Lieux : Suresnes (Parcs, cour de la Cité Jardin, avenues, cour d'école…)

Programmation : La 34ème édition du Festival des Vendanges a pour thématique « Demain commence hier », visant à s'interroger sur l'homme d'hier et l'homme de demain. Cette interpellation intergénérationnelle fait la part belle aux artistes émergents sans oublier les pionniers des arts de la rue. Parmi les jeunes artistes, sont programmés la Compagnie Melocoton, Midi à l'Ouest, la Compagnie Tout en vrac, Une peau rouge ou La débordante. Un déambulatoire musical est proposé par la compagnie Celestroi. La compagnie Adhok propose « L'envol » dans l'espace public tandis que la compagnie Les batteurs de pavé monte un « Germinal » pour le jeune public. D'autres compagnies sont présentes : Le Samu, Kumulus, Le ratatouille théâtre, la Compagnie Des lions pour des lions, Ginkgoa, Gren sémé, Adèle Chignon, Rode bloom, La rotative, La compagnie en rang d'oignons ou Action d'espace.
Action culturelle :
Le collectif Tada Machine conduira plusieurs actions de sensibilisation visant à faire connaitre le festival mais aussi à développer la pratique artistique et à sensibiliser à la question du développement durable par le réemploi de matériaux. La compagnie En rang d'Oignons mobilisera des habitants pour la réalisation d'une broderie en lien avec une collecte de témoignages. De nombreux autres ateliers sont prévus au sein des différentes structures socio-culturelles de la ville : fabrication d'une navette spatiale par les étudiants du Lycée professionnel Louis Blériots, des valises seront réalisées avec le Musée d'histoire urbaine et sociale de la ville…
Indicateurs de suivi 2016-2017

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 222 745 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	100 500,00	38,99%
Dépenses techniques	92 700,00	35,97%
Communication	12 500,00	4,85%
Coûts de structure	52 045,00	20,19%
Total	257 745,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat DDCS (acquis)	5 000,00	1,94%
Région Ile-de-France	50 000,00	19,40%
Département 92 (sollicité)	30 000,00	11,64%
Mécénat	70 000,00	27,16%
Recettes propres (budget de la Ville – acquis - et recettes boutiques)	102 745,00	39,86%
Total	257 745,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 500,00 €
2018	4 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	4 050,00 €
2014	Jardins solidaires en Ile de France	1 230,75 €
2014	Soutien régional en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	8 300,00 €
2015	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	13 000,00 €
2015	Aide au patrimoine non-protégé d'intérêt régional – projet de valorisation patrimoniale	10 185,00 €
2016	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	10 000,00 €
2016	Construction et aménagement de médiathèques	289 680,60 €
2016	E-administration	25 000,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	23 288,00 €
	Montant total	384 734,35 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009800

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMMUNE DU BLANC MESNIL - VARIATIONS SYMPHONIQUES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	257 000,00 €	3,89 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU BLANC MESNIL
Adresse administrative : PLACE GABRIEL PERI
93156 LE BLANC-MESNIL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Thierry MEIGNEN, Maire

N° SIRET : 21930007600011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 10/04/2017.

Présentation de la manifestation
La Ville du Blanc-Mesnil souhaite initier un nouveau festival musical en plein air, gratuit pour le public, avec l'ambition de démocratiser la musique classique auprès du plus grand nombre, en la présentant au cœur de la ville, dans un parc urbain de 24 hectares.
Le projet s'inspire et sera monté en partenariat avec la société Production 114 qui produit le festival "Un violon dans le sable" à Royan en Charente-Maritime qui propose des concerts symphoniques classiques en plein air.

Projet 2017
Dates : 17 juin, 23 juin, 24 juin, 22 et 29 juillet, 5, 12 et 19 août, 1er septembre 2017
Lieux : Deux pièces cuisine, parc urbain, place de l'hôtel de ville au Blanc-Mesnil

Programmation prévue : 10 concerts au total
Le Deux pièces cuisine, salle de musiques actuelles, est associé à l'organisation de la manifestation et proposera plusieurs artistes en jazz, rock et chanson : Bruno Angelini et son quartet Instant Sharings,

Louis Sclavis, Mardel Plata, Sixties Memory, ARPEJ, jeunes groupes de chansons issus du label Mégaphone : Dantone, Maud Octallinn, Martin Luminet.
La soirée intitulée « Symphonie sur l'herbe » qui se déroulera le 1er septembre au sein du parc urbain du Blanc-Mesnil est conçue avec la société V, sous la direction artistique de Jérôme Pillement, chef d'orchestre et directeur musical, depuis 1992, du festival « Un Violon sur le Sable » à Royan, du festival « Folies d'O », dédié à la comédie musicale et à l'opérette, depuis 2007 et d'Opera Junior à Montpellier depuis 2009.
Le programme artistique de cette soirée dédiée principalement à la musique classique est en cours de définition (extraits d'œuvres de Rossini, Berlioz, Debussy, Wagner…) ; il sera joué par l'orchestre symphonique d'Un violon sur le sable avec plusieurs invités solistes parmi lesquels : la mezzo-soprano Héloïse Mas (révélation classique de l'Adami 2014), EPI, Hrachya Avanesyan, Lorenzo Gatto & Yossif Ivanov de Trilogy, le pianiste François-René Duchâble, le chorégraphe et danseur de salsa Julien Cogordan etc.

Action culturelle :
Des animations sont prévues au pied des immeubles, des rencontres avec les artistes, des visites de structures culturelles nationales seront proposées aux enfants.
Les élèves de la classe jazz du conservatoire à rayonnement départemental participeront à un projet avec Bruno Angelini, dans le cadre d'un projet coordonné par le Deux pièces cuisine.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 257 000 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	320 500,00	92,36%
Dépenses techniques / logistiques / securité	1 500,00	0,43%
Communication	25 000,00	7,20%
Total	347 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aides aux manifestations (sollicité)	100 000,00	28,82%
Ville du Blanc Mesnil (sollicité)	97 000,00	27,95%
Mécénat	150 000,00	43,23%
Total	347 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	40 412,73 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	30 218,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	854 123,10 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 310 379,00 €
2014	"Plan Piscines Régional"	1 686 341,74 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	5 000,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	206 940,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	22 600,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	40 703,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	27 685,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	130 500,00 €
	Montant total	2 803 560,83 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008719

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 104 CENT QUATRE - FESTIVAL IMPATIENCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	309 309,00 €	9,70 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65738-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 104 CENT QUATRE
Adresse administrative : 104 RUE D'AUBERVILLIERS
75019 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur JOSE-MANUEL GONCALVES, Directeur

N° SIRET : 50837292700014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 12 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 12/04/2017.

Présentation du bénéficiaire
Etablissement artistique de la Ville de Paris, situé dans le 19e arrondissement, le CENTQUATRE est tout à la fois un espace de résidences, de production et de diffusion ouvert au public.
Avec près de 40 000 m², il a pour ambition d'offrir une programmation pluridisciplinaire populaire, contemporaine et exigeante, tout en étant un lieu de vie avec des commerces, des espaces consacrés aux pratiques artistiques amateurs et à la petite enfance.
Son budget global atteint 14 millions d'euros dont 50% de masse salariale. Il est financé à 19% par des recettes propres et à 64% par des subventions et apports publics, au premier rang desquels la Ville de Paris qui apporte entre 4,3 millions d'euros annuels et le Département de Paris pour 4 millions d'euros.
Le Centquatre reçoit par ailleurs des aides ponctuelles d'autres partenaires publics : Département de la Seine-Saint-Denis (parcours art et culture au collège), DRAC, Rectorat de Créteil, DRJSCS.
La Région Ile-de-France intervient également au titre de l'aide aux festivals depuis 2013 pour le festival Impatience. En 2016, une aide au titre du développement économique a également été accordée.

Présentation de la manifestation
Initié en 2009 par L'Odéon-Théâtre de l'Europe et organisé depuis 2013 par le Centquatre en partenariat avec Télérama, le festival Impatience a pour vocation de promouvoir et de faire découvrir des compagnies de théâtre émergentes aux professionnels (programmateurs et journalistes) et au grand public. Le festival permet ainsi de donner à voir les nouvelles formes de création contemporaine et le renouvellement artistique.
Depuis 2013, le Centquatre s'est associé à d'autres théâtres et lieux de spectacles d'Ile-de-France principalement, qui co-organisent le festival (La Colline, Théâtre du Rond-Point) ou qui participent au jury de sélection. Un véritable réseau de lieux partenaires s'est ainsi développé au fil des années. Il rassemble 8 lieux situés à Paris, mais aussi Saint-Ouen, Tremblay-en-France, Cergy-Pontoise, Saint-Quentin-en-Yvelines, Vitry, Alfortville. Ces lieux sont membres du jury et s'engagent à diffuser le spectacle lauréat du prix Impatience. Ils peuvent aussi accueillir des résidences de création ou bien des rencontres avec les professionnels et le public.
A l'échelle nationale, le festival s'appuie également sur plusieurs agences régionales de spectacle vivant (OARA Aquitaine, ODIA Normandie, Spectacle vivant en Bretagne, Réseau en Scène Languedoc-Roussillon), qui sont partenaires de l'opération et qui promeuvent à cette occasion leurs jeunes artistes régionaux. Par ailleurs, depuis 2016, des théâtres sont également venus renforcer le réseau des partenaires de diffusion du festival : les théâtres départementaux de La réunion, le Tu Nantes, le Théâtre Sorano de Toulouse.
Depuis 2016, un partenariat associe Impatience au festival d'Avignon qui offre une diffusion au spectacle lauréat du prix Impatience.
Le festival propose une programmation riche d'une dizaine de pièces de théâtre, sélectionnées sur un appel à projets qui reçoit entre 200 et 400 candidatures par an. Les compagnies candidates doivent être professionnelles, relever du champ théâtral contemporain, avoir déjà diffusé entre une et quatre créations, et proposer une création récente.
Chaque spectacle sélectionné est présenté au minimum deux fois ; le festival se déroule pendant une dizaine de jours en présentant des soirées doubles avec deux spectacles, soit une vingtaine de représentations.
Trois prix sont décernés : le prix du public, le prix du jury (prix Impatience), qui assure au spectacle primé une série de représentations dans les lieux partenaires du festival et le prix des Lycéens (créé en 2014), remis par une quinzaine d'élèves issus de plusieurs établissements de la région.
Le festival recueille un succès croissant tant auprès des programmateurs, de la presse que du grand public, attirant notamment un public jeunes issus de lycées et d'écoles de théâtre, soit 2 880 spectateurs en 2016 (dont 200 professionnels) et un taux de remplissage de 100%. La manifestation est désormais repérée comme un temps fort dédiée à l'émergence théâtrale.
Des projets d'actions culturelles sont également menés en fin de festival : rencontres avec les artistes, ateliers, rencontres avec les enseignants, en sus du jury des lycéens qui s'est renforcé ces dernières années avec une quinzaine de jeunes issus de différents établissements de toute l'Ile-de-France qui assistent à l'intégralité du festival et qui attribuent un prix des lycéens.

Projet 2017
Dates : du 6 au 22 décembre 2017 (9ème édition)

Lieux : le Centquatre, la Gaîté Lyrique, le T2G – Théâtre de Gennevilliers

Programmation prévue :
8 à 10 spectacles tous réalisés par des compagnies de théâtre émergentes seront sélectionnés en juin prochain par le jury du festival à l'issue de l'appel à projets lancé en décembre 2016, sur 230 spectacles proposés. Près de 25 représentations seront programmées.
Trois prix seront remis : le Prix du Jury, le Prix du public et le Prix des Lycéens.
Le spectacle lauréat du Prix du Jury bénéficiera d'une tournée dans les lieux partenaires de l'opération, soit une quinzaine de représentations dans toute la France dont une majorité en Ile-de-France.
Le spectacle lauréat du Prix des Lycéens bénéficiera d'un nouvel accompagnement par le Pôle culturel d'Alfortville la saison suivante.
Enfin, le festival impatience souhaite pouvoir proposer des résidences de productions chez les partenaires

franciliens du réseau afin de proposer davantage d'actions culturelles sur le territoire.

Action culturelle :
Le Prix des lycéens sera reconduit en partenariat avec le Pôle culturel d'Alfortville, nouveau venu dans le cercle du réseau de lieux associés au festival. Des lycées du Val-de-Marne, de Paris, des Hauts-de-Seine et de la Seine-Saint-Denis seront sollicités, et notamment : Lycée Charles de Foucauld (Paris 18e) ; Lycée Balzac (17e) ; Lycée Victor Hugo (3ème) ; Lycée Evarist Galois (Noisy-le-Grand) ; Lycée Jean-Jaurès (Montreuil) ; Lycée Paul Lapie (Courbevoie).
Des actions culturelles seront également proposées dans le cadre d'une résidence de compagnie.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 309 309 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	93 432,00	28,37%
Dépenses techniques / logistiques et sécurité	149 577,00	45,42%
Commmunication	25 600,00	7,77%
Coûts de structure	60 700,00	18,43%
Total	329 309,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide aux festivals (sollicité)	50 000,00	15,18%
SACD	10 000,00	3,04%
Apport Agences Régionales	22 000,00	6,68%
ADAMI	12 000,00	3,64%
Recettes propres	235 309,00	71,46%
Total	329 309,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	18 000,00 €
2018	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Aides aux manifestations culturelles	15 000,00 €
2014	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Fonctionnement	45 000,00 €
2014	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Investissement	92 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	25 000,00 €
2015	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Fonctionnement	65 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2016	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Fonctionnement	57 000,00 €
	Montant total	319 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009826

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ETABLISSEMENT PUBLICS DE LA REUNION DES MUSEES NATIONAUX ET DU GRAND PALAIS DES CHAMPS ELYSEES - BAL POUR LE TEMPS PRESENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	227 924,00 €	17,55 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65738-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RMN ETABLISSEMENT PUBLICS DE LA REUNION DES MUSEES NATIONAUX ET DU GRAND PALAIS DES CHAMPS ELYSEES
Adresse administrative : 254 RUE DE BERCY
75012 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame SYLVIE HUBAC, Présidente

N° SIRET : 69204158500583

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 10/04/2017.

Présentation de la manifestation
En hommage à l'une des œuvres phares de Maurice Béjart, sur une musique de Pierre Henry, Messe pour le temps présent, la Réunion des musées nationaux-Grand Palais et José Montalvo, directeur de la Maison des Arts de Créteil organiseront dans la Nef du Grand Palais, une manifestation qui devrait accueillir cinq à six mille participants. « Nef pour le temps présent » est un grand événement festif et gratuit, destiné à illustrer la jeunesse d'aujourd'hui dans sa diversité. Il s'organise autour de deux temps forts, invitant le public à passer du statut de spectateur à celui d'acteur de la soirée :
- La réinterprétation par huit chorégraphes, accompagnés de 160 danseurs amateurs d'excellence, venus des huit départements l'Ile de France, du ballet mythique de Maurice Béjart, Messe pour le temps présent,

célébrant la jeunesse de son époque, créé au festival d'Avignon en 1967 sur une musique de Pierre Henry, père de la musique électro-acoustique en France. Les huit chorégraphies, outre la version originale de Béjart et la reprise de Hervé Robbe, présenteront des variations contemporaine, hip-hop, africaine, etc.
- Un grand bal du 14 juillet réinventé, témoin de toutes les influences de la danse, porté par 240 ambassadeurs, de tous âges, issus de quartiers politique de la ville, qui inviteront le public à « entrer dans la danse ».
Cet événement innovant s'inscrit dans la mémoire de la danse, de la musique et de la fête nationale.
Le projet est soutenu par le ministère de la culture, la DRAC Ile-de-France, la Métropole du Grand Paris, et la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale et reçoit également le soutien de deux Fondations (Hermès et SNCF).

Projet 2017

Dates : 13 juillet 2017
Lieux : Grand Palais pour la manifestation et Sénart, les Mureaux, Verrière le buisson, Nanterre, Neuilly-Plaisance et Groslay pour le travail en amont.

Programmation prévue :
Les groupes de participants amateurs d'excellence présenteront à plusieurs reprises sous la Nef du Grand Palais les réinterprétations de la « messe pour le temps présent » de Maurice Béjard. Le chorégraphe Sylvain Groult travaillera une version contemporaine avec un groupe constitué en lien avec le Théâtre de Sénart (77), Merlin Nyakam une version africaine avec un groupe constitué en lien avec le Conservatoire à Rayonnement Communal Gabriel Fauré des Mureaux (78), Chantal Loïal une version afro-antillaise avec un groupe constitué avec l'association TU Danse de Verrière le Buisson (91), Warenne Adien une version krump avec un groupe constitué en lien avec la Maison Daniel Ferry Nanterre (92), Fouad Hammani travaillera dans deux départements une version hip-hop avec des groupes constitués en Seine-Saint-Denis (Ecole Heman) et dans le Val d'Oise (école l'art et la manière de Groslay). Enfin la chorégraphe de danse contemporaine Kaori Ito travaillera avec un groupe de séniors de Créteil.

Action culturelle : Outre la présentation des 10 versions de la messe pour le temps présent, la manifestation sera également un grand bal, animé par 240 ambassadeurs, issus de quartiers « Politique de la ville » des 3 départements de la petite couronne et de Paris. Ces ambassadeurs de la danse seront formés dans les jours précédant le bal par une vingtaine de chorégraphes, à des gestes, attitudes et mouvements chorégraphiques, de manière à inviter le public à « danser ».

Indicateurs

PROJET ARTISTIQUE	2016	2017
Nombre total d'artistes professionnels	-	9
Nombre d'artistes professionnels émergents	-	2
Nombre de spectacles	-	10
Nombre de représentations ou concerts	-	10 (minimum)
RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	**2016**	**2017**
Fréquentation	**-**	6000 (objectifs)

Budget prévisionnel du projet

CHARGES	€ HT	PRODUITS	€ HT
DEPENSES ARTISTIQUES (SCENOGRAPHIQUE)	79 628	Ministère de la culture/DRAC (acquis)	130 000

DEPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITE	108 296	Région Ile-de-France (sollicité)	40 000
COMMUNICATION	40 000	Fondations	45 000
		Apport RMN	10 000
TOTAL DES CHARGES	**227 924**	**TOTAL DES PRODUITS**	**227 924**

VALORISATION DU PARTENARIAT AVEC LA MAC			
CHARGES	€ HT	PRODUITS	€ HT
TOTAL PARTENARIAT (Dépenses artistiques)	167 076	TOTAL PARTENARIAT (subventions DRJCS, Métropole du Grand Paris)	167 076

TOTAL DES CHARGES DU PROJET (valorisation comprise)	**395 000**	**TOTAL DES PRODUITS DU PROJET (valorisation comprise)**	**395 000**

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 262 341€ et correspond au montant du budget prévisionnel du projet (hors valorisation).

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	24 000,00 €
2018	16 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003543

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : L'ESTIVAL ST GERMAIN EN LAYE - FESTIVAL L'ESTIVAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	401 300,00 €	2,49 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ESTIVAL ST GERMAIN EN LAYE
Adresse administrative : 4 RUE GIRAUD TEULON
78100 ST GERMAIN EN LAYE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel NERY, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 35377914300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 12 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 12/04/2017.

Présentation de la manifestation
Crée en 1988, d'une volonté de faire vivre l'ouest parisien, l'association compte aujourd'hui 200 membres qui ont pour objectifs commun la défense de la musique et la chanson francophone sous toutes ses formes, en soutenant des artistes prometteurs, aux côtés des grands noms ou lors des Vitrines découvertes. Chaque année est également présenté un spectacle jeune public. Le Festival mobilise ainsi 29 000 spectateurs pour près de 45 concerts.
Dans cette dynamique, l'Estival a participé à la création de la Fédération des Festivals de la Chanson francophone. L'association fait également partie de l'Académie Charles Cros avec qui elle partage l'envie de préserver toutes les sensibilités sonores.
Tous les ans, l'équipe de l'Estival met en lumière le travail d'une association humanitaire ou caritative en lui apportant soutien médiatique et financier.
Des ateliers autours des textes et de la langue français, des rencontres avec des artistes sont organisés avec des collèges et lycées partenaires.
Le Festival est soutenu par la ville de Saint Germain En Laye, le ministère de la culture et de la

communication et la région Île-de-France.

Projet 2017
Dates : Du 22 septembre au 07 octobre
Lieux : Saint Germain En Laye, Le Vesinet, Le Pecq, Le Poissy

Programmation prévue :
45 spectacles seront programmés sur 2 semaines. Une vingtaine de spectacles dont au moins 6 créations sont pour le moment annoncés : Olivia Ruiz, Raphael, Basha Slavinski. Se côtoient des concerts de chanson française tels que Tryo ou Catherine Lara et des spectacles-performances comme Mickael Gregorio.
Cette programmation francophone est présentée autour de concerts associant des premières parties à une tête d'affiche, ou bien des doubles plateaux

Action culturelle :
Les spectacles dédiés au jeune public fédèrent de nombreuses écoles.
Le Lycée Les Pierres Vives de Carrières-sur-Seine (78) est accompagné par une équipe pédagogique, composée d'enseignants bénévoles, qui encadrent les élèves sur le terrain du Festival. Ainsi ils participent aux différentes activités de montages scéniques, d'éclairage et de sonorisation des spectacles.
Le Festival met aussi en place avec d'autres établissements des Ateliers d'Ecriture avec des slameurs, pour plus de 180h d'intervention. Un partenariat avec l'Académie Charles Cros leur permet d'intervenir au sein de différents lycées.

Indicateurs de suivi 2016-2017

PROJET ARTISTIQUE	2016	2017
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	45	48
Nombre d'équipes artistiques émergentes	20	22
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	45	46
Nombre de représentations ou concerts	45	48

RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	2016	2017
Fréquentation	**29000**	**30000**

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 401300€ et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	234 000,00	56,89%
Dépenses techniques / logistiques et sécurité	52 500,00	12,76%
Communication	41 800,00	10,16%
Coûts de structure	83 000,00	20,18%
Total	411 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la culture et de la communication (acquis)	30 000,00	7,29%
Région Île-de-France - Aide aux manifestations (sollicité)	20 000,00	4,86%
Département des Yvelines (sollicité)	20 000,00	4,86%
Commune de Saint Germain en Laye (Acquis)	100 000,00	24,31%
ADAMI	10 000,00	2,43%
SACEM	10 000,00	2,43%
SPEDIDAM	20 000,00	4,86%
CNV	10 000,00	2,43%
Mécénat	81 300,00	19,77%
recettes propres	110 000,00	26,74%
Total	411 300,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
	Montant total	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003547

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PLUS DE SONS- FESTIVAL ROCK EN SEINE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	3 645 000,00 €	16,46 %	600 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION PLUS DE SONS
Adresse administrative : 15 RUE DU LOUVRE
75001 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANCOIS MISSONNIER, Président
N° SIRET : 45068455000020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 09/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du 1er janvier 2017.

Présentation générale

Le Festival Rock en Seine est une manifestation, d'ampleur régionale voire internationale créé en 2003, sur le domaine national de Saint Cloud. Il dispose d'une forte visibilité, d'une programmation artistique riche et diversifiée, principalement pop rock électro, rap.... Son Président en est le créateur et reste le directeur artistique du festival.

Outre la Région Ile de France, principal partenaire depuis l'origine, le festival a 7 partenaires institutionnels (Ville de Saint-Cloud, Centre des Monuments nationaux, RATP, SACEM, CNV et CRT) et des partenaires privés (Kronenbourg, SFR, Fnac, Danone, Bic, Médiamétrie…). La programmation réunit têtes d'affiches, groupes en développement et artistes émergents.

En termes de retombées économiques directes, le festival réalise 246 embauches directes et 1000 en incluant les prestataires. Près de 25% des dépenses sont fléchées sur des entreprises régionales. Les retombées indirectes sont estimées à plus de 10 millions d'euros (45 800 personnes venues spécifiquement en Ile de France sur la base de moyenne de dépenses quotidiennes établies par le CRT).

Le partenariat avec la Région Ile de France repose sur les axes suivants :

Depuis 2016, est apparue une forte concurrence dans le milieu français des Festivals de musiques actuelles et amplifiées qui a pour conséquence notamment d'affaiblir l'économie des festivals Franciliens. A moins de deux mois de la tenue de Rock En Seine, il ne s'agit pas de fragiliser son édition 2017 et, de fait, de déstabiliser les nombreuses personnes qui y travaillent. Des garanties ont été données à la région sur le maintien de la tarification sociale, la programmation et l'émergence des Nouveaux Talents

franciliens, il est donc proposé, pour cette année, de maintenir le montant de la subvention à hauteur de 600 000 €. Néanmoins la Région sera attentive à l'avenir à tout changement de gouvernance du Festival et au respect de ces garanties.

Conformément aux dispositions du règlement européen et au regard du caractère exceptionnel du festival sur sa dimension artistique et culturelle, son envergure, la visibilité régionale, les retombées économiques comme touristiques, le soutien régional est renouvelé.

Ce soutien repose sur les principes d'intérêt général suivant que le festival s'engage à mettre en œuvre :
- favoriser une diversité artistique indépendante, valoriser l'émergence plus particulièrement de groupes franciliens
- valoriser la pratique musicale lycéenne
- rendre accessible le festival pour les personnes à mobilité réduite,
- proposer une tarification sociale pour les jeunes et minima sociaux (à hauteur de 6 000 places pour 2017)
- maintenir un tarif tous publics modéré en deçà de la tarification des grands festivals de même envergure.

Présentation du festival

a) **Le soutien à l'émergence artistique**

Outre une programmation de têtes d'affiches internationales, près de la moitié des artistes qui se produisent au festival sont au stade du premier album. La scène émergente francilienne occupe une place toute particulière dans la programmation avec les avant seine et la scène Région Ile-de-France.
Choisis par un jury de professionnels franciliens, attentifs aux dispositifs régionaux existants (Itinérance etc.), les artistes retenus chaque année bénéficient, en plus de leur passage sur une scène du festival, d'une forte exposition médiatique. C'est souvent l'occasion pour eux de se faire connaitre de professionnels et de médias, qui feront progresser leur carrière de manière significative.
Les avant seine propose une sélection de 6 artistes émergents français
La scène émergente francilienne présente 9 groupes parmi les meilleurs nouveaux talents de musiques actuelles en Ile-de-France, en s'attachant à proposer de nouvelles esthétiques comme le hip hop et la musique électronique.

b) **Stand et communication Région Ile de France**

Mis en place depuis 2010, le stand valorise la scène musicale francilienne et ses acteurs. Une nouvelle scénographie a été installée depuis 2016 avec un espace scénique, et un espace information animé par les réseaux franciliens des musiques actuelles. Le CRIPS y propose également une animation de prévention santé.
Véritable 5è scène du festival intégrée à la programmation générale du festival, la scène du stand Région Ile de France programme 9 artistes franciliens repérés avec les programmateurs de salles de musiques actuelles franciliennes, attirant une foule de plus en plus nombreuse chaque année

Un plan de communication particulier est mis en place afin d'assurer la visibilité de la Région partenaire principal du festival en lien avec les services régionaux.

c) **Le public lycéen**

Une nouvelle action de tremplin lycéens intitulée « Première Seine Rock en Seine» est destinée aux publics lycéens de la région à travers le maillage de divers opérateurs culturels (salles, associations…), avec une phase expérimentale en 2017.
Il est prévu de créer un espace dédié aux « adolescents » à côté du stand Région «le Summer Camp». Cet espace permettra d'étendre les actions de sensibilisation déjà mises en place par Rock en Seine, à l'ensemble des 12-17 ans présents sur le festival : encouragement et accompagnement des pratiques amateurs, découverte de l'environnement des concerts et des festivals, rencontres et échanges avec des professionnels de la musique, etc.

d) **Actions culturelles**

Les actions culturelles sont les suivantes : le Mini Rock en Seine propose des animations culturelles pour les 6-10 ans, le village des disquaires accueille les disquaires indépendants et labels franciliens avec un espace rencontre du CNV, une exposition d'affiche de 60 illustrateurs «Rock art», une sélection d'ouvrages de Bibliothèque Rock en collaboration avec la Ville de Saint-Cloud

c) **Accessibilité**

Des nouveaux points d'information, des prestataires d'accueil et d'accompagnement, des équipements auditifs, plateformes pour chaque scène et matériels adaptés sont mis en place pour les personnes en situation de handicap.

Depuis 2011, le tarif plein est maintenu pour le forfait 3 jours à 119 € et les places/jour et 49€. Une tarification réduite de 39€ est proposée à destination du public les moins favorisés (moins de 18 ans, étudiants, demandeurs d'emploi et bénéficiaires du RSA) sur un minima de 6 000 billets. Selon les éditions, le festival fait bénéficier de tarifications sociales supplémentaires en cas d'invendus.

Bilan 2016

Du 26 au 28 août 2016, la dernière édition a présenté 72 artistes internationaux, nationaux confirmés et émergents (50% de 1ers albums) s'y sont produit (Massiv Attacks, Cassius, Grand Blanc, Caravan, Palace Birdy Nam Nam, Iggy Pop, Jeanne Added...). 9 groupes franciliens se sont produits sur le stand Région Ile de France. Les attentats de 2015 ont entrainé une baisse de fréquentation en 2016 avec 108 000 festivaliers sur 3 jours.

Le Mini Rock en Seine a accueilli le jeune public des 6-10 ans, le village des disquaires a rassemblé les disquaires et labels franciliens indépendants et un espace rencontre du CNV, un espace exposition a exposé les affiches de 60 illustrateurs «Rock art», la Bibliothèque Rock présente des livres sur la musique en collaboration avec la Ville de Saint-Cloud, Rock en Clips (présentations des plus belles créations de l'année et jeux concours en partenariat avec Daily motion), des actions hors les murs avec des mini concerts et ateliers ont été organisés au forum des halles.

Le festival bénéficie d'une bonne exposition médiatique (Radio France, émissions en direct sur France Inter et Culture box, le Mouv, France 2, 20 minutes, Causette, Deezer avec une web radio Rock en Seine, GQ). Le festival compte 1 600 000 visiteurs sur le web, 115 000 contacts inscrits à la newsletter, dont une base qualifiée de 30 000 contacts professionnels, plus de 104 000 likers sur Facebook, plus de 31 500 suiveurs sur Twitter et 3 000 suiveurs sur Instagram.

Bilan financier 2016

Le bilan financier 2016 est au juste équilibre pour l'association Plus de sons et affiche un bénéfice de 213 509 € pour le producteur exécutif du festival Sas Garaca.

Le fond d'urgence de l'état a permis de compenser les pertes de billetterie de 200 000 €

Plus d'entrée en tarification sociale ont pu être proposées lorsque les réservations n'étaient pas complètes.

Indicateurs 2014 - 2016

PROGRAMMATION	**2014**	**2015**	**2016**
Nombre de groupes	57	66	72
Nb de groupes Avant-seine	6	6	6
Nb groupes franciliens stand et avant seine	12	14	13
ENTREES	**2014**	**2015**	**2016**
Concerts	120 000	120 000	108 000
Jeune public lycéens	5590	4180	6146
tarification sociale	6000	6000	8500*
Actions culturelles			
Mini Rock en seine	450	450	450
Exposition Rock art	35500	20280	33500

Village Disque	26000	21000	20500
Stand IDF	13200	13200	13200
Rencontres cnv	70	100	150
Exposition Forum halles			10 000
PROVENANCE DES PUBLICS	**2014**	**2015**	**2016**
ETRANGER	12900	12540	7024
FRANCILIENS HORS PARIS	38700	38665	34242
PARIS	31175	32395	27218
AURES REGIONS France	24725	20900	19316

Edition 2017
Cette quinzième édition anniversaire réunira, du 25 au 27 août 2017, une soixantaine de groupes et d'artistes confirmés et émergents, parmi les premières confirmations: PJ Harvey, The XX, Franz Ferdinand et Flume ; The Kills, Ty Segall, Mac DeMarco, The Pretty Reckless, At The Drive In, Jain, Cypress Hill, Frank Carter & The Rattlesnakes, Peter Peter, Fakear et Rone , Mø…

Un jury a sélectionné 6 artistes français émergents pour les « Avant-seine »: Adrien Soleiman, Theo Lawrence and the hearts, O, Kaviars special, Killason et Maestro. Le jury est composé de Nico Prat journaliste chez Rockyrama, Marion Gabbaï co directrice de l'agence My Favorite, Pascal Stirn directeur de la salle de concerts EMB à Sannois, François Missonnier directeur de Rock en Seine, et Gwenaëlle Kerboul chef de projets à Rock en Seine. Des concerts seront diffusés en partenariat avec Culture box.

Le stand régional abritera une scène et un espace d'information dédié aux musiques actuelles animé par les réseaux des musiques actuelles franciliens, et une animation de prévention organisée par le CRIPS.
Il est prévu de dédier aux adolescents un espace mitoyen au stand régional, « le summer camp » pour les 12-17 ans et d'y présenter le lauréat du tremplin lycéen, après auditions sur scènes des groupes sur 3 soirées organisées dans 3 structures franciliennes. Les groupes repérés par les salles se produiront devant un jury qui désignera le lauréat qui jouera à Rock Seine cet été. Des rencontres professionnelles et des interviews seront proposés à tous les participants du tremplin.

Le stand bibliothèque rock en partenariat avec la ville de Saint Cloud et le mini Rock en seine seront renouvelés, une exposition de photographies du studio Harcourt sera présentée, une création d'art graphique sera réalisée pour les adolescents avec l'association le Mur, 15 grapheurs décoreront les palissades in situ sur l'un des artistes programmés à Rock en Seine ses 15 dernières années. Un projet de vidéo artistique sera mené avec l'école Estienne. Des associations d'intérêt général seront accueillies.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois. La structure ayant déjà deux stagiaires en cours de conventionnement et ne peut dépasser le plafond légal.

Calcul de la base subventionnable : L'ensemble des dépenses prévisionnelles sont prises en compte moins différentiel du subventionnement régional est déduit de la base subventionnable.

Localisation géographique : SAINT-CLOUD **Contrat Particulier :** Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES CREDITS DE PAIEMENTS

Année	Montant
2017	360 000,00 €
2018	240 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	655 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	655 000,00 €
2016	Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"	40 000,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	600 000,00 €
	Montant total	1 950 000,00 €

PLAN PREVISIONNEL DE FINANCEMENT

DEPENSES EUROS HT	2017
PRODUCTION	
Domaine National de Saint Cloud	130 000 €
Site	1 000 000 €
Scènes (technique et contrats)	810 000 €
Sécurité	555 000 €
Accueil public	30 000 €
Frais généraux	110 000 €
Catering	190 000 €
TOTAL PRODUCTION	**2 825 000 €**
SERVICES DIVERS : Camping, merchandising, Chapiteau...	**340 000 €**
OPERATIONS CULTURELLES : Expositions, rock art, mini rock en Seine...	**130 000 €**
FONCTIONNEMENT	**380 000 €**
DIVERS ET IMPREVUS	**20 000 €**
IMPOTS / TAXES	
TOTAL DEPENSES	**3 695 000 €**

RECETTES EUROS HT	
Subvention Région Ile de France	655 000 €
Subvention Saint Cloud	55 000 €
Subvention Sacem	25 000 €
Fonds d'Urgence (cnv)	100 000 €
TOTAL Subventions publiques	**835 000 €**
TOTAL RESTAURATION & BUVETTES	**680 000 €**
PRESTATIONS PARTENAIRES	**100 000 €**
RECETTES SERVICES (camping / merchandising / chapiteau)	**180 000 €**
BILLETTERIE MG	**1 700 000 €**
RECETTES DIVERSES et MECENAT	**200 000 €**
TOTAL RECETTES	**3 695 000 €**

Les demandes de financement sont en cours.

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008721

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL DE CRETEIL ET DU VAL DE MARNE - FESTIVAL KALYPSO

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	380 041,00 €	5,26 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL DE CRETEIL ET DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : PLACE SALVADOR ALLENDE 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PHILIPPE BUQUET, Président

Date de publication au JO : 27 juin 1998

N° SIRET : 41987808700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 28 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 28/04/2017.

Présentation de la manifestation
Le festival est organisé depuis 2012 par le Centre Chorégraphique National de Créteil et du Val-de-Marne, en partenariat avec des villes et lieux partenaires qui couvrent, en 2017, 7 des 8 départements que compte l'Ile-de-France (Paris, Val-de-Marne, Seine-Saint-Denis, Hauts-de-Seine, Val d'Oise, Yvelines et Essonne) Au fil des éditions, le festival s'est déployé sur le territoire francilien en comptant pour chaque édition de nouveaux partenaires. Kalypso est devenu un des évènements phares de la danse hip-hop en Ile-de-France. Le Festival Kalypso est le prolongement du dispositif « Accueil Studio » du CCN, permettant ainsi aux compagnies accueillies un rayonnement et une diffusion plus large.
Vitrine de la jeune création de danse hip-hop, le festival programme également des chorégraphes reconnus au plan national et international, à commencer par Mourad Merzouki, directeur artistique du CCN.
Le festival touche un public très nombreux et très large (jeunes, professionnels, danseurs amateurs,

scolaires…), grâce notamment à une tarification le rendant accessible et aux actions culturelles menées avec les publics. La Fréquentation a progressé au fil des éditions, pour atteindre un niveau record en 2016 de plus de 33 500 spectateurs.
Outre la programmation de spectacles de compagnies hip-hop émergentes comme reconnues, le Festival organise de nombreuses rencontres avec les publics : notamment des ateliers d'initiation et de pratique, des ateliers de professionnalisation (master-class), des projections de documentaires dédiés à la danse ainsi que le Marathon de Danse, parcours au sein des différents établissements scolaires et des équipements socio-culturels du territoire.
Le Festival est soutenu par la Drac île de France, le département du Val de Marne, la Ville de Créteil, la Région Île de France.

Projet 2017
Dates : Du 3 novembre au 22 décembre 2017
Lieux : Le festival rayonnera dans 7 départements franciliens (94, 92, 93, 75, 78, 91, 95). Le Festival passe cette année de 14 à 20 lieux.
La MAC de Créteil – scène nationale, le studio du CCN, la Maison des Métallos de Paris, la Villette, la Halle Pajol, la scène nationale les Gémeaux de Sceaux, le Théâtre de la Nacelle à Aubergenville, Visages du monde à Cergy, l'Espace 1789 - scène conventionnée danse de Saint Ouen, l'Espace Renaudie d'Aubervilliers, le Théâtre Victor Hugo de Bagneux, le Théâtre Louis Aragon – scène conventionnée danse de Tremblay en France, le Théâtre des bords de scène de Juvisy-sur-Orge, le centre de danse Pierre Doussaint des Mureaux, l'Espace Michel Simon de Noisy le Grand, le Théâtre de Palaiseau, le Théâtre Paul Eluard – scène conventionnée à la diversité linguistique de Choisy-le-Roi et le Théâtre Romain Rolland – scène convention aux écritures contemporaines de Villejuif.

Programmation prévue :
Pour l'édition 2017 une quarantaine de compagnies de danse hip-hop, dont une quinzaine émergentes, une cinquantaine de spectacles (dont 4 premières en Ile-de-France) et 90 représentations irrigueront le territoire francilien tout au long du festival qui se déroulera pendant un peu plus d'un mois et demi.
Le Festival présentera des équipes artistiques franciliennes, françaises et internationales notamment provenant du Brésil et de la Colombie. Les compagnies émergentes auront leurs places dans les shows et Battle permettant aux publics et professionnels de les découvrir.
Deux spectacles « Pixel » et « boxe boxe brasil » de la compagnie Käfig / CCN de Créteil, des extraits et show de compagnies émergentes (Jessica Noita, Blask Sheep, Hors Paires, Ladies rock, Bandidas, Joseph Madoki, Drice, Kilai, YZ, Xuan Le, Kilai, FArido, Burn out, mazel Freten…) et d'autres compagnies et chorégraphes plus reconnus comme Mickaël Le Mer de la compagnie S'POART, Anthony Égéa de la compagnie Revolution, Amala Dianor, Bouba Landrille Tchouda de la compagnie Malka, le Wanted Posse, Iffra Dia, Andrew Skeel… seront programmés dans le cadre de Kalypso.

Action culturelle :
Le Festival développera un volume d'actions culturelles important de l'ordre de 300 heures et avec pour objectif de toucher 4000 participants (en 2016, l'action culturelle a représenté 200 heures et 3000 participants).
Comme à chaque édition, le festival organise le Marathon de la danse à Créteil dans plusieurs écoles et équipements socioculturels, touchant en tout près de 2.000 personnes.
Deux masters classes seront organisées, une dans le cadre d'atelier parents-enfants, et l'autre à destination des élèves du conservatoire de Créteil.
Des artistes iront à la rencontre d'élèves des écoles maternelles et primaires en amont des représentations.
Pour la première fois en 2017, les artistes investiront également les cours de collèges et lycées de Créteil pour des ateliers de pratique d'une heure autour de la danse urbaine.

Par ailleurs, d'autres actions culturelles initiées par les lieux qui accueillent des spectacles de Kalypso seront menées, notamment : - des ateliers de pratique amateur à Cergy Pontoise, une projection du film « Rio gravité zéro » au Théâtre du Blanc Mesnil en présence des danseurs de la pièce Agwa, une carte blanche cinéma à Mourad Merzouki au Théâtre Paul Éluard de Choisy-le-Roi, une Master-class pilotée

par Xuan Le au Centre danse Pierre Doussaint aux Mureaux.

Indicateurs de suivi 2016-2017

PROJET ARTISTIQUE	2016	2017
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	30	42
Nombre d'équipes artistiques émergentes	13	16
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	36	49
Nombre de représentations ou concerts	74	90
RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	**2016**	**2017**
Fréquentation	33591	45 000 (objectif)

Détail du calcul de la base subventionnable :
La base subventionnable s'élève à 380 041 € et correspond au montant du budget du projet déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	208 556,00	47,39%
Dépenses techniques / logistiques et securité	90 110,00	20,48%
Communication	141 375,00	32,13%
Total	440 041,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (Acquis)	20 000,00	4,55%
Consulat général de France au Brésil (Acquis)	8 000,00	1,82%
Région Île-de-France - Aide aux manifestations sollicité	80 000,00	18,18%
Département Val de Marne (acquis)	15 000,00	3,41%
Commune de Créteil (Acquis)	10 000,00	2,27%
Fonds de soutien/ONDA/Institut français/Funarte	14 000,00	3,18%
Mécénat	9 000,00	2,05%
Recettes propres	284 041,00	64,55%
Total	440 041,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €
2018	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	16 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	16 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	16 000,00 €
	Montant total	48 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008722

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FESTIVAL D'AUTOMNE PARIS - 46E EDITION DU FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	2 196 691,00 €	10,93 %	240 000,00 €
	Montant Total de la subvention		240 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FESTIVAL D'AUTOMNE PARIS
Adresse administrative : 156 RUE DE RIVOLI
75001 PARIS 01
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SYLVIE HUBAC, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 78439645900041

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 10/04/2017.

Présentation de la manifestation
Le Festival d'Automne à Paris est l'un des plus importants festivals d'arts vivants en Europe. Créé en 1972 par Michel Guy, afin de promouvoir la création internationale, il mêle plusieurs disciplines : théâtre, danse, musique, dans une vision interdisciplinaire avec le cinéma et les arts plastiques.

Il a été dirigé par Alain Crombecque de 1992 à 2009 puis par Emmanuel Demarcy-Mota. Sa direction artistique est assurée par Marie Collin et Joséphine Markovits.
La programmation ne se limite pas au seul territoire parisien et il a noué depuis de longues années des partenariats avec des lieux culturels franciliens (avec 26 lieux à Paris et 14 en Ile-de-France en 2015). Le festival rayonne au niveau local, régional, national et international.

La programmation, pluridisciplinaire, propose des œuvres de création contemporaine internationales, présentant des artistes très confirmés ainsi que des créateurs émergents. Le festival produit, coproduit et diffuse chaque année plus de 50 spectacles pour plus de 400 représentations.
Le festival compte en 2016, 273 043 spectateurs (dont 128 343 pour le spectacle vivant)et a proposé 6 projets d'éducation artistique et culturelle dont 2 à destination des lycéens.
Le Festival d'Automne dont le budget est de 4 601918 € est soutenu en premier lieu par le ministère de la Culture et de la Communication, la Ville de Paris, la DRAC Île-de-France et la région Île-de-France. Les subventions publiques représentent 55% des financements. Il reçoit également le soutien des sociétés civiles et de divers partenaires dans le cadre du mécénat qui représente 15% du budget.

Projet 2017
Dates : 13 septembre au 31 décembre 2017
Lieux :
24 lieux à Paris et 21 lieux en Région Île-de-France

Programmation prévue :
69 propositions de 39 artistes étrangers et 21 artistes français soit : 27 spectacles de théâtre, 20 de danse, 12 projets musicaux, 3 expositions, 4 performances et 3 programmes de cinéma pour un total de 470 représentations (319 représentations à Paris et 151 représentations en Région Île-de-France)

La programmation de l'édition 2017 s'articule autour de 4 grands axes :
- un programme dédié à la création française, qui met en valeur la jeune création, et notamment la jeune création francilienne, et comprendra également un grand Portrait consacré au chorégraphe Jérôme Bel (8 spectacles dont 2 créations, présentés dans 12 lieux à Paris et en Île-de-France pour une jauge totale de 31 000 places) ;
- Un portrait du quattuor Arditti qui rend hommage au travail de ses musiciens pour la création contemporaine et met en regard des œuvres nouvelles, commandes ou co-commandes du Festival d'Automne à Paris, avec des classiques du répertoire du XXe siècle.
- la production et l'accueil de jeunes metteurs en scène et chorégraphes, notamment de la jeune création européenne ;
- Un large programme de créations internationales, qui invite des artistes venus de 20 pays dans le monde, 7 pays européens et 13 pays extra-européens.

Action culturelle :
Le Festival d'Automne mène divers parcours d'actions culturelles dans les écoles primaires, les collèges, les lycées et jusqu'à l'université.
Un projet est spécifiquement à destination des lycéens : L'Automne au lycée (plus de 600 lycées seront touchés)

Le Festival développe dans 6 lycées une saison d'éducation artistique et culturelle à travers
- Un parcours de spectateurs, suivi par douze classes de lycéens accompagnés par un médiateur sur le temps scolaire.
- Une résidence d'artiste toute l'année dans l'un des lycées.
- Un parcours d'auteur en partenariat avec la SACD est également proposé.

Les autres projets d'actions d'éducation artistique et culturelle touchent les enfants dès 4 ans :
- Le projet Cours de Re-création (de la maternelle au lycée) permet aux élèves de visiter les expositions
- Le projet Écoute ! (de l'école élémentaire au collège) initie les élèves à l'écoute de la musique au cours d'ateliers sur le temps scolaire.
- Le Festival d'Automne organise des rencontres et séminaires avec des artistes invités dans les universités et les écoles supérieures dans le cadre du projet « les Arts à l'Amphi ». Le Festival poursuit également sa collaboration avec les Universités Paris III et Paris X Nanterre, l'École Duperré, Sciences Po St Germain en Laye et l'UFR Arts. Il développe sa collaboration avec l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux-Arts de Paris.

- Le Festival propose aussi des formations pour les enseignants et les acteurs du champ social dans le cadre du plan de formation académique et en collaboration avec les rectorats franciliens.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au regard du caractère unique et de la qualité artistique de la programmation du Festival d'Automne, de son rayonnement ainsi que de du développement des partenariats noués avec des lieux et des lycées franciliens, il est proposé d'attribuer une subvention régionale de 240 000 € associé à une base subventionnable de 2 196 691 euros correspondant aux dépenses artistiques et déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	2 270 109,00	60,81%
Dépenses techniques / logistiques et sécurité	371 535,00	9,95%
Communication	345 000,00	9,24%
Couts de structure	746 661,00	20,00%
Total	3 733 305,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la Culture et de la communication- DGCA (Sollicité)	925 563,00	24,79%
Drac Île-de-France (Sollicité)	123 408,00	3,31%
Région Île-de-France- Aide aux manifestations (Sollicité)	313 418,00	8,40%
Ville de Paris (Sollicité)	520 509,00	13,94%
Mécénat	660 000,00	17,68%
Adami, SACD, SACEM, Onda, British council, Diaphonique)	195 000,00	5,22%
Recettes propres	995 407,00	26,66%
Total	3 733 305,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	144 000 €
2018	96 000 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	190 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	240 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	220 000,00 €
	Montant total	460 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008723

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FMAJI - FESTIVAL MUSICAL D'AUTOMNE DES JEUNES INTERPRETES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	254 197,00 €	3,93 %	10 000,00 €
		Montant Total de la subvention	10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FMAJI
Adresse administrative : 22 RUE DU GENERAL CHARLES DE GAULLE
95170 DEUIL-LA-BARRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CLAUDE CICCOLI, Président

Date de publication au JO : 9 mai 1985

N° SIRET : 41008372900013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 10/04/2017.

Présentation du bénéficiaire
Le Festival Musical d'Automne de Jeunes Interprètes a été créé en 1985 avec le concours des villes de Deuil-la-Barre, Montmorency et Saint Gratien. Il est affilié à la Fédération Française des Concours de Musique (FFCM).
Son objectif est de promouvoir chaque année des jeunes interprètes français, européens ou de jeunes artistes étrangers étudiant en Europe, dans différentes disciplines musicales, dans le cadre d'un concours qui se déroule en février.
Les lauréats bénéficient d'un prix et sont programmés dans le cadre du festival qui se tient chaque année à l'automne dans les églises ou les salles des fêtes de plusieurs communes de la Communauté d'agglomération Plaine Vallée – Forêt de Montmorency, dans le Val d'Oise
Depuis trente ans, le festival est devenu une structure de repérage de jeunes artistes instrumentistes, qui

bénéficient par la suite d'une carrière professionnelle dans les plus grands orchestres, ensembles ou encore établissements d'enseignement artistiques. Sont ainsi passés par le festival des musiciens tels que Romain Leleu (lauréat 1998), Ophélie Gaillard (lauréate 1994)…
Le festival propose parallèlement à la programmation des concerts pédagogiques en temps scolaire ouverts principalement à des élèves d'écoles primaires. Il rassemble un public d'environ 1450 spectateurs.
Le festival est soutenu par le Département du Val d'Oise (33 000 €), la Communauté d'agglomération Plaine Vallée – Forêt de Montmorency (115 000 €) et la Région Ile-de-France depuis 2016 (10 000 €). Il reçoit également le soutien de la Spedidam (38 000 €) et d'une fondation privée. Son budget 2016 était de 233 400 €.

Projet 2017
Dates : 29 septembre, 13 octobre, 17, 26 novembre, 3 et 15 décembre 2017
Lieux : salle G. Bécaud de Margency, église Saint-Germain de Soisy-sous-Montmorency, salle des fêtes de Deuil-la-Barre, complexe polyvalent d'Andilly, église Saint-Martin de Groslay, église de Saint-Gratien

Programmation prévue :
6 orchestres et ensembles de musique classique : Ensemble Ellipses , direction : Philippe Barbey-Lallia, Orchestre Les Bagatelles, direction : Romain Dumas, Orchestre de Chambre Nouvelle Europe, direction : Nicolas Krause, Orchestre de chambre Lutecia ; direction : Martin Lebel, La Symphonie de Poche, direction : Nicolas Simon, Orchestre Pasdeloup, direction : Martin Lebel
Ces orchestres intégreront dans leurs programmes, en tant que solistes, les jeunes lauréats 2017 du concours du festival, à savoir :
- Lorraine CAMPET, contrebassiste (1er Prix du Festival, Prix Pierre Salvi du Conseil départemental du Val d'Oise et Prix Jean-Paul Neu de la Ville d'Enghien-les-Bains, pour la meilleure interprétation de l'œuvre contemporaine imposée)
- Joë CHRISTOPHE, clarinettiste (2ème Prix du Festival)
- Paul ZIENTARA, altiste (3ème Prix du Festival)
- Lilian LEFEBVRE, clarinettiste (suppléant)
- Philémon RENAUDIN-VARY, contrebassiste (Mention spéciale du jury)

Action culturelle :
Des concerts pédagogiques suivis de rencontres avec les musiciens sont organisées dans les villes partenaires du festival les après-midi précédant les concerts à destination d'élèves d'écoles primaires Ces concerts scolaires sont présentés par les chefs d'orchestre.

Indicateurs de suivi 2016-2017

PROJET ARTISTIQUE	2016	2017
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	7	6
Nombre d'artistes émergents	4 artistes	5 artistes
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	7	6
Nombre de représentations ou concerts	15	9

RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	2016	2017
Fréquentation	1450	

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 254 197 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	150 000,00	59,01%
Dépenses techniques / logistiques et sécurité	9 500,00	3,74%
Communication	27 400,00	10,78%
Cout de structures	50 297,00	19,79%
report 2016	17 000,00	6,69%
Total	254 197,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide aux festivals (sollicité)	10 000,00	3,93%
Département du Val d'Oise (Sollicité)	33 000,00	12,98%
Communauté d'Agglomération Plaine Vallée - Forêt de Montmorency (Sollicité)	115 000,00	45,24%
SPEDIDAM	49 000,00	19,28%
Mécénat (Goupe Barrière et Crédit Mutuel)	4 000,00	1,57%
Recettes propres	43 197,00	16,99%
Total	254 197,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
	Montant total	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008725

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : INSTITUT AULNAYSIEN DEVELOPPEMENT CULTUREL / CENTRE DE DANSE DU GALION - FESTIVAL H2O

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	67 000,00 €	26,87 %	18 000,00 €
	Montant Total de la subvention		18 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT AULNAYSIEN DEVELOPPEMENT CULTUREL
Adresse administrative : 134 AVENUE ANATOLE FRANCE 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame LILIANNE BOULERAY, Président

Date de publication au JO : 18 décembre 1999

N° SIRET : 37923494100019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 12 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 12/04/2017.

Présentation du bénéficiaire
L'association IADC porte l'activité du centre de danse du Galion ainsi que celle du Théâtre Jacques Prévert à Aulnay-sous-Bois.

Le Centre de Danse du Galion implanté dans le quartier de la Rose des vents à Aulnay-sous-Bois (porté par l'association IADC) mène un travail repéré concernant la danse hip hop.

Il organise le Festival H²O depuis 1997 et propose tout au long de l'année des cours et des ateliers amateurs dans plusieurs disciplines chorégraphique (hip-hop, modern jazz, éveil corporel). Près de 300 élèves fréquentent le lieu chaque année. Le Centre accompagne également à la structuration de jeunes

compagnies et soutient la professionnalisation de jeunes danseurs et de pédagogues à travers des conseils et des prêts de salles (3 studios de 120 et 150 m²). De nombreuses compagnies de danse hip hop aujourd'hui reconnues sont passées par le Galion (Anne N'Guyen, Jann Galois, Hervé Sika…)

Le Centre de danse du Galion inscrit son action au sein du réseau chorégraphique régional voire national et développe régulièrement des collaborations avec le CND, Théâtre national de Chaillot, le CCN de la Rochelle, Initiatives d'artistes en danses urbaines, Suresnes Cité danse, la Fondation Beaumarchais, le Théâtre Louis Aragon, l'Espace 1789, l'Etoile du nord… Les liens sont également forts avec le réseau des établissements d'enseignement artistique en Seine-Saint-Denis

Le Centre de danse du Galion bénéficie du soutien régulier de la Ville d'Aulnay-sous-Bois (97 200 €), du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis (30 800 €), de la DRAC au titre de l'aide à la résidence (10 000 €), de la Préfecture au titre de la politique de la ville (3000 €) et de la Région Ile-de-France (18 000 €). Son budget atteint près de 436 000 € par an.

Présentation de la manifestation

Le Festival H²O a été créé en 1997 avec l'ambition d'offrir un temps de visibilité aux artistes de danse hip hop avec une ligne artistique exigeante faisant la part belle à l'émergence chorégraphique et à la création. Les spectacles se déroulent dans les équipements culturels d'Aulnay-sous-Bois : le Théâtre Jacques Prévert, Le Cap et le conservatoire. Le festival attire plus de 1000 spectateurs chaque année.

Plusieurs stages sont proposés en lien avec les artistes accueillis dans la programmation du festival, auprès de danseurs amateurs, d'établissements scolaires.

Depuis 2014, le Centre de danse organise également un battle H²O quelques semaines après le festival avec une dizaine de propositions artistiques, qui recueillent un succès croissant.

Projet 2017
Dates : du 29 novembre au 6 décembre 2017
Lieux : Théâtre Jacques Prévert, Le nouveau Cap, le conservatoire à Aulnay-sous-Bois

Programmation prévue :
7 compagnies chorégraphiques sont invitées pour la 21ème édition : Espace des sens, Mood/RV6K, A part être, XXe tribu, Ethadam, 6 TD et Swaggers.
11 représentations sont prévues dont 2 scolaires et 6 créations sont programmées.
Action culturelle :
Une trentaine d'heures de sensibilisation autour des spectacles sont prévues avec les classes qui assisteront aux séances scolaires.
Le Festival interviendra également dans deux collèges d'Aulnay dans le cadre des parcours art et culture au collège du Département de Seine-Saint-Denis (80 heures d'intervention artistique prévues).
Trois stages sont prévus avec la cie Mood RV6K, la cie 6TD autour du groove et un atelier par la cie A part être.
Enfin, le battle hip hop sera reconduit cette fois, pendant la durée du festival.

Indicateurs de suivi 2016-2017

PROJET ARTISTIQUE	2016	2017
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	8	7
Nombre d'équipes artistiques émergentes	3	2
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	8	7
Nombre de représentations ou concerts	9	11

RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	2016	2017
Fréquentation (dont battle)	1246	

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 67 000 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- AULNAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	49 000,00	70,00%
Dépenses techniques / logistiques et sécurité	4 000,00	5,71%
Communication	3 000,00	4,29%
Coûts de structure	14 000,00	20,00%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région île-de-France - Aide aux festivals (Sollicité)	21 000,00	30,00%
Département Seine-Saint-Denis -MICACO (Sollicité)	21 000,00	30,00%
Commune d'Aulnay (Acquise)	24 500,00	35,00%
Recettes propres	3 500,00	5,00%
Total	70 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 800,00 €
2018	7 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	18 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	18 000,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	18 000,00 €
	Montant total	84 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008726

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : NADJASTREAM - FESTIVAL LES NUITS DES ARENES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	67 000,00 €	11,94 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NADJASTREAM
Adresse administrative : 79 QUAI PANHARD ET LEVASSOR
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame EMILIE SITRUK, Autre

Date de publication au JO : 21 avril 2007

N° SIRET : 50510599900013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 30 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 30/03/2017.

Présentation du bénéficiaire
L'association Nadjastream a été créée en 2007 afin de développer, promouvoir, et distribuer des œuvres relevant du spectacle vivant, aller à la rencontre des publics, et conduire des débats artistiques. Nadjastream a mis en place la première édition du Festival Les Arènes à l'été 2015.
En dehors du festival qui constitue le temps fort du projet, NADJASTREAM a organisé le 24 mars 2017, un débat : « Quels projets culturels des candidats à l'élection présidentielle ? » avec les représentants de plusieurs candidats à l'élection présidentielle.
L'association est également cofondatrice du dispositif Place to Be, dispositif d'accompagnement des jeunes musicien-ne-s amateur-e-s qui réunit plusieurs structures culturelles. Ce dispositif vise à permettre aux jeunes franciliens d'accéder aux dispositifs de professionnalisation existants.
Présentation de la manifestation

Le Festival Les Arènes a présenté sa première édition en 2015. Il s'agit d'un projet mêlant l'art et le politique visant à s'interroger : « dans quelle mesure les arts peuvent redonner sens au politique, et comment le politique peut conduire à revitaliser le monde des arts ? »
Le Festival Les Arènes propose de mettre en résonnance la parole artistique et la parole politique des citoyens, via une expérience sensible de l'une et de l'autre qui favorise l'engagement dans la cité.
Le festival fonctionne avec un comité des jeunes bénévoles, de 18 à 30 ans. Ils participent aux prises de décisions en amont du festival.
Du point de vue esthétique, le festival construit sa programmation autour de trois objectifs :
- Soutenir la création et la diversité des esthétiques ; notamment la création contemporaine perçue comme étant la plus propice à mettre en jeu les problématique de la société actuelle
- Favoriser la pluridisciplinarité et jouer sur le dialogue entre les différents champs artistiques ;
- Associer tous les publics : des actions culturelles sont organisées sous formes d'ateliers à destination du jeune public en lien avec la thématique de l'année. Le Festival touche environ 1700 personnes.

Partenaires institutionnels : Les Nuits des Arènes est une manifestation soutenue par ARCADI Île-de-France, la Région Île-de-France, le Ministère de la Culture, la Mairie de Paris, Paris Habitat et la Mairie du 5ème ;
Partenaires opérationnels : Petit Bain / Théâtre Paris-Villette / Théâtre de Belleville / Réseau Mom'artre / Vivre le quartier latin / Disco Soupe / Le TAC / Maison des associations du 5ème / Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3 / Collectif Gribouilli / Agence Les Canailles

Projet 2017
Dates : du 31 août au 3 septembre 2017
Lieux : Paris, les arènes de Lutèce.
Programmation prévue : La troisième édition se tiendra sur le thème suivant : « Demain, un désir commun ». Onze représentations mêlant les esthétiques sont programmées : un concert de la Maîtrise Populaire de l'Opéra Comique, un concert de Surnatural orchestra, un One-man-show de Guillaume Meurice, du cirque avec « Cabaret » de Cirque Electrique, une lecture et la pièce « King Lear Conférence » de Florian Azoulay et Xavier Gallais, du théâtre jeune public avec la Compagnie Regarde il neige pour « Aurore, la Belle au bois de n'endort pas », une performance de danse de la Compagnie Adhok et enfin un DJ Set par DJ U-man.
Une exposition en partenariat avec le collectif Gribouilli et le studio Les Canailles sur le thème « Bord(s) ».sera proposée aux arènes de Lutèce durant le festival.
Action culturelle :
Des rencontres seront organisées entre les artistes et le public, à l'issue de chaque représentation.
Pendant le festival, quatre ateliers sur la thématique du festival : sont proposés au jeune public en partenariat avec Môm'artre, tel que l'Arbre à palabre et Street Art Graph. En parallèle le festival organise deux ateliers créatifs tout publics dont un qui vise la création des affiches.

Enfin, deux débats seront organisés sur le thème du festival. Un plateau d'artistes, de savants, de journalistes, d'hommes et de femmes politiques interviendra en interaction avec le public sur le thème: « Demain, un désir commun ».
Indicateurs de suivi 2016-2017

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 67 000€ et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence de 7000€ entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé et les coûts d'assurance.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	23 850,00	31,72%
Dépenses techniques / logistiques et sécurité	17 900,00	23,80%
Coûts de structure	14 900,00	19,81%
communication	18 550,00	24,67%
Total	75 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la Culture et de la Communication (sollicité)	5 000,00	6,65%
Région Ile-de-France	15 000,00	19,95%
Arcadi (sollicité)	10 000,00	13,30%
Ville de Paris (sollicité)	10 000,00	13,30%
CNV, SACD	10 000,00	13,30%
Fondation Paris Habitat	10 000,00	13,30%
Moneuro Consulting	6 100,00	8,11%
Mom'artre	1 200,00	1,60%
ASP	1 500,00	1,99%
Recettes propres	6 400,00	8,51%
Total	75 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aides aux manifestations culturelles	8 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	5 000,00 €
	Montant total	13 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008735

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COOP DE RUE ET DE CIRQUE - LES SAISONS DE RUE ET DE CIRQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	592 975,00 €	20,24 %	120 000,00 €
	Montant Total de la subvention		120 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COOP DE RUE ET DE CIRQUE
Adresse administrative : 49 RUE DAMESME
75013 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur REMY BOVIS, GERANT

N° SIRET : 48139110000023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 10/04/2017.

Présentation du bénéficiaire
La Coopérative De Rue et De Cirque (2r2c) est l'un des rares opérateurs proposant des programmations des arts de la rue et du cirque dans l'espace public à Paris et dans les villes proches, ainsi que l'accompagnement en production et en diffusion de compagnies.

Elle inscrit son action dans les réseaux cirque et arts de la rue régionaux, nationaux et internationaux. La coopérative est membre du SYNAVI (Syndicat National des Arts Vivants), de Territoires de Cirque, elle est également membre fondateur du FRIC Forum régional d'intervention pour le cirque aux côtés du Pôle cirque d'Antony et du Syndicat du Cirque de Création. Elle mène des projets à l'échelle internationale (résidences croisées avec la Central del Circ en Espagne, le Danemark, Suède…) en lien avec plusieurs réseaux internationaux comme FACE et Circostrada.

Outre ses saisons de diffusion au printemps et à l'automne, la coopérative organise, en partenariat avec

les Villes de Pantin, Romainville et Le Pré-Saint-Gervais, la Biennale Urbaine de spectacles (cirque et arts de la rue) et a mené de 2012 à 2015 un projet original de résidence et d'action culturelle avec des structures locales du 13ème arrondissement et des villes limitrophes du Val-de-Marne : Le Kremlin Bicêtre, Choisy-le-Roi, Ivry-sur-Seine… : « TerritoireS en questionS ».

En Ile-de-France, elle a également développé des relations de partenariat avec l'Académie Fratellini, la Maison des Jonglages, Les Noctambules, Animakt, la Maison des métallos, le Théâtre 13, le Mouffetard, l'Orchestre de chambre de Paris.

La structure jouit par ailleurs d'un ancrage local approfondi dans le 13ème arrondissement où elle travaille régulièrement en actions culturelles avec les relais locaux : centres d'animation, maisons pour tous, armée du salut, médiathèques..

En 2018, De Rue et De Cirque s'installera dans un nouveau lieu dédié aux arts du cirque et aux arts de la rue, situé à Paris, dans le 13e arrondissement et mis à disposition par la Ville. Il s'agira du seul lieu parisien qui sera dédié à ce champ artistique. Cet espace de 450 m², qui comportera deux studios et un bureau, sera d'abord un lieu de résidences et de travail pour les artistes, ainsi qu'un lieu de transmission qui accueillera une école de cirque amateur, en lien avec une structure associative du 13ème arrondissement.
Le budget de 2R2C a atteint près de 870 000 € en 2015, majoritairement financé par les subventions publiques. La Ville de Paris est le premier partenaire public de la structure avec une subvention de fonctionnement de 485 000 €. La DRAC intervient au titre du programme des scènes conventionnées à hauteur de 50 000 € et à hauteur de 8 000 € au titre du SDAT. La structure est soutenue par la Région Ile-de-France à hauteur de 120 000 €.

Présentation de la manifestation
De rue De cirque propose deux temps de diffusion dans l'année dédiés, pour l'un, aux arts de la rue et, pour l'autre, aux arts de la piste sous chapiteau avec le même objectif de proposer une offre artistique qui s'inscrive dans le quotidien des habitants, dans la proximité de leurs habitations ou lieux de travail, une offre qui soit gratuite ou très accessible, une offre artistique qui privilégie les jeunes talents et la création ainsi que les équipes artistiques franciliennes.

Au fil des années, ces rendez-vous sont devenus des évènements de référence pour les arts de la rue et de la piste, notamment en Ile-de-France où paradoxalement, peu de manifestations se déroulent à Paris intramuros.

Au printemps, de rue de cirque propose un temps fort principalement axé autour des arts de la rue avec une douzaine de compagnies invitées à se produire dans l'espace public dans plusieurs arrondissements parisiens, soit une quarantaine de représentations proposées ; les disciplines représentées étant variées : danse, théâtre forain, jonglage, art sonore, balade urbaine, théâtre invisible, vidéo-documentaire, musique, installation plastique…

Le second temps fort, dédié au cirque, prend la forme d'un festival intitulé « Village de cirque », qui se déploie sur la pelouse de Reuilly (Paris 12ème) sous plusieurs chapiteaux. En 2016, le festival a accueilli 10 compagnies pour 25 représentations sous 4 chapiteaux. La fréquentation est forte et atteint 85% dont près de la moitié de nouveaux publics.

Ces deux temps forts rassemblent chaque année entre 7000 et 10 000 spectateurs.

Des actions artistiques et culturelles sont menées toute l'année en milieu scolaire (écoles, collèges, lycées), mais aussi avec des amateurs, des habitants.
Enfin, la coopérative soutient des compagnies de cirque et des arts de la rue en résidence et en coproduction, ce qui est rare en Ile-de-France.
Elle développe par ailleurs depuis fin 2015 un nouveau volet d'activité de production déléguée, en partenariat avec l'Académie Fratellini, afin d'accompagner la production des élèves apprentis de 3e année

et de favoriser ainsi leur insertion professionnelle.

Projet 2017
Dates : du 20 avril au 15 octobre 2017
Lieux : de nombreux espaces publics dans plusieurs arrondissements parisiens : 2ème, 13ème, 5ème, 11ème, 12ème, le parc de Choisy dans le 13ème arrondissement, la pelouse de Reuilly dans le 12ème arrondissement, 3 lycées (Jules Ferry - Paris 9ème, Lycée industriel Gaston Bachelard - Paris 13ème, Lycée Victor Duruy - Paris 7ème), la Clinique Edouard Rist - Paris 16ème

Programmation prévue :
31 compagnies seront accueillies dont 22 compagnies d'arts de la rue (Collectif Protocole (jonglage), Cie les Ribines, la Débordante compagnie (danse), en tournée dans les lycées, Cie 1 Watt, Tango Sumo (danse), Ex Nihilo (danse), Cie Kumulus, Les chercheurs d'air, cie SID, V.O. Cie, Tony Clifton circus, Lieux publics) et 9 compagnies de cirque (Cheptel Aleïkoum, cie PPMF, CirkVost, Attention fragile, Académie Fratellini…).
Au printemps, la coopérative initiera un temps fort autour de la danse en espace public qui proposera des spectacles professionnels mais aussi un workshop ouvert au tout public et un temps de pratiques amateurs en lien avec de jeunes compagnies amateurs ou semi-professionnelles franciliennes.
Les partenariats avec la Maison des jonglages et l'Académie Fratellini seront reconduits et la coopérative portera une production déléguée pour un spectacle réalisé par des anciens apprentis de l'Académie, « L'ironie d'un saut ».

Action culturelle :
La coopérative mènera plusieurs projets d'actions culturelles avec les publics dans les écoles élémentaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes scolaires, en collèges, mais aussi en hôpital de jour, avec l'association Emmaüs solidarité, l'Armée du Salut – Cité du refuge qui accueillera également des artistes en résidence.
Des ateliers cirque seront reconduits pour la deuxième année au Pôle innovant lycéen situé au lycée Lazare Ponticeli dans le 13ème arrondissement et une tournée dans 3 lycées parisiens est prévue (5 représentations).

Indicateurs de suivi 2016-2017

PROJET ARTISTIQUE	2016	2017
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	22	31
Nombre d'équipes artistiques émergentes	10	14
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	28	26
Nombre de représentations ou concerts	62	79

RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	2016	2017
Fréquentation	Env. 9000	

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 592 975 € et correspond au montant du budget du projet, déduction

faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Le montant de l'aide régionale accordée tient compte de l'ampleur et de la qualité du projet mené par la coopérative De rue de cirque, que ce soit à travers l'envergure artistique de la programmation de spectacles de cirque et d'arts de la rue, son engagement en production et en diffusion, rare en Ile-de-France sur ce secteur artistique, son travail dans les lycées et son rayonnement à l'échelle francilienne, que ce soit en termes de fréquentation ou en termes de partenariats avec d'autres structures régionales, en particulier en Seine-Saint-Denis et en Essonne.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	284 032,00	45,59%
Dépenses techniques, Imogistiques et sécurité	184 943,00	29,69%
Communication	37 000,00	5,94%
Couts de structure	117 000,00	18,78%
Total	622 975,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (acquis)	50 000,00	8,03%
Région Île-de-France-Aide aux festivals (Sollicité)	150 000,00	24,08%
Ville de Paris (Acquis)	350 000,00	56,18%
ADAMI	8 000,00	1,28%
ONDA	8 000,00	1,28%
ASP	10 000,00	1,61%
Recettes propres	46 975,00	7,54%
Total	622 975,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	72 000,00 €
2018	48 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux réseaux culturels franciliens	150 000,00 €
2015	Aides aux réseaux culturels franciliens	150 000,00 €
2016	Aides aux réseaux culturels franciliens	120 000,00 €
	Montant total	270 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008736

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : GROUPE VINGT THEATRE IDF - LES PLATEAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	111 400,00 €	17,95 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GROUPE VINGT THEATRE IDF
Adresse administrative : 13 BIS RUE HENRI MONNIER
75009 PARIS 09
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur YOANN LAVABRE, CO-PRESIDENT

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 50815968800011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 10/04/2017.

Présentation du bénéficiaire
Le Groupe des 20 réunit dix-sept directeurs et directrices de théâtres de Ville en Ile-de-France implantés en petite et grande couronne qui s'associent dans un projet de soutien à la création et à la diffusion. Le Groupe est composé des directeurs ou directrices du Théâtre des bords de Scènes (91), du Théâtre de Rungis (94), du Théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine (94), de l'Espace Germinal de Fosses (95), du Théâtre Firmin Gémier d'Antony (92), du Théâtre Romain Rolland de Villejuif (94), du Théâtre de Chatillon (92), du Théâtre La ferme de Bel Ebat (78), du Théâtre Paul Eluard de Choisy-le-Roi (94), du Théâtre au fil de l'eau de Pantin (93), de l'Espace Sarah Bernhardt-de Goussainville (95), du pôle culturel d'Alfortville (94), du Théâtre de Cachan (94), du Théâtre de Champigny-sur-Marne (94), de l'Espace Lino Ventura de Garges-lès-Gonesse (95), du Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines (78), et du Théâtre Roger Barat d'Herblay (95).

Chaque année, le Groupe organise, dans un Théâtre différent, les « plateaux », manifestation professionnelle qui présente des équipes artistiques et des spectacles en création dans le but de favoriser leur coproduction et leur visibilité sur le territoire francilien. Les projets présentés sont les quatre finalistes (obligatoirement une compagnie francilienne) de l'appel à candidatures lancé chaque année par le groupe des 20, douze projets sélectionnés par un comité de programmation composé de lieu membres et trois projets émanant d'autres régions. Pour le projet 2017, outre l'organisation des « plateaux », le groupe des 20 portera également la diffusion (pour une quinzaine de dates) du spectacle lauréat de l'appel à projet, choisi à l'issu des plateaux ; projet qui bénéficie alors d'une coproduction de 20 000 € du groupe des 20 et d'accueil en résidence.
Le groupe des 20 bénéficie du soutien de la DRAC Ile-de-France (57 000 €) et de la Région Ile-de-France.

Projet 2017
Dates : 29 et 30 novembre 2017 pour les « Plateaux » et du 19 décembre 2017 au 4 mai 2018 pour la tournée.
Lieux : Pôle culturel d'Alfortville pour les « plateaux » et Théâtre Roger Barat d'Herblay, l'Espace Lino Ventura de Garges-lès-Gonesse, Théâtre de Rungis, Théâtre Romain Rolland, Théâtre de Champigny-sur-Marne, le Théâtre Les bords de Scènes, Théâtre au fil de l'eau de Pantin, Théâtre de Chatillon, Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines, l'Espace Germinal de Fosses, Pôle culturel d'Alfortville et Théâtre Paul Eluard de Choisy-le-Roi.

Programmation prévue :
La programmation des plateaux reposera sur les mêmes principes que les éditions précédentes, à savoir une programmation basée sur trois axes :
- les quatre finalistes de l'appel à candidatures qui vise à soutenir, pour cette année, un projet de création contemporaine tout public, où le langage du corps occupe une place centrale, mêlant au moins deux disciplines artistiques, et réunissant au moins trois interprètes.
- Une douzaine de spectacles présentés et choisis par les membres du Groupe des 20.
- Trois projets émanant d'autres associations de Théâtre en région (Groupe des 20 Auvergne Rhône-Alpes, Pool UTR-Corodis (Suisse) et Quint'est (Grand Est).

Le spectacle « Syndrôme U » de la compagnie émergente Scena Nostra, lauréat de l'appel à projet précédent (désigné lors des plateaux 2016 au Théâtre d'Herblay dans le Val d'Oise) fera l'objet d'une tournée francilienne pour quinze représentations, six en grande couronne et neuf en petite couronne :
- Théâtre Roger Barat à Herblay = 1 représentation
- Espace Lino Ventura à Garges-lès-Gonesse = 1 représentation
- Théâtre de Rungis = 1 représentation
- Théâtre Romain Rolland de Villejuif = 3 représentations en partenariat avec le Théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine
- Théâtre Gérard Philipe de Champigny-sur-Marne = 1 représentation
- Théâtre Les Bords de Scènes à Juvisy-sur-Orge = 1 représentation
- Théâtre du Fil de l'eau à Pantin = 1 représentation
- Théâtre de Châtillon = 1 représentation
- Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines = 2 représentations en partenariat avec le Théâtre de la Ferme de Bel Ebat
- Espace Germinal à Fosses = 2 représentations en partenariat avec l'Espace Sarah Bernhardt à Goussainville
- Pôle culturel d'Alfortville = 1 représentation le soir des plateaux 2017
- Théâtre-Cinéma Paul Éluard à Choisy-le-Roi = 1 représentation

Action culturelle :
L'équipe artistique proposera des actions culturelles autour des thématiques du spectacle notamment en direction des lycéens qu'elle construira en lien avec chaque Théâtre accueillant une représentation. Celles-ci pourront être :
- des ateliers d'écritures autour du thème de l'anticipation

- des échanges, débats autour de la question de la citoyenneté et de la démocratie
- des ateliers d'improvisation autour du sujet « les futurs possibles »

Indicateurs de suivi 2016-2017

PROJET ARTISTIQUE	2016	2017
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	18	19
Nombre d'équipes artistiques émergentes	14	En cours
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	18	En cours
Nombre de représentations ou concerts	18	33
RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	**2016**	**2017**
Fréquentation	200	En cours (5000 envisagés)

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 111 400 € et correspond au montant du budget du projet prévisionnel, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	82 000,00	70,45%
Dépenses techniques / logistiques et sécurité	11 500,00	9,88%
Communication	7 700,00	6,62%
Couts de structure	15 200,00	13,06%
Total	116 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île de France- Quote part subvention Aide aux réseaux	41 400,00	35,57%
Région Île-de-France - Aide aux manifestations (sollicité)	25 000,00	21,48%
Recettes propres	50 000,00	42,96%
Total	116 400,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €
2018	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux réseaux culturels franciliens	25 000,00 €
2015	Aides aux réseaux culturels franciliens	25 000,00 €
2016	Aides aux réseaux culturels franciliens	10 000,00 €
	Montant total	35 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008737

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : TECHNOPOL - PARIS ELECTRONIC WEEK

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	207 405,00 €	14,46 %	30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TECHNOPOL - TECHNO PARADE
Adresse administrative : 69 RUE PARMENTIER
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Thomas VAUDECRANE, Président
Date de publication au JO : 16 avril 1996

N° SIRET : 42037523000083

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 13 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 13/04/2017.

Présentation du bénéficiaire

Le réseau Technopol agit pour la défense, la reconnaissance et la promotion des musiques, arts et cultures électroniques. Il a pour missions et objectifs de mobiliser et fédérer en faveur des musiques électroniques auprès des institutions, des sociétés civiles et des artistes, de structurer et d'accompagner à la professionnalisation : formation, conseil, centre ressource.
Il travaille à la promotion des cultures électroniques : évènements sensibilisant les publics à ces pratiques.

Présentation de la manifestation

Créé en 2013, la Paris Electronic Week réunit la scène artistique et les professionnels français et internationaux de toutes les cultures électroniques. Cette manifestation est venue enrichir l'évènement existant depuis 19 ans la Techno-parade.
Elle présente une série de showcases d'artistes émergents, des conférences et de masterclass, sur 3 jours. Des expositions de peinture et photographies, des danseurs seront présentés à un large public Des soirées, des expositions, des happenings, des projections de films, des événements autour de la Culture Électronique sous toutes ses formes sont organisées.

Toutes les musiques électroniques sont représentées : transe, drum and Bass, techno, house, dub step, electro jazz, minimal… La Techno Parade vient clore la manifestation avec 70 artistes qui se produisent devant 300 000 personnes.
Le public est essentiellement francilien mais devient international sur la «Techno Parade».
Le festival a pour principaux cofinanceurs publics le Ministère de la Culture, la ville de Paris.

Projet 2017
La prochaine édition se déroule du 20 au 23 septembre 2017 à la Gaité lyrique à Paris et 25 évènements en partenariat avec les salles franciliennes (6B, Glazart, nuits fauves, la Bellevilloise, …). La Colombie, pays invité pour ce festival, sera à l'honneur sur une soirée
Des conférences, rendez-vous professionnels et workshops seront organisés durant les 3 jours à la Gaité Lyrique. Sur la thématique des nouvelles technologies, ils rassembleront des professionnels du secteur.
La techno Parade viendra clore la manifestation avec un défilé musical de 65 artistes (DJ, décorateurs et danseurs) sur 10 chars devant plus de 300 000 personnes. C'est un événement gratuit et accessible à tous.
Action culturelle :
12 workshop sont proposés sur 3 jours et seront consacrés aux big data, à l'utilisation de vidéo native, You tube, la composition pour les librairies musicales…Des masterclass ouvertes à tous sont menées par les artistes programmés.

Indicateurs de suivi 2016-2017

PROJET ARTISTIQUE	**2016**	**2017**
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels	100	100
Nombre d'équipes artistiques émergentes	5	3
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	5	25
RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	**2016**	**2017**
Fréquentation	300 000	300 000

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique : Paris
Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	18 000,00 €
2018	12 000,00 €

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL 2017

CHARGES	€ HT	%	PRODUITS	S sollicité A acquis	€ HT	%
DEPENSES ARTISTIQUES	34 360	15%	**Région Ile-de-France Aide aux festivals**	**S**	**50 000**	**22%**
DEPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITE	132 191	58%	ETAT DGCA	X S	28 000	**12%**
COMMUNICATION	21 854	10%	VILLE DE PARIS	A	20 000	**9%**
COUTS DE STRUCTURE	39 000	17%	AUTRES FINANCEMENTS		73 000	**32%**
			Billetterie		7 405	**3%**
			Recettes (char restauration)		45 000	**20%**
TOTAL CHARGES	**227 405 €**	**100%**	**TOTAL PRODUITS**		**227 405 €**	**100%**

Calcul de la base subventionnable

La base subventionnable s'élève à 207 405 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée.

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux réseaux culturels franciliens	90 000,00 €
2015	Aides aux réseaux culturels franciliens	90 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	15 000,00 €
2016	Aides aux réseaux culturels franciliens	30 000,00 €
	Montant total	135 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008741

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : AFRICOLOR - FESTIVAL AFRICOLOR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	350 711,00 €	4,28 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFRICOLOR
Adresse administrative : 5 RUE GROUSSIER
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PHILIPPE CONRATH, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 53851376300010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 7 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 07/04/2017.

Présentation de la manifestation
Depuis 1989, le festival Africolor est une manifestation emblématique en Ile de France, consacrée à la création musicale autour des musiques africaines. Il accompagne les artistes en développement depuis ses débuts: Oumou Sangaré et Angélique Kidjo en 1989, en 2008, Faada Freddy et Moriarty, en 2016, etc Né en Seine Saint-Denis, le festival propose une programmation itinérante qui s'étend sur d'autres départements depuis 2014. La programmation est construite avec les lieux partenaires des territoires avec l'expertise du festival en matière de contenus musicaux et d'actions culturelles.

Sur 3 semaines de Festival, c'est une quarantaine de représentations en appartements aux scènes nationales, qui touchent un large public. En relation étroite avec les publics et partenaires Africolor propose pendant toute la durée du Festival : Stages, master classes, ateliers musicaux, conte, danse, projections, débats et conférences.

Le budget du Festival est financé à 30% par des recettes propres et à 42 % par des financements publics, en premier lieu desquels le conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, la DRAC Ile de France et le

conseil départemental de l'Essonne…

Edition 2017
Dates : DU 17/11/17 AU 24/12/17
Lieu : Le festival circulera sur 22 villes franciliennes dont 50% hors Seine- Saint-Denis et notamment en Essonne en collaboration avec le réseau de coopération départemental (Draveil / Méréville / Etampes / Chilly Mazarin / Saint-Denis / Bobigny / Evry / Pantin /La Courneuve/ Paris/ Villetaneuse/ Rosny / Sevran/ Clichy sous-bois/Montreuil/Bondy/ Nanterre/Les Lilas/Noisy le sec/Stains/ Le pré saint Gervais/Fontenay sous-bois)

Programmation prévue :
L'édition 2017 du festival Africolor sera consacrée aux "fictions africaines" dans tous les sens du terme. Fictions au sens de récits de mémoire et traditions fictives ou réelles. 27 concerts sont prévus dont des rencontres inédites seront notamment programmées : Naissam Jallal invitera Noura Mint Seymali pour une soirée "Au nord du sud», Abou Diarra invitera le grand mâalem gnawa Hassan Boussou., A La Courneuve, Fatoumata Diawara invitera Hindi Zahra, Jupiter et Okwess interntional inviteront le grand rappeur du Congo, Lexxus Legal.
Un partenariat avec les archives nationales et le théâtre Gérard Philippe de Saint-Denis sera dédié aux événements de mai 1967 en Guadeloupe et du centenaire du père de l'Ethno-fiction, Jean Rouch, premier grand cinéaste de l'Afrique Sub-Saharienne, avec deux ciné-concert en compagnie du Cabaret Contemporain. Des récits d'Exil seront présentés en partenariat avec la MC93 et l'ONDA.

Africolor produira une grande création pluridisciplinaire sur l'histoire musicale et sociale du Mali depuis 1960. Pour la première fois Africolor tisse également un partenariat avec le Tarmac, autour de Kinshasa 2017, avec Roberto Negro et le Tricollectif.

Actions culturelles :
29 actions culturelles ont été menées en 2016, et Africolor mobilisera également le public et le territoire à travers des rencontres autour de projections- débats (Kojack Kossakmwe et son film sur le Congo) ou de masterclasses pour les élèves du conservatoire du Pré-saint Gervais, ainsi que des conférences musicales avec l'association comoriennes du 93 à Sevran.
Des représentations hors les murs seront organisées, des scolaires dans les écoles d'Evry, dans les médiathèques et au 6b de Saint-Denis.
Enfin des ateliers musicaux seront proposés aux enfants des centres de loisirs de Stains. Une action en lycée sera aussi prévue comme en 2016.

Indicateurs de suivi 2016-2017

PROJET ARTISTIQUE	2016	2017
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	23	25
Nombre d'équipes artistiques émergentes	18	23
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	23	21
Nombre de représentations ou concerts	23	34

RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	2016	2017
Fréquentation	**7205**	**7900**

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 350711€ et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé et les frais d'assurance (500 €).

Localisation géographique : REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	185 197,00	51,27%
Dépenses techniques / logistiques et sécurité	72 720,00	20,13%
Communication	29 794,00	8,25%
Coûts de structure	73 500,00	20,35%
Total	361 211,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île de France (Acquis)	58 766,00	16,27%
Région Île de France (sollicité)	25 000,00	6,92%
Département Seine-Saint-Denis (Acquis)	52 337,00	14,49%
Département de l'Essonne (sollicité)	17 630,00	4,88%
Commune de Paris	12 733,00	3,53%
Fonds de soutien	35 877,00	9,93%
Fondation pour l'égalité des chances	9 794,00	2,71%
recettes propres	140 584,00	38,92%
ASP	8 490,00	2,35%
Total	361 211,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 000,00 €
2018	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	15 000,00 €
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	21 000,00 €
2015	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	50 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	21 000,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	15 000,00 €
	Montant total	122 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008742

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : A QUI LE TOUR - FESTIVAL BALAD'A ZIC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	20 000,00 €	30,00 %	6 000,00 €
	Montant Total de la subvention		6 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : A QUI LE TOUR
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
95440 ECOUEN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CECILIA ANDRADE, Présidente

Date de publication au JO : 8 octobre 2013

N° SIRET : 49315341500028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 12 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 12/04/2017.

Présentation du bénéficiaire
L'association A Qui Le Tour anime une école de musiques actuelles à Ecouen, petite ville de 7230 habitants dans le sud-est du Val d'Oise, dans le cadre de laquelle elle promeut la pratique collective des élèves, invités à se produire dans le cadre des temps de diffusion, à développer leur projet de groupe et à rencontrer des artistes professionnels.
Tout au long de l'année, l'association organise également des concerts de musiques actuelles à dominante reggae, rock, hip-hop, rap, pop à la Grange à Dîmes d'Ecouen (280 places) afin de valoriser les pratiques musicales amateurs et professionnelles et de développer une offre de diffusion musicale dans ce bassin peu pourvu en salles de spectacles. Des concerts sont également organisés ponctuellement hors-les-murs dans d'autres salles.
Depuis 2011, A qui le tour organise le festival Balad a zic, qui s'est d'abord appelé « festival des Jeunes Pousses » et qui avait lieu au mois d'avril, qui se déroule maintenant au mois d'octobre.

Par ailleurs, l'association organise depuis 2016 un tremplin des lycées de la communauté d'agglomération Roissy Pays de France, qui permet d'offrir au lauréat un accompagnement artistique mutualisé entre plusieurs villes (Ecouen, Garges-lès-Gonesse, Gonesse et Villiers-le-Bel) et une diffusion dans le cadre du festival Balad a zic. Près de 20 lycées présents sur ce territoire intercommunal bénéficient d'une sensibilisation aux musiques actuelles.

L'association A Qui Le Tour est membre du Combo 95 ; elle reçoit le soutien de la Ville d'Ecouen (36 000 €), du Département du Val d'Oise (950 €) et de la Région Ile-de-France au titre des festivals et d'un poste emploi-tremplin (fin de l'aide été 2017). Son budget global a atteint 137 300 € en 2016.

Présentation de la manifestation
Le festival Balad a zic propose une programmation de musiques actuelles sur trois jours, soit une petite dizaine de concerts amateurs et professionnels, à dominante reggae et pop-rock.
La fréquentation est modeste avec 480 spectateurs en 2016, sur un territoire peu pourvu en offre culturelle, avec une majorité de jeunes de moins de 25 ans.
Grâce à ses activités parallèles au sein de l'école de musiques actuelles, l'association propose un coaching scénique à plusieurs groupes de la scène locale, notamment dans le domaine du reggae. Par ailleurs, le lauréat du tremplin lycéens est invité à se produire dans le cadre du festival. Enfin, l'association organise une conférence thématique à laquelle sont également conviés les élèves de l'école.

Projet 2017
Dates : du 13 au 15 octobre 2017
Lieu : La Grange à dîmes à Ecouen

Programmation prévue : 5 groupes sont 1 amateur et 2 émergents (Stand High Patrol, électro/hip-hop, Asgaya, électro, Hadiz, rap, Mass Hysteria, métal, Hover Dust, rock) et 1 spectacle à destination du jeune public « Le petit Léopol » à partir de 3 ans.

Action culturelle :
Le tremplin lycées à l'échelle de l'agglomération Roissy Pays de France sera reconduit , le lauréat 2017, Hadiz, sera programmé en première partie d'un artiste de renom lors du festival.
Des répétitions publiques seront organisées avec les élèves de l'école ainsi que des rencontres avec les artistes invités.

Indicateurs de suivi 2016-2017

PROJET ARTISTIQUE	2016	2017
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	8	6
Nombre d'équipes artistiques émergentes	5	2
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	5	6
Nombre de représentations ou concerts	5	6

RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	2016	2017
Fréquentation	479	

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 20 000 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	13 000,00	65,00%
Dépenses techniques / logistiques et sécurité	2 700,00	13,50%
Communication	300,00	1,50%
Coûts de structure	4 000,00	20,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France (Sollicité)	6 000,00	30,00%
Commune d'Ecouen (obtenue)	4 000,00	20,00%
recettes propres	10 000,00	50,00%
Total	20 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 600,00 €
2018	2 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	6 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	6 000,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	6 000,00 €
	Montant total	18 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008743

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION LA RUCHE - FESTIVAL WORLD OF WORDS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	25 450,00 €	15,72 %	4 000,00 €
		Montant Total de la subvention	4 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LA RUCHE
Adresse administrative : 12 ALLEE DES PETITS PAINS
95800 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ELISE GARCIA, Présidente

Date de publication au JO : 10 janvier 2004

N° SIRET : 45166861000038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 12 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 12/04/2017.

Présentation du bénéficiaire
L'association La Ruche a été créée en 2003 avec l'ambition de développer des actions culturelles sur le territoire du Val d'Oise, via un travail en réseau et une valorisation d'initiatives locales à travers des temps de diffusion (scènes ouvertes régulières, festivals, évènements) et des ateliers de pratiques artistiques.
La Ruche intervient dans le champ des musiques actuelles et s'est spécialisée dans la culture hip hop, notamment à travers son festival « World of words », créé en 2009.
La Ruche intervient à l'échelle du département du Val d'Oise et plus spécifiquement sur le territoire de l'agglomération de Cergy-Pontoise.
L'association est membre du réseau départemental de musiques actuelles Combo 95 ainsi que de la Ligue de l'enseignement du Val d'Oise.
Le budget de l'association s'élève à XX €. Elle reçoit le soutien de la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise (5000 €), de la Ville de Cergy (5000 €), du Département du Val d'Oise (2527 €) et de la Région Ile-de-France (4000 €).

Présentation de la manifestation
Le festival se déroule chaque année en novembre dans plusieurs salles de musiques actuelles de l'agglomération de Cergy-Pontoise. Il est centré sur la valorisation de la culture hip hop avec les ambitions suivantes : développer les programmations artistiques relevant de cette esthétique dans les salles de musiques actuelles, défendre la pluralité des artistes de cette discipline, mettre en avant la scène locale et les artistes émergents, renforcer les actions culturelles et favoriser les rencontres entre artistes professionnels et amateurs, proposer une offre au jeune public.
Parallèlement à la programmation artistique, le festival propose plusieurs actions de sensibilisation à travers des master-classes, des brigades de beat-boxers, des projections ainsi que des ateliers de pratique artistique, notamment pendant les vacances scolaires de la Toussaint en lien avec les maisons de quartiers. Des permanences sont également animées au sein de plusieurs lycées de l'agglomération de Cergy-Pontoise afin d'informer sur l'offre d'ateliers et sur les projets éducatifs proposés par l'association tout au long de l'année.
La fréquentation atteint près de 1400 personnes, soit 240 spectateurs en moyenne par concert, dont une majorité de jeunes de moins de 25 ans. Les tarifs restent accessibles avec un tarif moyen de la place à 8 €, certaines propositions sont en accès libre.

Projet 2017
Dates : du 21 au 26 novembre 2017 (6 jours)
Lieux : cinéma Utopia de Saint-Ouen-l'Aumône, université de Cergy, L'Observatoire à Cergy, Visages du monde à Cergy, lycées de Cergy
Programmation prévue :
24 artistes et groupes, dont 6 émergents, sont invités pour la prochaine édition du festival, lors de 3 soirées de concerts (jusqu'à 13 groupes par soirée) et 1 après-midi dédié à un concert jeune public (les Frères casquette).
Parmi les artistes aujourd'hui confirmés de la scène hip-hop sont prévus : l'artiste Kohndo, qui mènera également une série d'ateliers à la maison d'arrêt d'Osny, JP Manova, Hippocampe fou…
Le festival accueillera également le spectacle mêlant théâtre et hip hop intitulé « Master », mis en scène par Jean-Pierre Baro sur un texte de David Lescot (créé dans le cadre du festival Odyssées en Yvelines), qui sera joué dans deux classes de lycées et collèges.
Une soirée open mic ouverte à tous sera proposée ainsi qu'un documentaire « Nos plumes » de K. Maameri.

Action culturelle :
La Ruche proposera plusieurs actions de sensibilisation et des ateliers de pratique artistique autour du festival, à savoir : des ateliers d'écriture rap en milieu carcéral pour lutter contre le taux d'illettrisme (12 heures d'interventions prévues) en partenariat avec le SPIP 95 et la maison d'arrêt d'Osny ; des permanences en lycées (lycée Galilée à Cergy, lycée Kastler à Pontoise, lycée Claudel à Vauréal), un spectacle joué dans les classes (« Master »), une rencontre autour du documentaire « Nos plumes ».
La Ruche poursuit par ailleurs ses ateliers de pratiques artistiques tout au long de l'année essentiellement à destination d'un public jeune.

Indicateurs de suivi 2016-2017

PROJET ARTISTIQUE	2016	2017
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	13	24
Nombre d'équipes artistiques émergentes	5	6
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	8	6
Nombre de représentations ou concerts	8	NC

RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	2016	2017
Fréquentation	1380	NC

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	17 540,00	66,09%
Dépenses techniques / logistique et sécurité	2 100,00	7,91%
Communication	1 500,00	5,65%
Coût de structure	5 400,00	20,35%
Total	26 540,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France (sollicité)	5 000,00	18,84%
Conseil départemental du Val d'Oise (Sollicité)	3 000,00	11,30%
Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise (acquis)	5 000,00	18,84%
Commune de Cergy (Obtenue)	4 000,00	15,07%
Recettes propres	7 540,00	28,41%
CGET (Sollicité)	2 000,00	7,54%
Total	26 540,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 400,00 €
2018	1 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	4 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	16 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	4 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	15 000,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	4 000,00 €
	Montant total	43 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008744

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION 3 M MUSIC - BANLIEUES TROPICALES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	198 574,00 €	12.59 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 3 M MIZIK MOUN MATINIK
Adresse administrative : 20 RUE ERIK SATIE
94400 VITRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ANTOINE CHASSEUR, Président
Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 80469938700010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 12 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 12/04/2017.

Présentation du bénéficiaire
L'association « 3M - Mizik Moun Matinik » met en valeur les musiques ultramarines et les artistes auprès d'un large public francilien. Elle a repris en 2015 l'organisation du festival « Nuit Tropicale et banlieues tropicales » initié en 2011 par l'association Cifordom, puis l'association RMT, avec le même producteur exécutif Aztec Musik.

Présentation de la manifestation
Ce festival, dont ce sera la 7ème édition, a pour vocation de faire découvrir à l'ensemble des publics franciliens, la diversité et la richesse des musiques ultra marines. Le festival souhaitant se rapprocher de ses publics, a fait le choix d'une programmation sur 3 départements franciliens : la Seine-Saint-Denis, Paris et les Yvelines. Avec des tarifs s'échelonnant de 12 à 35€ le Festival touche environ 4500 spectateurs.

Le Budget est à 27% financé par les recettes propres, soutenu par la Région île-de France, le ministère des Outre mers et les régions Guadeloupe, Réunion et Martinique

Projet 2017
Dates : du 14 octobre au 15 décembre 2017
Lieux : Achères(78)/Paris/Les Lilas(93)/Bobigny(93)/ Aubervilliers(93)

Programmation prévue :
30 groupes ou artistes sont programmés sur 17 dates : Dancehall (Admiral T, Esy Kennenga), le Zouk (le grand méchant zouk, Lycinaïs jean, Princess Lover), le Jazz (Celia Wa ; Fanfant Family) et la World music (Malavoi)
Des rencontres professionnelles sont envisagées.

Indicateurs de suivi 2016-2017

PROJET ARTISTIQUE	2016	2017
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	21	28
Nombre d'équipes artistiques émergentes	5	7
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	21	28
Nombre de représentations ou concerts	9	16
Fréquentation totale	3948	NC

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention : La base subventionnable s'élève à 198 574 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique : PARIS/ PALAISEAU/ BOBIGNY/LES LILAS/ CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	96 940,00	42,41%
Dépenses techniques / logistiques et sécurité	73 665,00	32,23%
communication	36 469,00	15,96%
Coûts de structure	21 500,00	9,41%
Total	228 574,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère des Outre-mers (sollicité)	10 000,00	4,37%
Région Île-de-France (sollicité)	55 000,00	24,06%
Région Guadeloupe (sollicité)	5 000,00	2,19%
Région Martinique (sollicité)	5 000,00	2,19%
Région Réunion (sollicité)	5 000,00	2,19%
CNV+ADAMI+SACEM	18 000,00	7,87%
rcettes propres	130 574,00	57,13%
Total	228 574,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	55 000,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	30 000,00 €
	Montant total	85 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008745

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION SONS D'HIVER - FESTIVAL SONS D'HIVER

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	509 300,00 €	18,65 %	95 000,00 €
	Montant Total de la subvention		95 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SONS D'HIVER
Adresse administrative : DOMAINE CHERIOUX
94407 VITRY S/SEINE CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Monica GUILLOUET-GELYS, Présidente

Date de publication au JO : 6 mai 1992

N° SIRET : 38392442000011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 28 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 28/04/2017.

Présentation de la manifestation
Le Festival Sons d'hiver propose pendant plus de 3 semaines un festival de musiques jazz et musiques improvisées de renommée régionale, nationale et internationale, qui repose sur une démarche artistique de repérage et de découverte des tendances essentielles de la création musicale contemporaine de l'espace jazzistique (jazz, musique improvisée, hip-hop, rock, musique populaire…) en portant une attention particulière à un axe culturel France / Amérique du Nord. Il est l'un des festivals Jazz de référence du paysage francilien, français et européen.
Le Festival propose une programmation artistique, d'une trentaine de spectacles, exigeante et pointue de jeunes artistes comme d'artistes de renom, des concerts inédits comme des créations. Le festival repose sur des partenariats avec les villes et théâtres du département du Val de Marne auxquels s'ajoutent d'autres lieux culturels situés à Paris pour la production de concerts et diverses actions culturelles.
Des actions culturelles sont organisées durant le festival : des rencontres avec les artistes (notamment avec des lycéens (Maisons Alfort), des conférences (les tambours-conférences), des Masters classes, des travaux pédagogiques avec des élèves d'école de musique (EDIM de Cachan)...

Le Festival est soutenu par le Département du Val de Marne, la DRAC Île-de-France et la Région Île-de-France.

Projet 2017
Dates : Du 26 janvier au 17 février 2018
Lieux : Les théâtres et lieux de diffusion du Val de Marne (Kremlin-Bicêtre, Choisy-le-Roi, Arcueil, Villejuif, Fontenay-sous-Bois, Vincennes, Alfortville, Vitry-sur-Seine, Cachan, Ivry-sur-Seine, Maisons-Alfort, Créteil) et des lieux parisiens (TCI, Quai Branly et la Java)

Programmation prévue :
Pour la 27ème édition, l'ouverture du festival consacrera une soirée au festival new-yorkais « Vision ». Des concerts inédits de musiciens américains seront proposés : le duo James Brandon Lewis/Chad Taylor, et le trio Mat Maneri/Craig Taborn/Ches Smith, Cooper Moore présent avec deux ensembles (In Order to Survive, William Parker Organ Quartet)… Pour la première fois en Europe, le compositeur/batteur de Chicago Mike Reed présentera son projet « Flesh & Bone ».
L'édition 2018 proposera des rencontres entre musiciens français et américains tel que le jeune saxophoniste Émile Parisien et le DJ électro de Detroit, Jeff Mills à la Mac de Créteil, l'orchestre national de Jazz et le quartet de Mike Reed ou encore le saxophoniste Tim Berne le guitariste Marc Ducret.
Sons d'Hiver proposera un nouveau projet dans le cadre de « The Bridge », réseau transatlantique pour le jazz et les musiques créatives, entre la France et Chicago.
La programmation comptera également des projets de « compagnons de route » fidèles du festival : le clarinettiste Louis Sclavis et son nouveau trio, Michel Portal en trio avec Daniel Humair et Bruno Chevillon, La compagnie Bernard Lubat, le contrebassiste Hubert Dupont…
La scène londonienne sera représentée à l'occasion de l'invitation donnée à deux grands saxophonistes, entre jazz et hip-hop, Soweto Kinch et Shabaka Hutchkins (Sons of Kemets).
Omar Sosa présentera un projet alliant jazz, musique cubaine et haïtienne : le créole project.
Comme chaque année, la soirée finale sera consacré aux musiques populaires afro-américaines, blues et soul (Big Daddy Wilson, Eric Bibb).

Action culturelle :
Les actions culturelles (rencontres lycéens, masterclasses, conférences tambours) seront reconduites pour cette édition.

Indicateurs de suivi 2016-2017

PROJET ARTISTIQUE	2017	2018
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	30	30
Nombre d'équipes artistiques émergentes	5	5
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	30	30
Nombre de représentations ou concerts	30	30
RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	**2017**	**2018**
Fréquentation	6274	-

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 509 300 € et correspond au montant du budget prévisionnel du projet.
Ce festival justifie un soutien régional hors plafond, de par son ampleur, son caractère innovant et les

partenariats qu'il mobilise.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	304 000,00	59,69%
Dépenses Techniques / Logistiques et sécurité	104 000,00	20,42%
Communication	101 300,00	19,89%
Total	509 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (Sollicité)	45 435,00	8,92%
Région Île-de-France-Aide aux Festivals (sollicité)	95 000,00	18,65%
Département Val de Marne (Sollicité)	172 683,00	33,91%
SACEM	3 029,00	0,59%
Recettes propres	193 153,00	37,93%
Total	509 300,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	57 000,00 €
2018	38 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	95 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	95 000,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	95 000,00 €
	Montant total	285 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008746

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : BLUES SUR SEINE - FESTIVAL BLUES SUR SEINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	573 999,00 €	4,36 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BLUES SUR SEINE
Adresse administrative : 28 RUE DE LORRAINE
78200 MANTES-LA-JOLIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain LANGLAIS, Président

Date de publication au JO : 17 mai 2010

N° SIRET : 44448827400028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 11 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 11/04/2017.

Présentation de la manifestation
Depuis sa création en 1999, l'association Blues sur Seine à la volonté de faire revivre la tradition du blues à Mantes, terre d'accueil historique du blues. Le festival Blues sur Seine s'étend sur un vaste site géographique allant de Bonnières-sur-Seine à Achères (78). Il s'installe aussi bien dans les quartiers sensibles des villes (comme Le Val Fourré à Mantes-la-Jolie), qu'en milieu rural (dans des villages tels que Fontenay St Père ou Guerville.

Reconnu nationalement et internationalement par les amateurs de musiques afro-américaines, Blues sur Seine propose une programmation éclectique du blues et ses dérivés, des artistes internationaux (en majorité des USA) y côtoient des artistes européens et français. Depuis 2010, Blues sur Seine s'attache à attirer un public plus jeune.
Le projet de l'association vise la mise en place d'actions culturelles, éducatives et sociale L'association investit en amont du Festival les écoles, collèges et lycées de l'ensemble du territoire pour des ateliers d'initiation musicale. Pendant le festival, masterclasses, conférences, et concerts pour tous publics sont

organisés.
L'association met en place une politique tarifaire adaptée, permettant de toucher les publics les plus éloignés du champ culturel. Les tarifs des manifestations payantes se situent entre 3 et 35 €. L'édition 2016 a mobilisé plus de 19 000 spectateurs

Blues sur Seine est principalement soutenu par la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise à hauteur de 185 000 € ainsi que par les villes partenaires. Viennent ensuite le département des Yvelines (30 000 €) et la Région Ile de France ainsi que des sociétés civiles : SACEM, ADAMI, CNV, SPEDIDAM .. Les recettes propres financent 40% du budget, le sponsoring et mécénat prennent une place importante (89000€ - 12%du budget).

Projet 2017
Dates : 10 au 25 novembre 2017 :
Lieux : Mantes la Ville / Conflans Ste Honorine /.Mantes la Jolie/ Aubergenville/Rosny/ Bonnières sur Seine / Fontenay St Père / Saint Martin La Garenne /Limay/Aubergenville /Archères

Programmation prévue :
Des concerts d'artistes confirmés et émergents, des rencontres musicales, plusieurs interventions en milieu scolaire ainsi qu'en milieu sanitaire et social composeront la 19ème édition.
Les artistes pressentis illustrent la diversité du blues : Le soul Blues avec une nouvelle création de Ben l'Oncle Soul, le Jazz avec Dee Dee Bridgewater, le folk avec Moriarty, le rock avec The Dark Side of the Sun et Big Daddy Wilson … Le festival s'attache aussi à programmer des artistes émergents tel que Fantastic Negritos, William Z Vilain, Gunwood …

En 2017, Blues sur Seine reconduira également l'ensemble de ses actions culturelles.
Le Festival mobilisera plus de 4500 élèves de l'école primaire au lycée à travers des ateliers d'initiation musicale, des représentations et des rencontres musicales, également organisées pour tous les publics dans les bibliothèques.
Une masterclasse se tiendra l'ENMDT de Mantes en Yvelines.
Enfin Blues en Seine investit également les structures sanitaires et sociales (maison de retraites, foyers, prison, institut-médico-éducatifs) pour des ateliers et des concerts au sein des lieux (environ 660 personnes touchées)

Indicateurs de suivi 2016-2017

PROJET ARTISTIQUE	2016	2017
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	66	60
Nombre d'équipes artistiques émergentes	56	50
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	100	90
Nombre de représentations ou concerts	130	125

RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	2016	2017
Fréquentation	20324	20000

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 573999€ et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé, et les frais d'assurance.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	236 949,00	39,82%
Dépenses techniques /logistiques et securité	165 817,00	27,87%
communication	73 564,00	12,36%
Couts de structure	118 664,00	19,94%
Total	594 994,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat- Mission Ville (Sollicité)	1 500,00	0,25%
Région Île-de-France - Aide aux manifestations (sollicité)	43 000,00	7,23%
Conseil départemental des Yvelines (Sollicité)	30 000,00	5,04%
Ville d'Aubergenville (Acquis)	2 228,00	0,37%
Ville de Buchelay (Sollicité)	4 897,00	0,82%
Ville de Follainville Dennemont (sollicité)	1 959,00	0,33%
Ville de Guerville (Sollicité)	3 918,00	0,66%
Ville de Limay (sollicité)	5 877,00	0,99%
Ville de Mantes la Jolie (acquis)	24 486,00	4,12%
Ville de Mantes la ville (sollicité)	12 733,00	2,14%
Ville de Rosny sur Seine (Acquis)	3 918,00	0,66%
Ville de Saint-Martin la Garenne (sollicité)	1 469,00	0,25%
Ville d'Oinville sur Montcient (Sollicité)	2 449,00	0,41%
Ville de Breuil Bois Robert (sollicité)	1 400,00	0,24%
Ville de Gargenville (sollicité)	3 428,00	0,58%
Communauté d'agglomération Grand Paris Seine et Oise (sollicité)	111 000,00	18,66%
Fond de soutien : organismes professionnels musiques	44 657,00	7,51%
Mécénat	54 800,00	9,21%
ASP (emplois aidés)	1 000,00	0,17%
Recettes propres	240 275,00	40,38%
Total	594 994,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	25 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	25 000,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	25 000,00 €
	Montant total	75 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008747

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CENTRE D'ART ET CULTURE - JAZZ'N'KLEZMER

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	128 860,00 €	7,76 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAC CENTRE D'ART ET CULTURE RUE BROCA
Adresse administrative : 39 RUE BROCA
75005 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur REZA JEAN-PHILIPPE, Président
Date de publication au JO : 8 octobre 2013

N° SIRET : 41816024800013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 11 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 11/04/2017.

Présentation du bénéficiaire

Le Centre d'Art et de Culture est un lieu de transmission des cultures d'Europe centrale et méditerranéenne, implanté à Paris (5ème). Il dispose d'un lieu de diffusion et propose une programmation pluridisciplinaire s'attachant à faire découvrir les jeunes artistes. Le centre développe un programme d'actions culturelles à l'année et organise depuis 2001 un festival dédié aux musiques Klezmer alors en voie d'extinction.

Présentation de la manifestation

Le festival Jazz'N'Klezmer unique festival sur ces musiques en Europe contribue au renouveau de la scène musicale Klezmer et à la création en accueillant à chaque édition des artistes émergents aux projets très novateurs (Yom, Guillaume Perret, Yaron Herman, Socalled, ou Yuval Amihai, Noemi Waysfeld & Blik…), il accueille aussi des artistes de renom (David. David Krakauer, Vincent Segal…)

Des masterclass mené par des musiciens sont organisées auprès d'adolescents de structures socio-éducatives et des rencontres sont organisées avec le grand public (à compléter)

La manifestation s'est développée sur plusieurs arrondissements de Paris, chaque année le Festival c'est plus de 15 artistes, 8 concerts dans 6 salles à Paris. Aujourd'hui plus de 3 000 personnes assistent

chaque année au festival, avec un taux de remplissage de 43%.

Pour développer Jazz'N'Klezmer, l'équipe noue des partenariats avec le Festival des Villes des Musiques du Monde, organisant la venue de Socalled, avec la Bellevilloise pour la soirée « Release Party », avec le musée d'Art et d'Histoire du Judaisme (coproducteurs pour les concerts de Jacques Schwart Bart)

Les financeurs publics (Ville de Paris et Région) représentent 19% du budget du festival les recettes propres et fonds privés atteignent chacun 38% du budget

Projet 2017

Date : du 14 au 30 novembre 2017
Lieux Paris (Espace Rachi,New Morning, Alimentation Générale, La Bellevilloise, Copernic , Sunset , Musée d'Art et d'Histoire du Judaïsme) et à Boulogne au Carré Belle-Feuille

Programmation
La prochaine édition réunira 17 formations dont 5 émergentes
2 créations réunissant Remy Yulzari et François Atlan ainsi que Yom Manuel Peskine et Aurelien Nafrichoux seront présentées. Parmi les artistes confirmés sont prévus : Macha Gharibian, Rachid Taha, Oum, Socalled, Leonard Garth Knox and Salterello Trio pour leur première en France…

Actions culturelles :
Des rencontres et ateliers musicaux pour musiciens amateurs en cours d'élaboration seront proposés avec certains artistes.

Indicateurs de suivi 2016-2017

PROJET ARTISTIQUE	2016	2017
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	19	17
Nombre d'équipes artistiques émergentes	5	4
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	19	17
RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	2016	2017
Fréquentation	3072	

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 126 860€ et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	61 300,00	43,52%
Dépenses techniques /logistique et sécurité	14 640,00	10,39%
communication	36 500,00	25,91%
coûts de structure	28 420,00	20,18%
Total	140 860,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France (Sollicité)	24 000,00	17,04%
Ville de Paris (sollicité)	12 000,00	8,52%
CNV et SACEM	10 815,00	7,68%
Fonds privés	42 000,00	29,82%
ASP	1 045,00	0,74%
recettes propres	51 000,00	36,21%
Total	140 860,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	56 970,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
	Montant total	86 970,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008749

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FONTENAY EN SCENES - FESTIVAL "LES AVENTURIERS"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	120 500,00 €	7,05 %	8 500,00 €
	Montant Total de la subvention		8 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONTENAY EN SCENES
Adresse administrative : 166 BD GALLIENI
94120 FONTENAY SOUS BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Marc BOUFFIER, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 31298836300049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 7 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 07/04/2017.

Présentation de la manifestation
Le festival « Les Aventuriers » est un festival de musiques actuelles à dominante rock favorisant l'éclectisme des propositions, organisé depuis douze ans par Fontenay-en-scène. Il se déroule à Fontenay-sous-Bois dans les deux salles de la ville pendant 10 jours en décembre.
Il donne une visibilité à des artistes français comme internationaux, à des artistes émergents comme confirmés, ainsi qu'à des groupes amateurs. En effet, lors de chaque édition, un tremplin est organisé pour de jeunes groupes amateurs ayant une ambition professionnelle, à l'issu duquel le lauréat bénéficie d'une résidence de création et se produit en ouverture de la soirée clôture. Souhaitant être accessible à un large public, le festival défend un politique tarifaire basse, avec un prix moyen du billet à moins de 10 euros. Il bénéficie d'une reconnaissance professionnelle et d'une bonne fréquentation publique (environ 1500 spectateurs soit un taux de remplissage de près de 90%). Le Festival crée du lien avec les associations locales et organise lors de chaque édition des actions culturelles notamment en direction de collégiens et lycéens (Lycée Pablo Picasso et lycée professionnel Jules Michelet) : rencontre avec des artistes, interview ateliers de pratique et de création, visites des coulisses...

Projet 2017
Dates : du 14 au 22 décembre 2017
Lieux : Fontenay-sous-Bois, Salle jacques Brel (800 places debout) et Espace Gérard philippe (220 places debout)
La programmation 2017 pressentie associe :
- 5 concerts à double plateau à l'espace Gérard Philipe avec des artistes émergents : Marietta, Requin chagrin, Joey le soldat, Peter Peter, Kaviar Special, Kid Wise, et des artistes plus confirmés : Kate Tempest, Polo and Pan, Octopop.
- 1 concert de clôture à la salle Jacques Brel avec le lauréat du tremplin « Jeunes Aventuriers », Acid Arab et Tha Trickaz
- un spectacle électro à destination du jeune public
- une rencontre-ciné animée par un artiste de la programmation au Cinéma le Kosmos.

Actions culturelles
La 13ème édition du festival Les Aventuriers organisera comme chaque année des actions culturelles notamment avec des collégiens et lycéens (Lycée Pablo Picasso et lycée professionnel Jules Michelet) : rencontres dans les coulisses, ateliers et masterclass). Le Festival souhaite organiser plusieurs showcases hors les murs : au lycée Pablo Picasso, dans les locaux de la Société Générale et à l'association AURORE (accueil réfugiés). Le dispositif Tremplin « Les Jeunes Aventuriers » à destination des groupes ayant des ambitions professionnelles dans les musiques actuelles, sera reconduit. Le Lauréat présentera son projet en première partie de la soirée de clôture.

Indicateurs de suivi 2016-2017

PROJET ARTISTIQUE	2016	2017
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	14	15
Nombre d'équipes artistiques émergentes	11	9
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	14	15
Nombre de représentations ou concerts	14	15
RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	**2016**	**2017**
Fréquentation	1511	-

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 120 500 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- FONTENAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	66 000,00	54,10%
Dépenses techniques / logistiques et sécurité	25 000,00	20,49%
Communication	17 000,00	13,93%
Coûts de structure	14 000,00	11,48%
Total	122 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France (sollicité)	10 000,00	8,20%
Commune de Fontenay-sous-Bois (sollicité)	90 000,00	73,77%
CNV	2 000,00	1,64%
SACEM	2 000,00	1,64%
Recettes propres	18 000,00	14,75%
Total	122 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 100,00 €
2018	3 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	8 500,00 €
	Montant total	28 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008750

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : JAZZ AU FIL DE L'OISE - FESTIVAL JAZZ AU FIL DE L'OISE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	316 600,00 €	4,46 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JAZZ AU FIL DE L'OISE
Adresse administrative : MAISON DE L'ILE
95430 AUVERS S/OISE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CHRISTIAN MAGRIN, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 41357174600010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 7 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 07/04/2017.

Présentation de la manifestation
Créé en 1996, le festival Jazz au fil de l'Oise est dédié au jazz actuel et aux musiques de création. Il propose chaque année à l'automne une programmation d'une trentaine de concerts dans une vingtaine de villes du Val d'Oise, parmi lesquelles les 13 communes de l'agglomération de Cergy-Pontoise, mais aussi d'autres communes (Herblay, Montmorency, Ermont, L'Isle-Adam, Marines, Beaumont-sur-Oise, Mériel, Osny, Bezons…). Les concerts se déroulent à la fois dans les structures culturelles du territoire et dans des salles polyvalentes ou foyers ruraux situées dans les villes ne disposant pas d'équipement dédié au spectacle vivant ou à la musique, ainsi que dans les conservatoires. Le festival pratique des tarifs volontairement accessibles, compris entre 12 et 16 € en moyenne et propose des partenariats tarifaires avec plusieurs associations locales.
La programmation fait la part belle aux artistes en création ainsi qu'aux artistes émergents aux côtés des artistes confirmés français et internationaux, qui sont régulièrement invités par le festival afin de favoriser un suivi sur plusieurs années. Par ailleurs, le festival accueille un artiste en résidence avec le soutien de la DRAC (Andy Emler et le Mégaoctet en 2016, Le Sacre du Tympan en 2015, Yom en 2014…)

Des actions culturelles sont organisées avec les écoles et collèges du territoire pour préparer la venue aux concerts ainsi que des master-classes avec les élèves des conservatoires (Vauréal, Herblay, Cergy, Enghien-les-Bains, Saint-Ouen-l'Aumône, Persan…). Une journée de formation est organisée à l'attention des bibliothécaires, en lien avec la Bibliothèque départementale du Val d'Oise. Des rencontres avec les artistes sont régulièrement organisées.
Le festival est membre du réseau de diffusion du jazz AJC (association Jazz Croisé, anciennement AFIJMA) qui rassemble 70 structures françaises et européennes.
Le festival est soutenu par une dizaine de villes membres de l'association (45 600 € cumulés en 2016), la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise à travers une convention triennale (67 000 €), le Département du Val d'Oise (35 000 €), la Drac Île de France au titre des résidences (10 000 €) et la Région Île-de-France (15 000 €). Il reçoit également le soutien régulier de la Spedidam, de l'Adami, de la Sacem et du FCM. Son budget a atteint 346 500 € en 2016.

Projet 2017
Dates : du 14 octobre au 15 décembre 2017
Lieux : 21 lieux dans 18 communes : Office de tourisme de Pontoise et Théâtre des Louvrais – Scène nationale à Pontoise, salle G. Pompidou de Parmain, Espace Rive Gauche à Mériel, Théâtre Paul Eluard de Bezons, salle des fêtes de Butry-sur-Oise, Théâtre R. Barat d'Herblay, Auditorium du conservatoire de Cergy, La Briquèterie et la Collégiale de Montmorency, salle des fêtes de Marines, conservatoire de Persan, Théâtre de Jouy Le Moutier, Théâtre P. Fresnay d'Ermont, L'Antares et le Forum à Vauréal, Maison de la Challe à Eragny, Château de Grouchy à Osny, foyer rural à Courdimanche, centre culturel L'Imprévu à Saint-Ouen-L'Aumône, foyer communal à Neuville.

Programmation prévue :
La programmation de la 22ème édition présente la diversité du jazz avec 34 concerts proposés sur 25 jours : du jazz manouche avec Biréli Lagrène au jazz innovant de Yom, en passant par le jazz vocal avec Hugh Coltman. Des musiciens cubains seront présents : Roberto Fonseca et Harold Lopez Nussa. Plusieurs artistes régulièrement invités par le festival seront à nouveau présents cette année comme Emile parisien, Laurent de Wilde…
Cette année, c'est la flûtiste et compositrice Naïssam Jalal qui sera accueillie en résidence autour de sa nouvelle création en trio « Quest of invisible », qui sera donnée dans des petites salles de trois communes : Courdimanche, Neuville et Montmorency, soit 7 concerts prévus.

Action culturelle :
Des rencontres sont prévues avec l'artiste en résidence, Naïssam Jalal, à laquelle sera passé une commande d'écriture pour la classe de flûtistes de l'école de musique de Courdimanche. Une master-class sera donnée au conservatoire de Saint-Ouen l'Aumône, ainsi que des interventions au conservatoire de Vauréal avec la classe orchestre et les classes de flûtistes. Naïssam Jalal proposera également une répétition publique à Courdimanche.
Yom présentera deux concerts sur temps scolaire à Eragny et interviendra avec les élèves du conservatoire de Vauréal autour de l'improvisation et des musiques de l'Est.
Laurent de Wilde interviendra auprès des élèves du département jazz du CRR de Cergy.

Indicateurs de suivi 2016-2017

PROJET ARTISTIQUE	2016	2017
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	27	28
Nombre d'équipes artistiques émergentes	9	11
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	27	28
Nombre de représentations ou concerts	27	34

RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	2016	2017
Fréquentation	12000	

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 316 600 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	15 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	15 000,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	15 000,00 €
	Montant total	45 000,00 €

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	179 587,00	53,35%
Dépenses techniques / Logistiques et sécurité	63 013,00	18,72%
Communication	49 000,00	14,56%
Coûts de structure	45 000,00	13,37%
Total	336 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (Sollicité)	15 000,00	4,46%
Agglomération Cerhy-Pontoise (Acquis)	62 000,00	18,42%
Région Île de France (Sollicité)	35 000,00	10,40%
Département du Val d'Oise (Sollicité)	45 000,00	13,37%
Ville de l'isle d'Adam (Acquis)	1 775,00	0,53%
Ville de Jouy le Moutier (Acquis)	3 500,00	1,04%
Ville Marines (Acquis)	2 363,00	0,70%
Ville Mériel (Acquis)	2 000,00	0,59%
Ville de Montmorency (Acquis)	3 500,00	1,04%
Ville de Neuville sur Oise (Acquis)	2 000,00	0,59%
Ville d'Osny sur Oise (Acquis)	2 130,00	0,63%
Ville de Parmain (Acquis)	2 750,00	0,82%
Ville de Saint-Ouen-l'Aumône (Acquis)	5 148,00	1,53%
Ville de Valmondois (Acquis)	1 405,00	0,42%
Ville d'Herblay (Acquis)	8 710,00	2,59%
Ville de Beaumont sur Oise (Acquis)	4 000,00	1,19%
Ville de Bezons (Acquis)	6 810,00	2,02%
Ville de Butry sur Oise (Acquis)	1 450,00	0,43%
Ville de Cergy (Acquis)	8 640,00	2,57%
Ville de courdimanche (Acquis)	2 000,00	0,59%
Ville d'Eragny sur Oise (Acquis)	4 000,00	1,19%
Ville d'Ermont (Acquis)	4 165,00	1,24%
Sociétes civiles (SPEDIDAM, ADAMI, SACEM)	34 000,00	10,10%
Centre Commercial des Fontaines - Cergy	3 000,00	0,89%
Recettes Propres	69 760,00	20,72%
Ville de Vauréal (Acquis)	4 994,00	1,48%
Office de Tourisme Pontoise (Acquis)	1 500,00	0,45%
Total	336 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 000,00 €
2018	6 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008751

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MARATHON - FESTIVAL MARATHON

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	185 000,00 €	5,41 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MARATHON
Adresse administrative : 15 BD JULES FERRY
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MAXENCE GOURDAULT-MONTAGNE, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 80066061500025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 4 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 04/04/2017.

Présentation du festival :
Le festival a été créé en 2013 sur la volonté de proposer à un large public, des rencontres entre des créations, notamment émergentes des musiques contemporaines et électroniques.
Le festival programme ainsi de jeunes artistes émergents et jeunes ensembles, et des créations commandées à de jeunes compositeurs, avec des créations partagées. Le festival pratique une politique tarifaire raisonnable sur un tarif plein maximum de 18 €.
Il est implanté sur Paris et développe en 2017 un plus fort ancrage en Essonne en partenariat avec la Communauté d'agglomération de l'Etampois Sud-Essonne.
La programmation s'articule sur une création de pièces en résidence de création avec un lieu, la diffusion de pièces musicales sur différents lieux, des actions culturelles plus spécifiquement dans les lycées et, des tables rondes de professionnels sur des thématiques qui visent à décloisonner les esthétiques musicales.
Le budget du festival comprend 39% de recettes propres, ses principaux partenaires publics sont le département de l'Essonne, la DRAC Île-de-France, la ville de Paris et la région Île-de-France. Pour sa quatrième édition, en 2017, le festival a également reçu le soutien de la communauté d'agglomération de

l'Etampois Sud-Essone.

Edition 2017
Date : Le festival se déroulera du 27 novembre au 9 décembre 2017
Lieux : Méréville, Etampes et Paris (la Gaité Lyrique)

Programmation : 19 représentations sont prévues, offrant une large place aux artistes émergents une création jazz, de Paul Lay trio, création « Tribute to Steve Reich » de Chloé, et de Chassol, création du sacre du Printemps de Stravinsky pour saxophone de Lazare Huet…
L'ensemble Soundinitiative et les artistes de jazz de Caravaggio travailleront une nouvelle pièce du compositeur Benjamin de la Fuente pendant deux semaines de résidence au Centre culturel de Méréville.

Actions culturelles : Des ateliers de sensibilisation a` l'écoute, d'expression personnelle, dans des centres sociaux des d'ateliers de création de cartes postales sonores avec les habitants seront diffusées dans les lieux publics de la ville.

Indicateurs de suivi 2016-2017

PROJET ARTISTIQUE	2016	2017
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	16	6
Nombre d'équipes artistiques émergentes	12	4
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	16	6
Nombre de représentations ou concerts	17	19

RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	2016	2017
Fréquentation	**10 000**	**NC**

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 185 000 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	129 360,00	68,08%
Dépenses techniques/logistiques et sécutité	21 640,00	11,39%
Communication	10 000,00	5,26%
Couts de structure	29 000,00	15,26%
Total	190 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF / aide à la résidence (Acquis)	15 000,00	7,89%
Région Île-de-France (sollicité)	15 000,00	7,89%
Département de l'Essonne (Acquis)	19 000,00	10,00%
Ville de Paris (Acquis)	8 000,00	4,21%
Fonds de soutien (spedidam, FCm, Sacem, Adami)	50 000,00	26,32%
Recettes propres	75 000,00	39,47%
Communauté d'agglomération de l'Etampois Sud-Essonne (Acquis)	8 000,00	4,21%
Total	190 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"	10 000,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
	Montant total	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008752

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PARIS JAZZ CLUB - FESTIVAL JAZZ SUR SEINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	105 200,00 €	9,51 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS JAZZ CLUB
Adresse administrative : 39 RUE DES LOMBARDS
75001 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur VINCENT BESSIERES, Président
Date de publication au JO : 22 juillet 2006

N° SIRET : 49197313700020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 12 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 12/04/2017.

Présentation du bénéficiaire
Paris Jazz Club, fondé en 2006 a pour objectif de promouvoir et démocratiser le jazz sous toutes ses formes. L'association développe à l'année différentes actions de valorisation : le festival French Quarter à New York, une soirée « 1 entrée = 4 clubs », des ateliers découverte du jazz en milieu scolaire, un agenda mensuel mutualisé de programmation des salles franciliennes. Le Festival Jazz Sur Seine représente l'un des projets-phares.

Présentation du festival
Créé en 2010, le Festival se déroule sur 2 semaines dans 25 clubs et salles franciliennes (50% sur Paris et 50% sur les 7 autres départements franciliens). La diversité de la programmation de toutes les formes du jazz (contemporain, new Orléans…) touche un large public et met en avant l'émergence et la scène jazz internationale. Une soirée showcases est dédiée à la création artistique novatrice, à chaque édition en partenariat avec l'ADAMI.

Le festival développe un large programme d'actions culturelles en faveur des publics les plus éloignés des pratiques artistiques avec les équipes des Programmes de Réussites Educatives et des master-classes encadrées par des artistes confirmés du festival sont organisées pour les élèves du Conservatoire Régional, et du Conservatoire Paris Centre.

La ville de de Paris et la Région sont les deux partenaires publics du festival (19% du budget), les recettes propres représentent 18% et les sociétés civiles 48% du budget.

Edition 2017
Date : Du 13 au 28 octobre,
Lieux : 25 salles de 14 villes franciliennes (Paris , Fontenay-Sous-Bois, Les Lilas, Guyancourt, Palaiseau, Auvers sur Oise, Boulogne-Billancourt et Juvisy Sur Orge).

Programmation : 180 représentations d'artistes pour majorité émergents seront programmés, Rachelle Plas (Jazz vocal) avec, Akalé Wubé (world jazz), Awake (jazz contemporain), Maurizio Mariscoli (jazz swing), Bex-Ferris-Goubert (jazz fusion), G!rafe (jazz rock) …
Cette édition 2017 s'attachera à renforcer l'accessibilité des publics par une communication renforcée et une politique tarifaire attractive soit un tarif moyen de 13,3 €.

Actions culturelles :
3 masterclasses seront organisées : 2 au Conservatoire à Rayonnement Régional de Paris et une au Conservatoire de Paris Centre. Des ateliers de sensibilisation au jazz seront menés pour les enfants dans le cadre du programme de cohésion sociale de l'Etat. Un nouvel atelier initiation au jazz de Musicothérapie dans les services art thérapie des Hôpitaux de Paris sera animé artistes de jazz diplômés en musicothérapie.

Indicateurs de suivi 2016-2017

PROJET ARTISTIQUE	**2016**	**2017**
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	168	180
Nombre d'équipes artistiques émergentes	120	125
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	168	180
Nombre de représentations ou concerts	168	180
RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	**2016**	**2017**
Fréquentation	**10680**	**11500**

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 105 000 € et correspond au montant du budget du projet

Localisation géographique : REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	57 980,00	55,11%
Dépenses techniques/logistiques /sécurité	5 300,00	5,04%
Communication	23 200,00	22,05%
Couts de structure	18 720,00	17,79%
Total	105 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France (	10 000,00	9,51%
Ville de Paris (sollicité)	10 000,00	9,51%
SACEM, SPEDIDAM, ADAMI	50 000,00	47,53%
mécénat	16 900,00	16,06%
Recettes propres	18 300,00	17,40%
Total	105 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	8 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	8 000,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	8 000,00 €
	Montant total	24 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008753

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MAMA - FESTIVAL MAMA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	1 049 500,00 €	9,53 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAMA MAMA
Adresse administrative : 46 RUE BOURET
75019 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur DANIEL COLLING, Gérant

N° SIRET : 50924325900025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 10/04/2017.

Présentation de la manifestation :
Crée en 2009, par Daniel Colling fondateur du Printemps de Bourges, Le MaMA, est une manifestation qui s'attache à promouvoir la scène émergente française et internationale et à favoriser les échanges professionnels qui mettent en lumière les évolutions artistiques, technologiques et économiques du secteur. 3 jours de rencontres ouvertes aux professionnels et de concerts ouverts à un large public sont programmés.
La manifestation francilienne est devenue un évènement international renommé intégré dans un réseau d'événements similaires tels que : Canadian Music Week (Ca), CMJ (USA), Eurosonic (Nl), The Great Escape (UK), et s'appuie sur les réseaux nationaux (Réseau Printemps, la FELIN, CD1D, …), départementaux (MAP, MILA, ..) et régionaux (. RIF, FEPPRA, Phonopaca, Cap Digital, …).

Plus de 5 300 professionnels de 58 pays ont participé à la dernière édition sur les conférences, débats, workshops, et rendez-vous professionnels. Depuis 2015, MaMA a développé un programme de conférences et des stands professionnels dédiés à la valorisation et à l'intégration de l'innovation dans la filière : le M@MA Invent !
Une quinzaine de salles présentent 130 concerts grand public dans le 18ème arrondissement et 9ème arrondissement de Paris assurant le succès de l'évènement dans un quartier très touristique et

cosmopolite. Les pass festival est sur une tarification accessible

Les principaux cofinanceurs publics sont le ministère de la culture (DGCA) l'institut français.

Projet 2017
La prochaine édition se déroulera du 18 au 20 octobre 2017 dans au moins 19 salles des 18è et 9è arrondissement de Paris, 81 conférences, débats et ateliers ; 29 workshops, des rendez-vous pro, et des showcases seront organisés pour les professionnels
Les concerts ouverts au public feront une large place à l'émergence avec une programmation d'artistes français et internationaux des diverses esthétiques rock, pop, électro, hip-hop et chanson.

2 sessions de workshop accompagneront 6 groupes en développement sur la présentation de leurs compositions pour des conseils de professionnels au centre Musical FGO Barbara, en partenariat avec le réseau francilien des musiques actuelles.
Fort de la première expérience menée en 2015, 2 projets d'accueil seront menés pour une vingtaine de lycéens sur des conférences et concerts, en lien avec les médiateurs culturels dans ces établissements.

Le festival accueille les stagiaires de la formation Atla, pour participer à l'organisation des rencontres et conférences. Cette expérience permet aux étudiants de rencontrer les professionnels du secteur et d'acquérir une première expérience professionnalisant.

Indicateurs de suivi 2016-2017

PROJET ARTISTIQUE	**2016**	**2017**
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels	128	130
Nombre d'équipes artistiques émergentes	96	100
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	128	130
Nombre de représentations ou concerts	142	150
RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	**2016**	**2017**
Fréquentation	9345	10500

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 1 049 500 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé et les frais d'assurance.

Au regard du caractère exceptionnel du festival sur sa dimension artistique et culturelle, son envergure, la visibilité régionale, les retombées économiques comme touristiques et les autres partenaires publics mobilisés , le soutien régional est proposé à hauteur de 100 000 €

Localisation géographique : PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	81 000,00	7,51%
Dépenses techniques, logitiques et sécurité	663 000,00	61,45%
Communication	115 500,00	10,70%
Couts de structure	219 500,00	20,34%
Total	1 079 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide aux Festival (Sollicité)	130 000,00	12,05%
Subvention ETAT DGCA et DGMIC (Sollicité)	65 000,00	6,02%
Institut Français (sollicité)	6 000,00	0,56%
Mairie de Paris (Sollicité)	100 000,00	9,27%
Sociétés civiles	331 000,00	30,68%
Mécénat et sponsoring	125 000,00	11,58%
Billetterie	220 000,00	20,39%
Vente de publicité / Stands	102 000,00	9,45%
Total	1 079 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	60 000,00 €
2018	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	120 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	120 000,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	100 000,00 €
	Montant total	340 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008754

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : JAZZ AU THEATRE DE FONTAINEBLEAU - FESTIVAL DE JAZZ AU THEATRE DE FONTAINEBLEAU

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	54 000,00 €	7.41%	4 000,00 €
		Montant Total de la subvention	4 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RJ 77 RESEAU JAZZ 77
Adresse administrative : 40 RUE GRANDE
77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Kerstin DECROIX, Présidente
N° SIRET : 53871066600016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 11 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 11/04/2017.

Présentation de la manifestation

Le festival est né en 2012 à l'initiative et le soutien de la Ville de Fontainebleau et l'association du Festival Django Reinhardt, afin d'ouvrir les publics du théâtre au jazz sur un temps de diffusion à l'automne et d'ancrer la diffusion du Jazz dans la sud du département de Seine et Marne.

Le festival mise sur la convivialité entre musiciens et publics. Il présente des talents émergents en première partie de musiciens confirmés. En 2016 Renée Marie, Kurt Elling, Yom, Samy Thiebault, The Amazing Keystone Spetet, Andrea Motis & Joan Chamoro étaient présents pour les deux soirées du festival.

Jazz au théâtre organise également des expositions d'arts graphiques et de photographies sur la thématique de la musique jazz.

Projet 2017

Programmation prévue :

L'édition 2017 se tiendra du 23 au 25 novembre au Théâtre Municipal de Fontainebleau sur trois soirées dont la programmation est en cours d'élaboration, chaque date réunira un artiste ou groupe émergent et un artiste confirmé sur la scène du théâtre.

Action culturelle :
Jazz au théâtre organisera une intervention au théâtre pour les lycéens et collégiens, l'occasion d'un partage autour des métiers de la musique et des coulisses des concerts.

Indicateurs de suivi 2016-2017

PROJET ARTISTIQUE	2016	2017
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	6	6
Nombre d'équipes artistiques émergentes	2	3
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	6	6
Nombre de représentations ou concerts	6	6

RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	2016	2017
Fréquentation	**925**	

Calcul de la base subventionnable
La base subventionnable s'élève à 54 000 € et correspond au montant du budget du projet.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique : FONTAINEBLEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	30 500,00	56,48%
Dépenses technique / logistique / sécurité	17 100,00	31,67%
Communication	4 000,00	7,41%
Couts de structure	2 400,00	4,44%
Total	54 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide aux manifestations (sollicité)	4 000,00	7,41%
Département Seine et Marne (sollicité)	2 500,00	4,63%
Ville de Fontainebleau (sollicité)	12 000,00	22,22%
CNV	300,00	0,56%
SACEM	1 000,00	1,85%
Recettes propres	34 200,00	63,33%
Total	54 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 400,00 €
2018	1 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	4 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	4 000,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	4 000,00 €
	Montant total	12 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008756

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : VILLES MUSIQUES DU MONDE - FESTIVAL DES MUSIQUES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	464 500,00 €	5,38 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILLES MUSIQUES DU MONDE
Adresse administrative : 4 AVENUE DE LA DIVISION LECLERC
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur André FALCUCCI, Président

Date de publication au JO : 19 juillet 2003

N° SIRET : 44953380100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 10/04/2017.

Présentation du bénéficiaire
Le projet Villes des Musiques du monde a débuté en 1997 d'abord à Aubervilliers et à La Courneuve avec l'ambition de fédérer un réseau de villes, de structures culturelles, associatives ou dédiées à la jeunesse, à l'échelle régionale, réunies dans une même démarche d'éducation populaire et d'éducation artistique et culturelle, qui est explicitée dans la charte d'adhésion au réseau.
Le festival en constitue le point d'orgue avec une programmation artistique de concerts et d'actions durant quatre semaines, mais les projets portés par l'association se déroulent tout au long de l'année à travers de nombreux projets d'action artistique et culturelle avec les publics.
Ainsi le projet « La Cité des Marmots » propose à près de 300 élèves et leurs enseignants un voyage musical, désormais décliné sur deux années scolaires, aux côtés d'un « griot » qui leur fait découvrir sa musique, une tradition culturelle, dans le cadre d'un processus de transmission et de création où dialoguent les cultures. Le projet se décline en sorties culturelles, rencontres avec les artistes, parcours vocal, création d'un répertoire de chansons, restitutions publiques et représentations scéniques lors du festival. En 2015/16 et 2016/17, c'est la compagnie Rassegna qui a proposé son répertoire de chants

flamenco, arabo-andalous, judéo-espagnols venus du Maghreb et d'Espagne mais aussi de chansons d'Italie, de Grèce, de Turquie. Le projet implique 8 communes de l'agglomération de Plaine commune à raison de 2 classes par commune.
Parallèlement, l'association a initié les projets des « Fabriques orchestrales » destinées d'une part aux jeunes (« juniors »), et d'autre part, aux adultes. Les Fabriques orchestrales rassemblent des amateurs individuels issus d'ateliers et qui sont réunis pour jouer et apprendre avec des maîtres et se constituer en « band », dans des univers musicaux variés.
Aujourd'hui 4 fabriques orchestrales existent et se produisent chaque année : le « Cap to NOLA » dédié à la musique jazz de la Nouvelle-Orléans, le « 93 Super Raï Band » créé en 2008 avec 25 musiciens aficionados des mélopées et rythmes du Maghreb, le « 9x3 Rumba » autour de la rumba cubaine, et le « Neuf 3 Cumbia », créé en 2013, avec 25 musiciens, élèves de conservatoires, artistes amateurs colombiens ou bien franciliens, percussionnistes et cuivres, qui s'accaparent du répertoire de la cumbia.
Depuis 2015, le projet se décline en partenariat avec les services jeunesse, centres sociaux, les collèges et centres de loisirs de 5 communes (Aubervilliers, Aulnay-sous-Bois, Drancy, Sevran, La Courneuve) avec des jeunes de 11 à 18 ans, invités, sans prérequis d'apprentissage musical, à créer une fanfare.
Le projet Villes des musiques du monde rassemble à ce jour plus d'une vingtaine de villes en Ile-de-France (16 communes de Seine-Saint-Denis) sur 6 départements (dont les Yvelines, l'Essonne et le Val d'Oise). Au-delà d'un festival, les membres se rassemblent pour mener des projets de coopération artistique et culturelle.
L'association est soutenue par la Ville d'Aubervilliers (164 500 €), l'Etablissement public territorial de Plaine commune (98 000 €), la Ville de Paris (15 000 €), la Politique de la ville à travers plusieurs contrats de ville (42 100 €) le Département de la Seine-Saint-Denis (110 600 €) et la Région IDF. L'association reçoit également le soutien de la Sacem, la Spedidam, de l'Adami, de la Fondation Carasso, ainsi que plus ponctuellement d'ambassades étrangères. Son budget a atteint 426 500 € en 2016.
Présentation de la manifestation
Bien repéré aujourd'hui dans le champ des musiques du monde – la structure est un membre actif des réseaux Zone Franche, collectif musiques et danse du monde en Ile-de-France - le festival propose une programmation exigeante d'une cinquantaine de groupes et d'équipes artistiques d'esthétiques musicales très variées, en favorisant les rencontres et les croisements entre traditions et remises en jeu contemporaines, artistes confirmés et en devenir, français et étrangers, amateurs et professionnels, avec l'objectif double de faire découvrir les musiques du monde, mais également d'encourager la pratique de ces musiques.
Pendant un mois, le festival propose près d'une centaine de concerts et de spectacles dans une trentaine de lieux en Ile-de-France, avec une tarification volontairement très accessible (prix moyen de la place de 8 €) et une attention permanente portée aux problématiques de déplacement des spectateurs (navettes, covoiturage, communication, horaires adaptés…) permettant de toucher un large public, notamment de publics habituellement peu présents dans les salles de spectacles, soit 9000 spectateurs touchés en 2016.
Par ailleurs, en plus des projets d'envergure, l'association mène de nombreuses interventions et ateliers en milieu scolaire et avec les structures sociales du réseau : ateliers parents-enfants « rendez-vous berceuses du monde », atelier chant en école primaire, atelier de médiation et concerts jeune public, stage, rencontres musicales dans des résidences sociales de travailleurs migrants, ateliers avec des femmes en centres sociaux, parade d'inauguration, block party hip hop, projection-débat, tables-rondes…
En 2016, le festival a travaillé avec 2 lycées Saint-Denis (93) et à Limours (91).

Projet 2017
Dates : Du 13 octobre au 12 novembre 2017

Lieux : une trentaine de lieux prévus dont : espace Chauzy à Bondy, le Pôle musical d'Orgemont à Epinay-sur-Seine, Saint-Denis, deux pièces cuisine au Blanc-Mesnil, Maison du peuple à Pierrefitte, Chapiteau Sham au Bourget, salle Pablo Neruda à Bobigny, Villetaneuse, Zingaro, Espace Renaudie et L'Embarcadère à Aubervilliers, Bagnolet, Sevran, Le Tamanoir à Gennevilliers, Petit Bain à Paris, Maison de la Tunisie à Paris, quai de Seine dans le 19ème arrondissement, Studio de l'Ermitage dans le 20ème arrondissement, Cité de l'immigration à Paris, MJC et église de Limours, Le Sax à Achères.
A l' occasion des 20 ans du Festival, la programmation sera itinérante dans de nouveaux lieux, nouvelles

villes (grande couronne) avec un contenu qui évoque des coups de cœur de ces 20 dernières années. Il sera question d'investir de multiples lieux de vie (non dédiés a priori au concert) pour offrir des rendez-vous en accès libre, de découvrir de nouveaux espaces afin d'y associer musique et dégustation de cuisine du monde par exemple.

Programmation prévue :
La programmation offrira un tour d'horizon de différentes esthétiques musicales de la tarantelle à l'afrobeat en passant par les chants polyphoniques, la chanson française, le cajun, les musiques arabo-andalouses, le gospel, la musique irlandaise, la musique cubaine, la samba, les musiques du Maghreb, le flamenco, la musique turque, le gwoka, la musique tzigane électro…
Parmi les artistes invités, on retrouvera : Telamure, Dames de la Joliette, Hilaire Penda, Gaël Faye, The Chsen One, Titi Robin, Marcos Cacremento, Barbès café, Camel Zekri, lounis Aït Menguellet, iorchestre national de Barbès, Bambino, Cie Rassegna, Roger Raspail ; Gumick, Bonga, Toto La Momposina…etc.
Le festival poursuivra l'ouverture aux spectacles destinés au jeune public et présentera des nouvelles création : Dédé Saint Prix et Tato Marenco autour des rythmes de la Martinique et de la Colombie, la Cie Rassegna autour des répertoires méditerranéens, « La Grue » par l'artiste japonaise Katsura Takabatake, « Gnéan / Miroir » par le danseur ivoirien Jean-Paul Mehansio, en duo avec un joueur de oud, A. Ouertani, « Biskra / Niamey / Paris : et après ? », qui fera l'objet d'une résidence de Camel Zekri, compositeur, improvisateur et guitariste.
La programmation associera musique et cinéma en partenariat avec le Cinéma la Clef et Studio à Aubervilliers. Enfin des rencontres professionnelles seront organisées.

Action culturelle :
Un nouveau dispositif sera mis en œuvre, le « Grand Prix des Musiques d'ICI », afin de valoriser les richesses des territoires français et leur multiplicité culturelle et favoriser la reconnaissance et l'accompagnement de talents émergents. Six régions participeront à cette nouvelle initiative qui sélectionnera quatre lauréats.
De multiples et diverses actions culturelles seront organisées : un projet avec des musiciens amateurs autour du répertoire de Titi Robin, en lien avec la MPAA à Paris, l'invitation de l'orchestre Cap to Nola sous le chapiteau de l'association Sham au Bourget pour accompagner des numéros de cirque, le collectage de berceuses du monde avec l'artiste Zaf Zafa à la rencontre des habitants du quartier nord du Blanc-Mesnil en collaboration avec le Deux Pièces Cuisines, le retour du groupe de La Nouvelle-Orléans, The Chosen Ones, pour une rencontre avec les participants des Fabriques Orchestrales Juniors, avec des répétitions, des master-classes et un concert prévu à la Micro-Folie des Beaudottes à Sevran et en ouverture du festival.
« La Cité des Marmots » se poursuivra avec La Compagnie Rassegna et les 400 enfants des 16 classes impliquées pour former un grand chœur.
Le festival prévoit la mise en place de nouveaux parcours avec 4 lycées franciliens : Lycée Jacques Brel de La Courneuve, Lycée Suger de Saint Denis, Lycée Le Corbusier d'Aubervilliers, Lycée Jules Verne de Limours. Des ateliers de oud seront proposés, ainsi qu'un atelier autour de l'anthropologie, des ateliers radio et de nombreuses rencontres avec les artistes.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 464 500 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	221 500,00	45,44%
Dépenses techniques / logistiques et securité	63 000,00	12,92%
Communication	107 500,00	22,05%
Cout de structure	95 500,00	19,59%
Total	487 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île de France (sollicité)	48 000,00	9,85%
Département Seine-Saint-Denis (Acquis)	66 500,00	13,64%
Commune d'Aubervilliers (sollicité)	119 000,00	24,41%
Commune de Paris (Acquis)	15 000,00	3,08%
Communauté d'agglomération Plaine Commune (Sollicité)	73 500,00	15,08%
Institut français (sollicité)	4 000,00	0,82%
Fonds de soutien (SACEM, SPEDIDAM, ADAMI)	40 000,00	8,21%
Mécénat (Fondation Choeur à l'Ouvrage, Fondation Carasso)	30 000,00	6,15%
Recettes propres	91 500,00	18,77%
Total	487 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la résidence de musiques actuelles et au développement d'artiste	12 000,00 €
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	38 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	10 000,00 €
2014	Méditerranée	20 000,00 €
2015	Aide à la résidence de musiques actuelles et au développement d'artiste	10 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	38 000,00 €
2015	Soutien aux actions multi-territoires en Politique de la ville	20 000,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	25 000,00 €
	Montant total	173 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009784

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PILE POIL ET COMPAGNIE - FESTIVAL CESARTS FETE LA PLANETE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	33 595,00 €	23,81 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PILE POIL ET COMPAGNIE
Adresse administrative : 5 RUE DE L'ALMA
92600 ASNIERES-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Mathieu CENDRIER, Président

Date de publication au JO : 10 juillet 2010

N° SIRET : 50824100700014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 10/04/2017.

Présentation du bénéficiaire
Le festival a été créé en 2011 par une compagnie de théâtre/clown, Pile Poil, avec le soutien de la communauté de communes Vexin Centre dans le Val d'Oise.
Le festival se déroule en septembre au sein du parc de 6 hectares "Le Camp de César", situé dans le périmètre du PNR, à Nucourt et propose à la fois une programmation artistique en théâtre, cirque, arts de la rue avec une petite dizaine de spectacles joués en extérieur et sous chapiteau, de nombreux ateliers de pratiques artistiques, et une manifestation de sensibilisation à l'écologie et au développement durable avec village de producteurs locaux, d'artisans d'art, conférences, expositions...
L'accès est gratuit pour le public et des navettes bus sont mises en place dans le cadre d'un partenariat avec un transporteur (2300 festivaliers en 2016).
Un important travail de sensibilisation et de relations avec les établissements scolaires est mené (écoles primaires, collèges et le lycée de Char) à travers des ateliers, visites, rencontres... Quarante partenaires locaux sont mobilisés sur le festival (dont le Musée archéologique départemental, PACT en Vexin) ainsi

qu'une centaine de bénévoles.
Le festival reçoit le soutien de la Communauté de communes Vexin centre (15 000 €), du Département du 95 (250 €) et des partenariats privés (Véolia Environnement, Enedis…)

Projet 2017
Pour 2017, le festival prévoit une montée en charge de la programmation (10 spectacles et 16 représentations dans deux autres petits villages du territoire, de nouvelles actions artistiques avec les publics dont 2 lycées partenaires à Char et à Saint-Ouen l'Aumône.
Dates : du 20 au 27 septembre 2017
Lieux : Camp de César de Nucourt, salle des fêtes de Commeny, salle des fêtes de Gouzangrez
Programmation prévue : 9 compagnies de théâtre, cirque, marionnettes, burlesque et arts de la rue, dont 4 émergentes soit 16 représentations: Sigrid La Chapelle, Cie Pas d'chi chi, Les Plumés, Isabelle Starkier, Maboul Distorsion, Banane cerise, Balance toi, Quand les poules auront des dents, Pile Poil Cie.
Action culturelle : De nombreux ateliers seront menés avec les enfants des centres de loisirs de l'agglomération Vexin Centre durant l'été en amont du festival ainsi qu'avec le public du festival : atelier de création marionnette / théâtre d'objets, atelier réalisation de scénographie et accessoires, visites guidées, journée de rencontres avec l'inspection académique, ateliers d'initiation à la régie technique, projections, atelier théâtre-clown en famille, ateliers cirque avec l'école Cherche trouve, initiation au jonglage, food'art…
Le festival reconduira également son partenariat avec le lycée de Chars qui sera associé à l'organisation du festival : accueil du public par des lycéens en formation accueil et sécurité, gestion des parkings, guides, participation aux actions culturelles…
Un projet est prévu avec le lycée Jean Perrin de Saint-Ouen-l'Aumône.

Indicateurs de suivi 2016-2017

PROJET ARTISTIQUE	2016	2017
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	7	9
Nombre d'équipes artistiques émergentes	3	3
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	7	10
Nombre de représentations ou concerts	9	16

RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	2016	2017
Fréquentation	2300	

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 33 595 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	19 133,00	53,75%
Dépenses techniques / logistiques et securité	10 842,00	30,46%
Communication	4 940,00	13,88%
Coûts de structure	680,00	1,91%
Total	35 595,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Réserve parlementaire (acquis)	1 000,00	2,81%
Région île-de-France - Aide aux manifestations (Sollicité)	10 000,00	28,09%
Communauté de communes Vexin centre (Acquis)	15 000,00	42,14%
Sepur, Sevia	1 000,00	2,81%
Mécanat VEOLIA-ENEDIS	2 500,00	7,02%
Recettes propres	6 095,00	17,12%
Total	35 595,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 800,00 €
2018	3 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	50 000,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	10 000,00 €
	Montant total	60 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009804

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LES JOURNEES RAVEL - LES JOURNEES RAVEL DE MONTFORT L'AMAURY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	81 876,00 €	6,11 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES JOURNEES RAVEL
Adresse administrative : LE BELVEDERE
78490 MONTFORT-L'AMAURY
Statut Juridique :
Représentant : Madame PATRICIA GUERLAIN, Présidente

N° SIRET : 41256365200012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 10/04/2017.

Présentation de la manifestation
Les Journées Ravel de Monfort-l'Amaury ont été créées en 1992. Manifestation hommage au compositeur qui a résidé dans la commune, les Journées Ravel se déroulent sur deux week-end au mois d'octobre. Une quinzaine de concerts sont programmés sur différents sites publics et privés de la commune de Monfort l'Amaury ainsi que d'autres communes. Le festival rayonne sur le Parc Naturel Régional de la Haute Vallée de chevreuse. La direction artistique est assurée par Rémi Lerner autours des œuvres de Maurice Ravel mais aussi celles de ses maîtres, de ses contemporains ou de ses élèves. La fréquentation de la manifestation est d'environ 1 500 spectateurs. La manifestation est payante avec un billet d'entrée moyen de 22 €uros.

Projet 2017
Dates : du 5 au 15 octobre 2017
Lieux : Monfort-l'Amaury et communes avoisinantes du Parc Naturel Régional de la Haute Vallée de Chevreuse (Les Mesnuls, Choisel, Clairefontaine)
Programmation prévue : 16 concerts au total incluant des propositions jeune public (« La belle et la bête

», ateliers) et des programmes d'œuvres de Ravel par le Quatuor Akilone, le Trio Rezniek, les pianistes Julian Trevelyan, Madoka Fukami, Hélène Tysman et Philippe Bianconi,le Quatuor Enesco... Certains concerts dits « prom's » ont lieu chez des particuliers de Monfort-l'Amaury.
Action culturelle :
Deux journées sont dédiées aux actions culturelles auprès du jeune public avec des concerts et des ateliers de pratique instrumentale. En 2017, les ateliers porteront sur le Bolero de Ravel et la découverte des instruments de l'Orchestre.

Indicateurs de suivi 2016-2017

PROJET ARTISTIQUE	2016	2017
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	16	16
Nombre d'artistes émergents	2 artistes	2 artistes
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	16	16
Nombre de représentations ou concerts	23	23

RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	2016	2017
Fréquentation	1626	nc

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 81 876 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite des dépenses d'assurance et de la différence entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	43 815,00	48,70%
Dépenses techniques	17 050,00	18,95%
Communication	11 061,00	12,29%
Coûts de structure	18 050,00	20,06%
Total	89 976,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	12 500,00	13,89%
Commune de Monfort l'Amaury (acquis)	11 500,00	12,78%
Commune Les Mesnuls (acquis)	1 000,00	1,11%
Autres financements	32 376,00	35,98%
Recettes propres	32 600,00	36,23%
Total	89 976,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 500,00 €
2018	1 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010563

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FRATERNITE GENERALE (PROJET : FRATERNITE GENERALE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	862 760,00 €	1,16 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FRATERNITE GENERALE
Adresse administrative : 11 SQUARE
75004 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ABDENNOUR BIDAR, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 82077034500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 11 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 11/04/2017.

Présentation de la manifestation
L'association a été créée début 2016 par un philosophe et une productrice audio-visuelle, suite aux attentats de novembre 2015 pour monter une manifestation à l'échelle nationale luttant contre l'exclusion et les replis identitaires, à vocation médiatique.
Des actions ont été initiées dans tous les domaines culturels et également sportifs et de nombreuses actions organisées par des lieux et d'autres structures ont été labellisées dans le cadre de la première édition en novembre 2016.

Projet 2017
L'édition 2017 rassemble et coordonne 600 manifestations culturelles et sportives dans toute la France (30 villes pressenties), notamment en Ile-de-France.

Dates : 13-15 octobre 2017
Lieux : hôpital de Créteil, église et institut du Val Mandé, Théâtre de Chaillot, Carreau du temple, Sainte-

Chapelle, Panthéon

Programmation prévue : 6 spectacles et concerts et 11 représentations
Le programme n'est pas encore finalisé.
Artistes pressentis : ACM ballet, Blanca Li

Action culturelle : NC

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 862 760 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	0,00	0,00%
DEPENSES TECHNIQUES	735 520,00	83,32%
COMMUNICATION	114 200,00	12,94%
COUTS DE STRUCTURE	33 040,00	3,74%
Total	882 760,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	30 000,00	3,40%
AUTRES FINANCEMENTS	332 760,00	37,70%
ETAT - sollicité	520 000,00	58,91%
Total	882 760,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009733

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MOUKDEN-THEATRE - PROJET DE CREATION : FROM THE GROUND TO THE CLOUD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	185 000,00 €	10,81 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOUKDEN-THEATRE
Adresse administrative : 44 RUE AMBROISE PARE
91620 LA VILLE-DU-BOIS
Statut Juridique :
Représentant : Madame CECILE BELALBRE, Présidente
N° SIRET : 48935908300024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/04/2017

Présentation du bénéficiaire
Créé et dirigé par Olivier Coulon-Jablonka depuis 2005, le Moukden-Théâtre est une compagnie de théâtre qui interroge le lien du théâtre au monde contemporain. Influencé au départ par Brecht et Müller, les pièces du Moukden Théâtre sont souvent construites comme des montages, des puzzles, à partir de matériaux hétérogènes et d'enquêtes et d'observations déroulées sur une longue période : textes du passé (littéraires ou théâtraux), matériaux documentaires, sociologiques, philosophiques. Il s'agit de saisir le présent tout en le distanciant.
Olivier Coulon-Jablonka a déjà mis en scène une dizaine de pièces avec une équipe artistique et technique que l'on retrouve régulièrement au fil des projets : « Des Batailles » d'après Pasolini (2008), « Chez les nôtres » d'après Gorki (sélectionné dans le cadre du festival Impatience 2010), « Pierre ou les ambiguïtés » d'après Melville, puis « Paris nous appartient » d'après Offenbach (2014) jusqu'à la pièce d'actualité commandée et produite par La Commune – CDN d'Aubervilliers : « 81, avenue Victor Hugo » jouée aussi au Festival d'Avignon et au Festival d'Automne et enfin « Trois songes » (2016), création dans le cadre d'Odyssées en Yvelines.
La compagnie a développé plusieurs partenariats d'implantation et de création en Ile-de-France : tout d'abord avec le Théâtre de l'Echangeur à Bagnolet qui l'a accueilli et accompagné depuis ses débuts,

puis au Forum culturel du Blanc-Mesnil dans le cadre d'une résidence territoriale, avant d'être intégré dans l'ensemble artistique du Théâtre de Sartrouville – CDN des Yvelines jusqu'en 2016. La compagnie est désormais artiste associé à la Commune – CDN d'Aubervilliers. Des liens ont également été noués avec Le Colombier à Magnanville dans les Yvelines.

La compagnie conventionnée par la DRAC Île de France depuis 2014 et reçoit le soutien du Département de la Seine-Saint-Denis en 2017 au titre de l'aide à la résidence.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « From the ground to the cloud »
Esthétique de la création : théâtre

Equipe artistique :
La mise en scène sera assurée par Olivier Coulon-Jablonka, la dramaturgie associera Eve Gollac.
7 comédiens seront sur le plateau.

Présentation du projet de création :
La pièce sera écrite à la manière des précédentes pièces, comme un puzzle permettant d'associer une histoire contemporaine et un récit épique, celui d'Ulysse dans l'Odyssée, sur le thème des données numériques, les « data ».
Il s'agit de proposer un périple théâtral dont le sujet soit les nouvelles technologies, en confrontant la mythologie d'internet à un travail documentaire précis, fruit d'une enquête auprès d'habitants de la Courneuve, voisins d'un data-center.

Calendrier de création :
. Répétitions :
Les répétitions auront lieu majoritairement en Ile-de-France et sont prévues sur 73 jours au total, dont 47 jours en Ile-de-France :
- 25 jours au Théâtre de L'Echangeur à Bagnolet en juillet-août
- 8 jours à cap Etoile à Montreuil en septembre
- 14 jours à Lilas en scène en septembre-octobre
. Date et lieu de la première représentation : 7 novembre 2017 au Théâtre de la Vignette à Montpellier

Lieux partenaires du projet :
- 3 partenaires en coproduction dont 2 franciliens : Théâtre de la Commune – CDN d'Aubervilliers (30 000 €), Théâtre de Sartrouville – CDN des Yvelines (10 000€), Théâtre de la Vignette à Montpellier (10 000 €) - soit 50 000 € au total
- 5 partenaires qui accueillent la compagnie pour des résidences de création, dont 3 lieux franciliens : Théâtre de l'Echangeur à Bagnolet, CAP Etoile à Montreuil, Lilas en scène

Partenaires publics :
Acquis : DRAC (quote-part subvention) : 35 000 €, Département de Seine-Saint-Denis (aide résidence - acquis) : 20 000 €
Sollicités : Fondation Porosus : 5000 €,

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
15 représentations au total sur la saison 2017/18 : 3 représentations au Théâtre de Sartrouville en décembre 2017 et 12 représentations au Théâtre de la Commune en mars 2018.
25 représentations sont par ailleurs prévues hors Ile-de-France en 2017/18.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région apporte une aide en faveur du Moukden Théâtre pour la création de « From the ground to the cloud » d'un montant de 20 000 € sur une base subventionnable de 185 000 € correspondant au budget du projet.

Localisation géographique :
- YVELINES
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	111 581,00	60,31%
CHARGES TECHNIQUES	66 269,00	35,82%
COMMUNICATION	7 150,00	3,86%
Total	185 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC - conventionnement - acquis	35 000,00	18,92%
REGION IDF - aide à la création	20 000,00	10,81%
DEPARTEMENT DU 93 - sollicité	20 000,00	10,81%
AUTRES FINANCEMENTS - Fondation Porosus	5 000,00	2,70%
RECETTES PROPRES	0,00	0,00%
Coproductions	45 000,00	24,32%
Cessions de spectacles IDF	45 000,00	24,32%
Apport compagnie	15 000,00	8,11%
Total	185 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €
2018	8 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009734

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : THEATRE DE LETHE - PROJET DE CREATION (AVIGNON 2017) : LA PRINCESSE MALEINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	308 540,00 €	9,72 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DE LETHE
Adresse administrative : 5 PAS LEPIC
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MONICA DONATI, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 35144764400037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 25 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 25/04/2017

Présentation du bénéficiaire
La compagnie Théâtre de Léthé à Paris a été fondée par Camilla Saraceni qui a mis en scène une vingtaine de spectacles. La compagnie a longtemps travaillé en Essonne, au Théâtre de l'Agora à Evry entre 2006 et 2013. En 2014, Camilla Saraceni a décidé d'ouvrir la direction artistique et de la partager avec de nouveaux artistes, notamment des jeunes et des femmes, dans le cadre d'un collectif informel : le « collectif 2 Plus ». Dans ce cadre, le metteur en scène Pascal Kirsch y réalise ses créations.
Comédien formé au conservatoire de Tours et à l'école de Lucien Marchal, Pascal Kirsch est rapidement passé lui-même à la mise en scène après réalisé plusieurs assistanats auprès de Bruno Bayen, Thiérry Bédart et Claude Régy au cours de stages. En 2003 il fonde au Mans une compagnie, pEquOd qu'il codirige avec Bénédicte Le Lamer jusqu'en 2010. Il crée alors ses premières pièces : « Tombée du jour » en 2003, « Mensch » en 2007, d'après Fragments Woyzeck de Büchner (14 interprètes), « Guardamunt 34' et 55' » d'après V. Nijinski en 2008, « Et hommes et pas » d'après E. Vittorini, en 2010 (9 interprètes).

De 2010 à 2013, il dirige un petit lieu de fabrique à Paris, Naxos Bobine. De 2014 à 2016, il fait partie du collectif des 4 chemins initié par La Commune – CDN d'Aubervilliers. En 2015, il créé « pauvreté, Richesse, Homme et Bête » d'H.H. Jahn (10 interprètes).
Pascal Kirsch est aussi un pédagogue qui intervient dans plusieurs écoles supérieures de théâtre : l'ENSAD à Montpellier, l'ESAD à Paris, l'école du TNB à rennes. En 2016, il signe la mise en scène du spectacle de sortie de promotion des élèves de l'ESAD Paris (14 interprètes) sur un texte contemporain de Sonia Chambretto, « Gratte-Ciel ».
Par ailleurs, Pacal Kirsch intervient régulièrement auprès des publics dans le cadre d'ateliers : à la Commune à Aubervilliers auprès de jeunes demandeurs d'emploi impliqués dans la création d'un spectacle « Liliom », avec des amateurs, avec des migrants à Paris dans le cadre d'un atelier hebdomadaire, avec des lycéens du lycée Joliot Curie à Nanterre. Pascal Kirsch a également animé des ateliers ouverts au sein du Studio-Théâtre de Vitry en 2015.
En Ile-France, ses principaux partenaires de création et d'implantation sont : le Théâtre de l'Echangeur, la commune à Aubervilliers, le Studio-Théâtre de Vitry et récemment la MC 93 à Bobigny.

Présentation du projet de création
Titre de la création : La Princesse Maleine de Maurice Maeterlinck

Esthétique de la création : Théâtre

Présentation de l'équipe artistique :
La conception et la mise en scène est assurée par Pascal Kirsch avec 10 comédiens au plateau.

Présentation du projet de création :
Il s'agit de la première pièce de Maurice Maeterlinck, écrite en 1889, adaptée d'un conte de Grimm, qui met en scène un monde fantastique de princes, princesses, roi, reines, forêt, tempête, magie, surnaturel et burlesque.
Pascal Kirsch travaillera la pièce afin de mettre en valeur le combat d'amour de Maleine d'une part, et la dimension grotesque et inquiétante de personnages « monstrueux » proches des personnages de Shakespeare, d'autre part. Il sera aussi question de la famille, étudiée à la loupe comme un groupe d'insectes sociaux avec le père, la belle-mère, le fils, la belle-fille…La scénographie est pensée comme un espace concret et modulable.

Calendrier de création :
. Répétitions :
Les répétitions auront lieu entièrement en Ile-de-France (50 jours au total) :
- 2 jours au Théâtre de L'Echangeur à Bagnolet en avril-mai 2017
- 11 jours à La fabrique des arts à Malakoff en mai 2017
- 18 jours au Centquatre à paris en mai-juin 2017
- 6 jours au Théâtre L. Aragon à Tremblay en juin 2017
- 13 jours à la MC 93 à Bobigny en juin-juillet

. Date et lieu de la première représentation : 9 juillet 2017 au Festival d'Avignon, Cloître des Célestins

Lieux partenaires du projet :
- 6 partenaires en coproduction dont 1 francilien : MC 93 à Bobigny (35 000 € + costumière), festival d'Avignon (25 000 €), MC2 Grenoble (20 000 € + construction de décors), Scène nationale de Saint-Brieuc (10 000 €), Le Parvis à Tarbes (10 000 €), L'Equinoxe à Châteauroux (10 000 €), soit 100 000 € au total
- 5 partenaires franciliens qui accueillent la compagnie pour des résidences de création : Théâtre de l'Echangeur à Bagnolet, Fabrique des arts à Malakoff, Centquatre à Paris, Théâtre L. Aragon à Tremblay, MC 93 à Bobigny.

Partenaires publics :

Acquis : DRAC : 25 000 €,
Sollicités : Spedidam : 10 000 €, Sacem : 10 000 €, Fonds de dotation Prosorus (émergence) : 10 000 €

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
30 représentations au total dont 6 sur la saison 2017/18 et 24 sur la saison 2018/19, dont 13 représentations en Ile-de-France : 12 représentations à la MC 93 et 2 représentations au Théâtre Firmin Gémier à Antony.
11 représentations auront également lieu hors Ile-de-France à Grenoble, Châteauroux, Tarbes, Saint-Brieuc.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région apporte une aide en faveur du Théâtre de Léthé à Paris pour le projet de création « La Princesse Maleine » d'un montant de 30 000 € sur une base subventionnable de 308 540 € correspondant au budget du projet déduction faite de la différence entre l'aide demandée et l'aide proposée.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	184 210,00	57,83%
CHARGES TECHNIQUES	123 584,00	38,80%
COMMUNICATION	1 200,00	0,38%
COUTS DE STRUCTURE	9 546,00	3,00%
Total	318 540,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Aide à la production - acquis	25 000,00	7,85%
REGION IDF - aide à la création	40 000,00	12,56%
AUTRES FINANCEMENTS	37 540,00	11,79%
RECETTES PROPRES	0,00	0,00%
Coproductions	110 000,00	34,53%
Cessions de spectacles	96 000,00	30,14%
Apport compagnie	10 000,00	3,14%
Total	318 540,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	18 000,00 €
2018	12 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009735

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LA COMPAGNIE DE SOI - PROJET DE CREATION (AVIGNON 2017) : FACE A LA MER, POUR QUE LES LARMES DEVIENNENT DES ECLATS DE RIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	236 804,00 €	4,22 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA COMPAGNIE DE SOI
Adresse administrative : 24 RUE CHAPON
75003 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur SERGE BONTEMPS, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 48990745100038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 24 avril 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 24/04/2017

Présentation du bénéficiaire
Formé initialement au théâtre (Institut Supérieur d'Art Dramatique de Tunis), Radhouane El Meddeb débute sa carrière en tant que comédien au théâtre et au cinéma avant de devenir chorégraphe-interprète en 2006. Pendant les années consacrées au théâtre, il a toutefois travaillé ponctuellement avec des chorégraphes en tant qu'interprète et collaborateur artistique. Il créé son premier spectacle de danse en 2006, un solo « en finir avec MOI » aux rencontres chorégraphiques de Carthage, repéré par les professionnels. Il fonde alors sa compagnie la « compagnie de SOI ».
Il multiplie ensuite les créations et collaborations en France (Montpellier Danse, Rencontres chorégraphiques de Seine-Saint-Denis, Centre National de la Danse, Centre Chorégraphique National de Caen, collectif 12, Concordanse(s)…)

Depuis 2011, il est artiste associé au Centquatre. Il créé en 2014, « Au temps où les arabes dansaient… » au Centre de Développement Chorégraphique de Toulouse, pièce qui tourne encore ; elle a notamment été présenté à la Biennale de Danse du Val de Marne en 2017, la Briqueterie étant un partenaire fidèle de la compagnie. La compagnie diffuse et créé ses spectacle en Île-de-France, comme en France et à l'international. En 2015, avec le soutien du Centre des Monuments Nationaux, Radhouane El Meddeb a créé un spectacle pour 10 interprètes de danses urbaines au Panthéon dans le cadre de la première édition de Monuments en mouvement.
La compagnie est soutenue par la DRAC Île-de-France au titre de l'aide à la structuration.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « Face à la mer, pour que les larmes deviennent des éclats de rire »

Esthétique de la création : danse

Equipe artistique :
Chorégraphie de Radhouane El Meddeb, composition musicale de Jihed Khmiri, scénographie de Annie Tolleter, lumières par Xavier Lazarini et les costumes par Kenza Ben Ghachem.
9 interprètes au plateau, 6 danseurs, un comédien/slameur, une danseuse/circassienne et un chanteur.

Présentation du projet de création :
Avec cette pièce, Radhouane El meddeb souhaite confronter son histoire personnelle et intime avec la Tunisie et celle des mutations de ce pays. Alors qu'il a quitté la Tunisie en 1996 pour la France, et obtenue sa naturalisation en 2008, pour vivre librement de son art, il souhaite aller à la rencontre de la Tunisie d'aujourd'hui et travailler avec des artistes tunisiens.

Calendrier de création :
- Répétitions :
Les temps de recherche et de répétitions se déroulent au Théatre Mand'Art de Tunisie, à la Scène nationale de Douai ainsi qu'à la Briqueterie – centre de développement chorégraphique du Val-de-Marne.
- Date et lieu de la première représentation : 20 juillet 2017 au Festival d'Avignon (Cloitre des Carmes).

Lieux partenaires du projet :
- 10 partenaires de coproduction dont 4 franciliens : Théâtre Jean Vilar de Vitry, la Briqueterie – centre de développement chorégraphique du Val-de-Marne, La Villette et l'Institut Français.

Partenaires publics :
Acquis : DRAC (quote-part subvention) : 10 000 €, Caisse des Dépôts : 20 000 €
Sollicités : Département du Val-de-Marne : 10 000 €

Lieux de diffusion et nombre de représentations (cessions) :
4 représentations sont prévues en Île-de-France pour la saison 2017/18 : Théâtre Jean Vilar de Vitry (1), L'apostrophe – Scène nationale de Cergy-Pontoise (1) et La Villette (2)
6 représentations sont par ailleurs prévues hors Île-de-France : Festival d'Avignon (5) et L'arsenal de Metz (1).

Budget du projet

CHARGES	€ TTC	PRODUITS	S sollicité A acquis	€ TTC
CHARGES ARTISTIQUES	**134 019 €**	**SUBVENTIONS ETAT**		**10 000**
		DRAC Ile de France Quote part aide à la structuration	x A ☐ S	**10 000 €**
CHARGES TECHNIQUES	**51 228 €**	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**37 000 €**
		Région Ile-de-France Aide à la création	☐A x S	**17 000 €**
		Départements :Val de Marne	☐ A x S	10 000 €
COMMUNICATION	**40 845 €**	**AUTRES FINANCEMENTS**		20 000 €
COUTS DE STRUCTURE	**17 712 €**	Mécénat sponsoring : Caisse des dépôts	x A ☐ S	20 000 €
		RECETTES PROPRES		186 804 €
		Cessions de spectacles		58 804 €
		Coproductions		128 000 €
TOTAL CHARGES	**243 804 €**	**TOTAL PRODUITS**		**243 804 €**

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable de 236 804 € et correspondant au budget déduction faite de la différence entre le montant d'aide régionale proposé et le montant sollicité

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009737

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LE BIRGIT ENSEMBLE - PROJET DE CREATION : MEMORIES OF SARAJEVO + DANS LES RUINES D'ATHENES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	373 536,00 €	8,03 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE BIRGIT ENSEMBLE
Adresse administrative : 3 RUE POIRIER
94160 SAINT-MANDE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GREGORY GABRIEL-ROGEZ, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 80197072400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 19 avril 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 19/04/2017.

Présentation du bénéficiaire
Formées au Conservatoire National Supérieur d'Art Dramatique, Julie Bertin et Jade Herbulot fondent leur compagnie, le Birgit Ensemble, en 2014 et créé leur premier spectacle « Berliner Mauer ». La démarche artistique de la compagnie s'attache depuis ses débuts aux questionnements relatifs à la mise en scène et à la dramaturgie de l'histoire, à la notion d'épique et à l'implication des spectateurs dans le dispositif scénique. Le Birgit Ensemble s'attache à une esthétique née de la confrontation de la variété des écritures abordées - vidéo, interviews, extraits de roman, chansons, improvisations, témoignages...
Elles bénéficient dès leur première création de partenaires qui accompagnent leurs projets : TGP – CND de Saint-Denis, Théâtre Paul Eluard de Choisy-le-Roi, Le Théâtre 95 de Cergy-Pontoise, Théâtre des Quartiers d'Ivry – CDN du Val-de-Marne ou encore Théâtre de Vanves, le Pôle Culturel d'Alfortville, la

Pop… La compagnie a créé trois spectacles, « Berliner Mauer », « Pour un prélude » et « Cabaret Europe ».
La compagnie est soutenue par des aides au projet, de la DRAC Ile-de-France, du Conseil Départemental du Val-de-Marne, du JTN comme des sociétés civiles.

Présentation du projet de création

Titre de la création : diptyque « Memories of Sarajevo » et « Dans les ruines d'Athènes »

Esthétique de la création : Théâtre

Présentation de l'équipe artistique
Mise en scène et auteures : Julie Bertin et Jade Herbulot. Direction musicale et composition : Grégoire
Scénographie, décors : Camille Duchemin. Lumières : Grégoire De Lafond. Création sonore Lucas Lelièvre, Marc Bretonnière. Vidéo, multimédia Pierre Nouvel. Stagiaire lumières et assistanat à la mise en scène : Margaux Eskenazi. Costumes Camille Aït-Allouache
Les créations réuniront 16 interprètes qui joueront pour certains dans les deux pièces.

Présentation du projet de création
« Memories of Sarajevo » et « Dans les ruines d'Athènes » s'inscrivent dans une tétralogie débutée en 2013 avec la première création du Birgit Ensemble, « Berliner Mauer » et prolongée avec « Pour un prélude » en 2015. Les nouveaux spectacles traversent les années 90 et le début des années 2000 avec comme angle d'attaque les relations complexes entre les institutions européennes et deux événements majeurs de la fin du 20ème et du début du 21ème siècle en Europe : le siège de Sarajevo et l'impact de la crise économique en Grèce. Pour « Memories of Sarajevo », le spectacle débute comme une comédie musicale. Quant à « Dans les ruines d'Athènes », c'est sur un plateau de reality-show, « le Parthenon Story ! » que des candidats vont s'enfermer dans une réplique miniature d'un temple grec ancien. La question de la relation avec les spectateurs sera essentielle et des dispositifs scéniques particulier permettront réellement la mise en relation (Vidéos, interactions directes, rôle donnés aux spectateurs…).

Calendrier de création :
- Répétitions :
La compagnie a travaillé au Théâtre de Chatillon (92),au Pôle culturel d'Alfortville (94), au Jeune Théâtre National (75), au Théâtre Le Vieux colombier (75), aux plateaux sauvages (75), à la Pop (75) ainsi qu'à la scène nationale d'Aubusson (23).
- Date et lieu de la première représentation : 9 juillet 2017 au Festival d'Avignon.

Partenaires du projet :
- 12 partenaires de coproduction dont 6 franciliens : Théâtre des Quartiers d'Ivry – CDN du Val-de-Marne, La Pop (75), Le Théâtre de Chatillon (92), Le Pôle culturel d'Alfortville (94), le Théâtre Gérard Philippe de Champigny-sur-Marne (94), Les plateaux sauvages (75).

Partenaires publics :
Acquis : DRAC Ile-de-France (aide à la production dramatique) et Conseil Départemental du Val-de-Marne. + Spedidam, Fonds Sacd, et Jeune Théâtre national).

L**ieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :**
12 représentations sont prévues au cours de la saison 2017/18 en Ile-de-France : Au Théâtre des Quartiers d'Ivry – CDN du Val-de-Marne (10), au Théâtre de Chatillon (1), Le Pôle culturel d'Alfortville (1).
12 représentations sont par ailleurs prévues hors-Ile-de-France.

Budget du projet

CHARGES	€ HT	PRODUITS	S sollicité A acquis	€ HT
CHARGES ARTISTIQUES	**244 024**	**SUBVENTIONS ETAT**		**20 000**
		DRAC Ile de France – service danse	X A □ S	20 000
CHARGES TECHNIQUES	**107 976**	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**46 000**
		Région Ile-de-France Aide à la création	□A x S	40 000
		Ville de Paris	□A x S	6 000
COMMUNICATION	**6 037**	**AUTRES FINANCEMENTS**		83 836
COUTS DE STRUCTURE	**25 499**			
		RECETTES PROPRES	□	**233 700**
		Cessions de spectacles		95 000
		Coproductions		132 300
TOTAL CHARGES	**383 536**	**TOTAL PRODUITS**	□	**383 536**

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable est de 373 536 € et correspondant à au budget déduction faite de la différence entre le montant d'aide régionale proposé et le montant sollicité

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	18 000,00 €
2018	12 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009749

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : RIPOSTE - PROJET DE CREATION : ORESTIE, OPERA HIP-HOP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	227 923,00 €	8,77 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RIPOSTE
Adresse administrative : 4 RUE DE BELGRADE
93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Mesdames AMEL BERROU, Présidente

Date de publication au JO : 28 mars 1995

N° SIRET : 41901790000012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/04/2017.

Présentation du bénéficiaire
D' de Kabal est rappeur, slameur, chanteur et comédien. Co-fondateur du groupe de rap Kabal, il a également joué avec Assassin. Puis à partir de la fin des années 1990, il joue sur les plateaux de théâtre dans des pièces de Mohammed Rouabhi, Stépahnie Loïk, Razerka Lavant, Mathieu Bauer, Hassane Kouyaté, David Lescot… A partir de 2001, il découvre le slam et entame de nombreuses collaborations artistiques (Spoke Orchestra, Bouchazoreill…)
En 2005, il fonde sa compagnie, R.I.P.O.S.T.E., avec l'ambition de proposer un espace de création pluridisciplinaire à la croisée de l'écriture, du théâtre et de la musique, qui participe à la reconnaissance de la culture hip hop. Depuis, R.I.P.O.S.T.E. a connu un développement important à travers la création d'une dizaine de pièces de théâtre/slam/danse hip hop (dont : Ecorce de Peines en 2006, Femmes de paroles en 2009, Le petit chaperon rouge en sweat rouge en 2010, Créatures en 2013 avec la danseuse Emeline Pubert dans le cadre du sujet à vif Avignon / SACD, Silencio, l'enfant sans nom en 2013, L'homme-femme / les mécanismes invisibles en 2015) ainsi que des projets musicaux (avec les groupes Daronz, Boca Senior, Bouches de là, Trio Schizophony).

En 2014, D' de Kabal se lance, en compagnie d'Arnaud Churin et de 17 interprètes, comédiens, chanteurs, rappeurs, beat-boxers, danseurs, dans la création d'un opéra hip-hop, « Agamemnon », avec l'ambition de monter à terme l'ensemble de la trilogie d'Eschyle, « L'Orestie ».
La compagnie est aussi à l'initiative de manifestations transversales comme « l'Université hip hop mobile » avec des artistes, des universitaires, des sociologues et du public, ou comme « 93 Slam Caravane » (2005-2010), autour d'ateliers d'écriture et de slam réalisés dans plusieurs communes de Seine-Saint-Denis. R.I.P.O.S.T.E. mène de nombreuses actions culturelles auprès de publics variés : jeunes, patients d'hôpitaux, détenus, retraités, femmes en alphabétisation, animateurs…etc.
La compagnie bénéficie d'un bon ancrage territorial en Ile-de-France, principalement en Seine-Saint-Denis où elle est implantée de longue date et où elle travaille avec de nombreuses communes dont Le Blanc-Mesnil et Bobigny, dans les Yvelines où elle a un lien avec Le Colombier à Magnanville et le CAC G. Brassens à Mantes-la-Jolie, ainsi que dans le Val de Marne en lien avec le Pôle culturel d'Alfortville.
La compagnie est soutenue par le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis, la DRAC Ile-de-France et la Région Ile-de-France.

Présentation du projet de création
Titre de la création : « Orestie, opéra hip-hop »

Esthétiques de la création : théâtre, opéra, musiques actuelles (hip-hop)

Présentation de l'équipe artistique :
La mise en scène sera assurée par D' de Kabal et Arnaud Churin, la composition et la direction musicale par Arnaud Vernet et Franco Mannara, la dramaturgie par Emmanuela Pace et D' de Kabal. 8 chanteurs, rappeurs seront sur scène (dont les rappeurs et rappeuse Kohndo, Mike Ladd, Gasandji), ainsi que 3 beat-boxers, 1 danseur et 7 comédiens, soit 19 interprètes sur le plateau.

Présentation du projet de création
« L'Orestie » d'Eschyle constitue la seule trilogie complète qui date du 5ème siècle avant notre ère. Elle est composée de trois tragédies centrées sur l'histoire des Atrides : *Agamemnon, Les Choéphores et Les Euménides*. L'ambition de R.I.P.O.S.T.E. est de monter le texte des deux premières pièces et d'y adjoindre un autre texte, écrit par le trio D' de Kabal, Arnaud Churin et Emmanuela Pace, qui mettra en scène, dans une version contemporaine, le procès d'Oreste pour le meurtre de sa mère, Pylade, son défenseur étant incarné par le rappeur et improvisateur Mike Ladd, et la déesse Athéna par une rappeuse.
A travers l'œuvre d'Eschyle, c'est, selon D' de Kabal, une vision de la naissance de la justice des hommes, des citoyens qui s'incarne, face à la violence et à la tyrannie.
Le chœur sera placé au centre de la pièce et sera pris en charge par un trio de beat-boxers, la composition musicale sera inspirée de plusieurs styles allant de la cantilène moyenâgeuse au sample et au rap en passant par la musique soul et le gospel. La scénographie sera basée sur un escalier, comme dans « Agamemnon ».

Calendrier de création :
. Répétitions :
Les répétitions auront lieu en Ile-de-France et sont prévues sur 28 jours au total.
Elles se déroulent sur trois périodes, soit 5 jours au Deux pièces cuisine au Blanc-Mesnil (93) en mai 2017 ; 10 jours au Pôle culturel d'Alfortville (94) en décembre 2017 et janvier 2018 et enfin 13 jours à la MC 93 à Bobigny (93) en février et mars 2018.
. Date et lieu de la première représentation : 7 mars 2018 à la MC 93 à Bobigny.

Lieux partenaires du projet :
2 partenaires en coproduction : MC 93 et Pôle culturel d'Alfortville soit 40 000 €
3 partenaires qui accueillent la compagnie pour des résidences de création : MC 93, Pôle culturel d'Alfortville et Deux pièces cuisine.

Partenaires publics :
Acquis : DGCA: 30 000 €, DRAC (quote-part subvention) : 13 000 €, Département de Seine-Saint-Denis (quote-part subvention – acquis) : 18 900 €
Sollicités : Département du Val de Marne (sollicité) : 25 000 €, Spedidam : 5000 €,

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
8 représentations au total sur la saison 2017/18, soit 6 représentations à la MC 93 Bobigny, 1 représentation à l'Avant-Seine à Colombes, 1 représentation au Pôle culturel d'Alfortville.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir la compagnie R.I.P.O.S.T.E. pour le projet de création « Orestie, opéra hip-hop » à hauteur de 20 000 € sur une base subventionnable de 227 923 € correspondant au budget du projet déduction faite de l'écart entre l'aide demandée et l'aide proposée.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	159 868,00	64,48%
CHARGES TECHNIQUES	76 355,00	30,80%
COMMUNICATION	3 000,00	1,21%
COUTS DE STRUCTURE	8 700,00	3,51%
Total	247 923,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DGCA - aide exceptionnelle - acquis	30 000,00	12,10%
DRAC Musique - quote-part aide à la structuration - acquis	13 000,00	5,24%
REGION IDF - aide à la création	40 000,00	16,13%
DEPARTEMENT DU 94 - aide à la création - sollicité	25 000,00	10,08%
DEPARTEMENT DU 93 - quote-part - acquis	18 903,00	7,62%
AUTRES FINANCEMENTS	9 020,00	3,64%
RECETTES PROPRES	0,00	0,00%
Coproductions	40 000,00	16,13%
Cessions de spectacles IDF	72 000,00	29,04%
Total	247 923,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €
2019	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	42 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	42 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	42 000,00 €
	Montant total	126 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009751

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMPAGNIE DE LA JEUNESSE AIMABLE - PROJET DE CREATION : CYRANO

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	281 500,00 €	7,10 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE DE LA JEUNESSE AIMABLE
Adresse administrative : 37 AVENUE PASTEUR
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur XAVIER BARRAL, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 49946051700026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 01/01/2017.

Présentation du bénéficiaire

La Compagnie de la Jeunesse Aimable naît en 2002-2003 autour du travail d'écriture et de mise en scène de Lazare Herson Macarel pour le spectacle Iphigénie. Suivront d'autres mises en scène par Lazare Herson-Macarel de ses propres pièces (Je ne dors plus…) ou de textes du répertoire comme Le Misanthrope (2009) ou Le Cid (2010-2011).

La compagnie repose sur des principes de direction artistique partagée entre la petite quinzaine de membres de la troupe.

A partir de 2009, la création L'enfant Meurtrier, marque un tournant pour la compagnie. Pour ce spectacle jeune public, programmé au Festival Impatience du Théâtre national de l'Odéon, la compagnie obtient l'aide à l'encouragement du CNT et le soutien du Studio-Théâtre de Vitry et de Lilas-en-scène.

Par la suite, la compagnie monte deux autres spectacles jeunes publics, grâce à des commandes successives en 2010 de l'Institut Français du Maroc, qui en accompagne la tournée : Le Chat Botté puis Peau d'Âne. Ce dernier spectacle a été recréé après la tournée au Maroc et tourne encore aujourd'hui, principalement dans des théâtres de ville d'Ile-de-France. En 2014, Lazare Herson-Macarel propose une adaptation tout public de « Falstafe » de Valère Novarina d'après William Shakespeare au Festival d'Avignon en partenariat avec le Théâtre Paris Villette et avec le soutien de la Région Ile-de-France.

Présentation du projet de création

Titre de la création : Cyrano

Esthétique de la création : Théâtre

Présentation de l'équipe artistique : Lazare Herson-Macarel (Metteur en scène), Edmond Rostand (Auteur), Ingrid Pettigrew (Scénographie), Jérémie Papin (Lumières),Eddie Chignara (acteur), 8 autres acteurs et 2 musiciens

Présentation du projet de création : Ce projet s'inscrit tout d'abord dans la continuité de la recherche entreprise par le metteur en scène dans ses précédents spectacles : de grands poèmes dramatiques portés par de jeunes équipes afin d'installer une complicité avec le spectateur. La compagnie travaille dans le souci d'amener au théâtre des spectateurs nouveaux. Le projet de monter Cyrano d'Edmond Rostand remonte par ailleurs à la rencontre du metteur en scène Lazare Herson-Macarel avec le comédien Eddie Chignara qui incarnera le personnage de Cyrano, rôle supposant profondeur, légèreté, intelligence et endurance. Le projet vise aussi à donner une « fête populaire au véritable sens du terme, fête qui rassemble les gens les plus différents pour un festin de mots, d'intelligence, d'énergie vitale, de dépense improductive. Parce que ce texte est une expérience de jubilation tant pour l'acteur que pour le spectateur et que cette jubilation propre au théâtre est un premier pas vers l'action ».

Calendrier de création :

- Répétitions :du 20 octobre 2016 au 9 novembre 2017 au Théâtre Jean Vilar à Suresnes en passant par le Théâtre de la Tempête en septembre.

- Date et lieu de la première représentation : 10 novembre 2017 au Théâtre Jean Vilar à Suresnes.

Partenaires du projet : Théâtre Jean Vilar à Suresnes, Théâtre Roger Barat à Herblay, Théâtre André Malraux à Chevilly-Larue, Les Passerelles à Pontault-Combault.

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France : 21 représentations en Ile-de-France au Théâtre Jean Vilar (Suresnes), Théâtre André Malraux (Chevilly-Larue, Théâtre de Cachan, Les Passerelles (Pontault-Combault), Théâtre Montansier (Versailles), Théâtre Roger Barat (Herblay), Le Figuier Blanc (Argenteuil), Théâtre Jean Arp (Clamart), Théâtre du Blanc-Mesnil, Théâtre des Bergeries (Noisy-le-Sec), L'Orange Bleue (Eaubonne).

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région apporte une aide d'un montant de 20 000 € sur une base subventionnable de 281 500 € correspondant au budget prévisionnel déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	206 664,00	68,55%
Dépenses techniques	49 280,00	16,34%
Communication	17 726,00	5,88%
Coûts de structure	27 830,00	9,23%
Total	301 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	40 000,00	13,27%
ADAMI	20 000,00	6,63%
Mécénat	5 000,00	1,66%
Jeune Théâtre National	17 700,00	5,87%
Cessions de spectacle (En Ile de France)	182 000,00	60,36%
Coproductions (Suresnes jean Vilar, Chevilly Larue, Les Passerelles Pontault Combault, Théâtre Roger Barat Herblay)	28 000,00	9,29%
Autres cessions (Quote-part)	8 800,00	2,92%
Total	301 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €
2018	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	30 000,00 €
	Montant total	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009756

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMPAGNIE DU 8 AVRIL - PROJET DE CREATION : TRISTESSE ET JOIE DANS LA VIE DES GIRAFES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	153 000,00 €	16,34 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 8 AVRIL
Adresse administrative : 4 PASSAGE SAINT-PIERRE-AMELOT
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JOSE ALFAROBA, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 81794804500015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 20 avril 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 20/04/2017.

Présentation du bénéficiaire
Après une formation de comédien (Atelier de Sapajou et Studio-Théatre d'Asnières) et plusieurs assistanats, Thomas Quillardet décide de se consacrer à la mise en scène. Il créé son premier spectacle, « les quatre jumelles » de Copi, en 2004. Il a créé près d'une dizaine de spectacles, « ou les cœurs s'éprennent » d'après Eric rohmer créé en 2016 est en cours de diffusion (Théâtre de Saint-Nazaire, Théatre de la Bastille…).
Il créé avec Claire Guièze (directrice administrative) la compagnie du 8 avril en 2015 avec laquelle il développe un projet à partir de nouvelles écritures pour mettre en scène enthousiasmes, déceptions, désirs, mutations. Il écrit ou adapte les textes ou met en scène des auteurs contemporains.
Dès sa création, la compagnie a pu s'appuyer sur un réseau national tissé depuis les premières mises en

scène de Thomas Quillardet. La compagnie est ainsi artiste complice au Théâtre de Vanves (92) jusqu'en 2019 et associé jusqu'à la fin de l'année 2017 au trident – Scène nationale de Cherbourg.
La compagnie est soutenue par des aides au projet, de la DRAC Ile-de-France comme de l'ADAMI ou du CNT.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « Tristesse et joie dans la vie des girafes »

Esthétique de la création : Théâtre tout public et familial (à partir de 10 ans)

Présentation de l'équipe artistique
Mise en scène Thomas Quillardet, Scénographie de Lisa Navarro, les lumières par Sylvie Melis, Claire Guièze, assistante à la mise en scène, Frédéric Gigoud, créateur costume et Hugo Hazard Régisseur général. Les 4 interprètes sont Marc Berman, Jean-toussaint Bernard, Maloue Fourdrinier et Christophe Garcia.

Présentation du projet de création
La pièce écrite par l'auteur et metteur en scène portugais Tiago Rodrigues est un parcours initiatique d'une petite fille de 9 ans empruntant les codes du conte et qui aborde les questions de crise économique, de deuils, de solitudes, de renoncements. La pièce est un jeu d'équilibre entre fiction et réalité qui mélange également les genres : documentaire animalier, exposé d'école, parodie de pièce de Tchekhov, langage poétique, trivialité.

Calendrier de création :
- Répétitions : La compagnie a travaillé au T2G – CDN de Gennevilliers ainsi qu'au Théâtre de Saint-Nazaire.
- Date et lieu de la première représentation : le 14 juillet 2017 au Festival d'Avignon

Lieux partenaires du projet :
- 7 partenaires de coproduction dont 2 franciliens : Théâtre Jean Arp de Clamart et le Théâtre de Choisy-le-Roi.
Partenaires publics :
Acquis : DRAC (aide à la production dramatique) : 15 000 €, ADAMI (20 000 €) et CNT (18 000 €).

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France : Théâtre de Vanves (2 au cours de la saison 17-18 et 2 pour la saison suivante 18-19), Théâtre de Choisy le Roi (1), Théâtre Jean Arp à Clamart (1) et le Montfort à Paris (10).
Une douzaine de représentations sont également prévues hors Ile-de-France.

Budget du projet

CHARGES	€ TTC	PRODUITS	S sollicité A acquis	€ TTC
CHARGES ARTISTIQUES	**69 950**	**SUBVENTIONS ETAT**		**33 000**
		DRAC Ile de France	x A □ S	15 000
		CNT	x A □ S	18 000

CHARGES TECHNIQUES	**71 450**	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**32 000**
		Région Ile-de-France Aide à la création	A x S	32 000
PRODUCTION, DIFFUSION, COMMUNICATION	**18 600**	**AUTRES FINANCEMENTS**		
COUTS DE STRUCTURE			A S	
		RECETTES PROPRES		**95 000**
		Cessions de spectacles		28 000
		Coproductions		67 000
TOTAL CHARGES	**160 000**	**TOTAL PRODUITS**		**160 000**

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 153 000 € et correspondant au budget déduction faite de la différence entre le montant d'aide régionale proposé et le montant sollicité.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009760

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMPAGNIE BANINGA - PROJET DE CREATION : MONSTRES / ON NE DANSE PAS POUR RIEN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	250 673,00 €	5,98 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE BANINGA
Adresse administrative : 35 BIS RUE DE REUILLY
75012 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame AGNES PRINCET, Présidente

Date de publication au JO : 6 décembre 2012

N° SIRET : 79167691900016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 24 avril 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 24/04/2017.

Présentation du bénéficiaire

Le danseur et chorégraphe, Delavallet Bidiefono, fonde d'abord sa compagnie à Brazzaville avant de s'établir en France en 2012. Il a créé près d'une dizaine de pièces chorégraphique, d'abord des courtes pièces, dont « Ndjila na Ndjila – d'une route à l'autre » en 2007 avec laquelle il obtient le second prix du concours Afrique Danse des 7ème rencontre chorégraphique de l'Afrique et de l'Océan Indien. En 2009, il créé sa première pièce de groupe « Empreintes / on posera les mots après » avec laquelle il gagne reconnaissance du public comme des professionnels. En 2013, invité par le Festival d'Avignon, il présente sa création « Au-delà » au cloitre des Célestins. La pièce tournera pendant deux années en France comme en Europe (suisse, Pays-Bas, Italie).
Engagé dans la vie artistique du Congo, il participe à Brazzaville au développement de la danse contemporaine en animant des ateliers et stages régulièrement. Il a créé en 2015 un espace dédié à la

danse, l'Espace Baning'Art en périphérie de Brazzaville.
Delavallet Bidiefono collabore également régulièrement avec d'autres artistes, Dieudonné Niangouna, David Bobée, David Lescot.
Implantée en Ile-de-France, il bénéficie de partenaires fidèles principalement dans le Val-de-Marne (Théâtre de Choisy-le-Roi – scène conventionnée pour la diversité linguistique, MAC de Créteil – Scène nationale, Théâtre Romain Rolland de Villejuif) mais également La villette ou l'Avant-Scène de colombes.
La compagnie est soutenue par des aides au projet, de la DRAC, du Département du Val-de-Marne ou encore des sociétés civiles.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « Monstres / On ne danse pas pour rien »

Esthétique de la création : danse

Présentation de l'équipe artistique :
Chorégraphe : Delavallet Bidiefono. Composition, créateur son : jean--noël françoise. Scénographie, décors : Hafid Chouaf et Caroline Frachet. Lumières : Stéphane Aubert
La pièce réunira 10 danseurs et 3 musiciens au plateau.

Présentation du projet de création
En écho à la construction de l'Espace Baning'Art à Brazzaville, avec ce spectacle, Delavallet Bidiefono souhaite évoquer sa construction et l'idée même de construction, d'un parcours, d'une esthétique, d'une politique, de l'espoir des hommes et des femmes… Le spectacle réunira des danseurs de Brazzaville et danseurs de France qui rappelleront par les leurs mouvements les ouvriers du chantier de l'Espace Baning'Art. La musique occupant une place importante dans le travail de Delavallet Bidiefono, trois musiciens seront sur scène aux cotés des danseurs.

Calendrier de création :
- Répétitions : Pour ce projet, Le chorégraphe a travaillé à l'Espace Baning'Art à Brazzaville, à la Villette à plusieurs reprises, au Théâtre de Choisy le Roi et à l'Opéra de Limoges.
- Date et lieu de la première représentation : 28 septembre 2017 à l'Opéra de Limoges (Festival des Francophonies)

Partenaires du projet :
Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France : 4 représentations sont prévues au cours de la saison 2017-2018 au Théâtre de Choisy le Roi (1), au Théâtre Romain Rolland de Villejuif (1) et à la Grande Halle de la Villette (2).
Par ailleurs 13 représentions auront lieu hors Ile-de France au cours de la même saison 2017/18.

Budget du projet

CHARGES	€ HT	PRODUITS	S sollicité A acquis	€ HT
CHARGES ARTISTIQUES	**190 446**	**SUBVENTIONS ETAT**		**18 000**
		DRAC Ile de France – service danse	x A ☐ S	10 000
		Institut Français	x A ☐ S	8 000
CHARGES TECHNIQUES	**34 252**	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**50 000**
		Région Ile-de-France Aide à la création	☐A x S	30 000
		Département du Val de Marne	☐A x S	20 000
COMMUNICATION	**2 000**	**AUTRES FINANCEMENTS**		17 000
COUTS DE STRUCTURE	**38 975**	Spedidam, adami	☐ A ☐ S	17 000
		RECETTES PROPRES	☐	**180 673**
		Cessions de spectacles		39 500
		Coproductions		127 318
		Autres : apport préachat		13 854
TOTAL CHARGES	**265 673**	**TOTAL PRODUITS**	☐	**265 673**

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable de 250 673 € correspond correspondant à au budget déduction faite de la différence entre le montant d'aide régionale proposé et le montant sollicité.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT	
Exercice	**Montant**
2017	10 500,00 €
2018	4 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009266

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION COLLECTIF MUSIQUES ET DANSES DU MONDE EN ILE-DE-FRANCE (AIDE AUX RESEAUX 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant	27 200,00 €	36,76 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MDM IDF ASSOCIATION COLLECTIF MUSIQUES ET DANSES DU MONDE EN IDF
Adresse administrative : 4 AVENUE DE LA DIVISION LECLERC 93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BENSIGNOR FRANCOIS, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 81061563300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Présentation du réseau
L'association Collectif MDM IdF, rassemble des personnes morales (associations, collectivités, entreprises) et des personnes physiques, acteurs à tous les niveaux des musiques et danses du monde en Ile-de-France. Elle est présidée par François Bensigor depuis 2014.
Elle a pour objet l'animation du réseau des musiques et danses du monde en Ile-de-France, la coordination des actions de formation, de diffusion, de création et de recherche susceptibles de développer les pratiques professionnelles et amateurs et celles des arts et des techniques qui leur sont associées.
Au-delà de la reconnaissance d'une « esthétique » qui tient à la fois des musiques actuelles, des musiques traditionnelles et des musiques savantes, ou d'une insertion dans des dispositifs – création, diffusion, formation, développement social local –, il s'agit aujourd'hui pour le Collectif Musiques et Danses du Monde de consolider ses acquis et de développer une démarche initiée depuis l'adoption de la Charte du Collectif en janvier 2011. Le collectif rassemble aujourd'hui 56 adhérents, personnes morales et adhésions individuelles.

Projet d'activité 2017
En 2017, le Collectif MDM IdF poursuivra son travail d'appui et de dynamisation des projets mettant en valeur la richesse des Musiques & danses du Monde en Ile-de-France. Il s'impliquera tout particulièrement dans des démarches visant à favoriser l'échange culturel dans la diversité francilienne, la reconnaissance artistique à travers la mixité des expressions et des publics. Il interviendra en concertation avec ses adhérents pour développer des synergies d'actions avec d'autres membres du Collectif MDM IdF. Il jouera un rôle moteur dans la coordination d'initiatives, la mise en relation de partenaires, la mise en commun de savoir-faire. Il agira en interface avec la Fédération des Musiques & Danses Traditionnelles et du monde (FAMDT) et Zone Franche.

Le projet 2017 comprend des actions portant sur :
- La structuration de la filière en allant au-delà du tout spectacle pour s'intéresser à la sociabilité créative
- L'orientation et le conseil aux adhérents
- Des rencontres professionnelles
- La participation à des événements professionnels
- L'enrichissement de la base de donnée (Convention avec l'IRMA)
- L'observation participative et partagée avec la FAMDT
- La poursuite du projet de recherche et de cartographie sur les musiques et danses du monde en Ile-de-France
- La mise en place de projets communs (Babel Minots, Prix des musiques d'ici, Festival Tout Public en Ile-de-France, le projet d'une SMAC de coopération)

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région renouvelle son aide en faveur du Collectif Danses et Musiques du Monde à hauteur de 10 000 € sur une base subventionnable de 27 200 € correspondant au budget prévisionnel proposé, déduction faite entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Budget prévisionnel 2017

CHARGES	€ HT ou TTC	%	PRODUITS	S sollicité A acquis	€ HT ou TTC	%
ACHATS	*2 500 €*	7%	*SUBVENTIONS ETAT*		*10 000 €*	29%
Fournitures administratives	200 €	1%	Préciser la Direction et le service DRAC	DRAC IDF (S)	10 000 €	29%
Fournitures et petits équipements	300 €	1%				0%
Amélioration du site internet du Collectif	2 000 €	6%	*SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES*		*17 000 €*	50%
Autres, préciser……		0%	Région Ile-de-France Aide aux réseaux franciliens de spectacle vivant		17 000 €	50%
SERVICES EXTERIEURS	*200 €*	1%	Autre (à préciser) ……			0%
Assurance	200 €	1%	Départements (préciser lesquels) ……			0%
Documentation		1%	Commune 1 (préciser lesquelles) ……			0%
Autres, préciser……		0%	Commune 2 (préciser lesquelles) ……			0%

AUTRES SERVICES EXTERIEURS	*3 000 €*	9%	communauté de communes/d'agglomération (préciser laquelle) …….			0%
Honoraires		0%				0%
Publicité	1 000 €	3%	*SUBVENTIONS EUROPEENNES*		*0 €*	0%
Voyages et déplacements	2 000 €	6%	Préciser ……..			0%
Réceptions		9%				0%
Téléphone, frais postaux		0%	*AUTRES FINANCEMENTS*		*0 €*	0%
Autres, préciser……		0%	Fonds de soutien (Préciser : CNV…) ……..			0%
IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	0 €	0%	Mécénats sponsoring (préciser) ……..			0%
CHARGES DE PERSONNEL	*1 500 €*	4%	ASP (Emplois aidés)			0%
salaires et charges personnel non permanent (stagiaire)	1 500 €	4%	*RECETTES PROPRES*		*7 200 €*	21%
PROJETS ET ACTIONS	27 000 €	79%	Recettes d'activité			0%
BABEL MINOTS / BABEL MED	6 000 €	18%	Adhésions		500 €	1%
RENCONTRES PROFESSIONNELLES	2 000 €	6%	Apports aux projets et au fonctionnement FAMDT / VDMM / Fédé MJC IDF		6 700 €	20%
PRIX DES MUSIQUES D'ICI (prefig + lancement)	10 000 €	29%				
RECHERCHE / CARTOGRAPHIE / PRECONISATIONS	5 000 €	15%				
FESTIVAL TOUT PUBLIC en IDF (prefig.)	1 000 €	3%				
PROMOTION DES MDM (Terres de Mix, contenus audiovisuels...)	1 000 €	3%				
OUTILS STRUCTURANTS (Centre de Ressources)	1 000 €	3%				
OUTILS STRUCTURANTS (Observation Participative et Partagée FAMDT)	1 000 €	3%	……			0%
TOTAL CHARGES	34 200 €	100%	TOTAL PRODUITS (1)		34 200 €	100%

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aides aux réseaux culturels franciliens	17 000,00 €
2016	Aides aux réseaux culturels franciliens	5 000,00 €
	Montant total	22 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009268

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COLLECTIF CULTURE BAR-BARS PARIS/IDF (AIDE AUX RESEAUX 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant	99 198,00 €	5,04%	5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COLLECTIF CULTURE BAR-BARS PARIS/IDF
Adresse administrative : LE CARBONE 14
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FLORENT CICCOLI, Président
N° SIRET : 53871501200026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Présentation du réseau

Le réseau national Culture bars bar rassemble des lieux majoritairement de petites jauges (moins de 200 places), liés à la convention collective de l'hôtellerie/restauration (CHR) et qui proposent une programmation artistique (pas uniquement musicale) promouvant la diversité culturelle, l'émergence, la vie économique et renforcement du lien social. En 2011, il a créé une antenne régionale francilienne avec un animateur dédié. L'antenne compte désormais 150 adhérents et 105 bénévoles

L'antenne fonctionne avec 1.20 équivalent temps plein en CDI une administratrice et un directeur du réseau national sur un temps dédié et un animateur du réseau francilien.
Le budget du réseau s'élève en 2016 à 104 749 €. Il reçoit le soutien de la Région Ile-de-France (10 000€ réseau spectacle vivant), de la Ville de Paris (Culture et commerce 30 000 €), la DGCA (prorata de la subvention nationale 40 000 €) et le CNV (22 000 €).

Projet régional 2017

- *Accompagnement à la structuration* :
- Renforcer le maillage territorial en développant la présence du Collectif Culture Bar-Bars, sur les départements d'Ile de France, en fonction des actions de repérages menées en 2016.
- Consolider le développement du Collectif Culture Bar-Bars à 150 adhérents : Champigny sur Marne, mais aussi en 2017 sur de nouvelles villes, Nanterre, Neuilly-sur-Seine, Enghien-les-Bains…

.- *Mise en réseau des acteurs* :
- Coopérer avec différentes organisations relevant notamment du secteur des musiques actuelles
- Adhérer et participer aux travaux des différents réseaux territoriaux pour les musiques actuelles (RIF, JIMI, Pince Oreilles, Pierrots de la Nuit, FAMDT, UFISC, SNAM CGT, FNADAC, FNCC, Agi-sons…)
- Mener un travail de représentation et de réflexion avec les acteurs de la filière,
- Représenter l'antenne francilienne dans différentes instances nationales et locales (GTLIMA…)

- *Actions de mutualisations de moyens* : l'antenne organise des réunions d'information sur le fonds mutualisé de l'emploi artistique du Gip café cultures auprès de ses adhérents.

- *Fonction ressources* :
- Mener un travail d'information ressource auprès des adhérents par des accompagnements individuels (objectif visé : 400 accompagnements)
- Identifier les besoins nouveaux des responsables de lieux et mettre en place le cas échéant les outils pour y répondre,
- Concevoir un kit ressources allant de fiches techniques jusqu'aux formations : développer les formations ERP pour la licence d'entrepreneur du spectacle, développer des modules de formation sur l'environnement artistique, sur le juridique, développer des outils ressources numériques, digitaliser le Guide pratique, développer des temps d'accompagnements collectifs sur les droits d'auteurs, le salariat des artistes, pratique des amateurs, sur les problématiques inhérentes à l'organisation de concerts.

- *Contribution au développement de projets communs* :
- Développer des actions de diffusion,
- Développer des coopérations artistiques entre acteurs par des actions culturelles avec des partenaires culturels nationaux et territoriaux : en 2017 Disquaire Day, Orchestre en Fête, Festival Onze Bouge, Printemps citoyen...
- Faire évoluer le festival Culture Bar-Bars (en impliquant artistiquement un plus grand nombre de lieux, en développant le festival sur de nouveaux territoires, en travaillant un équilibre des différentes esthétique dans la programmation).

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Indicateurs de suivi 2016-2017

REPRESENTATIVITE REGIONALE	2016	2017
Nombre de structures adhérentes en Ile-de-France	102	150
Nombre de structures adhérentes à Paris	91	110
Nombre de structures adhérentes dans les Hauts-de-Seine	0	3
Nombre de structures adhérentes en Seine-Saint-Denis	9	19
Nombre de structures adhérentes dans le Val-de-Marne	1	1
Nombre de structures adhérentes dans le Val d'Oise	0	2
Nombre de partenaires mobilisés dans les actions du réseau	19	22

ACTIVITES DU RESEAU	2016	2017
Nombre total d'actions menées	**15**	**15**
Nombre d'actions ouvertes à des non-membres	**5**	**6**
Nombre d'acteurs professionnels non-membres touchés par les actions du réseau	28	35
Nombre de projets de mutualisation en cours	1	1

Localisation géographique : DEPARTEMENT DE PARIS
Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Calcul de la base subventionnable
La base subventionnable s'élève à 99 198 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé, déduction faite des impôts, taxes et versements assimilés et du différentiel de subventionnement régional.

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL 2017

CHARGES	€ TTC	%	PRODUITS	S sollicité A acquis	€ TTC	%
ACHATS	**1 732 €**	1.3%	**Région Ile-de-France** Aide aux réseaux franciliens de spectacle vivant	**S**	**25 000 €**	20%
SERVICES EXTERIEURS	**6 747 €**	5.4%	Ville de Paris	S	50 000 €	40%
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	**39 739 €**	31.9%	Mécénats sponsoring	S	20 000 €	16%
IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	**5 452 €**	4.4%	Adhésions		17 250 €	14%
CHARGES DE PERSONNEL	**66 675 €**	53.5%	Autres recettes fédération nationale		12 400 €	10%
Droits d'Auteur	**4 304 €**	3.5%				
TOTAL CHARGES	**124 650 €**	100%	**TOTAL PRODUITS**		**124 650 €**	**100%**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux réseaux culturels franciliens	20 000,00 €
2015	Aides aux réseaux culturels franciliens	20 000,00 €
2016	Aides aux réseaux culturels franciliens	10 000,00 €
	Montant total	50 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009269

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMBO 95 (AIDE AUX RESEAUX 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant	160 164,00 €	18,73 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMBO 95
Adresse administrative : 12 ALLEE DES PETIT PAINS
95800 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur HUGUES BELLEGO, Président

Date de publication au JO : 18 janvier 2010

N° SIRET : 43223118100046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Présentation du réseau
Fondé en 1999, le réseau COMBO 95 fédère les acteurs professionnels des musiques actuelles (structures de diffusion, studios de répétition et d'enregistrement, écoles de musique…) dans le Val d'Oise. Il a pour objectifs : la concertation et l'échange d'informations entre ses membres ; la promotion des musiques actuelles ; la sensibilisation, l'accompagnement, la formation et la professionnalisation des structures adhérentes et plus globalement des acteurs des musiques actuelles du territoire.
En 2016, il rassemble 21 adhérents, contre 18 membres recensés en 2015. 13 adhérents sont des structures municipales et 8 sont associatifs. Le réseau emploi trois permanents et il est membre de la confédération régionale du RIF.
En 2016, son budget a atteint 160 000 €, financé à hauteur de 25 000 € par la DRAC, 6000€ par la DDCS 95, 14 214 € par le FONJEP, 10 000 € par la Commune de Cergy, 8 000 € par la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise, 48 735 € par le Département du Val d'Oise et 30 000 € par la Région Ile-de-France.

Projet régional 2017
- accompagnement à la structuration :
En 2017, le réseau s'investira afin de développer les coopérations territoriales et la pérennisation des projets menés par les acteurs situés : dans l'est du Val d'Oise, dans le Vexin (2 acteurs identifiés).
Le conseil et le suivi des adhérents seront poursuivis, ainsi que les réponses aux sollicitations des acteurs musicaux du territoire à travers le centre de ressources.

- mise en réseau des acteurs :
Le réseau a organisé son quatrième séminaire des adhérents début 2017, qui a permis à 25 salariés des structures membres de se rencontrer et d'échanger, notamment autour du thème « quel évènement fédérateur et collaboratif pour la mise en valeur de la scène locale ? ».
Depuis 2016, à l'invitation du Département du Val d'Oise, le réseau a engagé une réflexion afin de permettre un rapprochement entre lieux de musiques actuelles et établissements d'enseignement artistiques autour de l'accompagnement des groupes. Une première réunion s'est tenue en janvier 2017.
Par ailleurs, le réseau poursuivra son observation de la collaboration entre le CRD d'Argenteuil et le CRR de Cergy. Enfin, il poursuivra également son travail d'identification des ressources présentes dans les conservatoires en matière d'accompagnement des groupes et de services pour les porteurs de projets.
En 2017, le réseau mettra en place des commissions métiers regroupant les salariés des structures membres : « communication », « techniciens lumière », « régisseurs de studios de répétitions », « accompagnement d'artistes ».

- actions de mutualisations de moyens :
Le festival 95 Sounds sera reconduit avec des modalités d'organisation redéfinies afin d'améliorer la circulation des publics et l'homogénéité des programmations. L'année 2017 sera une année de transition pour cet évènement.
Le dispositif d'accompagnement d'artistes valdoisiens STARTER sera reconduit : 7 groupes ont été sélectionnés par les adhérents : Santiago, Wyve, Moshi-Moshi, Hover Dust, Miu Queiroz, Mové Sort cartel, Storm Orchestra.
La journée d'information aux musiciens D-Day sera reconduite et plusieurs sessions sont prévues : mars à Argenteuil, mai à Sannois et septembre 2017.

- fonction ressources :
Un espace de co-working sera aménagé au sein du centre ressources pur faciliter les échanges avec les porteurs de projets.
16 rencontres publiques professionnelles seront organisées ainsi que des temps d'échanges thématiques.
Le réseau poursuivra ses outils de communication : site web, newsletter, agenda…

- contribution au développement de projets communs :
Le réseau souhaite créer une plate-forme de mise en relation et de conseils pour le développement d'actions culturelles en milieu scolaire et organisera des réunions avec le Rectorat de Versailles en mai et en novembre sur ce thème.
Le Combo 95 souhaite acquérir un logiciel de mesure du bruit qui pourrait être prêté dans tous les lieux accueillant notamment des jeunes.
La résidence mutualisée avec Magnetic ensemble sera poursuivie jusqu'à la fin 2017.

Indicateurs de suivi 2016-2017

REPRESENTATIVITE REGIONALE	**2016**	**2017**
Nombre de structures adhérentes en Ile-de-France	21	23
Nombre de partenaires mobilisés dans les actions du réseau	18	20
ACTIVITES DU RESEAU	**2016**	**2017**
Nombre total d'actions menées	16	17
Nombre total de participants	678	

Nombre d'actions ouvertes à des non-membres	12	18
Nombre d'acteurs professionnels non-membres touchés par les actions du réseau	9	
Nombre de projets de mutualisation en cours	4	10

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 160 164 € et correspond au montant du budget du projet.

Budget 2017 (TTC)

CHARGES	€ HT ou TTC	%	PRODUITS	S sollicité A acquis	€ HT ou TTC	%
ACHATS	**3 900 €**	**2%**	**SUBVENTIONS ETAT**		**35 000 €**	**22%**
Fournitures administratives	**800 €**	**0%**	*DRAC Musique et Danse*	☒ S	**25 000 €**	**16%**
Fournitures et petits équipements	**100 €**	**0%**	DDCS 95 BOP 163	☒ S	**10 000 €**	**6%**
Loaction	**3 000 €**	**2%**	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**108 514 €**	**68%**
Autres, préciser……		**0%**	**Région Ile-de-France Aide aux réseaux franciliens de spectacle vivant**		**30 000 €**	**19%**
SERVICES EXTERIEURS	**964 €**	**1%**	Autre (à préciser)	☐ A ☐ S		**0%**
Assurance	**700 €**	**0%**	**Département** Val d'Oise	☒ S	**46 300 €**	**29%**
Documentation	**264**	**1%**	**Commune 1** Cergy	☒ S	**10 000 €**	**6%**
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	**40 300 €**	**25%**	**Communauté d'agglomération Cergypontoise**	☒ S	**8 000 €**	**5%**
Honoraires	**17 000 €**	**11%**	**FONJEP**	☒ A	**14 214 €**	**9%**
Publicité	**6 200 €**	**4%**	**SUBVENTIONS EUROPEENNES**	☐ A ☐ S	**0 €**	**0%**
Voyages et déplacements	**8 000 €**	**5%**	Préciser	☐ A ☐ S		**0%**
Réceptions	**4100**	**25%**				**0%**
Téléphone, frais postaux	**4 500 €**	**3%**	**AUTRES FINANCEMENTS**	☐ A ☐ S	**6 000 €**	**4%**
Adhésion	**500 €**	**0%**	SACEM	☐	**1 000 €**	**1%**

IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	**0 €**	**0%**	Mécénats sponsoring	☒ A	**2 000 €**	**1%**
CHARGES DE PERSONNEL	**115 000 €**	**72%**	DRJSCS FDVA	☒ S	**3 000 €**	**2%**
Salaires et charges personnel permanent	**115 000 €**	**72%**	**RECETTES PROPRES**		**10 650 €**	**7%**
salaires et charges personnel non permanent		**0%**	Recettes d'activité		**1 800 €**	**1%**
		0%	Adhésions		**5 850 €**	**4%**
Autres		**0%**	Participation Location d'espace CDVO		**3 000 €**	**2%**
TOTAL CHARGES	**160 164 €**	**100%**	**TOTAL PRODUITS**		**160 164 €**	**100%**

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	18 000,00 €
2018	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux réseaux culturels franciliens	30 000,00 €
2015	Aides aux réseaux culturels franciliens	30 000,00 €
2016	Aides aux réseaux culturels franciliens	30 000,00 €
	Montant total	60 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009271

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CRY POUR LA MUSIQUE (AIDE AUX RESEAUX 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant	118 250,00 €	33,83 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CRY POUR LA MUSIQUE CULTURELLE
Adresse administrative : 28 RUE DE LORRAINE
78200 MANTES-LA-JOLIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CATHERINE SERGENT, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 40475532400013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Présentation du réseau

Le Centre de Ressources Yvelinois pour la musique (CRY) est le réseau départemental qui rassemble les structures de musiques actuelles des Yvelines. Ses objectifs sont : l'amélioration des conditions de pratique des musiques actuelles, la création d'une dynamique départementale et l'initiation d'actions de formation et d'observation à l'échelle départementale. Le Cry compte 21 membres. Le CRY emploie dorénavant une personnes en CDI, le directeur (poste FONJEP) et un chargé de mission en alternance.

Projets d'activités 2017

Le projet 2017 s'inscrit dans un déplacement territorial d'action vers une dimension trans-départementale d'une part et intra-départementale d'autre part, au regard d'enjeux :

- L'évolution des périmètres des politiques publiques, et de la crainte de la fin du soutien annoncé de la Drac et de la Région aux réseaux départementaux à compter de 2018,
- La perspective de fusion des départements des Yvelines et des Hauts de Seine,
- Le choix stratégique du RIF de se refondre dans une configuration de réseau régional d'acteurs,
- Le transfert de responsabilités et d'initiatives en matière de soutien aux acteurs culturels, du Département vers les Communautés Urbaines,
- La recherche d'une meilleure efficience dans la conjugaison des moyens (humains) entre les réseaux membres du RIF,
- Des logiques de coopération entre structures qui se pensent de plus en plus au plan de « bassin

de vie artistiques locaux », ou via des dispositifs régionaux ou nationaux.
- Globalement, de la nécessité de faire la démonstration de notre utilité et du lien avec les populations dans le contexte politique actuel.

Le volume des actions s'adaptera aux moyens réduits de l'équipe salariée (un directeur, un stagiaire en alternance).

Le CRY sera porteur administratif de trois actions co-organisées avec d'autres réseaux membres du RIF :
- Un festival Yvelive-Träce avec le Réseau 92,
- Le groupe de travail « musiques actuelles » en lien avec la DAAC-Rectorat de Versailles, avec le Combo 95, Rezonne et le reseau 92 (territoire de l'Académie)
- Une journée rencontre « lieux de musiques actuelles et jeunes, je t'aime moi non plus » avec le Combo 95, Rezonne et le Pince Oreilles (77).

Le projet 2017 comprend en outre :
- Un projet spécifique pour le territoire Grand Paris Seine et Oise
- Une contribution à l'évolution de la structuration régionale des musiques actuelles
- De la formation professionnelle continue avec les réseaux partenaires
- La poursuite du travail avec le rectorat de Versailles
- L'organisation de trois éditions du Forum des musiciens

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région renouvelle son aide à l'identique à hauteur de 40 000 €, sur une base subventionnable de 118 250 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2017 proposé déduction faite des dépenses d'assurance.

Budget prévisionnel 2017

CHARGES	TTC	%	PRODUITS	S sollicité A acquis	TTC	%
ACHATS	**48 620 €**	**41%**	**SUBVENTIONS ETAT**		**47 000 €**	**40%**
Fournitures administratives	**480 €**	**0%**	*DRAC IDF*	☐ A	**45 000 €**	**38%**
Fournitures et petits équipements		**0%**	DDCS	**S**	**2 000 €**	**2%**
Prestations de services artistiques / pédagogiques	**48 140 €**	**41%**	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**53 000 €**	**45%**
Autres, préciser……		**0%**	**Région Ile-de-France** **Aide aux réseaux franciliens de spectacle vivant**		**40 000 €**	**34%**
SERVICES EXTERIEURS	**4 300 €**	**4%**	Autre (à préciser) ……	☐ A ☐ S		**0%**
Assurance	**450 €**	**0%**	**Départements** Yvelines ……	☐ S	*8 000 €*	**7%**
Documentation		**4%**	**Commune 1** (préciser lesquelles) ……	☐ A ☐ S		**0%**
Prestation administration	**3 850 €**	**3%**	**Commune 2** (préciser lesquelles) ……	☐ A ☐ S		**0%**

AUTRES SERVICES EXTERIEURS	**9 330 €**	**8%**	**communauté de communes/d'agglomération** (préciser laquelle)	☐ S	**5 000 €**	**4%**
Honoraires	**2 250 €**	**2%**		☐ A ☐ S		**0%**
Publicité		**0%**	**SUBVENTIONS EUROPEENNES**	☐ A ☐ S	**0 €**	**0%**
Voyages et déplacements	**3 000 €**	**3%**	Préciser	☐ A ☐ S		**0%**
Réceptions	800	**8%**				**0%**
Téléphone, frais postaux	**1 080 €**	**1%**	**AUTRES FINANCEMENTS**	☐ A	**7 100 €**	**6%**
Frais locatifs	**2 200 €**	**2%**	Fonds de soutien (Préciser : CNV…)	☐ A ☐ S		**0%**
IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	**0 €**	**0%**	Mécénats sponsoring (préciser)	☐ A ☐ S		**0%**
CHARGES DE PERSONNEL	**56 450 €**	**48%**	FONJEP	☐ A	**7 100 €**	**6%**
Salaires et charges personnel permanent	**54 650 €**	**46%**	**RECETTES PROPRES**		**11 600 €**	**10%**
salaires et charges personnel non permanent préciser		**0%**	Recettes d'activité			**0%**
Charges de gestion	**1 000 €**	**1%**	Adhésions		**11 600 €**	**10%**
Cotisations	**800 €**	**1%**	Autres recettes à préciser			**0%**
Autres		**0%**	.....			**0%**
TOTAL CHARGES	**118 700 €**	**100%**	**TOTAL PRODUITS (1)**		**118 700 €**	**100%**

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	24 000,00 €
2018	16 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux réseaux culturels franciliens	40 000,00 €
2015	Aides aux réseaux culturels franciliens	40 000,00 €
2016	Aides aux réseaux culturels franciliens	40 000,00 €
	Montant total	120 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009272

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DEAMBULATION (AIDE AUX RESEAUX 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant	56 500,00 €	44,25 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEAMBULATION
Adresse administrative : MAISON DES ASSOCIATIONS
75012 PARIS 12
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Véronique DILSOT, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 50380411400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Présentation du réseau
Le Réseau Déambulation regroupe des festivals arts de la rue en Ile-de-France et développe un projet autour de la diffusion dans l'espace public. Il est constitué de 8 structures franciliennes implantées dans 5 départements franciliens : Festival Printemps des Rues (Paris 10e), Festival Onze Bouge (Paris 11e), Festival Nocturbaines (Paris 20e), Festival Coulée Douce (Paris 12e), La Défense Urban week (92), Festival de l'Oh (94), Festival Cergy Soit ! (95) et la Constellation (91). Déambulation est ouverte à toutes structures de diffusion de spectacles de rue en Ile-de-France. Le réseau accompagne chaque année la diffusion de 3 à 5 spectacles dans les différents festivals membres (23 représentations pour 5 spectacles en 2016), suite à l'appel à projets que lance chaque année le réseau.
Le réseau est soutenu par la DRAC Ile-de-France et la Région Ile-de-France.

Projet régional 2017
Pour 2017, le réseau réaffirme un projet visant à soutenir des créations dans un esprit de défrichage de

nouveaux artistes, à accompagner des artistes émergents qui construisent leur premier projet, à soutenir des projets singuliers, engagés et moins consensuels, à accompagner des compagnies peu ou pas soutenus et enfin à apporter une visibilité francilienne et nationale aux compagnies. Déambulation élargira son implantation territoriale en 2017 en s'ouvrant à des manifestations nouvelles.

- accompagnement à la structuration : Le réseau continuera de jouer un rôle de passerelle entre les compagnies et les diffuseurs. Le réseau permet aux compagnies retenues au terme de l'appel à projet de présenter leur travail au public et au professionnel ; il fait ainsi effet levier en permettant à des compagnies d'assurer une partie de leur tournée annuelle et d'accéder à des dispositifs d'aide à la création et à la production auprès des institutions. Le réseau accompagnera des projets qui viennent tout juste d'être créés au moment où le spectacle n'a pas encore éprouvé sa relation au public. En particulier, le réseau se donne comme objectif d'accompagner des artistes ou des créations qui n'ont pas encore été suivis ou soutenus par des structures labellisées, des réseaux ou des institutions. Ainsi le réseau affirme son attachement à accompagner des artistes qui construisent leur premier projet d'envergure.

- mise en réseau des acteurs : Le réseau se donne comme objectif de défrichage artistique en soutenant des créations de l'année et des nouveaux artistes porteurs d'un propos innovant et/ou singulier. Il s'agit notamment de permettre aux équipes artistiques et au projet de rencontrer notamment des professionnels de manière à construire la tournée de leur spectacle.
Déambulation élargira son implantation territoriale en 2017 en s'ouvrant à des manifestations nouvelles en plus des membres.
Déambulation est ouverte à toutes structures publiques ou associatives organisatrices de diffusion de spectacles de rue en Ile de France. Sont exclues, toutes structures commerciales par définition.
Les conditions d'entrée à remplir sont les suivantes : Être structuré juridiquement, avoir déclaré le siège social de la structure organisatrice de diffusion sur le territoire d'Ile de France, être titulaire de la licence d'entrepreneur de spectacles, être totalement en règle avec les différents organismes de droits d'auteurs (Sacem, Sacd), présenter un bilan d'activité sur au moins deux ans, mentionnant la réalisation d'un festival de spectacles de rue, soutenu par les collectivités locales et signer la charte du Réseau Déambulation qui stipule notamment la gratuité de leur festival et l'obligation de payer tous les artistes et compagnies programmés dans leur festival (pas de off).

- actions de mutualisations de moyens : L'ensemble du projet du réseau est basé sur la mutualisation de moyens (appels à projets, programmation, organisation de tournés et temps d'échanges avec la profession).

- fonction ressources : Le réseau organisera à l'automne son 2ème forum professionnel autour des questions de diffusion des arts de la rue et souhaite se positionner comme un lieu ressource, de partage et de croisement d'expériences ouvert aux professionnels.

Indicateurs de suivi 2016-2017

REPRESENTATIVITE REGIONALE	**2016**	**2017**
Nombre de structures adhérentes en Ile-de-France	8	8
ACTIVITES DU RESEAU	**2016**	**2017**
Nombre total d'actions menées	8	12
Nombre d'actions nouvelles		1
Nombre total de participants (public lors des représentations)	150 000	200 000 (objectif)

Nombre d'actions ouvertes à des non-membres		2
Nombre d'acteurs professionnels non-membres touchés par les actions du réseau		50
Nombre de projets de mutualisation en cours	8	12

Plan de financement prévisionnel du projet

CHARGES	€ TTC	PRODUITS	S sollicité A acquis	€ TTC
ACHATS	45 850	Région Ile-de-France Aide aux réseaux franciliens de spectacle vivant	S	30 000
SERVICES EXTERIEURS	4 820	DRAC	A	15 000
AUTRES SERVICES EXTERIEURS (dont frais bancaire 500 €)	11 330	RECETTES PROPRES		17 000
TOTAL CHARGES	**62 000 €**	**TOTAL PRODUITS**		**62 000 €**

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 56 500 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite des services bancaires.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux réseaux culturels franciliens	50 000,00 €
2015	Aides aux réseaux culturels franciliens	50 000,00 €
2016	Aides aux réseaux culturels franciliens	25 000,00 €
	Montant total	75 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009275

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LA FEDERATION DES ARTS DE RUE EN ILE-DE-FRANCE (AIDE AUX RESEAUX 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant	114 605,00 €	47,99 %	55 000,00 €
	Montant Total de la subvention		55 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION DES ARTS DE LA RUE EN ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 221 RUE DE BELLEVILLE 75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur SERGE CALVIER, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 48538926600027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Présentation du réseau
La Fédération des arts de la rue en Île-de-France a été créée en 2005 afin de structurer et de rassembler le secteur des arts de la rue sur le territoire francilien. Elle est elle-même membre du réseau national et participe à toutes ses actions.
Elle regroupe à la fois des individus, des compagnies, des lieux de fabrique, des festivals, le centre national ainsi que des collectivités territoriales. En 2016, 48 structures sont membres de la Fédération qui est présente sur tous les départements franciliens, avec une prédominance de la Seine-Saint-Denis (35% des structures adhérentes), de Paris (23%) et des Hauts-de-Seine (13%). Le réseau compte également 64 adhésions individuelles. Les équipes artistiques sont fortement représentées au sein du réseau et constitue 68% des membres (soit 33 compagnies).
Les adhérents de la Fédération ont augmenté de 20% depuis 2015.
La Fédération intervient sur les enjeux professionnels des arts de la rue et plus largement sur les usages de l'espace public, soit des problématiques aux confins de la culture et d'autres secteurs tels que l'urbanisme, l'aménagement, la citoyenneté…
Forum d'échanges et d'actions ainsi que force de proposition auprès des institutions dans la définition des politiques publiques, elle organise des rencontres professionnelles départementales et régionales, coordonne la journée Rue Libre, initie et participe à de nombreux débats et réalise une observation permanente du secteur sur le territoire francilien.

Résident aux côtés des autres réseaux franciliens à la Maison des réseaux artistiques et culturels à Paris, le réseau emploie 3 salariés au total sur l'année, dont une seule permanente, la coordinatrice en CDI temps plein. Les autres salariés sont embauchés ponctuellement en renfort en fonction des projets, soit une chargée de mission Rue libre entre juillet et octobre et une attachée de presse pour la manifestation ; des techniciens intermittents sont également embauchés.
Le réseau compte 70 bénévoles en 2016 et une centaine en 2017.
Son budget a atteint 109 890 € en 2016. Elle reçoit le soutien de la DRAC Ile-de-France (20 000 €), de la Ville de Paris (10 000 €) et de la Région Ile-de-France (55 000 €) ; elle bénéficie également d'aides à l'emploi pour l'embauche de CUI CAE (5 765 €).

Projet régional 2017
Accompagnement à la structuration :
- 10 formations prévues entre les membres du réseau et notamment à destination des compagnies émergentes
- 8 rencontres avec des élus d'Ile-de-France

Mise en réseau des acteurs :
- Rencontres prévues avec les opérateurs structurants du territoire : CNAREP, Festivals… et avec les projets émergents sur le territoire
- développement de liens avec des architectes et urbanistes qui travaillent sur la réhabilitation d'espaces en zones urbaines
- organisation des « Apérues » entre adhérents
- poursuite de la diffusion des supports de communication

Actions de mutualisations de moyens :
- organisation de temps d'échanges entre adhérents pour développer des mutualisations de personnels et de locaux, notamment entre compagnies
- poursuite des travaux du réseau autour de la plate-forme de données GIMIC, du dispositif 1% travaux publics

Fonction ressources :
- reconduction des temps de rencontres publiques avec les institutions afin d'informer les acteurs du secteur sur les dispositifs de soutien (DRAC, Région, Ville de Paris, Départements…) ainsi que sur la définition du projet culturel de la Métropole et des Etablissements publics territoriaux
- restitution de l'état des lieux mené en 2016 sur 86 lieux de création et lieux de fabrique en Ile-de-France

Contribution au développement de projets communs :
Réflexion autour d'un nouveau format pour l'opération « Rue libre ! ».

Indicateurs de suivi 2016-2017

REPRESENTATIVITE REGIONALE	2016	2017
Nombre de structures adhérentes en Ile-de-France	48	36 au 10/04/17
Nombre de partenaires mobilisés dans les actions du réseau	112	70 au 10/04/17
ACTIVITES DU RESEAU	**2016**	**2017**
Nombre total d'actions menées	55	65
Nombre total de participants	600	800

Nombre d'actions ouvertes à des non-membres	55	65
Nombre d'acteurs professionnels non-membres touchés par les actions du réseau	388	550
Nombre de projets de mutualisation en cours	2	2

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires. Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 114 605 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé et déduction faite des impôts, taxes et versements assimilés et des dotations aux amortissements.

Budget 2017 (TTC)

CHARGES	€ TTC	%	PRODUITS	S sollicité A acquis	€ TTC	%
ACHATS	**9 848 €**	**8%**	**SUBVENTIONS ETAT**		**20 000 €**	**16%**
Fournitures administratives	**975 €**	**1%**	*DRAC IDF - Service Théâtre*	☐ A X S	**20 000 €**	**16%**
Fournitures et petits équipements	**94 €**	**0%**				**0%**
Autres, préciser achats Rue Libre	**6 945 €**	**6%**	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**76 500 €**	**62%**
Autres, préciser……	**1 834 €**	**1%**	**Région Ile-de-France Aide aux réseaux franciliens de spectacle vivant**		**62 000 €**	**50%**
SERVICES EXTERIEURS	**17 606 €**	**14%**	Autre (à préciser) ……	☐ A ☐ S		**0%**
Assurance	**467 €**	**0%**	**Département** : 77	☐ A X S	4 500 €	**4%**
Documentation	250	**14%**	**Commune 1** Paris	☐ A X S	**10 000 €**	**8%**
Autres, précise : loyer et sous traitance	**16 889 €**	**14%**	**Commune 2** (préciser lesquelles) ……	☐ A ☐ S		**0%**
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	**18 802 €**	**15%**	**communauté de communes/d'agglomération** (préciser laquelle) ……	☐ A ☐ S		**0%**
Honoraires	**5 135 €**	**4%**		☐ A ☐ S		**0%**
Publicité	**2 577 €**	**2%**	**SUBVENTIONS EUROPEENNES**	☐ A ☐ S	**0 €**	**0%**
Voyages et déplacements	**1 427 €**	**1%**	Préciser ……	☐ A ☐ S		**0%**
Réceptions	1142	**15%**				**0%**
Téléphone, frais postaux	**877 €**	**1%**	**AUTRES FINANCEMENTS**	☐ A ☐ S	**2 000 €**	**2%**
Autres, préciser : récpetion et communication Rue Libre	**7 644 €**	**6%**	Fonds de soutien (Préciser : CNV…) ……	☐ A ☐ S		**0%**
IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	**2 293 €**	**2%**	Transfert de charges : Uniformation	☐ A ☐ S	**2 000 €**	**2%**
CHARGES DE PERSONNEL	**68 151 €**	**55%**	ASP (Emplois aidés)	☐ A ☐ S		**0%**

Salaires et charges personnel permanent	**40 622 €**	**33%**	**RECETTES PROPRES**		**25 500 €**	**21%**
salaires et charges personnel non permanent préciser	**27 529 €**	**22%**	Recettes d'activité			**0%**
Titres restaurant (payé en 2016)	**0 €**	**0%**	Adhésions		**13 000 €**	**10%**
Reversement adhésions Fédération Nationale	**6 500 €**	**5%**	Partenariat Rue Libre		**9 000 €**	**7%**
Dotation aux amortissements	**102 €**	**0%**	Reprise sur amortissements		**3 500 €**	**3%**
TOTAL CHARGES	**124 000 €**	**100%**	**TOTAL PRODUITS (1)**		**124 000 €**	**100%**

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	33 000,00 €
2018	22 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux réseaux culturels franciliens	60 000,00 €
2015	Aides aux réseaux culturels franciliens	60 000,00 €
2016	Aides aux réseaux culturels franciliens	55 000,00 €
	Montant total	115 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009276

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LE PINCE OREILLES (AIDE AUX RESEAUX 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant	111 503,00 €	22, 42 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PINCE OREILLES MAISON DE QUARTIER FERME DU BUISSON
Adresse administrative : 8 PASSAGE LOUIS LOGRE 77186 NOISIEL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALEXANDRE SAUMONNEAU, Président
N° SIRET : 43874772700032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Présentation du réseau

Le réseau Pinces oreilles a été créé en 1999 pour le développement des musiques actuelles en Seine-et-Marne, et au niveau régional au sein du RIF. Il encourage et accompagne les initiatives, les pratiques et les expressions musicales en Seine-et-Marne, qu'elles proviennent des adhérents et porteurs de projets du département (professionnels et bénévoles), des musiciens (professionnels et amateurs) et du public. Fort de ses 33 structures adhérentes, le projet du réseau s'organise autour des trois axes suivants :

- L'axe « scène locale » qui favorise l'émergence et le développement d'artistes et de groupes seine-et-marnais en leur permettant l'accès à des actions d'accompagnement, de formations et de valorisation de leur travail.
- L'axe « accompagnement ressources » qui accompagner et d'informer les porteurs de projets musicaux, associatifs et institutionnels et de contribuer à la compréhension et à la mise en débat des enjeux propres à notre secteur d'activité.
- L'axe « communication **».** qui valorise aux projets menés par les acteurs du champ des musiques actuelles en Seine-et-Marne en mutualisant des outils de communication en direction du public, des professionnels du secteur et des artistes.

Le réseau fonctionne avec 2 postes permanents de coordinateur à temps plein qui bénéficient du soutien du fonjep. Le réseau compte 80 bénévoles et 32 adhérents en 2016 comme en 2017. L'équipe a été entièrement renouvelée en 2016 (directeur et l'animatrice) avec une restructuration de la coordination.

Le budget du réseau s'élève en 2016 à 107 540 € en charges et 115 380 en produits. Il reçoit le soutien de la Région Ile-de-France (25 000€ réseau spectacle vivant), de la DRAC Ile-de-France (20 000 €), du

département de la Seine-et-Marne (40 000 €).

Projet régional 2017

- *Accompagnement à la structuration* : 3 structures seront accompagnées sur la durée dans leur structuration sur une vingtaine de jours au total, des accompagnements plus ponctuels sont aussi proposés. Une réflexion va s'engager avec des villes Melun sur une politique musiques actuelles, et Meaux sur le développement culturel. Le réseau participe aux différents comités de suivi des structures locales sur des dispositifs DLA ou le départemental junior association. 3 journées de formation de projets et un DLA seront dédiées à la fonction accompagnement.

.- *Mise en réseau des acteurs* : Le réseau organise des journées d'information : une journée est dédiée à l'insertion professionnelle et la protection judiciaire, une deuxième au maillage des acteurs, la présence de l'équipe du réseau sera renforcée sur le territoire pour aller à la rencontre des acteurs et faciliter leur mise en réseau.
Le réseau organise le temps fort du réseau « 77 connexion » sur deux jours afin d'aller à la rencontre des acteurs et musiciens du sud du département (pour la 1ère fois) et afin de valoriser l'engagement citoyen, l'implication des jeunes porteurs de projets à Cesson en lien avec les structures jeunesse. Une étude sera dédiée aux coopérations entre lieux d'enseignement de la musique et lieux de musiques actuelles. Enfin un séminaire sera consacré à l'intégration des nouveaux adhérents et à l'élaboration du pré programme de journées mensuelles

- *Actions de mutualisations de moyens* : les principales actions seront la poursuite du DLA collectif sur les partenariats privés initiés en 2016, la réalisation d'un document de présentation commun sur les actions d'éducation artistiques, la mise en place d'un nouveau dispositif commun de repérage et de soutien aux artistes émergents complémentaires aux actions menées par les adhérents avec l'institution d'un comité de pilotage.

- *Fonction ressources* : Les principales actions comprennent la poursuite de l'étude sur les coopérations entre lieux d'enseignement de la musique et lieux musiques actuelles, la tenue de 5 journées d'information thématiques (Analyse des dispositifs jeunesse, en présence de la DDCS77 et de l'UDMJC77, présentation des nouveaux dispositifs de financement du Conseil départemental, présentation des premières données-clés de l'étude sur l'enseignement de la musique, en partenariat avec le collectif RPM, les droits culturels et Comprendre la loi LCAP, en partenariat avec le réseau de l'Essonne - Rezonne).

- *Contribution au développement de projets communs* : La rencontre « Initiatives musicales en milieu rural » est une première étape qui vise à aller vers des mutualisations de moyens et le développement de projets communs.
Les commissions thématiques sont les lieux de co-élaboration et de suivi de projets communs tels : l'évènement 77 Connexion (commission Temps forts) ; le nouveau dispositif de repérage (commission Scène locale) ; Le Transistor (Cercle des rédacteurs) : 2 numéros en 2017 parmi lesquels un numéro-anniversaire (n°50), un document commun sur les actions en matière d'éducation artistique et culturelle (commission Action culturelle) ; une étude sur« Les coopération entre lieux d'enseignement de la musique et lieux musiques actuelles » (commission Pédagogie-enseignement).

Le réseau participe à plusieurs actions départementales et inter départementales : comité de pilotage pluri-partenarial de préfiguration du futur Prix départemental de la chanson porté par le Conseil départemental de Seine-et-Marne, projet de territoire de l'agglomération Grand Paris Sud.
Il poursuit son implication dans des actions régionales du réseau RIF : groupes de travail sur l'égalité Homme-Femmes dans différents domaines (programmation, actions culturelles, communication, etc.), contribution aux études régionales notamment sur l'actualisation de l'état des lieux des adhérents du département, le développement d'Itinérances, l'organisation de rencontres publiques régionales entres

différents réseaux sur des problématiques partagées, partage d'expérience sur des actions culturelles…
Indicateurs de suivi 2016-2017

REPRESENTATIVITE REGIONALE	2016	2017
Nombre de structures adhérentes en Seine-et-Marne	33	32
Nombre de partenaires mobilisés dans les actions du réseau	65	70
ACTIVITES DU RESEAU	**2016**	**2017**
Nombre total d'actions menées	31	33
Nombre d'actions ouvertes à des non-membres	16	19
Nombre d'acteurs professionnels non-membres touchés par les actions du réseau	450	450
Nombre de projets de mutualisation en cours	5	8

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique : SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Calcul de la base subventionnable
La base subventionnable s'élève à 111 503 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé, déduction faite des impôts, taxes et versements assimilés et des autres dépenses incluant la dotation aux amortissements.

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	10 000,00 €

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL 2017

CHARGES	€ TTC	%	PRODUITS	€ TTC	%
ACHATS	2 250 €	2%	**Région IDF Aide aux réseaux franciliens de spectacle vivant**	25 000 €	22%
SERVICES EXTERIEURS	3 950 €	4%	DRAC Ile-de-France sollicité	20 000 €	18%
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	21 202 €	19%	FDVA et DDCS sollicité	2 200 €	2%
IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	878 €	1%	Département 77Culture / ESS Sollicité	*44 128 €*	39%
CHARGES DE PERSONNEL	84 523 €	73%	ASP (CUI-CAE) et Fonjep acquis	13 316 €	12%
Dotation aux amortissements	1 300 €	1%	RECETTES PROPRES	8 159 €	7%
TOTAL CHARGES	**112 803 €**	**100%**	**TOTAL PRODUITS**	**112 803 €**	**100%**

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux réseaux culturels franciliens	25 000,00 €
2015	Aides aux réseaux culturels franciliens	25 000,00 €
2016	Aides aux réseaux culturels franciliens	25 000,00 €
	Montant total	50 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009277

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MAAD 93 (AIDE AUX RESEAUX 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant	179 433,00 €	13,93%	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAAD 93
Adresse administrative : 1 RUE CHARLES GARNIER
93400 SAINT OUEN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur STEPHANE MOQUET, Président
Date de publication au JO : 30 octobre 2010
N° SIRET : 49342516900031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Présentation du réseau

Le réseau Maad 93 a été créé en 2006 pour le développement des musiques actuelles en Seine-Saint-Denis. Il regroupe 23 structures adhérentes départementales, municipales et associatives œuvrant dans les champs de l'enseignement, la pratique, l'enregistrement et la diffusion des musiques actuelles.

Le réseau a pour objectifs de :

- Contribuer à la réflexion locale sur la place des musiques actuelles amplifiées, les modes de fonctionnement et les rôles complémentaires des lieux en ce domaine.
- Contribuer à l'amélioration des réponses proposées en matière d'accompagnement des pratiques musicales, de diffusion d'artistes amateurs et professionnels, de croisements des publics et de formation des encadrants.
- Porter des activités d'entrepreneur de spectacles vivants.
- Mener les actions de communication visant à promouvoir les actions de l'association de ses adhérents.
- Rechercher les partenariats et les soutiens nécessaires.
- Favoriser la concertation entre les acteurs de terrain et les institutions.

Le réseau a 3 postes en 2017 dont 2 emplois aidés. Il compte 11 bénévoles en 2016 comme en 2017. L'équipe a été entièrement renouvelée en 2016 (directeur et l'animatrice) avec une restructuration de la coordination.

Le budget du réseau s'élève en 2016 à 201 244 € en charges et 200 393 € en produits. Il reçoit le soutien de la Région Ile-de-France (25 000€ réseau spectacle vivant), de la DRAC Ile-de-France (10 000 €), du

département de la Seine-Saint-Denis (30 000 € Aide au réseau, 20 000 € Education artistique et pratiques amateurs, 20 000 € Aide à la résidence) et de la Spédidam (25 000 €).

Projet régional 2017

Accompagnement à la structuration :

- structuration des pratiques amateurs, de l'enseignement des musiques actuelles avec le département de la Seine-Saint-Denis, avec des temps d'échanges avec les pédagogues.
- parcours d'accompagnement artistique et pédagogique de 6 groupes amateurs en musiques actuelles sélectionné. Il se déroule en quatre étapes : une séance de diagnostic partagé entre le groupe et l'intervenant pédagogique, la signature d'un contrat d'accompagnement entre les différents acteurs/structures impliqués, les interventions pédagogiques du parcours, et l'évaluation.
- Coordination des MAAD' sterclass, ateliers de création gratuits et ouverts à tous musiciens franciliens. 4 ateliers de création aux thématiques diverses sont prévus dans différents lieux du département, soit environ 60 musiciens.

.*Mise en réseau des acteurs* :

-appui aux dynamiques locales des lieux sur la base de projets artistiques exigeants s'appuyant sur de nouvelles collaborations avec les théâtres de villes, les conservatoires, les autres réseaux, festivals et villes frontalières. De nouvelles formes de médiation culturelle transdisciplinaire seront déployées. Cette action est menée en synergie avec le réseau francilien.
Cette mise en réseau se traduit aussi dans le cadre du dispositif régional itinérance de circulation des groupes émergents franciliens.
- Collaboration renforcée avec le Pôle Sup 93 sur les parcours pédagogiques croisés, les approches des différents acteurs, l'offre artistique des masterclass et la communication.

- *Actions de mutualisations de moyens* :

- développement du festival de création mutualisé appelé « MAAD in 93 » créé en 2011. Les programmateurs et directeurs des salles de concert du département seront sollicités pour proposer une liste d'artistes/groupes avec lesquels ils ont eu une collaboration plus particulière. Plus de salles participantes et 17 créations sont prévues (15 en 2016). En amont 1.8 jour de temps de résidence par création sera organisé.
- accompagnement de résidences mutualisées depuis 2012, projets de création itinérants sur deux à huit structures, 3 résidences sont prévues en 2017.
- mutualisation de l'information au travers du site internet et d'un agenda commun.

- *Fonction ressources* :

- actualisation des données de l'étude sur l'activité des adhérents.
- rencontres thématiques et de groupes de travail (5 prévus).
- organisation d'un speed meeting avec la SACEM, la SPEDIDIAM, l'ADAMI et Pôle Emploi pour les musiciens dans le cadre du festival maad 93.
- veille.

-*Contribution au développement de projets communs* :

- développement d'un projet commun sur les nouvelles formes de médiation culturelle « j'irai jouer chez vous », qui implique les habitants dans une série documentaire mise en lumière par un artiste du département.
- expérimentation sur l'accompagnement des pratiques artistiques des lycées volontaires sur un projet de diffusion qui comprendrait une évaluation des besoins le réseau, la proposition de coaching par des musiciens intervenants du réseau et l'invitation de lycéens à assister à l'un des concert de leur choix dans les salles adhérentes. Une première expérience est prévue avec le lycée Maurice Ravel de Paris en partenariat avec le Deux Pièces Cuisine Scène de musiques actuelles du Blanc-Mesnil.
- accompagnement de projets portés par des lieux adhérents dans un partenariat élargi
- participation à la Saison Egalité Hommes Femmes / Musiques Actuelles en Île-de-France, projet à

piloté par HF Île-de-France, le RIF, Arcadi, la Fedelima et l'association OPALE.
- participation à l'animation de stands professionnels aux différents évènements régionaux et nationaux avec le réseau régional.
- projet régional de prévention des risques auditifs.

Indicateurs de suivi 2016-2017

REPRESENTATIVITE REGIONALE	**2016**	**2017**
Nombre de structures adhérentes en Seine Saint Denis	22	23
Nombre de partenaires mobilisés dans les actions du réseau	24	36
ACTIVITES DU RESEAU	**2016**	**2017**
Nombre total d'actions menées	42	50
Nombre d'actions ouvertes à des non-membres	42	50
Nombre d'acteurs professionnels non-membres touchés par les actions du réseau	110	150
Nombre de projets de mutualisation en cours	16	20

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter au moins 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique : SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Calcul de la base subventionnable
La base subventionnable s'élève à 179 433 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé, déduction faite des impôts, taxes et versements assimilés, le poste pénalités amortissement, les fonds dédiés et la recette emploi tremplin.

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	10 000,00 €

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL 2017

CHARGES	€ TTC	%	PRODUITS	€ TTC	%
ACHATS	9 328	4%	**Région Ile-de-France** **Aide aux réseaux franciliens de spectacle vivant**	*25 000*	*12%*
SERVICES EXTERIEURS	11 118	5%	Région emploi tremplin Attribué	7 083	*3%*
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	12 672	6%	Drac Ile-de-France sollicité	10 000	*7%*
IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	2 750	1 %	Département 93 sollicité	70 000	*39%*
CHARGES DE PERSONNEL	164 137	79 %	Sociétés civiles spedidam sacem	30 000	*14 %*
PENALITES AMORTISSEMENTS	11 105	5%	Emplois aidés ASP attribué	6 788	*3%*
			Recettes propres	62 239	*27%*
			Fonds dédiés	10 739	
TOTAL CHARGES	**211 110 €**	**100%**	**TOTAL PRODUITS**	**211 110 €**	**100%**

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux réseaux culturels franciliens	25 000,00 €
2015	Aides aux réseaux culturels franciliens	25 000,00 €
2016	Aides aux réseaux culturels franciliens	25 000,00 €
	Montant total	75 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009278

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MUSIQUES ACTUELLES A PARIS (MAP) - (AIDE AUX RESEAUX 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant	99 500,00 €	30,15 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAP MUSIQUES ACTUELLES A PARIS
Adresse administrative : 8 RUE BOYER
75020 PARIS 20
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Renaud BARILLET, Président
N° SIRET : 50126703300022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Présentation du réseau

Le réseau des Musiques Actuelles de Paris a été créé en 2006 à l'initiative d'acteurs de la filière pour avoir un espace d'échange concernant leurs pratiques, leurs réflexions et problématiques, et pour porter la voie des professionnels auprès des acteurs publics. Il fédère aujourd'hui 50 structures parisiennes ayant pour activité l'accompagnement de projets amateurs et professionnels, le développement de carrières ou la diffusion d'artistes. Ce sont des lieux de diffusion, des studios, des centres de formation, des producteurs de spectacles, des labels, des festivals, des médias… .

Il a pour principales missions :
- Favoriser les collaborations entre les adhérents par des temps d'échanges et de réflexion
- Représenter la filière parisienne auprès des pouvoirs publics, des sociétés civiles, organismes professionnels et acteurs extérieurs.
- Participer aux réflexions locales qui permettent de relever les enjeux de notre secteur.
- Soutenir la création et l'émergence artistique.
- Valoriser l'activité des membres dans le cadre d'actions spécifiques.
- Encourager la mutualisation de compétences et de moyens.

Ses axes d'intervention sont un pôle ressources professionnelles au service des réseaux et de leurs adhérents, un pôle aide au développement d'artistes et observation et analyse du champ des musiques actuelles / amplifiées en Ile-de-France, un pôle observation et analyse du champ des musiques actuelles / amplifiées en Ile-de-France et un pôle gestion sonores et risque auditifs.

Le réseau fonctionne avec 2 postes permanents : 1 coordinatrice à temps plein et un chargé de communication à temps partiel. Il a recouru à 17 intermittents Le réseau compte 24 bénévoles en 2016 comme en 2017.

Le budget du réseau s'élève en 2016 à 107 895€. Il reçoit le soutien de la Région Ile-de-France (30 000€

réseau spectacle vivant, emploi tremplin 10 667€), de la DRAC Ile-de-France (10 000 €), de la ville de Paris (32 000 €) et bénéficie également d'une aide à l'emploi service civique (3 207 €).

Projet régional 2017

- *Accompagnement à la structuration* : Le réseau accompagne les membres sur toutes les questions en lien avec leur activité par de l''information régulière sur l'actualité du secteur, la rencontre avec des organismes de formation, de subvention ou encore de conseils,- la représentation auprès des pouvoirs publics,- la mise en relation entre différents professionnels en fonction d'un projet spécifique, la valorisation de l'activité des membres, la négociation de tarifs préférentiels pour les membres du réseau, des rencontres régulières d'information et de mise en réseau les « MAP'Tinales, MAPéros », du conseil personnalisé auprès des adhérents, la mutualisation de moyens et d'outils de communication et d'outils ressources.

.- *Mise en réseau des acteurs* : Le réseau coordonne de groupes de travail pour la mise en place d'actions spécifiques, l'incitation à la mutualisation de compétences et d'outils de travail. Il développe des partenariats avec différentes structures dont deux rendez-vous professionnels sur des tarifs préférentiels et collaborations sur les programmes professionnels. pour Depuis 7 ans, le réseau MAP organise au MaMA une conférences sur l'international, des master classes, accréditations pour 5 groupes accompagnés par les lieux membres du réseau, des rencontres speed meeting et envisage de proposer une croisière pour les professionnels internationaux avec le port de Paris pour faire découvrir les nouveaux lieux musicaux flottants.
Le réseau s'investit dans la mise en réseau des adhérents avec d'autres professionnels à l'international.

- *Actions de mutualisations de moyens* : la mutualisation de moyens vise à valoriser les structures et , faciliter leur communication par le développement d'outils partagés comme le développement de Sowprog, application web unique de programmation des lieux, la mutualisation de stands sur des évènements professionnels avec une communication dédiée (6 grands évènements), le développement d'outils ressource à destination des adhérents, un outil de communication unique Music in Paris sur les lieux de diffusion parisien en partenariat avec le comité régional du tourisme avec une version numérique prévue en 2017
Une collaboration avec le RIF et le réseau culture Bar bars est prévue sur la mutualisation d'une offre de diffusion.
Le réseau coordonne la mutualisation des moyens de production, répétition, d'accompagnement et de diffusion des 5 groupes du dispositif Give Me Five du Réseau MAP avec 12 structures adhérentes dont le développement est prévu pour 2017, et souhaite développer des partenariats avec d'autres dispositifs d'accompagnement et relais professionnels.
- *Fonction ressources* : le réseau organise une rencontre professionnelle « La Jirafe » sur 2 jours chaque année pour les adhérents et musiciens parisiens qui comprend des rencontres thématiques, un point d'information et des entretiens conseil. Il effectue une veille sur les évolutions du secteur et des temps réguliers d'information, des études (état des lieux des adhérents, diffusion, direction d'établissement …)

- *Contribution au développement de projets communs* : Le MAP a constitué un groupe de travail avec 15 adhérents sur la mise en place d'un projet collectif d'action culturelle autour des métiers de la musique en s'appuyant sur le parcours de l'artiste illustrant toutes les étapes de développement.
Le réseau reste impliqué dans la Saison Egalité Musiques Actuelles, développé par le RIF ave série de rencontres / conférences ayant pour thématique de fond l'égalité entre femmes et hommes dans les Musiques Actuelles.
Le réseau contribue aux projets porté par le RIF :

Indicateurs de suivi 2016-2017

REPRESENTATIVITE REGIONALE	2016	2017
Nombre de structures adhérentes à Paris	50	50
Nombre de partenaires mobilisés dans les actions du réseau	893	900

ACTIVITES DU RESEAU	2016	2017
Nombre total d'actions menées	31	33
Nombre d'actions ouvertes à des non-membres	88	80
Nombre de professionnels non-membres touchés par les actions du réseau	1083	1100
Nombre de projets de mutualisation en cours	13	14

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique : PARIS **Contrat Particulier :** Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Calcul de la base subventionnable
La base subventionnable s'élève 99 500 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL 2017

CHARGES	€ TTC	%	PRODUITS	S sollicité A acquis	€ TTC	%
Achats	3 120 €	3%	Région IDF Aide réseaux franciliens de spectacle vivant		30 000 €	30%
Services extérieurs	9 430 €	9%	DRAC IDF	s	10 000 €	10%
Autres services extérieurs	14 150 €	14%	Commune de Paris	s	34 000 €	34%
Charges de personnel	72 800 €	73%	CNV		5 000 €	5%
			Mécénats sponsoring		2 000 €	2%
			ASP (Emplois aidés)		5 500 €	6%
			Adhésions		13 000 €	13%
TOTAL CHARGES	**99 500 €**	**100%**	**TOTAL PRODUITS**		**99 500 €**	**100%**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	18 000,00 €
2018	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux réseaux culturels franciliens	30 000,00 €
2015	Aides aux réseaux culturels franciliens	30 000,00 €
2016	Aides aux réseaux culturels franciliens	30 000,00 €
	Montant total	90 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009280

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : RESEAU ACTES IF (AIDE AUX RESEAUX 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant	116 846,00 €	38,51 %	45 000,00 €
	Montant Total de la subvention		45 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU ACTES IF
Adresse administrative : 221 RUE DE BELLEVILLE
75019 PARIS 19
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe NIORTHE, Président

Date de publication au JO : 19 juillet 2008

N° SIRET : 41213196300040

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Présentation du réseau
Fondé en 1996, le réseau Actes If rassemble une trentaine de lieux artistiques et culturels franciliens indépendants, issus de la société civile, à but non lucratif, qui accompagnent la création contemporaine, et notamment la jeune création, et défendent la diversité artistique et culturelle.
L'activité du réseau s'organise autour de trois axes : la concertation et la co-élaboration des politiques publiques ; la mutualisation des expériences, savoirs, savoir-faire et des services et du matériel ; l'accompagnement à la structuration par le conseil et la ressource.
Le réseau est dirigé par 13 coprésidents élus au conseil d'administration collégial de l'association. Il est membre de l'UFISC et de la Coordination nationale des lieux intermédiaires et indépendants. Il emploie trois salariés
En 2016, Actes if fédère 31 lieux en Ile-de-France, qui sont répartis sur l'ensemble des départements dont un tiers en Seine-Saint-Denis et un tiers à Paris.
Son budget a atteint 120 960 € en 2016, financé par la DRAC (28 000 €), le FONJEP et la DRJSCS (10 864 €) et la Région Ile-de-France (45 000 €).

Projet régional 2017
- accompagnement à la structuration :
Actes If poursuit sa mission d'observation dans le cadre de la démarche commune d'observation participative et partagée avec les autres membres de l'Ufisc. En 2017, le réseau analysera les données de l'année 2015 récoltées auprès de 28 lieux membres ; l'étude sera publiée lors du second semestre 2017. Un focus sur l'emploi sera également réalisé.

Suite à la constitution en 2016 d'un groupe de travail thématique sur la question de l'accompagnement artistique, le réseau s'attachera à constituer une base de données de recensement des équipes artistiques accueillies dans les lieux membres du réseau.
Le réseau poursuivra son dialogue et sa veille auprès des différentes institutions concernant leurs politiques culturelles : Région Ile-de-France, DRAC et DGCA, Mairie de paris, Métropole du Grand Paris, Etablissement public territorial d'Est ensemble.

- mise en réseau des acteurs :
Le réseau poursuivra ses réunions plénières ainsi que ses groupes de travail, sessions de formations et réunions permettant de réunir les salariés des lieux membres.
En 2017, Actes If poursuivra les projets initiés dans le cadre de son vingtième anniversaire fêté en 2016, à savoir la résidence d'auteures du Collectif &, qui fera l'objet d'une restitution au second semestre.

- actions de mutualisations de moyens :
Le réseau poursuivra la mutualisation d'outils tels que le serveur de mails, le service de traitement de la paie, le fonds de solidarité financière (1 sollicitation en 2017), la communication.
Actes if souhaite travailler au développement de son site internet en 2017 en mettant en place des newsletters externe et interne ainsi qu'un partenariat avec Open Agenda.
Des formations seront organisées en 2017 et notamment sur la communication orale (en partenariat avec l'Agecif), sauveteurs secouristes au travail, équipement première intervention, maintien sauveteur secouriste au travail.
La réflexion sera poursuivie sur la pertinence de mutualiser un comptable et un service juridique à l'échelle du réseau.

- fonction ressources :
Actes If poursuivra sa veille générale sur les politiques culturelles et les informations sociales, juridiques et fiscales susceptibles d'intéresser ses membres et réalisera des fiches techniques.
Les groupes de travail « Administration », « relations aux publics », « communication » et « accompagnement artistique » prévoient une douzaine de temps de rencontre et de travail sur l'année.
Le réseau poursuivra ses missions d'accompagnement auprès des structures membres qui le sollicitent suivant leurs besoins, soit : 1 structure pour l'administration, 1 structure pour les relations partenariales, 1 structure sur l'organisation interne et la médiation des conflits, 2 structures sur un accompagnement plus global.
Enfin, deux chantiers seront initiés en 2017 autour des droits culturels et de la transmission des projets.

- contribution au développement de projets communs :
Le réseau réfléchit à un projet collectif de solidarité avec les migrants : une rencontre a été organisée en début d'année, en lien avec le RIF, avec des intervenants spécialisés qui ont permis de comprendre les enjeux et le paysage de l'accueil d'urgence. Une fiche ressource est en cours de constitution.
Le réseau poursuivra la résidence du Collectif & Cathy blisson et Anne Quentin qui viendront collecter les paroles des salariés et des usagers des lieux, selon leurs modes d'intervention : permanence d'écrivain public, revue murale, cartographie textuelle…
Actes If sera partenaire de la « grande fête du Gros Paris » dont la première édition s'est tenue en juillet 2016 à Gare au Théâtre à l'instigation d'un ensemble d'associations désireuses d'impliquer davantage les habitants dans la construction du territoire.

Indicateurs de suivi 2016-2017

REPRESENTATIVITE REGIONALE	2016	2017
Nombre de structures adhérentes en Ile-de-France	32	31
Nombre de partenaires mobilisés dans les actions du réseau	19	23

ACTIVITES DU RESEAU	2016	2017
Nombre total d'actions menées	62	69
Nombre total de participants	635	
Nombre d'actions ouvertes à des non-membres	4	9
Nombre d'acteurs professionnels non-membres touchés par les actions du réseau	132	
Nombre de projets de mutualisation en cours	6	8

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 116 846 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé, les autres aides régionales ainsi que les dépenses d'amortissement.

Budget 2017 (TTC)

CHARGES	€ TTC	%	PRODUITS	S sollicité A acquis	€ TTC	%
ACHATS	**4 500 €**	**3%**	**SUBVENTIONS ETAT**		**47 063 €**	**36%**
Fournitures administratives	**2 700 €**	**2%**	*Préciser la Direction et le service DRAC Service Théâtre*	☐ A XS	**35 000 €**	**26%**
Fournitures et petits équipements	**1 800 €**	**1%**	Fonjep et DRJSCS		**12 063 €**	**9%**
Autres, préciser……		**0%**	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**60 000 €**	**45%**
Autres, préciser……		**0%**	**Région Ile-de-France Aide aux réseaux franciliens de spectacle vivant**		**55 000 €**	**42%**
SERVICES EXTERIEURS	**10 808 €**	**8%**	Autre (à préciser) Résidence auteures	✠ A ☐ S	**5 000 €**	**4%**
Assurance	**308 €**	**0%**	**Départements** (préciser lesquels) ……..	☐ A ☐ S		**0%**
Documentation	**2400**	**8%**	**Commune 1** (préciser lesquelles) ……..	☐ A ☐ S		**0%**
Autres, préciser……loyer	**8 100 €**	**6%**	**Commune 2** (préciser lesquelles) ……..	☐ A ☐ S		**0%**
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	**12 973 €**	**10%**	**communauté de communes/d'agglomération** (préciser laquelle) ……..	☐ A ☐ S		**0%**
Honoraires	**3 360 €**	**3%**		☐ A ☐ S		**0%**
Publicité	**1 014 €**	**1%**	**SUBVENTIONS EUROPEENNES**	☐ A ☐ S	**0 €**	**0%**

Voyages et déplacements	**900 €**	**1%**	Préciser	☐ A ☐ S		**0%**
Réceptions	**4500**	**10%**				**0%**
Téléphone, frais postaux	**750 €**	**1%**	**AUTRES FINANCEMENTS**	☐ A ☐ S	**2 000 €**	**2%**
Autres, préciser…logiciels, cotisations,	**2 449 €**	**2%**	Fonds de soutien (Préciser : CNV…)	☐ A ☐ S		**0%**
IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	**0 €**	**0%**	Mécénats sponsoring (préciser)	☐ A ☐ S		**0%**
CHARGES DE PERSONNEL	**103 815 €**	**79%**	ASP (Emplois aidés)	✠ A ☐ S	**2 000 €**	**2%**
Salaires et charges personnel permanent	**101 665 €**	**77%**	**RECETTES PROPRES**		**23 033 €**	**17%**
salaires et charges personnel non permanent Graphiste Dazibao residence	**1 900 €**	**1%**	Recettes d'activité		**11 133 €**	**8%**
Amortissements	**250 €**	**0%**	Adhésions		**11 900 €**	**9%**
TOTAL CHARGES	**132 096 €**	**100%**	**TOTAL PRODUITS**		**132 096 €**	**100%**

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	27 000,00 €
2018	18 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux réseaux culturels franciliens	45 000,00 €
2015	Aides aux réseaux culturels franciliens	45 000,00 €
2016	Aides aux réseaux culturels franciliens	45 000,00 €
2016	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	5 000,00 €
	Montant total	95 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009281

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : RESEAU DES ARTS VIVANTS EN IDF (AIDE AUX RESEAUX 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant	120 229,00 €	16,63 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU DES ARTS VIVANTS EN IDF
Adresse administrative : 3 PASSAGE HENNEL
75012 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ARLETTE DESMOTS, Autre

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 50414999800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Présentation du réseau
Fondé en 2008, le Réseau des Arts Vivants en Ile-de-France rassemble des compagnies et des structures de spectacle vivant franciliennes pour développer des projets de mutualisation. Ses objectifs sont de contribuer à une meilleure structuration des compagnies à travers l'accompagnement à la mise en œuvre de projets collectifs et mutualisés et de favoriser le développement du spectacle vivant en Ile-de-France
En 2016, le réseau compte 82 adhérents, dont une très grande majorité de compagnies et collectifs d'artistes, en particulier des jeunes compagnies ayant moins de trois ans d'existence. On compte 4 lieux portés par des équipes artistiques. La plupart des départements franciliens sont représentés, hormis les Yvelines.
RAVIV est dirigé par un conseil d'administration composé de douze membres et le réseau emploie deux salariées à temps plein.
En 2016, le budget du réseau a atteint 107 188 € et il a reçu le soutien de la Ville de Montreuil (20 100€), d'Arcadi (31 000 €), de l'ASP (9 527 €) et de la Région Ile-de-France (20 000 € au titre de l'aide aux réseaux et 11 000 € au titre d'un poste emploi-tremplin).

Projet régional 2017
- accompagnement à la structuration et mise en réseau des acteurs :
Le réseau accompagne ses membres ainsi que des structures extérieures pour construire des projets collectifs mutualisés autour du partage d'espaces, de matériels ou de services.
Cette méthode d'accompagnement se traduit d'abord par la constitution entre quelques adhérents de groupes de travail qui commencent à se réunir sur une question en particulier, dénommée « chantier ».

Parmi les participants, certains sont désignés comme « animateurs » - ce sont eux qui vont assurer la communication avec les autres membres du réseau pour les inciter à participer – l'un d'entre eux est désigné « référent ». Le groupe de travail va déboucher sur une « expérimentation », c'est-à-dire un test qui pourra être modélisé et reproduit à une échelle plus importante ou bien pris en charge par d'autres structures. Les bénéficiaires du chantier sont les « participants », ce ne sont pas nécessairement les structures qui ont initié le groupe de travail.
On compte 6 groupes de travail prévus en 2017 : « partage d'espaces de travail et de répétition », « critique solidaire », « laboratoire participatif et solidaire », « mutualisation de locaux de stockage », « mutualisation de locaux administratifs », « emploi mutualisé » (nouveau groupe). En 2016, 81 réunions de ces différents groupes de travail se sont tenues avec 320 personnes.
En 2017 RAVIV souhaite mettre l'accent sur l'inscription territoriale des chantiers en incitant au développement de projets par territoire d'appartenance ou d'intervention, notamment en grande couronne ou à l'échelle de villes dont sont issues plusieurs adhérents, comme cela a commencé avec la Ville de Montreuil.

- actions de mutualisations de moyens :
Chaque année, RAVIV mène une action « partage d'espaces de travail et de répétition » sur les mois d'été en occupant des lieux indépendants et scènes municipales disposant d'espaces vacants. Les compagnies participantes versent une contribution symbolique à RAVIV au prorata du temps d'utilisation, et s'engagent à participer à toutes les étapes du projet. Chaque année, un appel à participation est lancé auprès des compagnies adhérentes du réseau et des compagnies franciliennes en général. En 2016, ce sont 31 compagnies qui ont pu bénéficier de ce partage durant 53 semaines de travail dans 8 espaces entre le 21 juin et le 20 septembre.
Le projet est reconduit en 2017 pour la 9ème édition.

Depuis 2011, une expérimentation de partage de lieux de stockage (projet Haras) est menée entre 5 compagnies franciliennes à Chambly dans l'Oise, à 40 minutes de Paris. La surface totale des locaux est de 50 m², divisibles et partagé en fonction des besoins des compagnies. Du matériel et des outils communs sont mutualisés grâce à une charte d'utilisation (inventaire géo localisé, signalétique, formations à la sécurité du lieu et à l'utilisation du matériel). Chaque compagnie bénéficiaire paie une part de loyer en fonction de la surface occupée, une part de charges, une participation pour frais de gestion, et une participation au fonds de réserve solidaire. En 2015, la surface de stockage a été accrue, deux nouveaux participants ont été accueillis dans le projet.
Depuis 2014, un projet de partage de locaux administratifs (projet Lut'ESS) est mis en œuvre avec 13 structures participantes, au sein de la pépinière d'entreprises de l'économie sociale et solidaire de la Ville de Paris située à Paris dans le 19ème arrondissement. La structuration administrative a été renforcée, de nombreux outils partagés ont été créés, des échanges de compétences et de savoir-faire sont organisés et les participants réfléchissent à mutualiser des emplois administratifs et à investir un nouveau lieu.

L'atelier mensuel « critique solidaire » entre compagnies sera poursuivi en 2017 ; il permet à chaque compagnie participante de recevoir un regard critique et constructif de ses pairs sur ses outils de communication. L'objectif est d'intégrer aussi des outils de diffusion numériques.

En 2017, un nouveau partenariat avec la Ville de Montreuil permettra de développer un « laboratoire participatif et solidaire » durant les vacances scolaires de la Toussaint qui se traduira par un partage d'espaces de répétitions couplé avec un atelier de critique solidaire.

- fonction ressources :
Le réseau renforcera également sa visibilité à travers son nouveau site internet qui prévoit aussi un espace collaboratif pour les adhérents, ainsi qu'à travers l'organisation de trois rencontres publiques : l'une en partenariat avec la Ville de Montreuil afin d'encourager d'autres collectivités à développer la mutualisation d'espaces de travail , l'autre au moment du festival d'Avignon en partenariat avec la Région Centre Val de Loire et le réseau RAVIV Occitanie, la troisième dans le cadre d'un forum annuel de l'association sur le thème « collaborations, coopérations, mutualisations et territoires ».
Le réseau initiera une réflexion interne sur la parité hommes / femmes.

- contribution au développement de projets communs :
En 2017, le réseau s'attachera à mesurer, et donc à évaluer, les effets leviers de l'accompagnement du réseau dans la structuration des compagnies et à contribuer à la définition de la mutualisation au sein du secteur du spectacle vivant, à travers des critères de responsabilité commune et de solidarité.

Indicateurs de suivi 2016-2017

REPRESENTATIVITE REGIONALE	2016	2017
Nombre de structures adhérentes en Ile-de-France	82	
Nombre de partenaires mobilisés dans les actions du réseau	17	
ACTIVITES DU RESEAU	**2016**	**2017**
Nombre total d'actions menées	12	14
Nombre total de participants	320	
Nombre d'actions ouvertes à des non-membres	7	6
Nombre d'acteurs professionnels non-membres touchés par les actions du réseau	235	
Nombre de projets de mutualisation en cours	5	7

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 120 229 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé et des autres aides régionales.

Budget 2017 (TTC)

CHARGES	€ TTC	%	PRODUITS	S sollicité A acquis	€ TTC	%
ACHATS	**71 805 €**	**53%**	**SUBVENTIONS ETAT**		**3 000 €**	**2%**
Fournitures administratives	**550 €**	**0%**	*Préciser la Direction et le service Ministère de la Ville de la Jeunesse et des loisirs – Direction Régionale de la Jeunesse des Sports et de la Cohésion Sociale Ile de France (DJSRCS) - FDVA IDF*	☐ S	**3 000 €**	**2%**
Fournitures et petits équipements	**200 €**	**0%**				**0%**
Location des bureaux de la Maison des Réseaux	**3 772 €**					

Participation aux charges Mutualisées de la Maison des Réseaux (UFISC IDF)	**683 €**					
Participation aux Partages d'Espaces de Travail et de Répétition	**21 000 €**					
Participation aux Partages d'Espaces de Travail et de Répétition - Mise à disposition du Théâtre Berthelot)	**20 100 €**					
Participation à la mutualisation d'Espaces de Stockage	**9 500 €**					
Participation à la mutualisation de bureaux administratifs	**12 000 €**					
Participation aux laboratoires participatifs et solidaires (Mise à disposition du Théâtre Berthelot)	**4 000 €**	**3%**	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**59 514 €**	**44%**
Autres, préciser……		**0%**	**Région Ile-de-France Aide aux réseaux franciliens de spectacle vivant**		**25 000 €**	**18%**
SERVICES EXTERIEURS	**557 €**	**0%**	Autre (à préciser) Emploi Tremplin	☐ A	**10 414 €**	**8%**
Assurance	**207 €**	**0%**	**Départements** (préciser lesquels) ……	☐ A ☐ S		**0%**
Documentation	**350 €**	**0%**	**Commune 1** (préciser lesquelles) Ville de Montreuil	☐ S	**24 100 €**	**18%**
Autres, préciser……		**0%**	**Commune 2** (préciser lesquelles) ……	☐ A ☐ S		**0%**
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	**5 260 €**	**4%**	**communauté de communes/d'agglomération** (préciser laquelle) ……	☐ A ☐ S		**0%**
Honoraires	**2 700 €**	**2%**		☐ A ☐ S		**0%**
Publicité	**650 €**	**0%**	**SUBVENTIONS EUROPEENNES**	☐ A ☐ S	**0 €**	**0%**
Voyages et déplacements	**320 €**	**0%**	Préciser ……	☐ A ☐ S		**0%**
Réceptions	**750 €**	**4%**				**0%**
Téléphone, frais postaux	**280 €**	**0%**	**AUTRES FINANCEMENTS**	☐ A ☐ S	**40 354 €**	**30%**
Reprographie	**560 €**	**0%**	Fonds de soutien (Préciser : CNV…) ……	☐ A ☐ S		**0%**
IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	**0 €**	**0%**	Mécénats sponsoring (préciser) ……	☐ A ☐ S		**0%**
			Agence Régionale Arcadi	☐ S	**31 000 €**	
CHARGES DE PERSONNEL	**58 021 €**	**43%**	ASP (Emplois aidés) cui cae	☐ A	**9 354 €**	**7%**
Salaires et charges personnel permanent	**43 034 €**	**32%**	**RECETTES PROPRES**		**32 775 €**	**24%**
Cotisations partonales	**11 133 €**	**8%**	Recettes d'activité		**28 500 €**	**21%**
Tickets Restaurant, Transport	**2 836 €**	**2%**	Adhésions (91 adhérents)		**1 820 €**	**1%**
Gratification de stage	**1 018 €**	**1%**	Autres recettes à préciser (Reprise Provision Fonds de Réserve et Charges mutualisées)		**2 455 €**	**2%**
TOTAL CHARGES	**135 643 €**	**100%**	**TOTAL PRODUITS**		**135 643 €**	**100%**

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €
2018	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux réseaux culturels franciliens	20 000,00 €
2015	Aides aux réseaux culturels franciliens	20 000,00 €
2016	Aides aux réseaux culturels franciliens	20 000,00 €
	Montant total	40 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009282

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : RESEAU 92 (AIDE AUX RESEAUX 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant	132 277,00 €	18,90 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU 92
Adresse administrative : PL JULES HUNEBELLE
92140 CLAMART
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Thierry LALET, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 42129812600051

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Présentation du réseau
Le Réseau 92 est une fédération (association loi 1901) créée en 1993 par des structures ayant toutes en commun la diffusion de la musique et l'aide à la création, dans le but de créer une dynamique autour des musiques actuelles et de fédérer le plus grand nombre d'initiatives du département des Hauts-de-Seine. Ses actions sont tournées vers la coopération entre acteurs et l'accompagnement des musiciens, des professionnels, des bénévoles et des porteurs de projets du secteur de la musique. Le réseau fédère à ce jour 24 structures associatives ou publiques dont le projet peut s'organiser autour de plusieurs activités : la création, l'accompagnement, la diffusion et la production. Le Réseau 92 compte 25 adhérents.

Projet régional 2017
Le projet 2017 constitue la dernière année du projet triennal défini en 2015 par le Réseau 92. Il s'inscrit cependant dans une perspective territoriale nouvelle approfondissant les coopérations interdépartementales, préfigurant une évolution vers un réseau régional d'acteurs pour 2018. Les coopérations avec le réseau CRY des Yvelines seront particulièrement développées.
.
Le projet pour l'année 2017 comprend :

• La structuration territoriale des projets musiques actuelles et la professionnalisation des acteurs : accompagnement au développement de projet des structures musicales du territoire, formation

professionnelle, études et analyses du secteur, sensibilisation politique, concertation professionnelle.

• Le développement des pratiques musicales actuelles : travail sur l'évolution de la structuration des musiques actuelles en Ile-de-France, vie associative, échanges et commissions, présence du réseau sur des événements professionnels.

• Autres activités : accompagnement mutualisé, « accompagnement 92 », outils de communication, centre ressource, veille et ressource professionnelle sur le territoire, accompagnement artistique (dispositif Träce), diffusion, et actions culturelles, notamment avec la poursuite du projet avec la PJJ 92, le projet « les Lycéens en cavale » ou les « parcours musical en détention » avec la maison d'arrêt de Nanterre.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région renouvelle son aide en faveur du Réseau 92 à hauteur de 25 000 € sur une base subventionnable de 132 277 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2017 proposé.

Budget prévisionnel 2017

CHARGES	TTC	%	PRODUITS	S sollicité A acquis	TTC	%
ACHATS	**26 655 €**	**20%**	**SUBVENTIONS ETAT**		**54 107 €**	**41%**
Fournitures administratives	**500 €**	**0%**	*DRAC & MCC*	X A ☐ S	**35 000 €**	**26%**
Fournitures et petits équipements	**700 €**	**1%**	FDVA, FIPD, FONJEP (Préf92) + DISPP (Admin pénitentiaire)	☐ A ☒ S	**19 107 €**	**14%**
Interventions artistiques	**20 215 €**	**15%**	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**66 000 €**	**50%**
Prestations techniques	**5 240 €**	**4%**	**Région Ile-de-France** **Aide aux réseaux franciliens de spectacle vivant**		**25 000 €**	**19%**
SERVICES EXTERIEURS	**615 €**	**0%**	Autre (à préciser) ……	☐ A ☐ S		**0%**
Assurance	**215 €**	**0%**	**Départements** : Hauts-de-Seine ……	X A ☐ S	**41 000 €**	**31%**
Documentation	**350 €**	**0%**	**Commune 1** (préciser lesquelles) ……	☐ A ☐ S		**0%**
Maintenance informatique	**50 €**	**0%**	**Commune 2** (préciser lesquelles) ……	☐ A ☐ S		**0%**
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	**26 060 €**	**20%**	**communauté de communes/d'agglomération** (préciser laquelle) ……	☐ A ☐ S		**0%**
Honoraires	**11 360 €**	**9%**		☐ A ☐ S		**0%**
Publicité	**5 400 €**	**4%**	**SUBVENTIONS EUROPEENNES**	☐ A ☐ S	**0 €**	**0%**
Voyages et déplacements	**3 700 €**	**3%**	Préciser ……	☐ A ☐ S		**0%**
Réceptions	**1 250 €**	**20%**				**0%**
Téléphone, frais postaux & autres frais	**2 550 €**	**2%**	**AUTRES FINANCEMENTS**	☐ A ☐ S	**0 €**	**0%**

Missions	**1 800 €**	**1%**	Fonds de soutien (Préciser : CNV…) ……	☐ A ☐ S		**0%**
IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	**3 €**	**0%**	Mécénats sponsoring (préciser) ……	☐ A ☐ S		**0%**
CHARGES DE PERSONNEL	**79 444 €**	**60%**	ASP (Emplois aidés)	☐ A ☐ S		**0%**
Salaires et charges personnel permanent	**76 124 €**	**57%**	**RECETTES PROPRES**		**12 670 €**	**10%**
salaires et charges personnel non permanent préciser		**0%**	Recettes d'activité (intervention SPIP + participations groupes Träce)		**5 320 €**	**4%**
Stagiaires	**2 500 €**	**2%**	Adhésions		**7 050 €**	**5%**
Autres charges de personnels (remboursements transport, chèques cadeaux…)	**820 €**	**1%**	Autres recettes (produits financiers)		**300 €**	**0%**
Autres		**0%**	……			**0%**
TOTAL CHARGES	**132 777 €**	**100%**	**TOTAL PRODUITS (1)**		**132 777 €**	**100%**

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux réseaux culturels franciliens	25 000,00 €
2015	Aides aux réseaux culturels franciliens	25 000,00 €
2016	Aides aux réseaux culturels franciliens	25 000,00 €
	Montant total	50 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009283

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : REZONNE (AIDE AUX RESEAUX 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant	121 652,00 €	20,55 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : REZONNE
Adresse administrative : 12 RUE LOUIS ARMAND
91220 BRETIGNY-SUR-ORGE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Bérengère SALLES, Présidente

Date de publication au JO : 29 novembre 2003

N° SIRET : 47923614300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Présentation du réseau

Créée en 2003, Rezonne est une fédération d'acteurs œuvrant pour les musiques actuelles en Essonne, dans le but de mettre en réseau leurs compétences, leurs moyens et leurs envies afin de créer une dynamique fédérative à l'échelon départemental ainsi que des projets communs liés au secteur. Les activités de Rezonne se développent autour de trois axes : la structuration des membres du réseau et du secteur, la coopération entre les acteurs du secteur et leur représentation. Pour ce faire, le réseau développe des projets de soutien aux adhérents, d'observation des pratiques, d'accompagnement des musiciens et des professionnels et d'information des publics. Rezonne est présidé par Bérengère Salles, Directrice du Rack'am, lieu de musique actuelle de Brétigny-sur-Orge et fédère 19 structures : lieux de musiques actuelles, services culturels, SMAC, MJC, Studios, structures associatives, radio associative, conservatoire. Deux structures ont fermées en 2017 et trois autres devraient rejoindre le réseau.
Le réseau fonctionne avec deux postes permanents : une coordinatrice (aide FONJEP) et une chargée de communication et de l'information. Le réseau est hébergé dans les locaux du Rack'am. Le réseau compte 60 bénévoles en 2016 comme en 2017.
Le budget du réseau s'élève en 2016 à 124 356 €. Le réseau reçoit le soutien du Département de l'Essonne (56 500 €), de la Région Ile-de-France (25 000€), de la DRAC Ile-de-France (10 000 e), de la DDCS de l'Essonne et de la DRJCS/FDVA (15 600 €). Rezonne bénéficie également d'une aide à l'emploi

FONJEP (14 214 €).

Projet régional 2017
- accompagnement à la structuration : Rezonne poursuivra son travail d'observation (restitution étude sur l'emploi menée en partenariat avec le rif, Opale et la Fédélima, et mis à jour de l'état des lieux des adhérents), organisera des formations (« ressources et accompagnement de projets musicaux », « gestion pour les petites structures », « sonorisation un concert en médiathèque » et « découvrir la scène locale ») et continuera à accompagner les acteurs du territoires (participation au comité technique du DLA, conseils auprès des acteurs et collectivités dans la mise en œuvre de projets)

- mise en réseau des acteurs : Le réseau participera à des temps de rencontres et de réflexion au plan national (MAMA, PopMind, Printemps de Bourges…), poursuivra ses réflexions avec le comité musique de la bibliothèque départemental qui rassemble les discothécaires de l'Essonne, participera au DLA collectif avec des réseaux départementaux de différents secteurs de l'économie sociale et solidaire. Le réseau continuera à proposer aux musiciens essonniens de présenter leurs projets et actualités sur le site internet « scène locale ». Des temps de rencontres réguliers entre musiciens seront organisés en 2017.

- actions de mutualisations de moyens : L'édition trimestriellement de l'agenda des concerts sera réalisée en 2017 avec une nouvelle maquette, Rézonne coproduira les soirées de la « rezonnerie », concerts dédiés à la scène locale, dans des lieux membres. En soutien à la diffusion de musiciens en voie de professionnalisation, le réseau apporte son soutien à l'embauche d'artistes locaux par le versement de bourse aux structures. Des parcours d'accompagnement sur-mesure, mutualisés seront proposés par les structures membres à une quinzaine de groupes. Un cursus diplômant DEM Musique actuelle et arts de la scène sera mis en œuvre à l'attention des artistes en voie de professionnalisation avec le CRD du Val d'Yerres. Une commission de travail sur la valorisation de l'action culturelle et la réflexion autour d'un projet commun sera mise en place.

- fonction ressources : Rezonne met à disposition des musiciens sur son site internet différentes informations : notamment des fiches pratiques et dossiers thématiques, des outils comme par exemple une cartographie de la ressources en Essonne… Des journées professionnelles sont organisées régulièrement comme des ateliers thématiques pour les musiciens. En 2017, un espace ressources itinérant sera mise en place avec des rencontres ressources mensuelles organisées dans des structures du réseau.

- contribution au développement de projets communs : Le réseau participera en 2017 à différents projets portés par des structures adhérentes (par exemple les « musicéens » avec la MJC Théâtre des Trois Vallées, aux forums des musiciens du Plan, au festival Rock'in Kiosque du Cri de la libellule…) et en lien avec d'autres structures. Il poursuivra, notamment, le travail mené avec le réseau de la Seine-et-Marne Pinces Oreilles autour du territoire de l'agglomération Grand Paris Sud, organisera la journée des musiciens avec les adhérents et une journée dédiée aux musiques actuelles avec les adhérents et le domaine de Chamarande, participera à des projets, débats, réflexions, et rencontres professionnelles aux niveaux d'agglomération, départemental, interdépartemental et régional (en lien avec le rif). Rezonne diffusera l'exposition photographique qu'il a créé « Musiques et artistes en Essonne » dans les lieux adhérents.

Indicateurs de suivi 2016-2017

REPRESENTATIVITE REGIONALE	**2016**	**2017**
Nombre de structures adhérentes en Ile-de-France	19	19
Nombre de partenaires mobilisés dans les actions du réseau	74	80

ACTIVITES DU RESEAU	2016	2017
Nombre total d'actions menées	42	45
Nombre total de participants	15328	17000
Nombre d'actions ouvertes à des non-membres	30	32
Nombre d'acteurs professionnels non-membres touchés par les actions du réseau	745	750
Nombre de projets de mutualisation en cours	6	8

Plan de financement prévisionnel 2017

CHARGES	€ TTC	PRODUITS	S sollicité A acquis	€ TTC
ACHATS	4 000	Région Ile-de-France Aide aux réseaux franciliens de spectacle vivant		25 000
SERVICES EXTERIEURS	23 950	DRAC	S	10 000
AUTRES SERVICES EXTERIEURS (dont frais bancaire 250 €)	10 050	DRJCS / DDS	S	14 400
		Département 91	A	56 000
		FONJEP		30 000
IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	998	ASP Service civique		800
CHARGES DE PERSONNEL	84 900	RECETTES PROPRES		2 500
TOTAL CHARGES	**122 900 €**	**TOTAL PRODUITS**		**122 900 €**

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 121 652 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé, déduction faite des impôts, taxes et versements assimilés et frais bancaires.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux réseaux culturels franciliens	25 000,00 €
2015	Aides aux réseaux culturels franciliens	25 000,00 €
2016	Aides aux réseaux culturels franciliens	25 000,00 €
	Montant total	50 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009284

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : RIF RESEAUX EN ILE-DE-FRANCE (AIDE AUX RESEAUX 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant	348 023,00 €	28,73 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RIF RESEAUX EN ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 221 RUE DE BELLEVILLE
75819 PARIS 19
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur François BEAUDENON, Président
Date de publication au JO : 15 septembre 2001

N° SIRET : 44321659300048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Présentation du réseau

Le RIF est une association fédérative régionale créée en 2001 avec pour objet de structurer le secteur des musiques actuelles/ amplifiées en Ile-de-France, et d'en favoriser le développement. Elle fédère les réseaux départementaux des musiques actuelles autour d'actions communes et complémentaires, représentant plus de 220 lieux et structures en Ile-de-France.

Ses axes d'intervention sont un pôle ressources professionnelles au service des réseaux et de leurs adhérents, un pôle aide au développement d'artistes et observation et analyse du champ des musiques actuelles / amplifiées en Ile-de-France, un pôle observation et analyse du champ des musiques actuelles / amplifiées en Ile-de-France et un pôle gestion sonores et risque auditifs.

Le réseau fonctionne avec 4 postes permanents : 1 directeur, 1 chargée de la communication et de l'animation du réseau, 1 chargé de la gestion sonore et de la prévention des risques auditifs et 1 chargée de l'administration et de l'observation. Il a recouru à 11 intermittents sur 2918 heures d'intermittences en 2017 Le réseau compte 210 bénévoles en 2016 comme en 2017.

Le budget du réseau s'élève en 2016 à 369 252 €. Le réseau reçoit le soutien de l'Etat (Ministère de la santé 150 000 €, jeunesse et sport 24 492 €), de la Région Ile-de-France (100 000€ aide aux réseaux culturels, 20 000 € santé), de la DRAC Ile-de-France (24 492 €), il bénéficie également d'une aide à l'emploi FONJEP (7 108€€).

Projet régional 2017

- *Accompagnement à la structuration* : Le réseau pour suivra l'accompagnement des adhérents et des porteurs de projets des réseaux départementaux. L'un des axes majeurs sera l'aboutissement du processus de restructuration du réseau régional pour 2018 (initié en 2015) avec en perspective une coordination renforcée sur les types d'accompagnement et la redéfinition des relais territoriaux en lien avec les acteurs institutionnels, les structures et autres acteurs de la filière. Le Conseil d'Administration sera ainsi ouvert aux membres des bureaux des réseaux départementaux, tandis que les réunions entre coordinateurs/salariés de réseaux et l'Assemblée Régionale seront centrées sur cette perspective d'évolution.

Une concertation des réseaux départementaux, suivi d'un dialogue approfondi avec les partenaires régionaux et départementaux, seront menés avec en parallèle la réflexion d'un groupe de travail sur les questions liées à la gouvernance d'un futur réseau régional afin de définir les principes, les évolutions statutaires, le modèle économique, les ressources humaines, le pré-projet…
Deux séminaires (l'un dédié aux adhérents, l'autre aux équipes salariées des réseaux) sont prévus avec également un conseil externe sur les modalités juridiques, administratives et comptables, ainsi que l'évolution des ressources humaines, avec une demande de dotation supplémentaire de 10 000 € pour la Région et 10 000 € pour la Drac.

- *Mise en réseau des acteurs* : Le réseau poursuit son organisation de commissions thématiques regroupant certaines catégories de lieux ou un certain type de métiers afin de permettre l'échange entre pairs. Ces commissions se prolongent par ailleurs via des listes numériques de discussions et d'échanges thématiques entre les structures. Sont notamment prévues : la commission diffusion/programmation sur l'évolution du dispositif Itinérances, la commission centres infos ressources sur l'actualisation du recensement des missions info-ressources dans les différents territoires, les besoins en termes d'outils communs …La commission communication notamment sur un projet d'application numérique régionale, les publics jeunes et notamment lycéen ; une réunion de la commission action culturelle et une rencontre régionale dans le réseaux de Seine-et-Marne sur les pratiques musicales dans les actions culturelles en milieu scolaire et social . Une commission jeune public à Achères, une mise en réseau avec les MJC investies dans les musiques actuelles dans les Yvelines et les Hauts de Seine et un nouvel échange sur les pratiques hip hop sont prévues.
Le RIF multiplie la mise en réseaux d'acteurs de différents réseaux, un temps de rencontre entre lieux adhérents et producteurs de spectacles, sera organisé avec le SMA.

- *Actions de mutualisations de moyens* : le réseau met en commun des outils de communication, numérique (billetterie, bases de données publique des programmes des salles franciliennes …) et d'information qui sera renforcée en vue de la reconfiguration du réseau régional en 2018, une réflexion autour d'une application numérique régionale pour mettre en valeur les programmations et activités des adhérents de nos réseaux. La mutualisation des centres informations ressources est également poursuivie avec le développement significatif du site mutualisé « InfosMusiciens ».
Le réseau coordonne la présence des acteurs sur des évènements fédérateurs (Rock en Seine, la Jimi, le Mama)
Le RIF partage les locaux, ressources informatiques bureautiques et professionnelles (abonnements juridique…) l'Union fédérale d'intervention des structures culturelles.
Le RIF poursuivra en 2017 la mutualisation d'un poste de statisticienne (occupée par Priscilla Martin) avec Opale, la Fédération des arts de la rue en IDF et la Fedelima.

- *Fonction ressources* : Le réseaux poursuivra le travail sur la mission notamment sur un travail de coopération renforcée avec les réseaux départementaux : veille et relais d'informations sectorielles, production de notes et dossiers sur divers sujets d'actualité, veille juridique et sociale… et leur diffusion en lien avec les adhérents du réseaux, la diffusion de newsletters et de points d'actualité plus fréquents,

notamment sur les nouveaux dispositifs spectacle vivant de la Région, les populations de migrants en Île-de-France et les possibilités de partenariat avec les structures d'accueil. D'autres sont envisagés : les fonds structurels européens, le développement durable, la nouvelle règlementation sur le bruit et ses incidences sur l'organisation de concerts.
L'activité conseil est renforcée avec toutes les mutations territoriales en cours et les nouvelles politiques qui y sont liées avec l'organisation de débat et groupes de travail dans les lieux adhérents et partenaires qui le sollicitent sur tous les champs des musiques actuelles artistiques, culturels, économiques et de politiques publiques.

- *Contribution au développement de projets communs* :
Les 3 axes majeurs sont l'accompagnement de démarches interdépartementales, en cohérence avec les réflexions en cours en matière de restructuration régionale, au dispositif itinérance et à l'action prévention des risques auditifs.
Projets d'accompagnement au niveau interdépartemental. projet sur l'éducation artistique avec l'Académie de Versailles et les réseaux départementaux du territoire ;préparation de l'édition 2018 d'un festival interdépartemental réunissant les évènements Yvelive / Träce des Yvelines et des Hauts de Seine ; projet documentaire sur le lien des artistes au territoire initié par le Maad 93 et Sourdoreille ; participation à l'animation du stand régional à Rock en Seine et à la contribution des réseaux au tremplin lycéen interdépartemental « les Lycéens en Cavale » porté par les Zuluberlus et mobilisant 11 lieux du nord-ouest parisien (Hauts-de-Seine, Yvelines, Val d'Oise) ; coopération pour l'élargissement des participations au niveau régional à la rencontre « Musiques actuelles et jeune public » (5 avril) porté par la salle du Sax (78), collaboration aux projets culturels dédiés aux migrants menés par les salles de musiques actuelles parisiennes Petit Bain et l'Espace Jemmapes, dans une perspective d'essaimage .
Itinérances : poursuivre et développer si possible l'aide à la professionnalisation des artistes, à l'activité de diffusion des adhérents des réseaux départementaux et à la prise de risques artistiques pour des groupes en développement. La sélection 2017 est composée de 7 groupes (Moster, Einleit, Gracy Hopkins, la Dame Blanche, Pogo Car Crash Control, Asgaya) avec une perspective à terme d'aller vers un projet régional de résidences mutualisées et d'une meilleure valorisation auprès des professionnels au niveau régional
Le RIF participera aussi aux réflexions des différents partenaires nationaux : Fedelima, SMA, Ufisc, Agi-son…

Indicateurs de suivi 2016-2017

REPRESENTATIVITE REGIONALE	2016	2017
Nombre de structures adhérentes en Ile-de-France	8 reseaux (218 structures)	8 réseaux (220 structures)
Nombre de partenaires mobilisés (hors adhérents)	189	190

ACTIVITES DU RESEAU	2016	2017
Nombre total d'actions menées	442	470
Nombre d'actions ouvertes à des non-membres	278	270
Nombre d'acteurs professionnels non-membres touchés par les actions du réseau	400	400

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique : DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA

Calcul de la base subventionnable
La base subventionnable s'élève à 348 023 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé, déduction faite des impôts, taxes et versements assimilés et frais bancaires, de la subvention régionale santé, et du différentiel de subventionnement régional.

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL 2017

CHARGES	€ TTC	%	PRODUITS	€ TTC	%
ACHATS	27 930	7%	**Région IDF RESEAUX FRANCILIENS SV**	**135 000**	33%
SERVICES EXTERIEURS	13 544	3%	REGION IDF Social santé sollicité	20 000	5%
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	29 844€	7%	DRAC, Musique et Danse sollicité	34 492	8%
FRAIS DE PERSONNEL	258 805	64%	ARS + DRJSCS sollicité	156 600	39%
IMPOTS ET TAXES	3 127	1 %	ASP FONJEP Acquis	7 108	2%
BOURSES ITINERANCES	72 900	18 %	RECETTES PROPRES	52 950	13%
TOTAL CHARGES	**406 150**	100%	**TOTAL PRODUITS**	**406 150**	100%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	60 000,00 €
2018	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux réseaux culturels franciliens	125 000,00 €
2014	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	20 000,00 €
2015	Aides aux réseaux culturels franciliens	125 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	18 000,00 €
2016	Aides aux réseaux culturels franciliens	100 000,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	20 000,00 €
	Montant total	283 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009286

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : UNION FEDERALE D'INTERVENTION DES STRUCTURES CULTURELLES (AIDE AUX RESEAUX 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant	96 800,00 €	25,83 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNION FEDERALE D'INTERVENTION DES STRUCTURES CULTURELLES CO MAISON DES RESEAUX
Adresse administrative : 221 RUE DE BELLEVILLE 75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Sébastien CORNU, Président

Date de publication au JO : 1 avril 2000

N° SIRET : 48885043900024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Présentation du réseau
L'UFISC (Union Fédérale d'Intervention des Structures Culturelles) fédère des organisations du secteur des arts et de la culture qui recouvrent les différentes disciplines des arts vivants (arts de la rue, cirque, danse, théâtre, marionnettes, musiques actuelles, jazz, musiques du monde, arts plastiques, arts numériques…). Les membres franciliens de l'UFISC sont : Actes-if (Réseau solidaire de lieux culturels franciliens), le RIF (confédération des réseaux départementaux de lieux de musiques actuelles/amplifiées d'Île-de-France), le SYNAVI Ile-de-France (Syndicat national des Arts vivant), et RAVIV (réseau francilien des arts vivants). Ils représentent près de 500 structures réparties sur l'ensemble de l'Ile-de-France : équipes artistiques, lieux de spectacles, lieux de pratiques…Les activités des structures membres se déclinent dans une variété de domaines qui touchent à la création et à la production artistique, à la représentation de spectacles, à l'action artistique et culturelle, à la formation ou l'enseignement, à la

réalisation de manifestations événementielles, à l'accueil d'artistes amateurs ou professionnels, au développement de médias, à l'échange critique ou l'organisation de débats. Une diversité d'activités et de structures qui converge autour de valeurs partagées : la promotion et la défense de la diversité artistique et culturelle, la coopération comme principe d'action et la primauté de l'initiative citoyenne à buts autres que lucratifs. L'UFISC en Ile-de-France dispose de locaux mutualisés avec d'autres réseaux franciliens notamment, à la Maison des Réseaux Artistiques et Culturels d'Ile-de-France (Paris 19) dont la gestion incombe à l'UFISC. La Maison des Réseaux Artistiques et Culturels apporte ainsi un soutien aux TPE et porteurs de projets franciliens en mettant à leurs dispositions des espaces de réunions, des services et ressources adaptés. Elle accueille ainsi près de 5 000 visites par an. L'UFISC en Ile-de-France est adhérente à la Chambre Régional de l'Economie Sociale et Solidaire d'Ile-de-France. Elle a participé aux travaux relatifs au schéma de développement économique et d'internationalisation de la région Ile-de-France ainsi qu'au schéma régional du développement de l'Economie Sociale et Solidaire. L'UFISC en Ile-de-France participe, en lien avec le centre de ressources pour les DLA dans le champ culturel, aux réflexions portées sur l'accompagnement des parcours professionnels. L'UFISC compte une équipe salariée de 5 personnes. L'UFISC. Les partenaires publics sont : la ville de paris et la région Ile-de-France, ainsi que la DGCA et le CRDLA culture. Le budget 2016 de l'UFISC du projet soutenu en 2016 s'élève à 97 380 € et reposait, en termes de subventions publiques, sur un soutien de la Ville de Paris (15 000 €) et de la Région Ile-de-France (25 000 €).
Le soutien régional pour 2017 porte exclusivement sur les activités franciliennes du réseau en lien avec ses membres franciliens et le territoire francilien.

Projet régional 2017
- accompagnement à la structuration : L'UFISC en Ile-de-France accompagne la structuration du champ artistique et culturel en Ile-de-France, contribue à la construction des cadres politiques, socio-économiques et professionnels régionaux. Dans un contexte de recomposition territoriale et d'évolution des modes de soutien, l'UFISC en Ile-de-France organisera des temps d'échange et de partage des lectures territoriales, au minimum une par trimestre. L'UFISC en Ile-de-France poursuivra ses actions de dialogue et de rencontres avec les élus et services de collectivités et de construction d'analyses et de propositions relatives aux politiques culturelles en Ile-de-France. L'UFISC développera le dialogue avec des instances telles le Conseil économique, social et environnemental régional (CESER) ou le comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle (CREFOP), et poursuivra son investissement au sein de la chambre régional de l'économie sociale et solidaire en Ile-de-France (CRESS IDF). L'UFISC poursuivra son travail d'information en lien avec le CRDLA culturel (Centre de Ressources Culture pour les Dispositifs Locaux d'Accompagnement).

- mise en réseau des acteurs : L'UFISC en Ile-de-France poursuivra l'animation de réunions régulières, de diffusion d'informations entre ses membres franciliens, de manière notamment à développer la connaissance mutuelle de chacun, à partager les compétences et à éviter le cloisonnement par discipline. Cette mise en réseau est facilitée par l'existence et le partage de l'espace de travail à la Maison des Réseaux Artistiques et Culturels.

- actions de mutualisations de moyens : L'UFISC en Ile-de-France gère la coordination et la maintenance des espaces partagés de la Maison des Réseaux Artistiques et Culturels ainsi que la mutualisation d'outils et services partagés. En plus des sept bureaux fermés, les locaux sont composés d'espaces mutualisés de près de 200 m² qui comprennent : deux salles de réunion aménagées (l'une pouvant accueillir une trentaine de personnes et l'autre pouvant accueillir une quarantaine de personnes), plus un espace de réunion pour 2 à 4 personnes, d'espaces de stockage (archives, outils de communication, …), d'un espace d'accueil (orientation, documentation, ressources, …) et d'un espace de reprographie. Des abonnements, ouvrages et ressources sont mutualisés entre les réseaux afin de faciliter l'accès à la documentation du secteur et à une bibliothèque d'études, de livres, de guides pratiques et juridiques.

- fonction ressources : L'UFISC en Ile-de-France s'appuie sur les différents réseaux franciliens afin de mettre à disposition une capitalisation d'expériences, de contributions et de veilles sectorielles de chacune des organisations. De la même manière, l'UFISC vient en appui aux réseaux dans leurs travaux de ressources. Elle mène un travail de veille et de production de ressources complémentaires et

transversales sur les politiques publiques, les évolutions législatives et réglementaires, l'emploi et les évolutions des métiers, les modes de gestion et de gouvernance, l'accès aux financements publics et privés. L'UFIC constituera par exemple des fiches techniques de présentation de dispositifs pouvant être mobilisés par ses membres. Des actions de formation seront organisées sur les évolutions législatives et réglementaires, sur des dispositifs d'aide spécifiques (FONPEPS, financements européens, dispositifs DLA…).

- contribution au développement de projets communs : L'UFISC en Ile-de-France prévoit de favoriser le développement de projets communs entre réseaux et entre adhérents de ces réseaux. Trois sujets feront particulièrement l'objet de travaux : la coopération territoriale, l'ingénierie financière des structures et les projets financés par des fonds européens.

Indicateurs de suivi 2016-2017

REPRESENTATIVITE REGIONALE	2016	2017
Nombre de structures adhérentes en Ile-de-France	5	5
Nombre de partenaires mobilisés dans les actions du réseau	7	10
ACTIVITES DU RESEAU	**2016**	**2017**
Nombre total d'actions menées	-	13
Nombre total de participants	500	500
Nombre d'actions ouvertes à des non-membres		13
Nombre d'acteurs professionnels non-membres touchés par les actions du réseau	100	100
Nombre de projets de mutualisation en cours	1	1

Plan de financement prévisionnel du projet

CHARGES	€ TTC	PRODUITS	S sollicité A acquis	€ TTC
ACHATS	1 800	Région Ile-de-France Aide aux réseaux franciliens de spectacle vivant	S	30 000
SERVICES EXTERIEURS	57 705	Ville de Paris	S	25 000
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	795			
CHARGES DE PERSONNEL	41 000	AUTRES FINANCEMENTS		5 000
ADHESION CRESS IDF	500	RECETTES PROPRES		41 800
TOTAL CHARGES	**101 800 €**	**TOTAL PRODUITS**		**101 800 €**

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 96 800 € et correspond au montant du budget prévisionnel du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux réseaux culturels franciliens	30 000,00 €
2014	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	22 000,00 €
2015	Aides aux réseaux culturels franciliens	30 000,00 €
2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	29 775,00 €
2015	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	26 000,00 €
2016	Aides aux réseaux culturels franciliens	25 000,00 €
	Montant total	152 775,00 €

ANNEXE N°3 A LA DELIBERATION :

LA CONVENTION TYPE RELATIVE AU SOUTIEN AUX RESEAUX FRANCILIENS DANS LE DOMAINE DU SPECTACLE

LA CONVENTION TYPE RELATIVE AU SOUTIEN A LA CREATION EN FONCTIONNEMENT DANS LE DOMAINE DU SPECTACLE VIVANT

LA CONVENTION TYPE RELATIVE AU SOUTIEN A LA CREATION EN INVESTISSEMENT DANS LE DOMAINE DU SPECTACLE VIVANT

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° du ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2017-52 du 10 mars 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° du ,la Région Île-de-France a décidé de soutenir au titre de l'année pour la réalisation de son action détaillée en fiche projet.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention globale de fonctionnement correspondant à % du budget de l'année , soit un montant maximum de subvention de €.

Le budget prévisionnel de l'année est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les actions présentées dans son budget prévisionnel transmis à la Région.

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. »

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 60 % du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Le versement du solde est subordonné à la production du bilan d'activités de l'année subventionnée et des comptes annuels du bénéficiaire. Il est assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Ce document comporte la signature du représentant du bénéficiaire ainsi que celle de l'expert comptable ou du commissaire aux comptes si le bénéficiaire en est doté.

Le versement du solde est également subordonné à la production de(s) justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant définitif de la subvention accordée peut être revu à la baisse, sur la base des éléments financiers transmis par le bénéficiaire. Le versement du solde est, dès lors, ajusté en fonction des besoins réels du bénéficiaire.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le ……...

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° du .

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire ……
(nom, qualité du signataire et cachet
du bénéficiaire),

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° du ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2017-52 du 10 mars 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° du , la Région Île-de-France a décidé de soutenir pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : (référence dossier n°).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à €, soit un montant maximum de subvention de €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par

décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 60 % du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un un compte-rendu d'exécution, d'un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire et d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Le versement du solde est également subordonné à la production de(s) justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production d'un un compte-rendu d'exécution, d'un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire et la signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
Le versement du solde est également subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire et de(s) justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le .

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° du .

Fait à Paris en (selon nb de signataires convention) exemplaires originaux

Le..... Le.....

L'organisme
(nom, qualité du signataire
et cachet du bénéficiaire)

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile de France

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° du ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Aide à la création en investissement dans le domaine du Spectacle Vivant » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2017-52 du 10 mars 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° du , la Région Île-de-France a décidé de soutenir pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : (référence dossier n°).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à €, soit un montant maximum de subvention de €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. »

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 2 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 2 ans par

décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les dans les 3 mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un un compte-rendu d'exécution, d'un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire et d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Le versement du solde est également subordonné à la production de(s) justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production d'un un compte-rendu d'exécution, d'un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire et la signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
Le versement du solde est également subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire et de(s)

justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le .
Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.
Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° du .

Fait à Paris en (selon nb de signataires convention) exemplaires originaux

Le.....

L'organisme
(nom, qualité du signataire
et cachet du bénéficiaire)

Le.....

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile de France

ANNEXE N°4 A LA DELIBERATION : CONVENTION ROCK EN SEINE 2017

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° du ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : ASSOCIATION PLUS DE SONS
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 450684550 00020
Code APE : 90.01Z
dont le siège social est situé au : 15 RUE DU LOUVRE 75001 PARIS
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2017-52 du 10 mars 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 16,46 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 3 645 000 €, soit un montant maximum de subvention de 600 000 €.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N°2017-294 du 5 juillet 2017, la Région Île-de-France a décidé de soutenir L'ASSOCIATION PLUS DE SONS pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : PLUS DE SONS- FESTIVAL ROCK EN SEINE 2017 (référence dossier n°17003547).

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée «fiche projet».
Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les axes suivants d'intérêt général qui fondent l'opportunité du soutien régional dans les conditions décrites dans l'annexe dénommée «fiche projet»:

- favoriser une diversité artistique indépendante,
- valoriser l'émergence plus particulièrement de groupes franciliens
- valoriser la pratique musicale lycéenne par la mise en place d'un tremplin lycéen en partenariat avec les salles de musiques actuelles franciliennes
- développer une collaboration artistique avec un pays en coopération avec la Région Ile de France.
- rendre accessible le festival pour les personnes à mobilité réduite,

- maintenir modéré un tarif tous publics en deçà de la tarification des grands festivals de même envergure. Soit un tarif plein jour à 49€ un forfait 3 jours à 119 €
- proposer une tarification sociale à 39 € sur un quota minimum de 10 000 places pour les bénéficiaires de minima sociaux, les jeunes de moins de 18 ans, les lycéens et les apprentis franciliens.

Le stand de la Région Île-de-France :

- Le festival programme une scène, sur le stand Île-de-France, dédiée à l'émergence francilienne avec des showcases de plusieurs artistes ou groupes franciliens repérés La sélection de ces groupes est effectuée par un jury indépendant ; les acteurs musicaux d'Île-de-France sont consultés de manière à faire part des talents franciliens repérés et soutenus, notamment par des lieux.

- Le festival met à disposition de la Région une surface d'implantation *de 300 mètres carrés* lui permettant de proposer un stand ouvert au public, dédié notamment à la présentation de l'actualité régionale des musiques actuelles, animé par les réseaux des musiques actuelles en lien avec les services.

- L'association Plus de sons met à disposition de la Région un régisseur général, le temps du festival, en charge de l'accueil et de la gestion des artistes et groupes programmés sur la scène Île-de-France. Il assure la production musicale de ces artistes.

- La direction de la communication de la Région Île-de-France assure et finance la gestion logistique et la scénographie du stand sur son budget propre (hors espace lycéen décrit ci-dessous).

- Le festival Rock-en-Seine met en œuvre, à ses frais, pour la première fois en 2017, un espace dédié à la pratique lycéenne et adolescente. Cet espace sera placé dans la continuité du stand Île-de-France et accessible depuis ce dernier.

Tremplin des lycéens franciliens

Le festival coordonne un tremplin des lycéens en lien avec des structures de musiques actuelles franciliennes. Trois groupes ou artistes seront présentés dans le cadre du festival Rock-en-Seine, sur la scène Île-de-France. Le détail de cette opération fait l'objet d'une affectation et présentation distincte. La Région bénéficie d'une visibilité privilégiée sur cette opération.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S) ET A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à recruter au moins 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Conformément à de la délibération cadre CR 2017-51 du 9 mars 2017 » Le bénéficiaire s'engage à respecter et à promouvoir la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité dans la limite et le respect des lois en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés,

changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

L'association Plus de Sons devra assurer à la Région Île-de-France une place substantielle et prépondérante dans le dispositif de communication de l'événement. La Région sera naturellement présente sur l'ensemble des supports de communication du festival Rock en Seine et y apparaîtra comme partenaire majeur.

A. En amont du festival

L'association Plus de sons s'engage à :

Faire parvenir à la Région le plan de communication du festival ainsi qu'un calendrier de validation des documents de communication (tous supports : dossiers de presse, inserts, affichage, éditions, web…). Ce calendrier devra être adressé au plus tard 15 jours avant les premières demandes de BAT.

Faire apparaître la Région en tant que partenaire principal dans tous les documents de communication qu'elle édite.

Faire valider l'ensemble des documents par les services presse (pour les supports de relations presse) et par la direction de la communication de la Région.

Présenter à la Région, au plus tard le 30 juin, un plan du parc et de ces abords précisant les implantations de signalétique des différents partenaires : lieux d'implantation, mètres linéaires et m² (pour les bâches implantées sur les tours régies, scènes, y compris les faces arrières et toits). Le plan devra faire également apparaître les implantations de stands. Les banderoles de la Région masquées en partie ou en totalité par des stands, toilettes ou autres éléments techniques ne pourront pas être comptabilisés dans les métrages linéaires signalétique.

Préciser en complément de ce plan le pourcentage attribué à chaque partenaire.

Insérer en fin de dossier de presse les éléments rédigés par le service de presse de la Région (entre 1 page minimum et 2 maximum).

Mentionner dans les dossiers de presse, (en dehors des pages rédigées par le service presse) les actions menées par la Région dans le cadre du Festival (programme du stand, actions de prévention risque auditif, VIH…) ainsi que la nature du partenariat entre la Région et Rock en Seine depuis la première édition du festival. La Région devra être nommément citée.

Faire apparaître en une du dossier de presse le visuel du festival comprenant le logo IDF, dans des proportions identiques à celles des autres supports validés par les services presse et communication.

Associer la Région à la conférence de presse de lancement (programmation).

Associer la Région à toute la communication mise en place dans le cadre de l'action tremplins lycéens (tremplins organisés en amont, concerts sur le stand Île-de-France et espace dédié à la pratique lycéenne et adolescente) et faire valider à la Région les supports mis en place dans le cadre de cette communication.

Transmettre en temps réel à la direction de la communication et au service de presse, toutes infos transmises à la presse, afin que la Région puisse relayer l'information sur ses supports (site, réseaux sociaux et journal papier).

Réserver l'édito du programme à la Présidente de la Région Île-de-France (une page comprenant texte et photo).

Activer un lien hypertexte du site Internet de Rock en seine (http://www.rockenseine.com) vers le portail de la Région (http://www.iledefrance.fr/)

Faire apparaitre une bannière de la Région sur le site de Rock en Seine la semaine précédant le festival sous réserve que la bannière soit livrée au festival au moins 3 jours ouvrables avant sa diffusion.

Offrir une visibilité à la Région sur l'application Rock en Seine (splash screen d'introduction par exemple), en amont et pendant le festival.

Il est rappelé que l'organisateur devra impérativement respecter la charte graphique d'utilisation du logo de la Région et soumettre l'ensemble des documents au service presse et à l'unité communication du conseil régional pour bon à tirer (BAT).

B. Pendant le festival

L'association s'engage à assurer la visibilité de la Région Île-de-France comme partenaire majeur sur le site et aux abords, conformément au plan validé en amont par la Région, avec au minimum :

25% des mètres linéaires de banderoles dans le parc et aux abords

25% des sailwinds (mâts signalétiques)

2 bâches Région sur le côté de la grande scène, de la scène de l'industrie (en exclusivité et aux dimensions identiques à celles des bâches Rock en Seine). Si aucun partenaire ne venait à financer la scène de la cascade, l'emplacement resté vacant de la 3ème bâche de la scène de la cascade sera proposée à la Région.

Diffusion des clips Île-de-France, 6 passages par jour, répartis sur les deux scènes (les clips contiennent une bande son et des voix qui devront être parfaitement audibles).

Autorisation pour la Région d'organiser des actions de sensibilisation sur le site, sous réserve que ces actions soient proposées au plus tard fin juin, et que leur organisation soit faite en concertation avec les équipes du festival (distribution de bouchons d'oreilles aux entrées et dans le site dans le cadre de ses actions de prévention des risques auditifs, distribution de préservatifs dans le cadre de ces opérations de lutte contre le sida…).

Selon son actualité culturelle, la Région se réserve le droit d'organiser une conférence de presse sur son stand ou dans un autre espace appartenant au festival (ex : espace média, village des disquaires) suivant leur disponibilité

C. Après le Festival
Un bilan détaillé devra être fourni à la Région dans les 2 mois suivants le festival avec tous les indicateurs nécessaires à l'appréciation de l'impact du festival.

D. Non-respect des obligations

En cas de non- respect de ces obligations de communication par l'association, la Région pourra appliquer une réfaction sur le solde de la subvention versé à l'issue de la manifestation, sur la base d'un compte-rendu financier et au vu d'un bilan quantitatif et qualitatif de l'opération (cf article 2.2.3 et article 4).

Les manquements aux obligations de communications susvisées seront constatés par courrier recommandé de la Région, avec demande d'accusé de réception, envoyé à l'association, dans un délai maximum d'une semaine après avoir constaté le manquement.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le montant de la subvention constitue un plafond. Ce montant est calculé sur la base du budget prévisionnel présenté par l'association à partir des dépenses hors taxes.
Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :
Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 60 % du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le versement du solde est également subordonné à la production de 1 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production :
- d'un bilan d'exécution qui détaillera également les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité,
- d'un compte rendu financier de l'action comprenant la signature du représentant légal, de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes si l'organisme en est doté (dans le cas contraire, la signature du trésorier est requise),
- d'un état récapitulatif des dépenses dument complété et signé par le représentant légal.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production :
- d'un bilan d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité,
- d'un compte rendu financier de l'action comprenant la signature du représentant légal,
- d'un état récapitulatif des dépenses dument complété et signé par le représentant légal et le comptable public. Le comptable public certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité et leurs règlements.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier 2017 et jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2017, suite à l'adoption de la subvention par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la

lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N°2017-294 du 5 juillet 2017.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente du Conseil Régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire ASSOCIATION PLUS DE SONS

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/07/2017

DELIBERATION N°CP 2017-297
DU 5 JUILLET 2017

SOUTIEN A LA PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE :
- **POUR LES LIEUX ET OPERATEURS**
- **POUR LES FABRIQUES DE CULTURE**
- **POUR LES EQUIPES ARTISTIQUES PROFESSIONNELLES INDEPENDANTES**

EVALUATION DES CONVENTIONS DE PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE CONCLUES EN AVRIL, MAI ET JUILLET 2014

PREMIÈRES AFFECTATIONS POUR L'ANNÉE 2017 AU TITRE D'UNE CONVENTION QUADRIENNALE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU	le Code Général des collectivités territoriales,
VU	La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa commission permanente,
VU	La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,
VU	La délibération n° CR 2017-52 relative à la politique régionale du spectacle vivant inclusive sur tout le territoire francilien ;
VU	La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens,
VU	La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;
VU	Le budget de la Région Ile-de-France 2017,
VU	L'avis émis par la Commission des Finances
VU	L'avis de la commission de la culture,
VU	Le rapport CP 2017-297 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1:

Approuve les 3 conventions types relatives au soutien à l'aide à la permanence artistique et culturelle en annexes 3,4 et 5 à la présente délibération

Article 2 :

Décide de participer au titre des dispositifs de la permanence artistique et culturelle au financement des projets détaillés en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de 28 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 044 000 euros.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions types en annexes 3,4 et 5 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **789 000 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, sport et loisirs » - code fonctionnel 312 « activités artistiques et culturelles » programme HP 312-005 « aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100504 « Développement de la permanence artistique », du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Affecte une autorisation d'engagement de **255 000 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-013 « soutien aux fabriques d'art et de culture », action 13101301 « soutien aux fabriques d'art et de culture », du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 : dérogation au principe de non commencement d'exécution

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17002769	COMPAGNIE DU SAMOVAR - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017	COMPAGNIE DU SAMOVAR	18/05/2017
17002770	DORENAVANT COMPAGNIE - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017	DORENAVANT COMPAGNIE	18/05/2017
17002771	ENSEMBLE INSTRUM TM PLUS - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017	ENSEMBLE INSTRUM TM PLUS	18/05/2017
17002772	GROUPE CLARA SCOTCH - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017	GROUPE CLARA SCOTCH	18/05/2017
17002773	KI PRODUCTION - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017	ASSOCIATION KI PRODUCTION	18/05/2017
17002775	L''ATTRAPE THEATRE - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017	L'ATTRAPE THEATRE	18/05/2017
17002778	POUR FAIRE BOUILLIR LA PLUIE - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017	POUR FAIRE BOUILLIR LA PLUIE	18/05/2017

17002781	SUONARE E CANTARE - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017	SUONARE E CANTARE	18/05/2017
17002783	THEATRE DU CRISTAL - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017	THEATRE DU CRISTAL	18/05/2017
17002768	COMMUNE DU BLANC MESNIL (Deux Pièces cuisine) - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017	COMMUNE DU BLANC MESNIL	18/05/2017
17002774	LA CAVE A THEATRE (Cie Annibal et les éléphants) - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017	LA CAVE A THEATRE	18/05/2017
17002776	LE TAMANOIR - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017	LE TAMANOIR	18/05/2017
17002777	LES THEATRALES CHARLES DULLIN - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017	LES THEATRALES CHARLES DULLIN	18/05/2017
17002779	REGIE SCENE WATTEAU PAVILLON BALTARD - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017	REGIE SCENE WATTEAU PAVILLON BALTARD	18/05/2017
17002780	SAUVAGE PRODUCTION CABARET SAUVAGE - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017	SAUVAGE PRODUCTION CABARET SAUVAGE	18/05/2017
17002782	THEATRE AUX MAINS NUES - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017	THEATRE AUX MAINS NUES	18/05/2017

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE N° 1 A LA DELIBERATION : L'ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-297	Budget	2017

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131005 - Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue**
Action	**13100504 - Développement de la permanence artistique**

Dispositif : N° 00001007 - Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes

Dossier	17002769 - COMPAGNIE DU SAMOVAR - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R34025 - COMPAGNIE DU SAMOVAR			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
72 510,00 €	HT	27,58 %	20 000,00 €	

Dossier	17002770 - DORENAVANT COMPAGNIE - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R34084 - DORENAVANT COMPAGNIE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
200 000,00 €	HT	14 %	28 000,00 €	

Dossier	17002771 - ENSEMBLE INSTRUM TM PLUS - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R34653 - ENSEMBLE INSTRUM TM PLUS			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
207 877,00 €	HT	21,65 %	45 000,00 €	

Dossier	17002772 - GROUPE CLARA SCOTCH - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R34651 - GROUPE CLARA SCOTCH			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
142 830,00 €	HT	35,01 %	50 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-297	Budget	2017

Dossier	17002773 - KI PRODUCTION - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R4662 - ASSOCIATION KI PRODUCTION			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
112 840,00 €	HT	26,59 %	30 000,00 €	

Dossier	17002775 - L''ATTRAPE THEATRE - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R26652 - L'ATTRAPE THEATRE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
144 000,00 €	HT	15,97 %	23 000,00 €	

Dossier	17002778 - POUR FAIRE BOUILLIR LA PLUIE - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R32974 - POUR FAIRE BOUILLIR LA PLUIE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
81 050,00 €	HT	24,68 %	20 000,00 €	

Dossier	17002781 - SUONARE E CANTARE - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R34085 - SUONARE E CANTARE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 340,00 €	HT	11,37 %	8 000,00 €	

Dossier	17002783 - THEATRE DU CRISTAL - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017			
Bénéficiaire	P0029780 - THEATRE DU CRISTAL			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	38 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
155 500,00 €	HT	24,44 %	38 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-297	Budget	2017

Dossier	17002791 - ASSOCIATION METAMORPHOSE - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017			
Bénéficiaire	P0028849 - ASSOCIATION METAMORPHOSE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
84 000,00 €	HT	9,52 %	8 000,00 €	

Dossier	17002794 - COMPAGNIE IN CAUDA - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017			
Bénéficiaire	P0016386 - IN CAUDA			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
98 840,00 €	HT	35,41 %	35 000,00 €	

Dossier	17002796 - L'EXPERIENCE HARMAAT - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017			
Bénéficiaire	P0020400 - L'EXPERIENCE HARMAAT			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
160 140,00 €	HT	24,98 %	40 000,00 €	

Dossier	17002797 - OPHELIE GAILLARD - PULCINELLA - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017			
Bénéficiaire	P0028835 - OPHELIE GAILLARD-PULCINELLA			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
179 811,00 €	HT	13,9 %	25 000,00 €	

Dossier	17002804 - CHIENS DE NAVARRE - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017			
Bénéficiaire	P0034102 - CHIENS DE NAVARRE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
772 100,00 €	HT	5,18 %	40 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-297	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00001007 - Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	410 000,00 €

Dispositif : N° 00001010 - Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs

Dossier	17002768 - COMMUNE DU BLANC MESNIL (Deux Pièces cuisine) - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R1243 - COMMUNE DU BLANC MESNIL			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
236 000,00 €	TTC	19,07 %	45 000,00 €	

Dossier	17002774 - LA CAVE A THEATRE (Cie Annibal et les éléphants) - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R34652 - LA CAVE A THEATRE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
281 800,00 €	HT	10,65 %	30 000,00 €	

Dossier	17002776 - LE TAMANOIR - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R21847 - LE TAMANOIR			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
283 000,00 €	TTC	12,37 %	35 000,00 €	

Dossier	17002777 - LES THEATRALES CHARLES DULLIN - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R4586 - LES THEATRALES CHARLES DULLIN			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	54 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
207 323,00 €	HT	26,05 %	54 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-297	Budget	2017

Dossier	17002779 - REGIE SCENE WATTEAU PAVILLON BALTARD - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R34079 - REGIE SCENE WATTEAU PAVILLON BALTARD			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
173 000,00 €	HT	28,9 %	50 000,00 €	

Dossier	17002780 - SAUVAGE PRODUCTION CABARET SAUVAGE - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R10524 - SAUVAGE PRODUCTION CABARET SAUVAGE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
260 500,00 €	HT	19,19 %	50 000,00 €	

Dossier	17002782 - THEATRE AUX MAINS NUES - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R21062 - THEATRE AUX MAINS NUES			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
155 156,00 €	HT	32,23 %	50 000,00 €	

Dossier	17002792 - COMMUNE DE BRETIGNY SUR ORGE - LE RACK'AM -RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R1073 - COMMUNE DE BRETIGNY SUR ORGE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	HT	40 %	20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-297	Budget	2017

Dossier	17002793 - COMPAGNIE HUBERT JAPPELLE - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017			
Bénéficiaire	P0022453 - COMPAGNIE HUBERT JAPPELLE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
250 000,00 €	HT	18 %	45 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001010 - Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	379 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131005 - 13100504	789 000,00 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131013 - Soutien culturel pluridisciplinaire**
Action	**13101301 - Soutien aux fabriques d'art et de culture**

Dispositif : N° 00001013 - Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture

Dossier	17008689 - ASSOCIATION ANIMAKT - SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT 2017 (2 CONVENTION - 1ERE ANNEE)			
Bénéficiaire	R22856 - ASSOCIATION ANIMAKT			
Localisation	SAULX-LES-CHARTREUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
218 990,00 €	HT	22,83 %	50 000,00 €	

Dossier	17008691 - DARU COMPAGNIE - SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT 2017 (2 CONVENTION - 1ERE ANNEE)			
Bénéficiaire	EXM00284 - COMPAGNIE DARU THEMPO			
Localisation	OLLAINVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
190 350,00 €	HT	31,52 %	60 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-297	Budget	2017

Dossier	17008697 - LILAS EN SCENE - SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT 2017 (2 CONVENTION - 1ERE ANNEE)			
Bénéficiaire	R34731 - LILAS EN SCENE			
Localisation	LES LILAS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
260 000,00 €	HT	19,23 %	50 000,00 €	

Dossier	17008698 - MACK & LES GARS / PLATEAU 31 - SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT 2017 (2 CONVENTION - 1ERE ANNEE)			
Bénéficiaire	R23796 - MACK ET LES GARS			
Localisation	GENTILLY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
221 900,00 €	HT	15,77 %	35 000,00 €	

Dossier	17008699 - PLUS PETIT CIRQUE DU MONDE - SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT 2017 (2 CONVENTION - 1ERE ANNEE)			
Bénéficiaire	EXM00482 - LE PLUS PETIT CIRQUE DU MONDE			
Localisation	BAGNEUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 539 912,00 €	TTC	3,9 %	60 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001013 - Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	255 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131013 - 13101301	255 000,00 €

ANNEXE N° 2 A LA DELIBERATION : LES FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002769

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMPAGNIE DU SAMOVAR - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	72 510,00 €	27,58 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE DU SAMOVAR
Adresse administrative : 5 RUE PERNETY
75014 PARIS 14
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Roselyne DELORY, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 40978772800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 mai 2017 qui correspond à la date de fin du précédent avenant

I- Présentation du bénéficiaire

La compagnie du Samovar a été fondée par Pierre Longuenesse en 1981. Ses spectacles s'appuient sur des écritures contemporaines et croisent les genres, les formes et esthétiques, comme la musique et le théâtre. Elle créé également des petites formes qui permettent de tourner dans des petits lieux et en particulier dans le réseau des médiathèques. Depuis 2016, la compagnie s'est ouverte à d'autres collaborations artistiques avec Justine Simonot et Christine Kotschi. La première mettra en scène le prochain spectacle de la compagnie « Delta Charlie Delta » (texte de Michel Simonot qui a reçu le prix Collidram 2017) pour lequel la compagnie a déjà présenté plusieurs mises en lecture ; et la seconde a créé, en 2016, le dernier spectacle de la compagnie « Trajectoires », spectacle musical pour la toute petite enfance.
La compagnie cherche à faire écho, à travers ses créations, à des questions fondamentales de la société

d'aujourd'hui, en donnant la parole à des textes contemporains ou non. Ces trois dernières années, la compagnie a créé deux spectacles ; « Le But de Roberto Carlos » de Michel Simonot et « Trajectoires ». Outre ses deux créations, les spectacles « Bleu Horizon », labellisé par la mission du Centenaire et la petite forme « Voyage en encyclopédie », mis en scène par Pierre Longuenesse ; sont au répertoire de la compagnie.
La compagnie a travaillé à Paris et dans le Val-de-Marne et a développé un réseau en Essonne où elle a travaillé régulièrement avec des structures de ce département, à Morsang-sur-Orge, à Méréville, à Dourdan ou encore Marcoussis, sans pour autant bénéficier de résidence durable avec un lieu unique. Elle est désormais en résidence à Anis-Gras à Arcueil avec lequel elle a signé une convention jusqu'à la fin de l'année 2018.
La compagnie du Samovar est soutenue par le Conseil Départemental de l'Essonne (4 500 € en 2017) et par le Conseil Régional d'Ile-de-France au titre de la permanence artistique et culturelle depuis 2007 (35 000 €).

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

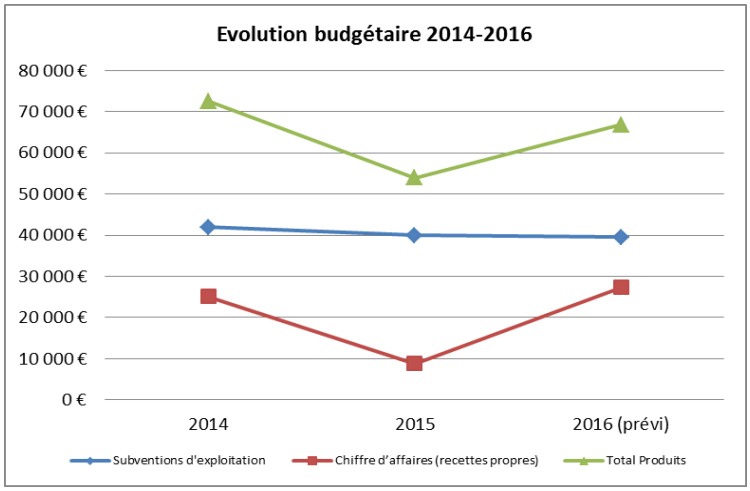
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2014	%	2015	2016	%
Conseil Départemental de l'Essonne	8 000	*19%*	5 000	4 500	*11%*
Région - PAC	35 000	*81%*	35 000	35 000	*89%*
TOTAL SUBVENTIONS	**43 000**	**100%**	**40 000**	**39 500**	100%

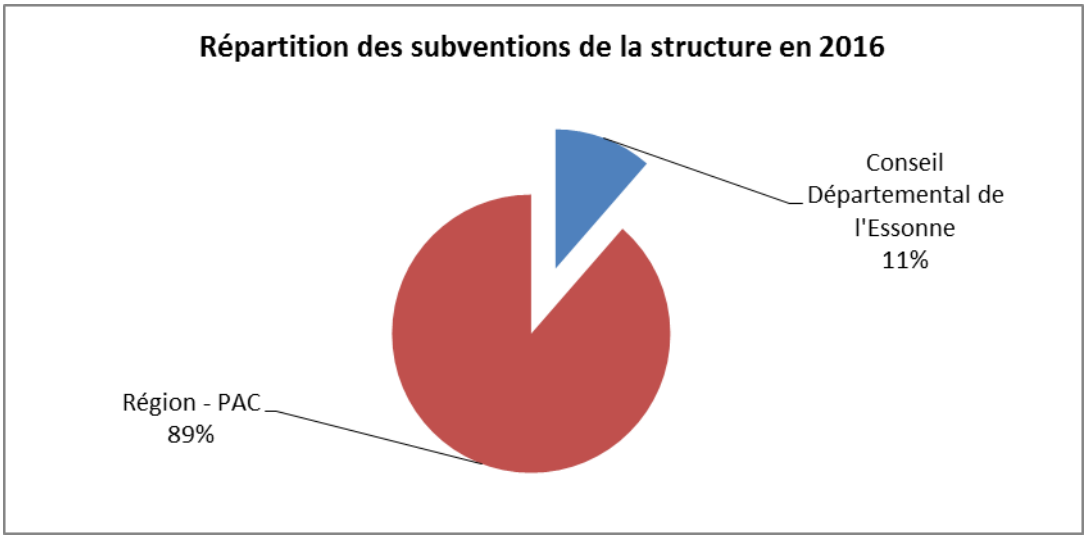
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats (à l'exception de 2016, les bilans comptables n'étant pas clôturés au moment du dépôt du dossier)

	2014	%	2015	*2016 (prévisionnel)*	%
Subventions d'exploitation	41 951	*58%*	40 000	*39 500*	*59%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	25 108	*35%*	8 844	*27 358*	*41%*
Total produits	72 494	100%	53 896	*66 858*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2014-2015-2016



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2016



2) Evolution de l'emploi

	2014	2015	2016
Masse salariale totale en €	52 520	41 786	59 078
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	1 582	1 176	1 372

3) Evolution de l'activité

	2014	2015	2016
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	1	0	1
Nombre de spectacles diffusés au total	5	2	2
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	17 16	10 5	29 22
Nombre de lieux concernés par les tournées	11	6	17
Nombre de spectateurs	590	213	1 679
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s)	1	1	2
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	-	4	-
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	7	8	13

Nombre d'établissements et de relais partenaires	nc	nc	nc
Nombre de bénéficiaires	100	97	116

III- Projet rédigé par le bénéficiaire pour la convention PAC 2017-2020

La saison 2016-2017, se terminant actuellement, a permis de confirmer la justesse des choix effectués durant cette dernière période : ouverture de la compagnie à un « collectif » d'artistes, et convention de résidence avec Anis-Gras/Le lieu de l'autre, à Arcueil.
Il est incontestable, au vu de la réalité des projets, de leur synergie en même temps que leur diversité, et de la réussite de leur diffusion, que les décisions prises ont porté leurs fruits.
(La convention cadre est jointe au dossier. Des avenants sont à venir dès que les calendriers de travail auront été arrêtés).

Nous souhaitons donc que les quatre saisons qui se présentent devant nous permettent d'amplifier ces choix, et soient le reflet d'une dynamique nouvelle fondée sur une identité artistique à la fois confirmée, et renouvelée.
Confirmée : parce que la Compagnie du Samovar, fidèle à ses choix artistiques initiaux, poursuit son chemin à la fois dans la défense des écritures contemporaines, et dans le croisement des genres, des formes, des disciplines, voire des langues et des cultures. La rencontre entre théâtre et musique, en particulier, est une constante de l'ensemble de ses projets, qu'il s'agisse de *Trajectoires* ou des deux spectacles *Le But de Roberto Carlos* et *Delta Charlie Delta* qui sont l'occasion d'une collaboration avec deux compositeurs contemporains, Franck Vigroux et Annabelle Playe.

Renouvelée : parce que la présence de plusieurs projets croisés ou parallèles permet à la fois de rendre visible une « palette » très diverse de propositions, tout en veillant à leur cohérence et leur complémentarité. Et aussi parce que cet élargissement des projets permet l'exploration de nouveaux partenariats, de nouveaux réseaux de diffusion, notamment en direction de la petite enfance, ou de l'adolescence : nous pensons en particulier à Collidram auquel le texte *Delta Charlie Delta* a été nominé pour 2016-2017 (Nota Bene : le 2 mai, nous avons appris que le texte était lauréat de ce prix). Ce qui permet déjà à ce projet de recevoir un écho très favorable de la part des structures travaillant en direction du jeune public.

Précisons également que dans le contexte des nouveaux défis posés aujourd'hui à une compagnie telle que la Compagnie du Samovar, une convention sur quatre ans constitue un atout : cette durée permet de penser une création avec toute l'amplitude qui lui est nécessaire, en particulier pour trouver le temps nécessaire au rassemblement de l'ensemble des partenaires indispensables : coproduction, subventionnement, coréalisations, cessions, perspectives de diffusion. C'est pourquoi, contrairement à ce que le calendrier nous avait *de facto* imposé pour *Le But de Roberto Carlos*, nous choisissons de prendre le temps du montage de production de *Delta Charlie Delta*, qui sera créé à l'automne 2018. Dans l'intervalle, plusieurs spectacles seront en cours d'exploitation (c'est la preuve tangible de l'avantage créé par le collectif).

Concrètement, et pour en présenter une première approche, les quatre saisons qui viennent seront consacrées aux projets suivants :

1 - Exploitation de quatre spectacles au répertoire :
- *Le But de Roberto Carlos* (Michel Simonot – m. en sc. Pierre Longuenesse) : saison 17-18 et 18-19. Projet d'exploitation à Avignon en 2019 (en alternance avec *Delta Charlie Delta*), pour relance de l'exploitation sur les deux saisons suivantes.
- *Trajectoires* (création musicale pour jeune et tout jeune public, de Christine Kotschi - extraits de textes de Daniel Danis) : saisons 2017-2018 et 2018-2019
- *Bleu Horizon* (Danielle Auby – m. en sc. P. Longuenesse) : saison 2017-2018 et fin 2018
- *Voyage en Encyclopédie* (m. en sc. P. Longuenesse) : saison 2018-2019

2 - Création de trois nouveaux spectacles :
- *Delta Charlie Delta* (Michel Simonot – m. en sc. Justine Simonot) : répétitions durant l'hiver 17-18 et l'été 2018, création à l'automne 2018, exploitation durant les années 2019 et 2020 (projet Avignon 2019 en alternance avec *Le But de Roberto Carlos*) – travail avec les collégiens et les lycéens dès la saison 17-18, et au-delà.

— *Contes du Japon* (Lafcadio Hearn – création de Christine Kotschi et P. Longuenesse) : répétitions durant la saison 2018-2019, création printemps ou automne 2019. Travail en direction du jeune public, primaire et collégiens.
— *Elles* (Jean Genet – m. en sc. Christian Lucas) : répétition durant l'année 2019-2020, création durant la saison 2020-2021. Ce projet qui émane du comédien principal du *spectacle Le But de Roberto Carlos* est déjà en gestation.

RESIDENCES PREVUES

NOM DES LIEUX D'ACCUEIL	TYPE DE RESIDENCE	DUREE DE LA RESIDENCE	CONDITIONS D'ACCUEIL	MODALITES D'ACCOMPAGNEMENT DU LIEU
Le Grand Parquet / Théâtre Paris Villette	*Delta Charlie Delta* Temps de recherche et répétitions – organisation de lectures/présentation du projet	2 semaines janvier-février 2018	Le Grand Parquet Présentation à des professionnels, journées portes ouvertes, travail avec les lycées des 18e, 19e et 20e arr. parisiens	Technique (lumière et son)
Anis Gras/Le lieu de l'autre	*Le But de Roberto Carlos* Temps de répétition en vue de la reprise du spectacle	Une semaine En décembre 2017	Répétitions en atelier	Administratif (aide à la communication pour la reprise à Athis Mons, en Essonne)
Anis Gras/Le lieu de l'autre	*Delta Charlie Delta* Répétitions et création	Plusieurs périodes de 3 semaines, de l'été à l'automne 2018	Répétitions d'abord en atelier, puis dans la salle de spectacle « La Distillerie » - création du spectacle pour une série de 6 représentations –	Technique (mise à disposition de la salle de spectacle, d'un technicien et du matériel) et administratif (communication autour de la création)
Anis Gras/Le lieu de l'autre	spectacle de conte musical (titre à déterminer) autour de Lafcadio Hearn Répétition et création du spectacle	Hiver et printemps 2019	Répétitions en atelier, puis dans la salle de spectacle « La Distillerie »	Technique (mise à disposition de la salle de spectacle, d'un technicien et du matériel)
Anis Gras/Le lieu de l'autre	*Elles* Répétitions et création	Saison 19-20	Répétitions en atelier, puis dans la salle de spectacle « La Distillerie »	Technique (mise à disposition de la salle de spectacle, d'un technicien et du matériel)

PROJETS DE CREATION :

Une nouvelle création pour 2018 :
Nous présentons en un seul « tenant » une période courant sur 15 mois – de septembre 2017 à novembre 2018 –, et chevauchant donc partiellement deux saisons, en raison de notre calendrier de création. Durant cette période, nous suivrons en effet deux « fils rouges » parallèles de nos activités. Le premier est une nouvelle création de la compagnie, prévue pour novembre 2018.

Delta Charlie Delta de **Michel Simonot**
Mise en scène, **Justine Simonot**
Collaboration artistique, **Pierre Longuenesse**
Composition musicale et collaboration vocale, **Annabelle Playe**
Avec **Xavier Kuentz**, **Alexandre Prince**, **Clotilde Ramondou**, **Nabi Riahi**, **Catherine Salvini**

Pour présenter rapidement ce projet :
En 2005, trois jeunes sont électrocutés dans un transformateur électrique, à Clichy-sous-Bois. Deux d'entre eux meurent. L'un survit. S'ensuivent ce que l'on appellera « les émeutes ». Ces dernières inspirent alors à quatre auteurs, Lancelot Hamelin, Sylvain Levey, Philippe Malone et Michel Simonot – tous ensemble membres du groupe Petrol - l'écriture à « quatre mains » du texte *L'Extraordinaire tranquillité des choses* (éditions Espaces 34, 2006). Mais ce n'est qu'en 2015 que le procès des policiers impliqués dans l'épisode de la mort de Zied Benna et Bouna Traoré a trouvé son issue. Et c'est notamment en suivant ce procès que Michel Simonot a souhaité prolonger le travail initié en 2005, et écrire *Delta Charlie Delta*.

Sous une forme qui n'appartient qu'à lui, et qu'à la démarche de l'écriture, le texte de Michel Simonot tente d'atteindre une réalité contournée par les médias. Il ne cherche pas à la restituer, ni même la « raconter ». Il tourne autour, l'explore, la sonde, en cherche les ressorts secrets, les ramifications les plus intimes ou les plus lointaines. Il ne juge pas, il ne condamne pas. il en découvre simplement, au fil de ses pages, par le travail de la langue, entre précision des faits et dimension poétique, l'extrême amplitude tragique.
La Compagnie du Samovar, en souhaitant créer ce nouveau spectacle, manifeste sa démarche : militante, et non partisane. Elle reste soucieuse de défendre des écritures et des créations ancrées dans une réalité, mettant en débat de grands sujets de société : il y a quelques années les Lumières ou l'interculturalité, en 2014 et jusqu'à aujourd'hui l'hospitalité et la migration, aujourd'hui la différence, et la justice. *Delta Charlie Delta* est lauréat de la commission nationale d'aide à la création de textes dramatiques – Artcena. Il a également obtenu le prix Collidram* 2017. Il est déjà découvert, lu, et débattu par de nombreuses classes de collège durant l'année 2016-2017 et au-delà. Il est sélectionné par l'association « A mots découverts », et sera mis en voix au « Festival Actuelles » du Théâtre Actuel et Public de Strasbourg, au Festival E.S.P.A.C.E.S. 2017 à Metz, et fera l'objet d'une réalisation à France Culture en 2018.

* Le prix Collidram (prix de littérature dramatique des collégiens), est un prix national qui s'adresse aux élèves de collèges, de la 6ème à la 3ème. Il est relayé par les Délégations Académiques à l'éducation Artistique et à l'Action Culturelle (DAAC) des rectorats.

DIFFUSION :
Le second « fil rouge » des activités de la compagnie durant cette première période est l'exploitation de plusieurs spectacles au répertoire. Le plus important d'entre eux est Trajectoires, créé à la fin de la saison 2015-2016 (au début de notre année PAC 16-17).

Trajectoires
La belle dynamique initiée à l'occasion de la création du spectacle, au printemps 2016, puis de sa reprise à l'automne à la Philharmonie de Paris, a permis la mise en place d'un calendrier important de dates pour la saison 17-18, accompagné d'un ensemble de projets de sensibilisation en direction du très jeune public.

Dates de reprises prévues :
- Automne 2017 : A la Fabrique, scène nationale de Guéret, à l'espace Germinal de Fosses, à la Ferme du Bel Ebat de Guyancourt.
- Hiver-printemps 2018 : participation au festival « Petite enfance » dans la communauté de communes du Cœur d'Essonne. A ce jour deux lieux partenaires : Médiathèque de Morsang-sur-Orge et médiathèque de Saint Germain-les-Arpajon

Autres spectacles en cours d'exploitation
- *Bleu Horizon :* une date prévue au printemps 2018, à la Villa Douce, à Reims (cession dans le cadre du colloque Lire et écrire d'un continent à l'autre)

Nombre total de représentations prévues : 45
Nombre total de représentations prévues en Ile-de-France : 32

PROJET POUR LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE
Conformément aux orientations nouvelles de la compagnie, tous les spectacles exploités dans les années à venir sont conçus pour être accompagnés d'actions culturelles auprès d'un public jeune.
Concernant *Le But de Roberto Carlos* des actions sont d'ores et déjà balisées en décembre 2017 en direction des lycéens.
Concernant *Delta Charlie Delta*, la création est prévue pour novembre 2018. Toutefois, chaque étape de travail sera l'occasion de moments de rencontres et d'ateliers avec les jeunes, en particulier au Grand Parquet (février 2018) puis à Morsang-sur-Orge (mars 2018).
Concernant *Trajectoires*, un livret pédagogique vient d'être finalisé et va permettre d'aller au-delà de la simple diffusion du spectacle.

LIEUX ET EQUIPEMENTS PARTENAIRES DU PROJET EN ILE-DE-FRANCE
1 - Anis Gras/Le lieu de l'autre – Arcueil : convention signée
2 – Théâtre Paris-Villette et Le Grand Parquet – Paris (résidence du 29 janvier au 11 février 2018)

LE CAS ECHEANT, PRINCIPAUX AUTRES LIEUX ET EQUIPEMENTS PARTENAIRES HORS ILE-DE-FRANCE

Pour *Trajectoires* :
- La Fabrique – Scène nationale de Guéret
- Théâtre de Saumur
- L'étincelle – Théâtre de la Ville de Rouen

IV- Budget du projet en 2017 (TTC)

DEPENSES	€ TTC	RECETTES	€ TTC
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	57 781	**ETAT**	11 500
Salaires personnel artistique (bruts et charges)	44 633	Drac Ile-de-France attribué / en cours	
Salaires personnel technique (bruts et charges)	1 938	Ministère de la Culture : ArtCena /quote part aide à la création attribué X	11 500
Droits d'auteur		Autres Ministères, préciser : attribué / en cours	
Décors, costumes, accessoires	1 500	**COLLECTIVITES TERRITORIALES**	39 500
Prestations	4 500	**Région Ile-de-France PAC (dans la limite de 40% du budget proposé)**	35 000
Location matériel	1 500	Région Ile-de-France autres Préciser le dispositif: attribué / en cours	
Location salle		Département, préciser : Essonne attribué X	4 500
Transports, hébergements, restauration, défraiements	3 710	EPCI - Communautés de communes - Agglomération, Etablissement public territorial, préciser : attribué / en cours	
Communication		Commune 1, préciser : attribué / en cours	
Résidences		Commune 2, préciser : attribué / en cours	
Autres, préciser :		**UNION EUROPEENNE**	0
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	532	Préciser le dispositif : attribué ! / en cours !	
Salaires (bruts et charges)	532	**EMPLOIS AIDES**	0
Achat action culturelle		Préciser le dispositif :	
Résidences		**AUTRES SUBVENTIONS** :	
Autres (préciser)		**SOCIETES CIVILES**	0
AUTRES DEPENSES	29 197	Adami	
Part de charges de fonctionnement		Sacem	
Salaires des personnels liés à la structure (bruts et charges)	24 798	Spedidam	
Gratification stagiaire	1 091		
Fluides et combustibles		**PARTENAIRES PRIVES**	1 600
Affranchissements et téléphone	650	Mécénat	1 600
fournitures de bureau	360	Sponsors	
abonnement	76	Autres partenariats privés, préciser :	
assurance annuelle	145	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITE**	34 910
prestation paie	1 677	Billetterie	
mission - réception	400	Ventes de spectacle	34 730
		Apports en coproduction	
		Résidences	
		Prestations de service	
		cotisations associatives	180

TOTAL	**87 510**	**TOTAL**	**87 510**

V- Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Le projet développé pour cette troisième convention s'appuyait sur l'exploitation des spectacles au répertoire (notamment *Bleu Horizon* et *Voyage en encyclopédie*), la création de deux nouveaux spectacles (*Le désir du monde* et un spectacle pour 5 interprètes autour de la vie de Lafcadio Hearn) et la perspective d'accueils en résidence. La compagnie envisageait alors trois résidences : à La Roche Guyon (95), dans l'Arpajonnais (91) et à Anis Gras (94). Seule la résidence à Anis Gras s'est véritablement concrétisée et a permis à la compagnie de disposer d'espaces de travail et de diffusion pour ses créations, mais ne lui a toutefois pas permis de rayonner plus largement et de concrétiser des partenariats nouveaux, notamment dans le Val-de-Marne. La compagnie n'a, en effet, pas réussi au cours de cette troisième convention à développer des partenariats avec des structures pour accompagner son projet, notamment en production, et lui permettre un réel travail d'implantation territoriale. Même si elle conserve une présence dans le département de l'Essonne, notamment à travers la diffusion de ses spectacles, son réseau de partenaires s'est réduit et elle n'a pas réussi à retrouver un nouveau lieu partenaire sur le territoire essonnien qui lui aurait permis un ré-ancrage sur ce territoire.
La compagnie a bien créé deux spectacles au cours des trois dernières années, mais faute de productions, ce ne sont pas les deux spectacles envisagés en 2014 qui ont été créés, mais deux autres : *Le but de Roberto Carlos* de Michel Simonot, mis en scène par Pierre Longuenesse (2 comédiens au plateau) et *Trajectoire*, spectacle musical tout public dès 2 ans, conçu et interprété par Christine Kotschi.
Au niveau de la diffusion, le bilan est mitigé : entre 10 et 29 représentations selon les années et 827 spectateurs en moyenne par an et même si les chiffres repartent à la hausse en fin de convention à la faveur du spectacle très jeune public créé en 2016. Si les spectacles diffusés, ont rencontré au cours de la période de conventionnement, un public peu nombreux, le volume d'actions culturelles menées par la compagnie présente également un niveau peu élevé. Le nombre d'heures d'interventions artistiques est en effet très réduit, de 7 à 13 heures selon les années.
Pour les quatre prochaines années, le projet présenté par la compagnie s'appuie sur sa résidence à Anis Gras (signée jusqu'en décembre 2018) et un accueil pour une résidence de création de deux semaines à Paris au Grand Parquet / Théâtre Paris Villette, sur la diffusion des pièces au répertoire et la création de trois nouveaux spectacles. Ces spectacles seront le reflet de l'ouverture de la compagnie à d'autres collaborations artistiques, certains spectacles seront ainsi mis en scène par d'autres artistes (comme Delta Charlie Delta qui sera mis en scène par Justine Simonot).

VI - Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.
Elle a rendu un avis défavorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle et propose une sortie du dispositif.
Cette sortie de l'aide à la permanence artistique et culturelle fait l'objet d'une convention annuelle, assortie d'une aide régionale révisée à la baisse de 20 000 €.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 72 510 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 000,00 €
2018	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
	Montant total	105 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002770

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DORENAVANT COMPAGNIE - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	200 000,00 €	14,00 %	28 000,00 €
	Montant Total de la subvention		28 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DORENAVANT COMPAGNIE
Adresse administrative : 66 RUE MONGE
75005 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Claudine GIRONES, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 44849591100019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 mai 2017 qui correspond à la date de fin du précédent avenant

I- Présentation du bénéficiaire

Dorénavant Compagnie a été créée par Jean-Paul Wenzel et Arlette Namiand, lorsqu'ils ont quitté la direction du Centre dramatique national d'Auvergne, Les Fédérés, à Montluçon. Jean-Paul Wenzel est auteur d'une quinzaine de pièces éditées, metteur en scène d'une quarantaine de spectacles (ses propres pièces mais aussi B. Brecht,

Fassbinder, S. Valletti, O. Von Horvath, E. Cormann, H. Barker…), il a également été directeur pédagogique de l'Ecole du Théâtre national de Bretagne de 1995 à 2000. Outre ses créations diffusées notamment dans le réseau des scènes nationales, la compagnie mène des chantiers professionnels avec des jeunes acteurs en partenariat avec les écoles supérieures d'acteurs (Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris, Théâtre du Nord à Lille, Comédie de Saint-Etienne…)
La compagnie est conventionnée par la DRAC et depuis 2007 par la Région Ile-de-France.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

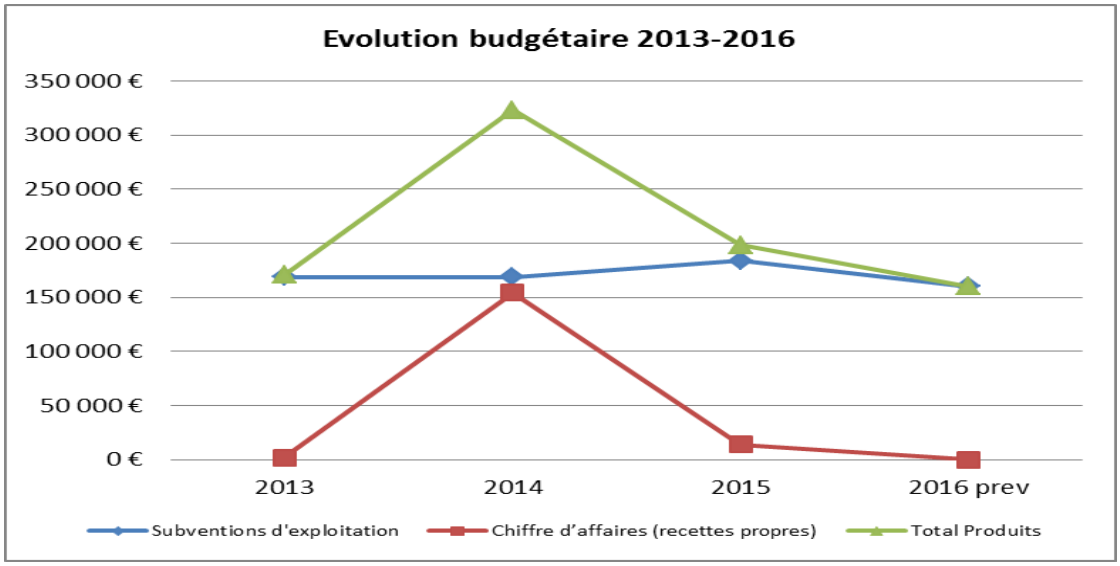
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	2014	%	2015	2016	%
DRAC Théâtre - convention	128 800	128 800	*76%*	128 800	120 000	*75%*
Autres - ADAMI				15 000		
Région - PAC	40 000	40 000	*24%*	40 000	40 000	*25%*
TOTAL SUBVENTIONS	**168 800**	**168 800**	**100%**	**183 800**	**160 000**	100%

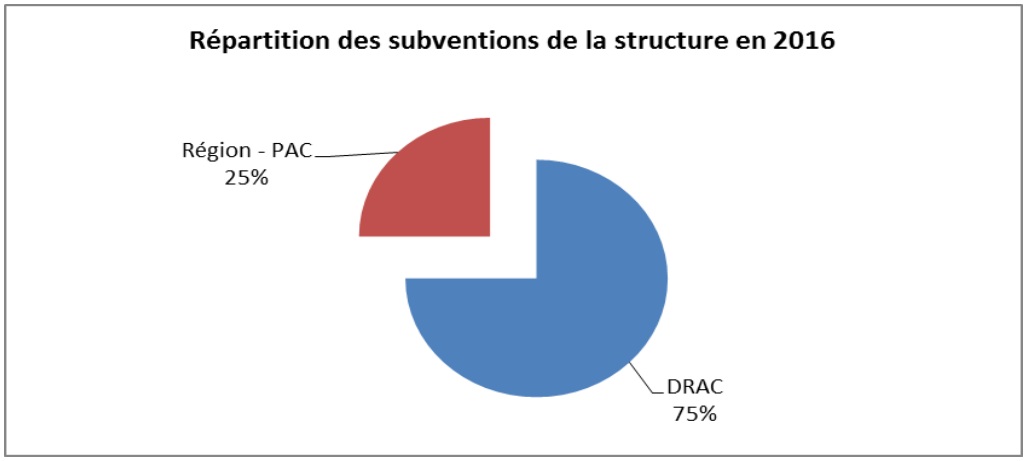
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	2014	%	2015	*Estimation 2016*	%
Subventions d'exploitation	168 800	168 800	*52%*	183 800	*160 000*	*100%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	1 923	154 091	*48%*	13 753	- *(Report de la création)*	*0%*
Total produits	170 753	322 979	100%	198 013	*160 000*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2014-2015-2016 (prev)



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2016



2) Evolution de l'emploi

	2014	2015	2016
Masse salariale totale (€)	175 996	103 033	79 318
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	6 080	4 784	2 550

3) Evolution de l'activité

Années	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES				
Nombre de créations produites	1	2	2	2
Nombre de spectacles diffusés au total	1	3	3	3
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :* *Dont nombre de représentations en Ile-de-France*	25 - 	64 *34 cessions* *26 repr. en IDF*	53 *Pas de cession* *53 repr. en IDF*	10 *Pas de cession* *2 repr. en IDF*
Nombre de lieux concernés par les tournées	1	15	5	3
Nombre de spectateurs	11000	9498	4600	1190
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Lieux partenaires de résidence*		2 La parole Errante – Montreuil Théâtre de l'Épée de bois – La Cartoucherie de Vincennes	2 Cie René Loyon – Paris Le Cube – Hérisson (Allier)	2 Théâtre de l'Aquarium – La Cartoucherie L'Apostrophe, scène nationale de Cergy Pontoise Festival de Villerville (Calvados)
ACTION CULTURELLE				
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens		36	22	25 + 120 h avec des Elèves acteurs
Nombre d'heures d'intervention artistique au total		45	37	145
Nombre d'établissements et de relais partenaires		26	8	2
Nombre de bénéficiaires		Lycéens 75 Divers publics 445	Lycéens 50 Divers publics 180	Lycéens 45 Elèves acteurs 12

III- Projet rédigé par le bénéficiaire pour la convention PAC 2017-2021

Nous souhaitons, avec nos créations, nos chantiers professionnels, et nos actions culturelles auprès des publics, continuer notre relation avec les structures d'Ile de France avec lesquelles nous travaillons depuis plusieurs années : **l'Apostrophe de Cergy-Pontoise (95**) chez qui nous avons réalisé des chantiers professionnels, un atelier d'écriture, et joué deux spectacles et le **Théâtre-Sénart (ex Coupole, SN de Combs la ville 77)** avec deux chantiers (dont l'un, « *Les Habitants* » était réalisé à partir d'un montage de textes écrits par des amateurs lors d'un atelier d'écriture mené sur plusieurs mois) et deux spectacles présentés (dont l'un en co-production).

Par ailleurs, nous souhaitons, avec notre spectacle « ANTIGONE 82 » créer de nouveaux liens (par l'intermédiaire du **Festival de Théâtre du Val d'Oise)** avec les structures où nous allons jouer pour la première fois à l'automne 17 **(Argenteuil, Eaubonne)** et celles, nous l'espérons, qui viendront voir le spectacle et seront intéressées pour le programmer lors de sa 2ème diffusion saison 18/19, et devenir partenaires de nos futures chantiers professionnels

et créations (« Nuit Italienne », « Galops et Carambouilles »).
Et puis nous espérons, avec la nouvelle direction, poursuivre notre lien avec **le Théâtre de la Tempête** à Paris où nous avons créé par le passé trois de nos spectacles (dont le dernier, « Ombres portées » d'Arlette Namiand, en 2011).
Par ailleurs, nous souhaitons, lors de ces quatre prochaines années **élargir notre compagnonnage à une autre jeune compagnie : La Compagnie Kalam, dirigée par Mounya Boudiaf.**

L'écriture, le texte, nos pièces et adaptations, ainsi que celles d'auteurs contemporains français et étrangers, créées et diffusées en Région Ile de France, ailleurs en France, et à l'étranger (Suisse, Chine, Canada, Bolivie), représentent l'identité artistique première de notre compagnie. C'est pourquoi, mettre un texte en chantier avec un groupe de comédiens professionnels pendant trois semaines dans une structure d'Ile de France qui nous accueille en résidence, l'éprouver au plateau sans enjeu de production immédiate, mais en prévision d'une future création, pouvoir en tirer les lignes de force, lui apporter éventuellement des modifications (du moins sur nos propres textes et adaptations) ce temps-là de recherche, indispensable au travail théâtral, nous est précieux, comme le sont les retours que nous font les spectateurs et l'équipe du lieu qui nous accueille lors des présentations publiques d'un chantier.
Précieux aussi les ateliers d'écriture et les stages de formation que nous menons dans les structures qui accueillent ou coproduisent nos spectacles, l'occasion pour nous de partager sur une ou deux semaines, l'expérience, le plaisir, les questions de l'écriture et du jeu avec des amateurs.
Aussi, et comme nous nous y étions engagés dès la signature de notre première convention avec la Région Ile de France et à chaque renouvellement, il nous est très précieux de continuer, en amont de nos créations, nos chantiers professionnels ainsi que nos ateliers d'écriture, nos stages de formation, et d'élargir ainsi notre champ d'action, avec les équipes, le public, dans les lieux qui coproduisent ou accueillent nos spectacles.

➢ **Octobre à Novembre 2017, partenariat avec le Festival Théâtral du Val d'Oise (95) (coproducteur d'ANTIGONE 82) :**
Suite au chantier professionnel sur ANTIGONE 82 que nous avons réalisé du 6 au 23 septembre 2016, à l'Apostrophe, SN de Cergy-Pontoise (95) et aux deux présentations publiques que nous avons données, le Festival théâtral du Val d'Oise s'est engagé sur le spectacle pour le festival 2017.
C'est ainsi que nous le présenterons à L'Apostrophe-Louvrais, SN de Cergy-Pontoise, au Figuier Blanc à Argenteuil, et à l'Orange Bleue d'Eaubonne, et que nous mènerons, autour du spectacle, un certain nombre d'interventions auprès du public (voir détail plus bas)

➢ **Novembre 2017, partenariat avec le Théâtre-Sénart (77) :**
Nous connaissons bien l'équipe car, avant de diriger le Théâtre-Sénart (son inauguration date de Novembre 2015), Jean-Michel Puiffe et Caroline Simpson-Smith dirigeaient La Coupole de Combs-la-Ville (77) où nous avons non seulement présenté deux de nos créations (*Les Coups* de Jean Meckert, adaptation d'Arlette Namiand, mise en scène et interprétation J-P Wenzel, *Ombres portées* d'Arlette Namiand, mise en scène de J-P Wenzel) il y a quelques années, mais aussi mené deux chantiers professionnels dont l'un (*Les Habitants*, 2010) avait été conçu à partir d'un montage de textes écrits par des amateurs au cours de plusieurs séances d'un atelier d'écriture mené à la Coupole par Arlette Namiand à partir du thème de la ville et mis en scène par Jean-Paul Wenzel, et l'autre, la saison suivante, à partir d'une pièce « La Ville » d'Evgueni Grichkoviets, (2009) chantier dirigé par Gabriel Dufay et Arlette Namiand. Chaque chantier avait fait l'objet d'une présentation publique. Par conséquent, l'équipe du Théâtre-Sénart connaît nos actions menées avec le public autour de nos spectacles.
Nous avons déjà convenu à propos d'ANTIGONE 82 :
. Une rencontre de l'équipe et de Sorj Chalandon avec le public après l'une des représentations. .
Nous avons également proposé nos actions (rencontres auprès des publics, des lycéens, des associations, atelier d'écriture et de jeu avec les amateurs) au Théâtre-Sénart (77) à l'occasion de deux représentations d'Antigone 82, les 28 et 29 novembre 17.

1 - <u>Avril 2017/ Avril 2018</u>

***Antigone 82* - Création, 1ère diffusion, et actions culturelles**
Adapté du roman de Sorj Chalandon, *Le Quatrième Mur*, (éd.Grasset)
Avec une équipe d'acteurs, et techniciens sensiblement différente de celle du chantier de création réalisé à l'Apostrophe de Cergy-Pontoise (Sept.16) (voir dossier joint du spectacle) : **8 comédiens** (dont deux comédiens-compositeurs-musiciens), une créatrice costumes, un créateur son, une créatrice lumière, un créateur vidéo.
Production : Dorénavant Cie, conventionnée par la DRAC et la Région Ile de France. **Co-production :** La MC2 de Grenoble (38) et le Festival théâtral du Val d'Oise (95).

- Octobre 2017 : **Création d'*Antigone 82***

. Répétitions à Paris du 5 au 30 Septembre 2017 *(lieu non encore confirmé)*
. Résidence de création à la MC2 de Grenoble (coproducteur) : Du 2/10 au 6/10/17
. Création : 6 octobre 2017 à la MC2 de Grenoble

- Octobre 2017 à Janvier 2018 : ***Antigone 82* : 1ère diffusion**

. MC2 de Grenoble : les 6/10 et 7/10/17 puis les 13/10 et 14/10 et du 17/10 au 19/10/17 (7 représentations)
. Théâtre Saint-Gervais de Genève (Suisse)**:** du 10 au 12 octobre 2017 (**3 représentations)**
Dans le cadre du Festival de Théâtre du Val d'Oise 2017(coproducteur) : 5 représentations :
. L'Apostrophe/ Scène Nationale de Cergy-Pontoise (95) : les 9/11 et 10/11/17 **(3 représentations** : une le Jeudi 9/11/17, deux le Vendredi10/11/17, Salle des Louvrais)
. Le Figuier Blanc d'Argenteuil : le 1er Décembre 17 **(1 représentation)**
. **L'Orange Bleue d'Eaubonne** : le 8 Décembre 17 **(1 représentation)**
. **Théâtre Sénart, Scène Nationale (77**) : les 28 et 29 Novembre 2017 **(2 représentations)**
. TDB de Dijon (21) : du 16 au 19 Janvier 2018 **(4 représentations)**
. **Théâtre du soleil (Cartoucherie de Vincennes) :** Mars 2018 (à confirmer)

Actions culturelles et de sensibilisation au spectacle dans chaque lieu :
Suivant ce que les lieux auront prévu, nous nous partagerons les interventions dans l'équipe.
En résidence de création et dans les lieux de diffusion, Arlette Namiand sera disponible pour intervenir sur le passage du roman Le Quatrième Mur de Sorj Chalandon à l'adaptation théâtrale *Antigone 82*, et mener des ateliers d'écriture. Jean-Paul Wenzel interviendra sur les questions de mise en scène et les points de vue de jeu se rapportant à Antigone 82, et mènera une session de sensibilisation au jeu d'acteur avec tel ou tel public.
Suivant les disponibilités des acteurs, certains d'entre eux pourront nous accompagner en amont des représentations ou après, pour rencontrer les publics de lycées, d'abonnés, d'associations diverses dans les villes où nous jouerons le spectacle.

Actions prévues à ce jour dans le cadre du Festival théâtral du Val d'Oise :

- avec **l'Apostrophe - scène nationale de Cergy-Pontoise** : 8h de sensibilisation avec les lycées

- avec **l'Orange bleue d'Eaubonne** : 10h d'actions culturelles réparties comme suit
  - 6h d'atelier avec le Lycée Louis Armand dont 2h d'atelier scénographique
  - 2h de lecture avec la Médiathèque Maurice Genevoix
  - 2h d'atelier d'écriture tout public

- avec **le Centre Culturel Le Figuier Blanc d'Argenteuil :**
  - 4h de sensibilisation avec le lycée Julie Victoire Daubié et le lycée Jean Jaurès
  - rencontre avec Sorj Chalandon à la médiathèque Elsa Triolet et Aragon d'Argenteuil

- avec **le Festival théâtral du Val d'Oise :**
  - 8h ateliers de pratique artistique dans le cadre du parcours Critiques en Herbe aux collèges St Exupéry de Villiers-le-Bel, Claude Monet de Magny-en-Vexin et Rosa Bonheur de Bray-et-Lu
  - 4h de sensibilisation et de pratique artistique avec l'Ecole de la 2e Chance de Cergy et l'association Art'M de Montmagny dans le cadre du parcours de l'Ecole du Spectateur

Actions proposées au Théâtre-Sénart (77) :
Nous avons déjà convenu à propos d'ANTIGONE 82 :
. Une rencontre de l'équipe et de Sorj Chalandon avec le public après l'une des représentations. .
Nous avons également proposé nos actions (rencontres auprès des publics, des lycéens, des associations, atelier d'écriture et de jeu avec les amateurs) au Théâtre-Sénart (77).

Chantier professionnel 17/18-– *Galops et carambouilles* de Jean-Paul Wenzel :
Trois semaines de recherches au plateau, 6 acteurs, un/une technicienne lumière
Proposé à nos partenaires du Festival théâtral du Val d'Oise (95) chez qui nous aurons joué Antigone 82 (Le Figuier blanc d'Argenteuil, l'Orange bleue d'Eaubonne et le Théâtre-Sénart (77)

C'est l'histoire d'une famille cabossée, atypique, et de l'enfance mouvementée des deux enfants, entre les multiples changements de vie, de régions, de villes, depuis le placard comme « chambre d'enfants » à Metz, à la planque de Nice, au sous-sol d'un hôtel, avec ce père allemand, ex-soldat de la Wehrmacht stationné à St-Etienne pendant la dernière guerre, puis déserteur, qui rencontre là une jeune fille avec qui il aura deux enfants, et qui repart seul en Allemagne en 1953 lorsque les deux garçons ont 8 et 6 ans. Et puis cet homme que la mère, désormais seule avec les enfants, rencontre dans un bal, et qui, du jour au lendemain, emmène tout le monde en Corrèze. Un homme, qu'au cours du voyage en voiture depuis la Lorraine, les deux frangins appelleront successivement « monsieur » puis, à la demande de leur mère, « oncle » et pour finir, « papa ».

Et, au bout du voyage, derrière la nouvelle maison, dans un village de Corrèze, LA rencontre du plus jeune des garçons avec… LA FORÊT ! Une rencontre fulgurante avec « le sentiment poétique », qui ne le lâchera plus D'école primaire en collège industriel, c'est lui qu'un instituteur puis une prof de français choisissent pour dire des textes, des poèmes, à qui l'on donne un rôle dans une pièce pour le spectacle de fin d'année, il a maintenant 16 ans. Au milieu des turpitudes familiales, il a dorénavant en lui, secrètement, cette petite pépite d'or :« le sentiment poétique », tandis que le frangin, de deux ans son ainé, fait des séjours de plus en plus fréquents en prison.

Dans ce collège industriel où l'on forme des tourneurs-fraiseurs, le jeune ado s'ennuie à mourir. Claude Duneton, écrivain corrézien, va croiser sa route, le prendre sous son aile, lui faire lire Tchekhov, Shakespeare et beaucoup d'autres, lui présenter le peintre corrézien Henri Cueco. Le jour du BEP, le gamin casse volontairement sa machine avant de s'enfuir et de ne plus revenir !

C'est l'histoire d'une épopée singulière qui conduira le jeune homme à Strasbourg où Claude Duneton lui a raconté qu'il y avait là-bas une Ecole de Théâtre où l'on pouvait passer un concours pour être acteur…Il le passe, il est reçu et la vie ressemble enfin à « cet immense cadeau qu'on se fait à soi-même et que plus personne ne peut vous ôter ! »

2 - **Avril 2018/Avril 2019 :**

. Seconde diffusion *d'Antigone 82* : saison 18/19
Au début 2016, une fois l'adaptation terminée, nous avions envoyé le texte à un certain nombre de structures dont certaines, très favorables au projet (le TNP (Villeurbanne), Le Théâtre des Célestins (Lyon), Le Théâtre de la Tempête (Paris) nous avaient reçus pour en parler mais ne se sont pas engagés sur la 1ère création/diffusion. 2017/18 du spectacle.
Et puis il y a ceux qui ont reçu le texte, mais qui ne connaissent pas forcément le travail de mise en scène de Jean-Paul Wenzel et souhaitent voir le spectacle à la création ou en 1ère diffusion avant de se déterminer. C'est le cas d'un certain nombre de théâtres en Belgique dont on nous a donné le contact, qui ont demandé à être prévenus des dates de création et de tournée saison 17/18). A suivre, donc !

- Chantier professionnel : *Nuit Italienne* d'Odon Von Horvath
Ce projet de création prévu à l'origine saison 16/17, que nous avions présenté en Novembre 2015 aux structures participant au Festival de Théâtre du Val d'Oise (95) (avec notamment trois comédiens qui en avaient lu quelques scènes) et que nous avons dû repousser à la saison 17/18 (à la demande de notre coproducteur la MC2 de Grenoble), puis que nous avons décidé de remplacer par le chantier professionnel en Septembre 2016 d'Antigone 82 suivi de sa création, en Octobre 2017, et sa diffusion jusqu'en mars 2018, , ce projet nous ne l'abandonnons pas pour autant.

Nous souhaitons, avant d'en envisager la création la saison suivante, mettre la pièce en chantier **dans l'une des structures partenaires du Festival du Val d'Oise (95)** qui était intéressée par ce projet et, comme nous l'avons fait avec le chantier professionnel *d'Antigone 82* en Septembre 2016 à l'Apostrophe de Cergy-Pontoise (95), en donner à la fin deux présentations publiques, avec, bien sûr les séances de sensibilisation à ce projet auprès des publics (lycéens, abonnés, associations etc…)

3 **- Avril 2019 /Avril 2020**

. Création de ***Nuit italienne*** d'Odon Von Horvath (création à relancer avec nos partenaires co-producteurs la MC2 de Grenoble, le Festival de Théâtre du Val d'Oise (95) ainsi que le Théâtre-Sénart (77), le TDB de Dijon, le Théâtre de Toulon qui étaient intéressés quand on leur avait parlé du projet.

. Chantier professionnel : *Oma* d'Arlette Namiand***,*** *(version deux personnages)* direction Jean-Paul Wenzel
Oma a plus de 100 ans et se tient encore quelque part à la surface de la terre. Les couches et les couches de vêtements qu'elle a accumulés sur elle au fil des époques ont privé son corps de contours et de mouvements identifiables. Et rien autour. Ah si. Une fille soudainement tanquée dans le lointain. Et rien autour. Ah si. Le fracas du siècle dans la voix torrentielle de l'Oma. Et rien autour. Ah si. Le clapotis d'un mince filet d'eau, quelque part.

4 - **Avril 2020/ Avril 2021**

. **Création** de ***Galops et carambouilles*** de Jean-Paul Wenzel (partenaires non encore connus)

. **Deuxième diffusion de *Nuit Italienne* :** (saison 20/21)

. **Chantier professionnel** : ***Une fille brusque*** *(récit d'Arlette Namiand à partir de la version éponyme de 1999/2000 qui avait donné lieu à Une fille s'en va, adaptation théâtrale éd. Les Solitaires Intempestifs)*
A partir de ce récit, il s'agirait pour moi d'interroger, 20 ans après la première version et la première adaptation, (Une fille s'en va)ce que peut être en 2020 l'épopée d'une fille de vingt ans qui s'éloigne du « banquet » familial, un dimanche d'hiver, et se met à marcher le long d'une autoroute. Ce qui n'est au départ qu'une « échappée accidentelle », va, au fil des rencontres la mener depuis Paris, dans le Nord de la France, en Belgique, et en Allemagne et se constituer en parcours initiatique. Elle fait son « entrée » au monde. Elle le regarde, l'entend. On est en 2020. Comment s'y inscrire, entre les forces de vie, de mort, de rêve qui la précèdent et lui collent un peu trop aux semelles, et celles qu'elle sent affluer confusément en elle, et autour d'elle, au présent.
Au gré de la parole, des gestes et des signes échangés, des envies d'amour et des désirs d'appartenance, au gré de cette musique qui la traverse et l'accompagne, « la petite » tente un passage.

PROJET ARTISTIQUE

RESIDENCES PREVUES

NOM DES LIEUX D'ACCUEIL	TYPE DE RESIDENCE	DUREE DE LA RESIDENCE	CONDITIONS D'ACCUEIL	MODALITES D'ACCOMPAGNEMENT DU LIEU
MC2 Grenoble	Répétitions/création ANTIGONE 82 Atelier de jeu Répétitions publiques Rencontres élèves des lycées et collèges de l'agglomération (les établissements concernés seront confirmés par la MC2 en sept 17)	10 JOURS Octobre 17	Présentation publique et professionnelle	TECHNIQUE ET FINANCIER COPRODUCTION 40 000€
L'Apostrophe – scène nationale de Cergy Pontoise Festival du Val d'Oise Figuier Blanc – Argenteuil Orange bleue - Eaubonne	Atelier scénographique Atelier d'écriture et lecture Atelier de sensibilisation et de pratique artistique Rencontre avec l'auteur Lycées, collèges,	15 jours oct/nov 17	Représentations publiques du spectacle dans les théâtres d'accueil Médiation et action culturelle dans les établissements proposés par les partenaires	APPORT TECHNIQUE ET FINANCIER

	médiathèque			
Théâtre Sénart – Scène Nationale	Répétitions publiques Rencontre avec l'auteur Atelier d'écriture et de jeu avec des groupes de comédiens amateurs Rencontres auprès des publics lycéens, collégiens et associatifs (les établissements concernés seront confirmés par notre partenaire en sept 17)	Une semaine, novembre 17	Représentations publiques du spectacle dans le théâtre d'accueil Médiation et action culturelle dans les établissements proposés par le partenaire	APPORT TECHNIQUE ET FINANCIER
Théâtre Sénart – Scène Nationale	Chantier professionnel / création NUIT ITALIENNE Médiation et actions culturelles à définir avec le partenaire	A définir Saison 18/19 Saison 19/20	Présentation publique Et professionnelle	TECHNIQUE ET FINANCIER (A DEFINIR)
(95) L'Apostrophe/ L'Orange bleue Le Festival du Val d'Oise	Chantier professionnel / création GALOPS ET CARAMBOUILLES Actions de sensibilisation et de médiation à définir avec les partenaires	Saison 17/18 & Saison 20/21	Présentation publique et professionnelle	TECHNIQUE ET FINANCIER A DEFINIR

PROJETS DE CREATION :

ANTIGONE 82, théâtre de récit, 9 interprètes, création 2017

NUIT ITALIENNE Chantier professionnel et création: Le Théâtre-Sénart (77), l'un de nos partenaires en Ile de France (où nous présentons Antigone 82 en Novembre 17), était partant pour ce projet de création prévu en 2016, et reporté.

GALOPS ET CARAMBOUILLES de Jean-Paul Wenzel.
Nous souhaitons, avec ce chantier professionnel et cette création, poursuivre notre collaboration avec le Festival de théâtre du Val d'Oise (95) et notamment avec l'Apostrophe de Cergy-Pontoise, le Figuier Blanc d'Argenteuil et l'Orange Bleue d'Eaubonne chez qui nous allons présenter le spectacle Antigone 82 à l'automne 2017 et mener des actions envers les publics à cette occasion.

DIFFUSION :

Antigone 82 :
MC2 – Grenoble (Isère) 7 représentations les 6, 7, 13, 14, 17, 18, 19 octobre 2017
Coproduction + cessions - confirmées
Théâtre Saint Gervais – Genève (Suisse) 3 représentations les 10, 11,12 octobre 2017, cessions - confirmées
L'apostrophe, scène nationale de Cergy Pontoise (Val d'Oise) 3 représentations les 9 et 10 novembre (2 le 10 novembre dont 1 scolaire) cessions - confirmées
Théâtre Sénart, scène nationale (Val d'Oise) 2 représentations les 28 et 29 novembre 2017, cessions, confirmées
Théâtre d'Argenteuil (Val d'Oise) 1 représentation le 1er décembre 2017, cession, confirmée
Théâtre L'orange Bleue – Eaubonne (Val d'Oise) 1 représentation le 8 décembre 2017, cession, confirmée
Espace Lino Ventura – Garges-lès-Gonesse (Val d'Oise) 1 représentation, date à confirmer
TDB de Dijon, Centre Dramatique National (Côte d'Or) 4 représentations du 16 au 19 janvier 2018, cessions, confirmées
Théâtre du Soleil, La Cartoucherie (Paris) 10 représentations, mars/avril 18 à confirmer, coréalisation

Nombre total de représentations prévues : 32 .....
Nombre total de représentations prévues en Ile-de-France : 18.....

LIEUX ET EQUIPEMENTS PARTENAIRES DU PROJET EN ILE-DE-FRANCE
L'apostrophe, scène nationale de Cergy Pontoise, Val d'Oise (cession) – Espace Lino Ventura, Garges-lès-Gonesse, Val d'Oise (cession), Le Figuier blanc d'Argenteuil, Val d'Oise (cession), l'Orange bleue à Eaubonne, Val d'Oise (cession) Théâtre-Sénart, Val de Marne .....
Le festival théâtral du Val d'Oise (coproduction).....
Théâtre du Soleil, la Cartoucherie, Paris, coréalisation

LE CAS ECHEANT, PRINCIPAUX AUTRES LIEUX ET EQUIPEMENTS PARTENAIRES HORS ILE-DE-FRANCE
MC2 Grenoble (38), Théâtre Saint Gervais de Genève (Suisse), Théâtre Dijon Bourgogne/Centre Dramatique National

IV- Budget du projet en 2017 (HT)

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	175600	**ETAT**	40000
Salaires personnel artistique (bruts et charges)	92532	Drac Ile-de-France attribué X	40000
Salaires personnel technique (bruts et charges)	29568	Ministère de la Culture attribué □ / en cours □	
Décors, costumes, accessoires	12000	**COLLECTIVITES TERRITORIALES**	48000
Prestations		**Région Ile-de-France PAC (dans la limite de 40% du budget proposé)**	40000
Location matériel	2000	Région Ile-de-France autres	
Location salle	4500	Département Val d'Oise en cours X	8000
Transports, hébergements, restauration, défraiements	23000	EPCI	
Communication	2000	Commune 1, préciser :	
Résidences	10000	Commune 2, préciser :	
Autres, préciser :		**UNION EUROPEENNE**	0
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	8000	Préciser le dispositif : attribué □ / en cours □	
Salaires (bruts et charges)	5000	**EMPLOIS AIDES**	0

Achat action culturelle	1000	Préciser le dispositif :	
Résidences	2000	**AUTRES SUBVENTIONS**	
Autres (préciser)		**SOCIETES CIVILES**	25000
AUTRES DEPENSES	28400	Adami	15000
Part de charges de fonctionnement	5000	Sacem	
Salaires des personnels liés à la structure (bruts et charges)	22400	Spedidam	10000
Loyer annuel et charges locatives		Autres	
Fluides et combustibles		**PARTENAIRES PRIVES**	0
Affranchissements et téléphone	1000	Mécénat	
		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	99000
		Ventes de spectacle	41000
		Apports en coproduction	40000
		Transports et défraiements	18000
TOTAL	**212 000**	**TOTAL**	**212 000**

V - Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Dorénavant Compagnie est une équipe confirmée, animée par un auteur et metteur en scène, ancien directeur de CDN, qui met l'écriture dramatique et le récit au cœur de son travail.

Le projet de permanence artistique et culturelle proposé en 2014 par Dorénavant compagnie pour la troisième convention avec la Région était axé sur les projets de création et les chantiers professionnels de la compagnie et sur les actions de sensibilisation autour du théâtre et de l'écriture avec les publics, notamment les jeunes, ces projets étant prévus en collaboration avec plusieurs lieux franciliens dans le Val d'Oise et en Seine-et-Marne ainsi qu'avec le Théâtre du Soleil.

Le bilan des trois dernières années est contrasté. La compagnie est parvenue à créer et diffuser son ambitieux projet franco-bolivien « Les Egarés du Chaco » (projet créé avec de jeunes acteurs issus de l'Ecole nationale de théâtre de Bolivie) ; elle a poursuivi la diffusion de « Tout un homme » pour une troisième saison d'exploitation (86 représentations en 3 ans) et a continué ses chantiers professionnels, qui permettent de tester des créations à venir au cours de sessions de recherche.
Cependant, la compagnie a dû faire face à des difficultés avec le report de son projet de création « La Nuit italienne », prévu avec 13 comédiens et qui devait se réaliser à l'automne 2016. Ce report a été décidé suite à la défection de son principal partenaire de production, la MC2 de Grenoble, en raison de baisses budgétaires. Si la compagnie est parvenue à rebondir et à convaincre, en un temps record, ses partenaires de production pour un nouveau projet « Antigone 82 » qui verra le jour à l'automne 2017, ce décalage de projet a impacté son budget 2016, annulant toutes les recettes propres, faisant fléchir l'emploi et bien sûr le volume de diffusion.

Le projet présenté pour le renouvellement de la convention s'appuie sur un partenariat fort en diffusion dans le Val d'Oise, avec le Festival théâtral du Val d'Oise, coproducteur de la prochaine création, et plusieurs lieux du département (Argenteuil, Eaubonne, Garges-lès-Gonesse…) qui accueilleront le projet et avec lesquels des actions culturelles sont prévues notamment avec des lycéens. La Scène nationale de Sénart accueillera également la compagnie en diffusion et pour des actions avec les publics (ateliers d'écriture, sensibilisation…). La compagnie prévoit de poursuivre ses chantiers professionnels autour de nouveaux textes et de maintenir ses interventions en termes de transmission auprès d'artistes en devenir, dans le cadre des écoles de théâtre, ou encore dans le cadre des chantiers.

VI - Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.

Elle a rendu un avis défavorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle et propose une sortie du dispositif, au regard du manque de partenariats d'implantation de la compagnie en Ile-de-France.

Cette sortie de l'aide à la permanence artistique et culturelle fait l'objet d'une convention annuelle, assortie d'une aide régionale révisée à la baisse de 28 000 € sur une base subventionnable de 200 000 €, correspondant au budget prévisionnel proposé, déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 117 000 € et correspond au budget proposé.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	19 600,00 €
2018	8 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
	Montant total	120 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002771

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ENSEMBLE INSTRUM TM PLUS - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	207 877,00 €	21,65 %	45 000,00 €
	Montant Total de la subvention		45 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENSEMBLE INSTRUM TM PLUS
Adresse administrative : 8 RUE DES ANCIENNES MAIRIES
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe MERCIER, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 33967112500054

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 mai 2017 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP16-177)

I- Présentation du bénéficiaire

TM+ est un ensemble musical contemporain à géométrie variable, dirigé par Laurent Cuniot, en résidence depuis 1996 à la Maison de la Musique de Nanterre (92), axé sur la musique des XXème et XXIème siècles, avec des incursions dans un répertoire plus ancien.

La structure a pour objectif de présenter des créations contemporaines tout en continuant à valoriser les musiques du passé et en proposant une écoute renouvelée à travers des programmes originaux. Quand cela lui est possible,

l'Ensemble TM+ s'efforce de tendre à la forme orchestrale avec quinze à vingt musiciens. Sans cela, la majorité des concerts se situe aux environs de dix musiciens. L'Ensemble propose des concerts (œuvres de Harvey, Aperghis, Cavanna, Boulez, Rosing-Show, Alexandros Markeas…) et des spectacles pluridisciplinaires : *Les quatre jumelles*, *Des pétales dans la bouche*, *Histoire du soldat, Citoyenne insolente, Ypokosmos, La Haine de la musique, La petite renarde rusée, Counter Phrases, Votre Faust* (opéra participatif de Pousseur et Butor). L'ensemble diffuse une trentaine de spectacles par an, créations et reprises, dont quatre à huit représentations chaque année à la Maison de la Musique de Nanterre. Les autres lieux de diffusion se trouvent en Ile-de-France (L'Athénée, le CDN de Montreuil, Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines, conservatoires), au national (réseau des scènes nationales, maisons d'opéra, théâtres de ville) et à l'international (Mexique, Etats-Unis)… L'ensemble développe de nombreux projets d'action artistique et culturelle, à Nanterre, dans les Hauts-de-Seine et avec d'autres partenaires en Ile-de-France, notamment quelques projets participatifs au long court (*Symphonie Ville, Désarmés*…).

TM+ est soutenu par la DRAC dans le cadre d'une convention triennale, par le Département des Hauts-de-Seine, la Ville de Nanterre et la Région Ile-de-France au titre de la Permanence artistique et culturelle. En janvier 2016, la Direction générale de la création artistique, Ministère de la Culture et de la Communication, attribue le label CERNI (Compagnie et ensemble à rayonnement national et international) à l'Ensemble TM+.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

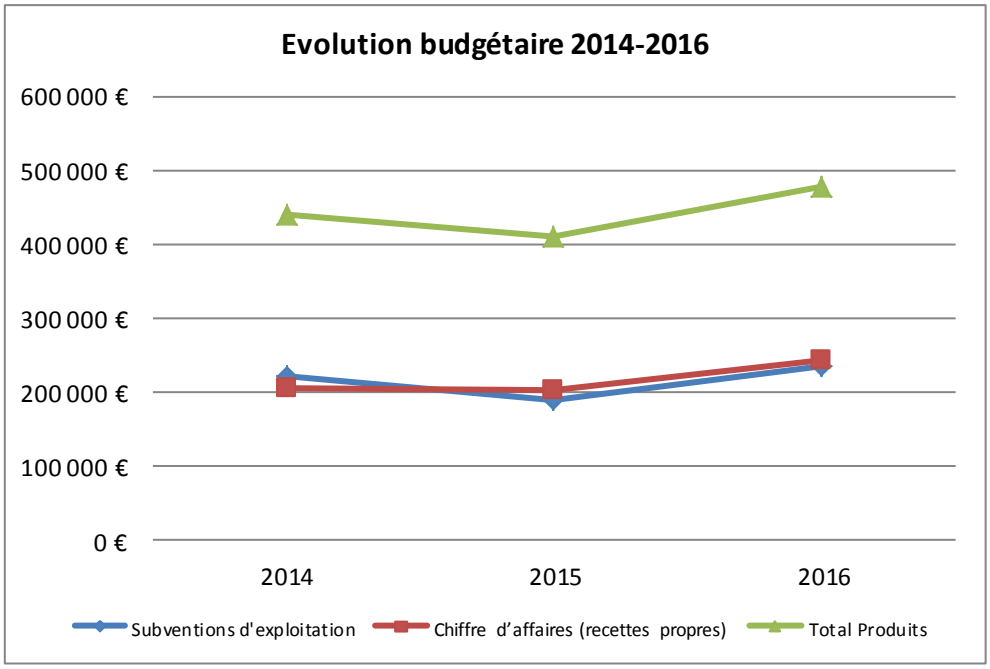
	2014	**%**	**2015**	**2016**	**%**
DRAC	77 200	*39%*	77 200	100 000	*43%*
Département 92	14 107	*7%*	20 000	20 000	*9%*
Ville de Nanterre*	12 000	*6%*	12 000	12 000	*5%*
Spedidam / Sacem / Mécénat	56 500	*29%*	40 000	49 000	*21%*
Région - PAC	38 000	*19%*	38 000	38 000	*16%*
Région - Autres	0	*0%*	0	0	*0%*
Région - Emploi tremplin	0	*0%*	3 750	15 000	*6%*
SOUS-TOTAL REGION	38 000	19%	41 750	53 000	23%
TOTAL SUBVENTIONS	**197 807**	**100%**	**190 950**	**234 000**	100%

Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

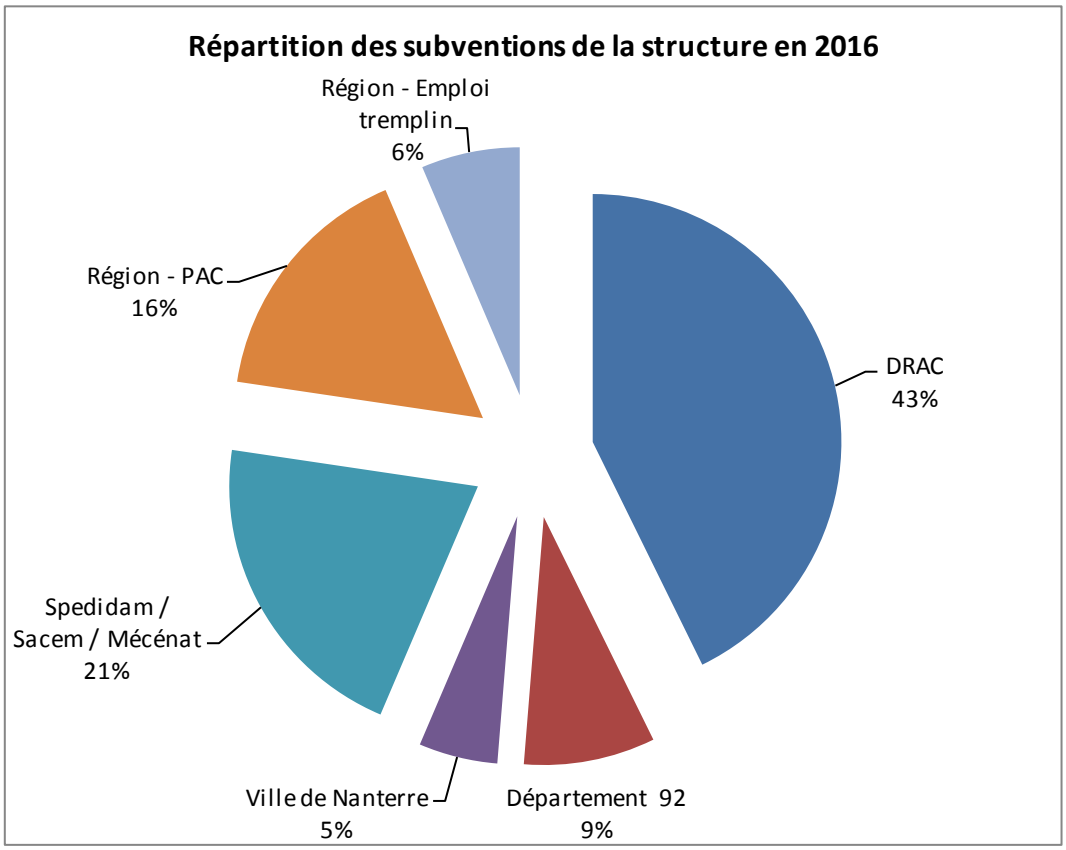
	2014	**%**	**2015**	***2016***	**%**
Subventions d'exploitation	222 086	*51%*	189 200	*234 000*	*49%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	204 622	*47%*	202 865	*242 881*	*51%*
Total produits	439 620	100%	409 834	*476 881*	100%

*hors apports de la Ville de Nanterre en nature valorisés à 85 680 € (bureaux, salles, plateaux…) et en achat de concerts et spectacles à l'Ensemble TM + pour la saison à la Maison de la Musique sous forme de contrats de cession (58 000 €) en 2015

Graphique 1 : évolution budgétaire 2014-2015-2016 (prev)



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2016



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale	350 353	344 422	347 691
Nombre d'heure intermittence (artistes et techniciens)	8 503	9 040	7 790

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	2014	2015	2016
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	4	6	7
Nombre de spectacles diffusés au total	9	11	7
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	36	19	29
Nombre de lieux concernés par les tournées	29	12	16
Nombre de spectateurs	6003	2976	9870
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Lieux partenaires de résidence*		-résidence de diffusion ONDA avec la scène nationale de Mâcon Saison 14-15 : diffusion Conservatoire de Sarcelles, dans le cadre d'une convention partenariale avec le Département du Val d'Oise	- résidence Avec le CRR d'Aubervilliers -résidence avec le CDN de Montreuil dans le cadre d'une résidence SDAT portée par le CDN, résidences en collèges et lycées autour de *Faust* nov déc 2016

III- Projet rédigé par le bénéficiaire pour la convention PAC 2017-2020

30 ans d'existence dont 20 ans de résidence à Nanterre : une longévité construite sur une nécessité, un désir partagé, une écoute permanente entre les partenaires, une réinvention constante des modèles.

Si l'ensemble a cherché à **s'inscrire dans une ville**, c'est parce que **le projet artistique de TM+ interroge en permanence le lien entre l'artiste et les publics** avec ce que cela implique d'imagination renouvelée dans les propositions artistiques et l'action culturelle. La transmission, l'ouverture, la confrontation… font partie du patrimoine génétique de TM+ et sont le résultat d'une conviction profonde

de son directeur musical : celle qu'il n'y a pas de territoires réservés pour la création musicale. Un ensemble « hors sol » aurait tout simplement été dénué de sens.

L'ouverture c'est d'abord **l'ouverture sur les répertoires, les différentes formes de musique, les autres disciplines artistiques**… Depuis son installation à la Maison de la Musique, TM+ a imaginé des projets aussi divers que des concerts-rencontres dans les quartiers, du théâtre musical, de l'opéra, des spectacles de danse et musique, des ciné-concerts, des concerts pédagogiques avec des amateurs, des voyages de l'écoute… Tant de formats qui à chaque fois tentent de **renouveler l'écoute,** la curiosité. Ces programmes sont pensés en dialogue avec les lignes artistiques successives de la Maison de la musique de Nanterre, dans un enrichissement mutuel, qui permet de faire émerger des formats originaux.

L'ouverture, la transmission, la confrontation, cela se traduit pour chaque projet par une interrogation sur **la place du public : inventer des parcours d'écoute, provoquer des rencontres, nourrir le lien** à travers des partenariats sans cesse renouvelés. Ce sont ainsi des centaines de jeunes, d'étudiants, d'élèves de conservatoires, de publics reclus (patients, personnes âgées, détenus…) de Nanterre, des Hauts-de-Seine puis de toute l'Ile-de-France qui chaque année bénéficient de parcours d'accompagnement au spectacle, avant de se confronter au concert.

Accueillir l'autre passe aussi par le **lien entre amateurs et professionnels**. De très nombreux projets voient le jour chaque année, permettant à des amateurs de tous ordres de s'embarquer dans l'aventure de la création avec TM+. Que ce soit dans le cadre de projets de créations pédagogiques avec des classes de conservatoires, d'invitation de chœurs amateurs à participer à des créations de TM+, ou enfin du projet fédérateur biennal *Symphonie Villes*… TM+ n'a de cesse de puiser sa verve créatrice dans son territoire d'implantation. Amateurs de steel band, de percussions africaines, de gamelan, fanfare municipale, classes de collège ou d'orchestre à l'école, conservatoires … toutes ces formations aussi diverses qu'hétérogènes se retrouvent tous les 2 ans aux côtés des musiciens de TM+ dans une aventure musicale intergénérationnelle, interculturelles à l'image de la diversité des territoires.

Aujourd'hui, suite à une expérience de collecte de paroles d'auditeurs dans le cadre de la création *Anatomie de l'écoute* avec Grand Magasin, l'ensemble travaille en lien avec la Maison de la Musique sur la mise en place **d'actions plus participatives, fondées sur la collecte musicale**. Seul un temps et un lieu de résidence peuvent permettre à ce type de projets de trouver leur spécificité et leur maturité, sans jamais sacrifier à l'exigence artistique.

Une relation de longue date, cela permet aussi de s'appuyer sur la solidité du partenariat pour irriguer tout le département, et toute la région, en profondeur, **tisser des liens de longue durée avec des partenaires en toute confiance, prendre des risques, qu'ils soient artistiques, financiers, ou dans le rapport au public.** Ces espaces de recherche, d'expérimentation parfois, sont inestimables et sont le fait de cet enracinement. C'est aussi grâce à cette solidité qu'il est possible de se projeter, de voir toujours plus loin, d'inventer… Ensemble.

Stratégie pour les 4 prochaines années

L'ensemble TM+ s'est vu attribuer le titre de CERNI (Compagnie et Ensemble à Rayonnement National et International) par la DGCA depuis le 1er janvier 2016. L'ensemble a toujours été présent au niveau national (festivals, lieux dédiés à la musique, scènes nationales …) et régulièrement invité par des festivals et théâtres à l'étranger. Au-delà de son ancrage territorial qui reste fondamental, TM+ mettra un accent particulier dans les prochaines années sur l'international.

- **La création**

➢ Etre un **acteur repéré et incontournable de la création transdisciplinaire**

- **Valoriser la notion de répertoire contemporain,** en reprenant des œuvres majeures du répertoire comme *La Petite Renarde rusée* (1924) de Janacek, *Votre Faust* de Henri Pousseur / Michel Butor (1969).
- faire émerger de **jeunes compositeurs** notamment étrangers, tout en conservant ses liens privilégiés avec nos compagnons de route.
- aider à la **professionnalisation des jeunes (**compositeurs et musiciens) à travers des liens nourris avec des écoles supérieures, pôle supérieurs, CRR.
- Œuvrer auprès des **orchestres en région** pour **diffuser la musique contemporaine,** dans le sillon de *Counter Phrases* y compris avec l'ONDIF.

- **La production**

- **renforcer le positionnement** de TM+ comme **producteur de formes scéniques** (en tant que producteur délégué) auprès des partenaires artistiques et s**'associer à des structures de production nationales et internationales** type opéras, CDN, CCN, festivals internationaux.
- **doubler la marge artistique** permettant de produire des formats ambitieux et multiples

- **La diffusion**

- maintenir le niveau de diffusion à environ **25 à 30 concerts par saison**
- Renforcer la présence de TM+ dans les **scènes généralistes, les scènes nationales, les théâtres de ville**
- S'appuyer sur la nouvelle dynamique de compagnie nationale (CERNI) pour **percer le réseau international**

- **La résidence à la Maison de la Musique et à Nanterre**

Poursuivre l'étroite et précieuse collaboration avec la Maison de la Musique de Nanterre, lieu d'ancrage de l'ensemble depuis 20 ans, véritable assise pour TM+, fabrique de toutes les créations, lieu d'expérimentations, d'innovation et de production, de réflexion, indissociable du projet de TM+ et qui lui donne son originalité.

- **Concevoir des saisons en étroite collaboration** avec le directeur artistique, avec un certain nombre de projets pensés ensemble (comme ce fut le cas sur *Counter Phrases*, et comme cela le sera autour de la création de Benjamin de la Fuente par exemple).
- Réfléchir ensemble aux **créations fédérant des professionnels et des habitants du territoire** : à l'issue du projet *Symphonie ville,* travailler sur le concept de « Ville En Chanter » de la Maison de la musique (cf le projet *Désarmés* avec des lycéens en mai 2018), mais aussi s'insérer dans le projet de festival francilien de créations musicales impliquant des adolescents, imaginé par Marc Olivier Dupin, etc…
- Développer le **partenariat de résidence en lycée** que la Maison de la Musique commence à mettre en place avec le lycée Joliot-Curie de Nanterre.

- **Les actions de médiation**

- **Favoriser le lien amateurs / professionnels** dans un souci de dynamisation de la vie musicale locale départementale et régionale et de création de passerelles entre monde professionnel et amateur.
- Mettre en œuvre **un programme territorial participatif,** à la suite des 3 éditions biennales de Symphonie ville. Ce projet sur plusieurs années est à l'étude pour 2018-2019. Il serait organisé autour d'un principe de collecte, de témoignages, qui donnerait lieu à une création (à l'image

de l'encyclopédie de la parole de Joris Lacoste). Projet en lien avec les orientations de la Maison de la Musique de Nanterre.

- **Préparer les publics de demain** à travers tout le travail de médiation mis en œuvre sur Nanterre et les Hauts-de-Seine ainsi que l'Ile-de-France, en direction des scolaires, des publics spécialisés (étudiants, élèves de conservatoires…) et des publics éloignés de la culture.

Créations ou reprises en cours pour 2017-2020

- **saison 2018-2019 : reprises**

- **reprise de *Counter Phrases*** avec l'orchestre de Loraine (tournée envisagée en IDf) (automne 2018) *(projet suspendu à la nomination du nouveau directeur musical)*
- **Nouvelle collaboration avec l'ensemble Tambuco** au Mexique sur un projet arts numériques (en cours)
- **reprise de *Votre Faust*** en cours de prospection (Besançon, Seine Musicale, st Quentin-en-Yvelines, Belgique…)
- **reprise de *La Petite Renarde Rusée*** en cours de prospection suite à la reprise très applaudie à l'Athénée en mars 2017 (Perpignan, Tarbes, St Etienne, Avignon, …)

- **saison 2018-2019 : créations**

- **1 à 2 *Voyages de l'écoute.***
- **1 création du compositeur Benjamin de la Fuente**, compositeur en résidence à la maison de la musique de Nanterre, ancien élève de Laurent Cuniot, avec lequel Laurent Cuniot entretient des liens forts ;
  Création décembre 2018 : ***The Other (in)Side*** est un projet musical pour 7 musiciens et électronique, entre la performance, l'installation et le théâtre. C'est avant tout une "expérience d'écoute" à caractère immersif. Le public sera entouré d'une dizaine de haut-parleurs et chaque spectateur aura aussi à sa disposition un casque audio utile pour certaines séquences du spectacle. Grâce aux diverses sources de diffusions de son, le public basculera dans un jeu d'écoute dans l'alternance entre distance et proximité, entre extériorité et intériorité, entre l'ostensible et le secret.
- **1 projet chorégraphique** (à déterminer, plusieurs collaborations envisagées)
- **1 à 3 *Voyages de l'écoute.***

- **saison 2019-2020**

- 1 **création jeune public avec le metteur en scène et comédien Pierre Meunier** pour hautbois, violoncelle, comédienne (en cours de conception et de production). Pas de lieux partenaires encore définis.
- **1 opéra de Daniel D'Adamo.** Projet en cours de construction, avec un partenaire potentiel coproducteur et co-porteur du projet : la MC2 de Grenoble.
- **1 à 2 *Voyages de l'écoute.***

PROJET ARTISTIQUE

RESIDENCES PREVUES

NOM DES LIEUX D'ACCUEIL	TYPE DE RESIDENCE	DUREE DE LA RESIDENCE	CONDITIONS D'ACCUEIL	MODALITES D'ACCOMPAGNEMENT DU LIEU
Maison de la Musique de Nanterre	Résidence d'implantation Depuis 1996	Conventions triennales renouvelables	Une saison de 4 à 8 concerts (entre 3 et 4 projets, avec 1 ou 2 représentations) présentés dans la grande salle et l'auditorium	58 000 € de cessions annuelles Mise a disposition des salles de repetition et des equipes techniques
CRR d'Aubervilliers	Résidence départementale dans le cadre du dispositif MEEPA du dpt de Seine St Denis	Une saison	Présentation d' un ou deux Concerts dans l'auditorium (*les Rayures du zèbre* (projet contemporain /jazz) + 1 créa pédagogique), master classes pour les étudiants, accompagnement des étudiants en concert ;	Dispositif mepaa (2600 €) Mise a disposition de salles et d'instruments
CRD de Gennevilliers	Résidence d'ensemble (sur 2 saisons)	16-17 17-18	diffusion de *Ypokosmos* en avril 2017 avec travail avec les chœurs de Gennevilliers Un concert pédagogique avec les élèves du conservatoire dirigés par Laurent Cuniot	Cession des concerts (14 500 € pour ypokosmos en 2017, a determiner en fonction du programme en 2018) Mise a disposition des espaces de repetition et instruments
CRR de Rueil-Malmaison	Résidence croisée de compositeur et TM+	Dans le cadre de l'accueil d'Alexandros Markeas en résidence, en lien avec le cours de composition de Laurent Cuniot, conception d'un programme sur 2ans pour les élèves, avec liens Tm+ (en cours de conception)		Pas de transaction financiere. Mise a disposition des espaces et instruments.

PROJETS DE CREATION :

De mai 2017 à mai 2018 :
***Symphonie Villes*, création le 31 mai 2017 à la Maison de la Musique de Nanterre**
« Faire vibrer la ville à l'unisson de la création musicale »

Sous l'impulsion de Ville de Nanterre, TM+ s'est lancé en 2012 dans un grand projet fédérateur impliquant les forces vives de la ville. Ainsi est né *Symphonie Ville*. Programme biennal de création, d'envergure, construit sur 3 sessions, cet événement mobilise de nombreuses ressources musicales du territoire et embarque les amateurs dans une aventure sur toute une saison. Confiée à chaque fois à un compositeur vivant, le projet est unique, écrit pour des nomenclatures on ne peut plus atypiques. *Symphonie Ville* est une aventure musicale exceptionnelle où se rencontrent musiciens professionnels, instrumentistes amateurs, apprentis en devenir, seniors et juniors, voix nouvelles, cultures d'aujourd'hui et sonorités d'ailleurs.
Pour la dernière édition, Alexandros Markeas et Régis Campo, deux compositeurs habitués aux projets pédagogiques avec TM+, composeront pour le steel band de Nanterre, le gamelan (percussions indonésiennes) de l'université de Nanterre, et la classe orchestre à l'école de Rueil-Malmaison (50 élèves). 80 amateurs sur scène encadrés par 5 musiciens de TM+ et dirigés par Laurent Cuniot.

***Les rayures du zèbre*, création le 10 novembre 2017 à la Maison de la Musique de Nanterre**
En co-création avec PRINT ensemble de jazz dirigé par le saxophoniste et compositeur Sylvain Cathala, TM+ propose un concert entre jazz et musique contemporaine, pour une rencontre, une expérimentation, un dialogue et une confrontation entre deux univers. Pour cette pièce où les musiciens vont être déplacés dans leurs pratiques, ceux de TM+ amenés vers l'improvisation et ceux de PRINT dirigés par un chef, deux compositeurs ont été sollicités : Sylvain Cathala bien sûr et Alexandros Markeas, complice de l'ensemble et habitué aux chemins de traverses. Une aventure inédite pour TM+ !
Musique Alexandros Markeas et Sylvain Cathala - Direction musicale Laurent Cuniot - 10 musiciens (5 PRINT 5 TM+)
Coproduction TM+ maison de la musique

***Rouge Mineur, Voyage de l'écoute* les 1er et 3 février 2018 à la Maison de la Musique de Nanterre**
2 commandes pour ce voyage de l'écoute, à Laurent Cuniot (sur des poèmes d'Emmanuel Hocquart) et Robin De Raaff, compositeur flamand rencontré à la suite de la reprise *Counter Phrases*, (sur des poèmes du début du siècle de l'Américain Hart Crane). Sur une thématique musique et poésie.
Musique Mozart, Debussy, Laurent Cuniot, Alban Berg, Robin De Raaf, Olivier Messiaen
Direction musicale Marc Desmons - 5 musiciens, 1 chanteuse - Coproduction TM+ maison de la musique

***Pantomime* création le 10 mars 2018 à la Maison de la Musique de Nanterre**
Geste, son, lumière, la nouvelle création de TM+ s'intéresse à la mise en scène du concert. A partir d'une proposition originale du compositeur brésilien Januibe Tejera auquel l'ensemble a déjà commandé une pièce pour le Festival Présences 2015, l'ensemble entame une nouvelle expérience entre théâtralité et musique, entre musique instrumentale et électronique, entre musique et lumière. Conçu pour une formation originale (septuor de vents et accordéon solo), ce concert tout en évoquant les réminiscences de carnaval de son enfance nous emmènera dans un univers onirique.
Musique Januibe Tejera (Commande de l'Ircam) Francesca Verunelli, Gyorgy Ligeti
Direction musicale Laurent Cuniot - Conception lumière/vidéo Claudio Cavallari - 9 musiciens - coproduction Ircam, TM+, Maison de la Musique

DIFFUSION :

De mai 2017 à mai 2018 :
***Les rayures du zèbre*, création le 10 novembre 2017 à la Maison de la Musique de Nanterre**
Reprise à Radio France le 5 février 2018 (sous réserve) dans la programmation jazz
Reprise au CRR d'Aubervilliers (dans le cadre d'une résidence de l'ensemble autour de ce projet) : date en cours.
Reprise à Châlons-sur Saône en juin 2018 (date en cours)

13 novembre 2017 : Reprise *Anatomie de l'écoute,* Saintes

Tournée en Iran, festival de Téhéran et de Chiraz début janvier 2018 (3 dates)
Programme en cours de finalisation autour du compositeur iranien Saeed Khavarnejad, et les compositeurs français Régis Campo et André Dalbavie.

6 musiciens direction Laurent Cuniot
Coproduction TM+, Ambassade de France à Téhéran, Institut français (en cours)

Rouge Mineur, Voyage de l'écoute les 1er et 3 février 2018 à la Maison de la Musique de Nanterre
Option de reprise dans un format allégé à la Maison de la Poésie à Paris, avec un comédien sur la thématique musique et poésie.

Février, juin (dates à caler) : TM+ au musée de la chasse et de la nature
Après une déambulation musicale dans les collections, assurée par notre hautboïste Jean-Pierre Arnaud en lien avec *la Petite Renarde rusée* à l'Athénée en mars 2017, un programme de concerts légers, en salle ou en déambulation se met en place. Précisions courant juin : 2 concerts.

***Pantomime* création le 10 mars 2018 à la Maison de la Musique de Nanterre**
Reprise au Festival Archipel de Genève (mars 2018), au festival Les Musiques à Marseille (mai 2018) et au Centre des arts d'Enghien-les-Bains (en 2018-2019, en lien avec une résidence du vidéaste Claudio Cavallari à Enghien).

Ypokosmos, reprise d'une création 2014, commande du festival d'Ile-de-France, projet de territoire avec des chœurs amateurs adultes, autour du rebetiko ; 5ème reprise depuis la création (après Nanterre, Argenteuil, Mâcon, Metz) 28 mars 2018, Théâtre de Vitry-sur-Seine ;

Création pédagogique au CRD de Gennevilliers avril 2018 (programme en cours)
+ reprise **de *Anatomie de l'écoute***

Création pédagogique au CRR d'Aubervilliers avril 2018 (programme en cours)

Désarmés : reprise de la création d'Alexandros Markeas, dans une mise en scène de Sylvain Maurice, pour 3 musiciens de TM+, 2 chanteurs lyrique, et 3 chœurs de lycéens (St Germain en Laye, Rueil-Malmaison, Paris 20…)
2 mai 2018 à la Maison de la Musique de Nanterre

Concert-conférences « mon histoire de la musique » par Laurent Cuniot : en 2017/2018, TM+ invente un format original de 4 concerts conférences à destination de tous les publics, qui aborderont les grandes étapes de l'histoire de la musique (la polyphonie, le rythme, l'harmonie etc…), avec 1 ou 2 musiciens, des transcriptions, des enregistrements : 1h15 en présence de Laurent Cuniot pour un voyage initiatique qui part de la parole du compositeur.
L'objectif de TM+ est de pouvoir doubler chacune de ces conférences musicales dans un lieu parisien. Elles pourront être développées la saison suivante. Elles seront toutes enregistrées.

Nombre total de représentations prévues sur 17-18 (au 13/04/2017) : 24
Nombre total de représentations prévues en Ile-de-France : 17

LIEUX ET EQUIPEMENTS PARTENAIRES DU PROJET EN ILE-DE-FRANCE

Ville de Nanterre, dans le cadre d'une convention triennale (prochain renouvellement en oct 2017) avec résidence à la Maison de la Musique, scène conventionnée musique par la DRAC et le Département, dont la moitié de l'aide est redirigée sur la résidence de TM+.
Fléchage des subventions :
- Les actions de sensibilisation en lien avec la saison musique et danse
- En lien avec le Conservatoire de musique et de danse une création chaque année mêlant musiciens professionnels et amateurs.
- Un grand projet musical fédérateur biennal.
- une saison de concerts et spectacles à la Maison de la Musique (Sous forme de cession de concerts).
Dans le cadre du conventionnement musique de la MMN, de la DRAC et du CD 92.

- aide en nature en plus de la subvention (mise à disposition de bureaux, services divers (courrier, téléphone, internet, photocopies…), mise à disposition de salles de répétitions ;

Département des Hauts de Seine, dans le cadre d'une convention triennale (renouvellement début 2018)
Fléchage des subventions :
- Poursuivre la mise en place d'une politique au service de tous les publics des Hauts-de-Seine, dont les plus éloignés de la Culture.
- Poursuivre la mise en place de partenariats au service de l'ouverture et du rayonnement de l'ensemble.
- Structurer l'activité musicale du Département.
- En lien avec la Saison musique et danse : une offre musicale régulière et de haut niveau.

IV- Budget du projet en 2017 (HT)

BUDGET PREVISIONNEL 2017 - PAC EQUIPES ARTISTIQUES			
NOM DU LIEU DE LA STRUCTURE : TM+			
DEPENSES	**€ HT**	**RECETTES**	**€ HT**
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	170608	**ETAT**	34000
Salaires personnel artistique (bruts et charges)	124871	Drac Ile-de-France *(1/4)* attribué □ / en cours □	25000
Salaires personnel technique (bruts et charges)		Ministère de la Culture *(DICREAM)* attribué □ / en cours □	9000
Droits d'auteur *(commandes aux compositeurs)*	36000	Autres Ministères, préciser : attribué □ / en cours □	
Décors, costumes, accessoires	4000	**COLLECTIVITES TERRITORIALES**	58000
Prestations (enregistrements et captations)	2517	**Région Ile-de-France PAC (dans la limite de 40% du budget proposé)**	**50000**
Location matériel *(partitions et instruments)*	2900	Région Ile-de-France autres Préciser le dispositif: attribué □ / en cours □	
Location salle		Département, préciser : *CD92 (1/4)* attribué □ / en cours □	5000
Transports, hébergements, restauration, défraiements	320	EPCI - Communautés de communes - Agglomération, Etablissement public territorial, préciser : attribué □ / en cours □	
Communication		Commune 1, préciser : *Nanterre (1/4)* attribué □ / en cours □	3000
Résidences		Commune 2, préciser : attribué □ / en cours □	
Autres, préciser :		**UNION EUROPEENNE**	0
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	14077	Préciser le dispositif : attribué □ / en cours □	
Salaires (bruts et charges)	14077	**EMPLOIS AIDES**	0
Achat action culturelle		Préciser le dispositif :	
Résidences		**AUTRES SUBVENTIONS** (Arcadi, Cnv…) Préciser *dispositifs publics d'action culturelle*	7677

Autres (préciser)		**SOCIETES CIVILES**	12000
AUTRES DEPENSES	28192	Adami	
Part de charges de fonctionnement	25974	Sacem *(1/4)*	5000
Salaires des personnels liés à la structure (bruts et charges) *(1/4 de la masse salariale des 2 cadres)*		Spedidam *(1/4)*	7000
Loyer annuel et charges locatives		Autres	
Fluides et combustibles		**PARTENAIRES PRIVES**	0
Affranchissements et téléphone		Mécénat	
Autres, préciser :		Sponsors	
*2 stagiaires * 2 mois * 454 €*	2218	Autres partenariats privés, préciser :	
		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	101200
		Billetterie	
		Ventes de spectacle	101200
		Apports en coproduction	
		Résidences	
		Prestations de service	
		Autres, préciser :	
TOTAL	**212877**	**TOTAL**	**212877**
APPORTS EN VALORISATION			
APPORT EN VALORISATION		**APPORT EN VALORISATION**	
Mise à disposition de locaux (Nanterre)	12000	Apport financeur 1	12000
Mise à disposition de personnel		Apport financeur 2	
Autres valorisation (préciser) : Nanterre / salles de répétitions, plateaux en ordre de marche, frais de communication, services administratifs	73 680	Apport financeur 3	73680
TOTAL VALORISATIONS	**85680**	**TOTAL VALORISATIONS**	**85680**

IV- Analyse du bilan et du projet

L'Ensemble TM + présente un bilan très positif des trois années écoulées. Le précédent renouvellement de convention de l'Ensemble en avril 2014 avait donné lieu à une augmentation de 6000 € faisant passer l'aide régionale de 32 à 38 000 euros dans le but de consolider l'emploi permanent. L'objectif était notamment de faire face au développement de l'activité.

Les objectifs ont été atteints puisque avec un permanent en plus au sein de l'équipe, l'activité s'est développée dans tous les secteurs. La grande majorité des indicateurs a augmenté entre 2014 et 2016. La création passe de 4 à 7 propositions de formes variées (concerts, formes pluridisciplinaires, ciné-

concerts, formes légères ou plus lourdes…) avec notamment deux opéras de chambre en 2016 : « La petite renarde rusée » de Leos Janacek, mis en scène par Louise Moaty, produite par l'Arcal en coproduction avec TM + et « Votre Faust », un opéra participatif d'Henri Pousseur et Michel Butor, mis en scène par Aliénor Dauchez, également coproduit par TM+. En 2016, TM + a aussi créé une nouvelle version de « Counter Phrases », reprise à la Philharmonie de Paris. La diffusion moyenne progresse, passant de 28 représentations par an contre 25 représentations en moyenne lors de la convention 2011-2014. La fréquentation augmente elle aussi pour atteindre 9 870 spectateurs. Le budget est également en progression pendant la période avec une augmentation de 5 % des subventions entre 2014 et 2016, l'Ensemble accédant notamment au label « Compagnie à rayonnement national et international » en 2016 (portant l'aide de l'Etat à 100 000 euros) tandis que le département des Hauts-de-Seine a aussi augmenté son aide en 2015. Les recettes propres progressent quant à elles de 19%, en lien avec l'augmentation de la diffusion, en Ile-de-France et au national.

Ce bilan positif s'appuie sur de nombreux partenariats en Ile-de-France : avec la Maison de la Musique de Nanterre en premier lieu qui accueille l'équipe TM + en résidence depuis 20 ans et avec laquelle l'Ensemble est en étroite collaboration sur de nombreux volets de son activité, mais aussi avec la Philharmonie de Paris, l'Arcal, l'IRCAM, le CDN de Montreuil, Radio France, l'Onde, la Ferme du Buisson ou la Scène nationale de Saint-Quentin-en-Yvelines. Le projet proposé par l'Ensemble TM + s'inscrit dans la continuité, ancré dans les Hauts-de-Seine à Nanterre et présent sur plusieurs villes du département, avec des perspectives autour de la Seine musicale en fonction de la place que pourrait occuper la musique contemporaine dans ce projet. TM + demeure par ailleurs très présent en termes de partenariats et de diffusion dans toute l'Ile-de-France.

IV- Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques indépendantes pour un montant d'aide revalorisé.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable globale s'élève à 207 877 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	26 600,00 €
2018	11 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	38 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	38 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	38 000,00 €
	Montant total	114 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002772

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : GROUPE CLARA SCOTCH - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	142 830,00 €	35,01 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GROUPE CLARA SCOTCH
Adresse administrative : 7 RUE DEJEAN
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : PIERRE SORIGNET, Président

N° SIRET : 38847030400055

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 mai 2017 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP16-177)

Description :

I- Présentation du bénéficiaire

Le Groupe Clara Scotch est dirigé par Philipe Jamet, chorégraphe et réalisateur, formé au Merce Cunningham Studio à New York et au CNDC d'Angers et qui a été interprète auprès de nombreux chorégraphes. Avec ses « Portraits Dansés » qu'il réalise de par le monde, Philippe Jamet mène un travail artistique singulier dans le paysage chorégraphique, basé sur une collecte vidéo de témoignages

d'habitants (paroles, gestes, mouvements, chansons…), cherchant à « capter la vie ». Les Portraits proposent un parcours mêlant intimement danse et vidéo et se composent d'un film et d'une pièce chorégraphique interprétée par des danseurs professionnels et écrite par le chorégraphe à partir des vidéos et des thèmes abordés.
En Ile-de-France, la compagnie travaille avec des partenaires fidèles tels que la Maison des métallos, le Théâtre national de Chaillot, la MC 93, la scène nationale de Sénart, La Briquèterie, l'Atelier de Paris.
La compagnie bénéficie du soutien de la DRAC Ile-de-France et de celui de la Région Ile-de-France.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

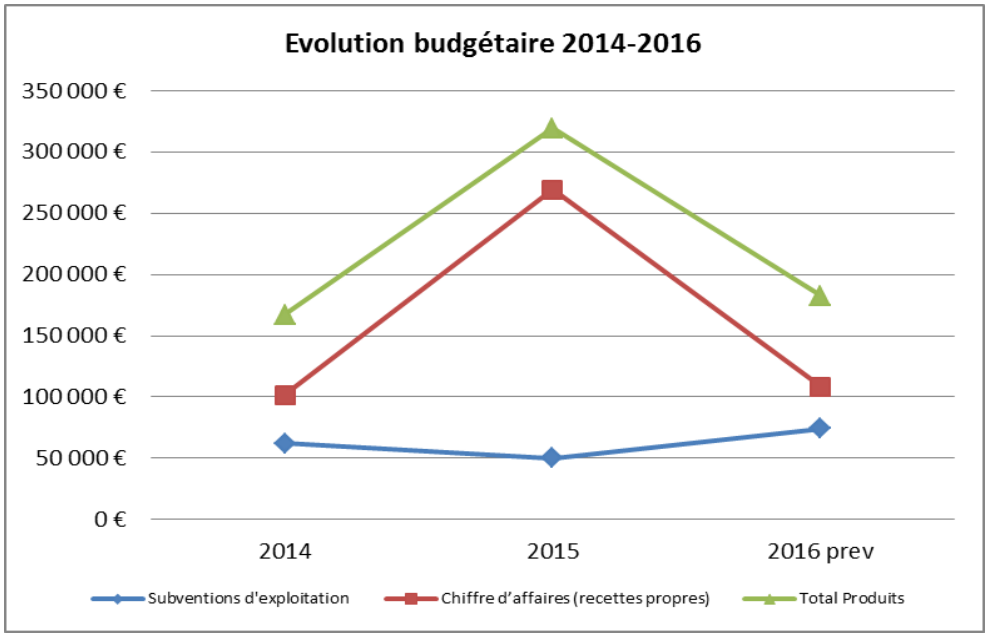
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2014	**%**	**2015**	**2016**	**%**
DRAC	12 000	*19%*	7 500	7 500	*10%*
Conseil départemental 91				6 500	*9%*
Ville de Paris				10 000	*14%*
Région - PAC	50 000	*81%*	50 000	50 000	*68%*
TOTAL SUBVENTIONS	**62 000**	**100%**	**57 500**	**74 000**	100%

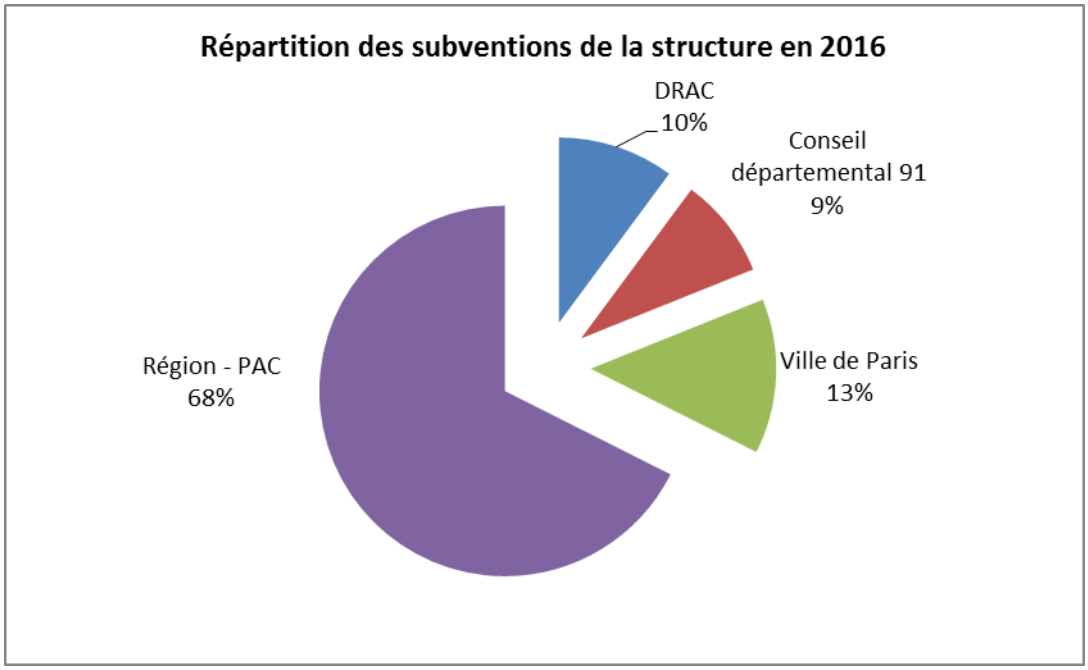
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2014	**%**	**2015**	***2016 prev***	**%**
Subventions d'exploitation	62 000	*37%*	50 000	*74 000*	*41%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	101 451	*61%*	269 138	*108 610*	*59%*
Total produits	166 999	100%	319 423	*182 610*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2014-2015-2016 (prev)



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2016



2) Evolution de l'emploi

	2014	2015	2016
Masse salariale totale en €	92 400	191 550	140 915
Nombre d'heure intermittence (artistes et techniciens)	1 718	5 536	3 186

3) Evolution de l'activité

Années	**2014**	**2015**	**2016**
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	1	1	1
Nombre de spectacles diffusés au total	2	2	2
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	13	18	18
Nombre de lieux concernés par les tournées	3	7	8
Nombre de spectateurs	4000	6000	6000
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Lieux partenaires de résidence*	**6** 14 jrs au Théâtre de Chaillot, 14 jrs SN Dunkerque, 14 jrs au CND Pantin, 14 jrs MC2 Grenoble, 1 mois MC Bourges, 1 mois CDC Briqueterie Vitry	**4** 14 jrs MC Bourges, 14 jrs CDC Briqueterie Vitry, 30 jrs CND Pantin, 30 jrs Théâtre Chaillot, 21 jrs SN Evry	**6** 21 jrs CDC Briqueterie Vitry,14 jrs MC Bourges, 21 jrs Atelier de Paris, 14 jrs Menagerie de Verre Paris, 15 jrs SN Evry, 15 jrs Rive Gauche Rouen
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	50	60	80
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	200	480	304
Nombre d'établissements et de relais partenaires	8	10	8
Nombre de bénéficiaires	200	400	270

III- Projet rédigé par le bénéficiaire pour la convention PAC 2017-2021

L'intime comme projet

De 2017 à 2021, notre compagnie sera accueillie en résidence de création chorégraphique, en partenariat avec le conseil général de Seine Saint Denis, au Théâtre des Bergeries à Noisy-le-Sec. Notre projet de résidence se base sur ce qui nous définit à un moment précis de notre existence, sur ce que nous vivons et qui crée du sens. Il a pour dessein et thématique l'expression intime de soi, de notre relation à l'autre, de notre lien à notre environnement, à notre quotidien grâce à l'éclairage de l'expression du corps, de la possibilité d'une parole dansée. Autour de cette notion de « l'ici et maintenant », le but de Philippe Jamet est au travers du langage sensible du corps et de la parole, du vécu et de l'imaginaire, d'interroger l'expérience de vie personnelle et sociale d'habitants de Noisy-le-Sec et du monde.

Pour ces 4 années à venir, j'aborderai une nouvelle phase de mon travail toujours en combinant vidéos et chorégraphies. Utiliser l'image est une façon unique et privilégiée d'aller à la rencontre des gens dans leur quotidien et leur intimité. Ils se révèlent souvent de manière plus crue et plus profonde dans ce rapport à l'objectif que face à une audience ; la timidité s'oubliant au profit d'une générosité liée à la confiance. La caméra permet de saisir l'instant juste du propos ou du geste. Dans cette relation acceptée et dénuée de tout voyeurisme entre la caméra et la personne, filmer le corps dansant devient plus aisé parce que la vérité du sujet est respectée et donc le corps et le mouvement se libèrent.

Mes projets peuvent s'envisager comme un diptyque :

- le premier côté, via l'image en mouvement, est pour moi le moyen de nourrir mes différentes thématiques à partir de la parole des habitants du territoire sur lequel je travaille.

- Le second, sur scène, s'inscrit dans le prolongement des films et interroge le langage et le vécu des artistes associés aux projets. Chacun de mes spectacles propose donc, à partir d'un seul thème, différents traitements qui se répondent se complètent et se croisent.

Mon désir dans cette aspiration au plus près du réel, est de créer un pont entre l'art et la vie. Je cherche à créer une relation de proximité avec les publics qui, parce qu'ils se sentent concernés, sollicités, interpelés, se reconnaissent dans la vision que je propose d'un monde commun. En créant ce dispositif artistique qui interroge la condition humaine et se nourrit des aspirations de chacun, ma volonté est d'expérimenter des voies nouvelles d'action culturelle et d'affirmer la fonction de l'art comme vecteur de lien social. Ainsi, nous animerons chaque saison des ateliers de pratique artistique pour amateurs et des ateliers de sensibilisation avec le jeune public.

Saison 2017-2018: de juillet 2017 à juin 2018

- Présentation « Portraits dansés » dans le cadre des journées du Patrimoine

Dans le cadre des journées du Patrimoine nous présenterons les 16 et 17 septembre 2017
au Théâtre des Bergeries une version légère de l'installation internationale « Portrait dansés ». Quatre séries de portraits vidéo d'habitants du Maroc, des États-unis, du Burkina-Faso et de France, avec comme thématique l'expression universelle des sentiments humains à travers le monde, seront présentées dans tout le théâtre. Le public pourra ainsi se livrer à son gré à une déambulation artistique. En parallèle, une danseuse performera sur scène pour incarner ce que représentent le malheur et le bonheur.

- **Projet de création pour la saison Croisée France/Israel 18**
« C'est ici que nous vivons »

Nous créerons dans le cadre de la saison croisée France/Israel 2018 le spectacle « C'est ici que nous vivons ». Cette proposition se compose d'une série de 14 portraits vidéos d'habitants de Noisy-Le-Sec et de Sderot (ville proche de Gaza en Israël) et d'une performance chorégraphique avec cinq danseurs israéliens et français.

Pour la réalisation du film, j'ai choisi de travailler sur deux villes périphériques : Noisy-Le-Sec et Sderot (en partenariat avec le centre chorégraphique de Liat Dror Nir Ben Gal Dance Company). Ce choix est signifiant à plusieurs titres ; la volonté de mettre en lumière des territoires parfois connus pour des mauvaises raisons et permettre ainsi un éclairage différent me semble être une des raisons de mon acte artistique. Ces deux villes incarnées par les portraits de ses habitants deviennent alors écrin et témoin de l'humanité en marche.

Dans ces portraits de 3 minutes, nous interrogerons ces habitants d'un quartier donné sur ce qu'habiter veut dire : habiter sa maison -le lieu de vie-, s'habiter -projection de l'intériorité-, habiter son corps -incarnation-. A la suite de Gaston Bachelard, nous constaterons si « Il faut vivre pour bâtir sa maison et non bâtir sa maison pour y vivre ».

La seconde partie du projet, le spectacle, sera créée avec cinq danseurs alternant les périodes de répétitions et de représentations en Israël et la France. En dialogue avec les portraits vidéos, les danseurs recevront les différentes émotions et gestes livrés dans ces films pour créer une forme dansée qui veut convoquer leur propre intériorité, c'est à dire leur maison, comme vecteur de sens et de sensations.

Cette chaine de femmes et d'hommes, liés par l'image et le plateau, donnera naissance à un objet scénique riche d'altérité et d'émotion.

Ce projet d'envergure internationale sera présenté et créé au festival d'Israel à Jérusalem en juin 2018 et continuera dans un premier temps sa route en France dans des festivals d'été : Marseille, Toulon,… Il sera présenté en Ile de France à l'automne 18 (MAC Créteil et Noisy le Sec). Production et diffusion en cours.

- **Reprise du spectacle « Avant le ciel » (création 2016)**

Nous poursuivrons la diffusion en Ile-de-France du spectacle « Avant le ciel » au théâtre des Bergeries à Noisy-le-Sec, à l'Agora, scène nationale d'Évry et au théâtre Jean Vilar à Vitry-sur-Seine.

Saison 2018-2019 : de juillet 2018 à juin 2019

- Diffusion de la création France/ Israël 18 « C'est ici que nous vivons »

Ce spectacle créé à Jérusalem dans le cadre de la saison croisée France/Israël tournera d'octobre à décembre 2018 en Ile-de-France et en France dans de nombreux théâtres: Maison des Arts de Créteil, Théâtre des Amandiers à Nanterre, Théâtre des Bergeries à Noisy-le-Sec, Palais de Tokyo, Scène 55 à Mougins, la Faïencerie à Creil, la Piscine à Antony…

- Projet de création avec des amateurs « Ceux qui aiment »

Installation vidéo performative/Le territoire en mouvements: La création de l'installation video performative « Ceux qui aiment » se déroulera tout au long de la saison avec des habitants de Noisy le Sec. L'idée est de mettre en image et en corps une parcelle du mystère de l'humanité, avec l'amour comme point d'ancrage.

Nous réaliserons dans un premier temps, une série de 15 portraits filmés d'habitants pour explorer les différents enjeux de ce que peut représenter l'amour - ou le manque d'amour- dans une vie d'Homme. Travailler avec eux sur le désir de la rencontre, la rencontre, le désir, les moteurs émotionnels et les freins mais aussi sur l'acte d'aimer, qu'il soit spirituel et/ou charnel, fantasmé et/ou réel pour enfin approcher le sentiment amoureux et ses effets sur les différentes strates de l'intériorité. « Ceux qui aiment » se veut être une radiographie à un instant T de notre relation à l'autre et par rebond inévitablement à nous-même par l'image et le mouvement. Les habitants de Noisy-le-Sec seront ainsi la matière première et vivante d'un projet artistique sur l'intime et l'universel. Chacun sera appelé à se mettre en scène à partir d'actes simples en résonance avec ses mots et sa sensibilité.

Dans un deuxième temps, un laboratoire de création donnera la possibilité aux habitants de chercher et d'expérimenter ensemble, de travailler avec nous à la création d'une performance chorégraphique. Notre travail autour de ce que peut représenter l'amour, s'inspirera des histoires individuelles, des anecdotes,

des souvenirs et des envies de chacun. L'enjeu artistique sera alors de traduire ses morceaux de vie en mouvement. La forme finale, présentée au théâtre intégrera musiques, chants, paroles, objets et gestes autour des matériaux et vibrations collectés dans les vidéos. L'installation vidéo pourra être ensuite diffusée dans les relais associatifs et culturels du territoire.

- Spectacle chorégraphique « Deux » - Les artistes sur le plateau

Nous créerons le spectacle chorégraphique « Deux » composé de trois duos avec 6 danseurs que nous souhaitons très différents dans leur rapport à la danse. Il s'agira d'envisager différentes confrontations amoureuses en jouant, comme dans le théâtre classique, avec les unités de lieu de temps et d'espace : Passer à côté / L'attente / Se perdre / Se trouver / Fusionner / S'oublier… Une co-production franco-roumaine est envisagée, notre compagnie devant participer à la saison France-Roumanie 2019 à Bucarest ainsi qu'un partenariat avec le théâtre national de Chaillot.

Saison 2019-2020: de juillet 2019 à juin 2020

- Création d'un spectacle indisciplinaire « Traces »

La troisième année sera dédiée à une création, kaléidoscope de formes et de genres avec des artistes aux disciplines poreuses et croisées (danseurs, acteurs, chanteurs, plasticiens, chercheurs, auteurs…). De la matière vivante collectée durant cette résidence, nous aimerions qu'un auteur s'en empare. En lançant une commande d'écriture, socle du projet, nous laisserons ainsi une trace au théâtre des Bergeries sur l'implication de ses habitants depuis le début de notre résidence.
Ce projet n'existera ainsi que par les rencontres et les échanges, germera dans la terre de la cité, racontera ce qui nous fait grandir dans la confrontation.

Saison 2020-2021: de juillet 2020 à juin 2021

Projet de création avec des amateurs et des professionnels
« C'est ici que nous dansons»

Le projet vidéo-chorégraphique « **C'est ici que nous dansons** » marquera la fin du premier cycle de la résidence de la compagnie comme un manifeste du vivre et créer ensemble. Il aura pour thématique cette relation que chacun de nous entretient avec la danse en tant qu'expression de soi et de rapport à l'autre. Qu'est-ce qui nous fait danser, qu'est-ce qui danse en nous, quels souvenirs marquants liés à une danse avons nous, qu'est ce qu'elle nous donne à vivre et à ressentir ? Le projet sera d'interroger par le corps, le langage et le vécu le lien intime et social à la danse qu'entretiennent des amateurs, habitants de Noisy-le-Sec et des environs.
Il sera constitué de deux parties:

Pour la première partie du projet, une dizaine d'habitants de tous âges seront filmés pour nous faire découvrir leurs différentes pratiques de la danse et la relation intime qu'ils entretiennent avec ce mode d'expression. La rencontre aura lieu chez eux, puis se poursuivra dans l'espace public. Autour d'un questionnaire, fil conducteur de notre scénario, chacun s'exprimera par le geste, le corps, la parole et témoignera de son rapport à la danse.

Pour la seconde partie du projet, l'enjeu sera de créer une performance chorégraphique qui donnera la possibilité à des amateurs et des professionnels de se rencontrer, de chercher et d'expérimenter ensemble autour de leur pratique de la danse. Notre travail chorégraphique s'inspirera des différents styles, des particularités et des envies de chacun et de la collecte gestuelle réalisée avec chaque personne filmée.

Le projet global, qui comprendra la série de 10 portraits et la performance chorégraphique, sera présenté au Théâtre des Bergeries. Il clôturera notre association de 4 ans avec le théâtre et son équipe, la ville et ses habitants.

RESIDENCES PREVUES :

Notre compagnie sera en résidence d'implantation et de création au théâtre des Bergeries à Noisy-Le-Sec du 1er septembre 2017 au 30 juin 2021. Nous y créerons et diffuserons tous les projets de la compagnie.

NOM DES LIEUX D'ACCUEIL	TYPE DE RESIDENCE	DUREE DE LA RESIDENCE	CONDITIONS D'ACCUEIL	MODALITES D'ACCOMPAGNEMENT DU LIEU
Théâtre des Bergeries à Noisy-le-sec	Reprise et diffusion « Portraits Dansés » dans le cadre des journées du patrimoine.	2 semaines du 1er au 17 septembre	Théâtre, 2 représentations publiques	Technique, artistique et financier
Théâtre des Bergeries à Noisy-le-Sec	Réalisation film « c'est ici que nous vivons » avec des habitants de Noisy-le-Sec	8 semaines du 1/10 au 30 /11/2017	Dans la ville de Noisy-Le-Sec et au théâtre, réalisation maquette film, rencontres avec la population et tournages	Technique, administratif artistique et financier 5000€
Centre chorégraphique de Liat Dror Nir Ben Gal Dance Company à SDEROT en Israël	Réalisation film « c'est ici que nous vivons » avec des habitants de SDEROT	4 semaines du 1/12 au 30/12/17	Dans la ville de SDEROT, rencontres avec la population et tournages	Technique, administratif artistique et financier 5000€
Centre chorégraphique de Liat Dror Nir Ben Gal Dance Company à SDEROT en Israël	Répétitions avec les danseurs de la création France/Israël « C'est ici que nous vivons »	4 semaines du 1/04 au 30/04/18	Centre chorégraphique	Technique, administratif artistique et financier 5000€
Théâtre des Bergeries à Noisy-le-Sec	Répétitions avec les danseurs de la création France/Israël « C'est ici que	4 semaines du 1/05 au 30/05/18	Théâtre	Technique, administratif artistique et financier 12 500€

	nous vivons »			

PROJETS DE CREATION :

- Création du spectacle vidéo chorégraphique « C'est ici que nous vivons ».

Ce projet, tout public, réalisé en 2 parties (film et spectacle) sera créé, dans un premier temps, à partir d'entretiens filmés, réalisés avec des habitants de Noisy-Le-Sec et de Sderot, en Israël. Autour des films réalisés, nous créerons ensuite avec 5 danseurs, en France et en Israël, la seconde partie : le spectacle chorégraphique.

Il s'inscrira dans la **Saison Croisée France/Israel 2018** et sera créé le 2 juin 2018 au festival de Jérusalem puis jouera à la suite à Toulon et au festival de Marseille. Il sera présenté ensuite en Ile-de-France et en France d'octobre à décembre 2018 : à la Maison des Arts de Créteil, au Théâtre des Amandiers à Nanterre, au Théâtre des Bergeries à Noisy-le-Sec, au Palais de Tokyo à Paris, à la Scène 55 à Mougins… puis de nouveau en Israël à l'automne 18 : festival de Sderot, festival d'ACCO (production et diffusion en cours…).

L'équipe sera constituée du **Chorégraphe et réalisateur :** Philippe Jamet, **Monteur:** Jean Marie Roignant, **Assistant réalisateur:** Romano Bottinelli, **Assistant chorégraphe:** Boosmat Noosan, **Compositeur** Joachim Olaya, **Éclairagiste:** Renaud Lagier, **Costumière** Rose Melka, et de **5 danseurs** dont la distribution est en cours…

Avec ce projet, Philippe Jamet souhaite poursuivre l'exploration de son univers artistique en créant une installation vidéo et un spectacle autour du thème : Habiter, s'habiter, être habité.
Le Théâtre des Bergeries à Noisy-le-Sec accueillera ce projet en résidence de création/diffusion et sera co-producteur. Nous travaillerons pour la partie israélienne en collaboration avec le Centre chorégraphique de Liat Dror Nir Ben Gal Dance Company à SDEROT qui nous apportera également un soutien à la diffusion et une coproduction. L'ambassade de France et d'Israel nous apporteront un soutien logistique, matériel et technique.

DIFFUSION :

- Le projet vidéo chorégraphique tout public « Avant le ciel » créé en 2016, avec 6 danseurs sera diffusé pour 3 représentations au:
- Théâtre des Bergeries à Noisy-Le-Sec, en avril 2018, 1 représentation confirmée, contrat de cession.
- Théâtre Jean Vilar à Vitry-sur-Seine, en mars 2018, 1 représentation confirmée, contrat de cession.
- L'Agora, scène nationale ÉVRY, en janvier 2018, 1 représentation confirmée, contrat de cession.

- Le projet vidéo chorégraphique « C'est ici que nous vivons » créé en 2018, avec 5 danseurs sera diffusé pour 6 représentations au :
- Festival d'Israel à Jérusalem, en juin 2018, 2 représentation confirmées, contrat de cession
- Théâtre Liberté à Toulon, en juin 2018, 1 représentation confirmée, contrat de cession
- Festival de Marseille, en juin 2018, 3 représentations confirmées, contrat de cession

La majeure partie de la diffusion pour ce spectacle se fera d'octobre à décembre 2018 en Ile-de-France et en France, durant le temps fort de la saison France/Israël : à la Maison des Arts de Créteil, au Théâtre des Bergeries à Noisy-le-Sec, au Théâtre des Amandiers à Nanterre, au Palais de Tokyo à Paris ,au TNB

à Rennes, à la Scène 55 à Mougins, au festival de Sderot, au festival d'ACCO, à la Faïencerie à Creil. (Diffusion et production en cours)

Partenaires pressentis à ce jour (préciser s'ils sont acquis ou sollicités)

Acquis : Théâtre des Bergeries à Noisy-le-Sec, Théâtre Jean Vilar à Vitry-sur-Seine, l'Agora d'ÉVRY scène nationale, Festival d'Israël à Jérusalem, Théâtre Liberté à Toulon, Festival de Marseille, MAC Créteil, Festival de Sderot et d'ACCO en Israël.

Pressentis : Théâtre des Amandiers à Nanterre, TNB à Rennes, Palais de Tokyo à Paris, la Faïencerie à Creil, Scène 55 à Mougins, la Piscine à Antony…

Nombre total de représentations prévues : 9 représentations
Nombre total de représentations prévues en Ile-de-France : 3 représentations

LIEUX ET EQUIPEMENTS PARTENAIRES DU PROJET EN ILE-DE-FRANCE
Théâtre des Bergeries à Noisy-Le-Sec (Seine-Saint-Denis) et Conseil général de Seine Saint Denis, Conventionnement Compagnie de 2017 à 2021-Scène nationale d'Evry, Théâtre Jean Vilar à Vitry sur Seine, Théâtre national de Chaillot Paris.

IV- Budget du projet (HT)

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	76650	**ETAT**	7500
Salaires personnel artistique (bruts et charges)	40650	Drac Ile-de-France en cours □	7500
Salaires personnel technique (bruts et charges)	21500	Ministère de la Culture	
Décors, costumes, accessoires	4000	**COLLECTIVITES TERRITORIALES**	70000
Prestations		**Région Ile-de-France PAC (dans la limite de 40% du budget proposé)**	50000
Location matériel	3000	Région Ile-de-France	
Transports, hébergements, restauration, défraiements	7500	Département : CD 93 en cours □	20000
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	26180		
Salaires (bruts et charges)	26180		
AUTRES DEPENSES	40000	Adami	
Part de charges de fonctionnement	22000	Sacem	
Salaires des personnels liés à la structure (bruts et charges)	18000	Spedidam	
		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	65330
		Ventes de spectacle	35330
		Apports en coproduction	30000
TOTAL	**142830**	**TOTAL**	**142830**

V- Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Philippe Jamet est un chorégraphe atypique qui mène depuis plusieurs années un projet mêlant danse et vidéo : les Portraits dansés qui ont fait le tour du monde. Ces Portraits conjuguent un travail de collecte de témoignages vidéo gestuels, parlés auprès d'habitants aboutissant à un film documentaire et à un travail de création chorégraphique aboutissant à une pièce dansée par des professionnels. La compagnie réalise de nombreuses actions culturelles auprès de publics les plus divers.

Le projet proposé en 2014 pour la troisième convention avec la Région était axé sur les nouveaux projets de création danse et vidéo de Philippe Jamet autour de la chanson (« Tubes ») et autour de l'intime, pour lesquels des partenariats de résidence et de diffusion étaient actés avec plusieurs lieux franciliens dont le Théâtre national de Chaillot et la Briqueterie à Vitry.

Le bilan des trois dernières années est positif : la compagnie a su trouver de nouveaux partenaires en Ile-de-France et élargir ainsi son ancrage territorial. Elle a travaillé comme prévu à Chaillot et à la Briqueterie, mais aussi à L'Atelier de Paris et à l'Agora, scène nationale d'Evry. Elle a par ailleurs consolidé ses partenariats publics, à travers une relation renouée avec la DRAC, pérennisée chaque année, et qui devrait monter en puissance à compter de 2018 au titre de l'aide à la résidence, et à travers de nouveaux soutiens obtenus de la Ville de Paris et du Département de l'Essonne.

Le projet présenté pour le renouvellement de la convention s'appuie sur une implantation renouvelée en Ile-de-France avec une résidence longue prévue au Théâtre des Bergeries à Noisy-le-Sec, avec le soutien de la DRAC et du Département de Seine-Saint-Denis et le développement de nouveaux projets de création mêlant danse et vidéo, notamment un projet prévu dans le cadre de la saison croisée France/Israël, qui devrait largement tourner notamment en Ile-de-France.

VI - Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques professionnelles indépendantes) pour un montant maintenu à l'identique.

La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle avec le Groupe Clara Scotch pour quatre nouvelles années et apporte une aide à hauteur de 50 000 € sur une base subventionnable de 142 830 € correspondant au budget prévisionnel proposé.

La Région portera une attention particulière à la poursuite des partenariats d'implantation avec des structures culturelles franciliennes et à la pérennisation des soutiens publics de la compagnie, dans le cadre de la mise en œuvre du projet de permanence artistique et culturelle de la structure.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 155 500 € et correspond au budget proposé hors dépenses d'emploi.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	35 000,00 €
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
	Montant total	150 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002773

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : KI PRODUCTION - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	112 840,00 €	26,59 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION KI PRODUCTION
Adresse administrative : 52 RUE DU FAUBOURG DU TEMPLE
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Odile ROUQUET, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 33287650700051

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 mai 2017 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP16-177)

Description :

I- Présentation du bénéficiaire

La chorégraphe Kitsou Dubois fonde sa démarche de création à partir de son expérience personnelle de l'apesanteur, vécue lors d'un vol parabolique avec le CNES (Centre National d'Etudes Spatiales).
A la croisée de plusieurs langages (danse, cirque, image, sciences), son travail s'appuie sur des laboratoires de

recherche et de création explorant le corps confronté à des situations de gravité altérée (dans l'eau, en vol, dans des dispositifs de réalité virtuelle : environnements sonores, capteurs sensoriels…) dans des milieux où les repères spatiaux sont bouleversés. Ses créations prennent la forme de spectacles mêlant danse et cirque (« Sous le vertige », 2011), mais aussi d'installations visuelles et immersives (« Perspectives, le temps de voir », 2011) et de créations in-situ, comme « Du haut vol » avec l'équipe de voltige de l'armée de l'air, présentée dans le cadre de Marseille-Provence 2013.
Kitsou Dubois est aussi une pédagogue reconnue : elle intervient auprès des élèves de plusieurs écoles supérieures de cirque (CNAC, Fratellini), dans des universités, mais aussi plus largement auprès des publics.
La compagnie est installée en Ile-de-France depuis ses débuts et travaille régulièrement avec l'Académie Fratellini à Saint-Denis, L'Onde à Vélizy, Act'art 77, l'Agora, scène nationale d'Evry, La Briqueterie à Vitry.
Elle bénéficie du soutien de l'Etat (DRAC, DGCA, ANR..) au titre de la culture et de la recherche, de la Ville de Paris et de la Région Ile-de-France.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

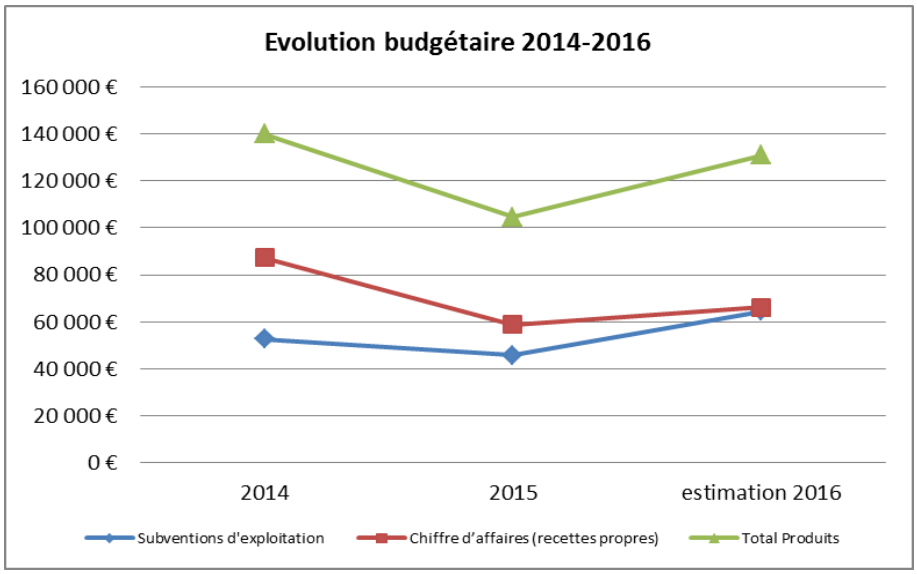
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2014	**%**	**2015**	**2016**	**%**
Ministère de la culture - DGCA	15 940	*25%*			
DRAC - SDAT Culture à l'hôpital				2 200	*3%*
Ministère de l'enseignement supérieur - Agence nationale de la Recherche - LABEX			4 583	5 000	*8%*
Ville de Paris et Mairie du 18ème arrondissement	3 900	*6%*		14 000	*22%*
Autres - DICREAM (2014), SACD (2015, 2016)	15 000	*23%*	4 800	13 400	*21%*
Région - PAC	30 000	*46%*	30 000	30 000	*46%*
TOTAL SUBVENTIONS	**64 840**	**100%**	**39 383**	**64 600**	100%

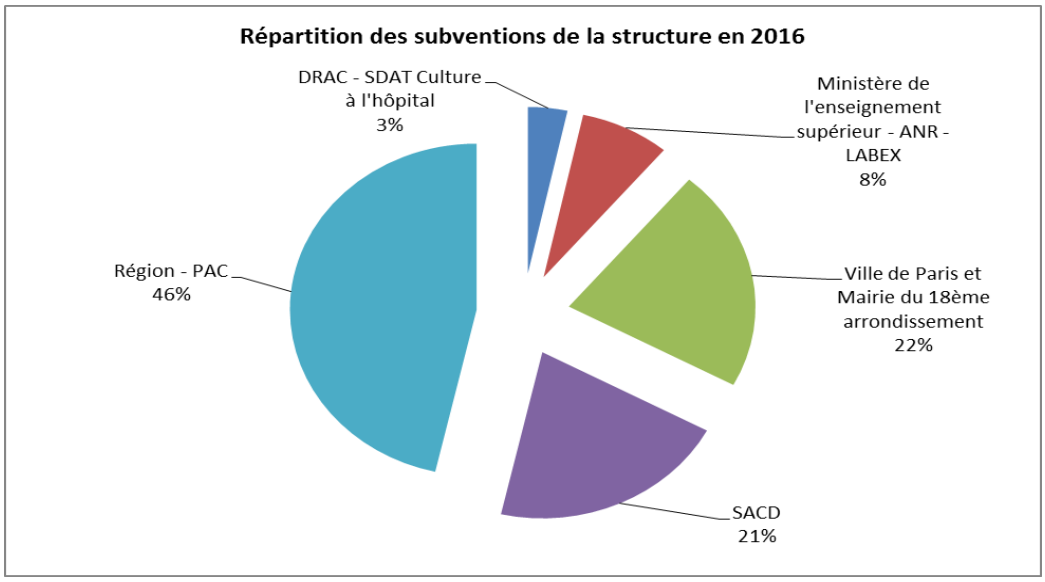
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2014	**%**	**2015**	***estimation 2016***	**%**
Subventions d'exploitation	52 650	*38%*	45 940	*64 600*	*49%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	87 208	*62%*	58 750	*66 232*	*51%*
Total produits	139 931	100%	104 707	*130 832*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2014-2015-2016 (prev)



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2016



2) Evolution de l'emploi

	2014	2015	2016
Masse salariale totale en €	41 355	25 128	34 693
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	1 762	686	1 416

3) Evolution de l'activité

(saison)	Avril 2014 – Avril 15	Avril 2015 – Avril 16	Avril 2016 - avril 17
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			

Nombre de créations produites	1 *Attractions Plurielles*	2 Film *Aquafoot* Webdoc *L'Art de Voler*	1 *R+O*
Nombre de spectacles diffusés au total	4 dont 2 installations	4 dont 1 installation et 2 performances	5 dont 1 installation, 1 film et 1 performance
Nombre de représentations *= en cession*	52	6	40
Nombre de lieux concernés par les tournées	10	4	15
Nombre de spectateurs	7 399	902	16 702
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Lieux partenaires de résidence*	3 résidences de création à L'Espace des Arts de Chalon-sur Saône, au théâtre de Creil et à L'Agora à Evry durée moyenne : 15 j	2 résidences territoriales de 1 mois chacune à l'Académie Fratellini (Saint-Denis) & ENS Louis Lumière (Saint-Denis), Laboratoire CICM département musique Université Paris VIII (Saint-Denis), MSH Paris Nord, ENSAD de Paris.	2 résidences territoriales de 1 mois Laboratoire CICM département musique Université Paris VIII (Saint-Denis), MSH Paris Nord, ENSAD de Paris, Académie Fratellini (Saint-Denis)
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	44	16	9
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	100,5 heures	245 heures	606 heures
Nombre d'établissements et de relais partenaires	3	2	1
Nombre de bénéficiaires	587 personnes	871 personnes	1800 personnes

III- Projet rédigé par le bénéficiaire pour la convention PAC 2017-2021

L'implantation en Ile-de-France de la compagnie Ki Productions s'articule entre **recherche, création, diffusion et médiation** autour de puissantes lignes de force constituées par la recherche esthétique chorégraphique et circassienne de Kitsou Dubois.
Cette dernière mène **un travail chorégraphique innovant autour du corps physique : celui mis en mouvement, en gravité et dans différents milieux, confronté aux nouvelles technologies de l'image notamment.** Elle articule toujours la recherche avec la création en lien permanent avec des projets d'actions artistiques d'envergure au service de tous les publics et de tous les territoires. Elle souhaite sensibiliser et **créer des liens entre des publics divers** qui se retrouvent autour de questions fondamentales concernant l'inscription du corps dans son environnement. **Kitsou Dubois et sa compagnie portent d'une manière unique une parole poétique et artistique** sur un état d'être en absence de gravité, qui est plus généralement une parole scientifique. Par sa force poétique, cette parole touche tous les publics, avertis ou non. Elle recentre donc la singularité et l'innovation de ses recherches dans un désir de transmission qui touche les plus petits (création et diffusion de sa dernière création jeune public R+O) jusqu'aux plus grands.
Ces dispositifs s'inscrivent dans le territoire d'Ile-de-France sous forme d'un réseau, qui relie entre eux des lieux et des publics diversifiés : étudiants et apprentis des écoles d'art, des universités, des théâtres, des fondations privées prestigieuses (Fondation de France, Fondation Carasso), des hôpitaux… et le grand public familial.
L'objectif de la compagnie pour les quatre années à venir est donc **d'affirmer ces liens entre les générations, entre les disciplines et entre les différentes couches de la société** avec les projets présentés ci-après. Elle souhaite également communiquer **une expérience unique de femme artiste,** qui pénètre un milieu scientifique d'excellence majoritairement masculin, le spatial, en théorisant une parole poétique à partir d'une expérience scientifique.

1) SAISON 2017-2018 : Tournée du spectacle R+O et actions artistiques sur le territoire liées au projet.

Intervention à L'espace 1789 de Saint-Ouen – travail au long cours suite à la présentation de R+0 avec des collégiens pour plusieurs ateliers, jusqu'en 2018 (plus de cent heures de sensibilisation danse, art, cirque et vidéo pour des élèves en CM1 en 2017 puis en CM2 – jusqu'en mai 2018).
Tournée de R+O : tournée (reprise) dans deux Scènes nationales, un théâtre de Ville et un Pôle National des Arts du Cirque en France métropolitaine (début d'année 2018), public scolaire et familial.

2) SAISON 2018-2019 : Création Art/Science « LE CORPS INFINI » sous forme de performance dansée

Création d'un spectacle art-sciences intitulé **« Le Corps Infini »** issues des laboratoires de recherche menés par Kitsou Dubois et l'équipe du projet. Il s'agit ici d'y associer les étudiants (master, doctorants et apprentis) pour provoquer dans leurs démarches actuelles et futures, un déplacement du regard et du point de vue sur le corps en suspension dans l'espace.
« Le Corps Infini », est développé au sein de **l'Université Paris 8 Saint-Denis**, en partenariat avec **L'Académie Fratellini de Saint-Denis, l'Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs Paris, l'ENS Louis Lumière de Paris** et Ki productions**.**

Conception : Kitsou Dubois, Régie générale : Sylvain Giraudeau Public : tout public
Partenaires : **les réseaux arts et Sciences (Reseau TRAS** – structures de spectacle vivant promouvant les liens entre art du spectacle et recherche scientifique http://www.reseau-tras.org/) .

3 – SAISON 2019-2020 : Création par Kitsou Dubois d'un parcours de spectateur immersif composé de cinq installations pour vivre la danse autrement : « *Cinq points de vue dansés hors de la gravité* »

Après la création du parcours de spectacle vivant ***« Perspective le temps de voir »*** qui a tourné pendant cinq ans (à la Maison Européenne de la Photographie, dans les théâtres en France, en Europe et aux Etats-Unis - et au Canada), Kitsou Dubois lance une nouvelle exposition immersive. **Avec le désir de s'adresser aux familles et au plus grand nombre**, Kitsou Dubois et son équipe vont fabriquer un parcours pour que chacun puisse regarder, vivre et éprouver le mouvement. Des premières étapes de travail auront lieu en 2018 pour commencer à élaborer les modules du parcours : salle d'immersion vidéo, bulle 3D, etc.

Conception : Kitsou Dubois, Régie générale : Sylvain Giraudeau
Public : tout public
Lieux de présentation : halls des théâtres, médiathèques, salles d'expositions, galeries municipales d'art, etc.
Partenaires en Ile-de-France pour la conception du projet: les lieux franciliens qui accueillent à la fois du spectacle vivant et des installations : **L'Etoile du nord à Paris - Théâtre Louis Aragon à Tremblay-en-France – L'Onde à Vélizy-Villacoublay** et les collectivités territoriales et locales comme la **Ville de Paris et la Mairie du XVIIIème**, partenaires de la compagnie.

4 - ACTION ARTISTIQUE ET RECHERCHE – MILIEU SCOLAIRE ET HOSPITALIER

* **Lycée Bergson Paris 19ème**
Interventions de la compagnie prévues au lycée Bergson Paris 19ième sur le projet de la compagnie : parcours de spectateur et interventions de l'équipe de Kitsou Dubois dans le lycée.

***Lycée Suger et BTS audiovisuel de Saint-Denis:** Partenariat sur Le Corps Infini avec les élèves de Suger lycée des Métiers de l'Image et du Son (BTS audiovisuel) et avec le collège Dora Maar à Saint-Ouen.

* **Le Web documentaire « lartdevoler.com »** créé en 2016 et mis en ligne par Le Monde.fr, continue d'être un outil pédagogique interactif pour les professeurs et les instituteurs.

*** Intervention dans les hôpitaux de Villejuif et Vitry sur Seine, en partenariat avec la Briquèterie, CDC du Val-de-Marne (94)**
La DRAC et l'ARS ont proposé à **l'hôpital Paul Guiraud** d'être l'établissement pilote pour une expérimentation artistique qui implique l'établissement de santé dans sa globalité avec une attention particulière portée sur le personnel de l'établissement. Cette expérimentation artistique se base sur l'implication de la chorégraphe Kitsou Dubois déjà effective au **CATTP de Vitry sur Seine** pour développer, avec son appui et **celui de La Briqueterie**, une proposition transversale autour de la danse alliant pratique et parcours artistique.

Ce CDC est partenaire des actions artistiques de la compagnie depuis quatre années, qui fait de la présence de Kitsou Dubois une implantation forte sur le territoire. Cette action fera l'objet d'une réponse à l'appel à projet du futur CLEA élaboré en 2018 sur le département.

Ainsi Kitsou Dubois a proposé une traversée entre le dedans et le dehors pour susciter le mouvement à travers la pratique et le regard du spectateur, au sein des équipes et avec les patients, en circulant de l'hôpital à la Briqueterie :
Actions menées : Auprès des équipes par des ateliers « En Mouvement » d'avril 2017 à fin juillet 2017
Auprès des patients par des ateliers également à partir de septembre 2017. Diffusion du spectacle R+O à la Briqueterie le 18 mai 2017. Par des performances « Instants de suspensions », présentées en extérieur au sein de l'hôpital. Forme courte aérienne conçue par Pauline Barboux et Jeanne Ragu, les deux danseuses interprètes de la compagnie, sur leur agrès, la Quadrisse : Les 13 juin à 14h à Villejuif sur la pelouse à l'entrée de la cafétéria et le 14 juin à Clamart à 14h à l'entrée de l'hôpital.

RESIDENCES PREVUES

NOM DES LIEUX D'ACCUEIL	TYPE DE RESIDENCE	DUREE DE LA RESIDENCE	CONDITIONS D'ACCUEIL	MODALITES D'ACCOMPAGNEMENT DU LIEU
La Briqueterie à Vitry	Ateliers d'actions artistiques et formation : Hôpital Paul Guiraud + Paris VII Convention spécifique CATTP Vitry – Briqueterie Accueil en résidence et accueil en diffusion	Années 2016 à 2019	Mise à disposition des espaces de travail à la Briqueterie, apport financier et coordination des partenaires	technique, artistique, financier
Temps de création et de diffusion dans nos réseaux arts et sciences : **pour l'Ile de France : réseau TRAS : (ex L'Onde à Vélizy-Villacoublay, La SN de Saint Quentin en Yvelines)**	Projet « Cinq points de vue dansé hors de la gravité »	Création sur la saison 18-19 – en cours	Temps de résidence, coproduction et diffusion du spectacle	COPRODUCTION ET RESIDENCES ARTISTIQUES
Espace 1789 –SC de Saint-Ouen	Résidence d'action artistique dans la suite de R+O	Jusqu'en 2018	Accueil de la compagnie et coordination du projet d'action artistique	technique, artistique, financier
L'Académie Fratellini de Saint-Denis, l'Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs, l'ENS Louis Lumière de Paris	Résidence de recherche et plateaux expérimentaux	Jusqu'en 2019	Accueil de la compagnie et coordination du projet de recherche	technique, artistique, financier

PROJETS DE CREATION :

1- <u>Création d'un parcours immersif à travers cinq installations pour vivre la danse autrement par Kitsou Dubois : « *Cinq points de vue dansés hors de la gravité* » pour le tout public et sur l'ensemble du territoire.</u>

La chorégraphe Kitsou Dubois se propose de poursuivre le travail de sa compagnie entre création et transmission au plus grand nombre de son univers chorégraphique singulier et onirique : l'expérience des sensations de l'apesanteur par la danse, le cirque et l'image vidéo. Après la création du parcours de spectacle vivant ***« Perspective le temps de voir »*** qui a tourné pendant 5 ans, Kitsou Dubois lance une nouvelle installation immersive.

Avec le désir de s'adresser aux familles et au plus grand nombre, Kitsou Dubois et son équipe veulent fabriquer un parcours que chacun puisse regarder, vivre et éprouver le mouvement. Ce parcours permettra de raconter ce que devient la danse lorsque l'on se confronte à un environnement dans lequel la gravité est altérée.

L'objectif est de faire éprouver au public, petits et grands, les matières aériennes ou aquatiques qui permettent de vivre artificiellement (et sur terre) les effets de l'apesanteur. Ces « milieux » se mélangent afin de faire percevoir aux publics des sensations qui apaisent autant qu'elles engagent le corps différemment. En déambulant autour ou bien à l'intérieur des installations, les spectateurs seront sollicités par le regard et dans leur corps, dans un univers poétique et esthétique absorbant et parfois même hypnotisant.

Conception : Kitsou Dubois,
Régie générale : Sylvain Giraudeau
Possibilité de performances associées, formes légères et pour les espaces d'exposition ou en extérieur.

<u>2) Présentation de la création art-sciences « Le Corps Infini » sous forme de performance dansée, issue d'un projet de recherche et création</u>

*« **Le Corps Infini »*** est conçu selon 3 étapes durant les 3 années comprenant :
- L'organisation d'un séminaire ouvert au public avec des invitations à des chercheurs (sciences dures et sciences humaines) suivi d'un workshop avec les jeunes étudiants, doctorants et apprentis en juin de chaque année 17 et 18.
- La mise en place des « Plateaux expérimentaux » - ateliers de travail sur scène au long cours avec tous les enseignants, les scientifiques et les jeunes artistes : durée de deux mois à l'automne 17 et 18 donnant ensuite lieu à des représentations en public.
- La participation aux vitrines des Laboratoires d'excellence en septembre/octobre de chaque année 17 et 18
- La présentation sous formes de performances participatives des recherches et créations de l'année 17 et 18 à Paris et Saint-Denis.

L'année 2017 est une année intermédiaire où nous allons nous concentrer sur la méthodologie du processus *« **Le Corps Infini »***, en intégrant de nouveaux étudiants/apprentis, qui vont pouvoir s'appuyer sur l'expérience des précédents.
Nous souhaitons pour l'année 2018, qui marquera la fin du projet LABEX, réunir les actions/présentations du travail en cours faites précédemment, lors d'un parcours de performances et de rencontres, sur un temps fort à la mi-novembre 2018, qui pourrait s'inscrire dans les réseaux Arts et Sciences, réseau TRAS regroupant les structures de spectacles vivants et enrichir la réflexion en lien avec les autres dispositifs ou expériences.

Partenaires envisagés : **Festival Art-Science du Théâtre de Saint Quentin en Yvelines**, Festival Faste du Théâtre de Creil, **Carreau du Temple**, Binômes, Réseau TRAS, structures de spectacle vivant, comme l'Hexagone à Meylan où sera présenté R+O.
Conception : Kitsou Dubois, Régie générale : Sylvain Giraudeau
Public : tout public

DIFFUSION :

<u>2018-2018-2020 : REPRISE DU SPECTACLE JEUNE PUBLIC R+O</u>

18 mai à 14h à la Briqueterie CDC du Val-de-Marne Vitry – Acquis – 1 représentation
31 janvier et 1er février 2018 - Théâtre du Vélin – Acquis - 4 représentations
7 et 8 février - Scène Nationale de Bonlieu-Annecy – Acquis - 3 représentations
Du 22 au 27 février - Scène Nationale L'Hexagone à Meylan – Acquis – 6 représentations
20 au 22 mars 2018 – Pole National du Cirque d'Amiens – Acquis 3 représentations
En cours : Théâtre de Cormeilles en Parisis – 2 représentations

En cours : Essonne Danse – 2 représentations
En cours - Saison 18-19 : L'Agora à Evry - 4 représentations
En cours – festival La Grande Echelle – Ile de France, Théâtre Espace Germinal de Fosses, Théâtre Firmin Gémier La Piscine, Théâtre de Cachan.

.....

2017 / « lartdevoler.com » diffusé par Lemonde.fr. Créé en mars 2016 et présenté **le 22 juin 2017 à** 19h dans le festival vidéo danse de Beaubourg dans une soirée spécialement dédiée au web documentaire.

14 au 17 septembre 2017 – diffusion « La Bulle » et « Un monde sans gravité » au Festival Art et Sciences « Przemiany » à Kopernik, Centre des Arts de Cracovie
4 représentations – tout public - international

.....

2019-2020 : CINQ POINTS DE VUE DANSES : Espace 1789 de Saint-Ouen, Lux – SN de Valence, La Brèche – PNAC de Cherbourg, Théâtre de Saint-Etienne du Rouvray, Etoile du Nord, Phénix – SN de Valenciennes, Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines

.....

LE CORPS INFINI
En cours : l'Hexagone de Meylan – SN, Académie Fratellini, Cirque Théâtre d'Elbeuf.

Nombre total de représentations prévues pour l'année 2017 : 49 représentations .....
Nombre total de représentations prévues en Ile-de-France : 24 représentations .....

LIEUX ET EQUIPEMENTS PARTENAIRES DU PROJET EN ILE-DE-FRANCE :

Les partenaires de création, d'action artistique et de diffusion de la compagnie en Ile de France :

La Briqueterie CDC Val–de-Marne (94)
L'espace 1789 – Seine saint Denis (93)
Théâtre Luxembourg à Meaux (77)
Académie Fratellini - Seine saint Denis (93)
Théâtre de L'Agora – Essonne (91)
Hôpital Paul Guiraud – Villejuif (94)
ENS Louis Lumière – Seine Saint Denis (93)
Théâtre de Cormeilles en Parisis (95)
Essonne Danse (91)
L'Agora à Evry (91)
Festival La Grande Echelle – Ile de France,
Théâtre Espace Germinal de Fosses (95)
Théâtre Firmin Gémier La Piscine (92),
Théâtre de Cachan (94)
Théâtre de L'Onde – Vélizy-Villacoublay (78)
Théâtre de Saint Quentin en Yvelines (78)

PRINCIPAUX AUTRES LIEUX ET EQUIPEMENTS PARTENAIRES HORS ILE-DE-FRANCE
Théâtre du Vélin / Scène Nationale de Bonlieu /Scène Nationale L'Hexagone à Meylan / Pole National du Cirque d'Amiens / Pôle des Arts du Cirque d'Auch

IV- Budget du projet (HT)

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	101800	**ETAT**	10000
Salaires personnel artistique (bruts et charges)	33520	Drac Ile-de-France attribué ✠	10000
Salaires personnel technique (bruts et charges)	24780	Ministère de la Culture	
Droits d'auteur	13000	Autres Ministères	

Décors, costumes, accessoires	2000	**COLLECTIVITES TERRITORIALES**	35000
Prestations	13000	**Région Ile-de-France PAC (dans la limite de 40% du budget proposé)**	35000
Location matériel	2000	Région Ile-de-France	
Transports, hébergements, restauration, défraiements	12000	EPCI - Communautés de communes	
Communication	1500	Commune 1, préciser :	
Autres, préciser :		**UNION EUROPEENNE**	0
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	9200	Préciser le dispositif :	
Salaires (bruts et charges)	7200	**EMPLOIS AIDES**	0
Achat action culturelle	500	Préciser le dispositif :	
Résidences	1500	**AUTRES SUBVENTIONS** (Arcadi, Cnv…)	
Autres (préciser)		**SOCIETES CIVILES**	0
AUTRES DEPENSES	6840	Adami	
Part de charges de fonctionnement	3000	Sacem	
Loyer annuel et charges locatives	2540	Autres	
Fluides et combustibles	1000	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITE**	72840
Affranchissements et téléphone	300	Ventes de spectacle	72840
TOTAL	**117 840**	**TOTAL**	**117 840**

V - Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Kitsou Dubois est chorégraphe, chercheuse et pédagogue. Elle développe une démarche transdisciplinaire aux croisements du cirque, de la danse, de l'image et des sciences, autour du corps en absence de gravité.

Le projet proposé en 2014 pour la troisième convention avec la Région était axé sur la création et la diffusion du nouveau spectacle cirque et danse de la compagnie et d'un web-documentaire et le développement de laboratoires mobiles de recherche et d'expérimentation, conjuguant art et sciences, réunissant des universités, des écoles d'art et des lieux de spectacles.

Le bilan des trois dernières années est positif : d'une part, la compagnie a obtenu une reconnaissance nouvelle, professionnelle et institutionnelle, à la fois dans le secteur des arts du cirque et dans celui de la recherche, d'autre part, la compagnie a su mobiliser de nouveaux partenaires autour de ses projets et diversifier ses soutiens publics.
Ainsi, sa création « Attractions plurielles » a bénéficié du soutien du réseau national cirque (aide à la création DGCA et coproduction du PNAC La Brèche à Cherbourg). Par ailleurs, sa toute récente création (février 2017), « R+O », adressée pour la première fois au jeune public, lui a ouvert un nouveau réseau de diffusion à l'échelle nationale mais aussi en Ile-de-France, où la compagnie a entamé un projet d'action artistique et culturelle d'envergure, qui se déroule sur deux ans, avec des enfants de Saint-Ouen en partenariat avec l'Espace 1789.
Par ailleurs, grâce à l'aide régionale et à l'obtention d'aides du Ministère de la recherche (LABEX), la compagnie a pu initier, puis amplifier, son vaste projet de laboratoires de recherche et d'expérimentation (« Le corps infini »), en collaboration avec l'ENS Louis Lumière, l'Académie Fratellini, l'Université Paris 8, l'ENS des arts décoratifs et la SACD – Processus cirque. Ces laboratoires donnent lieu à des sessions de recherche croisée entre les étudiants et élèves de ces écoles, à des performances artistiques et des ouvertures publiques.
Enfin, Kitsou Dubois a débuté de nouveaux projets avec des patients à l'hôpital psychiatrique Guiraud à Villejuif et Ivry en partenariat avec la Briqueterie, la DRAC et l'ARS, faisant augmenter significativement le volume d'actions avec les publics. La Ville de Paris et la Mairie du 18ème arrondissement soutiennent également régulièrement les projets de la compagnie avec les publics à l'occasion d'évènements tels que la Nuit Blanche, l'Euro 2016…

Le projet présenté pour le renouvellement de la convention s'inscrit dans la continuité avec une implantation francilienne en Seine-Saint-Denis, dans le Val-de-Marne et dans les Yvelines. La compagnie prévoit la poursuite de son projet art/sciences « Le Corps infini » avec un temps fort prévu à l'automne 2018, la diffusion de la création jeune public « R+O », la création à l'horizon 2018/19 d'un parcours immersif « Cinq points de vue dansés hors de la gravité » et de nouveaux projets avec des lycéens.

VI - Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques professionnelles indépendantes) pour un montant maintenu à l'identique.

La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle avec Ki Productions pour quatre nouvelles années et apporte une aide à hauteur de 30 000 € sur une base subventionnable de 112 840 €, correspondant au budget prévisionnel proposé, déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé.

La Région portera une attention particulière à la diversification des soutiens publics de la compagnie et au maintien de partenariats d'implantation territoriale avec des structures culturelles franciliennes, dans le cadre de la mise en œuvre du projet de permanence artistique et culturelle.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 145 000 € et correspond au budget proposé.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	21 000,00 €
2018	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €

2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	90 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002775

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : L''ATTRAPE THEATRE - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	144 000,00 €	15,97 %	23 000,00 €
	Montant Total de la subvention		23 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ATTRAPE THEATRE
Adresse administrative : 19 GRANDE RUE
77580 GUERARD
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Annie MAISTRE, Présidente

N° SIRET : 34911076700036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 18 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :
L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 mai 2017 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP16-177)

I- Présentation du bénéficiaire

Créée par Christophe Thiry en 1987, la compagnie l'Attrape-Théâtre met principalement en scène des textes fondateurs du patrimoine théâtral pour défendre un théâtre accessible à tous les publics. Il s'agit, pour la compagnie, de renouveler l'art théâtral par l'inventivité et l'originalité de la mise en scène, ainsi que par l'écriture. Outre les textes classiques (Corneille, Molière, E. Rostand…), la compagnie a ouvert son travail à la création contemporaine ainsi qu'à la musique et à la chanson (cabaret et concerts théâtralisés). L'Attrape-Théâtre souhaite promouvoir, à travers ses créations, un esprit de troupe. Pour toucher de nouveaux publics, la compagnie développe de nombreuses actions culturelles (ateliers, option-théâtre, stages avec des jeunes, en milieu scolaire, des amateurs…etc., en particulier dans le cadre de ses implantations territoriales.

Depuis 2011, la compagnie est implantée en Seine-et-Marne, sur le territoire de la Communauté de communes du Val Bréon qui comprend 9 communes (La Houssaye, Châtres, Les Chapelles Bourbon, Presles, Liverdy, Crèvecœur, Marles, Fontenay-Trésigny, Neufmoutiers), dans le cadre d'une résidence d'implantation DRAC/CD77 commencée en 2010. L'aide à la résidence d'implantation DRAC/CG77 s'est terminée en 2015, toutefois, l'équipe artistique a poursuivi sa résidence sur le territoire du Val Bréon.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

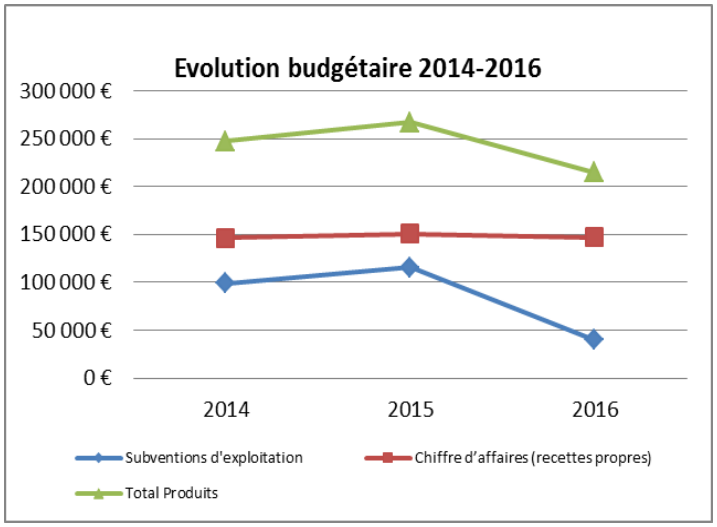
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2014	%	2015	2016	%
DRAC (aide à la résidence)	12 000	10%	12 000	0	0%
Conseil départemental	30 320	26%	11 580	16 921	29%
EPCI	50 000	43%	50 000	18 540	32%
Région - PAC	23 000	20%	23 000	23 000	39%
TOTAL SUBVENTIONS	**115 320**	**100%**	**96 580**	**58 461**	100%

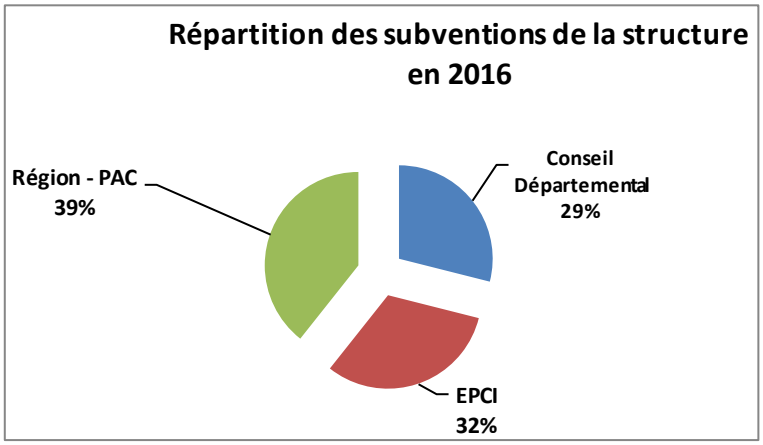
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2014	%	2015	*2016*	%
Subventions d'exploitation	98 896	*40%*	115 320	39 921	*19%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	146 150	*59%*	150 863	146 709	*68%*
Total produits	247 049	100%	266 685	214 785	*100%*

Graphique 1 : évolution budgétaire 2014-2015-2016



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2016



2) Evolution de l'emploi

L'équipe administrative technique et artistique est sous le régime de l'intermittence

	2014	2015	2016
Masse salariale totale en €	155 073	142 900	162 345
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	*6 251*	*5 904*	*7 291*

3) Evolution de l'activité

Années	2014	2015	2016
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	2	2	2
Nombre total de spectacles diffusés	5	5	5
Nombre de représentations	108 dont 20 en cession	72 dont 21 en cession	55 dont 32 en cession
Nombre de lieux concernés par les tournées	10	13	22
Nombre de spectateurs	11.120	10.512	9.627
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s)	1 Résidence d'implantation sur l'année C Communes du Val Bréon	1 Résidence d'implantation sur l'année Communauté de Communes du Val Bréon	1 Résidence d'implantation sur l'année Communauté de Communes du Val Bréon
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	10 H	10 H	
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	255 H	250 H	160 H
Nombre d'établissements et de relais partenaires	25	25	25
Nombre de bénéficiaires	300	300	250

III- Projet rédigé par le bénéficiaire pour la convention PAC 2017-2020

Suite à une longue période d'implantation de résidence dans la communauté du Val Bréon, nous sommes engagés dans une vraie mission de développement culturel et artistique avec les populations et notamment les jeunes. Nos actions prennent des formes multiples et sont essentielles à nos yeux.

Nous allons donc les poursuivre sur les 4 prochaines années, de façon itinérante, sur des villes ou communes différentes de la région, avec des structures culturelles qui développent peu ou pas l'action culturelle, et des lycées.

L'Attrape Théâtre, c'est aussi une compagnie qui partage et mutualise un lieu de répétitions et de constructions de décors et d'accessoires, en plein Paris, avec d'autres compagnies d'Ile-de-France.

PROJET ARTISTIQUE

Thème de L'unique à l'Universel Des hommes, des femmes et des combats. Fragiles, éphémères mais cependant têtus et combattifs pour partager la compréhension des êtres en s'intéressant à l'histoire des humains si particuliers et si puissants dans leur destin.

NOM DES LIEUX D'ACCUEIL	TYPE DE RESIDENCE	DUREE DE LA RESIDENCE	CONDITIONS D'ACCUEIL	MODALITES D'ACCOMPAGNEMENT DU LIEU
Centre Culturel Livry-Gargan (93)	Résidence KIM VAN KIEU Diffusion Actions Culturelles	Saison 2017-2018	Théâtre Répétitions publiques Représentations	TECHNIQUE FINANCIERE
Centre Culturel Ablis (78)	Résidence SALINA Diffusion Actions Culturelles	Saison 2018-2019	Théâtre Répétitions publiques Représentations	TECHNIQUE FINANCIERE
Théâtre Municipal Sud-Est Théâtre Villeneuve-Saint-Georges (94)	Résidence FEMME NON-RÉÉDUCABLES Diffusion Actions Culturelles	Saison 2019-2020	Théâtre Répétitions publiques Représentations	TECHNIQUE FINANCIERE
Théâtre Municipal Espace Malesherbes Maisons-Laffitte (78)	Résidence LE ROI LEAR Diffusion Actions Culturelles	Saison 2020-2021	Théâtre Répétitions publiques Représentations	TECHNIQUE FINANCIERE

PROJETS DE CREATION :

2017 – KIM VAN KIEU d'après Nguyen Du, Mise en scène Christophe Thiry- 8 comédiens, chanteurs, musiciens

Une adaptation théâtrale et musicale d'un célèbre roman vietnamien du XIXe siècle.Une jeune femme, Kieu, artiste, le cœur plein d'une généreuse bonté, en proie à la violence et à la concupiscence des hommes.

Diffusion du 21 au 25 juin 2017 au Studio Raspail, Paris 14e.

2018 – SALINA de Laurent Gaudet Mise en scène Christophe Thiry- 7 comédiens

Une pièce magnifique sur la transmission de la violence, de génération en génération. Salina, jeune femme à qui l'on refuse de vivre ses choix, se révolte et se venge de ceux qui l'oppressent. Sa violence entraîne de la vengeance, qui elle-même engendre de la violence, etc. Au bout de bien des années, une autre jeune femme offre son fils pour rétablir la paix des cœurs. *Coproduction et lieux de créations en recherche*

DIFFUSION :

- LE MAL COURT de JACQUES AUDIBERTI **-** Création 2016- Mise en scène Christophe Thiry
6 comédiens. 30 représentations au Théâtre du Lucernaire. novembre-décembre 2017 (coréalisation)
1 représentation Salle Jean Genet (cession)- Couches(71) suivi d'une tournée en cours d'élaboration.

- LES TROIS MOLIÈRE de MOLIÈRE - Création 1996 Mise en scène Christophe Thiry
5 comédiens, 1 représentation au Forum des Arts d'Osny (95). 30 mai 2017 (cession) et tournée en cours

Nombre total de représentations prévues : 50 dont en Ile de France : 40

LIEUX ET EQUIPEMENTS PARTENAIRES DU PROJET EN ILE-DE-FRANCE
Résidence de création et Livry-Gargan (93) –Ablis (78) - Villeneuve-Saint-Georges (94) - Maisons-Laffitte (78) -
Des actions culturelles seront associées à ces résidences (220 H) et aussi au val Bréon en partenariat avec les structures sociales collèges et les lycées notamment de Paris Coulommiers, Rozay en brie et Maison Lafitte.

IV- Budget du projet en 2017 (HT)

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	**141 400**	**COLLECTIVITES TERRITORIALES**	**94 000**
Salaires personnel artistique	87 700	**Région Ile-de-France PAC**	50 000
Salaires personnel technique	7 000	Département 77 En cours	15 000
Transports, hébergements, restauration, défraiements	2 000	CC Val Bréon attribué	19 000
Décors, costumes, accessoires	20 000	Commune Livry Gargan en cours	10 000
Prestations	800	**PARTENAIRES PRIVES**	**30 000**
Location matériel	1 000	Dons	30 000
Location salles	17 400	**RECETTES PROPRES**	**67 000**
Droits d'auteur	2 000	Billetterie	
Communication	3 500	Ventes de spectacle	50 000
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	**16 600**	Prestations de service	17 000
Salaires	15 000		
Achat action culturelle	800		
Transports	800		
AUTRES DEPENSES	**33 000**		
Salaires des personnels liés à la structure	20 000		
Fluides et combustibles	1 500		
Affranchissements et téléphone	3 000		
Petit Matériel	3 000		
Entretien Réparation	2 000		
Fournitures administratives	700		
Assurances	2 800		
TOTAL	**191 000**	**TOTAL**	**191 000**

V- Analyse du bilan et du projet

Le projet de permanence artistique et culturelle de 2014 était centré sur la résidence d'implantation territoriale au Val Bréon, en Seine-et-Marne, avec des créations, de la diffusion et des actions culturelles nombreuses. L'Attrape théâtre a su créer une véritable dynamique culturelle sur ce territoire. La compagnie a développé ses projets de créations avec une équipe de 5 à 8 artistes, et une large diffusion. Elle a mené des actions culturelles (665 heures sur 3 ans) pour un public varié, en particulier la jeunesse et le public lycéen. Elle a valorisé la pratique amateure associative au travers du festival intergénérationnel du Val Bréon qui sera désormais poursuivi pas la communauté d'agglomération. La présence de la compagnie a permis de mettre en place un véritable projet culturel sur la communauté d'agglomération qui se lance d'ailleurs dans la construction d'un équipement culturel pour le développer.

Le projet proposé pour le renouvellement de la convention se déploie sur de nouveaux partenariats avec d'autres territoires franciliens de petite et grande couronne. Une résidence et des actions culturelles seront prévues chaque année, dans quatre lieux différents (Livry Gargan (93), Les Ablis (78), Villeneuve-Saint-Georges (94) et Maison-Lafitte (78). La compagnie poursuivra également un volet d'actions culturelles chaque année avec la communauté d'agglomération du Val Bréon.

VI- Avis de la commission

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (équipes artistiques) pour un montant maintenu à l'identique.

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	16 100,00 €
2018	6 900,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	23 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	23 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	23 000,00 €
	Montant total	69 000,00 €

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

Calcul de la base subventionnable
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles du budget du projet PAC déduction faite du différentiel de subventionnement régional

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002778

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : POUR FAIRE BOUILLIR LA PLUIE - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	81 050,00 €	24,68 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : POUR FAIRE BOUILLIR LA PLUIE
Adresse administrative : 3 RUE JULES FERRY
95880 ENGHIEN LES BAINS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame Isabelle TRUBERT, Gérante

N° SIRET : 44012428700044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 mai 2017 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP16-177)

I- Présentation du bénéficiaire

Contrebassiste et compositeur de jazz, Yves Rousseau a fondé, en 2000, un quartet avec Jean-Marc Larché (saxophone), Régis Huby (violon) et Christophe Marguet (batterie), avec lequel ont été enregistrés plusieurs albums, largement salués par la presse : Choc Le Monde de la Musique 2005 pour « Sarsara », Citizen Jazz et Choc JazzMag 2015 pour « Akasha ». Ses influences musicales sont multiples : jazz, musiques du monde, baroque, classique, musique improvisée, musique nouvelle… Son écriture rencontre régulièrement d'autres champs

artistiques : les arts numériques, la danse, le théâtre et le texte, le chant… Yves Rousseau compose et dirige des formations musicales de dimensions variables, comprises entre deux et sept musiciens. Parmi ses créations, on peut citer le « Wanderer Septet », créé en 2013 à partir d'une relecture d'œuvres de Franz Schubert, le quintet « Yarin », qui a fait l'objet d'une version symphonique, ainsi que le sextet « Poète…vos papiers ! » autour de Léo Ferré, au sein duquel il a collaboré avec les chanteuses Claudia Solal, Jeanne Added, puis, Maria-Laura Baccarini.
Habitué à mener des résidences artistiques dans des structures très différentes, Yves Rousseau aime à développer simultanément un travail de diffusion et de création ainsi qu'un travail pédagogique avec les publics. Après avoir été implanté en Seine-et-Marne à Nangis, Yves Rousseau a été accueilli au Centre de Arts d'Enghien puis, au Théâtre 71, scène nationale de Malakoff. Depuis 2015, il est en résidence d'implantation au Triton, scène de musiques actuelles des Lilas. En 2016, il a entamé une présence dans les Yvelines.
La structure « Pour faire bouillir la pluie » porte et administre les projets artistiques d'Yves Rousseau. Elle reçoit le soutien de la DRAC Ile-de-France et celui de la Région Ile-de-France.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

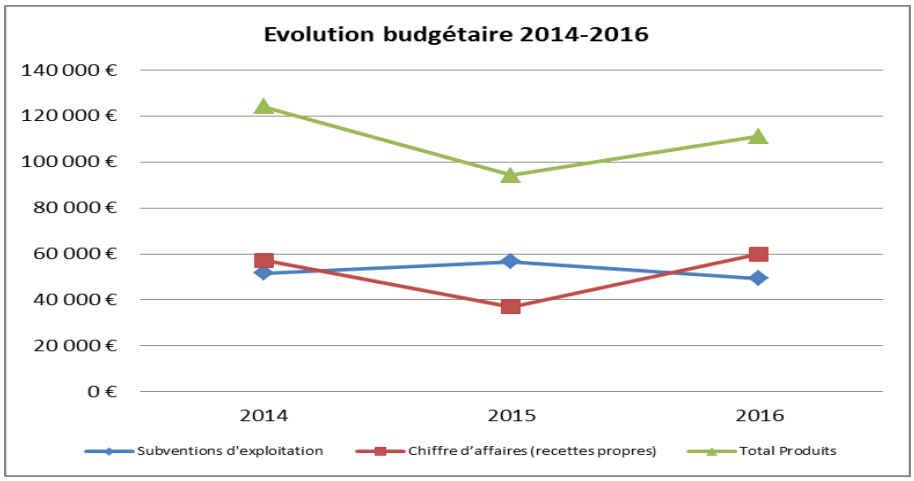
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2014	**%**	**2015**	**2016**	**%**
DRAC - aide structuration	28 000	*51%*	28 000	28 000	*49%*
Autres - 2014 : MFA, FCM, ADAMI / 2015 : SPEDIDAM / 2016 : SACEM	11 500	*21%*	8 000	13 740	*24%*
Région - PAC	15 000	*28%*	15 000	15 000	*26%*
TOTAL SUBVENTIONS	**54 500**	**100%**	**51 000**	**56 740**	100%

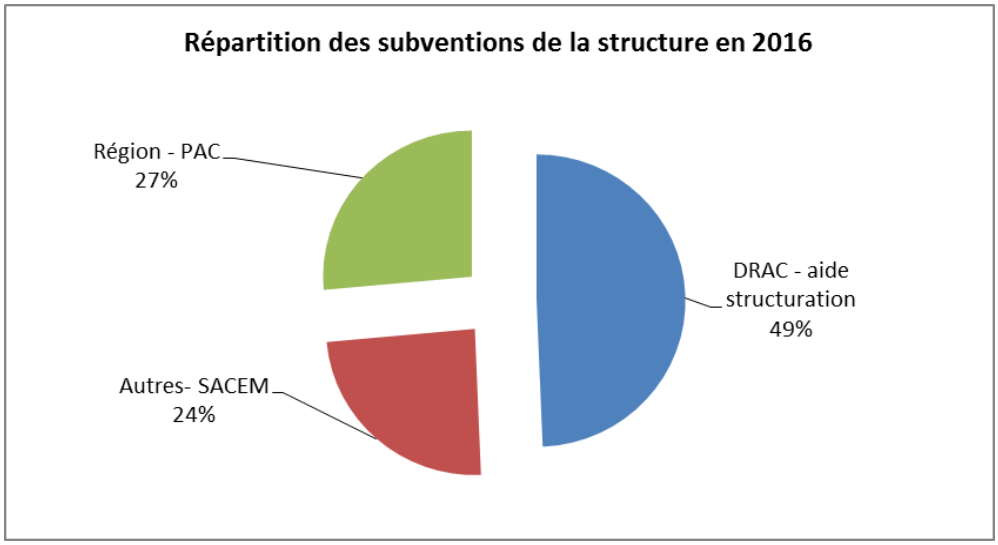
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2014	**%**	**2015**	***2016***	**%**
Subventions d'exploitation	51 679	*42%*	56 700	*49 355*	*44%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	57 211	*46%*	36 974	*59 997*	*54%*
Total produits	124 137	100%	94 203	*111 156*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2014-2015-2016 (prev)



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2016



2) Evolution de l'emploi

	2014	2015	2016
Masse salariale totale en €	30 067	64 973	61 192
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	440	610	1 668

3) Evolution de l'activité

saisons	2014/2015	2015/2016	Mai 2016/Mai 2017
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	1 Mirages	2 Murmures Spirit Dance	2 D'Amour et de Folie Strings and Winds
Nombre de spectacles diffusés au total	6 A Voix Basse : 3 Akasha : 5 Akasha + J.Knutson : 1 Duo	7 Spirit Dance : 2 Murmures : 3 AVoixBasse : 1 Akasha : 6	9 Akasha : 6 Continuum : 7 Spirit Dance : 5 D'amour et de Folie : 1

	Hernandez/Rousseau : 1 Wanderer : 4 Mirages : 1	Absolutely Free : 1 Wanderer : 8	Trio Rousseau Durand Savy : 3 Wanderer (gestion : Théâtre 71) : 4 Absolutely Free : 1 Murmures : 1 Strings and Winds : 1 + L'Opera de quat'sous (production : Comédie de Genève) :17
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :* *Dont représentations en engagement direct par le diffuseur*	15 *13 cessions* *2 engagements directs*	21 *14 cessions* *3 engagements*	29 + 17 soit 46 *36 cessions* *10 engagements*
Nombre de lieux concernés par les tournées	11	11	25
Nombre de spectateurs	10 000 environ	15 000 (+ ou-)	17 000 environ
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Lieux partenaires de résidence*	1 Théâtre 71/SN de Malakoff Saison 2014/2015 3è année de résidence d'implantation/ appropriation Résidence d'implantation/ appropriation	2 1) Le Triton / Les Lilas 2 sessions de Création Diffusion Spirit Dance & Murmures 2) Théâtre 71/SN de Malakoff Saison 2015/2016	3 1) Le Triton / Les Lilas Résidence de création + diffusion Strings and Winds 2) L'Usine à chapeaux – Rambouillet (78) Résidence de création/diffusion/actions culturelles 3) Abbaye de Noirlac, Centre culturel de rencontre (18) Résidence de Création Diffusion « D'Amour et de Folie » 1 période d'écriture au printemps 16. 4 jours de répétitions en amont de la création en juin + Biennale des Bains Numériques à Enghien (95) Juin 2016 : restitution dans le cadre de la avec Gérard Lesne. & confection d'un programme pour la semaine des Villes Numériques organisée dans la semaine du 25 juin au 2 juillet 2017 sous l'égide de l'UNESCO.
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	18	18	-
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	18	37	270

Nombre d'établissements et de relais partenaires	1	2	3
Nombre de bénéficiaires	20	130	25

III- Projet rédigé par le bénéficiaire pour la convention PAC 2017- 2021

*Pour les quatre années à venir, le projet est le **développement de la présence territoriale d'Yves Rousseau en Ile-de-France** via les résidences d'implantation, la diffusion nationale et internationale des programmes au travers de l'emploi du chargé de diffusion/communication, ainsi que la recherche de lieux de création et de coproducteurs. L'accent sera mis sur la rencontre avec les jeunes générations (lycées, collèges et primaires).*

Saison 2017/2018

- Début de **résidence La Barbacane à Beynes (78)** ; pour rappel cette structure reçoit le soutien de la DGCA au titre du dispositif DGCA/SACEM d'aide à la présence de compositeurs au sein des scènes pluridisciplinaires: actions en direction des publics, concerts en diffusion (Spirit Dance Quintet, Continuum, D'Amour et de Folie)
- Encadrement d'un projet avec une classe de collège autour du soundpainting
- Interventions diverses avec l'Ecole de Musique de Beynes (classe de composition, classe de contrebasse, atelier Jazz)
- Diverses interventions auprès de publics intergénérationnels et variés pour une sensibilisation au jazz et plus généralement aux musiques improvisées et plus particulièrement à l'univers du compositeur.
- Interventions dans une maison d'arrêt.

- Enregistrement du quintet **« Murmures »** en juillet 2017 pour une publication sur le label Abalone prévue en février 2018
- Poursuite de la résidence d'implantation artistique au Triton/Les Lilas
- Travail accru sur la diffusion des projets avec Gabriel Piot, nouveau chargé de diffusion/communication de la structure PFBLP
- Construction d'un nouveau répertoire en compagnie du percussionniste Cyril Hernandez et de 3 musiciens turcs (Tanini trio) à l'invitation de l'Institut Français d'Ankara : 4 jours de répétition à Ankara en juillet 2017 pour un projet de tournée en février 2018 dans 5 ou 6 villes de Turquie.

Saison 2018/2019

- **Pérennisation de la résidence à La Barbacane** avec diverses actions envers les publics ainsi que l'encadrement de ma nouvelle création intitulée **« Fragments »** en hommage aux esthétiques des grands groupes de pop/rock des années 70, dont le casting est en cours de construction mais qui réunira le guitariste Nguyen Lê ainsi que la saxophoniste Géraldine Laurent.
- Projet de reprise du programme symphonique « **Yarin »** pour orchestre symphonique qui fut créé au CRD de Bourges en 2014.
- Projet d'enregistrement du programme « **Fragments** »

Saison 2018/2019

- Projet d'enregistrement du programme « **D'Amour et de folie** » pour choeur mixte et saxophone soprano autour de sonnets de Louise Labé et travail autour de sa diffusion
- Recherche d'un nouveau lieu de résidence en priorité francilien
- Projet de création d'un second volet du quintet « **Spirit Dance** » co-dirigé avec Christophe Marguet
- Projet d'enregistrement du duo « **Continuum** »
- Travail accru sur la diffusion des projets avec Gabriel Piot, chargé de diffusion/communication de la structure PFBLP, avec une attention particulière portée à l'international (contacts pris avec l'Institut français à Lima au Pérou)
- Pérennisation du compagnonnage avec le Triton/les Lilas

Saison 2019/2020

- Projet d'enregistrement d'un second volet du quintet « **Spirit Dance** »
- Projet de création autour de la musique de Brahms dans la continuité du travail qui a été fait avec Wanderer (coproduction Théâtre 71)
- Pérennisation d'une résidence artistique qui aura été trouvée en 2019

- Travail accru sur la diffusion des projets avec Gabriel Piot, chargé de diffusion/communication de la structure PFBLP
- Recherche de nouvelles sources de financements de la structure
- Projet d'écriture et d'encadrement d'une nouvelle création

B - PROJET ARTISTIQUE

RESIDENCES PREVUES :

NOM DES LIEUX D'ACCUEIL	TYPE DE RESIDENCE	DUREE DE LA RESIDENCE	CONDITIONS D'ACCUEIL	MODALITES D'ACCOMPAGNEMENT DU LIEU
La BARBACANE **(Beynes – 78)**	**résidence d'implantation, de création et de diffusion**	**saison 2017/2018** **& saison 2018/19**	**Actions en direction des publics : collèges, lycées, écoles de musique, prison** **concerts en diffusion (Spirit Dance Quintet, Continuum, D'Amour et de Folie)** **concerts à domicile**	**ARTISTIQUE, TECHNIQUE ET FINANCIER**
Le TRITON **(Les Lilas – 93)**	**résidence d'implantation, de création et de diffusion**	**Saison 2017/2018** **3e année de résidence**	**Création diffusion** **Encadrement de 5 groupes amateurs constitués et diffusion lors de la NUIT BLANCHE** **BOA** **PIC 93**	**ARTISTIQUE, TECHNIQUE ET FINANCIER**

PROJETS DE CREATION :

- Construction d'un nouveau répertoire en compagnie du percussionniste Cyril Hernandez et de 3 musiciens turcs (**Tanini trio)** à l'invitation de **l'Institut Français d'Ankara** : 4 jours de répétition à Ankara en juillet 2017 pour un projet de tournée en février 2018 dans 5 ou 6 villes de Turquie. .....

- **Dans le cadre de la résidence à La Barbacane** : Création du répertoire **« Fragments »** (sextet) à l'automne 2018 :
Distribution en cours : sont déjà pressentis Nguyen Lê (guitares) et Géraldine Laurent (saxophone alto).....

DIFFUSION :

- Concert Akasha 4tet à l'Usine à Chapeaux – Rambouillet (78) le 21 mai 2017 – cession.
- Maison Aragon Triolet – Saint Arnoult en Yvelines (Partenariat avec l'Usine à Chapeaux de Rambouillet – 78)
Duo Continuum - le 2 juillet - contrat de cession
- Festival de Chambord : « D'Amour et de Folie » - le 11 juillet 2017 - contrat de cession
- Festival « Au Sud du Nord » Duo Continuum le 22 septembre 2017 - contrat d'engagement
- Centre Culturel des Bords de Marne à Nogent sur Marne (94) Spirit Dance 5Tet - le 6 février 2018 - contrat de cession
- Spirit Dance 5tet / Beynes (78) - 26 novembre 2017
- Wanderer Septet / Le Granit / Belfort / 20 Janvier 2017

Dans le cadre de la résidence à Beynes :
- Spirit Dance /Beynes/ 26 novembre 2017
- Continuum /Beynes / 30 septembre 2017
- D'Amour et de Folie /Beynes : 23 mars ou 13 avril 2018

Nombre total de représentations prévues : 10
Nombre total de représentations prévues en Ile-de-France : 9
Dates en cours de confirmation : 2 (Jam à Montpellier, Jazz au Fil de l'Oise)

LIEUX ET EQUIPEMENTS PARTENAIRES DU PROJET EN ILE-DE-FRANCE
Préciser les villes et départements de ces partenaires et les modalités du partenariat :
L'Usine à Chapeaux Rambouillet (78) –
La Barbacane à Beynes (78)
Le Triton aux Lilas (93)

Accueil en résidence avec aide de la DGCA, de la Ville de Beynes, du Département des Yvelines, de la DGCA confirmée.

IV- Budget du projet en 2017 (HT)

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	76350	**ETAT**	28000
Salaires personnel artistique (bruts et charges)	25300	Drac Ile-de-France attribué X	28000
Droits d'auteur	2500	Autres Ministères, préciser : attribué □ / en cours □	
Décors, costumes, accessoires		**COLLECTIVITES TERRITORIALES**	25000
Prestations		**Région Ile-de-France PAC (dans la limite de 40% du budget proposé)**	25000
Transports, hébergements, restauration, défraiements	1550	EPCI - Communautés de communes - Agglomération,	
Résidences	8000	Commune	
Personnel administratif : Chargé de comm/diff/commissions sur concerts et gérante et RSI +STAGIAIRE	35000	**UNION EUROPEENNE**	0
comptable auto entrepreneur	4000	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITE**	33050
AUTRES DEPENSES	9700	Ventes de spectacle	27900
Part de charges de fonctionnement		Résidence action culturelle Barbacane	5000
Fluides et combustibles		Prestations de service	150
Affranchissement, téléphone	3200		
assurance, dépenses administratives	3000		
Communication, réception, publicité	3500		
TOTAL	**86 050**	**TOTAL**	**86 050**

V - Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Yves Rousseau est contrebassiste et compositeur de jazz. Fondateur du quartet Akasha avec lequel il a créé 3 répertoires largement salués par la presse et la profession, il dirige des formations artistiques à dimensions variables. Il est régulièrement accueilli en résidence de longue durée en Ile-de-France et a le goût de la transmission et des actions culturelles avec les publics.

Le projet proposé en 2014 pour la troisième convention avec la Région portait à la fois sur le développement de la diffusion de ses programmes et la création de nouveaux répertoires. Yves Rousseau était alors accueilli en résidence longue au Théâtre 71, scène nationale de Malakoff. Il souhaitait également pouvoir renforcer son équipe administrative avec la création d'un poste de chargé de diffusion.

Le bilan est positif : au cours des trois dernières années, l'ensemble a acquis une visibilité nouvelle en Ile-de-France à travers une diffusion en hausse, grâce à l'embauche d'un chargé de diffusion - poste (à temps partiel) d'abord créé en CDD, puis pérennisé en CDI en 2015.
Yves Rousseau a également créé plusieurs programmes dont 2 quintets et un important projet créé à l'invitation de l'Abbaye de Noirlac, réunissant, autour de Sonnets de Louise Labé, 16 chanteurs du chœur Pasiphaé (des solistes de Mikrokosmos – direction : Loïc Pierre) et 2 musiciens.
Enfin, et surtout, Yves Rousseau a considérablement élargi son implantation en Ile-de-France en trouvant de nouveaux points d'ancrage durable sur le territoire : après la fin de la résidence à Malakoff en 2015, l'équipe est entrée en résidence d'implantation de trois ans au Triton aux Lilas et, de façon parallèle, a développé une présence nouvelle dans les Yvelines à travers une première résidence à Rambouillet, à L'Usine à Chapeaux. Yves Rousseau poursuit par ailleurs toujours ses interventions à Enghien-les-Bains avec les élèves du conservatoire.

Le projet présenté pour le renouvellement de la convention s'appuie sur une implantation confortée en Ile-de-France avec la poursuite de la résidence au Triton aux Lilas, lieu très repéré par la profession et qui offre une visibilité importante à proximité de Paris, ainsi que de très bonnes conditions techniques de travail, et le développement d'une nouvelle résidence longue à La Barbacane à Beynes dans les Yvelines, avec le soutien de la DGCA et de la SACEM, qui prévoit de la diffusion, des ateliers avec les conservatoires, des lycéens et collégiens, des concerts à domicile… Yves Rousseau prévoit par ailleurs plusieurs créations nouvelles dont un projet de sextet, tout en poursuivant la diffusion des répertoires existants.

VI - Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques professionnelles indépendantes) pour un montant augmenté, au regard de l'élargissement de l'implantation territoriale de l'équipe et de sa structuration nouvelle.

La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle avec la société « Pour faire bouillir la pluie » pour quatre nouvelles années et apporte une aide à hauteur de 20 000 € sur une base subventionnable de 81 050 €, correspondant au budget prévisionnel proposé, déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé.

La Région portera une attention particulière à la poursuite des partenariats d'implantation de la structure avec des structures culturelles franciliennes, dans le cadre de la mise en œuvre de son projet de permanence artistique et culturelle.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 79 040 € et correspondant au montant du budget proposé.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 000,00 €
2018	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	15 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	15 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	15 000,00 €
	Montant total	45 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002781

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SUONARE E CANTARE - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	70 340,00 €	11,37 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SUONARE E CANTARE
Adresse administrative : 12 RUE DE LA PYRAMIDE
91200 ATHIS MONS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Bernard HOF, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 41099635900023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 mai 2017 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP16-177)

I- Présentation du bénéficiaire

Suonare e Cantare, fondé en 1997 par le flutiste Jean Gaillard, est un ensemble instrumental et vocal, qui interprète un répertoire de musique ancienne des XVIème et XVIIème siècles sur des instruments originaux. L'Ensemble s'ouvre par ailleurs à la musique contemporaine, notamment en direction du jeune public, avec notamment la

création de contes musicaux (« Conte d'automne » de Grégoire Solotarev en 2017) ou à la chanson, avec un programme créé en 2014 autour de neuf chansons de Barbara. En 2016, l'Ensemble a créé deux programmes consacrés l'un aux cantates funèbres de J.S Bach et de G.P Telemann et l'autre uniquement aux cantates du compositeur allemand G.P Telemann.

Implanté en Essonne, sur le territoire de l'ex-communauté d'agglomération des Portes de l'Essonne (dont les communes ont aujourd'hui rejoint l'Etablissement Public territorial T12 – Grand Orly Seine Bièvre), - Jean Gaillard étant par ailleurs directeur du conservatoire intercommunal -, Suonare e Cantare présente ses productions principalement dans le département et le territoire des portes de l'Essonne, en les accompagnant d'actions de sensibilisation, mais aussi dans des festivals en France ou à l'étranger (Festival Baroque de Pontoise, Classique au Vert à Paris, Sablé-sur-Sarthe, Printemps des Arts de Monte Carlo, Nantes, à Bruxelles, Istanbul…).

L'ensemble Suonare e Cantare est subventionné par le Conseil Départemental de l'Essonne (9 000 € en 2017) et par la Région Ile-de-France au titre de la permanence artistique et culturelle depuis 2007.
Il bénéficie également d'une convention de mise à disposition de locaux (bureau et une salle de répétition) par le Territoire Grand Orly Seine Bièvre, au conservatoire intercommunal, en échange de quoi l'Ensemble s'engage à assurer un concert par an, à mener des actions culturelles auprès des écoles et/ou maisons de retraite et à prêter son clavecin au conservatoire (convention valorisée à hauteur de 5 200 €).

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

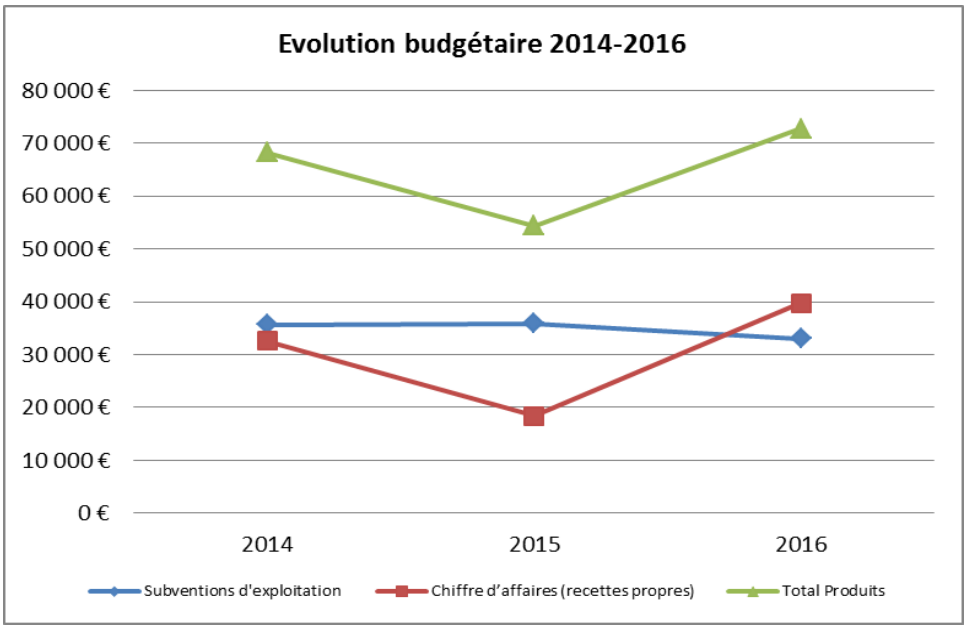
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2014	***%***	**2015**	**2016**	***%***
Conseil Départemental de l'Essonne	13 000	*36%*	13 000	10 000	*30%*
Région - PAC	23 000	*64%*	23 000	23 000	*70%*
TOTAL SUBVENTIONS	**36 000**	**100%**	**36 000**	**33 000**	100%

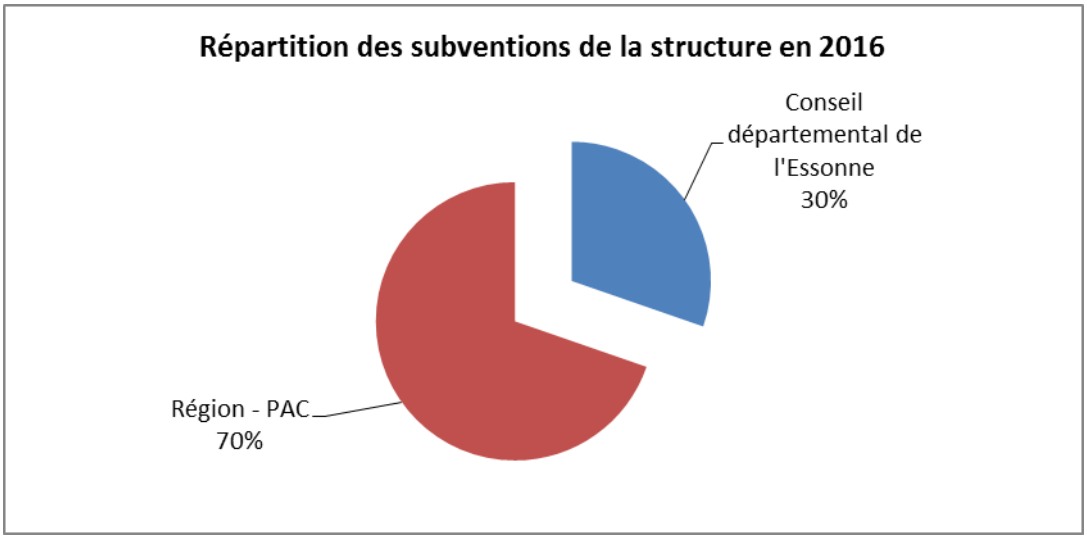
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats (à l'exception de 2016, les bilans et comptes de résultats n'étant pas clôturés lors du dépôt du dossier)

	2014	***%***	**2015**	***2016 (prévisionnel)***	***%***
Subventions d'exploitation	35 722	*52%*	35 917	*33 000*	*45%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	32 573	*48%*	18 377	*39 723*	*55%*
Total produits	68 300	100%	54 334	*72 723*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2014-2015-2016 (prev)



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2016



2) Evolution de l'emploi

	2014	2015	2016
Masse salariale totale en €	33 459	35 778	34 931
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	1 060	1 752	1 632

3) Evolution de l'activité

	2014	2015	2016
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	2	1	2
Nombre de spectacles diffusés au total	11	6	9
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	9	3	5
Nombre de lieux concernés par les tournées	nc	nc	nc
Nombre de spectateurs	1650 environ	900 environ	1350 environ
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s)	-	-	-
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	30 heures durant le stage d'été	30 heures durant le stage d'été	30 heures durant le stage d'été
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	40 heures	50 heures	50 heures
Nombre d'établissements et de relais partenaires	Educ Nat + EPIC les Bords de Scène	Educ Nat + EPIC les Bords de Scène	Educ Nat + EPIC les Bords de Scène
Nombre de bénéficiaires	251	347	423

III- Projet rédigé par le bénéficiaire pour la convention PAC 2017-2020

« Ce qui nous anime ici, ce qui nous fait battre (…), c'est l'envie de faire partager un bien, un ensemble d'œuvres humaines qui nous aident à vivre, à penser, à aimer, à trouver des réponses comme à trouver du plaisir, de vouloir transmettre ce regard sur les choses qui évite d'être passif devant les évènements du monde, qui nous fait participer davantage à la construction si difficile d'une humanité meilleure ». JM Zakhartchouk

En novembre 2017, Suonare e Cantare fêtera ses 20 ans d'existence et souhaite poursuivre cette aventure artistique et humaine initiée en 1997 en Essonne. Les musiciens de l'ensemble, confirment leurs engagements pour approcher un public toujours plus large et plus diversifié tout en maintenant leurs activités professionnelles de création, diffusion, formation et sensibilisation artistique.
Les subventions de Conseil Départemental de l'Essonne et du Conseil Régional d'Ile de France nous permettent d'assurer la continuité de ces missions avec passion, sans tomber dans une course aux chiffres et donc dans une dérive marchande.

Les trois axes :

- Le travail de recherche et de diffusion de partitions inédites : Charpentier, Merula, Kapsberger, Tunder …)

- Mais aussi, la création. Hier : Max et les MAXImonstres, Jean de la Lune, le Magasin ZinZin … aujourd'hui les chansons de Barbara et demain un P'tit prince d'après l'album de ST Exupéry.
- Et encore la sensibilisation et la formation des publics : élèves de conservatoires, classes des écoles primaires et des collèges de notre territoire de résidence.

Dans un souci permanent d'intervenir en matière de formation de nouveaux publics, l'ensemble Suonare e Cantare :

- Envisage un nouveau partenariat musical avec les élèves du lycée Corot (rentrée 2018) dans le cadre d'un nouveau partenariat avec le conservatoire des portes de l'Essonne.
- Soutient la politique culturelle et sociale de la CCAS en participant (été 2018 et 2019) aux tournées d'été pour réaffirmer que la culture solidaire permet à l'homme de s'émanciper, d'être conscient du monde dans lequel il vit.
- Initie, depuis 2017, un nouveau partenariat avec « Corpusfabrique », la fabrique artistique de Ville Evrard, établissement de santé mentale (93), en reprenant un programme de conte mêlant création contemporaine, musique ancienne et nouvelle lutherie. Ce premier partenariat sera poursuivi par une résidence de création pour un projet autours des « 4 saisons » d'après les livres de Grégoire Solotareff avec la participation d'Eric Didry pour la mise en scène.
- Collabore activement à la présence du festival « Les 3 jours baroques » sur le territoire des Portes de l'Essonne.

PROJETS DE CREATION :

1/ One charming night – Airs and Instrumentals music (H. Purcell) *En partenariat avec l'EPIC Les bords de Scène – le samedi 14 octobre 2017 à 20h30 – église de Morangis*
« Une nuit enchanteresse procure plus de délices que cent jours heureux », le décor est posé. Une nuit de folies, d'émotions exacerbées, un songe nocturne où règnent l'amour, la féerie et le fantastique comme cela arrive parfois dans les rêves. Exploitant la vitalité et la souplesse de la langue anglaise, les musiques de Purcell peignent une exceptionnelle diversité de tons et d'atmosphères par d'abrupts changements de tempo, des modulations et dissonances inattendues, pour illustrer les joies et les tourments de l'amour, les douleurs de l'abandon, les mystères de la nuit, les divagations de la folie. Au matin, tous saluent le soleil qui se lève.
« Le talent extraordinaire de Purcell dans tous les genres de musique est bien connu ; mais il est plus particulièrement admiré pour sa musique vocale, ayant un génie spécial pour exprimer l'énergie des paroles anglaises, par lequel il émeut les passions et provoque l'admiration de tous ses auditeurs. »

HENRY PLAYFORD, ORPHEUS BRITANNICUS, 1698.
« Écouter sa musique, c'est participer à la vie, saisir un peu du feu étincelant, prendre sa part des regrets et des peines de cet homme ouvert à toutes les émotions, d'une sensibilité toujours en éveil, toujours prêt à la louange ou à l'adoration, aux soupirs ou aux larmes, et qui pouvait tantôt emboucher la trompette en l'honneur de la majesté, tantôt, cherchant à fuir le mal d'amour, trouver en lui-même la fièvre. »
JACK A. WESTRUP, PURCELL, 1947.
Avec : Elodie Fonnard : soprano ; Françoise Enock : violone ; Julie Blais : clavecin ; Jean Gaillard : flûtes à bec et direction

2/ Le Petit Prince – conte musical de Yves Grollemund d'après l'album d'Antoine de Saint Exupéry - *Janvier 2018 (dates en attente) – Théâtre Jean Dasté à Juvisy – En partenariat avec l'EPIC Les bords de Scène*
Avec : Elodie Fonnard : soprano, Jean Gaillard : flûtes à bec, Marieke Bouche : violon, Françoise Enock : viole de gambe, Julie Blais : clavecin

3/ Le silence des anges – fables italiennes et orthodoxes du XVII°s – *octobre 2018 – église St Dominique à Juvisy -En partenariat avec l'EPIC Les bords de Scène*
Les musiciens s'approchent de la scène. Le décor est planté. Les cieux observent. C'est la semaine tant attendue. Une semaine où aucun ange n'ose chanter. Avec une douceur teintée d'une audace nouvelle,

l'ensemble Suonare e Cantare propose un voyage initiatique dans les polyphonies vénitiennes et orthodoxes du XVII°s.
Avec : Elodie Fonnard : soprano, Jean Gaillard : flûtes à bec, Marieke Bouche : violon, Françoise Enock : viole de gambe, Julie Blais : clavecin

4/ Les 4 saisons de Solotarev – contes d'automne, d'hiver, de printemps et d'été de Grégoire Solotarev
Janvier 2019 – Corpusfabrique, la fabrique artistique de Ville Evrard + Epic les Bords de Scène

DIFFUSION :

Confirmées :
- « One Charming night » – création 2017 – musique baroque – 4 musiciens - samedi 14/10/2017 – une représentation à l'église de Morangis (91) – contrat de cession
- « The fruits of Love » – création 2014 – musique baroque – 5 musiciens - théâtre du Kremlin Bicêtre (94) – mercredi 17/10/2017 – une représentation – contrat de cession
- « Ma plus belle histoire d'amour » - création 2014 - Vendredi 26 janvier 2018 à 20h30 – théâtre La Coupole à Combs la ville (91) – une représentation – contrat de cession
- « Ma plus belle histoire d'amour » - création 2014 – Samedi 27 janvier 2018 à 20h30 Centre Culturel Alain Poher à Ablon (91) – salle Barbara – une représentation – contrat de cession
- « Les 4 saisons - contes de Solotarev » - création 2018 – Samedi 5 mai 2018 à 20h30 Centre Culturel Alain Poher à Ablon (91) – une représentation – contrat de cession
- « One Charming night » – création 2017 – musique baroque – 4 musiciens - mars 2018 – trois représentations à la fabrique Evrard (93) – établissement de santé mentale – coproduction
- « One Charming night » – création 2017 – musique baroque – 4 musiciens - mars 2018 – 1 représentation à l'église Allemande à Paris (auto production – date de location de l'église non encore définitive).

À confirmer pour la saison 2018/19 :
- « One Charming night » – création 2017 – musique baroque – 4 musiciens - samedi 14/10/2017 :
- Bruxelles/Louvain : festival des midi-minimes – 3 représentations
- Festival de Brezice (Slovénie) – 3 représentations
- Ville de Lisses (91) – 1 représentation
- Heures musicales de Simiane la Rotonde – 1 représentation
- Festival la Tour passagère (Lyon) – 1 représentation
- Festival du haut Jura – 1 représentation
- Musique à la Chabotterie – 1 représentation
- Festival e Vivarais Lignon – 1 représentation
- Tournée dans le cadre de la programmation de la CCAS : 8 concerts en juillet/aout 2018 et 8 concerts en juillet/aout 2019.

Nombre total de représentations prévues : 23 dont 11 confirmées à ce jour (+ 8 dans le cadre de la tournée CCAS)
Nombre total de représentations prévues en Ile-de-France : 11 en IdF

LIEUX ET EQUIPEMENTS PARTENAIRES DU PROJET EN ILE-DE-FRANCE
- EPT Grand Orly Seine Bièvre (91/94) : convention de résidence au CRI des Portes de l'Essonne
- EPIC les Bords de Scène : partenariat pour la création et la diffusion de spectacles / Codirection du festival les 3 jours baroques.
- La fabrique artistique de la ville Evrard (93) : accueil ponctuel pour des actions de sensibilisation et de diffusion
- Lycée JB Corot (classes option musique) : premier partenariat artistique prévu en 2018

IV- Budget du projet en 2017 (HT)

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	47790	**ETAT**	
Salaires personnel artistique (bruts et charges)	25450	Drac Ile-de-France attribué □ / en cours □	
Salaires personnel technique (bruts et charges)	4800	Ministère de la Culture attribué □ / en cours □	
Droits d'auteur, partitions, arrangements …	3500	Autres Ministères, préciser : attribué □ / en cours □	
Décors, costumes, accessoires		**COLLECTIVITES TERRITORIALES**	33000
Prestations		**Région Ile-de-France PAC (dans la limite de 40% du budget proposé)**	
Location matériel lumière	2600	Région Ile-de-France autres Préciser le dispositif: PAC attribué □ / en cours x	23000
Location salle		Département : Essonne attribué □ / en cours x	10000
Transports, hébergements, restauration, défraiements	9940	EPCI - Communautés de communes - Agglomération, Etablissement public territorial, préciser : attribué □ / en cours □	
Communication	1500	Commune 1, préciser : attribué □ / en cours □	
Résidences		Commune 2, préciser : attribué □ / en cours □	
Autres, préciser :		**UNION EUROPEENNE**	0
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	13140	Préciser le dispositif : attribué □ / en cours □	
Salaires (bruts et charges)	5640	**EMPLOIS AIDES**	0
Achat action culturelle		Préciser le dispositif :	
Comptabilité	1000	**AUTRES SUBVENTIONS** (Arcadi, Cnv…) Préciser	
Autres (préciser) : hôtel, repas, voyage	6500	**SOCIETES CIVILES**	2000
AUTRES DEPENSES	25410	Adami	
Part de charges de fonctionnement		Sacem	
Salaires des personnels liés à la structure (bruts et charges)	10200	Spedidam	2000
Loyer annuel et charges locatives		Autres	
Fluides et combustibles		**PARTENAIRES PRIVES**	0
Affranchissements et téléphone	1000	Mécénat	
Autres, préciser : comptabilité	4480	Sponsors	
MAIF Assurance	1230	Autres partenariats privés, préciser :	
Frais de formation	400	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITE**	51340
Maintenance logiciel paie	600	Billetterie	
Frais financiers	1000	Ventes de spectacle	30000
Achats CDs aux prod	1500	Apports en coproduction	9000

AFDAS	2200	Résidences	
Achet de fournitures	2000	Prestations de service : stage+cotisation	9100
frais divers	800	Autres, préciser : billeterie+cd+royalties	3240
TOTAL	**86340**	**TOTAL**	**86340**
APPORTS EN VALORISATION			
APPORT EN VALORISATION		**APPORT EN VALORISATION**	
Mise à disposition de locaux	5200	Apport financeur 1	5200
Mise à disposition de personnel		Apport financeur 2	
Autres valorisation (préciser)		Apport financeur 3	
TOTAL VALORISATIONS	**5200**	**TOTAL VALORISATIONS**	**5200**

V- Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Installé en Essonne à Juvisy-sur-Orge sur le territoire des portes de l'Essonne, Suonare e Cantare est un ensemble de musique ancienne dirigé par le flûtiste Jean Gaillard, également directeur du conservatoire intercommunal. Le projet proposé pour la convention qui s'achève reposait sur l'activité de création de l'ensemble, la diffusion et les interventions de sensibilisation. L'un des enjeux lors du précédent renouvellement était de redynamiser la diffusion de l'Ensemble notamment grâce à l'embauche d'un nouvel agent artistique. De ce point de vue, le bilan n'est pas positif, alors que l'ensemble a créé 5 nouveaux programmes, la diffusion a encore diminué, de 20 à 25 concerts entre 2011 et 2013, le niveau de diffusion des trois dernières années s'établit entre 6 et 11 concerts par an.
Outre le partenariat avec le Théâtre des Bords de Scène (qui comprend l'achat d'une création par saison et la direction artistique d'un temps fort festivalier de musique baroque) et une collaboration nouvelle avec corpusfabrique (fabrique à l'hôpital de Ville Evrard) autour de la création de contes musicaux, Suonare e Cantare n'a pas élargi son réseau professionnel pour accompagner, notamment en coproduction, le projet artistique de l'Ensemble. Si des actions de sensibilisation et pédagogiques sont menées avec les publics (élèves de primaires, de collèges, des personnes âgées, patients, centres de loisirs…), la majorité des interventions concernent des élèves de conservatoires, soit dans le cadre de l'atelier de musiques anciennes du conservatoire des portes de l'Essonne soit dans le cadre d'un stage d'été proposé dans le sud de la France.
Le projet proposé par Suonare pour les 4 années à venir est dans la continuité en terme de création, diffusion, actions culturelles et partenaires, avec toutefois un projet qui va se mener avec le chœur du lycée Corot de Savigny-sur-Orge.

VI - Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.
Elle a rendu un avis défavorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle et propose une sortie du dispositif.
Cette sortie de l'aide à la permanence artistique et culturelle fait l'objet d'une convention annuelle, assortie d'une aide régionale révisée à la baisse de 8 000 €.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable s'élève à 70 340 € et correspond au budget prévisionnel proposé par le

bénéficiaire déduction faite des frais financiers et de la différence entre le montant proposé et le montant sollicité.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 600,00 €
2018	2 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	23 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	23 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	23 000,00 €
	Montant total	69 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002783

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : THEATRE DU CRISTAL - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	155 500,00 €	24,44 %	38 000,00 €
	Montant Total de la subvention		38 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DU CRISTAL
Adresse administrative : 13 ALLEE DU STADE
95610 ERAGNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur RENATO PEREIRA DA PONTE, Autre

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 38198115800078

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 mai 2017 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP16-177)

Description :

I- Présentation du bénéficiaire

Fondé par le metteur en scène Olivier Couder, le Théâtre du Cristal est une compagnie de théâtre qui travaille avec des comédiens en situation de handicap. Partenaire de l'ESAT (Etablissement et Service d'Aide par le Travail) La Montagne à Cormeilles en Parisis, elle accueille depuis 2004 à plein temps quinze comédiens handicapés, qu'elle forme au théâtre et distribue dans ses propres créations ou en répondant à des demandes de casting, pour lesquels ils sont régulièrement sollicités. Le Théâtre du Cristal a créé une vingtaine de pièces d'auteurs contemporains (Beckett, Calaferte, Melquiot…) sous la direction d'Olivier Couder, tandis que d'autres créations ont été mises en scène par d'autres metteurs en scène, tels que Philippe Adrien avec la compagnie du Troisième œil, et plus récemment Olivier Brunhes de la compagnie l'Art Eclair en 2013 pour la pièce « Fracas ».
Installée à Eragny-sur-Oise depuis 2014 (auparavant à Beaumont-sur-Oise), la compagnie développe de nombreuses actions culturelles auprès du public, que ce soit en milieu scolaire ou au sein des institutions médico-sociales.
Depuis 2012, le Théâtre du Cristal organise un festival biennal art et handicap, « Viva La vida » en partenariat avec des lieux de spectacles du Val d'Oise, dont la scène nationale de L'Apostrophe. La compagnie développe par ailleurs un pôle d'activités dédié à l'accès à la culture des personnes en situation de handicap
Le Théâtre du Cristal bénéficie du soutien de la DRAC Ile-de-France, du Département du Val d'Oise et de la Région Ile-de-France.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

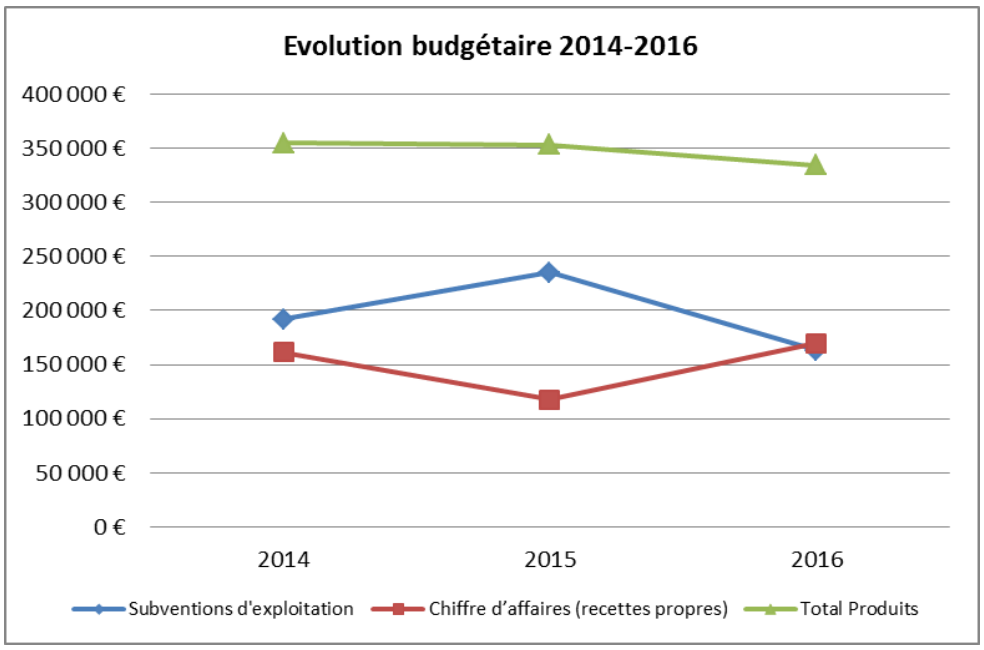
	2014	**%**	**2015**	**2016**	**%**
DRAC Théâtre et SDAT	36 500	*19%*	36 500	36 500	*22%*
Etat - Rectorat de Versailles	1 500	*1%*	1 500	1 500	*1%*
Etat / ASP - aide à l'emploi CAE	5 187	*3%*	5 996	8 526	*5%*
Conseil départemental 95	55 800	*28%*	46 400	44 000	*27%*
UE – FSE			63 665	14 620	*9%*
Autres - Mécénat	30 000	*15%*	36 000	12 500	*8%*
ARCADI			10 000	3 000	*2%*
Région - PAC	30 000	*15%*	30 000	30 000	*18%*
Région - Lutte contre les discriminations handicap	26 250	*13%*			
Région - Emploi tremplin	10 667	*5%*	6 667	13 750	*8%*
SOUS-TOTAL REGION	*66 917*	*34%*	*36 667*	*43 750*	*27%*
TOTAL SUBVENTIONS	**195 904**	**100%**	**236 728**	**164 396**	100%

Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

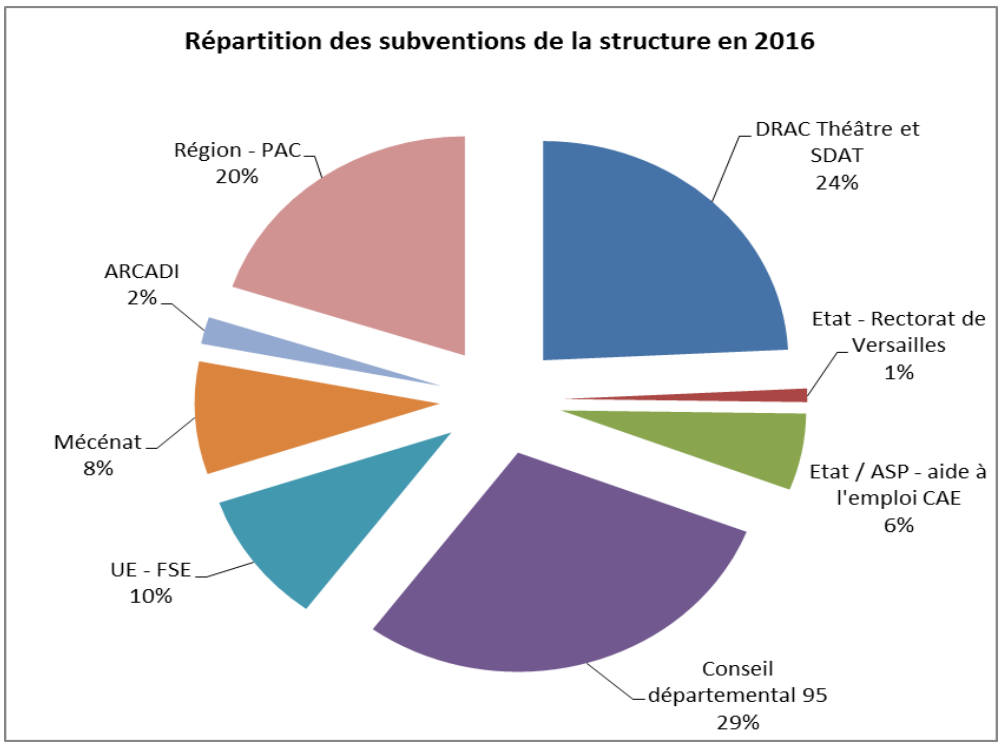
	2014	**%**	**2015**	**2016**	**%**

Subventions d'exploitation	192 004	*54%*	235 228	162 895	*49%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	161 305	*45%*	117 968	169 856	*51%*
Total produits	354 610	100%	353 196	334 121	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2014-2015-2016



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2016



2) Evolution de l'emploi

	2014	2015	2016
Masse salariale totale en €	149 236	157 808	164 619
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	5 024	5 474	5 117

3) Evolution de l'activité

Années	2014	2015	2016
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	1 Blanche Neige	1 Cabaret des frissons garantis Missions d'un mendiant	
Nombre de spectacles diffusés au total	6 Vu du banc : 4 Catalina in fine : 2 Ô ! : 2 Fracas : 6 en coprod avec Art Eclair Petit Poucet : 2 Blanche Neige : 5	5 Missions… : 12 Cabaret… : 8 Vu du banc : 1 Fracas : 2 Dramaticules : 1	3 Missions… : 9 Cabaret… : 25 Fracas : 2
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	19 dont 3 en cession	24 dont 9 en cession	36 dont 23 en cession
Nombre de lieux concernés par les tournées	11	12	20
Nombre de spectateurs	2800 + 2000 (festival Viva la vida)	1925	2725 + 6300 (festival Viva la vida)
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Lieux partenaires de résidence*	Implantation permanente à Eragny-sur-Oise	Implantation permanente à Eragny-sur-Oise	Implantation permanente à Eragny-sur-Oise
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	50 h	50 h	50 h
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	480 h	400 h	518 h
Nombre d'établissements et de relais partenaires	20	20	12
Nombre de bénéficiaires	300	350	350

III- Projet rédigé par le bénéficiaire pour la convention PAC 2017-2021

Rappel : L'association Le Théâtre du Cristal se compose de deux entités :

➢ **La Compagnie du Théâtre du Cristal** fondée en 1989. Elle produit et diffuse en France et en Europe des spectacles avec des comédiens handicapés ou non. Partenaire de l'ESAT La Montagne (association HAARP), elle accueille depuis 2004 à plein temps quinze comédiens handicapés qu'elle forme au théâtre et distribue dans ses propres créations.
Olivier Couder, directeur artistique de la compagnie, a mis en scène plus de 20 spectacles (Beckett, Calaferte, Durif…). Des artistes associés ont également réalisé des créations avec les comédiens de la compagnie (Philippe Adrien et la compagnie du troisième œil, Olivier Brunhes, Dominique Houdart, Eric Morin Racine…).
Les comédiens sont également souvent sollicités pour divers castings (longs ou courts-métrages tels que ceux de X. Giannoli, N. Lvovsky)

Olivier Couder et l'équipe du Théâtre du Cristal mènent de nombreux projets d'action culturelle et interviennent dans la formation initiale de métiers médico sociaux (éducateurs, ES, CAFERUIS, DEIS, Psychomotriciens-nes).

➢ **Le Pôle art et handicap.** Il a pour mission de garantir aux personnes en situation de handicap vivant dans le Val d'Oise un accès facilité à l'art et à la culture.
Il s'inspire dans son action des politiques nationales et départementales.
Son objectif est de rapprocher les établissements médico sociaux et les établissements culturels afin de construire un réseau territorial d'accessibilité culturelle ouvert à tous.
Il sensibilise le grand public, les professionnels de la culture et du médico-social à la question du handicap à travers la pratique culturelle, il favorise la mixité sociale et tend à rééquilibrer les relations sociales en faveur des personnes en situation de handicap.

Sur la période 2017-2021, le Théâtre du Cristal se mobilise pour donner accès à la culture aux personnes en situation de handicap notamment celles qui sont prises en charge par les établissements médico sociaux en créant des liens entre établissements médico sociaux et établissements culturels, notamment à travers des conventions de partenariat tripartites avec le Théâtre du Cristal.

1) **L'ile de France : Contribuer à une modélisation régionale de la démarche "Culture et handicap"**

Le Pôle Art et Handicap a initié une rencontre des services culturels et d'action sociale des départements franciliens, afin de leur présenter la démarche Culture et handicap valdoisienne, et de les inciter à la développer sur leurs territoires.
Le Pôle interviendra en soutien de la mise en œuvre de la démarche dans les départements volontaires :

- Incitation à la mise en relation et au travail commun entre les services « culture » et « handicap » des collectivités territoriales qui le souhaitent.
- Incitation à la rédaction ou à l'amélioration du schéma départemental du handicap.
- Aide à l'identification d'une équipe locale à même de relayer et mettre en oeuvre la politique définie par chaque département. (notamment la signature de conventions de partenariat, outil essentiel de la construction d'un réseau)
- Présentation et aide à la mise en oeuvre d'outils de sensibilisation et de formation.
- Etablir progressivement un annuaire des référents handicap au sein des lieux culturels, et référents culturels au sein des établissements médico-sociaux
- Inciter à la rédaction d'un volet culturel dans le projet d'établissement médico-social.
- Sensibiliser les établissements culturels et médico-sociaux à la nécessité de nommer ou embaucher un médiateur culturel ou handicap.

2) Le Val d'Oise :

Réaliser une évaluation des actions menées depuis 2010

L'étude réalisée en 2010 dans le département du Val d'Oise a confirmé le diagnostic national d'un déficit d'accès à l'art et à la culture pour les personnes en situation de handicap.
Le Pôle Art et Handicap confiera à Frédéric Reichhart, directeur du laboratoire GRHAPES à l'Université INSHEA, spécialisé dans le handicap, une mission d'évaluation du travail entrepris depuis 2010 dans le Val d'Oise, et d'analyser plus finement les points positifs, les points négatifs ou les attentes non satisfaites qui auront été ressenties par les parties prenantes.

Être un appui technique pour accompagner la politique départementale du Val d'Oise

Participer à la mise en œuvre du Schéma Départemental des Personnes Handicapées du Val d'Oise pour son volet culturel :
- Développer les partenaires inter-établissements culturels et médico-sociaux, et les formaliser par la signature d'une convention de partenariat.
- Elargir et animer le réseau des associations et établissements participants à la démarche.
- Etablir progressivement un annuaire des référents handicap au sein des lieux culturels, et référents culturels au sein des établissements médico-sociaux.
- Inciter à la rédaction d'un volet culturel dans le projet d'établissement médico-social.
- Sensibiliser les établissements culturels et médico-sociaux à la nécessité de nommer ou embaucher un médiateur culturel ou handicap.

3) Les créations et le festival art et handicap

2017 :

Création : « Le bal Cristal Pop » : création d'un objet artistique singulier mêlant le dispositif traditionnel du bal avec des interventions théâtralisées. Accompagnés d'un Petit orchestre de Poche composés de deux musiciens (batterie et accordéon), les comédiens en situation de handicap alternent chansons et textes afin de faire danser les spectateurs.
En création et en recherche de dates pour automne 2017 et années suivantes.
Répétitions de « Loin du Ciel » de juin à décembre de façon discontinue.
Diffusion : « Cabaret des frissons garantis »
Préparation du festival francilien 2018 Orphée Viva la Vida (nom susceptible de changer)

2018 :

Création de « Loin du ciel » de Josette Kalifa, mise en scène Olivier Couder.
du 17 au 27 janvier 2018 : 10 représentations au Théâtre aux Mains nues à Paris 20
Printemps 2017. 3 représentations au Théâtre Eurydice à Plaisir (78) et 2 représentations au Théâtre de l'Usine ou Salle Victor Jara à Eragny (95). D'autres lieux en recherche.
Diffusion : « Cabaret des frissons garantis », « Le bal Cristal Pop » et « Les missions d'un mendiant ».

Festival francilien art et handicap Orphée Viva la Vida en octobre 2018 (nom susceptible de changer)
A **l'échelle du Val d'Oise** : renforcer le réseau des lieux de diffusion, développer la création de petites formes en établissements médico-sociaux .
A l'échelle régionale : le festival est complémentaire du projet d'accessibilité. Il permet de sensibiliser le grand public au handicap et incite les personnes handicapées à fréquenter les lieux culturels. Nous développerons des partenariats avec de nouveaux lieux de diffusion, avec une volonté de rayonnement sur plusieurs départements franciliens, en y associant la Région, les départements, les établissements culturels de référence ainsi que les établissements d'éducation populaire.

Le festival comprendra une programmation culturelle (spectacle vivant, cinéma, expositions) mais aussi des rencontres professionnelles, des débats, des colloques favorisant les partenariats, dans plusieurs

lieux (cinémas, bibliothèques, théâtres, maisons de quartiers, établissements médico-sociaux et sanitaires…).

2019 :
Création d'un spectacle à partir d'un montage de textes. Cette démarche avait été mise à profit pour le spectacle « Le Dernier Cri ». Pour s'approcher au plus près des comédiens de notre compagnie, les matériaux du spectacle sont empruntés à différents auteurs, puis complétés et mis en perspective par l'écriture d'Olivier Couder. Ce spectacle devrait faire la part belle aux textes de Louis Calaferte, déjà monté avec « un Riche trois Pauvres » et dont de nombreux écrits figurent dans « le dernier cri ».

Diffusion : « Loin du Ciel », « Cabaret des frissons garantis », « Le bal Cristal Pop » et « Les missions d'un mendiant ».

Préparation du festival francilien 2020 Orphée Viva la Vida (nom susceptible de changer)

2020 -21 :
Création d'un nouveau Cabaret sur une nouvelle thématique.
Diffusion : Nouvelle création 2019, « Loin du Cie »l, « Cabaret des frissons garantis », « Le bal Cristal Pop »
Festival francilien 2020 Orphée Viva la Vida (nom susceptible de changer)

De 2017 à 2021
Poursuivre et développer la mise en œuvre d'actions culturelles et de formation
Réalisation d'ateliers théâtraux par des artistes comédien.ne.s dans les établissements médico sociaux d'Ile de France, que ce soit pour les jeunes (IME…) ou des plus vieux (ESAT…). Poursuite de l'atelier amateur hebdomadaire, le mardi, gratuit et ouvert à tous.
Sensibilisation à la médiation culturelle dans les formations initiales des travailleurs sociaux (éducateurs E.S., assistants sociaux, psychomotriciens.ciennes…), foratin des personnels d'accueil des établissements culturels et des personnels encadrant des établissements médico sociaux.
Poursuite de la diffusion d'un spectacle léger, autonome techniquement qui puisse se déplacer dans les établissements médico-sociaux lorsque le handicap des personnes prises en charge rend leurs déplacements difficiles ou impossibles.

PROJETS DE CREATION :

2017 :
Création :

« Le bal Cristal Pop » : création d'un objet artistique singulier mêlant le dispositif traditionnel du bal avec des interventions théâtralisées. Accompagnés d'un Petit orchestre de Poche composés de deux musiciens (batterie et accordéon), les comédiens en situation de handicap alternent chansons et textes afin de faire danser les spectateurs.

Mise en scène : Olivier Couder. Avec les musiciens Pierre Jules Billon et Clément Robin et les comédien.ne.s du Théâtre du Théâtre. Travail dur la danse : Delphine Jungman. Costumes : Philippe Varache pour Tabarmukk
En création et en recherche de dates pour automne 2017.

« Loin du ciel », théâtre musical, tout public
Ecrit et interprété par Josette Kalifa, musique et piano : Antoine Rosset, marionnettiste : Gilbert Épron
Mise en scène : Olivier Couder, assistante à la mise en scène : Natacha Mircovich.

Loin du ciel raconte l'histoire d'une petite fille devenue adolescente, puis femme dans un corps « trop petit ». Il est beaucoup question de la norme qui accentue les différences pour apparaître ensuite, aux yeux de

l'enfant hors norme, une monstruosité. L'enfant se construit au regard de cette monstruosité et le quotidien devient souffrance.
Ce texte pose la question du regard de l'autre quand il est dénué d'humanité à l'égard de ce qui est différent, de ce qui ne lui ressemble pas, rarement par méchanceté, juste par ignorance. Dans ce récit, il est question du chemin que cette petite fille va parcourir pour parvenir à l'acceptation de soi, à l'abandon de ses colères contre elle-même et les autres, à la liberté. C'est sur ce chemin que le spectateur est invité à suivre les protagonistes de cette histoire d'une vie. D'abord les parents venus d'Algérie, puis la naissance en France, l'école, l'adolescence, le temps des flirts, le départ aux Etats-Unis pour échapper à une destinée toute tracée et sans joie. Les Etats-Unis, autre culture, autre regard. Le vilain petit canard devient « princess ». Retour en France, le rêve s'achève, ses démons la rattrapent. Devenue mère, elle va grandir et aller à la rencontre d'elle-même, « Poncer le caillou » et retrouver sa nature propre, changer le scénario, nettoyer, défricher, élaguer. Prendre de la distance, refaire le chemin et revenir le coeur en paix. Pardonner, se pardonner. Sur le chemin, il y a la mère qui chantait en arabe, le père absent, l'enfant, les hommes, les amis qui l'ont accompagnée, encouragée, soignée. Tout au long de ce parcours, la musique et le chant rythment les différentes étapes de la vie de Josette, ménageant des respirations, amenant en contrepoint à sa biographie réelle, écrivant une biographie sensible et musicale, comme une visite à distance de son parcours. Un spectacle plein 'espoir : malgré le chemin long et difficile parfois il n'est jamais trop tard. Il faut nous accrocher à nos rêves, aussi grands soient-ils. Toutes nos histoires se ressemblent. Le dénominateur commun étant notre besoin d'aimer et d'être aimé. L'amour seul peut nous faire grandir.

« Loin du ciel » : les 11 et 12 janvier au Théâtre Eurydice à Plaisir 78 (3 représentations dont 2 scolaires), du 17 au 27 janvier 2018 au Théâtre aux Mains Nues à Paris 20 (10 représentations dont 3 scolaires) soit 13 représentations

DIFFUSION :
« Cabaret des frissons garantis » : IME Sartrouville 78, 23 juin cession confirmé, ESAT la Montagne 95 cession à confirmer, Reutlingen Allemagne 29 juin cession confirmé, des dates sont en cours pour le reste de la saison .....
Prévisions : 8 représentations

« Loin du ciel » : A confirmer : Théâtre de l'Usine ou salle Victor Jara à Eragny sur Oise (3 représentations dont 2 scolaires coréalisation ou billetterie), Théâtre de Poche à Chartres 28 en cession + en recherche
Prévision : 6 représentations

« Le Bal Cristal Pop » : En recherche de lieux de diffusion. Prévision : 8 représentations

Nombre total de représentations prévues : 35
Nombre total de représentations prévues en Ile-de-France : 30

LIEUX ET EQUIPEMENTS PARTENAIRES DU PROJET EN ILE-DE-FRANCE
L 'apostrophe, scène nationale de Cergy Pontoise et du Val d'Oise - 95 - pour le festival Orphée Viva la Vida
Le Théâtre de l'Usine – Eragny sur Oise – 95
Le Théâtre Eurydice à Plaisir – 78 - pour l'accès à la culture des personnes en situation de handicap
Le festival Orphée - pour le festival Orphée Viva la Vida
Le CRTH à Paris - pour l'accès à la culture des personnes en situation de handicap

IV- Budget du projet en 2017 (TTC)

DEPENSES	€ TTC	RECETTES	€ TTC
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	75000	**ETAT**	30000
Salaires personnel artistique (bruts et charges)	65000	Drac Ile-de-France attribué X	25000
Salaires personnel technique (bruts et charges)	2500	Ministère de la Culture en cours X	5000
Droits d'auteur	500	Autres Ministères, préciser : attribué ¨ / en cours ¨	
Décors, costumes, accessoires	2500	**COLLECTIVITES TERRITORIALES**	80000
Prestations	500	**Région Ile-de-France PAC (dans la limite de 40% du budget proposé)**	50000
Location matériel	500	Département 95 attribué X	30000
Transports, hébergements, restauration, défraiements	2000	EPCI - Communautés de communes	
Communication	1500	**PARTENAIRES PRIVES**	25000
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	60000	Mécénat	25000
Salaires (bruts et charges)	60000	Sponsors	
AUTRES DEPENSES	32500	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITE**	32500
Part de charges de fonctionnement	3000	Billetterie	1000
Salaires des personnels liés à la structure (bruts et charges)	25500	Ventes de spectacle	5000
Fluides et combustibles	1000	Prestations de service	26500
Affranchissements et téléphone	1500		
Autres, préciser :	1500		
TOTAL	**167 500**	**TOTAL**	**167 500**
VALORISATION DES APPORTS EN NATURE ET EN INDUSTRIE			
APPORT EN NATURE ET EN INDUSTRIE		CONTRIBUTIONS	
Mise à disposition de locaux	24000	Ville d'Eragny sur Oise	24000
Mise à disposition de personnel	30000	ESAT la montagne	30000
TOTAL VALORISATIONS	54 000	TOTAL VALORISATIONS	54 000

V- Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Le Théâtre du Cristal est une compagnie de théâtre basée à Eragny-sur-Oise qui travaille avec 15 comédiens en situation de handicap. La compagnie mène de nombreuses interventions artistiques en milieu scolaire et au sein des établissements médico-sociaux. Elle diffuse également ses spectacles à l'échelle départementale et régionale.

Parallèlement, elle développe un pôle art et handicap avec l'ambition de faciliter l'accès à la culture des personnes en situation de handicap à travers des jumelages entre structures culturelles et structures médico-sociales. Dans ce cadre, elle a aussi initié un festival biennal art et handicap « Viva la vida ».

Le projet proposé en 2014 pour cette troisième convention avec la Région portait sur l'ensemble de ses activités.
Le bilan des trois dernières années est positif : la compagnie a créé de nouveaux spectacles, dont la diffusion a progressée tant dans le Val d'Oise qu'à l'échelle régionale. Les actions culturelles ont également augmenté, particulièrement en 2016 avec plus de 500 heures d'interventions artistiques.
Mais surtout, le pôle art et handicap a pris une envergure nouvelle grâce au rapprochement opéré en 2015 avec le Théâtre Eurydice – ESAT à Plaisir, dirigé par le metteur en scène Richard Leteurtre, qui dispose, lui aussi, d'une troupe de comédiens en situation de handicap, et qui préside par ailleurs le festival art et handicap Orphée, qui se déroulait jusqu'à présent uniquement à Versailles. Ce rapprochement s'est d'abord traduit par une création théâtrale commune mise en scène à quatre mains, « Les Missions d'un mendiant », créée à Paris à L'Etoile du Nord puis jouée tant dans le Val d'Oise que dans les Yvelines. Puis en 2016, les deux structures ont décidé de mutualiser leur manifestation dédiée à l'art et au handicap en organisant le « festival Orphée – Viva la Vida » sur les deux départements (la Région a soutenu spécifiquement ce festival désormais régional), permettant ainsi une montée en charge de l'offre (60 représentations proposées dans 40 structures culturelles) et de la fréquentation.
L'objectif est de fusionner les deux festivals et de développer plus largement, de façon conjointe, le projet de pôle art et handicap à l'échelle régionale en s'appuyant sur d'autres partenaires artistiques, culturels et sociaux dans les autres départements franciliens.

Le projet présenté pour le renouvellement de la convention s'inscrit dans la continuité avec de nouvelles créations prévues, la poursuite de la diffusion et des actions culturelles et surtout la montée en puissance du projet de pôle art et handicap à l'échelle régionale. C'est l'objet de la demande d'augmentation auprès de la Région.

VI - Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.

Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques professionnelles indépendantes) pour un montant augmenté, compte-tenu de la spécificité de la structure, de la qualité des actions qu'elle conduit sur le champ art et handicap et de l'ambition portée à l'échelle régionale.

La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle avec le Théâtre du Cristal pour quatre nouvelles années et apporte une aide à hauteur de < € sur une base subventionnable de 155 500 €, correspondant au budget prévisionnel proposé, déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de la base subventionnable globale s'élève à 115 000 € et correspond aux dépenses de création/diffusion, aux dépenses d'appropriation et aux autres dépenses.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	26 600,00 €
2018	11 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	35 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	125 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002791

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION METAMORPHOSE - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	84 000,00 €	9,52 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION METAMORPHOSE
Adresse administrative : 28 AV DE NOZAY
91460 MARCOUSSIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ISABELLE OLIVIER, Directrice

Date de publication au JO : 4 juin 2014

N° SIRET : 40260303900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

I- Présentation du bénéficiaire

Créée par la compositrice et harpiste Isabelle Olivier en 1995, la compagnie Métamorphose, implantée principalement en Essonne, développe des projets où priment 3 axes :
- la création, la recherche, l'innovation, l'écriture et l'improvisation de musiques actuelles intégrant l'influence de la musique classique, traditionnelle et jazz qui s'élaborent grâce à des résidences artistiques et une direction artistique permanente assurée par Isabelle Olivier.

- la diffusion par l'émergence de formes à géométrie variable, du solo à l'octet (Big Sea Band) et jusqu'à de larges formations intégrant des chanteurs et chœurs. Une trentaine de dates en moyenne par an en France et à l'étranger en collaboration avec des lieux culturels repérés mais aussi avec des lieux atypiques : nature (forêt, dune, lavoir), paysage urbain (salon de coiffure, marché, piscine, jardin public).
- les actions culturelles par le biais d'ateliers de création, de recherche, d'innovation, d'ensembles polyarts, de master classes, de répétitions publiques, avec une attention particulière portée à la rencontre de nouveaux publics, éloignés des salles de spectacle.

La compagnie Métamorphose est soutenue par le Conseil départemental de l'Essonne, la communauté de communes de l'Arpajonnais, et la Région Ile-de-France.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

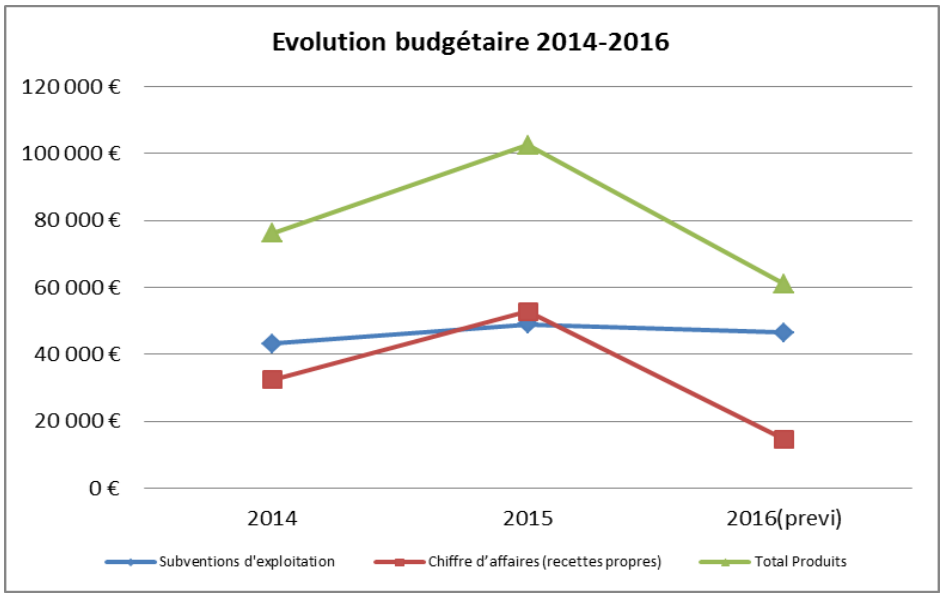
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2014	**%**	**2015**	**2016**	**%**
Conseil départemental Yvelines	6 538	*14%*		5 000	*11%*
Conseil départemental Essonne	9 600	*20%*	4 000	3 000	*6%*
EPCI - Saint-Quentin en Yvelines	8 000	*17%*			*0%*
SPEDIDAM	5 500	*12%*	14 000	13 001	*28%*
ADAMI	3 000	*6%*	5 000		*0%*
FCM		*0%*	2 500	8 500	*18%*
SPPF	0	*0%*	3 920	2 000	*4%*
Région - PAC	15 000	*31%*	15 000	15 000	*32%*
Région - Autres		*0%*			*0%*
SOUS-TOTAL REGION	15 000	31%	15 000	15 000	32%
TOTAL SUBVENTIONS	**47 638**	**100%**	**44 420**	**46 501**	100%

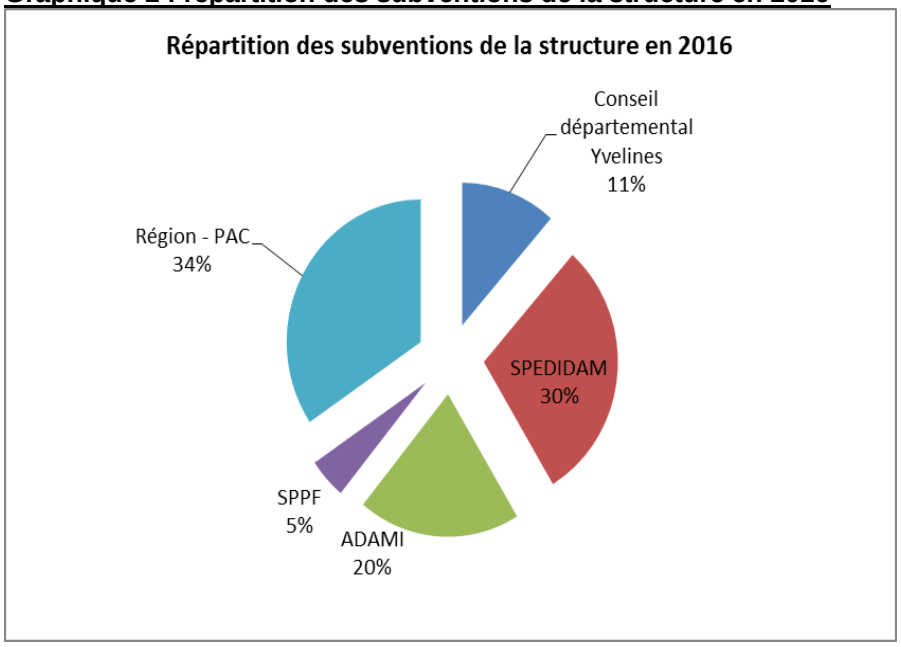
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2014	**%**	**2015**	***2016(previ)***
Subventions d'exploitation	43 138	*57%*	48 920	*46 501*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	32 362	*43%*	52 858	*14 624*
Total produits	76 125	100%	102 566	*61 125*

Graphique 1 : évolution budgétaire 2014-2015-2016 (prev)



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2016



2) Evolution de l'emploi

	2014	2015	2016
Masse salariale totale en €	58 500	74 797	51 010
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	1 534,00	1 986,00	1 428,00

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	2014	2015	2016
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			

Nombre de créations produites	1 – Solo Isabelle Olivier 2 – Concert Hapissimo	1 – Moyenne forme « Don't Worry be HaRpy » (Opera Jazz avec 4 chanteurs et 7 musiciens. 2 – Quartet « Don't worry be HaRpy » 3 – Duo » Don't worry » avec vidéaste.	1 – « Don't worry be HaRpy » duo Fraser Campbell. 2 – Grande Forme Don't Worry be HaRpy » opéra Jazz avec 4 chanteurs, 7 musiciens et un chœur.
Nombre de spectacles diffusés au total	46 concerts dont 24 en France, 12 aux USA et 2 en Belgique	46 concerts, dont 34 en France, 1 en Suisse et 12 aux USA.	41 concerts, dont 17 aux USA et 24 en France
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	46 concerts dont 16 en cession.	46 concerts dont 13 en cession.	41 concerts dont 8 en cession.
Nombre de lieux concernés par les tournées	26 lieux	22 lieux	
Nombre de spectateurs	2 755	2 325	2 665
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Lieux partenaires de résidence*	3 résidences. a - Comcom de l'Arpajonnais. B – Silo de Méréville C- L'Onde de Velizy	Elm à Chicago résidence annuelle, avec un concert mensuel tout public. Théâtre de Guyancourt (3 semaines) Château de Blandy (77) (4 semaines) Le Potager du Roi de Versailles.	Le Potager du Roi à Versailles. Le Parc Naturel Régional de la Haute Vallée de Chevreuse.
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	9h (Lycée d'Arpajon)	9h (Lycée d'Arpajon)	
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	235 H	225 H	190 H
Nombre d'établissements et de relais partenaires	6	6	5 (Le Plan Ris Orangis, Chorale Gospel, le conservatoire de Boulogne, Impro Roger Lecharbonnier à Palaiseau, Chicago Park District))
Nombre de bénéficiaires	180	150	150

III- Projet rédigé par le bénéficiaire pour la convention PAC 2017-2020

Depuis plus de 20 ans, je développe des projets de création de concerts et d'actions culturelles sur le territoire d'Ile-de-France. Depuis 2013, j'ai créé et diffusé le spectacle « Don't worry be HarPy » en développant grâce au soutien de la région, un ancrage centré sur l'Essonne et les Yvelines en relations

avec les habitants territoires qui de façon individuelles ou par l'intermédiaire de relais se sont fédérés autour de son projet. Le spectacle « Don't Worry be HaRpy » à géométrie variable, décliné de la petite forme solo à une grande forme Opéra a été présenté dans des lieux atypiques tels que des parcs, jardins, scènes extérieures mais également des salles de concerts ou des théâtres.

Sur les quatre prochaines années, je souhaite avec la compagnie Métamorphose poursuivre notre action sur les territoires des Yvelines, de l'Essonne, de la Seine et Marne ainsi que Paris.

Je souhaite en particulier aller à la rencontre des territoires ruraux de la Grande Couronne par l'intermédiaire d'un projet interrogeant la notion de lisières dans ses déclinaisons urbaines et rurales. Je m'appuie pour cela sur des partenaires des Yvelines tels que le Parc naturel de la Haute Vallée de Chevreuse, Le Jardin du Potager du Roi à Versailles, La Ferme de Bel Ebat à Guyancourt mais aussi de la Seine et Marne, tel le domaine départemental du Château de Blandy, de l'Essonne avec le Silo de Méréville dans le Sud Essonne ou encore le Lycée Georges Brassens dans le 19ème arrondissement à Paris.

Notre présence se confirme et se renforce sur le **département des Yvelines** en particulier avec **les trois partenaires Yvelinois :**

Le Théâtre de Guyancourt avec lequel la compagnie élaborera un partenariat avec la SACEM et le Ministère de la culture, dans le cadre du dispositif compositeurs associés sur deux ans. Il permettra de développer le projet « In Between » sur la thématique des lisières ainsi que de répondre à des commandes passées par des associations ou projets menés sur le territoire au sein des lycées ou par des compagnies en résidence au théâtre.

Le partenariat avec le PNR de la Haute Vallée de Chevreuse se poursuit dans l'objectif d'opérer un croisement avec les questionnements des équipes techniques du parc, paysagistes, urbanistes, sur la question des lisières. Il s'agit aussi de tisser des liens avec des habitants des villages du parc par l'intermédiaire d'ateliers proposés en amont des concerts.

La résidence estivale au Château de Blandy permettra quant à elle de constituer un nouvel HaRpy Choir en s'appuyant sur les relations déjà tissées avec habitants et les usagers du parc lors de la résidence autour du précédent concert.

La résidence au Jardin du Potager du Roi à Versailles (Ecole nationale du paysage) se poursuit dans le même esprit que les années précédentes.
La résidence prévue sur un mois à Marcoussis (91) en décembre 2018 se fera avec un Quartet de musicien en partenariat avec l'école des arts.

La résidence dans des espaces naturels tels que le Potager du Roi à Versailles et le Parc Naturel de la Haute Vallée de Chevreuse permettent une implication directe entre une proposition artistique, un espace naturel et le public constitué d'habitants et de visiteurs.
Cela permet au fur et à mesure des rencontres saisonnières – une déclinaison différente avec des artistes invités, des paysagistes, urbanistes, historiens d'architecture, scientifiques, sociologues, philosophes qui abordent la notion de lisières sous toutes ses formes.

Par le biais de cet ancrage territorial j'aborde un thème très contemporain : la notion de « permaculture » au sens large qui permet de partir de la musique et d'aboutir à une véritable réflexion sociétale intégrant les habitants des différents territoires concernés de la grande couronne.

Les ateliers et master classes que je mets en place afin de renforcer et conforter les liens avec les habitants des territoires se développent selon 3 axes :

Intergénérationnel : il est important de fédérer les différentes générations. Dans le cadre de la Villa Le Nôtre à Versailles et du Parc de la Haute Vallée de Chevreuse, Métamophose propose des actions

culturelles lors de week-end où tous peuvent partager des moments artistiques en vue de se produire sur scène.

Interculturel : la diversité culturel est un enrichissement précieux pour tous. Grâce à la thématique des lisières, Isabelle Olivier collecte des expériences individuelles artistiques et humaines sous une forme de questionnaire et d'ateliers artistiques en vue de tisser un spectacle à dimension universel.

Interdisciplinaire : il est particulièrement intéressant de travailler le théâtre, la danse, la musique, le chant et les arts plastiques et visuels lors de séances de sensibilisation. En effet la talent, le don ne s'exprime pas forcément là où on l'attend. Des révélations insoupçonnées se produisent lors de ces laboratoires vivants créatifs

Parallèlement à ces ancrages sur le territoire de la grande couronne, Je vais travailler avec le lycée Georges Brassens de Paris. Ces élèves sont spécialisés avec une option forte en danse, théâtre, musique et sport. Ils présenteront une restitution en lien avec leur professeur d'anglais et la thématique des lisières.

D'un point de vue artistique, mon parcours atypique de harpiste et de compositrice, m'a offert la chance de me produire dans toutes les esthétiques musicales et artistiques.
J'ai eu la chance de collaborer avec des personnalités exceptionnelles tels Agnès Varda, Peter Erskine, Didier Lockwood, Emilie Valantin, Mitch Haupers, Adbellatif Khéchiche, Paul Wertico, tant dans le domaine musical que dans les autres disciplines. Elles et ils m'ont permis de tracer une route artistique magnifique à partir de la musique et concrétiser les potentiels d'alchimies orchestrales et de rencontres interdisciplinaires.

Depuis maintenant 4 ans, je partage mon temps entre la **France et les Etats-Unis** et développe un projet **interculturel et intergénérationnel** qui a dépassé toutes mes espérances.
Il m'apparaît aujourd'hui comme une évidence que la musique est un domaine infini où le potentiel de communication est immense et au- delà de toutes nos attentes.
La rencontre d'un autre continent ouvre un espace humain et artistique sans limite où seules nos expectatives peuvent freiner ce potentiel d'évolution rapide intellectuelle et sensorielle. Elle nous permet également de découvrir ou de redécouvrir nos spécificités, nos qualités, nos défauts et notre capacité d'assimiler d'autres cultures ou d'affirmer la spécificité de la nôtre.
Aussi, depuis quelques mois, en cherchant et en explorant les zones de rencontres de la nature avec des zones urbaines mais aussi ces ponts possibles entre les générations et les éducations de chaque côté de l'Atlantique, la **question de la lisière** s'est définie elle-même comme un **élément fondamental** de mon parcours artistique et professionnel. La problématique de la lisière intéresse depuis toujours les paysagistes mais elle apparaît aujourd'hui comme un élément sociétal primordial pour vivre dans un monde respectueux et pluriel.

Le voyage a toujours été un moteur artistique fort mais associé à des lieux de nature et de culture, il prend une dimension visionnaire sur la société actuelle. Il permet l'observation, la contemplation, le mouvement spirituel et artistique. Aussi la construction de résidences internationales, de performances et d'actions culturelles liées et reliées les unes aux autres assurent un parcours qui suit un tracé cohérent et universel

La musique est un art qui a une faculté de relier les personnes qu'elles que soient leurs identités, leurs âges, leurs sexes, leurs éducations culturelles. Elle constitue un maillon d'une force extraordinaire pour proposer une création accessible à tous.

Aussi le développement sur 4 ans d'une **« permaculture artistique »** permet à la fois de dessiner un paysage sonore qui évolue au fil des saisons et des lieux mais aussi de faire résonner les autres disciplines dans la texture de la musique.

La **musique est définie comme le cœur du projet** qui se prolonge **par un écho aux textes**, **aux mouvements corporels et visuels**, aux espaces naturels, aux lumières et aux spectateurs.

L'émergence de petites formes intimistes de la première saison qui associeront deux disciplines ou plusieurs instruments évoluera sur la deuxième saison avec des **formes moyennes** qui verront se rencontrer trois formes de disciplines. Puis durant la 3è saison, **une création avec musique, danse, théâtre et arts visuels** se déploiera tant en milieu naturel que dans un théâtre équipé techniquement pour accueillir cette grande forme. La dernière année permettra de mettre un accent sur la **diffusion et un bilan** sur ce projet « In between ».

L'évidence de cette synergie m'habite. La simplicité et la richesse du parcours me passionnent. Il ne me reste plus qu'à convaincre mes partenaires actuels et futurs de partager cette vision artistique et humaine avec un public intergénérationnel et interculturel.

Notre projet comprend également **l'enregistrement d'un disque en sextet**, (harpe/saxophone/piano/guitare/clarinette/batterie), capté live entre la France et les Etats-Unis, ainsi que l'organisation de rencontres entre artistes (danseurs, plasticiens, poètes, comédiens, metteurs en scène) mais aussi scientifiques et paysagistes.

PROJET ARTISTIQUE

RESIDENCES PREVUES

NOM DES LIEUX D'ACCUEIL	TYPE DE RESIDENCE	DUREE DE LA RESIDENCE	CONDITIONS D'ACCUEIL	MODALITES D'ACCOMPAGNEMENT DU LIEU
Le Parc Naturel Régional de la Haute Vallée de Chevreuse (Magny-les-Hameaux, Janvry, Clairefontaine, Sonchamp)	Recherche, répétitions, actions culturelles	De janvier 2017 à janvier 2018 12 journées réparties sur 12 mois	Espaces extérieurs, lieux choisis avec l'équipe du Parc Naturel et les communes pour les présentations de concerts	Technique, financier, logistique, communication Apport : 3 000 € + apport des communes
Le Potager du Roi, Versailles	Recherche, écriture, composition, répétitions, concerts, actions culturelles	8 semaines réparties sur 12 mois	Salle pour temps de recherche, espaces extérieurs du parc pour les concerts	Technique, artistique, scientifique, financier Apport : 1200 €
Chicago Park District à Chicago	Diffusion, concerts, actions culturelles	Juillet 17 – juillet 18 4 X 5 jours	Espace dans 4 parcs différents de Chicago	Scientifique, communication, technique Apport : 950 €

PROJETS DE CREATION : Concerts à géométrie variable / In Between / Lisières
La thématique des lisières est le point de départ d'un projet d'envergure qui se développera sur 4 ans et associera partenaires français et américains.

La première année (17/18) présente la matière première pure : la musique qui s'articule autour **de petites formes présentées avec une autre discipline telle la poésie, la danse, les arts visuels, le théâtre de rue, ou la poésie** et/ou la harpe associée avec un autre instrument : batterie, guitare, électronique, clarinette et harpe dialogueront également ensemble.
La composition originale d'Isabelle Olivier propose **12 morceaux** qui définissent un univers étonnant constitués d'influences urbaines et bucoliques. La harpe, point de résonnance entre les 5 continents et l'humanité qui s'en dégage nous emmène dans un paysage sonore fascinant. Le voyage qui se décline tout au long des lieux culturels et naturels forme un parcours simple et cohérent autour de la question des lisières : « quand deux mondes différents se rencontrent que se passe-t-il ?

Le partenariat français s'est établi depuis janvier 2017 avec le Parc Naturel de la Haute Vallée de Chevreuse et avec la Villa Le Nôtre de Versailles. Il se prolongera jusqu'en janvier 2018 pour Versailles avec la réunion de la Villa Le Nôtre – fondation qui accueille paysagistes et artistes, l'Ecole Nationale Supérieure du Paysage qui forme des paysagistes de haut niveau et le Potager du Roi – jardin qui a été créé par Louis XIV et présente un lieu tout à fait exceptionnel.

Du côté américain, une résidence se construit également avec le Chicago Park District et présentera également un spectacle à chaque saison dans un parc différent de la ville. En amont une présentation avec des scientifiques travaillant dans ces parcs qui s'associeront au travail artistique d'Isabelle Olivier ainsi que des artistes de différents domaines : plasticiens, danseurs, comédiens et également des musiciens avec qui elle va jouer.

Ces résidences internationales s'articulent autour de la notion de lisière sous toutes ses formes : artistiques, humaines, paysagères, urbaines, sociologiques, philosophiques, poétiques, romanesques, dansées, filmées, peintes… et la musique se définit comme une résonnance évidente à toutes ces propositions et en élabore sa propre cohérence. La diversité et la richesse pour les spectateurs forme une sorte de « permaculture artistique » orchestrée par la musique.

En amont des spectacles, Isabelle Olivier propose un collectage autour d'un questionnaire qui dure environ une heure et qui associe artistes, paysagistes, urbanistes, scientifiques, habitants autour de cette question de lisière.

A chaque saison une déclinaison de spectacle est présentée accompagnée d'actions culturelles qui émailleront les temps de résidence.

La deuxième année 2018/2019 présente **une forme incluant entre 4 et 10 artistes sur le plateau** et qui associe trois domaines artistiques : la musique, la danse et le théâtre.

La composition originale d'Isabelle Olivier propose 12 morceaux constitués d'influences acoustiques et électroniques issus des 5 continents. La harpe, point central de composition invite au voyage et l'universalité.

Le parcours qui se décline tout au long des lieux culturels et naturels forme une thématique récurrente autour de la question des lisières : « quand trois mondes différents se rencontrent que se passe-t-il ? ». C'est une problématique très contemporaine dans laquelle chaque spectateur peut s'identifier.

Le partenariat français s'axera autour des résidences en milieu naturel avec **le château de Blandy (77)** et avec un lieu culturel équipé : **le Théâtre de Guyancourt, Ferme de Bel Ebat (78).** Il s'établira dans le cadre du programme initié conjointement par le ministère de la culturel et par la SACEM sur l'accueil de compositeurs dans des théâtres de villes. Cette collaboration privilégie la spécificité de la composition musicale ainsi que le lien avec les autres disciplines présentées dans la saison culturelle. Aussi le travail sur l'interdisciplinarité aura toute sa légitimité et se développera sur deux saisons.

Du côté américain, une résidence se poursuit également avec le **Chicago Park District** et présentera un spectacle à chaque saison dans un parc différent de la ville. Les parcs choisis pour cette deuxième saison auront comme spécificité la possibilité d'accueillir des formes artistiques réunissant trois disciplines : musique /danse / théâtre ou musique / théâtre / arts visuels ou musique / danse /arts visuels.

Ces résidences internationales s'articulent autour de la notion de lisière sous toutes ses formes : artistiques, humaines, paysagères, urbaines, sociologiques, philosophiques, poétiques, romanesques, dansées, filmées, peintes… et la musique se définit comme une résonnance évidente à toutes ces propositions et en élabore sa propre cohérence.

En amont des spectacles, **Isabelle Olivier propose un collectage autour d'un questionnaire** qui dure environ une heure et qui associe artistes, paysagistes, urbanistes, scientifiques, habitants autour de cette question de lisière.

A chaque saison une déclinaison de spectacle est présentée accompagnée d'actions culturelles qui jalonneront les temps de résidence.

DIFFUSION EN ILE-FRANCE

17/9/17 Isabelle Olivier « In between" Potager du Roi Versailles (78) DUO danseur.
24/9/17 17 Isabelle Olivier « In between" Concert d'appartement Méréville (91) SOLO

1/10/17 Isabelle Olivier « In between" **Clairefontaine dans le PNR (78)** DUO Olivier Marty Plasticien
8/10/17 Isabelle Olivier « In between" Concert d'appartement Marcoussis (91) SOLO

10/11/17 Isabelle Olivier « In between" option Silo – Méréville (91)
12/11/17 Isabelle Olivier "In between" concert appartement Paris (75)
13/11/17 Isabelle Olivier « In between" Café de la danse sortie d'album – Paris (75) Quartet Hugo Proy/ Raphaël Olivier/ Dré Pallmaerts
18/11/17 Isabelle Olivier "Don't worry, be harpy" option Ablis (78) **Quintet Pascal Toussaint/ Hugo Proy/ Raphaël Olivier/ Dré Pallmaerts**
24/11/17 Isabelle Olivier "In between" Bibliothèque Marly (78)
25/11/17 Isabelle Olivier "In between" option Bibliothèque de Chevreuse (78)

22/1/18 Isabelle Olivier "In between" option CC J Vilar Marly (78)
27/1/18 Isabelle Olivier "In between" Potager du Roi à Versailles (78)
28/1/18 Isabelle Olivier "In between" concert appartement Guyancourt (78)

11/3/18 Isabelle Olivier "In between" musique/ danse/ théâtre Théâtre du Marais
18/3/18 Isabelle Olivier "In between" musique/ danse/ théâtre Théâtre du Marais
25/3/18 Isabelle Olivier "In between" musique/ danse/ théâtre Théâtre du Marais
1/4/18 Isabelle Olivier "In between" musique/ danse/ théâtre Théâtre du Marais

Juin 2018 sabelle Olivier "In between" Option château de Monte Cristo (78)
21/6/18 option théâtre de Guyancourt (78)

Soit au total **19 concerts en Ile-de-France** dont
10 concerts dans les Yvelines
3 concerts en Essonne
6 concerts à Paris

DIFFUSION TERRITOIRE NATIONAL

2/12/18 Isabelle Olivier “In between” Théâtre Auxerre (89)
17/5/18 au 20/5/18 Isabelle Olivier “In between” option tournée sud : Avignon, Aix, Junas, Charolles

DIFFUSION ETRANGER (USA ET JAPON)
2/7/17 Isabelle Olivier « In between » Atelier 54 Chicago – USA SOLO
27/7/17 17 Isabelle Olivier « In between Gauguin” – USA QUARTET Julie Koidin/ Raphael Olivier/ Paul Wertico
12/8/17 Isabelle Olivier « In between- Movie in the Park” Chicago Park District – USA SOLO

15/10/17 Isabelle Olivier « In between” Atelier 54 – Chicago – USA SOLO
17/10/17 Isabelle Olivier “In betwwen” IWA – Chicago – USA DUO Ernie Adams
18/10/17 Isabelle Olivier “In between” Jazz Showcase – Chicago – USA TRIO Ernie Adams/ Thomas Olivier-Beuf
22/10/17 Isabelle Olivier « In between” Chicago Park District – USA DUO danseur Chicago
27/10/17 Isabelle Olivier « In between” Caffe Vivaldi New York – USA
28/10/17 Isabelle Olivier « In between” Italian Museum New York – USA
29/10/17 Isabelle Olivier « In between” Barbes New York - USA

16/2/18 Isabelle Olivier “In between” Atelier 54 Chicago – USA
24/2/18 Isabelle Olivier “In between” Chicago Park District – USA TRIO danse/poésie

5/4/18 au 5/5/18 Isabelle Olivier “In between” DUO Akiko Horii résidence à Kyoto - Japan MAI

Nombre total de représentations prévues : 40 représentations
Nombre total de représentations prévues en Ile-de-France : 19 en Ile-de-France

LIEUX ET EQUIPEMENTS PARTENAIRES DU PROJET EN ILE-DE-FRANCE

Collège Albert Camus - La Norville (91), Lycée Lamartine – Paris (75), ENSP/ Villa Le Nôtre Versailles (78), Parc Naturel de la Haute Vallée de Chevreuse (78), Communes de Janvry (91), Clairefontaine (78) et Sonchamp (78) Ablis (78) Château de Blandy (77)

PRINCIPAUX AUTRES LIEUX ET EQUIPEMENTS PARTENAIRES HORS ILE-DE-FRANCE

Commune de Rochefort / Hermione (17) tournée sud Avignon, Aix, Junas, Charolles

PRINCIPAUX AUTRES PARTENAIRES PUBLICS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES HORS ILE-DE-FRANCE

Chicago Park District – Chicago (USA) Tournée USA résidence artistique Kyoto (Japon)

IV- Budget du projet en 2017 (HT)

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	64900	**ETAT**	0
Salaires personnel artistique (bruts et charges)	40000	Drac Ile-de-France attribué ☐ / en cours ☐	
Salaires personnel technique (bruts et charges)	5000	Ministère de la Culture attribué ☐ / en cours ☐	
Droits d'auteur	2000	Autres Ministères, préciser : attribué ☐ / en cours ☐	
Décors, costumes, accessoires	1000	**COLLECTIVITES TERRITORIALES**	39200

Prestations	1500	**Région Ile-de-France PAC (dans la limite de 40% du budget proposé)**	20000
Location matériel	4000	Région Ile-de-France autres Préciser le dispositif: attribué ☐ / en cours ☐	
		Département Yvelines attribué ☐ / en cours x	10000
Location salle		Département Essonne : attribué ☐ / en cours x	4000
Transports, hébergements, restauration, défraiements	7400	EPCI - Etablissement public territorial - **Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse.** préciser : attribué ✠ / en cours ☐	3000
Communication dont presse	4000	Commune 1, Janvry (91) attribué ☐ / en cours ☐	1000
Résidences		Commune 2, Magny les Hameaux/ St Quentin attribué ☐ / en cours ☐	1200
Autres, préciser :		**UNION EUROPEENNE**	0
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	13350	Préciser le dispositif : attribué ☐ / en cours ☐	
Salaires (bruts et charges)	12350	**EMPLOIS AIDES**	0
Achat action culturelle	1000	Préciser le dispositif :	
Résidences		**AUTRES SUBVENTIONS** (Arcadi, Cnv…) Préciser	
Autres (préciser)		**SOCIETES CIVILES**	27500
AUTRES DEPENSES	17750	Adami (aide au disque)	5000
Part de charges de fonctionnement	5000	FCM	7000
Salaires des personnels liés à la structure (bruts et charges)	12000	Spedidam (acquis)	14000
Loyer annuel et charges locatives	600	SPPF	1500
Fluides et combustibles		**PARTENAIRES PRIVES**	3000
Affranchissements et téléphone	150	Mécénat	3000
Autres, préciser :		Sponsors	
		Autres partenariats privés, préciser :	
		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	26300
		Billetterie	900
		Ventes de spectacle	23000
		Apports en coproduction	
		Résidences	1200
		Prestations de service	1200
		Autres, préciser :	
TOTAL	**96000**	**TOTAL**	**96000**
APPORTS EN VALORISATION			
APPORT EN VALORISATION		**APPORT EN VALORISATION**	

Mise à disposition de locaux	3000	Apport financeur 1 (Parc naturel Régional)	3000
Mise à disposition de personnel		Apport financeur 2 (Potager du Roi / Versailles)	2000
Autres valorisation (technique)	4000	Apport financeur 3 (Chicago Park District)	2000
TOTAL VALORISATIONS	**7000**	**TOTAL VALORISATIONS**	**7000**

IV- Analyse du bilan et du projet

Le bilan de cette première convention de Permanence artistique et culturelle n'est pas pleinement satisfaisant au sens où l'effet levier attendu de l'aide régionale sur le projet, en termes de développement de l'activité et des partenariats en Ile-de-France ne s'est pas produit. Sur le volet quantitatif, les indicateurs sont à la baisse avec une diffusion qui passe de 46 à 41 concerts dont seulement 8 en cession en 2016 contre 16 en 2014. Ce sont les concerts à l'étranger et surtout à Chicago où l'artiste vit une partie de l'année qui se sont développés, jusqu'à 17 concerts en 2016, ceux-ci ne générant pas de recettes propres significatives. Ces dernières diminuent de 55% sur la période du conventionnement, inversant le modèle économique du projet qui passe d'une économie portée par la diffusion et les recettes propres à une économie relevant à près de 80% des subventions. Parallèlement, l'implantation territoriale en Essonne s'est affaiblie, le Département ne soutenant plus le projet qu'à faible hauteur (3 000 €uros en 2016) et la résidence sur la Communauté de communes de l'Arpajonnais ayant pris fin. L'implantation dans les Yvelines est en cours avec des partenaires tels que la Ferme de Bel Ebat, l'Ecole du paysage de Versailles (Le potager du Roi) ou le Parc national de la Vallée de Chevreuse. Ces partenaires accompagnent cependant peu le projet financièrement. Les partenaires publics tels que les communes ou leurs regroupements ou bien le Département des Yvelines ne soutiennent pas encore le projet de façon significative et durable à ce stade.

Le projet proposé pour la convention en 2014 s'appuyait principalement sur la création d'un opéra jazz interactif en plusieurs formats et plusieurs étapes, de l'instrumental en petit effectif à la version chœur et orchestre. Intitulé « Don't worry be haRpy », ce projet n'a pas rencontré les réseaux de diffusion espérés, que ce soient les Smac, les théâtres de ville ou les salles privées. Le projet achoppe principalement sur la question de son format. Mêlant professionnels et amateurs de façon participative, il n'a pas rencontré à ce stade son réseau de diffusion. Le projet proposé s'inscrit cependant dans la continuité avec une nouvelle création entre Chicago et l'Ile-de-France, sur le thème de la « Lisière ». Ce projet « In Between » sur les deux prochaines années a notamment des étapes de diffusion et d'action culturelle sur la saison 2017/2018 dans quatre parcs de Chicago avec un apport modeste du partenaire américain.

V- Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.
Elle a rendu un avis défavorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle et propose une sortie du dispositif.
Cette sortie de l'aide à la permanence artistique et culturelle fait l'objet d'une convention annuelle, assortie d'une aide régionale révisée à la baisse d'un montant de 8 000 €.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 84 000 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 600,00 €
2018	2 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	15 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	15 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	15 000,00 €
	Montant total	45 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002794

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMPAGNIE IN CAUDA - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	98 840,00 €	35,41 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IN CAUDA
Adresse administrative : 7 RUE ARMAND CARREL
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PAUL LOUIS ROUBERT, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 44008623900033

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

I- Présentation du bénéficiaire

La compagnie In Cauda a été créée en 2000 par l'auteur et metteur en scène Godefroy Ségal, avec quelques comédiens fidèles et régulièrement investis dans les nombreuses créations, parmi lesquelles : « Les Chiens nous dresseront », et « Quatre-vingt-treize ». La compagnie compte une dizaine de spectacles à son répertoire dont des pièces écrites par Godefroy Ségal telles que « Les chiens nous dresseront » en 2007, ou « Plus que le tumulte en eaux profondes » en 2013, avec l'aide à la création dramatique du CNT, et des adaptations théâtrales de romans de la littérature française telles que « La chartreuse de Parme » de Stendhal en 2015 ou « Le pays où l'on arrive jamais » d'André Dhôtel en 2017.

Installée dans les Yvelines, d'abord à Magny-les-Hameaux, la compagnie a noué un partenariat structurant avec la Ferme de Bel Ebat à Guyancourt à travers des projets d'envergure avec des amateurs, l'accueil de ses créations et des soutiens en coproduction…. En 2015, la compagnie a conclu une convention de résidence de trois ans avec La Ferme de Bel Ebat. Par ailleurs, la compagnie entretient une relation de fidélité avec Lilas-en-scène, où elle répète régulièrement et dispose de bureaux.

Parallèlement à ses créations, la compagnie mène un important travail de terrain auprès des établissements scolaires, et notamment des lycées, tant à Saint-Quentin-en-Yvelines qu'à Paris.

In Cauda bénéficie du soutien de la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines et de la Région Ile-de-France, ainsi que plus ponctuellement du Conseil départemental des Yvelines.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

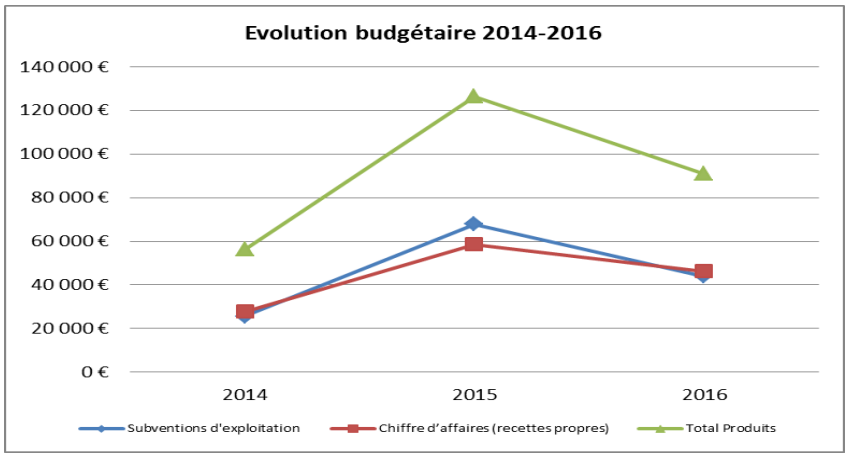
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2014	**%**	**2015**	**2016**	**%**
EPCI	14 000	*29%*	9 000	9 000	*20%*
Autres - SACEM, SPEDIDAM, MFA, FCM, ADAMI		*0%*	14 000		*0%*
Région - PAC	35 000	*71%*	35 000	35 000	*80%*
SOUS-TOTAL REGION	35 000	71%	35 000	35 000	80%
TOTAL SUBVENTIONS	**49 000**	**100%**	**58 000**	**44 000**	100%

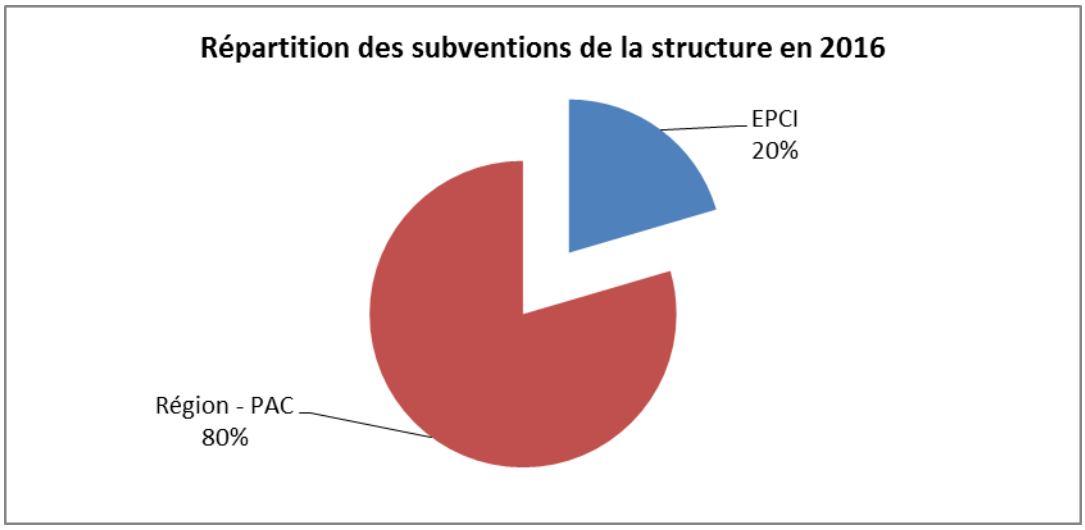
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2014	**%**	**2015**	***2016***	**%**
Subventions d'exploitation	25 667	*46%*	67 833	*44 000*	*48%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	27 764	*49%*	58 512,50	*46 277,51*	*51%*
Total produits	56 311	100%	126 346	*90 852*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2014-2015-2016 (prev)



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2016



2) Evolution de l'emploi

	2014	2015	2016
Masse salariale totale en €	20 350	63 783	37 815
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	1 460	4 572	2 594

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	2014	2015	2016
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	3 (Tu n'en reviendras pas/ Le sang lavera	-1ère phase de travail sur « Le Pays »	2 (Le Pays/ La Ferme des

	tout ça + La Chartreuse de Parme /Hildegard)	- Création reportée pour raisons de santé	animaux)
Nombre de spectacles diffusés au total	6 (3 créations + Quatrevingt-treize + la vie de Camondo)	1 (Camondo)	5 (créations + Camondo + 93 + La Chartreuse)
Nombre de représentations ***Dont nombre de représentations en cession :***	65 dont 61 cessions	33 cessions	58 dont 49 cessions
Nombre de lieux concernés par les tournées	4	1	4
Nombre de spectateurs	Env 3000	Env 660	Env 4200
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) ***& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)*** ***& Lieux partenaires de résidence***	- 1 résidence création à Lilas en Scène 15 jours sept 14 (Nuit blanche) + 1 mois et demi Janv-Fév (création diptyque) - 1 résidence création et implantation à FBE de Guyancourt (3 semaines Février création diptyque + 18 jours Avril et Mai création Tu n'en reviendras pas + tous les ateliers artistiques (heures ci-dessous)	- 1 résidence de création Lilas en scène 10 jours Nov (1ère phase répétitions Le Pays) - 1 résidence d'artiste associé sur 3 ans FBE de Guyancourt (création février reportée pour prb de santé / 2ème phase répétions le Pays en Mai 10jours + implantation sur toute la saison pour les ateliers (ci-dessous)	- 1 résidence de création Lilas en scène (Reprise des répétions pour Le Pays) 25 jours Oct et Nov - Résidence d'artiste associé Guyancourt (création le Pays le 4 Janvier – Résidence 3 jours Oct + 19 Déc au 3 Janvier) (Création de La Ferme des animaux résidence du 10 au 20 avril) Implantation sur toute la saison ateliers ci-dessous.
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	92	100	141
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	336	310	620
Nombre d'établissements et de relais partenaires	12 dont 3 lycées , 2 collèges, 2 écoles primaires, 1 centre social, 2 théâtres, 1 école nationale, 1 école du second degré	11 dont 3 lycées, 1 collège, 2 écoles primaires, 1 centre social, 2 théâtres, 1 école nationale, 1 école du second degré	13 dont 3 lycées, 2 collèges, 2 écoles primaires, 1 centre social, 2 théâtres, 1 école nationale, 1 école du second degré, 1 organisme privé
Nombre de bénéficiaires	770	700	850

III- Projet rédigé par le bénéficiaire pour la convention PAC 2017-2020

La compagnie doit sur les 4 années à venir poursuivre son ancrage dans les Yvelines, tout en essayant de relancer la diffusion de ses spectacles qui a été sur les 2 dernières années enrayée par des éléments extérieurs très invalidant (La Chartreuse avait reçu un accueil très favorable à Avignon, avec la perspective de nombreuses dates qui n'ont pu être conclue dans l'état incertain de plusieurs membres du spectacle et de son metteur en scène).
Il n'en reste pas moins que le lien, notre état d'artiste associé à la Ferme de Bel Ebat et ce que nous avons développé dans les Yvelines reste notre point central et a pu être poursuivi, voir amplifié.
En 2015, nous réfléchissions avec le Département à commencer des tournées rurales dans les campagnes du 78. Une subvention nous avait été proposée, très insuffisante. Nous n'avions pu poursuivre cette réflexion suite à cette sombre année. Mais nous repartons dans cette envie très forte qui lie « décentralisation départementale » et action culturelle. Des représentations de forme très professionnelle (tant au niveau des heures de travail que de la finition scénographique, lumière) ont été réalisées avec des lycéens sur Guyancourt et à Buc et à Brignoles (Var). Ces répertoires que nous façonnons ont pour but de tourner avec des spectacles professionnels. Nous avons juste remarqué que cela sensibilise les jeunes spectateurs avec un impact incroyable sur des pièces pourtant pas faciles (Lorca, Walser, Maddani). Ces tournées rurales prendront pleinement leur sens ailleurs (Villes, villages, collèges, lycées, écoles primaire). L'année prochaine sera aussi consacrée à deux créations, une passion, L'Histoire du soldat de Ramuz, Stravinski et l'autre vitale, La Nuit Kurde de Jean Richard Bloch (1923, qui relate pourtant déjà en Syrie des massacres et égorgements, haine et amour). Nous poursuivrons l'année suivante sur une pièce écrite par Godefroy Ségal, beaucoup plus importante quant aux nombres d'artistes présents et donc aux productions.

2017-2018

Création

- Histoire du soldat / Ramuz / Stravinski

In Cauda avec les solistes de Versailles (direction Bernard Le Monnier)
3 musiciens et 1 comédien
13 représentations lors de la création sur 3 lieux Yvelinois.
- La nuit Kurde / Jean Richard Bloch / Ségal
30 dates (Lilas en scène, Bel Ebat, Artephile à Avignon (coréalisateur))

Reprise :
-Le Pays où l'on n'arrive jamais d'André Dhôtel / Ségal
discussion pour reprise Paris 3 jours par semaine sur 6 mois
- Camondo / Musée des arts déco (Ucad) / In Cauda
30 représentations
- Quatrevingt-Treize d'Hugo / Ségal
3 dates

Notre travail de sensibilisation artistique et d'enseignement se poursuivront, de Sciences Po aux maternelles, de Renault à l'Ensatt. (et au Mans avec la Scène Nationale)

2018-2019

Création
Création d'une pièce de Godefroy Ségal

Reprise :

Le sang lavera tout ça et la Chartreuse de Parme de Stendhal (pièces restées en suspend par des choses brutales de la vie)

Lancement des tournées rurales.

Sur 2019-2021
Nous souhaitons voir pleinement réaliser nos tournées dans le 78 et déborder du cadre. Une forme mêlant des classes, des habitants et des professionnels du spectacle.

PROJET ARTISTIQUE

RESIDENCES PREVUES

NOM DES LIEUX D'ACCUEIL	TYPE DE RESIDENCE	DUREE DE LA RESIDENCE	CONDITIONS D'ACCUEIL	MODALITES D'ACCOMPAGNEMENT DU LIEU
La Ferme de Bel Ebat	L'Histoire du soldat. La Nuit Kurde	Septembre octobre et novenbre 2017	Création des spectacles	18000 PLUS SALLES ET TECHNICIENS
Lilas en scène	La Nuit Kurde	Decembre 2017	Monstration publique et présentation avec professionnels	SALLE

PROJETS DE CREATION :

- Histoire du soldat / Ramuz / Stravinski
In Cauda avec les solistes de Versailles (direction Bernard Le Monnier)
3 musiciens et 1 comédien
13 représentations lors de la création sur 3 lieux des Yvelines. (Bel Ebat Guyancourt, Barbacane Beynes, et discussion avec Marly le roi)
Création en octobre 2017 à Bel ébat.

Sous sa forme de trio mais avec narrateur, nous allons retrouver une forme fort ludique de ce conte qui interroge l'homme et son âme, sa conscience et le reflet de ses désirs. Pour cela, un travail de narration et de dessins animés, sous les rythmes et notes du trio de Bernard Le Monnier.
Une œuvre que nous voulons enchanteresse, universelle et pour tout public, alliant musique et jeu, jeu et animation afin de poser délicatement l'enjeu de l'homme et de sa propre représentation.

- La nuit Kurde / Jean Richard Bloch / Ségal
30 dates (Lilas en scène, Bel Ebat, Artephile à Avignon (coréalisateur))

Un texte de 1922. Sur la frontière Syrienne, Turque et irakienne. Un conte. Un conte de Jean Richard Bloch que l'auteur à pensé en allant puiser au fond de sa plus profonde conscience.

Avec une écriture d'une beauté éblouissante que même le soleil d'orient jalouse. Et puis, du coup, rien de consensuel. Des faits de la nature humaine que l'on aurait du mal à mastiquer avec notre bonne conscience. Quelque chose de vertigineux, d'inexorable.
Une ou deux comédiennes. Des sons. Une voix. Des danses, un ou des corps. Du rouge. Des têtes tranchées.
La vie comme elle est. Un théâtre à partir d'un texte qui mire la beauté qui ne peut être liées qu'à la pire des laideurs.

DIFFUSION :

Le Pays où l'on n'arrive jamais créé en 2017. 3 interprètes. En discussion. Paris. Les Arts Forains. Une quarantaine de représentations sur plusieurs mois. Coréalisation.

Une après-midi avec Pierre Godfain créé en 2012 1 comédien. Musée Camondo 30 dates reparties sur toutes l'année. Contrat établi. Cessions

Quatre-Vingt-Treize de Victor Hugo, créé en 2009, 5 comédiens, en discussion, théâtre de Henin Beaumont, Pas de calais. Cessions.

Nombre total de représentations prévues : 111
Nombre total de représentations prévues en Ile-de-France : 83

LIEUX ET EQUIPEMENTS PARTENAIRES DU PROJET EN ILE-DE-FRANCE
Préciser les villes et départements de ces partenaires et les modalités du partenariat :
Ferme de Bel Ebat, 78 compagnie résidente/ artiste associé
Lilas en Scène, 93, Résidence de projet
Théâtre Eurydice, 78 Plaisir. Partenariat de création

LE CAS ECHEANT, PRINCIPAUX AUTRES LIEUX ET EQUIPEMENTS PARTENAIRES HORS ILE-DE-FRANCE
Scène Nationale des Quinconces, Le Mans, Sarthe, Pays de la Loire

IV- Budget du projet en 2017 (HT)

BUDGET PREVISIONNEL 2017 - PAC EQUIPES ARTISTIQUES			
NOM DU LIEU DE LA STRUCTURE : IN CAUDA			
BUDGET HT			
DEPENSES	**HT**	**RECETTES**	**HT**
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	**75027**	**ETAT**	**0**
Salaires personnel artistique (bruts et charges)	**35041**	Drac Ile-de-France attribué □ / en cours	

Salaires personnel technique (bruts et charges)	**24148**	Ministère de la Culture attribué □ / en cours □	
Droits d'auteur	**1500**	Autres Ministères, préciser : attribué □ / en cours □	
Décors, costumes, accessoires	**3500**	**COLLECTIVITES TERRITORIALES**	**49000**
Prestations		**Région Ile-de-France PAC (dans la limite de 40% du budget proposé)**	**40000**
Location matériel		Région Ile-de-France autres Préciser le dispositif: attribué □ / en cours □	
Location salle		Département, préciser : attribué □ / en cours □	
Transports, hébergements, restauration, défraiements	**10838**	EPCI - Communautés de communes - Agglomération, Etablissement public territorial, préciser : attribué □ / en cours X	**9000**
Communication		Commune 1, préciser : attribué □ / en cours □	
Résidences		Commune 2, préciser : attribué □ / en cours □	
Autres, préciser :		**UNION EUROPEENNE**	**0**
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	**23375**	Préciser le dispositif : attribué □ / en cours □	
Salaires (bruts et charges)	**23375**	**EMPLOIS AIDES**	**0**
Achat action culturelle		Préciser le dispositif :	
Résidences		**AUTRES SUBVENTIONS** (Arcadi, Cnv…) Préciser	
Autres (préciser)		**SOCIETES CIVILES**	**0**
AUTRES DEPENSES	**5438**	Adami	
Part de charges de fonctionnement		Sacem	
Salaires des personnels liés à la structure (bruts et charges)	**2048**	Spedidam	
Loyer annuel et charges locatives	**2790**	Autres	
Fluides et combustibles		**PARTENAIRES PRIVES**	**0**
Affranchissements et téléphone	**600**	Mécénat	
		Autres partenariats privés, préciser :	
		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	**54840**
		Billetterie	**3000**
		Ventes de spectacle	**11640**
		Apports en coproduction	**5000**
		Résidences	**29200**
		Prestations de service	**6000**
		Autres, préciser :	
TOTAL	**103840**	**TOTAL**	**103840**

APPORTS EN VALORISATION

APPORT EN VALORISATION		**APPORT EN VALORISATION**	

Mise à disposition de locaux	**24000**	Apport financeur 1	**27500**
Mise à disposition de personnel	**5000**	Apport financeur 2	**1500**
Autres valorisation (préciser)		Apport financeur 3	
TOTAL VALORISATIONS	**29000**	**TOTAL VALORISATIONS**	**29000**

IV- Analyse du bilan et du projet

Le bilan de cette première convention de Permanence artistique et culturelle est très riche du point de vue de la création pour la compagnie avec 5 créations sur les trois années écoulées dont « La chartreuse de Parme » de Stendhal adaptée en 2014, et « Le pays où l'on arrive jamais » d'André Dhôtel, succès de librairie de 1955 devenu une référence de la littérature jeunesse et adapté et mis en scène en 2017, en coproduction avec La Ferme de Bel-Ebat dans les Yvelines où Godefroy Segal est artiste associé.

Le projet de la compagnie a évolué vers des adaptations de grands romans de la littérature française pour le théâtre tout en conservant une activité d'auteur de Godefroy Segal pour quelques pièces de la compagnie. Dans le cadre de son association avec le Théâtre de Guyancourt dans les Yvelines, In Cauda mène surtout un important volet d'action culturelle avec un doublement des heures d'interventions artistiques entre 2014 et 2016 dont près de 150 heures d'actions auprès des lycéens. L'action culturelle s'est surtout développée autour de la pièce « 93 » adaptée du Roman de Victor Hugo en 2008s et qui a été jouée plus de 140 fois notamment en représentations scolaires et sur le territoire de la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines où la compagnie est en résidence depuis plus de six ans. Dans les lycées, la compagnie s'occupe de l'option théâtre de Trappes et est présente de septembre à juin au Lycée de Guyancourt, au Lycée franco-allemand de Buc et au Lycée Bellevue du Mans en lien avec la diffusion du « Pays où l'on arrive jamais » à la Scène nationale L'Espal et les Quinconces en Normandie.

Si l'activité d'action culturelle s'est fortement développée, Godefroy Segal intervenant par ailleurs à l'Ecole Nationale Supérieure des Techniques du Théâtre à Lyon et dans les ateliers artistiques de Sciences-Politique sur Marivaux, la diffusion s'est maintenue au niveau d'entrée de la compagnie dans le dispositif de la Permanence artistique et culturelle en 2014. La diffusion est significative puisque la compagnie comptait 61 cessions en 2014 et 49 en 2016. Toutefois le chiffre passe à seulement 33 cessions en 2015 en lien avec deux difficultés majeures pour la compagnie pour sa deuxième année de convention : le directeur artistique a été gravement malade et deux comédiens de la compagnie étaient au Bataclan lors des attentats de novembre 2015. Malgré le succès de « La chartreuse de Parme » à Avignon en 2015, le spectacle n'a pas pu tourner comme prévu en raison de l'immobilisation forcée de ces personnes d'où un affaiblissement de l'activité sur 2015. Néanmoins l'année 2016 atteste de la remise sur pied de l'équipe artistique et le projet présenté s'inscrit dans la reprise de la dynamique d'In Cauda lors de son entrée dans la PAC avec la poursuite et le développement des partenariats dans les Yvelines : Bel-Ebat, ESAT de Plaisir, La Barbacane, Communauté d'agglomération de Saint Quentin pour la résidence, Les Solistes de Versailles… et un projet de tournées rurales dans les Yvelines visant à proposer des tournées de pièces du répertoire pensées notamment pour les jeunes spectateurs.

IV- Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques indépendantes pour un montant maintenu à l'identique.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 98 840 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	24 500,00 €
2018	10 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
	Montant total	105 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002796

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : L'EXPERIENCE HARMAAT - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	160 140,00 €	24,98 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'EXPERIENCE HARMAAT
Adresse administrative : 8 RUE MOLIERE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ARNAUD DIDIERLAURENT, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 41904123100061

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

I- Présentation du bénéficiaire

L'Expérience Harmaat est une compagnie chorégraphique dirigée par Fabrice Lambert, qui porte une démarche interdisciplinaire au service de la danse, en croisant son travail avec d'autres artistes, plasticiens, vidéastes, créateurs lumière, ingénieurs... Il est auteur d'une vingtaine de pièces qui intègrent régulièrement un questionnement autour des sciences physiques, humaines ou sociales, ainsi qu'une réflexion sur le rapport du corps à l'espace et le mouvement.

Implantée en Ile-de-France, où elle développe des résidences de longues durées, accompagnées d'actions artistiques et culturelles avec les publics, la compagnie se déploie aussi à l'échelle nationale et internationale (Brésil, Suisse, Italie, Espagne, Canada…) à travers ses tournées. En Ile-de-France, L'Expérience Harmaat compte des partenaires fidèles tels que le Théâtre de la Ville, le CND, les Rencontres Chorégraphiques Internationales de Seine-Saint-Denis, le Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines.
La compagnie est soutenue par la DRAC et par la Région Ile-de-France.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

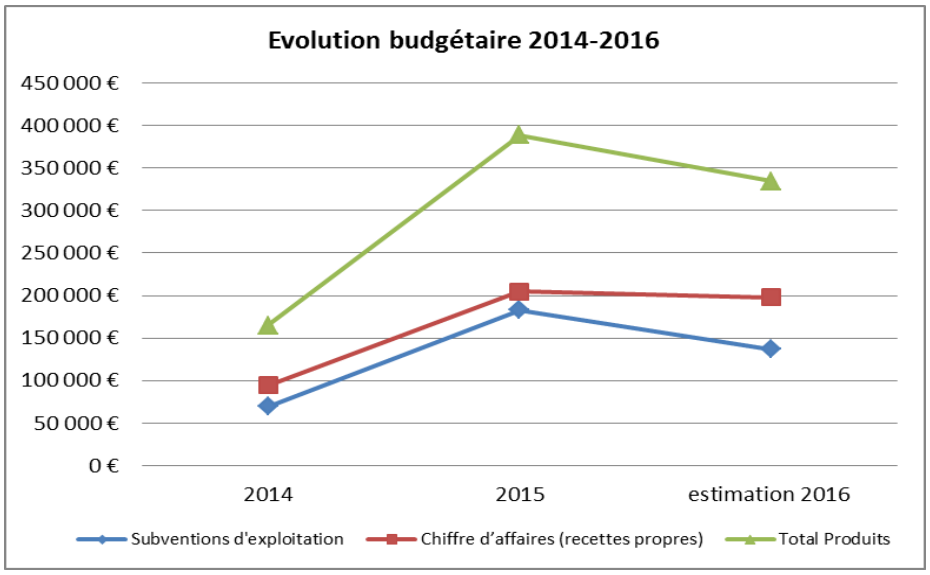
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2014	**%**	**2015**	**2016**	**%**
DRAC (2014 : aide aux cies, 2015-16 : aide aux cies conventionnées)	40 000	*41%*	60 000	80 000	*59%*
Institut Français				11 500	*8%*
Conseil départemental 93	26 800	*28%*	15 000		
Conseil départemental 78			7 200		
Autres - SPEDIDAM (2015), Office franco-quebecois pour la jeunesse (2016)		*0%*	7 500	1 500	*1%*
Arcadi			20 900	13 700	
Région - PAC	30 000	*31%*	30 000	30 000	*22%*
Région - Aide à la création Avignon			40 000		
SOUS-TOTAL REGION	*30 000*	*31%*	*70 000*	*30 000*	*22%*
TOTAL SUBVENTIONS	**96 800**	**100%**	**180 600**	**136 700**	100%

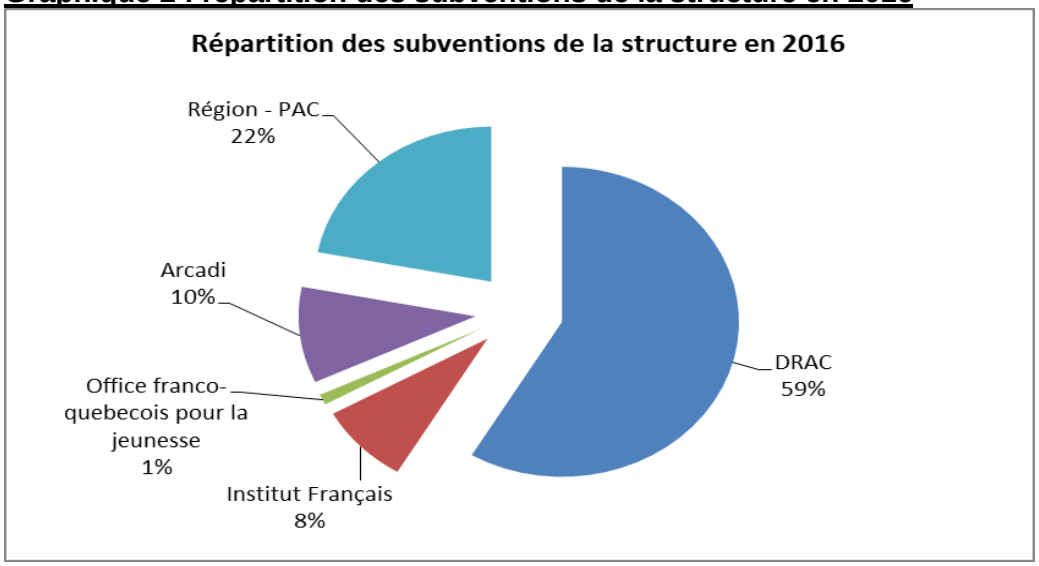
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2014	**%**	**2015**	***estimation 2016***	**%**
Subventions d'exploitation	69 500	*42%*	182 863	*136 700*	*41%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	94 482	*57%*	204 603	*197 900*	*59%*
Total produits	164 598	100%	388 262	*334 600*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2014-2015-2016 (prev)



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2016



2) Evolution de l'emploi

	2014	2015	2016
Masse salariale totale en €	117 568	262 773	232 400
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	3 132	8 186	6 001

3) Evolution de l'activité

Années	2014	2015	2016
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			

Nombre de créations produites	1	3	2
Nombre de spectacles diffusés au total	8	8	7
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	28 *26*	36 *35*	37 *33*
Nombre de lieux concernés par les tournées	9	19	20
Nombre de spectateurs	6 650	7 750	9 740
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Lieux partenaires de résidence*	4 résidences - Centre National de la Danse - Pantin – résidence longue 2012-2015 - Maison du Théâtre et de la Danse – Epinay-sur-Seine – saison 2013/2014 - NorrlandsOperan – Umea – Suède – 3 semaines - Villa Medicis – Rome – 1 semaine	3 résidences - Centre National de la Danse - Pantin – résidence longue 2012-2015 - Théâtre de St-Quentin-en-Yvelines et Festival Plastique Danse Flore – saison 2015/2016 - L'Apostrophe – Cergy-Pontoise – résidence en établissement scolaire – saison 2015/2016	1 résidence - La Chaufferie – Saint-Denis 93 – 4 jours
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	28h	--	38h
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	257h	129,5h	319h (La création de Nous Resterons sur Terre représente 143h de transmission)
Nombre d'établissements et de relais partenaires	18	5	21
Nombre de bénéficiaires	595	125	525

III- Projet rédigé par le bénéficiaire pour la convention PAC 2017-2021

L'Expérience Harmaat, lieu de croisements, rassemble autour des projets du chorégraphe Fabrice Lambert, des créateurs de différents champs (plasticiens, vidéastes, créateurs lumières, compositeurs et musiciens, écrivains…)
Ils questionnent ensemble les notions de mouvement et de phénomène en mouvement.
Chaque nouvelle création met alors en jeu un dispositif particulier, visuel et sonore, issu de ces rencontres, et nous incite à redéfinir notre regard sur le corps et son environnement.

La danse qui y est déployée est engagée physiquement, sauvage, sensuelle, incisive.

Les transversalités des champs explorés au fil du propos artistique nous amènent à élargir les types de lieux que nous investissons, le réseau de nos partenaires, et favorise le décloisonnement des publics que nous rencontrons.

La Compagnie L'Expérience Harmaat est implantée en Ile-de-France depuis sa création, en 1997.
Fabrice Lambert, ainsi que la majorité des salariés de L'Expérience Harmaat, y résident. Le siège social de la compagnie est à Sevran (93), ses bureaux à Montreuil (93), son local de stockage à Champigny-sur-Marne (94).

Son activité se déploie selon les axes suivants :

- Les créations du chorégraphe et leur diffusion : des créations « grands formats pour grands plateaux » aux « formes légères », des pièces pour théâtres aux événements participatifs pour parcs et jardins.
- Un travail de recherche nécessaire au renouvellement des pièces produites, mené lors de laboratoires dissociés des enjeux de production.
- Un travail de transmission en direction de différents publics mené notamment lors des résidences de la compagnie, ou parallèlement aux représentations. Echanges de pratiques et ateliers de réflexions sont également développés au sein de notre cellule pédagogique.
- L'accompagnement de projets émanant des collaborateurs fidèles de la Compagnie.

Résidences
Nous bénéficions aujourd'hui de l'accompagnement régulier des théâtres et structures franciliennes pour nos différents projets, notamment, Le Théâtre de la Ville – Paris, Le Centre National de la Danse - Pantin, Le CDC Atelier de Paris, Le Théâtre Paul Eluard de Bezons, Le CDC La Briqueterie - Vitry-sur-Seine, Le Théâtre de Brétigny-sur-Orge, Le Centre des Bords de Marne – Le Perreux-sur-Marne.
Ces accompagnements se traduisent par des accueils en résidences de création, la diffusion des pièces, le développement d'actions d'appropriation et de transmission, en lien avec les résidences ou les accueils en diffusion.
Après une résidence longue en Seine-Saint-Denis de 2012 à 2015, puis dans Les Yvelines en 2015 et 2016, 2 axes se dessinent en ce qui concerne les résidences longues :

- Dans le Val d'Oise, avec le Théâtre Paul Eluard de Bezons, et le soutien du Conseil Départemental du Val d'Oise, à partir de la saison 18/19.
- Dans le Val-de-Marne, avec le Centre des Bords de Marne, le CDC La Briqueterie, la Ville de Fontenay-sous-Bois, le soutien du Conseil Départemental du Val-de-Marne, à l'horizon de 2019.

Créations / diffusion
Au cours des saisons 2017/2018 et 2018/2019, le projet *Sauvages* (dossier artistique joint) sera développé et créé. Il donnera lieu à une pièce « grand format », *Aujourd'hui Sauvage*, qui verra le jour en septembre 2018, à la Biennale de la Danse de Lyon.
Il donnera par ailleurs lieu à une installation, lieu de performances, destinée à être présentée en dehors des plateaux des théâtres, *Notre Sauvage*.
Ce projet sera accompagné en Ile-de-France par Le Théâtre Paul Eluard de Bezons, Le CDC La Briqueterie, le CDC Atelier de Paris, le Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines. Nous sommes en cours de discussion avec Le Théâtre de la Ville – Paris, le Centre des Bords de Marne – Le Perreux-sur-Marne.

2017
Sauvages – Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines - laboratoire de recherche - 1 semaine

2018
Aujourd'hui Sauvage – CDC La Briqueterie – – résidence de création - 2 semaines

Aujourd'hui Sauvage – Théâtre Louis Aragon – Tremblay-en-France – 1 semaine
Notre Sauvage - CDC Atelier de Paris – résidence de création – 1 semaine
Notre Sauvage – Théâtre Paul Eluard – Bezons - résidence de création - 1 semaine
Résidence longue – Théâtre Paul Eluard - Bezons

2019
Résidence longue – Théâtre Paul Eluard - Bezons
Résidence longue – Centre des Bords de Marne – Le Perreux-sur-Marne (en cours)

2020
Résidence longue – Théâtre Paul Eluard de Bezons
Résidence longue – Centre des Bords de Marne – Le Perreux-sur-Marne (en cours)

2021
Résidence longue – Centre des Bords de Marne – Le Perreux-sur-Marne (en cours)

Diffusion - 2017

Jamais Assez :
- Centre Pompidou avec le Théâtre de la Ville-Paris
- Centre des Bords de Marne – Le Perreux-sur-Marne
- Théâtre de Brétigny-sur-Orge

Diffusion - 2018

Jamais Assez :
- Ville de Fontenay-sous-Bois (en cours)

Aujourd'hui Sauvage :
- Théâtre Paul Eluard – Bezons
- Théâtre de la Ville – Paris (en cours)
- Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines
- Centre des Bords de Marne (en cours)

Diffusion - 2019
Aujourd'hui Sauvage :
- Biennale du Val-de-Marne (en cours)
- Festival June Events (en cours)

Action culturelle

2017
- Théâtre de Brétigny-sur-Orge - Transmission de danse – Etablissements d'enseignement artistique de l'Essonne, avec le soutien du Conseil Départemental - 120h sur la saison 17/18
- CDC Atelier de Paris – ateliers de pratique artistique – école élémentaire Cavaignac et Centre d'animation Mongallet - 34h
- Espace Culturel Boris Vian - Les Ulis – résidence territoriale en établissement scolaire - 13h
- ACTS – école de danse contemporaine de Paris – master-class pour pré-professionnels - 30h
- crèche Bambino – Montreuil - ateliers petite enfance – 20h

2018

- Théâtre de Brétigny-sur-Orge - Transmission de danse – Etablissements d'enseignement artistique de l'Essonne, avec le soutien du Conseil Départemental - 120h sur la saison 17/18
- CDC Atelier de Paris – master-class – danseurs professionnels - 50h
- ACTS – école de danse contemporaine de Paris – master-class pour pré-professionnels - 30h
- crèche Bambino – ateliers pour la petit enfance – Montreuil – 20h
- Lycée de Bezons, en collaboration avec Le Théâtre Paul Eluard de Bezons – ateliers de pratique et parcours artistique et culturel – 20h sur la saison 2018/19

Compagnonnage et accompagnement à l'émergence

Nous souhaitons favoriser les initiatives de nos collaborateurs artistiques et les aider à se concrétiser, dans la continuité de la dynamique que nous avons impulsée avec notre cellule pédagogique. Nous partagerons avec eux nos compétences, savoir-faire et réseaux dans une perspective de compagnonnage.
2 projets bénéficieront ainsi de nos conseils et mises en relations pour leurs développements :

- L'Armada des enfants, création de Blandine Minot (qui fait partie de la cellule pédagogique depuis sa création) et Milena Gilabert, à la croisée de la performance spectaculaire, de la transmission intergénérationnelle, et du soin
- La prochaine création chorégraphique d'Aina Alegre (interprète de Jamais Assez)

B - PROJET ARTISTIQUE

RESIDENCES PREVUES

NOM DES LIEUX D'ACCUEIL	TYPE DE RESIDENCE	DUREE DE LA RESIDENCE	CONDITIONS D'ACCUEIL	MODALITES D'ACCOMPAGNEMENT DU LIEU
Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines	Laboratoire de recherche – Sauvages	5 jours – novembre 2017	studio	Mise à disposition
CDC La Briqueterie	Résidence de création – Aujourd'hui Sauvage	3 semaines – janvier et juin 2018	Studio technique – sortie de résidence	Accompagnement technique ; coproduction en cours
CDC Atelier de Paris	Résidence de création – Notre Sauvage	1 semaine – mai 2018	Plateau technique – sortie de résidence open studio	Accompagnement technique
Théâtre Paul Eluard - Bezons	Résidence de création – Notre Sauvage	1 semaine – mars 2018	Studio	Mise à disposition ; coproduction
Théâtre Paul Eluard - Bezons	Résidence longue	2 saisons - 2018/19 – 2019/20	Studio ; plateau	Accompagnement technique / coproduction / diffusion / appropriation
Centre des bords de Marne (en cours de discussion)	Résidence longue	2 à 3 saisons 2018/19 – 2019/20 - 2020/2021	Studio ; plateau	Accompagnement technique / coproduction / diffusion / appropriation

PROJETS DE CREATION :

Sauvages (dossier artistique joint)
Ce projet donnera lieu d'une part à une pièce chorégraphique « grand format », d'autre part à une installation pour plateaux et extérieurs de théâtres, lieu de performances

1- ***Aujourd'hui Sauvage*** – pièce chorégraphique pour 9 danseurs
Distribution en cours :
Chorégraphie: Fabrice Lambert
Assistante : Hanna Hedman
Interprétation : Aina Alegre, Jérôme Andrieu, Mathieu Burner, Vincent Delétang, Corinne Garcia, Hanna Hedman, Yannick Hugron, (distribution en cours).
Lumières : Philippe Gladieux
Scénographie : Sallahdyn Khatir
Son : Marek Havlicek
Régie générale : Christian Le Moulinier
Direction de production : Olivier Stora, assisté de Coralie Berquer

Coproductions :
La Comédie de Clermont-Ferrand, scène nationale, La Biennale de la Danse de Lyon, Le Théâtre Paul Eluard de Bezons, Le CDC de Toulouse.
En cours de discussion : Le Théâtre de la Ville – Paris, Le Centre National de la Danse - Pantin, Le Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines, scène nationale, CDC Atelier de Paris, CDC La Briqueterie, Le Centre des Bords de Marne, Le CCN2 Grenoble, Le CNDC Angers, Le Festival TransAmériques – Montréal.

Création en septembre 2018 à la Biennale de la Danse de Lyon, et à la Comédie de Clermont-Ferrand, scène nationale.

2- ***Notre Sauvage*** – installation, lieu de performances
Distribution en cours :
Conception et chorégraphie: Fabrice Lambert
Interprétation : (distribution en cours, parmi les interprètes de *Aujourd'hui Sauvage*)
Réalisation installation : Lawrence Malstaf
Réalisation lumières : Philippe Gladieux
Régie générale : Christian Le Moulinier
Direction de production : Olivier Stora, assisté de Coralie Berquer

Production : L'Expérience Harmaat ;
Coproduction en cours : La Comédie de Clermont-Ferrand, La Biennale de la Danse de Lyon, Le Gymnase CDC, projet sillage/s (réseau de 10 scènes conventionnées, dont Théâtre Louis Aragon à Tremblay-en-France, Théâtre Paul Eluard à Bezons), Taiwan International Festival of Arts.

DIFFUSION :
Activité de diffusion sur les années 2017 et 2018

Titre de l'œuvre	Esth	# Interprètes	Année Création	Date diffusion	Structures – Nbre repr - modalités
Jamais Assez	DC	10	2015	Janv 2017	Pompidou / Théâtre de la Ville – Paris 75– 4 repr - cess
Jamais Assez	DC	10	2015	Fevr 2017	Théâtre de l'Union, CDN – Limoges 87 – 1 repr - cess
Jamais Assez	DC	10	2015	Fevr 2017	Centre des Bords de Marne – Le Perreux-sur-Marne 94 – 1 repr - cess
Gravité	DC et AV	1	2007	Mar 2017	L'Onyx - St-Herblain 44 – 1 repr - cess
L'Incognito	DC et Ecr	2	2015	Mar 2017	L'Onyx - St-Herblain 44 – 1 repr - cess
Gravité	DC et AV	1	2007	01/05/17	Comédie - Clermont-Ferrand 63 – 4 repr - cess
L'Incognito	DC et Ecr	2	2015	01/05/17	Comédie - Clermont-Ferrand 63 – 4 repr - cess
L'Incognito	DC et Ecr	2	2015	Oct 2017	Le Lux - Valence –2 repr – cess – 1 scol + 1 tt public
Gravité	DC et AV	1	2007	Oct 2017	Le Lux - Valence –2 repr – cess – 1 scol + 1 tt public
Solaire	DC	5	2010	Oct 2017	Comédie - Clermont-Ferrand 63 – 2 repr – cess
Jamais Assez	DC	10	2015	Nov 2017	La Passerelle – St Brieuc 22 – 1 repr - cess
Jamais Assez	DC	10	2015	Dec 2017	Théâtre - Bretigny 91 – 1 repr - cess
Solaire	DC	5	2010	Fevr 2018	Le Lux - Valence –2 repr – cess – 1 scol + 1 tt public
Aujourd'hui Sauvage	DC	9	2018	Sept 2018	Comédie - Clermont-Ferrand 63 – 3 repr – cess
Aujourd'hui Sauvage	DC	9	2018	Sept 2018	Biennale de la Danse de Lyon – 3 repr – cess
Aujourd'hui Sauvage	DC	9	2018	Nov 2018	Théâtre Paul Eluard – Bezons – 1 repr - cess
Nombre total repr					**33**
Nombre repr IdF					**7**
EN COURS DE NEGOCIATION :					
Nervures	DC et AV	1	2013	Oct 2017	Ville de Clermont-Ferrand 63 – 4 repr - cession

Solaire	DC	5	2010	2018	Artdanse Bourgogne – Dijon 21 – 2 repr
Jamais Assez	DC	10	2015	2018	Fontenay-en-Scène – Fontenay-sous-Bois 94 – 1 repr
Jamais Assez	DC	10	2015	2018	Festival Perspectives – Sarrebrück – 2 repr
Jamais Assez	DC	10	2015	2018	Fabrik Potsdam – 2 repr
Jamais Assez	DC	10	2015	2018	Le Parvis, Scène Nationale, Tarbes – 1 repr
Jamais Assez	DC	10	2015	2018	Théâtre des Salins, Scène Nationale, Martigues – 1 repr
Jamais Assez	DC	10	2015	2018	Théâtre du Beauvaisis – 1 repr
Aujourd'hui Sauvage	DC	9	2018	2018	Théâtre de la Ville – Paris 75 – 4 repr
Aujourd'hui Sauvage	DC	9	2018	2018	Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines – 1 repr
Aujourd'hui Sauvage	DC	9	2018	2018	Centre des Bords de Marne – Le Perreux-sur-Marne – 94 – 1 repr
Jamais Assez	DC	10	2015	2018	Centre National des Arts, Toronto, Canada – 2 représentations
Solaire	DC	5	2010	2018	La Rotonde, Quebec, Canada – 2 représentations
Nervures	DC	1	2013	2018	Agora de la Danse, Montreal, Canada – 2 représentations
Notre Sauvage	DC et AV	4	2018	2018	Réseau de 10 scènes conventionnées
Notre Sauvage	DC et AV	4	2018	2018	Taiwan International Festival of Arts – 1 repr
Nombre total repr					**37**
Nombre repr IdF					**10**

LIEUX ET EQUIPEMENTS PARTENAIRES DU PROJET EN ILE-DE-FRANCE

- Théâtre Paul Eluard – Bezons - 95 : résidences de création, coproduction et diffusion. Résidence longue
- CDC La Briqueterie – 94 – Résidences de création. Coproduction et diffusion en cours de discussion
- Centre des Bords de Marne - 94 – Le Perreux-sur-Marne – Coproduction, diffusion, résidence longue en cours de discussion.
- Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines- 78 – résidence de recherche. Coproduction et diffusion en cours de discussion
- Théâtre de Brétigny-sur-Orge - 91 - Diffusion ; appropriation
- CDC Atelier de Paris - 75 – résidences de création et master-class. Diffusion et coproduction en cours de discussion
- Théâtre de la Ville – Paris -75 – coproduction et diffusion en cours de discussion
- Centre Culturel Boris Vian – Les Ulis - 91 – ateliers dans le cadre d'une résidence d'artiste en milieu scolaire
- Théâtre Louis Aragon – Tremblay-en-France - 93 – résidence de création

PRINCIPAUX AUTRES LIEUX ET EQUIPEMENTS PARTENAIRES HORS ILE-DE-FRANCE
La Comédie de Clermont-Ferrand, scène nationale (pour les saisons 16/17 ; 17/18 ; 18/19).

IV- Budget du projet (HT)

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	99 685,00 €	**ETAT**	34 400,00 €
Salaires personnel artistique (bruts et charges)	61 950,00 €	Drac Ile-de-France attribué	34 400,00 €
Salaires personnel technique (bruts et charges)	16 300,00 €	Ministère de la Culture attribué ¨ / en cours ¨	
Droits d'auteur	1 090,00 €	Autres Ministères, préciser : attribué ¨ / en cours ¨	
Décors, costumes, accessoires	2 500,00 €	**COLLECTIVITES TERRITORIALES**	40 000,00 €
Prestations	3 000,00 €	**Région Ile-de-France PAC (dans la limite de 40% du budget proposé)**	40 000,00 €
Transports, hébergements, restauration, défraiements	11 700,00 €	EPCI - Communautés de communes	
Communication	645,00 €	Commune 1, préciser :	
Autres : Frais de régie	2 500,00 €	**UNION EUROPEENNE**	0,00 €
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	8 660,00 €	Préciser le dispositif :	
Salaires (bruts et charges)	7 660,00 €		
Résidences		**AUTRES SUBVENTIONS** Préciser	5 677,73 €
Autres (préciser) – transports	1 000,00 €	**SOCIETES CIVILES**	0,00 €
AUTRES DEPENSES	51 795,00 €	Adami	
Part de charges de fonctionnement – quote-part au prorata des budgets		Sacem	
Salaires des personnels liés à la structure (bruts et charges)	39 670,00 €	Spedidam	
Loyer annuel et charges locatives	3 600,00 €	Autres	
Affranchissements et téléphone	1 600,00 €	Mécénat	
fournitures administratives, petit équipement, documentation	1 665,00 €	Autres partenariats privés, préciser :	
Honoraires cabinet comptable	3 500,00 €	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITE**	80 062,27 €
Missions, réceptions	1 500,00 €	Autres apports	
Assurance	260,00 €	Ventes de spectacle	72 178,27 €
		Prestations de service – ateliers	7 884,00 €
TOTAL	**160 140,00 €**	**TOTAL**	**160 140,00 €**

V - Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

L'Expérience Harmaat est une compagnie chorégraphique de référence dans le paysage de la danse contemporaine. Installée en Ile-de-France depuis ses débuts, la compagnie mène de front un travail d'implantation territoriale, de projets avec les publics, et la diffusion de ses pièces à l'échelle nationale et internationale.

Le projet proposé en 2014 pour cette première convention de permanence artistique et culturelle, s'appuyait sur une résidence longue en Seine-Saint-Denis impliquant des partenaires multiples : le Centre national de la danse, la Maison du théâtre et de la danse à Epinay, des galeries d'art, l'université Paris 13 Villetaneuse/Bobigny et les Archives nationales, avec le soutien du Département. L'objectif était également de renforcer la structuration de l'équipe à travers la création d'un poste d'assistant à l'administration et à la diffusion et un poste de régisseur général, afin de développer davantage la diffusion.

Les objectifs ont été largement atteints : l'activité de la compagnie a connu une montée en puissance significative. Fabrice Lambert a créé 6 nouvelles pièces en trois ans, dont « Jamais assez », première pièce de groupe de Fabrice Lambert, rassemblant 10 danseurs au plateau, et créée au festival d'Avignon 2015, avec une aide spécifique de la Région. Ce spectacle lui a permis de passer un nouveau cap en termes de visibilité professionnelle et d'élargir son réseau de partenaires notamment aux scènes nationales. Parallèlement, plusieurs formes légères ont été créées et tournent encore dans des petits lieux, bibliothèques, lycées, jardins…
A la fin de sa résidence de quatre ans au CND à Pantin, la compagnie a mené une résidence croisée dans les Yvelines avec le Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines et le festival Plastique Danse Flore, au cours de laquelle elle a monté une création participative impliquant 125 amateurs de tous âges qui s'est déroulée en plein air au Potager du Roi dans le parc du Château de Versailles.
Par ailleurs, la compagnie a été sollicitée pour d'autres résidences en milieu scolaire : dans le Val d'Oise avec L'Apostrophe et en Essonne avec le centre culturel Boris Vian aux Ulis. Une relation durable s'est également nouée avec l'Atelier de Paris – CDC, qui l'a accueillie en résidence et avec lequel sont organisées des master-classes et des actions avec les publics.
Enfin, la compagnie a obtenu le conventionnement de la DRAC en 2015.

Le projet présenté pour le renouvellement de la convention s'appuie sur une implantation renouvelée en Ile-de-France, en appui sur deux territoires : le Val d'Oise avec un accueil en résidence longue au Théâtre Paul Eluard de Bezons à partir de 2018/19, et le Val de Marne avec un projet de résidence partagée à partir de 2019 entre La Briqueterie, le Centre des Bords-de-Marne au Perreux et la Ville de Fontenay-sous-Bois. La prochaine saison sera consacrée à la préparation de la nouvelle création de groupe (9 danseurs), « Aujourd'hui sauvage » (création prévue en 2018 à la Biennale de la danse à Lyon), qui s'accompagnera d'une installation : « Notre sauvage ». La compagnie sera également très présente en Essonne au Théâtre de Brétigny-sur-Orge pour une résidence de diffusion et d'actions culturelles en 2017/18. Elle poursuivra enfin la diffusion de ses pièces.

VI - Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques professionnelles indépendantes) pour un montant augmenté, compte-tenu de la montée en puissance de la compagnie, de son ancrage élargi en Ile-de-France, et afin de favoriser le rééquilibrage du soutien régional en faveur du secteur chorégraphique.

La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle avec L'expérience Harmaat pour quatre nouvelles années et apporte une aide à hauteur de 40 000 € sur

une base subventionnable de 160 140 €, correspondant au budget prévisionnel proposé.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 110 400 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	28 000,00 €
2018	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	40 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	130 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002797

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : OPHELIE GAILLARD - PULCINELLA - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	179 811,00 €	13,90 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPHELIE GAILLARD-PULCINELLA
Adresse administrative : 1 RUE PAUL BERT
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jacques PERRIER, Président

N° SIRET : 47978613900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

I- Présentation du bénéficiaire

Fondé en 2005 par la violoncelliste Ophélie Gaillard (élue « Révélation soliste instrumental » aux Victoires de la Musique Classique en 2003 et interprète dans des formations et orchestres d'importance), l'ensemble Pulcinella réunit des musiciens passionnés par la pratique sur instruments historiques, qui réalisent un travail approfondi sur le son et l'articulation et qui s'attachent à découvrir des œuvres inédites ou méconnues tout en revisitant des pages majeures du répertoire. L'ensemble fonctionne de manière horizontale : les choix artistiques et pédagogiques se prennent collectivement dans un souci constant de

dialogue, d'exigence artistique et d'émulation. Six musiciens composent le noyau dur de l'ensemble et s'impliquent dans tous les volets de ses activités : Michèle Claude, Francesco Corti, Nicolas Mazzoleni, Thibault Noally, Brice Sailly**,** Tami Troman. L'ensemble se produit dans les salles les plus prestigieuses (Théâtres du Châtelet et des Champs-Elysées, Arsenal de Metz, Festivals de Beaune, Radio France et Montpellier, Pontoise, Colmar, Vézelay…). Pulcinella a enregistré cinq disques (dont l'intégrale des Sonates pour violoncelle et basse continue de Vivaldi (2006), Luigi Boccherini (2007) et Bach Arias (2012), depuis 2014, deux albums consacrés à CPE Bach…), largement salués par la presse et récompensés (Diapason d'or de l'année, Choc de Classica, distinctions dans Strad, Toccata, Gramophone).
Pulcinella développe une politique volontariste d'action artistique et culturelle avec les publics en Ile-de-France, afin de faire découvrir la musique baroque et classique au plus grand nombre. Après une résidence de trois ans au Festival Baroque de Pontoise et à l'Espace Michel Simon de Noisy-le-Grand, Pulcinella poursuit désormais ses collaborations avec la Barbacane de Beynes, le Collège des Bernardins, la ville de Pantin.
Pulcinella bénéficie des aides régulières de la DRAC Ile-de-France, du Département de Seine-Saint-Denis, de la Ville de Pantin et de la Région Ile-de-France, ainsi que des sociétés civiles et de fondations.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

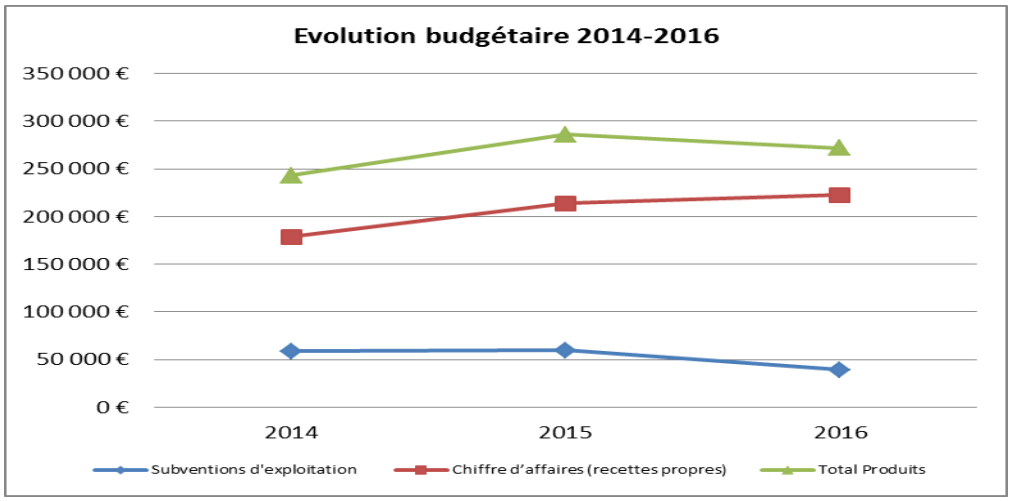
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2014	***%***	**2015**	**2016**	***%***
DRAC Musique	23 000	*30%*	15 000		
Etat - Institut Français				4 000	*8%*
Conseil départemental 93	23 000	*30%*	11 200		
Ville de Pantin – valorisation de mise à disposition de locaux et personnels	*8 000*	*-*	*8 000*	*8 000*	*-*
Autres - ADAMI (2014, 2015), SPEDIDAM (2015, 2016), Ambassade Brésil (2015)	5 000	*7%*	14 769	23 151	*44%*
Région - PAC	25 000	*33%*	25 000	25 000	*48%*
TOTAL SUBVENTIONS	**76 000**	**100%**	**65 969**	**52 151**	100%

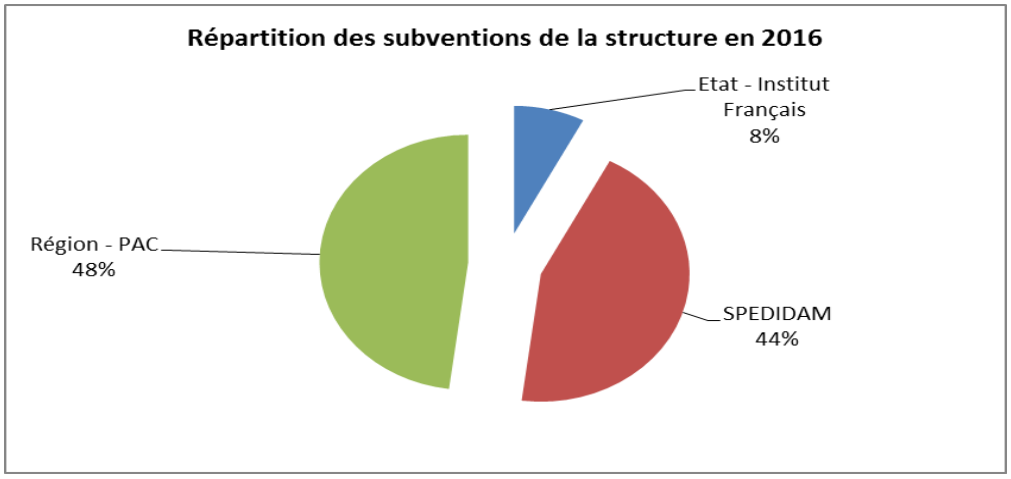
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2014	***%***	**2015**	***Estimation 2016***	***%***
Subventions d'exploitation	59 000	*24%*	59 636	*39 347*	*14%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	178 618	*73%*	213 839	*222 292*	*82%*
Total produits	243 084	100%	285 900	*271 623*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2014-2015-2016



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2016



2) Evolution de l'emploi

	2014	2015	2016
Masse salariale totale en €	121 281 €	182 108 €	122 250 €
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	4 132h	4 972h	4 532h

3) Evolution de l'activité

Années	2014	2015	2016
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	5	5	2
Nombre de spectacles diffusés au total	9	7	8
Nombre de représentations	21	43	26

Dont représentations en cession :	*dont 17 cessions*	Dont 23 rep. « En Filigranne » en coproduction avec cie Ethadam *dont 22 cessions*	*dont 22 cessions*
Nb de lieux concernés par les tournées	19	20	26
Nombre de spectateurs	9 855	13 212	11 965
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Lieux partenaires de résidence*	Festival Baroque de Pontoise (Année 2/3) : 2 cessions + 7 jours accueil répétitions EMS Noisy-le-Grand (Année 2/4) : 2 cessions + 12 jours répétitions/Création ++ actions croisées Lycée F. Tristan	Festival Baroque de Pontoise (Année 3/3) : 1 cession + 3 jours accueil répétitions EMS Noisy-le-Grand (Année 3/4) : 1 cession + 8 jours répétitions Création ++ actions croisées Lycée F. Tristan Théâtre des Bergeries : 2 cessions + 2 jours accueil répétitions	EMS Noisy-le-Grand (Année 4/4) : 1 cession + 3 jours répétitions ++ actions croisées Lycée Flora Tristan Théâtre de la Barbacane : 1 cession + 2 concerts à domicile financés
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	15	52	33
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	57	93	68
Nombre d'établissements et de relais partenaires	15	18	21
Nombre de bénéficiaires	540	750	800

III- Projet rédigé par le bénéficiaire pour la convention PAC 2017-2021

Notre collectif de musiciens réuni au sein de l'ensemble Pulcinella consacre depuis dix ans une partie importante de son activité à l'action pédagogique et sociale sous forme d'interventions ponctuelles et de résidences à moyen et long terme. Ces actions ciblées prennent des formes diverses : actions de sensibilisation, invitations à des répétitions et/ou des concerts, découverte d'un univers artistique, ateliers de pratique musicale. Pour autant, elles sont toujours étroitement liées à notre activité de création et de développement artistique.

Notre but est que chaque personne touchée dans le cadre de nos démarches prenne part à notre processus de création, côtoie les musiciens de l'ensemble et se rapprochent des structures culturelles. Ainsi, chacun devient acteur d'un processus collectif qui se nourrit de ces rencontres, chacun s'approprie le projet et devient le gardien d'un bien culturel commun.

Nous revendiquons un savoir-faire sur le terrain et élaborons des programmes ciblés en agissant sous forme de petits commandos artistiques. Nous proposons des projets réalisés sur-mesure dans un dialogue constant avec nos interlocuteurs. Qu'il s'agisse de personnel enseignant et encadrant, ou des représentants des collectivités territoriales (ville, communauté d'agglomérations, département, région),

chacun est engagé et valorisé à travers ses compétences et son expertise. Nous souhaitons ainsi créer des liens, tisser des rencontres et mettre la musique et la pratique artistique au cœur de la vie de chacun.

Nous souhaitons développer pour les quatre prochaines années des partenariats pérennes et pluriannuels avec les différentes structures qui nous accueillent déjà aujourd'hui sur le territoire francilien (principalement la Ville de Pantin, le Théâtre de la Barbacane de Beynes, l'Hôpital Necker et le Théâtre des Bergeries). Notre volonté est en effet de mener à bien plusieurs projets d'envergure ambitieux et menés sur un plus long terme (soit par des actions régulières, soit par des résidences de création/formation) ; au-delà des actions plus ponctuelles demandées par nos partenaires au gré de nos engagements pour nos concerts ou spectacles.

Les formes seront multiples et conçues spécifiquement au cas par cas : actions autour des spectacles (invitations aux répétitions publiques, rencontres, conférences), ateliers auprès des groupes scolaires (lycées et lycées professionnels, collèges, écoles primaires), auprès de publics spécifiques (en milieu carcéral et en milieu hospitalier, mais aussi en crèches, maisons de quartier, ou dans/avec les associations locales), et des actions de formation (conservatoires, CRR, CRD et CCR). Plusieurs projets sont ainsi en cours d'élaboration voire de réalisation notamment,
A. En Grande Couronne:
* Le Théâtre de la Barbacane de Beynes (résidence dès 2017)
* La ville de Trappes, action menée par les Pages & Chantres du CMBV (2018)

B. En petite Couronne:
* La ville de Pantin (convention en négociation 2017-2019)
* Le Théâtre des Bergeries de Noisy-le-sec (convention de résidence 2018)
* Le CMBV (2017-2018)
* La ville de la Courneuve (2018)

C. À Paris:
* L'APHP et principalement l'Hôpital Necker-Enfants-Malades (convention en cours de négociation).

Exemple de résidence artistique : Noisy-le-Sec, en lien avec Est-Ensemble (janvier-mai 2018) :
En 2018, nous allons mener un projet d'envergure avec la Ville de Noisy-le-Sec, sous la forme d'une résidence de création, en partenariat avec le Théâtre des Bergeries et le CRC de la ville, autour de l'œuvre du compositeur contemporain Philippe Hersant, passionné de musique baroque.
Six interventions sont ainsi prévues entre janvier et mai 2018. Cette série d'ateliers de pratique artistique sera menée par des musiciens professionnels de notre ensemble auprès des élèves du Conservatoire de Noisy-le-Sec (ainsi que des élèves de la classe baroque du CRD de Pantin en renfort), des élèves noiséens, mais aussi des structures culturelles (notamment la bibliothèque) et associatives de la ville.
Ces actions donneront lieu à un spectacle d'1 heure environ, qui sera donné le 22 mai 2018 dans le nouvel auditorium du Conservatoire de Noisy-le-Sec.
Deux jours plus tard, un lever de rideau confié au CRC de Noisy précédera la création d'un nouveau programme par le Pulcinella Orchestra au Théâtre des Bergeries, avec notamment en Première Mondiale une commande de notre ensemble au compositeur. Les élèves pourront ainsi assister aux répétitions et à une représentation d'un orchestre professionnel mais aussi échanger avec les musiciens qui les auront accompagnés lors des six mois de travail préparatoire.

Exemple de résidence 2 : La Courneuve (2018-2019), en partenariat avec le service des affaires culturelles de la Courneuve et plus particulièrement avec l'Unité de développement culturel et patrimonial :
- intervenir dans le cadre scolaire autour de parcours de découverte des répertoires baroques : présentation du "bestiaire musical" par Brice Sailly (clavecin) et Stéphanie Petitbon (théorbe), concert / échanges en musique autour de La Folia par les musiciennes de l'Ensemble (triple harpe, viole de gambe et voix), récital / échange "L'Europe baroque" par Ophélie Gaillard etc.
L'objectif est de pouvoir travailler avec 2 voire 3 classes d'une même école élémentaire sur ces

thématiques et ce dans le cadre de la structuration d'un programme plus vaste d'éducation artistique et culturelle dans le temps scolaire qui devra être cadré pour l'année scolaire 2018-2019.
L'Ensemble Pulcinella Ophélie Gaillard travaillera en lien avec les structures culturelles rattachées à la ville, tel que le Conservatoire à Rayonnement Régional Aubervilliers La Courneuve et/ou des structures partenaires telle que la Philharmonie de Paris.
- proposer des temps de découverte musicale aux familles, hors temps scolaire, en lien notamment avec les maisons pour tous (sous la forme de concerts - discussions et/ou d'ateliers de pratique).
Il s'agit ce faisant de répondre au projet social de la Courneuve qui fait de l'art et la culture un ressort du travail social et un outil d'épanouissement pour chacun.
- proposer des temps de découverte en musique dans le cadre des NAP, activités périscolaires imaginées dans le cadre de la réforme des rythmes éducatifs de 2014.
Ces activités pourraient se présenter sous la forme de concert dans les écoles, pour des groupes scolarisés en élémentaire.
Le moindre nombre d'élèves sur ces temps (comparativement au temps scolaire) devra permettre d'imaginer des temps d'initiation à la pratique, sur percussions par exemple, sous la direction de Michèle Claude.

RESIDENCES PREVUES :

NOM DES LIEUX D'ACCUEIL	TYPE DE RESIDENCE	DUREE DE LA RESIDENCE	CONDITIONS D'ACCUEIL	MODALITES D'ACCOMPAGNEMENT DU LIEU
Théâtre des Bergeries (Noisy-le-Sec, 93)	Programme BOCCHERINI/HERSANT * Recherche + Répétitions + Création * Actions éducatives + restitution avec le Conservatoire de Noisy-le-Sec * Concert payant	Janvier-Mai 2018	* Répétitions dans les salles du Conservatoire de Noisy-le-Sec * Générale concerts au Théâtre des Bergeries : sortie de résidence devant les parents et les responsables culturels de la ville (DAC, élu à la culture) * Concert payant (cession) devant le public du Théâtre	* mise à disposition des locaux et du personnel technique * aide logistique / administrative * cession de concert * cession + aide à la résidence drac ile-de-france
Théâtre de la Barbacane (Beynes, 78)	Programme LES MUSICIENS DU RÉGENT (avec les Pages du CMBV) : Répétitions + diffusion Cession d'un concert (au moins) + à domicile Résidence : Actions socio-éducatives avec les institutions culturelles de Beynes et des environs + maisons d'arrêts	2017-2018 (convention de résidence en cours)	* 2 concerts publics au Théâtre de la Barbacane (cessions) * Conservatoire * Structures culturelles lié au Syndicat Intercommunal * Groupes scolaires (écoles primaires, collège, lycée)	* mise à disposition des locaux et du personnel technique * aide logistique / administrative (dont mise en réseau avec les structures culturelles) * cession de concert

Ville de Pantin (93)	« Parcours Baroque » 2016-2017, phase 2 * Programmes à définir parmi lesquels : La Famille Bach, Exils, En Filigrane, Mad Songs, Boccherini/Hersant, Haydn, Les Musiciens du Régent * In-situ * Invitation aux répétitions/concerts	2017-2019 (convention de résidence en cours)	Ville de Pantin + Ecole Vallès + Atelier Von Nagel * Maisons de quartiers (Mairie-Ourcq, Petit Pantin, Haut-Pantin, Quatre-Chemins, Courtillières) * Groupes scolaires (écoles primaires, collège, lycée : à définir avec la ville) * Salle Jacques Brel	* mise à disposition des locaux * aide logistique / administrative (dont mise en réseau avec les structures culturelles) * gestion de la communication et diffusion * cession de concert
Hôpital Necker (Paris)	Programmes de l'ensemble (Mad Songs, Folia, Boccherini, CPE/Famille Bach, Haydn) * Répétitions + concerts publiques * Interventions en chambre	2017-2018 (convention par projet pour le moment)	* Pour chaque concert de l'ensemble : Répétitions + concerts publics dans l'Auditorium de l'Hôpital * Interventions en chambre avec 3 musiciens en moyenne par session	* mise à disposition de l'auditorium et du personnel technique * aide logistique / administrative (communication/diffusion)
Ville de Trappes (78)	Programme Lully (création comédie-ballet) * Actions de sensibilisation dans les classes * Rencontres avec des artistes professionnels * Ateliers de formation pour la création d'un conte musical * 2 présentations publiques (mai-juin 18)	2017-2018	1 000 personnes ayant bénéficié d'une préparation classes de Trappes, Les Mureaux, Versailles, Paris, jeunes en réinsertion, familles, enseignants, habitants de Trappes et Versailles	* mise à disposition des locaux * aide logistique / administrative (dont mise en réseau avec les structures culturelles) * gestion de la communication et diffusion * contrats de prestations
Ville de la Courneuve (93)	parcours de découverte des répertoires baroque * Actions de sensibilisation dans les classes * Rencontres avec des artistes professionnels * Ateliers de formation au CRR * 2 présentations publiques (mai-juin 18)	2017-2019	Écoles primaires, CRR Aubervilliers-La Courneuve, Philharmonie de Paris	* mise à disposition des locaux * aide logistique / administrative (dont mise en réseau avec les structures culturelles) * gestion de la communication et diffusion

PROJETS DE CREATION :

2 mai 2017 : 20h30 : MAD SONGS (création mondiale)
Musique baroque / cession - Auditori, Barcelone (Espagne)
Avec Ophélie Gaillard, Xavi Sabata, Atsushi Sakai, André Henrich, Brice Sailly

9 mai 2017 : 20h30 : METIS (création mondiale)
Musique du monde / cession - **Archives Nationales, Pierrefitte (93)**
Avec Waed Bouhassoun, Michèle Claude et Ophélie Gaillard

19 juin 2017 : EXILS (création mondiale)
Musique classique / cession - **Café de la Danse, Paris (75)**
Avec Ophélie Gaillard et des membres du Sirba Octet

24 juillet 2017 : FAMILLE BACH / TELEMANN (création mondiale)
Musique baroque / cession (œuvres de JS, CPE, WF Bach et GP Telemann, parrain de CPE, concert « labellisé » Année Telemann au niveau européen) - Concert en plein-air (Festival Écoute voir la Dordogne), Brivezac (19)
Avec Ophélie Gaillard, Thibault Noally, Nicolas Mazzoleni, Francesco Corti

8 octobre 2017 : LA FAMILLE BACH (création mondiale : œuvres de JS, CPE, WF Bach et GP Telemann, parrain de CPE, concert « labellisé » Année Telemann au niveau européen)
Musique baroque / cession - **Théâtre des Champs-Élysées** (Concerts du dimanche matin), Paris (75)
Avec 15 interprètes dont Ophélie Gaillard, violoncelle solo

17 janvier 2018 : LES MUSICIENS DU RÉGENT (création mondiale)
Musique baroque / Prestation - **Chapelle Royale (Jeudis Musicaux), Versailles (78)**
Avec Pulcinella, 11 musiciens et 13 Pages du CMBV (dir. O. Schneebeli)

17 mars 2018 : BACH (OPTION) (Création mondiale)
Musique baroque / cession - Zamora (Festival Portico) (Espagne)
Avec Christophe Dumaux et 9 musiciens

23 mars 2018 : CPE BACH oratorio (création mondiale)
Musique baroque / cession - Cathédrale, Vézelay (89)
Avec 18 musiciens, 12 chanteurs d'Arsys Bourgogne

28 mars 2018 : OMBRES ET LUMIÈRES (création mondiale)
Musique baroque / Cession - **Cathédrale St-Louis-des-Invalides, Paris (75)**
Avec 8 musiciens

21 avril 2018 : BOCCHERINI (création mondiale)
Musique baroque / cession - Nuit de la Musique Baroque BR Klassik, Nürnberg (Allemagne)
Avec 18 musiciens dont Ophélie Gaillard, violoncelle solo

24 mai 2018 : BOCCHERINI/HERSANT (création mondiale à partir d'une commande de l'association)
Musique contemporaine et musique baroque / cession + résidence - **Théâtre des Bergeries Noisy-le-Sec**
Avec 18 musiciens dont Ophélie Gaillard, violoncelle solo

DIFFUSION :
26 avril 2017 : 20h30 : CPE BACH (création 2014 & 2016)
Musique baroque / cession - Auditorium St-Pierre-des-Cuisines (Festival les Arts Renaissants), Toulouse (31)
Avec 15 interprètes dont Ophélie Gaillard, violoncelle solo

5 mai 2017 : 19h00 : ÉLECTIONS DE RADIO-CLASSIQUE (pas de création)
Musique baroque / facture prestation - **Salle Wagram, Paris** (75) -- retransmis en direct sur Radio-Classique
Avec 11 musiciens dont Ophélie Gaillard, violoncelle solo

19-24 mai 2017 : EN FILIGRANE (création 2015)
Musique & danse / paiement en direct
19 et 20 mai : Suwon, 20 mai (20h) : Seoul, 21-24 mai : Masterclass à la Yonsei University
Avec Ibrahim Sissoko

11 juillet 2017 : 20h30 : ALVORADA (création 2016)
Musique du monde / cession - Église (Festival de Valognes), Colomby (50)
Avec Emmanuel Rossfelder et Ophélie Gaillard

20 juillet 2017 : 12h00 : BACH/VILLA LOBOS (création 2016)
Musique baroque et classique / cession - 12h00 : Église Luthérienne (Festival Musique et vie), Genève (Suisse), 20h30 : Église St-Nicolas, Véroce (74)
Avec Ophélie Gaillard et les Jeunes Violoncellistes Suisses

25 juillet 2017 : FAMILLE BACH/TELEMANN (création 2017)
Musique baroque / cession - Église Abbatiale, Cercles (24)
Avec Ophélie Gaillard, Thibault Noally, Nicolas Mazzoleni, Francesco Corti

26 juillet 2017 : ALVORADA (création 2016)
Musique du monde / cession - Festival Écoute voir la Dordogne), Brivezac (19)
Avec Ophélie Gaillard, Juanjo Mosalini, Romain Lecuyer

13 août 2017 : MAD SONGS (création 2017)
Musique baroque / cession - Alberville (Festival Baroque de Tarentaise) (73)
Avec Ophélie Gaillard, Xavi Sabata, Atsushi Sakai, André Henrich, Brice Sailly

14 septembre 2017 : EXILS (création 2017)
Musique classique / cession - Église St-Martin (Les Jeudis Musicaux de Royan), Arces (17)

19 novembre 2017 : FAMILLE BACH (création 2016)
Musique baroque / cession - Chapelle (Soirées Musicales de Grimaud), Grimaud (13)
Avec Ophélie Gaillard, Thibault Noally, Nicolas Mazzoleni, Francesco Corti

20 janvier 2018 : LES MUSICIENS DU RÉGENT (création 2018)
Musique baroque / Cession - **Théâtre de la Barbacane, Beynes (78)**
Avec Pulcinella, 11 musiciens et 13 Pages du CMBV (dir. O. Schneebeli)

Mars 2018 : LES MUSICIENS DU RÉGENT ou OMBRES ET LUMIÈRES (OPTION) (créations 2018)
Musique baroque / Cession - **Collège des Bernardins, Paris** (75)
Avec Pulcinella, 11 musiciens et 13 Pages du CMBV (dir. O. Schneebeli) ou 8 musiciens

23 mars 2018 : CPE BACH oratorio (création mondiale)
Musique baroque / cession - Cathédrale, Vézelay (89)
Avec 18 musiciens, 12 chanteurs d'Arsys Bourgogne

28 mars 2018 : OMBRES ET LUMIÈRES (création mondiale)
Musique baroque / Cession - **Cathédrale St-Louis-des-Invalides, Paris** (75)
Avec 8 musiciens

21 avril 2018 : BOCCHERINI (création mondiale)
Musique baroque / cession - Nuit de la Musique Baroque BR Klassik, Nürnberg (Allemagne)
Avec 18 musiciens dont Ophélie Gaillard, violoncelle solo

3 mai 2018 : CPE BACH
Musique baroque / cession - **Salle Jacques Brel – Pantin** (93)

4 mai 2018 : EN FILIGRANE (création 2015) (OPTION)
Musique & danse / cession - **Théâtre, Saint-Gratien (95)**
Avec Ibrahim Sissoko

11 mai 2018 : EN FILIGRANE (création 2015) (OPTION)
Musique & danse / cession - Théâtre, Saint-Dié (54)
Avec Ibrahim Sissoko

19 mai 2018 : FERVEUR ET VIRTUOSITÉ À VENISE (Création 2016)
Musique baroque / prestation - Abbaye, Saint Riquier (80)
Avec 8 musiciens et la Maîtrise de Radio-France (dir. Sofi Jeannin)

24 mai 2018 : BOCCHERINI/HERSANT (création mondiale à partir d'une commande de l'association)
Musique contemporaine et musique baroque / cession + résidence - **Théâtre des Bergeries Noisy-le-Sec** (93)
Avec 18 musiciens dont Ophélie Gaillard, violoncelle solo

4 juin 2018 : MAD SONGS (création 2017)
Musique baroque / cession - Abbaye, St Michel en Thiérache (02)
Avec Ophélie Gaillard, Xavi Sabata, Atsushi Sakai, André Henrich, Brice Sailly

18 juillet 2018 : BOCCHERINI/HERSANT (création 2018)
Musique contemporaine et musique baroque / cession + aide à la résidence - Abbaye (Festival les Traversées Musicales), Noirlac (18)
Avec 18 musiciens dont Ophélie Gaillard, violoncelle solo

27 juillet 2018 : CPE BACH oratorio (création 2018)
Musique baroque / cession - Varzim (Festival internationale de Povoa) (Portugal) (OPTION)
Avec 18 musiciens, 12 chanteurs d'Arsys Bourgogne

Juillet 2018 : LES MUSICIENS DU RÉGENT (création 2018)
Musique baroque / Prestation - **Chapelle Royale (Jeudis Musicaux), Versailles** (78)
Avec Pulcinella, 11 musiciens et 13 Pages du CMBV (dir. O. Schneebeli)

Avril 2017-Juillet 2018 :
Nombre total de créations : 11
Nombre total de représentations prévues : 37
Nombre total de représentations prévues en Ile-de-France : 12

LIEUX ET EQUIPEMENTS PARTENAIRES DU PROJET EN ILE-DE-FRANCE

Ville de Noisy-le-Sec (93) * Actions pédagogiques de formation musicale dans le Conservatoire * Répétitions dans les salles du Conservatoire * Générale/concerts au Théâtre des Bergeries : sortie de résidence devant les parents et les responsables culturels de la ville (DAC, élu à la culture) * Concert payant (cession) devant le public du Théâtre	* MISE À DISPOSITION DES LOCAUX ET DU PERSONNEL TECHNIQUE DU THÉÂTRE ET DU CONSERVATOIRE * AIDE LOGISTIQUE / ADMINISTRATIVE * CESSION DE CONCERT * AIDE À LA RÉSIDENCE DRAC ILE-DE-FRANCE

Théâtre de la Barbacane + Syndicat Intercommunal * 2 concerts publics * Conservatoire * Structures culturelles lié au Syndicat Intercommunal * Groupes scolaires (écoles primaires, collège, lycée)	* MISE À DISPOSITION DES LOCAUX ET DU PERSONNEL TECHNIQUE * AIDE LOGISTIQUE / ADMINISTRATIVE (DONT MISE EN RÉSEAU AVEC LES STRUCTURES CULTURELLES) * CESSION DE CONCERT
Ville de Pantin * Maisons de quartiers (Mairie-Ourcq, Petit Pantin, Haut-Pantin, Quatre-Chemins, Courtillières) * Groupes scolaires (écoles primaires, collège, lycée : à définir avec la ville) * CRD Pantin * Salle Jacques Brel	* MISE À DISPOSITION DES LOCAUX * AIDE LOGISTIQUE / ADMINISTRATIVE (DONT MISE EN RÉSEAU AVEC LES STRUCTURES CULTURELLES) * TRAVAIL DANS LE CADRE DU PORTAIL ÉDUCATIF * GESTION DE LA COMMUNICATION/DIFFUSION * CESSION DE CONCERT
Hôpital Necker * Répétitions + concerts publics dans l'Auditorium de l'Hôpital * Interventions en chambre	* MISE À DISPOSITION DE L'AUDITORIUM ET DU PERSONNEL TECHNIQUE * AIDE LOGISTIQUE / ADMINISTRATIVE (COMMUNICATION/DIFFUSION)
La Courneuve-Aubervilliers * Groupes scolaires (écoles primaires, Maisons de Quartier) * CRR La Courneuve-Aubervilliers	* MISE À DISPOSITION DES LOCAUX * AIDE LOGISTIQUE / ADMINISTRATIVE (DONT MISE EN RÉSEAU AVEC LES STRUCTURES CULTURELLES) * GESTION DE LA COMMUNICATION ET DIFFUSION
Collège des Bernardins Versailles et/ou Fresnes Université Paris XIII, IUT Villetaneuse DRAC Ile-de-France CD93 ADAMI	Accueil enfants dans le cadre de répétitions générales Interventions pédagogiques in-Situ Intervention annuelle dans le cadre de formation en alternance Aide au projet (2017) + Aide à la résidence (2018) CAC Aide projet Boccherini/Hersant dans le cadre de l'ADAMI 365

P RINCIPAUX AUTRES LIEUX ET EQUIPEMENTS PARTENAIRES HORS ILE-DE-FRANCE

Théâtre St Dié (Invitation d'enfants et d'associations de la ville à la générale)
Arsys Bourgogne + Cité de la Voix (Invitation d'enfants et d'associations de la ville à la générale)
La saison des Arts Renaissants et le CRR de Toulouse
Les festivals: Ecouter-Voir la Dordogne, de Beauvais, du Mont-Blanc, art baroque en Tarentaise, Abbaye de Noirlac…

PRINCIPAUX AUTRES PARTENAIRES PUBLICS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES HORS ILE-DE-FRANCE

Les villes liées aux équipements partenaires hors Ile-de-France (villes de St Dié, Toulouse, Beauvais, etc.)

IV- Budget du projet (HT)

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	105000	**ETAT**	10000
Salaires personnel artistique (bruts et charges)	55448	Drac Ile-de-France (Aide au projet) en cours □	10 000
Salaires personnel technique (bruts et charges)	2500	Ministère de la Culture attribué □ / en cours □	
Droits d'auteur	5000	Bureau Export + Institut Français All. en cours □	0
Décors, costumes, accessoires	0	**COLLECTIVITES TERRITORIALES**	46000
Prestations	12000	**Région Ile-de-France PAC (dans la limite de 40% du budget proposé)**	40000
Location matériel	4852	Région Ile-de-France autres	
Location salle	1200	Département / CD93 (CAC) en cours □	3000
Transports, hébergements, restauration, défraiements	18000	EPCI - Est-Ensemble en cours	0
Communication	1000	Commune / Pantin en cours □	3000
Résidences	4000	Commune 2, préciser :	0
Autres, préciser : Partitions disques livres	1000	**UNION EUROPEENNE**	0
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	36139	Préciser le dispositif : attribué □ / en cours □	
Salaires (bruts et charges)	26111	**EMPLOIS AIDES**	0
Achat action culturelle (Partitions/disques/livres/matériel)	2790	Préciser le dispositif :	
Résidences	7238	**AUTRES SUBVENTIONS** (Arcadi, Cnv…) Préciser :	0
Autres (préciser)	0	**SOCIETES CIVILES**	43000
AUTRES DEPENSES	53672	Adami	8000
Part de charges de fonctionnement	3000	Sacem	
Salaires des personnels liés à la structure (bruts et charges)	35257	Spedidam	35000
Loyer annuel et charges locatives	300	Autres (MNL)	0
Fluides et combustibles	700	**PARTENAIRES PRIVES**	5000
Affranchissements et téléphone	100	Mécénat	5000
Fournitures admin / entretien	800	Autres partenariats privés, préciser :	
Achat / réparations informatique	4500	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITE**	90811
Assurance	215	Ventes de spectacle	79066
Banque	800	Résidences (dans EPCI+Cession	0

		concerts)	
Achat clavecin	7000	Prestations de service	4835
Charges comptables	1000	Vente disques, royalties, cotisations, produits gestion	6910
		Résidences (dans EPCI+Cession concerts)	0
TOTAL	**194 811**	**TOTAL**	**194 811**

VALORISATION DES APPORTS EN NATURE ET EN INDUSTRIE			
APPORTS EN NATURE ET EN INDUSTRIE		**NOMS DES FINANCEURS**	
Mise à disposition de locaux administratifs Pantin	5000	Théâtre de la Barbacane	5000
Mise à disposition de personnel (bénévoles)	3000	Ville de Pantin	3000
TOTAL VALORISATIONS	8000	TOTAL VALORISATIONS	8000

V - Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

L'ensemble Pulcinella, dirigée par la violoncelliste virtuose, Ophélie Gaillard, est spécialiste en musique baroque et travaille sur instruments d'époque. Parallèlement à une diffusion large dans le réseau national et international de la musique classique, il est particulièrement impliqué dans les actions culturelles avec les publics, dans le cadre de son implantation en Ile-de-France.

Le projet proposé en 2014 pour cette première convention de permanence artistique et culturelle portait à la fois sur le renforcement de son ancrage francilien à partir de ses résidences longues au Festival baroque de Pontoise et à l'espace Michel Simon de Noisy-le-Grand, et sur la structuration de l'équipe administrative.

Le bilan des trois dernières années est positif à de nombreux égards. L'ensemble a maintenu un haut niveau de créations rassemblant des effectifs compris entre 4 et 16 musiciens ; il a développé sa diffusion avec un élargissement de son réseau, notamment à l'étranger.
Par ailleurs, son implantation en Ile-de-France s'est consolidée : très présent historiquement en Seine-Saint-Denis où il a ses bureaux, l'ensemble a bénéficié d'une résidence longue au Festival baroque de Pontoise jusqu'en 2016, qui lui a permis de mener un important travail de défrichage sur le territoire et de réaliser de nombreuses actions culturelles avec des publics variés : en milieu scolaire, avec des conservatoires, des hôpitaux et une maison d'arrêt. A partir de 2017, l'ensemble s'est installé dans les Yvelines à Beynes, à l'invitation de La Barbacane, avec laquelle il conduit des projets avec les publics, de la diffusion à domicile… En Seine-Saint-Denis, Pulcinella a tissé de nouveaux partenariats avec le Théâtre des Bergeries à Noisy-le-Sec et la Ville de La Courneuve. L'ensemble maintient également une présence en diffusion à Paris, mais aussi avec des interventions à l'hôpital Necker.
Son budget est en hausse de 12% depuis 2014, porté par l'augmentation des recettes propres de diffusion. De nouveaux soutiens publics sont actés pour 2017 et les années à venir : la DRAC au titre de l'aide à projet et de l'aide à la résidence et la Ville de Pantin (convention pluriannuelle assortie d'une aide au fonctionnement).

Le projet présenté pour le renouvellement de la convention s'appuie sur une implantation renouvelée en Ile-de-France, en petite couronne, à Pantin, La Courneuve et Noisy-le-Sec et en grande couronne à Beynes, Versailles et Trappes, avec de nombreux projets de création et d'actions culturelles (notamment aux lycées de Pantin et de la Queue-les-Yvelines), l'ensemble maintenant par ailleurs sa diffusion à

l'échelle nationale et prévoyant de nombreuses créations, parmi lesquelles : « La famille Bach » avec 15 interprètes, labellisée dans le cadre de l'année européenne Telemann, « Les musiciens du Régent » en coproduction avec le Centre de musique baroque de Versailles et avec les Pages du CMBV, « Boccherini / Hersant » à partir d'une commande passée à P. Hersant mêlant musique contemporaine et baroque et réunissant 18 musiciens. Un tiers de la diffusion prévue sur la prochaine année se déroulera en Ile-de-France.

VI - Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques professionnelles indépendantes) pour un montant maintenu à l'identique.

La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle avec l'ensemble Pulcinella pour quatre nouvelles années et apporte une aide à hauteur de 25 000 € sur une base subventionnable de 179 811 €, correspondant au budget prévisionnel proposé, déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé.

La Région portera une attention particulière à la diversification des partenariats publics pérennes de l'ensemble dans le cadre de la mise en œuvre de son projet de permanence artistique et culturelle.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable globale s'élève à 187 512 € et correspond au montant des dépenses de création/diffusion, aux dépenses d'appropriation et aux autres dépenses du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 500,00 €
2018	7 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
	Montant total	75 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002804

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CHIENS DE NAVARRE - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	772 100,00 €	5,18 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHIENS DE NAVARRE
Adresse administrative : 35 BIS RUE DE REUILLY
75012 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JOSE ALFARROBA, Président

Date de publication au JO : 6 février 2010

N° SIRET : 51811910200029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

I- Présentation du bénéficiaire

Les Chiens de Navarre sont un groupe d'acteurs venus d'horizons divers (Caroline Binder, Robert Hatisi, Manu Laskar, Anne-Elodie Sorlin, Maxence Tual, Jean-Luc Vincent, Céline Fuhrer, Thomas Scimeca,

Claire Delaporte et Solal Bouloudnine), rassemblés depuis 2004 autour du metteur en scène Jean-Christophe Meurisse. Tous les membres du collectif participent à l'écriture des pièces, fruit d'un long travail au plateau et d'improvisations. Le résultat, explosif, offre aux spectateurs un théâtre fait de grotesque, d'outrance et de démesure qui rencontre depuis quelques années un succès public important. C'est avec la création « Une Raclette » (2009) que la compagnie se fait connaitre du public et des professionnels. Les créations se sont ensuite enchaînées, on peut citer : « Nous avons les machines » (2012), « Les danseurs ont apprécié la qualité du parquet » (2012), « Quand je pense qu'on va vieillir ensemble » (2013), « Les Armoires normandes » (2015).
En Ile-de-France, les Chiens de Navarre bénéficient de partenaires de diffusion fidèles tels que la MAC de Créteil, le Centre Pompidou, la Ménagerie de verre, le Théâtre du Rond-Point, les Bouffes du Nord, le Théâtre de Choisy-le-Roi, L'apostrophe, la Ferme du Buisson… Depuis 2014, le collectif est en résidence longue à L'Apostrophe, scène nationale de Cergy-Pontoise.
La compagnie bénéficie du soutien de la DRAC et de la Région Ile-de-France.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2014	**%**	**2015**	**2016**	**%**
DRAC Théâtre (2014 : aide prod, 2015 : cie conventionnée, 2016 : CERNI)	15 000	*12%*	46 000	150 000	*79%*
DGCA	70 000	*56%*			
Région - PAC	40 000	*32%*	40 000	40 000	*21%*
TOTAL SUBVENTIONS	**125 000 (Le Grand Gardon Blanc)**	**100%**	**86 000 (Le Grand Gardon Blanc & Chiens de Navarre)**	**190 000 (Les Chiens de Navarre)**	**100%**

Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

NB 1 : L'activité des Chiens de Navarre a d'abord été portée par l'association Le Grand Gardon Blanc, avant d'être transférée fin 2015- début 2016 sur l'association Les Chiens de Navarre.

Association Le Grand Gardon Blanc :

	2014	**%**	**2015**
Subventions d'exploitation	136 473	*23%*	43 340*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	444 091 *(= Chiens de Navarre)*	*76%*	560 204 *Dont 345 313 € (Chiens de*

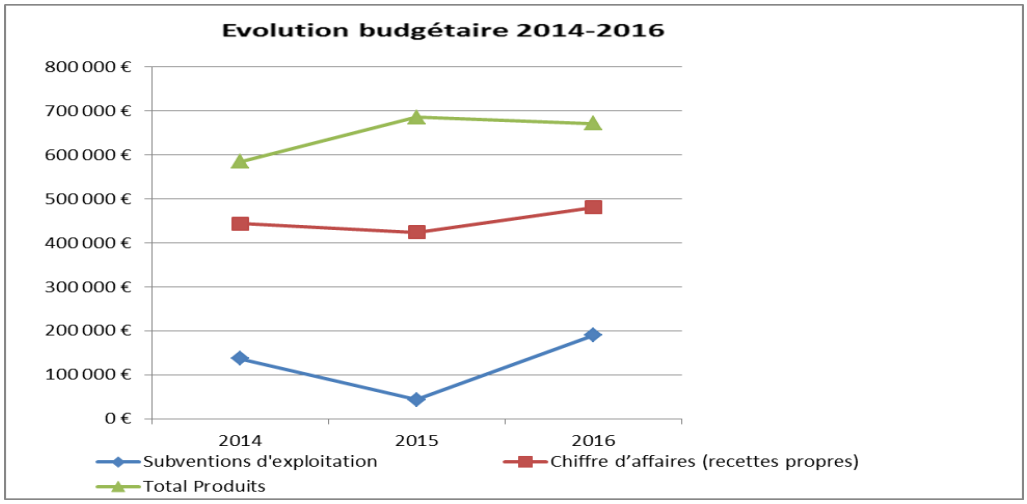
			Navarre)
Total produits	584 773	*100%*	685 880

Association Les Chiens de Navarre :

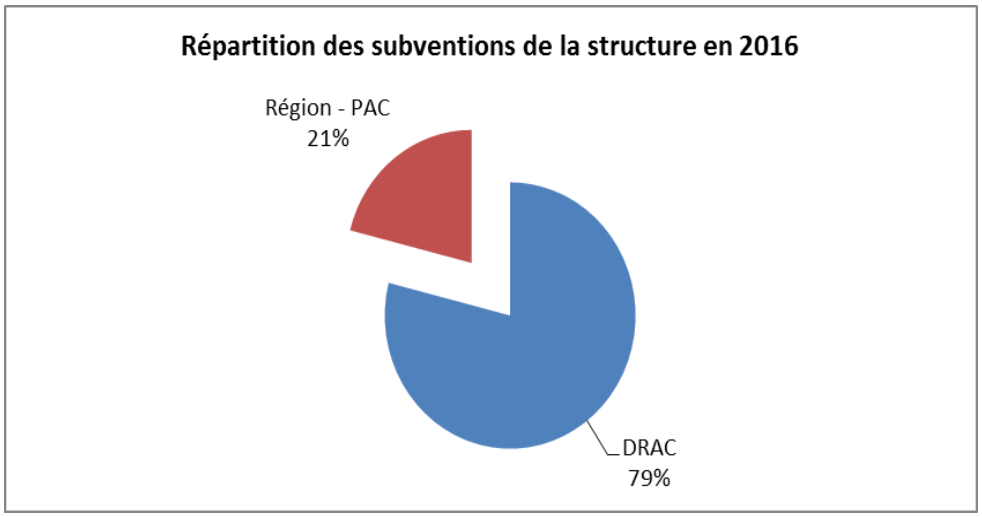
	2014	**%**	**2015**	***estimation 2016***	**%**
Subventions d'exploitation	-		-*	*190 000*	*28%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	-		78 392	*478 400*	*72%*
Total produits	-		81 316	*668 400*	*100%*

* NB 2 : la subvention 2015 de la DRAC a été enregistrée exceptionnellement dans le bilan passif de l'association Chiens de Navarre, tandis que la subvention 2015 de la Région a d'abord été enregistrée dans les comptes du Grand Gardon Blanc, avant d'être « transférée » administrativement vers l'association Chiens de Navarre.

Graphique 1 : évolution budgétaire 2014-2016 (prev)



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2016



2) Evolution de l'emploi

	2014	2015	2016
Masse salariale totale en €	237 411 €	362 259 €	328 013 €
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	10 584	12 682	12 767

3) Evolution de l'activité

Années	2014	2015	2016
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites		1	
Nombre de spectacles diffusés au total	5	6	6
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :* *Dont nombre de représentations en Ile-de-France*	74 *74 cessions* *42 rep. en IDF*	72 *54 cessions* *26 rep en IDF*	62 *62 cessions* *4 rep en IDF*
Nombre de lieux concernés par les tournées	19	24	25
Nombre de spectateurs	24 073	30 732	23 753
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Lieux partenaires de résidence*	**4 résidences de création pour *Les Armoires Normandes*** (2 sem. en moyenne) le 104 ; les Bouffes du Nord ; La Ferme du Buisson ; Les Subsistances-Lyon	**1 résidence de création pour *Les Armoires Normandes*** (2 sem.) la MAC-Créteil	**3 résidences de création pour *Jusque dans vos bras*** (2 sem. en moyenne) T2G ; La Ferme du Buisson : La Halle aux Cuirs)

	Résidence d'implantation (pluriannuelle) L'Apostrophe - Cergy-Pontoise	**Résidence d'implantation** (pluriannuelle) L'Apostrophe - Cergy-Pontois	**Résidence d'implantation** (pluriannuelle) L'Apostrophe - Cergy-Pontoise
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens			6 heures
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	16 heures	85 heures	123 heures
Nombre d'établissements et de relais partenaires	5	9	15
Nombre de bénéficiaires	environ 150	environ 250	environ 280

III- Projet rédigé par le bénéficiaire pour la convention PAC 2017-2021

Au cours de ces dernières années, les Chiens de Navarre et leur directeur artistique Jean-Christophe Meurisse ont su développer et imposer dans le paysage théâtral national et régional un travail singulier basé sur l'improvisation et donc le principe d'une écriture en direct. Un tel travail nécessite un lent et long travail de répétitions au préalable pour dessiner un canevas précis dans lequel les comédiens évoluent.

La popularité d'une telle esthétique se démontre spectacle après spectacle, notamment en Région Île-de-France. Dans les douze prochains mois, à compter de juillet 2017, le prochain spectacle des Chiens de Navarre intitulé *Jusque dans vos bras* (créé en juin 2017) sera ainsi présenté dans six théâtres franciliens différents, entre novembre 2017 et mai 2018 : le Théâtre des Bouffes du Nord à Paris, L'apostrophe – scène nationale de Cergy-Pontoise et du Val d'Oise, le Pôle Culturel à Alfortville, la Maison des Arts de Créteil, la MC93 Maison de la Culture de Seine-Saint-Denis à Bobigny et le Théâtre de Choisy-le-Roi, embrassant ainsi quatre départements (Paris, Val d'Oise, Val-de-Marne et Seine-Saint-Denis) pour 35 représentations et un public potentiel de près de 15 000 spectateurs. Allier dans une même saison autant de théâtres franciliens autour du même spectacle est suffisamment rare pour être souligné dans le théâtre contemporain.

Par ailleurs, dans les douze prochains mois toujours, les Chiens de Navarre continueront leur résidence à L'apostrophe – scène nationale de Cergy-Pontoise et du Val d'Oise, solide partenaire de la compagnie depuis 2014 tant pour l'accueil des spectacles, que pour l'appui financier apporté aux productions, mais aussi pour l'ensemble des actions artistiques et culturelles qui ont été et sont encore menées dans l'agglomération de Cergy-Pontoise. Ces actions permettent assurément la construction et la fidélisation d'un public dans l'ensemble du Val d'Oise. A l'automne 2017, avant l'accueil pour 3 représentations de *Jusque dans vos bras* du 23 au 25 janvier 2018, les Chiens de Navarre mèneront plusieurs stages à destination d'un public amateur, dans l'optique d'un travail autour du masque et de l'improvisation, travail qui sera en lien avec la thématique portée dans *Jusque dans vos bras*. Un tel travail pourra être mené à destination d'un public lycéen.

Par la suite, Jean-Christophe Meurisse se projette d'ores et déjà dans une nouvelle création qui verra le jour en 2019 (au plus tôt au printemps). L'Etablissement Public Culturel du Parc et de la Grande Halle de la Villette à Paris et la Ferme du Buisson – scène nationale de Marne-la-Vallée à Noisiel nous accompagneront dans ce prochain projet (qui ne porte pas encore de nom). Comme pour la création de *Jusque dans vos bras*, ces partenaires déclarés nous accueilleront en résidence et en répétitions, avant d'accueillir le spectacle. Nous imaginerons aussi ensemble d'autres modalités de rencontres avec le public au travers d'actions culturelles et artistiques.

Il est un peu tôt pour définir ce que sera ce prochain spectacle en 2019, mais nous pouvons déjà annoncer que Jean-Christophe Meurisse a envie de s'essayer à un nouveau dispositif de représentation vis-à-vis du public, dispositif qui devrait continuer à inspirer la jubilation et la subversion comme pour les précédentes créations des Chiens de Navarre.
Pour ce prochain projet, nul doute que le lien sera maintenu avec d'autres partenaires franciliens qui se sont révélés fidèles au travail des Chiens de Navarre au cours de ces dernières années. Nous pensons notamment à L'apostrophe – scène nationale de Cergy-Pontoise, mais aussi à la Maison des Arts de Créteil.

Il convient aussi de souligner que tout début 2019, après une saison 2017/2018 riche en représentations franciliennes pour *Jusque dans vos bras*, nous voulons reprendre la pièce *Les armoires normandes* en Île-de-France. Nous sommes persuadés que ce spectacle créé en 2015 peut encore rencontrer un vaste public francilien pendant plusieurs semaines. Des contacts ont déjà été établis en ce sens, notamment avec l'Etablissement Public Culturel du Parc et de la Grande Halle de la Villette.

Les projections que nous venons de décrire pour ces prochaines années rejoint le rythme habituel de travail des Chiens de Navarre qui consiste à répéter et créer un spectacle au cours d'une première année, pour le reprendre tout au long de la saison suivante, avant ensuite de reprendre le chemin d'une nouvelle création, soit un rythme de création tous les deux ans, tout en gardant d'anciens spectacles au répertoire.
Un tel rythme permet à la compagnie de rester très présente dans le paysage théâtral, en particulier en Île-de-France où le public nous suit, toujours plus fidèle, toujours plus nombreux et où l'équipe habite. L'enjeu est aujourd'hui et pour les années à venir, en particulier pour la période allant de 2017 à 2021, de renforcer cette présence, à travers toute la région Île-de-France, pour affirmer d'autant plus le rôle majeur qu'y tiennent les Chiens de Navarre.

RESIDENCES PREVUES

NOM DES LIEUX D'ACCUEIL	TYPE DE RESIDENCE	DUREE DE LA RESIDENCE	CONDITIONS D'ACCUEIL	MODALITES D'ACCOMPAGNEMENT DU LIEU
L'apostrophe, scène nationale de Cergy-Pontoise et du Val d'Oise	Jean-Christophe Meurisse, artiste associé jusqu'à début 2018	4 ans de 2014 à 2018	Théâtre des Louvrais	ACCOMPAGNEMENT FINANCIER ET TECHNIQUE, MISE EN PLACE D'ACTIONS CULTURELLES ET ARTISTIQUES
Ferme du Buisson, scène nationale de Marne-la-Vallée	Temps de recherche et de répétitions / Création 2019 (sans titre pour l'instant)	2019 (1 MOIS)	Salle de la Halle et Grande Salle	ACCOMPAGNEMENT FINANCIER ET TECHNIQUE, MISE EN PLACE D'ACTIONS CULTURELLES ET ARTISTIQUES
Etablissement du Parc et de la Grande Halle de la Villette, Paris	Temps de recherche et de répétitions / Création (sans titre pour l'instant)	2019 (2 MOIS)	Halle aux Cuirs et Grande Halle	ACCOMPAGNEMENT FINANCIER ET TECHNIQUE, MISE EN PLACE D'ACTIONS CULTURELLES ET ARTISTIQUES

PROJETS DE CREATION :

Du 7 au 11 juin 2017, les Chiens de Navarre créeront aux Nuits de Fourvière à Lyon *Jusque dans vos bras*, spectacle qui s'inscrira dans la même veine que leurs précédentes créations et rassemblera sur scène 11 artistes.
Les Nuits de Fourvière, L'apostrophe – scène nationale de Cergy-Pontoise et du Val d'Oise, le Théâtre Dijon-Bourgogne – CDN, le CDN de Lorient, le Théâtre du Gymnase à Marseille, la Scène nationale du Sud-Aquitain – Théâtre de Bayonne, le Volcan – scène nationale du Havre et la Filature – scène nationale de Mulhouse sont coproducteurs de cette création.
Ce projet tournera ensuite toute la saison 2017/2018 de début octobre à fin mai, pour 82 représentations à travers toute la France dont 35 en Île-de-France. Cette première exploitation de *Jusque dans vos bras* occupera donc une très grande partie des douze prochains mois.
Cette diffusion s'accompagnera d'ateliers et de rencontres publiques, comme les Chiens de Navarre ont coutume de faire depuis plusieurs années, afin de faire découvrir aux publics leurs modalités de travail et d'écriture.

DIFFUSION :

Calendrier prévisionnel de diffusion 2017-2018

Titre du spectacle	Lieux	Villes	Dates	Nbre de représentations
Jusque dans vos bras (création juin 2017)	Channel Scène Nationale	Calais	du 13/10/17 au 14/10/17	2 cessions
	TANDEM Scène Nationale	Arras	du 17/10/17 au 20/10/17	3 cessions
	Théâtre des Bouffes du Nord	Paris	du 07/11/17 au 02/12/17	22 coréalisations
	hTh CDN	Montpellier	du 07/12/17 au 08/12/17	2 cessions
	Théâtre Dijon Bourgogne CDN	Dijon	du 12/12/17 au 23/12/17	10 cessions
	Théâtre Sorano	Toulouse	du 10/01/18 au 13/01/18	4 cessions
	Le Manège Scène Nationale	Maubeuge	le 18/01/18	1 cession
	L'apostrophe Scène Nationale	Cergy-Pontoise	du 10/01/18 au 13/01/18	3 cessions
	Carré / Colonnes	St-Médard / Blanquefort	du 30/01/18 au 02/02/18	3 cessions
	Théâtre du Gymnase	Marseille	du 06/02/18 au 10/02/18	4 cessions
	CDN Orléans	Orléans	du 14/02/18 au 16/02/18	2 cessions
	La Faïencerie	Creil	le 22/02/18	1 cession
	Théâtre Paul Eluard	Choisy-le-Roi	le 06/03/18	1 cession
	Pôle Culturel	Alfortville	le 10/03/18	1 cession
	Théâtre du Vellein	Villefontaine	le 13/03/18	1 cession
	Les Salins Scène Nationale	Martigues	le 16/03/18	1 cession
	Le Volcan Scène Nationale	Le Havre	du 20/03/18 au 21/03/18	2 cession
	Sortie Ouest	Béziers	du 28 au 30/03/18	3 cession
	MAC	Créteil	du 04/04/18 au	2 cessions

			05/04/18	
	MC93	Bobigny	du 24/04/18 au 29/04/18	6 cessions
	Scène Nationale Sud-Aquitain	Bayonne	du 03/05/18 au 05/05/18	3 cessions
	Théâtre de Lorient CDN	Lorient	du 16/05/18 au 18/05/18	3 cessions
	TAP Scène Nationale	Poitiers	du 23/05/18 au 24/05/18	2 cessions
			TOTAL	82

Nombre total de représentations prévues : 82
Nombre total de représentations prévues en Ile-de-France : 35 (dans 6 théâtres différents)

LIEUX ET EQUIPEMENTS PARTENAIRES DU PROJET EN ILE-DE-FRANCE
L'apostrophe – scène nationale de Cergy-Pontoise et du Val d'Oise ; La Ferme du Buisson – scène nationale de Marne-la-Vallée, Noisiel, Seine-et-Marne ; Etablissement Public du Parc et de la Grande Halle de la Villette, Paris…

IV- Budget du projet (HT)

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	722980	**ETAT**	81000
Salaires personnel artistique (bruts et charges)	357872	Drac Ile-de-France/ quote part attribué	81000
Salaires personnel technique (bruts et charges)	204540		
Décors, costumes, accessoires	31500	**COLLECTIVITES TERRITORIALES**	50000
Prestations		**Région Ile-de-France PAC (dans la limite de 40% du budget proposé)**	50000
Transports, hébergements, restauration, défraiements	126568	EPCI - Communautés de communes	
Communication / Presse	2500	Commune 1, préciser :	
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	8500		
Salaires (bruts et charges)	6000	**EMPLOIS AIDES**	
Autres : frais annexes Actions Cult.	2500	**SOCIETES CIVILES**	
AUTRES DEPENSES	50620	Adami	
Part de charges de fonctionnement	40520	Sacem	
Autres: frais de famille/prod/stockage décors	10100	Sponsors	
		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	651100
		Ventes de spectacle	551200

		Autres : Actions Cult. Et Frais Annexes	99900
TOTAL	**782 100**	**TOTAL**	**782 100**

V - Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Les Chiens de Navarre occupent une place à part dans le paysage théâtral français et proposent des pièces à la fois drôles, grinçantes et transgressives sur les sujets les plus divers. Son succès public est croissant depuis quelques années.

Le projet de permanence artistique et culturelle proposé en 2014 pour cette première convention avec la Région s'appuyait sur sa résidence longue à L'Apostrophe, scène nationale du Val d'Oise, prévoyant des actions avec les publics, notamment lycéens, autour de la préparation de la création, « Les Armoires pleines », et sur la diffusion du répertoire du collectif, en particulier en Ile-de-France.

Le bilan des trois dernières années est positif et fait état à la fois d'une forte montée en puissance des activités de la compagnie et de sa reconnaissance institutionnelle.
Le collectif a créé deux nouveaux spectacles et l'aide régionale lui a permis de rémunérer les artistes sur des périodes allongées de recherche et de répétition (de 11 à 16 semaines). La diffusion s'est maintenue à un très haut niveau chaque année, que ce soit celle de la dernière création « Les Armoires pleines » (123 représentations en deux ans) ou bien celle des spectacles de son répertoire maintenu actif.
Son réseau s'est consolidé à l'échelle nationale : le collectif joue aussi bien dans les théâtres de ville, les lieux labellisés par l'Etat, mais aussi les festivals.
En Ile-de-France, son réseau s'est également renforcé, le collectif ayant acquis un public fidèle. A Cergy-Pontoise, la compagnie a pu ainsi expérimenter une relation au long cours avec un territoire et ses habitants, à travers la diffusion de ses pièces et des interventions auprès des publics, en lycées, en prison ou bien avec des amateurs. Les actions culturelles se sont également développées plus largement autour de la diffusion, à la demande des lieux.
Enfin, Les Chiens de Navarre ont obtenu la reconnaissance de l'Etat à travers le conventionnement DRAC à partir de 2015, puis la labellisation en tant que compagnie nationale en 2016. Ces nouvelles subventions publiques conjuguées à une certaine assise financière ont permis à l'association Chiens de Navarre de se structurer afin de porter pleinement depuis 2016 les activités de la compagnie.

Le projet présenté pour le renouvellement de la convention s'appuie sur la poursuite de la résidence à L'Apostrophe dans le Val d'Oise et de nouvelles perspectives de résidence à La Ferme du Buisson en Seine-et-Marne et à La Villette à Paris à l'horizon 2019, autour d'une prochaine création. Le collectif prévoit par ailleurs de maintenir son niveau actuel de diffusion et de poursuivre ses actions avec les publics, notamment lycéens. Il sollicite une augmentation de l'aide régionale de 10 000 €.

VI - Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques professionnelles indépendantes) pour un montant maintenu à l'identique.

La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle avec Les Chiens de Navarre pour quatre nouvelles années et apporte une aide à hauteur de 40 000 € sur une base subventionnable de 772 100 €, correspondant au budget prévisionnel proposé, déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé.

La Région portera une attention particulière à la poursuite des partenariats d'implantation de la compagnie avec des structures culturelles franciliennes et au développement d'actions culturelles avec les publics en particulier jeunes, dans le cadre de la mise en œuvre de son projet de permanence artistique et culturelle.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 863 578 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	28 000,00 €
2018	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
	Montant total	80 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002768

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMMUNE DU BLANC MESNIL (DEUX PIECES CUISINE) - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	236 000,00 €	19,07 %	45 000,00 €
	Montant Total de la subvention		45 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU BLANC MESNIL
Adresse administrative : PLACE GABRIEL PERI
93156 LE BLANC-MESNIL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Thierry MEIGNEN, Maire
N° SIRET : 21930007600011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 mai 2017 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP16-177)

I- Présentation du bénéficiaire

Le Deux Pièces Cuisine est une salle de concerts de musiques actuelles municipale située dans les quartiers sud du Blanc-Mesnil. Le lieu est composé de sept studios de répétition et d'enregistrement et d'une salle de 400 places debout (150 assises) et d'un studio de 120 m² dédié à la pratique de la danse. L'équipement accueille aussi le département musiques actuelles du conservatoire municipal, fruit de la collaboration permanente entre les deux structures.
Deux axes spécifiques structurent l'activité du Deux-pièces cuisine : l'accueil d'artistes en résidence de longue durée et un projet conséquent de médiation culturelle avec les publics, en collaboration avec d'autres structures culturelles municipales.
Le Deux Pièces Cuisine est en cours de labellisation SMAC. Il bénéficie du soutien de la DRAC, du Département de Seine-Saint-Denis et de la Région Ile-de-France.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

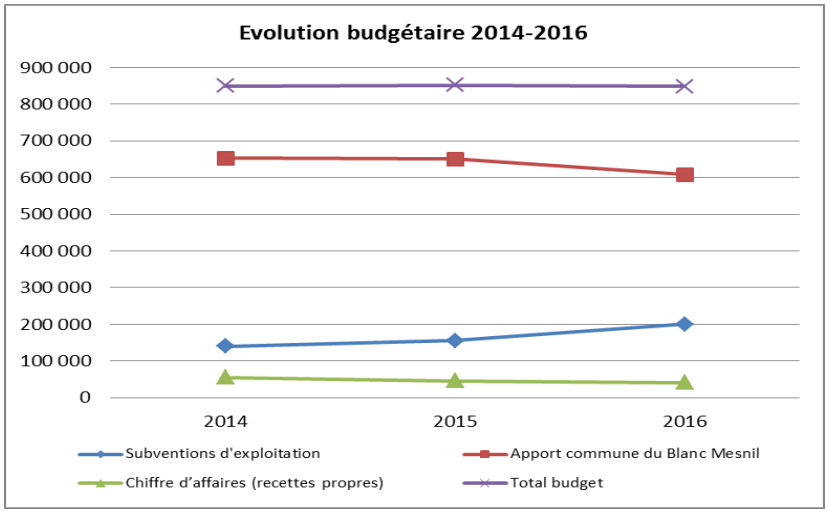
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2014	%	2015	2016	%
DRAC Musique (sc. conv) & SDAT (CLEA, Politiq de la ville)	52 463	*7%*	70 000	107 000	*13%*
Etat - CUCS	10 000	*1%*	7 000		
Conseil départemental 93	21 300	*3%*	22 300	38 800	*5%*
Apport commune du Blanc Mesnil	653 474	*82%*	650 312	607 675	*75%*
Autres - RIF, CNV	11 980	*2%*	11 000	8 971	*1%*
Région - PAC	45 000	*6%*	45 000	45 000	*6%*
TOTAL SUBVENTIONS	**794 217**	**100%**	**805 612**	**807 446**	100%

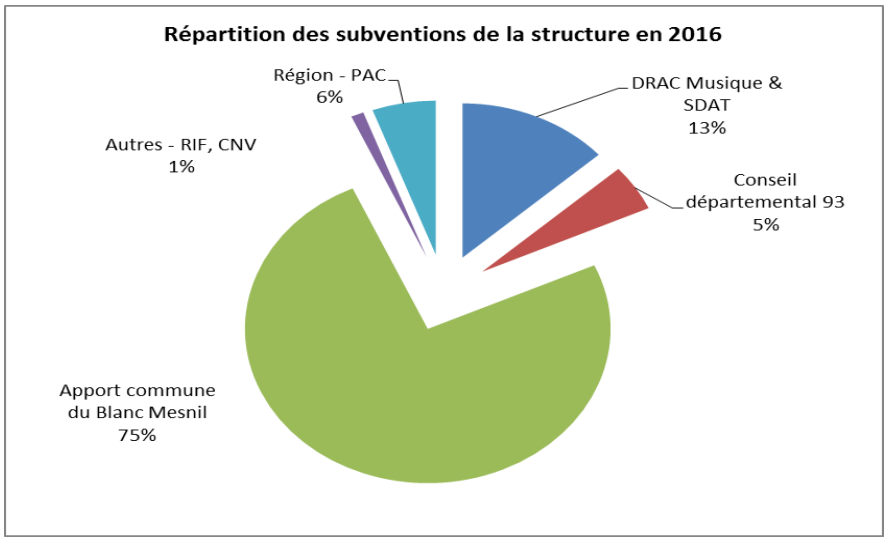
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure (budgets réalisés)

	2014	%	2015	2016	%
Subventions d'exploitation	*140 743*	*17%*	*155 300*	*199 871*	*24%*
Apport commune du Blanc Mesnil	*653 474*	*77%*	*650 312*	*607 675*	*72%*
Total apports publics	794 217	*93%*	805 612	807 546	*95%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	55 249	*7%*	46 215	40 885	*5%*
Total budget	849 466	100%	851 827	848 431	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2014-2015-2016



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2016



2) Evolution de l'emploi

	2014	2015	2016
Masse salariale totale en €	488 962	522 177	541 179
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	1 396	1 208	1 320

3) Evolution de l'activité

Par année	**2014**	**2015**	**2016**
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	12	14	14
Nombre de spectacles diffusés au total :	53	55	54
Nombre de représentations : *Dont nombre de représentations en cession :*	51	55	53
Nombre de festivals / temps forts	3	3	3
Nombre de spectateurs :	5 634	4 681	5 444
Nombre de résidence(s) accueillie(s) *Durée moyenne (nombre de jours ou mois) & Artistes*	18 (Moyenne 3 mois)	14 (Moyenne 3 mois)	14 (Moyenne 3 mois)
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens :	25	31	36
Nombre d'heures d'intervention artistique au total :	685	735	775
Nombre d'établissements et de relais partenaires :	54	37	35

Nombre de bénéficiaires :	3 853	4308	6532

III- Projet rédigé par le bénéficiaire pour la convention PAC 2017-2021

Salle francilienne **en finalisation de labellisation SMAC**, le Deux Pièces Cuisine au Blanc-Mesnil soutenu par la Région Ile de France à l'investissement en 1994 et 2010 et depuis 2006 au titre de la PAC se distingue par une audacieuse politique de résidence et d'action culturelle depuis 23 ans. Les 7 studios, les salles de cours, le studio de danse et le double hall permettant des expositions (street art et cultures électro-amplifiées en partenariat avec le CNRS/MUCEM), combinés à la salle de 400 places debout donnent à l'ensemble de 1300 m^2 dédiés aux musiques actuelles un caractère d'ouverture à la pluridisciplinarité et ceci dans une dynamique de rayonnement national.

Présent aux concertations sur l'évolution des politiques publiques de la Région île de France il prévoit de **faire évoluer son projet de permanence artistique et culturel 2017-2018-2019-2020 en conséquence et en adéquation avec le projet SMAC et ceci sur l'ensemble de son budget**. Le budget artistique du Deux Pièces Cuisine se distingue en effet par une orientation très audacieuse sur la permanence artistique.

Cet équipement municipal est passé récemment en **régie autonome** (vote d'un budget annexe au budget municipal en 2017) conformément aux recommandations du Ministère de la Culture pour le label. De part l'accroissement de son rayonnement et sa mission francilienne et nationale et la reconnaissance accrue de l'Etat et du département de la Seine-Saint-Denis en 2016 et 2017, il sollicite la Région île de France pour une augmentation de **son soutien à ce nouveau projet quadriennal à hauteur des 40% que prévoit le dispositif**.

Le projet artistique et culturel se propose de poursuivre sur les quatre prochaines années :

1. Une densité d'intervention en **médiation culturelle** hors les murs très importante à destination des publics locaux par le biais de résidences de formats multiples. **Il prévoit en ce domaine une augmentation très nette des interventions au niveau des lycées** en se fixant comme objectifs de mener un projet sur chacun des 3 lycées présents sur la commune mais aussi sur un lycée extra-départemental.
2. L'accompagnement au développement d'artistes professionnels locaux, régionaux ou nationaux du lieu, basé essentiellement sur un **programme de résidences (12 à 15 par an) dont 4 dites de séquence longue** (conformément à la charte DRAC Île-de-France sur les résidences, durée de trois mois minimum sur une saison à deux ans de présence), les autres étant des **résidences courtes de pré-production ou d'accueil technique répétition/diffusion** de 7 à 15 jours de plateau et/ou studios, conformes à la flexibilité du champ des musiques actuelles. Les artistes professionnels en résidence s'appuient sur l'équipement en ordre de marche et réalisent toutes les répétitions et enregistrements souhaités sur le plateau ou en studios. Le niveau de co-production pour les créations dépasse parfois l'apport du producteur/structure porteuse, mais dans ce cas, le lieu insiste pour que d'autres accompagnements financiers participent.
3. **Un encouragement à la création et l'émergence de projets artistiques inédits** aux côtés d'une orientation de diffusion d'affiches régionales, nationales et internationales avec une grande exigence qualitative artistique sur les esthétiques Groove, Musiques du monde, Jazz et Chanson.

NB : les conditions à cheval sur deux exercices pour la convention PAC rendent extrêmement compliquée et chronophage la rédaction du compte-rendu comptable et qualitatif du projet de permanence artistique et culturelle. Aux fins de simplification le projet sera dorénavant construit sur un budget prévisionnel correspondant à celui de n - 1 et à partir **de modèles de résidence**.

PROJET ARTISTIQUE - RESIDENCES

Présentation des 5 modèles de résidences et du modèle 6 hors résidences avec projet des artistes prévus

sur 2017 dans la limite des éléments dont nous disposons.

Modèle 1/ JAZZ musiques improvisées - Résidence d'implantation en partenariat avec le pôle supérieur de Paris 12 mois : **Bruno ANGELINI** compositeur associé pour 4 créations (WEIRD, OPEN LAND, DUO BRUNO ANGELINI ET DANIEL ERDMANN)

93.

Modèle 2/ MUSIQUES DU MONDE Résidence d'implantation 12 mois: **Frères MAKOUAYA** (musiques du monde et développement durable) – créations prévues à destination du jeune public : **Bakolo et Le Xylo Magique** (2 versions)

Modèle 3/ Résidences **mission éducation artistique** durée 9 mois : Victor Coup'K/eOne/Raphael Otchakovski, CLEA + Extension résidence frères Makouaya sur un PAC au collège Cachin

Modèle 4/ Résidence d'orchestre à demeure **Deux Pièces COMBO** permanent de 2017 à 2020 en partenariat **avec les lycées et le conservatoire.** 4 créations par an sur 12 mois

Modèle 5/ plusieurs **résidences de pré-production à séquences courtes** avec une recherche de création jeune public :
En 2017-2018, dates à déterminer, projets en cours :

- **Fufu Machine rencontre Aziz Sahamaoui** en partenariat avec le MAAD 93
- **Betty Seymour** création scénique de la tournée soleil
- **Zaf Zapha** nouvelle création jeune public
- **D de Kabal** nouvel opus de l'opéra hip-hop, accueil des ateliers d'écriture des répétitions studios et de l'oratorio
- **Sophie Bernardo** projet de pré production en partenariat avec le CNV
- **Christiane Prince Winston Mc Annuff ou Erik Aliana ou Marco Prince** création originale

ACCOMPAGNEMENT D'EQUIPES ARTISTIQUES HORS RESIDENCES :
Aux cinq modèles de résidences il convient d'ajouter un 6eme consacré à d'autres projets d'accompagnement d'équipes artistiques hors résidence, dès l'instant que ceux-ci entrent dans une dynamique de permanence artistique, c'est-à-dire : ancrage local, médiation, récurrence. Dans ce modèle nous proposons de distinguer **cinq programmes de concerts/médiation dans la saison.**

1. **Piano qui chante,** en première partie des soirées «Chanson» trimestrielles, une action culturelle live de **Bernard Toubiana** incitant les spectateurs à chanter accompagnés par le pianiste. Action en partenariat avec le service des seniors.
2. **Blankok in progress**, quatre rendez-vous par an composés de résidence de coaching de groupe en développement par les professionnels dont ils font la première partie, en lien avec le pôle de studios de répétition.
3. Carte blanche à **Katia Diabaté** pour mener un projet d'orchestre de rue et de carnaval de **percussions brésiliennes**.
4. **Eki Masta** «maître de cérémonie» de 4 **open mic** trimestriels qui se construisent en partenariat avec l'établissement territorial PARIS terres d'envol et le Théâtre du Blanc-Mesnil. Il s'agit d'une scène ouverte encadrée et préparée par un professionnel.
5. **Trois Ciné/concerts d'été** avant projection de cinéma plein air sur la place de l'eau en aout avec des petites formes musicales émergentes en partenariat avec une production d'artistes émergents (en 2017 chanson avec le **mégaphone tour).**

SOUTIEN A LA CREATION :
Les créations sont celles des 6 modèles décrits plus haut, il n'y en a pas d'autres.
Montant moyen des apports en coproduction : pas de co-production. Si la structure porteuse de l'artiste cherche et trouve des accompagnements supplémentaires type CNV ou ARCADI celle-ci abondera le projet, par exemple en jours de répétition supplémentaire. L'apport du 2pc dans ce cas est uniquement en industrie.

L'apport en industrie total pour les 6 modèles s'élève à 58 000€, il est calculé sur la base d'une valeur de SMAC plateau ou studio d'enregistrement en ordre de marche à 110€ et d'une valeur d'une heure de studio de répétition à 80€ comprenant un régisseur permanent d'accueil sur la base d'une étude analytique effectuée par le service des finances.

PROJET POUR LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE :

Dans un secteur francilien de **grande densité de population mais excentré de Paris, plutôt proche de la grande couronne**, faisant l'objet de bouleversements importants sur les plans socio-économiques (fermeture du site PSA, montée en charge du pôle aéroportuaire Le Bourget/Roissy, schéma des déplacements du Grand Paris, orientations culturelles du nouveau territoire «PARIS Terres d'envol», grands projets de zones commerciales), la municipalité du Blanc-Mesnil et son **Maire/Conseiller Régional Thierry MEIGNEN** considèrent que le service public de la culture doit se poursuivre au bénéfice des populations dont la composition est représentative de la diversité démographique de notre pays.

DIFFUSION :

Outre les représentations d'une douzaine de créations liées aux résidences (voir plus haut), le Deux Pièces Cuisine propose une saison de concerts **de tête d'affiches groove** (hip hop, reggae, funk…) en 2017 **Brooklin Funk Essentials + Akae Beka** + **Polyrythmo de Cotonou** + **Orchestre National de Barbès**… Ces diffusion ne sont pas de simples achats dans les catalogue ou des opportunités de tournée, il s'agit également ici de travailler dans une dynamique de permanence artistique car ces programmation sont parfois le résultat d'un choix avec l'artiste résident (brooklin fi=unk essential choisi par Bruno Angélini, Sarah Murcia en complicité avec Naïssam Jalal.

Poursuite également d'une saison de spectacles musicaux jeune public avec d'autres propositions à déterminer avec notamment **Zaf Zapha** et **Sophie Agnel**…développement **d'un axe original musiques actuelles et petite enfance**.

Le Deux Pièces Cuisine intervient également régulièrement pour des concerts extérieurs en été et également en partenariat avec le Théâtre.

Nombre total de représentations prévues dans les murs : **50**
Nombre total de représentations prévues hors les murs : **10**

AXES DE LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DES PUBLICS :

a/ Une équipe et un équipement tournés vers les artistes et le public : **13 permanents** à parité et égalité de répartition des responsabilités Hommes/Femmes, présence d'un agent en situation de handicap. Le directeur assume la direction artistique. Il s'appuie sur un pôle administratif (3 personnes), un pôle communication/production/actions culturelles (5 personnes) et un pôle technique (4 personnes). L'ensemble des profils de postes du personnel a été mis à jour sur préconisation de l'inspection du Ministère de la Culture DGCA et validé en CTP en novembre 2015. Nous allons étudier la question d'un poste Fonpeps, visant le remplacement à terme de l'administratrice qui partira à la retraite dans deux ans.

Le **bâtiment de 1300 m2** met un point d'honneur à proposer un accueil artistique et technique de très bon niveau grâce à son architecture fonctionnelle et son équipement : grand parking, quai de déchargement, monte-charge accès direct arrière scène, 2 loges, salle de catering de 50 m^2 à disposition avec frigo, chauffe plats, vaisselle, wifi, plats certifiés qualité, écran de contrôle vidéo de la salle. La **scénographie et le matériel son et lumières sont considérés comme les meilleurs d'Ile-de-France** pour cette catégorie de SMAC. Le public (arrivée à 5 min du RER B ou en auto avec parking) est accueilli dans un grand hall double niveaux muni d'un bar avec exposition et vidéos des futurs spectacles.

b/ La communication du lieu a vu le lancement fin 2015 d'une **dématérialisation** totale des supports de communication qui doit être revue. En avril 2017 nous avons dû recourir de nouveau à l'édition d'un

support paier trimestriel pour relancer notamment la communication locale. L'accent est mis sur les actions culturelles dans les lieux insolites (marchés, centres commerciaux, places publiques), les partenariats **Radio Nova**, les parutions dans la **presse** et **sites spécialisés** et les **réseaux sociaux.** Les outils sont le site web et l'**application mobile**. Les Blanc-Mesnilois retrouvent quant à eux la programmation du Deux Pièces Cuisine dans le journal communal papier quinzomadaire. En 2017, un dépliant mettant en avant les propositions de services (location studios, salle…) sera réalisé. L'affichage des concerts est difficile sur le territoire de la commune.

c/ Le secteur de studios accueillant **100 groupes par an**, plus de **500 musiciens** est néanmoins en perte de vitesse de fréquentation. L'enregistrement est un secteur qui répond aux demandes des usagers sans technicien à disposition car nous n'en avons pas de permanent. Par contre, pour les besoins des projets de la ville ou de certaines actions culturelles, les **8 stagiaires** de la **School Audio Engeering** (**SAE**) chaque année nous permettent de réaliser des enregistrements de grande qualité. Nous travaillons sur un développement de l'activité enregistrement vidéo et des partenariats avec des structures privées pour relancer l'activité studio. Une plaquette papier et une vidéo ont été réalisées à cet effet.

d/ Collaborations originales avec les autres équipements culturels : le **Théâtre** du Blanc-Mesnil (en 2016 création «Le crapaud au pays des trois lunes» de Moïra, croisement stand up open mic, mise en place carte culture), le cinéma (cinés concerts d'été, débat après documentaire sur le reggae) et la médiathèque (sensibilisations, rencontres, conférences). Et surtout, de façon assez unique en France, le Deux Pièces Cuisine a été conçu pour accueillir à l'année plusieurs cours du **conservatoire à rayonnement départemental** : éveil musical, danse, piano, violoncelle, guitare classique, chant lyrique, mais surtout son **département des musiques actuelles** (avec 70 élèves et 4 professeurs - ce département a été bâti à partir de moyens du Deux Pièces Cuisine transférés en 2004). Cette proximité permet de travailler dans la transdisciplinarité sur d'autres projets comme l'orchestre Deux Pièces Combo ou des concerts d'élèves.

e/ Un volet médiation culturelle rare à ce niveau d'intervention pour un lieu de musiques actuelles est poursuivi avec plus de 700 **heures de sensibilisation en direction de plus de 6 500 Blanc-Mesnilois** de tous les quartiers composé de façon très large et hétérogène : les personnes âgées, les lycéens, les collégiens, les jeunes des quartiers, les personnes en retour à l'emploi, les associations caritatives, les habitants, les usagers des structures extra muros, les sportifs, les chorales…

Nouveau dispositif lycée
En 2017/2018 et les années suivantes, nous envisageons de mener chaque année **4 projets en direction des lycéens** avec trois établissements du Blanc-Mesnil d'une part : **Lycée Mozart** sur l'organisation concert des groupes amateurs coachés préalablement, **Lycée Aristide Briand** sur une mission de réalisation en chaudronnerie de mobilier d'accueil et présentoir pour le hall, **Lycée Jean Moulin** pour des stages sur les métiers d'accueil et un blog culturel en partenariat avec Banlieues Bleues. Dans un esprit de rayonnement régional, nous construisons d'autre part une mission de conseil coaching et d'enregistrement auprès des amateurs du **lycée Maurice Ravel** de PARIS dans le cadre de la préparation d'un événement «Ravel en scène».

Par ailleurs l'orchestre à demeure Deux Pièces Combo aura une mission d'accompagnement des groupes de lycéens qui seront coachés et présentés sur scène en première partie à chaque représentation de l'orchestre à demeure.

EQUIPEMENTS ET LIEUX PARTENAIRES DU PROJET EN ILE-DE-FRANCE

Outre l'ensemble des services municipaux et du tissu associatif cité dans les bilans de médiation, le 2pc collabore avec :

- **CNRS/MUCEM** (exposition permanente)
- **School Audio Engeenering** située à Plaine Saint-Denis, première école privée d'Europe d'ingénieurs du son

- CLEA avec **Villepinte**, **Sevran**, **le Bourget**, **Tremblay en France**, **L'EPT Paris Terres d'envol** 30 heures d'actions hors les murs en développement sur 2017. et l'**Education nationale**
- Projet Ravel en scène avec le **lycée Maurice Ravel de PARIS** 4 groupes accueillis en enregistrement en juillet 2017
- Résidence de Bruno Angélini en partenariat avec le **pôle supérieur de Paris** rue de Madrid.
- Résidence des frères MAKOUAYA en lien avec la **Philharmonie de PARIS** et le **département de la Seine-Saint-Denis.**
- Parcours Arts au collège et coching konpa avec le département de la Seine-Saint-Denis
- Résidence du Deux Pièces Combo en lien avec **Epinay sur Seine** et les lycées du Blanc-Mesnil.
- Collaborations renouvelées avec le **festival Villes des Musiques du Monde d'Aubervilliers** et **Terres Hip-Hop de Canal 93 de Bobigny**.
- Le réseau **MAAD 93** dont Eric PARIS assure la présidence depuis juin 2016

PROJETS PREVUS EN PARTENARIAT AVEC D'AUTRES STRUCTURES OU RESEAUX FRANCILIENS :

Certaines actions sont co-construites avec les festivals **Banlieues Bleues**, le **RIF,** festival **terres hip-Hop**, le **Hangar d'Ivry**, L'**EMB**,

IV- Budget du projet en 2017 (TTC)

DEPENSES	TTC	RECETTES	TTC
DEPENSES DE RESIDENCES/ CREATION / DIFFUSION	186 500,00	**ETAT**	75 000,00
1/ Résidence jazz, musiques improvisées, résidences d'implantation ACHATS + GUSOS ARTISTES	18 000,00	Drac Ile-de-France attribué □ 2/3 SMAC + CLEA	75 000,00
2/ Résidence Musiques du Monde résidence d'implantation ACHATS + GUSO ARTISTES	10 000,00	Ministère de la Culture attribué ¨ / en cours ¨	
3/ Résidences mission d'éducation artistique d'implantation territoriale ACHATS + GUSOS ARTISTES	6 000,00	Autres Ministères, précise□ : attribué □ / □en cours □	
4/ Résidences d'orchestre à demeure ACHATS + GUSOS ARTISTES	4 500,00	**COLLECTIVITES TERRITORIALES**	164 500,00
5/ Résidences de préproduction ACHATS + GUSOS ARTISTES	10 000,00	**Région Ile-de-France PAC (dans la limite de 40% des dépenses)**	80 000,00
6/ Accompagnement d'équipes artistiques hors résidences ACHATS + GUSOS ARTISTES	6 000,00	Département : Seine-Saint-Denis en cours 2/3 SMAC + Résidence + CAC	25 000,00
Salaires personnel artistique intermittents hors résidences)	8 000,00	Commune : Ville du Blanc-Mesnil attribué subvention d'équilibre	59 500,00
Achat de spectacles (hors résidences)	58 000,00		
Dépenses de coproduction (hors résidences)		EPCI - Communautés de communes	
Sécurité	7 500,00		

Salaires des intermittents personnel technique (en et hors résidences)	25 000,00		
Transport, hébergement, restauration, défraiements , locations	23 000,00	**SOCIETES CIVILES**	9 700,00
Communication	15 000,00	CNV	9 700,00
Autres, préciser : prestations techniques	1 500,00	**PARTENAIRES PRIVES**	1 000,00
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	29 500,00	RIF	1 000,00
Salaires intermittents (bruts et charges)	1 000,00	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITE**	20 800,00
Achat action culturelle - 40h RES 1 - 40h RES 2 - 240h RES 3 - 30h RES 6	26 000,00	Billetterie	20 000,00
Autres (préciser) : restauration, matériel, frais techniques	2 500,00	Ateliers	800,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (dans la limite de 20% des dépenses)	55 000,00		
Parties des salaires des personnels liés aux actions	55 000,00		
TOTAL DEPENSES	**271 000,00**	**TOTAL RECETTES**	**271 000,00**

VALORISATION APPORTS EN NATURE ET EN INDUSTRIE			
APPORT EN NATURE ET EN INDUSTRIE Plateau et studios		VALORISATIONS	
Résidence 1	10 000,00		
Résidence 1	10 000,00		
Résidence 2	10 000,00		
Résidence 3	10 000,00	Ville du Blanc-Mesnil	68 000,00
Résidence 4	5 000,00		
Résidence 5	15 000,00		
Résidence 6	8 000,00		
TOTAL VALORISATIONS	68 000,00	TOTAL VALORISATIONS	68 000,00

V - Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Le Deux Pièces Cuisine au Blanc-Mesnil, passé en régie municipale autonome en 2017, va devenir la seconde SMAC labellisée par l'Etat en Seine-Saint-Denis – la première étant la salle du Triton aux Lilas - la convention devant être signée à partir de 2018. Le lieu propose une programmation musiques actuelles d'une cinquantaine de concerts par an, dont de nombreuses créations, avec un axe fort sur les musiques du monde et le jazz, soit des champs esthétiques relativement peu présents habituellement dans les salles de musiques actuelles.
Les deux autres spécificités de cet équipement sont l'accueil d'artistes en résidences longues dans de bonnes conditions techniques et financières pour les artistes (prise en charge des coûts artistiques, mise à disposition des studios et du plateau…) et le développement de très nombreuses actions culturelles sur le territoire (plus de 700 heures d'interventions artistiques auprès des publics : en milieu scolaire, avec les élèves du conservatoire, avec les services et les équipements de la ville…).

Le projet de permanence artistique concerne tout le volet artistique et culturel de l'activité du lieu, soit les résidences de différents formats et les actions culturelles en particulier celles menées par les artistes en résidence.

Le bilan des trois dernières années se situe dans la continuité en termes de volume d'activité pour ce qui est de la diffusion et de l'action culturelle, le nombre de résidences accueillies ayant cependant légèrement diminué en 2016. En revanche, on observe une certaine baisse de fréquentation de l'équipement, notamment en 2015, en partie due à des moyens moindres en communication, mais aussi à une fréquentation en baisse des studios de répétition. Cela explique notamment la diminution constatée des recettes propres. Le public remonte toutefois en 2016, notamment avec la diffusion hors-les-murs, et parallèlement le nombre de bénéficiaires des projets d'action culturelle est en nette augmentation.

Le fait marquant des trois dernières années est l'engagement de l'Etat à labelliser la salle au titre des SMAC. Après une première hypothèse de labellisation à deux têtes avec la salle du Cap à Aulnay, le Deux pièces cuisine a finalement été retenu comme seul porteur de projet. Cette nouvelle reconnaissance institutionnelle a généré une augmentation importante de l'aide de la DRAC dès 2016 (+ 30 000 €), mais aussi de la part du Département de Seine-Saint-Denis qui a accordé au lieu une aide au fonctionnement de 20 000 € en complément des aides déjà allouées au titre de la résidence et de l'action culturelle. Cependant, il est à noter que ces augmentations de subventions extérieures se sont accompagnées d'un repli financier de la Ville du Blanc-Mesnil qui a « mécaniquement » diminué son apport à la structure, quoique l'équipe permanente ait été renforcée (4 postes supplémentaires entre 2013 et 2016 et +10% de masse salariale).

Le projet proposé pour le renouvellement de la convention s'inscrit dans la continuité, toujours articulé sur l'accueil d'artistes en résidence dans les domaines du jazz et des musiques du monde principalement et l'action culturelle maintenue à un haut niveau avec l'ambition de développer de nouveaux projets avec les lycées de la ville et dans la perspective du nouveau label SMAC.

VI - Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Lieux et opérateurs) pour un montant maintenu à l'identique.

La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle avec le Deux pièces cuisine – Ville du Blanc-Mesnil pour quatre nouvelles années et apporte une aide à hauteur de 45 000 € sur une base subventionnable de 236 000 €, correspondant au budget prévisionnel proposé, déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	31 500,00 €
2018	13 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	40 412,73 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	30 218,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	854 123,10 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 310 379,00 €
2014	"Plan Piscines Régional"	1 686 341,74 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	5 000,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	206 940,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	22 600,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2016	Soutien à l’équipement des polices municipales	40 703,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	27 685,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	130 500,00 €
	Montant total	2 803 560,83 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002792

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMMUNE DE BRETIGNY SUR ORGE - LE RACK'AM -RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	50 000,00 €	40,00 %	20 000,00 €
		Montant Total de la subvention	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BRETIGNY SUR ORGE
Adresse administrative : 44 RUE DE LA MAIRIE
91220 BRETIGNY-SUR-ORGE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Nicolas MEARY, Maire

N° SIRET : 21910103700014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

I- Présentation du bénéficiaire

Le Rack'am de Brétigny-sur-Orge est une salle de concerts dédiée aux musiques actuelles et à l'émergence artistique de 270 places (110 places assises), il est dirigé par Bérangère Salles et compte 4 permanents (3,5 ETP). Depuis 2011, le Rack'am est labellisé « Scène conventionnée pour la musique - lieu de musiques actuelles » par la DRAC Ile-de-France. Le lieu est en gestion municipale par la Ville de Brétigny-sur-Orge depuis 2002. Le projet artistique et culturel est poursuivi et consolidé par la nouvelle direction pour redynamiser la salle et ouvrir la programmation à d'autres esthétiques que le rock : chanson, hip hop, reggae, électro, etc. Le Rack'am est d'une part, un lieu implanté localement qui accompagne les musiciens locaux et la structuration du secteur sur le territoire et d'autre part, un équipement qui rayonne régionalement en soutenant la création et la production musicale nationale.
Le Rack'am développe trois axes de travail dans le champ des musiques actuelles : la diffusion d'artistes émergents dans tous les styles, l'accompagnement d'artistes en résidence et l'éducation artistique et la sensibilisation des

publics. Le Rack'am compte en moyenne 35 concerts par an, 4 400 spectateurs par saison auxquels s'ajoutent les 3 500 spectateurs lors du concert de la Fête de la musique.
Le Rack'am est très impliqué dans les réseaux des musiques actuelles, il a participé activement à la création de REZONNE (le réseau des musiques actuelles en Essonne) et la directrice en assure la présidence depuis 2012. Le Rack'am participe par ailleurs au jury des présélections chanson/musiques du monde Ile-de-France des Inouïes du Printemps de Bourges à Paul B, SMAC de Massy.

Le Rack'am bénéfice du soutien de la DRAC Ile-de-France, du Département de l'Essonne, de la Région Ile-de-France (depuis 2014) et de la Ville de Brétigny-sur-Orge.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

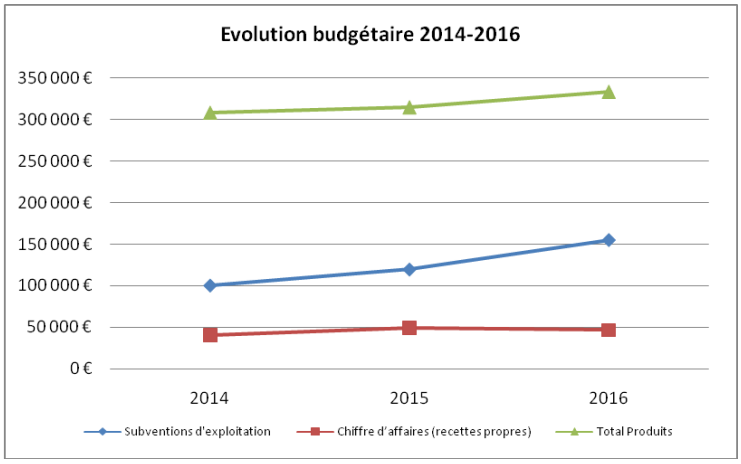
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2014	%	2015	2016	%
DRAC Ile-de-France - scène conventionnée musiques actuelles	25 000	*9%*	27 500	30 000	*12%*
Conseil Départemental de l'Essonne	60 000	*21%*	60 000	60 000	*23%*
Ville de Brétigny-sur-Orge	167 857	*58%*	146 374	132 176	*52%*
Autres - CNV	10 000	*3%*	12 000	12 000	*5%*
Autres - ARCADI	4 400	*2%*	1 152		*0%*
Autres - LE RIF	960	*0%*	2 380	1 870	*1%*
Région - PAC	20 000	*7%*	20 000	20 000	*8%*
TOTAL SUBVENTIONS	**288 217**	**100%**	**269 406**	**256 046**	100%

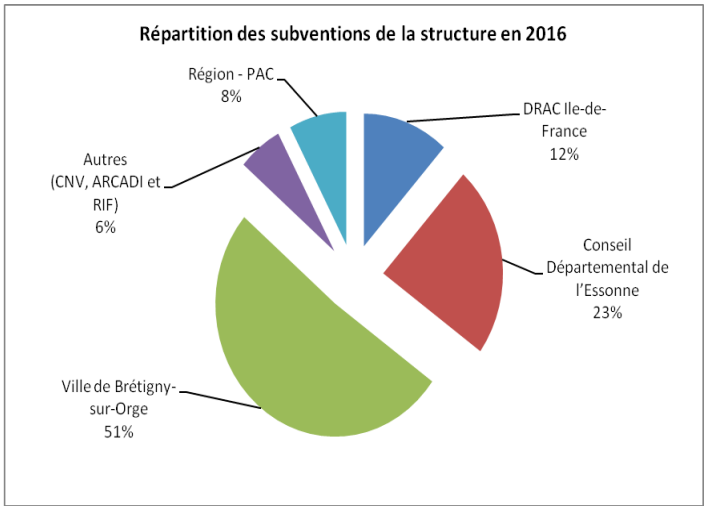
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats (à l'exception de 2016, les bilans comptables n'étant pas clôturés au moment du dépôt du dossier)

	2014	%	2015	*2016*	%
Subventions d'exploitation	100 333	*33%*	119 500	*154 787*	*46%*
Ville de Brétigny-sur-Orge	167 857	*58%*	146 374	132 176	*52%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	40 296	*13%*	49 009	*46 309*	*14%*
Total produits	308 486	*100%*	314 883	333 272	*100%*

Graphique 1 : évolution budgétaire 2014-2015-2016 (prev)



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2016



2) Evolution de l'emploi

	2014	2015	2016
Masse salariale totale en €	182 385	185 762	181 120
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	1 262	1 138	1 450

3) Evolution de l'activité

Années	2014	2015	2016
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	2	3	2
Nombre de spectacles diffusés au total :	27	24	28

Nombre de représentations : *Dont nombre de représentations en cession :*	30 21	25 20	29 20
Nombre de festivals / temps forts	1 Fête de la musique	1 Fête de la musique	1 Fête musique
Nombre de spectateurs :	3831 +3500 fête de la musique	3422 +3800 fête de la musique	3813 + fête de la musique
Nombre de résidence(s) accueillie(s) *Durée moyenne (nombre de jours ou mois) & Artistes*	2 Erevan Tusk Bleu Silex 8 jours en moyenne	3 Mariscal Janice In The Noise Little Rock Story 10 jours en moyenne	2 Juniore Le Minimum 9 jours en moy.
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens :	77 h	43 h	71 h
Nbre d'h. d'inter. artistique au total :	125 h	210 h	100 h
Nombre d'établissements et de relais partenaires :	11	13	12
Nombre de bénéficiaires :	223	457	691

III- Projet rédigé par le bénéficiaire pour la convention PAC 2017-2020

Le Rack'am est situé en zone péri-urbaine à Brétigny (25 000 habitants).
Des lieux de petite jauge comme le Rack'am sont primordiaux pour le développement de carrière de jeunes artistes et le renouvellement musical, notamment à l'heure où de gros équipements sortent de terre. Le Rack'am est indispensable au maillage territorial, nous travaillons en complémentarité avec des salles comme Paul B à Massy et le Plan à Ris-Orangis. Le Rack'am est un lieu de proximité qui favorise la rencontre entre les populations et la scène musicale émergente. Cette rencontre passe par la diffusion de jeunes artistes prometteurs mais aussi par les résidences que nous accueillons depuis 8 ans.

Un nouvel équipement plus central en 2019 : pour un meilleur rayonnement territorial

Malgré le contexte économique difficile des dernières années et un public de plus en plus volatil, le Rack'am a maintenu ses financements, sa fréquentation en diversifiant sa programmation et son soutien à la jeune création. **La confiance de la nouvelle équipe municipale élue en 2014** et l'obtention de la **Permanence Artistique et Culturelle PAC de la Région pour 2015-16-17** ont consolidé le soutien de la DRAC et du Département. Cela nous a permis de **développer les résidences et l'intervention artistique sur le territoire auprès du jeune public et des adolescents.**
Pour les quatre prochaines années, nous souhaitons renforcer ce soutien à la création et à l'intervention artistique.
A ce titre, une nouvelle phase de développement du Rack'am s'ouvre en 2017 :
La Ville vient d'acter le déménagement du Rack'am dans un bâtiment à réhabiliter en centre-ville qui sera mieux adapté à notre activité et qui offrira une meilleure visibilité au projet notamment à l'échelle intercommunale (Cœur d'Essonne Agglomération).
Le nouveau site constituera un pôle avec d'autres acteurs : services municipaux (jeunesse, seniors), associations mais le Rack'am y sera totalement indépendant et identifié tout en nous permettant de toucher un public local qui ne fréquente pas assez le lieu.
Le cahier des charges a été élaboré avec un programmiste.
2017 sera donc l'année de préfiguration du nouveau lieu : appel d'offre d'architecte / acousticien
2018 : un an de travaux pour une ouverture prévue début 2019.
Le nouveau Rack'am aura la même capacité : 300 places maximum (modulable en 110 assis), dédié à l'émergence musicale. Notre volonté est de ne pas dénaturer le projet, de rester à taille humaine et de garder le cocon du Rack'am avec sa ligne artistique.
Nous aurons davantage d'espaces et de volumes scéniques, de loges, de stockage et donc un meilleur

confort de travail pour l'équipe, les artistes et d'accueil pour le public. C'est ce qui manque cruellement au Rack'am aujourd'hui.
Avec un plateau plus adapté dans le nouvel équipement, nous pourrons accueillir des équipes plus grandes ou des productions plus complexes techniquement.
Le Rack'am est le seul équipement musiques actuelles sur le bassin de la nouvelle agglomération Cœur d'Essonne (200 000 habitants). **Par conséquent l'enjeu sera de faire rayonner le nouveau lieu sur ce bassin de vie.** C'est dans ce contexte encourageant que s'inscrit notre renouvellement de convention avec la Région (2017-2021). **Il est primordial que la Région puisse accompagner cette nouvelle phase d'évolution du Rack'am**. Les incertitudes économiques perdurent :
- cette année en 2017, nous sommes en renouvellement de conventionnement avec la DRAC
- nous attendons des garanties de la part du Département quant à notre solde 2017.
C'est pourquoi je demande un conventionnement avec la Région de 20 000 € par an, de façon à :
- maintenir l'exigence du travail engagé sur les résidences et l'éducation artistique
- faire levier auprès de la Drac, du Département et de l'Agglomération Cœur d'Essonne dans le cadre du nouvel équipement.

Nous mettrons en place un parcours de 3 résidences par saison et d'actions pédagogiques en direction des adolescents et du jeune public. Les artistes en résidence seront exclusivement émergents. Nous privilégierons la qualité des actions à la quantité.
Ce programme de résidences ne peut être mis en place qu'avec l'aide de la Région.
Nous souhaitons accueillir ces artistes dans les meilleures conditions professionnelles (rémunérations, accueil technique en création et en diffusion).

Ces résidences permettent aux artistes émergents :
- de travailler dans un cadre professionnel, à taille humaine
- d'expérimenter sur scène
- de se constituer un public
- de passer un cap dans leur développement de carrière
- de développer leur diffusion sur l'Ile-de-France

Nous souhaitons également, dans le cadre de ces résidences :
- conforter l'emploi artistique sur la durée
- développer l'action culturelle sur la durée en favorisant l'intervention artistique hors-les-murs
- développer les partenariats du Rack'am avec les scolaires de l'Agglomération Cœur d'Essonne

Nous sommes en train d'organiser une résidence à l'automne 2017 et une en janvier 2018 (12 jours de création), le choix du troisième artiste n'est pas fait à ce jour (10 jours de création prévus) car les moyens humains et financiers très calibrés du Rack'am ne nous permettent pas de travailler sur l'ensemble des résidences un an à l'avance, ni pour les saisons suivantes. Les choses se construisent au fur et à mesure des confirmations de financements : la fin d'année 2017 étant charnière puisque nous sommes en renouvellement de convention avec la Drac et la Région.

Le Rack'am a un fort ancrage sur le territoire francilien :
- Le Rack'am est très impliqué dans les réseaux musiques actuelles professionnels à l'échelle départementale et régionale. Il est membre fondateur de REZONNE (Réseau des musiques actuelles en Essonne, créé en 2003) – **la directrice du Rack'am est présidente de REZONNE** depuis juillet 2012. **Le réseau REZONNE est installé dans les locaux du Rack'am depuis 2007**. REZONNE adhère au RIF (fédération des diffuseurs musiques actuelles franciliens).
- **Avec les Cuizines à Chelles**, nous avons initié au sein du RIF, **une commission « programmateurs de petites salles franciliennes »** permettant :

- d'échanger sur nos problématiques de programmateurs
- de mutualiser certaines programmations en s'entendant collectivement sur des cachets plafonnés.
- d'échanger sur nos artistes en résidence : résidences mutualisées en projet, faciliter la diffusion inter-départements des créations produites respectivement par nos lieux.

- Depuis dix ans, le Rack'am participe au **jury des pré-sélections chanson/musiques du monde Ile-de-France des Inouïs du Printemps de Bourges, à Paul B à Massy** :
  ainsi Eddy de Pretto artiste Inouïs 2017, succède aux sélections précédentes de Palatine, Radio Elvis, Feu! Chatterton et Fauve.

RESIDENCES ACCUEILLIES DANS LE CADRE DU PROJET PROPOSE :

Nom des equipes artistiques ou groupes accueillis	Disciplines artistiques	Type de residence	Duree de la residence	Conditions d'accueil offertes	Modalites d'accompagne-ment des artistes et equipes accueillis
MALONE Emergent	HIP HOP ESSONNE	Création / diffusion	5 jours Octobre 2017 + action culturelle	Concert en 1ère partie d'un artiste tête d'affiche sur la saison 2017-2018	TECHNIQUE, ARTISTIQUE
MINKOVSKI Emergent	ROCK PARIS	Création / diffusion	7 jours Janvier 2018	Concert en 1ère partie d'un artiste tête d'affiche en 2018	TECHNIQUE, ARTISTIQUE, COPRODUCTION
Artiste non défini à ce jour Emergent	FRANCILIEN	Création / diffusion	10 jours avril 2018 + action culturelle	Concert en 1ère partie d'un artiste tête d'affiche en 2018	TECHNIQUE, ARTISTIQUE, COPRODUCTION

LE CAS ECHEANT, ACCOMPAGNEMENT D'EQUIPES ARTISTIQUES HORS RESIDENCES :

<u>L'accompagnement scénique</u>
Depuis 8 ans, le lieu développe auprès des groupes amateurs, un accompagnement scénique avec le régisseur son formé et expérimenté. Cet accompagnement recouvre bien sûr les aspects techniques mais aussi artistiques (interprétation, rapport au public, mise en espace…) et constitue une **compétence ressource sur le département pour REZONNE** (Réseau des musiques actuelles en Essonne). Une attention particulière est portée aux groupes essonniens avec une intégration à la programmation lors de 1ères parties. **Chaque année une douzaine de groupes travaille au Rack'am** entre 1 et 3 jours. Nous poursuivrons ce perfectionnement à la scène sur les saisons prochaines. Notre calendrier est souple et permet de répondre aux besoins des groupes un ou deux mois à l'avance.

SOUTIEN A LA CREATION :

MALONE : hip hop poétique, 3 musiciens
Accueil en résidence
Malone est un artiste que nous suivons depuis plusieurs années : nous l'avons accompagné il y a deux ans. Il a besoin d'une résidence pour travailler à la création d'un nouveau projet live MC/Batterie/DJ et pour passer un cap dans son développement. 5 jours de résidence en octobre 2017 :
- Conseil artistique et technique
- Conception de la mise en scène et des lumières
- Présentation en live du projet sur la saison 2017-2018

Il va être également soutenu par REZONNE (formation administrative).

MINKOVSKI : rock, 4 musiciens
Coproduction
Le chanteur du groupe était venu répéter au Rack'am avec un autre projet. Il revient avec ce nouveau projet inspiré des films noirs des années soixante. La résidence va permettre de travailler la cohérence artistique et les ambiances cinématographiques. 7 jours de résidence en janvier 2018 :
- Conseil artistique et technique
- Conception de la mise en scène et des lumières
- Captation vidéo du live
3ème artiste à définir, coproduction

Montant moyen des apports en coproduction : 9 000 €

PROJET POUR LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE

DIFFUSION :

Malone et Minkovski feront un concert au Rack'am sur la saison prochaine en 1ère partie d'artistes plus installés. Nous organiserons éventuellement un filage de sortie de résidence pour chacun, en direction des professionnels, des habitants et de nos abonnés : temps convivial estampillé « **les apéros sonores** ».

Nous envisageons **un temps fort de diffusion Jeune public** à l'automne 2017 ou début 2018 (Festival sur 3 jours) que nous souhaiterions décliner à l'échelle intercommunale en 2019, dans l'élan du nouvel équipement.
Le nouveau lieu permettra un meilleur accueil technique pour des spectacles comportant de la vidéo ou des décors (hauteur sous gril, hauteur de scène, dégagements de scène que nous n'avons pas actuellement).
De plus, notre proximité avec **le service jeunesse** dans ce nouveau pôle en centre-ville, permettra une collaboration plus étroite avec les jeunes de la ville : organisation d'ateliers et de concerts.

Nous avons deux temps forts, l'un en début de saison, l'autre en clôture de saison :
- **le Rack'Estival** 2 jours fin septembre qui se veut un condensé de la programmation de saison
- **la Fête de la musique (hors-les-murs)** : sur une grande scène en extérieur à Brétigny. La programmation tous styles met en avant des artistes professionnels émergents qui jouent devant un large public 3800 personnes, pas de grosses d'affiches. La programmation est à l'image de celle du Rack'am tout au long de l'année.

Nous organisons un deuxième événement hors-les-murs en septembre : « **le Tremplin Jeunes Talents de Brétigny** » dédié aux jeunes **chanteurs et musiciens de la ville de 16 à 25 ans**. **Le concert a lieu en centre-ville pour les habitants.** Puis la finale se déroule au Rack'am en janvier.
Deux représentation du concert pédagogique « **Peace & Lobe** » auront lieu en janvier 2018 en direction des lycéens, au Rack'am (sur les risques auditifs liés à l'écoute des musiques amplifiées).
Deux fois par saison nous proposons à des **usagers** ou des étudiants de **concevoir avec nous une programmation** et d'organiser le concert pour leur permettre une meilleure appropriation du lieu.

Nombre total de représentations prévues dans les murs : 30
Nombre total de représentations prévues hors les murs : 2 par saison

AXES DE LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DES PUBLICS :

La ligne artistique défendue et ses objectifs

- depuis 12 ans nous programmons régulièrement de la **chanson** et du **jeune public** qui nous ont permis d'élargir notre public aux familles.

- **La scène chanson et rap est riche, il nous semble important de mettre en avant le verbe et la qualité du texte en Français**. *En 2016 : Kacem Wapalek, JP Manova, Juniore, Ben Mazué, Carmen Maria Vega, Hippocampe Fou. Au 1er semestre 2017 : Gaël Faye, Volo …*
- **La programmation d'artistes rap permet de toucher un public jeune (18-25 ans),** *en 2016 : Set & Match, Swift Guad, le Gouffre. Au 1er semestre 2017 : Chill Bump, Gracy Hopkins.*
- Nous sommes souvent **prescripteurs en reggae sur lequel nous touchons un public trans-générationnel :** nous avons été parmi les premiers en Ile-de-France à programmer *Biga Ranx, Naâman, The Skints, Protoje, Yaniss Odua … En 2016 : Mellow Mood, City Kay, Manudigital, Perfect Giddimani. Au 1er semestre 2017 : Jahneration, Harrison Stafford (USA), Gentlemans Dub Club (UK), Akae Beka (USA Iles Vierges).*
- Nous avons aussi une **forte ouverture à l'international en rock, reggae et musiques du monde** en 2016 : *The Wanton Bishops (Liban), Orchestre Poly Rythmo de Cotonou (Bénin), Che Sudaka (Espagne), The Skints (UK), Peter & the test tube babies (UK), Vaudou Game (France-Togo). En 2017 : La Dame Blanche (Cuba).* Cette ouverture est très appréciée par des publics aux goûts de plus en plus éclectiques, qui écoutent de tout.

Notre politique tarifaire est très attractive. Au-delà de concerts gratuits (une dizaine par an), le prix moyen d'entrée est de 10 €.

Depuis 5 ans Le Rack'am a construit un partenariat étroit avec le lycée Timbaud de Brétigny. Ce lycée a de nombreux enseignements dans la **filière professionnelle** type chaudronnerie, métallerie, donc des élèves a priori éloignés de la culture. Il nous semble pertinent de proposer un contenu culturel régulier à ces élèves. De plus, le public adolescent est de plus en plus difficile à toucher dans nos salles, car il n'a pas la culture du concert comme la génération précédente qui était par ailleurs moins sollicitée qu'aujourd'hui par les écrans et le numérique.
Nous souhaitons construire un partenariat avec **le CFA (Centre de formation des apprentis) de Brétigny** qui vient de déménager dans de nouveaux locaux sur la ville.

EQUIPEMENTS ET LIEUX PARTENAIRES DU PROJET EN ILE-DE-FRANCE
Préciser les villes et départements de ces partenaires et les modalités du partenariat :
Lycée J.P. Timbaud de Brétigny Essonne
Collège Paul Eluard de Brétigny Essonne
Médiathèques du Val d'Orge Essonne
Autres partenariats en cours : CFA de Brétigny

IV- Budget du projet en 2017 (TTC)

DEPENSES	€ TTC	RECETTES	€ TTC
DEPENSES DE RESIDENCES/ CREATION / DIFFUSION	34000	**ETAT**	10000
Résidence 1 (accompagnement technique et artistique) achat de spectacle	1000	Drac Ile-de-France attribué ☐ / en cours x	10000
Résidence 2 : achat de spectacle 1500 et coproduction 7500	9000	Ministère de la Culture attribué ☐ / en cours ☐	
Résidence 3 : achat de spectacle 1500 et coproduction 10 500	12000	Autres Ministères, préciser : attribué ☐ / en cours ☐	
Autres résidences (préciser les postes de dépenses)		**COLLECTIVITES TERRITORIALES**	39500

Salaires personnel artistique (hors résidences)		**Région Ile-de-France PAC (dans la limite de 40% des dépenses)**	20 000
Achat de spectacles (hors résidences)	4500	Région Ile-de-France autres Préciser le dispositif : attribué □ / en cours □	
Dépenses de coproduction (hors résidences)	0	Département, préciser : Essonne attribué □ / en cours x	10000
Salaires personnel technique (hors résidences)	2500	EPCI - Communautés de communes - Agglomération, Etablissement public territorial, préciser : attribué □ / en cours □	
Transport, hébergement, restauration, défraiements	2000	Commune 1, préciser : Brétigny attribué x / en cours □	9500
Communication	3000	Commune 2, préciser : attribué □ / en cours □	
Autres, préciser :		**UNION EUROPEENNE**	0
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	6000	Préciser le dispositif : attribué □ / en cours □	
Salaires (bruts et charges)		**EMPLOIS AIDES**	0
Achat action culturelle	6000	Préciser le dispositif :	
Résidences (préciser les postes de dépenses)		**AUTRES SUBVENTIONS**	0
Autres (préciser)		**SOCIETES CIVILES**	0
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (dans la limite de 20% des dépenses)	10000	Adami	
Salaires des personnels liés à la structure (bruts et charges)	10000	Sacem	
Loyer annuel et charges locatives		Spedidam	
Fluides et combustibles		Autres, préciser :	
Affranchissement et téléphone		**PARTENAIRES PRIVES**	0
Autres, préciser :			
		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	500
		Billetterie	300
		Bar	200
TOTAL DEPENSES	**50000**	**TOTAL RECETTES**	**50000**

IV- Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Le Rack'am présente un bilan très positif pour cette première convention. Il a confirmé et consolidé son projet en faveur de l'émergence artistique, de l'accompagnement d'artistes en résidence et de constructions d'actions culturelles avec les publics.
Initiée certes avant l'entrée en permanence artistique, la politique de résidences d'artistes s'est fortement développée et structurée au cours de ces trois dernières années, grâce à l'aide régionale. Les résidences d'artistes

professionnels émergents sont passées à deux par an et sont plus abouties, tant sur le plan artistique que sur le rapport instauré avec les publics. Les artistes bénéficient en moyenne pendant une dizaine de jours de la salle, d'un accompagnement scénique et artistique par l'équipe du Rack'am et mènent sur l'année des projets avec différents publics (collégiens, lycéens, élèves de conservatoires, détenus…). Les jeunes artistes bénéficient ainsi d'un accompagnement sur mesure de bonne qualité, qui leurs permet d'affirmer leur projet, leur identité artistique et de s'insérer dans un réseau professionnel. Le Rack'am, par ses dimensions, constitue un lieu intermédiaire particulièrement adapté à l'accueil, l'accompagnement et le développement de carrières de jeunes artistes émergents en devenir.
Très implanté en Essonne et à Brétigny-sur-Orge, il réussit par ailleurs à trouver sa place dans ce département qui compte pourtant deux SMAC, Paul B à Massy et Le Plan à Ris-Orangis, en développant un projet adapté complémentaire des lignes artistiques des SMAC. Le Rack'am, défend une programmation éclectique, avec une attention portée au travail d'écriture et une ouverture au jeune public, il donne de la place à la chanson, aux musiques urbaines, au rap et au reggae. Ainsi, depuis 2014, il a accueilli les débuts d'artistes aujourd'hui reconnus comme Vianney ou Radio Elvis.
Le Rack'am a également développé au cours des trois dernières années des projets d'actions culturelles « sur mesure » avec les artistes pour le territoire. Il a mis en place différents projets (ateliers d'écriture, atelier sur le patrimoine de la chanson, atelier chorale et création d'une comédie musicale, ateliers de compositions, représentations scolaires…) avec des élèves du Lycée de Brétigny (notamment des primo-arrivants), des collégiens, des élèves des conservatoires de Brétigny et Marcoussis, des détenus de la Maison d'arrêt de Fleury-Mérogis…

Pour le renouvellement de sa convention, le Rack'am propose de poursuivre son projet centré sur l'accompagnement d'artistes émergents avec la mise en place de trois résidences par saison, accompagnées d'actions pédagogiques en direction des adolescents et du jeune public. La Ville de Brétigny-sur-Orge a pour projet de déplacer le Rack'am dans de nouveaux locaux en 2019, mieux situés, en centre-ville. Ainsi, cet équipement aux dimensions inchangées (une salle de 300 places maximum), sera plus adapté au projet et offrira de meilleures conditions d'accueil aux artistes comme au public.

IV- Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Lieux et opérateurs) pour un montant maintenu à l'identique.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
la base subventionnable est de 50 000 € et correspond au budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 000,00 €
2018	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
2014	Politique énergie climat	802 840,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
	Montant total	862 840,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002779

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : REGIE SCENE WATTEAU PAVILLON BALTARD - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	173 000,00 €	28,90 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65738-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : REGIE SCENE WATTEAU PAVILLON BALTARD
Adresse administrative : 1 PL DU THEATRE
94736 NOGENT SUR MARNE CEDEX
Statut Juridique : Régie de Collectivité Locale à Caractère Industriel
Représentant : Monsieur BENOIT STRUBBE, Directeur

N° SIRET : 44450912900011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 mai 2017 qui correspond à la date de fin du précédent avenant

I- Présentation du bénéficiaire

La Scène Watteau à Nogent-sur-Marne est un théâtre de Ville, scène conventionnée pour le jeune public par la DRAC, qui a la particularité d'avoir une double direction depuis que le metteur en scène Nicolas Liautard est devenu, en 2006, directeur artistique aux cotés de Benoit Strubbe, directeur de la régie personnalisée. Dès lors, la compagnie « Robert de Profil » dirigée par Nicolas Liautard est en résidence permanente à la Scène Watteau, qui accompagne et présente ses créations : « Il faut toujours terminer qu'est-ce qu'on a commencé (Le Mépris) » et « Scène de la vie conjugale » en 2014 et « Balthazar » en 2016 pour les plus récentes.

La Scène Watteau propose une programmation artistique pluridisciplinaire d'une trentaine de spectacles par saison

(soit une soixantaine de représentations), principalement axée sur la création théâtrale, avec une programmation musicale importante, qui rassemble en moyenne 10 000 spectateurs par saison. La Scène Watteau est engagée dans une démarche d'accueil de compagnies en résidence longue et de soutien fort à la création et appuyé à la jeune création. Ainsi, le théâtre coproduit chaque année un à deux spectacles (dont un jeune public) qui font chacun l'objet d'une longue série de représentations de 10 dates minimum.
Depuis la saison 2015-2016, la Scène Watteau programme également chaque saison deux spectacles au Pavillon Baltard de Nogent-sur-Marne.
La Scène Watteau mène par ailleurs une politique d'action culturelle approfondie et structurée en direction des publics et notamment des lycéens ; l'ensemble des interventions est mené par l'équipe artistique de la compagnie Robert de Profil ainsi que, lorsque cela est possible, par les équipes accueillies en résidence.

Scène conventionnée, la Scène Watteau bénéficie des soutiens de la DRAC Ile-de-France, de la Ville de Nogent-sur-Marne, du Conseil Départemental du Val-de-Marne et du Conseil Régional d'Ile-de-France au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2007.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

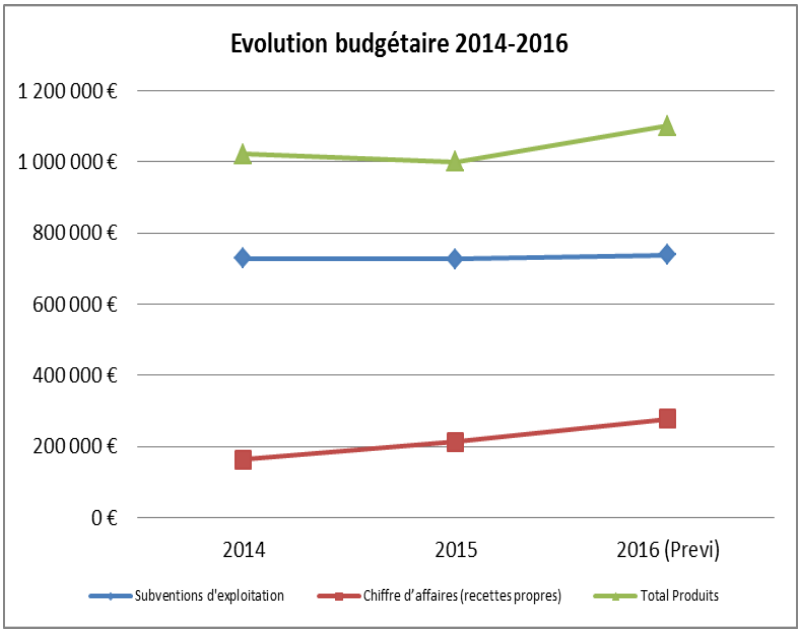
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2014	**%**	**2015**	**2016**	**%**
DRAC Ile-de-France convention	38 000	*5%*	38 000	38 000	*5%*
Conseil Départemental du Val de Marne	49 000	*6%*	49 000	49 000	*7%*
Ville de Nogent sur Marne	642 000	*83%*	640 000	600 000	*81%*
Autres - ONDA	850	*0%*	7 150	10 600	*1%*
Région - PAC	40 000	*5%*	40 000	40 000	*5%*
TOTAL SUBVENTIONS	**769 850**	**100%**	**774 150**	**737 600**	100%

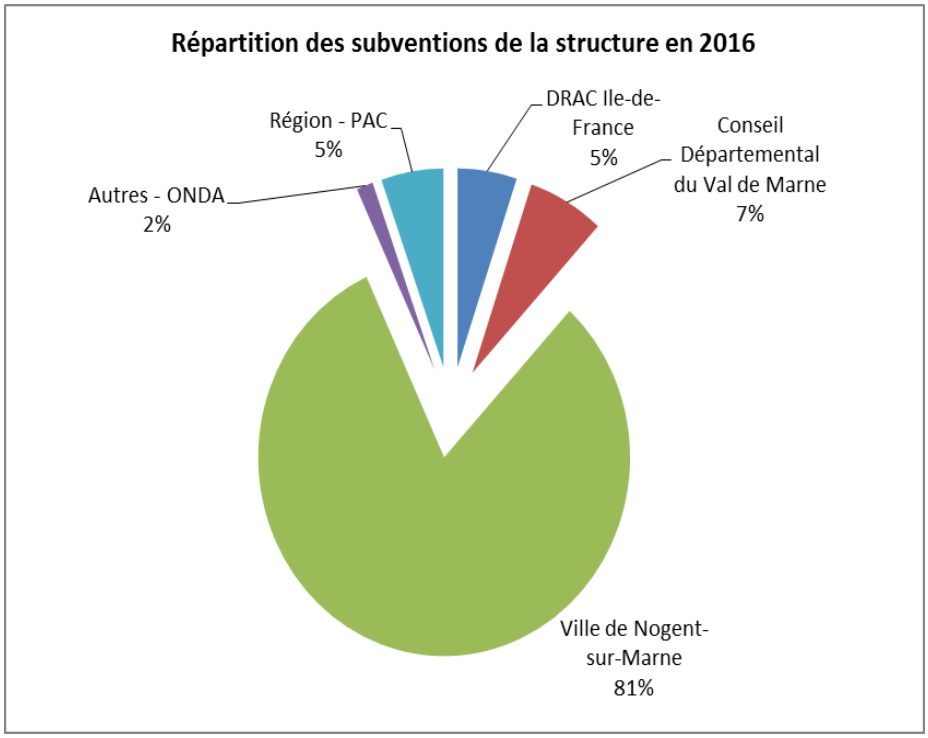
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : (budgets analytiques réalisés et comptes administratifs, à l'exception de 2016 année pour laquelle les documents budgétaires et comptables ne sont pas finalisés au moment du dépôt du dossier)

	2014	**%**	**2015**	***2016 (Prévisionnel)***	**%**
Subventions d'exploitation	728 910	*71%*	727 014	*737 600*	*67%*
Recettes propres	164 144	*16%*	213 690	*277 250*	*25%*
Quote-part bénéfices Pavillon Baltard	111 388	*11%*	28 421	*86 727*	*8%*
Total produits	1 021 511	100%	999 768	*1 101 577*	*100%*

Graphique 1 : évolution budgétaire 2014-2015-2016 (prev)



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2016



2) Evolution de l'emploi

	2014	2015	2016
Masse salariale totale en €	355 680	354 966	370 970

Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	2 321	1 344	2 117

3) Evolution de l'activité

saison	**2014/2015**	**2015/2016**	**2016/2017**
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites/coproduites	5	2	2
Nombre de spectacles diffusés au total :	27	30	30
Nombre de représentations : *Dont nombre de représentations en cession :*	55	61	61
Nombre de festivals / temps forts	-	-	-
Nombre de spectateurs :	7 674	13 783	saison en cours
Nombre de résidence(s) accueillie(s)	1	2	2
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens :	254	146	214
Nombre d'heures d'intervention artistique au total :	296	194	282
Nombre d'établissements et de relais partenaires :	26 classes	34 classes	34 classes
Nombre de bénéficiaires :	770	1150	1020 (saison en cours)

III- Projet rédigé par le bénéficiaire pour la convention PAC 2017-2020

La Scène Watteau – scène conventionnée de Nogent-sur-Marne est une structure pluridisciplinaire du Val-de-Marne à dominante théâtrale. Notre démarche est une démarche de service public. Dans ce cadre, notre ambition est de nous mettre au service du citoyen pour lui donner les outils nécessaires à une réalisation personnelle et humaniste. Nous nous efforçons de soutenir les jeunes équipes, les artistes, hommes et femmes en les invitant à s'emparer d'un lieu de travail, d'un lieu de vie. Notre métier consiste à provoquer des rencontres, à partager des expériences.

Résidences de création :

La Scène Watteau se veut un outil partagé avec des équipes artistiques. Chaque saison, nous proposons aux compagnies, collectifs, ensembles, des résidences de création qui leur permettent d'imaginer, élaborer et répéter leurs futures créations. Chaque saison, dans les murs de La Scène Watteau, des artistes conçoivent et créent des spectacles nouveaux, originaux, aux esthétiques les plus variées. Notre fidélité sur plusieurs années permet à ces équipes d'avancer et de gagner en maturité dans leur projets, permet également aux publics une connaissance approfondie d'une aventure artistique toujours singulière.

Les résidences de créations sont donc, deux fois par saison, au cœur de notre projet artistique et constituent de véritables temps forts de la programmation avec des séries de 10 représentations (au minimum) pour chacune d'entre elles. Ces résidences visent non seulement à accompagner le parcours d'artistes confirmés (la Compagnie Robert de profil par exemple), mais elles s'attachent surtout à soutenir les projets portés par des compagnies émergentes (le Collectif Grand Hôtel par exemple) dont la démarche est en phase avec la politique artistique conduite par La Scène Watteau.

Ouverture de la programmation jeune public sur l'adolescence

La Scène Watteau, scène conventionnée « art, enfance, jeunesse » par la DRAC Ile-de-France, souhaite durant les

quatre prochaines années accorder au sein de sa programmation jeune public une place plus importante aux spectacles s'adressant au public adolescent. Cette volonté affichée vise à répondre à un double objectif :
- accompagner l'évolution démographique du territoire sur lequel La Scène Watteau conduit son projet artistique
- donner une plus grande visibilité aux spectacles dédiés à l'adolescence, dont la vitalité est particulièrement remarquable depuis plusieurs années

Actions culturelles :
Les Traversées : dédiées au public lycéen, des journées entières en compagnie d'un metteur en scène (d'une metteuse en scène) et de son univers. A cette occasion c'est le bâtiment entier qui est investi par plusieurs établissements scolaires pour un travail de pratique théâtrale dirigé par le/la metteur en scène et les artistes impliqués dans le projet
Les petites fabriques : à l'intention des plus petits. Des ateliers de pratique artistique suivis de petits spectacles élaborés avec les plus petits
Lire le théâtre contemporain : une dizaine de textes contemporains est soumise aux lycéens afin d'être lus, analysés et commentés. Ici, notre objectif est la formation à la capacité d'analyse et d'argumentation de l'adolescent par le biais d'une découverte de formes nouvelles de textes de théâtre contemporain.
Au cours des quatre prochaines années, La Scène Watteau souhaite renforcer ses actions culturelles dédiées au public lycéen afin d'accompagner l'ouverture de sa programmation sur l'adolescence.

Les lectures de salut public :
Cinq fois par saison, cinq rendez-vous pour une « lecture-banquet » conviviale d'un texte de l'Antiquité grecque ou romaine. L'occasion de découvrir ou redécouvrir Platon, Cicéron, Plutarque, Catulle, Marc-Aurèle, Ovide, Horace, Virgile… Des lectures fortement conseillées à un public lycéen, d'ailleurs très souvent au rendez-vous

Ancrage sur le territoire francilien :
Grâce à son statut de scène conventionnée pour le jeune public et les tournées des spectacles qu'elle coproduit, La Scène Watteau est aujourd'hui bien identifiée comme un pôle de création et réflexion sur la question du jeune public, elle est également perçue comme un acteur important du paysage théâtral en Ile-de-France et au-delà. Le fait que son directeur artistique soit à la tête d'une compagnie conventionnée par l'Etat, le Département du Val-de-Marne et que ses spectacles soient largement diffusés en Ile-de-France depuis de nombreuses années participe grandement à son rayonnement et son ancrage sur le territoire francilien.

Sur la saison 2017/2018, le projet de La Scène Watteau se déclinera de la façon suivante :

Résidences de créations / coproductions :
Les trois brigands, de Tomy Ungerer mise en scène Angélique Friant (Succursale 101)
Trahisons, d'Harold Pinter mise en scène Nicolas Liautard (Robert de profil)

Créations :
Outre les deux spectacles issus des résidences :
Price, de Steve Tesich mise en scène Rodolphe Dana du Collectif Les Possédés
Le Yark, de Bertrand Santini mise en scène Emilie Lafargue du Collectif Les Possédés
Les misérables, d'après Victor Hugo mise en scène Bertrand Ossart
Mélancolie(s), d'après Tchékhov mise en scène Julie Deliquet

Diffusion :
Par le boudu, de et par Bonaventure Gacon
The Naïve New Beaters, concert debout, musiques amplifiées
Jean-François Zygel improvise sur Beethoven, avec Jean-François Zygel
La dernière bande, de Samuel Beckett mise en scène Peter Stein
Programme Haendel / Haydn, Orchestre National d'Ile-de-France
Marta Ren and The Groovelvets, concert debout, musiques amplifiées
Programme Schubert / Brahms, Ensemble Calliopée
Gaspard Proust
Un matin, texte et mise en scène Clémentine Baert
Les chaises, de Ionesco mise en scène Bernard Lévy
Le rêve d'Anna, d'Eddy Pallaro mise en scène Bérengère Vantusso
A bien y réfléchir …, de et par le Collectif des 26000 couverts
J'ai trop peur, texte et mise en scène David Lescot
Où les cœurs s'éprennent, d' après deux scénarios de Rohmer mise en scène de Thomas Quillardet

L'art du rire, texte et avec Jos Houben

RESIDENCES ACCUEILLIES DANS LE CADRE DU PROJET PROPOSE :

NOM DES EQUIPES ARTISTIQUES OU GROUPES ACCUEILLIS	DISCIPLINE ARTISTIQUE	TYPE DE RESIDENCE	DUREE DE LA RESIDENCE	CONDITIONS D'ACCUEIL OFFERTES	MODALITES D'ACCOMPAGNE-MENT DES ARTISTES ET EQUIPES ACCUEILLIS
Angélique Friant Succursale 101	JEUNE PUBLIC	recherche, répétitions, création, diffusion : 15 représentations « Les trois brigands »	1 mois septembre, octobre et novembre 2017	- grand et petit plateau pour répétitions - grand plateau pour représentations	- coproduction + cession = 30 000 euros HT - apport en industrie : théâtre en ordre de marche sur 1 mois - communication - aide à la diffusion
Robert de profil	THEATRE	recherche, répétitions, création, diffusion : 10 représentations « Trahisons »	1 mois septembre et décembre 2017 janvier 2018	- grand et petit plateau pour répétitions - grand plateau pour représentations	- coproduction + cession = 30 000 euros HT - apport en industrie : théâtre en ordre de marche sur 1 mois - communication - aide à la diffusion
Robert de profil	THEATRE	recherche, répétitions, création, diffusion : 10 représentations « La cerisaie »	1 mois octobre 2018	- grand et petit plateau pour répétitions - grand plateau pour représentations	- coproduction + cession = 30 000 euros HT - apport en industrie : théâtre en ordre de marche sur 1 mois - communication - aide à la diffusion
Collectif Grand hôtel Fany Mary et Fabrice Pierre Cie émergente	THEATRE	recherche, répétitions, création, diffusion : 10 représentations (Projet à définir)	1 mois 2019	- grand et petit plateau pour répétitions - grand plateau pour représentations	- coproduction + cession = 30 000 euros HT - apport en industrie : théâtre en ordre de marche sur 1 mois - communication - aide à la diffusion
Angélique Friant Succursale 101	JEUNE PUBLIC	recherche, répétitions, création, diffusion : 10 représentations (Projet à définir)	1 mois 2019	- grand et petit plateau pour répétitions - grand plateau pour représentations	- coproduction + cession = 30 000 euros HT - apport en industrie : théâtre en ordre de marche sur 1 mois - communication - aide à la diffusion
Robert de profil	THEATRE	recherche, répétitions, création, diffusion : 10 représentations (Projet à définir)	1 mois 2020	- grand et petit plateau pour répétitions - grand plateau pour représentations	- coproduction + cession = 30 000 euros HT - apport en industrie : théâtre en ordre de marche sur 1 mois - communication - aide à la diffusion

Collectif Grand hôtel Fany Mary et Fabrice Pierre Cie émergente	THEATRE	recherche, répétitions, création, diffusion : 10 représentations (Projet à définir)	1 mois 2020	- grand et petit plateau pour répétitions - grand plateau pour représentations	- coproduction + cession = 30 000 euros HT - apport en industrie : théâtre en ordre de marche sur 1 mois - communication - aide à la diffusion

LE CAS ECHEANT, ACCOMPAGNEMENT D'EQUIPES ARTISTIQUES HORS RESIDENCES :
Le petit plateau (La petite scène) de La Scène Watteau est régulièrement mis à la disposition d'équipes artistiques pour un travail de recherche, des périodes de répétitions ; du travail à la table ou des présentations de maquettes à des professionnels. La saison dernière, Jeanne Lepers, le Collectif Spartacus Tofanelli Airlines ou bien encore Sarah Oppenheim ont occupé le lieu gracieusement.

SOUTIEN A LA CREATION :
Au cours des douze prochains mois, deux créations vont avoir lieu à La Scène Watteau, dans les mêmes conditions de coproduction à savoir : une mise à disposition du grand plateau ainsi que des équipes techniques nécessaires pendant trois semaines de répétitions. Un apport en numéraire de 30 000 € HT, une prise en charge de la communication ainsi qu'une aide à la diffusion. Un engagement de programmation sur quinze représentations pour Angélique Friant (compagnie Succursale 101) avec le spectacle pluridisciplinaire jeune public « Les trois brigands », texte de Tomy Ungerer avec trois comédiennes au plateau ; puis la compagnie Robert de profil pour dix représentations de « Trahisons » d'Harold Pinter avec quatre comédiens au plateau dans une esthétique plus contemporaine dans l'esprit de ce que Nicolas Liautard avait déjà commencé avec son travail sur les textes d'Ingmar Bergman, à savoir un théâtre de l'intimité.

Montant moyen des apports en coproduction : **30 000 € HT + un apport en industrie évalué à 15 000 € HT**

PROJET POUR LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE

DIFFUSION :
Les spectacles diffusés en lien avec les compagnies en résidences sont : 15 représentations de « Les trois brigands » de Tomy Ungerer mis en scène par Angélique Friant (compagnie Succursale 101) en partenariat avec le Théâtre Paris-Villette et 10 représentations de « Trahisons » d'Harold Pinter par la compagnie Robert de profil.

Une « Grande journée de la forme courte » est organisée par La Scène Watteau tous les deux ans, la prochaine édition aura lieu en mai 2019. Sur la première édition en 2017, nous avons accueilli Jeanne Mordoj avec une installation performance (« La fresque ») et une pièce courte (« La poème ») Jeanne Lepers avec « Petite sœur » de Jon Fosse, le Spartacus Tofanelli Airlines avec « Une brève histoire d'Angers », ainsi que « Deux mots ! » de Philippe Dorin. Nous réfléchissons actuellement à l'évolution de cette grande journée, qui à terme se trouvera peut-être programmée sur plusieurs jours dédiés aux formes courtes expérimentales.

Nombre total de représentations prévues dans les murs : **59**
Nombre total de représentations prévues hors les murs : **en cours d'étude sur les 4 prochaines années**

AXES DE LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DES PUBLICS :
En raison de sa spécificité sur le spectacle jeune public et le nombre considérable d'actions artistiques menées en milieux scolaires par les compagnies accueillies en résidence, La Scène Watteau participe activement à la formation des publics, à leur renouvellement. De fait, nous assistons depuis plusieurs années à un rajeunissement de notre public qui fait écho au rajeunissement de la population nogentaise.
Notre politique tarifaire volontairement attractive ainsi que la fidélité à des équipes artistiques régulièrement présentes dans la programmation participent à la fidélisation et à l'accroissement de nos publics. Le souci d'une programmation enthousiasmante et proche des préoccupations actuelles, la convivialité des rencontres avec les artistes, le dialogue constant que nous menons avec les spectateurs, ont bâti une confiance entre les spectatrices/spectateurs et La Scène Watteau.
Le développement des publics demeure la première de nos préoccupations.

EQUIPEMENTS ET LIEUX PARTENAIRES DU PROJET EN ILE-DE-FRANCE
La Scène Watteau coproduit des spectacles en partenariat avec plusieurs structures franciliennes comme le Théâtre

Paris Villette (Paris), le Théâtre de Chevilly Larue (94), le Théâtre de Cachan (94), Studio Théâtre de Vitry (94), La ferme de Bel ébat à Guyancourt (78), le Théâtre Jean Arp à Clamart (92), CDN de Gennevilliers (92), le collectif des producteurs jeune public en Ile-de-France (collectif variable suivant projets : Théâtre Paris-Villette, La Scène Watteau, CDN de Sartrouville, Théâtre Dunois, Espace Boris Vian des Ulis, Festival théâtral du Val d'Oise…) , le Groupe des 20 en Ile-de-France.

PROJETS PREVUS EN PARTENARIAT AVEC D'AUTRES STRUCTURES OU RESEAUX FRANCILIENS

La Scène Watteau est régulièrement partenaire du Festival d'Automne à Paris, du festival val-de-marnais Les Théâtrales Charles Dullin.

IV- Budget du projet en 2017 (HT)

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES DE RESIDENCES/ CREATION / DIFFUSION	125000	**ETAT**	16000
Résidence 1 (apport coproduction + cession) :	30000	Drac Ile-de-France **(quote-part)** en cours	16000
Résidence 2 (apport coproduction + cession) :	30000	Ministère de la Culture attribué □ / en cours □	
Autres résidences (préciser les postes de dépenses dont achat de spectacles et coproduction) :		**COLLECTIVITES TERRITORIALES**	127000
Salaires personnel artistique (hors résidences)		**Région Ile-de-France PAC (dans la limite de 40% des dépenses)**	50000
Achat de spectacles (hors résidences)	35000	**TVA sur subvention PAC**	-2750
Dépenses de coproduction (hors résidences)		Département, préciser : **Val-de-Marne (quote-part)** en cours	16000
Salaires personnel technique (hors résidences)	3000	EPCI - Communautés de communes - Agglomération, Etablissement public territorial, préciser : attribué □ / en cours □	
Transport, hébergement, restauration, défraiements	2000	Commune 1, préciser : **Nogent-sur-Marne (quote-part)** attribué	63750
Communication (**quote-part** résidences + accueil spectacles adolescence)	18000	Commune 2, préciser : attribué □ / en cours □	
location matériel régie (résidences + accueil spectacles adolescence)	7000	**UNION EUROPEENNE**	0
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	18000	Préciser le dispositif : attribué □ / en cours □	
Salaires (bruts et charges)	18000	**EMPLOIS AIDES**	0
Achat action culturelle		Préciser le dispositif :	
Résidences (préciser les postes de dépenses)		**AUTRES SUBVENTIONS** (Arcadi, Cnv…) Préciser	
Autres (préciser)		**SOCIETES CIVILES**	0
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (dans la limite de 20% des dépenses)	30000	Adami	
Salaires des personnels liés à la structure (bruts et charges)	30000	Sacem	
Loyer annuel et charges locatives		Spedidam	
Fluides et combustibles		Autres, préciser :	

Affranchissement et téléphone		**PARTENAIRES PRIVES**	0
Autres, préciser :		Mécénat	
		Sponsors	
		Autres partenariats privés, préciser :	
		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	30000
		Billetterie	30000
		Bar	
		Restauration	
		Prestations de services	
		Recettes de productions et coproductions	
		Autres, préciser :	
TOTAL DEPENSES	**173000**	**TOTAL RECETTES**	**173000**

V - Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

La Scène Watteau de Nogent-sur-Marne – scène conventionnée « Art, enfance, jeunesse », est un des lieux francilien reconnu pour son soutien à la création théâtrale. Dans le cadre de la permanence artistique et culturelle, la Région a accompagné son projet de soutien à la création et les actions culturelles associées à la programmation.
Au cours des trois années passées, la Scène Watteau a poursuivi son projet d'accompagnement de la création, structurée autour de deux résidences par an au cours desquelles les compagnies bénéficient d'un temps de travail long au plateau, de la mise à disposition du théâtre en ordre de marche, d'un apport en coproduction conséquent (30 000 € coproduction et cession) et d'une longue série de représentations entre 10 et 15 dates. Ces longues séries donnent ainsi une grande visibilité aux compagnies qui peuvent dès lors construire leur tournée future, d'autant plus que la Scène Watteau fait partie d'un large réseau professionnel. La particularité d'une codirection avec un artiste metteur en scène confirmé (Nicolas Liautard directeur artistique de la compagnie Robert de Profil) permet en effet à la Scène Watteau de rayonner au-delà des limites départementales, au niveau régional et national. Les équipes artistiques sont accueillies dans de bonnes conditions matérielles et financières et dans un cadre permettant aux projets de création d'être ensuite diffusés sur le territoire francilien et même au-delà.
Le Théâtre est par ailleurs très investi dans les actions culturelles en direction des lycéens, qui sont menées par les artistes en résidence. Elles prennent différentes formes très identifiées par les équipes enseignantes, comme par exemple les ateliers « Lire le théâtre contemporain » ou bien les « Traversées ». La Scène Watteau est ainsi en lien avec les lycées de Nogent-sur-Marne, du Perreux-sur-Marne, de Vincennes, Pontault-Combault ou encore de La Varenne Saint-Hilaire. La Scène Watteau présente un bilan très positif de cette convention qui s'achève.

Pour les quatre années à venir, la Scène Watteau réaffirme son projet de soutien à la création avec chaque année deux créations soutenues dans le cadre d'un accueil en résidence avec apport en coproduction et longue série de représentations. Le Théâtre affiche par ailleurs une ouverture encore plus forte en direction de la jeune création dans les équipes artistiques qu'elle va accompagner, un développement marqué des actions en direction des lycées et une ouverture au public adolescent et lycéen, avec une plus grande place donnée dans la programmation à des spectacles dédiés à l'adolescence.

VI - Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Lieux et opérateurs) pour un montant augmenté.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 173 000 € et correspond au budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	35 000,00 €
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
	Montant total	120 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002774

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LA CAVE A THEATRE (CIE ANNIBAL ET LES ELEPHANTS) - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	281 800,00 €	10,65 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA CAVE A THEATRE
Adresse administrative : 56 RUE ESTIENNE D ORVES
92700 COLOMBES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Martine FEBVRE, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 41924217700014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 mai 2017 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP16-177)

I- Présentation du bénéficiaire

Annibal et ses Eléphants est une compagnie d'arts de la rue implantée à Colombes et dirigée par Thierry Lorent. La compagnie est installée dans un lieu, « la Cave à Théâtre », au cœur d'une cité de la ville. L'actuelle Cave à Théâtre dispose d'une salle de 70 places et d'un studio de répétition. L'activité de la compagnie et celle du lieu sont intrinsèquement liées.

La compagnie tourne beaucoup au national, voir à l'international. Elle est très impliquée localement, avec un temps fort original, le Festival International du Banc Public, point d'orgue chaque année du projet « Etre acteur de son quartier ».

La structure bénéficie du soutien du Conseil Départemental des Hauts-de-Seine et de la Ville de Colombes. Elle bénéficie également de l'aide de la Drac.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

L'analyse de la comptabilité et des budgets de la structure ci-après porte sur La Cave à Théâtre (le lieu) et non Annibal et ses éléphants (la compagnie).

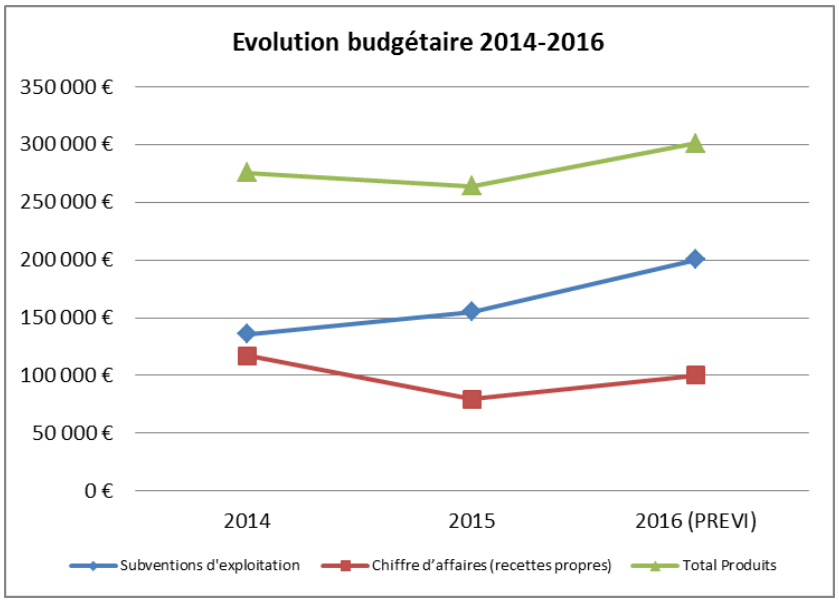
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2014	**%**	**2015**	**2016**	**%**
DRAC	17 750	*13%*	38 500	43 750	*22%*
Conseil départemental	38 000	*29%*	38 000	38 000	*19%*
EPCI	33 000	*25%*	61 560	73 800	*37%*
Région - PAC	30 000	*23%*	30 000	30 000	*15%*
Région - Autres	13 000	*10%*	5 000	15 000	*7%*
SOUS-TOTAL REGION	43 000	33%	35 000	45 000	22%
TOTAL SUBVENTIONS	**131 750**	**100%**	**173 060**	**200 550**	100%

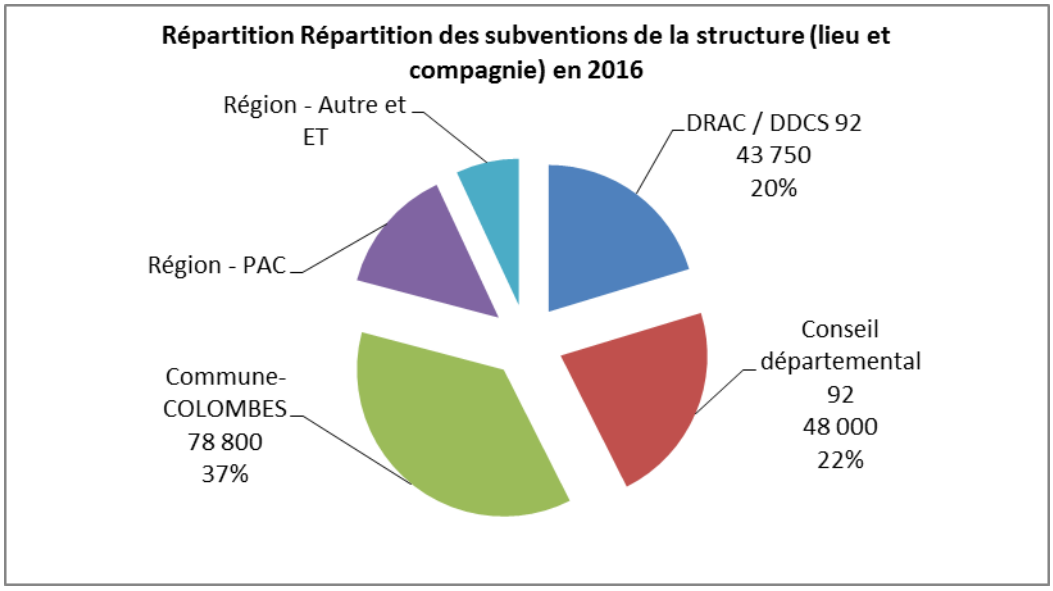
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2014	**%**	**2015**	***2016 (PREVI)***	**%**
Subventions d'exploitation	135 727	*49%*	155 145	*200 550*	*67%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	116 958	*42%*	79 591	*100 327*	*33%*
Total produits	275 641	100%	263 739	*300 877*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2014-2015-2016 (previ)



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2016



2) Evolution de l'emploi

	2014	2015	2016
Masse salariale totale en €	336 678	390 405	291 736
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	13 573	13 955	10 677

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	2014	2015	2016
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	1	2	1

Nombre de spectacles diffusés au total :	15	22	20
Nombre de représentations : *Dont nombre de représentations en cession :*	155 52	212 63	150 36
Nombre de festivals / temps forts	1	1	1
Nombre de spectateurs :	29601	28988	22596
Nombre de résidence(s) accueillie(s) *Durée moyenne (nombre de jours ou mois) & Artistes*	11 entre 7 et 45 jours	16 entre 7 et 45 jours	14 entre 7 et 45 jours
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens :	300	210	40
Nombre d'heures d'intervention artistique au total :	2220	1977	1540
Nombre d'établissements et de relais partenaires :	33	31	31
Nombre de bénéficiaires :	585	508	400

III- Projet rédigé par le bénéficiaire pour la convention PAC 2017-2020

.

Le début de l'année 2017 a été la période de renouvellement de toutes nos Conventions Pluriannuelles d'Objectifs - CPO -, tant pour La Cave à Théâtre que pour la Compagnie Annibal et ses Eléphants.

- en janvier la DRAC Île de France a conventionné la Cie pour 3 ans (2017/2019). 50000€ /an. Nous avons déposé dans la foulée un dossier de COMPAGNONAGE auprès de la DGCA avec le Collectif du Prélude, toute nouvelle compagnie de Théâtre de Rue. La réponse nous sera donnée le 21 avril.
- En janvier encore, la Ville de Colombes a renouvelé la CPO de la Cave à Théâtre pour la même période 2017 / 2019 – y incluant la subvention de fonctionnement du Département des Hauts de Seine (la Ville et le Département étant liés par un Contrat de Développement qui inclut plusieurs associations culturelles, dont la Cave à Théâtre) : Ville 20000€ - Département 25000€
- Une CPO pluriannuelle – 2017/2019 – et multipartite – Ville, Département et Cie Annibal – est en cours de finalisation : Ville 5000€ / Département 25000€. Il est à noter que cette initiative émane du Département des Hauts de Seine.

Nous avons, en janvier, déposé un tout nouveau dossier dans le dispositif Culture à l'Hôpital, auprès de la DRAC Île de France et de l'ARS, pour le financement d'un projet de Cie Arts de la Rue au sein du nouveau service pour adolescents suicidaires, qui vient d'ouvrir à l'Hôpital Louis Mourier de Colombes. Là encore, nous aurons la réponse courant avril.

Afin de nourrir les discussions, nous avons proposé une réunion commune à tous les responsables des services instructeurs de nos dossiers dans les différentes collectivités territoriales ainsi que pour les services de l'Etat : DRAC Île de France (Culture et SDAT) et DDCS des Hauts de Seine (Déléguée du Préfet). Suite à cette réunion, nous avons rédigé un projet associatif commun à nos deux structures intitulé "Une Compagnie, un lieu" (document en annexe).

Ce texte a servi de base de discussion pour le contenu des diverses conventions. Il sera donc aussi le socle de notre projet PAC pour les 4 années à venir.

Nos actions sont structurées sur deux axes :

- la création (interventions dans et hors les murs)
- l'action artistique (éducation artistique et pratiques culturelles théâtrales)

Nous les déclinerons dans trois domaines :

- les créations de la Cie,
- l'action territoriale. ETRE ACTEUR DE SON QUARTIER, Festival International du Banc Public en est à sa 12ème édition en 2017.
- l'éducation artistique (Centre d'expression, de création et de formation théâtrale)

1 - Les Créations de la Cie.

EN 2017, la Cie met en production un nouveau spectacle **PANEL ET CIRCENSES** : Spectacle d'arène interactif de 90 minutes pour 5 comédiens et 1 technicien. Au-delà de la banalité des chiffres, la cruauté burlesque du monde contemporain. Alors que statistiques et sondages passent au peigne fin la réalité de notre pays, un panel de 100 spect-acteurs tiré au sort va devoir incarner la dure réalité des résultats au cours de jeux du cirque.
Des cartes-fiches de personnage seront distribués à chaque spectateur assis sur gradins. Les 100 choisis se verront représenter l'ensemble de la population française !
Et puisque 1 pour cent des Français sont aussi riches que les 99 autres pour cent : 99 seront les gladi-acteurs, et 1 seul sera l'Impér-acteur. 5 comédiens et 1 régisseur. Création prévue en mai 2018.
Et bien évidemment la diffusion des 5 créations précédentes, toujours en tournées.

2 – l'Action Territoriale.

Nous poursuivrons bien sûr tous nos ateliers de pratique artistique dans le cadre de notre action Politique de la Ville, dans le quartier des Grèves à Colombes, en étant attentifs à accueillir des personnes venant d'horizons les plus variés. Ces deux dernières années nous avons réussi à intéresser toujours plus d'adolescents – entre autre dans les ateliers des CONTES DE LA STREET, ateliers d'écriture et de réalisation de courts-métrages de fiction. (Pour son projet Les Contes, de la Street, Raymond Dikoumé, l'auteur, vient de se voir attribuer une bourse d'écriture de la SACD). Nous y intègrerons à partir de 2017 la Cie ASTROLABE, compagnie née dans le projet théâtral de l'hôpital Louis Mourier que nous avons évoqué précédemment.

Dans les 4 années qui viennent nous souhaitons aussi élargir ce projet vers la création artistique professionnelle : résidence et création artistique de groupes ou de compagnies in situ. C'est pourquoi nous avons cette année déposé un dossier de compagnonnage à la DRAC.

3 – l'Education Artistique.

Nous poursuivrons bien évidemment les ateliers de pratique artistique au sein de la Cave à Théâtre (12 ateliers pour enfants, jeunes et adultes qui réunissent entre 150 et 180 participants) mais aussi en milieu scolaire et extrascolaire. Nous rappelons ici que nous participons au programme en direction des scolaires de la Ville de Colombes (Sur la période scolaire 2016/2017 : 1 spectacle/trimestre proposé à la cave à Théâtre – 1551 enfants de maternelle – 70 classes et 70 interventions de comédiens dans les classes autour des thématiques des spectacles). Nous intervenons également sur les Temps Périscolaires, les vendredi après-midi (10 metteurs en scène pour 10 Centres de Loisirs et 250 enfants) et dans les collèges – entre autres au sein de classes de SEGPA à Nanterre et Colombes.

En ce qui concerne les lycées, nous rappelons aussi notre expérience malheureuse avec le Lycée Guy de Maupassant, expérience interrompue suite à une grave maladie de l'enseignante porteuse du projet.

Nous avons depuis initié une action en partenariat avec la Cie colombienne La Cité des Ménestrels : un spectacle SID'AVENTURE… co-produit par La Cave à Théâtre dont les comédiens sont des adolescents et de jeunes adultes, sur la thématique du VIH. Ce spectacle, destiné aux lycéens, ouvre la possibilité de parole sur ce sujet. Il a déjà été joué à deux reprises au sein du lycée Guy de Maupassant à Colombes et sera joué en juin 2017 au lycée Albert Camus de Bois Colombes. Nous mettrons de nouveau moyens et de nouvelles énergies dans sa diffusion.

<u>Dans les 12 prochains mois :</u>
Nous nous concentrerons :

- sur la nouvelle création de la Cie Annibal et sur la première année de diffusion ; Et nous savons que nous travaillerons dans des conditions plus difficiles. (Nous avons analysé dans le bilan les évolutions dans le secteur des Arts de la Rue.)
- sur l'accueil du Collectif du Prélude pour ce compagnonnage de 18 mois, si toutefois la DGCA nous en donne les moyens et bien sûr sur l'accueil d'autres cies en résidence à la Cave à Théâtre (7 cies ou collectifs de création / an pour des périodes pouvant varier de 7 à 45 jours)
- la diffusion du spectacle SI D'AVENTURE dans les lycées
- la nouvelle édition du projet ETRE ACTEUR DE SON QUARTIER *Festival international du Banc Public.* Cette année : « Hommage aux Bancs de Colombes » - Marraine du Festival NADIA ROZ. La Cie Annibal y présentera son spectacle LE FILM DU DIMANCHE SOIR. Nous inclurons dans l'action 2018 un projet et une création confiée au Collectif du Prélude, ou à une autre Cie accueillie en résidence.
- Soutien artistique au Conseil Citoyen du Petit Colombes (loi du 24 février 2014) – Première Action avec les habitants le dimanche 14 mai 2017, Place Aragon –« Mon quartier n'est pas une décharge ». La Cave à Théâtre est dans le collège association au sein de cette instance.

RESIDENCES ACCUEILLIES DANS LE CADRE DU PROJET PROPOSE :

NOM DES EQUIPES ARTISTIQUES OU GROUPES ACCUEILLIS	**DISCIPLINES ARTISTIQUES**	**TYPE DE RESIDENCE**	**DUREE DE LA RESIDENCE**	**CONDITIONS D'ACCUEIL OFFERTES**	**MODALITES D'ACCOMPAGNE-MENT DES ARTISTES ET EQUIPES ACCUEILLIS**
Programmation en cours	THEATRE	CREATION ET DIFFUSION	7 résidences/an entre 7 et 45 jours	Au moins une représentation à la Cave à Théâtre par Cie en résidence	MISE A DISPOSITION : PLATEAU REGIE SON ET LUMIERE REGISSEUR LOGE BUREAU
Dans le cadre du dispositif de compagnonnage (DRAC-DGCA) Collectif du Prélude (Maxime Coudour et Fanny Imbert)	THEATRE DE RUE	Temps de recherche et répétitions Spectacle Route 1 6 interprètes	45 jours	Sorties de résidence – réalisation d'une maquette	MISE A DISPOSITION PLATEAU REGIE SON ET LUMIERE REGISSEUR LOGE BUREAU ACCOMPAGNEMENT ARTISTIQUE (ECRITURE, MISE EN SCENE …), TECHNIQUE ET ADMINISTRATIF
La Tête Ailleurs	THEATRE DE RUE	Accompagnement bourse Ecrire pour la	10 jours	Lecture publique.	MISE A DISPOSITION : PLATEAU

		Rue (SACD) « Danse avec ta mère » 4 interprètes			REGIE SON ET LUMIERE REGISSEUR LOGE BUREAU
Cie du Temps de Vivre Artiste :Pierre Carrives	THEATRE	Répétition et représentation dans le cadre de Rumeurs Urbaine Le Pas de la Tortue (figure et paysage)	7 jours	1 représentation	MISE A DISPOSITION : PLATEAU REGIE SON ET LUMIERE REGISSEUR

LE CAS ECHEANT, ACCOMPAGNEMENT D'EQUIPES ARTISTIQUES HORS RESIDENCES :

La Cave à Théâtre accueille, au rythme minimum de 1 fois par mois, des spectacles tous publics. Nous mettons la salle, le matériel et le régisseur à la disposition des équipes artistiques. La recette est partagée (après soustraction des taxes et contributions) : 60% pour les artistes accueillis et 40% pour la Cave à Théâtre.

SOUTIEN A LA CREATION :

La programmation est en cours de constitution. Actuellement 2 projets :

Le seul dossier formalisé et déposé est celui du compagnonnage avec la Collectif du Prélude : 18 mois de résidence, et une aide de 12 500€ apportée à la Cie accueillie. Un accompagnement administratif et artistique sur leur création et la participation à notre projet dans le quartier des Grèves.
Un second dossier est en cours de dépôt : avec la Cie « La tête ailleurs » pour leur nouvelle création : « Danse avec ta mère » dans le cadre du dispositif pour la Rue – DRAC / SACD : une aide de 2 000 euros pour l'auteur-e et 10000 euros apportée à la structure pour accueillir la Cie en résidence et l'accompagner pendant la création.

Montant moyen des apports en coproduction : entre 1500€ à 5000€

PROJET POUR LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE

DIFFUSION :

Encore une fois la programmation est en cours (les conditions extérieures nous rendent de plus en plus difficile une visibilité à long terme) :

Environ 10 spectacles sur la saison programmés à La Cave à Théâtre.
La tournée de la Cie Annibal pour 30 dates, dont 10 en Île de France.

Notre temps fort est le Festival International du Banc Public, point d'orgue du projet ETRE ACTEUR DE SON QUARTIER qui aura lieu le dimanche 17 juin 2018 :
21 ateliers de création (théâtre, musique, danse, audio-visuel…) 450 participants aux ateliers, 50 metteurs en scène, comédiens et techniciens professionnels. Un partenariat avec 32 structures.

Nombre total de représentations prévues dans les murs : 30

Nombre total de représentations prévues hors les murs : 50

AXES DE LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DES PUBLICS :

Notre conviction de toujours est *Un Théâtre Partout, un Théâtre pour Tous.*
Nous allons donc à la rencontre de tous les publics, là où ils sont, sur notre territoire de proximité, mais aussi sur le territoire national et international.

A Colombes, nous menons une politique de tarifs accessibles à tous : la moyenne de nos entrées spectacle et de 6€/place – les tarifs de nos ateliers à la Cave à Théâtre de 180€ pour l'année.
Les contrats de cession de la Cie sont en moyenne de 3500€ par spectacle.
Toutes les actions d'éducation artistique sont gratuites pour les participants.
Toutes les actions territoriales sont gratuites pour les participants.

EQUIPEMENTS ET LIEUX PARTENAIRES DU PROJET EN ILE-DE-FRANCE

La Ville de Nanterre et le Festival PARADE(s) - 92 – co-productions
La Ville de Suresnes et le Festival des VENDANGES – 92 - pré-achats
Le CNAR du Moulin Fondu et Les Rencontres d'Ici et d'Ailleurs – Garges Les Gonesse -95 - Résidence et co-productions
La Fabrique Arts de la Rue Nil Obstrat – St Ouen l'Aumone – 95 - mise à disposition matériel de construction et espaces de travail
Les 32 partenaires colombiens du projet ETRE ACTEUR DE SON QUARTIER – co-production et co-réalisation-Colombes - 92
La Lisière – Cie la Constellation-Bruyères le Chatels – 91 - Lieu de résidence pour la nouvelle création
Festival « ONZE BOUGE » - 75011 - achats et lieu de résidence.
Ville d'Argenteuil - 95 - Programmation de spectacles (4) des Arts de la Rue en juillet 2017 et logistique technique.
Ville de Pierrefitte - 93 - et la Cie du SAMU en réflexion sur une mutualisation sur la guinguette « 3 francs, 6 sous »

PROJETS PREVUS EN PARTENARIAT AVEC D'AUTRES STRUCTURES OU RESEAUX FRANCILIENS

- Ville d'Argenteuil - 95 - Programmation de spectacles (4) des Arts de la Rue en juillet 2017 et logistique technique.

Dans le cadre de l'organisation de « Caravanes de l'été » à Argenteuil, la Cie Annibal – nouvellement conventionnée par la DRAC – a été sollicitée pour réaliser une programmation autour des arts de la rue : 4 spectacles les samedis de juillet 2017. Dans ce cadre, la Cie signera une convention pour une année avec la Ville d'Argenteuil. A la demande du directeur du Figuier Blanc, la Cie poursuivra peut être cette collaboration les années à venir. Une réunion avec les trois DRAC concernées : Argenteuil (95), Colombes (92) et Gennevilliers (93) aura lieu en septembre 2017 afin de mener une réflexion commune sur ce projet et sur les arts de la rue dans l'espace public.

- Ville de Pierrefitte - 93 - et la Cie du SAMU en réflexion sur une mutualisation sur la guinguette « 3 francs, 6 sous »

Suite au départ à la retraite de l'ensemble du collectif du Samu, la Cie Annibal a été sollicitée pour reprendre l'organisation de la Guinguette (cabaret musical et théâtralisé), qui a lieu à Pierrefitte depuis près de vingt ans. Des discussions sont en cours avec la mairie et une rencontre avec les élu-e-s est prévue au moins de juin afin de discuter de la poursuite de cette aventure par la Cie Annibal à partir de l'année 2018.

Nouveaux partenaires co-producteurs pour la création « Panel et Circenses » (2017) : Art'R et Nil Admirari.

La compagnie Annibal et ses éléphants et la cave à théâtre sont membres de la fédération des arts de la rue

La cave à théâtre est agrée jeunesse et sport

IV- Budget du projet en 2017 (HT)

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES DE RESIDENCES/ CREATION / DIFFUSION	**188500**	**ETAT**	**88000**
Résidence 1 (préciser les postes de dépenses dont achat de spectacle et coproduction) : co-prod	12500	Drac Ile-de-France attribué	50000
Résidence 2 (préciser les postes de dépenses dont achats de spectacle et coproduction) : co-prod	1500	Ministère de la Culture en cours	25000
Résidence 3 (préciser les postes de dépenses dont achats de spectacle et coproduction) :		Autres Ministères, préciser : DDCS 92 attribué	13000
Autres résidences (préciser les postes de dépenses dont achat de spectacles et coproduction) :		**COLLECTIVITES TERRITORIALES**	**80000**
Salaires personnel artistique (hors résidences)	160000	**Région Ile-de-France PAC (dans la limite de 40% des dépenses)**	45000
Achat de spectacles (hors résidences)	1500	Région Ile-de-France autres Préciser le dispositif: en cours	
Dépenses de coproduction (hors résidences)		Département, préciser : Annibal/Lacave attribué ¨	20000
Salaires personnel technique (hors résidences)		EPCI - Communautés de communes - Agglomération, Etablissement public territorial,	
Transport, hébergement, restauration, défraiements	13000	Commune 1, préciser : Ville de Colombes attribué	15000
Communication			

Autres, préciser :		**UNION EUROPEENNE**	**0**
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	50500		
Salaires (bruts et charges)	38000	EMPLOIS AIDES	15800
Achat action culturelle		Préciser le dispositif : Emploi Tremplin CUI-CAE	15800
Résidences (préciser les postes de dépenses)	12500	AUTRES SUBVENTIONS (Arcadi, Cnv…) Préciser	
Autres (préciser)		**SOCIETES CIVILES**	**0**
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (dans la limite de 20% des dépenses)	**57800**	Adami	
Salaires des personnels liés à la structure (bruts et charges)	56800	Sacem	
Loyer annuel et charges locatives		Spedidam	
Fluides et combustibles		Autres, préciser :	
Affranchissement et téléphone	1000	**PARTENAIRES PRIVES**	**5000**
Autres, préciser :		Mécénat	
		Sponsors	
		Autres partenariats privés, préciser :CHP	5000
		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	**108000**
		Billetterie	3000
		Bar	
		Restauration	
		Prestations de services / Ventes de spectacles	105000
		Recettes de productions et coproductions	
		Autres, préciser :	
TOTAL DEPENSES	**296800**	**TOTAL RECETTES**	**296800**
APPORTS EN VALORISATION			
APPORT EN VALORISATION		APPORT EN VALORISATION	
Mise à disposition de locaux	32000	Apport financeur 1 : Ville de Colombes	32000
Mise à disposition de personnel		Apport financeur 2	
Autres valorisation (préciser)		Apport financeur 3	

TOTAL VALORISATIONS	**32000**	**TOTAL VALORISATIONS**	**32000**

IV- Analyse du bilan et du projet

La Cave à Théâtre, petit théâtre de Colombes très étroitement lié à la Compagnie d'arts de la rue Annibal et ses éléphants, présente un bilan positif de ces trois années en Permanence artistique et culturelle. La compagnie a créé « Economic Strip » en 2015, un spectacle « graphique » coproduit par trois Centre nationaux des arts de la rue (L'Atelier 231 dont Annibal est compagnie associée, Le Moulin Fondu, Le Fourneau et de nombreux autres coproducteurs) et diffusé sur plus de 60 dates. Elle a poursuivi la diffusion de son répertoire comprenant notamment « Le film du dimanche soir ». Localement à Colombes, la Cave à Théâtre a poursuivi son activité d'ateliers de pratique amateur et de diffusion de projets amateurs et professionnels ainsi que son « Festival international du Banc Public » avec une douzième édition en mai 2017. Le nombre d'heures d'actions culturelles atteint un volume très conséquent avec 3 043 heures en 2016.

Deux points importants sont à souligner. La Cave à Théâtre a clarifié son projet de lieu et de compagnie auprès de l'ensemble des partenaires institutionnels, Villes, Département, Région Etat, et a pu renouveler et consolider en 2017, l'ensemble des conventions qu'elle a avec eux. Il est à noter qu'Annibal et ses éléphants est désormais conventionnée par la DRAC. Par ailleurs, un mouvement de transmission s'est enclenché en interne avec la formation d'un emploi tremplin en administration sur le point de prendre le relais de l'administratrice actuelle et l'accueil de la jeune compagnie Prélude pour un compagnonnage plus approfondi que dans le cadre actuel des accueils en résidences à la Cave à Théâtre.

V- Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs pour un montant maintenu à l'identique.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable globale s'élève à 281 800 € et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	21 000,00 €
2018	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	5 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	95 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002776

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LE TAMANOIR - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	283 000,00 €	12,37 %	35 000,00 €
		Montant Total de la subvention	35 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE TAMANOIR
Adresse administrative : 27 AVENUE LUCETTE MAZALAIGUE
92230 GENNEVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Joseph GARCIA, Président

Date de publication au JO : 16 août 1997

N° SIRET : 41368874800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 mai 2017 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP16-177)

I- Présentation du bénéficiaire

Le Tamanoir, salle de musiques actuelles de 200 places à Gennevilliers, est géré par une association. Le Tamanoir est dirigé, de 2009 à 2014, par Yohan Mandroux. Depuis mai 2014, le directeur est Jean-Christophe Delcroix. Elle est située dans le quartier du Luth.

Le Tamanoir est un lieu de diffusion de spectacle vivant à dominante musicale, programmation de concerts professionnels de musiques amplifiées, mais aussi des spectacles pour enfants, des soirées thématiques, des pièces de théâtre, des soirées découvertes, des jam-sessions…
Le Tamanoir développe également des activités à caractère pédagogique autour des musiques amplifiées – une dizaine de cours ou ateliers ont lieu chaque semaine –, des stages sont proposés durant les périodes de vacances,

des ateliers de création musicale et des actions de sensibilisation sont élaborés en direction du public scolaire. Le Tamanoir est par ailleurs un lieu de création où les artistes peuvent s'exprimer, travailler, et être accompagnés dans leurs projets via des résidences. La salle de musiques actuelles est aussi un lieu de rencontres et d'échanges ouvert à tous.

Le Tamanoir fait partie de plusieurs réseaux : « réseau Actes If », réseau 92 et la Fédélima.
La salle est soutenue par le Conseil départemental des Hauts-de-Seine, la DRAC, la ville de Gennevilliers et la Région Ile-de-France.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

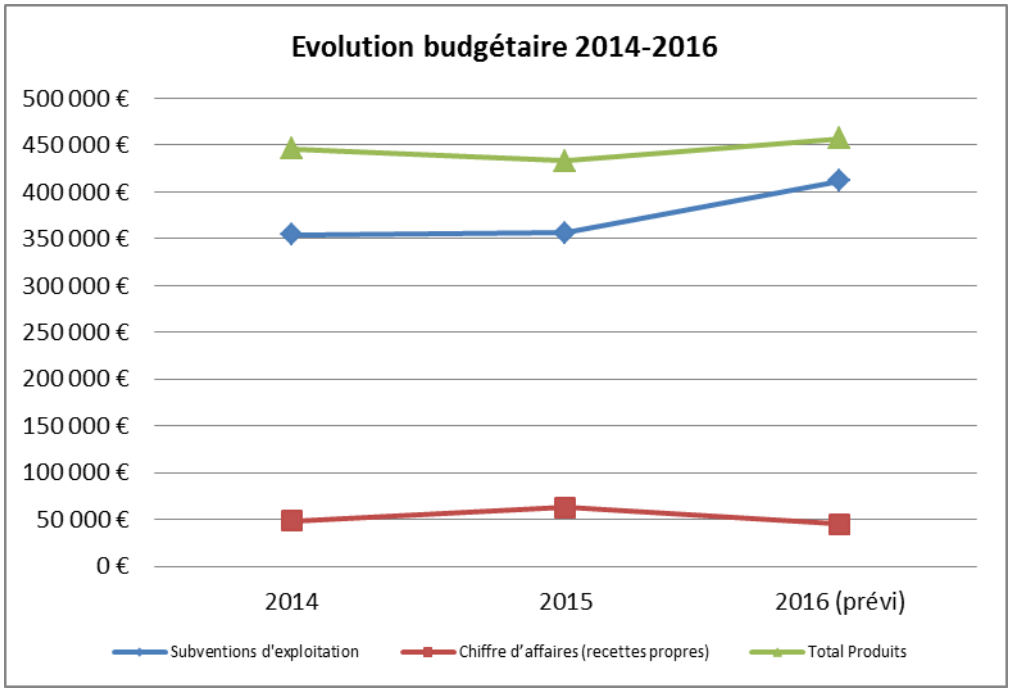
	2014	**%**	**2015**	**2016**	**%**
DRAC Convention lieu musiques actuelles	38 000	*10%*	38 000	43 000	*10%*
DRAC Culture et lien social	0	*0%*	10 000	0	*0%*
ETAT Politique de la Ville	37 000	*10%*	37 000	40 000	*10%*
ASP (aide à l'emploi)	33 527	*9%*	13 084	59 000	*14%*
Conseil départemental 92 fonctionnement	24 000	*6%*	25 000	25 000	*6%*
Chorus des Hauts-de-Seine	3 400	*1%*	3 575	4 200	*1%*
Schéma départemental	7 000	*2%*	4 000	6 000	*1%*
Conseil départemental 92 Contrat de ville	33 000	*9%*	35 000	35 000	*8%*
Commune - GENNEVILLIERS	142 660	*37%*	142 660	142 660	*35%*
CNV, SACEM	10 000	*3%*	13 000	16 945	*4%*
Région - PAC	40 000	*10%*	40 000	40 000	*10%*
Région - Autres	17 500	*5%*	0	0	*0%*
SOUS-TOTAL REGION	57 500	15%	40 000	40 000	10%
TOTAL SUBVENTIONS	**386 087**	**100%**	**361 319**	**411 805**	100%

Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

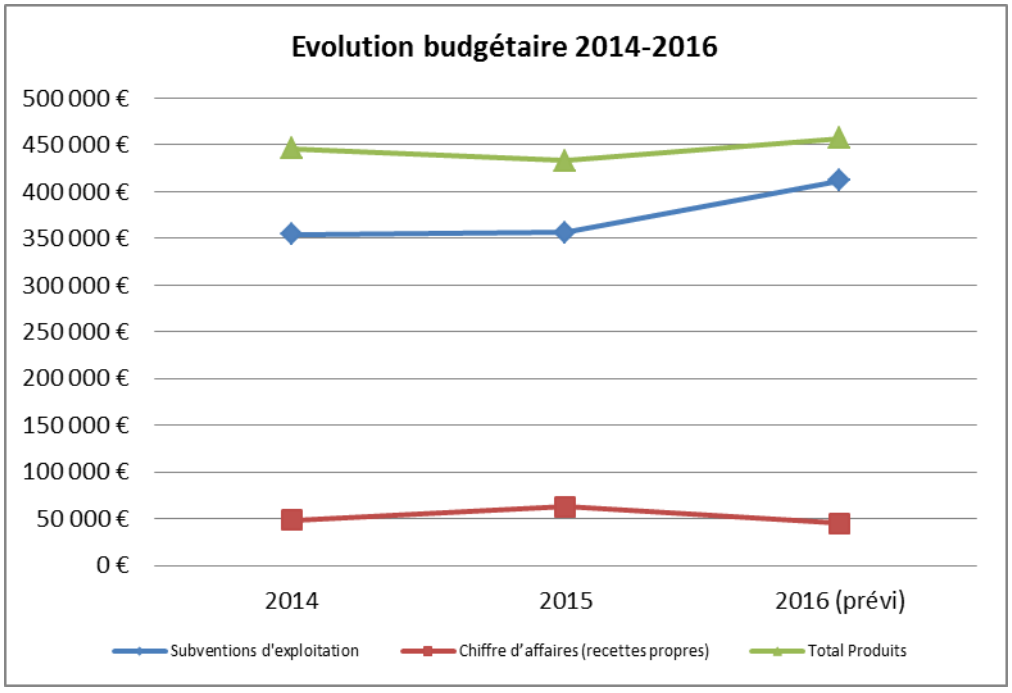
	2014	**%**	**2015**	**2016 (prévi)**	**%**
Subventions d'exploitation	354 110	*79%*	356 233	*411 805*	*90%*

Chiffre d'affaires (recettes propres)	48 553	*11%*	63 030	*45 000*	*10%*
Total produits	446 270	*100%*	433 309	*456 805*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2014-2015-2016 (prev)



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2016



2) Evolution de l'emploi

	2014	2015	2016
Masse salariale totale en €	180 179	153 338	173 529
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	2 016	1 095	1 144

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	2014	2015	2016
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	0		2 (Une Vie en Bloc + Voix de Femmes)
Nombre de spectacles diffusés au total :	32	32	29
Nombre de représentations : *Dont nombre de représentations en cession :*	32	33	32
Nombre de festivals / temps forts			
Nombre de spectateurs : (entrées payantes)	1928	2933	2481
Nombre de résidence(s) accueillie(s) *Durée moyenne (nombre de jours ou mois) & Artistes*	10	10	8
ACTION CULTURELLE			
Nbre d'heures d'intervention artistique :	Projet Quilombo 28 élèves de 2d 14 heures	Une Vie en Bloc 220 heures	Galilée Rock Ateliers Casey 34 heures
Nombre d'heures d'intervention artistique (dont cours et ateliers hebdomadaires) :	405 heures	611 heures	428 heures
Nombre d'établissements et de relais partenaires :	Lycée Galilée	Mission locale Conservatoire	Lycée Galilée PJJ / Réseau 92
Nombre de bénéficiaires :	70	80	80

III- Projet rédigé par le bénéficiaire pour la convention PAC 2017-2020

Un nouveau Projet Culturel et Artistique 2018-2020

Un nouveau projet culturel et artistique 2018-2020 sera présenté à l'automne 2017. D'ici là, avant l'été 2017 un Comité de Suivi devrait se réunir afin de permettre au préalable de confirmer les objectifs attendus par l'ensemble de nos partenaires. Même s'il est encore trop tôt pour pouvoir présenter ici ce projet en détail, nous pouvons déjà en évoquer les principales grandes lignes.

Confirmation de la ligne artistique qui englobe l'ensemble des musiques du Monde actuel

En quelques années le Tamanoir a su **renforcer son image et élargir ses publics**, en **affirmant sa couleur artistique** à travers une programmation originale et métissée.

Une programmation singulière et plurielle, à la fois pointue et populaire, remarquée et reconnue, ancrée dans le territoire, qui confronte **musiques du Monde et cultures urbaines**, qui hybride **musiques traditionnelles et électroniques**, se faisant l'écho d'une sono mondiale débridée mais aussi haut-parleur de proximité, puisant autant à l'international que parmi des artistes franciliens ou d'autres régions de l'hexagone.

Des sonorités africaines aux rythmes d'Amérique Latine, des explorations actuelles du jazz aux figures emblématiques du hip hop US, du reggae à la nouvelle vague électro pop française, du blues, du funk, des fanfares..., avec également des spectacles jeunes publics, la programmation se veut éclectique, véritable mosaïque interculturelle et melting-pot intergénérationnel.

Nous souhaitons, en plus des soirées « open-mic », dédiées aux pratiques hip hop, proposer régulièrement des « open jam » en faisant appel aux musiciens du Conservatoire de Gennevilliers ou à nos professeurs et pensons également développer autour de la pratique du chant des « open chorales ». Nous comptons aussi poursuivre une programmation de ciné-concerts en collaboration avec le cinéma Jean Vigo et participer occasionnellement à la programmation à la Salle des Fêtes de Gennevilliers. Nous porterons également une attention particulière aux artistes locaux et régionaux afin de leur rendre notre scène accessible.

Renforcement des collaborations que cela soit au niveau local comme régional :

Étude du Collectif RPM Liens Conservatoire-Tamanoir

Localement nous nous attacherons particulièrement à renforcer les liens entre le Conservatoire qui est maintenant doté d'un département musiques actuelles et le Tamanoir autour de l'enseignement et de l'accompagnement de la pratique des musiques d'aujourd'hui. Une mission d'étude menée par le Collectif RPM (en remplacement de l'Ariam) est en cours depuis mars 2016 afin de construire avec le Conservatoire une offre complémentaire et cohérente. Les objectifs attendus sont de pouvoir d'établir des passerelles entre les projets pédagogiques des deux structures, favoriser la circulation des publics mais aussi de rationaliser l'offre globale autour des musiques actuelles en faisant émerger un projet fort et structurant sur le territoire dans ce champ artistique. Le résultat de cette étude sera présenté à l'ensemble de nos partenaires.

Poursuite de l'ouverture à des collaborations départementales et interdépartementales

Le Tamanoir développe des collaborations locales en participant notamment aux festivals Chrorus, Trâce et Rumeurs Urbaines ainsi qu'à des projets d'envergure régionale. Après avoir intégré en 2015 Africolor, le Tamanoir a rejoint en 2016 les festivals Terre(s) Hip Hop et Villes des Musiques du Monde et compte sur cette dynamique pour amplifier les propositions artistiques et développer les actions culturelles au cours de la prochaine saison 2017-2018 qui s'inscrivent dans un ancrage territorial fort, qui va bien au-delà de la ville de Gennevilliers.

Meilleure formalisation et exploitation de l'accueil en résidence

L'accueil en résidence d'artistes comme Tiwayo ou Casey, a été l'occasion de déployer toute une série d'actions culturelles. Cela a aussi permis d'entamer une réflexion sur une meilleure formalisation et exploitation de l'accueil en résidence que nous souhaitons poursuivre plus concrètement durant les années à venir.

Développement de la mise en œuvre d'actions culturelles

Le Tamanoir développe un programme d'actions culturelles avec les établissements scolaires de Gennevilliers
(Collèges et Lycée), notamment en lien avec les artistes accueillis en résidence. Des actions qui peuvent également s'inscrire dans le cadre du dispositif départemental, « Éteignez vos Portable » ou au sein des projets coordonnés par le Réseau 92, comme ceux en direction de la PJJ ou des établissements pénitentiaires.
Nous souhaitons également pouvoir développer des actions pédagogiques, notamment en nous appuyant sur les artistes que nous recevons en résidence, mais aussi sur les dispositifs spécifiques de prévention des risques sonores proposés par le RIF

Accompagnement des artistes locaux

Que cela soit autour de projets initiés directement par le Tamanoir comme « Une Vie en Bloc », ou en partenariat avec d'autres structures de la ville (Voix de Femmes) ou via des actions portées par le Réseau 92, notamment dans le cadre du festival Träce, le Tamanoir participe activement à l'accompagnement des artistes locaux. Des permanences ressources sur rendez-vous sont proposées régulièrement au sein de nos locaux par le
Réseau 92 pour informer et orienter les musiciens dans leurs recherches et démarches professionnelles.

RESIDENCES ACCUEILLIES DANS LE CADRE DU PROJET PROPOSE

Nous distinguons 3 catégories de résidence, de la simple mise à disposition de l'espace scénique et de techniciens à des résidences de création et de pré production de tournée. Nous partons tous types de résidences confondues sur une moyenne de 9 groupes/artistes accueillis sur une année. Au moment où nous rédigeons ce dossier, les accueils d'artistes ne sont pas encore formellement calés. Le Tableau ci-dessous est donné à titre indicatif. D'autres projets que ceux mentionnés ci-dessous devraient être accueillies durant la période concernée.

EQUIPES ARTISTIQUES GROUPES ACCUEILLIS	DISCIPLINES ARTISTIQUES	TYPE DE RESIDENCE	DATE ET DUREE	CONDITIONS D'ACCUEIL	MODALITES D'ACCOMPAGNEMENT
La Rumeurs Dans le cadre du festival Terre(s) Hip Hop	Hip Hop	Pré production	Octobre 2017	Mise à disposition espace scénique + techniciens	À Définir
La Dame Blanche	Musiques du Monde	Mise à disposition		Mise à disposition espace scénique + techniciens	À Définir
Ramasseur de modesties Hocine Hadjali Rumeurs Urbaines	Récit, chanson et musiques du Monde	Travail scénique	Octobre 2017	Mise à disposition espace scénique	À Définir
Yas	Slam	Création	Automne 2017	Mise à disposition espace scénique	À Définir

Argel de la Havana Amazigh Kateb	Musiques du Monde	Création	À Définir	À Définir	À Définir
Résidence Festival Träce Groupe non définie Coaching scénique	Non défini	Travail scénique	Janvier février 2018	Mise à disposition espace scénique + techniciens	À Définir

LE CAS ECHEANT, ACCOMPAGNEMENT D'EQUIPES ARTISTIQUES HORS RESIDENCES :
Nous réfléchissons également à l'idée d'associer des artistes sur une durée plus importante pour des actions sur plusieurs mois voire une saison.

SOUTIEN A LA CREATION :
Au-delà des résidences mentionnées ci-dessus, les projets spécifiques de soutien à la création, reprendront à partir de janvier 2018. Ils ne sont pas pour l'instant définis.

DIFFUSION :
Pendant la fermeture l'activité du Tamanoir se poursuit « hors les murs »
Tous les concerts initialement prévus au Tamanoir pour le mois de mars 2017 ont été reprogrammés en dernières minutes dans d'autres lieux à proximité de Gennevilliers (Mains d'Œuvres à Saint-Ouen, La Cave Dimière à Argenteuil, le Virtuoz Club à Villeneuve-la-Garenne). Les cours et ateliers hebdomadaires ont été déplacés au Conservatoire Edgar Varèse et les actions culturelles en cours continuent. Une programmation dans différents équipements de la ville est prévue pour les mois d'avril, mai, juin et juillet 2017 (Percujam le 21 avril à L'Espace Nelson Mandela, Doolays & The O en à L'Espace Aimé Césaire, dans le cadre de la restitution des ateliers menés au collège Guy Moquet, Ciné-concert avec **Serge Teyssot-Gay**, le 30 juin au cinéma Jean-Vigo, participation à la programmation des concerts en plein-air organisés par la Ville de Gennevilliers, les 8,15 et 22 juillet avant la réouverture en septembre.

Réouverture pour le lancement de saison et célébrer les 20 ans de l'Association les 23 et 24 septembre 2017

Pour cette réouverture qui marquera le début de la saison culturelle 2017-2018, nous avons décidé de maintenir le projet d'une **grande manifestation en plein-air le week-end du 22 septembre 2017**. Initialement prévu pour célébrer les 20 ans de l'association ce projet est en cours d'élaboration et devrait prendre la forme d'un **événement rassemblant un large public autour du Tamanoir** et sera l'occasion d'associer les associations culturelles de la ville à cette réouverture.

Afin de reconquérir notre public suite à la fermeture, nous souhaitons ensuite de retour « dans nos murs » proposer une programmation suffisamment conséquente pour le dernier trimestre 2017 avec notamment la participation aux festivals Villes des Musiques du Monde, Rumeurs Urbaines et Terre(s) Hip Hop, en confirmant les orientations d'une ligne artistique exigeante et populaire, ancrée dans le territoire.

La programmation du Tamanoir se faisant au trimestre nous ne sommes pas encore en mesure de présenter de manière précise les spectacles qui seront proposés à partir de septembre prochain. Cette programmation sera bouclée fin juin, début juillet 2017.

Nombre total de représentations prévues dans les murs : 36

Nombre total de représentations prévues hors les murs : 6

AXES DE LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DES PUBLICS :

L'enquête réalisée auprès du public entre janvier et juin 2015 a notamment révélé que 81% des spectateurs interrogés venait pour la première fois au Tamanoir, ce qui laisse envisager des perspectives de développement et de fidélisation des publics. Nous avons entamé début 2017, une analyse des réseaux sociaux et du positionnement du Tamanoir qui devrait nous permettre d'affiner notre communication numérique. Nous poursuivrons également le développement des éléments de communication papier (programmes, affiches, flyers) tout en recherchant plus d'efficacité en ciblant au mieux leur diffusion.

Par une montée en puissance des actions culturelles, nous comptons intensifier les croisements des publics avec les autres structures sociales, éducatives et culturelles de la ville (Conservatoire, Service Jeunesse, établissements scolaires, Espace Aimé Césaire...). Le développement des partenariats avec d'autres lieux à proximité de Gennevilliers devrait permettre la circulation des publics. La diversité de la programmation proposée permet aussi de toucher des publics multiples

EQUIPEMENTS ET LIEUX PARTENAIRES DU PROJET EN ILE-DE-FRANCE

Conservatoire Edgar Varèse Gennevilliers dans la mise en place d'une offre coordonnée autour de la pratique et l'enseignement des musiques actuelles. (voir Étude Collectif RPM).

PROJETS PREVUS EN PARTENARIAT AVEC D'AUTRES STRUCTURES OU RESEAUX FRANCILIENS

Festival Rumeurs Urbaines octobre 2017 *
Festival Terre(S) Hip Hop Octobre 2017 *
Festival Villes Des Musiques Du Monde Novembre 2017*

Au-delà de la participation au festival, nous souhaitons initier en partenariat avec le Conservatoire Edgar Varèse et Villes de Musiques du Monde, des actions culturelles et pédagogiques de type « Fabriques orchestrales ».
De plus le Festival Villes des Musiques du Monde fête également ses vingt ans. L'occasion sûrement de proposer un événement conjoint pour célébrer cet anniversaire partagé.

* Des rendez-vous sont prévus fin avril 2017 avec ces différents festivals afin de déterminer précisément les dates des événements ainsi que les éventuelles actions culturelles ou interventions pédagogiques qui seraient proposées autour de ces manifestations.

Spectacles à Domicile Spectacles à domicile est un projet né en 2003 à Colombes à l'initiative du Hublot théâtre. Il consiste à proposer à des habitants des Hauts-de-Seine d'accueillir un spectacle chez eux, dans leur appartement, et d'y inviter leurs amis et voisins dans le but de rendre la création artistique accessible à tous et de déjouer les préjugés qui peuvent entraver l'accès de la population à l'art. Pour cela la rencontre avec les artistes et les publics s'opère directement chez l'habitant. Le projet s'est développé principalement dans la boucle nord du département des Hauts-de-Seine et est aujourd'hui établi dans six villes : Asnières-sur-Seine, Boulogne-Billancourt, Clichy-la-Garenne, Colombes, Gennevilliers et Villeneuve-la-Garenne. Pour les propositions musicales, le Tamanoir assure le repérage et la programmation des groupes parmi ceux qu'il accompagne au cours de la saison. Nous avons ainsi pu proposer sur la saison 2016-2017 le duo les Sissoko, ainsi que l'artiste Sofiane Saidi.
Le partenariat dans le cadre de spectacles à domicile devrait se poursuivre la saison prochaine. Un partenariat qui permet d'être au plus près des populations en proposant des concerts chez l'habitant.

Autres structures La « tournée » des concerts du Tamanoir « hors les murs » de mars 2017 en raison de la fermeture, nous a donné envie de prolonger les collaborations avec les lieux qui nous ont accueillis (Mains d'œuvres, La Cave Dimère, Le Virtuoz Club) ou soutenus comme la Clé à Saint-Germain. Avec peut-être l'idée de relancer en 2018 sous une autre forme le festival « Boucle Nord » porté initialement

par le Réseau 92 ou d'inviter à leurs tours les structures qui nous ont reçus, à produire un événement

IV - BUDGET PREVISIONNEL 2017 - PAC LIEUX ET OPERATEURS

cette fois ci dans nos murs. Des partenariats que nous comptons également poursuivre avec des structures locales comme le Cinéma Jean-Vigo avec une proposition régulière de ciné-concerts.

RESEAU 92 Le partenariat au sein du Réseau 92 est multiple : mise en place d'actions culturelles, résidences mutualisées, festival et accompagnement Träce...

RIF Avec le RIF, nous participons à la sélection et à la diffusion des groupes franciliens du dispositif « Itinérances ». Nous comptons également solliciter le RIF pour des interventions en milieu scolaire et via les dispositifs pédagogiques de gestion sonore et de prévention : « Peace & Lobe » et « Les dessous du son ». « Peace & Lobe » est à destination des élèves de collèges et de lycées de la 4ème à la terminale. « Les dessous du son » proposent des modules d'intervention sur mesure pour sensibiliser en priorité les jeunes de 6 à 25 ans.

Radio France – Centre Dramatique National Nanterre-Amandiers Le Tamanoir participe au jumelage Radio France / CDN Amandiers & ZSP Asnières/Gennevilliers/Colombes. Dans le cadre de ce projet pluridisciplinaire piloté par Radio France et porté politiquement par le Sous-préfet des Hauts-de-Seine, le fil rouge autour de la mémoire des quartiers et de ses habitants devrait permettre notamment de travailler sur « Mémoires de Tamanoir ». Les ateliers radio seront l'occasion de développer des collaborations avec les élèves du collège Guy Moquet en les accueillant dans les studios du Tamanoir pour la réalisation d'émissions radiophoniques. Les ateliers musiques proposés pourraient également s'inscrire dans un cadre de collaboration avec le Conservatoire.

NOM DU LIEU DE LA STRUCTURE : Le TAMANOIR			
Précier si le budget est HT ou TTC : TTC			
DEPENSES	TTC	RECETTES	TTC
DEPENSES DE RESIDENCES/ CREATION / DIFFUSION	245700	ETAT	85000
Résidence 1 de type "Mise à disposition" sur une base variable de 1 à 5 journées	1500	Drac Ile-de-France (conventionnement Lieu de Musiques Actuelles) attribué ¨ / en cours x	45000
Personnel technique (brut et cotisations - 1 pers)	1500	Ministère de la Culture attribué ¨ / en cours ¨	
Résidence 2 de type "Pré-production" sur une base de 3 jours d'accueil en résidence	5650	Autres Ministères, préciser : Ministère de la Ville attribué x / en cours ¨	40000
Personnel artistique (brut et cotisations - 4 pers)	2500	COLLECTIVITES TERRITORIALES	173000
Personnel technique (brut et cotisations - 1 pers)	550	Région Ile-de-France PAC (dans la limite de 40% des dépenses)	80000
Achat de spectacles	2000	Région Ile-de-France autres Préciser le dispositif: attribué ¨ / en cours ¨	
Transport, restauration	400	Département, préciser : CD Hauts-de-Seine Schema Départemental d'Enseignement Artisitique attribué ¨ / en cours x	8000
Location Backline	200	Département, préciser : CD Hauts-de-Seine Politique de la ville attribué ¨ / en cours x	35000
Résidence 3 de type "Création" sur une base de 5 jours d'accueil en résidence	10150	EPCI - Communautés de communes - Agglomération, Etablissement public territorial, préciser : attribué ¨ / en cours ¨	
Personnel artistique (brut et cotisations - 4 pers)	5400	Commune 1 , préciser : Ville de Gennevilliers - Politique de la ville attribué x / en cours ¨	50000
Personnel technique (brut et cotisations - 1 pers)	850	UNION EUROPEENNE	0
Achat de spectacles	3000	Préciser le dispositif : attribué ¨ / en cours ¨	
Transport, hébergement, restauration	600	EMPLOIS AIDES*	0
Location Backline	300	Préciser le dispositif :	

Autres résidences - tous type de résidences (+ 1 "création", + 1 "pré-prod", + 4 "mise à disposition")	23400	AUTRES SUBVENTIONS (Arcadi, Cnv…) Préciser	15000
Personnel artistique	8000	CNV (sollicitée)	15000
Personnel technique	7500	SOCIETES CIVILES	10000
Achat de spectacles	5000	Adami	
Transport, hébergement, restauration	2200	Sacem (sollicitée)	10000
Location Backline	700	Spedidam	
Salaires personnel artistique (hors résidences)	5000	Autres, préciser :	
Achat de spectacles (hors résidences)	140000	PARTENAIRES PRIVES	0
Dépenses de coproduction (hors résidences)		Mécénat	
Salaires personnel technique (hors résidences)	10000	Sponsors	
Transport, hébergement, restauration, défraiements	30000	Autres partenariats privés, préciser :	
Communication	20000	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	45000
Autres, préciser :		Billetterie	23000
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	17000	Bar	20000
Salaires (bruts et charges)	4000	Restauration	
Achat action culturelle	7000	Prestations de services	
Résidences (préciser les postes de dépenses) : salaire intervenants artistiques + divers (repas, frais d'accueil, techniques)	6000	Recettes de productions et coproductions	
Autres (préciser)		Autres, préciser : Enseignement, studios	2000
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (dans la limite de 20% des dépenses)	65300	TOTAL RECETTES	328000
Salaires des personnels liés à la structure (bruts et charges)	54000	Aides attribuées au fonctionnement	
Loyer annuel et charges locatives			
Fluides et combustibles		COLLECTIVITES TERRITORIALES	117660

Affranchissement et téléphone	1300	Département, préciser : CD Hauts-de-Seine (fonctionnement) attribué x / en cours ¨	25000
Autres, préciser :		Commune 1, préciser : Ville de Gennevilliers (Fonctionnement) attribué x / en cours ¨	92660
Location technique	10000	EMPLOIS AIDES	48100
		Adultes Relais	38000
		Fonjep	7100
		Emploi d'avenir	3000
		TOTAL RECETTES affectées au fonctionnement	165760
TOTAL DEPENSES	328000		

APPORT EN VALORISATION		APPORT EN VALORISATION	
Mise à disposition de locaux	130000	Apport financeur 1	130000
Mise à disposition de personnel		Apport financeur 2	
Autres valorisation (préciser)		Apport financeur 3	
TOTAL VALORISATIONS	130000	TOTAL VALORISATIONS	130000

IV- Analyse du bilan et du projet

Le Tamanoir présente un bilan mitigé de cette troisième convention de permanence artistique et culturelle. Le directeur, arrivé en 2014 maintient une ligne artistique singulière, incluant jazz et musiques du monde, ce qui place Le Tamanoir à un endroit intéressant du point de vue du paysage francilien des musiques actuelles. La programmation est composée d'une trentaine de dates par saison et de projets d'action culturelle d'envergure (« Une vie en bloc » avec le Conservatoire de Gennevilliers et l'artiste Dgiz ou bien « Galilée Rock » avec le groupe Tiwayo et des lycéens pour la création d'un groupe éphémère). Sur la période, la fréquentation a augmenté passant de 2 000 à 2 500 spectateurs.

Cependant, des points de faiblesse sont à noter : la structuration de l'équipe qui manque de moyens, le manque de disponibilité de l'unique salle du lieu pour un accueil en résidence mieux organisé, le positionnement de l'équipement dans le quartier du Luth qui a conduit à deux fermetures du Tamanoir pendant la période dont la dernière toujours en cours, de mars à septembre 2017, suite aux agressions subies par l'équipe du lieu. Cette dernière fermeture a donné lieu à un accompagnement accru de la ville qui a hébergé l'équipe du Tamanoir au sein de la Direction Culture de la Ville et qui a accompagné une programmation hors-les-murs avec des partenaires des Hauts-de-Seine à Villeneuve-la-Garenne ou à Nanterre et a mobilisé de nouveaux moyens pour une réouverture le 22 septembre prochain. La Ville est en réflexion, dans le cadre d'un projet IMGP (Inventons la Métropole du Grand Paris), pour une relocalisation de la salle à l'avenir, dans de nouveaux locaux, sur un espace vacant à proximité du métro.

Le projet spécifique proposé à la Région Ile-de-France pour les quatre prochaines années dans le cadre du soutien au titre de la permanence artistique et culturelle s'attachera notamment à améliorer la structuration de l'équipe en charge du fonctionnement du lieu et poursuivra l'amélioration déjà entreprise des conditions d' accueil d'équipes artistiques en résidence.

IV- Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs pour un montant d'aide régionale en diminution.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable globale s'élève à 283 000 € et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	28 000,00 €
2018	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	15 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
	Montant total	137 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002777

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LES THEATRALES CHARLES DULLIN - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	207 323,00 €	26,05 %	54 000,00 €
	Montant Total de la subvention		54 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES THEATRALES CHARLES DULLIN
Adresse administrative : 2-4 RUE PASTEUR
94310 ORLY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Henri KOCHMAN, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 39042301000029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 mai 2017 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP16-177)

I- Présentation du bénéficiaire

L'association Les Théâtrales Charles Dullin organise tous les deux ans, à la fin de l'année pendant 6 semaines, un festival dédié au théâtre contemporain en partenariat avec des lieux du Val-de-Marne et mène des actions à l'année, notamment l'accueil en résidences d'auteurs/metteurs en scène et l'animation du réseau des Colporteurs.
Créée en 1967 par Raymond Gerbal, alors directeur du Théâtre Romain Rolland de Villejuif, la manifestation, d'abord dénommée « Rencontres du Jeune Théâtre », prend le nom en 1972 de « Rencontres Charles Dullin ». Annuelle entre 1982 et 1987, elle devient biennale à partir de 1988, sous la direction de Michel Le Gouill.
Avec l'arrivée de Guillaume Hasson à sa direction en 2003, le festival devient : « Les Théâtrales Charles Dullin » et

affirme plus fortement la place centrale des écritures théâtrales contemporaines faisant œuvre d'auteur dans le paysage culturel francophone.
Depuis l'édition 2004, l'offre de spectacles, le nombre de lieux participants ainsi que la fréquentation de la biennale sont en hausse. Les Théâtrales Charles Dullin proposent une trentaine de spectacles, dont des créations, pour 75 représentations (niveau depuis 2014) et fédèrent à chaque édition toujours plus de lieux partenaires, témoignant du développement de leur ancrage et du maillage que le festival assure sur le territoire val-de-marnais. La fréquentation augmente à chaque édition, atteignant en 2016, plus de 12 000 spectateurs.
Les Théâtrales développent également des projets pour les territoires franciliens en favorisant la rencontre entre une population et un (ou plusieurs selon les années) auteur/metteur en scène en résidence et produisent une création qui est présentée lors de la biennale. Après Côme de Bellecize qui a mené un travail de territoire sur le thème de la jeunesse aujourd'hui en 2013/14 et créé avec Léna Paugam « Laisse la jeunesse tranquille », en 2015/16, c'est l'auteur/metteur en scène Nasser Djemaï qui a travaillé en résidence dans un office de migrants et créé une pièce autour de la thématique de l'intégration « Vertiges Fragments ».
Le festival a aussi développé une action emblématique et exemplaire : les Colporteurs. C'est un réseau de public constitué d'habitants, de spectateurs, d'amateurs et de membres d'association invités à suivre la programmation du Festival. Le réseau est prescripteur auprès de son entourage. Le nombre de membres s'est accru au fil des années et compte aujourd'hui 17 groupes et 170 personnes.
Outre cette action phare, les Théâtrales proposent à chaque édition une master-class ouvertes à tous, elle a été dirigée par Ariane Mouchekine en 2010, Stanislas Nordey en 2012, Jacques Bonnafé en 2014 et Christophe Honoré en 2016.
En parallèle de sa programmation, le festival met en place, à l'année et en période inter-biennale, diverses actions culturelles auprès des publics : lectures, débats, rencontres avec les artistes, interventions en milieu scolaire (collèges), avec des conservatoires, partenariat avec Cultures du cœur, rencontres avec les groupes de pratique théâtrale amateur du département…

Les Théâtrales Charles Dullin sont subventionnées par le Conseil Départemental du Val-de-Marne qui en est le premier et principal financeur et par la Région Ile-de-France. La DRAC accompagne les années de biennales, les résidences théâtre mis en place sur le territoire.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

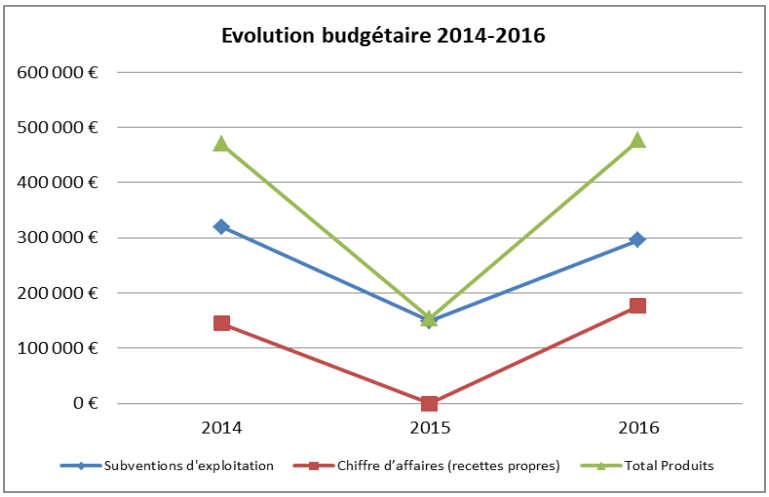
	2014	**%**	**2015**	**2016**	**%**
DRAC - aide à la résidence théâtre	15 000	*6%*	0	12 000	*5%*
Conseil Départemental du Val-de-Marne	160 000	*68%*	160 000	160 000	*69%*
Autres - SACD	5 000	*2%*	0	5 000	*2%*
Région - PAC	54 000	*23%*	54 000	54 000	*23%*
TOTAL SUBVENTIONS	**234 000**	**100%**	**214 000**	**231 000**	**100%**

Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

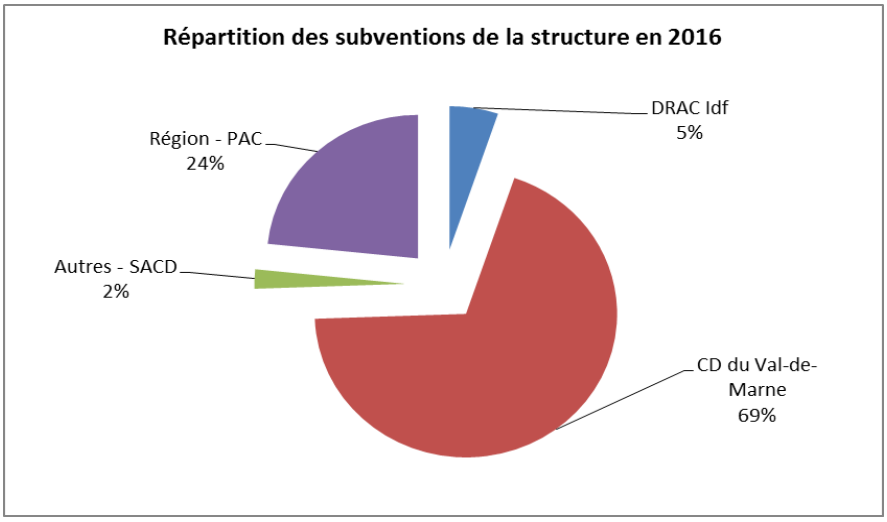
	2014 (année de biennale)	**%**	**2015 (année inter-biennale)**	**2016 (année de biennale)**	**%**
Subventions d'exploitation	320 000	*68%*	149 310	295 690	*62%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	144 843	*31%*	0	176 244	*37%*

Total produits	470 377	100%	154 388	476 515	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2014-2015-2016



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2016



2) Evolution de l'emploi

	2014	2015	2016
Masse salariale	114 373	82 459	105 368
Nombre d'heure intermittence (artistes et techniciens)	1 808	384	640

3) Evolution de l'activité

	2014	2015	2016
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			

Nombre de créations produites	1	Année inter biennal	1
Nombre de spectacles diffusés au total :	31		30
Nombre de représentations : *Dont nombre de représentations en cession :*	74 (dont 74 en cession)		75 (dont 75 en cession)
Nombre de festivals / temps forts	38 jours de Festival 1 Master Class 1 journée de présentation de programmation 1 Lecture-débat 1 bilan public du Festival		38 jours de Festival 1 Master Class 1 journée de présentation de programmation 1 Lecture-débat 1 bilan public du Festival
Nombre de spectateurs :	11 091		12 202
Nombre de résidence(s) accueillie(s) *Durée moyenne (nombre de jours ou mois) & Artistes*	1 résidence de création (poursuite du projet) : 1 auteur/metteur en scène et 1 metteure en scène : Côme de Bellescize /Lena Paugam	1 résidence d'écriture: 1 auteur/metteur en scène en résidence d'écriture pendant 4 mois : Nasser Djemaï.	1 résidence de création (poursuite du projet) : 1 auteur/Metteur en scène : Nasser Djemaï.
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens :			12 heures
Nombre d'heures d'intervention artistique au total :	463 heures	452 heures + résidence d'auteur et de territoire	565 heures
Nombre d'établissements et de relais partenaires :	22	22	22
Nombre de bénéficiaires :	586	172	590

III- Projet rédigé par le bénéficiaire pour la convention PAC 2017-2020

Les Théâtrales Charles Dullin proposent dans le département du Val-de-Marne, en novembre-décembre des années paires et sur une durée de six semaines, un festival axé exclusivement sur la promotion du théâtre contemporain.
Il s'agit de porter le meilleur de la création actuelle jusque dans les théâtres de ville et de l'ouvrir ainsi aux publics de proximité, près des lieux où les gens vivent. Un théâtre parlant du et au présent, ancré dans notre temps, favorisant le renouvellement des langages scéniques, stimulant l'échange essentiel entre les metteurs en scène et les auteurs : nouvelles écritures textuelles, écritures de plateau, spectacles internationaux emblématiques de la création dans un pays donné, œuvres d'auteurs vivants regardant vers le Jeune Public.

Les Théâtrales comportent également en son sein une unité de production dont le principal objectif est de permettre une résidence d'écriture, réalisée par un auteur français référencé, sur le territoire du Val-de-Marne à partir du témoignage des populations.

Conscient de la nécessité de favoriser l'accession des jeunes artistes à la reconnaissance et à la professionnalisation, les Théâtrales affirment leur soutien aux compagnies émergentes.

Cette manifestation s'appuie sur une dynamique d'élargissement des publics par le biais d'un réseau départemental de spectateurs appelés « Les Colporteurs ». Ce réseau est composé de personnes fréquentant des associations de quartiers, d'étudiants, de lycéens, d'amateurs et d'élèves d'ateliers de théâtre, de personnes déjà relais ou médiateurs d'une structure partenaire ainsi que de membres de la vie associative d'un théâtre.

Les Théâtrales Charles Dullin, fort du développement que connaît le Festival, souhaitent faire évoluer leur projet en s'appuyant sur :

1/ les actions existantes :
- programmation des éditions 2018 et 2020 du Festival de théâtre contemporain,
- résidences d'auteur / Production des Théâtrales Charles Dullin
- master class
- initiative Colporteurs / Maison des Colporteurs

2/ de nouveaux projets :
en direction des élèves des lycées d'enseignement général et technique, notamment ceux des options facultatives ou de spécialité théâtre, ceci en lien avec la démarche de pédagogie du spectateur développé par les Théâtrales et le réseau des Colporteurs :
- initiative « Acteurs d'auteurs »
- évènement autour d'une personnalité théâtrale ayant marqué l'histoire du Théâtre dans le Val-de-Marne (spectacle-conférence-débat).

ANNEE 2017 / 2018

1. Résidence d'auteur / Production des Théâtrales Charles Dullin

Les Théâtrales se fixent comme objectif de créer une unité de production centrée sur des écritures d'auteurs, ouverte sur le territoire et fédératrice des théâtres et lieux culturels susceptibles de partager des réalités communes. Ce projet favorise notamment la rencontre entre une population et une équipe de création comportant en son sein un(e) auteur(e). Lors du Festival, la présentation de la maquette issue de cette démarche, mettant en jeu une écriture inspirée par la parole des habitants val-de-marnais, contribue à différentes rencontres entre des spectateurs, témoins privilégiés de cette aventure, et l'équipe artistique appelée à mettre en espace l'œuvre créée.

- *Résidence de l'auteur Gilles Granouillet dans des maternités du département*

L'auteur de théâtre, Gilles Granouillet, effectuera une résidence d'écriture dans plusieurs maternités du département du Val-de-Marne (94). Cette résidence s'effectuera en relation avec le texte « Naissances » que Gilles Granouillet a écrit en 2017 et qui aborde la parole des nouvelles mères lors de la venue au monde de leur enfant.
L'objectif de cette résidence est l'écriture d'une pièce de théâtre autour de la parole des nouveaux pères. Cette œuvre sera le versant masculin d'un diptyque autour de la thématique « naître aujourd'hui ».

* **Première phase**
Cette résidence d'auteur s'effectuera d'avril 2017 à mai 2018 :

a) Prise de contact avec le territoire de résidence (avril à septembre 2017)
Les Théâtrales prennent contact avec plusieurs maternités (3) susceptibles d'accueillir la résidence.

b) La résidence – rencontres et relevé de la parole (octobre 2017 à janvier 2018)
L'auteur rencontrera, sur ses lieux de résidence, des pères (futurs ou récents) susceptibles de témoigner sur la naissance de leur enfant. Gilles Granouillet ne souhaite pas orienter ses rencontres autour d'un questionnaire préalable qui chercherait à identifier différentes problématiques liées à la naissance et à la place du père. Il préfère se laisser conduire par l'expérience vécue par ses nouveaux pères, au plus proche de leur trajectoire singulière, face à eux-mêmes : y seront sans doute abordés leur propre enfance, leur responsabilité, leur relation avec leur compagne, la réalité et les rêves qu'occasionne cette venue au monde.

* **Deuxième phase : écriture** (février 2018 à avril 2018)
Dans un second temps, Gilles Granouillet écrira, à partir du scène-à-scène qu'il aura construit, une pièce de théâtre excédant 1 heure de jeu.

* **Troisième phase : lectures** (mai 2018)
Au cours d'une journée consacrée à la présentation du texte, Gilles Granouillet, accompagné d'une équipe de comédiens, lira la première mouture de la pièce. Cette lecture sera publique et sera suivie d'un retour « spectateurs » : y seront invités les structures de résidence (maternités), les lieux partenaires, les témoins, les Colporteurs des Théâtrales Charles Dullin et l'équipe des Théâtrales.

2. Préparation de la Biennale 2018

Repérage des spectacles de théâtre contemporain, en France et à l'international, susceptibles de bâtir la programmation de l'édition 2018.

3. NOUVEAU PROJET : initiative « Acteurs d'auteurs »

Rendre le spectateur actif dans la lecture des textes d'aujourd'hui, lui donner la capacité de médiatiser sa découverte, est la finalité principale de cette initiative.
En partenariat avec la SACD, trois groupes de Colporteurs s'investiront dans la lecture de pièces françaises récentes, et choisiront, parmi le panel d'œuvres qui leur aura été proposé, un texte d'auteur encore inédit à la scène.
En collaboration, soit avec les élèves des options de spécialité théâtre des lycées, soit avec les comédiens amateurs des ateliers de pratique théâtrale affiliés aux structures partenaires du Festival, ces groupes exploreront en amont le texte de la pièce, afin de lire à plusieurs voix des passages significatifs de l'œuvre retenue. Au cours d'une journée ouverte au public et consacrée à la restitution de ce travail, ils présenteront eux-mêmes le parcours de l'auteur, son univers de création, la pièce qu'ils auront choisie en la résumant et en exprimant les raisons qui auront présidé au choix de cette dernière. Au terme de chacune de ces lectures publiques, chaque équipe pourra être amené à échanger avec l'assistance autour de la pertinence des extraits sélectionnés, de la forme et du contenu de l'écriture.
Dans la mesure de sa disponibilité, l'auteur(e) de l'œuvre sera présent(e) et participera à cet échange.
Chaque lecture d'extraits n'excédera pas quarante-cinq minutes, ainsi que la discussion qui s'en suivra.
La durée de cet évènement consacré à « Acteurs d'Auteurs » avoisinera quatre heures.

4. Développement Maison des Colporteurs et pérennisation de l'initiative « Colporteurs »

Un Colporteur est un habitant d'une ville du Val-de-Marne qui est invité à suivre la programmation du Festival, celle-ci se déroulant sur plusieurs lieux culturels du département 94. Au cours de ces sorties, il est amené à rencontrer d'autres publics, et à se confronter à d'autres habitudes culturelles que celles qu'il connaît dans sa commune. Ces groupes de spectateurs privilégiés sont sensibilisés par la direction du Festival, en amont des différentes éditions des « Théâtrales », sur trois spectacles proposés dans la programmation.
Cette dynamique, ce lien tissé entre les spectateurs, cette circulation des publics créent un temps fort de sociabilité et d'échange.

Les Théâtrales développeront l'initiative Colporteurs par :

- l'entretien du réseau et son développement
- des réunions d'étapes et des rendez-vous conviviaux tous les 4 mois
- des sorties aux spectacles « envisagés » pour la prochaine programmation des Théâtrales
- des informations relatives aux tournées des spectacles de l'édition 2016
- l'organisation d'évènements dans l'interbiennale (lectures, initiative « Acteurs d'auteurs », invitation à des répétitions publiques)
- le développement de la Maison des Colporteurs :
  en collaboration étroite avec les structures de diffusion partenaires du Festival, les Théâtrales ont souhaité renforcer l'initiative des Colporteurs en leur proposant d'organiser eux-mêmes des rencontres susceptibles d'approfondir d'une manière collective, libre et autonome, leur réflexion autour de leurs pratiques culturelles. Ils pourront organiser leurs propres colloques sur des thématiques propriétaires, avoir leurs propres invités et autres modérateurs. Ils auront également la possibilité de questionner, avant que l'œuvre ne soit définitivement réalisée et diffusée, le travail de l'artiste, qu'il s'agisse d'un créateur en résidence dans l'espace départemental, d'un auteur désirant faire connaître son texte, d'un metteur en scène porteur d'un projet susceptible de pouvoir trouver sa place dans la programmation future du Festival

ANNEE 2018 / 2019

1. Résidence d'auteur / Production des Théâtrales Charles Dullin

Mise en maquette de la pièce de Gilles Granouillet issue de sa résidence d'auteur dans les maternités du département. Diffusion de la maquette dans le cadre de l'édition 2018 des Théâtrales Charles Dullin.

2. Réalisation de la Biennale 2018

Organisation de la Biennale 2018 : administration, communication, logistique, sensibilisation des publics, accueil des spectacles.

3. Master Class

Organisation d'une Master Class avec une personnalité du Théâtre contemporain.

4. Chantier ouvert au public
Lors de la prochaine édition des Théâtrales, une présentation de 5 projets, sous forme de maquette d'une durée de 20 minutes, autour de l'art de la conférence sera proposé. Ce « chantier » sera ouvert au public, aux Colporteurs et aux professionnels : producteurs et diffuseurs éventuels. Chaque équipe artistique pourra être interrogée sur l'évolution de son projet par les spectateurs.

5. NOUVEAU PROJET : spectacle-conférence-débat sur l'histoire du Théâtre en Val-de-Marne
Au cours de l'Edition du prochain Festival, les Théâtrales souhaitent créer un événement spécifique, en lien avec des personnalités théâtrales issues du département du Val-de-Marne (ex : Antoine Vitez, Jacques Lassalle, Philippe Adrien). L'objectif serait de mettre en place une lecture-spectacle suivi d'un débat autour de leur parcours d'homme ou de femme de théâtre. Une équipe de comédiens professionnels dirigés par un(e) metteur(e) en scène serait chargé de recueillir différents matériaux : écrits théoriques et/ou artistiques, articles de journaux, photographies, extraits-vidéo d'interviewes et spectacles, témoignages de collaborateurs ou de spectateurs. Ce spectacle-exposition, alternant jeu, prise de parole, conférence, lecture de textes sera suivie d'un échange avec le public au cours duquel les différents artistes et témoins pourront être sollicités afin de préciser le parcours de cet(te) homme ou femme de théâtre.
Cet événement serait ouvert à tous les publics et notamment aux élèves des options de spécialité théâtre des lycées du Val-de-Marne.

6. Développement Maison des Colporteurs et pérennisation de l'initiative « Colporteurs »

ANNEE 2019 / 2020
1. Résidence d'auteur / Production des Théâtrales Charles Dullin
Résidence d'un auteur(e) dans des lieux publics ou lieux de mémoire du département du Val-de-Marne.
Relevé de la parole des habitants.
Ecriture d'une œuvre théâtrale issue de la résidence de territoire.

2. Préparation de la Biennale 2020
Repérage des spectacles de théâtre contemporain, sur les territoires national et international, susceptibles de bâtir la programmation de l'édition 2020.

3. NOUVEAU PROJET : initiative « Acteurs d'auteurs »

4. Développement Maison des Colporteurs et pérennisation de l'initiative « Colporteurs »

ANNEE 2020 / 2021
1. Résidence d'auteur / Production des Théâtrales Charles Dullin
Mise en lecture de la pièce écrite lors de la première partie de la résidence d'auteur(e) et séances de dramaturgie avec le ou la metteur(e) en scène pressenti(e).
Mise en maquette de la pièce issue de la résidence d'auteur.
Diffusion de la maquette dans le cadre de l'édition 2020 des Théâtrales Charles Dullin.

2. Réalisation de la Biennale 2020
Organisation de la Biennale 2020 (administration, communication, logistique, sensibilisation des publics, accueil des spectacles).

3. Master Class
Organisation d'une Master Class avec une personnalité du Théâtre contemporain.

4. Spectacle-conférence-débat sur l'histoire du Théâtre en Val-de-Marne
Ce spectacle-exposition, alternant jeu, prise de parole, conférence, lecture de textes est suivi d'un échange avec le public au cours duquel les différents artistes et témoins seront sollicités afin de préciser le parcours de cet(te) homme ou femme de théâtre.

5. Développement Maison des Colporteurs et pérennisation de l'initiative « Colporteurs »

PROJET ARTISTIQUE

RESIDENCES ACCUEILLIES DANS LE CADRE DU PROJET PROPOSE

NOM DES EQUIPES ARTISTIQUES OU GROUPES ACCUEILLIS	DISCIPLINES ARTISTIQUES	TYPE DE RESIDENCE	DUREE DE LA RESIDENCE	CONDITIONS D'ACCUEIL OFFERTES	MODALITES D'ACCOMPAGNE-MENT DES ARTISTES ET EQUIPES ACCUEILLIS
Gilles Granouillet Compagnie Travelling Théâtre	THEATRE	Résidence d'auteur	4 mois : octobre 2017 à janvier 2018	- Maternités du Val-de-Marne - Structures de diffusion partenaires des Théâtrales	- L'auteur est accueilli au sein des structures culturelles partenaires des Théâtrales - La gestion administrative du projet (prise de contact, contrats, paiement) est pris en charge par les Théâtrales
Gilles Granouillet Compagnie Travelling Théâtre (+ équipe artistique à définir)	THEATRE	Résidence de création	3 mois : Septembre à novembre 2018	- Mise en maquette de la pièce issue de la résidence d'auteur. - Diffusion de la maquette dans le cadre de l'édition 2018 des Théâtrales Charles Dullin. - présentation devant des professionnels.	- La résidence de création s'effectue dans les structures culturelles partenaires des Théâtrales - La gestion administrative du projet (prise de contact, contrats, paiement) est pris en charge par les Théâtrales
Auteur(e) à définir	THEATRE	Résidence d'auteur	4 mois : octobre 2019 à janvier 2020	- Lieux emblématiques du Val-de-Marne - Structures de diffusion partenaires des Théâtrales	- L'auteur(e) est accueilli au sein des structures culturelles partenaires des Théâtrales - La gestion administrative du projet (prise de contact, contrats, paiement) est pris en charge par les Théâtrales
Metteur(e) en scène à définir	THEATRE	Résidence de création	3 mois : Septembre à novembre 2020	- Mise en maquette de la pièce issue de la résidence d'auteur(e). - Diffusion de la maquette dans le cadre de l'édition 2020 des Théâtrales. - présentation devant des	- La résidence de création s'effectue dans les structures culturelles partenaires des Théâtrales - La gestion administrative du projet (prise de contact, contrats, paiement) est pris en charge par les Théâtrales

				professionnels.	

LE CAS ECHEANT, ACCOMPAGNEMENT D'EQUIPES ARTISTIQUES HORS RESIDENCES :
Soutien sur les Festivals 2018 et 2020 de 3 équipes artistiques en leur apportant un minimum garanti sur les recettes afin qu'elles puissent diffuser leur création sur une série de représentations (10) au Studio Théâtre d'Alfortville.

SOUTIEN A LA CREATION :
Création – Production des Théâtrales Charles Dullin (Théâtre)
Auteur en résidence : Gilles Granouillet (Compagnie Travelling Théâtre)
Equipe artistique : 6 à 8 personnes

Montant moyen des apports en coproduction :
Pas de coproduction financière sur les projets. Mais un apport en cession par les lieux partenaires.

PROJET POUR LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE

DIFFUSION :
Préciser les spectacles ou concerts qui seront diffusés en lien avec les équipes artistiques accueillies en résidence durant les douze prochains mois, ainsi que les temps forts et les projets spécifiques organisés par le lieu (festivals, séries de représentations, diffusion hors-les-murs, partenariats avec d'autres structures…)

- Organisation des Théâtrales Charles Dullin - Édition 2018 et Édition 2020.

Pour chaque Édition, les Théâtrales prévoient l'accueil de 30 spectacles, pour environ 70 représentations, dans 22 structures culturelles en Val-de-Marne.

- Lors de l'Édition 2018, les Théâtrales programmeront le spectacle *Naissances* de Gilles Granouillet (auteur en résidence pour la production 2018 des Théâtrales).

Nombre total de représentations prévues dans les murs ? 70
Nombre total de représentations prévues hors les murs ?

AXES DE LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DES PUBLICS :
Les Théâtrales, dans une volonté de développement des publics et d'accompagnement (pédagogie du spectateur), ont mis en place depuis 2006 un réseau de spectateurs : Les Colporteurs. L'enjeu pour les Théâtrales est à la fois de fidéliser et consolider les groupes déjà existants (organisation de réunions, sorties au théâtre en groupe, développement d'une Maison des Colporteurs), mais aussi de constituer de nouveaux groupes.
Les Théâtrales souhaitent particulièrement accentuer la formation de Colporteurs en dehors du territoire départemental et l'étendre progressivement à sa périphérie. (Cf. page 29 de ce dossier : « Perspectives pour les quatre années à venir »).

EQUIPEMENTS ET LIEUX PARTENAIRES DU PROJET EN ILE-DE-FRANCE
- Pôle Culturel d'Alfortville - Alfortville
- Théâtre Studio – Alfortville
- Espace Jean Vilar - Ville d'Arcueil
- Théâtre de Cachan – Cachan
- Théâtre G. Philipe -Champigny-s/-Marne
- Théâtre des 2 Rives –Charenton-le-Pont
- Théâtre de Chevilly-Larue
- Théâtre Paul Eluard - Choisy-le-Roi
- Maison des Arts - Créteil
- Fontenay-en-Scènes - Fontenay-ss-Bois
- Grange Dîmière - Fresnes
- Service Culturel - Gentilly
- Théâtre des Quartiers d'Ivry / CDN - Ivry-sur-Seine
- ECAM - Le Kremlin-Bicêtre
- Les Théâtres de Maisons-Alfort

- Centre Culturel Aragon-Triolet - Orly
- CDBM - Le Perreux-sur-Marne
- Le Théâtre de Rungis - Rungis
- Théâtre de Saint-Maur - Saint-Maur
- Théâtre Romain Rolland - Villejuif
- Sud-Est Théâtre - Villeneuve-St-Georges
- Théâtre Jean Vilar - Vitry-sur-Seine

PROJETS PREVUS EN PARTENARIAT AVEC D'AUTRES STRUCTURES OU RESEAUX FRANCILIENS
Une coopération s'est mise en place avec le Festival Théâtral du Val-d'Oise (direction : Bernard Mathonnat) afin de mutualiser les coûts relatifs à l'accueil de spectacles qui font l'objet d'une programmation commune entre les Théâtrales Charles Dullin et le Festival Théâtral du Val-d'Oise. Ces spectacles sont mentionnés dans les livrets de programmation respectifs à chacun des festivals, ainsi que leurs dates et leurs lieux. D'autres initiatives sont également à l'étude : diffusion parallèle des productions propres à l'un des festivals, amplification d'un repérage commun, possibilité de reprises sur l'autre territoire d'événements spécifiques, itinérance des publics…

IV- Budget prévisionnel du projet en 2017 (HT)

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES DE RESIDENCES/ CREATION / DIFFUSION	95696	**ETAT**	20000
Résidence 1 : Commande à auteur / Agessa / Salaire et charges production	89644	Drac Ile-de-France attribué ¨ / en cours n	20000
Autres résidences (préciser les postes de dépenses dont achat de spectacles et coproduction) :		**COLLECTIVITES TERRITORIALES**	211000
Salaires personnel artistique (hors résidences)		**Région Ile-de-France PAC (dans la limite de 40% des dépenses)**	
Achat de spectacles (hors résidences)		Région Ile-de-France autres Préciser le dispositif: PAC attribué ¨ / en cours n	85000
Dépenses de coproduction (hors résidences)		Département, préciser : Val de Marne attribué ¨ / en cours n	126000
Salaires personnel technique (hors résidences)		EPCI - Communautés de communes - Agglomération, Etablissement public territorial, attribué ¨ / en cours ¨	
Transport, hébergement, restauration, défraiements	6052	Commune 1, préciser : attribué ¨ / en cours ¨	
Autres, préciser :		**UNION EUROPEENNE**	0
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	99019	Préciser le dispositif : attribué ¨ / en cours ¨	
Salaires (bruts et charges)	89019	**EMPLOIS AIDES**	0
Achat action culturelle : Colporteurs	10000	Préciser le dispositif :	
Résidences (préciser les postes de dépenses)		**AUTRES SUBVENTIONS** (Arcadi, Cnv…) Préciser	

Autres (préciser)		**SOCIETES CIVILES**	5000
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (dans la limite de 20% des dépenses)	43608	Adami	
Salaires des personnels liés à la structure (bruts et charges)	33040	Sacem	
Loyer annuel et charges locatives	1912,5	Spedidam	
Fluides et combustibles		Autres, préciser : SACD	5000
Affranchissement et téléphone	1488	**PARTENAIRES PRIVES**	0
Autres, préciser :		Mécénat	
Honoraires	4625	Sponsors	
Assurances	667,5	Autres partenariats privés, préciser :	
Achat	1875	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITE**	2323
		Billetterie	
		Prestations de services	
		Recettes de productions et coproductions	
		Autres, préciser : Adhésions / intérêts	2323
TOTAL DEPENSES	**238323**	**TOTAL RECETTES**	**238323**

IV- Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Les Théâtrales Charles Dullin, rare grand festival francilien qui se consacre exclusivement à la création théâtrale contemporaine et propose une programmation artistique exigeante d'une trentaine de spectacles, qui donne à voir la diversité de la création théâtrale française comme étrangère, des formes scéniques et des écritures. Attaché à rendre sa programmation claire et lisible, celle-ci est structurée autour de grands volets thématiques : jeune public contemporain, écritures de plateaux, nouvelles écritures contextuelles, spectacles internationaux et petits et moyens formats et les « évènements » (la production des théâtrales, les créations, la master-class et la journée « les voix singulières »).
Les Théâtrales présentent également la particularité de proposer à un auteur de théâtre une résidence d'écriture et de création sur deux ans. Après un temps de résidence d'immersion sur le territoire en lien avec des structures d'accueil, une production est montée et présentée lors de la Biennale. Au cours de cette dernière convention, le jeune auteur/metteur en scène Come de Bellecize (Théâtre du Fracas) a travaillé en résidence d'immersion sur le thème de « Qu'est-ce qu'être jeune aujourd'hui » et a créé avec la jeune metteuse en scène Léna Paugam « Laisse la jeunesse tranquille ». Et lors de la dernière édition 2016, l'auteur metteur en scène Nasser Djémaï a créé une petite forme « Vertiges Fragments », après une immersion en résidence dans un office de migrants à Champigny-sur-Marne. Témoignant de la reconnaissance professionnelle et de la pertinence des choix des Théâtrales, ces deux productions ont connu par la suite de belles tournées au plan national et de plus en plus de lieux partenaires s'intéressent aux résidences et aux productions des Théâtrales.
L'édition 2016 a été marquée par la programmation, pour la première fois, de séries de représentations (entre 7 et 10 représentations), grâce aux nouveaux partenariats avec le Théâtre-Studio d'Alfortville et le Théâtre Antoine Vitez d'Ivry-sur-Seine.
Si du point de vue de la programmation artistique et des résidences, le bilan est positif, il l'est également pour la démarche d'école du spectateur avec « Les Colporteurs » qui sont toujours plus nombreux et les master-class publiques animées par une personnalité du théâtre français.

Le projet proposé pour une nouvelle convention s'articule autour de la poursuite des grandes lignes du projet existant et de nouveaux axes de développement. Les années sans biennale, Les Théâtrales proposent d'organiser

un nouveau projet « Acteurs d'auteurs », autour de lectures par des lycéens ou des amateurs des ateliers théâtres des lieux partenaires, de textes choisis par des groupes de Colporteurs, et d'échanges en présence de l'auteur. Lors de la prochaine édition du Festival, les Théâtrales souhaitent également développer une ouverture aux spectacles-conférences avec des « chantiers » permettant au public de découvrir des maquettes de projets.

IV- Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Lieux et opérateurs) pour un montant maintenu à l'identique.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	37 800,00 €
2018	16 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	54 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	54 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	54 000,00 €
	Montant total	162 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002780

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SAUVAGE PRODUCTION CABARET SAUVAGE - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	260 500,00 €	19,19 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAUVAGE PRODUCTION CABARET SAUVAGE
Adresse administrative : 211 AV JEAN JAURES 75019 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur MEZIANE AZAICHE, GERANT
N° SIRET : 39772151500021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 18 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 mai 2017 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP16-177)

I- Présentation du bénéficiaire

Le Cabaret Sauvage est un lieu de diffusion et de production de spectacles principalement de musiques du monde, en particulier du Maghreb. Méziane Azaïche, dirige ce lieu, installé depuis 1997 dans l'enceinte du parc de La Villette, dans un Magic Mirror d'une capacité de 600 à 1 200 places. Le Cabaret dispose d'une convention d'occupation avec l'Etablissement public du parc.

Le Cabaret Sauvage développe une activité de production, une activité de programmation et de découvertes d'artistes en devenir à travers un festival d'été, et une action de création de spectacle en production déléguée.
Parallèlement, le lieu a une activité commerciale essentielle au développement et à la pérennisation de son projet artistique global, avec la location de la salle à des producteurs de musique, des sociétés de tournage… En effet, les bénéfices ainsi engrangés sont en grande partie réinvestis dans les projets qui font la force et l'image du lieu.

Le Cabaret Sauvage favorise la proximité entre les artistes et les publics au travers d'actions culturelles diversifiées (rencontres, ateliers, débats et échanges) avec le tissu socio-éducatif du nord parisien et de la périphérie.

La Région Ile-de-France est le principal partenaire public au titre de la permanence artistique suivi par la Ville de Paris, le CNV et la SACEM qui sont également des partenaires financiers réguliers de ce lieu, les recettes d'activité représentent plus de 50% du budget de la permanence.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

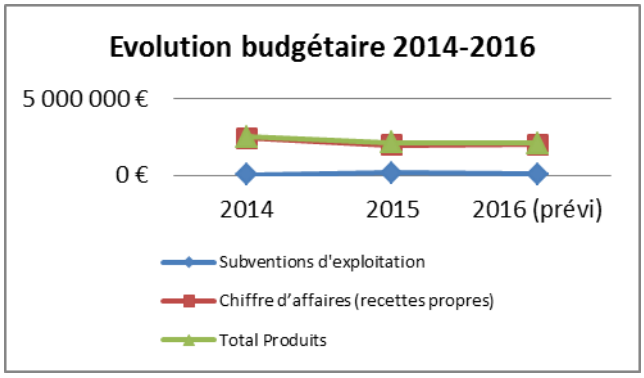
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2014	%	2015	2016	%
-Ville de PARIS	30 000	*33%*	30 000	30 000	*31%*
CNV	7 500	*8%*	20 000	8 000	*8%*
SACEM	4 000	*4%*	5 000	9 000	*9%*
REGION PAC	50 000	*55%*	50 000	50 000	*52%*
TOTAL SUBVENTIONS	**91 500**	**100%**	**113 000**	**97 000**	100%

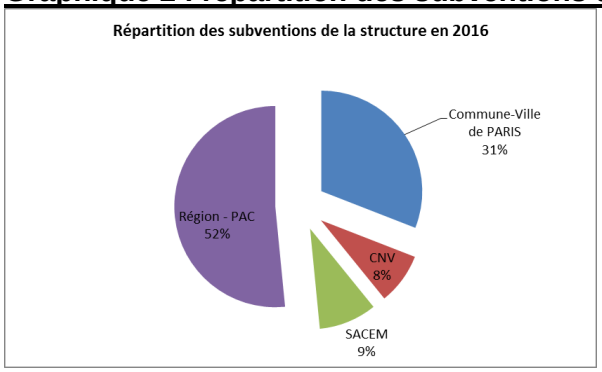
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2014	%	2015	***2016*** *(prévisionnel)*	%
Subventions d'exploitation	54 896	*2%*	152 691	*97 000*	*5%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	2 418 038	*97%*	1 971 931	*1 999 000*	*95%*
TOTAL PRODUITS	**2 494 846**	**100%**	**2 137 323**	***2 096 000***	**100%**

Graphique 1 : évolution budgétaire 2014-2015-2016 (*prévisionnel*)



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2016



2) Evolution de l'emploi

	2014	2015	2016
Masse salariale totale en €	543 883	567 738	552 598
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	6 749	8 678	8 999

3) Evolution de l'activité

ANNEES	2014 / 2015	2015 / 2016	2016 / 2017
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	2 Créations (Cabaret TAM TAM, Kabaret Swing)	3 Créations (Jour de Fête, Kabaret Swing, Cabaret TAM TAM)	4 Créations (Samira Brahmia, Cabaret TAM TAM, Le Grand Voyage, Vivre Ensemble)
Nombre de spectacles diffusés	**133 spectacles**	**138 spectacles**	**136 spectacles**
Nombre de représentations	145 représentations dont 5 en cession	141 représentations dont 19 en cession	135 représentations dont 14 en cession
Nombre de festivals / temps forts	- Black Summer Festival (14 dates) - Circo Criolo (3 dates) - Kabaret Swing (3 dates) - Cabaret TAM TAM (14 dates)	- Black Summer Festival (15 dates) - Kabaret Swing (1 date) - Cabaret TAM TAM (8 dates)	- Black Summer Festival (11 dates) - Nié Qui Tamola (10 dates) - Cabaret TAM TAM (7 dates)
Nombre de spectateurs :	**100 000**	**107 200**	**100 100**
Nombre de résidence(s) accueillie(s)	Cabaret TAM TAM : Résidence Musique et Ecriture / 10 jours (8 musiciens et chanteurs) Cabaret TAM TAM : Résidence Musique, Danse et Cirque / 5 jours (8 musiciens, 4 danseuses et circassienne, metteurs en scène) Cabaret TAM TAM : Création Spectacle / 10 jours (8 musiciens, 4 danseuses et circassienne, 2 comédiens, metteurs en scène)	Kabaret Swing : Résidence Création du spectacle / 6 jours (5 musiciens, 1 Danseur, 7 circassiens) Cabaret TAM TAM : Résidence Musique / 10 jours (7 musiciens et chanteurs, 1 comédienne) Cabaret TAM TAM : Résidence Musique et Danse / 5 jours (8 musiciens et chanteurs, 3 danseuses) Cabaret TAM TAM : Résidence Création Spectacle / 10 jours (8 musiciens et chanteurs, 3 danseuses et 2 comédiens, metteur en scène)	- Samira Brahmia : résidence Musique / 20 jours (1 chanteuse et 5 musiciens) - Le Grand Voyage : résidence Création Spectacle / 20 jours (1 comédien, 2 musiciens, 1 metteur en scène) - Cabaret TAM TAM : résidence Création Spectacle / 4 jours (8 musiciens et chanteurs, 3 danseuses et 2 comédiens, metteur en scène) - Vivre Ensemble : Création Ecriture et Musique / 18 jours (5 musiciens)
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique	Cabaret TAM TAM :3 rencontres avec les centres de loisirs (12H)	Cabaret TAM TAM :2 rencontres, 1 atelier photo pour les colléges, 1 visite du site avec des anciens détenus en réinsertion (16H)	Cabaret TAM TAM :2 rencontres avec des centres de loisirs, 1 visite du site avec des anciens détenus en réinsertion (12h)
Nombre d'établissements et de relais partenaires :	**10**	**6**	**5**
Nombre de bénéficiaires :	**500**	**450**	**400**

III- Projet rédigé par le bénéficiaire pour la convention PAC 2017-2020

Nous souhaitons pour les années à venir poursuivre notre travail de création et de diffusion engagé depuis plus de 10 ans. A travers nos créations les Folles Nuits Berbères, Barbès Café et Cabaret TAM TAM, c'est un savoir-faire indispensable que nous défendons aujourd'hui dans le projet artistique annuel du lieu.

Le spectacle à venir sera créé selon la même recette qui a fait le succès de Barbès Café et Cabaret TAM TAM. Ce sont des spectacles pluridisciplinaires (musique, danse, théâtre, vidéos…) qui racontent l'histoire de l'immigration maghrébine et qui ont nécessité l'expertise de professionnels dans chaque domaine d'intervention. Cette qualité de spectacle sera la ligne conductrice de la prochaine création du Cabaret Sauvage, « le Vivre Ensemble ».

Le spectacle sur le « Vivre Ensemble », qui sera notre projet phare des prochaines années ainsi que la création de Cirque « Afro Cirkus » auront tous deux des longues séries de diffusion pour laisser le public et les professionnels découvrir les projets.

Pour proposer des spectacles de qualité, il est essentiel d'offrir les meilleures conditions d'accueil aux artistes de talent en résidences et de leur laisser le temps de la création et de son cheminement, indispensables à des propositions artistiques de valeur. Depuis de nombreuses années, nous encourageons nos artistes à retravailler chaque année les spectacles qu'ils défendent, pour tirer le meilleur des propositions artistiques, et entrainer la synergie des talents qui se rencontrent dans une volonté commune d'excellence.
Nous comptons pérenniser ces étapes de travail essentielles dans le projet des quatre prochaines années en développant de longues périodes de résidence de recherche, de création et de reprise en faisant appel aux différents corps de métiers de l'Art : musiciens, danseurs, comédiens, circassiens, experts historiques…

La médiation culturelle est un travail dont nous avons saisi l'importance lors de la création de Barbès Café. Les thèmes de l'immigration et de l'intégration évoqués dans le spectacle et les réactions qui en ont découlées, ainsi que les questionnements autour des faits de société, nous ont montré qu'il était essentiel de développer des actions culturelles et de créer les conditions adéquates de rencontres d'artistes avec les publics, notamment les plus jeunes. L'année 2017 est marquée par la création du premier projet exclusivement pour jeune public. Le Voyage de Noum, après présentation officielle en juin 2017 au Cabaret Sauvage, a vocation à être diffusé le plus largement possible.
Dans le but de réduire les inégalités territoriales, nous mettons un point d'honneur à emmener le spectacle en premier lieu dans les quartiers prioritaires d'Ile de France, puis dans les réseaux plus classiques des théâtres en région ou bien dans des lieux alternatifs, tels que les centres de loisirs ou les médiathèques. Notre objectif de 10 représentations en diffusion hors les murs est, nous l'espérons, en dessous de la réalité : le format en « petite forme », permettant au spectacle de se jouer n'importe où et à un prix volontairement le plus bas possible, sont des efforts auxquels nous avons consenti pour permettre au conte d'avoir une durée de vie en diffusion la plus longue possible à travers la Région et le reste de la France.
Notre travail de médiation culturelle s'enclenche également autour de notre projet artistique. Nous accueillons, lors de nos résidences, de groupes d'enfants et d'adultes pour des moments de découvertes de répétitions d'artistes et des rencontres en marge. Nous comptons poursuivre ces moments de partage pour les années à venir et ouvrir aux jeunes populations et aux adultes en réinsertion les portes d'une salle de spectacle et développer un travail autour des sujets complexes évoqués lors de nos spectacles.
L'accès de tous à la culture est un élément fondamental du projet artistique que nous défendons chaque année : nous maintiendrons pour les années à venir nos politiques tarifaires de tarifs hyper réduits et de gratuité au profit d'associations avec lesquelles nous collaborons depuis plusieurs années.
Enfin, nous entamons dès à présent une réflexion sur les passerelles possibles entre nos spectacles, les thèmes de l'immigration et l'intégration que nous abordons et développons depuis de nombreuses années et les programmes scolaires des lycéens. En effet, la colonisation, la décolonisation et ses conséquences sont au programme d'histoire dans les lycées. La guerre d'Algérie et ses retombées en France ainsi que le glissement de l'intégration depuis ces cinquante dernières années sont des thèmes que nous souhaitons aujourd'hui développer avec nos artistes et les professeurs d'histoires. Notre expertise sur ces sujets nous encourage à réfléchir sur des interventions dans les classes de premières et terminales et à nous mettre au service de l'enseignement pour apporter des passerelles de travail et d'ouverture sur des réflexions sur la société d'aujourd'hui.

Les projets que nous développons pour les années à venir n'ont d'impact réel que s'ils sont conjointement diffusés dans les murs du Cabaret Sauvage et en Région. Les diffusions hors les murs de nos précédents spectacles, Barbès Café et Cabaret TAM TAM ainsi que les futurs projets, Vivre Ensemble et Le Voyage de Noum sont rendues possibles grâce aux partenaires avec lesquels nous collaborons.
Nous souhaitons pérenniser nos relations privilégiées avec nos partenaires actuels, tels l'Association Villes des Musiques du Monde, la Mairie du 19ème Arrondissement, la Mairie de Pantin ou encore le Conseil Général de Seine-Saint-Denis. Notre volonté de faire diffuser nos spectacles bien au-delà des frontières de la capitale et de la petite couronne nous encourage aujourd'hui à développer des partenariats avec des institutions, tels les départements du Val d'Oise, du Val de Marne, des Yvelines, de Seine-et-Marne, d'Essonne ou des Hauts-de-Seine. Pour mener à bien ce projet d'envergure, nous aurons à cœur de nous associer à des réseaux départementaux culturels, ou des associations encrées

dans les politiques territoriales à même de nous accompagner dans notre projet artistique et nos actions de médiation culturelle.

Nous créons en 2017 un pôle concentré sur l'accompagnement d'artistes en émergence. Les relations de travail privilégiées que nous avons avec nos artistes tout au long des années et des créations de spectacle nous ont encouragés à aller plus loin dans notre démarche d'engagement artistique. La décision prise d'accompagner notre chanteuse attitrée, Samira Brahmia, dans son projet personnel d'album et de tournée « live » a ouvert une réflexion sur un nouveau créneau que nous avons définitivement créé au début de l'année.
Ce pôle « Diffusion, Management et Edition » aura pour vocation de développer des projets qui nous tiennent à cœur, et d'accompagner des artistes en émergence sur les étapes essentielles de l'enregistrement d'album, de la création de tournées régionales et françaises ainsi qu'un management de carrière d'artistes. Le recrutement d'un stagiaire jusqu'au mois de juillet ainsi que la création de son poste à la fin de son stage appuieront le développement de ce nouveau pôle.

Le lieu poursuivra ses axes d'activité :
- Une activité de production, qui regroupe la continuation du travail avec des partenaires privilégiés autour des coréalisations et coproductions, le développement de notre activité de programmation et de découvertes d'artistes en devenir à travers notre festival d'été, et notre action de création de spectacle, à travers les Folles Nuit Berbères, Barbès Café et, ces trois dernières années, Cabaret TAM TAM.

- Une activité de commercialisation, avec la location de la salle aux producteurs de musique, aux entreprises pour leurs évènements privés et aux sociétés de tournage.

Cette activité commerciale est essentielle au développement et à la pérennisation de notre projet artistique global. En effet, les bénéfices engrangés par nos locations de salle sont en grande partie réinvestis dans ces projets qui font la force et l'image de ce lieu. Chaque année, Sauvage Productions injecte entre 150 000 et 200 000 euros dans la création, la production et la diffusion artistiques. Nous souhaitons continuer dans ce schéma économique.

RESIDENCES ACCUEILLIES DANS LE CADRE DU PROJET PROPOSE :

EQUIPES ARTISTIQUES OU GROUPES ACCUEILLIS	DISCIPLINES ARTISTIQUES	TYPE DE RESIDENCE	DUREE DE LA RESIDENCE	CONDITIONS D'ACCUEIL OFFERTES	MODALITES D'ACCOMPAGNE-MENT
VIVRE ENSEMBLE	ECRITURE MUSIQUE	**Répétition/Création** (Ecriture et lecture du texte, choix des morceaux et répétitions des musiques)	10 Jours (janvier 2018)	Location d'un studio / Mise à disposition du Cabaret Sauvage Démonstration Publique	ACCOMPAGNEMENT TECHNIQUE ET ADMINISTRATRIF SUPPORT ARTISTIQUE
VIVRE ENSEMBLE	MUSIQUE COMEDIE DANSE	**Répétition/Création** (à partir de morceaux déjà répétés et du texte écrit, développer une cohésion, un lien et organiser la rencontre des univers de la comédie, de la danse et de la musique)	15 Jours (janvier 2018)	Location d'un studio / Mise à disposition du Cabaret Sauvage Démonstration Publique	ACCOMPAGNEMENT TECHNIQUE ET ADMINISTRATRIF SUPPORT ARTISTIQUE
AFRO CIRKUS	CIRQUE	**Temps de recherche** (dans l'optique du futur spectacle, création des numéros de cirque sur les thèmes imposés)	5 jours (août 2017)	Recherche de locaux pour la résidence / Mise à disposition du Cabaret Sauvage Démonstration publique	ACCOMPAGNEMENT TECHNIQUE ET ADMINISTRATRIF SUPPORT ARTISTIQUE APPORT EN COPRODUCTION
AFRO CIRKUS	CIRQUE MUSIQUE COMEDIE	**Répétition / Création** (à partir des numéros de cirque créés, du texte écrit et des morceaux composés, développer une cohésion, un lien et organiser la rencontre des univers de la comédie, de la danse et de la musique	20 jours (août / sept 2017)	Mise à disposition du Cabaret Sauvage	ACCOMPAGNEMENT TECHNIQUE ET ADMINISTRATRIF SUPPORT ARTISTIQUE APPORT EN COPRODUCTION

CREATION DIFFUSION :

1 / Vivre ensemble (Spectacle Musical)

Spectacle en production par Sauvage Productions, sur un modèle proche du cabaret Barbès café alliant musiques, vidéos, textes et danses d'Afrique du Nord. La conception musicale est assurée par Nasredine DALIL, sous la supervision de Méziane Azaïche, directeur artistique en collaboration avec deux metteurs en scène. 7 artistes (musiciens et chanteurs) seront présents sur scène.

2 / Afro Cirkus *(*Cabaret Cirque qui retrace l'histoire de l'Afrique mêlant cirque de la danse et des nouvelles technologies en coproduction par Sauvage Productions et Rock en Cirque).
La conception musicale est assurée par des membres du groupe Staff Benda Bilili, sous la supervision de Méziane Azaïche en co écriture avec Richard Djoudi, la mise en scène sera assurée par Philippe Mars ou Patrice Wojciechowski, les numéros de cirque seront créés par la Compagnie Cirque Mandingue.12 artistes (musiciens et circassiens).Il sera étudié la possibilité d' un projet d'exposition autour des musiques orientales en collaboration avec la Philharmonie, sur une création autour de la musique maalouf avec une rencontre entre Mehdi Haddad (Speed Caravan) et le grand chanteur maalouf Hamdi Benani.

3/ Accompagnement création pôle diffusion
La structure au travers de ce nouveau pôle va produire le deuxième album l'album et développer la tournée de Samira Brahmia. Chanteuse attitrée des spectacles Barbès Café et Cabaret TAM TAM, elle a collaboré à de multiples projets.
D'autres projets sont aujourd'hui à l'étude sur ce pôle : Fabian et Juanmi ainsi que le groupe Bazar Sawan. Fabyan & JuanMi, artistes non encore signés par des labels avec la recherche de partenariats avec des SMAC et festivals.

Les spectacles en création du Cabaret Sauvage sont diffusés sur de longues séries entre 8 et 15 dates en moyenne, pour 2017 deux très longues séries de représentations pour les spectacles Afro Cirkus et Vivre Ensemble (15 à 20 dates).Des temps forts réguliers sont devenus des moments de rencontres avec des producteurs partenaires (le Carnaval du Brésil, le Concours de Batucadas, les Nuits Electroswing …)
55 représentations sont prévues au cabaret sauvage sur deux projets de création et une vingtaine de concerts à l'occasion des « 20 ans du Cabaret Sauvage ».de diffusion et 20 dates hors les murs sur deux précédentes créations, la création de Noum et le développement de l'artiste Samira Brahima

AXES DE LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DES PUBLICS :

Le lieu poursuivra son action de médiation sur l'accès de tous à la culture en développant une politique de tarifs hyper réduits et de gratuité pour les plus démunis; des actions culturelles et une politique de développement des publics sur des présentation des équipes en création à des populations non coutumières de cet environnement, des projets d'éducation artistique et culturelle dans les lycées en lien avec le programme d'histoire sur la décolonisation et les thèmes de l'immigration et de l'intégration et des ateliers artistiques avec les habitants et notamment les jeunes.

EQUIPEMENTS ET LIEUX PARTENAIRES DU PROJET EN ILE-DE-FRANCE

Le Cabaret Sauvage a développé des partenariats pérennes avec la Mairie de Paris et la mairie du 19ème arrondissement, la Mairie de Pantin, l'association Pangée Network fondée et gérée par Naïma Yahi, experte historique et intervenante, la Ville de Clichy-Sous-Bois et l'association Villes des Musiques du Monde sur la coproduction de spectacles.
Des partenariats plus ponctuels sont menés avec le conseil Général de Seine Saint Denis, la Mairie du 18ème arrondissement, les Mairies de la Courneuve et d'Aubervilliers, l'association Jeunesses Musicales de France et l'association Paris Mômes
De nouveaux partenariats collaboratifs seront développés avec le réseau des musiques actuelles du 93 MAAD 93 et Zebrock sur le jeune public ou d'autres lieux de diffusion.

PROJETS PREVUS EN PARTENARIAT AVEC D'AUTRES STRUCTURES OU RESEAUX FRANCILIENS

L'édition d'un livre retraçant l'histoire et les temps forts du lieu sur ces 20 ans se fera en partenariat avec un journaliste, spécialiste des musiques du monde Franck Tenaille. Un livre et des interventions sur l'histoire du spectacle Barbès Café sera fait en collaboration avec deux journalistes et historiens Mustapha Harzoune et Samia Messaoudi. Un kit pédagogique sera créé pour les acteurs socio-culturels qui accueilleront le projet du Voyage de Noum, en partenariat avec la maison d'édition « Tous Métisses » et le Musée National de l'Histoire de l'Immigration.

IV- BUDGET PREVISIONNEL DE LA PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE 2017/2018

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES DE RESIDENCES/ CREATION / DIFFUSION	190 100	**COLLECTIVITES TERRITORIALES**	80 000
Résidence 1 : (Salaires et charges artistes / Droits d'auteurs / locations techniques / création images et recherches archives)	33 500	**Région Ile-de-France PAC**	50 000
Résidence 2 (Salaires et charges artistes / Salaires et charges techniques / locations techniques / création son et lumière / Salaires et charges Mise en Scène / Décor, scénographie et Costumes)	63 000	PARIS en cours	30 000
Salaires personnel artistique (hors résidences)	6 300	**FINANCEMENTS PRIVES**	5 000
Salaires personnel technique (hors résidences)	6 300	Mécénat	5 000
Transport, hébergement, restauration, défraiements	7 000	Sponsors	
Communication	40 000	**AUTRES FINANCEMENTS**	30 000
Autres, sécurité accueil billetterie logistique…	34 000	CNV r	10 000
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	18 400	Adami	5 000
Salaires (bruts et charges)	16 400	Sacem	15 000
Autres : Achat matériel	2 000	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITE**	145 500
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	52 000	Billetterie	61 000
Salaires des personnels liés à la structure	21 000	Bar	15 000
Loyer annuel et charges locatives	14 000	Fonds Propres	54 500
Fluides et combustibles	10 500	Recettes cessions	15 000
Affranchissement et téléphone	6 500		
TOTAL DEPENSES	**260 500**	**TOTAL RECETTES**	**260 500**

La structure bénéficie d'un apport en personnel de 9 000 €.

V Analyse du bilan et du projet

Le Cabaret Sauvage mène un projet artistique et culturel atypique, c'est un lieu parisien reconnu dans le secteur de la musique et plus spécifiquement des musiques du monde.
Ces trois dernières années, le Cabaret Sauvage a développé une importante activité de création, de diffusion et d'actions culturelles (11 résidences, 6 créations, entre 134 et 145 représentations annuelles touchant au moins100 000 spectateurs). Bien qu'étant un lieu de production et de diffusion privé, le Cabaret réussit à ouvrir sa programmation à un large public sur le Grand Paris par une tarification accessible et spécifique, en particulier pour les publics les plus démunis. Malgré un niveau de recettes d'activités significatives, les financements publics, et en particulier celui de la Région Ile-de-France, principal partenaire public, sont essentiels au développement du projet artistique et culturel.

Le projet proposé pour les prochaines années est pour une part, dans la continuité du précédent avec des créations « maison » et leur diffusion sur le territoire francilien et national, une programmation importante tout au long de la saison et un développement des projets de médiation. Mais aussi en évolution, avec la création d'un pôle «Diffusion, Management et Edition» qui aura pour vocation de développer des projets et d'accompagner des artistes en émergence, ainsi qu'une ouverture à d'autres disciplines comme le cirque avec la production du spectacle « Afro Cirkus ». Une création d'envergure sera menée le «bien vivre ensemble». sur le

thème de l'immigration. Le projet portera aussi de longues séries de diffusion à l'échelle régionale.

VI Avis de la commission

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (lieux et opérateur) pour un montant maintenu à l'identique.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable comprend l'ensemble des dépenses du projet PAC

Localisation géographique : PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	35 000,00 €
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
	Montant total	150 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002782

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : THEATRE AUX MAINS NUES - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	155 156,00 €	32,23 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE AUX MAINS NUES
Adresse administrative : 7 SQUARE DES CARDEURS
75020 PARIS 20
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ELOI RECOING, Président

Date de publication au JO : 24 novembre 1981

N° SIRET : 32341933300030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 mai 2017 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP16-177)

I- Présentation du bénéficiaire

Le Théâtre aux Mains Nues a été fondé par Alain Recoing, metteur en scène, comédien, marionnettiste, figure majeure du monde de la marionnette jusqu'en 2007. Le Théâtre a ensuite été dirigé par Eloi Recoing, metteur en scène, dramaturge et traducteur, qui a poursuivi et développé le projet. Depuis 2014 et la nomination d'Eloi Recoing à la direction de l'Institut International de la Marionnette à Charleville-Mézières, la direction a été confiée à Pierre Blaise, metteur en scène, auteur et marionnettiste et directeur artistique de la Compagnie du Théâtre sans Toit. Eloi Recoing est depuis cette date Président du Théatre aux Mains Nues.
Le projet de Pierre Blaise s'inscrit dans la continuité du projet du Théâtre aux Mains Nues à travers trois champs d'actions : la formation, la création (résidences, compagnonnages, création et diffusion) et l'action artistique et culturelle en direction des publics.

Dès ses débuts, ce petit théâtre de 49 places a articulé sa programmation dans un équilibre entre compagnies confirmées, compagnies émergentes et action culturelle de proximité au cœur du quartier Saint-Blaise, en accompagnant les jeunes compagnies et artistes en résidence, lors de la création puis de la diffusion de leur travail. Ancré au cœur d'un quartier sensible, le théâtre propose à ses habitants et aux publics des moments de rencontres divers, *Les traverses de juin* (spectacles en plein air), des ateliers construction, de manipulations, des portes ouvertes, des rencontres en lien avec les structures de proximité (écoles, centres de loisirs, centres sociaux…) mais également d'autres départements.
Ancré localement, le Théâtre aux mains nues rayonne également au niveau régional et national par le caractère unique et reconnu des formations dispensées notamment autour de la marionnette à gaine, par les résidences d'artistes qu'il propose et les partenariats tissés avec d'autres structures du secteur de la marionnette.

Un projet d'agrandissement du théâtre est en cours et comprend la construction d'une nouvelle salle dans le même square des cardeurs (au 45 rue du clos) ainsi qu'un réaménagement des locaux actuels.
Le nouveau Théâtre, ouvert en Janvier 2016, comprend une salle équipée de 49 places en gradin dédiée à la programmation de spectacles et aux résidences, ainsi qu'un espace d'exposition. Cette salle équipée permettra par ailleurs de développer la formation aux modalités nouvelles de la manipulation marionnettique offertes par les technologies numériques et leur présentation aux publics.
Les travaux des anciens locaux actuels consistent en l'aménagement d'un atelier de construction de marionnettes, d'un lieu de vie et d'un espace bureau. Pendant les travaux des locaux actuels, la mairie de 20ème met à disposition du Théâtre une salle permettant d'assurer la continuité de l'activité pédagogique. Ces nouveaux locaux devront ouvrir en septembre 2017, aussi la saison 2017-2018 sera la première saison du Théâtre aux Mains nues avec l'ensemble des locaux rénovés.

Le Théâtre aux Mains Nues est soutenu par la DRAC Ile-de-France, la Ville de Paris et le Conseil Régional d'Ile-de-France.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

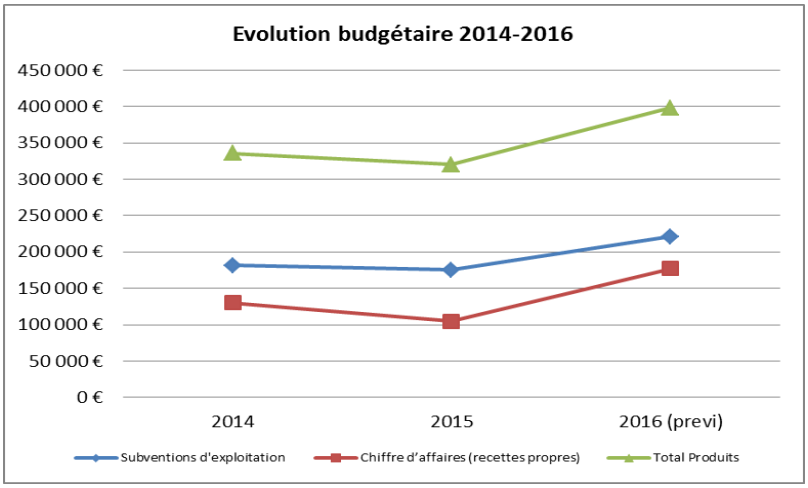
	2014	%	2015	2016	%
DRAC - Aide au lieu compagnonnage marionettes	55 000	*30%*	53 000	65 000	*29%*
DRAC - Atelier lieu de fabrique		*0%*		10 000	*5%*
DRAC - SDAT		*0%*		6 000	*3%*
TOTAL DRAC	***55 000***	***30%***	***53 000***	***81 000***	***37%***
Ville de Paris - aide au fonctionnement du lieu	50 500	*28%*	50 000	50 000	*23%*
Ville de Paris - politique de la ville + "Arts pour grandir"	18 000	*10%*	21 000	17 000	*8%*
Mairie du 18ème arrondissement - Paris	6 500	*4%*	8 500	5 500	*2%*
TOTAL Ville de Paris	***75 000***	***41%***	***79 500***	***72 500***	***33%***
Autres - subventions bailleurs + ADAMI	1 500	*1%*	500	2 867	*1%*
Région - PAC	50 000	*28%*	50 000	50 000	*23%*

Région - Emploi tremplin	0	*0%*	6 250	15 000	*7%*
TOTAL Région	***50 000***	***28%***	***56 250***	***65 000***	***29%***
TOTAL SUBVENTIONS	**181 500**	**100%**	**189 250**	**221 367**	100%

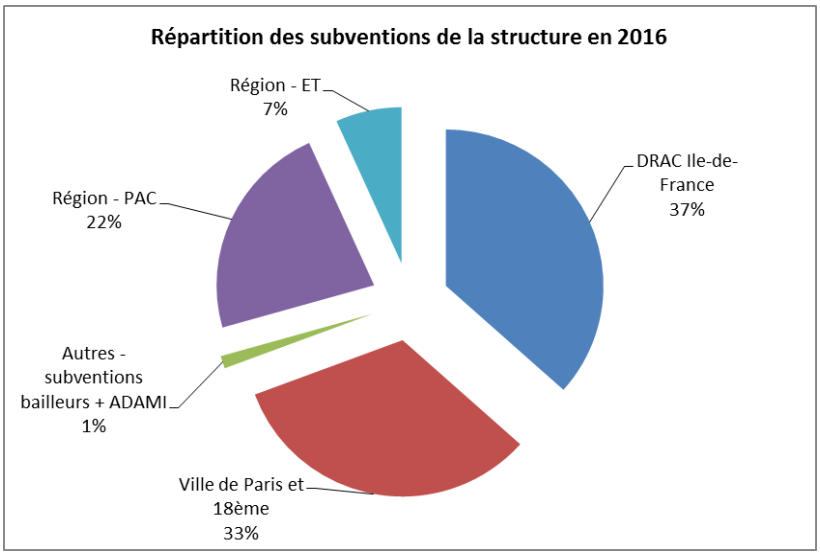
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats *(sauf, 2016, le bilan n'étant pas clôturé à la date de dépôt du formulaire)*

	2014	**%**	**2015**	***2016 (prévisionnel)***	**%**
Subventions d'exploitation	181 500	*54%*	175 500	*221 367*	*56%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	130 366	*39%*	104 661	*176 825*	*44%*
Total produits	335 456	100%	319 904	*398 192*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2014-2015-2016



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2016



2) Evolution de l'emploi

	2014	2015	2016
Masse salariale totale en €	132 480	145 519	182 190
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	1 430	1 696	2 683

3) Evolution de l'activité

	2014	2015 (période de travaux)	2016 (ouverture de la salle en janvier 2016)
Création / diffusion / résidences			
Nombre de créations produites	10	2	7
Nombre de spectacles diffusés au total :	31	12	29
Nombre de représentations :	70	46	96
Dont nombre de représentations en cession *:*	9	8	4
Nombre de festivals / temps forts	3	1	3
Nombre de spectateurs :	1 767	1 151	2760
Nombre de résidence(s) accueillie(s) *Durée moyenne (nombre de jours ou mois) & Artistes*	12 cies 4 jours en moy	17 cies 7 Jours en moy	26 cies 10 jours en moy
Action culturelle			
	2014	**2015**	**2016**
Nombre d'heures d'intervention auprès des lycéens :	-	-	-
Nombre d'heures d'intervention artistique au total :	864	1 065	1 437
Nombre d'établissements et de relais partenaires :	5 établissements 8 relais 15 partenaires sociaux	8 établissements 8 relais 15 partenaires sociaux	8 établissements 11 relais 15 partenaires sociaux
Nombre de bénéficiaires :	1 400	1 300	1 500

III- Projet rédigé par le bénéficiaire pour la convention PAC 2017-2020

Le Théâtre aux Mains Nues est un lieu de mémoire, de transmission, de création. **C'est un théâtre d'essais**. C'est un des rares lieux d'artistes parisiens où le jeu contemporain du théâtre de marionnettes s'exerce. S'appuyant aujourd'hui sur une politique de développement du quartier, dans le cadre d'un Grand Projet de Renouvellement Urbain, le Théâtre aux Mains Nues poursuit sa période charnière de développement et d'agrandissement, avec la

réouverture des locaux historiques réhabilités en juillet 2017. Ce projet s'appuie sur quatre axes :

1 – Le développement et la certification de la Formation

Depuis plus de quinze ans, le Théâtre aux Mains Nues se donne pour mission de transmettre **l'art de l'acteur marionnettiste.** Pour ses qualités scéniques, pédagogiques, synthétiques, l'instrument dramatique privilégié est la marionnette à gaine. Sa maîtrise offre les moyens systématiques d'une approche vers l'animation de multiples objets scéniques, y compris les plus contemporains.

a) La certification professionnelle

Les contextes de la promulgation récente du DNSP de l'acteur-marionnettiste; comme l'inscription du terme « marionnettiste » dans la nouvelle loi sur la création ; comme la réforme de la Formation Professionnelle Continue ont favorisé une réflexion de l'équipe pédagogique du Théâtre aux Mains Nues autour d'un programme spécifique adapté.

La chargée de formation et de développement pédagogique du Théâtre aux Mains Nues a donc engagé un **processus sur 3 ans de certification de ses formations professionnelles** (formation initiale annuelle de 507h et formation continue mensuelle de 170h) dans le cadre du Répertoire National de Certification Professionnelle.

Les étapes de la certification :

- 2016-2017 : constitution d'un Conseil Pédagogique autour de la formation mensuelle, constitution du référentiel métier et identification de blocs de compétences
- 2017-2018 : Programme de formation par modules, 1ere année avec évaluation, séparation claire de la formation « professionnelle » des ateliers à destination des amateurs
- 2017 à 2019 : études qualitatives et quantitatives sur l'insertion professionnelle des élèves
- 2019 : inscription de la formation annuelle au RNCP

b) Un espace plus adapté

La réouverture des locaux historiques réhabilités du Théâtre aux Mains Nues en juillet 2017 permettra non seulement plus de **temps de travail au plateau**, mais également **plus de résidences** offertes aux stagiaires en fin de formation en vue d'une meilleure professionnalisation ainsi qu'un travail de construction beaucoup plus approfondi puisque les nouveaux espaces comprendront un atelier de construction équipé.
Afin de permettre la mise en œuvre de ces projets de développement, le poste dédié au développement pédagogique est passé, depuis août 2015 d'un temps partiel (50%) à un temps plein. Cette évolution est soutenue jusqu'en 2018, par le dispositif Emploi-Tremplin de la Région Île-de-France.

c) Une restructuration des formations

Pour la saison 2017-2018 :

- 2 formations professionnelles :
  - Formation initiale annuelle: 507h
  - Formation continue mensuelle : 170h
- **Un atelier hebdomadaire à destination des amateurs sur l'année entière qui consiste à monter un spectacle sur l'année. <u>Ceci constitue une nouveauté sur la prochaine saison</u>** et permettra de toucher les amateurs de manière plus distincte et cohérente.
- Des stages
  - 2 « Rendez-vous avec un artiste » par saison
  - 1 stage professionnel par an – en partenariat avec le Théâtre Mouffetard

Afin d'offrir toutes les armes aux futurs professionnels marionnettistes, le Théâtre aux Mains Nues envisage dans les 2 ans à venir d'ajouter deux modules à la formation annuelle actuelle :

- module centré spécifiquement sur la construction
- module centré sur le portage de projet artistique

2 – Renforcer la création et l'accompagnement des jeunes artistes

a) Améliorer l'insertion professionnelle des compagnies accueillies et des compagnons

Le Théâtre aux Mains Nues est un des **sept lieux-compagnie de marionnettistes** missionné par l'Etat pour le compagnonnage (LCMC). L'équipe accompagne et soutient financièrement plusieurs jeunes artistes professionnels ou en voie de professionnalisation et leur apporte un soutien logistique et administratif.

Les besoins des jeunes artistes en voie de professionnalisation sont importants dans le contexte actuel. Ils comportent la production déléguée, le montage administratif de la production, la mise en réseau, le soutien financier ainsi que la recherche d'autres soutiens financiers. Aujourd'hui, les moyens humains du Théâtre aux Mains Nues ne permettent pas un accompagnement complet. De même, si le TMN accueille les compagnies dans de bonnes conditions (un partage de billetterie favorable aux compagnies, un accompagnement en communication et diffusion, une aide technique), il s'agit d'améliorer ces conditions pour permettre aux compagnies qui investissent beaucoup dans la diffusion parisienne afin de toucher des programmateurs, de capitaliser au maximum sur ce temps de visibilité. C'est pourquoi la présence d'une chargée de diffusion et de production permettra le développement du réseau national de diffusion et de la recherche de financements, pour les créations du Théâtre aux Mains Nues, mais également pour les artistes compagnons et les compagnies accueillies en diffusion.

- renforcement de l'accompagnement technique par la présence d'un régisseur permanent à partir de juillet 2017
- augmentation des périodes d'accueil en résidence
- renforcement de l'accompagnement à la diffusion des compagnies et des compagnons par la présence d'une chargée de diffusion
- accueil amélioré des cies non franciliennes (participation au repas, transport et logement)
- développement des relations avec la presse et les programmateurs pour permettre aux compagnies de capitaliser leur diffusion parisienne
- programmation entre 70 et 80 représentations par saison, dont 15 à 19 représentations en entrée libre, ainsi que 3 festivals chaque saison, et des colloques et débats. Soit entre 1700 et 2000 spectateurs par an.

b) Diffusion des créations du Théâtre aux Mains Nues

Le Théâtre aux Mains Nues prépare la diffusion de l'exposition en hommage au fondateur du Théâtre aux Mains Nues ***Alain Recoing ou la Marionnette émancipée***, créée en été 2016 et réalisée en coproduction avec la Mairie de Saint-Affrique et l'Institut International de la Marionnette.

- diffusion à Charleville-Mézières.
- diffusion à Paris sur la saison 2018-2019

Afin de tisser un pont entre le volet formation et le volet création, le Théâtre aux Mains Nues porte une nouvelle création prévue pour l'automne 2018, mis en scène par Mathieu Enderlin : ***TRACES.*** Le but est de proposer une forme relativement légère destinée à tourner en France et d'impliquer deux acteurs-marionnettistes au sortir de leur enseignement, pour parfaire leur apprentissage et leur donner leur première opportunité professionnelle.

Etapes :

- 2017 : recherche de coproducteurs, pré-achats et partenariats
- avril-mai 18 : début des répétitions
- automne 2018 : création au TMN

Le Théâtre Mouffetard, l'Institut International de la Marionnette, la Bibliothèque National de France ont déjà manifesté leur soutien pour ce projet.

c) Développer la circulation des artistes, intégrés dans un réseau national

Depuis ses débuts, pour ce théâtre dirigé par un artiste, il est naturel de favoriser le suivi des artistes, de leur formation à leur diffusion, en passant par les résidences et un accompagnement artistique.

- Développement des liens avec les autres lieux compagnonnages : La Nef à Pantin, Clastic Théâtre à Clichy
- Poursuite et renforcement du partenariat avec le Mouffetard sur les volets formation, diffusion et action culturelle

3- Renforcer l'ancrage territorial et les relations avec les publics

Avec des activités très importantes auprès des établissements scolaires, des acteurs sociaux et des habitants du quartier Saint-Blaise, le Théâtre aux Mains Nues touche entre 1400 et 1600 participants à un atelier, une rencontre, un spectacle en extérieur chaque saison.

Les enjeux pour les saisons à venir sont :

- Renforcer le lien entre les activités de création et de programmation et l'action artistique
- Donner à voir la diversité du théâtre de marionnettes, grâce à une ouverture sur ses différentes formes (théâtre d'ombre, théâtre d'objet, numérique, etc.)
- Développer la visibilité auprès des tous les publics grâce à des résidences territoriales dans le 20ème arrondissement, en partenariat fort avec les acteurs associatifs locaux.

a) Développement de nouveaux projets de sensibilisation

- Ouverture d'un atelier de pratique annuelle pour enfants dans le nouvel atelier
- Mise en œuvre d'un projet ***Culture et Santé*** auprès de personnes âgées dépendantes en lien avec l'EHPAD Alquier Debrousse (en cours d'élaboration, démarrage en janvier 2018)
- Mise en œuvre d'un projet ***Culture et Justice*** auprès de personnes sous main de justice
- Développement de partenariats avec des associations pour l'accessibilité du théâtre : femmes en alphabétisation, personnes handicapées.

b) Un ancrage plus fort sur le territoire

- Renforcement de notre visibilité par le développement des relations auprès des associations
- mission de service civique pour développer la communication auprès des habitants (entamée)
- développement de l'affichage en pieds d'immeubles et communication sur nos tarifs spécifiques
- Présence dans l'espace public avec :
- plusieurs défilés de marionnettes géantes (Carnaval de Paris, Journée du Développement Durable organisée par Emmaüs Coup de Main, événements de quartier et Traverses de Juin) ;
- des déambulations dans les rues lors du festival des Traverses de juin,
- organisation de spectacles dans les squares (Square de la Salamandre, Square des Cardeurs) lors des Traverses de juin
- avec l'ouverture d'un nouvel atelier dans le Square des Cardeurs, développement de la circulation des élèves et des compagnies accueillies dans le Square rénové.

4- Des moyens renforcés afin d'accompagner le projet de développement du Théâtre aux Mains Nues

Les travaux d'extension actuels entrepris pour le théâtre sont un véritable appel d'air à ces activités cumulées. **Il est indispensable que ce développement architectural s'accompagne d'un développement équivalent en termes de ressources humaines et de ressources financières.**

Les nombreux départs de salariés du Théâtre aux Mains Nues sur les deux dernières saisons imposent urgemment **une revalorisation des salaires** et un réajustement des rémunérations tendant vers le respect de la grille de la CCNEAC (Cf page 5). La fidélisation d'une équipe, pour le bon développement du Théâtre aux Mains Nues apparaît comme une condition sine qua non de l'accompagnement de son évolution.

- Juillet 2017 : embauche d'un régisseur permanent à 30h / semaine afin d'assurer le suivi technique sur les deux salles et d'accompagner au mieux les équipes artistiques
- 2017-2018-2019 : augmentation progressive des salaires pour s'aligner sur la convention collective
- 2018 : embauche d'une chargée de diffusion mutualisée avec une autre compagnie afin de développer la diffusion des créations du Théâtre aux Mains Nues, des compagnons, et de soutenir les équipes accueillies dans leur diffusion

PROJET ARTISTIQUE
RESIDENCES ACCUEILLIES DANS LE CADRE DU PROJET PROPOSE :

NOM DES EQUIPES ARTISTIQUES OU GROUPES ACCUEILLIS	DISCIPLINES ARTISTIQUES	TYPE DE RESIDENCE	DUREE DE LA RESIDENCE		CONDITIONS D'ACCUEIL OFFERTES	MODALITES D'ACCOMPAGNEMENT DES ARTISTES ET EQUIPES ACCUEILLIS
			Nbre de jours	Période		
Cie Zaï	Ombres/Marionnettes	Reprise	5	Avril	Sortie de résidence devant publics et professionnels	Accompagnement technique, regard artistique, soutien administratif
Collectif Napen	Ombres/Marionnettes	Reprise	4	Avril	Sortie de résidence devant publics et professionnels	Accompagnement technique, regard artistique

Ludilud	Ombres/Marionnettes	Création	5	Mars	Sortie de résidence devant publics et professionnels	Accompagnement technique, prêt de matériel, regard artistique
En Faim de Conte	Ombres/Marionnettes	Création	16	Avril + Sept.	Sortie de résidence devant publics et professionnels	Regard artistique
Les 6 doigts de la main	Ombres/Marionnettes	Scénographie	21	Mars + Mai	Sortie de résidence devant publics et professionnels	Regard artistique
Lieu Kommun	Ombres/Marionnettes	Recherche	4	Mai	Sortie de résidence lors du Festival Les Traverses de Juin	Accompagnement technique, création lumière, soutien administratif
Liquidambar	Ombres/Marionnettes	Création	9	Juillet	Sortie de résidence devant publics et professionnels	Regard artistique
Alexandre Abbas	Ombres/Marionnettes	Recherche	5	Juillet	Sortie de résidence devant publics et professionnels	Regard artistique
Déborah beveniste	Ombres/Marionnettes	Création	5	Sept.	Sortie de résidence devant publics et professionnels	Regard artistique
7ème Tiroir	Ombres/Marionnettes	Création	10	Sept.	Programmation saison 17-18	Regard artistique, aide à la diffusion

Toutes ces compagnies sont émergentes, puisqu'il s'agit là de la mission du Théâtre aux Mains Nues en tant que plateforme professionnel et théâtre d'essais : permettre à des compagnies émergentes d'avoir un espace-temps d'expérimentation. D'autres compagnies seront accueillies sur la saison 2017-2018 pour des durées de 1 à 2 semaines, la programmation de ces résidences est toujours en cours.

LE CAS ECHEANT, ACCOMPAGNEMENT D'EQUIPES ARTISTIQUES HORS RESIDENCES :

Le Théâtre aux Mains Nues accompagne les compagnons sur les résidences, sur le soutien administratif, la diffusion, l'accompagnement technique, le regard artistique du directeur Pierre Blaise :
Face au Mur - Lucile Beaune
Hors Contrôle – Erika Faria de Oliveira
Existe – Vera Rozanova
Harmonie – Reflets Complices

SOUTIEN A LA CREATION :

SPECTACLES	COMPAGNIE	NBRE DE REPRES	CREATION ?	ESTHETIQUE					NBRE D'INTERPRETES	SOUTIEN DU TMN
				Exterieur	Ombres	Objets	Marionnettes	Mixte		
La Fontaine	Théâtre sans Toit	3	NON					1	3	
Semmelweis	Cie La Mémoire et l'Instant Michel	4	NON					1	2	Partage de billetterie + Création lumière
Médiathèque Marguerite Duras	Sigalla Philippe Bossard	1	OUI					1	1	Cession + transport
La mort je n'y crois	Juraté	4	NON					1	2	Partage de billetterie

pas										
Brèves en marionnettes	Anciens élèves	1	OUI					1	3	Gratuit. Présentation de travaux en cours
La Femme Assise	Cie Ludilud	5	OUI					1	3	Partage de billetterie + Création lumière
spectacle + atelier. In extremis	Fleur Lemercier	2	OUI		1				2	Cession + hébergement
Loin du Ciel	Théâtre du Cristal	10	OUI					1 1	1	Partage de billetterie. Aide en diffusion.
Mises à l'index	Exils de l'intérieur	4	OUI			1			1	Partage de billetterie. Accueil en résidence. Aide en diffusion et administrative.
Légende de Baoulé	Anne Compagnon	4	OUI		1				3	Partage de billetterie. Accueil en résidence. Aide en diffusion et administrative.
Voyages Immobiles	Abbi Patrix	3	NON					1	1	Partage de billetterie + commande d'un stage
Comment Wang Fô fut sauvé	JP Ouvrard	4	NON		1				2	Partage de billetterie + aide administrative
Rouge	Marjolaine	4	NON	1					2	Partage de billetterie
Le Pays de Rien	Gabriella Aranguiz	4	OUI					1	2	Partage de billetterie + accueil en résidence + regard artistique
Bona Kélé	Les Grandes personnes	2	NON	1						Cession
Dégainez-vous	Alexandra Vuillet	2	OUI	1						Cession
Piggy Bones		2	NON	1						Cession

PROJET POUR LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE

DIFFUSION :

3 festivals sur la saison 2017-2018
- Festival *Marionettons-nous* à destination du jeune public du 2 au 18 mai 2018 : 12 représentations à destination du jeune public en temps scolaire et hors scolaire
- Festival *Les Traverses de Juin* dans l'espace public le 25-26 juin 2018 à destination des habitants du quartier Saint-Blaise : 2 jours de spectacles, concerts, ateliers, expositions et déambulations en extérieur. Tout est gratuit et se réalise en partenariat avec le Jardin Partagé du 56, la Maison des Pratiques Artistiques Amateurs
- Festival *Les Scènes Ouvertes à l'Insolite* en mai 2018 qui propose de présenter des compagnies émergentes de théâtre de marionnettes, en partenariat avec le Théâtre Mouffetard, le Centre d'animation Louis Lumière, la Maison

des Pratiques Artistiques Amateurs etle Centre d'animation Wangari Mathai.

1 journée « Marionnette en Famille »
Journée gratuite pour les familles du quartier Saint-Blaise de découverte du Théâtre avec au programme : un brunch, une représentation d'un spectacle de théâtre d'ombres et un atelier de construction de marionnettes.

3 temps forts
- *La Ventriloquie*, octobre 2017 : en partenariat avec la Médiathèque Marguerite Duras : spectacle-conférence et table ronde autour de cette forme artistique en profond renouvellement
- *Le Cinéma d'animation*, février 2017, table-ronde et projections : en partenariat avec le Théâtre Mouffetard
- *Hommage à Antoine Vitez*, mars 2017 : diffusion du *Soulier de Satin* en partenariat avec l'association Les Amis d'Antoine Vitez et le Théâtre National de Chaillot.

Nombre total de représentations prévues dans les murs 64 représentations
Nombre total de représentations prévues hors les murs 11 représentations

AXES DE LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DES PUBLICS :
Le Théâtre aux Mains Nues est implanté depuis plus de quinze ans dans le quartier St Blaise, situé à l'est du 20ème arrondissement de Paris. Animé par la volonté de faire découvrir au grand public la richesse et la diversité des arts de la marionnette, le TMN tisse au quotidien des partenariats avec les structures sociales, culturelles et scolaires du quartier.

Le constat est posé qu'il est difficile pour le théâtre de toucher le public du quartier, et plus particulièrement les adolescents et jeunes adultes. Pour répondre à cet écueil, et que chacun puisse se sentir légitime au sein du théâtre et puisse découvrir la liberté qu'offre une pratique culturelle, le TMN entend dans les prochaines années :
- poursuivre et renforcer ses actions hors les murs
- préserver sa politique tarifaire adaptée aux réalités financières des habitants malgré l'équilibre économique fragile du Théâtre aux Mains Nues
- développer de nouveaux partenariats avec les structures culturelles de l'arrondissement et notamment *Les Plateaux Sauvages*, établissement culturel nouvellement implanté dans le 20^{e} arrondissement
- construire des projets avec les structures sociales très nombreuses du quartier
- s'impliquer dans le Conseil de Quartier Saint-Blaise
- proposer des ateliers de pratiques gratuits pour les enfants
- investir l'espace public par des installations temporaires notamment dans le square des Cardeurs, afin de rendre visible le Théâtre et de permettre aux habitants de se l'approprier, d'en faire leur lieu culturel

EQUIPEMENTS ET LIEUX PARTENAIRES DU PROJET EN ILE-DE-FRANCE
Le Théâtre aux Mains Nues est soutenu :

Pour ses créations / exposition :
Par la Commune de Saint Affrique
Par l'Institut International de la Marionnette
En partenariat avec ONG Conseil

Ses partenaires pour les actions artistiques et territoriales sont :
Association Plus Loin, Centre Paris Anim Ken Saro Wiwa , AEPCR , Fabrication Maison , Club des Réglisses , Centre Paris Anim Louis Lumière , Centre Paris Anim Wangari Maathai , Emmaüs Coup de Main , Davout Relai , Association Lucarne , Paris Est Village, MPAA St Blaise , EHPAD Alquier Debrousse .

Pour sa librairie : Le Merle Moqueur

Les partenaires de l'école sont : ESNAM, Ecole Nationale Supérieure des Arts de la Marionnette, Charleville Mézières, EDT 91, Autograf, Maison du Conte.

Le Théâtres aux mains Nues est partenaire des théâtres et compagnies suivants : Théâtre L'Ogresse, La Nef, Le Clastic Théâtre, Le Mouffetard - Théâtre de la Marionnette à Paris, Théâtre Dunois, Théâtre 71 (Malakoff), Théâtre de la Commune, Aubervilliers, Théâtre Jean Arp, Théâtre Paris-Vilette, Groupe des 25 (A Venir), Théâtre Sans Toit.

Des centres de loisirs : Mouraud, 5 rue Mouraud, Riblette, 16 rue Riblette, Le Club de Prévention des Réglisses

Des centres sociaux : Centre social Wangari Maathaï, Centre social Soleil Blaise / Saint-Blaise, Centre Social d'Annam / Saint Blaise
Des associations : Association Multi'colors, Bibliothèque Marguerite Duras, Jardin d'enfants Felix Terrier, 8 rue Felix Terrier, Vivre autrement, 29/31 boulevard Davout, L'Hippocampe associé, 71 rue Saint-Blaise, Plus Loin
Espace Jeune Saint Blaise
Des écoles élémentaires et maternelles : Ecole Riblette, Paris 20, Ecole du Clos, Paris 20, Ecole Dunois, Paris 13, Ecole Etienne Dolet, Paris 20, Ecole Récollet, Paris 10
Collèges : Collège J-F Oeben, Paris 12, Collège R. Doisneau, Paris 20, Collège Tristan, Paris 20

PROJETS PREVUS EN PARTENARIAT AVEC D'AUTRES STRUCTURES OU RESEAUX FRANCILIENS

- Partenariat annuel avec le Théâtre Mouffetard autour de différents volets : diffusion (festival des Scènes Ouvertes à l'Insolite en partenariat), formation (harmonisation du format des stages amateurs, communication mutualisée, stage professionnel en commun), action culturelle (stage à destination des formateurs en commun).
- Projets d'action artistique et de territoire : Cf page 23
- Partenariat de communication avec les théâtres partenaires (Cf page 23)
- Prêt de matériel technique auprès des compagnies partenaires (Cf page23)
- Partenariat sur les relations publiques avec les établissements scolaires et les centres sociaux (Cf page 23)

IV- Budget du projet en 2017 (HT)

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES DE RESIDENCES/ CREATION / DIFFUSION	**97 780**	**ETAT**	**36 000**
Résidences (apports en coprod d'artistes en résidence)	5 040	Drac Ile-de-France **attribué**	36 000
Salaires personnel artistique (hors résidences)	21 179		
Achat de spectacles (hors résidences)	9 281		
Dépenses de coproduction (hors résidences)	12 960	**COLLECTIVITES TERRITORIALES**	**104 200**
Salaires personnel technique (hors résidences)	27 827	**Région Ile-de-France PAC (dans la limite de 40% des dépenses)**	70 000
Transport, hébergement, restauration, défraiements	5 773		
Communication	12 646		
Autres, préciser : SACD sur diffusion d'œuvres	3 074		
		Ville de Paris **attribué**	33 000
		Ville de Gonesse	1 200
		UNION EUROPEENNE	-
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	**42 352**		
Salaires (bruts et charges)	33 698	**EMPLOIS AIDES**	1 119
Achat action culturelle	7 884	CUI-CAE	1 119
Résidences (préciser les postes de dépenses)		**AUTRES SUBVENTIONS** (Arcadi, Cnv…) Préciser	
Défraiements des intervenants (repas, transport, hébergement)	770	**SOCIETES CIVILES**	-
		Adami	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (dans la limite de 20% des dépenses)	**35 024**	Sacem	

Salaires des personnels liés à la structure (bruts et charges)	19 576	Spedidam	
Loyer annuel et charges locatives	10 834	Autres, préciser :	
Fluides et combustibles	3 476	**PARTENAIRES PRIVES**	1 000
Affranchissement et téléphone	1 139	Mécénat	1 000
Autres, préciser :		Sponsors	
		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	32 837
		Billetterie	13 970
		Prestations de services	2 667
		Recettes de productions et coproductions	16 200
TOTAL DEPENSES	**175 156**	**TOTAL RECETTES**	**175 156**

IV- Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Ces trois dernières années témoignent d'une période de transition pour le Théâtre aux Mains Nues avec la mise en œuvre du projet du nouveau directeur et la poursuite des travaux d'agrandissement et de réaménagement. Si l'ouverture de la nouvelle salle (salle de 49 places) a eu lieu en Janvier 2016, les travaux des anciens locaux, toujours en cours, devraient s'achever en septembre 2017.
Malgré ces années de travaux compliquées pour l'équipe et la mise en œuvre du projet, le Théâtre aux Mains nues présente un bilan positif de cette convention de permanence artistique et culturelle qui s'achève.

Acteur reconnu dans le secteur de la marionnette notamment pour la qualité des formations professionnelles dispensées, le Théâtre aux Mains Nues sous la direction de Pierre Blaise, a continué de proposer les formations annuelles, formations mensuelles et les stages ponctuels, qui attirent toujours jeunes artistes comme pédagogues. La mise à disposition de locaux par la mairie du 20ème pendant les travaux a permis la continuité de l'activité pédagogique du Théâtre aux Mains Nues.
Le Théâtre aux Mains Nues a développé, au cours des trois années écoulées, des partenariats avec d'autres lieux-marionnettes franciliens, avec Le Mouffetard – Théâtre de la Marionnette à Paris en particulier, mais également la Nef, Le Clastic-théatre ou encore la halle Roublot/compagnie le Pilier des anges… Ces partenariats reposent sur les complémentarités possibles entre les structures et visent à mieux accompagner les artistes et les publics.
Le Théâtre aux mains nues a fortement développé le soutien aux artistes marionnettistes, le nombre de résidences s'est accru (de 12 compagnies accueillies en 2014, ce sont 26 compagnies qui ont été en résidence en 2016) comme la qualité de l'accompagnement, notamment grâce au nouvel outil que constitue la nouvelle salle. L'accompagnement et l'insertion professionnelle des jeunes équipes est au cœur du projet, en cohérence avec les formations dispensées. Le Théâtre accompagne sur des temps plus longs et de manière plus soutenue les artistes compagnons, pour lesquels le Théâtre peut porter la production déléguée de leur création. C'est le cas de « la petite conférence manipulée » de Lucile Beaune et de « A travers la cerisaie » de Vera Rozanova.
Implanté au cœur d'un quartier politique de la ville, le Théâtre aux Mains Nues a toujours à cœur de proposer aux public les moyens de la rencontre avec l'art de la marionnette et les artistes marionnettistes, que ce soit à travers une programmation exigeante au Théâtre, une programmation hors les murs (comme lors du festival Les Traverses ou en lien avec les centres d'animation du quartier) ou encore des actions culturelles nombreuses et diverses. Les interventions artistiques auprès des publics ont ainsi augmentés au cours de cette convention, elles s'adressent tout à la fois au tout public, aux habitants, familles, aux centres de loisirs, centres sociaux, scolaires (résidence en collège, classe à PAC, intervention en collège option théâtre)…

Le projet proposé pour le renouvellement de la convention présente des évolutions intéressantes : la certification professionnelle de la Formation, le renforcement et l'amélioration de l'accompagnement des artistes (l'ouverture des nouveaux locaux qui comprendront notamment un atelier de construction et une salle de répétition offrira de nouvelles perspectives d'accompagnement), la volonté de développer les actions en direction des publics, notamment lycéens et le projet de « Jeune Théâtre de Marionnettiste » - avec la création « Traces » de Mathieu

Enderlin - , qui permet de tisser un point entre la formation et la création dont le but est de créer une forme légère avec au moins deux acteurs-marionnettistes sortant d'école.

IV- Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Lieux et opérateurs) pour un montant maintenu à l'identique.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 155 156 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	35 000,00 €
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	27 095,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	16 602,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
	Montant total	193 697,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002793

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMPAGNIE HUBERT JAPPELLE - RENOUVELLEMENT PAC CP JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	250 000,00 €	18,00 %	45 000,00 €
	Montant Total de la subvention		45 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE HUBERT JAPPELLE
Adresse administrative : 33 CH D ANDRESY
95610 ERAGNY
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur HUBERT JAPELLE, CO-GERANT
N° SIRET : 43386209100025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

I- Présentation du bénéficiaire

Fondé par le metteur en scène Hubert Japelle afin de disposer d'un lieu de travail pour sa compagnie, le Théâtre de l'Usine est installé à Eragny-sur-Oise (95). Il accueille cinq compagnies de façon permanente, dont les membres ont travaillé ou travaillent avec Hubert Jappelle et qui bénéficient des locaux (bureaux, stockage, plateau) : Compagnie La Voix de l'Ourse – M-L Gilberton (théâtre/danse), Compagnie le Klou – J-F Maurier (clown), le Théâtre du Tricorne – A. Bernard-Brunel (théâtre), Compagnie Fahrenheit 451 – C. Gauzeran (théâtre) et Bérangère Gilberton (comédienne marionnettiste). Parallèlement, d'autres compagnies sont régulièrement accueillies pour des résidences de création ou de diffusion : Compagnie du Cercle, Théâtre Sans Toit, L'Alinéa… Le Théâtre de l'Usine est membre des réseaux Actes-if, RAVIV et THEMAA.
Le Théâtre de l'Usine dispose d'un ancrage local important et mène de nombreuses actions culturelles avec les publics à Eragny-sur-Oise et plus largement dans le Val d'Oise. La compagnie Hubert Jappelle poursuit également la diffusion de ses spectacles, en particulier à l'échelle départementale.
Par ailleurs, la structure a initié depuis 2014 un projet de diffusion itinérante à l'année dans des communes rurales situées dans le périmètre du Parc Naturel du Vexin, voire au-delà.
Le Théâtre de l'Usine est soutenu par la DRAC, la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise, le

Département du Val d'Oise, la Ville d'Eragny-sur-Oise et la Région Ile-de-France.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

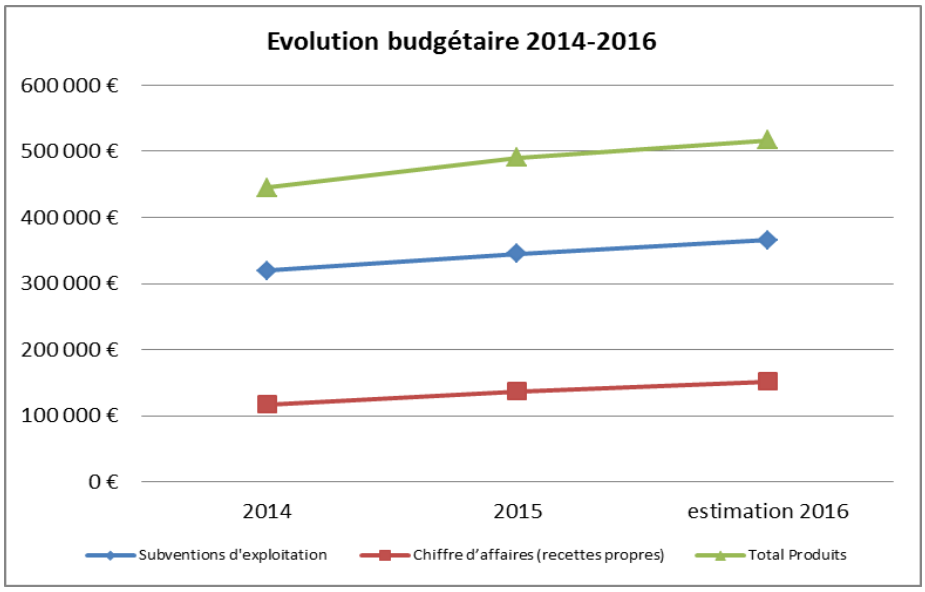
	2014	**%**	**2015**	**2016**	**%**
DRAC Théâtre (+SDAT 2016)	46 000	*13%*	46 000	53 600	*15%*
Conseil départemental 95	87 660	*26%*	83 205	84 255	*23%*
CA Cergy-Pontoise	176 926	*52%*	176 926	176 926	*48%*
CC Vexin Centre			2 500	3 000	*1%*
CC Vexin Val de Seine				1 000	*0%*
6 communes (Marines, Avernes, Frémainville, Omerville, Chaussy, Vigny)	500	*0%*	2 100	7 250	*2%*
EPA - SIVU regroupement scolaire Ambleville, Hodent, Omerville				2 200	*1%*
Commune Eragny sur Oise (TAP)			16 400	7 300	*2%*
Région - PAC	30 000	*9%*	30 000	30 000	*8%*
TOTAL SUBVENTIONS	**341 086**	**100%**	**357 131**	**365 531**	100%

Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

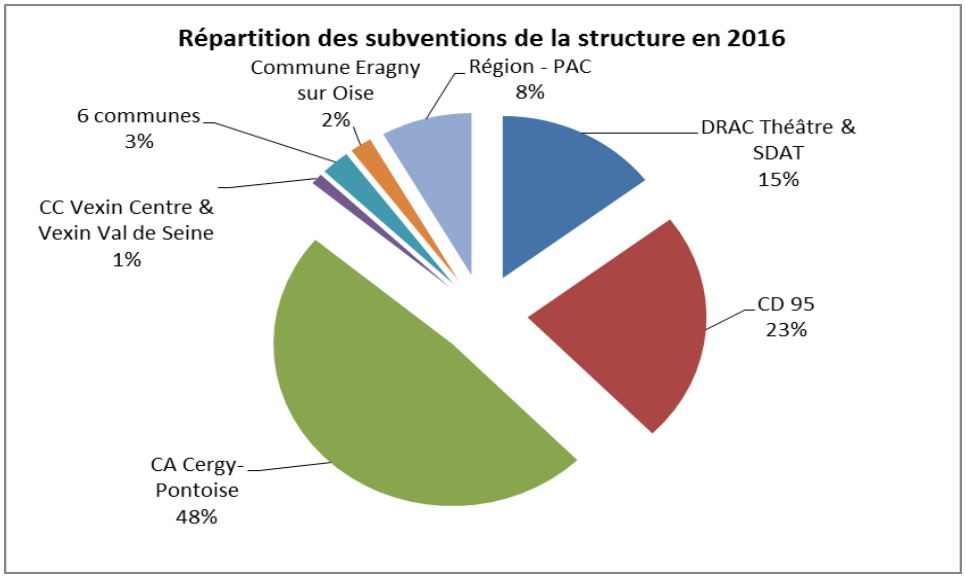
	2014	**%**	**2015**	***estimation 2016***	**%**
Subventions d'exploitation	319 844*	*72%*	345 401	*365 531*	*71%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	117 156	*26%*	137 271	*151 735*	*29%*
Total produits	445 008	100%	490 522	*517 266*	100%

* subvention régionale 2014 non enregistrée dans les comptes 2014

Graphique 1 : évolution budgétaire 2014-2015-2016



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2016



2) Evolution de l'emploi

	2014	2015	2016
Masse salariale totale en €	155 644	180 337	183 191
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	7 217	7 655	6 971

3) Evolution de l'activité

Par Année	2014	2015	2016
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	4	4	4
Nombre de spectacles diffusés au total : *Dont mise en scène Hubert Jappelle* *Dont artistes associés (soutien et délégation de prod)* *Dont Cies implantées et associées à l'activité* *Dont cies en résidence repérées et soutenues* *Dont partenariat structures locales (festival, mairie, etc)*	20 4 2 2 7 5	24 3 3 3 7 8	26 3 5 3 2 13
Nombre de représentations : *(Dont cession) :* *Dont représentations au Théâtre* *Dont représentations hors-les-murs*	119 (7) 109 10	116 (26) 84 32	150 (37) 98 52
Nombre de festivals / temps forts	4	4	4
Nombre de spectateurs : *Dont au Théâtre* *Dont hors-les-murs*	11 911 10 922 989	11 932 9 385 2 547	13 510 (dont 6737 scolaires) 8 423 5 087
Nombre de résidence(s) accueillie(s) *Durée moyenne (nombre de jours ou mois) & Artistes* *Dont résidences cies & artistes associés* *Dont résidences ponctuelles ou régulières*	38 / 1 jour à 2 mois et demi 11 27	38 / 1 jour à 2 mois et demi 13 25	42 / 1 jour à 2 mois et demi 13 29
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens :	130	160	164
Nombre d'heures d'intervention artistique au total :	1604	1777	2032
Nombre d'établissements et de relais partenaires :	50	45	56
Nombre de bénéficiaires :	1976	1760	2300

III- Projet rédigé par le bénéficiaire pour la convention PAC 2017-2021

Le Théâtre de l'Usine s'affirme comme un lieu de création et de diffusion important du Val d'Oise et de la Région Ile de France, qui rayonne largement sur le territoire auprès de nombreux publics différents ou éloignés, s'articulant autour de 3 axes et s'inscrivant dans un travail de construction à long terme :

1) <u>La transmission de notre patrimoine</u> au plus grand nombre : Principalement autour du travail d'**Hubert Jappelle** et de ses équipes, **création et diffusion** d'œuvres du répertoire classique ou contemporain, travail de recherche sur l'interprétation théâtrale par **l'acteur ou la marionnette**.

Le Théâtre de l'Usine accueillera en **résidence de création/diffusion près de 40 compagnies** par an, par la mise à disposition de ses précieux outils : plateau et salle de répétition équipés, atelier de construction, locaux de stockage et bureaux. Quelques compagnies et artistes participent aux axes suivants.

2) <u>La Jeunesse</u> : reprenant le premier axe, un important travail est mené pour faciliter la fréquentation des lieux culturels et la découverte des œuvres (programmation adaptée aux programmes, tarifs faibles, transports organisés et négociés, rapprochement/décentralisation).

L'Education Artistique et Culturelle est également mise à l'honneur dans le projet (près de 2000h d'interventions) du Théâtre de l'Usine qui déploiera de nombreux projets en partenariats avec les établissements scolaires, communes et intercommunalités du Val d'Oise et des Yvelines : un projet de résidence d'artistes en milieu scolaire sur 2 ans est en cours de mise en place sur les territoires ruraux du Vexin.

Développement du travail vers les publics lycéens, plusieurs projets en cours :

1. Lycée technologique Notre Dame de la Compassion à Jouy le Moutier dans le cadre de Culture à L'Hôpital 2017
2. Lycée professionnel de Chars dans le cadre de la résidence en milieu scolaire 2017-2018
3. Lycée Escoffier Eragny : poursuite du travail entrepris avec la résidence 2015-2016. Projet en discussion pour 2017-2018

3) Rayonnement territorial : s'articulant autour des 2 premiers axes, le Théâtre de l'Usine mène depuis 2014 un programme de **décentralisation en milieu rural** (Vexin, 44 représentations 2015+2016) pour venir en soutien et accompagner les collectivités du Val d'Oise dans la mise en place de projets culturels, ainsi que l'équipement des lieux communaux comme cela est fait à Avernes et se prépare dans plusieurs autres villages. Il y a aussi un projet de création de salle de spectacle avec une commune vexinoise, projet qui pourrait contribuer à améliorer le maillage des structures de diffusion du territoire.
Ce dernier point essentiel est en cours de développement grâce aux efforts consentis par quelques petites communes pour commencer à équiper leurs petites salles de manière à pouvoir accueillir des prestations professionnelles régulièrement.

Ce dispositif de rayonnement territorial dépasse désormais le cadre du champ théâtral et s'étendra vers plusieurs champs artistiques. Diffusion d'oeuvres musicales, chorégraphiques, cinématographiques, magiques organisées en partenariat avec des structures culturelles concernées du département, les compagnies en résidence au Théâtre ainsi que les artistes locaux repérés. Cela provoque l'organisation de petits festivals comme à Avernes en partenariat avec Frémainville et Gadancourt ou Omerville avec Chaussy et Marines.

Le Théâtre de l'Usine, grâce à ces petits équipements fixes et avec le soutien des collectivités locales, va pouvoir mettre en place dès le mois de septembre 2017, **la première saison culturelle du Vexin**. Celle-ci verra la programmation de différents spectacles tout au long de l'année dans plusieurs villages équipés ou finançant une manifestation exceptionnelle.
Nous ferons notre maximum pour que toutes les structures professionnelles du territoire viennent contribuer à alimenter cette saison et les suivantes.

Inspiré d'un mode de fonctionnement déterminé par les possibilités très faibles des collectivités rurales locales relevées lors de 3 années d'expérimentations, ce programme de décentralisation et d'accompagnement des communes commence à s'étendre à de nouveaux partenaires nettement plus urbains dans la Val d'Oise (Méry sur Oise, La luciole) et les Yvelines (Clayes-Sous-Bois), contribuant ainsi au maintien et au développement du spectacle vivant dans les salles municipales.

Une attention est également portée sur les publics éloignés ou défavorisés pour diverses raisons, dont les établissements spécialisés tels que les centres médico-sociaux, prisons, hôpitaux, avec lesquels nous travaillons de plus en plus régulièrement ainsi que les associations solidaires telles que culture du coeur.

Tous les ans le Théâtre de l'Usine produira, diffusera, accompagnera ou recherchera des spectacles capables de venir se rapprocher de tous les publics éloignés, quels qu'ils soient et où qu'ils soient.

Tous ces spectacles repérés, serviront par la suite à alimenter le réseau de diffusion formé autour du Théâtre de l'Usine auprès des publics de tous âge, scolaires, établissements spécialisés, collectivités et

professionnels de la Région.

RESIDENCES ACCUEILLIES DANS LE CADRE DU PROJET PROPOSE :

Compagnie fondatrice et dirigeant le lieu : Compagnie Hubert Jappelle

Compagnies implantées et artistes associés de façon permanente au Théâtre de l'Usine :
- Bérengère Gilberton et Sylvie Weissenbacher (marionnette) – émergentes : production-déléguée par la cie Hubert Jappelle
- Olivier Hueber, Geffroy Guerrier, Hélène Guichard, Philippe Kieffer (théâtre) : production-déléguée par la cie Hubert Jappelle
- Cie La Voix de l'Ourse – Hélène Guichard et Marie-Laure Gilberton (théâtre, marionnette, danse)
- Cie Le Klou – Jean-François Maurier et Rafael Batonnet (théâtre, clown)
- Théâtre du Tricorne – Adrien Bernard-Brunel (théâtre, musique)

Compagnies repérée, soutenues et diffusée par le Théâtre de l'Usine
- Cie des Illustres Enfants Justes – Benoit Juste, Marjolaine Juste (marionnette, musique)
- Cie Nostos – Paolo Taccardo (théâtre)

Compagnies soutenues et diffusée par le Théâtre de l'Usine :
- Cie L'Alinéa – Brice Coupey (marionnette)
- Cie Fahrenheit 451 – Christophe Gauzeran (théâtre)

Compagnies accueillies en diffusion :
- Cie Didier Delcroix (théâtre, marionnette)

Compagnies repérées :
- Cie Théâtre des deux saisons - Nelson-Rafaell Madel (théâtre) – émergent
- Arbre Compagnie (théâtre, marionnette)

Compagnies locales accompagnées
- Théâtre de l'Amble - Jean-Bernard Guillard (théâtre/chant)
- Cie rayons d'écrits – Colombe BARSACQ (théâtre, chanson)

Résidences ponctuelles :
- Cie Nagananda – Cécile Fraisse-Bareille (théâtre)

Près de 40 compagnies différentes passent par le Théâtre de l'Usine chaque année pour tous types de travaux dans tous les espaces mis à leur disposition.

ACCOMPAGNEMENT D'EQUIPES ARTISTIQUES HORS RESIDENCES :
Théâtre de Buée, Cie Les moutons noirs, Cie les 3 coups l'œuvre, Théâtre Sans Toit, Théâtre du Cristal, Cie Full Petal Machine, Cie Blob, Cie la Controverse, etc.

SOUTIEN A LA CREATION :
Les moyens apportés actuellement alloués au Théâtre de l'usine ne permettent plus de pouvoir produire ou coproduire les spectacles des compagnies accueillies, nous ne pouvons que mettre notre outil à disposition et éventuellement en profiter pour repérer des spectacles qui entrerai dans le cadre de nos projets.
Nous sommes à la recherche de soutiens financiers complémentaires pour retrouver un niveau de

production suffisant pour mieux orienter le projet artistique et alimenter par la suite nos réseaux avec des artistes régionaux.

Montant moyen des apports en coproduction : **Mise à disposition du lieu 150€/jour sans personnel ni matériel + reversement de billetterie**

DIFFUSION :

En plus de la saison organisée au Théâtre de l'Usine autour de l'activité de création et de reprise de la Cie Hubert Jappelle qui bénéficie de longues séries et des autres compagnies en résidences, le Théâtre de l'Usine est mis à la disposition de plusieurs manifestations organisées par la ville d'Eragny et des festivals ou structures locales.

Le public du Théâtre est un public divers et variés qui sait ce qu'il vient voir chez nous, et nous devons faire très attention à notre programmation Labiche, Musset, le roman de Renart.

Aucune programmation n'est encore établie de façon certaine pour 2017 et 2018. Si ce n'est les 2 créations des compagnies en résidence permanente : La voix de l'Ourse avec ***Tistou les pouces verts*** (marionnettes et Vidéo) et ***rater encore, rater mieux*** de la Cie Le Klou et 2 reprises de la Cie Jappelle : ***En attendant Godot*** et **une laborieuse entreprise.**

Parallèlement et dans la continuité des expériences menées depuis 3 ans en milieu rural et avec le soutien de plusieurs collectivités, le Théâtre de l'usine continue de se rapprocher davantage du public en structurant sa programmation vers les publics éloignés en mettant en place ***la 1ère saison culturelle du Vexin***.

Celle-ci s'articule autour de partenaires avec qui nous avons pu nouer des relations à longs termes qui ont souhaité mettre en place des Festivals (semaine artistique à Marines et P'tit festival à Avernes) ou avec des mairies qui ont souhaité équiper leurs lieux (Vigny, Chaussy), petites salles communales. Ces petits équipements nous permettent de réduire considérablement nos frais de diffusion et permettent d'améliorer la régularité de notre présence sur le territoire du Vexin.

Cette saison sera composée de spectacles créés ou repérés par le Théâtre de l'Usine et seront articulées autour de cette saison Vexinoise un grand nombre d'actions vers les établissements scolaires dans le cadre d'organisation de représentations scolaires décentralisées ou d'action d'éducation artistique. Une résidence d'artiste en milieu scolaire est actuellement en cours sur Vigny (95) et une autre se prépare sur le secteur de Marines (95) jusque 2019.

Cette saison aura ensuite vocation à venir habiter l'ensemble des structures culturelles du Val d'Oise qui souhaiteront y participer, ainsi que les communes rurales d'Ile de France en relation avec les parcs naturels régionaux.

Nombre total de représentations prévues dans les murs : 100

Nombre total de représentations prévues hors les murs : 170

AXES DE LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DES PUBLICS :

Comme déjà évoqué nous souhaitons rendre notre culture et notre patrimoine, accessibles au plus grand nombre, nous devons, pour cela, travailler sur plusieurs axes :

- Proposer et développer la diffusion des œuvres relevant du patrimoine de l'humanité en les rendant accessible artistiquement et économiquement.

- Se rapprocher de la jeunesse et la former par la construction de programmes adaptés à leurs besoins et leurs envies et en allant jouer dans les établissements scolaires

- Se rapprocher de la population en allant jouer sur les territoires ou secteurs où l'offre culturelle professionnelle est absente ou inaccessible.

- Se rapprocher des publics isolés en établissement spécialisés.

- Développer le travail vers les publics lycéens, plusieurs projets en cours :

    1. **Lycée technologique Notre Dame de la Compassion à Jouy le Moutier dans le cadre de Culture à L'Hôpital 2017**
    2. **Lycée professionnel de Chars dans le cadre de la résidence en milieu scolaire 2017-2018**
    3. **Lycée Escoffier Eragny : poursuite du travail entrepris avec la résidence 2015-2016. Projet en discussion pour 2017-2018**

Les moyens de tous ces publics éloignés étant très faibles, les structures culturelles relevant du domaine public doivent pouvoir apporter leurs compétences et leurs savoirs faire pour faire en sorte que tout le monde puisse trouver sa part de culture.

De nombreuses actions sont également mises en place pour créer la rencontre entre le public et les artistes et les inciter, les inviter à prendre possession de leurs équipements culturels et même de s'en accaparer.

EQUIPEMENTS ET LIEUX PARTENAIRES DU PROJET EN ILE-DE-FRANCE
Préciser les villes et départements de ces partenaires et les modalités du partenariat :
Salle Joseph Kessel à Avernes (équipée)
Salle Georges Pompidou à Marines (équipée)
Salle aux rideaux à Vigny (en cours d'équipement)
Salle des fêtes de Chaussy (en cours d'équipement)
Salle de l'âge d'Or à Chars
Salle des fêtes de Commeny
La Luciole à Méry sur Oise
Salle Philippe Noiret à Clayes-sous-bois

PROJETS PREVUS EN PARTENARIAT AVEC D'AUTRES STRUCTURES OU RESEAUX FRANCILIENS

Simvvo (conservatoire du vexin) : diffusion de spectacles et actions culturelles en vexin
Théâtre aux mains nues : diffusion de spectacles de marionnettes
Mutualisation de la diffusion au sein du **réseau actes-if (membre)**
Mutualisation au sein du **réseau raviv (membre)**
Réseau **themaa (membre)**
Bei cergy
Festival baroque de pontoise
Festival rumeurs urbaines (cie temps de vivre)
Festival du conte (cible 95)
Festival viva la vida
Festival les francos
Festival théâtral du val d'oise
L'apostrophe
Chateau la Roche Guyon
Theatre du cristal – pole art et handicap

Codevota-fncta (theatre amateur)
Culture du cœur
Crr de cergy-pontoise
Forum de vaureal et emb à Sannois
Hors les murs et nil admirari

IV- Budget du projet en 2017 (HT)

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES DE RESIDENCES/ CREATION / DIFFUSION	242000	**ETAT**	25000
Résidence 1 : Création et diffusion **mises en scène d'Hubert Jappelle**	35000	Drac Ile-de-France **(46000 Fonct +10000 action culturelle attribués)** attribué	25000
Résidence 2 (production et diffusion) : **Artistes et Cies associés** PRODUCTION 20000 DIFFUSION 10000	35000	Ministère de la Culture attribué ¨ / en cours ¨	
Résidence 3 (achats de spectacle et coproduction) : **Cie repérées et diffusées** DIFFUSION	15000	Autres Ministères, préciser : attribué ¨ / en cours ¨	
Autres résidences (coproduction) :	10000	**COLLECTIVITES TERRITORIALES**	217500
Salaires personnel artistique (hors résidences)	16500	**Région Ile-de-France PAC (dans la limite de 40% des dépenses)**	100 000
Achat de spectacles (hors résidences)	20000	Région Ile-de-France	
Dépenses de coproduction (hors résidences)	10000	Département **Val D'oise (69,000 Fonct + 11000 Action Cult attribués)** attribué	35000
Salaires personnel technique (hors résidences)	35000	EPCI - **CA CERGY-PONTOISE - Fonctionnement 169.000 attribués** attribué	70000
Salaires personnel administratif (hors résidences)	28500	EPCI - **CC VEXIN CENTRE** attribué	3000
Transport, hébergement, restauration, défraiements	15000	Commune 1 : **Marines** attribué x	6000
Communication	14000	Commune 2 : **Vigny** attribué	1700
Communication		Commune 3 : **Avernes** attribué x	1000
Autres : productions Cie Hubert Jappelle hors salaires, communication, défraiements	8000	Commune 4 : **Frémainville** attribué x	800
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	22000	Préciser le dispositif : attribué ¨ / en cours ¨	
Salaires (bruts et charges)	20000	**EMPLOIS AIDES**	
Achat action culturelle	2000	Préciser le dispositif :	

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (dans la limite de 20% des dépenses)	47000	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITE**	68500
Salaires des personnels liés à la structure (bruts et charges)	30000	Billetterie	20000
Fluides et combustibles	6000	Prestations de services	15000
Affranchissement et téléphone	500	Autres : vente spectacle	25000
fournitures divers, missions, honoraires	8000	Divers : amortiss. subv investiss, transfert de charges …	8500
entretien	2500		
impôts et taxes	6000		
TOTAL DEPENSES	**311 000**	**TOTAL RECETTES**	**311 000**
VALORISATION D'APPORTS EN NATURE OU EN INDUSTRIE			
APPORT EN NATURE OU EN INDUSTRIE		VALORISATION	
Mise à disposition de locaux	25000	Ville Eragny	25000
TOTAL VALORISATIONS	25000	TOTAL VALORISATIONS	25000

V - Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Le Théâtre de l'Usine est à la fois un lieu de travail ouvert à d'autres équipes artistiques, et un opérateur de diffusion et d'action culturelle en milieu rural, notamment sur le périmètre du PNR du Vexin.

Le projet proposé en 2014 pour cette première convention de permanence artistique et culturelle s'articulait sur deux axes : d'une part, l'amélioration des conditions d'accueil offertes par le Théâtre de l'Usine aux équipes artistiques en résidence et l'ouverture à de nouvelles équipes, en particulier en marionnette, et d'autre part, le développement d'une diffusion en zone rurale notamment dans le Vexin en partenariat avec des communes, associations et structures locales. Pour cela, le lieu souhaitait structurer davantage son équipe administrative.

Les objectifs ont été très largement atteints, l'activité du Théâtre de l'Usine a connu une montée en puissance conséquente, grâce à une forte implication de la structure sur le territoire.
La compagnie Hubert Jappelle - qui représente le pilier du projet, que ce soit en termes de gestion et d'animation du lieu ou en termes de ressources propres à travers la vente de ses spectacles et de ses ateliers -, a créé de nombreuses pièces de différents formats, qui se sont bien diffusées sur le territoire.
L'activité dans le lieu à Eragny-sur-Oise a crû de manière sensible que ce soit en diffusion, en fréquentation, en actions avec les publics ou en résidences accueillies.
Le nombre de compagnies soutenues a augmenté, les équipes artistiques trouvant dans le lieu un outil technique équipé précieux, des conditions souples de répétition, du personnel qualifié mis à disposition selon leurs besoins et un accompagnement pour des actions avec les publics, de la diffusion (dans le cadre de séries en coréalisation avec un partage des recettes à hauteur de 80% pour la compagnie), voire de la production-déléguée. On trouve à la fois des compagnies dites locales, implantées dans le Val d'Oise depuis longtemps et des compagnies plus reconnues ou émergentes, notamment dans le domaine de la marionnette.
L'action culturelle, qui atteignait déjà un haut niveau en 2014, est montée en flèche avec près de 2000 heures d'interventions artistiques auprès des publics que ce soit en milieu scolaire (écoles, collèges et lycées), avec des publics en difficultés (demandeurs d'emploi, détenus, secteur social, hôpital) ou encore

auprès d'amateurs de tous âges.
Par ailleurs, le projet de diffusion itinérante dans le Vexin a pris une ampleur significative, le Théâtre de l'Usine étant parvenu à nouer des partenariats solides et croissants avec plusieurs communes et communautés de communes, en particulier la Communauté de communes Vexin Centre (35 communes, 24 139 habitants), très intéressée tout à la fois par le développement de projets culturels sur son territoire et par la conduite d'un véritable diagnostic technique des besoins en équipement des salles polyvalentes municipales.
Ce rayonnement territorial se traduit aussi en augmentation des recettes propres et des subventions publiques, qui ont fait grimper le budget de la structure de 16% en trois ans, la DRAC ayant également attribué de nouveaux soutiens. Ce développement budgétaire a permis la pérennisation d'un poste en CDI (responsable des relations publiques et de l'action culturelle).

Le projet présenté pour le renouvellement de la convention s'appuie sur deux axes : 1) la poursuite des activités dans le lieu, avec l'objectif de pouvoir aider les compagnies en résidence ou associées en production, au-delà de l'accueil technique et logistique ; 2) le développement des saisons culturelles de spectacles décentralisées dans les communes rurales du Vexin, voire au-delà du périmètre du PNR, dans une logique de rayonnement territorial et de développement culturel en partenariat avec d'autres structures du Val d'Oise ou de la région. Le Théâtre de l'Usine souhaite également maintenir à un haut niveau le volume d'actions culturelles avec les publics, avec plusieurs projets prévus en lycées et notamment dans le Vexin (résidence au lycée professionnel de Chars).

VI - Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Lieux et opérateurs) pour un montant augmenté, compte-tenu de la montée en puissance des activités du Théâtre de l'Usine, devenu un opérateur culturel structurant sur le territoire rural de l'ouest du Val d'Oise grâce à ses partenariats noués avec les petites communes et tissus associatifs du Vexin et à sa capacité à développer des projets de qualité au plus près des habitants, sur des zones dépourvues de toute offre culturelle, aux marges de l'Ile-de-France.

La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle avec le Théâtre de l'Usine – Compagnie Hubert Jappelle pour quatre nouvelles années et apporte une aide à hauteur de 45 000 € sur une base subventionnable de 250 000 €, correspondant au budget prévisionnel proposé, déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé et déduction faite des dépenses d'impôts et taxes.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	31 500,00 €
2018	13 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	90 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008689

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION ANIMAKT - SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT 2017 (2 CONVENTION - 1ERE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	218 990,00 €	22,83 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ANIMAKT
Adresse administrative : 1 RUE EMILE FONTAINE
91160 SAULX LES CHARTREUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Sophie ARNOULD LAURENT, Présidente

Date de publication au JO : 14 juin 1997

N° SIRET : 42247205000026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

I- Présentation du bénéficiaire

Animakt est un lieu dédié aux arts de la rue et de la piste, installé au Saulx-les-Chartreux dans l'Essonne. Il soutient la création dans l'espace public, accueille de nombreuses compagnies en résidence, mène des actions culturelles et organise des manifestations d'arts de la rue sur le territoire essonnien. Les locaux sont composés d'une salle de travail, d'un studio de répétition, de lieux de vie, d'une salle de réunion, d'un bureau, d'hébergements et d'espaces extérieurs.
Animakt participe au développement des arts de la rue et du cirque en Essonne et dans la région. En partenariat avec la mairie de Saulx-les-Chartreux (91), l'association a ouvert ce lieu de fabrique en 1999: « la Barakt, lieu de fabrique pour les arts de la rue et d'ailleurs », afin d'accueillir en résidence des compagnies d'arts de la rue, de cirque et de marionnettes ainsi que des artistes plasticiens.
L'activité principale d'Animakt est de mettre à disposition ses locaux à des équipes artistiques, accueillies en résidence et de leur apporter ses compétences et savoir-faire en matière d'administration, de diffusion, de production et de régie. Animakt peut également proposer un apport financier à certaines compagnies afin de salarier les équipes artistiques en résidence (d'une semaine à plusieurs mois). Une trentaine d'équipes sont accueillies chaque année et 5 à 8 compagnies bénéficient d'une coproduction.

Animakt organise aussi deux festivals en alternance: le festival « Jeunes Pousses » dédié à la jeune création contemporaine en arts de la rue et le festival « Ceux d'En Face », qui est l'occasion d'écriture collective, de

commandes et de créations de formes inédites. Pour ces temps forts, Animakt associe les habitants et les structures locales à la préparation des évènements et à leur déroulement.
Depuis 2008, Animakt ouvre également son lieu au public lors de différents évènements qui rythment ainsi les saisons et permettent au public de découvrir le travail des compagnies en résidence à travers des étapes de travail et aux compagnies de « tester » leur projet : « les Beaux Dimanches »sont destinés à un public familial et ont lieu une fois par mois, les « Cartes Noires » sont organisées selon les besoins des compagnies et sont plutôt destinés à un public d'adultes. Les « Boites à musiques », nées de l'initiative d'adhérents de l'association, proposent des soirées musicales conviviales. Et enfin les « Passages à l'akt » sont des moments citoyens d'échanges et de débats autour de questions d'actualités, de thèmes de société…
Animakt porte une attention particulière aux jeunes compagnies qui ne disposent que très rarement de lieux d'accueil pour mener à bien leurs créations, ainsi que, plus largement, aux artistes et aux compagnies qui ont fait le choix de l'espace public pour y apporter une démarche particulière, un point de vue artistique original.

Attentif au lien social et au rapport citoyen au territoire, au public et aux habitants, Animakt développe de nombreuses actions culturelles auprès de la population à travers des cours de cirque à l'année, des ateliers de pratiques (écoles, centre de loisirs, parents-enfants, tout public…), des stages, des projets d'éducation artistique et culturelle (PEAC) avec des collèges, des présentations publiques, des représentations scolaires, des projets avec des publics dits « éloignés » (comme le projet de la compagnie Conflagration mené avec des personnes âgées et des détenus de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis).
De même, la gouvernance collaborative d'Animakt reflète sa volonté d'associer les adhérents-habitants au même titre que les salariés ou les administrateurs de l'association.

Animakt est soutenue par le Conseil Départemental de l'Essonne en tant qu'opérateur culturel structurant, par la DRAC au titre de l'aide aux résidences, par la Ville de Saulx-les-Chartreux (mise à disposition de locaux à titre gracieux et soutien financier) et par la Région Ile-de-France.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

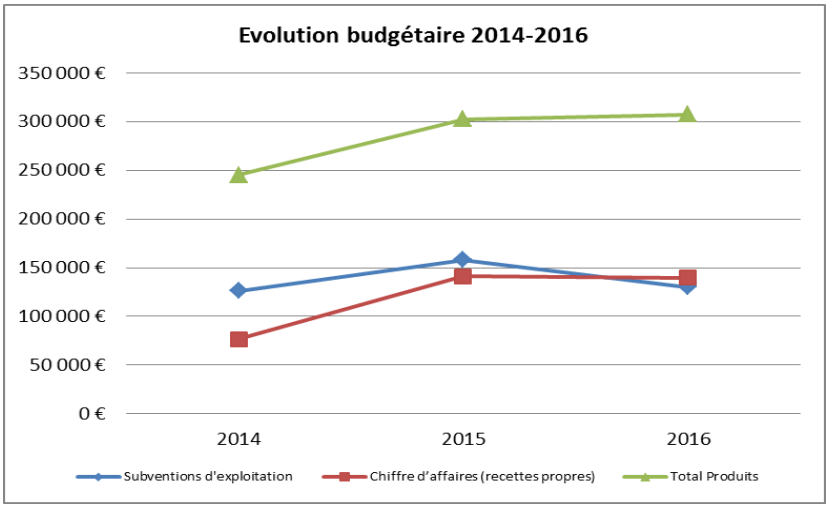
	2014	%	2015	2016	%
DRAC - aide à la résidence	15 000	*12%*	18 000	14 000	*11%*
DRAC - autres (SPIP, SDAT, réserve)	1 100	*1%*	9 116	9 200	*7%*
Conseil départemental de l'Essonne	41 000	*33%*	39 000	38 000	*29%*
Ville de Saulx Les chartreux	16 000	*13%*	12 000	12 000	*9%*
Ville de Palaiseau			2 000		-
Agglo Europ'Essonne puis CA Paris-Saclay	3 000	*2%*	3 000	2 010	*2%*
PNR Haute vallée de Chevreuse			3 000		-
Autres - Fondations		*5%*	6 200	5 000	*4%*
Région - PAC	50 000	*40%*	50 000	50 000	*38%*
Région - Autres (Cop 21)		*0%*	1 784		-

SOUS-TOTAL REGION	50 000	40%	51 784	50 000	38%
TOTAL SUBVENTIONS	**126 100**	**100%**	**144 100**	**130 210**	100%

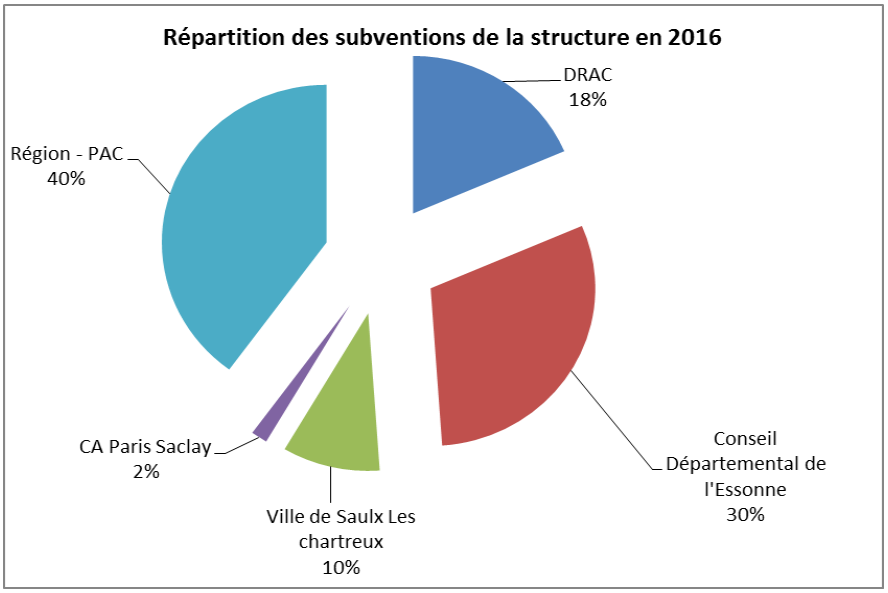
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2014	**%**	**2015**	**2016**	**%**
Subventions d'exploitation	126 359	*52%*	158 054	130 189	*42%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	76 617	*31%*	141 046	139 656	*45%*
Total produits	245 171	100%	302 282	307 377	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2014	2015	2016
Masse salariale régime général	75 176	78 225	76 022
Masse salariale régime intermittent	19 393	30 179	43 810

3) Evolution de l'activité

A – Partage de l'outil de travail

	2014	2015	2016
Nombre d'équipes artistiques accueillies	29	30	32
Nombre d'artistes/auteurs/réalisateurs individuels accueillis	5	5	5
Nombre total de jours d'occupation des espaces	200	180	235 jours

B – Publics et territoires

	2014	2015	2016
Nombre de rencontres avec les publics	33	53	52
Nombre d'usagers	8500 personnes environ (dans nos murs et hors les murs)	6700 personnes environ (dans nos murs et hors les murs)	10 780 personnes environ (dans nos murs et hors les murs)
Nombre de partenaires de la fabrique (réseaux, collectivités locales, etc…)	15	21	23

C – DIFFUSION, EXPOSITION

	2014	2015	2016
Nombre de spectacles/ projections/ expositions/ projets d'édition réalisés *Dont:* - ***Nombre de créations***	33 (dont sorties de résidences)	53 (dont sorties de résidences)	46 (dont sorties de résidences)
Nombre de jours de représentation/exposition	33 (dont sorties de	59 (dont sorties de	52 (dont sorties de résidence)

III- Projet rédigé par le bénéficiaire pour la convention PAC 2017-2020

Pour ces quatre prochaines années, Animakt souhaite privilégier certains axes et tisser des liens entre nos différentes activités. Le lieu s'attachera à poursuivre son soutien à la création en espace public en maintenant ses activités d'accueil en résidences avec une moyenne de 30 résidences par an, avec un soutien majoritaire à des équipes émergentes. Notre volonté d'intégrer des adhérents dans la programmation des résidences, est toujours

d'actualité. Nous préférons envisager de choisir les équipes accueillies en collégialité, avec des personnes novices et des regards plus expérimentés.

L'accompagnement proposé varie selon les projets, de la simple mise à disposition d'espace de travail et de vie (hébergement, cuisine), jusqu'à un apport en coproduction et une programmation, en passant par un soutien logistique, un regard extérieur sur la production ou la mise en relation avec les professionnels du réseau.
Nous réfléchissons actuellement, afin de soutenir l'émergence à formaliser notre partenariat avec la FAI AR. Nous accueillons depuis plusieurs années de nombreux apprentis sortant de cette formation. Nous aimerions formaliser ce soutien et poursuivre notre accompagnement vers les apprentis qui sortent de cette école dédiée aux arts de la rue.
Nous poursuivrons également notre accompagnement de certains artistes au sein de la pépinière, sur des aspects de structuration administratives. Nous accueillons ainsi 2 à 3 équipes artistiques simultanément au sein de notre pépinière, et celles-ci restent en moyenne 2,5 ans avant de créer leur propre structure. Fin 2016, le collectif réversible (plasticiens à base de végétaux) s'est autonomisé en créant sa propre association, démarche que nous avons accompagnée. En 2017, Matthieu Villatelle, magicien mentaliste a rejoint notre pépinière pour son premier projet solo.

Nous sommes en discussion avec la DRAC Ile-de-France afin de signer un conventionnement à partir de 2018, qui nous permettrait de disposer d'un budget dédié à la coproduction de certaines équipes accueillies. Ce serait un changement majeur dans notre activité et nous permettrait d'être un moteur important de la création sur notre territoire: nous pourrions ainsi affiner notre ligne artistique, jouer un rôle encore plus fort de soutien l'émergence en apportant des moyens sur des créations, et démultiplier ces moyens grâce à notre réseau de partenaires sur le territoire
Du côté de la diffusion, nous poursuivrons l'organisation de nos deux festivals: Jeunes Pousses, les années paires, devenu un temps fort régional pour la découverte de nouveaux spectacles et de nouvelles équipes; et Ceux d'en face, les années impaires, qui est l'occasion de réaliser une écriture collective, de travailler avec un artiste associé, de réaliser des commandes à des artistes (qui aboutissent régulièrement sur des créations qui tourneront par la suite) et de travailler sur un autre rapport au spectateur, plus intime.

En 2017, nous travaillons également avec la Communauté d'Agglomération Paris Saclay pour créer un nouvel évènement, en remplacement du festival Ah les Beaux Jours qui avait perdu de son sens et de sa légitimité sur le territoire. Nous devrions organiser en septembre 2017 la première édition d'un nouvel évènement proposant une programmation de spectacles dans des lieux patrimoniaux et insolites de l'agglomération à l'occasion des Journées du patrimoine. Les spectateurs seraient invités à relier les villes et spectacles par des parcours en vélo, à pied ou en navette, créant ainsi la circulation entre les villes de l'agglomération.
2017 est également une année charnière pour approfondir notre démarche à la croisée entre actions artistiques et socio-culturelles, afin de jouer un rôle moteur sur notre territoire: cette année est l'occasion d'un diagnostic social, financé par la CAF, qui devrait aboutir à l'obtention par Animakt de l'agrément Espace de Vie Sociale pour 2018 et 2019. Il s'agit pour nous de trouver d'autres manières d'aller à la rencontre du public, et ce diagnostic sera en partie réalisé par des artistes en résidence, sous la forme de commande de projets de territoire.

Par ailleurs, nous avons signé un bail précaire avec l'EPFIF pour la location de locaux situés au 3bis et 3ter rue Emile Fontaine, qui devraient nous permettre de nombreuses nouvelles activités: ateliers de pratiques, résidences de plasticiens, conférences, ouvertures régulières d'espace de convivialité… toutes ces activités sont pensées dans un esprit de foisonnement artistique et culturelle, afin de créer des croisements toujours plus nombreux entre des artistes, des acteurs socio-culturels, et des habitants.

Enfin, nous poursuivrons notre rôle de pôle ressource pour les arts en espace public, en accompagnant de nombreux partenaires sur le département et la région: les collectivités avec notamment Fleury-Merogis, Verrières-le-Buisson, la Communauté d'Agglomération Paris Saclay, le Domaine de Chamarande… Mais aussi les acteurs socio-culturels avec un travail au long cours avec les MJC de Courcouronnes, Viry-Châtillon, Corbeil-Essonnes… et de nombreux autres partenaires avec qui nous menons de projets artistiques dans l'espace public de tout envergure!
Cet aspect de notre activité nous amène à monter des projets d'actions culturelles sur le territoire, allant de l'atelier de pratiques artistiques sur le long terme à la résidence d'infusion territoriale : d'abord avec le service culturel de la maison d'arrêt de Fleury-Merogis, avec qui nous construisons un programme de 3 à 5 stages thématiques par an, mais aussi avec le Collège de Saulx-les Chartreux (projet Magie en 2017), avec le Lycée de Longjumeau (discussion en cours), avec l'association Intermèdes Robinson… avec tous ces partenaires, nous co-construisons des programmes artistiques et soutenons la recherche de co-financement.

Animakt est membre du réseau Actes IF, et de la Fédération Ile-de-France des arts de la Rue, ce qui nous permet des contacts et échanges réguliers avec les autres acteurs culturels Franciliens.

PARTAGE DE L'OUTIL / RESIDENCES PREVUS EN 2017
Equipes accueillies en 2017 pour des résidences d'une semaine à 2 mois : Cie les Ribines ; Conflagration ; Les Bleus de Travail ; Julie Romeuf / Cie les Divers Gens ; Umlaut Cie ; Compagnie 5x5 ; Akalmie Celsius ; La Méandre ; La Toy Party ; Compagnie Bulles de Zinc ; Les Grandes Personnes ; L'Art Osé ; Thé à la Rue ; Gravitation ; Baraka ; Mathieu Gabard ; Nathalie Maufroy.

Quelques équipes déjà optionnées pour des projets sur l'automne:
-la compagne Gravitation pour le projet de territoire Zone Optimum de Bonheur, avec le soutien de la DRAC Ile-de-France
-le GK Collective pour l'écriture du projet «Revesz» en partenariat avec le Domaine de Chamarande, e avec le soutien du dispositifEcrire pour la Rue (sollicité)
-cie des Ribines avec «Cha O»: après une première résidence d'écriture en janvier dernier, la compagnie des Ribines devrait revenir cet automne pour finaliser une écriture in-situ et la présenter au public
-Le collectif Prélude pour le projet «Route 1»

LE CAS ECHEANT, ACCOMPAGNEMENT PROFESSIONNEL D'EQUIPES ARTISTIQUES HORS RESIDENCES:
MARGO CHOU: Cette artiste propose un projet hors format, à mi-chemin entre l'écriture poétique, le spectacle vivant, le projet de territoire… nous l'accompagnons en lui permettant la rencontre de publics ciblés et soutenons son projet au sein des réseaux professionnels
MATTHIEU VILLATELLE: ce magicien mentaliste forme notamment avec Kurt Demey et Thierry Collet se lance dans la création de son premier solo. Nous l'accompagnons via des résidences ainsi qu'un accompagnement administratif au sein de notre pépinière

SOUTIEN A LA CREATION :
IL S'AGIT UNIQUEMENTICI ES PROJETS MENES DE JANVIER A SEPTEMBRE 2017, LA SUITE EST EN CONSTRUCTION:
-> CIE GRAVITATION : compagnie associée en 2017 avec trois temps d'action sur notre territoire: d'abord création d'une commande pour le festival Ceux d'en Face (12 représentations), puis résidence d'action territoriale dans le nouveau quartier de Saulx-les-Chartreux (présentation lors d'une soirée finale au public), enfin résidence de création fin 2017 ou début 2018 sur le projet Obsolètes. Budget global de 20 000€ confirmé dans le cadre du dispositif d'aide à la résidence de la DRAC IdF
-> GK COLLECTIVE : résidence d'écriture dans le cadre du dispositif écrire pour la rue, en partenariat avec le domaine départemental de Chamarande pour réaliser des tests publics. Apport de 10000€ au projet sous réserve de confirmation du dispositif SACD/DGCA écrire pour la rue
-> TOY PARTY: résidence coproduite en partenariat avec le Rack'am (apport 9500€ en numéraire et 4660 € en nature)
-> CHEPTEL ALEIKOUM : création d'une petite forme pour le festival ceux d'en face (apport 2000€)

SOUTIEN A L'INNOVATIONARTISTIQUE ET AU RENOUVELLEMENT DES FORMES :
Le soutien à l'émergence artistique est au cœur de l'activité d´Animakt, avec une attention particulière à des équipes artistiques qui proposent des formats innovants, inédits, audacieuses pour l'espace public. Nous soutenons par exemple des artistes diplômés de la FAIAR qui proposent un regard particulier sur l'espace public. Nous nous intéressons particulièrement parmi eux aux artistes qui sortent du cadre, comme Elsa Mingot avec le projet de l'IPI qui dépasse largement le cadre du spectacle, ou Margo Caillé qui travaille à la frontière entre poésie, spectacle vivant et projet de territoire.
Nous appuyons également des projets de territoire qui nous semblent pertinents et innovants, proposant un autre rapport au spectacle et une autre place au public: par exemple Emeline Guillaud de la cie la Malaxe qui a créé en 2015 un spectacle avec des rugbymans professionnels du club de Massy, ou la compagnie la Conflagration qui propose un projet de création participative avec des détenus et des personnes âgées. Animakt joue un rôle majeur dans la mise en place de ces projets innovants sur le territoire, en détectant les projets et leur résonnance possible sur le territoire, en convaincant les partenaires et en accompagnant ou en réalisant la recherche de financements pour les mener à bien.
Enfin, il nous semble que l'innovation naîtra du croisement des formes et du décloisonnement des disciplines, c'est pourquoi nous sommes membres du réseau Actes If qui réunit des lieux de toutes les disciplines, et c'est pourquoi l'équipe d'Animakt se déplace sur toutes sortes d'évènements, à la recherche de nouveaux projets à inviter dans l'espace public.
Il faut aussi garder un œil sur ce qui se passe à l'international, ce que nous réalisons grâce notamment à notre coordinateur Alexis Nys qui se déplace sur des évènements à travers toute l'Europe voire au-delà.

PROJET POUR LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE
Nous tentons toujours de tisser de multiples liens entre les artistes en résidence et le public local. Ainsi des ateliers de pratique artistiques peuvent être mis en place ainsi que des présentations publiques de leur travail. En 2017, des ateliers entre Julie Romeuf, apprenti de FAIAR et des étudiants du Master 2 Projets culturels dans l'espace public de la Sorbonne, sont organisés. A l'occasion d'une résidence en chapiteau du projet Baraka en mai, le spectacle sera présenté aux scolaires, classes de collège et de primaire de Saulx les chartreux.

Les Beaux dimanches, Cartes noires et Boîtes à musique sont des formats de sorties de résidence bien identifiés par le public et en constant développement. 2 à 3 rendez-vous par mois (beaux dimanches cartes noires, boites à musique) rythment la saison d'Animakt, de septembre à juin, soit en tout plus de 20 ouvertures au public, avec une moyenne de fréquentation autour d'une soixantaine de personnes. Ces rendez-vous permettent aux spectateurs de venir découvrir des artistes en cours de création, des étapes de travail, des moments de la vie d'un spectacle rarement proposées au public! Ces différents temps de diffusion permettent de faire venir des publics différents. Les Cartes noires sont dédiées à un public adulte alors que les Beaux Dimanches attirent un public familial. Les Boites à Musique sont des concerts qui attirent plutôt un public jeune. Nous étoffons ces temps de diffusion d'ateliers de fabrication gratuits (couture, cuisine, construction…) et d'exposition d'art et d'artisanat pour toucher un public encore plus large et faire de La Barakt un lieu de rencontre et de lien social.

Les croisements entre équipes artistiques et public se matérialisent aussi dans nos temps forts que sont le festival Jeunes Pousses les années paires, festival d'arts de la rue et installations plastiques dédiée à la jeune création (1eres ou avant premières des spectacles sont privilégiées) et le festival Ceux d'en Face les années impaires, moment privilégié pour le public, jauge de 70 personnes par soir, accueil personnalisé, qui permet de prendre le temps de la rencontre et de créer le cadre d'une réelle convivialité et de surprises artistiques.

Nous renouvelons chaque année, les lieux et les formats de ces festivals; Ainsi, Jeunes Pousses s'est déroulé sur 1 journée en 2014 au cœur de la ville (parc de la mairie + rues du centre bourg) alors qu'il a eu lieu sur 2 jours en 2016 dans des espaces naturels, le parc de la jonchère et le bois des sources.
Le festival Ceux d'en Face est également un temps fort du soutien à la création puisqu'il permet de réaliser des commandes, à des artistes de réaliser des adaptations ou des propositions sur mesure, ou encore un extrait d'un travail en cours qui sera nourri par les nombreuses représentations au sein du festival. En 2017, la compagnie Gravitation, Margo Chou (ancienne apprentie FAI AR, accompagnée en 2016, résidences d'écriture dans un camp rrom), Carine Nunes avec le regard de Mathieu Despoisse du Cheptel Aleikoum (jeune circassienne), et la compagnie Thé à la rue, adaptent leur spectacle ou créent une forme inédite pour le festival ceux d'en face. Espace d'expérimentation artistique, le festival est l'occasion de tester des dispositifs.

Ces quatre prochaines années s'orientent vers un ancrage local fort et une affirmation d'un changement de rapport au public (vers une implication toujours plus grande). Nous avons entamé en 2016 les démarches pour être agrée Espace de Vie Sociale (EVS) par la CAF. En 2017, l'année de préfiguration à l'agrément a été validée et financée. Nous travaillons donc à la réalisation d'un diagnostic social sur la ville. Suite à l'arrivée de quelques milliers de nouveaux habitants sur la ville (environ 1500), aller à la rencontre de ces habitants, identifier leurs attentes et leurs besoins nous parait pertinent. Ce travail de fond nous permettra de connaître mieux encore notre public et d'élargir les bénéficiaires de nos actions. Nous utiliserons différentes méthodes telles que des entretiens, questionnaires, mais nous ferons également venir des artistes pour travailler sur l'arpentage et le diagnostic sensible auprès des habitants. Jacqueline et Marcel, au fil du trottoir ont récolté la parole de nouveaux habitants, Pierre Louis Gallo (ancien apprenti FAI AR) est invité à arpenter la ville, la compagnie Gravitation fera son ZOB, audit joyeux et décalé surla quête des Zones Optimum e Bonheur.

Ce label Espace de Vie Sociale serait la reconnaissance du rôle croissant joué par Animakt dans le domaine social et nous pousserait à l'accentuer, notamment en poursuivant l'implication des habitants au sein des commissions d'organisation de l'association mises en place en 2016(les comités d'aktion).

Pour finir, l'année 2017 s'est ouverte pour nous avec un nouvel espace des possibles: nous avons signé un bail précaire avec l'EPFIF pour l'utilisation de deux bâtiments situés dans le prolongement d'Animakt, dans la rue Emile Fontaine à Saulx-les-Chartreux. Ces nouveaux espaces nous permettront de développer les résidences, mais aussi de nombreux projets d'actions culturelles, et dans le cadre de l'agrément EVS, d'accompagner des projets d'habitants. Animakt se veut un lieu pour et par le public, à la croisée des disciplines, au sein duquel l'art n'est pas posé sur un piédestal mais mis à la portée de tous.

LE CAS ECHEANT, DIFFUSION PREVUE AU SEIN DE LA FABRIQUE
- **Beaux Dimanches et Cartes Noires**

1 à 3 rendez-vous par mois de septembre à juin. (15 à 20 représentations par an / Contractualisation sous la forme de conventions de résidence qui peuvent inclure un apport en coproduction. Possible contrats d'engagements sur certains évènements temps forts).

- **Carnaval de Saulx les Chartreux**

En 2017 (et probablement en 2018), Animakt est partenaire du carnaval de Saulx-les-Chartreux en invitant la compagnie les Grandes Personnes à réaliser des ateliers en amont avec des jeunes de la ville et en déambulant avec eux lors du carnaval… (1 représentation / Contrat de Cession)

- **Festival Ceux d'en Face, du 20 au 23 avril 2017**

Compagnie Thé à la Rue (contrats d'engagement / 12 représentations): artiste associé pour l'écriture globale de l''évènement + présentation d'une version adaptée du spectacle «Dévêtu», entresorts et installation sur le thème du rapport au corps

- Compagnie Gravitation (contrat de cession / 12 représentations): commande d'une petite forme théâtrale sur la réalisation d'une expérience collective, sorte d'escape game détourné

CARINE NUNES avec le regard de Mathieu Despoisse du Cheptel Aleikoum (contrats d'engagement / 12 représentations) : création spécifique pour le festival, cirque & théâtre

- MARC PREPUS(contrat de cession / 4 représentations):concert de the big caddyman
- MARGO CHOU (contrat d'engagement / 4 représentations): adaptation contextuelle du projet «je me suis refugiée la la la», entre conte & théâtre, à partir de collectage sur le territoire
- UTOPIUM THEATRE / SEBASTIAN LAZENNEC -«MON GRAND-ONCLE», (contrat d'engagement / 12 représentations): théâtre pour petit espace intime

- **«BARAKA», résidence sous chapiteau à saulx**

Résidence sous chapiteau dans le parc de la mairie suivie d'une présentation du spectacle tout public et 2 représentations scolaires (3 représentations / convention de résidence et diffusion en co-réalisation)

- **Festival «Encore Les Beaux Jours», Pour La Communauté d'Agglomération Paris Saclay, 16 et 17 septembre 2017**

Programmation en cours, environ 9 spectacles seront proposés sur 2 jours à travers l'agglomération:
La contractualisation sera faite sous la forme de contrats de cession.

- **Journée de co-programmation au Domaine Départemental de Chamarande**

Programmation en cours, choix artistique d'un programme bucolique dans le domaine, avec notamment le GK Collective, Mireille Broillard, le plasticien Roland Cros, la Fausse Compagnie, … une petite dizaine de propositions en continu, relier par un parcours dans le domaine.
Contractualisation en direct entre le Domaine de Chamarande et les artistes invités, soit par contrat d'engagement, soit par contrats de cession.

+ **nombreux partenariats sur le territoire afin d'organiser des diffusions chez ces partenaires**(20 représentations par an / contrats de cession la plupart du temps): villes d'Avon, de Fleury-Merogis, Massy,…, Maison De Quartier Jacques Audiberti, Mjc Viry-Châtillon, Courcouronnes Et Corbeil Essonne

LIEUX ET EQUIPEMENTS PARTENAIRES DE LA FABRIQUE EN ILE-DE-FRANCE :

- **Le Silo, fabrique à Méréville**: échange d'information, accompagnement du dvpt de leur actvité de résidences, projets croisés ponctuels
- **MJC Viry-Chatillon :** co-construction de projets artistiques de territoire dans les quartiers Politiques de la Ville
- **Maison d'Arrêt de Fleury Merogis :** mise en place chaque année de plusieurs projets d'action culturelle en direction des détenus de la maison d'arrêt.
- **Maison de quartier Audiberti à Palaiseau : a**ccompagnement à la diffusion d'arts de la rue pour les temps fort de la maison de quartier (fête de quartier, ouverture de saison de la maison, repas de fin de vacances), mise en place de différents projets spécifiques en discussion (repas dans le noir)
- **MJC de Courcouronnes:** accompagnement à la diffusion d'arts de la rue pour le jeune festival «Lez'art dans les murs» porté par la MJC de Courcouronnes. Participation à un groupe d'échange de pratiques entre MJCs et Animakt autour des arts de la rue.
- **MJC de Corbeil-essonne :** accompagnement à la diffusion d'arts de la rue pour le jeune festival «Rues en seine » porté par la MJC de Corbeil Essonne. Participation à un groupe d'échange de pratiques entre MJCs et Animakt autour des arts de la rue.
- **Ville de Fleury Mérogis :** accompagnement à la diffusion d'arts de la rue, mise en place de projets spécifiques (installation d'une scénographie illuminée à l'aide de torches, coordination et programmation d'une journée d'ateliers de pratiques artistiques au cœur d'un quartier, Ma ville quartier du monde).

- **Centre municipal de la Ville de quincy sous sénart :** mise en place d'un projet d'ateliers plastiques et artistiques dans l'espace public au sein d'un quartier Politique de la ville. (en cours)
- **MPT (maison pour tous) Courdimanche aux Ulis :** Coordination d'un cycle autour du cirque (spectacles et ateliers) pour le public de la MPT
- **SIAVHY :** Programmation et coordination d'une journée de propositions artistiques pour les journées du patrimoine
- **Foyer d'accueil de jour, Sésame à Orsay (pour adultes handicapés) :** accueil d'une équipede tournage de l'atelier vidéo du foyer pour réaliser des interviews des compagnies en résidence.
- **Collège de Saulx les chartreux:** mise en place d'un cycle autour de la magie et de l'illusion (ateliers, sur la question de l'identité abordée grâce au cirque et à la vidéo.
- **Parc Départemental de Chamarande : co programmation avec le responsable du spectacle vivant d'une journée. Arts de la rue, création in situ et installations plastiques au programme.**
- **Ecole Anatole France de Saulx les chartreux :** Ateliers de pratique artistique et diffusion de spectacles en cours de discussion
- **Club ado :** Ateliers de marionnettes avec la compagnie Les grandes personnes pour le Carnaval de Saulx les chartreux
- **Maison d'arrêt de Fleury Mérogis :** Mise en place d'ateliers pour les personnes détenues(pluridisciplinaire, théâtre, musique, écriture etc.)
- **La ville d'Avon :** accompagnement à la programmation d'arts de la rue.
- **Collège Pablo Picasso à Saulx-les-Chartreux :** mise en place de deux à trois PEAC par année scolaire
- **Lycée Jacques Prevert à Longjumeau :** échanges en cours pour la mise en place de projets communs à partir de la rentrée 2017

D'autres partenariats sont en cours d'écriture.

ETAT ET/OU COLLECTIVITES TERRITORIALES PARTENAIRES DE LA FABRIQUE EN ILE-DE-FRANCE

- **Ville de Saulx-Les-Chartreux :** mise à disposition de locaux, soutien financier, partenariat sur des programmations municipales (fête de la ville, Fête du jeu, carnaval, marché de noël…), construction de projets d'action culturelles avec les acteurs socio-culturels et scolaires de la ville (collège et école)
- **Communauté d'Agglomération Paris Saclay :** construction d'un nouvel évènement en septembre 2017, programmation de spectacles vivants en lieux insolites lors des journées du Patrimoine
- **Conseil Départemental de l'Essonne :** conventionnement Opérateur Structurant qui valide le rôle d'Animakt de lieu de fabrique, le soutien à la création, ainsi que le travail d'accompagnement et de conseil auprès des acteurs sur l'ensemble du département
- **Région Île-De-France :** conventionnement Fabrique de Culturel + possible sollicitation ponctuelle sur de l'aide à l'investissement
- **CAF de l'Essonne**: Préfiguration (en 2017) pour obtenir l'agrément Espace de Vie Sociale, soutien financier pour proposer des projets et activités en direction des habitants de Saulx-les-Chartreux
- **DRAC Ile-de-France :** jusqu'à 2017, soutien ponctuel au projet pour l'accueil d'une équipe / à partir de 2018, les services de la DRAC envisagent un conventionnement triennal nous permettant de constituer une ligne budgétaire pour coproduire certaines équipes artistiques accueillies.

PROJETS PREVUS EN PARTENARIAT AVEC D'AUTRES STRUCTURES OU RESEAUX FRANCILIENS

Projet avec ACTES IF : Animakt est membre du réseau, participe aux activités à l'année et échanges d'informations. En 2017, premier projet commun entre les lieux avec résidences d'auteure avec le collectif &. (Anne Quentin et Cathy Blisson)

Collectif Pour La Culture En Essonne : Animakt participe ponctuellement aux temps forts organisés par le collectif pour la Culture en Essonne: le festival Arts & Sciences les années paires et le festival de performances les années impaires.

IV- Budget du projet en 2017 (TTC)

CHARGES	€ TTC	PRODUITS	S sollicité A acquis	€ TTC
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**157 702**	**SUBVENTIONS MINISTERE DE LA CULTURE**		**31 358**

Charges courantes	64 300			
loyer annuel et charges locatives	24 000	DRAC Ile de France Service Théâtre Aide à la résidence	X A □ S	20 000
fluides et combustibles	9 000	*DRAC ET SPIP (projet en maison d'arrêt de Fleury mérogis)*	X A □ S	11 358
entretiens-réparations maintenance	5 600			
achats matériels, équipement	4 600	Autres directions du Ministère de la Culture		
affranchissements et téléphone	2 800			
petit équipement	1 000			
documentation et fourniture administratives	1 500	**AUTRES SUBVENTIONS DE L'ETAT**		**0**
fournitures bar et restaurant	10 300	*Préciser :*		
assurances	2 000	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**125 500**
autres	500	Région Ile-de-France	□	
Travaux	3 000	Région IDF - Fabrique	□ A X S	65 000
Autres charges de fonctionnement	200	Région IDF – Emploi-tremplin	X A □ S	11 000
impôts et taxes		Région IDF – Autres dispositifs, préciser:		
frais financiers	200	Autres Régions, préciser :		
dotations aux provisions		Départements, préciser le nom du département : Essonne	X A □ S	37 500
		Commune 1, Saulx les chartreux	X A □ S	12 000
Personnel lié à la structure	93 202	Commune 2, préciser le nom de la commune :		
Chargée de communication et de médiation	20 715	EPCI, préciser le nom de l'EPCI :		
Chargée de développement territorial	19 920			
Chargé de maintenance	14 739	**SUBVENTIONS EUROPEENNES**		**0**
Production (intermittence)	3 000			
Régie technique (intermittence)	3 000			
autres personnels, préciser : stagiaire + service civique	2 183	*Préciser :*		
charges sociales et congés payés	25 245			
voyages, missions, réceptions	4 400	**AUTRES APPORTS**		**30 513**
		ASP (emplois aidés, hors emplois-tremplins) *Préciser :*		7 513
DEPENSES ARTISTIQUES (à détailler)	**61 840**	mécénat et sponsoring		3 000
Communication	3 000	Autres (ADAMI, SPEDIDAM, SACEM, SACD, ONDA…)		
Apport en coproduction (Cie Gravitation, commandes artistiques pour la réalisation du diagnostic social etc…)	23 500	*Préciser : CAF au titre de la préfiguration à l'obtention de l'agrément Espace de Vie Sociale*		20 000
Achats de spectacles / commandes artistiques pour le festival Ceux d'en face	11 140			
Accompagnement de projets culturels et achats de spectacles pour des partenaires de l'Essonne	23 000			

Droits d'auteur	1 200	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITES**		**59 019**
DEPENSES TECHNIQUES (à détailler)	**8 100**	Location salle		12 800
Equipe technique et frais pour le festival Ceux d'en face	3 000	Billetterie		4 600
Achat de fournitures techniques spécifiques	4 500	parts de recettes de coréalisation		
Frais techniques pour sorties de résidence	600	divers (bars, librairie)		8 819
		Prestations de services		30 000
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE (à détailler)	**19 548**	Recettes des ateliers		2 800
Communication	2 172	**AUTRES RECETTES**		**800**
Ateliers de cirque	2 500	produits de gestion courante		
Ateliers en maison d'arrêt	12 076	produits financiers		800
Autres ateliers (ateliers parents enfants, ateliers bricolage, plastiques ..Etc)	2 000	subvention d'investissement versée au résultat		
Fournitures	800	autres produits exceptionnels		
TOTAL DES CHARGES	**247 190**	**TOTAL DES PRODUITS**		**247 190**

IV- Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Animakt est un acteur ressources dans le secteur des arts de la rue qui confirme chaque année son rôle dans l'accompagnement des équipes artistiques et notamment son soutien à l'émergence. Il bénéficie d'une reconnaissance professionnelle croissante au plan départemental, régional comme national. Animakt réussit tout à la fois à être un acteur ancré sur le territoire de la Ville de Saulx-les-chartreux et du département de l'Essonne, et à rayonner plus largement au plan régional et national.

La première convention de Fabrique de culture se conclue ainsi sur des résultats très positifs tant du point de vue des résidences de compagnies, de l'accompagnement et de l'insertion professionnelle des jeunes équipes accueillies, que de l'ancrage territoriale et des différentes actions culturelles, que des manifestations arts de la rue organisées par Animakt, ou encore des partenariats nombreux tissés avec des acteurs du territoire.
Animakt accueille chaque année une trentaine d'équipes artistiques en résidence qui bénéfice d'un accompagnement adapté à leurs besoins, mise à disposition d'espaces de travail, hébergements, accompagnement technique, administratif, conseils en productions, présentations publiques, communication... Animakt accompagne chaque année de manière plus approfondie et sur des temps plus longs certains projets à travers un soutien plus complet allant jusqu'à des apports en coproduction, un soutien au montage de production, une insertion dans le réseau professionnel… Animakt propose également des accompagnements administratifs qui s'inscrivent sur du long terme pour certaines jeunes compagnies dans le but de soutenir leur structuration et et leur professionnalisation. Animakt est ainsi en lien avec de nombreux jeunes artistes de la FAI AR (Formation Avancée et Itinérante des Arts de la Rue), centre de formation supérieure d'art en espace public, avec laquelle Animakt envisage d'ailleurs de formaliser un partenariat.
Outre les spectateurs des festivals, des autres temps d'ouvertures et évènements d'arts de la rue, Animakt est en lien avec les publics à travers les diverses actions culturelles menées par les artistes en résidences ou l'équipe d'Animakt que ce soit les ateliers cirque pour enfants à l'année comme les projets menés avec d'autres structures et publics comme par exemple la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis avec laquelle un partenariat s'est mis en place depuis 2013 ou encore les écoles maternelle et élémentaire, collège, centre de loisirs de Saulx-les-chartreux ou d'autres villes…

Le projet présenté pour les quatre prochaines années s'inscrit dans la continuité et présente des évolutions intéressantes. Le projet à venir présente en effet des perspectives nouvelles, grâce à une extension temporaire des locaux, Animakt ayant signé avec l'EPFIF un bail précaire (entre 3 et 5 ans dans l'attente d'un projet immobilier) pour deux bâtiments adjacents aux locaux actuels. Animakt disposera ainsi de nouveaux espaces de travail intérieurs

comme extérieurs. Un atelier de construction devrait en particulier être aménagé et permettre à des artistes plasticiens de venir travailler en résidence .L'obtention de l'agrément Espace de Vie Sociale en cours avec la CAF permettra également à Animakt, outre des financements complémentaires (20 000 €), de consolider le volet social de son projet en prise avec le territoire essonnien.
En septembre 2017, après avoir repris l'organisation du festival « Ah les beaux jours », Animakt organisera la première édition d'un nouveau festival en partenariat avec la nouvelle communauté d'agglomération Paris Saclay, ce qui permet d'amorcer un nouveau partenariat avec le territoire intercommunal et de d'offrir à Animakt une capacité de programmation supplémentaire.

IV- Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Fabriques de culture) pour un montant maintenu à l'identique.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 218 990 euros correspondant au budget prévisionnel proposé déduction des frais financiers, des coûts d'assurances, des aides emploi-tremplin et de la déduction entre le montant demandé et le montant proposé.

Localisation géographique :
- SAULX-LES-CHARTREUX

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €
2018	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux fabriques de culture	50 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	50 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	6 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	50 000,00 €
	Montant total	156 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008691

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DARU COMPAGNIE - SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT 2017 (2 CONVENTION - 1ERE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	190 350,00 €	31,52 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE DARU THEMPO
Adresse administrative : 18 RUE DE SAINT ARNOULT
91290 OLLAINVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DOMINIQUE CHAMPAGNE, Autre

Date de publication au JO : 21 mars 2015

N° SIRET : 31273124300043

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

I- Présentation du bénéficiaire

La fabrique DARU-THÉMPÔ (pour THéâtre Essonne Marionnette PÔle), ancrée sur le territoire de l'Essonne depuis sa création, mène un projet tout à la fois de lieu de résidence, de compagnie et d'opérateur. La structure est codirigée, depuis 2005, par Philippe Angrand et Christian Chabaud, auxquels est associée Nicole Charpentier pour la conception artistique.
La ligne artistique de la fabrique est consacrée à l'exploration, la création, et le développement des arts de la marionnette sous toutes leurs formes, par les recherches et la création de l'équipe artistique permanente, l'accueil en résidence d'autres compagnies, une diffusion partenariale de spectacles sur le territoire rural (Les Champs de la Marionnette) et des sessions d'éducation artistique et de rencontres avec les populations.

Les axes du projet de DARU-THÉMPÔ sont les suivants :
- L'accueil en résidence d'artistes marionnettistes et d'équipes artistiques, notamment de jeunes équipes, dans le lieu « Le Manipularium » situé à Ollainville, au cœur de l'Arpajonnais, communauté d'agglomération Cœur d'Essonne et dans des salles mises à disposition de DARU-THÉMPÔ (notamment par la ville de Breuillet). Le Manipularium comprend un espace de travail de 50 m², un lieu de stockage et un atelier de fabrication. D'autres salles peuvent également être mises à disposition si besoin par le bailleur.
- La présentation régulière des travaux artistiques des équipes en résidence. Depuis 2013, DARU-THÉMPÔ organise au Manipularium, « Les inattendues » qui présentent au public, à l'occasion d'un week-end, le travail des équipes en résidence, extraits de spectacles ou étapes de travail.

- La création de spectacles marionnettiques et de formes originales de représentations (parcours-spectacles, performances, sessions arts marionnettiques et numériques...).
- Les actions culturelles et artistiques : l'option-théâtre au lycée René Cassin d'Arpajon, des projets spécifiques (PEAC) avec des lycéens et des collégiens, des ateliers d'initiation aux techniques de manipulation, des rencontres en lien avec les médiathèques, des projets et interventions avec des écoles maternelles et élémentaires, avec des structures péri-scolaires, des accueils de groupes jeunes publics, des formations d'enseignants…
- Le développement de la diffusion « hors les murs » : chaque saison à l'automne, DARU-THÉMPÔ organise le festival « Les Champs de la Marionnette », en partenariat avec des villes et théâtres essonniens partenaires, en collaboration avec le Festival Mondial de Théâtre de Marionnettes de Charleville-Mézières.

DARU-THÉMPÔ est soutenu par le Département de l'Essonne en qualité d'opérateur culturel structurant dans le cadre d'une convention triennale, par la communauté d'agglomération Cœur d'Essonne, par la DRAC Ile-de-France et le SDAT au titre des résidences et par la Région Ile-de-France au titre des fabriques de culture.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

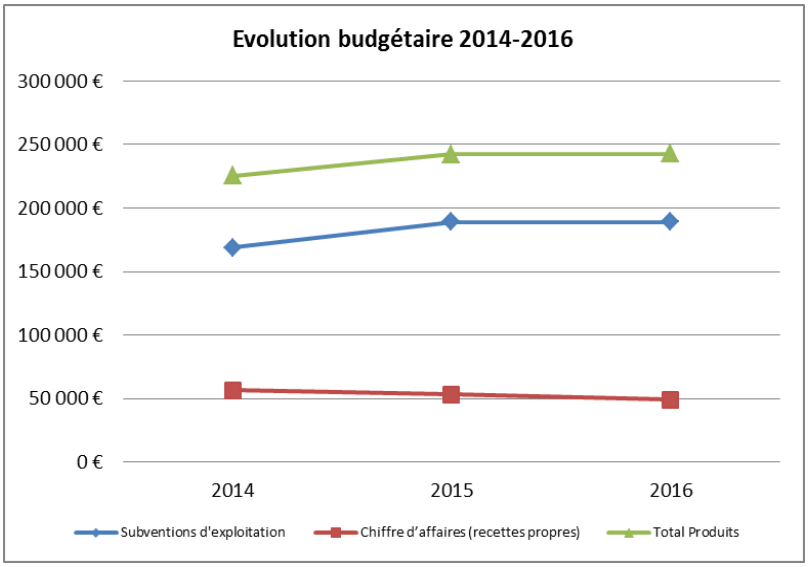
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2014	**%**	**2015**	**2016**	**%**
DRAC Ile-de-France	30 000	*19%*	30 000	30 000	*16%*
Conseil Départemental de l'Essonne	36 000	*22%*	64 000	62 080	*33%*
CC Arpajonnais puis cœur d'Essonne Agglomération à partir de 2016	35 000	*22%*	45 000	35 000	*19%*
Région - PAC	60 000	*37%*	60 000	60 000	*32%*
TOTAL SUBVENTIONS	**161 000**	**100%**	**199 000**	**187 080**	100%

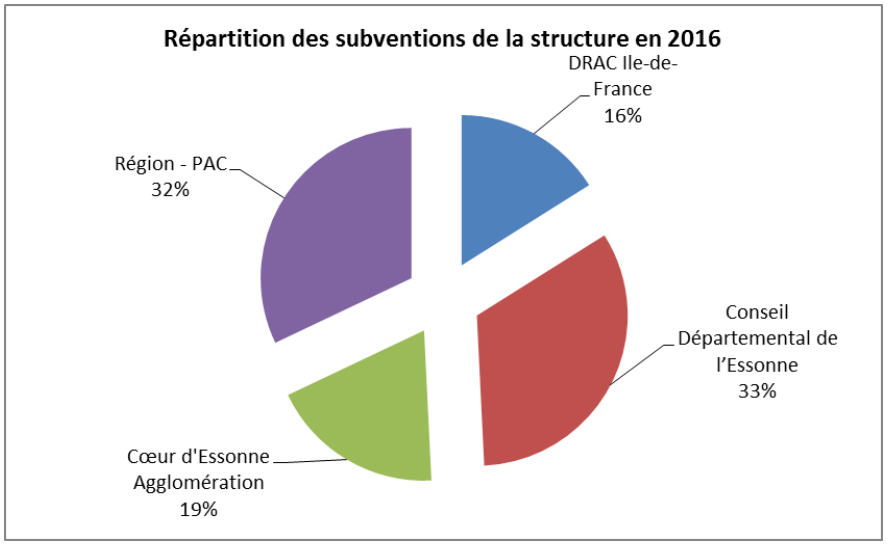
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats (à l'exception de 2016, les bilans comptables n'étant pas clôturé au moment du dépôt du dossier)

	2014	**%**	**2015**	***2016***	**%**
Subventions d'exploitation	168 853	*75%*	189 000	*188 920*	*78%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	56 612	*25%*	53 381	*49 082*	*20%*
Total produits	225 474	100%	242 387	*242 550*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2014	2015	2016
Masse salariale régime général	98 470	81 798	124 846
Masse salariale régime intermittent	43 255	78 960	29 656

3) Evolution de l'activité

A – Partage de l'outil de travail

	2014	2015	2016
Nombre d'équipes artistiques accueillies, en plus de l'équipe dirigeant le lieu le cas échéant	6	6	6

Nombre d'artistes/auteurs/réalisateurs individuels accueillis	1	1	1
Nombre total de jours d'occupation des espaces	125	128	120

B – Publics et territoires

	2014	**2015**	**2016**
Nombre de rencontres avec les publics (in situ)	7	8	8
Nombre d'usagers (in situ)	305	550	510
Nombre de partenaires de la fabrique (réseaux, collectivités locales, etc…)	14	13	21

	2014	**2015**	**2016**
Nombre de spectacles/ projections/ expositions/ projets d'édition réalisés (in situ & hors les murs : Les Champs de la Marionnette) **Dont :** - **Nombre de créations**	6	6	6
Nombre de jours de représentation/exposition	32	43	35
Nombre de spectateurs (in situ & hors les murs : Les Champs de la Marionnette)	3850	4280	3750

D – Activités des artistes qui dirigent la Fabrique

	2014	**2015**	**2016**
Nombre de créations	5	5	6
Nombre de représentations/ diffusions/ expositions/ lectures **Dont :** - **Nombre de cessions** - **Nombre de représentations diffusées à la Fabrique (in situ & hors les murs)**	35	30	32
Nombre de résidences menées et durée moyenne **Dont :** - **A la Fabrique**	6 Total : 6mois	6 Total : 6mois	6 Total : 6mois

III- Projet rédigé par le bénéficiaire pour la convention PAC 2017-2020

OBJECTIFS & LIGNE ARTISTIQUE

Le projet de la Fabrique « LE MANIPULARIUM » de la Compagnie DARU-THÉMPÔ est totalement consacré à l'exploration, la création, et au développement des ARTS DE LA MARIONNETTE sous toutes leurs formes esthétiques, par les recherches et la création de l'équipe artistique permanente, l'accueil en résidence et coproduction de compagnies, complétés par la diffusion partenatiale des spectacles sur le territoire (Les Champs de la Marionnette) associées aux sessions d'éducation artistique et de rencontres avec les différents publics concernés (toutes générations confondues) et l'accompagnement éducatif (Territo'art), en PARTENARIAT avec les structures culturelles, scolaires, sociales, socio-culturelles, médico-éducatives.

Les grandes lignes du projet FABRIQUE DES ARTS DE LA MARIONNETTE pour les quatre années à venir sont ainsi étroitement liées et complémentaires.
L'espace de création permanent est consacré à LA MARIONNETTE en tant qu' « ART MULTIPLE » (tant les formes et les propos qui le compose sont variés, contemporains voire très anciens), FÉDÉRATEUR DES ARTS ET DES PERSONNES (de la matière, de l'objet, du corps, de l'espace de représentation...) autant que des sensibilités humaines, à tous les âges dela vie, de la petite enfance aux âges mûrs.

LE MANIPULARIUM a été mis en place à compter de 2013, sur la base du développement des activités artistiques et culturelles de Daru-Thémpô, et de leurs rayonnement au niveau du département de l'ESSONNE depuis 2004.
Compagnie de création, Daru-Thémpô est la seule équipe artistique essonnienne qui bénéficie aussi du statut d' « OPÉRATEUR STRUCTURANT » avec le soutien du Conseil départemental.

LA CRÉATION ET LA DIFFUSION ARTISTIQUE
- <u>Spectacles créés par la Compagnie DARU-THÉMPÔ</u> (spectacles en tournée essonnienne et francilienne)

Tous les spectacles de DARU-THÉMPÔ créés et diffusés en Essonne et Région font l'office de rencontres spécifiques de l'équipe artistique avec des groupes de publics au MANIPULARIUM : présentation des projets, essais techniques et esthétiques, vidéos, démonstrations, exercices pratiques interactifs, etc.

> 2017 : « PLONGÉES IMMOBILES » (librement inspiré par Vingt Mille Lieues sous les Mers - Nicole Charpentier - Christian Chabaud) / Spectacle ciné-marionnettique créé par Daru-Thémpô / Écriture et mise en scène cinématographique / Techniques mixtes : marionnettes, acteurs, images BD, intégration visuelle scénique de l'ensemble => tout public à partir de 8 ans
Tournée 30 représentations > LARDY (91), BREUILLET (91), SAINT-GERMAIN-LÈS-ARPAJON (91), Maison des Roches MONTREUIL (93), Théâtre Roublot FONTENAY-SOUS-BOIS (94), CHEPTAINVILLE (91), Centre culturel Bechet GRIGNY (91), Théâtre d'ÉTAMPES (91), BRUYÈRES-LE-CHÂTEL (91)
> 2017 : « LES FABLES DE LA FONTAINE TOUT À TRAC ! » du bien-nommé (mise en scène N. Charpentier , C. Chabaud) / Théâtre d'objets, ombres, acteurs
Tournée 15 représentations > Médiathèque SAINT-MICHEL-SUR-ORGE (91), Médiathèque MAROLLES (91), Médiathèque SAINT-CHÉRON (91), LEUVILLE (91)
> 2018 : « OÙ EST LE N'OURS ? » (création associée Nicolas Charentin) de l'équipe Daru-Thémpô / sur le thème de la perte du doudou / acteur-marionnettistes, marionnettes, peluches, théâtre d'ombres => à partir de 3 ans.
Tournée (en cours) > Maison des jeunes ORSAY (91), Centre culturel SAINT-MICHEL-SUR-ORGE (91), BREUILLET (91).

> Ces deux créations, lors de série de représentations, sont accompagnées d'expositions spécifiques interactives autour des thèmes et des formes mises en oeuvre dans les spectacles (« visites guidées » de petits groupes de publics avec démonstrations et exercices pratiques de manipulation pour chaque participant)

- <u>Spectacles invités par DARU-THÉMPÔ</u> (hors budget propre) diffusés en partenariat avec le FESTIVAL MONDIAL DES THÉÂTRES DE MARIONNETTES (Charleville-Mézières) et avec les VILLES de l'ESSONNE sous l'appellation **LES CHAMPS DE LA MARIONNETTE** (19ème édition)
Tous les spectacles invités par DARU-THÉMPÔ diffusés en partenariat en Essonne et sud de la Région font l'office de rencontres spécifiques de l'équipe artistique avec des groupes de publics au MANIPULARIUM : présentation des projets, essais techniques et esthétiques, vidéos, démonstrations, exercices pratiques interactifs, etc.

> 2017 / 2018
LE MAHABHARATA - Compagnie Katkatha (Inde) / 29 septembre 2017 - SAINT-GERMAIN-LÈS-ARPAJON (91) - en partenariat avec le Théâtre Roublot FONTENAY-SOUS-BOIS (94)
LES PIEDS NICKELÉS EN VADROUILLE - Compagnie Le Pilier des Anges / 11 novembre - ARPAJON
LA PETITE CASSEROLE D'ANATOLE - Compagnie Marizibrill / 12, 13 novembre à LA NORVILLE
MANCHOTS - Théâtre de la Lune Bleue / décembre - ÉTAMPES
UN MOUTON DANS MON PULL - Théâtre T - février - SAINT-GERMAIN-LÈS-ARPAJON
QUI FRAPPE À MA PORTE - Théâtre de la Lune Bleue / mars 2017 (7 repr.) - GRIGNY
GLACE ! - Compagnie Milena Mirenova / février - BREUILLET, SAINT-GERMAIN-LÈS-ARPAJON, ÉTAMPES

- <u>Spectacles de petite forme et impromptus artistiques</u> au MANIPULARIUM « PORTES OUVERTES » à tous les publics > ***LES INATTENDUS*** *(week-end en mai et en novembre)*
Avec les artistes en résidence et invités dans LES CHAMPS DE LA MARIONNETTE

LES INATTENDU(E)S : Week-end d'ouverture 19 & 20 mai 2017 : petites formes et parcours marionnettiques d'artistes en résidence / rencontres & échanges artistes & publics :

> Compagnie " Les Escaboleurs " Christiane Lay - " A petits pas entre les pages..." Théâtre de papier / acteurs - *4 représentations*
> Compagnie " l'Art Hache Scène " Iris Richert - Création 2017 " Contre les bêtes " de Jacques Rebotier - Objets / acteurs - *4 représentations*
> Compagnie Manon Crivellari - Création 2017" Pénélope " - Objets, ombres, masques - *4 représentations*
> Compagnie Milena Milanova Création 2017 " Pingu " marionnettes en glace - *4 représentations*
> Compagnie Alchimie « Les mots d'Élia « Création 2017 - Ombres - *4 représentations*
> *Nicole Charpentier (co-créatrice de Daru-Thémpô) Clip-vidéo de toiles et totems « CIRCULATIONS »*

- <u>Week-end d'ouverture CHAMPS DE LA MARIONNETTE</u> 11, 12 novembre 2017 :
Rencontre avec Grégoire Callies (metteur en scène, marionnettiste) directeur de la Compagnie Le Pilier des Anges.

LE RAYONNEMENT TERRITORIAL ET L'ACTION CULTURELLE
Les premières activités d'implantation artistique de DARU-THÉMPÔ en ESSONNE remonte à 1998 conjoitement avec la mise en place de la première édition des CHAMPS DE LA MARIONNETTE.
Au fil des années, la volonté de partenariats structurels avec les villes et les structures locales (culturelles, scolaires, péri-scolaires, sociales, etc.) s'est structurée autour deux axes étroitement complémentaires : l'implication systématique des différents publics aux processus de création des spectacles, la transmission des pratiques d'expression par les arts de la marionnette.
De saison en saison, DARU-THÉMPÔ travaille (diffusion de spectacles, actions culurelles concertées, projets éducation artistique) avec une quinzaine de villes par année sur un ensemble de **39 villes partenaires** réguliers / soit 1.500 heures d'interventions d'artistes / 3.500 personnes concernées (à partir de 3 ans) > ateliers, représentations, rencontres...

> À partir de 2004, la Compagnie DARU-THÉMPÔ a bénéficié de la reconnaissance de son travail de rayonnement par le double soutien institutionnel (DRAC Ile-de-France, Région, Département de l'Essonne) : 1) entant que COMPAGNIE DE CRÉATION 2) entant qu'OPÉRATEUR CULTUREL STRUCTURANT.

> À partir de 2013, l'équipe DARU-THÉMPÔ a pu obtenir la reconnaissance des ateliers de son espace de travail LE MAINPULARIUM comme FABRIQUE DE CULTURE - LIEU INTERMÉDIAIRE DÉDIÉ AUX ARTS DE LA MARIONNETTE.

PARTENARIATS, RÉSIDENCES, PARTAGE DE L'OUTIL « MANIPULARIUM »

<u>Partenariats mutualisés</u>
À compter de 2016, l'équipe DARU-THÉMPÔ a entrepris de **formaliser** les partenariats établis pour le développement de ses activités (création, diffusion, actions culturelles, éducation artistique, accueil en résidences) par une **convention contractuelle** pluriannuelle (3/4 ans) avec les villes, ainsi qu'avec le Festival Mondial des Théâtres de Marionnettes.

> La convention de partenariat ne comporte pas de financement (sauf ponctuellement selon les projets) mais un **engagement de principe à développer les ARTS DE LA MARIONNETTE** en concertation avec DARU-THÉMPÔ-LE MANIPULARIUM (opérateur & fabrique) sur le territoire de la ville-partenaire.
> Ce développement s'effectue grâce à :

- l'engagement par la ville à programmer (et acheter) des représentations des spectacles choisis (artistes invités et en résidence);
- mettre en place conjointement les actions culurelles et éducatives correspondantes;
- mettre à disposition les moyens humains, techniques et logistiques nécessaires;
- mettre à disposition les locaux, espaces et salles de représnetations et de répétitions.
- mettre en place la communication pour la difusion des informations adéquates.

Les compagnies accueillies en résidence au MAINPULARIUM bénéficie intégralement des partenariats mis en place par DARU-THÉMPÔ, notamment :

> Ville de BREUILLET : a) Mise à disposition totale de la salle de spectacle (130 places / équipement scénique et technique complet) du Moulin des Muses / Toutes les **périodes de congés scolaires !**
Prêt de matériels scéniques (pendrillons) pour les PORTES OUVERTES du MANIPULARIUM
Programmation régulière de spectacles.
> Ville de LA NORVILLE : a) Prêt de matériels scéniques (pendrillons, éclairage, son) pour les PORTES OUVERTES du MANIPULARIUM b) Programmation régulière de spectacles.
> Ville de CHEPTAINVILLE : a) Accueil « chez l'habitant » des artistes étrangers et/ou venant de loin (absence de structures hôtelières !) b) Programmation régulière de spectacles c) apport financier en mutualisation de programmation avec le Festival Mondial (compagnies étrangères).
> Ville de SAINT-GERMAIN-LÈS-ARPAJON : a) Co-programmation régulière de spectacles étrangers à chaque biennale du FESTIVAL MONDIAL, b) Programmation régulière de spectacles
> Ville de LARDY : a) Mise à disposition totale de la salle de spectacle (150 places / équipement scénique et technique complet) 3 semaines / an, b) Programmation régulière de spectacles.
> Théâtre Roublot FONTENAY-SOUS-BOIS / Compagnie Le Pilier des Anges : a) mise à disposition de la salle de spectacle b) Programmation régulière de spectacles.
> FESTIVAL MONDIAL DES THÉÂTRES DE MARIONNETTE (Charleville-Mézières) : a) Co-programmation régulière de spectacles étrangers à chaque biennale b) accueil en résidence.

Résidences et partage de « l'outil » manipularium
Les modalités d'accueil et de partage de l'outil-fabrique sont diverses, encadrées par la mise en place d'une convention de résidence qui détermine les devoirs, les charges, les responsabilités, la répartition des espaces et les périodes.

- Chaque artiste et/ou équipe artistique accueillis dispose des clefs des espaces de travail et des codes d'accès. Il(s) s'engage(nt) à en respecter l'ensemble des régles de fonctionnement et de sécurité.
- Un planning de présence est établi avec les moments d'échanges spécifiques entre les résidents et les membres de DARU-THÉMPÔ.
- Il est ainsi établi : a) la mise à disposition des resources humaines et documentaires (partage de compétences, vidéos, documentation), b) la pleine utilisation des ateliers de réalisation, c) les nécessités de prêts de matériels spécifiques, d'outils particuliers (sous réserve de sécurité), de fournitures et de matériaux, etc.
- Selon les besoins de leur travail de création, les artistes résidents peuvent bénéficier des partenariats contractualisés par DARU-THÉMPÔ avec les villes et structures essonniennes (cf. plus haut).
- Les artistes résidents peuvent aussi participer s'ils le souhaitent (financements spécifiques) aux sessions d'éducation artistique et de formations mises en place par DARU-THÉMPÔ (« petite enfance » avec les médiathèques de l'agglomération Coeur d'Esonne, écoles mater. & élém., structures péri-scolaires), aux PEAC - lycées & collèges, option-théâtre de spécialité (Lycée René Cassin - Arpajon > partenariat de longue durée), aux ateliers lycéens & collègiens, accueil des groupes de jeunes publics et spécifiques.
- Les spectacles créés dans le cadre des résidences sont proposés aux villes accueillant la diffusion dans le cadre des CHAMPS DE LA MARIONNETTE au cours des saisons suivant la résidence au MANIPULARIUM.

16 compagnies, dont DARU-THÉMPÔ sont accueillies en 2017 pour des résidences allant d'une semaine à 1 mois :

VIENS VOIR EN FACE
Aurélie Mest
Cie MANON CRIVELLARI
Cie MILENA
MILANOVA
Cie L'ART HACHE SCÈNE
Iris Richert
Cie ESPACE BLANC
Cécile Givernet
Vincent Munsch
THÉÂTRE LA LUNE BLEUE
Richard Destandau
LES ESCABOLEURS
Christine Lelay
Cie ALCHIMIE

LE CAS ECHEANT, ACCOMPAGNEMENT PROFESSIONNEL D'EQUIPES ARTISTIQUES HORS RESIDENCES :
> Theatre de la lune bleue - Richard Destandau : mise à disposition du lieu sur simple rdv selon les disponibilités (atelier, espace de répétition, base informatique, ressources...)

SOUTIEN A LA CREATION :

- Compagnie Manon Crivellari / « PÉNÉLOPE » Théâtre d'ombres et objets / 3 interprètes > apports et accompagnement technique, artistique et logistique / mise à disposition des espaces de travail en ordre de marche (outils, matériaux, produits de fabrication)
- Compagnie Milena Milanova / « PINGU » Marionnettes / Formes en glace / 2 interprètes > apports et accompagnement technique, artistique et logistique / mise à disposition des espaces de travail en ordre de marche (outils, matériaux, produits de fabrication) / participation aux ateliers d'éducation artistique / part financière / Diffusion Les Champs de la Marionnette 17/18
- Théâtre de la Lune Bleue / « MANCHOTS » Théâtre d'ombres et d'(images / 2 interprètes > apports et accompagnement technique, artistique et logistique / mise à disposition des espaces de travail en ordre de marche (outils, matériaux, produits de fabrication) / participation aux ateliers d'éducation artistique / part financière / Diffusion Les Champs de la Marionnette 16/17/18
- Compagnie " Les Escaboleurs " Christiane Lay (3 interprètes) " A petits pas entre les pages..." Théâtre de papier / acteurs > apports et accompagnement technique, artistique et logistique / mise à disposition des espaces de travail en ordre de marche (outils, matériaux, produits de fabrication) / Diffusion Les Champs de la Marionnette 16/17/18
- Compagnie " l'Art Hache Scène " Iris Richert - Création 2017 " Contre les bêtes " de Jacques Rebotier - (2 interprètes) Objets / acteurs > apports et accompagnement technique, artistique et logistique / mise à disposition des espaces de travail en ordre de marche (outils, matériaux, produits de fabrication) / part financière / Diffusion Les Champs de la Marionnette 16/17/18
- Compagnie Alchimie (titre en cours- Théâtre d'ombres (3 interprètes) > apports et accompagnement technique, artistique et logistique / mise à disposition des espaces de travail en ordre de marche (outils, matériaux, produits de fabrication) Diffusion Les Champs de la Marionnette 16/17/18
- Daru-Thémpô / « PLONGÉES IMMOBILES » Vidéo, acteurs, marionnettes / 3 interprètes > apports et accompagnement technique, artistique et logistique / mise à disposition des espaces de travail en ordre de marche (outils, matériaux, produits de fabrication) / Exposition photos, dessins, objets, vidéos / Production financière / Diffusion Les Champs de la Marionnette 16/17/18 / départements 91,93,94.

SOUTIEN A L'INNOVATION ARTISTIQUE ET AU RENOUVELLEMENT DES FORMES :

Le Manipularium est consacré aux Arts de la Marionnette sous toutes leurs formes :
Marionnettes (toutes techniques de manipulations) / Théâtre d'Objets / Théâtre d'ombres / Marionnettes numériques & vidéo / jeux d'acteur-manipulateurs...
Les choix de résidences, de projets de création et de diffusion de spectacles accueillis est déterminé par cet éclectisme / Partenariat fondamental : Festival Mondial es Théâtres de Marionnettes de Charleville-Mézières

ACTIVITÉ DE L'EQUIPE ARTISTIQUE DIRIGEANT LE CAS ECHEANT LA FABRIQUE :

PLONGÉES IMMOBILES - Création de la Compagnie Daru-Thémpô librement inspirée par Vingt Mille Lieues sous les Mers de Jules Verne / 16 mars 2017 (Espace Cassin - Lardy 91)

- •Résidence Manipularium (12 mois répartis en 16/17)
- •Résidence Ville de Lardy - 91 (mars 17 - Espace Cassin)
- •Résidence Théâtre Roublot / Cie Le Pilier des Anges (23 oct / 4 nov - Fontenay-sous-Bois 94)
- •Représentations : 30

> LARDY (91) - Espace Casin : 16, 17, 18 mars - *3 rep.*
> BREUILLET (91) - Moulin des Muses : 7, 29 mai - *2 rep.*
> SAINT-GERMAIN-LÈS-ARPAJON (91) - Espace Olympe de Gouges : 9, 10 nov - *3 rep.*
> BRUYÈRES-LE-CHÂTEL (91 - Espace culture : 28 janv 2018 - *1 rep.*
> MONTREUIL (93) - Théâtre des Roches : 15, 16, 17, 18 nov - *5 rep.*
> FONTENAY-SOUS-BOIS (94) - Théâtre Roublot : 29, 30 nov, 1, 2, 3 déc - *6 rep.*
> GRIGNY (91) - Espace Sydney Bechet : 12, 13, 14 déc - *4 rep.*
> CHEPTAINVILLE (91) - Salle es fêtes : 16 déc - *1 rep.*
> ÉTAMPES (91) - Théâtre : 20, 21, 22 déc - *5 rep.*

PROJET POUR LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE

LE MANIPULARIUM « in situ » :
> LES INATTENDU(E)S : Week-end d'ouverture 19 & 20 mai : petites formes et parcours marionnettiques d'artistes

en résidence / rencontres & échanges artistes & publics.

> RENCONTRE INTERNATIONALE : 29/30 septembre avec la Compagnie Indienne de Anarupa Roy dans le cadre de la venue exceptionnelle du spectacle LE MAHBHARATA (en partenariat avec le Festival Mondial des Théâtres de Marionnettes et les villes de Saint-Germain-lès-Arpajon et Cheptainville)

> RENCONTRES ANNUELLES AVEC UN(DES) GRAND(S) CRÉATEUR(S) (week-end d'inauguration des Champs de la Marionnette : 10/12 novembre) : Grégoire Callies (metteur en scène, marionnettiste ex-directeur du Centre Dramatique Jeune Public de Strasbourg) - en présence de Anne-France Cabanis (directrice du Festival Mondial des Théâtres de Marionnette)

> ATELIERS DE PRATIQUE ARTISTIQUE (tout au long de l'année en partenariat avec les villes, médiathèques, établissements scolaires

- Chaque fin de trimestre, les veilles de congés scolaires (présentation de travaux des artistes résidents, projection de films sur les ateliers du trimestre, démonstrations...);
- Chaque début de saison au cours du week-end inaugural des Champs de la Marionnette (rencontres d'artistes, petites formes, expositions...)
- Depuis le printemps 2013, l'équipe de Daru-Thémpô et les artistes en résidence accueillent les publics au cours de journées PORTES OUVERTES : LES INATTENDUS

> SUR RENDEZ-VOUS, POUR LES PUBLICS CIBLÉS :

- Accueil des groupes des structures scolaires et périscolaires (du territoire de l'Arpajonnais et des partenaires essonniens : ateliers d'expession, séances d'initiation aux genres marionnettiques, visionnage de clips, rencontres avec les artistes en résidence et accueillis dans Les Champs de la Marionnette...
- Accueil des publics-relais pour des cycles de formations : enseignants (CRDP Évry, rectorat de Versailles), éducateurs, animateurs (RAM : relais assistance maternelle), personnels des services des villes et des collectivités, médiathèquaires...
- Organisation de master's class pour artistes professionnels et publics-relais.

LE CAS ECHEANT, DIFFUSION PREVUE AU SEIN DE LA FABRIQUE

> LES INATTENDU(E)S : Week-end d'ouverture 19 & 20 mai : petites formes et parcours marionnettiques d'artistes en résidence / rencontres & échanges artistes & publics : Compagnie " Les Escaboleurs " Christiane Lay ; Compagnie " l'Art Hache Scène ; Compagnie Manon Crivellari ; Compagnie Milena Milanova ; Compagnie Alchimie.

ACTION CULTURELLE :

- Activités permanentes au MANIPULARIUM
- Ateliers Chemins Croisés inter-structures
- Déplacements des publics vers les spectacles d'autres villes

> La sensibilisation aux spectacles dans le cadre de la programmation annuelle des Champs de la Marionnette (séance de préparation en amont à la venue aux spectacles des structures sur le territoire de la CCA)

> LA VALISE MARIONNETTIQUE version « pédagogique » (Nicolas Charentin)
> Les séances de sensibilisation autour du théâtre d'ombres (Richard Destandau)
> Formation en direction des lycéens (Brice Coupey, Philippe Pasquini, Pierre Ficheux)
> Les ateliers d'expression et de pratique artistique en lien avec le projet pédagogique de chaque classe
- Les ateliers de matières premières à manipuler, découverte du processus de création
- Les Marionnettes-Numériques (initiation à la manipulation devant caméra et recherches visuelles avec ordinateur

> Les ateliers de pratique artistique sur le thème de VINGT MILLE LIEUES SOUS LES MERS

> Les Conférences Marionnettiques, formation adultes (Marionnettistes invités : Grégoire Callies, Luk de Bruyker, Philippe Calmon, Michel Rosenmann, Christian Chabaud) / histoire des arts, création contemporaine & initiation pratique) > Restitution et EXPOSITION des ateliers d'expression et de pratique artistique « à THÈME » Devant un public (parents, enseignants, élèves, partenaires...), sous forme d'exposition photos, de clips-vidéos, de diaporama, de créations plastiques...

LIEUX ET EQUIPEMENTS PARTENAIRES DE LA FABRIQUE EN ILE-DE-FRANCE

> Villes > **Convention quadriennale de partenariat (diffusion des spectacles des artistes en résidence de**

spectacles et d'espaces de travail) => Avrainville, Arpajon, Breuillet, Bruyères-le-Châtel, Cheptainville, Dourdan, Étampes, Lardy, Grigny, LaNorville, Ollainville, St.Germain-lès-Arpajon

> Structures > 1) Festival Mondial des Théâtres de Marionnettes 2) Cie Le Pilier des Anges / Théâtre Roublot (Fontenay-sous-Bois) 3) Théâtre de l'Agora scène nationale d'Évry

ETAT ET/OU COLLECTIVITES TERRITORIALES PARTENAIRES DE LA FABRIQUE EN ILE-DE-FRANCE
> MINISTÈRE DE LA CULTURE DRAC ILE-DE-FRANCE : 1) Soutien au fonctionnement et accueil de résidences 2) Soutien aux interventions en enseignement de spécialité Théâtre en lycée (Cassin - Arpajon)
> Agglomération > COEUR D'ESSONNE (réseau médiathèques & services culturels, scolaires et jeunesse des 21 villes)
> Département ESSONNE > 1) Soutien au fonctionnement de Daru-Thémpô / Le Manipularium « Opérateur structurant départemental » 2) soutien aux résidences 3) soutien à la création 4) PLATEAUX DE L'ESSONNE (co-organisation de l'événement trimestriel d'accueil et de présentation de 8 compagnies aux programmateurs essonniens)

PROJETS PREVUS EN PARTENARIAT AVEC D'AUTRES STRUCTURES OU RESEAUX FRANCILIENS
>PLONGÉES IMMOBILES en partenariat avec Compagnie Le Pilier des Anges / Théâtre Roublot (Fontenay-sous-Bois) et la Maison des Amateurs - Théâtre des Roches (Montreuil-sous-Bois)
> LE MAHBHARATA en partenariat avec le Festival Mondial des Théâtres de Marionnettes et les villes de Saint-Germain-lès-Arpajon et Cheptainville
> LA VALISE MARIONNETTIQUE en déambulation en partenariat avec le Domaine de Chamarande (91)
> LES CHAMPS DE LA MARIONNETTE (ACCUEIL RESIDENCES & DIFFUSION) EN PARTENARIAT AVEC Compagnie Le Pilier des Anges / Théâtre Roublot (Fontenay-sous-Bois) et le Théâtre L'Atalante (Paris)

IV- Budget du projet en 2017 (HT)

CHARGES	€ HT	PRODUITS	S sollicité A acquis	€ HT
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**214 745**	**SUBVENTIONS MINISTERE DE LA CULTURE**		**30 000**
Charges courantes	29 450			
loyer annuel et charges locatives	15 500	DRAC Ile de France, préciser le service et à quel titre		
fluides et combustibles		service théâtre / lieu résidence	A	15 000
entretiens-réparations maintenance		S.d.a.t. Option-théâtre Lycée	A	15 000
achats matériels, équipement	800	Autres directions du Ministère de la Culture		
location matériel	7 450	Préciser :		
affranchissements et téléphone	1 700	_		
petit équipement				
documentation et fourniture administratives	500	**AUTRES SUBVENTIONS DE L'ETAT**		**0**
fournitures bar et restaurant		Préciser :		
frais d'entretien	900			
assurances	1 850	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**145 745**
autres	750	Région Ile-de-France		60 000
		Région IDF - Fabrique	S	60 000
Autres charges de fonctionnement	24 395	Région IDF – Emploi-tremplin		
impôts et taxes		Région IDF – Autres dispositifs, préciser:		
frais financiers		Autres Régions, préciser :		
charges exceptionnelles				

dotations aux provisions		Départements, préciser le nom du département : ESSONNE	A	55 000
		Commune 1, préciser le nom de la commune :		
Personnel lié à la structure	160 900	Commune 2, préciser le nom de la commune :		
chargé de production (co-direction)	36 500	EPCI, préciser le nom de l'EPCI : Coeur d'Essonne Agglomération	A	30 745
chargé de conception (co-direction)	24 900			
Assistant réalisation (coord.péd.)	27 000	**SUBVENTIONS EUROPEENNES**		**0**
artistes intermittents	12 340	Préciser :		
charges sociales et congés payés	57 660			
voyages, missions, réceptions	2 500	**AUTRES APPORTS**		**0**
		ASP (emplois aidés, hors emplois-tremplins) Préciser :		
DEPENSES ARTISTIQUES (à détailler)		mécénat et sponsoring		
sur Part personnel structure & intermittents (création & résidences)	76 500	Autres (ADAMI, SPEDIDAM, SACEM, SACD, ONDA…)		
		RECETTES PROPRES D'ACTIVITES		**39 000**
DEPENSES TECHNIQUES (à détailler)		Location salle		
sur part autres charges (achats & transports)	15 500	Billetterie		
		parts de recettes de coréalisation		3 000
		divers (bars, librairie)		
		Prestations de services		11 000
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE (à détailler)		Autres, préciser : cession		25 000
sur Part personnel structure & intermittents (éducation artistique & option lycée)	41 000	**AUTRES RECETTES**		**0**
TOTAL DES CHARGES	**214 745**	**TOTAL DES PRODUITS**		**214 745**

V- Analyse du bilan et du projet

Implanté dans le département de l'Essonne, DARU THEMPO y bénéficie d'un ancrage fort et d'une reconnaissance professionnelle pour la programmation de spectacles sur le territoire, les actions d'éducation artistique et culturelle et l'accompagnement d'équipes en résidence. DARU THEMPO, reconnu comme opérateur culturel structurant par le Département, permet ainsi aux arts de la marionnette d'être présents en Essonne. La structure bénéficie de nombreux partenariats sur l'ensemble du territoire essonnien notamment sur le territoire Cœur d'Essonne : villes, établissements scolaires (de la maternelle au lycée), médiathèques, associations… Au cours des trois années passées, DARU THEMPO a su fidéliser et développer ses partenariats, la structure a notamment entrepris de signer des conventions quadriennales avec les villes partenaires pour formaliser leur collaboration dans le cadre des «Champs de la marionnette». Des conventions sont déjà signées avec certaines villes (Arpajon, Avrainville, Breuillet, Bruyères-le-Châtel, Cheptainville, Dourdan, La Norville, Lardy, Saint-Germain-lès-Arpajon), d'autres sont en cours.
Par ailleurs, DARU THEMPO a noué un partenariat avec le Festival Mondiale des Théâtres de Marionnettes de Charleville-Mézières, qui permet l'accueil de compagnies internationales dans le cadre de la programmation « Les champs de la marionnette » qui se déroule chaque saison à l'automne. DARU THEMPO travaille également en collaboration avec d'autres acteurs comme le Théâtre Roublot/Compagnie le pilier des anges (Fontenay-sous-Bois) ou l'Atalante.
Les accueils en résidence au Manipularium sont de qualité, les compagnies y bénéficient d'espaces de travail et de fabrication, de temps longs de travail (environ 1 mois) et d'un accompagnement artistique, technique et administratif,

le cas échéant. Elles peuvent également, selon les cas et les projets, être programmées dans le cadre des « Champs de la marionnette » ou bien présenter des étapes de travail, par exemple à l'occasion du rendez-vous annuel « Les inattendus ».
Enfin, la reconnaisse et le rayonnement des activités de DARU est également le fait des nombreuses actions culturelles menées tout au long de l'année (visites du Manipularium, ateliers de pratique, séances de sensibilisation, interventions pédagogiques avec notamment « La valise marionnettique », formations d'enseignants, parcours d'éducation artistique et culturelle (PEAC), enseignement dans le cadre de l'Option de spécialité théâtre au Lycée René Cassin d'Arpajon) avec des publics très divers et de nombreux élèves de maternelle, primaire, collège et lycées.

V- Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Fabriques de culture) pour un montant maintenu à l'identique.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 190 350 euros et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite des autres charges de fonctionnement.

Localisation géographique :
- OLLAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	36 000,00 €
2018	24 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux fabriques de culture	60 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	60 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	60 000,00 €
	Montant total	180 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008697

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LILAS EN SCENE - SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT 2017 (2 CONVENTION - 1ERE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	260 000,00 €	19,23 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LILAS EN SCENE
Adresse administrative : 23BIS RUE CHASSAGNOLE
93260 LES LILAS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Claire ACQUART, Directrice artistique
Date de publication au JO : 23 octobre 1998

N° SIRET : 43262591100016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

I- Présentation du bénéficiaire

Situé à la porte des Lilas et fondé par Claire Acquart, Lilas en scène s'affirme depuis son ouverture en 2000 comme un espace centré sur la recherche et la création théâtrale contemporaine au service des artistes ainsi qu'un partenaire de la vie associative locale. Le lieu est attenant aux ateliers de construction de décors et costumes, Jipanco, cette proximité permettant de réunir sur un même site tous les maillons de la chaîne de création d'une œuvre.

Lilas en scène offre aux compagnies accueillies en résidence, notamment les jeunes compagnies, la possibilité de répéter dans les meilleures conditions et de présenter au public les différentes étapes de leur travail avant d'intégrer le circuit de diffusion. Parallèlement, Lilas en scène loue ses salles à des compagnies installées ou des institutions, ce qui lui permet de disposer de ressources propres. Enfin, le lieu accueille des manifestations initiées par la Ville et par des associations locales (prêt de salles, co-organisation d'évènements...).

D'importants travaux de réhabilitation ont été menés en 2014 2015 avec le soutien de la Région Ile de France sur les espaces dédiés aux résidences, le réaménagement du hall d'accueil aux normes d'accessibilité et la création d'un espace d'exposition.

La structure bénéficie du soutien au fonctionnement de la Ville des Lilas depuis 2003 et du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis, ainsi que de la Région Ile-de-France, au titre des Fabriques de culture de 2014 à 2016. Sans être labellisée par la DRAC Ile-de-France, la structure est soutenue depuis

2001 et depuis 2008 sur le soutien à la résidence pour une compagnie par an (hormis en 2015 en raison des travaux de réaménagement).

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention 2014 2016

1) Evolution budgétaire de la structure

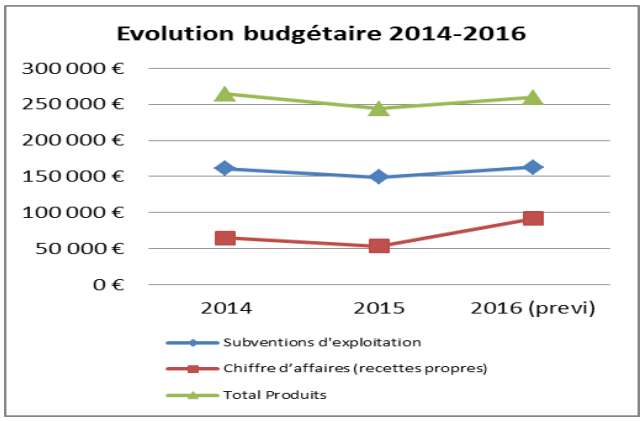
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2014	**%**	**2015**	**2016**	**%**
DRAC	12 000	*8%*		12 000	*8%*
DRAC - SDAT	3 000	*2%*	8 000		*0%*
ETAT réserve parlementaire	5 000	*3%*			*0%*
Département 93	50 000	*34%*	50 000	50 000	*33%*
Ville des Lilas	41 000	*28%*	41 000	41 000	*27%*
Région - PAC	35 000	*24%*	50 000	50 000	*33%*
Région - Emploi tremplin	0	*0%*	0	0	*0%*
SOUS-TOTAL REGION	35 000	24%	50 000	50 000	33%
TOTAL SUBVENTIONS	**146 000**	**100%**	**149 000**	**153 000**	100%

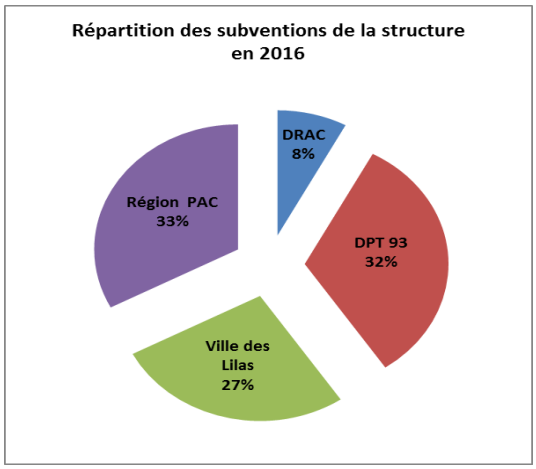
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2014	**%**	**2015**	***2016 (prévisionnel)***	**%**
Subventions d'exploitation	161 000	*61%*	149 000	*153 000*	*59%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	64 497	*24%*	53 509	*91 518*	*35%*
Total produits	264 514	*100%*	243 982	*259 430*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2014 2016



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2016



2) Evolution de l'emploi

Masse salariale (€)	2014	2015	2016
Masse salariale régime général (salaires bruts)	18710	7977	18727
Masse salariale régime intermittent (salaires bruts) Techniciens et artistes	45892	36165	34600
Rémunération des artistes/ droits d'auteurs et droits de présentation publique	12212	11315	13575

3) Evolution de l'activité

A – Partage de l'outil de travail

	2014	2015	2016
Nombre d'équipes artistiques accueillies, en plus de l'équipe dirigeant le lieu le cas échéant	16	10	24
Nombre d'artistes/auteurs/réalisateurs individuels accueillis	3	2	1
Nombre total de jours d'occupation des espaces **Exposition artiste peintre**	343 / équipes + 30 / peintre	285 / équipes + 30 / peintre	355 / équipes

B – Publics et territoires

	2014	2015	2016
Nombre de rencontres avec les publics **Représentation atelier théâtre** **Soirées associatives, réunions municipales de quartier**	 3 7	 3 5	 3 9
Familles des élèves **Nombre d'usagers**	150 350	150 250	150 450
Nombre de partenaires de la fabrique (réseaux, collectivités locales, etc…) Ville Les Lilas, associations locales	4	3	5

C – Diffusion, exposition

	2014	2015	2016
Nombre de spectacles/ projections/ expositions/ projets d'édition réalisés	20	13	27
Dont :Nombre de créations	11	11	21

Nombre de jours de représentation **Jours d'exposition**	31 30	15 30	33 80 jours
Nombre de spectateurs	1750	950	2400

III- Projet rédigé par le bénéficiaire pour la convention PAC 2017-2020

Le schéma proposé est dans la continuité et s'articule autour de quatre axes majeurs :
1) Le soutien apporté aux compagnies en résidence:
2) L'action culturelle
3) Croisements pluridisciplinaires
4) Citoyenneté, vie locale

1) Le soutien apporté aux compagnies :
Lilas en Scène a une place et un rôle indispensable pour les compagnies afin de leur apporter les conditions de travail avec mise à disposition d'espaces de répétitions sans contrainte de durée propices à la création, permettre l'éclosion **de jeunes talents**, passent par la possibilité offerte aux artistes de travailler liées à un surcoût financier. Les équipes accueillies bénéficient d'un accompagnement technique et de l'ensemble du matériel du lieu.

Il est prévu d'accueillir chaque année entre 15 et 20 compagnies par an pour environ 350 jours d'occupation par an soit une moyenne de 20 jours de répétition par projet, majoritairement des créations, la reprise étant marginale. Lilas en Scène n'a pas pour vocation de diffuser un spectacle ayant déjà eu une exploitation en Ile-de-France.

Une place importante est donnée aux écritures contemporaines et aux auteurs que nous recevons régulièrement. Les compagnies choisies sont émergentes ou mal identifiées.
L'occupation de l'espace par ces équipes se fait sur deux salles de répétitions et un espace de représentation modulable suivant les besoins.

a) Les résidences de création

La vocation des résidences est de privilégier le temps de répétitions et d'offrir aux équipes artistiques la possibilité de travailler sans contrainte de durée et sans coût financier liés à une salle de répétitions. Attentif aux besoins des équipes, différentes formules sont proposées entre 5 jours de répétitions à 30 jours pour les résidences longues en continu ou encore sur des sessions de travail fractionnées sur un temps plus long. Frédérique Liebaut (Cie. AWA) présentera en octobre un spectacle répété sur 8 semaines entre 2016 et 2017.

Immergées dans ce contexte, les compagnies peuvent mettre à l'épreuve et confronter avec le public les différentes étapes qui mènent aux premières représentations. Cela passe par des répétitions ouvertes au public, des lectures, des mises en espace, des chantiers de travail et des spectacles.

b) Les résidences à la reprise concerne les compagnies auxquelles il manque un temps de visibilité ou qui ont besoin de retravailler le spectacle (changement de distribution). Une semaine de répétitions est proposée avant les présentations publiques.

2) L'action culturelle 4 ateliers théâtre proposés.

a) Ateliers artistiques hebdomadaires de 160 heures sur l'année pour 60 jeunes de 6 à 18ans (15 lycéens). L'équipe pédagogique est constituée de 5 intervenants, tous sont des professionnels et ont une activité de plateau. Les élèves profitent d'un enseignement complet dispensé par des artistes toujours en recherche. Des restitutions publiques sont proposées en fin de saison faisant l'objet de véritables créations.
En 2017, le travail porte sur l'œuvre de Wajdi Mouawad et sa vision de l'adolescence à travers Littoral, Assoiffés, Ciels.

b) Poursuite de la collaboration avec le lycée Paul Robert des Lilas : résidences territoriales, classe à PAC, visites atelier Jipanco, rencontres avec les artistes.

3) Croisements pluridisciplinaires : à l'occasion d'événements spécifiques, Nuit Blanche, Fête de la musique, mois de la photo… nous mettons l'accent sur une exposition, la projection de documentaire, une formation musicale… Exposition en mai du photographe Johann Soussi (1 mois), en octobre du plasticien Jean-Loup Septier (2 semaines) et en novembre de la photographe Catherine Moulin (1 mois)

4) Vie locale, le lieu ouvre ses portes aux associations de quartier des secteurs culturels, humanitaire, agricole, socio-éducatif sur des temps de rencontres: associations Poécité pour 2 soirées poétiques en mai et novembre 2017, De Vive Voix avec une rencontre poétique Mahmoud Darwich en mars 2017, le rucher des Lilas débat sur la disparition des Pollinisateurs et impact au jardin avril 2017 et Jeux dés en bulles avec un brunch ludique du dimanche, pour enfants et adultes.

RESIDENCES PREVUES EN 2017 / SOUTIEN A LA CREATION :

La programmation 2017 est en cours mais prévoit déjà 21 compagnies pour 51 semaines de répétitions (250 à 30 jours) et 33 présentations publiques.

Liste des équipes soutenues (en gras celles dont l'accueil en résidence est confirmé pour l'année 2017) :

- (&) SO WEITER Yan Allegret,
- **NOVA Margaux Eskenazi,**
- **LE THEATRE DLR2 Pierre Marie Baudoin**,
- **CIE. AWA Frédérique Liebaut**,
- **LA COMPAGNIE DE L'AUBERGE ROUGE Adeline Picketty**,
- **COLLECTIF JACKART Claire Lapeyre Mazérat**,
- **LA COMMUNAUTE INAVOUABLE Clyde chabot**,
- L'HIVER NU Baptiste Etard et Claire Perraudeau,
- **UN JOUR AUX RIVES Annika Weber**,
- **LE PLATEAU DES SOURCES ROUGES Chantal Pétillot & Roxane Rizvi,**
- **LIBERTE SUR PAROLES Sarah Sarrabezolles**,
- **QUEEN'S PIG Olivier Tchang Tchong,**
- **CIE. PROCESS Félicité Chaton**,
- **LISA KLAX Jalie Barcillon & Stephen Butel**,
- **BOUQUET DE CHARDONS Boris Herszbojn,**
- **LES GRANDS MATINS Raphaël Barani,**
- **LES FILLES DE L'OGRE Sarah Gautré et Marion Amiaud,**
- **OCTAVIO Gilles Ostrowski et Sophie Cusset,**
- **COMPAGNIE EN DELIAISON J. P. Rouvrais et C. Hériard Dubreuil**,
- **CIE FOND VERT Laura Bazalgette**,
- **LES MOUTONS NOIRS Paola Secret**

SOUTIEN A L'INNOVATION ARTISTIQUE ET AU RENOUVELLEMENT DES FORMES :
Lilas en Scène est attentif et réactif à l'évolution théâtrale actuelle, au plus près de la création.
L'innovation et le renouvellement des formes est fortement présente dans les compagnies accueillies, dont de jeunes compagnies formées par des élèves issus des conservatoires et écoles nationales, et des compagnies en recherche de création

PROJET POUR LES PUBLICS ET LES TERRITOIRES

Toutes les manifestations ont pour objectif la mixité du public, du non initié au professionnel. Il s'agit de provoquer un temps de rencontre et d'échange autour du projet proposé. L'accueil et l'espace restauration permettent aux artistes et aux spectateurs d'échanger après les présentations.
Dans le cadre des résidences, les rendez-vous proposés sont ponctuels et gratuits. Un module de trois représentations est proposé aux compagnies, sur trois soirées, vendredi, samedi, afin de d'avoir aussi la présence des professionnels.

Tout autre format est possible en fonction des contraintes des compagnies, du niveau d'avancement du travail, qu'il s'agisse d'une lecture, d'une répétition ouverte ou d'un spectacle, mais aussi des présentations de maquettes, des rencontres professionnelles.
Une place plus importante sera donnée aux photographes, peintres et plasticiens pour des expositions. Un espace de 200 m2 est dédié à la présentation au public à l'entrée du bâtiment.

DIFFUSION PREVUE AU SEIN DE LA FABRIQUE

La programmation en cours prévoit un minimum de 33 représentations sur l'année.
Des temps de restitution des ateliers théâtre amateurs sont prévus en fin d'année sur 2 à 4 représentations selon les groupes constitués.

Le lieu participe également à des évènements locaux ou nationaux : Nuit Blanche (octobre), la fête de la musique (juin) sur des portes ouvertes avec des cartes blanches accordées à des compagnies pour des performances d'un soir ou pour des préfigurations de spectacles.
Il est également reconnu comme maison des associations et ouvre ses locaux à diverses initiatives locales. L'association est régulièrement sollicitée par les habitants ou les services de la Ville.
Près de 600 personnes sont accueillies dans le cadre d'activités annexes au spectacle.

LIEUX ET EQUIPEMENTS PARTENAIRES DE LA FABRIQUE EN ILE-DE-FRANCE

Théâtre du Garde-Chasse, Les Lilas, 1 résidence partagée par an.

ETAT ET/OU COLLECTIVITES TERRITORIALES PARTENAIRES EN ILE-DE-FRANCE

Les services et équipements de la ville des lilas sont des partenaires du projet, notamment le conservatoire, le théâtre municipal du Garde-Chasse sur des résidences.

PARTENARIATS AVEC D'AUTRES STRUCTURES OU RESEAUX FRANCILIENS

De nombreux partenariats déjà existants seront mieux formalisés avec les structures, autour de projets d'élèves sortant des écoles nationales. C'est déjà le cas pour le Conservatoire National de Paris, (et le Théâtre National de Strasbourg, l'ENSATT à Lyon), le studio théâtre d'Asnières. Un partenariat sera proposé à ces établissements.

Les spectacles créés à Lilas en scène sont diffusés dans plusieurs scènes franciliennes : La Loge, l'atelier du Plateau, l'Etoile du Nord, le Théâtre de l'Opprimé le Local, le Monfort, la Générale … à Paris. Le Théâtre de l'échangeur, le Colombier, la Nef, le Théâtre Gérard Philipe pour la Seine-Saint-Denis, la Ferme de Bel Ebat dans les Yvelines… mais aussi au festival d'Avignon pour certaines créations. Le réseau Actes-if dont Lilas en Scène est adhérent est un partenaire naturel.

IV- Budget du projet en 2017 (HT)

CHARGES	€ HT	PRODUITS	S sollicité A acquis	€HT
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**266 000**	**SUBVENTIONS MINISTERE DE LA CULTURE**		**15 000**
Charges courantes	128 112	DRAC IDF (*résidence)*	S	15 000
impôts et taxes	1 500	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**161 000**
frais financiers	800	**Région IDF –PAC Fabrique spectacle vivant**	S	70 000
dotations aux amortissements	27 000	Département Seine-Saint-Denis	S	50 000
Personnel lié à la structure	108 588	commune : Les Lilas	S	41 000
DEPENSES ARTISTIQUES	**4 500**	**AUTRES APPORTS**		**6 000**
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	**9 500**	ASP EMPLOI	S	6 000

		RECETTES PROPRES D'ACTIVITES		**70 000**
		Location salle		55 000
		divers (bars, librairie)		4 000
		Cotisations		1 000
		Atelier Théâtre		10 000
		AUTRES RECETTES		**28 000**
		Apport en Fonds propres		15 000
		autres produits exceptionnels		13 000
TOTAL DES CHARGES	**280 000**	**TOTAL DES PRODUITS**		**280 000**

V- Analyse du bilan et du projet

Ce lieu de fabrique est bien ancré sur le territoire et identifié par les professionnels et les compagnies de théâtre franciliennes et de province. Les résidences ont pour vocation de soutenir les compagnies dans leur développement en mettant à leur disposition un espace de travail sans contrainte de durée.

Le bilan de la convention triennale est positif. Grâce aux travaux de réhabilitation, la structure a pu réorganiser et améliorer les espaces d'accueil dédiés aux compagnies ainsi que ceux réservés aux présentations de travaux devant le public. Si les travaux ont ralenti provisoirement l'activité, dès 2016, elle a repris et s'est beaucoup développée en raison des nouvelles possibilités offertes par le lieu.

Le lieu accueille de nombreuses équipes émergentes et jeunes compagnies sorties d'écoles nationales ou conservatoires régionaux, avec des temps de travail et modèles de confrontation au public adaptés à chaque équipe et projet. L'équipe a d'ailleurs redéfini ses différentes modalités d'accueil et d'accompagnement en fonction du projet des équipes, ce qui a eu un impact qualitatif sur les conditions de création et de restitution. En accueil ou en résidence de travail, le principe est le même : présenter son travail lors de trois soirées proposées au public, dont le lundi pour les professionnels.
De plus, Lilas en Scène a su s'affirmer comme un acteur culturel local de référence, avec un volet conséquent d'actions culturelles, et ouvre régulièrement ses portes aux initiatives locales.

VI- Avis de la commission

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (fabrique de spectacle vivant) pour un montant maintenu à l'identique.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER
Localisation géographique : LES LILAS

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Calcul de la base subventionnable : Elle comprend l'ensemble des dépenses de fonctionnement déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €
2018	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	0,00 €
2014	Fabriques de culture - aide à l'aménagement et à l'équipement	111 818,00 €
2014	Soutien aux fabriques de culture	50 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	50 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	70 000,00 €
	Montant total	281 818,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008698

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MACK & LES GARS / PLATEAU 31 - SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT 2017 (2 CONVENTION - 1ERE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	221 900,00 €	15,77 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MACK ET LES GARS
Adresse administrative : 31 RUE HENRI KLEYNHOFF
94250 GENTILLY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie AGEZ, Présidente

Date de publication au JO : 24 novembre 1993

N° SIRET : 39307507200024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

I- Présentation du bénéficiaire

Situé à Gentilly (94), le Plateau 31 est un théâtre de proximité de cinquante places géré par la compagnie « Mack et les gars » et dirigée par Stéphanie Chevara depuis 1995. D'abord lieu de résidence de la compagnie, celui-ci est aujourd'hui également un lieu de résidence pour d'autres compagnies ainsi qu'un lieu de diffusion. Dédié à l'écriture contemporaine le Plateau 31 accueille des compagnies en résidence et propose une programmation pluridisciplinaire d'une trentaine de spectacles par saison.
La compagnie Mack et les gars mène un travail de recherche théâtrale et créé des spectacles d'auteur contemporains comme du répertoire. Ses deux derniers spectacles, créés et présentés au Plateau 31, sont « Kroum l'ectoplasme » de Hanokh Levin (2012) et « En attendant Godot » de Samuel Beckett (2015). Stéphanie Chevarra mène par ailleurs des projets en direction des habitants de Gentilly et propose des ateliers théâtre dans son lieu.

En 2014, une expérience de mutualisation a été initiée avec le Théâtre du Frêne pour la co-direction du Plateau 31. Le Théâtre du Frêne, compagnie fondée en 1988 par Guy Freixe, aujourd'hui codirigée par Guy Freixe et Gatienne Engélibert, travaille aussi autour des écritures contemporaines.

La Fabrique Plateau 31 est administrativement portée par la compagnie Mack et les Gars, les deux compagnies ayant finalement décidé de ne pas créer de nouvelle structure associative pour porter le projet du lieu. Elles ont conservé chacune leur propre structure associative pour leurs activités de compagnie et contribuent chacune au financement du lieu mutualisé. Elles ont signé ensemble un contrat, nommé « contrat de fabrique de culture » auquel est annexé le règlement intérieur de la Fabrique.

Le Plateau 31/compagnie Mack est les gars a été soutenu par la Région Ile-de-France au titre de la permanence artistique et culturelle entre 2005 et 2013 et au titre des Fabriques de culture à partir de 2014. Les autres partenaires de la compagnie sont la Ville de Gentilly, la Communauté d'agglomération du Val-de-Bièvre (aujourd'hui l'EPT 12 Grand Orly-Seine-Bièvre), le département du Val-de-Marne et la DRAC.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

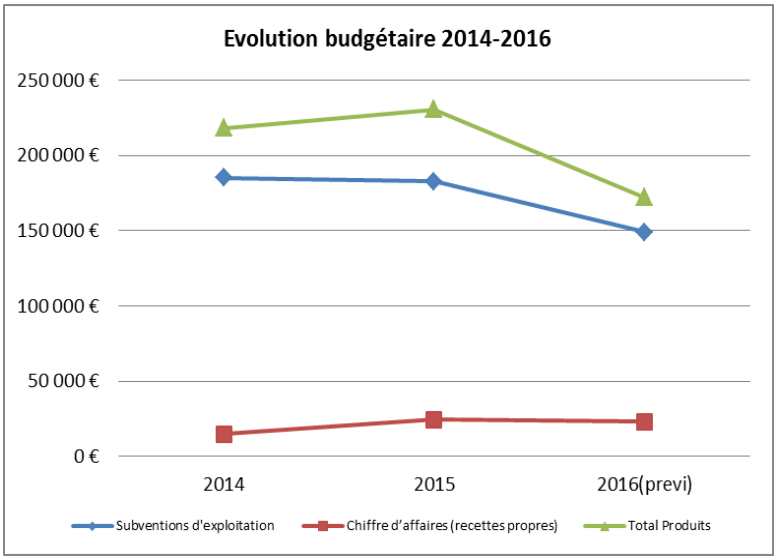
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2014	%	2015	2016	%
DRAC Ile-de-France	42 000	*24%*	25 000	0	*0%*
Conseil départemental du Val-de-Marne	30 000	*17%*	30 000	30 000	*20%*
EPCI -Grand Orly Seine Bièvre	30 000	*17%*	30 000	30 000	*20%*
Ville de Gentilly	19 000	*11%*	19 000	19 000	*13%*
Autres -Politique de la ville +OPALY		*0%*	6 430	7 567	*5%*
Région - Fabriques	50 000	*28%*	50 000	50 000	*34%*
Région - Emploi tremplin	5 900	*3%*	11 250	12 476	*8%*
SOUS-TOTAL REGION	55 900	32%	61 250	62 476	42%
TOTAL SUBVENTIONS	**176 900**	**100%**	**171 680**	**149 043**	100%

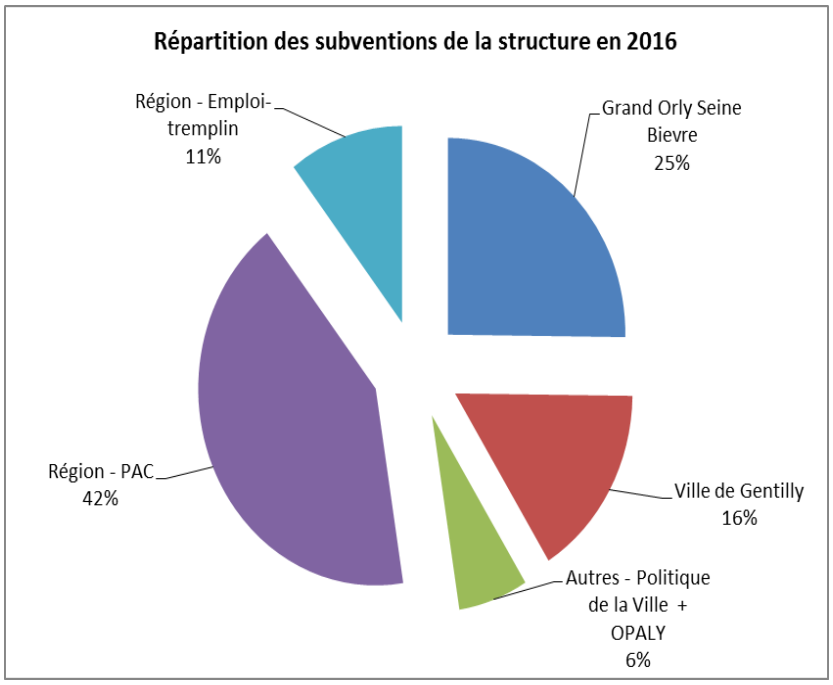
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats (à l'exception de 2016, les bilans comptables n'étant pas clôturés au moment du dépôt du dossier)

	2014	%	2015	*2016 (prévisionnel)*	%
Subventions d'exploitation	185 243	*85%*	182 807	*149 043*	*87%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	14 759	*7%*	24 521	*23 064*	*13%*
Total produits	218 047	100%	230 652	*172 107*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2014	2015	2016
Masse salariale régime général	44 986	28812	32 423
Masse salariale régime intermittent	4 793	6430	7 567

2) Evolution de l'activité

A – Partage de l'outil de travail

	2014	2015	2016
Nombre d'équipes artistiques accueillies, en plus de l'équipe dirigeant le lieu le cas échéant (en résidence et en diffusion)	7	12	20
Nombre d'artistes/auteurs/réalisateurs individuels accueillis	1	0	3
Nombre total de jours d'occupation des espaces	206	307	310

B – Publics et territoires

	2014	2015	2016
Nombre de rencontres avec les publics	20	20	20
Nombre d'usagers	150	150	150
Nombre de partenaires de la fabrique (réseaux, collectivités locales, etc…) Citer : Médiathèque, bibliothèque, service culturel de la ville, Culture du cœur, théâtres du territoire, Opaly, association culturelles locales, Ecole Lamartine, Lycée du Val de Bièvre.	12	15	20

C - Diffusion, exposition

	2014	2015	2016
Nombre de spectacles/ projections/ expositions/ d'édition réalisés ***Dont :*** - ***Nombre de créations***	33 3	33 7	43 3
Nombre de jours de représentation/exposition	36	37	32
Nombre de spectateurs	919	968	1265

D – Activités des artistes qui dirigent la Fabrique

	2014	2015	2016
Nombre de créations	1	1	1
Nombre de représentations/ diffusions/ expositions/ lectures ***Dont :*** - ***Nombre de cessions***	10	30	10

- ***Nombre de représentations diffusées à la Fabrique***	15	10	0
Nombre de résidences menées et durée moyenne ***Dont :*** - ***A la Fabrique*** - ***Hors Fabrique***	4 résidences de 4 semaines	4 résidences de 3 semaines	2 résidences de 3 semaines

III- Projet rédigé par le bénéficiaire pour la convention PAC 2017-2020

2017 : la mutualisation du lieu avec le Théâtre du Frêne se poursuit jusqu'en Juin 2017.

A partir de Septembre un nouveau fonctionnement est envisagé. Le Plateau 31, lieu dans lequel se développe le travail de la Compagnie Mack et les gars, partagera son espace et une partie de ses moyens avec plusieurs compagnies.

Deux d'entre elles seront plus fortement associée au projet, l'une développant l'écriture contemporaine, l'autre le travail avec le jeune public. Pour ces deux compagnies des représentions en séries seront proposées ainsi qu'une implication dans les ateliers et travaux menées sur le territoire.

Le projet s'oriente sur quatre axes :

1) Le travail artistique et de territoire mené par la compagnie Mack et les gars, compagnie fondatrice et directrice du lieu.
2) Le Partage de l'outil. Une programmation dédiée à la création et si possible au travail avec les auteurs. La possibilité sera offerte à une ou deux compagnies par an de présenter leur spectacle sur une série de représentations (4 à 10, à définir suivant le projet)
3) Le travail sur le territoire (quartier politique de la ville, projet « A2Mains » projet cofinancé par la DRAC-Ile de France et le bailleur social OPALY).
4) Développement du projet en direction du jeune public.

La fabrique recrutera un régisseur si possible à plein temps. L'importante activité du lieu ainsi que les travaux d'aménagement technique nécessaire demande la prise en main du projet par un seul référent technique.

Il s'agit de mieux accueillir les équipes souvent fragiles techniquement et de répondre à la demande de mise à disposition du Plateau 31 dans le cadre de création lumière.

En outre le personnel d'entretien est à stade obligatoire (multiplicité des activités et rythme soutenu).

1) Identité artistique : Un théâtre de proximité dédié à la création

Au cœur d'un quartier, le Plateau 31 et la compagnie Mack et les gars proposent un théâtre de proximité absolu : proximité des artistes entre eux, proximité du public et des artistes.
Comme un symbole, la même place est faite aux artistes et au public dans la salle : cinquante mètres carré chacun…
Au croisement de deux rues, le Plateau 31 fait face au Café-restaurant portugais Le Fonte Nova, restaurant bien connu des ouvriers des chantiers environnants.
Au coin de la rue, c'est l'improbable rencontre, forcée par la proximité : le public du café, le public du théâtre, les artistes et ceux qui ne viendront jamais… au théâtre.
C'est dans cette proximité que se créent nos spectacles. Chacun y garde son rôle : l'auteur écrit, l'acteur joue, le metteur en scène orchestre, le public assiste, le pilier de bar regarde. Mais dans cette fréquentation la rencontre humaine et la découverte des uns et des autres éveillent la curiosité, l'aventure peut commencer.

La compagnie présente à Avignon en 2017, envisage un travail de tournée pour les saisons à venir et la création

d'un nouveau spectacle. Adaptation du roman de Joël Dicker « La vérité sur l'affaire Harry Québert »

2) Partage de l'outil

Le Plateau 31 est un lieu partenaire pour de nombreuses compagnies du territoire mais aussi pour des compagnies plus expérimentées qui y trouvent un lieu de répétitions et représentations aux portes de Paris, très accessible pour le public et les professionnels. La jauge est réduite (49 places) mais le plateau bénéficie de belles dimensions (8 mètres d'ouverture, 6 mètres de profondeur).
Les compagnies sont accueillies par un régisseur qui travaille en collaboration avec le régisseur des compagnies accueillies.
Les compagnies peuvent prendre leur repas sur place.
Le Plateau 31-Compagnie Mack et les gars met à disposition des compagnies en résidence son réseau et son fichier afin d'assurer au mieux la communication des projets et leur promotion et de leur permettre de se développer et de trouver des partenaires supplémentaires.

Programmation pressentie pour 2017

- La compagnie de la Feuille d'or (compagnie basée à Gentilly, orientée vers les écritures contemporaines francophone et d'outremer)
Résidence de deux semaines et présentations du travail (2 représentations)
Spectacle « Et si… échos de Palestine »

- La compagnie Inuit-Claude Guyonnet. Spectacle « Quichotte y pança »
Résidence de deux semaines, interventions dans les ateliers pour enfants et deux représentations.

- La compagnie Ici-là, le Kremlin Bicêtre en partenariat avec l'ECAM du Kremlin –Bicêtre.
Présentation d'un chantier autour de la pièce « Le peintre de Batailles »

- La compagnie AZDAK-Vincent Farasse (auteur et metteur en scène)
La compagnie sera en résidence trois semaines pour la création du nouveau spectacle de la compagnie « Un incident » de Vincent Farasse, publié aux éditions Actes Sud.

Programmation pressentie pour 2018

La Compagnie AZDAK continuera son travail de résidence tout au long de l'année et présentera une série de représentations.

Parallèlement plusieurs compagnies sont pressenties pour des résidences et des présentations de travaux. Une place privilégiée est faite aux compagnies du territoire et à l'écriture contemporaine et de plateau.
Compagnie Diffluences- Andres Spinelli « Eloge de l'ennui »
Compagnie Hors-jeu (Cachan) « Mais où est donc Hippocrate ? ». Une création collective autour du monde hospitalier et la relation soignants-patients.
Compagnie La malle des Indes (Meudon). Samuel Garcia
Projet d'adaptation du roman de Jules Verne « 20000 lieues sous les mers ».
La compagnie sera notamment en charge des ateliers enfants au sein du Plateau 31.

Chaque année une carte banche est donnée à une compagnie, qui lui permet de faire vivre le lieu sur un mois en permettant de développer ses proposes projets mais aussi d'inviter d'autres artistes. Cette carte blanche s'achève par une rencontre festive de l'ensemble des artistes participants.

3) Travail sur le territoire

Depuis 1998 nous avons pu mener plusieurs projets alliant le théâtre et le territoire sur lequel nous sommes implantés. Ils ont su fédérer de nombreux partenaires.

Ainsi, la Drac-Ile de France (SDAT), La Communauté d'Agglomération du Val de Bièvre, Le Conseil Général du Val de Marne, la Caisse des Dépôts et Consignations, la Fondation de France, l'ACSE et la Région Ile de France, ont soutenu au sein de notre structure des projets tels que « 162 rue Gabriel Péri », « Le Journal Théâtral et musical du 162, Chronique d'une cité d'Ile de France » et « Une 6T 2 RêveS ».

A partir de 2017, le Plateau 31 lance un nouveau projet sur son territoire : A2Mains.
Ce projet associe, met en lien les habitants de trois quartier QPV d'Arcueil et de Gentilly.
Il est mené en partenariat avec le bailleur social OPALY et la DRAC-Ile de France (Culture et lien social)
« A2mains » est un projet qui se développe sur trois quartiers :

- Le quartier des Irlandais, Paul Vaillant Couturier et Cherchefeuille à Arcueil

- Le quartier du Chaperon vert (communes de Gentilly et d'Arcueil)
- Le quartier Gabriel Péri à Gentilly (à la limite du kremlin Bicêtre)

Depuis une dizaine d'année, Opaly (bailleur social) et la Compagnie Mack et les gars, travaillent ensemble afin de faire vivre le théâtre au sein des cités et permettre l'accès du plus grand nombre à la culture.
Depuis deux ans maintenant le bailleur social et la compagnie ont développé des projets d'actions artistiques au sein des cités d'Arcueil et Gentilly en proposant notamment la création d'un spectacle pouvant circuler en appartement.

« A2mains », s'inscrit dans une volonté de continuer à travailler ensemble dans le cadre d'un projet pouvant impliquer les habitants d'une manière encore plus fortes.
Ici, les habitants sont acteur dans le processus de création en participant à toutes les étapes de celui-ci.

L'idée : « A2mains » propose d'associer des habitants des quartiers concernés à des artistes à la fois auteur et acteur.
Côte à côte, artiste et habitant et « A2mains », écrivent un texte qui témoigne de leurs projets, réalistes ou fous, des difficultés qu'ils rencontrent, de leurs fragilités, de leurs espoirs, de leurs craintes vis à vis du monde qui les entourent et qui les entraînent.

Pour les habitants de ces quartiers, l'environnement quotidien, en perpétuels mutations dans le cadre des différentes opérations de rénovations urbaines qui envahissent l'espace public, leur propose un nouveau cadre de vie.
Ce monde en construction entre en résonnance avec les questions que chacun se pose :
De quoi demain sera-t-il fait, de quoi rêvons-nous qu'il soit fait…

Les artistes, les comédiens, les auteurs sont perpétuellement dans ces questionnements construisant leurs projets dans l'incertitude et la fragilité.
Une quinzaine de duo sont ainsi composés avec l'aide de cinq auteurs-acteurs et d'une vingtaine d'habitants.
Les artistes associées aux habitants sont tous auteurs et comédiens d'expérience dont les textes ont déjà été joués.

Ateliers d'écriture à domicile
Dans un premier temps les artistes viennent à la rencontre des habitants dans leur univers. Chez eux, dans leur foyer d'hébergement, au café, dans l'espace public à proximité de leur domicile (parc, jardin) ; Ces rencontres informelles du début font place à de véritable séance de travail autour du projet d'écriture.
A l'issu de ce travail, lorsque les textes sont suffisamment aboutis une rencontre des différents groupes est organisé autour d'un moment festif pour la lecture des textes.

Deux ateliers de pratique artistique
Un atelier de théâtre hebdomadaire réunis les participants pour une découverte du théâtre, du jeu de l'acteur. Autour de ce travail les rencontres humaines se font.

Un atelier chanson, dirigé par Gildas Thomas, auteur, compositeur interprète.
Le travail vocal de chœur vient compléter le travail théâtral. Il permet l'écoute, développer son sens du rythme. Oser laisser sortir sa voix autour d'un travail vocal et choral simple sur un répertoire de chanson francophone. Puis le travail s'orientera vers la mise en voix des chansons originales écrites dans le cadre des ateliers d'écritures.

Des ateliers pour tous, pour favoriser la rencontre.
Dans ces ateliers, se retrouvent les participants au projet « A2mains » mais aussi des participants « extérieurs ». L'ouverture des ateliers à tous permet les rencontres intergénérationnelles et une grande mixité sociale.

Les espaces de rencontre ou de travail, dans les quartiers concernés par le projet, sont quasi inexistants ou peu accessibles.
Le choix a donc été fait de proposé les ateliers de groupe au Plateau 31, espace de travail chaleureux et convivial situé géographiquement à équidistance des quartiers concernés par le projet. C'est l'occasion pour un public peu habitué à aller au théâtre de découvrir l'espace du théâtre de façon informelle.
Tout au long de l'année des rencontres sont organisés avec les artistes intervenants pour découvrir leurs pratiques, spectacle, concerts mais aussi ouverture de salle de répétition.

Représentations
Le spectacle, qui sera à chaque fois composé de modules d'écriture différents, sera présenté en appartement, dans tous les lieux possibles au sein des cités : salle municipale ou associative, espace public, parcs et jardins.

Une présentation de l'ensemble du projet « A2mains » sera présenté au Plateau 31 en clôture de projet. (17 et 18 décembre 2017)

Le théâtre, le spectacle vivant laisse sa trace dans le cœur de chacun et transforme les êtres, acteurs comme spectateurs. Afin de témoigner de ces rencontres et transformation, le chemin parcouru, habitants et artistes sont invités à prendre des photos tout au long de l'aventure. Elles alimenteront le blog mis en place au sien du site internet du Plateau 31.
En fin de projet une sélection d'images et de textes feront l'objet d'une publication

Diffusion
Le Plateau 31 soutient les compagnies dans la diffusion de leur spectacle et tente dans la mesure du possible de s'inscrire dans les parcours de diffusion que les compagnies tentent de construire en Ile de France.

Le Plateau 31 lancera en outre un appel à projet pour les compagnies du territoire Grand-Orly Seine Bièvre désireuse de diffuser leur spectacle ou de le créer en résidence au Plateau 31.

4) Travail avec le jeune public et les scolaires

Le Plateau 31 est voisin de l'école primaire Lamartine et du Lycée professionnel du Val de Bièvre.

L'école Lamartine accueille les enfants de la cité du Chaperon vert. En 2017 une trentaine d'enfants sont accueillis dans les ateliers théâtre que nous proposons. Le partenariat avec l'école devrait se renforcer dans les années qui viennent et les ateliers de théâtre sont en développement car ils s'inscrivent dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires.

Un partenariat sera proposé au Lycée professionnel du Val de Bièvre. Le lycée deviendra à la rentrée 2018 le cinquième lycée des métiers de l'hôtellerie et de la restauration de l'académie de Créteil. La restructuration et l'extension prévues ont pour vocation de rendre le lycée plus attractif et d'y accueillir à terme 460 élèves contre 150 actuellement en diversifiant l'offre d'enseignement.
Dans les années à venir le partenariat avec cet établissement très proche du Plateau 31 est amené à se développer.

PROJET ARTISTIQUE

PARTAGE DE L'OUTIL / RESIDENCES PREVUS EN 2017

Sur l'année 2017 seront accueillies pour des représentations et/ou des temps de résidences allant de 4 jours à 3 semaines, 15 équipes artistiques :

- Céline Bothorel
- Théâtre du Frêne
- Un jour au rive
- Compagnie de la Feuille d'or
- Franck Duarte « dents miroirs »
- Sur le pont
- Compagnie inuit
- Claude Guyonnet
- Collectif EUTECTIC
- Compagnie La Grappa
- Compagnie Ici-là
- Compagnie Mack et les gars
- Pepito Mateo
- Compagnie Eclat-rémanence
- Compagnie Les lucioles

ACCOMPAGNEMENT PROFESSIONNEL D'EQUIPES ARTISTIQUES HORS RESIDENCES :

A la demande de certains artistes, le Plateau 31 met à disposition gracieuse sa salle de répétition. Ainsi en 2016, les équipes suivantes ont pu profiter de cette mise à disposition :
Compagnie la chaise et le grain de sable (répétition demandées dans le cadre d'une reprise dans un lieu parisien du spectacle « Erevan en solo »).
Juliette Thierrée (Compagnie Anae) dans le cadre de la poursuite de son travail sur son spectacle accueilli auparavant en résidence « jusqu'à mon dernier souffle ».

SOUTIEN A L'INNOVATION ARTISTIQUE ET AU RENOUVELLEMENT DES FORMES :

Une attention particulière est donnée aux écritures diverses et aux écritures de plateau. Le Plateau 31 est un lieu d'expérimentation. Dans le cadre des projets accueillis certain comédiens profitent de la disponibilité et la souplesse de l'outil pour s'essayer à la mise en scène ou à l'écriture et faire de premières tentatives.

ACTIVITE DE L'EQUIPE ARTISTIQUE DIRIGEANT LE CAS ECHEANT LA FABRIQUE :

Stéphanie Chévara et la Compagnie Mack et les gars travaille actuellement sur l'adaptation du roman de Joël Dicker « La vérité sur l'affaire Harry Quebert » (Prix Goncourt des Lycéens et Prix de l'Académie Française). Une présentation de ce projet aura lieu en mai 2017. Le montage du spectacle est prévu sur la saison 2018-2019. L'année 2017 est consacrée à la recherche des financements. Parallèlement la compagnie présentera son spectacle « Naissance d'un chef d'œuvre », l'histoire vraie de la création d'En attendant Godot en 1953 à l'Espace Roseau Teinturier au Festival d'Avignon en juillet 2017. Dans ce cadre la compagnie donnera une réelle visibilité à son travail.

PROJET POUR LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE

Le Plateau 31 est une fabrique ouverte sur la ville et ses habitants. L'ouverture la salle est quasi systématique pour tout projet travaillé au Plateau 31.
De nombreuses passerelles sont construites entre les nombreux ateliers et la programmation. Les artistes sont invités à être au maximum présent dans les ateliers afin de parler de leur travail.

A2Mains

Le projet « A2Mains », initié par la Compagnie Mack et les gars a pour but de mettre en relation des publics éloignés du théâtre et le Plateau 31.
Ce projet propose de mettre des habitants du quartier en relation avec des auteurs et « à deux mains », d'écrire des textes qui serviront de socle à un spectacle qui sera présenté en décembre 2017 au Plateau 31.
Parallèlement une série d'actions « découverte » sont mise en place en direction de ces publics.
- possibilités de participer aux ateliers de pratiques artistiques du Plateau 31
- possibilités de participer à des spectacles (les personnes qui s'inscrivent voit un spectacle dans un théâtre partenaire et une rencontre est organisée avec l'équipe artistique : café, repas partagé).
- organisation d'une journée exceptionnelle au Festival d'Avignon. Une dizaine d'habitant pourront passer une journée à Avignon pour voir trois spectacle. Deux de leur choix (établissement d'un programme) et la possibilité d'assister à une représentation de « Naissance d'un chef d'œuvre » (présence de la compagnie au Festival 2017).
- participation à toute l'élaboration artistique et technique du spectacle « A2Mains » à l'automne 2017.
- animation d'un blog et des réseaux sociaux autour du projet.

En fin de projet une édition (livre ou de brochure) sera réalisée et retracera cette aventure.
Dans les années à venir ce projet financé aujourd'hui par la DRAC-Ile de France et Opaly (principal bailleur social des communes d'Arcueil et de Gentilly) est amené à se développer.
Les autres bailleurs sociaux du territoire seront sollicités. Les compagnies mutualisées seront invitées à participer à cette action dont le renouvellement est prévu en 2018 et 2019.

DIFFUSION PREVUE AU SEIN DE LA FABRIQUE

« A2mains » théâtre et musique. Mise en scène par Stéphanie Chévara. Compagnie Mack et les gars (automne 2017)

DESCRIPTION DES TEMPS D'OUVERTURE AU PUBLIC HORS DIFFUSION

Le Plateau 31 organise régulièrement des journées portes ouvertes des ateliers de pratiques artistiques et s'associe) l'opération Zig-Zag, ouverture des ateliers d'artistes au public.

ETAT ET/OU COLLECTIVITES TERRITORIALES PARTENAIRES DE LA FABRIQUE EN ILE-DE-FRANCE

Le Plateau31-Compagnie Mack et les gars est subventionné par la Région Ile de France, l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre le Conseil Départemental du Val de Marne et la Ville de Gentilly.
Dans le cadre de la convention signé avec le territoire Grand Orly Seine Bièvre, un partenariat privilégié a été mis en place avec trois théâtres : Théâtre de Cachan, Théâtre Romain Rolland de Villejuif, Théâtre de L'ECAM au Kremlin-Bicêtre.
Le Plateau 31 accueille le festival des Théâtrales Charles Dullin (festival Val de Marnais) en partenariat avec le Centre Culturel de Gentilly.
Le Plateau 31 est en lien constant avec le centre culturel de la ville de Gentilly et accueille chaque année trois spectacles issue de sa programmation et collabore à l'opération ZIG-ZAG (ouverture des ateliers d'artistes dans la

ville).
Le Plateau 31 est en lien avec les associations locales, les bibliothèques et les médiathèques dans lesquels il intervient sous forme de lectures. Le Plateau 31 est en lien avec Anis Gras (Arcueil) notamment pour les projets menés sur le territoire.
La compagnie Mack et les gars a été en résidence au théâtre de l'abbaye à Saint-Maur des Fossés. Les avant-premières de deux de ses dernières productions y ont été présentées (Naissance d'un chef d'œuvre et Kroum l'ectoplasme)

Partenaires pour les projets de territoire :
Villes d'Arcueil et de Gentilly
Drac Ile de France-Culture et lien social
Préfecture du Val de Marne-ACSE
Conseil Général du Val de Marne, Initiative de proximité
EPT Grand Orly Seine Bièvre (FIL ORU)
Foyer AEP (Accueil Educatif de Paris), La Vie au grand Air, récemment installé à Gentilly.
Les associations culturelles et d'insertion sociales arcueillaises et gentilléennes
Le Bahut et Anis Gras à Arcueil

Le Plateau 31-Compagnie Mack et les gars est conventionné par la ville de Gentilly, l'EPT Grand-Orly Sein Bièvre, Le conseil Général du Val de Marne.
La compagnie sollicite en outre l'état dans le cadre des projets portant sur les territoires politique de la ville (ACSE). Ces projets sont également financés par l'ANRU (Fil ORU).

PROJETS PREVUS EN PARTENARIAT AVEC D'AUTRES STRUCTURES OU RESEAUX FRANCILIENS
La volonté du Plateau 31 est de tisser des liens avec les théâtres du territoire Grand-Orly Seine Bièvre afin de permettre de repérer les équipes pouvant mener des résidences au Plateau 31 et assurer des parcours de diffusion sur le territoire.

IV- Budget du projet en 2017 (HT)

CHARGES	€	PRODUITS	S sollicité A acquis	€
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**150 700**	**SUBVENTIONS MINISTERE DE LA CULTURE**		**20 000**
Charges courantes	53 100			
loyer annuel et charges locatives	27 000	DRAC Ile de France, *préciser le service et à quel titre*		
fluides et combustibles	4 500	*aide à la résidence*	A	10 000
entretiens-réparations maintenance	4 500	sdat	S	10 000
achats matériels, équipement	2 000	Autres directions du Ministère de la Culture		
location matériel	1 500	*Préciser :*		
affranchissements et téléphone	1 500			
petit équipement	2 000			
documentation et fourniture administratives	800	**AUTRES SUBVENTIONS DE L'ETAT**		**5 000**
fournitures bar et restaurant	800	*Préciser :*		
frais d'entretien	1 500	acse	S	5 000

assurances	1 000	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**145 000**
honoraires comptables et commissaires aux comptes	6 000	Région Ile-de-France		60 000
		Région IDF - Fabrique	S	60 000
Autres charges de fonctionnement	3 100	Région IDF – Emploi-tremplin	A	
impôts et taxes	1 600	Région IDF – Autres dispositifs		
frais financiers	1 500	Autres Régions, préciser :		0
dotations aux provisions		Départements, préciser le nom du département :Val de Marne	S	36 000
		Commune 1, : Gentilly	A	19 000
Personnel lié à la structure	94 500	Commune 2, préciser le nom de la commune :		0
directeur (temps partiel)	18 000	EPCI, préciser le nom de l'EPCI : Grand-Orly Seine Bièvre	S	30 000
relations publiques (temps partiel)	18 000			
personnel technique	25 000	**SUBVENTIONS EUROPEENNES**		**0**
autres personnels, préciser : stagiaire	1 500	*Préciser :*		
charges sociales et congés payés	30 500			
voyages, missions, réceptions	1 500	**AUTRES APPORTS**		**8 000**
		ASP (emplois aidés, hors emplois-tremplins) *Préciser :*		5 000
DEPENSES ARTISTIQUES (à détailler)	**53 000**	mécénat et sponsoring		3 000
metteur en scène	10 000	Autres (ADAMI, SPEDIDAM, SACEM, SACD, ONDA…)		
comédien	20 000	*Préciser :*		
auteurs projet territoire	5 000			
partage corealisation	3 000			
location Avignon	15 000	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITES**		**72 000**
DEPENSES TECHNIQUES (à détailler)	**13 500**	Location salle		10 000
location de matériel	5 000	Billetterie (Plateau 31 et Avignon)		25 000
photographe	500	parts de recettes de coréalisation		13 000
graphiste	8 000	divers (bars, librairie)		
		Prestations de services (ateliers, stages)		14 000
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE (à détailler)	**32 800**	Autres, préciser : aide au projet (OPALY), vente de spectacles		10 000
intervenants ateliers	15 000	**AUTRES RECETTES**		**0**
impression, photocopies, publications	4 000	produits de gestion courante		
mission, déplacements, Billeterie	9 800	produits financiers		
ligue de l'enseignement (services civiques)	4 000	subvention d'investissement versée au résultat		
TOTAL DES CHARGES	**250 000**	**TOTAL DES PRODUITS**		**250 000**

V- Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Après trois conventions de permanence artistique et culturelle pour la compagnie Mack et les gars / Plateau 31, dont la dernière avait donné lieu à une baisse de la subvention régionale (passée de 42 250 € à 30 000 €) au vu du bilan de la convention, la Région avait toutefois décidé, à la faveur du nouveau projet de mutualisation et de partage du Plateau 31 présenté pour entrer dans le dispositif des Fabriques de culture, de poursuivre, et d'augmenter son soutien. Ce projet de mutualisation pouvait en effet donner au projet du lieu un nouvel élan en même temps qu'une stabilisation notamment en termes financiers.
Or, le Plateau 31 présente un bilan plus que mitigé de ses trois années de soutien au titre des Fabriques de Culture. La mutualisation n'a pas réussi à se mettre véritablement en place en raison d'une mésentente entre les deux compagnies. Si bien que cette convention se conclue par l'arrêt de la mutualisation avec le Théâtre du Frêne, qui quittera le Plateau 31 à la fin de la saison 2016-2017 en juin.
Toutefois, cette expérience a permis à la compagnie Mack et les gars d'expérimenter un autre mode de fonctionnement pour le lieu, qui si elle n'a pas été concluante avec le Théâtre du Frêne, a cependant donné l'envie à la compagnie de poursuivre le partage de l'outil et une forme de mutualisation, envisagée cette fois-ci avec deux compagnies qui seront plus fortement associées.
Le projet présenté est celui d'une compagnie, qui créé, diffuse des spectacles et mène des projets de territoire et des ateliers en lien avec les publics (habitants, scolaires, amateurs…), et qui dirige un lieu qu'elle partage avec d'autres équipes accueillies en résidence. Les contours du nouveau fonctionnement avec deux compagnies plus fortement associées ne sont pas encore totalement définis, et les compagnies pressenties ne sont pas nommées dans le projet. Les moyens du lieu pour accueillir les compagnies en résidence sont relativement limités et le rayonnement du lieu ne s'est pas amplifié.

VI - Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.
Elle a rendu un avis défavorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle et propose une sortie du dispositif.
Cette sortie de l'aide à la permanence artistique et culturelle fait l'objet d'une convention de trois ans.
Sous réserve du vote annuel du budget du Conseil régional, les aides régionales seront de : 35 000 € en 2017, 25 000 € en 2018 et 15 000 € en 2019.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 221 900 € et correspond au budget prévisionnel présenté par le bénéficiaire déduction faite des autres charges de fonctionnement (impôts et taxes et frais financiers) et de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé.

Localisation géographique :
- GENTILLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	21 000,00 €
2018	14 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux fabriques de culture	50 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	50 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	50 000,00 €
	Montant total	150 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008699

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PLUS PETIT CIRQUE DU MONDE - SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT 2017 (2 CONVENTION - 1ERE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	1 539 912,00 €	3,90 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE PLUS PETIT CIRQUE DU MONDE
Adresse administrative : 7 RUE EDOUARD BRANLY
92220 BAGNEUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ELEFTERIOS KECHAGIOGLOU, Autre

Date de publication au JO : 2 mai 1992

N° SIRET : 39248348300054

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

I- Présentation du bénéficiaire

Le Plus Petit Cirque du Monde (PPCM), Centre des arts du cirque et des cultures émergentes, est une association loi 1901 présidée par Daniel Forget et dirigée par Elefterios Kechagioglou, située à Bagneux dans les Hauts-de-Seine. Créée il y a vingt ans au cœur du quartier des Blagis, PPCM affirme aujourd'hui un projet artistique au service de l'inclusion sociale, dans le croisement des arts du cirque et des cultures émergentes. Il allie éducation artistique et populaire, action sociale et soutien à l'émergence artistique dans les domaines des arts du cirque (structuration professionnelle, tradition de pratiques interculturelles) et des cultures émergentes (créativité, valeur de solidarité de la culture hip-hop). Animé par des professionnels du cirque et du hip-hop, il s'adresse à des publics amateurs de tous âges. Le PPCM est par ailleurs à l'initiative du réseau CARAVAN, dont Elefterios Kechagioglou est le président, regroupant neuf écoles européennes de cirque à finalité pédagogique et sociale. En 2013-2014, le projet connait un essor majeur avec la construction d'un équipement de 1 900 m^2 dédiés au projet du PPCM et financé par la Ville de Bagneux, la Communauté d'agglomération Sud-de-Seine, la Région Ile-de-France, et le Conseil général des Hauts-de-Seine.
PPCM bénéficie du soutien de la ville de Bagneux, de la Communauté d'agglomération Sud-de-Seine, du Département des Hauts-de-Seine, de la DRAC Ile-de-France, de l'ACSE, de la Région Ile-de-France et de partenaires privés dont la Caisse d'Epargne et la Fondation Daniel et Nina Carasso.

II- Rappel du projet de la fabrique

Le Plus Petit Cirque du Monde (PPCM) est un lieu atypique dans l'univers des arts du cirque et des cultures urbaines. Lieu d'expérimentation et de transmission, c'est à la fois une fabrique artistique, un laboratoire de lien social, une plateforme d'échanges internationaux et une école de cirque, danse et cultures urbaines.
Au cœur de son identité, le quartier prioritaire des Tertres-Cuverons à Bagneux dont la vitalité et la diversité ont permis de développer une vision « sociale » du cirque. Portée par ses administrateurs bénévoles depuis son origine, cette conception imprègne l'ensemble des actions du PPCM et en fait un pionnier du cirque social en France et à l'international. Il porte un projet singulier liant démarches artistiques de création et actions culturelles de territoire. Il met en œuvre une interaction entre actions locales et actions internationales. Avec ses nouveaux espaces (environ 2000m^2 avec un cirque en dur de 28 mètres, un foyer, une salle de résidence, une salle de danse et un espace extérieur), l'association Le Plus Petit Cirque du Monde renforce sa capacité d'action et poursuit son développement autour d'une éthique de proximité citoyenne, cosmopolite et solidaire. En préfiguration depuis 2011, la Fabrique PPCM est entrée dans une phase active avec le lancement des projets *Antipodes* et *Mouvement en chantier/Chantier en mouvement* autour de la construction de ce nouveau lieu et dont la première étape avait déjà été soutenue par la Région Ile-de-France au titre de la résidence territoriale arts du cirque. La plus grande partie des nouveaux locaux a été livrée en septembre 2015.

Les objectifs de la Fabrique PPCM :
- Soutenir le développement économique et le désenclavement social et culturel des territoires prioritaires franciliens à travers de nouveaux modèles de création et présence artistiques et la démocratisation de l'accès aux pratiques artistiques pour les populations qui en sont les plus éloignées
- Favoriser les formes innovantes de création et de présence artistiques fondées sur l'implication et la participation des habitants des quartiers prioritaires, la mixité sociale, les créations dans les espaces publics et l'engagement des artistes dans la vie et les projets des territoires
- Devenir la première fabrique en France dédiée aux cultures urbaines émergentes en lien avec les nouvelles expressions artistiques issues des quartiers périphériques et des pratiques des jeunes d'aujourd'hui
- Encourager la mobilité internationale des artistes émergents, ainsi que la diversité culturelle et le dialogue interculturel entre les quartiers franciliens multiethniques et les artistes venus des autres pays du monde.

La ligne artistique de la Fabrique PPCM :
Premier lieu en France dédié aux cultures urbaines émergentes, le PPCM développe trois axes artistiques :
- un premier axe qui associe les pratiques urbaines, les arts du cirque et les cultures émergentes dans leur environnement architectural au sein de la cité et de ses acteurs dans l'espace public.
- un deuxième axe où le corps explore les connivences entre les arts du risque et les arts vivants : hip hop, danses, théâtre, musiques et cultures émergentes. Interdisciplinarité et inventivité sont ici mises à l'honneur.
- un troisième axe esthétique en écho à la multi-culturalité des territoires prioritaires franciliens, aux traditions populaires, culturelles et artistiques, des territoires proches ou éloignés, et aux mouvements des migrations. Reconnaître leurs passés, les questionner au présent et les imaginer au futur, autant de ressources pour une création contemporaine inspirée d'interculturel et de partage.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

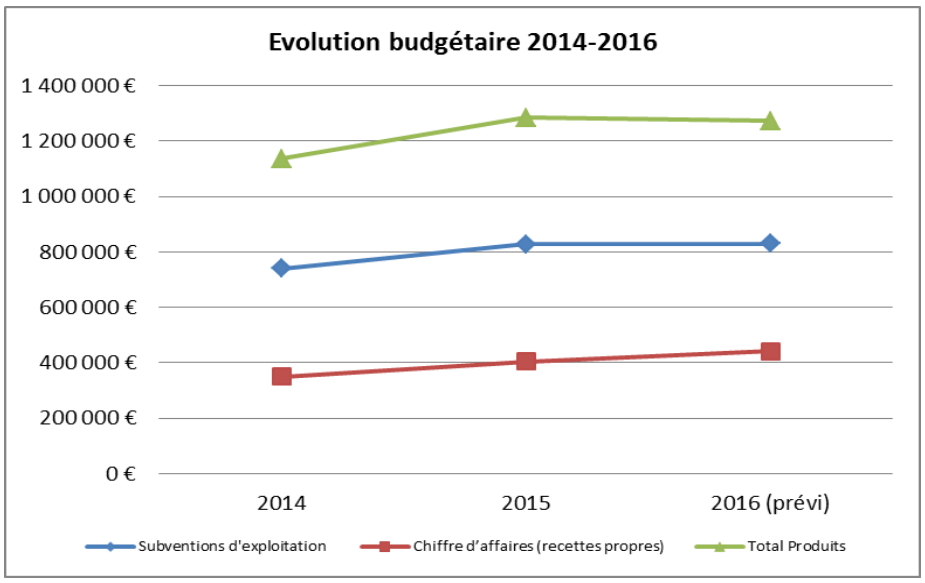
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2014	%	2015	2016	%
DRAC-SDAT et résidences	32 000	*6%*	34 300	45 800	*6%*
Conseil départemental-Hauts-de-Seine	45 000	*8%*	33 000	15 000	*2%*
EPCI - EPT Vallée Sud Grand Paris	70 000	*12%*	70 000	70 000	*8%*
Commune-BAGNEUX	38 000	*7%*	48 000	130 767	*16%*
Autres - CAF 92	42 000	*7%*	45 000	45 000	*5%*
Autres - ASP	25 436	*5%*	32 941	18 427	*2%*
Autres - ETAT	103 975	*19%*	146 273	131 600	*16%*
Autres - Fondations	38 000	*7%*	202 000	215 642	*26%*
Région - PAC	60 000	*11%*	60 000	60 000	*7%*
Région - Formation professionnelles	0	*0%*	0	50 400	*6%*
Région - Autres : International	40 000	*7%*	50 000	0	*0%*
Région - Autres : PM'UP	31 420	*6%*	101 005	20 359	*2%*
Région - Emploi tremplin	34 750	*6%*	24 166	25 666	*3%*
SOUS-TOTAL REGION	166 170	30%	235 171	156 425	19%
TOTAL SUBVENTIONS	**560 581**	**100%**	**846 685**	**828 661**	100%

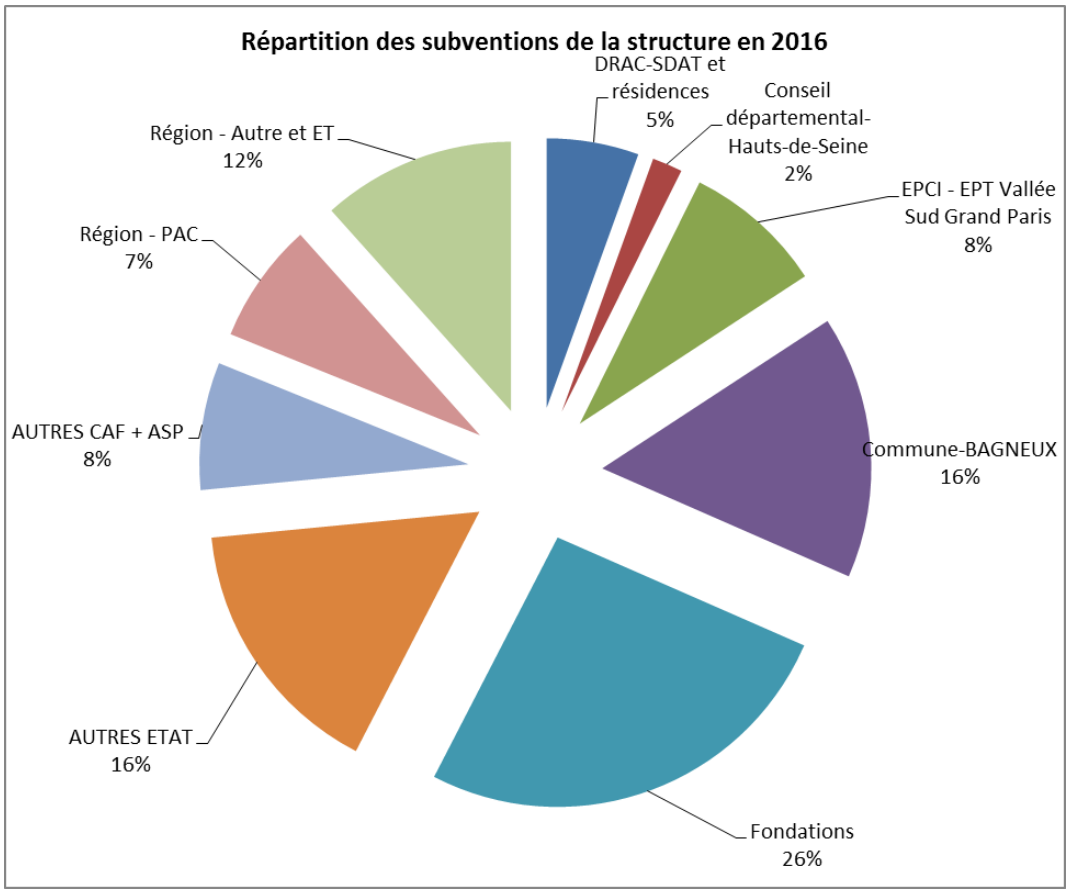
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2014	%	2015	*2016 (prévi)*	%
Subventions d'exploitation	739 337	*65%*	826 845	*828 661*	*65%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	350 735	*31%*	404 865	*442 698*	*35%*
Total produits	1 135 769	100%	1 284 518	*1 271 359*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2014-2016



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2016



2) Evolution de l'emploi

Masse salariale Exercices comptables	2014	2015	2016
Masse salariale régime général	825 044,05	820 328,74	904 331,57
Masse salariale régime intermittent	45 661	77 710,80	28 650,35

Rémunération des artistes/ droits d'auteurs et droits de présentation publique (le cas échéant, en euros)	38 402,64	65 354,78	64 094,94
Valorisation du bénévolat	126 832	135 876	156 381

3) Evolution de l'activité

A – Partage de l'outil de travail

	2014	**2015**	**2016**
Nombre d'équipes artistiques accueillies, en plus de l'équipe dirigeant le lieu le cas échéant	8	10	15
Nombre d'artistes/auteurs/réalisateurs individuels accueillis	41	59	79
Nombre total de jours d'occupation des espaces	78	126	165

B – Publics et territoires

	2014	**2015**	**2016**
Nombre de rencontres avec les publics	16	23	31
Nombre d'usagers	1 160	1 640	2 180
Nombre de partenaires de la fabrique (réseaux, collectivités locales, etc…) Ville de Bagneux, EPT Vallée Sud Grand Paris, Ministère de la Culture, Caisse d'Epargne, Fondation Carasso, Fondation SNCF, Fondation de France, CGET, Ministère des Outre-Mer, Théâtre Firmin Gémier La Piscine, Réseaux Circostrada, FACE, CARAVAN	9	11	13

D – Diffusion, exposition

	2014	**2015**	**2016**
Nombre de spectacles/ projections/ expositions/ projets d'édition réalisés	6	8	12
Dont : -Nombre de créations	2	4	6
Nombre de jours de représentation/exposition	14	19	29
Nombre de spectateurs	1 750	2 350	3 650

III- Projet rédigé par le bénéficiaire pour la convention PAC 2017-2020

La ligne artistique de la Fabrique Premiers Pas Circo Mobiles

Premier lieu en France et en Europe dédié aux cultures urbaines émergentes, la Fabrique PPCM devient Fabrique Premiers Pas Circo Mobiles et vise à mettre en œuvre un plan stratégique de

développement des formes contemporaines des cultures urbaines émergentes, des arts du cirque, de la danse hip hop en Région Ile-de-France ainsi que leur dialogue avec les autres formes artistiques : musique, arts plastiques, vidéo, théâtre, écriture.

La ligne artistique de la Fabrique Premiers Pas Circo Mobiles est celle d'un laboratoire pour l'expérimentation, la fabrication et la promotion de nouvelles formes d'expression, l'accompagnement vers la professionnalisation des jeunes artistes, la recherche de nouveaux modes de financement et la mise en œuvre de rapports innovants entre la création artistique, la société et l'économie sociale et solidaire. Un projet de rencontres entre pratique amateur et professionnelle, entre pédagogie et création artistique, entre émergence et expérience, entre création, pratiques artistiques et transformation des territoires.

La ligne artistique explore trois axes esthétiques :

- un premier axe qui associe les pratiques urbaines, les arts du cirque et les cultures émergentes dans leur environnement architectural au sein de la cité et de ses acteurs dans l'espace public.
- un deuxième axe où le corps explore les connivences entre les arts du risque et les arts vivants : hip hop, danses, théâtre, musiques et cultures émergentes. Interdisciplinarité et inventivité sont ici mises à l'honneur.
- un troisième axe esthétique en écho à la multi-culturalité des territoires prioritaires franciliens, aux traditions populaires, culturelles et artistiques, des territoires proches ou éloignés, et aux mouvements des migrations. Reconnaître leurs passés, les questionner au présent et les imaginer au futur, autant de ressources pour une création contemporaine inspirée d'interculturel et de partage.

La Fabrique PPCM favorise la création d'œuvres et de formes artistiques modulables, combinant création et action artistique, par la mise en lien des créateurs confirmés (issus de la danse et du cirque de création) avec des jeunes artistes et collectifs d'artistes en résidence dans ses espaces.
La Fabrique PPCM apporte un soutien prioritaire aux jeunes artistes, collectifs d'artistes et compagnies issus des cultures urbaines, des danses et des arts du cirque. Un effort particulier est consenti en direction des artistes venant des régions prioritaires dans la perspective de les accompagner de l'émergence jusqu'à la professionnalisation.

Lauréat 2017 de La France s'engage, le nouveau projet de la Fabrique PPCM pour la période 2017-2020 vise à effectuer un important changement d'échelle afin de répondre aux défis de notre Région pour les années à venir :

1/ **Du côté de la demande, avec le projet CircoMobiles,** en développant les possibilités de nouvelles activités artistiques et culturelles dans les territoires en transformation urbaine et sociale, au plus proche des habitants, tels ceux impactés par les travaux de Grand Paris, et en développant les partenariats avec les entreprises et le secteur de l'ESS. Les CircoMobiles amènent les arts du cirque et les cultures urbaines au milieu des quartiers franciliens. Ils accompagnent les transformations urbaines et sociales et favorisent la participation active des habitants à travers des rencontres et des ateliers artistiques menés auprès des enfants, jeunes et adultes en situation de précarité et des spectacles au cœur des cités destinés à tous les publics.

2/ Du côté de l'offre, avec la création de la pépinière Premiers Pas, en travaillant au niveau de la formation et de l'incubation d'une nouvelle génération d'artistes et entrepreneurs culturels capables de proposer des processus innovants et participatifs et un nouveau modèle économique adapté aux problématiques et opportunités d'aujourd'hui , la Région Ile-de-France devenant région capitale des nouvelles formes, de l'innovation culturelle et du lien entre art, ESS et attractivité. Favoriser le développement de l'entrepreneuriat culturel dans le domaine de l'ESS à travers la création de produits artistiques innovants, l'ouverture à de nouveaux marchés et la mise en œuvre de modèles économiques adaptés aux spécificités des territoires.

3/Du côté de la complémentarité avec les lieux labellisés, et notamment ceux de notre EPT, Vallée Sud Grand Paris, le PPCM entend renforcer le partenariat stratégique avec le Théâtre Firmin Gémier –

La Piscine au niveau de la diffusion (co-accueil de 2 à 3 projets depuis 2016), de l'accueil en résidence (choix de projets de co-accueil, participation de Marc Jeancourt directeur du PNAC à la sélection des projets accueillis à la Fabrique), des actions de formation et des actions artistiques au niveau du territoire.
Par ailleurs, le PPCM développe depuis cette année un partenariat avec Les Gémeaux, Scène Nationale de Sceaux au niveau de la danse, dans le cadre de l'accueil en résidence du chorégraphe hip-hop Mehdi Ouachek, en vue des actions en complémentarité et des projets de coproduction.

4/Du côté du développement d'un projet d'action artistique territoriale innovant. Dans le cadre du développement de la Pépinière, le PPCM entend accompagne les artistes pour le développement de projets d'action artistique territoriale de nouvelle génération, au sein desquels les projets artistiques se nourrissent des besoins et des apports des territoires et des habitants. Les territoires ont besoin de projets artistiques plus itératifs, inclusifs et adaptés aux problématiques de transformation sociale. Les processus actuels de résidence / tournée / médiation ne répondent pas suffisamment à ces enjeux.

RESIDENCES PREVUES EN 2017
Equipes accueillies :

- Monki Business
- Retouramont
- La maison du conte/Samovar
- Cie Métis'Gwa
- Bachar Mar Khalifé
- Lève un peu les bras
- Vlovajob Pru
- Le Troisième Cirque
- Projet Symians
- Collectif Porte 27
- Association Le Vide
- Association Le Vide
- Ensemble vocal Sequenza 9.3
- Fekat Circus : 3 artistes éthiopiens et 3 artistes français (regard artistique : Cyrille Musy)
- Métis'Gwa :4 artistes caribéens regard artistique Mehdi Ouachek
- Cirquons Flex
- Les Trois Parques 3 jeunes artistes issues du CNAC 1ère création
- Echange Jeunes Europe.
- Marianne Sutton (et Sylvain Sicaud
- L'habeas corpus compagnie
- Colokolo
- Circus transformation
- La Meute et le Collectif de la bascule
- Galapiat
- Crying out loud
- Guillaume Clayssen

Durées de résidence : de 2 à 15 jours

ACCOMPAGNEMENT PROFESSIONNEL D'EQUIPES ARTISTIQUES HORS RESIDENCES :
Le projet de pépinière du PPCM qui démarre en avril 2017 est axé autour de l'accompagnement et de la professionnalisation d'artistes émergents dans le cadre des résidences. L'accompagnement professionnel d'artistes hors résidences est mis en œuvre en partenariat étroit avec le Groupe Scintillo, et notamment Le Troisième Pôle, agence d'ingénierie culturelle, et Créatis, incubateur d'entreprises culturelles. Le programme d'accompagnement est présenté en détail dans le document annexe à ce dossier.

SOUTIEN A LA CREATION :

1/ "PIANO SUR LE FIL" BACHAR MAR KHALIFE – GAETAN LEVEQUE / COLLECTIF AOC
MUSIQUE ET CIRQUE
COPRODUCTION : 3 POM PROD - PPCM
NOMBRE D'INTERPRETES : 7
En 2014, Maël Tebibi interprète un solo de danse acrobatique sur un morceau de Bachar Mar Khalifé, double choc émotionnel, la qualité et la justesse de Maël et la puissance envoutante de Bachar. Deux ans plus tard, Eleftérios Kechagioglou et Gaëtan Levêque proposent une collaboration, une rencontre qui n'est ni un concert ni un spectacle au sens classique mais une rencontre entre artistes du risque et un musicien équilibriste hors norme. Acrobate au mât chinois, portés acrobatiques, fil de fer, trampoline donnent une nouvelle dimension à l'œuvre musicale de Bachar Mar Khalifé. Sur ce projet l'envie est de mettre du corps sur les notes de Bachar, trouver l'impulsion juste, rendre la prouesse circassienne aussi délicate que sa voix, écrire un voyage commun chargé d'une histoire tragique mais rempli d'espoir. Résister au cynisme de nos états en laissant place au partage des citoyens humanistes que nous rencontrerons sans doute !!!
Apport financier (10 000€), appui technique (tournée en 2017-2018, 15 dates)

2/ "KAFKA DANS LES VILLES" PHILIPPE HERSANT – ENSEMBLE VOCAL SEQUENZA 9.3 – THEATRE DES LUCIOLES – GAETAN LEVEQUE/COLLECTIF AOC
MUSIQUE CONTEMPORAINE, CHANT LYRIQUE, THEATRE ET CIRQUE
COPRODUCTION : SEQUENZA - PPCM – CDN DE CAEN – PLATEFORME 2 POLES CIRQUE EN NORMANDIE
NOMBRE D'INTERPRETES : 12

A la suite de la résidence musicale du projet Mouvement en chantier / Chantier en mouvement, projet initié et piloté par le Plus petit cirque du monde, l'Ensemble vocal Sequenza 9.3 a souhaité poursuivre ce travail de croisements entre voix, textes et cirque avec un nouveau projet de création ambitieux et évolutif. Celui-ci s'inscrit dans la continuité de deux années d'expérimentation avec des musiciens, écrivains et artistes de cirque, en proposant des passerelles en direction des amateurs.

Ce travail de création mené au travers de résidences en 2014 et 2015 avait abouti au concert de cirque *Chant périlleux*, spectacle inaugural du Centre des arts du cirque et des cultures émergentes de Bagneux présenté en juin 2015, qui a permis de préfigurer le nouveau projet de création présenté ci-dessous. Pour cette création, le cirque et l'écriture s'étaient mis au service de la musique et inversement, pour créer des échanges entre mouvements des corps, sonorités urbaines, poésie de l'absurde et musique contemporaine. Cette rencontre entre plusieurs univers créatifs, à l'appui de diverses sources d'inspiration et portée par une collaboration artistique fructueuse a ouvert un horizon de possibles que L'Ensemble vocal Sequenza 9.3 souhaite explorer davantage. Il porte et produit désormais le projet « Kafka dans les villes ».

« Kafka dans les villes » est un nouveau projet artistique de croisements entre musique, arts du cirque et théâtre en interaction avec les territoires d'accueil du projet. L'univers littéraire kafkaïen est au cœur de cette nouvelle création. Il imprègne fortement la mise en scène, la dramaturgie comme le

travail de composition musicale réalisé par Philippe Hersant. Afin d'assurer la mobilité des formes créées, les instruments choisis sont des instruments à vent relativement légers (un violon et un alto).

L'équipe artistique est constituée du compositeur Philippe Hersant (Victoire de la musique 2016), de 6 chanteurs de l'Ensemble vocal Sequenza 9.3 et de Catherine Simonpietri, son chef de chœur, de 2 instrumentistes, de 2 comédiens, de 4 jeunes artistes de cirque issus de la 28ème promotion du CNAC, de deux metteures en scène de théâtre (Elise Vigier et Frédérique Loliée du Théâtre des Lucioles) et d'un metteur en scène de cirque (Gaëtan Levêque / Collectif AOC, responsable artistique du PPCM) et d'une dramaturge (Leslie Kaplan).

Un processus modulaire et modulable en interaction avec les territoires
A l'image des petites nouvelles de l'illustre auteur, le projet est pensé pour se construire à partir de « modules ». Des systèmes de « permutation » entre artistes (instrumentistes-comédiens, acrobates-chanteurs, chanteurs-comédiens, acrobates-instrumentistes-comédiens, etc.) vont se former au fil des résidences. Plusieurs modules (duos, trios ou plus) vont ainsi être testés ; ils pourront se jouer ensemble ou séparément. Ces pièces du puzzle seront emboitables et permettront de créer une forme « lego », plus longue, en préfiguration du spectacle final. A l'issue de chaque résidence les artistes présenteront aux publics les modules créés in situ, en intérieur ou en extérieur. En écho au contexte de chantier qui abritait le projet « Mouvement en chantier » et afin de provoquer la surprise et la poésie par contraste des genres, les espaces urbains atypiques seront privilégiés.

Le fil rouge de « Kafka dans les villes » est de mettre en œuvre un processus de création qui va à la rencontre des territoires et de leurs habitants. Cette présence artistique dans les territoires (et notamment ceux qui sont dépourvus d'équipements culturels et éloignés des centres ville) reste un élément fort du nouveau projet. Cet engagement permet de toucher un public (habitants du territoire) parfois difficilement mobilisable et/ou éloigné de certaines pratiques culturelles. La première étape du projet, accueillie au PPCM en 2016, a été l'occasion de provoquer plusieurs rencontres avec les publics et de développer des actions artistiques. Des amateurs en formation dans les conservatoires (chanteurs ou instrumentistes) seront associés à certaines résidences et restitutions pendant la période « laboratoire ».

Un projet en construction en 2 étapes : une période laboratoire inscrite dans les territoires (et ouverte aux actions artistiques) et une période de création dédié à la création d'un spectacle à diffuser largement dans le réseau du spectacle vivant. Le calendrier du projet se compose d'une période « laboratoire » de 5 semaines de résidence (entre septembre 2016 et décembre 2017) et d'une période de création de 4 semaines de résidence (début 2018).

Le PPCM a accueilli la 1ère étape de travail du 17 au 25 septembre 2016. Le PPCM accueillera la seconde étape de travail du 12 au 22 juin 2017. Ce projet est coproduit par le CDN de Caen et le Cirque Théâtre d'Elbeuf et la Brèche (Plateforme 2 Pôles Cirque en Normandie), avec le soutien de l'Arcadi.
Pour s'engager davantage sur ce projet, le PPCM a obtenu le soutien de la DRAC Ile-de-France (Dispositif d'aide aux résidences musicales). **Le PPCM apportera une coproduction de 16 000€ en 2017 et 5 000€ en 2018, ainsi qu'un appui technique.**

3/ "LA WALF " - CREATION PORTEE PAR LE COLLECTIF DE LA BASCULE ET LA MEUTE
11 ACROBATES ET 4 MUSICIENS
Cirque et musique

D'un calme désertique surgit de la folie de cirque.
D'une seule personne émane un groupe.
D'un feu de bois un homme prend feu…

La Walf (abréviation de world acrobatique love foundation) est le regroupement de deux collectifs d'acrobates qui se connaissent depuis l'école de Rosny sous Bois: le Collectif de la bascule et la Meute. Un lien fort d'amitiés de longue date et de même passion pour la voltige les unit. Chaque collectif suit un

chemin différent pour se former puis pour se produire à la sortie de l'école, mais il y a toujours eu l'envie de se retrouver à un moment donné pour créer une forme ensemble.
Avec ce projet, les deux collectifs défendent une volonté de créer ensemble. Le processus de création, la manière dont ils s'organisent à distance fait déjà partie de cette expérience commune. L'identité de ce groupe appartient avant tout à son nombre. La WALF est accompagnée en live par Baklawa Orchestra, une formation de quatre musiciens, qui donne de l'ampleur au projet.
La résidence accueillie au PPCM est à ce jour la 4ème et dernière étape de création du projet qui s'est décliné en 2 phases : la création d'un spectacle adapté aux espaces en extérieur et lieux insolites (théâtre antique, terrain de tennis, etc.) et l'adaptation de la création pour salles de spectacle, en intérieur. Le PPCM accueillera donc le collectif sur cette 2ème phase dans la création pour une période de 12 jours de répétitions entre le 25 septembre et le 8 octobre 2017. L'équipe du projet, constituée de 19 personnes, sera réunie au grand complet pour finaliser la création. Cette résidence sera aussi l'occasion de présenter aux publics l'aboutissement du travail à travers 2 sorties de résidence, organisées en fin de séjour. Le collectif ouvrira également ses portes à des publics spécifiques à l'occasion de temps de répétition définis en amont.

COPRODUCTION : Apport financier prévu de 10 000€, appui technique. **Le Théâtre Firmin Gémier-La Piscine, Pôle national des arts du cirque à Antony** est partenaire du projet associé au Plus petit cirque du monde. Il intégrera très probablement ce spectacle à sa programmation pour 2018.

SOUTIEN A L'INNOVATION ARTISTIQUE ET AU RENOUVELLEMENT DES FORMES :
Avec la mise en place de la pépinière **Premiers Pas**, la Fabrique PPCM se tourne résolument vers le soutien à l'émergence, l'innovation artistique et le renouvellement des formes. Il s'agit de :
-Concevoir la création artistique comme un projet global, avec l'artiste comme entrepreneur de son aventure
-S'inscrire dans des temporalités polymorphes et sur mesure dans une logique de « création permanente », avec priorité à la recherche in vivo, sur des périodes «d'incubation» dans différents territoires
-Proposer des espace-temps de liberté créative, garants de nouveaux formats d'interaction avec les publics, et d'un meilleur épanouissement des territoires
-Élaborer des modèles économiques innovants en diversifiant l'activité de l'artiste, les partenaires d'un projet et en augmentant le rôle de l'artiste comme agent économique à part entière
-Construire une communauté d'intérêts et un accompagnement mutuel, sur un temps long, entre les projets accompagnés, le PPCM, son réseau de partenaires et d'experts
Premiers pas s'adresse à un public créatif issu des milieux circassiens et des cultures urbaines, porteur d'un engagement citoyen et économique fort :

- Jeunes artistes issus de formations diplômantes désirant expérimenter de nouveaux processus de création
- Artistes confirmés en recherche de formats de production innovants en lien avec les territoires
- Artistes autodidactes, personnes aux parcours de formations atypiques et artistes issus de la diversité culturelle
- Artistes / porteurs de projet souhaitant être accompagnés dans la création d'un projet de cirque social.

L'intégration à la pépinière peut se faire en mode individuel ou collectif

Voici une première typologie des projets qui seront accompagnés dans ce cadre :

1/"JE NE PEUX PAS MOURIR"
3 ARTISTES DE CIRQUE (TRAPEZE, GRAND BALLANT ET ROUE CYR)

REGARD EXTERIEUR MARLENE RUBINELLI-GIORDANO – COFONDATRICE DU COLLECTIF AOC.

Cirque
Ce projet, porté par trois jeunes artistes issues de la promotion 2016 du CNAC, sera accompagné par le PPCM dans le cadre de la pépinière. La salle de résidence est mise à disposition du 26 juin au 9 juillet, ainsi qu'un hébergement des 3 artistes sur la période de résidence. Le PPCM participe au projet en tant que coproducteur, aux côtés du CNAC et du PNAC - Cirque-théâtre d'Elbeuf, par le biais d'un accompagnement soutenu sur les aspects financier administratif, technique. L'apport financier permettra notamment la prise en charge des rémunérations des artistes par le PPCM. Un accompagnement est proposé tant sur l'artistique par le biais du regard extérieur de Marlène Rubinelli, que sur les aspects techniques de la création par l'intervention le régisseur du lieu.
COPRODUCTION

2/ADDIS /BAGNEUX
Résidence d'expérimentation
Réunion de 3 artistes acrobates éthiopiens et 3 circassiens français
Regard artistique Cyrille Musy, Cie Kiaï

Ce projet s'inscrit dans un partenariat entre Fekat Circus (Addis Abbeba, Ethiopie) et le PPCM, cofinancé par l'Union Européenne, et visant au développement économique et artistique des arts du cirque et du cirque social en Ethiopie. Outre des formations en stratégies de développement et en actions artistiques solidaires, ce programme comprend un projet de recherche et d'expérimentation artistique, réunissant trois acrobates éthiopiens professionnels, 2 jeunes artistes français fraichement diplômés du CNAC et du Lido, et de Cyrille Musy, artistique de cirque et directeur artistique de la Cie Kiaï. Une première résidence de 2 semaines en juin 2017 à Bagneux, suivie d'une seconde résidence en Ethiopie en février 2018 avec des représentations dans le cadre du 2ème Festival du Cirque Africain.
COPRODUCTION

3/PASSEPORT CARAIBES – AMAZONIE DANSE ET CIRQUE
DANSES HIP-HOP ET CIRQUE
4 JEUNES ARTISTES CARIBEENS
Regard artistique Mehdi Ouachek (artiste en résidence aux Gémeaux, scène nationale de Sceaux).

Ce projet réunit le PPCM, MétisGwa (cie conventionnée danse et cirque par la DAC Guadeloupe), Toukadanses (Centre de Développement Chorégraphique de la Guyane), les Alliances françaises des Petites Antilles et Edna Manley College, Département Théâtre et Danse, de la Jamaïque. Il s'inscrit dans le cadre du programme européen Interreg Grande Caraïbe, et vise à favoriser la circulation des artistes de ces territoires en mettant en place des actions de formation, de création et de développement de l'emploi artistique dans ces territoires. Pour ce qui concerne le PPCM, il s'agit aussi de favoriser les liens entre les Outre-mer et la Région Ile-de-France, première région ultramarine de l'Hexagone.
Cette résidence de 2 semaines permettra un travail de croisements artistiques entre danses hip-hop, danses caribéennes et arts du cirque.

4/"LE MESSAGER"
CIE COLOKOLO (MAROC)
3 ARTISTES DE CIRQUE, CREATION SONORE - MISE EN SCENE AMINE AIT HAMMOU
Cirque, théâtre et arts visuels Colok
développement du secteur des arts du cirque et de la rue au Maroc et a ainsi eu le soutien du Ministère de

la Culture, le Conseil de la Ville de Casablanca, le Service des Coopérations des Affaires Culturelles de l'Ambassade de France et l'école Nationale de Cirque Shems'y pour produire le premier et le seul Festival des arts du cirque à Casablanca, dont la 4e édition a eu lieu en juin 2016. Ses membres ont à leur actif plus de 8 ans d'exercice dans ce domaine, entre formation et expérience professionnelle au Maroc et à l'étranger.
La résidence au PPCM vient de la volonté de la compagnie de porter la création à un niveau international. Elle offrira la possibilité à la compagnie d'approfondir son travail de création dans une perspective transculturelle.
Le PPCM accueillera le projet du 28 août au 17 septembre 2018, avec le projet de présenter des impromptus de la création en "work in progress" dans le cadre des Journées du Patrimoine. Le projet a le soutien de l'institut Français du Maroc et le Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'ambassade de France.
COPRODUCTION

5/CIRCUS 250
FAR FROM THE NORM (cie de hip-hop basé en Angleterre)
Hip-hop et arts du cirque

Ce projet européen, déposé dans le cadre du programme Europe Créative, regroupe quatre partenaires (Royaume-Uni, France, Irlande et Suède). A l'occasion de la célébration des 250 ans de la naissance du cirque moderne, il s'agit de montrer que la vitalité du cirque contemporain se retrouve aujourd'hui aussi dans les liens féconds qu'il tisse entre jeunes danseurs hip-hop et artistes de cirque.

COPRODUCTION

RAPPORT AU PUBLIC DE LA FABRIQUE
L'esprit de la Fabrique PPCM s'inscrit dans le sillage des actions culturelles à finalité pédagogiques et sociales mises en place depuis 25 ans au sein du PPCM. Tout au long de l'année, le PPCM travaille en partenariat étroit avec les établissements scolaires et des organisations impliquées dans les domaines du socioculturel, de l'éducation populaire, de la jeunesse, de l'insertion sociale, ou encore, du médico-social.
Enfin d'être au plus près des besoins de son territoire et des publics prioritaires, le PPCM reste ouvert et propose des activités plus de 300 par an :
-Du lundi au samedi de 9h00 à 22h00
-Deux dimanches après-midi par mois hors vacances scolaires
-Pendant toutes les semaines de vacances scolaires, y compris le mois d'août.

Chacun des projets décrits plus haut laisse une place importante à la mise œuvre d'actions culturelles et de médiation :
- Organisation d'ateliers de pratiques artistiques (arts du cirque, danses et cultures urbaines) en accès gratuit auprès des enfants, jeunes, familles et adultes des quartiers prioritaires, dans le cadre scolaire, périscolaire et extrascolaire;
-Présentation de sorties de résidences, impromptus artistiques et spectacles (arts du cirque, danses et cultures urbaines), suivis de rencontres avec les équipes artistiques auprès des enfants, jeunes et adultes des quartiers prioritaires.
- Création de formes artistiques mobiles susceptibles de pouvoir être diffusées en plein air et dans des lieux non-conventionnels (chantiers du Grand Paris, écoles, bâtiments publics, espaces patrimoniaux, quartiers périphériques)

DIFFUSION PREVUE AU SEIN DE LA FABRIQUE

1/LE TOUR DU MONDE DES DANSES URBAINES EN 10 VILLES

COMPAGNIE VLOVAJOB PRU

Danses urbaines

Cette conférence dansée conçue par François Chaignaud et Cecilia Bengolea propose une forme "live" pédagogique autour des danses urbaines à travers le monde, du Krump à Los Angeles au Dancehall à Kingston, du Pantsula à Johannesburg au Voguing à New York. Interprétée par Ana Pi, elle propose une forme "live" qui combine projections, vidéos documentées et commentées, et extraits dansés.

2 représentations dont une scolaire gratuite et une payante ouverte au public.

Dans le cadre de la Biennale de la Danse du Val de Marne, en partenariat avec la Briqueterie/CDC du Val de Marne. Contrat de cession.

2/ LE VIDE - ESSAI DE CIRQUE

ASSOCIATION LE VIDE

Cirque (corde lisse)

Fragan Gehlker (cordeliste), Alexis Auffray (au plateau pour le son-violon-technique), et Maroussia Diaz Verbeke (pour la dramaturgie)

Ce projet artistique peut être considéré comme une performance ou un spectacle. Difficile en effet de décrire cette forme étonnante, drôle, et profonde où on peut autant voir une relecture extrêmement physique du 'mythe de Sisyphe' d'Albert Camus, qu'un questionnement sur l'objet simple qu'est une corde suspendue au plafond.

3 représentations

En partenariat avec le Théâtre Firmin Gémier/La Piscine et le Théâtre Victor Hugo. Contrat de cession.

3/ CHUTE!

COLLECTIF PORTE 27

Cirque (acrobatie)

Chute! est un spectacle en deux versions, l'une de 30min crée en Mars 2015, l'autre d'une heure crée en Mars 2016. Les deux formes font partie du même projet d'écriture, seul le public change. La version courte est maintenant dédiée à un public scolaire, le temps réduit favorise une écoute plus précise, permet un temps de discussion juste après la représentation, et pourquoi pas un atelier du chuteur. C'est une version dite pédagogique. La version longue convie le public dans une programmation plus classique le temps d'une heure, c'est une version déployée, augmentée, qui pousse la réflexion autour de la chute. Les deux versions du spectacle sont programmées au PPCM :

FORME COURTE (30 MIN)

Cette forme est suivie d'une discussion de 30 à 45 minutes.

2 représentations dans le cadre d'un week-end "Chute! dans Le Vide" (avec la programmation du spectacle Le Vide)

Contrat de cession

FORME LONGUE (60 MIN)

2 représentations en partenariat avec le Théâtre Victor Hugo de Bagneux.

Contrat de cession

4/ LA PLII I DONN

COMPAGNIE CIRQUONS FLEX

Danse et arts visuels
Spectacle pluridisciplinaire interprété par quatre artistes venus de l'Océan Indien (La Réunion, l'Afrique du Sud et Madagascar).
« Créole », c'est le maître mot de cette nouvelle création de Cirquons Flex née de la rencontre de quatre acrobates venus de l'océan Indien – Madagascar, la Réunion, et l'Afrique du Sud. Créolité des influences culturelles, et créolité des disciplines : *La pli i donn* brasse l'acrobatie aériennes, les langues, les images, les danses, va fouiller du côté des cérémonies traditionnelles comme des musiques d'aujourd'hui. Du vrai dialogue interculturel sans langue de bois, orchestré par Christophe Rules, musicien, performeur et ethnologue, qui bouscule les clichés exotiques pour interroger les enjeux écologiques et climatiques à travers l'art. En créole réunionnais, « La pli i donn », ça veut dire « il pleut à verse ».
1 représentation dans le cadre du festival Hip Cirq 2017
Contrat de cession

5/ *BOI*
GALAPIAT CIRQUE
Cirque (acrobaties)
BOI est un solo acrobatique aux rebonds sensibles, accompagné de la performance d'un musicien convié pour l'occasion.
2 représentations
En partenariat avec le Théâtre Firmin Gémier / La Piscine et le Théâtre à Châtillon.
Contrat de cession

TEMPS D'OUVERTURE AU PUBLIC HORS DIFFUSION

Les réguliers événements culturels ouverts au public qui sont mis en place depuis l'ouverture du lieu, tels que les vendredis Baraque et le Dimanches au Cirque (décrits précédemment), sont voués à être poursuivis, et même développés pour les prochaines années.
En collaboration avec de nombreuses associations et structures du territoire fidélisent de plus en plus de personnes et notamment des habitants du quartier.
Les sorties de résidence tendent aussi à être développées.

LIEUX ET EQUIPEMENTS PARTENAIRES DE LA FABRIQUE EN ILE-DE-FRANCE
Théâtre Firmin Gémier La Piscine, Pôle National des Arts du Cirque, Antony et Châtenay-Malabry
Les Gémeaux, Scène Nationale, Sceaux
Théâtre Victor Hugo, Bagneux
La Briqueterie CDC du Val de Marne, Vitry sur Seine
MAC/VAL Musée d'art contemporain du Val de Marne, Vitry sur Seine

ETAT ET/OU COLLECTIVITES TERRITORIALES PARTENAIRES DE LA FABRIQUE EN ILE-DE-FRANCE
Partenaires financiers
Ville de Bagneux
EPT Vallée Sud Grand Paris
Département des Hauts-de-Seine
CGET
Ministère des Outre-Mer
DDCS 92
CAF des Hauts-de-Seine

Partenaires financiers privés
Fondation SNCF
Fondation de France

Fondations Edmond de Rothschild (en attente de confirmation)

PROJETS PREVUS EN PARTENARIAT AVEC D'AUTRES STRUCTURES OU RÉSEAUX FRANCILIENS
Pépinière Premiers Pas en partenariat avec le Groupe Scintillo : Le Troisième Pôle, Agence d'Ingénierie Culturelle ; Créatis, incubateur d'entreprises culturelles

IV- Budget du projet en 2017 (TTC)

Compte	Intitulé	2017	%
60	**ACHATS**	**303 304,41**	17,05 %
6021	Achats alimentaire	19 911,55	
60225	Fournitures de bureau	3 183,00	
6037	Variation des stocks de marchandises	2 137,13	
604	Achats d'études et prestations de service	80 000,00	
6041	Assistance	2 055,85	
6042	Prestations Artistiques	64 514,17	
605	Achats de matériel, équipements et travaux	20 000,00	
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie, ...)	70 000,00	
60643	Fournitures informatique	10 728,74	
6065	Fournitures cirque	11 076,99	
6068	Autres matières et fournitures	18 077,75	
607	Achats de marchandises	1 619,23	
61	**SERVICES EXTERIEURS**	**29 726,41**	1,67%
6131	Loyer et charges BOX	297,25	
6135	Locations mobilières	22 000,00	
61351	Location véhicules	455,29	
615	Entretien et réparations	677,51	
616	Primes d'assurance	4 875,75	
618	Divers	46,13	
6181	Documentation générale	200,91	
6183	Documentation technique	43,05	
6185	Frais de colloques, séminaires, conférences	1 130,51	
62	**AUTRES**	**206**	11,59

Compte	Intitulé	2017	%
70	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITE**	**461 216,08**	**25,92 %**
701	Ventes de produits finis	814,88	
706	Recettes cours	164 029,74	
7061	Intervention école	68 833,73	
7062	Intervention découverte des arts du cirque et urbains	82 472,27	
7063	Prestations événementielles	21 354,85	
7064	Recettes stages	64 953,00	
7065	Formation	40 311,20	
7071	Ventes de Tee-shirt	836,40	
7072	Ventes de livres	324,93	
7073	Ventes de sac	56,38	
7074	Ventes de Tee-shirt et sac	29,73	
7076	Ventes alimentaire	7 847,13	
7077	Ventes bracelets	74,83	
708	Produits des activités annexes	37,93	
7088	Autres produits activités annexes	2 394,40	
70881	Sorties culturelles	844,70	
70885	Billeterie	6 000,00	
74	**SUBVENTIONS**	**990 417,38**	**55,67 %**
7471	**SUBVENTIONS EUROPEENNES**	**0,00**	
74	**ETAT MINISTERE DE LA VILLE JEUNESSE ET SPORTS**	**70 000,00**	
74	La France s'engage	70 000,00	
74	**ETAT MINISTERE DES OUTRE MER**	**14 000,00**	
	Projet Passeport Caraïbe danse et cirque		

	SERVICES EXTERIEURS	**274,19**	%
6214	Personnel détaché ou prêté à l'entreprise	24 500,00	
6222	SVE	15 878,60	
6226	Honoraires	74 747,10	
6231	Annonces et insertions	3 736,35	
6234	Cadeaux à la clientèle	78,93	
6237	Publications	20 756,78	
6251	Voyages et déplacements	28 000,00	
6252	Gazoil et essence	651,94	
6254	Hébergement	24 258,48	
6256	Sorties culturelles	3 147,91	
6257	Réceptions	1 008,19	
626	Frais postaux et frais de télécommunications	647,31	
6261	Affranchissement	385,90	
6262	Téléphone	3 029,96	
627	Services bancaires et assimiles	815,84	
628	Divers	13,27	
6281	Cotisations	3 479,88	
6282	Formations	1 137,75	
63	**IMPÔTS &TAXES**	**55 594,19**	3,12%
6311	Taxe sur les salaires	32 053,77	
633	Formation	23 450,73	
635	Autres impôts, taxes et versements (administration)	89,69	
64	**CHARGES DE PERSONNEL**	**1 125 644,07**	63,27 %
6411	Salaires	715 526,08	
6412	Congés payés	50 015,27	
6413	Primes imposables	21 966,65	
6414	Indemnités et avantages divers	16 743,31	
645	Charges de sécurité sociale et de prévoyance	30,04	
6451	Cotisations à l'URSSAF	191 331,67	
6452	Cotisations aux mutuelles	2 718,99	
6453	Cotisations aux Caisses de retraites	58 601,58	
6454	Cotisations aux ASSEDIC	35 990,96	
6455	Médecine du Travail	3 454,52	
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	10 947,54	
		0,00	
6481	Charges sociales sur congés payés	18 317,46	
65	**AUTRES CHARGES DE**	**19 839,54**	1,12%

	Autre		
745	**SUBVENTIONS ETAT**	**61 500,00**	
	ASP	1 500,00	
	CGET	20 000,00	
	VVV	20 000,00	
	DDCS	20 000,00	
7453	**ETAT DRAC Ile de France**	**54 000,00**	
	Résidence Théatre	15 000,00	
	Résidence en établissements scolaires	9 000,00	
	Action relavant politique de la Ville	15 000,00	
	Résidence Expérimentation Kafka	15 000,00	
74	**AUTRES SUBVENTIONS ETAT**	**44 917,38**	
7483	Subvention ACSE - Adultes Relais		
7461	Subvention FONJEP		
74	**REGION ILE DE France**	**340 000,00**	
7481	Région Ile deFrance		
	Dispositif Fabrique de Culture	200 000,00	
	Fabrique (Investissement)	25 000,00	
	PM'UP	25 000,00	
	Parcours Formation Cirque	72 000,00	
748	Subvention région IDF - emplois tremplins	18 000,00	
74	**DEPARTEMENT HAUT DE SEINE**	**15 000,00**	
746	Subvention département	15 000,00	
74	**COMMUNAUTE D'AGGLO VSGP**	**70 000,00**	
7411	Communauté d'agglomération Vallée Sud-Grand Paris	70 000,00	
74	**COMMUNES & AGGLO**	**246 000,00**	
7422	Subvention Ville de Bagneux	241 000,00	
7484	Subvention Ville de Paris	5 000,00	
74	**AUTRES SUBVENTIONS**	**75 000,00**	
7451	ASP CAE CUI - EMPLOI D'AVENIR		
7452	Subvention CAF 92		
747	Subvention INJEP - PEJA		
74	**MECENAT ET SPONSORING**	**240 000,00**	**13,49 %**
749	Subvention Fondation de France	50 000,00	
	Sponsoring Anagraphis	50 000,00	
7491	**FONDATIONS PRIVEES**	**120 000,00**	
	Areva	0,00	

	GESTION COURANTE		
651	Redevances pour concessions, brevets, licences, etc.	10 752,76	
6516	Droits d'auteur et de reproduction	7 037,25	
654	Pertes sur créances irrécouvrables	1 435,00	
658	Autres charges de gestion courante	614,53	
66	**CHARGES FINANCIERES**	**2 118,32**	0,12%
661	Charges d'intérêt	1 730,44	
6615	Intérêts des comptes courants et des dépôts créditeurs	387,88	
67	**CHARGES EXCEPTIONNELLES**	**3 909,61**	0,22%
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	71,75	
6712	Pénalités et amendes fiscales et pénales	1 212,58	
6718	Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	10,05	
672	Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	2 615,24	
68	**PROV/DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS**	**32 791,47**	1,84%
68112	Dotations aux amort. immobilisations corporelles	27 666,47	
687	Dotations aux amort. et provisions - Charges exceptionnelles	5 125,00	
T	**TOTAL CHARGES**	**1 779 202,20**	100,00 %

	SNCF	50 000,00	
	Air Liquide		
	Rothschild	50 000,00	
	Carasso		
	Eiffage	15 000,00	
	BNP Paribas		
	Autre	5 000,00	
7492	Mécénat Caisse d'epargne	20 000,00	
75 & 76	**AUTRES RECETTES**	**87 568,75**	**4,92%**
756	Cotisations adhérents	292,13	
7561	Cotisations stages	8 662,50	
7562	Cotisations cours	11 733,75	
758	Produits divers de gestion courante	8 492,88	
768	Autres produits financiers	21,54	
7681	Intérêts des comptes financiers débiteurs	274,29	
7713	Dons	1 336,60	
772	Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	11 832,93	
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants	1 230,00	
7911	Remboursements formation	2 772,28	
7913	Remboursement missions et déplacements	4 949,29	
7914	Divers	35 970,57	
T	**TOTAL PRODUITS**	**1 779 202,20**	100,00 %

V- Analyse du bilan et du projet

Le bilan présenté par le Plus Petit Cirque du Monde est très positif. Il s'agissait d'une première convention triennale au titre des Fabriques de Culture pour cette association qui a connu un très fort développement de son projet avec l'inauguration de son nouveau lieu en 2014, chapiteau en bois prolongeant les anciens locaux de l'école de cirque et réalisé par Patrick Bouchain. Ce nouvel équipement s'inscrit dans le cadre du développement du projet d'un Centre des arts du cirque et des cultures urbaines proposant un projet artistique au service de l'inclusion sociale incluant de la pratique amateur, de la création artistique, de

l'accompagnement de jeunes artistes et professionnels de l'animation socio-culturelle, un volet formation et de la diffusion.

Le nouvel équipement dispose d'un espace dédié aux résidences qui a permis de consolider l'activité d'accueil avec 17 équipes accueillies pour des durées de 3 à 17 jours en 2016. L'accompagnement va de la mise à disposition des espaces avec appui technique à l'apport en coproduction (avec un total de 23 000 euros de coproductions en 2016) pour Gaëtan Levêque du Collectif AOC, La Fabrique Royale, la Compagnie franco-caribéenne Métis'gwa, l'Ensemble Vocal Sequenza ou Bachar Mar Khalifé).

Le PPCM multiplie par ailleurs les partenariats locaux sur le territoire de Vallée Sud Grand Paris: (Théâtre de Bagneux, Scène nationale Les Gémeaux, Théâtre Firmin Gémier la Piscine, Théâtre de Chatillon) et plus largement en Ile-de-France : Centre chorégraphique national de Créteil, La Briqueterie, le Mac Val…

Le projet déposé pour les quatre années à venir est dans la continuité et le développement. A noter, le projet CircoMobiles qui veut amener les arts du cirque et les cultures urbaines au milieu des quartiers franciliens, la création de la pépinière Premiers Pas pour un travail au niveau de la formation et de l'incubation d'une nouvelle génération d'artistes et entrepreneurs culturels capables de proposer des processus innovants et participatifs et la mise en œuvre d'un projet d'action artistique territoriale innovant qui accompagne les artistes pour le développement d'actions artistiques territoriales de nouvelle génération.

V- Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 juin 2017.

Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture pour un montant maintenu à l'identique.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 1 539 912 euros et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faites de la différence entre le montant d'aide sollicité et le montant proposé, des dotations aux amortissements, des charges exceptionnelles, des charges financières, des impôts et taxes et des primes d'assurance.

Localisation géographique :
- BAGNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	36 000,00 €
2018	24 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	40 000,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	0,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	20 000,00 €
2014	Fabriques de culture - aide à l'aménagement et à l'équipement	76 812,00 €
2014	Soutien aux fabriques de culture	60 000,00 €
2015	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	50 000,00 €
2015	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	50 400,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	60 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	60 000,00 €
2017	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	72 000,00 €
	Montant total	489 212,00 €

ANNEXE N° 3 A LA DELIBERATION : CONVENTION TYPE - AIDE A LA PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE POUR LES FABRIQUES

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° du ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2017-52 du 10 mars 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° du , la Région Île-de-France a décidé de soutenir au titre des années pour la réalisation de son objet social, à savoir Activités artistiques, échanges entre professionnels et amateurs, création, production et diffusion de spectacles.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention globale de fonctionnement correspondant à % du budget de l'année , soit un montant maximum de subvention de €.

Le budget prévisionnel de l'année est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. »

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 70 % du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Le versement du solde est subordonné à la production du bilan d'activités de l'année subventionnée et des comptes annuels du bénéficiaire. Il est assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Ce document comporte la signature du représentant du bénéficiaire ainsi que celle de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions conventionnelles le prévoient.

Le versement du solde est également subordonné à la production de(s) justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier de l'année subventionnée et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le .

Elle prend fin au terme d'une durée de quatre ans.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° du .

Fait à Paris en (selon nb de signataires convention) exemplaires originaux

Le..... Le.....

Le bénéficiaire
(nom, qualité du signataire
et cachet du bénéficiaire)

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile de France

ANNEXE N° 4 A LA DELIBERATION : CONVENTION TYPE - AIDE A LA PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE POUR LES EQUIPES ARTISTIQUES PROFESSIONNELLES ET INDEPENDANTES

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° du ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : .....
dont le statut juridique est : .....
N° SIRET : .....
Code APE : .....
dont le siège social est situé au : .....
ayant pour représentant : .....
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-52 du 10 mars 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° du , la Région Île-de-France a décidé de soutenir pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : (référence dossier n°).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à €, soit un montant maximum de subvention de €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. »

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.
Toutefois le paiement prévu ne peut être pris en compte que dans la limite de 70 % du montant de la subvention.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production :

- d'un compte rendu financier de l'action comprenant la signature du représentant légal.

- d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

- d'un compte-rendu d'exécution.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses dument complété et signé par le représentant légal et à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

- un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

- un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le ….

Elle prend fin au terme d'une durée de quatre années.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° du .

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le …….

Le bénéficiaire ……

(nom, qualité du signataire et cachet
du bénéficiaire),

ANNEXE N° 5 A LA DELIBERATION : CONVENTION TYPE - AIDE A LA PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE POUR LES LIEUX ET OPERATEURS

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° du ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : .....
dont le statut juridique est : .....
N° SIRET : .....
Code APE : .....
dont le siège social est situé au : .....
ayant pour représentant : .....
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Aide à la permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-52 du 10 mars 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° du ,la Région Île-de-France a décidé de soutenir pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : (référence dossier n°).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à €, soit un montant maximum de subvention de €.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. »

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Toutefois le paiement prévu ne peut être pris en compte que dans la limite de 70 % du montant de la subvention.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production :

- d'un compte rendu financier de l'action comprenant la signature du représentant légal.

- d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

- d'un compte-rendu d'exécution.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses dument complété et signé par le représentant légal et à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

- un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du

commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

- un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le … .

Elle prend fin au terme d'une durée de quatre années.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° du .

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le …….

Le bénéficiaire ……

(nom, qualité du signataire et cachet
du bénéficiaire),

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/07/2017

DELIBERATION N° CP 2017-311

du 05 juillet 2017

Aménagement culturel en Ile-de-France Troisième affection pour 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le régime d'aide exempté n° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU Le code général des Collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 19-99 du 1er juillet 1999 relative aux modalités d'intervention de la Région en matière d'investissement dans le domaine culturel ;

VU La délibération n° CR 29-01 du 1er octobre 2001, relative aux actions régionales en faveur de la société d'information et notamment son article 2 ;

VU La délibération n° CR 06-15 des 12 et 13 février 2015 approuvant l'évolution du soutien régional à la restauration du patrimoine bâti ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil Régional dans divers organismes ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 22-16 du 18 mars 2016 portant choc de simplification ;

VU La délibération n° CR 31-16, 31-16 BIS et 31-16 TER du 18 février 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil Régional dans divers organismes ;

VU La délibération n° CR 48-16 du 17 mars 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil Régional dans divers organismes ;

VU La délibération n° CP 11-598 du 7 juillet 2011 relative à l'aménagement culturel en Ile-de-France, quatrième affectation pour 2011 ;

VU La délibération n° CP 16- 164 du 18 mai 2016 approuvant les conventions-type relatives à l'aménagement culturel, au numérique et aux fabriques (investissement);

VU La délibération n° CP 16- 266 du 12 juillet 2016 approuvant la convention-type relative à l'équipement numérique des salles de cinéma franciliennes;

VU Les délibérations n° CP 16-543 du 13 décembre 2016 et n° CP 12-660 du 11 octobre 2012 relatives aux subventions attribuées pour les médiathèques de Saint-Prix et de Montlignon ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017

VU Le rapport CP 2017-311 présenté par la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission de la Culture ;

VU L'avis de la Commission des Finances,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Equipements de diffusion et de création culturels

Décide de participer au titre du dispositif « Activités culturelles et artistiques » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la délibération, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de **1 518 270 €.**

Subordonne le versement des subventions à la conclusion, lorsque le montant attribué est supérieur à 23 000 €, d'une convention conforme à la convention type relative à l'aménagement culturel, approuvée par la délibération n° CP 16-164 du 18 mai 2016, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 518 270 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-002 « Equipements culturels de diffusion et de création », action 13100202 « construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Soutien à la création et diffusion des arts numériques

Décide de participer au titre du dispositif « Aide à la création et à la diffusion numériques » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la délibération, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de **384 302 €.**

Subordonne le versement de la subvention à la conclusion, lorsque le montant attribué est supérieur à 23 000 €, d'une convention conforme à la convention type relative à l'équipement numérique culturel approuvée par la délibération n° CP 16-164 du 18 mai 2016 ou pour l'équipement numérique des salles de cinéma à la convention type approuvée par la délibération n° CP 16-266 du 12 juillet 2016, modifiées par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **384 302€** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », sur le programme HP 312-007 « Aide à la création et diffusion numériques » - action 13100701 « Soutien à la création et à la diffusion numériques » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 : Actions en faveur de la valorisation du Patrimoine

Décide de participer au titre du dispositif « Valorisation du patrimoine » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la délibération, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de **550 302 €**.

Subordonne le versement de la subvention à la conclusion, lorsque le montant attribué est supérieur à 23 000 €, d'une convention conforme à la convention type relative à l'aménagement culturel approuvée par la délibération n° CP 16-164 du 18 mai 2016, modifiée par les dispositions

de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **550 302 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « Patrimoine », programme HP 313-004 « Développement du patrimoine en Région » - action 13100402 « valorisation du patrimoine» du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 4 : Actions en faveur des construction et rénovations des musées

Décide de participer au titre du dispositif « Construction, rénovation et aménagement des musées » au financement du projet détaillé en annexe 2 à la délibération, par l'attribution d'une subvention pour un montant maximum prévisionnel de **292 057 €**.

Subordonne le versement de la subvention à la conclusion, lorsque le montant attribué est supérieur à 23 000 €, d'une convention conforme à la convention type relative à l'aménagement culturel approuvée par la délibération n° CP 16-164 du 18 mai 2016, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **292 057 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « Patrimoine », programme HP 313-004 « Développement du patrimoine en Région » - action 13100403 «Construction, rénovation et aménagement des musées» du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 5 : Construction et aménagement de médiathèques

Décide de participer au titre du dispositif « Construction et aménagement de médiathèques » au financement du projet détaillé en annexe 2 à la délibération, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de **1 806 683 €.**

Subordonne le versement de la subvention à la conclusion, lorsque le montant attribué est supérieur à 23.000 €, d'une convention conforme à la convention type relative à l'aménagement culturel approuvée par la délibération n° CP 16-164 du 18 mai 2016, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 806 683 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », sur le programme HP 312-008 (131008) « Action en faveur du livre et de la lecture », action 13100802 « construction et aménagement de médiathèques » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 6 : Avenant rectificatif n°1 à la convention n° 15004899 entre la Région Ile-de-France et la Grande chancellerie de la Légion d'Honneur à Saint-Denis

Approuve l'évolution des dispositions financières liée à la production de justificatifs de versement complémentaires pour le projet de la restauration de l'Abbaye royale de la Maison de l'éducation de la Légion d'honneur à Saint-Denis (dossier 15004899) suite à la délégation de la maîtrise d'ouvrage de l'opération à l'Etat, figurant dans l'avenant en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente à le signer.

Par délibération n° CP15-225 du 9 avril 2015, la Commission permanente a accordé une aide d'un montant de 442 825 € à la Grande Chancellerie

Subordonne le versement de la subvention à la signature de cet avenant.

Article 7 : Production de 3 œuvres du Musée passager

Décide de mettre en œuvre les prestations prévues par le marché « conception, réalisation et suivi d'une manifestation régionale art contemporain itinérante et éphémère » procédure n° 1500014, qui permet de sous-traiter à des artistes la production d'œuvres et la réalisation de résidences.

Affecte une autorisation de programme de **20 000 €,** disponible sur le Chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-002 « Equipements culturels de diffusion et de création », action 13100202 « construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelles » du budget 2017.

La Présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-311	Budget	2017

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131002 - Equipements culturels de diffusion et de création**
Action	**13100202 - Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle**

Dispositif : N° 00000145 - Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

Dossier	16017315 - EPT VALLEE SUD GRAND PARIS - RECONSTRUCTION COMPLETE DU THEATRE INTERCOMMUNAL FIRMIN GEMIER A ANTONY (92)			
Bénéficiaire	P0034128 - VALLEE SUD GRAND PARIS HOTEL DE VILLE D ANTONY			
Localisation	VALLEE SUD GRAND PARIS (EPT2)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 372 020,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 573 400,00 €	HT	30 %	1 372 020,00 €	

Dossier	17008543 - LE SAX A ACHERES (78) RENOVATION DES FAUTEUILS DE LA SALLE DE SPECTACLE			
Bénéficiaire	P0021963 - LE SAX			
Localisation	ACHERES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 354,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 848,00 €	HT	30 %	8 354,00 €	

Dossier	17008570 - COMMUNE DE LIEUSAINT (77) AMENAGEMENT DU CAMPUS CULTUREL			
Bénéficiaire	R489 - COMMUNE DE LIEUSAINT			
Localisation	LIEUSAINT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 097,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
73 656,00 €	HT	30 %	22 097,00 €	

Dossier	17008921 - COMPAGNIE OPOSITO - AMENAGEMENT DES LOCAUX DU CENTRE NATIONAL DES ARTS DE LA RUE - GARGES LES GONESSE (93)			
Bénéficiaire	R9578 - COMPAGNIE OPOSITO			
Localisation	NOISY-LE-SEC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 265,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 884,00 €	HT	30 %	9 265,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-311	Budget	2017

Dossier	17009220 - ECOLE NATIONALE DES ARTS DU CIRQUE DE ROSNY SOUS BOIS (93) TRAVAUX DE RENOVATION			
Bénéficiaire	R18404 - ENACR ECOLE NAT DES ARTS DU CIRQUE ROSNY			
Localisation	ROSNY-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	106 534,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
397 199,00 €	TTC	26,82 %	106 534,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000145 - Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	1 518 270,00 €

Total sur l'imputation 903 - 312 - 131002 - 13100202	1 518 270,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**313 - Patrimoine (bibliothèques, musées, monuments...)**
Programme	**131004 - Développement du patrimoine en région**
Action	**13100402 - Valorisation du patrimoine**

Dispositif : N° 00000537 - Aide à la restauration du patrimoine protégé

Dossier	16005300 - COMMUNE DE CHENNEVIERES-SUR-MARNE (94) - CAMPAGNE DE TRAVAUX DE RESTAURATION ET D'AMENAGEMENT DE L'EGLISE SAINT-PIERRE			
Bénéficiaire	R42 - COMMUNE DE CHENNEVIERES SUR MARNE			
Localisation	CHENNEVIERES-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 631,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
62 525,00 €	HT	25 %	15 631,00 €	

Dossier	16011090 - COMMUNE DE CHAUMES-EN-BRIE (77) - TRAVAUX DE CONFORTATION DE L'EGLISE SAINT-PIERRE-SAINT-PAUL ET D'AGRANDISSEMENT DE LA TRIBUNE D'ORGUE			
Bénéficiaire	R325 - COMMUNE DE CHAUMES EN BRIE			
Localisation	CHAUMES-EN-BRIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	81 995,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
327 979,00 €	HT	25 %	81 995,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-311	Budget	2017

Dossier	16017280 - DEPARTEMENT DE L'ESSONNE (91) - TRAVAUX D'URGENCE DU CHATEAU DU DOMAINE DE MEREVILLE			
Bénéficiaire	R2302 - DEPARTEMENT DE L ESSONNE			
Localisation	MEREVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	96 300,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
321 000,00 €	HT	30 %	96 300,00 €	

Dossier	17000004 - COMMUNE DE MAUPERTHUIS (77) - RESTAURATION DES VITRAUX DE L'EGLISE			
Bénéficiaire	R779 - COMMUNE DE MAUPERTHUIS			
Localisation	MAUPERTHUIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 832,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
52 772,00 €	HT	30 %	15 832,00 €	

Dossier	17003591 - COMMUNE DE JOUARS PONTCHARTRAIN (78) - REFECTION DE L'EGLISE SAINT MARTIN			
Bénéficiaire	R612 - COMMUNE DE JOUARS PONTCHARTRAIN			
Localisation	JOUARS-PONTCHARTRAIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	312 500,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 250 000,00 €	HT	25 %	312 500,00 €	

Dossier	17008812 - COMMUNE DE SURESNES (92) - RESTAURATION DU GLOBE DE L'ECOLE DE PLEIN AIR DE SURESNES ET DE LA MISE EN VALEUR DE SES ABORDS			
Bénéficiaire	R1040 - COMMUNE DE SURESNES			
Localisation	SURESNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 340,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
56 700,00 €	HT	20 %	11 340,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-311	Budget	2017

Dossier	17009032 - COMMUNE DE LE PERCHAY (95) - RESTAURATION DES VITRAUX DE L'EGLISE			
Bénéficiaire	R180 - COMMUNE DU LE PERCHAY			
Localisation	LE PERCHAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	16 704,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
55 680,00 €	HT	30 %	16 704,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000537 - Aide à la restauration du patrimoine protégé	550 302,00 €

Total sur l'imputation 903 - 313 - 131004 - 13100402	550 302,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**313 - Patrimoine (bibliothèques, musées, monuments...)**
Programme	**131004 - Développement du patrimoine en région**
Action	**13100403 - Construction, rénovation et aménagement des musées**

Dossier	17004929 - ASSOCIATION MAISON ZOLA (78) - CREATION DU MUSEE DREYFUS MEDAN			
Bénéficiaire	R24169 - AROEZ MAISON EMILE ZOLA - MUSEE DREYFUS			
Localisation	MEDAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	292 057,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 460 283,00 €	TTC	20 %	292 057,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000142 - Construction et aménagement des "Musées de France"	292 057,00 €

Total sur l'imputation 903 - 313 - 131004 - 13100403	292 057,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131007 - Soutien à la création et à la diffusion numériques**
Action	**13100701 - Soutien à la création et à la diffusion numériques**

Dispositif : N° 00000147 - Soutien à la création et à la diffusion numérique

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-311	Budget	2017

Dossier	17008557 - LE SAX A ACHERES (78) EQUIPEMENT EN MATERIEL SCENOGRAPHIQUE SON LUMIERE VIDEO			
Bénéficiaire	P0021963 - LE SAX			
Localisation	ACHERES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	73 692,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
184 231,00 €	HT	40 %	73 692,00 €	

Dossier	17008564 - COMMUNE DE LIEUSAINT (77) EQUIPEMENT EN MATERIEL SCENOGRAPHIQUE DU NOUVEAU CAMPUS CULTUREL			
Bénéficiaire	R489 - COMMUNE DE LIEUSAINT			
Localisation	LIEUSAINT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 417,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
63 542,00 €	HT	40 %	25 417,00 €	

Dossier	17008649 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND PARIS SUD/LA REGIE LE PLAN - 91 EVRY RENOUVELLEMENT DU MATERIEL SON			
Bénéficiaire	P0034352 - CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART			
Localisation	COURCOURONNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	44 120,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
110 300,00 €	HT	40 %	44 120,00 €	

Dossier	17009060 - THEATRE 71 SCENE NATIONALE DE MALAKOFF (92) RENOUVELLEMENT DU MATERIEL SCENOGRAPHIQUE DE LA SALLE DE SPECTACLE ET DE LA SALLE DE REPETITION			
Bénéficiaire	R24049 - THEATRE 71			
Localisation	MALAKOFF			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 830,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
124 146,00 €	HT	20 %	24 830,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-311	Budget	2017

Dossier	17009242 - COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION - MISE EN RESEAU INFORMATIQUE DU RESEAU DE LECTURE PUBLIQUE - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R23997 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION			
Localisation	CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	112 218,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
280 545,00 €	HT	40 %	112 218,00 €	

Dossier	17009724 - ARCA ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE EN COMMUNICATION ARTISTIQUE (77) ACQUISITION DE MATERIEL SCENOGRAPHIQUE POUR LA PENICHE ADELAIDE			
Bénéficiaire	R25693 - ARCA ASS RECHERCHE COM MUNICATION ARTISTIQUE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	HT	40 %	12 000,00 €	

Dossier	17010289 - LE TRITON - LES LILAS (93) ACQUISITION DE MATERIEL SON LUMIERE ET VIDEO			
Bénéficiaire	R25175 - LE TRITON			
Localisation	LES LILAS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 642,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
46 604,00 €	HT	40 %	18 642,00 €	

Dossier	17010292 - EQUIPEMENT NUMERIQUE DU CHATEAU EPHEMERE			
Bénéficiaire	P0029111 - VANDERLAB			
Localisation	CARRIERES-SOUS-POISSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	53 333,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
133 333,33 €	HT	40 %	53 333,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-311	Budget	2017

Dossier	17010308 - EQUIPEMENT NUMERIQUE D'UN STUDIO D'ENREGISTREMENT ET D'UN PLATEAU RADIO			
Bénéficiaire	R34062 - KHIASMA			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 590,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 975,31 €	TTC	40 %	9 590,00 €	

Dossier	17010323 - L'ERMITAGE - PARIS 20ème RENOUVELLEMENT DU DISPOSITIF SONORE DU STUDIO DE L'ERMITAGE			
Bénéficiaire	R29371 - L'ERMITAGE STUDIO DE L'ERMITAGE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 460,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
26 153,00 €	HT	40 %	10 460,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000147 - Soutien à la création et à la diffusion numérique	384 302,00 €

Total sur l'imputation 903 - 312 - 131007 - 13100701	384 302,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131008 - Actions en faveur du livre et de la lecture**
Action	**13100802 - Construction et aménagement de médiathèques**

Dispositif : N° 00000138 - Construction et aménagement de médiathèques

Dossier	17008900 - EPT GRAND ORLY SEINE BIEVRE - RENOVATION DE LA MEDIATHEQUE RAYMOND QUENEAU DE JUVISY - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0034103 - GRAND ORLY SEINE BIEVRE			
Localisation	JUVISY-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	392 371,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 307 906,00 €	HT	30 %	392 371,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-311	Budget	2017

Dossier	17009113 - COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION - CONSTRUCTION DE LA MEDIATHEQUE COMMUNAUTAIRE A SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	R23997 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION				
Localisation	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 372 041,00 €			Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 573 400,00 €	HT	30 %		1 372 041,00 €	

Dossier	17010450 - ROSNY-SOUS-BOIS - RENOVATION MEDIATHEQUE LOUIS ARAGON - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	R1265 - COMMUNE DE ROSNY SOUS BOIS				
Localisation	ROSNY-SOUS-BOIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	42 271,00 €			Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
140 906,00 €	HT	30 %		42 271,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000138 - Construction et aménagement de médiathèques	1 806 683,00 €

Total sur l'imputation 903 - 312 - 131008 - 13100802	1 806 683,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

1-Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16017315

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : EPT VALLEE SUD GRAND PARIS - RECONSTRUCTION COMPLETE DU THEATRE INTERCOMMUNAL FIRMIN GEMIER A ANTONY (92)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	4 573 400,00 €	30,00 %	1 372 020,00 €
	Montant Total de la subvention		1 372 020,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131002-300
13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VALLEE SUD GRAND PARIS HOTEL DE VILLE D ANTONY
Adresse administrative : PL DE L HOTEL DE VILLE
92160 ANTONY
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Jean-Didier BERGER, Président

N° SIRET : 20005796600018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Objet du projet : construction du théâtre Firmin Gémier à Antony

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Théâtre Firmin Gémier est la scène conventionnée d'Antony. Depuis 2008, avec le théâtre La Piscine situé à Châtenay Malabry et l'Espace cirque d'Antony, les trois structures culturelles sont unies autour d'un projet commun et sont gérées par une même équipe.

La Communauté d'agglomération des Hauts-de-Bièvre avait déclaré le théâtre Firmin Gémier équipement d'intérêt communautaire à compter du 1er janvier 2005. Mais, les locaux de ce théâtre n'étant plus adaptés aux besoins, la Communauté d'agglomération, devenue au 1er janvier 2016 Territoire Vallée

Sud-Grand Paris, a décidé de construire un tout nouvel équipement, en centre-ville d'Antony. Le futur projet, bénéficiera d'équipements exceptionnels et l'ensemble des trois structures culturelles (toujours complémentaires) deviendra un pôle phare pour le spectacle vivant, au sud de Paris.

Description :
Le nouveau théâtre sera construit en coeur de ville, dans un quartier résidentiel, à proximité de bâtiments publics, à 300 mètres du RER B à Antony. Il sera aussi desservi par deux lignes de bus.

La structure du nouveau théâtre est conditionnée par la déclivité et les dimensions réduites de la parcelle sur laquelle il sera construit ; mais aussi par le volume important des locaux limitrophes de l'association Saint Raphaël ; enfin par la présence d'un parc dans l'environnement proche du site.

Le nouveau "Firmin Gémier" sera donc constitué de deux blocs, de taille et de vocation différentes, reliés entre eux. Le bloc de la salle de spectacle et des loges d'artistes sera en grande partie enterré, pour respecter l'environnement et limiter les nuisances sonores tandis que le bloc contenant les espaces d'accueil du public et des artistes sera lumineux, accueillant avec une façade totalement vitrée laissant voir son activité.

A l'extrémité des constructions, une esplanade qui ne fait pas partie de la présente opération, sera réalisée par la ville d'Antony.

La salle du nouveau théâtre aura la forme d'un cube. Elle se prêtera à des configurations multiples grâce à un grill recouvrant toute la surface du plafond, avec des gradins mobiles. La salle modulable de 514 fauteuils (700 places debout) offrira toutes les configurations techniques possibles : frontales, bi ou tri-frontales. Elle pourra s'adapter à une programmation pluridisciplinaire et à toutes les facettes de la création actuelle en matière de spectacle vivant.

Le nouveau lieu reprendra la programmation à dominante "théâtre" de Firmin Gémier, intégrera la programmation musique qui était proposée par la ville et s'ouvrira à d'autres esthétiques comme les musiques actuelles, les formes émergentes d'expression scénique en danse, marionnettes, cirque.

Moyens mis en œuvre :
Le maître d'ouvrage de l'opération est l'Etablissement public territorial Vallée Sud-Grand Paris (depuis le 1er janvier 2016 la Communauté d'agglomération des Hauts-de-Bièvre est devenue EPT Vallée Sud-Grand Paris).

Par délibération du Conseil communautaire du 24 juin 2011, le programme de reconstruction du théâtre intercommunal Firmin Gémier à Antony est approuvé. A l'article 8, le Conseil communautaire autorise son Président à solliciter les subventions nécessaires à la réalisation de ce projet.

Par délibération du 06 décembre 2013, le Conseil de la Communauté d'agglomération les Hauts-de-Bièvre décide d'attribuer le marché public de services de maîtrise d'oeuvre pour la construction du théâtre intercommunal Firmin Gémier au groupement conjoint BLOND&ROUX Architectes.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total de l'opération s'élève à 12 410 400,83 € HT. Le montant des travaux seuls représente 9 733 500,00 € HT. La base subventionnable n'intègre pas les études, les honoraires, les imprévus, les VRD. La base subventionnable est plafonnée à 4 573 470,00 €. Au taux de 30 %, une subvention de 1 372 020,00 € est proposée.

Localisation géographique :

- VALLEE SUD GRAND PARIS (EPT2)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	4 573 470,00	36,85%
DEPENSES HORS PLAFOND	5 160 030,00	41,58%
DEPENSES NON SUBVENTIONNABLES	2 676 900,00	21,57%
Total	12 410 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	1 372 020,00	11,06%
METROPOLE DU GRAND PARIS (subvention sollicitée)	1 000 000,00	8,06%
EPT VALLEE SUD GRAND PARIS	10 038 380,00	80,89%
Total	12 410 400,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	457 340,00 €
2018	457 340,00 €
2019	457 340,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	10 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	90 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	90 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	92 007,47 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
	Montant total	357 007,47 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008570

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMMUNE DE LIEUSAINT (77) AMENAGEMENT DU CAMPUS CULTUREL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	73 656,00 €	30,00 %	22 097,00 €
	Montant Total de la subvention		22 097,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131002-300
13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LIEUSAINT
Adresse administrative : 50 RUE DE PARIS
77567 LIEUSAINT CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel BISSON, Maire

N° SIRET : 21770251300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Objet du projet : aménagement du Campus culturel de Lieusaint

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Campus culturel de Lieusaint dénommé "La Marge" sera ouvert au public à la rentrée 2017. C'est un nouvel équipement implanté au sein de l'Eco-quartier de l'Eau Vive. Il se trouve face à l'IUT et est facilement accessible par le RER proche. Ce nouveau lieu vise à développer la Culture et favoriser le vivre ensemble sur le territoire de la commune. La demande porte sur les équipements, non numériques, à acquérir pour l'aménagement des locaux.

Description :
Le campus culturel est constitué d'un bâtiment fixe, construit en briques pour les activités artistiques permanentes, d'un chapiteau circulaire à structure bois (magic-miror) de 200 places assises avec une

salle à l'arrière de 90 places assises, les deux espaces étant modulables pour faciliter la rencontre des artistes avec les publics enfin, d'un lieu de convivialité et de restauration.

La compagie "Théâtre de la Mezzanine" est installée à demeure pour y travailler, faire vivre ses projets et les partager avec la population environnante. Elle est présente sur le territoire de Sénart depuis 30 ans et à Lieusaint depuis plus de 12 ans. Elle investira cet équipement municipal dans le cadre d'une convention d'objectifs et de moyens.

La programmation de la "Mezzanine" prévoit à l'ouverture, des répétitions publiques de "Don Quichotte", une journée-rencontre avec les collèges de Lieusaint et classes de seconde, un café-lyrique autour de l'univers de "Don Quichotte". Des représentations de marionnettistes. Des ateliers de chant et de théâtre. Le service culturel de la ville proposera aussi une offre culturelle complémentaire à celle de la "Mezzanine".

Moyens mis en œuvre :
Les aménagements à réaliser sont :
- l'installation d'une tribune télescopique de 102 places avec sièges banquette,
- la pose d'une scène modulable constituée de 12 praticables,
- l'acquisition de pendrillons.

Par délibération du Conseil municipal du 30 janvier 2017, les aménagements du Campus culturel sont approuvés et une subvention est sollicitée auprès de la Région Ile-de-France.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des aménagements s'élève à 73 656,00 € HT. La base subventionnable correspond à ce montant. Au taux de 30 %, une subvention de 22 097,00 € est proposée.

Ce projet fait également l'objet d'une subvention en équipement au titre du "soutien à la création et à la diffusion numérique" à cette même commission permanente fiche 17008564.

Localisation géographique :
- LIEUSAINT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	73 656,00	100,00%
Total	73 656,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	22 097,00	30,00%
COMMUNE DE LIEUSAINT	51 559,00	70,00%
Total	73 656,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	22 097,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	348 000,00 €
2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	611 365,00 €
2015	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	1 009 450,00 €
	Montant total	1 968 815,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008543

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LE SAX A ACHERES (78) RENOVATION DES FAUTEUILS DE LA SALLE DE SPECTACLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	27 848,00 €	30,00 %	8 354,00 €
	Montant Total de la subvention		8 354,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204162-131002-300
13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE SAX
Adresse administrative : 2 RUE DES CHAMPS
78260 ACHERES
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame VERONIQUE FORENSI

N° SIRET : 53785937300012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Objet du projet : rénovation des fauteuils de la salle de spectacle

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le SAX, l'espace musical de la ville d'Achères a été inauguré en novembre 1991. Il comprend notamment une salle de spectacle en amphithéâtre comportant 300 fauteuils. Aujourd'hui près de 20 000 personnes utilisent annuellement la structure culturelle pour créer, répéter et jouer des spectacles mais aussi pour rencontrer des artistes en résidence. Les fauteuils de la salle, qui sont ceux d'origine, ont besoin d'être totalement rénovés.

Description :
Construit dans le cadre de l'opération Banlieue 89 et situé entre le centre ville et le quartier des Plantes d'Hennement, l'emplacement géographique du SAX traduit la volonté de créer du lien social et de lier des différents quartiers de la ville.

A l'origine, cet équipement comprenait une salle de spectacle en amphithéâtre et des locaux de fabrication de décors de rue. En février 2000, des aménagements complémentaires ont été réalisés pour répondre aux besoins des usagers : deux studios de répétition musicale, une régie d'enregistrement, des locaux administratifs et d'accueil des artistes sont venus compléter l'équipement.

La programmation du lieu fait la part belle aux pratiques musicales d'aujourd'hui, d'ici et d'ailleurs, tout en offrant la possibilité de découvrir d'autres disciplines artistiques actuelles, notamment à travers l'offre de spectacle jeune public.

Depuis le 1er janvier 2012, le SAX est un établissement public industriel et commercial (EPIC) de la ville d'Achères.

Moyens mis en œuvre :
Pour le confort des spectateurs, les fauteuils seront rénovés (assises, accoudoirs et dossiers).

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la dépense s'élève à 27 848,00 € HT. La base subventionnable correspond à ce montant. Au taux de 30 %, une subvention de 8 354,00 € est proposée.

Ce projet fait également l'objet d'une subvention en équipement au titre du "soutien à la création et à la diffusion numérique" proposée cette même commission permanente fiche 17008557

Localisation géographique :
- ACHERES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	27 848,00	100,00%
Total	27 848,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	8 354,00	30,00%
CNV (subvention acquise)	6 962,00	25,00%
MECENAT (soutien acquis)	5 000,00	17,95%
LE SAX	7 532,00	27,05%
Total	27 848,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 354,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2015	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2016	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
	Montant total	157 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008921

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMPAGNIE OPOSITO - AMENAGEMENT DES LOCAUX DU CENTRE NATIONAL DES ARTS DE LA RUE - GARGES LES GONESSE (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	30 884,00 €	30,00 %	9 265,00 €
	Montant Total de la subvention		9 265,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131002-300
13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE OPOSITO
Adresse administrative : 53 RUE DE MERLAN
93130 NOISY LE SEC
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Claudine DUSSOLLIER, Présidente

Date de publication au JO : 28 octobre 1986

N° SIRET : 34467163100051

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Objet du projet : aménagement des locaux du centre national des arts de la rue à Garges-les-Gonesse

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Compagnie Oposito-Le Moulin Fondu est accueillie, depuis 2015, sur le territoire de Garges-les-Gonesse. La Municipalité accompagne l'implantation de la structure par un projet de construction d'un nouveau bâtiment devant abriter le futur centre national des arts de la rue et de l'espace public. En attendant que ce projet voie le jour, la Ville a mis deux locaux à disposition de la compagnie. La Compagnie Oposito souhaite aménager le local de stockage des costumes et installer un chauffage dans l'espace de répétition. Ces travaux, marginaux par rapport à ceux réalisés par la ville, sont

complémentaires et indispensables pour accueillir les équipes artistiques en résidence.

Description :
Depuis sa création, il y a plus de trente ans, la Compagnie Oposito a à son actif : - l'écriture de 20 spectacles joués lors de 400 représentations,
- la création de 55 événements monumentaux (en France, en Europe, en Afrique...),
- 30 directions de fêtes urbaines,
- l'invention de trois festivals : Grain de folie, les Rencontres d'Ici et d'Ailleurs (depuis 1991), Rue des Vendanges (2010, 2013),
- la collaboration et la confrontation avec une cinquantaine de compagnies internationales.

Moyens mis en œuvre :
Actuellement, la Compagnie Oposito - Moulin Fondu dispose de deux bâtiments. Le premier est une maison de résidence, destinée à accueillir les équipes venant travailler sur leurs spectacles.

Initialement, le rez-de-chaussée devait accueillir des espaces de stockage, mais le volume de 200 m2, refait à neuf, représente une magnifique salle de répétition, disposant au premier étage d'un appartement pouvant accueillir huit personnes. L'ensemble constitue une unité autonome de répétition. La destination des locaux ayant ainsi changé, aucun système de chauffage de cet espace n'avait été envisagé. Le chauffage choisi est une installation au gaz, plus économique à l'usage que l'électricité.

Le deuxième espace mis à disposition est un grand hangar qui doit abriter une salle de répétition, un atelier de construction et dans lequel un espace servira de lieu de stockage. La Compagnie Oposito dispose d'un stock de scénographie et de costumes très important, leur rangement est une problèmatique.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 30 884,00 €. La base subventionnable correspond à ce montant. Au taux de 30 %, une subvention de 9 265,00 € est proposée.

Localisation géographique :
- NOISY-LE-SEC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	30 884,00	100,00%
Total	30 884,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	9 265,00	30,00%
DRAC (sollicitée)	9 265,00	30,00%
COMPAGNIE OPOSITO	12 354,00	40,00%
Total	30 884,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 265,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	20 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	91 890,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	115 000,00 €
2015	Méditerranée (CR46-14)	26 500,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	115 000,00 €
	Montant total	368 390,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009220

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ECOLE NATIONALE DES ARTS DU CIRQUE DE ROSNY SOUS BOIS (93) TRAVAUX DE RENOVATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	397 199,00 €	26,82 %	106 534,00 €
	Montant Total de la subvention		106 534,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131002-300
13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENACR ECOLE NAT DES ARTS DU CIRQUE ROSNY
Adresse administrative : 22 RUE JULES GUESDE
93110 ROSNY /S BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur José-Manuel GONCALVES, Président

Date de publication au JO : 25 mai 1988

N° SIRET : 34864290100022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Objet du projet : travaux de rénovation de l'Ecole nationale des Arts du Cirque de Rosny-sous-Bois

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le chapiteau de l'Ecole nationale des Arts du cirque de Rosny-sous-Bois (ENACR), conçu par Patrick Bouchain et Loïc Julienne, a été inauguré en 2004. Imaginé comme une grande tente/cerf-volant à sept mâts, dont quatre s'élèvent à plus de quinze mètres de hauteur, il rend possible la pratique simultanée des différentes spécialités et sa modularité permet l'accueil de 210 à 630 personnes selon les configurations des représentations. La demande de soutien porte sur des travaux prioritaires

d'aménagement et de rénovation du lieu.

Description :
En 1988 est créée l'association "l'Ecole de Cirque de Rosny", dirigée par Bernard Turin, avec l'appui de la ville de Rosny-sous-Bois. L'école devient "Ecole nationale du cirque de Rosny"

En 1991. Le Ministère de la Culture et le Centre National des Arts du Cirque (CNAC) lui confient alors le cycle de formation qui mène au premier diplôme d'Etat de l'enseignement professionnel des Arts du Cirque.

En 2012, l'ENACR et le CNAC s'associent pour un cursus commun et un nouveau diplôme : le Diplôme national supérieur professionnel d'artiste de cirque (niveau II) et, en 2016, les deux partenaires rejoints par l'Académie Fratellini organisent conjointement les premières épreuves du diplôme d'Etat de professeur de cirque. L'ENACR est dirigée depuis 2016 par Lionel Pioline.

Conjuguant enseignements techniques, artistiques et théoriques, la richesse de l'ENACR réside dans la diversité de ses missions pédagogiques (formations diplômantes) et éducatives (pratiques amateur) dans une logique d'ancrage local et de rayonnement territorial.

Moyens mis en œuvre :
Les travaux de rénovation concernant la sécurité et l'hygiène sont prioritaires et l'ENACR en assure la maîtrise d'ouvrage :

- amélioration des dispositifs de sécurisation du chapiteau
- réfection des douches, des sanitaires et des vestiaires
- réfection de l'éclairage
- déplacement provisoire et aménagement des salles de cours et du cabinet médical à l'extérieur du chapiteau

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant global de la rénovation s'élève à 426 135,00 € TTC. La base subventionnable représente 397 199,00 € car les nettoyages et contrôles de la structure, la location d'une nacelle, les honoraires de maîtrise d'oeuvre et assurances, la viabilisation du terrain et la réfection du système de chauffage n'entrent pas dans cette base. Pour compléter leur plan de financement, une subvention régionale de 106 534,00 € est sollicitée (soit 26,82 %).

Localisation géographique :
- ROSNY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	397 199,00	93,21%
DEPENSES NON SUBVENTIONNABLES	28 936,00	6,79%
Total	426 135,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	106 534,00	25,00%
DEPARTEMENT 93 (subvention sollicitée)	53 267,00	12,50%
ETAT (subvention sollicitée)	106 534,00	25,00%
ROSNY SOUS BOIS (subvention acquise)	106 534,00	25,00%
ENACR	53 266,00	12,50%
Total	426 135,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	106 534,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	30 000,00 €
2014	Méditerranée	23 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	30 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	30 000,00 €
	Montant total	83 000,00 €

2- Soutien à la création et à la diffusion numérique

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008564

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMMUNE DE LIEUSAINT (77) EQUIPEMENT EN MATERIEL SCENOGRAPHIQUE DU NOUVEAU CAMPUS CULTUREL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création et à la diffusion numérique	63 542,00 €	40,00 %	25 417,00 €
	Montant Total de la subvention		25 417,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LIEUSAINT
Adresse administrative : 50 RUE DE PARIS
77567 LIEUSAINT CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel BISSON, Maire

N° SIRET : 21770251300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création et à la diffusion numérique
Rapport Cadre : CR29-01 du 01/10/2001

Objet du projet : équipement en matériel scénographique du nouveau Campus culturel

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Campus culturel de Lieusaint dénommé "La Marge" sera ouvert au public à la rentrée 2017. C'est un nouvel équipement implanté au sein de l'Eco-quartier de l'Eau Vive. Il se trouve face à l'IUT et est facilement accessible par le RER proche. Ce nouveau lieu vise à développer la Culture et favoriser le vivre ensemble sur le territoire de la commune. La demande concerne l'équipement en matériel scénographique son, lumière et vidéo de la "Marge".

Description :
Le campus culturel est constitué d'un bâtiment fixe, construit en briques pour les activités artistiques permanentes, d'un chapiteau circulaire à structure bois (magic-miror) de 200 places assises avec une salle à l'arrière de 90 places assises, les deux espaces étant modulables pour faciliter la rencontre des

artistes avec les publics enfin, d'un lieu de convivialité et de restauration.

La compagie "Théâtre de la Mezzanine" est installée à demeure pour y travailler, faire vivre ses projets et les partager avec la population environnante. Elle est présente sur le territoire de Sénart depuis 30 ans et à Lieusaint depuis plus de 12 ans. Elle investira cet équipement municipal dans le cadre d'une convention d'objectifs et de moyens.

La programmation de la "Mezzanine" prévoit à l'ouverture des répétitions publiques de "Don Quichotte", une journée-rencontre avec les collèges de Lieusaint et classes de seconde, un café-lyrique autour de l'univers de "Don Quichotte". Des représentations de marionnettistes. Des ateliers de chant et de théâtre. Le service culturel de la ville proposera aussi une offre culturelle complémentaire à celle de la "Mezzanine".

Moyens mis en œuvre :
Les équipements à acquérir sont les suivants, leur implantation sera modulable entre les deux salles en fonction des spectacles :

- pour le son : douze enceintes amplifiées, une console de mixage numérique, deux amplificateurs de puissance, station audio, une vingtaine de microphones avec câbles,casques ou pieds de micro.
- pour la vidéo : un projecteur avec rack sur roulettes, un émetteur, un récepteur, un écran,
- pour la lumière : une console numérique, des gradateurs, une vingtaine de projecteurs à LED avec câblage et accroches, une nacelle élévatrice des projecteurs, une machine à brouillard et à fumée.

Par délibération du Conseil municipal du 30 janvier 2017, les investissements en matériel scénographique numérique sont approuvés et une subvention est sollicitée auprès de la Région Ile-de-France.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la dépense en matériel scénographique à base numérique s'élève à 63 542,00 € HT. La base subventionnable correspond à ce montant. Au taux de 40 %, une subvention de 25 417,00 €.

Ce projet fait également l'objet d'une subvention en aménagement, au titre du soutien aux "lieux de création et de diffusion culturelle" proposée à cette même commission permanente fiche 17008570.

Localisation géographique :
- LIEUSAINT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	63 542,00	100,00%
Total	63 542,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	25 417,00	40,00%
COMMUNE DE LIEUSAINT	38 125,00	60,00%
Total	63 542,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 417,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	348 000,00 €
2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	611 365,00 €
2015	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	1 009 450,00 €
	Montant total	1 968 815,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008649

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND PARIS SUD/LA REGIE LE PLAN - 91 EVRY RENOUVELLEMENT DU MATERIEL SON

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création et à la diffusion numérique	110 300,00 €	40,00 %	44 120,00 €
	Montant Total de la subvention		44 120,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART
Adresse administrative : 500 PLACE DES CHAMPS ELYSEES
91054 EVRY CENTRE ESSONNE
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Francis CHOUAT, Président

N° SIRET : 20005922800037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création et à la diffusion numérique
Rapport Cadre : CR29-01 du 01/10/2001

Objet du projet : acquisition de matériel son pour la salle de musiques actuelles Le Plan

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La salle de musiques actuelles "Le Plan" a ouvert ses portes en septembre 2014, dans un nouveau bâtiment de Ris Orangis. Lors de l'installation dans ses nouveaux locaux, le parc de matériel scénique n'a pas été renouvelé. Le matériel son, dont notamment les consoles façade et retours analogiques, installées dans la Grande Salle du nouvel équipement, proviennent de l'ancien Plan.

Description :
En février 2013, Le Plan a été repris en régie par la Communauté d'Agglomération Evry Centre Essonne (CAECE). Depuis le 1er janvier 2016, l'agglomération Grand Paris Sud Essonne-Seine-Sénart a remplacé la CAECE et s'étend géographiquement sur les départements de l'Essonne et de la Seine-et-Marne. La

nouvelle agglomération a fait de la culture une de ses priorités majeures. Le projet artistique et culturel du Plan s'inscrit dans ce schéma.

Pour les prochaines années, le Plan a trois objectifs :
- rehausser l'image et l'influence de ce lieu emblématique pour les musiques actuelles et amplifiées en Ile-de-France
- soutenir les artistes du territoire, l'émergence et la création
- diversifier, élargir et fidéliser le public du Plan et tout particulièrement les 15-25 ans.

Le Plan se concentre artistiquement sur l'ensemble des musiques actuelles ainsi qu'aux autres formes d'expressions artistiques en les associant, notamment les arts visuels.

Sur les dix mois de l'année civile, le Plan a accueilli 50 concerts payants répartis entre le Club (20 concerts) et la Grande Salle (30 concerts) et une vingtaine d'événements en entrée libre.

Moyens mis en œuvre :
Les consoles de "régie face" et de "régie retour", qui ont respectivement 16 et 12 ans, apparaissent obsolètes au vue des demandes des professionnels et ne sont pas adaptés au nouvelles techniques du numérique. Leurs consoles analogiques ne possèdent pas de fonction d'enregistrement des réglages, paramètres propres à chaque groupe accueilli. Ce qui implique d'avoir un grand nombre de périphériques externes analogiques alors qu'ils sont intégrés et en nombre infinis sur les consoles numériques. Les productions et les techniciens accueillis sont habitués au fait de n'avoir aucune restriction dans ce nombre de périphériques.

Le matériel scénique numérique a acquérir est :
- une régie face
- une régie retours

Par délibération du bureau communautaire n° 36 en date du 24 mai 2016, une subvention régionale est sollicitée.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la dépense représente 110 300,00 € HT. La base subventionnable correspond à ce montant. Au taux de 40 %, une subvention de 44 120,00 est proposée.

Localisation géographique :
- COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	110 300,00	100,00%
Total	110 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	44 120,00	40,00%
CNV sollicité	30 000,00	27,20%
DRAC sollicitée	10 000,00	9,07%
DEPARTEMENT sollicité	4 120,00	3,74%
CA GRAND PARIS SUD/REGIE LE PLAN	22 060,00	20,00%
Total	110 300,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	44 120,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	3 787 218,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	17 500,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	100 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	5 000,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	14 800,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	25 000,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	49 000,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	555 520,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	22 500,00 €
	Montant total	4 681 538,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009242

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION - MISE EN RESEAU INFORMATIQUE DU RESEAU DE LECTURE PUBLIQUE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création et à la diffusion numérique	280 545,00 €	40,00 %	112 218,00 €
	Montant Total de la subvention		112 218,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION
Adresse administrative : 1 PLACE SAINT-EXUPERY 91704 SAINTE GENEVIEVE DES BOIS
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur OLIVIER LEONHARDT, Président

N° SIRET : 24910050400011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création et à la diffusion numérique
Rapport Cadre : CR29-01 du 01/10/2001

Objet du projet : soutien à la mise en réseau informatique du réseau des médiathèques du territoire de Coeur Essonne Agglomération.

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Créée le 1er janvier 2016, Coeur d'Essonne Agglomération regroupe la Communauté d'agglomération du Val d'Orge et la Communauté de communes de l'Arpajonnais. L'agglomération compte 21 communes sur une superficie de 119 km² et totalise environ 194 000 habitants. Le réseau de lecture publique du territoire est reconnu d'intérêt communautaire et est constitué de 13 bibliothèques et médiathèques municipales (sur les 24 équipements de lecture publique en service sur le territoire, soit 11 bibliothèques non intégrées au réseau).

Le schéma directeur de lecture publique adopté par Coeur d'Essonne Agglomération a validé les objectifs

suivants, pour les équipements existants comme ceux à venir :
- l'amélioration du service de lecture publique afin de garantir aux habitants une offre et un service de qualité,
- la prise en compte de la mutation du concept de médiathèque publique, qui devient un espace de connaissances partagées, de sociabilité et de convivialité,
- l'adaptation des médiathèques aux nouveaux usages et pratiques, notamment en matière d'offres et de services numériques.

Dans ce cadre, Coeur d'Essonne Agglomération souhaite intégrer dans un réseau informatique unique l'ensemble des médiathèques de son territoire, que leur statut soit communautaire ou municipal et ce afin d'atteindre les objectifs suivants :
- Mettre en place ou renforcer une offre numérique, dans les murs et en ligne,
- Conforter l'identité des médiathèques et tisser de nouveaux liens avec les usagers et les partenaires,
- Valoriser aisément les collections et développer une nouvelle offre de services,
- Coordonner les actions culturelles et éducatives,
- Disposer d'un outil de communication efficace,
- Partager les expertises, les compétences, les expériences et favoriser la coopération.

Description :
Le projet aura pour objet :
- la mise en place un catalogue commun et une carte d'adhérent unique, permettant la circulation des usagers et des documents,
- la conception d'un portail commun qui intègre et permette des liens avec tous les réseaux sociaux,
- la mise en place d'un système de sécurisation des postes publics.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant global du projet s'élève à 316 670 € HT. Les dépenses éligibles s'élèvent à 280 545 € HT (hors l'acquisition d'un véhicule et la phase étude). Il est proposé un montant de subvention de 112 218 €, soit 40 % des dépenses éligibles et 35,43 % du coût global du projet.

Localisation géographique :
- CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise en place d'un système de gestion de bibliothèques	134 080,00	42,34%
Mise en place d'un portail commun	43 605,00	13,77%
Mise en place d'un système de gestion des terminaux publics	102 860,00	32,48%
Acquisition d'un véhicule	23 000,00	7,26%
Etudes et recherches	13 125,00	4,14%
Total	316 670,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IdF	112 218,00	35,44%
Etat (DGD) (a)	110 834,00	35,00%
Coeur d'Essonne Agglomération	93 618,00	29,56%
Total	316 670,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	62 218,00 €
2018	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	69 000,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	25 000,00 €
2014	Construction et aménagement de médiathèques	582 000,00 €
2014	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	42 684,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	60 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	15 000,00 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	4 000 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	296 687,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	15 000,00 €
2017	Dispositifs de fonds européns	86 874,05 €
	Montant total	5 202 245,05 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008557

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LE SAX A ACHERES (78) EQUIPEMENT EN MATERIEL SCENOGRAPHIQUE SON LUMIERE VIDEO

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création et à la diffusion numérique	184 231,00 €	40,00 %	73 692,00 €
	Montant Total de la subvention		73 692,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204162-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE SAX
Adresse administrative : 2 RUE DES CHAMPS
78260 ACHERES
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame VERONIQUE FORENSI

N° SIRET : 53785937300012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création et à la diffusion numérique
Rapport Cadre : CR29-01 du 01/10/2001

Objet du projet : renouvellement du matériel scénographique son, vidéo.

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le SAX, espace musical de la ville d'Achères a été inauguré en novembre 1991. Il comprend notamment une salle de spectacle en amphithéâtre comportant 300 places. La demande porte sur le renouvellement d'une partie du matériel scénographique son, lumière et vidéo pour correspondre aux évolutions technologiques et accroître l'attractivité du lieu.

Description :
Situé au cœur de la ville, dans le quartier des Plantes d'Hennement, en bordure d'une zone urbaine sensible, l'espace musical d'Achères est une salle de spectacle dédiée à la création (résidence d'artistes), à la diffusion (spectacles jeune public et concerts musiques actuelles) et à l'accompagnement artistique (studio de répétition, enregistrement, ateliers percussion et slam).

Depuis le 1er janvier 2012, le SAX est devenu établissement public industriel et commercial (EPIC) de la ville d'Achères. Ce changement de mode gestion en EPIC a permis de consolider l'équipe permanente (12 salariés sont en CDI) qui est un des piliers du projet de fonctionnement du lieu et permet une utilisation intensive et qualitative des studios de répétition et de la salle de spectacle (7 jours sur 7, près de 300 jours par an).

Des partenariats multiples viennent soutenir cette volonté d'ouverture que ce soit avec des acteurs éducatifs (médiateurs de proximité, service jeunesse...), avec des acteurs culturels (le CRY, le RIF, la Fédélima, le SMA...) et avec des manifestations comme le festival Blues-sur-Seine, Africolor, Jazz au Conflent, le Château Ephémère... Le développement des coopérations culturelles se poursuit en 2017 avec les structures des villes voisines, le festival musical Jeune Public, Les Pépites Sonores qui étend sa programmation sur les villes de Poissy, Conflans Sainte-Honorine, Carrière/Poissy, Chanteloup-les-Vignes).

Moyens mis en œuvre :
Les demandes en matériel son évoluent avec la technologie et le renouvellement du matériel devient nécessaire tous les cinq ou six ans pour répondre aux demandes techniques des artistes accueillis en spectacle ou en résidence.

Le matériel a acquérir est le suivant :
- quatre microphones serre-tête et deux émetteurs HF pocket, le backline de la salle.

De plus en plus de concerts donnent lieu à des captations vidéo avec enregistrement en multiplistes. Le concert filmé est aujourd'hui une réalisation incontournable de la production musicale, y compris pour l'autoproduction.
- matériel pour accueillir les spectacles contenant de la vidéo et pour émettre de la vidéo à partir de différents endroits du lieu. Un lecteur PDA supplémentaire pour la billetterie.

Matériel lumière : six spots, une armoire électrique, découpes, projecteurs et matériel d'accroche pour les structures scéniques.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la dépense représente 184 231,00 € HT. La base subventionnable correspond à ce montant. Au taux de 40 %, une subvention de 73 692,00 € est proposée.

Ce projet fait également l'objet d'une subvention en aménagement au titre du soutien aux "lieux de création et de diffusion culturelle" proposée à cette même commission permanente fiche 17008543

Localisation géographique :
- ACHERES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	184 231,00	100,00%
Total	184 231,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	73 692,00	36,36%
CNV (sollicité)	55 269,00	27,27%
VILLE D'ACHERES	15 843,00	7,82%
MECENAT	31 320,00	15,45%
LE SAX	26 530,00	13,09%
Total	202 654,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	73 692,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2015	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2016	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
	Montant total	157 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009060

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : THEATRE 71 SCENE NATIONALE DE MALAKOFF (92) RENOUVELLEMENT DU MATERIEL SCENOGRAPHIQUE DE LA SALLE DE SPECTACLE ET DE LA SALLE DE REPETITION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création et à la diffusion numérique	124 146,00 €	20,00 %	24 830,00 €
	Montant Total de la subvention		24 830,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE 71
Adresse administrative : 3 PL DU ONZE NOVEMBRE
92240 MALAKOFF
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel PENAGER, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 68108674000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création et à la diffusion numérique
Rapport Cadre : CR29-01 du 01/10/2001

Objet du projet : renouvellement du matériel scénographique numérique de la salle de spectacle et de la salle de répétition "La Fabrique des Arts"

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Théâtre 71 est la scène nationale de Malakoff et l'un des équipements structurants du territoire Vallée Sud Grand Paris. La demande concerne l'acquisition de matériel scénographique qui réponde aux contraintes du numérique et aux besoins d'une activité pluridisciplinaire. Une partie du matériel étant obsolète, le théâtre n'est plus en capacité de présenter les spectacles dans les conditions techniques nécessaires pour les équipes artistiques et la salle de répétition ne possède pas le matériel lumière suffisant.

Description :
Le projet artistique du théâtre met en avant la pluridisciplinarité. A côté de séries théâtrales, la musique jazz et classique, la danse contemporaine et le théâtre d'objets sont présents sur le plateau du Théâtre 71. Une partie de la programmation concerne le jeune public et une attention particulière est portée tant au public familial qu'aux publics éloignés de l'offre culturelle. Le Théâtre 71 propose environ 27 spectacle par saison pour 95 à 100 représentations. La pluridisciplinarité comme l'évolution des formes artistiques rendent nécessaire le développement des techniques numériques.

Moyens mis en œuvre :
Le Théâtre 71 déploie son activité dans un bâtiment construit au début des années 70. Un plan de restructuration technique d'envergure est à l'étude mais n'est pas encore planifié à ce jour. La salle de spectacle n'a pas connu d'investissement en matériel scénographique depuis de nombreuses années.

Le théâtre est également contraint par le manque d'équipement de la salle de répétition. "La Fabrique des Arts" a été créée dans un local ancien, initialement prévu pour être un cinéma. Suite à d'importants travaux de réaménagement, le lieu à ouvert en 2009 mais la réhabilitation n'a pas permis la mise en oeuvre des phases permettant l'achèvement de l'équipement pour son fonctionnement optimal. Le système d'accrochage est incomplet et la "création lumière" nécessite de lourdes infrastructures. "La Fabrique des Arts" a été occupée 119 jours en 2016/2017. Il est prévu qu'elle soit occupée 170 jours durant la saison 2016/2017. Un équipement plus adapté permettrait une meilleure occupation de cet espace (de 220 à 250 jours par an).

Le matériel a acquérir est le suivant :
- dix projecteurs asservis, ponts carrés pour structure autoportée (salle et fabrique)
- pupitre, armoire d'alimentation
- micros, amplis, perches mobiles, enceintes
- écran vidéo

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la dépense en matériel s'élève à 124 146,00 € HT. La base subventionnable correspond à ce montant. Pour compléter leur plan de financement, la Région est sollicitée pour un montant de 24 830,00 € ce qui représente un taux de subvention de 20 %.

Localisation géographique :
- MALAKOFF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	124 146,00	100,00%
Total	124 146,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	24 830,00	20,00%
VALLEE SUD GRAND PARIS (subvention sollicitée)	24 830,00	20,00%
DRAC ILE DE FRANCE (subvention sollicitée)	24 830,00	20,00%
DEPARTEMENT 92 (subvention sollicitée)	24 828,00	20,00%
THEATRE 71	24 828,00	20,00%
Total	124 146,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	24 830,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	90 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009724

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ARCA ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE EN COMMUNICATION ARTISTIQUE (77) ACQUISITION DE MATERIEL SCENOGRAPHIQUE POUR LA PENICHE ADELAIDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création et à la diffusion numérique	30 000,00 €	40,00 %	12 000,00 €
	Montant Total de la subvention		12 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARCA ASS RECHERCHE COM MUNICATION ARTISTIQUE
Adresse administrative : 7 RUE GRANDE 77250 EPISY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Daniel MICHEL, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 33314992000014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création et à la diffusion numérique
Rapport Cadre : CR29-01 du 01/10/2001

Objet du projet : acquisition de matériel scénographique pour équiper la Péniche Adélaïde

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Péniche Adélaïde est un bateau culturel qui existe depuis 1988, amarré les mois d'hiver à Paris, au bassin de la Villette et, les mois d'été en tournée sur les canaux. L'association ARCA, propriétaire du bateau, en assure aussi la gestion. Après avoir effectué les travaux de mise en conformité sécurité de la péniche, avec le soutien de la Région Ile-de-France (CP du 08 mars 2017 11 700 €), l'association souhaite acquérir des équipements scénographiques son, lumière et vidéo pour renouveler la partie du parc de matériel qui a dix ans.

Description :
L'originalité de la démarche de la Péniche Adélaïde, la fiabilité de l'instrument qui depuis 1988 a fonctionné en tant que salle spectacle (80 places) sans interruption et enfin, le renouvellement artistique du lieu avec l'arrivée depuis deux ans d'un collectif dynamique (les b-Ateliers) soucieux des enjeux artistiques contemporains, justifie la poursuite des activités de la péniche, tant sur le Bassin de la Villette que sur le réseau des voies navigables.

Jusqu'en 2014, la Péniche Adélaïde a accueilli en résidence la compagnie "Péniche Opéra" dont les activités concernaient prioritairement l'opéra et le théâtre musical.

Depuis 2015, la Péniche Adélaïde a élargi ses activités avec l'arrivée de la nouvelle équipe "Les b-Ateliers". La structure propose, pour 2018-2019, un projet ouvert à toutes les disciplines (théâtre, installations plastiques, photographie, cinéma, conférences, avec de nombreuses résidences d'artistes). Les événements produits à bord de l'Adélaïde sont à prix libre.

La Péniche est également un "centre de ressource et de documentation" sous la direction de Mireille Larroche. Le lieu permet d'accueillir le public, les chercheurs et étudiants souhaitant consulter les archives de quarante ans d'histoire artistique fluviale.

Moyens mis en œuvre :
Le matériel à renouveler est le suivant :

- matériel vidéo : vidéo projecteur, écran de projection, ordinateur et écran de montage
- matériel son : microphones, remplacement de la table de mixage,
- matériel lumière : projecteurs, remplacement de la console

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la dépense s'élève à 30 000,00 € HT. La base subventionnable correspond à ce montant. Au taux de 40 %, une subvention de 12 000,00 € est proposée.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	12 000,00	40,00%
ARCA	18 000,00	60,00%
Total	30 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	11 700,00 €
	Montant total	11 700,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010289

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LE TRITON - LES LILAS (93) ACQUISITION DE MATERIEL SON LUMIERE ET VIDEO

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création et à la diffusion numérique	46 604,00 €	40,00 %	18 642,00 €
	Montant Total de la subvention		18 642,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE TRITON
Adresse administrative : 11 B RUE DU COQ FRANCAIS
93260 LES LILAS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Pierre VIVANTE, Président

Date de publication au JO : 13 avril 1999

N° SIRET : 43764169900016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création et à la diffusion numérique
Rapport Cadre : CR29-01 du 01/10/2001

Objet du projet : acquisition de matériel son, lumière et vidéo pour la scène de musiques actuelles Le Triton

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Depuis 2010, le Triton est labellisé par la DRAC Ile-de-France, scène de musiques actuelles de Seine-Saint-Denis (SMAC). Une seconde salle, inaugurée en septembre 2013, permet au Triton de développer son projet d'ouverture à de nouvelles pratiques artistiques (théâtre musical, arts visuels), révolution multimédia (création de contenu vidéo au quotidien pour alimenter le web). La demande de subvention correspond à l'acquisition de matériel son, lumière et vidéo pour rénover une partie du parc de matériel et répondre au développement des activités du lieu.

Description :
En 1997, les frères VIVANTE, fondateurs du groupe Vortex dans les années 70, interrompent leur activité industrielle d'imprimeurs pour renouer avec la musique, leur passion de toujours. Ils se lancent alors dans la création d'une salle de concerts aux Lilas, spécialisée dans la diffusion et l'enregistrement de musiques amplifiées. En novembre 2000, après quatre années difficiles pour s'imposer, l'association le Triton obtient enfin l'arrêté municipal d'ouverture et démarre officiellement son activité.

Leur idée est de fonder un lieu authentique, à échelle et visage humain qui offre aux musiciens le temps et l'espace pour créer, répéter, diffuser et enregistrer leur musique, un lieu inscrit dans le présent et tourner vers l'avenir. Pour ce faire, en plus d'une salle de concerts d'une jauge de 180 personnes, le Triton s'équipe d'un studio d'enregistrement, d'un studio de répétition, d'un label ainsi que d'un petit restaurant associatif servant aussi de galerie d'exposition.

En 2016, l'activité du Triton a représenté 187 spectacles (210 représentations), 4 festivals de musique thématique, 2 rencontres contemporaines "Intersessions", 1 concert jeune public, 7 spectacles théâtraux (16 représentations), 10 concerts-émissions "le Pont des artistes", 3 concerts-émissions "les Conservatoires du Triton". 18 résidences (création, diffusion et autres).

Moyens mis en œuvre :
Le projet d'équipement en matériel numérique comporte cinq volets :

- le remplacement, l'amélioration et extension du parc de microphones HF
- l'acquisition d'une petite sonorisation autonome à mettre à la disposition des groupes en résidence,
- la mise à niveau de la console lumière de la salle 2,
- le remplacement de l'éclairage de la scène salle 1 par des barres à LED,
- l'acquisition d'un serveur AVID et le remplacement de trois stations de montage pour poursuivre le développement du projet de "salle de concert numérique" du lieu.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la dépense s'élève à 46 604,00 € HT. La dépense subventionnable correspond à ce montant. Au taux de 40 %, une subvention de 18 642,00 € est proposée.

Localisation géographique :
- LES LILAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	46 604,00	100,00%
Total	46 604,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	18 642,00	40,00%
CNV Centre national chanson variété jazz (sollicité)	4 973,00	10,67%
ANF (sollicitée)	780,00	1,67%
DGMIC direction générale médias et industries culturelles(transition numérique) obtenue	9 017,00	19,35%
LE TRITON	13 192,00	28,31%
Total	46 604,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	18 642,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	10 792,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	12 350,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
2016	Soutien à la création et à la diffusion numérique	20 320,00 €
	Montant total	228 462,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010292

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : EQUIPEMENT NUMERIQUE DU CHATEAU EPHEMERE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création et à la diffusion numérique	133 333,33 €	40,00 %	53 333,00 €
	Montant Total de la subvention		53 333,33 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VANDERLAB
Adresse administrative : 470 AVENUE VANDERBILT
78955 CARRIERES-SOUS-POISSY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Frédérique TAUBES, Présidente de l'Association Vanderlab

Date de publication au JO : 1 mars 2013

N° SIRET : 79746139900017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création et à la diffusion numérique
Rapport Cadre : CR29-01 du 01/10/2001

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association Vanderlab a été créée en Mars 2013 en vue de l'ouverture du Château Vanderbilt situé à Carrières-sous-Poissy. Cette association émane du concept de « Caserne Ephémère » (anciennement Usines Ephémères) existant depuis 1987.

Elle s'est donné pour objectif la reconversion du château de Vanderblit en centre de résidence de recherche et de création artistique. Le projet a été développé avec « Musiques & Cultures Digitales » et vise à tisser des liens entre l'art et les nouvelles technologies. Il est construit autour de deux thématiques dominantes que sont l'art sonore et la recherche spatiale.

Le projet artistique de Vanderlab s'articule autour de deux axes principaux : développer les résidences d'artistes (à dominante numérique) en leur dédiant des espaces de travail, d'expérimentation et de

création ; accueillir du public et le fidéliser en lui proposant des espaces de convivialité (restaurant et potagers participatifs) et des activités artistiques et ludiques, des ateliers et des workshops autour des travaux réalisés par les artistes présents.

Le projet est accompagné en fonctionnement par la Région au titre des Fabriques de culture.

Description :
Les travaux d'aménagement réalisés entre juin 2013 et octobre 2014 ont permis de créer la base d'un outil adapté, fonctionnel, convivial et répondant aux normes actuelles des activités de création et de diffusion artistique.

Après deux années d'exploitation, le projet s'est affiné et le château éphémère amorce une nouvelle phase de développement. La communauté d'agglomération Grand Paris Seine Oise, propriétaire du lieu, vient de renouveler la convention d'occupation pluriannuelle. L'équipement se trouve par ailleurs au cœur de l'Ecopole, projet urbain prioritaire de l'agglomération.

Le Château éphémère souhaite renforcer sa dynamique d'ensemble sur le territoire et pouvoir répondre aux nouvelles exigences des projets transmedias accueillis :

- renforcement son et lumière du grand Studio,
- renforcement de l'équipement numérique du Fab Lab,
- développement de l'outil vidéo de l'ensemble de la structure,
- ouverture de studios dédiés aux musiques amplifiées (répétition et enregistrement),
- ouverture d'un espace de coworking dédié aux entrepreneurs du numérique.

La subvention vise à permettre l'équipement du lieu en ordinateurs, copieurs lasers numériques, onduleurs, consoles son numériques, logiciels, contrôleurs de montage vidéo, instruments électroniques, vidéos-projecteurs, casques de réalité virtuelle, contrôleurs lumière numériques, fraiseuse numérique, imprimantes 3d, caméras numériques, kits arduino, thermoformeuse, drones...

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient le Château éphèmère - Vanderlab au titre du "soutien à la création et à la diffusion numérique" à hauteur de 53 333 € sur une base subventionnable de 133 333 € correspondant au montant hors taxe du budget prévisionnel proposé. L'association récupérant la tva, le taux de subvention s'applique sur le montant hors taxe des dépenses.

Localisation géographique :
- CARRIERES-SOUS-POISSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel son, vidéo et lumières du grand studio	52 875,00	39,66%
Equipement son de l'atrium	5 916,65	4,44%
Equipement son, instruments, logiciels des studios musicaux de répétition	26 604,17	19,95%
Equipement son et logiciels du studio d'enregistrement	25 666,67	19,25%
Equipement numérique du FabLab	12 541,67	9,41%
Equipement numérique de l'espace coworking	5 000,00	3,75%
Equipement numérique de l'espace multimédia	3 500,00	2,63%
Equipement numérique et son des ateliers d'artiste	1 229,17	0,92%
Total	133 333,33	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD78 (acquis)	40 000,00	30,00%
Région IDF	53 333,00	40,00%
Communauté urbaine GPSO (acquis)	26 667,00	20,00%
Fonds propres Château éphémère	13 333,33	10,00%
Total	133 333,33	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	53 333,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux fabriques de culture	40 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	40 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	6 500,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	600,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	20 000,00 €
	Montant total	107 100,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010308

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : EQUIPEMENT NUMERIQUE D'UN STUDIO D'ENREGISTREMENT ET D'UN PLATEAU RADIO

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création et à la diffusion numérique	23 975,31 €	40,00 %	9 590,00 €
	Montant Total de la subvention		9 590,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KHIASMA
Adresse administrative : 15 RUE CHASSAGNOLLE
93260 LES LILAS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Aline CAILLET, Présidente

Date de publication au JO : 24 février 2001

N° SIRET : 43901252700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création et à la diffusion numérique
Rapport Cadre : CR29-01 du 01/10/2001

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Khiasma est une structure de défrichage, une place remarquée d'où émergent des artistes en début de carrière qui trouvent dans cet espace un outil précieux pour expérimenter, produire de nouvelles œuvres, rencontrer le public, mais aussi développer leur visibilité auprès d'institutions nationales et internationales. Plusieurs artistes sont aujourd'hui à ce titre les ambassadeurs de ce savoir-faire et de véritables compagnons de route : Till Roeskens a été lauréat de la Villa Médicis en 2014, Vincent Meessen a présenté son travail à la Biennale de Venise en 2015, Pierre Michelon est lauréat du S.A.C.R.E (programme de recherche doctoral des Beaux Arts de Paris), une œuvre de Louis Henderson est entrée en 2016 dans le Fonds National d'Art Contemporain, une autre de François Daireaux dans le Fonds Départemental de la Seine-Saint-Denis, Ismaïl Bahri présentera à l'été 2017 sa première exposition monographique au Jeu de Paume… Tous sont passés par Khiasma pour y réaliser leur première exposition d'envergure en France et des résidences et temps forts marquants.

Description :
Depuis 2008, Khiasma réalise des actions culturelles et artistiques (résidences d'artistes, ateliers d'éducation à l'image, de découverte et de cartographie urbaine) avec des élèves d'établissements scolaires de tous niveaux, des usagers des centres culturels et sociaux, et collabore avec de nombreux partenaires associatifs et institutionnels, tout comme avec des habitants du Nord Est Parisien. S'est ainsi composée au fil des années une collection de projets – photographies, oeuvres plastiques ou sonores, films, textes, récits – qui ont tous donné lieu à des restitutions sous la forme d'expositions dans l'espace public, de séances ou de parcours d'écoute, de lectures, de projections, de publications.

Khiasma souhaite aujourd'hui en faire une Archive, ouverte et augmentée au fil du temps, à même d'intégrer des projets d'autres partenaires mais aussi de cartographier un territoire à partir des expériences sensibles de ses habitants. Ainsi chaque action s'inscrira sur une carte de son territoire de réalisation, territoire qu'elle documentera de manière singulière.

Depuis l'origine, le programme d'action territoriale de Khiasma, nommé Mythologies, s'est intéressé non seulement à la collecte de la mémoire d'un territoire mais aussi au pouvoir d'agir que permettent les formes de l'imaginaire, notamment chez les plus jeunes qui ont investi les possibles futurs de leur quartier.

L'Atlas Sensible est un outil qui vise à créer des ponts intergénérationnels entre les habitants d'un quartier, incitant autant à rechercher et à découvrir les histoires et images du passé qu'à s'approprier un territoire en s'inscrivant dans son devenir. L'Atlas est le réceptacle d'un récit polyphonique. Il se présente comme une cartographie interactive en ligne à la fois réelle et augmentée d'expériences singulières. Il incite les participants à explorer leur environnement de manière active et à se déplacer du proche au lointain – en identifiant également les moyens de transport et les autres ressources. Il contribue à favoriser la circulation de populations parfois enclavées socialement ou géographiquement et participe à une mobilité favorable autant à la recherche d'emploi qu'au renforcement du lien social. La dimension visuelle de l'outil et son accessibilité sur smartphone visent à toucher notamment les populations les plus jeunes en favorisant leur appropriation du territoire francilien.

Khiasma développe depuis de longues années des actions dans le quartier des Fougères et est notamment à l'origine de la création de la Maison des Fougères, centre culturel local géré par les habitants et les associations du quartier. L'association Khiasma jouit ainsi d'une forte légitimité auprès des habitants et est inscrite dans un réseau partenarial solide incluant des établissements scolaires, un espace jeune, un club de prévention, des associations socio-culturelles locales notamment.

Par ailleurs, l'ouverture de ce nouvel espace s'inscrit dans une dynamique déjà existante notamment grâce à la mise en oeuvre d'un programme d'éducation à l'image qui s'appuie sur des ateliers d'écriture et de pratiques audiovisuelles réguliers (vacances scolaires), des projections accompagnées de rencontres avec des cinéastes et des résidences d'artistes participatives.

Ainsi le lieu et ses équipements confortent une activité déjà largement intégrée aux pratiques du quartier et plébiscitée par les habitants. La présence de Khiasma au conseil d'administration de la Maison des Fougères permet d'avoir un accès direct aux attentes des habitants et de répondre par ce projet à la demande de formation aux outils audiovisuels et multimédia et à l'apprentissage d'approches analytiques et critiques à l'égard des productions médiatiques. Nous souhaitons associer cette dimension de proximité à la mise en place d'un outil de recherche et de production pour les artistes émergents qui suivent le programme de notre centre d'art et souhaitent y contribuer.

Les objectifs de l'opération :
- Mise en place d'un studio d'enregistrement et d'un plateau radio amovible
- Insonorisation du local
- Mise en place d'un espace modulable selon les usages (ateliers avec des habitants, des scolaires,

résidence de création pour des artistes ou des étudiants)
- Mise en place de postes multimédia connectés à Internet, et un serveur permettant des ateliers de montage son et image, trucage et post-production et la mise en ligne de productions audiovisuelles ou sonores sur l'Atlas Sensible et la R22 Tout-Monde.

Les besoins qu'elle doit satisfaire :
- Utilisation de l'espace pour différentes activités (du studio à l'espace d'atelier et de formation)
- L'espace doit pouvoir être investi dans de bonnes conditions de sécurité comme espace de proximité et utilisé par un public non initié (encadré)
- Offrir de bonnes conditions d'insonorisation et d'écoute
- Pouvoir accueillir un petit public (émission en direct) et des groupes (scolaires)

Le schéma de principe de son fonctionnement :
- Des référents techniques sont identifiés et l'usage de l'espace se fait généralement dans le cadre d'une pratique encadrée par des professionnels.
- Le lieu n'est pas ouvert en continu mais régit par un planning de projets.
- Les différents schémas d'usage de l'espace sont définis dans un règlement intérieur et un guide d'usage.
- L'usage de l'espace peut être ouvert de façon autonome à des artistes, étudiants ou associations dans le cadre de conventions d'usage.
- Khiasma définit des usagers prioritaires (habitants et associations locales, artistes émergents et étudiants sous convention)
- Le stockage des données des usagers répond à des principes définis dès le début de chaque session.
- Certaines émissions en plateau de la R22 peuvent se faire en public avec une jauge strictement limitée.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient Khiasma au titre des Aides à la diffusion et à la création numérique à hauteur de 9590 € sur une base subventionnable de 23 975,31 € correspondant au budget prévisionnel présenté, déduction faite de l'abonement internet Orange qui ne peut être pris en compte dans le cadre de l'aide en investissement.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel son pour le studio d'enregistrement, montage, mixage	11 074,58	45,64%
Matériel Image photo vidéo	4 997,68	20,60%
Cablage	804,80	3,32%
Matériel d'isolation - insonorisation	7 098,25	29,26%
Abonement internet	288,00	1,19%
Total	24 263,31	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fondation Seligmann	3 000,00	12,36%
Paris Habitat (acquis)	3 000,00	12,36%
Ville de Paris (acquis)	5 000,00	20,61%
Région IDF	9 590,00	39,52%
Fonds propres	3 673,31	15,14%
Total	24 263,31	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 590,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	60 000,00 €
2014	Manifestations littéraires	30 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	10 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	20 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	60 000,00 €
2015	Manifestations littéraires (CR46-14)	30 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	15 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	30 000,00 €
2016	Manifestations littéraires	10 000,00 €
2017	Aides aux manifestations culturelles	40 000,00 €
	Montant total	250 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010323

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : L'ERMITAGE - PARIS 20EME RENOUVELLEMENT DU DISPOSITIF SONORE DU STUDIO DE L'ERMITAGE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création et à la diffusion numérique	26 153,00 €	40,00 %	10 460,00 €
	Montant Total de la subvention		10 460,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ERMITAGE STUDIO DE L'ERMITAGE
Adresse administrative : 8 RUE DE L'ERMITAGE
75020 PARIS 20
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur CHADLY BENGANA, GERANT

N° SIRET : 44268920400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création et à la diffusion numérique
Rapport Cadre : CR29-01 du 01/10/2001

Objet du projet : renouvellement du dispositif sonore du Studio de l'Ermitage

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Espace de répétitions pluridisciplinaires à la fin des années 80, le Studio de l'Ermitage devient une salle de concerts à part entière à partir de 2001, accueillant des artistes de divers horizons géographiques. Le lieu développe une ligne artistique autour du jazz, des musiques improvisées et des musiques du monde. Au fil du temps, la salle a élaboré son identité artistique propre en mettant en valeur des groupes en développement cherchant à acquérir un public parisien et francilien. Aujourd'hui, le Studio de l'Ermitage accueille en moyenne 200 spectacles par an et, du fait de l'intensité de la programmation, le matériel scénographique son de la salle a besoin d'être renouvelé.

Description :
Depuis l'ouverture de la salle, Chadly Bengana fondateur et directeur du Studio de l'Ermitage et Yamilé

Bengana programmatrice du lieu depuis 2008, ont développé la programmation et élaboré une ligne artistique mettant en avant toutes les formes et diversités du jazz et des musiques du monde.

Tout au long de l'année, le Studio de l'Ermitage accueille des artistes de renom, à l'échelle nationale et internationale : Yom, Christine Salem, Julien Lourau, SoCalled, Babx, Thomas de Pourquery, Patrice Caratini ...

Moyens mis en œuvre :
La structure a besoin de renouveler le système de diffusion sonore de la salle de concerts :

- Le matériel actuel est vieillissant du fait de la programmation intense de la salle (de 5 à 6 concerts par semaine). Certaines enceintes ne fonctionnent plus du tout.
- La qualité du son est un véritable enjeu pour ce lieu qui a acquis peu à peu la réputation d'avoir un dispositif sonore de qualité, en accord avec les concerts proposés.
- Les enceintes actuelles ne couvrent pas assez l'espace de la mezzanine.
- Le matériel a acquérir est plus facile à utiliser et plus modulable. Il permettra d'envisager de nouvelles configurations sonores.
- Spécialisé dans le jazz et les musiques du monde, le lieu a besoin de microphones adaptés aux percussions.

Le matériel à acquérir est le suivant :
- 12 enceintes et étriers d'accroche, 4 enceintes de retour pour les musiciens
- microphones

Le Studio de l'Ermitage a été aidé par la Région pour des travaux de mise en accessibilité pour les personnes à mobilité réduite (CP du 08 mars 2017 pour un montant de 5 793,00 €). L'acquisition du matériel numérique a été décalée un peu dans le temps car le lieu ne pouvait réceptionner ces équipements numériques durant les travaux.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la dépense s'élève à 26 153,00 € HT. La base subventionnable correspond à ce montant. Au taux de 40 %, une subvention de 10 460,00 € est proposée.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	26 153,00	100,00%
Total	26 153,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	10 460,00	40,00%
CNV (subvention sollicitée)	7 846,00	30,00%
LE STUDIO DE L'ERMITAGE	7 847,00	30,00%
Total	26 153,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 460,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	5 793,00 €
	Montant total	5 793,00 €

3- Construction et aménagement de médiathèques

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008900

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : EPT GRAND ORLY SEINE BIEVRE - RENOVATION DE LA MEDIATHEQUE RAYMOND QUENEAU DE JUVISY - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement de médiathèques	1 307 906,00 €	30,00 %	392 371,00 €
	Montant Total de la subvention		392 371,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
13100802- Construction et aménagement de médiathèques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND ORLY SEINE BIEVRE
Adresse administrative : 2 AV YOURI GAGARINE
94400 VITRY SUR SEINE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Michel LEPRETRE, Président

N° SIRET : 20005801400016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement de médiathèques
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Objet du projet : Rénovation de la médiathèque Raymond Queneau de Juvisy-sur-Orge.

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
En janvier 2016, le réseau des médiathèques des Portes de l'Essonne a été transféré à l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly-Seine-Bièvre (EPT 12), qui regroupe 18 communes du Val-de-Marne et 6 communes de l'Essonne. Il dessert une population de 670 000 habitants.

La lecture publique est pour le moment une compétence exercée par l'EPT sur l'ancien territoire des Portes de l'Essonne, le réseau étant composé de 7 établissements animés par 65 agents : médiathèque Raymond-Queneau (Juvisy), médiathèque André-Malraux (Savigny-sur-Orge), médiathèques Simone-de-Beauvoir, du Val et René-Goscinny (Athis-Mons), médiathèque Antoine-de-Saint-Exupéry (Paray-Vieille-Poste) et médiathèque de Morangis (Morangis). L'ensemble propose aux habitants une surface utile nette totale de 7085 m², l'accès à 320 000 documents, une carte unique, un système d'emprunts et de retours

possibles dans tous les établissements, des services numériques et des services en ligne.

La médiathèque Raymond-Queneau de Juvisy se situe dans l'espace culturel Jean-Durix, ouvert en 1985, qui abrite également le Conservatoire à rayonnement intercommunal de Musique, de Danse et de Théâtre et le cinéma Agnès Varda. La collectivité souhaite engager une campagne de travaux sur l'espace Jean-Durix afin de rénover et moderniser les lieux pour trois objectifs :
- créeér un espace d'accueil attractif, vivant et partagé par les trois acteurs,
- réorganiser les espaces de la médiathèque afin de créer les conditions de sa mutation en un "troisième lieu" qui place l'usager au coeur du projet,
- mettre l'équipement en conformité avec la réglementation sur l'accessibilité universelle.

Description :
Le projet de rénovation et de réaménagement de la médiathèque Raymond-Queneau poursuit deux objectifs qui lui sont spécifiques :
- proposer un accès facilité au savoir et à la connaissance,
- créeér un lieu de vie et de rencontres sur le territoire.

Dans ce cadre, les travaux menés sur l'équipement de lecture publique porteront sur :
- la rénovation et la modernisation de l'espace d'accueil commun aux trois équipements,
- une nouvelle définition des espaces (rez-de-chaussée, 1er étage et accueil général),
- une plus grande fluidité de circulation dans l'ensemble de la structure,
- l'agrandissement et la redéfinition des espaces de travail dévolus à la formation et à l'accueil de groupes,
- une signalétique intérieure plus adaptée (qui sera suivie d'un projet de signalétique dans la ville, notamment pour mieux relier la médiathèque à la gare de Juvisy, ce projet ne faisant pas l'objet de la présente demande).

La rénovation de l'équipement sera suivie d'un projet de modernisation des services aux publics, notammant numériques (RFID, automates de prêt, outils mobiles...), qui ne fait pas l'objet de la présente demande.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût prévisionnel du projet est estimé à 1 517 830 € HT. La base éligible s'élève à 1 307 906 € HT (hors maîtrise d'oeuvre, études, diagnostics). Une subvention d'un montant de 392 371 € est proposée, soit 30 % du montant de la base subventionnable.

Localisation géographique :
- JUVISY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gros oeuvre et second oeuvre	1 307 906,00	100,00%
Total	1 307 906,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (s)	392 371,00	30,00%
Région IdF	392 371,00	30,00%
Fonds propres	523 164,00	40,00%
Total	1 307 906,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €
2018	200 000,00 €
2019	92 371,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Construction et aménagement de médiathèques	133 359,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	50 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	67 130,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	50 000,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	17 000,00 €
2016	Passerelles entreprises	247 720,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	50 000,00 €
2016	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	30 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	35 000,00 €
2017	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises et les Associations	25 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	142 000,00 €
	Montant total	872 209,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009113

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION - CONSTRUCTION DE LA MEDIATHEQUE COMMUNAUTAIRE A SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement de médiathèques	7 200 000,00 €	19,06 %	1 372 041,00 €
	Montant Total de la subvention		1 372 041,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
13100802- Construction et aménagement de médiathèques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION
Adresse administrative : 1 PLACE SAINT-EXUPERY 91704 SAINTE GENEVIEVE DES BOIS
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur OLIVIER LEONHARDT, Président

N° SIRET : 24910050400011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement de médiathèques
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Objet du projet : soutien à la construction de la médiathèque communautaire à Sainte-Geneviève-des-Bois

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Créée le 1er janvier 2016, Cœur d'Essonne Agglomération regroupe la Communauté d'agglomération du Val d'Orge et la Communauté de communes de l'Arpajonnais. L'agglomération compte 21 communes sur une superficie de 119 km² et totalise environ 194 000 habitants. Le réseau de lecture publique du territoire est reconnu d'intérêt communautaire et est constitué de 13 bibliothèques et médiathèques municipales (sur les 24 équipements de lecture publique en service sur le territoire, soit 11 bibliothèques non intégrées au réseau).

Le schéma directeur de lecture publique adopté par Cœur d'Essonne Agglomération a validé les objectifs suivants, pour les équipements existants comme ceux à venir :
- l'amélioration du service de lecture publique afin de garantir aux habitants une offre et un service de qualité,
- la prise en compte de la mutation du concept de médiathèque publique, qui devient un espace de connaissances partagées, de sociabilité et de convivialité,

- l'adaptation des médiathèques aux nouveaux usages et pratiques, notamment en matière d'offres et de services numériques.

La nouvelle médiathèque de Sainte-Geneviève-des-Bois s'inscrira dans ce cadre. Elle sera implantée dans le quartier des Aunettes, afin d'envoyer un message fort à l'ensemble des habitants de l'agglomération par l'installation au sein d'un quartier prioritaire d'un équipement culturel à rayonnement large. Avec cette nouvelle médiathèque, Sainte-Geneviève-des-Bois proposera trois équipements de lecture publique, avec l'équipement central sur le site du Donjon et l'équipement annexe à proximité de la gare de RER.

Description :
La nouvelle médiathèque se déploiera sur une surface utile de 2383 m², dont 1675 m² accessibles au public.

Afin de mettre en cohérence la typologie des publics, l'offre documentaire et la diversité des usages, 5 univers seront proposés :
- Accueil, presse / nouveautés, action culturelle,
- Enfance (0-10 ans),
- Jeu (ludothèque),
- Loisirs (laboratoire d'innovation numérique, jeux vidéo),
- Documentation et travail

auxquels s'ajouteront :
- un auditorium,
- les espaces d'animation,
- une salle d'étude destinée aux lycéens et étudiants,
- les services internes et les zones de stockage.

La médiathèque sera animée par une équipe de 17,6 ETP. L'offre documentaire visée est de 55 000 documents imprimés en accès direct, 10 000 documents en réserve, 3000 documents jeunesse, 10 liseuses électroniques, 170 périodiques, 6000 CD, 3300 DVD, 51 postes de consultation, 12 écrans et postes d'écoute, de visionnage et de partage culturel.

Suivant en cela le concept de "troisième lieu", la médiathèque sera un lieu modulable et évolutif, devant prévoir les futures évolutions des collections, des dispositifs de consultation, de création et de diffusion. Elle prendra en compte les évolutions des usages : développement de la fréquentation libre (consultation sur place sans emprunt), services numériques, recherche d'animations culturelles au sein du lieu (expositions, débats, spectacles...).

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût global du projet s'élève à 10 085 545,05 € HT (études, frais de dossier, travaux de construction, VRD, aménagements extérieurs). Les coûts de construction, seules dépenses éligibles au dispositif d'intervention régional, s'élèvent à 7 200 000 € HT. Conformément au dispositif d'intervention, le plafond des dépenses subventionnables est fixé à 4 573 470 € pour un taux maximal de subvention de 30 %. Le montant des dépenses éligibles dépassant le plafond autorisé, il est proposé de soutenir le projet au plafond réglementairement autorisé soit 1 372 041 €, correspondant à 19,04 % des coûts de construction et à 13,60 % du coût global du projet.

Localisation géographique :
- SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	1 552 840,00	15,40%
Frais de dossier	200 205,05	1,99%
Travaux divers	37 500,00	0,37%
Travaux de démolition, de construction, aménagement et VRD	8 295 000,00	82,25%
Total	10 085 545,05	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IdF	1 372 041,00	13,60%
Etat (DGD) (a)	3 063 494,00	30,38%
CD91 (a)	381 672,00	3,78%
Coeur d'Essonne	5 268 338,05	52,24%
Total	10 085 545,05	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	372 041,00 €
2018	500 000,00 €
2019	500 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	69 000,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	25 000,00 €
2014	Construction et aménagement de médiathèques	582 000,00 €
2014	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	42 684,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	60 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	15 000,00 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	4 000 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	296 687,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	15 000,00 €
2017	Dispositifs de fonds européns	86 874,05 €
	Montant total	5 202 245,05 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010450

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ROSNY-SOUS-BOIS - RENOVATION MEDIATHEQUE LOUIS ARAGON - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement de médiathèques	140 906,00 €	30,00 %	42 271,00 €
		Montant Total de la subvention	42 271,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
13100802- Construction et aménagement de médiathèques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ROSNY SOUS BOIS
Adresse administrative : 20 RUE CLAUDE PERNES
93111 ROSNY-SOUS-BOIS CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Claude CAPILLON, Maire

N° SIRET : 21930064700019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement de médiathèques
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Objet du projet : Rénovation et restructuration de la médiathèque Louis Aragon de Rosny-sous-Bois

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Ville de Rosny-sous-Bois (42 430 habitants) est membre depuis le 1er janvier 2016 de l'Etablissement Public Territorial Grand Paris - Grand Est comprenant quatorze communes (385 587 habitants).

Rosny-sous-Bois propose à ses habitants deux équipements de lecture publique, la médiathèque Louis Aragon (1445 m²) et la médiathèque Marguerite Yourcenar (405 m²). Dans le cadre de son projet scientifique, culturel, éducatif et social (PSCES) voté en 2015, la ville souhaite rénover et restructurer la médiathèque Louis Aragon, établissement central de l'activité culturelle du territoire, afin de faire évoluer l'équipement vers le modèle de la médiathèque "Troisième Lieu" avec les orientations suivantes :
- Se positionner en tant qu'espace public de médiation culturelle et constituer un lieu de découverte culturelle,
- Favoriser la réussite éducative, la formation tout au long de la vie et l'information du citoyen,
- Favoriser l'égalité d'accès à la culture, aux savoirs, à l'information et aux loisirs sous toutes leurs formes,

- Accompagner l'évolution des pratiques culturelles et la révolution numérique,
- Contribuer au développement de la création et de l'innovation sur le territoire.

Description :
Construite et ouverte au public en 1976, la médiathèque Louis Aragon n'a jamais fait l'objet de travaux importants depuis son ouverture. Elle ne répond donc plus aux attentes des usagers et aux nécessités d'organisation fonctionnelle.

Le projet de rénovation et de restructuration se déploiera sur les axes suivants :
- Modernisation et rajeunissement de l'aménagement (nouvelle scénographie des lieux pour une ambiance plus chaleureuse et accessible, nouveau mobilier moderne, esthétique et fonctionnel, amélioration du confort visuel, signalétique plus adaptée, lisible et visible...)
- Réorganisation des espaces d'accueil du public pour répondre aux nouveaux usages (travailler en groupe, apprendre une langue, s'initier à l'informatique, se détendre en famille, réviser ses concours, boire un café, débattre, jouer aux échecs...)
- Proposer une nouvelle image du territoire (lien avec le nouveau centre aquanautique Camille Muffat, lien avec la revalorisation du centre culturel Jean Vilar, placer la médiathèque au coeur des axes prioritaires de l'action municipale : éducation, culture et numérique...)
- Proposer une nouvelle organisation fonctionnelle pour mieux répondre aux attentes du public (centralisation des banques d'accueil, réorganisation des espaces de travail, permettre une plus grande circulation des agents en service public en limitant les postes de travail statiques...)

Enfin, ce projet s'inscrit dans le projet plus large de mise aux normes des établissements publics de la ville de Rosny-sous-Bois en matière d'accessibilité et de sécurité ERP.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ROSNY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux (maçonnerie, électricité, peinture, signalétique)	140 906,00	100,00%
Total	140 906,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IdF	42 271,00	30,00%
DRAC (a)	70 453,00	50,00%
Rosny-sous-bois	28 182,00	20,00%
Total	140 906,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	42 271,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Passerelles entreprises	54 000,00 €
2014	Plan Piscines Régional	2 000 000,00 €
2014	Politique énergie climat	19 800,00 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	11 620,00 €
2015	Passerelles entreprises	108 000,00 €
2015	Soutien au Réseau Information Jeunesse	1 400,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	15 100,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	168 000,00 €
2016	Passerelles entreprises	86 200,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	15 822,00 €
	Montant total	2 479 942,00 €

4- Construction et aménagement des "Musées de France"

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004929

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION MAISON ZOLA (78) - CREATION DU MUSEE DREYFUS MEDAN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des "Musées de France"	1 460 283,00 €	20,00 %	292 057,00 €
	Montant Total de la subvention		292 057,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-20422-131004-300
13100403- Construction, rénovation et aménagement des musées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AROEZ MAISON EMILE ZOLA - MUSEE DREYFUS
Adresse administrative : 26 RUE PASTEUR
78670 MEDAN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pierre BERGE, Président

Date de publication au JO : 21 mars 1998

N° SIRET : 42150322800015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement des "Musées de France"
Rapport Cadre : CR13-93 du 01/07/1993

Objet du projet : création du Musée Dreyfus dans le pavillon accolé à la maison Emile Zola.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association Maison Zola, Musée Dreyfus porte le projet de création du Musée Dreyfus. Installé dans l'enceinte du parc de la Maison Zola à Médan, ce musée, délibérément tourné vers les jeunes, a pour principale ambition d'être un lieu de mémoire pédagogique pour transmettre les enseignements de l'Affaire Dreyfus. L'association sollicite la Région afin de financer les travaux de restauration des bâtiments et l'aménagement de la muséographie en préfiguration du futur Musée Dreyfus.

Description :
La Maison Emile Zola aujourd'hui restaurée en globalité en maison d'écrivain, a été inaugurée par le président de la République le 2 octobre 2017. La Région a participé à cette restauration en 2011 à hauteur de 600 000 €. L'association Maison Zola, Musée Dreyfus a obtenu l'appellation Musée de France, par arrêté ministériel du 19 novembre 2009 et le label "Maison des Illustres", en 2011.

Le projet de création du musée Dreyfus s'articule autour des quatre thèmes : l'engagement d'Emile Zola, l'erreur judiciaire, le clivage pouvoir/opinion publique et le rôle de la presse, la lutte contre toutes les formes de discrimination. Le projet muséographique propose un premier fil narratif, biographique, sur Alfred Dreyfus et Emile Zola, qui suivra ces deux destins jusqu'à leur rencontre dans l'Affaire.
En filigrane à cette présentation, un résumé de l'Affaire sera présenté à travers ses grands moments. Ces deux axes, biographique et thématique, grâce à la richesse du fonds du Musée, permettront d'entrer dans le détail de la vie des deux hommes et de mettre en parallèle les injustices subies par Alfred Dreyfus avec l'engagement absolu et désintéressé de Zola, tout en véhiculant les valeurs de partage, de respect de l'autre et de tolérance.
Le parcours muséographique sera doté de dispositifs technologiques notamment de douches-sonores, images animées, projection mapping, films en rétroprojection.

L'association a constitué un comité scientifique composé :
- de la conservatrice des judaica et des collections historiques au Musée d'art et d'histoire du Judaïsme,
- de Philippe Oriol, enseignant et chercheur, historien, spécialiste de l'avant-siècle et de l'engagement politique des écrivains, auteur d'articles et d'ouvrages sur l'affaire Dreyfus
- de Vincent Duclert, historien du politique contemporain, auteur notamment d'une thèse sur l'engagement des savants dans l'affaire Dreyfus.

L'installation du Musée sur 300 m2, est prévue dans le pavillon « charpentier » et le lazaret, accolés à la maison E. Zola. L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, propriétaire de l'ensemble architectural, après une mise à disposition pour 99 ans aux termes d'un bail emphytéotique signé en 1998, s'est engagée à vendre la propriété à l'association. La signature de l'acte de vente est prévue pour le second semestre 2017.

Ces bâtiments d'époques différentes de 1881 à la seconde moitié du XXème siècle, sont inscrits au titre des Monuments Historiques par arrêté du 21 mars 1983. L'édification du lazaret jouxté au pavillon « Charpentier », a affecté l'organisation intérieure originale de ce dernier en créant des liaisons entre les bâtiments. Les deux pavillons ne présentent pas de désordres structurels ou sanitaires très importants mais une dégradation généralisée des épidermes qui nécessite une restauration extérieure.
Les deux bâtiments possèdent trois niveaux : un sous-sol vouté en berceau, un rez-de-jardin et un premier étage. Au sous-sol seront aménagés une salle de réunion, le local technique et la chaudière. Au rez-de-jardin, se trouveront la billetterie, l'espace de vente et d'accueil, la zone ascenseur et les sanitaires. Les zones d'exposition seront réparties entre le rez-de-jardin et le premier étage qui disposera également d'une zone administrative. L'accessibilité PMR se fera à l'intérieur du bâtiment « Charpentier ».

Seul lieu en France, avec le Musée de Bretagne, rappelant la mémoire de cette Affaire, le Musée Dreyfus est donc aujourd'hui au cœur d'un ambitieux projet de création et d'aménagement, dont la ville de Médan, le Conseil départemental des Yvelines, le ministère de l'Education nationale et la DRAC Ile-de-France sont partenaires.

Moyens mis en œuvre :
La présente opération porte sur la restauration extérieure et intérieure des deux bâtiments :
- Les travaux portant sur les parties extérieures concernent la restauration des maçonneries, de la charpente et des couvertures.
- Les interventions à l'intérieur des bâtiments prévoient la restauration des serrureries, l'installation du chauffage et les travaux d'électricité et d'éclairage.

Cette opération comprend également le projet de muséographie qui porte sur le matériel scénographique et audiovisuel, l'équipement des lumières, les encadrements, les soclages et le graphisme (production, matériel et installations)

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'opération dans son ensemble représente un montant de 2 525 662 € TTC. Le montant total des travaux (muséographie et réhabilitation du bâtiment) annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 1 663 203 € TTC. La base subventionnable représente 1 460 283 € TTC. Ne sont pas compris dans la partie travaux les honoraires de l'architecte. Ne sont pas compris dans la partie muséographie, les honoraires, la production des documents audiovisuels et les droits d'auteur afférents. Au taux de 20%, une subvention de 292 057 € est proposée.

Localisation géographique :
- MEDAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réhabilitation du bâtiment	972 603,00	38,51%
Muséographie	488 220,00	19,33%
Part Muséo non éligible (honoraires, documents audiovisuels,droits d'auteurs)	179 118,00	7,09%
Honoraires architecte (non éligible)	106 691,00	4,22%
Comité scientifique (non éligible)	90 000,00	3,56%
Programme pédagogique (non éligible)	44 640,00	1,77%
Acte d'achat (non éligible)	124 350,00	4,92%
Jardins (non éligible)	520 000,00	20,59%
Total	2 525 622,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC	800 000,00	31,68%
Region IDF	292 057,00	11,56%
Dilcra	770 622,00	30,51%
Mécénat	355 000,00	14,06%
Part restante à financer	307 943,00	12,19%
Total	2 525 622,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	292 057,00 €

5- Valorisation du patrimoine

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16017280

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DEPARTEMENT DE L'ESSONNE (91) - TRAVAUX D'URGENCE DU CHATEAU DU DOMAINE DE MEREVILLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la restauration du patrimoine protégé	321 000,00 €	30,00 %	96 300,00 €
	Montant Total de la subvention		96 300,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204132-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE L'ESSONNE
Adresse administrative : BD DE FRANCE
91012 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur FRANCOIS DUROVRAY, Président
N° SIRET : 22910228000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la restauration du patrimoine protégé
Rapport Cadre : CR06-15 du 13/02/2015

Objet du projet : travaux de sécurisation du rez-de-chaussée et des travaux de sauvetage et mise hors d'eau de l'aile Nord du château de Méréville.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Conseil Départemental de l'Essonne souhaite donner un nouvel élan au domaine de Méréville, jardin classé de 58 hectares. Afin d'éviter que la dégradation progressive du site se poursuive et afin d'assurer une ouverture large au public, la mise hors d'eau du château, fabrique principale du jardin, est une priorité. Le Département sollicite la Région, au titre de son dispositif d'aide au patrimoine protégé, afin de réaliser les premiers travaux nécessaires sur le château.

Description :
Le domaine de Méréville, est situé en limite Sud du département de l'Essonne. Classé au titre des Monuments Historiques depuis 1977, il s'apprécie comme l'un des exemples les plus représentatifs et les plus remarquables de jardins pittoresques réalisés à la fin du XVIIIème siècle.

Le site est composé de scènes paysagères ponctuées de fabriques, doté d'un système hydraulique de lacs et rivières ainsi que de grottes et d'enrochements artificiels. Cet ensemble a connu trois campagnes de restauration entre 2002 et 2015 qui ont permis de restaurer une partie du jardin et certaines fabriques notamment la vacherie, l'orangerie et la maison dites du gardien.
Il reste cependant plusieurs projets de restauration et de sécurisation à engager parmi lesquels le projet de préservation du château de Méréville. Une étude de préconisation en mars 2014, avait mis en avant le décor de stuc, datant des années 1786-1789, imitant le marbre de la petite salle à manger du château. Dernier exemple de l'époque de l'aménagement par le marquis de Laborde, ce décor est dans un état de conservation alarmant.

Une seconde étude de diagnostic en 2016, a permis de faire le constat de conservation du château, dix ans après les travaux de sauvetage réalisés. Trois phases de travaux ont été identifiées pour permettre de sauvegarder durablement le monument et pour lui restituer son statut de fabrique principale du jardin :
- Travaux de sécurisation du rez-de-chaussée du château
- Travaux de sauvetage et mise hors d'eau de l'aile Nord
- Restauration des façades, des charpentes et des couvertures du château.

Le département a souhaité réaliser dès 2017, deux premières phases de travaux, objet de la présente demande. La DRAC s'est également engagée à financer à hauteur de 40% ces travaux.

Moyens mis en œuvre :
La première phase, portant sur la sécurisation du rez-de-chaussée du château, d'un montant de travaux de 131 000 € HT, a pour objectif d'ouvrir les salles du rez-de-chaussée à des visites. Les travaux comprennent notamment :
- l'ouverture des portes fenêtres et la création de volets métalliques permettant de restituer la lumière du jour pour les salles du rez-de-chaussée : vestibule, antichambre, grand salon.
- la révision des menuiseries et de leurs volets intérieurs
- la dépose des parquets hors d'état et leur remplacement
- l'encoffrement de la cheminée, la restitution des glaces et des toiles dans le grand salon
- la mise en propreté de l'escalier d'honneur

- la purge de la façade au droit de l'entrée

La deuxième phase, portant sur le sauvetage de la petite salle à manger du château, d'un montant de travaux de 190 000 € HT, a pour objectif de stopper le processus de dégradation de la structure de la pièce et de sauver les derniers éléments de décors encore en place. Les travaux comprennent notamment :
- la conservation des décors
- la mise sous parapluie de la totalité de la petite salle à manger
- la consolidation des ouvrages

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 341 707 € HT. La base subventionnable est de 321 000 € HT hors honoraires de maitrise d'œuvre. Au taux de 30 %, une subvention de 96 300 € est proposée.

Localisation géographique :
- MEREVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux sauvetage petite salle à manger	190 000,00	55,60%
Travaux sécurisation du rdc du Château	131 000,00	38,34%
Honoraires (non éligibles)	20 707,00	6,06%
Total	341 707,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (en cours)	136 683,00	40,00%
REGION IDF	96 300,00	28,18%
PART CONSEIL DEPARTEMENTAL	108 724,00	31,82%
Total	341 707,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	96 300,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accueil de jour en EHPAD	100 000,00 €
2014	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	90 000,00 €
2014	Aide à l'écriture de scénario (structures)	2 500,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	1 020 000,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 113 221,73 €
2014	Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	584 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	2 000 000,00 €
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	16 670,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	6 900 000,00 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	4 096 400,50 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	30 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	4 000 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 038 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	15 500,00 €
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	38 720,00 €
2016	Plan régional pour la qualité de l'air	961 500,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	302 740,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	950 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	432 750,00 €
2017	Fonds Propreté	211 500,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 000 000,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	20 000,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	60 000,00 €
	Montant total	29 128 502,23 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16005300

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMMUNE DE CHENNEVIERES-SUR-MARNE (94) - CAMPAGNE DE TRAVAUX DE RESTAURATION ET D'AMENAGEMENT DE L'EGLISE SAINT-PIERRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la restauration du patrimoine protégé	62 525,00 €	25,00 %	15 631,00 €
	Montant Total de la subvention		15 631,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHENNEVIERES SUR MARNE
Adresse administrative : 14 AVENUE DU MARECHAL LECLERC 94430 CHENNEVIERES-SUR-MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre BARNAUD, Maire

N° SIRET : 21940019900184

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la restauration du patrimoine protégé
Rapport Cadre : CR06-15 du 13/02/2015

Objet du projet : travaux de restauration et d'aménagement de l'église Saint-Pierre de Chennevières-sur-Marne

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 février 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune de Chennevières-sur-Marne souhaite poursuivre la rénovation de son église. Elle sollicite la Région au titre de son dispositif d'aide en faveur du patrimoine protégé pour financer le présent programme de travaux.

Description :
Bien que cet édifice soit de dimension modeste, sa position stratégique qui commande la place du village et son environnement proche préservé, affirme le caractère architectural de l'église Saint-Pierre de Chennevières-sur-Marne.

Sa construction remonte au milieu du XIIème siècle. Après 1864, des travaux conduits par l'architecte Demanet transforment l'église dans sa configuration actuelle. En 1896, la chapelle latérale sud est construite pour abriter les fonts baptismaux. L'église à l'exception de sa façade, du clocher et de la chapelle des Fonts est classée au titre des Monuments Historiques depuis 1920. Une partie de son mobilier est également protégée.

En 2013, une première phase de travaux a permis la réfection des couvertures des bas-côtés du chœur. Les inquiétudes sur la stabilité, la vétusté de certains éléments techniques ainsi que le manque d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, ont conduit la municipalité à commander un audit. A la suite de cet audit, il a été possible de définir la nature des travaux à réaliser dans un premier temps et la nécessité de réaliser des sondages. Les travaux d'urgence, objet de la présente demande, seront donc suivis à termes d'une campagne de travaux conséquents afin de régler les problèmes structurels qui affectent la stabilité de l'église.

La commune s'est associée à la Fondation du Patrimoine pour ce programme de travaux. La DRAC finance à hauteur de 40% cette opération.

Moyens mis en œuvre :
Les travaux d'urgence portent sur :
- la révision des vitraux fortement dégradés
- la réfection de l'installation électrique
- la reprise des pieds de chevrons des bas-côtés
- les sondages structurels et les sondages sur peintures murales.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de l'opération annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 85 801 € HT. La base subventionnable est de 62 525 € HT hors honoraires et sondages. Au taux de 25%, une subvention de 15 631 € est proposée.

Localisation géographique :
- CHENNEVIERES-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration	62 525,00	72,87%
Sondages (non éligibles)	17 399,00	20,28%
Honoraires (non éligibles)	5 877,00	6,85%
Total	85 801,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (en cours)	23 252,00	27,10%
REGION IDF	15 631,00	18,22%
Fondation du patrimoine aide financière hors sondages	2 188,00	2,55%
Fondation du patrimoine - souscription publique	24 989,00	29,12%
Réserve parlementaire	7 741,00	9,02%
Part communale	12 000,00	13,99%
Total	85 801,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 631,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	15 390,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	2 600,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	17 500,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	2 600,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	15 231,00 €
	Montant total	53 321,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011090

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMMUNE DE CHAUMES-EN-BRIE (77) - TRAVAUX DE CONFORTATION DE L'EGLISE SAINT-PIERRE-SAINT-PAUL ET D'AGRANDISSEMENT DE LA TRIBUNE D'ORGUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la restauration du patrimoine protégé	327 979,00 €	25,00 %	81 995,00 €
		Montant Total de la subvention	81 995,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE CHAUMES EN BRIE
Adresse administrative	:	PL DU MARECHAL FOCH 77390 CHAUMES-EN-BRIE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Jean-Paul GUYONNAUD, Maire
N° SIRET	:	21770107700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la restauration du patrimoine protégé
Rapport Cadre : CR06-15 du 13/02/2015

Objet du projet : Travaux de consolidation et de restauration des deux premières travées ouest de la nef et agrandissement de la tribune d'orgue de l'église Saint-Pierre-Saint-Paul.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune a acquis un nouvel orgue. Afin de permettre son installation dans l'église Saint-Pierre Saint-Paul, des travaux de consolidation de l'église et d'agrandissement de la tribune sont nécessaires. La commune sollicite la Région, au titre de l'aide régionale en faveur du patrimoine protégé, afin de réaliser cette campagne de travaux.

Description :
Parmi les trois églises construites dans le village de Chaumes-en-Brie, seule l'église Saint-Pierre Saint-Paul subsiste. Edifiée au XIIIème siècle pour une partie correspondant au chœur et à l'abside, au clocher ainsi qu'aux deux chapelles, elle a été remaniée aux XII et XXème siècles.

L'église est classée au titre des Monuments Historiques depuis 1942. Elle possède un certain nombre d'objets classés MH. L'existence d'un ou de plusieurs orgues est attestée de longue date. En remplacement de l'ancien orgue de la maison Clergeau installé en 1863 et dont l'état était déplorable, la commune a acquis un grand orgue allemand datant de 1968, construit par le facteur Franz Breil.

Préalablement à la mise en place de ce grand orgue dans l'église, la restauration des deux premières travées de l'église s'impose pour trois raisons :
- des fissures de structure montrent un désordre important au droit du contrefort notamment
- la restauration des décors intérieurs doit se faire avant la pose de l'orgue pour éviter l'encrassement de celui-ci
- le bouchement des baies dans l'axe du portail mérite un autre traitement qui nécessitera un accès derrière l'orgue.

Moyens mis en œuvre :
Il est envisagé d'intervenir en deux phases de travaux successives :
- la consolidation et la restauration des deux premières travées Ouest de la nef comprenant l'assainissement des façades Nord et Ouest, la reprise en sous-œuvre des fondations, la confortation de la façade Ouest et de ses maçonneries et la maçonnerie intérieure.

- l'agrandissement de la tribune d'orgue

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 372 256 € HT. La base subventionnable est de 327 979 € HT hors honoraires. Au taux de 25 %, une subvention de 81 995 € est proposée.

Localisation géographique :
- CHAUMES-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de confortation et d'agrandissement de la tribune	327 979,00	88,11%
Honoraires divers (non éligibles)	44 277,00	11,89%
Total	372 256,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (en cours)	148 902,00	40,00%
Région IDF	81 995,00	22,03%
Sénat (sollicité)	20 000,00	5,37%
Souscription publique (Fondation du Patrimoine)	50 000,00	13,43%
Part communale	71 359,00	19,17%
Total	372 256,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	81 995,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000004

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMMUNE DE MAUPERTHUIS (77) - RESTAURATION DES VITRAUX DE L'EGLISE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la restauration du patrimoine protégé	52 772,00 €	30,00 %	15 832,00 €
	Montant Total de la subvention		15 832,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAUPERTHUIS
Adresse administrative : MAIRIE
77120 MAUPERTHUIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Dominique CARLIER, Maire

N° SIRET : 21770281000011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la restauration du patrimoine protégé
Rapport Cadre : CR06-15 du 13/02/2015

Objet du projet : restauration des vitraux de l'église de Mauperthuis

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune de Mauperthuis sollicite la Région, au titre de l'aide régionale en faveur du patrimoine protégé, afin de réaliser une campagne de restauration des vitraux de l'église Saint-Pierre.

Description :
En 1764, l'église paroissiale Saint-Pierre dont la conception est attribuée à l'architecte Claude-Nicolas Ledoux, donne le dessin de la nouvelle église. Consacrée à Saint-Pierre, elle sera achevée par l'architecte Brongniart et bénie le 17 septembre 1774. L'église est un édifice inscrit à l'Inventaire supplémentaire des Monuments Historiques depuis 1996.

L'église a fait l'objet, il y a une dizaine d'année, d'importants travaux sur l'ensemble de ces couvertures qui ont permis de mettre hors d'eau l'édifice, à l'exception des vitraux.
Les 14 baies de l'édifice sont en mauvais état et nécessitent un important travail de restauration. Elles présentent un grand nombre de pièces cassées, déchaussées, avec des lacunes et des plombs déformés. Il manque des clavettes et le mastic est altéré.

Dans ces conditions, les vitraux n'assurent plus convenablement la mise hors d'eau de l'ouvrage. Les infiltrations d'eau provoquent en outre des dégradations sur les peintures et enduits intérieurs. Il est donc indispensable et urgent, de réaliser un programme complet de réfection de l'ensemble des vitraux.

La DRAC finance cette opération à hauteur de 20%.

Moyens mis en œuvre :
La présente opération porte sur la restauration complète des vitraux qui nécessite un travail à plat en atelier. Une dépose de tous les panneaux est donc nécessaire. Un grand nombre de pièces cassées entraine la remise en plomb totale de certains panneaux. La restauration des raquettes de protection des vitraux est également prévue.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 52 772 € HT représentant la base subventionnable. Au taux de 30 %, une subvention de 15 832 € est proposée.

Localisation géographique :
- MAUPERTHUIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration	52 772,00	100,00%
Total	52 772,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (en cours)	10 554,00	20,00%
Departement 77 (sollicité)	10 554,00	20,00%
Region IDF	15 832,00	30,00%
Part communale	15 832,00	30,00%
Total	52 772,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 832,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003591

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMMUNE DE JOUARS PONTCHARTRAIN (78) - REFECTION DE L'EGLISE SAINT MARTIN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la restauration du patrimoine protégé	1 250 000,00 €	25,00 %	312 500,00 €
	Montant Total de la subvention		312 500,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE JOUARS PONTCHARTRAIN
Adresse administrative : 2 RTE DE NEAUPHLE
78760 JOUARS-PONTCHARTRAIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Hervé LEMOINE, Maire

N° SIRET : 21780321200059

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la restauration du patrimoine protégé
Rapport Cadre : CR06-15 du 13/02/2015

Objet du projet : réfection de l'église Saint-Martin

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune de Jouars-Pontchartrain sollicite la Région, au titre de l'aide régionale en faveur du patrimoine protégé, afin de réaliser une campagne de restauration de son l'église.

Description :
L'église d'origine médiévale date du 13ème siècle. Elle est remaniée au début du 16ème siècle et diverses transformations sont effectuées à la limite des 17ème et 18ème siècles par l'architecte ingénieur François Romain. Elle est inscrite au titre des Monuments Historiques depuis 2003.

L'édifice a été endommagé par la tempête de 1999. Malgré plusieurs réparations, les toitures restent en mauvais état avec de nombreuses infiltrations. Les façades présentent plusieurs désordres liés

notamment à l'altération des enduits. Les intérieurs ont été restaurés en partie, c'est le cas de la chapelle Nord des fonts baptismaux et de la chapelle orientale Nord.
Par ailleurs, l'édifice dans ses dispositions actuelles, ne respecte pas les normes de sécurité et d'accessibilité d'un Etablissement Recevant du Public (ERP). Le nombre d'unités de passage pour les sorties de secours est insuffisant et les installations techniques sont non conformes.

En 2013, un diagnostic effectué sur l'église préconise une programmation pluriannuelle de travaux d'entretien et de restauration importants. Suite à la chute récente d'enduits de plâtre de la voûte de la nef, il a été retenu la nécessité d'effectuer une révision de la charpente de la nef. Interdite au public suite à un arrêté de mise en sécurité en 2015, la commune souhaite engager au plus vite le programme d'opérations qui se déroulera en deux phases.

Moyens mis en œuvre :
La première phase d'un montant de travaux de 490 604 € HT comprend :
- la restauration du clos et du couvert du chœur de l'église avec ses chapelles et la sacristie attenante.
- la restauration de la façade Sud de la nef
- la révision de la toiture du clocher

Cette phase sera suivie sans interruption de chantier par une seconde phase d'un montant de travaux de 759 369 € HT comprenant :
- la restauration des façades du clocher et du beffroi
- la restauration du porche occidental et des appentis Nord et Sud
- la restauration de la toiture et de la façade Nord de la nef
- la restauration de la toiture et des façades de la Chapelle Nord-Est

Au vu de l'urgence à démarrer les travaux et du coût de l'opération, la commune a sollicité le soutien de la DRAC. La DRAC s'est engagée à participer à hauteur de 20% à la seconde phase de travaux en 2018. Elle ne dispose pas des crédits suffisants pour intervenir sur la phase d'urgence en 2017.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 1 393 500 € HT. La base subventionnable est de 1 250 000 € HT hors honoraires et études. Au taux de 25 %, une subvention de 312 500 € est proposée.

Localisation géographique :
- JOUARS-PONTCHARTRAIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration tranche 1	490 604,00	35,21%
Travaux de restauration tranche 2	759 396,00	54,50%
Maitrise d'oeuvre, SPS, CT (non éligibles)	133 500,00	9,58%
Etudes diverses (non éligibles)	10 000,00	0,72%
Total	1 393 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (Tranche 2 uniquement)	167 068,00	11,99%
REGION IDF	312 500,00	22,43%
Réserve parlementaire (acquis)	10 000,00	0,72%
CC Coeur d'Yvelines - fonds de concours (acquis)	624 455,00	44,81%
Part communale	279 477,00	20,06%
Total	1 393 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	312 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008812

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMMUNE DE SURESNES (92) - RESTAURATION DU GLOBE DE L'ECOLE DE PLEIN AIR DE SURESNES ET DE LA MISE EN VALEUR DE SES ABORDS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la restauration du patrimoine protégé	56 700,00 €	20,00 %	11 340,00 €
		Montant Total de la subvention	11 340,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SURESNES
Adresse administrative : 2 RUE CARNOT
92151 SURESNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian DUPUY, Maire

N° SIRET : 21920073000014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la restauration du patrimoine protégé
Rapport Cadre : CR06-15 du 13/02/2015

Objet du projet : restauration du globe de l'école de plein air de Suresnes et de la mise en valeur de ses abords.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune de Suresnes sollicite la Région au titre de l'aide régionale en faveur du patrimoine protégé afin de restaurer le globe mappemonde se trouvant sur la voie publique devant l'école de plein air de Suresnes.

Description :
Le globe mappemonde de l'école de plein air fait partie intégrante du projet architectural et pédagogique. L'ensemble est classé au titre des Monuments Historiques depuis 2002. De par sa taille, la nature et la technique de sa construction, le globe mappemonde est un objet patrimonial tout à fait exceptionnel.
L'Ecole est sous la tutelle du ministère de l'Education Nationale depuis 1954. Par voie de convention, la

ville de Suresnes assure la restauration et l'entretien de l'ensemble architectural qui s'inscrit dans le parcours muséal urbain proposé par le Musée de Suresnes dédié à l'urbanisme social des années 1920-1940. Bien qu'il s'agisse d'un monument d'Etat, la maîtrise d'ouvrage a été déléguée à la Ville de Suresnes.

L'école de plein air a été construite entre 1932 et 1935, par les architectes Baudouin et Lods, à l'initiative du maire de Suresnes. Cet d'établissement est destiné à accueillir les enfants atteints de tuberculose. Le globe est construit en 1934, à l'entrée du bâtiment, devant la façade Nord-Est. Il servait aux cours de géographie qui se déroulaient en plein air. Le globe est une sphère creuse de béton armé comportant un poteau central sur l'ensemble de sa hauteur et des armatures métalliques intérieures. Le globe était peint en totalité, bleu pour les océans et en tonalité de brun, ocre et vert décor pour les continents. Il était pourvu d'une rampe métallique permettant d'en faire le tour et d'accéder à l'hémisphère Nord, pas ou peu visible depuis le sol. Cette rampe a été déposée en raison de sa vétusté vers la fin des années 1990. Le globe présente aujourd'hui de nombreux désordres structurels et le décor peint est très altéré voire disparu en quasi-totalité sur les zones les plus exposées.

La ville de Suresnes a engagé un projet de restauration du globe depuis 2014. Une première autorisation de travaux auprès de la DRAC avait été refusée en juin 2015. Une étude structurelle approfondie menée par un architecte du patrimoine spécialisé et une mission de diagnostic des bétons commandée au laboratoire BPE, ont donc été réalisées. La DRAC finance l'opération à hauteur de 40%.

Moyens mis en œuvre :
La présente opération nécessite la dépose du globe et porte sur :
- la consolidation de la structure afin de stopper la dégradation et conforter la stabilité de l'objet.
- la restauration du décor peint sur le principe d'une homogénéisation des lacunes.

Le principe d'une restitution à l'identique du globe n'a pas été retenu, donc la rampe ne sera pas remplacée. L'option d'une restauration en l'état actuel mais avec évocation des éléments disparus permet une lecture cohérente du globe.

Une seconde phase concerne la mise en valeur du Globe une fois restauré. Cette phase indispensable sera réalisée en régie par la ville de Suresnes. Son financement ne rentre donc pas dans la présente demande.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 64 047 € HT. La base subventionnable est de 56 700 € HT, hors honoraires. Au taux de 20 %, une subvention de 11 340 € est proposée.

Localisation géographique :
- SURESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration	56 700,00	88,53%
Honoraires (non éligibles)	7 347,00	11,47%
Total	64 047,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (acquis)	25 619,00	40,00%
Région IDF	11 340,00	17,71%
Crowdfunding	12 000,00	18,74%
Part communale	15 088,00	23,56%
Total	64 047,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	11 340,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	4 050,00 €
2014	Jardins solidaires en Ile de France	1 230,75 €
2014	Soutien régional en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	8 300,00 €
2015	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	13 000,00 €
2015	Aide au patrimoine non-protégé d'intérêt régional – projet de valorisation patrimoniale	10 185,00 €
2016	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	10 000,00 €
2016	Construction et aménagement de médiathèques	289 680,60 €
2016	E-administration	25 000,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	23 288,00 €
	Montant total	384 734,35 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009032

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMMUNE DE LE PERCHAY (95) - RESTAURATION DES VITRAUX DE L'EGLISE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la restauration du patrimoine protégé	55 680,00 €	30,00 %	16 704,00 €
	Montant Total de la subvention		16 704,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU LE PERCHAY
Adresse administrative : MAIRIE
95450 LE PERCHAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrice MONTIGNIES, Maire

N° SIRET : 21950483400017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la restauration du patrimoine protégé
Rapport Cadre : CR06-15 du 13/02/2015

Objet du projet : restauration des vitraux de l'église Sainte Marie Madeleine de Le Perchay.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune de Le Perchay sollicite la Région, au titre de l'aide régionale en faveur du patrimoine protégé, afin de réaliser une campagne de restauration des vitraux de l'église Sainte-Marie-Madeleine.

Description :
L'église est inscrite à l'Inventaire supplémentaire des Monuments Historiques depuis 1979. Elle se présente avec un plan en longueur, disposition caractéristique des églises du Vexin français. L'édifice a subi d'importantes transformations entre le XVIème siècle et le XVIIème siècle. Les parties les plus anciennes se concentrent sur la travée de clocher du XIIème siècle.

En relativement bon état structurel, l'édifice présente toutefois un déficit d'entretien important tant au niveau de ses vitraux que des abat-sons du clocher. Les vitraux, qui ferment des fenêtres dépourvues de remplage, présentent une hétérogénéité de style et de traitement tandis que de nombreuses casses sont liées à l'absence de protection grillagée. Les abat-sons, en planches de bois fixées de tasseaux, souffrent de vétusté et n'assurent plus véritablement leur protection du beffroi aux intempéries.

La Drac finance l'opération à hauteur de 20%.

Moyens mis en œuvre :
Le présent programme de travaux porte d'une part sur :
- la réfection des vitraux
8 baies sont concernées par des interventions. Il est prévu une restauration à l'identique de l'état initial connu au travers des éléments encore en place par la création d'une vitrerie similaire pour la restitution des manques ou parties cassées.
Cette restauration s'accompagnera d'une pose de protection grillagée

Et d'autre part, le remplacement à l'identique des abat-sons.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 55 680 € HT représentant la base subventionnable. Au taux de 30 %, une subvention de 16 704 € est proposée.

Localisation géographique :
- LE PERCHAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration	55 680,00	100,00%
Total	55 680,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (acquis)	11 136,00	20,00%
DEPARTEMENT (acquis)	12 806,00	23,00%
REGION IDF	16 704,00	30,00%
PART COMMUNALE	15 034,00	27,00%
Total	55 680,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	16 704,00 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : AVENANT RECTIFICATIF A LA CONVENTION N° 15004899 ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA GRANDE CHANCELLERIE DE LA LEGION D'HONNEUR A SAINT-DENIS

Avenant rectificatif à la convention n° 15004899 entre la Région Ile-de-France et la Grande chancellerie de la Légion d'Honneur à Saint-Denis

La Région Ile-de-France, sise au 33, rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS
Représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE,** en vertu de la délibération N° CP 15-225 du 9 avril 2015,
Ci-après dénommée « la Région »,

d'une part,

La Grande chancellerie de la Légion d'honneur de Saint-Denis,
Dont le siège social est à 1 rue Solferino, 75700 Paris, représentée par le Grand chancelier général d'armée, **Monsieur Jean-Louis GEORGELIN**, dûment habilité,
ci-après dénommée « le bénéficiaire »,

d'autre part,

PREAMBULE

Par délibération n° CP15-225 du 9 avril 2015, la Commission permanente a accordé une aide d'un montant de 442 825 € à la Grande Chancellerie pour le projet de la restauration de la façade Nord du bâtiment de l'Abbaye royale de la Maison de l'éducation de la Légion d'honneur à Saint-Denis (dossier 15004899).

Cette opération, d'un montant de 2,250 M € TTC, a fait l'objet d'une convention entre la Grande chancellerie et l'Etat, signée le 30 avril 2017, définissant la coopération entre les deux parties. L'Etat s'est engagé à financer les travaux à hauteur d'1 M€, la Grande chancellerie à hauteur de 1,25 M€. Cette convention prévoit également que la maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Etat. La délégation de la maîtrise d'ouvrage des travaux a été conclue par voie de convention le 19 novembre 2015.

L'Etat en tant que maître d'ouvrage de l'opération établit la justification des dépenses réalisées des travaux. La participation de la Grande chancellerie aux travaux est versée après émission par l'Etat d'un titre de perception. Ces modalités impliquent l'évolution des dispositions financières liée à la production de justificatifs de versement complémentaires. C'est l'objet de ce présent avenant.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Le présent avenant, sans conséquence financière, précise les modalités prévues par l'article 3 de la convention adoptée par délibération n° CP15-225 du 9 avril 2015.

Article 1 :

L'article 3 de la convention est ainsi modifié comme suit :

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Cet article n'est pas modifié.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire. Le bénéficiaire justifie le versement des sommes à l'Etat sur production d'un titre de perception émis par la DRFIP Ile-de-France. L'Etat certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Ces justificatifs sont revêtus du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. L'Etat fournit la justification des dépenses à réaliser dans les trois mois. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie fournit par le bénéficiaire. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des versements effectués par le bénéficiaire au profit de l'Etat doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des versements sur production de titres de perception émis par la DRFIP Ile-de-France. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Un second état récapitulatif des dépenses acquittées par l'Etat au titre du projet subventionné doit également être impérativement produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par l'Etat, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

L'Etat fournit, à l'achèvement de l'opération, un décompte définitif des ouvrages exécutés ainsi que la justification des dépenses réalisées au titre du projet subventionné, par la production d'un état récapitulatif des dépenses notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal de l'Etat, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des versements dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production du quitus du bénéficiaire qu'il aura délivré à l'Etat.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Cet article n'est pas modifié.

Article 2 :

Les autres articles de la convention ne sont pas modifiés.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le.....

L'organisme
(nom, qualité du
signataire et cachet du bénéficiaire)

Le.....

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile de France

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/07/2017

DELIBERATION N° CP 2017-313
DU 5 JUILLET 2017

SOUTIEN À LA PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE POUR LES LIEUX ET OPÉRATEURS LES FABRIQUES DE CULTURE LES ÉQUIPES ARTISTIQUES PROFESSIONNELLES INDÉPENDANTES AFFECTATIONS AU TITRE D'UNE CONVENTION DE 2 ANS PREMIÈRE AFFECTATION POUR L'ANNÉE 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

APRES EN AVOIR DELIBERE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;
VU La délibération n° CR 2017-52 relative à la politique régionale du spectacle vivant inclusive sur tout le territoire francilien ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CP 16-221 modifiant la convention type adoptée par la délibération CP 10-902 du 17 novembre 2010 ;
VU Le budget de la Région Ile-de-France 2017 ;
VU L'avis émis par la Commission des Finances ;
VU L'avis émis par la Commission de la Culture ;
VU Le rapport 2017-313 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

Après en avoir délibéré,

Article 1:

Approuve les 3 conventions types relatives au soutien à l'aide à la permanence artistique et culturelle en annexes à la présente délibération.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif de la permanence artistique et culturelle au financement des projets détaillés en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de 48 subventions d'un montant maximum prévisionnel de 2 224 500 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions types adoptées par l'article 1 de la présente délibération, modifié par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **1 699 000 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, sport et loisirs » - code fonctionnel 312 « activités artistiques et culturelles » programme HP 312-005 « aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100504 « Développement de la permanence artistique », du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 :

Affecte une autorisation d'engagement de **525 500 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, sport et loisirs » - code fonctionnel 312 « activités artistiques et culturelles » programme HP 312-005 « aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13101301 « soutien aux fabriques d'arts et de culture » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 4 : dérogation au principe de non commencement d'exécution

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Dossier - Code	Bénéficiaire	Date éligibilité
17008860	ASSOCIATION LES ATELIERS DU SPECTACLE	18/06/2017
17008883	ASSOCIATION LES PASSEURS DE MEMOIRE	10/04/2017
17008834	COMPAGNIE DU CERCLE	18/06/2017
17008877	COMPAGNIE POINT DE RUPTURE	18/06/2017
17008839	COMPAGNIE PROGENITURE	18/06/2017
17008890	CREA CENTRE D' EVEIL ARTISTIQUE	18/06/2017
17008844	HERCUB	18/06/2017
17008846	INOUIE	18/06/2017
17008878	JAZZ AME	18/06/2017
17008879	KMK BIENVENUE CHEZ NOUS	18/06/2017
17008872	L ORCHESTRE ATELIER OSTINATO	18/06/2017

17008880	LA COMPAGNIE DES DRAMATICULES	18/06/2017
17008886	L'ART ECLAIR	18/06/2017
17008881	LE TEMPS DE VIVRE	18/06/2017
17008889	LE THEATRE DE L ETREINTE	10/04/2017
17008882	LES GENS D UTERPAN	18/06/2017
17008891	MELIADES	18/06/2017
17008875	MILLE PLATEAUX ASSOCIES	18/06/2017
17008887	RIPOSTE	18/06/2017
17008892	THEATRE SANS TOIT	18/06/2017
17008884	UN EXCURSUS	10/04/2017
17009791	ATC ATELIER THEATRE DE LA CITE	18/06/2017
17008885	BANLIEUES BLEUES	10/04/2017
17009782	CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION	10/04/2017
17009803	CCA CENTRE CULTUREL ARAGON	18/06/2017
17009769	DE LA MAISON DES ARTS ET DE LA CULTURE ANDRE MALRAUX DE CRETEIL PLAINE CENTRALE ET VDM MAC	10/04/2017
17009757	FTVO FESTIVAL THEATRAL DU VAL D OISE	18/06/2017
17009761	GLAZ'ART	10/04/2017
17009765	LA BRIQUETERIE CENTRE DE DEVELOPPEMENT CHOREGRAPHIQUE DU VAL DE MARNE	18/06/2017
17009766	LA FERME DU BUISSON	18/06/2017
17009794	LE THEATRE DU MANTOIS	10/04/2017

17009771	MAISON DES JONGLAGES	18/06/2017
17009772	MOOV'N AKTION	18/06/2017
17009773	PETIT BAIN	18/06/2017
17009810	RATO DIFFUSION	10/04/2017
17009785	THEATRE DE SENART	18/06/2017
17009799	THEATRE FIRMIN GEMIER THEATRE DE LA PISCINE	10/04/2017
17009801	THEATRE LE COLOMBIER LANGAJA	18/06/2017

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE N° 1 A LA DELIBERATION : L'ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-313	Budget	2017

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131005 - Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue**
Action	**13100504 - Développement de la permanence artistique**

Dispositif : N° 00001007 - Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes

Dossier	17008834 - COMPAGNIE DU CERCLE - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R21874 - COMPAGNIE DU CERCLE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
167 287,00 €	HT	16,74 %	28 000,00 €	

Dossier	17008839 - COMPAGNIE PROGENITURE - RECONDUCTION 2 ANS PAC - JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R41075 - COMPAGNIE PROGENITURE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
121 270,00 €	HT	16,49 %	20 000,00 €	

Dossier	17008844 - HERCUB - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R26671 - HERCUB			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
113 365,00 €	HT	7,06 %	8 000,00 €	

Dossier	17008846 - INOUIE - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R24034 - INOUIE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
254 400,00 €	HT	9,04 %	23 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-313	Budget	2017

Dossier	17008860 - LES ATELIERS DU SPECTACLE - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R41155 - ASSOCIATION LES ATELIERS DU SPECTACLE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300 000,00 €	HT	13,33 %	40 000,00 €	

Dossier	17008869 - ULTIMA CHAMADA - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R26688 - ULTIMA CHAMADA			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
63 200,00 €	HT	20,57 %	13 000,00 €	

Dossier	17008872 - ORCHESTRE ATELIER OSTINATO - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017			
Bénéficiaire	P0015546 - L ORCHESTRE ATELIER OSTINATO			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
148 435,00 €	HT	23,58 %	35 000,00 €	

Dossier	17008875 - MILLE PLATEAUX ASSOCIES - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R32880 - MILLE PLATEAUX ASSOCIES			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
87 200,00 €	TTC	28,67 %	25 000,00 €	

Dossier	17008877 - COMPAGNIE POINT DE RUPTURE - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R41082 - COMPAGNIE POINT DE RUPTURE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
54 200,00 €	HT	27,68 %	15 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-313	Budget	2017

Dossier	17008878 - JAZZ AME (NACERA BELAZA) - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R41070 - JAZZ AME			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
471 750,00 €	TTC	8,48 %	40 000,00 €	

Dossier	17008879 - KMK KILLERS MAIS KILT - RECONDUCTION 2 ANS PAC - JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R16113 - KMK KMK BIENVENUE CHEZ NOUS			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
123 000,00 €	HT	19,51 %	24 000,00 €	

Dossier	17008880 - LA COMPAGNIE DES DRAMATICULES - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R41079 - LA COMPAGNIE DES DRAMATICULES			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
242 160,00 €	HT	12,39 %	30 000,00 €	

Dossier	17008881 - LE TEMPS DE VIVRE - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R39315 - LE TEMPS DE VIVRE			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 000,00 €	HT	25 %	20 000,00 €	

Dossier	17008882 - LES GENS D UTERPAN - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017			
Bénéficiaire	EXM00177 - LES GENS D UTERPAN			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
55 244,00 €	HT	36,2 %	20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-313	Budget	2017

Dossier	17008883 - LES PASSEURS DE MEMOIRE - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R30967 - ASSOCIATION LES PASSEURS DE MEMOIRE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
140 268,00 €	HT	5,7 %	8 000,00 €	

Dossier	17008884 - UN EXCURSUS - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017			
Bénéficiaire	EX003253 - UN EXCURSUS			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
94 320,00 €	TTC	15,9 %	15 000,00 €	

Dossier	17008886 - L'ART ECLAIR - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R32581 - L'ART ECLAIR			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
192 057,00 €	TTC	13,02 %	25 000,00 €	

Dossier	17008887 - RIPOSTE - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R41073 - RIPOSTE			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	42 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
200 830,00 €	HT	20,91 %	42 000,00 €	

Dossier	17008889 - LE THEATRE DE L ETREINTE - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R31207 - LE THEATRE DE L ETREINTE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 908,00 €	TTC	27,19 %	22 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-313	Budget	2017

Dossier	17008890 - LE CREA CENTRE D'EVEIL ARTISTIQUE - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R9651 - CREA CENTRE D' EVEIL ARTISTIQUE			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
704 860,00 €	HT	4,97 %	35 000,00 €	

Dossier	17008891 - MELIADES - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R41156 - MELIADES			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
128 500,00 €	TTC	15,56 %	20 000,00 €	

Dossier	17008892 - THEATRE SANS TOIT - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R41080 - THEATRE SANS TOIT			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
152 543,00 €	HT	19,67 %	30 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001007 - Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	538 000,00 €

Dispositif : N° 00001010 - Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs

Dossier	17008885 - BANLIEUES BLEUES - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R19134 - BANLIEUES BLEUES			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	140 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
354 050,00 €	HT	39,54 %	140 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-313	Budget	2017

Dossier	17009757 - FESTIVAL THEATRAL DU VAL D'OISE - RECONDUCTION 2 ANS JUILLET 2017			
Bénéficiaire	EX005656 - FTVO FESTIVAL THEATRAL DU VAL D OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
420 500,00 €	HT	11,89 %	50 000,00 €	

Dossier	17009761 - GLAZ'ART - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R4190 - GLAZ'ART			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
117 500,00 €	HT	34,04 %	40 000,00 €	

Dossier	17009765 - LA BRIQUETERIE CENTRE DE DEVELOPPEMENT CHOREGRAPHIQUE DU VAL DE MARNE - RECONDUCTION 2 ANS PAC – JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R41076 - LA BRIQUETERIE CENTRE DE DEVELOPPEMENT CHOREGRAPHIQUE DU VAL DE MARNE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	75 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
187 500,00 €	HT	40 %	75 000,00 €	

Dossier	17009766 - LA FERME DU BUISSON CENTRE CULTUREL DE MARNE LA VALLEE - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017			
Bénéficiaire	P0021700 - LA FERME DU BUISSON			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
329 000,00 €	HT	30,4 %	100 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-313	Budget	2017

Dossier	17009769 - MAISON ARTS & CULTURE CRETEIL - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017				
Bénéficiaire	R22796 - DE LA MAISON DES ARTS ET DE LA CULTURE ANDRE MALRAUX DE CRETEIL PLAINE CENTRALE ET VDM MAC				
Localisation	VAL DE MARNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	160 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
470 200,00 €	HT		34,03 %	160 000,00 €	

Dossier	17009771 - MAISON DES JONGLAGES - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017				
Bénéficiaire	P0024449 - MAISON DES JONGLAGES				
Localisation	SEINE SAINT DENIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	50 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
214 966,00 €	TTC		23,26 %	50 000,00 €	

Dossier	17009772 - MOOV'N AKTION - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017				
Bénéficiaire	R23568 - MOOV'N AKTION				
Localisation	SEINE SAINT DENIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	35 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
156 000,00 €	HT		22,44 %	35 000,00 €	

Dossier	17009773 - PETIT BAIN - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017				
Bénéficiaire	P0023883 - PETIT BAIN				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	35 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 022 200,00 €	HT		3,42 %	35 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-313	Budget	2017

Dossier	17009782 - ESPACE JULES VERNE - THEATRE DE BRETIGNY- CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017				
Bénéficiaire	P0034024 - CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION				
Localisation	ESSONNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	69 000,00 €			Code nature	65734
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
680 050,00 €	TTC		10,15 %	69 000,00 €	

Dossier	17009785 - THEATRE DE SENART - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017				
Bénéficiaire	P0032180 - THEATRE DE SENART				
Localisation	SEINE ET MARNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	75 000,00 €			Code nature	65734
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
639 090,00 €	HT		11,74 %	75 000,00 €	

Dossier	17009791 - ATC ATELIER THEATRE DE LA CITE THEATRE SAINT DE SAINT MAUR - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017				
Bénéficiaire	R41077 - ATC ATELIER THEATRE DE LA CITE				
Localisation	VAL DE MARNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	35 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
250 000,00 €	HT		14 %	35 000,00 €	

Dossier	17009794 - LE THEATRE DU MANTOIS - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017				
Bénéficiaire	R16309 - LE THEATRE DU MANTOIS				
Localisation	YVELINES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	87 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
336 500,00 €	HT		25,85 %	87 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-313	Budget	2017

Dossier	17009799 - THEATRE FIRMIN GEMIER - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R26264 - THEATRE FIRMIN GEMIER THEATRE DE LA PISCINE			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	70 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
898 314,00 €	HT	7,79 %	70 000,00 €	

Dossier	17009801 - THEATRE LE COLOMBIER LANGAJA - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R41081 - THEATRE LE COLOMBIER LANGAJA			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
217 142,00 €	HT	16,12 %	35 000,00 €	

Dossier	17009803 - CCA CENTRE CULTUREL ARAGON - THEATRE LOUIS ARAGON - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R41072 - CCA CENTRE CULTUREL ARAGON			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	55 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
507 000,00 €	HT	10,85 %	55 000,00 €	

Dossier	17009810 - RATO DIFFUSION (THEATRE OUVERT) - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017			
Bénéficiaire	R26925 - RATO DIFFUSION			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
235 600,00 €	HT	21,22 %	50 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001010 - Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	1 161 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131005 - 13100504	1 699 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-313	Budget	2017

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131013 - Soutien culturel pluridisciplinaire**
Action	**13101301 - Soutien aux fabriques d'art et de culture**

Dispositif : N° 00001013 - Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture

Dossier	17008690 - COLLECTIF 12 - SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT 2017 - RECONDUCTION DE 2 ANS			
Bénéficiaire	R23885 - COLLECTIF 12			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	120 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
699 026,00 €	HT	17,17 %	120 000,00 €	

Dossier	17008692 - FARINE DE FROMENT - FONCTIONNEMENT 2017 - RECONDUCTION DE 2 ANS			
Bénéficiaire	P0024618 - ASS FARINE DE FROMENT			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
116 350,00 €	TTC	12,89 %	15 000,00 €	

Dossier	17008693 - ISSUE DE SECOURS (LA FERME GODIER) - SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT 2017 - RECONDUCTION DE 2 ANS			
Bénéficiaire	R31392 - ISSUE DE SECOURS			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	55 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300 567,00 €	HT	18,3 %	55 000,00 €	

Dossier	17008694 - LA GENERALE NORD EST - FONCTIONNEMENT 2017 - RECONDUCTION DE 2 ANS			
Bénéficiaire	R2182 - LA GENERALE NORD EST			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	43 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
149 500,00 €	TTC	28,76 %	43 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-313	Budget	2017

Dossier	17008695 - L'AMIN COMPAGNIE THEATRALE - FONCTIONNEMENT 2017 - RECONDUCTION DE 2 ANS			
Bénéficiaire	EX003244 - L'AMIN COMPAGNIE THEATRALE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
398 848,00 €	TTC	15,04 %	60 000,00 €	

Dossier	17008696 - LES NOCTAMBULES (ARENES DE NANTERRE) - FONCTIONNEMENT 2017 - RECONDUCTION DE 2 ANS			
Bénéficiaire	P0024616 - LES NOCTAMBULES			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
207 500,00 €	TTC	19,28 %	40 000,00 €	

Dossier	17008700 - THEATRE ECARLATE (ATELIER DU PLATEAU) - FONCTIONNEMENT 2017 - RECONDUCTION DE 2 ANS			
Bénéficiaire	R24326 - ATELIER DU PLATEAU THEATRE ECARLATE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
331 666,00 €	HT	15,08 %	50 000,00 €	

Dossier	17008701 - THEATRE STUDIO (CIE CHRISTIAN BENEDETTI) - FONCTIONNEMENT 2017 - RECONDUCTION DE 2 ANS			
Bénéficiaire	R14516 - THEATRE STUDIO/CIE CHRISTIAN BENEDETTI			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	134 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
455 562,00 €	HT	29,41 %	134 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-313	Budget	2017

Dossier	17008702 - A MOTS DECOUVERTS - FONCTIONNEMENT 2017 - RECONDUCTION DE 2 ANS				
Bénéficiaire	P0024496 - A MOTS DECOUVERTS				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	8 500,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
39 710,00 €	HT	21,41 %		8 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001013 - Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	525 500,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131013 - 13101301	525 500,00 €

ANNEXE N° 2 A LA DELIBERATION : LES FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008834

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMPAGNIE DU CERCLE - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	167 287,00 €	16,74 %	28 000,00 €
	Montant Total de la subvention		28 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE DU CERCLE
Adresse administrative : 8 RUE ALBERT THURET
94550 CHEVILLY LARUE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Nathalie RICHARD, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 31975495800068

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est
le 18 juin 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
La Compagnie du Cercle a été créée en 1980 par le conteur Abbi Patrix. Travaillant sur des créations dont l'histoire est reliée au territoire et à ses habitants, la compagnie est devenue une référence dans l'univers du conte et en particulier dans le conte musical. Après une longue implantation et collaboration (de 2002 à 2016) avec la Maison du conte de Chevilly-larue (94) ; Abbi Patrix en a été co-directeur (de 2003 à 2010) aux côtés de Michel Jolivet, puis responsable pédagogique, la compagnie, a débuté une nouvelle implantation à Arcueil (94) dans le lieu Anis Gras.
Depuis 1990, la Compagnie du cercle a travaillé avec plusieurs territoires franciliens : Brétigny-sur-Orge

(91) en partenariat avec l'Espace Jules Verne, Evry (91) en partenariat avec le Théâtre de l'Agora – Scène nationale, Cergy-Pontoise (95) dans le cadre d'une résidence à L'Apostrophe, scène nationale, à Rambouillet (78) en partenariat avec le Théâtre du Nickel et la médiathèque Florian.
La compagnie met en place des compagnonnages avec de jeunes conteurs en voie de professionnalisation n'ayant pas la structuration nécessaire pour développer seul leur projet et les accompagne au niveau artistique, technique et administratif. L'objectif étant bien de permettre par la suite à ces jeunes artistes de se structurer en compagnie et d'affirmer leur identité artistique.
La Compagnie du Cercle est soutenue par la DRAC Ile-de-France, le Conseil Départemental du Val-de-Marne, et la Région Ile-de-France au titre de la permanence artistique et culturelle. Elle reçoit par ailleurs un soutien de la DGCA/ministère de la culture pour le projet singulier/pluriel d'accompagnement de jeunes artistes. Elle fait partie du Réseau National du Conte et des Arts de la Parole (RNCAP) et de la Federation for European Storytelling (FEST).

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
La compagnie est en résidence à Anis Gras, c'est dans ce lieu que la compagnie du cercle mène ses formations « Labo international » et le travail mené dans le cadre de compagnonnage avec de jeunes conteurs. La compagnie mènera également des résidences de recherches et de création.
La compagnie du cercle sera également accueille en résidence à La muse en circuit, centre national de création musicale (94) pour un projet « musinsitu » et au Théâtre de Cachan pour la création de « Robosonik 2.0 et Sens en mutation » en collaboration avec un artiste musicien Patrick Fradet. Deux représentations sont prévues pour ce projet au Théâtre de Cachan.
Abbi Patrix et la compagnie du Cercle sont en effet régulièrement sollicités pour collaborer avec d'autres équipes artistiques et artistes, ce sera également le cas avec le projet déambulatoire sous casques pour l'espace public « Soi-même et le vaste monde » avec les musiciens de l'ONDIF et La Muse en circuit, qui sera créé en mai 2017 à Alfortville.
La compagnie diffusera les pièces de son répertoire, certains spectacles continuent de tourner pendant plusieurs années. Elle présentera « Loki » au Festival Off d'Avignon en juillet 2017 et souhaite également diffuser « Pas de deux », « Le compagnon », « Trolls » et « le singe et le crocodile ». La traduction en anglais de certains spectacles permet également à la compagnie de rayonner et présenter ses créations à l'international. Elle sera présente à Berlin en novembre 2017. Un total de 29 représentations est prévu en 2017 dont 5 en Ile-de-France.
Enfin, des projets in situ seront développées, comme le projet «Visites singulières » qui vise à animer, valoriser, redécouvrir des sites, naturels, culturels, historiques ou contemporains ou encore le portrait artistique d'un quartier d'Arcueil. Dans ce cadre, la compagnie participera à un projet interrogeant les usages d'une gare à elbeuf. La compagnie est partenaire d'un programme de recherche action qui vise à interroger la place des artistes dans la ville.

Projet pour les publics et le territoire
La transmission et la rencontre avec les publics est au cœur du projet de la compagnie, celle-ci propose et accompagne ainsi de jeunes artistes et propose des actions de formations en lien avec plusieurs partenaires, le centre de recherche et d'information sur la littérature pour la jeunesse de Saint-Etienne, le Centre de Formation musical des intervenants (CFMI) d'Orsay. La compagnie associera à ses représentations à Berlin, l'organisation de master class avec des étudiants en universités. Un nouveau partenariat se développe entre la compagnie et le Conservatoire National Supérieur d'art Dramatique. Un projet est en cours de construction avec le lycée d'Arcueil et les artistes accompagnés par la compagnie dans le cadre du projet de compagnonnage. Au total un peu plus de 280 heures d'actions culturelles sont prévues sur la prochaine année de convention.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 167 287 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite des frais bancaires et des impôts et taxes.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	111 044,00	65,40%
Dépenses d'action culturelle	7 875,00	4,64%
Dépenses de fonctionnement (dont 2500 e de frais bancaires et impôts et axes)	50 868,00	29,96%
Total	169 787,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (obtenu)	45 000,00	26,50%
Ministère de la Culutre (obtenu)	25 000,00	14,72%
Région IDF PAC (sollicité)	28 000,00	16,49%
Département Val-de-Marne (obtenu)	30 000,00	17,67%
Partenaires privés	45,00	0,03%
Recettes propres d'activités	41 742,00	24,58%
Total	169 787,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	19 600,00 €
2018	8 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	28 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	28 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	28 000,00 €
	Montant total	84 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008839

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMPAGNIE PROGENITURE - RECONDUCTION 2 ANS PAC - JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	121 270,00 €	16,49 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE PROGENITURE
Adresse administrative : 24 BIS RUE DU GABON
75012 PARIS 12
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-CHARLES HIRON, Président

N° SIRET : 38943016600030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 juin 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
Progéniture est une compagnie professionnelle de spectacle de rue fondée en 1991 par Valérie et Francis Daniel, avec plus d'une vingtaine de créations à son actif. Elle est à l'initiative du festival Coulée douce dans le 12ème arrondissement de Paris, le festival Thiais Village et la P'tite dernière avant l'Hiver.

L'Espace Progéniture est le lieu de résidence de la compagnie situé dans 12ème arrondissement de Paris, le long de la "Petite Ceinture". Il est ouvert toute l'année et comprend deux salles de répétition (30m2 et 100m2), un espace bureau et un atelier de création de costumes.

Progéniture est principalement soutenue par la Ville de Paris et la Mairie du 12ème arrondissement pour son festival Coulée douce.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
La compagnie poursuivra la consolidation et la diffusion de ses spectacles, elle sera en résidence pour sa création de printemps 2018, sur une semaine d'écriture et quatre semaines de répétition dans ses locaux et sur une semaine de travail de mise en rue conclue par une présentation aux professionnels dans le lieu de fabrique de Nil Obstrat (95).
Cette nouvelle création, alliant la musique et la dramaturgie prendra place au cœur d'une scénographie originale où le public sera à la fois spectateur et acteur sur une exploration des tubes musicaux de plusieurs époques.

Diffusion
La compagnie diffuse largement ses créations en Ile de France et hors Ile de France, elle accompagne la diffusion d'autres compagnies, notamment au travers du festival la Coulée douce qui fut l'une des premières manifestations Art de la Rue sur Paris.
Sur la prochaine saison, elle fera tourner 4 de ses créations Pat'Mouille et ses Mouillettes, Les Tiglïngs, Dondible, Frukenzoul et la City Mouv sur 79 dates au total dont 26 en Ile de France, majoritairement en cession.
La 18e`me édition le festival Coulée douce présentera 8 créations contemporaines.

Projet pour les publics et le territoire
Progéniture poursuit ses actions culturelles avec un nouveau projet « Habiter »qui associe les habitants une réflexion. Elle continuera le projet participatif de création sonore « Tu descends ? » en lien avec les acteurs locaux et les associations des quartiers en bordure du périphérique et organisera un atelier consacré à l'Art urbain avec le lycée Paul Valéry, en lien avec des acteurs locaux, professionnels de l'espace urbain.

Calcul de la base subventionnable La base subventionnable s'élève à 121 270 € et correspond au montant du budget prévisionnel du projet de permanence artistique

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique : PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 000,00 €
2018	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
	Montant total	60 000,00 €

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

DEPENSES	**€ HT**	**RECETTES**	**€ HT**
CREATION DIFFUSION	82 101	**Région Ile de France aide spectacle vivant permanence artistique et culturelle**	**20 000**
ACTIONS CULTURELLES	10 672	Mairie de Paris Acquis	40 000
SALAIRES BRUTS ET CHARGES	11 600	Mairie Paris 12è Acquis	8531
AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	16 897	Réserve parlementaire Acquis	10 000
		Recettes propres d'activité	41 039
TOTAL DEPENSES	**121 270**	**TOTAL RECETTES**	**121 270**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008844

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : HERCUB - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	113 365,00 €	7,06 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HERCUB
Adresse administrative : 159 AV DE PARIS
94800 VILLEJUIF
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Muriel SCHNEBERT, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 38940717200029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : renouvellement de la convention PAC

Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.

Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 juin 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
La compagnie de théâtre Hercub' a été créée en 1991 par trois comédiens, Michel Burstin, Bruno Rochette et Sylvie Rolland. Son travail s'articule autour des problématiques politiques, économiques et sociales.
Sa première création était une parabole sur les luttes de pouvoir au sein de nos sociétés, écrite par Israël

Horovitz, « Le Premier ». La collaboration avec cet auteur s'est ensuite poursuivie avec les pièces : « Les Sept Familles », « Terminus » et la commande d'écriture « Lebensraum » (Espace Vital).
A partir de 2009, la compagnie a axé son travail artistique autour de la thématique de la lutte contre la xénophobie. Ce projet a démarré avec la création du spectacle « Le Grand Choix » de Gustave Akakpo, sur la thématique de l'immigration clandestine et s'est poursuivi avec la création d' « Odyssées » de Gustave Akakpo, pour laquelle des résidences ont eu lieu en France, en Belgique et au Burkina-Faso. Un spectacle court, « Entretiens d'Embûches », a été créé autour de la sensibilisation aux discriminations au travail. Les dernières créations sont « Cannibales Farces » d'Emmanuelle Destremau, créé au festival OFF d'Avignon en juillet 2014 et « Espace Vital (Lebenstraum) » d'Israël Horovitz, recréation d'une pièce créée en 1997 par la compagnie, recréé en novembre 2015 au Lucernaire à Paris.
Conventionnée au titre de la Permanence Artistique et Culturelle par la Région depuis 2009, il a été voté en 2016 la sortie progressive de la compagnie Hercub sur trois ans du dispositif. La compagnie est par ailleurs soutenue par le Conseil Départemental du Val-de-Marne.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
La commission pour la permanence artistique et culturelle réunie le 9 mai 2016 avait rendu un avis défavorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle et proposé une sortie progressive du dispositif.
Les montants prévisionnels proposés de l'aide triennale dégressive dans le cadre de la permanence artistique et culturelle, sous réserve des votes des budgets annuels de la Région, sont de 12 000 € en 2016, 8 000 € en 2017, 5 000 € 2018.

Projet artistique
La compagnie Hercub prévoit la création d'un nouveau spectacle, « Projection privée » de Rémi De Vos, avec les soutiens des villes de Vincennes et Villecresnes. Après des temps de répétitions à l'espace sorano et au conservatoire de Vincennes et dans la salle jacques copeau à Villejuif, la pièce sera créé au Théâtre du Lucernaire et diffusé pour une série de dates du 18 octobre au 9 décembre 2017. Hercub sera à nouveau présente au Festival Off d'Avignon avec sa pièce « Espace Vital », d'Israël Horovitz.

Projet pour les publics et le territoire
La compagnie va poursuivre ses projets en direction des publics : avec des adultes handicapés de la Résidence Rosebrie de Mandres-les-Roses (94), avec des lycéens du lycée Renoir de Bondy (93)° et avec des collégiens du collège Utrillo (Paris 18). Des ateliers théâtre sont également prévus avec des élèves d'une école primaire de Villecresnes. Un volume de 135 heures d'actions culturelles sont prévues.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 113 365 € et correspond au montant du budget du projet proposé.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Depenses de création/diffusion	93 003,00	82,04%
Dépenses d'action culturelle	17 737,00	15,65%
Autres dépenses	2 625,00	2,32%
Total	113 365,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France -PAC (sollicité)	8 000,00	7,06%
Département Val de Marne fonctionnement (acquis) et aide à la création (sollicité)	16 908,00	14,91%
Mairie de Paris (sollicité)	15 000,00	13,23%
Commune de Villecresnes (sollicité)	2 172,00	1,92%
ADAMI	15 000,00	13,23%
SPEDIDAM	15 000,00	13,23%
Mécénat	2 000,00	1,76%
Crowdfunding	1 500,00	1,32%
Recettes propres d'activité	37 785,00	33,33%
Total	113 365,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 600,00 €
2018	2 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	12 000,00 €
	Montant total	52 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008846

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : INOUIE - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	254 400,00 €	9,04 %	23 000,00 €
	Montant Total de la subvention		23 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INOUIE
Adresse administrative : 18 RUE MARCELIN BERTHELOT
94140 ALFORTVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Véronique DONNAT, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 50944838700027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : renouvellement de la convention PAC

Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 juin 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
Formé à l'ENSATT, Thierry Balasse créé des formes scéniques et musicales intégrant un travail de scénographie, de lumière, et de mise en scène de la musique. Il développe, avec sa compagnie Inouie, un projet original autour de créations et d'explorations musicales où les questions d'écoute et de son sont centrales.

Il découvre la musique électroacoustique avec le compositeur français Christian Zanési, puis collabore avec le compositeur de musique électroacoustique, Pierre Henry dont il a été, pendant 10 ans, le conseiller technique puis l'un des interprètes. Avec le Centre national de création musicale, la Muse en circuit, il conçoit une nouvelle approche de l'électroacoustique, au plateau en interaction directe avec un instrumentiste.
Il a créé « Les gants larsen » en 2002, des instruments qu'il utilise depuis sur scène et qui permettent de «sculpter» les larsens dans l'air.
La musique électroacoustique est au cœur des créations de la compagnie, toutefois le spectre musical est plus large, grâce notamment à l'association de deux autres musiciens : le batteur percussionniste, Eric Groleau associé à Inouïe depuis la création du trio Touch en 2004, et la pianiste-claviériste, Cécile Maisonhaute associée depuis 2010. Les différentes créations vont de l'expérimental à la musique pop, du piano acoustique au synthétiseur, de la percussion aux « gants larsen ». Elles mêlent parfois les mots, le texte à la musique, comme c'est le cas des concerts-lecture sous casque, ou du spectacle « Jean Jaurès, le monde sensible » qui rassemble sur scène un comédien et des musiciens autour de textes de Jean Jaurès.
Il a créé de nombreux spectacles musicaux, tels que « le Mur du son », « La face cachée de la lune» ou plus récemment « Le concert pour le temps présent ». En dehors des formes habituelles de concerts, il développe d'autres types d'interventions, avec des installations (QQCQCD, pièce pour une platine, un casque et un auditeur), une réflexion sur la lutherie (Gants larsen) et la diffusion sonore (acousmonium mêlant casques et enceintes).
Soucieux de sensibiliser à la musique de création et à la question de l'écoute, Thierry Balasse multiplie les projets pédagogiques et rencontres avec les publics.

Installée à Alfortville dans le Val-de-Marne, la compagnie Inouie a bénéficié de plusieurs résidences sur le territoire francilien et dispose d'un réseau de partenaires franciliens qui accompagne le travail de création et pédagogique (coproduction, résidence) et d'un important réseau de diffusion sur le territoire régional et national. Inouie a été en résidence d'implantation, soutenue par la DRAC, la Ville et le Département du Val d'Oise, pendant trois années à Gonesse (de 2010 à 2013), à la scène conventionnée musique de Beynes (78) en tant que compositeur associé pendant la saison 2014-2015. La Maison de musique de Nanterre comme le pôle culturel d'Alfortville accueillent la compagnie dans le cadre de résidence et de diffusion. La Muse en circuit à Alfortville, centre national de création musicale, est également un partenaire régulier de la compagnie. Par ailleurs, Thierry Balasse a été artiste en résidence, de 2013 à 2017 aux Scènes du Jura – scène nationale et débute une nouvelle résidence au Dôme Théâtre d'Albertville. Le rayonnement de la compagnie est fort en Ile-de-France, et dépasse les frontières régionales pour un rayonnement au plan national.

Inouie est soutenu par la DRAC Ile-de-France au titre de compagnie nationale, par le Conseil Départemental du Val-de-Marne et par la Région Île-de-France au titre de la permanence artistique et culturelle.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
La compagnie Inouie prévoit deux nouvelles créations pour la prochaine année de conventionnement. « Cosmos 1969 », concert pour une circassienne (Chloé Moglia), six musiciens et un orchestre de haut-parleurs et « Voyage SuperSONique », spectacle tout public à partir de 9 ans. Pour « Cosmos 1969 », la compagnie a réuni plusieurs coproducteurs, des scènes nationales en région ainsi que la Maison de la Musique de Nanterre. Il sera accueilli pour des résidences au Pôle culturel d'Alfortville ainsi qu'à la Maison de la Musique de Nanterre, où le spectacle sera créé en janvier 2018 et diffusé dans le cadre d'une série de cinq représentations. Une représentation aura également lieu en janvier 2018 au Pôle Culturel d'Alfortville. Pour cette création, 19 représentations sont déjà confirmées.
« Voyage SuperSONique », dont la production est en cours, sera créé au cours du 4ème trimestre 2018.
En 2017, Thierry Balasse participera au concert d'anniversaire de Pierre Henry à Radio France en décembre et jouera en hommage à Pierre Henry lors de la nuit blanche en octobre 2017 à la Philharmonie de Paris.

La compagnie poursuivra en parallèle la diffusion des autres spectacles, elle sera notamment présente à l'Ile Seguin / La seine Musicale. Au total, 40 représentations sont déjà prévues dont 18 en Ile-de-France.

Projet pour les publics et le territoire
La compagnie mènera différentes actions avec les publics, notamment en parallèle des représentations à la Maison de la Musique de Nanterre (conférence, ateliers sous casques, rencontres en amont e t à l'issue des représentations notamment avec des lycéens de Carrières-sous-Poissy en première et terminale option musique). Des actions avec les détenus de la maison d'arrêt d'Osny dans le Val d'Oise seront également menées. Thierry Balasse poursuivra par ailleurs son investissement (interventions tout au long de l'année scolaire et stages pendant les vacances) dans le projet mené avec la Philharmonie de Paris en direction de collégiens et lycéens en difficultés scolaires. Les actions envisagées représentent un volume horaire de 140 heures.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 254 400 € et correspond au montant du budget prévisionnel du projet.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	157 000,00	61,81%
Dépenses d'action culturelle	3 500,00	1,38%
Autres dépenses	93 500,00	36,81%
Total	254 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (sollicité)	80 000,00	31,43%
Région Île-de-France - PAC (sollicité)	23 000,00	9,04%
Département du Val de Marne (sollicité)	7 500,00	2,95%
ADAMI	7 000,00	2,75%
SPEDIDAM	7 000,00	2,75%
Rcettes propres d'activité	130 000,00	51,08%
Total	254 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	16 000,00 €

2018	6 900,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	4 995,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	23 000,00 €
	Montant total	67 995,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008860

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LES ATELIERS DU SPECTACLE - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	300 000,00 €	13,33 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LES ATELIERS DU SPECTACLE
Adresse administrative : 10 B RUE BISSON
75020 PARIS 20
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie LEON, Présidente

Date de publication au JO : 9 août 1989

N° SIRET : 37796076000033

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : renouvellement de la convention PAC

Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler
le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est
le 18 juin 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
La compagnie des Ateliers du Spectacle a été créée en 1989 après la création du spectacle « Rébus malheureux » par Jean-Pierre Larroche, scénographe et metteur en scène et depuis 2009, la compagnie est co-dirigée avec le groupe n+1 formé par Mickaël Chouquet, Balthazar Daninos et Léo Larroche.
La compagnie réunit ainsi un collectif éclectique composé d'un créateur de dispositifs en tout genre (mécaniques sonores et visuelles), de techniciens, d'un metteur en scène, d'acteurs, d'un scénographe et

de plasticiens.
Depuis sa création, la compagnie a réalisé de nombreuses créations de théâtre d'objets mêlant comédiens, marionnettes, musiciens et chanteurs. Les spectacles peuvent prendre plusieurs formes, de l'installation d'objets visuels et sonores, d'automates et dispositifs optiques, aux petites formes autonomes de toute régie théâtrale pouvant être jouées dans des lieux non-théâtraux (centre de détention, centre hospitalier…).

Le groupe n+1 mène un projet mêlant théâtre, théâtre d'objet et sciences, selon une ligne artistique singulière, poursuivie depuis leurs débuts. Ils créent des spectacles à partir de résidences dans des théâtres, notamment du réseau Arts et sciences comme dans des laboratoires et de rencontres avec des chercheurs et des scientifiques, et mènent de nombreuses rencontres et ateliers avec les publics sur ce thème, notamment des lycéens.
Ils ont créé 4 spectacles : « Le t-gricole », « Le t de n-1 », « L'apéro mathématiques » et « Fromage de tête ». Ces trois derniers pouvant être présentés comme un triptyque et forment le « campement scientifique ». Le groupe n+1 créé également des impromptus scientifiques, petites formes de 30 minutes visant à transmettre le goût de la recherche et des sciences, au cours de laquelle un chercheur est mis en scène par le groupe n+1.
Les spectacles de la compagnie sont diffusés par un large réseau de partenaires francilien et nationaux tant du réseau marionnettes que du réseau art science, des théâtres de ville, scènes conventionnées, scènes nationales et CDN.
Depuis 2014, le groupe n+1 est en résidence en tant qu'artistes associés au Théâtre de l'Agora – Scène nationale d'Évry en Essonne. Il mène un travail avec plusieurs laboratoires de l'Université d'Evry et de Paris Sud à Orsay. Plusieurs établissements scolaires sont associés aux résidences, notamment les lycées des Loges à Evry et Truffaut à Bondoufle.
Aux Mureaux, le groupe n+1 est un des principaux partenaires de la Ville pour mener un projet lauréat du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA), afin de sensibiliser les jeunes à la Culture Scientifique Technique et Industrielle (CSTI). Ce projet est conduit conjointement avec Seinergy Lab, un pôle d'innovation collaborative de formation, de recherche, d'expérimentation et de sensibilisation sur l'énergie et la mobilité pour construire la ville de demain, qui regroupent différentes écoles d'ingénieurs (Aforp, Ecam-Epmi), le lycée Vaucansson et des entreprises (ERDF, Véolia, Legrand, etc). L'ensemble des actions se déroule sur le territoire de la ville des Mureaux et plus largement au sein de la Communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise jusqu'en 2019.
La compagnie est par ailleurs également en résidence dans le Val-de-Marne à Anis Gras à Arcueil. Elle est conventionnée par la DRAC Ile-de-France et la Région Ile-de-France.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
La compagnie Les ateliers du spectacle/ groupe n+1 travaille à la création d'un nouveau spectacle « Nil Actum ». Après déjà plusieurs temps de résidence à Evry (Théâtre de l'Agora, scène nationale), aux Mureaux (Synergie Lab) et à Apt (Vélo Théatre), elle bénéficiera à nouveau de deux résidences de création au Vélo Théâtre à Apt (84) et à l'Hexagone, scène nationale Arts et sciences du Meylan (38). Coproduit notamment par le Théâtre de l'Agora, scène nationale d'Evry, où la compagnie est artiste associé, le spectacle sera créé à l'Hexagone en septembre 2017 puis présenté à Evry en janvier 2018 et aux Mureaux en mars 2018. Deux nouveaux impromptus scientifiques seront créés avec EADS et la Ville des Mureaux.
La diffusion des spectacles (Tremblez machine !, Animal épique, Nil Actum, L'apéro mathématique, les impromptus scientifiques) se poursuivra en Ile-de-France comme hors Ile-de-France. Sur 46 représentations envisagées à ce jour, la moitié devrait avoir lieu en Ile-de-France.

Projet pour les publics et le territoire
Des ateliers arts et sciences seront animés avec des lycéens du lycée professionnel Vaucanson et Lycée Villon aux Mureaux ainsi que du lycée de Saint-Nazaire. La compagnie interviendra également dans le cadre d'un CAP au centre de formation AFORP à Mantes-la-Jolie. Le groupe n+1 créera en partenariat

avec le Théâtre de l'Agora d'Evry un spectacle avec les étudiants de 3 écoles d'arts. Enfin dans le cadre du projet menée sur le territoire des Mureaux, des actions en direction des habitants seront menées. Le volume horaire prévisionnel des actions culturelles s'élèvent à plus de 320 heures.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 300 000 € et correspond au montant du budget prévisionnel du projet.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	237 200,00	79,07%
Dépenses d'action culturelle	32 000,00	10,67%
Dépenses de fonctionnement	30 800,00	10,27%
Total	300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (obtenu)	50 000,00	16,67%
Programme investissement d'avenir (obtenu)	70 000,00	23,33%
Région IDF PAC (sollicité)	40 000,00	13,33%
Les Mureaux (obtenu)	45 000,00	15,00%
Recettes propres d'activité	95 000,00	31,67%
Total	300 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	28 000,00 €
2018	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
	Montant total	120 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008869

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ULTIMA CHAMADA - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	63 200,00 €	20,57 %	13 000,00 €
	Montant Total de la subvention		13 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ULTIMA CHAMADA
Adresse administrative : C/O ANNE SACHSE
75014 PARIS 14
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne SACHSE, Présidente

Date de publication au JO : 8 juin 2002

N° SIRET : 44244874200019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Créée en 1991 suite à une mise en scène de « Pour un oui ou pour un non » de Nathalie Sarraute, la compagnie est réactivée par son directeur artistique Luc Clémentin en 2002 avec la pièce « Inconnu à cette adresse », créé au festival d'Edimbourg en partenariat avec l'Institut culturel français puis au festival d'Avignon.
Entre 2003 et 2005, la compagnie s'investit largement au sein du collectif des « Plateaux tournants », fondé par 70 compagnies au moment du mouvement social d'Avignon en 2003. Le collectif a organisé des manifestations à travers toute la France qui ont rassemblé des cinéastes, des compagnies, des journalistes, des auteurs… pour réfléchir ensemble à une nouvelle définition des rapports sociaux.

La compagnie créé des spectacles mêlant musique et texte, adaptations d'auteurs contemporains, qui abordent des problématiques politiques, économiques et sociales, afin de sensibiliser le public à la notion de responsabilité collective. Parmi ces thèmes, on trouve : l'histoire politique d'Haïti (« Haïti d'Ile et d'exil

»), le travail («L'étourdissement »), l'industrie pharmaceutique (« Fauves IP 2009 »), la crise financière (« D'un retournement l'autre ») etc.

La compagnie s'appuie sur des partenaires en Ile-de-France dans le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis : l'ECAM du Kremlin-Bicêtre, la granges dimères à Fresnes, le plateau 31, le Théâtre de la girandole, Lilas en Scène.
La Région est le premier et le seul partenaire pérenne de la compagnie qui obtient toutefois chaque année des aides d'autres partenaires (en 2016 une aide à la création du Val-de-Marne).

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
La commission pour la permanence artistique et culturelle réunie le 9 mai 2016 avait rendu un avis défavorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle et proposé une sortie progressive du dispositif.
Les montants prévisionnels proposés de l'aide triennale dégressive dans le cadre de la permanence artistique et culturelle, sous réserve des votes des budgets annuels de la Région, sont de 18 000 € en 2016, 13 000 € en 2017, 8 000 € 2018.

Projet artistique
Dans le cadre du « projet Gramsci », un projet de création autour de l'œuvre d'Antonio Gramsci et sa résonnance dans le monde d'aujourd'hui, la compagnie Ultima Chamada sera accueille en résidence de création durant l'année 2018 au théâtre de Fresnes (94) pour une durée de 6 jours, au sein de l'Espace culturel des Corbières (11) pendant 11 jours. La compagnie est en discussion pour d'autres accueils en résidence : au théâtre d'Arpajon (91) et au centre culturel de La Norville (91). Les modalités du soutien des partenaires franciliens est encore à définir. Ces résidences seront l'occasion de premières confrontations aux publics et aux professionnels à l'occasion de sortie de résidence publique.
L'année 2018 entamera également la création de « la supplication », à partir du roman éponyme de Svetlana Alexievitch. Un travail qui rassemblera 8 comédiens.

Plusieurs spectacles de la compagnie seront en tournée dans les prochains mois « D'un retournement à l'autre ». Des contacts sont en cours avec le théâtre Dejazet (75) pour une série en septembre/octobre 2017. Une tournée ATP pourrait également aboutir en janvier 2018. Une représentation est acquise à l'Espace culturel des Corbières (11) en février 2018. « Cadres noirs » jouera en région et à l'étranger : au Théâtre d'Argelès puis au Théâtre National de Tunis en novembre 2017. D'autres contacts sont en cours en région et à Paris (théâtre du Petit Montparnasse). La compagnie souhaite également tourner« Cette guerre que nous n'avons pas faite » et « Photo de groupe au bord du fleuve », plusieurs lieux ont été sollicité en Ile-de-France, en Outre-mer et à l'International (notamment en Afrique du Nord).

Projet pour les publics et le territoire
A l'occasion des résidences, la compagnie proposera des répétitions publiques et des temps d'échanges avec les publics. Ultima Chamada mène également un parcours d'atelier hebdomadaire au Lycée Jean Rostand de Villepinte et poursuit les actions de formation pour les élèves en option théâtre du Lycée René Cassin d'Arpajon. Des ateliers auprès de salariés d'entreprises en Île-de-France. Le volume horaire des actions prévues s'élève à 63 heures.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 63 200 € et correspond au montant du budget du projet déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	54 160,00	80,60%
Dépenses d'action culturelle	3 120,00	4,64%
Dépenses de fonctionnement	9 920,00	14,76%
Total	67 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	12 000,00	17,86%
Région IDF PAC (sollicité)	17 000,00	25,30%
Département Val-de-Marne (sollicité)	5 000,00	7,44%
ADAMI	6 000,00	8,93%
SPEDIDAM	4 000,00	5,95%
Recettes propres d'activité	23 200,00	34,52%
Total	67 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 100,00 €
2018	3 900,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	27 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	27 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	18 000,00 €
	Montant total	72 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008872

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ORCHESTRE ATELIER OSTINATO - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	148 435,00 €	23,58 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L ORCHESTRE ATELIER OSTINATO
Adresse administrative : 54 RUE VANEAU
75007 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-MARC DAILLANCE, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 44116037100049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : renouvellement de la convention PAC

Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 juin 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
Structure unique en Ile-de-France, fondée à l'initiative du jeune chef d'orchestre Jean-Luc Tingaud, Ostinato est un orchestre « tremplin », composé de jeunes musiciens très majoritairement franciliens issus de conservatoires.
Chaque année, ce sont environ 80 jeunes musiciens qui signent, après audition, un contrat de professionnalisation. Ce contrat de professionnalisation leur permet de participer sur deux saisons à plusieurs sessions d'orchestre dans un véritable cadre de travail professionnel.
Les musiciens de l'Orchestre-Atelier Ostinato ont entre 18 et 26 ans et doivent pouvoir justifier d'une

excellente maîtrise technique de leur instrument. Ils sont pour la plupart à la charnière entre la fin de leurs études musicales et leur entrée sur le marché du travail. Ce contrat de professionnalisation leur permet de participer à 3 sessions d'orchestre minimum. Ces sessions d'orchestre abordent le répertoire lyrique, symphonique et la musique de chambre ; elles sont encadrées par des instrumentistes chevronnés issus pour la plupart de grandes formations permanentes.
Depuis 2010, la structure de l'Orchestre-Atelier Ostinato fonctionne avec deux structures, l'association Centre de Formation des Musiciens d'Orchestre dotée d'un responsable pédagogique dont l'objet est la formation des jeunes musiciens au métier de musicien d'orchestre et l'association l'Orchestre-Atelier Ostinato dont l'objet est la diffusion des concerts et les interventions en direction des publics. Depuis août 2012, la formation délivrée par le CFMO est inscrite au répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) et diplômante de niveau II (équivalent master I)
L'orchestre a été implanté pendant 10 ans dans le Val d'Oise au Théâtre d'Herblay, il développe divers partenariats en Ile-de-France pour des concerts ou des interventions artistiques, notamment à Vincennes, Suresnes et Paris.
L'Orchestre–Atelier Ostinato est soutenu par la Ville de Paris et le Conseil Régional d'Ile-de-France. Le Conseil Départemental du Val d'Oise a soutenu l'orchestre pendant sa période d'implantation jusqu'en 2014.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
L'orchestre Ostinato va poursuivre ses partenariats avec l'association Vincennes en concert-Prima la musical et l'auditorium Jean-Pierre Piquemal à Vincennes (94) où sont mises à disposition de l'orchestre dispose des salles de répétitions et où l'orchestre se produit régulièrement. Le partenariat avec le Théâtre Jean Vilar de Suresnes (92), ou Ostinato présente ses spectacles et intervient auprès du publics dans le cadre du dispositif « écouter autrement » pourrait se développer, des discussions sont en cours pour une résidence d'implantation. Les collaborations avec l'école polytechnique de Palaiseau (91), le Conservatoire Nationale Supérieur d'Art Dramatique, l'Académie de l'Opéra de Paris ou encore la Philharmonie de Paris se poursuivent également. Ostinato présentera à la Philharmonie une production très importante en septembre 2017, un concert vocal participatif « Feu d'artifice » avec le Chœur Vittoria d'Ile-de-France pour fêter ses 20 ans. Au total, 42 représentations sont prévues, dont 41 en Ile-de-France.

Projet pour les publics et le territoire
Un volume horaire d'environ 65 heures est prévu pour les actions culturelles : des ateliers tout public et familial à la Philharmonie de Paris, une intervention « écouter autrement » également tout public et familial au Théâtre Jean Vilar de Suresnes. En parallèle du concert Brahms, ostinato interviendra auprès de lycéens du Lycée de Sainte-Geneviève de Versailles. Plusieurs journées masterclass auront lieu à Vincennes avec le responsable pédagogique et des intervenants vents issus de grands orchestres.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 148 435 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	132 415,00	89,21%
Dépenses d'action culturelle	10 500,00	7,07%
Dépenses de fonctionnement	5 520,00	3,72%
Total	148 435,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC (sollicité)	35 000,00	24,92%
Paris (obtenu)	4 000,00	2,85%
Partenaires privés	50 596,00	36,03%
Recettes propres d'activité	58 839,00	36,20%
Total	148 435,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	24 500,00 €
2018	10 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
	Montant total	105 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008875

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MILLE PLATEAUX ASSOCIES - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	87 200,00 €	28,67 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MILLE PLATEAUX ASSOCIES
Adresse administrative : 36 AVENUE DES PEUPLIERS
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Béatrice COMMENGE, Présidente

Date de publication au JO : 14 février 1998

N° SIRET : 41807446400029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : renouvellement de la convention PAC

Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.

Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 juin 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
La compagnie chorégraphique Mille Plateaux Associés est dirigée par Geisha Fontaine et Pierre Cottreau. Danseuse, chorégraphe, performeuse et docteur en philosophie de l'art à l'université Panthéon-Sorbonne, Geisha Fontaine débute comme danseuse classique, puis se forme auprès de Merce Cunningham et Alwin Nikolaïs, à New York, et Hideyuki Yanolls, avant de fonder sa propre compagnie. Formé à la FEMIS et en histoire de l'art, Pierre Cottreau commence son parcours artistique comme réalisateur et directeur

de la photo, il conçoit avec Geisha Fontaine les différents projets chorégraphiques de la compagnie et réalise plusieurs films et documentaires.
La compagnie développe des projets artistiques singuliers et originaux : le solo « Moi » a ainsi été créé en 2005 pour être adaptable à tous types d'espaces. Le projet « Je ne suis pas un artiste » durait douze heures et faisait intervenir plus de 80 personnes, nécessitant en amont de chaque représentation un travail d'ateliers chorégraphiques avec des non professionnels. Depuis 1998, Geisha Fontaine interprète la même phrase chorégraphique filmée en super 8 par Pierre Cottreau, en extérieur, dans de nombreux pays et villes du monde (Vanves, Paris, Vitry-sur-Seine, Saint-Denis, Le Caire, Beyrouth, Kyoto, Shangaï, Valparaiso…). De ce travail filmé, la compagnie a créé un spectacle en 2015 : « Millibar, une ritournelle chorégraphique »).
La compagnie a porté pendant trois ans (2013-2015) un projet de coopération européenne avec le soutien de la commission européenné, sur le thème du « Regard en danse ». Ce projet a rassemblé des artistes de disciplines différentes (danse, écrivain, comédiens, vidéastes…) mais également des chercheurs et des scientifiques et a été ponctué de temps de laboratoires d'expérimentation et de création (Zagreb, Vitry-sur-Seine, Belgrade, Budapest et Paris). Les cinq partenaires du projet était : Mille plateaux associés, deux lieux franciliens : Micadanses et le Centre de Développement Chorégraphiques La Briqueterie, le student Centre Zagreb (Croatie) et le Station Service for Contempory Dance (Belgrade).
Implantée à Champigny-sur-Marne, la compagnie y mène un travail à l'année avec les habitants, avec lesquels est créé chaque année un spectacle participatif. Depuis 2012, la compagnie est en résidence au 6B à Saint-Denis. Elle mène de nombreuses actions de sensibilisation à la création chorégraphique tant sur le plan pratique (stages, ateliers, rencontres) que théorique (conférences et ateliers autour de la culture chorégraphique).

La compagnie est soutenu par le Conseil Départemental du Val-de-Marne, la Ville de Champigny-sur-Marne et la Région Île-de-France. Elle est par ailleurs régulièrement soutenue pour ses projets par la DRAC Île-de-France.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
La compagnie mille plateaux associés poursuivra son travail de création, diffusion et activités pédagogiques et de sensibilisation. Implantée à Champigny-sur-Marne, la compagnie créera en mai 2018 un nouveau spectacle participatif, « une histoire inventée de la danse », issu du travail mené à l'année avec les habitants de Champigny-sur-Marne. « si loin, si proche », créé en 2017 avec les habitants en mai 2017 sera repris en octobre 2017 au Centre Olivier Messiaen de Champigny-sur-Marne. Elle débutera le travail de prochain projet de création, « Bonheur parfait », prévu en 2019, qui explorera les rapports entre mouvements et lumières.
Les pièces au répertoire de la compagnie seront diffusées : « Saltare » (création 2018) sera repris en octobre au 6b, Saint-Denis (93), ainsi qu'au Centre national de danse contemporaine d'Angers et au Centre chorégraphique national de Belfort – Viadanse ; « Milibar, une ritournelle chorégraphique » sera diffusé au Théâtre Paul Eluard de Bezons (95) et au Centre de Développement Chorégraphique de Dijon Art Danse. « Moi » devrait également être diffusé, des représentations sont en cours de négociations. Au total, 17 représentations sont à ce jour prévues, dont 12 en Ile-de-France.

Projet pour les publics et le territoire
En parallèle des créations et de leurs diffusion, mille plateaux associés mènera divers actions en direction des publics : conférences, répétitions publiques, rencontres, ateliers artistiques, stages, parcours. Des interventions auprès de lycéens des lycées Racine (75), Suger et Paul Eluard (Saint-Denis) sont prévues. Le volume horaire prévisionnel des actions culturelles s'établit à 260 heures.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 87 200 € et correspond au montant du budget prévisionnel du projet.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	67 200,00	77,06%
Dépenses d'action culturelle	7 020,00	8,05%
Autres dépenses	12 980,00	14,89%
Total	87 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRac Île-de-France (sollicité)	15 000,00	17,20%
Région Île-de-Francce - PAC (sollicité)	25 000,00	28,67%
Département Val de Marne (acquis)	10 000,00	11,47%
Commune de Champigny sur Marne (sollicité)	6 000,00	6,88%
Commune de Saint-Denis (Sollicité)	4 000,00	4,59%
Emplois aidés - CUI CAE, Emploi d'avenir	5 400,00	6,19%
Recettes propres d'activité	21 800,00	25,00%
Total	87 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 500,00 €
2018	7 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	18 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
	Montant total	93 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008877

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMPAGNIE POINT DE RUPTURE - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	54 200,00 €	27,68 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE POINT DE RUPTURE
Adresse administrative : 4 RUE DE L'EGLISE
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Marc SCHONBACH, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 41921460600024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : renouvellement de la convention PAC

Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.

Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 juin 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
Le metteur en scène Gilles Martin a créé la compagnie Point de Rupture en 1999 et mène un travail de création autour des écritures contemporaines. La compagnie a pour caractéristique de mettre en œuvre des projets de création participatifs associant de jeunes amateurs (15-25 ans). Gilles Martin a mis en

scène de nombreux spectacles joués en France, en Belgique et au Luxembourg : « Rouge Noir et Ignorant » d'Edward Bond en 1999 (12 représentations au Théâtre Paris-Villette), « Décadence » de Steven Berkoff en 2002 (107 représentations), « La Ravissante Ronde » de Werner Schwab en 2004 (54 dates), « Les Enfants » d'Edward Bond en 2006/2007 (32 représentations), « Murs » de Jean Gabriel Nordmann en 2009, « Future / No Future », écrit par Gilles Martin, en 2011 (Prix Tournesol 2011, meilleur spectacle du festival OFF d'Avignon sur le thème de l'écologie sociale et politique), « No(s) futurs » en 2012 (avec un chœur de 11 adolescents renouvelés dans chaque ville de création), et « Ecran total » en janvier 2015. L'une des caractéristiques de la compagnie, expérimentée notamment sur la création « Les Enfants », et sur la création « Murs », est d'associer à son travail des groupes de citoyens. Pour sa création « Future/No future », Gilles Martin a recueilli et mis en vidéo des témoignages filmés autour du thème « changer le monde ». Cette pratique de recueil de témoignages issus de rencontres avec les populations est une autre des caractéristiques du travail mené par la compagnie. Les créations de Gilles Martin sont accompagnées d'un travail d'actions artistiques. Depuis 2005, la compagnie travaille plus régulièrement en Ile-de-France, essentiellement en Essonne (Athis-Mons, Juvisy-sur-Orge, Brétigny-sur-Orge, Morsang-sur-Orge, Palaiseau, Les Ulis), en Yvelines (Aubergenville, Mantes-la-Jolie). Gilles Martin assure un enseignement de pratique amateur à l'année à la MJC de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine). La compagnie est conventionnée par le Conseil Général de l'Essonne et la Région Ile-de-France.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

La commission pour la permanence artistique et culturelle réunie le 9 mai 2016 avait a rendu un avis défavorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle et propose une sortie progressive du dispositif.
Les montants prévisionnels proposés de l'aide triennale dégressive dans le cadre de la permanence artistique et culturelle, sous réserve des votes des budgets annuels de la Région, sont de 20 000 € en 2016, 15 000 € en 2017, 10 000 € 2018.

Projet artistique
La compagnie point de rupture sera en résidence à la MJC ECLA à Saint-Cloud dans les Hauts-de-Seine pour la création du spectacle « Après nous le déluge » en octobre 2017. Le spectacle est coproduit par le Collectif Culture 91. En février 2018, la compagnie sera en résidence en février pour la création et la diffusion de « Temps suspendu/3 ». La compagnie poursuivra la diffusion d' »Ecran total », une pièce contemporaine écrite et mise en scène par Gilles Martin pour deux comédiennes. Une date est prévue à Courbevoie à Thales group.

Projet pour les publics et le territoire
La compagnie propose des ateliers de découverte du théâtre avec des classes de CM1, des ateliers de pratique artistique avec des lycéens avec des sorties théâtre dans les Hauts-de-Seine et des ateliers de pratique amateur avec la MJC ECLA de Saint Cloud. 654 heures d'action culturelle sont proposées pour les douze prochains mois.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 54 200 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite des primes d'assurance.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'emploi	6 600,00	12,15%
Dépense de création / diffusion	24 000,00	44,20%
Dépenses d'appropriation	19 600,00	36,10%
Autres dépenses de fonctionnement	4 100,00	7,55%
Total	54 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France (sollicité)	15 000,00	27,62%
Ville de Saint-Could (sollicité)	1 000,00	1,84%
Recettes propres	38 300,00	70,53%
Total	54 300,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	8 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
	Montant total	88 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008878

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : JAZZ AME (NACERA BELAZA) - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	471 750,00 €	8,48 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JAZZ AME
Adresse administrative : 54 RUE PHILIPPE DE GIRARD
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Samera Mesbar, Présidente

Date de publication au JO : 1 mars 2006

N° SIRET : 40153971300040

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 juin 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
La compagnie Nacera Belaza, portée par l'association Jazz'Ame a été créée en 1987 par Nacera Belaza. Chorégraphe et danseuse, Nacera Belaza a d'abord travaillé pour le théâtre en tant qu'assistante à la mise en scène et pour le cinéma. Ses pièces chorégraphiques s'inscrivent dans une recherche autour du dialogue entre danses rituelles traditionnelles et écriture chorégraphique contemporaine.
La compagnie produit et diffuse des créations depuis 1994 : on retient « Point de fuite » en 1997, « Paris-Alger » en 2003 (en partenariat avec le Théâtre National d'Alger et Djazair, une année en l'Algérie et en

France, puis une tournée en Suisse, France, Algérie), « Le Pur hasard » en 2004 (présenté au Centre National de la Danse en première), « Le Cri » en 2008 et « Le Trait » en 2012.
La compagnie développe également une pratique pédagogique qu'elle a pu mettre en œuvre au cours de workshops en France, en Egypte, en Palestine, en Hollande, en Algérie, en Tunisie ou en Suisse.
En 2006, la compagnie amorce une résidence francilienne au Forum culturel du Blanc-Mesnil qui lui a permis de structurer son activité et de développer la diffusion de ses créations.
Depuis le spectacle « Le Cri » en 2008, la diffusion de la compagnie a connu une accélération importante en passant d'une quinzaine de dates par saison à une quarantaine de dates par an, avec une visibilité internationale (Europe, Maghreb, Japon, Indonésie, Afrique du Sud, Colombie…). En 2012, la compagnie a été programmée au Festival d'Avignon avec « Le trait ».
Elle a développé un travail de résidence au Centre National de la Danse de Pantin avec un volet de rencontres avec le public et a développé des partenariats avec la MC93 de Bobigny et Collectif 12 de Mantes la jolie.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique

Dans le cadre du projet de création et de recherche sur les danse traditionnelles algériennes « Solos » la compagnie Nacera est accueillie 3 semaines en résidence à la MC93 de Bobigny, au Festival de Marseille, tous deux coproducteurs du spectacle, puis 3 semaines à l'Irish modern Dance theatre de Dublin et 2 semaines au Manège de Reims avec qui la compagnie est en négociation pour d'éventuels partenariats de coproduction. Enfin une semaine à la maison de la danse de Lyon et potentiellement plusieurs périodes par le collectif 12, partenaires régulier de la compagnie. Il s'agit d'une double création pour laquelle Dalila et Nacera Belaza interprèteront chacune un solo.
Cette création, sera accueilli au Panthéon dans le cadre de Monuments en mouvement avec la pièce « La Procession », création 2015 qui implique des femmes et des hommes amateurs de plus de 50 ans.

Pour 2018, la compagnie s'engage dans la création de « L'intention première, le Cercle » réempruntant à la pièce « Le Cercle » créée en 2012 à Avignon, pour créer un dialogue symphonique ou des propositions nouvelles entrent en résonnance avec le thème initial. Cette création sera présentée en juin 2018 au festival de Marseille.

Nacera Bellaza poursuit sa collaboration avec l'Algérie dans un travail de recherche autour des danses traditionnelles, leurs collectes et analyses. Des phases de restitution et de réappropriation du geste sont prévues en partenariat avec le festival de Marseille.

Nacera Bellaza a également été invitée à proposer une pièce chorégraphique au ballet national de Marseille et à chorégraphier le prochain projet de Loïc Guénin « Marcher ».

Les créations de la compagnie seront diffusées en France et à l'étranger. « Sur le fil » sera présent au Bipod Festival de Beyrouth, à Tanzwerskatt de Munich, puis à Rome, à Charleroi à Junevents à Paris et au collectif 12. Elle sera présente au côté de « La nuit » et « La traversée » à la Scène nationale de Foix.
« Procession », vouée à être présentée dans des monuments et lieux exceptionnels, le sera dans la Médina de Tunis, la maison de la Danse de Lyon, le Palais du Tau à Reims …

36 représentations sont prévues dont 6 en Île-de-France.

Projet pour les publics et le territoire

Les résidences à la MC93 et les représentations à l'Estive de Foix seront l'occasion de rencontres et d'échanges avec les publics.
Le partenariat avec la MC93 donnera également lieu à des ateliers à destination de personnes en situation d'handicap mental issus d'un institut médical éducatif.

La compagnie Jazz Ame mène plusieurs interventions en établissements scolaires notamment à Reims et avec les enfants des écoles de Mantes la Jolie qui recréent certaines parties de « Sur le fil ».
C'est également à Mantes la Jolie que la création de Procession aura lieu avec des habitants. Ce projet sera réédité à Tunis puis à Reims.
Dalila Belaza mène également des stages de Danse tout public en partenariat avec le Collectif 12, et Nacera Belaza des ateliers de recherches et d'expérimentation pour danseurs amateurs au T2G, à la MC 93 et au CND de Pantin.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 471750 € et correspond au montant du budget du projet,

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	350 500,00	74,30%
Dépenses d'action culturelle	10 800,00	2,29%
Autres dépenses	110 450,00	23,41%
Total	471 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (acquis)	80 000,00	16,96%
Ministère des affaires étrangères (acquis)	12 500,00	2,65%
Région Île-de-France - PAC (sollicité)	80 000,00	16,96%
Ville de Paris (sollicité)	5 000,00	1,06%
Prime à l'embauche - PME	2 000,00	0,42%
Emploi tremplin	10 250,00	2,17%
adami	6 000,00	1,27%
spedidam	6 000,00	1,27%
mécénat	35 000,00	7,42%
maison des associations de Mantes la Jolie	5 000,00	1,06%
Recettes propres d'activité	230 000,00	48,75%
Total	471 750,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	28 000,00 €

2018	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
	Montant total	120 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008879

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : KMK KILLERS MAIS KILT - RECONDUCTION 2 ANS PAC - JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	123 000,00 €	19,51 %	24 000,00 €
	Montant Total de la subvention		24 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KMK KMK BIENVENUE CHEZ NOUS
Adresse administrative : CHEZ 36 DU MOIS
94260 FRESNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GUILHEM NAVAS, Président
N° SIRET : 38791546500034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Objet du projet : renouvellement de la convention PAC
Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 juin 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
La compagnie KMK a été créée en 1989 par Véronique Pény, architecte, plasticienne et scénographe. Elle développe des projets pluridisciplinaires (arts plastiques, création sonore, danse, littérature…) dans l'espace public et travaille sur le décalage, le recyclage poétique et le détournement d'objets, en puisant son inspiration dans les lieux qu'elle habite : jardins, fleuves, cité, terrain vague, quartiers…etc. La spécificité de son travail artistique la conduite à développer des modes de production et de résidence alternatifs : chantiers de création et résidences artistiques longues (plusieurs semaines) dans des lieux qui deviennent sources d'inspiration, créations in situ & spectacles-performances, action culturelle de proximité : recueil de paroles, rencontres avec la population, collecte de matériaux, sons…etc. KMK travaille régulièrement avec des manifestations et structures repérées des arts de la rue en France et à l'étranger : Festival Promenades, Festival Excentrique, Festival de l'Oh, Pays Bas (Tershelling), Montréal.
Après une expérience menée en 2008 dans le parc Jean Moulin et une implantation à Ivry-sur-Seine au

sein de l'hôpital Charles Foix (1995-2009), la Compagnie KMK a entamé en 2010 une résidence d'implantation de six ans à Nangis en Seine-et-Marne avec le soutien de la Ville, du Département et de la DRAC. Elle travaillait étroitement avec le territoire et développait à Nangis « une cartographie sensible de la ville ». Sa présence s'est matérialisée par l'installation de la compagnie dans un ancien commerce qui lui permettait de communiquer avec les habitants. La résidence de la compagnie s'articulait autour du projet «Ailleurs à Nangis ». La compagnie a revisité la géographie, l'architecture, les petites et les grandes histoires de la ville pour provoquer une sensation de dépaysement. La promenade artistique était au cœur du projet. Habitants et promeneurs ont été invités le premier dimanche de chaque mois et tous les mercredis à choisir l'une des nombreuses promenades artistiques de la collection proposées par la compagnie. La résidence a par ailleurs donné lieu à un film ainsi qu'à des performances et autres événements (pique-nique d'hiver, opération tournesols, installation de cabanes, prises de vue autour d'un banc…). La compagnie a terminé sa résidence à Nangis par une année de travail sur sa nouvelle création « Qu'est-ce qu'il y a juste après ? » qui bénéficie de l'aide à la création.

Ses principaux partenaires sont la Drac, la Région Ile de France et la ville de Paris.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
La compagnie poursuit son cycle de recherche autour du temps sur deux créations et un temps de recherche :

- « Espérance de villle » Création 2018-2020 qui fait suite à une première résidence menée dans l'hôpital de gériatrie Charles Foix, à Ivry-sur-Seine, ce temps de résidence sera mené au Théâtre de Chatillon et à l'Atteline sur un temps de recherche à L'Atteline (34).
- Nos cœurs ouverts (titre provisoire) création participative menée dans le cadre du Jumelage entre le château de Fontainebleau et deux quartiers en ZSP de Savigny-le-Temple sur 1 an à raison de 3 à 4 jours par mois.
- MUES (titre provisoire) la création sera menée à la Lisière (Constellation), et dans d'autres lieux à définir.

Le programme de diffusion de la prochaine saison est en cours de négociation et portera sur ses créations 2016 2017 : « Ailleurs à Paris », «Qu'qu' il y a juste après » avec le de Théâtre de Chatillon et Art'r, « Dans ma langue ».

Projet pour les publics et le territoire
Des ateliers avec les lycéens de Dourdan (91) et de Savigny le Temple (77) seront animés par 5 artistes de la compagnie (classes à PAC, option-théâtre, ateliers artistiques…). Une action de sensibilisation sera menée avec des élèves de seconde le Lycée Francisque Sarcey de Dourdan dans le cadre d'une promenade littéraire et sonore.
Des collectages de parole et travail photographiques seront organisés avec les habitants de Savigny le Temple et Chatillon en partenariat les centres sociaux et relais associatifs mobilisant 6 artistes intervenants.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique : SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	16 800,00 €
2018	7 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	24 000,00 €
2015	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	10 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	24 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	24 000,00 €
	Montant total	82 000,00 €

Calcul de la base subventionnable
La base subventionnable s'élève à 123 000 € et correspond au montant du budget prévisionnel du projet de permanence artistique

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

DEPENSES	€ TTC	RECETTES	€ TTC
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	59 100	**REGION IDF PAC**	24000
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	32 000	DRAC ET SDAT IDF Attribué	22000
SALAIRES ET CHARGES DE PERSONNEL LIE A LA STRUCTURE	24 000	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	77000
PART DE COUTS DE FONCTIONNEMENT (LOYER TELEPHONE…)	7 900		
TOTAL	**123 000**	**TOTAL**	**123 000**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008880

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LA COMPAGNIE DES DRAMATICULES - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	242 160,00 €	12,39 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA COMPAGNIE DES DRAMATICULES
Adresse administrative : 16 AVENUE DE PARIS
94300 VINCENNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame IOHANNA HADJIDAKIS, Présidente

Date de publication au JO : 10 janvier 2003

N° SIRET : 44518194400031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : renouvellement de la convention PAC

Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 juin 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire

Créée en 2002 par Jérémie Le Louët et Noémie Guedj, la compagnie des Dramaticules fédère une équipe d'acteurs de la même génération qui ont vocation à constituer une troupe. Après la création en 2004 de Macbett d'Ionesco au Théâtre 13 à Paris, la compagnie monte Hot House d'Harold Pinter au Théâtre de

Cachan en 2007. Les deux pièces reçoivent un bon accueil de la part du public et des programmateurs qui saluent les choix singuliers de dramaturgie et de mise en scène : travail sur l'intensité et le souffle, écriture de partitions verbales et physiques chorégraphiées, volonté d'aborder des thématiques universelles et intemporelles (le désir, la quête d'identité, le libre arbitre, la transgression ou l'embrigadement des hommes), le rapport au grotesque comme élément définissant la condition dérisoire de l'homme. En 2012, la compagnie a créé un « Richard III » et en 2013 et 2014, deux créations de spectacles de plateau « Affreux, bêtes et pédants » et « L'Ubu roi des Dramaticules ». En 2007 et 2011, la compagnie bénéficie d'une résidence d'implantation de quatre ans sur le territoire de l'agglomération du Val de Bièvre (CAVB), soit 7 communes, en partenariat avec les trois théâtres et équipements culturels du territoire : le Théâtre de Cachan, l'Espace Culturel André Malraux au Kremlin-Bicêtre et le Théâtre Romain Rolland Scène Conventionnée de Villejuif et de Val de Bièvre. Entre janvier 2010 et décembre 2012, Les Dramaticules sont en résidence au Théâtre de Rungis. Depuis septembre 2011, la compagnie est en résidence sur la Communauté d'agglomération Seine Essonne avec le Théâtre Corbeil-Essonne. La compagnie dispose désormais d'un bureau au sein du Théâtre de Châtillon où elle est artiste associé et a des rapports privilégiés avec son équipe. Elle a également bénéficié de résidences au Centre Culturel des Portes de l'Essonne et au Théâtre de la Madeleine. La compagnie est soutenue par le Conseil général du Val-de-Marne (convention d'objectif et de moyen) et le Conseil général de l'Essonne (convention de résidence).

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique

La compagnie les Dramaticules prévoit pour 2018 la création d' « Hérodias » une lecture spectacle mis en scène par Jérémie Le Louët, coproduit par le Musée Gustave Moreau.

Jérémie Le Louët met également en scène « Hamlet » de W.Shakespeare, prévu pour l'Automne 2018 et coproduit par le théâtre de Chatillon, les Bords de Scènes (91), le théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine et le théâtre de la Madeleine, scène conventionnée de Troyes(10).
L'équipe sera donc accueillie en résidence d'implantation et de création tout au long de l'année 2017 par Les Bords de Scène, puis par le théâtre de Chatillon sur la saison 2017/2018. Ces résidences seront accompagnées de répétitions publiques et/ou lecture dans et hors les murs.

La création 2016 « Don Quichotte » compte 31 représentations de prévues dans les douze prochains mois, notamment 3 représentations au Quartz, scène nationale de Brest (29), 2 au Phoenix, scène nationale de Valenciennes (59) dont également 3 en Ile-de-France (au Centre culturel des trois Pierrots à Saint-Cloud, au théâtre Jacques-Carat de Cachan, et au Prisme d'Elancourt)

Projet pour les publics et le territoire

Les dramaticules présentent également des lectures-spectacles à destination des élèves de collèges et lycées tel que le lycée Monge de Savigny-sur-Orge, présentées généralement dans les médiathèques. 15 lectures-spectacles et formes pédagogiques sont prévues en 2017/2018, notamment aux Bords de Scène, au musée Jean-Jacques Henner.

Jérémie Le Louët participe aux options théâtre des lycées et classes à PAC, et mène des formations de lecture à voix haute auprès des élèves de conservatoires, des écoles supérieures et des amateurs en partenariat avec le Prisme d'Elancourt.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 242160 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	195 320,00	80,66%
Dépenses d'actions culturelles	3 625,00	1,50%
Autres dépenses	43 215,00	17,85%
Total	242 160,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (sollicité)	15 000,00	6,19%
Région Île-de-France -PAC (sollicité)	30 000,00	12,39%
Département Val de Marne (sollicité)	25 000,00	10,32%
Département Essonne (acquis)	4 000,00	1,65%
recettes propres d'activité	168 160,00	69,44%
Total	242 160,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	21 000,00 €
2018	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	90 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008881

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LE TEMPS DE VIVRE - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	80 000,00 €	25,00 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE TEMPS DE VIVRE
Adresse administrative : 9 RUE DE STRASBOURG
92700 COLOMBES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FRANCOISE MARTY, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 39010291100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : renouvellement de la convention PAC

Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 juin 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire

La compagnie Le temps de Vivre a été créée en 1992 par Rachid Akbal, comédien-conteur, auteur et metteur-en-scène. Elle s'est donnée pour mission de diffuser les arts de la parole (théâtre, conte, oralité) en France et à l'étranger. La compagnie est implantée à Colombes (92) depuis bientôt 20 ans.
La narration occupe une place centrale dans le théâtre de Rachid Akbal, les arts de la parole se sont imposés comme principal langage de la compagnie. Ces dernières années, les créations se sont centrées

autour du récit et de sa mise en théâtre. La compagnie tend à utiliser de nouvelles techniques du théâtre contemporain comme la vidéo ou le mélange des disciplines. Le théâtre de Rachid Akbal se veut à l'écoute de l'actualité. La compagnie a notamment créé les spectacles « Ma mère l'Algérie », « Baba la France », « Alger Terminal 2 ». En 2012, la compagnie a créé « Samedi la révolution » d'après le texte de l'auteur algérien Arezki Mellal, en 2013 « Le long voyage d'Ulysse » qui existe dans une version contée et dans une version théâtrale, en 2014 « Mon vieux et moi » sur la thématique du grand âge et de la fin de vie d'après le texte de Pierre Gagnon. La dernière création est « Gilgamesh », en 2015, sur le thème de la séparation du politique et du religieux.
La compagnie Le Temps de vivre a également créé « Rumeurs Urbaines », festival des arts de la parole. Ce festival, qui a présenté sa 17ème édition en octobre 2016, réunit chaque année sur une quinzaine de jours 30 conteurs et plus de 4 000 spectateurs dans 14 villes partenaires de trois départements, les Hauts-de-Seine, les Yvelines et le Val d'Oise. Les lieux du festival sont l'Avant-Seine, l'Espace Renoir, l'Espace 1789, le Théâtre du Cormier, le Théâtre de l'Usine, la MJC de Colombes, le Tamanoir, le réseau des médiathèques…
La compagnie Le Temps de Vivre est soutenue par la DRAC (au titre de l'aide à la production dramatique, de l'aide à la résidence et de la culture et du lien social), le Conseil Départemental des Hauts-de-Seine, le Conseil Départemental du Val-d'Oise et la Ville de Colombes.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
Dans le cadre de la création de la pièce « Rivage » de Rachid Akbal, la compagnie Le Temps de vivre est accueillie entre septembre et novembre 2017 en résidence à La Ferme du Buisson et au Collectif 12 de Mantes-la-Jolie(78), puis à la salle Jacques Brel de Champs-sur-Marne (77), à l'Espace 89 de Villeneuve-la-Garenne(92). Les deux derniers lieux programmeront en 2018 la création.

Dans le cadre du festival « Rumeurs Urbaines » prévu en octobre 2017, une création « Krim » de la compagnie les Echos tangibles » est coproduite par Le Temps de Vivre avec l'aide de la DRAC et accueillie par le Hublot à Colombe.
Six autres équipes sont accueillies en résidence de création par les lieux partenaires du Festival, Le Temps de Vivre prend en charge les salaires de ces temps de travail. (Hocine et cie au Tamanoir de Gennevilliers, Najoua Darwiche au théâtre du Cormier, Elie Guillou à la maison du développement Culturel de Gennevilliers, Fred Duvaud au Théâtres des Sources de Fontenay-aux-Roses, Tony Havart à l'Espace 89, Pierre Carrive à la cave à théâtre). Le festival programmera 35 représentations.

La Compagnie reprend également « Retour à Ithaque » au Grand Parquet de Paris pour ensuite tourner au Festival Conte en Chemin, au théâtre par le Bas, au théâtre des sources, à Garges-les-Gonesses, A l'Agora d'Evry, … et « Sindbad le Marin » création 2005 au festival Contes en Chemin et au Festival Voix Vives de Sète

Projet pour les publics et le territoire

En lien avec les résidences des spectacles de la compagnie et du festival, des rencontres, sensibilisation et répétitions publiques sont organisées.

Des ateliers mise en scène, et écriture sont menés dans le cadre du programme graines de conteurs avec plusieurs classes de collégiens de Colombes, Levallois Perret, Gennevilliers.
Des ateliers théâtres sont eux organisés pour des classes de lycéens (Colombes, Garenne-Colombes et Goussainville), ainsi qu'avec des détenus (en partenariat avec la maison d'arrêts de Nanterre et la Prison de Bois d'Arcy), des adultes handicapés (avec le CILT des Voies du Bois), des groupes parents-enfants, des adultes migrants.

Des stages « conte » professionnels et tout public sont mis en place avec le service intergénérationnel de la ville de Colombes.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 80000 € et correspond au montant du budget du projet

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	80 000,00	100,00%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (acquis)	14 000,00	17,50%
Région Île-de-France -PAC (sollicité)	30 000,00	37,50%
Département Hauts-de-seine (sollicité)	10 000,00	12,50%
Recettes propres d'activité	26 000,00	32,50%
Total	80 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 000,00 €
2018	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
	Montant total	60 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008882

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LES GENS D UTERPAN - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	55 244,00 €	36,20 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES GENS D UTERPAN
Adresse administrative : 144 AVENUE DE FLANDRE
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARC LENOT, Président

Date de publication au JO : 5 janvier 1994

N° SIRET : 40122712900053

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : renouvellement de la convention PAC

Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est
le 18 juin 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire

Les Gens d'Uterpan, compagnie chorégraphique contemporaine créée en 1994, de tendance artistique expérimentale, est dirigée par Annie Vigier et Franck Apertet.
Leur travail s'articule autour d'une recherche sur les rapports entre chorégraphes et danseurs et sur les conditions de la représentation (le rapport scène/salle, les conventions liées au milieu du spectacle vivant,

conditions de communication et le rapport au public…etc.). Ces recherches les ont conduits à se rapprocher des arts plastiques et de la performance et à donner à l'espace de (re)présentation une place déterminante. Les créations de la compagnie sont ainsi présentées dans des lieux très divers (centres d'art, musées, espace public…) touchant ainsi un public différent du public habituel des salles de théâtre.
La compagnie développe une forte présence à l'international (Etats-Unis, Allemagne, Autriche…) notamment dans le réseau des arts plastiques ; en France, elle travaille majoritairement avec des ballets classiques, des universités, des centres d'art et des services culturels.
Depuis 2005, la compagnie a engagé un processus intitulé « X-Event » qui a donné lieu à différents spectacles, expériences ou performances autour de la notion de limite et autour des usages du corps (limites physiques des danseurs, limites d'acceptation du public.. etc.).
En 2008, un nouveau processus a été entamé : « Re-action » autour de la place du public, de ce qui fait œuvre ; plusieurs propositions artistiques sont nées telles que « Audience », « Avis d'audition »…
Par ailleurs, en 2012, la compagnie a débuté un nouveau projet : « Topologie Ile-de-France », qui associe un projet chorégraphique et sonore, et une réflexion sur l'espace public, l'urbanisme, le déplacement et la sociologie. Cela questionne les usages habituels de l'espace public et se traduit par le choix d'un lieu et la constitution pendant 10 jours d'un parcours géographique, par des danseurs qui arpentent, de manière individuelle, le secteur défini à partir d'un graphique. Chaque jour, la même trajectoire est reproduite par chaque danseur : gestes, comportements physiques, sociaux, vitesses de déplacement... créant ainsi une habitude, une rumeur dans les espaces publics traversés, avec les personnes rencontrées (habitants, usagers, commerçants…etc.) ; une pièce sonore est également créée en simultané et diffusée sur une radio libre locale. La compagnie a été en résidence au Centre d'Art Contemporain de Brétigny de 2009 à 2014.
Depuis 2015, pour le projet « Uchronie engagée » les chorégraphes poursuivent une résidence d'artiste itinérante sur le territoire urbain francilien. En 2017, Les Gens d'Uterpan sont invités par la documenta (Kassel, Athènes).
La compagnie est conventionnée par la DRAC Ile-de-France et soutenue par le Conseil départemental de l'Essonne et par la Région Ile-de-France au titre de la permanence artistique et culturelle.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique

Les Gens d'Uterpan poursuivront leur résidence itinérante du projet « Uchronie » , à la rencontre de la diversité du territoire francillien, accueillis sur des périodes d'un mois à Saint-Denis par Synesthésie, au Festival Plastic Danse Flore de Versailles , et Pantin notamment au cœur du foyer d'action éducative qui découlera sur un projet de long terme (un an, en partenariat avec le ministère de la justice). Ces résidences sont toutes financées.
Le processus de création d' « Uchronie », organisées à travers différentes sessions reliées les unes aux autres, peut impliquer des groupes déjà constitués (écoles, universités, foyers ...) ou fonctionner à travers des appels à uchronistes lancés à la population

En parallèle, la compagnie est invitée par la documenta 14 (Exposition d'art contemporain) et crée une performance « Géographie » à Athènes et l'exposition « Bibliothèque » à Kassel en Allemagne. « Imposteurs » et l'exposition « Scène à l'italienne » du répertoire seront également présentés à Athènes et Kassel
Le répertoire sera également diffusé en Île de France, en France et à l'international : « Pièces en 7 morceaux » sera présent au Musée d'Art moderne de la ville de Paris et au Granit, scène nationale de Belfort, « Méditation » au Colombier de Verrières-le-Buisson (91), l'exposition « X-Event » à la Salle Principale (75) et à la Slovak National Gallery. « Stimulation » sera présenté à l'Institut d'Art Contemporain de Dunaujvaros (Hongrie). »Avis d'Audition ou Programme » sera programmé sur la Scène nationale d'Orléans. Des partenariats sont en construction avec le centre national dramatique de Gennevilliers, la ville d'Etampes, les musées d'arts de Nantes, Poitiers, Tallin, Rome …
Au total 73 représentations et 4 expositions sont prévues dont 29 en île de France.

Projet pour les publics et le territoire

Diverses actions sont également menées à destination des publics : des workshops, ateliers de formations, des actions en collèges et lycées à Pantin en partenariat avec Citoyenneté Jeunesse, en foyer d'action éducative …

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 55244 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	32 200,00	58,29%
Dépenses d'action culturelle	8 525,00	15,43%
Autres dépenses	14 519,00	26,28%
Total	55 244,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (acquis)	5 000,00	9,05%
Région Île-de-France - PAC (sollicité)	20 000,00	36,20%
Département Essonne (sollicité)	5 000,00	9,05%
recettes propres d'activité	25 244,00	45,70%
Total	55 244,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 000,00 €
2018	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
	Montant total	60 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008883

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LES PASSEURS DE MEMOIRE - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	140 268,00 €	5 ,70 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LES PASSEURS DE MEMOIRE
Adresse administrative : 75 AVENUE DU GENERAL LECLERC
77610 LA HOUSSAYE-EN-BRIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe VALLS, Président

Date de publication au JO : 2 août 1997

N° SIRET : 41990118600025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : renouvellement de la convention PAC

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 10 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler
le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 10 avril 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
La compagnie a été créée en 1997 par Dominique Lurcel avec la volonté de porter un théâtre de texte centré autour des thèmes de la mémoire et de l'altérité, en jouant ses spectacles notamment hors des circuits théâtraux et en conduisant des actions d'accompagnement en amont et en aval des spectacles. Elle a monté une quinzaine de créations autour des œuvres de Dario Fo, Jean Pierre Siméon, Lessing, ou

encore Brecht. Ses spectacles sont régulièrement diffusés dans le réseau régional et national des théâtres de ville, à Paris, mais aussi à l'étranger (Maghreb en particulier).
A partir de 2003, la compagnie a beaucoup travaillé en Seine-et-Marne et en particulier à Nangis, où elle a bénéficié de deux résidences d'implantation. Elle travaille actuellement avec la ville de Torcy où elle mène plusieurs actions culturelles dans les écoles. Elle intervient par ailleurs dans plusieurs lycées franciliens au titre de l'action artistique et culturelle.
La compagnie bénéficie du soutien de la Région Ile-de-France au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2006. En 2016, la Commission pour la permanence artistique et culturelle a émis un avis défavorable au renouvellement de la convention PAC et a décidé une sortie dégressive sur trois ans, sous réserve des votes des budgets annuels de la Région, à savoir : 12 000 € en 2016/17, 8 000 € en 2017/18, 5 000 € en 2018/19.

Perspectives du projet pour les douze prochains mois

Projet artistique
Pour la prochaine année de conventionnement, la compagnie prévoit de diffuser la création qu'elle a finalisé en janvier 2017, « Nathan le sage », dans le cadre d'une série de 20 représentations en coréalisation au Théâtre de l'Epée de Bois à La Cartoucherie de Vincennes, avant une reprise prévue à l'automne 2017 pour 4 représentations dans plusieurs villes françaises dont Coulommiers (77).
La compagnie tournera également son spectacle « Conversation entre Promo Levi et Ferdinando Camon » à Dijon, en Isère ainsi qu'à l'étranger, à Kigali au Rwanda.
Au total 29 représentations sont prévues dont 21 en Ile-de-France.
La compagne mettra par ailleurs en chantier sa prochaine création prévue pour la saison 2018/2019, une adaptation du documentaire « la Traversée » d'Elisabeth Leuvrey dans une forme pour un comédien et un musicien.

Projet pour les publics et le territoire
En partenariat avec l'Académie de Versailles, avec la quelle Passeur de mémoire a conclu une convention de trois ans, la compagnie mène des ateliers auprès de plusieurs classes de lycéens à Sartrouville (lycée Jules Verne), Cerny (lycée Alexandre Denis), Argenteuil (lycée Nadia et Fernand Léger) et Bois-Colombes (lycée Balavoine). Elle intervient également auprès d'enfants, dans une école élémentaire, en partenariat avec la ville de Torcy, autour de la création d'un film et de sa bande-originale. Soit 370 heures d'interventions artistiques prévues au total.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 140 268 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	93 168,00	63,26%
Dépenses d'actions culturelles	29 600,00	20,10%
Dépenses de fonctionnement	24 500,00	16,64%
Total	147 268,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC (sollicité)	8 000,00	5,43%
ARCADI (otenu)	7 500,00	5,09%
Département Seine-et-Marne (sollicité)	8 000,00	5,43%
Ville de Torcy (obtenu)	16 000,00	10,86%
Rectorat de Versailles (obtenu)	1 975,00	1,34%
Rectorat de Versailles (sollicité)	4 493,00	3,05%
ADAMI	7 200,00	4,89%
SPEDIDAM	15 000,00	10,19%
DILCRAH	15 000,00	10,19%
Fondation pour la Mémoire de la Shoah	18 000,00	12,22%
Recettes propres d'activité	46 100,00	31,30%
Total	147 268,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 600,00 €
2018	2 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	18 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	18 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	12 000,00 €
	Montant total	48 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008884

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : UN EXCURSUS - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	94 320,00 €	15,90 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UN EXCURSUS
Adresse administrative : 3 RUE LOUIS ROLLAND
92120 MONTROUGE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Liliane BOGA, Présidente

Date de publication au JO : 25 avril 1998

N° SIRET : 41936692700020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : renouvellement de la convention PAC

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 10 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 10 avril 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
La compagnie Un excursus a été créée en 1998 par la directrice artistique Barbara Bouley-Franchitti, dramaturge, metteur en scène et réalisatrice. La compagnie se définit comme une « fabrique d'essais pluridisciplinaires » et de spectacles contemporains. Elle rassemble aujourd'hui des artistes et techniciens indépendants qui élaborent ensemble des programmes de recherche et créent des spectacles « tissant diverses matières artistiques ». La compagnie a été présente au Cameroun et au Gabon (1998-2005),

puis en résidence en Seine-Saint-Denis au Théâtre Gérard Philippe (1999-2001) et au Théâtre Saint Just à Saint Denis (2003). Elle a été en résidence à Gare au Théâtre en 2012 et, depuis septembre 2015, elle est en résidence à Anis Gras à Arcueil dans le Val-de-Marne. Elle demeure davantage présente dans les Hauts-de-Seine où elle mène des ateliers de pratiques artistiques avec plusieurs établissements du département. En 2012, elle a obtenu un prix Economie sociale et solidaire de la Ville de Paris pour son projet Théâtron.
Elle propose des ateliers, des spectacles jeune public, des documentaires et des créations déclinés notamment de ses programmes de recherche pluriannuels (« Orestie Démocratie Itinérante » en 2005, « La tragédie miroir de notre temps » en 2010 ayant abouti à la création du spectacle « Connexions spectrales » en octobre 2012, un troisième programme « Revenir, le Post Traumatic Stress Disorder » à partir de 2013).
Son principal partenaire public est la Région Ile-de-France. Elle bénéficie entre 2007 et 2013 d'un emploi tremplin. Elle est par ailleurs soutenue de façon modeste par le Département des Hauts-de-Seine, la Ville d'Aubervilliers et la Ville de Montrouge.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 9 mai 2016.
Elle a rendu un avis défavorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle et a proposé une sortie progressive du dispositif.
Les montants prévisionnels proposés de l'aide triennale dégressive dans le cadre de la permanence artistique et culturelle, sous réserve des votes des budgets annuels de la Région, sont de 20 000 € en 2016, 15 000 € en 2017, 10 000 € 2018.

Projet artistique
La compagnie Un Excursus est en résidence à Anis Gras à Arcueil. Elle bénéficie de plusieurs périodes de travail (d'une à deux semaine par mois d'aout 2017 à février 2018, puis deux semaines en mars et en juin 2018), un accompagnement technique et des possibilités de présentations publiques dans le cadre des créations « Revenir 2 » et « Interzone » de Barbara Bouley, spectacle sur les questions de l'exil, prévues pour l'été 2018.
La compagnie est également accueillie 2 semaines et soutenue financièrement par la scène conventionnée Kokolampoe de Saint-Laurent du Maroni (Guyane) pour la création « Interzone » et 3 semaines par l'Espace Andrée Chedid d'Issy les Moulineaux pour la création « Arbres Généalogiques sonores » avec 7 familles de la ville.
« Revenir » est le dernier programme en date du projet « Nom de code : Logophore » mené depuis 3 ans, après la démocratie, la tragédie, « Revenir » est dédiée aux blessures invisibles de la guerre.

La compagnie prévoit également dans d'autres projets de création : Une lecture publique et radiophonique avec l'orchestre Lire ici Dire là de « Les chevaliers tombent dans l'oubli » de Gustave Akakpo et de « Du piment dans les yeux » de Simon Grangeat.
Pour les créations du volet « événement » , Barbara Bouley met en scène « Festin des hôtes : Esclavage » en mai 2017 ; « Matrimoine » en septembre 2017 et « Sous le déambulatoire à poèmes » spectacle dans l'espace publique à Montrouge.

En terme de diffusion du répertoire, « Lettre d'amour d'un soldat de 20 ans » sera présenté à la médiathèque de Montrouge en février 2018 ; « Revenir ! épisode 2 » sera présenté à la mousson d'été en aout 2017 et à Anis Gras en mars 2018. Fréquence Paris Plurielle diffusera « Orestie Democratie Itinérante » et « les chevaliers tombent dans l'oubli ».
Pour un total prévisionnel de 40 représentations dont 37 en Ile de France

Projet pour les publics et le territoire
La compagnie Un Excursus mène de nombreux ateliers autour de la langue française au sein des établissements scolaires, notamment au Lycée Fénelon et au Lycée Charles de Foucault de Paris en partenariat avec l'Odéon.
Elle mène également des ateliers en hôpital de jour et des actions de formations auprès de l'orchestre

amateur « lire ici dire la » et l'Ecole des Teinturerie de Lausanne.
De plus le spectacle « arbres sonores généalogiques » implique des habitants d'Issy-les-Moulineaux.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 94320 € et correspond au montant du budget du projet déduction faite des intérêts bancaires.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	6 700,00	7,10%
Charges externes	2 433,00	2,58%
Autres charges extérieures	10 260,00	10,88%
Charges de personnel	74 935,00	79,44%
Total	94 328,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participations	2 600,00	2,76%
Région Ile-de-France (PAC)	15 000,00	15,90%
DRAC Guyane (sollicité)	8 000,00	8,48%
DRAC IDF Lidl (sollicité)	4 000,00	4,24%
DAC Guyane (sollicité)	5 000,00	5,30%
DAAC Guyane (sollicité)	1 500,00	1,59%
Ville d'Arcueil (sollicité)	3 000,00	3,18%
Arcadi (sollicité)	4 000,00	4,24%
Ville de Saint Laurent du Maroni (sollicité)	1 000,00	1,06%
CTG Guyane (sollicité)	2 000,00	2,12%
REEAP 92 (sollicité)	8 500,00	9,01%
Fondation SNCF (sollicité)	3 500,00	3,71%
Ville de Montrouge (acquis)	600,00	0,64%
Produits de Gestion	35 620,00	37,76%
Produits financiers	8,00	0,01%
Total	94 328,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 500,00 €
2018	4 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	41 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	41 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
	Montant total	102 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008886

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : L'ART ECLAIR - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	192 057,00 €	13,02 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ART ECLAIR
Adresse administrative : 65 RUE DES CHANTEREINES
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ISABELLE CALLO, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 47923677000034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : renouvellement de la convention PAC

Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 juin 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
La compagnie L'Art Eclair est dirigée par l'auteur et metteur en scène, Olivier Brunhes. Auteur de plusieurs pièces (Le Fossé de l'Aumône (2006), Spirituo Perpet (2007)…etc.), il a publié son premier roman en 2012 : La Nuit du chien, qui a obtenu le Prix Senghor 2012 du Premier Roman Francophone et le Prix 2013 des Lycéens et apprentis de la Région Ile-de-France.

La spécificité de la compagnie est de créer des spectacles mêlant artistes professionnels et personnes en

situation de grande précarité (handicap, SDF, détenus, bénéficiaires des minimas sociaux..), des comédiens qualifiés « d'extraordinaires ».

Ce mode de travail nécessite davantage de temps de fabrication, les créations aboutissant après plusieurs années de recherche et de collecte de paroles sur le terrain. Parmi ces créations, on peut citer : « Aziou Liquid – Rêves au travail » (2007) sur le monde du travail et de l'entreprise, pièce écrite par un trio d'auteurs (Olivier Brunhes, Koffi Kwahulé et François Prodromidès) ou encore « Fracas » (2013) autour du thème de la différence.

En Ile-de-France, la compagnie est implantée historiquement en Seine-Saint-Denis, en particulier à Montreuil et Clichy-sous-Bois.

L'Art Eclair crée en 2015 « Paroles du dedans » en partenariat avec l'Apostrophe de Cergy la maison d'arrêt du Val d'Oise, visant à porter la parole des détenus. Depuis 2016 un partenariat se met en place avec la Ville de Versailles et le SPIP78 en vue d'un nouveau projet avec les maisons d'arrêts du territoire.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
Pour le spectacle jeune public « L'ange et l'enfant »d'Olivier Brunhes, mis en scène par Séverine Vincent, L'art Eclair est accueilli en tant qu'artiste associé au Studio théâtre de Stains sur la saison 2017/2018. Ce soutien financier donne également lieu à une semaine de résidence à l'issue de laquelle se joueront 3 représentations. Ce spectacle est également soutenu, à hauteur de 28 000€ par « les âmes vagabondes » d'Essaouira (Maroc), en partenariat avec l'orphelinat de la ville. L'Art Eclair mènera une résidence d'artiste associé à l'automne 2017, avec mise à disposition de lieu, actions culturelles et une représentation au Festival théâtre Mogador avant d'être programmé pour 9 représentations au théâtre de l'Atelier.

Pour la création de « Tout l'univers », spectacle prévu pour janvier 2018 sur l'errance des femmes sans abris, l'équipe est accueillie en résidence et pour 30 représentations au théâtre de Belleville.

Dans le cadre du projet en milieu carcéral, l'Art Eclair et des détenus sont accueillis 3 semaines au_ château de Versailles avant les représentations dans le cadre de « fêtes et divertissements ».

« Paroles du dedans » sera également présenté au festival OFF Avignon et la compagnie souhaite reprendre « Fracas », création 2013 conçue avec des personnes en situation d'handicap mental, en partenariat avec la Galerie d'Art Brut Christian Berst.

46 représentations sont donc prévues dont 43 en Ile-de-France.

Projet pour les publics et le territoire
Des répétitions et rencontres publiques sont organisées dans le cadre de chaque résidence. A Stains et Essaouira des ateliers artistiques seront menés avec des jeunes enfants.
Olivier Brunhes mène également des ateliers d'écriture au lycée polyvalent des métiers de l'horticulture et du paysage de Montreuil, ainsi que des master classes pour étudiants, intermittents en partenariat avec l'Afdas et le théâtre de Belleville.

En partenariat avec le Service Pénitentiaire de probation et d'insertion, l'Art Eclair mène des ateliers d'écriture et de théâtre avec des détenues de Versailles, des détenus de Bois d'Arcy et de Poissy.
En collaboration avec l'association « les compagnons de nuits », Olivier Brunhes souhaite au cours de maraudes, aller à la rencontre des personnes sans domicile fixe pour collecter leurs paroles en vue de « Tout l'Univers ».

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 192057 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite des frais bancaires et assurance.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	136 269,00	70,21%
Dépenses d'action culturelle	27 000,00	13,91%
Autres dépenses	30 828,00	15,88%
Total	194 097,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (acquis)	4 000,00	2,06%
Ministère de la Culture et de la communication (acquis)	46 000,00	23,70%
Région Île-de-France - PAC (sollicité)	25 000,00	12,88%
Ville de Paris (sollicité)	12 000,00	6,18%
ADAMI	8 000,00	4,12%
SACEM	10 000,00	5,15%
SPEDIDAM	4 720,00	2,43%
Mécénat	8 000,00	4,12%
Recettes propres d'activité	76 377,00	39,35%
Total	194 097,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 500,00 €
2018	7 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
	Montant total	75 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008887

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : RIPOSTE - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	200 830,00 €	20,91 %	42 000,00 €
	Montant Total de la subvention		42 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RIPOSTE
Adresse administrative : 4 RUE DE BELGRADE
93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Mesdames AMEL BERROU, Présidente

Date de publication au JO : 28 mars 1995

N° SIRET : 41901790000012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 juin 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
D' de Kabal est rappeur, slameur, chanteur et comédien. Co-fondateur du groupe de rap Kabal, il a également joué avec Assassin. Puis à partir de la fin des années 1990, il joue sur les plateaux de théâtre dans des pièces de Mohammed Rouabhi, Stépahnie Loïk, Razerka Lavant, Mathieu Bauer, Hassane Kouyaté, David Lescot… A partir de 2001, il découvre le slam et entame de nombreuses collaborations artistiques (Spoke Orchestra, Bouchazoreill…)

En 2005, il fonde sa compagnie, R.I.P.O.S.T.E., avec l'ambition de proposer un espace de création

pluridisciplinaire à la croisée de l'écriture, du théâtre et de la musique, qui participe à la reconnaissance de la culture hip hop. Depuis, R.I.P.O.S.T.E. a créé une dizaine de pièces de théâtre/slam/danse hip hop (dont : Ecorce de Peines en 2006, Femmes de paroles en 2009, Le petit chaperon rouge en sweat rouge en 2010, Créatures en 2013 avec la danseuse Emeline Pubert dans le cadre du sujet à vif Avignon / SACD, Silencio, l'enfant sans nom en 2013, L'homme-femme / les mécanismes invisibles en 2015) ainsi que des projets musicaux (avec les groupes Daronz, Boca Senior, Bouches de là, Trio Schizophony). En 2014, D' de Kabal se lance, en compagnie d'Arnaud Churin et de 17 interprètes, comédiens, chanteurs, rappeurs, beat-boxers, danseurs, dans la création d'un opéra hip-hop, « Agamemnon », avec l'ambition de monter à terme l'ensemble de la trilogie d'Eschyle, « L'Orestie ».

La compagnie est aussi à l'initiative de manifestations transversales comme « l'Université hip hop mobile » avec des artistes, des universitaires, des sociologues et du public, ou comme « 93 Slam Caravane » (2005-2010), autour d'ateliers d'écriture et de slam réalisés dans plusieurs communes de Seine-Saint-Denis. R.I.P.O.S.T.E. mène de nombreuses actions culturelles auprès de publics variés : jeunes, patients d'hôpitaux, détenus, retraités, femmes en alphabétisation, animateurs…etc.

La compagnie bénéficie d'un bon ancrage territorial en Ile-de-France, principalement en Seine-Saint-Denis où elle est implantée de longue date et où elle travaille avec de nombreuses communes dont Le Blanc-Mesnil, Villetaneuse et Bobigny, dans les Yvelines où elle a un lien avec le CAC G. Brassens à Mantes-la-Jolie, ainsi que dans le Val de Marne en lien avec le Pôle culturel d'Alfortville.

La compagnie est soutenue par le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis, la DRAC Ile-de-France et la Région Ile-de-France. La compagnie R.I.P.O.S.T.E. est soutenue au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2009, à hauteur de 42 000 € depuis 2013. L'aide régionale a été reconduite en 2016 dans le cadre d'une convention annuelle de transition.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois :

Projet artistique
La compagnie poursuit son « Laboratoire de déconstruction et de revalorisation du masculin par l'art et le sensible » qui se traduit par des groupes d'échanges avec des habitants, des ateliers de pratiques artistiques, l'organisation de rencontres et débats publics avec des sociologues, des artistes. Pour mener ces rencontres, D' de Kabal s'est entouré de plusieurs artistes : Arnaud Churin, Arnaud Vernet, Frédéric Nauczyciel, Astrid Cathala, Ewan Souben… dont certains feront partie de la distribution des futures pièces.
Ce laboratoire aboutira et accompagnera la création de la tétralogie « Fêlures », qui sera composée de « La Belle dans la Bête » ; « L'homme-femme/Les Mécanismes Invisibles » (déjà créé) ; « Cris sourds » et enfin une quatrième pièce. L'ensemble de ces pièces aborderont les mécanismes de la construction du masculin et de son rapport au féminin. La création du projet global aura lieu au théâtre national de la Colline en 2018/19 dans le cadre d'un temps fort dédié à ce thème. D'autres structures franciliennes sont sollicitées en coproduction ou préachats ou résidences : le Deux pièces cuisine, Théâtre R. Bara à Herblay, TGP à Saint-Denis, Espace M. Simon à Rosny-sous-Bois.
Les Laboratoires se déroulent tout au long de la saison 2017/18 dans deux territoires franciliens : à Villetaneuse en collaboration avec la Ville et à Bobigny en collaboration avec Canal 93.
La compagnie développe également le projet « Trioskyzophony 2.0 » (musique Hip-Hop improvisée et enregistrée en live) en partenariat avec le CAC-Georges Brassens à Mantes-la-Jolie, partenaire de résidence. Le « Trioskyzophony 2.0 » devrait également se produire au Deux Pièce Cuisine au Blanc-Mesnil et sous réserve au Théâtre de la Cité Internationale.
La compagnie prévoit de jouer 15 représentations dont 10 en Île-de-France.

Projet pour les publics et le territoire

Dans le cadre de leur résidence au CAC-Georges Brassens à Mantes-la-Jolie, R.I.P.O.S.T.E mènera des ateliers artistiques avec des collégiens ainsi que des actions de formation.
Les « Laboratoires de déconstruction et de revalorisation du masculin par l'art et le sensible » menés à

Villetaneuse et Bobigny se traduisent par de nombreuses rencontres et actions culturelles avec les publics.
Près de 220 heures d'interventions artistiques sont prévues pour la prochaine année de conventionnement.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 200 830 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	154 763,00	77,06%
Dépenses d'action culturelle	24 330,00	12,11%
Autre dépenses	21 737,00	10,82%
Total	200 830,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (Acquis)	25 000,00	12,45%
Région Île-de-France - PAC (Sollicité)	42 000,00	20,91%
Département CD93 (acquis)	45 000,00	22,41%
Recettes propres d'activités	88 830,00	44,23%
Total	200 830,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	29 400,00 €
2018	12 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	42 000,00 €

2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	42 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	42 000,00 €
	Montant total	126 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008889

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LE THEATRE DE L ETREINTE - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	80 908,00 €	27,19 %	22 000,00 €
	Montant Total de la subvention		22 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE THEATRE DE L ETREINTE
Adresse administrative : 2 BIS RUE DES CAMELIAS
94140 ALFORTVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Danielle BARTHELEMY, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 42102113000057

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : renouvellement de la convention PAC

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 10 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.

Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 10 avril 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
Créé en 1998 par Philippe Fenwick (auteur) et William Mesguich (metteur en scène), la compagnie du Théâtre de l'Etreinte est depuis 2010 dirigée par William Mesguich seul. Le répertoire artistique de la compagnie mêle auteurs classiques et auteurs contemporains, spectacle jeune public et spectacle tout public, grandes formes et petites formes, théâtre et art lyrique. Ses dernières créations sont « Olympia ou la mécanique des sentiments », « Mozart l'enchanteur », « Les Fables de la fontaine » de Jean de la Fontaine, « Noces de Sang » de Federico Garcia Lorca et « Les Mémoires d'un fou » de Gustave

Flaubert.
Le Théâtre de l'Etreinte a été en résidence au Forum Culturel du Blanc-Mesnil en 2000 et au Palais des Fêtes de Romainville entre 2001 et 2002. De 2003 à 2007, la compagnie était en résidence permanente à Rosny-sous-Bois, au Théâtre Georges Simenon, dont William Mesguich et Philippe Fenwick assuraient la direction artistique. De 2008 à 2011, la compagnie s'est associée au Théâtre Victor Hugo de Bagneux (92). Puis de 2011 à 2014, la compagnie a été en résidence au Pôle Culturel d'Alfortville (94).
Depuis 2013, le Théâtre de l'Etreinte, est en charge de l'enseignement théâtral en option fondamentale et d'expérimentation au lycée Henri Moissan à Meaux (77). Depuis la saison 2014-15, la compagnie développe un partenariat avec la ville de Neuilly-sur-Seine autour de son travail lyrique : elle a ainsi proposé des « cycles lyriques » au Théâtre et collaborait avec Nicolas Krauze directeur artistique de l'Orchestre de chambre Nouvelle Europe. La compagnie a été accueillie en résidence au théâtre des sablons à Neuilly-sur-Seine (92) ainsi qu'au Théâtre de Saint-Maur-des-Fossés (94).
La compagnie tourne ses spectacles dans un réseau de partenaires à Paris, en Île-de-France comme à l'échelle nationale.
La compagnie est soutenue par le Département du Val-de-Marne et la Région Ile-de-France.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
La compagnie Le Théâtre de l'étreinte sera accueillie en résidence de création au Théâtre de Fontenay-aux-Roses pour son spectacle, seul en scène, « le dernier jour d'un condamné » de David Lesné d'après l'œuvre de Victor Hugo. Coproduit par le Théâtre de la Cité de Nice, il bénéficiera d'une longue série (60 représentations) au Studio Hébertot à Paris en novembre 2018. Poursuivant son travail lyrique, la compagnie prévoit également la création d'un nouveau spectacle musical jeune public, « Les Misérables » de Victor Hugo, pour 5 comédiens et un musicien au plateau. Une troisième création est également envisagée pour deux comédiens : « Le Souper » de Jean-Claude Brisville.
Outre ses créations, la compagnie poursuivra la diffusion de pièces à son répertoire, plus de 75 représentations sont déjà prévues dont 63 en Ile-de-France (Scène Watteau à Nogent-sur-Marne, Théâtre du Luxembourg de Meaux, Studio Hébertot à Paris et l'Espace culturel Boris Vian aux Ulis)

Projet pour les publics et le territoire
La compagnie accompagne les représentations de ses spectacles, notamment les spectacles jeune publics, de rencontres avec les publics, scolaires notamment. Une masterclasse sera organisée en direction de collégiens et lycéens autour du « Souper » lors de sa représentation au Théâtre Jacques Cœur de Lattes (34). Le Théâtre de l'Etreinte poursuivra ses interventions au lycée Henri Moissan Meaux auprès des élèves de seconde, première et terminale en option théâtre (option de spécialité et option facultative) ainsi qu'auprès des élèves du collège Saint-Pierre Saint-Jean de Neuilly-sur-Seine. Le volume horaire des actions culturelles est ainsi évalué à 375 heures.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 80 907, 98 € et correspond au montant du budget prévisionnel du projet.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	39 894,78	49,31%
Dépenses d'action culturelle	16 626,60	20,55%
Autres dépenses	24 386,60	30,14%
Total	80 907,98	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (sollicité)	18 000,00	22,25%
Région Île-de-France - PAC (Sollicité)	22 000,00	27,19%
Département du Val de Marne (sollicité)	5 000,00	6,18%
Emplois aides : CUI CAE	4 000,00	4,94%
Recettes propres d'activité	31 907,98	39,44%
Total	80 907,98	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 400,00 €
2018	6 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	22 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	22 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	22 000,00 €
	Montant total	66 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008890

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LE CREA CENTRE D'EVEIL ARTISTIQUE - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	704 860,00 €	4,97 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CREA CENTRE D' EVEIL ARTISTIQUE
Adresse administrative : 7 AV LOUIS FRAPPART
93600 AULNAY /S BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Monique KRIMM, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 38766928600040

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : renouvellement de la convention PAC

Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.

Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 juin 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
Fondé en 1987 et dirigé par Didier Grojsman, le CREA, centre d'éveil artistique à Aulnay-sous-Bois est une structure unique en France, qui forme chaque année 150 choristes amateurs de 6 à 26 ans à une pratique vocale et scénique encadrée par des professionnels. Des commandes d'écriture d'opéras et de spectacles de théâtre musical sont passées à des auteurs et compositeurs. Son objectif est de favoriser, par le chant, l'épanouissement individuel des enfants, tous milieux sociaux, sans sélection ni audition : développement de la créativité, sens de l'écoute et du respect de l'autre, attitude face à l'effort… Autant d'éléments qui contribuent aussi à lutter contre l'échec scolaire sur un territoire, Aulnay-sous-Bois,

empreint de nombreuses difficultés sociales.

Par ailleurs, le CREA mène une politique importante d'actions éducatives et de formations auprès écoles et collèges d'Aulnay-sous-Bois, mais aussi avec les parents, des personnes âgées en maisons de retraite, des salariés…etc.

Le CREA est soutenu de longue date par la Ville d'Aulnay-sous-Bois, le Département de Seine-Saint-Denis, la DRAC Ile-de-France et la Région Ile-de-France.

Le CREA est soutenu depuis 2004 par la Région, d'abord au titre des manifestations culturelles, puis au titre de la permanence artistique et culturelle depuis 2009 à hauteur de 30 000 €. En 2016, l'aide à la permanence artistique et culturelle a été reconduite assortie d'une revalorisation de 5000 €, soit une aide régionale de 35 000 € par an, dans le cadre d'une convention annuelle transitoire. Le projet proposé par le CREA pour la permanence artistique et culturelle s'inscrit dans la continuité avec les créations des chœurs d'enfants, la poursuite de l'ambitieux programme d'éducation artistique et culturelle. Le CREA va, par ailleurs, conduire un projet de création d'envergure intitulé « Tous en scène », afin d'élargir son action à l'échelle du nouveau territoire intercommunal « Terres d'envol » avec des écoles des 8 villes. Le CREA souhaite mener ce projet sur les autres académies de l'Ile-de-France sur la durée de la convention régionale. Un temps fort autour des 30 ans du CREA sera organisé en 2017 et rythmera également la prochaine convention. Pour les trois années à venir, la Région a souhaité porter son attention sur le développement des actions du CREA sur un bassin de vie élargi dans le périmètre du nouveau Territoire Paris Terres d'envol, et plus largement en Ile-de-France, ainsi que sur les actions menées avec le public lycéen le cas échéant.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
Le CREA poursuit sa résidence permanente au théâtre Jacques Prévert d'Aulnay-sous-Bois avec le soutien de la Ville d'Aulnay-sous-Bois qui héberge ses locaux et soutient son activité.
La prochaine année de conventionnement sera marquée par les projets de création prévus pour l'anniversaire des 30 ans du CREA : une création spécifique autour des 30 ans inspirée de tout le répertoire monté jusqu'à présent, avec les 64 jeunes chanteurs, qui sera présentée à l'automne 2017 ; la création du projet territorial TOUS EN SCENE « En sortant de l'école » construit avec 8 classes des écoles et collèges dues villes du territoire Paris Terre d'Envol, qui sera présentée à Aulnay-sous-Bois fin mai 2017 (3 représentations) ; ainsi que les 4 créations des chœurs d'éveil, Avant-Scène, atelier adultes et collège J. Vigo d'Epinay-sur-Seine qui seront présentées lors de 7 représentations également dans le cadre du temps fort proposé fin mai 2017.

Projet pour les publics et le territoire
Au-delà des 150 adhérents du CREA qui bénéficient de 2 à 4 heures hebdomadaires de pratique vocale, le CREA mène des ateliers hebdomadaires dans 70 classes en partenariat avec le conservatoire d'Aulnay et l'Education nationale.
Le CREA intervient également auprès de l'EPHAD d'Aulnay ainsi qu'à l'Hôpital Ballanger à Aulnay avec des autistes.
Sont également menées des formations pour les jeunes professionnels de la musique avec le CFMI d'Orsay, IFMI de Toulouse et les conservatoires de musique.
Un projet de collecte de paroles est aussi mené avec des jeunes habitants de Louvres et Fosses.
Soit un total de 4 656 heures d'interventions artistiques prévues dont 4 255 heures pour les chœurs amateurs du CREA.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 704 860 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / Diffusion	614 860,00	87,23%
Dépenses d'action culturelles	30 000,00	4,26%
Autres dépenses	60 000,00	8,51%
Total	704 860,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (sollicité)	80 000,00	11,35%
Région Île-de-France - PAC (sollicité)	35 000,00	4,97%
Département Seine-Saint-Denis (acquis)	48 122,00	6,83%
Commune d'Aulnay-sous-Bois (Acquis)	182 000,00	25,82%
SACEM	10 000,00	1,42%
ADAMI	5 000,00	0,71%
Mécénat	231 950,00	32,91%
Recettes propres d'activités	112 788,00	16,00%
Total	704 860,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	24 500,00 €
2018	10 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
	Montant total	95 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008891

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MELIADES - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	128 500,00 €	15,56 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MELIADES
Adresse administrative : 3 BIS PASSAGE COTTIN
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Dominique BONNOT, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 47974934300014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : renouvellement de la convention PAC

Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 juin 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire

Créée en 2004, la Compagnie Méliadès est un collectif d'artistes plasticiens et de spectacle vivant, dirigé par Bénédicte Lasfargues et installé au sein de la Villa Mais d'ici à Aubervilliers. Sa démarche est d'investir l'espace urbain (rues, friches industrielles, hôpitaux, appartements, métro, bus…) et de le détourner en recréant un univers imaginaire et onirique à partir de la mémoire du lieu. Ses spectacles se

présentent sous forme de parcours interactifs ou bien d'installations théâtrales et plastiques en milieu urbain. Certaines des créations sont élaborées avec la population des lieux investis par la mise en place d'ateliers de pratiques artistiques en direction des jeunes et des adultes.

La Compagnie Méliadès bénéficie du soutien régulier de la Ville d'Aubervilliers, d'aides au titre de la politique de la ville et du renouvellement urbain et de la Région Ile-de-France. La compagnie est soutenue au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2009 à hauteur de 20 000 €. L'aide régionale a été reconduite en 2016 assortie d'une convention annuelle transitoire.

Le projet proposé par la compagnie Méliadès pour la permanence artistique et culturelle s'inscrit dans la continuité, avec le renforcement prévu de son implantation à Aubervilliers et sur le territoire de Plaine Commune en lien avec les services, équipements et associations locales, à travers notamment son installation-spectacle / ballade fluviale « A la découverte du canal », ainsi que le développement d'une implantation nouvelle sur le territoire d'Est ensemble, et d'abord dans une friche paysagère située à Bondy, la compagnie ayant été lauréate du Programme d'investissement d'avenir (piloté par le Commissariat général à l'investissement). La compagnie prévoit par ailleurs de poursuivre ses interventions auprès des jeunes à Nanterre et Gennevilliers et souhaite créer et diffuser de nouveaux spectacles d'arts de la rue.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
Pour la prochaine année de conventionnement, la compagnie Méliades prévoit de poursuivre sa résidence à Aubervilliers, autour du Canal de Saint-Denis, dans les quartiers Landy, Macreux et Pressensé, en partenariat avec le centre social Roser et la médiathèque Paul Eluard. Dans ce cadre, elle présentera son spectacle « Le déménagement » suivi d'une grande déambulation.
Après le projet mené à la friche paysagère de Bondy, sur la plaine de l'Ourc en 2016/17, la compagnie s'installera en 2017/18 à la friche Fraternité à Montreuil où elle présentera son spectacle « Ventes sur plan » (6 représentations début juillet), une installation visuelle et sonore, des balades mystères tout au long de l'été et d'autres évènements prévus à l'occasion des Journées du patrimoine. Ce projet sera mené en collaboration avec le service Habitat d'Est ensemble, les services Habitat et démocratie locale de Montreuil.
Au total, près de 25 représentations sont prévues sur le prochaine année de conventionnement, toutes en Ile-de-France.

Projet pour les publics et le territoire
Dans le cadre de ses résidences, la compagnie anime des ateliers arts plastiques/scénographie/photographie et écriture avec des adolescents et des adultes tout au long de la saison, à raison de 160 heures d'interventions par résidence.
Parallèlement, la compagnie Méliadès mène des ateliers réguliers de chant et théâtre à Nanterre dans le cadre de l'aménagement des rythmes scolaires et des ateliers arts plastiques à Aubervilliers pendant les vacances scolaires.
Soit 585 heures d'interventions artistiques prévues avec les publics

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 128 500 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	83 600,00	65,06%
Dépenses d'action culturelle	36 000,00	28,02%
Autres dépenses	8 900,00	6,93%
Total	128 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CGET (obtenu)	14 000,00	10,89%
Région IDF PAC (sollicité)	20 000,00	15,56%
EPT Est Ensemble (obtenu)	20 500,00	15,95%
Plaine Commune (obtenu)	18 000,00	14,01%
Aubervilliers (obtenu)	6 000,00	4,67%
Recettes propres	50 000,00	38,91%
Total	128 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 000,00 €
2018	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
	Montant total	60 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008892

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : THEATRE SANS TOIT - RECONDUCTION 2 ANS PAC- JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	152 543,00 €	19,67 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE SANS TOIT
Adresse administrative : C/O DAC
95500 GONESSE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Berte Gerard, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 32978061300033

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : renouvellement de la convention PAC

Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 juin 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
Le Théâtre sans toit est l'une des compagnies de marionnettes de référence en France. Elle a été fondée et elle est dirigée par Pierre Blaise, metteur en scène, auteur, marionnettiste, formé notamment au masque, aux marionnettes à gaine taïwanaise et par Alain Recoing. La compagnie est codirigée par Veronika Door, compagne de route de Pierre Blaise, marionnettiste également, interprète et constructrice, formée à l'École Nationale de Marionnette de Budapest. Considérant la marionnette comme un instrument théâtral, par analogie à la musique, le Théâtre sans toit réalise des tablatures pour mémoriser les mouvements des marionnettes et développe une méthode fondée sur la dramaturgie du jeu. La compagnie a créé à ce jour près de 25 spectacles d'inspiration picturale ou textuelle, qui intègrent souvent

des musiciens sur scène, ainsi parmi les dernières pièces : « Orphée aux Enfers » avec l'Ensemble Carpe Diem (2012), « La Danse de Zadig » avec La Rêveuse puis l'Ensemble Vida Bona (2014). Elle jouit, de par sa notoriété, et grâce au maintien d'un répertoire actif de plusieurs spectacles, d'une diffusion à l'échelle nationale et internationale (Espagne, Italie, Autriche, Russie, États-Unis..). Pierre Blaise est aussi un pédagogue reconnu, il a enseigné à l'Ecole Charles Dullin, au Grenier de Toulouse, au Théâtre National de Chaillot, à l'Ecole Nationale Supérieure des Arts de la Marionnette de Charleville-Mézières. Il intervient dans des conservatoires et de nombreux stages.
Depuis 2014, Pierre Blaise est également directeur du Théâtre aux Mains Nues à Paris.

Implanté dans le Val d'Oise depuis 2001, le Théâtre Sans Toit multiplie les résidences sur l'ensemble du département : après la ville d'Argenteuil entre 2001 et 2007, c'est la ville de Gonesse qui accueille depuis 2010 la compagnie, qui y anime un « centre du théâtre d'art appliqué » et y pratique notamment ses « Ateliers rudimentaires », dispositif association création et transmission. Le Théâtre sans toit tisse par ailleurs des liens réguliers avec le Théâtre de l'Usine d'Eragny-sur-Oise et le Festival théâtral du Val d'Oise.

La compagnie est soutenue de manière pérenne par le Département du Val d'Oise, la DRAC Ile-de-France, la Ville de Gonesse et la Région Ile-de-France. L'aide de la Région est composée d'une aide au titre des emploi-tremplins attribuée en 2012 et d'une aide à la permanence artistique et culturelle allouée depuis 2009 à hauteur de 30 000 €. Celle-ci a été reconduite en 2016 assortie d'une convention annuelle transitoire. Le projet de permanence artistique et culturelle proposé par le Théâtre Sans Toit en 2016 s'articule, d'une part, autour de nouveaux projets de créations, de la diffusion des spectacles au répertoire, et de la poursuite des actions artistiques et culturelles avec les publics dans le Val d'Oise et à Gonesse en particulier, notamment dans le cadre des Ateliers rudimentaires et auprès des lycéens, et d'autre part, autour du compagnonnage avec de jeunes marionnettistes, comme Mathieu Enderlin, interprète dans de nombreux spectacles de la compagnie et qui se lance dans sa première création, « Cubix » intégrant les arts numériques – le Théâtre sans toit sera producteur délégué de ce projet.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Le projet de permanence artistique et culturelle s'appuie sur la résidence d'implantation de la compagnie à Gonesse, avec le soutien de la Ville qui met à sa disposition un bureau, un lieu de travail et un espace de stockage et qui soutient les activités de la compagnie.

Projet artistique
Lors de la prochaine année de conventionnement, la compagnie finalisera et diffusera sa nouvelle création, « La Princesse Maleine », de Maurice Meterlinck, créée avec 2 acteurs-marionnettistes, deux musiciens et un dispositif numérique sonore inventé par le chef d'orchestre Shelley Katz de l'ensemble britannique Symphonova, qui permet de modifier l'acoustique d'un espace pour modeler la perception du spectateur grâce à des compositions sonores.
La création de Mathieu Enderlin, « Cubix » bénéficiera cette saison encore d'une nouvelle exploitation à l'échelle nationale avec des représentations au Festival jeune public Luaga und Losn (Autriche), au festival international de marionnette de Charleville-Mézières, à Maisons-Laffitte, Limoges et Ingré (45).
La compagnie créera également un parcours marionnettique initulé « Les Castelets Vagabonds », composé de 3 formes brèves, auxquelles seront associées des jeunes interprètes issus de la formation du théâtre aux Mains nues : « Les Lanternes à soleil », théâtre d'ombres, mis en scène par Mathieu Enderlin dans le cadre de son compagnonnage avec le Théâtre sans Toit, « Les Ruches », un théâtre d'objets pour petite jauge, mis en scène par Gilbert Epron, et « Le théâtre Camique », mis en scène par Pierre Blaise, qui donnera à voir différentes techniques de marionnettes (gaine traditionnelle, gaine chinoise, bunraku…). Cette balade théâtrale sera présentée dans les jardins de Gonesse en juin 2017 et lors des Journées du patrimoine, en partenariat avec le service des espaces verts de la ville.
Le répertoire est également diffusé : « La Fontaine » sera joué au Théâtre de la Madeleine de Troyes, « La Nuit » sera présentée aux Passerelles de Pontault-Combault (77), « La Danse de Zadig » sera joué à l'opéra de Saint-Etienne… Soit un total de 66 représentations prévues dont 37 en Île-de-France.

Projet pour les publics et le territoire
La compagnie intervient dans le cadre de l'option théâtre du Lycée Van Gogh d'Ermont soit une quarantaine d'heures d'interventions. Elle mène également des ateliers « découverte des arts » au collège Philippe Auguste de Gonesse, des ateliers d'initiation en école maternelle.
Chaque année Pierre Blaise propose les « Ateliers rudimentaires », à savoir des ateliers d'expérimentation et de transmission autour de l'art de la marionnette ouvert à différents publics : écoles, centres de loisirs, centres socio-culturels… En partenariat avec l'inspection académique et la direction des affaires culturelles de Gonesse, le Théâtre sans toit mène aussi des formations à destinations des enseignants et animateurs.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable s'élève à 152 543 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	43 975,00	28,83%
Depenses d'action culturelle	3 823,00	2,51%
Autres dépenses	104 745,00	68,67%
Total	152 543,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (sollicité)	29 496,00	19,34%
Région Île-deFrance - PAC (sollicité)	30 000,00	19,67%
Conseil Départemental du Val d'Oise (sollicité)	22 658,00	14,85%
Commune de Gonesse (acquis)	28 125,00	18,44%
Emplois Aidés - CUI-CAE	4 129,00	2,71%
Recettes propres d'activité	38 135,00	25,00%
Total	152 543,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	21 000,00 €
2018	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	90 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008885

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : BANLIEUES BLEUES - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	354 050,00 €	39,54 %	140 000,00 €
	Montant Total de la subvention		140 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BANLIEUES BLEUES
Adresse administrative : 9 RUE GABRIELLE JOSSERAND
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DANIEL ORANTIN, PRESIDENT
Date de publication au JO : 16 mars 1998

N° SIRET : 32796298100046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 10 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler
le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 10 avril 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
Banlieues Bleues occupe sur son secteur, le jazz et les musiques improvisées, une position de premier plan générée par la singularité de sa ligne artistique et par les trois dimensions de son activité : son Festival, rendez-vous majeur de la saison musicale en Ile-de-France, en France et en Europe, son dispositif d'Actions musicales, vecteur important de formation des publics et d'éducation artistique et culturelle, et sa Dynamo, lieu de fabrique, de création et de diffusion devenu ces dernières années un véritable pôle structurant en Ile-de-France.
Au fil des années, nombre de compagnies, artistes, collectifs, sont entrés en résidence de courtes, moyennes ou longue durée à La Dynamo, essentiellement la nouvelle scène du jazz et des musiques improvisées, en pleine effervescence.

Elle a pour principaux partenaires la Région Ile de France le département et la DRAC.

Perspectives du projet pour les douze prochains mois de la convention

Projet artistique

Banlieues bleues accueille un nombre important d'équipes artistiques en résidence pour de nouvelles créations scéniques autour de sorties d'album, de préparation de concerts. Selon les projets l'accompagnement peut aller de la mise à disposition de moyens humains et technique, expertise, avec toujours une diffusion associée, et pour certains une production délégué avec un accompagnement à la diffusion dans d'autres lieux, notamment poru le projet de création de Théo Cecalidi sa création « Lettres à Léopoldine » de Victor Hugo (Juillet à Décembre 2017)

5 résidences auront un accompagnement administratif, soutien technique et co-production:
- Fidel Fourneyron sur son projet un poco loco de juillet à décembre,
- Mélissa Laveaux Septembre 2017 à juillet 2018 création pour plusieurs projets en cours, dont la version scénique de « Radyo Sywel »
- Sylvain Daniel Septembre 2017 à juillet 20181 reprise et 2 créations,« Palimpseste »,« Afrorockers » version big band, et « Demain, dès l'Aube »,
- Kamilya Jubran, sur 3 temps de résidence autour du concert sortie d'album du quintette « Hapka », de la reprise du trio « Wasl » et de création de « SODASI »répétitions, sept/oct et printemps 2018 concert sen octobre 2017 et en 2018
- Paul Jarret (PJ5) Automne 2017. Recréation du projet « EMMA »

4 résidences porteront un soutien technique et co-production :
- Roberto Negro Répétitions/reprise de création du projet autour du roman Tram 83 de l'auteur congolais Fiston Mwanza Muila de novembre à décembre. Concert en mars 2018dans le cadre du festival Banlieues Bleues
- Fabrice Theuillon Répétitions pour la reprise de « The Wolphonics » Automne 2017
- Louis Laurain Répétitions de création pour « Cape Doctor Automne 2017
- Compagnie Lousadzak- Claude Tchamitchian Répétitions reprises et création Septembre 2017 à juillet 2018.

2 résidences comprendront un accompagnement administratif et un soutien technique :
Vincent Courtois de juillet à décembre 2017sur de la recherche
Denis Charolles musicale Répétitions et création « The Kuhn Concert »

4 résidences porteront sur un soutien technique :
- Orchestre National de Jazz sur des créations de petites formes et de l'Orchestre (projets Oslo et Chicago), de septembre 2017 à juillet 2018 avec 2 concerts des petites formes et 2 concerts de l'Orchestre.
- Sylvaine Hélary sur une création jeune public « La Tête à l'Envers » de septembre 2017 à février 2018.
- Yom- Quatuor IX 17 répétitions du concert « Illuminations » en octobre dans le cadre du Dynamofest, de septembre à octobre 2017.
- Fabrice Martinez en création pour le concert « Rebirth reverse » de septembre à décembre 2017.
- Alexandra Grimal sur un temps de répétitions sur la reprise de la création « La Vapeur Au-dessus du Riz » au printemps 2018.

Chaque résidence est accompagnée d'une ou plusieurs diffusions, la salle et les studios sont mis à disposition avec le personnel dédié.50 représentations sont prévus à la dynamo et 4 hors les murs.

Projet pour les publics et le territoire
La structure poursuit son programme d'intervention diversifié et innovant d'actions musicales sur le département pour les scolaires, collégiens, lycéens étudiants, jeunes de structures associatives, et personnes âgées. Les actions prennent la forme de résidences, d'ateliers de pratique musicale ou de découverte, des master-class, des conférences ou rencontres musicales, des concerts-rencontres.
Les Actions musicales de Banlieues Bleues sont réalisées avec plus de 50 partenaires chaque année

pour les publics des centres sociaux, services jeunesse, associations de quartier, collèges et lycées (13 lycées partenaires en 2017)

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter au moins 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention : La base subventionnable s'élève à 354 050 € et correspond au montant du budget prévisionnel du projet.

Localisation géographique : SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE RESIDENCES/ CREATION / DIFFUSION	285 800,00	80,72%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	29 600,00	8,36%
FRAIS DE STRUCTURES	38 650,00	10,92%
Total	354 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - PAC	140 000,00	39,49%
DRAC IDF - (quote part Fonctionnement attribué)	40 000,00	11,28%
CD 93 (quote part fonctionnement attribué)	102 500,00	28,91%
CNV, SACEM, SACD :	14 000,00	3,95%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	58 000,00	16,36%
Total	354 500,00	100,00 %

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	98 000,00 €
2018	42 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	140 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	25 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	140 000,00 €
2015	Soutien aux actions multi-territoires en Politique de la ville	25 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	140 000,00 €
	Montant total	470 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009757

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FESTIVAL THEATRAL DU VAL D'OISE - RECONDUCTION 2 ANS JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	420 500,00 €	11,89 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FTVO FESTIVAL THEATRAL DU VAL D OISE
Adresse administrative : 4 RUE BERTHELOT
95300 PONTOISE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame JEANNE LALANDE, Présidente

Date de publication au JO : 25 septembre 1983

N° SIRET : 32892262000039

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 juin 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
Le Festival Théâtral du Val d'Oise a été créé en 1983 par Alain Léonard, qui l'a dirigé jusqu'en 2009, avant de passer la main à Bernard Mathonnat. Il s'agit d'un festival itinérant qui propose une programmation d'une trentaine de spectacles de théâtre contemporain, dont des créations, et 150 représentations environ (dont un tiers de scolaires), jouées dans une cinquantaine de villes et 70 lieux. Le festival rayonne largement à l'échelle du département et se déroule aussi dans des petits villages du nord du val d'Oise en zone rurale, notamment dans le Vexin. La fréquentation s'élève à 20 000 spectateurs environ.
En 2011, le Festival a créé le Fonds d'Aide à la Création Mutualisé (FACM) pour soutenir la création contemporaine en apportant des moyens de production et de diffusion aux compagnies, grâce à l'aide spécifique du Département. Plusieurs villes et structures partenaires du festival participent à alimenter ce fonds et chaque année ce sont trois compagnies qui en bénéficient.

Le Festival développe ses activités sur l'ensemble du territoire départemental tout au long de l'année. Il organise et coordonne des résidences de compagnies : une résidence triennale d'implantation, des résidences de création et des résidences en établissements scolaires (lycées).
Le Festival Théâtral du Val d'Oise est soutenu par la DRAC d'Ile-de-France, le Conseil départemental du Val d'Oise et la Région Ile-de-France. Il a obtenu deux postes emplois-tremplins et bénéficie de l'aide à la permanence artistique et culturelle à hauteur de 50 000 € depuis 2009. En 2016, l'aide régionale a été reconduite, assortie d'une convention annuelle transitoire. Le projet de permanence artistique et culturelle porté par le Festival s'articule autour de plusieurs axes : le renforcement de son soutien à la création contemporaine, l'augmentation du nombre de résidences d'implantation territoriale de compagnies et de l'action culturelle en direction des jeunes et notamment des lycéens.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
Pour la prochaine année de conventionnement, le Festival Théâtral du Val-d'Oise prévoit d'accompagner 6 compagnies en résidence, soit : 2 compagnies en résidence longue d'implantation :
- Les Rémouleurs (marionnettes) au Figuier Blanc à Argenteuil durant trois ans avec un soutien financier du FTVO
- une autre compagnie à définir à Herblay en partenariat avec le Théâtre R. Bara
3 compagnies en résidence de création qui présenteront leur spectacle dans le cadre du festival et qui bénéficieront d'apports en coproduction, de soutien à la diffusion et aux actions culturelles :
- Pour ainsi dire pour sa création « Le chat n'a que faire des souris mortes » (11 mois de résidence croisée entre Argenteuil et Saint-Ouen l'Aumône)
- Compagnie Echos Tangibles pour sa création « Krim » (8 mois de résidence à Goussainville et Persan)
- compagnie Astrov pour sa création « La tragique et mystique historie d'Hamlet » (4 mois de résidence à Cormeilles-en-Parisis et Jouy-le-Moutier)
- une autre compagnie en résidence dans un lycée durant 6 mois.
Le Festival met les artistes en lien avec les lieux d'accueil et apporte une aide logistique et financière de 1 à 10 000€. Le Fonds d'Aide à la Création Mutualisé permettra aussi de coproduire deux créations à hauteur de 7 et 10 000€.
Le Festival accompagnera enfin deux compagnies (Cie de l'Intervention et Théâtre Majaz) pour des ateliers avec des collégiens et lycéens dans le cadre d'un PEAC du Rectorat.

Projet pour les publics et le territoire
Le Festival Théâtral du Val-d'Oise prévoit environ 150 représentations dans le cadre de sa manifestation, et une dizaine en-dehors. La majorité des compagnies dont les résidences sont accompagnées présentent une création au cours du Festival.
Des représentations sont prévues dans plus d'une vingtaine de communes du Val-d'Oise réparties sur tout le territoire, y compris des villages du Vexin. Elles sont pour partie prévues dans des théâtres partenaires (Espace Germinal, L'Apostrophe), et pour partie dans d'autres types de lieux pour se rapprocher des publics (médiathèque, HLM).
Le Festival cherche à s'orienter vers des publics plus jeunes avec un développement des actions culturelles qui leur sont destinées. Des ateliers sont en cours d'élaboration avec plusieurs lycées du territoire (Domont, Argenteuil, Eragny, Arnouville) et des collèges. Deux lycées (Domont, Eaubonne) accueilleront une résidence accompagnée par le Festival.
Une attention particulière est portée aux jeunes des territoires ruraux éloignés de l'offre culturelle, avec une action spécifique « Théâtre aux champs » conçue pour les collégiens du Vexin.
Par ailleurs, le Festival poursuivra son École du spectateur (parcours d'éducation artistique et culturelle à des enfants et des jeunes, principalement issus de quartiers en politique de la ville) ainsi que le projet « Jeunes critiques en herbe », soit un journal entièrement rédigé par des collégiens et des lycéens accompagnés par un journaliste-critique, composé d'analyses de spectacles, d'interviews ainsi que de récits de rencontres…
Enfin, le FTVO sera partenaire du projet « Youth » avec des adolescents, mené par la compagnie des Hommes à Garges-lès-Gonesse et Gonesse entre juin et décembre 2017.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 420 500 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé et de l'aide emploi-tremplin.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences / création : diffusion	367 600,00	74,63%
Dépenses d'action culturelle	46 100,00	9,36%
Dépenses de fonctionnement	78 883,00	16,01%
Total	492 583,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	44 000,00	8,90%
Région IDF PAC (sollicité)	120 000,00	24,26%
CC Vexin Val de Seine (sollicité)	3 000,00	0,61%
Emploi tremplin	2 083,00	0,42%
ARCADI	2 000,00	0,40%
SPEDIDAM	12 000,00	2,43%
ONDA	9 000,00	1,82%
Mécénat	2 500,00	0,51%
Recettes propres d'activité	280 000,00	56,61%
Département Val-d'Oise (acquis)	20 000,00	4,04%
Total	494 583,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	35 000,00 €
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et	50 000,00 €

	culturelle	
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	5 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
	Montant total	155 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009761

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : GLAZ'ART - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	117 500,00 €	34,04 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GLAZ'ART
Adresse administrative : 7-15 AV PORTE DE LA VILETTE
75019 PARIS 19
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Laurent MALVALDI, Président
N° SIRET : 38885089300024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 10 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 10 avril 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
Dirigée par Arnaud Perrine depuis 2009, Glazart est une salle de concerts de 570 places, créée en 1992, dans une ancienne gare routière Porte de la Villette du 19ème arrondissement de Paris. Le projet artistique de la salle est pluridisciplinaire croisant les musiques actuelles et les arts visuels. Avec 200 à 250 concerts par an, Glazart propose une programmation musicale éclectique et pointue, dubstep, post-rock, rock indé, noise, death metal, punk, funk, folk, électro, hip-hop…. Il organise également depuis 2006 le festival La Plage de juin à septembre en extérieur.

Glazart soutient la création et accueille des résidences dans son lieu et aussi dans le cadre de son festival notamment, de jeunes groupes franciliens. La structure attire un large public (près 115 000 spectateurs par an) de par sa tarification modeste (moyenne 8.30 €) et grâce son festival bien identifié.

Glazart est soutenu par la ville de Paris et le Conseil Régional d'Ile-de-France.

Perspectives du projet pour les douze prochains de la permanence artistique et culturelle
Projet artistique
Le lieu accueillera 3 résidences de création et de perfectionnement scénique pour les groupes suivants :

The Texas Chainsaw Dust Lovers (déjà accueilli en 2016) et 2 nouveaux groupes (NNRA et Ryte). Le lieu accompagne les artistes en résidence sur leur projet de diffusion.
En partenariat avec la Géode, Glazart accueillera deux artistes de musiques électroniques DNGLS et Re.kod sur la création de ciné-concerts, autour respectivement des films « Beautiful Planet » et « Moi, Van Gogh avec 2 représentations inédites.

Glazart accompagne l'association Métalorgie dans l'organisation de son 1er festival black metal à Paris les 12 et 13 mai 2017 sur l'organisation administrative et technique, ainsi que le collectif de scénographes en voie de professionnalisation Be Hive sur une représentation programmée au festival de LaPlage. Be Hive.

Projet pour les publics et le territoire
144 concerts sont programmés dont 11 productions et 108 coproductions. Dans le cadre du festival La Plage plus de 80 spectacles pop rock et des animations sont organisés pour le grand public sur 5 soirs par semaine avec notamment la programmation d'artistes en résidence.

En collaboration avec le Comité Départemental du Tourisme de Seine-Saint-Denis, Glazart organise des croisières sur le canal de l'Ourcq qui lui permettront de se développer en direction de nouveaux publics.

Les « escape games » sont de nouvelles expériences ludiques interactives innovantes qui impliqueront le public et les artistes et devrait toucher de nouveaux publics (notamment les plus jeunes).

2 actions culturelles en direction notamment des lycéens de Seine-Saint-Denis seront menées en particulier sur la conception de la scénographie de La Plage et la découverte des métiers du spectacle.

Calcul de la base subventionnable
La base subventionnable s'élève à 117 500 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique : DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	28 000,00 €
2018	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €

2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
	Montant total	120 000,00 €

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES DE RESIDENCES/ CREATION / DIFFUSION	70 500	**Région Ile-de-France PAC**	50 000
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	32 000	Ville de Paris attribué	11000
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	25 000	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITE**	66500
		Billetterie	32000
		Bar	34500
TOTAL DEPENSES	**127 500**	**TOTAL RECETTES**	**127 500**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009765

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LA BRIQUETERIE CENTRE DE DEVELOPPEMENT CHOREGRAPHIQUE DU VAL DE MARNE - RECONDUCTION 2 ANS PAC – JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	187 500,00 €	40,00 %	75 000,00 €
	Montant Total de la subvention		75 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA BRIQUETERIE CENTRE DE DEVELOPPEMENT CHOREGRAPHIQUE DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 17 RUE ROBERT DEGERT 94400 VITRY SUR SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel LEFEIVRE, Président

Date de publication au JO : 27 février 2013

N° SIRET : 32296178000036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 juin 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
Soutenue dès 1981 par le Département du Val-de-Marne, l'association pour la Biennale nationale de danse du Val-de-Marne s'est imposée au niveau national comme une manifestation chorégraphique phare reposant sur une dynamique originale : à l'échelle de tout un département et fondée sur l'adhésion des structures partenaires à l'association et sur un partage financier des coûts des projets.
L'association pour la Biennale nationale de danse du Val-de-Marne a été reconnue « Centre de développement chorégraphique » en 2006, ce qui lui a notamment permis de développer les « accueils studios » en faveur de compagnies extérieures. L'association a été labellisée par le Ministère de la Culture en 2010 au titre du réseau national des CDC.

Jusqu'en 2009, c'est le chorégraphe Michel Caserta, au départ implanté à Vitry-sur-Seine, qui a dirigé le festival et l'association. Depuis octobre 2009, la structure est dirigée par Daniel Favier et poursuit les axes de travail suivant :
• Le soutien à la création chorégraphique, à travers des coproductions et des résidences longues (en 2013, trois compagnies sont en résidence)
• La diffusion de l'art chorégraphique, à travers notamment le Festival Biennal, les projets européens (Métamorphoses, Migrant bodies) ou des Plateaux professionnels
• La sensibilisation à travers des actions culturelles et de formations : stages, ateliers, débats et autres actions de proximité avec des compagnies accueillies en résidence longue.
Par ailleurs, depuis 2003, le CDC édite la revue Repères, cahier de danse.
En mars 2013, le CDC du Val-de-Marne s'est installé dans un nouvel équipement : La Briqueterie, lieu entièrement dédié à la danse. Il compte notamment 3 studios de travail, 1 studio-scène de 180 places et un parvis extérieur avec gradins. Ce projet porté par le Département du Val-de-Marne, a été inscrit dans le contrat de projet Etat-Région 2007-2013. La participation de la Région s'élevait à 3 millions d'euros.
La Briqueterie-CDC du Val-de-Marne est soutenue par le Conseil Départemental du Val-de-Marne, la DRAC Ile-de-France et la Région Ile-de-France au titre de la permanence artistique et culturelle.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
La Briqueterie - Centre de Développement Chorégraphique accompagne des compagnies dans le cadre de résidences longues ainsi que dans des résidences de création plus courtes. Elle met à disposition ses studios de travail, apporte des aides en coproduction et diffuse les spectacles soit dans le cadre de la biennale soit au studio-scène soit encore dans des lieux partenaires.
La Briqueterie va poursuivre son accompagnement de la compagnie Cube de Christian Ubl : coproduction et mis à disposition de techniciens pour la création de la pièce jeune public inspiré de Hansel et Gretel « H&G ». La pièce sera présentée à la Briqueterie pour une série de 5 représentations. Lors d'un évènement créé à la Briqueterie les deux pièces de répertoire de la compagnie, « STIL » et « AU », y seront présentés. Jordi Gali est également un artiste soutenu par la Briqueterie, il créera un nouveau spectacle « P18 » avec le soutien en coproduction de la Briqueterie. La pièce sera présentée à la Briqueterie lors de la journée des voisins en mai 2018. La compagnie « A Short Term Effect » d'Alexandre Roccoli bénéficiera également d'un accompagnement pour sa prochaine création « Weaver ». Pour son prochain spectacle « mA », La Briqueterie apportera à Satchi Noro un apport en coproduction et mettra à sa disposition des espace de travail ; le spectacle sera présenté dans un théâtre partenaire, le Théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine.

Projet pour les publics et le territoire
Outre la diffusion des créations des compagnies accueillies en résidence, des actions en direction des publics sont construites en tenant compte de la singularité des projets des compagnies et de leurs approches. Elles prennent toujours appui sur les créations des compagnies et visent à initier le public à l'univers de l'artiste et à élargir les publics de la danse. Ainsi avec la compagnie Cube de Christian Ubl, des interventions sont prévues notamment dans les lycées et collèges, comme un parcours jeune spectateurs. A l'occasion de la présentation de la pièce « Sillas » lors des Plateaux de la Briqueterie, une cinquantaine d'amateurs seront amenés à élaborer une performance. Jordi Galli qui mène un travail autour de la question de l'architecture provisoire interviendra auprès de lycéens de lycées professionnels, d'étudiants à l'université et en école d'architecture. D'autres ateliers de pratique et de sensibilisation seront également proposés aux publics. S'agissant du projet d'Alexandre Roccoli, un parcours autour des gestes des métiers (mineurs, tisserands…) trouvant un écho avec le passé industriel de la Briqueterie sera proposé à des lycéens. L'ensemble des actions culturelles prévues avec les compagnies en résidence représente un volume horaire prévisionnel d'environ 200 heures.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 187500 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences / création / diffusion	83 535,00	44,55%
Dépenses d'action culturelle	66 465,00	35,45%
Dépenses de fonctionnement	37 500,00	20,00%
Total	187 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	47 656,00	25,42%
Région IDF PAC (sollicité)	75 000,00	40,00%
Département Val-de-Marne (obtenu)	57 684,00	30,76%
Recettes propres d'activités	7 160,00	3,82%
Total	187 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	52 500,00 €
2018	22 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	75 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	75 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	75 000,00 €
	Montant total	225 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009766

Objet : LA FERME DU BUISSON CENTRE CULTUREL DE MARNE LA VALLEE - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	329 000,00 €	30,40 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65738-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA FERME DU BUISSON
Adresse administrative : ALLEE DE LA FERME
77186 NOISIEL
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur VINCENT ECHES, Directeur
N° SIRET : 75213652300012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 juin 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
La Ferme du Buisson labellisée scène nationale depuis 1990 est une ancienne friche industrielle installée sur un site de 2 hectares dans la ferme modèle des chocolateries Meunier à Noisiel en Seine-et-Marne.

La Ferme du Buisson a développé son projet en offrant aux artistes des moyens humains, techniques et financiers pour créer, en permettant aux publics de la ville nouvelle et d'ailleurs (plus de 100 000 spectateurs par an) de fréquenter le site autour d'une programmation pluridisciplinaire, avec des propositions de modalités innovantes de partenariat et de mutualisation au territoire.

Depuis 2008, le nouveau contrat d'objectifs conclu avec le S.A.N. du Val Maubuée, la DRAC Ile-de-France, et le Conseil Général de Seine-et-Marne, se décline sur trois axes : la permanence artistique, la permanence des publics et le développement territorial.
Vincent Eches antérieurement codirecteur puis directeur de la scène nationale depuis 2011, poursuit ce projet avec un élargissement de la pluridisciplinarité de la programmation et une ouverture nouvelle à la musique classique et au jeune public, un renforcement des partenariats et une logique de réseau. La Ferme du Buisson met l'accent sur la parité des artistes accompagnés et la diversité des esthétiques.

Perspectives du projet pour les douze prochains mois de Permanence artistique et culturelle.

Projet artistique
La Ferme du Buisson propose différents types de résidences adaptées aux besoins des artistes, 12 résidences de création, 1 résidence d'action artistique, 1 résidence de diffusion et 5 résidences de recherche sont prévues sur les douze prochains mois :
Mickaël Serre sera notamment accueilli pour la création de l'adaptation de la bande-dessinée Trois Ombres de Cyril Pedrosa. Le Collectif Ubique, composé d'artistes émergents de Noisiel, sera en résidence pour sa prochaine création musicale de La Belle au bois dormant.

La Ferme du Buisson met en place également un système compagnonnage d'artistes sur plusieurs saisons. Le Centre de Musique de Chambre de Paris et Guillaume Barbot, déjà accueillis l'an dernier, le seront de nouveau pour des résidences longues.

Projet pour les publics et le territoire
La structure a un important programme de diffusion sur toutes esthétiques dans son lieu et hors les murs. Ainsi, la compagnie de diffusion «Cousins en résidence » tournera pour une quinzaine de représentations de son spectacle Hula Hoopla dans la communauté d'agglomération de Paris Vallée de Seine.
Le Festival Tout' Ouie de musique jeune public sera aussi l'occasion d'une diffusion territoriale dans les 9 villes partenaires.
Les spectacles accueillis sont l'occasion de nombreuses actions ponctuelles auprès des scolaires depuis la maternelle jusqu'à l'université. La Ferme du Buisson est partenaire de 23 établissements scolaires ou universitaires, d'équipements culturels et du centre d'Art contemporain.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter au moins 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique : VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	70 000,00 €
2018	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	100 000,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	33 000,00 €
2014	Manifestations littéraires (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	100 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	32 000,00 €
2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création	82 275,00 €

	culturelle	
2015	Manifestations littéraires (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	100 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	58 000,00 €
2016	Manifestations littéraires	20 000,00 €
	Montant total	570 275,00 €

Calcul de la base subventionnable

La base subventionnable s'élève à 329 000 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES DE RESIDENCES/ CREATION / DIFFUSION	256 000	**Région Ile-de-France PAC**	120 000
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	30 000	DRAC attribué (quotepart)	40 000
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	63 000	CC Paris vallée de la Marne attribué	90 000
		Département attribué	84 000
		Sociétés civiles	6 000
		RECETTES CESSIONS	9 000
TOTAL DEPENSES	**349 000**	**TOTAL RECETTES**	**349 000**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009769

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MAISON ARTS & CULTURE CRETEIL - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	470 200,00 €	34,03 %	160 000,00 €
	Montant Total de la subvention		160 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DES ARTS ET DE LA CULTURE ANDRE MALRAUX DE CRETEIL
Adresse administrative : PL SALVADOR ALLENDE 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CHRISTIAN FOURNIER, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 39255389700019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 10 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 10 avril 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
La Maison des Arts de la Culture de Créteil, labellisée Scène Nationale en 1993, est désormais dirigée suite à la nomination de Didier Fusillier à la Présidence de La Villette, par le chorégraphe, José Montalvo et Nathalie Decoudu, directrice déléguée. Le projet de la nouvelle direction repose sur les valeurs du métissage et sur la volonté de faire de la MAC un lieu de l'échange, du partage et de la confrontation des pensées et des émotions.
Les grandes orientations artistiques du projet sont :
- Accueillir dans une programmation pluridisciplinaire des artistes prestigieux tout en présentant la vitalité de la jeune scène nationale et internationale
- Inscrire la création au cœur du projet (trois artistes associés pendant 3 ou 4 ans, la production déléguée des pièces chorégraphique créées par le directeur-chorégraphe José Montalvo et l'accompagnement d'autres équipes artistiques)

- Continuer à faire de la MAC une maison attentive aux mutations technologiques
- Faire découvrir les richesses de la création pour l'enfance et la jeunesse
- Fédérer les différents acteurs du territoire à travers la mise en place de projets partagés
- Alimenter sans cesse le dialogue entre les habitants de la cité et le monde de la création

Les axes de programmation de la MAC seront les suivants :
- Présence de tous les arts de la scène (danse, théâtre, musique, variétés et cirque) et des spectacles mêlant les disciplines
- Place toutefois plus importante accordée à la danse
- programmation de mini-festivals de trois jours qui rythmeront la saison.

Les partenaires de la MAC sont la DRAC Ile-de-France, le Conseil départemental du Val-de-Marne, la Ville de Créteil, l'Etablissement Public Grand Paris Sud Est Avenir et la Région Ile-de-France.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
La création étant au cœur du nouveau projet artistique de José Montalvo et Nathalie Decoudu, la MAC s'est associée pour une longue durée (3 ou 4 ans) avec 3 artistes : Elise Vigier, comédienne, metteur en scène, réalisatrice ; le Collectif émergent (La) Horde, transdisciplinaire (pièces chorégraphiques, performances, films) et Kaori Ito, danseuse et chorégraphe. La MAC accompagnera et soutiendra en coproduction leur activité de création, leur proposera des cartes blanches et diffusera leurs spectacles. Leur présence sur une longue durée permettra de développer un lien privilégié avec le public et le territoire, et de s'investir durablement dans diverses actions culturelles.
D'autres artistes et équipes artistiques, émergents comme confirmés, seront également accueillis en résidence de création, avec mise à disposition d'espace de travail, accompagnement technique et apport en coproduction : Bianca Li (danse – confirmée), Maguy Marin (danse – confirmée) et Gabriel Dufay (Théâtre – émergents).

Projet pour les publics et le territoire
La MAC prévoit pour sa programmation 140 à 150 représentations dans les murs et 5 à 10 en-dehors, représentants toutes les esthétiques du spectacle vivant, avec un accent particulier sur la danse.
La saison sera rythmée par des temps forts construit notamment avec les artistes associés : Hyper Harlem (2 spectacles, exposition, concert, atelier) ; Carte blanche à (La) Horde (2 spectacles, installations, free party) ; Mega Circus, 4 spectacles et une exposition sur le thème du cirque.
Le volet actions culturelles de la MAC de Créteil est fortement développé et s'adresse essentiellement à des collégiens et à des lycéens. La MAC développe des projets avec 24 lycées du Val-de-Marne et 1 lycée de Seine-et-Marne : rencontres avec les artistes en amont et en aval des représentations, répétitions publiques, classes à PAC, Option théâtre, ateliers artistiques (théâtre et danse), projet inter établissement. Des interventions auprès d'enseignants sont également prévues en partenariat avec le rectorat de Créteil. La MAC proposera enfin des interventions en direction du territoire et des jeunes avec l'utilisation de la MAC Mobile et la table de Mash Up. Le volume horaire des actions culturelles prévues représente plus de 1100 heures.
Dans le cadre de la permanence artistique et culturelle, la Région apporte son soutien à la MAC pour l'accompagnement des trois artistes associés, les accueils en résidence de création d'autres compagnies et les actions culturelles menées en particulier avec les lycéens.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 470 200 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences / création / diffusion	327 200,00	69,59%
Dépenses d'action culturelle	50 000,00	10,63%
Dépenses de fonctionnement	93 000,00	19,78%
Total	470 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IF (obtenu)	86 530,00	18,40%
Région IDF PAC (sollicité)	160 000,00	34,03%
TVA sur subvention régionale	-3 291,00	-0,70%
Département Val-de-Marne (obtenu)	86 530,00	18,40%
EPT 11 (obtenu)	86 531,00	18,40%
Recettes propres d'activités	53 900,00	11,46%
Total	470 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	112 000,00 €
2018	48 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	160 000,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	100 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	160 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	70 000,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	33 380,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	160 000,00 €
	Montant total	583 380,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009771

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MAISON DES JONGLAGES - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	214 966,00 €	23,26 %	50 000,00 €
		Montant Total de la subvention	50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DES JONGLAGES
Adresse administrative : 22 RUE DE LA REPUBLIQUE
93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ANTONI KLEMM, Président

Date de publication au JO : 6 septembre 2008

N° SIRET : 50948953000030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 juin 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
La Maison des Jonglages a été créée en 2008 à La Courneuve par deux artistes jongleurs, Thomas Guérineau et Rémy Laroussinie, afin de donner une visibilité plus grande à cet art encore peu reconnu dans les arts du cirque. La structure organise le festival « Rencontre des jonglages » et est progressivement devenue un épicentre fédérateur pour les artistes, le public et les programmateurs franciliens.

Hébergée dès ses débuts par le Centre culturel Jean Houdremont à La Courneuve, la Maison des Jonglages a signé en 2013 conjointement avec le centre culturel municipal une convention avec la DRAC au titre d'une « scène conventionnée jonglage ». Dans ce cadre, la MDJ organise le festival, propose quelques spectacles au cours de la saison dans la programmation du centre et accueille et accompagne de nombreux artistes jongleurs en résidence. La MDJ anime également de nombreux ateliers auprès des

publics. Son ambition est d'être un un pôle ressources tant à l'adresse des artistes que des structures culturelles qui souhaitent mettre en œuvre une programmation ou des temps forts autour du jonglage. Depuis 2015, le festival est monté en puissance et se déroule dans plusieurs villes de la région tout en gardant un temps fort à La Courneuve.

La Maison des Jonglages bénéficie de soutiens de la part de la DRAC, de l'Etat au titre de la politique de la ville, du Département de Seine-Saint-Denis, de la Ville de La Courneuve et de la Région Ile-de-France. Depuis 2009, la Région accompagne le projet de la Maison des Jonglages dans le cadre de la permanence artistique et culturelle, via le Centre culturel Jean Houdremont jusqu'en 2012, et depuis 2013 directement à l'association porteuse du projet, qui s'est structurée. L'aide régionale a été revalorisée en 2013, passant de 40 000 € à 50 000 €. En 2016, l'aide régionale a été reconduite et assortie d'une convention annuelle transitoire. Le projet de la Maison des Jonglages pour le renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle s'articule autour de la poursuite du soutien à la création et aux résidences d'artistes, avec une attention particulière aux artistes émergents. La MDJ souhaite pérenniser le nouveau format régional du festival Rencontre des jonglages, qui fêtera sa 10ème édition en 2017, en intégrant progressivement de nouveaux partenaires comme le Théâtre Louis Aragon à Tremblay, la Ville de Rosny-sous-Bois, le Pôle cirque d'Antony ou encore le Théâtre de Châtillon, dans une logique de réseau régional. La MDJ poursuivra sa programmation en saison avec une priorité d'investissement de l'espace public. Les actions artistiques et culturelles avec le public seront pérennisées avec l'ambition de développer la relation aux lycées. Enfin, à moyen terme, la Maison des Jonglages souhaite aussi monter des projets à l'échelle européenne.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
Pour la prochaine année de conventionnement, la Maison des Jonglages accueille 5 compagnies (Muller &Muller, Nicanor de Elia, Defracto, Happy Face et la compagnie Thomas Guerineau), en résidence au centre culturel Houdremont. Ces résidences de création se déroulent sur des périodes de 6 à 11 jours continus et sont assorties de la mise à disposition d'une salle/plateau équipée et d'un accompagnement technique, ainsi que d'apports en coproduction (entre 4000€ et 7000€). La MDJ développe également un accompagnement administratif de production et gestion de projet.

Projet pour les publics et le territoire
Dans le cadre de la saison du centre culturel Houdremont, cinq compagnies présenteront leur création, une étape de travail ou bien un spectacle : la compagnie Defracto présentera « Dystonie » dans le cadre d'un temps fort cirque, Nicanor de Elia présentera une étape de travail de sa création « Juventud », la compagnie Basinga présentera également un spectacle en ouverture de saison, la compagnie loop présentera « Stoptoï » et enfin la compagnie La main de l'homme-Clément Dazin jouera « Humanoptère ».
Le travail dans l'espace public se poursuit notamment dans le cadre du projet « Monument en Partage » au cœur du quartier des quatre routes.

Une nouvelle édition du festival des Rencontres des jonglages sera organisée avec de nouveaux partenaires tels que la scène conventionnée de Tremblay et la ville de Garges-lès-Gonesse, en plus des lieux franciliens déjà partenaires (Carreau du Temple, 2R2C, Monuments en Mouvement à Paris, L'Embarcadère d'Aubervilliers, l'Académie Fratellini, le théâtre de l'Agora, Mains d'œuvres).
Près de 25 représentations sont prévues dans les murs et 45 représentations hors-les-murs.
Des parcours d'actions culturelles et des projets seront mis en place avec les publics. La compagnie HappyFace mène une résidence in situ dans le lycée L. Lagrange de Bondy et le lycée Rimbaud de La Courneuve ; la compagnie Stoptoï ira à la rencontre des collégiens en partenariat avec la mission Culture et Art au Collège du Département de la Seine-Saint-Denis. Enfin le collectif Double M, mobilise habitants, établissement scolaires (lycée Rimbaud de La Courneuve et lycée l'ENNA/CFA de Saint--Denis) et associations pour un projet d'ateliers de scénographie participative d'une cinquantaine d'heures

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période

minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 214 966 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de l'aide emploi-tremplin et de l'écart entre l'aide demandée et l'aide attribuée.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE RESIDENCES / CREATION / DIFFUSION	153 546,00	66,05%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	32 814,00	14,12%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	46 100,00	19,83%
Total	232 460,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (obtenu)	25 000,00	10,75%
Etat - ACSE (obtenu)	10 000,00	4,30%
Région IDF PAC (sollicité)	63 000,00	27,10%
Région IDF Emploi Tremplin (obtenu)	4 494,00	1,93%
Département Seine-Saint-Denis (obtenu)	15 000,00	6,45%
Ville de La Courneuve (obtenu)	23 000,00	9,89%
Ville de Paris (sollicité)	4 000,00	1,72%
CUI-CAE	4 464,00	1,92%
SACD	5 000,00	2,15%
ONDA	3 500,00	1,51%
Fondation ADP	4 000,00	1,72%
Recettes propres d'activité	71 002,00	30,54%
Total	232 460,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	35 000,00 €
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
	Montant total	150 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009772

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MOOV'N AKTION - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	156 000,00 €	22,44 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOOV'N AKTION
Adresse administrative : 3 BIS VILLE DES LIONS
93310 LE PRE-SAINT-GERVAIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Dorothea KAISER-WIBAUX, Présidente
N° SIRET : 42001100900016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 juin 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
Créée en 1997 pour porter le festival Danse Hip Hop Tanz en Seine-Saint-Denis, ainsi que les projets artistiques du chorégraphe Storm, notamment à l'échelle internationale, l'association Moov'n Aktion est un opérateur historique de la danse hip hop.

Son activité s'est beaucoup développée au début des années 2000, à travers ce festival, sur l'accompagnement de jeunes compagnies ou danseurs hip hop, l'action culturelle (particulièrement en direction des amateurs), la diffusion de plateaux chorégraphiques et des projets de coopération internationale. Les temps de diffusion et d'actions culturelles se déroulent au sein d'équipements de taille et de natures différentes (institutions nationales, équipements municipaux, associations...). Il permet la construction d'une dynamique hétérogène et la possibilité de rencontrer et de travailler avec des publics variés et associe dans une démarche de co-construction de projet les opérateurs et équipements jeunesses et cultures locaux au sein de ces collectivités.

Moov'n Aktion dispose de locaux privés au Pré-Saint-Gervais et a tissé un réseau de partenariats durables avec plusieurs villes du département. L'association bénéficie du soutien de la Ville de Bobigny,

du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis, de l'Etat au titre de la politique de la ville, de l'agglomération Est Ensemble, de plusieurs communes du 93 ainsi que de la Région Ile-de-France.

Perspectives du projet pour les douze prochains mois de la convention

Projet artistique
Danse HipHop Tanz est un parcours chorégraphique, un itinéraire de rencontres, proposé aux compagnies confirmées et émergentes qui va de la sensibilisation aux démarches chorégraphiques innovantes à la présentation de pièces inscrites au répertoire.
La structure privilégiera le déploiement de résidences in situ dans les villes partenaires pour être au plus près des publics avec un accompagnement à la structuration de la compagnie, du projet dans différentes étapes de création jusqu'à la diffusion voire la production. Les compagnies se produisent dans le cadre de la programmation annuelle et du festival Danse HipHop Tanz.

En 2017 4 à 6 compagnies ou collectif d'artistes indépendants seront accueillies en résidence territoriale, 4 compagnies ou artistes seront tutorées, 6 compagnies seront accompagnées pour la circulation de leur diffusion : Cie Bandidas - Collectif Jeu de Jambes / Alex Benth - Storm - Cie Tribal Sarong / Yiphun Chiem, Cie French Wingz, Hype N Spicy / Ange Koue, Cie Dixit, Cie MouvMatik…

Projet pour les publics et le territoire
25 représentations seront proposées hors les murs. Le programme d'actions culturelles sera renforcé et fera partie intégrante de la méthodologie, la trajectoire proposée par la structure pour aider à la professionnalisation et à la structuration des compagnies accompagnées.

20 actions culturelles d'implication dans le processus de création intitulées « chantiers artistiques » sont destinées aux scolaires dont 2 classes de lycée (classes à PAC, option-théâtre, ateliers artistiques…) et hors temps scolaire en partenariat avec50 structures de 7 villes …

Calcul de la base subventionnable
La base subventionnable s'élève à 156 000 € et correspond au montant du budget prévisionnel du projet.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique : SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	24 500,00 €
2018	10 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
	Montant total	105 000,00 €

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES DE RESIDENCES/ CREATION / DIFFUSION	99 000	**Région Ile-de-France PAC**	35 000
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	26 000	ETAT ACSE Sollicité	8 500
FRAIS DE STRUCTURES	31 000	CD 93 attribué	65 000
		Bagnolet : Sollicité	4800
		Pantin Sollicité	6000
		Aubervilliers Sollicité	3800
		Est ensemble Sollicité	5600
		La Courneuve Sollicité	6300
		Nanterre Sollicité	6300
		Bobigny Sollicité	2200
		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	12 500
TOTAL DEPENSES	**156 000**	**TOTAL RECETTES**	**156 000**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009773

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PETIT BAIN - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	1 022 200,00 €	3,42 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PETIT BAIN
Adresse administrative : 7 PORT DE LA GARE
75013 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme Coopérative Professionnelle
Représentant : Monsieur ESTEBAN RICARDO, Directeur

N° SIRET : 53935055300027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 juin 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
Petit Bain a été créé en 2011 par les équipes de La Guinguette Pirate et du Bouquin Affamé. La structure est à la fois lieu musiques actuelles et une entreprise d'insertion par l'activité économique qui accompagne des personnes éloignées de l'emploi en leur proposant des postes dans la restauration, la technique (régie son, régie lumière) et l'accueil.
Cet équipement flottant arrimé sur les quais de Seine, dans le 13ème arrondissement comprend, sur trois niveaux, une salle de concerts d'une capacité de 450 places et équipée d'un studio d'enregistrement, une terrasse végétale et un restaurant.

Petit Bain est soutenu par la Ville de Paris et la Région Île-de-France. Le lieu sera en phase de préfiguration en vue d'une labellisation fin 2018, dans le cadre d'un projet de territoire avec la ville de Paris et l'Etat sur un projet SMAC partagé avec le Centre Barbara FGO et les 3 Baudets.

Perspectives du projet pour les douze prochains de la permanence artistique et culturelle

Projet artistique
Le projet vise à favoriser la création et la pluridisciplinarité, développer les résidences, l'action culturelle et le jeune public, renforcer la diffusion et les collaborations franciliennes.

Il portera deux résidences de création :
- La co-production d'une résidence de création commune de préfiguration SMAC avec le centre Fleury Goutte d'or, et 3 Baudets « Fabriqué à B.B.B », de septembre 2017 à juin 2018. Cette création mêlant musique danse et vidéo s'ouvrira à d'autres disciplines et s'articulera sur le thème de Paris - son répertoire, son histoire…. Chaque structure proposera deux artistes en lien avec l'identité du lieu et sur des esthétiques complémentaires. Une restitution est prévue dans chaque lieu et cette création sera proposée dans certains festivals et autres smac franciliennes et provinciales.
- La création chanson de Pierre Sangues sur une semaine en décembre suivie d'une diffusion en janvier 2018.

4 groupes sont accueillies sur 2 à 3 jours pour des répétitions et filages en amont de concerts: Niveau Zéro (Musiques électroniques), Future (Rock), Swerve (Rock) et We Insist ! (Rock).

Projet pour les publics et le territoire
La structure programme 220 concerts et clubbing, 120 mini-concerts découverte, 15 formes jeune public et 40 propositions hors-les-murs.Deux temps forts réguliers sont poursuivis « summer of love » (été 2017) sur la contre-culture et le « festival How to love » (février 2018).

Différentes actions sont menées : avec le pôle Innovant du Lycée Lazare Ponticelli sur des répétitions publiques et rencontres…, des rencontres artistiques à la médiathèque Jean Pierre Melville, des ateliers de création « musique et radio » ainsi que des rencontres autour de concerts avec les jeunes du quartier politique de la ville du 13è arrondissement de Paris et des masterclass pour tous publics.
Un projet sera aussi mené avec les migrants dans le cadre du projet « Refrains Refuges » avec des concerts organisés dans les centres de migrants.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique : PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	24 500,00 €
2018	10 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €

2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
	Montant total	105 000,00 €

Calcul de la base subventionnable
La base subventionnable s'élève à 1 022 200 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la recette Emploi tremplin et de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES DE RESIDENCES/ CREATION / DIFFUSION	792 500	**Région Ile-de-France PAC**	50 000
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	75 000	Région IDF Emplois-tremplin Attribué	5 000
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	174 700	Ville de Paris DAC attribué	100 000
		Ville de Paris DDJS attribué	10 000
		DRAC IDF (préfiguration SMAC) en cours	35 000
		CNV	46 000
		Sacem	5 000
		Mécénat	25 000
		Recettes propres d'activité	812 200
TOTAL DEPENSES	**1 042 200**	**TOTAL RECETTES**	**1 042 200**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009782

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ESPACE JULES VERNE - THEATRE DE BRETIGNY- CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	680 050,00 €	10,15 %	69 000,00 €
	Montant Total de la subvention		69 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION
Adresse administrative : 1 PLACE SAINT EXUPERY
91700 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur OLIVIER LEONHARDT, Président

N° SIRET : 20005785900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 10 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 10 avril 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
Situé dans la grande couronne de Paris et inauguré en 1988, l'Espace Jules Verne a rapidement affirmé sa vocation artistique et culturelle, le théâtre est scène conventionnée par la DRAC depuis 2000. Il est composé du Théâtre de Brétigny et d'un Centre d'art contemporain.
En 2004, le Théâtre est devenu d'intérêt communautaire et géré en régie autonome par la Communauté d'agglomération du Val d'Orge. Régie à caractère administratif de la Communauté d'agglomération Cœur d'Essonne dotée de l'autonomie financière sans personnalité morale, l'Espace Jules Verne à Brétigny-sur-Orge relève depuis le 1er janvier 2016 de la Communauté d'agglomération Cœur Essonne incluant la Communauté de communes de l'Arpajonnais.

Dirigé jusqu'en 2011 par Dominique Goudal, le projet du Théâtre de Brétigny est principalement dédié à la création contemporaine, dans une proximité forte avec les artistes, accueillis en résidences longues (2 équipes artistiques par an) ou en résidences de création et étroitement associés à la vie du théâtre. Dans le cadre de ces longues résidences, la compagnie Louis Brouillard de Joël Pommerat a durablement travaillé à Brétigny.
Le Théâtre a mené également un important travail d'appropriation avec les publics à travers la diffusion de petites formes hors les murs, à domicile, dans des bibliothèques, associations, centres sociaux… mais aussi à travers le Festival Dedans Dehors qui offrait chaque année sur les week-ends de mai et juin une vingtaine de spectacles dans les villes et villages de l'Essonne au plus près des populations. Le dispositif « Ouvre ! On manque d'art » permettait également de mener des projets d'envergure avec des populations socialement éloignées de l'offre culturelle.

Depuis 2012, la direction du Théâtre est assurée par Sophie Mugnier, auparavant administratrice du théâtre. Le nouveau projet met l'accent sur le cirque et les arts urbains tout en restant un projet pluridisciplinaire ; avec une articulation se voulant plus forte entre les propositions artistiques et les enjeux sociaux et territoriaux. Le festival Dedans Dehors est transformé et intégré à la saison comme fil rouge, la programmation est construite autour de cycles de programmation thématiques (« voyage, voyage », « la force des illusions », « Habiter le monde », « Monstres et merveilles »…). Le Théatre propose ainsi des spectacles dans et hors les murs, dans des lieux atypiques comme par exemple des cafés, chateaux, espaces nautiques, stade de sport, domaines départementaux, forets, mais également des salles polyvalentes et habitations privées.
Le Théatre accompagne la création contemporaine et met en place des actions de médiations en lien avec les artistes en résidence et le territoire.

Le Théâtre de Brétigny est membre du Collectif Essonne Danse. Il est soutenu par l'agglomération Cœur d'Essonne, le Département de l'Essonne, la DRAC et la Région Ile-de-France.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
La prochaine année de convention va couvrir une période de transition entre la fin du premier cycle du projet menée par la directrice du Théâtre de Brétigny et le début du second cycle de quatre années également, transition qui va notamment se matérialiser avec une période de croisement entre les artistes associés sortant et les nouveaux artistes associés au projet du théâtre. Les artistes prennent ainsi part à la saison dedans / dehors du Théâtre et aux cycles thématiques qui la constituent.
En effet, le Théâtre de Brétigny accueille plusieurs artistes associés pour des résidences longues de 4 ans. Les résidences sont définies en lien avec les besoins des artistes et la temporalité de leur projet. Au cours de leur résidence, les artistes associés présenteront au moins une création (coproduite par le Théâtre), diffuseront leurs œuvres dans ou hors les murs, présenteront le cas échéant des projets in situ, et mèneront des actions permettant la rencontre avec les publics et le territoire. Les nouveaux artistes et équipes artistiques associés, Julie Desprairies (compagnie Desprairies – danse in situ), la Débordante compagnie (Héloise Desfarges – Danse dans l'espace public), Madani compagnie (Ahmed compagnie – théâtre), Camille Boitel (compagnie l'immédiat – cirque) et Magali Wehrung et Agathe Bouvachon (désigneuses culinaires) succéderont à Mark Ets (Ici Même – interventions dans l'espace public), Michael Phelippeau (compagnie Bi-p – danse) et Pascal Colrat (art graphique). Les chorégraphes Jann Gallois (danse hip-hop) et Julie Nioche (danse contemporaine) seront également associées à partir de 2018.
Par ailleurs, le Théâtre accueille également d'autres compagnies pour des résidences à l'année, elle présente leur création et mène des projets avec les publics. C'est le cas en 2017 de Mélanie Perrier (compagnie 2minimum – danse), Le théâtre du Menteur (François Chaffin - théâtre), l'avantage du doute (collectif d'acteurs) et Defracto (jonglage).

Projet pour les publics et le territoire
Le Théâtre développe un projet attentif à créer les conditions de la rencontre entre les artistes et les publics, la population et le territoire et à s'adresser à un public le plus large et diversifié. Dès lors, une

diversité d'interventions sont menées, en direction du tout public (des rencontres dans le quotidien, des débats et conférences, des stages et ateliers de pratiques, gouter-philos, visites des coulisses…), en direction des publics scolaires (PEAC dans des écoles, collèges, lycées, parcours avec les internes du Lycée de Brétigny, projets à destination des enseignants, projets « les enfants en Avignon »…), en direction de publics spécifiques (personnes en situation de handicap, séniors, patients et soignant d'un Etablissement de santé…). Un volume horaire de 550 heures d'actions culturelles est prévu.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 680 050 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences / création / diffusion	505 000,00	73,08%
Dépenses d'action culturelle	50 000,00	7,24%
Dépenses de fonctionnement	136 050,00	19,69%
Total	691 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	60 000,00	8,68%
Région IDF PAC (sollicité)	80 000,00	11,58%
Département Val-de-Marne (sollicité)	70 000,00	10,13%
Coeur d'Essone Agglomération (obtenu)	390 000,00	56,44%
CUI CAE (sollicité)	5 000,00	0,72%
ONDA	6 050,00	0,88%
Recettes propres d'activité	50 000,00	7,24%
Autres financements	30 000,00	4,34%
Total	691 050,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	48 300,00 €
2018	20 700,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	69 000,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	42 345,32 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	69 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2016	Fonds Propreté	31 650,00 €
2016	Réalisation de lotissements agricoles	203 000,00 €
2016	Soutien à la création et à la diffusion numérique	40 597,00 €
2016	Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	91 700,00 €
2016	Soutien aux espaces de travail collaboratif	10 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2017	Aides aux manifestations culturelles	40 000,00 €
2017	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	5 000,00 €
	Montant total	697 292,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009785

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : THEATRE DE SENART - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	639 090,00 €	11,74 %	75 000,00 €
	Montant Total de la subvention		75 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DE SENART
Adresse administrative : 9 A 11 ALLEE DE LA FETE
77565 LIEUSAINT
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur JEAN-MICHEL PUIFFE, Directeur
N° SIRET : 80926540800017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 juin 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
Le Théâtre de Sénart est une scène nationale labellisée par le Ministère de la Culture et de la Communication depuis 1992 et dirigée par Jean-Michel Puiffe depuis 2001. Implanté dans un nouveau lieu depuis novembre 2015 sur la commune de Lieu saint, le Théâtre de Sénart, comprend deux salles et dispose désormais d'un espace chapiteau inauguré en 2016.

De 1986 à 2001, le projet artistique mené par le Directeur Georges Buisson et Alain Grasset (co-directeur de 1986 à 1998) a été centré sur l'échange entre création artistique et publics, avec la création du festival du théâtre à domicile. En 2001, Jean-Michel Puiffe a été nommé à la tête de la Scène nationale en faire une « pépinière » de création, mélangeant professionnels et amateurs dans la réalisation de spectacles. Il mène une politique de production affirmée, dans tous les domaines de la scène et notamment du cirque et cultive un rapport spécifique au territoire, avec une présence artistique locale et accessible.

Le Théâtre est subventionné par l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication), le Conseil général de Seine-et-Marne, le SAN de Sénart (qui comprend 8 communes Cesson, Combs-la-Ville,

Lieusaint, Moissy-Cramayel, Nandy, Réau, Savigny-le-Temple et Vert-Saint-Denis), les communes de Combs-la-Ville et Moissy-Cramayel, ainsi que par le CNC.

Perspectives du projet pour les douze prochains mois dans le cadre du projet triennal de Permanence artistique et culturelle

Projet artistique
Le Théâtre de Sénart accueille 8 résidences dans des esthétiques variées (théâtre, opéra, musique, danse), principalement des temps de répétitions de création et deux temps de recherche.
- Résidence de création «La Déclaration » de l'artiste associé Sylvain Groud (2 semaines en octobre novembre 2017 suivi d'une diffusion le 9 novembre)
- Orchestre des siècles, accueil de répétitions publiques.
- Reprise de 20 000 lieues sous les mers de la comédie Française (1 semaine en septembre 2017suivie de 5 représentations).
- ARCAL- Catherine Kollen, répétitions d'un opéra Didon et Enée avec fosse d'orchestre (une semaine en décembre 2017)
- Création musicale « La Distorsion des lointains » de Stéphane Rault sur un deuxième temps de répétitions (3 jours en janvier 2018 suivis d'une représentation),
- Création musicale « concert Unexpected » de Yaêl Naim et David Donatien (3 jours en janvier 2018 suivis de 2 représentations).
- Frontologie de Frédéric Ferrer- compagnie Vertical Détour, recherche et création théâtrale (2 semaines en février 2018)
- Reprise de la création de danse« les Bêtes de scène » - compagnie les Orpailleurs (2 jours de répétitions en février 2018 suivis d'une représentation).

Le théâtre coproduira 7 spectacles (théâtre, danse, musique) avec des apports allant de 8 à 25 000€ dont deux dans le cadre des résidences de création (Sylvain Groud et Frédéric Ferrer). Il assurera aussi la production déléguée de la tournée du spectacle de cirque *A ô làng phô*, en France (métropole et Martinique), en Australie, en Allemagne et en Angleterre.

Projet pour les publics et le territoire
140 représentations seront programmé au théâtre et une vingtaine hors les murs. Les partenariats territoriaux avec l'Empreinte, l'Espace Prévert et l'Agora, seront poursuivis avec des tournées de petites formes comme « *Ecoute voir !* »ou « *Bêtes de scène »*.
Pour s'ouvrir à de nouveaux publics, le Théâtre de Sénart propose désormais une programmation bis avec des évènements autres que des spectacles comme une brocante musicale, un atelier d'écriture, des conférences, des expositions. Le succès constaté pousse le théâtre à poursuivre dans cette voie.

Le Théâtre de Sénart organise également de nombreuses actions culturelles (plus de 3 300 heures), notamment autour de la création de Sylvain Groud avec les primo arrivants et sur l'organisation de lectures soupes avec Patrick Pineau.
L'accent est mis sur les lycéens notamment avec les lycées de Sénart mais également d'autres villes de Seine-et-Marne ou de l'Essonne, ainsi que des projets avec les collégiens, étudiants et scolaires. Le Théâtre propose également des stages de formation aux enseignants avec le Rectorat de Créteil.

Calcul de la base subventionnable
La base subventionnable s'élève à 639 090 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite du différentiel de TVA dû sur la subvention.

Plan de financement prévisionnel 2017

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES DE RESIDENCES/ CREATION / DIFFUSION	554 000	**Région Ile-de-France PAC**	75 000
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	89 000	TVA sur la subvention régionale	- 3 910
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	0	DRAC attribué	150 000
		EPCI attribué	150 000
		Département attribué	50 000
		Partenaires privés	20 000
		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	
		Billetterie	31 910
		Recettes de production/co-production	170 000
TOTAL DEPENSES	**643 000**	**TOTAL RECETTES**	**643 000**

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique : SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	52 500,00 €
2018	22 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	70 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	75 000,00 €
	Montant total	145 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009791

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ATC ATELIER THEATRE DE LA CITE THEATRE SAINT DE SAINT MAUR - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	250 000,00 €	14,00 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATC ATELIER THEATRE DE LA CITE
Adresse administrative : 20 RUE DE LA LIBERTE
94102 ST MAUR DES FOSSES CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANNE DE BRIANCON, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 31341264500027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 juin 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
Créée en 1978 au moment de la construction du Théâtre de Saint-Maur-des-Fossés, l'association « Atelier Théâtre de la Cité » a été dirigée, pendant 30 ans, par Pierre Barayre et Daniel Royan, puis Daniel Royan seul. La priorité était alors donnée à l'accueil de grosses productions des théâtres privés parisiens, et dans la petite salle, à des spectacles plus légers, souvent mis en scène par Daniel Royan lui-même ou Alexandra Royan. Le théâtre dispose, en effet, de deux salles de spectacles, une grande salle de 674 places et une plus petite de 106 places.

En juillet 2008, l'écrivain de théâtre et metteure en scène Florence Camoin, a été nommée à la direction

du théâtre avec un projet radicalement différent, ouvert sur le théâtre (privé comme public) et les écritures contemporaines et visant à élargir les publics du théâtre, notamment aux jeunes, à travers une programmation pluridisciplinaire et des actions artistiques et culturelles notamment avec les établissements scolaires.
Florence Camoin est membre du conseil d'administration des Écrivains associés du théâtre (EAT) et vice-présidente du Syndicat national des metteurs en scène (SNMS).
En 2015, elle a mis en scène et créé au Théâtre de Saint-Maur, « Il ne faut jurer de rien, on ne saurait penser à tout » d'après Alfred de Musset et « George dandin ou le mari confondu » de Molière. Ses spectacles sont régulièrement présentés au festival Off d'Avignon : « La religieuse » de Denis Diderot en 2015 ou « Bonheur des Dames » d'Emile Zola en 2016.
Le Théâtre de Saint-Maur est partenaire des grands festivals départementaux de théâtre contemporain et de danse comme les Théâtrales Charles Dullin et la Biennale de danse du Val-de-Marne.
Le Théâtre de Saint-Maur-des-Fossés est soutenu par la Ville de Saint-Maur-des-Fossés, la Région Île-de-France au titre de la permanence artistique et culturelle et le Conseil Départemental du Val-de-Marne.

Perspectives pour les douze prochains mois dans le cadre du projet triennal de Permanence artistique et culturelle 2016-2019

Projet artistique
Pour l'année à venir, le Théâtre de Saint-Maur prévoit d'accueillir en résidence de création, dans le cadre de la permanence artistique et culturelle, trois équipes artistiques (la compagnie Anima sana in corpore sano pour une création jeune public intégrant théâtre, danse, création numérique et musique « La Source de Cristal », la compagnie de danse hip-hop RV6K qui créera un opéra hip hop baroque « Corps pour Corps », avec la cheffe d'orchestre Mélanie Levy-Thiébaut, des musiciens baroques, des chanteurs solistes et le DJ Junkaz Lou) et la mise en scène d'Alain Guillot du texte de Catherine Benamou, Nina et les managers, sélectionné par le comité de lecture des écrivains associés.
Pour ces résidences, le Théâtre met à disposition son plateau et son équipe technique. Son accompagnement se fait également à plus long terme, le Théâtre étant coproducteur des projets. Pour chacun d'eux, des représentations sont d'ores et déjà prévues au cours de la saison 18/19.

Projet pour les publics et le territoire
Le Théâtre de Saint-Maur prévoit la diffusion pour 89 représentations des projets produit ou coproduit. Ainsi la mise en scène de Florence Camoin, « Histoire de Nana », comme les coproductions « Carmen Flamenco » et « Olympia ou la mécanique des sentiments » seront présentés au Festival d'Avignon Off 2017. Le Théâtre souhaite s'appuyer sur les résidences pour aller à la rencontre des populations locales. La présence d'artistes sur le long terme permettra la mise en place d'actions culturelles nombreuses comme des répétitions publiques, des rencontres avec le public, des représentations pour le public scolaire.
Le travail avec les établissements scolaires est particulièrement important pour le Théâtre. Ainsi, plus de 650 heures sont prévues pour des interventions menées avec des élèves du primaire au lycée. Le Théâtre de Saint-Maur a initié deux nouveaux projets avec le Lycée d'Arsonval et le Lycée Gourdou Lesseur. Pour le premier, le Théâtre est impliqué dans le cadre de l'option facultative théâtre des 1ère et Terminale et pour le second, un projet inter-établissement sera mené avec le Lycée et deux collèges (Rabelais et Ronsard). Deux scènes ouvertes seront organisées pour les lycéens ayant une pratique artistique, pour la première fois au cours de la prochaine saison.
Des ateliers théâtre à l'année (du CE1 à l'âge adulte – 500 heures sur la saison), des rencontres publics, des débats-conférences organisés en écho aux spectacles programmes (les théatrolab) sont également proposés par le Théâtre.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 250 000 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences / création / diffusion	160 000,00	64,00%
Dépenses d'action culturelle	90 000,00	36,00%
Total	250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - PAC (sollicité)	35 000,00	14,00%
Département Val de Marne (sollicité)	10 000,00	4,00%
Ville de Saint-Maur (acquis)	52 000,00	20,80%
Emplois aidés - CUI	1 000,00	0,40%
CNV	5 000,00	2,00%
Recettes propres d'activité	147 000,00	58,80%
Total	250 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	24 500,00 €
2018	10 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
	Montant total	105 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009794

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LE THEATRE DU MANTOIS - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	336 500,00 €	25,85 %	87 000,00 €
	Montant Total de la subvention		87 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE THEATRE DU MANTOIS
Adresse administrative : 28 RUE DE LORRAINE
78200 MANTES LA JOLIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JACQUES JAUDEAU, Président

Date de publication au JO : 10 mars 1972

N° SIRET : 30057362300026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 10 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 10 avril 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
Créée dans les années 1970 et aujourd'hui dirigée par l'auteur et metteur en scène, Eudes Labrusse et le metteur en scène Jérôme Imard, la compagnie du Théâtre du Mantois est implantée de longue date dans les Yvelines, et plus précisément dans le nord du département, sur le bassin de vie du Mantois – Val de Seine.

Au-delà de ses créations principalement axées sur l'écriture contemporaine et le jeune public, la compagnie mène un important travail d'action culturelle auprès des publics. C'est aussi un opérateur culturel important sur le territoire. Elle organise le festival dédié à la jeunesse, « Les Francos », manifestation qui rayonne chaque année sur une quinzaine de communes.

La compagnie a été installée entre 2002 et 2015 en résidence permanente au théâtre de La Nacelle à Aubergenville, qu'Eudes Labrusse a dirigé dans le cadre d'une délégation de service public avec la Communauté de communes Seine-Mauldre et qui était labellisée « scène conventionnée » par la DRAC.

Le Théâtre du Mantois et du Val de Seine est soutenu par l'Etat-DRAC Ile-de-France, le Département des Yvelines, la Région Ile-de-France et la Communauté d'agglomération de Mantes-en-Yvelines.

Perspectives du projet pour les douze prochains mois dans le cadre du projet triennal de Permanence artistique et culturelle 2016-2019

Projet artistique
Pour l'année à venir, le Théâtre du Mantois accompagnera 5 compagnies d'esthétiques variées (théâtre, cirque, marionnettes, petite enfance) dans leurs résidences de répétition et diffusion dont 4 émergentes. Il leur apportera un accompagnement technique et financier avec une mutualisation des partenariats, l'achat de spectacles et des actions culturelles. L'apport en coproduction est en moyenne de 4 500€.
Le Théâtre du Mantois accompagne également des projets ancrés sur le territoire, avec des formes de proximité et des créations avec des amateurs pour environ 30 représentations.
La compagnie du Théâtre du Mantois bénéficiera elle aussi de résidences dans plusieurs lieux partenaires (Centre de la Danse Pierre Doussaint, Lycée Camille Claudel, CRC de Limay etc.) autour de trois créations de danse et de théâtre.

Projet pour les publics et le territoire
En 2017, le Théâtre du Mantois organisera une nouvelle édition de son festival Les Francos. Dédié au spectacle vivant pour le jeune public, les adolescents et les familles, il se tiendra pendant trois semaines dans une cinquantaine de lieux de 34 villes partenaires dans la vallée de la Seine. La diversité des lieux (médiathèques, établissements scolaires, usine, ferme associatives) permet de viser des publics très différents. L'édition 2017 proposera 29 spectacles et 170 représentations, dont une moitié hors salles de spectacles.
Le Théâtre dispose désormais d'un poste à temps plein d'attaché au développement culturel et aux relations avec les publics, ce qui permettra d'approfondir les liens avec les partenaires et les spectateurs.
Pour l'année à venir, le Théâtre du Mantois poursuivra également ses actions culturelles autour du festival Les Francos et avec les établissements scolaires du territoire. Les projets sont encore en cours de définition mais un total d'environ 1 400 heures d'actions culturelles est envisagé.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 336 500 € et correspond au montant du budget du projet, déductions faites des honoraires et assurances, et de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences / création/diffusion	195 000,00	56,85%
Dépenses d'action culturelle	111 700,00	32,57%
Dépenses de fonctionnement	36 300,00	10,58%
Total	343 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC-SDAT (acquis)	10 000,00	2,92%
DRAC-résidence d'artiste (sollicité)	9 000,00	2,62%
CUCS (sollicité)	6 000,00	1,75%
Région Île-de-France -PAC (sollicité)	90 000,00	26,24%
Département Yvelines - Culture et social (acquis)	22 000,00	6,41%
Communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise (acquis)	72 100,00	21,02%
Commune de Mantes la Jolie (acquis)	15 000,00	4,37%
Emplois aides	1 600,00	0,47%
partenaires prives	10 500,00	3,06%
Recettes propres d'activité	96 800,00	28,22%
SACEM	5 000,00	1,46%
SPEDIDAM	5 000,00	1,46%
Total	343 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	60 900,00 €
2018	26 100,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	87 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	87 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	87 000,00 €
	Montant total	261 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009799

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : THEATRE FIRMIN GEMIER - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	898 314,00 €	7,79 %	70 000,00 €
	Montant Total de la subvention		70 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE FIRMIN GEMIER THEATRE DE LA PISCINE
Adresse administrative : 254 AV DE LA DIVISION LECLERC
92290 CHATENAY-MALABRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne-Françoise TIXIER, Présidente

Date de publication au JO : 8 septembre 2012

N° SIRET : 32133813900025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 10 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 10 avril 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
Situé dans les des Hauts-de-Seine, le Théâtre Firmin Gémier/La Piscine, regroupement du Théâtre Firmin Gémier d'Antony et de La Piscine de Chatenay-Malabry, propose une programmation pluridisciplinaire mêlant théâtre, danse, musique et cirque contemporain. Sous la direction de Marc Jeancourt, l'équipe du théâtre, géré en association, est en charge de l'animation de quatre lieux sur les territoires des communes d'Antony et de Châtenay-Malabry : le Théâtre La Piscine et Le Pédiluve à Châtenay-Malabry, l'Espace Cirque et le Théâtre Firmin Gémier « Nomade » à Antony (en remplacement du Théâtre Firmin Gémier, actuellement fermé).
Le Théâtre La Piscine, à Châtenay-Malabry, a été entièrement rénové avec le soutien de la Région Ile-de-France et dispose dorénavant d'une grande salle polyvalente. Il comprend également une petite salle de concerts, le Pédiluve, ainsi qu'une Salle des Machines reconvertie en espace de vie et de restauration.

L'espace cirque d'Antony est un terrain stabilisé et équipé, de 4 429 m2. Il est en capacité d'accueillir un chapiteau.
En juin 2011, le Théâtre Firmin Gémier/La Piscine est devenu le onzième Pôle national des arts du cirque en France, seul en Ile-de-France. Ce label du Ministère de la Culture fait suite au conventionnement « scène pour les arts du cirque » attribué au Théâtre Firmin Gémier en 2005. C'est l'activité cirque qui fait l'objet du projet spécifique soutenu, depuis 2006, par la Région dans le cadre de la Permanence artistique et culturelle. La Permanence artistique et culturelle porte sur les résidences à l'espace cirque d'Antony et le Festival Solstice. Au 1er janvier 2016, la Communauté d'agglomération des Hauts-de-Bièvre, premier partenaire public du Théâtre Firmin Gémier La Piscine, a rejoint la métropole du Grand Paris au sein du T2 Vallée Sud Grand Paris comprenant douze communes.

Perspectives pour les douze prochains mois dans le cadre du projet triennal de Permanence artistique et culturelle 2016-2019

Projet artistique
En 2017, le Théâtre Firmin Gémier / La Piscine poursuivra son travail d'accueil en résidence de création/répétition (3 compagnies dont deux émergentes) et en résidence de diffusion (5 compagnies dont deux émergentes) sur un total de 189 jours. L'accompagnement des équipes prévoit selon les cas la mise à disposition du terrain, la location de matériel, l'aide au montage/démontage, la communication, le transport, les repas et le logement.
A titre d'exemple, la Compagnie Pagnozoo (acrobatie équestre, 10 interprètes, 11 chevaux), sera accueillie 2 fois 28 jours en résidence de création avant 30 jours de résidence de diffusion. Sa nouvelle création sera soutenue par le Théâtre Firmin Gémier / La Piscine avec un apport en coproduction de 10 000 euros ainsi que pour le montage des dossiers de subvention, la recherche de coproducteurs et la communication. Elle financera également les rencontres avec l'équipe de mise en scène d'Anne-Laure Liégeois.

Projet pour les publics et le territoire
Le Théâtre Firmin Gémier / La Piscine proposera en 2017 49 représentations avec les compagnies accueillies en résidence. A celles-ci s'ajoutent 8 représentations hors les murs lors du festival Solstice. Celui-ci propose de relier spectacle vivant et patrimoine. Dans le cadre d'une collaboration avec le PPCM, le festival est programmé à la même période que le Hip Cirq, festival proposé par le PPCM..
Fort d'un taux de fréquentation de 84% pour les spectacles de cirque, le Théâtre Firmin Gémier / La Piscine souhaite renforcer sa communication pour élargir son public. La programmation sera arrêtée plus tôt pour anticiper le lancement de la brochure et des abonnements en début de saison. Une nouvelle politique tarifaire est prévue qui mettra l'accent sur la fidélisation des publics.
Les compagnies accueillies en résidence de diffusion sont amenées à rencontrer régulièrement le public à l'issue des représentations mais aussi lors de cartes blanches, et lors de rencontres spécifiquement dédiées aux scolaires. 50 heures d'ateliers cirque sont notamment prévues avec les collèges et lycées du territoire. Une formation a été proposée aux enseignants en partenariat avec le Rectorat de Créteil et la Compagnie Mauvais Coton. Enfin, le Théâtre Firmin Gémier / La Piscine a été retenu par la DRAC pour le dispositif Culture et Santé, ce qui donne lieu à un projet d'action culturelle avec l'EPS Erasme.
Le Théâtre Firmin Gémier / La Piscine développe par ailleurs des projets de co-accueil ou de coproduction avec d'autres structures ou réseaux franciliens. Trois spectacles seront ainsi co-accueillis avec le Plus Petit Cirque du Monde à Bagneux et deux avec le Réseau CirquEvolution du Val-d'Oise.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 898 314 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de Résidences / Création / Diffusion	750 089,00	79,10%
Dépenses d'action culturelles	13 000,00	1,37%
Dépenses de Fonctionnement	185 225,00	19,53%
Total	948 314,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (Acquis)	250 000,00	26,36%
Ministère de la culture : Culture et Santé (sollicité)	10 000,00	1,05%
Région Île-de-France - PAC (sollicité)	70 000,00	7,38%
Région Île-de-France - Nouvelles mesures (Sollicité)	50 000,00	5,27%
Département Hauts-de-Seine (Acquis)	80 000,00	8,44%
Territoire Vallée Sud- Grand Paris (acquis)	371 202,00	39,14%
ONDA	10 150,00	1,07%
Recettes propres d'activité	124 058,00	13,08%
TVA	-17 096,00	-1,80%
Total	948 314,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	49 000,00 €
2018	21 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	70 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	70 000,00 €
2015	ARSIE- Etude de faisabilité (CR46-14)	15 000,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	34 552,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	70 000,00 €
	Montant total	259 552,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009801

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : THEATRE LE COLOMBIER LANGAJA - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	217 142,00 €	16,12 %	35 000,00 €
		Montant Total de la subvention	35 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE LE COLOMBIER LANGAJA
Adresse administrative : 20 RUE MARIE ANNE COLOMBIER
93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Stéphane GEST, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 41873916500037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 juin 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
Depuis 17 ans, Gilles Sampieri, auteur et metteur en scène de la compagnie Langaja Groupement, dirige le théâtre Le Colombier, situé dans le centre-ville de Bagnolet.

Ce Lieu de création et de diffusion indépendant, est dédié aux auteurs-metteurs en scène et aux écritures issues du plateau. Le Colombier a travaillé avec des auteurs comme Gérard Watkins, Dieudonné Niangouna, Fabrice Melquiot, Marius von Mayenburg, Werner Schwab, Falk Richter, Valère Novarina. Le Colombier développe également un axe chorégraphique à travers ses collaborations avec plusieurs festivals régionaux comme Les Rencontres chorégraphiques internationales de Seine-Saint-Denis et Concordan(s)e.il développe des actions culturelles auprès des différents publics en lien avec la municipalité.

La structure a pour partenaires la Ville de Bagnolet, le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis et la Région Ile-de-France.

Perspectives du projet pour les douze prochains mois de la convention

Projet artistique
Le Théâtre Le Colombier poursuivra son accueil de compagnies de théâtre et de danse avec deux résidences de création (Anima Motrix et Atelier 3+1), ainsi que deux résidence de création et diffusion (Day-for-night et En Déliaison). Le théâtre propose un accompagnement technique avec la mise à disposition de ses locaux, ainsi qu'un appui administratif, logistique et artistique. Il est également coproducteur de chacun des projets.
La compagnie Langaja, historiquement associée au Théâtre, sera présente en résidence tout au long de 2017 pour l'écriture et les répétitions d'une nouvelle création Ministère des échos du monde (titre provisoire). Les premières représentations publiques sont prévues en décembre.
Le Théâtre Le Colombier apporte également un soutien à trois compagnies hors résidence (Amin Compagnie Théâtrale, Le Zéphyr et Perdita Ensemble) en vue de diffusions au premier semestre 2018. Dans ce cadre, des actions culturelles et des représentations sont prévues pour les scolaires.

Projet pour les publics et le territoire
Le Théâtre Le Colombier accueillera 85 représentations de théâtre et de danse. Plusieurs d'entre elles sont programmées dans le cadre de trois festivals de danse en Seine-Saint-Denis : Concordan(s)e avec des rencontres entre écrivains et chorégraphes en mars ; Les Incandescences, festival des émergences chorégraphiques d'Île-de-France en mars ; le Festival des Rencontres Chorégraphiques Internationales de Seine-Saint-Denis en mai-juin.
Pour renforcer ses liens avec le public, le Théâtre Le Colombier propose d'impliquer les spectateurs à toutes les étapes de la création depuis l'écriture à la représentation avec des répétitions publiques, des ateliers d'écriture, des rencontres avec les interprètes.

De nombreuses actions culturelles sont mises en place, notamment des ateliers de théâtre et d'écriture en temps périscolaire avec des écoles de Bagnolet et de Paris (plus de 600 heures). La création Désobéir d'Anne Montfort sera aussi l'occasion de partenariats avec l'Université de Paris III et l'IEP de Paris.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter au moins 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 217 142 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique : Bagnolet

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences / création / diffusion	154 182,00	66,42%
Dépenses d'action culturelle	31 926,00	13,75%
Dépenses de fonctionnement	46 034,00	19,83%
Total	232 142,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC (sollicité)	50 000,00	21,54%
DRAC IDF (attribué)	10 000,00	4,31%
Département Seine-Saint-Denis (attribué)	50 000,00	21,54%
EPT Est Ensemble (attribué)	7 000,00	3,02%
Bagnolet (attribué)	50 000,00	21,54%
Emplois aidés	7 105,00	3,06%
Recettes propres d'activités	58 037,00	25,00%
Total	232 142,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	24 500,00 €
2018	10 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
	Montant total	105 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009803

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CCA CENTRE CULTUREL ARAGON - THEATRE LOUIS ARAGON - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	507 000,00 €	10,85 %	55 000,00 €
	Montant Total de la subvention		55 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CCA CENTRE CULTUREL ARAGON
Adresse administrative : 24 BOULEVARD DE L HOTEL DE VILLE
93290 TREMBLAY EN FRANCE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Mathieu MONTES, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 35146829300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 18 juin 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
Le Théâtre Louis Aragon à Tremblay-en-France est un théâtre de ville (salle de spectacles de 450 places) à la programmation pluridisciplinaire avec une prédilection pour la danse, qui a fait l'objet d'une labellisation par le Ministère de la culture au titre des scènes conventionnées danse. A ce titre, le Théâtre conduit un projet intitulé « Territoire(s) de la Danse », qui se traduit par l'accueil en résidence de compagnies chorégraphiques de divers styles (contemporain, hip hop…). Depuis 2016, ce projet s'est également ouvert au cirque à travers l'accueil de compagnies en résidence et l'organisation du festival Le Chapiteau bleu, auparavant géré par la Ville de Tremblay. Le Théâtre Louis Aragon développe de nombreux ateliers de pratiques artistiques et d'actions culturelles sur le territoire auprès de différents établissements ou publics.

Par ailleurs, le Théâtre Louis Aragon propose deux temps forts hors-les-murs : un évènement en plein air

en début de saison intitulé « 3 D : danse dedans dehors » et une programmation au festival Off d'Avignon de spectacles réalisés par des artistes accueillis en résidence. Jusqu'en 2014, ce projet était mené conjointement avec le Forum culturel de Blanc-Mesnil et depuis 2015, avec le Théâtre Gérard Philipe – Centre dramatique national de Saint-Denis.

Le Théâtre Louis Aragon bénéficie des soutiens de la DRAC, du Département de Seine-Saint-Denis, de la Ville de Tremblay-en-France, de la Communauté d'agglomération de Terres de France et de la Région Ile-de-France.

Le lieu est soutenu au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2009 à hauteur de 50 000 €. L'aide régionale a été reconduite en 2016 et revalorisée de 5 000 €, assortie d'une convention annuelle transitoire. Le projet proposé par le Théâtre Louis Aragon pour le renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle s'appuie toujours sur son dispositif éprouvé de résidences d'artistes, avec le développement d'un nouveau volet artistique centré sur le cirque et l'élargissement de ses actions à l'échelle du nouveau Territoire Paris Terres d'envol. Le Théâtre Louis Aragon souhaite ainsi accueillir en résidence des artistes de danse et de cirque et affirmer un axe « dedans – dehors » à même d'accroître la présence artistique sur un territoire plus grand, situé aux confins de la Seine-Saint-Denis, du Val d'Oise et de la Seine-et-Marne.
Pour les trois années à venir, la Région sera notamment attentive au développement des actions du Théâtre Louis Aragon sur un bassin de vie élargi, sur le périmètre du nouveau Territoire Paris Terres d'envol, et plus largement aux confins de la Seine Saint-Denis, de la Seine-et-Marne et du Val d'Oise, ainsi qu'à l'intégration du nouveau volet cirque dans le dispositif de résidences du Théâtre, en cohérence avec le développement d'un axe dedans – dehors.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
Lors de la prochaine année de conventionnement, trois résidences s'achèveront : Cie Traces de Raphaëlle Delaunay ; Cie BurnOut de Jann Gallois ; Cie Furinkaï de Satchie Noro.
La cie BurnOut présentera, en partenariat avec le festival Kalypso, sa création « Quintette », qui sera coproduite par le Théâtre Louis Aragon, ainsi que sa « Carte blanche » lors de l'évènement 3D au parc de la Poudrerie en septembre 2017.de nombreuses interventions avec les publics sont également prévues dans la continuité de celles réalisées lors de la dernière année de conventionnement (dont : classe à pac en collège, atelier art et culture au collège, master-classes avec des élèves de danse en conservatoires), un atelier avec des personnes ayant connu la migration est également prévu.
La cie Furinkaï de Satchie Noro présentera également sa nouvelle création, « Sillas », dans l'espace public dans le cadre de 3D, ainsi que la pièce « Ma » dans le cadre de La Belle scène Saint-Denis au festival Off d'Avignon. La compagnie interviendra auprès d'autistes dans un foyer de vie aux Claye-Soully ainsi qu'en milieu scolaire.
Trois nouvelles compagnies chorégraphiques, toutes émergentes, prendront le relais des résidences en janvier 2018 : Cie Kilaï de Sandrine Lescourant (danse hip hop), qui présentera au théâtre sa nouvelle création « Icône » en partenariat avec le festival Kalypso, ainsi que hors-les-murs dans le cadre de La Belle scène Saint-Denis 2017 à Avignon. Le Théâtre L. Aragon coproduira également sa prochaine création en 2018.
La compagnie Lamento de Sylvère Lamotte sera accueillie en résidence et présentera des extraits de sa création « Ruines » à La Belle scène Saint-Denis 2017 à Avignon, ainsi qu'à Aulnay-sous-Bois en partenariat avec le Musée du Louvre. Le Théâtre L. Aragon coproduira également sa prochaine création en 2018.
La compagnie de Mithkal Atzghair sera accueillie en résidence à partir de janvier 2018 : la création « déplacement » sera joué dans le cadre du festival Migrant'scène en partenariat avec la Cimade.
Une résidence est également en cours de définition avec une équipe de cirque.
Pour son accompagnement, le Théâtre Louis Aragon met à disposition son plateau, son studio, un logement en appartement. Il est également coproducteur des créations des artistes accueillis avec des apports moyens de 5 000€. Enfin, si nécessaire, un chapiteau sera proposé pour la résidence de cirque.
Le Théâtre Louis Aragon accompagnera aussi en coproduction le lauréat de l'appel à projet « Sillages »

des scènes conventionnées danse sur l'année 2017 avec un accueil de la création participative au cours de la saison.
Un projet de laboratoire pour la création équestre en partenariat avec le Parc d'équitation du Château bleu est en cours d'élaboration. L'objectif est de soutenir le langage artistique équestre dans les nouvelles formes de cirque. Deux équipes pourraient être accueillies dans ce cadre.

Projet pour les publics et le territoire
Le Théâtre Louis Aragon prévoit pour l'année à venir de nombreuses diffusions de ses artistes en résidence, dans ses murs (7 représentations) mais surtout hors-les-murs (34 représentations, dont 24 représentations dans le cadre de La Belle scène Saint-Denis). Le Parc de la Poudrerie accueillera aussi plusieurs représentations.
Les créations des artistes précédemment accueillis en résidence, comme Mickaël Phélippeau (« Hedi ») ou Hermann Diephius (« Premix »), seront diffusées dans la saison ou hors-les-murs. 6 spectacles de cirque seront également programmés dans la saison ainsi que dans le cadre du festival du Chapiteau bleu en juin sous chapiteau et en espace public.
Les résidences sont pour le Théâtre Louis Aragon l'occasion de mener de nombreuses actions culturelles avec les publics. Des projets sont prévus avec des classes de lycée option théâtre du territoire. Des ateliers en partenariat avec des établissements médicaux sont prévus à destination de patients, de jeunes et d'adultes en situation de handicap.
Le projet de laboratoire de création équestre avec le Parc d'équitation du château bleu sera l'occasion d'une master-class cirque pour les jeunes cavaliers.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 507 000 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d erésidences / création / diffusion	404 000,00	73,19%
Dépenses actions culturelles	42 000,00	7,61%
Dépenses de fonctionnement	106 000,00	19,20%
Total	552 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRac Île-De-France (sollicité)	40 000,00	7,25%
Régions Île-de-France - PAC (sollicité)	100 000,00	18,12%
Département seine-saint-denis (acquis)	190 000,00	34,42%
Commune Tremblay-en-France (acquis)	217 500,00	39,40%
TVA	-11 000,00	-1,99%
Recettes propres d'activité	15 500,00	2,81%
Total	552 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	38 500,00 €
2018	16 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	55 000,00 €
	Montant total	155 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009810

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : RATO DIFFUSION (THEATRE OUVERT) - RECONDUCTION 2 ANS PAC JUILLET 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	235 600,00 €	21,22 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATO DIFFUSION
Adresse administrative : 4 BIS CITE VERON
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame CAROLINE MARCILHAC, GERANTE

N° SIRET : 31953662900029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 10 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2016 permet de renouveler le soutien régional.
Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 10 avril 2017 qui correspond à la date de fin du projet de la convention précédente (délibération CP16-221)

Présentation du bénéficiaire
Né en 1971 au Festival d'Avignon et installé à partir de 1981 à Paris, dans le Jardin d'hiver de la cité Véron, Théâtre Ouvert a été initié et codirigé jusqu'en 2013 par Lucien Attoun et Micheline Attoun.
Laboratoire entièrement dédié aux écritures théâtrales contemporaines, Théâtre Ouvert repère, accompagne, publie des auteurs en devenir et promeut les écritures théâtrales d'aujourd'hui auprès du public et auprès des acteurs et des metteurs en scène, notamment de la jeune génération.
Le lieu est ouvert au public et propose une centaine de représentations par saison. C'est aussi et surtout un lieu de travail pour les auteurs et les artistes, en particulier à travers les sessions de l'Ecole pratique des Auteurs de Théâtre (EPAT), dispositif de recherche et d'essai inventé pour tester au plateau un texte de théâtre encore non publié.
Depuis 2014, Théâtre Ouvert est dirigé par Caroline Marcilhac, qui a souhaité précisément mettre l'EPAT au cœur du projet de la structure en diversifiant et en élargissant les partenariats avec d'autres structures de création et avec les écoles supérieures. Elle a également initié deux nouveaux temps forts thématiques

dans la saison de Théâtre ouvert : « Zoom à Théâtre ouvert » et « Focus à Théâtre ouvert ».

Théâtre Ouvert bénéficie du soutien de longue date du Ministère de la Culture – DGCA, qui a labellisé le lieu « Centre National des Dramaturgies contemporaines » en 2011, et de la Ville de Paris, dans le cadre d'une convention tripartite depuis 2015.

Théâtre Ouvert est également soutenu par la Région Ile-de-France depuis 2006 au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle. L'aide régionale à hauteur de 50 000 € a été reconduite en 2016, assortie d'une convention annuelle transitoire. Le projet de permanence artistique et culturelle proposé par Théâtre ouvert en 2016 s'articule sur la poursuite des sessions de l'Ecole Pratique des Auteurs de théâtre, avec l'ambition d'en organiser davantage. Théâtre ouvert entend également poursuivre son travail dramaturgique auprès des auteurs, la diffusion et la présentation au public de propositions artistiques, le développement des actions d'appropriation tant avec les jeunes acteurs, en partenariat avec l'enseignement supérieur, et avec les lycéens, ainsi que le développement de projets à l'international.

Perspectives pour les douze prochains mois dans le cadre du projet de permanence artistique et culturelle :

Projet artistique
Le Théâtre Ouvert continuera ses accueils d'artistes en résidence et accompagnement d'auteurs dans le cadre de l'Ecole Pratique des Auteurs de Théâtre.
Pour les cinq sessions prévues (dont celle d'Aurore Jacob avec les élèves de 3ème année du CNSAD, auteure déjà accueillie en 2016), un soutien technique, administratif, artistique et financier est proposé aux artistes leur permettant de progresser dans leur recherche, les sessions se déroulent sur des durées comprises entre 1 et 3 semaines. Deux résidences s'achèveront par une sortie publique : le projet « Des territoires – d'une prison l'autre » (2ème volet de la trilogie) de Baptiste Amann avec 5 représentations en mai 2017 suite à 3 semaines de résidence (le texte sera publié dans la collection Tapuscrit) et « La 7ème vie de Patti Smith », texte de Claudine Galéa sur une mise en scène de Benoît Bradel, qui sera présentée fin mai 2017 dans le cadre du Zoom à Théâtre ouvert pour 2 représentations, après une résidence d'une semaine.
Le Théâtre Ouvert coproduit 4 pièces et assure la production déléguée pour deux d'entre elles (Convulsions de Hakim Bah, mise en scène par F. Fisbach avec 6 interprètes ; La Fusillade sur une plage d'Allemagne, de Simon Diard, mise en scène Marc Lainé avec 5 interprètes).Le lieu apporte en moyenne 10 000 € de coproduction. Ces projets seront créés en 2018 ou 2019.

Projet pour les publics et le territoire
Le Théâtre Ouvert prévoit une centaine d'ouvertures publiques, avec notamment les séries de représentations des deux créations coproduites par Théâtre Ouvert et qui ont fait l'objet d'EPAT les années antérieures : Ogres de Yann Verburgh, mise en scène par Eugen Jebeleanu (septembre – octobre 2017) et C'est la vie texte et mise en scène de Mohamed El Khatib, présenté dans le cadre du festival d'Automne en collaboration avec le Théâtre de la Ville fin octobre – début novembre 2017.
Plusieurs temps forts sont également prévus la troisième édition du Zoom interroge avec plusieurs auteurs invités, la façon dont ils s'emparent du réel pour en faire une forme artistique (5 soirées prévues fin mai 2017). Elle sera suivie en novembre de la quatrième édition du Focus, à laquelle seront invités des auteurs tels qu'Olivier Cadiot, David Leon, Florian Pautasso…
Le Théâtre Ouvert accueillera à nouveau, pour sa 3ème édition, le festival Jamais Lu-Paris, renouvelant son partenariat avec de multiples acteurs dont le Conseil des Arts et des Lettres du Québec et le Studio Théâtre d'Asnières : 4 textes d'auteurs français seront mis en lecture par 4 metteurs en scène québecois et un auteur québecois sera mis à l'honneur : David Paquet.
Le Théâtre Ouvert propose à son public régulier des rencontres avec les équipes artistiques et les auteurs accueillis dans le cadre des sorties publiques des EPAT ou bien dans le cadre des diffusions, ainsi que des ateliers bimensuels de découverte des pratiques d'écriture contemporaine animés par Frédéric Fisbach avec des adultes spectateurs du lieu.
Après le succès de la résidence territoriale en établissement scolaire menée par Telegram Compagnie (Isabelle Mouchard et Mathieu Montanier) avec 130 élèves de 4 lycées en 2016/17 (180 heures

d'intervention artistique), une classe à PAC et un projet ALYCCE seront menés en 2017/18 (80 heures d'interventions prévues au total) notamment par l'auteure Aurore Jacob avec des classes du lycée professionnel E. Rostand à Paris 18ème, le lycée professionnel des arts graphiques et métiers du livre Corvisart-Tolbiac.
Plusieurs actions de formations sont également menées en partenariat avec écoles supérieures de théâtre comme le Conservatoire National d'Art Supérieur Dramatique, le master Mise en scène et dramaturgie de l'Université de paris-Nanterre et l'Ecole supérieure d'art dramatique de Paris, ainsi que d'autres écoles hors Ile-de-France.
Au total, les actions artistiques et culturelles proposées au public représentent plus de 360 heures d'interventions pour la prochaine année de conventionnement.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 235 600 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences / création / Diffusion	176 100,00	74,75%
Dépenses d'action culturelle	17 500,00	7,43%
Dépenses de fonctionnement	42 000,00	17,83%
Total	235 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (Acquis)	9 000,00	3,82%
Ministère de la Culture (Acquis)	76 000,00	32,26%
Région Île-de-France - PAC (sollicité)	50 000,00	21,22%
Ville de Paris (Acquis)	10 000,00	4,24%
Mairie du 18ème (Acquis)	2 000,00	0,85%
Fabulamundi/facetoface (sollicité)	9 000,00	3,82%
SACD et Fond Beaumarchais	9 000,00	3,82%
Artcena	6 000,00	2,55%
ONDA	8 000,00	3,40%
Recettes propres d'activité	56 600,00	24,02%
Total	235 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	35 000,00 €
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
	Montant total	150 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008690

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COLLECTIF 12 - SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT 2017 - RECONDUCTION DE 2 ANS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	699 026,00 €	17,17 %	120 000,00 €
	Montant Total de la subvention		120 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COLLECTIF 12
Adresse administrative : 174 BD DU MARECHAL JUIN
78200 MANTES LA JOLIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Edith RAPPOPORT, Présidente

Date de publication au JO : 8 avril 2000

N° SIRET : 43244425500017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Présentation du bénéficiaire

Installé depuis 1998 à Mantes-la-Jolie, près du quartier du Val Fourré, dans une ancienne friche aménagée pour le spectacle vivant, le Collectif 12 est un lieu intermédiaire dédié à la création artistique contemporaine pluridisciplinaire. Fondé en 1998 par Catherine Boskowitz et un groupe d'artistes, la structure est maintenant dirigée par Frédéric Fachéna et Laurent Vergnaud.
La Friche André Malraux, mise à disposition gracieusement par la Ville de Mantes-la-Jolie, comprend plusieurs espaces modulables, à savoir : une salle de spectacles modulable et équipée (240 places), deux loges (85 m²) , un studio de répétition et enregistrement (65 m², 50 pers.), un foyer (155 m², 100 personnes), un espace d'exposition Mezzanine (120 m², 60 pers.), six bureaux, des espaces de stockage (105 m²) et permet d'héberger 16 personnes maximum.
Espace de rencontres entre artistes et publics, le Collectif 12 reçoit régulièrement des compagnies nationales et internationales (Moyen orient, Afrique, Amérique du Sud…), en résidence. Fortement implanté avec de nombreux partenariats locaux, il organise des ateliers de pratiques artistiques en direction des publics.
Au départ centré sur ses propres créations, le Collectif 12 s'est largement ouvert depuis 2005 à l'accueil d'autres compagnies, en particulier la jeune création théâtrale. Ainsi, 12 à 20 compagnies par an sont accueillies au Collectif 12 pour des résidences de création (2 semaines) ou des résidences de travail (de quelques jours à 2 semaines), soit 200 jours d'accueils par an ; parmi elles, trois à quatre compagnies sont véritablement associées au lieu, en partagent les outils, l'équipe, mais aussi la conception et la mise en œuvre des activités (festivals, évènements, actions culturelles…).

Toutes bénéficient d'un accompagnement sur-mesure à travers la mise à disposition d'espaces de travail, du soutien de l'équipe technique, d'hébergement, de la prise en charge de leurs frais de résidence (nourriture) ainsi que de l'achat (coût plateau) d'une à deux représentations s'il s'agit de créations.
Sans être un lieu de diffusion, le Collectif 12 propose une vingtaine de propositions artistiques professionnelles (sorties de résidence, créations…), ainsi que des évènements (festival Jeunes zé Jolies, re-média, VIF – hip hop), et des propositions de la scène locale et restitutions d'ateliers amateurs…
Membre des réseaux Actes If, Autres Parts / Art factories, Créat'Yve (78) – il travaille également régulièrement avec Arcadi, la Maison des métallos, le TGP de St-Denis, le Tarmac, et se rapproche du Théâtre de l'Aquarium, du Studio Théâtre de Vitry, et du Théâtre de Vanves
Le Collectif 12 bénéficie du soutien de plusieurs institutions : la DRAC, la Communauté d'agglomération de Mantes-en-Yvelines, la Ville de Mantes-la-Jolie, le Conseil général des Yvelines et la Région Ile-de-France.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
Le projet général du Collectif 12 est construit autour du geste artistique et de sa socialisation à la fois à travers la création d'œuvres et de spectacles et la mise en place de projets impliquant habitants, amateurs et professionnels.
Les co-directeurs artistiques du Collectif 12 continuent à être actifs artistiquement, mais pas nécessairement au Collectif 12.
Le Collectif 12 accueillera en 2017, 17 compagnies en résidence, dont 6 compagnies émergentes.
Trois compagnies de théâtre sont « associées » au Collectif 12 : la Compagnie A bout portant (Karima El Kharraze), le Collectif Impatience (Perrine Mornay), la Compagnie Babel (Elise Chatauret). Elles sont impliquées à travers la mise en place de projets d'action culturelle en rapport avec leur propre démarche artistique, et la participation ou la proposition d'événements pluri-disciplinaires.
Les compagnies sont soutenues techniquement, administrativement, logistiquement dans leurs projets, bénéficient de temps de travail et de création dans les espaces du Collectif 12 et généralement d'achat de représentations.
Collectif 12 soutien plus particulièrement à travers un apport en coproduction : La compagnie Mushokotu Varai pour « ce qu'on a de meilleur », la compagnie 1.0.1 pour sa performance innovante et technologique « Haraka » , le théâtre du Mantois pour sa création de danse jeune public, la compagnie émergente jeune public A bout Portant, la compagnie émergente Théâtre Avide qui sera également présenté dans le cadre de l'événement « Ordures », la compagnie Le temps de vivre pour « Rivage » et la compagnie Malkior théâtre pour « Entropie ».
Le Collectif 12 organise, en collaboration avec les trois metteures en scène associées, un Laboratoire de 3 semaines en septembre, qui réunira une dizaine de metteurs en scène pour explorer de nouvelles formes de collaborations entre artistes et de rapport au public.

Projet pour les publics et le territoire
Les compagnies accueillies sont impliquées sur le territoire, et soutenues dans leurs projets d'actions culturelles, la compagnie Nacera Belaza mène par exemple son projet de création « solos » avec des habitants. La jeune compagnie Sans la nommer, pour sa création « descendre du cheval pour cueillir des fleurs » travaille, elle, sur la mémoire ouvrière, à travers le projet de collecte de paroles et d'ateliers artistiques « mémoires vives ».
Le collectif 12 co-organise également une Nuit du Conte où seront invités des conteurs traditionnels des quartiers, et des journées « fabriques du possible » autour de la diffusion de spectacles, en collaboration avec des associations locales, et les acteurs du milieu du hip-hop.
35 représentations et une dizaine de rencontres et débats avec les compagnies accueillies sont proposés aux professionnels, au public de Mantes à un tarif accessible, et aux établissements scolaires partenaires.
Les artistes du collectif 12 et des compagnies accueillies continuent leurs nombreuses interventions dans les établissements scolaires :
Ils sont impliqués dans les classes à option théâtre du Lycée Saint Exupéry et du Lycée Jean Rostand, dans les projets PEAC menés dans des écoles et Lycées de Mantes la jolie et Les Mureaux, dans plusieurs parcours d'ateliers artistiques et dans une résidence territoriale avec près de 200h

d'intervention, en lien avec la diffusion du film sur la ville de Mantes la Jolie du projet « Palimpseste ».
Durant les vacances scolaires des stages en partenariat avec le service de la réussite éducative de la ville sont proposés pour tous les publics.
Les artistes sont également impliqués dans un projet d'ateliers artistiques organisé auprès des maisons d'arrêts de Bois d'Arcy et de Versailles, pour près de 210h d'interventions en partenariat avec le SPIP78, ainsi que pour des ateliers artistiques et sociolinguistiques en partenariat avec les Centres de Vie Sociale et les Restos du cœur.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 699026 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé, des impôts, taxes, frais financiers, et dotations aux amortissements

Budget prévisionnel

CHARGES	€	PRODUITS	S sollicité A acquis	€
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**364 660**	**SUBVENTIONS MINISTERE DE LA CULTURE**		**210 100 €**
Charges courantes	99 096			
fluides et combustibles	30 000 €	DRAC Ile de France, service théâtre convention triennale	☒ A	141 600 €
entretiens-réparations maintenance	500 €	DRAC Ile de France, service action territoriale	☒ A	28 500 €
achats matériels, équipement	2 500 €	DRAC Ile de France, service danse	☒ S	10 000 €
location matériel	10 000 €	DRAC Ile de France, service théâtre	☒ S	30 000 €
affranchissements et téléphone	6 150 €	-	☐	
petit équipement	1 500 €		☐	
documentation et fourniture administratives	2 800 €	-	☐	
fournitures bar et restaurant	1 500 €		☐	
frais d'entretien	2 500 €	**AUTRES SUBVENTIONS DE L'ETAT**		**10 195 €**
assurances	5 050 €	Agence cohésion sociale – Préfecture contrat de ville	☒ S	7 000 €
Honoraires administratifs	17 596 €	Education nationale	☒ A	3 195 €
Honoraires graphistes	5 500 €	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**407 170 €**
Frais d'impression,communication	11 000 €	Région Ile-de-France	☐	135 000 €
Autres	2 500 €	Région IDF - Fabrique	☒ S	135 000 €
			☐	
Autres charges de fonctionnement	42 000	Département des Yvelines convention triennale lieu structurant	☒ S	60 000 €
impôts et taxes	1 500 €		☐ A ☐ S	
frais financiers	2 000 €	Commune Mantes-La-Jolie convention triennale culture	☒ A	150 000 €
charges exceptionnelles		Commune Mantes-La-Jolie actions contrat de ville	☒ S	3 000 €

dotations aux provisions (fonds dédiés)	30 000	Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise : Convention Fabrique, Résidence	☒ A	55 000 €
Dotations amortissements et provisions	8 500 €	Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise Classes PEAC	☒ A	4 170 €
Personnel lié à la structure	223 564			
directeur administratif	31 578 €			
Attaché communication	18 984 €	**SUBVENTIONS EUROPEENNES**		**0 €**
Administratrice de production	24 900 €		☐ A ☐ S	
Attaché à la l'action culturelle	24 000 €		☐ A ☐ S	
secretaire, intendante	22 560 €	**AUTRES APPORTS**		**835 €**
charge d'entretien	19 440 €	ASP (emplois aidés, hors emplois-tremplins) *Préciser : aide à l'emploi*	☒ A ☐ S	835 €
assistante communication,action culturelle	13 080 €	mécénat et sponsoring		
charges sociales et congés payés	63 362 €	Autres (ADAMI, SPEDIDAM, SACEM, SACD, ONDA…)		
voyages, missions, réceptions	3 500 €	*Préciser :*		
Autres charges de personnel	2 160 €			
DEPENSES ARTISTIQUES (à détailler)	**195 392**			
Achats de spectacle et coproduction	66 780 €	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITES**		**28 795 €**
Fournitures techniques	1 120 €	Location salle		
location matériel	1 500 €	Billetterie		5 250 €
Apport résidences, transport	14 407 €	parts de recettes de coréalisation		
Frais d'impression, communication	1 500 €	divers (bars, librairie)		1 500 €
Rémunération artistes et codirection artistique	36 000 €	Prestations de services		8 970 €
Cotisations sociales	19 800 €	Autres, préciser : cotisations adhérents, apports coproduction,		13 075 €
Rémunération techniciens	18 928 €	**AUTRES RECETTES**		**68 931 €**
Cotisations sociales	32 482 €	produits de gestion courante		
Droits d'auteurs	2 875 €	produits financiers		
DEPENSES TECHNIQUES	**37 525**	subvention d'investissement versée au résultat		6 596 €
personnel technique	22 470 €	autres produits exceptionnels		
charges sociales et congés payés	15 055	reprise sur amortissements		
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE (à détailler)	**128 449**	reprise sur provisions (fonds dédiés)		62 335 €
Ateliers et actions de sensibilisations	46 463 €			
Achats accessoires	1 056 €			
honoraires publication	2 000 €			
frais impression	3 246 €			
transport	150 €			
Mission, réception	750 €			
Rémunération artistes	44 622 €			
Cotisations sociales	24 542 €			
Rémunération techniciens	3 386 €			
Cotisations sociales	2 235 €			
TOTAL DES CHARGES	**726 026**	**TOTAL DES PRODUITS**		**726 026 €**

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	72 000,00 €
2018	48 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	25 000,00 €
2014	Soutien à la prévention	4 000,00 €
2014	Soutien aux fabriques de culture	120 000,00 €
2015	Méditerranée (CR46-14)	13 500,00 €
2015	Soutien à la prévention	3 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	120 000,00 €
2016	Fabriques de culture - aide à l'aménagement et à l'équipement	17 293,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	120 000,00 €
	Montant total	422 793,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008692

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FARINE DE FROMENT - FONCTIONNEMENT 2017 - RECONDUCTION DE 2 ANS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	116 350,00 €	12,89 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS FARINE DE FROMENT
Adresse administrative : RUE DU PONT DE BOIGNY
91660 MEREVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICE BARRY, Président

Date de publication au JO : 11 mars 1992

N° SIRET : 39187440100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Présentation du bénéficiaire
Ouvert au public en avril 2009, le Silo est une ancienne minoterie située sur la commune de Méréville, au sud d'Etampes dans l'Essonne en grande couronne. C'est un bâtiment de 650 m2 au bord de l'eau, loué par l'association Farine de Froment à la SCI l'Air du Moulin.
L'association Farine de Froment existe depuis 1992 et développe ses activités dans le département de l'Essonne. A partir des années 2000, elle a créé une interface interactive, le cyberpic, et a fondé, avec l'association MusicHalles, la saison culturelle du canton de Méréville dans le cadre d'une charte de développement liant la commune et le département. Elle a également relancé le cinéma itinérant. Entre 2001 et 2006, l'association Farine de Froment a présidé le collectif organisant le festival les Sélénites en Sud Essonne sur la base de loisir d'Etampes, manifestation soutenue par le Département de l'Essonne, la Région Ile-de-France et la Ville d'Etampes. En 2007, l'association a développé un projet culturel et artistique sur le moulin de Boigny où elle a ouvert un café culturel et dédié des espaces aux résidences d'artistes. Le moulin a été rénové selon les normes ERP et est devenu un lieu de rencontres, d'échanges et de « fromentations » d'idées, un espace de diffusion de petites formes et d'ateliers.
L'association Farine de Froment organise en outre depuis 2008 une manifestation pluridisciplinaire dans le parc de Méréville, « Les Traverses », manifestation conviviale gratuite pour le public. L'association Farine de Froment collabore régulièrement avec les autres acteurs culturels du département sur d'autres projets (Conservatoire de Méréville, association Saskwash, association Animakt, le Théâtre du Menteur, le Chapiteau d'Adrienne, la Compagnie la Constellation, le Théâtre de l'Agora, la communauté de

commune de l'Arpajonnais).
Le Silo / Farine de Froment est soutenu par le Département de l'Essonne dans le cadre d'un conventionnement triennal au titre d'Opérateur Culturel Structurant, par la DRAC au titre des Atelier de Fabrique Artistique, la commune de Méréville et la Région Ile-de-France (au titre des Fabriques de Culture).

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
Le Silo accueille des compagnies pour des résidences, en moyenne d'une semaine, dans toutes les disciplines (danse, théâtre, musiques du contemporain au jazz, des arts de la rue…). Les équipes artistiques peuvent bénéficier, outre de l'accompagnement de l'équipe du lieu si besoin, qui notamment peut les mettre en relation avec des partenaires éventuels, des espaces de travail des deux salles de travail ainsi que d'un atelier costume et d'un atelier graphique tout comme d'un hébergement. Les résidences donnent lieu à des présentations du travail soit devant les professionnels ou du public, selon les souhaits des compagnies. Certaines compagnies peuvent aussi être programmées par l'association dans le cadre des journées Attention Travaux du Département de l'Essonne ou du Festival « Les traverses » qu'elle organise, ou par les partenaires du territoire.
24 compagnies bénéficieront de résidences au cours de l'année 2017 dans des esthétiques variées : (théâtre, danse, musique, cirque, arts de la rue, etc.) : Les agitées d'Alice, compagnie Yumé Arts, compagnie Leste, compagnies Esprits Bariolés, compagnie Mesdemoiselles, compagnie Atmen, compagnie Lettres Vives, compagnie Sabdag, compagnie La Bugne, compagnie Liria, compagnie La Neige est un mystère, Bloom, compagnie Un soir ailleurs, compagnie Haraka, compagnie Partis pour tout faire, compagnie A Portées de mains, compagnie Halte Garderie, compagnie Atmen, Matthieu Vilattelle, compagnie Desordinaire, compagnie Miel de Lune, Jean François Vrod, La Communauté Inavouable et la compagnie Arcal.
Pour certaines compagnies en résidence, le Silo obtient des aides de la DRAC Ile-de-France, c'est le cas de la compagnie de danse implantée en Essonne : la compagnie Atmen soutenue par le Département de l'Essonne. D'autres compagnies sont en résidence en partenariat avec le Département et la Communauté d'Agglomération de l'Etampois Sud-Essonne, comme la compagnie Miel de Lune, le musicien Jean François Vrod, et la compagnie d'art lyrique Arcal.

Projet pour les publics et le territoire
L'accueil du public est un élément fondateur du projet par l'équipe du Silo, aussi le public est convié lors de soirées concerts et spectacles, performances, sorties de résidences ou encore expositions. Les sorties de résidence sont l'occasion de rencontres plus spécifiques entre artistes et publics. Une quinzaine de représentations sont ainsi prévues au Silo comme hors-les-murs au Théâtre d'Etampes. 3 expositions seront présentées au Siloscope, espace dédie à l'art contemporain, deux étant montées en partenariat avec le Fonds Départemental d'art contemporain de Chamarande et le collectif de la culture de l'Essonne.
De nombreux ateliers sont aussi organisés au Silo dont notamment un atelier de création collective de Fanzine en partenariat avec l'Agora Scène Nationale d'Evry, la Communauté d'Agglomération de l'Etampois Sud-Essonne et le Centre Culturel de Méréville ou encore des ateliers philo animés par un professeur de philosophie et cabaret d'impro (proposé depuis le début de l'année 2016 par une compagnie d'Etampes, la compagnie de la Juine. La présence de certaines compagnies en résidence permettent la mise en place de projets en lien avec des scolaires (dont des lycées : les lycées d'Etampes et le lycée d'Arpajon dans le cadre d'un CLEA) des élèves du conservatoire de la Communauté d'Agglomération de l'Etampois Sud-Essonne, ou encore des patients de l'Hôpital Barthélémy Durand d'Etampes.
L'association Farine de Froment organise également le festival « Les Traverses » dans le parc départemental de Méréville. Ce temps fort propose la rencontre de pratiques amateurs et d'artistes professionnels.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 116 350 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite des impôts et taxes, des frais financiers et des dotations aux amortissements.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE BENEFICIAIRE

CHARGES	€ TTC	PRODUITS	€ TTC
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**78 500**	**SUBVENTIONS MINISTERE DE LA CULTURE**	**15 000**
Charges courantes	33 000		
loyer annuel et charges locatives	6 000	DRAC Ile de France, *Atelier de fabrique artistique (acquis)*	15 000
fluides et combustibles	7 500		
entretiens-réparations maintenance	1 000		
achats matériels, équipement	1 500	Autres directions du Ministère de la Culture	
location matériel	400		
affranchissements et téléphone	900	-	
petit équipement	1 500		
documentation et fourniture administratives	1 200	**AUTRES SUBVENTIONS DE L'ETAT**	**0**
fournitures bar et restaurant	10 500	*Préciser :*	
frais d'entretien			
assurances	1 000	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**	**41 000**
autres	1 500	Région Ile-de-France	15 000
		Région IDF – Fabrique (sollicité)	15 000
Autres charges de fonctionnement	1 650	Région IDF – Emploi-tremplin	
impôts et taxes	250	Région IDF – Autres dispositifs	
frais financiers	200	Autres Régions, préciser :	
charges exceptionnelles			

dotations aux provisions		Départements,: Essonne (acquis).	24 000
dotations aux amortissements	1 200		
		Commune 1,: Méreville (acquis)	2 000
Personnel lié à la structure	43 850	Commune 2,	
directeur	22 750	EPCI,	
administrateur			
personnel technique	11 400	**SUBVENTIONS EUROPEENNES**	**0**
autres personnels, préciser :			
charges sociales et congés payés	9 700		
voyages, missions, réceptions		**AUTRES APPORTS**	**0**
		ASP (emplois aidés, hors emplois-tremplins) *Préciser :*	
DEPENSES ARTISTIQUES (à détailler)	**35 500**	mécénat et sponsoring	
spectacles au Silo	10 000	Autres (ADAMI, SPEDIDAM, SACEM, SACD, ONDA…)	
résidences	8 000	*Préciser :*	
Hors les murs	17 500		
		RECETTES PROPRES D'ACTIVITES	**60 000**
DEPENSES TECHNIQUES (à détailler)	**3 000**	Location salle	
spectacles au Silo	500	Billetterie	
résidences	1 000	parts de recettes de coréalisation	
Hors les murs	1 500	divers (bars, librairie)	25 000
		Prestations de services	35 000
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE (à détailler)	**1 000**	Autres, préciser :	
Ateliers	1 000	**AUTRES RECETTES**	**2 000**
		produits de gestion courante	2 000
		produits financiers	
		subvention d'investissement versée au résultat	
		autres produits exceptionnels	
		reprise sur amortissements	
		reprise sur provisions	
TOTAL DES CHARGES	**118 000**	**TOTAL DES PRODUITS**	**118 000**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 000,00 €
2018	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Fabriques de culture - aide à l'aménagement et à l'équipement	5 207,00 €
2014	Soutien aux fabriques de culture	15 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	15 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	15 000,00 €
	Montant total	50 207,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008693

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ISSUE DE SECOURS (LA FERME GODIER) - SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT 2017 - RECONDUCTION DE 2 ANS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	300 567,00 €	18,30 %	55 000,00 €
	Montant Total de la subvention		55 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ISSUE DE SECOURS
Adresse administrative : 1T BD L ET D CASANOVA
93420 VILLEPINTE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie-Hélène MALARD, Présidente

Date de publication au JO : 29 décembre 2001

N° SIRET : 37787561200048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Présentation du bénéficiaire
La compagnie Issue de Secours, dirigée par le metteur en scène Pierre Vincent, est installée au sein de la Ferme Godier à Villepinte. Le site, propriété de la Ville et mis gracieusement à disposition de la compagnie, comprend plusieurs espaces : une salle de spectacles équipée de 70 places, un atelier de construction et lieu de stockage (100 m²), un hall d'exposition, des bureaux, une cour, un jardin. La Ferme Godier héberge les activités de la compagnie Issue de Secours et constitue un lieu artistique partagé, d'accueil en résidence, d'échanges et de rencontres avec le public.
La compagnie a développé une relation forte avec les partenaires locaux (médiathèques, établissements scolaires, maison d'arrêt, centres sociaux, centres de loisirs, assistantes maternelles...) et la population de ce territoire hétérogène, entre cités et pavillons, déchiré par la N104, entre la Seine-et-Marne et le Val d'Oise, dans le Nord francilien.
La Ferme Godier développe un projet artistique autour de l'écriture dramatique contemporaine et de la langue française dans toute sa diversité. Le lieu accueille des équipes artistiques et des auteurs en résidence, avec une attention portée aux jeunes équipes, dans le cadre d'appels à projets. Ceux-ci bénéficient d'un accompagnement au plus près de leur projet artistique et interviennent auprès du réseau de partenaires du territoire animé par la ferme Godier.
Par ailleurs, la Ferme Godier / Cie Issue de secours organise un festival : « Oups, Bouge ta langue ! » à

l'échelle du territoire Paris Terres d'envol.

La compagnie reçoit le soutien de la Drac Ile-de-France, de la Ville de Villepinte, de l'agglomération Paris Terres d'Envol, du Département de Seine-Saint-Denis et de la Région Ile-de-France. La structure est soutenue au titre de l'aide aux Fabriques de culture depuis 2013 à hauteur de 55 000 € - l'aide régionale ayant été reconduite en 2016 assortie d'une convention annuelle transitoire - et a bénéficié de plusieurs aides emploi-tremplin dont la dernière attribuée en 2014 pour un poste de chargé de production et des partenariats
Le lieu a également bénéficié d'une aide à la résidence d'auteur en 2014 de 3 500 €.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
Pour la prochaine année de conventionnement, l'activité artistique de la Compagnie Issue de Secours sera marquée par une nouvelle création, « Pauvres riches », texte commandé à l'auteur Edouard Elvis Bvouma, lauréat 2016 du Prix lycéen francophone des Inédits d'Afrique et Outre-mer, mis en place en partenariat avec l'association Postures, les éditions Lansman et le Tarmac, scène francophone internationale, pour son texte A la guerre comme à la gameboy, Cette création sera présentée dans le cadre de la 5ème édition du festival Oups, Bouge ta langue ! en mai 2017 avec 10 présentations / lectures publiques à Villepinte et Sevran, dans les centres sociaux et maisons de quartier.
La compagnie créera également plusieurs « Petites voix » à partir d'albums jeunesse également diffusées dans le cadre du festival et au-delà ensuite (15 représentations prévues) : « Qui a pris le dodolé de Zékéyé ? », « Marcelle et Giselle », « Mé keskeussé keu sa ? ».
Enfin, Issue de secours réalisera une nouvelle création à l'occasion des 10 ans de la Ferme Godier : « L'anniversaire », avec la participation des 11 auteurs accueillis en résidence durant ces dix ans : Gustav Akakpo, Edith Azam, Hakim Bah, Marc-Antoine Cyr, Pauul Francesconi, Koffi Kwahulé, Sylvain Levez, Anne Luthaud, Magali Mougel, Dominique Richard, Sonia Ristic. Deux représentations sont prévues à la Ferme Godier à l'automne 2017.
Après plusieurs mois hors-les-murs, du fait de la fermeture provisoire du lieu pur des raisons de sécurité liée au bâtiment, durant lesquelles les compagnies ont pu être accueillies chez d'autres lieux du territoire (Théâtre du Blanc Mesnil, Dugny, Théâtre Louis Aragon à Tremblay, Hôpital Ballanger, lycée Rostand de Villepinte), l'équipe d'Issue de secours réintègrera ses locaux.
Plusieurs diffusions des artistes en résidence et de la compagnie Issue de secours sont déjà prévues pour la réouverture des locaux en fin d'année.
Cette période a cependant permis aux compagnies accompagnées par la Ferme de trouver de nouveaux partenariats de diffusion ou d'implantation.
Dans le cadre du partage de l'outil, la Ferme Godier accueillera 6 compagnies et auteurs en résidence sur des durées longues comprises entre 4 et 9 mois :
- Cie Le Bouc sur le toit (marionnette) pour une résidence de création de « Le pays de rien » de N. Papin – des représentations étant prévues à Dugny, ainsi que des interventions et stages avec des enfants,
- Cie Alyopa (théâtre/danse) pour une résidence de création de « Le 20 novembre » de L. Noren – création à la Ferme Godier et interventions dans le cadre d'ateliers d'écriture avec des structures sociales de Villepinte et Sevran, une clinique de Villepinte et un collège.
- l'auteur Magali Mougel pour son projet d'écriture « Les exils volontaires » avec des cartes blanches prévues et des interventions dans les écoles, médiathèques et auprès d'assistantes maternelles.
- l'auteur Edouard Elvis Bvouma sera en résidence pour son projet d'écriture « La poupée barbue » et interviendra notamment auprès de lycéens et à la médiathèque.
- la cie Nova pour une résidence de création de « Fais de chaque barricade un pays »
- la cie Soleil glacé (théâtre) pour une résidence de création de « Kal » de P. Francesconi.
Les artistes et auteurs bénéficient des locaux de la Ferme et d'un accompagnement artistique et administratif. La Ferme Godier est également coproductrice des projets avec des apports financiers d'environ 5 000€.
Afin de soutenir l'innovation artistique et le renouvellement des formes, la Ferme Godier a lancé un appel à résidence pour une compagnie des arts de la marionnette pour interroger les liens entre écriture dramatique et marionnettes. Elle privilégie aussi l'accueil en résidence d'auteurs à l'écriture singulière ou

venant d'autres pays francophones pour valoriser le pluralisme des formes.

Projet pour les publics et le territoire
La Ferme Godier mène de nombreuses actions culturelles à destination des publics locaux, en partenariat avec la commune de Villepinte, les établissements scolaires voisins dont les lycées de Dugny et Tremblay, la médiathèque, la maison d'arrêt, le centre social. Plus de 500 heures sont prévues pour 2017.
La Ferme Godier s'investit également dans le CLEA, projet d'éducation artistique et culturelle du territoire mené par la DRAC et 3 villes : Dugny, Drancy, Le Bourget.
Près de 530 heures d'interventions artistiques sont prévues auprès des publics.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 300 567 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite des frais financiers et de la dotation aux amortissements, ainsi que des autres aides régionales sollicitées.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE BENEFICIAIRE

Erreur ! Liaison incorrecte.

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	33 000,00 €
2018	22 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	3 500,00 €
2014	Soutien aux fabriques de culture	55 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	55 000,00 €
2016	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	5 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	55 000,00 €
	Montant total	173 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008694

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LA GENERALE NORD EST - FONCTIONNEMENT 2017 - RECONDUCTION DE 2 ANS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	149 500,00 €	28.76%	43 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: LA GENERALE NORD EST
Adresse administrative	: 8 RUE GENERAL RENAULT 75011 PARIS 11
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur Emmanuel FERRAND, Président
Date de publication au JO	: 15 septembre 2007
N° SIRET	: 50977018600013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Présentation du bénéficiaire
La Générale est un lieu de travail, de recherche et d'expérimentations ; artistique et citoyen, géré par un collectif d'artistes résidents.
La Générale constitue un espace coopératif de travail doté d'outils communs (salles de répétition, de réunion, de montage audiovisuel, laboratoire photographique, atelier de fabrication…) mis à disposition des résidences et d'autres équipes artistiques, dédié principalement à la création et à la recherche plutôt qu'à la diffusion.
La Générale accueille des compagnies de théâtre, de danse, des auteurs, des cinéastes, des philosophes, des associations militantes, des vignerons, des jardiniers, des cuisiniers, des architectes, des musiciens, des festivals… Les résidents membres du collectif comme les autres équipes artistiques accueillies en résidence y travaillent pour des durées qui s'adaptent à leurs besoins et présente si besoin leur travail. La Générale organise deux festivals de création contemporaine au printemps et en automne, l'un étant plus spécialement jeune public.
La structure ouvre son lieu de travail au public et à des associations, elle développe également des partenariats avec différentes structures : d'autres lieux culturels franciliens (notamment dans le cadre du projet de spectacles en appartement « Pièces à emporter » en lien avec des bailleurs sociaux), des festivals (Sonic Protest, Paris Quartier d'Eté, Rock en Seine), des grandes écoles (ENSAD et ENS Louis Lumière) ou encore le Centre de formation professionnel aux techniques du spectacle…

Installée depuis 2008 dans une friche industrielle du 11ème arrondissement qui fait l'objet d'une reprise par la ville de Paris pour un autre projet dédié au cinéma dans le cadre de l'appel à projet « Réinventer Paris », la structure sera relogée provisoirement dans le 4ème arrondissement à l'automne 2017 pour à

terme être relogée dans un ancien bâtiment de ferme à la Ferme Montsouris après réalisation de travaux d'aménagement.
La Générale est soutenue par la Ville de Paris qui met à disposition de l'association des locaux et au titre du festival et par la Région Ile-de-France.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle

Projet artistique
La Générale poursuivra son projet de lieu dédié à la création, à la recherche et à l'expérimentation pluridisciplinaire, en l'adaptant au nouveau lieu avec des partenariats sont actuellement en cours de réflexion. Les deux festivals de La Générale, Eveil d'Automne et Eveil de Printemps se dérouleront ainsi dans des lieux partenaires pour cette année. Pour les monstrations publiques des artistes accueillis en résidence, des discussions sont en cours avec le Théâtre Paris Villette et le Théâtre de la Cité Internationale.
Plus d'une cinquantaine de compagnies, émergentes comme confirmées, seront ainsi accueillies sur des temps de travail plus ou moins longs ou sur plusieurs séquences. En Théâtre, il s'agit des compagnies Gérard, Philipe Durand, Clown Strikine, Clotilde Moynot, les bouquets de Chardons, Luce, le groupe MIAOU. Différentes compagnies présenteront leur travail dans le cade des deux festivals initiés par La Générale, « Eveil d'Automne » dédié à la création contemporaine jeune public et « Eveil de Printemps » dédié à la création contemporaine.
Dans le champ musical, La Générale accueillera entre autres les ensembles de musique contemporaine Dedalus et Aum, le festival de musiques électroniques Sonic Protest avec notamment l'installation d'art sonore de Sarh Kenchington, instrument de concert et outil pédagogique, Lucie Antunes, l'ensemble Tricollectif, Bruno Wihem, Yom…
Des projets audiovisuels et cinématographiques trouveront également des espaces de développement, par exemple Paul Clipson du San Francisco Museum of Modern Art, figure du renouveau du cinéma expérimental su pellicule argentique ou encore Milos Tomic (Belgrade) pour des projets de cinéma d'animation « do it your self »… Des projets de danse, de radio, d'arts plastiques, de graphisme, de photographie… seront également accueillis à La Générale.
La Générale coproduira plusieurs créations dont certaines dans le cadre de son festival dédié à la création contemporaine et du bureau de production mutualisé le bureau 3 : la compagnie des oiseaux, le groupe Miaou, le Ruby théâtre et Marie Payen sur Perdre le Nord. La générale accueille également le Surnaturel Orchestra sur un enregistrement de maquette.

Projet pour les publics et le territoire
La Générale poursuivra ses ouvertures aux publics, qui prennent différentes formes, représentations festivalières, concerts, sorties de résidences, de présentations de maquette, conférences, présentations de revues, rendez-vous mensuels « 20 du mois ».
La Générale mènera par ailleurs des interventions hors les murs en direction de publics spécifiques, notamment le projet « pièces à emporter », dispositif de spectacles à domicile joués dans des immeubles d'habitat social de quartier politique de la ville en partenariat avec Le Théâtre de la Girandole, l'Atelier du Plateau et le Théâtre Paris Villette ; ou son projet « Photographes en herbe », Initié en 2016, qui consiste à mettre en place des séances photos avec les résidents de maisons de retraite. Elle proposera aussi des actions en direction de scolaires notamment des lycéens et apprentis : une journée d'étude avec une classe terminale STI2D spécialité Architecture et Construction du Lycée Saint Lambert (Paris 15è) et la participation au festival Eveil d'Automne des apprentis du CFA d'Asnières en tant que récitants.
Des interventions en direction des résidents de l'EHPAD Herold (19ème), de détenus du Centre Pénitentiaire de Liancourt seront également proposées par des artistes résidents de La Générale.
Enfin, préfiguration de son installation dans le 14ème arrondissement, La Générale initiera des rencontres avec de futurs partenaires locaux, associations et habitants.

Calcul de la base subventionnable
La base subventionnable s'élève à 149 500 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de l'aide emploi tremplin, de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant

proposé et des frais financiers et dotations aux amortissements.

Plan de financement prévisionnel

CHARGES	€ TTC	PRODUITS	S sollicité A acquis	€ TTC
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**127 630**	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**71 750**
Charges courantes	65 150	Région IDF - Fabrique	¨ S	55 000
Autres charges (frais financiers et dotations aux amortissements)	9 700	Région IDF – Emploi-tremplin	A	10 750
Personnel lié à la structure	52 780	Ville de Paris - DAC	S	6 000
DEPENSES ARTISTIQUES	**39 300**	**AUTRES FINANCEMENTS**		**29 800**
DEPENSES TECHNIQUES	**4 600**	ASP CUI-CAE	A	11 200
DEPENSES ACTIONS CULTURELLES	**10 420**	ASP: FONPEPS	S	3 800
		Mécénat et sponsoring		800
		Adami	S	6 000
		Spedidam	S	6 000
		Onda	S	2 000
		RECETTES PROPRES D'ACTIVITES		**77 500**
		Location salle		38 000
		recettes de coréalisation		8 500
		divers (bars, librairie)		20 000
		Prestations de services		10 000
		adhésions		1 000
		AUTRES RECETTES		**2 900**
		produits financiers		400
		subvention d'investissement versée au résultat		2 500
TOTAL DES CHARGES	**181 950**	**TOTAL DES PRODUITS**		**181 950**

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter au moins 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique : DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 800,00 €
2018	17 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Fabriques de culture - aide à l'aménagement et à l'équipement	31 320,00 €
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	5 000,00 €
2014	Soutien aux fabriques de culture	43 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	43 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	43 000,00 €
	Montant total	165 320,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008695

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : L'AMIN COMPAGNIE THEATRALE - FONCTIONNEMENT 2017 - RECONDUCTION DE 2 ANS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	398 848,00 €	15,04 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'AMIN COMPAGNIE THEATRALE
Adresse administrative : 10 RUE CONDORCET
91350 GRIGNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SYLVIE SARASIN, Présidente

Date de publication au JO : 29 septembre 1993

N° SIRET : 40346718600041

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Présentation du bénéficiaire
En 1994, le metteur en scène Christophe Laluque fonde sa compagnie et lui donne le nom du bateau sur lequel s'embarque Paul Nizan dans Aden Arabie. L'Amin compagnie s'implante ensuite en Essonne et y développe de nombreuses actions de sensibilisation dans plusieurs villes du territoire. A partir de 2004, la compagnie travaille en permanence à Viry-Châtillon où elle prend, jusqu'en juin 2011 la direction du théâtre de l'Envol. Pendant cette période la compagnie crée le Théâtrobus et propose des actions culturelles sur le territoire intercommunal.

En janvier 2012, l'Amin inaugure à Viry-Châtillon en partenariat avec le Département de l'Essonne et la Communauté d'agglomération des Lacs de l'Essonne un nouveau lieu : la Friche. Dans un ancien entrepôt de téléphonie et dans le cadre de l'Ecole du « Jardin Planétaire », la Friche se définit comme un nouvel espace d'accueil, de production et de création des arts vivants contemporains, notamment orientés vers les thématiques de la biodiversité, de la nature et des jardins. Le concept du « Jardin planétaire » initié par le paysagiste Gilles Clément inspire la compagnie dans sa façon de diriger cet espace. Au-delà de la préservation de l'environnement, elle s'attache à la notion de culture planétaire avec pour ambition de faire de ce lieu un espace où les artistes et le public se rencontrent, échangent et confrontent leurs

idées.
Dans ce lieu de fabrique, l'Amin accueille des compagnies qui défendent un théâtre en prise avec la réalité et qui s'adresse à tous. S'y diffusent des spectacles qui interrogent notre société à travers des formes pluridisciplinaires mêlant théâtre, danse, musique, vidéo. L'Amin s'engage dès lors avec d'autres compagnies dans un projet artistique aux thématiques et aux enjeux proches des siens, qu'il s'agisse de traiter des thématiques liées à la biodiversité et la nature ou de défendre le théâtre contemporain et l'implication des artistes sur le territoire.
Elle quittera les lieux de Viry-Châtillon en juin 2017 pour de nouveaux locaux situé à Grigny dans le quartier de la Grand Borne, dans des anciens locaux techniques dans lequel elle poursuivra son activité de fabriques, d'accueil et d'accompagnement d'autres équipes artistiques notamment et de relation avec les publics.

L'Amin compagnie théâtrale a été compagnie associée au Théâtre Dunois, théâtre pour l'enfance et la jeunesse à Paris, de 2011 à 2014. Elle a débuté en 2016 deux résidences de trois ans à Fontenay-sous-Bois et sur le territoire de la Communauté de communes du Val Bréon en Seine-et-Marne.

L'Amin Compagnie Théâtrale est soutenue par la DRAC Ile-de-France au titre de compagnie conventionnée (à compter de 2016) et par le Service du développement de l'action territoriale de la DRAC ainsi que par le Département de l'Essonne, le Département de Seine-et-Marne et la Communauté de communes du Val Bréon, les Villes de Grigny, de Fontenay-sous-Bois et par la Région Ile-de-France.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
A la fin du mois de Juin 2017, l'Amin Compagnie Théâtrale quittera La Friche de Viry-Châtillon pour emménager dans des anciens locaux municipaux (le centre technique) de Grigny à l'entrée de la Grande Borne. Elle continuera à mener son projet de Fabrique telle qu'elle le fait depuis 2012 avec une période de transition au cours de l'année. Si l'activité à la fabrique et notamment l'accueil en résidence d'autres compagnies s'est menée normalement au cours du premier semestre 2017, le second semestre sera dédié aux travaux et à l'aménagement des nouveaux locaux ce qui entrainera temporairement un ralentissement de l'activité d'accueil des compagnies notamment. A l'issu des travaux, l'accueil sera ainsi différent et amélioré, le lieu sera en effet plus central et accessible en transport et sera doté d'un espace dédié à la construction de décors et d'un autre dédié à la conception de costumes. Souhaitant recentrer son travail autour du jeune public, l'Amin approfondira notamment son travail auprès des écoles, qui seront plus proches du lieu, notamment en créant des petites formes permettant de compléter les actions culturelles et mettra en place un festival de théâtre jeune public à destination des scolaires et des familles.
L'ouverture à d'autres compagnies est animée par la volonté de soutenir la pluralité culturelle, la diversité des créations et le soutien à l'écriture contemporaine. Ainsi au cours du premier semestre 2017, l'espace de la Friche a été mis à disposition de plusieurs équipes qui ont pu bénéficier selon leur projet de l'accompagnement de l'équipe administrative, artistique ou technique. L'Amin a souhaité accompagner plus en profondeur deux jeunes compagnies en leur apportant un soutien financier et la transmission d'un savoir-faire. Il s'agit de la compagnie ia pour sa pièce « Jardins suspendus » (spectacle mêlant théâtre, arts graphique et musique) et la compagnie Liria pour son projet « nous, les petites enfants de Tito ». Les autres compagnies accueillies sont la compagnie Le Dahu pour des répétitions de « La Rage » et le collectif pour la création d' »Ennemis publics ».

L'Amin Compagnie théâtre en tant que compagnie poursuivra son travail de création et d'action culturelle qu'elle mène notamment à la Friche mais également dans le cadre de deux résidences d'implantation de trois ans débuté en 2016 à Fontenay-sous-Bois et sur le territoire de communauté de communes du Val Briard. Elle a créé en janvier 2017 une nouvelle création « Mirad, un garçon de Bosnie # 2 » (à partir de 12 ans) dont une première version légère techniquement avait été créé en 2016 dans l'objectif de faciliter son itinérance et sa présentation dans des lieux non théâtraux. Le spectacle sera diffusé sous ses deux versions, notamment à l'Ebénisterie (75) et le théâtre Boris Vian des Ulis (91).
A l'automne 2017, Christophe Laluque mettra en scène une autre création « La tribu de Malgoumi » de Laurent Gaudé à destination du jeune public (3 à 8 ans). Comme pour la précédente création, deux

formes sont prévues : un plateau et une plus légère et itinérante. La compagnie diffusera les spectacles déjà crées « vole entre les deux » au Festi'Val Breaon et « Fleur Bleue » à Fontenay-sous-Bois.

Projet pour les publics et le territoire
L'Amin théâtre va poursuivre son important travail d'action culturelle qu'elle mène notamment avec des publics scolaires de la maternelle au lycée (lycée René Cassin d'Arpajon et lycée Michelet de Fontenay-sous-Bois notamment). La compagnie poursuivra ses interventions en temps scolaire comme hors temps scolaire, dans le cadre de résidence artistique en collège à Grigny, dans le cadre d'un PEAC avec des lycéens d'Arpajon, des ateliers de pratiques seront proposés aux lycéens du Val Bréon (77) et de Fontenay-sous-Bois (94), et parcours et ateliers artistiques seront menées dans des écoles maternelles et primaires de Grigny. Des projets sont également menés avec des personnes en réinsertion ou encore des jeunes adultes en centre hospitalier. Des rencontres avec le public, tout public comme scolaires, sont organisées avec les artistes des créations à la Friche et hors-les murs. Le volume horaire prévisionnel des actions culturelles est de 694 heures.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 398 848 € et correspond au montant du budget du projet déduction faite des autres aides régionales (emploi tremplin et investissement) et des frais financiers

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE BENEFICIAIRE

CHARGES	€ TTC	PRODUITS	S sollicité A acquis	€ TTC
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**186 465 €**	**SUBVENTIONS MINISTERE DE LA CULTURE**		**138 000 €**
Charges courantes	109 184 €			
loyer annuel et charges locatives	17 500 €	DRAC Ile de France,*Service théâtre, Conventionnement*	☐ A	50 000 €
fluides et combustibles		*DRAC IDF, Service Théâtre, SDAT*	☐ A	16 000 €
entretiens-réparations maintenance	30 000 €	DRAC Résidence scolaire et d'implantation	☐ A	31 000 €
achats matériels, équipement	43 629 €	DRAC Compagnonnage	☐ S	25 000 €
location matériel	5 000 €	DRAC Culture à l'Hopital	☐ A	5 000 €
affranchissements et téléphone	870 €	DRAC Langue Française	☐ S	11 000 €
petit équipement	2 000 €	Autres directions du Ministère de la Culture	☐ A ☐ S	

documentation et fourniture administratives	1 000 €	**AUTRES SUBVENTIONS DE L'ETAT**		**16 600 €**
fournitures bar et restaurant		*DDCS (Politique de la ville)*	S	9 000€
frais d'entretien	500 €	ARS Culture à l'Hopital	S	7 600€
assurances	7 848 €	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**334 825 €**
autres	837 €	Région Ile-de-France		
		Région IDF - Fabrique	S	60 000 €
Autres charges de fonctionnement	13 134 €	Région IDF – Emploi-tremplin	A	15 000 €
impôts et taxes		Région IDF –Investissement	A	105 000 €
frais financiers	13 134 €	Autres Régions	A S	
charges exceptionnelles			A S	
dotations aux provisions		CD-91 : Culture, Politique de la ville, Rompre l'isolement	S	58 000 €
dotations aux amortissements		CD77 : Résidence et création	S	45 470 €
		Commune 1,: Grigny.	S	1 500 €
Personnel lié à la structure	64 147 €	Commune 2,: Fontenay-sous-Bois	A	24 855 €
directeur	11 961 €	EPCI,: Val Briard	A	25 000 €
administrateur	9 492 €		A S	
personnel technique	15 302 €	**SUBVENTIONS EUROPEENNES**		**- €**
autres personnels, préciser :stagiaire, service civique	2 158 €	*Préciser :*	A S	
charges sociales et congés payés	14 244 €		A S	
voyages, missions, réceptions	1 000 €	**AUTRES APPORTS**		**25 049 €**
Prestataire extérieures : (comptable ET cac)	9 990 €	ASP (emplois aidés, hors emplois-tremplins) *Préciser : service civique, Fonpeps, adulte relais*	A S	**10 912 €**
DEPENSES ARTISTIQUES (à détailler)	**174 365 €**	mécénat et sponsoring	S	**1 000 €**
Apport en coproduction/coréalisation	7 000 €	Autres (ADAMI, SPEDIDAM, SACEM, SACD, ONDA…)	A S	
Rémunération chargée Mise en scène	26 151 €	*ARCADI, diffusion*	A	**13 137 €**
Rémunération chargée Comédiens	94 242 €	Fondation de France	A	**5 800€**
Créateur Lumière	6 156 €			
Créateur Sonore	6 156 €			
Rémunération chargée administration	5 933 €			
Rémunération stagiaire	1 512 €			
Prestataire extérieures : (comptable et chargée de diffusion)	11 000 €			
Droit d'Auteur	2 909 €			
Accessoires et Costumes	3 000 €			
Voyages, Missions et réceptions	9 000 €			
Communication	1 306 €	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITES**		**15 924 €**
DEPENSES TECHNIQUES (à détailler)	**44 170 €**	Location salle		

Rémunération chargée Directeur technique	23 900 €	Billetterie		1 049 €
Rémunération chargée Technicien	4 870 €	parts de recettes de coréalisation		
Décor	10 000 €	divers (bars, librairie)		100 €
Location de matériel	900 €	Prestations de services: action culturelles		9 375 €
Location de véhicule	3 500 €	Autres, préciser : Cession		5 400 €
Voyages, Missions et réceptions	1 000 €	**AUTRES RECETTES**		**1 584 €**
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE (à détailler)	**126 982 €**	produits de gestion courante: don, adhésion, inscription		1 284 €
Rémunération chargée Comédiens	85 488 €	produits financiers		300 €
Rémunération chargée Action culturelle	22 902 €	subvention d'investissement versée au résultat		
Rémunération chargée Administration	5 933 €	autres produits exceptionnels		
Prestataire extérieures : (comptable)	6 000 €	reprise sur amortissements		
voyages, missions, réceptions	3 000 €			
billetterie	500 €			
location de véhicule	2 500 €			
Communication	659 €	reprise sur provisions		
TOTAL DES CHARGES	**531 982 €**	**TOTAL DES PRODUITS**		**531 982 €**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	36 000,00 €
2018	24 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	10 000,00 €
2014	Fabriques de culture - aide à l'aménagement et à l'équipement	180 400,00 €
2014	Soutien aux fabriques de culture	60 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	60 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	60 000,00 €
	Montant total	370 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008696

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LES NOCTAMBULES (ARENES DE NANTERRE) - FONCTIONNEMENT 2017 - RECONDUCTION DE 2 ANS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	207 500,00 €	19,28 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES NOCTAMBULES
Adresse administrative : 17 RUE ALEXANDRE DUMAS
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARTINE DEPOORTERE, Présidente

Date de publication au JO : 1 octobre 1985

N° SIRET : 33042465600032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Présentation du bénéficiaire

Implantée à Nanterre depuis 1991 sur un terrain mis à disposition par la Ville, les Arènes de Nanterre accueillent dans des chapiteaux (le chapiteau spectacle, le chapiteau école, le chapiteau atelier) les créations de la compagnie Les noctambules et depuis 1992, plus de 400 compagnies de cirque et des arts de la rue en résidence de recherche, répétitions, construction. Les Arènes de Nanterre sont également une école de cirque. La direction artistique des Arènes de Nanterre ainsi que la direction de l'établissement sont assurée par Michel Nowak.
La ligne artistique de la compagnie Les Noctambules est de développer une recherche acrobatique, scénographique et architecturale au service d'une dramaturgie contemporaine accessible à tous les publics et sur tous les territoires. Ses spectacles se jouent en salle, sous chapiteau et en rue.
Les Arènes de Nanterre (qui sont juridiquement deux entités comme souvent dans le cirque, l'association Les Noctambules d'une part et la sarl Spartakus Products d'autre part) sont soutenues par la Ville de Nanterre au titre du fonctionnement et au titre du projet CUCS, le Département des Hauts de Seine au titre du fonctionnement et des enseignements artistiques (association Les Noctambules) et au titre de l'aide à la résidence par la DRAC Ile-de-France (Spartakus Products).

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
Le projet des Noctambules reste le même, celui de continuer à ouvrir les résidences et accompagner la jeune création.
La compagnie les noctambules, elle, reprend « cirque en harmonie » dans le cadre de « Parade(s) » à Nanterre.
En 2017 les Arènes de Nanterre accueille 23 compagnies dont certaines ont la spécificité de mêler cirque et Arts plastiques telle la compagnie CUBE, ou la compagnie « La fin des certitudes ». Les compagnies accueillies bénéficient a minima pendant une semaine d'un espace de répétition, d'un soutien technique et logistique, de possibilité de stockage et de prêt de matériel. On peut citer la compagnie Lunatic, la Royal clown compagny, 2R2C/la centrale…
Quatre compagnies sont accueillies pour des résidences permanentes : la compagnie Krilati qui bénéficié d'une aide à la construction de structure et un apport et un soutien financier de la DRAC, la compagnie Furinkaï, la compagnie les sanglés et la compagnie FFF. Ces deux dernières bénéficient, dans le cadre du festival Brut d'Arènes, d'une prise en charge des frais de déplacement et d'une visibilité auprès des professionnels invités.
La compagnie SID, accueillie durant 6 semaines, bénéficie également d'un aide pour la construction de sa structure pour sa nouvelle création. Elle est également soutenue par la DRAC.

Projet pour les publics et le territoire
Les arènes de Nanterre sont aussi une école de cirque ouverte à tous, qui présente des petites formes tous les derniers jeudis du mois. Les compagnies en résidence proposent régulièrement des sorties de résidence et/ou des actions de sensibilisation pour le public local.
Les Noctambules sont producteur du Festival aux arènes et partenaires de Festival Les arènes de la danse et du cirque, le Festival Brut d'Arènes, Tout en Danse, les inédits de Circus, Next, Circa, autant d'occasions de diffusion et/ou de présentation du travail des équipes accueillies.
Les Noctambules mènent sur leur territoire des ateliers toute l'année à destination des jeunes de 7 à 25 ans, en partenariat avec les centres sociaux des acacias et des cerises, l'université Paris X, la mairie de Nanterre. Des ateliers et représentations sont également proposés aux comités d'entreprises, EPHAD et institut médicaux.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 207 500 euros et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite des frais financiers.

Budget prévisionnel 2017

CHARGES	TTC €	PRODUITS	S sollicité A acquis	TTC €
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**205 100**	**SUBVENTIONS MINISTERE DE LA CULTURE**		**17 000**
Charges courantes	56 000			
loyer annuel et charges locatives	0	DRAC Ile de France*, préciser le service et à quel titre Accompagnement artistique d'un compagnie*	x A ☐ S	10 000

fluides et combustibles	18 000		☐ A ☐ S	
entretiens-réparations maintenance	6 000		☐ A ☐ S	
achats matériels, équipement		Autres directions du Ministère de la Culture	☐ A ☐ S	
location matériel	1 000	*Préciser :* *…Politique de la ville*	☒ S	7 000
affranchissements et téléphone	1 000	-	☐ A ☐ S	
petit équipement	1 000		☐ A ☐ S	
documentation et fourniture administratives	500	**AUTRES SUBVENTIONS DE L'ETAT**		**0**
fournitures bar et restaurant	7 000	*Préciser :* ……..	☐ A ☐ S	
frais d'entretien			☐ A ☐ S	
assurances	3 000	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**100 000**
autres	18 500	Région Ile-de-France		47 000
		Région IDF - Fabrique	☐ A ✠ S	40 000
Autres charges de fonctionnement	6 100	Région IDF – Emploi-tremplin	☐ A	
impôts et taxes	1 500	Région IDF – Autres dispositifS, préciser: …Politique de la ville	☒ S	7 000
frais financiers	100	Autres Régions, préciser : ……	☐ A ☐ S	
charges exceptionnelles			☐ A ☐ S	
dotations aux provisions		Départements, préciser le nom du département : Hauts de Seine	S	23 000
dotations aux amortissements	4 500		☐ A ☐ S	
		Commune 1, Nanterre Nanterre	X A	30 000
Personnel lié à la structure	143 000	Commune 2, préciser le nom de la commune : ……	☐ A ☐ S	
administrateur	25 000		☐ A ☐ S	
personnel technique	44 000	**SUBVENTIONS EUROPEENNES**		**0**
autres personnels, préciser : Communication	28 000	*Préciser :* ……	☐ A ☐ S	
charges sociales et congés payés	44 000		☐ A ☐ S	
voyages, missions, réceptions	2 000	**AUTRES APPORTS**		**10 000**
		ASP (emplois aidés, hors emplois-tremplins) *Préciser :*	X A ☐ S	10 000

DEPENSES ARTISTIQUES (à détailler)	**1 500**	mécénat et sponsoring		
Achats de spectacles	1 500	Autres (ADAMI, SPEDIDAM, SACEM, SACD, ONDA…)		
		RECETTES PROPRES D'ACTIVITES		**86 600**
DEPENSES TECHNIQUES (à détailler)	**5 000**	Location salle		5 000
Achat Matériel, entretien	5 000	Billetterie		
		divers (bars, librairie)		6 600
		Prestations de services		75 000
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE (à détailler)	**2 000**	Autres, préciser :		
Publicité	2 000	**AUTRES RECETTES**		**0**
		produits de gestion courante		
TOTAL DES CHARGES	**213 600**	**TOTAL DES PRODUITS**		**213 600**

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	24 000,00 €
2018	16 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux fabriques de culture	40 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	40 000,00 €
2016	Fabriques de culture - aide à l'aménagement et à l'équipement	23 450,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	40 000,00 €
	Montant total	143 450,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008700

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : THEATRE ECARLATE (ATELIER DU PLATEAU) - FONCTIONNEMENT 2017 - RECONDUCTION DE 2 ANS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	331 666,00 €	15,08 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATELIER DU PLATEAU THEATRE ECARLATE
Adresse administrative : 5 RUE DU PLATEAU
75019 PARIS 19
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Bernard CAVANNA, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 32419221000056

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Présentation du bénéficiaire
Lieu atypique installé dans une ancienne fabrique de tuyaux du 19ème arrondissement de Paris, l'Atelier du Plateau a été ouvert et fondé en 1999 par le Théâtre Ecarlate de Gilles Zaepffel, et autoproclamé « premier « centre dramatique national de quartier ».
De 2005 et jusqu'en 2015, le lieu a été dirigé par Matthieu Malgrange et Laetitia Zaepffel, et s'affirme comme un lieu intermédiaire tourné vers la création contemporaine et pluridisciplinaire, les écritures singulières et nouvelles, les formes croisées.
A compter de 2016, Mathieu Malgrange reprend seul la direction accompagné d'un conseil d'administration présidé par le compositeur Bernard Cavanna et renforcé par des personnalités qualifiées et d'un collège artistique composé de trois artistes de chacune des trois disciplines principales défendues par le lieu : la musique, le cirque et le théâtre.
L'Atelier du Plateau est un lieu d'un seul tenant de 110 m² au sol avec une mezzanine de 30 m², une hauteur de 6 mètres sous verrière. Le lieu, sans scène fixe, invente pour chaque représentation un espace scénique spécifique. La jauge du lieu est de 50 places.

Depuis son ouverture en 1999, l'équipe du lieu développe un projet pluridisciplinaire et mène une politique de résidences artistiques ouvertes à des ensembles musicaux, plasticiens, compagnies de cirque et de théâtre. Le projet est axé sur les écritures contemporaines et les croisements esthétiques avec un soutien affirmé aux musiques et au cirque contemporain. Outre la compagnie en résidence permanente, le Théâtre écarlate dirigé par Mathieu Malgrange, le lieu est ouvert à d'autres compagnies en musiques, cirque et théâtre.
Les partenaires publics de l'Atelier du Plateau sont la DRAC Île-de-France, la Ville de Paris et le Conseil Régional d'Île-de-France. Il reçoit également régulièrement des aides de la Sacem, la Spedidam, le CNV et l'Onda.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
L'Atelier du Plateau va poursuivre et développer son projet dédié à la création contemporaine émergente, aux nouvelles formes, aux projets transdisciplinaires et formats hors-normes. Pluridisciplinaire, l'Atelier du Plateau accompagne de manière plus affirmée les musiques d'aujourd'hui (jazz, musiques improvisées, musiques contemporaines, chanson…), le cirque contemporain et les dramaturgies plurielles. L'équipe du lieu accueillera et accompagnera, en 2017 comme il fait chaque année, des artistes, compagnies, ensembles et collectifs en veillant dans ses choix à maintenir un équilibre global entre les générations d'artistes (émergents et confirmés), la parité femmes/hommes, la diversité des champs artistiques et la présence de compagnies franciliennes (80%).

Le soutien à la création étant au cœur du projet de l'Atelier du Plateau, celui-ci accueillera pour des résidences de création une vingtaine d'équipes et artistes. Les artistes bénéficient pour la plupart d'apport financier, de temps de travail et d'une série de 2 à 5 représentations dans le lieu.
De manière à proposer des formats intermédiaires d'accompagnement entre les résidences et l'accueil en programmation en date unique et à s'ouvrir à d'autres équipes, l'Atelier du plateau a initié en 2016 un dispositif d'accompagnement pour des créations atypiques, qui permet à des équipes de travailler pendant trois jours et présenter leur travail pour deux dates de représentations. En 2017, ce dispositif d'accompagnement concernera 4 compagnies, 3 compagnies émergentes : la compagnie Jonas Leclere (cirque), a compagnie La Controverse (théâtre) et la compagnie Echos Tangibles (théâtre et musique) et la compagnie Théâtre en commun (théâtre).

Les résidences musicales concerneront des équipes artistiques réunissant aussi bien la musique contemporaine et classique (Christelle Séry), la musique improvisée et le jazz (Valentin Ceccaldi du Tricollectif, Benoît Delbecq et Bureau de sons, Dominique Pifarély et la compagnie Archipels, Vincent Courtois et la Cie L'Imprévu, Leila Martial, Eve Risser, Severine Morfin), le rapport texte/musique (Zé Jam Afane), ou encore des projets transversaux (Drugstore Malone).
Les résidences arts du cirque accueilleront les compagnies de cirque contemporain suivantes : ma compagnie Inhérence – Jean-Charles Gaume, compagnie Retouramont – Denis Welkenhuyzen, compagnie Le Jardin des Délices – Luna Rousseau et Nathan Israël, compagnie Jonas Leclère.
Concernant le théâtre et autres arts de la scène, le lieu accompagnera des compagnies, dont les créations portent sur des écritures d'auteurs vivants ou contemporains, des écritures scéniques transdisciplinaires, telles que la compagnie des Légendes Urbaines, la compagnie La Controverse, Cette Compagnie-là ou encore Ladgy prod.
Outre les apports financiers en production, l'Atelier du Plateau s'investit dans la recherche de financements spécifiques auprès d'autres partenaires (DRAC Ile-de-France, Ville de Paris, ONDA, CNV…). Par ailleurs, L'Atelier du Plateau par son insertion dans un réseau de partenaires donne une visibilité aux équipes et leur permet de prolonger leur projet. Le lieu est en effet partenaire avec une diversité de lieux et festivals, qui prend la forme de programmations communes et coproductions ou encore de mutualisation d'espace pour des résidences (festival Jazz à la Villette de la Cité de la Musique et Grande Halle de la Villette, Festival Africolor, Festival Banlieues Bleues de la Dynamo à Pantin, La Muse en Circuit…).

L'Atelier du Plateau proposera en 2017 les quatre temps fort qui rythment et colorent la programmation du lieu. « L'Atelier du Plateau fait son cirque » organisé par la compagnie Ecarlate en résidence permanente, se tiendra à l'automne pour sa 16ème édition, évènement marquant du cirque en Ile-de-France, qui propose des créations inédites nées de la rencontre transdisciplinaire entre artistes musiciens et circassiens réunis pour chaque édition autour d'un thème commun et d'une scénographie unique pour chaque édition.
Trois autres temps forts, conçus en concertation avec des compagnies et collectifs en résidence pour initier des formes de création innovante et ouvertes sur le territoire, seront organisés en 2017 ; deux étant des nouveaux rendez-vous créés en 2017. La 1ère édition de « La grande table » autour de croisement entre musiques improvisées et cuisines créative, imaginé avec le collectif Drugstore Malone sera organisé en début d'année. L'Atelier du plateau a imaginé avec la compagnie de cirque la compagnie Le jardin des délices « FERIA », un évènement pluridisciplinaire de fin de saison permettant de s'inscrire hors les murs sur le territoire environnant du lieu à travers des représentations et des actions culturelles. Par ailleurs, se tiendra en mars de la 3ème édition d'« Autour d'un quart », proposant des créations atypiques autour du piano.
En dehors des résidences, l'Atelier du Plateau accueille chaque année, une trentaine d'équipes, souvent émergentes, sur un premier accompagnement en préfiguration de collaborations futures et qui permet d'expérimenter des dispositifs esthétiques novateurs, et d'autres approches aux territoires.

Projet pour les publics et le territoire
L'Atelier du Plateau programme près d'une centaine de représentations chaque année, dont plus de 80 % sont des créations des artistes et équipes accueillis en résidence ou dans le cadre des différents temps forts initiés par l'Atelier du Plateau.
Des actions de territoire seront menées avec les écoles, centre de loisirs, bibliothèque ou encore associations sous la forme de spectacles hors les murs, d'ateliers de pratiques artistiques, d'interventions ponctuelles auprès des habitants (visite du théâtre, rencontres avec les artistes, stage-atelier…). Le nouveau temps fort « FERIA » sera l'occasion de présenter hors-les-murs des spectacles comme de mener des interventions de proximité avec les habitants. Par ailleurs, l'Atelier du Plateau accueille chaque année les étudiants dans le cadre d'un cours décentralisé de l'Ecole Nationale de Cirque de Rosny-Sous-Bois mené par le théoricien du cirque Jean-Michel Guy.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 331 666 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite des autres charges de fonctionnement (dotations aux amortissements impôts et taxes frais financiers) et de l'aide régionale emploi tremplin

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Plan de financement prévisionnel 2017

CHARGES	€ HT	PRODUITS	S sollicité A acquis	€ HT
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**217 888**	**SUBVENTIONS MINISTERE DE LA CULTURE**		**102 400**
Charges courantes	48 200			
loyer annuel et charges locatives	13 600	DRAC Ile de France*, préciser le service et à quel titre*		
fluides et combustibles	3 500	*Aide au lieu (service musique et danse)*	S	102 400
entretiens-réparations maintenance	800			
achats matériels, équipement	1 200	Autres directions du Ministère de la Culture		
location matériel	1 000			
affranchissements et téléphone	5 800	-		
petit équipement	500			
documentation et fourniture administratives	1 200	**AUTRES SUBVENTIONS DE L'ETAT**		**0**
fournitures bar et restaurant	11 500	*Préciser :*		
frais d'entretien				
assurances	2 500	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**108 610**
honoraires de gestion	6 600	Région Ile-de-France		59 638
Autres charges de fonctionnement	9 500	Région IDF – Fabrique - TVA sur subvention	S	50 000 - 1 028
impôts et taxes	4 200	Région IDF – Emploi-tremplin	A	10 666
frais financiers	800	Région IDF – Autres dispositifs, préciser: …		
charges exceptionnelles		Autres Régions, préciser : …		
dotations aux provisions				
dotations aux amortissements	4 500	Départements, préciser le nom du département :		
Personnel lié à la structure	160 188			
directeur / Administrateur	37 550	Commune 1,: **MAIRIE DE PARIS**	A	48 972
chargée d'administration et prod	25 200	Commune 2, préciser le nom de la commune :		
personnel technique	19 238	EPCI, préciser le nom de l'EPCI :		
Chargée de communication	19 200	**SUBVENTIONS EUROPEENNES**		**0**
Chargée de médiation	18 000	*Préciser :*		
charges sociales et congés payés	37 500			
voyages, missions, réceptions	3 500	**AUTRES APPORTS**		**71 100**
DEPENSES ARTISTIQUES (à détailler)	**110 118**	ASP (emplois aidés, hors emplois-tremplins) *Préciser :* **CUI-CAE**	A	10 500

Artistes de plateau	54 200	mécénat et sponsoring		
Honoraires artistiques	4 000	Autres (ADAMI, SPEDIDAM, SACEM, SACD, ONDA…)		
charges sociales et congés payés	29 268	ONDA	A	3 500
Décors et costumes	1 500	SPEDIDAM	A	20 000
Achats de spectacles / Coréalisation	8 250	SACEM	A	12 000
Droits d'auteurs	6 000	CNV/Ville de Paris	S	25 100
Transports, défraiements…	3 400	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITES**		**63 300**
Location backline	3 500	Location salle		600
DEPENSES TECHNIQUES (à détailler)	**7 930**	Billetterie		35 100
Techniciens intermittents	4 600	parts de recettes de coréalisation		5 100
Charges sociales et congés payés	2 530	divers (bars, librairie)		21 300
Achats matériels techniques	800	Prestations de services		
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE (à détailler)	**3 696**	Autres, préciser : droit de retransmission		1 200
Artistes intervenants	2 400	**AUTRES RECETTES**		**6 422**
charges sociales	1 296	produits de gestion courante		600
DEPENSES DE COMMUNICATION	**12 200**	produits financiers		500
Graphiste	2 000	subvention d'investissement versée au résultat		2 822
Annonces, publications, impression	10 200	autres produits exceptionnels		
		reprise sur amortissements		
		Transferts de charges		2 500
TOTAL DES CHARGES	**351 832**	**TOTAL DES PRODUITS**		**351 832**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €
2018	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux fabriques de culture	50 000,00 €
2015	Fabriques de culture - aide à l'aménagement et à l'équipement	41 095,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	50 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	50 000,00 €
	Montant total	191 095,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008701

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : THEATRE STUDIO (CIE CHRISTIAN BENEDETTI) - FONCTIONNEMENT 2017 - RECONDUCTION DE 2 ANS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	455 562,00 €	29,41 %	134 000,00 €
	Montant Total de la subvention		134 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE STUDIO/CIE CHRISTIAN BENEDETTI
Adresse administrative : 16 RUE MARCELIN BERTHELOT 94140 ALFORTVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Christian BENEDETTI, Président

Date de publication au JO : 16 avril 2005

N° SIRET : 32465361700021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Présentation du bénéficiaire
La compagnie Benedetti est créée en 1980 et c'est en 1997 que Christian Benedetti fonde le Théâtre-studio dans un ancien entrepôt à vin d'Alfortville (nommé à l'époque l'Entrepôt Théâtre Studio). Après des études au Conservatoire National de Région de Marseille, Christian Benedetti intègre le Conservatoire National Supérieur d'Art Dramatique de Paris avec pour professeur Antoine Vitez. Il a enseigné à l'école du Théâtre National de Chaillot, à l'ENSATT, au Conservatoire National de Région de Marseille, à l'ESAD, au Conservatoire National Supérieur d'Art Dramatique de Paris, au département théâtre du Centre National des Arts du Cirque. Il a également enseigné en Italie, en Roumanie, en Bulgarie. En 1988, il a été directeur du Festival International de Miramas.
Metteur en scène et acteur, il met en scène une dizaine de spectacles avant de créer, en 1997, le Théâtre-Studio à Alfortville, un lieu de recherche et de fabrique où de nombreux auteurs sont associés. En 1997, Edward Bond devient le premier auteur associé avec la mise en scène de Sauvés. Gianina Carbunariu, Christophe Fiat, Mark Ravenhill, Sarah Kane, Biljana Srbljanovic deviendront tour à tour auteurs associés à la compagnie.

Christian Benedetti travaille actuellement au «projet Tchekhov» : monter toute l'œuvre du dramaturge. Quatre pièces, « La Mouette », « Oncle Vania », « Les trois sœurs » et « La Cerisaie » ont été créées respectivement en 2011, 2012, 2013 et 2015 et ont fait l'objet d'une tournée importante au niveau régional et national.
Théâtre dédié aux nouvelles écritures scéniques et dramaturgiques, le Théâtre-Studio s'associe avec des auteurs contemporains. C'est aussi un lieu des « premières fois » où de nombreuses jeunes compagnies débutent, viennent y travailler et présenter leur spectacle.
Le Théâtre-Studio est un lieu de fabrication, un lieu de travail pour des artistes accueillis pour des temps de résidence, qui peuvent ainsi présenter leurs créations au public.
Inscrit dans son territoire, le Théâtre-Studio propose et mène des actions culturelles en direction des publics, d'Alfortville notamment.
La structure est conventionnée par la DRAC, le Département du Val-de-Marne, la Ville d'Alfortville et le Conseil Régional d'Ile-de-France.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
Le Théâtre-Studio d'Alfortville poursuivra son travail d'accueil d'artistes et de compagnies de théâtre de contemporain pour des répétitions, créations et diffusions.
La Compagnie Benedetti qui dirige la fabrique proposera cette année 3 créations propres avec deux mises en scène de Christian Benedetti et une mise en scène de Nina Villanova pour un total de 46 représentations en 2017. Le « projet Tchekhov » se poursuivra également avec une tournée de La Cerisaie et le début du travail autour de Ivanov pour une création au printemps 2018.
Neuf compagnies ou artistes seront accueillies en résidence, majoritairement en théâtre mais parfois aussi en musique. Il s'agit de compagnie Tout un Ciel – Elsa Granat, L'Art éclair – Olivier Brunhes, La Charmante compagnie – Marie-Christine Mazzola, Cie Nom'na - JC Quenon, Jenny Bellay, BillKiss – Soeuf El Badawi, La Muse en circuit, compagnie Point de fuite – Nina Villanova et Philippe Crubézy. Ils bénéficieront d'un accompagnement et d'un accueil dans les locaux. Les créations seront principalement présentées en coréalisation avec 80% de recettes pour la compagnie mais certaines seront accompagnées en production ou coproduction. La compagnie émergente Point de fuite bénéficiera d'une résidence plus longue pour la création de son spectacle Trium Virus qui sera présenté pour une série de 12 représentations.
La Muse en Circuit, partenaire local du Théâtre-Studio, sera accueillie pour une représentation musicale.

Projet pour les publics et le territoire
Le compagnonnage de la compagnie Point de vue et de Nina Villanova sera l'occasion de plusieurs actions territoriales dont des projets de classes à PAC en cours d'élaboration. Un partenariat durable avec le Lycée Maximilien Perret d'Alfortville a également débuté au mois d'avril. Des actions culturelles sont également prévues en parallèle des spectacles.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 455 562 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite imports et taxes, des frais financiers et des dotations aux amortissements.

Budget du projet

CHARGES	€ HT	PRODUITS	S sollicité A acquis	€ HT
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**411 527**	**SUBVENTIONS MINISTERE DE LA CULTURE**		**155 714**
Charges courantes	110 463			
loyer annuel et charges locatives	17 040	DRAC Ile de France*, préciser le service et à quel titre*		
fluides et combustibles	9 000	*Théâtre- lieu non labellisés - gel 8%*	A	130 714
entretiens-réparations maintenance	3 000			
achats matériels, équipement	3 000	Autres directions du Ministère de la Culture		
location matériel	2 900	*Compagnonnage*	S	25 000
affranchissements et téléphone	4 000			
petit équipement	350			
documentation et fourniture administratives	2 000	**AUTRES SUBVENTIONS DE L'ETAT**		**0**
fournitures bar et restaurant	4 500	*Préciser :.*		
honoraires et personnel ext	25 000			
assurances	4 807	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**309 400**
autres	11 301	Région Ile-de-France		
communication	23 565	Région IDF - Fabrique	S	134 000
Autres charges de fonctionnement	91 552	Région IDF – Emploi-tremplin	A	
impôts et taxes	6 471	Région IDF – Autres dispositifS, préciser:		
frais financiers	20 081	Autres Régions, préciser :		
charges exceptionnelles				
dotations aux provisions		Départements, préciser le nom du département :		
dotations aux amortissements	65 000	Val de Marne	S	93 400
		Commune 1, préciser le nom de la commune :		
Personnel lié à la structure	209 512	Alfortville	A	82 000
directeur	13 200	EPCI, préciser le nom de l'EPCI :		
administrateur	47 072			
personnel technique	45 008	**SUBVENTIONS EUROPEENNES**		**0**
autres personnels, préciser : Relations publiques, stagiaires, hotes etc.	36 379	*Préciser :*		
charges sociales et congés payés	62 253			
voyages, missions, réceptions	5 600	**AUTRES APPORTS**		**0**

		ASP (emplois aidés, hors emplois-tremplins) *Préciser :*		
DEPENSES ARTISTIQUES (à détailler)	**118 858**	mécénat et sponsoring		
productions propres PROD	59 326	Autres (ADAMI, SPEDIDAM, SACEM, SACD, ONDA…)		
productions propres EXPL	29 638	*Préciser :*		
productions propres TOURNEES	18 500			
Coprod	3 460			
Accueil	7 934	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITES**		**82 000**
DEPENSES TECHNIQUES (à détailler)	**0**	Location salle		
		Billetterie		30 490
		parts de recettes de coréalisation		
		divers (bars, librairie)		9 000
		Cessions de spectacles		22 500
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE (à détailler)	**16 729**	Autres, préciser : transfert de charges		20 010
divers ateliers et actions	16 729	**AUTRES RECETTES**		**0**
TOTAL DES CHARGES	**547 114**	**TOTAL DES PRODUITS**		**547 114**

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	80 400,00 €
2018	53 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux fabriques de culture	134 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	134 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	134 000,00 €
	Montant total	402 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008702

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : A MOTS DECOUVERTS - FONCTIONNEMENT 2017 - RECONDUCTION DE 2 ANS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	39 710,00 €	21,41 %	8 500,00 €
	Montant Total de la subvention		8 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : A MOTS DECOUVERTS
Adresse administrative : 11 RUE DU GENIE
94400 VITRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur François CHESNAIS, Président

Date de publication au JO : 22 janvier 1998

N° SIRET : 41777580600041

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : soutien au programme 2016 de la fabrique de culture "A Mots Découverts".

Présentation du bénéficiaire
Créé en 1996, le collectif artistique A Mots Découverts propose un dispositif inédit en France d'accompagnement des écritures dramatiques, en amont de la création. Il regroupe des comédiens, metteurs en scène, auteurs et dramaturges réunis autour de la découverte et de l'expérimentation de l'écriture théâtrale d'aujourd'hui.
Le dispositif mis en place par A Mots Découverts dessine ainsi le périmètre d'un « centre de dramaturgie volant » dédié aux auteurs de théâtre d'aujourd'hui, un « lieu-fabrique » et laboratoire d'expérimentation des nouvelles dramaturgies. A mots découverts dispose de partenariats avec des théâtres (Théâtre de l'Aquarium, - Théâtre de Rungis, Le Grand Parquet/Théâtre Paris-Villette), le Théâtre des Quartiers d'Ivry, le Théâtre des Deux-Rives (Charenton), le Tarmac, le Théâtre de l'Odéon / Théâtre de l'Europe ainsi que la Maison des auteurs de la SACD et Artcena.
Le projet A Mots Découverts est celui d'une fabrique consacrée aux écritures pour le théâtre en amont de la production : accompagnement des auteurs dans le temps de l'écriture, expertise et suivi dramaturgique, expérimentation et mise en jeu des textes à la table, au plateau et en lecture publique, croisement des pratiques (entre auteurs et artistes)…

Le projet du collectif A mots découverts se déploie autour de :
- L'activité permanente d'un comité de lecture garantissant à chaque auteur une expertise et un suivi dramaturgiques
- Un calendrier de séances de travail à la table sur toute l'année permettant à l'auteur de mettre son travail en critique et en réflexion autour de la lecture intégrale de son texte par les comédiens du collectif
- Un programme de résidences accompagnées par les comédiens du collectif en partenariat avec un réseau de théâtres franciliens, où l'auteur a la possibilité d'expérimenter son texte au plateau dans le temps de l'écriture
- Un programme de lectures publiques au sein des théâtres partenaires
- Un programme de formation et de stages
- La pérennisation d'un temps fort biennal: le festival Les Hauts Parleurs.

Outre l'aide régionale, A mots découverts bénéficie du soutien de la DGCA/ministère de la culture ainsi que de la Ville de Paris les années de festivals.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique

A mots découvert va poursuivre son travail d'accompagnement des écritures théâtrales d'auteurs contemporains en mettant en œuvre l'ensemble des axes de son projet. Toutefois 2017 est une année inter-biennale, le temps fort « Les Hauts parleurs » s'est en effet déroulé en 2016 au Grand Parquet avec 40 auteurs et 50 artistes, 5 jours de programmation proposant 6 lectures publiques suivies d'un échange avec l'auteur, 2 tables-rondes (sur le théâtre jeunesse et sur l'écriture de la comédie), 1 grande soirée performative à partir d'un montage d'extraits de pièces d'aujourd'hui, et 1 journée « cartes blanches aux auteurs ». Le festival a également été accompagné d'actions culturelles menées sur les territoires des 18 e et 19 e arrondissements de Paris.

A mots découverts accompagnera plus de 25 auteurs à l'occasion de séances de travail à la table. Tous les auteurs ne sont pas encore choisis pour l'année, en effet le comité de lecture détermine son choix chaque mois ou deux mois. 15 séances sont d'ores et déjà fixées avec 15 auteurs dont 10 émergents et 5 confirmés, A mots découverts affirmant ainsi son attention particulière à la jeune création. Trois résidences au plateau seront mises en place au Tarmac et au Théâtre de l'Aquarium avec deux auteurs émergents (Sufo Sufo et Hala Moughanie), la troisième résidence qui se tiendra en fin d'année 2017 est encore en cours.

Projet pour les publics et le territoire

Environ 7 lectures suivies de rencontres et d'échanges seront menées, au Théâtre de l'Aquarium (75), au Théâtre de Rungis (94) et au Théâtre des Quartiers d'Ivry (94) (en cours).

Ce n'est qu'en 2018, que la 3ème édition du temps forts « Les Hauts Parleurs » sera organisé, il est le support d'actions culturelles menées notamment en direction des scolaires d'une résidence en collège et de collaborations avec des compagnies. Des collaborations avec le Théâtre de Rungis et les Plateaux sauvages sont en cours de réflexion pour la saison suivante pour l'organisation d'actions culturelles lors d'une résidence pour l'un et d'un travail sur les nouvelles pratiques amateurs autour des écritures théâtrales pour l'autre.

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE BENEFICIAIRE

CHARGES	€ HT	PRODUITS	S sollicité A acquis	€ HT
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**11 300**	**SUBVENTIONS MINISTERE DE LA CULTURE**		**15 000**
Charges courantes	1 800			

loyer annuel et charges locatives		DRAC Ile de France,	x S	5 000
fluides et combustibles				
entretiens-réparations maintenance				
achats matériels, équipement		Autres directions du Ministère de la Culture		
location matériel		*DGCA*	x A	10 000
affranchissements et téléphone	200			
petit équipement				
documentation et fourniture administratives	600	**AUTRES SUBVENTIONS DE L'ETAT**		**0**
fournitures bar et restaurant		*Préciser :* *……* *……..*		
frais d'entretien				
assurances	200	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**13 000**
autres : prestation GHS / compta	800	Région Ile-de-France		
		Région IDF - Fabrique	x S	13 000
Autres charges de fonctionnement	0	Région IDF – Emploi-tremplin		
impôts et taxes		Région IDF – Autres dispositifS, préciser:		
frais financiers		Autres Régions, préciser :		
charges exceptionnelles				
dotations aux provisions		Départements, préciser le nom du département :		
dotations aux amortissements				
		Commune 1, préciser le nom de la commune		
Personnel lié à la structure	9 500	Commune 2, préciser le nom de la commune :		
responsables des projets artistiques	6 000	EPCI, préciser le nom de l'EPCI :		
administrateur				
personnel technique		**SUBVENTIONS EUROPEENNES**		**0**
autres personnels, préciser :		*Préciser :*		
charges sociales et congés payés	3 300			
voyages, missions, réceptions	200	**AUTRES APPORTS**		**0**
		ASP (emplois aidés, hors emplois-tremplins) *Préciser :*		
DEPENSES ARTISTIQUES (à détailler)	**22 200**	mécénat et sponsoring		
salaires intervenants artistiques	20 200	Autres (ADAMI, SPEDIDAM, SACEM, SACD, ONDA…)		
défraiements auteurs	2 000	*Préciser :*		
		RECETTES PROPRES D'ACTIVITES		**16 210**
DEPENSES TECHNIQUES (à détailler)	**0**	Location salle		
		Billetterie		
		parts de recettes de coréalisation		

		divers (bars, librairie)		
		Prestations de services : prestations + contrats de cession		15 610
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE (à détailler)	**10 710**	adhésions		600
programmes stages d'auteurs	10 710	**AUTRES RECETTES**		**0**
TOTAL DES CHARGES	**44 210**	**TOTAL DES PRODUITS**		**44 210**

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 39 710 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 100,00 €
2018	3 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux fabriques de culture	28 150,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	23 710,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	8 500,00 €
	Montant total	60 360,00 €

ANNEXE N° 3 A LA DELIBERATION : CONVENTION TYPE 2 ANS : AIDE A LA PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE POUR LES FABRIQUES

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° du ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2017-52 du 10 mars 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° du , la Région Île-de-France a décidé de soutenir au titre des années 2017 et 2018 pour la réalisation de son objet social, à savoir Activités artistiques, échanges entre professionnels et amateurs, création, production et diffusion de spectacles.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention globale de fonctionnement correspondant à % du budget de l'année , soit un montant maximum de subvention de €.

Le budget prévisionnel de l'année est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. »

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 70 % du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Le versement du solde est subordonné à la production du bilan d'activités de l'année subventionnée et des comptes annuels du bénéficiaire. Il est assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Ce document comporte la signature du représentant du bénéficiaire ainsi que celle de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions conventionnelles le prévoient.

Le versement du solde est également subordonné à la production de(s) justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier de l'année subventionnée et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le .

Elle prend fin au terme d'une durée de deux ans.

Elle porte sur les exercices 2017 et 2018.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° du .

Fait à Paris en (selon nb de signataires convention) exemplaires originaux

Le..... Le.....

Le bénéficiaire
(nom, qualité du signataire
et cachet du bénéficiaire)

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile de France

ANNEXE N° 4 A LA DELIBERATION : CONVENTION TYPE 2 ANS : AIDE A LA PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE POUR LES EQUIPES ARTISTIQUES PROFESSIONNELLES ET INDEPENDANTES

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° du ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : .....
dont le statut juridique est : .....
N° SIRET : .....
Code APE : .....
dont le siège social est situé au : .....
ayant pour représentant : .....
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-52 du 10 mars 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° du , la Région Île-de-France a décidé de soutenir pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : (référence dossier n°).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à €, soit un montant maximum de subvention de €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. »

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.
Toutefois le paiement prévu ne peut être pris en compte que dans la limite de 70 % du montant de la subvention.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production :

- d'un compte rendu financier de l'action comprenant la signature du représentant légal.

- d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

- d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en oeuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses dument complété et signé par le représentant légal et à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

- un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

- un compte-rendu d'exécution.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le ….

Elle prend fin au terme d'une durée de deux années.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° du .

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le …….

Le bénéficiaire ……

(nom, qualité du signataire et cachet
du bénéficiaire),

ANNEXE N° 5 A LA DELIBERATION : CONVENTION TYPE 2 ANS : AIDE A LA PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE POUR LES LIEUX ET ORPERATEURS

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° du ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : .....
dont le statut juridique est : .....
N° SIRET : .....
Code APE : .....
dont le siège social est situé au : .....
ayant pour représentant : .....
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Aide à la permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-52 du 10 mars 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° du ,la Région Île-de-France a décidé de soutenir pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : (référence dossier n°).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à €, soit un montant maximum de subvention de €.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. »

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Toutefois le paiement prévu ne peut être pris en compte que dans la limite de 70 % du montant de la subvention.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production :

- d'un compte rendu financier de l'action comprenant la signature du représentant légal.

- d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

- d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en oeuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses dument complété et signé par le représentant légal et à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

- un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

- un compte-rendu d'exécution.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le … .

Elle prend fin au terme d'une durée de deux années.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° du .

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le …….

Le bénéficiaire ……

(nom, qualité du signataire et cachet
du bénéficiaire),

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/07/2017

DELIBERATION N° CP 2017-348 DU 5 JUILLET 2017

AIDES REGIONALES AU CINEMA ET A L'AUDIOVISUEL

FONDS DE SOUTIEN CINEMA ET AUDIOVISUEL – 3EME AFFECTATION 2017

AIDE APRES REALISATION – 4EME AFFECTATION 2017

SOUTIEN A DES MANIFESTATIONS ET RESEAUX CINEMATOGRAPHIQUES – 4EME AFFECTATION 2017

SOUTIEN AUX FABRIQUES DE CULTURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'Ile-De-France

VU Le régime exempté de notification n°SA.48161 relatif aux aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 75-12 du 28 septembre 2012 relative aux fabriques de culture

VU La délibération n° CR 46-15 du 10 juillet 2015 portant adaptation des dispositifs régionaux aux évolutions européennes et nationales

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération CR 2017-10 du 26 janvier 2017 portant refonte du fonds de soutien cinéma et audiovisuel

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens »

VU La délibération n° CP 16-146 du 18 mai 2016 portant adoption des nouvelles conventions type relatives aux manifestations et réseaux cinématographiques franciliens, au dispositif d'aide après réalisation

VU La délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2017 ;

VU L'avis des commissions de visionnage de l'Aide après réalisation du 27 février 2017 (long-métrage) et 28 février 2017 (court-métrage)

VU L'avis de la commission de la Culture

VU L'avis des Commissions de visionnage de l'Aide après réalisation des 28 avril et 3 mai 2017

VU L'avis des Comités de lecture du Fonds de soutien cinéma du 27 avril et audiovisuel du 4 mai 2017

VU L'avis de la commission des Finances

VU Le rapport CP 2017-348 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel

Décide de participer au titre du Fonds de soutien cinéma et audiovisuel, au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de 18 aides remboursables d'un montant maximum prévisionnel de **3 942 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux Conventions-type annexées à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte, d'autre part, une autorisation de programme de **3 942 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-015 (131015) « Fonds d'investissement pour la Culture » action 13101502 « Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle » du budget 2017.

Article 2 : Dispositif d'Aide après réalisation

Décide de participer au titre du dispositif d'*Aide après réalisation,* au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de 9 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **220 700 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération CP n°16-146 du 18 mai 2016 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **220 700 €** disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-009 (131009) "Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel", action 13100905 « Aide après réalisation » du budget 2017.

Article 3 : Actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles

Décide de participer au titre du dispositif Soutien aux manifestations cinématographiques au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de 10 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **175 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions type adoptées par délibération CP n°16-146 du 18 mai 2016 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **175 000 €** disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-009 (131009) "Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel", action 13100902 "Actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles " du budget 2017.

Article 4 : Soutien aux fabriques et de culture - fonctionnement

Décide de participer au titre du dispositif « soutien aux fabriques de culture » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de 3 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **175 000 € ;**

Subordonne le versement des subventions à la conclusion de conventions conforme à la convention type figurant en annexe à la présente délibération et autorise la Présidente à les signer;

Affecte une autorisation d'engagement de **175 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-013 « soutien aux fabriques d'art et de culture », action 13101301 « soutien aux fabriques d'art et de culture » du budget 2017.

Article 5 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte de dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation aux articles 17 et 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

La Présidente du Conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-348	Budget	2017

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131009 - Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel**
Action	**13100902 - Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle**

Dispositif : N° 00000128 - Soutien aux manifestations cinématographiques

Dossier	17007136 - FETE DU CINEMA D'ANIMATION EN ILE-DE-FRANCE - 16EME EDITION - 2017			
Bénéficiaire	P0029324 - AFCA ASS FRANCAISE DU CINEMA D ANIMATION			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
62 200,00 €	TTC	16,08 %	10 000,00 €	

Dossier	17010486 - FESTIVAL "ATMOSPHERES" - 7EME EDITION - 2017			
Bénéficiaire	P0022454 - ATMOSPHERES 21			
Localisation	PARIS OUEST LA DEFENSE (EPT4)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
230 000,00 €	TTC	0,87 %	2 000,00 €	

Dossier	17010497 - FESTIVAL "AU-DELA DE L'ECRAN" 2EME EDITION - 2017			
Bénéficiaire	P0033224 - L IMAGE ET LA MEMOIRE			
Localisation	PARISESTMARNE&BOIS (EPT10)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
160 000,00 €	TTC	25 %	40 000,00 €	

Dossier	17010503 - FESTIVAL L'ENFANT ET LE 7EME ART - 25EME EDITION - 2018			
Bénéficiaire	R17803 - AUX QUATRE COINS DE L ENFANCE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
238 400,00 €	TTC	5,45 %	13 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-348	Budget	2017

Dossier	17010511 - FESTIVAL L'INDUSTRIE DU REVE - RENCONTRE ART ET TECHNIQUE – 18° ED. - 2018			
Bénéficiaire	R21651 - L'INDUSTRIE DU REVE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
85 000,00 €	TTC	17,65 %	15 000,00 €	

Dossier	17010518 - FESTIVAL "CINEMA DU REEL" – 40EME EDITION - 2018			
Bénéficiaire	R30784 - LES AMIS DU CINEMA DU REEL			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
220 000,00 €	TTC	11,36 %	25 000,00 €	

Dossier	17010522 - FESTIVAL INTERNATIONAL DE FILMS DE FEMMES – 40EME EDITION - 2018			
Bénéficiaire	R6267 - AFIFF ASSOCIATION DU FESTIVAL INTERNATIONAL DE FILMS DE FEMMES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
720 600,00 €	TTC	3,47 %	25 000,00 €	

Dossier	17010525 - FESTIVAL "TERRA DI CINEMA" - 18EME EDITION - 2018			
Bénéficiaire	P0002148 - ATC ASS TREMBLAYSIENNE CINEMA JACQUES TATI			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
112 000,00 €	HT	22,32 %	25 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000128 - Soutien aux manifestations cinématographiques	155 000,00 €

Dispositif : N° 00000130 - Soutien aux réseaux cinématographiques

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-348	Budget	2017

Dossier	17010488 - ACCOMPAGNEMENT ET PROFESSIONNALISATION DES AUTEURS EMERGENTS & DEVELOPPEMENT DE LA DIFFUSION NUMERIQUE - 2017			
Bénéficiaire	P0025663 - GREC GROUPE RECHERCHES & ESSAIS CINEMATOGRAPHIQUE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
886 710,00 €	TTC	1,69 %	15 000,00 €	

Dossier	17010527 - CENTRE DE RESSOURCES EN DIRECTION DE LA JEUNE CREATION DOCUMENTAIRE - 2017			
Bénéficiaire	R25222 - VIDEADOC			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 000,00 €	TTC	6,25 %	5 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000130 - Soutien aux réseaux cinématographiques	20 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131009 - 13100902	175 000,00 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131009 - Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel**
Action	**13100905 - Aide après réalisation**

Dispositif : N° 00000761 - Aide après réalisation

Dossier	EX019093 - LA LIBERTÉ de Guillaume Massart - TRIPTYQUE FILMS			
Bénéficiaire	P0016168 - TRIPTYQUE FILMS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	34 000,00 €		Code nature	6574
Par application du barème			Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
			35 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-348	Budget	2017

Dossier	EX019223 - BANC D'ATTENTE de Suhaib Gasmelbari Mustafa - AGAT FILMS		
Bénéficiaire	R26614 - AGAT FILMS ET CIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	35 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		35 000,00 €	

Dossier	EX019241 - EN SON ROYAUME d'Anton Bialas - APACHES FILMS		
Bénéficiaire	EXM01284 - APACHES FILMS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	9 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		9 000,00 €	

Dossier	EX019713 - ANGELS WEAR WHITE de Vivian Qu - Mandrake films		
Bénéficiaire	EX003114 - MANDRAKE FILMS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	40 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		40 000,00 €	

Dossier	EX019911 - AIGRE-DOUX de Myrsini Aristidou - TOPSHOT FILMS		
Bénéficiaire	P0034760 - TOPSHOT FILMS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Dossier	EX019930 - L'AMIE DU DIMANCHE de Guillaume Brac - BATHYSPHERE PRODUCTIONS		
Bénéficiaire	R37686 - BATHYSPHERE PRODUCTIONS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	13 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		13 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-348	Budget	2017

Dossier	EX019982 - MAKALA d'Emmanuel Gras - BATHYSPHERE PRODUCTIONS		
Bénéficiaire	R37686 - BATHYSPHERE PRODUCTIONS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	35 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		35 000,00 €	

Dossier	EX019983 - ANGKAR de Neary Adeline Hay - THE CUP OF TEA		
Bénéficiaire	EXM00870 - THE CUP OF TEA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	35 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		35 000,00 €	

Dossier	EX019990 - LA CLOTURE de Lendita Zeqiraj - SACREBLEU PRODUCTIONS		
Bénéficiaire	EX003131 - SACREBLEU PRODUCTIONS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	9 700,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		9 700,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000761 - Aide après réalisation	220 700,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131009 - 13100905	220 700,00 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131013 - Soutien culturel pluridisciplinaire**
Action	**13101301 - Soutien aux fabriques d'art et de culture**

Dispositif : N° 00000785 - Soutien aux fabriques de culture

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-348	Budget	2017

Dossier	17010550 - FABRIQUE CINEASTES EN RESIDENCE - CONVENTIONNEMENT ANNUEL - 2017			
Bénéficiaire	R21775 - PERIPHERIE - CENTRE REGIONAL DE CREATION CINEMATOGRAPHIQUE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
179 460,00 €	HT	33,43 %	60 000,00 €	

Dossier	17010558 - FABRIQUE ATELIER 105 - CONVENTIONNEMENT ANNUEL - 2017			
Bénéficiaire	R4757 - LIGHT CONE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	55 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
288 674,00 €	TTC	19,05 %	55 000,00 €	

Dossier	17010565 - FABRIQUE CINEMATOGRAPHIQUE D'ARTISTES L'ABOMINABLE - CONVENTIONNEMENT ANNUEL - 2018			
Bénéficiaire	P0002141 - L ABOMINABLE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
155 800,00 €	TTC	38,51 %	60 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000785 - Soutien aux fabriques de culture	175 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131013 - 13101301	175 000,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131015 - Fonds d'investissement pour la culture**
Action	**13101502 - Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle**

Dispositif : N° 00000958 - Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-348	Budget	2017

Dossier	EX019327 - BANKSTER		
Bénéficiaire	EX005222 - MAGNETO PRESSE		
Localisation	HAUTS DE SEINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	58 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		58 000,00 €	

Dossier	EX019434 - ANATOMIE D'UN CRIME		
Bénéficiaire	R26205 - CINETEVE		
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	43 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		43 000,00 €	

Dossier	EX019440 - PIEGEES		
Bénéficiaire	EXM01307 - STEPHAN FILMS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	280 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		280 000,00 €	

Dossier	EX019444 - L'ILE DE NOS PERES		
Bénéficiaire	EX005193 - FLACH FILM PRODUCTION		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	40 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		40 000,00 €	

Dossier	EX019459 - LES PETITS MAITRES DU GRAND HOTEL		
Bénéficiaire	R29563 - TS PRODUCTIONS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	68 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		68 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-348	Budget	2017

Dossier	EX019478 - FIERTÉS		
Bénéficiaire	EX005056 - SCARLETT PRODUCTION		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	162 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		162 000,00 €	

Dossier	EX019485 - NOX		
Bénéficiaire	P0017414 - GAUMONT TELEVISION		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	410 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		410 000,00 €	

Dossier	EX019486 - M6 STUDIO 28/02/2017 Long métrage d'animation : Astérix et le secret de la potion magique.		
Bénéficiaire	EXM01316 - M6 STUDIO		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	630 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		630 000,00 €	

Dossier	EX019488 - CURIOSA		
Bénéficiaire	EXM00487 - CURIOSA FILMS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	280 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		280 000,00 €	

Dossier	EX019491 - DEUX FILS		
Bénéficiaire	R38758 - NORD OUEST FILMS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	361 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		361 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-348	Budget	2017

Dossier	EX019494 - IRRESPONSABLE Saison 2.		
Bénéficiaire	EXM00241 - TETRA MEDIA FICTION		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	76 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		76 000,00 €	

Dossier	EX019496 - L'HEURE DE LA SORTIE		
Bénéficiaire	P0002545 - AVENUE B PRODUCTIONS - AVENUE B		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	287 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		287 000,00 €	

Dossier	EX019498 - UN AMOUR IMPOSSIBLE		
Bénéficiaire	EX005058 - CHAZ PRODUCTIONS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	326 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		326 000,00 €	

Dossier	EX019515 - SUN		
Bénéficiaire	EXM00542 - LES PRODUITS FRAIS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	275 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		275 000,00 €	

Dossier	EX019518 - DE CHAQUE INSTANT		
Bénéficiaire	P0020809 - ARCHIPEL 35		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	90 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		90 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-348	Budget	2017

Dossier	EX019521 - UN HOMME PRESSE		
Bénéficiaire	EX003960 - ALBERTINE PRODUCTIONS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	446 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		446 000,00 €	

Dossier	EX019527 - L'HOMME DE PAROLES		
Bénéficiaire	EXM01327 - GRAND ANGLE PRODUCTIONS		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	42 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		42 000,00 €	

Dossier	EX019529 - LA GRANDE EPOPEE DES FEMINISTES		
Bénéficiaire	R35681 - MORGANE PRODUCTION		
Localisation	BOULOGNE-BILLANCOURT		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	68 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		68 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000958 - Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)	3 942 000,00 €

Total sur l'imputation 903 - 312 - 131015 - 13101502	3 942 000,00 €

ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION -FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17007136

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FETE DU CINEMA D'ANIMATION EN ILE-DE-FRANCE - 16EME EDITION - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	62 200,00 €	16,08 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFCA ASS FRANCAISE DU CINEMA D'ANIMATION
Adresse administrative : 53 BIS RUE RODIER 75009 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Denis WALGENWITZ, Président
Date de publication au JO : 24 juillet 1971
N° SIRET : 40939931800032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : 16EME EDITION DE LA FETE DU CINEMA D'ANIMATION EN ILE-DE-FRANCE EN 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 10 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
FETE DU CINEMA D'ANIMATION EN ILE-DE-FRANCE - 16EME EDITION - 2017
Du 1er au 31 octobre 2017 dans une centaine de lieux en Île-de-France

Description :
La 16ème édition de la Fête du Cinéma d'Animation qui se déroulera en Île-de-France du 1er au 31 octobre 2017 est mise en œuvre par l'AFCA (Association Française du Cinéma d'Animation) qui a pour mission de promouvoir et valoriser le cinéma d'animation. Cette fête est l'occasion de mettre l'accent sur la créativité des écoles d'animation ainsi que des réalisateurs émergents et des sociétés de production de cinéma d'animation dont la majorité sont en Île-de-France.

Cet événement qui s'est déroulé en 2016 dans une centaine de lieux, proposera en 2017 au grand public de découvrir de nombreux films d'animation en avant-premières, d'assister à des rencontres avec des professionnels lors de tables rondes, de participer à des ateliers, de voir des expositions, des ciné-concerts, des ciné-spectacles ... Cette seizième édition sera parrainée par François Morel.

Les lieux associés à cette manifestation sont très variés : cinémas, bibliothèques et médiathèques, écoles de cinéma d'animation, associations culturelles, lieux alternatifs. Chaque proposition sera accompagnée d'une démarche pédagogique. Une documentation spécifique est conçue pour s'adapter à chaque tranche d'âges (des maternelles aux lycées). De plus, en 2017 l'AFCA organise une formation au cinéma d'animation en Seine-et-Marne.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	7 650,00	12,30%
Services extérieurs	3 500,00	5,63%
Autres services extérieurs	9 150,00	14,71%
Impôts et taxes	950,00	1,53%
Charges de personnel	30 200,00	48,55%
Autres charges de gestion courante	4 000,00	6,43%
Charges fixes de fonctionnement	6 750,00	10,85%
Total	62 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de produits finis	1 500,00	2,41%
CNC (EC)	19 000,00	30,55%
DRAC IdF (EC)	9 000,00	14,47%
Ville de Paris (EC)	5 000,00	8,04%
Région IdF (sollicitée)	10 000,00	16,08%
SACD	14 000,00	22,51%
Ressources propres	3 700,00	5,95%
Total	62 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	6 600,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	9 000,00 €
2016	Soutien aux manifestations cinématographiques	5 000,00 €
	Montant total	20 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010486

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FESTIVAL "ATMOSPHERES" - 7EME EDITION - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	230 000,00 €	0,87 %	2 000,00 €
	Montant Total de la subvention		2 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATMOSPHERES 21
Adresse administrative : 13 RUE PIERRE CURIE
92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MARTIN MEISSONNIER, Président
Date de publication au JO : 15 août 2009
N° SIRET : 53081279100032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : 7EME EDITION DU FESTIVAL "ATMOSPHERES" EN 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 19 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
FESTIVAL "ATMOSPHERES" - 7EME EDITION - 2017
Du 10 au 15 octobre 2017 à La Défense et Courbevoie

Description :
"Atmosphères" est un festival qui utilise toutes les formes de création artistique (en particulier le cinéma), des conférences et des animations participatives, pour sensibiliser le grand public au développement durable et susciter l'engagement, décrypter le monde d'aujourd'hui et de demain, et ouvrir sur des solutions avant-gardistes.

Le Festival "Atmosphères" a choisi cette année de s'interroger sur les multiples liens qui nous rattachent à la nature et aux autres afin de mieux envisager notre avenir. L'étude scientifique des écosystèmes offre un modèle de réorganisation sans précédent, que ce soit à l'échelle d'une société, d'une entreprise ou de la planète tout entière.

Chaque espèce animale ou végétale a joué son rôle dans le développement de l'espèce humaine. Le Festival "Atmosphères" se propose d'explorer ces liens, visibles ou invisibles, qui nous ont construits et nous unissent.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS OUEST LA DEFENSE (EPT4)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	178 000,00	77,39%
Services extérieurs	4 000,00	1,74%
Autres services extérieurs	12 000,00	5,22%
Charges de personnel	36 000,00	15,65%
Total	230 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Courbevoie (acquis)	100 000,00	43,48%
CD 92 (acquis)	10 000,00	4,35%
Région IdF (sollicitée)	30 000,00	13,04%
Autres partenariats	90 000,00	39,13%
Total	230 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	15 000,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	30 000,00 €
2016	Education à l'environnement vers un développement durable	7 000,00 €
	Montant total	52 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010497

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FESTIVAL "AU-DELA DE L'ECRAN" 2EME EDITION - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	160 000,00 €	25,00 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L IMAGE ET LA MEMOIRE
Adresse administrative : 9 RUE BALLU
75009 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Serge BROMBERG, Président
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 81396157000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : 2EME EDITION DU FESTIVAL "AU-DELA DE L'ECRAN" EN 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 7 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 27 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
Festival "Au-delà de l'écran" – 2ème édition
du 24 au 27 novembre 2017 à Vincennes (94)

Description :
Pour sa 2ème édition, ce festival présentera une sélection de films de patrimoine, de grands classiques du cinéma - en copies restaurées dans plusieurs lieux culturels de la ville dont le cinéma "Le Vincennes".

Compte tenu des liens historiques entre Vincennes et le Cinéma, la municipalité a souhaité que perdure un événement autour du 7ème art, de rayonnement francilien, tout en repensant les expériences passées.

La programmation comprendra des versions récemment restaurées de classiques comme "le Nom de la Rose" de Jean-Jacques Annaud et "Plein Soleil" de Réné Clément qu'Alain Delon devrait venir présenter. L'invité d'honneur sera le décorateur attitré de Federico Fellini, Dante Ferretti.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARISESTMARNE&BOIS (EPT10)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	4 500,00	2,81%
Services extérieurs	42 000,00	26,25%
Autres services extérieurs	96 000,00	60,00%
Charges de personnel	17 500,00	10,94%
Total	160 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes	1 000,00	0,63%
DRAC IdF (EC)	8 000,00	5,00%
Région IdF (sollicitée)	40 000,00	25,00%
CD 94 (EC)	12 000,00	7,50%
Ville de Vincennes (acquis)	82 000,00	51,25%
Autres partenariats	17 000,00	10,63%
Total	160 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	50 000,00 €
	Montant total	50 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010518

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FESTIVAL "CINEMA DU REEL" – 40EME EDITION - 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	220 000,00 €	11,36 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES AMIS DU CINEMA DU REEL
Adresse administrative : 25 RUE DU RENARD
75197 PARIS 04 CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Dominique BARNEAUD, Président
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 33078230100023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : 40EME EDITION DU FESTIVAL "CINEMA DU REEL" EN 2018

Date prévisionnelle de début de projet : 15 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1er avril 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
FESTIVAL CINEMA DU REEL – 40ème édition
Du 23 mars au 1er avril 2018 au Centre Pompidou et dans une vingtaine de cinémas en Île-de-France

Description :
Pour sa 40ème édition, le Festival international Cinéma du Réel présentera des courts et longs métrages documentaires dans le cadre d'une compétition internationale, d'une compétition Premiers films et d'une sélection française composées de films pour la plupart inédits en France. Le festival attribue des prix à des courts et longs métrages, ainsi qu'un prix du meilleur film français.

En parallèle, plusieurs sections à caractère thématique seront proposées ainsi que de nombreux focus sur des réalisateurs de documentaires. Des rencontres professionnelles seront organisées ("ParisDOC") pour que des jeunes talents émergents rencontrent des réalisateurs confirmés. En 2018, festival se distinguera

encore par sa très importante diffusion 'hors les murs', qui en fait le premier festival de cinéma d'Ile-de-France.

Le public scolaire est également associé : dans le cadre de « Lycéens et apprentis au cinéma », des élèves de la région parisienne en immersion dans le festival assistent à des projections dans des salles de cinéma et participent à des rencontres en partenariat avec l'ACRIF (Association des cinémas de recherche d'Ile-de-France) et les CIP (Cinémas Indépendants Parisiens).

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 000,00	0,91%
Services extérieurs	53 500,00	24,32%
Autres services extérieurs	87 600,00	39,82%
Charges de personnel	75 000,00	34,09%
Autres charges de gestion courante	1 900,00	0,86%
Total	220 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de marchandises	11 500,00	5,23%
CNC (EC)	52 000,00	23,64%
Etat (Culture/CGET - EC)	19 000,00	8,64%
Région IdF (sollicitée)	25 000,00	11,36%
Ville de Paris (EC)	10 000,00	4,55%
Procirep/Scam	90 000,00	40,91%
Autres partenariats	12 500,00	5,68%
Total	220 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	22 000,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	22 000,00 €
2016	Soutien aux manifestations cinématographiques	22 000,00 €
	Montant total	66 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010503

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FESTIVAL L'ENFANT ET LE 7EME ART - 25EME EDITION - 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	238 400,00 €	5,45 %	13 000,00 €
	Montant Total de la subvention		13 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AUX QUATRE COINS DE L ENFANCE
Adresse administrative : 81 AV DE FONTAINEBLEAU
77310 ST FARGEAU PONTHIERRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Odile DE BARRIN, Présidente
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 38967510900026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : 25EME EDITION DU FESTIVAL L'ENFANT ET LE 7EME ART EN 2018

Date prévisionnelle de début de projet : 2 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
Festival L'ENFANT ET LE 7ème ART - 25ème édition - de janvier à mai 2018
Sur tout le territoire de la Seine-et-Marne (cinémas & médiathèques)

Description :
En 2018, le festival "L'enfant et le 7ème art", présentera pour sa 25ème édition une sélection de films d'animation, de fiction ou de documentaires - récents ou de patrimoine - à destination du jeune public (primaires et collèges). Comme les éditions précédentes, le festival sera itinérant sur l'ensemble du département de la Seine-et-Marne (dans les cinémas et les médiathèques).

Pendant les cinq mois du festival, entre janvier et mai 2018, les films sélectionnés circuleront dans les villes et les séances seront précédées d'une présentation des films et suivies de débats et/ou rencontres, selon les films. Environ vingt classes jury (élémentaire, collège et centre de loisirs) participeront au festival dans les trois sections proposées, animation, fiction et documentaire.

En complément, sur le reste de l'année scolaire, et de façon continue, le festival proposera aux élèves des ateliers mobiles d'analyse de film, d'initiation au cinéma et de réalisation en vidéo qui rassemblent des enfants et des adolescents sur le temps scolaire et hors scolaire également. Ce festival joue ainsi un véritable rôle de centre de ressources en cinéma à l'échelle départementale.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais logistiques	97 750,00	41,00%
Communication	10 000,00	4,19%
Interventions	3 300,00	1,38%
Frais de fonctionnement	13 050,00	5,47%
Atelier mobile	30 000,00	12,58%
Charges de personnel	79 300,00	33,26%
Autres charges	5 000,00	2,10%
Total	238 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	131 700,00	55,24%
CD 77 (EC)	18 000,00	7,55%
DRAC IdF (EC)	8 000,00	3,36%
Région IdF (sollicitée)	13 000,00	5,45%
Aides emplois (Etat)	13 100,00	5,49%
Autres partenariats	54 600,00	22,90%
Total	238 400,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	13 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	13 000,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	13 000,00 €
2016	Soutien aux manifestations cinématographiques	13 000,00 €
	Montant total	39 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010511

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FESTIVAL L'INDUSTRIE DU REVE - RENCONTRE ART ET TECHNIQUE – 18° ED. - 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	85 000,00 €	17,65 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'INDUSTRIE DU REVE
Adresse administrative : 35 AVENUE DE LA RESISTANCE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Emmanuel SCHLUMBERGER, Président
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 43156050700029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : 18° ED. DU FESTIVAL L'INDUSTRIE DU REVE - RENCONTRE ART ET TECHNIQUE – EN 2018

Date prévisionnelle de début de projet : 11 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 février 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
18ème édition du Festival L'INDUSTRIE DU REVE - RENCONTRES ART ET TECHNIQUE - 2018
Du 7 au 9 Février 2018 à la Maison des Cultures du Monde à Paris et dans des salles de cinéma partenaires à Paris, en Essonne et dans les Hauts-de-Seine.

Description :
Le festival "Industrie du rêve" est la principale manifestation qui rend hommage aux techniciens du cinéma, de l'audiovisuel et du cinéma. Il se déroule en Île-de-France, là même où 155 000 techniciens œuvrent aux côtés des créateurs. Depuis 4 ans, le festival a initié une démarche avec d'autres partenaires pour regrouper en février trois manifestations professionnelles sous un label commun : "Paris Image Trade Show", afin de leur donner plus de visibilité.

Pour sa 18ème édition, le festival proposera une programmation de films en relation avec la thématique : "La France et les cinémas du monde : échanges économiques, apports techniques et influences artistiques". De nombreux professionnels reconnus seront invités à débattre de cette question lors du colloque Rencontres professionnelles Art et technique qui est le cœur de cette manifestation

En 2018, le festival a choisi les Etats-Unis comme pays invité d'honneur : véritable continent de cinéma qui tisse depuis quelques années des liens solides avec l'Île-de-France (accueil de tournages, valorisation du savoir-faire des techniciens franciliens, co-productions internationales ....). Par ailleurs, il est également prévu des ateliers pour des jeunes lycéens et étudiants, ainsi que des journées de formation professionnelle.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais logistiques	15 000,00	17,65%
Frais artistiques	20 000,00	23,53%
Actions de sensibilisation	15 000,00	17,65%
Frais de fonctionnement	15 000,00	17,65%
Charges de personnel	20 000,00	23,53%
Total	85 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNC (EC)	18 000,00	21,18%
CR IdF (sollicité)	15 000,00	17,65%
CD 91 (EC)	15 000,00	17,65%
CD 92 (EC)	15 000,00	17,65%
Autres partenariats	22 000,00	25,88%
Total	85 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	30 000,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	30 000,00 €
2016	Soutien aux manifestations cinématographiques	20 000,00 €
	Montant total	80 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010525

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FESTIVAL "TERRA DI CINEMA" - 18EME EDITION - 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	112 000,00 €	22,32 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATC ASS TREMBLAYSIENNE CINEMA JACQUES TATI
Adresse administrative : 29 BIS AV DU GAL DE GAULLE 93290 TREMBLAY-EN-FRANCE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Yvette SANCHEZ, Présidente
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 32761354300013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : 18EME EDITION DU FESTIVAL "TERRA DI CINEMA" EN 2018

Date prévisionnelle de début de projet : 15 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mars 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
18EME EDITION DU FESTIVAL "TERRA DI CINEMA"
Du 14 au 25 mars 2018 au cinéma Jacques Tati de Tremblay-en-France, ainsi que dans 14 cinémas en Île-de-France (Anthony, Bobigny, La Courneuve, St-Denis, Romainville, Le Blanc-Mesnil, Bagnolet et à Paris : Le Louxor, Le Luminor, La Clef, Le Panthéon, L'Escurial, Le Christine 21 et l'Institut Culturel Italien)

Description :
Le festival proposera à l'occasion de sa 18ème édition une quarantaine de films italiens contemporains et du patrimoine dans le cadre de 3 compétitions : longs métrages de fiction, documentaires et courts métrages, qui seront primés par un jury de professionnels. En complément de ce volet compétitif, le festival présentera un panorama de films de patrimoine.

Un travail particulier sera effectué en direction des lycéens avec l'organisation de journées spécifiques pour les élèves du dispositif régional "Lycéens et apprentis au cinéma". Par ailleurs l'interrogation du média image reste un thème transversal que le festival développera dans cette édition et dans les éditions futures.

Le festival met également en œuvre, pendant la manifestation et toute l'année, un important travail en matière d'action culturelle : organisation d'avant-premières, rencontres avec des cinéastes, ateliers avec les scolaires (sensibilisation à la version originale), parcours de cinéma, formation des enseignants, partenariats avec les associations locales. Pour son édition 2018, le festival continuera de se développer et de consolider sa dynamique de diffusion à l'échelle régionale (15 lieux en Île-de-France).

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	30 300,00	27,05%
Services extérieurs	3 400,00	3,04%
Autres services extérieurs	35 250,00	31,47%
Charges de personnel	41 800,00	37,32%
Impôts et taxes	800,00	0,71%
Frais généraux	450,00	0,40%
Total	112 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes	10 500,00	9,38%
Ville de Tremblay (EC)	35 000,00	31,25%
CD 93 (EC)	14 500,00	12,95%
DRAC IdF (EC)	3 000,00	2,68%
Région IdF (sollicitée)	25 000,00	22,32%
Autres partenariats	24 000,00	21,43%
Total	112 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	25 000,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	25 000,00 €
2016	Soutien aux manifestations cinématographiques	25 000,00 €
	Montant total	75 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010493

Commission d'attente 2017

Objet : FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DES DROITS DE L'HOMME - 15EME EDITION - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	85 800,00 €	23,31 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALLIANCE
Adresse administrative : 115 RUE ST DOMINIQUE
75007 PARIS 7
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Vincent MERCIER, Président
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 44926901800031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : 15EME EDITION DU FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DES DROITS DE L'HOMME EN 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 2 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DES DROITS DE L'HOMME – 15ème édition
Du 24 au 31 octobre 2017 au Luminor à Paris puis dans 3 cinémas franciliens (Pantin, Montreuil, Créteil)

Description :
Ce festival présente un panorama de documentaires cinématographiques et audiovisuels sur le thème des droits de l'Homme - entendus dans leur acception maximale - c'est-à-dire incluant aussi les droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux. Pour cette quinzième édition, des séances seront organisées en aval du festival à Montreuil, Pantin, et Créteil). Les projections à Paris au cinéma Le Luminor - Hôtel de Ville seront accompagnées de rencontres avec les réalisateurs et des intervenants (responsables d'ONG, journalistes, universitaires).
Tout au long de l'année, afin de sensibiliser le public à la question des droits de l'Homme, l'association

organise une fois par mois à Paris une projection/débat d'un film sur ce thème. Par ailleurs, des séances scolaires sont organisées avec les CIP dans le cadre de "Lycéens et apprentis au cinéma".

Le festival s'inscrit dans le réseau « Human Rights Films Works » qui réunit des festivals dans une vingtaine de pays, en liaison avec de grandes ONG comme Amnesty International et Human Rights Watch, et bénéficie du soutien de l'ONG du Secours Catholique : Caritas.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	4 800,00	5,59%
Services extérieurs	6 300,00	7,34%
Autres services extérieurs	25 000,00	29,14%
Charges de personnel	49 700,00	57,93%
Total	85 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes	2 500,00	2,91%
DRJSCS (EC)	5 000,00	5,83%
Mairie de Paris (EC)	30 000,00	34,97%
Région IdF (sollicitée)	20 000,00	23,31%
Secours catholique	25 000,00	29,14%
Autres partenariats	3 300,00	3,85%
Total	85 800,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	20 000,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	20 000,00 €
	Montant total	40 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010522

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FESTIVAL INTERNATIONAL DE FILMS DE FEMMES – 40EME EDITION - 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	720 600,00 €	3,47 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFIFF ASSOCIATION DU FESTIVAL INTERNATIONAL DE FILMS DE FEMMES
Adresse administrative : PLACE SALVADOR ALLENDE 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Ghaïss JASSER, Présidente
Date de publication au JO : 27 mars 1985
N° SIRET : 32925428800023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : 40EME EDITION DU FESTIVAL INTERNATIONAL DE FILMS DE FEMMES EN 2018

Date prévisionnelle de début de projet : 4 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 mars 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
FESTIVAL INTERNATIONAL DE FILMS DE FEMMES – 40ème édition
Du 9 au 18 mars 2018 à la Maison des Arts et au cinéma La Lucarne à Créteil (94) ainsi qu'à la Cinémathèque Française à Paris (75)

Description :
Le Festival International de Films de Femmes, pour sa 40ème édition, reste fidèle à sa programmation qui a fait sa renommée sur le plan international : des films exclusivement réalisés par des femmes réunis dans une compétition (50 films inédits - longs métrages de fiction ou documentaires et courts métrages – avec un jury professionnel et des prix).

Pour cette 40ème édition, outre sa compétition internationale, le festival présentera également une section parallèle : "Cinéma en mouvement : les Femmes et l'Europe". Il rendra également un hommage à une grande réalisatrice en présentant l'intégralité de son œuvre, ainsi qu'un portrait d'une grande actrice au

travers de ses films. Un colloque professionnel sera également organisé avec des professionnelles du cinéma.

Pour développer sa diffusion, le festival met en place des actions en direction des scolaires (« graine de cinéphage » : jury de lycéens), mais aussi en direction du milieu carcéral (atelier à la prison de femmes de Fresnes). Le festival diffuse également sa programmation dans d'autres cinémas franciliens, tout au long de l'année. Par ailleurs, suite à un accord avec l'INA et la BNF, les archives filmées du festival depuis 1979 - son matrimoine - sont consultables à la BNF et sur le site du festival.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	26 250,00	3,64%
Services extérieurs	58 150,00	8,07%
Autres services extérieurs	206 000,00	28,59%
Impôts et taxes	13 400,00	1,86%
Charges de personnel	416 800,00	57,84%
Total	720 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes / prestations	103 140,00	14,31%
CNC (EC)	98 000,00	13,60%
Etat (J&S/CGET- EC)	52 700,00	7,31%
CD 94 (EC)	147 000,00	20,40%
Ville de Créteil (EC)	130 100,00	18,05%
Région IdF (sollicitée)	25 000,00	3,47%
CNASEA	30 000,00	4,16%
Autres partenariats	134 660,00	18,69%
Total	720 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à la prévention	14 000,00 €
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	24 000,00 €
2015	Soutien à la prévention	10 500,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	25 000,00 €
2016	Soutien aux manifestations cinématographiques	25 000,00 €
	Montant total	98 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010488

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ACCOMPAGNEMENT ET PROFESSIONNALISATION DES AUTEURS EMERGENTS & DEVELOPPEMENT DE LA DIFFUSION NUMERIQUE - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	886 710,00 €	1,69 %	15 000,00 €
		Montant Total de la subvention	15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GREC GROUPE RECHERCHES & ESSAIS CINEMATOGRAPHIQUE
Adresse administrative : 12 RUE DE LUBECK
75116 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne LUTHAUD, Déléguée

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 38891347700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux réseaux cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objectifs :
DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT DES SCENARISTES EMERGENTS-LE GREC 2017

Description :
Structure associative créee par Jean Rouch en 1969 pour permettre à tous ceux qui le souhaitent (sans conditions de diplômes ....) de réaliser un premier court métrage. Le GREC a permis l'emergence de nombreux jeunes talents: Arthur Harari, Katell Quillévéré, Alain Guiraudie, Thomas Lilti...aujourd'hui réalisateurs reconnus de longs métrages.

Si la mission première du GREC demeure de produire des premiers films en permettant l'émergence de jeunes auteurs, le GREC développe de plus en plus l'accompagnement à l'écriture et à la diffusion.
Ainsi, avec le soutien du CNC, le GREC accompagne toute l'année de nombreux auteurs émergents au stade de l'écriture du scénario, en favorisant ainsi leur insertion professionnelle et en leur offrant les bases d'un réseau professionnel. Le GREC souhaite renforcer cet accompagnement cette année en organisant

en Ile-de-France un atelier résidentiel de réécriture pour accompagner des auteurs émergents franciliens.
En outre, la structure a créée un pôle de consultants formateurs (scénaristes, directeur de casting, chef opérateur, monteurs....) pour accompagner les auteurs produits et a développé d'autres modes de sélections de projets comme l'initiative GrecRush qui permet de repérer et accompagner des candidats autodidactes éloignés des circuits traditionnels des commissions de sélection.
Enfin, le GREC veille à ce que les films bénéficient d'une large diffusion en festivals, en salles, sur les chaînes de télévision ou encore sur le web.

Intérêt régional : Diversité culturelle et innovation : cette action s'adresse aux jeunes auteurs émergents
Education et développement des publics : prospection de jeunes scénaristes franciliens
Partenariats et actions professionnalisantes : rencontres avec des professionnels et cohérence avec la politique régionale de développement de la filière de scénariste
Diffusion territoriale et rayonnement régional : cette action fédère des jeunes talents de toute l'Île-de-France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	Taux
Production et diffusion Films	430 664,00	48,5%
Ateliers de réécriture	40 000	4,5%
Charges de personnel	381 366,00	43%
Frais généraux	30 030,00	3,4%
Dotation aux amortissements	4 650,00	0,6%
Total	886 710,00	100%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	Taux
Recettes propres	165 360,00	18,7%
Conseil Régional IdF (soll.)	15 000,00	1,7%
SACEM (att)	8 500,00	0,9%
CNC (att.)	567 310,00	64%
Autres collectivités (att)	35 000	3,9%
Autres produits	95 540,00	10,8%
Total	886 710,00	100%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	**Montant**
2017	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010527

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CENTRE DE RESSOURCES EN DIRECTION DE LA JEUNE CREATION DOCUMENTAIRE - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	80 000,00 €	6,25 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VIDEADOC
Adresse administrative : 8 RUE DES TROIS COURONNES
75011 PARIS 11
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Catherine STEIN, Présidente
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 38769528100023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux réseaux cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE RESSOURCES EN DIRECTION DE LA JEUNE CREATION DOCUMENTAIRE EN 2017

Objectifs :
Activité du CENTRE DE RESSOURCES EN DIRECTION DE LA JEUNE CREATION DOCUMENTAIRE
Du 1er janvier au 31 décembre 2017

Description :
Tout au long de l'année Vidéadoc met en place des actions d'information et de conseils auprès des jeunes réalisateurs franciliens de documentaires, jouant ainsi pleinement son rôle de centre de ressources. Bénéficiant d'une reconnaissance des professionnels du secteur, cette structure propose les services suivants aux jeunes auteurs émergents :

- un site internet avec une base de données sur les formations ;
- une permanence pour accueillir et conseiller les jeunes franciliens en matière d'orientation professionnelle sur le secteur du documentaire ;
- une activité de diagnostic et de conseil à l'écriture ;
- une collection de projets documentaires en consultation libre ;
- un cycle de rencontres professionnelles organisées avec le Pôle Emploi.

Par ailleurs, depuis plus de 20 ans, l'association Vidéadoc publie en alternance deux guides : l'un sur des aides à la création cinématographique, audiovisuelle et multimédia, qui est devenu un outil de référence

pour les jeunes porteurs de projets, et un guide sur les formations. En 2017 les deux guides seront publiés sur le site de l'association.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	Taux
Achats	2 000,00	2,50%
Services exterieurs	14 000,00	17,50%
Autres services extérieurs	9 000,00	11,25%
Charges de personnel	55 000,00	68,75%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	Taux
Ventes d'ouvrages	11 000,00	13,75%
Conseil Régional IdF (soll.)	5 000,00	6,25%
Sociétés civiles	11 000,00	13,75%
CNC/DRAC (att.)	44 000,00	55,00%
Autres partenariats	9 000,00	11,25%
Total	80 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux réseaux cinématographiques	10 000,00 €
2015	Soutien aux réseaux cinématographiques	10 000,00 €
2016	Soutien aux réseaux cinématographiques	10 000,00 €
	Montant total	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010565

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FABRIQUE CINEMATOGRAPHIQUE D'ARTISTES L'ABOMINABLE - CONVENTIONNEMENT ANNUEL - 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux fabriques de culture	155 800,00 €	38,51 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ABOMINABLE
Adresse administrative : 30 RUE DE GENEVE
93120 LA COURNEUVE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Juliette WAGMAN, Présidente
Date de publication au JO : 11 octobre 1995
N° SIRET : 41204998300031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux fabriques de culture
Rapport Cadre : CR75-12 du 27/09/2012

Objet du projet : CONVENTIONNEMENT ANNUEL POUR 2018 DE LA FABRIQUE CINEMATOGRAPHIQUE D'ARTISTES L'ABOMINABLE

Objectifs :
Activité durant toute l'année 2018 de la FABRIQUE CINEMATOGRAPHIQUE D'ARTISTES L'ABOMINABLE

Description :
L'Abominable anime un lieu de création cinématographique, qui est un laboratoire pour les artistes franciliens qui œuvrent dans le domaine du cinéma expérimental. Ce lieu, unique en Île-de-France, met à leur disposition des matériels et des produits qui leur permettent à la fois de développer la pellicule, de la travailler, de la monter, de tirer des copies, et d'effectuer des projections. Le caractère associatif de la structure permet aussi l'échange et la transmission des savoirs.

Avec l'équipement en numérique des salles de cinéma, les films sur support argentique sont de plus en plus rares. Ce qui provoque un intérêt accru pour la pellicule qui est devenue un matériau de création plastique à part entière pour des œuvres qui acquièrent ainsi un nouveau statut. En tant que Fabrique l'association accueille des artistes en résidence pour qu'ils réalisent in situ leurs projets.

Depuis 2012, l'Abominable est installé à La Courneuve dans des locaux municipaux (800 m2) qui comprennent des salles de tirage, de montage, de projection, des ateliers et un espace de réunion et de documentation. Il y développe ses actions en partenariat avec des structures locales comme le cinéma municipal et les festivals de cinéma du département de Seine St-Denis. Son activité de fabrique intègre

une dimension régionale dans l'accueil des artistes et du public ainsi que dans la diffusion des œuvres. Par ailleurs, l'association continue son travail vers le jeune public (hors et en temps scolaire) avec des ateliers cinéma avec une sensibilisation au langage des images par la pratique.

Ce laboratoire cinématographique d'artistes met à disposition de cinéastes et de plasticiens les outils qui permettent de travailler les supports du cinéma argentique : super-8, 16 mm et 35 mm. Le lieu fonctionne comme un atelier partagé où les machines qui servent à la fabrication des films sont mutualisées : un cinéaste peut y développer ses originaux négatifs ou inversibles, réaliser des trucages et des changements de format, faire du montage, travailler le son ou tirer des copies. Ceux qui ont une connaissance des instruments forment ceux qui débutent. Après cet accompagnement, chacun devient autonome dans la réalisation de ses travaux et explore lui-même les possibilités techniques.

Ainsi, sans sélection préalable des projets, sont produits des films d'une grande diversité, des performances cinématographiques « live » ou des installations utilisant le support film. L'ampleur de ce qui s'y réalise et la spécificité des pratiques font de L'Abominable un lieu de création original, un conservatoire vivant des techniques cinématographiques.

I - Bilan d'activité provisoire pour 2017 (1er semestre)

Films finalisés en 2017 : entre janvier et mai cinq films ont déjà été finalisés.
Films et projets en cours : une quinzaine d'autres projets sont en cours de tournage ou de finalisation.

Diffusion : en 2017, les films réalisés avec le concours de L'Abominable sont diffusés dans des festivals, des musées, des salles de cinéma et autres lieux artistiques, et acquièrent ainsi une reconnaissance non seulement régionale, mais aussi nationale et internationale.

Partage de l'outil de travail : depuis janvier 2017, le nombre d'adhérents accueillis est toujours aussi important. On peut noter que de plus en plus d'adhérents acquièrent une autonomie au fil des années et se lancent dans des films plus complexes techniquement et de métrage plus long.

Evolution des moyens matériels :
Salle de projection : installation finalisée (49 fauteuils, rideaux noirs ignifugés bonne acoustique), l'équipement de la cabine de projection est terminée avec l'installation d'un nouveau projecteur 16/35mm récemment acquis pour projeter en poste fixe en 16mm et en double poste en 35mm.
Autres matériels : table de repérage, système de synchronisation, analyser vidéo ...

Evolution de l'emploi :
L'association emploie actuellement deux salariés permanents pour assurer la maintenance et la création d'outils ainsi que le suivi administratif.
Un troisième salarié a été recruté en mai 2017. Il s'agit d'un poste charnière pour l'organisation de la vie de l'association puisque cette personne assure la coordination des travaux des adhérents et la gestion du calendrier. Ce recrutement a été rendu possible grâce au dispositif de contrat CAE. L'association devra donc trouver les ressources nécessaires pour pérenniser ce poste sur le long terme, les frais de fonctionnement ayant déjà été réduits au minimum pour pouvoir absorber le coût des rémunérations et cotisations sociales.
Un contrat CAE a également été ouvert en juillet 2016 afin de mener un travail de liaison avec le tissu associatif local sur La Courneuve et le département. Il s'est ainsi démontré l'intérêt de développer des partenariats avec d'autres associations locales et des publics divers. Nous devrons trouver les ressources financières afin de continuer à pouvoir rémunérer ce travail de liaison et d'animation d'atelier.
En 2018, l'association continuera de faire appel à des intermittents du spectacle afin d'assister les adhérents dans leurs travaux de post-production à L'Abominable.

Inscription dans les réseaux :
Locaux : centre culturel Jean Houdremont, Moulin Fayon association Africa, le pôle image de la Tour, L'école de la deuxième chance et le cinéma l'Etoile de La Courneuve.
Départementaux : Khiasma, Les Laboratoires d'Aubervilliers, Synesthésie et La Galerie, centre d'art contemporain
Autres : Cité de l'Architecture et du Patrimoine à Paris, Festival bains argentiques à Nantes, Festival Schmalfilmtage à Dresden ...

Projets d'action culturelle menés : projection d'un programme de court-métrages réalisés avec l'aide de L'Abominable au Cinéma L'Etoile, ateliers pour les scolaires, portes ouvertes à l'occasion des 20 ans de l'association L'Abominable.

Temps d'ouverture au public : accueil des adhérents et membres du réseau des laboratoires photochimiques.

II - Projet d'activité pour 2018

Depuis leur installation à La Courneuve, le métrage de films développés a plus que doublé, plus de soixante œuvres ont été accompagnées jusqu'à leur diffusion. Nombre d'entre elles ont été sélectionnées et primées dans les plus grands festivals internationaux, comme à Cannes, Berlin, Locarno, Toronto ou New-York. La mise en partage de ces outils reste le cœur de l'activité de l'association.

L'association reçoit toujours de nombreuses demandes d'adhésions. Cependant la liste d'attente a sensiblement diminuée. Le principe d'adhésion restant le même : quatre journées d'initiation seront organisées afin d'accueillir une quarantaine de nouveaux adhérents. Le socle d'adhérents reste actuellement de 80 adhérents actifs en moyenne par an faute d'avoir l'espace suffisant pour en accueillir encore davantage simultanément.

Les travaux demandés sont également de plus en plus complexes : le nombre de métrage développé augmente notamment en 35mm, il y a plus de demandes pour produire des copies sonores étalonnées et sous-titrées. Ces demandes s'expliquent de par les nouvelles possibilités mises en place ces dernières années à L'Abominable (report son, sous-titrage, etc.) mais également dû au fait du démantèlement des laboratoires commerciaux et au regain d'intérêt pour ce support.

Le fonctionnement, la maintenance et l'amélioration à long terme de l'ensemble des outils récupérés pour permettre aux cinéastes de continuer à produire sur support film, du tournage jusqu'aux copies de projection constitue la mission principale de l'association. Maintenir ouverte cette possibilité est en enjeu de création crucial pour la Fabrique. Actuellement, un mouvement de retour vers ces supports se fait sentir partout, aussi bien dans le champ de la création, de la formation, que du patrimoine et de la diffusion.

Ce laboratoire est au cœur d'une dynamique internationale rassemblant l'ensemble des acteurs attachés à défendre et sauvegarder l'utilisation du support film, et L'Abominable continuera d'animer le site filmprojection21.org regroupant cinémathèques, festivals, salles indépendantes, programmateurs, archivistes et cinéastes du monde entier qui travaillent à perpétuer spécifiquement la projection sur support photochimique.

Dans l'optique de diversifier leurs activités, deux modules de formation ont été créés afin de les proposer aux étudiants d'écoles de cinéma. De nombreuses écoles de cinéma ne sont aujourd'hui plus en mesure de former leurs étudiants aux techniques du cinéma argentique. Un module de formation d'une semaine a été proposé à deux écoles de cinéma (ENS Louis Lumière et la Fémis) afin de donner à voir la pratique de la chaine photochimique. Ce module comprend une première partie théorique et une seconde phase pratique à L'Abominable. L'ENS Louis Lumière a déjà témoigné de son intérêt pour cette formation.

L'implantation de L'Abominable à La Courneuve a créé une dynamique pour développer des projets en lien avec l'environnement immédiat de la fabrique. Ainsi, ont été créés les « Ateliers du regard » avec plusieurs associations socio-culturelles locales (le Lieu de rencontres pour les femmes, ARBNF, les GEM de Saint-Denis et Epinay..) qui consistent en la vision commune de films dans la salle de projection suivie d'un travail de prise de parole collective.

Par ailleurs, durant l'année scolaire 2017-2018, L'Abominable sera partenaire d'un parcours « Art et culture au collège » à l'initiative d'un cinéaste de l'association. Cinémas 93 qui porte ce projet a ainsi permit de faire connaître l'association auprès d'enseignants du collège Jean Vilar de La Courneuve.
Ce parcours sera basé sur un travail de confrontation entre le pouvoir des images et la manipulation des mots, dans le cadre de l'expression d'une opinion sur les enjeux de la mutation urbaine. Le travail avec les élèves partira d'une réflexion sur des images16mm de leur quartier et des extraits sonores réalisés et sélectionnés par l'intervenant pour mener à la fabrication collective d'une forme performative liant projection 16mm multi-projecteur et lectures, et/ou son enregistrés par les élèves, après avoir traversé plusieurs étapes d'analyse, de discussion, de détournement et de réagencement des images et des mots.

BUDGET PREVISIONNEL DE LA STRUCTURE POUR 2018

Budget présenté en TTC, l'organisme ne récupère pas la TVA**.**

CHARGES	**€**	**PRODUITS**	**€**
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		SUBVENTIONS MINISTERE DE LA CULTURE	
Loyer annuel et charges locatives	8 000,00	DRAC Ile de France	
Frais de fonctionnement	24 100, 00	Autres directions du Ministère de la Culture	
		Préciser : ***CNC***	
		❒ acquis / x❒ sollicité	45 000,00
		SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES	
		Région Ile-de-France	
		Région IDF - Fabrique	60 000,00
		Départements, préciser : **Seine-Saint-Denis**	15 000,00
		❒ acquis / x❒ sollicité	
Personnel lié à la structure			
Salaires, charges sociales et congés payés	116 991, 50		
		AUTRES APPORTS	
		ASP (emplois aidés, hors emplois-tremplins) *Préciser :*	6 000,00
		RECETTES PROPRES D'ACTIVITES	18 000, 00
		Parts de recettes de coréalisation	2 000, 00
		Travaux Laboratoire	1 800, 00
DEPENSES TECHNIQUES	4 936,40	Prestations de services	8 000,00
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	1 772,10	AUTRES RECETTES	
TOTAL	**155 800,00**	**TOTAL**	**155 800,00**

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	60 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Fabriques de culture - aide à l'aménagement et à l'équipement	6 731,00 €
2014	Soutien aux fabriques de culture	60 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	60 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	60 000,00 €
	Montant total	186 731,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010558

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FABRIQUE ATELIER 105 - CONVENTIONNEMENT ANNUEL - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux fabriques de culture	288 674,00 €	19,05 %	55 000,00 €
	Montant Total de la subvention		55 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGHT CONE
Adresse administrative : 157 RUE DE CRIMEE
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Gisèle RAPP-MEICHLER, Présidente
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 33204937800067

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux fabriques de culture
Rapport Cadre : CR75-12 du 27/09/2012

Objet du projet : CONVENTIONNEMENT ANNUEL POUR 2017 DE LA FABRIQUE « ATELIER 105 »

Objectifs :
Activité durant toute l'année 2017 de la FABRIQUE « ATELIER 105 » A LIGHT CONE

Description :
Light Cone a mis en place en 2014 un dispositif de résidences d'aide à la post-production vidéo pour les films qui relèvent du spectre du cinéma expérimental : « l'Atelier 105 ». L'objectif était d'accueillir entre 10 et 15 projets par an. Un espace de travail est mis à disposition des artistes dans les locaux de Light Cone avec une station de montage, des logiciels d'effets spéciaux, un moniteur d'étalonnage et des ordinateurs dédiés à l'encodage et à la fabrication de DCP.

La résidence s'adresse à des projets de courts, moyens et longs-métrages, en cours de tournage ou déjà tournés, avec ou sans producteur. Le film doit relever du cinéma expérimental mais aucun autre critère (durée, origine du cinéaste, etc.) n'est imposé. Un technicien - spécialisé dans le montage vidéo, l'étalonnage et l'encodage - s'occupe de l'accueil des résidents qui peuvent travailler de manière autonome ou être accompagnés de leur monteur pendant le temps de la résidence.

L'un des objectifs de la résidence est de favoriser le partage des expériences et ainsi de créer un espace de production fécond pour le cinéaste. Au-delà de l'accompagnement technique, logistique et de l'apport en industrie, l'équipe de Light Cone (constituée de cinéastes et de programmateurs) fait de cette résidence une véritable aide artistique à la création expérimentale. Le cinéaste peut ainsi échanger avec l'équipe pendant la fabrication de son film (pour toute question technique ou artistique, pour des conseils ou des informations de tout ordre) et ils peuvent visionner ensemble les différentes étapes du montage si

le cinéaste le désire. Le résident bénéficie par ailleurs d'un accès permanent au centre de documentation de Light Cone et à la salle de projection.

Enfin, une sélection des films bénéficiaires de l'aide est présentée au public lors d'une des séances régulières organisées par Light Cone (Scratch projection). La première de ces séances a eu lieu le 23 février 2016 au Studio des Ursulines, la seconde le 28 février 2017.

La sélection des artistes se fait à travers l'examen par une commission de dossiers de candidature (deux commissions de sélection sont organisées par an, en début d'année et pendant l'été). A l'issue de cette commission, un nombre restreint de projets est retenu, dépendamment de leur ampleur. La commission se réunit ensuite pour statuer et comprendre comment répartir les différentes cessions de travail entre les candidats retenus.

En 2015, l'Atelier 105 a accueilli 16 résidents pour des projets de nature et de longueur diverses (un long-métrage, cinq moyen-métrages, six court-métrages, trois installations et un ciné-concert) ; en 2016, 12 projets de films ont été finalisés. Certaines de ces œuvres ont déjà connu un beau succès dans des festivals internationaux, avec des films sélectionnés au festival d'Oberhausen ou de Berlin en Allemagne, d'Edinburgh en Ecosse ou encore de Montréal au Canada.

Description du partage de l'outil de travail pour l'année 2016 :

NOM DE L'ARTISTE OU DE L'EQUIPE ACCUEILLIE	DISCIPLINES ARTISTIQUES	TYPE D'ACCUEIL	TEMPS DE L' ACCUEIL	CONDITIONS DE L'ACCUEIL .	MODALITES D'ACCOMPAGNE-MENT DES ARTISTES ET EQUIPES ACCUEILLIS
MIRIAM GOSSING et LINA SIECKMANN	Cinéma	Montage, mixage et étalonnage de OCEAN HILL DRIVE (21')	du 25/01 au 29/01/2016 puis du 18/01 au 22/01/2017	Séance 'atelier 105' du 27 février 2017	Accompagnement technique et artistique
CRAWFORD LOUISE	Cinéma	Étalonnage et effets spéciaux de FROM STALINGRAD TO JAURES (`2'33)	du 01/08 au 04/08/2016	Séance 'atelier 105' du 27 février 2017	Accompagnement technique et artistique
GUÉNEAU STÉPHAN	Cinéma	Montage et étalonnage TEST (3``)	du 11/04 au 15/04/2016	Séance 'atelier 105' du 27 février 2017	Accompagnement technique et artistique
CANAPA STEFANO	Cinéma	Étalonnage et mixage de KAIROS (11')	du 18/04 au 22/04/2016 puis du 02/05 au 04/05/16	Séance 'atelier 105' du 27 février 2017	Accompagnement technique et artistique
NISSEN LENA DITTE	Cinéma	Montage et étalonnage de THE PLACE I WILL HAVE LEFT (15')	du 17/05 au 27/05/2016 puis les 14 et 15/06	Séance 'atelier 105' du 27 février 2017	Accompagnement technique
SCHTINTER	Cinéma	Montage et étalonnage de MICE (54')	du 05/07 au 22/07/2016	Film pas encore diffusé	Accompagnement technique et artistique

PELLET CAROLINE	Cinéma	Montage et étalonnage de BIRDS BARK (20')	du 29/08 au 09/09/2016	Film pas encore diffusé	Accompagnement technique
WIDMANN PHILIP	Cinéma	Montage, mixage et étalonnage de DAS GESTELL (29')	du 19/09 au 30/09/2016	Rotterdam 2017	Accompagnement technique
DYMEN YVES	Cinéma	Montage et étalonnage de DES 30 GLORIEUSES AUX 40 VOLEURS – JOURNAL MOUVEMENTÉ (4x20')	du 30/01 au 10/02/2016 puis du 10/10 21/10/2016	Film pas encore diffusé	Accompagnement technique
GUÉRIN CHRISTOPHE	Cinéma	Etalonnage et mixage de FENDRE LES FLOTS (71')	du 24/10 au 11/11/2016 puis les 1/12 et 12/12	Film pas encore diffusé	Accompagnement technique
RINLAND JESSICA SARAH	Cinéma	Montage et étalonnage de BLACK POND (55')	du 14/11 au 25/11/2016	Film pas encore diffusé	Accompagnement technique
GROENEWE GEN SABINE	Cinéma	Montage, mixage et étalonnage de A REMARKABLE ODYSSEY OF IMAGINARY BEINGS (35')	Du 09/01 au 27/01/2017	Film pas encore diffusé	Accompagnement technique et artistique

Evolution de l'emploi (principales évolutions en 2016)

Le contrat de professionnalisation (CDD) de M. Théo Deslus avait débuté le 25 janvier 2016 et ce dernier a démissionné puisqu'un CDI lui a été proposé ailleurs. Nous avons donc repris notre collaboration avec l'ancien technicien de l'Atelier 105, revenu en France entre-temps, Yannis Davidas.
Par ailleurs, le contrat de Jeanne Vellard (CDD d'un an dans le cadre d'un CUI/CAE renouvelé) est arrivé à son terme le 30 septembre 2015. C'est le directeur de la structure, Emmanuel Lefrant, qui a assuré les tâches de coordination entre son départ en son remplacement le 4 avril 2016 par Eleni Gioti (emploi-tremplin obtenu grâce à la Région Ile de France).

Inscription dans des réseaux locaux, départementaux, régionaux, nationaux

Un des enjeux du dispositif qu'est l'Atelier 105 était de le faire connaître auprès des cinéastes et des institutions, suffisamment rapidement pour que nous puissions recevoir suffisamment de dossiers de candidature. Nous avons donc très largement diffusé notre appel à candidature, dans le courant du mois de novembre 2014 et avons pérennisé cette stratégie en 2015 et 2016 :
- sur les plate-formes internet liées aux milieux de l'art contemporain comme le Cipac, le Centre national des arts plastiques ou encore le réseau Tram ;
- dans les lieux estampillés « cinéma expérimental » : sur le site internet de Light Cone accompagné d'envoi massif à notre liste de diffusion, mais aussi auprès de l'Abominable, de l'Etna, du Collectif Jeune Cinéma, etc. ;
- Nous avons enfin imprimé une plaquette d'information (5000 exemplaires) qui a été déposée dans un grand nombre de lieux en Île-de-France.

PROJET POUR L'ANNEE 2017

En 2017, le projet de la fabrique « Atelier 105 » est la poursuite du travail de résidence entamé en 2014. La demande croissante de studio de montage virtuel (vidéo) et de l'équipement associé (disques durs, logiciels sons ou logiciels d'effets spéciaux, lecteurs hd-cam, outils d'encodage, etc.) - ainsi que la demande de formations à des pratiques numériques auxquelles les cinéastes expérimentaux n'ont généralement pas accès - confirme la nécessité d'y répondre collectivement, puisque ces outils représentent un coût prohibitif à l'échelle individuelle. De tels dispositifs d'accueil existent déjà pour le cinéma de fiction ou pour le documentaire mais rien ne permettait jusqu'à lors aux cinéastes expérimentaux d'y avoir accès. Light Cone répond à cette demande avec son projet de résidence de montage, dénommé « Atelier 105 ». Light Cone accompagne les artistes en mutualisant et en organisant un espace de travail équipé et spécifique, dans ses locaux (environ 270m2).

L'aide prend la forme d'accueil d'artistes en résidence pendant le temps de finalisation de leur projet ; la sélection des artistes se fait à travers l'examen par une commission des dossiers de candidature. La résidence s'adresse à de jeunes réalisateurs comme aux réalisateurs confirmés et à des projets de courts-métrages ou de longs-métrages, en cours de tournage ou déjà tournés, avec ou sans producteur. La résidence consiste en un accompagnement à la fois technique (présence d'un technicien à plein temps) et artistique (conseil des cinéastes et personnel de Light Cone).

L'espace dédié à l'accueil des artistes en résidence est équipé de deux stations de montage virtuel (un mac avec Final Cut Pro, l'autre PC avec AVID Media Composer) et de logiciels d'effets spéciaux, d'un lecteur HD-Cam, d'un moniteur d'étalonnage et d'ordinateurs dédiés à l'encodage de fichiers et à la fabrication de DCP. Par ailleurs, les réalisateurs ont également accès au centre de documentation pour un éventuel travail de recherche qui accompagnerait la fabrication de leur film ainsi qu'à la salle de projection pour la projection des copies de travail.

La première commission a eu lieu en début d'année et Light Cone a sélectionné les candidats pour les 6 premiers mois de l'année. « L'Atelier 105 » tourne à plein régime depuis février 2017 et ce sera le cas jusqu'à la fin de l'année (avec une pause d'un mois en août).

Au terme de la résidence, Light Cone mène un travail de diffusion très suivi pour les films accueillis. Light Cone propose, aux artistes retenus, que leur film soit déposé au catalogue et qu'il soit ainsi distribué. Par ailleurs, chaque année en janvier, les films produits pendant l'année précédente sont présentés au public lors d'une séance du dispositif "Scratch Projections".

Du côté de l'investissement en matériel, Light Cone ne pourra certainement pas s'équiper d'un projecteur numérique capable de lire des fichiers 2K ou 4k comme ils l'avaient envisagé initialement (matériel trop couteux), à moins de trouver une occasion intéressante. L'acquisition d'un tel projecteur permettrait aux résidents d'étalonner dans des conditions professionnelles en leur donnant la possibilité de voir leur film projeté en grand format et avec du recul. Une autre possibilité serait de faire l'acquisition d'un scan haute définition pour permettre aux résidents ayant filmé en pellicule (ce qui est le cas une majorité des résidents) de numériser leurs rushs et ainsi de les monter et de les étalonner sur la station de travail dédiée à la post-production.

Description du partage de l'outil de travail en 2017 (1er semestre) :

Ce calendrier ne donne les dates de résidence que pour la première partie de l'année, la seconde commission n'ayant pas encore eu lieu.

NOM DE L'ARTISTE OU DE L'EQUIPE ACCUEILLIE	DISCIPLINES ARTISTIQUES	TYPE D'ACCUEIL	TEMPS DE L'ACCUEIL	CONDITIONS DE L'ACCUEIL	MODALITES D'ACCOMPAGNE-MENT DES ARTISTES ET EQUIPES ACCUEILLIS
CHEVROLLIER Alexia	Cinéma	Montage et étalonnage de CONTRE TAYLOR (installation)	du 27/03 au 07/04/2017	Séance 'atelier 105' de 2018	Accompagnement technique
FLATFORM	Cinéma	Montage, mixage et étalonnage de 11 TRAILS (14')	du 20/03 au 24/03/2017	Séance 'atelier 105' de 2018	Accompagnement technique
NASSIRI ARASH	Cinéma	Étalonnage de DARWIN DARWAH (14')	du 09/05 au 12/05/2017	Séance 'atelier 105' de 2018	Accompagnement technique et artistique
GROSSMANN Giulia	Cinéma	Montage, mixage et étalonnage de POLARIS (11')	du 20/02 au 24/02/2017 puis le 14/03	Séance 'atelier 105' de 2018	Accompagnement technique et artistique
STEEL Christopher	Cinéma	Restauration numérique de 7 films de C. Steel « LEFTOVERS »	du 15/05 au 02/06/2017	Séance 'atelier 105' de 2018	Accompagnement technique et artistique
HEIT ALICE	Cinéma	Montage et étalonnage de LES EAUX PROFONDES (30')	du 10/04 au 14/04/2017 et du 18/09 au 22/09/2017	Séance 'atelier 105' de 2018	Accompagnement technique et artistique
MAIER Johanna Pauline	Cinéma	Montage et étalonnage de MON JOURNAL CHINOIS (65')	du 24/04 au 28/04/2017 et du 03/07 au 14/07	Séance 'atelier 105' de 2018	Accompagnement technique
VICARI Ira	Cinéma	Montage et étalonnage de MIROIR DANS LE PRE (7')	du 05/06 au 09/06/2017	Séance 'atelier 105' de 2018	Accompagnement technique et artistique
BONNEVAL KARINE & REINER GABRIELLE	Cinéma	Montage et étalonnage de DENDROMITÉ (12')	Du 06/03 au 10/03/2017	Séance 'atelier 105' de 2018	Accompagnement technique et artistique
SOVKINE Irina	Cinéma	Montage et étalonnage de JAPANESE SCENERY (6')	Du 19/06 au 30/06/2017	Séance 'atelier 105' de 2018	Accompagnement technique et artistique

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

BUDGET PREVISIONNEL DE LA STRUCTURE POUR 2017

Budget présenté en TTC, l'organisme ne récupère pas la TVA.

CHARGES	€	PRODUITS	€
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		SUBVENTIONS MINISTERE DE LA CULTURE	
loyer annuel et charges locatives	22800	DRAC Ile de France, *préciser le service et à quel titre :*	
fluides et combustibles	1900		
Publicité et communication	5500		
achats matériels, équipement	6800	Autres directions du Ministère de la Culture	
location matériel	4000	*Préciser : CNC (fonctionnement)*	67000
affranchissements et téléphone	2500		
petit équipement	2800		
documentation et fourniture administratives	550	AUTRES SUBVENTIONS DE L'ETAT	
Honoraires / services extérieurs	5686	*Préciser :*	
Services bancaires	680		
assurances	1321	SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES	
autres (royalties cinéastes + transport copies)	49000	Région Ile-de-France	
Autres charges de fonctionnement		Région IDF – Emploi-tremplin	
impôts et taxes (taxe sur salaires, formation continue, médecine du travail)	1600	Région IDF – Autres Services, *précisez*	
frais financiers (Cabinet comptable)	6263	Autres Régions, Fabriques de Culture	55000
charges exceptionnelles	6500		
dotations aux provisions		Départements, préciser :	
dotations aux amortissements	276		
		Communes, préciser : ville de Paris	10000
Personnel lié à la structure (salaires net)			
directeur	22507	EPCI, préciser :	
administrateur	13665		
personnel technique	23749	SUBVENTIONS EUROPEENNES	
autres personnels, préciser : responsable de la collection + stagiaires	21640	*Préciser :*	
charges sociales et congés payés	67857		
voyages, missions, réceptions		AUTRES APPORTS	
		ASP (emplois aidés, hors emplois-tremplins) *Préciser : CUI/CAE*	10300
DEPENSES ARTISTIQUES :		mécénat et sponsoring	
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE		Autres (ADAMI, SPEDIDAM, SACEM, SACD, ONDA…)	
organisation de la séance annuelle Avec les oeuvres co-produites	1714	*Préciser : Emploi Tremplin*	15000
Déplacement artistes, logement	765		
DEPENSES TECHNIQUES		RECETTES PROPRES D'ACTIVITES	
Poste de technicien monteur vidéo, étalonneur (salaires + charges)	18314	Location salle (activités pédagogiques)	
Câblage et matériel divers	344	Billetterie	560
		Centre de doc, vente boutique, locations projecteurs, etc.	5000
		divers (bars, librairie)	
		Prestations de services	15500
		Autres, préciser : locations de films, cessions de droits, etc.	109560
		AUTRES RECETTES	
		produits de gestion courante	
		produits financiers	754
		subvention d'investissement versée au résultat	
		autres produits exceptionnels	
		reprise sur amortissements	
		reprise sur provisions	
		DEFICIT	**57 €**
TOTAL	**288 731 €**	**TOTAL**	**288 674 €**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	55 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux fabriques de culture	55 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	55 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	55 000,00 €
	Montant total	165 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010550

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FABRIQUE CINEASTES EN RESIDENCE - CONVENTIONNEMENT ANNUEL - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux fabriques de culture	179 460,00 €	33,43 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PERIPHERIE - CENTRE REGIONAL DE CREATION CINEMATOGRAPHIQUE
Adresse administrative : 87 BIS RUE DE PARIS
93100 MONTREUIL SOUS BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Chantal RICHARD, Présidente
Date de publication au JO : 24 novembre 1983
N° SIRET : 32977949000039

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux fabriques de culture
Rapport Cadre : CR75-12 du 27/09/2012

Objet du projet : CONVENTIONNEMENT ANNUEL POUR 2017 DE LA FABRIQUE CINEASTES EN RESIDENCE

Objectifs :
Activité durant toute l'année 2017 de la FABRIQUE CINEASTES EN RESIDENCE

Description :
« Cinéastes en résidence » est un dispositif qui intervient au moment du montage image et s'adresse aux réalisateurs de documentaires. « Cinéastes en résidence » est une aide à la création et à la diffusion.

Le montage est un temps fort de l'écriture documentaire, il nécessite le plus souvent de s'inscrire dans la durée. En plus des moyens techniques (3 salles de montages équipées en final cut pro, une salle de projection équipée d'un vidéo projecteur), la première offre quantifiable du dispositif « Cinéastes en résidence » est le temps. 12 semaines est la durée moyenne d'accueil des résidents, elle peut s'élever jusqu'à 15 semaines, voire plus, lorsque le projet et/ou la matière le nécessitent.

Un des objectifs de la résidence est de proposer une diversité de regards et d'approches aux cinéastes et à leurs monteurs. Cette attention est apportée par l'équipe de Périphérie qui est composée de professionnels confirmés venant de la production, de la réalisation, du montage ou de la programmation.

Enfin, un travail de mise en relation avec les publics est effectué par la diffusion des films accueillis en résidence de montage dans des cinémas et des lieux culturels franciliens.

I - Bilan 2016 :

En 2016, le rythme d'accueil des films est resté très soutenu. Au total, 20 films ont été accueillis par « Cinéastes en résidence » dans les salles de montage de la Fabrique pour un début, une fin ou un montage complet. En outre, près de 50 projections de travail ont été faites avec l'équipe de Périphérie.

Les films de Cinéastes en résidence ont une nouvelle fois connu de nombreuses sélections en festivals, en France (Cinéma du Réel, Lussas, Belfort...), en Europe (Nyon, IDFA, Viennale, Florence...) et sur tous les autres continents.

Trois films sont sortis en salle de cinéma au premier semestre 2016 : *Je suis le peuple* d'Anna Roussillon, qui a obtenu un bel accueil critique et public, puis *10 949 femmes* de Nassima Guessoum et *Dakar, ta nostalgie* de Florence Arrigoni Neri. Le film de Carole Grand *Les Portes d'Arcadie* a été diffusé en parallèle d'un « Rendez-vous » de Périphérie consacré aux récits d'exils.

Plus de 25 projections dans les salles de cinéma ou les médiathèques ont été organisées par l'équipe de « Cinéastes en résidence », dont 7 avant-premières.

Description du partage de l'outil de travail pour l'année 2016

NOM DE L'ARTISTE OU DE L'EQUIPE ACCUEILLIE	DISCIPLINES ARTISTIQUES	TYPE D'ACCUEIL	TEMPS DE L'ACCUEIL	CONDITIONS DE L'ACCUEIL	MODALITES D'ACCOMP-AGNEMENT DES ARTISTES ET EQUIPES ACCUEILLIS
Alice Diop (réalisatrice) Amrita David (monteuse)	Cinéma documentaire	Fin de montage du film *La Permanence*	3 semaines 04/01 - 22/01	Salle de montage, projections de travail dans une salle dédiée. Retours critiques sur les projections. Avant-première le 1er avril au Magic Cinéma (Bobigny)	25ème commission de Cinéastes en résidence Veille technique menée par un monteur, accompagne-ment artistique par la directrice et le coordinateur
Rémi de Gaalon, Jonathan Le Fourn (réalisateurs) Alexandra Mélot, Nicolas Sburlati (monteurs)	Cinéma documentaire	Montage du film *Sauvagerie*	17 semaines 04/01 - 06/05	Salle de montage, projections de travail dans une salle dédiée. Retours critiques sur les projections.	25ème commission de Cinéastes en résidence idem
Adrien Genoudet (réalisateur) Margaux Serre (monteuse)	Cinéma documentaire	Dernières sessions de montage du film *Quinzaine claire*	7 semaines 04/01 - 15/01 25/01 - 29/01 21/03 - 15/04	Salle de montage, projections de travail dans une salle dédiée. Retours critiques sur les projections.	25ème commission de Cinéastes en résidence idem

Edie Laconi (réalisateur) Charlotte Tourres (monteuse)	Cinéma documentaire	2ème et dernière session de montage du film *Champ de batailles*	3 semaines 18/01 - 05/02	Salle de montage, projections de travail dans une salle dédiée. Retours critiques sur les projections.	24ème commission de Cinéastes en résidence idem
Diane Sara Bouzgarrou (réalisatrice) Agnès Bruckert (monteuse)	Cinéma documentaire	Montage du film *Je ne me souviens de rien*	6 semaines 01/02 - 19/02 18/04 - 06/05	Salle de montage, projections de travail dans une salle dédiée. Retours critiques sur les projections.	26ème commission de Cinéastes en résidence idem
Chantal Richard (réalisatrice) Agnès Mouchel (monteuse)	Cinéma documentaire	Montage du film *Ce dont mon cœur a besoin*	10 semaines 01/02 - 08/04	Salle de montage, projections de travail dans une salle dédiée. Retours critiques sur les projections. Avant-première le 26 septembre au Méliès (Montreuil)	26ème commission de Cinéastes en résidence idem
Cendrine Robelin (réalisatrice) Claude Mercier (monteuse)	Cinéma documentaire	3ème et dernière session de montage du film *La Lucarne des rêves*	2 semaines 08/02 - 19/02	Salle de montage, projections de travail dans une salle dédiée. Retours critiques sur les projections.	22ème commission de Cinéastes en résidence idem
Jihane Saadaoui (réalisatrice) Abdelatif Belhaj (monteur)	Cinéma documentaire	Dérushage du film *Retour à la case départ*	4 semaines 22/02 - 04/03 18/04 - 29/04	Salle de montage, projections de travail dans une salle dédiée. Retours critiques sur les projections.	23ème commission de Cinéastes en résidence idem
Axel Salvatori-Sinz (réalisateur)	Cinéma documentaire	Dérushage du film *L'Effroi*	3 semaines 29/02 - 18/03	idem	26ème commission de Cinéastes en résidence
Louis Sé (réalisateur) Félix Rehm (monteur)	Cinéma documentaire	4ème et 5ème sessions de montage du film *Les Enfants sauvages*	8 semaines 07/03 - 15/04 12/12 - 23/12	Salle de montage, projections de travail dans une salle dédiée. Retours critiques sur les projections.	22ème commission de Cinéastes en résidence idem
Cayetano Espinosa (réalisateur) Christine Montlezun (monteuse)	Cinéma documentaire	1ère session de montage du film *La Forêt ensevelie*	4 semaines 02/05 - 27/05	Salle de montage, projections de travail dans une salle dédiée. Retours critiques sur les projections.	25ème commission de Cinéastes en résidence idem

Manuela Frésil (réalisatrice) Marc Daquin (monteur), Hélène Ballis (assistante)	Cinéma documentaire	Début du montage du film *Appel d'air*	11 semaines 09/05 - 20/05 30/05 - 24/06 28/11 - 30/12 Suite du montage en 2017	Salle de montage, projections de travail dans une salle dédiée. Retours critiques sur les projections.	26ème commission de Cinéastes en résidence idem
Marie Moreau (réalisatrice) Amrita David (monteuse)	Cinéma documentaire	Montage du film *Soleil sombre*	9 semaines 23/05 - 08/07 07/11 - 18/11	Salle de montage, projections de travail dans une salle dédiée. Retours critiques sur les projections.	25ème commission de Cinéastes en résidence idem
Guillaume Massart (réalisateur) Alexandra Mélot (monteuse)	Cinéma documentaire	Montage du film *La Liberté*	20 semaines 01/05 - 22/07 01/09 - 25/09	Salle de montage, projections de travail dans une salle dédiée. Retours critiques sur les projections.	24ème commission de Cinéastes en résidence idem
Penda Houzangbe, Jean-Gabriel Tregoat (réalisateurs) Ael Dallier Vega (monteuse)	Cinéma documentaire	Sessions de montage du film *Alguien nuevo en politica*	3 semaines 23/06 - 01/07 12/09 - 16/09 31/10 - 04/11	Salle de montage, projections de travail dans une salle dédiée. Retours critiques sur les projections.	27ème commission de Cinéastes en résidence idem
Mathieu Caron et Erika Kierulf (réalisateurs)	Cinéma documentaire	Session de montage du film *Les Nouveaux forestiers*	5 semaines 27/06 - 29/07	idem	idem
Laurette Lalande (réalisatrice) Joseph Paris (monteur)	Cinéma documentaire	Montage du film *Belle à jamais*	6 semaines 11/07 - 29/07 01/09 - 18/09	Salle de montage, projections de travail dans une salle dédiée. Retours critiques sur les projections	Résidence Labo du Premier doc en partenariat avec le GREC
Caroline Capelle, Ombline Ley (réalisatrices) Céline Perreard (monteuse)	Cinéma documentaire	Dérushage et 1ère session de montage du film *J'ai entendu respirer la poussière*	7 semaines 05/09 - 18/09 28/11 - 30/12 Retour prévu en 2017	idem	27ème commission de Cinéastes en résidence idem

Pierre Tonachella (réalisateur) Aurique Delannoy & Florence Chirié (monteuses)	Cinéma documentaire	1ère et 2ème sessions de montage du film *Jusqu'à ce que le jour se lève*	6 semaines 19/09 - 07/10 21/11 - 09/12 Retour prévu en 2017	idem	27ème commission de Cinéastes en résidence idem
Julia Varga (réalisatrice) Qutaiba Barhamji (monteur)	Cinéma documentaire	1ère session de montage du film *Al-Ghoûl*	7 semaines 19/09 - 04/11 Retour prévu en 2017	idem	26ème commission de Cinéastes en résidence idem

La diffusion des films

Les films de Cinéastes en résidence ont connu un très bel accueil en festivals, avec environ 70 sélections à travers le monde. *La Permanence* d'Alice Diop a obtenu le Prix Louis Marcorelles de la compétition française au Cinéma du Réel. Il a depuis été présenté dans de nombreux festivals (Karlovy Vary, Lussas, Viennale, Traces de vies, IDFA, Festival dei Popoli...). *La Mécanique des corps* de Matthieu Chatellier était sélectionné en compétition française au Cinéma du Réel.

Sur le quai de Stefan Mihalachi a été montré en avril à Visions du réel à Nyon, tandis que le film d'Adrien Genoudet *Quinzaine claire* a été retenu en compétition internationale au festival Entrevues à Belfort fin novembre. D'autres films moins récents ont par ailleurs continué de tourner en 2016, tels *La Nuit s'achève* de Cyril Leuthy, *Riz cantonais* de Mia Ma, *Les Messagers* d'Hélène Crouzillat et Laetitia Tura.

7 avant-premières ont été organisées par la fabrique en 2016 à Bobigny, Pantin, Montreuil et Paris.
Les partenariats de diffusion ont été poursuivis en 2016 :
1) Avec les salles de cinémas de la Seine Saint-Denis qui ont accueillis des avant-premières
2) Avec les médiathèques du Réseau Plaine Commune et de Paris
3) Avec le GREC (Groupe de recherches et d'Essais Cinématographiques)
4) Avec la SCAM (Société Civile des Auteurs Multimédia)

Descriptif de l'emploi en 2016

La directrice et le coordinateur du dispositif sont en CDI.
Le directeur technique en CDI assure le suivi technique du dispositif.
Le responsable du Patrimoine à Périphérie en CDI assure les interventions pendant les débats ainsi qu'un suivi théorique et historique pour les réalisateurs accueillis.
Un monteur en CDD pour assurer la veille technique.
Les contrats CDD/CUI-CAE du poste de Chargée de communication et celui d'Administratrice- Assistante ont été renouvelés et sont affectés en grande partie à « Cinéastes en résidence ».
Une étudiante en Master 1 MEA (Métiers de l'Edition et de l'Audiovisuel – Paris 1 Sorbonne) a réalisé son stage de fin d'année avec « Cinéastes en résidence » du 4 avril 2016 au 24 juin 2016 ainsi qu'un étudiant en Master 2 professionnel de cinéma documentaire (Université Paris 7 Diderot) qui a réalisé son stage du 17 octobre 2016 au 13 janvier 2017.

II – PRESENTATION DU PROJET DE LA FABRIQUE POUR 2017

A) Le projet artistique

Cinéastes en Résidence 2017 : Des films et une action de terrain renforcée

En 2017, Cinéastes en résidence s'inscrira dans une poursuite et un approfondissement de ce qui a été mis en place ces dernières années. De nouveaux partenariats de diffusion doivent être mis place en particulier avec Tënk, la plateforme numérique du documentaire.

10 films sont inscrits pour le premier semestre 2017 : les trois salles de montage de la Fabrique sont occupées jusqu'en juillet 2017, ce qui confirme un taux d'occupation élevé.

B) Les perspectives d'accueil des artistes :

Il s'agit toujours d'accueillir pendant le temps du montage un réalisateur de films documentaires et son monteur. Le temps de montage est estimé en moyenne à 12 semaines, mais il reste d'une grande souplesse totalement adapté aux nécessités du projet. Au cœur de la résidence, les projections de travail avec l'équipe de Périphérie (au minimum deux par film, mais le plus souvent entre 5 et 10) : elles consistent à voir le film ensemble dans la salle de projection, sur grand écran, puis en un échange autour de la version proposée.

Pour optimiser sa capacité d'accueil, la fabrique envisage d'équiper une salle d'un banc de montage recyclé qui permettra d'accueillir en résidence sur des temps courts des débuts ou des fins de montage.

Une des dimensions importantes de la résidence reste l'accompagnement à la diffusion. Il s'agit à la fois d'un travail d'action culturelle sur le territoire francilien pour lequel les films deviennent outils de transmissions, d'échanges et d'apprentissages.

Description du partage de l'outil en 2017 (1er semestre) :

NOM DE L'ARTISTE OU DE L'EQUIPE ACCUEILLIE	DISCIPLINES ARTISTIQUES	TYPE D'ACCUEIL	TEMPS DE L'ACCUEIL	CONDITIONS DE L'ACCUEIL
Louis Sé (réalisateur) Félix Rehm (monteur)	Cinéma documentaire	Montage du film *Les Enfants sauvages*	4 semaines 02/01 - 06/01 23/01 - 10/02	Salle de montage, projections de travail dans une salle dédiée. Retours critiques sur les projections.
Caroline Capelle, Ombline Ley (réalisatrices) Céline Perréard (monteuse)	Cinéma documentaire	Montage du film *J'ai entendu respirer la poussière*	7 semaines 02/01 - 20/01 13/02 - 03/03 15/05 - 19/05	Salle de montage, projections de travail dans une salle dédiée. Retours critiques sur les projections.

Manuela Frésil (réalisatrice) Marc Daquin (monteur)	Cinéma documentaire	Montage du film *Appel d'air*	12 semaines 02/01 - 07/04	Salle de montage, projections de travail dans une salle dédiée. Retours critiques sur les projections.
Julia Varga (réalisatrice) Qutaiba Barhamji (monteur)	Cinéma documentaire	Montage du film *Al-Ghoûl*	7 semaines 09/01 - 27/01 13/03 - 07/04	Salle de montage, projections de travail dans une salle dédiée. Retours critiques sur les projections.
Pierre Tonachella (réalisateur) Aurique Delannoy, Florenche Chirié (monteuses)	Cinéma documentaire	Montage du film *Jusqu'à ce que le jour se lève*	5 semaines 30/01 - 24/02 20/03 - 24/03	Salle de montage, projections de travail dans une salle dédiée. Retours critiques sur les projections.
Laurent Krief (réalisateur)	Cinéma documentaire	Montage du film *Western, famille et communisme*	18 semaines 27/02 - 30/06	Salle de montage, projections de travail dans une salle dédiée. Retours critiques sur les projections.
Marianne Bressy (réalisatrice) Karen Benainous (monteuse)	Cinéma documentaire	Montage du film *Au pied de la lettre*	20 semaines 06/03 - 17/03 10/04 - 14/07	Salle de montage, projections de travail dans une salle dédiée. Retours critiques sur les projections.
Chowra Makaremi (réalisatrice) Nicolas Bancilhon (monteur)	Cinéma documentaire	Montage du film *L'Ile 88*	10 semaines 27/03 - 21/04 22/05 - 30/06	Salle de montage, projections de travail dans une salle dédiée. Retours critiques sur les projections.
Axel Salvatori-Sinz (réalisateur) Qutaiba Barhamji (monteur)	Cinéma documentaire	Montage du film *L'Effroi*	10 semaines 24/04 - 12/05	Salle de montage, projections de travail dans une salle dédiée. Retours critiques sur les projections.
Matthieu Dibelius (réalisateur)	Cinéma documentaire	Montage du film *D'ici là*	13 semaines 04/01 - 24/11	Salle de montage, projections de travail dans une salle dédiée. Retours critiques sur les projections.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

BUDGET PREVISIONNEL DE LA STRUCTURE POUR 2017

Budget présenté en TTC, l'organisme ne récupère pas la TVA**.**

CHARGES	**€**	**PRODUITS**	**€**
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		SUBVENTIONS MINISTERE DE LA CULTURE	
loyer annuel et charges locatives	31 720,00	DRAC Ile de France, *préciser le service et à quel titre :* ❒ acquis / ❒ sollicité	
fluides et combustibles		Autres directions du Ministère de la Culture	
entretiens-réparations maintenance	11 130,00	*Préciser :* ***CNC***	
achats matériels, équipement	800,00	X❒ acquis / ❒ sollicité	25 000,00
location matériel		*Préciser* ***: CNC direction internationale***	
affranchissements et téléphone	1 300,00	❒ acquis / X❒ sollicité	3 500,00
petit équipement			
documentation et fourniture administratives	470,00	AUTRES SUBVENTIONS DE L'ETAT	
fournitures bar et restaurant		*Préciser :*	
frais d'entretien		❒ acquis / ❒ sollicité	
assurances	1 050,00	SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES	
autres	1 860,00	Région Ile-de-France	
		Région IDF - Fabrique	60 000,00
Autres charges de fonctionnement			
frais financiers		Autres Régions, préciser :	
charges exceptionnelles		❒ acquis / ❒ sollicité	
dotations aux provisions		Départements, préciser : **Seine-Saint-Denis**	67 960,00
dotations aux amortissements		❒ acquis	
		Communes, préciser :	
Personnel lié à la structure		❒ acquis / ❒ sollicité	
directeur	23 240,00	EPCI, préciser :	
administrateur	5 850,00	❒ acquis / ❒ sollicité	
personnel technique	1 740,00	SUBVENTIONS EUROPEENNES	
autres personnels, préciser :		*Préciser :*	
charges sociales et congés payés	15 057,60	❒ acquis / ❒ sollicité	
voyages, missions, réceptions	2 000,00	AUTRES APPORTS	
		ASP (emplois aidés, hors emplois-tremplins) *Préciser :*	4 500,00

DEPENSES ARTISTIQUES (à détailler)		mécénat et sponsoring	
Coordination	6 720,00	Autres (ADAMI, SPEDIDAM, SACEM, SACD, ONDA…)	
Suivi technique	3 230,00	*Préciser :* ***PROCIREP***	8 500,00
Stagiaires	2 800,00	***SCAM***	10 000,00
Résidence Franco Québécoise	3 500,00	RECETTES PROPRES D'ACTIVITES	
Charges sociales afférentes	5 970,00	Location salle	
		Billetterie	
DEPENSES TECHNIQUES (à détailler)		parts de recettes de coréalisation	
Moyens techniques et fournitures	2 500,00	divers (bars, librairie)	
Personnel technique	4 000,00	Prestations de services	
Charges sociales afférentes	5 970,00	Autres, préciser :	
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE (à détailler)		AUTRES RECETTES	
Accueil et relation avec les publics	18 070,00	produits de gestion courante	
Chargé de communication	9 750,00	produits financiers	
Intervention réalisateurs	1 200,00	subvention d'investissement versée au résultat	
Publicité communication	1 000,00	autres produits exceptionnels	
Réception	1 800,00	reprise sur amortissements	
Frais postaux	1 600,00	reprise sur provisions	
Charges sociales afférentes	11 942,40		
TOTAL	**179 460,00**	**TOTAL**	**179 460,00**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	60 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux fabriques de culture	60 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	10 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	60 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	15 000,00 €
2016	Fabriques de culture - aide à l'aménagement et à l'équipement	5 526,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	60 000,00 €
	Montant total	210 526,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019241

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : EN SON ROYAUME D'ANTON BIALAS - APACHES FILMS

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	9 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100905- Aide après réalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APACHES FILMS
Adresse administrative : 49 RUE NOTRE DAME DE NAZARETH
75003 PARIS
Statut Juridique :
Représentant : Madame MARTHE LAMY

N° SIRET : 79208083000021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide après réalisation
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Date prévisionnelle de début de projet : 20 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Objectifs :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Description :
Film : EN SON ROYAUME
Nature du film : court métrage documentaire
Réalisateur : Anton Bialas
Auteur : Anton Bialas
Producteur : APACHES FILMS
Budget prévisionnel du film : 26 719 €

Durée du film : 18 mn

Résumé : Patrick vit seul. Il habite dans Paris, dans la rue, dans les jardins.

Commentaires : Anton Bialas est un jeune cinéaste. Après des études de cinéma à Paris (la Sorbonne) et à New York, il débute comme assistant opérateur et réalise rapidement des séries photographiques et 2 courts métrages de fiction. EN SON ROYAUME est sélectionné en section Panorama au festival Côté court à Pantin 2017.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE COURT METRAGE DU 28 AVRIL 2017

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	11 719,00	43,86%
Finalisation	15 000,00	56,14%
Total	26 719,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apaches films (numéraire et participation)	11 719,00	43,86%
Région Ile-de-France (sollicité)	15 000,00	56,14%
Total	26 719,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019990

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LA CLOTURE DE LENDITA ZEQIRAJ - SACREBLEU PRODUCTIONS

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	9 700,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100905- Aide après réalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SACREBLEU PRODUCTIONS
Adresse administrative : 10 BIS RUE BISSON
75020 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant :

N° SIRET : 42148372800042

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide après réalisation
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Date prévisionnelle de début de projet : 15 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Objectifs :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Description :
Film : LA CLOTURE
Nature du film : court métrage de fiction
Réalisatrice : Lendita Zeqiraj
Auteure : Lendita Zeqiraj
Producteur : SACREBLEU
Budget prévisionnel du film : 46 689 €

Durée du film : 14 mn

Résumé : Genti veut un chiot. Au milieu de la réunion de famille, sa demande est couverte par les discussions d'adultes qui s'échauffent. Ignoré de tous Genti escalade la barrière du jardin et part chercher son chien.

Commentaires : Lendita Zeqiraj est une réalisatrice, scénariste et artiste peintre kosovare multi-récompensée. Après des études au Kosovo et à Paris, elle débute sa carrière au Kosovo à la fin des années 90 exposant ses oeuvres et réalisant de nombreux documentaires et courts métrages. Ces films ont circulé dans de très nombreux festivals internationaux (Venise, Los Angeles Independant film festival, Milano films festival...).

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE COURT METRAGE DU 28 AVRIL 2017

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	34 989,00	74,94%
finalisation	11 700,00	25,06%
Total	46 689,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Sacrebleu	2 429,00	5,20%
N'Art- coproducteur Kosovo (acquis)	13 220,00	28,32%
Woof films - coproducteur Croatie (acquis)	3 840,00	8,22%
CNC kosovo (acquis)	15 000,00	32,13%
Mairie de Prishtina (acquis)	2 500,00	5,35%
Région Ile-de-France (sollicité)	9 700,00	20,78%
Total	46 689,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide après réalisation	4 500,00 €
	Montant total	4 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019093

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LA LIBERTÉ DE GUILLAUME MASSART - TRIPTYQUE FILMS

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 35 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100905- Aide après réalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TRIPTYQUE FILMS
Adresse administrative : 2 RUE PATURLE
75014 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur GUILLAUME MASSART

N° SIRET : 51990973300031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide après réalisation
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Date prévisionnelle de début de projet : 14 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Objectifs :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Description :
Film : LA LIBERTE
Nature du film : long métrage documentaire
Réalisateur : Guillaume Massart
Auteur : Guillaume Massart & Adrien Mitterrand
Producteur : TRIPTYQUE FILMS
Budget prévisionnel du film : 339 384 €

Durée du film : 140 mn

Résumé : Environ 130 hommes sont incarcérés dans le centre de détention de Casabianda en Corse, seule prison "ouverte" de France.

Commentaires : Guillaume Massart est déjà auteur d'une dizaine de courts métrages, entre art vidéo et essai documentaire, qui ont circulé dans différents festivals en France et à l'international. LA LIBERTE est son 1er long métrage.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE LONG METRAGE DU 3 MAI 2017

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	297 367,00	87,62%
Finalisation	42 017,00	12,38%
Total	339 384,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Triptyque Films(numéraire et industrie)	28 384,00	8,36%
Films de force majeur - coproduction (acquis)	20 000,00	5,89%
CNAP (acquis)	10 000,00	2,95%
CNC - avance sur recette (acquis)	120 000,00	35,36%
Collectivité Corse (acquis)	40 000,00	11,79%
Périphérie - résidence montage (acquis)	10 500,00	3,09%
Autres soutiens privés (acquis)	55 500,00	16,35%
Région Ile-de-France (sollicité)	40 000,00	11,79%
Norte distribution (acquis)	15 000,00	4,42%
Total	339 384,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide après réalisation	15 000,00 €
	Montant total	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019911

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : AIGRE-DOUX DE MYRSINI ARISTIDOU - TOPSHOT FILMS

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100905- Aide après réalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TOPSHOT FILMS
Adresse administrative : 23 RUE NOTRE DAME DE NAZARETH
75003 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Etienne LARRAGUETA, Gérant

N° SIRET : 52985896100038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide après réalisation
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Date prévisionnelle de début de projet : 14 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Objectifs :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Description :
Film : AIGRE DOUX
Nature du film : court métrage de fiction
Réalisatrice : Myrsini Aristidou
Auteure : Myrsini Aristidou
Producteur : TOPSHOT FILMS
Budget prévisionnel du film : 71 002 €

Durée du film : 12 mn

Résumé : Athènes aujourd'hui. Aria, 17 ans, attend avec impatience la leçon de conduite que son père doit lui donner. Lorsqu'il arrive, c'est en fait uniquement pour lui confier Luna, jeune chinoise qui ne parle ni grec ni anglais.

Commentaires : Cinéaste chypriote ayant étudié aux Etats-Unis, Myrsini Aristidou a débuté comme chef opératrice avant de se lancer dans la réalisation. AIGRE DOUX est son 4ème court métrage, après le remarqué SEMELE, sélectionné dans de très nombreux festivals et notamment récompensé par le jury de la Berlinale. Elle travaille actuellement à l'écriture de son 1er long métrage pour lequel elle bénéficie de la résidence de la Cinéfondation.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE COURT METRAGE DU 28 AVRIL 2017

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	53 853,00	75,85%
finalisation	17 149,00	24,15%
Total	71 002,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Topshot films	11 752,00	16,55%
one six one films - coproducteur Chypre (acquis)	6 000,00	8,45%
Cyprus film fund (sollicité)	5 000,00	7,04%
CNC - cosip (sollicité)	18 000,00	25,35%
Canal+ (acquis)	15 250,00	21,48%
Ile-de-France (sollicité)	15 000,00	21,13%
Total	71 002,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide après réalisation	10 000,00 €
	Montant total	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019930

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : L'AMIE DU DIMANCHE DE GUILLAUME BRAC - BATHYSPHERE PRODUCTIONS

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	13 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100905- Aide après réalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BATHYSPHERE PRODUCTIONS
Adresse administrative : 11 RUE MANIN
75019 PARIS 19
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Nicolas ANTHOME, PRODUCTEUR

N° SIRET : 48212239700011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide après réalisation
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Date prévisionnelle de début de projet : 14 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Objectifs :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Description :
Film : L'AMIE DU DIMANCHE
Nature du film : court métrage de fiction
Réalisateur : Guillaume Brac
Auteurs : Guillaume Brac & Anne Brouillet
Producteur : BATHYSPHERE
Budget prévisionnel du film : 95 629 €

Durée du film : 32 mn

Résumé : Un dimanche de juillet. Miléna et Lucie décident d'aller profiter ensemble du soleil sur l'Ile de loisirs de Cergy-Pontoise.

Commentaires : L'AMIE DU DIMANCHE est un film réalisé dans le cadre d'un atelier cinéma avec les étudiants du conservatoire National Supérieur d'Art Dramatique. Le projet a donné lieu à la réalisation de 3 courts métrages autour de l'été.
Les précédents films de Guillaume Brac ont été largement diffusés : UN MONDE SANS FEMME, moyen métrage de 58' est sorti en salle et a rencontré un beau succès critique et public (prix du syndicat de la critique du meilleur court-métrage, prix du public aux festivals coté court et à Belfort, grand prix au festival de Brive...). TONNERRE, son 1er long métrage, a été sélectionné en compétition au festival de Locarno...

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE COURT METRAGE DU 28 AVRIL 2017

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	59 388,00	62,10%
finalisation	36 241,00	37,90%
Total	95 629,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Bathysphere (numéraire, industrie et participation)	60 429,00	63,19%
Conservatoire (acquis - apport pour 1 court métrage)	10 667,00	11,15%
Procirep Angoa (acquis)	4 533,00	4,74%
Région Ile-de-France (sollicité)	20 000,00	20,91%
Total	95 629,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide après réalisation	20 000,00 €
2015	Aide après réalisation	48 600,00 €

	Montant total	68 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019713

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ANGELS WEAR WHITE DE VIVIAN QU - MANDRAKE FILMS

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100905- Aide après réalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MANDRAKE FILMS
Adresse administrative : 10 RUE ERARD
75012 PARIS
Statut Juridique :
Représentant : Monsieur HERVE PENNEQUIN, Autre

N° SIRET : 42213387600025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide après réalisation
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :

Objectifs :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Description :
Film : ANGELS WEAR WHITE
Nature du film : long métrage de fiction
Réalisatrice : Vivian Qu
Auteure : Vivian Qu
Producteur : MANDRAKE FILMS
Budget prévisionnel du film : 1 250 584 €
Durée du film : 110 mn

Résumé : Un scandale éclate dans une petite ville balnéaire du Sud de la Chine : un notable aurait agressé sexuellement deux jeunes adolescentes dans un hôtel en bord de mer.

Commentaires : Productrice et réalisatrice, Vivian Qu est une figure importante du cinéma chinois indépendant. Son 1er long métrage en tant que réalisatrice TRAP STREET, sorti en 2013, a été notamment sélectionné par la critique au festival de Venise et au festival de Toronto. En tant que productrice, elle s'investit dans plusieurs projets également sélectionnés et récompensés dans de prestigieux festivals. On peut ainsi citer BLACK COAL, sorti en France en 2014, après avoir remporté l'ours d'or à Berlin.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE LONG METRAGE DU 3 MAI 2017

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	1 128 942,00	90,27%
Finalisation	121 642,00	9,73%
Total	1 250 584,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Mandrake films (numéraire)	47 176,00	3,77%
Coproduction Chine - 22 Hours films	943 408,00	75,44%
CNC - aide cinéma du monde (acquis)	120 000,00	9,60%
Arte (sollicité)	50 000,00	4,00%
Distribution Wild Bunch (acquis)	40 000,00	3,20%
Région Ile-de-France (sollicité)	50 000,00	4,00%
Total	1 250 584,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019983

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ANGKAR DE NEARY ADELINE HAY - THE CUP OF TEA

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	35 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100905- Aide après réalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THE CUP OF TEA
Adresse administrative : 36 RUE EUGENE CARRIERE
75018 PARIS
Statut Juridique :
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE AUDEGUIS, Autre

N° SIRET : 80383302900025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide après réalisation
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Date prévisionnelle de début de projet : 15 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Objectifs :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Description :
Film : ANGKAR
Nature du film : long métrage documentaire
Réalisatrice : Neary Adeline Hay
Auteure : Neary Adeline Hay
Producteur : THE CUP OF TEA
Budget prévisionnel du film : 194 160 €

Durée du film : 70 mn

Résumé : Khonsaly retrouve ses anciens bourreaux Khmers Rouges dans le village où ils ont cohabilté pendant 4 ans. Entre passé et présent les identités se dévoilent et les spectres oubliés ressurgissent.

Commentaires : Après des études en arts plastiques et en arts appliqués, Neary Adeline Hay commence à réaliser des films expérimentaux et de fiction, parmi lesquels on peut citer DES MAUX A MOTS DIRE, court métrage soutenu par la Région en 2008. Fruit d'une longue réflexion sur la mémoire du Cambodge, ANGKAR est son 1er long métrage.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE LONG METRAGE DU 3 MAI 2017

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	105 896,00	54,54%
Finalisation	88 264,00	45,46%
Total	194 160,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
THE CUP OF TEA (numéraire, industrie et participation)	66 660,00	34,33%
Neary Adeline Hay participation – (acquis)	7 500,00	3,86%
CNC - après réalisation (sollicité)	60 000,00	30,90%
Région Ile-de-France (sollicité)	45 000,00	23,18%
SACEM (sollicité)	5 000,00	2,58%
CNAP (sollicité)	10 000,00	5,15%
Total	194 160,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019223

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : BANC D'ATTENTE DE SUHAIB GASMELBARI MUSTAFA - AGAT FILMS

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 35 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100905- Aide après réalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGAT FILMS ET CIE
Adresse administrative : 52 RUE JEAN-PIERRE TIMBAUD
75011 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Marie BALDUCCHI, Productrice

N° SIRET : 33834344500031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide après réalisation
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Date prévisionnelle de début de projet : 17 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Objectifs :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Description :
Film : BANC D'ATTENTE
Nature du film : long métrage documentaire
Réalisateur : Suhaib Gasmelbari Mustafa
Auteur : Suhaib Gasmelbari Mustafa
Producteur : AGAT FILMS
Budget prévisionnel du film : 459 878 €

Durée du film : 85 mn

Résumé : Ibrahim, Suleiman, Manar et Altayeb sont 4 vieux cinéastes soudanais, amis depuis 45 ans. Ils décident de se lancer dans un dernier grand acte de résistance : rouvrir un grand cinéma abandonné à Khartoum.

Commentaires : Après avoir passé son enfance au Soudan, Suahaib Gasmelbari est contraint, dans les années 90, de s'exiler. Il s'installe d'abord en Egypte puis en France, où il suit des études de cinéma à Paris et à Tours. Il réalise des courts métrages et travaille comme cadreur/monteur avec des journalistes. BANC D'ATTENTE est son 1er long métrage.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE LONG METRAGE DU 3 MAI 2017

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	414 827,00	90,20%
Finalisation	45 051,00	9,80%
Total	459 878,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
AGAT films(numéraire)	142 378,00	30,96%
GoïGoï - coproducteur Tchad (aquis)	5 000,00	1,09%
IDFA bertha fund (acquis)	17 500,00	3,81%
Enjaaz fund Dubaï (sollicité)	20 000,00	4,35%
Arab fund for art & culture (acquis)	23 000,00	5,00%
MadeinGermany - Coproducteur allemagne (acquis)	0,00	0,00%
Wolrd cinéma fund (acquis)	30 000,00	6,52%
CNC - aide cinéma du monde (acquis)	80 000,00	17,40%
IDFA europe	40 000,00	8,70%
aide dév abuDhabi (acquis)	7 000,00	1,52%
Région Ile-de-France (sollicité)	45 000,00	9,79%
Ventes internationales DOC & films (acquis)	30 000,00	6,52%
Distributeur (sollicité)	20 000,00	4,35%
Total	459 878,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Fonds de soutien aux industries techniques cinématographiques et audiovisuelles de la Région Ile-de-France	517 000,00 €
2016	Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)	60 000,00 €
	Montant total	577 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019982

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MAKALA D'EMMANUEL GRAS - BATHYSPHERE PRODUCTIONS

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 35 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100905- Aide après réalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BATHYSPHERE PRODUCTIONS
Adresse administrative : 11 RUE MANIN
75019 PARIS 19
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Nicolas ANTHOME, PRODUCTEUR

N° SIRET : 48212239700011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide après réalisation
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Date prévisionnelle de début de projet : 15 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Objectifs :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Description :
Film : MAKALA
Nature du film : long métrage documentaire
Réalisateur : Emmanuel Gras
Auteur : Emmanuel Gras
Producteur : BATHYSPHERE
Budget prévisionnel du film : 321 793 €

Durée du film : 85 mn

Résumé : En République Démocratique du Congo, un jeune villageois espère un avenir meilleur pour sa famille. Il n'a comme ressource que ses bras et sa volonté et comme revenus que ce qu'il peut tirer de l'exploitation de la forêt. Au terme d'un long voyage sur des routes dangereuses, il atteindra la ville, découvrant le prix de son effort et la valeur de ses rêves.

Commentaires : Emmanuel Gras a suivi une formation de chef opérateur à l'ENS Louis-Lumière. Il réalise ses 1ers courts métrages dès 2002. Son 1er long métrage, BOVINES, dans lequel il suit des vaches, est très remarqué. Il est sélectionné par l'ACID en 2011 et nommé aux César en 2013, 300 HOMMES, coréalisé avec Aline Dalbuis, a été sélectionné au festival Cinéma du réel.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE LONG METRAGE DU 3 MAI 2017

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	240 438,00	74,72%
Finalisation	81 355,00	25,28%
Total	321 793,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Bathysphère (numéraire, industrie et participation)	86 793,00	26,97%
Crédit d'impot	50 000,00	15,54%
CNC - dév renforcé (acquis)	40 000,00	12,43%
Procirep (acquis)	5 000,00	1,55%
Région Rhone-Alpes (acquis)	20 000,00	6,22%
Sofica Cinemage10 (acquis)	25 000,00	7,77%
Cine+ (acquis)	50 000,00	15,54%
Région Ile-de-France (sollicité)	45 000,00	13,98%
Distribution Films du Losange - sans MG (acquis)	0,00	0,00%
Total	321 793,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide après réalisation	20 000,00 €
2015	Aide après réalisation	48 600,00 €
	Montant total	68 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019327

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : BANKSTER

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	58 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: MAGNETO PRESSE
Adresse administrative	: 168 RUE D'AGUESSEAU 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Madame Elfriede LECA, Gérante
N° SIRET	: 50754308000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel "BANKSTER" de Jérôme Fritel.

Date prévisionnelle de début de projet : 23 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteurs : Jérôme Fritel et Maurice Rozencwajg, dit Marc Roche

Réalisateur : Jérôme Fritel

Résumé : Blanchiment d'argent de la drogue et du terrorisme, évasion fiscale à grande échelle, manipulation du marché des taux d'intérêt bancaire (Libor), du cours des devises et des métaux précieux…, depuis plusieurs années, la banque HSBC est de tous les scandales. Hier icône de la mondialisation, elle est devenue aujourd'hui le prototype par excellence des "Banksters".

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fabrication en IDF	390 000,00	72,76%
dépenses de fabrication hors IDF	44 000,00	8,21%
autres dépenses	102 000,00	19,03%
Total	536 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	134 000,00	25,00%
Arte	220 000,00	41,04%
CNC Cosip	92 000,00	17,16%
Procirep Angoa	32 000,00	5,97%
aide régionale proposée	58 000,00	10,82%
Total	536 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	**Montant**
2017	58 000,00 €

Avis Comité de lecture Audiovisuel 2e session 2017 en date du 4 mai 2017 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019434

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ANATOMIE D'UN CRIME

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	43 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: CINETEVE
Adresse administrative	: 4 QUAI DES CELESTINS 75004 PARIS
Statut Juridique	: Société Anonyme
Représentant	: Madame Fabienne SERVAN SCHREIBER, Productrice
N° SIRET	: 32547582000040

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : aide à la production audiovisuelle du documentaire audiovisuel ANATOMIE D'UN CRIME de Cécile Allegra

Date prévisionnelle de début de projet : 26 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteures : Cécile Allegra et Céline Bardet

Réalisatrice : Cécile Allegra

Résumé : Lors de conflits, le viol constitue une arme de guerre à part entière et non un simple dommage collatéral. Pourtant, la justice pénale internationale peine encore à reconnaître ce crime. Pourquoi ? De la Bosnie à la Libye en passant par la République démocratique du Congo, ce film démonte la mécanique implacable du viol. L'anatomie d'un crime parfait.

Commentaire : Cécile Allegra est, depuis 15 ans documentariste et reporter à travers le monde. Elle a

notamment beaucoup témoigné de la situation des enfants abandonnés, maltraités ou exploités dans les pays très pauvres ou victime de guerre et de catastrophes, comme dans Le salaire des enfants (2016). « Voyage en Barbarie » (2014) sur les rescapés de camps de torture du Sinaï, a été primé dans le monde entier et lui a valu le Prix Albert Londres en 2015.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fabrication en IDF	285 000,00	64,04%
dépenses de fabrication hors IDF	52 000,00	11,69%
autres dépenses	108 000,00	24,27%
Total	445 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	76 000,00	17,08%
Arte	240 000,00	53,93%
CNC cosip	75 000,00	16,85%
Procirep Angoa	11 000,00	2,47%
aide régionale proposée	43 000,00	9,66%
Total	445 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	43 000,00 €

Avis Comité de lecture Audiovisuel 2e session 2017 en date du 4 mai 2017 : Favorable

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2016	Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)	249 000,00 €
	Montant total	249 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019444

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : L'ILE DE NOS PERES

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	40 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: FLACH FILM PRODUCTION
Adresse administrative	: 10 BOULEVARD DES BATIGNOLLES 75017 PARIS
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Monsieur JEAN-FRANCOIS LEPETIT, Autre
N° SIRET	: 40334808900034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel L'ILE DE NOS PERES de Caroline Pochon

Date prévisionnelle de début de projet : 27 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteure et réalisatrice : Caroline Pochon

Résumé :Renault-Billancourt en 1968, ce sont 38 000 ouvriers, et 56 nationalités. La «forteresse ouvrière» de l'île Seguin est au cœur de toutes les luttes ouvrières et syndicales jusqu'à sa fermeture en 1992.
Ce film donne la parole à cette génération entrée à Billancourt dans les années 1960, à l'ensemble de la hiérarchie, de l'ouvrier au directeur de l'usine – et nous donne à voir une épopée industrielle et ouvrière, une mémoire, un véritable patrimoine qui tend à disparaître aujourd'hui…

Commentaire : Caroline Pochon a réalisé 5 documentaires sur des sujets de société. Elle a notamment déjà abordé l'histoire du monde ouvrier avec « Portraits ouvriers » en 2006 et de l'immigration

«Déchiffrage : L'immigration, un problème économique ? » en 2015.
Pour « L'ile de nos pères » elle a bénéficié de l'aide à l'écriture de scénario de la Région. Le film est produit par la société Flach Films, déjà soutenues pour le téléfilm Arletty d'Arnaus Sélignac en 2014 et le documentaire de Claude Ventura « Les enfants de Rollin » en 2012

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fabrication en IDF	268 000,00	80,72%
dépenses de fabrication hors IDF	0,00	0,00%
autres dépenses	64 000,00	19,28%
Total	332 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	67 000,00	20,18%
France 2	130 000,00	39,16%
Copro Hauteville	10 000,00	3,01%
CNC Cosip	75 000,00	22,59%
CNC images diversités	10 000,00	3,01%
aide régionale proposée	40 000,00	12,05%
Total	332 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €

Avis Comité de lecture Audiovisuel 2e session 2017 en date du 4 mai 2017 : Favorable

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Fonds de soutien aux industries techniques cinématographiques et audiovisuelles de la Région Ile-de-France	120 000,00 €
	Montant total	120 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019478

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FIERTÉS

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 162 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: SCARLETT PRODUCTION
Adresse administrative	: 2 RUE DE CHOISEUL 75002 PARIS
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Madame FLORENCE DORMOY, Présidente
N° SIRET	: 42825657200036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : aide à la production de la série FIERTÉS (3x52mn) de Philippe Faucon

Date prévisionnelle de début de projet : 28 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteurs : José Caltagirone, Niels Rahou et Philippe Faucon

Réalisateur : Philippe Faucon

Résumé : Charles. Victor. Bao. Trois générations d'hommes d'une famille que des avancées sociales nécessaires ébranlent. Trois points de vus pour trois époques clés. Trois épisodes pour dire qu'il n'a pas toujours été facile d'être fier. Une épopée, une rétrospective, un album de famille personnel et politico-social. Fiertés est une chronologie de la tolérance appliquée à la cellule familiale, jalon de la température nationale.

Commentaire : dès son premier long métrage, L'Amour (1990), Philippe Faucon évoque le quotidien de jeunes banlieusards, entre galère et éducation sentimentale. Le sort des immigrés est au centre de ses

préoccupations. Dans « La Trahison », il revient sur la guerre d'Algérie, et en en 2007, il signe « Dans la vie », une comédie sur la rencontre entre une femme arabe et une femme juive. Après la mini-série D'amour et de révolte (qui dresse le portrait de quatre jeunes gens dans les années 70), Philippe Faucon retourne au cinéma, avec « La Désintégration », où il montre le premier un jeune des cités progressivement happé par l'islamisme radical. Son film « Fatima » a reçu le César de la meilleure adaptation et celui du meilleur film, ainsi que le Prix Louis Deluc en février 2016 et Zita Hanrot a reçu le César du meilleur espoir féminin dans le même film. Son dernier film Amin a été soutenu par la Région au Fonds de soutien cinéma en 2016.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fabrication en IDF	2 148 000,00	75,34%
dépenses de fabrication hors IDF	257 000,00	9,01%
autres dépenses	446 000,00	15,64%
Total	2 851 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	541 000,00	18,98%
Arte	1 800 000,00	63,14%
CNC cosip	335 000,00	11,75%
Procirep Angoa	13 000,00	0,46%
aide régionale proposée	162 000,00	5,68%
Total	2 851 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	81 000,00 €
2018	81 000,00 €

Avis Comité de lecture Audiovisuel 2e session 2017 en date du 4 mai 2017 : Favorable

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France	135 000,00 €
	Montant total	135 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019485

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : NOX

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 410 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: GAUMONT TELEVISION
Adresse administrative	: 30 AVENUE CHARLES DE GAULLE 92200 NEUILLY-SUR-SEINE
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Madame Isabelle DEGEORGES, productrice
N° SIRET	: 34053869300037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : aide à la production de la série de fiction NOX (6x52mn) de Mabrouk El Mechri

Date prévisionnelle de début de projet : 28 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 13 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteurs : Fred cavayé, Quoc Dang Tran et Jérôme Fansten

Réalisateur : Mabrouk El Mechri

Avec : Nathalie Baye et Denis Ménochet

Résumé : Les inspecteurs Julie Susini et Raphaël Berger forment une équipe aussi efficace qu'improbable : elle, 28 ans, sportive et impétueuse, lui, 46 ans style gros nounours. Quand, lors d'une opération difficile, Julie disparaît mystérieusement dans les sous-sols de Paris, Catherine Susini, sa mère, renvoyée de la PJ pour insubordination, va forcer Raphaël à transgresser la loi pour la retrouver. Ce que va découvrir ce tandem de choc dans les bas-fonds de la capitale est hors de toute imagination.

Commentaire : Mabrouk El Mechri a réalisé 4 longs métrages SANS ISSUE et LA LOI DE MURPHY en 2011, JCVD en 2008 et VIRGIL en 2005. Il a également réalisé en 2009 et 2012 les 2 saisons de la série MAISON CLOSE (8X52mn) qui se passe à Paris pendant la Commune, pour Canal +.

Intérêt régional : 3 stagiaires

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fabrication en IDF	8 679 000,00	84,16%
dépnes de fabrication hors IDF	0,00	0,00%
autres dépenses	1 634 000,00	15,84%
Total	10 313 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	1 234 000,00	11,97%
Canal +	6 600 000,00	64,00%
Procirep Angoa	16 000,00	0,16%
CNC Cosip	833 000,00	8,08%
CNC nvll tech. (en cours)	120 000,00	1,16%
Gaumont Distrib	500 000,00	4,85%
Gaumont Vidéo	100 000,00	0,97%
aide régionale proposée	330 000,00	3,20%
bonus	80 000,00	0,78%
Media diff (en cours)	500 000,00	4,85%
Total	10 313 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	205 000,00 €
2018	205 000,00 €

Avis Comité de lecture Audiovisuel 2e session 2017 en date du 4 mai 2017 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019494

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : IRRESPONSABLE SAISON 2.

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	76 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: TETRA MEDIA FICTION
Adresse administrative	: 60 RUE MARCEL DASSAULT 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Monsieur Antoire SZYMALKA, Producteur
N° SIRET	: 47888515500026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : aide à la production de la série de fiction, IRRESPONSABLE Saison 2 de Stephen Cafiero

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteurs : Frédéric et camille Rosset

Réalisateur : Stephen Cafiero

Résumé : JULIEN travaille désormais comme pion dans le collège où enseigne la mère de son fils (MARIE) et où son fils (JACQUES) étudie. Leur entente est au beau fixe et ses relations avec Marie amicales et saines. Mais quand SYLVIE décide d'emménager avec l'homme qu'elle aime, c'est la fin de son insouciance pour Julien. Car vivre chez ce « beau père » qui le traite comme un ado est trop dur. Il fait alors tout pour être autonome. Mais agir en adulte pour la première fois à 32 ans n'est pas simple…

Commentaire : Stephane Cafiero était réalisateur de publicités et de clips et a également co-écrit et co

réalisé avec Vincent Lobelle un long métrage LES DENTS DE LA NUIT en 2007. Il a déjà réalisé pour OCS la série TEMPLETON (2014). La première saison série d' « Irresponsable » a déjà été soutenue par la Région ce qui en fait la première série a bénéficier de la possibilité d'^tre aidée plusieurs fois mise en place lors de la réforme de janvier 2017. Depuis, Stéphen Cafiero a également réalisé la mini-série humoristique pour Arte Kim Kong (3x52mn), également soutenue par la Région.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fabricatione en IDF	912 000,00	83,59%
dépenses de fabrication hors IDF	0,00	0,00%
autres dépenses	179 000,00	16,41%
Total	1 091 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	73 000,00	6,69%
OCS	655 000,00	60,04%
CNC cosip	257 000,00	23,56%
TV5 monde	30 000,00	2,75%
aide régionale proposée	76 000,00	6,97%
Total	1 091 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	76 000,00 €

Avis Comité de lecture Audiovisuel 2e session 2017 en date du 4 mai 2017 : Favorable

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Fonds de soutien aux industries techniques cinématographiques et audiovisuelles de la Région Ile-de-France	192 000,00 €
2016	Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)	302 000,00 €
	Montant total	494 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019527

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : L'HOMME DE PAROLES

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	42 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: GRAND ANGLE PRODUCTIONS
Adresse administrative	: 22 RUE MARCELIN BERTHELOT 33700 MERIGNAC
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Monsieur Jean-Luc MILLAN, Gérant
N° SIRET	: 41198278800043

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel L'HOMME DE PAROLES de Philippe Beziat

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteurs : Philippe Beziat, Elsa Chabrol et Claire Davanture

Réalisateur : Philippe Béziat

Résumé : Nous partons dans le Paris d'aujourd'hui, à la rencontre d'un arpenteur du Paris d'autrefois : Jacques Prévert, dont les paroles nous reviennent, grâce aux interprètes croisés dans les sites clé de cette promenade biographique. Charmés par les animations qui recréeront des lieux disparus. Transportés par les collages numériques (archives/tournages) qui confronteront les époques et les espaces.

Commentaire : Spécialiste de la musique et de l'opéra, Philippe Beziat a réalisé et mis en scène de très nombreuses pièces et captation de ballets et d'opéra. Il a réalisé trois documentaires musicaux pour le cinéma « Traviata et nous » avec Nathalie Desay et « Noces » d'après Igor Stravisky en 2012 et « Pelléas et Mélisande – Le chant des aveugles » en 2009. Il a également réalisé des documentaires pour la télévision, sur les quatre saisons (2012), le Festival d'Aix en Provence (2008) ou l'Orchestre National de France (2004).

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fabrication en IDF	282 000,00	58,14%
dépenses de fabrication hors IDF	107 000,00	22,06%
autres dépenses	96 000,00	19,79%
Total	485 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	77 000,00	15,88%
France 2	185 000,00	38,14%
INA coproduction	49 000,00	10,10%
CNC Cosip	77 000,00	15,88%
Grand angle distribution	20 000,00	4,12%
Procirep Angoa	35 000,00	7,22%
aid régionale proposée	42 000,00	8,66%
Total	485 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	42 000,00 €

Avis Comité de lecture Audiovisuel 2e session 2017 en date du 4 mai 2017 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019529

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LA GRANDE EPOPEE DES FEMINISTES

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	68 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: MORGANE PRODUCTION
Adresse administrative	: 6 RUE ESCUDIER 92100 BOULOGNE - BILLANCOURT
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Monsieur Gérard LACROIX, Producteur
N° SIRET	: 40420586600076

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : à la production du documentaire LA GRANDE EPOPEE DU FEMINISME (2x52mn) de Mathilde Damoisel

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteure et réalisatrice : Mathilde Damoisel

Résumé : D'Olympe de Gouges à Benoîte Groulte, de Margueritte Durand à Evelyne Sullerot, en revenant sur les grandes figures connues ou oubliées, qui ont incarné la grande histoire du féminisme, ces films nous entraînent dans une autre histoire de France !

Commentaire : Mathilde Damoisel a réalisé une quinzaine de documentaires sur l'histoire et la géopolitique. Très intéressée par la géopolitique du Caucase depuis "Soukhoumi rive noire" (2004) qui a bénéficié d'une bourse Louis Lumière-villa Médicis hors les murs, elle y a consacré plusieurs documentaires, comme "Nouvelles de Tbillissi" (2007). Elle a également abordé l'histoire de l'empire Ottoman en plusieurs films. Son documentaire "Le ventre des femmes", sur une politique de stérilisation

forcée dans les Andes, a été soutenu par la Région en 2009.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BOULOGNE-BILLANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fabrication en IDF	449 000,00	80,18%
dépenses de fabrication hors IDF	0,00	0,00%
autres dépenses	111 000,00	19,82%
Total	560 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	118 000,00	21,07%
France 5	190 000,00	33,93%
CNC cosip	110 000,00	19,64%
CNC nvll tech.	20 000,00	3,57%
CNC images diversité	20 000,00	3,57%
Procirep Angoa	24 000,00	4,29%
Rédeau Canopée	10 000,00	1,79%
aide régionle proposée	68 000,00	12,14%
Total	560 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	34 000,00 €
2018	34 000,00 €

Avis Comité de lecture Audiovisuel 2e session 2017 en date du 4 mai 2017 : Favorable

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Fonds de soutien aux industries techniques cinématographiques et audiovisuelles de la Région Ile-de-France	30 000,00 €
	Montant total	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019440

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PIEGEES

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 280 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STEPHAN FILMS
Adresse administrative : 3 RUE SAINT PHILIPPE DU ROULE
75008 PARIS
Statut Juridique :
Représentant : Madame VERA BELMONT

N° SIRET : 66201904100034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : RGEC 651/2014 (publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : l'aide à la production du long métrage de fiction PIEGEES de Milka Assaf

Date prévisionnelle de début de projet : 27 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteure-Réalisatrice : Milka Assaf

Synopsis : Avril 2014 - Laurence, reporter photographe française, est prise en otage en Syrie par des djihadistes de l'Etat Islamique en Irak et au Levant. Sa geôlière en Niqab, longtemps mutique, s'avérera être une jeune française embrigadée en France pour le Djihad. Cinq jours après le kidnapping, une attaque du groupe ennemi Al Nosra change la donne. L'otage et la geôlière, brutalisée et blessée par balle, se retrouvent toutes deux prisonnières dans la même cellule. Le rapport de force est inversé.

Commentaires : Après des études de philosophie à la Sorbonne puis l'IDHEC (aujourd'hui la Fémis), Milka Assaf alterne au long de sa carrière fictions et documentaires, cinéma et télévision. Pour ce 2e long-métrage de fiction, elle s'immerge dans une réalité qu'on voit peu et qui hante désormais nos quotidiens.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses fabrication en IDF	2 040 000,00	81,44%
Dépenses fabrication hors IDF	60 000,00	2,40%
Autres dépenses	405 000,00	16,17%
Total	2 505 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	725 000,00	28,94%
Distribution et Ventes (Urban)	300 000,00	11,98%
TV divers en cours	600 000,00	23,95%
Avance sur recettes en cours	300 000,00	11,98%
Sofica divers	300 000,00	11,98%
Aide régionale proposée	280 000,00	11,18%
Total	2 505 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	140 000,00 €
2018	140 000,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma 2e session 2017 en date du 27 avril 2017 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019459

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LES PETITS MAITRES DU GRAND HOTEL

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	68 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TS PRODUCTIONS
Adresse administrative : 73 RUE NOTRE DAME DES CHAMPS
75006 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame Miléna POYLO, Productrice

N° SIRET : 33942875700027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : RGEC 651/2014 (publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : de l'aide à la production du long-métrage documentaire LES PETITS MAITRES DU GRAND HOTEL de Jacques Deschamps

Date prévisionnelle de début de projet : 28 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteur-Réalisateur : Jacques Deschamps

Synopsis : A l'hôtel Lesdiguières, les élèves du lycée d'application hôtelière de Grenoble sont formés pour servir, cuisiner et nettoyer. Apprendre à bien se tenir, sourire, accueillir, à exécuter des ordres sans faillir, cela va-t-il de soi lorsqu'on a seize ans ?

Par moments, les élèves esquissent un pas de danse, entament un chœur : une façon d'enchanter et perturber la hiérarchie et l'ordre immuable des palaces où ils officieront peut-être un jour. (Documentaire

musical)

Commentaires : Dîplomé de l'IDHEC (aujourd'hui LA FEMIS), JAcques Deschamps a été assistant réalisateur avant de se lancer dans la réalisation de documentaires mais aussi de fictions. Il réalise ici un "documentaire musical".

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDf	280 000,00	55,23%
Dépenses de fabrication hors IDF	153 000,00	30,18%
Autres dépenses	74 000,00	14,60%
Total	507 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	74 000,00	14,60%
CNC Avance sur recettes	150 000,00	29,59%
Rhône Alpes	80 000,00	15,78%
CNC Musique	10 000,00	1,97%
SACEM	25 000,00	4,93%
Diffuseurs divers	100 000,00	19,72%
Aide régionale proposée	68 000,00	13,41%
Total	507 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	34 000,00 €
2018	34 000,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma 2e session 2017 en date du 27 avril 2017 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019486

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : M6 STUDIO 28/02/2017 LONG METRAGE D'ANIMATION : ASTERIX ET LE SECRET DE LA POTION MAGIQUE.

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	630 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : M6 STUDIO
Adresse administrative : 89 AVENUE CHARLES DE GAULLE
92200 NEUILLY-SUR-SEINE
Statut Juridique :
Représentant : Monsieur PHILIPPE BONY

N° SIRET : 42811529900011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : RGEC 651/2014 (publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : Long métrage d'animation : Astérix et le secret de la potion magique.

Date prévisionnelle de début de projet : 28 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteurs- Réalisateurs : Louis Clichy et Alexandre Astier

Synopsis : Le druide Panoramix décide qu'il est temps pour lui de trouver un successeur et de partir à la recherche d'un jeune druide à qui il pourra enseigner la recette de sa potion qui donne une force surhumaine. C'est peut-être l'occasion pour César de s'emparer enfin du village des irréductibles Gaulois, et pourquoi pas aussi, du secret de la potion magique ?

Commentaires : Ces deux auteurs à l'humour formidablement déjanté collaborent à nouveau ensemble ici pour un scénario original, adoubé par les ayant droits de cette bande dessinée mythique.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDF	27 300 000,00	80,98%
Dépenses de fabricaiton hors IDF	55 000,00	0,16%
Autres dépenses	6 355 000,00	18,85%
Total	33 710 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	14 380 000,00	42,66%
Coproducteur-Partenaire technique (Mikros)	2 500 000,00	7,42%
TV divers (Groupe M6)	2 200 000,00	6,53%
Coproducteur M6 Films	2 000 000,00	5,93%
Tous mandats France et Monde (SND)	8 500 000,00	25,22%
TV Payantes	3 500 000,00	10,38%
Aide régionale proposée	630 000,00	1,87%
Total	33 710 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	315 000,00 €
2019	315 000,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma 2e session 2017 en date du 27 avril 2017 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019488

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CURIOSA

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 280 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CURIOSA FILMS
Adresse administrative : 8 RUE LINCOLN
75008 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Olivier DELBOSC, Producteur

N° SIRET : 81325153500015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : RGEC 651/2014 (publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : aide à la production du long-métrage de fiction CURIOSA de Lou Jeunet

Date prévisionnelle de début de projet : 28 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Réalisatrice : Lou Jeunet

Auteures : Lou Jeunet et Raphaëlle Desplechin-Valbrune

Synopsis : Pour éponger les dettes de son père, José Maria de Heredia, Marie, sa fille cadette, épouse le poète Henri de Régnier. Mais c'est Pierre Louÿs qu'elle aime, le meilleur ami de son mari, poète lui aussi, érotomane et grand voyageur. C'est avec lui qu'elle va vivre une initiation à l'amour et à l'érotisme, à travers la liaison photographique et littéraire qu'ils s'inventent ensemble.

Commentaires : Inspirée par des personnages et faits réels, Lou Jeunet propose un premier film audacieux, une variation sensible et sensuelle autour de l'art, la création et l'amour, portée par Curiosa Films.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDF	2 482 000,00	83,79%
Autres dépenses	480 000,00	16,21%
Total	2 962 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	1 012 000,00	34,17%
Ventes internationales (Memento)	350 000,00	11,82%
CNC avance sur recettes	450 000,00	15,19%
TV	600 000,00	20,26%
Distribution France	150 000,00	5,06%
Sofica divers	120 000,00	4,05%
Aide régionale proposée	280 000,00	9,45%
Total	2 962 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	140 000,00 €
2018	140 000,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma 2e session 2017 en date du 27 avril 2017 : Favorable

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Fonds de soutien aux industries techniques cinématographiques et audiovisuelles de la Région Ile-de-France	288 000,00 €
2016	Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)	680 000,00 €
	Montant total	968 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019491

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DEUX FILS

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 361 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NORD OUEST FILMS
Adresse administrative : 41 RUE DE LA TOUR D AUVERGNE
75009 PARIS 09
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Christophe ROSSIGNON, Producteur

N° SIRET : 30917380500040

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : RGEC 651/2014 (publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : l'aide à la production du long métrage de fiction DEUX FILS de Félix Moati

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Réalisateru : Felix Moati

Auteurs : Fleix Moati et FLorence Seyvos

Synopsis : Ivan, Joachim et Joseph, les Zuccharelli, une famille à eux trois, une famille d'hommes. Ils ne se comprennent pas toujours mais veillent discrètement les uns sur les autres. En s'écoutant aux portes, plutôt que se dire en face qu'ils s'aiment, et en se démenant comme ils peuvent, ils vont se frayer un nouveau chemin dans cette vie qui semblait leur échapper. Parce que les Zuccharelli, « ce sont des tigres ! ».

Commentaires : Après le remarqué court-métrage Après Suzanne, Felix Moati réalise ici son premier long métrage, sur un scénario co écrit avec Florence Seyvos (collaboratrice notamment d'Arnaud Desplechin). Un regard sensible sur une "famille d'hommes" au prise avec la vie.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDF	3 600 000,00	77,27%
Dépenses de fabrication hors IDF	400 000,00	8,59%
Autres dépenses	659 000,00	14,14%
Total	4 659 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	1 098 000,00	23,57%
TV Divers	1 750 000,00	37,56%
Distribution et Ventes internationales (Le Pacte)	700 000,00	15,02%
CNC Avance sur recettes	450 000,00	9,66%
Sofica en cours	300 000,00	6,44%
Aide régionale proposée	361 000,00	7,75%
Total	4 659 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	180 500,00 €
2018	180 500,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma 2e session 2017 en date du 27 avril 2017 : Favorable

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Fonds de soutien aux industries techniques cinématographiques et audiovisuelles de la Région Ile-de-France	720 000,00 €
	Montant total	720 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019496

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : L'HEURE DE LA SORTIE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 287 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AVENUE B PRODUCTIONS - AVENUE B
Adresse administrative : 7 B RUE GEOFFROY MARIE
75009 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame CAROLINE BONMARCHAND, GERANTE

N° SIRET : 44371532100016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : RGEC 651/2014 (publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : L'HEURE DE LA SORTIE
Sébastien Marnier

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Réalisateur : Sébastien Marnier

Auteurs : Sébastien Marnier et Elise Griffon (d'après un roman de Christophe Dufossé (Prix du premier roman 2002))

Synopsis : Lorsque Pierre Hoffman intègre le collège St Joseph pour suppléer un jeune professeur de Français qui vient de se jeter par la fenêtre de sa classe, il décèle chez les 3ème 1 des comportements étranges. Soudés, anormalement disciplinés et brillantes, ces adolescents forment un bloc impénétrable.

Surtout, ils dégagent une hostitité diffuse, une violence sourde dont Pierre sent bien qu'elle pourrait devenir extrême et dangereuse.

Commentaires : Après Irréprochable, son premier film porté par Marina Fois et qui a connu un grand succès en France et à l'international, Sebastien Marnier poursuit avec un thriller psychologique. Cette fois-ci le suspens se teinte de mystère.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDF	2 800 000,00	82,86%
Autres dépenses	579 000,00	17,14%
Total	3 379 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	937 000,00	27,73%
Distribution (Haut et court)	150 000,00	4,44%
Ventes internaitonales (Celluloid)	150 000,00	4,44%
TV divers	1 400 000,00	41,43%
CNC divers aides	255 000,00	7,55%
Sofica divers	200 000,00	5,92%
Aide régionale proposée	287 000,00	8,49%
Total	3 379 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	143 500,00 €
2018	143 500,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma 2e session 2017 en date du 27 avril 2017 : Favorable

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Fonds de soutien aux industries techniques cinématographiques et audiovisuelles de la Région Ile-de-France	264 000,00 €
	Montant total	264 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019498

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : UN AMOUR IMPOSSIBLE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 326 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAZ PRODUCTIONS
Adresse administrative : 9 AVENUE VERDIER
92120 MONTROUGE
Statut Juridique :
Représentant : Madame ELISABETH PEREZ

N° SIRET : 39484524200038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : RGEC 651/2014 (publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : aide à la production du long-métrage fiction UN AMOUR IMPOSSIBLE de Catherine Corsini

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Réalisatrice : Catherine Corsini

Auteurs : Catherine CORSINI et Laurettte POLMANSS. Basé sur le roman de Christine ANGOT

Synopsis : De 1958 à nos jours. L'histoire d'un amour inconditionnel entre une mère et sa fille qui va être mis en danger par un père défaillant et manipulateur.

Commentaires : Catherine Corsini monte à Paris à 18 ans pour devenir comédienne. Elève d'Antoine

Vitez et Michel Bouquet au Conservatoire, elle se découvre peu à peu un goût pour l'écriture et devient scénariste tout en réalisant quelques courts métrages en en travaillant pour le théâtre.En 1987, son premier long métrage, Poker, est un film noir avec Caroline Cellier. C'est le début d'une accière parsemée de portraits de femmes portées par des actrices au firmament : La Nouvelle Eve qui révèle Karin Viard, La Répétition avec le duo Emmanuelle Béart/Pascal Buissières ou récemment La Belle Saison avec Cécile de France et Izia Higelin.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDF	5 180 000,00	68,96%
Dépenses de fabrication hors IDF	1 194 000,00	15,89%
Autres dépenses	1 138 000,00	15,15%
Total	7 512 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	2 456 000,00	32,69%
Fonds étranger (aides diverses)	330 000,00	4,39%
TV diverses	2 600 000,00	34,61%
Tous mandats France et monde (Le Pacte)	900 000,00	11,98%
CNC avance sur recettes	730 000,00	9,72%
Autres région (Grand Est)	170 000,00	2,26%
Aide régionale proposée	326 000,00	4,34%
Total	7 512 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	163 000,00 €
2018	163 000,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma 2e session 2017 en date du 27 avril 2017 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019515

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SUN

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 275 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES PRODUITS FRAIS
Adresse administrative : 1 IMPASSE DE LA BALEINE
75011 PARIS
Statut Juridique :
Représentant : Monsieur DAMIEN LAGOGUE, Autre

N° SIRET : 52253178900017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : RGEC 651/2014 (publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : l'aide à la production du long-métrage de fiction SUN de Jonathan Desoindre

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Réalisateur : Jonathan Desoindre

Auteurs : Jonathan Desoindre et Thomas Wallon

Synopsis : Sunil Patel, dit Sun, est un livreur de 30 ans d'origine indienne. Il mène une vie effrénée dans le Paris d'aujourd'hui, mais tout menace de s'arrêter le jour où ses employeurs Chinois mettent fin à leurs activités illégales. Pour continuer à travailler, Sun décide de monter une vraie société de coursiers. Son plan est vite compliqué par l'arrivée inopinée de son cousin, joueur de sitar venu à Paris pour faire carrière, et auquel Sun doit promettre un concert à l'Olympia. Pris dans ses mensonges

Commentaires : Pour ce premier long métrage, Jonathan Desoindre signe une comédie d'aventures sociale, au coeur du territoire francilien.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDF	1 721 000,00	84,24%
Autres dépenses	322 000,00	15,76%
Total	2 043 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	673 000,00	32,94%
CNC Avance sur recettes	500 000,00	24,47%
Distribution (Haut et court)	25 000,00	1,22%
Sofica divers en cours	200 000,00	9,79%
TV en cours	320 000,00	15,66%
Video en cours	25 000,00	1,22%
Ventes internationales en cours	25 000,00	1,22%
Aide régionale proposée	275 000,00	13,46%
Total	2 043 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	137 500,00 €
2018	137 500,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma 2e session 2017 en date du 27 avril 2017 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019518

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DE CHAQUE INSTANT

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 90 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARCHIPEL 35
Adresse administrative : 52 RUE CHARLOT
75003 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur DENIS FREYD, Producteur

N° SIRET : 41178930800029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : RGEC 651/2014 (publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : de l'aide à la production dulong métrage documentaire DE CHAQUE INSTANT de par Nicolas Philibert

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteur-Réalisateur : Nicolas Philibert

Synopsis : Chaque année, en France, elles sont des dizaines de milliers à se lancer dans les études qui leur permettront de devenir infirmières.

Admises au sein d'un IFSI - Institut de Formation en Soins Infirmiers - elles vont passer trois ans entre cours théoriques, travaux

dirigés, exercices pratiques et stages sur le terrain. En suivant quelques-unes d'entre elles, ce film se propose de retracer les hauts et

les bas d'un apprentissage difficile.

Commentaires : Réalisateur connu et salué en France comme à l'international, Nicolas Philibert explore ici le monde médical. Il s'est immergé plusieurs mois pour saisir ce quotidien dense et intense et l'intimité des protagonistes.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDF	813 000,00	79,78%
Dépenses de fabrication hors IDF	0,00	0,00%
Autres dépenses	206 000,00	20,22%
Total	1 019 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur divers	468 000,00	45,93%
TV Divers	351 000,00	34,45%
Media Creative	20 000,00	1,96%
Distribution France (Films du Losange)	40 000,00	3,93%
Edition Video (Blaq Out)	25 000,00	2,45%
Ventes internationales (DocAndFilm)	25 000,00	2,45%
Aide régionale proposée	90 000,00	8,83%
Total	1 019 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	45 000,00 €
2018	45 000,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma 2e session 2017 en date du 27 avril 2017 : Favorable

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)	500 000,00 €
	Montant total	500 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019521

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : UN HOMME PRESSE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 446 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALBERTINE PRODUCTIONS
Adresse administrative : 13 RUE YVES TOUDIC
75010 PARIS
Statut Juridique :
Représentant : Monsieur MATTHIEU TAROT

N° SIRET : 44798307300043

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : RGEC 651/2014 (publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : aide à la production du long métrage de fiction UN HOMME PRESSE de Hervé Mimran

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Réalisateur : Hervé Mimran

Auteurs : Hervé Mimran et Hélène Fillières

Synopsis : Alain est un homme d'affaires pressé, puissant et respecté. Son temps est précieux et il n'aime pas le perdre. Dans sa vie, aucune place pour les loisirs ou la famille. Lorsqu'un jour un AVC le stoppe net dans son élan.
Pendant son séjour à l'hôpital, il va être pris en main par Jeanne, une jeune orthophoniste, qui l'aide à prendre conscience de la situation et que pour se reconstruire il doit apprendre la patience. Prendre le

temps et comprendre qu'il est passé à côté d'une partie de sa vie.

Commentaires : Hervé Mimran commence sa carrière au cinéma sur le court métrage Dansons sur le ring en 1992, en tant qu'assistant opérateur. Il travaille par la suite pour la télévision en réalisant les émissions "La Minute Blonde" où le personnage de Frédérique Bel, Dorothy Doll, reçoit chaque jour un invité en carton entre 2004 et 2006.C'est en 2006, justement, qu'il fait la connaissance de Géraldine Nakache sur le tournage de Comme t'y es belle!, dont il signe le scénario. Quatre ans plus tard, ils écrivent et réalisent ensemble Tout ce qui brille! puis Nous York. Il réalise ici en solo.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDF	7 384 000,00	92,39%
Dépenses de fabrication hors IDF	59 000,00	0,74%
Autres dépenses	549 000,00	6,87%
Total	7 992 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	2 246 000,00	28,10%
Chaines TV divers	3 000 000,00	37,54%
Tous mandats France et Monde (Gaumont)	2 300 000,00	28,78%
Aide régionale proposée	446 000,00	5,58%
Total	7 992 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	223 000,00 €
2018	223 000,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma 2e session 2017 en date du 27 avril 2017 : Favorable

ANNEXE N°3 A LA DELIBERATION CONVENTIONS TYPES DU FONDS DE SOUTIEN CINEMA ET AUDIOVISUEL

FONDS DE SOUTIEN CINEMA ET AUDIOVISUEL

CONVENTION N°

ENTRE

LA REGION ILE-DE-FRANCE

ET

LA SOCIETE DE PRODUCTION BENEFICIAIRE

TITRE DE L'OEUVRE

ŒUVRE CINEMATOGRAPHIQUE

LA REGION ILE-DE-FRANCE, représentée par sa présidente Valérie PECRESSE, *en vertu de la délibération n°CR88-15 du 18 décembre 2015* ci-après dénommée "LA REGION" d'une part, et

LA SOCIETE DE PRODUCTION :

Nationalité :

dont le siège social est situé :

bureaux en France (le cas échéant) situés :

Numéro d'identification de la société, pour les sociétés françaises, N° SIRET :

représentée par le représentant légal de la société :

En qualité de :

Ci-après dénommée "LE PRODUCTEUR", d'autre part,

sont convenues de ce qui suit :

PREAMBULE

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif régional *Fonds de soutien Cinéma et Audiovisuel* adopté par délibération du Conseil régional *n° CR 2017-10 du 27 janvier 2017.*

L'attribution des aides du Fonds de soutien de la Région Ile-de-France est soumise aux dispositions du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles

107 et 108 du traité, notamment celles prévues par le Chapitre 1er et l'article 54 de la Section 11 relatif aux régimes d'aides en faveur des œuvres audiovisuelles.

L'attribution par la Région d'une aide financière et son versement se font dans le respect des dispositions des délibérations susvisées, de la délibération CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », des conditions de la présente convention et des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010, sauf dispositions contraires et dérogatoires de la présente convention.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° [CP d'attribution XXXXX] du [date CP d'attribution XXXXX], la Région a décidé d'attribuer au Producteur une aide financière remboursable, d'un montant de **€ [**composé d'une aide de base de …….. € et d'un bonus de ……. €] pour contribuer à la réalisation de l'œuvre cinématographique documentaire, de fiction ou d'animation intitulée…… de ……., qui sera ci-après appelée "L'ŒUVRE".

Caractéristiques de L'ŒUVRE :

Titre :

Nationalité du projet :

N° RPCA :

N° ISAN :

Réalisateur (s) :

Auteur (s) :

Nature (documentaire de création, fiction ou animation) :

Interprètes principaux :

Durée et format :

Date de début de tournage ou de fabrication de l'animation :

Lieux de tournage ou de fabrication de l'animation :

Durée totale du tournage ou de fabrication de l'animation en jours **:**

Durée du tournage ou de fabrication de l'animation en Ile-de-France (en jours) **:**

Budget total prévisionnel de l'œuvre (en €) :

Budget prévisionnel (hors frais généraux, imprévus et poste 9) **de l'œuvre :**

Budget prévisionnel (hors frais généraux, imprévus et poste 9) **dépensé en Ile-de-France :**

Pourcentage du budget (hors frais généraux, imprévus et poste 9) **dépensé en Ile-de-France :**

Nombre de stagiaires embauchés en vertu de la présente convention :

[Bonification pour :

- **…..% dépenses techniques exceptionnelles**
- **Technologies ou pratiques innovantes : *description*]**

L'aide étant déterminée en fonction des éléments ci-dessus, elle pourra être réduite ou annulée en cas de changement. Pour mémoire, l'éligibilité de l'œuvre, objet de la convention est conditionnée par le respect des deux critères suivants : 50% minimum du tournage en Ile-de-France pour les fictions et 50% des dépenses (hors frais généraux, imprévus et poste 9) en Ile-de-France pour tous les types d'œuvres.

ARTICLE 2 : LES OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR :

La Région Ile-de-France doit apparaître en tant que partenaire culturel et financier de l'œuvre. Le Producteur s'engage en conséquence à respecter l'intégralité des obligations décrites dans le présent article.

Le non-respect de ces dispositions entraîne l'annulation de l'aide financière et le remboursement des sommes éventuellement déjà versées.

Le producteur peut être :
Soit une société de production basée en France, producteur délégué, co-délégué ou exécutif,
Soit une société de production basée dans un pays de l'Union Européenne. Dans ce cas, il doit disposer au moment du versement de l'aide, d'une succursale ou d'une agence permanente en France, conformément au chap. 1 point 5 et 54 point 10 du RGEC 516/2014.

Article 2.1 : Information

- Le Producteur s'engage à prévenir par écrit la Région de tout changement pouvant compromettre la réalisation de l'œuvre ou/et le principe de l'intervention régionale tel que défini dans la présente convention et concernant notamment :

- Les auteur(s) et/ou réalisateur(s),
- Les caractéristiques de l'œuvre (nature, durée, coproduction(s), acteur(s),...),
- le producteur bénéficiaire (soit par cession des droits de l'œuvre à une autre société de production, soit au sein d'une coproduction déléguée),
- le budget, en cas de conséquences sur la part des dépenses prévues en Ile-de-France et la durée du tournage ou de la fabrication de l'animation (hors et en Ile-de-France),
- le financement de l'œuvre (aide(s) financière(s), coproduction(s)…
- le fonctionnement du bureau ou de la succursale en France en cas de producteur étranger

- Le Producteur s'engage à adresser au plus tard la veille du 1er jour de tournage, le devis estimatif et le plan de financement provisoire fournis à l'agrément des investissements du CNC ou un devis et un plan de financement actualisé en cas de non dépôt à l'agrément des investissements.

- Le Producteur s'engage à prévenir par écrit la Région de tout événement d'importance susceptible d'altérer l'économie de l'entreprise et le principe de l'intervention régionale, tel que défini dans la présente convention, notamment

- modification de l'équipe dirigeante,
- modification des statuts,
- cession d'éléments majeurs de l'exploitation,
- difficultés financières importantes susceptibles d'entraîner une cessation des paiements,
- cessation d'activité,
- ouverture d'une procédure collective,
- cession des droits de l'œuvre par le Producteur, dès cette cession.

Article 2.2 : Tournage

Le Producteur s'engage à :

- respecter les conditions de réalisation de l'œuvre telles que définies à l'article 1 de la présente convention,
- respecter le droit du travail français pour toutes les étapes de fabrication du film réalisées en Ile-de-France ainsi que les conventions collectives du secteur lorsque ces accords sont étendus. Le Producteur devra être en mesure de présenter les contrats de travail des intermittents techniques et artistiques,
- dans le cas d'une fiction, adresser à la Région le plan de travail initial avant le premier jour de tournage et le plan de travail définitif dès la fin du tournage,
- dans le cas d'une fiction, adresser quotidiennement par mail à la Région pendant le tournage un exemplaire des feuilles de service,
- organiser la venue de représentants de la Région pour suivre le tournage et visionner le montage avant mixage.
- Adresser au plus tard la veille du 1er jour de tournage, le devis estimatif et le plan de financement provisoire fournis à l'agrément des investissements du CNC ou un devis et un plan de financement actualisés en l'absence de demande d'agrément.

Article 2.3 : Génériques

Le Producteur s'engage à :

- soumettre à l'accord préalable écrit de la Région la rédaction et la maquette des génériques de début et de fin,
- mentionner au générique de début de l'œuvre : **« avec le soutien de la Région Ile-de-France »**,
- mentionner au générique de fin : « **avec le soutien de la Région Ile-de-France, en partenariat avec le CNC »**. Dans l'hypothèse où l'œuvre n'a pas été agréée par le CNC, la mention sera la suivante : « avec le soutien de la Région Ile-de-France »,
- faire figurer au générique de fin le logo de la Région dès lors que d'autres logos y figurent. Dans ce cas, le logo de la Région devra apparaître dans des conditions identiques (notamment de taille) à celles des autres partenaires, dans le respect de sa charte graphique.

Article 2.4 : Promotion :

Le Producteur s'engage à :

- soumettre à l'accord préalable écrit de la Région l'ensemble du matériel promotionnel. Il devra faire figurer la mention **« avec le soutien de la Région Ile-de-France** » sur tous les documents promotionnels ou d'information, notamment les maquettes des affiches, dossiers et articles de presse, invitations, etc.,
- faire figurer le logo de la Région sur le DVD et tous les documents promotionnels ou d'information, toutes les affiches, dossiers et articles de presse, invitations, etc. dès lors que d'autres logos y figurent. Dans ce cas, le logo de la Région devra apparaître dans des conditions identiques (notamment de taille) à celles des autres logos, dans le respect de sa charte graphique,
- tenir informée la Région à l'avance des sélections en festivals, puis des prix et récompenses décernés dès leurs annonces.
- avertir la Région de la sortie en salle de l'œuvre, au minimum 1 mois avant la date.

Article 2.5 : Projections :

Le Producteur s'engage à :

- inviter les représentants de la Région à l'avant-première officielle de l'œuvre organisée par le Producteur et/ou le distributeur avant la sortie en salle. La liste des invités de la Région Ile-de-France sera transmise par la Région au Producteur. Les invitations devront être transmises à la Région au moins 8 jours avant l'évènement.
- mettre à disposition de la Région à sa demande une copie de l'œuvre destinée à une éventuelle projection organisée par la Région, en présence, quand cela est possible, du Producteur, du réalisateur et des comédiens principaux.
- Organiser, à la demande de la Région, des avant-premières ou des projections à destination des lycéens et apprentis franciliens,

Article 2.6 : Matériels à remettre à la Région

Le Producteur s'engage à remettre systématiquement à la Région dès l'édition de chaque matériel :

- 30 cartons d'invitation de deux personnes valables dans toutes les salles où l'œuvre est exploitée,
- 2 grandes affiches que la Région pourra utiliser librement, tant pour la promotion de l'œuvre que pour celle de la Région, du visuel de l'affiche,
- 3 affichettes,
- un exemplaire de tout document promotionnel,
- au moins 3 photos d'exploitation de l'œuvre libres de droit sur support numérique que la Région pourra utiliser librement, tant pour la promotion de l'œuvre que pour celle de la Région,
- 1 affiche, 1 dossier de presse et 1 revue de presse sur support numérique,
- 3 exemplaires de chaque produit dérivé (CD, livres, jouets…),
- 5 exemplaires DVD de l'œuvre **dès l'édition de ce support**.

Article 2.7 : recrutement de stagiaires

Le Producteur s'engage à :

- recruter à partir de la date du vote de l'aide en Commission permanente, 3 stagiaires ou alternants pour les fictions et animations, 2 pour les documentaires, pour une durée minimum de 2 mois chacun et fournir une copie des conventions de stage correspondantes conclues avec les organismes de formation dans lesquels les stagiaires poursuivent leur formation. Chaque stagiaire devra être rémunéré et conventionné avec un maître de stage,
  Le producteur saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrats d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. Cette saisit peut être effectuée dès le du dépôt du dossier.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'ils pourraient rencontrer dans leur déroulement.

Article 2.8 : *obligations relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité*

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. (Pour rappel cette charte a été signée lors du dépôt du dossier de demande d'aide)

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

L'aide accordée par la Région est versée sous réserve du respect par le Producteur des stipulations de la présente convention.

Article 3.1 : Caducité

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Région, le producteur dispose d'un délai de trois ans**, à compter de la délibération d'attribution de l'aide** financière remboursable par l'assemblée délibérante pour faire sa demande de premier acompte à l'administration régionale. A défaut, **la subvention devient caduque**.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum sur demande argumentée du producteur, s'il établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage du projet ne lui sont pas imputables.

Le Producteur dispose d'un délai maximum de quatre ans à compter de la date de demande de premier acompte pour présenter le solde de l'aide. A défaut, le reliquat de l'aide non versé est caduc.

Article 3.2 : Modalités de versement

Le versement est effectué en une ou deux fois selon les modalités suivantes :

➢ **Un acompte inférieur ou égal à 50% du montant de la subvention**, peut être versé à la fin du tournage ou lorsque le Producteur a déjà engagé la moitié de ses dépenses de fabrication de l'animation, à valoir sur les paiements déjà effectués par le producteur, après présentation par celui-ci d'une demande de paiement comprenant les pièces justificatives suivantes :

- le formulaire de demande de versement de l'acompte, dûment complété, signé et cacheté,
- un état récapitulatif détaillé des dépenses certifiées acquittées par le Producteur, réparties entre les différents types de dépenses et lieux de production, faisant apparaître les dépenses en Région Ile-de-France. Ce document devra être dûment complété, signé et cacheté par le Producteur signataire de la convention.
- Si la société de production bénéficiaire est basée dans un autre pays de l'Union Européenne, le producteur devra fournir les statuts de la succursale ou de l'agence permanente établie en France ainsi que la copie du contrat de travail de son représentant.

En complément des pièces justificatives listées ci-avant, le Producteur devra obligatoirement transmettre les éléments suivants (ces éléments sont réservés au seul ordonnateur):

- les feuilles de service et le plan de travail définitif,
- la liste détaillée des personnels engagés sur le tournage ou la fabrication de l'animation,
- le détail des lieux de tournage (nom des propriétaires, adresse, éventuellement photos),
- un extrait Kbis,
- les statuts de la société,
- les attestations de régularité de l'entreprise vis-à-vis des obligations fiscales et sociales: Trésor public et Direction générale des impôts (services fiscaux), URSSAF et ASSEDIC, ou autres régimes d'affiliation (MSA, etc.),
- les contrats du Producteur avec les partenaires financiers (notamment co-producteurs, distributeurs, diffuseurs, etc.), de cessions, etc.,
- la copie de l'agrément des investissements, le cas échéant.

- [Un état provisoire des dépenses liées à l'obtention du bonus]

➢ **Le solde** est versé après achèvement de la réalisation de l'œuvre.

Après présentation par le Producteur d'une demande de paiement comprenant les pièces justificatives suivantes :

- le formulaire de demande de versement de l'acompte, dûment complété, signé et cacheté,
- le coût définitif détaillé faisant apparaître dans une colonne à part les dépenses en Région Ile-de-France (celui de l'agrément de production pour les œuvres éligibles au crédit d'impôt). Ce document devra être dûment complété, signé et cacheté par un commissaire aux comptes
- le plan de financement définitif (celui de l'agrément de production pour les œuvres éligibles au crédit d'impôt ou celui déposé à l'agrément de production si l'œuvre n'est pas éligible au crédit d'impôts) certifié par un commissaire aux comptes.

En complément des pièces justificatives listées ci-avant, le producteur devra obligatoirement transmettre les éléments suivants (ces éléments sont réservés au seul ordonnateur):

- La bible définitive du tournage (en version numérique),
- [Le bilan détaillé et chiffré des dépenses particulières justifiant l'obtention du bonus, certifiés par le Producteur et les justificatifs correspondants.]
- Les justificatifs de recrutement des stagiaires ou alternants mentionnés à l'article 2.7 de la présente convention (conventions de stage ou contrat de travail signés) et attestations de dépôt en ligne
- la DADS (déclaration annuelle des salaires) du producteur sur l'œuvre aidée,
- une copie de tous les contrats de financement, notamment coproductions, mandats, préventes, aides, subventions et cessions télévisuelles et à l'étranger de l'œuvre.
- Le visa d'exploitation

La Région se réserve le droit de demander au Producteur tout document permettant d'attester la réalisation des actions et l'emploi des fonds.

Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur général des Finances de Paris – Trésorier général de la Région Ile-de-France.

En cas de cession de créance, elle doit, sous peine de nullité, être directement notifiée au comptable assignataire des paiements, à l'adresse suivante :

Recette Générale des Finances de Paris
Service Région
94 rue Réaumur
75104 Paris Cedex 02

Article 3.3 : Révision du montant de l'aide

En cas de diminution de plus de 10% du budget définitif (hors frais généraux, imprévus et poste 9), par rapport au budget prévisionnel indiqué à l'article 1 de la présente convention, l'aide pourra être réduite en conséquence ou annulée.

Si la durée du tournage en Ile-de-France réalisée est inférieure à 50% de la durée totale du tournage pour les fictions, et/ou si les dépenses définitives en Ile-de-France sont inférieures à 50% du coût définitif pour tous les types d'œuvres (hors frais généraux, imprévus et poste 9), l'aide pourra être annulée et les sommes déjà perçues devront être remboursées.

[Si les conditions d'attribution du bonus ne sont pas réunies, le bonus pourra être annulé]

Article 3.4 : Modalités de remboursement de l'aide financière

L'aide financière attribuée par la Région est remboursable par le Producteur en cas de résultat bénéficiaire.

Une œuvre est réputée bénéficiaire lorsque le total des financements et des recettes excède le coût certifié, selon le calcul de la remboursabilité de l'aide ci-dessous.

En cas de résultat bénéficiaire, le montant des remboursements exigés du Producteur par la Région est déterminé par le taux résultant de la formule suivante :

$$\frac{\text{aide financière}}{\text{coût définitif de l'œuvre}} \times 100$$

appliqué au résultat bénéficiaire annuel, calculé selon le modèle ci-après et envoyé avec le compte rendu financier (voir ci-dessous).

Le calcul de la remboursabilité de l'aide devra être certifié par un expert comptable ou un commissaire aux comptes si la société en est dotée, et remis à la Région chaque année pendant cinq ans à partir de la date de sortie française (premier diffuseur).

Le Producteur s'engage à remettre à la Région un compte rendu financier portant sur chaque année d'exploitation de l'œuvre à compter de cette date de sortie (compte rendu identique à celui transmis au CNC le cas échéant). Il doit ainsi présenter chaque année :

- les décomptes d'exploitation annuels de l'œuvre, tous supports confondus et tous modes d'exploitation connus ou inconnus à ce jour, notamment les recettes d'exploitation en salle, vidéo, télévisuelle, à l'étranger, produits dérivés, etc.,
- le calcul de la remboursabilité de l'aide selon le mode de calcul suivant :

CALCUL DE LA REMBOURSABILITE DE L'AIDE REGIONALE	
	en €
Coût de l'œuvre certifié par les commissaires aux comptes	
- préachats (détaillés)	_

	_
	_
- minima garantis versés par les mandataires (détaillés)	_
	_
	_
- autres sources de financement dont subventions et crédit d'impôt (détaillées)	_
	_
- Fonds de soutien investi	_
= apport producteur restant à amortir	=
- RNPP Salles	_
- RNPP Vidéo	_
- RNPP Etranger	_
- RNPP TV	_
- RNPP autres	_
= Résultat bénéficiaire ou déficitaire de l'œuvre	=
% de la région (aide de la Région Ile France/ coût de l'œuvre)	%
= Remboursement à la Région : % de la Région X Résultat bénéficiaire	=

Sachant que :
- les Recettes nettes part producteur (RNPP) seront celles du producteur telles que définies dans les contrats,
- les RNPP prises en compte pour le calcul seront nettes des reversements des prêts et avances (soficas, avance sur recettes…) dans la limite du montant de leur apport initial. Les reversements aux autres ayant-droits (co-producteurs, auteurs, acteurs, participations, etc.) ne sont pas opposables à la Région Ile-de-France,
- les cessions éventuelles des droits corporels et incorporels de l'œuvre par le Producteur sont considérées comme une cession de l'œuvre et entrent dans le calcul du résultat ci-dessus.

Le montant des remboursements est plafonné au montant de l'aide financière accordée par la Région.

L'obligation de remboursement court pendant les cinq premières années d'exploitation de l'œuvre et ne s'éteint que lorsque le producteur a transmis à la Région l'ensemble des décomptes sur toute la période, et, le cas échéant lorsqu'il s'est acquitté des sommes dues à la Région.

A défaut de présentation à la Région de ces pièces et éléments, le remboursement de l'aide devient immédiatement exigible et le producteur sera inéligible à une nouvelle aide.

ARTICLE 4 : DELAI DE REALISATION ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de l'aide financière remboursable au Producteur. Elle expire le jour du 6ème anniversaire de la date de sortie en salle de l'œuvre, sous réserve du respect des obligations du Producteur, définies dans la présente convention.

ARTICLE 5 : REVERSEMENT – CONTROLE - RESILIATION

Le non-respect d'une ou de plusieurs obligations du Producteur au titre de la présente convention peut entrainer automatiquement l'annulation des sommes en cours de mandatement et le remboursement des sommes déjà versées.

L'aide deviendra immédiatement et de plein droit exigible dans le cas où les justifications et documents fournis à l'appui de la demande d'aide auraient été reconnus insuffisants ou faux en tout ou partie.

La Région peut procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions, de l'emploi des fonds, des recettes et du calcul des montants à lui rembourser. Le producteur s'engage à lui permettre l'accès à tout document administratif, financier et comptable, ainsi qu'à toute pièce justificative.

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale et notamment des obligations relatives au recrutement des stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

Un producteur qui ne serait pas en règle avec ses obligations envers la Région nées d'une convention précédente ne pourra présenter de nouvelle candidature à aucune aide régionale.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant préalablement soumis à l'approbation de la Commission permanente du Conseil régional.

ARTICLE 7 : INSCRIPTION AU REGISTRE PUBLIC DE LA CINEMATOGRAPHIE ET DE L'AUDIOVISUEL

Le Producteur procèdera à l'inscription de la présente convention dès sa signature. Les frais étant comptabilisés dans le coût de l'œuvre.

Fait en trois exemplaires originaux dont un au R.P.C.A.

Le .....
Pour la Région Ile-de-France

Le.....
Pour la société

Valérie PECRESSE (*signature et cachet*)	LE PRODUCTEUR (*signature et cachet*)

FONDS DE SOUTIEN CINEMA ET AUDIOVISUEL

CONVENTION N°

ENTRE

LA REGION ILE-DE-FRANCE

ET

LA SOCIETE DE PRODUCTION BENEFICIAIRE

TITRE DE L'OEUVRE

ŒUVRE AUDIOVISUELLE

LA REGION ILE-DE-FRANCE, représentée par sa présidente Valérie PECRESSE, *en vertu de la délibération n°CR88-15 du 18 décembre 2015* ci-après dénommée "LA REGION" d'une part, et

LA SOCIETE DE PRODUCTION :

Nationalité :

dont le siège social est situé :

bureaux en France (le cas échéant) situés :

Numéro d'identification de la société, pour les sociétés françaises, N° SIRET :

représentée par le représentant légal de la société :

En qualité de :

Ci-après dénommée "LE PRODUCTEUR", d'autre part,

sont convenues de ce qui suit :

PREAMBULE

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif régional *Fonds de soutien Cinéma et Audiovisuel* adopté par délibération du Conseil régional *n° CR 2017-10 du 27 janvier 2017.*

L'attribution des aides du Fonds de soutien de la Région Ile-de-France est soumise aux dispositions du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles

107 et 108 du traité, notamment celles prévues par le Chapitre 1er et l'article 54 de la Section 11 relatif aux régimes d'aides en faveur des œuvres audiovisuelles.

L'attribution par la Région d'une aide financière et son versement se font dans le respect des dispositions des délibérations susvisées, de la délibération CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », des conditions de la présente convention et des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010, sauf dispositions contraires et dérogatoires de la présente convention.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° [CP d'attribution XXXXX] du [date CP d'attribution XXXXX], la Région a décidé d'attribuer au Producteur une aide financière remboursable, d'un montant de **€ [** composé d'une aide de base de …….. € et d'un bonus de ……. €] pour contribuer à la réalisation de l'œuvre audiovisuelle de [fiction]intitulée de qui sera ci-après appelée "L'ŒUVRE".

Caractéristiques de l'œuvre :

Titre :

Nationalité du projet :

N° RPCA :

Réalisateur (s) :

Auteur (s) :

Nature (documentaire de création, fiction, web ou animation) :

Interprètes principaux :

Durée et format :

Date de début de tournage ou de fabrication de l'animation :

Lieux de tournage ou de fabrication de l'animation :

Durée totale du tournage ou de fabrication de l'animation en jours **:**

Durée du tournage ou de fabrication de l'animation en Ile-de-France (en jours) **:**

Budget prévisionnel de l'œuvre (en €) :

Budget prévisionnel (hors frais généraux, imprévus et poste 9) **de l'œuvre :**

Budget prévisionnel (hors frais généraux, imprévus et poste 9) **dépensé en Ile-de-France :**

Pourcentage du budget (hors frais généraux, imprévus et poste 9) **dépensé en Ile-de-France :**

Nombre de stagiaires embauchés en vertu de la présente convention :

[Bonification pour :

- **…..% dépenses techniques exceptionnelles**
- **Technologies ou pratiques innovantes : *description*]**

L'aide étant déterminée en fonction des éléments ci-dessus, elle pourra être réduite ou annulée en cas de changement. Pour mémoire, l'éligibilité de l'œuvre, objet de la convention est conditionnée par le respect des deux critères suivants : 50% minimum du tournage en Ile-de-France pour les fictions et 50% des dépenses (hors frais généraux, imprévus et poste 9) en Ile-de-France pour tous les types d'œuvres.

ARTICLE 2 : LES OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR :

La Région Ile-de-France doit apparaître en tant que partenaire culturel et financier de l'œuvre. Le Producteur s'engage en conséquence à respecter l'intégralité des obligations décrites dans le présent article.

Le non-respect de ces dispositions entraîne l'annulation de l'aide financière et le remboursement des sommes éventuellement déjà versées.

Le producteur peut être :
Soit une société de production basée en France, producteur délégué, co-délégué ou exécutif,
Soit une société de production basée dans un pays de l'Union Européenne. Dans ce cas, il doit disposer au moment du versement de l'aide, d'une succursale ou d'une agence permanente en France, conformément au chap. 1 point 5 et 54 point 10 du RGEC 516/2014.

Article 2.1 : Information

- Le Producteur s'engage à prévenir par écrit la Région de tout changement pouvant compromettre la réalisation de l'œuvre ou/et le principe de l'intervention régionale tel que défini dans la présente convention et concernant notamment :

- Les auteur(s) et/ou réalisateur(s),
- Les caractéristiques de l'œuvre (nature, durée, coproduction(s), acteur(s),...),
- le producteur bénéficiaire (soit par cession des droits de l'œuvre à une autre société de production, soit au sein d'une coproduction déléguée),
- le budget, en cas de conséquences sur la part des dépenses prévues en Ile-de-France et la durée du tournage ou de la fabrication de l'animation (hors et en Ile-de-France),
- le financement de l'œuvre (aide(s) financière(s), coproduction(s)…
- le fonctionnement du bureau ou de la succursale en France en cas de producteur étranger

- Le Producteur s'engage à prévenir par écrit la Région de tout événement d'importance susceptible d'altérer l'économie de l'entreprise et le principe de l'intervention régionale, tel que défini dans la présente convention, notamment

- modification de l'équipe dirigeante,
- modification des statuts,
- cession d'éléments majeurs de l'exploitation,
- difficultés financières importantes susceptibles d'entraîner une cessation des paiements,
- cessation d'activité,
- ouverture d'une procédure collective.

Article 2.2 : Tournage

Le Producteur s'engage à :

- respecter les conditions de réalisation de l'œuvre telles que définies à l'article 1 de la présente convention,
- respecter le droit du travail français pour toutes les étapes de fabrication du film réalisées en Ile-de-France ainsi que les conventions collectives du secteur lorsque ces accords sont étendus. le Producteur devra être en mesure de présenter les contrats de travail des intermittents techniques et artistiques,
- dans le cas d'une fiction, adresser à la Région le plan de travail initial avant le premier jour de tournage et le plan de travail définitif dès la fin du tournage,
- dans le cas d'une fiction, adresser quotidiennement par mail à la Région pendant le tournage un exemplaire des feuilles de service,
- organiser la venue de représentants de la Région pour suivre le tournage et visionner le montage avant mixage.
- Adresser au plus tard la veille du 1er jour de tournage, le devis estimatif et le plan de financement provisoire fournis à l'agrément des investissements du CNC ou un devis et un plan de financement actualisés en l'absence de demande d'agrément.

Article 2.3 : Génériques

Le Producteur s'engage à :

- soumettre à l'accord préalable écrit de la Région la rédaction et la maquette des génériques de début et de fin,
- mentionner au générique de début de l'œuvre : **« avec le soutien de la Région Ile-de-France »**,
- mentionner au générique de fin : « **avec le soutien de la Région Ile-de-France, en partenariat avec le CNC »**. Dans l'hypothèse où l'œuvre n'a pas été agréée par le CNC, la mention sera la suivante : « avec le soutien de la Région Ile-de-France »,
- faire figurer au générique de fin le logo de la Région dès lors que d'autres logos y figurent. Dans ce cas, le logo de la Région devra apparaître dans des conditions identiques (notamment de taille) à celles des autres partenaires, dans le respect de sa charte graphique.

Article 2.4 : Promotion :

Le Producteur s'engage à :

- soumettre à l'accord préalable écrit de la Région l'ensemble du matériel promotionnel. Il devra faire figurer la mention **« avec le soutien de la Région Ile-de-France** » sur tous les documents promotionnels ou d'information, notamment les maquettes des affiches, dossiers et articles de presse, invitations, etc.,
- faire figurer le logo de la Région sur le DVD et tous les documents promotionnels ou d'information, toutes les affiches, dossiers et articles de presse, invitations, etc. dès lors que d'autres logos y figurent. Dans ce cas, le logo de la Région devra apparaître dans des conditions identiques (notamment de taille) à celles des autres logos, dans le respect de sa charte graphique,
- tenir informée la Région à l'avance des sélections en festivals, puis des prix et récompenses décernés dès leurs annonces.

- avertir la Région de la diffusion de l'œuvre, au minimum 15 jours avant la date de la première diffusion TV.

Article 2.5 : Projections :

Le Producteur s'engage à :

- inviter les représentants de la Région à l'avant-première officielle de l'œuvre organisée par le Producteur et/ou le distributeur avant la première diffusion. La liste des invités de la Région Ile-de-France sera transmise par la Région au Producteur. Les invitations devront être transmises à la Région au moins 8 jours avant l'évènement.
- Organiser, si la Région le demande, des avant-premières ou des projections à destination des lycéens et apprentis franciliens,
- mettre à disposition de la Région à sa demande une copie de l'œuvre destinée à une éventuelle projection organisée par la Région, en présence, quand cela est possible, du Producteur, du réalisateur et des comédiens principaux.

Article 2.6 : Matériels à remettre à la Région

Le Producteur s'engage à remettre systématiquement à la Région dès l'édition de chaque matériel :
- un exemplaire de tout document promotionnel,
- au moins 3 photos d'exploitation de l'œuvre libres de droit sur support numérique que la Région pourra utiliser librement, tant pour la promotion de l'œuvre que pour celle de la Région,
- 1 dossier de presse et 1 revue de presse sur support numérique,
- 3 exemplaires de chaque produit dérivé (CD, livres, jouets…),
- 8 exemplaires DVD de l'œuvre **dès l'édition de ce support**.

Article 2.7 : recrutement de stagiaires

Le Producteur s'engage à :

- recruter à partir de la date du vote de l'aide en Commission permanente, 3 stagiaires ou alternants pour les fictions et animations, 2 pour les documentaires, pour une durée minimum de 2 mois chacun et fournir une copie des conventions de stage correspondantes conclues avec les organismes de formation dans lesquels les stagiaires poursuivent leur formation. Chaque stagiaire devra être rémunéré et conventionné avec un maître de stage,
  Le producteur saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrats d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'ils pourraient rencontrer dans leur déroulement.

Article 2.8 : charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

L'aide accordée par la Région est versée sous réserve du respect par le Producteur des stipulations de la présente convention.

Article 3.1 : Caducité

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Région, le producteur dispose d'un délai de trois ans, **à compter de la délibération d'attribution de l'aide** financière remboursable par l'assemblée délibérante, pour faire sa demande de premier acompte à l'administration régionale. A défaut, **la subvention devient caduque**.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum sur demande argumentée du producteur.

Le Producteur dispose d'un délai maximum de quatre ans à compter de la date de demande de premier acompte pour présenter le solde de l'aide. A défaut, le reliquat de l'aide non versé est caduc.

Article 3.2 : Modalités de versement

Le versement est effectué en une ou deux fois selon les modalités suivantes :

➢ **Un acompte inférieur ou égal à 50% du montant de la subvention**, peut être versé à la fin du tournage ou lorsque le Producteur a déjà engagé la moitié de ses dépenses de fabrication de l'animation, à valoir sur les paiements déjà effectués par le producteur, après présentation par celui-ci d'une demande de paiement comprenant les pièces justificatives suivantes :

- le formulaire de demande de versement de l'acompte, dûment complété, signé et cacheté,
- un état récapitulatif détaillé des dépenses certifiées acquittées par le Producteur, réparties entre les différents types de dépenses et lieux de production, faisant apparaître les dépenses en Région Ile-de-France. Ce document devra être dûment complété, signé et cacheté par le Producteur signataire de la convention.
- Si la société de production bénéficiaire est basée dans un autre pays de l'Union Européenne, le producteur devra fournir les statuts de la succursale ou de l'agence permanente établie en France ainsi que la copie du contrat de travail de son représentant.

En complément des pièces justificatives listées ci-avant, le Producteur devra obligatoirement transmettre les éléments suivants (ces éléments sont réservés au seul ordonnateur):

- les feuilles de service et le plan de travail définitif,
- la liste détaillée des personnels engagés sur le tournage ou la fabrication de l'animation,
- le détail des lieux de tournage (nom des propriétaires, adresse, éventuellement photos),
- un extrait Kbis,
- les statuts de la société,

- les attestations de régularité de l'entreprise vis-à-vis des obligations fiscales et sociales: Trésor public et Direction générale des impôts (services fiscaux), URSSAF et ASSEDIC, ou autres régimes d'affiliation (MSA, etc.)
- [Un état provisoire des dépenses liées à l'obtention du bonus]

➢ **Le solde est versé après achèvement de la réalisation de l'œuvre.**

Après présentation par le Producteur d'une demande de paiement comprenant les pièces justificatives suivantes :

- **le formulaire de demande de versement de l'acompte, dûment complété, signé et cacheté,**
- **le coût définitif détaillé faisant apparaître dans une colonne à part les dépenses en Région Ile-de-France (celui de l'agrément de production pour les œuvres éligibles au crédit d'impôt). Ce document devra être dûment complété, signé et cacheté par un commissaire aux comptes,**
- **le plan de financement définitif (celui de l'agrément de production pour les œuvres éligibles au crédit d'impôt) certifié par un commissaire aux comptes.**

En complément des pièces justificatives listées ci-avant, le producteur devra obligatoirement transmettre les éléments suivants (ces éléments sont réservés au seul ordonnateur):

- **La bible définitive du tournage (en version numérique),**
- **[Le bilan détaillé et chiffré des dépenses particulières justifiant l'obtention du bonus, certifiés par le Producteur et les justificatifs correspondants.]**
- Les justificatifs de recrutement des stagiaires ou alternants mentionnés à l'article 2.7 de la présente convention (conventions de stage ou contrat de travail signés) et attestations de dépôt en ligne.
- la DADS (déclaration annuelle des salaires) du producteur sur l'œuvre aidée,
- une copie de tous les contrats de financement, notamment coproductions, mandats, préventes, aides, subventions et cessions télévisuelles et à l'étranger… de l'œuvre,
- une copie DVD de l'œuvre dès livraison du PAD au premier diffuseur,
- L'attestation d'acceptation du PAD par le diffuseur.

La Région se réserve le droit de demander au Producteur tout document permettant d'attester la réalisation des actions et l'emploi des fonds.

Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur général des Finances de Paris – Trésorier général de la Région Ile-de-France.

En cas de cession de créance, elle doit, sous peine de nullité, être directement notifiée au comptable assignataire des paiements, à l'adresse suivante :

Recette Générale des Finances de Paris
Service Région
94 rue Réaumur
75104 Paris - Cedex 02

Article 3.3 : Révision du montant de l'aide

En cas de diminution de plus de 10% du budget définitif (hors frais généraux, et poste 9), par rapport au budget prévisionnel indiqué à l'article 1 de la présente convention, l'aide pourra être réduite en conséquence ou annulée.

Si la durée du tournage en Ile-de-France réalisée est inférieure à 50% de la durée totale du tournage pour les fictions, et/ou si les dépenses définitives en Ile-de-France sont inférieures à 50% du coût définitif pour tous les types d'œuvres (hors frais généraux, imprévus et poste 9), l'aide pourra être annulée et les sommes déjà perçues devront être remboursées.

[Si les conditions d'attribution du bonus ne sont pas réunies, le bonus pourra être annulé]

Article 3.4 : Modalités de remboursement de l'aide financière

L'aide financière attribuée par la Région est remboursable par le Producteur en cas de résultat bénéficiaire.

Une œuvre est réputée bénéficiaire lorsque le total des financements et des recettes excède le coût certifié, selon le calcul de la remboursabilité de l'aide ci-dessous.

En cas de résultat bénéficiaire, le montant des remboursements exigés du Producteur par la Région est déterminé par le taux résultant de la formule suivante :

$$\frac{\text{aide financière}}{\text{coût définitif de l'œuvre}} \times 100$$

appliqué au résultat bénéficiaire annuel, calculé selon le modèle ci-après et envoyé avec le compte rendu financier (voir ci-dessous).

Le calcul de la remboursabilité de l'aide devra être certifié par un expert comptable ou un commissaire aux comptes si la société en est dotée, et remis à la Région chaque année pendant cinq ans à partir de la livraison du PAD au premier diffuseur.

Le Producteur s'engage à remettre à la Région un compte rendu financier portant sur chaque année d'exploitation de l'œuvre à compter de sa livraison au premier diffuseur (compte rendu identique à celui transmis au CNC le cas échéant). Il doit ainsi présenter chaque année :

- les contrats du Producteur avec les partenaires financiers (notamment co-producteurs, distributeurs, diffuseurs, etc.), de cessions, etc.,
- les décomptes d'exploitation annuels de l'œuvre, tous supports confondus et tous modes d'exploitation connus ou inconnus à ce jour, notamment les recettes d'exploitation en salle, vidéo, télévisuelle, à l'étranger, produits dérivés, etc.,
- le calcul de la remboursabilité de l'aide selon le mode de calcul suivant :

CALCUL DE LA REMBOURSABILITE DE L'AIDE REGIONALE	
	en €
Coût de l'œuvre certifié par le commissaire aux comptes	
- préachats (détaillés)	_
	_
	_
- minima garantis versés par les mandataires (détaillés)	_
	_
	_
- autres sources de financement dont subventions et crédit d'impôt (détaillées)	_
- Fonds de soutien investi	_
	_
= apport producteur restant à amortir	=
	_
- RNPP Salles	_
- RNPP Vidéo	_
- RNPP Etranger	_
- RNPP TV	_
- autres RNPP	-
= Résultat bénéficiaire ou déficitaire de l'œuvre	=
% de la région (aide de la Région Ile France/ coût de l'œuvre)	%
= Remboursement à la Région : % de la Région X Résultat bénéficiaire	=

Sachant que :
- les Recettes nettes part producteur (RNPP) seront celles du producteur telles que définies dans les contrats,
- les RNPP prises en compte pour le calcul seront nettes des reversements des prêts et avances (soficas, avance sur recettes…) dans la limite du montant de leur apport initial. Les reversements aux autres ayant-droits (co-producteurs, auteurs, acteurs, participations, etc.) ne sont pas opposables à la Région Ile-de-France,
- les cessions éventuelles des droits corporels et incorporels de l'œuvre par le Producteur sont considérées comme une cession de l'œuvre et entrent dans le calcul du résultat ci-dessus.

Le montant des remboursements est plafonné au montant de l'aide financière accordée par la Région.

L'obligation de remboursement court pendant les cinq premières années d'exploitation de l'œuvre et ne s'éteint que lorsque le producteur a transmis à la Région l'ensemble des décomptes sur toute la période, et, le cas échéant lorsqu'il s'est acquitté des sommes dues à la Région.

A défaut de présentation à la Région de ces pièces et éléments, le remboursement de l'aide devient immédiatement exigible et le producteur sera inéligible à une nouvelle aide.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de l'aide financière remboursable au Producteur. Elle expire le jour du 6ème anniversaire de la date de livraison de l'œuvre au premier diffuseur, sous réserve du respect des obligations du Producteur, définies dans la présente convention.

ARTICLE 5 : REVERSEMENT – CONTROLE - RESILIATION

Le non-respect d'une ou de plusieurs obligations du Producteur au titre de la présente convention peut entrainer l'annulation des sommes en cours de mandatement et le remboursement des sommes déjà versées.

L'aide deviendra immédiatement et de plein droit exigible dans le cas où les justifications et documents fournis à l'appui de la demande d'aide auraient été reconnus insuffisants ou faux en tout ou partie.

La Région peut procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions, de l'emploi des fonds, des recettes et du calcul des montants à lui rembourser. Le producteur s'engage à lui permettre l'accès à tout document administratif, financier et comptable, ainsi qu'à toute pièce justificative.

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale et notamment des obligations relatives au recrutement des stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

Un producteur qui ne serait pas en règle avec ses obligations envers la Région nées d'une convention précédente ne pourra présenter de nouvelle candidature à aucune aide régionale.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant préalablement soumis à l'approbation de la Commission permanente du Conseil régional.

ARTICLE 7 : INSCRIPTION AU REGISTRE PUBLIC DE LA CINEMATOGRAPHIE ET DE L'AUDIOVISUEL

Le Producteur procèdera à l'inscription de la présente convention dès sa signature. Les frais étant comptabilisés dans le coût de l'œuvre.

Fait en trois exemplaires originaux dont un au R.P.C.A.

Le .....
Pour la Région Ile-de-France

Le.....
Pour la société

Valérie PECRESSE (*signature et cachet*)	LE PRODUCTEUR (*signature et cachet*)

ANNEXE N°4 A LA DELIBERATION CONVENTION TYPE FABRIQUE DE CULTURE

IRIS – Modèle de convention

Subvention Globale de Fonctionnement

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 16-230 du 12 juillet 2016,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « soutien aux fabriques de culture » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 75-12 du 28 septembre 2012.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010.

La présente convention porte sur une période d'une année.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 16-230 du 12 juillet 2016, la Région Île-de-France a décidé de soutenir XXXXXX pour la réalisation du projet de fabrique tel que proposé dans la fiche projet du rapport.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention globale de fonctionnement correspondant à XX % du budget de l'année 2016, soit un montant maximum de subvention de XXXXXXX €.

Le budget prévisionnel de l'année est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région. »

IRIS – Modèle de convention

Subvention Globale de Fonctionnement

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les actions présentées dans son budget prévisionnel transmis à la Région.

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- Mettre à disposition, en fonction de ses possibilités et sur demande exprimée au plus tard 1 mois avant la date, son lieu à disposition de la Région, pour l'organisation de manifestations ponctuelles. La durée de la mise à disposition ne pourra excéder 3 jours par an. La mise à disposition à titre gracieux porte sur les frais de location de l'espace, les frais de fonctionnement étant payés par la Région sur la base d'un bon de commande ou d'une convention spécifique.

- Transmettre les comptes annuels dès qu'ils sont arrêtés et certifiés

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le bénéficiaire doit faire apparaître la participation financière de la Région dans toutes ses actions, produits et affichages induits par la subvention et apposer le logo de la Région conformément à la charte graphique régionale. Il doit également faire participer des représentants de la Région aux actions publiques concernées. En cas de non respect de ces obligations, la Région se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée selon les modalités prévues à l'article 6.

IRIS – Modèle de convention

Subvention Globale de Fonctionnement

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.
Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.
Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES ET D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Chaque versement d'acompte est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie, dans la limite de 60% du montant global de la subvention. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la production d'un plan de trésorerie.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

Le versement du solde est subordonné à la production des comptes annuels et du bilan d'activités du bénéficiaire.

IRIS – Modèle de convention

Subvention Globale de Fonctionnement

Les comptes annuels comportent la signature du représentant du bénéficiaire ainsi que celle de l'expert comptable ou du commissaire aux comptes (*si l'organisme en est doté*).

Pour les personnes morales de droit public : Le versement du solde est conditionné à la production d'un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal du bénéficiaire et par le comptable qui certifie la prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.1 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la Région Ile-de-France.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant définitif de la subvention accordée peut être revu à la baisse, sur la base des éléments financiers transmis par le bénéficiaire. Le versement du solde est, dès lors, ajusté en fonction des besoins réels du bénéficiaire.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 12 juillet 2016.
Elle porte sur l'exercice financier 2016.

Elle prend fin à l'issue de l'exécution par les parties de l'ensemble de leurs obligations.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

IRIS – Modèle de convention

Subvention Globale de Fonctionnement

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 16-230 du 12 juillet 2016.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La Présidente
du Conseil Régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/07/2017

DELIBERATION N° CP 2017-360

DU 05 JUILLET 2017

AFFECTATION DE SUBVENTIONS AUX ORGANISMES ASSOCIES CULTURELS
2EME AFFECTATION PROVISIONNELLE POUR VILLARCEAUX

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération CR 31-05 du 23 juin 2005 relative aux aides régionales dans le domaine culturel ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil Régional dans divers organismes ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU la délibération n° CR 102-06 du 15 novembre 2006 relative à l'approbation de la politique régionale du livre et de la lecture et la délibération CP 07-1196 du 29 novembre 2007 portant création du Centre Régional d'Observation et de Ressources de l'Écrit et du Livre (COREL) renommé MOTif ;

VU la délibération n° CP 15-105 du 29 janvier 2015 relative à l'adoption d'une convention d'objectifs et de moyens entre la Région et le MOTiF ;

VU la délibération n° CR 10-03 du 27 mars 2003 approuvant la création de l'établissement public de coopération culturelle à caractère industriel et commercial « Établissement public de coopération culturelle pour les arts de la scène et de l'image en Île-de-France » (ARCADI) ;

VU la délibération n° CP 14-465 du 18 juin 2014 relative à l'adoption d'une convention d'objectifs et de moyens entre la Région et ARCADI ;

VU La délibération n° CP 2017-200 du 17 mai 2017 relative à l'adoption de l'avenant modificatif n°1 à la convention d'objectifs et de moyens entre la Région et ARCADI ;

VU la délibération n° CR 11-03 du 27 mars 2003 approuvant la création d'un établissement public de coopération culturelle à caractère industriel et commercial dénommé « Commission Île-de-France Tournages et Images » (CFIDF) ;

VU la délibération n° CP 14-465 du 18 juin 2014 relative à l'adoption d'une convention d'objectifs et de moyens entre la Région et la CFIDF ;

VU La délibération n° CP 2017-202 du 17 mai 2017 relative à l'adoption de l'avenant n°1 à la convention n° CP 15-336-35 entre la Région et la CFIDF ;

VU la délibération n° CP 15-105 du 29 janvier 2015 relative à l'adoption d'une convention entre la Région et le l'ONIF ;

VU la délibération n° CP 15-685 du 08 octobre 2015 relative à l'adoption d'une convention de mise à disposition de l'ONIF par la Région d'un bâtiment situé à Alfortville ;

VU la délibération n° CP 14-022 du 30 janvier 2014 relative à l'adoption d'une convention

d'objectifs et de moyen entre la Région et le FRAC ;

VU la délibération n° CP 2017-200 du 17 mai 2017 relative à l'adoption d'une nouvelle convention entre la Région et l'ARIAM ;

VU la délibération n° CP 14-022 du 30 janvier 2014 relative à l'adoption d'une convention d'objectifs et de moyens entre la Région et le Chœur Vittoria ;

VU la délibération n° 2017-200 du 17 mai 2017 relative à l'adoption d'une nouvelle convention entre la Région et le Chœur Vittoria ;

VU la délibération n° CP 13-029 du 23 janvier 2013 relative à l'adoption d'une convention d'objectifs et de moyens entre la Région et l'Association régionale d'information et d'actions musicales en Ile-de-France (ARIAM) ;

VU la délibération n° CP 2017-200 du 17 juillet 2017 relative à l'adoption d'une nouvelle convention entre la Région et l'Association régionale d'information et d'actions musicales en Ile-de-France (ARIAM) ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU Le Budget de la Région pour 2017 ;

VU l'avis de la Commission de la culture ;

du conseil régional d'Île-de-

VU le rapport CP 2017-360 présenté par madame la présidente
France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide d'attribuer à sept organismes associés culturels le complément des subventions de fonctionnement inscrites au budget 2017, selon la répartition et les montants figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Article 2 :

Affecte une autorisation d'engagement de **6 682 000 €** disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », programme HP312-005 (131005) « aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100503 « soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts de la scène ».

Affecte une autorisation d'engagement de **493 000 €** disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », programme HP312-006 (131006) « aide à la création et à la diffusion des arts plastiques », action 13100602 « soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts plastiques ».

Affecte une autorisation d'engagement de **393 500 €** disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », programme HP312-008 (131008) « aide au livre et à la lecture », action 13100803 « soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine du livre et de la lecture ».

Affecte une autorisation d'engagement de **464 000 €** disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », programme HP312-009 (131009) « politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », action 13100903 « soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine du cinéma ».

Article 3 :

Affecte une autorisation d'engagement provisionnelle de **150 000 €,** disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « patrimoine », programme HP 313-010 « patrimoine régional à vocation culturelle », action 13101005 «patrimoine régional - Villarceaux » du budget 2017.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION :

ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS PROPOSEES AU VOTE

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009574	Budget	2017

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131005 - Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue**
Action	**13100503 - Soutien aux organismes associés oeuvrant dans le domaine des arts de la scène**

Dispositif : N° 00000106 - OA / Etablissement public de coopération culturelle pour les arts de la scène et de l'image en Île-de-France (ARCADI)

Dossier	17001698 - ARCADI : SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2017			
Bénéficiaire	R26713 - ARCADI EPCC ARTS SCENE IMAGE IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 000 000,00 €	TTC	50 %	2 500 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000106 - OA / Etablissement public de coopération culturelle pour les arts de la scène et de l'image en Île-de-France (ARCADI)	2 500 000,00 €

Dispositif : N° 00000178 - OA / Orchestre national d'Ile-de-France (ONIF)

Dossier	17000271 - ORCHESTRE NATIONAL D'ILE-DE-FRANCE : SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2017			
Bénéficiaire	R5189 - ORCHESTRE NATIONAL IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 665 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 840 000,00 €	TTC	46,75 %	3 665 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000178 - OA / Orchestre national d'Ile-de-France (ONIF)	3 665 000,00 €

Dispositif : N° 00000179 - OA / Choeur régional Vittoria

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009574	Budget	2017

Dossier	17000269 - CHOEUR REGIONAL VITTORIA : SOLDE DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2017			
Bénéficiaire	R6619 - CHOEUR REG VITTORIA IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	142 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
284 000,00 €	TTC	50 %	142 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000179 - OA / Choeur régional Vittoria	142 000,00 €

Dispositif : N° 00000181 - OA / Association régionale d'informations et d'actions musicales (ARIAM)

Dossier	17000268 - ARIAM : SOLDE DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2017			
Bénéficiaire	R5070 - ARIAM IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	375 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
750 000,00 €	TTC	50 %	375 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000181 - OA / Association régionale d'informations et d'actions musicales (ARIAM)	375 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131005 - 13100503	6 682 000,00 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131006 - Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques**
Action	**13100602 - Soutien aux organismes associés oeuvrant dans le domaine des arts plastiques**

Dispositif : N° 00000177 - OA / Fonds régional d'art contemporain d'Ile-de-France (FRAC)

Dossier	17000267 - FRAC : SOLDE DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2017			
Bénéficiaire	R5967 - FRAC FOND REG ART CONTEM			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	493 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
986 000,00 €	TTC	50 %	493 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009574	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000177 - OA / Fonds régional d'art contemporain d'Ile-de-France (FRAC)	493 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131006 - 13100602	493 000,00 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131008 - Aide au livre et à la lecture**
Action	**13100803 - Soutien aux organismes associés oeuvrant dans le domaine du livre et de la lecture**

Dispositif : N° 00000189 - OA / Observatoire régional du livre et de l'écrit en Ile-de-France (MOTIF)

Dossier	17010555 - MOTIF : SOLDE DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2017			
Bénéficiaire	R37205 - MOTIF OBSERVATOIRE DU LIVRE ET DE L'ECRIT IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	393 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
787 000,00 €	TTC	50 %	393 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000189 - OA / Observatoire régional du livre et de l'écrit en Ile-de-France (MOTIF)	393 500,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131008 - 13100803	393 500,00 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131009 - Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel**
Action	**13100903 - Soutien aux organismes associés oeuvrant dans le domaine du cinéma**

Dispositif : N° 00000132 - OA / Commission du film d'Ile de France

Dossier	17000447 - COMMISSION DU FILM D'ILE DE FRANCE : SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2017			
Bénéficiaire	R27206 - COMMISSION DU FILM D'ILE-DE-FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	464 000,00 €		Code nature	65735
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
928 000,00 €	HT	50 %	464 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009574	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000132 - OA / Commission du film d'Ile de France	464 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131009 - 13100903	464 000,00 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 07/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 07/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-234
DU 5 JUILLET 2017

AFFECTATION DES SUBVENTIONS 2017 EN FAVEUR DES ORGANISMES ASSOCIÉS À L'ACTION RÉGIONALE DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ - CENTRE RÉGIONAL D'INFORMATION ET DE PRÉVENTION DU SIDA ET POUR LA SANTÉ DES JEUNES (CRIPS) - IAU - OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE SANTÉ (ORS) - TRANSPORT SANITAIRE PAR HÉLICOPTÈRE EN ILE-DE-FRANCE (TSHIF)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010

VU La délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil Régional dans divers organismes ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CP 15-392 du 09 juillet 2015 relative à l'adoption de l'avenant n°1 modificatif à la convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Région et le CRIPS et l'avenant n°3 à la convention du GIP TSHIF ;

VU La délibération n° CP 13-573 du 11 juillet 2013 relative à l'adoption de la convention d'objectifs et de moyens entre la Région et le Centre régional d'information et de prévention du sida (CRIPS) ;

VU La délibération n° CP 02-395 du 11 juillet 2002 habilitant le Président du Conseil Régional à signer la convention constitutive du GIP TSHIF ;

VU La délibération n° CP 11-950 du 16 novembre 2011 portant renouvellement de la convention entre la Région et le GIP TSHIF ;

VU La délibération n° CP 12-137 du 26 janvier 2012 approuvant l'avenant n°1 modificatif à convention conclue entre la Région et le GIP TSHIF ;

VU La délibération n° CP 14-514 du 24 septembre 2014 approuvant l'avenant n°2 modificatif à convention conclue entre la Région et le GIP TSHIF ;

VU La délibération n° CP 15-397 du 9 juillet 2015 approuvant la convention triennale 2016-2018 d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAU) ;

VU La délibération n° CP 16-116 du 18 mai 2016 approuvant l'avenant à la convention avec l'IAU

relatif au recrutement des stagiaires dans le cadre du dispositif des 100 000 stages ;

VU La délibération n° CP 2017-038 du 27 janvier 2017 relative à l'attribution des avances des subventions 2017 en faveur du GIP TSHIF et du CRIPS, et approuvant une nouvelle convention entre la Région et le GIP TSHIF, ainsi que la convention d'objectifs et de moyens entre la Région et le Centre régional d'information et de prévention du sida et pour la santé des jeunes (CRIPS) ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU Le budget de la Région pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-234 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'attribuer aux organismes associés ci-dessous dénommés les soldes des subventions de fonctionnement inscrites au budget 2017, selon les montants figurant en annexe 1 à la présente délibération :

- CRIPS (Centre régional d'information et de prévention du sida et pour la santé des jeunes),
- ORS (Observatoire régional de la santé),
- GIP TSHIF (Groupement d'intérêt public transport sanitaire héliporté en Île-de-France).

Article 2 :

Affecte une autorisation d'engagement de 1 074 740 € disponible sur le chapitre 934 « santé et action sociale », code fonctionnel 41 « santé », programme HP41-001 (141001) « prévention et éducation à la santé », action 14100102 « CRIPS ».

Affecte une autorisation d'engagement de 648 600 € disponible sur le chapitre 934 « santé et action sociale », code fonctionnel 40 « Services communs », programme HP40-004 (140004) « observatoires et organismes consultatifs », action 14000403 « observatoire régional de la santé ».

Affecte une autorisation d'engagement de 80 000 € disponible sur le chapitre 934 « santé et action sociale », code fonctionnel 41 « santé », programme HP41-004 (141004) « transport aérien d'urgence », action 14100401 « GIP transport sanitaire par hélicoptère en Ile-de-France ».

Article 3 :

Approuve la convention relative à l'ORS, jointe en annexe 2 à la présente délibération.

Autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Subordonne le versement des subventions attribuées à l'ORS à la signature de la convention précitée.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Etat récapitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-234	Budget	2017

Chapitre	**934 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**40 - Services communs**
Programme	**140004 - Observatoires et organismes consultatifs**
Action	**14000403 - Observatoire régional de la santé**

Dispositif : N° 00000160 - OA / IAU Observatoire Régional de Santé d'Ile de France (ORS)

Dossier	17000465 - subvention de fonctionnement 2017 Observatoire régional de santé (IAU-ORS)			
Bénéficiaire	R5149 - IAURIF INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	648 600,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
690 000,00 €	TTC	94 %	648 600,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000160 - OA / IAU Observatoire Régional de Santé d'Ile de France (ORS)	648 600,00 €

Total sur l'imputation 934 - 40 - 140004 - 14000403	648 600,00 €

Chapitre	**934 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**41 - Santé**
Programme	**141001 - Prévention et éducation à la santé**
Action	**14100102 - CRIPS**

Dispositif : N° 00000152 - OA / Centre Régional d'Information et de Prévention du Sida (CRIPS)

Dossier	17000467 - subvention de fonctionnement 2017 Centre régional d'information et de prévention du Sida (CRIPS)			
Bénéficiaire	R15123 - CRIPS - CENTRE REGIONAL D'INFORMATION ET DE PREVENTION DU SIDA ET POUR LA SANTE DES JEUNES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 074 740,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 161 000,00 €	TTC	34 %	1 074 740,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000152 - OA / Centre Régional d'Information et de Prévention du Sida (CRIPS)	1 074 740,00 €

Total sur l'imputation 934 - 41 - 141001 - 14100102	1 074 740,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-234	Budget	2017

Chapitre	**934 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**41 - Santé**
Programme	**141004 - Transport aérien d'urgence**
Action	**14100401 - GIP transport sanitaire par hélicoptère en Île de France**

Dispositif : N° 00000158 - Transport Sanitaire par Hélicoptère en Ile de France

Dossier	17000468 - Subvention de fonctionnement 2017 Transport sanitaire par hélicoptère en Ile-de-France (TSHIF)			
Bénéficiaire	R25057 - TSHIF TRANSPORT SANITAIRE PAR HELICOPTERE IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	80 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
200 000,00 €	TTC	40 %	80 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000158 - Transport Sanitaire par Hélicoptère en Ile de France	80 000,00 €

Total sur l'imputation 934 - 41 - 141004 - 14100401	80 000,00 €

Convention ORS

DOCUMENT DE TRAVAIL

Convention triennale
2017-2019
Entre la Région Ile-de-France, l'Agence régionale de santé d'Île-de-France
Et l'Observatoire Régional de Santé (ORS) d'Île-de-France

Cette convention est conclue entre :

1 -
L'Etat,
Représenté par Monsieur Michel CADOT,
Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris,

Et

L'Agence régionale de santé d'Île-de-France,
Représenté par Monsieur Christophe DEVYS,
Directeur général de l'agence régionale de santé de la région Île-de-France

2 -
La Région Île-de-France,
Représentée par Valérie PECRESSE, Présidente de la région Île-de-France,

3 -
L'Observatoire Régional de la Santé d'Île-de-France
Représenté par Monsieur Fouad AWADA,
Directeur Général de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la région d'Île-de-France,
Dans lequel l'ORS Île-de-France a le statut de département autonome

Après avoir rappelé

Considérant que l'Observatoire régional de santé (ORS) est un organisme associé de la Région Île-de-France qui effectue pour son compte, pour celui de l'Etat et pour celui de l'Agence Régionale de Santé d'Île-de-France (ARS), des études de santé publique au titre de sa mission d'observation de la santé des Franciliens, la présente convention précise les modalités de son organisation et de son fonctionnement sur les trois prochaines années.

Cette convention complète les dispositions de la convention passée avec l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Île-de-France (IAU), dont l'ORS est un département autonome et adoptée par délibération CP n°15-397 du 9 juillet 2015. Cette convention vient en remplacement de la convention relative à l'organisation et au fonctionnement de l'ORS votée à la CP n°13-029 du 23/01/2013 et de son avenant N°1 voté à la CP n°15-392 du 09 juillet 2015.

Sont convenus ce qui suit :

Article 1 : objet de la convention triennale

L'observatoire régional de santé d'Île-de-France (ORS) concourt à l'observation, à la surveillance et à l'étude des questions sanitaires et sociales de la région Île-de-France. Sa vocation est de renforcer le dispositif régional d'études et d'observation de la santé des Franciliens en vue d'améliorer la connaissance sur les déterminants de santé, sur les inégalités sociales et

territoriales de santé, sur les pathologies et leur évolution et sur la qualité de vie des différents groupes de population. L'ORS participe à l'identification des besoins de santé (en matière de promotion de la santé, de prévention, de dépistage et d'offre de soins) de la population francilienne ainsi qu'à la compréhension et à la quantification de ces besoins afin de donner aux décideurs en matière de santé les éléments qui leurs permettront d'y répondre par des politiques de santé publique adaptées. L'ORS contribue à un accompagnement des politiques régionales par des propositions innovantes.

L'ORS a pour mission générale d'apporter une aide à la décision dans le domaine sanitaire, social et médico-social à partir d'études à l'échelle des groupes de population, à différents échelons géographiques et sur des pathologies spécifiques à la situation de l'Île-de-France.

Il a notamment pour missions :

- d'élaborer et de mettre en œuvre, à la demande de l'Etat, de l'ARS ou de la Région ou avec leur accord, tout protocole d'études, notamment épidémiologiques, permettant une meilleure compréhension des problèmes de santé des Franciliens en s'appuyant sur le guide professionnel de référence : déontologie et bonnes pratiques en épidémiologie,

- de contribuer au développement de l'observation régionale en santé et de diffuser les informations les plus pertinentes au regard des spécificités de la Région, notamment en mettant à disposition via internet des indicateurs accessibles à différents échelons territoriaux ;

- d'articuler le programme de travail de l'ORS aux différents plans et dispositifs de l'ARS et de la Région.

- d'appuyer si nécessaire à la demande de l'Etat, de l'ARS ou de la Région Île-de-France, les groupes de travail et les programmes mis en place dans le cadre de ces différentes instances, par un travail d'expertise et de mise en perspective, ainsi que par des actions de valorisation des travaux pouvant éclairer l'aide à la décision ;

- de diffuser les résultats des études ainsi que les différents types de productions élaborées par l'ORS ;

- de prendre en charge la gestion et la mise à jour de bases de données en lien avec l'information des publics ;

- de produire un rapport d'activité annuel mettant en avant la réalisation du programme annuel avec une appréciation qualitative et quantitative des études et travaux effectués ;

- de renforcer les liens avec d'autres organismes intervenant dans le champ de la santé publique (réseau des ORS, Cire Île-de-France, Santé publique France, …) afin de favoriser la mutualisation de certains travaux et un accès facilité à certaines données de santé.

- de répondre à toute autre mission confiée par l'administration centrale du Ministère des Affaires sociales et de la Santé ou par les agences nationales (notamment l'Agence nationale de santé publique, etc.) ou via la Fnors sous réserve de l'accord du Directoire de l'ORS.

Article 2 : la gouvernance de l'ORS

L'ORS agit principalement pour le compte d'une part de l'Etat et de l'ARS et d'autre part de la Région Île-de-France. Il peut également réaliser des études en relation avec son objet pour le compte de tiers.

Article 3 : le Directoire

Le programme des travaux de l'ORS est approuvé par un Directoire, composé, en application des modalités définies dans le règlement intérieur de l'ORS, de dix membres, soit 2 représentants de l'Etat, 3 représentants de l'ARS et 5 représentants de la Région Ile-de-France.

La présidence du Directoire est assurée par la Présidente du Conseil régional ou son représentant et la vice-présidence par le Directeur général de l'Agence régionale de santé ou son représentant.

Le directoire se réunit au moins une fois par an sur l'initiative du Directeur de l'ORS, ou si besoin, du représentant du Conseil régional ou sur demande du Directeur général de l'ARS.

Le président du conseil scientifique de l'ORS ainsi qu'un représentant des organismes régionaux concernés par les problèmes de santé en Ile-de-France peuvent participer au directoire à titre consultatif.

Article 4 : le comité technique de pilotage

Un comité technique de pilotage définit les orientations du programme d'études de l'ORS ainsi que son planning prévisionnel de production et assure le suivi de la réalisation du programme arrêté par le Directoire. Les missions visées au sixième tiret du dernier alinéa de l'article premier et les projets d'études pour compte de tiers qui ne figurent pas au programme d'études mutualisé lui sont soumis pour avis.

Ce comité est composé au minimum d'un représentant du Préfet de région, d'un représentant de l'ARS, d'un représentant du Conseil régional, d'un représentant de la Direction générale des services de la Région, du Directeur de l'ORS. Il se réunit au moins deux fois par an, sur l'initiative du Directeur de l'ORS ou, si besoin, du représentant du Conseil régional ou sur demande du Directeur général de l'ARS.
Le Directeur général de l'IAU, ou son représentant, assiste aux réunions du comité technique de pilotage.

Article 5 : le Conseil scientifique

Pour le suivi scientifique des travaux, leur pertinence et leur méthodologie, le comité technique de pilotage et l'ORS s'appuient sur les avis d'un Conseil scientifique consultatif composé de douze membres experts en épidémiologie et santé publique. Les membres du Conseil scientifique consultatif sont désignés, en accord avec l'ARS et la Région, en raison de leur compétence en santé publique et leur nomination est approuvée par le Directoire. Les modalités de fonctionnement de ce Conseil scientifique consultatif sont définies par son règlement intérieur (voir annexe).

Article 6 : gestion de l'ORS

Pour sa gestion et l'administration de son personnel, l'ORS est rattaché à l'IAU qui accepte cette mission, et dont il constitue un département autonome.

Le budget (et les effectifs) de l'ORS est arrêté par le conseil d'administration de l'IAU conformément aux propositions du Directoire de l'ORS.

Le Directeur général de l'IAU, ou son représentant, assiste aux réunions du comité technique de pilotage prévu à l'article 4.

Article 7 : engagements de l'ORS : réalisation du programme d'études partenarial annuel

L'activité de l'ORS s'organise autour d'un programme d'études partenarial annuel, répondant à des enjeux intéressant ses financeurs et à des besoins de connaissances partagées.

Le programme d'études partenarial, soumis à l'approbation du directoire de l'ORS, constitue un outil essentiel de concertation et d'identification des priorités communes aux différents partenaires.

Il est élaboré à partir des demandes exprimées par les financeurs dans le cadre des conventions particulières avec la Région et l'ARS mentionnées à l'article 9.

Ce programme est décidé collectivement par son Directoire. Il décline pour l'année les modalités de mise en œuvre des objectifs et engagements figurant à l'article 1 de la présente convention. Le programme d'études partenarial finalisé est transmis à la Région et à l'ARS dès son vote par le Directoire.

Le programme d'études partenarial annuel approuvé par le Directoire constitue chaque année un avenant annexé à la présente convention.

Le programme d'études annuel et par conséquent l'avenant annuel annexé correspondant peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'évolutions ciblées en cours d'année pour tenir compte de nouvelles demandes de la Région ou de l'ARS. Elles doivent être approuvées par le comité technique de pilotage.

Article 8 : propriété et obligations en matière de diffusion des études

Les études réalisées par l'ORS Île-de-France et financées au titre des conventions mentionnées à l'article 8 ci-dessous, sont la propriété conjointe de l'ARS, de la Région et de l'IAU qui représente l'ORS.

Le comité technique de pilotage de l'ORS en définit le mode de diffusion. Les membres du Directoire en sont tous destinataires de droit.
Ces études sont adressées aux partenaires signataires une semaine avant leur diffusion, afin de laisser la possibilité, si les partenaires le souhaitent, de relayer la communication, conjointement (communiqué de presse commun) ou non. Ceci ne peut aucunement remettre en question l'indépendance scientifique de l'ORS ni l'impartialité des résultats qu'il publie, et en aucun cas, ne peut conduire à l'interdiction de publication ou à un report, hors période de réserve.

Les résultats des études sont publiés sous le timbre et la responsabilité de l'ORS, conformément aux pratiques en vigueur évoquées dans l'article 1, et avec une mention explicite des logos :
« l'ORS Île-de-France, département autonome de l'IAU Île-de-France, est un observatoire scientifique indépendant financé par l'Agence régionale de santé et par le Conseil régional d'Île-de-France ». Cette mention, ainsi que les logos de l'ARS et de la Région, figurent en bas de la quatrième de couverture des études, le logo ORS figurant en haut de première page. Dans le cas d'études avec des financeurs complémentaires, le cas échéant, la mention de leur participation peut être ajoutée avec leur logo.

Pour les études réalisées pour le compte de tiers, les commanditaires bénéficient de la propriété desdites études et précisent, par une convention avec l'IAU qui représente l'ORS, les conditions de leur financement, de leur diffusion et de leur exploitation.

L'ORS s'engage également à transmettre à la Région et à l'ARS des données agrégées scientifiquement pertinentes, notamment d'un point de vue statistique, et publiables, en fonction des besoins de la Région et de l'ARS et dans le respect des conventions signées par l'IAU pour l'ORS pour l'obtention des données brutes.

Article 9 : moyens de l'Observatoire régional de santé

- **Les engagements de la Région**

La Région s'engage à participer au financement de l'ORS dans les conditions prévues par une convention particulière liant la Région et l'IAU. Les modalités de paiement sont donc fixées par la

convention avec l'IAU, mais exceptionnellement en 2017, la subvention fera l'objet d'un versement en une seule fois.
La participation au Directoire, au Comité technique de pilotage, à la définition et au planning prévisionnel du programme mutualisé d'études est assurée à parts égales d'une part par l'Etat et l'ARS, et d'autre part par la Région.

- **Les engagements de l'ARS**

L'ARS s'engage à participer au financement de l'ORS dans les conditions prévues par une convention particulière liant l'ARS et l'IAU.
La participation au Directoire, au Comité technique de pilotage, à la définition et au planning prévisionnel du programme mutualisé d'études est assurée à parts égales d'une part par l'Etat et l'ARS, et d'autre part par la Région.

- **Les engagements de l'IAU Île-de-France**

L'IAU s'engage à mobiliser les moyens nécessaires au fonctionnement et à l'exercice des activités de l'ORS Île-de-France pour permettre la réalisation de l'ensemble du programme annuel défini conformément à l'article 7.

Article 10 : budget de l'ORS

Les recettes et les dépenses de l'ORS donnent lieu à l'élaboration d'un budget prévisionnel et le cas échéant de budgets modificatifs approuvés par le CA de l'IAU sur proposition du Directoire de l'ORS.

Article 11 : durée de la convention

La présente convention remplace la convention signée en 2013 et de son avenant N°1 voté le 09 juillet 2015. Elle est conclue à compter du 1er janvier 2017, pour la période couvrant les années 2017 à 2019 incluses.

Article 12 : modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par les instances de gouvernance de l'ORS.
Cet avenant précise explicitement les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci remettent en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

Article 13 : résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention peut être demandée, après constatation du non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention. Cette résiliation intervient dans un délai de quinze jours après notification à l'autre partie des motifs de la résiliation. Par ailleurs, la convention peut être résiliée de plein droit, à tout moment, par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. L'IAU est informé de la demande de résiliation par une copie, à la même date, de la lettre adressée à l'autre partie.

Fait à Paris en quatre exemplaires originaux, le

Le Préfet de la région Île-de-France,
Préfet de Paris
Monsieur Michel CADOT,

Le Directeur général de l'Agence régionale de santé d'Île-de-France,
Monsieur Christophe DEVYS

La Présidente du conseil régional Île-de-France,
Madame Valérie PECRESSE

L'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la région d'Île-de-France,
Directeur de l'IAU
Monsieur Fouad AWADA

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/07/2017

DÉLIBÉRATION N°CP 2017-242

DU 5 JUILLET 2017

MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE EN MATIÈRE D'ACTION SOCIALE, DE SOLIDARITÉ ET DE SOUTIEN AUX FAMILLES
TROISIÈME AFFECTATION POUR 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article 4221-1 ;
VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L115-1 et suivants ;
VU la délibération n°CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale ;
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
VU la délibération n°CR01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;
VU La délibération n°CR 2017-55 du 9 mars 2017 relatif à la nouvelle stratégie régionale pour l'accès des franciliennes et des franciliens aux loisirs et aux vacances
VU la délibération n° CP 13-209 du 4 avril 2013 portant approbation de conventions-type et annexe-type relatives à la participation régionale en investissement et en fonctionnement ;
VU la délibération n° CP 15-630 du 8 octobre 2015 – La politique sociale régionale pour les personnes précaires
VU la délibération n° CP 15-320 du 17 juin 2015 relative à la politique régionale de santé – Approbation de la convention-type relative à la participation régionale en investissement dans les domaines de l'action sociale et de la santé
VU la délibération n° CP n°CP 16-201 du 15 juin 2016 – Mise en oeuvre du fonds régional de Solidarité et soutien aux familles
VU lla délibération n° CR 38-16 du 17 mars 2016 relative à l'action régionale en faveur du llogement – Soutien aux femmes victimes de violence ;

VU la délibération n° CP 16-428 de septembre 2016 affectant la subvention annuelle et amendant la convention avec la Fédération Nationale Solidarité Femmes
VU la délibération n° CP 2017-070 du 8 mars 2017 – Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles en 2017
VU le budget de la région d'Ile-de-France pour 2017

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-242 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : aide au départ en vacances

Décide de participer, au titre du programme «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire», au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **260 188,00 €** au titre du budget 2017.

Subordonne le versement de ces subventions de fonctionnement :
- pour les subventions inférieures ou égales à 23.000 euros, au respect, par les bénéficiaires, de l'annexe financière adoptée par la délibération n°CP 13-209 du 4 avril 2013 et modifiée par les dispositions des délibérations n°CR 08-16 du 18 février 2016 et n°CR 2017-51 du 9 mars 2017, et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

- pour les subventions supérieures à 23.000 euros, à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n°CP 13-209 du 4 avril 2013 et modifiée par les dispositions de la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 et de la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **260 188,00 €** disponible sur le chapitre 934 «Santé et action sociale», code fonctionnel 42 «Action sociale», programme HP 42 003 (142 003) «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 «Fonds régional de solidarité et soutien aux familles», conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1, au titre du budget 2017.

Article 2 : aide aux familles, soutien à « Août secours alimentaire »

Décide de participer, au titre du programme «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire», au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **27 000 €** au titre du budget 2017.

Subordonne le versement de cette subvention de fonctionnement au respect, par le bénéficiaire, de l'annexe financière adoptée par la délibération n°CP 13-209 du 4 avril 2013 et modifiée par les dispositions de la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 et de la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017, et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **27 000 €** disponible sur le chapitre 934 «Santé et action sociale», code fonctionnel 42 «Action sociale», programme HP 42 003 (142 003) «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 «Fonds régional de solidarité et soutien aux familles», conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1, au titre du budget 2017.

Article 3 : Subvention annuelle à la FNSF

Décide d'attribuer une subvention de **40.000 €** en faveur de la Fédération Nationale Solidarité Femmes (FNSF) dans le cadre de la convention approuvée par délibération n° CR 38-16 du 17 mars 2016 susvisée, pour l'accès au logement locatif social des femmes victimes de violences conjugales ou familiales.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **40.000 €** prélevée sur les crédits disponibles au budget 2017 du chapitre 934 «Santé et action sociale», code fonctionnel 42 «Action sociale»,

programme HP 42 003 (142 003) «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 «Fonds régional de solidarité et soutien aux familles », conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1, au titre du budget 2017.

Article 4 : Avenant à la convention avec la FNSF

Approuve l'avenant n°2 à la convention de partenariat pour l'accès au logement locatif social des femmes victimes de violences conjugales ou familiales présenté en annexe 3 à la délibération et autorise la Présidente à le signer.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de l'avenant précité.

Article 5 : Autorisation de démarrage anticipé Fonctionnement

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de toutes les subventions en fonctionnement présentées dans ce rapport à compter du premier janvier 2017, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 6 : Dispositif en faveur des personnes en situation précaire – Investissement Etablissements et services accueillant des femmes en difficulté et leurs enfants

Décide de participer, au titre du programme «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire», au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 66.780 €.

Subordonne le versement de cette subvention en investissement à la conclusion, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n°CP 15-320 du 17 juin 2015 et modifiée selon les dispositions de la délibération N°CR 08-16 du 18 février 2016 et de la délibération N°CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 66.780 **€** disponible sur le chapitre 904 «Santé et action sociale», code fonctionnel 42 «Action sociale», programme HP 42 003 (142 003) «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire», action 142 003 01 «Etablissements et services pour femmes en difficulté», conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1, au titre du budget 2017.

Article 7 : Autorisation de démarrage anticipé Investissement

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention n° 17009697 dont le bénéficiaire est le Secours Catholique à compter du 15 mai 2017, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



Valérie PÉCRESSE

11/07/2017 14:57:46

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-242	Budget	2017

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**42 - Action sociale**
Programme	**142003 - Dispositif en faveur des personnes en situation précaire**
Action	**14200301 - Établissements et services pour femmes en difficulté**

Dispositif : N° 00000711 - Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté

Dossier	17009697 - Travaux pour un futur accueil de jour, la « maison Caritas Alesia », au 54-56 rue du Moulin de la Pointe, Paris 13ème			
Bénéficiaire	EX001200 - SECOURS CATHOLIQUE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	66 780,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
133 560,00 €	TTC	50 %	66 780,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000711 - Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté	66 780,00 €

Total sur l'imputation 904 - 42 - 142003 - 14200301	66 780,00 €

Chapitre	**934 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**42 - Action sociale**
Programme	**142003 - Dispositif en faveur des personnes en situation précaire**
Action	**14200304 - Fonds régional de solidarité et soutien aux familles**

Dispositif : N° 00000672 - Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles

Dossier	17008973 - Extension de quatre centres de distribution alimentaire à Colombes (92), Pantin (93), Créteil (94) et Villejuif (94) au mois d'août 2017			
Bénéficiaire	R40970 - AOUT SECOURS ALIMENTAIRE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
141 900,00 €	TTC	19,03 %	27 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000672 - Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	27 000,00 €

Dispositif : N° 00000716 - Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-242	Budget	2017

Dossier	17009729 - Mise en oeuvre de la convention de partenariat FNSF-Région pour l'accès au logement locatif social des femmes victimes de violences conjugales ou familiales			
Bénéficiaire	R28539 - FNSF FEDERATION NATIONALE SOLIDARITE FEMMES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 000,00 €	TTC	57,14 %	40 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000716 - Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	40 000,00 €

Dispositif : N° 00001015 - Aide au départ en vacances

Dossier	EX020963 - Favoriser le droit et l'accès aux vacances de personnes âgées isolées et précaires			
Bénéficiaire	R21093 - LES PETITS FRERES DES PAUVRES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
127 000,00 €	TTC	31,5 %	40 000,00 €	

Dossier	EX021115 - Accès aux vacances estivales des familles franciliennes			
Bénéficiaire	P0019637 - ERA ECOUTER REFLECHIR ET AGIR			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	38 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
94 000,00 €	TTC	40,43 %	38 000,00 €	

Dossier	EX021273 - Accompagner avant, pendant et après leur projet vacances des familles défavorisées par leurs conditions de vie et de ressources.			
Bénéficiaire	R31744 - VACANCES ET FAMILLES ACCUEIL EN PLUS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
308 439,00 €	TTC	12,97 %	40 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-242	Budget	2017

Dossier	EX021392 - Séjours d'enfants malades chez les volontaires Familles Accueil Vacances.				
Bénéficiaire	P0028400 - SOLIDARITE ENFANTS SIDA				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	8 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 000,00 €	TTC	50 %		8 000,00 €	

Dossier	EX021464 - SPF SECOURS POPULAIRE FRANCAIS 21/04/2017 Organisation de séjours de vacances pour des familles en situation de précarité				
Bénéficiaire	R23740 - SPF SECOURS POPULAIRE FRANCAIS				
Localisation	METROPOLE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	37 438,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
74 876,00 €	TTC	50 %		37 438,00 €	

Dossier	EX021467 - Soutien aux Banquet des Cheveux Blancs, initiative du Secours populaire français en faveur des séniors isolés ou précaires				
Bénéficiaire	R35182 - SPF-IDF CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE DU SECOURS POPULAIRE FRANCAIS				
Localisation	VAL DE MARNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	16 750,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
33 500,00 €	TTC	50 %		16 750,00 €	

Dossier	EX021483 - Sollicitation aide aux départs en vacances - Séjours familiaux				
Bénéficiaire	EX002260 - SPF SECOURS POPULAIRE FRANCAIS FEDERATION DE L'ESSONNE				
Localisation	HORS REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	40 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 000,00 €	TTC	50 %		40 000,00 €	

Dossier	EX021486 - Soutien à la Journée des Oubliés des Vacances				
Bénéficiaire	R35182 - SPF-IDF CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE DU SECOURS POPULAIRE FRANCAIS				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	40 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 000,00 €	TTC	50 %		40 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-242	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00001015 - Aide au départ en vacances	260 188,00 €

Total sur l'imputation 934 - 42 - 142003 - 14200304	327 188,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009697

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : TRAVAUX POUR UN FUTUR ACCUEIL DE JOUR, LA « MAISON CARITAS ALESIA », AU 54-56 RUE DU MOULIN DE LA POINTE, PARIS 13ÈME

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté	133 560,00 €	50,00 %	66 780,00 €
	Montant Total de la subvention		66 780,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
14200301- Établissements et services pour femmes en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SECOURS CATHOLIQUE
Adresse administrative : 13 RUE SAINT AMBROISE
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BOURGUE Pascal, Président Départemental

Date de publication au JO : 29 octobre 1946

N° SIRET : 77566669602672

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : travaux pour un futur accueil de jour, la « maison Caritas Alesia », au 54-56 rue du Moulin de la Pointe, Paris 13ème

Date prévisionnelle de début de projet : 15 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Travaux à réaliser en urgence, afin de pouvoir utiliser au plus tôt par le public en précarité le local pour lequel le bail a été signé début mai 2017; en outre un autre local actuellement loué pour certaines activités similaires dans l'enceinte de la gare d'Austerlitz en restructuration doit être détruit cet été.

Objectifs :

En 2016, la délégation de Paris du Secours Catholique se compose 29 lieux d'accueil, animés par 33 permanents et 1044 bénévoles, et a apporté un soutien à environ 11 900 situations de pauvreté.

Ses actions diverses sont menées auprès de tout public en difficulté, selon le principe d'accueil

inconditionnel, mais prioritairement : les familles (dont les femmes seules avec enfants) et les personnes de la grande exclusion (familles et personnes seules à la rue,…)

Cette délégation a décidé début 2014 de se réorganiser, en créant sur Paris quelques grands lieux d'accueil de jour (les « Maisons » Caritas, dont celle de Batignolles, pour laquelle une subvention a été votée le 21 septembre 2016 par le Conseil Régional), ouverts sur toute la journée voire en soirée et le dimanche à l'avenir ; Maisons auxquelles sont rattachés des lieux satellites existants.

Le local concerné, dans le sud du 13ème arrondissement, répond aux priorités préalablement définies, notamment être :

- au centre des dispositifs d'accompagnement satellites de l'association demeurant sur les arrondissements du Sud de Paris qui reçoivent très majoritairement (70 à 80%) des femmes en difficulté et leurs enfants,
- à proximité de besoins sociaux importants : proche du quartier prioritaire politique de la ville « Kellermann Paul Bourget », des ilots de l'Interne et Keufer, d'un important ensemble d'habitat social et de 6 hôtels sociaux ; selon le Projet de territoire Sud 13ème d'octobre 2015 (quartiers Politique de la Ville), un ménage sur 6 y vit sous le seuil de bas revenus, une famille sur trois est une famille monoparentale modeste. Les besoins sociaux et de lien social sont actuellement peu couverts localement, et la Maison Caritas travaillera en liaison avec les équipes du Département et les associatifs plus spécialisés présents sur ce territoire,
- adaptable aux activités à y mener, aux contraintes de la législation, en estimant de recevoir 5 à 800 personnes/an, avec des perspectives d'augmentation au fur et à mesure du déploiement du projet (de 20 à 50 personnes par jour).

La nouvelle « 'Maison » permettra en un lieu toutes les activités d'accompagnement que propose le Secours Catholique, évitant ainsi aux femmes, surtout accompagnées d'enfants, de se déplacer en plusieurs lieux sur Paris comme actuellement.
Les activités, assurées par quelques salariés et surtout des équipes de bénévoles, sous la houlette des instances de gouvernance de la Maison, seront adaptées à l'évolution des besoins et des possibilités ; sont envisagées à ce jour :

- premier accueil ; écoute et orientation,
- rendez-vous spécialisés logement,
- ateliers informatiques pour l'emploi ; accompagnement à la scolarité, voire autres formations ou ateliers…
- ateliers théâtre ou création, sorties culturelles, temps festifs,
- groupe de convivialité « la ruche » : de 10 à 15 femmes (responsables de familles monoparentales), se réunissant tous les mois pour partager un repas ou préparer une sortie culturelle : moyen de lien social et d'échanges citoyens,
- projet APAME (Aide Par l'Alimentaire pour les Mères et leurs Enfants) pour une douzaine de femmes avec enfants en bas âge, par cycle de 6 mois : des temps de pédagogie, de convivialité, de pratique en cuisine autour de l'alimentaire pour des familles à l'hôtel (cuisiner y est interdit) : participer à l'accès à une alimentation saine, digne et pérenne, voire animation auprès des enfants, aide à l'accès aux produits alimentaires et d'hygiène.

Moyens mis en œuvre :
Ces activités nécessitent des espaces ad hoc, dont cuisine équipée, grande salle de réunion ou de convivialité avec espace enfants, grande salle atelier, bureaux individuels, WC PMR et sanitaires,.. pour lequel l'association va engager des travaux, ayant déjà l'accord de principe du propriétaire, pour transformer, mettre en conformité ERP et équiper les locaux de 265 m2 en rez de chaussée et 35 en sous sol :

- cloisonnements, plomberie, réfection sol et plafond, peinture, extension du réseau chauffage, électricité, réseau téléphonie et informatique, etc.
- Mobilier de bureaux et d'accueil, mobilier et équipement de cuisine, appareils électro-ménagers, table à langer, mobilier adapté pour le coin enfants, informatique…

Intérêt régional : Compte tenu des délais de réalisation du projet, la mesure relative aux stages pourra être faite postérieurement au solde de la subvention, afin de ne pas la retarder et pénaliser la trésorerie de l'organisme demandeur.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
travaux	103 320,00	77,36%	Région	66 780,00	50,00%
honoraires travaux	12 240,00	9,16%	Fondation Caritas (EC)	45 000,00	33,69%
mobilier, équipement	18 000,00	13,48%	Fonds propres	21 780,00	16,31%
Total	133 560,00	100,00%	Total	133 560,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	66 780,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté	55 100,00 €
	Montant total	55 100,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008973

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : EXTENSION DE QUATRE CENTRES DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE À COLOMBES (92), PANTIN (93), CRÉTEIL (94) ET VILLEJUIF (94) AU MOIS D'AOÛT 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	141 900,00 €	19,03 %	27 000,00 €
	Montant Total de la subvention		27 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AOUT SECOURS ALIMENTAIRE
Adresse administrative : 57 RUE BOBILOT
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame GIROUX, REFRENTE ANTENNE COLOMBES (92)

Date de publication au JO : 23 janvier 1999

N° SIRET : 42223954100036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : extension de quatre centres de distribution alimentaire à Colombes (92), Pantin (93), Créteil (94) et Villejuif (94) au mois d'août 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'association a besoin d'anticiper sa campagne estivale qui a lieu au mois d'août en l'organisant dès le mois de juin.

Objectifs :
L'association a pour principal objectif de prendre en Région Ile-de-France le relais des organismes qui nourrissent les personnes les plus démunies et qui ferment en été.

Présente depuis 1994 à Paris, elle s'est développée en proche banlieue dans diverses communes où le besoin se faisait particulièrement sentir et dans lesquelles une structure d'accueil et de distribution pouvait être mise en place.
Les projets subventionnés par la Région au cours des dernières années ont porté sur le développement de l'action en proche banlieue : développement du centre de Colombes créé en 2004, ouverture d'un nouveau centre à Pantin en 2009, ouverture de deux nouveaux centres à Créteil en 2013 et à Villejuif en 2014. La demande pour 2017 concerne l'extension de ces quatre centres qui sont d'année en année de plus en plus sollicités.

Description :
L'association accueille et nourrit des personnes dans le besoin pendant le mois d'août, à Paris et dans diverses communes d'Ile-de-France proches de Paris. Elle prend ainsi le relais des organismes qui distribuent des aliments et ferment en été pour cause de vacances.
Globalement, plus de 14.000 personnes ont été nourries par ASA en 2016 dont plus de 4.500 par les centres de proche banlieue.
654.000 repas ont été distribués au cours de l'été 2016 dont 229.000 en proche banlieue.

Moyens mis en œuvre :
4 centres de distribution à Paris (qui ne font pas l'objet de la demande de subvention) , 1 à Colombes, 1 à Pantin, 1 à Créteil et 1 à Villejuif ont accueilli de nombreuses personnes dans le besoin au cours de l'été 2016.
En 2017, les mêmes centres seront à nouveau ouverts et pour les centres de proche banlieue, un accroissement sensible de la fréquentation est attendue.
Ces centres ouvrent tout le mois d'août, 3 jours par semaine l'après-midi. En début d'après-midi, des bénévoles préparent des colis repas. A partir de 17h, les personnes dans le besoin envoyées par les associations qui ferment en été et par les centres d'action sociale des mairies concernées, sont accueillies chaleureusement autour d'une buvette (café et sirops). Les enfants qui accompagnent leurs parents peuvent profiter d'un atelier de dessin. Tous repartent avec un colis dont la taille est fonction de la composition de la famille.
Le projet consiste à accueillir toutes les personnes qui sont envoyées dans chacun des quatre centres. Il est prévu une augmentation de 5% de la fréquentation des centres, prévision qui est considérée comme un minimum vu le contexte social actuel.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ce sont les personnes les plus démunies qu'envoient les associations fermées en été ainsi que les Centres d'Action Sociale des communes d'accueil et de communes proches des centres. L'association accueille ainsi de nombreuses familles démunies mais également des personnes seules de tous âges.

- Nombre de bénéficiaires potentiels : entre 4.500 et 5.000 personnes y compris enfants vont bénéficier des distributions dans les centres qui font l'objet du dossier. Globalement, ASA va accueillir plus de 13.000 personnes.
- Lieu de réalisation : rue Pierre Virol à Colombes, Avenue François Mitterand à Creteil, rue Sainte Colombe à Villejuif et dans un lieu non encore définitivement arrêté à Pantin.
Les emplacements à Paris (action non subventionnée par la Région) sont dans les 15e 18e 19e et 20e

arrondissements.
- Méthode d'évaluation envisagée :
L'évaluation s'appuie sur deux valeurs chiffrées : le nombre de repas distribués et le nombre de personnes nourries (y compris enfants et bébés).
Un indice de satisfaction est établi, appuyé sur une enquête menée auprès d'une vingtaine d'accueillis.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Produits alimentaires et logistique	111 500,00	78,58%
Personnel détaché	21 000,00	14,80%
Autres services extérieurs	9 400,00	6,62%
Total	141 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (DRIHL 92, 93 et 94)	19 000,00	13,39%
Région Île-de-France	27 000,00	19,03%
Départements (92, 93 et 94)	4 000,00	2,82%
Communes	13 000,00	9,16%
Députés	4 000,00	2,82%
Dons privés et fondations	74 900,00	52,78%
Total	141 900,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	27 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	25 000,00 €
2015	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	25 000,00 €
2016	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	27 000,00 €
	Montant total	77 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009729

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MISE EN OEUVRE DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT FNSF-RÉGION POUR L'ACCÈS AU LOGEMENT LOCATIF SOCIAL DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES OU FAMILIALES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	70 000,00 €	57,14 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FNSF FEDERATION NATIONALE SOLIDARITE FEMMES
Adresse administrative : CS 60047
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Dominique GUILLEN-ISENMANN, Présidente

Date de publication au JO : 4 février 1987

N° SIRET : 32534704500057

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence à assurer le relogement de femmes victimes de violences.

Objectifs :
Contribution à la mise à l'abri des femmes victimes de violences conjugales et familiales.

Description :
Le Conseil régional, par délibération n° CR 38-16 du 17 mars 2016, a décidé de renouveler son engagement en faveur du relogement des femmes victimes de violences conjugales et familiales et de l'amplifier.

Dans le cadre de la convention partenariale 2016-2020 conclue avec la FNSF "pour l'accès au logement locatif social des femmes victimes de violences conjugales ou familiales", la Région prévoit une subvention de fonctionnement de 40.000€, dans la limite de 60% des dépenses correspondantes, pour les dépenses de fonctionnement nécessaires à la réalisation des actions visées par la convention.

En effet, une partie des droits de désignation régionaux est mobilisée en faveur de
femmes victimes de violences permettant notamment de désengorger les structures d'hébergement collectif ou temporaire, ou d'améliorer des situations de détresse.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	45 354,00	60,07%
Fonction supports	11 283,00	14,95%
Fonctionnement du projet	16 260,00	21,54%
Déplacements, missions et réceptions	1 337,00	1,77%
Matériel	1 262,00	1,67%
Total	75 496,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (attribuée)	40 000,00	52,98%
Fonds privés	30 386,00	40,25%
Fonjep	5 110,00	6,77%
Total	75 496,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Subvention annuelle à la FNSF	40 000,00 €
2015	Subvention annuelle à la FNSF	40 000,00 €
2016	Subvention annuelle à la FNSF	40 000,00 €
	Montant total	120 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020963

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FAVORISER LE DROIT ET L'ACCÈS AUX VACANCES DE PERSONNES ÂGÉES ISOLÉES ET PRÉCAIRES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	127 000,00 €	31,50 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES PETITS FRERES DES PAUVRES
Adresse administrative : 64 AV PARMENTIER
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain VILLEZ, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 77568025900022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au départ en vacances
Rapport Cadre : CR2017-55 du 09/03/2017

Objet du projet : Favoriser le droit et l'accès aux vacances de personnes âgées isolées et précaires

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses préparatoires au départ en vacances.

Objectifs :
Mettre en œuvre le « droit aux vacances pour tous » en rendant possible en 2017, en Ile-de-France, le départ en séjour de plus 400 personnes, âgées de plus de 50 ans, isolées, souffrant de précarités multiples et/ou en perte d'autonomie, qui sans soutien ne partiraient pas ou ne pourraient plus partir.

Description :
Le projet consiste à rendre possible le départ en séjour de vacances de résidents franciliens

accompagnés durant toute l'année par les bénévoles de l'association qui au travers de visites régulières à domicile et/ou d'actions collectives tentent de rompre leur isolement et leur solitude.
Les bénévoles travaillent avec eux à la levée les freins au départ :
- Les freins financiers : difficile de partir quand on n'en a pas les moyens
- Les freins relationnels : difficile de partir quand on est seul(e) et que l'on a un réseau relationnel très réduit voire inexistant.
- Les freins liés à la santé : difficile de partir quand on fait face à des pertes d'autonomie liées à l'âge ou la maladie
- Les freins environnementaux : difficile de partir avec son animal de compagnie, avec un proche dépendant …

Moyens mis en œuvre :
Les 2961 bénévoles réguliers de l'association en Ile-de-France, soutenus par des salariés, récoltent les désirs et souhaits de départs en vacances auprès des 4627 personnes qu'ils accompagnent régulièrement à domicile et en hébergement collectif, et tentent avec eux de lever les freins au départ.

Les équipes de bénévoles construisent localement des réponses possibles à ces souhaits de départs et organisent des séjours de vacances.

14 maisons de vacances, totalement équipées et aux normes pour recevoir ce type de public sont mis à disposition des équipes locales par l'association pour la réalisation de leurs projets

Pour chaque séjour, un bénévole responsable, formé au sein du centre de formation, est désigné. (Formation à la gestion de groupe, au respect des normes d'hygiène et de sécurité, à la gestion budgétaire, aux spécificités de nos publics …)
Il sera soutenu par une équipe de bénévoles « accompagnateurs » recrutés et formés également par notre centre de formation (Formation aux règles d'hygiène et de sécurité, aux gestes utiles …), il est prévu 2 accompagnateurs pour un vacancier totalement dépendant, un accompagnateur pour un vacancier partiellement dépendant et 1 bénévole pour 2 à 3 vacanciers valides et enfin 1 accompagnateur pour 6 à 9 vacanciers totalement autonome.

La logistique transport est totalement mise en place par l'équipe depuis le domicile du vacancier.

Intérêt régional : Soutenir le départ en vacances et le droit aux vacances pour tous des publics qui en sont les plus éloignés.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'association accompagne en Ile-de-France 4627 personnes de plus de 50 ans souffrant d'isolement social, de solitude et/ou de précarités multiples.
Chiffres 2016 : 1883 Femmes et 2744 Hommes, dont :
611 d'entre eux ont moins de 60 ans
2040 personnes ont entre 60 et 80 ans
1976 personnes ont plus de 80 ans

Détail du calcul de la subvention :
Sur un coût total de 212 000€, la base subventionnable est de 127 000€, liée à l'exclusion de la

valorisation des contributions volontaires en nature pour un montant de 85 000€.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	40 000,00	18,87%
Services extérieurs	20 000,00	9,43%
Autres services extérieurs (transports)	50 000,00	23,58%
Frais de personnel	17 000,00	8,02%
Emplois des contributions volontaires en nature	85 000,00	40,09%
Total	212 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation des usagers	30 000,00	14,15%
Subvention Région (attribuée)	40 000,00	18,87%
Organismes privés (attribué)	142 000,00	66,98%
Total	212 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021115

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ACCÈS AUX VACANCES ESTIVALES DES FAMILLES FRANCILIENNES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	94 000,00 €	40,43 %	38 000,00 €
	Montant Total de la subvention		38 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ERA ECOUTER REFLECHIR ET AGIR
Adresse administrative : 23 RUE MAURICE UTRILLO
93400 SAINT-OUEN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FLORA ROMIEU, Autre

Date de publication au JO : 24 avril 2010

N° SIRET : 52456330100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au départ en vacances
Rapport Cadre : CR2017-55 du 09/03/2017

Objet du projet : Accès aux vacances estivales des familles franciliennes

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses préparatoires au départ en vacances.

Objectifs :
L'objectif du projet est de permettre un accès aux vacances à des familles franciliennes qui en sont habituellement privées pour des raisons financières ou des difficultés sociales.

Description :
Il s'agit d'accompagner socialement les familles pour qu'elles puissent organiser un départ en village vacances, en pension complète pendant une semaine.
L'accompagnement consiste à travailler avec les familles sur les différents « freins » concernant l'accès

aux vacances et ensuite les mettre en condition pour pouvoir partir en autonomie.
Ce projet est aussi l'occasion de permettre à certaines familles de renouer avec les dispositifs de droit commun.

L'élaboration du projet de préparation au départ se fait grâce à des :
- des réunions d'information
- des temps de formation sur les outils d'accompagnement, la méthodologie de projet et l'animation de groupe
- un accompagnement et une aide administrative
- des actions d'animation pour l'autofinancement pour le séjour
- la recherche de financement pour le projet
- des ateliers, photos, théâtre, communication et peinture.

Les bénévoles de l'association travaillent avec les familles sur ces différents ateliers les mercredis pour les temps de formation et les réunions. D'autres temps sont programmés pour les réunions générales.

Moyens mis en œuvre :
Pour la mise en place de ce projet, l'association mobilise :
le responsable de projet ERA-93
3 bénévoles ERA-93
13 assistantes sociales de secteur pour le soutien à l'accompagnement social des familles
le référent famille d'un centre social.

Matériel et équipement nécessaires :
Salle de réunion pour les temps de regroupement collectif
Matériel de communication et bureautique

Intérêt régional : Lutte contre les inégalités sur le territoire en faveur des populations en situation de précarité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Pour l'année 2017 le projet va concerner 200 personnes soit un total de 50 familles.

Le public, qui réside en QPV, est en provenance des villes suivantes:
- Saint-Ouen, Aubervilliers, La Courneuve et Saint-Denis pour la Seine-Saint-Denis
- Nanterre et Colombes pour les Hauts-de-Seine
- Villeneuve-Saint-Georges pour le Val-de-Marne

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée à 50% de la dépense subventionnable dans la limite d'un montant fixé à 40 000€ par dossier.
Sur un coût total du projet de 102 500€, la base subventionnable est de 94 000€, liée à l'exclusion de la valorisation des contributions volontaires en nature pour un montant de 8 500€.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	3 000,00	2,93%
Services extérieurs (locations)	58 000,00	56,59%
Autres services extérieurs (dont transports)	28 500,00	27,80%
Frais de personnel	4 500,00	4,39%
Emplois des contributions volontaires en nature	8 500,00	8,29%
Total	102 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation des usagers	9 000,00	8,78%
Subvention Région (attribuée)	38 000,00	37,07%
Emploi tremplin	4 500,00	4,39%
Ville de Saint-Ouen	2 000,00	1,95%
Ville d'Aubervilliers	2 000,00	1,95%
CAF	28 000,00	27,32%
Organismes privés	8 000,00	7,80%
Autres produits de gestion courante	2 500,00	2,44%
Contributions volontaires en nature	8 500,00	8,29%
Total	102 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	38 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	9 000,00 €
2014	Départ en vacances et/ou échanges inter intra régionaux	10 800,00 €
2015	Départ en vacances et/ou échanges inter intra régionaux	64 800,00 €
2015	Méditerranée (CR46-14)	7 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	12 000,00 €
2016	Phénix	11 500,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	9 430,00 €
	Montant total	124 530,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021273

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ACCOMPAGNER AVANT, PENDANT ET APRÈS LEUR PROJET VACANCES DES FAMILLES DÉFAVORISÉES PAR LEURS CONDITIONS DE VIE ET DE RESSOURCES.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	308 439,00 €	12,97 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VACANCES ET FAMILLES ACCUEIL EN PLUS
Adresse administrative : 113 RUE DANIELLE CASANOVA
93200 SAINT DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MAITE REGUIG, Présidente

Date de publication au JO : 17 février 1980

N° SIRET : 32365850000026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au départ en vacances
Rapport Cadre : CR2017-55 du 09/03/2017

Objet du projet : accompagner avant, pendant et après leur projet vacances des familles défavorisées par leurs conditions de vie et de ressources.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses préparatoires au départ en vacances.

Objectifs :
Permettre l'accès aux vacances de familles, et à travers cela, aider les familles à verbaliser : formuler des vœux, dire ses envies, nommer les freins qui empêchent ou ralentissent la réalisation d'un projet, acquérir la capacité à anticiper et à se projeter et enfin assurer les familles de leurs capacités à agir.

Description :
Rencontres dès le début d'année des différents partenaires (centres sociaux, des assistantes sociales et d'autres associations) pour leur présenter l'association et l'offre séjour.
Puis rencontres collectives des familles pour leur présenter le mode d'intervention et le type de séjour proposé.
Chaque famille est ensuite reçue de façon individuelle par un bénévole ou salarié, avec les parents et les enfants, afin de comprendre les attentes de chacun et les freins éventuels. Différents thèmes sont abordés : les dates de séjour, le lieu, le type d'hébergement. Sont particulièrement travaillés : le transport (mode et coût), le budget vacances. Il est travaillé avec les familles les estimations des moyens nécessaires pendant le séjour (nourriture, activités familiales, achats de souvenir…) et il leur est rappelé que les dépenses courantes (loyer) continuent à courir pendant le séjour. Les familles sont informées du coût réel des séjours, des différentes aides qui leur sont attribuées (CAF, Région, Communes, ANCV, Ase…) et de la quote-part qu'elles auront à leur charge : une participation financière des familles est indispensable pour rendre pleinement les familles actrices de leurs vacances.
Au vu de ces éléments, des propositions de séjour sont faites en termes de mode d'hébergement, de lieu et de dates de séjours. Elles peuvent être discutées avec les familles et modifiées. Une fois le séjour accepté, la famille est invitée à des rencontres collectives où différents points sont abordés (les animations proposées par l'association, les activités à faire en famille, les relations avec le bénévole accueillant).

Moyens mis en œuvre :
12 bénévoles et 2 salariés, 6 jeunes volontaires en service civique qui informent, accompagnent et rassurent les familles. Tous sont équipés d'ordinateurs portables permettant de faire des propositions de lieux de séjours aux familles grâce à la gestion en ligne des activités.

Nombreux partenariats et sites de points de rencontre et d'accompagnement des familles (permanences organisées essentiellement dans des centres sociaux, maisons de quartier et épiceries sociales à Paris (dans 6 lieux différents), en Seine-Saint-Denis (6 lieux), dans le Val-de-Marne (4 lieux) et en Essonne (4 lieux), accompagnement à la mobilité (trois cars sont chaque année affrétés pour les familles les moins mobiles (monoparentales, de jeunes enfants).

Intérêt régional : Lutter contre les inégalités sur le territoire en faveur des populations en situation de précarité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
310 familles franciliennes soit près de 1 200 personnes.
En 2016, près de 53 % des familles parties étaient issues des territoires prioritaires de la ville (SFU, ZFU, SUF). Paris et la Seine Saint Denis sont les départements d'où les familles partent majoritairement.
Un partenariat conduit avec une association d'aide à domicile pour aider au départ des vacances de ses salariées, souvent en situation de monoparentalité et de travailleuses pauvres, sera reconduit et potentiellement élargi en 2017.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée à 50% de la dépense subventionnable, dans la limite d'un montant fixé à 40 000€ par dossier.
Sont exclus de la base subventionnable les impôts et taxes liés au projet (304€) portant la base

subventionnable à 308 439€.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	20 049,00	6,49%
Services extérieurs	220 129,00	71,30%
Autres services extérieurs	10 733,00	3,48%
Impôts et taxes	304,00	0,10%
Frais de personnel	54 628,00	17,69%
Autres charges de gestion courante	2 900,00	0,94%
Total	308 743,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation des usagers	66 460,00	21,53%
Autres prestations de services	92 107,00	29,83%
Recettes diverses	16 987,00	5,50%
Subvention Région (attribuée)	40 000,00	12,96%
Subventions départements	22 464,00	7,28%
Subventions communes	23 360,00	7,57%
CAF	41 627,00	13,48%
Autres produits de gestion courante	1 488,00	0,48%
Produits exceptionnels	3 200,00	1,04%
Reprise sur amortissements	1 050,00	0,34%
Total	308 743,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Départ en vacances et/ou échanges inter intra régionaux	57 574,00 €
2015	Départ en vacances et/ou échanges inter intra régionaux	84 000,00 €
2016	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	24 000,00 €
	Montant total	165 574,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021392

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SÉJOURS D'ENFANTS MALADES CHEZ LES VOLONTAIRES FAMILLES ACCUEIL VACANCES.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	16 000,00 €	50,00 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOLIDARITE ENFANTS SIDA
Adresse administrative : 24 RUE DU LIEUTENANT LEBRUN
93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Maxime LARTAS, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 38383402500058

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au départ en vacances
Rapport Cadre : CR2017-55 du 09/03/2017

Objet du projet : Séjours d'enfants malades chez les volontaires Familles Accueil Vacances.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 2 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses préparatoires au départ en vacances

Objectifs :
Proposer à des enfants atteints de pathologies graves et issus de familles en situation de grande précarité de passer des séjours de vacances afin de bénéficier, le temps d'une pause estivale, d'un autre environnement que leur quotidien.

Description :
Le projet consiste à permettre à des enfants de partir dans les Familles Accueil Vacances, partout en

France, pour une période de 15 jours durant les vacances d'été.

Les parents peuvent accompagner leurs enfants et passer 1 nuitée chez les volontaires qui vont ensuite prendre en charge leurs enfants pour les vacances.

Pour permettre aux enfants des familles accompagnées, souvent en situation de précarité sociale majeure, les volontaires "Familles Accueil Vacances" prennent en charge certains enfants pendant les congés d'été.

Ils les accueillent et leur font profiter de vacances hors Ile-de-France.

Sol En Si est le relai entre les volontaires et les enfants, et permet aux parents de les accompagner et de voir le site de vacances.

Moyens mis en œuvre :
15 volontaires Familles Accueil Vacances, 4 salariés et 1 stagiaire.

Intérêt régional : Lutte contre les inégalités sur le territoire en faveur des populations en situation de précarité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Population prise en charge par l'association, en situation de grande précarité sociale et concernée par une pathologie chronique discriminante.
25 enfants peuvent partir en vacances dans les familles d'accueil.
10 AR en train sont prévus pour que le parent puisse accompagner son enfant.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée à 50% de la dépense subventionnable, dans la limite d'un montant fixé à 40 000€ par dossier.
Sur un coût total du projet de 16 407€, la base subventionnable est de 16 000€, liée à l'exclusion des dotations aux amortissements pour un montant de 407€.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 937,00	17,90%
Services extérieurs	357,00	2,18%
Autres services extérieurs	5 127,00	31,25%
Dotations aux amortissements et aux provisions	407,00	2,48%
Frais de personnel	7 579,00	46,19%
Total	16 407,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation des usagers	500,00	3,05%
Région (attribué)	8 000,00	48,76%
CD93 (EC)	2 000,00	12,19%
Bobigny (EC)	3 000,00	18,28%
Laboratoires et fondations (att)	2 400,00	14,63%
Autres produits de gestion courante	507,00	3,09%
Total	16 407,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	8 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021464

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SPF SECOURS POPULAIRE FRANCAIS 21/04/2017 ORGANISATION DE SÉJOURS DE VACANCES POUR DES FAMILLES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	74 876,00 €	50,00 %	37 438,00 €
	Montant Total de la subvention		37 438,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPF SECOURS POPULAIRE FRANCAIS
Adresse administrative : 4 RUE DE L INDUSTRIE
95310 SAINT-OUEN-L'AUMONE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICK PASZKIEWIEZ, Secrétaire général

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 31208318100031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au départ en vacances
Rapport Cadre : CR2017-55 du 09/03/2017

Objet du projet : Organisation de séjours de vacances pour des familles en situation de précarité

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :

Objectifs :
Permettre à des milliers d'enfants de familles et de personnes âgées de découvrir les joies des vacances à la mer, à la montagne et à la campagne.

Description :
Prospection et négociation de séjours au sein de centres de vacances, répartis sur tout le territoire français (mer, montagne, campagne).

Mise en forme de l'offre.
Mise en place d'outils pour le suivi des inscriptions et leurs coûts.

Moyens mis en œuvre :
Le coût prévisionnel total de ces 35 séjours (pour 130 personnes) s'élève à 74 876 €, comprenant des frais de fonctionnement. La part du financement régional estimé à 37 438 € représente 50 % du coût total de ces séjours.
Le reste du financement est composé de la participation des familles, du soutien de l'ANVC, de subventions de la Caisse d'Allocations Familiales du Val d'Oise.

Intérêt régional : Epanouissement et luttre contre l'exclusion des familles franciliennes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Familles en précarité sociale, qui n'ont pas pu partir en vacances en 2017.

Détail du calcul de la subvention :
Sur un projet au coût total de 84 476 €, sont exclues de la base subventionnable les dotations et les contributions volontaires en nature pour un montant de 5 600 €.

Localisation géographique :
- METROPOLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	600,00	0,75%
Locations	544,00	0,68%
Autres services externes (dont Rémunérations)	19 356,00	24,05%
Impôts et taxes liés au projet	43,00	0,05%
Frais de personnel	11 333,00	14,08%
Hebergements pensions complètes	43 000,00	53,43%
Emplois des contributions volontaires en nature	5 600,00	6,96%
Total	80 476,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation des usagers	8 938,00	11,11%
Région	37 438,00	46,52%
Caisse Allocations Familiales	8 000,00	9,94%
ANVC	20 500,00	25,47%
Contributions volontaires en nature	5 600,00	6,96%
Total	80 476,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	37 438,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Fonds d'urgence pour l'accompagnement des réfugiés	8 650,00 €
	Montant total	8 650,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021483

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SOLLICITATION AIDE AUX DÉPARTS EN VACANCES - SÉJOURS FAMILIAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	80 000,00 €	50,00 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPF SECOURS POPULAIRE FRANCAIS
FEDERATION DE L'ESSONNE

Adresse administrative : 503 PLACE DES CHAMPS ELYSEES
91080 COURCOURONNES

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame ANNIE GRINON, *

Date de publication au JO : 15 octobre 1979

N° SIRET : 39200557500031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au départ en vacances
Rapport Cadre : CR2017-55 du 09/03/2017

Objet du projet : Sollicitation aide aux départs en vacances - Séjours familiaux

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :

Objectifs :
Accompagner les familles dans la construction de leur projet de départ dans une démarche d'autonomisation progressive et de remobilisation. Renforcer les liens familiaux et sociaux

Description :
Au travers de l'accès aux vacances, le Secours Populaire Français – Fédération de l'Essonne poursuit son rôle historique d'accompagnement aux familles.

Des séjours en centre de vacances seront ainsi proposés aux familles reçues dans nos permanences d'accueil. Après une période d'accompagnement les séjours seront réalisés en autonomie.

Moyens mis en œuvre :
Le coût prévisionnel total de ces 50 séjours (pour 250 personnes) s'élève à 80 000 €, comprenant des frais de fonctionnement. La part du financement régional estimé à 40 000 € représente 50 % du coût total de ces séjours.

Le reste du financement est composé de la participation des familles, du soutien de l'ANVC, de subventions de certaines collectivités territoriales et des fonds propres du Secours Populaire.

Intérêt régional : Epanouissement et lutte contre l'exclusion des familles franciliennes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Familles en situation de précarité sociale, qui n'ont pas pu partir en vacances en 2017

Détail du calcul de la subvention :
Sur un projet au coût total de 84 000 €, sont exclues de la base subventionnable les dotations et les contributions volontaires en nature pour un montant de 4 000 €.

Localisation géographique :
- HORS REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 200,00	2,62%
Services externes (dont Entretien et réparations)	912,00	1,09%
Autres services externes (dont Déplacements)	4 530,00	5,39%
Impôts et taxes (liés au projet)	265,00	0,32%
Frais de personnel	2 593,00	3,09%
Autres charges de gestion courante	69 500,00	82,74%
Emplois des contributions volontaires en nature	4 000,00	4,76%
Total	84 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services et ventes diverses	9 500,00	11,31%
Région	40 000,00	47,62%
ANVC	22 000,00	26,19%
Autre produits de gestion courante	8 500,00	10,12%
Contributions volontaires en nature	4 000,00	4,76%
Total	84 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Fonds d'urgence pour l'accompagnement des réfugiés	10 000,00 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	30 000,00 €
	Montant total	40 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021467

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SOUTIEN AUX BANQUET DES CHEVEUX BLANCS, INITIATIVE DU SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS EN FAVEUR DES SÉNIORS ISOLÉS OU PRÉCAIRES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	33 500,00 €	50,00 %	16 750,00 €
	Montant Total de la subvention		16 750,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPF-IDF CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE DU SECOURS POPULAIRE FRANCAIS
Adresse administrative : 6 PASSAGE RAMEY
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Louis DURAND-DROUHIN, Président

Date de publication au JO : 19 mars 1980

N° SIRET : 47997194700011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au départ en vacances
Rapport Cadre : CR2017-55 du 09/03/2017

Objet du projet : soutien aux Banquet des Cheveux Blancs, initiative du Secours populaire français en faveur des séniors isolés ou précaires

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses préparatoires à la tenue de l'événement.

Objectifs :
Permettre à des séniors en situation de précarité d'accéder à un temps de détente, de convivialité et d'ouverture aux autres. En effet, les journées proposées par le SPF permettent aux séniors de lier de nouvelles relations, ce qui est un bon outil de lutte contre l'isolement.

Plus précisément, la journée permet :
- d'offrir une journée inoubliable et dansante à 400 séniors franciliens isolés et/ou en situation de précarité
- d'élaborer un projet visant l'insertion sociale, l'accessibilité à la culture et aux loisirs pour tous
- de sensibiliser l'opinion publique et les médias sur leur combat contre l'isolement.

Description :
Chaque année, le Secours populaire organise une journée à destination plus spécifiquement des séniors : le Banquet des Cheveux Blancs, qui aura lieu cette année le 17 août 2017. Les bénéficiaires partiront de Paris, en bateau-mouche, du pied de la Tour Eiffel, et profitent d'une visite commentée des monuments de Paris le long de la Seine, avant de se diriger vers la Marne et rejoindre la guinguette, «Chez Gégène», pour un déjeuner et un après-midi convivial et dansant. Pour beaucoup de participants, c'est un rêve qui se réalise. Ce lieu mythique, immortalisé par la chanson de Bourvil, a marqué leur jeunesse.

Moyens mis en œuvre :
La réalisation du projet nécessite la mobilisation des équipes bénévoles animant les permanences d'accueil et de solidarité afin d'entrer en contact avec les personnes intéressées, de décrire le projet et de prendre les premières inscriptions.
Pendant la journée, une trentaine de bénévoles se mobilisent pour porter ce projet et faire de ce moment un temps simple de rencontre et de détente, le tout sur des airs de musiques d'antan.
De plus 3 personnes de la fédération Ile-de-France, 1 salarié et 2 stagiaires, se chargent d'organiser, de coordonner et d'animer cette journée d'exception.

Intérêt régional : Lutte contre les inégalités sur le territoire en faveur des populations en situation de précarité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
400 séniors isolés ou en situation de grande précarité. Les communes d'Ile-de-France concernées sont celles où sont implantées les structures locales du SPF (comités ou antennes). En général, ces comités et antennes sont dans des villes où une partie importante de la population se trouve en situation de précarité.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée à 50% de la dépense subventionnable, dans la limite d'un montant fixé à 40 000€ par dossier.
L'intégralité des dépenses est éligible.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	15 100,00	45,07%
Services extérieurs	4 300,00	12,84%
Autres services extérieurs	4 600,00	13,73%
Frais de personnel	9 500,00	28,36%
Total	33 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation des usagers	800,00	2,39%
Subvention Région (attribuée)	16 750,00	50,00%
Fonds propres	15 950,00	47,61%
Total	33 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	16 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Départ en vacances et/ou échanges inter intra régionaux	168 756,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	45 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	100 000,00 €
2014	Soutien aux associations contribuant à la mise en oeuvre du droit au logement	7 140,00 €
2015	Départ en vacances et/ou échanges inter intra régionaux	226 080,00 €
2015	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	145 000,00 €
2016	Aide à la reconstruction - Investissement	55 117,00 €
2016	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	160 000,00 €
2016	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	245 000,00 €
2017	Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	15 773,00 €
	Montant total	1 167 866,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021486

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SOUTIEN À LA JOURNÉE DES OUBLIÉS DES VACANCES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	80 000,00 €	50,00 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPF-IDF CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE DU SECOURS POPULAIRE FRANCAIS
Adresse administrative : 6 PASSAGE RAMEY
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Louis DURAND-DROUHIN, Président

Date de publication au JO : 19 mars 1980

N° SIRET : 47997194700011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au départ en vacances
Rapport Cadre : CR2017-55 du 09/03/2017

Objet du projet : Soutien à la Journée des Oubliés des Vacances

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses préparatoires à la tenue de l'événement.

Objectifs :
- Offrir une journée mémorable à 5000 enfants franciliens qui n'ont pas pu partir en vacances
- Sensibiliser l'opinion publique et les médias sur le fait que "les vacances ne sont pas du luxe", une thématique portée défendue par le SPF.

Description :

Tous les ans depuis 1979, le Secours populaire français organise au mois d'août la « Journée des oubliés des vacances » pour les enfants qui n'ont pas eu la chance de partir en vacances pendant l'été.
Un enfant qui n'est pas parti en vacances avant le 15 août ne partira plus. Pour remédier à cette injustice, le Secours populaire français organise le départ de milliers d'enfants pour une grande journée festive au bord de la mer.
Le 23 août, sur la plage de Deauville, 5000 enfants profiteront d'une journée à la mer. Au programme : baignades, jeux, exposition, groupes de musique, et diverses animations autour du thème de cette année : Le Secours pop' fait son cinéma.

Moyens mis en œuvre :
Un accompagnateur bénévole pour 3,3 enfants, soit plus de 1 500 bénévoles franciliens qui seront présents pour encadrer la journée.
De plus, 1 à 3 personnes par fédération départementale (8 en Île-de-France), plus 1 salarié et 2 stagiaires à la coordination régionale, sur une durée allant de 1 à 6 mois vont agir sur le projet. Il s'agit d'organiser en amont toute la logistique nécessaire à l'accueil de plus de 6500 personnes sur une plage, de 120 cars, à la mise en place d'animations pour les enfants, à la commande de matériels divers utiles pour l'événement.

Intérêt régional : Lutte contre les inégalités sur le territoire en faveur des populations en situation de précarité, et plus particulièrement en direction des enfants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La Journée des oubliés des vacances est organisée par la coordination Ile-de-France du Secours populaire au profit des enfants de tous les départements d'Ile-de-France, soit 5000 franciliens de 6 à 12 ans qui n'ont pas pu partir en vacances en 2017.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée à 50% de la dépense subventionnable, dans la limite d'un montant fixé à 40 000€ par dossier.
L'intégralité des dépenses est éligible.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	21 000,00	26,25%
Services extérieurs	13 500,00	16,88%
Autres services extérieurs	15 500,00	19,38%
Frais de personnel	30 000,00	37,50%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (attribuée)	40 000,00	50,00%
Entreprises	5 000,00	6,25%
Fonds propres	35 000,00	43,75%
Total	80 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Départ en vacances et/ou échanges inter intra régionaux	168 756,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	45 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	100 000,00 €
2014	Soutien aux associations contribuant à la mise en oeuvre du droit au logement	7 140,00 €
2015	Départ en vacances et/ou échanges inter intra régionaux	226 080,00 €
2015	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	145 000,00 €
2016	Aide à la reconstruction - Investissement	55 117,00 €
2016	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	160 000,00 €
2016	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	245 000,00 €
2017	Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	15 773,00 €
	Montant total	1 167 866,00 €

AVENANT N° 2 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'ACCES AU LOGEMENT LOCATIF SOCIAL DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES OU FAMILIALES

Entre la Région Ile-de-France, dont le siège est situé 33, rue Barbet-de-Jouy, 75007 Paris, représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, en vertu de la délibération n° CR 38-16 du 17 mars 2016 relative à l'action régionale en faveur du logement – Soutien aux femmes victimes de violence,

ci-après dénommée « la Région »,

et

La Fédération Nationale Solidarité Femmes, dont le siège est situé 75, boulevard Macdonald - CS60047, 75019 Paris cedex 19, représentée par Madame Dominique GUILLIEN-ISENMANN, Présidente,

ci-après dénommée « la FNSF »,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 :
Ajoute en fin de l'article 3 : « Obligations de la FNSF » un alinéa rédigé comme suit :

9 - Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. »

Article 2 :
Ajoute à l'article 4 : « Modalités de versement », en fin d'alinéa 1, la mention suivante :

Ce récapitulatif annuel de l'action est assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Article 3 :
Ajoute en fin de l'article 5 : « Restitution éventuelle » l'alinéa suivant :

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité. »

Article 4 :

Remplace l'alinéa 2 de l'article 4 « Modalités de versement » par l'alinéa rédigé comme suit :

Cette dépense est imputée sur le chapitre budgétaire 934 «Santé et action sociale», code fonctionnel 42 «Action sociale», programme HP 42 003 (142 003) «Dispositif en faveur des

personnes en situation précaire » Action 14200304 «Fonds régional de solidarité et soutien aux familles».

Les autres articles de la convention, non modifiés par le présent avenant et l'avenant antérieur, restent inchangés.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le

Pour la Fédération Nationale Solidarité Femmes La Présidente

Le

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France Le Directeur des Solidarités

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 07/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 07/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-244
DU 5 JUILLET 2017

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE L'ACTION RÉGIONALE DANS LE DOMAINE DU HANDICAP TROISIÈME AFFECTATION POUR 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.4221-1 ;
VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L114-1 & suivants ;
VU la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ; adopté par délibération n° 33-10 du 17 juin 2010.
VU la délibération n° CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale ;

VU la délibération n° CR 23-15 du 12 février 2015 Politique de la ville – orientations pour une nouvelle action régionale ;
VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
Vu la délibération n° CR 2017-51 du 09 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité.

Vu La délibération n°CP 15-320 du 17 juin 2015 - Attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale de lutte contre les inégalités sociales et de sante et pour l'autonomie action régionale dans le domaine de la sante-troisième affectation 2015
Approbation de la convention-type relative à la participation régionale en investissement dans les domaines de l'action sociale et de la sante

VU La délibération n° CP 14-408 du 18 juin 2014- La politique sociale régionale pour les personnes en situation de handicap Troisième affectation pour 2014

Vu le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-244 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap – Services et

établissements pour enfants et adolescents – Investissement

Décide de participer, au titre du dispositif « La politique sociale régionale », au financement de 3 projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **724.000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions en investissement à la conclusion, avec les bénéficiaires, de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 15-320 du 17 juin 2015 et modifiée par les dispositions des délibérations n° CR 08-16 du 18 février 2016 et n°CR 2017-51 du 9 mars 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **724.000 €.** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap », action 142 004 01 « Etablissements et services d'éducation spéciale et de prévention pour enfants et adolescents en situation de handicap» du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

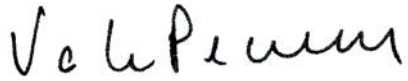
Article 2 : Dispositif en faveur de l'Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap

Décide de participer, au titre du dispositif «La politique sociale régionale», au financement de deux projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **20.000 €**

Subordonne le versement de cette subvention en investissement à la conclusion, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 15-320 du 17 juin 2015 et modifiée par les dispositions des délibérations n° CR 08-16 du 18 février 2016 et n°CR 2017-51 du 9 mars 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **20.000 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap», Action 14200403 « Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap »du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

état récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-244	Budget	2017

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**42 - Action sociale**
Programme	**142004 - Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap**
Action	**14200401 - Établissements et services d'éducation spéciale et de prévention pour enfants et adolescents en situation de handicap**

Dispositif : N° 00000682 - Services d'accompagnement et établissements d'accueil de jour des personnes en situation de handicap

Dossier	17006428 - Restructuration et opérations de réaménagement du CMPSI de La Norville (91).			
Bénéficiaire	R18720 - FONDATION LEOPOLD BELLAN			
Localisation	LA NORVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	704 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 695 764,00 €	TTC	26,12 %	704 000,00 €	

Dossier	17009263 - Acquisition d'un véhicule pour le SESSD d'Orsay situé au 82 bis, rue de Paris à Orsay (91).			
Bénéficiaire	R2411 - APF ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE APF			
Localisation	ORSAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 225,76 €	TTC	41,28 %	10 000,00 €	

Dossier	17009264 - Acquisition d'un véhicule pour le SESSD d'Arpajon situé 8, bis chemin de Chevreuse à Arpajon (91)			
Bénéficiaire	R2411 - APF ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE APF			
Localisation	ARPAJON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 225,78 €	TTC	41,28 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000682 - Services d'accompagnement et établissements d'accueil de jour des personnes en situation de handicap	724 000,00 €

Total sur l'imputation 904 - 42 - 142004 - 14200401	724 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-244	Budget	2017

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**42 - Action sociale**
Programme	**142004 - Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap**
Action	**14200403 - Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap**

Dispositif : N° 00000696 - Services d'information et d'insertion sociale pour personnes en situation de handicap

Dossier	17008797 - Acquisition d'un véhicule adapté pour l'accompagnement des personnes à mobilité réduite âgées et/ou handicapées résidentes à Villepinte (93).			
Bénéficiaire	R33215 - CTRE COM ACTION SOCIALE DE VILLEPINTE CCAS			
Localisation	VILLEPINTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 604,00 €	HT	19,76 %	10 000,00 €	

Dossier	17009043 - Aménagement et équipement d'un local pour le Groupe d'Entraide Mutuel (GEM) "Colibris" de Rungis situé au 5, rue Saarinen à Rungis (94).			
Bénéficiaire	P0036983 - COLIBRIS DE RUNGIS			
Localisation	RUNGIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
105 334,25 €	TTC	9,49 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000696 - Services d'information et d'insertion sociale pour personnes en situation de handicap	20 000,00 €

Total sur l'imputation 904 - 42 - 142004 - 14200403	20 000,00 €

Fiches projets

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17006428

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : RESTRUCTURATION ET OPÉRATIONS DE RÉAMÉNAGEMENT DU CMPSI DE LA NORVILLE (91).

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépenses charge foncière, études, travaux, honoraires et équipement	2 695 764,00 €	26,12 %	704 000,00 €
	Montant Total de la subvention		704 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20421-142004-300
14200401- Établissements et services d'éducation spéciale et de prévention pour enfants et adolescents en situation de handicap

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION LEOPOLD BELLAN
Adresse administrative : 64 RUE DU ROCHER
75008 PARIS
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur BERNARD DE LATTRE, Président

Date de publication au JO : 30 mai 1996

N° SIRET : 77567216500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Services d'accompagnement et établissements d'accueil de jour des personnes en situation de handicap
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : Restructuration et opérations de réaménagement du CMPSI de La Norville (91).

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Centre Médical de Phoniatrie et de Surdité Infantile (CMPSI) Léopold Bellan de La Norville (91) est spécialisé dans l'accompagnement d'enfants sourds, avec ou sans handicaps associés, et d'enfants porteurs de troubles spécifiques du langage.
Il est composé de deux structures comprenant un Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP) de 28 places et un Institut d'Education Sensorielle (IES) qui accompagne 107 enfants à travers une Section d'Education et d'Enseignement Spécialisés (SEES), une Section pour Enfants Sourds avec Handicap

Associé (SEHA) et un Service de Soutien à l'Education Familiale et à la Scolarisation (SSEFS).

Description :
Le CMPSI est implanté sur un site, propriété de la Fondation Léopold Bellan, constitué du château, bâtiment principal, de deux pavillons à l'entrée et de chalets disséminés sur le site.

- Les chalets en bois dédiés à la SEHA qui ont 30 ans d'existence sont vieillissants consommateurs d'énergie et de moins en moins adaptés à la prise en charge d'enfants lourdement handicapés. 9 d'entre eux seront désaffectés puis démolis. Les 12 enfants seront réinstallés au 1er étage du château, ce qui permettra un accueil plus adapté et plus chaleureux, dans un cadre respectant les normes d'accueil, de prise en charge et d'accessibilité en vigueur.

- Les locaux du SSEFS dont la capacité est passée de 42 à 65 places entre 2010 et 2015 sont trop exigus et trop dispersés sur l'ensemble du site. Un regroupement sera effectué dans l'un des pavillons permettant une meilleure coordination des prises en charge des enfants et de l'accompagnement des familles dans des locaux plus vastes.
Le 2ème pavillon sera dévolu au personnel qui disposera ainsi d'un espace dédié pour de meilleures cohérence et lisibilité.

- Enfin, le château nécessite des réparations de la toiture et de la façade un assainissement des fondations et des murs extérieurs et une rénovation de la grande salle de réunion du rez-de-chaussée, très vétuste.

Moyens mis en œuvre :
S'agissant d'une restructuration et d'opérations de réaménagement sur l'ensemble du site, un seul plan de financement a été élaboré. C'est pourquoi le projet, bien qu'impactant plusieurs services du CMPSI, est présenté en un seul dossier.

L'opération de restructuration ne pouvant pas respecter le niveau de consommation énergétique fixé dans le cadre de la RT 2012, la Fondation Léopold Bellan s'engage à parvenir à une réduction de la consommation énergétique d'au moins 50% par rapport à la valeur initiale et atteindre un niveau de consommation maximale de 150 KWh/m2/an.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 5 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
135 enfants et adolescents

Détail du calcul de la subvention :
Les travaux se déclinent pour :
- Le CAMSP de 28 places, soit 50% maximum de la dépense subventionnable (673 941 €) dans la limite de 100 000 €, soit 100 000 €
- Le SSEFS pour 65 enfants de 6 à 20 ans, soit 50% maximum de la dépense subventionnable (269 576 €) dans la limite de 100 000 €, soit 100 000 €
Ces 2 services relèvent de l'article 14 de la délibération cadre CR 23-11.
- Le SEES (30 enfants de 3 à 14 ans)-SEHA (12 enfants de 3 à 14 ans), soit 30% maximum de la dépense subventionnable (1 752 247 €) dans la limite de 12 000 € par place, soit 42 x 12 000 €, soit 504 000€.
Ces 2 services relèvent de l'article 19 de la délibération cadre CR 23-11.

Localisation géographique :

- LA NORVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux et honoraires	2 695 764,00	100,00%
Total	2 695 764,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention Région Ile de France	704 000,00	26,12%
CNR ARS perçus	972 000,00	36,06%
provision réglementée	110 000,00	4,08%
emprunt bancaire	909 764,00	33,75%
Total	2 695 764,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	200 000,00 €
2018	504 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accueil de jour en EHPAD	200 000,00 €
2014	Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	2 306 910,20 €
2014	Etablissements et services d'aide par le travail	300 000,00 €
2015	Aide à la certification biologique	569,60 €
2015	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	148 000,00 €
	Montant total	2 855 479,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009263

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ACQUISITION D'UN VÉHICULE POUR LE SESSD D'ORSAY SITUÉ AU 82 BIS, RUE DE PARIS À ORSAY (91).

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépenses charge foncière, études, travaux, honoraires et équipement	24 225,76 €	41,28 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20421-142004-300
14200401- Établissements et services d'éducation spéciale et de prévention pour enfants et adolescents en situation de handicap

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APF ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE APF
Adresse administrative : 17 BD AUGUSTE BLANQUI
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN ROCHON, Président

Date de publication au JO : 17 mai 1933

N° SIRET : 77568873203099

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Services d'accompagnement et établissements d'accueil de jour des personnes en situation de handicap
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : Acquisition d'un véhicule pour le SESSD d'Orsay situé au 82 bis, rue de Paris à Orsay (91).

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'Association des Paralysés de France (APF) a créé et gère depuis 1933 de nombreux établissements et services sur l'ensemble du territoire national : 97 délégations départementales, 92 établissements et

services médico-éducatifs, 65 structures d'accueil pour adultes, 53 structures de travail adapté, 2 structures d'insertion en milieu ordinaire de travail, 96 séjours de vacances organisés par APF EVASION, 380 actions de formation réalisées par APF Formation, 25.700 bénévoles. L'effectif global de l'APF s'élève à 10.087 salariés auxquels s'ajoutent 946 travailleurs handicapés répartis dans les 21 établissements et services d'aide par le travail. Ainsi, elle gère, depuis 1972, à Evry (91), un Service d'Éducation Spéciale et de Soins à Domicile (SESSD).

Description :
Le Service d'Éducation spéciale et de Soins à Domicile (SESSD) d'Orsay de l'APF est ouvert depuis le 1er octobre 1991 et accompagne 35 enfants, adolescents et jeunes adultes âgés de 0 à 20 ans présentant un handicap moteur avec ou sans troubles associés. Ce service fait partie, depuis janvier 2014 du pôle SESSD 91 qui regroupe les SESSD d'Arpajon, d'Évry et d'Orsay. Le SESSD d'Orsay offre aux personnes accueillies en son sein et à leur famille, un accompagnement et l'ensemble des soins que nécessite leur situation, médicale, scolaire, administrative et sociale. Aussi, afin de mener à bien son projet, il souhaite acquérir un véhicule adapté pour le transport de fauteuils roulants. Ce dernier permettra à la structure de transporter les enfants dans les divers lieux d'intervention (école, domicile, lieux de soins ou de loisirs) dans un rayon de 30 kilomètres autour d'Orsay.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
35 enfants, adolescents et jeunes adultes porteurs d'un handicap moteur avec ou sans troubles associés.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée pour un véhicule à 50% maximum du coût d'acquisition, dans la limite d'un plafond de 10 000€.

Localisation géographique :

- ORSAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'un véhicule adapté	24 225,76	100,00%
Total	24 225,76	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	41,28%
Fonds Propres	14 225,76	58,72%
Total	24 225,76	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	86 000,00 €
2015	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	10 000,00 €
2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	90 425,00 €
2015	Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	480,92 €
2015	Services d'accompagnement et établissements d'accueil de jour des personnes en situation de handicap	10 000,00 €
2016	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	10 000,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	104 425,00 €
2017	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	73 098,00 €
2017	Services d'accompagnement et établissements d'accueil de jour des personnes en situation de handicap	10 000,00 €
	Montant total	394 428,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009264

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ACQUISITION D'UN VÉHICULE POUR LE SESSD D'ARPAJON SITUÉ 8, BIS CHEMIN DE CHEVREUSE À ARPAJON (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépenses charge foncière, études, travaux, honoraires et équipement	24 225,78 €	41,28 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20421-142004-300
14200401- Établissements et services d'éducation spéciale et de prévention pour enfants et adolescents en situation de handicap

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APF ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE APF
Adresse administrative : 17 BD AUGUSTE BLANQUI
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN ROCHON, Président

Date de publication au JO : 17 mai 1933

N° SIRET : 77568873203099

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Services d'accompagnement et établissements d'accueil de jour des personnes en situation de handicap
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : Acquisition d'un véhicule pour le SESSD d'Arpajon situé 8, bis chemin de Chevreuse à Arpajon (91).

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'Association des Paralysés de France (APF) a créé et gère depuis 1933 de nombreux établissements et services sur l'ensemble du territoire national : 97 délégations départementales, 92 établissements et

services médico-éducatifs, 65 structures d'accueil pour adultes, 53 structures de travail adapté, 2 structures d'insertion en milieu ordinaire de travail, 96 séjours de vacances organisés par APF EVASION, 380 actions de formation réalisées par APF Formation, 25.700 bénévoles. L'effectif global de l'APF s'élève à 10.087 salariés auxquels s'ajoutent 946 travailleurs handicapés répartis dans les 21 établissements et services d'aide par le travail. Ainsi, elle gère, depuis 1972, à Evry (91), un Service d'Éducation Spéciale et de Soins à Domicile (SESSD).

Description :
Le Service d'Éducation spéciale et de Soins à Domicile (SESSD) d'Arpajon de l'APF est ouvert depuis le 7 octobre 1982 et accompagne 35 enfants, adolescents et jeunes adultes âgés de 0 à 20 ans présentant un handicap moteur avec ou sans troubles associés. Ce service fait partie, depuis janvier 2014, du pôle SESSD 91, qui regroupe les SESSD d'Arpajon, d'Évry et d'Orsay. Le SESSD d'Arpajon offre, aux personnes accueillies en son sein et à leurs familles, un accompagnement et l'ensemble des soins que nécessite leur situation, médicale, scolaire, administrative et sociale. Aussi, afin de mener à bien son projet, il souhaite acquérir un véhicule adapté pour le transport de fauteuils roulants. Ce dernier permettra à la structure de transporter les enfants dans les divers lieux d'intervention (école, domicile, lieux de soins ou de loisirs) dans un rayon de 40 kilomètres autour d'Arpajon.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
35 enfants, adolescents et jeunes adultes porteurs d'un handicap moteur avec ou sans troubles associés.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée pour un véhicule à 50% maximum du coût d'acquisition, dans la limite d'un plafond de 10 000€.

Localisation géographique :

- ARPAJON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Insérer	24 225,78	100,00%
Total	24 225,78	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	41,28%
Fonds Propres	14 225,78	58,72%
Total	24 225,78	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	86 000,00 €
2015	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	10 000,00 €
2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	90 425,00 €
2015	Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	480,92 €
2015	Services d'accompagnement et établissements d'accueil de jour des personnes en situation de handicap	10 000,00 €
2016	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	10 000,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	104 425,00 €
2017	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	73 098,00 €
2017	Services d'accompagnement et établissements d'accueil de jour des personnes en situation de handicap	10 000,00 €
	Montant total	394 428,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008797

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ACQUISITION D'UN VÉHICULE POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE ÂGÉES ET/OU HANDICAPÉES CCAS VILLEPINTE (93).

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépenses Etudes, travaux, honoraires et équipement	50 604,00 €	19,76 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-204142-142004-300
14200403- Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CTRE COM ACTION SOCIALE DE VILLEPINTE CCAS
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE
93420 VILLEPINTE
Statut Juridique : Centre Communal d'Action Sociale
Représentant :

N° SIRET : 26930039800014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Services d'information et d'insertion sociale pour personnes en situation de handicap
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : Acquisition d'un véhicule pour l'accompagnement des personnes à mobilité réduite âgées et/ou handicapées CCAS Villepinte (93).

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Centre Communale d'Action sociale (CCAS) de Villepinte se compose de deux pôles :
-un pôle d'action sociale
-pôle sénior et personnes à mobilité réduite.
-un pôle sénior dispose d'un service de transport destiné aux Villepintois à mobilité réduite. En 2016, ce service de transport qui compte 250 inscrits a effectué près de 1.183 déplacements (courses, rendez-vous médicaux, administratifs…). Ce dernier dispose, actuellement, de trois véhicules permettant le

transport de 16 personnes, dont une en fauteuil roulant.

Description :
Le CCAS de Villepinte souhaite développer son service de transport et, en particulier, pouvoir transporter plusieurs personnes en fauteuil roulant. Dans ce contexte, il souhaite acquérir un véhicule de 9 places adapté, pour le transport de 4 personnes en fauteuil roulant.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
250 personnes à mobilité réduite ou en perte d'autonomie

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée pour un véhicule à 50% maximum du coût d'acquisition, dans la limite d'un plafond de 10 000 €.

Localisation géographique :
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'un véhicule 9 places	18 370,00	36,30%
Aménagement TPMR et charges afférentes	32 234,00	63,70%
Total	50 604,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	19,76%
Rotary Club (sollicité)	5 000,00	9,88%
Fondation ADP (sollicitée)	6 000,00	11,86%
fonds propres	29 604,00	58,50%
Total	50 604,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009043

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT D'UN LOCAL POUR LE GROUPE D'ENTRAIDE MUTUEL (GEM) "COLIBRIS" DE RUNGIS SITUÉ AU 5, RUE SAARINEN À RUNGIS (94).

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépenses Etudes, travaux, honoraires et équipement	105 334,25 €	9,49 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
14200403- Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COLIBRIS DE RUNGIS
Adresse administrative : 2 PL MARCEL THIROUIN
94150 RUNGIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FRANCOISE FRASER, Présidente

Date de publication au JO : 26 mars 2016

N° SIRET : 82889745400017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Services d'information et d'insertion sociale pour personnes en situation de handicap
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : Aménagement et équipement d'un local pour le Groupe d'Entraide Mutuel (GEM) "Colibris" de Rungis situé au 5, rue Saarinen à Rungis (94).

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association Colibris de Rungis est la structure porteuse du Groupe d'Entraide Mutuelle (GEM) « Colibris » de Rungis, créé en 2014. Les groupes d'entraide mutuelle (GEM), prévus aux articles L. 114-1-1 et L. 114-3 du code de l'action sociale et des familles (CASF), sont des structures de prévention et de compensation de la restriction de participation à la vie en société. Ils regroupent des personnes partageant la même problématique de santé. Leur l'objectif principal est de favoriser des temps

d'échanges, d'activités et de rencontres susceptibles de créer du lien et de l'entraide entre adhérents. Ainsi, le GEM « Colibris » de Rungis accueille essentiellement des personnes présentant des lésions cérébrales acquises.

Description :
Le GEM « le Colibri » de Rungis est actuellement hébergé dans une salle associative, appartenant à la ville de Rungis. Cependant, les membres du GEM ont souhaité ouvrir leur propre lieu d'activités. Ce projet est en cours de concrétisation grâce à la mise à disposition, à titre gracieux, d'un local de 200 m2, situé dans un parc de bureaux. Pour autant, l'association doit procéder à des travaux d'aménagement de la cuisine et de la salle d'activité, et faire l'acquisition d'équipements matériels et mobiliers. Ce local permettra au GEM d'ouvrir une table d'hôte pouvant accueillir les salariés du parc de bureaux.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
14 personnes en situation de handicap

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée pour l'équipement matériel et mobilier à 50% maximum du coût de l'équipement, dans la limite d'un plafond de 10 000 €.

Localisation géographique :
- RUNGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement de la cuisine et de la salle d'activités	80 000,00	75,95%
Équipement matériel et mobilier	25 334,25	24,05%
Total	105 334,25	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	9,49%
fonds propres	95 334,25	90,51%
Total	105 334,25	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	10 000,00 €

Acte certifié exécutoire
CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE
- Par publication ou notification le 11/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-321
DU 5 JUILLET 2017

LA POLITIQUE RÉGIONALE DE SANTÉ ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE L'ACTION RÉGIONALE DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ DEUXIÈME AFFECTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

Vu le Code Général des collectivités territoriales, et notamment l'article 4221-1 ;
Vu le Code de la santé publique et notamment l'article 1424-1 ;
Vu la délibération n°CR 23-10 du 18 juin 2010 relative à la politique régionale de santé et la création d'un parcours d'autonomie des jeunes – aide régionale à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire pour les étudiantes et étudiants boursiers ;
Vu la délibération n°CR 03-12 du 27 septembre 2012 relative à la politique régionale de santé ;
Vu la délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
Vu la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par le CR n°33-10 du 17 juin 2010 ;
Vu la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative à l'engagement de la Région pour l'emploi – la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
Vu la délibération CR 97-16 du 17 juin 2016 relative à l'orientation pour une politique régionale de prévention santé en faveur des jeunes ;
Vu la délibération n° CR 2017-51 du 09 mars 2017 relative à la « charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité» ;
Vu la délibération n°CP 13-209 du 4 avril 2013 relative à l'adoption des conventions-type relatives aux participations régionales aux opérations, projets et programmes triennaux ;
Vu la délibération n°CP 13-575 du 11 juillet 2013 relative à l'approbation des conventions relatives aux modalités de mise en œuvre de la participation régionale à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire au bénéfice des étudiants franciliens boursiers des échelons 0 à 4 avec les CROUS franciliens et les mutuelles étudiantes LMDE et SMEREP ;
Vu la délibération n°CP 14-275 du 10 avril 2014 relative à l'adoption de la convention-type en faveur des contrats régionaux d'exercice sanitaire – appui aux praticiens ;
Vu la délibération n°CP 16-109 du 18 mai 2016 relative à l'attribution de subventions dans le domaine de la santé – 2ème affectation ;
Vu la délibération n° CP 16-283 du 12 juillet 2016 relative à l'attribution et l'affectation des soldes des subventions 2016 en faveur des organismes associés à l'action régionale dans le domaine de la prévention et de la santé et à la mise en œuvre de l'IPASS Contraception ;
Vu la délibération n°CP 15-320 du 17 juin 2015 portant approbation de la convention type relative à la participation régionale en investissement dans les domaines de l'action sociale et de la santé ;
Vu la délibération n°CP 16-424 du 21 septembre 2016 relative à l'approbation des conventions relatives aux modalités de mise en œuvre de la participation régionale à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire au bénéfice des étudiants franciliens boursiers des échelons 0 à 4 avec les CROUS franciliens et les mutuelles étudiantes LMDE et SMEREP ;
Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-321 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Dispositif « Fonds régional de résorption des déserts médicaux»

Décide de participer au titre du programme « *Renforcement de l'offre de soins »* au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1.270.345 €**.

Subordonne le versement des subventions relatives aux structures d'exercice collectif à la signature, avec les bénéficiaires, de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n°CP 15-320 du 17 juin 2015 et modifiée par les dispositions de la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Subordonne le versement des subventions relatives aux contrats régionaux d'exercice sanitaires à la signature, avec les bénéficiaires, de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n°CP 14-275 et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1.270.345 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » - code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-002 (141 002) « *Renforcement de l'offre de soins* » - Action 141 002 03 « Fonds régional de résorption des déserts médicaux» du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Dispositif « Aide à la mutuelle des étudiants » - SMEREP

Attribue une subvention de **42.704,99 €** au bénéficiaire SMEREP pour le remboursement de l'avance opérée pour la prise en charge de la couverture santé complémentaire pour les années universitaires 2015-2016 et 2016-2017, à hauteur de 100 € maximum par étudiant boursier (échelon 0 à 4) et par année universitaire, sur la base d'un état récapitulatif, correspondant à 455 adhésions, dont 450 effectuées entre le 1er janvier et le 31 mars 2017 (5 en 2015-2016) et affecte un montant d'autorisation d'engagement de **42.704,99 €** sur l'action 141 001 06 "Aide à la mutuelle des étudiants" du programme HP 41-001 *« Prévention et éducation à la santé »* de la sous-fonction 41 « Santé » du chapitre 934 « Santé et action sociale » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 : Dispositif « Aide à la mutuelle des étudiants » - LMDE

Attribue une subvention de **112.037,14 €** au bénéficiaire LMDE pour le remboursement de l'avance opérée pour la prise en charge de la couverture santé complémentaire pour l' année universitaire 2016-2017, à hauteur de 100 € maximum par étudiant boursier (échelon 0 à 4) et par année universitaire, sur la base d'un état récapitulatif, correspondant à 1.148 adhésions, effectuées entre le 1er octobre 2016 et le 29 février 2017 et affecte un montant d'autorisation d'engagement de **112.037,14 €** sur l'action 141 001 06 "Aide à la mutuelle des étudiants" du programme HP 41-001 *« Prévention et éducation à la santé »* de la sous-fonction 41 « Santé » du chapitre 934 « Santé et action sociale » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 4 : Dispositif « Projets et programmes de prévention et d'éducation à la santé »

Décide de participer au titre du programme « Prévention et éducation à la santé », au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **23.000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions au respect, par les bénéficiaires, de la convention adoptée par la délibération n°CP 13-209 du 4 avril 2013 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017.

Affecte une autorisation d'engagement de **23.000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale » - code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé » - Action 141 001 03 « Fonds de prévention santé jeunes » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 5 : Fiche projet n°16007883

Modifie la fiche projet n°16007883 telle que figurant en annexe 3 à la délibération.

Article 6 : Tableau des dérogations pour démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, aux articles 17 et 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier et prorogé par délibération n° CR01-16 du 21 janvier 2016.

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17003389	Création d'un centre municipal de santé	Champagne-sur-Seine	18/05/2017
17003511	Déménagement du centre municipal de santé	Asnières-sur-Seine	17/05/2017
17003499	Création d'une maison de santé pluridisciplinaire	Noisy-le-Grand	01/12/2016
17008628	Acquisition d'un mammographe pour le centre de santé	Bagneux	01/05/2017
17009947	Drepaction "un combat pour la vie", sensibilisation à la drépanocytose	APIPD	01/01/2017

Article 7 : Affectation pour le marché n°1600338

Affecte une autorisation d'engagement de 2.100 € disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale » sous-fonction 41 « Santé », programme HP 41-001 « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 11 « Portail Région solidaire » du budget 2017.

Article 8 : Affectation dans le cadre de la 9ème conférence scientifique sur le VIH organisée par l'IAS

Affecte une autorisation d'engagement de 5.000 € disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale » sous-fonction 41 « Santé », programme HP 41-001 « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 12 « Campagne Prévention-Contraception Grossesse précoces IVG » du budget 2017, pour l'organisation d'un cocktail dans le cadre de la 9ème conférence scientifique sur le VIH organisée par l'IAS, se déroulant à Paris du 23 au 26 juillet 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-321	Budget	2017

Chapitre	**934 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**41 - Santé**
Programme	**141001 - Prévention et éducation à la santé**
Action	**14100103 - Fonds de prévention santé jeunes**

Dispositif : N° 00000782 - Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades

Dossier	17009947 - Drepaction "un combat pour la vie", sensibilisation à la drepanocytose			
Bénéficiaire	P0022535 - APIPD ASSOCIATION POUR L'INFORMATION ET LA PREVENTION DE LA DREPANOCYTOSE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
58 000,00 €	TTC	39,66 %	23 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000782 - Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	23 000,00 €

Total sur l'imputation 934 - 41 - 141001 - 14100103	23 000,00 €

Chapitre	**934 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**41 - Santé**
Programme	**141001 - Prévention et éducation à la santé**
Action	**14100106 - Aide à la mutuelle des étudiants**

Dispositif : N° 00000790 - Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire

Dossier	17010455 - Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire des étudiants franciliens - Période janvier-mars 2017			
Bénéficiaire	R38420 - SMEREP SOC MUTUALISTE ETUDIANTS REGION PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	42 704,99 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
42 704,99 €	TTC	100 %	42 704,99 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-321	Budget	2017

Dossier	17010461 - Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire des étudiants franciliens - Période octobre 2016 à février 2017			
Bénéficiaire	R32195 - LMDE LA MUTUELLE DES ETUDIANTS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	112 037,14 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
112 037,14 €	TTC	100 %	112 037,14 €	

Total sur le dispositif N° 00000790 - Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	154 742,13 €

Total sur l'imputation 934 - 41 - 141001 - 14100106	154 742,13 €

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**41 - Santé**
Programme	**141002 - Renforcement de l'offre de soins**
Action	**14100203 - Fonds régional de résorption des déserts médicaux**

Dispositif : N° 00000783 - Aide aux structures d'exercice collectif

Dossier	17002750 - Acquisition d'équipement informatique et médical pour le centre de santé de Rosny-sous-Bois (93)			
Bénéficiaire	R1265 - COMMUNE DE ROSNY SOUS BOIS			
Localisation	ROSNY-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	41 703,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
83 406,00 €	HT	50 %	41 703,00 €	

Dossier	17003389 - Création d'un centre de santé dans la commune de Champagne-sur-Seine (77)			
Bénéficiaire	R306 - COMMUNE DE CHAMPAGNE-SUR-SEINE			
Localisation	CHAMPAGNE-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	242 068,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
898 072,00 €	HT	26,95 %	242 068,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-321	Budget	2017

Dossier	17003499 - Création d'une maison de santé pluridisciplinaire à Noisy-le-Grand (93)			
Bénéficiaire	R1274 - COMMUNE DE NOISY LE GRAND			
Localisation	NOISY-LE-GRAND			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	189 423,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
757 694,00 €	HT	25 %	189 423,00 €	

Dossier	17003507 - Création d'une maison de santé pluri-professionnelle dans la commune de Nozay (77)			
Bénéficiaire	R1173 - COMMUNE DE NOZAY			
Localisation	NOZAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	273 939,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 095 757,00 €	HT	25 %	273 939,00 €	

Dossier	17003511 - Déménagement du centre municipal de santé de la ville d'Asnières (92)			
Bénéficiaire	R1010 - COMMUNE D'ASNIERES SUR SEINE			
Localisation	ASNIERES-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	186 500,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
586 500,00 €	HT	31,8 %	186 500,00 €	

Dossier	17008628 - Acquisition d'un mammographe pour le centre de santé Louis Pasteur à Bagneux			
Bénéficiaire	R1011 - COMMUNE DE BAGNEUX			
Localisation	BAGNEUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	105 013,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
210 027,00 €	HT	50 %	105 013,00 €	

Dossier	17008634 - Acquisition d'équipement pour le centre municipal de santé de La Courneuve (93)			
Bénéficiaire	R1277 - COMMUNE DE LA COURNEUVE			
Localisation	LA COURNEUVE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
633 000,00 €	HT	15,8 %	100 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-321	Budget	2017

Dossier	17008636 - Création d'une maison de santé pluri-professionnelle dans la commune de Mantes-la-Ville (78)			
Bénéficiaire	R630 - COMMUNE DE MANTES LA VILLE			
Localisation	MANTES-LA-VILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	75 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
499 999,00 €	HT	15 %	75 000,00 €	

Dossier	17008638 - Acquisition de matériel médical pour le centre municipal de santé d'Aubervilliers (93)			
Bénéficiaire	R1240 - COMMUNE D'AUBERVILLIERS			
Localisation	AUBERVILLIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	33 293,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
66 586,00 €	HT	50 %	33 293,00 €	

Dossier	17008706 - Création d'un cabinet de kinésithérapie dans la commune de Montfermeil (93)			
Bénéficiaire	P0036924 - GRAIET Nadia			
Localisation	MONTFERMEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 703,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 406,00 €	TTC	50 %	11 703,00 €	

Dossier	17008707 - Création d'un cabinet de kinésithérapie dans la commune de Montfermeil (93)			
Bénéficiaire	P0036925 - TEJEDA PEDROSO ANA BELEN			
Localisation	MONTFERMEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 703,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 406,00 €	TTC	50 %	11 703,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000783 - Aide aux structures d'exercice collectif	1 270 345,00 €

Total sur l'imputation 904 - 41 - 141002 - 14100203	1 270 345,00 €

Fiches projets 17-321.docx

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009947

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DREPACTION "UN COMBAT POUR LA VIE", SENSIBILISATION À LA DREPANOCYTOSE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	58 000,00 €	39,66 %	23 000,00 €
	Montant Total de la subvention		23 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APIPD ASSOCIATION POUR L'INFORMATION ET LA PREVENTION DE LA DREPANOCYTOSE
Adresse administrative : 20 RUE EDOUARD PAILLERON 75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Jenny HIPPOCRATE, Présidente

Date de publication au JO : 4 janvier 1989

N° SIRET : 45327305400024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : Projet Drepaction "un combat pour la vie", sensibilisation à la drepanocytose

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet se déroule sur l'année civile.

Objectifs :
Le projet vise plusieurs objectifs :
- Informer et sensibiliser le grand public sur la drépanocytose et ses conséquences, briser l'isolement des familles ;
- Diffuser les recherches médicales et leur avancées ;

- Favoriser les rencontres entre les professionnels permettant un partage des connaissances et des travaux en cours ;
- Faciliter la prise en charge de la maladie grâce à une meilleure connaissance des dispositifs existants ;
- Lutter contre l'exclusion et la discrimination ;
- Récolter des dons pour financer la recherche.

Description :
Le DREPACTION prend la forme d'une semaine de sensibilisation au cours de laquelle des événements aux thèmes et contenus variés sont proposés au public et aux professionnels. Étendu à tout le territoire, son programme qui s'étale du 12 au 19 juin 2017 comprend des rencontres du public avec des professionnels de la santé, des stands d'information sur la maladie, les lieux de prise en charge et de dépistage en Île-de-France, des conférences-débats sur la maladie, sur la recherche et ses avancées, des conférences de presse, interviews, articles et diffusion sur les réseaux sociaux, diffusion de spots d'information et de sensibilisation, etc ...
Dans la continuité de la semaine de sensibilisation, 2 évènements phares se dérouleront au mois d'octobre : une foulée écarlate : courir et marcher, tous en rouge contre la drépanocytose aux buttes de Chaumont, et une "Journée écarlate" à Paris, durant laquelle des animations ludiques et des prestations artistiques seront proposées au public, l'information restant l'élément essentiel de la journée.
En amont la semaine de sensibilisation fait l'objet d'un important travail d'organisation en interne à l'APIPD, de mobilisation des partenaires, des professionnels, de choix conférenciers et des thèmes abordés.

Compte tenu de l'impossibilité matérielle de recruter 1 stagiaire ou alternant (absence de locaux), il est accordé au bénéficiaire une dérogation à ce dispositif.

Moyens mis en œuvre :
L'APIPD mobilise l'ensemble de ses moyens humains et matériels pour la réalisation de cette action : 160 bénévoles actifs sur le terrain et 7000 adhérents susceptibles d'être mobilisés ponctuellement sur l'action, ses soutiens, ambassadeurs et parrains personnalités médiatiques issues du monde sportif, culturel, scientifique, médicale, artistique, politique, ...

Public(s) cible(s) :
Tous les publics sont concernés, les malades, majoritairement des enfants, leurs familles, mais également les bien portants. En effet tant les caractéristiques de transmission de la maladie que ses conséquences sur le fonctionnement global de la personne et sa vie sociale nécessitent une information de son entourage familial, amical et professionnel.

Cette manifestation touche également le monde médical (information aux professionnels), le monde associatif (cohésion et diffusion de l'information), le monde de l'entreprise (impact sur l'activité et la carrière professionnelle), le monde scientifique (diffusion des travaux en cours et impact sur les populations dans les années à venir), le monde scolaire (prise en charge spécifique de l'enfant drépanocytaire) et le monde médiatique (relais de l'information au public).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE
- HORS REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	4 000,00	6,90%
locations et assurance	5 500,00	9,48%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	4 000,00	6,90%
Publicité, publications, relations publiques	23 000,00	39,66%
Déplacements, missions et réceptions	17 000,00	29,31%
Autres charges de gestion courante	4 500,00	7,76%
Total	58 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
région Ile-de-France	23 000,00	39,66%
Ministère de l'outre-mer	15 000,00	25,86%
diecfom Délégation interministérielle pour l'égalité des chances des Français d'Outre-mer	8 000,00	13,79%
Mairie de Paris	5 000,00	8,62%
aides privées	5 000,00	8,62%
Cotisations, dons manuels ou legs	2 000,00	3,45%
Total	58 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	11 500,00 €
2018	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique malades	23 000,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	23 000,00 €
	Montant total	46 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002750

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE ET MÉDICAL POUR LE CENTRE DE SANTÉ DE ROSNY-SOUS-BOIS (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	83 406,00 €	50,00 %	41 703,00 €
	Montant Total de la subvention		41 703,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ROSNY SOUS BOIS
Adresse administrative : 20 RUE CLAUDE PERNES
93111 ROSNY-SOUS-BOIS CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Claude CAPILLON, Maire

N° SIRET : 21930064700019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux structures d'exercice collectif
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : acquisition d'équipement informatique et médical pour le centre de santé de Rosny-sous-Bois (93)

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le centre de santé de Rosny-sous-Bois propose des activités de soins curatifs (médecine générale et spécialisée) et de prévention (planning familial, bucco-dentaire, vaccination, nutrition). Il a reçu en 2016 près de 15.000 patients.

Description :
Dans le cadre de l'informatisation du dossier médical, le centre de santé doit procéder au renouvellement

de son parc informatique et acquérir tous les éléments (lecteurs de cartes, scanners, logiciels) nécessaires au bon déroulement de cette mise en oeuvre rendue obligatoire. Ce programme d'équipement sera complété par l'achat de matériel mobilier (bureaux).

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants de Rosny-sous-Bois.

Localisation géographique :

- ROSNY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements informatiques et mobiliers	83 406,00	100,00%
Total	83 406,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	41 703,00	50,00%
ARS	16 608,00	19,91%
Fonds propres	25 095,00	30,09%
Total	83 406,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	41 703,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Passerelles entreprises	54 000,00 €
2014	Plan Piscines Régional	2 000 000,00 €
2014	Politique énergie climat	19 800,00 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	11 620,00 €
2015	Passerelles entreprises	108 000,00 €

2015	Soutien au Réseau Information Jeunesse	1 400,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	15 100,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	168 000,00 €
2016	Passerelles entreprises	86 200,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	15 822,00 €
	Montant total	2 479 942,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003389

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CRÉATION D'UN CENTRE DE SANTÉ DANS LA COMMUNE DE CHAMPAGNE-SUR-SEINE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	898 072,00 €	26,95 %	242 068,00 €
	Montant Total de la subvention		242 068,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAMPAGNE-SUR-SEINE
Adresse administrative : 149 RUE GRANDE
77430 CHAMPAGNE-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel GONORD, Maire

N° SIRET : 21770079800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux structures d'exercice collectif
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : création d'un centre de santé dans la commune de Champagne-sur-Seine (77)

Date prévisionnelle de début de projet : 18 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune souhaite entreprendre en urgence les travaux de création de son centre de santé afin de proposer rapidement à ses habitants une offre médicale plus développée.

Objectifs :
La commune de Champagne-sur-Seine appartient au canton de Moret-sur-Loing, identifié comme zone fragile par l'ARS. La commune ne dispose que de deux médecins généralistes, l'un d'entre eux devant prendre sa retraite en juillet 2017 sans avoir pu recruter un remplaçant, l'autre prévoyant de cesser son activité d'ici mi- 2020. L'offre en médecine générale dans les trois communes limitrophes s'élève à 4 omnipraticiens au total.

La densité en médecine générale, calculée sur les quatre communes, est aujourd'hui très faible : 3,4 praticiens pour 10.000 habitants contre 7,85 au niveau départemental et 8,6 au niveau régional.
Les répercussions pour les habitants sont de trois ordres :
- impossibilité pour les nouveaux patients se signer des contrats médecin traitant ;
- quasi-impossibilité de réaliser des visites à domicile ;
- difficile continuité des soins.
Les communes avoisinnantes ne peuvent absorber la demande et, compte tenu de la précarité de la population et de sa sédentarité, certaines personnes diffèrent ou renoncent aux soins.

Face à ce constat, la commune a choisi de créer un centre municipal de santé, structure d'exercice collectif pratiquant le secteur 1, correspondant bien aux nouvelles modalités d'exercice des médecins, salariés de la ville, et à la précarité des habitants. A ce centre de santé seront associés les autres professionnels de santé paramédicaux qui y exerceront leur activité en libéral.

Description :
Le centre de santé sera situé en coeur de ville. Il est prévu à terme le recrutement de quatre ETP de médecin généraliste et des vacations de spécialistes exerçant dans des hôpitaux de proximité ou en libéral. La structure accueillera également des vacations de la PMI, d'un centre médico-psychologique ainsi qu'une antenne sociale.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention, d'un montant total de 242.068 €, est calculée comme suit :

Travaux et charges afférentes
- Dépense subventionnable : 827.872 €
- Taux de subvention : 25%
- Subvention : 206.968 €

Equipement
- Dépense subventionnable : 70.200 €
- Taux de subvention : 50%
- Subvention : 35.100 €

Localisation géographique :
- CHAMPAGNE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	827 872,00	92,18%
Equipement	70 200,00	7,82%
Total	898 072,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	242 068,00	26,95%
Etat (dotation d'équipement des territoires ruraux)	100 000,00	11,13%
Agence régionale de santé	35 000,00	3,90%
CPAM	15 000,00	1,67%
Réserve parlementaire	8 500,00	0,95%
Préfinancement	185 002,00	20,60%
Emprunt	285 000,00	31,73%
Fonds propres	27 502,00	3,06%
Total	898 072,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	42 068,00 €
2018	200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide au patrimoine non-protégé d'intérêt régional – projet de valorisation patrimoniale	42 500,00 €
2017	Politique de l'eau-Investissement	27 000,00 €
	Montant total	69 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003499

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CRÉATION D'UNE MAISON DE SANTÉ PLURIDISCIPLINAIRE À NOISY-LE-GRAND (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	757 694,00 €	25,00 %	189 423,00 €
	Montant Total de la subvention		189 423,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NOISY LE GRAND
Adresse administrative : PLACE DE LA LIBERATION
93160 NOISY-LE-GRAND
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Brigitte MARSIGNY, Maire

N° SIRET : 21930051400011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux structures d'exercice collectif
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : création d'une maison de santé pluridisciplinaire à Noisy-le-Grand (93)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune souhaite ouvrir sa structure au début de l'été 2017, ce qui nécessite le démarrage des travaux en urgence le 1er décembre 2016.

Objectifs :
Confrontée au recul du nombre de praticiens, notamment dans les quartiers les plus modestes, et à l'accentuation du phénomène de renoncement aux soins, la ville de Noisy-le-Grand a choisi de créer une maison de santé pluridisciplinaire dans le quartier du Champy, reconnu prioritaire au titre de la politique de la ville.

Cette structure d'exercice collectif aura pour objectifs de garantir à tous l'accès à la santé et d'offrir des

conditions d'exercice optimales aux soignants, du point de vue de leur sécurité, de l'ergonomie des locaux et des coûts de fonctionnement (mutualisation de certains postes de dépenses).

Description :
Située dans des locaux municipaux, la maison de santé comprendra un accueil généraliste, cinq cabinets de médecins généralistes et/ou spécialistes, deux cabinets dentaires et un cabinet d'infirmiers.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- NOISY-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes (études et honoraires)	757 694,00	100,00%
Total	757 694,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	189 423,00	25,00%
Commune de Noisy-le-Grand	568 271,00	75,00%
Total	757 694,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	189 423,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	465 500,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	25 430,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	98 540,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	1 879 931,00 €

2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	33 492,72 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	11 962,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	56 079,27 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l’entreprenariat	54 521,10 €
	Montant total	2 660 656,09 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003507

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CRÉATION D'UNE MAISON DE SANTÉ PLURI-PROFESSIONNELLE DANS LA COMMUNE DE NOZAY (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	1 095 757,00 €	25,00 %	273 939,00 €
	Montant Total de la subvention		273 939,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NOZAY
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
91620 NOZAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Paul RAYMOND, Maire

N° SIRET : 21910458500019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux structures d'exercice collectif
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : création d'une maison de santé pluri-professionnelle dans la commune de Nozay (77)

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Face aux perspectives négatives en matière de démographie médicale du bassin de vie autour de Montlhéry (Marcoussis, les Linas, La Ville du Bois...), au vieillissement de la population et à l'augmentation des polypathologies, la commune de Nozay s'est engagée, aux côtés des professionnels de santé du territoire, dans la création d'une maison pluridisciplinaire de santé.
Son objectif est de proposer une offre en soins de premier recours à sa population et aux communes alentours, d'assurer une prise en charge pluri-professionnelle des patients et de promouvoir des activités de prévention et d'éducation à la santé.

La future MSP sera animée par une équipe composée de quatre médecins, (un 5ème possible), trois à quatre infirmiers, un orthophoniste et un pédicure-podologue.

Description :
La commune de Nozay dispose d'un ancien bâtiment industriel situé au sein d'une ZAC. Ce bâtiment, actuellement dévolu à la maison des activités culturelles, est partiellement inoccupé du fait du déménagement de la bibliothèque municipale. Le projet prévoit d'implanter la maison de santé au rez-de-chaussée de la structure.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants de la commune de Nozay et plus largement du bassin de vie de Montlhéry.

Localisation géographique :
- NOZAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	1 095 757,00	100,00%
Total	1 095 757,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	273 939,00	25,00%
Communauté d'agglomération Paris-Saclay	200 000,00	18,25%
Fonds national pour l'aménagement et le développement du territoire	150 000,00	13,69%
Fonds propres	471 818,00	43,06%
Total	1 095 757,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €
2018	150 000,00 €
2019	73 939,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003511

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DÉMÉNAGEMENT DU CENTRE MUNICIPAL DE SANTÉ DE LA VILLE D'ASNIÈRES (92)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	586 500,00 €	31,80 %	186 500,00 €
	Montant Total de la subvention		186 500,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ASNIERES SUR SEINE
Adresse administrative : 1 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
92602 ASNIERES-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Manuel AESCHLIMANN, Maire

N° SIRET : 21920004500017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux structures d'exercice collectif
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : déménagement du centre municipal de santé de la ville d'Asnières (92)

Date prévisionnelle de début de projet : 17 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
La commune d'Asnières doit démarrer ses travaux en urgence afin de proposer une offre de santé au plus tôt à ses administrés les plus précaires.

Objectifs :
Créé en 1925 et municipalisé en 1975, le centre municipal de santé (CMS) d'Asnières-sur-Seine propose à ses bénéficiaires :
- des soins de premier recours : quatre médecins généralistes, deux chirurgiens-dentistes, deux assistantes dentaires, un kinésithérapeute et deux infirmières ;
- des soins complémentaires : six médecins spécialistes (gynécologue, cardiologue, rhumatologue, ORL, endocrinologue et dermatologue) et une diététicienne.

Le CMS a également élargi son offre de santé en ouvrant ses portes aux partenaires suivants :
- la CPAM des Hauts-de-Seine organise le dépistage des maladies cardio-vasculaires ;
- l'hôpital Louis-Mourier de Colombes assure une consultation de médecine interne ;
- la mission locale d'Asnières-sur-Seine/Villeneuve-la-Garenne adresse les jeunes en insertion professionnelle qu'elle reçoit ;
- l'association ESCALE assure une permanence d'information, de conseils et d'aide aux femmes victimes de violence.

Description :
La ville d'Asnières-sur-Seine souhaite déplacer et moderniser son centre municipal de santé au coeur de la cité des Mourinoux, territoire situé en quartier prioritaire au titre de la politique de la ville et connaissant des indicateurs sanitaires préoccupants : taux de mortalité infantile supérieur aux moyennes départementales et régionales (espérance de vie inférieure pour les femmes), risque de saturnisme et de tuberculose élevé, retard de vaccination important et obésité infantile très marquée.
Le constat réalisé par la ville et l'ARS est partagé :
- l'offre de santé est insuffisante sur ce territoire ;
- des freins financiers contraignent l'accès aux soins, l'offre en consultation spécialisée relevant en majorité du secteur 2.
Les objectifs du déménagement du CMS :
- implanter une offre de santé accessible (secteur 1 et tiers-payant) dans un quartier déficitaire ;
- implanter le centre de santé au plus près de habitants les plus éloignés de l'accès à la prévention et aux soins ;
- s'inscrire en cohérence avec l'offre existante sur place : une pharmacie, un centre PMI du conseil départemental et une agence de la sécurité sociale.

Moyens mis en œuvre :
Le CMS sera intégré sur deux niveaux, dans un immeuble d'habitation comprenant des commerces. Le programme de travaux prévoit l'aménagement de bureaux administratifs et médicaux, de salles d'attente, de salles de consultations, de sanitaires, et de locaux archives de stockage. Cette opération sera complétée par l'acquisition d' équipements médicaux, de mobilier et d'éléments permettant la mise en place du dossier médical informatisé.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants des quartiers nord de la ville d'Asnières-sur-Seine.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention globale, d'un montant de 186.500 €, se décompose ainsi :

Travaux et charges afférentes
Dépense éligible : 427.000 €
Taux de subvention : 25%
Subvention : 106.750 €

Acquisition d'équipements :
Dépense éligible : 159.500 €
Taux de subvention : 50%
Subvention : 79.750 €

Localisation géographique :

- ASNIERES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes (prestations intellectuelles et assistance à maîtrise d'ouvrage)	427 000,00	72,80%
Equipements médicaux et mobiliers	159 500,00	27,20%
Total	586 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	186 500,00	31,80%
Réserve parlementaire	25 000,00	4,26%
Préfecture FNADT	40 000,00	6,82%
Crédit social des fonctionnaires	5 000,00	0,85%
Fonds privés (mutuelles et laboratoires)	123 750,00	21,10%
Fonds propres de la ville d'Asnieres-sur-Seine	206 250,00	35,17%
Total	586 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €
2018	86 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	53 480,00 €
2015	Campagne préventive lutte contre le saturnisme	41 700,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	12 348,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	16 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	8 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	2 750,00 €
	Montant total	134 278,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008628

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ACQUISITION D'UN MAMMOGRAPHE POUR LE CENTRE DE SANTÉ LOUIS PASTEUR À BAGNEUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	210 027,00 €	50,00 %	105 013,00 €
	Montant Total de la subvention		105 013,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BAGNEUX
Adresse administrative : 57 AVENUE HENRI RAVERA
92220 BAGNEUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire

N° SIRET : 21920007800216

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux structures d'exercice collectif
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : acquisition d'un mammographe pour le centre de santé Louis Pasteur à Bagneux (92).

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le centre de santé doit procéder en urgence au remplacement de l'ancien mammographe, devenu obsolète et non fiable pour les patientes.

Objectifs :
Le centre municipal de santé Louis pasteur offre des activités de soins mais aussi des actions de prévention et d'éducation à la santé. Il assure des consultations de médecine générale et spécialisée complétées par des services paramédicaux (infirmiers et kinésithérapeutes), dentaires, d'imagerie médicale, et de prélèvements biologiques.
10.173 patients ont bénéficié d'une consultation en 2016, dont 60% de femmes ; parmi elles, 675 ont eu

recours à une mammographie, que ce soit dans le cadre du dépistage organisé (de 50 à 74 ans) ou individuel (sur demande du médecin ou à partir de 40 ans).
Seules deux structures sont dotés d'un mammographe à Bagneux : le centre municipal de santé et un cabinet libéral, pour une demande toujours croissante (vieillissement de la population).

Description :
L'actuel mammographe, acquis il y a 13 ans, n'offre pas toutes les possibilités existantes en termes de détection ; sa maintenance entraîne par ailleurs des coûts élevés.
Afin de proposer une meilleure qualité de détection (diminution des faux positifs et faux négatifs), le centre de santé souhaite s'équiper d'un mammographe proposant la tomosynthèse (images en 3D permettant un temps d'exposition moindre et une lecture optimale). Ce nouvel équipement entraînera par ailleurs des économies importantes sur la maintenance, avec un impact très favorable sur le budget du centre.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants de Bagneux et des communes avoisinnantes.

Localisation géographique :
- BAGNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mammographe	210 027,00	100,00%
Total	210 027,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	105 013,00	50,00%
Commune de Bagneux	105 014,00	50,00%
Total	210 027,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	105 013,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	8 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	18 520,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	250 000,00 €
2014	Stratégies territoriales de sécurité – Fonctionnement	10 000,00 €
2015	Fonds d'urgence pour l'accompagnement des réfugiés	15 000,00 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	36 736,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	120 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	12 950,00 €
2016	Aide aux structures d'exercice collectif	10 360,00 €
	Montant total	481 566,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008634

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT POUR LE CENTRE MUNICIPAL DE SANTÉ DE LA COURNEUVE (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	633 000,00 €	15,80 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA COURNEUVE
Adresse administrative : 58 AVENUE GABRIEL PERI
93120 LA COURNEUVE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Gilles POUX, Maire

N° SIRET : 21930027400012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux structures d'exercice collectif
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : acquisition d'équipement pour le centre municipal de santé de La Courneuve (93)

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le centre municipal de santé de la Courneuve, situé en zone déficitaire au sens de la démographie médicale, a pour objectifs de favoriser l'accès aux soins et à la prévention de sa population :
- offre de soins de premier recours ;
- accessibilité : pratique systématique du tiers payant et des tarifs de secteur 1 ; permanence des soins ;
- actions de santé publique : vaccinations gratuites, prévention bucco-dentaire, consultation de victimologie, CSAPA et SSIAD.
La prévention s'exerce également en lien avec le coordonateur de l'Atelier Santé Ville pour le dépistage

des cancers du sein et colorectal.
La structure a reçu en 2016 près de 16.000 patients. Le centre doit déménager en septembre 2017 dans ses nouveaux locaux, les anciens étant fortement dégradés (plus d'ascenseur, présence d'amiante...).

La reconstruction du centre de santé est en voie d'achèvement et la structure doit être entièrement rééquipée.

Description :
Le programme d'équipement du nouveau centre comprendra l'acquisition :
- du matériel médical ;
- du matériel de kinésithérapie ;
- du matériel d'imagerie médicale ;
- de l'équipement mobilier et informatique.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants de la Courneuve.

Localisation géographique :
- LA COURNEUVE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements	633 000,00	100,00%
Total	633 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	100 000,00	15,80%
Fonds propres	533 000,00	84,20%
Total	633 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	62 170,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	912 422,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 500 000,00 €
2015	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	544 530,00 €
	Montant total	3 019 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008636

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CRÉATION D'UNE MAISON DE SANTÉ PLURI-PROFESSIONNELLE DANS LA COMMUNE DE MANTES-LA-VILLE (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	499 999,00 €	15,00 %	75 000,00 €
	Montant Total de la subvention		75 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MANTES LA VILLE
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
78200 MANTES-LA-VILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Cyril NAUTH, Maire

N° SIRET : 21780362600019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux structures d'exercice collectif
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : création d'une maison de santé pluri-professionnelle dans la commune de Mantes-la-Ville (78)

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Constatant la pénurie grandissante de l'offre de soins de premier recours sur un territoire classé comme déficitaire par l'Agence régionale de santé, la commune de Mantes-la-Ville a décidé de créer, avec l'association de "Un projet de santé pour Mantes-la-Ville", une maison de santé pluri-professionnelle.
L'objectif poursuivi est triple : pérenniser l'offre de soins ambulatoires, favoriser l'arrivée de jeunes professionnels ne souhaitant pas travailler de manière isolée et permettre la mise en place de vacations de spécialistes.

Dix professionnels sont actuellement parties prenantes au projet : trois médecins généralistes, quatre infimieres, une podologue, une diététicienne et un psychologue.

Description :
La mairie dispose d'un bâtiment dans lequel se situe le centre de la vie sociale, établissement certifié par la caisse d'allocations familiales, dont le but est de fédérer la population, animer le quartier et assurer le bien-être de la population. La maison de santé sera installée dans le même bâtiment, par restructuration d'un espace de 450 m².

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants de Mantes-la-Ville et notamment du quartier des Merisiers, lieu d'implantation de la structure.

Localisation géographique :
- MANTES-LA-VILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Trvaux et charges afférentes (diagnostics)	499 999,00	100,00%
Total	499 999,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	75 000,00	15,00%
Fonds propres	424 999,00	85,00%
Total	499 999,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	50 000,00 €
2019	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	5 947,50 €
2014	Contrat régional territorial	985 149,90 €
2015	Soutien aux contrats de ville	9 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	9 200,00 €
	Montant total	1 009 297,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008638

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ACQUISITION DE MATÉRIEL MÉDICAL POUR LE CENTRE MUNICIPAL DE SANTÉ D'AUBERVILLIERS (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	66 586,00 €	50,00 %	33 293,00 €
	Montant Total de la subvention		33 293,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AUBERVILLIERS
Adresse administrative : 2 RUE DE LA COMMUNE DE PARIS
93308 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Mériem DERKAOUI, Maire

N° SIRET : 21930001900011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux structures d'exercice collectif
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : acquisition de matériel médical pour le centre municipal de santé d'Aubervilliers (93)

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le centre municipal de santé d'Aubervilliers propose une offre de soins ouverte à tous par la pratique du tiers payant et le respect des tarifs secteur 1 de médecine générale. Il couvre les champs de la médecine génrérale et spécialisée, de l'imagerie, des soins infirmiers et paramédicaux.
Sa file active en 2016 s'élevait à 21.300 patients.
Par ailleurs, afin de réduire l'écart de santé entre la population d'Aubervilliers et la population régionale dans son ensemble, le centre de santé propose des actions spécifiques de promotion de la santé et de réduction des inégalités, ainsi que des actions de santé publique : centre de planification, centre de vaccinations, centre d'addictologie, éducation thérapeutique (diabète/asthme), prévention bucco-dentaire,

consultations psychologiques pour les adolescents et psychotraumatologie pour les victimes de violence.

Description :
Afin de proposer un service toujours plus efficien, et proposer des vacations de cardiologie à ses patients, le centre de santé souhaite acquérir un échographe. En complément de cet achat, des équipements seront renouvelés : tonomètre (ophtalmologie), tables d'examen, petit matériel (stéthoscopes/otoscopes/tensiomètres), défibrillateur et ECG.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants de la commune d'Aubervilliers.

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement médical	66 586,00	100,00%
Total	66 586,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	33 293,00	50,00%
Fonds propres	33 293,00	50,00%
Total	66 586,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	33 293,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	42 765,00 €

2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	50 295,00 €
2014	Campagne préventive lutte contre le saturnisme	35 700,00 €
2014	Jardins solidaires en Ile de France	5 000,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	135 822,00 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	345 650,00 €
2015	Campagne préventive lutte contre le saturnisme	23 400,00 €
2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	138 900,00 €
2015	Fabriques de culture - aide à l'aménagement et à l'équipement	47 065,00 €
2015	Méditerranée (CR46-14)	18 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement (CR46-14)	10 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	123 000,00 €
	Montant total	975 597,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008706

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CRÉATION D'UN CABINET DE KINÉSITHÉRAPIE DANS LA COMMUNE DE MONTFERMEIL (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	23 406,00 €	50,00 %	11 703,00 €
	Montant Total de la subvention		11 703,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAIET Nadia
Adresse administrative : 11 RUE PAUL BERT
93370 MONTFERMEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame NADIA GRAIET

N° SIRET : 75355451800039

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux structures d'exercice collectif
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : création d'un cabinet de kinésithérapie dans la commune de Montfermeil (93)

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le cadre du fonds régional de résorption des désert médicaux la Région apporte un soutien financier à l'installation de Mme GRAIET, kinésithérapeute, dans la commune de Montfermeil (93).
La commune de Montfermeil est répertoriée comme territoire déficitaire au titre de la démographie médicale et paramédicale dans le zonage arrêté par l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France en mars 2015.

Description :

Mme GRAIET souhaite aménager son local d'exercice et acquérir le matériel nécessaire à son installation et à l'exercice de sa discipline :
- mise en place de cloisons, portes, sanitaires, installation électrique, revêtement de sol et peintures
- matériel bureautique, mobilier et médical.
L'arrivée de cette professionnelle de santé va permettre l'amélioration de l'accès aux soins des habitants de Montfermeil.
Madame GRAIET partage son local et ses dépenses d'investissement avec madame TEJEDA PEDROSO.
Il s'agit de deux opérations complémentaires pour l'équipement des deux cabinets.

Public(s) cible(s) :
Le public cible est celui des adultes, enfants et adolescents de la commune de Montfermeil.

La patientèle est estimée entre 20 et 25 consultations par jour.

Localisation géographique :
- MONTFERMEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement et équipements	23 406,00	100,00%
Total	23 406,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	11 703,00	50,00%
Fonds propres	11 703,00	50,00%
Total	23 406,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	11 703,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008707

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CRÉATION D'UN CABINET DE KINÉSITHÉRAPIE DANS LA COMMUNE DE MONTFERMEIL (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	23 406,00 €	50,00 %	11 703,00 €
	Montant Total de la subvention		11 703,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TEJEDA PEDROSO ANA BELEN
Adresse administrative : 11 RUE PAUL BERT
93370 MONTFERMEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANA BELEN TEJEDA PEDROSO

N° SIRET : 75291439000048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux structures d'exercice collectif
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : création d'un cabinet de kinésithérapie dans la commune de Montfermeil (93).

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le cadre du fonds régional de résorption des désert médicaux la Région apporte un soutien financier à l'installation de Mme TEJEDA-PEDROSO, kinésithérapeute, dans la commune de Montfermeil (93).
La commune de Montfermeil est répertoriée comme territoire déficitaire au titre de la démographie médicale et paramédicale dans le zonage arrêté par l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France en mars 2015.

Description :

Mme TEJEDA-PEDROSO souhaite aménager son local d'exercice et acquérir le matériel nécessaire à son installation et à l'exercice de sa discipline :
- mise en place de cloisons, portes, sanitaires, installation électrique, revêtement de sol et peintures
- matériel bureautique, mobilier et médical.
L'arrivée de cette professionnelle de santé va permettre l'amélioration de l'accès aux soins des habitants de Montfermeil.
Madame TEJEDA PEDROSO partage son local et ses dépenses d'investissement avec madame GRAIET.
Il s'agit de deux opérations complémentaires pour l'équipement des deux cabinets.

Public(s) cible(s) :
Le public cible est celui des adultes, enfants et adolescents de la commune de Montfermeil.

La patientèle est estimée entre 20 et 25 consultations par jour.

Localisation géographique :
- MONTFERMEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement et équipements	23 406,00	100,00%
Total	23 406,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	11 703,00	50,00%
Fonds prpres	11 703,00	50,00%
Total	23 406,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	11 703,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010455

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : AIDE À L'ACQUISITION D'UNE COUVERTURE SANTÉ COMPLÉMENTAIRE DES ÉTUDIANTS FRANCILIENS - PÉRIODE JANVIER-MARS 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	42 704,99 €	100,00 %	42 704,99 €
	Montant Total de la subvention		42 704,99 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100106- Aide à la mutuelle des étudiants

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMEREP SOC MUTUALISTE ETUDIANTS REGION PARIS
Adresse administrative : 28 RUE FORTUNY 75017 PARIS 17
Statut Juridique : Mutuelle
Représentant : Monsieur Joffrey HOUDOUX, Président

Objet : MUTUELLE

N° SIRET : 77568478000023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire des étudiants franciliens - Période janvier-mars 2017

Objectifs :
La Région a mis en place, conformément à la délibération CR 23-10 du 17 juin 2010, un dispositif d'aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire pour les étudiantes et les étudiants boursiers via un partenariat avec les mutuelles étudiantes LMDE et SMEREP.
L'objectif de la Région est de favoriser l'accès à une complémentaire santé des étudiants boursiers, et ainsi d'améliorer l'accès aux soins de ce public.

Description :

La Région soutient les étudiants boursiers au titre des échelons 0 à 3 du barème de ressources, ainsi que ceux situés à l'échelon 4 sous condition de revenu.
La Région contribue à hauteur de 100 € maximum par étudiant et par an, montant éventuellement proratisé en fonction de la durée d'adhésion, pour l'acquisition d'une complémentaire santé. Ce montant correspond à une complémentaire santé étudiante qui couvre 100% des soins et remboursement des médicaments et analyses.

Dans le cadre d'une convention passée avec les deux mutuelles étudiantes, la LMDE et la SMEREP, la Région procède au remboursement de ce forfait, sur la base de la transmission d'une liste des adhérents éligibles avec le montant de leur adhésion.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la convention encadrant ce dispositif, la subvention concerne une période antérieure à la CP sur laquelle le montant est voté, puisque le versement s'effectue sur la base du récapitulatif des adhésions souscrites sur la période.

Ce dossier concerne le remboursement d'un montant total de 42.704,99 €, décomposé ainsi :

- le remboursement des adhésions à la SMEREP effectuées entre 1er janvier 2017 et le 31 mars 2017 pour l'année universitaire 2016-2017, représentant 450 étudiants pour un montant total de 42.308,99 € ;
- le remboursement d'adhésions non transmises aux services régionaux pour l'année universitaire 2015-2016, représentant 5 étudiants pour un montant total de 396 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	42 704,99 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	260 384,47 €
2015	Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	148 700,75 €
2016	Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	267 211,70 €
2017	Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	220 692,54 €

	Montant total	925 122,21 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010461

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : AIDE À L'ACQUISITION D'UNE COUVERTURE SANTÉ COMPLÉMENTAIRE DES ÉTUDIANTS FRANCILIENS - PÉRIODE OCTOBRE 2016 À FÉVRIER 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	112 037,14 €	100,00 %	112 037,14 €
	Montant Total de la subvention		112 037,14 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100106- Aide à la mutuelle des étudiants

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LMDE LA MUTUELLE DES ETUDIANTS
Adresse administrative : 19 RUE BLANCHE
75009 PARIS
Statut Juridique : Mutuelle
Représentant : Madame Vanessa FAVARO, Présidente

Objet : MUTUELLE

N° SIRET : 43179167201426

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire des étudiants franciliens - Période octobre 2016 à février 2017

Objectifs :
La Région a mis en place, conformément à la délibération CR 23-10 du 17 juin 2010, un dispositif d'aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire pour les étudiantes et les étudiants boursiers via un partenariat avec les mutuelles étudiantes LMDE et SMEREP.
L'objectif de la Région est de favoriser l'accès à une complémentaire santé des étudiants boursiers, et ainsi d'améliorer l'accès aux soins de ce public.

Description :
La Région soutient les étudiants boursiers au titre des échelons 0 à 3 du barème de ressources, ainsi que

ceux situés à l'échelon 4 sous condition de revenu.
La Région contribue à hauteur de 100 € maximum par étudiant et par an, montant éventuellement proratisé en fonction de la durée d'adhésion, pour l'acquisition d'une complémentaire santé. Ce montant correspond à une complémentaire santé étudiante qui couvre 100% des soins et remboursement des médicaments et analyses.

Dans le cadre d'une convention passée avec les deux mutuelles étudiantes, la LMDE et la SMEREP, la Région procède au remboursement de ce forfait, sur la base de la transmission d'une liste des adhérents éligibles avec le montant de leur adhésion.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la convention encadrant ce dispositif, la subvention concerne une période antérieure à la CP sur laquelle le montant est voté, puisque le versement s'effectue sur la base du récapitulatif des adhésions souscrites sur la période.

Ce dossier concerne le remboursement d'un montant de 112.037,14 € pour les adhésions effectuées entre 1er octobre 2016 et le 29 février 2017 pour l'année universitaire 2016-2017, représentant 1.148 étudiants.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	112 037,14 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	343 427,93 €
2015	Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	250 418,39 €
2016	Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	211 976,07 €
	Montant total	805 822,39 €

Fiche projet 2016-16007883-APIPD

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007883

Commission permanente du 18 mai 2016

Objet : SEMAINE DE SENSIBILISATION DE LA DREPANOCYTOSE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	51 530,00 €	44,63 %	23 000,00 €
	Montant Total de la subvention		23 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APIPD ASSOCIATION POUR L'INFORMATION ET LA PREVENTION DE LA DREPANOCYTOSE
Adresse administrative : 20 RUE EDOUARD PAILLERON 75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Jenny HIPPOCRATE, Présidente

Date de publication au JO : 4 janvier 1989

N° SIRET : 45327305400024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : semaine de sensibilisation de la drépanocytose du 12 au 19 juin 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La mise en oeuvre du projet nécessite une préparation en amont.

Objectifs :
L'association APIPD a le souci de sensibiliser la population aux problèmes soulevés par la drépanocytose. Même si cette pathologie génétique est toujours considérée comme une maladie rare, elle touche en France près de 20 000 personnes. En Ile-de-France, cette pathologie est très répandue.
Les objectifs du projet sont de :
- mobiliser et alerter l'opinion publique sur la drépanocytose

- sensibiliser le grand public dans le cadre du plan d'action de sensibilisation sur la maladie
- faire une médiatisation intense pour faire connaître la maladie et mieux la comprendre
- récolter des fonds pour la recherche et l'aide aux familles en faisant appel aux dons
- faire appel au don de sang.

Description :
Pendant une semaine, du 12 au 19 juin 2016, les bénévoles de l'APIPD vont se mobiliser dans l'hexagone et les DOM-TOM pour sensibiliser le grand public à travers des activités et manifestations d'informations pédagogiques et ludiques sur la drépanocytose, et pour faire un appel au don de sang.
Sont prévus :
- conférences et débats sur la maladie, les malades avec les familles, les soignants et l'environnement socio-économique, et stands de sensibilisation dressés dans des lieux stratégiques
- projection de films et témoignages sur la drépanocytose
- organisation de différentes manifestations au plan national avec l'appel au don de sang
- collecte de fonds à travers la générosité des concitoyens
- campagne de sensibilisation dans les médias et diffusion d'informations sur les panneaux signalétiques de Paris
- visites des enfants malades dans les entreprises
- conférences dans les écoles et les entreprises.
Cette semaine précéde la journée internationale de lutte contre la drépanocytose du 19 juin.

Moyens mis en œuvre :
Mobilisation des bénévoles, des parrains et marraines.
Information au travers de diverses associations, de conférences de presse, de spots publicitaires sur la TV, d'internet, de mailing et courriers d'invitation, d'affichage et de distribution de flyers.

Intérêt régional :
Lors de cette sensibilisation, seront organisés en Ile-de-France des conférences dans les écoles, un colloque, une conférence de presse, une campagne d'affichage (voir avec la RATP), un déjeuner networking avec des éventuels partenaires etc. Des parrains et marraines iront visiter les enfants à l'hôpital, une tombola…
- La campagne d'affichage et les médias : campagne d'affichage dans le métro, bus parisiens et région + 3 tramways (T2, T3A et T3) ; campagne sur les médias (spot de sensibilisation et modules) ; distribution de flyers et prospectus ; diffusion d'infos sur les panneaux de la ville de Paris ; autocollants APIPD sur des voitures ; contact des médias locaux (télés – radios – journaux..) afin de présenter l'APIPD et parler de ses actions.
- Les conférences, colloques et projections de films : conférence de presse ; conférences dans les écoles ; projection de film ; après-midi porte ouverte : colloque (salle de l'école supérieure de France Télécom 13eme arr.).
- Les rencontres : rencontres des professionnels de santé dans les hôpitaux ; visites dans les hôpitaux des enfants malades avec les parrains, marraines et ambassadeurs de l'APIPD ; rencontre des parents d'enfants drépanocytaires dans les hôpitaux afin de les inciter à adhérer à l'association en leur présentant les actions réalisées.
- Stands, sorties des enfants malades : stand dans des lieux tels que Tropic marché ; UGPBAN (Banane Martinique et Guadeloupe) a accepté d'organiser une visite à la murisserie de RUNGIS aux enfants malades.

Compte tenu de l'impossibilité matérielle de recruter 1 stagiaire ou alternant (absence de locaux), il est accordé au bénéficiaire une dérogation à ce dispositif.

Public(s) cible(s) :
Ce projet vise le grand public sur tout le territoire français, et plus particulièrement les malades et leur famille.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE
- HORS REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	4 470,00	8,67%
Achats matières et fournitures	8 700,00	16,88%
autres fournitures	300,00	0,58%
Locations	11 300,00	21,93%
Publicité, publications, relations publiques	25 260,00	49,02%
Déplacements, missions et réceptions	500,00	0,97%
Services bancaires et assimilés	1 000,00	1,94%
Total	51 530,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	23 000,00	44,63%
Ministère outre-mer (en cours)	10 000,00	19,41%
DIECFOM - Délégation interministérielle pour l'égalité des chances des français d'outre-mer (en cours)	10 000,00	19,41%
Subvention Aides privées	6 000,00	11,64%
Autres produits de gestion courante	2 530,00	4,91%
Total	51 530,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	13 800,00 €
2017	9 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique malades	7 000,00 €
2014	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique malades	23 000,00 €
	Montant total	23 000,00 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 07/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 07/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-233

DU 5 JUILLET 2017

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES : - ÉCOLES ET INSTITUTS DE FORMATION DU SOCIAL : SOLDE DE LA SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT 2017 - INDEMNITÉS DE STAGE ET DE DÉPLACEMENTS DES ÉTUDIANTS MASSEURS-KINÉSITHÉRAPEUTES ET ERGOTHÉRAPEUTES - TRANSFERT DE LA FORMATION CADRE DE SANTÉ DU GIP MONTSOURIS À L'UNIVERSITÉ PARIS EST CRÉTEIL - PROGRAMME DE QUALIFICATION PAR LA FORMATION CONTINUE 2016-2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU Le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles L 451-1 et suivants ;

VU Le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, L 4151-7 et les articles D.4383-1 et suivants ;

VU Le Code du Travail ; et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU La délibération n° CR 73-14 du 21 novembre 2014 relative aux conventions d'objectifs et de moyens pour les centres de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social ;

VU La délibération n° CR 75-15 du 24 septembre 2015 relative à la convention 2016-2017 avec Pôle emploi pour le financement des formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture et à la révision du programme triennal de qualification par la formation continue ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 225-16 du 14 décembre 2016 relative au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 « une ambition pour répondre aux défis de demain », et à la mise en place du service public régional de la formation professionnelle ;

VU La délibération n° CP 11-603 du 07 juillet 2011 relative aux formations sanitaires et sociales adoptant notamment la convention à signer avec chaque institut de formation de masseur-kinésithérapeute et d'ergothérapeute pour les indemnités de stages et de déplacements des étudiants ;

VU La délibération n° CP 12-335 du 29 mars 2012 relative aux formations sanitaires et sociales adoptant notamment l'avenant type à la convention d'objectifs et de moyens des centres de formation dispensant des formations en travail social ;

VU La délibération n° CP 16-251 du 12 juillet 2016 relative aux formations sanitaires et sociales et notamment son annexe 6 relative au financement des places de formation en travail social en 1ère année agréées par la Région ;

VU La délibération n° CP 2017-021 du 27 janvier 2017 relative aux formations sanitaires et sociales et notamment à l'affectation de l'avance sur la subvention globale de fonctionnement ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2017 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-233 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Financement des centres de formation dispensant des formations en travail social

Décide de participer, au titre du dispositif relatif aux centres de formation dispensant des formations en travail social, au financement de la subvention de l'année 2017 conformément aux montants précisés en annexe 2 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des avenants conformes à l'avenant type voté à l'article 1 de la délibération de la commission permanente n° CP 12-335 du 29 mars 2012 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **10 481 328 €** disponibles sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme HP13-002 « Formations sociales », action 11300202 « Fonctionnement des écoles et instituts de formation sociale » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

Article 2 : Erreur matérielle dans l'annexe 5 de la délibération n° CP 16-251 du 12 juillet 2016

Suite à une erreur matérielle, il convient de lire 38 places d'assistant de service social pour la CRAMIF au lieu de 33 places dans l'annexe 5 de la délibération n° CP 16-251 du 12 juillet 2016 relative au financement des places en 1ère année dans les centres de formation en travail social agréés.

Article 3 : Indemnités de stage et de déplacements des étudiants

Attribue une dotation régionale d'aide aux étudiants en formation de masso-kinésithérapie et d'ergothérapie destinée aux remboursements des indemnités de stage et des frais de transport et affecte un montant d'autorisation d'engagement de **1 927 690 €** disponibles sur le chapitre

budgétaire 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme HP13-001 « Formations sanitaires », action 11300106 « Indemnités stages et remboursements transports masseur-kinésithérapeute et ergothérapeute » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

Cette dotation est répartie entre les organismes de formation conformément aux montants inscrits dans le tableau joint en annexe 3 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette dotation à la signature d'une convention avec chaque institut de formation de masseur-kinésithérapeute et d'ergothérapeute, adoptée par délibération n° CP 11-603 du 7 juillet 2011 relative aux formations sanitaires et sociales et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 4 : Transfert de la formation cadre de santé du GIP Montsouris à l'Université Paris Est Créteil

Prend acte de la dissolution du groupement d'intérêt public (GIP) Montsouris et de la reprise de son activité par l'Université Paris Est Créteil, à compter du 26 juillet 2017.

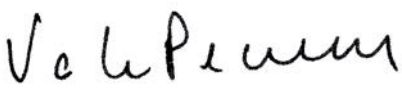
Approuve l'avenant à la convention n° 15-022-046-P, tel que présenté en annexe 4 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil Régional à le signer.

Article 5 : Financement des écoles et instituts de formation dispensant de la formation professionnelle continue

Décide de participer au titre du dispositif relatif aux écoles et instituts de formation dispensant de la formation professionnelle continue au subventionnement des formations de l'année 2017 pour la rentrée de septembre conformément aux montants précisés en annexe 6 à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de **2 267 842 €** disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 11 « formation professionnelle », programme HP 11-011 « formation continue - aides-soignant-e-s et auxiliaires de puériculture », action 11101101 « Formation continue - aides-soignant-e-s et auxiliaires de puériculture » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe à la délibération n° 1

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-233	Budget	2017

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111011 - Formation continue - Aides soignant-e-s et auxiliaires de puériculture**
Action	**11101101 - Formation continue - Aides soignant-e-s et auxiliaires de puériculture**

Dispositif : N° 00000064 - Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture

Dossier	17011190 - ASSISTEAL FORMATION		
Bénéficiaire	R41285 - ASSISTEAL FORMATION		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	195 440,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		195 440,00 €	

Dossier	17011191 - ASS INSTITUT PARMENTIER		
Bénéficiaire	R10021 - ASS INSTITUT PARMENTIER		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	196 560,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		196 560,00 €	

Dossier	17011193 - CERPE CTRE ETUDE RECHER CHE PETITE ENFANCE		
Bénéficiaire	R18447 - CERPE CTRE ETUDE RECHER CHE PETITE ENFANCE		
Localisation	AUBERVILLIERS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	44 380,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		44 380,00 €	

Dossier	17011195 - LPO PR METIER CARCADO SAISSEVAL PARIS 06EME		
Bénéficiaire	R3134 - LPO PR METIER CARCADO SAISSEVAL PARIS 06EME		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	28 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		28 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-233	Budget	2017

Dossier	17011196 - LPO PR METIER CARCADO SAISSEVAL PARIS 06EME		
Bénéficiaire	R3134 - LPO PR METIER CARCADO SAISSEVAL PARIS 06EME		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	54 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		54 000,00 €	

Dossier	17011197 - LGT GUSTAVE EIFFEL GAGNY		
Bénéficiaire	R3635 - LGT GUSTAVE EIFFEL GAGNY		
Localisation	LIVRY-GARGAN		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	78 400,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		78 400,00 €	

Dossier	17011198 - GRETA METIERS DE SANTE ET DU SOCIAL LYCEE GENERAL TECHNO RABELAIS PARAMED SOCIAL		
Bénéficiaire	R3797 - GRETA METIERS DE SANTE ET DU SOCIAL LYCEE GENERAL TECHNO RABELAIS PARAMED SOCIAL		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	72 800,00 €	Code nature	65735
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		72 800,00 €	

Dossier	17011200 - LGT GUSTAVE EIFFEL GAGNY		
Bénéficiaire	R3635 - LGT GUSTAVE EIFFEL GAGNY		
Localisation	ROMAINVILLE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	61 600,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		61 600,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-233	Budget	2017

Dossier	17011201 - GRETA METIERS DE SANTE ET DU SOCIAL LYCEE GENERAL TECHNO RABELAIS PARAMED SOCIAL		
Bénéficiaire	R3797 - GRETA METIERS DE SANTE ET DU SOCIAL LYCEE GENERAL TECHNO RABELAIS PARAMED SOCIAL		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	44 800,00 €	Code nature	65735
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		44 800,00 €	

Dossier	17011202 - LGT GUSTAVE EIFFEL GAGNY		
Bénéficiaire	R3635 - LGT GUSTAVE EIFFEL GAGNY		
Localisation	TREMBLAY-EN-FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	72 800,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		72 800,00 €	

Dossier	17011204 - INFA INST NAL FORM APPL CTRE CULTURE OUVR		
Bénéficiaire	R12207 - INFA INST NAL FORM APPL CTRE CULTURE OUVR		
Localisation	NOGENT-SUR-MARNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	74 970,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		74 970,00 €	

Dossier	17011205 - LYCEE TECHNOLOGIE P DE COUBERTIN - GRETA MTI 77		
Bénéficiaire	P0023261 - LYCEE TECHNOLOGIE P DE COUBERTIN - GRETA MTI 77		
Localisation	TORCY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	39 200,00 €	Code nature	65735
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		39 200,00 €	

Dossier	17011206 - INFA INST NAL FORM APPL CTRE CULTURE OUVR		
Bénéficiaire	R12207 - INFA INST NAL FORM APPL CTRE CULTURE OUVR		
Localisation	NOGENT-SUR-MARNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	93 705,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		93 705,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-233	Budget	2017

Dossier	17011207 - LYCEE TECHNOLOGIE P DE COUBERTIN - GRETA MTI 77		
Bénéficiaire	P0023261 - LYCEE TECHNOLOGIE P DE COUBERTIN - GRETA MTI 77		
Localisation	TORCY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	33 600,00 €	Code nature	65735
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		33 600,00 €	

Dossier	17011208 - LPO LYCEE POLYVALENT M PERRET GRETA MTI 94		
Bénéficiaire	P0026468 - LPO LYCEE POLYVALENT M PERRET GRETA MTI 94		
Localisation	ORLY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	88 200,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		88 200,00 €	

Dossier	17011209 - LYCEE TECHNOLOGIE P DE COUBERTIN - GRETA MTI 77		
Bénéficiaire	P0023261 - LYCEE TECHNOLOGIE P DE COUBERTIN - GRETA MTI 77		
Localisation	VAUX-LE-PENIL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	95 200,00 €	Code nature	65735
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		95 200,00 €	

Dossier	17011211 - LPO LYCEE POLYVALENT M PERRET GRETA MTI 94		
Bénéficiaire	P0026468 - LPO LYCEE POLYVALENT M PERRET GRETA MTI 94		
Localisation	ORLY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	102 900,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		102 900,00 €	

Dossier	17011212 - LYCEE TECHNOLOGIE P DE COUBERTIN - GRETA MTI 77		
Bénéficiaire	P0023261 - LYCEE TECHNOLOGIE P DE COUBERTIN - GRETA MTI 77		
Localisation	VAUX-LE-PENIL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	50 400,00 €	Code nature	65735
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		50 400,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-233	Budget	2017

Dossier	17011213 - LYCEE POLYVALENT GUSTAVE MONOD GRETA DU VAL D'OISE		
Bénéficiaire	P0037097 - LYCEE POLYVALENT GUSTAVE MONOD GRETA DU VAL D'OISE		
Localisation	PONTOISE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	22 400,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		22 400,00 €	

Dossier	17011214 - ACPPAV ASS COURS PROF PHARMACIE ACADEMIE VERSAIL		
Bénéficiaire	R1631 - ACPPAV ASS COURS PROF PHARMACIE ACADEMIE VERSAIL		
Localisation	POISSY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	50 274,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		50 274,00 €	

Dossier	17011215 - LYCEE POLYVALENT GUSTAVE MONOD GRETA DU VAL D'OISE		
Bénéficiaire	P0037097 - LYCEE POLYVALENT GUSTAVE MONOD GRETA DU VAL D'OISE		
Localisation	PONTOISE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	22 400,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		22 400,00 €	

Dossier	17011216 - JEANNE BLUM		
Bénéficiaire	P0003395 - JEANNE BLUM		
Localisation	JOUY-EN-JOSAS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	102 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		102 000,00 €	

Dossier	17011217 - LYCEE POLYVALENT GUSTAVE MONOD GRETA DU VAL D'OISE		
Bénéficiaire	P0037097 - LYCEE POLYVALENT GUSTAVE MONOD GRETA DU VAL D'OISE		
Localisation	ARGENTEUIL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	50 400,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		50 400,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-233	Budget	2017

Dossier	17011218 - LYCEE POLYVALENT VIOLLET-LE-DUC GRETA VERSAILLES FORMATION		
Bénéficiaire	P0028781 - LYCEE POLYVALENT VIOLLET-LE-DUC GRETA VERSAILLES FORMATION		
Localisation	TRAPPES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	16 800,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		16 800,00 €	

Dossier	17011220 - GRETA DE L ESSONNE LPO LYC METIER DOISNEAU CORBEIL ESSONNE		
Bénéficiaire	R22245 - GRETA DE L ESSONNE LPO LYC METIER DOISNEAU CORBEIL ESSONNE		
Localisation	PALAISEAU		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	28 000,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		28 000,00 €	

Dossier	17011221 - GRETA DE L ESSONNE LPO LYC METIER DOISNEAU CORBEIL ESSONNE		
Bénéficiaire	R22245 - GRETA DE L ESSONNE LPO LYC METIER DOISNEAU CORBEIL ESSONNE		
Localisation	PALAISEAU		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	28 000,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		28 000,00 €	

Dossier	17011229 - AFPS ASS FORMATION PROFESSIONNELS SANTE		
Bénéficiaire	R10783 - AFPS ASS FORMATION PROFESSIONNELS SANTE		
Localisation	VILLENEUVE-LA-GARENNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	46 641,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		46 641,00 €	

Dossier	17011230 - AGESPA ASS GENERALE SERVICES PERSONNES AGEES		
Bénéficiaire	P0004050 - AGESPA ASS GENERALE SERVICES PERSONNES AGEES		
Localisation	CHATENAY-MALABRY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	66 500,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		66 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-233	Budget	2017

Dossier	17011231 - IFAC INSTITUT DE FORMATION D ANIMATION ET DE CONSEIL		
Bénéficiaire	P0004044 - IFAC INSTITUT DE FORMATION D ANIMATION ET DE CONSEIL		
Localisation	ELANCOURT		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	62 400,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		62 400,00 €	

Dossier	17011232 - GRETA 92 SUD BOULOGNE LYP PREVERT BOULOGNE BILLA		
Bénéficiaire	R1917 - GRETA 92 SUD BOULOGNE LYP PREVERT BOULOGNE BILLA		
Localisation	CHATENAY-MALABRY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	50 400,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		50 400,00 €	

Dossier	17011234 - SGM ECOLE D AUXILIAIRE DE PUERICUL		
Bénéficiaire	R41309 - SGM ECOLE D AUXILIAIRE DE PUERICUL		
Localisation	SURESNES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	42 672,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		42 672,00 €	

Dossier	17011235 - GRETA 92 SUD BOULOGNE LYP PREVERT BOULOGNE BILLA		
Bénéficiaire	R1917 - GRETA 92 SUD BOULOGNE LYP PREVERT BOULOGNE BILLA		
Localisation	BOULOGNE-BILLANCOURT		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	95 200,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		95 200,00 €	

Dossier	17011236 - LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE GRETA 92 NORD LA DEFENSE		
Bénéficiaire	P0026616 - LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE GRETA 92 NORD LA DEFENSE		
Localisation	RUEIL-MALMAISON		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	50 400,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		50 400,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-233	Budget	2017

Dossier	17011237 - LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE GRETA 92 NORD LA DEFENSE		
Bénéficiaire	P0026616 - LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE GRETA 92 NORD LA DEFENSE		
Localisation	RUEIL-MALMAISON		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	50 400,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		50 400,00 €	

Dossier	17011238 - LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE GRETA 92 NORD LA DEFENSE		
Bénéficiaire	P0026616 - LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE GRETA 92 NORD LA DEFENSE		
Localisation	CLICHY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	56 000,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		56 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000064 - Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	2 267 842,00 €

Total sur l'imputation 931 - 11 - 111011 - 11101101	2 267 842,00 €

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**13 - Formation sanitaire et sociale**
Programme	**113001 - Formations sanitaires**
Action	**11300106 - Indemnités stages et remboursements transports masseur-kinésithérapeute et ergothérapeute**

Dispositif : N° 00000649 - Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie

Dossier	17008592 - APHP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS		
Bénéficiaire	R7592 - APHP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	100 940,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		100 940,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-233	Budget	2017

Dossier	17008593 - ECOLE DANHIER DE KINESITHERAPIE		
Bénéficiaire	P0003139 - ECOLE DANHIER DE KINESITHERAPIE		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	218 660,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		218 660,00 €	

Dossier	17008594 - ADERF ASSO DEVELOPPEMENT ET RECHERCHE EN REEDUCATION FONCTIONNELLE-IFSS		
Bénéficiaire	P0003136 - ADERF ASSO DEVELOPPEMENT ET RECHERCHE EN REEDUCATION FONCTIONNELLE-IFSS		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	197 700,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		197 700,00 €	

Dossier	17008595 - FONDATION EFOM BORIS DOLTO		
Bénéficiaire	P0016735 - FONDATION EFOM BORIS DOLTO		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	191 240,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		191 240,00 €	

Dossier	17008596 - ECOLE D ASSAS CENTRE MASSOTHERAPIE		
Bénéficiaire	P0003137 - ECOLE D ASSAS CENTRE MASSOTHERAPIE		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	380 090,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		380 090,00 €	

Dossier	17008597 - IFMK		
Bénéficiaire	P0003141 - IFMK		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	77 250,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		77 250,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-233	Budget	2017

Dossier	17008598 - CEERRF CENTRE EUROPEEN ENSEIGNEMENT REEDUCATION ET READAPTATION FONCTIONNELLE		
Bénéficiaire	P0014469 - CEERRF CENTRE EUROPEEN ENSEIGNEMENT REEDUCATION ET READAPTATION FONCTIONNELLE		
Localisation	SAINT-DENIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	180 490,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		180 490,00 €	

Dossier	17008599 - LES HOPITAUX DE SAINT-MAURICE		
Bénéficiaire	P0016634 - LES HOPITAUX DE SAINT-MAURICE		
Localisation	SAINT-MAURICE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	217 000,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		217 000,00 €	

Dossier	17008600 - AVH ASS VALENTIN HAUY SCE		
Bénéficiaire	R1761 - AVH ASS VALENTIN HAUY SCE		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	37 180,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		37 180,00 €	

Dossier	17008606 - ASS PAUL GUINOT POUR AVEUGLE & MALVOYANTS CTRE PAUL ET LILIANE GUINOT		
Bénéficiaire	R13937 - ASS PAUL GUINOT POUR AVEUGLE & MALVOYANTS CTRE PAUL ET LILIANE GUINOT		
Localisation	VILLEJUIF		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	21 780,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		21 780,00 €	

Dossier	17008607 - CHIMM CTRE HOSPITA INTERCOM MEULAN LES MUREAUX		
Bénéficiaire	R20769 - CHIMM CTRE HOSPITA INTERCOM MEULAN LES MUREAUX		
Localisation	MEULAN		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	34 980,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		34 980,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-233	Budget	2017

Dossier	17008608 - ADERE ASS DEVELOP ENSEI GNEMT RECHERC ERGOTHERAPIE		
Bénéficiaire	R30021 - ADERE ASS DEVELOP ENSEI GNEMT RECHERC ERGOTHERAPIE		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	88 610,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		88 610,00 €	

Dossier	17008609 - CHIMM CTRE HOSPITA INTERCOM MEULAN LES MUREAUX		
Bénéficiaire	R20769 - CHIMM CTRE HOSPITA INTERCOM MEULAN LES MUREAUX		
Localisation	MEULAN		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	66 480,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		66 480,00 €	

Dossier	17008610 - UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE		
Bénéficiaire	R1467 - UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE		
Localisation	CRETEIL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	115 290,00 €	Code nature	65735
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		115 290,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000649 - Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	1 927 690,00 €

Total sur l'imputation 931 - 13 - 113001 - 11300106	1 927 690,00 €

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**13 - Formation sanitaire et sociale**
Programme	**113002 - Formations sociales**
Action	**11300202 - Fonctionnement des écoles et instituts de formation sociale**

Dispositif : N° 00000074 - Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-233	Budget	2017

Dossier	17000012 - APHP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS		
Bénéficiaire	R7592 - APHP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	27 500,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		332 500,00 €	

Dossier	17000279 - APF ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE APF		
Bénéficiaire	R2411 - APF ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE APF		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	31 327,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		73 098,00 €	

Dossier	17000280 - CRAMIF PARIS CAISSE REG ASSU MALAD RIF		
Bénéficiaire	R1423 - CRAMIF PARIS CAISSE REG ASSU MALAD RIF		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	180 000,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		420 000,00 €	

Dossier	17000282 - AEFPP ASS ECOLE FORM PSYCHO PEDAGOGIQUE		
Bénéficiaire	R29360 - AEFPP ASS ECOLE FORM PSYCHO PEDAGOGIQUE		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	481 699,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 334 256,00 €	

Dossier	17000284 - ECOLE NORMALE SOCIALE		
Bénéficiaire	R29359 - ECOLE NORMALE SOCIALE		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	261 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		609 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-233	Budget	2017

Dossier	17000285 - ETSUP ECOLE SUPERIEURE DE TRAVAIL SOCIAL		
Bénéficiaire	R22930 - ETSUP ECOLE SUPERIEURE DE TRAVAIL SOCIAL		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	775 150,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 641 850,00 €	

Dossier	17000287 - INSTITUT DE FORMATION CLORIVIERE		
Bénéficiaire	R3135 - INSTITUT SUPERIEUR CLORIVIERE		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	67 938,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		113 467,00 €	

Dossier	17000288 - ASSOCIATION POUR LA GESTION DU CENTRE DE FORMATION SAINT-HONORE		
Bénéficiaire	R29362 - ASSOCIATION POUR LA GESTION DU CENTRE DE FORMATION SAINT-HONORE		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	671 850,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 567 650,00 €	

Dossier	17000289 - IUT AVENUE VERSAILLES UNIV PARIS 05 DESCARTES		
Bénéficiaire	R1968 - IUT AVENUE VERSAILLES UNIV PARIS 05 DESCARTES		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	165 925,00 €	Code nature	65735
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		387 160,00 €	

Dossier	17000290 - ASS INSTITUT PARMENTIER		
Bénéficiaire	R10021 - ASS INSTITUT PARMENTIER		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 804 070,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 337 830,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-233	Budget	2017

Dossier	17000291 - SAUVEGARDE DE L'ENFANT DE L'ADOLESCENT ET DE L'ADULTE EN YVELINES		
Bénéficiaire	R19482 - SAUVEGARDE DE L'ENFANT DE L'ADOLESCENT ET DE L'ADULTE EN YVELINES		
Localisation	BUC		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	805 562,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 717 688,00 €	

Dossier	17000292 - DEPARTEMENT DES YVELINES		
Bénéficiaire	R2301 - DEPARTEMENT DES YVELINES		
Localisation	VERSAILLES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	186 480,00 €	Code nature	65733
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		435 120,00 €	

Dossier	17000293 - CFE CENTRE DE FORMATION DE L ESSONNE		
Bénéficiaire	R11169 - CFE CENTRE DE FORMATION DE L ESSONNE		
Localisation	GRIGNY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	223 200,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		506 800,00 €	

Dossier	17000294 - IRFASE INST RECHERCHE FORM ACTION SOCIALE 91		
Bénéficiaire	R21131 - IRFASE INST RECHERCHE FORM ACTION SOCIALE 91		
Localisation	EVRY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	822 592,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 867 408,00 €	

Dossier	17000295 - L'HORIZON		
Bénéficiaire	R29363 - L'HORIZON		
Localisation	MALAKOFF		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	309 688,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		722 607,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-233	Budget	2017

Dossier	17000296 - ITSRS INST TRAVAIL SOCIAL RECHERCHES SOCIALES		
Bénéficiaire	R18375 - ITSRS INST TRAVAIL SOCIAL RECHERCHES SOCIALES		
Localisation	MONTROUGE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 730 748,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 209 527,00 €	

Dossier	17000297 - INITIATIVES		
Bénéficiaire	R16619 - INITIATIVES		
Localisation	BOURG-LA-REINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	95 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		95 000,00 €	

Dossier	17000298 - CERPE CTRE ETUDE RECHER CHE PETITE ENFANCE		
Bénéficiaire	R18447 - CERPE CTRE ETUDE RECHER CHE PETITE ENFANCE		
Localisation	AUBERVILLIERS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	284 495,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		599 410,00 €	

Dossier	17000299 - ASSOCIATION REGIONALE DES CEMEA IDF		
Bénéficiaire	R22254 - ASSOCIATION REGIONALE DES CEMEA IDF		
Localisation	AUBERVILLIERS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	363 990,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		849 310,00 €	

Dossier	17000300 - UNIVERSITE PARIS XIII -NORD		
Bénéficiaire	R1468 - UNIVERSITE PARIS XIII -NORD		
Localisation	BOBIGNY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	135 000,00 €	Code nature	65735
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		315 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-233	Budget	2017

Dossier	17000301 - INFA INST NAL FORM APPL CTRE CULTURE OUVR		
Bénéficiaire	R12207 - INFA INST NAL FORM APPL CTRE CULTURE OUVR		
Localisation	NOGENT-SUR-MARNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	292 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		518 000,00 €	

Dossier	17000302 - ANIMATION 94		
Bénéficiaire	R1442 - ANIMATION 94		
Localisation	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	26 800,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		53 200,00 €	

Dossier	17000303 - CPCV CENTRE PEDAGOGIQUE POUR CONSTRUIRE UNE VIE ACTIVE		
Bénéficiaire	R1450 - CPCV CENTRE PEDAGOGIQUE POUR CONSTRUIRE UNE VIE ACTIVE		
Localisation	SAINT-PRIX		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	19 350,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		45 150,00 €	

Dossier	17000304 - EPSS ECOLE PRATIQUE SER VICE SOCIAL		
Bénéficiaire	R12025 - EPSS ECOLE PRATIQUE SER VICE SOCIAL		
Localisation	CERGY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	719 964,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 740 036,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000074 - Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	10 481 328,00 €

Total sur l'imputation 931 - 13 - 113002 - 11300202	10 481 328,00 €

Annexe à la délibération n°2

Centre de formation en travail social

Tableau récapitulatif des subventions au titre de l'année 2017

29/05/2017

	Etablissement	Subvention 2016	Subvention 2016 AAP Sécurité (DANS LE SOCLE - A RETIRER EN 2017)	Evolutions de la subvention					Total subvention 2017	Montants affectés CP 17-021 du 27 janvier 2017	Reste à affecter	n° dossier IRIS
				Evolution besoin financement	Poursuite du financement nouvelle formation	Accompagnement étudiants en situation de handicap	Mesures nouvelles	Total évolution subvention				
75	AP-HP - Ecole d'assistant social	475 000		-115 000				-115 000	360 000	332 500	27 500	17000012
	Association des Paralysés de France	104 425						0	104 425	73 098	31 327	17000279
	Ecole de Service Social de la CRAMIF	600 000						0	600 000	420 000	180 000	17000280
	Ecole de Formation Psycho-Pédagogique	1 906 080				-90 125		-90 125	1 815 955	1 334 256	481 699	17000282
	Ecole Normale Sociale - ENS	870 000						0	870 000	609 000	261 000	17000284
	ETSUP	2 344 000	1 500		73 000			73 000	2 417 000	1 641 850	775 150	17000285
	Institut Supérieur "Clorivière"	161 405	690	20 000				20 000	181 405	113 467	67 938	17000287
	Centre de Formation Saint-Honoré	2 239 500						0	2 239 500	1 567 650	671 850	17000288
	Université René Descartes - Paris V	553 085						0	553 085	387 160	165 925	17000289
	IRTS "Parmentier"	6 051 900	145 000	43 000	47 000			90 000	6 141 900	4 337 830	1 804 070	17000290
	Total 75	15 305 395	147 190	-52 000	120 000	-90 125	0	-22 125	15 283 270	10 816 811	4 466 459	
78	Sauvegarde de l'Enfance - Buc Ressources	2 439 250	14 590	29 000			55 000	84 000	2 523 250	1 717 688	805 562	17000291
	Institut de Formation Sociale des Yvelines	621 600						0	621 600	435 120	186 480	17000292
	Total 78	3 060 850	14 590	29 000	0	0	55 000	84 000	3 144 850	2 152 808	992 042	
91	Centre de Formation de l'Essonne	724 000		6 000				6 000	730 000	506 800	223 200	17000293
	IRFASE	2 600 000	67 725				90 000	90 000	2 690 000	1 867 408	822 592	17000294
	Total 91	3 324 000	67 725	6 000	0	0	90 000	96 000	3 420 000	2 374 208	1 045 792	
92	Métiers de la Petite Enfance "l'Horizon"	1 032 295						0	1 032 295	722 607	309 688	17000295
	IRTS "Montrouge"	5 895 875	117 735	44 400				44 400	5 940 275	4 209 527	1 730 748	17000296
	Initiatives Formation	40 000			83 000			83 000	123 000	28 000	95 000	17000297

Etablissement		Subvention 2016	Subvention 2016 AAP Sécurité (DANS LE SOCLE - A RETIRER EN 2017)	Evolutions de la subvention					Total subvention 2017	Montants affectés CP 17-021 du 27 janvier 2017	Reste à affecter	n° dossier IRIS
				Evolution besoin financement	Poursuite du financement nouvelle formation	Accompagnement étudiants en situation de handicap	Mesures nouvelles	Total évolution subvention				
Total 92		6 968 170	117 735	44 400	83 000	0	0	127 400	7 095 570	4 960 134	2 135 436	
93	CERPE	856 300		6 485			21 120	27 605	883 905	599 410	284 495	17000298
	CEMEA	1 213 300						0	1 213 300	849 310	363 990	17000299
	Université Paris 13 - Nord	450 000						0	450 000	315 000	135 000	17000300
Total 93		2 519 600	0	6 485	0	0	21 120	27 605	2 547 205	1 763 720	783 485	
94	INFA	740 000		-38 000	108 000			70 000	810 000	518 000	292 000	17000301
	Animation 94	76 000		4 000				4 000	80 000	53 200	26 800	17000302
Total 94		816 000	0	-34 000	108 000	0	0	74 000	890 000	571 200	318 800	
95	CPCV Ile-de-France	64 500						0	64 500	45 150	19 350	17000303
	Ecole Pratique de Service Social	2 485 000	765	-25 000				-25 000	2 460 000	1 740 036	719 964	17000304
Total 95		2 549 500	765	-25 000	0	0	0	-25 000	2 524 500	1 785 186	739 314	
Total Ile-de-France		**34 543 515**	**348 005**	**-25 115**	**311 000**	**-90 125**	**166 120**	**361 880**	**34 905 395**	**24 424 067**	**10 481 328**	

Annexe à la délibération n°3

TABLEAU RECAPITULATIF DES AIDES REGIONALES
POUR LE REMBOURSEMENT DES INDEMNITES DE STAGE ET DES FRAIS DE TRANSPORT - 2017

Centre de formation	Statut	Adresse	Commune et CP	Effectif 2016/2017*	Indemnités de stage	Frais de transport	Total (en €)	Rappel 2016	Dossier Aide versée
IFMK de l"AP/HP Pitié Salpétrière	Public	44 rue Jenner	75013 PARIS	150	62 640	38 300	**100 940**	**105 160**	17008592
Ecole Supérieure de Masseurs-Kinésithérapeutes - Ecole DANHIER	Privé	17 rue de Liège	75009 PARIS	232	93 660	125 000	**218 660**	**239 940**	17008593
ADERF Ecole de Kinésithérapie de Paris	Privé	107 rue de Reuilly	75012 PARIS	262	104 700	93 000	**197 700**	**181 480**	17008594
IFMK EFOM	Privé	118 bis rue de Javel	75015 PARIS	288	104 130	87 110	**191 240**	**223 645**	17008595
IFMK Ecole d'ASSAS	Privé	56 rue de l'Eglise	75015 PARIS	373	140 440	239 650	**380 090**	**304 605**	17008596
IFMK Saint-Michel	Privé	68 rue du Commerce	75015 PARIS	141	51 100	26 150	**77 250**	**88 080**	17008597
IFMK CEERRF	Privé	36 rue Pinel	93200 SAINT-DENIS	256	97 380	83 110	**180 490**	**150 925**	17008598
IFMK de l'ENKRE - Hôpitaux de Saint-Maurice	Public	12 rue du Val d'Osne	94410 SAINT-MAURICE	323	147 600	69 400	**217 000**	**224 585**	17008599
IFMK Valentin Hauÿ	Privé	9 rue Duroc	75007 PARIS	71	27 820	9 360	**37 180**	**30 805**	17008600
IFMK Paul Guinot	Privé	24-26 bd Chastenet de Géry	94814 VILLEJUIF	35	15 280	6 500	**21 780**	**20 900**	17008606
IFMK du Centre Hospitalier Intercommunal de Meulan-les-Mureaux	Public	1 rue du Fort	78250 MEULAN-LES-MUREAUX	58	15 840	19 140	**34 980**	**7 710**	17008607
				2 189		**Sous-total masseur kiné**	**1 657 310**	**1 577 835**	
ADERE Institut de formation en ergothérapie	Privé	52 rue de Vitruve	75020 PARIS	174	66 536	22 074	**88 610**	**92 820**	17008608
IFE du Centre Hospitalier Intercommunal de Meulan-les-Mureaux	Public	1 rue du Fort	78250 MEULAN-LES-MUREAUX	94	36 890	29 590	**66 480**	**55 305**	17008609
Institut de formation en ergothérapie de l'Université de Paris Est Créteil	Public	61 av. du Général de Gaulle	94010 CRETEIL	244	99 680	15 610	**115 290**	**118 045**	17008610
				512		**Sous-total ergothérapeute**	**270 380**	**266 170**	
						TOTAL	**1 927 690**	**1 844 005**	

Masseur-kiné : effectif de 1ère à 4ème année
Ergothérateute : effectif des 3 années

Annexe à la délibération n°4

AVENANT N° 7 A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS N° 15-022-046-P
relative au financement des centres de formation dispensant des formations du secteur paramédical et maïeutique

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,
En vertu de la délibération n° CP ,
ci-après dénommée « la Région »"
d'une part,

et

UPEC – UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL
dont le siège social est situé 61 avenue du Général de Gaulle 94010 CRETEIL CEDEX,
représenté par : Monsieur Olivier MONTAGNE
Titre : Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

PREAMBULE :

Conformément aux votes du Conseil d'Administration de l'UPEC du 16 décembre 2016 et de l'Assemblée Générale Extraordinaire du Groupement d'Intérêt Public Ecole Supérieure Montsouris (GIP ESM) du 20 décembre 2017, l'ESM sera intégrée à l'UPEC à compter du 26 juillet 2017, date de dissolution du GIP ESM et deviendra un département de formation au sein de la Faculté de Médecine.

L'Université Paris Est Créteil devient l'organisme gestionnaire de l'institut de formation de cadre de santé à compter du 26 juillet 2017, dispensée auparavant par l'ESM.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Modifie l'annexe 1 de la convention d'objectifs et de moyens n° 15-022-046-P en ajoutant dans la liste qui récapitule les formations dispensées par le bénéficiaire et financées par la Région, dans la limite des critères d'éligibilité des statuts des étudiants, la formation de cadre de santé.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de la date de dissolution du GIP ESM, soit le 26 juillet 2017.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale n° 15-022-046-P, ses avenants 1 à 6 et le présent avenant.

ARTICLE 4 :

Toutes les autres stipulations de la convention ci-dessus visée non modifiées par le présent avenant restent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux à Paris,

Le

Le 5 juillet 2017

Pour le bénéficiaire,
UPEC – UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL

La Présidente du Conseil régional
d'Ile-de-France

Annexe à la délibération n°5

Financement des places à l'entrée en formation dans les centres de formation en travail social agréés (juillet 2017) par site

Etablissement		Formations								Total agrément régional à l'entrée en formation par centre et par promotion
								AES		
	Durée de la formation	ASS 3 ans	ES 3 ans	EJE 3 ans	CESF 1 an	ME 2 ans	TISF 2 ans	Accompagnement de la vie en structure collective 1 an	Accompagnement de la vie à domicile 1 an	
75	AP-HP - Ecole d'assistant social	35	0	0	0	0	0	0	0	35
	Association des Paralysés de France	0	0	0	0	0	0	5	12	17
	Ecole de Service Social de la CRAMIF	38	0	0	0	0	0	0	0	38
	Ecole de Formation Psycho-Pédagogique	0	55	43	0	0	0	0	0	98
	Ecole Normale Sociale - ENS	55	0	0	0	0	0	0	0	55
	ETSUP	80	28	40	0	0	0	0	0	148
	Institut Privé "Clorivière"	0	0	0	40	0	0	0	0	40
	Centre de Formation Saint-Honoré	0	35	110	0	0	0	0	0	145
	Université René Descartes - Paris V	40	0	0	0	0	0	0	0	40
	IRTS Paris Ile-de-France, site Paris	49	96	57	26	27	12	0	0	267
Total 75		297	214	250	66	27	12	5	12	883
77	IRTS Paris Ile-de-France, site Melun	25	42	20	0	20	13	0	21	141
Total 77		25	42	20	0	20	13	0	21	141
78	Sauvegarde de l'Enfance - Buc Ressources	0	116	15	0	20	0	10	0	161
	Institut de Formation Sociale des Yvelines	46	0	0	0	0	0	0	0	46
Total 78		46	116	15	0	20	0	10	0	207
91	Centre de Formation de l'Essonne	0	0	0	0	0	24	48	0	72
	IRFASE	36	78	30	0	27	0	35	15	221
Total 91		36	78	30	0	27	24	83	15	293
92	Métiers de la Petite Enfance "l'Horizon"	0	0	62	0	0	0	0	0	62
	Initiatives Formation	0	10	0	0	10	0	0	0	20
	IRTS Montrouge - Neuilly-sur-Marne, site Montrouge	38	82	38	18	19	0	0	0	195
Total 92		38	92	100	18	29	0	0	0	277
93	IRTS Montrouge - Neuilly-sur-Marne, site Neuilly-sur-Marne	32	77	55	0	18	0	0	0	182
	CERPE	0	0	60	0	0	0	0	0	60
	CEMEA	0	47	0	0	35	0	0	0	82
	Université Paris 13 - Nord	25	0	0	0	0	0	0	0	25
Total 93		57	124	115	0	53	0	0	0	349
94	INFA	0	40	20	0	10	0	0	0	70
	Union Départementale Animation 94	0	0	0	0	0	0	0	15	15
Total 94		0	40	20	0	10	0	0	15	85
95	CPCV Ile-de-France	0	0	0	0	0	0	0	15	15
	Ecole Pratique de Service Social	54	60	16	0	25	12	16	6	189
Total 95		54	60	16	0	25	12	16	21	204
Total Ile-de-France		**553**	**766**	**566**	**84**	**211**	**61**	**114**	**84**	**2 439**

Annexe à la délibération n°6

Programme de Qualification pour la formation continue "Aide-soignant-e - Auxiliaire de puériculture" 2016-2017

Subventions au titre de l'année 2017 - rentrée de septembre

Dpt	Etablissement	Lieu de formation (si différent du centre)	Ville	Formations dispensées	Date de rentrée	Subventions 2017		SAISIR IMPUTATION		Nature
					Septembre	nombre de demandeurs d'emploi minimum financés	subvention maximum	Tiers	IRIS	
75	ASSISTEAL Formation	ASSISTEAL Formation	PARIS	AS	X	28	195 440	R41285	17011190	
	Association Institut Parmentier - IRTS Paris Ile-de-France	Association Institut Parmentier - IRTS Paris Ile-d	PARIS	AS	X	27	196 560	R10021	17011191	6574
	Lycée Carcado Saisseval	Lycée Carcado Saisseval	PARIS	AS	X	10	28 000	R3134	17011195	65741
	Lycée Carcado Saisseval	Lycée Carcado Saisseval	PARIS	AP	X	9	54 000	R3134	17011196	
	Lycée Rabelais - GRETA M2S	Lycée Rabelais - GRETA M2S	PARIS	AS	X	13	72 800	R3797	17011198	65735
	Lycée Rabelais - GRETA M2S	Lycée Rabelais - GRETA M2S	PARIS	AP	X	8	44 800	R3797	17011201	65735
TOTAL 75						**95**	**591 600**			
77	Lycée Technologique Pierre de Coubertin - GRETA MTI 77	Lycée Jean Moulin	TORCY	AS	X	7	39 200	P0023261	17011205	65735
	Lycée Technologique Pierre de Coubertin - GRETA MTI 77	Lycée Jean Moulin	TORCY	AP	X	6	33 600	P0023261	17011207	
	Lycée Technologique Pierre de Coubertin - GRETA MTI 77	Lycée Simone Signoret	VAUX-LE-PENIL	AS	X	17	95 200	P0023261	17011209	
	Lycée Technologique Pierre de Coubertin - GRETA MTI 77	Lycée Simone Signoret	VAUX-LE-PENIL	AP	X	9	50 400	P0023261	17011212	
TOTAL 77						**39**	**218 400**			
78	ACPPAV	Centre Jean Brudon	POISSY	AP	X	9	50 274	R1631	17011214	6574
	Ecole Jeanne Blum	Ecole Jeanne Blum	JOUY EN JOSAS	AP	X	15	102 000	R17651	17011216	6574
	Lycée Viollet Le Duc - GRETA Versailles Formation	Lycée Henri Matisse	TRAPPES	AP	X	3	16 800	P0028781	17011218	
TOTAL 78						**27**	**169 074**			
91	Lycée Robert Doisneau - GRETA de l'Essonne	Lycée Henri Poincaré	PALAISEAU	AS	X	5	28 000	R22245	17011220	657351
	Lycée Robert Doisneau - GRETA de l'Essonne	Lycée Henri Poincaré	PALAISEAU	AP	X	5	28 000	R22245	17011221	
TOTAL 91						**10**	**56 000**			
92	AFPS	AFPS	VILLENEUVE LA GARENNE	AS	X	7	46 641	R10783	17011229	6574
	AGESPA	AGESPA	CHATENAY MALABRY	AS	X	14	66 500	P0004050	17011230	6574
	IFAC	IFAC	ELANCOURT	AP	X	12	62 400	P0004044	17011231	
	Lycée J. Prévert - GRETA 92 Sud	Lycée Jean-Jaurès	CHATENAY MALABRY	AP	X	9	50 400	R1917	17011232	657351
	Lycée J. Prévert - GRETA 92 Sud	Lycée Etienne Jules Marey	BOULOGNE BILLANCOURT	AP	X	17	95 200	R1917	17011235	
	Lycée Auguste Renoir - GRETA 92 Nord-La Défense	Lycée René Auffray	CLICHY LA GARENNE	AP	X	10	56 000	P0026616	17011238	657351
	Lycée Auguste Renoir - GRETA 92 Nord-La Défense	Lycée Gustave Eiffel	RUEIL MALMAISON	AS	X	9	50 400	P0026616	17011237	657351
	Lycée Auguste Renoir - GRETA 92 Nord-La Défense	Lycée Gustave Eiffel	RUEIL MALMAISON	AP	X	9	50 400	P0026616	17011236	
	SGM	SGM	SURESNES	AP	X	8	42 672	R41309	17011234	6574
TOTAL 92						**95**	**520 613**			
93	CERPE	CERPE	AUBERVILLIERS	AP	X	7	44 380	R18447	17011193	6574
	Lycée Gustave Eiffel - GRETA MTI 93	Lycée Liberté	ROMAINVILLE	AS	X	11	61 600	R3635	17011200	657351
	Lycée Gustave Eiffel - GRETA MTI 93	Lycée Henri Sellier	LIVRY GARGAN	AP	X	14	78 400	R3635	17011197	
	Lycée Gustave Eiffel - GRETA MTI 93	Lycée Hélène Boucher	TREMBLAY-EN-France	AS	X	13	72 800	R3635	17011202	657351
TOTAL 93						**45**	**257 180**			
94	INFA	INFA	NOGENT / MARNE	AP	X	14	74 970	R12207	17011204	6574
	INFA	INFA	NOGENT / MARNE	AS	X	15	93 705	R12207	17011206	6574
	Lycée Polyvalent Maximilien Perret - GRETA MTI 94	Lycée Armand Guillaumin	ORLY	AS	X	18	88 200	P0026468	17011208	657351
	Lycée Polyvalent Maximilien Perret - GRETA MTI 94	Lycée Armand Guillaumin	ORLY	AP	X	21	102 900	P0026468	17011211	
TOTAL 94						**68**	**359 775**			
95	Lycée Gustave Monod - GRETA Val d'Oise	Lycée Camille Pissarro	PONTOISE	AS	X	4	22 400	P0037097	17011213	657351
	Lycée Gustave Monod - GRETA Val d'Oise	Lycée Camille Pissarro	PONTOISE	AP	X	4	22 400	P0037097	17011215	
	Lycée Gustave Monod - GRETA Val d'Oise	Lycée Nadia & Ferdinand Léger	ARGENTEUIL	AP	X	9	50 400	P0037097	17011217	
TOTAL 95						**17**	**95 200**			
TOTAL Ile-de-France						**396**	**2 267 842**			

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 06/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-237
DU 5 JUILLET 2017

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES : AIDES AUX ÉLÈVES ET ÉTUDIANTS INSCRITS EN FORMATIONS SOCIALES, PARAMÉDICALES ET MAÏEUTIQUES : DEUXIÈME AFFECTATION POUR 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de la santé publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, et R 6145-28 et suivants, L 4151-7 et D 451-18, D 4383-1 et suivants, R 6145-28 et suivants et les titres V du livre I, le titre IV du livre II et les titres I à VIII du livre III de sa quatrième partie ainsi que les articles D 4151-18, D 4383-1 et l'annexe 41-2 ;

VU Le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L 451-1 et suivants ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU Le décret n° 2005-426 du 4 mai 2005 pris pour application des articles L.451-2 à L.451-3 du code de l'action sociale et des familles ;

VU Le décret n°2016-1901 du 28 décembre 2016 relatif aux bourses accordées aux étudiants inscrits dans les instituts et écoles de formation de certaines professions de santé ;

VU La délibération n° CR 13-05 du 31 mars 2005 relative aux modalités de mise en œuvre des compétences transférées dans le domaine des formations sociales, médicales et paramédicales – Dispositions transitoires ;

VU La délibération n° CR 17-10 du 18 juin 2010 relative au bilan du fonds régional expérimental d'aide sociale et à la pérennisation du fonds régional d'aide sociale ;

VU La délibération n° CR 55-11 du 24 juin 2011 relative à la mise en place de l'alignement des bourses sur l'enseignement supérieur ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 225-16 du 14 décembre 2016 relative au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 « une ambition pour répondre aux défis de demain », et à la mise en place du service public régional de la formation professionnelle ;

VU La délibération n° CP 2017-044 du 27 janvier 2017 relative aux aides aux élèves et étudiants des formations sanitaires et sociales, première affectation pour 2017, alignement des bourses sur l'enseignement supérieur, modification du règlement régional des bourses et du règlement du fonds régional d'aide sociale (FRAS) ;

VU Le budget de la Région pour l'année 2017 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU le rapport n°CP 2017-237 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Bourses aux élèves et étudiants en formations paramédicales ou maïeutiques

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **5 801 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 «formations sanitaires et sociales », programme HP 13-001 « formations sanitaires », action 11300101 « bourses aux élèves et étudiants des formations sanitaires », conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

Article 2 : Bourses aux élèves et étudiants en formations sociales

Affecte une d'autorisation d'engagement d'un montant de **1 249 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « formations sanitaires et sociales », programme HP 13-002 « formations sociales», action 11300201 « bourses aux élèves et étudiants des formations sociales », conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

Article 3 : Fonds régional d'aide sociale pour les élèves et étudiants des formations sanitaires

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **70 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « formations sanitaires et sociales », programme HP 13-004 « fonds régional d'aide sociale», action 11300401 « fonds régional d'aide sociale pour les élèves des formations sanitaires», conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

Article 4 : Fonds régional d'aide sociale pour les élèves et étudiants des formations sociales

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **130 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « formations sanitaires et sociales », programme HP 13-004 « fonds régional d'aide sociale », action 11300402 « fonds régional d'aide sociale pour les élèves des formations sociales», conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION

Etat récapitulatif IRIS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-237	Budget	2017

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**13 - Formation sanitaire et sociale**
Programme	**113001 - Formations sanitaires**
Action	**11300101 - Bourses aux élèves et étudiants des formations sanitaires**

Dispositif : N° 00000992 - Aides en faveur des élèves et étudiants des formations sanitaires et sociales

Dossier	17009908 - BOURSES FORMATIONS SANITAIRES		
Bénéficiaire	P0035861 - DIVERS BENEFICIAIRES BOURSES FORMATION SANITAIRE ET SOCIALE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 801 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 801 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000992 - Aides en faveur des élèves et étudiants des formations sanitaires et sociales	5 801 000,00 €

Total sur l'imputation 931 - 13 - 113001 - 11300101	5 801 000,00 €

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**13 - Formation sanitaire et sociale**
Programme	**113002 - Formations sociales**
Action	**11300201 - Bourses aux élèves et étudiants des formations sociales**

Dispositif : N° 00000992 - Aides en faveur des élèves et étudiants des formations sanitaires et sociales

Dossier	17009911 - BOURSES - FORMATIONS SOCIALES		
Bénéficiaire	P0035861 - DIVERS BENEFICIAIRES BOURSES FORMATION SANITAIRE ET SOCIALE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 249 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 249 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000992 - Aides en faveur des élèves et étudiants des formations sanitaires et sociales	1 249 000,00 €

Total sur l'imputation 931 - 13 - 113002 - 11300201	1 249 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-237	Budget	2017

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**13 - Formation sanitaire et sociale**
Programme	**113004 - Fonds régional d'aide sociale**
Action	**11300401 - Fonds régional d'aide sociale pour les élèves et étudiants des formations sanitaires**

Dispositif : N° 00000992 - Aides en faveur des élèves et étudiants des formations sanitaires et sociales

Dossier	17009899 - FRAS - FORMATIONS SANITAIRES		
Bénéficiaire	P0035861 - DIVERS BENEFICIAIRES BOURSES FORMATION SANITAIRE ET SOCIALE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	70 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		70 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000992 - Aides en faveur des élèves et étudiants des formations sanitaires et sociales	70 000,00 €

Total sur l'imputation 931 - 13 - 113004 - 11300401	70 000,00 €

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**13 - Formation sanitaire et sociale**
Programme	**113004 - Fonds régional d'aide sociale**
Action	**11300402 - Fonds régional d'aide sociale pour les élèves et étudiants des formations sociales**

Dispositif : N° 00000992 - Aides en faveur des élèves et étudiants des formations sanitaires et sociales

Dossier	17009904 - FRAS - FORMATIONS SOCIALES		
Bénéficiaire	P0035861 - DIVERS BENEFICIAIRES BOURSES FORMATION SANITAIRE ET SOCIALE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	130 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		130 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000992 - Aides en faveur des élèves et étudiants des formations sanitaires et sociales	130 000,00 €

Total sur l'imputation 931 - 13 - 113004 - 11300402	130 000,00 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 06/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-344 DU 5 JUILLET 2017

AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME: AU PROFIT DES SMEAG DES ÎLES DE LOISIRS POUR LE FONDS D'URGENCE EN FAVEUR DES ÎLES DE LOISIRS POUR L'ÎLE DE LOISIRS DE VAIRES-TORCY (77) POUR L'ÎLE DE LOISIRS DE LA CORNICHE DES FORTS (93) FRAIS DE GESTION DES ÎLES DE LOISIRS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 85-01 du 22 janvier 1985 relative à la politique régionale sportive de détente et de loisirs ;

VU La délibération n° CR 28-96 du 29 novembre 1996 concernant la maîtrise foncière des bases de plein air et de loisirs par la Région Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 55-99 du 16 décembre 1999 relative aux actions régionales en faveur de la sécurité dans les BPAL et les propriétés régionales de l'AEV modifiée par la délibération n° CR 02-03 du 27 mars 2003

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 34-07 du 25 octobre 2007 relative à la mise en place du dispositif relatifV au fonds d'urgence en faveur des bases régionales de plein air et de loisirs ; U

VU La délibération n° CP 97-503 du 18 décembre 1997 approuvant la convention type fixant les conditions de la mise à disposition des SMEAG, des biens immeubles des BPAL propriétés de la Région Île-de-France

VU Les statuts des SMEAG des îles de loisirs de Cergy-Pontoise, Créteil, Jablines-Annet et Port aux Cerises ;

VU Les conventions de mise à disposition des biens immeubles régionaux des îles de loisirs de Cergy-Pontoise, Créteil, Jablines-Annet et Port aux Cerises ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-344 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-

de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 33-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs »

1.1 Aménagement des Îles de Loisirs administrées par un Syndicat mixte

Décide de participer au financement des investissements relatifs aux aménagements, aux travaux de gros entretien, de mise en conformité et de requalification, ainsi qu'aux premiers équipements nécessaires au bon fonctionnement des îles de loisirs, par l'attribution aux syndicats mixtes, d'études, d'aménagement et de gestion, de dotations à 100 % du coût des investissements, comme précisé dans les annexes 1 et 2 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **276.042 €,** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », au titre de l'action 13300102 « Aménagements », du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

1.2 Fonds d'urgence

Affecte une autorisation de programme prévisionnelle de **200.000 €** pour le fonds d'urgence en faveur des îles de loisirs. Cette somme disponible est affectée sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », au titre du programme HP 33-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs », action 13300105 « Fonds d'urgence des îles de loisirs ».

1.3 Mise en accessibilité des îles de loisirs aux personnes en situation de handicap

Décide de participer au financement des investissements relatifs à l'accessibilité des îles de loisirs, et de leurs activités, aux personnes en situation de handicap, pour l'île de loisirs du Port aux Cerises par l'attribution au syndicat mixte d'études, d'aménagement et de gestion, d'une dotation à 100 % du coût des investissements, comme précisé dans les annexes 1 et 3 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **79.200 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », du budget 2017, au titre de l'action 13300104 « Accessibilité des îles de loisirs aux personnes en situation de handicap ».

Article 2 : Programme HP 37-001 (137001) « Sécurité dans les propriétés régionales »

Décide de participer au financement des investissements relatifs à la sécurisation des îles de loisirs par l'attribution aux syndicats mixtes, d'études, d'aménagement et de gestion, de dotations à 100 % du coût des investissements, comme précisé dans les annexes 1 et 4 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **50.000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 37 « Sécurité », au titre de l'action 13700103 « Sécurisation des îles de loisirs », du budget 2017.

Article 3 : Île de loisirs de Vaires-Torcy (77) – Affectation d'autorisation de programme

Affecte une autorisation de programme de **15.600 €** imputée sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », du budget 2017, programme HP 33-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs », action 13300102 « Aménagement » pour la réalisation de travaux de maintenance et l'amélioration des équipements existants.

Affecte une autorisation de programme de **30 000 €** imputée sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 37 « Sécurité », au titre de l'action 13700103 « Sécurisation des îles de loisirs », du budget 2017.

Article 4 : Île de loisirs de la Corniche des Forts (93) – Affectation d'autorisation de programme

Affecte une autorisation de programme de **30.000 €** imputée sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », du budget 2017, programme HP 33-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs », action 13300102 « Aménagement » pour des travaux de sécurité et des interventions de gros entretien, la Région étant maître d'ouvrage.

Article 5 : Programme HP 33-002 (133002) « Charges diverses liées aux îles de loisirs »

Affecte une autorisation d'engagement provisionnelle de **20.000 €** pour couvrir les frais qui s'imposent à la Région, comme propriétaire des biens immeubles des îles de loisirs, conformément à la délibération n° CP 97-503 du 18 décembre 1997.

Cette somme disponible est prélevée sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », au titre du programme HP 33-002 « Charges diverses liées aux îles de loisirs », action 13300201 « Frais de gestion des îles de loisirs incombant à la Région en tant que propriétaire », du budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-344	Budget	2017

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**33 - Loisirs**
Programme	**133001 - Investissements dans les Iles de loisirs**
Action	**13300102 - Aménagements**

Dispositif : N° 00000107 - Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Dossier	17002518 - CERGY-PONTOISE - ETUDES POUR LA REHABILITATION ET LA RESTRUCTURATION DU CENTRE MULTISPORTS			
Bénéficiaire	R19800 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE			
Localisation	CERGY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 000,00 €	TTC	100 %	15 000,00 €	

Dossier	17003597 - CERGY-PONTOISE - MISE EN PLACE DE NOUVELLES INSTALLATIONS INFORMATIQUES ADAPTEES AUX NOUVEAUX FLUX D'INFORMATION			
Bénéficiaire	R19800 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE			
Localisation	CERGY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	88 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
88 000,00 €	TTC	100 %	88 000,00 €	

Dossier	17010215 - JABLINES-ANNET - AMENAGEMENT D'UNE PLATEFORME DE FITNESS			
Bénéficiaire	R19718 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET			
Localisation	JABLINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	113 042,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
113 042,00 €	TTC	100 %	113 042,00 €	

Dossier	17010456 - PORT AUX CERISES - REPRISE DE LA TOITURE DES VESTIAIRES FOOTBALL			
Bénéficiaire	R11945 - SYND MIXTE ETUDES BASE DE PLEIN AIR LOISIRS			
Localisation	DRAVEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 000,00 €	TTC	100 %	60 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-344	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000107 - Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	276 042,00 €

Total sur l'imputation 903 - 33 - 133001 - 13300102	276 042,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**33 - Loisirs**
Programme	**133001 - Investissements dans les Iles de loisirs**
Action	**13300104 - Accessibilité des Iles de loisirs aux personnes en situation de handicap**

Dispositif : N° 00000107 - Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Dossier	17010459 - PORT AUX CERISES - MISE EN ACCESSIBILITE DES EQUIPEMENTS AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP			
Bénéficiaire	R11945 - SYND MIXTE ETUDES BASE DE PLEIN AIR LOISIRS			
Localisation	DRAVEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	79 200,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
79 200,00 €	TTC	100 %	79 200,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000107 - Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	79 200,00 €

Total sur l'imputation 903 - 33 - 133001 - 13300104	79 200,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**37 - Sécurité**
Programme	**137001 - Sécurité dans les propriétés régionales**
Action	**13700103 - Sécurisation des Iles de loisirs**

Dispositif : N° 00000110 - Sécurité dans les îles de loisirs

Dossier	17010476 - CERGY-PONTOISE - ETUDE DE DEPLOIEMENT DE LA VIDEOSURVEILLANCE (tranche 2)			
Bénéficiaire	R19800 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE			
Localisation	CERGY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	TTC	100 %	30 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-344	Budget	2017

Dossier	17011343 - CRETEIL ETUDE DE VIDEO PROTECTION				
Bénéficiaire	R8408 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CRETEIL				
Localisation	CRETEIL				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	20 000,00 €			Code nature	204142
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 000,00 €	HT		00 %	20 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000110 - Sécurité dans les îles de loisirs	50 000,00 €

Total sur l'imputation 903 - 37 - 137001 - 13700103	50 000,00 €

Fiches Aménagement

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002518

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CERGY-PONTOISE - ETUDES POUR LA REHABILITATION ET LA RESTRUCTURATION DU CENTRE MULTISPORTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	15 000,00 €	100,00 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE
Adresse administrative : 29 RUE DES ETANGS BP 1
95001 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Gérard SEIMBILLE, Président

N° SIRET : 25950062700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : études pour la réhabilitation et la restructuration du centre multisports

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le centre multisports, appelé à l'origine de sa création en 1982 centre nautique, développait 2 activités principales : les sports nautiques (centre de voile et aviron) et le tennis.

Il a évolué vers une notion d'accueil multisports proposant de multiples activités pour le public. Il accueille aujourd'hui de multiples utilisateurs dont:

- le mouvement associatif sportif (40 clubs fréquentent l'île de loisirs le soir et les week-ends) ;
- les scolaires et groupes (centres de loisirs, centres sociaux, maison de quartier) la journée ;
- le public individuel pour des activités locatives terrestres et nautiques le soir et les week-ends ;
- le secteur de l'entreprise par le biais de challenges multi-activités.

Les structures existantes ne répondent plus de façon satisfaisante à la demande et les principaux disfonctionnement constatés sont :

- la dimension insuffisante de l'accueil;
- les vestiaires et sanitaires en nombre et qualité insuffisants;
- la mixité enfants/adultes qui doit être respectée en lien avec la règlementation propre à l'accueil des mineurs;
- le besoin d'une ligne de traitement (nettoyage-désinfection-séchage) des combinaisons;
- le besoins de deux salles de réunion dédiées au fonctionnement du centre permettant de répondre aux demandes de stages de formation sportive;
- l'insuffisance des capacités de stockage concernant l'accastillage nautique et les Equipements de Protection Individuelle (EPI);
- l'insuffisance de surfaces concernant le stockage des cycles et l'atelier de réparation.

En juin 2012, une étude de faisabilité a établi un programme d'aménagement, répondant à ces principaux dysfonctionnements, dont le coût d'objectif a été estimé à 2.215.000 €. Compte tenu d'un montage financier trop onéreux qui n'a pas pu trouver place au sein des plans de programmation, l'investissement n'a pas été sollicité par le SMEAG.

Depuis cette date, les conditions de fonctionnement de cet équipement se sont dégradées.

Le SMEAG souhaite reprendre les études afin de :

- répondre aux obligations sanitaires et règlementaires ;
- définir un programme permettant des économies structurelles importantes et pouvant entrer dans le PPI de l'île de loisirs ;
- programmer les travaux en permettant la continuité des activités.

Le montant de cette étude complémentaire a été estimé à 15.000 € TTC.

Il vous est proposé d’accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Intérêt régional : Le recrutement des stagiaires est prévu dans le cadre d’un engagement spécifique annuel avec le Syndicat mixte.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes pour le centre multisports	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 380 937,00 €
2014	Sécurité dans les BPAL	97 000,00 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	27 362,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 165 360,37 €
2015	Sécurité dans les îles de loisirs	805 000,00 €
2016	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	23 100,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 340 800,00 €
2016	Sécurité dans les îles de loisirs	85 000,00 €
2017	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	110 000,00 €
	Montant total	4 959 977,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003597

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CERGY-PONTOISE - MISE EN PLACE DE NOUVELLES INSTALLATIONS INFORMATIQUES ADAPTEES AUX NOUVEAUX FLUX D'INFORMATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	88 000,00 €	100,00 %	88 000,00 €
	Montant Total de la subvention		88 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE
Adresse administrative : 29 RUE DES ETANGS BP 1
95001 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Gérard SEIMBILLE, Président

N° SIRET : 25950062700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : renouvellement des installations informatiques

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le réseau informatique installé en 2010 ne répond plus aux besoins de l'Île de Loisirs de Cergy-Pontoise.

Une étude a été réalisée afin d'établir les besoins réels pour faire face:

- aux nouveaux flux dématérialisés que la règlementation impose, besoins de sauvegardes et d'archivage dématérialisés ;
- à l'augmentation structurelle de la fréquentation de l'île de loisirs ;
- au fonctionnement des nouvelles installations dépendantes des serveurs comme les nouvelles caisses "péage", ou le déploiement des caisses de paiement (27 caisses) ;

- aux besoins de transfert des images de la vidéo protection vers le Centre de Surveillance Urbaine de Cergy.

Le SMEAG souhaite mettre en place de nouvelles installations informatiques adaptées notamment aux nouveaux flux dématérialisés comprenant de nouveaux serveurs, onduleurs et passage de fibre optique reliant les différents sites d'activité de l'île de loisirs.

Cette opération ne prévoit pas le renouvellement des postes informatiques financés en premier équipement qui reste à la charge du SMEAG.

Le montant de cette opération (matériel et mise en service) a été estimé à 88.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Intérêt régional : Le recrutement des stagiaires est prévu dans le cadre d'un engagement spécifique annuel avec le Syndicat mixte.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			**Recettes (€)**		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Informatique	88 000,00	100,00%	Région	88 000,00	100,00%
Total	88 000,00	100,00%	Total	88 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	**Montant**
2017	88 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 380 937,00 €
2014	Sécurité dans les BPAL	97 000,00 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	27 362,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 165 360,37 €
2015	Sécurité dans les îles de loisirs	805 000,00 €
2016	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	23 100,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 340 800,00 €
2016	Sécurité dans les îles de loisirs	85 000,00 €
2017	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	110 000,00 €
	Montant total	4 959 977,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010215

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : JABLINES-ANNET - AMENAGEMENT D'UNE PLATEFORME DE FITNESS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	113 042,00 €	100,00 %	113 042,00 €
	Montant Total de la subvention		113 042,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET
Adresse administrative : BASE DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET
77450 JABLINES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur JEAN-MICHEL BARAT, Président

N° SIRET : 25770297700014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : aménagement d'une plateforme de fitness

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 27 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les grands espaces de l'île de loisirs de Jablines-Annet se prêtent aux pratiques sportives de plein air.

L'île de loisirs dispose de quelques infrastructures d'accès libre et gratuit telles que les chemins pédestres balisés, un parcours santé, un parcours VTT, des espaces de disc-golf et de nombreuses bornes de course d'orientation.

Dans le cadre du programme national de fitness, qui contribue au développement du sport santé en France, le SMEAG souhaite compléter ses équipements par l'installation d'une plateforme fitness de 100 m² comportant une trentaine d'agrès disposés de manière à permettre l'accueil d'une trentaine

d'utilisateurs en même temps.

Les différents appareils sont étudiés de manière à proposer un renforcement musculaire complet comprenant un travail des bras, des jambes, du gainage et de l'agilité.

Le parcours est accessible à tous niveaux (débutant, intermédiaire et confirmé).

Afin d'installer cette plateforme, des travaux préparatoires sont nécessaires : terrassements, réglage du fond de forme, pose d'un géotextile et réalisation d'une dalle en béton armé.

Le montant total de cette opération a été estimé à 113.042 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Intérêt régional : Le recrutement des stagiaires est prévu dans le cadre d'un engagement spécifique annuel avec le Syndicat mixte.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- JABLINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Plateforme fitness	113 042,00	100,00%	Région	113 042,00	100,00%
Total	113 042,00	100,00%	Total	113 042,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	113 042,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 144 631,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	940 958,00 €
2015	Sécurité dans les îles de loisirs	30 369,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 099 871,32 €
2016	Sécurité dans les îles de loisirs	485 268,00 €
2017	Sécurité dans les îles de loisirs	180 000,00 €
	Montant total	3 881 097,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010456

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PORT AUX CERISES - REPRISE DE LA TOITURE DES VESTIAIRES FOOTBALL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	60 000,00 €	100,00 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYND MIXTE ETUDES BASE DE PLEIN AIR LOISIRS
Adresse administrative : RUE DU PORT AUX CERISES
91210 DRAVEIL
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur GEORGES TRON, Président

N° SIRET : 25910033700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : reprise de la toiture des vestiaires football

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le bâtiment vestiaires du football, bâtiment en RDC composé d'une structure en maçonnerie et d'une charpente bois (131 m²), construit en 1984, accueille les utilisateurs des terrains de football situés dans le même secteur. Celui-ci est composé de cinq vestiaires comprenant chacun un WC, un urinoir et un lave main ainsi que six douches.

Ce bâtiment comporte deux types de toitures, à savoir une toiture à quatre pans et une toiture terrasse, l'ensemble revêtu d'un principe dit étanche.

L'ensemble du bâtiment présente aujourd'hui, de par sa vétusté, plusieurs disfonctionnements et

notamment des problèmes d’étanchéité au niveau de la toiture.

En effet l'étanchéité vieillissante ne remplit plus son rôle, assurer le couvert du bâtiment.

Le complexe d'étanchéité se craquelle et, par endroit, est boursouflé, on constate d'ailleurs un décollement au droit des soudures. Les relevés d'étanchéité sont poinçonnés et décollés.

En plus des nuisances de fuites à l'intérieur du bâtiment, la vétusté des matériaux due à l'action de l'eau (infiltrations) ne protège plus les éléments structurels et commence à endommager les éléments techniques notamment électriques du bâtiment.

Sans intervention, le bâtiment risque d'être classé insalubre.

Les travaux prévoient sur la toiture :

- la dépose complète de l'étanchéité, y compris chéneaux et arêtiers ;
- la dépose des panneaux support d'étanchéité sur les parties plates ;
- la reprise partielle de la charpente.

Sur toiture terrasse :

- la pose de nouveaux panneaux support de couverture compris calage pour façon d'une pente de 3 % minimum suivant DTU ;
- la pose d'un isolant type mousse polyuréthane épaisseur 120mm mini ;
- la pose d'une nouvelle couverture constituée de panneaux de zinc ou bac acier.

Sur toiture à 4 pentes :

- la pose d'un isolant type mousse polyuréthane épaisseur 120 mm mini ;
- la pose d'une couverture en panneaux de zinc ou bac acier ;
- le traitement des arêtiers en recouvrement, la reprise des chéneaux périphériques ;
- la pose de nouveaux chéneaux en zinc ou en tôles d'acier galvanisées ;
- la mise en œuvre de boites à eau pour raccord des descentes eaux pluviales ;
- la révision du système électrique.

Le montant de ces travaux été estimé à 60.000 € TDC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Intérêt régional : Le recrutement des stagiaires est prévu dans le cadre d'un engagement spécifique annuel avec le Syndicat mixte.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DRAVEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Toiture vestiaires football	60 000,00	100,00%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	60 000,00	100,00%
Total	60 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	60 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	862 900,00 €
2014	Sécurité dans les BPAL	140 000,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 549 880,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 022 000,00 €
2016	Sécurité dans les îles de loisirs	238 700,00 €
	Montant total	3 813 480,00 €

Fiche Accessibilité PMR

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010459

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PORT AUX CERISES - MISE EN ACCESSIBILITE DES EQUIPEMENTS AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	79 200,00 €	100,00 %	79 200,00 €
	Montant Total de la subvention		79 200,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300104- Accessibilité des Iles de loisirs aux personnes en situation de handicap

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYND MIXTE ETUDES BASE DE PLEIN AIR LOISIRS
Adresse administrative : RUE DU PORT AUX CERISES
91210 DRAVEIL
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur GEORGES TRON, Président

N° SIRET : 25910033700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : mise en accessibilité des équipements aux personnes en situation de handicap

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 février 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Conformément aux directives du Décret n° 2014-1327 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant le public et des installations ouvertes au public, le SMEAG de l'île de loisirs du Port aux Cerises a décidé de mettre en conformité ses installations et de planifier sur plusieurs années les travaux développés dans le diagnostic accessibilité réalisé en 2006.

Dans le cadre de son Agenda D'Accessibilité Programmée (AD'AP) et afin de continuer la mise en accessibilité des équipements plusieurs interventions sont prévues en 2017.

Ces travaux concernent :

- le bâtiment de l'accueil central : mise aux normes PMR des cheminements non conformes depuis le parking jusqu'aux abords du bâtiment accueil, les vitrages de l'entrée, le balisage du sanitaire extérieur accessible aux PMR, le vitrage de l'entrée des salles, la création de sanitaires PMR ;
- l'activité pédalos : mise aux normes PMR des cheminements non conformes depuis le parking jusqu'aux abords du bâtiment locations, création d'une liaison PMR vers le ponton d'embarquement ;
- l'activité football : reprise des ressauts avant l'accès aux terrains, l'accessibilité PMR du bâtiment vestiaires et la connexion de la rampe vers le belvédère à la circulation commune.

Le montant total des travaux a été estimé à 79.200 € TDC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Intérêt régional : Le recrutement des stagiaires est prévu dans le cadre d'un engagement spécifique annuel avec le Syndicat mixte.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DRAVEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise en accessibilité des équipements	79 200,00	100,00%
Total	79 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	79 200,00	100,00%
Total	79 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	79 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	862 900,00 €
2014	Sécurité dans les BPAL	140 000,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 549 880,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 022 000,00 €
2016	Sécurité dans les îles de loisirs	238 700,00 €
	Montant total	3 813 480,00 €

Fiche Sécurité

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010476

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CERGY-PONTOISE - ETUDE DE DEPLOIEMENT DE LA VIDEOSURVEILLANCE (TRANCHE 2)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité dans les îles de loisirs	30 000,00 €	100,00 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-37-204182-137001-300
13700103- Sécurisation des Iles de loisirs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE
Adresse administrative : 29 RUE DES ETANGS BP 1
95001 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Gérard SEIMBILLE, Président

N° SIRET : 25950062700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Sécurité dans les îles de loisirs
Rapport Cadre : CR02-03 du 27/03/2003

Objet du projet : une étude de déploiement de la vidéosurveillance (tranche 2)

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le S.M.E.A.G. de l'île de loisirs de Cergy-Pontoise souhaite poursuivre le déploiement de la deuxième tranche de vidéo protection.

Cette opération, qui participe à la démarche de sécurisation entamée à l'issue des troubles qu'a connu l'ÎDL durant la saison 2016, nécessite des études complémentaires.

Les orientations, partagées par le SMEAG et l'autorité préfectorale, portent sur une couverture globale avec une priorité donnée aux espaces et aux bâtiments à fort enjeu en matière de protection des biens et des personnes.

La première tranche déjà financée permettra en juin 2017 de déployer la vidéo surveillance sur le centre balnéaire (fréquentation maximale de 8500 usagers) et ses abords immédiats.

Cette étude consiste à identifier et prioriser les objectifs de sécurité et de sureté et donc de déterminer les choix de fonctionnement.

Elle permettra de préciser les limites géographiques de couverture ainsi que les compatibilités techniques.

Les sites pressentis sont en priorité ciblés sur les parkings P 1, P 2, P 3 et P6 (caisses péage incluses), l'entrée principale, les centres de profit et de grand passage (accueil principal, centre multisports, pôle glisse), le centre d'hébergement et la vision périphérique globale du site de l'ÎDL.

L'étude précisera les champs réglementaires applicables au projet, notamment en termes d'autorisation de la CNIL pour les postes de travail des agents, de couverture selon la domanialité, le raccordement sur le réseau Police, l'exploitation des lecteurs automatique de plaques d'immatriculation.

Enfin cette demande s'inscrit dans une démarche de modernisation globale des réseaux et des interfaces (serveurs et logiciels adaptés et une mise en réseau fibré total) qui devront prendre en compte ces nouveaux flux d'information indispensable à la sécurisation d'un espace qui peut accueillir plus de 35 000 usagers/clients/jour .

Le montant de l'étude a été estimé à 30 000 € TTC

Une demande de financement de l'Etat de 15 000 € est déposée dans le cadre du fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD).

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Intérêt régional : Le recrutement des stagiaires est prévu dans le cadre d'un engagement spécifique annuel avec le Syndicat mixte.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude pour déploiement de la vidéosurveillance	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 380 937,00 €
2014	Sécurité dans les BPAL	97 000,00 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	27 362,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 165 360,37 €
2015	Sécurité dans les îles de loisirs	805 000,00 €
2016	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	23 100,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 340 800,00 €
2016	Sécurité dans les îles de loisirs	85 000,00 €
2017	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	261 500,00 €
	Montant total	5 111 477,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011343

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CRETEIL ETUDE DE VIDEO PROTECTION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité dans les îles de loisirs	20 000,00 €	0,00 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-37-204142-137001-300
13700103- Sécurisation des Iles de loisirs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CRETEIL
Adresse administrative : 9 RUE JEAN GABIN
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Madame Béatrice BARBUSSE, Présidente

N° SIRET : 25940027300027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Sécurité dans les îles de loisirs
Rapport Cadre : CR02-03 du 27/03/2003

Objet du projet : Etude concernant la vidéo protection

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
D'une superficie de 59 hectares dont 10 hectares de plans d'eau, l'Île de Loisirs de Créteil concentre ses activités et équipements au nord du site (piscine à vagues, centre nautique, aires de jeux, maison de la nature, restaurant).

Elle est accessible de jour comme de nuit ne disposant d'aucune cloture périmètrique permettant sa fermeture et ainsi sécuriser les différentes activités et bâtiments.
lors des périodes de fortes chaleur un public nombreux vient se promener autour du plan d'eau jusque tard dans la soirée.

Afin de sécuriser les biens et les personnes, le SMEAG souhaite faire réaliser une étude de vidéo protection dont le montant a été estimmé à 20 000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Intérêt régional : Le recrutement des stagiaires est prévu dans le cadre d'un engagement spécifique annuel avec le Syndicat mixte.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Etude vidéo protection	20 000,00	100,00%	Région	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%	Total	20 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 347 000,00 €
2014	Sécurité dans les BPAL	250 000,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	647 990,18 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	78 000,00 €

2017	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	352 607,85 €
	Montant total	2 603 106,38 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/07/2017

DELIBERATION N° CP 2017-259

DU 5 JUILLET 2017

ATTRIBUTION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DU SPORT EN ILE-DE-FRANCE

- ✓ **DISPOSITIF D'AIDE A LA CONSTRUCTION, RECONSTRUCTION, EXTENSION, RENOVATION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS LIES AUX LYCEES**
- ✓ **DISPOSITIF TERRAINS SYNTHETIQUES DE GRAND JEU**
- ✓ **DISPOSITIF EQUIPEMENT SPORTIF D'INTERET REGIONAL**
- ✓ **DISPOSITIF PLAN PISCINES**
- ✓ **DISPOSITIF EQUIPEMENTS DE PROXIMITE**

APPROBATION DU PROJET D'ACTE DE TRANSFERT DE PROPRIETE DU CREPS DE L'ETAT A LA REGION ET AUTORISATION DE LA PRESIDENTE A SIGNER LE SIGNER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'Education;

VU Le code du Sport;

VU La Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment son article 133,

VU Le décret n° 2016-152 du 11 février 2016, relatif aux centres de ressources, d'expertise et de performance sportive ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU La délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 portant nouvelles ambitions pour le sport en Ile-de-France – Première partie ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte des valeurs de la république et de la laïcité ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU L'avis de la Commission de l'Education ;

VU L'avis de la Commission des Sports, de la Jeunesse et de la Vie Associative ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

VU Le rapport CP 2017-259 présenté par Madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Programme HP 32-001 « Equipements sportifs d'intérêt régional »

1- Dispositif « Aide à la construction, reconstruction, rénovation, extension d'équipements sportifs liés aux lycées »

Décide de participer au titre du dispositif « Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées » au financement des projets détaillés en annexe 2 (fiches projet) par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **76 136,91** €.

Affecte une autorisation de programme de **76 136,91** € disponible sur le chapitre 903 «Culture, Sport et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sports », au titre du programme HP32-001(132001) «Equipement sportifs d'intérêt régional », action « Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens » (13200106), du budget régional 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

2- Dispositif « Terrains synthétiques de grands jeux »

Décide de participer au titre du dispositif « Terrains synthétiques de grands jeux » au financement des projets détaillés en annexes 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel total de **299 619,22** €.

Affecte une autorisation de programme de **299 619,22** € disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Equipement sportifs d'intérêt régional », action « Equipements sportifs de proximité » (13200110) du budget régional 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

3- Dispositif « Equipements sportifs de proximité »

Décide de participer au titre du dispositif « Equipements sportifs de proximité » au financement du projet détaillé en annexe 2 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel total de **1 236 003,43** €.

Affecte une autorisation de programme de **1 236 003,43** € disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Equipement sportifs d'intérêt régional », action « Equipements sportifs de proximité » (13200110) du budget régional 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

4- Dispositif « Plan piscines »

Décide de participer au titre du dispositif « Plan piscines » au financement du projet détaillé en annexe 2 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **800 000,00** €.

Affecte une autorisation de programme de **800 000,00** € disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Equipement sportifs d'intérêt régional », action « Plan piscines » (13200103) du budget régional 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

5- Dispositif « Equipements sportifs d'intérêt régional »

Décide de participer au titre du dispositif « Equipements sportifs d'intérêt régional » au financement du projet détaillé en annexe 2 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **1 000 000,00** €.

Affecte une autorisation de programme de **1 000 000,00** € disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Equipement sportifs d'intérêt régional », action « Equipement sportifs de niveau régional » (13200101) du budget régional 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR01-16 du 21 janvier 2016.

N° d'aide versée	Bénéficiaires	Opérations	Date prévisionnelle de démarrage
EX021037	Commune d'Andrésy	Création de plateaux fitness en libre accès sur le Parc des Cardinettes	24/04/2017
EX021038	Commune d'Andrésy	Création de zones sportives en libre accès sur le plateau des Charvaux	28/04/2017
EX019824	Commune de Coubron	Transformation d'un terrain de football en schiste en gazon synthétique au stade Remon Rousseau	06/06/2017
17010448	Commune de Joinville-le-Pont	Rénovation de la piste d'athlétisme et des aires de saut, et création d'une aire de lancers au stade JP Garchery	19/06/2017
EX019562	Commune de Joinville-le-Pont	Création d'un terrain synthétique au stade JP Garchery	01/06/2017
EX021203	Commune de Poissy	Réalisation d'un plateau sportif multisport dans le quartier Saint-Exupéry	09/06/2017
EX021205	Commune de Poissy	Réalisation d'un plateau sportif multisport situé au complexe Marcel Cerdan	09/06/2017
17011025	Commune de Saint Maur des Fossés	Réhabilitation et mise aux normes du stade Adolphe Chéron - rénovation de la piste d'athlétisme	01/06/2017
EX019942	Commune de Saint Maur des Fossés	Réhabilitation et mise aux normes du stade Adolphe Chéron - transformation du gazon naturel en un terrain synthétique	01/06/2017
EX022559	Commune de Sucy-en-Brie	Création d'une aire de street workout	01/06/2017
EX021910	Commune de Vigny	Travaux de rénovation d'un court de tennis	05/06/2017
EX023158	Commune de Boulogne	Construction d'une halle de 5 courts de tennis couverts	10/04/2017

Subordonne, pour chacun des dispositifs, le versement des subventions à la signature avec chaque bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type liée à chaque dispositif, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION :
ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-259	Budget	2017

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132001 - Équipements sportifs d'intérêt régional**
Action	**13200101 - Équipements sportifs de niveau régional**

Dispositif : N° 00000036 - Equipements sportifs d'intérêt régional

Dossier	17002109 - Comité IDF Equitation : réalisation du centre régional d'équitation / Haras des Bréviaires (78)			
Bénéficiaire	R25224 - COMITE REGIONAL D'EQUITATION D'ILE DE FRANCE			
Localisation	LES BREVIAIRES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 800 000,00 €	TTC	20,83 %	1 000 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000036 - Equipements sportifs d'intérêt régional	1 000 000,00 €

Total sur l'imputation 903 - 32 - 132001 - 13200101	1 000 000,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132001 - Équipements sportifs d'intérêt régional**
Action	**13200103 - Plan piscines**

Dispositif : N° 00000085 - Plan Piscines Régional

Dossier	17010471 - CA Paris Vallée de la Marne : Construction d'un centre aquatique intercommunal sur la commune de Champs-sur-Marne			
Bénéficiaire	R21627 - COMMU AGGLO VALLEE MARNE			
Localisation	CA PARIS VALLEE DE LA MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	800 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 000 000,00 €	HT	10 %	800 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000085 - Plan Piscines Régional	800 000,00 €

Total sur l'imputation 903 - 32 - 132001 - 13200103	800 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-259	Budget	2017

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132001 - Équipements sportifs d'intérêt régional**
Action	**13200106 - Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens**

Dispositif : N° 00000316 - Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées

Dossier	EX021001 - Vaux le Penil : Réhabilitation de l'éclairage du gymnase Germain Geissler			
Bénéficiaire	R966 - COMMUNE DE VAUX LE PENIL			
Localisation	VAUX-LE-PENIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 639,25 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
74 557,00 €	HT	25 %	18 639,25 €	

Dossier	EX021502 - Poissy : Réfection du revêtement du stade Léo Lagrange, situé dans le quartier Saint-Exupéry.			
Bénéficiaire	R684 - COMMUNE DE POISSY			
Localisation	POISSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	57 497,66 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
288 154,49 €	HT	19,95 %	57 497,66 €	

Total sur le dispositif N° 00000316 - Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	76 136,91 €

Total sur l'imputation 903 - 32 - 132001 - 13200106	76 136,91 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132001 - Équipements sportifs d'intérêt régional**
Action	**13200110 - Equipements sportifs de proximité**

Dispositif : N° 00000647 - Terrains Synthétiques de grands Jeux

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-259	Budget	2017

Dossier	EX019562 - Joinville -le-Pont : Création d'un terrain synthétique au stade JP Garchery			
Bénéficiaire	R26 - COMMUNE DE JOINVILLE LE PONT			
Localisation	JOINVILLE-LE-PONT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	106 456,50 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
709 710,00 €	HT	15 %	106 456,50 €	

Dossier	EX019824 - COUBRON : Transformation d'un terrain de football en schiste en gazon synthétique au stade Remon Rousseau			
Bénéficiaire	R1255 - COMMUNE DE COUBRON			
Localisation	COUBRON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	73 162,72 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
487 751,47 €	HT	15 %	73 162,72 €	

Dossier	EX019942 - Saint Maur des Fossés : Réhabilitation et mise aux normes du stade Adolphe Chéron - transformation du gazon naturel en un terrain synthétique			
Bénéficiaire	R29 - COMMUNE DE SAINT MAUR DES FOSSES			
Localisation	SAINT-MAUR-DES-FOSSES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	120 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
800 000,00 €	HT	15 %	120 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000647 - Terrains Synthétiques de grands Jeux	299 619,22 €

Dispositif : N° 00001019 - Equipements sportifs de proximité

Dossier	EX020840 - Orly : Implantation d’une carrière équestre			
Bénéficiaire	R41 - COMMUNE D'ORLY			
Localisation	ORLY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 402,20 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
89 348,00 €	HT	15 %	13 402,20 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-259	Budget	2017

Dossier	EX021037 - Andresy : Création de plateaux fitness en libre accès sur le Parc des Cardinettes			
Bénéficiaire	R499 - COMMUNE D'ANDRESY			
Localisation	ANDRESY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 200,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 400,00 €	HT	50 %	10 200,00 €	

Dossier	EX021038 - ANDRESY : Création de zones sportives en libre accès sur le plateau des Charvaux			
Bénéficiaire	R499 - COMMUNE D'ANDRESY			
Localisation	ANDRESY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 823,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
121 810,00 €	HT	33,51 %	40 823,00 €	

Dossier	EX021203 - Poissy : Réalisation d'un plateau sportif multisport dans le quartier Saint-Exupéry			
Bénéficiaire	R684 - COMMUNE DE POISSY			
Localisation	POISSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	HT	50 %	50 000,00 €	

Dossier	EX021205 - Poissy : Réalisation d'un plateau sportif multisport situé au complexe Marcel Cerdan			
Bénéficiaire	R684 - COMMUNE DE POISSY			
Localisation	POISSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	HT	50 %	50 000,00 €	

Dossier	EX021370 - MAROLLES EN HUREPOIX : Réalisation d’un parcours de santé et d’un Street Workout			
Bénéficiaire	R1155 - COMMUNE DE MAROLLES EN HUREPOIX			
Localisation	MAROLLES-EN-HUREPOIX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 412,50 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
46 825,00 €	HT	50 %	23 412,50 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-259	Budget	2017

Dossier	EX021615 - La Norville : Couverture de 2 courts de tennis extérieurs			
Bénéficiaire	R1137 - COMMUNE DE LA NORVILLE			
Localisation	LA NORVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	81 990,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
409 950,00 €	HT	20 %	81 990,00 €	

Dossier	EX021618 - La Norville : Remplacement d'un terrain multisport devenu dangereux pour les utilisateurs.			
Bénéficiaire	R1137 - COMMUNE DE LA NORVILLE			
Localisation	LA NORVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 576,51 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
43 843,39 €	HT	15 %	6 576,51 €	

Dossier	EX021910 - Vigny : Travaux de rénovation d'un court de tennis			
Bénéficiaire	R225 - COMMUNE DE VIGNY			
Localisation	VIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 173,40 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
21 156,00 €	HT	15 %	3 173,40 €	

Dossier	EX022103 - Pavillons sous Bois : Rénovation des vestiaires tribunes situés au stade Léo Lagrange			
Bénéficiaire	R1245 - COMMUNE DES PAVILLONS SOUS BOIS			
Localisation	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 400,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
32 000,00 €	HT	20 %	6 400,00 €	

Dossier	EX022107 - Pavillons-sous-Bois : Remplacement de la couverture des terrains de tennis couverts situés au stade Léo Lagrange			
Bénéficiaire	R1245 - COMMUNE DES PAVILLONS SOUS BOIS			
Localisation	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
125 000,00 €	HT	10 %	12 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-259	Budget	2017

Dossier	EX022382 - Balloy : Réalisation d'un espace sportif en aménageant une aire stabilisée de 500m2 et l'installation d'un équipement multi sports			
Bénéficiaire	R250 - COMMUNE DE BALLOY			
Localisation	BALLOY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 378,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 520,00 €	HT	15 %	3 378,00 €	

Dossier	EX022390 - Pantin : Aménagement d'un parcours sportif autour du canal de l'Ourcq			
Bénéficiaire	R1261 - COMMUNE DE PANTIN			
Localisation	PANTIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	HT	15 %	15 000,00 €	

Dossier	EX022430 - Pantin : Aménagement d'équipements sportifs en accès libre vers le terrain de proximité Candale			
Bénéficiaire	R1261 - COMMUNE DE PANTIN			
Localisation	PANTIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 000,00 €	HT	50 %	10 000,00 €	

Dossier	EX022445 - Goussainville: Rénovation totale de la piste d'Athlétisme du Complexe M.Baquet.			
Bénéficiaire	R127 - COMMUNE DE GOUSSAINVILLE			
Localisation	GOUSSAINVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	87 598,80 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
583 992,00 €	HT	15 %	87 598,80 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-259	Budget	2017

Dossier	EX022462 - Torcy : Réfection du terrain de proximité Cours des lacs			
Bénéficiaire	R949 - COMMUNE DE TORCY			
Localisation	TORCY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 344,02 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
28 960,13 €	HT	15 %	4 344,02 €	

Dossier	EX022559 - Sucy en Brie : Création d'une aire de street workout			
Bénéficiaire	R8 - COMMUNE DE SUCY EN BRIE			
Localisation	SUCY-EN-BRIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	21 230,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
42 460,00 €	HT	50 %	21 230,00 €	

Dossier	EX022603 - Les Clayes sous Bois : Rénovation du gymnase M. Baquet			
Bénéficiaire	R552 - COMMUNE DES CLAYES SOUS BOIS			
Localisation	LES CLAYES-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	138 119,50 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 381 195,03 €	HT	10 %	138 119,50 €	

Dossier	EX023104 - Montfermeil : Construction d'un gymnase avec salle multisports, salle polyvalente, Dojo, vestiaires, sanitaires et structure d'escalade			
Bénéficiaire	R1254 - COMMUNE DE MONTFERMEIL			
Localisation	MONTFERMEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 000 000,00 €	HT	10 %	200 000,00 €	

Dossier	EX023158 - Boulogne Billancourt : Construction d'une halle de tennis (création de 5 courts couverts)			
Bénéficiaire	R1013 - COMMUNE DE BOULOGNE BILLANCOURT			
Localisation	BOULOGNE-BILLANCOURT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 000 000,00 €	HT	10 %	200 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-259	Budget	2017

Dossier	EX023160 - Le Raincy : Réhabilitation du parquet de la salle omnisports du centre sportif			
Bénéficiaire	R1262 - COMMUNE DU RAINCY			
Localisation	LE RAINCY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 348,90 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
103 489,00 €	HT	10 %	10 348,90 €	

Dossier	EX023164 - Le Raincy : Remplacement des cabines-vestiaires de la piscine municipale			
Bénéficiaire	R1262 - COMMUNE DU RAINCY			
Localisation	LE RAINCY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 506,60 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
37 533,00 €	HT	20 %	7 506,60 €	

Dossier	17010448 - Joinville-le-Pont : Rénovation de la piste d'athlétisme et des aires de saut, et création d'une aire de lancers au stade JP Garchery			
Bénéficiaire	R26 - COMMUNE DE JOINVILLE LE PONT			
Localisation	JOINVILLE-LE-PONT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	120 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
800 000,00 €	HT	15 %	120 000,00 €	

Dossier	17011025 - Saint Maur des Fossés : Réhabilitation et mise aux normes du stade Adolphe Chéron - rénovation de la piste d'athlétisme			
Bénéficiaire	R29 - COMMUNE DE SAINT MAUR DES FOSSES			
Localisation	SAINT-MAUR-DES-FOSSES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	120 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
800 000,00 €	HT	15 %	120 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001019 - Equipements sportifs de proximité	1 236 003,43 €

Total sur l'imputation 903 - 32 - 132001 - 13200110	1 535 622,65 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021001

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : VAUX LE PENIL : REHABILITATION DE L'ECLAIRAGE DU GYMNASE GERMAIN GEISSLER

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	74 557,00 €	25,00 %	18 639,25 €
	Montant Total de la subvention		18 639,25 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200106- Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VAUX LE PENIL
Adresse administrative : RUE DES CAROUGES
77000 VAUX LE PENIL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre HERRERO, Maire

N° SIRET : 21770487300017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : réhabilitation de l'éclairage du gymnase Germain Geissler

Date prévisionnelle de début de projet : 16 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 10 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Remplacer le système d'éclairage acctuel afin d'assurer de bonnes conditions d'utilisation (sécurité et confort) sur cet équipement qui est très fortement utilisé.

Description :
Il s'agit d'un gymnase de 1276m2 à simple rez-de-chaussée comprenant une salle multi sports de 1 012m2, d'un mur d'escalade, des vestiaires et une emplacement de 70m2 ouvert sur l'aire de jeux

contenant du stockage de matériel. ERP type X catégorie 4.

L'éclairage est défectueux et dangereux (échauffement persistant) :il est à réhabiliter totalement, notamment compte-tenu du taux d'utilisation très élevé de l'équipement (y compris en soirée).
Il est prévu de le remplacer par de nouveaux projecteurs LED en 800 lux, avec modification de l'armoire de commande.

Intérêt régional : Le Lycée Simone SIGNORET sera un des principaux utilisateurs, à hauteur de 45 heures hebdomadaires.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le Lycée Simone SIGNORET, le collège de la Mare des Champs, les écoles et strucctures péri-scolaire, l'hôpital, associations sportives (Badminton, Volley, Basket, Tennis de table).
Le gymnase accueille en outre des compétitions UFOLEP en Tennis de table.

Détail du calcul de la subvention :
Le règlement d'intervention du dispositif d'"aide à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées" prévoit un taux de subvention de 25 % du montant des travaux de rénovation pour les gymnases.

Localisation géographique :
- VAUX-LE-PENIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et pose projecteurs (dépose préalable de l'existant)	59 175,00	79,37%
Modification de l'armoire électrique / essais	15 382,00	20,63%
Total	74 557,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	18 639,25	25,00%
Commune de Vaux-le-Penil	55 917,75	75,00%
Total	74 557,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	18 639,25 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Construction et aménagement de médiathèques	188 754,00 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	16 800,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	4 006,28 €
	Montant total	209 560,28 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021502

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : POISSY : REFECTION DU REVETEMENT DU STADE LEO LAGRANGE, SITUE DANS LE QUARTIER SAINT-EXUPERY.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	288 154,49 €	19,95 %	57 497,66 €
		Montant Total de la subvention	57 497,66 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200106- Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE POISSY
Adresse administrative : PLACE DE LA REPUBLIQUE
78303 POISSY CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Karl OLIVE, Maire

N° SIRET : 21780498800012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : réfection du revêtement du stade Léo Lagrange, situé dans le quartier Saint-Exupéry.

Date prévisionnelle de début de projet : 10 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 10 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Remettre en état ce terrain qui ne peut plus être utilisé pour les scolaires situés dans les établissements à proximité et ne peut plus du tout servir aux entraînements.

Description :
Terrain réalisé en 2003 en gazon 60mm fibrillé.

Dimension du terrain 105x68 mètres. Repose des buts de football à 11. Remplacement des filets de but. Fourniture et pose d'une clôture pare-ballons vert RAL 6005 constitués sur 4. 00M en partie haute d'"un filet pare-ballons. Fourniture et pose de main courante.
Fourniture et pose d'un gazon synthétique nouvelle génération, caoutchouté, hauteur 65 mm y compris mise en œuvre de sable de lestage et de SBR y compris réalisation des tracés de jeux à 11 et à 8.

Moyens mis en œuvre :
La programmation de matchs n'est plus possible : du fait de son état, l'homologation du terrain auprès de la FFF n'a pu être reconduit depuis l'année 2014.

Il convient donc de remédier à cette situation par le remplacement du revêtement.

Intérêt régional :
Permettre une nouvelle programmation de matchs en compétition dans l'avenir et de répondre à la demande des habitant et jeunes dans ce quartier Saint-Exupéry en QPV.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les lycées Adrienne Bolland, Charles de Gaulle,
ASP FOOTBALL

Détail du calcul de la subvention :
Le règlement d'intervention du dispositif d'"aide à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées" prévoit un taux de subvention de 30 % du montant des travaux de rénovation pour les plateaux extérieurs EPS.

Afin de respecter le taux maximal de subvention de 80 % du montant du projet, le taux de participation de la Région est ramené à 19,95 %.

Localisation géographique :

- POISSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	3 069,77	1,07%
Démolitions - dépose revêtement actuel	29 925,60	10,39%
Fourniture et pose terrain synthétique (y compris fondations et buts)	232 523,65	80,69%
Serrurerie (mains courantes, pare-ballons...)	22 635,47	7,86%
Total	288 154,49	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNDS	48 025,83	16,67%
CD78	125 000,00	43,38%
CRIF	57 497,66	19,95%
Commune de Poissy	57 631,00	20,00%
Total	288 154,49	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	86 446,35 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide au développement de bornes de recharges électriques	14 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	35 780,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	132 300,00 €
2014	Politique énergie climat	40 000,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	19 720,00 €
2015	Construction et aménagement des "Musées de France"	147 065,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	680 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	12 800,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	16 300,00 €
2016	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	44 298,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	10 700,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	103 500,00 €
	Montant total	1 256 463,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019562

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : JOINVILLE -LE-PONT : CREATION D'UN TERRAIN SYNTHETIQUE AU STADE JP GARCHERY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	709 710,00 €	15,00 %	106 456,50 €
	Montant Total de la subvention		106 456,50 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE JOINVILLE LE PONT
Adresse administrative : 23 RUE DE PARIS
94340 JOINVILLE-LE-PONT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Olivier DOSNE, Maire, Conseiller régional

N° SIRET : 21940042100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Terrains Synthétiques de grands Jeux
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : création d'un terrain synthétique au stade JP Garchery

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 17 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux doivent commencer dès la fin de saison sportive, fin mai, car la concession avec la Ville de Paris prévoit une mise à disposition du terrain dès l'automne.

Objectifs :
L'objectif principal du projet est d'optimiser les créneaux horaires potentiels disponibles pour la pratique du Football. Le Stade JP Garchery est actuellement doté de deux terrains synthétiques et d'un terrain d'honneur engazonné. En transformant le terrain enherbé en gazon synthétique cela permet de gagner quasiment 30% de créneaux.

Description :
Les travaux prévus comprennent :

- la mise en place d'un gazon synthétique (en lieu et place de la pelouse) de dernière génération homologué en N6, avec couche de souplesse coulée en place,
- la mise en place d'un pare-ballon tout autour du terrain permettant la cohabitation entre l'athlétisme et le football,

Ces travaux de rénovation s'inscrivent dans le cadre d'une concession que la Ville de Joinville a avec la Ville de Paris.

Intérêt régional :
La rénovation du stade Garchery permet :

- l'optimisation des aires de grands jeux disponibles pour les clubs franciliens mais aussi pour les scolaires dont les lycéens. Ce sont quasiment 30% de créneaux supplémentaires qui sont créés.
- l'accès à la pratique du sport pour le public féminin puisque les deux principaux clubs utilisateurs (RCJ et ACPJ) ont des sections féminines
- de porter une attention particulière à la réduction de la fracture territoriale : les clubs utilisateurs, notamment le RCJ accueille de nombreux enfants issus de quartiers défavorisés de Joinville notamment la résidence Espérance (ancien CUCS).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Clubs de football : Racing club de Joinville (800 licenciés) dont une section féminine, des clubs de football parisiens puisque la Ville de Paris dispose d'environ 30% des créneaux qu'elle attribue à sa discrétion et des clubs associatifs (voir planning)
- Club d'athlétisme : Athlétique Club Paris Joinville (611 licenciés)
- Scolaires : écoles élémentaires, collèges, Lycées (Robert Schuman)

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Terrains synthétiques de grands jeux" prévoit un taux de subvention de 15 % appliqué sur les montants des dépenses éligibles.

La ville n'étant pas propriétaire de l'équipement, elle ne bénéficiera pas de la FCTVA.

Localisation géographique :
- JOINVILLE-LE-PONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	23 675,00	3,34%
Terrassement	199 840,00	28,16%
Raéseau de drainage des ouvrages sportifs	72 910,00	10,27%
Génie civil	6 935,00	0,98%
Sol sportif	311 050,00	43,83%
Equipements sportifs	20 800,00	2,93%
Clôture et serrurerie	57 700,00	8,13%
Aménagements et finitions	16 800,00	2,37%
Total	709 710,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention parlementaire	10 000,00	1,41%
CRIF	106 456,50	15,00%
Commune de Joinville-le-Pont	593 253,50	83,59%
Total	709 710,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	106 456,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	128 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	75 720,00 €
	Montant total	75 720,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019942

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SAINT MAUR DES FOSSES : REHABILITATION ET MISE AUX NORMES DU STADE ADOLPHE CHERON - TRANSFORMATION DU GAZON NATUREL EN UN TERRAIN SYNTHETIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	800 000,00 €	15,00 %	120 000,00 €
	Montant Total de la subvention		120 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT MAUR DES FOSSES
Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
94100 ST MAUR DES FOSSES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Sylvain BERRIOS, Député-maire
N° SIRET : 21940068600016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Terrains Synthétiques de grands Jeux
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : réhabilitation et mise aux normes du stade Adolphe Chéron - transformation du gazon naturel en un terrain synthétique

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il est important que les travaux puissent commencer dès le début de l'été pour permettre une remise à disposition de l'équipement pour la rentrée scolaire 2017.

Objectifs :
Le projet, dans sa dimension « terrains synthétiques de grand jeux », vise 2 objectifs principaux :
-Permettre aux équipes phares de la ville, US Lusitanos et Vga Football féminin, de jouer à nouveau, sans dérogation, sur le terrain d'honneur du stade Chéron. Celui-ci, site historique des deux clubs, est situé au sein du poumon sportif de la ville composé du Centre Sportif Pierre Brossolette et du stade Adolphe Chéron lui-même. Cet ensemble fait actuellement l'objet d'une réflexion globale sur ses possibilités d'évolution. Ce nouveau classement implique la transformation du terrain, actuellement de 100 m x 60 m en gazon naturel et classé en niveau 5 par dérogation, en un terrain homologué en niveau 3.
-Autoriser parallèlement l'utilisation du terrain d'honneur par le plus grand nombre, scolaires,

associatifs,…, en choisissant une surface permettant à la fois une utilisation hebdomadaire plus importante que celle supportée par un terrain en gazon naturel et la tenue de matches de football jusqu'au niveau National.
Pour mémoire, la dimension « terrains synthétiques de grand jeux » est elle-même intégrée dans une refonte globale du site, intégrant la réimplantation d'une piste d'athlétisme, la mise aux normes d'accessibilité des tribunes et des anciens vestiaires et une réorganisation générale des circulations au sein de l'enceinte.

Description :
Agrandissement et transformation en terrain synthétique du terrain d'honneur de la ville avec pour objectif un classement F.F.F. en niveau 3 de l'installation.
Pour ce faire, restructuration générale du stade comprenant :
- la destruction d'infrastructures vieillissantes (stand de tir -gradins)
- le déplacement, la modification de la géométrie et la reconstruction de la piste d'athlétisme enserrant le terrain de football
- la mise aux normes d'accessibilité P.M.R. de la tribune et des vestiaires existants
- la création de nouveaux vestiaires conformes aux exigences du classement en niveau 3
- la modification ou la création d'un éclairage spécifique au terrain de football, en fonction de la réponse apportée à la demande de dérogation en cours auprès de la FFF
- la création d'un espace protégé destiné aux véhicules des visiteurs et des officiels lors des manifestations et la réalisation d'accès spécifiques
- la création de tribunes couvertes et découvertes annexes
- l'amélioration du parcours naturel de cross-country, voire la création d'un parcours d'orientation / santé
- la plantation d'arbres pour conserver au site son aspect très végétalisé

Intérêt régional :
La mise aux normes du terrain (classement en niveau 3) et sa transformation en un gazon synthétique, permettront à la fois d'accueillir des équipes phares de sports collectifs (dont une section féminine) et d'offrir une possibilité de pratique scolaire et associative pour tous.

A terme le projet débouchera sur la création d'un équipement structurant dont la zone de chalandise dépassera largement le périmètre communal et intercommunal.

Accessoirement, le projet d'agrandissement étant lié à une reconstruction et à une homologation régionale de la piste d'athlétisme, le stade pourra continuer à recevoir les nombreux championnats régionaux d'athlétisme qu'il accueillait par le passé.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les usagers attendus sont :
- Le public individuel et familial,
- Les scolaires du primaire et du secondaire (collèges, lycée et écoles élémentaires situés à proximité),
- Les membres d'associations sportives, notamment, pour la partie en gazon synthétique du projet :
  - les équipes premières des associations de la ville (Us Lusitanos - Vga Football Féminin - Vga Football Masculin…)
  - les élèves de l'école de sports (Vga E.P.I.S.)
- Les centres de loisirs,
- Les personnes en situation de handicap,
- Les spectateurs.

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Terrains synthétiques de grands jeux" prévoit un taux de subvention de 15 % appliqué sur

les montants des dépenses éligibles (plafonnés à 800 000 € HT).

Localisation géographique :

- SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires / installations de chantier	14 090,00	1,09%
Terrassement	207 850,00	16,07%
Systeme arrosage	141 560,00	10,95%
Réseaux divers	84 000,00	6,50%
Terrain de football	489 355,00	37,84%
Serrurerie (garde au corps, portails d'accès...)	212 312,00	16,42%
Aménagements	143 983,33	11,13%
Total	1 293 150,33	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNDS Travaux	410 000,00	31,71%
CNDS Accessibilité	14 500,00	1,12%
FAFA	160 000,00	12,37%
CRIF	120 000,00	9,28%
Commune de Saint Maur des Fossés	588 650,33	45,52%
Total	1 293 150,33	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	120 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	80 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	1 800,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	542 127,71 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	139 500,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	1 215,00 €
2017	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	789 600,00 €
	Montant total	1 554 242,71 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019824

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COUBRON : TRANSFORMATION D'UN TERRAIN DE FOOTBALL EN SCHISTE EN GAZON SYNTHETIQUE AU STADE REMON ROUSSEAU

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	487 751,47 €	15,00 %	73 162,72 €
	Montant Total de la subvention		73 162,72 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COUBRON
Adresse administrative : 133 RUE JEAN-JAURES
93470 COUBRON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Ludovic TORO, Maire

N° SIRET : 21930015900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Terrains Synthétiques de grands Jeux
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : transformation d'un terrain de football en schiste en gazon synthétique au stade Remon Rousseau

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux doivent se dérouler sur la période estivale, et notamment démarrer début juin, afin que l'équipement puisse être mis à disposition des publics scolaire et sportif dès la rentrée des classes.

Objectifs :
PERMETTRE AUX GROUPES SCOLAIRES ET AUX CLUBS AFFILIES (FFF) D'EVOLUER DANS DES CONDITIONS SATISFAISANTES COMPTE TENU DE L'ETAT ACTUEL DE CE TERRAIN STABILISE (TERRAIN INNONDE PAR TEMPS DE PLUIE / POUSSIERE PAR TEMPS SEC)
ACTUELLEMENT LE TERRAIN DISPOSE D'UNE DEROGATION D'HOMOLOGATION PROVISOIRE EN ATTENDANT LA TRANSFORMATION DE LA STRUCTURE EN TERRAIN SYNTHETIQUE

Description :
LE TERRAIN FERA UNE DIMENSION DE 100 * 64 M + DEBORDS PERIPHERIQUES DE 2,50 M. IL SERA CONSTRUIT SELON LA NORME NF P 90.112.

Intérêt régional :
PERMETTRE AUX EQUIPES DES CLUBS D'EVOLUER DANS LE CHAMPIONNAT DEPARTEMENTAL SUR UN TERRAIN HOMOLOGUE FFF - AVEC LA VOLONTE D'EVOLUER VERS LES CHAMPIONNATS REGIONAUX

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
ACCUEIL DES LICENCIES COUBRONNAIS (ADULTES ET ENFANTS)
LE CLUB COUBRONNAIS ACCUEIL 394 LICENCIES (192 COUBRONNAIS ET 202 HORS COUBRONNAIS)
VOLONTE D'OUVERTURE VERS LES COMMUNES AVOISINANTES (BEAUCOUP DE LICENCIES SONT DES LICENCIES HORS COMMUNES)
LE PUBLIC TOUCHE EST EGALEMENT LES ENFANTS DES ECOLES COUBRONNAISES

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Terrains synthétiques de grands jeux" prévoit un taux de subventionnement de 15 % du montant HT des dépenses éligibles (le coût de celui-ci étant inférieur au montant plafond prévu).

Localisation géographique :
- COUBRON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	11 324,37	2,32%
Terrassements	74 276,79	15,23%
Assainissement et drainage	30 165,77	6,18%
Terrain synthétique	288 455,80	59,14%
Equipements sportifs	19 072,16	3,91%
Serrurerie	43 654,28	8,95%
Amenagements et espaces verts	20 802,30	4,26%
Total	487 751,47	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DETR 2016	35 020,56	7,18%
CNDS	145 788,91	29,89%
FFF	48 775,15	10,00%
CRIF	73 162,72	15,00%
Commune de Coubron	185 004,13	37,93%
Total	487 751,47	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	73 162,72 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023104

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MONTFERMEIL : CONSTRUCTION D'UN GYMNASE AVEC SALLE MULTISPORTS, SALLE POLYVALENTE, DOJO, VESTIAIRES, SANITAIRES ET STRUCTURE D'ESCALADE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	2 000 000,00 €	10,00 %	200 000,00 €
		Montant Total de la subvention	200 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTFERMEIL
Adresse administrative : 7 - 11 PLACE JEAN MERMOZ
93370 MONTFERMEIL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Xavier LEMOINE, Maire

N° SIRET : 21930047200194

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : construction d'un gymnase avec salle multisports, salle polyvalente, Dojo, vestiaires, sanitaires et structure d'escalade

Date prévisionnelle de début de projet : 31 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet vise la rénovation d'un complexe sportif afin de répondre aux besoins de la commune, du tissu associatif et des scolaires.

Description :
Le projet conduit à la reconstruction du gymnase Henri Vidal qui comprend une salle multisport, une salle polyvalente, un dojo et une structure artificielle d'escalade. Il sera doté de tribunes, de sanitaires et d'une zone de convivialité.

Intérêt régional :
Ce projet permettra la mise à disposition des publics scolaires et péri-scolaires d'un équipement moderne

et agrandi. Les clubs et associations pourront bénéficier de plus de disponibilités.
Il entre dans le cadre de la rénovation urbvaine du quartier des Bosquets.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Scolaires (elementaire et collège), associations sportives et services municipaux.

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 10 % appliqués aux montants HT des dépenses retenues dans le cas de la réhabilitation ou construction d'un équipement couvert (montants plafonnés à 2 000 000 € HT).

Localisation géographique :
- MONTFERMEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gros oeuvre / fondations spécifiques	2 665 738,00	47,42%
Couverture / étanchéité / façades	741 781,00	13,20%
Menuiseries extérieures	232 638,00	4,14%
Serrurerie	66 777,00	1,19%
Cloisons / faux plafonds	107 105,00	1,91%
Menuiseries intérieures	112 922,00	2,01%
Revêtements de sols	232 893,00	4,14%
Peinture	114 959,00	2,05%
Electricité	332 099,00	5,91%
CVC / Plomberie	602 990,00	10,73%
Mobilier et équipements sportifs	411 442,00	7,32%
Total	5 621 344,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNDS	243 000,00	4,32%
Etat DPV 2016	288 070,02	5,12%
CD93	405 000,00	7,20%
CRIF	200 000,00	3,56%
ANRU	3 268 401,84	58,14%
Commune de Montfermeil	1 216 872,14	21,65%
Total	5 621 344,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	28 038,00 €
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	6 640,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	105 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	38 000,00 €
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	7 000,00 €
2016	Soutien à la création et à la diffusion numériques (Fonctionnement)	10 000,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	103 500,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	20 000,00 €
2016	Terrains Synthétiques de grands Jeux	175 086,15 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 1 OS 1	900 000,00 €
	Montant total	1 393 264,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023158

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : BOULOGNE BILLANCOURT : CONSTRUCTION D'UNE HALLE DE TENNIS (CREATION DE 5 COURTS COUVERTS)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	2 000 000,00 €	10,00 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOULOGNE BILLANCOURT
Adresse administrative : 26 AVENUE ANDRE MORIZET
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre-Christophe BAGUET, Député-maire

N° SIRET : 21920012800011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : construction d'une halle de tennis : création de 5 courts couverts

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux s'inscrivent dans une opération de restructuration du complexe sportif Le Gallo (démarrés en 2016), qui doivent s'achever au plus vite afin d ene pas pénaliser l'activité des clubs sportifs et des scolaires.

Objectifs :
Le projet vise la construction d'une Halle de courts de tennis couverts, afin de pouvoir augmenter le nombre et la disponibilité des courts tout au long de l'année

Description :
Construction d'une Halle de Tennis de 5 courts couverts avec vestiaires et Club House

Intérêt régional :
Cet équipement permettra d'offrir plus de créneaux de pratique, tant aux clubs qu'au public scolaire et

habitants, dans des conditions de confort et de sécurité améliorées

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Clubs sportifs, public scolaire et habitants

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 10 % appliqués aux montants HT des dépenses retenues (plafonnés à 2 000 000 € HT) dans le cas de la réhabilitation ou construction d'un équipement couvert.

Localisation géographique :
- BOULOGNE-BILLANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	135 685,00	3,00%
Terrassement / adaptation au sol	123 644,00	2,73%
Enveloppe du bâtiment	2 761 436,00	61,06%
Aménagements intérieurs	746 711,00	16,51%
Equipements techniques	446 685,00	9,88%
Equipements spécifiques	263 459,00	5,83%
Frais Maîtrise d'oeuvre	45 228,00	1,00%
Total	4 522 848,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD92	500 000,00	11,05%
CRIF	200 000,00	4,42%
Commune de Boulogne Billancourt	3 822 848,00	84,52%
Total	4 522 848,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	7 760,00 €
2015	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation	320 000,00 €

	d'équipements sportifs liés aux lycées	
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	267 786,50 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	16 500,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
2016	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	400 000,00 €
2016	Manifestations littéraires	5 000,00 €
	Montant total	1 010 546,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023160

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LE RAINCY : REHABILITATION DU PARQUET DE LA SALLE OMNISPORTS DU CENTRE SPORTIF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	103 489,00 €	10,00 %	10 348,90 €
	Montant Total de la subvention		10 348,90 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU RAINCY
Adresse administrative : 121 AVENUE DE LA RESISTANCE
93340 LE RAINCY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Michel GENESTIER, Maire

N° SIRET : 21930062100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : réhabilitation du parquet de la salle omnisports du centre sportif

Date prévisionnelle de début de projet : 17 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 14 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Réhabilitation du sol de la salle omnisport : parquet très usé, inégal et inadapté à une pratique en toute sécurité, avec l'objectif de pérénniser l'activité sportive existante et développer de nouvelles possibilités, notamment péri-scolaires.

Description :
Le Centre Sportif Municipal a été construit puis ouvert au public en 1968. Le parquet de la salle omnisports date de l'ouverture de l'équipement. Son état actuel présente une usure avancée ne permettant plus une pratique sportive confortable, sécurisée et de qualité pour les divers usagers.
D'une surface de 1 150 m2, accueillant notamment des tracés pour le Handball, le Basket-ball et le Volley-Ball, il a fait l'objet de multiples ponçages, vernis d'entretien et de réparations partielles. Le sol est devenu inégal, montrant maintenant des signes de faiblesses de support. Le parquet est en fin de vie.

Intérêt régional :
Contribuer, par la mise à disposition d'un équipement rénové, à initier, faire découvrir des pratiques sportives dans un cadre éducatif sans classement ni compétition; à privilégier la notion de jeu et conserver, favoriser la mixité, le respect, l'échange et l'écoute.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
sport scolaire (primaire, secondaire), sport associatif (Volley-ball, handball, football, athlétic club), jeunes de 6 à 11 ans pour les actions municipales

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 10 % appliqués aux montants HT des dépenses retenues dans le cas de la réhabilitation ou construction d'un équipement couvert.

Localisation géographique :
- LE RAINCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise en place du chantier	750,00	0,72%
Travaux préparatoires (enlèvement ancien revêtement)	12 144,00	11,73%
Fourniture et pose d'un nouveau revêtement	85 536,00	82,65%
Tracé des lignes de jeu et fournitures annexes	5 059,00	4,89%
Total	103 489,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère	15 000,00	14,49%
CNDS	20 697,80	20,00%
CRIF	10 348,90	10,00%
Commune du Raincy	57 442,30	55,51%
Total	103 489,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 348,90 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	4 149,00 €
	Montant total	4 149,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023164

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LE RAINCY : REMPLACEMENT DES CABINES-VESTIAIRES DE LA PISCINE MUNICIPALE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	37 533,00 €	20,00 %	7 506,60 €
	Montant Total de la subvention		7 506,60 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU RAINCY
Adresse administrative : 121 AVENUE DE LA RESISTANCE
93340 LE RAINCY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Michel GENESTIER, Maire

N° SIRET : 21930062100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : remplacement des cabines-vestiaires de la piscine municipale

Date prévisionnelle de début de projet : 17 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 14 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Ce projet vise l'amélioration des conditions d'accueil et de confort des usagers de l'équipement

Description :
Dépose des anciennes cabines, dans un état de vétusté avancé datant de la création de l'équipement (1968).
Pose des 42 cabines de déshabillage neuves, dont 2 à destination des personnes à mobilité réduite.

Intérêt régional :
Amélioration des conditions d'accueil et d'utilisation de cet équipement, contribuant ainsi à la lutte contre la carence en Région de ce type d'équipement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Scolaires, sportifs et individuels

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 20 % appliqués aux montants HT des dépenses retenues dans le cas de la réfection, réhabilitation ou construction de vestiaires.

Localisation géographique :
- LE RAINCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et pose des cabines	31 395,00	83,65%
Travaux annexes d'installation	6 138,00	16,35%
Total	37 533,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Réserve parlementaire	15 000,00	39,96%
CRIF	7 506,60	20,00%
Commune du Raincy	15 026,40	40,04%
Total	37 533,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 506,60 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	4 149,00 €
	Montant total	4 149,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010448

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : JOINVILLE-LE-PONT : RENOVATION DE LA PISTE D'ATHLETISME ET DES AIRES DE SAUT, ET CREATION D'UNE AIRE DE LANCERS AU STADE JP GARCHERY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	800 000,00 €	15,00 %	120 000,00 €
	Montant Total de la subvention		120 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE JOINVILLE LE PONT
Adresse administrative : 23 RUE DE PARIS
94340 JOINVILLE-LE-PONT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Olivier DOSNE, Maire, Conseiller régional

N° SIRET : 21940042100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : rénovation de la piste d'athlétisme et des aires de saut, et création d'une aire de lancers au stade JP Garchery

Date prévisionnelle de début de projet : 19 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Un meeting de la saison d'athlétisme doit se produire au stade JP Garchery début juin. Les travaux sont prévus commencer dès cet évènement passé afin de se terminer avant l'arrivée dans la saison froide, incompatible avec ce type de travaux.

Objectifs :
La Ville souhaite mettre à niveau les équipements sportifs dédiés à l'athlétisme. La piste, abîmée, sera intégralement refaite, Par ailleurs les travaux de transformation du terrain en synthétique oblige à refaire les aires de saut et à déplacer les lancers.

Description :
Pour la piste d'athlétisme : la reprise de l'infrastructure avec une barrière anti-racinaire, le remplacement des équipements sportifs fixes (steeple, sauts en hauteur, à la perche et en longueur) et la réfection

complète du revêtement synthétique (tartan) de la piste. Sont inclus la pose d'agrès permettant le renforcement musculaire des athlètes.

-La mise en place d'un gazon synthétique sur le terrain d'honneur implique le déplacement de l'aire de lancers sur le terrain dit J4 : ils seront regroupés (disque, marteau, javelot) sur une plaine drainée en gazon naturel.

Intérêt régional :
La rénovation du stade Garchery permet :

- l'optimisation des aires de grands jeux disponibles pour les clubs franciliens mais aussi pour les scolaires dont les lycéens. Ce sont quasiment 30% de créneaux supplémentaires qui sont créés.
- l'accès à la pratique du sport pour le public féminin puisque les deux principaux clubs utilisateurs (RCJ et ACPJ) ont des sections féminines
- de porter une attention particulière à la réduction de la fracture territoriale : les clubs utilisateurs, notamment le RCJ accueille de nombreux enfants issus de quartiers défavorisés de Joinville notamment la résidence Espérance (ancien CUCS).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le nombre de stagiaires prévu au dispositif est reporté sur le dossier de subvention EX019562, présenté à la même CP.

Public(s) cible(s) :
- Clubs de football : Racing club de Joinville (800 licenciés) dont une section féminine, des clubs de football parisiens puisque la Ville de Paris dispose d'environ 30% des créneaux qu'elle attribue à sa discrétion et des clubs associatifs (voir planning)
- Club d'athlétisme : Athlétique Club Paris Joinville (611 licenciés)
- Scolaires : écoles élémentaires, collèges, Lycées (Robert Schuman)

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 15 % appliqué à un plafond de 800 000 € HT de dépenses éligibles, s'agissant de travaux de réhabilitation d'un équipement extérieur.

La ville n'étant pas propriétaire de l'équipement, elle ne bénéficiera pas de la FCTVA.

Localisation géographique :
- JOINVILLE-LE-PONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	23 675,00	2,15%
Terrassement	115 430,00	10,47%
Infrastructure de la piste d'athlétisme	142 500,00	12,93%
Réseaux de drainage	113 850,00	10,33%
Génie civil	92 980,00	8,43%
Sol sportif	365 000,00	33,11%
Equipements sportifs	149 150,00	13,53%
Clôture et serrurerie	99 900,00	9,06%
Total	1 102 485,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention parlementaire	10 000,00	0,91%
CRIF	120 000,00	10,88%
Commune de Joinville-le-Pont	972 485,00	88,21%
Total	1 102 485,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	120 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	128 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	75 720,00 €
	Montant total	75 720,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020840

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ORLY : IMPLANTATION D'UNE CARRIERE EQUESTRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	89 348,00 €	15,00 %	13 402,20 €
	Montant Total de la subvention		13 402,20 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORLY
Adresse administrative : BP 90054
94311 ORLY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Christine JANODET, Maire

N° SIRET : 21940054600269

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : l'implantation d'une carrière équestre

Date prévisionnelle de début de projet : 17 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mettre à disposition du public en quartier prioritaire un équipement destiné à démocratiser une discipline sportive considérée comme élitiste.

Description :
La carrière équestre d'environ 1 200 m² comprendra une surface d'évolution drainante en sable sécurisée par des lices en bois.

Intérêt régional : La pratique équestre est souvent synonyme de ruralité grâce aux grands espaces disponibles. Il existe peu de centre équestre en Ile-de-France. Sur le département du Val-de-Marne, l'offre est essentiellement portée par le secteur privé. L'implantation d'une carrière équestre au sein des quartiers prioritaires permettra de pallier le manque d'infrastructures sportives à caractère élitiste en Ile-de-France. Ce nouvel équipement aura pour fonction de promouvoir l'égalité d'accès au sport pour les

publics et populations qui en sont le plus éloigné.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Public des quartiers prioritaires, qui pourront bénéficier de tarifs liés au quotient.
IME, clubs équestres, Comité Départemental Handisport...

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité prévoit un taux de subvention de 15 % appliqués aux montants HT des dépenses éligibles (le coût du projet est inférieur au plafond prévu).

Localisation géographique :
- ORLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	4 050,00	4,53%
Terrassements	26 768,00	29,96%
Réseaux et drainage	19 730,00	22,08%
Système arrosage	2 800,00	3,13%
Aire sportive	19 600,00	21,94%
Equipements sportifs et clôtures	16 400,00	18,36%
Total	89 348,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNDS	18 270,00	20,45%
Dotation Politique de la Ville	18 270,00	20,45%
CRIF	13 402,20	15,00%
Commune d'Orly	39 405,80	44,10%
Total	89 348,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	13 402,20 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	23 750,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	23 078,00 €

2015	Soutien aux contrats de ville	4 000,00 €
2016	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	18 000,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	47 250,00 €
2016	Terrains Synthétiques de grands Jeux	91 650,00 €
	Montant total	207 728,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021037

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ANDRESY : CREATION DE PLATEAUX FITNESS EN LIBRE ACCES SUR LE PARC DES CARDINETTES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	20 400,00 €	50,00 %	10 200,00 €
	Montant Total de la subvention		10 200,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ANDRESY
Adresse administrative : 4 BD NOEL MARC
78570 ANDRESY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Hugues RIBAULT, Maire

N° SIRET : 21780015000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Création de plateaux fitness en libre accès sur le Parc des Cardinettes

Date prévisionnelle de début de projet : 24 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 23 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il est important pour la Commune que cet équipement puisse être mis à disposition du public au début de l'été, période de pleine utilisation de ce type d'équipements.

Objectifs :
Implantation d'un plateau de fitness en accès libre comprenant divers agrès au sein du Parc des Cardinettes

Description :
Bien que la Ville dispose d'équipements publics sportifs à destination des publics scolaires et associations, la présence d'équipements sportifs en libre accès manque à la Ville d'Andrésy. Le projet de création de zones sportives en libre accès sur la Ville vient donc répondre à cette carence en proposant l'implantation de plusieurs équipements sportifs, dans différentes localisation de la Ville.

La présente demande de subvention ne concerne que les équipements fitness en libre accès situé sur le parc des Cardinettes. Il est envisagé d'installer les 6 agrès suivants :
- Fourniture et pose d'un agrès RAMEUR.
- Fourniture et pose d'un agrès VELO ELLIPTIQUE.
- Fourniture et pose d'un agrès VELO.
- Fourniture et pose d'un agrès MARCHEUR DOUBLE.
- Fourniture et pose d'un agrès Combiné Push-Pull multiprises.
- Fourniture et pose d'un agrès Combiné Abdos Lombaires.

Intérêt régional :
Ce projet a pour objectif de répondre à une demande de la population en matière de sport en libre accès sur la Ville d'Andrésy, tout en encourageant la pratique du sport par tous

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous publics, adultes, jeunes, adolescents, enfants

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 50 % appliqués aux montants HT des dépenses éligibles dans le cas de la création d'équipements sportifs en libre accès.

Localisation géographique :
- ANDRESY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et pose d'agrès de fitness	16 600,00	81,37%
Engazonnement / Aménagement	2 500,00	12,25%
Fourniture et pose panneaux d'information	1 300,00	6,37%
Total	20 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	10 200,00	50,00%
Commune d'Andresy	10 200,00	50,00%
Total	20 400,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	10 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	3 000,00 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	80 000,00 €
2015	Soutien au Réseau Information Jeunesse	5 000,00 €
	Montant total	88 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022103

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PAVILLONS SOUS BOIS : RENOVATION DES VESTIAIRES TRIBUNES SITUES AU STADE LEO LAGRANGE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	32 000,00 €	20,00 %	6 400,00 €
	Montant Total de la subvention		6 400,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES PAVILLONS SOUS BOIS
Adresse administrative : 144 AV JEAN-JAURES
93320 LES PAVILLONS /S BOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe DALLIER, Sénateur-maire

N° SIRET : 21930057100011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Rénovation des vestiaires tribunes situés au stade Léo Lagrange

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 25 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Rénover les vestiaires qui sont vétustes et dégradés

Description :
Ces travaux consistent à :
-remplacer deux portes en bois ainsi que l'ensemble des dalles du faux-plafond,
-rénover la plomberie et la ventilation : dépose de l'alimentation d'eau chaude et remplacement par un réseau d'eau mitigé en cuivre pour un bloc humide. Remplacement de 4 colonnes de douche,
-rafraîchir la peinture du plafond, étant entendu que les murs seront carrelés toute hauteur,
-remplacement de la faïence qui sera posée sur une plaque de gypse-fibre de cellulose pour une meilleure résistance et durabilité en remplacement du revêtement mural dans une zone humide.

Intérêt régional :
Utilisation importante et régulière par le club résident de football, et notamment sa section féminine (organisation de rassemblements "Fillofoot" et de tournois)

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
le S.E.P. Football et les scolaires

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 20 % appliqués aux montants HT des dépenses éligibles dans le cas de la réfection, réhabilitation ou création de vestiaires.

Localisation géographique :
- LES PAVILLONS-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maconnerie / Aménagements	16 000,00	50,00%
Peinture	8 000,00	25,00%
Plomberie	8 000,00	25,00%
Total	32 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	6 400,00	20,00%
Commune de Pavillons sous Bois	25 600,00	80,00%
Total	32 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	18 875,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	44 732,80 €
	Montant total	516 508,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011025

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SAINT MAUR DES FOSSES : REHABILITATION ET MISE AUX NORMES DU STADE ADOLPHE CHERON - RENOVATION DE LA PISTE D'ATHLETISME

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	800 000,00 €	15,00 %	120 000,00 €
	Montant Total de la subvention		120 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT MAUR DES FOSSES
Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
94100 ST MAUR DES FOSSES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Sylvain BERRIOS, Député-maire

N° SIRET : 21940068600016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : réhabilitation et mise aux normes du stade Adolphe Chéron - rénovation de la piste d'athlétisme

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il est important que les travaux puissent commencer dès le début de l'été pour permettre une remise à disposition de l'équipement pour la rentrée scolaire 2017

Objectifs :
Les travaux sont prévus dans le cadre d'une refonte globale du site, intégrant la réimplantation d'une piste d'athlétisme, la mise aux normes d'accessibilité des tribunes et des anciens vestiaires et une réorganisation générale des circulations au sein de l'enceinte.

Description :
Ces travaux comprennent le déplacement, la modification de la géométrie et la reconstruction de la piste d'athlétisme enserrant le terrain de football

Ils sont inclus dans la restructuration générale du stade comprenant :
- la destruction d'infrastructures vieillissantes (stand de tir -gradins)
- la mise aux normes d'accessibilité P.M.R. de la tribune et des vestiaires existants
- la création de nouveaux vestiaires conformes aux exigences du classement en niveau 3
- la modification ou la création d'un éclairage spécifique au terrain de football, en fonction de la réponse apportée à la demande de dérogation en cours auprès de la FFF
- la création d'un espace protégé destiné aux véhicules des visiteurs et des officiels lors des manifestations et la réalisation d'accès spécifiques
- la création de tribunes couvertes et découvertes annexes
- l'amélioration du parcours naturel de cross country, voire la création d'un parcours d'orientation / santé
- la plantation d'arbres pour conserver au site son aspect très végétalisé

Intérêt régional :
Le projet de reconstruction est lié à une volonté d'homologation régionale de la piste d'athlétisme. Ainsi, le stade pourra continuer à recevoir les nombreux championnats régionaux d'athlétisme qu'il accueillait par le passé.

A terme le projet global débouchera sur la création d'un équipement structurant dont la zone de chalandise dépassera largement le périmètre communal et intercommunal.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le nombre de stagiaires prévu par le dispositif (3) a été entièrement reporté sur le dossier de subvention EX019942.

Public(s) cible(s) :
Les usagers attendus sont :
- Le public individuel et familial,
- Les scolaires du primaire et du secondaire (collèges, lycée et écoles élémentaires situés à proximité),
- Les membres d'associations sportives, notamment, pour la partie en gazon synthétique du projet :
  - les équipes premières des associations de la ville (Us Lusitanos - Vga Football Féminin - Vga Football Masculin…)
  - les élèves de l'école de sports (Vga E.P.I.S.)
- Les centres de loisirs,
- Les personnes en situation de handicap,
- Les spectateurs.

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 15 % appliqués aux montants HT des dépenses éligibles (plafonnés à 800 000 € HT) dans le cas de la réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur.

Localisation géographique :
- SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires / installations de chantier	14 090,00	1,26%
Terrassement	207 850,00	18,61%
Piste d'athlétisme et ateliers	665 073,00	59,56%
Aménagements	229 620,00	20,56%
Total	1 116 633,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNDS Travaux	410 000,00	36,72%
CNDS Accessibilité	14 500,00	1,30%
CRIF	120 000,00	10,75%
Commune de Saint Maur des Fossés	572 133,00	51,24%
Total	1 116 633,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	120 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	80 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	1 800,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	542 127,71 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	139 500,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	1 215,00 €
2017	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	789 600,00 €
	Montant total	1 554 242,71 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021618

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LA NORVILLE : REMPLACEMENT D'UN TERRAIN MULTISPORT DEVENU DANGEREUX POUR LES UTILISATEURS.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	43 843,39 €	15,00 %	6 576,51 €
	Montant Total de la subvention		6 576,51 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA NORVILLE
Adresse administrative : 1 RUE PASTEUR
91290 ARPAJON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard FILLEUL, Maire

N° SIRET : 21910457700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : remplacement d'un terrain multisport devenu dangereux pour les utilisateurs.

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Rénover un équipement de type "city-park" fortement utilisé et devenu obsolète en termes de sécurité, du fait notamment de son usure.

Description :
La commune prévoit l'enlèvement de tous les équipements sportifs en place, la pose d'une résine au sol puis l'installation de nouveau modules répondant aux besoins et normes actuelles.

L'opération de remplacement consiste en :
- la dépose du mobilier actuel fortement délabré : poteaux et filets par ballon, grilles du pourtour, buts de foot et paniers de basket,
- la reprise de la dalle béton : après un nettoyage du support à la lance haute pression, et la pose d'une

primaire d'accrochage, le sol sera entièrement recouvert d'une résine coloré ainsi que des lignes de jeu.
- l'installation d'un nouveau terrain multisport répondant aux normes actuelles d'accès et de sécurité : pose et scellement de la structure de jeux 10*22m comprenant:
  - 2 éléments de foot & hand de 2*3m dont un passage sur pivot pour les PMR,
  - 2 panneaux de basket,
  - des lices de 1m de hauteur sur les côtés et des frontons de 3m,
  - des pare-ballons sur la structure,
  - un panneau d'information.

Intérêt régional :
Mise à disposition d'un équipement rénové permettant la pratique multisport en toute sécurité, en prenant en compte l'accessibilité PMR.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le terrain est utilisé par les habitants de la commune et les services municipaux, notamment par le service jeunesse du fait de sa proximité avec le gymnase.

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 15 % appliqués aux montants HT des dépenses éligibles dans le cas de la réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur.

Localisation géographique :
- LA NORVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires (préparation du sol)	4 913,39	11,21%
Réalisation des fondations	6 500,00	14,83%
Fourniture et pose de la structure	28 355,00	64,67%
Fourniture et pose pare-ballons et panneaux	4 075,00	9,29%
Total	43 843,39	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Réserve parlementaire	8 000,00	18,25%
CRIF	6 576,51	15,00%
Commune de La Norville	29 266,88	66,75%
Total	43 843,39	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	6 576,51 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022430

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PANTIN : AMENAGEMENT D'EQUIPEMENTS SPORTIFS EN ACCES LIBRE VERS LE TERRAIN DE PROXIMITE CANDALE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	20 000,00 €	50,00 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PANTIN
Adresse administrative : 84-88 AV DU GENERAL LECLERC
93507 PANTIN CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bertrand KERN, Maire

N° SIRET : 21930055500014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Aménagement d'équipements sportifs en accès libre vers le terrain de proximité Candale

Date prévisionnelle de début de projet : 10 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Permettre à la fois d'exercer une activité sportive variée (force, endurance, souplesse, équilibre, agilité) mais aussi de faire appel à l'entraide et le dépassement de soi.

Description :
Aménagement d'équipements sportifs en accès libre vers le terrain de proximité Candale. Trois modules de sport seront installés : un module triple activité dos à dos, un vélos elliptique et un teqball.
Ce projet s'inscrit dans la continuité des activités sportives se pratiquant le long du canal de l'Ourcq. Le circuit sélectionné est sécurisé afin de n'utiliser que le mobilier de rue adapté à la pratique sportive. Les agrès qui seront installés offriront des combinaisons recherchés par les pratiquants.
Les agrès seront en libre accès, gratuit et sécurisé. Des pictogrammes et panneaux d'informations ludiques pour les exercices seront aménagés.

Intérêt régional :
Ce projet a pour objectif de répondre à une demande de la population en matière de sport en libre accès, tout en encourageant la pratique du sport par tous.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Cet équipement pourra être utilisé par un public très large : débutants, confirmés, hommes, femmes de tous âges.

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 50 % appliqués aux montants HT des dépenses éligibles dans le cas de la création d'équipements sportifs en libre accès.

Localisation géographique :
- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition des modules	14 000,00	70,00%
Installation et sécurisation des modules	6 000,00	30,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNDS	6 000,00	30,00%
CRIF	10 000,00	50,00%
Commune de panyin	4 000,00	20,00%
Total	20 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	18 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	46 152,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	160 869,00 €

2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 070 632,00 €
2014	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €
2014	Politique énergie climat	9 746,00 €
2014	Stratégies territoriales de sécurité – Investissement	70 000,00 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	129 417,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	444 608,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	131 250,00 €
2016	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	22 000,00 €
2016	Fonds Propreté	121 169,40 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	25 701,94 €
2017	Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 500 000,00 €
	Montant total	3 598 676,34 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022445

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : GOUSSAINVILLE: RENOVATION TOTALE DE LA PISTE D'ATHLETISME DU COMPLEXE M.BAQUET.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	583 992,00 €	15,00 %	87 598,80 €
	Montant Total de la subvention		87 598,80 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GOUSSAINVILLE
Adresse administrative : 1 PLACE DE LA CHARMEUSE
95190 GOUSSAINVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alain LOUIS, Maire

N° SIRET : 21950280400012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : rénovation totale de la piste d'Athlétisme du Complexe M.Baquet.

Date prévisionnelle de début de projet : 17 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 3 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce projet de restructuration s'inscrit dans un programme pluriannuel. Le projet présenté est la réhabilitation complète de la piste d'Athlétisme de 400 mètres qui date des années 1980. Cette piste est aujourd'hui en très mauvais état général.
Une piste qui n'adhère plus, qui présente de nombreux trous au niveaux des couloirs, une main courante en très mauvaise état et un assainissement et drainage complètement obsolètes. Il s'agit de refaire tous les travaux d'infrastructure, le revêtement et la remise en état des abords de la dite piste.

Intérêt régional :
Ces travaux visent la sécurisation de l'équipement et sa mise à disposition aux différents utilisateurs de manière plus importante.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
lycéens, collègiens, élémentaires. l'Athlétic Club comprenant athlétes regionaux et inter régionaux ainsi que 2 qualifiés au Championnat de France, organisations des Foulées Goussainvilloises et un meeting

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 15 % appliqués aux montants HT des dépenses éligibles dans le cas de la réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur.

Localisation géographique :
- GOUSSAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires et terrassement	183 907,00	31,49%
Travaux d'infrastructure	178 555,00	30,57%
Revêtement et tracés	215 780,00	36,95%
Remise en état des abords	5 750,00	0,98%
Total	583 992,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD95	147 000,00	25,17%
CA Roissy Pays de France	100 000,00	17,12%
CNDS	78 000,00	13,36%
CRIF	87 598,80	15,00%
Commune de Goussainville	171 393,20	29,35%
Total	583 992,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	87 598,80 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	28 890,00 €
2014	Chantiers solidarité	10 000,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	35 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	29 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	19 000,00 €
2016	Terrains Synthétiques de grands Jeux	177 585,00 €

2017	Aide aux structures d'exercice collectif	37 590,00 €
	Montant total	337 065,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021370

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MAROLLES EN HUREPOIX : REALISATION D'UN PARCOURS DE SANTE ET D'UN STREET WORKOUT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	46 825,00 €	50,00 %	23 412,50 €
	Montant Total de la subvention		23 412,50 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAROLLES EN HUREPOIX
Adresse administrative : 1 AV CHARLES DE GAULLE
91630 MAROLLES-EN-HUREPOIX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Georges JOUBERT, Maire

N° SIRET : 21910376900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : réalisation d'un parcours de santé et d'un Street Workout

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune de Marolles-en-Hurepoix souhaite équiper son stade d'infrastructures destinées à un large public afin d'inciter à la pratique sportive non compétitive

Description :
Le choix de la commune s'est porté sur l'installation d'une infrastructure destinée à la pratique du street workout et d'un parcours de santé sur le stade communal.
L'utilisation de ce matériel sportif est multigénérationnelle, elle s'adresse donc à tout type de public.
Les écoles et collège pourront en bénéficier au même titre qu'ils disposent d'un accès au stade, les habitants de la Résidence pour Personnes Âgées, située à proximité du stade, pourront également accéder facilement à cet équipement.

Street workout :
2 carrés workout avec barre de traction
Barres de traction avec poignées
Espaliers suédois
Echelle horizontale
Snake bar
4 dips
Barres pour pompes
Panneaux d'affichage

Parcours santé :
Ascenseur double PMR
Barre dorsaux
Disque Tai-chi PMR
Gouvernail
Marcheur double
Pompe abdo simple
Presse jambiers double
Ski de fonds
Tripode
Vélo
Circuit Xtreme 2
Panneaux réglementaire d'information

Intérêt régional :
Développement de la pratique sportive non compétitive et accès libre de l'équipement.

Le but de ce projet est d'inciter et de faciliter l'accès à la pratique sportive d'un large public en y laissant un accès libre sur une grande amplitude horaire, sept jours sur sept.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous publics

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 50 % appliqués aux montants HT des dépenses éligibles dans le cas de la création d'équipements sportifs en libre accès.

Localisation géographique :
- MAROLLES-EN-HUREPOIX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Street workout : fourniture et pose du complexe	14 882,00	31,78%
Street workout : travaux de préparation et sols souples	10 113,00	21,60%
Parcours santé : Fourniture et pose agrès	15 280,00	32,63%
Installation et matérialisation circuit	6 550,00	13,99%
Total	46 825,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	23 412,50	50,00%
Commune de Marolles en Hurepoix	23 412,50	50,00%
Total	46 825,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	23 412,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022603

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LES CLAYES SOUS BOIS : RENOVATION DU GYMNASE M. BAQUET

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	1 381 195,03 €	10,00 %	138 119,50 €
	Montant Total de la subvention		138 119,50 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES CLAYES SOUS BOIS
Adresse administrative : PL CHARLES DE GAULLE
78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Véronique COTE-MILLARD, Maire

N° SIRET : 21780165300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : rénovation du gymnase M. Baquet

Date prévisionnelle de début de projet : 05 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 23 février 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Rénovation des vestiaires, espaces de convivialités et mise aux normes accessibilité

Description :
Ce gymnase est composé au rez-de-chaussée d'une salle de sports collectifs (40x20 env), de 4 vestiaires joueurs avec douches et 1 vestiaires arbitre avec douche; les toilettes sont situés dans chaque vestiaire. Au 1er étage, se trouvent les salles de convivialité et réunion, un espace bar et l'accès aux tribunes (460 places); l'accès à ces espaces se fait par un escalier extérieur puis intérieur pour les tribunes.
Le projet consiste en un réaménagement complet de ces 2 niveaux et un aménagement du 2ème étage :
- 4 vestiaires/ joueurs, 2 vestiaires/douches arbitre, création de toilettes hommes/femmes au rez-de-chaussée
- création d'une extension comprenant la création d'un ascenseur pour l'accès des PMR à tous les étages (y compris le 2ème) et d'un escalier intérieur entre le RDC et le 1er étage

- création de 8 places PMR dans les tribunes au 2ème étage
- réfection des façades et isolation
- rénovation de la grande salle de sports (hors sol sportif car fait en 2015)
- désamiantage

Intérêt régional : Ce projet vise l'amélioration de l'accueil, tant pour le public scolaire que sportif, y compris en compétition, avec une attention particulière pour le public et les pratiquants en situation de handicap.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
scolaires (lycée, collège, primaires) et associations sportives

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 10 % appliqués aux montants HT des dépenses éligibles dans le cas de la réhabilitation ou la construction d'un équipement couvert.

Localisation géographique :
- LES CLAYES-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Désamiantage / déplombage	144 775,00	10,48%
Installation chantier / Gros oeuvre	322 698,90	23,36%
Voirie, Réseaux	49 500,00	3,58%
Etanchéité	6 400,00	0,46%
Charpente / Facade	147 237,00	10,66%
Platrerie / Cloisons	35 972,50	2,60%
Menuiseries extérieures	149 130,00	10,80%
Menuiseries intérieures	61 888,50	4,48%
Serrurerie	27 325,00	1,98%
Peinture, sols	111 416,28	8,07%
Electricité / Acsenceur	180 789,85	13,09%
CVC / Plomberie	144 062,00	10,43%
Total	1 381 195,03	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD78	300 000,00	21,72%
CNDS Accessibilité	170 511,64	12,35%
CRIF	138 119,50	10,00%
Commune des Claiyes sous Bois	772 563,89	55,93%
Total	1 381 195,03	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	60 000,00 €
2018	78 119,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Equipements sportifs d'intérêt régional	143 022,90 €
	Montant total	143 022,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022559

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SUCY EN BRIE : CREATION D'UNE AIRE DE STREET WORKOUT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	42 460,00 €	50,00 %	21 230,00 €
	Montant Total de la subvention		21 230,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SUCY EN BRIE
Adresse administrative : 2 AV GEORGES POMPIDOU
94370 SUCY-EN-BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Carole CIUNTU, Maire

N° SIRET : 21940071000014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : création d'une aire de street workout

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 23 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Nécessité de réaliser ces travaux en période estivale (contraintes obligeant à la réaqlisation des travaux en dehors de la période hivernale), et souhait de mettre à disposition au plus tôt dans la saison estivale cet équipement de plein air.

Objectifs :
Afin de proposer aux Sucyciens une nouvelle pratique en accès libre, la Ville souhaite créer une aire de Street Workout, discipline à mi-chemin entre la gymnastique et la musculation.

Description :
Ce projet sera réalisé au Parc des Sports, espace de 47 hectares, ouvert au public avec un secteur « sportif » : terrains de football, rugby, beach volley, piste d'athlétisme, courts de tennis, et un secteur « détente » : la plaine, accueillant un plan d'eau, forêt, pelouses, une gloriette avec des tables de pique-nique ainsi que des aires de jeux pour enfants.

Cet espace de fitness (150 m²) sera utilisé par un large public : associations sportives, établissements scolaires et même pratique libre de l'amateur au professionnel. Accessible à tous et sans contrainte matérielle pour les utilisateurs, le Street Workout présente l'avantage de permettre aux débutants comme aux pratiquants confirmés d'évoluer sur la même installation.

Situé à proximité du collège du Parc, du collège du Fort, des lycées Christophe Colomb, Petit Val et Montaleau, l'équipement sera utilisé par les collégiens et lycéens.

Les horaires d'accès à ce Street Workout dépendront des horaires d'ouverture du Parc des Sports et seront assez larges.

Description des travaux :
Pour la réalisation de ce projet, les travaux sont décomposés de la manière suivante :
- travaux préparatoires et remise en état des abords,
- fourniture et pose d'agrès : triple barres basses, barres fixes freestyle, barres parallèles, tables abdos inclinées, banc workout, échelle de suspension PMR, double parallettes, flag one. La pose d'un sol souple est également prévue.

La conception de l'équipement doit répondre à la norme européenne NF EN 16630/MAI 2015.

Intérêt régional : L'objectif de cette structure est de proposer un outil accessible à tous et favorisant la pratique autonome, mais aussi de mettre en avant une nouvelle forme de préparation physique pour les associations sportives de la ville.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les publics ciblés sont les suivants :
- les associations sportives,
- les établissements scolaires (écoles, collèges et lycées),
- les habitants de Sucy-en-Brie et des communes avoisinantes

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 50 % appliqués aux montants HT des dépenses éligibles dans le cas de la création d'équipements sportifs en libre accès.

Localisation géographique :
- SUCY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	14 100,00	33,21%
Fourniture et pose sols souples	12 000,00	28,26%
Fourniture et pose agrès	10 500,00	24,73%
Aménagements	5 860,00	13,80%
Total	42 460,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNDS	12 500,00	29,44%
CRIF	21 230,00	50,00%
Commune de Sucy en Brie	8 730,00	20,56%
Total	42 460,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	21 230,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Structures d'accueil collectif des jeunes enfants	75 000,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	151 041,74 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	49 000,00 €
	Montant total	275 041,74 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022382

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : BALLOY : REALISATION D'UN ESPACE SPORTIF EN AMENAGEANT UNE AIRE STABILISEE DE 500M2 ET L'INSTALLATION D'UN EQUIPEMENT MULTI SPORTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	22 520,00 €	15,00 %	3 378,00 €
	Montant Total de la subvention		3 378,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BALLOY
Adresse administrative : MAIRIE
77118 BALLOY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Rémy ANQUETIN, Maire

N° SIRET : 21770019400012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : réalisation d'un espace sportif en aménageant une aire stabilisée de 500m2 et l'installation d'un équipement multi sports

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Réalisation d'une plateforme en stabilisée d'une surface de 500m2, afin d'installer un équipement multi sport Basket-Handball.

Description :
La Commune de Balloy ne dispose pas d'un espace décent pour que sa jeunesse puisse pratiquer des activités sportives.

Le projet prévoit l'implantation d'un équipement multisport. Actuellement le terrain appartenant à la commune est engazonné, il est prévu un décaissement sur environ 40 cm de profondeur et la mise en place de matériaux conduisant à la réalisation d'une surface stabilisée de 500m2.

Intérêt régional :
Création d'un espace sportif et ludique pour les enfants de la Commune et les enfants scolarisés à Balloy, cette commune en étant dépourvue.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous publics, essentiellement enfants résidents et scolarisés sur la commune

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 15 % appliqués aux montants HT des dépenses éligibles dans le cas de la réhabilitation ou la construction d'un équipement extérieur.

Localisation géographique :
- BALLOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement d'un terrain de sport	22 520,00	100,00%
Total	22 520,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	3 378,00	15,00%
Commune de Balloy	19 142,00	85,00%
Total	22 520,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 378,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021910

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : VIGNY : TRAVAUX DE RENOVATION D'UN COURT DE TENNIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	21 156,00 €	15,00 %	3 173,40 €
	Montant Total de la subvention		3 173,40 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VIGNY
Adresse administrative : 4 RUE BEAUDOIN
95450 VIGNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Robert de KERVEGUEN, Maire

N° SIRET : 21950658100012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : travaux de rénovation d'un court de tennis

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 16 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il est prévu de réaliser les travaux sur la période située entre la fin de l'année scolaire et la saison estivale, où l'utilisation de l'équipement est forte.

Objectifs :
Redynamiser l'activité du Tennis Club tout en assurant sa pérennité et proposer de nouveaux ateliers dans le cadre du temps d'activités périscolaires

Description :
Reprise du revêtement en béton poreux, remise en état de la clôture et installations de nouveaux équipements.

Intérêt régional :
Lutter contre la carence en équipement sportifs, en rénovant un équipement existant et permettant une utilisation plus large

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Sportifs - scolaires

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 15 % appliqués aux montants HT des dépenses éligibles dans le cas de la réhabilitation ou la construction d'un équipement extérieur.

Localisation géographique :
- VIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Terrassement, drainage	4 110,00	19,43%
Revetement	15 952,00	75,40%
Equipement	1 094,00	5,17%
Total	21 156,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Réserve parlementaire	10 578,00	50,00%
CRIF	3 173,40	15,00%
Commune de Vigny	7 404,60	35,00%
Total	21 156,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 173,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021203

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : POISSY : REALISATION D'UN PLATEAU SPORTIF MULTISPORT DANS LE QUARTIER SAINT-EXUPERY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	100 000,00 €	50,00 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE POISSY
Adresse administrative : PLACE DE LA REPUBLIQUE
78303 POISSY CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Karl OLIVE, Maire

N° SIRET : 21780498800012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : réalisation d'un plateau sportif multisport dans le quartier Saint-Exupéry

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Souhait de la commune de mettre à disposition cet équipement pour le rentrée scolaire.

Objectifs :
Répondre à une demande des quartiers en QPV, jeunes, associations, scolaires, favoriser la mixité avec les aires de fitness jointes au Street Work Out.

Description :
Création d'une aire sportive de streetwork out et de fitness représentant une surface de 180 m2 dans le quartier Saint-Exupéry, situé en politique de la Ville.

Il s'agit d'implanter une aire de jeux de dernière génération permettant les enchaînements les plus variés dont musculature, fentes, élongation etc..

Appareils de très haute qualité dans un lieu de qualité, dans le prolongement du terrain multisports futsal au stadium Laurisa Landre.

Ces équipements permettront aussi une meilleure mixité sociale avec des applications numériques sur smartphone pour un tutoriel accessible à tous, d'intégrer de nouvelles formes d'expression et de pratiques au cœur d'un espace partagé, point important, et la pratique sportive en accès libre, tout en s'intégrant harmonieusement dans l'espace urbain.
Cet espace permettra aussi l'épanouissement dans un équipement de proximité.

Intérêt régional :
Développement de l'offre sportive en libre accès pour tous.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.
(Le nombre de stagiaires prend en compte 2 dossiers présentés à la même CP : EX021205)

Public(s) cible(s) :
Jeunes, associations, scolaires mais aussi adultes

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 50 % appliqués aux montants HT des dépenses éligibles (plafonnés à 100 000 € HT) dans le cas de la création d'équipements sportifs en libre accès.

Localisation géographique :

- POISSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et pose	110 400,00	86,59%
Terrassement	6 300,00	4,94%
Revêtement souple	10 800,00	8,47%
Total	127 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD78	38 250,00	30,00%
CNDS	12 500,00	9,80%
CRIF	50 000,00	39,22%
Commune de Poissy	26 750,00	20,98%
Total	127 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide au développement de bornes de recharges électriques	14 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	35 780,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	132 300,00 €
2014	Politique énergie climat	40 000,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	19 720,00 €
2015	Construction et aménagement des "Musées de France"	147 065,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	680 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	12 800,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	16 300,00 €
2016	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	44 298,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	10 700,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	103 500,00 €
	Montant total	1 256 463,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021205

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : POISSY : REALISATION D'UN PLATEAU SPORTIF MULTISPORT SITUE AU COMPLEXE MARCEL CERDAN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	100 000,00 €	50,00 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE POISSY
Adresse administrative : PLACE DE LA REPUBLIQUE
78303 POISSY CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Karl OLIVE, Maire

N° SIRET : 21780498800012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : réalisation d'un plateau sportif multisport situé au complexe Marcel Cerdan

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Souhait de la commune de mettre à disposition cet équipement pour le rentrée scolaire.

Objectifs :
Répondre à une demande des quartiers en QPV, jeunes, associations, scolaires, favoriser la mixité avec les aires de fitness jointes au Street Work Out.

Description :
Création d'une aire sportive de streetwork out et de fitness représentant une surface de 180 m2 dans le quartier Beauregard, situé en politique de la Ville.

Il s'agit d'implanter une aire de jeux de dernière génération permettant les enchaînements les plus variés dont musculature, fentes, élongation etc..

Appareils de très haute qualité dans un lieu de qualité, au sein du complexe Marcel Cerdan.

Ces équipements permettront aussi une meilleure mixité sociale avec des applications numériques sur smartphone pour un tutoriel accessible à tous, d'intégrer de nouvelles formes d'expression et de pratiques au cœur d'un espace partagé, point important, et la pratique sportive en accès libre, tout en s'intégrant harmonieusement dans l'espace urbain.
Cet espace permettra aussi l'épanouissement dans un équipement de proximité.

Intérêt régional :
Développement de l'offre sportive en libre accès pour tous.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le nombre de stagiaires prévu au dispositif est reporté sur le dossier de subvention EX021203, présenté à la même CP.

Public(s) cible(s) :
Jeunes, associations, scolaires mais aussi adultes

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 50 % appliqués aux montants HT des dépenses éligibles (plafonnés à 100 000 € HT) dans le cas de la création d'équipements sportifs en libre accès.

Localisation géographique :

- POISSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et pose	110 400,00	86,59%
Terrassement	6 300,00	4,94%
Revêtement souple	10 800,00	8,47%
Total	127 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD78	38 250,00	30,00%
CNDS	12 500,00	9,80%
CRIF	50 000,00	39,22%
Commune de Poissy	26 750,00	20,98%
Total	127 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide au développement de bornes de recharges électriques	14 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	35 780,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	132 300,00 €
2014	Politique énergie climat	40 000,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	19 720,00 €
2015	Construction et aménagement des "Musées de France"	147 065,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	680 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	12 800,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	16 300,00 €
2016	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	44 298,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	10 700,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	103 500,00 €
	Montant total	1 256 463,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021615

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LA NORVILLE : COUVERTURE DE 2 COURTS DE TENNIS EXTERIEURS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	409 950,00 €	20,00 %	81 990,00 €
	Montant Total de la subvention		81 990,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA NORVILLE
Adresse administrative : 1 RUE PASTEUR
91290 ARPAJON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard FILLEUL, Maire

N° SIRET : 21910457700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : couverture de 2 courts de tennis extérieurs

Date prévisionnelle de début de projet : 6 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif est de pouvoir permettre à tous les licenciés une utilisation hiver comme été des courts de tennis.

Description :
L'opération consiste en la couverture de 2 courts de tennis afin de pouvoir répondre aux nombreuses demandes des licenciés. Le club de tennis de La Norville ne disposant à ce jour que d'un seul court couvert pour 5 terrains non couverts.
Il s'agit donc de couvrir 2 des courts extérieurs existants d'une seule et même couverture, conformément aux conseils de la FFT, et ainsi répondre aux nouvelles règles « école de tennis des moins de 12 ans », ce qui permets une animation conjointe du moniteur en chef et de son assistant sur les 2 courts.

Intérêt régional : Développement de l'offre de courts de tennis (par la mise à disposition de créneaux

horaires pratiquables plus nombreux), et libération de créneaux du gymnase pour des publics scolaire, péri-scolaire et associatif (actuellement utilisés par le club et l'école de tennis).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Clubs et écoles de tennis.

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 20 % appliqués aux montants HT des dépenses éligibles dans le cas de la réalisation de travaux de couverture d'équipements extérieurs.

Localisation géographique :

- LA NORVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	30 000,00	7,32%
Fourtniture et pose bâtiment Prosport	288 630,00	70,41%
Fixation au sol	32 820,00	8,01%
Electricité / éclairage (LED)	58 500,00	14,27%
Total	409 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention DETR	150 000,00	36,59%
Participation AMSL	95 970,00	23,41%
CRIF	81 990,00	20,00%
Commune de La Norville	81 990,00	20,00%
Total	409 950,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	81 990,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022390

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PANTIN : AMENAGEMENT D'UN PARCOURS SPORTIF AUTOUR DU CANAL DE L'OURCQ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	100 000,00 €	15,00 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PANTIN
Adresse administrative : 84-88 AV DU GENERAL LECLERC
93507 PANTIN CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bertrand KERN, Maire

N° SIRET : 21930055500014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : aménagement d'un parcours sportif autour du canal de l'Ourcq

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 23 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Permettre à la fois d'exercer une activité sportive variée (force, endurance, souplesse, équilibre, agilité) mais aussi de faire appel à l'entraide et le dépassement de soi, par l'aménagement d'un parcours sportif qui se compose de dix-sept modules de sport.

Description :
Ce projet est un mixte entre un parcours sportif classique et la musculation de rue. Il s'inscrit dans la continuité des activités sportives se pratiquant le long du canal de l'Ourcq. Le circuit sélectionné est sécurisé afin de n'utiliser que le mobilier de rue adapté à la pratique sportive. Les agrès qui seront installés offriront des combinaisons recherchés par les pratiquants.
Le parcours sportif sera accessible à tous, gratuit et sécurisé. Des pictogrammes et panneaux d'informations ludiques pour les exercices seront aménagés tout le long du circuit.

Les travaux se composent de l'acquisition des agrès sportifs (environ 5000 € par agrès) et de l'installation des agrès et des travaux liés

Intérêt régional :
Ce projet a pour objectif de répondre à une demande de la population en matière de sport en libre accès, tout en encourageant la pratique du sport par tous.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Cet équipement pourra être utilisé par un public très large : débutants, confirmés, hommes, femmes de tous âges.

Détail du calcul de la subvention :
~~Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 50 % appliqués aux montants HT des dépenses éligibles dans le cas de la création d'équipements sportifs en libre accès.~~

~~Pour autant, le taux est réduit à 31,25 %, de manière à respecter le plafond de 80 % de subvention sur le financement du projet.~~

Coût de l'opération : 100.000 € HT
Montant de la subvention : 15.000 €
Taux : 15 %

Localisation géographique :
- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et pose des agrès sportifs (terrassement, chevillage...)	91 500,00	91,50%
peinture et marquage au sol	2 000,00	2,00%
Fournitur et pose panneaux d'information	6 500,00	6,50%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNDS	30 000,00	30,00%
FIM	18 750,00	18,75%
CRIF	15 000,00	15,00%
Commune de Pantin	36 250,00	36,25%
Total	100 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	31 250,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	18 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	46 152,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	160 869,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 070 632,00 €
2014	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €
2014	Politique énergie climat	9 746,00 €
2014	Stratégies territoriales de sécurité – Investissement	70 000,00 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	129 417,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	444 608,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	131 250,00 €
2016	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	22 000,00 €
2016	Fonds Propreté	121 169,40 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	25 701,94 €
	Montant total	2 098 676,34 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022107

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PAVILLONS-SOUS-BOIS : REMPLACEMENT DE LA COUVERTURE DES TERRAINS DE TENNIS COUVERTS SITUES AU STADE LEO LAGRANGE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	125 000,00 €	10,00 %	12 500,00 €
	Montant Total de la subvention		12 500,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES PAVILLONS SOUS BOIS
Adresse administrative : 144 AV JEAN-JAURES
93320 LES PAVILLONS /S BOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe DALLIER, Sénateur-maire

N° SIRET : 21930057100011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : remplacement de la couverture des terrains de tennis couverts situés au stade Léo Lagrange

Date prévisionnelle de début de projet : 24 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Remplacement de la toiture des tennis couverts (deux terrains) qui date des années 80, afin d'éviter que les terrains se détériorent et ne soient plus praticables

Description :
Le bardage et la couverture ne sont pas thermiquement isolés. La perméabilité du bâtiment étant grande, l'équilibre thermique entre l'air extérieur et l'air intérieur est vite atteint et en moins de trois heures, la température dans la salle est la même que dehors. En revanche, le temps de réponse de la surface de jeu est beaucoup plus long, de sorte que celle-ci reste plusieurs heures à une température inférieure à la température de rosée de l'air ambiant. Le résultat de cette trop lente augmentation de la température du sol sportif et de son revêtement est une condensation à sa surface.

Par ailleurs, des fuites sont constatées dans la couverture. Les plaques se recouvrent deux à deux. La structure bouge par fort vent et les boulons qui traversent les tôles agrandissent les trous causant des infiltrations d'eau de pluie. Les bacs translucides ont subi les radiations solaires et sont devenus opaques. Ils n'assurent plus leur fonction d'éclairer naturellement les surfaces de jeux.

Intérêt régional :
La réalisation des travaux permettra d'offrir de meilleures conditions d'utilisation (sécurité et confort) de l'équipement, tout en garantissant une plus grande disponibilité en termes de créneaux horaires.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les adhérents du club SEP Tennis et les scolaires

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 10 % appliqués aux montants HT des dépenses éligibles dans le cas de la réhabilitation d'un équipement sportif couvert.

Localisation géographique :
- LES PAVILLONS-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	15 600,00	12,48%
Couverture des courts de tennis	101 600,00	81,28%
Ouvrages annexes	7 800,00	6,24%
Total	125 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FFT	12 500,00	10,00%
CNDS	25 000,00	20,00%
CRIF	12 500,00	10,00%
Commune de Pavillons sous Bois	75 000,00	60,00%
Total	125 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	18 875,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	44 732,80 €
	Montant total	516 508,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021038

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ANDRESY : CREATION DE ZONES SPORTIVES EN LIBRE ACCES SUR LE PLATEAU DES CHARVAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	121 810,00 €	33,51 %	40 823,00 €
	Montant Total de la subvention		40 823,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ANDRESY
Adresse administrative : 4 BD NOEL MARC
78570 ANDRESY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Hugues RIBAULT, Maire

N° SIRET : 21780015000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : création de zones sportives en libre accès sur le plateau des Charvaux

Date prévisionnelle de début de projet : 28 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Ce projet fait partie d'une opération globale d'installation d'équipements sportifs qui doit être livrée avant les vacances d'été.

Objectifs :
La présente demande de subvention ne concerne que les équipements situés sur la partie basse du plateau des Charvaux. En effet, la Ville va installer sur cette partie du plateau des Charvaux un terrain multisports en libre accès. L'implantation de cette structure implique la nécessité de prévoir des travaux de terrassement, et de rénovation du terrain existant. Couplé au terrain multisports, la ville d'Andrésy prévoit d'installer un plateau de 100 m2 de Street Workout.

Description :
Le projet se détaille de la manière suivante :

* Fourniture et pose d'un équipement de type STATION MIX.
* Fourniture et pose d'un agrès de type TRIPLE DIPS.
* Fourniture et pose d'un agrès combiné Barre fixe – Barre « Snake » - Abdos incliné.

* Fourniture et pose de terrain multisport de type CHICAGO ARENA, certifié selon la norme EN 15312.

Dimensions adaptées pour obtenir une zone de jeu : 24.0 x 12.0m intérieur et une zone de street-basket à l'extérieur.

Composition :
- Frontons hauteur 3.0m + 5.0m de filet pare ballons
- Lisses latérales 2.0m + 3.0m de filet pare ballons
- Buts Foot – Hand – Basket
- Panier de basket à l'extérieur
Accès par fond de buts
- Chicane latérale PMR
- Poteaux mutlifonctions (tennis, badminton et volley)
- Marquage au sol

Il sera prévu la fourniture et la pose d'un gazon synthétique lesté de sable, de couleur verte, y compris les lignes de jeu de couleur blanche incrustées dans la masse (ligne médiane, deux lignes de buts).

Intérêt régional :
Afin d'anticiper au mieux les programmes immobiliers sur la Ville et répondre à une demande constantes de ces habitants, la Ville d'Andrésy a repensé ces priorités en matière d'investissement en prévoyant une mise à niveau globale de ses équipements publics. Outre les équipements scolaires pour lesquels la Ville a entrepris plusieurs programmes d'extension suite à une étude réalisée par un cabinet extérieur, la Ville d'Andrésy se doit d'assurer une offre d'équipements publics sportifs en adéquation avec les besoins existants et futurs de sa population.

Dès lors, le programme de construction de logement sur la CCI des Charvaux, implique la nécessité d'accroître l'offre d'équipements publics sportifs, sur ce quartier.

En outre, le secteur des Charvaux détient actuellement un plateau sportif vétuste, en libre accès connu et utilisé par les jeunes de la ville, avec un terrain multisports en partie basse, et d'un terrain de handball en partie haute, qu'il convient de rénover.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Jeunes, adolescents, enfants et publics scolaires

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 50 % appliqués aux montants HT des dépenses retenues dans le cas de la création d'équipements sportifs en libre accès.
Afin de respecter le taux maximal de subvention de 80 % du montant du projet, le taux de participation de la Région est ramené à 33,51 %.

Localisation géographique :
- ANDRESY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires / terrassements	27 960,00	22,95%
Fourniture et pose City stade	56 000,00	45,97%
Fourniture et pose Street workout (agrès et panneau information)	13 250,00	10,88%
Eclairage et mobilier urbain	24 600,00	20,20%
Total	121 810,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNDS	56 625,00	46,49%
CRIF	40 823,00	33,51%
Commune d'Andrésy	24 362,00	20,00%
Total	121 810,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 823,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	3 000,00 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	80 000,00 €
2015	Soutien au Réseau Information Jeunesse	5 000,00 €
	Montant total	88 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022462

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : TORCY : REFECTION DU TERRAIN DE PROXIMITE COURS DES LACS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	28 960,13 €	15,00 %	4 344,02 €
	Montant Total de la subvention		4 344,02 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TORCY
Adresse administrative : PL DE L APPEL DU 18 JUIN 1940
77200 TORCY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Guillaume LE LAY-FELZINE, Maire

N° SIRET : 21770468300283

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : réfection du terrain de proximité Cours des lacs

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le cadre du soutien aux associations sportives, socioculturelles, aux écoles et aux riverains, la ville souhaite rénover un plateau sportif de proximité situé Cours des Lacs à Torcy. L'objectif est de réaliser trois terrains de basket sur une surface rénovée, et en accès libre afin d'améliorer la fréquentation de cette espace peu utilisé à ce jour.

La proximité du skate parc et du Mouv'roc récemment installés dans la même zone, permettra à la jeunesse torcéenne de se regrouper pour pratiquer différentes disciplines sportives.

Description :
Le montant de l'opération est estimé à 28 960 € HT ce qui comprend :
- la dépose de certaines clôtures,
- la fourniture et pose d'un filet pare-ballons,

- la réfection des enrobés,
- le traçage de trois terrains de basket,
- la fourniture et pose de paniers de basket.

Intérêt régional :
Développement de l'offre sportive en libre accès pour tous.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Public jeune

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 15 % appliqués aux montants HT des dépenses éligibles dans le cas de la réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur.

Localisation géographique :

- TORCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires / désamiantage	670,00	2,31%
Purges et réfection des enrobés	15 981,13	55,18%
Fourniture et pose des panneaux de basket	5 829,00	20,13%
Marquage des terrains et pose des filets	6 480,00	22,38%
Total	28 960,13	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	4 344,02	15,00%
Commune de Torcy	24 616,11	85,00%
Total	28 960,13	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 344,02 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	29 884,80 €
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	3 000,00 €
2015	Contrat régional territorial	456 300,00 €
2015	Soutien au Réseau Information Jeunesse	2 000,00 €
2016	Contrat régional territorial	600 241,50 €
2016	Politique énergie climat	11 593,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	23 000,00 €
	Montant total	1 096 134,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010471

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CA PARIS VALLEE DE LA MARNE : CONSTRUCTION D'UN CENTRE AQUATIQUE INTERCOMMUNAL SUR LA COMMUNE DE CHAMPS-SUR-MARNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	8 000 000,00 €	10,00 %	800 000,00 €
	Montant Total de la subvention		800 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200103- Plan piscines

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMU AGGLO VALLEE MARNE
Adresse administrative : 92 AV DU GENERAL DE GAULLE
94170 LE PERREUX S/MARNE
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Paul MIGUEL, Président

N° SIRET : 24940007800021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan Piscines Régional
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : construction d'un centre aquatique intercommunal sur la commune de Champs-sur-Marne

Date prévisionnelle de début de projet : 3 septembre 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La CAPVM, dont le territoire est carencé en termes d'équipements aquatiques, prévoit la construction d'un centre quatique en secteur centre qui permettra de réduire la carence et mieux répartir les créneaux d'utilisation, notamment scolaires, mais aussi de formation et sportifs.

Description :
L'équipement a été programmé pour répondre à différents types de pratique :
- un bâtiment de 6 500 m², comprenant 4 bassins, des vestiaires et sanitaires, un espace santé et des locaux techniques,
- une offre aquatique extérieure comprenant un bassin nordique, un village finlandais, des jeux d'eau et un solarium, un espace vestiaires, sanitaires et buvette

- des aménagements extérieures divers (parvis, parking...).

Sont visés l'apprentissage et la formation, les loisirs, la compétition.

Intérêt régional : L'équipement permettra de réduire la carence de ce secteur en équipements aquatiques.
Des créneaux plus nombreux permetront d'accueillir un plus grand public scolaire et d'augmenter l'offre en direction des clubs et associations sportives (loisirs et sport de haut niveau, en entraînement, stages et/ou en compétition).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Public scolaire et péri-scolaire, clubs et associations sportives, grand public.
Pourra être utilisé dans le cadre de formations (STAPS et CREPS)

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Plan Piscines" prévoit un taux de fincncement de 10 % des dépenses éligibles soumises à un plafond de 8 000 000 € HT, dans le cas de construction d'un équipement neuf.

Localisation géographique :
- CA PARIS VALLEE DE LA MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Structure, clos et couvert	9 162 000,00	38,20%
Finitions	5 543 000,00	23,11%
Equipements techniques	4 720 000,00	19,68%
Aménagements extérieurs	1 760 000,00	7,34%
Honoraires Maîtrise d'Oeuvre	2 802 000,00	11,68%
Total	23 987 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNDS	4 000 000,00	16,68%
CD77	100 000,00	0,42%
ADEME	200 000,00	0,83%
CRIF	800 000,00	3,34%
CAPVM	18 887 000,00	78,74%
Total	23 987 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	400 000,00 €
2020	400 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	33 600,00 €
	Montant total	33 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002109

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMITE IDF EQUITATION : REALISATION DU CENTRE REGIONAL D'EQUITATION / HARAS DES BREVIAIRES (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs d'intérêt régional	4 800 000,00 €	20,83 %	1 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
13200101- Équipements sportifs de niveau régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE REGIONAL D'EQUITATION D'ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 56 RUE DES RENAUDES 75017 PARIS 17
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur François LUCAS, Président

Date de publication au JO : 17 février 2001

N° SIRET : 43865870000010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs d'intérêt régional
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : réalisation du centre régional d'équitation au Haras des Bréviaires (78)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Haras National des Bréviaires est un équipement structurant qui va devenir le centre régional d'équitation. Le Conseil Départemental des Yvelines cède le site au Comité régional pour en faire un pôle d'attractivité de l'activité équestre.

Description :
Le Centre régional d'Equitation se composera :
- d'un pôle technique comprenant des carrières, des parcours de cross pour l'accueil des compétitions, un pôle Espoir, un centre de gestion dédié à la promotion et au développement du tourisme équestre, une piste d'entraînement et un centre d'entraînement pour le pentathlon moderne ;

- d'un pôle Formation permettant, à la fois, l'enseignement, la tenue des examens pour toutes le formations de la filière et qui se présente également comme un centre de documentation, un centre de ressources de l'Institut Français du Cheval et de l'Equitation (IFCE) et un centre de formation pour la Garde Républicaine ;
- d'un pôle Elevage dédié à la reproduction, à la quarantaine pour l'export et à la valorisation de l'élevage français ;
d'un pôle logistique / accueil ;
d'un pôle énergétique avec une unité de méthanisation permettant le traitement des fumiers des centres équestres environnants.

Intérêt régional :
Cet équipement offre une véritable réponse à un besoin de plus en plus important pour l'équitation francilienne de disposer d'un plateau technique performant pour la compétition, la formation et le développement, de manière plus générale, des clubs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Cavaliers, licenciés, professionnels en formation...

Détail du calcul de la subvention :
Coût global du projet : 6.503.400 € TTC
Plafond des travaux retenus : 4.800.000 € TTC (4.000.000 € HT)
Montant de la subvention : 1.000.000 €
Taux de subvention : 20,83 %

Localisation géographique :
- LES BREVIAIRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction de l'aire d'accueil et sanitaires	840 000,00	12,92%
Réalisation de 3 carrières	1 814 400,00	27,90%
Construction de la partie boxes et aire de dépose	2 919 600,00	44,89%
Construction des parcours de cross et parc d'obstacles	929 400,00	14,29%
Total	6 503 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds Eperon	3 000 000,00	46,13%
Région Ile-de-France	1 000 000,00	15,38%
Comité Régional Equitation	2 503 400,00	38,49%
Total	6 503 400,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	500 000,00 €
2019	500 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	59 770,00 €
2014	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	29 070,00 €
2015	Achat d'équipement en faveur du handisport	52 330,00 €
2015	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	59 770,00 €
2015	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	26 163,00 €
2016	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	59 800,00 €
2016	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	26 200,00 €
	Montant total	313 103,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/07/2017

DELIBERATION N° CP 2017-285

DU 5 JUILLET 2017

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DE SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE EN FAVEUR DE TOUS LES PUBLICS EN ILE-DE-FRANCE

CONVENTIONS PLURIANNUELLES POUR L'OLYMPIADE 2013-2016
AFFECTATIONS 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du Sport ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 portant la première partie des nouvelles ambitions pour le sport en Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU La délibération n° CP 15-210 du 9 avril 2015 relative à l'affectation de subventions dans le cadre de la politique régionale de soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Ile-de-France ;

VU La délibération n° CP 16-358 du 12 juillet 2016 relative à l'affectation de subventions 2016 des conventions pluriannuelles 2013-2016 dans le cadre de la politique régionale de soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Ile-de-France ;

VU La délibération n° CP 16-635 du 16 novembre 2016 relative à l'adoption de la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois-tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement de la prime régionale aux employeurs d'apprentis, le règlement des subventions PM'UP et TP'UP,le fonds de transition et l'aide aux commerces de proximité en milieu rural ;

VU La délibération n° CP 2017-201 du 17 mai 2017 approuvant la nouvelle convention-type relative au dispositif de « Soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Ile-de-France » ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU Le rapport CP 2017-285 présenté par Madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la Commission des Sports, de la Jeunesse et de la Vie Associative ;

VU L'avis de la Commission des Finances.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Programme « Développement de la pratique sportive »

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Ile-de-France », au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de 1.772.211 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature des conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2017-201 du 17 mai 2017, et autorise la Présidente à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **1.772.211 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », sur l'action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 (Tableau A).

Article 2 : Programme « Qualification par la formation continue »

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Ile-de-France », au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de 750.365 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature des conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2017-201 du 17 mai 2017, et autorise la Présidente à les signer.

Affecte des autorisations d'engagement d'un montant de **750.365 €** disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 (Tableau B).

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er janvier 2017 pour l'ensemble des ligues et comités par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogée, par délibération n° CR 01-16 du 23 janvier 2016, à l'exception de la ligue Ile-de-France du Sport en entreprise et de la Fédération Française Maccabi, nouveaux partenaires de la Région.

Article 4 :

Accorde à la ligue Ile-de-France de Savate, Boxe Française une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires pour l'aide financière qui lui a été attribuée en 2016 au titre du dispositif « Soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Ile-de-France ».

Approuve en conséquence la modification des annexes pédagogiques et financières à la convention partenariale avec la ligue Ile-de-France de Savate, Boxe Française adoptée par délibération n° CP 16-358 du 12 juillet 2016, tel que cela figure en annexe 3 de la présente délibération.

Article 5 :

Approuve la modification des annexes pédagogiques et financières à la convention partenariale avec la ligue Ile-de-France de Bowling adoptée par délibération n° CP 2017-201 du 17 mai 2017, tel que cela figure en annexe 4 de la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION

Etat récapitulatif des subventions 2017

TABLEAU A

CONVENTIONS PARTENARIALES PLURIANNUELLES SPORT - AFFECTATIONS 2017

CHAPITRE 933 "CULTURE, SPORTS ET LOISIRS"

CODE FONCTIONNEL 32 "SPORTS"

PROGRAMME HP 32-002 (132002) "DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE"

ACTION 13200201 "SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF"

COMITE, LIGUE, FEDERATION	Période de la convention	Durée de la convention	Propositions d'affectations 2017	Références Dossiers Iris impactés
AVIRON	2017-2021	4 ans	**109 723,00 €**	17009871
BASKET	2017-2021	4 ans	**150 000,00 €**	17009872
CANOE KAYAK	2017-2021	4 ans	**100 044,00 €**	17009880
CROSIF	2017-2021	4 ans	**82 000,00 €**	17009869
FOOTBALL	2017-2021	4 ans	**220 500,00 €**	17009881
FSCF	2017-2021	4 ans	**10 000,00 €**	17009891
FSGT	2017-2021	4 ans	**27 000,00 €**	17009897
FF GOLF	2017-2021	4 ans	**40 000,00 €**	17009902
GOLF ILE-DE-France	2017-2021	4 ans	**45 987,00 €**	17009923
GOLF PARIS	2017-2021	4 ans	**30 000,00 €**	17009924
LIGUE IDF HANDBALL	2017-2021	4 ans	**200 000,00 €**	17009944
HOCKEY SUR GAZON	2017-2021	4 ans	**20 000,00 €**	17009949
JUDO	2017-2021	4 ans	**190 000,00 €**	17009967
LUTTE (CIFL)	2017-2021	4 ans	**65 385,00 €**	17009969
NATATION	2017-2021	4 ans	**107 000,00 €**	17009970
PETANQUE	2017-2021	4 ans	**6 606,00 €**	17009971
RANDONNEE PEDESTRE	2017-2021	4 ans	**11 000,00 €**	17009972
SAVATE, BOXE FRANCAISE	2017-2021	4 ans	**9 380,00 €**	17009973
SPORT EN ENTREPRISE	2017-2021	4 ans	**15 000,00 €**	17010442
KICK BOXING, MUAY THAI ET DA	2017-2021	4 ans	**24 586,00 €**	17009974
UNSS CRETEIL	2017-2021	4 ans	**68 400,00 €**	17009975

UNSS PARIS	2017-2021	4 ans	**54 000,00 €**	17009976
UNSS VERSAILLES	2017-2021	4 ans	**93 600,00 €**	17009977
VOILE	2017-2021	4 ans	**92 000,00 €**	17009978

TOTAL **1 772 211,00 €**

TABLEAU B

CONVENTIONS PARTENARIALES PLURIANNUELLES SPORT - AFFECTATIONS 2017

CHAPITRE 931 "APPRENTISSAGE ET FORMATION PROFESSIONNELLE"
CODE FONCTIONNEL 11 "FORMATION PROFESSIONNELLE"

PROGRAMME HP 11-006 (111006) "QUALIFICATION PAR LA FORMATION CONTINUE"
ACTION 11100610 "SOUTIEN A LA FORMATION DU MOUVEMENT SPORTIF"

COMITE, LIGUE, FEDERATION	Période de la convention	Durée de la convention	Propositions d'affectations 2017	Références Dossiers Iris impactés
AVIRON	2017-2021	4 ans	**26 818,00 €**	17010243
BASKET	2017-2021	4 ans	**46 104,00 €**	17010245
CANOE KAYAK	2017-2021	4 ans	**43 586,00 €**	17010246
CROSIF	2017-2021	4 ans	**40 000,00 €**	17010248
FOOTBALL	2017-2021	4 ans	**142 734,00 €**	17010249
FSCF	2017-2021	4 ans	**26 000,00 €**	17010250
FSGT	2017-2021	4 ans	**34 128,00 €**	17010251
GOLF ILE-DE-France	2017-2021	4 ans	**12 041,00 €**	17010252
GOLF PARIS	2017-2021	4 ans	**13 400,00 €**	17010261
LIGUE IDF HANDBALL	2017-2021	4 ans	**111 900,00 €**	17010264
HOCKEY SUR GAZON	2017-2021	4 ans	**14 120,00 €**	17010269
JUDO	2017-2021	4 ans	**45 000,00 €**	17010271
LUTTE (CIFL)	2017-2021	4 ans	**21 200,00 €**	17010272
MACCABI	2017-2021	4 ans	**4 530,00 €**	17010326
NATATION	2017-2021	4 ans	**24 000,00 €**	17010274
PETANQUE	2017-2021	4 ans	**7 000,00 €**	17010276
RANDONNEE PEDESTRE	2017-2021	4 ans	**20 000,00 €**	17010277
SAVATE, BOXE FRANCAISE	2017-2021	4 ans	**13 300,00 €**	17010280
SPORT EN ENTREPRISE	2017-2021	4 ans	**9 600,00 €**	17010443
KICK BOXING, MUAY THAI ET DA	2017-2021	4 ans	**20 244,00 €**	17010282
UNSS CRETEIL	2017-2021	4 ans	**21 660,00 €**	17010283

UNSS PARIS	2017-2021	4 ans	**11 000,00 €**	17010284
UNSS VERSAILLES	2017-2021	4 ans	**30 000,00 €**	17010285
VOILE	2017-2021	4 ans	**12 000,00 €**	17010287

TOTAL **750 365,00 €**

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION

Annexes pédagogiques et financières 2017
Fiches projet

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 17009871)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE D'AVIRON

Convention n° 17 SP AVI 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 222.840 €
Taux de l'objectif : 25,31 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 56.412 €

Il s'agit d'accompagner le développement de la discipline notamment par le biais de son centre de ressources. La mise en place de différentes opérations de promotion telles que le développement de la pratique handisport ; l'aviron santé et la découverte en clubs et avec le milieu scolaire ; les journées jeunes féminines appelées l'avirathlon ; les animations sur les îles régionales de loisirs contribuent à vulgariser la pratique de la discipline. Enfin, étant un sport de nature, l'aviron souhaite sensibiliser ses pratiquants à travers une journée nettoyage et la mise en place d'une charte de l'aviron sur le développement durable.

Il s'agit de poursuivre le soutien à des compétitions de masse que sont la « Traversée de Paris » et les « Régates de masse ».

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 22.490 €
Taux de l'objectif : 18,50 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 4.161 €

Pour pallier un manque de compétitrices de haut niveau la Ligue met en place des stages de détection en vue de la constitution d'une équipe régionale féminine.

IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs

Budget prévisionnel de l'objectif : 251.300 €
Taux de l'objectif : 19,56 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 49.150 €

Il s'agit d'accompagner le fonctionnement du pôle Espoirs.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2017 : 109.723 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 17010243)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE DE FRANCE D'AVIRON

Convention n° 17 SP AVI 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation de l'encadrement sportif (DE/BF)
Public formé : Licenciés des clubs, diplômés fédéraux
Durée de la formation par stagiaire : 7 jours par an **Effectif prévu :** 140 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 980 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 7,55 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 7.399 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2 : Formation de juges et d'arbitres
Public formé : Bénévoles de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 21 jours par an **Effectif prévu :** 68 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 1.428 journées/stagiaires
Barème unitaire : 6,25 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 8.925 €

Formation 3 : Formations de dirigeants
Public formé : Dirigeants des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 10 jours par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 600 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 17,49 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 10.494 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2017 : 26.818 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n ° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 17009872)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE BASKET

Convention n° 17 SP BAS 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 368.000 €
Taux de l'objectif : 23,37 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 86.000 €

Plusieurs opérations sont prioritaires pour la Ligue. Tout d'abord, elle souhaite continuer à organiser des camps d'entrainement pendant les vacances scolaires, l'installation des plateaux de jeux pour la découverte du Basket dans les quartiers sensibles, des actions en direction des féminines (développement du Label Féminin), développer le mini basket et renforcer le basket en milieu scolaire. Elle va organiser de multiples tournois de 3x3 et 5x5 entre février et novembre avec notamment une tournée sur les îles de loisirs entre mai et juillet et qui permet de favoriser la pratique pour tous, le haut niveau régional…Enfin, elle va mettre en place des actions spécifiques sur le basket santé et également sur le handi-basket.

Pour développer la pratique du Basket-ball, la Ligue entend mettre en place des compétitions de promotion, des tournois nationaux et internationaux jeunes et enfin les finales des différents open et trophées régionaux.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 115.100 €
Taux de l'objectif : 6,08 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 7.000 €

Dans cet objectif, l'accompagnement des jeunes athlètes s'accompagnent de sessions de détection dans les catégories benjamins, minimes.

IIb / <u>Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs</u>

Budget prévisionnel de l'objectif : 450.000 €
Taux de l'objectif : 12,67 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 57.000 €

Un soutien aux pôles de Châtenay-Malabry et d'Eaubonne permet l'organisation de stages d'entrainement et de sélection des meilleurs jeunes régionaux.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2017 : 150.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

<u>Avances</u>

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

<u>Acomptes</u>

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

<u>Versement du solde</u>

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n ° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 17010245)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE BASKET

Convention n° 17 SP BAS 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation aux CQP
Public formé : Licenciés des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 10 jours par an **Effectif prévu :** 140 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 1.400 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 4 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 5.600 €

Formation 2 : Formation Diplômes d'Etat
Public formé : Licenciés des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 30 jours par an **Effectif prévu :** 12 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 360 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 5 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 1.800 €

Formation 3 : Formation et animation de l'Equipe Technique Régionale
Public formé : Membres de l'ETR
Durée de la formation par stagiaire : 7 jours par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 210 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 30 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 6.300 €

Formation 4 : Formation Diplôme Universitaire de Coaching
Public formé : Licenciés des clubs, étudiants, autres disciplines
Durée de la formation par stagiaire : 12 jours par an **Effectif prévu :** 12 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 144 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 11 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 1.584 €

Formation 5 : Colloque des entraîneurs
Public formé : Entraîneurs des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 400 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 800 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 3 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 2.400 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 6 : Formation Initiale Entraîneurs Fédéraux
Public formé : Entraîneurs des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 10 jours par an **Effectif prévu :** 400 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 4.000 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 2,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 10.000 €

Formation 7 : Formation d'officiels
Public formé : Licenciés des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 8 jours par an **Effectif prévu :** 400 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 3.200 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 2,35 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 7.520 €

Formation 8 : Formation des Officiels de Table de Marque (OTM)
Public formé : Licenciés des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 100 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 500 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 5 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 2.500 €

Formation 9 : Formation des dirigeants
Public formé : Dirigeants des clubs, des comités, de la ligue
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 150 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 600 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 10 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 6.000 €

Formation 10 : Formation et animation de l'Equipe Régionale des Officiels (ERO)
Public formé : Licenciés des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 200 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 12 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 2.400 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2017 : 46.104 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n ° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 17009880)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE CANOË KAYAK

Convention n° 17 SP CAN 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 219.800 €
Taux de l'objectif : 24,96 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 54.856 €

Le développement du canoë kayak recouvre plusieurs volets. Il concerne le développement des clubs et l'amélioration de l'accueil en leur sein et s'appuie sur le centre de ressources pour le développement du canoë kayak. Il passe aussi par la mise en œuvre d'opérations spécifiques féminines, du handikayak.

L'animation régionale se concrétise par le Challenge Régional Jeune et le Challenge des clubs.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 170.000 €
Taux de l'objectif : 26,58 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 45.188 €

L'accession vers le haut niveau s'est traduite par la mise en place d'un parcours d'excellence francilien. Les jeunes à fort potentiel sont d'abord détectés. Ils sont ensuite accompagnés par le comité par des spécialisations et des perfectionnements donnés aux compétiteurs et aussi par l'accession au parcours d'excellence à proprement parler (PES 2ème niveau). Dans le même temps, les jeunes espoirs des disciplines et des catégories émergentes sont également accompagnés par le comité sous formes de regroupements et de préparation (PES 1er niveau).

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2017 : 100.044 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 17010246)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE CANOË KAYAK

Convention n° 17 SP CAN 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Colloques des dirigeants
Public formé : Dirigeants
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 36,03 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 3.603 €

Formation 2 : Formation de juges et d'arbitres
Public formé : Juges et arbitres des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 15 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 45 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 35 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 1.575 €

Formation 3 : Formation aspirant moniteur fédéral
Public formé : Bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 8,5 jours par an **Effectif prévu :** 80 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 680 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 25,60 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 17.408 €

Formation 4 : Formation aux Pagaies Couleur
Public formé : Dirigeants et bénévoles diplômés entraîneur 1er degré ou monitorat
Durée de la formation par stagiaire : 7 jours par an **Effectif prévu :** 100 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 700 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 30 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 21.000 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2017 : 43.586 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE MODIFIEE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 17009869)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE REGIONAL OLYMPIQUE ET SPORTIF D'ILE-DE-FRANCE

Convention n° 17 SP CRO 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 273.500 €
Taux de l'objectif : 29,98%
Subvention prévisionnelle 2017 : 82.000 €

Cet objectif doit permettre au CROSIF d'accompagner au mieux les comités et ligues régionaux dans leur structuration mais également d'organiser des manifestations en direction des féminines «Sport en Filles » et de publics divers «Opération Sauv'nage ».

Il va également favoriser la valorisation du sport francilien sous 3 axes :
- Des opérations destinées à promouvoir la candidature de Paris-Ile-de-France à l'organisation des Jeux olympiques de 2024,
- Un plan d'action permettant de renforcer les relations entre les entreprises et le mouvement sportif francilien,
- La coordination d'un dispositif de communication autour du sport francilien par le biais du réseau des radios franciliennes.

Enfin, il va permettre la mise en œuvre des outils méthodologiques et d'information qui seront mis à la disposition des dirigeants des associations sportives franciliennes.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2017: 82.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE MODIFIEE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 17010248)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE REGIONAL OLYMPIQUE ET SPORTIF D'ILE-DE-FRANCE

Convention n° 17 SP CRO 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation au management
Public formé : Dirigeants et bénévoles
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 200 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 600 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 42,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 25.500 €

Formation 2 : Formation « Sport et développement durable »
Public formé : Dirigeants et bénévoles
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 120 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 51,90 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 6.228 €

Formation 3 : Formation aux valeurs républicaines et à la laïcité
Public formé : Cadres techniques des ligues et comités ou dirigeants
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 150 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 55,15 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 8.272 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2017 : 40.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE MODIFIEE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 17009881)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE PARIS ILE-DE-FRANCE DE FOOTBALL

Convention n° 17 SP FOO 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 658.000 €
Taux de l'objectif : 28,19 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 185.500 €

La ligue Paris Ile de France souhaite continuer à développer la pratique en écoles de foot ainsi que la pratique féminine. De même, elle va accompagner le développement du futsal. Pratique féminine et futsal seront d'autant plus mis en avant que la ligue va s'appuyer sur des clubs spécifiquement identifiés comme relais privilégiés.

Dirigeants, bénévoles et toutes les composantes des clubs seront mis en lumière dans le cadre de la soirée des étoiles du football amateur. De plus, la fonction d'arbitre va être plus reconnue et valorisée tout au long de la saison et à l'occasion d'une soirée spécifique.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 215.650 €
Taux de l'objectif : 16,23 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 35.000 €

Des stages de détection en vue de la constitution d'une équipe régionale seront organisés. La Ligue a également décidé de développer les sections sportives scolaires pour les jeunes à fort potentiel repérés.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2017 : 220.500 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE MODIFIEE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 17010249)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE PARIS ILE-DE-FRANCE DE FOOTBALL

Convention n° 17 SP FOO 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Préparation aux Certificats Fédéraux de Football (CFF)
Public formé : Membres des commissions techniques départementales
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 100 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 30 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle pour 2017 : 3.000 €

Formation 2 : Recyclage des éducateurs
Public formé : Educateurs de clubs, enseignants gardiens de buts, futsal,…
Durée de la formation par stagiaire : 1,5 jour par an **Effectif prévu :** 300 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 450 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 30 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 13.500 €

Formation 3 : Brevet Entraîneur de Football / Brevet Moniteur de Football
Public formé : Educateurs de clubs titulaires du diplôme CFF4
Durée de la formation par stagiaire : 76 jours par an **Effectif prévu :** 25 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 1.900 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 24 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 45.600 €

Formation 4 : Educateurs futsal
Public formé : Educateurs
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 75 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 225 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 30 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 6.750 €

Formation 5 : Formation d'animateurs Football de Quartier
Public formé : Jeunes licenciés de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 25 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 30 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 3.000 €

Formation 6 : Formation de pré-qualification
Public formé : Jeunes candidats aux emplois d'avenir
Durée de la formation par stagiaire : 9 jours par an **Effectif prévu :** 117 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 1.053 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 30 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 31.590 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 7 : Formation de dirigeants
Public formé : Dirigeants et bénévoles de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 300 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 300 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 37,48 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 11.244 €

Formation 8 : Formation des arbitres et délégués officiels
Public formé : Candidats arbitres, arbitres, délégués, contrôleurs
Durée de la formation par stagiaire : 1,5 jour par an **Effectif prévu :** 500 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 750 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 37,40 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 28.050 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2017 : 142.734 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 17009891)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE LA FSCF

Convention n° 17 SP FSC 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 237.000 €
Taux de l'objectif : 4,22 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 10.000 €

La ligue souhaite développer les pratiques sportives féminines et mixtes au travers de différentes disciplines telles les sports de raquette ou des relais et également les rencontres inter générationnelles offrant une approche sportive au plus grand nombre. Elle veut accentuer la pratique des séniors grâce à de l'animation, de la communication spécifique et l'aide à la création de nouvelles sections dans les associations. Elle a pour ambition également de travailler sur les pratiques des adolescents et sur celles des personnes en situation de handicap.

La ligue s'investit sur la promotion du sport-santé au travers d'un certain nombre d'actions et de programmes (Autoform –Thématique Atout +…).

Elle accompagne le développement de ses associations affiliées et valorise ses bénévoles.

Enfin, la Ligue organise des championnats franciliens dans différentes disciplines (gymnastique, foot, twirling bâton…).

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2017 : 10.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 17010250)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE LA FSCF

Convention n° 17 SP FSC 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation Animateurs
Public formé : Licenciés des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours **Effectif prévu :** 132 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 396 jours/stagiaires
Barème unitaire : 32 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 12.672 €

Formation 2 : Formation de juges et arbitres
Public formé : Officiels
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour **Effectif prévu :** 598 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 598 jours/stagiaires
Barème unitaire : 12,34 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 7.382 €

Formation 3 : Formation aux responsabilités fédérales
Public formé : Dirigeants et futurs dirigeants de ligues ou comités
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours **Effectif prévu :** 12 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 24 jours/stagiaires
Barème unitaire : 32 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 768 €

Formation 4 : Formation à la gestion d'association
Public formé : Dirigeants associatifs
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours **Effectif prévu :** 15 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 45 jours/stagiaires
Barème unitaire : 32 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 1.440 €

Formation 5 : Formation Sport Santé
Public formé : Animateurs des associations, référents
Durée de la formation par stagiaire : 7 jours **Effectif prévu :** 15 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 105 jours/stagiaires
Barème unitaire : 35,60 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 3.738 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2017 : 26.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 17009897)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE LA FSGT

Convention n° 17 SP FSG 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 94.000 €
Taux de l'objectif : 28,72 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 27.000 €

La ligue souhaite développer un certain nombre d'actions qui permettent la sensibilisation du public, la promotion des pratiques sportives partagées et la facilitation de l'accès des personnes handicapées aux pratiques avec les valides. Cela se concrétisera notamment par une participation active à l'organisation du Festival de la Pratique Partagée.

Le travail sur le sport-santé va être poursuivi. Sur la base des tests « Ça va la forme ?», développés par la ligue, de nombreuses actions de sensibilisation à la pratique sportive seront réalisées.

Une activité football innovante va voir le jour. Elle se présentera sous la forme d'un circuit régional, ouvert aux catégories jeunes, et aura comme particularité de proposer un arbitrage des plus jeunes par les plus âgés et, pour les catégories les plus avancées, un auto-arbitrage. Ces arbitres bénéficieront d'une formation préalable.

La ligue va également renforcer ces actions en faveur de la pratique féminine et mixte soit par le biais de championnats spécifiques, soit par l'ouverture d'espaces de compétitions dédiés, par exemple.

Enfin, le travail sur les pratiques « enfance » et « petite enfance » sera poursuivi ainsi que l'accompagnement des clubs situés dans des territoires en déficit social et culturel.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2017 : 27.000 €

Ces subventions cumulées (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 17010251)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE LA FSGT

Convention n° 17 SP FSG 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : CQP Animateur Loisir Sportif
Public formé : Animateurs
Durée de la formation par stagiaire : 17 jours par an **Effectif prévu :** 32 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 544 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 28 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 13.056 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2 : Brevet fédéral foot
Public formé : Animateurs, entraîneurs
Durée de la formation par stagiaire : 7,5 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 150 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 20,25 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 3.038 €

Formation 3 : Brevet Fédéral Escalade
Public formé : Animateurs
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 297 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 22 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 6.534 €

Formation 4 : Formation PSC1
Public formé : Animateurs, adultes
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 30 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 35 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 1.050 €

Formation 5 : Formation à la pratique partagée valide/handicapée
Public formé : Animateurs des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour-par an **Effectif prévu :** 65 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 65 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 15 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 975 €

Formation 6 : Animateurs Test « ça va la forme »
Public formé : Animateurs de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 20 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 38,75 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 775 €

Formation 7 : Formation d'officiels, juges et arbitres
Public formé : Jeunes adhérents, bénévoles
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 100 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 200 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 16 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 3.200 €

Formation 8 : Brevet Fédéral Multi Activités Enfants
Public formé : Tout public à partir de 13 ans
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 300 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 15 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 4.500 €

Formation 9 : Brevet Fédéral Volley Ball
Public formé : Animateurs, entraineurs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 40 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 25 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 1.000 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2017 : 34.128 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 17009924)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE DE GOLF DE PARIS

Convention n° 17 SP GOP 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 340.000 €
Taux de l'objectif : 7,50 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 25.500 €

Le développement du golf passe par un travail sur les jeunes filles (- 15 ans) au travers de regroupements mais aussi le nouveau public féminin et l'animation de la filière sportive. La ligue va accompagner la création ou l'extension de structures dans le cadre d'un schéma directeur territorial des équipements golfiques.

Il s'agit aussi d'accompagner des publics prioritaires au travers d'opérations de découverte et d'apports de matériels aux comités départementaux, notamment celui du 78 en lien avec la Ryder Cup.

La ligue va continuer à œuvrer activement pour le développement de la pratique pour les personnes en situation de handicap.

Enfin, elle accompagne les coupes de Paris par équipes que le championnat de ligue individuel.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 140.000 €
Taux de l'objectif : 3,21 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 4.500 €

L'accession au haut niveau est valorisée sous trois volets. D'abord, elle se traduit par des stages de détections des espoirs mais également des stages hivernaux de préparation. Elle concerne aussi des regroupements des jeunes qualifiés pour les « France ». Enfin, elle comprend le regroupement du vivier des jeunes talents en équipes régionales.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2017 : 30.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 17010261)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE DE GOLF DE PARIS

Convention n° 17 SP GOP 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation continue aux outils fédéraux
Public formé : Administratifs de la ligue
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 3 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 12 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 110 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 1.320 €

Formation 2 : Formation pédagogique pour les enseignants de la ligue
Public formé : Enseignants de la ligue
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 7 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 35 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 84,86 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 2.970 €

Formation 3 : Post-formation des enseignants des clubs de la ligue
Public formé : Enseignants des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 16 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 80 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 2,92 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 234 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 4 : Formation d'arbitres
Public formé : Bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 10 jours par an **Effectif prévu :** 12 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 120 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 29,92 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 3.590 €

Formation 5 : Formation d'animateurs sportifs
Public formé : Bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 15 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 54 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 3.240 €

Formation 6 : Formation organisateurs épreuves de clubs
Public formé : Bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 6 jours par an **Effectif prévu :** 12 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 72 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 28,42 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 2.046 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2017 : 13.400 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 17009923)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE GOLF

Convention n° 17 SP GOI 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 177.670 €
Taux de l'objectif : 17,44 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 30.987 €

Le développement de la pratique golfique passe avant tout par l'acquisition de kits techniques et pédagogiques. La Ligue met alors en place une série d'outils : campagnes de découverte pour les publics défavorisés et campagnes de découverte du Golf/Santé. Elle promeut aussi le développement de la pratique féminine et de la pratique spécifique pour les handicapés, notamment en facilitant l'accès aux clubs et écoles de golf.

L'animation se concrétise par les compétitions des Mérites Régionaux Jeunes et du Trophée Ile-de-France.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 159.500 €
Taux de l'objectif : 9,40 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 15.000 €

L'objectif est ici de suivre l'élite régionale grâce à des stages de détections et de perfectionnement des espoirs mais également par la mise en place d'un suivi physique et une préparation mentale.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2017 : 45.987 €

Ces subventions cumulées (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 17010252)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE GOLF

Convention n° 17 SP GOI 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation d'arbitres
Public formé : Bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 20 jours par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 600 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 7 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 4.200 €

Formation 2 : Formation de responsables de clubs
Public formé : Dirigeants de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 100 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 20,91 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 2.091 €

Formation 3 : Formation d'animateurs sportifs
Public formé : Bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 27,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 2.750 €

Formation 4 : Formation d'organisateurs d'épreuves sportives
Public formé : Bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 12,5 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 250 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 12 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 3.000 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2017 : 12.041 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE MODIFIEE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE** (Dossier IRIS 17009902)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE GOLF

Convention n° 17 SP FFG 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 247.639 €
Taux de l'objectif : 16,15 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 40.000 €

Le développement du golf, avec en point de mire la tenue de la Ryder Cup en 2018, passe par des opérations envers différents publics afin de sensibiliser à la pratique golfique. La Fédération va ainsi mettre en œuvre plusieurs axes de travail tels que « Tous au Golf », une opération Jeunes, le Golf en entreprise, des initiatives des clubs et Golf au Trocadéro.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2017 : 40.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 17009944)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE HANDBALL

Convention n° 17 SP LFH 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 483.580 €
Taux de l'objectif : 12,41 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 60.000 €

La volonté de la Ligue est d'équiper les clubs de l'ensemble du matériel permettant les pratiques, notamment des enfants, (kits écoles, kits premiers pas, buts gonflables…). Pour les plus grands, l'objectif est d'œuvrer sur le sport santé avec des kits spécifiques. Un travail concerté est instauré avec les UNSS via de nouvelles formes de pratiques telles que le 4 X 4. De plus, sont mises en place des opérations de découverte du handball à travers différentes animations été sur plusieurs îles de loisirs régionales. Enfin, la ligue continuera à mettre en place des actions auprès des jeunes handicapés notamment avec l'opération Hand'Ensemble.

L'animation régionale se traduit par plusieurs compétitions féminines dont les finales des championnats de France ultramarins et nationales 1,2 et 3 féminines et masculines et le tournoi Pierre TIBY.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 270.500 €
Taux de l'objectif : 22,18 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 60.000 €

Il s'agit ici de la mise en œuvre de 3 centres régionaux d'accession qui permet de regrouper les jeunes à fort potentiel et de les préparer au haut niveau avant l'entrée en pôle Espoirs pour les meilleurs.

IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs

Budget prévisionnel de l'objectif : 480.000 €
Taux de l'objectif : 16,67 %
Subvention prévisionnelle 2016 : 80.000 €

Cet objectif permet le soutien aux jeunes des pôles à Eaubonne (Garçons) et au CREPS de Châtenay-Malabry (Filles).

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2016 : 200.000€

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE MODIFICATIVE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 17010264)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE HANDBALL

Convention n° 17 SP LFH 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation « Accompagner les nouvelles pratiques »
Public formé : Techniciens de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 150 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 450 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 31,33 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 14.100 €

Formation 2 : DEJEPS « perfectionnement Sportif - mention handball »
Public formé : Techniciens de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 80 jours par an **Effectif prévu :** 12 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 960 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 17,19 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 16.500 €

Formation 3 : Formation « Accompagner la féminisation du handball francilien »
Public formé : Techniciennes de clubs, éducatrices
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 100 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 400 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 33,25 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 13.300 €

Formation 4 : Formation de techniciens
Public formé : Techniciens de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 15 jours par an **Effectif prévu :** 55 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 825 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 21,82 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 18.000 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 5 : Formation des jeunes juges arbitres
Public formé : Jeunes de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 10 jours par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 500 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 28 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 :14.000 €

Formation 6 : Formation des accompagnateurs et animateurs des écoles d'arbitrage
Public formé : Accompagnateurs et animateurs des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 150 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 66,67 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 10.000 €

Formation 7 : Formation des arbitres féminines
Public formé : Handballeuses
Durée de la formation par stagiaire : 10 jours par an **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 40 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 4.000 €

Formation 8 : Formation des arbitres à potentiel
Public formé : Arbitres Femmes et Hommes confirmés
Durée de la formation par stagiaire : 8 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 160 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 53,12 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 8.500 €

Formation 9 : Formation au DFE (Développement Formation Emploi)
Public formé : Dirigeante et dirigeants de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 150 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 23,33 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 3.500 €

Formation 10 : Formation de dirigeants bénévoles de clubs
Public formé : Arbitres, joueurs, dirigeants non pratiquants
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 80 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 240 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 41,67 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 10.000 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2017 : 111.900 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 17009949)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE HOCKEY SUR GAZON

Convention n° 17 SP HGA 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 32.500 €
Taux de l'objectif : 30 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 9.750 €

La ligue a défini un axe de développement auprès du public scolaire. Dans le même temps, afin d'accueillir au mieux les licenciés, elle aide à la création de nouveaux clubs. Au sein des clubs existants, elle œuvre à développer les écoles de Hockey ainsi que la pratique féminine et la pratique handicapée.

Afin de créer un véritable lien sur l'ensemble du territoire, la Ligue réalise un journal numérique mensuel qui nécessite des mises à jour régulières et un suivi quotidien.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 45.000 €
Taux de l'objectif : 22,78 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 10.250 €

Il s'agit ici de repérer et d'accompagner les jeunes talents par le biais de stages de détections et de perfectionnement et de les sensibiliser également au suivi médical par des actions en faveur de la lutte contre le dopage.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2017 : 20.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n ° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 17010269)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE HOCKEY SUR GAZON

Convention n° 17 SP HGA 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Arbitres
Public formé : Joueuses et joueurs
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 150 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 30,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 4.575 €

Formation 2 : Animateurs d'écoles de hockey
Public formé : Joueuses et joueurs
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 180 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 28,44 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 5.120€

Formation 3 : Séminaires Entraîneurs des équipes de jeunes
Public formé : Entraîneurs, bénévoles
Durée de la formation par stagiaire : 6 jours par an **Effectif prévu :** 25 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 150 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 29,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 4.425 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2017 : 14.120 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 17009967)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE JUDO

Convention n° 17 SP JUD 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 483.335 €
Taux de l'objectif : 30 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 145.000 €

Le développement de la pratique du judo comprend plusieurs composantes. Tout d'abord, le Comité réalise un travail de vulgarisation de la discipline par des stages de découverte toute l'année mais aussi spécifiquement en été avec le Judo IDF Tour et des opérations de prévention Sport et Santé seniors. Il met en place le développement de la pratique handicapée, de la pratique féminine, dont celle des seniors, et de la pratique pour des publics prioritaires à l'exemple des jeunes en ZUS.

L'animation régionale passe elle par l'accompagnement des championnats Elite régionaux et des tournois franciliens.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs

Budget prévisionnel de l'objectif : 150.000 €
Taux de l'objectif : 30,00 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 45.000 €

Le Comité fournit un bon nombre de compétiteurs de haut niveau notamment par le soutien au Pôle Espoirs de Brétigny.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2017 : 190.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 17010271)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE JUDO

Convention n° 17 SP JUD 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : CQP
Public formé : Pratiquants ceinture noire 1er dan minimum
Durée de la formation par stagiaire : 37 jours par an **Effectif prévu :** 15 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 555 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 18 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 9.990 €

Formation 2 : CFEB
Public formé : Pratiquants ceinture noire 1er dan minimum
Durée de la formation par stagiaire : 8 jours par an **Effectif prévu :** 25 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 200 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 30 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 6.000 €

Formation 3 : Formation continue des personnels Judo
Public formé : Secrétaires de ligues
Durée de la formation par stagiaire : 9 jours par an **Effectif prévu :** 15 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 135 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 20 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 2.700 €

Formation 4 : Formation technique continue des enseignants des clubs
Public formé : Enseignants des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 9 jours par an **Effectif prévu :** 70 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 630 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 7 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 4.410 €

Formation 5 : Formation au BPJEPS
Public formé : Pratiquants ceinture noire 1er dan minimum
Durée de la formation par stagiaire : 60 jours par an **Effectif prévu :** 6 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 360 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 14 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 5.040 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 6 : Formation des dirigeants
Public formé : Dirigeants des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 10 jours par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 300 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 15 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 4.500 €

Formation 7 : Formation du corps arbitral
Public formé : Arbitres et commissaires départementaux
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 130 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 650 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 16 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 10.400 €

Formation 8 : Formation PSC1 du corps arbitral
Public formé : Arbitres et commissaires sportifs
Durée de la formation par stagiaire : 1,5 jour par an **Effectif prévu :** 40 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 32,67 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 1.960 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2017 : 45.000€

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 17009974)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE KICK BOXING, MUAY THAÏ ET DISCIPLINES ASSOCIEES

Convention n° 17 SP SPC 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 86.440 €
Taux de l'objectif : 16,84 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 14.554 €

La ligue souhaite accentuer son développement par le biais de la pratique féminine grâce à des stages et des initiations.

Il s'agit ici d'accompagner le déroulement des championnats régionaux dans les 4 différentes disciplines pour toutes les catégories de jeunes à seniors.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 35.200 €
Taux de l'objectif : 28,50 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 10.032 €

L'objectif est de constituer une réserve de champions et futurs champions franciliens par de la détection et des regroupements chez les jeunes (jusqu'à cadets), par l'accompagnement de l'élite régionale et aussi la mise en place, si possible sur une base de loisirs, d'un camp d'été des tous meilleurs.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2017 : 24.586 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 17010282)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE KICK BOXING, MUAY THAÏ ET DISCIPLINES ASSOCIEES

Convention n° 17 SP SPC 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation Brevet moniteur fédéral 1
Public formé : Licenciés des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 90 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 450 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 9 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 4.050 €

Formation 2 : Formation au Brevet moniteur fédéral 2
Public formé : Licenciés des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 300 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 9 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 2.700 €

Formation 3 : Formation au Brevet moniteur fédéral 3
Public formé : Licenciés de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 50
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 150 jours/stagiaires
Barème unitaire : 9 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 1.350 €

Formation 4 : Formation au BPJEPS
Public formé : Licenciés, animateurs
Durée de la formation par stagiaire : 9 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 180 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 9 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 1.620 €

Formation 5 : Formation au DEJEPS
Public formé : Licenciés, animateurs
Durée de la formation par stagiaire : 32 jours par an **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 320 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 13 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 4.160 €

Formation 6 : Formation au DESJEPS
Public formé : Licencié
Durée de la formation par stagiaire : 48 jours par an **Effectif prévu :** 2 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 96 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 30 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 2.880 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 7 : Formation PSC1 ou SST
Public formé : Licenciés, animateurs
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 24 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 24 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 36 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 864 €

Formation 8 : Formation brevet de juge - arbitre régional
Public formé : Licenciés, juges et arbitres de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 60
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 jours/stagiaires
Barème unitaire : 15 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 900 €

Formation 9 : Formation Qualification aéro-kick
Public formé : Animateurs, licenciés
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 40 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 33,25 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 1.330 €

Formation 10 : Formation administrative
Public formé : Dirigeants, trésoriers des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 30 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 13 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 390 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2017 : 20.244 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 17009969)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE LUTTE ET DISCIPLINES ASSOCIEES

Convention n° 17 SP LUT 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 325.400 €
Taux de l'objectif : 15,18 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 49.385 €

La volonté du Comité est à la fois de développer et harmoniser la pratique de la lutte sur l'ensemble des 8 départements, notamment par le biais d'une opération « la lutte dans les clubs citoyens ».Sont aussi mises en place des actions de vulgarisation des différentes disciplines de la lutte, des journées découverte en milieu scolaire et universitaire. Le Comité œuvre au développement de la lutte féminine et à l'intégration des personnes en situation de handicap. Il met en place une action Sport/santé destinée à l'information et la prévention des risques dans la pratique et à la lutte contre l'obésité grâce à la lutte Enfin, il poursuit la structuration des compétitions régionales et de ses comités départementaux.

La volonté du Comité est de mieux communiquer sur sa discipline, en interne et en externe, par le biais de la diffusion d'un annuaire des clubs.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 96.500 €
Taux de l'objectif : 16,58 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 16.000 €

Les jeunes talents régionaux sont accompagnés dans le cadre à la fois du suivi médical, de la constitution et l'évolution du groupe « Horizon 2018 » Jeux Olympiques de la Jeunesse.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2017 : 65.385 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n ° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 17010272)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE LUTTE ET DISCIPLINES ASSOCIEES

Convention n° 17 SP LUT 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Animateurs
Public formé : Licenciés des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 7 jours par an **Effectif prévu :** 80 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 560 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 16,43 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 9.200 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2 : Formations des officiels, juges-arbitres, chronométreurs
Public formé : Juges, arbitres, chronométreurs
Durée de la formation par stagiaire : 20 jours par an **Effectif prévu :** 40 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 800 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 8,75 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 7.000 €

Formation 3 : Formations de dirigeants
Public formé : Bénévoles de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 120 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 120 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 41,67 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 5.000 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2017 : 21.200 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 17010326)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE MACCABI

Convention n° 17 SP MAC 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES, DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation de techniciens du sport
Public formé : Secrétaires généraux, trésoriers, animateurs sportifs…
Durée de la formation par stagiaire : 10 jours **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 jours/stagiaires
Barème unitaire : 45,30 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017: 4.530 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2017 : 4.530 €

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 17009970)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE NATATION

Convention n° 17 SP NAT 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 149.020 €
Taux de l'objectif : 25,50 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 38.000 €

Les objectifs développés par le Comité sont l'activité des plus jeunes, la mise en place de l'Ecole de Natation Française, le développement des programmes Nager Grandeur Nature et Savoir nager, des aides aux clubs et l'installation de l'opération Nager Forme Santé.

Dans cet objectif, l'animation régionale concerne l'organisation des championnats de France de natation course et en eau libre.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 501.750 €
Taux de l'objectif : 13,75 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 69.000 €

L'accompagnement des jeunes talents passe par des stages de détection et l'intégration d'un groupe jeunes régional haut niveau avec les nageurs de l'Insep.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2017: 107.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 17010274)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE NATATION

Convention n° 17 SP NAT 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation aux brevets fédéraux
Public formé : Techniciens sportifs
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 300 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 1200 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 8 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 9.600 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2 : Formation des intervenants technique de clubs, officiels et arbitres
Public formé : Dirigeants, intervenants techniques, juges et arbitres des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 159 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 636 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 22,64 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017: 14.400 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2017 : 24.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 17009971)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE PETANQUE

Convention n° 17 SP PJP 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 17.470 €
Taux de l'objectif : 30 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 5.241 €

La ligue va mettre en place des actions d'intégration des publics handicapés, notamment en lien avec la Fédération Française du sport adapté, au travers de sessions d'apprentissage à l'appoint et au tir. Elle va aussi instaurer des journées spécifiques pour développer la pratique féminine.

Elle poursuit, enfin, son accompagnement pour l'organisation des championnats de ligue des clubs et en triplettes.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 4.550 €
Taux de l'objectif : 30 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 1.365 €

L'accession au haut niveau est valorisée par des stages de détections de zone et régionaux des meilleurs jeunes.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2017 : 6.606 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 17010276)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE PETANQUE

Convention n° 17SP PJP 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Préparation aux brevets fédéraux 1 et 2
Public formé : Licenciés ayant participé à des journées d'encadrement
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 80 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 4.000 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2 : Formation à l'arbitrage
Public formé : Educateurs des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 15 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 30 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 100 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 3.000 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2017 : 7.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE MODIFIEE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE** (Dossier IRIS 17009972)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE RANDONNEE PEDESTRE

Convention n° 17 SP RAN 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 59.360 €
Taux de l'objectif : 18,53 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 11.000 €

Le Comité continue le développement de ses activités grâce à des opérations de « rando challenge découverte », à l'organisation d'une randonnée ouverte à tous à l'occasion de salons qui permettent à un large public, notamment familial, de découvrir la pratique de la randonnée. Le Comité souhaite aussi inciter les différents publics à de nouvelles pratiques, telle que la marche nordique par le biais d'une semaine régionale des clubs de Rando Santé.

Le Comité souhaite ici valoriser l'ensemble de ses bénévoles à travers des journées régionales, tout autant informatives que conviviales, qui cibleront chacune les acteurs des comités, de la Rando Santé et de la marche nordique.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2017 : 11.000 €

Ces subventions cumulées (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 17010277)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE RANDONNEE PEDESTRE

Convention n° 17 SP RAN 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Préparation aux brevets fédéraux d'Animateurs
Public formé : Bénévoles d'associations
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 295 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 885 jours/stagiaire par an
Barème unitaire : 19,80 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 17.523 €

Formation 2 : Formation SIG
Public formé : Animateurs, baliseurs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 jours/stagiaire par an
Barème unitaire : 18.48 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 1.109 €

Formation 3 : Formation de responsable Tourisme
Public formé : Animateurs bénévoles
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 36 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 72 jours/stagiaire par an
Barème unitaire : 19 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 1.368 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2017 : 20.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 17009973)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE SAVATE, BOXE FRANÇAISE

Convention n° 17 SP SBF 001

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 32.117 €
Taux de l'objectif : 29,20 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 9.380 €

Il s'agit d'accompagner les meilleurs jeunes à travers des stages de préparation, notamment au CREPS de Chatenay-Malabry, pour les championnats de France Assaut et Combats. Ces stages doivent permettre d'améliorer le niveau technique et de les sensibiliser aux comportements à risque et à la lutte contre le dopage.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2017 : 9.380 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 17010280)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE SAVATE, BOXE FRANÇAISE

Convention n° 17 SP SBF 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Préparation au CQP
Public formé : Licenciés niveau gant jaune, moniteurs
Durée de la formation par stagiaire : 7 jours par an **Effectif prévu :** 90 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 360 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 12,22 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 4.400 €

Formation 2 : Formation continue post-brevet
Public formé : Moniteurs, Titulaires du CQP, du BE, du BP
Durée de la formation par stagiaire : 22 jours par an **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 220 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 25,73 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 5.660 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 3 : Formation de juges-arbitres
Public formé : Licenciés jeunes, adultes
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 180 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 18 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 3.240 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2017 : 13.300 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 17010442)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE FFSE ÎLE-DE-FRANCE

Convention n° 17 SP SEN 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 162 000 €
Taux de l'objectif : 9,26 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 15 000 €

L'objectif est développer en Île-de-France les pratiques d'activités physiques ou sportives adaptées, dans le cadre comme autour de l'entreprise, au bénéfice de la santé, du bien-être et de l'intégration de tous les salariés, ainsi qu'au service de l'efficacité et de la performance collective des entreprises.

Le projet de développement de la ligue se fait par le biais du développement d'une offre sportive en direction du plus grand nombre de salariés et l'organisation de rencontres inter-entreprises et notamment du Challenge mixte régional « Les Lauriers du Sport d'entreprise ». L'organisateur s'appuiera fortement sur les nombreuses manifestations sportives du calendrier de cet évènement. Des manifestations en direction des personnes en situation de handicap seront également soutenues, comme « La course de la diversité ». A l' occasion de ces évènements, la ligue fera la promotion de la candidature de PARIS à l'organisation des Jeux Olympiques de 2024. Elle valorisera également les iles de loisirs.

Par ailleurs, la ligue développera la pratique féminine et organisera des journées « Portes ouvertes ».

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2017 : 15.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 17010443)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE FFSE ÎLE-DE-FRANCE

Convention n° 17 SP SEN 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Spécialisation intervention en entreprise
Public formé : Éducateurs sportifs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 36 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 3.600 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2 : Formation de dirigeants bénévoles
Public formé : Membres des nouveaux comités directeurs et membres de la ligue
Durée de la formation par stagiaire : 1,5 jour par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 75 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 40 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 3.000 €

Formation 3 : Formation de dirigeants bénévoles
Public formé : dirigeants de ligues, comités départementaux ou clubs relevant d'autres fédérations sportives à répondre aux attentes du sport d'entreprise
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 50 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 60 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 3.000 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2017 : 9.600 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 17009975)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET L'UNSS DE L'ACADEMIE DE CRETEIL

Convention n° 17 SP UNC 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 275.000 €
Taux de l'objectif : 24,87 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 68.400 €

Des opérations spécifiques en direction des féminines et des personnes handicapées seront développées tout au long de l'année. Tout en participant aux projets d'accompagnement des grands événements, l'UNSS Créteil souhaite développer des activités physiques sur les îles de loisirs régionales ainsi qu'une pratique multi-activités pour susciter l'engouement des scolaires pour le sport via un challenge.

L'objectif est de développer des actions citoyennes auprès des élèves au travers du développement durable.

Il s'agit dans cet objectif d'organiser des Championnats d'académie et inter-académiques.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2017 : 68.400 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 17010283)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET L'UNSS DE L'ACADEMIE DE CRETEIL

Convention n° 17 SP UNC 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation de jeunes officiels
Public formé : Jeunes officiels UNSS
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 2.000 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 2.000 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 7,08 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 14.160 €

Formation 2 : Formation des enseignants/animateurs des AS
Public formé : Enseignants EPS
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 150 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 150 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 6 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 900 €

Formation 3 : Formation PSC1 et aide moniteur PSC1
Public formé : Elèves jeunes officiels
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 150 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 34 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 5.100 €

Formation 4 : Formation PSC1
Public formé : Enseignants et animateurs de l'association sportive
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 100 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 300 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 5 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 1.500 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2017 : 21.660 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 17009976)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET L'UNSS DE L'ACADEMIE DE PARIS

Convention n° 17 SP UNP 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 298.000 €
Taux de l'objectif : 18,12 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 54.000 €

Cet objectif permettra le soutien aux associations en difficulté, d'actions spécifiques pour les féminines, pour la pratique handicapée et participera aux projets d'accompagnement de grands événements et d'activités physiques/santé. De plus, sont mises en place des actions destinées à ouvrir à une plus large pratique sportive.

Des actions sur la prise de responsabilités des élèves en association, de l'arbitrage de rencontres par exemple seront organisées tout au long de l'année.

Cet objectif permettra l'organisation du Trophée francilien sur les îles de loisirs régionales et des championnats de France.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2017 : 54.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE MODIFICATIVE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 17010284)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET L'UNSS DE L'ACADEMIE DE PARIS

Convention n° 17 SP UNP 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation de jeunes officiels
Public formé : Jeunes officiels UNSS
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 400 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 800 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 10,75 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 8.600 €

Formation 2 : Formation des enseignants/animateurs des AS
Public formé : Enseignants EPS
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 300 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 300 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 8 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 2.400 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2017 : 11.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 17009977)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET L'UNSS DE L'ACADEMIE DE VERSAILLES

Convention n° 17 SP UNV 001

I) DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE ENCADREE

Ia / Objectif opérationnel de développement des publics et structures

Budget prévisionnel de l'objectif : 312.000 €
Taux de l'objectif : 30 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 93.600 €

Le développement de la pratique sportive passe ici par différents axes d'intervention. Tout d'abord, les associations sont accompagnées pour favoriser une pratique régulière. Ensuite les élèves sont sensibilisés à plusieurs volets de la pratique sportive par des épreuves loisirs en lien avec les sports de nature permettant la mixité. Le sport scolaire est également mis en avant vers des publics cibles notamment via un plan académique de sport partagé et handicap mais aussi vers des non licenciés. Enfin, une gouvernance durable va être instaurée, inscrivant le développement durable au centre de la gestion des structures associatives mais aussi des manifestations.

Il s'agit de créer des commissions sur différentes thématiques (sport santé, pratiques féminines et mixtes, sport partagé...) et d'identifier des référents qui vont accompagner les associations lors de la mise en place de leurs actions.

L'UNSS est accompagnée dans l'organisation de plusieurs championnats de France.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2017 : 93.600 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 17010285)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET L'UNSS DE L'ACADEMIE DE VERSAILLES

Convention n° 17 SP UNV 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation des délégués académiques
Public formé : Enseignants EPS délégués académiques
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 240 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 3 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 720 €

Formation 2 : Séminaire des coordonateurs de district
Public formé : Enseignants EPS coordonateurs de district
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 120 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 240 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 3,25 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 780 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 3 : Formation de jeunes officiels
Public formé : Jeunes officiels UNSS
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 1.500 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 3.000 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 9,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 28.500 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2017 : 30.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 17009978)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE VOILE

Convention n° 17 SP VOI 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 233.000 €
Taux de l'objectif : 21,46 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 50.000 €

L'objectif est de favoriser la découverte de la voile par des stages et diverses opérations sur plusieurs îles de loisirs régionales (St Quentin Verneuil, Cergy…). De plus, la ligue constitue une flotte d'Open Bic (bateaux) pour les écoles de sport et poursuit le développement de la pratique grâce au centre de ressources. Elle intensifie la discipline du match racing notamment par des stages. Enfin, elle organise des animations de « sport santé », pour la pratique en faveur des personnes en situation de handicap.

L'animation régionale va consister en l'organisation des championnats IDF Match Racing et National Access et les championnats des écoles de sport en Optimist et Open Bic.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 366.000 €
Taux de l'objectif : 11,47 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 42.000 €

Il s'agit de détecter les jeunes à fort potentiel en écoles de sport pour les mener vers le haut niveau.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2017 : 92.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 17010287)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE DE FRANCE DE VOILE

Convention n° 17 SP VOI 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Préparation à l'Assistant Moniteur de Voile (AMV)
Public formé : Licenciés des clubs, cadres, adhérents
Durée de la formation par stagiaire : 13 jours par an **Effectif prévu :** 22 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 286 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 7 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 2.002 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2 : Formation d'entraîneurs régionaux et d'arbitres
Public formé : Jeunes régatiers, anciens coureurs de niveau inter ligue
Durée de la formation par stagiaire : 30 jours par an **Effectif prévu :** 32 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 960 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 6,80 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 6.528 €

Formation 3 : Management et gestion d'associations
Public formé : Dirigeants des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 10 jours par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 500 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 6,94 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 3.470 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2017 : 12.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION

Adoption d'une dérogation exceptionnelle à Ligue Ile-de-France de Savate, Boxe Française qui a bénéficié d'une aide financière en 2016 dans le cadre du dispositif « Soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Ile-de-France », car ils ne sont pas mesure de recruter le ou les stagiaire(s) mentionnés dans les dispositions du dispositif « 100 000 stages pour les jeunes franciliens ».

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 16000481)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE SAVATE, BOXE FRANÇAISE

Convention n° 13 SP SBF 001

I) DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE ENCADREE

Ia / Objectif opérationnel de développement des publics et structures

Budget prévisionnel de l'objectif : 23.071 €
Taux de l'objectif : 30 %
Subvention prévisionnelle 2016 : 6.921 €

L'objectif concerne essentiellement le perfectionnement technique, le développement de l'esprit d'équipe des jeunes, la sensibilisation aux conduites à risques, à la lutte contre le dopage et à la diététique.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Objectif opérationnel de stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 9.468 €
Taux de l'objectif : 30 %
Subvention prévisionnelle 2016 : 2.840 €

Il s'agit d'accompagner les meilleurs jeunes à travers des stages de préparation pour les championnats de France Assaut et Combat.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2016 : 9.761 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», le Comité régional du sport universitaire en Ile-de-France a informé l'exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, le comité ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2016, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de deux versements annuels par appel de fonds :

1er versement :

Si la Ligue régionale dispose d'une trésorerie suffisante, le 1er versement se fera sous la forme d'un acompte dans la limite de 40 % du montant de la subvention annuelle totale votée et au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Si la Ligue régionale justifie ne pas disposer d'une trésorerie suffisante pour le démarrage de son programme, une avance peut être versée dans la limite de 60 % du montant de la subvention annuelle totale accordée. Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Second versement (Solde) :

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 16000536)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE SAVATE, BOXE FRANÇAISE

Convention n° 13 SP SBF 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Préparation au CQP
Public formé : Licenciés niveau gant jaune, moniteurs
Durée de la formation par stagiaire : 6 jours par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 300 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 13 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2016 : 3.900 €

Formation 2 : Formation continue post-brevet
Public formé : Moniteurs, Titulaires du BE, du BP
Durée de la formation par stagiaire : 22 jours par an **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 220 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 28 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2016 : 6.160 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 3 : Formation de juges-arbitres
Public formé : Licenciés jeunes, adultes
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 180 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 18 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2016 : 3.240 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2016 : 13.300 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», le Comité régional du sport universitaire en Ile-de-France a informé l'exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, le comité ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2016, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Qualification par la formation continue », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif »

Le règlement de la subvention fait l'objet de deux versements annuels :

1er versement :

Si la Ligue régionale dispose d'une trésorerie suffisante, le 1er versement se fera sous la forme d'un acompte dans la limite de 40 % du montant de la subvention annuelle totale votée et au vu des actions de formation réalisées et des dépenses justifiées.

Si la Ligue régionale justifie ne pas disposer d'une trésorerie suffisante pour le démarrage de son programme, une avance peut être versée dans la limite de 60 % du montant de la subvention annuelle totale accordée. Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Second versement (Solde) :

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

ANNEXE 4 A LA DELIBERATION

Annexes pédagogiques et financières 2017 modifiées
Ligue Ile-de-France de Bowling

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 17007207)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE BOWLING ET SPORT DE QUILLES

Convention n° 17 SP BOW 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 72.180 €
Taux de l'objectif : 4,16 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 3.000 €

L'objectif propose notamment de renforcer la pratique féminine sous la forme de regroupements répartis sur l'année, de développer la pratique pour un public en situation de handicap à raison de 2 journées par semaine dans deux centres.

La ligue va œuvrer aussi pour développer la pratique du bowling sur les temps périscolaires pour les plus jeunes mais également pour les séniors dans une démarche de sport-santé.

Enfin la ligue met en place un tournoi international Jeunes de manière pérenne.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2017 : 3.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n ° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier 17007237)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE BOWLING ET SPORT DE QUILLES

Convention n° 17 SP BOW 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation continue des animateurs et instructeurs
Public formé : Licenciés
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 70 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 140 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 2,30 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 276 €

Formation 2 : Formation d'arbitres de niveau 1 et 2
Public formé : Licenciés et arbitres de niveau 1
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 35 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 140 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 2,70 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 378 €

Formation 3 : Formation en gestion de clubs
Public formé : Dirigeants
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 55 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 110 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 2,69 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 296 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2017 : 950 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaire ou alternant indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/07/2017

DELIBERATION N° CP 2017-291

DU 5 JUILLET 2017

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DU SPORT EN ÎLE-DE-FRANCE ET AFFECTATIONS D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT : - AMBASSADEURS DU SPORT DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE, DE L'OLYMPISME ET DU PARALYMPISME - DISPOSITIF « CLUBS EXCELLENCE ÎLE-DE-FRANCE »

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du Sport ;

VU La délibération n° CR 04-11 du 10 Février 2011 relative à la politique régionale du sport en Île-de-France ;

VU La délibération n° CR 23-15 du 12 Février 2015 relative à la politique de la Ville, orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 Décembre 2015 portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 Janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 02-16 du 21 janvier 2016 portant ouverture d'autorisations de programme et d'engagement prise en application de l'article 133 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 204-16 du 14 Décembre 2016 relative aux « Nouvelles ambitions pour le Sport en Île-de-France » (1ère partie) ;

VU La délibération n° CR 2017-47 du 9 mars 2017 relative au Sport, booster de l'attractivité en Île-de-France et pour l'international – Deuxième partie ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 09 Mars 2017 adoptant la « Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité » ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;

VU Le rapport CP 2017-291 présenté par madame la Présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

VU L'avis de la commission des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative ;

VU L'avis de la commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Programme HP 32-002 « Développement de la pratique sportive »

Décide au titre du dispositif « Ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme » d'attribuer des bourses en faveur de **34** athlètes bénéficiaires dont la liste figure en annexe n° 2 de la présente délibération.

Prend acte que les bourses attribuées aux athlètes concernent les interventions réalisées entre le 11 mars et le 31 décembre 2017.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de la convention type adoptée par la délibération n° CR 2017-47 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **50 500 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n° 1.

Décide de participer au titre du dispositif « Clubs Excellence Île-de-France » au financement de **4** projets détaillés en annexe 3 (fiches projet) de la présente délibération par l'attribution de subventions dont le montant maximum est déterminé conformément au règlement d'intervention cadre annexé à la délibération n° CR 2017-47 du 09 Mars 2017.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type présentée en annexe 4 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **200 000 €** disponibles sur le chapitre 933 « Culture, Sport et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n° 1.

Article 2 :

Approuve la convention type du dispositif régional « Clubs Excellence Île-de-France » figurant en annexe n° 4.

La Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

Valérie PECRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-291	Budget	2017

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132002 - Développement de la pratique sportive**
Action	**13200201 - Soutien au mouvement sportif**

Dispositif : N° 00000078 - Ambassadeurs du Sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme

Dossier	17002820 - ADELAIDE ALEX (2017)		
Bénéficiaire	P0036200 - ADELAIDE ALEX		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 000,00 €	

Dossier	17002826 - ARDON PATRICK (2017)		
Bénéficiaire	P0022323 - ARDON PATRICK		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 000,00 €	

Dossier	17003166 - AUGIS AXEL (2017)		
Bénéficiaire	P0036229 - AUGIS AXEL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 000,00 €	

Dossier	17003206 - EPANGUE GWLADYS (2017)		
Bénéficiaire	R29477 - EPANGUE GWLADYS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-291	Budget	2017

Dossier	17003207 - EURANIE ANNABELLE (2017)		
Bénéficiaire	R31383 - EURANIE ANNABELLE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 000,00 €	

Dossier	17003221 - IFEBE YANNICK (2017)		
Bénéficiaire	P0036262 - IFEBE YANNICK		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 000,00 €	

Dossier	17003222 - JACQUES-ANDRE-COQUIN JOSEPHINE (2017)		
Bénéficiaire	P0036253 - JACQUES ANDRE COQUIN JOSEPHINE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 000,00 €	

Dossier	17003225 - JURBERT MARINE (2017)		
Bénéficiaire	P0036255 - JURBERT MARINE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 000,00 €	

Dossier	17003226 - KEITA NANTENIN (2017)		
Bénéficiaire	R41237 - KEITA NANTENIN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-291	Budget	2017

Dossier	17003228 - KONKI ELIE (2017)		
Bénéficiaire	P0036265 - KONKI ELIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 000,00 €	

Dossier	17003230 - LE BLOUCH KILIAN (2017)		
Bénéficiaire	P0036257 - LE BLOUCH KILIAN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 000,00 €	

Dossier	17003233 - LEFEBVRE HELENE (2017)		
Bénéficiaire	P0036266 - LEFEBVRE HELENE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 000,00 €	

Dossier	17003236 - LEVERDEZ BRICE (2017)		
Bénéficiaire	P0022357 - LEVERDEZ BRICE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 000,00 €	

Dossier	17003237 - LIMARE VINCENT (2017)		
Bénéficiaire	P0036258 - LIMARE VINCENT		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-291	Budget	2017

Dossier	17003238 - MALONGA MADELEINE (2017)		
Bénéficiaire	P0036268 - MALONGA MADELEINE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 000,00 €	

Dossier	17003247 - N'DIAYE M'BAR (2017)		
Bénéficiaire	P0036276 - NDIAYE MBAR		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 000,00 €	

Dossier	17003250 - PAYET LAETITIA (2017)		
Bénéficiaire	R40704 - PAYET LAETITIA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 000,00 €	

Dossier	17003251 - POUSSE PAULINE (2017)		
Bénéficiaire	P0036278 - POUSSE PAULINE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 000,00 €	

Dossier	17003354 - TAMBADOU MOUSSA (2017)		
Bénéficiaire	P0036282 - TAMBADOU MOUSSA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-291	Budget	2017

Dossier	17003362 - TOUZI BADR (2017)		
Bénéficiaire	P0036285 - TOUZI BADR		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 000,00 €	

Dossier	17007156 - EL ASSINE MOEZ (2017)		
Bénéficiaire	R30931 - EL ASSINE MOEZ		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 000,00 €	

Dossier	17007157 - GEBET GAELLE (2017)		
Bénéficiaire	P0022343 - GEBET GAELLE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 000,00 €	

Dossier	17007159 - MAKUNDA TRESOR (2017)		
Bénéficiaire	R29438 - MAKUNDA GAUTIER TRESOR		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 000,00 €	

Dossier	17007164 - MOSSELY ESTELLE (2017)		
Bénéficiaire	P0036380 - MOSSELY ESTELLE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-291	Budget	2017

Dossier	17010478 - BROWN FELIX (2017)		
Bénéficiaire	P0037087 - BROWN FELIX		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17010494 - GARIN MARVIN (2017)		
Bénéficiaire	P0037062 - GARIN MARVIN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17010495 - GNAFOUA MERY FLORIANE (2017)		
Bénéficiaire	P0037059 - GNAFOUA MERY FLORIANE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17010501 - HYM CHARLOTTE (2017)		
Bénéficiaire	P0037090 - HYM CHARLOTTE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17010506 - KONG BOPHA (2017)		
Bénéficiaire	P0037065 - KONG BOPHA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-291	Budget	2017

Dossier	17010520 - LOQUETTE MERIL (2017)		
Bénéficiaire	P0037063 - LOQUETTE MERIL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17010523 - MAWEM MICKAEL (2017)		
Bénéficiaire	P0037091 - MAWEM MICKAEL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17010524 - MAYEUX MELISSA (2017)		
Bénéficiaire	P0037064 - MAYEUX MELISSA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17010526 - RECCHIA ALEXANDRA (2017)		
Bénéficiaire	P0037061 - RECCHIA ALEXANDRA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17010528 - SCHIEL LAURA (2017)		
Bénéficiaire	P0037092 - SCHIEL LAURA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-291	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000078 - Ambassadeurs du Sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme	50 500,00 €

Dispositif : N° 00000717 - Clubs Excellence Ile-de-France

Dossier	17010531 - FOOTBALL CLUB FEMININ DE JUVISY - CLUB ELITE -			
Bénéficiaire	P0027412 - FOOTBALL CLUB FEMININ DE JUVISY ESSONNE			
Localisation	VIRY-CHATILLON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
481 820,00 €	TTC	10,38 %	50 000,00 €	

Dossier	17010537 - ISSY PARIS HAND - CLUB ELITE -			
Bénéficiaire	P0032514 - ISSY PARIS HAND			
Localisation	ISSY-LES-MOULINEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
651 500,00 €	TTC	7,67 %	50 000,00 €	

Dossier	17010540 - AC BOBIGNY 93 RUGBY - CLUB ELITE -			
Bénéficiaire	R36333 - AC BOBIGNY 93 RUGBY			
Localisation	BOBIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
237 000,00 €	TTC	21,1 %	50 000,00 €	

Dossier	17010544 - SAINT CLOUD PARIS STADE FRANCAIS VOLLEY-BALL - CLUB ELITE -			
Bénéficiaire	P0025842 - SAINT CLOUD PARIS SF			
Localisation	SAINT-CLOUD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
748 800,00 €	TTC	6,68 %	50 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000717 - Clubs Excellence Ile-de-France	200 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 32 - 132002 - 13200201	250 500,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION

Dispositif « Ambassadeurs du Sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme »

	Nom	Prénom	Sport	Olympique / Paralympique	Troisième affectation des autorisations d'engagement de la bourse 2017 pour les Ambassadeurs du sport sous convention
1	ADELAÏDE	Alex	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
2	ARDON	Patrick	Haltérophilie	Paralympique	1 500 €
3	AUGIS	Axel	Gymnastique	Olympique	1 500 €
4	BROWN	Félix	Baseball	Olympique	1 500 €
5	EL ASSINE	Moez	Escrime	Paralympique	1 500 €
6	EPANGUE	Gwladys	Taekwondo	Olympique	1 500 €
7	EURANIE	Annabelle	Judo	Olympique	1 500 €
8	GARIN	Marvin	Karaté	Olympique	1 500 €
9	GEBET	Gaëlle	Escrime	Olympique	1 500 €
10	GNAFOUA	Floriane	Athlétisme	Olympique	1 500 €
11	HYM	Charlotte	Skateboard	Olympique	1 500 €
12	IFEBE	Yannick	Escrime	Paralympique	1 500 €
13	JACQUES-ANDRE-COQUIN	Joséphine	Escrime	Olympique	1 500 €
14	JURBERT	Marine	Trampoline	Olympique	1 500 €
15	KEITA	Nantenin	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
16	KONG	Bopha	Taekwondo	Paralympique	1 500 €
17	KONKI	Elie	Boxe anglaise	Olympique	1 500 €
18	LE BLOUCH	Kilian	Judo	Olympique	1 500 €
19	LEFEBVRE	Hélène	Aviron	Olympique	1 500 €
20	LEVERDEZ	Brice	Badminton	Olympique	1 500 €
21	LIMARE	Vincent	Judo	Olympique	1 500 €
22	LOQUETTE	Méril	Badminton	Paralympique	1 500 €
23	MAKUNDA	Trésor	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
24	MALONGA	Madeleine	Judo	Olympique	1 500 €
25	MAWEM	Mickaël	Escalade	Olympique	1 500 €
26	MAYEUX	Mélissa	Baseball	Olympique	1 500 €
27	MOSSELY	Estelle	Boxe anglaise	Olympique	1 500 €
28	N'DIAYE	M'Bar	Taekwondo	Olympique	1 500 €
29	PAYET	Laëtitia	Judo	Olympique	1 500 €
30	POUSSE	Pauline	Athlétisme	Olympique	1 500 €
31	RECCHIA	Alexandra	Karaté	Olympique	1 500 €
32	SCHIEL	Laura	Taekwondo	Paralympique	1 500 €
33	TAMBADOU	Moussa	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
34	TOUZI	Badr	Athlétisme	Paralympique	1 000 €
				TOTAL	**50 500 €**

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : FICHES PROJET

Dispositif « Clubs Excellence Île-de-France »
- Issy Paris Hand
- Football Club Juvisy Féminin Essonne
- Saint-Cloud Paris Stade Français Volley-ball
- AC Bobigny 93 Rugby

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010537

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ISSY PARIS HAND - CLUB ELITE -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	651 500,00 €	7,67 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ISSY PARIS HAND
Adresse administrative : 5 AVENUE JEAN BOUIN
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Jean-Marie SIFFRE
N° SIRET : 79805290800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Île-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 Août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le club Issy Paris Hand (IPH) a été fondé en 2009 et compte 200 licenciées féminines. Issy Paris hand possède un des six centres de formations nationaux agréés par le ministère des sports et de la cohésion sociale. 60% des joueuses du centre de formation signent un contrat professionnel à la sortie.

Issy Paris Hand a trois installations sportives, de type palais des Sports, de capacité d'accueil allant jusqu'à 4.000 places. De nombreuses animations sont prévues à chaque match. C'est le club francilien de handball féminin de référence.

Il a obtenu des résultats sportifs probants ces dernières années :
- Vice-championnes de France lors des saisons sportives 2011-2012, 2013-2014 et 2014-2015,
- Vainqueur de la Coupe de la Ligue lors de la saison sportive 2012-2013,
- Finalistes de la Coupe de France lors de la saison sportive 2013-2014,
- Finalistes de la Coupe d'Europe lors des saisons sportives 2012-2013 et 2013-2014.

Lors de la dernière saison sportive 2015-2016, voici les résultats sportifs :
- 3ème du championnat de France,
- Phases finales de Coupe d'Europe.

Actions et objectifs de développement du club

1 - Clubs partenaires

Le club développe un réseau « clubs Partenaires ». En tant que club professionnel féminin, des conventions sont signées avec les clubs locaux proches sur des actions de mutualisation et de développement, notamment par :

- La mise en place de stages de formation des joueuses et des cadres, en commun avec les clubs partenaires et Issy Paris Hand, permettant un apport technique d'excellence aux jeunes joueuses et entraîneurs des clubs appartenant à notre réseau.

Ces stages sont ponctués d'une invitation à une journée de match de l'équipe professionnelle et d'une découverte de leur entraînement la veille du match ainsi que la possibilité d'assister à la vidéo de préparation de la rencontre.

- Le soutien au développement des clubs en leur donnant l'opportunité d'organiser sur leur territoire un match délocalisé de l'équipe professionnelle. Le club partenaire s'empare du cahier des charges inhérent à l'organisation de la rencontre.

Le club l'accompagne dans ses démarches de recherche de partenariats publics, institutionnels et privés, ce qui lui permet une véritable exposition auprès de ceux-ci.

- Un réseau des clubs partenaires comme un outil d'accompagnement des joueuses franciliennes à fort potentiel.

Chacun des clubs partenaires est libre de présenter les joueuses qu'il a identifiées dans un processus d'accession au haut niveau. Dans ce cadre, le club permet l'accueil de ces jeunes joueuses de façon ponctuelle dans un premier temps pour leur permettre de s'évaluer ou pour une intégration définitive.

Les cadres dirigeants et entraîneurs du club professionnel sont en mesure de répondre à toute sollicitation pour favoriser les actions de formation, de représentation, de détection.

2- Développement du Handfit à destination des femmes et des séniors

L'accès à la pratique du sport pour tous est un enjeu de santé publique. Grâce au Handfit, le club permet aux femmes et aux seniors une activité physique modérée et adaptée, qui accompagne le bien-être de tout être humain.

Le Handfit est une activité sport santé dérivée du handball.

Une séance se décompose en 5 phases :
- entrée dans la séance avec une séquence de massage musculaire préparatoire à l'activité ;
- séquence focalisée sur le gainage et l'équilibre ;
- entretien ou le développement de la capacité cardio-vasculaire et/ou le renforcement musculaire ;
- jeu, plus ou moins proche du handball en fonction du public, permettant une activité physique socialisante, ce qui distingue le Handfit de toutes les activités sport santé individuelles, voire consommatrices, les dimensions de coopération et d'opposition étant les plus importantes pour la fidélisation du public,
- retour au calme et étirements de récupération.

Les séances de Handfit sont proposées le samedi matin en parallèle de l'école de hand, de manière à ce que les parents (pour la plupart des femmes), puissent bénéficier d'une activité sport santé de lutte contre la sédentarité, adaptée tant dans ses modalités pratiques que dans l'adéquation avec leur activité quotidienne.

L'encadrement est réalisé par un éducateur spécialisé en sport santé et en Handfit. Il est en mesure d'adapter ses séances en fonction des deux publics (femmes sédentaires de + de 35 ans / séniors de + de 55 ans).

Le club souhaite se rapprocher des médecins ou des structures médicales.

3- Développement de l'école de Hand

Issy Paris Hand développe l'accueil des plus jeunes (6-8 ans) grâce à la formation des encadrants et la multiplication des créneaux d'entraînement.

Pour cela, le club doit accompagner l'implication bénévole des parents afin de créer un cadre de convivialité. La fidélisation des 6/8 ans se fait par la création de bonnes conditions d'accueil, à la fois des pratiquants et de leurs accompagnateurs.

Les dirigeants portent une attention toute particulière à ce que le taux d'encadrement soit important (4 à 5 éducateurs pour une trentaine d'enfants). Cela implique que l'éducateur référent attitré, bénéficie d'un soutien à la fois de la part de jeunes licenciés du club souhaitant prendre des responsabilités au sein de l'association et des parents pouvant soutenir l'éducateur principal.

Cette organisation nécessite une sensibilisation des parents et des jeunes membres du club à l'animation sportive : celle-ci est réalisée par l'éducateur référent.

Face au succès de l'école de Hand, le club souhaite proposer des nouveaux créneaux d'horaires. Cela nécessiterait de recruter un éducateur référent et diplômé d'Etat pour multiplier l'action de l'éducateur déjà en place. Le club envisage de recruter une jeune apprentie en formation de type BPJEPS pour ainsi constituer un binôme complémentaire avec l'éducateur expérimenté.

4- Développement du Centre de Formation (CF)

L'équipe professionnelle d'Issy Paris Hand fait partie des meilleurs équipes françaises de handball féminin.

Elle est depuis 6 saisons consécutives, dans le Top 3 des clubs français et fait un parcours honorable en Coupe d'Europe. Sa politique de formation est reconnue pour être l'une des meilleures en France et à l'international. 2/3 de l'effectif professionnel a été formé au centre de formation ou au club.

Le parcours d'une joueuse en Centre de Formation (CF) arrive à une période critique du développement de l'athlète de haut niveau (16/22 ans). En effet, les joueuses en formation s'entraînent plus que les professionnelles et mènent en parallèle des études adaptées leur permettant non seulement de préparer la reconversion mais surtout de poursuivre leur développement intellectuel nécessaire à leur épanouissement personnel et à trouver un équilibre de vie sociale.

Un personnel référent de la structure est mis en place pour créer les conditions environnementales indispensables d'organisation d'un double projet (règles de fonctionnement administratif, règles de conduite, accompagnement individuel)

Ce personnel est également référent des entraînements personnalisés ou il contrôle et coordonne la charge globale, en relation avec l'entraîneur professionnel et l'entraîneur de l'équipe réserve et les entraîneurs nationaux de l'équipe de France.

Cette saison, le recrutement d'un salarié en charge du suivi socio-professionnel permet au club à la fois de diversifier la qualité des accompagnateurs des jeunes joueuses adultes.

Cette embauche permet de créer de nouvelles relations partenariales et d'améliorer les existantes avec les partenaires du monde scolaire, universitaire et de la formation professionnelle dans le but de toujours

adapter les parcours (réaliser les bons choix d'orientation initiaux, étaler et aménager les parcours, en harmonie avec le projet d'accession au professionnalisme).

Le club met une attention particulière à l'environnement de la vie privée des jeunes joueuses qui bénéficient toutes d'un logement individuel dans une résidence étudiante sécurisée. Les conditions d'hébergement sont une charge importante au regard du marché de l'immobilier d'Île-de-France, cette charge place Issy Paris Hand en situation d'inégalité de ce point de vue vis-à-vis de leurs concurrents (Metz, Brest, Toulon...).

Le savoir du club, la qualité d'encadrement des jeunes joueuses pour les accompagner vers le plus haut niveau se révèle par la mise à disposition dans les mêmes conditions que les joueuses professionnelles :

- Implication du staff médical, avec la présence du médecin dans la structure une fois par semaine, de la kinésithérapie quatre fois par semaine et des interventions en préparation physique, sophrologie, souplesse, diététicienne,
- Accès aux formations pour le responsable et l'entraîneur du Centre de Formation dans les saisons à venir (inscription DES DJEPS).

A terme, le recrutement d'un entraîneur adjoint de la structure va permettre de multiplier les interventions en entraînement personnalisé.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ISSY-LES-MOULINEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	70 500,00	10,82%
Services extérieurs	49 500,00	7,60%
Autres services	86 000,00	13,20%
Impôts et taxes	35 500,00	5,45%
Charges de personnel	397 000,00	60,94%
Autres charges de gestion courante	13 000,00	2,00%
Total	651 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile-de-France	50 000,00	7,67%
Subvention Conseil Général 92	113 000,00	17,34%
Subvention Ville de Paris	225 000,00	34,54%
Subvention Grand Paris Sud-ouest (GPSO)	244 000,00	37,45%
Partenaires privés	19 500,00	2,99%
Total	651 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010531

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FOOTBALL CLUB FEMININ DE JUVISY - CLUB ELITE -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	481 820,00 €	10,38 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FOOTBALL CLUB FEMININ DE JUVISY ESSONNE
Adresse administrative : 9 AV DE LA PASSERELLE 91170 VIRY-CHATILLON
Statut Juridique : ASSOCIATION
Représentant : Madame MARIE-CHRISTINE TERRONI, Présidente
N° SIRET : 40288091800022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Île-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le football féminin existe à Juvisy depuis 1971. Le Football Club Féminin de Juvisy Essonne évolue au plus haut niveau national (1ère Division) depuis 1987 et compte 328 licencie(e)s réparties en deux équipes seniors engagées en championnat (D1, DH), une équipe en 19 ans nationaux, une équipe en 19 ans (championnat à 11 régional), quatre équipes en 16 ans.

L'école de football compte 2 équipes en 13 ans, 2 en 11 ans et 2 en U6/U9.

Six titres de champion de France sont venus enrichir son palmarès.

Les bénévoles jouent un rôle très important et contribuent au quotidien de la vie du club depuis des années, soutenant ainsi les sections de jeunes jusqu'à l'équipe première. En plus de la performance, le FCFJ 91 est un club formateur récompensé pour la 5ème année consécutive du Label Ecole de Football de la Fédération Française de Football.

En 2016-2017 le club a ouvert en partenariat avec le lycée de Brétigny une section sportive de Seconde et première et qui va être étendue à la terminale en 2017-2018. Treize équipes, 240 joueuses dont 12 sous contrat fédéral, animent les terrains, de l'élite à l'école de football.

Les Principales Actions pour la saison sportive 2017/2018 seront les suivantes:

- Pour les joueuses. Le championnat de Division 1 évolue avec la mise en place de contrats fédéraux pour les joueuses. Il tend vers une professionnalisation sans oublier le double projet.
- Amélioration de l'encadrement technique : Plusieurs postes vont être créés afin renforcer la qualité du travail et de la performance sportive : Adjoint et entraineur des gardiennes de but présents en permanence avec le haut niveau, préparateurs physiques professionnel de cette action présents tant à l'entrainement qu'aux matchs des séniors, des 16 ans, éducateur avec chaque équipe. Enfin, le club se renforce en dirigeants ou dirigeantes.
- Structure médicale adaptée : développement de ce pôle avec la présence de kinés aux entrainements et aux matchs, un docteur référent qui assure le suivi médical et facilitera les examens nécessités par d'éventuelles blessures.
- Pour les jeunes : Grâce à la direction technique, le club souhaite avoir un suivi régulier des joueuses, une politique homogène de formation, le recrutement des meilleurs éléments du département et l'aide à la scolarité et aux déplacements.

Actions et objectifs de développement du club :

L'objectif prioritaire du club est de maintenir l'association au plus haut niveau de l'élite national dans le respect de ses valeurs tout en tendant vers une professionnalisation des structures:

- Accueil, fidélisation
- Formation
- Développement de l'élite
- Etre un club citoyen
- Ouverture, diversité

L'objectif secondaire est toujours d'être un club de référence dans le département et la région et d'être en adéquation avec la politique sportive départementale en collaboration avec les institutions.

L'amélioration de l'élite

a) L'élite jeune/formation

L'objectif du club est d'améliorer et de mieux structurer leur formation et leur perfectionnement dans le but de former pour le plus haut niveau. Le club accueille à ce jour 310 joueuses. Ce qui a entrainé la création d'une 4ème équipe 16 ans, de 2 équipes supplémentaires en U11, une équipe en U6/U9 et d'obtenir le label excellence Fédération Française de Football.

Le club est en train d'optimiser les structures existantes en améliorant la section sportive, le centre de formation et le respect du cahier des charges défini par la Fédération Française de Football et l'Education Nationale.

Pour Cela, Juvisy Football Club Féminin Essonne doit :
- Augmenter le nombre d'entrainements avec des entraineurs de plus en plus qualifiés (formations, embauches),
- Améliorer la préparation athlétique avec la présence de préparateurs physiques qualifiés,
- Renforcer le suivi médical avec la présence aux entrainements de kinésithérapeutes ou ostéopathes,
- Aider les meilleurs espoirs dans leurs études pour accéder plus facilement à la vie professionnelle.

b) L'élite senior

Le club veut maintenir le haut niveau tout en restant attractif en condition et en qualité de travail tout en permettant à l'athlète d'évoluer sur le plan sportif et personnel. Pour cela, il doit optimiser les équipements de qualité : lieu unique d'entrainement à Bondoufle avec pour l'hiver l'utilisation des terrains du CNR à Marcoussis et Villabe.

Les entrainements se déroulent à 17h30 (voir plus tôt) pour faciliter la récupération. Ce qui nécessite un partenariat avec les entreprises employant les joueuses. Le club a installé des bureaux pour le pôle administratif et technique.

Le club veut optimiser la cellule de recrutement départemental et régional et national tout en gardant son identité. Les dirigeants mettent en place une cellule Emploi permettant aux joueuses d'avoir un panel d'offres et de suggestions.

Des actions sont mises en place afin de mettre la joueuse dans les meilleurs conditions :
- Cellule Hébergement en collaboration avec la Mairie, la communauté d'agglomération et le Conseil Départemental (accueil et bien être)
- Faciliter le cursus scolaire et universitaire, l'épanouissement de la joueuse, grâce à des partenariats entre les structures,
- Un suivi médical en collaboration avec la structure médicale de Clinalliance et du CNR,
- Le maintien de l'éthique et de l'image du club, attitudes citoyennes et solidaire des athlètes de haut niveau avec une participation obligatoire aux différentes manifestations.

Pour la saison 2017-2018, le club souhaite aller plus loin en proposant un plan individuel de développement personnel de la joueuse, un travail avec les structures et les intervenants capable d'assurer la bonne réalisation de ce plan de développement. Cela préparera les joueuses en reconversion en fin de carrière.

C) Développement de la masse

Le club veut découvrir et initier à la pratique du football féminin. Il souhaite accueillir des jeunes joueuses non licenciées.

L'objectif du club pour la saison 2017-2018 est de continuer les actions entreprises depuis plusieurs années :
- Participation à tous les forums des associations,
- Animations football dans les quartiers avec le Futsal Tour féminin,
- Poursuite des animations dans les écoles primaires de la ville avec Scolafoot,
- Renforcement du réseau relationnel avec les professeurs d'EPS,
- Participation aux actions mises en place par la Fédération Française de Football.

Action Sport sans violence

Le club souhaite lutter contre toute forme de violence et d'incivilité dans le champ sportif et permettre le "Sport pour tous". Pour cela, il doit impulser une dynamique inscrite dans une logique partenariale et véhiculer un langage commun. Les dirigeants veulent donner une visibilité et une dimension (inter)nationale au projet.

Ce projet territorialisé à l'échelon francilien depuis 2015 et essonnien depuis 2010 bénéficie d'une image positif pour et dans le milieu du sport. Le développement du football féminin (explosion de la pratique, organisation de la coupe du monde 2019, médiatisation de plus en plus importante) permet l'ouverture d'une fenêtre d'opportunité pour assurer une visibilité de cette opération

Les objectifs sont : la transmission des valeurs « nobles » véhiculées par la pratique sportive (respect des règles, des autres, de l'environnement scolaire et sportif dans son ensemble lors de temps de sensibilisation aux pratiques) ; affichage de l'iconographie "Sport Sans Violence" lors des matchs nationaux et internationaux (supports de communication tel que le visuel maillot, maillot d'échauffement et d'entraînement, drapeaux, mascotte, panneaux publicitaires, etc.).

Les actions correspondent aux objectifs stratégiques d'éducation, de mixité, de citoyenneté et de lutte contre les discriminations.

Moyens mis en œuvre :
Le club utilise cinq sites pour les entrainements et les rencontres :
- Stade Robert Bobin à Bondoufle : pour les entrainements et les matchs de l'équipe A,
- Stade CNR à Marcoussis,
- Stade Perrin : mis à disposition par la mairie de Juvisy sur Orge pour les entraînements et les matchs de l'équipe B et des jeunes,
- Stade Maquin : pour l'équipe B et les 19 ans nationaux. Sur ce site, se trouve également le club house du club, 1 bureau et des pièces pour l'intendance,
- Île de Loisirs de Draveil : mise à disposition par le syndicat pour les entrainements et les matchs en période hivernale.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VIRY-CHATILLON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Formation	5 000,00	1,04%
Frais de personnel + Charges	360 000,00	74,72%
Matériel et équipement	50 000,00	10,38%
Déplacements	35 000,00	7,26%
Prestataires	20 000,00	4,15%
Frais divers	11 820,00	2,45%
Total	481 820,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile-de-France	50 000,00	10,38%
Subvention du Conseil Général 91	231 820,00	48,11%
Subvention municipale	100 000,00	20,75%
Partenaires et mécénat	100 000,00	20,75%
Total	481 820,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010544

Commission permanente du 5 Juillet 2017

Objet : SAINT CLOUD PARIS STADE FRANCAIS VOLLEY-BALL - CLUB ELITE -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	748 800,00 €	6,68 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAINT CLOUD PARIS STADE FRANCAIS
Adresse administrative : 19 RUE BUZENVAL
92210 SAINT CLOUD
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Zelie AMARD
Date de publication au JO : 15 Août 1998
N° SIRET : 42027932500039

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Île-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 Août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le club de Saint Cloud Paris Stade Français Volley-ball est composé de 2 structures :
- Une association support qui gère le sport amateur,
- Une Société Anonyme qui gère le sport professionnel.

Les deux structures travaillent conjointement sur le développement du sport francilien et de façon plus prononcée sur le sport féminin.

La Société Anonyme (SA) Stade Français Paris St Cloud assume sous son entière responsabilité la charge de toutes les activités du club liées au volley-ball professionnel. L'association assume pour sa part sous son entière responsabilité la gestion de toutes les activités du club liées au volley-ball amateur.

Dans le domaine du volley-ball le Stade Français et le St Cloud Volley Ball ont ainsi décidé la création d'un centre de formation en 2009 dans le cadre d'un projet global du volley-ball en région parisienne.

Ainsi est né un projet global associant l'équipe professionnelle évoluant en haut de tableau de Ligue A, un centre de formation et une équipe support évoluant en Nationale 2.

Depuis 5 ans (2010) ce projet global constitue, un projet majeur du sport féminin de haut niveau en région parisienne.

Une nouvelle structure a été créée : le Saint Cloud Paris Stade Français.
Une nouvelle identité a été retenue : Les Mariannes.

A ce titre, le centre de formation est une pièce essentielle du projet. Le développer et le pérenniser sont des priorités du projet.

Lors de la saison sportive 2016-2017, le club a obtenu les résultats sportifs suivants
- L'équipe 1ère a terminé 8ème du championnat de France de la ligue A Féminine,
- L'équipe réserve a terminé 3ème et se maintient en Nationale 2 Féminine.

PROJET DE FORMATION ET CENTRE DE FORMATION

Les actions de formation sont menées dans 2 domaines :
- Accueil de stagiaires en cours d'études supérieures concernant le sport de niveau,
- Renforcement des moyens de formation pour une équipe de haut niveau amateurs (N2) constituée de nombreuses jeunes joueuses formées au club, avec la création d'un Centre de Formation.

Tous les stagiaires effectuent leur stage sous la responsabilité de Stijn MORAND, entraîneur de l'équipe professionnelle.

Les actions de formation de jeunes au plus haut niveau se sont poursuivies, dans un contexte nouveau, malgré le non renouvellement de l'agrément du centre de formation.

En 2016/17, l'équipe de Nationale 2, constituée, dans le prolongement de ce qui était engagé depuis plusieurs années, est une équipe de jeunes joueuses à potentiel. Des jeunes joueuses ont pu jouer avec l'équipe professionnelle (Entraînements et participation à certains matchs du championnat professionnel).

Pour faire découvrir aux plus jeunes joueuses le haut niveau, des jeunes de moins de 15 ans M15 et de moins de 17 ans sont invitées à participer à des entraînements de la Nationale 2 Féminine.

Pour la saison sportive 2017-2018, le club a mis en place une demande pour une nouvelle convention pour un Centre de Formation.

Le fonctionnement du Centre de formation est défini par le cahier des charges fédéral. Sept jeunes filles de 18 à 23 ans pourront en bénéficier à la rentrée de septembre 2018.

Les joueuses devront avoir une pratique hebdomadaire de 14 à 20 heures par semaine, avec l'équipe de Nationale 2, l'équipe professionnelle, des entraînements spécifiques au centre de formation et de la préparation physique.

Le club favorise un recrutement régional car le vivier de joueuses est très important. De plus, cela permet aux joueuses de rester dans leur cocon familial au moment de partir sur un projet sportif important.

L'objectif du Centre de Formation est d'assurer à une jeune joueuse un double projet sportif et scolaire. Tous les moyens sont mis en œuvre pour aider ces athlètes dans leurs études : recherche d'établissement scolaire, de stages, cours de soutien.

Les athlètes seront suivies par le staff médical de l'équipe professionnelle.

Projet de Centre de Formation Régional

Le projet de création d'un centre de formation régional a été suggéré aux diverses autorités compétentes par le Stade-Français Paris Saint-Cloud professionnel et le Saint-Cloud Paris Stade-Français amateurs et pris en charge par François Focard, Vice-Président de la ligue Île-de-France de Volley-ball.

Ce projet vise à faciliter la formation des volleyeuses haut-niveau de la Région Ile-de-France tout en dépassant les difficultés liées au fonctionnement d'un Centre de Formation du type de celui associé au seul club professionnel de la Région Île-de-France.

Ce projet est mené par la Ligue Île-de-France de Volley-ball et peut servir de vivier pour intégrer des joueuses au Centre de formation.

Formation des jeunes

Le club amateur travaille sur la formation des jeunes et les résultats sont visibles au niveau national.

Chez les jeunes filles, les équipes de jeunes performent dans les championnats régionaux et nationaux. Plusieurs équipes sont inscrites dans chaque catégorie d'âge, ce qui nécessite une logistique importante et des compétences d'entraîneurs reconnues par des diplômes fédéraux.

L'équipe de moins de 13 ans féminine s'est qualifiée deux années de suite pour le Top 12 français, gravissant des marches chaque année. La progression des joueuses est importante et les jeunes qui n'étaient plus sélectionnées dans les équipes départementales font à présent figure de leaders incontestables dans la sélection des Hauts de Seine (plus haut niveau de regroupement pour cette catégorie d'âge).

L'équipe de moins de 15 ans féminine a raté d'une marche la qualification au Top 12 en 2015/2016. Le club a fait un audit important des clubs participant aux phases finales de coupe de France et en a conclu que pour performer, les filles devaient s'entraîner au minimum 3 fois par semaine et participer à des compétitions d'envergure. De cette conclusion, un entrainement spécifique a été ajouté. Elles terminent 1ère du championnat régional élite et 6ème de la Coupe de France des clubs au terme d'une saison 2016/2017 très intense.

L'équipe de moins de 17 ans s'est qualifiée deux années consécutives aux phases finales et perdent en ½ finale face à Béziers (les tenantes du titre) l'an passé. Les meilleures joueuses de cette génération jouent en Nationale 2 ou Pré-Nationale et s'entraînent minimum 3 fois par semaine. Le club offre la possibilité aux plus gros potentiels techniques de s'entraîner avec l'équipe professionnelle.

L'équipe de moins de 20 ans s'est qualifiée cette année pour la 1ère fois aux phases finales depuis la fusion du club amateur de Saint Cloud et de la section volley du Stade Français. Elles sont assurées de terminer dans le Top 8 français. 6 joueuses de cette équipe font partie de l'effectif de la Nationale 2F et peuvent régulièrement intégrer l'effectif de l'équipe professionnelle lors des entrainements.

C'est dans cette logique de performance et de formation que la structure souhaite remettre au centre du projet sportif un Centre de Formation. Les joueuses seront assurées d'y trouver leur place et de garantir aux familles le meilleur double projet scolaire et sportif à leurs filles.

Lors de la saison 2016-2017, le club a financé la formation à plusieurs entraineurs (brevets d'éducateurs, des diplômes d'Etat…).

Cette saison, Le club a fait passer plusieurs formations pour les jeunes pour devenir marqueur. 8 jeunes inscrits, 7 ont validé leur diplôme et 1 doit encore passer l'examen.

VOLLEY TOUT PUBLIC

Le club amateur et la société professionnelle sont engagés dans différents projets pour faire connaître le volley-ball au sein de la région Île-de-France.

Volley dans les écoles : à Paris comme à Saint Cloud, des interventions scolaires sont programmées chaque année et aboutissent à l'inscription pour certains dans des écoles de volley. Depuis 2 saisons, les interventions dans les écoles de Saint Cloud débouchent sur un tournoi de tous les CM2 de la ville en extérieur.

Volley et aménagement des rythmes scolaires : Le club participe activement aux ARS à Saint Cloud avec 3 après-midi volley. Les éducateurs vont chercher les enfants à pied à l'école et les conduisent au gymnase pour goûter dans un 1er temps puis jouer au volley-ball.

Volley et UNSS : une après-midi a été consacrée à la demande du Rectorat à l'accueil d'élèves ayant comme projet de réaliser un reportage sur l'équipe professionnelle (interview/photos) et ceci dans le but de leur faire découvrir l'utilisation des moyens de communication.

ENGAGEMENT ETHIQUE

Le club intègre dans ses pratiques le souci de santé et de la sécurité des sportifs amateurs et professionnels. En particulier en ce qui concerne les joueuses professionnelles et du centre de formation, il est prévu dans leur contrat un article visant les substances prohibées et les contrôles anti dopages. Par ailleurs, chaque joueuse signe une charte des relations. Plus globalement, les valeurs du club sont reprises dans un manifeste (laïcité, lutte contre la radication, lutte contre les discriminations). D'une façon générale, les actions au sein du club s'appuient sur un triptyque : travail, bonheur, fierté.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-CLOUD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	332 900,00	44,46%
Charges sociales	131 400,00	17,55%
Achats et logements	75 700,00	10,11%
Arbitrage	7 500,00	1,00%
Equipements sportifs	17 100,00	2,28%
Frais de fonctionnement	88 000,00	11,75%
Charges fédérales	96 200,00	12,85%
Total	748 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile-de-France	50 000,00	6,68%
Subvention Conseil Général 92	101 000,00	13,49%
Subvention Ville de Saint Cloud	135 000,00	18,03%
Subvention Ville de Paris	350 000,00	46,74%
Sponsoring et mécénat	112 800,00	15,06%
Total	748 800,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	7 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs (formation)	3 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	7 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	3 000,00 €
2016	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	10 000,00 €
	Montant total	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010540

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : AC BOBIGNY 93 RUGBY - CLUB ELITE -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	237 000,00 €	21,10 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AC BOBIGNY 93 RUGBY
Adresse administrative : 98 AVENUE SALVADOR ALLENDE
93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain CHAMOIS
Date de publication au JO : 12 Mars 2005
N° SIRET : 48214123100027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Île-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 Août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le club a été créé en 1965 et a obtenu le label Ecole de Rugby en 2006. Il compte aujourd'hui 500 licenciés, dont 60 bénévoles, qui assurent l'encadrement de toutes les équipes tout au long de la saison en assumant les tâches administratives et relationnelles.

Le club a obtenu la labellisation du Centre de Formation « Centre d'Entraînement Labellisé Fédération Française de Rugby » en Mars 2013.

L'AC Bobigny 93 Rugby engage ses équipes en compétitions fédérales officielles dans 8 catégories différentes :

- Equipe seniors 1 : Championnat de France Fédérale 1,
- Equipe seniors 2 : championnat de France Nationale B,
- Féminines 1 : Championnat de France 1ère division TOP 8,
- Féminines 2 : Championnat fédérale 2 féminine,
- Equipe sénior (U22) : Championnat de France Belascain,
- Juniors (-21 ans) : Coupe Frantz Reichel,
- Juniors (-19 ans) : Coupe René Crabos A,
- Cadets (-17 ans): Coupe Pierre Alamercery (1ère division).

Les actions de l'AC Bobigny 93 Rugby sont tournées vers tous les publics et ce depuis plusieurs années :

- les adultes : engagement bénévole, formation à l'arbitrage, à l'encadrement technique,
- les jeunes : formation sportive de haut niveau, suivi médical, scolaire et sportif via le centre de formation, accès à une pratique adaptée pour les nouveaux licenciés, suivi professionnel (formation éducateur école de rugby, recherche d'emploi…),
- les femmes : pratique adaptée à tous les niveaux et à tous les âges sans distinction avec les équipes masculines (même infrastructures humaines et matériels),
- les personnes handicapées : accueil d'un enfant autiste au sein de l'école de rugby.
- l'accueil de jeunes en formation : stages dans le cadre de formations en pré et post bac : bac professionnel comptabilité, BTS, alternance dans le cadre des formations aux métiers du sport et de l'animation : BEES 2°, BEJEPS, DEJEPS, licence et master STAPS.

Lors de la saison sportive 2016-2017, l'AC Bobigny 93 Rugby a engagé 8 équipes dans des compétitions fédérales officielles :

- Equipe séniors 1 : Maintien en Championnat de France Fédérale 1,
- Equipe séniors 2 : Maintien en Championnat de France Nationale B,
- Féminines 1 : 6ème du Championnat de France 1ère division TOP 8,
- Féminines 2 : ½ finale du Championnat féminines fédérales (encore en course),
- Equipe sénior (U22) : 1/16ème de finale du Championnat de France Belascain.

Actions et objectifs de développement du club

Le développement de la pratique féminine

L'AC Bobigny 93 Rugby a mis en place une politique de recrutement et de développement dans les quartiers prioritaires de la ville. Cela consiste à amener au rugby un maximum de jeunes filles issues de ces quartiers. Différentes actions et manifestations sont menées afin que le rugby soit le plus attrayant possible :

- dans les établissements situés dans les quartiers concernés,
- des journées de détections ouvertes à toutes,
- des tournois de rugby,
- des stages de découverte pendant les vacances scolaires, des invitations à des festivités du club.

Tous les moyens sont mis en place par le club pour accueillir ces jeunes filles issues des QPV. Des éducateurs formés et des dirigeants investis sont présents pour accueillir et fidéliser ces jeunes filles.

Le club mène un ensemble d'actions pour permettre aux femmes et aux jeunes filles de venir et de s'y intégrer. Cela passe par l'engagement de plusieurs équipes féminines à des niveaux différents :
- La pratique du haut niveau féminin : une équipe évoluant en TOP 8, plus haut niveau national féminin,
- Une équipe évoluant en Fédérale à XV. Cette équipe permet d'intégrer des débutantes ou d'accueillir des filles en transition vers le haut niveau ou tout simplement aux filles qui ne souhaitent pas pratiquer au haut niveau.
- Deux équipes de moins de 18 ans, une équipe de rugby à 7 et une équipe à 15.

Cela passe par un entraînement ciblé : découverte de la pratique, organisation de stages de préparation, mise en place d'un suivi médical, recrutement d'un encadrement adapté au niveau de la pratique.

Plusieurs actions sont mises en place :
- Organisation d'une journée Promotion du rugby féminin où sont invitées les cadettes du département,
- Accueil des filles de l'UNSS sur les créneaux de l'Ecole de Rugby,
- Actions scolaires dans les établissements primaires et secondaires de la ville de Bobigny,
- Organisation de Tournoi « copains-copines »,
- Intégration des filles dans le centre de formation et dans l'école de rugby.

Toute la saison sportive, plusieurs entraînements hebdomadaires sont mis en place de l'Ecole de Rugby, aux seniors sur différents sites du département : stade Henri Wallon à Bobigny, stade La Motte à Bobigny et stade Raoult Montbrand à Pantin.

Un encadrement (dirigeants bénévoles et entraîneurs/éducateurs) est adapté à chaque catégorie.

Le centre de Formation « Académie Rugby 93 »

L'objectif du club est de permettre à des rugbymen à fort potentiel de s'épanouir aussi bien dans leur vie sportive, scolaire et/ou professionnelle que dans leur vie quotidienne.

Les objectifs du centre de formation sont de :

- Permettre aux jeunes à fort potentiel de progresser et d'évoluer au plus haut niveau en Seine-Saint-Denis,
- Faire progresser le niveau général du rugby départemental en permettant l'accès au haut niveau dans sa région, notamment sur l'équipe phare du département,
- Amener des jeunes du département à « l'élite » rugby, en décrochant un contrat professionnel.

Le centre de formation dispose d'un centre d'hébergement situé au stade La Motte à Bobigny qui permet aux stagiaires habitant trop loin d'être logé à proximité de leur lieu d'entraînement.

Les jeunes bénéficient également d'un suivi scolaire grâce notamment à des conventions passés entre le club et les établissements scolaires ainsi que d'un suivi médical. Le centre de formation accueille également les filles.

L'Académie Rugby 93 est labellisé «Centre d'entraînement Fédéral » par la Fédération Française de Rugby.

Les Actions scolaires

Depuis de nombreuses années, l'AC Bobigny 93 Rugby intervient dans les écoles élémentaires de la ville pour initier garçons et filles aux principes et aux techniques du rugby. Cette action se prolonge également dans les collèges de Bobigny et des villes voisines : Aubervilliers, Pantin et La Courneuve.

Des éducateurs salariés du club mènent des actions dans les établissements scolaires de la ville de Bobigny, en relation avec la conseillère pédagogique EPS et les enseignants. Les sites d'interventions sont différents selon l'emplacement géographique des écoles.

Avant chaque vacance scolaire, un tournoi scolaire est organisé, ce qui permet de regrouper toutes les classes ayant bénéficiées des interventions. A la fin de l'année scolaire, un grand tournoi final est organisé.

Tout au long de l'année scolaire, des éducateurs salariés au club mènent des actions dans les établissements scolaires, en relation avec la conseillère pédagogique EPS et les enseignants.

Enfin, le club met en place des initiations rugby avec des associations caritatives qui viennent en aide aux enfants malades. Différents ateliers sont organisés avec la participation des membres de l'équipe séniors : jeux de passes, courses en relais, initiation aux techniques de placages, et pour finir, quelques petits matchs. L'objectif est de leur transmettre le goût de l'effort et des valeurs prônés par le rugby.

Il est aussi question d'échanger avec les enfants sur la pratique du rugby et du sport en général.

Moyens mis en œuvre :
Les entraînements ont lieu au stade Raoult Montbrand à Pantin.
Le centre d'hébergement se situe sur le stade La Motte de Bobigny.
Charge d'entraînements adaptée à tous les âges avec des séances de technique individuelle et des séances de musculation.
Le centre de formation dispose d'un encadrement adapté.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de déplacement	49 500,00	20,89%
Frais de personnel	153 890,00	64,93%
Achat de matériel sportif	2 500,00	1,05%
Achat pharmacie	3 000,00	1,27%
Entretien et réparations	600,00	0,25%
Assurance	1 500,00	0,63%
Locations	26 010,00	10,97%
Total	237 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile-de-France	50 000,00	21,10%
Participation du club	148 000,00	62,45%
CNDS	39 000,00	16,46%
Total	237 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	22 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	3 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	12 000,00 €
2016	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	37 000,00 €
	Montant total	74 000,00 €

ANNEXE 4 A LA DELIBERATION

Convention type au dispositif « Clubs Excellence Île-de-France »

DISPOSITIF DE SOUTIEN AUX CLUBS EXCELLENCE D'ÎLE-DE-FRANCE
CLUBS ELITES

CONVENTION PARTENARIALE TRIPARTITE ENTRE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE ET
……..

DOSSIER D'AIDE N° …….

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP du
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

Le Comité ou la Ligue dénommé : (Nom du bénéficiaire)
dont le statut juridique est :.....
dont le n° SIREN/SIRET et code APE (si existant) sont : .....
dont le siège social est situé au :
représenté par son dirigeant.....
habilité par .....
ci-après dénommé « le Comité ou la Ligue »

Et

Le club dénommé : (Nom du bénéficiaire)
dont le statut juridique est :.....
dont le n° SIREN/SIRET et code APE (si existant) sont : .....
dont le siège social est situé au :
représenté par son dirigeant.....
habilité par .....
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
»

d'autres parts,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Région capitale, l'Île-de-France concentre beaucoup de clubs de très haut niveau. Ils sont le rêve de tout pratiquant qui commence un jour dans une discipline sportive mais ils sont aussi une vitrine de l'excellence sportive du territoire francilien.

Désireuse de les accompagner dans leurs parcours compétitifs vers les plus hauts sommets nationaux et internationaux ou également dans le développement de leurs disciplines respectives et leurs programmes de formation, la Région lance un dispositif leur permettant de bénéficier des meilleures conditions d'évolution.

La Région Île-de-France décide de renforcer son soutien en faveur des clubs, aussi bien féminins que masculins, qui représentent l'Île-de-France au plus haut niveau national, afin de leur offrir les meilleures conditions d'évolution.

Propriétaire du CREPS, centre d'excellence sportive, la Région facilite la mise en œuvre de partenariat entre l'établissement et les clubs désignés afin de leur permettre de bénéficier d'un site offrant tout à la fois équipements sportifs, lieu d'hébergement, de restauration et centre de santé, notamment à l'occasion de stages de préparation.

ARTICLE 1: OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° … (CP d'attribution) du … (date de CP d'attribution), la Région Île-de-France a décidé de soutenir «Bénéficiaire» pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans les annexes dénommées « fiche projet » de la présente convention.

1.1 - DEFINITION DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT

Les clubs Élite, clubs féminins franciliens évoluant au plus haut niveau national, devront présenter des projets en lien étroit avec la politique sportive de leur ligue ou comité régional et ainsi avec les objectifs de leur fédération.

Les clubs féminins franciliens évoluant au plus haut niveau national (1ère ou 2ème division nationale), en fonction des disciplines retenues, pourront avoir le statut professionnel dans la limite de 4 clubs pour un partenariat d'un an renouvelable.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire des subventions dont les détails sont explicités dans l'annexe dénommé « Fiche projet » de la présente convention.

1.2 - CRITERES DES CLUBS D'EXCELLENCE

Les clubs doivent offrir les conditions d'épanouissement de l'ensemble de leurs sportifs, et ce quel que soit leur niveau, en :

- favorisant le développement de leur pratique sportive et permettant notamment l'accès à la pratique sportive pour les femmes, les personnes en situation de handicap, les adolescents et les séniors ;
- formant des encadrants et des officiels à tous les niveaux de compétitions ;
- renforçant l'intervention des bénévoles ;
- s'attachant au respect de la laïcité et des valeurs républicaines, et en prévenant les risques de radicalisation ;
- présentant des équipes de niveau régional dans toutes les catégories ;
- jouant le rôle de club « pilote/ressource » de la discipline.

- ayant une école labellisée par leur fédération ou sa structure régionale dans la discipline concernée ;
- ayant une école d'arbitrage ou favorisant le développement de l'arbitrage par la mise en place d'une politique dédiée au sein du club ;
- en étant en pleine cohérence avec les plans de développement de la fédération et de la ligue ou du comité régional ;
- proposant un programme adapté de préparation des sportives et sportifs paralympiques.

1.3 - ELIGIBILITE

Sont éligibles au présent dispositif les clubs proposés par les ligues ou comités conventionnés avec la Région sur la base du plan de développement sportif régional.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

2.1 - LA REALISATION DU PROJET

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

2.2 - OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTRE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et à promouvoir la Chartre régionale de la République et de la laïcité, dans la limite des lois et règlements en vigueur.

2.3 - OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU D'ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter ….. stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.4 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage :

- à informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes.
- à informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- à informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptibles de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

- à conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- à faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- à tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- à adopter un cadre budgétaire et conforme au plan comptable général.

2.5 - OBLIGATIONS D'INFORMATION ET D'ACCES AUX DOCUMENTS

Le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région à sa demande, toute pièce justificative de la dépense.

Il s'engage également à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat etc.) dans leur déroulement.

2.6 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, l'organisme s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. La présence d'un éditorial régional est obligatoire sur les supports papiers (programme, guide, plaquette de promotion et dossiers de presse, etc.) et supports numériques. Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Île-de-France.

Lorsque le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres cofinanceurs.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Île-de-France (comités départementaux, clubs, licenciés…)

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à la contribution régionale selon les dispositions définies ci-dessus. L'exécutif régional figure systématiquement comme force invitante.

La Région est invitée aux conférences de presse et actions de promotion du bénéficiaire. Le respect des usages, du protocole, de l'ordre de préséance et des relations publiques sur les supports d'invitation en tant que financeur, ainsi que le respect du rang et des préséances de l'exécutif régional présent lors d'une cérémonie ou manifestation, sont obligatoires.

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.

A l'issue de la saison sportive, le bénéficiaire transmet à la Région, sous la forme de son choix, un bilan de visibilité de la participation régionale (photo, éditorial, programme, guide, plaquette de promotion et dossiers de presse, site internet…).

La Région peut aussi mettre à la disposition des organisateurs des banderoles, drapeaux, adhésifs, rubalise et autres supports afin d'assurer la visibilité de la collectivité. Ces supports sont à retirer et à restituer, en particulier les banderoles et les drapeaux, auprès de la Région.

Le bénéficiaire s'engage également à :

- proposer au Conseil régional des invitations/accès à des événements portés par le bénéficiaire pour les jeunes lycéens, apprentis, licenciés des clubs franciliens, le personnel de l'association sportive et culturelle du personnel de la Région Ile-de-France (ASCRIF) et les représentants de l'institution régionale.

- à faire figurer le logo de la Région Île-de-France sur les maillots et autres tenues,

- faire la promotion de « l'Agenda 21 du Sport français » en faveur du développement durable,

- faire la promotion de « l'Agenda 22 » qui vise à assurer l'égalité des chances des personnes en situation de handicap. »

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement selon les taux définis dans le dispositif-cadre le projet de …….. (voir article 1)

Conformément à la délibération n° ……du ……., la Région attribue à ce projet une subvention d'un montant maximal de ……. €, représentant ….. % du coût total TTC du projet plafonné à ……. € TTC.

3.1 - CALCUL DU MONTANT DE LA SUBVENTION

L'aide régionale est calculée sur la base d'un projet de club (ambitions sportives, programme prévisionnel d'actions, besoins matériels identifiés) et d'un budget prévisionnel proposé par les clubs retenus.

La participation financière de la Région est fixée de la manière suivante :

- Jusqu'à 50.000 € par club Élite pour les clubs féminins dans un maximum de 4 clubs retenus ;

Cet accompagnement régional couvre une saison sportive.

En application de la règle de non cumul des aides, une même opération ne pourra pas être financée par plusieurs aides de la Région telles que définies dans ses différentes délibérations. Toutefois, un même territoire pourra être éligible à plusieurs aides portant sur des opérations différentes.

3.2 - REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée pour les engagements du club, tels que définis à l'article 1.1 de la convention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux mentionnés dans la fiche projet.
Dans ce cas, elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 4 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur Général de la Région Île-de-France.

La subvention est versée conformément au règlement budgétaire et financier de la Région en vigueur au moment du vote de la subvention.

La subvention régionale est versée en appliquant le taux de la subvention aux paiements effectués, diminués des acomptes et avances déjà versés.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

4.1 - VERSEMENT DES AVANCES

Le bénéficiaire de la subvention peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % de la subvention.

4.2 - VERSEMENT DES ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

4.3 VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement du paiement complet de l'action subventionnée. Pour les personnes morales de droit privé et de droit public, le compte-rendu financier doit être accompagné d'un bilan qualitatif du projet soutenu, et d'un état récapitulatif des dépenses réalisées signé par le représentant légal.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Chartre régionale des valeurs de la République et de la laïcité,

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

ARTICLE 5 – DELAIS DE VALIDITE DE LA SUBVENTION

Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France.

A l'exception des subventions inférieures à cinq mille euros et ayant fait l'objet d'un versement automatique lors de la notification, si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une 1ère demande de versement, ladite subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention régionale versée dans les cas suivants :

- si l'action subventionnée est réalisée à un coût moindre ou n'est pas réalisée dans sa totalité, le montant de la subvention sera réduit en conséquence. En cas de trop perçu, celui-ci fera l'objet d'un versement immédiat à due concurrence ;

- en cas de fausse déclaration du bénéficiaire, la Région exigera la restitution de la totalité de la subvention. Le bénéficiaire remboursera la totalité de la subvention perçue lorsque la subvention n'aura pas été utilisée ou utilisée pour un objectif non prévu par la présente convention ;

- **en cas de non-respect de l'article 2.2 précisant les obligations relatives à la Chartre régionale des valeurs de la République et la laïcité;**

- **en cas de non-respect de l'article 2.3 précisant l'obligation relative au recrutement de stagiaires ou d'alternants ;**

- en cas de non-respect de l'article 2.6 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

ARTICLE 7 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement approuvé par la Commission Permanente de la Région Île-de-France.

ARTICLE 8 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

8.1 - DATE D'EFFET

La présente convention prend effet à compter de la délibération portant attribution d'une subvention, après transmission au contrôle de la légalité, portée à la connaissance de son bénéficiaire.

Le partenariat ainsi mis en place fait l'objet de la signature d'une convention tripartite d'une durée d'un an renouvelable. Le renouvellement sera étudié à partir d'un bilan global, en concertation avec l'ensemble des parties concernées. Les subventions feront l'objet d'une affectation annuelle sous réserve de présentation au vote des élus en commission permanente, des programmes d'actions par saison sportive dénommés « fiche projet ».

8.2 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE

Le bénéficiaire de la subvention conserve les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

La Région peut en outre faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 10 - RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme de l'aide régionale.

Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé.

Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 11 – REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif.

Fait à Paris, en 3 exemplaires originaux, le

Le Club	Ligue de la discipline concernée	La Présidente du Conseil Régional Île-de-France
(nom, qualité du Signataire et Cachet du bénéficiaire)	(nom, qualité du Signataire et Cachet du bénéficiaire)	(nom, qualité du Signataire et Cachet du bénéficiaire)

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 13/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 13/07/2017

DELIBERATION N° CP 2017-334

DU 5 JUILLET 2017

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DU SPORT EN ILE-DE-FRANCE ET AFFECTATIONS D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du Sport ;

VU La délibération CR 04-06 du 30 juin 2006 relative à la convention constitutive de l'Institut Régional de Développement du Sport (IRDS) ;

VU La délibération n° CR 04-11 du 10 Février 2011 relative à la politique régionale du sport en Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 23-15 du 12 Février 2015 relative à la politique de la Ville, orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 Décembre 2015 portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 Janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 02-16 du 21 janvier 2016 portant ouverture d'autorisations de programme et d'engagement prise en application de l'article 133 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 204-16 du 14 Décembre 2016 relative aux « Nouvelles ambitions pour le Sport en Ile-de-France » (1ère partie) ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 09 Mars 2017 adoptant la « Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité » ;

VU La délibération n° CP 17-198 du 17 Mai 2017 approuvant la convention type relative au dispositif « Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France » ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU Le rapport CP 2017-334 présenté par madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative ;

VU L'avis de la commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Programme HP 32-002 « Développement de la pratique sportive »

Affecte une autorisation d'engagement de **144 000 €**, au bénéfice de l'IRDS (Institut Régional de Développement du Sport) disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n° 1.

Article 2 : Programme HP 32-003 « Evénements sportifs »

Décide au titre du dispositif « Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France » de participer au financement des **18** projets détaillés en annexe n° 2 (fiches projet) de la présente délibération par l'attribution de subventions dont le montant maximum est déterminé conformément au règlement d'intervention cadre annexé à la délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2017 relative aux « Nouvelles ambitions pour le Sport en Ile-de-France ».

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée à la CP n° 2017-198 du 17 mai 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **226 500 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-003 (132003) « Evènements sportifs », action 13200301 « Soutien aux événements sportifs » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n° 1.

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Numéro d'aide versée	Opérations	Bénéficiaires dispositif de soutien aux évènements sportifs	Date d'éligibilité
EX019047	Open de la Ligue Féminine de Basket ball	Fédération Française de Basket ball	10/02/2017
EX022633	Grand Prix de France de vol à voile 2017	Association Aéronautique du Val d'Essonne	08/05/2017
17007094	Meeting International Diamond League de Paris 2017	Fédération Française d'Athlétisme	15/02/2017
17009024	Les Foulées d'Ile-de-France France des Iles 2017	Association ACCOLADE	02/05/2017

17009025	Opération Dom Tom Cup 2017	Association RISI	02/05/2017
17009788	Open Beach de Torcy - Volley Ball	Volley Ball Torcy Marne la vallée	04/04/2017
17010286	Gala « Capital Fights »	Fédération Française de Kick Boxing, Muaythaï et Disciplines Associées (FFKMDA)	24/04/2017
17010306	Coupe du Monde de Fleuret féminin de Saint-Maur 2017	La Vie au Grand Air de Saint-Maur	11/05/2017
17010315	Championnat de France de Karaté de la Police Nationale 2017	Ligue Ile-de-France de la Fédération sportive de la Police Nationale	20/03/2017
17010317	Tournoi de football féminin catégorie U19	Ville de Breuillet	15/12/2016
17010325	Supermoto des Nations 2017	Comité d'organisation du Supermoto des Nations 2017	01/03/2017
17010438	Open de tennis des jeunes du Stade Français 2017	Stade Français	28/02/2017
17010460	Rosny Cup 2017 (Lutte)	Stade Olympique Rosny sous-bois	30/03/2017
17010472	Triathlon de Paris 2017	Fédération Française de Triathlon	24/02/2017
17010474	Championnat régional gymnastique féminine - FSCF	Ligue régionale Ile-de-France de la Fédération Sportive et Culturelle de France (FSCF)	03/03/2017
17010483	Animations Mondial de Lutte 2017	Comité Ile-de-France de Lutte et Disciplines Associées	15/05/2017
17011020	Championnat de France de sport adapté en Basket	Comité départemental de sport adapté de Seine Saint Denis	11/04/2017
17002831	La Nuit de la Savate Boxe Française	Serris Val d'Europe Savate	20/02/2017

La Présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-334	Budget	2017

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132002 - Développement de la pratique sportive**
Action	**13200201 - Soutien au mouvement sportif**

Dispositif : N° 00000044 - OA / IAU - Institut Régional de Développement du Sport (IRDS)

Dossier	17002108 - Subvention de fonctionnement 2017 Institut régional du développement du sport (IAU-IRDS)			
Bénéficiaire	R5149 - IAURIF INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME IDF			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	144 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
360 000,00 €	TTC	100 %	360 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000044 - OA / IAU - Institut Régional de Développement du Sport (IRDS)	144 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 32 - 132002 - 13200201	144 000,00 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132003 - Événements sportifs**
Action	**13200301 - Soutien aux évènements sportifs**

Dispositif : N° 00000075 - Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France

Dossier	EX019047 - OPEN DE LA LIGUE FEMININE DE BASKET-BALL 2017			
Bénéficiaire	R19707 - FEDERATION FRANCAISE DE BASKET-BALL			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
195 100,00 €	TTC	10,25 %	20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-334	Budget	2017

Dossier	EX022633 - GRAND PRIX DE FRANCE DE VOL A VOILE 2017			
Bénéficiaire	P0016079 - ASSOCIATION AERONAUTIQUE DU VAL D'ESSONNE			
Localisation	BUNO-BONNEVAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 000,00 €	TTC	13,04 %	3 000,00 €	

Dossier	17002831 - LA NUIT DE LA SAVATE BOXE FRANCAISE 2017			
Bénéficiaire	P0037030 - SERRIS VAL D EUROPE SAVATE			
Localisation	SERRIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 200,00 €	TTC	23,81 %	6 000,00 €	

Dossier	17007094 - MEETING INTERNATIONAL DIAMOND LEAGUE DE PARIS 2017			
Bénéficiaire	R10423 - FED FRSE ATHLETISME			
Localisation	SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	75 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 200 000,00 €	HT	6,25 %	75 000,00 €	

Dossier	17009024 - LES FOULEES D'ILE-DE-FRANCE FRANCE DES ILES 2017			
Bénéficiaire	P0017051 - ACCOLADE			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
57 000,00 €	TTC	17,54 %	10 000,00 €	

Dossier	17009025 - OPERATION DOM TOM CUP 2017			
Bénéficiaire	P0034614 - RISI RESEAU INITIATIV STRATEGIE INTELLIGENCE			
Localisation	BONNEUIL-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
35 000,00 €	TTC	20 %	7 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-334	Budget	2017

Dossier	17009788 - OPEN BEACH DE TORCY - VOLLEY BALL			
Bénéficiaire	P0031791 - VBT MV VOLLEY BALL TORCY MARNE LA VALLEE GYMNASE JEAN MONET			
Localisation	TORCY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 400,00 €	TTC	29,85 %	4 000,00 €	

Dossier	17010286 - GALA CAPITAL FIGHTS			
Bénéficiaire	P0037049 - FEDERATION FRANCAISE DE KICK BOXING, MUAYTHAI ET DISCIPLINES ASSOCIEES			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 000,00 €	TTC	10,71 %	7 500,00 €	

Dossier	17010306 - COUPE DU MONDE DE FLEURET DAMES SAINT MAUR 2017 - ESCRIME			
Bénéficiaire	R24545 - LA VIE AU GRAND AIR DE SAINT MAUR			
Localisation	SAINT-MAUR-DES-FOSSES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
41 000,00 €	TTC	24,39 %	10 000,00 €	

Dossier	17010315 - CHAMPIONNAT DE FRANCE DE KARATE DE LA POLICE NATIONALE 2017			
Bénéficiaire	P0036711 - FSPN LIGUE ILE DE FRANCE FEDERATION SPORTIVE DE LA POLICE NATIONALE			
Localisation	BUTHIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
17 000,00 €	TTC	29,41 %	5 000,00 €	

Dossier	17010317 - TOURNOI DE FOOTBALL FEMININ CATEGORIE U19 NATIONALE			
Bénéficiaire	R1074 - COMMUNE DE BREUILLET			
Localisation	BREUILLET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
37 000,00 €	TTC	8,11 %	3 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-334	Budget	2017

Dossier	17010325 - SUPERMOTO DES NATIONS 2017			
Bénéficiaire	P0037054 - COMITE D'ORGANISATION DU SUPERMOTO DES NATIONS 2017			
Localisation	TREMBLAY-EN-FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
124 800,00 €	TTC	16,03 %	20 000,00 €	

Dossier	17010438 - OPEN DE TENNIS DES JEUNES DU STADE FRANCAIS 2017			
Bénéficiaire	R30234 - STADE FRANCAIS			
Localisation	SAINT-CLOUD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
218 000,00 €	TTC	2,29 %	5 000,00 €	

Dossier	17010460 - ROSNY CUP 2017 - LUTTE			
Bénéficiaire	R33127 - SOR STADE OLYMP ROSNY / BOIS			
Localisation	ROSNY-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 300,00 €	TTC	22,56 %	3 000,00 €	

Dossier	17010472 - TRIATHLON DE PARIS 2017			
Bénéficiaire	R41225 - FFTRI FED FR TRIATHLON			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
350 000,00 €	HT	4,29 %	15 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-334	Budget	2017

Dossier	17010474 - CHAMPIONNAT REGIONAL EN SECTION AINEES-JEUNESSE - GYMNASTIQUE FEMININE			
Bénéficiaire	P0037084 - LIGUE REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE DE LA FEDERATION SPORTIVE ET CULTURELLE DE FRANCE (FSCF)			
Localisation	LE KREMLIN-BICETRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 100,00 €	TTC	27,03 %	3 000,00 €	

Dossier	17010483 - ANIMATIONS MONDIAL DE LUTTE 2017			
Bénéficiaire	P0035659 - COMITE REGIONAL D'ILE DE FRANCE DE LUTTE ET DISCIPLINES ASSOCIEES FFL DA			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
75 000,00 €	TTC	26,67 %	20 000,00 €	

Dossier	17011020 - CHAMPIONNAT DE FRANCE DE SPORT ADAPTE BASKET			
Bénéficiaire	P0034469 - COMITE DEPARTEMENTAL DE SPORT ADAPTE SEINE SAINT DENIS			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
101 000,00 €	TTC	9,9 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000075 - Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	226 500,00 €

Total sur l'imputation 933 - 32 - 132003 - 13200301	226 500,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJET

- Dispositif Soutien aux évènements sportifs se déroulant en Ile-de-France

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019047

Commission permanente du 5 Juillet 2017

Objet : OPEN DE LA LIGUE FEMININE DE BASKET-BALL 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	195 100,00 €	10,25 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE DE BASKET-BALL
Adresse administrative : 117 RUE DU CHATEAU DES RENTIERS 75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-PIERRE SIUTAT, Président
Date de publication au JO : 1 octobre 1932
N° SIRET : 78440586200052

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Organisation de l'Open de la ligue féminine de Basket-ball 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 10 Février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 Juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :

Développement et promotion du basket féminin de haut niveau,
Développement du basket féminin en Ile de France,
Accès des femmes à la pratique sportive,
Favoriser la dimension sociale du sport par le biais du programme « Marraines de Cœur ».

Description :

L'Open de la Ligue Féminine de Basket-ball (LFB) qui constitue la 1ère journée du championnat de France féminin professionnel, se déroulera les 29 et 30 Septembre 2017 au Stade Pierre de Coubertin à Paris. Depuis l'année dernière, une nouveauté a été mise en place avec le « Match des Champions » qui oppose le Champion de France LFB au vainqueur de la Coupe de France. Il s'agira cette année de la 13ème édition de l'OPEN LFB.

Les 12 meilleures équipes féminines françaises sont réunies à Paris, sur un site unique, pour l'ouverture de la saison. Six rencontres sont prévues à l'occasion des 2 jours de l'événement: le match des Champions le vendredi 29 septembre et 5 rencontres du championnat le samedi 30 Septembre.

Pour la 4ème année consécutive le Champion de France LFB affrontera le vainqueur de la Coupe de France à l'occasion du "Match des Champions". La LFB a souhaité mettre davantage l'éclairage sur cette rencontre en la programmant le vendredi en soirée, celle-ci sera télévisée.

Cette nouvelle édition de l'OPEN s'annonce riche en nouveautés de part son format original puisque jusqu'à présent la manifestation avait lieu samedi et dimanche et du fait du retour au Stade Pierre de Coubertin.

De nombreuses animations permettent aux jeunes licenciés de faire des oppositions organisées entre les rencontres ou aux mi-temps des matchs en accompagnant les joueuses professionnelles au moment de la présentation des équipes.

Cet événement de dimension nationale permet au public francilien d'assister à des rencontres de basket féminin de très haut niveau. C'est une opportunité unique puisqu'il n'y a aucune équipe professionnelle féminine en Ile de France. En ce sens, un travail de fond est conduit avec la Ligue Ile de France et les comités départementaux afin d'encourager les amateurs de basket, mais aussi des jeunes en difficulté (grâce au programme « Marraines de Cœur »), à venir assister à ce spectacle sportif.

Moyens mis en œuvre :

Communication massive sur les réseaux sociaux (voir plan de communication).
Affiche originale et décalée.
Au niveau organisationnel, l'unité de lieu est primordiale dans la réussite de l'événement, les équipes sont prises en charge de l'arrivée au départ.

Intérêt régional :

Formidable vitrine pour la promotion du basket féminin, l'OPEN LFB est devenue l'évènement majeur du basket féminin de haut niveau en France et l'événement phare du sport féminin à Paris.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, licenciés et non licenciés.
Pour cette 13ème édition, les organisateurs comptent sur la présence d'environ 10 000 spectateurs.

Grâce à la diffusion de l'intégralité des matches sur internet et du "match des Champions" sur SFR Sport, plus de 15.000 spectateurs supplémentaires sont touchés par la manifestation.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'hébergement	60 500,00	31,01%
Frais de transport	8 600,00	4,41%
Communication	30 100,00	15,43%
Réceptif VIP	30 000,00	15,38%
Location de salle	45 000,00	23,07%
Indemnités officiels	2 500,00	1,28%
Animations	10 000,00	5,13%
Volontaires	3 300,00	1,69%
Taxes	3 000,00	1,54%
Divers	2 100,00	1,08%
Total	195 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile-de-France	20 000,00	10,25%
Subvention Mairie de Paris	10 000,00	5,13%
Participation de la Fédération Française de Basket ball + Comité d'Organisation	108 000,00	55,36%
Billetterie	45 000,00	23,07%
Participation des clubs	12 100,00	6,20%
Total	195 100,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	35 000,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	35 000,00 €
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	30 000,00 €
	Montant total	100 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022633

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : GRAND PRIX DE FRANCE DE VOL A VOILE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	23 000,00 €	13,04 %	3 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AERONAUTIQUE DU VAL D'ESSONNE
Adresse administrative : AERODROME DE BUNO BONNEVEAU
91720 BUNO-BONNEVAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN NOEL MARQUET, Président
Date de publication au JO : 29 juin 1966
N° SIRET : 78521629200017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Organisation du Grand Prix de France de vol à voile 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire plusieurs années, selon son importance. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Objectifs :
- Relancer, renforcer et dynamiser la participation aux compétitions y compris au sein de l'association,
- Faire connaitre ce sport au niveau régional, national et européen,
- Faire apprécier les qualités de l'aérologie en Région Ile-de-France.

Description :
Le Grand Prix de France de Vol à Voile, organisé par l'Association Aéronautique du Val d'Essonne (A.A.V.E), se déroulera du 25 Juin au 02 Juillet 2017 à l'aérodrome de Buno-Bonnevaux (91).

La formule "GRAND PRIX" (World Sailplane Grand Prix Racing Series) est une compétition de courses en planeur qui se déroule, au niveau mondial, d'une manière similaire à celle des championnats automobile. Elle comprend plusieurs "manches" sélectives (6 à 10 réparties dans le monde) pour une manche finale (qui aura lieu au Chili) au terme de laquelle est désigné le "champion du monde".

Cette compétition comporte près de 20 pilotes parmi les meilleurs français et étrangers sur une série de courses en régate où tactique de course, technique et stratégie permettent au meilleur de se distinguer. Les participants proviennent des clubs Français (165) et de clubs Européens, Allemagne, Angleterre, Belgique.

Une course de 100 à 350km est lancée en régate. Les pilotes vont devoir trouver les meilleures lignes d'énergies en vol pour faire glisser leurs planeurs de 100 à plus de 250km/h dans les airs et tourner le circuit entre 80 et 140km/h de moyenne.

Intérêt régional :
La compétition a lieu sur le seul aérodrome (Buno-Bonnevaux), situé dans le sud de la région, dédié à la pratique du vol à voile (aviation sportive). Cela constitue un pôle d'activité socio-économique spécifique.
L'aérologie favorable à la discipline contribue à la notoriété de notre club chez les pratiquants nationaux et internationaux.
C'est une occasion forte d'attirer des spectateurs, vélivoles ou non, afin d'assister aux épreuves qui se déroulent exclusivement au départ de l'aérodrome.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Les habitants des environs de l'aérodrome (Val d'Essonne, Milly-la-forêt),
- Les régionaux de l'Ile de France,
- Clubs français et franciliens.

Localisation géographique :
- BUNO-BONNEVAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Remorquage des planeurs et carburants	6 500,00	28,26%
Fourniture petit équipement	2 500,00	10,87%
Achat récompenses	2 500,00	10,87%
Hébergement déplacements	1 800,00	7,83%
Encadrement compétition	3 700,00	16,09%
Réception accueil soirée	3 000,00	13,04%
Prestations de service	2 100,00	9,13%
Assurance avions	900,00	3,91%
Total	23 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile-de-France	3 000,00	13,04%
Subvention Conseil Général 91	3 000,00	13,04%
Subvention de la ville de Buno-Bonnevaux	500,00	2,17%
Fédération Française de Vol en Planeur	1 500,00	6,52%
Comité Régional Ile-de-France de Vol en Planeur	1 000,00	4,35%
Contribution participants	8 000,00	34,78%
Sponsors	4 800,00	20,87%
Fonds propres	1 200,00	5,22%
Total	23 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	3 000,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	3 000,00 €
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	3 000,00 €
	Montant total	9 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17007094

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MEETING INTERNATIONAL DIAMOND LEAGUE DE PARIS 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	1 200 000,00 €	6,25 %	75 000,00 €
	Montant Total de la subvention		75 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FED FRSE ATHLETISME
Adresse administrative : 33 AV PIERRE DE COUBERTIN
75640 PARIS 13 CEDEX

Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ANDRE GIRAUD, Président

Date de publication au JO : 27 février 1921

N° SIRET : 78444873000027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : organisation du meeting international Diamond League de Paris 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Objectifs :
- faire découvrir l'athlétisme de haut niveau à Paris,
- proposer un spectacle familial et festif, intégrant animations et épreuves,
- contribuer au rayonnement de l'athlétisme et du territoire francilien,
- présenter les meilleurs athlètes du monde au public parisien.

Description :
Le Meeting international d'athlétisme de Paris, organisé par la Fédération Française d'Athlétisme, se déroulera le 1er Juillet 2017 au stade Charléty dans le cadre du circuit de l'IAAF Diamond League.

Le circuit Diamond League est composé de 14 meetings se déroulant à travers le monde. 32 disciplines sont réparties entre ces 14 rencontres avec pour récompenses des diamants pour les vainqueurs de ces épreuves. Les médaillés des deniers Jeux Olympiques de Rio seront présents.

Organisé pour la première fois au cœur de Paris dans le stade Charléty dédié à l'athlétisme, cet évènement sera effectivement l'occasion de pérenniser la pratique de l'athlétisme auprès de l'ensemble du public francilien.

La Fédération Française d'Athlétisme souhaite pérenniser ce meeting capital, pour eux, pour la place du sport en France et à l'International mais également dans le cadre de la candidature de la France aux JO 2024. Le partenariat régional permettra d'inviter de nombreux jeunes issus principalement des zones intégrées aux différentes politiques de la ville, d'inviter des personnes à mobilité réduite.

Pour la région, il s'agit aussi d'accueillir une manifestation sportive d'envergure internationale, de développer les partenariats avec la ligue Ile-de-France d'athlétisme, de valoriser l'attractivité de la région Ile-de-France en matière d'événement sportif, et de mettre en place des opérations avec les jeunes issus des lycées de l'Ile-de-France.

Moyens mis en œuvre :
Il y aura 250 bénévoles impliqués dans l'organisation de cette opération.

Intérêt régional :
- Accueillir une manifestation sportive d'envergure internationale.
- Développer les partenariats avec la ligue Ile-de-France d'athlétisme.
- Valoriser l'attractivité de la Région Ile-de-France en matière d'événement sportif.
- Mettre en place des opérations avec les jeunes issus des lycées de l'Ile-de-France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, licenciés et non licenciés.
La Fédération Française d'Athlétisme représente 280 000 licenciés.

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Défraiements transport	100 000,00	8,33%
Hébergements	140 000,00	11,67%
Aménagements du stade	120 000,00	10,00%
Organisation du stade	150 000,00	12,50%
Organisation générale	200 000,00	16,67%
Promotion Communication	280 000,00	23,33%
Structures	115 000,00	9,58%
Impôts et taxes	25 000,00	2,08%
Sécurité	70 000,00	5,83%
Total	1 200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile-de-France	75 000,00	6,25%
Subvention de la Ville de Paris	50 000,00	4,17%
Sponsoring	300 000,00	25,00%
Billetterie	275 000,00	22,92%
Droits télévisuels	500 000,00	41,67%
Total	1 200 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	75 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	26 736,00 €
2015	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	115 081,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	130 000,00 €
2016	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	25 000,00 €
2016	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	90 000,00 €
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	75 000,00 €
	Montant total	461 817,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009025

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : OPERATION DOM TOM CUP 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	35 000,00 €	20,00 %	7 000,00 €
	Montant Total de la subvention		7 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RISI (RESEAU INITIATIV STRATEGIE INTELLIGENCE)
Adresse administrative : 18 RUE PASTEUR
94270 LE KREMLIN-BICETRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ROSAN ROYAN, Président

Date de publication au JO : 28 mars 2009

N° SIRET : 53123783200013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : organisation de la Dom Tom Cup 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 2 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire plusieurs années, selon son importance. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Objectifs :
- Rassembler dans le cadre de sélections les jeunes sportifs franciliens,
- Organiser un tournoi de football de grande envergure,
- Organiser et développer le mieux vivre ensemble.

Description :
L'Association Réseau Initiative Stratégie Intelligence organise la DOM TOM CUP, un tournoi de football des sélections Ultramarines, les 24 et 25 juin 2017 au Stade municipal de Bonneuil.
Ce tournoi va regrouper toutes les sélections de l'Outre-Mer et de l'Ile-de-France : Les sélections de la Réunion, de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane, de Mayotte, du Cap Vert, d'Haïti, des Comores, de Madagascar, de la Nouvelle Calédonie et de l'Ile-de-France.

Cela sera l'occasion de voir la confrontation de 250 joueurs âgés de 17 à 23 ans répartis sur sélections ultramarines et internationales sur les 2 journées de cette compétition, cela peut être l'occasion pour ces joueurs de se faire remarquer par des clubs professionnels.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, licenciés et non licenciés.

Localisation géographique :
- BONNEUIL-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'accessoires pour les joueurs	12 000,00	34,29%
Frais pour les arbitres	2 000,00	5,71%
Frais de sécurité	6 000,00	17,14%
Frais de restauration	3 000,00	8,57%
Achat de récompenses	2 000,00	5,71%
Présence de la Croix Rouge	1 300,00	3,71%
Frais de communication	3 500,00	10,00%
Aménagement du site	3 200,00	9,14%
Frais divers	2 000,00	5,71%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région IDF	7 000,00	20,00%
Frais d'engagement des sélections	8 400,00	24,00%
Partenaires privés	12 000,00	34,29%
Fonds propres	7 600,00	21,71%
Total	35 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	5 000,00 €
	Montant total	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009024

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LES FOULEES D'ILE-DE-FRANCE FRANCE DES ILES 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	57 000,00 €	17,54 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACCOLADE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JACQUES AMBROSIO, Président
N° SIRET : 44082118900014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : organisation des Foulées d'Ile-de-France France des Iles 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 2 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire plusieurs années, selon son importance. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Objectifs :
- Organiser une grande manifestation pédestre inter-génération de masse,
- Rassembler le maximum de participants toutes catégories confondues,
- Favoriser la mixité par le biais de courses pour tous les publics.

Description :
L'association Accolade organise, pour célébrer ses 33 années d'existence, "les Foulées d'Ile-de-France - France des Îles" sur l'Esplanade du Château des Vincennes à Paris le 02 Juillet 2017.

Cinq épreuves sont au programme :

- 1 km pour les poussins,
- 3km pour les benjamins et minimes,
- 5km toutes catégories, homme/femme, handisport et personnes à mobilité réduite,
- 10km pour les catégories allant de cadet à vétérans, homme/femme,
- course prévue pour les non-voyants.

Des stands sont installés autour des divers thèmes, avec une animation musicale et culturelle, des démonstrations sportives, avec des médecins du sport, podologues, masseurs, kinésithérapeutes, et un repas champêtre réservé à l'ensemble des acteurs.
Environ 4 000 participants sont attendus par les organisateurs.

Cette manifestation reflète la diversité des populations en permettant les brassages de toutes sortes, qu'ils soient sociaux, ethniques ou inter générations, aussi bien sur le plan du handicap international ou de la mixité hommes / femmes. L'association Accolade profitera de cet évènement pour proposer aux enfants une chasse au Trésor tout au long du parcours avec un encadrement spécialisé.

Les Ultra marins sont très nombreux à y participer, et les valeurs qu'ils portent et véhiculent ont toute leur place.

Moyens mis en œuvre :
150 et 200 bénévoles et de signalements pour l'encadrement sur l'ensemble des parcours proposés et plus particulièrement pour l'accompagnement des enfants.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	2 700,00	4,74%
Achats de fournitures	30 200,00	52,98%
Location de véhicules et matériels	4 900,00	8,60%
Frais d'entretien et réparations	550,00	0,96%
Frais d'assurance	600,00	1,05%
Documentation et flyers	2 300,00	4,04%
Frais de personnel	4 300,00	7,54%
Publicité et publications dans les médias	2 900,00	5,09%
Frais de transport	6 900,00	12,11%
Indemnités bénévoles	1 650,00	2,89%
Total	57 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région IDF	10 000,00	17,54%
Subvention ETAT	17 000,00	29,82%
Subvention CNDS	3 000,00	5,26%
Subvention Conseil Départemental	3 000,00	5,26%
Partenaires privés	10 000,00	17,54%
Recettes cotisations	7 000,00	12,28%
Association ACCOLADE	7 000,00	12,28%
Total	57 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	5 000,00 €
	Montant total	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010286

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : GALA CAPITAL FIGHTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	70 000,00 €	10,71 %	7 500,00 €
	Montant Total de la subvention		7 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE DE KICK BOXING, MUAYTHAI ET DISCIPLINES ASSOCIEES
Adresse administrative : 144 AVENUE GAMBETTA
93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur NADIR ALLOUACHE, Président

Date de publication au JO : 8 novembre 2008

N° SIRET : 50745873500028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : organisation du gala Capital Fight

Date prévisionnelle de début de projet : 24 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire plusieurs années, selon son importance. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Objectifs :
Les principaux objectifs de cet évènement sportif sont de :

- promouvoir les différentes disciplines de cette fédération (FFKMDA),
- proposer une animation sportive de qualité aux pratiquants franciliens,
- présenter des combats de haut niveau aux médias comme aux partenaires.

Description :
La Fédération Française de Kick Boxing, Muaythaï et Disciplines Associées (FFKMDA) va organiser l'opération "Capital Fights" le 20 mai 2017 à la Halle Carpentier à Paris.

C'est une manifestation sportive qui va présenter 16 combattants de haut niveau ayant une renommée internationale, cette 2ème édition est organisée dans la Région Ile-de-France afin de promouvoir la discipline auprès du public francilien.

La Région Ile-de-France compte environ 8 000 licenciés et les clubs qui présentent les meilleurs palmarès en France. Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 3 000 personnes, des invitations sont prévues pour chaque club francilien.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, licenciés et non licenciés.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location de salle et postes de secours	1 100,00	1,57%
Frais pour les arbitres	2 500,00	3,57%
Frais de sécurité	6 000,00	8,57%
Location de tables et chaises pour aménager la salle	3 000,00	4,29%
Achat de ceintures pour les combattants	4 000,00	5,71%
Achat de tenues sportives	500,00	0,71%
Présence speakers	1 500,00	2,14%
Aménagement du site	18 000,00	25,71%
Frais d'imprimerie	3 500,00	5,00%
Frais de transport en avion et train	8 500,00	12,14%
Restauration et hébergement partenaires	15 000,00	21,43%
Conférence de presse	2 800,00	4,00%
Frais divers pour les bénévoles	3 600,00	5,14%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région IDF	7 500,00	10,71%
Recettes droits TV	20 000,00	28,57%
Partenaires privés	20 000,00	28,57%
Recettes billetterie	22 500,00	32,14%
Total	70 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009788

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : OPEN BEACH DE TORCY - VOLLEY BALL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	13 400,00 €	29,85 %	4 000,00 €
	Montant Total de la subvention		4 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VBT MV VOLLEY BALL TORCY MARNE LA VALLEE GYMNASE JEAN MONET
Adresse administrative : 3 ALLEE LAMARTINE 77200 TORCY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JOEL BOURGEAIS, Président

Date de publication au JO : 17 juin 1967

N° SIRET : 38076875400026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : organisation de l'Open Beach de Torcy 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 4 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire plusieurs années, selon son importance. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Objectifs :
Les principaux objectifs de cette opération sont de :

- Promouvoir cette discipline sur le territoire de Seine et Marne
- Transmettre les valeurs environnementales
- Développer la pratique féminine
- Participer à l'animation de l'Ile de loisirs

Description :
L'association Volley Ball Torcy Marne la Vallée va organiser l'Open Beach de Torcy 2017 les 10 et 11 juin 2017 sur l'Ile de Loisirs de Torcy. Cette 3ème édition est une étape du championnat de France de Beach Volley, il y aura 40 « paires féminines » qui participeront à ce tournoi de haut niveau dont les 16 meilleures équipes féminines actuelles de Beach Volley et une équipe de France Beach jeune.
Cette manifestation sportive qui va permettre de valoriser l'Ile de loisirs de Torcy, doit également développer la notoriété de cette discipline sur tout le territoire de la Région Ile-de-France et proposer une animation de qualité à tous les clubs franciliens.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- TORCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais médicaux	700,00	5,22%
Achat de textiles	2 800,00	20,90%
Frais d'hébergement	1 200,00	8,96%
Frais de restauration	1 500,00	11,19%
Frais de déplacements	300,00	2,24%
Achats de boissons	300,00	2,24%
Frais de promotion	600,00	4,48%
Frais de personnel	4 000,00	29,85%
Frais administratifs	500,00	3,73%
Achat de matériel	1 500,00	11,19%
Total	13 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région IDF	4 000,00	29,85%
Subvention Conseil Départemental	2 000,00	14,93%
Recettes participants	900,00	6,72%
OMS de Torcy	1 500,00	11,19%
Fonds propres	5 000,00	37,31%
Total	13 400,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	8 000,00 €
	Montant total	8 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010306

Commission permanente du 5 Juillet 2017

Objet : COUPE DU MONDE DE FLEURET DAMES SAINT MAUR 2017 - ESCRIME

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	41 000,00 €	24,39 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA VIE AU GRAND AIR DE SAINT MAUR
Adresse administrative : 8 AVENUE DU NORD
94100 ST MAUR DES FOSSES

Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN FRANCOIS BEDU, Président
Date de publication au JO : 23 octobre 1919
N° SIRET : 78833694900029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 11 Mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire plusieurs années, selon son importance. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :
Les objectifs de cette Coupe du Monde au Fleuret Dames sont :

- d'encourager la pratique féminine de l'escrime,
- de favoriser la pratique chez les jeunes des écoles qui seront invités,
- de faire découvrir l'escrime de niveau international au plus grand nombre.

Description :
La Coupe du Monde de Saint-Maur de Fleuret Dames Seniors, organisée par l'association La Vie au Grand Air (VGA), est prévue les 03, 04 et 05 novembre 2017 au complexe sportif Pierre Brossolette à Saint-Maur des Fossés.

Cette manifestation sportive, désignée par la Fédération Internationale d'Escrime (FIE), est une épreuve

du circuit de Coupe du Monde au Fleuret dames seniors comptant pour le classement international et les qualifications pour les championnats du Monde.

Cette compétition va réunir 150 des meilleures fleurettistes mondiales (20 nations) à l'occasion d'une épreuve individuelle en deux étapes et d'une épreuve par équipes le dernier jour pour clôturer l'évènement.

Les organisateurs comptent accueillir 2000 personnes pendant les 3 journées de la compétition.

Moyens mis en œuvre :
Comité d'organisation de 10 personnes en plus d'une équipe de 50 bénévoles.

Intérêt régional : Permettre l'organisation d'une manifestation d'escrime féminine de niveau international en Ile-de-France et ainsi participer au rayonnement de cette discipline auprès de tous les clubs franciliens.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, licenciés et non licenciés.

Localisation géographique :
- SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'organisation	1 450,00	3,54%
Présence médicale	650,00	1,59%
Matériel pour l'aménagement du site	16 900,00	41,22%
Frais de techniciens	1 400,00	3,41%
Location de minibus	1 700,00	4,15%
Indemnités pour les arbitres	16 500,00	40,24%
Frais de restauration	1 600,00	3,90%
Frais de personnel	800,00	1,95%
Total	41 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région IDF	10 000,00	24,39%
Subvention de la Ville de Saint Maur	15 000,00	36,59%
Recettes pour les participations des délégations	14 000,00	34,15%
Recettes pour la restauration	2 000,00	4,88%
Total	41 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	8 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	2 000,00 €
2014	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	10 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	6 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	4 000,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	16 000,00 €
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	10 000,00 €
	Montant total	56 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010315

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CHAMPIONNAT DE FRANCE DE KARATE DE LA POLICE NATIONALE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	17 000,00 €	29,41 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FSPN LIGUE ILE DE FRANCE FEDERATION SPORTIVE DE LA POLICE NATIONALE
Adresse administrative : 27 BOULEVARD BOURDON 75004 PARIS
Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur MICHEL CHABALLIER, Président

Date de publication au JO : 7 janvier 2017

N° SIRET : 82497919900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : organisation du championnat de France de Karaté de la Police Nationale 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 20 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire plusieurs années, selon son importance. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :
Les principaux objectifs de cette opération sont :

- décerner le titre de champion de France,
- superviser les athlètes qui intégreront l'équipe de France,
- participer à la promotion et à la dynamique de la discipline.

Description :
La ligue Ile-de-France de la Fédération Sportive de la Police Nationale va organiser le championnat de France de Karaté de la Police Nationale du 11 au 13 octobre 2017 sur l'Ile de Loisirs de Buthiers.

Cette manifestation sportive va regrouper les 8 sélections régionales de la Police Nationale pour 160 compétiteurs et 24 arbitres, c'est la 1ère édition qui se déroulera dans la région Ile-de-France.
Les organisateurs ont prévu à cette occasion, de valoriser le concept Sport / Santé par la prévention des risques psychosociaux et de participer à la lutte contre le dopage.

Intérêt régional :
- valorisation des Iles de loisirs de la Région Ile-de-France
- favoriser les activités de la ligue régionale Ile-de-France

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, licenciés et non licenciés.

Localisation géographique :
- BUTHIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Hébergement et restauration	12 500,00	73,53%
Frais de transport	650,00	3,82%
Frais d'achat fournitures de la FFKDA	1 500,00	8,82%
Frais de carburant	150,00	0,88%
Frais pour les postes de secours	500,00	2,94%
Achat de podiums	800,00	4,71%
Frais divers pour les bénévoles	900,00	5,29%
Total	17 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région IDF	5 000,00	29,41%
Partenariats privés	2 000,00	11,76%
Ligue IDF de la Police Nationale	10 000,00	58,82%
Total	17 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010317

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : TOURNOI DE FOOTBALL FEMININ CATEGORIE U19 NATIONALE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	37 000,00 €	8,11 %	3 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-65734-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BREUILLET
Adresse administrative : 42 GRANDE RUE
91650 BREUILLET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard SPROTTI, Maire
N° SIRET : 21910105200112

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : organisation du tournoi de Football Féminin Catégorie U19 Nationale

Date prévisionnelle de début de projet : 15 Décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 Juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :

La commune de Breuillet organise le Tournoi de Football féminin Catégorie U19 Nationale les 26 et 27 Août 2017 à la Plaine des Sports de Breuillet.

Cet évènement a lieu dans le cadre de l'inauguration des nouveaux équipements sportifs (subventions Région Ile de France/ Conseil départemental de l'Essonne), mais surtout de mettre en lumière et véhiculer les valeurs qui sont portées par cette pratique sportive.

La commune de Breuillet communique sur la pratique du sport féminin et plus particulièrement le football afin de lutter contre toutes les formes de discriminations. Un stand d'information sera présent afin de communiquer et d'informer sur les possibilités de pratiquer dans tel ou tel club.

Intérêt régional :
- Pérennisation du projet dans les années à venir et l'ouvrir à des équipes européennes.
- Développement de la pratique sportive féminine.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BREUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Restauration	8 000,00	21,62%
Achats de Coupes	800,00	2,16%
Hébergement	15 200,00	41,08%
Publicité, publications, relations publiques	2 000,00	5,41%
Déplacements et transport	11 000,00	29,73%
Total	37 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	3 000,00	8,11%
Subvention Conseil Départemental 91	4 000,00	10,81%
Subvention Communauté Agglomération Coeur Essonne	4 000,00	10,81%
Mairie de Breuillet	8 000,00	21,62%
Sponsors	15 000,00	40,54%
FC JUVISY Football	3 000,00	8,11%
Total	37 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	5 228,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	175 000,00 €
2016	E-administration	12 728,00 €
2017	Politique de l'eau-Investissement	9 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	4 359,00 €
	Montant total	201 087,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010325

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SUPERMOTO DES NATIONS 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	124 800,00 €	16,03 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE D'ORGANISATION DU SUPERMOTO DES NATIONS 2017
Adresse administrative : 74 AVENUE PARMENTIER 75011 PARIS
Statut Juridique : ASSOCIATION
Représentant : Monsieur SEBASTIEN POIRIER, Président
N° SIRET : 82755891700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : organisation du Supermoto des Nations 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 Juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
Le Supermoto des Nations 2017, organisé par le Comité d'Organisation du Supermoto des Nations 2017, se déroulera les 23 et 24 septembre 2017 sur le circuit Carole à Tremblay-en-France. C'est un championnat du Monde par équipes mettant en opposition des équipes représentant leurs nations. Les équipes sont constituées des trois meilleurs pilotes de chaque pays.

Cet évènement est une épreuve unique de supermoto et sera l'occasion de découvrir l'équipe de France de Supermoto. Cette discipline est un sport de glisse partagé entre vitesse et motocross sur des machines adaptées en poids et en gabarit. Le circuit allie une partie en asphalte et une partie en terre.

Intérêt régional :
La Région Ile-de-France possède sur son territoire, un circuit de vitesse unique, des milliers de Pilotes roulent sur ce circuit, ouvert gratuitement plus d'une vingtaine de week-end par an.

Des stages sont organisés à des publics bien précis :
- Les jeunes
- Les filles
- Public à mobilité réduite.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- TREMBLAY-EN-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Droits fédéraux FFM	39 000,00	31,25%
Animations Speaker	1 000,00	0,80%
Assurance	7 500,00	6,01%
Billetterie	4 100,00	3,29%
Frais commissaires, organisation, officiels, techniques et sportifs	10 100,00	8,09%
Groupes Electrogènes	4 500,00	3,61%
Piste	1 500,00	1,20%
Hébergement	6 600,00	5,29%
Restauration	7 500,00	6,01%
Frais de logistique	2 600,00	2,08%
Location de site	25 000,00	20,03%
Communication	6 400,00	5,13%
Frais médicaux	9 000,00	7,21%
Total	124 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	20 000,00	16,03%
Subvention Conseil Départemental 93	10 000,00	8,01%
Subvention CNDS	20 000,00	16,03%
Billetterie	50 000,00	40,06%
Publicité	15 000,00	12,02%
Restauration	3 000,00	2,40%
Exposants opérations Relations Publiques	5 000,00	4,01%
Aide de la Fédération Française de Moto	1 800,00	1,44%
Total	124 800,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010438

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : OPEN DE TENNIS DES JEUNES DU STADE FRANCAIS 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	218 000,00 €	2,29 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STADE FRANCAIS
Adresse administrative : 2 RUE DU COMMANDANT GUILBAUD
75016 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-PAUL CHAPPOUX, Président
Date de publication au JO : 4 février 1902
N° SIRET : 30299790300026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : organisation de l'Open de Tennis des jeunes du Stade Français

Date prévisionnelle de début de projet : 28 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :
Les objectifs de cette opération sont :

- la mise en place du concept Sport et Attitude,
- l'accueil de jeunes de quartiers défavorisés et de joueurs handicapés,
- le développement d'un évènement tennis pour les Jeunes sur le territoire national.

Description :
L'Open des Jeunes Tennis du Stade Français, se déroulera du 10 au 16 juillet 2017 au Stade Français à Saint Cloud "Domaine de Saint-Cloud" lieu-dit "La Faisanderie".

Cette épreuve, qui est réservée aux jeunes de 12, 13 et 14 ans, est placée sous l'égide de la Fédération Internationale de Tennis et soutenue par la Fédération Française de Tennis. On pourra noter également la participation des jeunes de l'association "Fête le Mur" de Yannick Noah.

Ce tournoi international va voir la participation de :

- 6000 joueurs
- 35 clubs
- 50 nations

1) Mise en place du concept " Sport et Attitude" : Sensibilisation au comportement, au développement durable et au handicap.

2) Sensibilisation et Initiation au Sport pour des Jeunes de quartiers défavorisés et en situation de handicap.

A l'occasion de tournoi, le Stade Français va proposer les actions suivantes :

- Challenge quotidien du Fair Play
- Trophée de la solidarité
- Conférence sur les risques du dopage
- Opération 1000 jeunes de Quartiers défavorisés"

Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 7000 spectateurs

Intérêt régional :
- Partenariat avec les instances Handisport sur une opération d'envergure.
- Mise en place d'initiatives Ecoresponsable (tri sélectif, co-voiturage, recyclage).
- Visibilité du tournoi sur le plan national avec 1500 jeunes de la Région Ile-de-France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, licenciés et non licenciés.

Localisation géographique :
- SAINT-CLOUD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de communication	60 000,00	27,52%
Frais pour les intervenants, juges et arbitres	57 000,00	26,15%
Achat de matériels pédagogiques	40 000,00	18,35%
Indemnités pour les participants	61 000,00	27,98%
Total	218 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région IDF	10 000,00	4,59%
Subvention de la Ville de Paris	16 000,00	7,34%
Subvention du CNDS	5 000,00	2,29%
Subvention de la ligue de tennis de Paris	36 000,00	16,51%
Partenaires privés	140 000,00	64,22%
Recettes d'inscription des participants	11 000,00	5,05%
Total	218 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	22 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs (formation)	8 000,00 €
2014	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	5 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	17 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	3 000,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	5 000,00 €
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	5 000,00 €
	Montant total	65 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010460

Commission permanente du 5 Juillet 2017

Objet : ROSNY CUP 2017 - LUTTE -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	13 300,00 €	22,56 %	3 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOR STADE OLYMP ROSNY / BOIS
Adresse administrative : 118 AVENUE DU PRESIDENT KENNEDY
93110 ROSNY SOUS BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame NATHALIE BOYER, Présidente
Date de publication au JO : 11 juin 1965
N° SIRET : 30308317400019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : organisation de la Rosny Cup 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 30 Mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 Juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire plusieurs années, selon son importance. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :
La 16ème édition de la Rosny Cup en lutte Gréco-Romaine a été organisée par la section lutte du Stade Olympique de Rosny-Sous-Bois le 03 Juin 2017 au complexe Gabriel Thibault à Rosny sous-Bois (93).

C'est une manifestation sportive basée sur l'invitation de clubs locaux, régionaux, nationaux et internationaux (masculin et féminin), pour représenter plus de 250 lutteurs pour les catégories benjamins, minimes, cadets et seniors.

Chaque année des médaillées au Championnat d'Europe, du Monde et de France viennent participer à ce tournoi. Sur le plan international, l'Angleterre, l'Espagne, la Roumanie et la Monténégro seront les principales nations présentes.

Dans le domaine du développement durable, le Stade Olympique de Rosny-sous-Bois va favoriser les actions suivantes :

- sensibilisation à la lutte contre le dopage,
- communication sur le thème du respect de la santé,
- information des participants sur le respect dû à l'arbitre et aux règlements,
- ouverture de la compétition aux féminines dans toutes les catégories d'âge.

Moyens mis en œuvre :
Environ 30 personnes ont été impliquées dans l'organisation de cette opération.

Intérêt régional :
- Mobiliser les acteurs régionaux en particulier pour l'accueil des délégations.
- Inscrire dans la durée cette compétition dans le calendrier de la région Ile-de-France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, licenciés et non licenciés.
Les organisateurs ont reçu plus de 150 spectateurs.
Le Stade Olympique de Rosny-sous-Bois représente plus de 100 licenciés.

Localisation géographique :
- ROSNY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Hébergement équipes	3 800,00	28,57%
Matériel	350,00	2,63%
Restaurations	2 500,00	18,80%
Achat d'équipement spécifique (arbitrage, panneaux, tenues, informatique...)	4 760,00	35,79%
Médecin	900,00	6,77%
Arbitrage	800,00	6,02%
Déplacement	190,00	1,43%
Total	13 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile-de-France	3 000,00	22,56%
Subvention Ville de Rosny-sous-Bois	7 000,00	52,63%
Fonds propres	2 300,00	17,29%
Sponsor (Société Opalia)	1 000,00	7,52%
Total	13 300,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	4 000,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	3 000,00 €
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	3 000,00 €
	Montant total	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010472

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : TRIATHLON DE PARIS 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	350 000,00 €	4,29 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FFTRI FED FR TRIATHLON
Adresse administrative : 2 RUE DE LA JUSTICE
93213 LA PLAINE ST DENIS CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe LESCURE, Président
Date de publication au JO : 2 janvier 1985
N° SIRET : 33753586800034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : organisation du Triathlon de Paris 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 24 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire plusieurs années, selon son importance. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Objectifs :
Les objectifs de cette opération sont de :

- promouvoir et toucher le plus grand nombre d'athlètes licencié set non licenciés,
- faire connaitre la discipline au grand public avec une épreuve phare dans la capitale.

Description :
La Fédération Française de Triathlon va organiser le Triathlon de Paris Ile-de-France le 02 juillet 2017. Cette épreuve internationale est ouverte à 4000 athlètes, (75% de franciliens en 2016) et peut se courir soit en individuel soit par équipe de 3 sur la distance Olympique.

Le format retenu pour ce Triathlon de Paris est le suivant :

- 1500 mètres de natation,
- 40 km de cyclisme,
- 10 km de course à pied.

La partie natation se déroulera au bassin de la Villette, le parcours cycliste reliera les sites du Champs de Mars et de la Tour Eiffel après une incursion dans le bois de Boulogne et un parcours de course à pied autour des quais de la Seine.

Dans le domaine du développement durable, la Fédération Française de Triathlon va mettre en place les actions suivantes :

- mise en place de contrôles anti-dopage,
- collecte de dons pour la lutte contre le cancer,
- informations sur le respect et le nettoyage des sites,
- gratuité de l'inscription pour les personnes handicapées,
- sensibilisation des bénévoles au covoiturage et aux transports en commun.

Moyens mis en œuvre :
Il y aura environ 500 bénévoles impliqués dans l'organisation de cette manifestation sportive.

Intérêt régional : - Promotion et implication des clubs franciliens de triathlon.
- Valorisation de l'épreuve la plus importante du calendrier régional.
- Découverte de la Région Ile-de-France en raison d'un nouveau parcours.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les publics licenciés et non licenciés.
Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 10 000 spectateurs.

La Fédération Française de Triathlon représente environ 60 000 licenciés.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ravitaillement	12 000,00	3,43%
Frais de communication	42 000,00	12,00%
Sécurité	70 000,00	20,00%
Achat de prestations diverses	35 000,00	10,00%
Achat de matériel	20 000,00	5,71%
Direction de la course	40 000,00	11,43%
Location de matériel	53 000,00	15,14%
Frais d'assurance	4 000,00	1,14%
Frais de publicité	30 000,00	8,57%
Achats de coupes et de médailles	15 000,00	4,29%
Frais de transport	9 000,00	2,57%
Redevances diverses	10 000,00	2,86%
Déplacement, hébergement et restauration comité d'organisation	10 000,00	2,86%
Total	350 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région IDF	15 000,00	4,29%
Subvention Ville de Paris	35 000,00	10,00%
Recettes partenariats financiers	120 000,00	34,29%
Recettes droits d'inscription	180 000,00	51,43%
Total	350 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	25 000,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	40 000,00 €
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	20 000,00 €
	Montant total	85 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010474

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CHAMPIONNAT REGIONAL EN SECTION AINEES-JEUNESSE - GYMNASTIQUE FEMININE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	11 100,00 €	27,03 %	3 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE DE LA FEDERATION SPORTIVE ET CULTURELLE DE FRANCE (FSCF)
Adresse administrative : 38 RUE ROGER SALENGRO 94270 LE KREMLIN BICETRE
Statut Juridique : ASSOCIATION
Représentant : Monsieur BRUNO GENDRON, Président
N° SIRET : 78471426300034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 3 Mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 Juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :
Le Championnat Régional en section Ainées-Jeunesses, organisé par la ligue régional Ile-de-France de la Fédération Sportive et Culturelle de France (FSCF), se déroule les 10 et 11 Juin 2017 à l'Isle d'Adam (95).

Cet évènement est ouvert aux quatre catégories fédérales (F-F1-F2-F3) du programme fédéral et une catégorie régionale pour les gymnastes ne participant pas aux Championnats Nationaux.
L'équipe classée première en catégorie Fédérale est déclarée Championne Régionale (Ainées ou Jeunesses).

Cinq épreuves sont au programme: saut, barre, poutre, sol et mouvement d'ensemble.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- LE KREMLIN-BICETRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Hébergement	500,00	4,50%
Restauration	1 500,00	13,51%
Transport et déplacement	1 000,00	9,01%
Frais de personnel	2 500,00	22,52%
Achat de matériel (récompenses sportifs, juges, associations) + matériel informatique	2 100,00	18,92%
Fournitures	500,00	4,50%
Communication	1 000,00	9,01%
Frais généraux	2 000,00	18,02%
Total	11 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile-de-France	3 000,00	27,03%
Fonds propres	5 100,00	45,95%
Recettes participants	3 000,00	27,03%
Total	11 100,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010483

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ANIMATIONS MONDIAL DE LUTTE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	75 000,00 €	26,67 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE REGIONAL D'ILE DE FRANCE DE LUTTE ET DISCIPLINES ASSOCIEES FFL DA
Adresse administrative : 2 RUE LOUIS PERGAUD
94700 MAISONS-ALFORT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur OLIVIER AUDEBERT, Président

N° SIRET : 82277097000017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : l'organisation animations lutte 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire plusieurs années, selon son importance. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :
Les principaux objectifs de ces animations sont de :

- faire connaitre les différentes disciplines accessibles aux femmes,
- promouvoir les athlètes franciliens en Equipe de France,
- proposer des initiations en lutte au Stade de France pour tous les publics,
- mettre en place des activités de promotion à la Tour Eiffel,
- animer des activités et des animations dans le cadre de Paris plage.

Description :
Le comité Ile-de-France de Lutte et Disciplines Associées va organiser les animations prévues dans le cadre des Mondiaux de Lutte qui vont se dérouler du 21 au 26 aout 2017 à l'AccorHôtel Aréna.

Voici les animations qui vont entourer le Mondial 2017 et participer au développement de la pratique de cette discipline dans la Région Ile-de-France :

- l'opération Femmes en Sport le 13 mai 2017 au Pont de Solferino à Paris,
- la tournée des équipes de France le 20 mai 2017 à Mitry Mory,
- la Grande course du grand Paris le 21 mai 2017 au Stade de France,
- l'animation sur la Tour Eiffel du 25 au 28 mai 2017,
- l'opération Paris Plage du 17 au 19 aout 2017 à l'Hôtel de Ville de Paris.

Le comité Ile-de-France de Lutte et Disciplines Associées va s'appuyer sur l'ensemble des clubs et des licenciés franciliens pour assurer l'organisation de ces différentes animations de promotion de la pratique sportive et des Mondiaux de Lutte 2017, avec le soutien de la Fédération Française de Lutte.

La promotion de cette discipline doit permettre de favoriser la présence d'un grand nombre de spectateurs pendant les Mondiaux 2017 mais aussi de permettre un accroissement du nombre de licenciés et de clubs.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, licenciés et non licenciés.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	10 000,00	13,33%
Aménagement des sites, matériels	30 000,00	40,00%
Location de matériel	8 000,00	10,67%
Frais de communication	8 000,00	10,67%
Cadeaux pour les participants et les bénévoles	10 000,00	13,33%
Frais de transport du matériel et des encadrants	5 000,00	6,67%
Frais d'assurance	2 000,00	2,67%
Restauration intervenants	2 000,00	2,67%
Total	75 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF	20 000,00	26,67%
Subvention CNDS	15 000,00	20,00%
Subvention Ville de Paris	5 000,00	6,67%
Partenaires privés	10 000,00	13,33%
Fédération Française de Lutte	15 000,00	20,00%
Comité Ile-de-France de Lutte	10 000,00	13,33%
Total	75 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	7 040,00 €
2016	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	35 130,00 €
	Montant total	42 170,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011020

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CHAMPIONNAT DE FRANCE DE SPORT ADAPTE BASKET

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	101 000,00 €	9,90 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE DEPARTEMENTAL DE SPORT ADAPTE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : 32 RUE DELIZY 93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BRUNO HENNEBELLE, Président

Date de publication au JO : 2 novembre 2013
N° SIRET : 52293973500026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 11 Avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 Juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Objectifs :

Ce championnat permet de décerner les titres de Champion de France de Basket Sport Adapté, définis par les règlements de la FFSA, pour les trois différentes divisions. De plus, il permet de susciter l'intérêt de la pratique sportive du Basket- Ball auprès de ce public.

Description :
Le championnat de France de Basket Sport Adapté, organisé par le Comité 93 Sport Adapté, se déroule du 02 au 05 Juin 2017 dans 4 villes de Seine Saint-Denis (Aulnay-sous-Bois, Bobigny, Bondy et Drancy).

Le Championnat de France de Basket Sport Adapté représente un des plus importants championnats nationaux Sport Adapté organisés chaque année. En effet, il propose aux nombreuses équipes de basket de chaque région, après avoir obtenu leur qualification suite aux différents championnats régionaux organisés, de s'affronter afin de décrocher le titre de champion de France.

Il existe 3 divisions de sportifs (D1, D2 et D3) en fonction de l'autonomie des personnes et les trois sont représentées lors de ce championnat. Au total, ce sont plus de 50 équipes qui participent au championnat, soit environ 650 sportifs et 150 accompagnateurs. Un tournoi féminin est également susceptible de prendre place lors de ce championnat, si un nombre suffisant d'équipes s'inscrivent.

Ce championnat se déroule sur quatre jours, le premier étant consacré à l'accueil des équipes, la cérémonie d'ouverture et la réunion technique des entraîneurs. Les deuxième et troisième journées sont consacrées aux matchs de poule et de classement alors que le quatrième jour est réservé aux finales des différentes divisions et à la remise des récompenses.

À noter qu'un repas et une soirée de gala auront lieu la soirée du troisième jour, veille des finales, avec des animations et de la musique. Ce temps est très apprécié des sportifs et de l'encadrement et permet à tous les acteurs de l'événement de festoyer et partager un moment convivial ensemble.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	17 000,00	16,83%
Achats matières et fournitures	13 000,00	12,87%
Locations	45 000,00	44,55%
Rémunération des personnels	12 000,00	11,88%
Autres charges de gestion courante	14 000,00	13,86%
Total	101 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile-de-France	10 000,00	9,90%
Subvention Conseil Départemental 93	15 000,00	14,85%
Vente de produits finis	76 000,00	75,25%
Total	101 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	5 000,00 €
	Montant total	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002831

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LA NUIT DE LA SAVATE BOXE FRANCAISE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	25 200,00 €	23,81 %	6 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SERRIS VAL D'EUROPE SAVATE
Adresse administrative : 14 ALLEE RENE POULAIN
77600 CHANTELOUP-EN-BRIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MARC RODIER, Président
Date de publication au JO : 26 juillet 2008
N° SIRET : 51398345200014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : organisation de la Nuit de la Savate Boxe française

Date prévisionnelle de début de projet : 20 Février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :
- Promouvoir la savate boxe française et de la cohésion sociale à travers le sport favorisant la pratique féminine,
- Mettre à l'épreuve les meilleurs boxeurs franciliens en les opposant aux meilleurs boxeurs de la Région Provence Alpes Côte d'Azur.

Description :
Le club "Serris Val d'Europe Savate" organise la Nuit de la Savate Boxe Française le 20 Mai 2017 à Serris.

10 combats sont prévus dont un combat féminin. Cette soirée permet de mettre à l'épreuve les meilleurs boxeurs franciliens en les opposant aux meilleurs de la Région Provence Alpes Côte d'Azur.

Un tournoi de savate professionnel est aussi organisé dans la même soirée, réunissant quatre boxeurs qui s'affronteront pour tenter de finir vainqueur de ce tournoi.

Cette soirée a pour but de donner une belle image de ce sport avec toutes les valeurs de cette discipline, avec notamment, le respect, l'esthétique et l'efficacité.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous publics.

Localisation géographique :

- SERRIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Indemnités tireurs	11 000,00	43,65%
Frais d'hébergement et de restauration	3 800,00	15,08%
Frais de communication	3 500,00	13,89%
Frais de logistique	1 600,00	6,35%
Juges et arbitres	900,00	3,57%
Buvette + espace VIP	1 900,00	7,54%
Animations	1 500,00	5,95%
Coupes et trophées	1 000,00	3,97%
Total	25 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile-de-France	6 000,00	23,81%
Subvention Ville de Serris	2 100,00	8,33%
Sponsors	3 900,00	15,48%
Participation du club	8 200,00	32,54%
Achat de places	5 000,00	19,84%
Total	25 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/07/2017

DELIBERATION N° CP 2017-319

DU 5 JUILLET 2017

JEUNESSE, CITOYENNETE, VIE ASSOCIATIVE
DEUXIEME AFFECTATION 2017

CENTRE FRANCILIEN DE RESSOURCES POUR L'EGALITE FEMMES/HOMMES HUBERTINE AUCLERT (CHA) : AFFECTATION DU SOLDE DE LA SUBVENTION 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU La délibération n°CR 161-16 du 13 octobre 2016 relative au soutien en faveur des expressions citoyennes;

VU La délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative à la mesure des « 100 000 nouveaux stages » ;

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvierr 2016 portant prorogation du Règlement Budgétaire et Financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ; ;

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional a sa commission permanente ;

VU La délibération n°CR 74-09 du 18 juin 2009 relative à l'approbation de la création d'un Centre francilien de ressources pour l'égalité femmes/hommes ;

VU La délibération n° CR 39-07 du 25 octobre 2007 relative à la création d'un Fonds régional de développement de la vie associative

VU La délibération n° CR 74-09 du 18 juin 2009 relative à l'approbation de la création d'un Centre francilien de ressources pour l'égalité femmes/hommes ;

VU La délibération n° CP 14-456 du 18 juin 2014, adoptant une convention type relative au soutien régional dans le cadre du Fonds Régional de Développement de la Vie Associative ;

VU La délibération n° CP 16-104 du 18 mai 2016 relative aux attributions et affectations des avances des subventions 2016 en faveur des organismes associés à l'action régionale ;

VU La délibération CP 2017-027 du 278 janvier 2017 relative aux premières affectations 2017 du secteur Jeunesse, citoyenneté, vie associative ;

VU Le budget de la Région IDF pour 2017;

VU L'avis de la commission du Sport, de la Jeunesse, et de la Vie associative ;

VU L'avis de la commission des Finances

VU Le rapport n° CP 2017-319 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article n°1 :

Décide de participer au titre du dispositif « Expressions citoyennes », au financement de 4 associations, dont les projets sont détaillés en annexes 1 et 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **98 500 €.**

Décide la modification de la convention-type relative au dispositif « Expressions citoyennes » adoptée par la délibération n°CP 17-027 du 27 janvier 2017, telle que présentée en annexe 3 à la délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de la nouvelle convention type adoptée par la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **98 500 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200503 « Citoyenneté et valeurs de la République » du budget 2017.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif « Fonds régional de développement de la vie associative », au financement d'une association dont le projet est détaillé en annexes 1 et 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **35 000 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la conventions conforme à la convention-type adoptée par la délibération n° CP 14-456 du 18 juin 2014 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016 et de la délibération CR 2017-51 du 09 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **35 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 934 « Développement social et santé », code fonctionnel 40 « Services communs », programme HP40-001 « Développement de la vie associative », action 14000101 « Vie associative et bénévolat » du budget 2017.

Article 3 :

Décide d'attribuer au Centre francilien de ressources pour l'égalité femmes/hommes Hubertine Auclert (CHA), le solde de la subvention de fonctionnement inscrite au budget 2017 selon la répartition et le montant figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de **240 000 €** disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200509 « Centre de ressources Egalité Femmes/Hommes – ORVF » du budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION : TABLEAU RECAPITULATIF DES PROJETS BENEFICIANT D'UN SOUTIEN REGIONAL

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-319	Budget	2017

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**021 - Conseil Régional**
Programme	**102005 - Jeunesse et vie associative**
Action	**10200503 - Citoyenneté et valeurs de la République**

Dispositif : N° 00000998 - Soutien aux expressions citoyennes

Dossier	EX023099 - Mise en place de modules de sensibilisation à la citoyenneté et à la démocratie au sein des écoles de l'UGAB et organisation de conférences			
Bénéficiaire	P0024500 - UGAB - UNION ARMENIENNE GENERALE DE BIENFAISANCE			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	TTC	15 %	15 000,00 €	

Dossier	17002571 - SALON DU LIBAN 2017			
Bénéficiaire	P0036206 - ASSOCIATION DES AMIS DU LIBAN			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
282 630,00 €	TTC	17,69 %	50 000,00 €	

Dossier	17010470 - ACTIONS AUX PROFIT DES MILITAIRES ET DE LEUR FAMILLES/ANNEE 1/ PROGRAMME TRIENNAL			
Bénéficiaire	P0037071 - SOLIDARITE DEFENSE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 000,00 €	TTC	50 %	30 000,00 €	

Dossier	17012373 - MARCHE DES MUSULMANS CONTRE LE TERRORISME			
Bénéficiaire	P0037442 – POUR LA PERENITE DU MUR POUR LA PAIX			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 9712,00 €	TTC	36,04 %	3 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000998 - Soutien aux expressions citoyennes	98 500,00 €

Total sur l'imputation 930 - 021 - 102005 - 10200503	98 500,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-319	Budget	2017

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**021 - Conseil Régional**
Programme	**102005 - Jeunesse et vie associative**
Action	**10200509 - Centre de ressource égalité femmes / hommes - ORVF**

Dispositif : N° 00000547 - OA / Centre de ressources de l'égalité Femmes/Hommes

Dossier	17001243 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2017 AU CHA			
Bénéficiaire	P0001729 - CENTRE FRANCILIEN DE RESSOURCES POUR L'EGALITE FEMMES HOMMES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	240 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
600 000,00 €	TTC	60 %	240 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000547 - OA / Centre de ressources de l'égalité Femmes/Hommes	240 000,00 €

Total sur l'imputation 930 - 021 - 102005 - 10200509	240 000,00 €

Chapitre	**934 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**40 - Services communs**
Programme	**140001 - Développement de la vie associative**
Action	**14000101 - Vie associative et bénévolat**

Dispositif : N° 00000091 - Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement

Dossier	17011024 - RESEAU FRANCILIEN DES ELUS SOLIDAIRES / PROGRAMME BIENAL /ANNEE 1			
Bénéficiaire	P0037101 - VOISINS SOLIDAIRES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
123 000,00 €	TTC	28,46 %	35 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000091 - Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	35 000,00 €

Total sur l'imputation 934 - 40 - 140001 - 14000101	35 000,00 €

ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002571

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : SALON DU LIBAN 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux expressions citoyennes	282 630,00 €	17,69 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200503- Citoyenneté et valeurs de la République

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DES AMIS DU LIBAN
Adresse administrative : 17 AVENUE GUTENBERG
92800 PUTEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur AZIZ SLEIMAN, Président

N° SIRET : 82454666700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux expressions citoyennes
Rapport Cadre : CR161-16 du 13/10/2016

Objet du projet : Organisation du Salon du Liban du 17 au et 19 novembre 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet porté par les Amis du Liban vise à **promouvoir les valeurs de la République française, la citoyenneté et le vivre ensemble** au sein des relations franco-libanaises. L'association souhaite, à travers l'organisation d'un Salon du Liban, mettre en valeur les valeurs qui rassemblent citoyens français et libanais.

Description :
Le Salon du Liban permettra à la fois aux franciliens de découvrir la culture libanaise sous plusieurs aspects, mais aussi d'informer et de fédérer le public francilien et la communauté orientale sur la capacité d'intégration des libanais sur le territoire français. Dans cette perspective, **de nombreux exemples d'acteurs participants à la vie de la cité (associations, élus…) seront présents et pourront témoigner de l'importance d'appartenir à une même société, autour des valeurs partagées, qui fondent la République française.**
Depuis 1860, la France et le Liban, entretiennent des relations historiques, culturelles et politiques fortes. Ce salon sera l'occasion de maintenir de solides relations entre les français et les libanais.

Le salon sera découpé en cinq pôles : gastronomie, tourisme, culture, artisanat, commerce.
Il est en parallèle envisagé plusieurs concours : œnologique, gastronomique, littéraire (prix du salon) et un concours de jeunes Start-ups franco-libanaise.
Des animations sont également prévues dans chaque pôle : ateliers de danse libanaise, et à la orientale, concerts, défilés.
Plus de 20 000 visiteurs sont attendus.

Méthode d'évaluation envisagée
La réussite du projet sera essentiellement évaluée par les retours médias ainsi que le nombre d'entrées au salon.

Modes de restitution du projet / du programme
Compte rendu écrit.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains
- Intervenants ou prestataires extérieurs : Plusieurs prestataires seront engagés pour la promotion, la sécurité, l'accueil et la mise en place du salon.
- Bénévoles : les membres de l'association.

Intérêt régional :
Ce projet s'adresse à l'ensemble de la population francilienne. Il entend participer à l'objectif de faire rayonner Paris et sa région en tant que capitale internationale et multiculturelle tout en participant au « vivre ensemble ».

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois et à signer la charte sur les valeurs de la République.

Public(s) cible(s) :
- Nombre de participants potentiels dont adhérents bénévoles : 50
- Nombre de destinataires potentiels : 20 000 visiteurs

Lieu(x) de réalisation du projet / du programme :
Espace Charlie Parker de la Villette

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
LOCATION DE L'ESPACE	37 867,50	13,40%
MONTAGE DEMONTAGE	12 622,50	4,47%
AMENAGEMENT DE L'ESPACE	80 000,00	28,31%
COMMUNICATION PUBLICITE SIGNALETIQUE	84 140,00	29,77%
CREATION DU SITE WEB	8 000,00	2,83%
PERSONNEL DE SECURITE ET HOTES	26 400,00	9,34%
PERSONNEL DE NETTOYAGE	8 800,00	3,11%
REGIE DU PERSONNEL TECHNIQUE	19 400,00	6,86%
FOURNITURES BILLETTERIE BADGES TAKIE	5 400,00	1,91%
Total	282 630,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RESSOURCES PROPRES BILLETTERIE	182 630,00	64,62%
SUBVENTION REGION IDF	50 000,00	17,69%
AUTRES PARTENARIATS	50 000,00	17,69%
Total	282 630,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €
2018	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010470

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ACTIONS AUX PROFIT DES MILITAIRES FRANCILIENS ET DE LEURS FAMILLES / ANNEE 1 (PROGRAMME TRIENNAL)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux expressions citoyennes	60 000,00 €	50,00 %	30 000,00 €
		Montant Total de la subvention	30 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200503- Citoyenneté et valeurs de la République

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOLIDARITE DEFENSE
Adresse administrative : 26 RUE DE PRESLES
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CLAUDIE HAIGNERE, Présidente
N° SIRET : 40446465300025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux expressions citoyennes
Rapport Cadre : CR161-16 du 13/10/2016

Objet du projet : ACTIONS AUX PROFIT DES MILITAIRES FRANCILIENS ET DE LEUR FAMILLES

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association dite SOLIDARITE DEFENSE a pour but de contribuer à resserrer les liens entre la société civile et la communauté de Défense, en participant activement :

- aux manifestations de solidarité collective traduisant le soutien de la Nation en particulier au profit des personnels militaires engagés en opérations extérieures,
- aux soutiens personnalisés visant à redonner aux blessés et aux familles de personnels décédés, la capacité de reprendre une vie privée et professionnelle autonome, active et digne.

Description :
Les projets de Solidarité Défense, complémentaires et cohérents entre eux, couvrent les phases de préparation à l'engagement, d'opérations, d'hospitalisation ou de deuil, de reconstruction physique et psychique, de conception de nouveaux projets de vie et de réinsertion familiale, sociale et professionnelle, de recherche & développement (nouvelles méthodes et thérapies) et de prévention.

Ce projet se décline sur 5 axes :

1. **Colis de Noël aux militaires franciliens en opérations.**

Il s'agira d'apporter un réconfort moral et témoigner de la considération aux militaires franciliens déployés

en opérations au moment des fêtes de fin d'année par l'envoi d'un petit colis accompagné d'un dessin d'enfant.

2. Aides financières personnalisées.

Il s'agira d'assurer dans la durée un accompagnement moral, administratif, matériel et financier aux militaires franciliens blessés et aux familles endeuillées afin de leur permettre de retrouver une vie autonome et digne.

3. Calendrier de blessés dits les « InvaincuS ».

Il s'agira de réaliser un calendrier pour la période de septembre 2017 à décembre 2018, en format A3, constitué de 16 photos artistiques de blessés reconstruits par le sport sans souligner visuellement les handicaps afin de mieux mettre en évidence le chemin parcouru à force de volonté et d'efforts sur soi.

4. « Box » pour Blessés hospitalisés.

Il s'agira d'acquérir un premier stock de 250 « box » pour disposer de quoi équiper les blessés démunis dans les 8 hôpitaux d'instruction des armées, particulièrement les 4 à vocation opérationnelle (Percy, Begin, Lavéran et Toulon).

5. Formation et défraiement des visiteurs bénévoles en hôpital.

Il s'agira de former et encadrer les visiteurs bénévoles en hôpital afin d'améliorer la qualité des visites, de suivre plus efficacement les blessés dans la durée, de conforter la réputation de l'association au sein des hôpitaux militaires et ainsi de demeurer attractif pour les visiteurs bénévoles.

Méthode d'évaluation envisagée

- Nombre de colis distribués aux militaires des 3 armées, services et gendarmerie
- Coût unitaire du colis
- Nombre de dessins d'enfants collectés et nombre de classes participantes

Modes de restitution du projet / du programme

- Le bilan du projet sera présenté en assemblée générale annuelle (fin du printemps).
- La réalisation du projet fera aussi l'objet de publications sur le site internet de l'association et ses pages de réseaux sociaux (Facebook- twitter et Youtube).

Moyens mis en œuvre :

Moyens humains :

- 2 salariés de l'association
- 30 bénévoles

Intérêt régional :

A ces actions s'ajoutent :

- annuellement une dizaine d'activités ou événements publics d'information, de sensibilisation et de mobilisation à caractère caritatif ;
- une communication via internet et les réseaux sociaux (Facebook, Youtube et Twitter)

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois et à signer la charte des valeurs de la République.

Public(s) cible(s) :

Tous les militaires franciliens hospitalisés, toutes les familles endeuillées qui ont sollicité Solidarité Défense ou accepté son accompagnement.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACHATS ET FOURNITURES	10 000,00	16,67%
ASSURANCE ET DOCUMENTATIONS	10 000,00	16,67%
LOCATION ET DEPLACEMENT MISSION	10 000,00	16,67%
SALAIRES ET CHARGES DE PERSONNELS	30 000,00	50,00%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
MINISTERE DE LA DEFENSE	10 000,00	16,67%
REGION IDF	30 000,00	50,00%
AUTRES PRODUITS	10 000,00	16,67%
FONDATIONS	10 000,00	16,67%
Total	60 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €
2018	18 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023099

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MISE EN PLACE DE MODULES DE SENSIBILISATION A LA CITOYENNETE ET A LA DEMOCRATIE AU SEIN DES ECOLES DE L'UGAB ET ORGANISATION DE CONFERENCES / ANNEE 1 (PROJET TRIENNAL)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux expressions citoyennes	100 000,00 €	15,00 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200503- Citoyenneté et valeurs de la République

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UGAB - UNION ARMENIENNE GENERALE DE BIENFAISANCE
Adresse administrative : 11 SQUARE ALBONI
75016 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Nadia GORTZOUNIAN, Présidente

Date de publication au JO : 11 avril 1948

N° SIRET : 78467002800017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux expressions citoyennes
Rapport Cadre : CR161-16 du 13/10/2016

Objet du projet : Mise en place de modules de sensibilisation à la citoyenneté et à la démocratie au sein des écoles de l'UGAB et organisation de conférences/débats et expositions dans son centre culturel.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Sensibiliser les jeunes élèves des écoles de l'UGAB aux grands thèmes de la citoyenneté, de la démocratie et de la République française.
- Apprendre aux élèves des écoles du samedi à débattre, à échanger sur ces thèmes.
- Informer et débattre au sein de conférences sur des sujets liés à l'identité, à l'histoire arménienne et à la place de la communauté arménienne au sein de la République française.

Description :
L'UGAB accueille une école hebdomadaire chargée d'initier les enfants de plus de 6 ans à la pratique de la langue arménienne à travers divers modes opératoires (théâtre, informatique, etc).
Elle souhaite aujourd'hui élargir les sujets abordés afin d'inclure dans l'apprentissage des élèves une sensibilisation aux valeurs de la République française, à l'action citoyenne et aux grands thèmes qui la sous-tendent : égalité femmes-hommes, lutte contre les discriminations, laïcité,

écologie. Il s'agira également de leur transmettre les connaissances requises pour mieux appréhender l'exercice de la démocratie et de la citoyenneté française (fonctionnement des institutions, droit de vote, libertés publiques, droit des citoyens etc.).

L'UGAB propose pour cela deux projets complémentaires :

- des **modules de sensibilisation** au sein des écoles de l'UGAB : au sein de ces modules, les responsables pédagogiques apprendront aux jeunes élèves à échanger sur ces thèmes et organiseront des ateliers. Des sorties pédagogiques compléteront l'apprentissage ; elles permettront aux élèves de se confronter au fonctionnement des institutions françaises et de matérialiser les thèmes abordés (visite de l'Assemblée nationale, visite du mémorial de la Shoah, expositions, etc).
  L'évolution du projet se fera sur 3 ans et concernera année après année différentes tranches d'âge au sein des écoles de l'UGAB.

- l'organisation de **conférences/débats et d'expositions** : en Ile-de-France, les français d'origine arménienne sont plus de 200 000 répartis dans toute les communes franciliennes. L'une des missions de l'UGAB est de leur permettre de comprendre leur histoire et leur identité par le biais de conférences sur des thèmes divers. Le génocide arménien de 1915 n'est à ce jour toujours par reconnu par l'Etat turc. Il s'agit ainsi de comprendre les raisons de ce négationnisme, comprendre leur impact sur les français d'origine arménienne et aborder les autres formes de négationnismes (Shoah, etc.).
  Ces conférences pourront être organisées en collaboration : par exemple avec la Bibliothèque Nubar (rattachée à l'UGAB) ou avec les Nouvelles d'Arménie Magazine.

Moyens mis en œuvre :
Modules de sensibilisation au sein des écoles : l'équipe pédagogique des écoles sera mobilisée tout au long de l'année scolaire pour organiser ces modules. Il sera également nécessaire de faire venir des intervenants extérieurs qu'il faudra dédommager. Pour organiser les visites, des bénévoles devront être mobilisés pour accompagner les sorties et encadrer les élèves.
Concernant les moyens matériels, il est envisagé d'investir dans des ouvrages, voire des supports de communication plus modernes tels qu'iPads, téléviseurs, ordinateurs, etc. Pour les ateliers, des fournitures supplémentaires devront également être fournies en fonction des besoins des professeurs (cahiers, stylos, crayons de couleurs, etc.).
Un travail de communication devra également être organisé (impression de brochure, personne salariée pour la communication etc.).
Ces conférences/débats et expositions, qui sont gratuites, seront également suivies de buffets. Des moyens matériels seront également nécessaires en fonction des besoins : chaises, pupitres, fauteuils, matériel de sonorisation, appareils photos, caméra…
Ces deux projets supposent également la mise à disposition du centre culturel (qui suppose des charges, des frais d'électricité, des frais de ménage…) et un travail supplémentaire pour les salariés à temps plein de l'association.

Intérêt régional :
Ces deux projets complémentaires s'adressent au public francilien. Les sympathisants et adhérents de l'UGAB sont implantés dans toute l'Ile-de-France et ces projets sont ouverts à tous les publics, d'origine arménienne ou non.
L'UGAB est l'une des rares associations de la diaspora arménienne d'Ile-de-France à être aussi active sur tous ces thèmes : à avoir mis en place depuis plusieurs décennies des écoles de langue, de chant et de danse mais également à transmettre et pérenniser par le biais de conférences/débats et expositions l'identité et l'histoire des français d'origine arménienne en Ile-de-France. Il s'agit donc d'une association de premier plan pour les franciliens d'origine arménienne implantée au cœur de la Région Ile-de-France.
Par ailleurs, il est envisagé que ces conférences et ces modules de sensibilisation soient relayés par d'autres associations ou écoles de la région parisienne et que cette action ait par conséquent un réel impact régional et local dans d'autres communes d'Ile-de-France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois et de signer la charte des valeurs de la république.

Localisation géographique :

- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACHATS ET FOURNITURES	19 000,00	19,00%
FRAIS DE REPRESENTATION	15 000,00	15,00%
HONORAIRES INTERVENANTS	6 000,00	6,00%
FRAIS DE FONCTIONNEMENT	18 000,00	18,00%
SALAIRE ET CHARGES DE PERSONNEL	36 000,00	36,00%
FRAIS DE COMMUNICATION	6 000,00	6,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RESSOURCES PROPRES	85 000,00	85,00%
REGION IDF	15 000,00	15,00%
Total	100 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	9 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012373

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MARCHE DES MUSULMANS CONTRE LE TERRORISME

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux expressions citoyennes	9 712,00 €	36,04 %	3 500,00 €
	Montant Total de la subvention		3 500,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200503- Citoyenneté et valeurs de la République

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : POUR LA PERENNITE DU MUR POUR LA PAIX
Adresse administrative : 13 RUE DES MINIMES
75003 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Clara HALTER, Présidente
N° SIRET : 45241720700019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux expressions citoyennes
Rapport Cadre : CR161-16 du 13/10/2016

Objet du projet : Organiser la marche des musulmans contre le terrorisme du 8 au 14 juillet 2017.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
- Rassembler pour lutter contre la montée de la haine et des affrontements inter-communautaires
- Défendre et promouvoir les valeurs de la République

Description :
Ce projet porté par l'association pour la pérennité du mur de la paix doit retenir toute l'attention de la Région Ile-de-France.

Cette marche, qui se tiendra du 8 au 14 juillet dans les villes européennes touchées par des attentats, se veut en effet un événement rassembleur pour lutter contre la montée de la haine et des affrontements inter-communautaires. Cette mobilisation, portée et suivie par 62 participants, est un acte particulièrement fort ; la Région se doit d'être au côté de ceux qui luttent pour sauvegarder notre République et ses valeurs.

La marche débutera le 8 juillet depuis la Mosquée de Drancy, puis se dirigera vers Berlin, Bruxelles, Londres, Saint-Étienne du Rouvray, Paris, Toulouse, et Nice. Le retour à Paris est prévu le 14 juillet.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains
- Intervenants ou prestataires extérieurs
- Bénévoles : les membres de l'association.

Moyens matériels
- Un bus

Intérêt régional : Ce projet s'adresse à l'ensemble de la population francilienne. Il entend participer à l'objectif de défendre les valeurs de la République française.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout public

Localisation géographique :
- PARIS
- DRANCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Nuitée	3 512,00	36,16%
Restauration	6 200,00	63,84%
Total	9 712,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	6 212,00	63,96%
Région IDF	3 500,00	36,04%
Total	9 712,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011024

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : RESEAU FRANCILIEN DES ELUS SOLIDAIRES / PROGRAMME BIENAL /ANNEE 1

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	123 000,00 €	28,46 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-40-6574-140001-300
14000101- Vie associative et bénévolat

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VOISINS SOLIDAIRES
Adresse administrative : 26 RUE SAUSSIER LEROY
75017 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DAVID PETAUTON, Président

N° SIRET : 50183701700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement
Rapport Cadre : CR39-07 du 25/10/2007

Objet du projet : Réseau francilien des Elus Solidaires (RFES)

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Echanger, partager, mutualiser les bonnes pratiques.
- Elaborer ensemble des solutions innovantes pour renforcer la cohésion sociale.
- Servir de relais au Conseil régional pour déployer sur les territoires, via les départements et les mairies, les stratégies de mobilisations des franciliens.

Description :
- Réunions physiques : 1 séminaire régional du RFES à la Région par an, minimum 3 réunions départementales/intercommunales par an (à la demande).
- Présence sur le salon de l'AMIF – 1 fois par an.
- Community management : réunions virtuelles, gestion du site internet, mise en place d'une plateforme collaborative, présence sur les réseaux sociaux.
- Communication : newsletter mensuelle, dossier thématique trimestriel, communication médiatique, édition d'outils de communication.
- Promotion du réseau et recrutement.
- Gestion des fichiers par la création d'une base de données dédiée, accessible à distance par la Région, l'AMIF et Voisins Solidaires.
- Secrétariat : réponse aux questions, gestions des courriers et appels, mise à jour de la base à irriguer les politiques publiques.

Méthode d'évaluation envisagée
Indicateurs :
- Nombre de membres du réseau,
- Nombre d'initiatives nouvelles partagées par le réseau et mises en place,
- Quantité d'initiatives répertoriées et diffusées,
- Séminaires et réunion de travail avec restitutions détaillées illustrées.

Modes de restitution du projet / du programme
Rapport final illustré et chiffré en fin de mandature avec points d'étape tous les 6 mois

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
Salariés de l'association :
- 1 directeur de projet : ¼ ETP
- 1 chef de projet : 1 ETP
- 1 assistante : ¼ ETP

Intervenants ou prestataires extérieurs : graphiste
1 stagiaire : 1 ETP

Moyens matériels et équipement informatiques : 4 ordinateurs

Intérêt régional :
Il s'agit d'une manière innovante de mobiliser les habitants au travers des élus, mais aussi d'échanger, et de partager entre élus. Le réseau sur les 8 départements mobilise 20 000 bénévoles franciliens.
Une couverture régionale qui offre au Conseil Régional l'opportunité de prendre en main la question du lien social comme vecteur de la cohésion sociale.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois et à signer la charte des valeurs de la République.

Public(s) cible(s) :
- Nombre de participants potentiels dont adhérents bénévoles : 300
- Nombre de destinataires potentiels : 1 000

Lieu(x) de réalisation du projet / du programme :
Locaux situés sur Paris
Intervention dans tous les départements de la Région

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
SALAIRES ET CHARGES DE PERSONNEL	87 000,00	70,73%
FRAIS DE FONCTIONEMENT	16 000,00	13,01%
COMMUNICATION	10 000,00	8,13%
ORGANISATION DE MANIFESTATIONS	10 000,00	8,13%
Total	123 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RESSOURCES PROPRES	58 000,00	47,15%
REGION IDF	35 000,00	28,46%
FONDS PRIVES IEF	30 000,00	24,39%
Total	123 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 000,00 €
2018	21 000,00 €

ANNEXE N°3 A LA DELIBERATION : CONVENTION TYPE

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° du ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « **Soutien aux expressions citoyennes » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 161-16 du 13 octobre 2016.**

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

Les conventions pluriannuelles participent au soutien de programmes biennaux ou triennaux eux même décomposés en projets/actions annuels.

L'ensemble des modalités ci-dessous s'entendent par projet/action.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° du , la Région Île-de-France a décidé de soutenir xxxxx pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : xxxxxx (référence dossier n°xxxxx).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à xxx% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à xxxxxx €, soit un montant maximum de subvention de xxxx€.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le suivi et l'évaluation au fur et à mesure de la réalisation du projet ou du programme (convention pluriannuelle), sur un plan quantitatif comme qualitatif seront réalisés selon les modalités suivantes : le bénéficiaire de la subvention s'engage à transmettre à la Région des données permettant d'alimenter et de vérifier la réalisation de l'action subventionnée. L'analyse des données, qui doivent être aussi exhaustives que possibles, doit constituer une base afin d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs définis dans l'annexe dénommée « fiche projet » ; de disposer d'une description précise et étayée des actions menées grâce aux financements apportés à l'organisme et de mesurer les résultats obtenus ainsi que les retombées indirectes des actions de l'organisme.
Le bénéficiaire s'engage également à fournir un bilan qualitatif de l'action/du projet subventionnée.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter xx stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Convention pluriannuelle : avant la mise œuvre des années 2 ou 3 du programme soutenu, la Région vérifiera que lesdites informations lui ont bien été communiquées.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France» et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.
Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. Les correspondances, notamment celles vis-à-vis des bénéficiaires de l'objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région. Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. Ainsi, à titre d'exemple, dès lors que sont prévus des événements de promotion ou de lancement avec les

financeurs, ou une prise de parole à la faveur de ces derniers, le bénéficiaire a l'obligation d'octroyer le même espace d'expression à la Région.

Le respect des usages, du protocole, de l'ordre de préséance et des relations publiques sur les supports d'invitation en tant que financeur ainsi que le respect du rang et des préséances de l'exécutif régional présent lors d'une cérémonie ou manifestation, sont obligatoires. La présence ou l'absence de l'exécutif régional ou de son représentant ne préempte pas de ne pas le faire systématiquement figurer comme force invitante sur tous les supports.

De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres cofinanceurs.

Après l'achèvement de l'action subventionnée, le bénéficiaire présente, sous la forme de son choix, un bilan de visibilité de la participation régionale au financement du projet (exemple : photo, journal, éditorial sur support papier ou numérique, plaquette promotionnelle, programme, dossier de presse, communiqué de presse, carton d'invitation, impressions écran des supports numérique site internet ou réseaux sociaux ou newsletter, etc.).

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche. ».

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 40 % du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.
Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé)

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité,
- X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les conventions pluriannuelles, les dispositions financières s'appliquent annuellement.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le xxx.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale (ou solde de la subvention de la dernière année d'exécution du programme pour une convention pluriannuelle) ou à défaut par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.
Convention pluriannuelle : Les années 2 et 3 des programmes doivent obligatoirement faire l'objet de la signature d'un avenant qui fixera le montant de la subvention de l'action N+1 ou N+2 validé par la commission permanente. Le projet/action de l'année écoulée devra être soldé selon les modalités prévues par la convention avant toute continuité du programme.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées et en cas de non-respect des dispositions prévues par la présente convention.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégrité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte-rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement des stagiaires ou d'alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Ainsi, en cas de non-respect de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° du .

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux
Le
La présidente du conseil régional d'Île-de-France

Le
Le bénéficiaire

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 07/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 07/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-208

DU 5 JUILLET 2017

SOUTIEN RÉGIONAL AU DISPOSITIF "QUESTIONS DE SCIENCES, ENJEUX CITOYENS - QSEC²"

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

Vu Le code général des collectivités territoriales ;

Vu Le code de l'éducation ;

Vu La loi Enseignement supérieur et recherche n°2013-660 du 22 juillet 2013 ;

Vu La délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010, relative à politique en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche : délibération cadre 2011-2016 ;

Vu La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

Vu La délibération du Conseil régional n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu La délibération du Conseil régional n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

Vu Les délibérations n°CP 14-470 du 24 septembre 2014, CR 38-15 du 18 juin 2015 et CP 16-390 du 21 septembre 2016 relatives aux soutiens régionaux pour la réalisation du projet QSEC² ;

Vu La délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

Vu L'avis de la commission des finances ;

Vu Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU le rapport n°CP 2017-208 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide de participer au financement du programme d'actions 2017-2018 de la deuxième saison du projet QSEC² qui portera sur la thématique des « Mobilités », mis en œuvre par sept des huit partenaires du projet QSEC², tel que détaillé en annexe 3 (fiches projet) à la présente délibération, par l'attribution de sept subventions d'un montant maximum total prévisionnel de 199

450 € en fonctionnement.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention figurant en annexe n°2, avec chacun des bénéficiaires et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 199 450 € disponible sur le chapitre budgétaire : 939 « action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », Programme HP 92-007 (192007) « Soutien au dialogue Sciences - Société », Action 19200701 « Diffusion de la culture scientifique et technique », nature 657 du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif présenté en annexe 1 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

1- Etat récapitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009439	Budget	2017

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192007 - Soutien au dialogue sciences- société**
Action	**19200701 - Diffusion de la culture scientifique et technique**

Dispositif : N° 00000515 - Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)

Dossier	17007994 - QSEC² - ASSOCIATION SAVOIR APPRENDRE - EXPLORADOME - THEMATIQUE "LES MOBILITÉS" - TRANCHE 3			
Bénéficiaire	R31085 - ASSOCIATION SAVOIR APPRENDRE EXPLORADOME			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	63 250,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
253 448,00 €	TTC	24,96 %	63 250,00 €	

Dossier	17008474 - QSEC² - ASSOCIATION SCIENCES TECHNIQUES SOCIÉTÉ - THEMATIQUE "LES MOBILITÉS" - TRANCHE 3			
Bénéficiaire	R4641 - ASTS SCIENCE TECHNOLOGIE ET SOCIETE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 900,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
59 022,00 €	TTC	38,8 %	22 900,00 €	

Dossier	17008476 - QSEC² - ASSOCIATION LES PETITS DEBROUILLARDS ILE-DE-FRANCE- THEMATIQUE "LES MOBILITÉS" - TRANCHE 3			
Bénéficiaire	R13436 - PETITS DEBROUILLARDS ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 900,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
59 022,00 €	TTC	38,8 %	22 900,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009439	Budget	2017

Dossier	17008477 - QSEC² - ASSOCIATION PLANETE SCIENCES IDF - THEMATIQUE "LES MOBILITES" – TRANCHE 3			
Bénéficiaire	R12435 - PLANETE SCIENCES ILE-DE-FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 050,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
59 063,00 €	TTC	40,72 %	24 050,00 €	

Dossier	17008478 - QSEC² - ASSOCIATION SCIENCE OUVERTE - THEMATIQUE "LES MOBILITES" – TRANCHE 3			
Bénéficiaire	R41266 - ASSOCIATION SCIENCE OUVERTE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 600,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
62 126,00 €	TTC	28,33 %	17 600,00 €	

Dossier	17008484 - QSEC² - ASSOCIATION - TERRE AVENIR - THEMATIQUE "LES MOBILITÉS" - TRANCHE 3			
Bénéficiaire	R37732 - TERRE AVENIR			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 050,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
59 063,00 €	TTC	40,72 %	24 050,00 €	

Dossier	17008485 - QSEC² - ASSOCIATION TRACES - THEMATIQUE "LES MOBILITÉS" - TRANCHE 3			
Bénéficiaire	P0016608 - TRACES THEORIE REFLEXE APPREND COMM EDUCAT SCIENTIF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 700,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
90 620,00 €	HT	27,26 %	24 700,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000515 - Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	199 450,00 €

Total sur l'imputation 939 - 92 - 192007 - 19200701	199 450,00 €

2- Convention type

CONVENTION RELATIVE AU DISPOSITIF « QUESTIONS DE SCIENCES, ENJEUX CITOYENS² - QSEC² »

Entre

la Région Ile-de-France,
sise au 33, rue Barbet de Jouy – 75007 Paris
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
désignée ci-après la Région
en vertu de la délibération n° CP ….
d'une part,
et

le porteur de l'activité, « nom de la structure – statut juridique
N° de SIRET
ci-après désigné par « le bénéficiaire »
sis à
représenté par son Président ou son directeur habilité à cet effet en vertu de la délégation de pouvoir du / habilité par délibération du Conseil d'Administration du ……
d'autre part,

Après avoir rappelé que :

La Région Ile-de-France poursuit ainsi comme objectifs de :

- Instaurer un dialogue renouvelé entre scientifiques, élus et citoyens, en stimulant la circulation des idées et des attentes sur les questions sciences-société, dans un esprit d'ouverture et d'échanges démocratiques ;
- Favoriser l'engagement des citoyens sur les questions scientifiques et technologiques et leurs enjeux sociétaux en luttant contre une forme d'illettrisme scientifique, développant ainsi un sentiment de légitimité vis à vis de ces questions ;
- Renforcer la structuration des acteurs associatifs de la CSTI en Île-de-France, en s'appuyant sur leurs complémentarités et en les engageant dans de nouvelles pratiques de partage de ressources et de compétences.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1- OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° « *numéro et date de la délibération* », la Région a décidé d'octroyer une subvention de fonctionnement au bénéficiaire, afin de soutenir l'organisation des actions qui entrent dans le cadre des activités de la nouvelle version du dispositif « Questions de Sciences, Enjeux Citoyens », QSEC², effectuées du « *dates prévisionnelles du projet* ».

Les opérations correspondantes sont décrites dans l'annexe technique et financière à la présente convention.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

A - Obligations administratives

Le bénéficiaire s'engage à :

1) **a**dopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur,
2) **s'agissant d'un organisme de droit privé, appliquer, le cas échéant, l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ainsi que le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.**
3) fournir pour chaque exercice, avant le 1er mai de l'année suivante :

a - le bilan et les comptes du dernier exercice certifiés par le responsable comptable de l'organisme, par un expert- comptable ou, par un commissaire aux comptes si l'organisme en est doté.

b - le rapport d'activité annuel approuvé par l'assemblée générale, dans un délai de 3 mois après la tenue de ladite assemblée,

c - un compte d'emploi des subventions allouées par la Région en distinguant le cas échéant dans ses écritures la comptabilité propre à cette opération.

4) communiquer à la Région dans les trois mois suivant la notification de la présente convention, le nom de la personne chargée de certifier le bilan et les comptes conformément au point 2.a - ci-dessus.

5) porter à la connaissance de la Région toute modification concernant : les statuts, le trésorier, le président, le commissaire aux comptes, si nécessaire, et la composition du conseil d'administration et du bureau.

B – OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Concernant le suivi du projet, le bénéficiaire :

- est responsable du bon fonctionnement du projet,
- s'engage à assurer la réalisation du projet, tel que décrit dans l'annexe *fiche projet* à la présente convention qui conditionne l'octroi de la subvention régionale,
- doit produire un compte-rendu d'exécution final au moment de la demande de versement du solde de la subvention. Le compte-rendu d'exécution final comportera notamment des éléments qualitatifs et chiffrés sur l'impact territorial de l'action (particulièrement pour les actions dirigés vers le jeune public, produire une liste des établissements scolaires franciliens, des CFA, des centres culturels ayant été sollicités et de ceux ayant réellement participé à l'action ; canaux de communication utilisés),

C - OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales (**https://par.iledefrance.fr/**) selon les modalités qui lui seront communiquées par la région à l'issue du vote en Commission permanente via la notification d'attribution.

Le bénéficiaire s'engage à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés rencontrées (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

D - OBLIGATIONS RELATIVES A L'APPILICATION DE LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITÉ

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

E - OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître clairement la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention "action soutenue par la Région Ile-de-France" et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

La présence du logotype de la Région, en 1ère de couverture ou en page de garde est obligatoire, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. Toutes les correspondances, toutes les communications écrites ou orales (programme, affiche,

documents remis aux participants, articles, interviews) relatives au projet, objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région.

Concernant les sites Web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

L'organisation des manifestations destinées au grand public devra impérativement indiquer la participation de la Région. De même que l'invitation et l'intervention orale d'un représentant de la Région auxdites manifestations, voire aux actions qui le permettent, ainsi qu'aux communiqués et conférences de presse est impérative.

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers. Les photos pourront aussi être librement utilisées par la Région.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement le projet de culture scientifique, technique et citoyenne défini à l'article 1 ci-dessus et décrit dans la/les fiche(s) projets annexées à la présente convention, par le versement d'une subvention en fonctionnement décomposée comme suit :

Subvention de fonctionnement d'un montant maximum de …€, soit % des dépenses éligibles correspondantes telles que mentionnées en annexe technique.

ARTICLE 4 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

4.1 – Eligibilité des dépenses subventionnables :

La subvention régionale pourra couvrir les dépenses de fonctionnement, de personnel (dans la limite de 50% de la masse salariale pour les organismes de droit privé), hors frais de personnel permanent (pour les organismes publics uniquement), et/ou d'investissement, liées à la conduite du projet. Sont éligibles les dépenses relatives au projet précité effectué à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

4.2 - Modalités de versement :

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention **(DVS)** est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

4.2-1 - Versement d'avances

Le bénéficiaire peut demander le versement d'avances**, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie**, dans les conditions suivantes :

Le versement d'avance intervient au vu des documents suivants :

- **Une DVS** dument complétée,
- **Un plan de trésorerie** sur 12 mois à compter de la date de la demande, daté, signé, revêtu du nom et qualité du signataire (excepté pour les collectivités territoriales),
- **Transmettre l'accusé de réception reçu lors du dépôt de l'offre de stage sur la plateforme d'aide régionale, attestant de la mise en ligne du stage.**

Le total des avances et acomptes ne pourra dépasser la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnel en fonctionnement ou en investissement.

4.2-2 - Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes **à valoir sur les paiements déjà effectués**, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Le versement d'acomptes intervient, par section (fonctionnement) au vu des documents suivants :

- **Une DVS** dument complétée,
- **Un état récapitulatif** des dépenses précisant notamment les références, dates et montants HT et TTC des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
- **Un rapport synthétique** décrivant l'état d'avancement du projet, daté, signé et cacheté.
- Au moment du versement de l'acompte : il est vérifié que le bénéficiaire a bien procédé à la saisie des propositions de stages ou de contrats de travail sur la Plateforme d'Aides Régionales (PAR).
- **Transmettre l'accusé de réception reçu lors du dépôt de l'offre de stage sur la plateforme d'aide régionale, attestant de la mise en ligne du stage.**

Le total des avances et acomptes ne pourra dépasser la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnel en fonctionnement ou en investissement.

4.2.3 – Versement du solde :

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- le compte rendu d'exécution (bilan qualitatif) daté et cacheté par le représentant légal de l'organisme bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- **un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternant mentionné à l'article 2.C de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé**.

4.3 – Révision du montant de la subvention régionale au regard des dépenses réalisées

Dans le cas où les dépenses réelles de fonctionnement engagées par le bénéficiaire de la subvention s'avèrent inférieures aux montants initialement prévus, la subvention régionale attribuée pourra être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux prévu en annexe technique à la présente convention. Elle fera l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Le Comptable assignataire de paiement est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur Général de la Région d'Ile de France « 94, rue de Réaumur 75014 PARIS cedex 02 ».

4.4 - Caducité :

Si à l'expiration d'un délai de un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte ou avance, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de réception à la Région de la demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. Au-delà de cette date, le solde de la subvention est caduc et annulé.

ARTICLE 5 - CONTRÔLE DE LA SUBVENTION

Le contrôle technique et financier est exercé sur pièce et sur place par la Région. Ce contrôle porte notamment sur les conditions d'utilisation de la subvention.

Le bénéficiaire devra :

- Faciliter le contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, entre autres, par un accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Conserver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans.
- Tenir la Région informée des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet.
- Tenir la Région informée des autres subventions publiques demandées ou attribuées en cours d'exercice de la présente convention.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement.

ARTICLE 6 - RESTITUTION ÉVENTUELLE DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées ou en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit privée: la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Pour les personnes morales de droit public : La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

ARTICLE 7 - MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement adopté par la Commission Permanente du Conseil Régional.

ARTICLE 8 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à la date d'attribution de la subvention au bénéficiaire pour une durée de 10 ans.

ARTICLE 9 – RÉSILIATION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

ARTICLE 10 - PIÈCES CONTRACTUELLES

- la présente convention,
- la ou les fiches projet,

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,
Le

Le/la Représentant(e) **de la structure bénéficiaire** **Prénom NOM**	**La Présidente** **du Conseil Régional d'Ile-de-France** **Valérie PÉCRESSE**

3- Fiches projet

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17007994

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : QSEC² - ASSOCIATION SAVOIR APPRENDRE - EXPLORADOME - THEMATIQUE "LES MOBILITÉS" - TRANCHE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	253 448,00 €	24,96 %	63 250,00 €
		Montant Total de la subvention	63 250,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SAVOIR APPRENDRE EXPLORADOME
Adresse administrative : 18 AVENUE HENRI BARBUSSE 94400 VITRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Goëry DELACÔTE, Président

Date de publication au JO : 16 août 1997

N° SIRET : 41406570600031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)
Rapport Cadre : CR38-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
OBJECTIFS PRINCIPAUX
- Instaurer un dialogue renouvelé entre scientifiques, élus et citoyens, en stimulant la circulation des idées et des attentes sur les grands enjeux sciences-société, dans un esprit d'ouverture et participatif;
- Améliorer la culture scientifique et technique des Franciliens de tous âges en luttant contre une forme d'illettrisme scientifique, pour favoriser l'engagement des citoyens sur les questions scientifiques et technologiques et leurs enjeux sociétaux ;
- Renforcer la structuration des acteurs associatifs de la CSTI en Île-de-France, en s'appuyant sur leurs complémentarités et en les engageant dans de nouvelles pratiques de partage de ressources et de compétences.

OBJECTIFS SECONDAIRES :
- Susciter des vocations pour les filières scientifiques et lutter contre l'autocensure des élèves à leur égard, notamment chez les jeunes filles et les élèves issus de milieux « éloignés de la science » ;
- Diffuser les résultats et les connaissances issus de la recherche afin de réduire la fracture entre les chercheurs et les citoyens et renforcer la confiance vis-à-vis des scientifiques ;
- Nourrir la réflexion des élus et responsables de la recherche scientifique par l'accès à des sensibilités citoyennes en matière de sciences et techniques ;
- Mettre « les sciences en culture », c'est-à-dire donner aux disciplines scientifiques une place dans l'action socioculturelle, souvent uniquement centrée sur l'expression artistique ;
- Concourir au développement d'une culture de l'innovation, notamment chez les publics jusqu'ici relativement peu touchés, dans une logique de renforcement des capacités citoyennes (empowerment).

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS :
- Renforcer chez chacun la capacité de mobiliser dans sa vie quotidienne une démarche, des connaissances et compétences liées aux sciences ;
- Impliquer des publics franciliens divers – scolaires, familles, adultes, en prenant en compte de manière volontariste les publics dits « éloignés » ;
- Assurer le maillage de l'ensemble du territoire francilien, en particulier vis-à-vis des quartiers défavorisés, des zones rurales ou enclavées, etc. ;
- Inscrire dans l'agenda des citoyens et dans le paysage local une question scientifique, grâce à la continuité de l'offre dans un territoire, sur une période donnée.

Description :
Le projet QSEC² a pour ambition de dynamiser et d'amplifier le dialogue science-société en Île-de-France. Ce dispositif vise à expérimenter des modalités innovantes de co-construction avec les publics de dispositifs d'expositions interactives et de médiation de nature scientifique. Il s'appui sur un conseil scientifique thématique composé de différents établissements de recherche dont : l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme (IAU); l'Institut Français des Sciences et des Technologies des Transports (IFSTTAR); l'Université Paris-Est Créteil; le CNRS;l'École des Ponts.
Après une phase de conception et de production, l'exposition interactive QSEC² itinèrera pendant deux à trois ans dans les huit départements d'Île-de-France. Dans chaque département, un plan d'action local sera défini et permettra l'accueil et l'animation du dispositif.
Les grands axes de travail concerneront la mobilité à l'échelle de l'individu (ex. aménagements urbains, la numérisation); à l'échelle de la ville (ex. data, foule, déplacements); à l'échelle du monde (ex. brassage linguistique).

L'exposition interactive QSEC² sera présentée environ 2 mois dans chaque département, dans un ou plusieurs lieux adaptés (habilités à recevoir une diversité de publics, faciles d'accès, etc.).
Constituée d'une dizaine de modules, elle sera l'occasion d'un partenariat avec une start-up ou entreprise en proposant de tester une application liée à la mobilité.
Pour accueillir l'exposition, le partenaire met en place une stratégie de déploiement de l'exposition sur son territoire. Il s'attache en outre à diversifier les publics (public scolaire, familial, adultes, etc) en mettant l'accent sur les publics éloignés de la culture.

L'association Savoir Apprendre/Exploradôme est en charge du déploiement du dispositif dans le département du Val-de-Marne (94) et dans le département des Hauts-de-Seine (92).

La deuxième saison du projet QSEC² est dédiée à la thématique des Mobilités. Son déroulement est découpé en trois tranches :
- Tranche 1 (août 2015 - décembre 2017) : travail préparatoire sur la thématique, mise en place et animation des groupes QSEC, démarrage des plans d'action locaux. Budget voté en 2015.
- Tranche 2 (septembre 2016 - novembre 2017) : conception et fabrication d'une exposition et de kits

pédagogiques, déploiement de missions transversales. Budget voté en 2016.
- Tranche 3 - Objet des crédits 2017 (juillet 2017 - février 2020) : Itinérance et animation de l'exposition dans les huit départements, missions transversales.

Cette subventionconcerne la mise en place de la tranche 3 comprenant :

Le déploiement du projet sur le territoire (dans chacun des deux départements coordonnés par Savoir Apprendre, soit 92 et 94)

1/ Plan d'action local :
Le partenaire devra, en amont et autour de la période où il recevra l'exposition, monter des partenariats avec les collectivités territoriales (élus, services municipaux) et les structures culturelles du territoire afin que chacun s'empare de la problématique de l'exposition, la décline dans son programme d'activités, mobilise ses publics pour les faire venir et participe à la communication du projet. Les médias locaux et municipaux seront sollicités. L'objectif est de signer une charte de partenariat entre la collectivité et la structure partenaire.

2/ Animation de l'exposition interactive et enrichissement du dispositif :
Le partenaire trouve un lieu pour accueillir l'exposition pendant une période de 2 mois. Il propose autour du dispositif un très large panel d'activités, permettant un engagement modulable des participants et une grande diversité de publics. Des groupes participent à l'enrichissement de l'exposition grâce à des activités participatives. En outre, le partenaire assure entièrement la gestion des animations, depuis leur organisation jusqu'à leur animation. Les activités peuvent comprendre une ou plusieurs séances.

Exemples d'activités : groupes de continuité (parcours suivis avec des groupes de citoyens), visites animées et médiation de l'exposition, ateliers scientifiques pour les scolaires, interventions de scientifiques dans des classes, cafés-débat avec des citoyens, des chercheurs et des élus, etc.

3/ Politique des publics :
Le partenaire assure la venue des publics par la communication de l'exposition, du projet et de tous les évènements associés. Il devra donc concevoir ou adapter les outils de communication (dont certains seront déjà disponibles dans le kit de communication de l'exposition), assurer leur diffusion et gérer les réservations et le planning des activités.

4/ Régie technique :
Le partenaire devra assurer la régie technique locale lors de l'arrivée et du départ des expositions (préparation des locaux, nettoyage) ainsi que la petite maintenance de l'exposition (nettoyage des éléments d'exposition, renouvellement des consommables, petite réparation et toute tâche d'entretien ne nécessitant pas de compétence technique particulière).

5/ Échanges de ressources, mutualisation des pratiques et co-formation
Un « kit pédagogique » comprenant des trames d'activités, des supports pour la médiation de l'exposition, des ressources bibliographiques, etc. est réalisé par 3 partenaires départementaux (cf Tranche 2).
Durant la tranche 3, le partenaire adapte ces contenus à ses publics et aux formats qui lui sont spécifiques.
Dans le cadre des objectifs de mutualisation des pratiques, le partenaire également aux réunions de formation initiale et de co-formation, et contribue à l'enrichissement d'une base commune de ressources partagées (ressources pédagogiques, bibliographie, etc.). Il contribue également à l'enrichissement du site web collaboratif (www.qsec2.fr) en publiant des articles sur l'activité du projet sur son territoire.

Les missions « transversales » du projet

1/ La coordination régionale du projet
L'association Savoir Apprendre, épaulée par les associations Science Ouverte et Traces, réunies au sein de la coordination régionale, assure la coordination régionale du dispositif. L'association Savoir Apprendre

assure en outre la gestion du dossier déposé auprès du Programme Investissement d'Avenir, géré par l'ANRU.
La coordination intègre les relations avec les partenaires opérationnels (l'organisation des réunions, la communication interne au consortium, etc.), les relations avec les partenaires financiers et institutionnels, le management des work packages (planning, coordination), la gestion du site web (suivi et maintenance), la coordination administrative et financière, et le cas échéant, l'organisation des événements régionaux.

2/ Technique
L'association Savoir Apprendre assure la maintenance des expositions durant leur itinérance sur le territoire francilien.
L'association Savoir Apprendre et l'association Traces assurent le transport, le montage et le démontage des expositions.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :

Cette mission correspond à la mobilisation 6,1 ETP correspondant aux missions suivantes (dont 1,4 ETP pour le déploiement dans les Hauts-de-Seine) :

Coordination régionale du projet :
- Pilotage administratif : coordination administrative pour les huit partenaires, reporting auprès de l'ANRU pour le programme des Investissements d'Avenir.
- Coordination régionale : relations avec les partenaires, organisation des réunions, rédaction des comptes rendus, management des work packages, gestion du site web, organisation des événements régionaux.

Coordination départementale :
- Coordination du projet sur le territoire : gestion du projet, suivi budgétaire, participations aux différentes réunions (Copil, comité opérationnel), rédaction des bilans, suivi budgétaire et comptable auprès de la Région et de l'ANRU.

Travail préparatoire sur la thématique et déploiement au sein des territoires (dans chacun des deux départements concernés : 92 et 94):
- Plan d'action local : partenariat avec les collectivités territoriales (élus) pour un plan d'action de CSTI, partenariats avec les structures culturelles du territoire, début de l'organisation de l'itinérance de l'exposition

Conception et adaptation de la médiation :
- Adaptation du kit ressources par chaque structure selon ses publics
- Mutualisation des pratiques : formation initiale des animateurs, co-formation et contribution aux ressources partagées.

Déploiement au sein des territoires
- Enrichissement des expositions et animation dans les territoires pendant 2 mois : organisation des parcours des groupes de continuité, mise en place d'ateliers, médiation, organisation de rencontres avec des scientifiques et des élèves, des citoyens, des élus etc.
- Plan d'action local : organisation de l'itinérance de l'expo, partenariat avec les collectivités territoriales (élus) pour un plan d'action de CSTI, partenariats avec les structures culturelles des territoires ;
- Politique des publics : communication sur l'exposition, le projet et les événements associés, mise en place d'une stratégie d'accueil pour faire venir les familles et groupes dans chaque lieu, conception des outils de communication, réservations et plannings

Technique
- Installation, désinstallation, petite maintenance, nettoyage par l'opérateur départemental

- Maintenance / rénovation de l'exposition
- Transport, installation, désinstallation, stockage par les coordinateurs techniques.

Moyens matériels

Coordination régionale :
- Prestation de service et achats pour un évènement régional.

Déploiement au sein des territoires :
- Frais d'animation et de communication : rémunération d'intervenants, frais de transport des animateurs, des intervenants et du publics, petites fournitures (achats de consommables et de matériels, alimentation, etc.), frais relatifs aux inaugurations (buffet, impression et envoi de cartons d'invitation, etc.), frais de communication locale (adaptation graphisme, impressions, publipostage, espaces, etc.).

Technique :
- Frais techniques : stockage et assurance des expositions, frais de transport des expositions, frais de maintenance et rénovation des expositions.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le grand public (publics scolaire, familial, adultes, etc.) est ciblé par cette opération. La structure partenaire fera un effort particulier pour attirer les publics dits « éloignés de la culture ».
Les activités proposées autour de l'exposition interactive et dans les structures partenaires du plan d'action local devraient bénéficier à environ 4 000 personnes, durant ou autour de la période d'installation de l'exposition, dans chacun des huit départements franciliens.
Savoir Apprendre devra donc toucher 4 000 personnes par département coordonné (92 et 94), soit 8 000 personnes.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	213 641,00	84,29%
Frais d'animation et de communication	22 000,00	8,68%
Prestation de service et achats pour événement	1 000,00	0,39%
Frais techniques (stockage, assurance, maintenance, transport, etc.)	6 125,00	2,42%
Frais indirects (forfait correspondant à 5% des frais de personnel)	10 682,00	4,21%
Total	253 448,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	63 250,00	24,96%
ANRU (Investissemenst d'avenir)	190 198,00	75,04%
Total	253 448,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	15 000,00 €
2019	33 250,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	4 000,00 €
2014	Questions de sciences, Enjeux citoyens	223 000,00 €
2014	Questions de sciences, enjeux citoyens (Inv)	40 000,00 €
2014	Soutien à la manifestation Festival Tous en Seine	8 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	56 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	15 000,00 €
2015	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	22 990,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	11 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	55 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	23 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement (CR46-14)	20 000,00 €
2016	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	149 900,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	50 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	20 000,00 €
	Montant total	697 890,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008474

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : QSEC² - ASSOCIATION SCIENCES TECHNIQUES SOCIÉTÉ - THEMATIQUE "LES MOBILITÉS" - TRANCHE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	59 022,00 €	38,80 %	22 900,00 €
	Montant Total de la subvention		22 900,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASTS SCIENCE TECHNOLOGIE ET SOCIETE
Adresse administrative : 54 AVENUE EDISON
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MICHELE DESCOLONGES, Présidente

Date de publication au JO : 13 octobre 2012

N° SIRET : 32810007800059

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)
Rapport Cadre : CR38-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
OBJECTIFS PRINCIPAUX
- Instaurer un dialogue renouvelé entre scientifiques, élus et citoyens, en stimulant la circulation des idées et des attentes sur les grands enjeux sciences-société, dans un esprit d'ouverture et participatif;
- Améliorer la culture scientifique et technique des Franciliens de tous âges en luttant contre une forme d'illettrisme scientifique, pour favoriser l'engagement des citoyens sur les questions scientifiques et technologiques et leurs enjeux sociétaux ;
- Renforcer la structuration des acteurs associatifs de la CSTI en Île-de-France, en s'appuyant sur leurs complémentarités et en les engageant dans de nouvelles pratiques de partage de ressources et de compétences.

OBJECTIFS SECONDAIRES :
- Susciter des vocations pour les filières scientifiques et lutter contre l'autocensure des élèves à leur égard, notamment chez les jeunes filles et les élèves issus de milieux « éloignés de la science » ;
- Diffuser les résultats et les connaissances issus de la recherche afin de réduire la fracture entre les chercheurs et les citoyens et renforcer la confiance vis-à-vis des scientifiques ;
- Nourrir la réflexion des élus et responsables de la recherche scientifique par l'accès à des sensibilités citoyennes en matière de sciences et techniques ;
- Mettre « les sciences en culture », c'est-à-dire donner aux disciplines scientifiques une place dans l'action socioculturelle, souvent uniquement centrée sur l'expression artistique ;
- Concourir au développement d'une culture de l'innovation, notamment chez les publics jusqu'ici relativement peu touchés, dans une logique de renforcement des capacités citoyennes (empowerment).

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS :
- Renforcer chez chacun la capacité de mobiliser dans sa vie quotidienne une démarche, des connaissances et compétences liées aux sciences ;
- Impliquer des publics franciliens divers – scolaires, familles, adultes, en prenant en compte de manière volontariste les publics dits « éloignés » ;
- Assurer le maillage de l'ensemble du territoire francilien, en particulier vis-à-vis des quartiers défavorisés, des zones rurales ou enclavées, etc. ;
- Inscrire dans l'agenda des citoyens et dans le paysage local une question scientifique, grâce à la continuité de l'offre dans un territoire, sur une période donnée.

Description :
Le projet QSEC² a pour ambition de dynamiser et d'amplifier le dialogue science-société en Île-de-France. Ce dispositif vise à expérimenter des modalités innovantes de co-construction avec les publics de dispositifs d'expositions interactives et de médiation de nature scientifique. Il s'appui sur un conseil scientifique thématique composé de différents établissements de recherche dont : l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme (IAU); l'Institut Français des Sciences et des Technologies des Transports (IFSTTAR); l'Université Paris-Est Créteil; le CNRS; l'École des Ponts.
Après une phase de conception et de production, l'exposition interactive QSEC² itinèrera pendant deux à trois ans dans les huit départements d'Île-de-France. Dans chaque département, un plan d'action local sera défini et permettra l'accueil et l'animation du dispositif.
Les grands axes de travail concerneront la mobilité à l'échelle de l'individu (ex. aménagements urbains, la numérisation); à l'échelle de la ville (ex. data, foule, déplacements); à l'échelle du monde (ex. brassage linguistique).

L'exposition interactive QSEC² sera présentée environ 2 mois dans chaque département, dans un ou plusieurs lieux adaptés (habilités à recevoir une diversité de publics, faciles d'accès, etc.).
Constituée d'une dizaine de modules, elle sera l'occasion d'un partenariat avec une start-up ou entreprise en proposant de tester une application liée à la mobilité.
Pour accueillir l'exposition, le partenaire met en place une stratégie de déploiement de l'exposition sur son territoire. Il s'attache en outre à diversifier les publics (public scolaire, familial, adultes, etc) en mettant l'accent sur les publics éloignés de la culture.

L'association Savoir Apprendre/Exploradôme est en charge du déploiement du dispositif dans le département du Val-de-Marne (94).

La deuxième saison du projet QSEC² est dédiée à la thématique des Mobilités. Son déroulement est découpé en trois tranches :
- Tranche 1 (août 2015 - décembre 2017) : travail préparatoire sur la thématique, mise en place et animation des groupes QSEC, démarrage des plans d'action locaux. Budget voté en 2015.
- Tranche 2 (septembre 2016 - novembre 2017) : conception et fabrication d'une exposition et de kits pédagogiques, déploiement de missions transversales. Budget voté en 2016.

- Tranche 3 - Objet des crédits 2017 (juillet 2017 - février 2020) : Itinérance et animation de l'exposition dans les huit départements, missions transversales.

Cette fiche projet concerne la mise en place de la tranche 3 comprenant :

Le déploiement du projet sur le territoire

1/ Plan d'action local :
Le partenaire devra, en amont et autour de la période où il recevra l'exposition, monter des partenariats avec les collectivités territoriales (élus, services municipaux) et les structures culturelles du territoire afin que chacun s'empare de la problématique de l'exposition, la décline dans son programme d'activités, mobilise ses publics pour les faire venir et participe à la communication du projet. Les médias locaux et municipaux seront sollicités. L'objectif est de signer une charte de partenariat entre la collectivité et la structure partenaire.

2/ Animation de l'exposition interactive et enrichissement du dispositif :
Le partenaire trouve un lieu pour accueillir l'exposition pendant une période de 2 mois. Il propose autour du dispositif un très large panel d'activités, permettant un engagement modulable des participants et une grande diversité de publics. Des groupes participent à l'enrichissement de l'exposition grâce à des activités participatives. En outre, le partenaire assure entièrement la gestion des animations, depuis leur organisation jusqu'à leur animation. Les activités peuvent comprendre une ou plusieurs séances.

Exemples d'activités : groupes de continuité (parcours suivis avec des groupes de citoyens), visites animées et médiation de l'exposition, ateliers scientifiques pour les scolaires, interventions de scientifiques dans des classes, cafés-débat avec des citoyens, des chercheurs et des élus, etc.

3/ Politique des publics :
Le partenaire assure la venue des publics par la communication de l'exposition, du projet et de tous les évènements associés. Il devra donc concevoir ou adapter les outils de communication (dont certains seront déjà disponibles dans le kit de communication de l'exposition), assurer leur diffusion et gérer les réservations et le planning des activités.

4/ Régie technique :
Le partenaire devra assurer la régie technique locale lors de l'arrivée et du départ des expositions (préparation des locaux, nettoyage) ainsi que la petite maintenance de l'exposition (nettoyage des éléments d'exposition, renouvellement des consommables, petite réparation et toute tâche d'entretien ne nécessitant pas de compétence technique particulière).

5/ Échanges de ressources, mutualisation des pratiques et co-formation
Un « kit pédagogique » comprenant des trames d'activités, des supports pour la médiation de l'exposition, des ressources bibliographiques, etc. est réalisé par 3 partenaires départementaux (cf Tranche 2).
Durant la tranche 3, le partenaire adapte ces contenus à ses publics et aux formats qui lui sont spécifiques.
Dans le cadre des objectifs de mutualisation des pratiques, le partenaire également aux réunions de formation initiale et de co-formation, et contribue à l'enrichissement d'une base commune de ressources partagées (ressources pédagogiques, bibliographie, etc.). Il contribue également à l'enrichissement du site web collaboratif (www.qsec2.fr) en publiant des articles sur l'activité du projet sur son territoire.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :

Cette mission correspond à la mobilisation d'environ 1,4 ETP correspondant aux missions suivantes :

Coordination départementale :
- Coordination du projet sur le territoire : gestion du projet, suivi budgétaire, participations aux différentes

réunions (Copil, comité opérationnel), rédaction des bilans, suivi budgétaire et comptable auprès de la Région et de l'ANRU.

Travail préparatoire sur la thématique et déploiement au sein des territoires :
- Plan d'action local : partenariat avec les collectivités territoriales (élus) pour un plan d'action de CSTI, partenariats avec les structures culturelles du territoire, début de l'organisation de l'itinérance de l'exposition

Conception et adaptation de la médiation :
- Adaptation du kit ressources par chaque structure selon ses publics
- Mutualisation des pratiques : formation initiale des animateurs, co-formation et contribution aux ressources partagées.

Déploiement au sein des territoires
- Enrichissement des expositions et animation dans les territoires pendant 2 mois : organisation des parcours des groupes de continuité, mise en place d'ateliers, médiation, organisation de rencontres avec des scientifiques et des élèves, des citoyens, des élus etc.
- Plan d'action local : organisation de l'itinérance de l'expo, partenariat avec les collectivités territoriales (élus) pour un plan d'action de CSTI, partenariats avec les structures culturelles du territoire ;
- Politique des publics : communication sur l'exposition, le projet et les événements associés, mise en place d'une stratégie d'accueil pour faire venir les familles et groupes dans chaque lieu, conception des outils de communication, réservations et plannings

Technique
- Installation, désinstallation, petite maintenance, nettoyage par l'opérateur départemental

Moyens matériels

Déploiement au sein des territoires :
- Frais d'animation et de communication : rémunération d'intervenants, frais de transport des animateurs, des intervenants et du publics, petites fournitures (achats de consommables et de matériels, alimentation, etc.), frais relatifs aux inaugurations (buffet, impression et envoi de cartons d'invitation, etc.), frais de communication locale (adaptation graphisme, impressions, publipostage, espaces, etc.).

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Public(s) cible(s) :
Le grand public (publics scolaire, familial, adultes, etc.) est ciblé par cette opération. La structure partenaire fera un effort particulier pour attirer les publics dits « éloignés de la culture ».
Les activités proposées autour de l'exposition interactive et dans les structures partenaires du plan d'action local devraient bénéficier à environ 4 000 personnes, durant ou autour de la période d'installation de l'exposition, dans chacun des huit départements franciliens.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	45 736,00	77,49%
Frais d'animation et de communication	11 000,00	18,64%
Frais indirects (forfait correspondant à 5% des frais de personnel)	2 286,00	3,87%
Total	59 022,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	22 900,00	38,80%
ANRU (Investissemenst d'avenir)	36 122,00	61,20%
Total	59 022,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €
2018	12 900,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Questions de sciences, Enjeux citoyens	38 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	12 000,00 €
2015	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	9 940,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	5 000,00 €
2016	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	2 300,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	5 000,00 €
	Montant total	72 240,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008476

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : QSEC² - ASSOCIATION LES PETITS DEBROUILLARDS ILE-DE-FRANCE- THEMATIQUE "LES MOBILITÉS" - TRANCHE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	59 022,00 €	38,80 %	22 900,00 €
	Montant Total de la subvention		22 900,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PETITS DEBROUILLARDS ILE DE FRANCE
Adresse administrative : BATIMENT COLOMBANI
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie BODEUX, Présidente

Date de publication au JO : 15 janvier 2000

N° SIRET : 42994326900044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)
Rapport Cadre : CR38-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
OBJECTIFS PRINCIPAUX
- Instaurer un dialogue renouvelé entre scientifiques, élus et citoyens, en stimulant la circulation des idées et des attentes sur les grands enjeux sciences-société, dans un esprit d'ouverture et participatif;
- Améliorer la culture scientifique et technique des Franciliens de tous âges en luttant contre une forme d'illettrisme scientifique, pour favoriser l'engagement des citoyens sur les questions scientifiques et technologiques et leurs enjeux sociétaux ;
- Renforcer la structuration des acteurs associatifs de la CSTI en Île-de-France, en s'appuyant sur leurs complémentarités et en les engageant dans de nouvelles pratiques de partage de ressources et de compétences.

OBJECTIFS SECONDAIRES :
- Susciter des vocations pour les filières scientifiques et lutter contre l'autocensure des élèves à leur égard, notamment chez les jeunes filles et les élèves issus de milieux « éloignés de la science » ;
- Diffuser les résultats et les connaissances issus de la recherche afin de réduire la fracture entre les chercheurs et les citoyens et renforcer la confiance vis-à-vis des scientifiques ;
- Nourrir la réflexion des élus et responsables de la recherche scientifique par l'accès à des sensibilités citoyennes en matière de sciences et techniques ;
- Mettre « les sciences en culture », c'est-à-dire donner aux disciplines scientifiques une place dans l'action socioculturelle, souvent uniquement centrée sur l'expression artistique ;
- Concourir au développement d'une culture de l'innovation, notamment chez les publics jusqu'ici relativement peu touchés, dans une logique de renforcement des capacités citoyennes (empowerment).

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS :
- Renforcer chez chacun la capacité de mobiliser dans sa vie quotidienne une démarche, des connaissances et compétences liées aux sciences ;
- Impliquer des publics franciliens divers – scolaires, familles, adultes, en prenant en compte de manière volontariste les publics dits « éloignés » ;
- Assurer le maillage de l'ensemble du territoire francilien, en particulier vis-à-vis des quartiers défavorisés, des zones rurales ou enclavées, etc. ;
- Inscrire dans l'agenda des citoyens et dans le paysage local une question scientifique, grâce à la continuité de l'offre dans un territoire, sur une période donnée.

Description :
Le projet QSEC² a pour ambition de dynamiser et d'amplifier le dialogue science-société en Île-de-France. Ce dispositif vise à expérimenter des modalités innovantes de co-construction avec les publics de dispositifs d'expositions interactives et de médiation de nature scientifique. Il s'appui sur un conseil scientifique thématique composé de différents établissements de recherche dont : l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme (IAU); l'Institut Français des Sciences et des Technologies des Transports (IFSTTAR); l'Université Paris-Est Créteil; le CNRS; l'École des Ponts.
Après une phase de conception et de production, l'exposition interactive QSEC² itinèrera pendant deux à trois ans dans les huit départements d'Île-de-France. Dans chaque département, un plan d'action local sera défini et permettra l'accueil et l'animation du dispositif.
Les grands axes de travail concerneront la mobilité à l'échelle de l'individu (ex. aménagements urbains, la numérisation); à l'échelle de la ville (ex. data, foule, déplacements); à l'échelle du monde (ex. brassage linguistique).

L'exposition interactive QSEC² sera présentée environ 2 mois dans chaque département, dans un ou plusieurs lieux adaptés (habilités à recevoir une diversité de publics, faciles d'accès, etc.).
Constituée d'une dizaine de modules, elle sera l'occasion d'un partenariat avec une start-up ou entreprise en proposant de tester une application liée à la mobilité.
Pour accueillir l'exposition, le partenaire met en place une stratégie de déploiement de l'exposition sur son territoire. Il s'attache en outre à diversifier les publics (public scolaire, familial, adultes, etc) en mettant l'accent sur les publics éloignés de la culture.

L'association Savoir Apprendre/Exploradôme est en charge du déploiement du dispositif dans le département du Val-de-Marne (94).

La deuxième saison du projet QSEC² est dédiée à la thématique des Mobilités. Son déroulement est découpé en trois tranches :
- Tranche 1 (août 2015 - décembre 2017) : travail préparatoire sur la thématique, mise en place et animation des groupes QSEC, démarrage des plans d'action locaux. Budget voté en 2015.
- Tranche 2 (septembre 2016 - novembre 2017) : conception et fabrication d'une exposition et de kits pédagogiques, déploiement de missions transversales. Budget voté en 2016.
- Tranche 3 - Objet des crédits 2017 (juillet 2017 - février 2020) : Itinérance et animation de l'exposition dans les huit départements, missions transversales.

Cette subventionconcerne la mise en place de la tranche 3 comprenant :

Le déploiement du projet sur le territoire

1/ Plan d'action local :
Le partenaire devra, en amont et autour de la période où il recevra l'exposition, monter des partenariats avec les collectivités territoriales (élus, services municipaux) et les structures culturelles du territoire afin que chacun s'empare de la problématique de l'exposition, la décline dans son programme d'activités, mobilise ses publics pour les faire venir et participe à la communication du projet. Les médias locaux et municipaux seront sollicités. L'objectif est de signer une charte de partenariat entre la collectivité et la structure partenaire.

2/ Animation de l'exposition interactive et enrichissement du dispositif :
Le partenaire trouve un lieu pour accueillir l'exposition pendant une période de 2 mois. Il propose autour du dispositif un très large panel d'activités, permettant un engagement modulable des participants et une grande diversité de publics. Des groupes participent à l'enrichissement de l'exposition grâce à des activités participatives. En outre, le partenaire assure entièrement la gestion des animations, depuis leur organisation jusqu'à leur animation. Les activités peuvent comprendre une ou plusieurs séances.

Exemples d'activités : groupes de continuité (parcours suivis avec des groupes de citoyens), visites animées et médiation de l'exposition, ateliers scientifiques pour les scolaires, interventions de scientifiques dans des classes, cafés-débat avec des citoyens, des chercheurs et des élus, etc.

3/ Politique des publics :
Le partenaire assure la venue des publics par la communication de l'exposition, du projet et de tous les évènements associés. Il devra donc concevoir ou adapter les outils de communication (dont certains seront déjà disponibles dans le kit de communication de l'exposition), assurer leur diffusion et gérer les réservations et le planning des activités.

4/ Régie technique :
Le partenaire devra assurer la régie technique locale lors de l'arrivée et du départ des expositions (préparation des locaux, nettoyage) ainsi que la petite maintenance de l'exposition (nettoyage des éléments d'exposition, renouvellement des consommables, petite réparation et toute tâche d'entretien ne nécessitant pas de compétence technique particulière).

5/ Échanges de ressources, mutualisation des pratiques et co-formation
Un « kit pédagogique » comprenant des trames d'activités, des supports pour la médiation de l'exposition, des ressources bibliographiques, etc. est réalisé par 3 partenaires départementaux (cf Tranche 2).
Durant la tranche 3, le partenaire adapte ces contenus à ses publics et aux formats qui lui sont spécifiques.
Dans le cadre des objectifs de mutualisation des pratiques, le partenaire également aux réunions de formation initiale et de co-formation, et contribue à l'enrichissement d'une base commune de ressources partagées (ressources pédagogiques, bibliographie, etc.). Il contribue également à l'enrichissement du site web collaboratif (www.qsec2.fr) en publiant des articles sur l'activité du projet sur son territoire.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :

Cette mission correspond à la mobilisation d'environ 1,4 ETP correspondant aux missions suivantes :

Coordination départementale :

- Coordination du projet sur le territoire : gestion du projet, suivi budgétaire, participations aux différentes réunions (Copil, comité opérationnel), rédaction des bilans, suivi budgétaire et comptable auprès de la Région et de l'ANRU.

Travail préparatoire sur la thématique et déploiement au sein des territoires :
- Plan d'action local : partenariat avec les collectivités territoriales (élus) pour un plan d'action de CSTI, partenariats avec les structures culturelles du territoire, début de l'organisation de l'itinérance de l'exposition

Conception et adaptation de la médiation :
- Adaptation du kit ressources par chaque structure selon ses publics
- Mutualisation des pratiques : formation initiale des animateurs, co-formation et contribution aux ressources partagées.

Déploiement au sein des territoires
- Enrichissement des expositions et animation dans les territoires pendant 2 mois : organisation des parcours des groupes de continuité, mise en place d'ateliers, médiation, organisation de rencontres avec des scientifiques et des élèves, des citoyens, des élus etc.
- Plan d'action local : organisation de l'itinérance de l'expo, partenariat avec les collectivités territoriales (élus) pour un plan d'action de CSTI, partenariats avec les structures culturelles du territoire ;
- Politique des publics : communication sur l'exposition, le projet et les événements associés, mise en place d'une stratégie d'accueil pour faire venir les familles et groupes dans chaque lieu, conception des outils de communication, réservations et plannings

Technique
- Installation, désinstallation, petite maintenance, nettoyage par l'opérateur départemental

Moyens matériels

Déploiement au sein des territoires :
- Frais d'animation et de communication : rémunération d'intervenants, frais de transport des animateurs, des intervenants et du publics, petites fournitures (achats de consommables et de matériels, alimentation, etc.), frais relatifs aux inaugurations (buffet, impression et envoi de cartons d'invitation, etc.), frais de communication locale (adaptation graphisme, impressions, publipostage, espaces, etc.).

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le grand public (publics scolaire, familial, adultes, etc.) est ciblé par cette opération. La structure partenaire fera un effort particulier pour attirer les publics dits « éloignés de la culture ».
Les activités proposées autour de l'exposition interactive et dans les structures partenaires du plan d'action local devraient bénéficier à environ 4 000 personnes, durant ou autour de la période d'installation de l'exposition, dans chacun des huit départements franciliens.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	45 736,00	77,49%
Frais d'animation et de communication	11 000,00	18,64%
Frais indirects (forfait correspondant à 5% des frais de personnel)	2 286,00	3,87%
Total	59 022,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Consei lrégional d'Ile-de-France	22 900,00	38,80%
ANRU (Investissements d'avenir)	36 122,00	61,20%
Total	59 022,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	22 900,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	40 000,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	15 000,00 €
2014	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	20 000,00 €
2014	Méditerranée	25 000,00 €
2014	Questions de sciences, Enjeux citoyens	38 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne	20 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne	5 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	40 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	10 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	20 000,00 €
2015	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement (CR46-14)	25 000,00 €
2015	Méditerranée (CR46-14)	16 000,00 €
2015	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	9 940,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	30 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	10 000,00 €
2015	Soutien aux actions multi-territoires en Politique de la ville	30 000,00 €

2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	25 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	20 000,00 €
2016	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	20 000,00 €
2016	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	2 300,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	34 700,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	8 000,00 €
	Montant total	438 940,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008477

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : QSEC² - ASSOCIATION PLANETE SCIENCES IDF - THEMATIQUE "LES MOBILITES" – TRANCHE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	59 063,00 €	40,72 %	24 050,00 €
	Montant Total de la subvention		24 050,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLANETE SCIENCES ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 6 RUE EMMANUEL PASTRE
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Didier PONGE, Président

Date de publication au JO : 25 janvier 2003

N° SIRET : 32752971500036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)
Rapport Cadre : CR38-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
OBJECTIFS PRINCIPAUX
- Instaurer un dialogue renouvelé entre scientifiques, élus et citoyens, en stimulant la circulation des idées et des attentes sur les grands enjeux sciences-société, dans un esprit d'ouverture et participatif;
- Améliorer la culture scientifique et technique des Franciliens de tous âges en luttant contre une forme d'illettrisme scientifique, pour favoriser l'engagement des citoyens sur les questions scientifiques et technologiques et leurs enjeux sociétaux ;
- Renforcer la structuration des acteurs associatifs de la CSTI en Île-de-France, en s'appuyant sur leurs complémentarités et en les engageant dans de nouvelles pratiques de partage de ressources et de compétences.

OBJECTIFS SECONDAIRES :
- Susciter des vocations pour les filières scientifiques et lutter contre l'autocensure des élèves à leur égard, notamment chez les jeunes filles et les élèves issus de milieux « éloignés de la science » ;
- Diffuser les résultats et les connaissances issus de la recherche afin de réduire la fracture entre les chercheurs et les citoyens et renforcer la confiance vis-à-vis des scientifiques ;
- Nourrir la réflexion des élus et responsables de la recherche scientifique par l'accès à des sensibilités citoyennes en matière de sciences et techniques ;
- Mettre « les sciences en culture », c'est-à-dire donner aux disciplines scientifiques une place dans l'action socioculturelle, souvent uniquement centrée sur l'expression artistique ;
- Concourir au développement d'une culture de l'innovation, notamment chez les publics jusqu'ici relativement peu touchés, dans une logique de renforcement des capacités citoyennes (empowerment).

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS :
- Renforcer chez chacun la capacité de mobiliser dans sa vie quotidienne une démarche, des connaissances et compétences liées aux sciences ;
- Impliquer des publics franciliens divers – scolaires, familles, adultes, en prenant en compte de manière volontariste les publics dits « éloignés » ;
- Assurer le maillage de l'ensemble du territoire francilien, en particulier vis-à-vis des quartiers défavorisés, des zones rurales ou enclavées, etc. ;
- Inscrire dans l'agenda des citoyens et dans le paysage local une question scientifique, grâce à la continuité de l'offre dans un territoire, sur une période donnée.

Description :
Le projet QSEC² a pour ambition de dynamiser et d'amplifier le dialogue science-société en Île-de-France. Ce dispositif vise à expérimenter des modalités innovantes de co-construction avec les publics de dispositifs d'expositions interactives et de médiation de nature scientifique. Il s'appui sur un conseil scientifique thématique composé de différents établissements de recherche dont : l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme (IAU); l'Institut Français des Sciences et des Technologies des Transports (IFSTTAR); l'Université Paris-Est Créteil; le CNRS; l'École des Ponts.
Après une phase de conception et de production, l'exposition interactive QSEC² itinèrera pendant deux à trois ans dans les huit départements d'Île-de-France. Dans chaque département, un plan d'action local sera défini et permettra l'accueil et l'animation du dispositif.
Les grands axes de travail concerneront la mobilité à l'échelle de l'individu (ex. aménagements urbains, la numérisation); à l'échelle de la ville (ex. data, foule, déplacements); à l'échelle du monde (ex. brassage linguistique).

L'exposition interactive QSEC² sera présentée environ 2 mois dans chaque département, dans un ou plusieurs lieux adaptés (habilités à recevoir une diversité de publics, faciles d'accès, etc.).
Constituée d'une dizaine de modules, elle sera l'occasion d'un partenariat avec une start-up ou entreprise en proposant de tester une application liée à la mobilité.
Pour accueillir l'exposition, le partenaire met en place une stratégie de déploiement de l'exposition sur son territoire. Il s'attache en outre à diversifier les publics (public scolaire, familial, adultes, etc) en mettant l'accent sur les publics éloignés de la culture.

L'association Savoir Apprendre/Exploradôme est en charge du déploiement du dispositif dans le département du Val-de-Marne (94).

La deuxième saison du projet QSEC² est dédiée à la thématique des Mobilités. Son déroulement est découpé en trois tranches :
- Tranche 1 (août 2015 - décembre 2017) : travail préparatoire sur la thématique, mise en place et animation des groupes QSEC, démarrage des plans d'action locaux. Budget voté en 2015.
- Tranche 2 (septembre 2016 - novembre 2017) : conception et fabrication d'une exposition et de kits pédagogiques, déploiement de missions transversales. Budget voté en 2016.
- Tranche 3 - Objet des crédits 2017 (juillet 2017 - février 2020) : Itinérance et animation de l'exposition dans les huit départements, missions transversales.

Cette subvention concerne la mise en place de la tranche 3 comprenant :

Le déploiement du projet sur le territoire

1/ Plan d'action local :
Le partenaire devra, en amont et autour de la période où il recevra l'exposition, monter des partenariats avec les collectivités territoriales (élus, services municipaux) et les structures culturelles du territoire afin que chacun s'empare de la problématique de l'exposition, la décline dans son programme d'activités, mobilise ses publics pour les faire venir et participe à la communication du projet. Les médias locaux et municipaux seront sollicités. L'objectif est de signer une charte de partenariat entre la collectivité et la structure partenaire.

2/ Animation de l'exposition interactive et enrichissement du dispositif :
Le partenaire trouve un lieu pour accueillir l'exposition pendant une période de 2 mois. Il propose autour du dispositif un très large panel d'activités, permettant un engagement modulable des participants et une grande diversité de publics. Des groupes participent à l'enrichissement de l'exposition grâce à des activités participatives. En outre, le partenaire assure entièrement la gestion des animations, depuis leur organisation jusqu'à leur animation. Les activités peuvent comprendre une ou plusieurs séances.

Exemples d'activités : groupes de continuité (parcours suivis avec des groupes de citoyens), visites animées et médiation de l'exposition, ateliers scientifiques pour les scolaires, interventions de scientifiques dans des classes, cafés-débat avec des citoyens, des chercheurs et des élus, etc.

3/ Politique des publics :
Le partenaire assure la venue des publics par la communication de l'exposition, du projet et de tous les évènements associés. Il devra donc concevoir ou adapter les outils de communication (dont certains seront déjà disponibles dans le kit de communication de l'exposition), assurer leur diffusion et gérer les réservations et le planning des activités.

4/ Régie technique :
Le partenaire devra assurer la régie technique locale lors de l'arrivée et du départ des expositions (préparation des locaux, nettoyage) ainsi que la petite maintenance de l'exposition (nettoyage des éléments d'exposition, renouvellement des consommables, petite réparation et toute tâche d'entretien ne nécessitant pas de compétence technique particulière).

5/ Échanges de ressources, mutualisation des pratiques et co-formation
Un « kit pédagogique » comprenant des trames d'activités, des supports pour la médiation de l'exposition, des ressources bibliographiques, etc. est réalisé par 3 partenaires départementaux (cf Tranche 2).
Durant la tranche 3, le partenaire adapte ces contenus à ses publics et aux formats qui lui sont spécifiques.
Dans le cadre des objectifs de mutualisation des pratiques, le partenaire également aux réunions de formation initiale et de co-formation, et contribue à l'enrichissement d'une base commune de ressources partagées (ressources pédagogiques, bibliographie, etc.). Il contribue également à l'enrichissement du site web collaboratif (www.qsec2.fr) en publiant des articles sur l'activité du projet sur son territoire.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :

Cette mission correspond à la mobilisation d'environ 1,4 ETP correspondant aux missions suivantes :

Coordination départementale :
- Coordination du projet sur le territoire : gestion du projet, suivi budgétaire, participations aux différentes réunions (Copil, comité opérationnel), rédaction des bilans, suivi budgétaire et comptable auprès de la

Région et de l'ANRU.

Travail préparatoire sur la thématique et déploiement au sein des territoires :
- Plan d'action local : partenariat avec les collectivités territoriales (élus) pour un plan d'action de CSTI, partenariats avec les structures culturelles du territoire, début de l'organisation de l'itinérance de l'exposition

Conception et adaptation de la médiation :
- Adaptation du kit ressources par chaque structure selon ses publics
- Mutualisation des pratiques : formation initiale des animateurs, co-formation et contribution aux ressources partagées.

Déploiement au sein des territoires
- Enrichissement des expositions et animation dans les territoires pendant 2 mois : organisation des parcours des groupes de continuité, mise en place d'ateliers, médiation, organisation de rencontres avec des scientifiques et des élèves, des citoyens, des élus etc.
- Plan d'action local : organisation de l'itinérance de l'expo, partenariat avec les collectivités territoriales (élus) pour un plan d'action de CSTI, partenariats avec les structures culturelles du territoire ;
- Politique des publics : communication sur l'exposition, le projet et les événements associés, mise en place d'une stratégie d'accueil pour faire venir les familles et groupes dans chaque lieu, conception des outils de communication, réservations et plannings

Technique
- Installation, désinstallation, petite maintenance, nettoyage par l'opérateur départemental

Moyens matériels

Déploiement au sein des territoires :
- Frais d'animation et de communication : rémunération d'intervenants, frais de transport des animateurs, des intervenants et du publics, petites fournitures (achats de consommables et de matériels, alimentation, etc.), frais relatifs aux inaugurations (buffet, impression et envoi de cartons d'invitation, etc.), frais de communication locale (adaptation graphisme, impressions, publipostage, espaces, etc.).

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le grand public (publics scolaire, familial, adultes, etc.) est ciblé par cette opération. La structure partenaire fera un effort particulier pour attirer les publics dits « éloignés de la culture ».
Les activités proposées autour de l'exposition interactive et dans les structures partenaires du plan d'action local devraient bénéficier à environ 4 000 personnes, durant ou autour de la période d'installation de l'exposition, dans chacun des huit départements franciliens.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de fonctionnement	45 775,00	77,50%
Frais d'animation et de communication	11 000,00	18,62%
Frais indirects (forfait correspondant à 5% des frais de personnel)	2 288,00	3,87%
Total	59 063,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	24 050,00	40,72%
ANRU (Investissements d'avenir)	35 013,00	59,28%
Total	59 063,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €
2018	14 050,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	10 000,00 €
2014	Questions de sciences, Enjeux citoyens	40 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	12 000,00 €
2015	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	9 940,00 €
2015	Soutien aux actions multi-territoires en Politique de la ville	10 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	24 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	8 000,00 €
	Montant total	113 940,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008478

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : QSEC² - ASSOCIATION SCIENCE OUVERTE - THEMATIQUE "LES MOBILITES" – TRANCHE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	62 126,00 €	28,33 %	17 600,00 €
	Montant Total de la subvention		17 600,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SCIENCE OUVERTE
Adresse administrative : 30 RUE ARMAND CARREL
93700 DRANCY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur François GAUDEL, Président

Date de publication au JO : 28 avril 2007

N° SIRET : 49952573100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)
Rapport Cadre : CR38-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
OBJECTIFS PRINCIPAUX
- Instaurer un dialogue renouvelé entre scientifiques, élus et citoyens, en stimulant la circulation des idées et des attentes sur les grands enjeux sciences-société, dans un esprit d'ouverture et participatif;
- Améliorer la culture scientifique et technique des Franciliens de tous âges en luttant contre une forme d'illettrisme scientifique, pour favoriser l'engagement des citoyens sur les questions scientifiques et technologiques et leurs enjeux sociétaux ;
- Renforcer la structuration des acteurs associatifs de la CSTI en Île-de-France, en s'appuyant sur leurs complémentarités et en les engageant dans de nouvelles pratiques de partage de ressources et de compétences.

OBJECTIFS SECONDAIRES :
- Susciter des vocations pour les filières scientifiques et lutter contre l'autocensure des élèves à leur égard, notamment chez les jeunes filles et les élèves issus de milieux « éloignés de la science » ;
- Diffuser les résultats et les connaissances issus de la recherche afin de réduire la fracture entre les chercheurs et les citoyens et renforcer la confiance vis-à-vis des scientifiques ;
- Nourrir la réflexion des élus et responsables de la recherche scientifique par l'accès à des sensibilités citoyennes en matière de sciences et techniques ;
- Mettre « les sciences en culture », c'est-à-dire donner aux disciplines scientifiques une place dans l'action socioculturelle, souvent uniquement centrée sur l'expression artistique ;
- Concourir au développement d'une culture de l'innovation, notamment chez les publics jusqu'ici relativement peu touchés, dans une logique de renforcement des capacités citoyennes (empowerment).

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS :
- Renforcer chez chacun la capacité de mobiliser dans sa vie quotidienne une démarche, des connaissances et compétences liées aux sciences ;
- Impliquer des publics franciliens divers – scolaires, familles, adultes, en prenant en compte de manière volontariste les publics dits « éloignés » ;
- Assurer le maillage de l'ensemble du territoire francilien, en particulier vis-à-vis des quartiers défavorisés, des zones rurales ou enclavées, etc. ;
- Inscrire dans l'agenda des citoyens et dans le paysage local une question scientifique, grâce à la continuité de l'offre dans un territoire, sur une période donnée.

Description :
Le projet QSEC² a pour ambition de dynamiser et d'amplifier le dialogue science-société en Île-de-France. Ce dispositif vise à expérimenter des modalités innovantes de co-construction avec les publics de dispositifs d'expositions interactives et de médiation de nature scientifique. Il s'appui sur un conseil scientifique thématique composé de différents établissements de recherche dont : l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme (IAU); l'Institut Français des Sciences et des Technologies des Transports (IFSTTAR); l'Université Paris-Est Créteil; le CNRS;l'École des Ponts.
Après une phase de conception et de production, l'exposition interactive QSEC² itinèrera pendant deux à trois ans dans les huit départements d'Île-de-France. Dans chaque département, un plan d'action local sera défini et permettra l'accueil et l'animation du dispositif.
Les grands axes de travail concerneront la mobilité à l'échelle de l'individu (ex. aménagements urbains, la numérisation); à l'échelle de la ville (ex. data, foule, déplacements); à l'échelle du monde (ex. brassage linguistique).

L'exposition interactive QSEC² sera présentée environ 2 mois dans chaque département, dans un ou plusieurs lieux adaptés (habilités à recevoir une diversité de publics, faciles d'accès, etc.).
Constituée d'une dizaine de modules, elle sera l'occasion d'un partenariat avec une start-up ou entreprise en proposant de tester une application liée à la mobilité.
Pour accueillir l'exposition, le partenaire met en place une stratégie de déploiement de l'exposition sur son territoire. Il s'attache en outre à diversifier les publics (public scolaire, familial, adultes, etc) en mettant l'accent sur les publics éloignés de la culture.

L'association Science ouverte est en charge du déploiement du dispositif dans le département de la Seine-Saint-denis (93).

La deuxième saison du projet QSEC² est dédiée à la thématique des Mobilités. Son déroulement est découpé en trois tranches :
- Tranche 1 (août 2015 - décembre 2017) : travail préparatoire sur la thématique, mise en place et animation des groupes QSEC, démarrage des plans d'action locaux. Budget voté en 2015.
- Tranche 2 (septembre 2016 - novembre 2017) : conception et fabrication d'une exposition et de kits pédagogiques, déploiement de missions transversales. Budget voté en 2016.
- Tranche 3 - Objet des crédits 2017 (juillet 2017 - février 2020) : Itinérance et animation de l'exposition dans les huit départements, missions transversales.

Cette subvention concerne la mise en place de la tranche 3 comprenant :

Le déploiement du projet sur le territoire

1/ Plan d'action local :
Le partenaire devra, en amont et autour de la période où il recevra l'exposition, monter des partenariats avec les collectivités territoriales (élus, services municipaux) et les structures culturelles du territoire afin que chacun s'empare de la problématique de l'exposition, la décline dans son programme d'activités, mobilise ses publics pour les faire venir et participe à la communication du projet. Les médias locaux et municipaux seront sollicités. L'objectif est de signer une charte de partenariat entre la collectivité et la structure partenaire.

2/ Animation de l'exposition interactive et enrichissement du dispositif :
Le partenaire trouve un lieu pour accueillir l'exposition pendant une période de 2 mois. Il propose autour du dispositif un très large panel d'activités, permettant un engagement modulable des participants et une grande diversité de publics. Des groupes participent à l'enrichissement de l'exposition grâce à des activités participatives. En outre, le partenaire assure entièrement la gestion des animations, depuis leur organisation jusqu'à leur animation. Les activités peuvent comprendre une ou plusieurs séances.

Exemples d'activités : groupes de continuité (parcours suivis avec des groupes de citoyens), visites animées et médiation de l'exposition, ateliers scientifiques pour les scolaires, interventions de scientifiques dans des classes, cafés-débat avec des citoyens, des chercheurs et des élus, etc.

3/ Politique des publics :
Le partenaire assure la venue des publics par la communication de l'exposition, du projet et de tous les évènements associés. Il devra donc concevoir ou adapter les outils de communication (dont certains seront déjà disponibles dans le kit de communication de l'exposition), assurer leur diffusion et gérer les réservations et le planning des activités.

4/ Régie technique :
Le partenaire devra assurer la régie technique locale lors de l'arrivée et du départ des expositions (préparation des locaux, nettoyage) ainsi que la petite maintenance de l'exposition (nettoyage des éléments d'exposition, renouvellement des consommables, petite réparation et toute tâche d'entretien ne nécessitant pas de compétence technique particulière).

5/ Échanges de ressources, mutualisation des pratiques et co-formation
Un « kit pédagogique » comprenant des trames d'activités, des supports pour la médiation de l'exposition, des ressources bibliographiques, etc. est réalisé par 3 partenaires départementaux (cf Tranche 2).
Durant la tranche 3, le partenaire adapte ces contenus à ses publics et aux formats qui lui sont spécifiques.
Dans le cadre des objectifs de mutualisation des pratiques, le partenaire également aux réunions de formation initiale et de co-formation, et contribue à l'enrichissement d'une base commune de ressources partagées (ressources pédagogiques, bibliographie, etc.). Il contribue également à l'enrichissement du site web collaboratif (www.qsec2.fr) en publiant des articles sur l'activité du projet sur son territoire.

Les missions « transversales » du projet

1/ Appui à la coordination régionale
L'association Science Ouverte, avec l'association Traces, épaule l'association Savoir Apprendre pour la coordination régionale du projet.

2/ Le conseil scientifique et pédagogique
L'association Science Ouverte, associée à l'association Traces, assure la mise en place et le suivi du conseil scientifique et pédagogique permanent et d'un conseil thématique "Mobilités".

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :

Cette mission correspond à la mobilisation d'environ 1,5 ETP correspondant aux missions suivantes :

Coordination régionale du projet :
- Animation du conseil scientifique
- Appui à la coordination régionale

Coordination départementale :
- Coordination du projet sur le territoire : gestion du projet, suivi budgétaire, participations aux différentes réunions (Copil, comité opérationnel), rédaction des bilans, suivi budgétaire et comptable auprès de la Région et de l'ANRU.

Travail préparatoire sur la thématique et déploiement au sein des territoires :
- Plan d'action local : partenariat avec les collectivités territoriales (élus) pour un plan d'action de CSTI, partenariats avec les structures culturelles du territoire, début de l'organisation de l'itinérance de l'exposition

Conception et adaptation de la médiation :
- Adaptation du kit ressources par chaque structure selon ses publics
- Mutualisation des pratiques : formation initiale des animateurs, co-formation et contribution aux ressources partagées.

Déploiement au sein des territoires
- Enrichissement des expositions et animation dans les territoires pendant 2 mois : organisation des parcours des groupes de continuité, mise en place d'ateliers, médiation, organisation de rencontres avec des scientifiques et des élèves, des citoyens, des élus etc.
- Plan d'action local : organisation de l'itinérance de l'expo, partenariat avec les collectivités territoriales (élus) pour un plan d'action de CSTI, partenariats avec les structures culturelles du territoire ;
- Politique des publics : communication sur l'exposition, le projet et les événements associés, mise en place d'une stratégie d'accueil pour faire venir les familles et groupes dans chaque lieu, conception des outils de communication, réservations et plannings

Technique
- Installation, désinstallation, petite maintenance, nettoyage par l'opérateur départemental

Moyens matériels

Déploiement au sein des territoires :
- Frais d'animation et de communication : rémunération d'intervenants, frais de transport des animateurs, des intervenants et du publics, petites fournitures (achats de consommables et de matériels, alimentation, etc.), frais relatifs aux inaugurations (buffet, impression et envoi de cartons d'invitation, etc.), frais de communication locale (adaptation graphisme, impressions, publipostage, espaces, etc.).

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le grand public (publics scolaire, familial, adultes, etc.) est ciblé par cette opération. La structure partenaire fera un effort particulier pour attirer les publics dits « éloignés de la culture ».
Les activités proposées autour de l'exposition interactive et dans les structures partenaires du plan

d'action local devraient bénéficier à environ 4 000 personnes, durant ou autour de la période d'installation de l'exposition, dans chacun des huit départements franciliens.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	48 692,00	78,38%
Frais d'animation et de communication	11 000,00	17,71%
Frais indirects (forfait correspondant à 5% des frais de personnel)	2 434,00	3,92%
Total	62 126,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	17 600,00	28,33%
ANRU (investissements d'avenir)	44 526,00	71,67%
Total	62 126,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 600,00 €
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Questions de sciences, Enjeux citoyens	40 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	15 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	3 700,00 €
2015	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	10 940,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	15 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	20 000,00 €
2016	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	18 200,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) -	20 000,00 €

	Fonctionnement	
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	5 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	20 000,00 €
	Montant total	167 840,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008484

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : QSEC² - ASSOCIATION - TERRE AVENIR - THEMATIQUE "LES MOBILITÉS" - TRANCHE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	59 063,00 €	40,72 %	24 050,00 €
	Montant Total de la subvention		24 050,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TERRE AVENIR
Adresse administrative : BRASSEAUX
77560 VILLIERS-SAINT-GEORGES
Statut Juridique : Association
Représentant : M.BERTRAND DE LAAGE

Date de publication au JO : 3 février 2007

N° SIRET : 49761708400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)
Rapport Cadre : CR38-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
OBJECTIFS PRINCIPAUX
- Instaurer un dialogue renouvelé entre scientifiques, élus et citoyens, en stimulant la circulation des idées et des attentes sur les grands enjeux sciences-société, dans un esprit d'ouverture et participatif;
- Améliorer la culture scientifique et technique des Franciliens de tous âges en luttant contre une forme d'illettrisme scientifique, pour favoriser l'engagement des citoyens sur les questions scientifiques et technologiques et leurs enjeux sociétaux ;
- Renforcer la structuration des acteurs associatifs de la CSTI en Île-de-France, en s'appuyant sur leurs complémentarités et en les engageant dans de nouvelles pratiques de partage de ressources et de compétences.

OBJECTIFS SECONDAIRES :
- Susciter des vocations pour les filières scientifiques et lutter contre l'autocensure des élèves à leur égard, notamment chez les jeunes filles et les élèves issus de milieux « éloignés de la science » ;
- Diffuser les résultats et les connaissances issus de la recherche afin de réduire la fracture entre les chercheurs et les citoyens et renforcer la confiance vis-à-vis des scientifiques ;
- Nourrir la réflexion des élus et responsables de la recherche scientifique par l'accès à des sensibilités citoyennes en matière de sciences et techniques ;
- Mettre « les sciences en culture », c'est-à-dire donner aux disciplines scientifiques une place dans l'action socioculturelle, souvent uniquement centrée sur l'expression artistique ;
- Concourir au développement d'une culture de l'innovation, notamment chez les publics jusqu'ici relativement peu touchés, dans une logique de renforcement des capacités citoyennes (empowerment).

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS :
- Renforcer chez chacun la capacité de mobiliser dans sa vie quotidienne une démarche, des connaissances et compétences liées aux sciences ;
- Impliquer des publics franciliens divers – scolaires, familles, adultes, en prenant en compte de manière volontariste les publics dits « éloignés » ;
- Assurer le maillage de l'ensemble du territoire francilien, en particulier vis-à-vis des quartiers défavorisés, des zones rurales ou enclavées, etc. ;
- Inscrire dans l'agenda des citoyens et dans le paysage local une question scientifique, grâce à la continuité de l'offre dans un territoire, sur une période donnée.

Description :
Le projet QSEC² a pour ambition de dynamiser et d'amplifier le dialogue science-société en Île-de-France. Ce dispositif vise à expérimenter des modalités innovantes de co-construction avec les publics de dispositifs d'expositions interactives et de médiation de nature scientifique. Il s'appui sur un conseil scientifique thématique composé de différents établissements de recherche dont : l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme (IAU); l'Institut Français des Sciences et des Technologies des Transports (IFSTTAR); l'Université Paris-Est Créteil; le CNRS;l'École des Ponts.
Après une phase de conception et de production, l'exposition interactive QSEC² itinèrera pendant deux à trois ans dans les huit départements d'Île-de-France. Dans chaque département, un plan d'action local sera défini et permettra l'accueil et l'animation du dispositif.
Les grands axes de travail concerneront la mobilité à l'échelle de l'individu (ex. aménagements urbains, la numérisation); à l'échelle de la ville (ex. data, foule, déplacements); à l'échelle du monde (ex. brassage linguistique).

L'exposition interactive QSEC² sera présentée environ 2 mois dans chaque département, dans un ou plusieurs lieux adaptés (habilités à recevoir une diversité de publics, faciles d'accès, etc.).
Constituée d'une dizaine de modules, elle sera l'occasion d'un partenariat avec une start-up ou entreprise en proposant de tester une application liée à la mobilité.
Pour accueillir l'exposition, le partenaire met en place une stratégie de déploiement de l'exposition sur son territoire. Il s'attache en outre à diversifier les publics (public scolaire, familial, adultes, etc) en mettant l'accent sur les publics éloignés de la culture.

L'association Terre Avenir est en charge du déploiement du dispositif dans le département de Seine-et-Marne (77).

La deuxième saison du projet QSEC² est dédiée à la thématique des Mobilités. Son déroulement est découpé en trois tranches :
- Tranche 1 (août 2015 - décembre 2017) : travail préparatoire sur la thématique, mise en place et animation des groupes QSEC, démarrage des plans d'action locaux. Budget voté en 2015.
- Tranche 2 (septembre 2016 - novembre 2017) : conception et fabrication d'une exposition et de kits pédagogiques, déploiement de missions transversales. Budget voté en 2016.
- Tranche 3 - Objet des crédits 2017 (juillet 2017 - février 2020) : Itinérance et animation de l'exposition

dans les huit départements, missions transversales.

Cette subvention concerne la mise en place de la tranche 3 comprenant :
Le déploiement du projet sur le territoire

1/ Plan d'action local :
Le partenaire devra, en amont et autour de la période où il recevra l'exposition, monter des partenariats avec les collectivités territoriales (élus, services municipaux) et les structures culturelles du territoire afin que chacun s'empare de la problématique de l'exposition, la décline dans son programme d'activités, mobilise ses publics pour les faire venir et participe à la communication du projet. Les médias locaux et municipaux seront sollicités. L'objectif est de signer une charte de partenariat entre la collectivité et la structure partenaire.

2/ Animation de l'exposition interactive et enrichissement du dispositif :
Le partenaire trouve un lieu pour accueillir l'exposition pendant une période de 2 mois. Il propose autour du dispositif un très large panel d'activités, permettant un engagement modulable des participants et une grande diversité de publics. Des groupes participent à l'enrichissement de l'exposition grâce à des activités participatives. En outre, le partenaire assure entièrement la gestion des animations, depuis leur organisation jusqu'à leur animation. Les activités peuvent comprendre une ou plusieurs séances.

Exemples d'activités : groupes de continuité (parcours suivis avec des groupes de citoyens), visites animées et médiation de l'exposition, ateliers scientifiques pour les scolaires, interventions de scientifiques dans des classes, cafés-débat avec des citoyens, des chercheurs et des élus, etc.

3/ Politique des publics :
Le partenaire assure la venue des publics par la communication de l'exposition, du projet et de tous les évènements associés. Il devra donc concevoir ou adapter les outils de communication (dont certains seront déjà disponibles dans le kit de communication de l'exposition), assurer leur diffusion et gérer les réservations et le planning des activités.

4/ Régie technique :
Le partenaire devra assurer la régie technique locale lors de l'arrivée et du départ des expositions (préparation des locaux, nettoyage) ainsi que la petite maintenance de l'exposition (nettoyage des éléments d'exposition, renouvellement des consommables, petite réparation et toute tâche d'entretien ne nécessitant pas de compétence technique particulière).

5/ Échanges de ressources, mutualisation des pratiques et co-formation
Un « kit pédagogique » comprenant des trames d'activités, des supports pour la médiation de l'exposition, des ressources bibliographiques, etc. est réalisé par 3 partenaires départementaux (cf Tranche 2).
Durant la tranche 3, le partenaire adapte ces contenus à ses publics et aux formats qui lui sont spécifiques.
Dans le cadre des objectifs de mutualisation des pratiques, le partenaire également aux réunions de formation initiale et de co-formation, et contribue à l'enrichissement d'une base commune de ressources partagées (ressources pédagogiques, bibliographie, etc.). Il contribue également à l'enrichissement du site web collaboratif (www.qsec2.fr) en publiant des articles sur l'activité du projet sur son territoire.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :

Cette mission correspond à la mobilisation d'environ 1,4 ETP correspondant aux missions suivantes :

Coordination départementale :
- Coordination du projet sur le territoire : gestion du projet, suivi budgétaire, participations aux différentes réunions (Copil, comité opérationnel), rédaction des bilans, suivi budgétaire et comptable auprès de la Région et de l'ANRU.

Travail préparatoire sur la thématique et déploiement au sein des territoires :
- Plan d'action local : partenariat avec les collectivités territoriales (élus) pour un plan d'action de CSTI, partenariats avec les structures culturelles du territoire, début de l'organisation de l'itinérance de l'exposition

Conception et adaptation de la médiation :
- Adaptation du kit ressources par chaque structure selon ses publics
- Mutualisation des pratiques : formation initiale des animateurs, co-formation et contribution aux ressources partagées.

Déploiement au sein des territoires
- Enrichissement des expositions et animation dans les territoires pendant 2 mois : organisation des parcours des groupes de continuité, mise en place d'ateliers, médiation, organisation de rencontres avec des scientifiques et des élèves, des citoyens, des élus etc.
- Plan d'action local : organisation de l'itinérance de l'expo, partenariat avec les collectivités territoriales (élus) pour un plan d'action de CSTI, partenariats avec les structures culturelles du territoire ;
- Politique des publics : communication sur l'exposition, le projet et les événements associés, mise en place d'une stratégie d'accueil pour faire venir les familles et groupes dans chaque lieu, conception des outils de communication, réservations et plannings

Technique
- Installation, désinstallation, petite maintenance, nettoyage par l'opérateur départemental

Moyens matériels

Déploiement au sein des territoires :
- Frais d'animation et de communication : rémunération d'intervenants, frais de transport des animateurs, des intervenants et du publics, petites fournitures (achats de consommables et de matériels, alimentation, etc.), frais relatifs aux inaugurations (buffet, impression et envoi de cartons d'invitation, etc.), frais de communication locale (adaptation graphisme, impressions, publipostage, espaces, etc.).

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le grand public (publics scolaire, familial, adultes, etc.) est ciblé par cette opération. La structure partenaire fera un effort particulier pour attirer les publics dits « éloignés de la culture ».
Les activités proposées autour de l'exposition interactive et dans les structures partenaires du plan d'action local devraient bénéficier à environ 4 000 personnes, durant ou autour de la période d'installation de l'exposition, dans chacun des huit départements franciliens.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	45 775,00	77,50%
Frais d'animation et de communication	11 000,00	18,62%
Frais indirects (forfait correspondant à 5% des frais de personnel)	2 288,00	3,87%
Total	59 063,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseilrégional d'Ile-de-France	24 050,00	40,72%
ANRU (investissements d'avenir)	35 013,00	59,28%
Total	59 063,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €
2018	14 050,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	12 000,00 €
2014	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	15 000,00 €
2014	Questions de sciences, Enjeux citoyens	50 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	22 000,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	14 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	14 700,00 €
2015	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	9 940,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	12 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	10 000,00 €
	Montant total	159 640,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008485

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : QSEC² - ASSOCIATION TRACES - THEMATIQUE "LES MOBILITÉS" - TRANCHE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	90 620,00 €	27,26 %	24 700,00 €
		Montant Total de la subvention	24 700,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TRACES THEORIE REFLEXE APPREND COMM EDUCAT SCIENTIF
Adresse administrative : 23 RUE DES BALKANS 75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : MONSIEUR RICHARD-EMMANUEL EASTES

Date de publication au JO : 17 juin 2006

N° SIRET : 49457785100020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)
Rapport Cadre : CR38-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
OBJECTIFS PRINCIPAUX
- Instaurer un dialogue renouvelé entre scientifiques, élus et citoyens, en stimulant la circulation des idées et des attentes sur les grands enjeux sciences-société, dans un esprit d'ouverture et participatif;
- Améliorer la culture scientifique et technique des Franciliens de tous âges en luttant contre une forme d'illettrisme scientifique, pour favoriser l'engagement des citoyens sur les questions scientifiques et technologiques et leurs enjeux sociétaux ;
- Renforcer la structuration des acteurs associatifs de la CSTI en Île-de-France, en s'appuyant sur leurs complémentarités et en les engageant dans de nouvelles pratiques de partage de ressources et de compétences.

OBJECTIFS SECONDAIRES :
- Susciter des vocations pour les filières scientifiques et lutter contre l'autocensure des élèves à leur égard, notamment chez les jeunes filles et les élèves issus de milieux « éloignés de la science » ;
- Diffuser les résultats et les connaissances issus de la recherche afin de réduire la fracture entre les chercheurs et les citoyens et renforcer la confiance vis-à-vis des scientifiques ;
- Nourrir la réflexion des élus et responsables de la recherche scientifique par l'accès à des sensibilités citoyennes en matière de sciences et techniques ;
- Mettre « les sciences en culture », c'est-à-dire donner aux disciplines scientifiques une place dans l'action socioculturelle, souvent uniquement centrée sur l'expression artistique ;
- Concourir au développement d'une culture de l'innovation, notamment chez les publics jusqu'ici relativement peu touchés, dans une logique de renforcement des capacités citoyennes (empowerment).

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS :
- Renforcer chez chacun la capacité de mobiliser dans sa vie quotidienne une démarche, des connaissances et compétences liées aux sciences ;
- Impliquer des publics franciliens divers – scolaires, familles, adultes, en prenant en compte de manière volontariste les publics dits « éloignés » ;
- Assurer le maillage de l'ensemble du territoire francilien, en particulier vis-à-vis des quartiers défavorisés, des zones rurales ou enclavées, etc. ;
- Inscrire dans l'agenda des citoyens et dans le paysage local une question scientifique, grâce à la continuité de l'offre dans un territoire, sur une période donnée.

Description :
Le projet QSEC² a pour ambition de dynamiser et d'amplifier le dialogue science-société en Île-de-France. Ce dispositif vise à expérimenter des modalités innovantes de co-construction avec les publics de dispositifs d'expositions interactives et de médiation de nature scientifique. Il s'appui sur un conseil scientifique thématique composé de différents établissements de recherche dont : l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme (IAU); l'Institut Français des Sciences et des Technologies des Transports (IFSTTAR); l'Université Paris-Est Créteil; le CNRS;l'École des Ponts.
Après une phase de conception et de production, l'exposition interactive QSEC² itinèrera pendant deux à trois ans dans les huit départements d'Île-de-France. Dans chaque département, un plan d'action local sera défini et permettra l'accueil et l'animation du dispositif.
Les grands axes de travail concerneront la mobilité à l'échelle de l'individu (ex. aménagements urbains, la numérisation); à l'échelle de la ville (ex. data, foule, déplacements); à l'échelle du monde (ex. brassage linguistique).

L'exposition interactive QSEC² sera présentée environ 2 mois dans chaque département, dans un ou plusieurs lieux adaptés (habilités à recevoir une diversité de publics, faciles d'accès, etc.).
Constituée d'une dizaine de modules, elle sera l'occasion d'un partenariat avec une start-up ou entreprise en proposant de tester une application liée à la mobilité.
Pour accueillir l'exposition, le partenaire met en place une stratégie de déploiement de l'exposition sur son territoire. Il s'attache en outre à diversifier les publics (public scolaire, familial, adultes, etc) en mettant l'accent sur les publics éloignés de la culture.

L'association Savoir Apprendre/Exploradôme est en charge du déploiement du dispositif dans le département du Val-de-Marne (94).

La deuxième saison du projet QSEC² est dédiée à la thématique des Mobilités. Son déroulement est découpé en trois tranches :
- Tranche 1 (août 2015 - décembre 2017) : travail préparatoire sur la thématique, mise en place et animation des groupes QSEC, démarrage des plans d'action locaux. Budget voté en 2015.
- Tranche 2 (septembre 2016 - novembre 2017) : conception et fabrication d'une exposition et de kits pédagogiques, déploiement de missions transversales. Budget voté en 2016.
- Tranche 3 - Objet des crédits 2017 (juillet 2017 - février 2020) : Itinérance et animation de l'exposition dans les huit départements, missions transversales.

Cette subventionconcerne la mise en place de la tranche 3 comprenant :

Le déploiement du projet sur le territoire

1/ Plan d'action local :
Le partenaire devra, en amont et autour de la période où il recevra l'exposition, monter des partenariats avec les collectivités territoriales (élus, services municipaux) et les structures culturelles du territoire afin que chacun s'empare de la problématique de l'exposition, la décline dans son programme d'activités, mobilise ses publics pour les faire venir et participe à la communication du projet. Les médias locaux et municipaux seront sollicités. L'objectif est de signer une charte de partenariat entre la collectivité et la structure partenaire.

2/ Animation de l'exposition interactive et enrichissement du dispositif :
Le partenaire trouve un lieu pour accueillir l'exposition pendant une période de 2 mois. Il propose autour du dispositif un très large panel d'activités, permettant un engagement modulable des participants et une grande diversité de publics. Des groupes participent à l'enrichissement de l'exposition grâce à des activités participatives. En outre, le partenaire assure entièrement la gestion des animations, depuis leur organisation jusqu'à leur animation. Les activités peuvent comprendre une ou plusieurs séances.

Exemples d'activités : groupes de continuité (parcours suivis avec des groupes de citoyens), visites animées et médiation de l'exposition, ateliers scientifiques pour les scolaires, interventions de scientifiques dans des classes, cafés-débat avec des citoyens, des chercheurs et des élus, etc.

3/ Politique des publics :
Le partenaire assure la venue des publics par la communication de l'exposition, du projet et de tous les évènements associés. Il devra donc concevoir ou adapter les outils de communication (dont certains seront déjà disponibles dans le kit de communication de l'exposition), assurer leur diffusion et gérer les réservations et le planning des activités.

4/ Régie technique :
Le partenaire devra assurer la régie technique locale lors de l'arrivée et du départ des expositions.

5/ Échanges de ressources, mutualisation des pratiques et co-formation
Un « kit pédagogique » comprenant des trames d'activités, des supports pour la médiation de l'exposition, des ressources bibliographiques, etc. est réalisé par 3 partenaires départementaux. Durant la tranche 3, le partenaire adapte ces contenus à ses publics et aux formats qui lui sont spécifiques. Dans le cadre des objectifs de mutualisation des pratiques, le partenaire également aux réunions de formation initiale et de co-formation, et contribue à l'enrichissement d'une base commune de ressources partagées (ressources pédagogiques, bibliographie, etc.). Il contribue également à l'enrichissement du site web collaboratif (www.qsec2.fr) en publiant des articles sur l'activité du projet sur son territoire.

Les missions « transversales » du projet

1/ Appui à la coordination régionale
L'association Traces, associée à l'association Science Ouverte, épaule l'association Savoir Apprendre pour la coordination régionale du projet.

2/ Le conseil scientifique et pédagogique
L'association Traces, associée à l'association Science Ouverte, assure la mise en place et le suivi du conseil scientifique et pédagogique permanent et d'un conseil thématique "Mobilités".

3/ Technique
L'association Savoir Apprendre et l'association Traces assurent le transport, le montage et le démontage des expositions.

4/ L'Évaluation
Traces conçoit et pilote l'évaluation du dispositif, menée sur un modèle mixte, avec une évaluation interne et un prestataire externe. Dans le cadre du projet QSEC² dans son ensemble, l'évaluation est menée sur un modèle mixte : en partie en interne par l'association Traces et en partie par un prestataire externe, géré par l'association
Traces également. Tout au long du projet, avec une cadence annuelle, les opérateurs départementaux suivront également directement les indicateurs d'objectifs quantitatifs et qualitatifs du projet.
Un rapport final retracera enfin l'ensemble des résultats, identifiant les points de force et

4/ Communication institutionnelle
Il est rappelé que la communication du projet QSEC² comprend deux volets:
- la communication institutionnelle du projet QSEC² dans son ensemble, géré par l'association Traces.
- la communication de l'exposition et des animations - évènements associés, de nature plus locale et à destination du grand public, géré par chaque opérateur départemental sur son territoire (cf déploiement local, plus haut).

La communication institutionnelle du projet est pilotée par l'association Traces, avec le soutien de l'association Savoir Apprendre en articulation avec le sservices de la Région et comprend :
- les mises à jour et le suivi du site web (www.qsec2.fr), auquel l'ensemble des opérateurs contribue en publiant des articles.
- la création et la diffusion d'une plaquette de présentation de chaque saison thématique et le management du prestataire.
- la diffusion électronique d'informations relatives au projet (newsletter, annonces d'évènements, etc.).
- la communication au sein du réseau des acteurs de CSTI (ex : présentations lors des conférences du réseau européen Ecsite, conférences "Science&You", séminaires et formation, et des publications dans des revues professionnelles tel que le bulletin de l'AMCSTI ou la lettre de l'OCIM)
- le cas échéant, la participation aux grands rendez-vous thématiques (ex: COP 21, train du climat).

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :

Cette mission correspond à la mobilisation d'environ 2 ETP correspondant aux missions suivantes :

Coordination régionale du projet :
- Animation du conseil scientifique
- Appui à la coordination régionale
- Conception et pilotage de la communication
- Conception et pilotage de l'évaluation

Coordination départementale :
- Coordination du projet sur le territoire : gestion du projet, suivi budgétaire, participations aux différentes réunions (Copil, comité opérationnel), rédaction des bilans, suivi budgétaire et comptable auprès de la Région et de l'ANRU.

Travail préparatoire sur la thématique et déploiement au sein des territoires :
- Plan d'action local : partenariat avec les collectivités territoriales (élus) pour un plan d'action de CSTI, partenariats avec les structures culturelles du territoire, début de l'organisation de l'itinérance de l'exposition

Conception et adaptation de la médiation :
- Adaptation du kit ressources par chaque structure selon ses publics
- Mutualisation des pratiques : formation initiale des animateurs, co-formation et contribution aux ressources partagées.

Déploiement au sein des territoires
- Enrichissement des expositions et animation dans les territoires pendant 2 mois : organisation des parcours des groupes de continuité, mise en place d'ateliers, médiation, organisation de rencontres avec des scientifiques et des élèves, des citoyens, des élus etc.
- Plan d'action local : organisation de l'itinérance de l'expo, partenariat avec les collectivités territoriales (élus) pour un plan d'action de CSTI, partenariats avec les structures culturelles du territoire ;
- Politique des publics : communication sur l'exposition, le projet et les événements associés, mise en place d'une stratégie d'accueil pour faire venir les familles et groupes dans chaque lieu, conception des outils de communication, réservations et plannings

Technique
- Installation, désinstallation, petite maintenance, nettoyage par l'opérateur départemental
- Transport, installation, désinstallation, stockage par les coordinateurs techniques.

Moyens matériels

Coordination régionale :
- Prestation de service : Communication (graphiste, web, impressions)
- Prestation de service : Evaluation externe

Déploiement au sein des territoires :
- Frais d'animation et de communication : rémunération d'intervenants, frais de transport des animateurs, des intervenants et du publics, petites fournitures (achats de consommables et de matériels, alimentation, etc.), frais relatifs aux inaugurations (buffet, impression et envoi de cartons d'invitation, etc.), frais de communication locale (adaptation graphisme, impressions, publipostage, espaces, etc.).

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le grand public (publics scolaire, familial, adultes, etc.) est ciblé par cette opération. La structure partenaire fera un effort particulier pour attirer les publics dits « éloignés de la culture ». Les activités proposées autour de l'exposition interactive et dans les structures partenaires du plan d'action local devraient bénéficier à environ 4 000 personnes, durant ou autour de la période d'installation de l'exposition, dans chacun des huit départements franciliens.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	67 860,00	74,88%
Prestation (Évaluation externe)	4 000,00	4,41%
Communication (achats et prestations : graphisme, édition,etc)	4 367,00	4,82%
Frais d'animation et de communication	11 000,00	12,14%
Frais indirects (forfait correspondant à 5% des frais de personnel)	3 393,00	3,74%
Total	90 620,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	24 700,00	27,26%
ANRU - Investissements d'avenir	65 920,00	72,74%
Total	90 620,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €
2018	14 700,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	E-inclusion - Fonctionnement	43 800,00 €
2014	E-inclusion - Investissement	6 200,00 €
2014	Questions de sciences, Enjeux citoyens	65 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	29 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	1 500,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	5 100,00 €
2015	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	16 920,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	7 500,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	13 700,00 €
2016	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	27 300,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	18 000,00 €
	Montant total	234 020,00 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-288
DU 5 JUILLET 2017

VALORISER LE MÉRITE, L'EXCELLENCE ET L'OUVERTURE SOCIALE À TRAVERS LE SOUTIEN RÉGIONAL AUX CORDÉES DE LA RÉUSSITE 1ÈRE AFFECTATION 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ; rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et en lycées ;

VU La délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 ;

VU La délibération n° CR 01-12 du 17 février 2012 relative aux lycées municipaux de la Ville de Paris. Application des politiques régionales d'aides aux lycéens ;

VU La délibération n° CR 51-12 du 28 juin 2012 portant dispositions diverses en matière éducative ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – le projet éducatif régional ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n°CR2017-51du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU La délibération n° CR 96-16 du 19 mai 2016 visant à « relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence » ;

VU La délibération n° CP 16-448 du 21 septembre 2016 visant à « relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence - soutien à l'orientation des lycéennes vers les métiers scientifiques et technologiques - accompagnement des lycéennes dans des filières d'excellence » ;

VU La délibération n° CP 16-490 du 12 octobre 2016 visant à « relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence à travers le soutien aux cordées de la réussite » ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission du développement économique de l'emploi et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-288 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique : Soutien au dispositif d'ouverture sociale et de soutien aux cordées de la réussite

Décide de participer, au titre du dispositif d'ouverture sociale et de soutien aux cordées de la réussite, au financement des projets détaillés en annexe 2 *(fiches projet)* à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **307 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature par chaque bénéficiaire d'une convention conforme au modèle type approuvé par délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 et modifié par les dispositions des délibérations n° CR 08-16 du 18 février 2016 et n° CR 51-17 du 9 mars 2017.

Autorise la présidente du conseil régional d'Île-de-France à signer les conventions visées à l'alinéa précédent.

Affecte une autorisation d'engagement de **307 000 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », Programme « Accompagnement des conditions de vie et d'études des étudiants » (123008), Action « Développement de l'accès à l'enseignement supérieur » (12300802) du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-288	Budget	2017

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**23 - Enseignement supérieur**
Programme	**123008 - Accompagnement des conditions de vie et d'études des étudiants**
Action	**12300802 - Développement de l'accès à l'enseignement supérieur**

Dispositif : N° 00000424 - Les cordées de la réussite

Dossier	EX021302 - ASSOCIATION REUSSIR AUJOURD'HUI - "ACCOMPAGNEMENT VERS LES ETUDES SUPERIEURES" ANNEE 2017/2018 - DISPOSITIF "LES CORDEES DE LA REUSSITE"			
Bénéficiaire	R31054 - REUSSIR AUJOURD'HUI			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
169 300,00 €	TTC	17,72 %	30 000,00 €	

Dossier	EX021924 - LPO PR METIER LE REBOURS PARIS 13EME - "AMBITION SUP TECHNO ET PRO" ANNEE SCOLAIRE 2017/2018 - DISPOSITIF "LES CORDEES DE LA REUSSITE"			
Bénéficiaire	R3160 - LPO PR METIER LE REBOURS PARIS 13EME			
Localisation	LYT LE REBOURS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
44 000,00 €	TTC	54,55 %	24 000,00 €	

Dossier	EX022364 - AGRO PARIS TECH INSTITUT SCIENCES INDUSTRIES VIVANT ET ENVIRONNEMENT "OUVERTURE SOCIALE" 2017/2018 - DISPOSITIF "LES CORDEES DE LA REUSSITE"			
Bénéficiaire	R35535 - AGRO PARIS TECH INSTITUT SCIENCES INDUSTRIES VIVANT ET ENVIRONNEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
411 000,00 €	TTC	9,73 %	40 000,00 €	

Dossier	EX022510 - HEC PARIS - "PROGRAMMES PACE ET PREP" - ANNEE SCOLAIRE 2017/2018 - DISPOSITIF "LES CORDEES DE LA REUSSITE			
Bénéficiaire	P0034952 - ETABLISSEMENT D ENSEIGNEMENT SUPERIEUR CONSULAIRE HAUTES ETUDES COMMERCIALES DE PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
450 750,00 €	TTC	8,87 %	40 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-288	Budget	2017

Dossier	EX022589 - ENS - ECOLE NORMALE SUPERIEURE "TALENS - Tutorat d'accompagnement de lycéens" ANNEE SCOLAIRE 2017/2018 - DISPOSITIF "LES CORDEES DE LA REUSSITE"			
Bénéficiaire	R20238 - ENS ECOLE NORMALE SUPERIEURE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
142 000,00 €	TTC	28,17 %	40 000,00 €	

Dossier	EX022993 - MINES PARIS TECH ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES MINES DE PARIs - "ACCOMPAGNEMENT A LA POURSUITE D'ETUDES" ANNEE SCOLAIRE 2017/2018 - DISPOSITIF "LES CORDEES DE LA REUSSITE			
Bénéficiaire	R10300 - MINES PARIS TECH ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES MINES DE PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 000,00 €	TTC	37,5 %	30 000,00 €	

Dossier	17010554 - ASSOCIATION TREMPLIN - "OUVERTURE SOCIALE" ANNEE SCOLAIRE 2017/2018 - DISPOSITIF "LES CORDEE DE LA REUSSITE"			
Bénéficiaire	P0001721 - TREMPLIN			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 000,00 €	TTC	28,75 %	23 000,00 €	

Dossier	17010556 - FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES - SCIENCESPO PARIS - "PREMIER CAMPUS" ANNEE 2017/2018 - DISPOSITIF "LES CORDEES DE LA REUSSITE"			
Bénéficiaire	P0020808 - FONDATION NATIONALE SCIENCES POLITIQUES			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
156 370,00 €	TTC	25,58 %	40 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-288	Budget	2017

Dossier	17010567 - FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES - SCIENCESPO PARIS - "BOOSTER" ANNEE 2017/2018 - DISPOSITIF "LES CORDEES DE LA REUSSITE"			
Bénéficiaire	P0020808 - FONDATION NATIONALE SCIENCES POLITIQUES			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
88 998,00 €	TTC	44,94 %	40 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000424 - Les cordées de la réussite	307 000,00 €

Total sur l'imputation 932 - 23 - 123008 - 12300802	307 000,00 €

Fiches projets Les cordées de la réussite.doc

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022364

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : AGRO PARIS TECH INSTITUT SCIENCES INDUSTRIES VIVANT ET ENVIRONNEMENT "OUVERTURE SOCIALE" 2017/2018 - DISPOSITIF "LES CORDEES DE LA REUSSITE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les cordées de la réussite	411 000,00 €	9,73 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-23-65738-123008-400
12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGRO PARIS TECH INSTITUT SCIENCES INDUSTRIES VIVANT ET ENVIRONNEMENT
Adresse administrative : 16 RUE CLAUDE BERNARD 75005 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Gilles TRYSTRAM, DIRECTEUR GENERAL

N° SIRET : 13000285000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les cordées de la réussite
Rapport Cadre : CR96-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 30 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Poursuivre les activités de tutorat commencées en 2007 dans 4 cordées des académies de Versailles et de Créteil : "Oui nous le Pouvons"(Yvelines), "Méhul" (Seine-Saint-Denis), "Messiaen" (Val de Marne) et Loockwood (Seine et Marne).
Renforcer l'ambition et lutter contre l'autocensure des jeunes issus des milieux modestes et défavorisés pour leur permettre de faire des choix pertinents correspondant à leur capacité.
Apporter les clés de la réussite pour des études supérieurs ambitieuses à l'Université et dans les Grandes Ecoles.
Lever les inhibitions et développer la confiance en soi des jeunes en lycée Professionnel.
Compenser les écarts en matière de capital culturel, de développement personnel et de connaissance des filières de formation et des métiers.

Description :
L' action se déploie en 2 axes principaux : le tutorat étudiant et l'intervention de professionnels.
Le premier axe est constitué de séances sous forme d'ateliers animés par des étudiants-tuteurs bénévoles se déroulant en dehors du temps scolaire au rythme de 2h à 3h par semaine orientées vers : méthode de travail, approfondissement culturel, techniques d'expression orale, connaissance des codes sociaux, orientation post-bac et filières de formation.
Le second axe se compose d'évènements organisés pendant les week-ends et les vacances scolaires : Improvisation théâtrale avec des comédiens, préparation au baccalauréat, rencontre avec des professionnels en partenariat avec l'association Passeport Avenir, week-end d'immersion totale en anglais animé par des professionnels de langue maternelle anglaise.

Moyens mis en œuvre :
L'identification des établissements participants au projet est réalisé en étroite collaboration avec les Rectorats de Versailles et Créteil et les Préfectures des 4 départements concernés par ce programme.

Pour faire sortir les élèves de leur établissement, les ateliers se déroulent dans les locaux d'AgroParistech ou en sorties culturelles (théâtre, concert pédagogique, arts contemporains, voyages thématiques, visites d'entreprises et institutionnelles...).
Chaque groupe de tutorat est composé de 15 à 20 lycéens encadrés par une équipe de 3 à 5 étudiants-tuteurs. Ainsi,sont constitués 18 groupes de tutorat de l'ordre de 350 lycéens et 90 tuteurs-étudiants. Chaque groupe de tutorat réalisent entre 20 et 25 séances par an, c'est globalement plus de 400 séances du tutorat qui sont organisées chaque année.
La Mission Ouverture Sociale de l'école AgroParisTech est composée :
- d'un Chargé de Mission
- de 2 Chargée de Projet, responsables chaque année de 2 cordées
- de 3 jeunes en Service Civique,

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
380 lycéens d'Ile-de-France :

- Lycée Albert Schweitzer - Le-Raincy : 70 élèves de première et terminale générale
- Lycée Blaise Pascal - Brie-Comte-Robert : 60 élèves de première générale
- internat de la Réussite - Marly-le-Roi : 20 élèves terminale générale
- Lycée St-Exypéry - Créteil : 75 élèves de seconde, première, terminale Technologique
- Lycée Louise Michel - Bobigny : 60 élèves de seconde, première, terminale Techno
- Lycée Plaine de Neauphle : 75 élèves de seconde, première, terminale Techno
- Lycée François Arago - Villeneuve-St-Georges : 20 élèves seconde Professionnelle.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	80 806,00	19,66%
Services extérieurs	23 702,00	5,77%
Autres services extérieurs	120 005,00	29,20%
Charges de personnel	168 532,00	41,01%
Mise à disposition de locaux et de personnel	17 955,00	4,37%
Total	411 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017	40 000,00	9,73%
CGET	193 000,00	46,96%
Ministère de l'Education Nationale	26 000,00	6,33%
Conseil Général de Seine-et-Marne	2 000,00	0,49%
Ressources propres AgroParisTech	150 000,00	36,50%
Total	411 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	27 000,00 €
2014	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2014	Ouverture sociale	46 640,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	20 250,00 €
2015	Ouverture sociale	38 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	17 100,00 €
2016	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2016	Ouverture sociale - Cordées de la réussite	40 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	10 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	2 400,00 €
	Montant total	405 790,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022589

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ENS - ECOLE NORMALE SUPERIEURE "TALENS - TUTORAT D'ACCOMPAGNEMENT DE LYCÉENS" ANNEE SCOLAIRE 2017/2018 - DISPOSITIF "LES CORDEES DE LA REUSSITE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les cordées de la réussite	142 000,00 €	28,17 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-23-65738-123008-400
12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENS ECOLE NORMALE SUPERIEURE
Adresse administrative : 45 RUE D'ULM
75230 PARIS 05 CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur MARC MEZARD, Directeur

N° SIRET : 19753459700012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les cordées de la réussite
Rapport Cadre : CR96-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le programme TalENS est le premier projet porté par le Pôle PESU et regroupe à ce jour 300 élèves issus de 10 lycées franciliens.

TalENS a comme objectif initial de permettre à des lycéens de préparer leur entrée dans l'enseignement supérieur grâce à un accompagnement par un tuteur normalien. Il s'agit de les amener à se projeter dans le supérieur et à contrer l'autocensure dont ils peuvent faire preuve en les préparant à entrer dans des études longues et / ou sélectives.

Le programme se construit sur deux ans pour permettre aux élèves d'acquérir une méthode de travail rigoureuse et les outils de construction d'un raisonnement efficace ainsi que l'élaboration d'un réseau.

Plusieurs parcours pédagogiques pluridisciplinaires permettent aux élèves de travailler cette méthodologie en élargissant leur culture générale dans le domaine des sciences, des sciences humaines ou des arts.
TalENS s'attache à faire découvrir à l'élève de nouveaux champs disciplinaires.

Description :
Le tutorat fonctionne grâce à des rencontres régulières entre les tuteurs et leurs élèves.
Une plateforme d'e-learning complète le dispositif sur les deux années : travail hebdomadaire, individualisation des conseils, maintien des liens entre deux séances.
Un campus d'été d'une semaine est organisé au mois d'août afin de préparer les lycéens de Talens à l'entrée en 1ère. Lors du campus, les élèves ont le loisir de suivre deux matières correspondant à leur filière. Ils gagnent en autonomie et acquièrent des méthodes de travail qu'ils mettront à profit au lycée comme dans l'enseignement supérieur. Outre l'acquisition de certains automatismes, ce campus a également pour but de créer des liens de confiance entre les élèves et les tuteurs pour s'assurer du bon dérouler du reste du tutorat au cours de l'année.
Le travail en petits groupes, un tuteur pour 7-8 élèves, permet un apprentissage réciproque. Les tuteurs s'enrichissent également de cette expérience.

Moyens mis en œuvre :
1- Le tutorat
Les séances de tutorat sont le socle de TalENS. Les lycéens choisissent une thématique qui sera le fil conducteur de ces séances. Les groupes de tutorat, constitués d'un tuteur et de cinq à huit élèves, sont formés suivant le thème choisi.
L'accent est mis sur les méthodes de travail. Il y a 9 séances de 3h chacune sur l'année et 3 sorties culturelles.
Les parcours pédagogiques ont tous été réfléchis et renouvelés pour plus d'efficacité.
2- Le Campus
Immersion pendant 5 jours à travailler méthodologie et cours pour créer une promo et une dynamique de travail.
3- L'e-learning et le suivi des élèves
Entre deux séances, les élèves sont invités par leur tuteur à poursuivre leur travail sur une plateforme en ligne.
Des coordinateurs, CPE ou professeurs, permettent de faire le lien entre les tuteurs et les élèves ce qui permet un meilleur suivi.
4- Les sorties culturelles
Un ensemble de 3 sorties culturelles est associé à chacune des thématiques. Réparties tout au long de l'année, elles sont conçues en lien avec le thème étudié en tutorat et donnent l'occasion aux élèves d'apprendre dans un cadre différent (visites de musée, ciné-débat, interventions d'anciens élèves de Talens pour présenter leurs filières...).
5- L'orientation
Divers événements permettant aux élèves de mieux choisir leur orientation seront proposés durant l'année.
6- Formation des tuteurs
Les tuteurs normaliens sont formés depuis 5 ans.
Il est nécessaire de leur donner quelques orientations dans les méthodes pédagogiques à adopter et une vision plus nette des lycéens qu'ils vont avoir en face d'eux.
Des groupes de travail, des conférences seront organisés pour que les tuteurs se sentent épaulés dans leur rôle de pédagogue.
7- Animation des réseaux
Les lycéens restent en contact avec les tuteurs même après la terminale. C'est une première forme de réseautage particulièrement dynamique.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
JEAN VILAR à MEAUX - 45 élèves : 24 terminale, 21 première
SAINT EXUPERY à MANTES LA JOLIE - 49 élèves : 24 terminale, 25 première
J.J. ROUSSEAU à SARCELLES - 60 élèves : 25 terminale, 35 première
O. DE GOUGES à NOISY LE SEC - 36 élèves : 15 terminale, 21 première
TURGOT à PARIS - 27 élèves : 13 terminale, 14 première
MAURICE RAVEL à PARIS - 34 élèves : 13 terminale, 21 première
LE CORBUSIER à AUBERVILLIERS - 16 élèves de terminale
HENRI WALLON à AUBERVILLIERS - 29 élèves : 13 terminale, 16 première
COLBERT à PARIS 30 élèves : 14 terminale, 16 première
PAUL VALERY à PARIS : 16 élèves de première

Soit 342 élèves

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fonctionnement général (fournitures, équipement pédagogique...)	3 400,00	2,39%
Formation	1 000,00	0,70%
Communication	1 000,00	0,70%
Téléphone, affranchissements	1 000,00	0,70%
Salaire ; gestion pilotage	20 000,00	14,08%
Campus - salaires BAFA, BAFD	10 000,00	7,04%
Campus - salaires tuteurs étudiants	8 000,00	5,63%
Campus - frais de restauration lycéens	10 000,00	7,04%
Campus - logement, ménage..	9 700,00	6,83%
Campus - Sécurité	2 000,00	1,41%
Campus - fournitures, divers	4 500,00	3,17%
Tutorat - Salaires coordination	59 700,00	42,04%
Tutorat - Locations salles	4 000,00	2,82%
Tutorat - Transports lycéens	4 000,00	2,82%
Tutorat - sorties culturelles	700,00	0,49%
Tutorat - Cérémonie d'ouverture et de clôture	1 500,00	1,06%
Tutorat - Formation tuteurs	500,00	0,35%
Tutorat - Fournitures	1 000,00	0,70%
Total	142 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017	40 000,00	28,17%
Fonds propres	30 000,00	21,13%
CGET	26 000,00	18,31%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	16 000,00	11,27%
Fondation Carla Bruni	30 000,00	21,13%
Total	142 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	29 250,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	10 000,00 €
2014	Ouverture sociale	50 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	21 600,00 €
2015	Ouverture sociale	41 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	18 450,00 €
2016	Ouverture sociale - Cordées de la réussite	40 000,00 €
2016	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	470 000,00 €
2016	SESAME	600 000,00 €
2017	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM -	200 000,00 €

	Fonctionnement)	
	Montant total	1 480 300,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022993

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MINES PARIS TECH ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES MINES DE PARIS - "ACCOMPAGNEMENT A LA POURSUITE D'ETUDES" ANNEE SCOLAIRE 2017/2018 - DISPOSITIF "LES CORDEES DE LA REUSSITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les cordées de la réussite	80 000,00 €	37,50 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-23-65738-123008-400
12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MINES PARIS TECH ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES MINES DE PARIS
Adresse administrative : 60 BD SAINT-MICHEL 75272 PARIS 06 CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National d'Enseignement
Représentant : Monsieur Romain SOUBEYRAN, Directeur

N° SIRET : 19753493600012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les cordées de la réussite
Rapport Cadre : CR96-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Prendre en compte les élèves issus des quartiers prioritaires.
- Favoriser l'accès à l'enseignement supérieur de jeunes qui en raison de leur origine sociale ou territoriale bride leur ambition scolaire ou ne disposent pas de toutes les « clés » pour s'engager avec succès dans une formation longue.
- Développer leur ambition scolaire.

Description :
Nous avons décidé de privilégier un axe pour chaque niveau scolaire : découverte de nouvelles activités pour les secondes afin de les sortir un peu de leur quotidien, découverte de soi pour les premières qui

doivent commencer à faire des choix scolaires déterminants et enfin prise de confiance en soi et construction d'un projet professionnel pour les terminales.

Moyens mis en œuvre :
Des séances régulières d'une durée de 3h ont lieu toutes les deux semaines le mercredi après-midi (pour ne pas interdire la pratique du sport ou d'activités culturelles) animées par l'encadrement de l'Ecole ; tant dans nos locaux (Boulevard Saint Michel, au cœur du quartier latin, dans un bâtiment prestigieux) qu'à l'extérieur. On citera comme exemples :

- visite du Musée de Minéralogie de l'Ecole,
- visite de la Bibliothèque de l'école (notamment son fond ancien),
- découverte ludique du Quartier l

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
80 élèves issus :

- Lycée Doisneau - Corbeil-Essonnes,
- Lycée Parc des Loges - Evry,
- Lycée Eugène Delacroix - Drancy,
- Lycée Champlain - Chennevières,
- Lycée François 1er - Fontainebleau,
- Lycée Etienne Bezout - Nemours

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des personnels	45 000,00	56,25%
Rémunération intermédiaires et honoraires	10 000,00	12,50%
Charges fixes de fonctionnement	5 600,00	7,00%
location salles et matériel pédagogique	19 400,00	24,25%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention régionale 2017	30 000,00	37,50%
fonds propres	38 000,00	47,50%
CGET	10 000,00	12,50%
Ministère de l'Enseignement Supérieur	2 000,00	2,50%
Total	80 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	9 000,00 €
2014	Ouverture sociale	30 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	6 750,00 €
2015	Ouverture sociale	26 400,00 €
2015	SESAME	370 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	5 850,00 €
2016	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2016	Ouverture sociale - Cordées de la réussite	30 000,00 €
	Montant total	580 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021302

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION REUSSIR AUJOURD'HUI - "ACCOMPAGNEMENT VERS LES ETUDES SUPERIEURES" ANNEE 2017/2018 - DISPOSITIF "LES CORDEES DE LA REUSSITE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les cordées de la réussite	169 300,00 €	17,72 %	30 000,00 €
		Montant Total de la subvention	30 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-23-6574-123008-400
12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : REUSSIR AUJOURD'HUI
Adresse administrative : 56 AVENUE LEDRU ROLLIN
75012 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Pierre DUFE

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 47903153600010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les cordées de la réussite
Rapport Cadre : CR96-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Favoriser l'accès des jeunes issus de milieux sociaux modestes à des études supérieures correspondant à leurs aptitudes et à leurs goûts.
Favoriser l'ouverture culturelle et l'esprit critique chez des adolescents et de jeunes adultes dont l'environnement est peu porteur.
Modifier les représentations de sorte que les jeunes considérés s'approprient l'idée qu'ils ont le potentiel pour réaliser des études longues et accéder à des filières de formations supérieures.
Travailler sur leurs projets personnalisés d'orientation et de formation.
Approfondir la maîtrise de la langue française et les capacités d'expression et d'argumentation dans un esprit de tolérance mutuelle.

Contribuer à une meilleure maîtrise d'un bon niveau en langue vivante (facteur de discrimination dans les concours), en particulier en matière de dialogue et d'expression. Contribuer à l'acquisition d'une formation citoyenne.

Description :
Le cycle proposé par l'association couvre les classes de première et de terminale hors temps scolaire – deux années scolaires pour chaque groupe de bénéficiaires. Les élèves doivent y consacrer une demi-journée par semaine. Un tutorat est assuré par des bénévoles qui animent ces séances hebdomadaires auprès de 180 élèves de la région Ile-de-France. Cette action est menée en étroite collaboration avec les lycées partenaires afin d'identifier les élèves bénéficiaires.
Des visites culturelles, des débats, des exposés sur leur métier par des personnes en activité, rythment l'année.
Le but est de permettre aux jeunes lycéens d'acquérir une meilleure confiance en eux, de mieux s'exprimer à l'oral et d'enrichir leur culture au sens large.

Moyens mis en œuvre :
Séances hebdomadaires hors le temps scolaire animées par des bénévoles.
Les axes sont divers :
- Acquisition de bases de culture générale,
- Réalisation d'exercices de type « culture générale », qui jouent un rôle essentiel pour une bonne insertion dans les filières de l'enseignement supérieur,
- Appropriation d'une « ambition » légitime – travail sur l'idée que les études longues, y compris les plus prestigieuses, peuvent leur être accessibles et sur l'acceptation de cette idée par les familles.
- Formation citoyenne comportant non seulement une initiation aux institutions de la République mais aussi une réflexion sur la laïcité et les valeurs républicaines.

Ces approches se font au travers d'exposés individuels ou collectifs, de commentaires d'articles, de débats et tables rondes.
Ces séances sont complétées par des sorties culturelles qui peuvent avoir une finalité :
- artistique (concerts symphoniques, théâtre, art lyrique, musées). Des partenariats ont été noués avec Radio France, l'Opéra Comique et le Centre Pompidou.
- civique (assemblées parlementaires, palais de justice, ministères).
Les élèves de première effectuent un déplacement de trois jours pendant les vacances de printemps dans une région leur permettant de découvrir différents aspects de la réalité française : administrative, économique, historique ou culturelle. Ils bénéficient également d'un séjour linguistique de trois semaines en Irlande leur offrant une amélioration de la pratique de la langue, un apprentissage à l'autonomie et la découverte d'autres cultures.
En fin de Terminale, un stage résidentiel de quinze jours est proposé pendant les vacances d'été aux bacheliers intégrant les filières sélectives de l'enseignement supérieur. « Les Ecuries d'été » ont pour objectif de familiariser les élèves avec les exigences élevées des filières sélectives. Cette session se déroule à l'école Polytechnique.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

180 élèves de première et terminale - filière générale :

Alfred Nobel - Clichy-sous-Bois

Paul Eluard - Saint-Denis
Jacques Brel - La Courneuve
S. de Beauvoir - Garges-lès-Gonesse
Gaston Bachelard - Chelles
Auguste Blanqui - Saint-Ouen
Romain Rolland - Ivry-sur-Seine
Jacques Feyder - Epinay-sur-Seine
Romain Rolland - Goussainville

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 000,00	1,18%
Bourses, secours	21 600,00	12,76%
Sorties pédagogiques	26 000,00	15,36%
Stages linguistiques	63 700,00	37,63%
Ecuries d'été	25 000,00	14,77%
Déplacements	1 000,00	0,59%
Rémunération des personnels	30 000,00	17,72%
Total	169 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017	30 000,00	17,72%
CGET National	17 000,00	10,04%
CGET de Seine-Saint-Denis	70 000,00	41,35%
CGET du Val d'Oise	24 000,00	14,18%
CGET de Seine et Marne	2 000,00	1,18%
Ville de Clichy-sous-Bois	5 000,00	2,95%
Ville de Garges-les-Gonesse	1 000,00	0,59%
Ville de Chelles	500,00	0,30%
Mécénat	8 500,00	5,02%
Cotisations et dons	11 300,00	6,67%
Total	169 300,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Ouverture sociale	30 000,00 €
2015	Ouverture sociale	24 800,00 €
2016	Ouverture sociale - Cordées de la réussite	30 000,00 €
	Montant total	84 800,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021924

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LPO PR METIER LE REBOURS PARIS 13EME - "AMBITION SUP TECHNO ET PRO" ANNEE SCOLAIRE 2017/2018 - DISPOSITIF "LES CORDEES DE LA REUSSITE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les cordées de la réussite	44 000,00 €	54,55 %	24 000,00 €
	Montant Total de la subvention		24 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-23-6574-123008-400
12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR METIER LE REBOURS PARIS 13EME
Adresse administrative : 44 BD AUGUSTE BLANQUI 75013 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Madame Isabel du MAS des BOURBOUX, Directrice

N° SIRET : 78454451200014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les cordées de la réussite
Rapport Cadre : CR96-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La cordée "Ambition Sup Techno et Pro" vise à favoriser l'accès à l'enseignement supérieur de jeunes, en grande majorité boursiers, sur la base de leur motivation, quel que soit leur milieu socio-culturel, en leur donnant les clés pour s'engager avec succès dans des filières d'excellence ou des filières sélectives.

La cordée accompagne les élèves de classe de Première et de Terminale, en filière professionnelle et/ou technologique.

1. Aider près de 300 jeunes à préparer au lycée leur entrée en Enseignement supérieur

2. Aider à choisir leur orientation post-bac et éviter l'autocensure pour certaines voies de formation sélective

3. Favoriser leur réussite dans le parcours post-bac de leur choix

Description :
le Lycée Le Rebours, lycée d'enseignement Technologique et Professionnel « tête de cordée » de la cordée Ambition Sup Techno et Pro.
Ce dispositif regroupe 10 lycées parisiens, 300 élèves volontaires et 85 tuteurs étudiants.

Moyens mis en œuvre :
Pour acquérir et maitriser les clés d'une orientation réussie, la cordée organise le travail autour de :

1. l'estime de soi : (ateliers théâtre, prise de parole en public), aide à développer la curiosité intellectuelle, la capacité d'analyse et l'esprit critique ;
- ateliers de méthodologie, visites et sorties culturelles, conférences,
- ateliers thématique, la nouvelle économie, l'économie sociale et solidaire, le cadre juridique d'exercice de cette nouvelle économie
- ateliers "presse": comment vérifier les sources d'informations (réseaux sociaux),
participation au "journal des lycéens" organisé par Bayard Presse
- ateliers de préparation à certaines orientations spécifiques (Prépa ECT, DCG, IFSI...)

2. Tutorat:
- pour que les élèves bénéficiaires puissent s'appuyer sur leurs pairs, déjà étudiants, pour préparer leur entrée en Enseignement supérieur.
- rencontres avec des professionnels
- mutualisation des ressources inter lycées

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
300 élèves issus de lycées du Recotrat de Paris, proposant des filières STMG/ST2S et Bac proTertiaire (classes de 1ère et Terminale) :

Albert de Mun, Carcado-Saisseval, Catherine Labouré, Charles de Foucault, Les Francs Bourgeois, Le Rebours, Notre-Dame-Saint-Vincent-de-Paul, Passy Saint-Honoré, Saint-Jean-de-Montmarte et L'initiative.

Localisation géographique :
- LYT LE REBOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Journée nationale des cordées	2 500,00	5,68%
Tables rondes "Témoignages d'anciens"	1 000,00	2,27%
Speed Datin des métiers	2 000,00	4,55%
Tutorat et formation des tuteurs	3 000,00	6,82%
Conférence, séminaires et visites culturelles	3 500,00	7,95%
Création du site Web (web master et développeur)	2 000,00	4,55%
Animation participative de la communauté Web	18 000,00	40,91%
Pédagogies innovantes (formations, intervenants, logiciels)	12 000,00	27,27%
Total	44 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017	24 000,00	54,55%
CGET	15 000,00	34,09%
Participations Lycées et autres financements	5 000,00	11,36%
Total	44 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	24 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	188 934,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	354 170,04 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	390 259,80 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	418 224,60 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	395 289,29 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 903,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	270,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	6 031,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 419,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	408 972,20 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	386 292,27 €
2016	Ouverture sociale - Cordées de la réussite	20 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 574,00 €
2017	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	272,00 €

2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 896,00 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 072,00 €
2017	Développement des parcours européens des lycées professionnels	2 556,00 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	285 629,21 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	271 291,02 €
	Montant total	2 638 954,54 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022510

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : HEC PARIS - "PROGRAMMES PACE ET PREP" - ANNEE SCOLAIRE 2017/2018 - DISPOSITIF "LES CORDEES DE LA REUSSITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les cordées de la réussite	450 750,00 €	8,87 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-23-6574-123008-400
12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETABLISSEMENT D ENSEIGNEMENT SUPERIEUR CONSULAIRE HAUTES ETUDES COMMERCIALES DE PARIS
Adresse administrative : 8 AV DE LA PTE CHAMPERRET 75017 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Peter TODD, Directeur Général

N° SIRET : 81775918600015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les cordées de la réussite
Rapport Cadre : CR96-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le dispositif Egalité des Chances d' HEC Paris soutenu depuis plusieurs années par le Conseil Régional d'Ile de France a pour vocation d'aider des élèves de milieu modeste à prendre conscience de leur potentiel et à oser choisir des études ambitieuses qu'ils réussiront à mener à bien (objectif bac + 5).
Lancés en 2007, les 2 programmes HEC, labellisés Cordées de la Réussite, permettent d'intervenir dans 2 phases clés de la formation des jeunes :
avant le bac: programme PACE
après le bac: programme PREP

Description :
Avant le bac : Programme PACE HEC : Développer l'ambition scolaire d'élèves issus de milieux sociaux

modestes, afin de lever les freins inconscients ou réels qui compromettent souvent leur entrée dans l'Enseignement Supérieur, et ce quelle que soit la filière choisie.
Le programme PACE concerne des lycéens de Première et de Terminale scolarisés dans 5 lycées partenaires d'HEC Paris en Ile de France.

En CPGE : Programme PREP HEC : Donner la confiance qui permet de viser plus haut
Le Programme PREP accompagne des élèves en classe préparatoire ECE et ECT issus de milieux modestes. C'est un programme pluridiciplinaire melant académique et comportemental
Il est déployé dans 8 lycées d'Ile de france

Moyens mis en œuvre :
Programme PACE: Tutorat étudiant, sorties culturelles, ateliers dédiés à la préparation du projet d'orientation

Programme PREP: Tutorat, séminaires, coaching, parrainage, stages linguistiques..

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
296 lycéens :
- Lycée Olympe de Gouges - Noisy-le-Sec : 64 élèves terminales BTS
- Lycée Pauline Roland - Chevilly-Larue : 15 élèves terminales Générale
- Lycée des 7 Mares - Maurepas : 15 élèves terminales Générale
- Lycée Dumont d'Urville - Maurepas : 20 élèves première générale
- Lycée François Villon - Les-Mureaux : 40 élèves première générale
- Lycée Jean macé - Vitry-sus-Seine : 30 élèves première générale
- Lycée Michelet - Vanves : 54 élèves terminales BTS Technologique
- Lycée Henri Moissan - Meaux : 58 élèves terminale BTS Technologique

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme PACE (transports, repas, sorties culturelles, stages, tutorat...)	43 300,00	9,61%
Programme PREP (transports, repas, sorties culturelles, séminaires, stages...)	118 700,00	26,33%
Charges de personnel affecté aux projets	276 750,00	61,40%
Base de données Programmes Egalité des chances	12 000,00	2,66%
Total	450 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017	40 000,00	8,87%
CGET/Préfecture des Yvelines	40 000,00	8,87%
Ministère de l'Education National - Rectorat Martinique	4 500,00	1,00%
Rectorat de Créteil	10 000,00	2,22%
Rectorat de Versailles	4 000,00	0,89%
Rectorat de Guadeloupe	2 500,00	0,55%
Entreprises	20 000,00	4,44%
Fondation HEC	27 000,00	5,99%
HEC	302 750,00	67,17%
Total	450 750,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Ouverture sociale - Cordées de la réussite	35 000,00 €
2016	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Fonctionnement	106 000,00 €
	Montant total	141 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010554

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ASSOCIATION TREMPLIN - "OUVERTURE SOCIALE" ANNEE SCOLAIRE 2017/2018 - DISPOSITIF "LES CORDEE DE LA REUSSITE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les cordées de la réussite	80 000,00 €	28,75 %	23 000,00 €
	Montant Total de la subvention		23 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-23-6574-123008-400
12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TREMPLIN
Adresse administrative : 5 RUE DESCARTES
75005 PARIS 5
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Hubert NOVE-JOSSERAND, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 49082132900029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les cordées de la réussite
Rapport Cadre : CR96-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Favoriser l'égalité et la diversité dans l'accès à l'enseignement supérieur.

Description :
Depuis septembre 2000, l'Association TREMPLIN a pour objectif d'accompagner des élèves de milieux défavorisés tout au long de leurs études, de la classe de première jusqu'au premier emploi. Elle est composée d'étudiants bénévoles des grandes écoles et de jeunes professionnels (AREVA NP, VEOLIA Environnement). Ces tuteurs interviennent sur toute l'Île de France.
L'association TREMPLIN propose un tutorat scientifique en lycée – Ce sont des séances d'approfondissement scientifique de haut niveau (math, physique...) visant à stimuler le travail en groupe,

l'imagination et la confiance en soi des élèves dans le but de leur rendre accessibles les études supérieures. Ce tutorat est accompagné de rencontres avec les parents, de présentation d'élèves en classes préparatoires, de conseils pour les études de médecine, de préparation aux bourses d'entreprise.
Des stages d'entraînement aux concours des prépas intégrées sont également proposés aux lycéens. Ceux-ci permettent aux lycéens d'acquérir une véritable expérience des concours avant le baccalauréat et de les informer plus largement sur ce type de filières d'études longues plutôt méconnues.

Moyens mis en œuvre :
Dans les lycées : séances et stages pendant les petites vacances scolaires, des ateliers culturels et des ateliers de préparation aux entretiens des jurys de concours.
En post-bac : le soutien scolaire toutes les semaines, le parrainage par des salariés d'entreprise, les bourses et les ateliers de recherche d'emploi.

De plus, le mécénat de compétences permet à des salariés d'entreprise de pouvoir animer des séances en lycée et de nouveaux partenariats sont prévus.

A cela s'ajoutent des sorties pédagogiques à caractère culturel ou institutionnel (Centre Pompidou, Palais de Justice, Assemblée nationale, Musée d'Orsay, Bercy) avec présentation des missions et des métiers des ministères de l'économie et des finances.

Un voyage pédagogique de 3 jours est également organisé pendant les vacances de Noël et de et Pâques : Toulouse pour l'aviation et l'espace, les plages du débarquement en Normandie, la métropole lilloise, histoire et esclavage à Nantes, et l'Irlande pour un séjour linguistique.

En plus de l'Ecole Polytechnique et de l'ENSAE, des partenariats sont ouverts avec l'Université UMPC Polytech et l'Université Paris Diderot/EIDD pour le recrutement de tuteurs. De plus, le mécénat de compétences permet à des salariés d'entreprise (AREVA et SNCF) de pouvoir animer des séances en lycée.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
400 lycéens issus des lycées :

Alfred Nobel à Clichy-sous-Bois, Joliot-Curie à Nanterre, Jean Rostand à Villepinte, Léonard-de-Vinci au Tremblay-en-France, Darius Milhaud au Kremlin-Bicêtre, Auguste Blanqui à Saint-Ouen, Henri Wallon à Aubervilliers, Jean Renoir à Bondy, Paul Valéry à Paris 12, Jacques Brel à La Courneuve, Marcel Pagnol à Athis-Mons, Voillaume à Aulnay-sous-Bois, François Arago à Villeneuve-Saint-Georges, Gustave Eiffel à Cachan.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats, supports de communication, photocopies	700,00	0,88%
Frais de repas et transports pour les élèves	3 500,00	4,38%
Frais postaux/Telecom	1 500,00	1,88%
Honoraires interventions extérieures	1 100,00	1,38%
Charges de personnel	55 000,00	68,75%
Stagiaire	2 000,00	2,50%
Bourses	9 000,00	11,25%
Bourses concours	900,00	1,13%
Ateliers culturels	1 500,00	1,88%
stages d'été	4 500,00	5,63%
Autres charges	300,00	0,38%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017	23 000,00	28,75%
Fonds propres	3 500,00	4,38%
CGET	20 000,00	25,00%
Transdev	10 000,00	12,50%
Fondation de France	8 000,00	10,00%
Autres entreprises (en projet)	15 500,00	19,38%
Total	80 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	23 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Ouverture sociale	25 000,00 €
2015	Ouverture sociale	20 500,00 €
2016	Ouverture sociale - Cordées de la réussite	23 000,00 €
	Montant total	68 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010556

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES - SCIENCESPO PARIS - "PREMIER CAMPUS" ANNEE 2017/2018 - DISPOSITIF "LES CORDEES DE LA REUSSITE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les cordées de la réussite	156 370,00 €	25,58 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-23-6574-123008-400
12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION NATIONALE SCIENCES POLITIQUES
Adresse administrative : 27 RUE SAINT GUILLAUME 75337 PARIS
Statut Juridique : FONDATION
Représentant : FREDERIC MION DIRECTEUR

N° SIRET : NC

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les cordées de la réussite
Rapport Cadre : CR96-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Premier Campus est un programme innovant d'accompagnement vers l'enseignement supérieur et la réussite, proposé à des lycéennes et lycéens de seconde et première, boursiers de l'enseignement secondaire. Il s'agit d'une première expérience de vie universitaire sur le campus de Sciences Po à Reims, sous la forme d'une semaine intensive de renforcement académique.

L'originalité du programme vient du fait que le projet pédagogique est construit autour de l'acquisition des compétences transversales et non de savoirs disciplinaires.

Il ne s'agit pas d'une préparation à l'examen d'entrée à Sciences Po mais bien d'un accompagnement vers l'enseignement supérieur. Ce programme a pour ambition d'aller plus loin que la simple orientation

des èlèves et n'a pas vocation à présélectionner des candidats.

Description :
Ces lycéens se verront proposer gratuitement deux sessions intensives d'une semaine (en juillet et en février), en immersion au sein d'un campus pour travailler l'appropriation de la langue (argumentation, variété du champ lexical, raisonnement, logique, expression orale, etc...), en français et en anglais (en conformité avec l'ambion du plan "région bilingue" de la Région Ile-de-France.

Moyens mis en œuvre :
L'équipe enseignante sera composée de 14 enseignants : Enseignants du secondaire, Professeurs de la faculté permanente de Sciences Po,Enseignants-chercheurs afin de former une équipe mixte .
1 directeur BAFD + 7 vacataires BAFA,
4 personnes du Collège universitaire,
1 vacataire pour la bibliothèque qui sera ouverte le soir sur le campus.

Transports des élèves et encadrants (100 personnes environ)
Hébergement et restauration dans une résidence CROUS
Ateliers de renforcement des compétences individuelles et méthologiques sur le campus de Sciences Po à Reims.
Visites culturelles,
Kit pédagogique individuel remis gracieusement.

Lors de la semaine de juillet sur le campus de Sciences Po à Reims, les élèves auront cours pendant 6 jours et demi, avec une moyenne de 6h30 de cours par jour.
Ils suivront un court séminaire puis seront répartis par groupe de 12 et participeront à un atelier méthodologique (travail d'analyse, de synthèse, de rédaction...), un atelier théâtral et un débat en fin de journée.

En fin de séjour, les élèves participeront à un concours d'éloquence qui aura été travaillé pendant la semaine comme projet pédagogique annexe.

Par ailleurs, le dimanche, les élèves participeront à une visite culturelle de la ville de Reims organisée par l'Office de Tourisme (visite guidée de la cathédrale et des principaux monuments).

Au début du séjour, chaque élève se verra offrir un "kit pédagogique" comprenant un livret pédagogique (support des cours de la semaine rassemblant à la fois des textes de références et un guide méthodologique), des goodies (cahier, stylo, badge..) et un t-shirt de Sciences Po en souvenir de cette expérience universitaire.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
50 élèves de seconde et première issus :

- Lycée Joliot Curie à Nanterre

- Lycée Robert Doisneau à Corbeil-Essonnes,
- Lycée Saint-Exupéry à Mantes-la-Jolie,
- Lycée Voillaume à Aulnay-sous-Bois,
- Lycée Marcelin Berthelot à Pantin,
- Lycée Eugène Hénaff à Bagnolet,
- Lycée Romain Rolland à Ivry-sur-Seine,
- Lycée Saint-Exupéry à Créteil,
- Lycée François Arago à Villeuneuve-Saint-Georges,
- Lycée Pierre-Mendès-France à Savigny-le-temple,
- Lycée Léonard de Vinci à Melun,

Lycée Samuel Becket à La Ferté-sous-Jouarre.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ateliers pédagogiques (enseignants intervenants)	17 872,00	11,43%
Ingenierie pédagogique	14 686,00	9,39%
Personnels encadrants (BAFA, bibliothèque...)	9 840,00	6,29%
Transports, hébergement, restaurantion	31 150,00	19,92%
Visites et ateliers culturels	785,00	0,50%
Campus numérique	12 744,00	8,15%
Locaux et sécurité	4 570,00	2,92%
Frais de gestion	13 748,00	8,79%
Evaluation du projet (LIEPP, pédagogique)	50 975,00	32,60%
Total	156 370,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017	40 000,00	25,58%
Fondation nationale Sciences Politiques	40 000,00	25,58%
Rectorat de Versailles	10 000,00	6,40%
Rectorat de Créteil	10 000,00	6,40%
CGET Val d'Oise	10 000,00	6,40%
CGET Créteil	10 000,00	6,40%
Mécénat	36 370,00	23,26%
Total	156 370,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010567

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES - SCIENCESPO PARIS - "BOOSTER" ANNEE 2017/2018 - DISPOSITIF "LES CORDEES DE LA REUSSITE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les cordées de la réussite	88 998,00 €	44,94 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-23-6574-123008-400
12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION NATIONALE SCIENCES POLITIQUES
Adresse administrative : 27 RUE SAINT GUILLAUME 75337 PARIS
Statut Juridique : FONDATION
Représentant : FREDERIC MION DIRECTEUR

N° SIRET : NC

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les cordées de la réussite
Rapport Cadre : CR96-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Renforcer le soutien et l'accompagnement aux élèves de terminale ayant bénéficier d'une préparation au concours Sciences Po par le biais de la Convention d'Education Prioritaire. En effet, si ces jeunes connaissent des parcours de réussite similaires à leurs camarades, la première année peut être parfois éprouvante pour certains d'entre eux.

Le programme BOOSTER est conçu comme un programme d'accompagnement et de renforcement pédagogique pour un meilleur accès à l'enseignement supérieur.

Description :
Basé sur le volontariat, le programme est axé sur l'acquisition des outils méthodologiques et des cours en lien avec les enseignements du premier semestre afin de les aider à préparer au mieux la rentrée.

Maquette pédagogique :
- 8 heures de cours par jour (anglais, écrit académique, mathématiques, histoire et théâtre),
- travaux personnel et collectif,
- activités culturelles.

Moyens mis en œuvre :
20 enseignants : Enseignants du secondaire, Professeurs de la faculté permanente de Sciences Po,Enseignants-chercheurs.
1 directeur BAFA + 14 vacataires BAFA,
1 vacataire pour la bibliothèque le soir.

Transports des élèves et encadrants (100 personnes environ)
Hébergement et restauration sur un campus sciences po,
Ateliers de renforcement des compétences individuelles et méthologiques,
Visites culturelles,
Kit pédagogique individuel remis gracieusement.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
48 élèves de terminale, ayant bénéficié de la Convention Education Prioritaire (CEP) :

- Lycée Joliot Curie à Nanterre
- Lycée Robert Doisneau à Corbeil-Essonnes,
- Lycée Saint-Exupéry à Mantes-la-Jolie,

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Enseignements (20 enseignants)	19 358,00	21,75%
ingenierie pédagogique	5 050,00	5,67%
Encadrement (directeur et vacataires BAFA, 1 coordinateur, 1 bibliothèque)	10 100,00	11,35%
Transport, hébergement et restauration sur la campus sciences po	32 550,00	36,57%
Visites guidées et sorties	775,00	0,87%
Campus Numérique	5 000,00	5,62%
Locaux et sécurité	4 560,00	5,12%
Frais de gestion	11 605,00	13,04%
Total	88 998,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017	40 000,00	44,94%
Fondation Nationale Sciences Politiques	30 000,00	33,71%
Rectorat de Versailles	10 000,00	11,24%
CGET	8 998,00	10,11%
Total	88 998,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 06/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/07/2017

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-305

DU 5 JUILLET 2017

1. CONSTRUCTION DU BÂTIMENT DE RECHERCHE « SYNERGIE 2 » AU BÉNÉFICE DU CNAM À SAINT-DENIS AUTORISATION DE LA PRÉSIDENTE À SIGNER LE PERMIS DE CONSTRUIRE ET DE DÉMOLIR

2. INSTITUT DE LA LONGÉVITÉ ET DU VIEILLISSEMENT CHARLES FOIX - 2ÈME PHASE AVENANT À LA CONVENTION

3. PORTAIL RÉGIONAL DE L'ORIENTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales

VU Le Code Civil

VU Le code de l'éducation et notamment l'article L211-7 concernant l'exercice de la maîtrise d'ouvrage de construction de locaux d'enseignement supérieur par une collectivité territoriale

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

VU La loi 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique modifiée et ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

VU Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010

VU La délibération n° CR 05-00 du 3 mars 2000 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2000-2006

VU La délibération n° CR 31-07 du 16 février 2007 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2007-2013

VU La délibération n° CP 01-806 du 20 décembre 2001 approuvant la convention de maîtrise d'ouvrage relative à l'opération du bâtiment Synergie à Saint-Denis pour le CNAM

VU La délibération n° CP 08-1255 du 27 novembre 2008 approuvant l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage relative à l'opération du bâtiment Synergie à Saint-Denis pour le CNAM

VU La délibération n° CP 12-267 du 29 mars 2012 relative à l'opération du bâtiment Synergie à Saint-Denis pour le CNAM et autorisant le Président à signer l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage, l'avenant n°4 à la convention de mandat passée avec ICADE, à signer la demande du permis de démolir

VU La délibération n° CP 14-539 du 24 septembre 2014 relative à l'opération du bâtiment Synergie à Saint-Denis pour le CNAM et autorisant le Président à signer l'avenant n°3 à la convention de maîtrise d'ouvrage

VU La délibération n° CP 14-505 du 24 septembre 2014 relative au financement du Centre de Recherche et Développement 2ème phase de l'Institut de la Longévité et du vieillissement Charles Foix Ivry-sur-Seine

VU La délibération n° CP 2017-098 du 8 mars 2017 relative au portail régional de l'orientation

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2017

VU l'avis de la Commission des finances

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU le rapport n° CP 2017-305 présenté par Madame la présidente du Conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Autorise la Présidente à signer la demande de permis de construire et de démolir relative à l'opération de construction du bâtiment de recherche « Synergie 2 » à Saint-Denis

Article 2 :

Approuve l'avenant n°1 à la convention n°14 ES 10 tel que présenté en annexe n° 1 à la présente délibération et autorise la Présidente à le signer

Article 3 :

Affecte une autorisation d'engagement de **86 200** € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme HP 23-009 « Orientation et formations supérieures », action 12300903 « Orientation et formations supérieures » du budget 2017, et une autorisation de programme de **38 500 €** prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme HP 23-009 « Orientation et formations supérieures », action 12300901 « Orientation et formations supérieures » du budget 2017 en vue de poursuivre les travaux de développement du Portail Régional de l'Orientation.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION

Avenant n°1- Institut de la longévité et du vieillissement

Avenant n°1 à la convention n° 14 ES 10
Institut de la longévité et du vieillissement Charles Foix 2ème phase à Ivry-sur-Seine

entre

La Région Ile-de-France,
Dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy à Paris (75007),
Représentée par la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France**,** Madame Valérie Pécresse
Dûment habilitée par la délibération de la Commission permanente n° CP 17-XXX du 5 Juillet 2017
ci-après dénommée la Région

D'une part,

Et

L'Université Paris VI Pierre et Marie Curie
Domicilié au 4, Place Jussieu - 75 252 Paris Cedex 05
dont le statut juridique est celui d'établissement public à caractère scientifique,
dont le N° SIRET est le 197517220
Représenté par son Président Directeur Général dûment habilité, Jean CHAMBAZ
ci-après dénommée le maître d'ouvrage,

D'autre part,

Après avoir rappelé :

- Par délibération N° CP 14-505 du 24 septembre 2014, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir l'Université Paris VI Pierre et Marie Curie pour le financement de l'opération d'équipement du Centre de Recherche et de Développement de l'Institut Longévité et Vieillissement à Ivry-sur-Seine - 2ème phase - par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 500.000 € correspondant à la part études et diagnostics du projet..

- Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 100% du montant de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 500.000 € TTC €, soit un montant maximum de subvention de 500.000 €.

- Le montant de la subvention constitue un plafond. La Région ne prendra pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

- La convention a été signée le 15 septembre 2015, le descriptif du projet figurant dans la « fiche projet » annexée à convention

- L'UPMC a saisi la Présidente de Région par courrier du 8 février 2017 pour lui signifier que son projet de centre de recherche et de développement avait évolué, du fait de réorganisation et de regroupement des équipes de recherche, vers un « Institut de l'Autonomie », qui prendrait place dans le même bâtiment, que le projet initial, bâtiment Pasteur.

Il a été décidé ce qui suit :

ARTICLE 1

La fiche projet n° 14004958 relative à la subvention attribuée à l'UPMC pour l'équipement du Centre de Recherche et de Développement 2EME PHASE de L'INSTITUT DE LA LONGEVITE ET DU VIEILLISSEMENT CHARLES FOIX A IVRY-SUR-SEINE, figurant en annexe à la convention est remplacée par la fiche projet annexée au présent avenant.

ARTICLE 2

Modifie l'article 8 comme suit

Les pièces contractuelles comprennent la convention, l'avenant à la convention proprement dit tel qu'adopté par délibération N°CP 17-XXX du 5 juillet 2017 et l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 3

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à Paris en deux exemplaires

Le.....	Le.....
Le Président de l'Université Paris VI Pierre et Marie Curie **Jean CHAMBAZ**	La Présidente du Conseil Régional d'Ile de France **Valérie Pécresse**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14004958

Commission permanente du 5 Juillet 2017

Objet : INSTITUT LONGEVITE ET VIEILLISSEMENT A IVRY-SUR-SEINE - 2EME PHASE
AVENANT N°1 A LA CONVENTION 14 ES 10

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	500 000,00 €	100,00 %	500 000,00 €
	Montant Total de la subvention		500 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-23-204182-323002-400
323002014- Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE
Adresse administrative : 4 PLACE JUSSIEU
75252 PARIS CEDEX 05
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Jean CHAMBAZ, Président

N° SIRET : 19751722000012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mai 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les études de programmation de l'opération ont commencé en mai 2014.

Objectifs :
L'opération a pour objectif de poursuivre la réalisation de l'Institut de la longévité et du vieillissement de l'Université Pierre et Marie Curie par le financement d'un Institut de l'Autonomie

Description :
La deuxième phase de ce projet vise à finaliser les travaux et l'équipement de l'Institut de l'Autonomie en

aménageant le bâtiment Louis Pasteur de l'hôpital Charles Foix, mis à disposition par l'AP-HP à l'Université Pierre et Marie Curie pour ce projet.
L'institut de l'autonomie comprendra sur 1620 m2 :

-un centre d'examen clinique, équipé pour travailler en télémédecine (le cas échéant, avec m2des sites distants), et permettant des prélèvements biologiques ;

-de grands plateaux de laboratoires, permettant de simuler (maquettes grandeur nature, réalité virtuelle, etc.) des environnements intérieurs ou extérieurs (appartement, rue, etc.), où des personnes en perte d'autonomie puissent évoluer (le cas échéant, avec leurs prothèses, aidants et familles) et être observées et instrumentées dans leurs comportements (capteurs de mouvement, etc.) ;

-des espaces tertiaires (bureaux, salles de réunion, lieux de formation ou de séminaire, salle etc.) et des locaux d'accueil
-des locaux techniques et logistiques, dont un stockage sécurisé de matériel et un important local serveur.

Moyens mis en œuvre :
L'ensemble des travaux de réhabilitation et rénovation du bâtiment est estimé à un coût global de 6,1M€, pour lequel la Région intervient à 100%, soit à hauteur de 6,1M€. L'UMPC et l'Etat ont confié un mandat de maitrise d'ouvrage à l'EPAURIF pour ce projet

La Région propose d'affecter dans un premier temps la part diagnostics, travaux préliminaires et études du projet, soit une autorisation de programme à hauteur de 500 000 €. La part de subvention correspondant aux travaux (5,6 M€) sera affectée dans un second temps.

Intérêt régional : Favoriser les moyens consacrés à la recherche dans le domaine du vieillissement. Inscrire la Région dans la dynamique horizon 2020

Public(s) cible(s) :
Equipes de chercheurs de l'AP-HP, étudiants, enseignants chercheurs.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES, DIAGNOSTICS, TRAVAUX PRELIMINAIRES	500 000,00	100,00%
Total	500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région ILe-de-France	500 000,00	100,00%
Total	500 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2014	50 000,00 €
2015	150 000,00 €
2016	150 000,00 €
2017	150 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	200 250,00 €
2014	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	306 600,00 €
2014	Insertion professionnelle des doctorants	21 250,00 €
2014	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	121 658,66 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	121 500,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	28 000,00 €
2014	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	100 000,00 €
2014	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	500 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	158 850,00 €
2015	Insertion professionnelle des doctorants	10 000,00 €
2015	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	614 413,72 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	121 500,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	33 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	134 100,00 €
2016	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	155 933,17 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	121 500,00 €
2016	SESAME	150 000,00 €
	Montant total	2 898 555,55 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 06/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-362
DU 5 JUILLET 2017

AIDES À LA MOBILITÉ INTERNATIONALE DES ÉTUDIANTS : AMIE BTS - ANNÉE UNIVERSITAIRE 2016-2017
RÉSERVATION DE LOGEMENTS À MAISON D'ILE DE FRANCE - CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE DE PARIS - ANNÉE UNIVERSITAIRE 2017-2018

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'éducation ;

VUL'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 de délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 relative à la politique régionale en faveur de l'Enseignement supérieur et de la recherche – délibération cadre 2011-2016 ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-362 présenté par Madame la présidente du Conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Action en faveur de la mobilité internationale

Décide de participer au titre du dispositif « Aide à la mobilité internationale des étudiants franciliens », au financement de 314 projets, dont les bénéficiaires sont détaillés en annexe n°2, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 157 000 €, soit une subvention régionale de 500 € par dossier.

Subordonne le versement de ces subventions à la transmission par chaque bénéficiaire, dans un délai d'un mois à compter de la notification adressée par la Région, de l'attestation de stage réalisé à l'étranger au cours de l'année scolaire 2016-2017. A l'expiration de ce délai, le droit à subvention du bénéficiaire concerné est perdu.

Affecte une autorisation d'engagement de 157 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » - code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » programme HP 23-004 (123-004) « Actions en faveur de la mobilité internationale» - Action 12300401 « Aide à la mobilité internationale des étudiants franciliens », du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n°1.

Article 2 : Démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, correspondant à la date de la rentrée scolaire 2016-2017, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016, les départs en mobilité des étudiants ayant lieu dès le début de l'année scolaire 2016-2017.

Code dossier	Objet du dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
xxx	AMIE STS 2016-2017 Aide à la mobilité internationale des étudiants – section des techniciens supérieurs (STS)	DIVERS CREANCIERS REG ILE DE FRANCE	01/09/2016

Article 3 :

Affecte une autorisation d'engagement de 53 900 euros disponible sur le chapitre 930 «Services généraux », Code fonctionnel 048 « Autres actions internationales », Programme HP 048-017 (1048017) « coopération décentralisée », Action 10401702 « Coopération décentralisée », du budget 2017 en vue de la passation d'un marché avec la Cité internationale universitaire de Paris pour la réservation d'unités d'hébergement visant l'accueil, l'information, différents services à l'étudiant, et l'hébergement du contingent des étudiants sélectionnés par la Région Île-de-France.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION

Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009576	Budget	2017

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**23 - Enseignement supérieur**
Programme	**123004 - Actions en faveur de la mobilité internationale**
Action	**12300401 - Aide à la mobilité internationale des étudiants franciliens**

Dispositif : N° 00000290 - Aide à la mobilité internationale des étudiants - Section des techniciens supérieurs (STS)

Dossier	17011050 - AMIE STS 2016-2017 Aide à la mobilité internationale des étudiants – section des techniciens supérieurs (STS)			
Bénéficiaire	R5559 - DIVERS CREANCIERS REG ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	157 000,00 €		Code nature	6513
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
157 000,00 €	TTC	100 %	157 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000290 - Aide à la mobilité internationale des étudiants - Section des techniciens supérieurs (STS)	157 000,00 €

Total sur l'imputation 932 - 23 - 123004 - 12300401	157 000,00 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-245

DU 5 JUILLET 2017

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DE SOUTIEN À LA RECHERCHE CHAIRES D'EXCELLENCE INTERNATIONALE BLAISE PASCAL - LAURÉATS 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'éducation ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

Vu la délibération du Conseil Régional n°CR 72-10 du 19 novembre 2010, relative à la politique régionale en faveur de l'Enseignement supérieur et de la recherche – délibération cadre 2011-2016 ;

Vu la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° CR 38-15 du 18 juin 2015 ayant modifié le dispositif des chaires Blaise Pascal ;

Vu la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

Vu la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-245 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre de la promotion 2017 du dispositif des Chaires d'excellence internationale Blaise Pascal, au financement de l'accueil de quatre chercheurs

par l'attribution à la Fondation de l'Ecole normale supérieure d'une subvention d'un montant maximum de 760 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe n°2 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 760 000 € disponible sur chapitre budgétaire 939 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », programme HP 92-001 (192001) « Soutien à la recherche hors domaines d'intérêt majeur (DIM) », action 19200107 « Allocations de recherche hors Domaines d'Intérêt Majeur (DIM) » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Localisation : région Ile-de-France

Article 2 :

Autorise, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention correspondant :

- aux chaires, à compter du 12 juin 2017, date du jury de sélection de la promotion 2017,
- aux frais de communication et de gestion, à compter du 18 mars 2017, date de lancement de l'appel à candidatures de la promotion 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

1- ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS PROPOSEES AU VOTE

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009462	Budget	2017

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192001 - Soutien à la recherche hors domaines d'intérêt majeur (DIM)**
Action	**19200107 - Allocations de recherche hors domaines d'intérêt majeur (DIM)**

Dispositif : N° 00000474 - Chaires Blaise Pascal

Dossier	17009026 - PROMOTION 2017 DES CHAIRES D'EXCELLENCE INTERNATIONALE			
Bénéficiaire	R11646 - FENS FONDATION DE L ECOLE NORMALE SUPERIEURE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	760 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
760 000,00 €	TTC	100 %	760 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000474 - Chaires Blaise Pascal	760 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 92 - 192001 - 19200107	760 000,00 €

2- CONVENTION DE FINANCEMENT

Convention n°17009026

entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE

et

LA FONDATION DE L'ECOLE NORMALE SUPERIEURE

La Région Ile-de-France
sise au 33 rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS
représentée par sa Présidente, Valérie PECRESSE,
désignée ci-après **la Région**,
en vertu de la délibération N° CP 2017-245 du 5 juillet 2017,

d'une part,

La Fondation de l'Ecole Normale Supérieure
N°SIRET : 377536735000 14
sise au 45 rue d'Ulm – 75005 PARIS
représentée par son Président, Lionel ZINSOU-DERLIN**,**
désignée ci-après **la Fondation**

d'autre part,

PREAMBULE :

Le dispositif des Chaires d'excellence internationale Blaise Pascal permet l'accueil de chercheurs étrangers de très haut niveau, de toutes disciplines et de réputation mondiale, dans un établissement d'enseignement supérieur d'Ile-de-France. Ce dispositif a été adopté par délibération-cadre n°CR 72-10 du 19 novembre 2010 modifiée par délibération n°CR 38-15 du 18 juin 2015.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2017-245 du 5 juillet 2017, la Région a décidé de soutenir la promotion 2017 des Chaires d'excellence Internationale, dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention (référence dossier n°17009026). La gestion de ces chaires d'excellence est confiée à la fondation ENS.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 100% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 760 000 €.

La présente convention fixe les modalités de financement et de réalisation de ces chaires.

Aussi, quatre personnalités scientifiques de renommée internationale seront accueillies en Ile-de-France dans le cadre de la promotion 2017 des Chaires d'excellence internationale :

- **Nicholas KAISER**, de nationalité britannique, chercheur en astrophysique et cosmologie, sera accueilli à l'Université Paris-Est Marne la Vallée, et travaillera sur l'exploration de l'univers, l'effet de l'antigravitationnel et la matière noire, à l'Institut d'Astrophysique de Paris,
- **Justine CASSELL,** de nationalité américaine, chercheure en intelligence artificielle, interaction humain-machine et traitement du langage, sera accueillie à l'Université Pierre et Marie Curie, et travaillera sur l'interaction humain-machine dans le domaine de l'autisme et de la psychiatrie de l'enfant, à l'Institut des Systèmes Intelligents et de Robotique,
- **Patrick HAGGARD,** de nationalité britannique, chercheur en neurosciences cognitives, sera accueilli à l'Ecole Normale Supérieure, et travaillera sur le contrôle des actions humaines volontaires et sur l'expérience corporelle notamment grâce à l'imagerie fonctionnelle, au Laboratoire de Neurosciences Cognitives,
- **Tianhong CUI,** de nationalité chinoise, chercheur en ingénierie électromécanique appliquées à l'environnement, sera accueilli à l'Ecole Nationale Supérieure d'Informatique pour l'Industrie et l'Entreprise, et travaillera sur le développement de nano capteurs environnementaux et médicaux au profit des villes du futur, au Laboratoire d'Electronique, Système de communication et microsystèmes.

Une liste complémentaire figurant ci-dessous a par ailleurs été établie par le jury, afin de permettre la possibilité de financer des chaires d'excellence supplémentaires, en cas de co-financements de la part des établissements d'accueil ou d'autres partenaires et/ou de désistement de candidat.

- Mihai DATCU, de nationalité germano-roumain, chercheur en sciences de l'information et traitement du signal, serait accueilli au Conservatoire National des Arts et Métiers, et travaillerait sur l'usage des data sciences pour l'observation de la terre, au Centre d'Etudes et de Recherche en Informatique,
- Craig HILL, de nationalité américaine, chercheur en chimie inorganique et photosynthèse artificielle, serait accueilli à l'Université Pierre et Marie Curie, et travaillerait sur les combustibles solaires, matériaux pour les énergies durables à l'Institut Parisien de Chimie Moléculaire,
- Joseph FRANCISCO, de nationalité américaine, chercheur en chimie atmosphérique, serait accueilli à l'Université Paris-Est Marne la Vallée, et travaillerait sur l'impact des aérosols et des nuages dans la chimie atmosphérique en lien avec la dynamique moléculaire et les polluants de l'air, au Laboratoire Modélisation et Simulation Multi-Echelle,
- Elena GONZALEZ-FERREIRO, de nationalité espagnole, chercheure en astrophysique, serait accueillie à l'Ecole Polytechnique, et travaillerait sur la chromodynamique quantique, l'interaction entre les quarks et les gluons, au Laboratoire Leprince Ringuet.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DE LA FONDATION

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

En outre, le bénéficiaire s'engage à :

Répondre auprès de la Région de toute question relative à l'organisation matérielle et au bon déroulement de la manifestation.

Informer la Région des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet.

La Fondation s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation de l'ensemble des actions prévues pour ces quatre chaires internationales.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

La Fondation s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D’ALTERNANTS

La Fondation s’engage à recruter 6 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.
La Fondation saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d’apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES
La Fondation s’engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l’évènement, par écrit et documents à l’appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d’une part des instances de décision et d’autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d’adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ou de statut.
Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l’objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l’appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu’il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.
Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur, pour un organisme de droit privé.

Appliquer les textes relatifs aux marchés publics si l’établissement bénéficiaire y est soumis.

Fournir à la Région, sur toute la durée de la convention :
- les comptes annuels : bilan et compte de résultat et annexe du dernier exercice certifiés, selon le cas, par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce, un expert comptable ou la personne habilité à signer ;
- le rapport d’activité annuel chiffré et détaillé par actions menées.

Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements dans les délais prévus, tels que mentionnés dans l’article 3.2 « modalités de versement » de la présente convention.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l’action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s’engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l’objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. De même, Les correspondances et les communications écrites ou orales (programme, affiche, documents remis aux participants, articles, interviews, …) relatives à la manifestation, objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région. Enfin, concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

L'invitation et l'intervention orale d'un représentant de la Région aux cérémonies officielles d'ouverture et/ou de clôture de la manifestation, ainsi qu'aux communiqués et conférences de presse est impérative.

Il est également demandé à ce que le bénéficiaire s'assure de l'insertion de documents de présentation de la politique de la Région en matière d'enseignement supérieur et de recherche dans les documents distribués aux participants à la manifestation ; ainsi que de la mise en place, si possible, de panneaux d'exposition présentant les actions de la Région.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande comporte un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Chaque demande de versement de subvention (accompagnée de son état récapitulatif) est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 80 % du montant de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'avance, un état récapitulatif des dépenses n'a pas à être produit.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit précisant par chaire :

- les références, dates, montants HT et TTC des factures, marchés ou actes payés au titre du projet;
- le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Dans le cas d'une demande de solde, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit.

Le versement du solde est également subordonné à la production :

- d'un rapport d'activités signé par le représentant habilité de La Fondation ;
- d'un compte-rendu financier du projet signé par le représentant de la Fondation qui certifie la réalité de la dépense, son affectation à l'opération subventionnée, l'achèvement et le paiement complet du projet, et par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes de l'organisme qui certifie sincère la dépense ;
- un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité ;
- des justificatifs de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la Région est le Receveur Général des finances de Paris, Trésorier payeur Général de la Région Ile de France, 94 rue Réaumur, 75014 Paris cedex 02

Le versement de la subvention est effectuée sur le compte ouvert au nom de :

Fondation de l'Ecole Normale Supérieure
XXX
Code banque : XXX
Code guichet : XXX
Compte n° XXX

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution

constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnées relatives aux frais de communication et de gestion sont prises en compte à partir du 18 mars 2017, date de lancement de l'appel à candidature de la promotion 2017. Les dépenses relatives à l'attribution de la subvention correspondant aux chaires sont, quant à elles, éligibles à compter du 12 juin 2017, date de jury de sélection de la promotion 2017.

Les dépenses subventionnables sont prises en compte jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 5 juillet 2017.

Elle est conclue pour une durée de 6 ans.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée **ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.**

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 – CESSATION D'ACTIVITE DE LA FONDATION

En cas de cessation d'activité totale ou partielle de la Fondation, pour quelque cause que ce soit, les opérations subventionnées par la Région doivent être continuées par un organisme poursuivant un même objet, dès lors que cette cessation d'activité est susceptible de mettre en cause la bonne marche de l'opération.

La Fondation s'engage à informer officiellement le repreneur de la totalité des obligations de la présente convention, à charge pour ce dernier de les appliquer sans exception. Cette obligation est une condition essentielle de la cession. La Fondation s'engage également à informer la Région par lettre recommandée avec avis de réception et à lui communiquer le nom, l'adresse et le statut juridique du repreneur.

A défaut de respecter ces obligations, la région peut demander le reversement de tout ou partie des subventions versées.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DU PROGRAMME PROJETE

La Fondation s'engage à signaler par écrit à la Région, documents à l'appui, toute difficulté ou évènement susceptible de modifier, retarder voire interrompre le programme projeté et donc de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention. Le non respect de cette obligation d'information peut être sanctionné par la résiliation de la convention par la Région prévue à l'article 5 de la présente convention.

Par ailleurs, toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

En cas de modification de programme, la Région se réserve le droit de revoir à la baisse le montant de sa subvention en application de l'article 3.3 de la présente convention. Aucun surcoût ne peut être supporté par la Région.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne pourra excéder le taux plafond fixé à l'article 1 de la présente convention.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n°CP 2017-245 du 5 juillet 2017.

Fait à Paris en deux exemplaires originaux

Le

Le Président de la Fondation de l'Ecole Normale Supérieure

Lionel ZINSOU-DERLIN

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

3- FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009026

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PROMOTION 2017 DES CHAIRES D'EXCELLENCE INTERNATIONALE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Chaires Blaise Pascal	760 000,00 €	100,00 %	760 000,00 €
	Montant Total de la subvention		760 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192001-400
19200107- Allocations de recherche hors domaines d'intérêt majeur (DIM)

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FENS FONDATION DE L'ECOLE NORMALE SUPERIEURE
Adresse administrative : 45 RUE D'ULM
75005 PARIS 05
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Saint-Clair DUJON, Secrétaire Général

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 37753673500014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Chaires Blaise Pascal
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 18 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison de la date de lancement de l'appel à candidature en mars 2017

Objectifs :
Ce dispositif a vocation à contribuer au rayonnement international de la recherche francilienne tout en favorisant les échanges entre jeunes chercheurs des laboratoires franciliens et scientifiques confirmés en permettant l'accueil de chercheurs(euses) étrangers(ères) de réputation mondiale dans un établissement de recherche ou d'enseignement supérieur d'Ile-de-France.

Les Chaires internationales de recherche de très haut niveau permettent l'accueil de chercheuses étrangères ou de chercheurs étrangers de toutes disciplines et de réputation mondiale.

Description :
Les titulaires des chaires doivent assurer dans le cadre d'un programme scientifique et pédagogique au moins dix cours, au moins un séminaire à destination des étudiants et jeunes chercheurs d'Ile-de-France ainsi qu'une conférence grand public de présentation des recherches menées dans le cadre de son séjour en Ile-de-France. Ils sont également tenus de fournir un rapport d'activités en fin de séjour. Ils sont invités à participer, dans la mesure de leur disponibilité, aux rencontres doctorales et étudiantes organisées par la Région.

Moyens mis en œuvre :
Quatre personnalités scientifiques de renommée internationale seront accueillies en Ile-de-France dans le cadre de la promotion 2017 des chaires d'excellence internationale.

Intérêt régional : Les chaires Blaise Pascal participent au renforcement de la qualité de la recherche, de la visibilité et de l'attractivité internationales des laboratoires franciliens.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 6 stagiaires ou alternants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 6 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ce dispositif s'adresse à des chercheurs de nationalité étrangère qui souhaitent conduire un projet de recherche dans un laboratoire francilien.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total attribué à la FENS par la Région pour la réalisation du programme est de 760 000 €, correspondant à 100% des dépenses éligibles, qui se décomposent comme suit :

- 699 200 € maximum pour couvrir les dépenses liées à la rémunération des quatre chercheurs titulaires des Chaires Blaise Pascal 2017, ainsi que les moyens de fonctionnement nécessaires à la réalisation de leur projet (assistant, frais de mission et de participation à des congrès, frais d'installation…), soit 174 800€ par Chaire ;
- 45 600€ et 6% maximum pour les frais de gestion engagés par la Fondation de l'ENS pour la mise en œuvre de ce dispositif ;
- 15 200€ et 2% maximum pour les frais de communication engagés par la Fondation ENS pour ce dispositif (frais postaux, mise à jour du site internet, publications...).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	253 330,00 €
2018	253 330,00 €
2020	253 334,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Chaires Blaise Pascal	324 000,00 €
2015	Chaires Blaise Pascal	389 000,00 €
2016	Chaires Blaise Pascal	800 000,00 €
	Montant total	1 513 000,00 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 06/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-266
DU 5 JUILLET 2017

1. CONVENTIONS D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ET SOUTIEN AUX 9 DOMAINES D'INTÉRÊT MAJEUR (DIM) ET DES 4 DIM ÉMERGENTS
2. AVENANTS À DES CONVENTIONS ANTÉRIEURES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

Vu Le Code général des collectivités territoriales ;

Vu Le Code de l'éducation ;

Vu La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 prorogeant le règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

Vu La délibération n° CR 229-16 du 15 décembre 2016 relative à la labellisation des nouveaux Domaines d'intérêt majeur pour la période 2017-2020 et au règlement d'intervention du soutien régional aux DIM ;

Vu La délibération n° CR 2017-051 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité ;

Vu La délibération n° CP 11-731 du 20 octobre 2011 relative à l'appel à projets « Equipements mi-lourds 2011 » DIM et SESAME ;

Vu La délibération n° CP 14-595 du 17 octobre 2014 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de soutien aux équipements mi-lourds DIM & SESAME 2014 ;

Vu La délibération n° CP 16-547 du 16 novembre 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de soutien aux équipements scientifiques DIM & SESAME 2016 ;

Vu La délibération n° CP 2017-071 du 8 mars 2017 relative au soutien aux nouveaux domaines d'intérêt majeur 2017-2020 - subventions d'amorçage ;

Vu Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-266 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Convention d'objectifs et de moyens

Approuve la convention d'objectifs et de moyens type à conclure avec chaque organisme gestionnaire des DIM/DIM émergents figurant en annexe 2 à la présente délibération et autorise la

présidente du Conseil régional à la signer.

Article 2 : Convention de financement type DIM

Approuve la convention de financement type figurant en annexe 3 à la présente délibération.

Article 3 : Soutien aux dépenses de fonctionnement et d'investissement des DIM

Décide de participer, au titre du dispositif de soutien aux Domaines d'Intérêt Majeur, au financement du programme 2017 des neuf DIM et des quatre DIM émergents par l'attribution des subventions suivantes, tels que présentés en annexe n°4 à la délibération :

DIM	Organisme gestionnaire	Fonctionnement (en €)	Investissement (en €)
Mathématiques (**Math'innov**)	Fondation des sciences mathématiques de Paris	1 600 000	-
Matériaux anciens et patrimoniaux (**MAP**)	CNRS	840 000	1 500 000
Science et ingénierie pour les technologies quantiques (**SIRTEQ**)	CNRS	840 000	1 500 000
Astrophysique et les conditions d'apparition de la vie (**ACAV+**)	Observatoire de Paris	840 000	1 800 000
Islam en Ile de France : histoire, culture et société (**PhasIF**)	Ecole Normale supérieure	500 000	241 000
Sciences des solides poreux (**Respore**)	Ecole Normale supérieure	840 000	1 500 000
Thérapie génique	Fondation de coopération scientifique Imagine	840 000	1 500 000
Santé humaine et santé animale (**1Health**)	INSERM	840 000	2 200 000
Technologies innovantes pour les Sciences de la Vie (**ELICIT**)	Institut Pasteur	840 000	1 500 000
Sciences du texte et connaissances nouvelles (**PRADA**)	Université Paris Sorbonne	150 000	-
Qualité de l'air : impacts sanitaires et innovations technologiques et politiques (**QI2**)	Université Paris-Est Créteil	150 000	-
Longévité et vieillissement	Association Gérond'if	150 000	-

Sciences Informatiques (**RFSI**)	Université Paris-Saclay	150 000	-
Total (en €)		**8 580 000**	**11 741 000**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chacun des bénéficiaires, de conventions conformes à la convention de financement type figurant en annexe 4 et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **8 580 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », Programme HP 92-006 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur », Action 19200601 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM) » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Affecte une autorisation de programme de **11 741 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 909 « Action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », Programme HP 92-006 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM) », Action 19200601 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 4 : Démarrages anticipés

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions de fonctionnement à compter du 1er janvier 2017, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, ces subventions ayant vocation à financer des programmes annuels.

Article 5 : Avenant à une convention SESAME 2011

Décide de transférer au CNRS le reliquat de la subvention attribuée à l'Université d'Evry Val d'Essonne (UEVE) par délibération n° CP 11-731 du 20 octobre 2011.

Approuve l'avenant n°1 à la convention n°11015874, tel que présenté en annexe n°5 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 6 : Avenant à une convention SESAME 2014

Approuve l'avenant n°1 à la convention n°14014525, tel que présenté en annexe n°6 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 7 : Avenant à une convention SESAME 2016

Décide de transférer à l'ENS la subvention attribuée à Paris Sciences Lettres (PSL) par délibération n° CP 16-547 du 16 novembre 2016.

Approuve l'avenant n°1 à la convention n°16016325, tel que présenté en annexe n°7 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

)/06/2017 15:21:29

VALERIE PECRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

1 - ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS PROPOSEES AU VOTE

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-266	Budget	2017

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192006 - Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM)**
Action	**19200601 - Soutien aux domaines d'intérêt majeur**

Dispositif : N° 00000350 - Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)

Dossier	17010247 - DIM SIRTEQ - PROGRAMME 2017 - INVESTISSEMENT			
Bénéficiaire	P0034253 - CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE MOY400 IDF SUD			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 272 900,00 €	HT	65,99 %	1 500 000,00 €	

Dossier	17010253 - DIM RESPORE - PROGRAMME 2017 - INVESTISSEMENT			
Bénéficiaire	R20238 - ENS ECOLE NORMALE SUPERIEURE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 272 900,00 €	HT	65,99 %	1 500 000,00 €	

Dossier	17010256 - DIM ONE HEALTH - PROGRAMME 2017 - INVESTISSEMENT			
Bénéficiaire	R8457 - INSERM INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 200 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 339 000,00 €	HT	65,89 %	2 200 000,00 €	

Dossier	17010257 - DIM ELICIT - PROGRAMME 2017 - INVESTISSEMENT			
Bénéficiaire	R4086 - INSTITUT PASTEUR			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 272 900,00 €	HT	65,99 %	1 500 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-266	Budget	2017

Dossier	17010260 - DIM THERAPIE GENIQUE - PROGRAMME 2017 - INVESTISEMENT			
Bénéficiaire	P0036220 - FONDATION DE COOPERATION SCIENTIFIQUE IMAGINE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 272 900,00 €	HT	65,99 %	1 500 000,00 €	

Dossier	17010480 - DIM ACAV+ - PROGRAMME 2017 - INVESTISSEMENT			
Bénéficiaire	R20240 - OBSERVATOIRE DE PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 800 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 727 200,00 €	HT	66 %	1 800 000,00 €	

Dossier	17010481 - DIM ISLAM EN IDF - PROGRAMME 2017 - INVESTISSEMENT			
Bénéficiaire	R20238 - ENS ECOLE NORMALE SUPERIEURE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	241 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
365 200,00 €	HT	65,99 %	241 000,00 €	

Dossier	17010482 - DIM MATERIAUX ANCIENS ET PATRIMONIAUX - MAP - PROGRAMME 2017 - INVESTISSEMENT			
Bénéficiaire	P0034253 - CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE MOY400 IDF SUD			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 272 900,00 €	HT	65,99 %	1 500 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000350 - Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	11 741 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 92 - 192006 - 19200601	11 741 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-266	Budget	2017

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192006 - Soutien aux domaines d'intérêt majeur**
Action	**19200601 - Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM)**

Dispositif : N° 00000351 - Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)

Dossier	17010232 - DIM EMERGENT LONGEVITE ET VIEILLISSEMENT - PROGRAMME 2017 - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	P0036281 - GEROND IF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
150 000,00 €	HT	100 %	150 000,00 €	

Dossier	17010233 - DIM EMERGENT QI2 - PROGRAMME 2017 - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R1467 - UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
150 000,00 €	HT	100 %	150 000,00 €	

Dossier	17010234 - DIM SANTE ANIMAL ET SANTE HUMAINE - ONE HEALTH - PROGRAMME 2017 - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R8457 - INSERM INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	840 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
840 000,00 €	HT	100 %	840 000,00 €	

Dossier	17010235 - DIM SCIENCE ET INGENIERIE POUR LES TECHNOLOGIES QUANTIQUES - SIRTEQ - PROGRAMME 2017 - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	P0034253 - CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE MOY400 IDF SUD			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	840 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
840 000,00 €	HT	100 %	840 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-266	Budget	2017

Dossier	17010236 - DIM RESPORE - PROGRAMME 2017 - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R20238 - ENS ECOLE NORMALE SUPERIEURE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	840 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
840 000,00 €	HT	100 %	840 000,00 €	

Dossier	17010237 - DIM TECHNOLOGIES INNOVANTES POUR LES SCIENCES DE LA VIE - ELICIT - PROGRAMME 2017 - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R4086 - INSTITUT PASTEUR			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	840 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
840 000,00 €	HT	100 %	840 000,00 €	

Dossier	17010238 - DIM THERAPIE GENIQUE - PROGRAMME 2017 - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	P0036220 - FONDATION DE COOPERATION SCIENTIFIQUE IMAGINE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	840 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
840 000,00 €	HT	100 %	840 000,00 €	

Dossier	17010465 - DIM ACAV+ - PROGRAMME 2017 - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R20240 - OBSERVATOIRE DE PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	840 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
840 000,00 €	TTC	100 %	840 000,00 €	

Dossier	17010466 - DIM ISLAM EN IDF - PROGRAMME 2017 - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R20238 - ENS ECOLE NORMALE SUPERIEURE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	500 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
500 000,00 €	HT	100 %	500 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-266	Budget	2017

Dossier	17010467 - DIM MATERIAUX ANCIENS ET PATRIMONIAUX - MAP - PROGRAMME 2017 - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	P0034253 - CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE MOY400 IDF SUD			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	840 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
840 000,00 €	HT	100 %	840 000,00 €	

Dossier	17010468 - DIM MATHEMATIQUES - MATH'INNOV - PROGRAMME 2017 - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	P0021001 - FONDATION SCIENCES MATHEMATIQUES DE PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 600 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 600 000,00 €	HT	100 %	1 600 000,00 €	

Dossier	17010469 - DIM EMERGENT RESEAU FRANCILIEN EN SCIENCES INFORMATIQUES - RFSI - PROGRAMME 2017 - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	P0032046 - COMUE COMMUNAUTE D UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS UNIVERSITE PARIS SACLAY			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
150 000,00 €	HT	100 %	150 000,00 €	

Dossier	17010485 - DIM EMERGENT SCIENCES DU TEXTE ET CONNAISSANCES NOUVELLES - PRADA - PROGRAMME 2017- FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R6664 - UNIVERSITE DE PARIS IV PARIS SORBONNE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
150 000,00 €	HT	100 %	150 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000351 - Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	8 580 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 92 - 192006 - 19200601	8 580 000,00 €

2 - CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Convention d'objectifs et de Moyens du DIM/DIM émergent XXXXX

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2017-XXX du 5 juillet 2017,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

XXXXX, LE GESTIONNAIRE DU DIM/DIM EMERGENT XXX
dont le siège est situé au
représenté par
En vertu de la délibération,

d'autre part,

PREAMBULE :

Après avoir rappelé que :

- la Région a lancé un appel à manifestation d'intérêt en 2016 afin d'identifier des thématiques de recherche susceptibles de générer des innovations, d'accroître le rayonnement scientifique et la visibilité internationale des laboratoires franciliens et ainsi l'attractivité de l'Ile-de-France dans la perspective d'un développement économique ;
- à la suite du processus d'expertise, le Conseil Scientifique Régional a notamment proposé à la Présidente la labellisation du Domaine d'Intérêt Majeur (DIM)/Domaine d'intérêt majeur (DIM) émergent XXXX pour la période 2017-2020 [pour les DIM]/2017-2018 [pour les DIM émergents] par délibération n° CR 229-16 du 15 décembre 2016,
- les laboratoires participant aux programmes de recherche du DIM/DIM émergent XXXX se sont regroupés en réseau autour de « GESTIONNAIRE DU DIM/DIM émergent », bénéficiaire des subventions régionales pour la réalisation des programmes de recherche et d'activités pluriannuels du DIM/DIM émergent,
- de ce fait, les engagements pris au titre de la présente convention sont considérés comme ceux du Réseau.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les objectifs et les moyens pluriannuels fixé au DIM/DIM émergent « NOM du DIM » sur la période 2017-2020 [pour les DIM]/2017-2018 [pour les DIM émergents] à mettre en œuvre entre la Région Ile-de-France et le bénéficiaire afin de répondre aux finalités du dispositif « Soutien aux domaines d'intérêt majeur » qui vise à :

- structurer des réseaux d'acteurs autour de thématiques identifiées comme d'intérêt majeur pour l'Île-de-France et la recherche francilienne ;
- améliorer la visibilité de l'Ile-de-France sur la scène internationale ;

- renforcer les liens entre la recherche et le développement économique en favorisant le transfert de technologie et l'innovation.

La labellisation DIM/DIM émergent XXXX ayant pour finalité la structuration d'un réseau d'acteurs de la recherche autour de la thématique X, la Région et « GESTIONNAIRE DU DIM/DIM émergent » décident de s'engager dans une convention pluriannuelle.

Dans ce cadre, le Convention d'Objectifs et de Moyens (COM) a pour objet de :

- préciser les objectifs du DIM/DIM émergent « XXXX » pour la durée de la labellisation (2017-2020/2017-2018),
- définir les modalités de l'engagement de la Région et de son soutien permettant au bénéficiaire de réaliser ses objectifs,
- de définir les indicateurs de mesure de l'activité du DIM/DIM émergent « XXXX » dans la réalisation de ses objectifs pluriannuels.

Le tableau des objectifs et indicateurs de suivi du DIM/DIM émergent « XXXX » figure en annexe technique à la convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

2.1. La réalisation des objectifs stratégiques et opérationnels

Le « GESTIONNAIRE DU DIM/DIM émergent » s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation des objectifs stratégiques et leurs déclinaisons opérationnelles qui figurent en annexe technique, à la hauteur des moyens qui lui sont apportés par la Région et les autres partenaires du projet.

Il informe la Région des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution du projet. Toute modification substantielle du programme pluriannuel doit faire l'objet d'une demande à la Région et doit être approuvée par celle-ci.

2.2. Association des services de la Région aux réunions de pilotage du DIM/DIM émergent

Le DIM/DIM émergent « XXXX » associe les services de la Région aux réunions de ses instances de gouvernance (Comité de pilotage, Conseil scientifique,…). Ces derniers sont également associés au processus annuels de sélection des projets de recherche.

2.3. Participation aux comités de suivi organisés par la Région

Le ou les coordinateurs du DIM/DIM émergent participent aux comités de suivis prévus en article 5 en vue des bilans, de l'échange, du suivi général et de l'évaluation des actions subventionnées.

2.3. Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le « GESTIONNAIRE DU DIM/DIM émergent » s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées au DIM/DIM émergent.

L'information relative au soutien régional au DIM/DIM émergent prend la forme de la mention « Projet soutenu par la Région Ile-de-France » ou « This work was supported by the Paris Ile-de-France Region » dans les publications françaises et internationales, et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale pour les présentations orales.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats des projets subventionnés (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur les projets. Toute utilisation ou exploitation commerciale des projets par la Région est interdite.

Dans les cas où des résultats obtenus grâce aux programmes pluriannuels du DIM/DIM émergent sont susceptibles de conduire au dépôt d'un brevet, le secret est maintenu par les parties qui s'y engagent jusqu'au dépôt de celui-ci. Dans ce cas, l'organisme bénéficiaire peut déposer des brevets en son nom et à sa charge. La Région est tenue informée, par écrit, de toute demande de dépôt de brevet.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication du DIM/DIM émergent. De même, les communications écrites ou orales (programme, affiche, documents remis aux participants, articles, interviews…) indiquent explicitement l'implication de la Région. Enfin, concernant le site web du DIM/DIM émergent, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Le bénéficiaire prévient et associe la Région dans l'organisation de tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation (lancement, inauguration, conférence de Presse…) liés aux activités du DIM/DIM émergent et y invite un représentant de la Région. Ces évènements font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : LES ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement le « GESTIONNAIRE DU DIM/DIM émergent » par l'attribution d'une subvention annuelle qui permet de contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques définis en annexe technique, sous réserve du vote du budget par l'assemblée régionale et de l'affectation des crédits par la Commission permanente.

La Région soutient les programmes annuels du DIM/DIM émergent au titre du fonctionnement uniquement [DIM émergent]/du fonctionnement et de l'investissement (optionnel) [DIM]. Ce soutien annuel s'appuie sur une convention de financement dont l'exécution est pluriannuelle qui fixe notamment les modalités de versement des subventions régionales.

ARTICLE 4 : SUIVI ET EVALUATION DU DIM/DIM émergent

4.1. Evaluation par le Conseil scientifique

[Pour les DIM] :

Une évaluation scientifique des premiers résultats des DIM au regard des objectifs présentés en annexe technique est réalisée à mi-parcours (2018) par le Conseil scientifique régional.

Cette évaluation pourra donner lieu à une révision des objectifs du DIM. Seules les modifications substantielles font l'objet d'un avenant approuvé par la commission permanente, les modifications non substantielles étant formalisées dans un rapport d'évaluation.

Une évaluation finale des impacts scientifiques, technologiques et sociétaux du DIM est également réalisée par le Conseil scientifique régionale à l'issue de la période de labellisation.

[Pour les DIM émergents] :

Une évaluation de la structuration du réseau au regard des objectifs présentés en annexe technique est réalisée en 2018 par le Conseil scientifique régional.

Sur la base de cette évaluation scientifique, le DIM émergent peut être labellisé en tant que DIM de plein exercice ou ne pas être reconduit. La labellisation doit alors être actée par une délibération du Conseil régional.

4.2 Organisation de comités de suivi

Un comité de suivi du programme d'actions est organisé avec la Région. Il se réunit au moins une fois par an. Il vise à restituer les initiatives et actions mises en œuvre pour la déclinaison opérationnelle des objectifs stratégiques et le suivi des indicateurs.

Il est chargé de suivre :

- les réalisations scientifiques et techniques et les objectifs pluriannuels du DIM/DIM émergent,

- l'exécution financière des programmes annuels,
- l'impact sur l'emploi académique du DIM/DIM émergent (impact direct et impact indirect),
- le partenariat avec les PME, industriels, les laboratoires et les publics participants.

4.3 Suivi et évaluation des actions

Le suivi des conditions de réalisation des objectifs généraux et opérationnels, sur un plan quantitatif comme qualitatif, sera réalisé via les informations transmises par DIM/DIM émergent « XXXX » à la Région. Ces informations sont transmises à la Région sous la forme de 3 documents, au plus tard le XXXXX (pour l'année précédente) :

- un rapport des actions et activités que le DIM/DIM émergent a mis en œuvre pour répondre à ses objectifs ;
- le tableau des d'indicateurs quantitatifs, qualitatifs, fiables et sincères collectés par DIM/DIM émergent « XXXX » présenté en annexe technique à la présente convention, qui vise également à suivre la réalisation des objectifs du DIM/DIM émergent.
- une note de commentaires des résultats obtenus au regard notamment des actions menées par le DIM/DIM émergent pour les atteindre. L'analyse de ces indicateurs doit en effet constituer une base afin :
  - d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs définis dans l'annexe technique ;
  - de disposer d'une description précise et étayée de données objectives et chiffrées des actions menées grâce aux financements annuels apportés au bénéficiaire ;
  - de mesurer les résultats obtenus et les retombées directes des actions du DIM/DIM émergent.

4.4 : Modification du programme

Le « GESTIONNAIRE DU DIM/DIM émergent » doit notifier par écrit (courrier électronique ou courrier postal), à la Région, les modifications du programme pluriannuel.

Les modifications non substantielles sont admises après l'obtention d'un avis favorable des services de la Région, sur demande du bénéficiaire.

Les modifications substantielles ne seront éventuellement avalisées que par la conclusion d'un avenant à la présente convention ou d'un avis favorable du comité de suivi du DIM/DIM émergent.

Dans le cas où une demande de modification ne serait pas acceptée par la Région, cette dernière se réserve le droit de demander la restitution de tout ou partie de la subvention.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention, conclue pour une période de 10 ans [pour les DIM]/5 ans pour les DIM émergents, prend effet à compter du 1er janvier 2017.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification aux présentes, à l'exception des cas prévus à l'article 5 devra faire l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la Commission permanente du Conseil régional.

Celui-ci précisera explicitement les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la

décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme. Dans ce cas, la Région adresse à *l'organisme* une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe technique adoptée par délibération n° CP 2017-.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le	Le
Le représentant du **« GESTIONNAIRE DU DIM/DIM émergent »**	La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France Valérie PECRESSE

Annexe technique à la convention d'objectifs et de moyens du programme pluriannuel du DIM/DIM émergent

Objectifs généraux	Objectifs stratégiques	Indicateurs de réalisation	2017	2018	2019	2020	Commentaires/ Précisions
Porter un projet scientifique d'une très haute ambition, pour une plus grande visibilité internationale	Constituer en Ile-de-France un réseau de recherche d'excellence pluridisciplinaire, fédérant acteurs publics et/ou privés concernés par les enjeux du DIM/DIMé	* nombre de chercheurs, laboratoires et établissements impliqués dans la gouvernance					
		* dont nombre de COMUE associées au DIM/DIMé					
		* nombre de disciplines représentées dans la gouvernance					préciser les disciplines
		* nombre de chercheurs étrangers représentés dans la gouvernance du DIM/DIMé					préciser les nationalités
		* nombre de partenaires économiques ou sociaux (non académiques) associés au DIM/DIMé					préciser la nature de leur implication
		* nombre d'actions d'animation et de coordination					préciser la nature de ces actions
		* nombre des participants aux actions d'animation et de coordination du DIM/DIMé					préciser la typologie des participants
		* dont, nombre de jeunes chercheurs					
	Accroître la visibilité de la thématique et des partenaires franciliens du DIM au niveau national et international	* nombre de publications/ouvrages qui peuvent être directement associés aux projets du DIM/DIMé					préciser dans le cas d'ouvrages
		* nombre de prix reçus dans le cadre des projets du DIM/DIMé					
		* nombre de colloques scientifiques internationaux financés dans le cadre du DIM/DIMé					
		* nombre de participants à ces colloques, dont nombre de membres du DIM/DIMé					préciser la typologie des participants
		* dont nombre de membres du DIM/DIMé					
		* nombre d'outils de communication réalisés					préciser la nature et les modes de diffusion de ces outils
		* nombre de communications orales/posters dans des colloques nationaux et internationaux dans le cadre de projets financés par le DIM/DIMé					

	Effet levier du financement régional pour mobiliser d'autres financements	* montant de financements complémentaires obtenus dans le cadre du DIM/DIMé					
		* nombre de projets du PIA remportés par les équipes du DIM/DIMé (y.c. préalable à la labellisation DIM/DIMé)					préciser le nom et type de projet PIA
	Proposer une formation de haut niveau scientifique aux jeunes du domaine	* nombre de doctorants financés dans le cadre du DIM/DIMé					
		* nombre d'actions de formations proposées par le DIM/DIMé					préciser le type de formations proposées
		* nombre des participants à ces actions					préciser la typologie des participants
	Favoriser la poursuite de carrière des doctorants et post-doc	* nombre d'actions pour favoriser la poursuite de carrière des jeunes chercheurs du DIM					préciser le type d'actions organisées
		* nombre de participants à ces actions					préciser la typologie des participants
		* dont nombre d'entreprises associées à ces actions					
		* nombre des jeunes chercheurs du DIM recrutés par des équipes internationales					
		* nombre des jeunes chercheurs du DIM recrutés dans des entreprises					
Favoriser le caractère innovant, voire en rupture, de la recherche francilienne, tout particulièrement à l'interface des disciplines ou fédérant plusieurs disciplines scientifiques	Soutenir des projets de recherche d'une très haute qualité scientifique	* nombre de projets de recherche déposés dans le cadre du DIM					
		* nombre de projets de recherche financés					
		* dont, nombre d'allocations doctorales					
		* dont, nombre d'allocations postdoctorales					
		* dont, nombre d'allocataires étrangers					
		* dont, nombre d'ingénieurs de recherche					
		* dont, nombre de projets d'équipements financés					
		* dont, nombre de projets de plateformes mutalisées/nouveaux corpus documentaires constitués/cohortes de recherche clinique développées/nouveaux logiciels développés					
		* nombre d'utilisateurs de ces plateformes					
		* dont, nombre d'utilisateurs académiques de ces plateformes					
		* dont, nombre d'utilisateurs économiques de ces plateformes					
		* dont, nombre d'utilisateurs étrangers de ces					

		plateformes					
		* apport du DIM à l'évolution des méthodologies et aux connaissances dans le domaine du DIM/DIMé					
	Soutenir des projets de recherche interdisciplinaires/aux interfaces	* nombre d'équipes impliquées directement dans les projets financés					
		* nombre des disciplines représentées dans les projets financés					
		* nombre de partenaires économiques impliqués dans les projets financés					
	Contribuer à l'ouverture, la mutualisation et la fédération des plateformes/équipements préexistants	* nombre d'équipements/plateformes fédérés ou mutualisés					
Favoriser les retombées économiques et sociales sur le territoire de l'Ile-de-France, en intégrant si possible des industriels dès la phase initiale, notamment en associant des PME aux projets de recherche et en facilitant le transfert des savoirs et des technologies issues de la recherche ainsi que l'ouverture des plateformes fédératrices de recherche par les acteurs économiques et la création d'entreprises innovantes	Viser l'émergence de partenariats public/privé dans le but de stimuler la croissance et de renforcer les liens avec les opérateurs industriels	* nombre de projets collaboratifs et partenariaux identifiés et/ou accompagnés					préciser la nature de l'accompagnement
		* dont nombre de projets en partenariat avec les SATT					
		* dont nombre de projets en partenariat avec des Instituts Carnot, les IRT, les ITE					
		* dont nombre de projets en partenariat avec des cellules de valorisation d'organismes d'ESR ou de COMUE					
		* dont nombre de projets en partenariat avec des PME					
		* dont nombre de laboratoires communs					
		* nombre d'allocations (co-)financée en partenariat avec une entreprise					
		* nombre d'actions ou outils réalisés					préciser la nature des actions (formation, colloque…) ou outils
	Favoriser le transfert de technologie et le développement d'applications dans le domaine du DIM/DIMé	* nombre de projets de valorisation ou de transfert initiés					
		* nombre projets de pré-maturation repérés ou accompagnés					
		* nombre de brevets déposés					
		* nombre de licences valorisées					
		* nombre de start-up créées					

	Favoriser les retombées sociales sur le territoire de l'Ile-de-France	* nombre d'actions/outils créés ou initiés					préciser la nature des actions ou outils
Renforcer l'attractivité des laboratoires franciliens par l'accueil de chercheurs étrangers de haut niveau	Renforcer l'attractivité de la recherche en Ile-de-France par l'accueil de chercheurs étrangers confirmés	* nombre de chaires accueillies					
		* nombre de chercheurs internationaux confirmés invités					
		* nombre de nationalités représentées					préciser les nationalités des chaires accueillies
		* nombre de partenariats initiés avec les établissements de provenance des chercheurs invités					
Favoriser l'ouverture des sciences vers les jeunes par la diffusion de la connaissance et le développement de l'esprit d'analyse	Assurer une diffusion des enjeux scientifiques du DIM/DIMé	* nombre de manifestations ou ateliers de diffusion organisés ou soutenues dans le cadre du DIM/DIMé					
		* nombre des participants à ces actions					préciser la typologie des participants
		* nombre d'outils de communication auprès du grand public ou du public scolaire					préciser la nature et la diffusion de ces outils
		* nombre de doctorants médiateurs associés					
	Encourager des collaborations entre chercheurs et amateurs	* fréquentation des pages grand public (ou réseau sociaux) du site du DIM/DIMé					
		* nombre de collaborations					
	Encourager la diffusion des recherches du DIM vers les acteurs sociaux et professionnels concernés par les sujets du DIM	* nombre d'ateliers/formations organisées par le DIM/DIMé en direction des acteurs sociaux ou professionnels					
		* nombre de participants à ces actions					
Favoriser les coopérations avec d'autres universités européennes/internationales ou acteurs économiques européens	Intégrer le DIM dans des réseaux ou projets européens (H2020, cofund, FEDER, EIT, ERC…)	* nombre et nature des projets européens portés ou associant des équipes du DIM					préciser la nature de projets et le rôle des équipes du DIM dans ces projets
		* nombre de pays impliqués à l'échelle européenne dans les projets concernés					
		* nombre d'ateliers organisés en Ile-de-France dans le cadre de projets européens					
	Favoriser les coopérations avec des	* nombre et nature des partenariats mis en place avec un ou plusieurs universités européennes					

	universités européennes et internationales	* nombre et nature des partenariats mis en place avec un ou plusieurs universités internationale (hors UE)					
		* nombre de partenariats établis entre le DIM/DIMé et des masters internationaux					
Contribuer aux réflexions sur les enjeux de la région Ile-de-France liés aux DIM/DIMé	Identifier des métiers/formations en émergence	* nombre de métiers/formations identifiés					préciser le type de métier/formation
	Contribuer à l'évolution des politiques régionales	* nombre de rencontres sur ces aspects					préciser l'apport des membres du DIM lors de ces rencontres
		* nombre de projets initiés sur des sujets d'intérêt régional					
	Créer des synergies inter-DIM	* nombre de manifestations communes organisées					préciser les DIM concernés

3 - CONVENTION DE FINANCEMENT-TYPE DIM/DIM EMERGENT

CONVENTION N° XXXXXX relative au soutien au programme Année N du DIM/DIM ÉMERGENT NOM DU DIM/DIM ÉMERGENT

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CPXXXXX du XXXXXXXX,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

XXXXXXXXXXXXX
N° SIRET :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Après avoir rappelé :

- la labellisation de « Nom du DIM/DIM ÉMERGENT» comme Domaine d'Intérêt Majeur (DIM/DIM ÉMERGENT)/Domaines d'intérêt majeur (DIM/DIM ÉMERGENT) émergent par délibération n° CR 229-16 du 15 décembre 2016,
- les enjeux sociaux, scientifiques, économiques, liés à la recherche dans le(s) domaine(s) « Nom du DIM/DIM ÉMERGENT»,
- que les laboratoires participant aux programmes de recherche du DIM/DIM ÉMERGENT se sont regroupés par l'intermédiaire de leurs organismes de tutelle dont les principaux se sont constitués en « Nature du groupement constitutif », nommé(e) « NOM du RESEAU », ci-après dénommé(e) « le Réseau »,
- que le bénéficiaire a été désigné par les membres du Réseau pour passer convention avec la Région et être l'établissement support financier pour la subvention régionale (hors opérations immobilières),
- la signature entre la Région et le bénéficiaire d'un contrat d'objectifs et de moyens pour la durée de la labellisation du DIM/DIM émergent,
- que de ce fait, les engagements pris au titre de la présente convention par le bénéficiaire sont considérés comme ceux du Réseau dans le cadre des programmes de recherche impliquant des dépenses de fonctionnement et d'investissement.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP XX-XXXX du XXXXXXXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le programme d'activité/de recherche de l'année XXXX du DIM NOM du RESEAU [le programme d'activités de coordination et d'animation du réseau de l'année XXXX du DIM ÉMERGENT NOM du RESEAU] dont le descriptif figure en annexe à la convention, par l'attribution à NOM DU BENEFICIAIRE d'une subvention de XXXXXX €, répartit comme suit :

- une subvention de fonctionnement, correspondant à **XX%** de la dépense subventionnable, soit un montant maximum de subvention de **XXXXXX** €
- *[le cas échéant]* une subvention d'investissement, correspondant à **XX %** de la dépense subventionnable, pour un montant maximum de subvention de **XXXXXX** €.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROGRAMME SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à assurer le suivi et réaliser ou faire réaliser les actions sélectionnées par le réseau. Il associe également la Région au processus de sélection des projets de recherche.

Le bénéficiaire s'assure que les projets soumis au financement du programme du DIM/DIM ÉMERGENT n'aient pas fait l'objet d'une demande/d'un soutien dans le cadre d'un autre DIM/DIM ÉMERGENT, du dispositif SESAME (à l'exception des DIM émergents), du programme du Genopole ou d'un projet collaboratif d'un pôle de compétitivité.

Le bénéficiaire participe aux réunions organisées par la Région en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, de l'évaluation des actions subventionnées, informe la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention et des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution des programmes et met en œuvre les outils de suivi nécessaires :

- au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale ;
- au calcul des coûts de chaque action faisant l'objet de la présente convention.

[le cas échéant] Le bénéficiaire s'engage à ce que les équipements subventionnés soient affectés, pour la durée de la présente convention, à des activités de recherche et d'innovation s'inscrivant dans les domaines d'intérêt majeur de la Région.

Dans le cadre d'opérations menées par des unités mixtes de recherche sous tutelles d'organismes publics ou dans le cadre d'opérations co-organisées par plusieurs organismes publics ou privés identifiés dans l'annexe technique, la globalité des dépenses engagées par ces différents organismes dans le cadre des actions subventionnées seront prises en comptes.

Toutes modifications substantielle du programme doit faire l'objet d'une demande à la Région et doit être approuvée par celle-ci. La Région ne prendra en charge aucun surcoût lié à une modification du programme XXXX du DIM/DIM ÉMERGENT.

Les modifications non substantielles ne modifiant pas les montants et taux de la subvention régionale ainsi que les objectifs et la nature du programme peuvent être actées par le comité de suivi identifié dans la convention d'objectifs et de moyens.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

[*le cas échéant*] Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à s'assurer que les établissements partenaires du DIM/DIM ÉMERGENT NOM du RESEAU recrutent X stagiaires ou alternants pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale.
Ces établissements saisissent les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

[le cas échéant] Mettre en place avec les organismes mentionnés dans l'annexe technique une convention de contractualisation afin de permettre la réalisation des actions subventionnées.

Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.

Respecter les procédures de mise en concurrence pour la passation des marchés auxquelles le bénéficiaire ou les membres du Réseau peuvent être assujettis tant au regard du droit français que communautaire.

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part

des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il (ou, le cas échéant, les établissements bénéficiaires d'allocations de recherche) pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

[le cas échéant] S'assurer que les organismes bénéficiaires deviennent propriétaires des équipements mentionnés dans l'annexe technique à la présente convention et en assurent le maintien et l'entretien sur la durée de la convention.

Produire un justificatif de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée ou contrat de travail signé), lors de la demande de versement du solde.

[le cas échéant] Produire un compte-rendu d'exécution qui détaillera les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, lors de la demande de versement du solde.

[le cas échéant] Mettre en place avec les organismes mentionnés dans l'annexe technique une convention de partenariat afin de permettre la réalisation des actions subventionnées.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, l'ensemble des partenaires qui bénéficient d'un soutien de la Région dans le cadre du DIM/DIM émergent s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative au soutien régional aux projets de recherche prend la forme de la mention « Projet soutenu par la Région Ile-de-France » ou « This work was supported by the Paris Ile-de-France Region » dans les publications françaises et internationales, et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale pour les présentations orales.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats des projets subventionnés (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur les projets. Toute utilisation ou exploitation commerciale des projets par la Région est interdite.

Dans les cas où des résultats obtenus grâce au programme du DIM/DIM émergent, objet de la convention, sont susceptibles de conduire au dépôt d'un brevet, le secret est maintenu par les parties qui s'y engagent jusqu'au dépôt de celui-ci. Dans ce cas, l'organisme bénéficiaire peut déposer des brevets en son nom et à sa charge. La Région est tenue informée, par écrit, de toute demande de dépôt de brevet.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. De même, les communications écrites ou orales (programme, affiche, documents remis aux participants, articles, interviews…) indiquent explicitement l'implication de la Région. Enfin, concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50% du budget total de l'opération, la taille du logo régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

[le cas échéant] Pour les opérations d'investissement, le soutien régional est mis en évidence comme suit :
- dans le cas d'une opération de construction (action immobilière…), un panneau mentionnant le soutien de la Région est implanté sur le(s) site(s) dans de bonnes conditions de visibilité dès le commencement et pendant toute la durée des travaux ;
- dans le cas d'une opération d'équipement, le logo régional doit apparaître sur les équipements subventionnés.

Le bénéficiaire prévient et associe la Région dans l'organisation de tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation (lancement, inauguration, conférence de Presse…) liés aux projets subventionnés et y invite un représentant de la Région. Ces évènements font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Pour les dépenses de fonctionnement

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

Pour les dépenses d'investissement

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Pour les dépenses de fonctionnement

Le bénéficiaire peut demander le versement d'avances selon les modalités suivantes :
- une avance de 30 % du montant de la subvention de fonctionnement, après la notification de la convention, sur appel de fonds et dans la limite du montant correspondant à l'application du taux d'intervention régional sur les dépenses à effectuer dans les 12 mois suivant l'attribution de la subvention ;
- sur présentation des justificatifs de dépenses réalisées correspondant au montant de l'avance de 30%, certifiées sincères par la personne habilitée, la Région peut procéder au versement d'une nouvelle avance à valoir sur les dépenses à effectuer dans les 12 mois selon les mêmes modalités que la 1ère avance ;
- pour les salaires uniquement et sur présentation des justificatifs de dépenses réalisées correspondant au montant de l'avance de l'avance précédente, une nouvelle avance sur les salaires à verser dans les 12 mois selon les mêmes modalités que la 2nde avance.

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention de fonctionnement hors salaires, sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Le solde ne peut être versé qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet du programme du DIM/DIM ÉMERGENT, accompagné des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment, en fonction du type de dépense :
  - les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
  - et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés.

  Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de la structure et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme ;
- un compte-rendu financier (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme (si l'organisme en est doté, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné).

Pour les dépenses d'investissement

Le bénéficiaire peut demander le versement d'avances selon les modalités suivantes :
- une avance de 30 % du montant de la subvention d'investissement, après la notification de la convention, sur appel de fonds et dans la limite du montant correspondant à l'application du taux d'intervention régional sur les dépenses à effectuer dans les 12 mois suivant l'attribution de la subvention ;
- sur présentation des justificatifs de dépenses réalisées correspondant au montant de l'avance de 30%, certifiées sincères par la personne habilitée, la Région peut procéder au versement d'une nouvelle avance à valoir sur les dépenses à effectuer dans les 12 mois selon les mêmes modalités que la 1ère avance.

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de ces coûts environnés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Le cumul des avances et des acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

Le solde ne peut être versé qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet, accompagné des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de la structure et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme ;
- un compte-rendu financier (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme (si l'organisme en est doté, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du XXXXX et ce, jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XXXXXX. Elle est conclue pour une durée de 10 ans.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier des actions subventionnées ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du programme subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECE CONTRACTUELLE

La présente convention et son annexe technique adoptées par délibération n° CP XXX du XXX.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La Présidente
du Conseil Régional d'Île-de-France
Valérie PECRESSE

Le

Le représentant du bénéficiaire
XXXXXXXXXX

ANNEXE TECHNIQUE TYPE DIM

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
projets de recherche en fonctionnement	
autres actions : animation et coordination du réseau, manifestation scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion…	
projets d'équipements en investissement	

Axes scientifiques

NOM DU DIM
Axe 1
Axe 2
Axe 3
…

ANNEXE TECHNIQUE TYPE DIM EMERGENT

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
Animation et coordination du réseau, manifestation scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion, construction scientifique du projet…	

4 - ANNEXES TECHNIQUES DES DIM/DIM émergents

ANNEXE TECHNIQUE DIM Islam

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
projets de recherche en fonctionnement	500 000 €
autres actions : animation et coordination du réseau, manifestation scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion…	
projets d'équipements en investissement	241 000 €

Axes scientifiques

Islam
Description de la totalité des manuscrits philosophiques de langues arabe et syriaque de la BnF
Description de la totalité des manuscrits philosophiques de langues arabe et syriaque de la BULAC
Description de la totalité des manuscrits philosophiques de langues arabe et syriaque des autres bibliothèques de France
Description de manuscrits dans d'autres pays
Cerner les conditions socio-politiques de constitution et de maintien des institutions où le patrimoine arabe est actuellement conservé

ANNEXE TECHNIQUE DIM Thérapie génique

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
projets de recherche en fonctionnement	840 000 €
autres actions : animation et coordination du réseau, manifestation scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion…	
projets d'équipements en investissement	1 500 000 €

Axes scientifiques

Thérapie génique
Optimisation transduction vecteurs lent virales en vue de leur application dans la drépanocytose et HIV
Construction d'une plateforme AAV a Imagine
Plateforme d'imagerie du petit animal
Drépanocytose
Maladies métaboliques et mitochondriale
Audition et yeux

ANNEXE TECHNIQUE DIM ELICIT

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
projets de recherche en fonctionnement	830 000 €
autres actions : animation et coordination du réseau, manifestation scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion…	10 000 €
projets d'équipements en investissement	1 500 000 €

Axes scientifiques

ELICIT
Microfluidique (lab-on-a-chip, impression 3D,....)
Biophotonique et ondes (microscopie optique, spectroscopie…)
Analyse d'images et de données biologiques massives (Big Data)
Biologie digitale, étude de la cellule et de molécule uniques (applications : immunologie, biologie du développement, cancer, etc…)
Organes sur puces (applications : modèles de maladie, toxicologie, criblage…)
Technologie pour la biologie in vivo (applications : neurosciences, biologie cellulaire, infectiologie, pharmacocinétique…)
Technologies biologiques bas coût et performantes, pour une dissémination dans des contextes économiquement défavorisés

ANNEXE TECHNIQUE DIM 1Health

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
projets de recherche en fonctionnement	800 000 €
autres actions : animation et coordination du réseau, manifestation scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion…	40 000 €
projets d'équipements en investissement	2 200 000 €

Axes scientifiques

1Health
Surveillance : anticiper les émergences
Prévenir et traiter les maladies infectieuses
Perceptions sociales de la prévention et de l'innovation en matière de maladies infectieuses

ANNEXE TECHNIQUE DIM MAP

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
projets de recherche en fonctionnement	750 000 €
autres actions : animation et coordination du réseau, manifestation scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion…	90 000 €
projets d'équipements en investissement	1 500 000 €

Axes scientifiques

MAP
Axe Objets : provenance, chaînes opératoires, pratiques
Axe Fossiles et témoins de vie ancienne
Axe Paléo-environnements et taphonomie
Axe Matériaux d’artistes et matérialité des œuvres
Axe Altération et conservation
Axe Analyses en toute sécurité
Axe Signal, calcul et statistiques
Axe Usages, archives et réflexivité

ANNEXE TECHNIQUE DIM SIRTEQ

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
projets de recherche en fonctionnement	760 000 €
autres actions : animation et coordination du réseau, manifestation scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion…	80 000 €
projets d'équipements en investissement	1 500 000 €

Axes scientifiques

SIRTEQ
Capteurs quantiques et métrologie
Simulateurs quantiques
Communications quantiques
Calcul et informatique quantiques
Ressources scientifiques et technologiques

ANNEXE TECHNIQUE DIM ACAV+

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
projets de recherche en fonctionnement	728 800 €
autres actions : animation et coordination du réseau, manifestation scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion…	111 200 €
projets d'équipements en investissement	1 800 000 €

Axes scientifiques

ACAV+
Cosmologie et évolution de l’Univers
Phénomènes ultra--énergétiques dans l’Univers
Astrophysique des ondes gravitationnelles et des particules
Formation et évolution stellaire
Exoplanètes et formation des systèmes planétaires
Exploration du système solaire
Météorologie de l’espace, risques spatiaux
Cosmochimie
Milieu interstellaire
Conditions d’apparition de la vie

ANNEXE TECHNIQUE DIM Respore

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
projets de recherche en fonctionnement	830 000 €
autres actions : animation et coordination du réseau, manifestation scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion…	10 000 €
projets d'équipements en investissement	1 500 000 €

Axes scientifiques

Respore
Energies renouvelables
Sciences environnementales et sécurité
Santé, bien-être, biotechnologies et industrie
Caractérisation en temps réel et multi-techniques
Modélisation à toutes les échelles

ANNEXE TECHNIQUE DIM Math’Innov

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
projets de recherche en fonctionnement	1 558 000 €
autres actions : animation et coordination du réseau, manifestation scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion…	42 000 €
projets d'équipements en investissement	0 €

Axes scientifiques

Math'Innov
Energie
Banque, finance et assurance
Industrie
Santé
Réseaux, information, transport et télécommunications
Développement des villes

ANNEXE TECHNIQUE DIMé RFSI

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
Animation et coordination du réseau, manifestation scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion, construction scientifique du projet…	150 000 €

ANNEXE TECHNIQUE DIMé PRADA

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
Animation et coordination du réseau, manifestation scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion, construction scientifique du projet…	150 000 €

ANNEXE TECHNIQUE DIMé QI²

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
Animation et coordination du réseau, manifestation scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion, construction scientifique du projet…	150 000 €

ANNEXE TECHNIQUE DIMé Longévité et vieillissement

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
Animation et coordination du réseau, manifestation scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion, construction scientifique du projet…	150 000 €

5 - AVENANT N°1 A LA CONVENTION SESAME 11015874

Avenant n°1 à la convention n°11015874 relative au projet SESAME 2011 EVRYMESO

entre

La Région Ile-de-France
sise au 33 rue Barbet de Jouy - 75007 PARIS
représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE**,
en vertu de la délibération n° CP 17-266 du 5 juillet 2017
ci-après dénommée « la Région »,

d'une part,

et

LE CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS)
Numéro SIREN : 180 089 013
dont le siège social est situé au 3, Rue Michel Ange - 75794 PARIS CEDEX 16
représenté par son Président, **Monsieur Alain FUCHS**, lequel a délégué sa signature à **Monsieur Jacques GUILLEMINOT**, Délégué Régional Ile-de-France Ouest & Nord,
ci-après dénommé le CNRS,

et

L'Université d'Evry Val-d'Essonne
Numéro SIRET : 199 119 751 000 14
ci-après désignée par « le bénéficiaire »
sise Boulevard François Mitterrand 91025 EVRY
représentée par son Président, **Monsieur Patrick CURMI**,
ci-après dénommée UEVE

d'autre part,

Après avoir rappelé que :

- par délibération n°CR 72-10 du 19 novembre 2010, la Région a confirmé les objectifs assignés au dispositif SESAME, et en particulier celui de soutenir les projets de recherche novateurs menés dans les laboratoires franciliens et nécessitant un investissement matériel important ;
- par délibération n°CP 11-731 du 20 octobre 2011, la Région a attribué une subvention d'investissement de 328 832 € à l'Université d'Evry Val d'Essonne (UEVE) pour la réalisation du projet d'équipement « EVRYMESO » visant à l'acquisition de nœuds de calculs, coordonné par l'Institut de Biologie Systémique et Synthétique (iSSB, EA 4527), dans le cadre du dispositif SESAME ;
- un premier acompte de 98 649,60 € a déjà été versé à l'UEVE.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : CHANGEMENT DE BENEFICIAIRE

Le projet d'équipement « EVRYMESO », initialement porté par l'Université d'Evry Val d'Essonne (UEVE), est désormais porté par le CNRS, qui s'engage à réaliser le projet dans les conditions fixées par la convention conclue entre la Région et l'UEVE.

ARTICLE 2 : ATTRIBUTION DU SOLDE DE LA SUBVENTION INITIALE AU NOUVEAU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire initial a obtenu le versement d'acomptes d'un montant de 98 649,60 €. Sur la base du montant et du taux initial de la subvention demeurés inchangés et présentés dans la fiche projet jointe à l'avenant, le reliquat de la subvention à verser au nouveau bénéficiaire s'élève à 270 211,60 €.

Conformément à l'article 10 du règlement budgétaire et financier de la Région, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération à compter du 20 octobre 2019, date de demande du premier acompte.

ARTICLE 3 : TRANSFERT DES OBLIGATIONS DE LA CONVENTION AU NOUVEAU BENEFICIAIRE

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées et s'appliquent au nouveau bénéficiaire qui s'engage à réaliser le projet dont la nature reste inchangée.

Fait en trois exemplaires originaux à Paris,

Le

Le Président du CNRS

Alain FUCHS

La Présidente
du Conseil Régional d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

L'université d'Evry Val-d' Essonne

Patrick CURMI

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 11015874

Commission permanente du 05 juillet 2017 CP 207-266

Objet : SESAME 2011 EVRYMESO

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
SESAME	730 739,00 €	45,00 %	328 832,00 €
	Montant Total de la subvention		328 832,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-204182-192001-400
19200103- Soutien aux équipements de recherche

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE MOY400 IDF SUD
Adresse administrative : AV DE LA TERASSE
91198 GIF SUR YVETTE
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Alain FUCHS, Président

N° SIRET : 18008901300635

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SESAME
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2011
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date d'éligibilité des dépenses est celle de la clôture de l'appel à propositions SESAME, soit le 1er mars 2011 (cf. rapport cadre ESR).

Objectifs :
Dans de nombreuses disciplines (biologie, mathématique, sciences physiques, sciences économiques) la recherche s'appuie de plus en plus sur la modélisation et la simulation. De ce fait, il importe de créer des infrastructures au plus proche des utilisateurs pour faciliter l'accès à ces ressources en calcul. Ces infrastructures, ou méso-centres, répondent à un besoin local, sur le territoire régional, et ont pour vocation d'offrir des ressources de calcul intermédiaires entre le mini-cluster de laboratoire et les centres de calculs nationaux et européens.
Ces centres ont également pour vocation de former les chercheurs à la simulation à grande échelle.
Les équipes encadrantes les accompagnent ainsi dans leurs projets avec l'objectif de les porter sur les centres nationaux ou européens lors d'une montée en puissance des besoins.
Dans ce contexte, EVRYMESO aura pour objectif, d'un part d'accueillir les projets de recherche de

l'ensembles des partenaires mais également des laboratoires franciliens qui désireront profiter des compétences présentes sur le campus d'Evry (génomique, modélisation moléculaire, télécommunication, analyse d'images, économie, statistiques…).
Par ailleurs, EVRYMESO sera une ressource pour la formation d'étudiants et de chercheurs, par exemple pour développer des applications de simulations ou d'analyse à grande échelle pour préparer une montée en puissance sur les centres nationaux de calcul.

Intérêt régional : Ce projet a pour objectif de développer l'accès des PME au calcul intensif au travers de projets d'innovation, générateurs de compétitivité et intégrés dans la stratégie de l'entreprise. L'enjeu est d'amener des PME à aborder la question du calcul intensif, à les aider à en évaluer la pertinence au regard de leur modèle de croissance, à mobiliser les acteurs du calcul intensif à même de les aider, puis à construire leur projet de R&D à proprement parler dans une dernière phase.
Les objectifs de cette Initiative sont: de sensibiliser les entreprises au HPC et identifier les PME concernées, qualifier leur projet, aider à la construction de ce projet et l'insérer dans les dispositifs de financement existants.

La mise en œuvre de ce projet va également améliorer l'accès à des ressources en calcul de taille intermédiaire qui sont actuellement limitées et pourtant nécessaires pour la formation des chercheurs afin de les préparer à utiliser les centres de calcul nationaux et européens.

Public(s) cible(s) :
Les Etablissements d'Enseignement supérieur et de Recherche

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2011

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
-cluster de calcul,-gestion des ressources ,-stockage,-petit matériel + installation	730 739,00	100,00%
Total	730 739,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ENSIIE	30 000,00	4,11%
TSP	50 000,00	6,84%
UEVE	321 907,00	44,05%
REGION IDF	328 832,00	45,00%
Total	730 739,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2011	98 650,00 €
2012	82 208,00 €
2013	65 766,00 €
2014	49 325,00 €
2015	32 883,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	SESAME	1 070 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	6 000,00 €
2017	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	200 000,00 €
	Montant total	1 276 000,00 €

6 - AVENANT N°1 A LA CONVENTION SESAME 14014525

Avenant n°1 à la convention n°14014525 relative au projet SESAME 2014 DEFIH

entre

La Région Ile-de-France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy - 75007 PARIS
représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE**,
en vertu de la délibération n° CP 2017-266 du 05 juillet 2017
ci-après dénommée la Région,
d'une part,

et

L'ECOLE D'ECONOMIE DE PARIS- PARIS SCHOOLS OF ECONOMICS
N°Siret : 493902662 00011
dont le siège social est situé au 48 Boulevard Jourdan, 75014 Paris
représentée par son Directeur, **Monsieur Pierre-Yves GEOFFARD**,
ci-après dénommée « le bénéficiaire »,
d'autre part,

Après avoir rappelé que :

- par délibération n°CR 72-10 du 19 novembre 2010, la Région a confirmé les objectifs assignés au dispositif SESAME, et en particulier celui de soutenir les projets de recherche novateurs menés dans les laboratoires franciliens et nécessitant un investissement matériel important ;
- par délibération n°CP 14-595 du 17 octobre 2014, la Région a attribué une subvention d'investissement de 132 000 € à l'Ecole d'Economie de Paris pour la réalisation d'un projet d'équipement « DEFIH» de création d'une base interdisciplinaire, pérenne et évolutive de données de longs termes, intégrées, harmonisées, documentées et « traçables » dans le cadre du dispositif SESAME.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1

La fiche-projet annexée à la convention est substituée par la fiche-projet annexée au présent avenant.

ARTICLE 2

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux à Paris, le

Le Directeur **de l'Ecole d'Economie de Paris**	**La Présidente** **du Conseil Régional d'Ile-de-France**
Pierre-Yves GEOFFARD	**Valérie PECRESSE**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14014525

Commission permanente du 05 juillet 2017 CP 2017-266

Objet : SESAME 2014 - DEFIH - EEP-PSE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
SESAME	200 000,00 €	66,00 %	132 000,00 €
	Montant Total de la subvention		132 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20422-192001-400
19200103- Soutien aux équipements de recherche

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLE D ECONOMIE DE PARIS PARIS SCHOOLS OF ECONOMICS
Adresse administrative : 48 BD JOURDAN 75014 PARIS 14
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Pierre-Yves GEOFFARD, Directeur

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 49390266200011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SESAME
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : SESAME 2014 DEFIH

Date prévisionnelle de début de projet : 2 décembre 2013
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prévu dans le texte de l'appel à projets

Objectifs :
L'objectif de ce projet est de mettre en place une base interdisciplinaire, pérenne et évolutive de données de longs termes, intégrés, harmonisées, documentées et « traçables ». Cette base sera au service de la communauté scientifique francilienne, française et européenne. Elle a été conçue pour être constamment enrichie dans le cadre de projets de recherche en SHS, bien au-delà des collaborations que l'équipe porteuse peut nouer.

Description :
La crise que nous traversons a une nouvelle fois souligné les faiblesses des analyses qui visent à décrire la réalité économique, financière et sociale. La France, et l'Ile-de-France en particulier, a un énorme potentiel de recherche en sciences humaines et sociales (SHS) capable de remédier à ces faiblesses. Ce potentiel ne s'épanouit pas complètement du fait de l'insuffisance des travaux empiriques, en particulier de ceux qui

portent sur les réalités française et européenne. Une des raisons de cette insuffisance est la rareté des données de long terme disponibles pour mettre à jour des faits stylisés et tester les modèles théoriques, en particulier concernant les transformations structurelles pourtant cruciales. La mise en place de bases de données longues de qualité représente le moyen d'un renouvellement important du savoir actuel.
L'infrastructure de recherche réalisée a l'ambition de constituer le socle d'un tel renouvellement. Le projet vise à développer une base de données exhaustive relative aux instruments financiers négociés sur les marchés français depuis 1796, sur les émetteurs de ces instruments (entreprises, collectivités locales et Etats) et sur les opérateurs de marché (banques, banquiers, agents de change). Il s'agira de la base de données de longue période la plus complète au monde.
Ce projet a été sélectionné par le Commissariat Général à l'Investissement lors du premier appel à projets concernant les Equipex. Sa réalisation s'appuie sur un partenariat innovant entre l'Ecole d'Economie de Paris, le TGIR Progedo, l'Institut Louis Bachelier et IODS data services. En outre, il a vocation à faire partie des équipements qui contribueront à la visibilité internationale du campus Condorcet. En effet, cette base, qui s'appuie déjà sur une collaboration étroite avec un projet portant sur la Belgique développé à l'Université d'Anvers, a l'ambition d'être étendue aux autres pays européens dans une seconde phase, déjà en cours d'élaboration, dans le cadre d'Horizon 2020.

Moyens mis en œuvre :
Cette infrastructure de recherche sera en grande partie réalisée par le développement d'un logiciel spécifique. Les matériels informatiques nécessaires à son exploitation constituent les principaux équipements relatifs au projet. Le scanner consentira l'internalisation de la digitalisation des sources primaires et la réduction de ses coûts.
La valorisation du contenu de cet équipement repose sur son utilité pour le monde de la recherche en SHS, pour la décision publique (la régulation financière, la politique macro-financière, mais aussi l'aménagement du territoire), et enfin pour les entreprises, notamment du secteur financier. Puisque les Etats-Unis détiennent une position dominante dans la production de données économiques et financières longues, les acteurs européens manquent de données autres qu'américaines pour tester leurs modèles.
Un partenariat de diffusion gratuite des données vers le monde de la recherche est établi avec le TGIR Progedo. En revanche, la diffusion payante vers le monde de l'entreprise, dont les recettes seront utilisées pour alimenter la base, sera assurée par IODS data services.

Intérêt régional : Le co-financement accordé participera à la consolidation d'un Equipex. Au-delà du périmètre de l'Ecole d'Economie de Paris, cette infrastructure contribue, via HeSam Université et le TGIR Progedo, au développement et à la visibilité internationale du campus Condorcet. Cette configuration permettra à la Région Ile-de-France de dégager des synergies et des économies d'échelle sur les investissements importants qu'elle a effectués dans ces institutions.
L'équipement participera à la réalisation d'une infrastructure de recherche qui assurera à l'Ile-de-France une position de leadership mondial dans le domaine et renforcera l'attractivité de la région.

Public(s) cible(s) :
Le laboratoire Paris-Jourdan Sciences Economiques de l'Ecole d'Economie de Paris et les établissements franciliens de recherche et d'enseignement supérieur

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Logiciels de traitement de données (bases de données, système d'exploitation, middleware, maintenance…)	200 000,00	100,00%
Total	200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IdF	132 000,00	66,00%
ANR (Equipex)	68 000,00	34,00%
Total	200 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2014	0,00 €
2015	39 600,00 €
2016	66 000,00 €
2017	26 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	SESAME	132 000,00 €
2015	Manifestations scientifiques hors DIM	5 000,00 €
2016	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	530 000,00 €
	Montant total	667 000,00 €

7 - AVENANT N°1 A LA CONVENTION SESAME 16016325

Avenant n°1 à la convention n°16016325

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 17-266 du 5 juillet 2017,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'ECOLE NORMALE SUPERIEURE
N° SIRET : 197534597 - 00012
dont le siège social est situé au : 45 rue d'ULM - 75005 Paris
ayant pour représentant le Directeur, Marc MEZARD
ci-après dénommée « l'ENS »

et

PARIS SCIENCES LETTRES - PSL
N° SIRET : 528288608 00029
Code APE : 94.99Z
dont le siège social est situé au : 62 B RUE GAY LUSSAC 75005 PARIS
ayant pour représentant,
ci-après dénommée « PSL »

d'autre part,

PREAMBULE :

La COMUE Paris Sciences et Lettres (PSL) a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « SESAME » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR72-10 du 19 novembre 2010.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

Cette action s'inscrit dans le soutien apporté depuis 1993 par la Région dans les projets de recherche novateurs menés dans les laboratoires franciliens et nécessitant un investissement matériel important.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : CHANGEMENT DE BENEFICIAIRE

Le projet d'équipement « PSL-He », initialement porté par la COMUE Paris Sciences et Lettres (PSL) est désormais porté par l'Ecole Normale Supérieure (ENS), qui s'engage à réaliser le projet dans les conditions fixées par la convention conclue entre la Région et PSL.

ARTICLE 2 : TRANSFERT DES OBLIGATIONS DE LA CONVENTION AU NOUVEAU BENEFICIAIRE

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées et s'appliquent au nouveau bénéficiaire qui s'engage à réaliser le projet dont la nature reste inchangée.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le

La Présidente
du Conseil Régional d'Île-de-France
Valérie PECRESSE

Le

Le directeur de l'ENS
Marc MEZARD

Le

Le représentant
de PARIS SCIENCES LETTRES – PSL

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16016325

Commission permanente du 05 juillet 2017 CP 2017-266

Objet : SESAME 2016 - PSL-HE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
SESAME	2 000 000,00 €	30,00 %	600 000,00 €
	Montant Total de la subvention		600 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20422-192001-400
19200103- Soutien aux équipements de recherche

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENS ECOLE NORMALE SUPERIEURE
Adresse administrative : 45 RUE D'ULM
75230 PARIS 05 CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur MARC MEZARD, Directeur

N° SIRET : 19753459700012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SESAME
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 30 novembre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au réglement d'intervention du dispositif.

Objectifs :
Le but du projet PSL-He est d'acquérir un liquéfacteur d'hélium pour la nouvelle plateforme de liquéfaction de l'Université paris Sciences et Lettres (PSL). Basée au département de physique de l'Ecole Normale Supérieure (ENS), elle fournira les équipes de recherche de l'ENS, du Collège de France et de l'ESPCI tranvaillant dans les domaines de la physique quantique, la physique mésoscopique et la matière condensée. Elle fournira aussi les équipements de RMN pour la chimie de PSL. Les domaines de physique quantique, mésoscopique et de la matière condensée se sont fortement développées autour de la Montagne Sainte-Geneviève ces dernières années et avec elles le parc des équipements cryogéniques, utilisant l'hélium liquide pour leur dispositif de refroidissement. Indépendamment de la préservation de l'hélium, la consomation en hélium perdu correspondrait à un surcoût supérieur à 1 M€ annuel, que les équipes de PSL ne sauraient supportés.

Description :

L'équipement demandé est un système complet et moderne de liquéfaction, récupération, purification, stockage et distribution d'hélium liquide. Le système est dimensionné pour couvrir la consommation mutualisée des laboratoires de physique et de chimie de PSL. L'objectif de production annuel est de 140 000 L ; il correspond à 2000h de fonctionnement continu au débit maximum d'un liquéfacteur de 70 L/h. Le liquéfacteur alimente une cuve de 3000 L, absorbant 48h de la production. Elle est dotée d'un système de transfert automatique à 2 bidons pour assurer le flux de consommation tout en préservant les ressources humaines.

Moyens mis en œuvre :
Le projet profite de l'expérience en liquéfaction du département de physique de l'ENS depuis les années 1970. La création du centre est synchronisée entre les 2 phases de rénovation du département de physique (financé par les CPER 2007-2014 et 2015-2020) et remplacera un équipement en limite de vétusté et de débit insuffisant (35 L/h) pour satisfaire les besoins mutualisés. Les travaux d'infrastructure seront supportés par l'ENS pour le bâti. Le centre sera sous la responsabilité du service cryogénique de l'ENS comprenant 2 ITA, un poste supplémentaire sera demandé par l'ESPCI pour assurer la distribution extérieure.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le Département de Physique de l'ENS et les laboratoires de physique et de chimie de l'ENS, de l'ESPCI ParisTech et du Collège de France.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Liquéfacteur d'Hélium de grande capacité	1 500 000,00	75,00%
Capacités de stockage haute pression	200 000,00	10,00%
Bidons de livraison	300 000,00	15,00%
Total	2 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	600 000,00	30,00%
ComUE Paris Sciences et Lettres	1 000 000,00	50,00%
ESPCI ParisTech	200 000,00	10,00%
Collège de France	200 000,00	10,00%
Total	2 000 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2018	180 000,00 €
2019	300 000,00 €
2021	120 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	29 250,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	10 000,00 €
2014	Ouverture sociale	50 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	21 600,00 €
2015	Ouverture sociale	41 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	18 450,00 €
2016	Ouverture sociale - Cordées de la réussite	40 000,00 €
2016	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	470 000,00 €
2016	SESAME	600 000,00 €
2017	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	200 000,00 €
	Montant total	1 480 300,00 €

Acte certifié exécutoire
CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE
- Par publication ou notification le 06/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-292

DU 5 JUILLET 2017

SOUTIEN À LA PROMOTION D'ACTIONS DE CULTURE SCIENTIFIQUE TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

Vu Le code général des collectivités territoriales ;

Vu Le code de l'éducation et notamment son article L 214-2 ;

Vu La loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 « Enseignement supérieur recherche » ;

Vu La délibération n°CR 72-10 du 19 novembre 2010 relative à « La politique régionale en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche - délibération cadre 2011-2016 » ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

Vu La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

Vu La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

Vu La délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

Vu La délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

Vu Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-292 présenté par Madame la présidente du Conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve la convention-type relative au dispositif « soutien à la promotion de la culture scientifique et technique et citoyenne » figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif de soutien à la promotion de la « culture scientifique, technique et citoyenne » au financement des projets détaillés en annexe 3 (fiches projet) à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum

prévisionnel de 450 000 euros en fonctionnement et 100 000 euros en investissement.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature par chaque bénéficiaire d'une convention conforme à la convention-type objet de l'article 1 et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 450 000 euros disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », Programme HP 92-007 (192007) « Soutien au dialogue Sciences-Société », Action 19200701« Diffusion de la culture scientifique et technique » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Affecte une autorisation de programme de 100 000 euros disponible sur le chapitre budgétaire 909 Action économique, Code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », », Programme HP 92-007 (192007) « Soutien au dialogue Sciences-Société », Action 19200701« Diffusion de la culture scientifique et technique » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions, objet de l'article 2, à compter du 8 février 2017, par dérogation aux articles 17 et 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 7 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

AAP_CSTI_2017.pdf

Direction de la Recherche et des Transferts de Technologie
Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux (TRESOR)
Service Recherche et Culture scientifique (SRCS)

APPEL A PROJETS 2017
CULTURE SCIENTIFIQUE TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE

<u>Un appel à projets</u> :

Pour promouvoir la culture scientifique, technique, industrielle et citoyenne en Ile-de-France ;

Pour financer des actions de médiation scientifiques organisées en Ile-de-France permettant de diffuser au plus grand nombre et à tout public la culture scientifique et citoyenne.

Pour tout organisme public et privé à but non lucratif localisé en Ile-de-France.

Préambule

La place de la science et des techniques est évidemment centrale pour le développement de la région Ile-de-France. Elles font partie d'un « cœur de compétences » que les citoyens franciliens doivent maîtriser pour faire face aux enjeux économiques et sociaux nouveaux qui sont directement liés à certaines avancées de la science et de la technologie. Les objectifs de l'appel à projets sont multiples. Il s'agit d'abord de contribuer à informer, et expliquer quel est l'impact de la science dans notre quotidien, dans notre environnement ou notre société. Les franciliens doivent comprendre les grands mouvements scientifiques liés, par exemple, au numérique, aux biotechnologies, à l'énergie, etc. pour être capable de participer aux grands choix de société impliqués par ces bouleversements qui suscitent à la fois enthousiasme et inquiétude. Il s'agit aussi d'agir sur le « capital humain » de l'Ile de France en favorisant l'appropriation par les franciliens d'une culture scientifique et technique qui leur permette de comprendre et de profiter des mutations impliquées par l'économie de la connaissance : formation, promotion des matières ou des filières techniques et scientifiques, formation à la culture numérique, etc.

Cet appel à projets vise ainsi à promouvoir la « culture scientifique, technique, industrielle » auprès de tous les publics.

Pour assurer une meilleure visibilité des initiatives et les diffuser au plus grand nombre, notamment vers le public jeune, la Région incite fortement à la mutualisation et la fédération des acteurs qui partagent cette ambition sur le territoire francilien. La Région souhaite pouvoir à terme animer ce réseau et mettre en avant l'ensemble des initiatives des partenaires : associations, universités, musées, mais aussi entreprises qui doivent trouver toute leur place dans ces partenariats.

Une attention particulière est portée aux projets qui relèvent de thématiques en lien avec les Domaines d'Intérêt Majeur labellisés par la Région en décembre 2016[1].

[1] https://www.iledefrance.fr/fil-presidence/labellisation-domaines-interet-majeur-region-ile-france

1. OBJECTIFS

L'appel à projets « Culture Scientifique Technique et Industrielle » a pour ambition de :

- développer la médiation scientifique en Ile-de-France et favoriser le partage et la dissémination;
- encourager toute action permettant de développer la capacité des citoyens à se saisir des enjeux liés aux avancées des connaissances scientifiques, techniques ou industrielles ;
- apporter aux franciliens, tout particulièrement les plus jeunes, les « clefs » pour trouver leur place au sein d'une société marquée par l'économie de la connaissance ;
- inciter les interactions entre laboratoires, associations et entreprises.

Les projets intègrent donc un ou plusieurs des enjeux suivants :

- Faciliter l'accès aux connaissances scientifiques et la compréhension de la démarche scientifique, par la médiation, la manipulation et la mise en débat ;
- Susciter la découverte et valoriser les matières, filières et métiers scientifiques (notamment auprès du public féminin) ;
- Initier à la recherche scientifique en impliquant le milieu scolaire (dans le cadre d'un projet pédagogique construit avec les enseignants et en collaboration avec des organismes de recherche, universités, ou associations ayant elles-mêmes engagé un partenariat avec la communauté scientifique) ;
- Contribuer à la structuration du secteur à l'échelle régionale portant notamment sur l'enjeu d'équilibre territorial et de pérennisation notamment financière des initiatives soutenues (ouverture au public, implication dans un tiers lieux, Fab lab, living lab, plateforme, programme itinérant, etc) ;
- Faire le lien entre les avancées technologiques et industrielles, le transfert d'innovation et les défis sociétaux de la recherche ;
- Favoriser le développement de pratiques émergentes et innovantes ;
- Associer les médias et autres canaux d'information (par exemple les réseaux sociaux, etc) ;
- Utiliser la culture scientifique comme un levier de rationalisation des débats de société ;
- Développer les interactions entre Arts et Sciences.

2. ELIGIBILITE

2.1. Bénéficiaires

L'appel à projets « Culture Scientifique Technique et Industrielle » s'adresse à tout organisme public ou privé à but non lucratif.

Chaque structure (département scientifique ou délégation régionale dans le cas des organismes de recherche) ne pourra déposer **qu'une seule candidature**.

2.2. Projets

Les projets déposés doivent :

- Faire l'objet d'une assise scientifique solide et démontrée sur les thématiques qui feront l'objet du projet et sur les méthodes de diffusion qui seront proposées ;
- se dérouler en Ile-de-France ;
- s'inscrire dans une démarche interactive et de dialogue avec un public. Ils peuvent pour ce faire être de nature diverse - ateliers, expositions, productions audiovisuelles ou multimédia, valises pédagogiques, expériences scientifiques, spectacles, conférences-débats, interventions de chercheurs, partenariats divers impliquant l'école et/ou l'université, etc ;
- proposer de manière systématique une procédure d'auto-évaluation qualitative et quantitative.

Les projets peuvent répondre aux deux types de formats suivants :

- **Format évènementiel : forums, festivals, ateliers ponctuels**
  Évènements fédérateurs pouvant mobiliser largement la communauté éducative, le grand public et constituant un temps forts pour la promotion de la culture scientifique à travers différentes thématiques, la valorisation du potentiel scientifique d'un territoire (équipements, travaux, etc), les formations et carrières scientifiques, les enjeux, impacts et perspectives propres au secteur de la technologie et de l'innovation.

- **Programme d'activités**
  Projet dont la mise en œuvre se décline en plusieurs actions (temps / rencontres / étapes) cohérentes qui s'inscrivent dans la durée.

A contrario, ne sont pas éligibles :

- Les actions de communication institutionnelle ou les actions de communication et d'information des collectivités territoriales liées à la mise en place de leurs politiques locales (exemple : débats publics sur les politiques de la collectivité) ;
- Les ateliers scientifiques et techniques des Rectorats ;
- Les actions menées par les collectivités territoriales ou EPCI dans le cadre de l'aménagement des rythmes scolaires. Ceci ne s'applique pas à un projet qui serait porté par un acteur de culture scientifique et qui profiterait directement ou indirectement de l'aménagement des rythmes pour son déploiement ;
- La création de spectacles, d'expositions ou de sites Internet qui ne seraient pas associés à la mise en place d'événements sur le territoire francilien ;
- Les actions ne sollicitant pas la participation du public (une simple exposition dépourvue de médiation et de débat avec le public, par exemple) ;
- Les expositions artistiques dépourvues d'animations et de concepts scientifiques ;
- Les colloques scientifiques sans médiation.

2.3. Dépenses éligibles et taux d'intervention

Les projets peuvent démarrer, entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017.

Sont éligibles à la subvention régionale :

- **les frais de fonctionnement et d'investissement** liés à l'organisation de l'action (hors frais de personnel titulaire de la fonction publique en ce qui concerne les établissements publics et dans la limite de 50% de la masse salariale de l'année 2017 pour les établissements privés sans but lucratif et hors frais financiers,

bancaires comptables) dans la limite de 80% du montant total des dépenses éligibles, tant en investissement qu'en fonctionnement.

- Pour les projets dont le budget global en investissement est inférieur à 10 000 € maximum, la subvention en investissement pourra atteindre 100% des dépenses.

A titre d'information, le montant moyen attribué dans le cadre de cet appel à projets en 2016 a été de 10 000 € en fonctionnement et 5 000 € en investissement.

Le taux d'intervention de la Région sera déterminé en fonction de la nature, du montage budgétaire et de l'ampleur du projet.

La subvention régionale :

- ne constitue pas un montant forfaitaire mais un pourcentage maximum d'aide fixé sur la base du budget global prévisionnel de l'action. D'autres sources de co-financement devront donc nécessairement être présentées dans le budget prévisionnel du projet ;
- pourra être revue à la baisse au moment du versement du solde de la subvention (en proportion du taux d'intervention régional), si le budget du projet réalisé s'avérait finalement inférieur au budget prévu de l'opération.

3. CRITERES DE SELECTION

Les projets seront examinés sur la base des critères suivants :

- Proposer un public ciblé, et particulièrement le public jeune et les publics éloignés des sources de diffusion et de médiation à caractère scientifique ;
- Proposer la **mutualisation**, collaboration ou coordination sur un territoire donné ou d'ampleur régionale, de projets portés par plusieurs acteurs (dont par exemple les organismes de recherche, les universités, les associations et les médias);
- Proposer des partenariats originaux avec des acteurs nouveaux (notamment les entreprises) et/ou proposer de nouvelles sources de financement ;
- Proposer un dispositif de suivi et d'auto-évaluation quantitatif et qualitatif crédible ;
- Proposer une stratégie de rayonnement (actions en itinérance sur tout ou partie de l'Ile-de-France ou capacité à rayonner sur tout le territoire à partir d'un lieu unique) ;
- Faire preuve **d'innovation** et de créativité dans les modalités du partage et de la transmission des connaissances ou de la mise en relation entre science et société. Entrent par exemple dans ce cadre les projets faisant appel aux innovations numériques et/ou permettant de réfléchir à certains enjeux impliqués par la société numérique.

Les projets qui proposent une action pendant la fête de la science 2017, dont le thème portera sur les métiers scientifiques et techniques, feront l'objet d'une attention particulière.

4. PROCEDURE DE SELECTION

Tout dossier incomplet sera considéré comme inéligible.

Une prise de contact avec le service instructeur est fortement conseillée avant le dépôt de la candidature (cf. coordonnées ci-après)

Le dossier de candidature pour l'appel à projets « Culture Scientifique Technique et Industrielle » est à compléter en ligne, à l'adresse suivante :

http://par.iledefrance.fr/

- Les dossiers sont soumis à l'avis d'un jury de sélection ;
- Les projets retenus sont proposés à l'exécutif régional et soumis au vote des élus lors d'une Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
- Après délibération de la Commission permanente validant le soutien régional, une convention établissant les conditions d'attribution de la subvention régionale sera signée entre la structure porteuse du projet et la Région Ile-de-France ;
- Le versement de la subvention est conditionné par la signature de cette convention ainsi que par des demandes d'appel de fonds du bénéficiaire de la subvention. La Région prévoit des versements d'acomptes sur la base de la justification des dépenses réalisées (« service fait »), en proportion du taux d'intervention.

5. OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES

En contrepartie du soutien financier et du label qu'elle apporte aux actions de culture scientifique et citoyenne, la Région Ile-de-France souhaite que son intervention soit dûment identifiée par les bénéficiaires selon le cahier des charges suivant :

- Apposition de son logo sur tout document de communication ;
- Mention de son concours financier dans toute communication écrite ou orale (affiche, programme, interviews, etc) relative au projet subventionné et sur les lieux de présentation de l'action ;
- Information de la Région Ile-de-France avant toute cérémonie officielle de lancement ou de clôture des projets permettant la participation et l'intervention orale de ses représentants ;
- Sollicitation de la Région Ile-de-France pour la rédaction des communiqués et la participation à d'éventuelles conférences de presse ;
- L'accueil d'un ou plusieurs stagiaires en fonction du montant de subvention attribué.

6. CALENDRIER PREVISIONNEL DE L'APPEL A PROJETS

Lancement de l'appel à projets	**20 février 2017**
Date limite de dépôt des dossiers	**20 mars 2017 à 16h00**
Sélection	**avril-mai 2017**
Vote des élus	**juillet 2017**

CONTACTS

csc@iledefrance.fr

Informations générales
Hélène MARECHAL - 01 53 85 60 56

Budget prévisionnel (éligibilité et répartition des dépenses)
Régine SERANT - 01 53 85 71 28

Axes de travail, éligibilité du projet et dépenses
Laurent MAILLOT - 01 53 85 60 62

Comité d'évaluation.doc

Comité d'évaluation
appel à projets 2017
« Culture Scientifique Technique et Industrielle »

Membres	Fonction - Organisme
Anne MOREIL	**Conseil départemental du Val d'Oise** Cheffe du service actions éducatives anne.moreil@valdoise.fr
Séverine TROUILLOUD **indispo**	**Université de Lausanne - l'Éprouvette** Médiatrice scientifique severine.trouilloud@unil.ch
Fabrice KROT **indispo**	Directeur de la maison des sciences de Châtenay-Malabry fabrice.krot@ac-versailles.fr
Jamila AL KHATIB	**Musée des Arts et métiers** Responsable du Département pédagogique et culturel jamila.al_khatib@cnam.fr
Freddy MINC	Professeur agrégé de chimie au lycée Galilée de Gennevilliers freddy.minc@ac-versailles.fr
Sandrine LE FLOHIC	**Université Paris Saclay** Chef de projet sciences et société sandrine.leflohic@universite-paris-saclay.fr
Anne LAUNOIS	**D2RT** Chargé de mission CSTI anne.launois@paris-idf.gouv.fr
Frédérique **TROUSLARD**	**CNRS** Chargé de communication et valorisation frederique.trouslard@dr4.cnrs.fr
Marylène LARRIERE- **CABIRAN**	**Conseil Départemental de l'Essonne** Chargée de mission culture scientifique et technique MLarriere@cd-essonne.fr
François HERBAUX **indispo**	**Région PACA** Chargé de mission CSTI fherbaux@regionpaca.fr

Chrystelle PRIEUR	**Conseil Départemental des Yvelines** Chef de projets réseaux territoire pôle culture cprieur@yvelines.fr
Isabelle SIGNORET **indispo**	**Rectorat de Versailles** Délégation académique aux arts et à la culture isabelle.signoret@ac-versailles.fr
Agnès PARENT **indispo**	**Museum National d'Histoire Naturelle** Chargée du pôle publics agnes.parent@mnhn.fr 01 40 79 72.44
Marie VANDERMERSCH	**CEA Saclay** **Direction des sciences de la matière** marie.vandermersch@cea.fr
Antoine MUCHIR **indispo**	**Institut de Myologie (UPMC - INSERM)** a.muchir@institut-myologie.org
Christophe MORIN	**UPEC** **Vice-doyen chargé de la pédagogie**
Rosine LALLEMENT	**CNRS - DIM ACAV+** **chercheur en astrophysique** rosine.lallement@obspm.fr
Stéphane HERGUETA **indispo**	**Association Le cercle polaire** Directeur shergueta@lecerclepolaire.com

Fleur WINTZER	Université Paris-Descartes Centre de Recherches Interdisciplinaires fleur.wintzer@cri-paris.org
Gilles FORET	DIM QI² Enseignant chercheur – système atmosphérique Université Paris-Est Créteil gilles.foret@lisa.u-pec.fr
Sonia ZILHARDT	Chargé de mission CSTI Ministère de la culture sonia.zillhardt@culture.gouv.fr
Deborah ELALOUF	Présidente de la start up Tralalere deborah.elalouf@tralalere.com
Stéphanie COUDURIER	Rectorat de Créteil Délégation académique aux arts et à la culture stephanie.coudurier@ac-creteil.fr 01 57 02 66 64
Daniel RAICHVARG indispo	Professeur des universités sciences de l'information et de la communication, médiation scientifique Université de Dijon

Etat récapitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009533	Budget	2017

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192007 - Soutien au dialogue sciences- société**
Action	**19200701 - Diffusion de la culture scientifique et technique**

Dispositif : N° 00000172 - Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement

Dossier	EX019865 - CSTI 2017 - AFA ASS FRANCAISE ASTRONOMIE Festival des 2 infinis - FONC			
Bénéficiaire	R20618 - AFA ASS FRANCAISE ASTRONOMIE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 600,00 €	HT	40,65 %	10 000,00 €	

Dossier	EX019868 - CSTI 2017 - UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE Organisation du forum régional du concours "Faites de la science" - FONC			
Bénéficiaire	R1467 - UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 500,00 €	TTC	51,85 %	7 000,00 €	

Dossier	EX019945 - CSTI 2017 - CIJM COMITE INTERNAT DES JEUX MATHEMATIQUES Salon Culture et Jeux Mathématiques Mathématiques et Langages - FONC			
Bénéficiaire	R27824 - CIJM COMITE INTERNAT DES JEUX MATHEMATIQUES			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
107 400,00 €	TTC	6,52 %	7 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009533	Budget	2017

Dossier	EX019973 - CSTI 2017 - UNIVERSITE DE PARIS-SUD - Concours "Faites de la science" local et national à l'Université Paris-Sud - FONC				
Bénéficiaire	R1499 - UNIVERSITE DE PARIS-SUD				
Localisation	ESSONNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
48 000,00 €	TTC		20,83 %	10 000,00 €	

Dossier	EX020001 - CSTI 2017- AST ASSOCIATION SCIENCE ET TELEVISION - Festival international du film scientifique - FONC				
Bénéficiaire	R31488 - AST ASSOCIATION SCIENCE ET TELEVISION				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	28 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
203 000,00 €	TTC		13,79 %	28 000,00 €	

Dossier	EX020024 - CSTI 2017 - UNE RADIO ETUDIANTE A PARIS - pôle science - FONC				
Bénéficiaire	R4939 - UNE RADIO ETUDIANTE A PARIS				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	8 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
17 460,00 €	TTC		45,82 %	8 000,00 €	

Dossier	EX020041 - CSTI 2017 - LA MENAGERIE TECHNOLOGIQUE - Organisation et mise en place du 3ème Festival Robotique - FONC				
Bénéficiaire	P0028331 - LA MENAGERIE TECHNOLOGIQUE				
Localisation	CACHAN				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 500,00 €	TTC		36,36 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009533	Budget	2017

Dossier	EX020042 - CSTI 2017 - FONDATION TARA - "La découverte scientifique au XXIème siècle avec les expéditions de Tara, Odyssée au cœur de l'évolution des objets techniques et des métiers" - FONC				
Bénéficiaire	EXM01403 - FONDATION TARA EXPEDITION				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	11 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 700,00 €	TTC		35,83 %	11 000,00 €	

Dossier	EX020048 - CSTI 2017 - PLAINE COMMUNE - Savante Banlieue manifestation de culture scientifique et technique				
Bénéficiaire	P0034104 - PLAINE COMMUNE				
Localisation	PLAINE COMMUNE (EPT6)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	15 000,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
122 100,00 €	TTC		12,29 %	15 000,00 €	

Dossier	EX020060 - CSTI 2017 - SCIENCES ESSONNE Recherche-in/Recherche-off - FONC				
Bénéficiaire	EXM01407 - SCIENCES ESSONNE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	17 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
41 000,00 €	TTC		41,46 %	17 000,00 €	

Dossier	EX020073 - CSTI 2017 - ASSOCIATION SCIENCE OUVERTE - FONC				
Bénéficiaire	R41266 - ASSOCIATION SCIENCE OUVERTE				
Localisation	DRANCY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	18 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
114 000,00 €	TTC		15,79 %	18 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009533	Budget	2017

Dossier	EX020074 - CSTI 2017 - UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE Fête de la science - FONC			
Bénéficiaire	R19513 - UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
28 500,00 €	TTC	35,09 %	10 000,00 €	

Dossier	EX020076 - CSTI 2017 - SCUBE SCIENTIPOLE SAVOIRS SOCIETE - Exposition "Chroniques de l'évolution" - FONC			
Bénéficiaire	P0006207 - SCUBE SCIENTIPOLE SAVOIRS SOCIETE POLE DIFFUSION CULTURE SCIENTIFIQUE ILE DE FRANCE SUD			
Localisation	CA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
46 300,00 €	TTC	28,08 %	13 000,00 €	

Dossier	EX020087 - CSTI 2017 - ASSOCIATION SAVOIR APPRENDRE EXPLORADOME - FONC			
Bénéficiaire	R31085 - ASSOCIATION SAVOIR APPRENDRE EXPLORADOME			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
203 500,00 €	TTC	19,66 %	40 000,00 €	

Dossier	EX020096 - CSTI 2017 - PLANETE SCIENCES NATIONAL - FONC			
Bénéficiaire	R31127 - PLANETE SCIENCES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
116 450,00 €	TTC	12,88 %	15 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009533	Budget	2017

Dossier	EX020098 - CSTI 2017 - LES SENS DES MOTS LE CREUX DU CERF - FONC				
Bénéficiaire	P0020759 - LES SENS DES MOTS LE CREUX DU CERF				
Localisation	Doubs				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	7 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
31 600,00 €	HT		22,15 %	7 000,00 €	

Dossier	EX020105 - CSTI 2017- ASTS SCIENCE TECHNOLOGIE ET SOCIETE - Climatic Tactic et les métiers scientifiques du climat - FONC				
Bénéficiaire	R4641 - ASTS SCIENCE TECHNOLOGIE ET SOCIETE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	13 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
19 500,00 €	TTC		66,67 %	13 000,00 €	

Dossier	EX020125 - CSTI 2017 - PLANETE SCIENCES ILE-DE-FRANCE Rencontre régionale des trophées de robotique - FONC				
Bénéficiaire	R12435 - PLANETE SCIENCES ILE-DE-FRANCE				
Localisation	CA SAINT QUENTIN EN YVELINES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	28 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
93 000,00 €	TTC		30,11 %	28 000,00 €	

Dossier	EX020128 - CSTI 2017 - CONSEIL NATIONAL INGENIEURS & SCIENTIFIQUES - Journées Nationales de l'Ingénieur - FONC				
Bénéficiaire	R11459 - CNISF CONSEIL NAL INGEN & SCIENTIF FRANCE				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	20 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
109 140,00 €	HT		18,33 %	20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009533	Budget	2017

Dossier	EX020136 - CSTI 2017 - SAINT QUENTIN EN YVELINES Village des Sciences - FONC				
Bénéficiaire	P0034555 - SAINT QUENTIN EN YVELINES				
Localisation	CA SAINT QUENTIN EN YVELINES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	65734
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 940,00 €	TTC		33,5 %	4 000,00 €	

Dossier	EX020137 - CSTI 2017 - TERRE AVENIR "Sciences en territoires"» - FONC				
Bénéficiaire	R37732 - TERRE AVENIR				
Localisation	SEINE ET MARNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 370,00 €	TTC		12,44 %	10 000,00 €	

Dossier	EX020139 - COMMUNE DE SAINT OUEN 20/03/2017 Le métro dans ma ville est un projet d'exposition et d'ateliers scientifiques sur les nouvelles lignes de métro de Paris Métropole.				
Bénéficiaire	R1267 - COMMUNE DE SAINT OUEN				
Localisation	SAINT-OUEN				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	900,00 €			Code nature	65734
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 110,00 €	HT		42,65 %	900,00 €	

Dossier	EX020141 - CSTI 2017 - TRACES - Des ateliers living-lab ouverts et accessibles - FONC				
Bénéficiaire	P0016608 - TRACES THEORIE REFLEXE APPREND COMM EDUCAT SCIENTIF				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	17 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
39 900,00 €	HT		42,61 %	17 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009533	Budget	2017

Dossier	EX020148 - CSTI 2017 - SCIENTICLUB - Organiser des événements visant à diffuser la culture scientifique, technique et numérique auprès des enfants et des jeunes - FONC				
Bénéficiaire	EXM01423 - SCIENTICLUB				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	8 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
74 000,00 €	TTC		10,81 %	8 000,00 €	

Dossier	EX020150 - CSTI 2017 - COMPAGNIE TERRAQUEE - Festival autour des mathématiques - FONC				
Bénéficiaire	P0023678 - ASS COMPAGNIE TERRAQUEE				
Localisation	SAINT-DENIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 560,00 €	TTC		42,44 %	10 000,00 €	

Dossier	EX020160 - CSTI 2017 - PETITS DEBROUILLARDS ILE DE FRANCE - Proposer une interface entre les jeunes, la pratique, les métiers et des « lieux » du numérique - FONC				
Bénéficiaire	R13436 - PETITS DEBROUILLARDS ILE DE FRANCE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	30 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 400,00 €	TTC		59,52 %	30 000,00 €	

Dossier	EX020162 - CSTI 2017 - L'ARBRE DES CONNAISSANCES ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES SCIENCES ET DE LA RECHERCHE - FONC				
Bénéficiaire	R41264 - APSR - L'ARBRE DES CONNAISSANCES ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES SCIENCES ET DE LA RECHERCHE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	28 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
86 950,00 €	TTC		32,2 %	28 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009533	Budget	2017

Dossier	EX020165 - CSTI 2017 - COMMUNE DE RAMBOUILLET - Mois de la science - FONC				
Bénéficiaire	R693 - COMMUNE DE RAMBOUILLET				
Localisation	RAMBOUILLET				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	11 300,00 €			Code nature	65734
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 370,00 €	HT		48,35 %	11 300,00 €	

Dossier	EX020180 - CSTI 2017 - LA PAILLASSE - Créer des ateliers open source pour aborder les sciences de manière innovante dans une logique “maker” - FONC				
Bénéficiaire	EX004976 - LA PAILLASSE				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	5 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 250,00 €	HT		68,97 %	5 000,00 €	

Dossier	EX020183 - CSTI 2017 - SCIRE - Initier les élèves aux méthodes et éthique de la Recherche par des projets scientifiques menés par les élèves - FONC				
Bénéficiaire	P0034619 - SCIRE ASSOCIATION SCIENCE CREATIVITE INTERDISCIPLINARITE RECHERCHE EDUCATION				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 850,00 €	TTC		63,09 %	10 000,00 €	

Dossier	EX020188 - CSTI 2017 - CNRS - "Vis ma vie de chercheur". Projet pédagogique d'accueil de lycéens - FONC				
Bénéficiaire	P0035616 - CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE CNRS MOY200 PARIS B				
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	15 000,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
29 300,00 €	HT		51,19 %	15 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009533	Budget	2017

Dossier	EX020202 - CSTI 2017 - LIMOURS 16eme Fête de la Science La Robotique, c'est pas qu'automatique - FONC				
Bénéficiaire	R1147 - COMMUNE DE LIMOURS				
Localisation	LIMOURS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	800,00 €			Code nature	65734
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 990,00 €	HT		40,2 %	800,00 €	

Dossier	EX020328 - CSTI 2017 - THEATRE ST QUENTIN YVELINES - Rencontres InCité 2017 - FONC				
Bénéficiaire	R21788 - THEATRE ST QUENTIN YVELINES				
Localisation	YVELINES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	13 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
159 610,00 €	HT		8,14 %	13 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000172 - Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	450 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 92 - 192007 - 19200701	450 000,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192007 - Soutien au dialogue Sciences- Société**
Action	**19200701 - Diffusion de la culture scientifique et technique**

Dispositif : N° 00000193 - Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement

Dossier	17009802 - CSTI 2017 - LA MENAGERIE TECHNOLOGIQUE 16/03/2017 Organisation et mise en place du 3ème Festival Robotique - INV				
Bénéficiaire	P0028331 - LA MENAGERIE TECHNOLOGIQUE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 500,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 500,00 €	TTC		100 %	3 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009533	Budget	2017

Dossier	17009808 - CSTI 2017 - FONDATION TARA 16/03/2017 "La découverte scientifique au XXIème siècle avec les expéditions de Tara, Odyssée au cœur de l'évolution des objets techniques et des métiers" - INV				
Bénéficiaire	EXM01403 - FONDATION TARA EXPEDITION				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 400,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 800,00 €	TTC	77,78 %		1 400,00 €	

Dossier	17009809 - CSTI 2017 - AFA ASS FRANCAISE ASTRONOMIE Festival des 2 infinis - INV				
Bénéficiaire	R20618 - AFA ASS FRANCAISE ASTRONOMIE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 700,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 700,00 €	HT	100 %		1 700,00 €	

Dossier	17009813 - CSTI 2017- AST ASSOCIATION SCIENCE ET TELEVISION - Festival international du film scientifique - INV				
Bénéficiaire	R31488 - AST ASSOCIATION SCIENCE ET TELEVISION				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	20 000,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 000,00 €	TTC	80 %		20 000,00 €	

Dossier	17009814 - CSTI 2017 - ASSOCIATION SCIENCE OUVERTE - INV				
Bénéficiaire	R41266 - ASSOCIATION SCIENCE OUVERTE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	5 000,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 000,00 €	TTC	100 %		5 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009533	Budget	2017

Dossier	17009815 - CSTI 2017 - UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE Fête de la science - INV				
Bénéficiaire	R19513 - UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 000,00 €			Code nature	204181
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 000,00 €	TTC		100 %	1 000,00 €	

Dossier	17009816 - CSTI 2017 - SCUBE SCIENTIPOLE SAVOIRS SOCIETE - Exposition "Chroniques de l'évolution" - INV				
Bénéficiaire	P0006207 - SCUBE SCIENTIPOLE SAVOIRS SOCIETE POLE DIFFUSION CULTURE SCIENTIFIQUE ILE DE FRANCE SUD				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	6 400,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 170,00 €	TTC		42,19 %	6 400,00 €	

Dossier	17009823 - CSTI 2017 - PLANETE SCIENCES ILE-DE-FRANCE Rencontre régionale des trophées de robotique - INV				
Bénéficiaire	R12435 - PLANETE SCIENCES ILE-DE-FRANCE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	5 000,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 000,00 €	TTC		100 %	5 000,00 €	

Dossier	17009825 - CSTI 2017 - CONSEIL NATIONAL INGENIEURS & SCIENTIFIQUES - Journées Nationales de l'Ingénieur - INV				
Bénéficiaire	R11459 - CNISF CONSEIL NAL INGEN & SCIENTIF FRANCE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	HT		100 %	4 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009533	Budget	2017

Dossier	17009827 - CSTI 2017 - TRACES - Des ateliers living-lab ouverts et accessibles - INV				
Bénéficiaire	R11459 - CNISF CONSEIL NAL INGEN & SCIENTIF FRANCE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	5 000,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 000,00 €	HT		100 %	5 000,00 €	

Dossier	17009831 - CSTI 2017 - COMPAGNIE TERRAQUEE - Festival autour des mathématiques - INV				
Bénéficiaire	P0023678 - ASS COMPAGNIE TERRAQUEE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 000,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 550,00 €	TTC		64,52 %	1 000,00 €	

Dossier	17009832 - CSTI 2017 - L'ARBRE DES CONNAISSANCES ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES SCIENCES ET DE LA RECHERCHE - INV				
Bénéficiaire	R41264 - APSR - L'ARBRE DES CONNAISSANCES ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES SCIENCES ET DE LA RECHERCHE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	6 000,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 000,00 €	TTC		100 %	6 000,00 €	

Dossier	17009834 - CSTI 2017 - LA PAILLASSE - Créer des ateliers open source pour aborder les sciences de manière innovante dans une logique “maker” - INV				
Bénéficiaire	EX004976 - LA PAILLASSE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	HT		100 %	4 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009533	Budget	2017

Dossier	17009836 - CSTI 2017 - CNRS - "Vis ma vie de chercheur". Projet pédagogique d'accueil de lycéens - INV				
Bénéficiaire	P0035616 - CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE CNRS MOY200 PARIS B				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	5 000,00 €			Code nature	204181
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 300,00 €	HT		79,37 %	5 000,00 €	

Dossier	17009838 - CSTI 2017 - THEATRE ST QUENTIN YVELINES - Rencontres InCité 2017 - INV				
Bénéficiaire	R21788 - THEATRE ST QUENTIN YVELINES				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	5 000,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 000,00 €	HT		100 %	5 000,00 €	

Dossier	17009839 - CSTI 2017 - UNE RADIO ETUDIANTE A PARIS - pôle science - INV				
Bénéficiaire	R4939 - UNE RADIO ETUDIANTE A PARIS				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 000,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 000,00 €	TTC		100 %	3 000,00 €	

Dossier	17009840 - CSTI 2017 - ASSOCIATION SAVOIR APPRENDRE EXPLORADOME - INV				
Bénéficiaire	R31085 - ASSOCIATION SAVOIR APPRENDRE EXPLORADOME				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	15 000,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
19 000,00 €	TTC		78,95 %	15 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009533	Budget	2017

Dossier	17009841 - CSTI 2017 - PETITS DEBROUILLARDS ILE DE FRANCE - Proposer une interface entre les jeunes, la pratique, les métiers et des « lieux » du numérique - INV				
Bénéficiaire	R13436 - PETITS DEBROUILLARDS ILE DE FRANCE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	8 000,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 000,00 €	TTC		100 %	8 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000193 - Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	100 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 92 - 192007 - 19200701	100 000,00 €

Convention type

Convention N°

RELATIVE AU SOUTIEN REGIONAL AUX ACTIONS DE PROMOTION DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE ET CITOYENNE

entre

la Région Ile-de-France,
sise au 33, rue Barbet de Jouy – 75007 Paris
représentée par sa Présidente, Valérie PECRESSE
désignée ci-après La Région
en vertu de la délibération n° CP- du …
d'une part,
et

le *bénéficiaire de la subvention régionale*, « nom de la structure – statut juridique
N° de SIRET
ci-après désigné par « le bénéficiaire »
sis à
représenté par son Président ou son directeur habilité à cet effet en vertu de la délégation de pouvoir du / habilité par délibération du Conseil d'Administration du ……
d'autre part,

Après avoir rappelé :

Dans le cadre de sa stratégie en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche adopté par délibération n°CR 72-10 du 19 novembre 2010 relative à « La politique régionale en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche, la Région Ile-de-France a renforcé son dispositif de soutien aux actions menées en faveur du grand public). Elle a décidé la mise en place de plusieurs actions dont celles en faveur de la promotion de la culture scientifique, technique et citoyenne.

La Région Ile-de-France poursuit ainsi comme objectifs de :

- Permettre à l'ensemble des franciliens, notamment les plus jeunes de comprendre puis de s'approprier les enjeux posés par les avancées scientifiques et leurs applications technologiques,
- Face à ces avancées, stimuler les échanges entre le monde scientifique et les citoyens et permettre à ces derniers d'adopter eux-mêmes une démarche scientifique leur permettant de participer activement aux débats et aux choix de société sur ces questions.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP…, la Région a décidé d'octroyer une subvention de fonctionnement et/ou d'investissement, au bénéficiaire, afin de soutenir le projet de culture scientifique, technique et citoyenne suivant retenu à l'issu de l'appel à projets « promotion de la culture scientifique et citoyenne» lancé par la Région le …. *:*

« *Intitulé du projet de culture scientifique, technique* ».

projet décrit dans l'annexe technique jointe à la présente convention.

ARTICLE 2.1 - OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

A - Concernant l'exécution de la présente convention, le bénéficiaire s'engage à :

1. Assurer la réalisation du projet, tel que décrit dans l'annexe *fiche projet* à la présente convention qui conditionne l'octroi de la subvention régionale.

2. Respecter, le cas échéant, les procédures de mise en concurrence auquel il peut être assujetti tant au regard du droit français qu'au regard du droit communautaire.

3. Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.

4. Fournir pour chaque exercice, avant le 1er mai de l'année suivante :

   a - le bilan et les comptes du dernier exercice certifiés par le responsable comptable de l'organisme, par un expert comptable ou, par un commissaire aux comptes si l'organisme en est doté.

   b - le rapport d'activité annuel approuvé par l'assemblée générale, dans un délai de 3 mois après la tenue de ladite assemblée,

   c - un compte d'emploi des subventions allouées par la Région en distinguant le cas échéant dans ses écritures la comptabilité propre à cette opération.

5. Communiquer à la Région dans les trois mois suivant la notification de la présente convention, le nom de la personne chargée de certifier le bilan et les comptes conformément au point 2.a - ci-dessus.
6. Porter à la connaissance de la Région toute modification concernant : les statuts, le trésorier, le président, le commissaire aux comptes, si nécessaire, et la composition du conseil d'administration et du bureau.

B - Concernant le suivi du projet, le bénéficiaire :

- est responsable du bon fonctionnement du projet,
- doit produire un compte-rendu d'exécution final au moment de la demande de versement du solde de la subvention. Le compte-rendu d'exécution final comportera notamment des éléments qualitatifs et chiffrés sur l'impact territorial de l'action (particulièrement pour les actions dirigés vers le jeune public, produire une liste des établissements scolaires franciliens, des CFA, des centres culturels … ayant été sollicités et de ceux ayant réellement participé à l'action ; canaux de communication utilisés …).

C - Le bénéficiaire est encouragé à participer activement à la Fête de la science et à proposer à cette occasion des actions en direction du grand public.

D - OBLIGATIONS RELATIVES A L'APPILICATION DE LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITÉ

Le bénéficiaire s'engage, s'il est concerné par l'application de la mesure « Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité », à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.2 - OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

- Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales (**https://par.iledefrance.fr/**) selon les modalités qui lui seront communiquées par la région à l'issue du vote en Commission permanente via la notification d'attribution.

Le bénéficiaire s'engage à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés rencontrées (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître clairement la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention "action soutenue par la Région Ile-de-France" et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

La présence du logotype de la Région, en 1ère de couverture ou en page de garde est obligatoire, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. Toutes les correspondances, toutes les communications écrites ou orales (programme, affiche, documents remis aux participants, articles, interviews) relatives au projet, objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région.

Concernant les sites Web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

L'organisation des manifestations destinées au grand public devra impérativement indiquer la participation de la Région. De même que l'invitation et l'intervention orale d'un représentant de la Région auxdites manifestations, voire aux actions qui le permettent, ainsi qu'aux communiqués et conférences de presse est impérative.

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers. Les photos pourront aussi être librement utilisées par la Région.

Dans le cas d'acquisition d'équipement (postes informatiques, création de site Internet, équipement de véhicule) le logo régional doit apparaître sur les équipements subventionnés.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement le projet de culture scientifique, technique et citoyenne défini à l'article 1 ci-dessus et décrit dans la/les fiche(s) projets annexées à la présente convention,

par le versement d'une subvention en fonctionnement et/ou en investissement décomposée comme suit :

Subvention de fonctionnement d'un montant maximum de ….€, soit % des dépenses éligibles correspondantes telles que mentionnées en annexe technique.

Subvention d'investissement d'un montant maximum de ….€, soit % des dépenses éligibles correspondantes telles que mentionnées en annexe technique.

ARTICLE 5 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

5.1 – Eligibilité des dépenses subventionnables :

La subvention régionale pourra couvrir les dépenses de fonctionnement, de personnel (dans la limite de 50% de la masse salariale pour les organismes de droit privé), hors frais de personnel permanent (pour les organismes publics uniquement), et/ou d'investissement, liées à la conduite du projet. Sont éligibles les dépenses relatives au projet précité effectué à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

5.2 - Modalités de versement :

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention **(DVS)** est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

5.2-1 - Versement d'avances

Le bénéficiaire peut demander le versement d'avances**, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie**, dans les conditions suivantes :

Pour les dépenses de fonctionnement :

Le versement d'avance intervient au vu des documents suivants :

- **Une DVS** dument complétée,
- **Un plan de trésorerie** sur 12 mois à compter de la date de la demande, daté, signé, revêtu du nom et qualité du signataire (excepté pour les collectivités territoriales),

Pour les dépenses d'investissement :

Une avance **à valoir sur les dépenses à effectuer dans les 3 mois**, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 30% du montant de la subvention.

Le versement d'avance intervient au vu des documents suivants :

- **Une DVS** dument complétée,
- **Un plan de trésorerie** sur 12 mois à compter de la date de la demande, daté, signé, revêtu du nom et qualité du signataire (excepté pour les collectivités territoriales),

Le total des avances et acomptes ne pourra dépasser la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnel en fonctionnement ou en investissement.

5.2-2 - Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes **à valoir sur les paiements déjà effectués**, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Le versement d'acomptes intervient, par section (investissement/fonctionnement) au vu des documents suivants:

- **Une DVS** dument complétée,
- **Un état récapitulatif** des dépenses précisant notamment les références, dates et montants HT et TTC des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le total des avances et acomptes ne pourra dépasser la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnel en fonctionnement ou en investissement.

5.2.3 – Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.
Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé). »

- s'il est concerné par l'application de la mesure « Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité », un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

5.3 – Révision du montant de la subvention régionale au regard des dépenses réalisées

Dans le cas où les dépenses réelles de fonctionnement engagées par le bénéficiaire de la subvention s'avèrent inférieures aux montants initialement prévus, la subvention régionale attribuée pourra être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux prévu en annexe technique à la présente convention. Elle fera l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Dans le cas où les dépenses réelles d'investissement engagées par le bénéficiaire de la subvention s'avèrent inférieures aux montants initialement prévus, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux prévu

en annexe technique à la présente convention. Elle pourra faire l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Le Comptable assignataire de paiement est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur Général de la Région d'Ile de France « 94, rue de Réaumur 75014 PARIS cedex 02 ».

5.4 - Caducité :

Pour la subvention de fonctionnement :

Si à l'expiration d'un délai de un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte ou avance, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de réception à la Région de la demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. Au-delà de cette date, le solde de la subvention est caduc et annulé.

Pour la subvention d'investissement :

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte ou avance, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de réception à la Région de la demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. Au-delà de cette date, le solde de la subvention est caduc et annulé.

ARTICLE 6 - CONTRÔLE DE LA SUBVENTION

Le contrôle technique et financier est exercé sur pièce et sur place par la Région. Ce contrôle porte notamment sur les conditions d'utilisation de la subvention.

Le bénéficiaire devra :

- Faciliter le contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, entre autres, par un accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Conserver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans.
- Tenir la Région informée des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet.
- Tenir la Région informée des autres subventions publiques demandées ou attribuées en cours d'exercice de la présente convention.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement.

ARTICLE 7 - RESTITUTION ÉVENTUELLE DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Pour les personnes morales de droit privée: la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Pour les personnes morales de droit public : La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants. »

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement adopté par la Commission Permanente du Conseil Régional.

ARTICLE 9 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à la date d'attribution de la subvention au bénéficiaire pour une durée de 10 ans.

ARTICLE 10 - RÉSILIATION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

ARTICLE 11 - PIÈCES CONTRACTUELLES

- la présente convention,
- la ou les fiches projet,

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,
Le

Fiches projet

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009815

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE FÊTE DE LA SCIENCE - INV

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	1 000,00 €	100,00 %	1 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-204181-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE
Adresse administrative : BOULEVARD FRANCOIS MITTERAND
91025 EVRY
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Patrick CURMI, Président

N° SIRET : 19911975100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :

L'objectif est de faire découvrir la démarche scientifique via des rencontres au sein de l'université, au plus grand nombre, dès le plus jeune âge et notamment aux filles qui restent encore minoritaires dans les cursus sélectifs et scientifiques. L'opportunité est de les sensibiliser aux formations de l'université et d'augmenter le nombre d'étudiantes.

Description :
Le projet (montage, thématique, fonctionnement) est géré en étroite collaboration avec des enseignants-chercheurs. Il se déclinera de la façon suivante pour l'Université :

L'après-midi du jeudi 12 octobre, un spectacle scientifique suivi d'un débat modéré par les enseignants et les artistes du spectacle.
Le spectacle est ouvert aux classes de lycéens, aux étudiants et au public extérieur. Il permettra les rencontres et de confronter différents publics et points de vue.
La journée du vendredi 13 octobre est réservée aux scolaires et à des établissements accueillants des personnes en situation de handicap. Il est prévu d'accueillir 700 scolaires et lycéens et d'organiser des visites de deux heures, sur deux campus universitaires, avec un guide par groupe de 15 pour découvrir les labos, les différents métiers proposés à l'Université, observer les étudiants de l'IUT en action (travaux pratiques) dans la halle technologique, écouter une conférence, manipuler sur des stands ou tout simplement visiter une exposition avec un médiateur scientifique.
Le samedi 14 octobre est ouvert à tous les publics avec au programme :
- des stands, ateliers didactiques pour manipuler, jouer, expérimenter animés par les enseignants chercheurs et leurs doctorants.
- un conte scientifique pour un jeune public de 4 à 10 ans (thématique à définir).
- une conférence sur les métiers avec une projection d'un extrait du film de "Femmes de têtes" de Hervé NISIC animée par une enseignante chercheuse, Réjane Vallée Responsable du Master pro Image et société à l'Université d'Evry.
- la visite de laboratoires sera proposée :
LAMBE : laboratoire Analyse et Modélisation pour la Biologie et l'Environnement ;
SABNP : laboratoire Structure et Activité des Biomolécules Normales et Pathologiques ;
UBIAE : unité de Biologie Intégrative des Adaptations à l'Exercice ;
La Halle technologique de l'IUT,
Le laboratoire IBISC (Informatique, Biologie Intégrative et Systèmes Complexes) en partenariat avec Grand Paris Sud souhaite proposer des visites, vendredi et samedi, pour valoriser le patrimoine invisible situé sous nos pieds, et expliquer -grâce à la réalité visuelle et augmentée- le trajet de l'eau avant de se retrouver dans les appartements et maisons.
Les enseignants se mobilisent pour accueillir toute la journée du samedi les enfants de 4 à 10 ans accompagnés de leurs parents. Ils pourront ainsi faire des expériences scientifiques sur la thématique "son et musique". L'an passé 200 jeunes ont été accueillis.
Des expositions seront également à l'honneur sur plusieurs sites :
A la Bibliothèque universitaire (BU) sur le thème : "le tourisme en quête de sens" complétée par une bibliographie élargie et une sélection d'ouvrages exposés au salon Mots'Art et empruntables.
A Maupertuis, une exposition sur les débouchés métiers en lien avec les formations de l'université.
Un atelier Art & Science abordera le recyclage des objets de la vie courante animé par un spécialiste et donnera lieu à une exposition dans un des bâtiments du campus.

Public(s) cible(s) :
- Scolaires (Collège-lycée)
- Familles
- Jeune public (4-10 ans) à l'atelier des lutins des sciences et au conte scientifique
- Étudiants
- Accueil de jeunes en Institut Médico-Educatif (en situation de handicap)

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (vacations)	3 000,00	10,17%
Frais d'animation	11 000,00	37,29%
Frais de communication	7 400,00	25,08%
Frais de transport	4 600,00	15,59%
Frais d'hébergement	500,00	1,69%
Frais de restauration	2 000,00	6,78%
Investissement : matériel informatique (tablettes, PC), etc.	1 000,00	3,39%
Total	29 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	10 000,00	33,90%
Région Ile-de-France (INVEST.)	1 000,00	3,39%
Ressources propres (FONCT.)	13 500,00	45,76%
Conseil départemental de l'Essonne)	4 000,00	13,56%
Entreprise Banque Populaire	1 000,00	3,39%
Total	29 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	148 500,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	52 928,62 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	2 000,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	36 500,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	118 350,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	49 612,50 €
2015	SESAME	300 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	10 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	36 500,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	99 900,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	49 612,50 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	10 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	800,00 €
	Montant total	914 703,62 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009836

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - CNRS - "VIS MA VIE DE CHERCHEUR". PROJET PÉDAGOGIQUE D'ACCUEIL DE LYCÉENS - INV

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	6 300,00 €	79,37 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-204181-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE CNRS MOY200 PARIS B
Adresse administrative : 16 RUE PIERRE ET MARIE CURIE 75005 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Madame Véronique DEBISSCHOP, Déléguée régionale

N° SIRET : 18008901303282

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
Les expériences menées permettront aux élèves d'acquérir une meilleure connaissance de ce qu'est l'ADN et de son implication dans les maladies génétiques.

Description :
"Vis ma vie de chercheur" est un projet pédagogique à destination des lycéens de la seconde à la terminale des filières scientifiques (S, STL et ST2S). Il consiste à accueillir dans les locaux du CNRS des classes de lycée afin de leur faire vivre l'expérience de la recherche en laboratoire.

Dans les lycées, en particulier dans les filières scientifiques, les lycéens abordent en biologie des notions souvent abstraites qui ne sont pas simples à assimiler sans une expérience parallèle de travaux pratiques. En outre, les travaux pratiques qu'ils réalisent reposent rarement sur des équipements de pointe tels qu'on en trouve dans les laboratoires de recherche, et ne leur permettent pas vraiment d'appréhender le travail de chercheur, en particulier dans l'élaboration d'un projet de recherche selon la séquence : question posée - hypothèse - expérimentation pour tester l'hypothèse - analyse des résultats - confrontation à la question posée et éventuellement formulation d'une nouvelle hypothèse

Pratiquement, des classes de la seconde à la terminale, de différentes filières sont accueillis. Les élèves, répartis en binôme ou trinôme, réaliseront des travaux pratiques sous la forme d'une enquête policière (identification de l'ADN d'un criminel parmi plusieurs échantillons disponibles) ou d'une enquête médicale (caractérisation de la mutation au niveau de l'ADN responsable d'une maladie génétique, par comparaison avec l'ADN de sujets sains). D'autres types d'expériences pourront être envisagés, en accord avec les enseignants et avec le programme pédagogique des classes concernées.
Ces expériences centrées autour de l'ADN permettent de souligner les notions d'hérédité qui sont au cœur des programmes de 1ère et Terminale, mais aussi de démontrer par l'expérimentation que l'ADN est un polymère chargé (ce qui est enseigné sur le plan théorique) que l'on peut séparer et visualiser.

Les lycéens seront encadrés par des étudiants en thèse (doctorants)(rémunérés), qui auront par ailleurs participé à l'élaboration des expériences, en collaboration avec des chercheurs (bénévoles) de l'IBPS.

Il s'agira de :
- Leur permettre de mieux appréhender certains concepts de la biologie
- Améliorer l'attractivité de la recherche auprès des lycéens
- Casser l'image souvent négative de la science en général
- Les informer sur les formations et carrières en biologie

Détails des expériences proposées

Les expériences indiquées ci-dessous sont des exemples d'expériences qui pourraient être réalisées.

Enquête policière : Les lycéens devront résoudre une enquête policière grâce aux échantillons d'ADN prélevés sur une scène de crime imaginaire. Ce type d'analyse est basé sur l'amplification par la technique de PCR de la quantité infinitésimale d'ADN prélevé, puis l'analyse par séparation dans un champ électrique sur un support solide (électrophorèse sur gel d'agarose) des molécules d'ADN amplifiées.

Enquête médicale : Les lycéens devront analyser différents échantillon d'ADN supposés avoir été prélevés sur des patients sains ou atteints d'une maladie génétique (en réalité préparés en laboratoire), et devront identifier la maladie en comparant leurs échantillons à des échantillons témoins (associés à des maladies génétiques connues).

Public(s) cible(s) :
Seront préférentiellement ciblés des élèves de zones défavorisées au sein de la ville de Paris.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont vacations)	22 800,00	64,04%
Frais d'animation	6 500,00	18,26%
Investissement : équipement de laboratoire type machine à PCR, matériel d'électrophorèse, etc.	6 300,00	17,70%
Total	35 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	15 000,00	42,13%
Région Ile-de-France (INVEST.)	5 000,00	14,04%
Ville de Paris	12 000,00	33,71%
Fondations Schueller-Bettencourt	3 600,00	10,11%
Total	35 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 500,00 €
2018	2 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2016	SESAME	200 000,00 €
	Montant total	200 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009802

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - LA MENAGERIE TECHNOLOGIQUE 16/03/2017 ORGANISATION ET MISE EN PLACE DU 3ÈME FESTIVAL ROBOTIQUE - INV

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	3 500,00 €	100,00 %	3 500,00 €
	Montant Total de la subvention		3 500,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MENAGERIE TECHNOLOGIQUE
Adresse administrative : 38 RUE ETIENNE DOLET
94230 CACHAN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BERTRAND MANUEL, Président

Date de publication au JO : 19 novembre 2005

N° SIRET : 48760939800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
Sur 3 lieux, l'association, La ménagerie technologique propose d'organiser un festival autour de la robotique et vise la diversité des publics, et particulièrement le public jeune et les publics éloignés des sources de diffusion et de médiation à caractère scientifique.

Description :

L'association les FRANCAS et les étudiants de Génie Electrique de l'IUT de Cachan animeront des séances d'initiation au codage informatique avec une application sur un objet mobile.
- SPECTACLE et CINEMA
- Spectacle robotique : « La créature Métallique » : 3 comédiens dont un robot industriel, un bras articulé et humanisé interpellent sur les relations ambivalentes entre l'humain et la machine.
- 2 projections cinématographiques au cinéma « La Pleïade de Cachan:
Séance jeunes public : « Les nouveaux héros »
Séance adulte : « Black Mirror » épisode 6 de la saison 3 (« Haine virtuelle »)
- CONFERENCES
- « La Fabrique », hôtel d'entreprises du Val de Bièvre accueillera un partage d'expériences autour de la thématique : « Quelles applications robotiques dans les les différents types d'activité, comment introduire la robotique dans les PME ? »
- Le cinéma propose un débat à l'issu de la séance.
- COMPETITION
15ème édition de la Coupe des étudiants des IUT de France de Génie Electrique et Informatique Industriel (GEII)
Plus de 20 équipes des IUT en Génie Electrique, viennent de toute la France, pendant 3 jours pour tester leur robot en condition réelle sur une piste de 65m2.
Le défi est le suivant : sur un parcours et au-delà des contraintes imposées, arriver le premier grâce à des stratégies de programmation.
- VISITE DE LABORATOIRE :
Le Laboratoire de biologie et pharmacologie appliquée
Des jeunes scolarisés de la 3ème à la Terminale pourront expérimenter des outils de travail et découvrir des sujets de recherche fondamentale autour de divers sujets :
- Automates utilisés en biologie et biophysique
- Labo culture cellulaire
- Nanotechnologie
- Modélisation et impression en 3D de molécule

Le Festival se déroule à Cachan (94) du 6 au 13 juin 2017
- Sur le campus de l'ENS Cachan dans le gymnase, dans un laboratoire et à l'extérieur.
- Au cinéma « LaPléïade »
- A la « Fabrique », hôtel des entreprises
Ouverture à l'international (*) :
Grâce à ce festival, la Ménagerie Technologique a pu développer une certaine visibilité quant à ses actions de diffusion de la culture technologique.
A ce titre, du fait de son expérience dans l'organisation d'expositions et de spectacles, elle est invitée pendant 5 mois au Centre des Sciences de Tunis pour l'année 2017/18.
A cette occasion elle va travailler avec diverses associations issues de la Fédération CIRASTI ou AMCSTI de France et de Tunisie.

Public(s) cible(s) :
Scolaire (primaire, secondaire)

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	18 400,00	59,35%
Frais d'animation	2 000,00	6,45%
Frais de communication	950,00	3,06%
Frais de transport	850,00	2,74%
Frais de restauration	300,00	0,97%
Autres frais de fonctionnement liés au projet	5 000,00	16,13%
Investissement : équipement de sonorisation, matériel pour la lumière, appareils photographiques, etc.	3 500,00	11,29%
Total	31 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	10 000,00	32,26%
Région Ile-de-France (INVEST.)	3 500,00	11,29%
Commune de Cachan	2 000,00	6,45%
Conseil départemental du Val-de-Marne	3 500,00	11,29%
IUT de Cachan	12 000,00	38,71%
Total	31 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	14 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	2 500,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	14 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	2 000,00 €
	Montant total	32 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009808

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - FONDATION TARA 16/03/2017 "LA DÉCOUVERTE SCIENTIFIQUE AU XXIÈME SIÈCLE AVEC LES EXPÉDITIONS DE TARA, ODYSSÉE AU CŒUR DE L'ÉVOLUTION DES OBJETS TECHNIQUES ET DES MÉTIERS" - INV

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	1 800,00 €	77,78 %	1 400,00 €
	Montant Total de la subvention		1 400,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION TARA EXPEDITION
Adresse administrative : 11 BOULEVARD BOURDON
75004 PARIS
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Etienne BOURGEOIS, Président

Date de publication au JO : 11 mars 2016

N° SIRET : 81923246300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en copte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
- Découvrir les enjeux, les méthodes et les finalités et de la recherche scientifique au fil d'une expédition scientifique moderne
- Explorer les actions, objets techniques et métiers de chercheur pour développer une proximité avec le monde de la recherche
- Développer l'esprit critique et éveiller la curiosité¿-Donner le goût des sciences

Description :

La goélette Tara sillonne l'océan en associant la recherche scientifique de pointe et le monde de l'expédition. L'opération éducative proposée se développera ainsi au fil de l'expédition scientifique Tara Pacific.
La science à bord de Tara s'inscrit pleinement dans la lignée des épopées naturalistes du XIXeme siècle (Nansen, Darwin) par l'ampleur de ses missions : de longue durée et se déroulant sur tous les océans, les missions de Tara permettent la récolte d'un très grand nombre de données, favorisant des découvertes majeures. Par ailleurs, les missions Tara s'inscrivent pleinement dans la recherche scientifique du XXIème siècle notamment via une collaboration internationale et l'utilisation de techniques de pointe (rapidité du prélèvement, de l'analyse des données, miniaturisation des équipements, omniprésence de l'informatique, développement du génie génétique.
S'intéresser à l'évolution des objets scientifiques et aux gestes du chercheur permet de pénétrer l'intimité de la démarche scientifique. La complexité d'un instrument hightech peut être source d'admiration pour le jeune mais aussi d'inaccessibilité. L'appréhender au fil du temps (ex : du sextan au GPS) et le rendre palpable, car généralement présent dans le laboratoire de l'établissement scolaire, permet d'enrichir pas à pas sa culture scientifique. Par ailleurs, les actions des chercheurs réalisées à partir de ces objets sont proches des pratiques des jeunes : mesurer une longueur, fixer des images, observer, concentrer, filtrer... et son parcours de vie commence pour lui aussi sur les bancs de l'école.

Le projet soutenu par la régie : un dispositif complet et gratuit sur la base d'un appel à projets- une semaine de visioconférences (lors de la Fête de la Science): « Chercheurs et océans au XXIème siècle avec les expéditions de Tara» - 4 chercheurs/4 recherches d'actualité (plancton, pollution plastique, écosystèmes coralliens), parcours de vie, instruments scientifiques, et activités - « les carnets de labos » : 6 numéros sur 6 mois (support papier et pdf - envoyés gratuitement sur inscription) une lettre mensuelle de découverte d'un objet scientifique et d'un chercheur, mêlant contenus informatifs, jeux, et actualités. Un dossier d'accompagnement enseignant en ligne et des activités : Réalise ton expérience (présentation d'une expérience simple à réaliser avec l'objet scientifique du mois)/ Incollable (quizz) / Le jeu (activité ludique sur l'objet du mois) - « suivre Tara » : interactions avec les chercheurs et marins de la mission Tara Pacific - un accompagnement par une chargée de mission - une journée de formation des enseignants aux ressources d'éducation scientifique dans chaque académie.
- Un « forum » des élèves Mai 2018 : valorisation des travaux et rencontres avec des chercheurs de Tara. « speed searching » : en petits groupes les jeunes face à un objet scientifique présenté sur une table par des jeunes doivent deviner par un jeu de questions réponses à quoi il sert à bord de Tara et en science. Ce dispositif a vocation à contribuer à l'ouverture pédagogique des nouveaux programmes : lycées, travail sur des bases de données réelles, collèges : propositions d'EPI.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
Opération destinée aux jeunes dans les classes franciliennes de primaire, collège (cycle 3 et cycle 4) et lycée. Pas de nombre limite pour recevoir le carnet mensuel, plus de cinquante de classes sont ainsi attendues a minima soit plusieurs milliers de jeunes. La capacité d'accueil au forum : 500 élèves (selon le lieu). Les temps de plénière seront également relayés en visioconférence, (partenariat avec Canopé permettant ainsi à toutes les classes inscrites de participer à l'événement

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	22 600,00	69,54%
Frais d'animation	4 000,00	12,31%
Frais de communication	3 400,00	10,46%
Frais de transport	500,00	1,54%
Frais d'hébergement	200,00	0,62%
Investissement : ordinateurs, matériel de sonorisation (enceintes), etc.	1 800,00	5,54%
Total	32 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	11 000,00	33,85%
Région Ile-de-France (INVEST.)	1 400,00	4,31%
Ressources propres	20 100,00	61,85%
Total	32 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009809

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - AFA ASS FRANCAISE ASTRONOMIE FESTIVAL DES 2 INFINIS - INV

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	1 700,00 €	100,00 %	1 700,00 €
	Montant Total de la subvention		1 700,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFA ASS FRANCAISE ASTRONOMIE
Adresse administrative : 17 RUE DEUTSCHE DE LA MEURTHE
75014 PARIS 14
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Olivier LAS VERGNAS, Président

Date de publication au JO : 23 janvier 1947

N° SIRET : 30885088200025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
Cette grande manifestation a vocation à valoriser les clubs d'astronomie de la région en début d'année scolaire et la pratique de l'observation. Le grand public est également associé et a l'occasion de rencontrer la communauté scientifique, d'être au contact des objets, des équipements et travaux scientifiques.

Description :
Le festival propose sur une durée de 20 jours, de nombreux rendez-vous et activités avec le public en lien avec l'astronomie, l'astrophysique ou la planétologie, dans différents lieux. Il est composé de 4 actions

distinctes :
1) le concours ma thèse en 2 x 5 minutes qui propose aux doctorants franciliens de présenter leur thèse de façon compréhensible par leurs pairs mais aussi par le public et de répondre en 5 minutes aux questions. Ce concours contribue à montrer le métier de chercheur. Le concours est doté de prix (télescopes, visite du Cern) . Il est retransmis en direct sur le web. afin que des lycées puissent y assister à distance. Chaque intervention est enregistrée et diffusée en replay sur le web pour montrer aux jeunes ce qu'est une thèse dans un laboratoire de recherches et le métier de chercheur.
2) Le marathon des infinis, une dizaine de chercheurs se succèdent toutes les heures pour présenter leurs travaux, leurs résultats en cours sous forme de conférences. Ces interventions seront filmées et rendues disponibles en replay sur You tube pour en augmenter l'audience. Elles présenteront les résultats de la recherche actuelle dans les domaines cités .Des interviews de 3 minutes seront réalisées et publiées sur les réseaux sociaux en amont pour amorcer l'intérêt, faire émerger des questions, et ouvrir un débat s'il y a lieu.
3) Des randonnées de découvertes du patrimoine astronomique francilien et des visites de laboratoires seront proposées au public (20 à 30 personnes à chaque sortie encadrées par un guide conférencier) : parcours patrimoniaux dans Paris, visites de lieux emblématiques franciliens historiques ou d'animation astro. (obs. de Juvisy, de la Sorbonne, Uranoscope, Parc de Triel, St Ouen, la grande lunette de Meudon...), des visites de labo. comme le lal, lpnhe, voire le site de montage d'Ariane, Ces randonnées drainent près de 400 personnes (familles).
4) Des soirées d'observation (2 à 4) ouvertes au grand public sur 3 départements au moins d'Ile de France en liaison avec les clubs d'astronomie franciliens et en lien avec le Jour de la Nuit et/ou la fête de la science dont une dans le Parc Montsouris. Seront proposés aux clubs de la région des supports comme des expositions s'ils souhaitent densifier des actions de médiation spécifique, leur permettant aussi de s'insérer dans le programme du Festival et de bénéficier de la communication réalisée et de mutualiser les efforts, en lien aussi avec la Fête de la science.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
Curieux du ciel ou personnes intéressées par la science ou personnes intéressées par le patrimoine ;
Lycéens et leurs enseignants pour le concours de thésards
Publics à proximité des lieux de visites (curiosité locale)
Public familiale pour les soirées
Chercheurs, doctorants, adhérents de l'AFA ou des partenaires

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	19 000,00	72,24%
Frais d'animation	1 800,00	6,84%
Frais de communication	2 500,00	9,51%
Frais de transport	500,00	1,90%
Frais de restauration	400,00	1,52%
Autres frais de fonctionnement liés au projet	400,00	1,52%
Investissement : équipement vidéo (captation des conférences), etc.	1 700,00	6,46%
Total	26 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	10 000,00	38,02%
Région Ile-de-France (INVEST.)	1 700,00	6,46%
Ressources propres	3 100,00	11,79%
Ville de Paris	9 000,00	34,22%
Organisme de recherche et d'enseignement supérieur (IN2P3)	2 500,00	9,51%
Total	26 300,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 700,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	12 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	15 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	15 000,00 €
	Montant total	42 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009813

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017- AST ASSOCIATION SCIENCE ET TELEVISION - FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM SCIENTIFIQUE - INV

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	25 000,00 €	80,00 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AST ASSOCIATION SCIENCE ET TELEVISION
Adresse administrative : 204 RUE DU CHATEAU DES RENTIERS 75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Fabrice ESTEVE, Président

Date de publication au JO : 23 juin 2001

N° SIRET : 43930898200032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
L'association AST met en œuvre le festival Pariscience dédié à la diffusion de films scientifiques.
PARISCIENCE cherchera cette année à développer ses publics et procède actuellement dans cette optique, au recrutement d'un volontaire en service civique.

L'organisation de séances Hors-les-murs permet au festival de toucher les publics d'organismes français et étrangers et de rayonner hors du territoire francilien.

Les séances "Découverte en famille" proposeront des projections au contenu adapté à un public familial, programmées en week-end pour favoriser sa venue.

Description :
La 13e édition rassemblera 4000 scolaires et 6000 spectateurs autour d'une soixantaine de films scientifiques et d'environ 120 intervenants issus de la recherche et de l'audiovisuel.
Le palmarès sera repris le 14 octobre dans le cadre de la Fête de la Science.

Engagé depuis sa création auprès du grand public, des plus jeunes et des plus éloignés de la science, le festival vise la rencontre entre l'art et le savoir, dans une démarche citoyenne :
- l'accès au festival est gratuit et ouvert à tous ;
- les films projetés présentent un large panorama des différentes disciplines scientifiques, de leurs métiers, de leur histoire ;
- un débat entre chercheurs, auteurs et spectateurs fait suite à chaque film.

PARISCIENCE collabore étroitement avec les étudiants et le public scolaire avec des jurys scolaires constitués et parrainés par un scientifique et un producteur, membre de l'AST ;
- pendant le festival, 130 classes de Paris et de l'Île-de-France assistent aux projections et débats soutenus par près de 50 intervenants, professionnels scientifiques et de l'audiovisuel ;
- En 2017, un jury de 11 étudiants visionnera, au même titre que le jury professionnel, tous les films de la catégorie Science&Télévision, permettant ainsi une comparaison des regards.

PARISCIENCE développe dans toute la France des séances Hors-les-murs. Sollicité par de nombreuses collectivités locales et médiathèques le festival conseille, négocie les droits et facilite la participation de scientifiques aux débats.

PARISCIENCE se positionne au carrefour proactif entre les jeunes, le grand public, les acteurs de la recherche et les professionnels de l'audiovisuel.

En 2017, le festival proposera un temps fort sur le thème "Une médecine pour l'Homme" et invitera ses spectateurs à découvrir de nouveaux formats de narration audiovisuelle : réalité virtuelle, réalité augmentée... et leurs applications variées dans différents domaines scientifiques.

Le festival s'intéressa à Youtube, qui s'est progressivement emparé du segment laissé vacant de la vulgarisation scientifique pour les jeunes adultes. PARISCIENCE décryptera l'engouement pour ce phénomène de société et conviera des Youtubers spécialisés.

Le festival développera l'inclusion du public sourd et malentendant, traditionnellement éloigné de la médiation culturelle avec l'accueil de ce public dans le respect des normes techniques et sa participation aux débats.

PARISCIENCE favorisera la rencontre des différents acteurs de la CSTI afin de renforcer les liens entre grand public, chercheurs et professionnels de l'audiovisuel, 4 appels à projets d'écriture originaux et fédérateurs seront lancés pour faciliter les connexions entre scientifiques, vidéastes et diffuseurs :
- Ouvert exclusivement aux étudiants en science ou en cinéma, le concours « Plein Sud sur la Recherche », incite les 18 – 28 ans à écrire un projet de court métrage sur les enjeux de la recherche dans les pays du sud.
- Ouvert aux professionnels et aux étudiants, le concours de court métrage réalisé en 48H, rassemblera des équipes constituées d'un binôme chercheur-réalisateur.
Ouverts aux professionnels uniquement :
- Un appel à projet de scénario pour la réalisation d'un "premier film scientifique" avec un préachat à la clé par Ushuaïa TV

- Un « salon des idées » scientifiques : à l'issue d'un appel à projet envoyé aux instituts de recherche, les scientifiques qui souhaitent proposer leur recherche comme matière première d'un documentaire, viendront la présenter à des auteurs-réalisateurs et producteurs, sous forme de "speed dating".

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
PARISCIENCE s'adresse avant tout au grand public, de 7 à 107 ans avec une attention particulière portée aux scolaires et aux étudiants.
Fréquentation visée en 2017 : 10 100 spectateurs (2016 : 9 295 / 2015 : 8 300)
> Sur l'ensemble des spectateurs du festival :
- 50% ont de moins de 18 ans, 31% sont des actifs, 15% sont des retraités et 4% des étudiants.
- Spectateurs à 75% parisiens.
- 130 classes à 81 % en provenance de Paris et à 19% en provenance de l'Ile-de-France.

Le festival est organisé au Muséum national d'Histoire naturelle, à l'Institut de Physique du Globe de Paris et au Grand Action, Paris 5e.
Il intervient donc principalement à Paris et en Ile-de-France.
Toutefois, les séances Hors-les-murs permettent au festival de rayonner partout en France, selon les projets mis en œuvre.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	94 990,00	41,66%
Frais d'animation	51 400,00	22,54%
Frais de communication	37 245,00	16,34%
Frais de transport	5 400,00	2,37%
Frais d'hébergement	500,00	0,22%
Frais de restauration	11 850,00	5,20%
Autres frais de fonctionnement liés au projet	1 615,00	0,71%
Investissement : équipement vidéo, sonorisation, imprimantes (dont impirmante à badge), mobilier d'accueil, etc.	25 000,00	10,96%
Total	228 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	28 000,00	12,28%
Région Ile-de-France (INVEST.)	20 000,00	8,77%
Ressources propres	5 000,00	2,19%
Ville de Paris	36 000,00	15,79%
CPU	10 000,00	4,39%
Etat	30 000,00	13,16%
Synchrotron	2 000,00	0,88%
INSERM	10 000,00	4,39%
CNES	10 000,00	4,39%
IRD	10 000,00	4,39%
ANDRA	10 000,00	4,39%
IRSTEA	2 000,00	0,88%
casden	11 000,00	4,82%
PROSIREP	13 000,00	5,70%
Sciences et vie télévision	10 000,00	4,39%
Ushuaia	11 000,00	4,82%
SCAM	10 000,00	4,39%
Total	228 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	35 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	15 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	35 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	15 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	30 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	20 000,00 €
	Montant total	150 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009814

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - ASSOCIATION SCIENCE OUVERTE - INV

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	5 000,00 €	100,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SCIENCE OUVERTE
Adresse administrative : 30 RUE ARMAND CARREL
93700 DRANCY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur François GAUDEL, Président

Date de publication au JO : 28 avril 2007

N° SIRET : 49952573100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
Créer une véritable dynamique en Ile-de-France, et notamment dans les quartiers prioritaires montrant qu'on peut y faire des sciences, et que les sciences y constituent un vecteur de réussite.

Description :
Poursuite des activités au sein de l'espace dédié au château Ladoucette situé à Drancy
3 ateliers hebdomadaires (informatique, graphisme 3D, Technologies juniors), des stages scientifiques pour collégiens et lycéens lors des périodes de vacances, des stages de graphisme, des activités autour de l'impression 3D, des expositions, et des évènements ponctuels (Rencontres « L'Espace et la Plume »,

salon du développement durable, fête de la Ville de Drancy,…). En 2017, une exposition autour de « Lhomme et l'Espace » du 9 janvier au 26 février. Du 18 novembre à début 2018, nous accueillerons l'exposition autour des mobilités dan le cadre du projet QSEC².

Mise de la Science en conférences et débat
- conférences-débat pendant tous nos stages, soit une vingtaine sur l'année.
- quelques conférences dans des lycées ou collèges de la Région
- cycle de conférences « Scientifik Park »

Stages scientifiques et techniques
Vacances de février : « L'homme et l'Espace » (lycéens/étudiants), « Un voyage dans l'espace » (collégiens), « Sciences frugales », « Maths et jeux »
Vacances de Pâques : « Les ondes gravitationnelles », Masterclass d'Astrophysique à La Ferme des Etoiles, stage collégiens sur l'agronomie
Juin : Université d'été "Science Ouverte à Paris 13"
Juillet : Stage de fouilles paléontologiques, Stage « L'ADN : engineering génétique !», "Mat'les Vacances", participation au festival d'astronomie de Fleurance
Vacances de la Toussaint : Stage lycéen sur un thème de maths ou de physique
Vacances de Noël : Stage de mathématiques ou de physique 4 à 5 jours; Stage scientifique pour quinze collégiens; Stage d'informatique de 4 jours pendant les vacances de Noël au château de Ladoucette.

Ateliers, clubs et animations
Espace @venir (Drancy) : 7 ateliers scientifiques et techniques hebdomadaires, «samedi des curieux» ouvert à tous un samedi par mois
Château de Ladoucette : atelier graphisme 3D, « Technologies juniors » et informatique et animations scientifiques tout au long de l'année autour des nouvelles technologies (imprimantes 3D,…)

Suivi et soutien des jeunes
L'association touche un nombre croissant de jeunes pour lesquels elle assure un suivi sur plusieurs années (parfois jusqu'à la fin de leurs études supérieures). Ce noyau, qui participe à plusieurs activités scientifiques, est de plusieurs centaines de jeunes et s'oriente vers des études scientifiques. En terme de suivi, nous avons chaque année le résultat d'une centaine de jeunes qui pour certains s'orientent vers ou poursuivent des études prestigieuses (Polytechniques, ENS, INSERM,…)
Le « tutorat Science Ouverte » qui se tient sur Paris 13 Bobigny tous les samedis de 14h à 19h, est un rouage important de notre dispositif.

Evènements de culture scientifique
Organisation (organisation : Fête de la Science à Drancy ; conférences diverses, Samedis des curieux...), participation (Savante Banlieue, semaine des mathématiques, Salon de la Culture et des jeux mathématiques,...), et mobilisation des jeunes pour participer ou animer.

Ateliers de pratique en maths
Cette action a été conçue par Robin Jamet, médiateur au Palais de la Découverte et prix d'Alembert 2012 en partenariat avec les subdivisions de l'Education Nationale et Universcience. Elle permet, depuis ses débuts en 2011, aux enfants d'aborder les mathématiques de façon exploratoire et ludique, et finalement plus approfondie.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
Public scolaire et étudiant en majorité, issu de zones prioritaires de la Seine-Saint-Denis et région parisienne
Grand public pour nos expositions et manifestattions ponctuelles

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	86 386,00	72,59%
Frais d'animation	7 203,00	6,05%
Frais de communication	1 200,00	1,01%
Frais de transport	3 000,00	2,52%
Frais d'hébergement	4 000,00	3,36%
Frais de restauration	8 041,00	6,76%
Autres frais de fonctionnement liés au projet	4 170,00	3,50%
Investissement : équipement informatique dont imprimante et scanner 3D, etc.	5 000,00	4,20%
Total	119 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	18 000,00	15,13%
Région Ile-de-France (INVEST.)	5 000,00	4,20%
Ressources propres (FONCT.)	4 500,00	3,78%
commune de Drancy	28 000,00	23,53%
commune de Bobigny	1 500,00	1,26%
Communauté d'agglomération Est Ensemble	4 500,00	3,78%
ENGIE	10 000,00	8,40%
CNRS	1 500,00	1,26%
Etat	30 000,00	25,21%
CNASEA-ASP	1 000,00	0,84%
FONJEP	4 000,00	3,36%
CAF	11 000,00	9,24%
Total	119 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 500,00 €
2018	2 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Questions de sciences, Enjeux citoyens	40 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	15 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	3 700,00 €
2015	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	10 940,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) -	15 000,00 €

	Fonctionnement	
2015	Soutien aux contrats de ville	20 000,00 €
2016	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	18 200,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	5 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	20 000,00 €
	Montant total	167 840,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009816

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - SCUBE SCIENTIPOLE SAVOIRS SOCIETE - EXPOSITION "CHRONIQUES DE L'ÉVOLUTION" - INV

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	15 170,00 €	42,19 %	6 400,00 €
	Montant Total de la subvention		6 400,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCUBE SCIENTIPOLE SAVOIRS SOCIETE POLE DIFFUSION CULTURE SCIENTIFIQUE ILE DE FRANCE SUD
Adresse administrative : 26 RUE JEAN ROSTAND 91400 ORSAY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Claude ROYNETTE, Président

Date de publication au JO : 12 mai 2007

N° SIRET : 50018581400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
L'itinérance de SCUBE propose l'exposition "Chroniques de l'évolution" contribuant au maillage du territoire et à la dissémination du savoir. Elle sera mise à disposition prioritairement des établissements scolaires mais aussi des structures culturelles (centre culturels, MJC, MPT, médiathèques).

Description :
Réalisée avec l'IDEEV (Institut Diversité, Evolution et Ecologie du Vivant), l'exposition itinérante « Chroniques de l'évolution » a pour ambition de faire comprendre un phénomène qui n'est pas ou très peu perceptible à notre échelle. Elle traitera donc de la biodiversité et de sa longue histoire mouvementée, mais aussi des divers mécanismes qui font évoluer les espèces.

L'exposition rappellera tout d'abord, grâce à des indices décryptés par les scientifiques, que la vie est présente sur Terre depuis des milliards d'années. Le visiteur pourra découvrir les traces laissées par des êtres vivants aujourd'hui disparus, discuter des ancêtres d'Homo sapiens et de leur évolution, analyser des points communs entre des espèces vivant actuellement sur Terre ou observer l'évolution d'une espèce microbienne. Cette 1ère partie aura pour but de montrer la diversité des métiers de la science : des femmes et des hommes de sciences seront présentés à travers leurs recherches. Elle aura aussi la vocation de combattre les croyances non scientifiques. La 2ème partie de l'exposition présentera ensuite le « buisson du vivant », métaphore utilisée aujourd'hui par les scientifiques pour représenter l'ensemble des êtres vivants qui vivent et ont vécu sur Terre. Grâce à des jeux, à des maquettes et à une vidéo, le visiteur pourra comprendre les caractéristiques générales de la diversité du vivant et de sa très longue histoire.
Enfin, les mécanismes de l'évolution des espèces seront dévoilés aux visiteurs grâce à des expériences sur le rôle de la sélection naturelle et du hasard. Ceci permettra de comprendre comment les espèces ont pu se différencier dans un environnement toujours changeant et à travers de multiples interactions entre elles.
Parcours de visite
Partie 1 : Des indices de l'évolution
Cette partie est découpée en 4 sous thèmes indépendants : chacun des thèmes présente un indice de l'évolution du vivant. Chaque thème sera développé à travers un objet indice, un panneau le décrivant cet indice et les études qui peuvent être conduites sur celui-ci et enfin une vidéo où un-e scientifique développe ce qu'on peut comprendre à partir de cet indice. Des vitrines à réalité augmentée seront pour cela utilisées.
Partie 2 : Une évolution buissonnante
Une data visualisation animée proposera sur un grand écran une histoire du vivant, faits de crise et d'explosions. Grâce à des jeux les plus jeunes s'essaieront à la classification du vivant, à la manière de Darwin.
Partie 3 : La mécanique de la diversité
Par le jeu les familles découvriront comment les caractères se transmettent de parents à enfants. Deux jeux permettront de comprendre comment ces caractères se propagent dans toute une population. Une vidéo explicitera la spéciation, phénomène de création de nouvelles espèces. Enfin, un miroir en réalité augmentée dévoilera l'ensemble des petits organismes qui cohabitent sur nos visages, nos bras, etc.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
Le public scolaire devrait représenter près de 40 % de la totalité des visiteurs. Près de 60% pour le grand public.
Publics spécifiques:
- Pour la 1ère fois, des personnes en situation de handicap seront touchées directement en prenant en considération l'accessibilité dès la conception des dispositifs. Le nombre de personnes restera cependant restreint pour cette 1ère expérience.
- Une attention particulière sera portée vers les adolescents des quartiers prioritaires : une cinquante de jeunes

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	34 100,00	55,47%
Frais d'animation	5 900,00	9,60%
Frais de communication	5 500,00	8,95%
Frais de restauration	800,00	1,30%
Investissement : matériel informatique, numérique et vidéo (dont ordinateurs, écrans, logiciels), loupes binoculaires, mobilier (totems avec écran intégré), etc.	15 170,00	24,68%
Total	61 470,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	13 000,00	21,15%
Région Ile-de-France (INVEST.)	6 400,00	10,41%
Ressources propres	6 070,00	9,87%
Conseil départemental de l'Essonne	6 000,00	9,76%
Communauté d'agglomération Paris-Saclay	10 000,00	16,27%
Entreprises SUEZ	2 000,00	3,25%
Institut IDEEV	13 000,00	21,15%
Etat	5 000,00	8,13%
Total	61 470,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	18 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	5 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	16 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	7 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	16 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	7 000,00 €
	Montant total	69 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009823

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - PLANETE SCIENCES ILE-DE-FRANCE RENCONTRE RÉGIONALE DES TROPHÉES DE ROBOTIQUE - INV

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	5 000,00 €	100,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLANETE SCIENCES ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 6 RUE EMMANUEL PASTRE
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Didier PONGE, Président

Date de publication au JO : 25 janvier 2003

N° SIRET : 32752971500036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
Le projet "Trophées de la Robotique" en mars 2018 vise deux publics éloignés de l'offre de culture scientifique : les populations en zone rurale et les quartiers prioritaires de la politique de la ville.
Les ateliers animés au niveau local à Saint-Quentin-en-Yvelines visent particulièrement les publics des quartiers prioritaires et en prévention du décrochage scolaire. En particulier, à La Verrière, les ateliers se dérouleront dans le cadre du contrat local de l'accompagnement à la scolarité.
En Seine et Marne, l'événementiel de la Fête de la science et l'animation d'ateliers s'adresseront à des publics éloignés par la distance à des centres de culture scientifique et technique.

En dehors de ces publics, l'objectif du projet est d'assurer une bonne couverture territoriale sur les zones éloignées de la Région Ile-de-France.

Description :
Les Trophées de robotique se tiennent depuis vingt ans en Ile-de-France. Ils s'inscrivent dans une dynamique réseau, qualifiant des équipes pour la rencontre nationale puis internationale.
Depuis 2016, les Trophées de robotique Ile-de-France ont lieu à la Ferme du Manet à Montigny le Bretonneux (78). En 2018, la rencontre se déroulera le samedi 3 mars.
Phase 1 : La Fête de la science, événement de démarrage
Afin d'attirer les jeunes vers des projets plus longs, des animations seront réalisées en médiathèque, MJC, maisons de quartier et autres villages des sciences.
Pendant 3 jours, deux animations complémentaires seront proposées à partir des modules pédagogiques développés avec divers organismes scientifiques et industriels (CNES, CEA, Eutelsat, Aéroports de Paris, IFP, Airbus, Safran, Arobose…) :

Phase 2 : Animation d'ateliers robotique, déploiement des actions
A la suite des actions de sensibilisation pendant la Fête de la science, Planète Sciences Ile-de-France animera des ateliers robotique pour des jeunes dans le but de participer aux Trophées de robotique.
Ainsi, 8 équipes seront composées d'environ 10 jeunes chacune, soit dans des établissements scolaires, soit auprès de structures socioculturelles. Un animateur encadrera les jeunes sur 20 séances de 2 heures.
Les équipes se répartiront sur l'ensemble de la Région (villes à confirmer) : 4 dans les Yvelines (Trappes, Guyancourt, Plaisir et La Verrière), 2 en Essonne (Athis-Mons, Evry), 1 en Seine et Marne (Montévrain), 1 au Val d'Oise (Goussainville).
Afin de découvrir les métiers techniques et industriels, 2 des 8 équipes bénéficieront également d'une visite d'entreprise, grâce au partenariat du réseau Planète Sciences avec des entreprises telles que Ariane espace, Thalès, Dassault, Eutelsat, Intel et locales comme Renault, Mercedes, Bouygues…
Phase 3 : Les trophées de robotique Ile-de-France, valorisation des projets de jeunes
Le règlement 2018 sera connu lors de la Rentrée de la robotique qui aura lieu fin septembre à SupInfo à Paris. La rencontre des Trophées de robotique accueille 50 équipes de jeunes de 7 à 18 ans et plus de 1 000 personnes supplémentaires sur la journée. Plus de 50 bénévoles se mobilisent à cette occasion.
Les Trophées de Robotique, relayés par les médias, sont un atout de communication pour la ville. Montigny le Bretonneux et l'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines s'investissent dans la rencontre : mise à disposition de la Ferme du Manet… En 2017, un partenariat original a pu être développé au niveau local, avec l'appui de la Préfecture des Yvelines et du département. Ainsi, des équipes locales ont été montées et accompagnées tout au long de l'année. Le SQYLAB, Fablab de Saint-Quentin-en-Yvelines, a construit les tables de jeu et a animé la rencontre. Le Pôle sciences de Montigny le Bretonneux a également hébergé une table d'essai pour les équipes de l'agglomération. D'autres partenaires ont animé la journée : Micronet91 et des associations de l'ESTACA.
Les Trophées de Robotique sont l'occasion de développer le partenariat avec les industriels de la région. Cette mobilisation favorisera la prise de contact entre jeunes et industriels, mais également les rencontres entre entreprises.
L'événement des Trophées de robotique s'inscrira dans un événement global sur Saint-Quentin-en-Yvelines le week-end des 3 et 4 mars 2018. Cette action permettra d'une part de valoriser les installations de l'Ile de loisirs, en particulier sur la protection de la biodiversité, d'autre part de créer un lien avec les structures locales.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
Phase de sensibilisation : Grand public – 5 000 participants
Phase ateliers : 7-18 ans – 100 participants
Phase valorisation : Grand public – 1 500 participants

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	79 000,00	80,61%
Frais d'animation	500,00	0,51%
Frais de communication	6 500,00	6,63%
Frais de transport	1 000,00	1,02%
Frais d'hébergement	500,00	0,51%
Frais de restauration	500,00	0,51%
Autres frais de fonctionnement liés au projet	5 000,00	5,10%
Investissement : équipement informatique, numérique, électronique (dont tablettes, ordinateurs, robots autonomes), etc.	5 000,00	5,10%
Total	98 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	28 000,00	28,57%
Région Ile-de-France (INVEST.)	5 000,00	5,10%
Conseil départemental des Yvelines	15 000,00	15,31%
Communauté d'agglomération de St-Quentin-en-Yvelines	5 000,00	5,10%
Etat (D2RT, Préfecture des Yvelines)	23 000,00	23,47%
Commune de La Verrière	2 000,00	2,04%
Entreprise SAFRAN	2 000,00	2,04%
Entreprise Eutelsat	2 000,00	2,04%
Entreprise Airbus	2 000,00	2,04%
Commune de Trappes	2 000,00	2,04%
Commune d'Athis Mons	2 000,00	2,04%
Commune de Montévrain	2 000,00	2,04%
Commune de Goussainville	2 000,00	2,04%
Commune d'Esbly	1 000,00	1,02%
Commune de Longjumeau	1 000,00	1,02%
Commune de Vélizy	1 000,00	1,02%
Commune de Groslay	1 000,00	1,02%
Commune de Gif sur Yvette	1 000,00	1,02%
Commune de Sarcelles	1 000,00	1,02%
Total	98 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €
2018	2 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	10 000,00 €
2014	Questions de sciences, Enjeux citoyens	40 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	12 000,00 €
2015	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	9 940,00 €
2015	Soutien aux actions multi-territoires en Politique de la ville	10 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	24 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	8 000,00 €
	Montant total	113 940,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009825

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - CONSEIL NATIONAL INGENIEURS & SCIENTIFIQUES - JOURNÉES NATIONALES DE L'INGÉNIEUR - INV

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	4 000,00 €	100,00 %	4 000,00 €
	Montant Total de la subvention		4 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CNISF CONSEIL NAL INGEN & SCIENTIF FRANCE
Adresse administrative : 7 RUE LAMENNAIS
75008 PARIS 08
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur François LUREAU, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 78440702500047

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
L'enjeu est de donner une grande ampleur à cette manifestation dans la continuité de la fête de la science. Le projet présenté ici ne concerne que la partie Ile de France, qui concentre 42% des ingénieurs et scientifiques en France d'après l'enquête IESF.

Description :
Il s'agit d'organiser la journée nationale de l'ingénieur, notamment à destination du jeune public en

partenariat avec des associations scientifiques reconnues pour leurs activités auprès des jeunes publics :

Seront organisées dans des FabLab des rencontres autour des sciences et de leur impact sur la société.

Les événements traiteront de questions d'actualité (ex : utilisation des big data pour les élections, fonctionnement de l'intelligence artificielle en open source, reconnaissance)

Afin d'assurer et de renforcer la participation d'un public jeune, trois concours seront mis en place :
- Un challenge de data science : reconnaissance des pollinisateurs par l'intelligence artificielle
- Un hackaton : résoudre un problème de société en utilisant les plateformes d'Open Data
- Un concours de pitch : Promotion des startups qui conçoivent la société de demain

En amont, un youtuber proposera une vidéo par jour en lien avec les sujets abordés à la conférence. Cela permettra de présenter les intervenants et de mobiliser les participants avant la conférence.

Le but est d'offrir une grande manifestation connectée.
Le point d'orgue de ces journées sera la Grande Conférence organisée à l'UNESCO
• Des tables rondes feront appel à des scientifiques à la renommée mondiale (ex : Thomas Pesquet ou Maryam Mirzakhani).
• Les deux thèmes abordés sont l'ingénieur dans la cité et l'intelligence artificielle. Se rencontreront pour chacune des tables rondes des experts de différents réseaux
• Des stands d'expositions donneront accès à des démonstrations de technologies et des présentations de projets d'ingénieurs.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :

80% de public non scolaire (dont une majorité d'élèves ingénieurs)

20% de public scolaire via des interventions en lycée et des événements par nos associations partenaires.

Conquérir des publics diversifiés
- dans les lycées d'Ile de France et en partenariat avec Passeport d'Avenir pour donner envie aux lycéen(ne)s de devenir les ingénieurs de demain.
- auprès des étudiant/jeunes actifs : en partenariat avec les FabLab et d'organisations scientifiques (Société Française de Physique, CNRS, INRA) seront menées des rencontres conviviales autour des métiers de l'ingénieur et du scientifique.
- en faveur du public habituel (actif, jeunes retraités) : visite d'entreprises, de lieux scientifiques alternatifs pour montrer les évolutions des métiers et des lieux où s'exerce la science.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	58 000,00	51,26%
Frais d'animation	12 500,00	11,05%
Frais de communication	19 790,00	17,49%
Frais de transport	10 450,00	9,24%
Frais d'hébergement	3 000,00	2,65%
Frais de restauration	5 400,00	4,77%
Investissement : matériel informatique (dont ordinateur et tablettes), vidéo, audio, etc.	4 000,00	3,54%
Total	113 140,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	20 000,00	17,68%
Région Ile-de-France (INVEST.)	4 000,00	3,54%
Ressources propres	17 140,00	15,15%
Ville de Paris	5 000,00	4,42%
Entreprise Thalès	15 000,00	13,26%
Etat	17 000,00	15,03%
Entreprise AIRBUS	15 000,00	13,26%
Entreprise SAFRAN	20 000,00	17,68%
Total	113 140,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 000,00 €
2018	2 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009827

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - TRACES - DES ATELIERS LIVING-LAB OUVERTS ET ACCESSIBLES - INV

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	5 000,00 €	100,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TRACES THEORIE REFLEXE APPREND COMM EDUCAT SCIENTIF
Adresse administrative : 23 RUE DES BALKANS 75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BASTIEN LELU, Président

Date de publication au JO : 17 juin 2006

N° SIRET : 49457785100020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
Montrer la recherche et l'innovation en train de se faire, pour présenter un futur en construction et sur lequel les jeunes peuvent avoir une influence.

Engendrer des changements de perception quant aux enjeux de la recherche et de l'innovation par la découverte de thèmes émergents.

Susciter l'appropriation des outils numériques de fabrication et documentation

Faciliter l'attrait pour les carrières scientifiques et liées à l'innovation
développement de l'esprit d'initiative.

Description :
"Living lab 2017" se propose de réaliser des actions de partage de la culture scientifique et d'engagement citoyen s'appuyant sur le principe des "living labs". Ce principe, répandu dans le domaine de l'innovation, consiste à proposer au public des recherches et des innovations à l'état embryonnaire, et de concevoir leurs développements avec les usagers potentiels ou les publics concernés. Transposé dans le cadre de la culture scientifique, il permet au public de rencontrer directement les protagonistes et les lieux de recherche et d'innovation, et de réfléchir sur les conséquences et les développements possibles des idées en train de mûrir dans les laboratoires et les entreprises innovantes. Le projet fait suite à une phase d'expérimentation soutenue par la Région en 2016, et a pour ambition de structurer un tiers lieu / living-lab francilien permanent pour la culture scientifique et l'innovation à l'Espace des Sciences Pierre-Gilles de Gennes (ESPGG, le lieu de culture scientifique lié à ESPCI Paris et PSL, géré par TRACES depuis 2011). Le projet répond au souhait exprimé dans la Stratégie Nationale de Culture Scientifique, Technique et Industrielle, SNCSTI, et réaffirmé pendant les consultations pour le Schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (SRESRI) de la Région Ile-de-France, de « mettre à disposition des scientifiques et des citoyens des tiers-lieux pour communiquer, échanger, partager la démarche scientifique ».
Plusieurs expériences (e.g. "Cerveaux d'ados" en 2015, "Living lab" en 2016, et "QSEC2, Questions de Sciences, Enjeux citoyens") ont permis de transformer le principe des living-lab – à l'origine réservés à un public restreint - en des dispositifs de culture scientifique accessibles, ouverts et stimulants pour tous les publics.

Le projet
Le projet comprend 3 volets :
Volet 1. Une programmation régulière et cohérente d'ateliers living-lab à l'ESPGG, où les résultats des collaborations recherche-entreprise-public deviennent visibles et accessibles pour le public, les chercheurs et les starts-up. Il vise un mélange de public professionnel et grand public, avec un haut niveau d'engagement. Ces ateliers durent une journée.
Volet 2. Un « mini-festival living lab » à l'ESPGG, sur le modèle du festival organisé à Caen par Le Dôme, pendant la Fête de la science 2017. Il vise un public plus vaste, familial et scolaire. Ateliers entre 2 heures et une journée.
Volet 3. Des actions de proximité en Ile-de-France, développées à partir du volet 1, ancrées sur des manifestations existantes, visant un public éloigné de l'offre de culture scientifique. Ces actions gardent l'aspect actif des ateliers living lab, mais prévoient des scénarios plus légers et adaptables aux différents contextes. Ateliers entre 2 heures et une journée.
Le projet permet de bénéficier au mieux de la proximité avec les milieux de la recherche et de l'innovation d'une part, et d'actions existantes et déjà co-financées d'autre part. Les choix thématiques des ateliers sont pilotés par ces critères, et le fil conducteur du projet est assuré par la modalité d'animation et d'interaction, par le travail de documentation assuré par les stagiaires, et par la construction auprès du public de l'image d'une science et d'une innovation accessibles, intéressantes, et intéressées aux besoins de la société.
Des principes sont au coeur de tous les ateliers : la rencontre directe entre chercheurs, entrepreneurs, créatifs, grand public ; le cadrage des contenus à partir d'une vraie question de recherche ou d'innovation, d'intérêt autant pour les chercheurs que pour les publics ; l'utilisation d'outils de prototypage rapide et de la démarche DIY/DIT IBSE ; le soin de la documentation numérique.
Dans la section "Thématique" de ce dossier, nous détaillons pour chaque atelier le thème, le lien avec une recherche/innovation en cours et l'association avec une manifestation publique ou un projet existant.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
Public professionnel : 30 chercheurs (institutions ou start-ups)

Public professionnellement concerné (intéressé à des échanges avec les chercheurs et les publics pour des raisons professionnelles) : 80 personnes
Public familial et grand public : 500
Public scolaire : 300 (un nombre beaucoup plus élevé pourrait être atteint en raison de partenariats territoriaux tout au long du projet, mais ne peut pas être garanti à ce stade).

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	29 000,00	64,59%
Frais d'animation	5 000,00	11,14%
Frais de communication	1 600,00	3,56%
Frais de transport	1 400,00	3,12%
Frais d'hébergement	900,00	2,00%
Frais de restauration	2 000,00	4,45%
Investissement : équipement informatique et électronique (dont ordinateurs et matériel hardware pour prototypage type Arduino, Makey-Makey, etc.), matériel vidéo, etc.	5 000,00	11,14%
Total	44 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	17 000,00	37,86%
Région Ile-de-France (INVEST.)	5 000,00	11,14%
Ressources propres (FONCT.)	6 900,00	15,37%
Ville de Paris	6 000,00	13,36%
Union européenne (projet Nano2All)	3 000,00	6,68%
Etat	3 000,00	6,68%
E-Fabrik' Grande Ecole du Numérique	4 000,00	8,91%
Total	44 900,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 000,00 €
2018	2 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	E-inclusion - Fonctionnement	43 800,00 €
2014	E-inclusion - Investissement	6 200,00 €
2014	Questions de sciences, Enjeux citoyens	65 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) -	29 000,00 €

	Fonctionnement	
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	1 500,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	5 100,00 €
2015	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	16 920,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	7 500,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	13 700,00 €
2016	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	27 300,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	18 000,00 €
	Montant total	234 020,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009831

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - COMPAGNIE TERRAQUEE - FESTIVAL AUTOUR DES MATHÉMATIQUES - INV

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	1 550,00 €	64,52 %	1 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS COMPAGNIE TERRAQUEE
Adresse administrative : 19 RUE DE LA BOULANGERIE
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Ronan ROUSSEL, Président

Date de publication au JO : 30 juillet 2005

N° SIRET : 48809863300024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
L'objectif est que des publics éloignés de l'offre de culture scientifique (jeunes et familles des quartiers populaires, mais aussi le public d'événements culturels) en viennent à se poser des questions sur les maths.
L'originalité de ce festival est qu'il se tiendra dans des lieux qui ne sont pas habituellement des lieux de culture scientifique : salles de spectacles, locaux associatifs, cafés ...pour dissiper les appréhensions d'un certain public. C'est l'occasion de travailler sur le lien des citoyens avec la science, d'accroître la compréhension des matières scientifiques, et leur dissémination dans la société.

Description :
Ce festival reconduit en octobre 2017 et 2018 a pour objectif d'amener les Maths en ville à travers ceux qui les font, et amener le public vers les maths.
Donner une entrée au public jeune et familial vers les sciences et le discours scientifique
Le succès public des jeunes de l'atelier hebdomadaire Mathéâtre à Dionysiens en Scène. Sont les préfigurations de Maths en Ville 2017 avec "A quoi ça sert, un nombre "120 spectateurs, celui de la première de "Pi, le nombre à 2 lettres" devant 200 collégiens le 17 octobre (Fête de la Science 2016 à la ligne 13), la réussite des 4 représentations de "Il est rond, mon ballon ?"

Le festival viendra valoriser et donner plus d'ampleur à ces ateliers et sera l'occasion de fédérer de nouveaux acteurs et d'entamer des nouvelles collaborations dans le domaine de la médiation scientifique. Un rendez-vous régulier permet de retrouver à la fois le public et les partenaires pour mettre en lumière les actions déjà réalisées et en démarrer d'autres.

Le festival est l'occasion de donner une caisse de résonance à un travail de terrain reconnu par les pouvoirs publics et les mécènes comme la Fondation SNCF.
Programme : Faire que les mathématiques se déploient en ville avec une devise "Des Maths partout et pour tous !" Le public disposera d'un programme et d'une petite cartographie de la ville, et pourra choisir où se rendre. Le festival doit donner l'envie de rencontres parfois inhabituelles, le partage des connaissances scientifiques, et le désir de les inscrire dans le champ culturel pour que chacun puisse se les approprier.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
- Public des lieux, Pointcarré, Médiathèque, Librairie Folies d'encre
- Jeunes et familles. Mélange des publics (appuyé sur l'expérience Mathéâtre) : public des événements culturels ; travail avec des partenaires de terrain (PRE, Secours populaire, ASAFI, Artis Multimédia, Radio déclic, Mots et regards)
- Public scolaire : établissements de Saint-Denis (100 collégiens, 100 lycéens). Etablissements classés REP/REP +. Coordinateurs REP et documentalistes.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	15 800,00	62,92%
Frais d'animation	3 975,00	15,83%
Frais de communication	2 660,00	10,59%
Frais de transport	300,00	1,19%
Frais d'hébergement	150,00	0,60%
Frais de restauration	675,00	2,69%
Investissement : matériel informatique , vidéo/audio, téléphone, etc.	1 550,00	6,17%
Total	25 110,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	10 000,00	39,82%
Ressources propres (INVEST.)	1 000,00	3,98%
commune de St-Denis	2 000,00	7,96%
Fondation Vente Privée	3 110,00	12,39%
Etat (D2RT - Fête de la Science)	9 000,00	35,84%
Total	25 110,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009832

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - L'ARBRE DES CONNAISSANCES ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES SCIENCES ET DE LA RECHERCHE - INV

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	6 000,00 €	100,00 %	6 000,00 €
	Montant Total de la subvention		6 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APSR - L'ARBRE DES CONNAISSANCES ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES SCIENCES ET DE LA RECHERCHE
Adresse administrative : 1 AVENUE CLAUDE VELLEFAUX 75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MORGANE LE BRAS, Présidente

Date de publication au JO : 4 février 2005

N° SIRET : 50916750800027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
- favoriser la mixité sociale : jeunes issus de zones dites « politiques de la ville » ou en REP (Bobigny, Aulnay-sous-Bois), couplage d'établissements scolaires de milieux différents au sein d'un même centre de recherche
- favoriser l'ouverture culturelle de tous les jeunes et renforcer l'impact du dispositif au sein des établissements scolaires : partenariat avec les rectorats et les enseignants pour mise en place de retours

pédagogiques au sein des classes
- contribuer à l'animation des territoires : créer des liens pérennes entre les établissements scolaires, les laboratoires situés sur leurs territoires et les familles d'élèves riveraines, là où les liens sont souvent inexistants.
- ouvrir le dispositif à la recherche privée, dans une logique RSE
- au travers des jeunes Apprentis Chercheurs devenus médiateurs de leurs connaissances, toucher des réseaux de proches : familles, camarades
- valoriser l'interdisciplinarité en classe et dans la recherche (cf réformes EN)

Description :
Apprentis Chercheurs organise le tutorat de collégiens et lycéens par des acteurs de la recherche scientifique sur une année scolaire, dans le but d'intéresser les jeunes aux sciences autrement, de leur faire découvrir un écosystème professionnel, de les initier à la démarche scientifique par la pratique et d'éveiller ainsi leur esprit critique.
Les jeunes sont conduits à :
-mener des projets expérimentaux de recherche en laboratoires de biologie, physique, chimie, mathématiques, sciences cognitives etc.
-s'informer sur les métiers de la recherche et les règles éthiques qui encadrent la recherche
-devenir médiateurs de leurs connaissances et présenter leurs travaux lors de congrès ouverts au grand public se tenant dans chaque centre de recherche partenaire
-réaliser des projets journalistiques d'information scientifique
Depuis ses débuts, l'action s'adapte à de nouveaux contextes, cherchant à s'ouvrir à de nouveaux territoires et des public variés, notamment les jeunes éloignés de la culture scientifique. Le dispositif se pérennise d'année en année, dans une logique partenariale avec plus de 45 centres de recherche, des associations locales et les académies concernées.

Apprentis Chercheurs en laboratoire, un concept fort depuis 2004 avec :
- Accueil d'un binôme collégien/lycéen par un acteur de la recherche, dans son laboratoire, à raison d'1 mercredi après-midi par mois en moyenne (8 à 10 séances de 3h par an).
- Chaque centre de recherche accueille de 1 à 12 binômes d'élèves
- 1 coordinateur bénévole au coeur de chaque centre de recherche
- En fin d'année scolaire, chaque binôme présente ses travaux à l'occasion du congrès des Apprentis Chercheurs organisé dans chaque institut. Ces congrès rassemblent familles, chercheurs, élèves, enseignants, responsables d'instituts de recherche, journalistes, personnalités locales...
- L'ADC, forte de sa réflexion et son expertise, propose depuis 2009 une formation à la médiation scientifique aux chercheurs qui accueillent des Apprentis Chercheurs, notamment les doctorants. Action en partenariat avec l'association Paris Montagne et l'Ecole de la Médiation

Le concept se décline sous deux formes en 2017-18 :
1. Apprentis Chercheurs thématique addictions : depuis 2012, les Apprentis Chercheurs MAAD (Mécanismes des Addictions à l'Alcool et aux Drogues) permettent à des jeunes de s'immerger dans des laboratoires de recherche sur les questions d'addiction à Paris (9 laboratoires en 2016-17) et dans toute la France. Initiée en partenariat avec la MILDECA (Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives) et l'Inserm, MAAD permet une sensibilisation des élèves via l'initiation à la recherche sur ces questions. La plateforme MAAD-Digital, créée en novembre 2016 pour prolonger l'impact du dispositif sur un plus grand nombre de jeunes, a déjà reçu plus de 12 000 visiteurs :www.maad-digital.fr
2. Apprentis Journalistes à l'Institut Universitaire d'Hématologie (75010)
-Groupes de lycéens issus de différentes filières.
-Projet journalistique monté par les jeunes à partir de l'expérience Apprentis Chercheurs en laboratoire
-Participation active à l'animation du Congrès des Apprentis Chercheurs, dans un échange de pair à pair permettant de renforcer l'impact dans le centre de recherche et le lycée partenaires.

Compétences développées chez les jeunes bénéficiaires :
- Savoirs et techniques scientifiques ;

- Méthode scientifique et développement de l'esprit critique ;
- Autonomie et confiance en soi ;
- Capacité à communiquer en public
- Appropriation d'un langage professionnel
- Recherche d'informations et et compréhension d'enjeux sociétaux liés aux sciences ;
- Orientation. Meilleure connaissance des filières universitaires, des métiers de la recherche
- Savoir faire en compétences journalistiques

Pour les professionnels de la recherche : sensibilisation à la médiation scientifique

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
Personnes touchées directement en Ile de France:
240 jeunes franciliens de 13 à 18 ans (120 collégiens de 3e et 120 lycéens de 1ère)
200 professionnels de la recherche issus de 27 centres de recherche
50 enseignants issus de 40 établissements scolaires

Personnes touchées indirectement : 5 300 personnes
4700 jeunes (classes lors des passages de l'aDC en classe et des retours pédagogiques et camarades lors des congrès)
Familles : 600 personnes environ

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	75 150,00	80,85%
Frais d'animation	800,00	0,86%
Frais de communication	4 800,00	5,16%
Frais de restauration	6 000,00	6,46%
Autres frais de fonctionnement liés au projet	200,00	0,22%
Investissement : matériel audio/vidéo, informatique et logiciels, etc.	6 000,00	6,46%
Total	92 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	28 000,00	30,12%
Région Ile-de-France (INVEST.)	6 000,00	6,46%
Ressources propres	1 430,00	1,54%
Ville de Paris	10 000,00	10,76%
Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement sup. et de la Recherche	9 000,00	9,68%
Ministère de la Culture	9 000,00	9,68%
Fondation Bettencourt Schuller	20 000,00	21,52%
Entrepirse L'Oréal	9 520,00	10,24%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 000,00 €
2018	3 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	45 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	2 500,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	35 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	5 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	30 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	6 000,00 €
	Montant total	123 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009834

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - LA PAILLASSE - CRÉER DES ATELIERS OPEN SOURCE POUR ABORDER LES SCIENCES DE MANIÈRE INNOVANTE DANS UNE LOGIQUE “MAKER” - INV

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d’intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	4 000,00 €	100,00 %	4 000,00 €
	Montant Total de la subvention		4 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L’ORGANISME

Dénomination : LA PAILLASSE
Adresse administrative : 226 RUE SAINT DENIS
75002 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur HACENE LAHRECHE, Président

Date de publication au JO : 16 mai 2011

N° SIRET : 53315366400024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d’aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
Depuis sa création il y a six ans, La Paillasse, laboratoire ouvert, offre aux citoyens un espace dédié aux sciences et technologies. Forts de la motivation des résidents et riches de multiples projets pluridisciplinaires en science ouverte, l'objectif est de partager la créativité du lieu avec les plus jeunes. À travers un engagement sur le terrain avec de nombreuses institutions, La Paillasse essaime le territoire pour initier les nouvelles générations aux sciences.
La réappropriation par tous, en particulier par le jeune public, de la science, de ses enjeux sociétaux ainsi que des outils scientifiques est le coeur de l'objet social de la Paillasse. Cette réappropriation est double :

elle s'exerce d'abord au travers d'une adaptation théorique intelligente et ensuite d'une utilisation des outils scientifiques en faveur d'une pratique citoyenne.

Description :
Les projets sont sollicités à de nombreuses reprises par des enseignants et des associations parascolaires. Face à ces demandes, internes comme externes, la Paillasse forme le projet de développer des formats de kits pédagogiques collaboratifs open source pour offrir au corps enseignant un outil ergonomique d'échanges d'expériences et de partages de contenus. Après consultation du corps enseignant et de spécialistes en sciences cognitives, il a été choisi d'élaborer des contenus en lien direct avec les programmes scolaires. Cette approche interdisciplinaire facilite la compréhension et l'intérêt des élèves pour les enseignements et les initie à la culture de la persévérance propre aux "makers", faiseurs en français. Afin de donner aux élèves, et en particulier aux décrocheurs scolaires, le goût d'apprendre les sciences en expérimentant, est développée une série de kits aux contenus adaptés et indexés sur une plateforme de documentation en ligne. Chaque élève pourra ainsi s'approprier un savoir scientifique quelque soit son origine sociale, son parcours et ses aspirations.

Après consultation avec des professeurs d'écoles élémentaires de REP et REP+ et analyse de leurs besoins, La Paillasse a décidé de créer de nouveaux formats pédagogiques - au travers notamment de fiches méthodologiques d'aide à la création, élaborées par des spécialistes en sciences de l'éducation et en ergonomie cognitive.

. Les kits seront placés sous une licence ouverte à des fins d'inclusion : ce choix permet une utilisation gratuite et sans condition pour en faciliter l'utilisation, l'appropriation et l'itération par les autres acteurs de la médiation scientifique et les enseignants.
Les quatre premiers kits mis en oeuvre :
-Produire ses algues et suivre leur culture (Agrosciences, Alimentation)
-Faire sa propre console de jeu (Électronique Programmation)
-Construire ses hauts parleur à partir de papier (Acoustique)
-Robotique et imprimante 3D

A terme, est prévu l'établissement d'une structure associative composée de faiseurs et d'enseignants animant et pérennisant des méthodes et contenus publiés à des fins pédagogiques. Cette communauté aura également pour objet de promouvoir et de communiquer sur cette action au travers d'ateliers collaboratifs et d'événements ouverts.

En complément de la création de ces kits, La Paillasse réalisera des ateliers pédagogiques dans ses laboratoires sur une durée de 6 mois minimum afin de tester in vivo la pertinence de ses contenus .
Suite aux nombreuses demandes des collèges et lycées et les retours positifs des premières expériences en ce sens, une visite des espaces de laboratoire ainsi que des rencontres avec les porteurs de projets (30+ présents à ce jour : Biologie, Chimie verte, Environnement, Sciences sociales , Artistes , Designers..) sera proposée afin de faire découvrir des métiers en émergence de par leur nature profondément transdisciplinaire.

Intérêt régional Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
Le public visé est essentiellement scolaire mais la construction de kits et la visite des laboratoires est une découverte pour chacun des participants.

L'expérimentation s'adresse aux professeurs en demande de nouvelles méthodologies pour maintenir dans le système scolaire les élèves les plus en difficulté ainsi qu'aux élèves en quête de sens dans leur parcours éducatif, ayant besoin de comprendre par le faire ce qu'apportent les connaissances théoriques.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	6 650,00	59,11%
Frais d'animation	400,00	3,56%
Frais de communication	100,00	0,89%
Frais de restauration	100,00	0,89%
Investissement : matériel informatique (dont ordinateur et logiciels), vidéo/audio, etc.	4 000,00	35,56%
Total	11 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	5 000,00	44,44%
Région Ile-de-France (INVEST.)	4 000,00	35,56%
Ressources propres	2 250,00	20,00%
Total	11 250,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 000,00 €
2018	2 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux espaces de travail collaboratif	90 023,20 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	13 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	3 000,00 €
	Montant total	106 023,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009838

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - THEATRE ST QUENTIN YVELINES - RENCONTRES INCITÉ 2017 - INV

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	5 000,00 €	100,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE ST QUENTIN YVELINES
Adresse administrative : PL GEORGES POMPIDOU BP 317
78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN OUVRARD, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 39078782800024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
Les Rencontres InCité sont volontairement centrées sur la scène nationale et son proche voisinage pour conserver une lisibilité (scène nationale, UGC, Médiathèque).
L'ambition est d'en faire, en 3 ans, un des temps forts en Ile de France, de diffusion de la culture scientifique (en créant un lien avec le spectacle vivant et le cinéma) et prenant garde d'y introduire un regard critique.

Description :

L'idée d'une rencontre des arts et des sciences sur le thème "du temps" vient de l'intérêt croissant des artistes et des citoyens pour les questions relevant des divers champs scientifiques, comme un besoin pressant de comprendre la complexité du monde. Ce constat prend un sens très particulier avec la situation géographique de la scène nationale de Saint-Quentin- en-Yv., à deux pas du Plateau de Saclay, et de sa concentration de chercheurs. Comment un théâtre, lieu de circulation des idées, peut-il inciter les spectateurs, et plus largement les citoyens, à prendre à bras-le-corps des questions qui nous concernent tous. Car c'est bien au citoyen que vont s'adresser les Rencontres InCité. Par le choix de la thématique annuelle et la façon d'en délimiter les contenus artistiques et scientifiques, il s'agit d'affirmer une envie de s'adresser à des publics ayant des niveaux de connaissance scientifique fort différents, des habitudes diverses de fréquentation des lieux culturels, mais une insatiable curiosité. Dans leur rencontre, les arts et les sciences doivent se compléter, s'illustrer, se décaler, se contredire. Les uns mis au service des autres permettront d'appréhender toutes les dimensions d'une thématique. Le Temps sera donc la thématique de la première édition des Rencontres InCité.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
-publics individuels (surtout 78 et 91),
-familles
-groupes scolaires,
-enseignement supérieur/ recherche (universités, labos et unités de recherche spécialisés, grandes écoles, classes préparatoires, écoles d'ingénieurs)
-salariés d'entreprises
-associations (notamment de diffusion des sciences, de pratique scientifique)
-enseignement artistique, compagnies amateurs : compagnies axées sur la thématique arts et sciences

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	83 320,00	50,62%
Frais d'animation	11 600,00	7,05%
Frais de communication	10 000,00	6,07%
Frais de transport	30 780,00	18,70%
Frais d'hébergement	7 435,00	4,52%
Frais de restauration	9 345,00	5,68%
Autres frais de fonctionnement liés au projet	7 130,00	4,33%
Investissement : matériel informatique, audio/vidéo (dont écrans plasma), etc.	5 000,00	3,04%
Total	164 610,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	13 000,00	7,90%
Région Ile-de-France (INVEST.)	5 000,00	3,04%
Ressources propres (FONCT.)	60 588,00	36,81%
Conseil départemental des Yvelines	16 022,00	9,73%
Entreprise SAMSIC	15 000,00	9,11%
Communauté d'agglomération St Quentin en Yvelines	35 000,00	21,26%
Caisse Epargne	20 000,00	12,15%
Total	164 610,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 500,00 €
2018	2 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	70 000,00 €
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	70 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	70 000,00 €
	Montant total	215 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009839

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - UNE RADIO ETUDIANTE A PARIS - PÔLE SCIENCE - INV

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	3 000,00 €	100,00 %	3 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNE RADIO ETUDIANTE A PARIS
Adresse administrative : 50 RUE DES TOURNELLES
75003 PARIS 3
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Fanny CATTE, Présidente

Date de publication au JO : 7 mars 1998

N° SIRET : 42060020700021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
Afin de fédérer une variété d'acteurs franciliens (universités, institutions scientifiques et organismes de recherche), favoriser la transmission de la culture scientifique en Ile-de-France et encourager la découverte de ses différentes disciplines de manière originale, participative et fédératrice, Radio Campus Paris met en place le projet « Pour ses 20 ans, Radio Campus Paris met son pôle sciences à l'honneur ! ».

Description :

Le projet se décompose en 6 actions :

- Consolidation et rayonnement des 6 émissions du pôle sciences dont les disciplines-cœur sont diverses mais qui partagent la même volonté de donner la parole à de jeunes chercheurs franciliens et de sortir des carcans disciplinaires et du langage formel pour parler de sciences : Dessine-moi un mouton (sciences sociales), In Situ (biologie), Les Pierres qui roulent (archéologie et histoire), Les voix du crépuscule (anthropologie), Petites consultations entre amis (médecine), Déshabillez-moi (philosophie)

- Organisation d'émissions en hors-les-murs :
Les émissions, d'une durée moyenne d'1h30, réunissent des chercheurs, des étudiants et un auditoire de curieux autour de l'exploration didactique d'une thématique scientifique. Conçues comme de vrais événements in situ, les émissions animées par les doctorants et étudiants en sciences de Radio Campus Paris sont directement réalisées au sein d'universités et de grandes institutions scientifiques franciliennes :
- Journées nationales de l'archéologie
- "Paris loves Nano Medicine" sur la thématique des nano-technologies dans le domaine de la santé.
- 3 émissions de santé en public au sein d'institutions hospitalières d'Ile-de-France
- 5 émissions spéciales sur des thématiques liées à l'anthropologie et à l'archéologie (Saint Germain en Laye, Cité des sciences et de l'Industrie, Quai Branly, Musée d'Histoire Naturelle de Paris, Maison des Sciences de l'Homme)
- Emissions à l'occasion d'événements tels que Pariscience, la Nuit des chercheurs, le Festival international du film ethnographique Jean Rouch, le Festival des Idées, la Fête de la Science.
Chaque émission associe à sa conception collégiens, lycéens et étudiants.

- Ateliers de médiation scientifique et de découverte des sciences :
Radio Campus Paris met en place en 2017 plusieurs ateliers de découverte des sciences par la pratique radiophonique au sein d'universités (Paris 6, Paris 10) ainsi qu'à l'occasion du Festival des Idées et de la Fête de la science. Radio Campus Paris réfléchit actuellement à la mise en œuvre d'une web radio autour de projets scientifiques avec l'IUT Multimédia de Bobigny.

- Valorisation d'événements :
En 2017, Radio Campus Paris est partenaire média de plusieurs grands événements scientifiques comme Pariscience, la Nuit des Chercheurs... Radio Campus Paris soutient également de nombreux projets étudiants et scientifiques (Académie vivante / Bêton salon…) en invitant les étudiants à parler de leurs initiatives dans les studios.

- Organisation d'événements transdisciplinaires :
Radio Campus Paris organise en 2017 trois nuits d'émissions transdisciplinaires. Les Nuits du pôle sciences donnent ainsi lieu à 7h d'interviews, chroniques, poèmes et chansons autour de thématiques à même de rassembler des sciences aussi différentes que l'histoire, la linguistique, la neurobiologie, la sociologie..

- Création d'un fond d'archivage : Radio Campus Paris a lancé en 2016 une campagne de traitement de ses archives en donnant la priorité aux émissions de sciences. L'objectif est, qu'à l'horizon 2017, les bénévoles puissent avoir accès au plus important fond possible d'émissions diffusées depuis 1998, dans le but de les réutiliser et de les valoriser de quelque manière que ce soit.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
Le projet s'adresse tout particulièrement aux jeunes et aux étudiants du territoire francilien, le cœur de cible de Radio Campus Paris et composante essentielle de ses 60 000 auditeurs quotidiens. Ils seront touchés via les ondes et directement sur leur territoire lors des ateliers ou de l'enregistrement des émissions. Par ailleurs, en réalisant des partenariats avec des institutions prestigieuses de culture

scientifique, Radio Campus Paris souhaite aussi toucher le grand public.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	7 500,00	36,66%
Frais d'animation	600,00	2,93%
Frais de communication	5 000,00	24,44%
Frais de transport	3 300,00	16,13%
Frais de restauration	1 000,00	4,89%
Autres frais de fonctionnement liés au projet	60,00	0,29%
Investissement : matériel audio/vidéo (dont consoles de régie), logiciels, ordinateurs portables, etc.	3 000,00	14,66%
Total	20 460,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	8 000,00	39,10%
Région Ile-de-France (INVEST.)	3 000,00	14,66%
Ressources propres (FONCT.)	5 460,00	26,69%
Université Paris 3 - Sorbonne nouvelle	2 000,00	9,78%
Etat	2 000,00	9,78%
Total	20 460,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	12 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	3 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2016	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	12 487,00 €
	Montant total	47 487,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009840

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - ASSOCIATION SAVOIR APPRENDRE EXPLORADOME - INV

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	19 000,00 €	78,95 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SAVOIR APPRENDRE EXPLORADOME
Adresse administrative : 18 AVENUE HENRI BARBUSSE 94400 VITRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Goëry DELACÔTE, Président

Date de publication au JO : 16 août 1997

N° SIRET : 41406570600031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
Créer une véritable dynamique en Ile-de-France et notammenet dans les quartiers prioritaires, montrant qu'on peut y faire des sciences, et que les sciences y constituent un vecteur de réussite.

Description :
En 2017, l'Exploradôme s'attache à faire découvrir ses expositions et ses activités aux franciliens dans leur diversité par des actions dans et hors les murs. Un riche programme d'actions permettra de s'adresser à des publics qui ont peu accès à la culture scientifique et de déployer des outils originaux

permettant au plus grand nombre de se saisir des enjeux sciences société.
- Conception d'une nouvelle exposition temporaire « illusions : une autre expérience de la réalité » (ouverture en oct). Elle propose de découvrir les illusions dans une acception large autour de 3 sens (la vue, l'ouïe et le toucher ou la proprioception) et en lien avec le cerveau. 4 dimensions vont ainsi s'articuler pour permettre de comprendre les illusions : physique, physiologique, cognitive et culturelle. Un parcours fera le lien entre les 100 m2 de l'espace d'expo temporaire et d'autres dispositifs disséminés dans le bâtiment et à l'extérieur.

- Des événements tout au long de l'année. A chaque période de vacances seront proposées des animations gratuites au cœur de l'expo permanente (sur le stand dédié) ainsi que des rencontres avec des professionnels des domaines scientifiques, techniques ou artistiques. Le mois d'octobre, temps fort de l'année, sera centré sur les illusions avec : une porte ouverte, de nombreuses animations et rencontres, la Fête de la Science, centrées sur les métiers en lien avec les partenaires scientifiques (mobilisés autour de la nouvelle expo) et culturels (Mac Val, cinéma, galerie municipale…).
- Sciences pour tous : 6 lieux publics (ex. médiathèque, collège, centre social) vont accueillir une ou deux manips de l'exposition permanente pour 1 à 4 semaines. Cette action concerne notamment des quartiers « politique de la ville ». Cette mise à disposition sera assortie d'une formation des personnels des structures. Par ailleurs, des microprojets avec des jeunes de la ville concernée seront organisés dans le cadre scolaire ou périscolaire pour exploiter les notions qui sous-tendent les manips.
- Atelier Apis : 3 nouvelles manips interactives sur le thème des ondes seront développées. Il s'agit d'une fontaine stroboscopique, d'un canon à air et d'une manip à consonance artistique développée en collaboration avec le plasticien Ulysse Lacoste. Ces manips s'intègreront à l'exposition permanente et ont également vocation à itinérer dans d'autres centre de sciences partenaires sur le territoire francilien et national.
A la rentrée 2017 deux nouveaux ateliers sur le code et la programmation informatique en lien avec les nouveaux programmes scolaires seront proposés. Un atelier pour les 6-8 ans et un second pour les plus grands utilisant la technologie Thymio. Ils seront développés en partenariat avec l'IUT de Cachan.

- Ingénieurs et techniciens dans les classes : des professionnels du secteur privé vont parler de leur métier à des collégiens et lycéens du 94 et du 91 (en partenariat avec la Fondation C'Génial).
- Les Exploraclubs : des jeunes de 8 à 15 ans (des individuels et des ados des centres de quartier de Vitry) se retrouvent pendant toute l'année le soir après l'école pour des activités de robotique et des projets scientifiques (5 clubs par semaine). Une grande valorisation est organisée en juin.
- Jeunes ambassadeurs du numérique pour l'unité sociale : 12 lycéens ou décrocheurs scolaires (16-25 ans) suivent un programme intensif de formation puis interviennent auprès de publics en situation de fracture numérique notamment des seniors. Ces ateliers d'initiation aux outils informatiques seront souvent leur 1ère expérience pro.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
Public scolaire et étudiant en majorité, issu de zones prioritaires de la Seine-Saint-Denis et région parisienne.
Grand public pour nos expositions et manifestations ponctuelles.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	170 000,00	76,40%
Frais d'animation	26 000,00	11,69%
Frais de communication	5 500,00	2,47%
Frais de transport	300,00	0,13%
Frais de restauration	1 700,00	0,76%
Investissement : logiciels et développement de logiciels, matériel électronique et informatique, audio/vidéo, robots, flight-cases, etc.	19 000,00	8,54%
Total	222 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	40 000,00	17,98%
Région Ile-de-France (INVEST.)	15 000,00	6,74%
Ressources propres (FONCT.)	15 000,00	6,74%
Conseil département du Val-de-Marne	6 500,00	2,92%
commune de Vitry-sur-Seine	19 500,00	8,76%
Fondations RATP	20 000,00	8,99%
Union européenne (FSE)	21 000,00	9,44%
Etat (D2RT)	15 500,00	6,97%
Fondation SAFRAN	30 000,00	13,48%
Fondation ADP	20 000,00	8,99%
Fondation SNCF	20 000,00	8,99%
Total	222 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 500,00 €
2018	7 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	4 000,00 €
2014	Questions de sciences, Enjeux citoyens	223 000,00 €
2014	Questions de sciences, enjeux citoyens (Inv)	40 000,00 €
2014	Soutien à la manifestation Festival Tous en Seine	8 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	56 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	15 000,00 €
2015	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	22 990,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	11 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	55 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	23 000,00 €

2015	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement (CR46-14)	20 000,00 €
2016	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	149 900,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	50 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	20 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 4	49 155,03 €
	Montant total	747 045,03 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009841

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - PETITS DEBROUILLARDS ILE DE FRANCE - PROPOSER UNE INTERFACE ENTRE LES JEUNES, LA PRATIQUE, LES MÉTIERS ET DES « LIEUX » DU NUMÉRIQUE - INV

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	8 000,00 €	100,00 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PETITS DEBROUILLARDS ILE DE FRANCE
Adresse administrative : BATIMENT COLOMBANI
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie BODEUX, Présidente

Date de publication au JO : 15 janvier 2000

N° SIRET : 42994326900044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
L'objectif général de ce projet est d'offrir aux publics un temps de mobilisation d'expérimentations et de rencontres innovant sur les enjeux, les utilisations et les métiers du numérique.
Il s'agit de :
- Découvrir des usages du numérique par des formes pédagogiques originales (expériences, jeux, simulations, …)
- Créer un événement fédérateur sur les territoires autour de ces enjeux

- Découvrir des métiers en rencontrant des professionnels du numérique issus de l'ESR et du monde de l'entreprise (notamment ceux installés dans le bassin de vie des jeunes)
- Accompagner les jeunes dans la découverte et l'usage des lieux d'innovation et de création du numérique au plus près de chez eux
- Mettre à disposition des ressources variées sur les métiers et les formations au numérique

Description :
Le programme se décline en 3 volets :
Volet 1/ EXPÉRIMENTER le numérique. Ce volet basé sur une approche liée aux technologies, aux usages et aux ressources du numérique se déroulera au travers d'ateliers et d'expériences menés par les médiateurs de l'association.
Chaque expérience réalisée se fera écho de métiers du numérique soit via la technologie (les techniques, le support et les usages utilisés), soit via les compétences (savoir-faire et savoir-être) inhérentes à la pratique desdits métiers et/ou filières.
Les domaines de compétences, concepts et apprentissages principalement mobilisés évolueront autour :
- des connaissances et usages d'internet et des réseaux sociaux
- de l'appropriation du code
- des données (data)
- des usages du numérique dans l'investigation citoyenne (DIY)

Les jeunes vivront ainsi, le temps de la pratique, une expérience valorisante durant laquelle ils devront mobiliser des connaissances et des savoir-faire souvent informels.
Par exemple, apprendre à programmer une carte électronique afin de réaliser un robot musicien, relever une liste de défis afin de recréer la circulation d'un mail à travers le réseau internet ou fabriquer un dispositif numérique de mesure pour une recherche participative ou une investigation citoyenne
Volet 2/ ÉCHANGER avec un professionnel de l'entreprise et/ou de la recherche dans le domaine du numérique.
Les jeunes pourront rencontrer un professionnel de l'entreprise et/ou de la recherche évoluant dans les métiers du numérique en rapport avec la phase d'expérimentation qu'ils ont suivie au préalable.
Cet échange concret avec un professionnel sera l'occasion de découvrir un métier, de le positionner au cœur d'une réalité et d'une évolution socio-professionnelle.
Il est souhaité que ce temps ait pour autres effets de réduire les stéréotypes des jeunes face aux métiers et ainsi faciliter leur capacité à s'y projeter.
Quelques corps de métiers importants à valoriser et pour lesquels ont déjà été identifiés des intervenants potentiels :
- Ingénieur pédagogique (crée un dispositif multimédia visant à évaluer et valider des compétences)
- Médiateur numérique au sein d'entreprises (ex : Magic Makers, Tralalère)
- Fabmanager (Coordonne les savoirs et compétences au sein d'un lieu de fabrication numérique)
- CDO (Statisticien / Gestionnaire de base de données)
- Designer numérique (créateur d'interfaces et d'univers adaptés)
- Modélisation d'intelligences artificielles

Volet 3/ CONNECTER les expériences et les échanges :
Il s'agit pour les jeunes de pouvoir mieux identifier des types d'activités et des fonctions en rencontrant des professionnels ressources mais aussi des lieux de pratique et/ou de formation au numérique inhérent à leur territoire. Seront accompagnés les publics à découvrir ces nouveaux espaces in situ, ou le cas échéant, en invitant leurs acteurs à venir en témoigner.
Voici une liste non exhaustive de lieux avec lesquels des collaborations ont déjà été réalisées :
Woma, Carrefour Numérique, NUMA, Gaité Lyrique, INRIA, Proto 204, FacLab, Living Lab de SIANA , EdFab, Pointcarré, Usine.io

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
Ce projet s'adresse majoritairement aux jeunes de 6 à 15 ans et leurs familles, toutefois seront

privilégiés autant que possible les jeunes en cours d'orientation (lycéens à partir de la seconde) et notamment ceux habitants dans les quartiers populaires.
550 jeunes sont ciblés.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	39 115,00	66,98%
Frais d'animation	2 652,00	4,54%
Frais de transport	3 755,00	6,43%
Autres frais de fonctionnement liés au projet	4 878,00	8,35%
Investissement : matériel informatique (dont tablettes et ordinateurs), imprimante et scanner 3D, etc.	8 000,00	13,70%
Total	58 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	30 000,00	51,37%
Région Ile-de-France (INVEST.)	8 000,00	13,70%
commune d'Argenteuil	1 000,00	1,71%
commune de Garges-lès-Gonesse	1 000,00	1,71%
commune de Colombes	600,00	1,03%
commune d'Epinay-sur-Seine	600,00	1,03%
commune de Sevran	600,00	1,03%
commune de Viry-Chatillon	600,00	1,03%
Etat	10 000,00	17,12%
CAF de Paris	6 000,00	10,27%
Total	58 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 000,00 €
2018	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	40 000,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	15 000,00 €
2014	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	20 000,00 €
2014	Méditerranée	25 000,00 €

2014	Questions de sciences, Enjeux citoyens	38 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne	20 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne	5 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	40 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	10 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	20 000,00 €
2015	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement (CR46-14)	25 000,00 €
2015	Méditerranée (CR46-14)	16 000,00 €
2015	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	9 940,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	30 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	10 000,00 €
2015	Soutien aux actions multi-territoires en Politique de la ville	30 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	25 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	20 000,00 €
2016	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	20 000,00 €
2016	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	2 300,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	34 700,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	8 000,00 €
	Montant total	438 940,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020136

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - SAINT QUENTIN EN YVELINES VILLAGE DES SCIENCES - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	11 940,00 €	33,50 %	4 000,00 €
	Montant Total de la subvention		4 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-65734-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAINT QUENTIN EN YVELINES
Adresse administrative : 1 RUE EUGENE HENAFF
78192 TRAPPES
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Michel LAUGIER, Président

N° SIRET : 20005878200018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : Village des Sciences de Saint-Quentin-en-Yvelines, trois jours d'évènements par les acteurs scientifiques du territoire à la Commanderie de la Villedieu à Elancourt.

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
- Sensibiliser le grand public au monde scientifique, technologique et industriel, valoriser la recherche et l'innovation
- Créer un événement fédérateur valorisant la dynamique du réseau scientifique du territoire saint-quentinois
- Favoriser le partage de savoirs et les échanges entre les chercheurs et le public, créer des vocations et sensibiliser à la culture scientifique auprès du plus large public
- Donner envie au public de découvrir les expositions et programmations proposées sur le territoire tout au

long de l'année, de participer aux actions des associations scientifiques, de découvrir les formations scientifiques présentes sur le territoire saint-quentinois
- Afin de toucher le public le plus éloigné de la culture scientifique, nouer des partenariats avec les structures du territoire (maisons de quartier; association du champ social).

Description :
L'Atelier des sciences de la Direction du rayonnement culturel de Saint-Quentin-en-Yvelines (SQY, EPCI) a pour mission de diffuser la culture scientifique et technique sur le territoire des douze communes de l'agglomération.
Depuis septembre 2016, l'Atelier des sciences s'est associé au service des Arts visuels pour proposer une programmation où Arts et sciences se croisent autour de thématiques communes (Espace, Textiles innovants, Sciences&Fictions). Ateliers, cafés des sciences, rencontres et expositions, sont proposés gratuitement au public, accompagné de médiateurs culturels et scientifiques. (Pour découvrir un exemple de programmation http://www.commanderiedelavilledieu.agglo-sqy.fr/les-evenements/2017/rendez-vous-autour-des-expositions-textiless/).
Pour la saison 2017-2018, une résidence Arts et Sciences sera mise en place à la Commanderie. La programmation s'articulera autour de deux grands événements et deux expositions : les Journées du Patrimoine et la Fête de la Science, une exposition de novembre à mars sur le thème des innovations liées aux images et aux écrans puis une exposition d'avril à juillet fruit de la résidence Arts et sciences. Un travail avec les scolaires sera également effectué dans le cadre des dispositifs classes à projet éducatif, artistique et culturel.
La thématique 2017-2018 choisie par la Direction du rayonnement culturel porte sur les images, les écrans, la réalité virtuelle/augmentée et les innovations numériques.

Le territoire de Saint-Quentin-en-Yvelines participe à la Fête de la Science depuis plus de 10 ans.
Des événements sont proposés notamment dans le réseau des médiathèques. Saint-Quentin-en-Yvelines organise un Village des sciences pour lequel, un soutien financier de la Région Ile-de-France est demandé.
Le Village des sciences, piloté par l'Atelier des sciences, est un événement fédérateur. Il rassemble à la Commanderie de la Villedieu à Elancourt, les acteurs scientifiques du territoire durant 3 après-midis (associations scientifiques amateurs, services de l'agglomération, laboratoires, universités, entreprises…). Ainsi, une vingtaine de stands différents seront proposés au public.
Chaque intervenant aura un stand sur lequel seront animés des expériences, des manipulations ou des jeux en lien avec les thèmes suivants :
- Les métiers au cœur de la science (thème régional de la Fête de la science) : sollicitation en cours de la cité des métiers du territoire et des ingénieurs détachés auprès de l'éducation nationale
- Les images, les écrans, la vue, l'optique, la réalité virtuelle/augmentée, les innovations numériques… (thème de la direction du rayonnement culturel), certaines manipulations proposées par les intervenants seront valorisées dans le cadre de l'exposition de novembre 2017 à mars 2018 à la Commanderie
- Arts et sciences : chronophotographie, art cinétique, mouvements, 3D, relief, couleurs,… (projet de la Commanderie porté par l'Atelier des sciences et les Arts visuels)
- Thèmes scientifiques liés aux spécificités de chaque intervenant (sciences du vivant, géologie, astronomie, énergie renouvelable, radiodiffusion, biodiversité, médecine, robotique, imagerie médicale...)
Pour guider le public, des médiateurs seront présents. Un livret, reprenant une présentation succincte de chaque stand, sera distribué ainsi qu'un quiz permettant au public de chercher les informations, d'aller de stand en stand et de découvrir les métiers liés aux différentes disciplines scientifiques.
Certains intervenants interviennent bénévolement. D'autres structures sont sollicitées et leurs prestations sont payées pour intervenir sur certaines thématiques notamment autour de l'optique, des images et de la réalité virtuelle.
La mise en place de cet événement nécessite 0,30ETP permanent = 83j de travail (60 jours de travail par les 3 chargés de mission Arts et sciences 18j par les 3 techniciens et 5 j pour les administratifs. + 5 vacataires sur 3j

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- les familles avec des enfants de 6 à 14 ans.
- le public le plus éloigné de la culture scientifique

Public 18-25 ans : Cette proposition sera également envoyée aux structures d'insertion professionnelle ou centres de formation.

Localisation géographique :
- CA SAINT QUENTIN EN YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont vacations)	1 640,00	13,74%
Frais d'animation	6 600,00	55,28%
Frais de communication	500,00	4,19%
Frais de transport	2 000,00	16,75%
Frais de restauration	1 200,00	10,05%
Total	11 940,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	4 000,00	33,50%
Ressources propres	5 940,00	49,75%
Etat (D2RT)	2 000,00	16,75%
Total	11 940,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 000,00 €
2018	2 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	62 400,00 €

2016	Soutien à l'immobilier d'entreprises	114 690,00 €
2017	Aide au développement de bornes de recharges électriques	144 000,00 €
	Montant total	401 090,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020139

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : COMMUNE DE SAINT OUEN 20/03/2017 LE METRO DANS MA VILLE - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	2 110,00 €	42,65 %	900,00 €
	Montant Total de la subvention		900,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-65734-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT OUEN
Adresse administrative : 6 PLACE DE LA REPUBLIQUE
93406 SAINT-OUEN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur William DELANNOY, Maire

N° SIRET : 21930070400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : Le métro dans ma ville est un projet d'exposition et d'ateliers scientifiques sur les nouvelles lignes de métro de Paris Métropole.

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
Le projet s'adresse de manière générale à l'ensemble des habitants et usagers du métro. Il explique les étapes des chantiers de construction, les objectifs et l'intérêt de ces nouvelles lignes de métro.

Les jeunes et les enfants sont un public prioritaire, notamment avec le développement de la thématique des métiers (ingénierie, construction, mécanique, architecture, etc.).

Enfin, les publics éloignés de l'offre culturelle sont ciblés via des partenariats et des dispositifs spécifiques

(maisons de quartier, réussite éducative, dispositif ACTE pour les collégiens exclus, etc.).

Description :
La commune de Saint-Ouen-sur-Seine est largement concernée par l'arrivée des nouvelles lignes de métro : le prolongement de la ligne 14 puis les lignes 15, 16 et 17 du Grand Paris Express.

Au fil de l'avancée des travaux, le centre de culture scientifique ATLAS, la RATP et la Fabrique du métro (Société du Grand Paris) proposent aux habitants de découvrir et d'approfondir différentes thématiques scientifiques en lien avec la construction des lignes de métro express du grand Paris.
Ces thèmes sont développés sous la forme d'ateliers scientifiques, de visites d'expositions, de rencontres avec des professionnels.

Le premier thème développé en 2017 s'intéresse aux sous-sols franciliens, aux roches et à leurs utilisations, à la construction des tunnels et des gares du métro, à la problématique des déblais (évacuation, traitement et réutilisation).

Le projet comprend :
1/ Une exposition conçue en interne avec les soutiens de la Société du Grand Paris et de la RATP. L'exposition présente la géologie du territoire francilien, les travaux préparatoires avant la construction des tunnels et des gares, le tunnelier et la gestion des déblais.
Elle est présentée du 20 février au 13 juillet 2017 à l'ATLAS et est en entrée libre.
Les visites de l'exposition sont animées par un médiateur scientifique. Un livret de visite a également été conçu pour accompagner la visite.

2/ En complément, l'ATLAS anime des ateliers scientifiques sur la géologie, les roches, leurs propriétés et leurs utilisations. Ces ateliers sont proposés dans différents cadres : pour 14 classes de scolaires de cycle 3 de la commune, des classes de lycéens du territoire francilien, des centres de loisirs.
Ces ateliers se dérouleront au premier semestre 2017.

3/ Au second trimestre 2017, l'ensemble des groupes ayant visité l'exposition à l'ATLAS sont invités à visiter le nouveau lieu d'exposition de la SGP : La Fabrique du métro, situé 50 rue Ardoin à Saint-Ouen.

4 / Au second semestre 2017, le projet sera développé sous l'angle des métiers des chantiers du métro (en lien avec la Fête de la science). L'ATLAS organise des ateliers présentant les métiers sur un chantier de construction de métro. En complément, des visites de chantier et des rencontres avec des professionnels (grutiers, ferrailleurs, etc.) sont organisées avec la RATP.

Il est à noter que les outils pédagogiques (trames des ateliers scientifiques, description des expériences scientifiques et du matériel) et les panneaux de l'exposition, conçus par l'ATLAS, sont ensuite mis à disposition des acteurs socio-culturels et éducatifs du territoire francilien, par le biais d'une plate forme de la SGP "Les classes du Grand Paris Express" (mise en ligne au second semestre 2017).

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Public scolaire primaires (cycle 3) : 340
Public scolaire secondaire (lycées) : 60
Dispositif de réussite éducative : 10
Périscolaire : 100
Retraités : 20
Tout public (familles) : évaluation 100 personnes

Localisation géographique :

- SAINT-OUEN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'animation (petit matériel pédagogique, etc.)	1 030,00	48,82%
Frais de communication	1 080,00	51,18%
Total	2 110,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	900,00	42,65%
Ressources propres	1 210,00	57,35%
Total	2 110,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	900,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Jardins solidaires en Ile de France	2 550,00 €
2014	Soutien régional en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	2 500,00 €
2016	Aide aux structures d'exercice collectif	40 209,35 €
	Montant total	45 259,35 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020165

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - COMMUNE DE RAMBOUILLET - MOIS DE LA SCIENCE - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	23 370,00 €	48,35 %	11 300,00 €
	Montant Total de la subvention		11 300,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-65734-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RAMBOUILLET
Adresse administrative : 1 PLACE DE LA LIBERATION
78514 RAMBOUILLET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Marc ROBERT, Maire

N° SIRET : 21780517500015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : La Ville de Rambouillet et son pôle culturel La Lanterne organisent pour la deuxième année leur Mois de la science sur le thème 2017 suivant : "De l'infiniment petit à l'infiniment grand".

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :

- Rencontres intergénérationnelles : programmation d'un atelier parents-enfants pendant la période des congés scolaires, événements à destination du public familial sur leur temps libre (visite planétarium animée les samedi et mercredi après-midi)
- Croisement des publics : des thématiques ludiques permettant des liens novateurs et originaux entre les sciences et le théâtre, les arts plastiques (origami), le vin…
- Accessibilité : la majorité des événements programmés sont en entrée libre, le travail à destination du

public scolaire permettra de toucher toutes les catégories de public, la prise en charge du transport permettra à un nouveau public de découvrir un musée scientifique régional.

Description :
La thématique retenue par l'équipe de la Lanterne est "de l'infiniment petit à l'infiniment grand". Seront mises en place plusieurs manifestations à destination du jeune public en priorité, du public scolaire (collèges et lycées), mais également des familles et des adultes.

Le projet permet une approche interdisciplinaire du sujet permettant à chacun de découvrir, d'apprendre de manière ludique par des axes différents.

La science élargit notre « vision » du monde, elle permet d'aller au delà de ce que perçoivent nos sens, et exerce notre pensée critique. Cette démarche est la règle principale de l'activité scientifique, elle est aussi très utile au quotidien pour faire nos choix d'individus et de citoyens. Elle est un objectif de l'éducation, à tous les niveaux et dans toutes les disciplines.

Parrainée par Hubert Reeves, l'édition 2017 du Mois de la Science proposera différents moyens par lesquels se familiariser avec les sciences et les notions d'infiniment petit et d'infiniment grand : ateliers, conférences, projections, spectacle, visite musée scientifique, workshop, débat, exposition…

Plusieurs personnalités participeront à l'événement dont Hubert Reeves.

Des événements ludiques et originaux, au croisement des Arts et des Sciences, permettront de toucher un large public :
Spectacle « Ivre d'infinis », (création tout public à partir de 10 ans) d'Emilie Trasente (clown et masque), comédie poétique et scientifique sur les mystères de la matière et de nos origines suivie d'une rencontre avec Nathalie Besson, chercheuse en physique des particules à l'Institut de Recherche sur les lois Fondamentales de l'Univers, conseillère scientifique sur le spectacle

• Conférence théâtrale « Le vin et les maths, vers l'ivresse de l'infini » par Jean-Christophe Deledicq, mathématicien
• Worshop : atelier tout public avec l'artiste origamiste Laure Devenelle suite à la projection du documentaire « Un monde en plis – Le code Origami » (lien origami et recherche scientifique)
• Conférence théâtralisée (vin et infini), lien arts plastiques (origami) et sciences, mathématiques, plis
• Organisation d'un déplacement à Triel-sur-Seine (78) pour la visite du Parc aux étoiles, musée scientifique sur l'histoire de l'univers

Un projet sera construit avec les collèges et lycée de Rambouillet : trois séances sont réservées au public scolaire pour le spectacle « Ivre d'infinis », de nombreux ateliers animés par Planète Science leur seront proposés avec location d'un planétarium…

Les ateliers animés par Planète Sciences et le Parc aux Etoiles permettront de se familiariser avec l'infiniment grand (planétarium) et l'infiniment petit (construction de microscopes, etc).

L'exposition du Musée de Bretagne "Lunivers du big band à nos jours" complétera les différents apports scientifiques proposés au public.

Une couverture médiatique et via les réseaux sociaux de l'événement est programmée : presse locale, page Facebook, événement Facebook, partenariat radios…

Le Mois de la science est une occasion privilégiée d'exercer l'esprit citoyen, un moment pour exprimer ses idées et en débattre ouvertement, dans le respect de chacun.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Sur les 2700 personnes attendues, l'organisme projette de toucher pour les actions dirigées spécifiquement vers les scolaires, 730 personnes. Les conférences sont ouvertes à tous et il est possible que des classes viennent y assister sur le temps extra-scolaire.
Le grand public pourra assister à l'ensemble des évènements qui sont proposés sur le mois de la science.

Localisation géographique :

- RAMBOUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	9 079,00	38,85%
Frais d'animation	4 525,00	19,36%
Frais de communication	6 706,00	28,69%
Frais de transport	2 760,00	11,81%
Frais de restauration	300,00	1,28%
Total	23 370,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	11 300,00	48,35%
Ressources propres	12 070,00	51,65%
Total	23 370,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 650,00 €
2018	5 650,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
2014	Construction et aménagement de médiathèques	368 813,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	33 147,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	28 841,77 €
	Montant total	440 801,77 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020202

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - LIMOURS 16EME FÊTE DE LA SCIENCE LA ROBOTIQUE, C'EST PAS QU'AUTOMATIQUE - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	1 990,00 €	40,20 %	800,00 €
	Montant Total de la subvention		800,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-65734-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LIMOURS
Adresse administrative : PL DU GENERAL DE GAULLE
91470 LIMOURS-EN-HUREPOIX
Statut Juridique : Commune
Représentant :

N° SIRET : 21910338900017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : 16eme Fête de la Science
La Robotique, c'est pas qu'automatique !

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :

Les objectifs poursuivis dans le choix de ce thème, sont :
- sensibiliser la population à la culture scientifique en rapport avec le thème de la robotique, avec un accent particulier en direction des enfants, des classes élémentaires au lycée ;
- faire découvrir la robotique à travers une exposition interactive et commentée, à travers des ouvrages sur le thème à la Bibliothèque et à la librairie Interlignes ;

- faciliter les échanges entre les publics de milieux culturels différents, à travers une conférence/débat avec les lycéens et les Limouriens ;
- faire manipuler le jeune public pour apprendre en se divertissant, par des animations en espace ouvert, et des ateliers scientifiques dans les écoles et à la Bibliothèque ;
- amener à se poser des questions entre sciences et société humaine ;
- permettre au jeune public de comprendre et s'approprier les évolutions scientifiques qui constituent le futur proche et leur avenir.

Description :
Limours célèbrera en octobre 2017 sa 16eme Fête de la Science. L'intégration d'entreprises de pointe au sein de la commune et la proximité du campus Paris-Saclay renforce la volonté de la ville à promouvoir les sciences, les techniques et l'industrie, de renforcer le lien entre sciences et société.

Le service culturel et le groupe de travail citoyen a choisi d'aborder cette année le thème de la Robotique : « La Robotique, c'est pas qu'automatique »

Du mardi 03 octobre au dimanche 22 octobre 2017, des animations variées d'accès gratuit, à destination d'un large public, aussi bien d'enfants que d'adultes, se dérouleront dans différents lieux de la commune, dont les établissements scolaires.

La ville de Limours conjugue à travers le programme proposé les compétences de ses partenaires locaux : la bibliothèque municipale, les établissements scolaires, la MJC, les associations culturelles ainsi que les personnalités scientifiques résidant sur la commune et/ou exerçant à proximité et la librairie Interlignes.

Les impacts principaux attendus sont :
- éveiller la curiosité scientifique du jeune public,
- amener les adolescents à faire le lien entre sciences et questions sociétales,
- montrer les opportunités d'orientation vers des métiers techniques, scientifiques et industriels,
- intéresser et intégrer les adultes dont l'intérêt est éloigné des métiers techniques et scientifiques.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- 160 scolaires niveau élémentaire
- 60 à 100 lycéens
- 50 collégiens environ
- 800 adultes environ
- 300 enfants hors temps scolaire

Localisation géographique :
- LIMOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (vacations)	840,00	42,21%
Frais d'animation	710,00	35,68%
Frais de communication	440,00	22,11%
Total	1 990,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	800,00	40,20%
Ressources propres	1 190,00	59,80%
Total	1 990,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat régional territorial	254 278,35 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	11 020,00 €
2014	Politique énergie climat	7 500,00 €
2016	Contrat régional territorial	169 518,90 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	2 401,20 €
	Montant total	444 718,45 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019868

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE ORGANISATION DU FORUM RÉGIONAL DU CONCOURS "FAITES DE LA SCIENCE" - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	13 500,00 €	51,85 %	7 000,00 €
	Montant Total de la subvention		7 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-65738-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE
Adresse administrative : 61 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 94010 CRETEIL CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Olivier MONTAGNE, Président

N° SIRET : 19941111700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : Organisation du forum régional du concours "Faites de la science" par la faculté des sciences et technologie de l'UPEC

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
Le projet est relié à "Art et Science/D'un monde à l'autre" (rencontre artiste/chercheur) organisé pour la fête de la science par la ville de Créteil et la faculté des sciences et technologie : projection des films des rencontres aux élèves du forum régional et présentation du projet scientifique par les lauréats durant la programmation mise en place pour la fête de la science.

Description :
Manifestation à caractère pluridisciplinaire, le forum régional du concours "Faites de la science" permet à des élèves de collège et de lycée de présenter devant un jury universitaire un projet scientifique ou technologique sur lequel ils travaillent depuis le début de l'année scolaire avec leurs professeurs. L'établissement lauréat (1er prix) participe à la finale nationale organisée par la Conférence des Directeurs d'UFR Scientifiques (CDUS).
Le forum se déroule en deux temps :
- une phase locale : les meilleurs projets, sélectionnés par un jury composé d'universitaires et des partenaires de l'événement, reçoivent une bourse. Les collégiens et lycéens, porteurs des projets soutenus, présentent ensuite leurs travaux à la communauté scientifique le jeudi 20 avril 2017, lors du forum régional organisé par la faculté des sciences et technologie. Les meilleures réalisations sont récompensées et un premier prix est désigné pour participer à la finale nationale.

Le forum régional du concours « Faites de la science » donne lieu à :
- des présentations d'expériences scientifiques par des collégiens et lycéens dans les locaux de la faculté des sciences et technologie,
- des soutenances des projets devant un jury composé d'universitaires, d'un étudiant issu de l'association étudiante de la faculté des sciences et technologie (STBDE) et de partenaires extérieurs,
- des conférences d'enseignants-chercheurs,
- des visites de laboratoires de la faculté des sciences et technologie,
- des animations scientifiques proposées par l'Exploradôme et les Petits débrouillards,
- des projections de films scientifiques (réalisés pour "Art et science - D'un monde à l'autre" - manifestation organisée en collaboration avec la ville de Créteil pendant la fête de la science - mettant en scène la rencontre dans un laboratoire de recherche de la faculté des sciences et technologie entre un chercheur et un artiste),
- une remise de prix dans un amphithéâtre précédé par un quizz, destiné aux collégiens et lycéens, avec utilisation de boîtiers de vote interactifs (questions sur les différents projets présentés le matin : les élèves sont prévenus qu'ils doivent aller voir les différents stands).

- Une phase nationale : l'ensemble des lauréats des concours locaux organisés par la quasi-totalité des universités françaises sont accueillis le vendredi 19 mai 2017 pour une compétition finale à l'Université de Paris-Sud à Orsay, sous l'égide de la CDUS. Ils ont à défendre les couleurs de leur université de rattachement, à savoir l'UPEC.

Plusieurs universités franciliennes participent au concours, dont l'Université Paris Sud.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Jeune public francilien
Collégiens et lycéens (filles et garçons)
Communauté éducative et surtout les enseignants du secondaire
Au moment de la fête de la science, grand public plutôt éloigné de la sphère scientifique

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'animation	10 000,00	74,07%
Frais de communication	500,00	3,70%
Frais de transport	800,00	5,93%
Frais de restauration	2 200,00	16,30%
Total	13 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	7 000,00	51,85%
Ressources propres	2 000,00	14,81%
Consei Idépartemental du Val-de-Marne	4 500,00	33,33%
Total	13 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 500,00 €
2018	3 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	292 500,00 €
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	198 000,00 €
2014	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	110 930,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	12 000,00 €
2014	Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI) - fontionnement	291 700,00 €
2014	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	250 000,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	110 577,66 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	3 000,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2014	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	1 750 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	261 000,00 €
2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	194 000,00 €
2015	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	114 365,00 €
2015	Mise en oeuvre d'ateliers de création urbaine	15 000,00 €
2015	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	400 000,00 €

2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	110 577,66 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	6 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	216 450,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	220 000,00 €
2016	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	118 045,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	102 728,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	6 000,00 €
2017	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	154 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Renforcement des nouveaux usages et contenus numériques dans les domaines de l’e-éducation et l’e-santé	350 760,35 €
2017	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	50 000,00 €
	Montant total	5 417 633,67 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019973

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - UNIVERSITE DE PARIS-SUD - CONCOURS "FAITES DE LA SCIENCE" LOCAL ET NATIONAL À L'UNIVERSITÉ PARIS-SUD - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	48 000,00 €	20,83 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-65738-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE DE PARIS-SUD
Adresse administrative : 15 RUE GEORGES CLEMENCEAU
91400 ORSAY
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Madame Sylvie RETAILLEAU, Présidente

N° SIRET : 19911101400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : Concours "Faites de la science" local et national à l'Université Paris-Sud. Le concours consiste à soutenir des projets d'expériences scientifiques réalisés dans les classes de lycées ou de collèges.

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en copte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
- Créer une émulation autour des sciences;
- Valoriser les formations et métiers à caractère scientifique;
- Mettre en avant l'innovation pédagogique déployée par l'Université Paris-Sud mais aussi le tissu scolaire;

- Renforcer les initiatives régionales qui vont dans le sens d'une sensibilisation des jeunes aux sciences par une action fédératrice, en partenariat avec les institutions académiques et scientifiques et autres acteurs de diffusion des sciences de la région (associations, collectivités territoriales).

Description :
Le concours « Faites de la science » consiste à soutenir des projets d'expériences scientifiques ou technologiques réalisés dans les classes de lycées ou de collèges. Il s'adresse donc aux élèves des collèges et/ou lycées d'enseignement général, technologique ou professionnel, publics ou privés sous contrat, situés sur le secteur de recrutement des universités qui participent au concours.

L'objectif est de développer l'intérêt des jeunes pour les sciences par la réalisation de projets concrets et attrayants, de C'est aussi un outil de valorisation des initiatives des enseignants qui répond au réel besoin d'une relation plus étroite entre l'université et les établissements scolaires du second degré.

Cette opération se déroule en trois phases :

- Tout d'abord l'attribution de bourses : en début d'année scolaire, les professeurs de sciences de collèges et lycées sont invités à répondre à un appel à candidature de la Faculté des Sciences d'Orsay (Université Paris-Sud) en présentant un projet d'expérience scientifique ou technologique. Un jury constitué d'enseignants, enseignants-chercheurs principalement, sélectionne les meilleurs projets et attribue une bourse de 300 euros.

- Ensuite l'organisation d'un forum : en fin d'année scolaire, cette année le jeudi 11 mai 2017 sur le campus d'Orsay. Les élèves des établissements porteurs de projets soutenus sont invités à présenter leurs travaux à la communauté académique et scientifique sous forme de stands mis à leur disposition. Des élèves-ambassadeurs sont délégués pour défendre leurs projets sous forme de mini-soutenances auprès d'un jury composé de scientifiques. Des prix sont attribués aux meilleures réalisations dans le cadre d'une cérémonie officielle en présence des représentants des partenaires institutionnels de l'opération.

- Enfin, une compétition finale réunissant les lauréats des concours locaux est organisée au niveau national. Cette année, la finale aura également lieu à l'Université Paris-Sud (campus d'Orsay), le vendredi 19 mai 2017. C'est la première fois qu'elle a lieu dans une université de la Région Ile-de-France.
Les lauréats des forums locaux issus des 25 universités participantes se réuniront pour tenter de remporter de nombreux prix. Plusieurs universités franciliennes participent au concours : parmi elles, l'Université Evry Val d'Essonne, l'Université Paris-Est Créteil Val de Marne et bien sur l'Université Paris-Sud. A l'occasion de ce forum, plusieurs expositions, conférences, manipes et ateliers scientifiques seront proposés aux élèves.

Le forum local et le forum national sont ouverts à tous les publics.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Public scolaire :
° collèges et lycées d'enseignement général et professionnel d'Ile-de-France pour le forum local.
° collèges et lycées de toute la France pour les lauréats de la Finale du concours national
° établissements scolaires du 1er degré de l'Essonne participant aux Projets scientifiques parrainés
- Grand public, usagers du campus (personnels, étudiants, enseignants-chercheurs), partenaires institutionnels, scientifiques et académiques, entreprises, collectivités territoriales.

- Concours local :
1 000 scolaires (écoles primaires, collèges et lycées), 20 classes de collèges-lycées, 20 classes de primaire
- Concours national :
300 scolaires, 25 classes de collèges-lycées
- Pour les 2 concours : 200 personnels non scolaires (enseignants, chercheurs, institutionnels, grand public)

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (vacations)	500,00	1,04%
Frais d'animation	9 000,00	18,75%
Frais de communication	15 000,00	31,25%
Frais de transport	4 000,00	8,33%
Frais d'hébergement	14 000,00	29,17%
Frais de restauration	5 500,00	11,46%
Total	48 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	10 000,00	20,83%
Ressources propres	7 000,00	14,58%
Conseil départemental de l'Essonne	5 000,00	10,42%
Consei ldépartemental des Hauts-de-Seine	3 000,00	6,25%
Conseil départamental des Yvelines	3 000,00	6,25%
Communauté d'agglomération Paris-Saclay	5 000,00	10,42%
EDF	10 000,00	20,83%
CNRS Ile-de-France Sud	1 000,00	2,08%
Société Française de Physique	500,00	1,04%
Société Chimique de France	500,00	1,04%
Autres Sociétés savantes	1 000,00	2,08%
Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement sup. et de la Recherche	2 000,00	4,17%
Total	48 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €
2018	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	245 250,00 €
2014	Insertion professionnelle des doctorants	10 000,00 €
2014	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	250 000,00 €
2014	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	215 552,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	65 172,00 €
2014	PSP - Diplôme universitaire de musicien intervenant	85 734,00 €
2014	SESAME	200 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	23 000,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	35 000,00 €
2014	Soutien aux actions en faveur de la démocratisation de l'enseignement supérieur	20 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	2 750,00 €
2014	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	6 000 000,00 €
2015	Accompagnement VAE renforcé	4 500,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	194 850,00 €
2015	Insertion professionnelle des doctorants	10 000,00 €
2015	Manifestations scientifiques hors DIM	3 000,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	66 837,00 €
2015	PSP - Diplôme universitaire de musicien intervenant	85 734,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	12 870,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	10 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	30 000,00 €
2015	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	16 906 780,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	164 700,00 €
2016	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	161 586,80 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	63 438,00 €
2016	PSP - Diplôme universitaire de musicien intervenant	85 734,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	9 000,00 €
2016	Soutien études & mise en œuvre plans déplacements scol. & interentreprises (Inv)	17 070,00 €
2017	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	200 000,00 €
	Montant total	27 221 777,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020048

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - PLAINE COMMUNE - SAVANTE BANLIEUE MANIFESTATION DE CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	122 100,00 €	12,29 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-65738-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLAINE COMMUNE
Adresse administrative : 21 AVENUE JULES RIMET
93210 SAINT DENIS
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur PATRICK BRAOUEZEC, Président

N° SIRET : 20005786700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : Demande de subvention pour Savante Banlieue manifestation de culture scientifique et technique

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
- Sensibiliser le public local et du Nord francilien aux atouts scientifiques et universitaires du territoire ;
- Valoriser les activités des laboratoires de recherche présents sur le territoire de Plaine Commune et de la Seine-Saint-Denis en direction des habitants, des salariés et des institutionnels ;
- Initier les jeunes à la science et à la découverte des universités Paris 8 et Paris 13 ;
- Favoriser les échanges entre les enseignants chercheurs et le public (jeune et adulte. Au regard des années précédentes et de la volonté de sensibiliser un public diversifié plus ou moins éloigné de la

culture scientifique et technique , différentes actions seront menées pour attirer de nombreuses classes de lycéens et de collégiens, des apprentis, mais aussi des élèves de maternelle et primaire de proximité, des jeunes et moins jeunes en insertion (en lien avec les associations locales), des habitants.

Description :
Savante Banlieue est organisée depuis plusieurs années dans le cadre de la « Fête de la science » par Plaine Commune, en partenariat avec les universités Paris 13, Paris 8 et le CNRS.).
Il s'agit d'un salon de la science pluridisciplinaire, rythmé par de grandes conférences élaborées à partir du thème principal de la manifestation, de nombreuses mini-conférences pluridisciplinaires et des animations destinées à un large public (de 4 à 70 ans): scolaire (collèges et lycées, mais aussi quelques écoles maternelles et écoles primaires), des apprentis, des personnes en insertion professionnelle, les habitants, et les étudiants.
La mutualisation avec différents acteurs (laboratoires de recherche et associations) sera recherchée comme les années précédentes ainsi que le partenariat avec les lycées de Plaine Commune pour que les élèves lycéens participent en tant qu'acteurs à Savante Banlieue (conférenciers, exposants ou accompagnateurs).
Savante Banlieue se déroulera le jeudi 12 et vendredi 13 octobre dans le cadre de la Fête de la science sur trois sites : campus de Paris 13 à Villetaneuse et Bobigny, et campus de Paris 8 à Saint-Denis :
Plus précisément, le salon de la science se composera d'environ 30 stands pluridisciplinaires de laboratoires de recherche de Paris 8, Paris 13 et du CNRS, Supméca, de la MSH Paris Nord, et d'associations en lien avec la culture scientifique et technique. Il se déroulera dans les locaux de l'université Paris 13 à Villetaneuse (Les présentations pédagogiques et attractives seront priorisées).
Les grandes conférences sont élaborées à partir d'un thème principal défini. Elles sont destinées au grand public. Elles seront au nombre d'environ sept et constituées essentiellement à partir des compétences de laboratoires présents sur le territoire.

Les mini-conférences pluridisciplinaires en direction essentiellement des collégiens et des lycéens sont destinées et adaptées à un groupe de 30 à 90 personnes de même niveau. Elles sont choisies par les groupes sur une liste comprenant plus de 50 thèmes différents présentés en très grande majorité par des enseignants chercheurs. Les conférenciers sont d'accord pour intervenir une ou plusieurs fois, selon la demande des inscrits (en 2016, 127 mini-conférences ont été organisées à partir de 47 thèmes choisis sur 64 proposés).

Un jeu concours sera organisé en partenariat avec Universcience-partenaires à destination des différents publics (l'année dernière 920 personnes y ont participé). Trois quizz différents seront rédigés à l'attention des collégiens, des lycéens et des adultes sur la base des contenus des stands présentés. Le prix du jeu concours récompensera les groupes lauréats en leur offrant l'accès gratuit pour découvrir pendant une journée, soit la Cité des sciences et de l'industrie soit le Palais de la découverte (expositions permanentes et planétarium).

Généralement, les élèves du secondaire, les personnes en insertion, viennent à Savante Banlieue pour une demi-journée ou la journée entière (combinant conférences, visites de stands et animations). Plaine Commune assure le transport(porte à porte) des élèves tout en veillant à ce qu'ils puissent être accompagnés sur les différents sites de la manifestation. Ainsi, les groupes inscrits reçoivent un programme individualisé d'évènements (Pour cela, Plaine Commune se fera aider d'un prestataire extérieur gérant l'ensemble des emplois du temps des groupes et des conférenciers).

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Sur 6 000 personnes attendues, 35% devraient être résidentes de Plaine Commune (tous publics confondus), les autres venant d'autres communes de la Seine-Saint-Denis, du Val-d'Oise (voir de Paris).
Rappelons que le nombre de participants pour une grande majorité du public (70%) est inscrit pour

bénéficier d'un car scolaire (transport porte à porte). Le solde (30%) est évalué à partir du nombre de présents dans les grandes conférences, à l'inauguration et sur les stands.

Localisation géographique :

- PLAINE COMMUNE (EPT6)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	13 900,00	11,38%
Frais d'animation	28 700,00	23,51%
Frais de communication	30 000,00	24,57%
Frais de transport	26 500,00	21,70%
Frais de restauration	9 000,00	7,37%
Autres frais de fonctionnement liés au projet (agents de sécurité, etc.)	14 000,00	11,47%
Total	122 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	15 000,00	12,29%
Ressources propres	58 850,00	48,20%
commune d'Argenteuil	4 000,00	3,28%
Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	20 000,00	16,38%
CNRS	6 000,00	4,91%
Etat	5 000,00	4,10%
commune de la Courneuve	4 500,00	3,69%
GENERALI	3 750,00	3,07%
SAGUEZ Partners	2 500,00	2,05%
SNCF	2 500,00	2,05%
Total	122 100,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 500,00 €
2018	7 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	122 700,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	4 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
2016	Chantier école	50 302,00 €

2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	433 981,00 €
2016	Passerelles entreprises	100 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	60 000,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	60 000,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	111 981,00 €
2017	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	157 800,00 €
2017	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	10 500,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	79 002,00 €
	Montant total	1 300 266,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020074

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE FÊTE DE LA SCIENCE - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	28 500,00 €	35,09 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-65738-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE
Adresse administrative : BOULEVARD FRANCOIS MITTERAND
91025 EVRY
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Patrick CURMI, Président

N° SIRET : 19911975100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : Fête de la science manifestation scientifique d'envergure organisée conjointement avec Genopole. Stands, conférences débat, spectacles, visite des labos et ateliers scientifiques ouverts à tous.

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
L'objectif est de faire découvrir la démarche scientifique via des rencontres au sein de l'université, au plus grand nombre, dès le plus jeune âge et notamment aux filles qui restent encore minoritaires dans les cursus sélectifs et scientifiques. L'opportunité est de les sensibiliser aux formations de l'université et d'augmenter le nombre d'étudiantes.

Description :

Le projet (montage, thématique, fonctionnement) est géré en étroite collaboration avec des enseignants-chercheurs. Il se déclinera de la façon suivante pour l'Université :
L'après-midi du jeudi 12 octobre, un spectacle scientifique suivi d'un débat modéré par les enseignants et les artistes du spectacle.
Le spectacle est ouvert aux classes de lycéens, aux étudiants et au public extérieur. Il permettra les rencontres et de confronter différents publics et points de vue.
La journée du vendredi 13 octobre est réservée aux scolaires et à des établissements accueillants des personnes en situation de handicap. Il est prévu d'accueillir 700 scolaires et lycéens et d'organiser des visites de deux heures, sur deux campus universitaires, avec un guide par groupe de 15 pour découvrir les labos, les différents métiers proposés à l'Université, observer les étudiants de l'IUT en action (travaux pratiques) dans la halle technologique, écouter une conférence, manipuler sur des stands ou tout simplement visiter une exposition avec un médiateur scientifique.
Le samedi 14 octobre est ouvert à tous les publics avec au programme :
- des stands, ateliers didactiques pour manipuler, jouer, expérimenter animés par les enseignants chercheurs et leurs doctorants.
- un conte scientifique pour un jeune public de 4 à 10 ans (thématique à définir).
- une conférence sur les métiers avec une projection d'un extrait du film de "Femmes de têtes" de Hervé NISIC animée par une enseignante chercheuse, Réjane Vallée Responsable du Master pro Image et société à l'Université d'Evry.
- la visite de laboratoires sera proposée :
LAMBE : laboratoire Analyse et Modélisation pour la Biologie et l'Environnement ;
SABNP : laboratoire Structure et Activité des Biomolécules Normales et Pathologiques ;
UBIAE : unité de Biologie Intégrative des Adaptations à l'Exercice ;
La Halle technologique de l'IUT,
Le laboratoire IBISC (Informatique, Biologie Intégrative et Systèmes Complexes) en partenariat avec Grand Paris Sud souhaite proposer des visites, vendredi et samedi, pour valoriser le patrimoine invisible situé sous nos pieds, et expliquer -grâce à la réalité visuelle et augmentée- le trajet de l'eau avant de se retrouver dans les appartements et maisons.
Les enseignants se mobilisent pour accueillir toute la journée du samedi les enfants de 4 à 10 ans accompagnés de leurs parents. Ils pourront ainsi faire des expériences scientifiques sur la thématique "son et musique". L'an passé 200 jeunes ont été accueillis.
Des expositions seront également à l'honneur sur plusieurs sites :
A la Bibliothèque universitaire (BU) sur le thème : "le tourisme en quête de sens" complétée par une bibliographie élargie et une sélection d'ouvrages exposés au salon Mots'Art et empruntables.
A Maupertuis, une exposition sur les débouchés métiers en lien avec les formations de l'université.
Un atelier Art & Science abordera le recyclage des objets de la vie courante animé par un spécialiste et donnera lieu à une exposition dans un des bâtiments du campus.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Scolaires (Collège-lycée)
- Familles
- Jeune public (4-10 ans) à l'atelier des lutins des sciences et au conte scientifique
- Étudiants
- Accueil de jeunes en Institut Médico-Educatif (en situation de handicap)

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (vacations)	3 000,00	10,17%
Frais d'animation	11 000,00	37,29%
Frais de communication	7 400,00	25,08%
Frais de transport	4 600,00	15,59%
Frais d'hébergement	500,00	1,69%
Frais de restauration	2 000,00	6,78%
Investissement	1 000,00	3,39%
Total	29 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	10 000,00	33,90%
Région Ile-de-France (INVEST.)	1 000,00	3,39%
Ressources propres	13 500,00	45,76%
Conseil départemental de l'Essonne)	4 000,00	13,56%
Banque Populaire	1 000,00	3,39%
Total	29 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €
2018	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	148 500,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	52 928,62 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	2 000,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	36 500,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	118 350,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	49 612,50 €
2015	SESAME	300 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	10 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	36 500,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	99 900,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	49 612,50 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	10 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	800,00 €
	Montant total	914 703,62 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020188

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - CNRS - "VIS MA VIE DE CHERCHEUR". PROJET PÉDAGOGIQUE D'ACCUEIL DE LYCÉENS - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	29 300,00 €	51,19 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-65738-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE CNRS MOY200 PARIS B
Adresse administrative : 16 RUE PIERRE ET MARIE CURIE 75005 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Madame Véronique DEBISSCHOP, Déléguée régionale

N° SIRET : 18008901303282

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : "Vis ma vie de chercheur". Projet pédagogique d'accueil de lycéens de la seconde à la terminale des filières scientifiques pour réaliser un miniprojet de recherche en laboratoire.

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
Les expériences menées permettront aux élèves d'acquérir une meilleure connaissance de ce qu'est l'ADN et de son implication dans les maladies génétiques.

Description :
"Vis ma vie de chercheur" est un projet pédagogique à destination des lycéens de la seconde à la

terminale des filières scientifiques (S, STL et ST2S). Il consiste à accueillir dans les locaux du CNRS des classes de lycée afin de leur faire vivre l'expérience de la recherche en laboratoire.

Dans les lycées, en particulier dans les filières scientifiques, les lycéens abordent en biologie des notions souvent abstraites qui ne sont pas simples à assimiler sans une expérience parallèle de travaux pratiques. En outre, les travaux pratiques qu'ils réalisent reposent rarement sur des équipements de pointe tels qu'on en trouve dans les laboratoires de recherche, et ne leur permettent pas vraiment d'appréhender le travail de chercheur, en particulier dans l'élaboration d'un projet de recherche selon la séquence : question posée - hypothèse - expérimentation pour tester l'hypothèse - analyse des résultats - confrontation à la question posée et éventuellement formulation d'une nouvelle hypothèse

Pratiquement, des classes de la seconde à la terminale, de différentes filières sont accueillis. Les élèves, répartis en binôme ou trinôme, réaliseront des travaux pratiques sous la forme d'une enquête policière (identification de l'ADN d'un criminel parmi plusieurs échantillons disponibles) ou d'une enquête médicale (caractérisation de la mutation au niveau de l'ADN responsable d'une maladie génétique, par comparaison avec l'ADN de sujets sains). D'autres types d'expériences pourront être envisagés, en accord avec les enseignants et avec le programme pédagogique des classes concernées.
Ces expériences centrées autour de l'ADN permettent de souligner les notions d'hérédité qui sont au cœur des programmes de 1ère et Terminale, mais aussi de démontrer par l'expérimentation que l'ADN est un polymère chargé (ce qui est enseigné sur le plan théorique) que l'on peut séparer et visualiser.

Les lycéens seront encadrés par des étudiants en thèse (doctorants)(rémunérés), qui auront par ailleurs participé à l'élaboration des expériences, en collaboration avec des chercheurs (bénévoles) de l'IBPS.

Il s'agira de :
- Leur permettre de mieux appréhender certains concepts de la biologie
- Améliorer l'attractivité de la recherche auprès des lycéens
- Casser l'image souvent négative de la science en général
- Les informer sur les formations et carrières en biologie

Détails des expériences proposées

Les expériences indiquées ci-dessous sont des exemples d'expériences qui pourraient être réalisées.

Enquête policière : Les lycéens devront résoudre une enquête policière grâce aux échantillons d'ADN prélevés sur une scène de crime imaginaire. Ce type d'analyse est basé sur l'amplification par la technique de PCR de la quantité infinitésimale d'ADN prélevé, puis l'analyse par séparation dans un champ électrique sur un support solide (électrophorèse sur gel d'agarose) des molécules d'ADN amplifiées.

Enquête médicale : Les lycéens devront analyser différents échantillon d'ADN supposés avoir été prélevés sur des patients sains ou atteints d'une maladie génétique (en réalité préparés en laboratoire), et devront identifier la maladie en comparant leurs échantillons à des échantillons témoins (associés à des maladies génétiques connues).

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Seront préférentiellement ciblés des élèves de zones défavorisées au sein de la ville de Paris.

Localisation géographique :

- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont vacations)	22 800,00	64,04%
Frais d'animation	6 500,00	18,26%
Investissement	6 300,00	17,70%
Total	35 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	15 000,00	42,13%
Région Ile-de-France (INVEST.)	5 000,00	14,04%
Ville de Paris	12 000,00	33,71%
Fondations Schueller-Bettencourt	3 600,00	10,11%
Total	35 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 500,00 €
2018	7 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	SESAME	200 000,00 €
	Montant total	200 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019865

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - AFA ASS FRANCAISE ASTRONOMIE FESTIVAL DES 2 INFINIS - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	24 600,00 €	40,65 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFA ASS FRANCAISE ASTRONOMIE
Adresse administrative : 17 RUE DEUTSCHE DE LA MEURTHE
75014 PARIS 14
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Olivier LAS VERGNAS, Président

Date de publication au JO : 23 janvier 1947

N° SIRET : 30885088200025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : Renouveler le festival des 2 infinis, un rendez-vous gratuit pour les franciliens mêlant astrophysique et planétologie, au travers diverses activités, durant 3 semaines, en octobre 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
Cette grande manifestation a vocation à valoriser les clubs d'astronomie de la région en début d'année scolaire et la pratique de l'observation. Le grand public est également associé et a l'occasion de rencontrer la communauté scientifique, d'être au contact des objets, des équipements et travaux scientifiques.

Description :
Le festival propose sur une durée de 20 jours, de nombreux rendez-vous et activités avec le public en lien avec l'astronomie, l'astrophysique ou la planétologie, dans différents lieux. Il est composé de 4 actions distinctes :
1) le concours ma thèse en 2 x 5 minutes qui propose aux doctorants franciliens de présenter leur thèse de façon compréhensible par leurs pairs mais aussi par le public et de répondre en 5 minutes aux questions. Ce concours contribue à montrer le métier de chercheur. Le concours est doté de prix (télescopes, visite du Cern) . Il est retransmis en direct sur le web. afin que des lycées puissent y assister à distance. Chaque intervention est enregistrée et diffusée en replay sur le web pour montrer aux jeunes ce qu'est une thèse dans un laboratoire de recherches et le métier de chercheur.
2) Le marathon des infinis, une dizaine de chercheurs se succèdent toutes les heures pour présenter leurs travaux, leurs résultats en cours sous forme de conférences. Ces interventions seront filmées et rendues disponibles en replay sur You tube pour en augmenter l'audience. Elles présenteront les résultats de la recherche actuelle dans les domaines cités .Des interviews de 3 minutes seront réalisées et publiées sur les réseaux sociaux en amont pour amorcer l'intérêt, faire émerger des questions, et ouvrir un débat s'il y a lieu.
3) Des randonnées de découvertes du patrimoine astronomique francilien et des visites de laboratoires seront proposées au public (20 à 30 personnes à chaque sortie encadrées par un guide conférencier) : parcours patrimoniaux dans Paris, visites de lieux emblématiques franciliens historiques ou d'animation astro. (obs. de Juvisy, de la Sorbonne, Uranoscope, Parc de Triel, St Ouen, la grande lunette de Meudon...), des visites de labo. comme le lal, lpnhe, voire le site de montage d'Ariane, Ces randonnées drainent près de 400 personnes (familles).
4) Des soirées d'observation (2 à 4) ouvertes au grand public sur 3 départements au moins d'Ile de France en liaison avec les clubs d'astronomie franciliens et en lien avec le Jour de la Nuit et/ou la fête de la science dont une dans le Parc Montsouris. Seront proposés aux clubs de la région des supports comme des expositions s'ils souhaitent densifier des actions de médiation spécifique, leur permettant aussi de s'insérer dans le programme du Festival et de bénéficier de la communication réalisée et de mutualiser les efforts, en lien aussi avec la Fête de la science.

Moyens mis en œuvre :
La préparation débute en mars 2017. Le programme sera établi en juillet et sera diffusé à partir là sur le web, réseaux sociaux es interviews seront réaliser à ce moment et alimenteront les réseaux sociaux. La communication papier directe débutera en septembre, réalisation en octobre de la manifestation et de ses composantes sur 3 semaines.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Curieux du ciel ou personnes intéressées par la science ou personnes intéressées par le patrimoine ;
Lycéens et leurs enseignants pour le concours de thésards
Publics à proximité des lieux de visites (curiosité locale)
Public familiale pour les soirées
Chercheurs, doctorants, adhérents de l'AFA ou des partenaires

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	19 000,00	72,24%
Frais d'animation	1 800,00	6,84%
Frais de communication	2 500,00	9,51%
Frais de transport	500,00	1,90%
Frais de restauration	400,00	1,52%
Autres frais de fonctionnement liés au projet	400,00	1,52%
Investissement	1 700,00	6,46%
Total	26 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	10 000,00	38,02%
Région Ile-de-France (INVEST.)	1 700,00	6,46%
Ressources propres	3 100,00	11,79%
Ville de Paris	9 000,00	34,22%
Organismes de recherche et d'enseignement sup. (IN2P3)	2 500,00	9,51%
Total	26 300,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €
2018	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	12 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	15 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	15 000,00 €
	Montant total	42 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019945

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - CIJM COMITE INTERNAT DES JEUX MATHEMATIQUES SALON CULTURE ET JEUX MATHÉMATIQUES MATHÉMATIQUES ET LANGAGES - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	107 400,00 €	6,52 %	7 000,00 €
	Montant Total de la subvention		7 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIJM COMITE INTERNAT DES JEUX MATHEMATIQUES
Adresse administrative : 11 RUE PIERRE ET MARIE CURIE
75005 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIE-JOSE PESTEL, Présidente

Date de publication au JO : 21 août 1996

N° SIRET : 43387934300047

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : Salon Culture et Jeux Mathématiques
Mathématiques et Langages
manifestation grand public gratuite du 27 au 30 mai 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :

- Le salon est une vitrine importante pour plusieurs associations de diffusion scientifique
- Susciter l'intérêt et renforcer la culture mathématiques sous un mode ludique;
- Sensibiliser le public féminin aux formations et métiers reliés aux mathématqiues;

Description :
18e Salon Culture & Jeux Mathématiques 2017
Mathématiques et Langages
«Le livre de la nature est écrit en langage mathématique¿» Galilée
sous le parrainage de Stanislas Dehaene
Cette manifestation grand public, se déroulera, Place Saint Sulpice, à Paris, du samedi 27 mai au mardi 30 mai 2017
Son thème Mathématique et Langages place l'interdisciplinarité au centre d'importants questionnements.
Un langage est l'expression d'une pensée. La langue mathématique s'est peu à peu construite avec l'ambition de traduire et comprendre le monde réel. Cette langue est-elle universelle ?
Aujourd'hui le numérique et le « code » apparaissent comme une nouvelle étape dans cette longue évolution du langage mathématique.
Chaque domaine de pensée met en place son propre langage, il est intéressant et nécessaire d'explorer des domaines où ces langages interagissent et comment ils le font.

- Les sciences et la technologie. Comment les langues propres aux différentes disciplines scientifiques comme physique, biologie, chimie, astronomie s'enrichissent des mathématiques et réciproquement ? Comment des concepts identiques ou très proches peuvent être exprimés dans des langages différents ? A travers l'etude de ces langages on retrouve le problème des rapports entre sciences fondamentales comme les mathématiques et sciences expérimentales.

- L'informatique. De la découverte des concepts fondamentaux à l'école primaire aux études universitaires d'informatique, la formation du citoyen de demain doit intégrer algorithme et codage . Comment l'apprentissage du code permet un rapprochement entre l'école et le monde du travail ?

- La musique, la peinture et la danse. Chacune de ces formes artistiques a son langage.

- La philosophie aussi interroge les maths, à la fois pour leur nature et comme chemin vers une pensée plus abstraite. Cette recherche d'abstraction, souvent reprochée aux mathématiques, est-elle une volonté de faire évoluer la pensée pour une meilleure compréhension du monde ? La pensée mathématique s'appuie-t elle sur des « structures réelles » ou est-elle un jeu de langage purement formel ? Ces questions sont de nature à susciter l'intérêt de tous y compris de très jeunes enfants

- La pédagogie et tout particulièrement le nouvel éclairage qu'apportent les neurosciences dans ce domaine.
Comment se construit le savoir mathématique ? quelle est la place du langage ? L'histoire de la construction de la pensée est au cœur de ces questions. Le développement récent des neurosciences apporte des éléments de réponse très enthousiasmants.

Le thème Maths et langages est pour le salon culture et jeux mathématiques une nouvelle occasion de développer l'appétence, le goût et la curiosité pour les mathématiques en montrant, au grand public et plus particulièrement aux jeunes, combien elles sont vivantes, belles et universelles.
En partenariat avec de grands instituts de recherche (IHES, CNRS, IHP, FSMP, IAP) , le salon montrera que mathématiques et langage sont de formidables moteurs de motivation pour la diffusion de la culture mathématique.
-Il proposera à ses milliers de visiteurs des manipulations, des jeux et des énigmes, des conférences et des spectacles autour de cette thématique.
-Il contribuera à la sensibilisation du grand public en particulier en éditant la brochure Maths et langages Express.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout public

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	11 200,00	10,43%
Frais d'animation	54 000,00	50,28%
Frais de communication	15 200,00	14,15%
Frais de transport	4 000,00	3,72%
Frais d'hébergement	11 000,00	10,24%
Frais de restauration	5 500,00	5,12%
Autres frais de fonctionnement liés au projet	6 500,00	6,05%
Total	107 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	7 000,00	6,52%
Ressources propres	21 400,00	19,93%
Ville de Paris	30 000,00	27,93%
Fondations FSMP	12 000,00	11,17%
Entreprises/partenaires industriels privés Casio	5 000,00	4,66%
CNRS	10 000,00	9,31%
Etat	16 000,00	14,90%
Crédit mutuel enseignant	6 000,00	5,59%
Total	107 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 500,00 €
2018	3 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	8 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) -	10 000,00 €

	Fonctionnement	
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	10 000,00 €
	Montant total	28 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020001

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017- AST ASSOCIATION SCIENCE ET TELEVISION - FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM SCIENTIFIQUE - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	203 000,00 €	13,79 %	28 000,00 €
	Montant Total de la subvention		28 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AST ASSOCIATION SCIENCE ET TELEVISION
Adresse administrative : 204 RUE DU CHATEAU DES RENTIERS 75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Fabrice ESTEVE, Président

Date de publication au JO : 23 juin 2001

N° SIRET : 43930898200032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : L'Association Science & Télévision (AST) est une association de producteurs indépendants de films documentaires scientifiques, dont la mission est de promouvoir la Science à la Télévision.

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
L'association AST met en œuvre le festival Pariscience dédié à la diffusion de films scientifiques.
PARISCIENCE cherchera cette année à développer ses publics et procède actuellement dans cette

optique, au recrutement d'un volontaire en service civique.

L'organisation de séances Hors-les-murs permet au festival de toucher les publics d'organismes français et étrangers et de rayonner hors du territoire francilien.

Les séances "Découverte en famille" proposeront des projections au contenu adapté à un public familial, programmées en week-end pour favoriser sa venue.

Description :
La 13e édition rassemblera 4000 scolaires et 6000 spectateurs autour d'une soixantaine de films scientifiques et d'environ 120 intervenants issus de la recherche et de l'audiovisuel.
Le palmarès sera repris le 14 octobre dans le cadre de la Fête de la Science.

Engagé depuis sa création auprès du grand public, des plus jeunes et des plus éloignés de la science, le festival vise la rencontre entre l'art et le savoir, dans une démarche citoyenne :
- l'accès au festival est gratuit et ouvert à tous ;
- les films projetés présentent un large panorama des différentes disciplines scientifiques, de leurs métiers, de leur histoire ;
- un débat entre chercheurs, auteurs et spectateurs fait suite à chaque film.

PARISCIENCE collabore étroitement avec les étudiants et le public scolaire avec des jurys scolaires constitués et parrainés par un scientifique et un producteur, membre de l'AST ;
- pendant le festival, 130 classes de Paris et de l'Île-de-France assistent aux projections et débats soutenus par près de 50 intervenants, professionnels scientifiques et de l'audiovisuel ;
- En 2017, un jury de 11 étudiants visionnera, au même titre que le jury professionnel, tous les films de la catégorie Science &Télévision, permettant ainsi une comparaison des regards.

PARISCIENCE développe dans toute la France des séances Hors-les-murs. Sollicité par de nombreuses collectivités locales et médiathèques le festival conseille, négocie les droits et facilite la participation de scientifiques aux débats.

PARISCIENCE se positionne au carrefour proactif entre les jeunes, le grand public, les acteurs de la recherche et les professionnels de l'audiovisuel.

En 2017, le festival proposera un temps fort sur le thème "Une médecine pour l'Homme" et invitera ses spectateurs à découvrir de nouveaux formats de narration audiovisuelle : réalité virtuelle, réalité augmentée... et leurs applications variées dans différents domaines scientifiques.

Le festival s'intéressa à Youtube, qui s'est progressivement emparé du segment laissé vacant de la vulgarisation scientifique pour les jeunes adultes. PARISCIENCE décryptera l'engouement pour ce phénomène de société et conviera des Youtubers spécialisés.

Le festival développera l'inclusion du public sourd et malentendant, traditionnellement éloigné de la médiation culturelle avec l'accueil de ce public dans le respect des normes techniques et sa participation aux débats.

PARISCIENCE favorisera la rencontre des différents acteurs de la CSTI afin de renforcer les liens entre grand public, chercheurs et professionnels de l'audiovisuel, 4 appels à projets d'écriture originaux et fédérateurs seront lancés pour faciliter les connexions entre scientifiques, vidéastes et diffuseurs :
- Ouvert exclusivement aux étudiants en science ou en cinéma, le concours « Plein Sud sur la Recherche », incite les 18 – 28 ans à écrire un projet de court métrage sur les enjeux de la recherche dans les pays du sud.

- Ouvert aux professionnels et aux étudiants, le concours de court métrage réalisé en 48H, rassemblera des équipes constituées d'un binôme chercheur-réalisateur.
Ouverts aux professionnels uniquement :
- Un appel à projet de scénario pour la réalisation d'un "premier film scientifique" avec un préachat à la clé par Ushuaïa TV
- Un « salon des idées » scientifiques : à l'issue d'un appel à projet envoyé aux instituts de recherche, les scientifiques qui souhaitent proposer leur recherche comme matière première d'un documentaire, viendront la présenter à des auteurs-réalisateurs et producteurs, sous forme de "speed dating".

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
PARISCIENCE s'adresse avant tout au grand public, de 7 à 107 ans avec une attention particulière portée aux scolaires et aux étudiants.
Fréquentation visée en 2017 : 10 100 spectateurs (2016 : 9 295 / 2015 : 8 300)
> Sur l'ensemble des spectateurs du festival :
- 50% ont de moins de 18 ans, 31% sont des actifs, 15% sont des retraités et 4% des étudiants.
- Spectateurs à 75% parisiens.
- 130 classes à 81 % en provenance de Paris et à 19% en provenance de l'Ile-de-France.

Le festival est organisé au Muséum national d'Histoire naturelle, à l'Institut de Physique du Globe de Paris et au Grand Action, Paris 5e.
Il intervient donc principalement à Paris et en Ile-de-France.
Toutefois, les séances Hors-les-murs permettent au festival de rayonner partout en France, selon les projets mis en œuvre.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	94 990,00	41,66%
Frais d'animation	51 400,00	22,54%
Frais de communication	37 245,00	16,34%
Frais de transport	5 400,00	2,37%
Frais d'hébergement	500,00	0,22%
Frais de restauration	11 850,00	5,20%
Autres frais de fonctionnement liés au projet	1 615,00	0,71%
Investissement	25 000,00	10,96%
Total	228 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	28 000,00	12,28%
Région Ile-de-France (INVEST.)	20 000,00	8,77%
Ressources propres	15 000,00	6,58%
Ville de Paris	36 000,00	15,79%
Etat	30 000,00	13,16%
Synchrotron	2 000,00	0,88%
INSERM	10 000,00	4,39%
CNES	10 000,00	4,39%
IRD	10 000,00	4,39%
ANDRA	10 000,00	4,39%
IRSTEA	2 000,00	0,88%
Casden	11 000,00	4,82%
PROSIREP	13 000,00	5,70%
Sciences et vie tv	10 000,00	4,39%
Ushuaïa	11 000,00	4,82%
SCAM	10 000,00	4,39%
Total	228 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 000,00 €
2018	14 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	35 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	15 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	35 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	15 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	30 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	20 000,00 €
	Montant total	150 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020024

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - UNE RADIO ETUDIANTE A PARIS - PÔLE SCIENCE - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	17 460,00 €	45,82 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNE RADIO ETUDIANTE A PARIS
Adresse administrative : 50 RUE DES TOURNELLES
75003 PARIS 3
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Fanny CATTE, Présidente

Date de publication au JO : 7 mars 1998

N° SIRET : 42060020700021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : Pour ses 20 ans, Radio Campus Paris met à l'honneur son pôle science et lance une série de projets de transmission, de diffusion, de valorisation et de découverte des sciences par la radio.

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
Afin de fédérer une variété d'acteurs franciliens (universités, institutions scientifiques et organismes de recherche), favoriser la transmission de la culture scientifique en Ile-de-France et encourager la découverte de ses différentes disciplines de manière originale, participative et fédératrice, Radio Campus Paris met en place le projet « Pour ses 20 ans, Radio Campus Paris met son pôle sciences à l'honneur ! ».

Description :

Le projet se décompose en 6 actions :

- Consolidation et rayonnement des 6 émissions du pôle sciences dont les disciplines-cœur sont diverses mais qui partagent la même volonté de donner la parole à de jeunes chercheurs franciliens et de sortir des carcans disciplinaires et du langage formel pour parler de sciences : Dessine-moi un mouton (sciences sociales), In Situ (biologie), Les Pierres qui roulent (archéologie et histoire), Les voix du crépuscule (anthropologie), Petites consultations entre amis (médecine), Déshabillez-moi (philosophie)

- Organisation d'émissions en hors-les-murs :
Les émissions, d'une durée moyenne d'1h30, réunissent des chercheurs, des étudiants et un auditoire de curieux autour de l'exploration didactique d'une thématique scientifique. Conçues comme de vrais événements in situ, les émissions animées par les doctorants et étudiants en sciences de Radio Campus Paris sont directement réalisées au sein d'universités et de grandes institutions scientifiques franciliennes :
- Journées nationales de l'archéologie
- "Paris loves Nano Medicine" sur la thématique des nano-technologies dans le domaine de la santé.
- 3 émissions de santé en public au sein d'institutions hospitalières d'Ile-de-France
- 5 émissions spéciales sur des thématiques liées à l'anthropologie et à l'archéologie (Saint Germain en Laye, Cité des sciences et de l'Industrie, Quai Branly, Musée d'Histoire Naturelle de Paris, Maison des Sciences de l'Homme)
- Emissions à l'occasion d'événements tels que Pariscience, la Nuit des chercheurs, le Festival international du film ethnographique Jean Rouch, le Festival des Idées, la Fête de la Science.
Chaque émission associe à sa conception collégiens, lycéens et étudiants.

- Ateliers de médiation scientifique et de découverte des sciences :
Radio Campus Paris met en place en 2017 plusieurs ateliers de découverte des sciences par la pratique radiophonique au sein d'universités (Paris 6, Paris 10) ainsi qu'à l'occasion du Festival des Idées et de la Fête de la science. Radio Campus Paris réfléchit actuellement à la mise en œuvre d'une web radio autour de projets scientifiques avec l'IUT Multimédia de Bobigny.

- Valorisation d'événements :
En 2017, Radio Campus Paris est partenaire média de plusieurs grands événements scientifiques comme Pariscience, la Nuit des Chercheurs... Radio Campus Paris soutient également de nombreux projets étudiants et scientifiques (Académie vivante / Bêton salon…) en invitant les étudiants à parler de leurs initiatives dans les studios.

- Organisation d'événements transdisciplinaires :
Radio Campus Paris organise en 2017 trois nuits d'émissions transdisciplinaires. Les Nuits du pôle sciences donnent ainsi lieu à 7h d'interviews, chroniques, poèmes et chansons autour de thématiques à même de rassembler des sciences aussi différentes que l'histoire, la linguistique, la neurobiologie, la sociologie..

- Création d'un fond d'archivage : Radio Campus Paris a lancé en 2016 une campagne de traitement de ses archives en donnant la priorité aux émissions de sciences. L'objectif est, qu'à l'horizon 2017, les bénévoles puissent avoir accès au plus important fond possible d'émissions diffusées depuis 1998, dans le but de les réutiliser et de les valoriser de quelque manière que ce soit.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le projet s'adresse tout particulièrement aux jeunes et aux étudiants du territoire francilien, le cœur de cible de Radio Campus Paris et composante essentielle de ses 60 000 auditeurs quotidiens. Ils seront touchés via les ondes et directement sur leur territoire lors des ateliers ou de l'enregistrement des émissions. Par ailleurs, en réalisant des partenariats avec des institutions prestigieuses de culture scientifique, Radio Campus Paris souhaite aussi toucher le grand public.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	7 500,00	36,66%
Frais d'animation	600,00	2,93%
Frais de communication	5 000,00	24,44%
Frais de transport	3 300,00	16,13%
Frais de restauration	1 000,00	4,89%
Autres frais de fonctionnement liés au projet	60,00	0,29%
Investissement	3 000,00	14,66%
Total	20 460,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	8 000,00	39,10%
Région Ile-de-France (INVEST.)	3 000,00	14,66%
Ressources propres	5 460,00	26,69%
Université Paris 3 - Sorbonne nouvelle	2 000,00	9,78%
Etat	2 000,00	9,78%
Total	20 460,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 000,00 €
2018	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	12 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	3 000,00 €

2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2016	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	12 487,00 €
	Montant total	47 487,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020041

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - LA MENAGERIE TECHNOLOGIQUE - ORGANISATION ET MISE EN PLACE DU 3ÈME FESTIVAL ROBOTIQUE - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	27 500,00 €	36,36 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MENAGERIE TECHNOLOGIQUE
Adresse administrative : 38 RUE ETIENNE DOLET
94230 CACHAN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BERTRAND MANUEL, Président

Date de publication au JO : 19 novembre 2005

N° SIRET : 48760939800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : Organisation et mise en place du 3ème Festival Robotique de Cachan qui propose une approche diversifiée de la technologie, et particulièrement de la robotique. destiné aux scolaires et grand public.

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
Sur 3 lieux, l'association, La ménagerie technologique propose d'organiser un festival autour de la robotique et vise la diversité des publics, et particulièrement le public jeune et les publics éloignés des sources de diffusion et de médiation à caractère scientifique.

Description :
L'association les FRANCAS et les étudiants de Génie Electrique de l'IUT de Cachan animeront des séances d'initiation au codage informatique avec une application sur un objet mobile.
- SPECTACLE et CINEMA
- Spectacle robotique : « La créature Métallique » : 3 comédiens dont un robot industriel, un bras articulé et humanisé interpellent sur les relations ambivalentes entre l'humain et la machine.
- 2 projections cinématographiques au cinéma « La Pleïade de Cachan:
Séance jeunes public : « Les nouveaux héros »
Séance adulte : « Black Mirror » épisode 6 de la saison 3 (« Haine virtuelle »)
- CONFERENCES
- « La Fabrique », hôtel d'entreprises du Val de Bièvre accueillera un partage d'expériences autour de la thématique : « Quelles applications robotiques dans les les différents types d'activité, comment introduire la robotique dans les PME ? »
- Le cinéma propose un débat à l'issu de la séance.
- COMPETITION
15ème édition de la Coupe des étudiants des IUT de France de Génie Electrique et Informatique Industriel (GEII)
Plus de 20 équipes des IUT en Génie Electrique, viennent de toute la France, pendant 3 jours pour tester leur robot en condition réelle sur une piste de 65m2.
Le défi est le suivant : sur un parcours et au-delà des contraintes imposées, arriver le premier grâce à des stratégies de programmation.
- VISITE DE LABORATOIRE :
Le Laboratoire de biologie et pharmacologie appliquée
Des jeunes scolarisés de la 3ème à la Terminale pourront expérimenter des outils de travail et découvrir des sujets de recherche fondamentale autour de divers sujets :
- Automates utilisés en biologie et biophysique
- Labo culture cellulaire
- Nanotechnologie
- Modélisation et impression en 3D de molécule

Le Festival se déroule à Cachan (94) du 6 au 13 juin 2017
- Sur le campus de l'ENS Cachan dans le gymnase, dans un laboratoire et à l'extérieur.
- Au cinéma « LaPléïade »
- A la « Fabrique », hôtel des entreprises
Ouverture à l'international (*) :
Grâce à ce festival, la Ménagerie Technologique a pu développer une certaine visibilité quant à ses actions de diffusion de la culture technologique.
A ce titre, du fait de son expérience dans l'organisation d'expositions et de spectacles, elle est invitée pendant 5 mois au Centre des Sciences de Tunis pour l'année 2017/18.
A cette occasion elle va travailler avec diverses associations issues de la Fédération CIRASTI ou AMCSTI de France et de Tunisie.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Scolaire (primaire, secondaire)

Localisation géographique :
- CACHAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	18 400,00	59,35%
Frais d'animation	2 000,00	6,45%
Frais de communcation	950,00	3,06%
Frais de transport	850,00	2,74%
Frais de restauration	300,00	0,97%
Autres frais de fonctionnement liés au projet	5 000,00	16,13%
Investissement	3 500,00	11,29%
Total	31 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	10 000,00	32,26%
Région Ile-de-France (INVEST.)	3 500,00	11,29%
Commune de Cachan	2 000,00	6,45%
Consei ldépartemental du Val-de-Marne	3 500,00	11,29%
IUT de Cachan	12 000,00	38,71%
Total	31 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €
2018	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	14 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	2 500,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	14 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) -	2 000,00 €

	Investissement	
	Montant total	32 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020042

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - FONDATION TARA - "LA DÉCOUVERTE SCIENTIFIQUE AU XXIÈME SIÈCLE AVEC LES EXPÉDITIONS DE TARA, ODYSSÉE AU CŒUR DE L'ÉVOLUTION DES OBJETS TECHNIQUES ET DES MÉTIERS" - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	30 700,00 €	35,83 %	11 000,00 €
	Montant Total de la subvention		11 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION TARA EXPEDITION
Adresse administrative : 11 BOULEVARD BOURDON
75004 PARIS
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Etienne BOURGEOIS, Président

Date de publication au JO : 11 mars 2016

N° SIRET : 81923246300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : "La découverte scientifique au XXIème siècle avec les expéditions de Tara, Odyssée au cœur de l'évolution des objets techniques et des métiers" Un dispositif complet pour la communauté éducative d'IDF

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en copte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
- Découvrir les enjeux, les méthodes et les finalités et de la recherche scientifique au fil d'une expédition scientifique moderne

- Explorer les actions, objets techniques et métiers de chercheur pour développer une proximité avec le monde de la recherche
- Développer l'esprit critique et éveiller la curiosité¿-Donner le goût des sciences

Description :
La goélette Tara sillonne l'océan en associant la recherche scientifique de pointe et le monde de l'expédition. L'opération éducative proposée se développera ainsi au fil de l'expédition scientifique Tara Pacific.
La science à bord de Tara s'inscrit pleinement dans la lignée des épopées naturalistes du XIXeme siècle (Nansen, Darwin) par l'ampleur de ses missions : de longue durée et se déroulant sur tous les océans, les missions de Tara permettent la récolte d'un très grand nombre de données, favorisant des découvertes majeures. Par ailleurs, les missions Tara s'inscrivent pleinement dans la recherche scientifique du XXIème siècle notamment via une collaboration internationale et l'utilisation de techniques de pointe (rapidité du prélèvement, de l'analyse des données, miniaturisation des équipements, omniprésence de l'informatique, développement du génie génétique.
S'intéresser à l'évolution des objets scientifiques et aux gestes du chercheur permet de pénétrer l'intimité de la démarche scientifique. La complexité d'un instrument hightech peut être source d'admiration pour le jeune mais aussi d'inaccessibilité. L'appréhender au fil du temps (ex : du sextan au GPS) et le rendre palpable, car généralement présent dans le laboratoire de l'établissement scolaire, permet d'enrichir pas à pas sa culture scientifique. Par ailleurs, les actions des chercheurs réalisées à partir de ces objets sont proches des pratiques des jeunes : mesurer une longueur, fixer des images, observer, concentrer, filtrer... et son parcours de vie commence pour lui aussi sur les bancs de l'école.

Le projet soutenu par la régie : un dispositif complet et gratuit sur la base d'un appel à projets - une semaine de visioconférences (lors de la Fête de la Science): « Chercheurs et océans au XXIème siècle avec les expéditions de Tara» - 4 chercheurs/4 recherches d'actualité (plancton, pollution plastique, écosystèmes coralliens), parcours de vie, instruments scientifiques, et activités - « les carnets de labos » : 6 numéros sur 6 mois (support papier et pdf - envoyés gratuitement sur inscription) une lettre mensuelle de découverte d'un objet scientifique et d'un chercheur, mêlant contenus informatifs, jeux, et actualités. Un dossier d'accompagnement enseignant en ligne et des activités : Réalise ton expérience (présentation d'une expérience simple à réaliser avec l'objet scientifique du mois)/ Incollable (quizz) / Le jeu (activité ludique sur l'objet du mois) - « suivre Tara » : interactions avec les chercheurs et marins de la mission Tara Pacific - un accompagnement par une chargée de mission - une journée de formation des enseignants aux ressources d'éducation scientifique dans chaque académie.
- Un « forum » des élèves Mai 2018 : valorisation des travaux et rencontres avec des chercheurs de Tara. « speed searching » : en petits groupes les jeunes face à un objet scientifique présenté sur une table par des jeunes doivent deviner par un jeu de questions réponses à quoi il sert à bord de Tara et en science. Ce dispositif a vocation à contribuer à l'ouverture pédagogique des nouveaux programmes : lycées, travail sur des bases de données réelles, collèges : propositions d'EPI.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Opération destinée aux jeunes dans les classes franciliennes de primaire, collège (cycle 3 et cycle 4) et lycée. Pas de nombre limite pour recevoir le carnet mensuel, plus de cinquante de classes sont ainsi attendues a minima soit plusieurs milliers de jeunes. La capacité d'accueil au forum : 500 élèves (selon le lieu). Les temps de plénière seront également relayés en visioconférence, (partenariat avec Canopé permettant ainsi à toutes les classes inscrites de participer à l'événement

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires communication)	22 600,00	69,54%
Frais d'animation (dont prestataires)	4 000,00	12,31%
Frais de communication	3 400,00	10,46%
Frais de transport	500,00	1,54%
Frais d'hébergement	200,00	0,62%
Investissement	1 800,00	5,54%
Total	32 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	11 000,00	33,85%
Région Ile-de-France (INVEST.)	1 400,00	4,31%
Ressources propres	20 100,00	61,85%
Total	32 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 500,00 €
2018	5 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020060

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - SCIENCES ESSONNE RECHERCHE-IN/RECHERCHE-OFF - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	41 000,00 €	41,46 %	17 000,00 €
	Montant Total de la subvention		17 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCIENCES ESSONNE
Adresse administrative : 5 RUE HENRI DESBRUERES
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FRANCOISE BELLANGER, Présidente

Date de publication au JO : 10 novembre 2007

N° SIRET : 50171456200037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : Recherche-in/Recherche-off Des rencontres avec la science pour les scolaires, qui vont dans les labos (Recherche-in), et pour le grand public, les labos vont vers les citoyens (Recherche-off).

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
Pour les scolaires : découverte dans les labos, des métiers de la recherche et rencontre avec des professionnels pour leur donner l'envie de poursuivre des études scientifiques. Débats sur des questions d'actualité avec des chercheurs en sciences dures et des sociologues pour développer leur esprit critique. Les établissements plus éloignés des sciences seront sollicités
Pour les troisièmes scolarisés en REP, leur offrir la possibilité d'effectuer leur stage de découverte de

l'entreprise dans des labos publics et privés (startup) pour leur donner le goût des sciences.
Pour tous, dans un espace public de la ville très fréquenté, amener la science vers le grand public dans un rond-point des sciences et des techniques avec des présentations par des chercheurs, des ateliers, des débats, du théâtre, de la musique, présentation des projets scientifiques des jeunes. Il s'agit d'un événement festif où le public arrive à la science par les arts et le spectacle

Description :
Recherche-in : les scolaires vont dans les labos

La découverte des métiers de la recherche se déroulera lors d'une visite de laboratoire et d'un forum avec les professionnels.
Partant de l'expérience pilote menée en 2016 - 2017, Sciences-Essonne, va reconduire et amplifier l'opération dans l'Académie de Versailles. Les classes se rendent dans un laboratoire public ou privé pour y découvrir tous les métiers qui le font vivre (technicien, administratif, ingénieur, chercheur…). Les élèves préparent ensuite une restitution de leur visite et des métiers rencontrés, sous forme numérique ou autre, qui est présentée lors d'un forum, au cours duquel ils rencontrent les professionnels de la recherche venus discuter avec eux de leur métier. Le but est de leur donner l'envie d'en savoir plus sur les sciences et de les encourager à poursuivre des études scientifiques. Les meilleures restitutions seront présentées lors du rond-point des sciences et des techniques.

Des stages en laboratoire pour les élèves de 3ème scolarisés en REP, une action solidaire envers les jeunes en difficulté.
Ces stages, d'une semaine en labo, s'adressent aux élèves intéressés par les sciences qui, faute de relations, n'ont pas trouvé un stage obligatoire en entreprise. Cette difficulté est souvent ressentie par eux comme un rejet par la société.
Sciences-Essonne, disposant dans son réseau à la fois de producteurs de science que sont les établissements d'enseignement et/ou de recherche ou des startups, ainsi que des médiateurs scientifiques et artistiques propose d'organiser des stages pour ces élèves. 4 matinées dans un labo, 4 après-midi avec les médiateurs pour préparer un rapport ou un atelier d'écriture, voire une saynète retraçant leur vécu dans le labo. Un cinquième jour de rendu. Deux thématiques :
• La génétique (en lien avec le DIM Thérapie génique),
• Astrophysique et lumière (en partenariat avec le CNLS et le DIM).

Question d'actualité dans l'école.
Les chercheurs se déplacent dans un établissement scolaire pour débattre avec les élèves d'une question d'actualité qui se déroule en 2 phases : des ateliers organisés par des médiateurs pour initier les élèves au thème retenu et un débat sciences-société avec des industriels, des chercheurs, notamment en sciences sociales sur les enjeux de la question présentée.

Recherche-Off pour tous : scolaires et grand public
Le labo va vers le public pour un grand événement scientifique et artistique, un espace de rencontres scientifiques dans la ville.
Sciences-Essonne propose un rendez-vous printanier : un rond-point des sciences et des techniques qui rassemble, le temps d'un week-end prolongé, des acteurs diffusant la science auprès du grand public : producteurs ou passeurs de science scientifique et artistique. La science est présentée sous différentes formes pédagogiques et ludiques : manipulations, documentaires, ateliers, débats, rencontres, conférences, théâtre, musique, mais aussi présentation de projets par les scolaires.
Cet évènement s'appuie sur une mutualisation des compétences de tous les acteurs de l'association, chaque participant étant porteur de son projet et bénéficiant en retour des ressources et des compétences des autres afin de démultiplier la résonance et la visibilité de son action.
Le rond-point des sciences est précédé de moments d'échange et de diffusion de la culture scientifique, de rencontres pour bâtir le programme et monter des projets communs, de rencontres avec le milieu scolaire pour des projets d'actions lycéennes de la Région.
Au programme : thérapie génique, astrophysique et conditions d'apparition de la vie et métiers scientifiques.

Pour la médiation de « Recherche in- Recherche off », des partenariats médias sont recherchés en presse écrite et audiovisuelle, ainsi que dans les réseaux sociaux.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Scolaires en collèges et en lycées (400 à 500)
Grand public et scolaires (environ 2000 personnes au Rond-Point)

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	19 000,00	46,34%
Frais d'animation	5 000,00	12,20%
Frais de communication	10 000,00	24,39%
Frais de transport	5 000,00	12,20%
Frais de restauration	2 000,00	4,88%
Total	41 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	17 000,00	41,46%
Ressources propres	3 000,00	7,32%
Conseil départemental de l'Essonne	21 000,00	51,22%
Total	41 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 500,00 €
2018	8 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) -	20 000,00 €

	Fonctionnement	
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
	Montant total	40 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020073

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - ASSOCIATION SCIENCE OUVERTE - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	114 000,00 €	15,79 %	18 000,00 €
	Montant Total de la subvention		18 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SCIENCE OUVERTE
Adresse administrative : 30 RUE ARMAND CARREL
93700 DRANCY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur François GAUDEL, Président

Date de publication au JO : 28 avril 2007

N° SIRET : 49952573100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : Cette action s'inscrit dans un projet visant à créer une structure visible, pour susciter les vocations et la réussite scientifiques chez les jeunes de Seine-Saint-Denis et de territoires défavorisés

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
Créer une véritable dynamique en Ile-de-France, et notamment dans les quartiers prioritaires montrant qu'on peut y faire des sciences, et que les sciences y constituent un vecteur de réussite.

Description :
Poursuite des activités au sein de l'espace dédié au château Ladoucette situé à Drancy

3 ateliers hebdomadaires (informatique, graphisme 3D, Technologies juniors), des stages scientifiques pour collégiens et lycéens lors des périodes de vacances, des stages de graphisme, des activités autour de l'impression 3D, des expositions, et des évènements ponctuels (Rencontres « L'Espace et la Plume », salon du développement durable, fête de la Ville de Drancy,…). En 2017, une exposition autour de « Lhomme et l'Espace » du 9 janvier au 26 février. Du 18 novembre à début 2018, nous accueillerons l'exposition autour des mobilités dan le cadre du projet QSEC².

Mise de la Science en conférences et débat
- conférences-débat pendant tous nos stages, soit une vingtaine sur l'année.
- quelques conférences dans des lycées ou collèges de la Région
- cycle de conférences « Scientifik Park »

Stages scientifiques et techniques
Vacances de février : « L'homme et l'Espace » (lycéens/étudiants), « Un voyage dans l'espace » (collégiens), « Sciences frugales », « Maths et jeux »
Vacances de Pâques : « Les ondes gravitationnelles », Masterclass d'Astrophysique à La Ferme des Etoiles, stage collégiens sur l'agronomie
Juin : Université d'été "Science Ouverte à Paris 13"
Juillet : Stage de fouilles paléontologiques, Stage « L'ADN : engineering génétique !», "Mat'les Vacances", participation au festival d'astronomie de Fleurance
Vacances de la Toussaint : Stage lycéen sur un thème de maths ou de physique
Vacances de Noël : Stage de mathématiques ou de physique 4 à 5 jours; Stage scientifique pour quinze collégiens; Stage d'informatique de 4 jours pendant les vacances de Noël au château de Ladoucette.

Ateliers, clubs et animations
Espace @venir (Drancy) : 7 ateliers scientifiques et techniques hebdomadaires, «samedi des curieux» ouvert à tous un samedi par mois
Château de Ladoucette : atelier graphisme 3D, « Technologies juniors » et informatique et animations scientifiques tout au long de l'année autour des nouvelles technologies (imprimantes 3D,…)

Suivi et soutien des jeunes
L'association touche un nombre croissant de jeunes pour lesquels elle assure un suivi sur plusieurs années (parfois jusqu'à la fin de leurs études supérieures). Ce noyau, qui participe à plusieurs activités scientifiques, est de plusieurs centaines de jeunes et s'oriente vers des études scientifiques. En terme de suivi, nous avons chaque année le résultat d'une centaine de jeunes qui pour certains s'orientent vers ou poursuivent des études prestigieuses (Polytechniques, ENS, INSERM,…)
Le « tutorat Science Ouverte » qui se tient sur Paris 13 Bobigny tous les samedis de 14h à 19h, est un rouage important de notre dispositif.

Evènements de culture scientifique
Organisation (organisation : Fête de la Science à Drancy ; conférences diverses, Samedis des curieux...), participation (Savante Banlieue, semaine des mathématiques, Salon de la Culture et des jeux mathématiques,...), et mobilisation des jeunes pour participer ou animer.

Ateliers de pratique en maths
Cette action a été conçue par Robin Jamet, médiateur au Palais de la Découverte et prix d'Alembert 2012 en partenariat avec les subdivisions de l'Education Nationale et Universcience. Elle permet, depuis ses débuts en 2011, aux enfants d'aborder les mathématiques de façon exploratoire et ludique, et finalement plus approfondie.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Public scolaire et étudiant en majorité, issu de zones prioritaires de la Seine-Saint-Denis et région parisienne
Grand public pour nos expositions et manifestattions ponctuelles

Localisation géographique :

- DRANCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	86 386,00	72,59%
Frais d'animation	7 203,00	6,05%
Frais de communication	1 200,00	1,01%
Frais de transport	3 000,00	2,52%
Frais d'hébergement	4 000,00	3,36%
Frais de restauration	8 041,00	6,76%
Autres frais de fonctionnement liés au projet	4 170,00	3,50%
Investissement	5 000,00	4,20%
Total	119 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	18 000,00	15,13%
Région Ile-de-France (INVEST.)	5 000,00	4,20%
Ressources propres (FONCT.)	4 500,00	3,78%
commune de Drancy	28 000,00	23,53%
commune de Bobigny	1 500,00	1,26%
Communauté d'agglomération Est Ensemble)	4 500,00	3,78%
Entreprise ENGIE	10 000,00	8,40%
CNRS	1 500,00	1,26%
Etat	30 000,00	25,21%
CNASEA-ASP	1 000,00	0,84%
FONJEP	4 000,00	3,36%
CAF	11 000,00	9,24%
Total	119 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 000,00 €
2018	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Questions de sciences, Enjeux citoyens	40 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	15 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	3 700,00 €
2015	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	10 940,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	15 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	20 000,00 €
2016	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	18 200,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	5 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	20 000,00 €
	Montant total	167 840,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020076

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - SCUBE SCIENTIPOLE SAVOIRS SOCIETE - EXPOSITION "CHRONIQUES DE L'ÉVOLUTION" - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	46 300,00 €	28,08 %	13 000,00 €
		Montant Total de la subvention	13 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCUBE SCIENTIPOLE SAVOIRS SOCIETE POLE DIFFUSION CULTURE SCIENTIFIQUE ILE DE FRANCE SUD
Adresse administrative : 26 RUE JEAN ROSTAND 91400 ORSAY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Claude ROYNETTE, Président

Date de publication au JO : 12 mai 2007

N° SIRET : 50018581400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : Exposition "Chroniques de l'évolution"

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
L'itinérance de SCUBE propose l'exposition "Chroniques de l'évolution" contribuant au maillage du territoire et à la dissémination du savoir. Elle sera mise à disposition prioritairement des établissements scolaires mais aussi des structures culturelles (centre culturels, MJC, MPT, médiathèques).

Description :
Réalisée avec l'IDEEV (Institut Diversité, Evolution et Ecologie du Vivant), l'exposition itinérante « Chroniques de l'évolution » a pour ambition de faire comprendre un phénomène qui n'est pas ou très peu perceptible à notre échelle. Elle traitera donc de la biodiversité et de sa longue histoire mouvementée, mais aussi des divers mécanismes qui font évoluer les espèces.

L'exposition rappellera tout d'abord, grâce à des indices décryptés par les scientifiques, que la vie est présente sur Terre depuis des milliards d'années. Le visiteur pourra découvrir les traces laissées par des êtres vivants aujourd'hui disparus, discuter des ancêtres d'Homo sapiens et de leur évolution, analyser des points communs entre des espèces vivant actuellement sur Terre ou observer l'évolution d'une espèce microbienne. Cette 1ère partie aura pour but de montrer la diversité des métiers de la science : des femmes et des hommes de sciences seront présentés à travers leurs recherches. Elle aura aussi la vocation de combattre les croyances non scientifiques. La 2ème partie de l'exposition présentera ensuite le « buisson du vivant », métaphore utilisée aujourd'hui par les scientifiques pour représenter l'ensemble des êtres vivants qui vivent et ont vécu sur Terre. Grâce à des jeux, à des maquettes et à une vidéo, le visiteur pourra comprendre les caractéristiques générales de la diversité du vivant et de sa très longue histoire.
Enfin, les mécanismes de l'évolution des espèces seront dévoilés aux visiteurs grâce à des expériences sur le rôle de la sélection naturelle et du hasard. Ceci permettra de comprendre comment les espèces ont pu se différencier dans un environnement toujours changeant et à travers de multiples interactions entre elles.
Parcours de visite
Partie 1 : Des indices de l'évolution
Cette partie est découpée en 4 sous thèmes indépendants : chacun des thèmes présente un indice de l'évolution du vivant. Chaque thème sera développé à travers un objet indice, un panneau le décrivant cet indice et les études qui peuvent être conduites sur celui-ci et enfin une vidéo où un-e scientifique développe ce qu'on peut comprendre à partir de cet indice. Des vitrines à réalité augmentée seront pour cela utilisées.
Partie 2 : Une évolution buissonnante
Une data visualisation animée proposera sur un grand écran une histoire du vivant, faits de crise et d'explosions. Grâce à des jeux les plus jeunes s'essaieront à la classification du vivant, à la manière de Darwin.
Partie 3 : La mécanique de la diversité
Par le jeu les familles découvriront comment les caractères se transmettent de parents à enfants. Deux jeux permettront de comprendre comment ces caractères se propagent dans toute une population. Une vidéo explicitera la spéciation, phénomène de création de nouvelles espèces. Enfin, un miroir en réalité augmentée dévoilera l'ensemble des petits organismes qui cohabitent sur nos visages, nos bras, etc.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le public scolaire devrait représenter près de 40 % de la totalité des visiteurs. Près de 60% pour le grand public.
Publics spécifiques:
- Pour la 1ère fois, des personnes en situation de handicap seront touchées directement en prenant en considération l'accessibilité dès la conception des dispositifs. Le nombre de personnes restera cependant restreint pour cette 1ère expérience.
- Une attention particulière sera portée vers les adolescents des quartiers prioritaires : une cinquante de

jeunes

Localisation géographique :

- CA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	34 100,00	55,47%
Frais d'animation	5 900,00	9,60%
Frais de communication	5 500,00	8,95%
Frais de restauration	800,00	1,30%
Investissement	15 170,00	24,68%
Total	61 470,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	13 000,00	21,15%
Région Ile-de-France (INVEST.)	6 400,00	10,41%
Ressources propres	6 070,00	9,87%
Consei ldépartemental de l'Essonne	6 000,00	9,76%
Communauté d'agglomération Paris-Saclay)	10 000,00	16,27%
Entreprises/partenaires industriels privés	2 000,00	3,25%
Organismes de recherche et d'enseignement sup. (Institut IDEEV)	13 000,00	21,15%
Etat	5 000,00	8,13%
Total	61 470,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 500,00 €
2018	6 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	18 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	5 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	16 000,00 €

2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	7 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	16 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	7 000,00 €
	Montant total	69 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020087

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - ASSOCIATION SAVOIR APPRENDRE EXPLORADOME - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	203 500,00 €	19,66 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SAVOIR APPRENDRE EXPLORADOME
Adresse administrative : 18 AVENUE HENRI BARBUSSE 94400 VITRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Goëry DELACÔTE, Président

Date de publication au JO : 16 août 1997

N° SIRET : 41406570600031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : Le projet est un ensemble de 8 actions, menées dans le musée et hors-les-murs qui s'adressent à différents types de publics dont certains éloignés de l'offre de culture scientifique

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
Créer une véritable dynamique en Ile-de-France et notammenet dans les quartiers prioritaires, montrant qu'on peut y faire des sciences, et que les sciences y constituent un vecteur de réussite.

Description :

En 2017, l'Exploradôme s'attache à faire découvrir ses expositions et ses activités aux franciliens dans leur diversité par des actions dans et hors les murs. Un riche programme d'actions permettra de s'adresser à des publics qui ont peu accès à la culture scientifique et de déployer des outils originaux permettant au plus grand nombre de se saisir des enjeux sciences société.
- Conception d'une nouvelle exposition temporaire « illusions : une autre expérience de la réalité » (ouverture en oct). Elle propose de découvrir les illusions dans une acception large autour de 3 sens (la vue, l'ouïe et le toucher ou la proprioception) et en lien avec le cerveau. 4 dimensions vont ainsi s'articuler pour permettre de comprendre les illusions : physique, physiologique, cognitive et culturelle. Un parcours fera le lien entre les 100 m2 de l'espace d'expo temporaire et d'autres dispositifs disséminés dans le bâtiment et à l'extérieur.

- Des événements tout au long de l'année. A chaque période de vacances seront proposées des animations gratuites au cœur de l'expo permanente (sur le stand dédié) ainsi que des rencontres avec des professionnels des domaines scientifiques, techniques ou artistiques. Le mois d'octobre, temps fort de l'année, sera centré sur les illusions avec : une porte ouverte, de nombreuses animations et rencontres, la Fête de la Science, centrées sur les métiers en lien avec les partenaires scientifiques (mobilisés autour de la nouvelle expo) et culturels (Mac Val, cinéma, galerie municipale…).
- Sciences pour tous : 6 lieux publics (ex. médiathèque, collège, centre social) vont accueillir une ou deux manips de l'exposition permanente pour 1 à 4 semaines. Cette action concerne notamment des quartiers « politique de la ville ». Cette mise à disposition sera assortie d'une formation des personnels des structures. Par ailleurs, des microprojets avec des jeunes de la ville concernée seront organisés dans le cadre scolaire ou périscolaire pour exploiter les notions qui sous-tendent les manips.
- Atelier Apis : 3 nouvelles manips interactives sur le thème des ondes seront développées. Il s'agit d'une fontaine stroboscopique, d'un canon à air et d'une manip à consonance artistique développée en collaboration avec le plasticien Ulysse Lacoste. Ces manips s'intègreront à l'exposition permanente et ont également vocation à itinérer dans d'autres centre de sciences partenaires sur le territoire francilien et national.
A la rentrée 2017 deux nouveaux ateliers sur le code et la programmation informatique en lien avec les nouveaux programmes scolaires seront proposés. Un atelier pour les 6-8 ans et un second pour les plus grands utilisant la technologie Thymio. Ils seront développés en partenariat avec l'IUT de Cachan.

- Ingénieurs et techniciens dans les classes : des professionnels du secteur privé vont parler de leur métier à des collégiens et lycéens du 94 et du 91 (en partenariat avec la Fondation C'Génial).
- Les Exploraclubs : des jeunes de 8 à 15 ans (des individuels et des ados des centres de quartier de Vitry) se retrouvent pendant toute l'année le soir après l'école pour des activités de robotique et des projets scientifiques (5 clubs par semaine). Une grande valorisation est organisée en juin.
- Jeunes ambassadeurs du numérique pour l'unité sociale : 12 lycéens ou décrocheurs scolaires (16-25 ans) suivent un programme intensif de formation puis interviennent auprès de publics en situation de fracture numérique notamment des seniors. Ces ateliers d'initiation aux outils informatiques seront souvent leur 1ère expérience pro.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Public scolaire et étudiant en majorité, issu de zones prioritaires de la Seine-Saint-Denis et région parisienne.
Grand public pour nos expositions et manifestations ponctuelles.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	170 000,00	76,40%
Frais d'animation	26 000,00	11,69%
Frais de communication	5 500,00	2,47%
Frais de transport	300,00	0,13%
Frais de restauration	1 700,00	0,76%
Investissement	19 000,00	8,54%
Total	222 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	40 000,00	17,98%
Région Ile-de-France (INVEST.)	15 000,00	6,74%
Ressources propres	15 000,00	6,74%
Conseil départemental du Val-de-Marne	6 500,00	2,92%
commune de Vitry-sur-Seine	19 500,00	8,76%
Fondation RATP	20 000,00	8,99%
Union européenne (FSE)	21 000,00	9,44%
Etat (D2RT)	11 500,00	5,17%
Etat (DDCS)	4 000,00	1,80%
Fondation ADP	20 000,00	8,99%
Fondation SNCF	20 000,00	8,99%
Fondation SAFRAN	30 000,00	13,48%
Total	222 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €
2018	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	4 000,00 €
2014	Questions de sciences, Enjeux citoyens	223 000,00 €
2014	Questions de sciences, enjeux citoyens (Inv)	40 000,00 €
2014	Soutien à la manifestation Festival Tous en Seine	8 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	56 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	15 000,00 €

2015	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	22 990,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	11 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	55 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	23 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement (CR46-14)	20 000,00 €
2016	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	149 900,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	50 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	20 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 4	49 155,03 €
	Montant total	747 045,03 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020096

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - PLANETE SCIENCES NATIONAL - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	116 450,00 €	12,88 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLANETE SCIENCES
Adresse administrative : 16 PLACE JACQUES BREL
91130 RIS-ORANGIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Pierre LEDEY, Président

Date de publication au JO : 6 mai 1962

N° SIRET : 78436384800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : Le projet a pour objectif de développer des outils pédagogiques numériques innovants et de les déployer en priorité auprès du public jeune (scolaires, temps de loisirs, événementiel...).

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
- Sensibiliser tous les publics locaux (Ville de Ris-Orangis et Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud) aux activités de création numérique, y compris les publics éloignés du numérique
- Sensibiliser des jeunes franciliens au lien environnement/santé et à la thématique du changement climatique via des outils numériques innovants.

Description :
L'association Planète Sciences mène depuis plus de 50 ans des activités de médiation scientifique à destination des jeunes dans différents domaines thématiques : environnement, astronomie, aérospatial, aéronautique, robotique...

Dans un souci constant de proposer des activités motivantes pour les jeunes et de haut niveau technique, l'association adapte ses pratiques, contenus et outils pédagogiques aux évolutions technologiques et sociétales.

Ainsi, dans un contexte de fort développement des usages du numérique et des objets connectés, Planète Sciences développe depuis quelques années des activités spécifiques de création numérique (impression 3D, découpe laser, électronique programmable...), ainsi que des outils pédagogiques basés sur ces technologies dans le cadre des ses autres activités thématiques.

Avec l'ouverture de son propre Fablab, l'Espace des Sciences Plascilab à Ris-Orangis(91) en 2016, l'association met à disposition du public jeune, et de manière plus large, à l'ensemble des publics du territoire, un espace innovant dédié à la pratique des activités de fabrication numérique et des sciences et techniques de manière générale.

Outre les équipements mis à disposition du public (imprimantes 3D, découpeuse laser, tour, fraiseuse, laboratoire électronique, microscopes, matériel d'analyses environnementales...), l'association s'organise autour d'un réseau de Fabmanagers et d'animateurs/formateurs vacataires mettant en œuvre le projet pédagogique de l'association.

L'Espace des Sciences Plascilab sert également de laboratoire de recherche et développement pour la mise au point de nouveaux outils pédagogiques innovants.

Sont ainsi en cours de développement pour l'année 2017 les outils pédagogiques suivants :

- le capteur "Openradiation" : ce projet de sciences participatives développé en partenariat avec l'IRSN, l'IFFO-RME et l'UPMC a pour objectif de mettre à disposition du grand public un outil de mesure de la radioactivité environnementale (capteur en kit), avec une application smartphone (android/IPAD) et un site internet pour la publication des résultats (cartographie interactive)

- capteurs de qualité de l'air : un dispositif pour permettre aux citoyens de mieux comprendre les annonces : pics de pollution, circulation alternée, mise en place de vignettes,… et également de découvrir le niveau de pollution dans leur environnement proche (mesures de la qualité de l'air intérieure et extérieure)

- Outils de mesure de la pollution sonore : pour mesurer le niveau sonore dans un milieu naturel (urbain par exemple).

- Pluviomètres : fabriqués de manière simple mais facilement installable et utilisable, dans une démarche de sciences participatives avec un protocole simple permettant ensuite d'analyser les eaux récoltées.

- Boumbot : ce robot programmable à base d'arduino (carte à microcontrôleurs opensource) a pour objectif d'initier les 8-18 ans à la programmation via une interface de programmation par briques. Son avantage sur les autres supports commerciaux équivalents vient de sa grande modularité et de son caractère ouvert permettant de nombreuses évolutions, ce qui en fait un outil adapté aussi bien aux plus jeunes qu'aux élèves de cursus scientifique (section S option Informatique et Sciences du Numérique)

- Kit imprimante 3D : dans la suite logique des activités de découverte de l'impression 3D pour les plus jeunes (à partir de 10 ans), basées sur le passage de la 2D à la 3D,l'initiation aux logiciels de CAO (sketchup), Planète Sciences a développé une imprimante 3D en kit permettant un montage dès 10 ans afin de mettre cette technologie à portée de tous et de pouvoir proposer cet outil aux enseignants du

premier degré.

Une fois réalisé le développement de ces outils, ceux-ci seront déployés à grande échelle via des activités de différents format (ateliers scolaires, loisirs, événementiel...) à l'Espace des Sciences Plascilab et à l'extérieur.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Public scolaire : primaires, collégiens et lycéens
- Structures de loisirs : centres de loisirs, MJC...
- Grand public événementiel (jeunes&adultes)
- Publics spécifiques : handicapés, jeunes en réinsertion...

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	89 610,00	76,95%
Frais d'animation	17 200,00	14,77%
Frais de communication	3 000,00	2,58%
Frais de transports	4 870,00	4,18%
Frais de restauration	1 770,00	1,52%
Total	116 450,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	15 000,00	12,88%
Ressources propres	37 450,00	32,16%
Conseil départemental de l'Essonne	4 700,00	4,04%
Entreprise SAFRAN	19 000,00	16,32%
Association La Plateforme du Quai de la Borde	2 500,00	2,15%
Etat	35 000,00	30,06%
Commune de Ris Orangis	2 800,00	2,40%
Total	116 450,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 500,00 €
2018	7 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	15 000,00 €
2014	Soutien aux espaces de travail collaboratif	25 000,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	12 000,00 €
2016	Education à l'environnement vers un développement durable	6 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	9 000,00 €
	Montant total	67 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020098

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - LES SENS DES MOTS LE CREUX DU CERF - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	31 600,00 €	22,15 %	7 000,00 €
	Montant Total de la subvention		7 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES SENS DES MOTS LE CREUX DU CERF
Adresse administrative : 28 RTE DE SALINS
25330 BOLANDOZ
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame NATHALIE VERLOMME, Présidente

Date de publication au JO : 4 juillet 2009

N° SIRET : 51386558400033

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : Soutenir et favoriser la création artistique, en particulier le théâtre à travers la production de spectacles, de formations et toute activité favorisant le développement de la culture théâtrale.

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
Sensibiliser le grand public (en particulier scolaire) à l'approche originale du monde de la science proposée par la compagnie "Binôme".
Permettre la découverte d'un institut de recherche scientifique, la prise de conscience des enjeux de la recherche actuelle, et la sensibilisation des publics aux métiers et carrières scientifiques.

Description :
Avec binôme, le chercheur devient l'objet d'étude d'un auteur de théâtre qui écrit une pièce librement inspirée de leur rencontre.

Une représentation de binôme c'est :
• 15min de projection vidéo : extraits de la rencontre filmée entre l'auteur et le scientifique
• 30min de lecture-spectacle : mise en lecture de la pièce par les artistes de la compagnie les sens des mots
• 5min de projection vidéo : réaction filmée du scientifique à sa première lecture de la pièce
• 15min de rencontre : discussion avec l'auteur et/ou le scientifique, l'équipe artistique et le public
La compagnie travaille avec de nombreux partenaires scientifiques dont l'INSERM, le CEA, le CNRS, l'IRD. Ce qui offre des sujets de recherche variés qui inspirent des créations théâtrales uniques.

Binôme s'avère être un réel outil pédagogique de décloisonnement, offrant au public la possibilité de rencontrer chercheurs, auteurs et équipes artistiques. C'est donc naturellement que sera proposé une action culturelle autour de binôme en milieu scolaire.

Le projet proposé se déroule en 5 étapes :
Étape # 1 : la rencontre
Les élèves découvriront les 50minutes de la rencontre entre le scientifique et l'auteur. La compagnie Les sens des mots sensibilise également les élèves au concept art/science de binôme de manière générale et aux métiers de la culture.
Étape # 2 : la visite sera organisée avec les instituts scientifiques partenaires, une visite personnalisée pour les élèves de leur centre de recherche.
Étape # 3 : les ateliers
Encadrés par les intervenants auteurs, artistes des Sens des mots et les professeurs, les élèves se plongeront dans la réalisation d'œuvres librement inspirées du protocole binôme dans plusieurs disciplines artistiques (écriture théâtrale, mise en voix, musique…).
Étape # 4 : la découverte
Les élèves seront invités à découvrir le spectacle binôme au Carreau du Temple en janvier 2018 ou au Théâtre de l'Agora d'Evry.
Étape # 5 : la restitution
Une restitution des œuvres réalisées par les élèves dans les établissements scolaires partenaires et/ou au sein des lieux culturels sera proposée.

Plusieurs professeurs de lycées franciliens (Claude Monet - Paris 13, Parc des Loges - Evry, Albert Camus - Bois Colombes) sont associés.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'action a pour but de toucher un public de lycéens diversifié et de milieux sociaux variés. Fidèle à son esprit de décloisonnement, binôme permet aux classes d'option théâtre d'approcher la science par le biais de l'art et vice-versa pour les classes scientifiques sensibilisées au milieu artistique.
Les représentations prévues au Carreau du Temple, à Paris attire un public varié et avide de connaissances : scolaires, public du Carreau du Temple, théâtreux curieux et scientifiques intrigués

Localisation géographique :

- Doubs

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	21 760,00	68,86%
Frais d'animation	2 100,00	6,65%
Frais de communication	2 650,00	8,39%
Frais de transport	3 120,00	9,87%
Frais d'hébergement	500,00	1,58%
Frais de restauration	870,00	2,75%
Autres frais de fonctionnement liés au projet	600,00	1,90%
Total	31 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	7 000,00	22,15%
Ressources propres dont billeterie	3 600,00	11,39%
Consei ldépartemental de l'Essonne)	6 000,00	18,99%
Ville de Paris	5 000,00	15,82%
Organismes de recherche et d'enseignement sup. (ANDRA, CEA, INSERM, IRD)	10 000,00	31,65%
Total	31 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 500,00 €
2018	3 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	5 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	5 000,00 €
	Montant total	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020105

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017- ASTS SCIENCE TECHNOLOGIE ET SOCIETE - CLIMATIC TACTIC ET LES MÉTIERS SCIENTIFIQUES DU CLIMAT - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	19 500,00 €	66,67 %	13 000,00 €
	Montant Total de la subvention		13 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASTS SCIENCE TECHNOLOGIE ET SOCIETE
Adresse administrative : 54 AVENUE EDISON
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrick PORCHERON, Président

Date de publication au JO : 13 octobre 2012

N° SIRET : 32810007800059

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : Climatic Tactic et les métiers scientifiques du climat !

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
- Sensibiliser, expliquer autour du changement climatique
- Faciliter l'accès à la culture scientifique pour les jeunes les plus éloignés.

Description :

Ce projet vise à permettre à des jeunes de 13 à 16 ans issus des académies de Versailles et Créteil plus particulièrement des départements des Hauts-de-Seine (92), Seine et marne (77) et Yvelines (78) de comprendre les enjeux de la lutte contre le réchauffement climatique d'un point de vue scientifique et stratégique au travers du jeu de société « Climatic Tactic » co-développé par l'IPSL1. Avec celui-ci, seront organisées 48 séances de médiation scientifique de deux heures autour du jeu. Les chercheurs interagiront avec les jeunes concernés pour organiser des journées de sensibilisation au changement climatique ainsi qu'aux métiers scientifiques dans ce domaine. Le jeu favorise dans ses mécanismes la compréhension de la démarche scientifique. Le rôle des médiateurs étant de faciliter sa révélation.

Ce projet est la suite de la réalisation, en 2016, d'un jeu de société sur le climat par une équipe d'une douzaine de personnes réunissant des chercheurs, des doctorants et post-doctorants et des médiateurs scientifiques de l'IPSL et de l'ASTS. Ce jeu de stratégie collaboratif a pour ambition de sensibiliser le public (de 10 à 99 ans) aux enjeux du changement climatique de manière ludique, sans catastrophisme et sans culpabilisation. Les joueurs, qui gagnent ou perdent collectivement leur combat contre le changement climatique, y sont acteurs de la recherche de solutions soit en limitant les émissions de gaz à effet de serre,soit en adaptant les villes aux changements en cours (voir en annexe, la règle du jeu). Le jeu a été testé par des personnels de l'IPSL et leurs amis ainsi que lors du festival de jeux de Villepreux en octobre 2016. Dans le courant de l'année 2017, il sera présenté à des sociétés de production dans le but de le commercialiser. Parallèlement, les jeunes qui vivront avec les conséquences du changement climatique dans les prochaines décennies seront sollicités via des séances de médiation scientifique construites autour de ce jeu.

Le projet soumis ici ambitionne d'offrir aux jeunes qui n'ont pas ou peu l'occasion d'accéder aux savoirs et aux animations scientifiques, la possibilité triple de découvrir le monde de la recherche scientifique et de ses métiers, de comprendre les problématiques actuelles liées à l'environnement et d'appréhender la démarche scientifique.

Il est proposé d'organiser 48 séances de médiations scientifiques de deux heures dans 6 établissements, 2 dans les hauts-de-Seine, 2 en Seine et Marne et 2 dans les Yvelines. En effet, le jeu de société sera utilisé comme support pour approfondir les questions soulevées lors de la partie, ce qui peut se traduire par une discussion avec les jeunes autour des raisons qui les ont fait perdre ou gagner la partie. Il s'agira de les guider pour qu'ils comprennent les bases scientifiques du changement climatique, ses enjeux, et les impacts pour les écosystèmes et les populations. Les temps de médiation favoriseront ainsi la co-construction d'un savoir scientifique par le biais de l'analyse d'une situation concrète provoquée par le jeu. Cette co-construction est une base essentielle de la construction d'une démarche scientifique.

Par ailleurs des temps de rencontres avec des chercheurs de l'IPSL et les journées de sensibilisation dans les collèges viseront à faire découvrir les métiers scientifiques dans le champ du climat.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Classes de 4eme, 3eme et 2nde situées prioritairement en zone d'éducation prioritaire REP et REP+.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	13 800,00	70,77%
Frais d'animation	2 150,00	11,03%
Frais de communication	1 150,00	5,90%
Frais de transport	450,00	2,31%
Frais de restauration	500,00	2,56%
Autres frais de fonctionnement liés au projet	1 450,00	7,44%
Total	19 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	13 000,00	66,67%
Ressources propres	6 500,00	33,33%
Total	19 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 500,00 €
2018	6 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Questions de sciences, Enjeux citoyens	38 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	12 000,00 €
2015	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	9 940,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	5 000,00 €
2016	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	2 300,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	5 000,00 €
	Montant total	72 240,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020125

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - PLANETE SCIENCES ILE-DE-FRANCE RENCONTRE RÉGIONALE DES TROPHÉES DE ROBOTIQUE - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	93 000,00 €	30,11 %	28 000,00 €
	Montant Total de la subvention		28 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLANETE SCIENCES ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 6 RUE EMMANUEL PASTRE
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Didier PONGE, Président

Date de publication au JO : 25 janvier 2003

N° SIRET : 32752971500036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : Rencontre régionale des trophées de robotique : de la sensibilisation à la valorisation des projets de jeunes

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
Le projet "Trophées de la Robotique" en mars 2018 vise deux publics éloignés de l'offre de culture scientifique : les populations en zone rurale et les quartiers prioritaires de la politique de la ville.
Les ateliers animés au niveau local à Saint-Quentin-en-Yvelines visent particulièrement les publics des quartiers prioritaires et en prévention du décrochage scolaire. En particulier, à La Verrière, les ateliers se

dérouleront dans le cadre du contrat local de l'accompagnement à la scolarité.
En Seine et Marne, l'événementiel de la Fête de la science et l'animation d'ateliers s'adresseront à des publics éloignés par la distance à des centres de culture scientifique et technique.
En dehors de ces publics, l'objectif du projet est d'assurer une bonne couverture territoriale sur les zones excentrées.

Description :
Les Trophées de robotique se tiennent depuis vingt ans en Ile-de-France. Ils s'inscrivent dans une dynamique réseau, qualifiant des équipes pour la rencontre nationale puis internationale.
Depuis 2016, les Trophées de robotique Ile-de-France ont lieu à la Ferme du Manet à Montigny le Bretonneux (78). En 2018, la rencontre se déroulera le samedi 3 mars.
Plusieurs étapes sont prévues :
Phase 1 : La Fête de la science, événement de démarrage
Afin d'attirer les jeunes vers des projets plus longs, des animations seront réalisées en médiathèque, MJC, maisons de quartier et autres villages des sciences.
Pendant 3 jours, deux animations complémentaires seront proposées à partir des modules pédagogiques développés avec divers organismes scientifiques et industriels (CNES, CEA, Eutelsat, Aéroports de Paris, IFP, Airbus, Safran, Arobose…) :

Phase 2 : Animation d'ateliers robotique, déploiement des actions
A la suite des actions de sensibilisation pendant la Fête de la science, Planète Sciences Ile-de-France animera des ateliers robotique pour des jeunes dans le but de participer aux Trophées de robotique.
Ainsi, 8 équipes seront composées d'environ 10 jeunes chacune, soit dans des établissements scolaires, soit auprès de structures socioculturelles. Un animateur encadrera les jeunes sur 20 séances de 2 heures.
Les équipes se répartiront sur l'ensemble de la Région (villes à confirmer) : 4 dans les Yvelines (Trappes, Guyancourt, Plaisir et La Verrière), 2 en Essonne (Athis-Mons, Evry), 1 en Seine et Marne (Montévrain), 1 au Val d'Oise (Goussainville).
Afin de découvrir les métiers techniques et industriels, 2 des 8 équipes bénéficieront également d'une visite d'entreprise, grâce au partenariat du réseau Planète Sciences avec des entreprises telles que Ariane espace, Thalès, Dassault, Eutelsat, Intel et locales comme Renault, Mercedes, Bouygues…
Phase 3 : Les trophées de robotique Ile-de-France, valorisation des projets de jeunes
Le règlement 2018 sera connu lors de la Rentrée de la robotique qui aura lieu fin septembre à SupInfo à Paris. La rencontre des Trophées de robotique accueille 50 équipes de jeunes de 7 à 18 ans et plus de 1 000 personnes supplémentaires sur la journée. Plus de 50 bénévoles se mobilisent à cette occasion.
Les Trophées de Robotique, relayés par les médias, sont un atout de communication pour la ville. Montigny le Bretonneux et l'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines s'investissent dans la rencontre : mise à disposition de la Ferme du Manet… En 2017, un partenariat original a pu être développé au niveau local, avec l'appui de la Préfecture des Yvelines et du département. Ainsi, des équipes locales ont été montées et accompagnées tout au long de l'année. Le SQYLAB, Fablab de Saint-Quentin-en-Yvelines, a construit les tables de jeu et a animé la rencontre. Le Pôle sciences de Montigny le Bretonneux a également hébergé une table d'essai pour les équipes de l'agglomération. D'autres partenaires ont animé la journée : Micronet91 et des associations de l'ESTACA.
Les Trophées de Robotique sont l'occasion de développer le partenariat avec les industriels de la région. Cette mobilisation favorisera la prise de contact entre jeunes et industriels, mais également les rencontres entre entreprises.
L'événement des Trophées de robotique s'inscrira dans un événement global sur Saint-Quentin-en-Yvelines le week-end des 3 et 4 mars 2018. Cette action permettra d'une part de valoriser les installations de l'Ile de loisirs, en particulier sur la protection de la biodiversité, d'autre part de créer un lien avec les structures locales.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Phase de sensibilisation : Grand public – 5 000 participants
Phase ateliers : 7-18 ans – 100 participants
Phase valorisation : Grand public – 1 500 participants

Localisation géographique :
- CA SAINT QUENTIN EN YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	79 000,00	80,61%
Frais d'animation	500,00	0,51%
Frais de communication	6 500,00	6,63%
Frais de transport	1 000,00	1,02%
Frais d'hébergement	500,00	0,51%
Frais de restauration	500,00	0,51%
Autres frais de fonctionnement liés au projet	5 000,00	5,10%
Investissement	5 000,00	5,10%
Total	98 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	28 000,00	28,57%
Région Ile-de-France (INVEST.)	5 000,00	5,10%
Conseil départemental des Yvelines	15 000,00	15,31%
Communauté d'agglomération de St-Quentin-en-Yvelines	5 000,00	5,10%
Etat (Préfecture des Yvelines)	23 000,00	23,47%
Commune de La Verrière	2 000,00	2,04%
Entreprise Eutelsat	2 000,00	2,04%
Entreprise SAFRAN	2 000,00	2,04%
Entreprise Airbus	2 000,00	2,04%
Commune de Trappes	2 000,00	2,04%
Commune d'Athis Mons	2 000,00	2,04%
Commune de Montévrain	2 000,00	2,04%
Commune de Goussainville	2 000,00	2,04%
Commune d'Esbly	1 000,00	1,02%
Commune de Longjumeau	1 000,00	1,02%
Commune de Vélizy	1 000,00	1,02%
Commune de Groslay	1 000,00	1,02%
Commune de Gif sur Yvette	1 000,00	1,02%
Commune de Sarcelles	1 000,00	1,02%
Total	98 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 000,00 €
2018	14 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	10 000,00 €
2014	Questions de sciences, Enjeux citoyens	40 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	12 000,00 €
2015	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	9 940,00 €
2015	Soutien aux actions multi-territoires en Politique de la ville	10 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	24 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	8 000,00 €
	Montant total	113 940,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020128

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - CONSEIL NATIONAL INGENIEURS & SCIENTIFIQUES - JOURNÉES NATIONALES DE L'INGÉNIEUR - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	109 140,00 €	18,33 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CNISF CONSEIL NAL INGEN & SCIENTIF FRANCE
Adresse administrative : 7 RUE LAMENNAIS 75008 PARIS 08
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur François LUREAU, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 78440702500047

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : Journées Nationales de l'Ingénieur : Promouvoir et Valoriser les métiers du scientifiques et de l'ingénieur

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
L'enjeu est de donner une grande ampleur à cette manifestation dans la continuité de la fête de la science. Le projet présenté ici ne concerne que la partie Ile de France, qui concentre 42% des ingénieurs et scientifiques en France d'après l'enquête IESF.

Description :
Il s'agit d'organiser la journée nationale de l'ingénieur, notamment à destination du jeune public en partenariat avec des associations scientifiques reconnues pour leurs activités auprès des jeunes publics :

Seront organisées dans des FabLab des rencontres autour des sciences et de leur impact sur la société.

Les événements traiteront de questions d'actualité (ex : utilisation des big data pour les élections, fonctionnement de l'intelligence artificielle en open source, reconnaissance)

Afin d'assurer et de renforcer la participation d'un public jeune, trois concours seront mis en place :
- Un challenge de data science : reconnaissance des pollinisateurs par l'intelligence artificielle
- Un hackaton : résoudre un problème de société en utilisant les plateformes d'Open Data
- Un concours de pitch : Promotion des startups qui conçoivent la société de demain

En amont, un youtuber proposera une vidéo par jour en lien avec les sujets abordés à la conférence. Cela permettra de présenter les intervenants et de mobiliser les participants avant la conférence.

Le but est d'offrir une grande manifestation connectée.
Le point d'orgue de ces journées sera la Grande Conférence organisée à l'UNESCO
• Des tables rondes feront appel à des scientifiques à la renommée mondiale (ex : Thomas Pesquet ou Maryam Mirzakhani).
• Les deux thèmes abordés sont l'ingénieur dans la cité et l'intelligence artificielle. Se rencontreront pour chacune des tables rondes des experts de différents réseaux
• Des stands d'expositions donneront accès à des démonstrations de technologies et des présentations de projets d'ingénieurs.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
80% de public non scolaire (dont une majorité d'élèves ingénieurs)

20% de public scolaire via des interventions en lycée et des événements par nos associations partenaires.

Conquérir des publics diversifiés
- dans les lycées d'Ile de France et en partenariat avec Passeport d'Avenir pour donner envie aux lycéen(ne)s de devenir les ingénieurs de demain.
- auprès des étudiant/jeunes actifs : en partenariat avec les FabLab et d'organisations scientifiques (Société Française de Physique, CNRS, INRA) seront menées des rencontres conviviales autour des métiers de l'ingénieur et du scientifique.
- en faveur du public habituel (actif, jeunes retraités) : visite d'entreprises, de lieux scientifiques alternatifs pour montrer les évolutions des métiers et des lieux où s'exerce la science.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	58 000,00	51,26%
Frais d'animation	12 500,00	11,05%
Frais de communication	19 790,00	17,49%
Frais de transport	10 450,00	9,24%
Frais d'hébergement	3 000,00	2,65%
Frais de restauration	5 400,00	4,77%
Investissement	4 000,00	3,54%
Total	113 140,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	20 000,00	17,68%
Région Ile-de-France (INVEST.)	4 000,00	3,54%
Ressources propres	17 140,00	15,15%
Ville de Paris	5 000,00	4,42%
Entreprise AIRBUS	15 000,00	13,26%
Etat	17 000,00	15,03%
Entreprise SAFRAN	15 000,00	13,26%
Entreprise THALES	20 000,00	17,68%
Total	113 140,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €
2018	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020137

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - TERRE AVENIR "SCIENCES EN TERRITOIRES"» - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	80 370,00 €	12,44 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TERRE AVENIR
Adresse administrative : BRASSEAUX
77560 VILLIERS-SAINT-GEORGES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Christophe RAYER, Président

Date de publication au JO : 3 février 2007

N° SIRET : 49761708400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : "Sciences en territoires"» propose de nouvelles pratiques dans la mise en œuvre des actions de CSTI : Lien entre Science et Société, interdisciplinarité autour du thème, transversalité des acteurs.

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
Montrer le lien entre Sciences et Société
• Favoriser la connaissance en donnant une information la plus transversale possible en traitant tous les angles du sujet,
• proposer au public une approche curieuse, active à l'aide de médiations appropriées et diversifiées

(ateliers, expositions, visites de sites, conférences, spectacles...),
• favoriser l'esprit critique, la curiosité, le goût des sciences
• permettre une structuration autour d'un ensemble le plus large possible des partenaires existant sur le territoire (établissements de recherche, collectivités, administrations, entreprises, associations..),
• Mettre en avant les synergies existantes entre les différents acteurs du territoire.
• Valoriser le travail de la recherche et mettre en avant les solutions techniques et industrielles

Description :
« Sciences en territoires » propose en faveur de la médiation scientifique des événements, en itinérance sur le territoire, autour de sujets de Société à forts enjeux. « Sciences en territoire » met en œuvre un programme pour découvrir toutes les facettes d'un sujet et tous les acteurs parties prenantes.

Sur ce principe, « sciences en territoires » propose 3 actions prévisionnelles en 2017 sur des thèmes différents et des lieux différents :
- une opération à Montereau Fault Yonne (octobre 2017), sur le thème de l'alimentation
- une opération à Provins (novembre 2017), sur le thème de la transition énergétique
- une opération sur un lieu qui reste à définir (en fonction des budgets obtenus)

Pour chacune de ces opérations l'ensemble des partenaires légitimes, présents sur le territoire, seront identifiés et invités à prendre part au programme. Sur le thème de la transition énergétique les thèmes abordés seront : le développement du territoire, les moyens de production d'énergie existants, le développement des énergies renouvelables, la diminution de la consommation des énergies fossiles (efficacité énergétique, innovation transports, matériaux…).

Chaque opération est d'une durée d'une semaine environ.

Une exposition, ouverte à tous, didactique sera l'élément central, réunissant l'ensemble des partenaires. De nombreuses manips, maquettes, outils, échantillons… seront là pour une approche ludique et pédagogique. Ces éléments sont confiés par les partenaires en illustration de leur savoir-faire et certains loués, en complément si nécessaire. L'exposition est conçue en plusieurs pôles afin de traiter tous les aspects du sujet. Pour celle qui traitera de la transition énergétique elle s'organisera de la façon suivante :
- qu'est-ce que l'énergie ? (expo générale externe)
- les énergies présentes à ce jour et le développement des énergies renouvelables
- limiter la consommation d'énergie et développer l'efficacité énergétique dans 3 domaines majeurs (habitat, transport, industrie)

En parallèle de l'exposition, un large programme d'activités est proposé :
- des ateliers pédagogiques animés par les partenaires scientifiques qui feront comprendre des principes par la manipulation, l'observation, la déduction.
- Des rencontres avec des chercheurs ou experts avec les lycéens pour des échanges directs sur les innovations mais également les métiers
- Des visites de sites, à la rencontre d'acteurs locaux pour une approche très concrète et la découverte de solutions techniques territoriales
- Table ronde pour les élus
- Spectacles ou projections débats en lien avec le thème.

Chacune des opérations proposées aura son programme et ses propres acteurs en lien avec la thématique et le territoire. L'opération dont l'architecture est duplicable, est toutefois montée « sur mesure » et doit apporter au public des réponses concrètes afin qu'il s'approprie le sujet, en lien avec son quotidien.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le public scolaire représentera 70 % du public rencontré.
L'objectif est aussi de faire venir les familles et le grand public.

Les entreprises, sont attendus sur des temps spécifiques comme une soirée thématique ou bien une table ronde comme cela sera le cas pour le forum "transition énergétique".

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	49 570,00	61,68%
Frais d'animation	17 000,00	21,15%
Frais de communication	4 000,00	4,98%
Frais de transport	8 300,00	10,33%
Frais d'hébergement	500,00	0,62%
Frais de restauration	1 000,00	1,24%
Total	80 370,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	10 000,00	12,44%
Ressources propres	8 370,00	10,41%
Consei ldépartemental de Seine-et-Marne	10 000,00	12,44%
Ville de Provins	5 000,00	6,22%
EDF	32 000,00	39,82%
Etat (Ministère de l'environnement - DRIEE)	10 000,00	12,44%
Ville de Montereau	5 000,00	6,22%
Total	80 370,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €
2018	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	12 000,00 €

2014	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	15 000,00 €
2014	Questions de sciences, Enjeux citoyens	50 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	22 000,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	14 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	14 700,00 €
2015	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	9 940,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	12 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	10 000,00 €
	Montant total	159 640,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020141

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - TRACES - DES ATELIERS LIVING-LAB OUVERTS ET ACCESSIBLES - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	39 900,00 €	42,61 %	17 000,00 €
	Montant Total de la subvention		17 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TRACES THEORIE REFLEXE APPREND COMM EDUCAT SCIENTIF
Adresse administrative : 23 RUE DES BALKANS 75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BASTIEN LELU, Président

Date de publication au JO : 17 juin 2006

N° SIRET : 49457785100020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : Des ateliers living-lab ouverts et accessibles pour rapprocher la recherche et l'innovation en train de se faire et le grand public et construire un tiers-lieu francilien de la culture scientifique.

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
Montrer la recherche et l'innovation en train de se faire, pour présenter un futur en construction et sur lequel les jeunes peuvent avoir une influence.

Engendrer des changements de perception quant aux enjeux de la recherche et de l'innovation par la

découverte de thèmes émergents.

Susciter l'appropriation des outils numériques de fabrication et documentation
Faciliter l'attrait pour les carrières scientifiques et liées à l'innovation
développement de l'esprit d'initiative.

Description :
"Living lab 2017" se propose de réaliser des actions de partage de la culture scientifique et d'engagement citoyen s'appuyant sur le principe des "living labs". Ce principe, répandu dans le domaine de l'innovation, consiste à proposer au public des recherches et des innovations à l'état embryonnaire, et de concevoir leurs développements avec les usagers potentiels ou les publics concernés. Transposé dans le cadre de la culture scientifique, il permet au public de rencontrer directement les protagonistes et les lieux de recherche et d'innovation, et de réfléchir sur les conséquences et les développements possibles des idées en train de mûrir dans les laboratoires et les entreprises innovantes. Le projet fait suite à une phase d'expérimentation soutenue par la Région en 2016, et a pour ambition de structurer un tiers lieu / living-lab francilien permanent pour la culture scientifique et l'innovation à l'Espace des Sciences Pierre-Gilles de Gennes (ESPGG, le lieu de culture scientifique lié à ESPCI Paris et PSL, géré par TRACES depuis 2011). Le projet répond au souhait exprimé dans la Stratégie Nationale de Culture Scientifique, Technique et Industrielle, SNCSTI, et réaffirmé pendant les consultations pour le Schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (SRESRI) de la Région Ile-de-France, de « mettre à disposition des scientifiques et des citoyens des tiers-lieux pour communiquer, échanger, partager la démarche scientifique ».
Plusieurs expériences (e.g. "Cerveaux d'ados" en 2015, "Living lab" en 2016, et "QSEC2, Questions de Sciences, Enjeux citoyens") ont permis de transformer le principe des living-lab – à l'origine réservés à un public restreint - en des dispositifs de culture scientifique accessibles, ouverts et stimulants pour tous les publics.

Le projet comprend 3 volets :
Volet 1. Une programmation régulière et cohérente d'ateliers living-lab à l'ESPGG, où les résultats des collaborations recherche-entreprise-public deviennent visibles et accessibles pour le public, les chercheurs et les starts-up. Il vise un mélange de public professionnel et grand public, avec un haut niveau d'engagement. Ces ateliers durent une journée.
Volet 2. Un « mini-festival living lab » à l'ESPGG, sur le modèle du festival organisé à Caen par Le Dôme, pendant la Fête de la science 2017. Il vise un public plus vaste, familial et scolaire. Ateliers entre 2 heures et une journée.
Volet 3. Des actions de proximité en Ile-de-France, développées à partir du volet 1, ancrées sur des manifestations existantes, visant un public éloigné de l'offre de culture scientifique. Ces actions gardent l'aspect actif des ateliers living lab, mais prévoient des scénarios plus légers et adaptables aux différents contextes. Ateliers entre 2 heures et une journée.
Le projet permet de bénéficier au mieux de la proximité avec les milieux de la recherche et de l'innovation d'une part, et d'actions existantes et déjà co-financées d'autre part. Les choix thématiques des ateliers sont pilotés par ces critères, et le fil conducteur du projet est assuré par la modalité d'animation et d'interaction, par le travail de documentation assuré par les stagiaires, et par la construction auprès du public de l'image d'une science et d'une innovation accessibles, intéressantes, et intéressées aux besoins de la société.
Des principes sont au coeur de tous les ateliers : la rencontre directe entre chercheurs, entrepreneurs, créatifs, grand public ; le cadrage des contenus à partir d'une vraie question de recherche ou d'innovation, d'intérêt autant pour les chercheurs que pour les publics ; l'utilisation d'outils de prototypage rapide et de la démarche DIY/DIT IBSE ; le soin de la documentation numérique.
Dans la section "Thématique" de ce dossier, nous détaillons pour chaque atelier le thème, le lien avec une recherche/innovation en cours et l'association avec une manifestation publique ou un projet existant.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Public professionnel : 30 chercheurs (institutions ou start-ups)
Public professionnellement concerné (intéressé à des échanges avec les chercheurs et les publics pour des raisons professionnelles) : 80 personnes
Public familial et grand public : 500
Public scolaire : 300 (un nombre beaucoup plus élevé pourrait être atteint en raison de partenariats territoriaux tout au long du projet, mais ne peut pas être garanti à ce stade).

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	29 000,00	64,59%
Frais d'animation	5 000,00	11,14%
Frais de communication	1 600,00	3,56%
Frais de transport	1 400,00	3,12%
Frais d'hébergement	900,00	2,00%
Frais de restauration	2 000,00	4,45%
Investissement	5 000,00	11,14%
Total	44 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	17 000,00	37,86%
Région Ile-de-France (INVEST.)	5 000,00	11,14%
Ressources propres	6 900,00	15,37%
Ville de Paris	6 000,00	13,36%
Union européenne (projet Nano2All)	3 000,00	6,68%
Etat (Ministère de l'Enseignement sup. et de la Recherche)	3 000,00	6,68%
E-Fabrik' Grande Ecole du Numérique	4 000,00	8,91%
Total	44 900,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 500,00 €
2018	8 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	E-inclusion - Fonctionnement	43 800,00 €
2014	E-inclusion - Investissement	6 200,00 €
2014	Questions de sciences, Enjeux citoyens	65 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	29 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	1 500,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	5 100,00 €
2015	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	16 920,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	7 500,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	13 700,00 €
2016	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	27 300,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	18 000,00 €
	Montant total	234 020,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020148

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - SCIENTICLUB - ORGANISER DES ÉVÉNEMENTS VISANT À DIFFUSER LA CULTURE SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE ET NUMÉRIQUE AUPRÈS DES ENFANTS ET DES JEUNES - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	74 000,00 €	10,81 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCIENTICLUB
Adresse administrative : 27 PASSAGE DUBAIL
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SHARON STOFER, Présidente

Date de publication au JO : 20 septembre 2014

N° SIRET : 81330040700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : Organiser des événements visant à diffuser la culture scientifique, technique et numérique auprès des enfants et des jeunes.

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
L'objectif est de démocratiser la science et le numérique auprès des jeunes parisiens et des scolaires, la gratuité venant renforcer cette accessibilité. Les enfants pourront participer à divers ateliers scientifiques, apprendre à coder, et utiliser du matériel qu'ils n'ont pas l'occasion de pouvoir manipuler au quotidien.0

Description :
En 2017, Startup For Kids multipliera ses événements pour sensibiliser un maximum d'enfants et adolescents aux problématiques scientifiques, techniques, technologiques et numériques de demain. Trois projets majeurs sont à noter cette année, ainsi qu'un événement lors de la Fête de la Science:

1) L'organisation de la partie enfants et éducation à Futur en Seine du 8 au 10 juin, avec un fil conducteur sur les Métiers du Futur et les métiers de demain. Des ateliers, conférences et un hackathon seront organisés autour de cette thématique, favorisant un maximum d'intéractivité entre les startupers et les enfants, qui en apprendront plus sur la science et les nouvelles technologies.

2) Le salon annuel Startup For Kids à l'école 42, du 17 au 19 novembre. 30 startups viendront présenter leur projet autour d'ateliers scientifiques, technologiques mais surtout ludiques. Les enfants seront invités à y participer tandis que les parents et enseignants seront invités à prendre part aux conférences organisées sur les thématiques de l'éducation et du numérique, et bien plus encore. Un hackathon sera organisé, permettant aux enfants de développer leurs connaissances, compétences mais surtout de mettre à profit leur créativité.

Une conférence du cycle 'Inspiration'' est prévue lors de la semaine de la Fête de la Science (lieu à définir), à destination des lycéens sur la thématique des métiers du futur. Des professionnels interviendront, issus aussi bien de grands groupes que de petites structures, provenant de milieux scientifiques et techniques pour qu'ils parlent de leur métier et de leur vision du futur aux élèves. Un goûter sera organisé par la suite pour favoriser les échanges, ainsi que de petites démos/ateliers. A terme, cet événement sera récurent (1 par mois) et couvrira toutes les thématiques métiers possibles.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Enfants et jeunes entre 6 et 18 ans de Paris et sa région, tous milieux sociaux confondus (gratuité de l'événement pour faciliter l'accès + lieux choisis à cet effet)

Scolaires et familles, mais aussi professeurs et parents.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	33 000,00	44,59%
Frais d'animation	11 000,00	14,86%
Frais de communication	23 000,00	31,08%
Frais de transport	2 000,00	2,70%
Frais de restauration	5 000,00	6,76%
Total	74 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	8 000,00	10,81%
Ressources propres	5 000,00	6,76%
Ville de Paris	10 000,00	13,51%
École 42	6 000,00	8,11%
Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement sup. et de la Recherche	5 000,00	6,76%
Edition Nathan	20 000,00	27,03%
Nessium consulting	20 000,00	27,03%
Total	74 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 000,00 €
2018	4 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020150

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - COMPAGNIE TERRAQUEE - FESTIVAL AUTOUR DES MATHÉMATIQUES - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	23 560,00 €	42,44 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS COMPAGNIE TERRAQUEE
Adresse administrative : 19 RUE DE LA BOULANGERIE
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Ronan ROUSSEL, Président

Date de publication au JO : 30 juillet 2005

N° SIRET : 48809863300024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : MATHS EN VILLE - Festival autour des mathématiques à Saint-Denis à l'occasion de la Fête de la Science, dans la ville et au plus près des habitants.

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
L'objectif est que des publics éloignés de l'offre de culture scientifique (jeunes et familles des quartiers populaires, mais aussi le public d'événements culturels) en viennent à se poser des questions sur les maths.
L'originalité de ce festival est qu'il se tiendra dans des lieux qui ne sont pas habituellement des lieux de

culture scientifique : salles de spectacles, locaux associatifs, cafés ...pour dissiper les appréhensions d'un certain public. C'est l'occasion de travailler sur le lien des citoyens avec la science, d'accroître la compréhension des matières scientifiques, et leur dissémination dans la société.

Description :
Ce festival reconduit en octobre 2017 et 2018 a pour objectif d'amener les Maths en ville à travers ceux qui les font, et amener le public vers les maths.
Donner une entrée au public jeune et familial vers les sciences et le discours scientifique
Le succès public des jeunes de l'atelier hebdomadaire Mathéâtre à Dionysiens en Scène. Sont les préfigurations de Maths en Ville 2017, avec "A quoi ça sert, un nombre "120 spectateurs, celui de la première de "Pi, le nombre à 2 lettres" devant 200 collégiens le 17 octobre (Fête de la Science 2016 à la ligne 13), la réussite des 4 représentations de "Il est rond, mon ballon ?"

Le festival viendra valoriser et donner plus d'ampleur à ces ateliers et sera l'occasion de fédérer de nouveaux acteurs et d'entamer des nouvelles collaborations dans le domaine de la médiation scientifique.
Un rendez-vous régulier permet de retrouver à la fois le public et les partenaires pour mettre en lumière les actions déjà réalisées et en démarrer d'autres.

Le festival est l'occasion de donner une caisse de résonance à un travail de terrain reconnu par les pouvoirs publics et les mécènes comme la Fondation SNCF.
Programme : Faire que les mathématiques se déploient en ville avec une devise "Des Maths partout et pour tous !" Le public disposera d'un programme et d'une petite cartographie de la ville, et pourra choisir où se rendre. Le festival doit donner l'envie de rencontres parfois inhabituelles, le partage des connaissances scientifiques, et le désir de les inscrire dans le champ culturel pour que chacun puisse se les approprier.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Public des lieux, Pointcarré, Médiathèque, Librairie Folies d'encre
- Jeunes et familles. Mélange des publics (appuyé sur l'expérience Mathéâtre) : public des événements culturels ; travail avec des partenaires de terrain (PRE, Secours populaire, ASAFI, Artis Multimédia, Radio déclic, Mots et regards)
- Public scolaire : établissements de Saint-Denis (100 collégiens, 100 lycéens). Etablissements classés REP/REP +. Coordinateurs REP et documentalistes.

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	15 800,00	62,92%
Frais d'animation	3 975,00	15,83%
Frais de communication	2 660,00	10,59%
Frais de transport	300,00	1,19%
Frais d'hébergement	150,00	0,60%
Frais de restauration	675,00	2,69%
Investissement	1 550,00	6,17%
Total	25 110,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	10 000,00	39,82%
Région Ile-de-France (INVEST.)	1 000,00	3,98%
Commune de St-Denis	2 000,00	7,96%
Fondation Vente privée	3 110,00	12,39%
Etat (D2RT - Fête de la Science)	3 000,00	11,95%
Etat (CGET)	6 000,00	23,89%
Total	25 110,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €
2018	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020160

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - PETITS DEBROUILLARDS ILE DE FRANCE - PROPOSER UNE INTERFACE ENTRE LES JEUNES, LA PRATIQUE, LES MÉTIERS ET DES « LIEUX » DU NUMÉRIQUE - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	50 400,00 €	59,52 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PETITS DEBROUILLARDS ILE DE FRANCE
Adresse administrative : BATIMENT COLOMBANI
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie BODEUX, Présidente

Date de publication au JO : 15 janvier 2000

N° SIRET : 42994326900044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : Proposer une interface entre les jeunes, la pratique, les métiers et des « lieux » du numérique, soutenue par des formes d'apprentissage originales et des rencontres avec des professionnels.

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
L'objectif général de ce projet est d'offrir aux publics un temps de mobilisation d'expérimentations et de rencontres innovant sur les enjeux, les utilisations et les métiers du numérique.

Il s'agit de :
- Découvrir des usages du numérique par des formes pédagogiques originales (expériences, jeux, simulations)
- Créer un événement fédérateur sur les territoires autour de ces enjeux
- Découvrir des métiers en rencontrant des professionnels du numérique issus de l'ESR et du monde de l'entreprise (notamment ceux installés dans le bassin de vie des jeunes)
- Accompagner les jeunes dans la découverte et l'usage des lieux d'innovation et de création du numérique au plus près de chez eux
- Mettre à disposition des ressources variées sur les métiers et les formations au numérique

Description :
Le programme se décline en 3 volets :
Volet 1/ EXPÉRIMENTER le numérique. Ce volet basé sur une approche liée aux technologies, aux usages et aux ressources du numérique se déroulera au travers d'ateliers et d'expériences menés par les médiateurs de l'association.
Chaque expérience réalisée se fera écho de métiers du numérique soit via la technologie (les techniques, le support et les usages utilisés), soit via les compétences (savoir-faire et savoir-être) inhérentes à la pratique desdits métiers et/ou filières.
Les domaines de compétences, concepts et apprentissages principalement mobilisés évolueront autour :
- des connaissances et usages d'internet et des réseaux sociaux
- de l'appropriation du code
- des données (data)
- des usages du numérique dans l'investigation citoyenne (DIY)
Les jeunes vivront ainsi, le temps de la pratique, une expérience valorisante durant laquelle ils devront mobiliser des connaissances et des savoir-faire souvent informels.
Par exemple, apprendre à programmer une carte électronique afin de réaliser un robot musicien, relever une liste de défis afin de recréer la circulation d'un mail à travers le réseau internet ou fabriquer un dispositif numérique de mesure pour une recherche participative ou une investigation citoyenne
Volet 2/ ÉCHANGER avec un professionnel de l'entreprise et/ou de la recherche dans le domaine du numérique.
Les jeunes pourront rencontrer un professionnel de l'entreprise et/ou de la recherche évoluant dans les métiers du numérique en rapport avec la phase d'expérimentation qu'ils ont suivie au préalable.
Cet échange concret avec un professionnel sera l'occasion de découvrir un métier, de le positionner au cœur d'une réalité et d'une évolution socio-professionnelle.
Il est souhaité que ce temps ait pour autres effets de réduire les stéréotypes des jeunes face aux métiers et ainsi faciliter leur capacité à s'y projeter.
Quelques corps de métiers importants à valoriser et pour lesquels ont déjà été identifiés des intervenants potentiels :
- Ingénieur pédagogique (crée un dispositif multimédia visant à évaluer et valider des compétences)
- Médiateur numérique au sein d'entreprises (ex : Magic Makers, Tralalère)
- Fabmanager (Coordonne les savoirs et compétences au sein d'un lieu de fabrication numérique)
- CDO (Statisticien / Gestionnaire de base de données)
- Designer numérique (créateur d'interfaces et d'univers adaptés)
- Modélisation d'intelligences artificielles
Volet 3/ CONNECTER les expériences et les échanges :
Il s'agit pour les jeunes de pouvoir mieux identifier des types d'activités et des fonctions en rencontrant des professionnels ressources mais aussi des lieux de pratique et/ou de formation au numérique inhérent à leur territoire. Seront accompagnés les publics à découvrir ces nouveaux espaces in situ, ou le cas échéant, en invitant leurs acteurs à venir en témoigner.
Voici une liste non exhaustive de lieux avec lesquels des collaborations ont déjà été réalisées :
Woma, Carrefour Numérique, NUMA, Gaité Lyrique, INRIA, Proto 204, FacLab, Living Lab de SIANA , EdFab, Pointcarré, Usine.io

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de

la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ce projet s'adresse majoritairement aux jeunes de 6 à 15 ans et leurs familles, toutefois seront privilégiés autant que possible les jeunes en cours d'orientation (lycéens à partir de la seconde) et notamment ceux habitants dans les quartiers populaires.
550 jeunes sont ciblés.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	39 115,00	66,98%
Frais d'animation	2 652,00	4,54%
Frais de transport	3 755,00	6,43%
Autres frais de fonctionnement liés au projet	4 878,00	8,35%
Investissement	8 000,00	13,70%
Total	58 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	30 000,00	51,37%
Région Ile-de-France (INVEST.)	8 000,00	13,70%
commune d'Argenteuil	1 000,00	1,71%
commune de Garges-lès-Gonesse	1 000,00	1,71%
commune de Colombes	600,00	1,03%
commune d'Epinay-sur-Seine	600,00	1,03%
commune de Sevran	600,00	1,03%
commune de Viry-Chatillon	600,00	1,03%
Etat (Direction régionale Jeunesse et Sports)	10 000,00	17,12%
CAF de Paris	6 000,00	10,27%
Total	58 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	40 000,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	15 000,00 €
2014	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	20 000,00 €
2014	Méditerranée	25 000,00 €
2014	Questions de sciences, Enjeux citoyens	38 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne	20 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne	5 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	40 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	10 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	20 000,00 €
2015	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement (CR46-14)	25 000,00 €
2015	Méditerranée (CR46-14)	16 000,00 €
2015	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	9 940,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	30 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	10 000,00 €
2015	Soutien aux actions multi-territoires en Politique de la ville	30 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	25 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	20 000,00 €
2016	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	20 000,00 €
2016	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	2 300,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	34 700,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	8 000,00 €
	Montant total	438 940,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020162

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - L'ARBRE DES CONNAISSANCES ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES SCIENCES ET DE LA RECHERCHE - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	86 950,00 €	32,20 %	28 000,00 €
	Montant Total de la subvention		28 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APSR - L'ARBRE DES CONNAISSANCES ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES SCIENCES ET DE LA RECHERCHE
Adresse administrative : 1 AVENUE CLAUDE VELLEFAUX 75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MORGANE LE BRAS, Présidente

Date de publication au JO : 4 février 2005

N° SIRET : 50916750800027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : L'Arbre des Connaissances, créée par des chercheurs, a pour vocation d'ouvrir la science aux citoyens. Apprentis Chercheurs permet ainsi l'ouverture de laboratoires de recherche aux jeunes franciliens

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
- Favoriser la mixité sociale : jeunes issus de zones dites « politiques de la ville » ou en REP (Bobigny,

Aulnay-sous-Bois), couplage d'établissements scolaires de milieux différents au sein d'un même centre de recherche
- Favoriser l'ouverture culturelle de tous les jeunes et renforcer l'impact du dispositif au sein des établissements scolaires : partenariat avec les rectorats et les enseignants pour mise en place de retours pédagogiques au sein des classes
- Contribuer à l'animation des territoires : créer des liens pérennes entre les établissements scolaires, les laboratoires situés sur leurs territoires et les familles d'élèves riveraines, là où les liens sont souvent inexistants.
- Ouvrir le dispositif à la recherche privée, dans une logique RSE
- Toucher des des réseaux de proches : familles, camarades
- Valoriser l'interdisciplinarité en classe et dans la recherche (cf réformes EN)

Description :
Apprentis Chercheurs organise le tutorat de collégiens et lycéens par des acteurs de la recherche scientifique sur une année scolaire, dans le but d'intéresser les jeunes aux sciences autrement, de leur faire découvrir un écosystème professionnel, de les initier à la démarche scientifique par la pratique et d'éveiller ainsi leur esprit critique.
Les jeunes sont conduits à :
-mener des projets expérimentaux de recherche en laboratoires de biologie, physique, chimie, mathématiques, sciences cognitives etc.
-s'informer sur les métiers de la recherche et les règles éthiques qui encadrent la recherche
-devenir médiateurs de leurs connaissances et présenter leurs travaux lors de congrès ouverts au grand public se tenant dans chaque centre de recherche partenaire
-réaliser des projets journalistiques d'information scientifique
Depuis ses débuts, l'action s'adapte à de nouveaux contextes, cherchant à s'ouvrir à de nouveaux territoires et des public variés, notamment les jeunes éloignés de la culture scientifique. Le dispositif se pérennise d'année en année, dans une logique partenariale avec plus de 45 centres de recherche, des associations locales et les académies concernées.

Apprentis Chercheurs en laboratoire, un concept fort depuis 2004 avec :
- Accueil d'un binôme collégien/lycéen par un acteur de la recherche, dans son laboratoire, à raison d'1 mercredi après-midi par mois en moyenne (8 à 10 séances de 3h par an).
- Chaque centre de recherche accueille de 1 à 12 binômes d'élèves
- 1 coordinateur bénévole au coeur de chaque centre de recherche
- En fin d'année scolaire, chaque binôme présente ses travaux à l'occasion du congrès des Apprentis Chercheurs organisé dans chaque institut. Ces congrès rassemblent familles, chercheurs, élèves, enseignants, responsables d'instituts de recherche, journalistes, personnalités locales...
- L'ADC, forte de sa réflexion et son expertise, propose depuis 2009 une formation à la médiation scientifique aux chercheurs qui accueillent des Apprentis Chercheurs, notamment les doctorants. Action en partenariat avec l'association Paris Montagne et l'Ecole de la Médiation

Le concept se décline sous deux formes en 2017-18 :
1. Apprentis Chercheurs thématique addictions : depuis 2012, les Apprentis Chercheurs MAAD (Mécanismes des Addictions à l'Alcool et aux Drogues) permettent à des jeunes de s'immerger dans des laboratoires de recherche sur les questions d'addiction à Paris (9 laboratoires en 2016-17) et dans toute la France. Initiée en partenariat avec la MILDECA (Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives) et l'Inserm, MAAD permet une sensibilisation des élèves via l'initiation à la recherche sur ces questions. La plateforme MAAD-Digital, créée en novembre 2016 pour prolonger l'impact du dispositif sur un plus grand nombre de jeunes, a déjà reçu plus de 12 000 visiteurs :www.maad-digital.fr
2. Apprentis Journalistes à l'Institut Universitaire d'Hématologie (75010)
-Groupes de lycéens issus de différentes filières.
-Projet journalistique monté par les jeunes à partir de l'expérience Apprentis Chercheurs en laboratoire
-Participation active à l'animation du Congrès des Apprentis Chercheurs, dans un échange de pair à pair permettant de renforcer l'impact dans le centre de recherche et le lycée partenaires.

Compétences développées chez les jeunes bénéficiaires :
- Savoirs et techniques scientifiques ;
- Méthode scientifique et développement de l'esprit critique ;
- Autonomie et confiance en soi ;
- Capacité à communiquer en public
- Appropriation d'un langage professionnel
- Recherche d'informations et et compréhension d'enjeux sociétaux liés aux sciences ;
- Orientation. Meilleure connaissance des filières universitaires, des métiers de la recherche
- Savoir faire en compétences journalistiques

Pour les professionnels de la recherche : sensibilisation à la médiation scientifique

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Personnes touchées directement en Ile de France:
240 jeunes franciliens de 13 à 18 ans (120 collégiens de 3e et 120 lycéens de 1ère)
200 professionnels de la recherche issus de 27 centres de recherche
50 enseignants issus de 40 établissements scolaires

Personnes touchées indirectement : 5 300 personnes
4700 jeunes (classes lors des passages de l'aDC en classe et des retours pédagogiques et camarades lors des congrès)
Familles : 600 personnes environ

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	75 150,00	80,85%
Frais d'animation	800,00	0,86%
Frais de communication	4 800,00	5,16%
Frais de restauration	6 000,00	6,46%
Autres frais de fonctionnement liés au projet	200,00	0,22%
Investissement	6 000,00	6,46%
Total	92 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%

AIEMENT

Exercice	M
2017	
2018	

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	45 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	2 500,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	35 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	5 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	30 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	6 000,00 €
	Montant total	123 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020180

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - LA PAILLASSE - CRÉER DES ATELIERS OPEN SOURCE POUR ABORDER LES SCIENCES DE MANIÈRE INNOVANTE DANS UNE LOGIQUE “MAKER” - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d’intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	7 250,00 €	68,97 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L’ORGANISME

Dénomination : LA PAILLASSE
Adresse administrative : 226 RUE SAINT DENIS
75002 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur HACENE LAHRECHE, Président

Date de publication au JO : 16 mai 2011

N° SIRET : 53315366400024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d’aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : Créer des ateliers open source à destination des professeurs et médiateurs pour aborder les sciences de manière innovante dans une logique “maker” avec les résidents chercheurs de La Paillasse.

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
Depuis sa création il y a six ans, La Paillasse, laboratoire ouvert, offre aux citoyens un espace dédié aux sciences et technologies. Forts de la motivation des résidents et riches de multiples projets pluridisciplinaires en science ouverte, l'objectif est de partager la créativité du lieu avec les plus jeunes. À

travers un engagement sur le terrain avec de nombreuses institutions, La Paillasse essaime le territoire pour initier les nouvelles générations aux sciences.
La réappropriation par tous, en particulier par le jeune public, de la science, de ses enjeux sociétaux ainsi que des outils scientifiques est le coeur de l'objet social de la Paillasse. Cette réappropriation est double : elle s'exerce d'abord au travers d'une adaptation théorique intelligente et ensuite d'une utilisation des outils scientifiques en faveur d'une pratique citoyenne.

Description :
Les projets sont sollicités à de nombreuses reprises par des enseignants et des associations parascolaires. Face à ces demandes, internes comme externes, la Paillasse forme le projet de développer des formats de kits pédagogiques collaboratifs open source pour offrir au corps enseignant un outil ergonomique d'échanges d'expériences et de partages de contenus. Après consultation du corps enseignant et de spécialistes en sciences cognitives, il a été choisi d'élaborer des contenus en lien direct avec les programmes scolaires. Cette approche interdisciplinaire facilite la compréhension et l'intérêt des élèves pour les enseignements et les initie à la culture de la persévérance propre aux "makers", faiseurs en français. Afin de donner aux élèves, et en particulier aux décrocheurs scolaires, le goût d'apprendre les sciences en expérimentant, est développée une série de kits aux contenus adaptés et indexés sur une plateforme de documentation en ligne. Chaque élève pourra ainsi s'approprier un savoir scientifique quelque soit son origine sociale, son parcours et ses aspirations.

Après consultation avec des professeurs d'écoles élémentaires de REP et REP+ et analyse de leurs besoins, La Paillasse a décidé de créer de nouveaux formats pédagogiques - au travers notamment de fiches méthodologiques d'aide à la création, élaborées par des spécialistes en sciences de l'éducation et en ergonomie cognitive.

. Les kits seront placés sous une licence ouverte à des fins d'inclusion : ce choix permet une utilisation gratuite et sans condition pour en faciliter l'utilisation, l'appropriation et l'itération par les autres acteurs de la médiation scientifique et les enseignants.
Les quatre premiers kits mis en oeuvre :
-Produire ses algues et suivre leur culture (Agrosciences, Alimentation)
-Faire sa propre console de jeu (Électronique Programmation)
-Construire ses hauts parleur à partir de papier (Acoustique)
-Robotique et imprimante 3D

A terme, est prévu l'établissement d'une structure associative composée de faiseurs et d'enseignants animant et pérennisant des méthodes et contenus publiés à des fins pédagogiques. Cette communauté aura également pour objet de promouvoir et de communiquer sur cette action au travers d'ateliers collaboratifs et d'événements ouverts.

En complément de la création de ces kits, La Paillasse réalisera des ateliers pédagogiques dans ses laboratoires sur une durée de 6 mois minimum afin de tester in vivo la pertinence de ses contenus .
Suite aux nombreuses demandes des collèges et lycées et les retours positifs des premières expériences en ce sens, une visite des espaces de laboratoire ainsi que des rencontres avec les porteurs de projets (30+ présents à ce jour : Biologie, Chimie verte, Environnement, Sciences sociales , Artistes , Designers..) sera proposée afin de faire découvrir des métiers en émergence de par leur nature profondément transdisciplinaire.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le public visé est essentiellement scolaire mais la construction de kits et la visite des laboratoires est une découverte pour chacun des participants.

L'expérimentation s'adresse aux professeurs en demande de nouvelles méthodologies pour maintenir dans le système scolaire les élèves les plus en difficulté ainsi qu'aux élèves en quête de sens dans leur parcours éducatif, ayant besoin de comprendre par le faire ce qu'apportent les connaissances théoriques.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	6 650,00	59,11%
Frais d'animation	400,00	3,56%
Frais de communication	100,00	0,89%
Frais de restauration	100,00	0,89%
Investissement	4 000,00	35,56%
Total	11 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	5 000,00	44,44%
Région Ile-de-France (INVEST.)	4 000,00	35,56%
Ressources propres	2 250,00	20,00%
Total	11 250,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 500,00 €
2018	2 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux espaces de travail collaboratif	90 023,20 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	13 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) -	3 000,00 €

	Investissement	
	Montant total	106 023,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020183

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - SCIRE - INITIER LES ÉLÈVES AUX MÉTHODES ET ÉTHIQUE DE LA RECHERCHE PAR DES PROJETS SCIENTIFIQUES MENÉS PAR LES ÉLÈVES - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	15 850,00 €	63,09 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCIRE ASSOCIATION SCIENCE CREATIVITE INTERDISCIPLINARITE RECHERCHE EDUCATION
Adresse administrative : 8 RUE CHARLES V
75004 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur François TADDEI, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 49447045300031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : Initier les élèves aux méthodes et éthiques de la Recherche par des projets scientifiques menés par les élèves guidés par leurs enseignants et des chercheurs engagés pour l'innovation pédagogique - Projet Savanturiers.

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
Dans ce projet, les élèves s'initient à la fois aux outils et concepts de la recherche et de la production de

savoirs et mènent des projets sur des sujets scientifiques de pointe tels que les biotechnologies. En prenant modèle sur la recherche, la culture scolaire renoue avec la rigueur de la démarche, le développement de l'esprit critique, la volonté d'explorer l'inconnu et d'innover, la créativité et la collaboration.

Description :
Le projet Savanturiers du Vivant-volet biotechnologies propose aux enseignants de lycée (sciences et vie de la terre et technologiques) ou collectifs d'enseignants de mener un projet pluridisciplinaire d'éducation par la recherche dans le domaine des biotechnologies, de la biochimie ou du biodesign.

En amont et avec l'appui de l'équipe pédagogique des Savanturiers et d'un mentor chercheur affilié à une classe, les élèves conçoivent un projet, en définissent le cadre et les objectifs. Ils adoptent alors une véritable méthodologie scientifique : problématique – hypothèse et observable – expérience/investigation/simulation – interprétation – réponse – publication.

Grâce à la démarche d'éducation par la recherche, les élèves s'initient aux outils et concepts de la recherche et de la production de savoirs. Ils mènent des projets dont l'aboutissement est une production témoignant de leurs apprentissages et l'avancée de leur réflexion.

Cette alliance entre pédagogie et recherche permet le nécessaire développement de la pensée critique et de la créativité, propices à la formation d'un citoyen éclairé et actif d'une société apprenante.

La pédagogie de l'Education par la Recherche
Le projet autour des Biotechnologies se deroule sur deux temps :
1) Tout au long de l'année scolaire, des classes mènent des projets dans 5 domaines scientifiques de pointe suivants :
Les cultures génétiquement modifiées
La production biotechnologique des médicaments
La biologie de synthèse
Les biomatériaux
La bioremédiation

2) En fin d'année scolaire, les élèves participent à un Congrès de Jeunes chercheurs pendant lequel ils exposent leurs travaux.
Pour les soutenir et les guider, elles sont parrainées par des chercheurs et des étudiants ingénieurs. En liant par leur travail la théorie à la pratique, ils participent à l'avance à des travaux de recherche.

Des temps de formation pour les enseignants :

Les enseignants ayant inscrit leur classe bénéficient d'une formation au Centre de Recherche Interdisciplinaire, proposée par l'équipe des Savanturiers et des chercheurs. Cette formation porte sur trois axes: 1) ingénierie pédagogique de la recherche en classe 2) les enjeux, méthodes, outils et concepts fondamentaux en biologie et biotechnologie 3) analyser, intégrer et utiliser des outils numériques dans le projet. Les formations sont organisées en présentiel et à distance.

Diffusion auprès des élèves, des établissements et par extension des parents :

Les élèves bénéficient quant à eux d'un accompagnement par leurs enseignants de biotechnologies-biologie et par des chercheurs et étudiants en biologie/biochimie, notamment ceux du CRI qui ont conçu un MOOC sur la « Biologie synthétique ». Ils approchent ainsi au plus près la démarche de chercheur et peuvent se projeter dans des métiers scientifiques valorisants.
Les classes postent l'avancement de leurs recherches sur un site. Un accès et une page sont dédiés à chaque classe. Ainsi, les classes peuvent s'inscrire dans une dynamique de groupe et consulter les travaux réalisés par leurs pairs. Elles sont également invitées à se créer un compte twitter afin de

communiquer le plus largement possible sur cette thématique.

Des événements seront organisés autour de différents temps forts tels que :
_ Congrès des jeunes chercheurs Savanturiers organisé en fin d'année scolaire
_ La semaine de la STL organisée par l'Education nationale…

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Lycéens et éventuellement collégiens (les classes de 3e seront acceptées s'il s'agit d'un projet construit en partenariat avec le lycée)
Enseignants et équipes éducatives
Cadres de l'éducation nationale (conseillers pédagogiques, inspecteurs, …)
Mentors chercheurs
Familles des élèves

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	10 450,00	65,93%
Frais d'animation	1 100,00	6,94%
Frais de communication	2 400,00	15,14%
Frais de transport	500,00	3,15%
Frais de restauration	800,00	5,05%
Autres frais de fonstionnement liés au projet	600,00	3,79%
Total	15 850,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	10 000,00	63,09%
Ressources propres	3 750,00	23,66%
Université Paris Descartes	2 100,00	13,25%
Total	15 850,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

2018	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Fonctionnement	29 000,00 €
	Montant total	29 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020328

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CSTI 2017 - THEATRE ST QUENTIN YVELINES - RENCONTRES INCITÉ 2017 - FONC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	159 610,00 €	8,14 %	13 000,00 €
	Montant Total de la subvention		13 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE ST QUENTIN YVELINES
Adresse administrative : PL GEORGES POMPIDOU BP 317
78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN OUVRARD, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 39078782800024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Objet du projet : Rencontres InCité 2017 - édition n°1 La rencontre des arts et sciences "Le Temps"

Date prévisionnelle de début de projet : 8 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au dispositif-cadre, les dépenses éligibles peuvent être prises en compte à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

Objectifs :
Les Rencontres InCité sont volontairement centrées sur la scène nationale et son proche voisinage pour conserver une lisibilité (scène nationale, UGC, Médiathèque).
L'ambition est d'en faire, en 3 ans, un des temps forts en Ile de France, de diffusion de la culture scientifique (en créant un lien avec le spectacle vivant et le cinéma) et prenant garde d'y introduire un regard critique.

Description :
L'idée d'une rencontre des arts et des sciences sur le thème "du temps" vient de l'intérêt croissant des artistes et des citoyens pour les questions relevant des divers champs scientifiques, comme un besoin pressant de comprendre la complexité du monde. Ce constat prend un sens très particulier avec la situation géographique de la scène nationale de Saint-Quentin- en-Yv., à deux pas du Plateau de Saclay, et de sa concentration de chercheurs. Comment un théâtre, lieu de circulation des idées, peut-il inciter les spectateurs, et plus largement les citoyens, à prendre à bras-le-corps des questions qui nous concernent tous. Car c'est bien au citoyen que vont s'adresser les Rencontres InCité. Par le choix de la thématique annuelle et la façon d'en délimiter les contenus artistiques et scientifiques, il s'agit d'affirmer une envie de s'adresser à des publics ayant des niveaux de connaissance scientifique fort différents, des habitudes diverses de fréquentation des lieux culturels, mais une insatiable curiosité. Dans leur rencontre, les arts et les sciences doivent se compléter, s'illustrer, se décaler, se contredire. Les uns mis au service des autres permettront d'appréhender toutes les dimensions d'une thématique. Le Temps sera donc la thématique de la première édition des Rencontres InCité.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
-publics individuels (surtout 78 et 91),
-familles
-groupes scolaires,
-enseignement supérieur/ recherche (universités, labos et unités de recherche spécialisés, grandes écoles, classes préparatoires, écoles d'ingénieurs)
-salariés d'entreprises
-associations (notamment de diffusion des sciences, de pratique scientifique)
-enseignement artistique, compagnies amateurs : compagnies axées sur la thématique arts et sciences

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (dont prestataires)	83 320,00	50,62%
Frais d'animation	11 600,00	7,05%
Frais de communication	10 000,00	6,07%
Frais de transport	30 780,00	18,70%
Frais d'hébergement	7 435,00	4,52%
Frais de restauration	9 345,00	5,68%
Autres frais de fonctionnement liés au projet (droits d'auteur, etc.)	7 130,00	4,33%
Investissement	5 000,00	3,04%
Total	164 610,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (FONCT.)	13 000,00	7,90%
Région Ile-de-France (INVEST.)	5 000,00	3,04%
Ressources propres	60 588,00	36,81%
Conseil départemental des Yvelines	16 022,00	9,73%
communauté d'agglomération de St-Quentin-en-Yvelines	35 000,00	21,26%
Entrepirse SAMSIC	15 000,00	9,11%
Caisse Epargne IDF	20 000,00	12,15%
Total	164 610,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 500,00 €
2018	6 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	70 000,00 €
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	70 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	70 000,00 €
	Montant total	215 000,00 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-337 DU 5 JUILLET 2017

LIEUX D'INNOVATION: - PEPITE STARTER ÎLE-DE-FRANCE À STATION F - SCHOOLAB/HEXAGONE - DIGITEC PHASE 2/CONCOURS D'ARCHITECTURE - CEA - DEUXIÈME AFFECTATION DE LA DOTATION DE FONCTIONNEMENT 2017 - GENOPÔLE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU Le régime cadre exempté de notification N SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

VU La délibération régionale n° CR 65-01 du 13 décembre 2001 par laquelle la Région a décidé de participer à la fondation du GIP Genopole ;

VU La délibération régionale n° CR 39-13 du 26 septembre 2013 par laquelle la Région a approuvé les nouveaux statuts du GIP Genopole

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU La délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à l'adoption du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 ;

VU La délibération n° CR 2017-101 du 18 mai 2017 relative au soutien aux lieux d'innovation ;

VU La délibération n° CR92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

VU La délibération n° CR 2017-37 du 9 mars 2017 relative à la mise en place de la stratégie #LEADER

VU La délibération n° CP 2017-015 du 27 janvier 2017 relative à la première partie de la dotation régionale 2017 du GIP Genopole ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CP 2017-223 du 17 mai 2017 relative au financement de la phase de préfiguration du programme DIGITEC

VU La délibération du 28 juin 2017 de la Communauté d'agglomération de Paris Saclay autorisant la signature d'une convention de financement de DIGITEC ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU Le code général des collectivités territoriales

VU L'avis de la Commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU le rapport n°CP 2017-337 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, dans le cadre du dispositif de soutien aux lieux d'innovation au financement du projet détaillé en annexe 2 à la délibération par l'attribution à Hexagone SAS (Schoolab) d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **125 000 €**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention présentée en annexe n°2 à la délibération et autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à la signer.

Affecte pour ce faire une autorisation d'engagement de **125 000 €** sur le chapitre 939 « Action Economique », code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », programme HP 92-008 (192008) « Soutien aux transferts de technologie », action 19200803 « Actions d'animation des acteurs de la valorisation et du transfert de technologie », code nature 204 du budget 2017.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles aux projets visés à l'article 1 à compter du 1er juin 2017, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 relative au règlement budgétaire et financier.

Article 3 :

Décide de participer, dans le cadre du dispositif de soutien aux lieux d'innovation, au financement du projet détaillé en annexe 3 à la délibération par l'attribution au Commissariat à l'Energie Atomique et aux énergies alternatives (CEA) d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **800 000 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention présentée en annexe n°3 à la délibération et autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à la signer.

Affecte pour ce faire une autorisation de programme de **800 000 €** sur le chapitre 909 « Action Economique », code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », programme HP 92-008 (192008) « Soutien aux transferts de technologie », action 19200802 « Soutien à la création d'espaces collaboratifs sur les campus », code nature 204 du budget 2017.

Article 4 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles aux projets visés à l'article 3 à compter du 1er mars 2017, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 relative au règlement budgétaire et financier.

Article 5 :

Approuve la convention entre la communauté d'agglomération de Paris Saclay et la Région Ile-de-France en annexe à la délibération autorisant la Région à attribuer une aide en immobilier d'entreprises au CEA List figurant en annexe à la délibération et autorise la Présidente à la signer.

Article 6 :

Décide d'attribuer la deuxième partie de la contribution 2017 d'un montant de 2 797 000 € au titre du fonctionnement du GIP Genopole.

Affecte une autorisation d'engagement de **2 797 000** € disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », Programme HP 92-006 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur », Action 19200601 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur », nature 657 du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Etat récapitulatif des subventions.doc

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-337	Budget	2017

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192006 - Soutien aux domaines d'intérêt majeur**
Action	**19200601 - Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM)**

Dispositif : N° 00000480 - GIP Genopole - Fonctionnement

Dossier	17001685 - DOTATION REGIONALE 2017 AU GIP GENOPOLE			
Bénéficiaire	R24877 - GENOPOLE			
Localisation	CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 797 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 345 000,00 €	TTC	49,94 %	4 667 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000480 - GIP Genopole - Fonctionnement	2 797 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 92 - 192006 - 19200601	2 797 000,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192008 - Soutien aux transferts de technologie**
Action	**19200802 - Soutien à la création d'espaces collaboratifs sur les campus**

Dispositif : N° 00001033 - Lieux d’innovation – projets d’investissement

Dossier	17007150 - DIGITEC - Concours d'architecture - CEA			
Bénéficiaire	R15354 - CEA COMMISSARIAT A L ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES			
Localisation	CA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	800 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 602 739,94 €	TTC	49,91 %	800 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001033 - Lieux d’innovation – projets d’investissement	800 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 92 - 192008 - 19200802	800 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-337	Budget	2017

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192008 - Soutien aux transferts de technologie**
Action	**19200803 - Actions d'animation des acteurs de la valorisation et du transfert**

Dispositif : N° 00001034 - Lieux d’innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets

Dossier	17010509 - PEPITE STARTER ILE-DE-FRANCE/STATION F - HEXAGONE /SCHOOLAB			
Bénéficiaire	P0037088 - HEXAGONE			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	125 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
255 500,00 €	HT	48,92 %	125 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001034 - Lieux d’innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets	125 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 92 - 192008 - 19200803	125 000,00 €

DIGITEC-Convention.pdf

1. ANNEXE 3 : convention DIGITEC

CONVENTION DE SOUTIEN

ENTRE LA REGION ILE DE FRANCE ET LE CEA

RELATIVE AU PROGRAMME DIGITEC

CONVENTION N°

Entre :

La Région d'Ile-de-France,

Sise au 33, rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS

Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

Habilité à signer la convention par délibération N°,

Désignée ci-après par « la Région »,

D'une part,

Et

Le CEA

N° SIRET :

Sis au :

Représentée par , agissant en qualité de

Agissant au nom et pour le compte de

Désigné ci-après par le « BENEFICIAIRE »

COORDONNEES BANCAIRES			
Banque		**Code Banque**	
Agence		**Code Guichet**	
N° de compte		**Clé RIB**	

D'autre part,

VU	Le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne et notamment ses articles 107

	et 108 ;
VU	Le régime cadre exempté de notification N SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;
VU	La délibération CR 72-10 du 18 novembre 2010 relative à l'adoption de la politique régionale en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche
VU	La délibération CR 2017-101 du 18 mai 2017 relative au soutien aux lieux d'innovation
VU	Le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 1511-1 à L1511-5,
VU	La fiche projet annexée à la présente convention
VU	L'annexe financière annexée à la présente

Il est convenu ce qui suit **:**

Considérant :

- la demande de mobilisation de la participation régionale pour la réalisation de l'opération
- le règlement budgétaire et financier de la Région Ile de France adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01.16 du 22 janvier 2016,
- la délibération de la Commission permanente n° CP – 2017-337 du 5 juillet 2017 autorisant la Présidente du Conseil régional à signer la présente convention.
- l'engagement de la Région Ile-de-France, depuis 2009, dans une politique de développement durable. A ce titre, elle souhaite mettre en œuvre sur les opérations immobilières qu'elle finance une démarche de développement durable.

Cette démarche sera suivie avec attention par la Maîtrise d'Ouvrage et, en ce sens, le concepteur devra pouvoir justifier de ses choix architecturaux, paysagers et techniques tout au long de la l'opération. Le « Guide aménagement et construction durable de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'apprentissage », élaboré en 2013 par la Région Ile-de-France est le référentiel approprié. A ce titre, il servira de base pour définir le profil environnemental du projet immobilier. Destiné à tous les acteurs participant au processus de construction des bâtiments de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'apprentissage, ce guide s'inscrit dans le prolongement du Référentiel Aménagement et Construction Durable de l'Agenda 21 régional dont la mise en œuvre progressive a été actée dans le Plan régional pour le Climat adopté en 2011.

Article 1 : DUREE DU PROJET

Objet du projet : concours d'architecture du programme **DIGITEC** dont le contenu est détaillé en fiche projet.

Date de démarrage du projet ou date de prise en compte des dépenses : **1er mars 2017.**

Durée de réalisation prévisionnelle : **24 mois, soit un achèvement du projet prévu au 1er mars 2019**

Article 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La convention prend effet à compter sa signature par les parties. Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale, ou à défaut, en cas d'application des règles de caducité figurant à l'article 5 de la présente convention.

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date de démarrage du projet et jusqu'à la date de fin d'exécution du projet, augmentée de 6 mois.

Article 3 : AIDE :

La Région accorde au BENEFICIAIRE, selon les modalités et conditions de versements prévues à l'article 5, une aide d'un montant de **800 000 €**, sur la base suivante :

- Dépenses du programme du BENEFICIAIRE, telles que définies en annexe financière : **« DIGITEC/ concours d'architecture »: 800 000€**

- Assiettes de l'aide retenue : **1 602 739,94 € TTC**
- Taux d'aide : **49,91%**

La présente aide est accordée au BENEFICIAIRE sous forme d'une subvention.

S'il apparaissait que le cumul des aides obtenues pour le projet dépassait les plafonds communautaires ou nationaux, l'aide accordée serait réduite à due proportion par le non versement, en partie ou en totalité, du solde, voire en demandant le reversement des sommes dépassant les plafonds communautaires.

Article 4 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

4.1 Le bénéficiaire s'engage

- à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

- à maintenir l'affectation du bien pour la construction duquel est octroyée la subvention à l'activité d'intérêt général pour une durée de 10 ans.

- à intégrer dans l'opération immobilière des choix de performance environnementale (tableau de bord) définis en accord avec la Région au moment du préprogramme conformément au guide « Aménagement et Construction Durable ».

Le guide se compose de 5 axes, eux-mêmes déclinés en 25 objectifs pour lesquels des niveaux de performance environnementale seront définis. Les trois niveaux de performance sont a minima (= réglementaire), exigeant et exemplaire. Le niveau de performance a minima doit être atteint systématiquement, y compris pour les réhabilitations.

En amont de toute signature de convention, l'ensemble des 25 objectifs seront passés en revue par la Région et le bénéficiaire afin de décider de ceux qui vont s'appliquer au projet au regard de ses enjeux, du contexte et du niveau d'exigence fixé (a minima, exigeant ou exemplaire) pour chacun d'entre eux.
Le tableau de bord figurant à la fin du guide devra être mis à jour par le bénéficiaire et transmis aux étapes clés (esquisse/concours, APD, réception de l'ouvrage). Dans le cas où le niveau de performance préalablement fixé avec bénéficiaire n'aurait pas été atteint, la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la subvention.

- A recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois. Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région,
- A tenir la Région immédiatement informée :
    - des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du programme et du Projet,
    - des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement,
    - des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du programme, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes techniques et financières,
- A mettre en place une comptabilité analytique ou tout document équivalent permettant, pendant toute la durée du projet :
    - de pouvoir identifier les dépenses réellement effectuées par rapport à celles définies dans l'annexe financière

- A transmettre l'ensemble des pièces justificatives et les rapports d'avancement des travaux tel que demandé à l'article 5. Les rapports devront notamment mentionner la liste des programmes réalisés avec les partenaires, les étapes intermédiaires et les difficultés éventuellement rencontrées ou tout autre point remarquable. Un point particulier sera fait sur les différents résultats issus de ces programmes, par exemple en termes d'industrialisation, de licences, de brevets.
- A adresser les comptes rendus des comités de suivi (a minima semestriels) actant l'avancement du projet aidé, et ce jusqu'à la clôture administrative de la convention ;
- A conserver pendant dix ans à compter de la date de clôture de la convention, toutes les pièces nécessaires permettant d'établir si les coûts admissibles et les plafonds d'intensité d'aide ont été respectés

4.2 Obligations relatives à la Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

4.3 Afin d'assurer le suivi du projet, un comité de suivi regroupant les financeurs de la plateforme sera organisé au moins une fois par an à l'initiative du bénéficiaire. Chaque

réunion donnera lieu à un compte-rendu qui sera diffusé aux membres du comité.

Le comité a pour mission de veiller au bon déroulement du projet et peut acter des modifications de ce dernier qui n'emportent pas modification de l'équilibre général de la convention.

4.4 La Région se réserve le droit de suivre et vérifier la réalisation du projet, le déroulement de l'activité et les dépenses effectuées correspondantes au titre du projet aidé. Ce contrôle, sur pièces et sur place, peut être effectué à la charge du bénéficiaire, dans la limite de 3% de l'aide qu'il a reçue. Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les dispositions pour que ce contrôle puisse être effectué dans les meilleures conditions. Les informations recueillies au cours de ce contrôle resteront confidentielles et à l'usage exclusif de l'administration

Pendant toute la durée du projet et jusqu'à la clôture administrative de la convention, le bénéficiaire s'engage à communiquer à la Région tous les éléments nécessaires à l'évaluation des retombées du projet : activités générées , analyse économique et financière, emplois créés ou préservés, essaimage, produits de cessions ou concessions de licences, brevets, logiciels ou savoir-faire, commercialisation de prototypes, maquettes ou pré-séries, produits, procédés, etc., conditions de commercialisation de ces derniers, analyse du risque, … .

En complément, pendant toute la durée du projet et jusqu'à la clôture administrative de la convention, la Région se réserve le droit de faire procéder à l'évaluation technique et économique des retombées du projet.

Article 5 : MODALITES DE VERSEMENTS

5.1 Règles de caducité

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte

5.2 Modalités de versements

- Le BENEFICIAIRE peut bénéficier, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie, d'une avance de 30 % de la subvention à compter de la notification de la présente convention, sur présentation d'une demande de versement de subvention (DVS) et d'un plan de trésorerie conforme au modèle annexé à la présente convention, signé de son représentant légal ou la personne habilitée,

- Sinon, de 3 acomptes maximum à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention et dans la limite de 80% de la subvention affectée à ces dépenses.
- Le paiement des acomptes dus par la Région au titre de la présente convention est effectué, sur envoi par le BENEFICIAIRE :
  - d'une demande de versement de subvention (DVS) signée par son représentant légal (ou la personne habilitée),
  - d'un état des dépenses signé par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention (*ou son délégataire*) qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée, comprenant : les références, dates et montants des factures, articles payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
- Pour le versement du solde :

Le solde est versé à la fin du projet, après constat de fin de projet par les financeurs lors d'un comité de suivi final organisé selon les modalités figurant en article 4 de la présente convention.

La demande de solde du BENEFICIAIRE, adressée à la Région, est accompagnée des documents suivants :

- d'un compte rendu final d'exécution et qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité
- d'un état récapitulatif global des dépenses effectuées, depuis la date de commencement des travaux, conforme au modèle annexé à la présente convention et certifié exact par le bénéficiaire, et qui devra être signé par l'Agent comptable ;
- d'un état récapitulatif de l'ensemble des aides publiques obtenues par le titulaire pour tout ou partie du projet, quelles que soient leur forme (prêt, aide remboursable, subvention…exonérations de charges ou de cotisations sociales - JEI, pôles de compétitivité…) et leur origine (Commission, Etat, collectivités locales…), certifié exact par le bénéficiaire.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 4.1 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le montant de chaque versement est calculé par application aux dépenses retenues du taux d'aide figurant à l'article 3 de la présente convention.

Dans le cas où les documents et pièces justificatives fournies par le bénéficiaire feraient apparaître des dépenses inférieures aux dépenses retenues dans l'assiette de l'aide, le montant de l'aide sera de plein droit réduit à due proportion des dépenses effectivement justifiées

La Région ne sera pas tenue de verser tout ou partie du montant de l'aide si l'un des cas visés à l'article 7 vient à se produire.

La Région ne sera tenue au versement des montants de l'aide que dans la limite des crédits budgétaires de paiement disponibles. Le cas échéant, la Région informera le bénéficiaire de cette situation dans les meilleurs délais.

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris - Trésorier Payeur Général de la Région Ile-de-France.

ARTICLE 6 : MODIFICATIONS DU PROJET, DU CAPITAL ET/OU DES PARTICIPATIONS

Le bénéficiaire doit notifier à la Région les modifications qui affectent la durée, l'objet et/ou le déroulement du projet tel qu'il est décrit dans la fiche projet de la convention ;

Ces modifications doivent être acceptées par la Région. Les modifications substantielles devront être entérinées par la conclusion d'un avenant à la présente convention.

La Région déterminera les conditions dans lesquelles les dépenses effectuées feront l'objet d'un éventuel versement et/ou dans lesquelles le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées sera exigé. ».

ARTICLE 7 : REVERSEMENT

La Région pourra exiger le reversement de tout ou partie des sommes versées au titre de la convention en cas d'inexécution par le bénéficiaire de ses obligations contractuelles, notamment en cas :

- du non-respect des obligations prévues à l'article 4 ;
- de refus de communiquer les documents prévus aux articles 4 et 5 ;
- d'empêchement fait à la Région de procéder aux contrôles prévus à l'article 4
- d'exécution partielle ou non conforme du projet aidé ;
- de non réalisation du projet DIGITEC
- de délocalisation des équipements financés par la Région hors Ile de France
- de cession -totale ou partielle- ou de liquidation judiciaire prononcée par un Tribunal ainsi qu'en cas de cessation d'activité, de dissolution ou de liquidation amiable du bénéficiaire,
- non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.
- manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Si les contrôles prévus à l'article 4 font apparaître que tout ou partie des sommes reçues par le bénéficiaire n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles prévues par la présente convention, la Région exigera le reversement de ces sommes.

ARTICLE 8 : RESILIATION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze

jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 9 : COMMUNICATION ET PUBLICITE

La Région pourra communiquer sur les objectifs généraux du projet aidé, ses enjeux et résultats.

Le BENEFICIAIRE s'engage à faire apparaître pour toutes les actions de communication ou sur tout document informatif ou promotionnel, relatif aux travaux prévus de la présente convention, la mention de la participation de la Région au moyen notamment de l'apposition de son logo conformément aux chartes graphiques correspondantes.

Les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. Le titulaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

La Région pourra, sous réserve d'application des règles relatives au secret industriel, communiquer sur l'avancée et l'aboutissement du projet et pourra utiliser à cet effet des photographies.

Pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement visible, faisant apparaître la mention –« travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France » à hauteur de X % du montant global ».

En complément, la Région fournira à l'établissement un ou plusieurs panneaux d'information chantier. Le bénéficiaire s'engage à garantir le maintien de ces panneaux dans de bonnes conditions de lisibilité pendant toute la durée des travaux et à faire la demande de ces panneaux au moins 6 semaines avant le démarrage effectif des travaux. Un formulaire type de demande de panneau de chantier est joint à cette convention ou est disponible sur simple

demande auprès de la Région. Ce panneau complémentaire est financé par la Région (fabrication, pose et dépose).

Afin de signaler la participation financière de la Région sur cette opération, une plaque spécifique devra être installée dans l'entrée du bâtiment. Cette plaque sera réalisée et financée par les services de la région et sa disposition sera étudiée en accord avec le maître d'œuvre et l'université ou le centre de recherche. Elle devra respectée une charte définie par la Région.

Dans le cas où d'autres financeurs ont contribué à l'ouvrage, une plaque inaugurale rappelant la contribution des différents partenaires y sera substituée. La plaque sera réalisée par le bénéficiaire qui s'engage, alors, à associer en amont et à faire valider le support de communication par le service protocole du Cabinet : Cabinet@iledefrance.fr

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50% du budget total de l'opération, la taille du logotype est proportionnellement supérieure à celles des autres cofinanceurs.

Les services concernés de la Région, et notamment le service du Pôle TRESOR qui assure le suivi de cette convention, sont chargés de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche et de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus.

Trois mois avant la date prévue pour l'inauguration ou toute manifestation officielle relative à l'objet de la présente convention, le titulaire prend l'attache des services de la Région pour organiser sa participation à cette occasion (présence des élus, fixation de la date validation des cartons d'invitation…).

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller les bénéficiaires dans leur démarche.

ARTICLE 10 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges susceptibles de naître à l'occasion de l'application de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles sont les suivantes:

- la présente convention
- la fiche projet

Fait à Paris en 4 exemplaires originaux,

Pour le CEA

Pour la Présidente du Conseil Régional et par délégation,

DIGITEC-Annexe Financière.doc

Annexe Financière DIGITEC

Objet	Quantité	Coût	Total
Prestation pour la programmation			75 000,00 €
Concours d'architecte (5 architectes)	5	125 000,00 €	625 000,00 €
Gestion du projet	1,2	148 385,67 €	178 062,81 €
Maîtrise d'Ouvrage Déléguée réalisée par les services du CEA	0,2	148 385,67 €	29 677,13 €
Assistance Maîtrise d'Ouvrage prestation externe			150 000,00 €
Travaux Paris Saclay Open Innovation			545 000,00€
ss / total Investissements			**1 602 739,94 €**
Naming Projet (Nom + Identité graphique)			20 000,00 €
Protection de la marque			2 400,00 €
Service Communication LIST	0,1	148 385,67 €	14 838,57 €
Conseil et assistance Juridique			24 800,00 €
Comité de pilotage			12 000,00 €
ss / total Autres Frais			**62 038,57 €**
Total			**1 664 778,51 €**

Assiette éligible à la subvention régionale : 1 602 739,94€

Taux d'intervention régional sur l'assiette éligible des dépenses : 49,91%

DIGITEC-Convention CAPS REGION IDF.doc

CONVENTION AUTORISANT LA REGION A ATTRIBUER UNE AIDE EN IMMOBILIER D'ENTREPRISES AU CEA LIST

EN VUE D'UN CONCOURS D'ARCHITECTURE

VU Le Traité de Fonctionnement de l'Union Européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU Le règlement (UE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et notamment son article 56 ;

VU le régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3411-1 et les suivants ;

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM)

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment l'article L.1511-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)

Entre

La Communauté d'Agglomération Paris Saclay, dont le siège est situé 1, rue Jean Rostand, 91898Orsay Cedex,

représentée par son Président Michel BOURNAT, autorisé par délibération n° 2017- du Conseil communautaire en date du 28 juin 2017 ;

ci-après dénommée « Paris-Saclay »

d'une part,

ET

La Région Ile de France, dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,

représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

ci-après dénommée «La Région»

d'autre part

PREAMBULE :

La loi portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) promulguée le 7 août 2015 a eu pour effet de modifier le cadre d'intervention des collectivités territoriales.

Cette loi prévoit notamment une reconfiguration de l'intervention des collectivités territoriales dans le domaine du développement économique, dont les aides liées à l'immobilier d'entreprise régies par l'article L.1511-3 qui constituent des aides attribuées par les communes.

De fait, cette évolution législative rend nécessaire pour toute intervention de la Région Ile-de-France au titre de l'immobilier d'entreprises, un conventionnement préalable avec la Communauté d'Agglomération de Paris-Saclay pour l'y autoriser.

Afin d'assurer la lisibilité et la sécurité juridique de l'intervention de la Région Ile-de-France en soutien au CEA LIST pour l'opération DIGITEC et au titre de l'immobilier d'entreprises, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Cette convention a pour objet d'autoriser la Région à attribuer une aide au titre de l'immobilier d'entreprises au CEA LIST, en conformité avec l'article L.1511-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), en soutien au projet DIGITEC et notamment au lancement d'un concours d'architecture.

Le projet DIGITEC vise à consolider un pôle majeur d'activités de recherche scientifique et technologique dans le domaine du numérique sur le plateau de Saclay, autour des acteurs actuels de Nano-INNOV, dans un lieu emblématique qui co-localisera notamment le Pôle Systematic Paris-Region, l'IRT SystemX, le CEA-List, Télécom ParisTech et Télécom SudParis, et le siège de l'INRIA. DIGITEC sera également étroitement connecté à l'Incubateur Pépinière Hôtel d'Entreprises-IPHE, accueillant en particulier Incuballiance.

Ce projet vise à développer le site de Nano-INNOV, jusqu'à un doublement de sa capacité, soit près de 60 000 m². Dans cette perspective, DIGITEC disposera d'une visibilité et d'une capacité d'innovation de premier plan sur un certain nombre de thématiques clés du numérique, notamment de la Cybersécurité, de l'Intelligence Artificielle, des Systèmes Cyber Physiques ou des nouvelles technologies du manufacturing.

DIGITEC constituera un ensemble cohérent permettant de porter au meilleur niveau le transfert technologique de Paris-Saclay et de mettre en visibilité le numérique au sein de l'Université. Une première phase du programme, soutenue par la Région, sera initiée en 2017, avec la création d'un show-room, d'un Design Center et d'un Co Fab,

Dans le même temps, un concours d'architectes sera lancé visant à sélectionner 4 architectes qui travailleront sur la création du projet immobilier DIGITEC et objet de la présente convention.

ARTICLE 2 : DÉFINITION DE L'AIDE

L'attribution de l'aide régionale sera soumise au vote de la Commission Permanente du Conseil Régional du 5 juillet 2017, pour un montant maximum de 800 000 €, ce qui représente une part de 100% des dépenses liées au concours d'architecture.

Les conditions de versement et d'attribution de cette aide sont décrites dans le projet de convention entre la Région Ile-de-France et le bénéficiaire CEA LIST.

ARTICLE 3 : LES OBLIGATIONS DE LA REGION

La Région s'engage à respecter le projet de convention avec le bénéficiaire de l'aide joint en annexe ainsi que le montant maximal de la subvention de 800 000 euros.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE PARIS-SACLAY

Paris Saclay s'engage à informer la Région de toutes modifications intervenues dans les règlements d'interventions concernés.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature. Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés par la Région, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention prévu dans le projet de convention entre la Région et le bénéficiaire.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

ARTICLE 7 : LA MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature sera autorisée par l'assemblée délibérante régionale et de Paris-Saclay.

ARTICLE 8 : LES PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles ne comprennent que cette convention et son annexe (le projet de convention entre la Région Ile-de-France et le bénéficiaire).

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le.....

Pour la Communauté d'Agglomération	Pour la Région,
Paris-Saclay	la Présidente du Conseil Régional
Le Président	d'Île-de-France,
Michel BOURNAT	**Valérie PECRESSE**

DIGITEC-Fiche Projet.pdf

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17007150

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DIGITEC - CONCOURS D'ARCHITECTURE - CEA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	1 602 739,94 €	49,91 %	800 000,00 €
	Montant Total de la subvention		800 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-204181-192008-400
19200802- Soutien à la création d'espaces collaboratifs sur les campus

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CEA COMMISSARIAT A L ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
Adresse administrative : 25 R LEBLANC
75015 PARIS 15
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant :

N° SIRET : 77568501900587

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Lieux d'innovation – projets d'investissement
Rapport Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40391 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Pôles d'innovation

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mars 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le règlement d'intervention autorise la prise en compte des dépenses éligibles à partir de la date de dépôt du dossier auprès de la Région

Objectifs :
Le projet DIGITEC vise à consolider un pôle majeur d'activités de recherche scientifique et technologique dans le domaine du numérique sur le plateau de Saclay, autour des acteurs actuels de Nano-INNOV, dans un lieu emblématique qui co-localisera notamment le Pôle Systematic Paris-Region, l'IRT SystemX, le CEA-List, Télécom ParisTech et Télécom SudParis, et le siège d'Inria.

Description :

Le projet permettra de disposer d'une surface utile de 35 400m², en proposant la création de 3 batiments suplémentaires (19 400m²) et la couverture par une verrière de tous les bâtiments constituant l'ensemble DIGITEC.

Le soutien de la Région Ile-de-France vise à accorder 125 000€ par bureau d'architecte sélectionné (5 cabinets maximum), à prendre en charge des frais liés à l'opération (AMO, AMD...) ainsi que des dépenses de travaux du Paris Saclay Open Innovation.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Concours d'architecture	625 000,00	39,00%
Programmation	75 000,00	4,68%
Gestion du projet	178 062,81	11,11%
Maitrise d'ouvrage déléguée	29 677,13	1,85%
Assistance à maitrise d'ouvrage	150 000,00	9,36%
Travaux Paris Saclay Open Innovation	545 000,00	34,00%
Total	1 602 739,94	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	800 000,00	49,91%
Autofinancement	802 739,94	50,09%
Total	1 602 739,94	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	640 000,00 €
2018	160 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	SESAME	660 000,00 €
2015	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	252 753,44 €
2015	SESAME	420 000,00 €
2015	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	6 500 000,00 €
2016	SESAME	350 000,00 €
2017	Soutien à l'immobilier d'entreprises	400 000,00 €
	Montant total	8 390 000,00 €

PEPITE Starter-Convention.pdf

CONVENTION n°

Entre

LA REGION D'ILE-DE-FRANCE,
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 PARIS
représentée par son Présidente, Madame Valérie PECRESSE
en vertu de la délibération n° CP XX du XXXXX
ci-après dénommée **« la Région »**,

d'une part,

et

la structure « XX »
dont le siège est situé au
représentée par son Président,
ci-après dénommé(e) ***« le bénéficiaire »***

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention vise à préciser les conditions d'attribution de l'aide régionale, accordée par la délibération n° CP XX du XXXX, versée à ***« le bénéficiaire »*** au titre du soutien aux lieux d'innovation.

L'objectif des signataires est de permettre l'accompagnement d'un nombre significatif de projets de créations d'entreprises et de création d'emplois liés à ces projets, pour le développement de l'entrepreneuriat et de la relation entre la recherche et l'innovation économique. Les projets et/ou jeunes entreprises concernées sont domiciliées en Ile-de-France.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire a pour obligations de :

A/ Obligations concernant l'opération subventionnée

- D'affecter la subvention à la réalisation du projet présenté dans la fiche projet et d'affecter les moyens humains et financiers pour mener à bien le projet précité.
- De convier la Région à l'ensemble des comités de sélection des projets et lui fournir en amont de leur tenue, les présentations des projets sollicitant une entrée dans la structure
- De convier la Région à l'ensemble des comités de pilotage et/ou toutes autres instances permettant aux services de la Région d'assurer un bon suivi de l'opération subventionnée.
- De répondre auprès de la Région de toute question relative à l'organisation matérielle et au bon déroulement du projet.
- D'informer la Région des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet.
- De mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale,
- A recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois. Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région,

- Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

B/ Obligations administratives

Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur, pour un organisme de droit privé.
Communiquer à la Région, dans les trois mois suivant la notification de la présente convention, le nom et les coordonnées de la personne habilitée à certifier les comptes.

Fournir à la Région, avant le 31 mars de l'année suivant l'attribution de la subvention :

- les comptes annuels : bilan et compte de résultat et annexe du dernier exercice certifiés, selon le cas, par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce, un expert comptable ou la personne habilité à certifier les comptes;
- le rapport d'activité annuel chiffré et détaillé par actions menées.
- un compte d'emploi de la subvention allouée par la Région.

Tenir la Région informée des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention.

Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements (compte-rendu d'exécution, bilan financier du projet…) dans les délais prévus, tels que mentionnés dans l'article 5 « modalités de versement de la subvention régionale » de la présente convention.

Porter à la connaissance de la Région toute modification concernant notamment les statuts, le trésorier, le président, le commissaire aux comptes, la composition du conseil d'administration et du bureau.

Faciliter le contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, entre autres, par un accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Conserver les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

Pour chaque projet subventionné, le contrôle technique et financier est exercé sur pièce et sur place par la Région. Ce contrôle porte notamment sur les conditions d'utilisation de la subvention.

C/ Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le co-contractant s'engage à :

Faire clairement apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action soutenue par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances, notamment celles vis-à-vis des bénéficiaires de l'objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne

réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

L'invitation et, le cas échéant, l'intervention orale d'un représentant de la Région aux cérémonies officielles organisées dans le cadre du projet, ainsi qu'aux communiqués et conférences de presse est impérative.

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers. Les photos pourront aussi être librement utilisées par la Région. Par ces dispositions, la Région Ile-de-France entend se réserver la seule possibilité d'assurer la communication relative aux projets de recherches visés par la convention et n'entend pas retirer le moindre avantage direct de ces manifestations. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle

Les services concernés du pôle TRESOR sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations relevant de la présente convention et de conseiller le co-contractant dans sa démarche.

ARTICLE 3 – MISSIONS ET ENGAGEMENTS

Missions :
La structure a pour mission de transformer le potentiel technologique ou d'innovation ouverte d'un projet, en valeur économique. A cet effet, il apporte aux porteurs de projets directement ou indirectement :

- l'accompagnement des créateurs dans l'élaboration de leur projet d'entreprise, notamment dans les domaines organisationnels, juridiques, industriels, économiques et commerciaux, ainsi que pour le recrutement de l'équipe,

- des moyens logistiques au sein de Station F pour permettre l'accès aux porteurs de projets à des locaux spécifiques (plateformes, espace show-room…) ;

- le cas échéant, un appui technologique pour l'industrialisation du produit, du service, du process sur lequel est basée l'activité de l'entreprise au sein des laboratoires des organismes membres, voire complété par des prestations extérieures ;

- une mise en relation avec des partenaires susceptibles d'intervenir dans la vie du projet d'entreprise, notamment des acteurs du financement des jeunes entreprises.

Selon les domaines économiques, technologiques, sociaux ou sociétaux abordés par les projets de création, la structure pourra collaborer avec des structures spécialisées partenaires. Des conventions signées entre le bénéficiaire et ses partenaires définissent les modalités de ces partenariats.

Engagements :
La structure s'engage à favoriser de toutes les manières le développement du nombre de projets franciliens (start-up ou projets de création d'entreprises liés à des PEPITE franciliennes) qu'il accompagnera.

La structure s'engage, dès les premiers contacts avec les porteurs de projets, à les mettre en contact avec des représentants *had hoc* dont les thématiques correspondent à celles des projets présentés.

La structure s'engage, dans un souci d'efficacité de l'accompagnement et du développement optimal des projets d'entreprise, à mettre en contact les porteurs de projet avec les opérateurs franciliens d'aide aux entreprises, notamment d'aide au financement ou d'aide à l'implantation, afin de les orienter et les informer dans toutes leurs questions quant à leur localisation et leur développement sur le territoire francilien.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement le bénéficiaire pour la réalisation des missions définies à l'article 3 de la présente convention, par le versement d'une subvention.

La subvention allouée par la Région est, au maximum :

- de XX euros en crédits de fonctionnement, correspondant à XX% des dépenses éligibles, soit XX€ HT

Si les dépenses justifiées par l'organisme bénéficiaire sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale pourra être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté par application du taux prévu.

ARTICLE 5 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION REGIONALE

La subvention sera versée sur le compte ouvert au nom de :

Le bénéficiaire

à la Banque :
code banque :
code guichet :
compte n°0, clé RIB :
n° SIRET : 00035-APE

Le versement des sommes dues par la Région, au titre de la présente convention, sera effectué sur appel de fond que lui aura adressé le bénéficiaire.

Le versement des sommes dues s'effectuera, pour la Région, selon l'échéancier suivant :

- un premier acompte à valoir sur les dépenses déjà effectuées, en proportion du taux de la subvention, ou une avance, si le bénéficiaire justifie ne pas disposer de trésorerie, sur présentation d'une demande motivée certifiée par le représentant légal, et ce dans la limite de 50% de la subvention.
- un second acompte à valoir sur les dépenses déjà effectuées, en proportion du taux de la subvention, ou une avance, si le bénéficiaire justifie ne pas disposer de trésorerie, sur présentation d'une demande motivée certifiés par le représentant légal, et ce dans la limite de 30% de la subvention.
- le solde sera versé après la production par la structure :
    - d'un rapport d'activité et un compte rendu final d'exécution du programme comportant un bilan du programme (nombre d'entreprises créés, taux de présence…) et qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité
    - d'un état récapitulatif global des dépenses effectuées, depuis la date de commencement du programme et certifié exact par le bénéficiaire, et qui devra être signé par l'expert-comptable;
- Les dépenses retracées dans les états récapitulatifs doivent être ventilées selon les postes comptables figurant dans la fiche projet.
- Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.A de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).
- Le montant de chaque versement est calculé par application aux dépenses retenues du taux d'aide figurant à l'article 4 de la présente convention.
- Dans le cas où les documents et pièces justificatives fournies par le BENEFICIAIRE feraient apparaître des dépenses inférieures aux dépenses retenues dans l'assiette de

l'aide, le montant de l'aide sera de plein droit réduit à due proportion des dépenses effectivement justifiées

- La Région ne sera pas tenue de verser tout ou partie du montant de l'aide si l'un des cas visés à l'article 7 vient à se produire.
- La Région ne sera tenue au versement des montants de l'aide que dans la limite des crédits budgétaires de paiement disponibles. Le cas échéant, la Région informera le bénéficiaire de cette situation dans les meilleurs délais.
- Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris - Trésorier Payeur Général de la Région Ile-de-France.

ARTICLE 6 – CADUCITE

Le bénéficiaire dispose d'un délai maximum d'un an à compter de la délibération attribuant la subvention, pour présenter un 1er appel de fonds.

Passé ce délai, la subvention est caduque et le bénéfice de la subvention est perdu en application du règlement budgétaire et financier de la Région. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

La demande de versement du solde doit être présentée dans un délai maximum de 3 années à compter de la demande de premier acompte ou avance.
A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc et le bénéfice de la subvention est perdu.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte

ARTICLE 7 - RESTITUTION ÉVENTUELLE DE LA SUBVENTION

Le reversement total de la subvention sera exigé en cas d'inexécution de la convention, notamment :

- dans le cas de non respect des obligations du bénéficiaire,
- en cas d'utilisation des fonds non conforme à leur objet,
- en l'absence de production du compte-rendu financier
- non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.
- manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la convention dans les conditions prévues à l'article 10 « résiliation » ci-après.
En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées, au regard de la qualité des actions effectuées.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement approuvé par la Commission Permanente du Conseil Régional.

ARTICLE 9 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date d'attribution de la subvention, soit le 5 juillet 2017.
Elle prend fin à la date de la demande de versement du solde ou à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 10 – RÉSILIATION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours,

indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

ARTICLE 11 - PIÈCES CONTRACTUELLES

- la convention,
- la fiche projet

Fait à Paris, en 4 exemplaires, le …..

Le représentant légal **La Présidente de la Région Ile-de-France**

Monsieur XX

PEPITE STARTER Fiche projet.pdf

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010509

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PEPITE STARTER ILE-DE-FRANCE/STATION F - HEXAGONE /SCHOOLAB

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets	255 500,00 €	48,92 %	125 000,00 €
	Montant Total de la subvention		125 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192008-400
19200803- Actions d'animation des acteurs de la valorisation et du transfert

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HEXAGONE
Adresse administrative : 2 RUE JEAN PERRIN
14460 COLOMBELLES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant :

Objet : CONSEIL POUR LES AFFAIRES ET AUTRES CONSEILS DE GESTION

N° SIRET : 80446183800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets
Rapport Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40391 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Pôles d'innovation

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le règlement d'intervention autorise la prise en compte des dépenses éligibles à partir de la date de dépôt du dossier auprès de la Région

Description :
Le programme Pépite Starter IDF vise à améliorer l'offre de service des PEPITE face à une demande d'accompagnement renforcée des étudiants-entrepreneurs disponibles à 100% de leur temps de travail pour finaliser la construction de leur projet entrepreneurial.

Il s'inscrit dans le cadre du développement à l'échelle nationale des programmes Pépite Starter. Dans le

cadre d'un partenariat entre Pépite France, l'instance coordinatrice des 29 Pépites nationales, Schoolab a été mandatée pour contribuer, par des actions de formation, de structuration et de coordination, à créer des programme Pépite Starter sur le modèle à l'échelle de chacune des Pépites, sur le modèle de son programme Schoolab Starter créé deux ans auparavant. 3 programmes Pépite Starter ont ainsi vu le jour à l'automne 2016, et 7 autres vont démarrer en février 2017.

En Ile de France, PSL (Paris Sciences et Lettres) a ainsi lancé son programme Pépite Starter en septembre. Deux autres Pépites, CREAJ (Sorbonne Paris Cité) et 3EF (Est parisien) ont confié à Schoolab l'animation et l'hébergement d'un programme Pépite Starter commun.

Dans le prolongement de cette initiative et dans le but de lui donner une forte ambition, Schoolab se proposent de créer en coordination avec les Pépites d'Ile de France un programme commun d'accélération Pépite Starter à l'échelle de l'Ile de France. Le programme Pépite Starter Ile de France permettra de concentrer l'impact et la visibilité d'une action de soutien à l'entrepreneuriat étudiant, le tout dans le nouveau lieu emblématique parisien, Station F, qui regroupera un très riche éco-système entrepreneurial de 1000 startups.

Moyens mis en œuvre :
2 promotions d'étudiants entrepreneurs (5 mois chacune) occupera 40 postes au sein de Station F

Contenu du programme Pépite Starter IDF 5 mois (2 sessions par an)
o Bootcamp de deux jours d'accueil intensif et team building (mise à plat des projets et création d'un esprit de promotion Pépite Starter IDF)
o Workshops, ateliers de formation hebdomadaire
o Rendez-vous avec des experts et suivi des projets par mentors avec supervision par le chargé de mission dédié du PEPITE.
o Evaluation : pitch de 10 mn à mi-parcours, présentation avancement produit lors d'un salon des projets, DemoDay en fin de parcours.

Intérêt régional : Indicateurs:
Fin du programme :
- Nombre d'entreprises créées et enregistrées en IDF
- Premier prototype au moins
- S'être confronté au marché et avoir validé le besoin et la proposition de valeur

6 mois après le programme :
- Nombre de startup existant toujours
- Nombre d'embauches (ainsi que des stagiaires)
- Volume de CA
- Levées

1 an après :
- Nombre de startup existant toujours
- Nombre d'embauches (ainsi que des stagiaires)
- Volume de CA
- Levées de fonds

2 ans après :
- Nombre de startup existant toujours
- Nombre d'embauches (ainsi que des stagiaires)
- Volume de CA

- Levées de fonds

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
étudiants entrepreneurs d'Ile-de-France

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Loyer	100 000,00	39,14%
Encadrement/accompagnement	120 000,00	46,97%
coûts divers	35 500,00	13,89%
Total	255 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	125 000,00	48,92%
PEPITE France	8 000,00	3,13%
Etudiants	32 000,00	12,52%
Autofinancement/temps homme	90 500,00	35,42%
Total	255 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €
2018	25 000,00 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 10/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-251
DU 5 JUILLET 2017

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE D'AIDE À LA CRÉATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX
TROISIÈME AFFECTATION POUR 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU La délibération du Conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission Permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017 relative à la production de logements et à l'amélioration et simplification de la politique régionale en faveur du logement social ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;
VU La délibération n° CP 2017-060 du 8 mars 2017 approuvant les modalités de mise en œuvre de la délibération n° CR 08-16 du 16 février 2016 et la convention-type relative à l'engagement annuel de recrutement de stagiaires ;
VU La délibération n° CP 17-134 du 17 mai 2017 portant notamment approbation de la convention type relative à l'aide régionale en faveur de la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires ;
VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission du logement et de la politique de la ville ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-251 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif «Soutien aux logements familiaux de type PLS » de la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017, au financement des projets de logements détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 330 279 €.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **330 279 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat – Logement »,

programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social », action 15400201 « Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires » du budget 2017, répartie conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif «Soutien aux logements familiaux de type PLUS » de la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017, au financement des projets de logements détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 3 450 325 €.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **3 450 325 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » code fonctionnel 54 « Habitat – Logement » programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social » action 15400202 « Aide à la création de logements locatifs sociaux » du budget 2017, répartie conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien aux logements très sociaux de type PLAI » de la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017, au financement des projets de logements détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 5 689 248 €.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **5 689 248 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » code fonctionnel 54 « Habitat – Logement » programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social » action 15400203 « Aide à la création de logements locatifs très sociaux » du budget 2017, répartie conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 4 :

Subordonne le versement des subventions des opérations décrites en annexe 2 à la signature d'une convention conforme à la convention- type adoptée par délibération n° CP 17-134 du 17 mai 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 5 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, en application de l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

N° de dossier	Opération	Bénéficiaire	OS/Date prévisionnelle de démarrage
16011587	réalisation de 29 logements PLUS sis rue des Thiboudes, ZAC du Moulin (lots MS5 et LL2) à Saulx-les-Chartreux.	IMMOBILIERE 3F	31/03/2017

16011588	réalisation de 18 logements PLAI sis rue des Thiboudes, ZAC du Moulin (lots MS5 et LL2) à Saulx-les-Chartreux.	IMMOBILIERE 3F	31/03/2017
16011589	réalisation de 10 logements PLS sis rue des Thiboudes, ZAC du Moulin (lots MS5 et LL2) à Saulx-les-Chartreux.	IMMOBILIERE 3F	31/03/2017
15003878	réalisation d'une résidence sociale de 190 logements PLAI, dont 65 sont finançables hors charge foncière, sise 1 avenue de Chennevières à Saint-Ouen-l'Aumône	ADOMA	18/09/2015
17003488	réalisation, avec charge foncière, d'un logement très social (Anah) situé 4 rue Paul Vaillant Couturier à Alfortville	SNL PROLOGUES	23/05/2017

Article 6 :

Approuve l'engagement pris par la SA d'HLM Immobilière 3F d'accueillir 55 stagiaires en contrepartie des subventions susceptibles de lui être affectées par la Région au titre de l'exercice budgétaire 2017 dans le cadre de ses actions en faveur du logement social et du logement des jeunes et des étudiants (chapitre 905-54).

Autorise la Présidente du Conseil régional à signer avec la SA d'HLM Immobilière 3F une convention relative à la mise en œuvre du dispositif 100.000 stages conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2017-060 du 8 mars 2017.

Article 7 :

Approuve l'engagement pris par l'association Fréha d'accueillir 7 stagiaires en contrepartie des subventions susceptibles de lui être affectées par la Région au titre de l'exercice budgétaire 2017 dans le cadre de ses actions en faveur du logement social et du logement des jeunes et des étudiants (chapitre 905-54).

Autorise la Présidente du Conseil régional à signer avec l'association Fréha une convention relative à la mise en œuvre du dispositif 100.000 stages conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2017-060 du 8 mars 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Etat récapitulatif des subventions.doc

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-251	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154002 - Développement du parc locatif social**
Action	**15400201 - Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires**

Dispositif : N° 00000994 - Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial

Dossier	EX020403 - 95 - PIERRELAYE - 9BIS RUE CLAUDE GRENTHE - 14 PLS			
Bénéficiaire	R7364 - SA D'HLM OSICA			
Localisation	PIERRELAYE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	70 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 240 100,00 €	TTC	3,12 %	70 000,00 €	

Dossier	16011589 - 91 - SAULX LES CHARTREUX - ZAC MOULIN LOTS MS5-LL2 - 57 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	SAULX-LES-CHARTREUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 067 853,00 €	TTC	4,68 %	50 000,00 €	

Dossier	17000126 - 91 - LONGPONT SUR ORGE - RUE DE VILLIERS - 46 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE			
Localisation	LONGPONT-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	39 264,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
785 272,00 €	TTC	5 %	39 264,00 €	

Dossier	17000194 - 77-BRIE COMTE ROBERT - GENERAL LECLERC - 31 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R15560 - SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			
Localisation	BRIE-COMTE-ROBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 227,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
564 532,00 €	TTC	5 %	28 227,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-251	Budget	2017

Dossier	17003688 - 77 - BRIE COMTE ROBERT - RUE COSSIGNY - 12 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R15560 - SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			
Localisation	BRIE-COMTE-ROBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
212 135,00 €	TTC	4,71 %	10 000,00 €	

Dossier	17004709 - 95 - DEUIL LA BARRE - ROUTE DE ST DENIS - 60 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R6850 - SA D'HLM LOGIREP			
Localisation	DEUIL-LA-BARRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	82 788,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 655 754,00 €	TTC	5 %	82 788,00 €	

Dossier	17008483 - 95 - MENUCOURT - CLEF DES CHAMPS ZAC D'ALCON LOT 7 - 37 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R1958 - OPH VAL D'OISE HABITAT			
Localisation	MENUCOURT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
553 006,00 €	TTC	4,52 %	25 000,00 €	

Dossier	17008489 - 95 - MERY SUR OISE - 42 RUE CAMILLE PLAQUET - 28 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R1958 - OPH VAL D'OISE HABITAT			
Localisation	MERY-SUR-OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
605 253,00 €	TTC	4,13 %	25 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000994 - Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	330 279,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154002 - 15400201	330 279,00 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154002 - Développement du parc locatif social**
Action	**15400202 - Aide à la création de logements locatifs sociaux**

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-251	Budget	2017

Dispositif : N° 00000994 - Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial

Dossier	EX020170 - DARVAULT - ROUTE DE MONTEREAU 13 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R10100 - OPH VAL DU LOING HABITAT			
Localisation	DARVAULT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	66 308,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 326 163,00 €	TTC	5 %	66 308,00 €	

Dossier	EX020295 - 95 - FREPILLON - RUE VILLIERS ADAM - 32 PLUS/PLAI - 41 LOGTS			
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE			
Localisation	FREPILLON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	95 749,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 914 974,00 €	TTC	5 %	95 749,00 €	

Dossier	14014710 - 91 - BURES SUR YVETTE - ILOT MAIRIE - 56 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	P0000347 - ERILIA			
Localisation	BURES-SUR-YVETTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	253 504,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 070 088,00 €	TTC	5 %	253 504,00 €	

Dossier	15003135 - 77 - MEAUX - AVENUE DE LA CONCORDE - FLOUCAULT 2 - 37 PLUS/58 LGTS			
Bénéficiaire	R7616 - SA D'HLM TROIS MOULINS HABITAT			
Localisation	MEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	236 254,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 725 071,00 €	TTC	5 %	236 254,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-251	Budget	2017

Dossier	16000422 - 95 - DEUIL LA BARRE - ROUTE DE ST DENIS - 60 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R6850 - SA D'HLM LOGIREP			
Localisation	DEUIL-LA-BARRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	188 290,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 765 803,00 €	TTC	5 %	188 290,00 €	

Dossier	16006796 - 77 - FONTAINEBLEAU - ILOTS PINSONS TRANCHE 2 - 36 PLUS/PLAI/110 LGTS			
Bénéficiaire	R17440 - HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM			
Localisation	FONTAINEBLEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	197 447,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 948 931,00 €	TTC	5 %	197 447,00 €	

Dossier	16006918 - 91 - CORBEIL ESSONNES - 49-53 RUE DE PARIS - 50 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R34240 - LOGEMENT FRANCILIEN			
Localisation	CORBEIL-ESSONNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	130 620,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 612 392,00 €	TTC	5 %	130 620,00 €	

Dossier	16011587 - 91 - SAULX LES CHARTREUX - ZAC MOULIN LOTS MS5-LL2 - 57 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	SAULX-LES-CHARTREUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	192 309,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 846 181,00 €	TTC	5 %	192 309,00 €	

Dossier	16015303 - 95 - FRANCONVILLE - 5 RUE DU CHEMIN NEUF - 34 PLUS/PLAI - 47 LOGTS			
Bénéficiaire	R7364 - SA D'HLM OSICA			
Localisation	FRANCONVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	136 565,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 731 294,00 €	TTC	5 %	136 565,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-251	Budget	2017

Dossier	17000038 - 91 - VILLEJUST - GRANDE RUE - 12 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	VILLEJUST			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	44 594,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
891 883,00 €	TTC	5 %	44 594,00 €	

Dossier	17000124 - 91 - LONGPONT SUR ORGE - RUE DE VILLIERS - 46 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE			
Localisation	LONGPONT-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	152 349,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 046 975,00 €	TTC	5 %	152 349,00 €	

Dossier	17000191 - 77-BRIE COMTE ROBERT - GENERAL LECLERC - 31 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R15560 - SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			
Localisation	BRIE-COMTE-ROBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	99 396,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 987 928,00 €	TTC	5 %	99 396,00 €	

Dossier	17002120 - 91 - MONTLHERY - RUE DE LA CHAPELLE/PLACE DANIEL LOUIS MEYER - 35 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	P0031204 - PLURIAL NOVILIA			
Localisation	MONTLHERY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	134 997,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 699 936,00 €	TTC	5 %	134 997,00 €	

Dossier	17002298 - 91 - MONTLHERY - 46-50 ROUTE D'ORLEANS - 25 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	P0031204 - PLURIAL NOVILIA			
Localisation	MONTLHERY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	98 292,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 965 832,00 €	TTC	5 %	98 292,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-251	Budget	2017

Dossier	17003368 - 77-BUSSY SAINT GEORGES - ZAC LE SYCOMORE - 19 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	P0033107 - LE FOYER REMOIS			
Localisation	BUSSY-SAINT-GEORGES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	73 566,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 471 321,00 €	TTC	5 %	73 566,00 €	

Dossier	17003644 - 77 - CESSON - RUE DE LA ROSELIER/PAPIN 70 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R15560 - SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			
Localisation	CESSON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	304 408,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 088 158,00 €	TTC	5 %	304 408,00 €	

Dossier	17003646 - 77 - LORREZ-LE-BOCAGE - LES JARDINS DU PRIEURE 8 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R10100 - OPH VAL DU LOING HABITAT			
Localisation	LORREZ-LE-BOCAGE-PREAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	38 431,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
768 614,00 €	TTC	5 %	38 431,00 €	

Dossier	17003653 - 77 - ESBLY - RUE GENERAL LECLERC - 6 PLUS/PLAI 8 LGTS			
Bénéficiaire	P0031204 - PLURIAL NOVILIA			
Localisation	ESBLY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 097,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
401 937,00 €	TTC	5 %	20 097,00 €	

Dossier	17003682 - 77 - PONTAULT COMBAULT - AVENUE DE LA LIBERATION 15 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R15560 - SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			
Localisation	PONTAULT-COMBAULT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	59 607,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 192 139,00 €	TTC	5 %	59 607,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-251	Budget	2017

Dossier	17003684 - 77 - COURTRY - RUE DE LA BARRE 10 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R15560 - SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			
Localisation	COURTRY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	31 890,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
637 808,00 €	TTC	5 %	31 890,00 €	

Dossier	17003686 - 77 - BRIE COMTE ROBERT - RUE COSSIGNY - 12 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R15560 - SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			
Localisation	BRIE-COMTE-ROBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 360,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
707 205,00 €	TTC	5 %	35 360,00 €	

Dossier	17003705 - 91 - ITTEVILLE -CROIX BOISSEE - 58 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R5019 - ESSONNE HABITAT			
Localisation	ITTEVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	157 294,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 145 886,00 €	TTC	5 %	157 294,00 €	

Dossier	17006448 - 77 - NANTEUIL LES MEAUX - LES DESERTS - MENDES FRANCE - 77 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R7616 - SA D'HLM TROIS MOULINS HABITAT			
Localisation	NANTEUIL-LES-MEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	271 267,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 425 339,00 €	TTC	5 %	271 267,00 €	

Dossier	17008481 - 95 - MENUCOURT - CLEF DES CHAMPS ZAC D'ALCON LOT 7 - 37 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R1958 - OPH VAL D'OISE HABITAT			
Localisation	MENUCOURT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	194 125,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 882 491,00 €	TTC	5 %	194 125,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-251	Budget	2017

Dossier	17008487 - 95 - MERY SUR OISE - 42 RUE CAMILLE PLAQUET - 28 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R1958 - OPH VAL D'OISE HABITAT			
Localisation	MERY-SUR-OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	96 793,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 935 855,00 €	TTC	5 %	96 793,00 €	

Dossier	17008568 - 95 - LA FRETTE SUR SEINE - 1 QUAI DE SEINE - 12 PLUS/PLAI - 15 LOGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	LA FRETTE-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	41 722,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
834 431,00 €	TTC	5 %	41 722,00 €	

Dossier	17008579 - 95 - BEZONS - LES BRIGADIERES - 4 PLUS			
Bénéficiaire	R6850 - SA D'HLM LOGIREP			
Localisation	BEZONS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 081,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
401 617,00 €	TTC	5 %	20 081,00 €	

Dossier	17008630 - 95 - DOMONT - LOT 2 RUES CENSIER ET DESNOS - 21 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	DOMONT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	79 010,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 580 192,00 €	TTC	5 %	79 010,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000994 - Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 450 325,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154002 - 15400202	3 450 325,00 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154002 - Développement du parc locatif social**
Action	**15400203 - Aide à la création de logements locatifs très sociaux**

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-251	Budget	2017

Dispositif : N° 00000994 - Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial

Dossier	EX020174 - DARVAULT - ROUTE DE MONTEREAU 13 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R10100 - OPH VAL DU LOING HABITAT			
Localisation	DARVAULT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
822 448,00 €	TTC	7,3 %	60 000,00 €	

Dossier	EX020296 - 95 - FREPILLON - RUE VILLIERS ADAM - 32 PLUS/PLAI - 41 LOGTS			
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE			
Localisation	FREPILLON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	204 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 681 519,00 €	TTC	12,13 %	204 000,00 €	

Dossier	16000423 - 95 - DEUIL LA BARRE - ROUTE DE ST DENIS - 60 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R6850 - SA D'HLM LOGIREP			
Localisation	DEUIL-LA-BARRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	216 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 418 121,00 €	TTC	8,93 %	216 000,00 €	

Dossier	16006797 - 77 - FONTAINEBLEAU - ILOTS PINSONS TRANCHE 2 - 36 PLUS/PLAI/110 LGTS			
Bénéficiaire	R17440 - HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM			
Localisation	FONTAINEBLEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	132 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 740 846,00 €	TTC	7,58 %	132 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-251	Budget	2017

Dossier	16006920 - 91 - CORBEIL ESSONNES - 49-53 RUE DE PARIS - 50 PLUS/PLAI				
Bénéficiaire	R34240 - LOGEMENT FRANCILIEN				
Localisation	CORBEIL-ESSONNES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	384 000,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 094 331,00 €	TTC		9,38 %	384 000,00 €	

Dossier	16011588 - 91 - SAULX LES CHARTREUX - ZAC MOULIN LOTS MS5-LL2 - 57 PLUS/PLAI/PLS				
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F				
Localisation	SAULX-LES-CHARTREUX				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	216 000,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 307 910,00 €	TTC		9,36 %	216 000,00 €	

Dossier	16015242 - 78-VOISINS LE BRETONNEUX - FRANCOIS COUPERIN - 1 PLAI				
Bénéficiaire	R13320 - SNL PROLOGUES				
Localisation	VOISINS-LE-BRETONNEUX				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	26 100,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
156 917,00 €	TTC		16,63 %	26 100,00 €	

Dossier	16015304 - 95 - FRANCONVILLE - 5 RUE DU CHEMIN NEUF - 34 PLUS/PLAI - 47 LOGTS				
Bénéficiaire	R7364 - SA D'HLM OSICA				
Localisation	FRANCONVILLE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	144 000,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 231 433,00 €	TTC		11,69 %	144 000,00 €	

Dossier	17000039 - 91 - VILLEJUST - GRANDE RUE - 10 PLUS/PLAI /12 LGTS				
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F				
Localisation	VILLEJUST				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	48 000,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
416 290,00 €	TTC		11,53 %	48 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-251	Budget	2017

Dossier	17000125 - 91 - LONGPONT SUR ORGE - RUE DE VILLIERS - 46 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE			
Localisation	LONGPONT-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	168 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 733 759,00 €	TTC	9,69 %	168 000,00 €	

Dossier	17000193 - 77-BRIE COMTE ROBERT - GENERAL LECLERC - 31 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R15560 - SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			
Localisation	BRIE-COMTE-ROBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	120 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 198 175,00 €	TTC	10,02 %	120 000,00 €	

Dossier	17002121 - 91 - MONTLHERY - RUE DE LA CHAPELLE/PLACE DANIEL LOUIS MEYER - 35 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	P0031204 - PLURIAL NOVILIA			
Localisation	MONTLHERY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	132 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 324 708,00 €	TTC	9,96 %	132 000,00 €	

Dossier	17002299 - 91 - MONTLHERY - 46-50 ROUTE D'ORLEANS - 25 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	P0031204 - PLURIAL NOVILIA			
Localisation	MONTLHERY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	96 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
954 820,00 €	TTC	10,05 %	96 000,00 €	

Dossier	17003369 - 77-BUSSY SAINT GEORGES - ZAC LE SYCOMORE - 19 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	P0033107 - LE FOYER REMOIS			
Localisation	BUSSY-SAINT-GEORGES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	84 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
718 263,00 €	TTC	11,69 %	84 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-251	Budget	2017

Dossier	17003488 - 94-ALFORTVILLE - VAILLANT COUTURIER - 1 LGT ANAH TRES SOCIAL			
Bénéficiaire	R13320 - SNL PROLOGUES			
Localisation	ALFORTVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 458,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
64 860,00 €	TTC	30 %	19 458,00 €	

Dossier	17003494 - 75-PARIS 04 - NONNAINS D'HYERES - 2 PLAI			
Bénéficiaire	R13320 - SNL PROLOGUES			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	140 123,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
584 934,00 €	TTC	23,96 %	140 123,00 €	

Dossier	17003497 - 92-CHAVILLE - BLANCHISSEURS - 1 PLAI			
Bénéficiaire	R13320 - SNL PROLOGUES			
Localisation	CHAVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 967,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
169 090,00 €	TTC	17,13 %	28 967,00 €	

Dossier	17003645 - 77 - CESSON - RUE DE LA ROSELIER/PAPIN 70 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R15560 - SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			
Localisation	CESSON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 570 475,00 €	TTC	8,4 %	300 000,00 €	

Dossier	17003647 - 77 - LORREZ-LE-BOCAGE - LES JARDINS DU PRIEURE 8 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R10100 - OPH VAL DU LOING HABITAT			
Localisation	LORREZ-LE-BOCAGE-PREAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	36 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
415 788,00 €	TTC	8,66 %	36 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-251	Budget	2017

Dossier	17003654 - 77 - ESBLY - RUE GENERAL LECLERC - 6 PLUS/PLAI 8 LGTS			
Bénéficiaire	P0031204 - PLURIAL NOVILIA			
Localisation	ESBLY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	36 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
391 177,00 €	TTC	9,2 %	36 000,00 €	

Dossier	17003683 - 77 - PONTAULT COMBAULT - AVENUE DE LA LIBERATION 15 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R15560 - SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			
Localisation	PONTAULT-COMBAULT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
764 717,00 €	TTC	7,85 %	60 000,00 €	

Dossier	17003685 - 77 - COURTRY - RUE DE LA BARRE 10 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R15560 - SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			
Localisation	COURTRY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	48 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
455 849,00 €	TTC	10,53 %	48 000,00 €	

Dossier	17003687 - 77 - BRIE COMTE ROBERT - RUE COSSIGNY - 12 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R15560 - SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			
Localisation	BRIE-COMTE-ROBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	48 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
493 000,00 €	TTC	9,74 %	48 000,00 €	

Dossier	17003738 - 91 - ITTEVILLE -CROIX BOISSEE - 58 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R5019 - ESSONNE HABITAT			
Localisation	ITTEVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	420 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 499 922,00 €	TTC	9,33 %	420 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-251	Budget	2017

Dossier	17006932 - 77 - NANTEUIL LES MEAUX - LES DESERTS - MENDES FRANCE - 77 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R7616 - SA D'HLM TROIS MOULINS HABITAT			
Localisation	NANTEUIL-LES-MEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	324 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 859 425,00 €	TTC	11,33 %	324 000,00 €	

Dossier	17007098 - 95 - COMMUNE DU BELLAY EN VEXIN - PLACE CHARLES DEBELLAY - 2 PLAI			
Bénéficiaire	R65 - COMMUNE DU BELLAY EN VEXIN			
Localisation	LE BELLAY-EN-VEXIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	78 883,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
294 535,00 €	TTC	26,78 %	78 883,00 €	

Dossier	17008482 - 95 - MENUCOURT - CLEF DES CHAMPS ZAC D'ALCON LOT 7 - 37 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R1958 - OPH VAL D'OISE HABITAT			
Localisation	MENUCOURT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	132 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 654 975,00 €	TTC	7,98 %	132 000,00 €	

Dossier	17008488 - 95 - MERY SUR OISE - 42 RUE CAMILLE PLAQUET - 28 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R1958 - OPH VAL D'OISE HABITAT			
Localisation	MERY-SUR-OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	108 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 388 376,00 €	TTC	7,78 %	108 000,00 €	

Dossier	17008531 - 95 - COMMUNE DE LA CHAPELLE EN VEXIN - 2 RUE DES TILLEULS - 15 PLAI			
Bénéficiaire	R86 - COMMUNE DE LA CHAPELLE EN VEXIN			
Localisation	LA CHAPELLE-EN-VEXIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	317 885,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 748 064,00 €	TTC	18,18 %	317 885,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-251	Budget	2017

Dossier	17008569 - 95 - LA FRETTE SUR SEINE - 1 QUAI DE SEINE - 12 PLUS/PLAI - 15 LOGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	LA FRETTE-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
721 875,00 €	TTC	8,31 %	60 000,00 €	

Dossier	17008631 - 95 - DOMONT - LOT 2 RUES CENSIER ET DESNOS - 21 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	DOMONT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	96 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
859 821,00 €	TTC	11,17 %	96 000,00 €	

Dossier	17008650 - 95 - COMMUNE DE NUCOURT - 6 RUE DE LA BOUTROLLE - 5 PLAI			
Bénéficiaire	R176 - COMMUNE DE NUCOURT			
Localisation	NUCOURT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	142 256,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
563 950,00 €	TTC	25,22 %	142 256,00 €	

Dossier	17009081 - 91 - BURES SUR YVETTE - ILOT MAIRIE - 56 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	P0000347 - ERILIA			
Localisation	BURES-SUR-YVETTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	216 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 125 820,00 €	TTC	10,16 %	216 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000994 - Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 641 672,00 €

Dispositif : N° 00000995 - Soutien à la production de logements locatifs très sociaux – Résidences sociales et assimilées

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-251	Budget	2017

Dossier	15003878 - 95 - SAINT OUEN L'AUMONE - CHENNEVIERES - 65 PLAI - 190 LOGTS				
Bénéficiaire	R5041 - ADOMA				
Localisation	SAINT-OUEN-L'AUMONE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 047 576,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 491 921,00 €	TTC	30 %		1 047 576,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000995 - Soutien à la production de logements locatifs très sociaux – Résidences sociales et assimilées	1 047 576,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154002 - 15400203	5 689 248,00 €

Annexe 2 - Fiches projet

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003494

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75-PARIS 04 - NONNAINS D'HYERES - 2 PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	584 934,00 €	23,96 %	140 123,00 €
	Montant Total de la subvention		140 123,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNL PROLOGUES
Adresse administrative : 18 COUR DEBILLE
75011 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-René POILLOT, Président

N° SIRET : 40298762200048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière de 2 logements PLAI situés 12bis rue des Nonnains d'Hyères à Paris 4ème

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 11,8%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : Collectif gaz

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 136,24 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,21 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 584.934 € x 30 % = 175.480 €
Plafond : 1.028,50€* x 136,24 m² = 140.123 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Pas d'engagement de recrutement de stagiaire en raison de l'atteinte des plafonds réglementaires du fait des recrutements prévus dans le cadre des subventions allouées sur d'autres opérations

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	609 321,00	100,00%
Total	609 321,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	35 043,00	5,75%
PRIME SPECIFIQUE	42 476,00	6,97%
SUBVENTION VILLE (EC)	114 579,00	18,80%
SUBVENTION FONDATION ABBE PIERRE	60 932,00	10,00%
FONDS PROPRES	214 168,00	35,15%
PRETS CDC	2 000,00	0,33%
SUBVENTION REGION	140 123,00	23,00%
Total	609 321,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Clôturé_Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux_Clôturé	10 359,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	360 618,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 400 962,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	870 948,00 €
	Montant total	1 774 947,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000194

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77-BRIE COMTE ROBERT - GENERAL LECLERC - 31 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	564 532,00 €	5,00 %	28 227,00 €
	Montant Total de la subvention		28 227,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 PL D'ARIANE L'ANDROMEDE
77700 SERRIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Francis BOREZEE, Président

N° SIRET : 78482506900049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 6 logements PLS situés 15 rue du Général Leclerc à Brie Comte Robert

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 280,70 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 10,04 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 564.532 € x 5% = 28.227 €

Plafond : 5.000 € x 6 = 30.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BRIE-COMTE-ROBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	806 474,00	100,00%
Total	806 474,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	300 000,00	37,20%
PRETS CDC	395 908,00	49,09%
FONDS PROPRES	82 339,00	10,21%
SUBVENTION REGION	28 227,00	3,50%
Total	806 474,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 592 668,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 860 662,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 342 419,00 €
	Montant total	4 689 694,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000191

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77-BRIE COMTE ROBERT - GENERAL LECLERC - 31 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 987 928,00 €	5,00 %	99 396,00 €
	Montant Total de la subvention		99 396,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 PL D'ARIANE L'ANDROMEDE
77700 SERRIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Francis BOREZEE, Président

N° SIRET : 78482506900049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 15 logements PLUS situés 15 rue du Général Leclerc à Brie Comte Robert

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 998,63 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,08 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.987.928 € x 5% = 99.396 €

Plafond : 10.000 € x 15 = 150.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BRIE-COMTE-ROBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 839 897,00	100,00%
Total	2 839 897,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	84 750,00	2,98%
PRET 1%	214 634,00	7,56%
PRETS CDC	2 115 917,00	74,51%
FONDS PROPRES	325 200,00	11,45%
SUBVENTION REGION	99 396,00	3,50%
Total	2 839 897,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 592 668,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 860 662,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 342 419,00 €

	Montant total	4 689 694,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000193

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77-BRIE COMTE ROBERT - GENERAL LECLERC - 31 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 198 175,00 €	10,02 %	120 000,00 €
	Montant Total de la subvention		120 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 PL D'ARIANE L'ANDROMEDE
77700 SERRIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Francis BOREZEE, Président

N° SIRET : 78482506900049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 10 logements PLAI situés 15 rue du Général Leclerc à Brie Comte Robert

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 18,01%
RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 597,19 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,45 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.198.175 € x 30 % = 359.453 €

Plafond : 12.000 € x 10 = 120.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BRIE-COMTE-ROBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 711 678,00	100,00%
Total	1 711 678,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	56 500,00	3,30%
PRET 1%	129 366,00	7,56%
PRETS CDC	1 269 898,00	74,19%
FONDS PROPRES	135 914,00	7,94%
SUBVENTION REGION	120 000,00	7,01%
Total	1 711 678,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 592 668,00 €

2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 860 662,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 342 419,00 €
	Montant total	4 689 694,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003688

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77 - BRIE COMTE ROBERT - RUE COSSIGNY - 12 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	212 135,00 €	4,71 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 PL D'ARIANE L'ANDROMEDE
77700 SERRIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Francis BOREZEE, Président

N° SIRET : 78482506900049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 2 logements PLS sis rue Cossigny à Brie-Comte-Robert

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 107,18 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 9,70 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 212.135 € x 5% = 10.607 €

Plafond : 5.000 € x 2 = 10.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BRIE-COMTE-ROBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	303 050,00	100,00%
Total	303 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRETS CDC	262 745,00	86,70%
FONDS PROPRES	30 305,00	10,00%
SUBVENTION REGION	10 000,00	3,30%
Total	303 050,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 592 668,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 860 662,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 342 419,00 €
	Montant total	4 689 694,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003686

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77 - BRIE COMTE ROBERT - RUE COSSIGNY - 12 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	707 205,00 €	5,00 %	35 360,00 €
	Montant Total de la subvention		35 360,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 PL D'ARIANE L'ANDROMEDE
77700 SERRIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Francis BOREZEE, Président

N° SIRET : 78482506900049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 6 logements PLUS sis rue Cossigny à Brie-Comte-Robert

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 353,79 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,28 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS
Calcul de la subvention : 707.205 € x 5% = 35.360 €

Plafond : 10.000 € x 6 = 60.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BRIE-COMTE-ROBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 010 294,00	100,00%
Total	1 010 294,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	33 900,00	3,36%
PRET 1%	127 275,00	12,60%
PRETS CDC	726 023,00	71,86%
FONDS PROPRES	87 736,00	8,68%
SUBVENTION REGION	35 360,00	3,50%
Total	1 010 294,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 592 668,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 860 662,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 342 419,00 €
	Montant total	4 689 694,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003687

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77 - BRIE COMTE ROBERT - RUE COSSIGNY - 12 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	493 000,00 €	9,74 %	48 000,00 €
	Montant Total de la subvention		48 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 PL D'ARIANE L'ANDROMEDE
77700 SERRIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Francis BOREZEE, Président

N° SIRET : 78482506900049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 4 logements PLAI sis rue Cossigny à Brie-Comte-Robert

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 18,01%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 246,63 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,41 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 493.000 € x 30 % = 147.900 €

Plafond : 12.000 € x 4 = 48.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BRIE-COMTE-ROBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	704 285,00	100,00%
Total	704 285,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	22 600,00	3,21%
PRET 1%	88 725,00	12,60%
PRETS CDC	507 149,00	72,01%
FONDS PROPRES	37 811,00	5,37%
SUBVENTION REGION	48 000,00	6,82%
Total	704 285,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 592 668,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 860 662,00 €

2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 342 419,00 €
	Montant total	4 689 694,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003368

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77-BUSSY SAINT GEORGES - ZAC LE SYCOMORE - 19 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 471 321,00 €	5,00 %	73 566,00 €
	Montant Total de la subvention		73 566,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE FOYER REMOIS
Adresse administrative : 8 RUE LANSON
51051 REIMS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE VILLERS, Président

N° SIRET : 33558121100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA de 12 logements PLUS situés avenue Marie Curie ZAC le Sycomore lot SY4 à Bussy-Saint-Georges

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain - bois (biomasse)
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement Effinergie +

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 845,80 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,28 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.471.321 € x 5% = 73.566 €

Plafond : 10.000 € x 12 = 120.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BUSSY-SAINT-GEORGES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 456 278,00	100,00%
Total	2 456 278,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	75 181,00	3,06%
PRET 1%	180 000,00	7,33%
PRETS CDC	1 890 788,00	76,98%
FONDS PROPRES	236 743,00	9,64%
SUBVENTION REGION	73 566,00	3,00%
Total	2 456 278,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	134 008,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	45 426,00 €
	Montant total	179 434,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003369

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77-BUSSY SAINT GEORGES - ZAC LE SYCOMORE - 19 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	718 263,00 €	11,69 %	84 000,00 €
	Montant Total de la subvention		84 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE FOYER REMOIS
Adresse administrative : 8 RUE LANSON
51051 REIMS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE VILLERS, Président

N° SIRET : 33558121100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA de 7 logements PLAI situés avenue Marie Curie - ZAC le Sycomore lot SY4 à Bussy-Saint-Georges

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 21,41%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain - biomasse
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement Effinergie +

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 412,90 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,46 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 718.263 € x 30 % = 215.479 €

Plafond : 12.000 € x 7 = 84.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BUSSY-SAINT-GEORGES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 182 692,00	100,00%
Total	1 182 692,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	41 669,00	3,52%
PRET 1%	60 000,00	5,07%
PRETS CDC	897 891,00	75,92%
FONDS PROPRES	99 132,00	8,38%
SUBVENTION REGION	84 000,00	7,10%
Total	1 182 692,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	134 008,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	45 426,00 €
	Montant total	179 434,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003644

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77 - CESSON - RUE DE LA ROSELIER/PAPIN 70 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	6 088 158,00 €	5,00 %	304 408,00 €
	Montant Total de la subvention		304 408,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 PL D'ARIANE L'ANDROMEDE
77700 SERRIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Francis BOREZEE, Président

N° SIRET : 78482506900049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : construction de 45 logements PLUS sis rue de la Roselière et rue Papin à Cesson

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : Chaudière bois
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE RT 2012 -10 %

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2.886,80 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,16 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 6.088.158 € x 5% = 304.408 €

Plafond : 10.000 € x 45 = 450.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CESSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	6 919 590,00	100,00%
Total	6 919 590,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	173 250,00	2,50%
PRIME SPECIFIQUE	22 500,00	0,33%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	81 000,00	1,17%
PRET 1%	1 298 000,00	18,76%
PRETS CDC	4 600 000,00	66,48%
FONDS PROPRES	440 432,00	6,37%
SUBVENTION REGION	304 408,00	4,40%
Total	6 919 590,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 592 668,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 860 662,00 €

2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 342 419,00 €
	Montant total	4 689 694,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003645

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77 - CESSON - RUE DE LA ROSELIER/PAPIN 70 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 570 475,00 €	8,40 %	300 000,00 €
	Montant Total de la subvention		300 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 PL D'ARIANE L'ANDROMEDE
77700 SERRIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Francis BOREZEE, Président

N° SIRET : 78482506900049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : construction de 25 logements PLAI sis rue de la Roselière et rue Papin à Cesson

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 13,38%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : Chaudière bois
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE - RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 1.693 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,24 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 3.570.475 € x 30 % = 1.071.142 €

Plafond : 12.000 € x 25 = 300.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- CESSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 058 080,00	100,00%
Total	4 058 080,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	96 250,00	2,37%
PRIME SPECIFIQUE	12 500,00	0,31%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	45 000,00	1,11%
PRET 1%	300 000,00	7,39%
PRETS CDC	2 800 000,00	69,00%
FONDS PROPRES	504 330,00	12,43%
SUBVENTION REGION	300 000,00	7,39%
Total	4 058 080,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 592 668,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 860 662,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 342 419,00 €
	Montant total	4 689 694,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003684

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77 - COURTRY - RUE DE LA BARRE 10 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	637 808,00 €	5,00 %	31 890,00 €
	Montant Total de la subvention		31 890,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 PL D'ARIANE L'ANDROMEDE
77700 SERRIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Francis BOREZEE, Président

N° SIRET : 78482506900049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 6 logements PLUS sis 2 rue de la Barre à Courtry

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : Collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 337,66 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 7,32 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 637.808 € x 5% = 31.890 €

Plafond : 10.000 € x 6 = 60.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- COURTRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	911 154,00	100,00%
Total	911 154,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	43 800,00	4,81%
PRET 1%	110 000,00	12,07%
FONDS PROPRES	119 464,00	13,11%
PRETS CDC	606 000,00	66,51%
SUBVENTION REGION	31 890,00	3,50%
Total	911 154,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 592 668,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 860 662,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 342 419,00 €
	Montant total	4 689 694,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003685

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77 - COURTRY - RUE DE LA BARRE 10 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	455 849,00 €	10,53 %	48 000,00 €
	Montant Total de la subvention		48 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 PL D'ARIANE L'ANDROMEDE
77700 SERRIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Francis BOREZEE, Président

N° SIRET : 78482506900049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 4 logements PLAI sis 2 rue de la Barre à Courtry

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 7,83%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 241,33 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 6,51 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 455.849 € x 30 % = 136.755 €

Plafond : 12.000 € x 4 = 48.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- COURTRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	651 213,00	100,00%
Total	651 213,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	29 200,00	4,48%
PRETS CDC	378 286,00	58,09%
FONDS PROPRES	195 727,00	30,06%
SUBVENTION REGION	48 000,00	7,37%
Total	651 213,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 592 668,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 860 662,00 €

2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 342 419,00 €
	Montant total	4 689 694,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020170

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DARVAULT - ROUTE DE MONTEREAU 13 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 326 163,00 €	5,00 %	66 308,00 €
	Montant Total de la subvention		66 308,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH VAL DU LOING HABITAT
Adresse administrative : 31 AV J F KENNEDY
77140 NEMOURS
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Claude JAMET, Président

N° SIRET : 27770004300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 8 logements PLUS sis route de Montereau à Darvault

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel électrique - ballon thermodynamique
Caractéristiques techniques : Certification BEE+ (Bâtiment énergie environnement +)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 699 m²
Loyer / m² SU - Valeur avril 2016 : 5,56 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.326.163 € x 5% = 66.308 €

Plafond : 10.000 € x 8 = 80.000 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DARVAULT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 674 699,00	100,00%
Total	1 674 699,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	27 200,00	1,62%
PRIME SPECIFIQUE	14 400,00	0,86%
PRET 1%	200 000,00	11,94%
PRETS CDC	902 363,00	53,88%
FONDS PROPRES	464 428,00	27,73%
SUBVENTION REGION	66 308,00	3,96%
Total	1 674 699,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	156 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	551 756,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	336 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	384 080,00 €
	Montant total	901 383,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020174

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DARVAULT - ROUTE DE MONTEREAU 13 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	822 448,00 €	7,30 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH VAL DU LOING HABITAT
Adresse administrative : 31 AV J F KENNEDY
77140 NEMOURS
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Claude JAMET, Président

N° SIRET : 27770004300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 5 logements PLAI sis route de Montereau à Darvault

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 0,9%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : individuel électrique - ballon thermodynamique
Caractéristiques techniques : Certification batiment énergie environnement (BEE+)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 433,50 m²
Loyer / m² SU - Valeur avirl 2016 : 4,94 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 822.448 € x 30 % = 246.734 €

Plafond : 12.000 € x 5 = 60.000 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DARVAULT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 038 682,00	100,00%
Total	1 038 682,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	17 000,00	1,64%
PRIME SPECIFIQUE	9 000,00	0,87%
PRETS CDC	950 432,00	91,50%
FONDS PROPRES	2 250,00	0,22%
SUBVENTION REGION	60 000,00	5,78%
Total	1 038 682,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	156 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	551 756,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	336 000,00 €

2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	384 080,00 €
	Montant total	901 383,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003653

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77 - ESBLY - RUE GENERAL LECLERC - 6 PLUS/PLAI 8 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	401 937,00 €	5,00 %	20 097,00 €
	Montant Total de la subvention		20 097,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLURIAL NOVILIA
Adresse administrative : 7 RUE MARIE STUART
51061 REIMS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Claude WALTERSPIELER, Président

N° SIRET : 33548067900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 3 logements PLUS sis 80-90 rue Général Leclerc - résidence Amarelle à Esbly

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel électrique - ballon thermodynamique
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 219,23 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,14 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 401.937 € x 5% = 20.097 €

Plafond : 10.000 € x 3 = 30.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ESBLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	589 909,00	100,00%
Total	589 909,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	16 950,00	2,87%
PRETS CDC	453 396,00	76,86%
FONDS PROPRES	99 466,00	16,86%
SUBVENTION REGION	20 097,00	3,41%
Total	589 909,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	109 089,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	552 421,00 €
	Montant total	661 510,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003654

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77 - ESBLY - RUE GENERAL LECLERC - 6 PLUS/PLAI 8 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	391 177,00 €	9,20 %	36 000,00 €
	Montant Total de la subvention		36 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLURIAL NOVILIA
Adresse administrative : 7 RUE MARIE STUART
51061 REIMS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Claude WALTERSPIELER, Président

N° SIRET : 33548067900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 3 logements PLAI sis 80-90 rue Général Leclerc - résidence Amarelle à Esbly

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 4,5%
RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : individuel éléctrique - ballon thermodynamique
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 213,78 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,35 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 391.177 € x 30 % = 117.353 €

Plafond : 12.000 € x 3 = 36.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ESBLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	574 117,00	100,00%
Total	574 117,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	16 950,00	2,95%
FONDS DE MUTUALISATION	10 500,00	1,83%
PRETS CDC	424 550,00	73,95%
FONDS PROPRES	86 117,00	15,00%
SUBVENTION REGION	36 000,00	6,27%
Total	574 117,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	109 089,00 €

2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	552 421,00 €
	Montant total	661 510,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006796

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77 - FONTAINEBLEAU - ILOTS PINSONS TRANCHE 2 - 36 PLUS/PLAI/110 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 948 931,00 €	5,00 %	197 447,00 €
	Montant Total de la subvention		197 447,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM
Adresse administrative : 14 AVENUE THIERS 77000 MELUN
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Madame Renée WOJEIK, Présidente

N° SIRET : 78496756400112

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 25 logements PLUS sis îlots Pinsons - tranche 2 à Fontainebleau

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : Collectif gaz - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification management environnemental ISO 14001 et Qualitel RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.695,15 m²
Loyer / m² SU - Valeur décembre 2015 : 7,22 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.948.931 € x 5% = 197.447 €

Plafond : 10.000 € x 25 = 250.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- FONTAINEBLEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 601 615,00	100,00%
Total	4 601 615,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	81 250,00	1,77%
PRIME SPECIFIQUE	56 250,00	1,22%
SUBVENTION 1%	45 000,00	0,98%
PRET 1%	900 000,00	19,56%
PRETS CDC	2 969 115,00	64,52%
FONDS PROPRES	352 553,00	7,66%
SUBVENTION REGION	197 447,00	4,29%
Total	4 601 615,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-20 392,00 €
2014	Politique énergie climat	1 027 477,50 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	632 715,00 €

2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 587 927,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 011 281,00 €
	Montant total	3 493 441,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006797

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77 - FONTAINEBLEAU - ILOTS PINSONS TRANCHE 2 - 36 PLUS/PLAI/110 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 740 846,00 €	7,58 %	132 000,00 €
	Montant Total de la subvention		132 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM
Adresse administrative : 14 AVENUE THIERS
77000 MELUN
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Madame Renée WOJEIK, Présidente

N° SIRET : 78496756400112

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 11 logements PLAI sis îlots Pinsons - tranche 2 à Fontainebleau

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 17,2%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification management environnemental ISO 14001 et Qualitel RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 747,45 m²
Loyer / m² SU - Valeur décembre 2015 : 6,43 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.740.846 € x 30 % = 522.254 €

Plafond : 12.000 € x 11 = 132.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- FONTAINEBLEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 026 716,00	100,00%
Total	2 026 716,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	35 750,00	1,76%
PRIME SPECIFIQUE	24 750,00	1,22%
PRETS CDC	1 834 216,00	90,50%
SUBVENTION REGION	132 000,00	6,51%
Total	2 026 716,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-20 392,00 €
2014	Politique énergie climat	1 027 477,50 €

2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	632 715,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 587 927,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 011 281,00 €
	Montant total	3 493 441,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003647

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77 - LORREZ-LE-BOCAGE - LES JARDINS DU PRIEURE 8 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	415 788,00 €	8,66 %	36 000,00 €
	Montant Total de la subvention		36 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH VAL DU LOING HABITAT
Adresse administrative : 31 AV J F KENNEDY
77140 NEMOURS
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Claude JAMET, Président

N° SIRET : 27770004300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : construction, dans le cadre d'une VEFA, de 3 logements PLAI sis les Jardins du Prieuré à Lorrez-le-Bocage

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 13,7%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 215,88 m²
Loyer / m² SU - Valeur avril 2016 : 5,06 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 415.788 € x 30 % = 124.736 €

Plafond : 12.000 € x 3 = 36.000 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LORREZ-LE-BOCAGE-PREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	526 057,00	100,00%
Total	526 057,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	9 600,00	1,82%
PRETS CDC	480 457,00	91,33%
SUBVENTION REGION	36 000,00	6,84%
Total	526 057,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	156 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	551 756,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	336 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	384 080,00 €
	Montant total	901 383,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003646

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77 - LORREZ-LE-BOCAGE - LES JARDINS DU PRIEURE 8 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	768 614,00 €	5,00 %	38 431,00 €
	Montant Total de la subvention		38 431,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH VAL DU LOING HABITAT
Adresse administrative : 31 AV J F KENNEDY
77140 NEMOURS
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Claude JAMET, Président

N° SIRET : 27770004300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : construction, dans le cadre d'une VEFA, de 5 logements PLUS sis les Jardins du Prieuré à Lorrez-le-Bocage

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012 -10 %

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 399,07 m²
Loyer / m² SU - Valeur avril 2016 : 5,70 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 768.614 € x 5% = 38.431 €

Plafond : 10.000 € x 5 = 50.000 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LORREZ-LE-BOCAGE-PREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	972 253,00	100,00%
Total	972 253,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	16 000,00	1,65%
PRIME SPECIFIQUE	9 000,00	0,93%
PRET 1%	315 000,00	32,40%
PRETS CDC	593 822,00	61,08%
SUBVENTION REGION	38 431,00	3,95%
Total	972 253,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	156 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	551 756,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	336 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	384 080,00 €
	Montant total	901 383,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15003135

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77 - MEAUX - AVENUE DE LA CONCORDE - FLOUCAULT 2 - 37 PLUS/58 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 725 071,00 €	5,00 %	236 254,00 €
	Montant Total de la subvention		236 254,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM TROIS MOULINS HABITAT
Adresse administrative : 60 RUE DES MEUNIERS
77950 RUBELLES
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Daniel BIARD, Président

N° SIRET : 78615039100088

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 37 logements PLUS sis avenue de la Concorde "Floucault" à Meaux

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : Réseau de chaleur urbain
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2.626,51 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,95 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 4.725.071 € x 5% = 236.254 €

Plafond : 10.000 € x 37 = 370.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	6 031 368,00	100,00%
Total	6 031 368,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	185 000,00	3,07%
PRIME SPECIFIQUE	66 600,00	1,10%
PRET 1%	1 068 000,00	17,71%
PRETS CDC	3 884 747,00	64,41%
FONDS PROPRES	590 767,00	9,79%
SUBVENTION REGION	236 254,00	3,92%
Total	6 031 368,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-74 207,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 164 592,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	9 852,60 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 429 245,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	32 753,60 €

2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	54 260,72 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	200 000,00 €
2016	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	317 521,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	18 656,93 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	347 397,00 €
	Montant total	2 599 108,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17006448

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77 - NANTEUIL LES MEAUX - LES DESERTS - MENDES FRANCE - 77 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	5 425 339,00 €	5,00 %	271 267,00 €
	Montant Total de la subvention		271 267,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM TROIS MOULINS HABITAT
Adresse administrative : 60 RUE DES MEUNIERS
77950 RUBELLES
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Daniel BIARD, Président

N° SIRET : 78615039100088

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 50 logements PLUS sis rue Pierre Mendès France "les Déserts" à Nanteuil-lès-Meaux

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE niveau RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 3.286,88 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,09 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 5.425.339 € x 5% = 271.267 €

Plafond : 10.000 € x 50 = 500.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- NANTEUIL-LES-MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	8 668 621,00	100,00%
Total	8 668 621,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	340 899,00	3,93%
PRETS CDC	5 695 394,00	65,70%
FONDS PROPRES	997 061,00	11,50%
PRETS 1%	1 364 000,00	15,73%
SUBVENTION REGION	271 267,00	3,13%
Total	8 668 621,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-74 207,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 164 592,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	9 852,60 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 429 245,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	32 753,60 €

2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	54 260,72 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	200 000,00 €
2016	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	317 521,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	18 656,93 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	347 397,00 €
	Montant total	2 599 108,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17006932

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77 - NANTEUIL LES MEAUX - LES DESERTS - MENDES FRANCE - 77 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 859 425,00 €	11,33 %	324 000,00 €
	Montant Total de la subvention		324 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM TROIS MOULINS HABITAT
Adresse administrative : 60 RUE DES MEUNIERS
77950 RUBELLES
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Daniel BIARD, Président

N° SIRET : 78615039100088

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 27 logements PLAI sis rue Pierre Mendès France "les Déserts" à Nanteuil-lès-Meaux

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 7,34%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE niveau RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 1.805,66 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,30 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 2.859.425 € x 30 % = 857.828 €

Plafond : 12.000 € x 27 = 324.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- NANTEUIL-LES-MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 568 797,00	100,00%
Total	4 568 797,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	182 701,00	4,00%
PRET 1%	652 000,00	14,27%
PRETS CDC	2 993 935,00	65,53%
FONDS PROPRES	416 161,00	9,11%
SUBVENTION REGION	324 000,00	7,09%
Total	4 568 797,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-74 207,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 164 592,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	9 852,60 €

2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 429 245,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	32 753,60 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	54 260,72 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	200 000,00 €
2016	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	317 521,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	18 656,93 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	347 397,00 €
	Montant total	2 599 108,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003682

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77 - PONTAULT COMBAULT - AVENUE DE LA LIBERATION 15 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 192 139,00 €	5,00 %	59 607,00 €
	Montant Total de la subvention		59 607,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 PL D'ARIANE L'ANDROMEDE
77700 SERRIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Francis BOREZEE, Président

N° SIRET : 78482506900049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 10 logements PLUS sis 43/47 avenue de la Libération à Pontault Combault

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : Collectif gaz - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 602,26 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,25 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.192.139 € x 5% = 59.607 €

Plafond : 10.000 € x 10 = 100.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PONTAULT-COMBAULT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 671 605,00	100,00%
Total	1 671 605,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	54 942,00	3,29%
PRET 1%	336 000,00	20,10%
PRETS CDC	1 122 000,00	67,12%
FONDS PROPRES	99 056,00	5,93%
SUBVENTION REGION	59 607,00	3,57%
Total	1 671 605,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 592 668,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 860 662,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 342 419,00 €
	Montant total	4 689 694,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003683

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77 - PONTAULT COMBAULT - AVENUE DE LA LIBERATION 15 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	764 717,00 €	7,85 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 PL D'ARIANE L'ANDROMEDE
77700 SERRIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Francis BOREZEE, Président

N° SIRET : 78482506900049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 5 logements PLAI sis 43/47 avenue de la Libération à Pontault Combault

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 17,17%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : Collectif gaz - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 386,75 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,08 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 764.717 € x 30 % = 229.415 €

Plafond : 12.000 € x 5 = 60.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PONTAULT-COMBAULT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 072 278,00	100,00%
Total	1 072 278,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	29 808,00	2,78%
PRET 1%	60 000,00	5,60%
PRETS CDC	728 000,00	67,89%
FONDS PROPRES	194 470,00	18,14%
SUBVENTION REGION	60 000,00	5,60%
Total	1 072 278,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 592 668,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 860 662,00 €

2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 342 419,00 €
	Montant total	4 689 694,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015242

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 78-VOISINS LE BRETONNEUX - FRANCOIS COUPERIN - 1 PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	156 917,00 €	16,63 %	26 100,00 €
	Montant Total de la subvention		26 100,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNL PROLOGUES
Adresse administrative : 18 COUR DEBILLE
75011 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-René POILLOT, Président

N° SIRET : 40298762200048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, d'un logement PLAI situé 15 rue François Couperin à Voisins-le-Bretonneux

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 14,3%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : Individuel électrique
Caractéristiques techniques : Lot de copropriété

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 35,95 m²
Loyer / m² SU - Valeur Janvier 2016 : 6,99 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 156.917 € x 30 % = 47.075 €
Plafond : 726 €* x 35,95 m² = 26.100 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Pas d'engagement de recrutement de stagiaire en raison de l'atteinte des plafonds réglementaires du fait des recrutements prévus dans le cadre des subventions allouées sur d'autres opérations

Localisation géographique :
- VOISINS-LE-BRETONNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	191 361,00	100,00%
Total	191 361,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTIONS ETAT	22 000,00	11,50%
SUBVENTION EPCI (ATT)	20 680,00	10,81%
SURCHARGE FONCIERE COMMUNE (ATT)	15 000,00	7,84%
SUBVENTION FONDATION ABBE PIERRE	19 136,00	10,00%
FONDS PROPRES	88 445,00	46,22%
SUBVENTION REGION	26 100,00	13,64%
Total	191 361,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Clôturé_Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux_Clôturé	10 359,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	360 618,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 400 962,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	870 948,00 €
	Montant total	1 774 947,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14014710

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 - BURES SUR YVETTE - ILOT MAIRIE - 56 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	5 070 088,00 €	5,00 %	253 504,00 €
	Montant Total de la subvention		253 504,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ERILIA
Adresse administrative : 72 B RUE PERRIN SOLLIERS
13006 MARSEILLE 06
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Hubert VOGLIMACCI, Président

N° SIRET : 05881167000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 38 logements PLUS sis îlot Mairie (bâtiments C, D, E, G) à Bures-sur-Yvette

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et Environnement - RT 2012

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2.354,01 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2013 : 7,32 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 5.070.088 € x 5% = 253.504 €

Plafond : 10.000 € x 38 = 380.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BURES-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	6 740 738,00	100,00%
Total	6 740 738,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	19 000,00	0,28%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	180 839,00	2,68%
SUBVENTION 1%	980 839,00	14,55%
PRETS CDC	4 112 658,00	61,01%
FONDS PROPRES	1 193 898,00	17,71%
SUBVENTION REGION	253 504,00	3,76%
Total	6 740 738,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009081

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 - BURES SUR YVETTE - ILOT MAIRIE - 56 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 125 820,00 €	10,16 %	216 000,00 €
	Montant Total de la subvention		216 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ERILIA
Adresse administrative : 72 B RUE PERRIN SOLLIERS
13006 MARSEILLE 06
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Hubert VOGLIMACCI, Président

N° SIRET : 05881167000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 18 logements PLAI sis îlot Mairie (bâtiments C, D, E, G) à Bures-sur-Yvette

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 15%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et Environnement - RT 2012

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 986,17 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2013 : 6,52 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 2.125.820 € x 30 % = 637.746 €

Plafond : 12.000 € x 18 = 216.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BURES-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 826 301,00	100,00%
Total	2 826 301,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	216 000,00	7,64%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	85 661,00	3,03%
PRETS CDC	1 724 382,00	61,01%
SUBVENTION 1%	85 661,00	3,03%
FONDS PROPRES	498 597,00	17,64%
SUBVENTION REGION	216 000,00	7,64%
Total	2 826 301,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006918

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 - CORBEIL ESSONNES - 49-53 RUE DE PARIS - 50 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 612 392,00 €	5,00 %	130 620,00 €
	Montant Total de la subvention		130 620,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LOGEMENT FRANCILIEN
Adresse administrative : 51 RUE LOUIS BLANC
92917 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Gérard SEIGNE, Président

N° SIRET : 48993840700017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 18 logements PLUS sis 49-53, rue de Paris à Corbeil-Essonnes

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz et pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Qualitel et Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.185,69 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,29 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.612.392 € x 5% = 130.620 €

Plafond : 10.000 € x 18 = 180.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CORBEIL-ESSONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 452 183,00	100,00%
Total	3 452 183,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	582 400,00	16,87%
PRETS CDC	2 415 163,00	69,96%
FONDS PROPRES	324 000,00	9,39%
SUBVENTION REGION	130 620,00	3,78%
Total	3 452 183,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 341 500,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	372 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	778 657,00 €
2015	Logement social pour personnes sans abri	551 769,56 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	410 000,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	58 465,00 €
2015	Politique énergie climat	36 620,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	864 960,00 €

2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	521 821,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	403 599,89 €
	Montant total	4 886 326,45 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006920

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 - CORBEIL ESSONNES - 49-53 RUE DE PARIS - 50 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 094 331,00 €	9,38 %	384 000,00 €
	Montant Total de la subvention		384 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LOGEMENT FRANCILIEN
Adresse administrative : 51 RUE LOUIS BLANC
92917 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Gérard SEIGNE, Président

N° SIRET : 48993840700017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 32 logements PLAI sis 49-53, rue de Paris à Corbeil-Essonnes

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 32,6%
RPLS 2015 hors PLS

Ce programme est inscrit dans le protocole de préfiguration du nouveau programme de renouvellement urbain du quartier des Tarterêts à Corbeil-Essonnes. Il s'inscrit donc dans les exceptions prévues au dispositif anti-ghetto.

Chauffage/ECS : collectif gaz et pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Qualitel et Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 1.858,30 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,49 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 4.094.331 € x 30 % = 1.228.299 €

Plafond : 12.000 € x 32 = 384.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CORBEIL-ESSONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	5 410 514,00	100,00%
Total	5 410 514,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	460 800,00	8,52%
PRET 1%	491 400,00	9,08%
PRETS CDC	3 498 314,00	64,66%
FONDS PROPRES	576 000,00	10,65%
SUBVENTION REGION	384 000,00	7,10%
Total	5 410 514,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 341 500,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	372 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	778 657,00 €
2015	Logement social pour personnes sans abri	551 769,56 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	410 000,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	58 465,00 €
2015	Politique énergie climat	36 620,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	864 960,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	521 821,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	403 599,89 €
	Montant total	4 886 326,45 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003705

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 - ITTEVILLE -CROIX BOISSEE - 58 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 145 886,00 €	5,00 %	157 294,00 €
	Montant Total de la subvention		157 294,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESSONNE HABITAT
Adresse administrative : 2 ALLEE EUGENE MOUCHOT - BP 79
91131 RIS ORANGIS CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Chantal ELIE-LEFEBVRE, Présidente

N° SIRET : 96520288000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 23 logements PLUS sis rue de la Croix Boissée à Itteville

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.478,75 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,30 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.145.886 € x 5% = 157.294 €

Plafond : 10.000 € x 23 = 230.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ITTEVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 939 456,00	100,00%
Total	3 939 456,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION DEPARTEMENT (sollicitée)	103 500,00	2,63%
PRET 1%	384 100,00	9,75%
PRETS CDC	2 453 204,00	62,27%
FONDS PROPRES	841 358,00	21,36%
SUBVENTION REGION	157 294,00	3,99%
Total	3 939 456,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	564 979,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 035 610,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	484 867,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 486 868,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 574 386,00 €
	Montant total	3 610 121,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003738

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 - ITTEVILLE -CROIX BOISSEE - 58 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 499 922,00 €	9,33 %	420 000,00 €
	Montant Total de la subvention		420 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESSONNE HABITAT
Adresse administrative : 2 ALLEE EUGENE MOUCHOT - BP 79
91131 RIS ORANGIS CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Chantal ELIE-LEFEBVRE, Présidente

N° SIRET : 96520288000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 35 logements PLAI sis rue de la Croix Boissée à Itteville

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 6,3%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 2.115,23 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,49 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 4.499.922 € x 30 % = 1.349.977 €

Plafond : 12.000 € x 35 = 420.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ITTEVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	5 635 055,00	100,00%
Total	5 635 055,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION Etat	346 500,00	6,15%
SUBVENTION DEPARTEMENT (sollicitée)	420 000,00	7,45%
PRET 1%	434 000,00	7,70%
PRETS CDC	4 014 555,00	71,24%
SUBVENTION REGION	420 000,00	7,45%
Total	5 635 055,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	564 979,00 €

2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 035 610,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	484 867,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 486 868,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 574 386,00 €
	Montant total	3 610 121,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000126

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 - LONGPONT SUR ORGE - RUE DE VILLIERS - 46 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	785 272,00 €	5,00 %	39 264,00 €
	Montant Total de la subvention		39 264,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président du directoire

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 9 logements PLS sis 67, rue de Villiers / chemin des Hauts Buarts / rue du Mesnil à Longpont-sur-Orge

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, RT 2012 - 10 %

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 432,14 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 10,98 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 785.272 € x 5% = 39.264 €

Plafond : 5.000 € x 9 = 45.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LONGPONT-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 239 202,00	100,00%
Total	1 239 202,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET CDC	631 993,00	51,00%
PRET 1%	240 000,00	19,37%
FONDS PROPRES	327 945,00	26,46%
SUBVENTION REGION	39 264,00	3,17%
Total	1 239 202,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide à l'équipement matériel et mobilier	61 379,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 338 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 003 970,00 €

2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	799 000,00 €
	Montant total	11 422 884,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000124

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 - LONGPONT SUR ORGE - RUE DE VILLIERS - 46 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 046 975,00 €	5,00 %	152 349,00 €
	Montant Total de la subvention		152 349,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président du directoire

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 23 logements PLUS sis 67, rue de Villiers / chemin des Hauts Buarts / rue du Mesnil à Longpont-sur-Orge

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, RT 2012 - 10 %

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.684,08 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,91 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.046.975 € x 5% = 152.349 €

Plafond : 10.000 € x 23 = 230.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LONGPONT-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 829 218,00	100,00%
Total	4 829 218,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET CDC	2 342 891,00	48,51%
PRET 1%	1 352 181,00	28,00%
FONDS PROPRES	981 797,00	20,33%
SUBVENTION REGION	152 349,00	3,15%
Total	4 829 218,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide à l'équipement matériel et mobilier	61 379,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 338 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 003 970,00 €

2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	799 000,00 €
	Montant total	11 422 884,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000125

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 - LONGPONT SUR ORGE - RUE DE VILLIERS - 46 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 733 759,00 €	9,69 %	168 000,00 €
	Montant Total de la subvention		168 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président du directoire

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 14 logements PLAI sis 67, rue de Villiers / chemin des Hauts Buarts / rue du Mesnil à Longpont-sur-Orge

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 4,7%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, RT 2012 - 10 %

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 944,03 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,14 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.733.759 € x 30 % = 520.128 €

Plafond : 12.000 € x 14 = 168.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- LONGPONT-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 746 271,00	100,00%
Total	2 746 271,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	185 000,00	6,74%
PRET CDC	2 221 271,00	80,88%
PRET 1%	172 000,00	6,26%
SUBVENTION REGION	168 000,00	6,12%
Total	2 746 271,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €

2016	Aide à l’équipement matériel et mobilier	61 379,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 338 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 003 970,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	799 000,00 €
	Montant total	11 422 884,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002120

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 - MONTLHERY - RUE DE LA CHAPELLE/PLACE DANIEL LOUIS MEYER - 35 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 699 936,00 €	5,00 %	134 997,00 €
	Montant Total de la subvention		134 997,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLURIAL NOVILIA
Adresse administrative : 7 RUE MARIE STUART
51061 REIMS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Claude WALTERSPIELER, Président

N° SIRET : 33548067900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 24 logements PLUS sis 6-8, rue de la Chapelle / place Daniel Louis Meyer à Montlhéry

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz et pompe à chaleur thermodynamique
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement et RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.447,63 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,39 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.699.936 € x 5% = 134.997 €

Plafond : 10.000 € x 24 = 240.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MONTLHERY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 153 747,00	100,00%
Total	4 153 747,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION 1%	225 000,00	5,42%
PRETS 1%	3 026 260,00	72,86%
FONDS PROPRES	767 490,00	18,48%
SUBVENTION REGION	134 997,00	3,25%
Total	4 153 747,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	109 089,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	552 421,00 €
	Montant total	661 510,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002121

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 - MONTLHERY - RUE DE LA CHAPELLE/PLACE DANIEL LOUIS MEYER - 35 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 324 708,00 €	9,96 %	132 000,00 €
	Montant Total de la subvention		132 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLURIAL NOVILIA
Adresse administrative : 7 RUE MARIE STUART
51061 REIMS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Claude WALTERSPIELER, Président

N° SIRET : 33548067900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 11 logements PLAI sis 6-8, rue de la Chapelle / place Daniel Louis Meyer à Montlhéry

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 10,5%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz et pompe à chaleur thermodynamique
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement et RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 710,44 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,58 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.324.708 € x 30 % = 397.412 €

Plafond : 12.000 € x 11 = 132.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MONTLHERY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 038 013,00	100,00%
Total	2 038 013,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	175 000,00	8,59%
PRETS 1%	1 437 761,00	70,55%
FONDS PROPRES	293 252,00	14,39%
SUBVENTION REGION	132 000,00	6,48%
Total	2 038 013,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	109 089,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	552 421,00 €
	Montant total	661 510,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002298

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 - MONTLHERY - 46-50 ROUTE D'ORLEANS - 25 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 965 832,00 €	5,00 %	98 292,00 €
	Montant Total de la subvention		98 292,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLURIAL NOVILIA
Adresse administrative : 7 RUE MARIE STUART
51061 REIMS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Claude WALTERSPIELER, Président

N° SIRET : 33548067900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 17 logements PLUS sis 46-50, route d'Orléans à Montlhéry

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz et panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification NF habitat HQE et RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.108,87 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,90 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.965.832 € x 5% = 98.292 €

Plafond : 10.000 € x 17 = 170.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MONTLHERY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 024 356,00	100,00%
Total	3 024 356,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION 1%	135 000,00	4,46%
PRET CDC	1 775 097,00	58,69%
PRET 1%	420 000,00	13,89%
FONDS PROPRES	595 967,00	19,71%
SUBVENTION REGION	98 292,00	3,25%
Total	3 024 356,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	109 089,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	552 421,00 €
	Montant total	661 510,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002299

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 - MONTLHERY - 46-50 ROUTE D'ORLEANS - 25 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	954 820,00 €	10,05 %	96 000,00 €
	Montant Total de la subvention		96 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLURIAL NOVILIA
Adresse administrative : 7 RUE MARIE STUART
51061 REIMS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Claude WALTERSPIELER, Président

N° SIRET : 33548067900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 8 logements PLAI sis 46-50, route d'Orléans à Montlhéry

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 10,5%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : individuel au gaz et panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE et RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 545,76 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,13 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 954.820 € x 30 % = 286.446 €

Plafond : 12.000 € x 8 = 96.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MONTLHERY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 468 954,00	100,00%
Total	1 468 954,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	125 000,00	8,51%
PRET 1%	1 073 058,00	73,05%
FONDS PROPRES	174 896,00	11,91%
SUBVENTION REGION	96 000,00	6,54%
Total	1 468 954,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	109 089,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	552 421,00 €
	Montant total	661 510,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011589

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 - SAULX LES CHARTREUX - ZAC MOULIN LOTS MS5-LL2 - 57 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 067 853,00 €	4,68 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 10 logements PLS sis rue des Thiboudes, ZAC du Moulin (lots MS5 et LL2) à Saulx-les-Chartreux.

Date prévisionnelle de début de projet : 31 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux en raison des risques d'occupation illicite des terrains.

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires pour les logements / individuel gaz et ballons thermodynamiques pour les maisons individuelles.

Caractéristiques techniques : Certifications Habitat et Environnement - Qualitel - RT 2012 -20%

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 551 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 10,07 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 1.067.853 € x 5% = 53.393 €

Plafond : 5.000 € x 10 = 50.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAULX-LES-CHARTREUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 539 303,00	100,00%
Total	1 539 303,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	300 000,00	19,49%
PRETS CDC	1 041 000,00	67,63%
FONDS PROPRES	148 303,00	9,63%
SUBVENTION REGION	50 000,00	3,25%
Total	1 539 303,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €

2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
	Montant total	25 042 046,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011587

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 - SAULX LES CHARTREUX - ZAC MOULIN LOTS MS5-LL2 - 57 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 846 181,00 €	5,00 %	192 309,00 €
	Montant Total de la subvention		192 309,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 29 logements PLUS sis rue des Thiboudes, ZAC du Moulin (lots MS5 et LL2) à Saulx-les-Chartreux.

Date prévisionnelle de début de projet : 31 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux en raison du risque d'occupation illicite des terrains.

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires pour les logements / individuel gaz et ballons thermodynamiques pour les maisons individuelles.

Caractéristiques techniques : Certifications Habitat et Environnement Qualitel - RT 2012 -20%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.984 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,04 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.846.181 € x 5% = 192.309 €

Plafond : 10.000 € x 29 = 290.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SAULX-LES-CHARTREUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	5 232 599,00	100,00%
Total	5 232 599,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION 1%	636 000,00	12,15%
PRETS CDC	3 936 000,00	75,22%
FONDS PROPRES	468 290,00	8,95%
SUBVENTION REGION	192 309,00	3,68%
Total	5 232 599,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €

2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
	Montant total	25 042 046,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011588

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 - SAULX LES CHARTREUX - ZAC MOULIN LOTS MS5-LL2 - 57 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 307 910,00 €	9,36 %	216 000,00 €
	Montant Total de la subvention		216 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 18 logements PLAI sis rue des Thiboudes, ZAC du Moulin (lots MS5 et LL2) à Saulx-les-Chartreux.

Date prévisionnelle de début de projet : 31 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux en raison du rique d'occupation illicite des terrains.

Description :
Taux de logements sociaux : 13,5%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires pour les logements / individuel gaz et ballons thermodynamiques pour les maisons individuelles.
Caractéristiques techniques : Certifications Habitat et Environnement Qualitel et RT 2012 -20%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 1.191 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,27 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 2.307.910 € x 30 % = 692.373 €

Plafond : 12.000 € x 18 = 216.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAULX-LES-CHARTREUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 135 665,00	100,00%
Total	3 135 665,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	258 500,00	8,24%
SUBVENTION 1%	360 000,00	11,48%
PRETS CDC	2 300 000,00	73,35%
FONDS PROPRES	1 165,00	0,04%
SUBVENTION REGION	216 000,00	6,89%
Total	3 135 665,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
	Montant total	25 042 046,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000038

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 - VILLEJUST - GRANDE RUE - 12 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	891 883,00 €	5,00 %	44 594,00 €
	Montant Total de la subvention		44 594,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 6 logements PLUS sis 55, Grande Rue à Villejust

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : pompe à chaleur et ballon thermodynamique
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat Environnement et RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS

Surface utile : 517,22 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,70 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 891.883 € x 5% = 44.594 €

Plafond : 10.000 € x 6 = 60.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VILLEJUST

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 497 696,00	100,00%
Total	1 497 696,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRETS CDC 1%	1 150 000,00	76,78%
PRET 1%	120 000,00	8,01%
SUBVENTION ETAT	30 000,00	2,00%
FONDS PROPRES	153 102,00	10,22%
SUBVENTION REGION	44 594,00	2,98%
Total	1 497 696,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €

2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
	Montant total	25 042 046,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000039

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 91 - VILLEJUST - GRANDE RUE - 10 PLUS/PLAI /12 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	416 290,00 €	11,53 %	48 000,00 €
	Montant Total de la subvention		48 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 4 logements PLAI sis 55, Grande Rue à Villejust

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 0%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : pompe à chaleur et ballon thermodynamique

Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat Environnement et RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 236,27 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 5,96 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 416.290 € x 30 % = 124.887 €

Plafond : 12.000 € x 4 = 48.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VILLEJUST

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	694 580,00	100,00%
Total	694 580,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRETS 1%	550 000,00	79,18%
SUBVENTION ETAT	20 000,00	2,88%
FONDS PROPRES	76 580,00	11,03%
SUBVENTION REGION	48 000,00	6,91%
Total	694 580,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €

2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
	Montant total	25 042 046,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003497

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92-CHAVILLE - BLANCHISSEURS - 1 PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	169 090,00 €	17,13 %	28 967,00 €
	Montant Total de la subvention		28 967,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNL PROLOGUES
Adresse administrative : 18 COUR DEBILLE
75011 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-René POILLOT, Président

N° SIRET : 40298762200048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, d'un logement PLAI situé 5 rue des Blanchisseurs à Chaville

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 19,20%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : Collectif gaz
Caractéristiques techniques : Lot de copropriété

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 39,9 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,74 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 169.090 € x 30 % = 50.727 €

Plafond : 726 €* x 39,9 m² = 28.967 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Pas d'engagement de recrutement de stagiaire en raison de l'atteinte des plafonds réglementaires du fait des recrutements prévus dans le cadre des subventions allouées sur d'autres opérations

Localisation géographique :
- CHAVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	181 340,00	100,00%
Total	181 340,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	29 000,00	15,99%
PRIME SPECIFIQUE	14 760,00	8,14%
SUBVENTION DEPARTEMENT (EC)	7 182,00	3,96%
SUBVENTION GRAND PARIS (EC)	7 500,00	4,14%
SURCHARGE FONCIERE VILLE (EC)	15 000,00	8,27%
SUBVENTION FONDATION ABBE PIERRE	18 134,00	10,00%
FONDS PROPRES	60 797,00	33,53%
SUBVENTION REGION	28 967,00	15,97%
Total	181 340,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Clôturé_Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux_Clôturé	10 359,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	360 618,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 400 962,00 €

2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	870 948,00 €
	Montant total	1 774 947,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003488

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 94-ALFORTVILLE - VAILLANT COUTURIER - 1 LGT ANAH TRES SOCIAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	64 860,00 €	30,00 %	19 458,00 €
	Montant Total de la subvention		19 458,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNL PROLOGUES
Adresse administrative : 18 COUR DEBILLE
75011 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-René POILLOT, Président

N° SIRET : 40298762200048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, d'un logement très social (Anah) situé 4 rue Paul Vaillant Couturier à Alfortville

Date prévisionnelle de début de projet : 23 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence au regard du risque d'occupation illicite de ce bien vacant depuis plus de 6 mois.

Description :
Taux de logements sociaux : 39,8%
Source RPLS 2015 hors PLS
Exception mesure anti-ghettos : opération sous maîtrise d'ouvrage d'insertion

Chauffage/ECS : Individuel gaz

Caractéristiques techniques : Lot de copropriété

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 45,90 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,27 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 64.860 € x 30 % = 19.458 €

Plafond : 726 €* x 45,90 m² = 33.323 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Pas d'engagement de recrutement de stagiaire en raison de l'atteinte des plafonds réglementaires du fait des recrutements prévus dans le cadre des subventions allouées sur d'autres opérations

Localisation géographique :
- ALFORTVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	73 860,00	100,00%
Total	73 860,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANAH	33 579,00	45,46%
SUBVENTION FONDATION ABBE PIERRE	7 386,00	10,00%
FONDS PROPRES	13 437,00	18,19%
SUBVENTION REGION	19 458,00	26,34%
Total	73 860,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Clôturé_Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux_Clôturé	10 359,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	360 618,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 400 962,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	870 948,00 €

	Montant total	1 774 947,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17007098

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 - COMMUNE DU BELLAY EN VEXIN - PLACE CHARLES DEBELLAY - 2 PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	294 535,00 €	26,78 %	78 883,00 €
	Montant Total de la subvention		78 883,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204142-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU BELLAY EN VEXIN
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
95750 LE BELLAY-EN-VEXIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Didier GABRIEL, Maire

N° SIRET : 21950054300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, en acquisition-amélioration, de 2 logements PLAI sis 2 place Charles Debellay au Bellay-en-Vexin

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : NC

Chauffage/ECS : chaufferie bois
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat Rénovation 150

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 119,52 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,46 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 294.535 € x 30 % = 88.360 €

Plafond : 660 € x 119,52 m² = 78.883 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LE BELLAY-EN-VEXIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	357 076,00	100,00%
Total	357 076,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	18 000,00	5,04%
PRIME SPECIFIQUE	6 000,00	1,68%
SUBVENTION PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN EC	17 500,00	4,90%
FONDS PROPRES	22 309,00	6,25%
PRETS CDC	214 384,00	60,04%
SUBVENTION REGION	78 883,00	22,09%
Total	357 076,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008579

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 - BEZONS - LES BRIGADIERES - 4 PLUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	401 617,00 €	5,00 %	20 081,00 €
	Montant Total de la subvention		20 081,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LOGIREP
Adresse administrative : 127 RUE GAMBETTA
92154 SURESNES
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur DANIEL BIARD, Président

N° SIRET : 55209333800382

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, en acquisition-amélioration, de 4 logements PLUS sis 9/11 allée Jean-Sébastien Bach et 11/13 allée Georges Bizet, résidence "Les Brigadières" à Bezons

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : programme non certifié

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 224,75 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 6,47 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 401.617 € x 5% = 20.081 €

Plafond : 10.000 € x 4 = 40.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BEZONS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	480 099,00	100,00%
Total	480 099,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	1 200,00	0,25%
PRIME SPECIFIQUE	12 000,00	2,50%
PRETS CDC	446 818,00	93,07%
SUBVENTION REGION	20 081,00	4,18%
Total	480 099,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	300 000,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	74 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 588 969,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	428 500,00 €

2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 804 032,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 292 160,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	649 794,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	360 022,00 €
	Montant total	6 488 992,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008531

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 - COMMUNE DE LA CHAPELLE EN VEXIN - 2 RUE DES TILLEULS - 15 PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 748 064,00 €	18,18 %	317 885,00 €
	Montant Total de la subvention		317 885,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204142-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA CHAPELLE EN VEXIN
Adresse administrative : 3 RUE DE MONTREUIL
95420 LA CHAPELLE-EN-VEXIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Joël PILLON, Maire

N° SIRET : 21950139200019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, en acquisition-amélioration, de 15 logements PLAI sis 2 rue des Tilleuls à La Chapelle-en-Vexin

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : NC

Chauffage/ECS : chaufferie bois
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat Rénovation 150

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 815,09 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 5,80 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.748.064 € x 30 % = 524.419 €

Plafond : 390 € x 815,09 m² = 317.885 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LA CHAPELLE-EN-VEXIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 255 768,00	100,00%
Total	2 255 768,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	135 000,00	5,98%
PRIME SPECIFIQUE	45 000,00	1,99%
SUBVENTION PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN EC	35 000,00	1,55%
PRETS CDC	1 722 883,00	76,38%
SUBVENTION REGION	317 885,00	14,09%
Total	2 255 768,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004709

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 - DEUIL LA BARRE - ROUTE DE ST DENIS - 60 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 655 754,00 €	5,00 %	82 788,00 €
	Montant Total de la subvention		82 788,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LOGIREP
Adresse administrative : 127 RUE GAMBETTA
92154 SURESNES
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur DANIEL BIARD, Président

N° SIRET : 55209333800382

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 17 logements PLS sis 8 à 12 route de Saint-Denis à Deuil-la-Barre

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 - 10%)

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 751,90 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 10,35 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 1.655.754 € x 5% = 82.788 €

Plafond : 5.000 € x 17 = 85.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEUIL-LA-BARRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 198 111,00	100,00%
Total	2 198 111,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	540 000,00	24,57%
FONDS PROPRES	137 023,00	6,23%
PRETS CDC	1 438 300,00	65,43%
SUBVENTION REGION	82 788,00	3,77%
Total	2 198 111,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	300 000,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	74 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 588 969,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	428 500,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 804 032,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 292 160,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	649 794,00 €

2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	360 022,00 €
	Montant total	6 488 992,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16000422

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 - DEUIL LA BARRE - ROUTE DE ST DENIS - 60 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 765 803,00 €	5,00 %	188 290,00 €
	Montant Total de la subvention		188 290,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LOGIREP
Adresse administrative : 127 RUE GAMBETTA
92154 SURESNES
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur DANIEL BIARD, Président

N° SIRET : 55209333800382

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 25 logements PLUS sis 8 à 12 route de Saint-Denis à Deuil-la-Barre

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1 710 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,96 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.765.803 € x 5% = 188.290 €

Plafond : 10.000 € x 25 = 250.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEUIL-LA-BARRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 999 321,00	100,00%
Total	4 999 321,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRIME SPECIFIQUE	100 000,00	2,00%
PRET 1%	660 000,00	13,20%
FONDS PROPRES	511 642,00	10,23%
PRETS CDC	3 539 389,00	70,80%
SUBVENTION REGION	188 290,00	3,77%
Total	4 999 321,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	300 000,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	74 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 588 969,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	428 500,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 804 032,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 292 160,00 €

2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	649 794,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	360 022,00 €
	Montant total	6 488 992,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16000423

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 - DEUIL LA BARRE - ROUTE DE ST DENIS - 60 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 418 121,00 €	8,93 %	216 000,00 €
	Montant Total de la subvention		216 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LOGIREP
Adresse administrative : 127 RUE GAMBETTA
92154 SURESNES
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur DANIEL BIARD, Président

N° SIRET : 55209333800382

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 18 logements PLAI sis 8 à 12 route de Saint-Denis à Deuil-la-Barre

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 16,70 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 1 098,10 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,37 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 2.418.121 € x 30 % = 725.436 €

Plafond : 12.000 € x 18 = 216.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEUIL-LA-BARRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 210 195,00	100,00%
Total	3 210 195,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	162 000,00	5,05%
PRIME SPECIFIQUE	63 000,00	1,96%
PRET 1%	480 000,00	14,95%
FONDS PROPRES	285 019,00	8,88%
PRETS CDC	2 004 176,00	62,43%
SUBVENTION REGION	216 000,00	6,73%
Total	3 210 195,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	300 000,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	74 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 588 969,00 €

2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	428 500,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 804 032,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 292 160,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	649 794,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	360 022,00 €
	Montant total	6 488 992,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008630

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 - DOMONT - LOT 2 RUES CENSIER ET DESNOS - 21 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 580 192,00 €	5,00 %	79 010,00 €
	Montant Total de la subvention		79 010,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 13 logements PLUS sis rue Censier et rue Desnos (lot 2) à Domont

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (Niveau RT 2012 - 10%)

Mode de conventionnement PLUS

Surface utile : 666,65 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,41 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.580.192 € x 5% = 79.010 €

Plafond : 10.000 € x 13 = 130.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DOMONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 101 423,00	100,00%
Total	2 101 423,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	12 000,00	0,57%
PRIME SPECIFIQUE	40 800,00	1,94%
PRET 1%	284 000,00	13,51%
FONDS PROPRES	438 613,00	20,87%
PRETS CDC	1 247 000,00	59,34%
SUBVENTION REGION	79 010,00	3,76%
Total	2 101 423,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €

2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
	Montant total	25 042 046,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008631

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 - DOMONT - LOT 2 RUES CENSIER ET DESNOS - 21 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	859 821,00 €	11,17 %	96 000,00 €
	Montant Total de la subvention		96 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 8 logements PLAI sis rue Censier et rue Desnos (lot 2) à Domont

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 19,70 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz - pompe à chaleur

Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 418,05 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,51 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 859.821 € x 30 % = 257.946 €

Plafond : 12.000 € x 8 = 96.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DOMONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 143 436,00	100,00%
Total	1 143 436,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	80 000,00	7,00%
PRIME SPECIFIQUE	22 200,00	1,94%
PRET 1%	284 000,00	24,84%
PRETS CDC	661 236,00	57,83%
SUBVENTION REGION	96 000,00	8,40%
Total	1 143 436,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
	Montant total	25 042 046,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015303

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 - FRANCONVILLE - 5 RUE DU CHEMIN NEUF - 34 PLUS/PLAI - 47 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 731 294,00 €	5,00 %	136 565,00 €
	Montant Total de la subvention		136 565,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM OSICA
Adresse administrative : 102 AVENUE DE FRANCE
75646 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Anne-Sophie GRAVE, Présidente

Objet : La SA d'HLM OSICA a pour objet la construction et la gestion d'habitations à loyer modéré.

N° SIRET : 55204648400259

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 22 logements PLUS sis 5 rue du Chemin Neuf à Franconville

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain (biomasse)
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS

Surface utile : 1 487,71 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,01 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.731.294 € x 5% = 136.565 €

Plafond : 10.000 € x 22 = 220.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- FRANCONVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 302 823,00	100,00%
Total	4 302 823,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRIME SPECIFIQUE	66 000,00	1,53%
PRET 1%	1 396 000,00	32,44%
FONDS PROPRES	76 136,00	1,77%
PRETS CDC	2 628 122,00	61,08%
SUBVENTION REGION	136 565,00	3,17%
Total	4 302 823,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 857 407,00 €

2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	2 625 170,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 221 382,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 220 902,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 411 859,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 283 670,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 278 197,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	408 277,00 €
	Montant total	13 782 019,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015304

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 - FRANCONVILLE - 5 RUE DU CHEMIN NEUF - 34 PLUS/PLAI - 47 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 231 433,00 €	11,69 %	144 000,00 €
	Montant Total de la subvention		144 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM OSICA
Adresse administrative : 102 AVENUE DE FRANCE
75646 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Anne-Sophie GRAVE, Présidente

Objet : La SA d'HLM OSICA a pour objet la construction et la gestion d'habitations à loyer modéré.

N° SIRET : 55204648400259

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 12 logements PLAI sis 5 rue du Chemin Neuf à Franconville

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 22,9 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain (biomasse)

Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 670,75 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,33 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.231.433 € x 30 % = 369.430 €

Plafond : 12.000 € x 12 = 144.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- FRANCONVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 240 387,00	100,00%
Total	2 240 387,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	108 000,00	4,82%
PRIME SPECIFIQUE	36 000,00	1,61%
PRET 1%	536 000,00	23,92%
PRETS CDC	1 416 387,00	63,22%
SUBVENTION REGION	144 000,00	6,43%
Total	2 240 387,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 857 407,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	2 625 170,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 221 382,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 220 902,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 411 859,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 283 670,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 278 197,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	408 277,00 €
	Montant total	13 782 019,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020295

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 - FREPILLON - RUE VILLIERS ADAM - 32 PLUS/PLAI - 41 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 914 974,00 €	5,00 %	95 749,00 €
	Montant Total de la subvention		95 749,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 15 logements PLUS sis rue Villiers Adam à Frépillon

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1 080,26 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 6,86 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.914.974 € x 5% = 95.749 €

Plafond : 10.000 € x 15 = 150.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- FREPILLON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 014 735,00	100,00%
Total	3 014 735,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	4 500,00	0,15%
SUBVENTION 1%	180 000,00	5,97%
PRET 1%	180 000,00	5,97%
FONDS PROPRES	339 261,00	11,25%
PRETS CDC	2 215 225,00	73,48%
SUBVENTION REGION	95 749,00	3,18%
Total	3 014 735,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide à l'équipement matériel et mobilier	61 379,00 €

2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 338 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 003 970,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	799 000,00 €
	Montant total	11 422 884,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020296

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 - FREPILLON - RUE VILLIERS ADAM - 32 PLUS/PLAI - 41 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 681 519,00 €	12,13 %	204 000,00 €
	Montant Total de la subvention		204 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 17 logements PLAI sis rue Villiers Adam à Frépillon

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 12,24 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz - pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 949,76 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 6,11 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.681.519 € x 30 % = 504.456 €

Plafond : 12.000 € x 17 = 204.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- FREPILLON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 645 885,00	100,00%
Total	2 645 885,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	151 300,00	5,72%
PRIME SPECIFIQUE	197 100,00	7,45%
SUBVENTION 1%	332 100,00	12,55%
PRET 1%	300 000,00	11,34%
PRETS CDC	1 461 385,00	55,23%
SUBVENTION REGION	204 000,00	7,71%
Total	2 645 885,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €

2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide à l'équipement matériel et mobilier	61 379,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 338 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 003 970,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	799 000,00 €
	Montant total	11 422 884,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008568

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 - LA FRETTE SUR SEINE - 1 QUAI DE SEINE - 12 PLUS/PLAI - 15 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	834 431,00 €	5,00 %	41 722,00 €
	Montant Total de la subvention		41 722,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 7 logements PLUS sis 1 quai de Seine à La-Frette-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 385,50 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,01 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 834.431 € x 5% = 41.722 €

Plafond : 10.000 € x 7 = 70.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LA FRETTE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 100 187,00	100,00%
Total	1 100 187,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRIME SPECIFIQUE	19 302,00	1,75%
PRET 1%	146 908,00	13,35%
FONDS PROPRES	122 255,00	11,11%
PRETS CDC	770 000,00	69,99%
SUBVENTION REGION	41 722,00	3,79%
Total	1 100 187,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €

2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
	Montant total	25 042 046,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008569

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 - LA FRETTE SUR SEINE - 1 QUAI DE SEINE - 12 PLUS/PLAI - 15 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	721 875,00 €	8,31 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 5 logements PLAI sis 1 quai de Seine à La-Frette-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 2,35 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 333,50 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 5,92 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 721.875 € x 30 % = 216.563 €

Plafond : 12.000 € x 5 = 60.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LA FRETTE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	951 648,00	100,00%
Total	951 648,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	45 000,00	4,73%
PRIME SPECIFIQUE	16 698,00	1,75%
PRET 1%	127 092,00	13,35%
FONDS PROPRES	81 858,00	8,60%
PRETS CDC	621 000,00	65,26%
SUBVENTION REGION	60 000,00	6,30%
Total	951 648,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
	Montant total	25 042 046,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008483

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 - MENUCOURT - CLEF DES CHAMPS ZAC D'ALCON LOT 7 - 37 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	553 006,00 €	4,52 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH VAL D'OISE HABITAT
Adresse administrative : RUE CHATEAUX SAINT-SYLVERE BP 10031
95000 CERGY
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Xavier HAQUIN, Président

N° SIRET : 47831786000011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 5 logements PLS sis rue de la Clef des Champs - Zac d'Alçon lot 7 à Menucourt

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE

Mode de conventionnement PLS
Surface utile :193,70 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 10,77 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 553.006 € x 5% = 27.650 €

Plafond : 5.000 € x 5 = 25.000 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MENUCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	671 294,00	100,00%
Total	671 294,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	309 515,00	46,11%
PRETS CDC	336 779,00	50,17%
SUBVENTION REGION	25 000,00	3,72%
Total	671 294,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	696 000,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	64 895,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	227 830,00 €
	Montant total	1 009 028,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008481

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 - MENUCOURT - CLEF DES CHAMPS ZAC D'ALCON LOT 7 - 37 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 882 491,00 €	5,00 %	194 125,00 €
	Montant Total de la subvention		194 125,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH VAL D'OISE HABITAT
Adresse administrative : RUE CHATEAUX SAINT-SYLVERE BP 10031
95000 CERGY
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Xavier HAQUIN, Président

N° SIRET : 47831786000011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 21 logements PLUS sis rue de la Clef des Champs - Zac d'Alçon lot 7 à Menucourt

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1 580,80 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,07 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.882.491 € x 5% = 194.125 €

Plafond : 10.000 € x 21 = 210.000 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MENUCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 638 731,00	100,00%
Total	4 638 731,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE CERGY PONTOISE EC	63 000,00	1,36%
PRET 1%	464 000,00	10,00%
FONDS PROPRES	439 302,00	9,47%
PRETS CDC	3 478 304,00	74,98%
SUBVENTION REGION	194 125,00	4,18%
Total	4 638 731,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	696 000,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	64 895,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	227 830,00 €
	Montant total	1 009 028,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008482

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 - MENUCOURT - CLEF DES CHAMPS ZAC D'ALCON LOT 7 - 37 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 654 975,00 €	7,98 %	132 000,00 €
	Montant Total de la subvention		132 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH VAL D'OISE HABITAT
Adresse administrative : RUE CHATEAUX SAINT-SYLVERE BP 10031
95000 CERGY
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Xavier HAQUIN, Président

N° SIRET : 47831786000011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 11 logements PLAI sis rue de la Clef des Champs - Zac d'Alçon lot 7 à Menucourt

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 23,75 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 716 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 5,65 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.654.975 € x 30 % = 496.492 €

Plafond : 12.000 € x 11 = 132.000 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- MENUCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 977 336,00	100,00%
Total	1 977 336,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE CERGY PONTOISE EC	132 000,00	6,68%
PRET 1%	224 000,00	11,33%
PRETS CDC	1 489 336,00	75,32%
SUBVENTION REGION	132 000,00	6,68%
Total	1 977 336,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	696 000,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	64 895,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	227 830,00 €
	Montant total	1 009 028,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008489

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 - MERY SUR OISE - 42 RUE CAMILLE PLAQUET - 28 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	605 253,00 €	4,13 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH VAL D'OISE HABITAT
Adresse administrative : RUE CHATEAUX SAINT-SYLVERE BP 10031
95000 CERGY
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Xavier HAQUIN, Président

N° SIRET : 47831786000011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 5 logements PLS sis 42 rue Camille Plaquet à Méry-sur-Oise

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 266,10 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 10,46 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 605.253 € x 5% = 30.263 €

Plafond : 5.000 € x 5 = 25.000 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MERY-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	750 272,00	100,00%
Total	750 272,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	255 000,00	33,99%
PRETS CDC	470 272,00	62,68%
SUBVENTION REGION	25 000,00	3,33%
Total	750 272,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	696 000,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	64 895,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	227 830,00 €
	Montant total	1 009 028,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008487

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 - MERY SUR OISE - 42 RUE CAMILLE PLAQUET - 28 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 935 855,00 €	5,00 %	96 793,00 €
	Montant Total de la subvention		96 793,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH VAL D'OISE HABITAT
Adresse administrative : RUE CHATEAUX SAINT-SYLVERE BP 10031
95000 CERGY
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Xavier HAQUIN, Président

N° SIRET : 47831786000011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 14 logements PLUS sis 42 rue Camille Plaquet à Méry-sur-Oise

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 851,10 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,90 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.935.855 € x 5% = 96.793 €

Plafond : 10.000 € x 14 = 140.000 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MERY-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 365 841,00	100,00%
Total	2 365 841,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRIME SPECIFIQUE	42 000,00	1,78%
PRET 1%	52 000,00	2,20%
FONDS PROPRES	259 291,00	10,96%
PRETS CDC	1 915 757,00	80,98%
SUBVENTION REGION	96 793,00	4,09%
Total	2 365 841,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	696 000,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	64 895,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	227 830,00 €
	Montant total	1 009 028,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008488

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 - MERY SUR OISE - 42 RUE CAMILLE PLAQUET - 28 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 388 376,00 €	7,78 %	108 000,00 €
	Montant Total de la subvention		108 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH VAL D'OISE HABITAT
Adresse administrative : RUE CHATEAUX SAINT-SYLVERE BP 10031
95000 CERGY
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Xavier HAQUIN, Président

N° SIRET : 47831786000011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 9 logements PLAI sis 42 rue Camille Plaquet à Méry-sur-Oise

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 17,04 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz - pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 610,40 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,13 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.388.376 € x 30 % = 416.513 €

Plafond : 12.000 € x 9 = 108.000 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MERY-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 696 758,00	100,00%
Total	1 696 758,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	81 000,00	4,77%
PRIME SPECIQUE	27 000,00	1,59%
PRET 1%	52 000,00	3,06%
PRETS CDC	1 428 758,00	84,21%
SUBVENTION REGION	108 000,00	6,37%
Total	1 696 758,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	696 000,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	64 895,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	227 830,00 €
	Montant total	1 009 028,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008650

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 - COMMUNE DE NUCOURT - 6 RUE DE LA BOUTROLLE - 5 PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	563 950,00 €	25,22 %	142 256,00 €
	Montant Total de la subvention		142 256,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204142-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NUCOURT
Adresse administrative : 1 RUE PUITS
95420 NUCOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe FLAHAUT, Maire

N° SIRET : 21950459400017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, en acquisition-amélioration, de 5 logements PLAI sis 6 rue de la Boutrolle à Nucourt

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : NC

Chauffage/ECS : chaufferie bois
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat Rénovation 150

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 215,54 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,08 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 563.950 € x 30 % = 169.185 €

Plafond : 660 € x 215,54 m² = 142.256 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- NUCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	733 682,00	100,00%
Total	733 682,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	45 000,00	6,13%
PRIME SPECIFIQUE	15 000,00	2,04%
SUBVENTION PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN EC	22 500,00	3,07%
FONDS PROPRES	60 005,00	8,18%
PRETS CDC	448 921,00	61,19%
SUBVENTION REGION	142 256,00	19,39%
Total	733 682,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020403

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 - PIERRELAYE - 9BIS RUE CLAUDE GRENTHE - 14 PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 240 100,00 €	3,12 %	70 000,00 €
	Montant Total de la subvention		70 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM OSICA
Adresse administrative : 102 AVENUE DE FRANCE
75646 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Anne-Sophie GRAVE, Présidente

Objet : La SA d'HLM OSICA a pour objet la construction et la gestion d'habitations à loyer modéré.

N° SIRET : 55204648400259

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 14 logements PLS, sis 9bis rue Claude Grenthe à Pierrelaye

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz - pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (Effinergie rénovation)

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 930,63 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 9,50 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 2.240.100 € x 5% = 112.005 €

Plafond : 5.000 € x 14 = 70.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PIERRELAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 195 531,00	100,00%
Total	3 195 531,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	840 000,00	26,29%
FONDS PROPRES	351 508,00	11,00%
PRETS CDC	1 934 023,00	60,52%
SUBVENTION REGION	70 000,00	2,19%
Total	3 195 531,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 857 407,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	2 625 170,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 221 382,00 €

2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 220 902,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 411 859,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 283 670,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 278 197,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	408 277,00 €
	Montant total	13 782 019,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15003878

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 95 - SAINT OUEN L'AUMONE - CHENNEVIERES - 65 PLAI - 190 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs très sociaux – Résidences sociales et assimilées	3 491 921,00 €	30,00 %	1 047 576,00 €
	Montant Total de la subvention		1 047 576,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADOMA
Adresse administrative : 42 RUE CAMBRONNE
75740 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Patrick DOUTRELIGNE, Président

N° SIRET : 78805803000016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs très sociaux – Résidences sociales et assimilées
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation d'une résidence sociale de 190 logements PLAI, dont 65 sont finançables hors charge foncière, sise 1 avenue de Chennevières à Saint-Ouen-l'Aumône

Date prévisionnelle de début de projet : 18 septembre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à commencer les travaux afin d'achever la reconstitution de l'offre locative sociale démolie dans le cadre de la convention de renouvellement urbain

Description :
Taux de logements sociaux : 32 %
Source RPLS 2015 hors PLS
Exception dispositif anti ghettos (projet anru)

Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain (biomasse) - récupération de la chaleur des eaux grises (système power pipe)

Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement Effinergie +

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 1 334 m²

Redevance : valeur octobre 2015

Typologie	Redevance	Reste à charge après perception APL (estimation)
T1	405,49 €	de 58,42 € à 405,49 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement d'habitat adapté de type PLAI

Calcul de la subvention : 3.491.921 € x 30 % = 1.047.576 €

Plafond : 20.000 € x 65 = 1.300.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 6 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-OUEN-L'AUMONE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 091 257,00	100,00%
Total	4 091 257,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	1 123 631,00	27,46%
SUBVENTION DEPARTEMENT ATT	140 445,00	3,43%
PRET 1%	1 539 965,00	37,64%
PRETS CDC	239 640,00	5,86%
SUBVENTION REGION	1 047 576,00	25,61%
Total	4 091 257,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	380 797,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	574 077,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 155 548,00 €
2016	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	201 155,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions à destination des communautés marginalisées telles que les Roms	250 000,00 €
	Montant total	1 987 500,00 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 10/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-270

DU 5 JUILLET 2017

AIDE EN FAVEUR DU LOGEMENT DES ÉTUDIANTS, DES JEUNES ET DES APPRENTIS

TROISIÈME AFFECTATION POUR 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;
VU La délibération n° CR 132-09 du 26 novembre 2009 portant approbation du Schéma régional du logement étudiant ;
VU La délibération n° CR 39-15 du 19 juin 2015 portant actualisation du schéma régional du logement étudiant ;
VU La délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017 relative à l'action régionale pour la production de logements - amélioration et simplification de la politique régionale en faveur du logement social ;
VU La délibération n° CP 2017-133 du 17 mai 2017 relative à l'aide en faveur du logement des étudiants, des jeunes et des apprentis - Deuxième affectation pour 2017 ;
VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission du logement et de la politique de la ville ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-270 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien régional à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants » de la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017, au financement des projets de création de résidences étudiantes détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 3 847 300 €.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **3 847 300 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat – Logement », programme HP 54-005 (154005) « Action en faveur du logement des jeunes », action 15400501 « Logements des étudiants » du budget 2017, répartie conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 2017-133 du 17 mai 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien régional à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants » de la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017, au financement du projet de création d'une résidence pour jeunes détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 1 492 000 €.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **1 492 000 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat – Logement », programme HP 54-005 (154005) « Action en faveur du logement des jeunes », action 15400502 « Logements des jeunes et des apprentis » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2017-133 du 17 mai 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions identifiées ci-dessous, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, en application de l'article 17 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

N° de dossier	Opération	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17004814	réalisation, hors charge foncière, d'une résidence étudiante de 129 logements PLUS offrant 139 places, dont 123 logements (133 places) finançables par la Région, sise 20-20 bis, rue de Reuilly / 63-75, boulevard Diderot à Paris (12ème)	PARIS HABITAT OPH	02/05/2017
17002313	réalisation, hors charge foncière, d'une résidence étudiante de 171 logements (86 PLUS et 85 PLS) offrant 207 places (86 PLUS et 121 PLS) sise avenue Blaise Pascal / boulevard Newton, ZAC de la Haute Maison, à Champs-sur-Marne	DOMOFRANCE	02/05/2017

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : État récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-270	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154005 - Action en faveur du logement des jeunes**
Action	**15400501 - Logements des étudiants**

Dispositif : N° 00000996 - Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants

Dossier	13022561 - 92 - CLICHY-LA-GARENNE - RUE VILLENEUVE - RESIDENCE ETUDIANTE 158 PLUS/PLS			
Bénéficiaire	P0000347 - ERILIA			
Localisation	CLICHY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	997 200,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 079 875,00 €	TTC	12,34 %	997 200,00 €	

Dossier	15012836 - 75 - PARIS - 17 RUE DE LA CHAPELLE - RESIDENCE ETUDIANTE DE 57 PLUS			
Bénéficiaire	R6846 - RIVP REGIE IMMOBILIERE DE LA VILLE DE PARIS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	456 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 871 751,00 €	TTC	9,36 %	456 000,00 €	

Dossier	17002313 - 77 - CHAMPS SUR MARNE - AV BLAISE PASCAL - RESIDENCE ETUDIANTE 171 PLUS/PLS			
Bénéficiaire	P0032588 - DOMOFRANCE			
Localisation	CHAMPS-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 330 100,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 414 578,00 €	TTC	12,77 %	1 330 100,00 €	

Dossier	17004814 - 75 - PARIS - BD DIDEROT/RUE DE REUILLY - RESIDENCE ETUDIANTE 129 PLUS			
Bénéficiaire	R5242 - PARIS HABITAT OPH			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 064 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 667 760,00 €	TTC	11,01 %	1 064 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-270	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000996 - Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	3 847 300,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154005 - 15400501	3 847 300,00 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154005 - Action en faveur du logement des jeunes**
Action	**15400502 - Logements des jeunes et des apprentis**

Dispositif : N° 00000996 - Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants

Dossier	16002679 - 94 - SUCY-EN-BRIE - RUE DE VILLENEUVE - RJA 129 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R5036 - SA D HLM FRANCE HABITATION			
Localisation	SUCY-EN-BRIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 492 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 145 001,00 €	TTC	16,31 %	1 492 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000996 - Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	1 492 000,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154005 - 15400502	1 492 000,00 €

Annexe 2 : Fiches projets

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004814

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 - PARIS - BD DIDEROT/RUE DE REUILLY - RESIDENCE ETUDIANTE 129 PLUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	9 667 760,00 €	11,01 %	1 064 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 064 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154005-300
15400501- Logements des étudiants

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS HABITAT OPH
Adresse administrative : 21 BIS RUE CLAUDE BERNARD
75253 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Roger MADEC, Président

N° SIRET : 34481082500366

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, hors charge foncière, d'une résidence étudiante de 129 logements PLUS offrant 139 places, dont 123 logements (133 places) finançables par la Région, sise 20-20 bis, rue de Reuilly / 63-75, boulevard Diderot à Paris (12ème)

Date prévisionnelle de début de projet : 2 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux afin de pouvoir ouvrir la résidence à la rentrée universitaire de septembre 2019.

Description :
La résidence sera composée de 120 T1 (dont 6 ayant une surface habitable inférieure à 18 m² non financés par la Région), 1 T2 "doctorant" pour une personne, 6 T3 en colocation (2 personnes) et 2 T4 en colocation (3 personnes).
Les locataires des logements en colocation bénéficieront, au même titre que les autres étudiants, des locaux communs et services de la résidence.

Chauffage/ECS : collectif gaz et pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement, Effinergie +

Le CROUS de Paris assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles varieront de 216,07 € à 439,46 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant. Le détail des redevances est donné en annexe 2 du présent rapport.

Détail du calcul de la subvention :

Calcul de la subvention : 9.667.760 € x 20% = 1.933.552 €

Plafond : 133 places x 8.000 € = 1.064.000 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	14 155 325,00	100,00%
Total	14 155 325,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	639 627,00	4,52%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	2 206 462,00	15,59%
SUBVENTION COMMUNE (ATTRIBUEE)	2 519 038,00	17,80%
PRETS CDC	7 717 172,00	54,52%
FONDS PROPRES	9 026,00	0,06%
SUBVENTION REGION	1 064 000,00	7,52%
Total	14 155 325,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	168 000,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	41 342,00 €
2014	Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	1 309 508,80 €
2014	Hébergement non médicalisé pour les personnes âgées	317 063,50 €
2014	Logement social pour femmes en difficulté	679 380,66 €
2014	Politique énergie climat	71 070,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 490 066,00 €
2014	Structures d'accueil collectif des jeunes enfants	126 856,50 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	200 000,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	540 400,00 €
2015	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	80 621,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	608 000,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	93 722,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 915 159,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	20 000,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	2 177 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 224 661,00 €
	Montant total	7 827 116,46 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15012836

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 75 - PARIS - 17 RUE DE LA CHAPELLE - RESIDENCE ETUDIANTE DE 57 PLUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	4 871 751,00 €	9,36 %	456 000,00 €
	Montant Total de la subvention		456 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-300
15400501- Logements des étudiants

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RIVP REGIE IMMOBILIERE DE LA VILLE DE PARIS
Adresse administrative : 11 AV DE LA PORTE D ITALIE
75013 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame FREDERIQUE CALANDRA, Présidente

Objet : Construire pour la location des logements sociaux et des équipements annexes liés à la vie économique et sociale (locaux d'activités, commerces, crèches...).
Développer l'offre de logements par l'acquisition de biens immobiliers ou lots de copropriété.
Rénover, restructurer, réhabiliter le bâti ancien et améliorer le patrimoine existant.
Louer et entretenir les logements, les équipements et les parties communes.
Accompagner et offrir un suivi social individualisé des locataires.

N° SIRET : 55203270800216

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, hors charge foncière, d'une résidence étudiante de 57 logements PLUS offrant 57 places sise 17, rue de la Chapelle à Paris (18ème)

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La résidence sera composée de 54 T1 et 3 T1'.

Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement, Effinergie +

La SAS Lerichemont assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles varieront de 382,71 € à 447,38 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant. Le détail des redevances est donné en annexe 2 du présent rapport.

Détail du calcul de la subvention :

Calcul de la subvention : 4.871.751 € x 20% = 974.350 €

Plafond : 57 places x 8.000 € = 456.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	6 447 603,00	100,00%
Total	6 447 603,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	266 988,00	4,14%
SUBVENTION VILLE (ATTRIBUEE)	4 350 632,00	67,48%
PRETS CDC	960 825,00	14,90%
FONDS PROPRES	413 158,00	6,41%
SUBVENTION REGION	456 000,00	7,07%
Total	6 447 603,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 352 000,00 €
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 063 384,00 €
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	300 000,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	353 037,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	1 000 000,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	91 822,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	744 308,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	727 177,00 €
2014	Soutien à l'immobilier d'entreprises	1 000 000,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 176 000,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 977 467,00 €
2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	60 000,00 €
2015	Services et accueils de jour pour les personnes sans abri, les familles demandeuses d'asile et les réfugiés	100 000,00 €
2015	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	5 000 000,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 192 000,00 €
	Montant total	9 133 177,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002313

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 77 - CHAMPS SUR MARNE - AV BLAISE PASCAL - RESIDENCE ETUDIANTE 171 PLUS/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	10 414 578,00 €	12,77 %	1 330 100,00 €
	Montant Total de la subvention		1 330 100,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-300
15400501- Logements des étudiants

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DOMOFRANCE
Adresse administrative : 110 AVENUE DE LA JALLERE
33300 BORDEAUX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Norbert André HIERAMENTE, Président

N° SIRET : 45820496300029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, hors charge foncière, d'une résidence étudiante de 171 logements (86 PLUS et 85 PLS) offrant 207 places (86 PLUS et 121 PLS) sise avenue Blaise Pascal / boulevard Newton, ZAC de la Haute Maison, à Champs-sur-Marne

Date prévisionnelle de début de projet : 2 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux afin de pouvoir ouvrir la résidence dès la rentrée de septembre 2018.

Description :
La résidence sera composée de 153 T1, 9 T2 en colocation (2 personnes) et 9 T4 en colocation (4 personnes).
Les locataires des logements en colocation bénéficieront, au même titre que les autres étudiants, des locaux communs et services de la résidence.

Chauffage/ECS : individuel électrique et pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE, labels Effinergie + et BBCA

Le CROUS de Créteil assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles varieront de 324 € à 477 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant. Le détail des redevances est donné en annexe 2 du présent rapport.

Détail du calcul de la subvention :

Calcul de la subvention : 10.414.578 € x 20% = 2.082.916 €

Plafond : (86 places x 8.000 €) + (121 places x 4 600 €) = 1.244.600 €

Prime Bâtiment Bas Carbone : 500 € x 171 lgts = 85.500 €

Subvention totale : 1.330.100 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHAMPS-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	12 087 624,00	100,00%
Total	12 087 624,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRETS CDC	8 253 160,00	68,28%
FONDS PROPRES	2 504 364,00	20,72%
SUBVENTION REGION	1 330 100,00	11,00%
Total	12 087 624,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	382 986,00 €
	Montant total	382 986,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 13022561

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 92 - CLICHY-LA-GARENNE - RUE VILLENEUVE - RESIDENCE ETUDIANTE 158 PLUS/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	8 079 875,00 €	12,34 %	997 200,00 €
	Montant Total de la subvention		997 200,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-300
15400501- Logements des étudiants

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ERILIA
Adresse administrative : 72 B RUE PERRIN SOLLIERS
13006 MARSEILLE 06
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Hubert VOGLIMACCI, Président

N° SIRET : 05881167000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, d'une résidence étudiante de 158 logements (62 PLUS - 96 PLS) offrant 168 places (66 PLUS - 102 PLS) sise 71-73, rue Villeneuve / rue Georges Boisseau à Clichy-la-Garenne

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La résidence sera composée de 128 T1, 20 T1' et 10 T2 destinés à des couples.

Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification NF Logement, BBC Effinergie

Le CROUS de Versailles assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles varieront de 232,62 € à 607,70 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant. Le détail des redevances est donné en annexe 2 du présent rapport.

Détail du calcul de la subvention :

Calcul de la subvention : 8.079.875 € x 20% = 1.615.975 €

Plafond : (66 places x 8.000 €) + (102 places x 4 600 €) = 997.200 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CLICHY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	12 043 452,00	100,00%
Total	12 043 452,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	31 000,00	0,26%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	248 000,00	2,06%
SURCHARGE FONCIERE DEPARTEMENT (ATTRIBUEE)	279 000,00	2,32%
SURCHARGE FONCIERE COMMUNE (ATTRIBUEE)	384 461,00	3,19%
PRET	3 178 625,00	26,23%
PRETS CDC	6 925 166,00	57,50%
SUBVENTION REGION	997 200,00	8,28%
Total	12 043 452,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16002679

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 94 - SUCY-EN-BRIE - RUE DE VILLENEUVE - RJA 129 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	9 145 001,00 €	16,31 %	1 492 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 492 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-300
15400502- Logements des jeunes et des apprentis

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D HLM FRANCE HABITATION
Adresse administrative : 1 SQ CHAPTAL
92300 LEVALLOIS PERRET
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Michel CLAIR, Président

N° SIRET : 58214281600294

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, d'une résidence pour jeunes de 129 logements (64 PLUS - 65 PLAI) offrant 150 places (77 PLUS - 73 PLAI) sise 6 bis - 8 bis, rue de Villeneuve à Sucy-en-Brie

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La résidence sera composée de 41 T1, 74 T1' (dont 9 pour couples ou familles monoparentales) et 14 T1 bis (dont 12 pour couples ou familles monoparentales).

Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

L'ALJT assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles varieront de 276,88 € à 606,30 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant. Le détail des redevances est donné en annexe 2 du présent rapport.

Détail du calcul de la subvention :

Calcul de la subvention : 9.145.001 € x 20% = 1.829.000 €

Plafond : (77 places x 8000 €) + (73 places x 12.000 €) = 1.492.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SUCY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	9 392 741,00	100,00%
Total	9 392 741,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	348 341,00	3,71%
PRIME SPECIFIQUE	271 176,00	2,89%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	203 505,00	2,17%
SURCHARGE FONCIERE COMMUNE (SOLLICITEE)	348 269,00	3,71%
PRET 1%	1 350 000,00	14,37%
PRETS CDC	5 379 450,00	57,19%
SUBVENTION REGION	1 492 000,00	15,88%
Total	9 392 741,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 174 528,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	654 547,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	367 689,00 €
2014	Logement social pour les personnes en situation de handicap	580 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 825 613,00 €
2015	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	264 840,00 €
2015	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	1 260 000,00 €
2015	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	118 960,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	816 990,00 €
2016	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	454 627,00 €
2016	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	350 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	530 536,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	276 260,00 €
	Montant total	5 077 483,00 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 10/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-283
DU 5 JUILLET 2017

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DU LOGEMENT - AIDE AU PARC PRIVÉ TROISIÈME AFFECTATION POUR 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales,

VU Le Code de la construction et de l'habitation,

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens,

VU La délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011 modifiée relative à l'action régionale en faveur du logement,

VU La délibération n° CP 12-363 du 12 juillet 2012 portant approbation de la convention type d'aide aux travaux,

VU La délibération n° CP 12-783 du 21 novembre 2012 approuvant notamment la labellisation de la copropriété La Boétie 3 à Sevran,

VU La délibération n° CP 13-018 du 23 janvier 2013 portant notamment affectation de subventions pour la copropriété La Morée à Aulnay-sous-Bois,

VU La délibération n° CP 14-035 du 30 janvier 2014 approuvant notamment la labellisation des copropriétés Beauchamp, Sannois, Billy, Wallon à Argenteuil,

VU La délibération n° CP 14-195 du 10 avril 2014 approuvant notamment la labellisation de la copropriété Les Jardins de Beausevran à Sevran ainsi que la labellisation des copropriétés Angèle K, Montesquieu, Monet, Renouveau à Argenteuil,

VU La délibération n° CP 14-300 du 18 juin 2014 approuvant notamment la labellisation de la copropriété Chalands 2 à Sevran ainsi que la labellisation de la copropriété Bretagne à Argenteuil,

VU La délibération n° CP 15-409 du 09 juillet 2015 approuvant notamment la labellisation des copropriétés Angèle L et M à Argenteuil,

VU La délibération n° CP 15-574 du 08 octobre 2015 approuvant notamment la labellisation de la copropriété Tour 75 à Sarcelles,

VU La délibération n° CP 16-300 du 12 juillet 2016 portant approbation de la convention type d'appui en ingénierie,

VU La délibération n° CP 16-535 du 16 novembre 2016 approuvant la labellisation de la copropriété Les Marais à Bobigny ainsi que la labellisation de la copropriété Les Louvres à Garges-lès-Gonesse,

VU Le rapport CP 2017-283 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France,

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017,

VU l'avis de la commission du logement et de la politique de la ville ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-283 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « Politique régionale du logement », au financement des programmes de travaux détaillés en annexe 2 à la présente délibération et relevant de la délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011 par l'attribution de 2 subventions d'un montant maximum prévisionnel de 466 621, 00 €.

Subordonne le versement de ces subventions pour travaux à la conclusion avec les bénéficiaires de conventions conformes à la convention-type d'aide aux travaux approuvée par délibération n° CP 12-363 du 12 juillet 2012 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **466 621,00 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat-Logement », programme HP 54-004 « Aide au parc privé » (154004), action 15400403 « Aide aux copropriétés en difficulté » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif « Politique régionale du logement », au financement des mesures d'ingénierie détaillées en annexe 2 à la présente délibération et relevant de la délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011 par l'attribution de 7 subventions d'un montant maximum prévisionnel 190 666,00 €.

Subordonne le versement de ces subventions en ingénierie à la conclusion avec les bénéficiaires de conventions conformes à la convention-type d'appui en ingénierie approuvée par délibération n° CP 16-300 du 12 juillet 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **190 666,00 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat-Logement », programme HP 54-004 « Aide au parc privé » (154004), action 15400403 « Aide aux copropriétés en difficulté » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 :

Affecte une autorisation de programme de **10 400,00 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat-Logement », programme HP 54-004 « Aide au parc privé » (154004), action 15400403 « Aide aux copropriétés en difficulté » du budget 2017, en faveur des travaux de réhabilitation des parties communes de l'immeuble de la copropriété La Morée sis 1, rue des Aulnes à Aulnay-sous-Bois (93600), conformément à la fiche projet n°11007917, initialement approuvée par délibération n° CP 13-018 du 23 janvier 2013, et jointe en annexe 3 à la délibération.

Article 4 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution d'une subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, en application de l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative

au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Procédure du dossier - Code	Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
00000023	11007917	1 RUE DES AULNES 93600 AULNAY-SOUS-BOIS	BLERIOT PHILIPPE HENRI ROGER	23/01/2013
00000740	17002376	PROLONGATION DES MISSIONS DE SUIVI-ANIMATION DES PLANS DE SAUVEGARDE DES COPROPRIETES LA BOETIE 3, CHALANDS 2 ET JARDINS DE BEAUSEVRAN A SEVRAN (93270)	COMMUNE DE SEVRAN	13/12/2016
00000740	17002379	ETUDE D'EVALUATION DES PLANS DE SAUVEGARDE DES COPROPRIETES CHALANDS 2, BOETIE 3 ET JARDINS DE BEAUSEVRAN A SEVRAN (93270)	COMMUNE DE SEVRAN	01/03/2017
00000740	17008503	MISSION DE SUIVI-ANIMATION DE 12 COPROPRIETES DU VAL D'ARGENT - 95100 ARGENTEUIL	COMMUNE D'ARGENTEUIL	01/07/2016
00000740	17008565	AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE LES JARDINS DE BEAUSEVRAN - SEVRAN (93270)	EVAM GID	01/04/2017
00000748	17008618	AIDE AU RECOUVREMENT CONTENTIEUX ENGAGE PAR LE SDC TOUR 75 A SARCELLES (95200)	LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT	08/10/2016

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE N° 1 : ÉTAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-283	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154004 - Aide au parc privé**
Action	**15400403 - Aide aux copropriétés en difficulté**

Dispositif : N° 00000023 - Habitat Privé CDSR-Parties communes

Dossier	11007917 - 1 RUE DES AULNES 93600 AULNAY-SOUS-BOIS			
Bénéficiaire	R27900 - BLERIOT PHILIPPE HENRI ROGER			
Localisation	AULNAY-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 400,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
117 000,00 €	TTC	37,78 %	44 200,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000023 - Habitat Privé CDSR-Parties communes (clôturé)	10 400,00 €

Dispositif : N° 00000740 - CR09-11 Habitat privé : ingénierie

Dossier	16015665 - MISSION DE SUIVI ANIMATION (3EME ANNEE) DANS LE CADRE DU PLAN DE SAUVEGARDE DE LA COPROPRIETE DES LOUVRES A GARGES-LES-GONESSE (95140)			
Bénéficiaire	R123 - COMMUNE DE GARGES-LES-GONESSE			
Localisation	GARGES-LES-GONESSE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 175,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
67 252,00 €	HT	30 %	20 175,00 €	

Dossier	17002376 - PROLONGATION DES MISSIONS DE SUIVI-ANIMATION DES PLANS DE SAUVEGARDE DES COPROPRIETES LA BOETIE 3, CHALANDS 2 ET JARDINS DE BEAUSEVRAN A SEVRAN (93270)			
Bénéficiaire	R1268 - COMMUNE DE SEVRAN			
Localisation	SEVRAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 119,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 064,28 €	HT	30 %	8 119,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-283	Budget	2017

Dossier	17002379 - ETUDE D'EVALUATION DES PLANS DE SAUVEGARDE DES COPROPRIETES CHALANDS 2, BOETIE 3 ET JARDINS DE BEAUSEVRAN A SEVRAN (93270)			
Bénéficiaire	R1268 - COMMUNE DE SEVRAN			
Localisation	SEVRAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	41 981,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
139 937,50 €	HT	30 %	41 981,00 €	

Dossier	17008503 - MISSION DE SUIVI-ANIMATION DE 12 COPROPRIETES DU VAL D'ARGENT - 95100 ARGENTEUIL			
Bénéficiaire	R60 - COMMUNE D'ARGENTEUIL			
Localisation	ARGENTEUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	111 130,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
222 259,00 €	HT	50 %	111 130,00 €	

Dossier	17008565 - AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE LES JARDINS DE BEAUSEVRAN - SEVRAN (93270)			
Bénéficiaire	R36514 - EVAM GID			
Localisation	SEVRAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 161,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 868,40 €	TTC	30 %	4 161,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000740 - CR09-11 Habitat privé : ingénierie	185 566,00 €

Dispositif : N° 00000747 - CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété

Dossier	17009231 - TRAVAUX DE RENOVATION THERMIQUE - SDC LES MARAIS - BOBIGNY (93000)			
Bénéficiaire	R24743 - FONCIA CHADEFAUX LECOQ			
Localisation	BOBIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	130 281,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
521 123,00 €	TTC	25 %	130 281,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-283	Budget	2017

Dossier	17009239 - TRAVAUX DE RENOVATION DES PARTIES COMMUNES DE LA COPROPRIETE LES MARAIS A BOBIGNY (93000)			
Bénéficiaire	R24743 - FONCIA CHADEFAUX LECOQ			
Localisation	BOBIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	336 340,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
885 143,00 €	TTC	38 %	336 340,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000747 - CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	466 621,00 €

Dispositif : N° 00000748 - Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses

Dossier	17008618 - AIDE AU RECOUVREMENT CONTENTIEUX ENGAGE PAR LE SDC TOUR 75 A SARCELLES (95200)			
Bénéficiaire	P0034545 - LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT			
Localisation	SARCELLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 100,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 200,00 €	TTC	50 %	5 100,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000748 - Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	5 100,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154004 - 15400403	667 687,00 €

ANNEXE N°2 : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015665

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MISSION DE SUIVI ANIMATION (3EME ANNEE) DANS LE CADRE DU PLAN DE SAUVEGARDE DE LA COPROPRIETE DES LOUVRES A GARGES-LES-GONESSE (95140)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	67 252,00 €	30,00 %	20 175,00 €
	Montant Total de la subvention		20 175,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204141-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GARGES-LES-GONESSE
Adresse administrative : 8 PL DE L'HOTEL DE VILLE
95140 GARGES LES GONESSE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Maurice LEFEVRE, Maire

N° SIRET : 21950268900017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de la troisième année (octobre2017- octobre 2018) de la mission de suivi-animation du plan de sauvegarde de la copropriété des Louvres (95140).
Nombre de lots d'habitation concernés : 48

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Contribuer au redressement de la copropriété Les Louvres actuellement concernée par un plan de sauvegarde
Projet déjà approuvé par délibération n° CP 16-535 du 16 novembre 2016 portant labellisation de la copropriété Les Louvres à Garges-lès-Gonesse (label n° 16-535 CDSR 95140-01).

Description :
- animation, pilotage,
- redressement de la gestion,
- suivi social,
- travaux - financement.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale annuelle au taux de 50 % maximum dans la limite de 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 48) est fixée à 20 175 € compte-tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :
- GARGES-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	67 252,00	100,00%
Total	67 252,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH (sollicitée)	27 526,00	40,93%
Subvention Région (sollicitée)	20 175,00	30,00%
Subvention Département (sollicitée)	6 100,00	9,07%
Quote part	13 451,00	20,00%
Total	67 252,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	20 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	104 890,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	109 485,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	24 000,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	98 812,20 €
2015	Soutien aux contrats de ville	40 000,00 €
2016	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	10 000,00 €
2016	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	165 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 4	127 688,00 €
2016	Soutien à la création et à la diffusion numérique	79 373,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	11 000,00 €
	Montant total	790 248,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002376

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PROLONGATION DES MISSIONS DE SUIVI-ANIMATION DES PLANS DE SAUVEGARDE DES COPROPRIETES LA BOETIE 3, CHALANDS 2 ET JARDINS DE BEAUSEVRAN A SEVRAN (93270)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	27 064,28 €	30,00 %	8 119,00 €
	Montant Total de la subvention		8 119,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204141-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SEVRAN
Adresse administrative : 28 AVENUE DU GENERAL LECLERC
93270 SEVRAN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Stéphane GATIGNON, Maire

N° SIRET : 21930071200524

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : Prolongation des missions de suivi-animation des plans de sauvegarde des copropriétés La Boétie 3, Chalands 2 et Jardins de Beausevran à Sevran (93270).
Nombre de lots d'habitation: 238.

Date prévisionnelle de début de projet : 13 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 17 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence due à la nécessaire articulation de la période de prolongation avec la dernière année du suivi-animation pour assurer la continuité de l'accompagnement au redressement des copropriétés.

Objectifs :
Prolonger les missions de suivi-animation nécessaires à la poursuite des plans de sauvegarde des copropriétés concernées

Description :
Prolongation des missions de suivi-animation durant deux mois jusqu'à la fin des plans de sauvegarde.

Projet relatif à trois labels accordés par délibération :
- n° CP 12-783 du 21 novembre 2012
- n° CP 14-300 du 18 juin 2014
- n° CP 14-195 du 10 avril 2014.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale annuelle au taux de 50 % maximum dans la limite de 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 238) est fixée à 8 119 € compte-tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :
- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	27 064,28	100,00%
Total	27 064,28	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH (sollicitée)	10 956,76	40,48%
Subvention Région (sollicitée)	8 119,00	30,00%
Subvention CDC (sollicitée)	2 575,67	9,52%
Quote part	5 412,85	20,00%
Total	27 064,28	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	80 340,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	400 000,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	131 140,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	2 533 156,52 €

2014	Financement des dossiers PRU et OPI	3 491 709,00 €
2014	Politique énergie climat	24 615,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	63 000,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	41 806,00 €
2015	Politique énergie climat	8 872,56 €
2015	Soutien aux contrats de ville	43 305,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	209 663,31 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	193 827,00 €
2016	Politique énergie climat	1 000 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	39 714,00 €
2017	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	36 000,00 €
	Montant total	7 812 916,39 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002379

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ETUDE D'EVALUATION DES PLANS DE SAUVEGARDE DES COPROPRIETES CHALANDS 2, BOETIE 3 ET JARDINS DE BEAUSEVRAN A SEVRAN (93270)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	139 937,50 €	30,00 %	41 981,00 €
	Montant Total de la subvention		41 981,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204141-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SEVRAN
Adresse administrative : 28 AVENUE DU GENERAL LECLERC
93270 SEVRAN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Stéphane GATIGNON, Maire

N° SIRET : 21930071200524

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : Etude d'évaluation des plans de sauvegarde des copropriétés Chalands 2, Boétie 3 et Jardins de Beausevran à Sevran (93270). Nombre de lots d'habitation: 238

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 17 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la nécessité de réaliser l'étude d'évaluation avant la fin du dispositif opérationnel

Objectifs :
Evaluer les plans de sauvegarde.

Description :
Mission d'évaluation des plans de sauvegarde des copropriétés Chalands 2, Boétie 3 et Jardins de Beausevran :

- évaluation de la mission de suivi-animation
- propositions opérationnelles.

Projet relatif à trois labels accordés par délibération:
- n° CP 12-783 du 21 novembre 2012
- n° CP 14-300 du 18 juin 2014
- n° CP 14-195 du 10 avril 2014.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale annuelle au taux de 50 % maximum dans la limite de 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 238) est fixée à 41 981 € compte-tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :
- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	139 937,50	100,00%
Total	139 937,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH (sollicitée)	60 000,00	42,88%
Subvention Région (sollicitée)	41 981,00	30,00%
Subvention CDC (sollicitée)	9 969,50	7,12%
Quote part	27 987,00	20,00%
Total	139 937,50	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	80 340,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	400 000,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	131 140,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	2 533 156,52 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	3 491 709,00 €
2014	Politique énergie climat	24 615,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	63 000,00 €

2015	Financement des dossiers PRU et OPI	41 806,00 €
2015	Politique énergie climat	8 872,56 €
2015	Soutien aux contrats de ville	43 305,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	209 663,31 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	193 827,00 €
2016	Politique énergie climat	1 000 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	39 714,00 €
2017	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	36 000,00 €
	Montant total	7 812 916,39 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008503

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : MISSION DE SUIVI-ANIMATION DE 12 COPROPRIETES DU VAL D'ARGENT - 95100 ARGENTEUIL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	222 259,00 €	50,00 %	111 130,00 €
	Montant Total de la subvention		111 130,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204141-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ARGENTEUIL
Adresse administrative : 12-14 BOULEVARD LEON FEIX
95107 ARGENTEUIL CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur GEORGES MOTHRON, Maire

N° SIRET : 21950018800012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de la deuxième année de la mission de suivi-animation de 12 copropriétés du Val d'Argent à Argenteuil (95100) bénéficiant d'un label régional CDSR.
Nombre de lots concernés : 1281

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 17 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la nécessité d'assurer la continuité dans l'accompagnement de la copropriété

Objectifs :
Réalisation de la deuxième année de la mission de suivi-animation de 12 copropriétés du Val d'Argent à Argenteuil (95100) bénéficiant d'un label régional CDSR.

Description :
- assistance des copropriétés labellisées dans la mise en oeuvre de leur programme de travaux,
- recherche des modalités de financement les plus optimales,
- assurer une veille pour assurer les besoins en accompagnement complémentaire (gestion, social,

technique)
- valider la conception et la mise en oeuvre des travaux relatifs à l'isolation thermique,
- suivre les travaux d'amélioration thermique,
- établir un bilan d'impact des travaux réalisés en termes d'économies d'énergie, de confort d'usage et de baisse des charges.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux maximum de 50 % de la dépense annuelle éligible plafonnée à 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 1281 lots est fixée à 111 130 € compte-tenu des financements attendus par ailleurs).

Localisation géographique :
- ARGENTEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	266 711,00	100,00%
Total	266 711,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Anah (sollicitée)	77 791,00	29,17%
Subvention Région (sollicitée)	111 130,00	41,67%
Quote-part commune	77 790,00	29,17%
Total	266 711,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	6 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	92 942,00 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	107 300,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	76 268,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	4 132 429,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	175 000,00 €
2016	Chantier école	22 500,00 €
2016	Fonds Propreté	100 000,20 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	82 500,00 €

2017	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	30 000,00 €
	Montant total	6 984 939,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008565

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE LES JARDINS DE BEAUSEVRAN - SEVRAN (93270)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	13 868,40 €	30,00 %	4 161,00 €
	Montant Total de la subvention		4 161,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EVAM GID
Adresse administrative : 17 RUE JEAN CHARCOT
93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame MYRIAM CAPILLE, Directrice

Objet : ADMINISTRATEUR DE BIENS

N° SIRET : 39072049800034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : aides à la gestion de la copropriété Les Jardins de Beausevran à Sevran (93270)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée au projet de réhabilitation de la copropriété. Projet déjà approuvé par délibération n° CP 14-195 du 10 avril 2014 (labellisation n° 14-195 CDSR 93270-01).

Objectifs :
Soutien à l'activité de gestion menée par le syndic de la copropriété Les Jardins de Beausevran dans le cadre du projet de redressement de ladite copropriété, au titre du contrat de gestion en cours.

Description :
Mission agréée dans le cadre du programme de requalification de la copropriété Les Jardins de Beausevran défini dans le label 14-195 CDSR 93270-01 approuvé par délibération n° CP 14-195 du 10 avril 2014.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 30 % maximum des honoraires correspondants plafonnés à 150 € par lot d'habitation (en l'occurrence 67) s'élève à 4 161, 00 €.

Localisation géographique :
- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	13 868,40	100,00%
Total	13 868,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	4 161,00	30,00%
Quote part	9 707,40	70,00%
Total	13 868,40	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	11 232,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	741 360,83 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	567 887,97 €
2015	Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	3 700,00 €
2015	Politique énergie climat	200 000,00 €
2016	Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	43 688,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	16 058,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	481 138,00 €
	Montant total	2 065 064,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009231

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : TRAVAUX DE RENOVATION THERMIQUE - SDC LES MARAIS - BOBIGNY (93000)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	521 123,00 €	25,00 %	130 281,00 €
	Montant Total de la subvention		130 281,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONCIA CHADEFAUX LECOQ
Adresse administrative : 13 RUE DU DOCTEUR PESQUE
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant :

N° SIRET : 59202763500032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de travaux de rénovation des parties communes de la résidence Les Marais sise 27-31 rue des Marais à Bobigny (93000)

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Engager les travaux de réhabilitation de la résidence Les Marais conformément au projet déjà validé par la délibération n° CP 16-535 du 16 novembre 2016 (labellisation n°16-535CDSR93000-01)

Description :
Programme de travaux comprenant :
- ravalement avec isolation thermique par l'extérieur des façades,
- menuiseries,
- diagnostic thermique,

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 25% maximum dans la limite de 4 000 € par lot d'habitation (en l'occurrence 35 lots) est fixée à 130 281 € compte tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :
- BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études, de prestations de services, de matériels, d'équipements de travaux	521 123,00	100,00%
Total	521 123,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH (sollicitée)	70 300,00	13,49%
Subvention Département (sollicitée)	19 000,00	3,65%
Subvention EPT (sollicitée)	98 027,00	18,81%
Subvention Région (sollicitée)	130 281,00	25,00%
Quote part	203 515,00	39,05%
Total	521 123,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Lutte contre le saturnisme-Partie Commune	5 747,36 €
	Montant total	5 747,36 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009239

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : TRAVAUX DE RENOVATION DES PARTIES COMMUNES DE LA COPROPRIETE LES MARAIS A BOBIGNY (93000)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	885 143,00 €	38,00 %	336 340,00 €
	Montant Total de la subvention		336 340,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONCIA CHADEFAUX LECOQ
Adresse administrative : 13 RUE DU DOCTEUR PESQUE
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant :

N° SIRET : 59202763500032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de travaux de rénovation de la copropriété Les Marais à Bobigny (35 lots d'habitation)

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Engager les travaux de réhabilitation des parties communes de la résidence Les Marais conformément au projet déjà validé par la délibération n° CP 16-535 du 16 novembre 2016 (labellisation n°16-535CDSR93000-01)

Description :
Programme de travaux comprenant :
- Échafaudage,
- VRD,
- Maçonnerie,
- Couverture,

- Serrurerie,
- Electricité,
- Plomberie,
- Ventilation,
- Peinture,
- Clôture,
- Etude architecturale et inspection télévisée.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum dans la limite de 10 000 € par lot d'habitation (en l'occurrence 35 lots) est fixée à 336 340 € compte tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :

- BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	885 143,00	100,00%
Total	885 143,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH (sollicitée)	381 378,00	43,09%
Subvention EPT Est Ensemble (sollicitée)	98 027,00	11,07%
Subvention Région (sollicitée)	336 340,00	38,00%
Quote part	69 398,00	7,84%
Total	885 143,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Lutte contre le saturnisme-Partie Commune	5 747,36 €
	Montant total	5 747,36 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008618

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : AIDE AU RECOUVREMENT CONTENTIEUX ENGAGE PAR LE SDC TOUR 75 A SARCELLES (95200)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	10 200,00 €	50,00 %	5 100,00 €
		Montant Total de la subvention	5 100,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT
Adresse administrative : 3 ALLEE HECTOR BERLIOZ
95130 FRANCONVILLE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Guillaume ROBERT

N° SIRET : 54206101500286

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : attribution d'une aide au recouvrement contentieux engagé au titre de la gestion de la Tour 75 sise 4, avenue Pierre Koenig à Sarcelles (95200).
Nombre de lots d'habitation : 50

Date prévisionnelle de début de projet : 8 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée au nécessaire accompagnement des procédures judiciaires en cours. Projet bénéficiant d'un label accordé par délibération n° CP 15-574 du 8/10/2015 (labellisation n°15-574 CDSR 95200-01).

Objectifs :
Participer au redressement de la copropriété Tour 75 à Sarcelles (95200).

Description :
Actions contentieuses à mener par la copropriété dans le but de recouvrer des impayés (mises en

demeures, saisies immobilières) pour la période du 8/10/2016 au 8/10/2017.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % d'un coût plafonné à 1500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 50 lots) est fixée à 5 100 €.

Localisation géographique :
- SARCELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	10 200,00	100,00%
Total	10 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	5 100,00	50,00%
Quote part	5 100,00	50,00%
Total	10 200,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 090 000,00 €
2016	Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	10 300,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	2 250,00 €
2016	Politique énergie climat	37 245,00 €
	Montant total	1 139 795,00 €

ANNEXE N°3 : FICHE PROJET (REAFFECTATION)

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 11007917

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : 1 RUE DES AULNES 93600 AULNAY-SOUS-BOIS – REAFFECTATION DE LA SUBVENTION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Habitat Privé CDSR-Parties communes (clôturé)	117 000,00 €	37,78 %	44 200,00 €
	Montant Total de la subvention		10 400,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BLERIOT PHILIPPE HENRI ROGER
Adresse administrative : 50 RUE VICTOR HUGO
95300 PONTOISE
Statut Juridique : Monsieur
Représentant :

N° SIRET : 35239967900021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Habitat Privé CDSR-Parties communes
Rapport Cadre : CR64-05 du 14/12/2005

Objet du projet : réalisation de travaux dans les parties communes de l'immeuble situé 1, rue des Aulnes 93600 Aulnay-sous-Bois au profit de certains copropriétaires-occupants

Date prévisionnelle de début de projet : 23 janvier 2013
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il est proposé la réaffectation de la subvention de 10 400 € concernant le dossier n° 11007917 initialement approuvé par délibération n° CP 13-018 du 23 janvier 2013 correspondant au montant de la subvention qui n'a pu être réglé avant la date de caducité pour cause de dysfonctionnements internes aux services régionaux.

Objectifs :
Nombre de copropriétaires-occupants : 9

Description :
Projet déjà validé par délibération n° CP 10-652 du 14/10/2010 (Labellisation n° 10-652CDSR93600-02)

Localisation géographique :

- AULNAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Habitat Privé CDSR-Parties communes	32 556,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	123 094,04 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	14 710,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	48 500,00 €
2016	Habitat Privé OAHSR/CDSR-Parties communes	150 800,00 €
2017	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	46 461,00 €
2017	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	2 260 743,00 €
	Montant total	2 526 064,04 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-271 DU 5 JUILLET 2017

TROISIÈMES AFFECTATIONS PROVISIONNELLES D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT SUR LE CHAPITRE 930 CRÉDITS DE LA DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

Vu le Code Général des collectivités territoriales;

Vu le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics modifié,

Vu la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégation d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

Vu la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

Vu Le budget 2017,

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-271 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation d'engagement, **405 000** euros sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-012 (102012) « Fonctionnement des services » du budget 2017, pour les dépenses de fonctionnement liées aux systèmes d'information.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-352
DU 5 JUILLET 2017

RAPPORT DONNANT MANDATS SPÉCIAUX AUX ÉLUS RÉGIONAUX - JUILLET 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

VU Le décret n° 2007-23 du 5 janvier 2007 modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant notamment dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU Les arrêtés d'application du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 susvisé, notamment l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 04-16 du 22 janvier 2016 relative aux conditions d'exercice du mandat régional et aux conditions de fonctionnement des groupes d'élus ;

VU Le budget de la Région pour l'année 2016 ;

VU La délibération n° CP 16-014 du 22 janvier 2016 portant affectations provisionnelles et spécifiques d'autorisations d'engagement et d'autorisations de programme sur les chapitres 930 et 900 « services généraux » et 933 et 903 « culture, sports et loisirs » ;

VU Le rapport n° CP 2017-352 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU L'avis de commission de l'administration générale.

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU le rapport n°CP 2017-352 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de donner mandat spécial à chaque conseiller régional, mentionné au sein du tableau annexé à la présente délibération, pour représenter la collectivité régionale dans les conditions prévues au sein de ce même tableau.

Autorise la prise en charge, par le budget régional, des dépenses afférentes à ces déplacements et détaillées au sein de ce même tableau annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Les dates de départ et de retour indiquées dans le tableau joint en annexe sont susceptibles d'être ajustées de plus ou moins une journée pour tenir compte des impératifs de début et de fin de mission sur place ainsi que des disponibilités de transport.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION

Tableau mandats spéciaux juillet 2017

TABLEAU CP DU 5 JUILLET 2017

CP 2017-352

MANDATS SPECIAUX
PROPOSES AU VOTE DE LA COMMISSION PERMANENTE

NOM	PRENOM	PAYS	VILLE	OBJET	DATE DEPART	DATE RETOUR	DEPENSES SUPPLEMENTAIRES *					
							RELATIONS PUBLIQUES	MOYEN DE TRANSPORT	FRAIS TRANSPORT SUR SITES	VISAS	VACCINS	DIVERS
VON EUW	Stéphanie	France	Avignon	Rencontre "Europe et Culture en régions" organisée dans le cadre de la commission Europe du SYNDEAC et de l'Alliance Européenne pour les arts et la Culture à l'ISTS	08/07/2017	08/07/2017	x	x	x			x
PECRESSE	Valérie	Suisse	Lausanne	Promotion candidature de Paris aux JO 2024	11/07/2017	11/07/2017	x	x	x			x
BARIANI	Didier	France	Rouen	Comité de pilotage sur la Vallée de la Seine	12/07/2017	12/07/2017	x	x	x			x
PECRESSE	Valérie	Liban	Beyrouth	Coopération Région Ile-de-France et Beyrouth	17/07/2017	20/07/2017	x	x	x	x		x
KARAM	Patrick	Liban	Beyrouth	Coopération Région Ile-de-France et Beyrouth	17/07/2017	20/07/2017	x	x	x	x		x
PECRESSE	Valérie	France	Angoulême	Festival du film francophone	25/08/2017	25/08/2017	x	x	x			x
PECRESSE	Valérie	Pérou	Lima	Annonce du pays retenu pour les JO de 2024	11/09/2017	14/09/2017	x	x	x	x	x	x
BADRE	Marie-Pierre	France	Bordeaux	Rencontre avec des élus dans le cadre du rapport demandé par Mme Valérie PECRESSE sur le thème "femmes dans l'espace public"	21/09/2017	22/09/2017	x	x	x			x
PECRESSE	Valérie	France	Orléans	Congrès 2017 des Régions de France	27/09/2017	28/09/2017	x	x	x			x
BEAUDET	Stéphane	France	Orléans	Congrès 2017 des Régions de France	27/09/2017	28/09/2017	x	x	x			x

NOM	PRENOM	PAYS	VILLE	OBJET	DATE DEPART	DATE RETOUR	RELATIONS PUBLIQUES	MOYEN DE TRANSPORT	FRAIS TRANSPORT SUR SITES	VISAS	VACCINS	DIVERS
BARIANI	Didier	France	Orléans	Congrès 2017 des Régions de France	28/09/2017	28/09/2017	x	x	x			x
KARAM	Patrick	Pérou	Lima	Annonce du pays retenu pour les JO de 2024	11/09/2017	14/09/2017	x	x	x	x	x	x
RICHARD	Arnaud	Pérou	Lima	Annonce du pays retenu pour les JO de 2024	11/09/2017	14/09/2017	x	x	x	x	x	x
DES GAYETS	Maxime	Pérou	Lima	Annonce du pays retenu pour les JO de 2024	11/09/2017	14/09/2017	x	x	x	x	x	x

* éventuellement au regard des conditions prévues à la délibération CR 04-16

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 13/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 13/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-338

DU 5 JUILLET 2017

AFFECTATIONS PROVISIONNELLES ET SPÉCIFIQUES DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT RELATIVES À LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES- 2ÈME RAPPORT REMISES GRACIEUSES - SECTEUR RESSOURCES HUMAINES ADMISSIONS EN NON-VALEUR - SECTEUR RESSOURCES HUMAINES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 et plus particulièrement les dispositions du chapitre 930 « Services généraux », 932 « Enseignement », 944 « Frais de fonctionnement des groupes d'élus » et 900 « Services Généraux » ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-338 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Dépenses associées aux frais de personnel

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 1.129.000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-004 « Dépenses associées aux frais de personnel » (102004) du budget 2017 pour les dépenses liées aux agents des services du siège.

Article 2 : Formation, information des élus régionaux

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 50.000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-021 « Formation, information des élus régionaux » (102021) du budget 2017 pour les dépenses de formation des élus du Conseil régional.

Article 3 : Indemnités et charges du CESER

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 40.000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 022 « Conseil économique, social et environnemental régional», programme HP 022-022 « Indemnités et charges du CESER » (102022) du budget 2017 pour les dépenses de formation des élus du CESER.

Article 4 : Dépenses associées aux agents techniques des lycées

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 121.000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-024 « Dépenses associées aux agents techniques des lycées » (122024) du budget 2017 pour les dépenses liées aux agents techniques des lycées.

Article 5 : Amélioration de l'environnement professionnel

Affecte à titre provisionnel une autorisation de programme de 34.000 € disponible sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 0201 « Personnel non ventilé », programme HP 0201-026 Amélioration de l'environnement professionnel » (102026) du budget 2017 pour les dépenses liées à l'intégration professionnelle et au maintien dans l'emploi des personnes handicapées.

Article 6 : Frais de fonctionnement des groupes d'élus

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 10.000 € disponible sur le chapitre 944 « Frais de fonctionnement des groupes d'élus », programme HP 01-003 « Frais de fonctionnement des groupes d'élus » (101003) du budget 2017 pour les dépenses liées à la formation des collaborateurs de groupes d'élus.

Article 7 : Dépenses associées aux frais de personnel

Affecte une autorisation d'engagement de 152.500 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-004 « Dépenses associées aux frais de personnel » (102004), action 10200403 « ASCRIF » du budget 2017, correspondant au solde de la subvention annuelle.

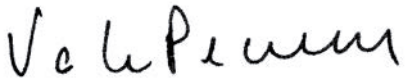
Article 8 : Remises gracieuses en faveur des agents de la Région pour des trop-perçus sur traitement

Approuve les demandes de remises gracieuses des titres de recettes émis à l'attention d'agents de la Région Ile-de-France pour des trop-perçus sur traitement conformément à l'annexe 1 de la présente délibération

Article 9 : Admissions en non-valeur en faveur des agents de la Région pour des trop-perçus sur traitement

Approuve les admissions en non valeur des titres de recettes émis à l'attention d'agents de la Région Ile-de-France pour des trop-perçus sur traitement conformément à l'annexe 2 de la présente délibération

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Liste des remises gracieuses

Proposition remises gracieuses // CP 05/07/2017

Titres	Date d'émission des titres	Montant de la remise gracieuse demandée	Date de la dette
16 / 5862	24/11/16	602,36 €	31/10/16
17 / 1318	03/03/17	1 238,72 €	31/12/16
17 / 212	15/02/17	1 507,14 €	31/10/16
17 / 9	02/01/17	218,17 €	30/11/16
16 / 5328	31/10/16	589,72 €	30/09/16
17 / 85	24/01/17	456,46 €	30/11/16
14 / 1973	25/11/14	2 850,32 €	31/10/14
17 / 217	15/02/17	10 000,00 €	31/01/17
16 / 2010	27/05/16	381,47 €	06/03/16
16 / 2565	21/06/16	2 912,52 €	29/02/16
		20 756,88 €	

Liste des admissions en non-valeurs

ADMISSIONS EN NON VALEUR 2017

TRAITEMENTS 932 222 6419

TITRES	SOMMES PROPOSÉES
674/2013	3 918,97
463/2014	2 157,66
965/2014	650,33
1117/2014	339,10
1176/2014	558,55
1177/2014	1 458,67
19/2015	18,09
351/2015	1 104,14
1775/2015	208,19
TOTAL	**10 413,70**

TRAITEMENTS 930 0201 6419

TITRES	SOMMES PROPOSÉES
1568/2011	253,08
1849/2011	1 038,92
1181/2014	2 242,72
3260/2015	71,00
TOTAL	**3 605,72**

Etat des subventions Iris Ascrif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-338	Budget	2017

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**0202 - Autres moyens généraux**
Programme	**102004 - Dépenses associées aux frais de personnel**
Action	**10200403 - ASCRIF**

Dispositif : N° 00000585 - Subvention à l'ASCRIF

Dossier	EX014669 - ASCRIF ASS SPORTIVE ET CULTURELLE DES PERSONNELS DE LA REGION ILE DE FRANCE 13/09/2016 Subvention 2017 ASCRIF			
Bénéficiaire	R5079 - ASCRIF ASS SPORTIVE ET CULTURELLE DES PERSONNELS DE LA REGION ILE DE FRANCE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	152 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
305 000,00 €	HT	50 %	152 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000585 - Subvention à l'ASCRIF	152 500,00 €

Total sur l'imputation 930 - 0202 - 102004 - 10200403	152 500,00 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-345
DU 5 JUILLET 2017

MESURES D'ORDRE SOCIAL EN FAVEUR DES AGENTS DE LA RÉGION : - REVALORISATION DE PRESTATIONS D'ACTION SOCIALE EN FAVEUR DES AGENTS BÉNÉFICIAIRES DE L'OBLIGATION D'EMPLOI - ÉVOLUTION DU DISPOSITIF D'AIDE À LA PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE DES AGENTS DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la mutualité ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment l'article 9 ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment les articles 88-1 et 88-2 ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents ;

Vu la délibération CR n°131-09 du 27 novembre 2009 relative à la politique d'action sociale ;

Vu la délibération CR n°13-604 du 11 juillet 2013 relative à la protection sociale complémentaire des agents de la Région ;

Vu la délibération n° CR 99-13 du 22 novembre 2013 portant des actions en faveur des agents de la Région en situation de handicap ;

Vu la délibération CP n°16-411 du 21 septembre 2016 relative à la protection sociale complémentaire des agents de la Région ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration du CIG en date du 12 décembre 2016 autorisant la signature de conventions de participation dans le domaine de la protection sociale complémentaire ;

Vu la délibération du comité local du fonds d'insertion pour les personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) de la Région Ile-de-France portant décision de financement ;

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

Vu l'avis du Comité technique en date du 3 juillet 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-345 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Adopte les modalités de participation financière de la Région à la protection sociale complémentaire des agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi, telles que définies à l'annexe n°1 à la présente délibération.

Article 2 :

Approuve l'augmentation de 50% du nombre maximum de titres CESU que les agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi peuvent acquérir par an, dans les conditions définies à l'annexe n°2 à la présente délibération.

Article 3 :

Décide d'accorder, à compter du 1er janvier 2018, une participation financière aux fonctionnaires titulaires ou stagiaires en activité, en détachement au sein de la Région ou mis à disposition auprès d'un organisme extérieur et agents de droit public et de droit privé pour :

☐ **Le risque santé** c'est-à-dire les risques d'atteinte à l'intégrité physique de la personne et la maternité :

1. Pour ce risque, la participation financière de la collectivité sera accordée exclusivement au contrat référencé pour son caractère solidaire et responsable par le Centre interdépartemental de gestion de la Grande Couronne d'Ile-de-France ;

2. Pour ce risque, le niveau de participation reprend les dispositions et les montants fixés par la délibération CP n°13-604 du 22 novembre 2013 susvisée et à l'annexe n°1 de la présente délibération.

☐ **Le risque prévoyance** c'est-à-dire les risques liés à l'incapacité de travail, l'invalidité ou le décès,

1. Pour ce risque, la participation financière de la collectivité sera accordée exclusivement au contrat référencé pour son caractère solidaire et responsable par le Centre interdépartemental de gestion de la Grande Couronne d'Ile-de-France ;

2. Pour ce risque, le niveau de participation reprend les dispositions et les montants fixés par la délibération CP n°13-604 du 22 novembre 2013 susvisée et à l'annexe n°1 de la présente délibération.

Article 4 :

Prend acte que l'adhésion aux conventions de participation donne lieu à une contribution aux frais de gestion du Centre interdépartemental de gestion de la Grande Couronne d'Ile-de-France d'un montant annuel de :

- **30 €** pour l'adhésion à l'une des deux conventions et à **54 €** pour l'adhésion aux deux conventions, pour une collectivité de - de 10 agents.

- **100 €** pour l'adhésion à l'une des deux conventions et à **180 €** pour l'adhésion aux deux

conventions, pour une collectivité de 10 à 49 agents.

- **200 €** pour l'adhésion à l'une des deux conventions et à **400 €** pour l'adhésion aux deux conventions, pour une collectivité de 50 à 149 agents.

- **500 €** pour l'adhésion à l'une des deux conventions et à **900 €** pour l'adhésion aux deux conventions, pour une collectivité de 150 à 349 agents.

- **1 000 €** pour l'adhésion à l'une des deux conventions et à **1 500 €** pour l'adhésion aux deux conventions, pour une collectivité de 350 à 999 agents.

- **1 600 €** pour l'adhésion à l'une des deux conventions et à **2 300 €** pour l'adhésion aux deux conventions, pour une collectivité de 1 000 à 1 999 agents.

- **2 400 €** pour l'adhésion à l'une des deux conventions et à **3 200 €** pour l'adhésion aux deux conventions, pour une collectivité de + de 2 000 agents.

Article 5 :

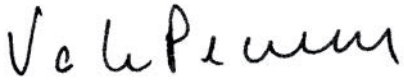
Approuve les conventions d'adhésion aux conventions de participation à la protection sociale complémentaire souscrites par le Centre interdépartemental de gestion de la Grande Couronne d'Ile-de-France pour les risques santé et prévoyance, jointes aux annexes n°3 et n°4 de la présente délibération.

Autorise la présidente du Conseil régional à les signer et tout acte en découlant.

Article 6 :

Approuve la convention de mutualisation avec le Centre interdépartemental de gestion de la Grande Couronne d'Ile-de-France jointe à l'annexe n°5 de la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Modalités de participation financière à la protection sociale complémentaire pour les agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi

DESIGNATION DE LA PRESTATION SOCIALE	CONDITIONS D'ATTRIBUTION	MONTANT REVALORISE AIDE FINANCIERE FIPHFP COMPLEMENTAIRE DE LA PRESTATION SOCIALE REGION SELON LA TRANCHE INDICAIRE (IM au 01/01 de l'année de cotisation)
Participation à la complémentaire santé	Adhésion à un contrat ou règlement labellisé ou référencé pour le risque santé	IM inférieur à 390= 96€
		IM de 390 à moins de 545= 48€
		IM de 545 à moins de 706= 42€
		IM supérieur à 706= 30€
Participation à la prévoyance	Adhésion à un contrat ou règlement labellisé ou référencé pour le risque prévoyance	Tous IM = 60€
Participation à la complémentaire santé + prévoyance	Adhésion à un contrat ou règlement labellisé ou référencé pour les risques santé et prévoyance	IM inférieur à 390= 156€
		IM de 390 à moins de 545= 108€
		IM de 545 à moins de 706= 102€
		IM supérieur à 706= 90€

Modalités de participation financière aux titres CESU pour les agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi

DESIGNATION DE LA PRESTATION SOCIALE	CONDITIONS D'ATTRIBUTION	MODE D'INTERVENTION REVALORISE	MONTANT AIDE FINANCIERE FIPHFP COMPLEMENTAIRE DE LA PRESTATION SOCIALE REGION
CESU	> Pour régler des services à la personne : - enfance : garde d'enfant à domicile, soutien scolaire à domicile - dépendance : aide à domicile personne âgée, handicapée, malade - habitat : tâches ménagères (ménage, repassage), petits travaux de bricolage et jardinage et assistance informatique	> prise en charge de la valeur faciale modulable en fonction du QF > 5 à 150 tickets par an d'une valeur faciale de 13 euros	QF tranche 1:1,17€/ titre CESU QF tranche 2:1,37€/titre CESU QF tranche 3:1,56€:titre CESU QF tranche 4:1,76€/titre CESU QF tranche 5: 1,95€/titre CESU QF tranche 6 :2,15€/titre CESU QF tranche 7 :2,34€/titre CESU QF tranche 8: 2,54€/titre CESU QF tranche 9: 2,73€/titre CESU

Convention d'adhésion à la convention de participation à la protection sociale complémentaire 2017-2022 risque santé

CONVENTION D'ADHESION A LA CONVENTION DE PARTICIPATION A LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE 2017-2022

SOUSCRITE PAR LE CIG GRANDE COURONNE POUR LE RISQUE SANTE AUPRES DE LA MUTUELLE HARMONIE MUTUELLE

ENTRE

Le Centre Interdépartemental de Gestion de la grande couronne de la région d'Ile de France, représenté par son Président agissant en vertu des délibérations du Conseil d'administration du 11 avril 2016 et du 12 décembre 2016.

Ci-après désigné « le CIG »

ET

La Région Île-de-France,
représentée par la Présidente du Conseil régional, Madame Valérie Pécresse, habilitée à signer la présente convention en vertu d'une délibération prise en date du .....

Ci-après désignée « la collectivité »

ET

La mutuelle Harmonie Mutuelle représentée par Madame Laurence HENRIET-GERMAIN/ Monsieur Laurent BLIND

Ci-après désigné « l'opérateur »

PRÉAMBULE

La compétence des centres de gestion en matière de protection sociale complémentaire est fixée par l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, qui a été successivement modifié par la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale, puis par la loi n°2009-972 du 19 août 2007 relative à la mobilité.

Le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 a fixé une procédure spécifique de mise en concurrence pour la mise en place de convention de participation qui permet de sélectionner des contrats ou des règlements en fonction de la solidarité qu'ils garantissent à leurs bénéficiaires, conformément à l'article 22 bis de la loi du 13 juillet 1983 « droits et obligations des fonctionnaires », procédure définie au chapitre II du décret.

Ainsi en conformité avec l'article 25 de la loi du 26 janvier 1984 qui dispose que les centres de gestion ne peuvent conclure de convention de participation que sur demande des collectivités, le CIG grande couronne, après avoir reçu mandat de celles-ci, a lancé la procédure de convention de participation conformément au décret du 8 novembre 2011. Les

collectivités et établissements publics peuvent adhérer à cette convention de participation sur délibération de leur exécutif, après consultation de leur Comité Technique.

Dans le cadre de cette procédure, le CIG a souscrit une convention de participation pour le risque santé auprès de la mutuelle Harmonie Mutuelle pour une durée de six (6) ans prenant effet le 1er janvier 2017 pour se terminer au 31 décembre 2022.

VU l'avis du Comité Technique en date du ……

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : Objet de la convention d'adhésion

Cette convention permet au Conseil Régional d'Île-de-France d'adhérer à la convention de participation, jointe en annexe, qui lie le CIG et l'opérateur et qui définit les conditions d'adhésion individuelle des agents des collectivités ayant donné mandat au CIG, à un contrat garantissant le risque « santé ». La convention de participation entre le CIG et l'opérateur fixe le cadre contractuel du contrat collectif à adhésion facultative et les conditions d'adhésion individuelle des agents.

La présente convention d'adhésion a pour objet de permettre aux agents de la Collectivité de souscrire un contrat garantissant le risque « santé » auprès de l'opérateur et de bénéficier de la participation financière de la collectivité à ce contrat, dans les conditions votées par l'organe délibérant.

Article 2 : Durée et prise d'effet du présent contrat

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2018.

Elle prend fin à l'issue de la convention de participation du CIG, soit au 31 décembre 2022 au plus tard.

Elle peut être prorogée pour des motifs d'intérêt général pour une durée ne pouvant excéder un (1) an pour se terminer au 31 décembre 2023.

Article 3 : Participation financière de la Collectivité

La participation financière de la collectivité constitue une aide à la personne, sous forme d'un montant unitaire par agent, et vient en déduction de la cotisation ou de la prime due par les agents.

La participation financière de la collectivité bénéficiant au personnel éligible est fixée selon les modalités définies ci-dessous :
……
……
……..
……..…
……..

Article 4 : Modalités de gestion

4.1. Adhésion des agents

Le contrat concerne les fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé, selon les modalités prévues par la convention de participation et ses annexes.

L'opérateur garantit le paiement pour chaque agent adhérent des prestations définies en annexe de la convention de participation.

La collectivité communique à l'opérateur toutes les informations nécessaires permettant la prise d'effet des garanties dans le délai convenu.

4.2. Suivi du contrat

Avant chaque 31 janvier, la collectivité fournit à l'opérateur :

- Un état nominatif du personnel ayant souscrit les garanties, en activité à la date d'effet de la convention d'adhésion indiquant pour chaque intéressé, ses nom, prénoms, date de naissance, situation de famille..
- En cours d'exercice un état des entrées des nouveaux assurés.

De la même manière, en cours d'année, la collectivité adhérente informe l'opérateur des mutations survenant au sein du groupe des assurés et fournit à l'opérateur :

- Un état rectificatif du personnel indiquant les dates et le motif de départ ; seuls les départs pour démission du poste de travail, cessation d'activité, suite à un congé parental ou une mise en disponibilité pour convenance personnelle, détachement, mise à disposition, révocation, retraite ou décès peuvent faire l'objet d'une sortie en cours d'année. Les autres adhérents doivent indiquer leur intention avec deux (2) mois de préavis avant le 31 décembre de chaque année à l'opérateur.

Article 5 : Paiement des cotisations

Les cotisations dues à l'opérateur sont payées par la collectivité adhérente par mandat administratif.

En cas d'adhésion en cours d'exercice, la cotisation est calculée au prorata temporis en mois complets avec effet du 1er jour du mois qui suit la date de demande d'adhésion.

La cotisation est précomptée sur le salaire de l'agent assuré. En aucun cas, l'agent ne verse une cotisation à l'opérateur.

Les cotisations sont prélevées mensuellement sur les traitements par la collectivité adhérente et versées à l'opérateur.

Les appels de cotisation ou de prime distinguent le montant total de la cotisation ou de la prime du montant de la participation financière de la Collectivité.

Article 6 : Révision des cotisations

6.1. Principes généraux

L'opérateur produit annuellement les pièces justificatives nécessaires au suivi du contrat.

Une réunion annuelle aura lieu entre l'opérateur et la collectivité pour un compte rendu d'exécution du contrat dans le courant du 1er trimestre de l'exercice suivant.

Le montant et les modalités des garanties sont établis en fonction des textes législatifs et réglementaires existant à la date de prise d'effet la convention de participation.

Si ultérieurement, ces textes venaient à être modifiés, l'opérateur se réserve le droit de réviser ses conditions de garanties en accord avec le CIG.

6.2. Ajustement tarifaire en fonction du nombre total d'assurés couverts par la convention de participation souscrite par le CIG

La convention de participation comprend une clause de réduction tarifaire, en fonction du nombre total d'agents assurés pour toutes les collectivités adhérentes, selon les modalités suivantes :

- 3% à partir de 3 360 assurés (agents actifs) ;
- Réduction supplémentaire de 0,5% par tranche de 1 100 assurés supplémentaires (agents actifs).

Cette réduction s'applique à la Collectivité, dès lors que le CIG lui a notifié la date de commencement.

6.3. Ajustement tarifaire propre à la Collectivité

- Une réduction tarifaire propre à la Collectivité est applicable :
- 2% à partir de 50% d'adhésion ;
- Réduction supplémentaire de 1% par tranche de 25% assurés supplémentaires.

Concernant l'application des réductions, l'étude sur le nombre d'adhésion est effectuée au 31 octobre de l'année n, pour une application au 1er janvier de l'année N+1.

Article 7 : Résiliation

L'opérateur est lié par la convention de participation. En cas de résiliation de celle-ci, la présente convention d'adhésion devient caduque.

Les cas de résiliation d'une convention de participation prévus par le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents sont applicables à la présente convention d'adhésion :
Si la collectivité constate que l'opérateur ne respecte plus son engagement concernant : les conditions d'adhésion, les prestations offertes, le tarif de chacune des options, les limites âge par âge au-delà desquelles ce tarif ne peut évoluer, le degré effectif de solidarité, les moyens destinés à assurer une couverture effective des plus âgés et des plus exposés aux risques ; ou, en cas de dépassement des limites tarifaires, que celui-ci n'est pas justifié par

le caractère significatif d'une aggravation de la sinistralité, d'une variation du nombre d'agents et de retraités adhérents, d'évolutions démographiques ou des modifications de la réglementation.

Dans ce cas, la collectivité dénonce le contrat après avoir recueilli les observations écrites, et le cas échéant, sur sa demande, orales de l'opérateur. Il doit lui être indiqué qu'il peut se faire assister par un conseil ou représenter par un mandataire de son choix.

La présente convention étant un contrat administratif, la collectivité peut le résilier pour un motif d'intérêt général selon les principes définis pour ces contrats, ou pour faute, même dans le silence du contrat, en dehors des cas prévus par le décret précité.

Toute décision de résiliation doit parvenir à l'opérateur avant le 30 juin.

En cas de résiliation, la Collectivité informe, dans un délai d'un mois à compter de la décision de résiliation, les adhérents des conséquences de cette résiliation. Elle prend effet pour les agents à compter du premier jour du deuxième mois suivant la fin de la convention.

Article 8 : Modification

Toute modification de la présente convention d'adhésion doit faire l'objet d'un avenant, sauf exception prévue aux articles 6.2 et 6.3 du présent document. En effet, en cas de modification de la convention de participation et de ses annexes, le CIG notifie à la Collectivité les changements à intervenir.

Article 9 : Litiges

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention d'adhésion, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement. A défaut, le Tribunal administratif du ressort territorial de la Collectivité est compétent.

Etabli en trois exemplaires originaux,

Pour la Collectivité *Pour le CIG* *Pour l'Opérateur*

Liste des annexes à la présente convention :

Annexe n°1	Convention de participation santé et annexes
Annexe n°2	Délibération d'adhésion de la Collectivité à la convention de participation

Convention d'adhésion à la convention de participation à la protection sociale complémentaire 2017-2022 risque prévoyance

CONVENTION D'ADHESION A LA CONVENTION DE PARTICIPATION A LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE 2017-2022

SOUSCRITE PAR LE CIG GRANDE COURONNE POUR LE RISQUE PREVOYANCE AUPRES DE LA MUTUELLE INTERIALE

ENTRE

Le Centre Interdépartemental de Gestion de la grande couronne de la région d'Ile de France, représenté par son Président agissant en vertu des délibérations du Conseil d'administration du 11 avril 2016 et du 12 décembre 2016.

Ci-après désigné « le CIG »

ET

La Région Île-de-France,
représentée par la Présidente du Conseil régional, Madame Valérie Pécresse, habilitée à signer la présente convention en vertu d'une délibération prise en date du .....

Ci-après désignée « la collectivité »

ET

La mutuelle INTERIALE représentée par Madame Catherine GAUTIER

Ci-après désigné « l'opérateur »

PRÉAMBULE

La compétence des centres de gestion en matière de protection sociale complémentaire est fixée par l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, qui a été successivement modifié par la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale, puis par la loi n°2009-972 du 19 août 2007 relative à la mobilité.

Le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 a fixé une procédure spécifique de mise en concurrence pour la mise en place de convention de participation qui permet de sélectionner des contrats ou des règlements en fonction de la solidarité qu'ils garantissent à leurs bénéficiaires, conformément à l'article 22 bis de la loi du 13 juillet 1983 « droits et obligations des fonctionnaires », procédure définie au chapitre II du décret.

Ainsi en conformité avec l'article 25 de la loi du 26 janvier 1984 qui dispose que les centres de gestion ne peuvent conclure de convention de participation que sur demande des collectivités, le CIG grande couronne, après avoir reçu mandat de celles-ci, a lancé la procédure de convention de participation conformément au décret du 8 novembre 2011. Les collectivités et établissements publics peuvent adhérer à cette convention de participation sur délibération de leur exécutif, après consultation de leur Comité Technique.

Dans le cadre de cette procédure, le CIG a souscrit une convention de participation pour le risque prévoyance auprès de la mutuelle INTERIALE pour une durée de six (6) ans prenant effet le 1er janvier 2017 pour se terminer au 31 décembre 2022.

VU l'avis du Comité Technique en date du ……..……..

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : Objet de la convention d'adhésion

Cette convention permet au Conseil Régional d'Île-de-France d'adhérer à la convention de participation, jointe en annexe, qui lie le CIG et l'opérateur et qui définit les conditions d'adhésion individuelle des agents des collectivités ayant donné mandat au CIG, à un contrat garantissant le risque « prévoyance ». La convention de participation entre le CIG et l'opérateur fixe le cadre contractuel du contrat collectif à adhésion facultative et les conditions d'adhésion individuelle des agents.

La présente convention d'adhésion a pour objet de permettre aux agents de la collectivité de souscrire un contrat garantissant le risque « prévoyance » auprès de l'opérateur et de bénéficier de la participation financière de la collectivité à ce contrat, dans les conditions votées par l'organe délibérant.

Article 2 : Durée et prise d'effet du présent contrat

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2018.

Elle prend fin à l'issue de la convention de participation du CIG, soit au 31 décembre 2022 au plus tard.

Elle peut être prorogée pour des motifs d'intérêt général pour une durée ne pouvant excéder un (1) an pour se terminer au 31 décembre 2023.

Article 3 : Participation financière de la Collectivité

La participation financière de la collectivité constitue une aide à la personne, sous forme d'un montant unitaire par agent, et vient en déduction de la cotisation ou de la prime due par les agents.

La participation financière de la collectivité bénéficiant au personnel éligible est fixée selon les modalités définies ci-dessous :
……..…
……
……..
……..……
…….

Article 4 : Modalités de gestion

4.1. Adhésion des agents

Le contrat concerne les fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé, selon les modalités prévues par la convention de participation et ses annexes.
L'adhésion d'un agent peut se faire dans un délai de 12 mois à compter de la signature de la convention d'adhésion, à taux unique et sans condition d'âge, ni questionnaire médical.

L'opérateur garantit le paiement pour chaque agent adhérent des prestations définies en annexe de la convention de participation selon les choix des agents (garanties et options).

La collectivité communique à l'opérateur toutes les informations nécessaires permettant la prise d'effet des garanties dans le délai convenu.

4.2. Suivi du contrat

Avant chaque 31 janvier, la collectivité fournit à l'opérateur :

- Un état nominatif du personnel ayant souscrit les garanties, en activité à la date d'effet de la convention d'adhésion indiquant pour chaque intéressé, ses noms, prénoms, date de naissance, situation de famille ainsi que le traitement servant au calcul des cotisations.

  Le total du montant assuré (traitement d'une part et primes d'autre part) doit être indiqué séparément.

- Un état nominatif du personnel ayant souscrit les garanties, en arrêt de travail à la date d'effet du contrat et la nature administrative de l'arrêt de travail.

- En cours d'exercice un état des entrées des nouveaux assurés.

De la même manière, en cours d'année, la collectivité adhérente informe l'opérateur des mutations survenant au sein du groupe des assurés et fournit à l'opérateur :

- Un état rectificatif du personnel indiquant les dates et le motif de départ ; seuls les départs pour démission du poste de travail, cessation d'activité, suite à un congé parental ou une mise en disponibilité pour convenance personnelle, détachement, mise à disposition, révocation, retraite ou décès peuvent faire l'objet d'une sortie en cours d'année. Les autres adhérents doivent indiquer leur intention avec deux (2) mois de préavis avant le 31 décembre de chaque année à l'opérateur.

Article 5 : Paiement des cotisations

Les cotisations dues à l'opérateur sont payées par la collectivité adhérente par mandat administratif.

En cas d'adhésion en cours d'exercice, la cotisation est calculée au prorata temporis en mois complets avec effet du 1er jour du mois qui suit la date de demande d'adhésion.

La cotisation est précomptée sur le salaire de l'agent assuré. En aucun cas, l'agent ne verse une cotisation à l'opérateur.

Les cotisations sont prélevées mensuellement sur les traitements par la collectivité adhérente et versées à l'opérateur.

Les appels de cotisation ou de prime distinguent le montant total de la cotisation ou de la prime du montant de la participation financière de la Collectivité.

Article 6 : Révision des cotisations

6.1. Principes généraux

L'opérateur produit annuellement les pièces justificatives nécessaires au suivi du contrat.

Une réunion annuelle aura lieu entre l'opérateur et la collectivité pour un compte rendu d'exécution du contrat dans le courant du 1er trimestre de l'exercice suivant.

Le montant et les modalités des garanties sont établis en fonction des textes législatifs et réglementaires existant à la date de prise d'effet la convention de participation.

Si ultérieurement, ces textes venaient à être modifiés, l'opérateur se réserve le droit de réviser ses conditions de garanties en accord avec le CIG.

6.2. Ajustement tarifaire en fonction du nombre total d'assurés couverts par la convention de participation souscrite par le CIG

La convention de participation comprend une clause de réduction tarifaire, en fonction du nombre total d'agents assurés pour toutes les collectivités adhérentes, selon les modalités suivantes :

- Plus de 5 000 adhésions sur l'ensemble du dispositif PSC 3 : 3% de réduction ;
- Plus de 10 000 adhésions sur l'ensemble du dispositif PSC 3 : 5% de réduction ;
- Plus de 15 000 adhésions sur l'ensemble du dispositif PSC 3 : 7% de réduction.

Le taux d'adhésion est calculé en fonction du nombre d'adhérents au 1er novembre et du nombre total d'agents à cette même date. Au 1er janvier de l'année N+ les réductions définies ci-avant seront appliquées en fonction du nombre des adhésions.

Article 7 : Résiliation

L'opérateur est lié par la convention de participation. En cas de résiliation de celle-ci, la présente convention d'adhésion devient caduque.

Les cas de résiliation d'une convention de participation prévus par le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents sont applicables à la présente convention d'adhésion :
Si la collectivité constate que l'opérateur ne respecte plus son engagement concernant : les conditions d'adhésion, les prestations offertes, le tarif de chacune des options, les limites âge par âge au-delà desquelles ce tarif ne peut évoluer, le degré effectif de solidarité, les moyens destinés à assurer une couverture effective des plus âgés et des plus exposés aux risques ; ou, en cas de dépassement des limites tarifaires, que celui-ci n'est pas justifié par le caractère significatif d'une aggravation de la sinistralité, d'une variation du nombre d'agents et de retraités adhérents, d'évolutions démographiques ou des modifications de la réglementation.
Dans ce cas, la collectivité dénonce le contrat après avoir recueilli les observations écrites, et le cas échéant, sur sa demande, orales de l'opérateur. Il doit lui être indiqué qu'il peut se faire assister par un conseil ou représenter par un mandataire de son choix.

La présente convention étant un contrat administratif, la collectivité peut le résilier pour un motif d'intérêt général selon les principes définis pour ces contrats, ou pour faute, même dans le silence du contrat, en dehors des cas prévus par le décret précité.

Toute décision de résiliation doit parvenir à l'opérateur avant le 30 juin.

En cas de résiliation, la Collectivité informe, dans un délai d'un mois à compter de la décision de résiliation, les adhérents des conséquences de cette résiliation. Elle prend effet pour les agents à compter du premier jour du deuxième mois suivant la fin de la convention.

Article 8 : Modification

Toute modification de la présente convention d'adhésion doit faire l'objet d'un avenant, sauf exception prévue aux articles 6.2 et 6.3 du présent document. En effet, en cas de modification de la convention de participation et de ses annexes, le CIG notifie à la Collectivité les changements à intervenir.

Article 9 : Litiges

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention d'adhésion, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement. A défaut, le Tribunal administratif du ressort territorial de la Collectivité est compétent.

Etabli en trois exemplaires originaux,

Pour la Collectivité *Pour le CIG* *Pour l'Opérateur*

Liste des annexes à la présente convention :

Annexe n°1	Convention de participation prévoyance et annexes
Annexe n°2	Délibération de la Collectivité d'adhésion à la convention de participation

Convention de mutualisation relative à la convention de participation 2017-2022 du centre interdépartemental de gestion de la grande couronne

MAIRIE DE XXXXXXXXXXX

CONVENTION DE MUTUALISATION
RELATIVE A LA CONVENTION DE PARTICIPATION 2017-2022
DU CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION
DE LA GRANDE COURONNE

Entre les soussignés :

Le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande couronne de la région d'Ile-de-France,
dont le siège est situé 15, rue Boileau - 78008 VERSAILLES, représenté par son Président, habilité à signer la présente convention en vertu de l'autorisation donnée par le Conseil d'Administration suivant par délibération du 12 décembre 2016, ci-après intitulé « le Centre de Gestion »,

d'une part,

XXXXXXXXXXX représentée par son Maire/Président habilité à signer la présente convention en vertu de l'autorisation donnée par le conseil municipal/comité syndical/conseil d'administration/conseil communautaire par délibération du ……, ci-après désignée « la Collectivité »,

d'autre part,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La compétence des centres de gestion en matière de protection sociale complémentaire est fixée par l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, qui a été successivement modifié par la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale, puis par la loi n°2009-972 du 19 août 2007 relative à la mobilité.

Le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 a fixé une procédure spécifique de mise en concurrence pour la mise en place de convention de participation qui permet de sélectionner des contrats ou des règlements en fonction de la solidarité qu'ils garantissent à leurs bénéficiaires, conformément à l'article 22 bis de la loi du 13 juillet 1983 « droits et obligations des fonctionnaires », procédure définie au chapitre II du décret.

Ainsi en conformité avec l'article 25 de la loi du 26 janvier 1984 qui dispose que les centres de gestion ne peuvent conclure de convention de participation que sur demande des collectivités, le CIG grande couronne, après avoir reçu mandat de celles-ci, a lancé la procédure de convention de participation conformément au décret du 8 novembre 2011. Les collectivités et établissements publics peuvent adhérer à cette convention de participation sur délibération de leur exécutif, après consultation de leur Comité Technique.

Dans le cadre de cette procédure, le CIG a souscrit une convention de participation pour le risque prévoyance auprès de la mutuelle INTERIALE et une convention de participation pour le risque santé auprès de la mutuelle HARMONIE MUTUELLE pour une durée de six (6) ans prenant effet le 1er janvier 2017 pour se terminer au 31 décembre 2022.

PROJET

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 :

Par la présente convention, la Collectivité participe à la mutualisation de la/des convention(s) de participation souscrite(s) par le Centre de Gestion, qui permet(tent) à ses agents de bénéficier des garanties du/des risques suivants :

☐ **le risque santé** c'est-à-dire les risques d'atteinte à l'intégrité physique de la personne et la maternité :

☐ **le risque prévoyance** c'est-à-dire les risques liés à l'incapacité de travail, l'invalidité ou le décès,

Le Centre de Gestion intervient dans les conditions particulières définies par la présente convention, conformément aux dispositions des articles 25 et 26 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée et du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011.

Article 2 :

L'adhésion à la/ aux convention (s) de participation ouvre droit à l'intervention du Centre de Gestion sur les missions suivantes :

1 – Suivi des conventions de participation

- Conseils par téléphone dans la mise en œuvre des conventions de participation ;
- Accompagnement dans la communication auprès des agents
- Vérification des comptes de résultats (chargements, provisions, etc.),
- Aide aux relations avec le prestataire : négociations en cas d'augmentation des cotisations pendant le déroulement du contrat, médiation en cas de difficulté avec les prestataires,
- Garant des prestations financières et de gestion définies dans le cahier des charges.

2 – Prestations complémentaires au suivi de la convention de participation

2 – 1 Prestations accessoires

- Aide à l'analyse de statistiques et présentation des comptes de résultats,
- Support technique (fournitures de statistiques synthétiques ou analytiques à la demande, ...),
- Fourniture d'éléments nécessaires à la réalisation du bilan social.

2 - 2 Assistance sur les dossiers en vue de la remise en concurrence des conventions de participation intervenant tous les six ans

- Organisation des procédures de publicité et de mise en concurrence, conformément à la réglementation en vigueur,
- Elaboration du cahier des charges de protection sociale complémentaire,
- Aide à la décision pour le choix du prestataire. Le Centre de Gestion, dans sa mission d'aide et de conseil, propose le meilleur prestataire à la Collectivité.

Dans le cadre de la remise en concurrence des conventions de participation, **la Collectivité** s'engage à fournir au Centre de Gestion toute information qu'il juge utile pour l'accomplissement de sa mission.

PROJET

Article 3 :

La présente convention prend effet à la date de sa signature et s'achève le 31 décembre 2022.

Elle peut être dénoncée en même temps que la convention d'adhésion, selon les modalités prévues par cette même convention d'adhésion, par la Collectivité et le Centre Interdépartemental de Gestion, moyennant un préavis de six (6) mois par lettre recommandée.

Article 4

La Collectivité participe à la mutualisation des frais d'intervention du Centre de Gestion. La contribution annuelle est fixée forfaitairement en fonction de la strate des collectivités :

- **30 €** pour l'adhésion à l'une des deux conventions et à **54 €** pour l'adhésion aux deux conventions, pour une collectivité de - de 10 agents.
- **100 €** pour l'adhésion à l'une des deux conventions et à **180 €** pour l'adhésion aux deux conventions, pour une collectivité de 10 à 49 agents.
- **200 €** pour l'adhésion à l'une des deux conventions et à **400 €** pour l'adhésion aux deux conventions, pour une collectivité de 50 à 149 agents.
- **500 €** pour l'adhésion à l'une des deux conventions et à **900 €** pour l'adhésion aux deux conventions, pour une collectivité de 150 à 349 agents.
- **1 000 €** pour l'adhésion à l'une des deux conventions et à **1 500 €** pour l'adhésion aux deux conventions, pour une collectivité de 350 à 999 agents.
- **1 600 €** pour l'adhésion à l'une des deux conventions et à **2 300 €** pour l'adhésion aux deux conventions, pour une collectivité de 1 000 à 1 999 agents.
- **2 400 €** pour l'adhésion à l'une des deux conventions et à **3 200 €** pour l'adhésion aux deux conventions, pour une collectivité de + de 2 000 agents.

Le recouvrement de cette participation est assuré annuellement par le Centre de Gestion, dans le courant du premier semestre de chaque année.

Le règlement interviendra par mandat administratif dont le montant est versé auprès du compte suivant :

Le Payeur Départemental des Yvelines
B.D.F. Versailles – 30001 – 00866 - C 785 0000000 – 67

Article 5

En cas de litige survenant entre les parties, à l'occasion de l'exécution de la présente convention, compétence sera donnée au tribunal administratif de Versailles.

Fait en deux exemplaires

à Versailles, le.....

A XXXXXXXXXX, le ……

Pour le Centre de Gestion

Le Président,

Pour la Collectivité

PROJET

PROJET

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 13/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 13/07/2017

DÉLIBÉRATION N°CP 2017-269

DU 5 JUILLET 2017

FINANCEMENT D'ACTIONS DANS LE CADRE DU CPIER VALLÉE DE LA SEINE - PREMIÈRES AFFECTATIONS 2017 APPROBATION DE L'AVENANT 2017 A LA CONVENTION CADRE 2015-2017 ENTRE L'ETAT, LES RÉGIONS ÎLE-DE-FRANCE ET NORMANDIE ET LES AGENCES D'URBANISME DE LA VALLÉE DE LA SEINE APPROBATION DE LA CONVENTION CADRE 2017-2020 ENTRE L'ETAT, LES RÉGIONS ÎLE-DE-FRANCE ET NORMANDIE ET L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DU PAYSAGE DE VERSAILLES ET DE SA CONVENTION D'APPLICATION 2017-2018

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération CR 53-15 du 18 juin 2015 relative à l'approbation du CPER, du CPIER Vallée de la Seine et du projet de CPIER Plan Seine 2015-2020 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016

VU La délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

VU La délibération n°CP 15-537 du 9 juillet 2015 relative à l'approbation de l'appel à manifestation d'intérêt « transition écologique et valorisation économique » du CPIER Vallée de la Seine 2015-2020

VU La convention-cadre 2015-2017 entre l'État, les Régions Ile-de-France et Normandie et les agences d'urbanisme de la vallée de la Seine approuvée par la délibération n°CP16-239 du 23 septembre 2016

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission du grand paris ;

VU l'avis de la commission des transports ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-269 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : approbation de l'avenant 2017 à la convention cadre 2015-2017 avec l'État, la Région Normandie et les agences d'urbanisme de la vallée de la Seine

Approuve l'avenant 2017 à la convention-cadre 2015-2017 entre l'État, les Régions Ile-de-France et Normandie et les agences d'urbanisme de la vallée de la Seine, ci-joint en annexe 3 à la délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Décide de participer au titre du CPIER Vallée de la Seine au financement de l'action détaillée en annexe 2 (fiche projet 17009742) à la délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 63 252 € à l'IAU.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention type conforme au modèle approuvé à l'article 4 et mis en annexe 6 à la présente délibération

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 63 252 €, disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 041 « Actions interrégionales », programme PR041-018 « Aménagement et développement durable - Coopération interrégionale », action 40401801S « Actions interrégionales » du budget 2017.

Article 2 : approbation de la convention cadre 2017-2020 avec l'État, la Région Normandie et l'Ecole Nationale Supérieure du Paysage de Versailles, et sa convention d'application 2017-2018

Approuve la convention-cadre 2017-2020 entre l'État, les Régions Ile-de-France et Normandie et l'ENSPV, ci-jointe en annexe 4 à la délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Approuve sa convention d'application 2017-2018, figurant en annexe 5 à la délibération et autorise la présidente à le signer.

Décide de participer au titre du CPIER Vallée de la Seine au financement du projet détaillé en annexe 2 (fiche projet 17010437) à la délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 23 795€ à l'ENSPV.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention type conforme au modèle approuvé à l'article 4 et mis en annexe 6 à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 23 795 €, disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 041 « Actions interrégionales », programme PR041-018 « Aménagement et développement durable - Coopération interrégionale », action 40401801S « Actions interrégionales » du budget 2017.

Article 3 : soutien au projet « label performances logistiques durables 6PL » lauréat de l'AMI 2016 de l'ADEME

Dans le cadre de la fiche 3.2 du CPIER Vallée de la Seine, décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 (fiche projet 170102275) à la présente délibération par l'attribution une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 85 918 € à Logistique Seine

Normandie.

Subordonne le versement de la subvention à Logistique Seine Normandie à la signature d'une convention conforme au modèle approuvé à l'article 4 et mis en annexe 6 à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 85 918 € à Logistique Seine Normandie, disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 041 « Actions interrégionales », programme PR041-018 « Aménagement et développement durable - Coopération interrégionale », action 40401801S « Actions interrégionales » du budget 2017.

Article 4 : convention de réalisation type pour les subventions spécifiques de fonctionnement dans le cadre du CPIER Vallée de la Seine

Approuve la convention de réalisation type modifiée pour les subventions spécifiques de fonctionnement dans le cadre du CPIER Vallée de la Seine ci-jointe en annexe 6 à la présente délibération.

Subordonne l'attribution des subventions définies aux articles 1, 2 et 3 ci-dessus à la conclusion de conventions conformes à la convention-type jointe en annexe 6 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 5 : convention de réalisation type pour les subventions spécifiques d'investissement dans le cadre du CPIER Vallée de la seine

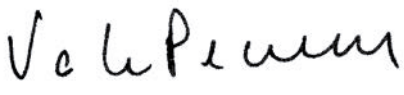
Approuve la convention de réalisation type modifiée pour les subventions spécifiques d'investissement dans le cadre du CPIER Vallée de la Seine ci-jointe en annexe 7 à la présente délibération.

Article 6 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe à la délibération n°CR33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016.

dpt	Bénéficiaire	Dossier Code	Dossier	Date prévisionnelle de démarrage	Libellé procédure
75	IAURIF INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME IDF	17009742	FINANCEMENT DE L'IAU AU TITRE DE LA COOPERATION AVEC LES AGENCES D'URBANISME DE LA VALLEE DE LA SEINE	01/01/2017	Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement
76	LSN LOGISTIQUE SEINE NORMANDIE	17010275	PROJET LABEL PERFORMANCES LOGISTIQUES DURABLES - LSN	01/01/2017	Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-269	Budget	2017

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**041 - Actions interrégionales**
Programme	**404018 - Aménagement et développement durable - Coopération interrégionale**
Action	**40401801S - Actions interrégionales**

Dispositif : N° 00000941 - Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement

Dossier	17009742 - FINANCEMENT DE L'IAU AU TITRE DE LA COOPERATION AVEC LES AGENCES D'URBANISME DE LA VALLEE DE LA SEINE			
Bénéficiaire	R5149 - IAURIF INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME IDF			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Dispositif pérenne d'observation d'études et de prospective - Hors CPRD			
Montant total	63 252,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
79 065,00 €	HT	80 %	63 252,00 €	

Dossier	17010275 - PROJET LABEL PERFORMANCES LOGISTIQUES DURABLES - LSN			
Bénéficiaire	P0037013 - LSN LOGISTIQUE SEINE NORMANDIE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Transition écologique et valorisation économique - Hors CPRD			
Montant total	85 918,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
621 200,00 €	TTC	13,83 %	85 918,00 €	

Dossier	17010437 - CONNAISSANCE DES PAYSAGES ET DE LEUR EVOLUTION - SUBVENTION 2017-2018 - ENSP ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE PAYSAGE LE POTAGER DU ROI			
Bénéficiaire	R1459 - ENSP ECOLE NALE SUP PAY LE POTAGER DU ROI			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Connaissance des paysages et de leur évolution - Hors CPRD			
Montant total	23 795,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
139 400,00 €	HT	17,07 %	23 795,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000941 - Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement	172 965,00 €

Total sur l'imputation 930 - 041 - 404018 - 40401801S	172 965,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009742

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : FINANCEMENT DE L'IAU AU TITRE DE LA COOPERATION AVEC LES AGENCES D'URBANISME DE LA VALLEE DE LA SEINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement	79 065,00 €	80,00 %	63 252,00 €
	Montant Total de la subvention		63 252,00 €

Imputation budgétaire : 930-041-6574-404018-200
40401801S- Actions interrégionales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IAURIF INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME IDF
Adresse administrative : 15 RUE FALGUIERE
75740 PARIS 15 CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Fouad AWADA, Directeur général

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 77568448300065

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'IAU a dû commencer à engager des dépenses pour pouvoir réaliser les objectifs fixés par l'avenant 2017 à la convention-cadre 2015-2017 de coopération avec les agences d'urbanisme.

Objectifs :
Il s'agit de mettre en oeuvre l'axe 1 du CPIER Vallée de la Seine (gestion de l'espace et développment durable), qui repose en grande partie sur le travail en réseau des agences d'urbanisme. Une convention-cadre a été établie à cet effet entre l'Etat, les Régions Normandie et Ile-de-France et les agences d'urbanisme. Elle vise à créer un dispositif commun de suivi des dynamiques territoriales.

Description :

Un avenant annuel à la convention-cadre est conclue entre l'Etat, les Régions Normandie et Ile-de-France et les agences d'urbanisme de la vallée de la Seine. L'avenant 2017 définit le programme de travail pour l'année en cours. Il s'agit pour 2017 :
- d'animer et d'alimenter le centre de ressource sur la vallée de la Seine ainsi que le site internet sur lequel il s'appuie,
- de produire une étude sur les relations entre la vallée de la Seine et les territoires qui l'entourrent,
- d'organiser la rencontre annuelle des agences sur un sujet étroitement lié au thème de l'étude. La Région Ile-de-France y participe par l'octroi d'une subvention spécifique à l'IAU.

Intérêt régional : Le développement de la vallée de la Seine est stratégique dans la mesure où il donne à la région capitale un accès à l'espace maritime international et à son économie de flux. Ce territoire stratégique bénéficie d'un fort potentiel de croissance, grâce, notamment, à son offre portuaire et logistique qui favorise l'implantation d'activités économiques. Mais le développement recherché de ces activités doit se faire en harmonie avec les écosystèmes et paysages urbains et naturels. La coopération avec les agences d'urbanismes permet d'identifier les spécificités de ces territoires pour mettre en oeuvre un dispositif commun de suivi des dynamiques à l'oeuvre.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE
- REGION HAUTE-NORMANDIE
- REGION BASSE-NORMANDIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Dispositif pérenne d'observation d'études et de prospective

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PARTICIPATION IAU AUX TRAVAUX 2017 DES AGENCES D'URBANISME	79 065,00	100,00%
Total	79 065,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGION IDF AUX TRAVAUX DE L'IAU DANS LE CADRE DE LA COOPERATION 2017 AVEC LES AGENCES D'URBANISME	63 252,00	80,00%
FONDS PROPRES	15 813,00	20,00%
Total	79 065,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	40 000,00 €
2018	23 252,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Cotisation annuelle au Syndicat mixte "Paris Métropole"	69 000,00 €
2014	Mise en oeuvre d'ateliers de création urbaine	25 000,00 €
2014	OA / IAU - Institut Régional de Développement du Sport (IRDS)	398 000,00 €
2014	OA / IAU Observatoire Régional de Santé d'Ile de France (ORS)	730 000,00 €
2014	OA / Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAURIF)	17 700 000,00 €
2015	OA / IAU - Institut Régional de Développement du Sport (IRDS)	398 000,00 €
2015	OA / IAU Observatoire Régional de Santé d'Ile de France (ORS)	730 000,00 €
2015	OA / Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAURIF)	21 275 000,00 €
2016	Contrat de projets interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement	67 000,00 €
2016	OA / IAU - Institut Régional de Développement du Sport (IRDS)	360 000,00 €
2016	OA / IAU Observatoire Régional de Santé d'Ile de France (ORS)	713 000,00 €
2016	OA / Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAURIF)	18 574 400,00 €
2017	OA / IAU - Institut Régional de Développement du Sport (IRDS)	216 000,00 €
2017	OA / Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAURIF)	11 156 400,00 €
	Montant total	72 411 800,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010275

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PROJET LABEL PERFORMANCES LOGISTIQUES DURABLES - LSN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement	621 200,00 €	13,83 %	85 918,00 €
	Montant Total de la subvention		85 918,00 €

Imputation budgétaire : 930-041-6574-404018-200
40401801S- Actions interrégionales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LSN LOGISTIQUE SEINE NORMANDIE
Adresse administrative : 50 RUE ETTORE BUGATTI
76800 ST ETIENNE DU ROUVRAY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain VERNA, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 44957288200040

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le jury qui a retenu ce projet s'est réuni en septembre 2016. Ce projet n'entrait pas dans la programmation financière régionale 2016 et a été repoussé en 2017. Il est inscrit dans le présent rapport qui est le premier de l'année 2017.

Objectifs :
Le projet consiste à mettre en place un label pour valoriser les démarches d'amélioration de la performance RSE des chaînes logistiques des entreprises de l'Axe Seine.

Les objectifs sont :
- de structurer et valoriser les démarches d'amélioration continue de la performance des entreprises en termes de Logistique Durable & Responsable grâce à un label peu contraignant s'appuyant sur un

référentiel qui intègre les bonnes pratiques et des normes, réglementations existantes dans leur volet logistique et supply chain,
- d'élargir le périmètre géographique et renforcer le référentiel du label initié par le club logistique du Havre en intégrant la dimension de performance durable (progrès réguliers et continus).

Description :
Lauréat de l'AMI 2016 organisé par l'ADEME dans le cadre du CPIER Vallée de la Seine, le projet « Label performances logistiques durables – 6PL », porté par Logistique Seine Normandie en consortium avec l'ASLOG, le club logistique du Havre et Opal Research, vise à mettre en place une labellisation de la performance RSE des chaînes logistiques.

La démarche de labellisation comprend un accompagnement des entreprises désireuses d'évaluer et analyser leur processus logistique afin d'améliorer leur performance RSE. Les démarches RSE initiées par les entreprises pourront bénéficier d'une reconnaissance valorisable auprès de leurs clients. Il est prévu d'accompagner 40 entreprises issues des deux Régions Normandie et Île-de-France dans la phase de développement du label.

Ce label pourra être généralisé à l'échelle nationale et compléter le programme Objectif CO2 qui accompagne déjà les transporteurs sur l'optimisation de leurs flux logistiques.

Intérêt régional : La performance logistique des entreprises de l'Axe Seine est un élément fondamental de leur compétitivité. L'accompagnement proposé par la labellisation permet aux entreprises de disposer d'ouils et de conseil pour analyser leur chaîne de production et l'améliorer.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les entreprises cibles sont essentiellement les grandes PME et les ETI qui ont les capacités humaines et financières de s'engager dans un accompagnement de ce type. Les effets positifs attendus sur les entreprises labellisées auront des retombées sur les plus petites PME et les TPE auxquelles les entreprises labellisées sous-traitent une partie de leur logistique.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE
- REGION HAUTE-NORMANDIE
- REGION BASSE-NORMANDIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Transition écologique et valorisation économique

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEVELOPPEMENT LABEL PERFORMANCES LOGISTIQUES DURABLES	621 200,00	100,00%
Total	621 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	85 918,00	13,83%
REGION NORMANDIE	85 918,00	13,83%
ETAT (ADEME)	114 558,00	18,44%
RECETTES DE PRESTATIONS	101 700,00	16,37%
FONDS PROPRES	233 106,00	37,53%
Total	621 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	28 600,00 €
2018	28 600,00 €
2019	28 718,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010437

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CONNAISSANCE DES PAYSAGES ET DE LEUR EVOLUTION - SUBVENTION 2017-2018 - ENSP ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE PAYSAGE LE POTAGER DU ROI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement	139 400,00 €	17,07 %	23 795,00 €
	Montant Total de la subvention		23 795,00 €

Imputation budgétaire : 930-041-65738-404018-200
40401801S- Actions interrégionales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENSP ECOLE NALE SUP PAY LE POTAGER DU ROI
Adresse administrative : 10 RUE DU MARECHAL FOFFRE 78009 VERSAILLES CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur Vincent PIVETEAU, Directeur

N° SIRET : 19782019400029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Afin de mettre en œuvre la fiche action 1.3 « Connaissance des paysages et de leur évolution » du CPIER, une convention-cadre pluriannuelle, comprend trois axes de travail :
• proposer de nouveaux ateliers pédagogiques régionaux dédiés à l'innovation et à l'expérimentation sur les enjeux paysagers de la Vallée de la Seine.
• organiser et encourager les rencontres et les échanges de compétences pour permettre l'émergence d'un réseau "paysage" réunissant les acteurs institutionnels, économiques, de l'enseignement et de la recherche, pour porter des démarches s'inscrivant dans la dynamique de la vallée de la Seine,
• contribuer à structuer l'ingéniérie paysagère via des échanges et actions communes, notamment dans le cadre des études et investissements financés au titre du CPIER.

Description :
La présente subvention permettra la réalisation des opérations suivantes :
- Animations du cluster 2017-2018,
- Evènements 2017-2018,
- Ateliers pédagogiques 2017-2018.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE
- HORS REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Connaissance des paysages et de leur évolution

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ANIMATION DU CLUSTER - COMMUNICATION	73 900,00	53,01%
EVENEMENTS 2017-2018	30 500,00	21,88%
ATELIERS PEDAGOGIQUES 2017-2018	35 000,00	25,11%
Total	139 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ETAT	50 552,00	36,26%
REGION NORMANDIE	37 173,00	26,67%
REGION ILE DE FRANCE	23 795,00	17,07%
AUTO-FINANCEMENT	27 880,00	20,00%
Total	139 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 800,00 €
2018	10 995,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	18 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	13 500,00 €
2015	Aide régionale à la modernisation des espaces de vie étudiante	162 500,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	11 250,00 €
2016	Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement	18 467,00 €
	Montant total	223 717,00 €

AVENANT 2017

à la convention-cadre

entre l'État,

les Régions Île-de-France et Normandie,

et les cinq agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine

pour la mise en œuvre du CPIER Vallée de la Seine sur la période 2015-2017

Sommaire

Introduction : éléments de cadrage....4

Objectif 1 - Mise en place d'un centre de ressources sur la Vallée de la Seine....4

a. Le dispositif de suivi (indicateurs)....5

b. Le site Internet....9

c. Identité graphique Vallée de la Seine....10

Objectif 2 - Répondre collectivement aux sollicitations du comité directeur....11

Etude annuelle : « La Vallée de la Seine XXL – Un carrefour Logistique - Les relations entre la Vallée de la Seine et les territoires voisins, ou plus éloignés, dans une logique inter régionale, européenne et mondiale »....11

Objectif 3 - Organiser la rencontre annuelle des agences de la Vallée de la Seine....13

Modalités de mise en œuvre....13

a. Calendrier de mise en œuvre....13

b. Pilotage/Gouvernance....15

c. Contributions financières du CPIER....16

Introduction : éléments de cadrage

La convention-cadre établie entre l'Etat, les Régions Normandie et Ile-de-France et les agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine, pour les années 2015-2017, définit un programme de travail collectif, en lien avec le Schéma stratégique de la Vallée de la Seine et le Contrat de Plan Interrégional Etat-Régions (CPIER), visant à mettre en œuvre un dispositif commun de suivi des dynamiques territoriales de la Vallée de la Seine.

La convention-cadre comprend trois orientations majeures :

1. Développer une expertise et un socle de connaissances communes ;
2. Répondre collectivement aux sollicitations du comité directeur de la Vallée de la Seine en matière d'études, d'analyses et d'animation ;
3. Organiser une rencontre annuelle pour faire vivre le partenariat et promouvoir une culture commune du territoire et du projet.

L'objet du présent avenant à la convention-cadre est de préciser le programme de travail pour l'année 2017, les modalités de sa mise en œuvre et son plan de financement.

Il convient de préciser que les agences d'urbanisme continueront, en 2017, à accompagner les fiches 1.3 « Connaissance des paysages et de leur évolution » et 1.4 « Maitrise du développement urbain » du CPIER ; chacune faisant l'objet d'un avenant spécifique.

Objectif 1 - Mise en place d'un centre de ressources sur la Vallée de la Seine

Les agences d'urbanisme développent, de manière progressive, de 2016 à 2020, en fonction de leurs programmes de travail annuels communs, un socle d'indicateurs et d'analyses permettant une approche transversale et multithématique du territoire de la Vallée de la Seine.

Elles ont développé, en 2016, un site Internet, dont l'ambition est de faciliter l'accès et la diffusion de l'information : http://www.vdseine.fr/

Le travail à mener en 2017 consistera en l'animation du « centre de ressources » de la Vallée de la Seine comprenant :

- La production d'une série d'indicateurs alimentant le premier socle livré en 2016 (dispositif de suivi) ;
- L'actualisation du site internet.

Principes généraux du centre de ressources

Objectifs du centre de ressources

Le centre de ressources de la Vallée de la Seine mis en œuvre par les agences d'urbanisme vise à :

- mesurer, de façon harmonisée, les dynamiques territoriales à l'échelle de la Vallée de la Seine ;
- contribuer à l'analyse de l'évolution du territoire et aux réflexions prospectives ;

- apporter une aide à la décision au comité directeur de la Vallée de la Seine en lien avec les actions du CPIER ;
- favoriser le partage des connaissances et l'appropriation du projet de la Vallée de la Seine par les différents acteurs du territoire, notamment via le site web ;
- valoriser et diffuser les projets soutenus dans le cadre du CPIER.

Valeur ajoutée du centre de ressources

Dans l'esprit de la fiche 1.1 du CPIER, la structuration et la mise en œuvre d'un centre de ressources à l'échelle de la Vallée de la Seine constituent une réelle valeur ajoutée pour les acteurs du territoire, le contenu du dispositif prévoyant en effet :

- un ensemble de données agglomérées à l'échelle de la Vallée de Seine, contribuant ainsi à l'appréhension de ce vaste territoire dans une approche transversale et multithématique ;
- une mise en adéquation de cet ensemble de données avec les objectifs du schéma stratégique de la Vallée de la Seine et les champs d'action du CPIER ;
- une mise à disposition de ce socle de données à destination des autres acteurs du territoire de la Vallée de la Seine (HAROPA, PSN®, EPF, ENSP, etc.) ;
- des analyses contextualisées ;
- une valorisation sur le web.

Périmètre d'observation

Le territoire d'observation retenu pour le dispositif de suivi correspond au périmètre de la Vallée de la Seine, défini par le décret n°2013-336 du 22 avril 2013, comprenant les départements suivants :

- Manche
- Calvados
- Seine-Maritime
- Eure
- Val d'Oise
- Yvelines
- Hauts-de-Seine
- Paris
- Seine-Saint-Denis

La représentation et l'analyse des données seront opérées, de manière privilégiée, à l'échelle de ce périmètre. Selon la nature des indicateurs sélectionnés, des zooms spécifiques pourront être réalisés.

a. Le dispositif de suivi (indicateurs)

Le dispositif de suivi de la Vallée de Seine contribue au centre de ressources de la Vallée de Seine, en constituant un socle de données de référence sur le territoire de la Vallée de Seine.

Ce socle de données s'appuie sur deux types d'informations :

- Un ensemble de données de référence, visant à comprendre les dynamiques territoriales à l'œuvre ;

- Un ensemble de données construit, chaque année, par rapport à la thématique annuelle retenue (en 2016 : la Seine à vélo, en 2017 : la « Vallée de la Seine XXL »).

Ce socle de données est mis à disposition :

- des collaborateurs des agences d'urbanisme, à travers l'accès à un serveur de base de données mutualisé ;
- des membres financeurs de cette coopération : Région Normandie, Région Ile de France, services de l'Etat, Délégation interministérielle au développement de la Vallée de la Seine ;

Et, après validation des partenaires précités :

- des autres partenaires institutionnels ;
- du grand public, via un service de cartographie interactive, de la data-visualisation, des publications rendues accessibles sur le site internet précité.

Le serveur web

En 2016, l'AURH a assuré l'acquisition d'un serveur web pour le centre de ressources, permettant d'héberger, de stocker, d'administrer les données et de les rendre accessibles à toutes les agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine (base de travail).

Le serveur de bases de données constitue le point d'accès des agences au socle de données. Il permet :

- de centraliser et mutualiser les données ;
- d'organiser le travail collectif ;
- de créer une communauté d'utilisateurs entre agences d'urbanisme ; la possibilité d'ouvrir à d'autres utilisateurs est envisageable et sera discutée avec les partenaires de notre coopération.

La sélection des indicateurs et des données à intégrer

Afin d'orienter la collecte et l'intégration des données sur le serveur, un ensemble de thèmes a été identifié en cohérence avec les axes du CPIER et les objectifs définis.

Axe CPIER	**Objectif**	**Thème** de suivi	Sous-thématique
Axe n°1 Gestion de l'espace et développement durable	Mesurer l'attractivité globale du territoire et son dynamisme démographique	Dynamiques de peuplement	• Démographie • Structure par âge • Structure socio-professionnelle
	Cibler les territoires fragiles et suivre l'évolution de la situation sociale	Dynamiques sociales	• Pauvreté • Chômage • Population active
	Evaluer et suivre le marché immobilier des territoires	Dynamiques résidentielles	• Parc de logements • Marché de l'immobilier
	Mesurer le bien-être des populations	Dynamiques de qualité de vie	• Bien être • Economie présentielle • Finances publiques
	Suivre l'évolution des patrimoines foncier et environnemental des territoires	Dynamiques d'aménagement et d'environnement	• Espace et action foncière • Environnement et risques

Axe n°2 Maîtrise des flux et des déplacements	Suivre et mesurer le dynamisme des activités logistiques et portuaires le long de l'axe Seine	Dynamiques portuaires et logistiques	• Logistique (infrastructures, plateformes) • Echanges de marchandises • Activité portuaire
	Connaître et suivre les principaux flux de déplacements entre les territoires de la Vallée de Seine	Dynamiques de mobilités	• Déplacements domicile/travail
Axe n°3 Développement économique, enseignement supérieur et recherche	Apprécier le dynamisme et les potentialités économiques de la Vallée de la Seine	Dynamiques du tissu économique	• Immobilier d'entreprise • Démographie des établissements • Contexte économique
	Suivre l'évolution de l'emploi et identifier les secteurs porteurs	Dynamiques de l'emploi	• Typologie de l'emploi • Performance/Fragilité
	Suivre l'évolution du tourisme et valoriser les potentialités du territoire en la matière	Dynamiques touristiques	• Activité touristique
	Evaluer l'offre d'enseignement supérieur et cibler les activités et les territoires innovants	Dynamiques de la formation et de recherche	• Formation et enseignement supérieur • Recherche/compétitivité

Une partie du socle de données a été chargée dans le serveur web, et quelques indicateurs ont d'ores-et-déjà été mis à disposition du grand public via le site internet www.vdseine.fr, à travers une cartographie interactive (rubrique Observatoire).

En 2016, la constitution du socle de données s'est organisée autour de 7 thématiques : environnement, foncier, infrastructure, mobilité, risque, territoire et tourisme. De plus, 3 grands référentiels de données ont été identifiés (BD Topo, Recensement de la population, Route 500). Ils constituent les premiers éléments du « jeu de données » déposé sur les serveurs.

Une agence référente pour chaque thématique/référentiel a été identifiée parmi les équipes géomatiques des agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine :

Thématique/Référentiel	Agence référente
Environnement	IAU
Foncier	AURBSE
Infrastructures	AURH
Mobilité	AURH
Risques	AURBSE
Territoire	AURBSE
Tourisme	AUCAME
Source_BD_topo	APUR
Source_ign_route_500	AUCAME
Source_rp_2008	AUCAME
Source_rp_2013	AUCAME

Livrable 2017

En 2017, la coopération des agences d'urbanisme devra :

- Continuer à alimenter le socle de données, en complétant les bases chargées (notamment sur les thématiques sociales, économiques, de l'emploi), afin de produire les indicateurs génériques suivis dans le temps ;
- Identifier et intégrer les bases de données utiles et nécessaires au sujet « la Vallée de Seine XXL » ;
- Compléter la cartographie interactive.

Le sujet 2017 amènera, de fait, à construire des indicateurs comparatifs (entre Vallées, entre grands réseaux métropolitains, …) et amènera à produire des analyses dépassant le périmètre d'observation précité.

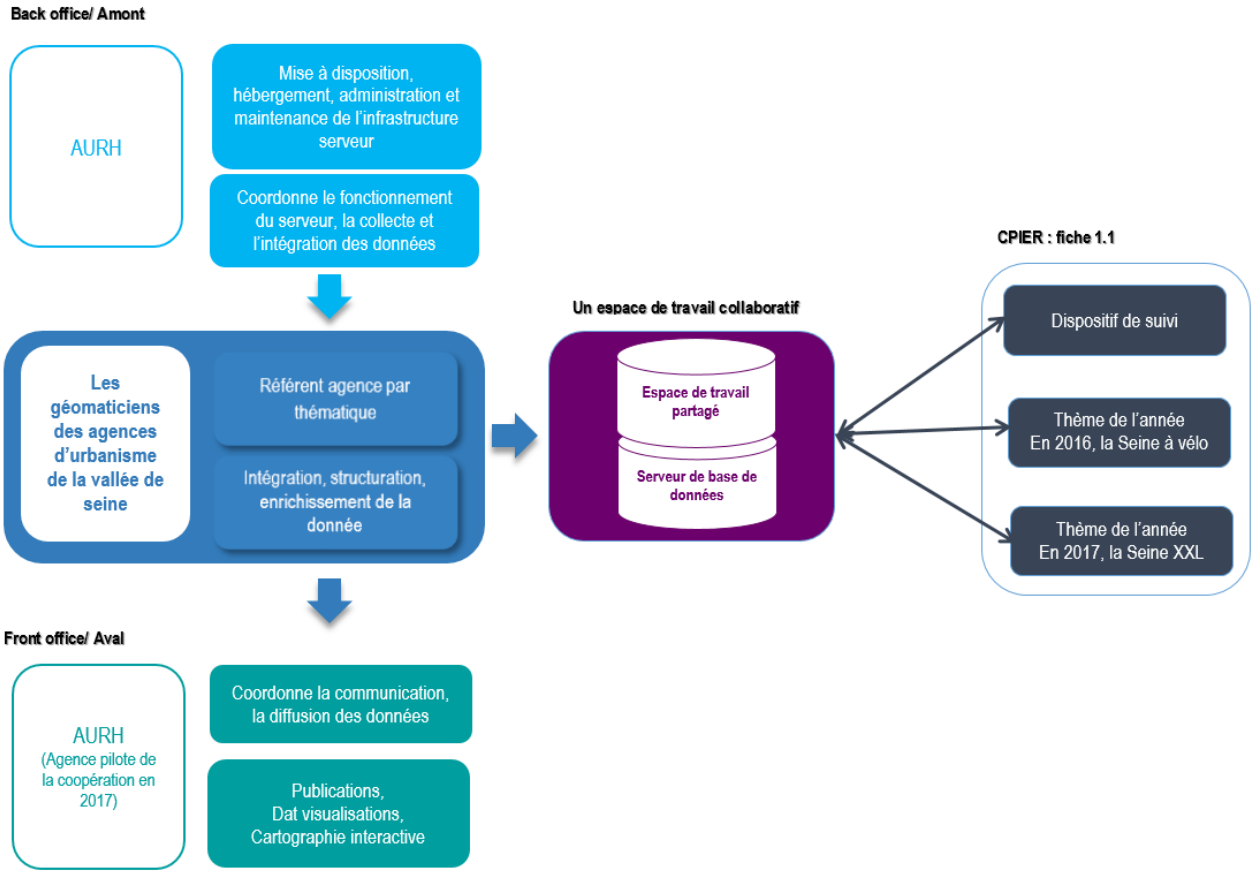
Outre les visuels cartographiques et graphiques publiés dans la rubrique Observatoire du site www.vdseine.fr, les indicateurs travaillés pourront être valorisés sous la forme **d'un document de synthèse statistique, de type « chiffres clés de la Vallée de la Seine ».**

L'organisation

L'AURH assure la maintenance et l'administration de l'infrastructure du serveur de bases de données qu'elle héberge.

Les géomaticiens de la coopération des agences d'urbanisme se réunissent régulièrement (réunions ou conférences téléphoniques) pour définir, entre eux, le chargement des données, leurs structurations et la réalisation des livrables (cartographie interactive et autres productions à définir).

L'AURH, en tant qu'agence pilote de la coopération en 2017, assurera l'animation et l'organisation de ces réunions, veillera à leur partage avec les services des Régions et les services de l'Etat. Enfin, l'AURH coordonnera, en lien avec les partenaires de la coopération, la réalisation du document de synthèse pré-cité et la communication générale sur la diffusion des données.


Back office/ Amont
AURH
Mise à disposition, hébergement, administration et maintenance de l'infrastructure serveur
Coordonne le fonctionnement du serveur, la collecte et l'intégration des données
Les géomaticiens des agences d'urbanisme de la vallée de seine
Référent agence par thématique
Intégration, structuration, enrichissement de la donnée
Un espace de travail collaboratif
Espace de travail partagé
Serveur de base de données
CPIER : fiche 1.1
Dispositif de suivi
Thème de l'année En 2016, la Seine à vélo
Thème de l'année En 2017, la Seine XXL
Front office/ Aval
AURH
(Agence pilote de la coopération en 2017)
Coordonne la communication, la diffusion des données
Publications, Dat visualisations, Cartographie interactive

Le travail de l'année comprendra les tâches suivantes :

- maintenance et administration du serveur par l'AURH ;
- collecte, structuration et harmonisation des données (ensemble des agences) ;
- analyse des indicateurs et rédaction (ensemble des agences) ;
- data visualisation (story map, cartographie, etc.) par l'ensemble des agences ;
- actions de communication, notamment : présentations du dispositif auprès de partenaires, liens avec les autres fiches du CPIER ;
- animation et pilotage par l'AURH.

Pour rendre tangible la production du dispositif de suivi, au-delà de sa valorisation sur le site web, la coopération des agences propose de réaliser une publication du type « 4 pages ». Cette publication comporterait des indicateurs clés sur la Vallée de la Seine, en lien avec le sujet de l'année.

b. Le site Internet

Définition du site

Le centre de ressources de la Vallée de la Seine s'appuie sur un site Internet qui constitue un centre d'informations de référence sur la Vallée de la Seine, proposant aussi bien une présentation globale du territoire, de la démarche État-Régions et des projets en cours, que les données et études existantes, notamment celles réalisées par les agences d'urbanisme dans le cadre du CPIER.

Une charte de gestion et de fonctionnement du site web de la Vallée de la Seine, rédigée par l'IAU IdF en novembre 2016, a été présentée et validée en réunion le 12 décembre 2016 (COTECH Agences d'urbanisme – Régions – services de l'Etat – Délégation interministérielle à la Vallée de la Seine).

Cette charte a pour vocation d'organiser le partage des tâches et le processus d'animation du site internet www.vdseine.fr entre la coopération des agences de la Vallée de la Seine, la Région Ile-de-France, la Région Normandie et la Délégation interministérielle à la Vallée de la Seine.

Administration du site

Le site www.vdseine.fr est hébergé sur les serveurs de l'IAU IdF jusqu'au terme du CPIER, en 2020, dans le cadre des financements Etat, Région Ile-de-France, Région Normandie.

L'IAU IdF garde le rôle d'administrateur technique du site pendant la durée du CPIER.

L'Institut est responsable de la maintenance technique du site, du maintien du nom de domaine, ainsi que des changements éventuels de structure du site, dans la limite décidée annuellement dans chaque avenant à la convention entre l'Etat, les régions et les agences.

Animation du site et du compte Twitter

Il est de la responsabilité des agences, sauf cas exceptionnel, de rédiger les textes, de décider des cartographies et de l'iconographie mises en ligne, de choisir les actualités à diffuser.

L'AURH, pilote de la Coopération en 2017, doit prendre en charge l'animation du site, c'est-à-dire la mise à jour des contenus liés à l'actualité de l'année (pour les actualités, comme pour les contenus des différentes pages du site internet).
L'AURH se chargera également d'animer le compte twitter Vallée de la Seine : https://twitter.com/vdseine. Le compte twitter vise notamment à diffuser les actualisations sur le site, mais également à faire une veille sur les retombées médias en lien avec la Vallée de la Seine.

Enfin, un compte Youtube a été créé, en 2016, pour anticiper les besoins en termes d'hébergement vidéo. Il abrite la vidéo de synthèse des rencontres Seine à Vélo. Il pourra être utilisé, au besoin, au cours de l'année 2017.

Validation des contenus – Le comité éditorial

Un comité éditorial a été mis en place fin 2016. Il est composé :

- des correspondants des Régions en matière de communication ;
- d'un représentant de la Délégation interministérielle à la Vallée de la Seine ;
- d'un représentant de la coopération des agences d'urbanisme (l'agence pilote de l'année en cours, soit l'AURH en 2017).

Ses objectifs sont les suivants :

- valider les contenus à teneur potentiellement politique du site web ;
- porter à la connaissance des élus (pour les Régions) et au Préfet (pour la DIDVS) les autres actualités.

Fonctionnement

Un document sur Google Drive permettra de partager l'historique et les besoins de validation du site internet. Ce document est créé par l'IAU IdF et sera géré par l'agence pilote chaque année, soit l'AURH en 2017. Il permettra d'organiser les étapes de validation des contenus et de les classer (porter à connaissance / contenus sensibles).

Lors de chaque comité technique entre Délégation interministérielle à la Vallée de la Seine, Etat, Régions et agences, soit a minima 4 réunions par an, un point de l'ordre du jour de la réunion sera consacré au site internet et permettra de discuter des actualités à mettre en ligne. Les membres du comité éditorial seront présents ou représentés.

Pour toute autre urgence, il a été proposé que le comité puisse fonctionner à distance par mail, les messages devant être adressés à tous les membres du comité éditorial lors de chaque échange. Si une proposition est validée à distance par tous les membres, elle pourra être mise en place immédiatement. Dans le cas contraire, le sujet sera abordé lors du comité éditorial suivant.

Communication générale

Les partenaires de la démarche s'engagent à faire la promotion du site internet. A cette fin, l'AURH met à disposition de la coopération : une bannière mail (pied de mail) et a proposé un communiqué de presse début février.
Chaque partenaire se fera le relais du site internet www.vdseine.fr dans ses outils (site internet, newsletter, réseaux sociaux…).

c. Identité graphique Vallée de la Seine

La coopération des agences propose de faire réaliser une ligne graphique Vallée de la Seine permettant d'identifier les travaux conduits dans le cadre du CPIER et de décliner le visuel sur différents supports (études, diaporama, 4 pages…). Cette identité graphique pourra être appliquée dès cette année 2017 et a vocation à servir l'ensemble des travaux jusqu'au terme du CPIER. La proposition de documents graphiques devra être validée par les membres du comité éditorial.

Le travail de l'année comprendra donc :

- l'animation et alimentation du site internet (AURH) ;
- l'animation et présence de la vallée de la Seine sur le compte twitter Vallée de la Seine (AURH) ;
- la transmission d'actualités, rédaction d'informations à publier sur le site, contenu des pages du site (ensemble des agences) ;
- la préparation, animation, compte-rendu du comité éditorial (AURH) ;
- l'administration technique du site (support technique + hébergement + SAV technique) par l'IAU ;
- la formation « à la prise en main » du site internet (IAU pour l'agence pilote, AURH) ;
- une prestation spécifique (externe) pour se doter d'une identité graphique sur laquelle capitaliser pour les années à venir.

Objectif 2 - Répondre collectivement aux sollicitations du comité directeur

Etude annuelle : « La Vallée de la Seine XXL – Un carrefour Logistique - Les relations entre la Vallée de la Seine et les territoires voisins, ou plus éloignés, dans une logique inter régionale, européenne et mondiale »

En 2016, la coopération des agences d'urbanisme a réalisé une étude centrée sur le développement d'une véloroute en bords de Seine, véritable opportunité pour développer l'usage du vélo, la promenade et le rayonnement touristique de la Vallée de la Seine, valoriser le territoire, améliorer l'état écologique du fleuve....

L'AURH a proposé, lors du COTECH du 12 décembre 2016, les contours que pourrait revêtir l'étude, et donc le colloque des agences en 2017 (note problématique AURH - NA n°6067).

Il s'agit d'adopter un horizon plus large que celui de la Vallée de la Seine, puisque le sujet sera **« La Vallée de la Seine XXL – un carrefour logistique : les relations entre la Vallée de la Seine et les territoires voisins ou plus éloignés dans une logique interrégionale, européenne et mondiale. »**

Les articulations de la Vallée de la Seine avec le monde, sous l'angle de la logistique, consisteront à confronter ce « territoire monde » aux autres métropoles/mégapoles asiatiques et nord-américaines, à la nouvelle donne mondiale en termes de méga projets et au développement des corridors transcontinentaux.

A l'échelle européenne, il s'agira de mettre en évidence l'articulation (ou le défaut d'articulation) de la Vallée de la Seine avec le grand Londres, la Randstad Holland, la dorsale européenne et, plus à l'Est, « l'orange pumpkin » (les autres corridors

économiques européens ; les autres grandes portes d'entrée européennes ; l'affirmation de la Vallée de la Seine comme carrefour européen), autrement dit une « Europe des corridors » dans laquelle elle s'intègre. Au-delà des seules infrastructures, l'offre et la qualité des services logistiques est en enjeu essentiel du corridor.

A l'échelle nationale et interrégionale, il s'agirait d'analyser l'articulation de la Vallée de la Seine avec les autres « portes d'entrée » du territoire. Il s'agira de montrer comment inscrire la Vallée de la Seine comme une porte du territoire français et européen qui compte (affirmation de la façade maritime Normande, son poids économique). Au-delà des sujets d'organisation du territoire et d'aménagement, il s'agira de mettre en évidence l'ensemble des coopérations renouvelées.

Il est proposé que le sujet de l'année 2017 et la rencontre s'inscrivent dans **une approche plus prospective que les années précédentes.**

Le thème 2017 doit porter également sur l**'affirmation de l'image et de l'existence de la Vallée de la Seine.** Dans cette optique, les agences proposent de traiter les questions d'image et d'attractivité de la Vallée de la Seine, de traiter son **rayonnement à toutes les échelles.** Le travail comportera :

- **Une partie contextuelle** rappelant les évolutions intervenues depuis 2010 (réforme territoriale, BREXIT, Canal Seine Nord, …), alimentée par l'ensemble des agences ;
- Une analyse des atouts, du **poids et du rôle de la Vallée de la Seine à l'échelle nationale et européenne** ;
- Une **partie benchmark national, international** afin de pouvoir comparer des poids économiques entre vallées (ex : vallée du Rhône / Rhin /Tamise) ;
- Un travail sur la **reconnaissance de la Vallée de la Seine au rang de métropole mondiale**, dans toutes ses dimensions **;**
- **Des pistes de réflexions opérationnelles pour envisager des partenariats à venir**

Le livrable 2017 prendra la forme d'un rapport illustré, à l'instar de ceux produits les années précédentes. Ce rapport sera réalisé pour la Rencontre 2017, qui conclura les travaux de l'année.

Le travail de l'année comprendra :

- La production par l'AURH d'un document de cadrage qui permettra une répartition du travail entre agences pour la réalisation de l'étude ;
- L'organisation de rendez-vous et de plusieurs ateliers de travail entre avril et septembre, avec les autorités portuaires, les professionnels de la logistique, des chercheurs,… mais aussi avec des interlocuteurs d'autres régions (Hauts de France, Grand Est,…) ou d'autres réseaux d'agences d'urbanisme. Ces ateliers associeront les représentants de l'Etat et des Régions.
- Des productions cartographiques, par l'ensemble des agences d'urbanisme sur le modèle d'un gabarit proposé par l'AURH ;
- Des analyses rédigées conformément au document de cadrage précité ;
- De la mise en page pour aboutir à un livrable cohérent (par l'AURH) jusqu'à sa diffusion.

Objectif 3 - Organiser la rencontre annuelle des agences de la Vallée de la Seine

Il a été convenu, dans le programme de travail collectif des agences de la Vallée de la Seine 2015-2017, qu'une rencontre annuelle des agences d'urbanisme serait organisée sur un thème défini collectivement. Son objectif est d'ouvrir un lieu d'échanges techniques sur le périmètre du CPIER, de partager les productions des agences et de faire le lien entre objectifs, projets et territoires.

- En 2015, le thème de la manifestation portait sur les liens entre développement industriel et logistique. Elle a rassemblé environ 150 personnes, principalement techniciens des agences et d'autres structures. Elle s'est organisée autour d'une séance plénière et de visites de site.

- En 2016, la Rencontre, intitulée « La Seine à vélo – un levier de développement des territoires », était en lien avec le sujet majeur d'étude, le vélo comme levier d'aménagement durable de la Vallée de la Seine. Elle a rassemblé un public assez large (170 participants), pour informer sur l'avancée des travaux des agences, les partager, tout en contribuant à l'identification plus forte de ce vaste périmètre de projet. Elle s'est organisée autour de plusieurs tables rondes durant la matinée, et des ateliers de travail pour l'après-midi. Le sujet a été fortement relayé par la presse.

- En 2017, la Rencontre se tiendra au Havre, fin octobre-début novembre. Son sujet sera intimement en lien avec le sujet de l'étude produite : « La Vallée de la Seine XXL ». La rencontre pourra venir compléter, par ses choix d'intervenants, les aspects qui n'auraient pu être traités dans le cadre de l'étude. Le format de la rencontre reste à définir (plénière, tables-rondes, ateliers, visites).

L'étude « Vallée de la Seine XXL » (voir objectif 2) sera livrée sous format papier et clés USB pour être diffusée lors de la Rencontre 2017. Pour valoriser au mieux le centre de ressources, un document de synthèse de type « 4 pages » (analyses / indicateurs clés) sera élaboré pour la même échéance (voir objectif 1).

Modalités de mise en œuvre

Le présent avenant est conclu pour l'année 2017.

a. Calendrier de mise en œuvre

Chaque année, de 2016 à 2020, de nouveaux indicateurs seront développés en lien avec le programme de travail de la coopération des agences de la Vallée de la Seine. Le site internet sera amélioré, mis à jour et enrichi de données et analyses.

Alimentation du socle d'indicateurs du centre de ressources :

- Versement des données et formatage : printemps 2017 ;
- Valorisation sous forme d'infographies sur le site web : été 2017 ;
- Production d'un document de synthèse (analyses / indicateurs clés) pour la rencontre annuelle : octobre 2017.

Valorisation et animation du site internet :

- Promotion générale du site internet (bannière mail, communiqué de presse) : février ;
- Animation (mise à jour d'actualités et de contenus) : tout au long de l'année ;
- Point en CoTech : 4 fois dans l'année.

Etude annuelle en lien avec le thème des rencontres :

- Ateliers de travail organisés entre mai et septembre 2017 ;
- Livraison des contenus rédigés pour aout 2017 (rédaction de chaque agence) ;
- Mise en page en août-septembre (AURH) ;
- Relecture collective, échanges sur le document produit et validation par l'Etat et les Régions : fin septembre ;

  NB : Un délai minimum de 15 jours devra être respecté entre la date d'envoi de l'étude à l'Etat et aux Régions et la date de lancement de l'impression du document ;
- Impression : début octobre.

b. Pilotage/Gouvernance

Conformément à l'organisation générale du travail relatif au programme d'études du CPIER Vallée de Seine, la mise en œuvre de chaque action est assurée par les agences d'urbanisme, qui en informent régulièrement le comité technique et le comité directeur de la Vallée de la Seine.

L'AURH est l'agence pilote et mandataire pour coordonner les travaux entre agences en 2017, et assure, à ce titre, l'interface avec le comité directeur et le comité technique de la Vallée de la Seine.

Le comité propre au suivi des travaux de la coopération des agences, se réunira à un rythme régulier, à minima 4 réunions par an (mars / juin / septembre et novembre).

A son ordre du jour, figurera systématiquement :

- un état d'avancement du dispositif de suivi et de l'étude 2017 ;
- des propositions pour la communication, comprenant notamment une validation par le comité éditorial des propositions d'actualités du site web ;
- des propositions pour l'organisation de la rencontre.

Des comités techniques, comprenant des représentants de l'Etat, des Régions et des 5 agences, pourront être organisés régulièrement pour contribuer à l'avancée des travaux des points précités.

c. Contributions financières du CPIER

Le budget prévisionnel de l'année 2017 s'établit à 376 500 €. Ses modalités de financement figurent ci-après :

	Montant 2017	Subvention sollicitée 60%	Financement Répartition des subventions		
			Etat (FNADT)	Région Normandie	Région Ile-de-France
IAU (Ile de France)*	79 065,00 €	63 252,00 €			63 252,00 €
APUR (Paris)	48 945,00 €	29 367,00 €	29 367,00 €		
AURH (Le Havre)	150 600,00 €	90 360,00 €	70 360,00 €	20 000,00 €	
AUCAME (Caen)	48 945,00 €	29 367,00 €	9 367,00 €	20 000,00 €	
AURBSE (Rouen)	48 945,00 €	29 367,00 €	9 367,00 €	20 000,00 €	
TOTAL	**376 500,00 €**	**241 713,00 €**	**118 461,00 €**	**60 000,00 €**	**63 252,00 €**

* le taux est de 80% pour l'IAU

Déclinaison par objectifs :

En 2017, l'AURH est chargée :

- du pilotage administratif et technique de la Coopération des agences ;
- de l'animation des contenus du site web et des réseaux sociaux ;
- de la conduite de l'étude menée en 2017 et de la coordination de la production ;
- de l'organisation de la rencontre annuelle.

L'IAU IdF poursuit l'administration du site.

L'AURH s'appuiera **sur l'ensemble des agences** pour :

- l'organisation et l'alimentation du dispositif de suivi (centre de ressources) ;
- l'alimentation du site web (partage d'actualités et rédaction de contenus) ;
- la participation à des réunions et ateliers de travail multi partenariaux ;
- la publication de livrables :
    - le premier étant **l'étude support de la rencontre 2017** ;
    - le second, un document synthétique, en lien avec le centre de ressources (qui comprend d'autres livrables valorisés sur le site web : des indicateurs et story maps….).

Le budget alloué à **la Rencontre 2017** (30 000 euros) permettra la prise en charge de la location de salle, les frais de traiteur, les frais de scénographie (kakémonos), les frais d'animation, la mobilisation des agences, les frais de déplacements des intervenants mobilisés, la réalisation de « goodies » (sacoche,…), l'impression de l'étude 2017 et sa diffusion sur clé USB à l'occasion de la rencontre annuelle.

Fait à , le /2017.

Pour l'Etat

Fabienne BUCCIO
Préfète de la région Normandie
Préfète coordinatrice des actions de l'Etat pour l'aménagement de la Vallée de la Seine

François PHILIZOT
Délégué interministériel au développement de la Vallée de la Seine

Pour la Région Ile-de-France

Valérie PECRESSE,
Présidente

Pour la Région Normandie

Hervé MORIN,
Président

Pour la coopération des agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine, L'Agence d'Urbanisme de la Région du Havre et de l'Estuaire de la Seine, mandataire,

Simon Du Moulin De Labarthète
Directeur général

CONVENTION-CADRE pour la mise en œuvre du volet paysager
du CPIER de la Vallée de la Seine
Entre l'État,
Les Régions Île-de-France, Normandie, et,
L'École nationale supérieure de paysage de Versailles
-
Années 2017-2020

La présente convention est conclue entre :

L'État représenté par la préfète de Normandie, préfète coordonnatrice pour la vallée de la Seine, Madame Fabienne BUCCIO et par le délégué interministériel au développement de la vallée de la Seine, Monsieur François PHILIZOT

La Région Île-de-France, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE dûment habilitée par la délibération CP 2017-269 de la Commission Permanente du Conseil Régional du du 5 juillet 2017,

La Région Normandie, représentée par son président, Monsieur Hervé MORIN, dûment habilité par la délibération de la Commission permanente du Conseil Régional en date du 11 juillet 2017,

D'une part,

Et

L'Ecole nationale supérieure de paysage de Versailles, représentée par son directeur Monsieur Vincent PIVETEAU.

D'autre part,

1. Le projet de la « Vallée de la Seine » : du schéma stratégique au Contrat de Plan Interrégional

La Vallée de la Seine, un espace stratégique pour l'attractivité et le développement économique national

Le projet de la Vallée de la Seine propose un destin métropolitain à un ensemble géographique cohérent qui offre à Paris une ouverture sur l'espace maritime international et son économie de flux. Si la vallée trouve une première délimitation à travers ses coteaux, son espace d'influence s'étend en fonction de la structuration du fonctionnement métropolitain (logistique, ressources, etc.). Si la vallée représente également l'épine dorsale de cette métropole durable, sa façade maritime traduit, pour sa part, son rapport et son ouverture au monde. Pour un pays de culture majoritairement « terrienne », cette articulation avec l'univers maritime représente un enjeu clé et ouvre de nouvelles perspectives de développement soutenable.

Cet espace stratégique bénéficie d'un fort potentiel de croissance notamment lié à son offre portuaire (ports maritimes et fluviaux) et logistique, outils incontournables pour s'intégrer à l'économie mondialisée, aux forces de recherche et d'innovation présentes sur le territoire, au dynamisme et à la diversité de son économie, mais aussi à la richesse de son patrimoine naturel, historique et artistique.

Les ingrédients des paysages de demain se précisent mais leur forme, leur mise en scène dépend de la qualité et de l'articulation des projets de développement qui verront le jour. Les figures emblématiques, les dynamiques paysagères, et les enjeux correspondants doivent être mieux cernés pour proposer des logiques de projet cohérentes et une planification dynamique à l'échelle de la Vallée de la Seine. La dimension économique de la qualité paysagère se lira tant dans la fréquentation touristique que dans l'image que véhiculera ce Grand Paris de l'échelle locale (cadre de vie) à l'échelle internationale (rayonnement).

Le schéma stratégique traduit des ambitions fortes

Dans la continuité des réflexions sur le Grand Paris, la mobilisation de l'Etat, des Régions Île-de-France, Haute et Basse-Normandie, des villes et agglomérations de Caen, du Havre, de Rouen, de Seine Aval et de Paris, a fait naître une véritable ambition collective pour le développement de la Vallée de la Seine.

Le schéma stratégique « Vallée de la Seine », publié en juin 2015, s'appuie ainsi sur les travaux antérieurs, mais reflète l'implication de l'ensemble des acteurs qui ont contribué à sa rédaction : départements, agglomérations, chambres consulaires, CESER, universités, Départements, établissements publics, associations, etc.

Ce projet d'aménagement et de développement de la vallée de la Seine constitue l'opportunité d'impulser une dynamique porteuse d'activités nouvelles et de projets fédérateurs créateurs d'emplois, en passant en phase opérationnelle et en conduisant des actions concertées entre l'Etat, les Régions et leurs partenaires, au profit de l'ensemble des habitants et de leur cadre de vie.

Le Schéma stratégique se décline autour de trois axes principaux :

1- Le développement économique, l'enseignement supérieur et la recherche ;
2- La maîtrise des flux et des déplacements ;
3- La gestion de l'espace au service du développement durable.

L'axe n°3 reprend les orientations suivantes sur le paysage :

- Promouvoir la bonne insertion urbaine, paysagère et naturelle des activités industrielles et portuaires en assurant un dialogue avec l'ensemble des parties prenantes des territoires concernés ;
- Valoriser les paysages et le patrimoine naturel à travers la gestion coordonnée des berges, des communications sur la trame paysagère de la vallée de la Seine et le développement de l'écotourisme.

2. Une gouvernance renouvelée et une mise en œuvre du projet « Vallée de la Seine » portée par un Contrat de Plan Inter-régional Etat-Régions (CPIER)

Avec la création de la Délégation Interministérielle pour le Développement de la Vallée de la Seine (DIDVS) en avril 2013, une nouvelle impulsion a été donnée au projet. Une gouvernance spécifique a été installée autour du périmètre de référence de la « Vallée de la Seine » défini par le décret du 22 avril 2013 (la Région Haute-Normandie dans son entier, les Départements du Calvados et de la Manche en Basse-Normandie, des Hauts-de-Seine, de Paris, de Seine-Saint-Denis, du Val d'Oise et des Yvelines en Île-de-France).

Elle se traduit par :

- La création d'un comité directeur présidé par le délégué interministériel au développement de la Vallée de la Seine et réunissant le préfet coordonnateur des actions de l'Etat pour l'aménagement de la Vallée de la Seine et les présidents des deux régions Normandie et Île-de-France. Le préfet d'Île-de-France est associé à ce comité depuis son installation ;

- Ses travaux sont préparés par un comité technique animé par la délégation interministérielle ;

- L'organisation d'une concertation régulière avec les autres partenaires : communes, communautés d'agglomération, Départements, chambres consulaires, CESER, Etablissements publics (HAROPA, Voies Navigables de France, SNCF-Réseau, ADEME AESN) et associations.

La mise en œuvre opérationnelle des orientations du Schéma stratégique s'est traduite par la signature le 25 juin 2015, d'un Contrat de Plan Interrégional Etat-Régions (CPIER) de la Vallée de la Seine pour la période 2015-2020, modifié par voie d'avenant le 3 février 2017.

Les orientations en matière de paysages sont incluses dans la **fiche action 1.3 « Connaissance des paysages et de leur évolution »** (annexe 1 de la présente convention) du CPIER de la Vallée de la Seine. Cette fiche action prévoit « *de développer la cohérence des actions et de mieux orienter l'action publique* » et indique « qu'*une coopération plus systématique pourra s'appuyer notamment sur l'Ecole nationale supérieure de paysage (ENSP) de Versailles, qui conduit déjà régulièrement des travaux sur une partie*

de la vallée de la Seine. Il convient de pouvoir anticiper les impacts attendus, tant pour les espaces naturels que sur les zones urbaines ou les infrastructures, des évolutions annoncées ».

C'est dans ce cadre que l'État, les Régions Île-de-France, Haute et Basse-Normandie ainsi que l'École Nationale Supérieure de Paysage de Versailles ont signé le 16 décembre 2015, une convention-cadre afin de préciser leurs modalités de partenariat, d'établir les conditions de coordination des travaux de l'Ecole et de définir le niveau de soutien financier de l'Etat et des Régions.

La durée de cette convention-cadre a été fixée à trois ans (période 2015-2017) en raison notamment de la programmation triennale des crédits de l'Etat.

Au vu de la qualité des actions menées par l'ENSP au cours de cette première période, il convient aujourd'hui de renouveler cette convention pour la période 2017-2020 afin de poursuivre les actions engagées au titre de la fiche action 1.3 jusqu'au terme du Contrat de Plan Interrégional Etat-Régions (CPIER).

3. Une préfiguration d'un réseau Paysage de la Vallée de la Seine engageante

Depuis 2015, l'ENSP a mené, conjointement avec l'Agence d'urbanisme de la région du Havre, de premières actions visant à la préfiguration d'un cluster de compétences autour du paysage, en poursuivant une démarche de laboratoire et d'exploration d'outils méthodologiques.

Cela a permis de définir un mode de travail spécifique et original fondé sur un calendrier d'événements et des analyses thématiques en lien avec les grandes questions de paysage de la Vallée de la Seine et l'avenir de ses territoires.

Le réseau paysage s'est organisé autour des actions et dispositifs suivants :

- Les Ateliers pédagogiques régionaux ont rassemblé des connaissances et impulsé des projets avec les territoires. À l'occasion du premier Atelier pédagogique régional (APR) 2015-2016, les étudiants ont défendu l'idée d'une Seine Monument "libre et vivant" qui célèbre le cours de la Seine et ses multiples richesses plutôt que sa valeur d'axe desservant des destinations. Il est important de révéler les valeurs de ce bassin de vie dont l'avenir ne dépend pas uniquement d'une patrimonialisation d'un "monument libre", mais d'une complémentarité entre nos usages contemporains et les dynamiques, naturelles et culturelles, foisonnantes en vallée de Seine. Les ateliers qui ont suivi ou qui suivront s'appuient sur ces premiers travaux pour développer des projets exemplaires dignes du paysage de la Seine Monument "libre et vivant". Les travaux sur le paysage des Iles comme ceux sur le marais Vernier, et la route des chaumières en sont une première traduction.

- L'événement « la rentrée du réseau », qui a lieu en septembre, a été et est un moment charnière ouvert à tous les membres pour faire le point sur les actions passées et futures. C'est aussi un moyen pour les équipes successives d'ateliers pédagogiques régionaux de se passer le relai.

- Le Voyage-atelier : la première édition à Elbeuf a permis aux différents acteurs de

l'aménagement des territoires concernés par le CPIER de se rencontrer et d'échanger in-situ sur des problématiques actuelles caractéristiques des paysages séquaniens à toutes les échelles et la seconde, sur le littoral occidental du Cotentin, a été l'occasion de mieux appréhender les enjeux du changement climatique. Cet événement vise à investir le réseau d'acteurs dans une dynamique d'accompagnement des grands projets de territoires impulsés par le CPIER.

- Le Workshop inter-écoles permet de mobiliser un public élargi et en même temps d'insérer la pensée paysagère et l'expérience de terrain dans le développement des grands projets d'aménagement.

Ces premières actions engageantes, approuvées par le comité de pilotage institué au titre de la fiche 1.3, mais aussi par les professionnels du paysage membres du réseau, confortent les parties prenantes à poursuivre leurs efforts pour continuer ce travail durant la deuxième phase de mise en œuvre du contrat de plan interrégional.

ARTICLE 1ER - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention vise à définir :

- Les conditions d'élaboration du programme de travail collectif entre l'État, les Régions et l'École nationale supérieure de paysage de Versailles, afin de faire émerger une dynamique opérationnelle autour des paysages de la Vallée de la Seine ;
- Les modalités de validation de ce programme de travail et de mobilisation des financements de l'État et des Régions pour la période 2017-2020.

Ce programme de travail s'organise autour de trois objectifs principaux :

1. Proposer de nouveaux ateliers pédagogiques régionaux dédiés à l'innovation et l'expérimentation sur des enjeux paysagers de la vallée de la Seine. Ils s'inscriront dans une démarche de construction de la Seine Monument libre et vivant porteuse d'un développement interrégional et durable de la vallée de la Seine. Leur objectif sera de concourir à l'accompagnement des acteurs locaux pour faire émerger différents projets de paysage valorisant les valeurs monumentales de la Vallée de la Seine et instituer une démarche paysagère dynamique et exigeante qui promeut la connaissance partagée et les projets concertés. Leurs enseignements feront l'objet d'une diffusion large à l'intention des principaux acteurs de l'aménagement en vallée de Seine.
2. Encourager et organiser les rencontres et échanges de compétences pour consolider le réseau « paysage » aujourd'hui émergeant et réunissant les acteurs institutionnels, économiques, de l'enseignement et de la recherche, pour porter des démarches paysagères s'inscrivant dans la dynamique vallée de la Seine,

3. Contribuer à structurer l'ingénierie paysagère à l'échelle de la vallée de la Seine via des échanges et actions communes, notamment dans le cadre des études et investissements financés au titre du CPIER.

ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION-CADRE

La présente convention-cadre est conclue pour la période 2017-2020 (sur la base d'années universitaires).

ARTICLE 3 - ÉLABORATION ET SUIVI DU PROGRAMME DE TRAVAIL COLLECTIF

Le programme de travail collectif est élaboré conjointement par le comité technique de la vallée de la Seine et l'ENSP sur la base d'un projet proposé par l'ENSP, selon un calendrier prévisionnel valable chaque année :

- En janvier : l'ENSP élabore, en association avec le comité technique, une proposition de programme (articulation des animations, thèmes de travail, partenariats envisagés, etc.) pour l'année suivante (N+1).
- Au printemps : le comité technique et l'ENSP discutent de la proposition.
- En avril-mai : l'ENSP propose un projet de convention d'application annuelle définissant les actions et les moyens financiers.
- En été : le projet de convention d'application annuelle est soumis pour approbation au Comité directeur de la Vallée de la Seine. Les propositions validées sont ensuite soumises aux votes des assemblées délibérantes des Conseils régionaux.
- En septembre : L'ENSP prépare la rentrée du réseau et le lancement des actions, celles-ci de déroulant en cohérence avec l'année universitaire.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENT DE L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DU PAYSAGE DE VERSAILLES

L'École nationale supérieure du paysage de Versailles s'engage à :

- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation du programme de travail en mobilisant l'ensemble des partenaires : les EPCI qui ont un lien avec les bords de Seine (échelle des SCOT), les PNR, le réseau de coopération des cinq agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine (C5AU), les CAUE, les Départements, le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL), le CEREMA (Normandie Centre et Île de France), l'AESN, les services de l'État (DRAC, DREAL, DDTM), les services des Régions compétents ;

- Pour chaque action engagée au titre de l'exécution de la présente convention-cadre :
  - Élaborer conjointement avec le comité technique, en amont de l'engagement de l'action, une fiche synthétique précisant le cahier des charges prévisionnel correspondant : principales caractéristiques, répartition des coûts, planning, modalités d'association du comité directeur et ses partenaires, modalités de restitution et de communication ;
  - Associer l'État et les Régions au suivi des actions à travers un comité de pilotage technique réuni aux étapes clés ;
  - Envoyer les études au comité technique au moins un mois avant leur publication, de manière à pouvoir échanger sur leur contenu avant leur publication ;
  - Garantir la communication aux services de l'État et des Régions des études et travaux réalisés par l'ENSP au titre de l'exécution de la présente convention-cadre ;

- Pour toute communication concernant les projets engagés au titre de la présente convention-cadre :
  - Mentionner la participation de l'État et des Régions ;
  - Apposer les logotypes de l'État, des Régions et de la démarche « Vallée de la Seine » conformément aux chartes graphiques en vigueur ;

- Fournir un compte-rendu annuel d'exécution au plus tard six mois après la clôture comptable de chaque exercice ;
- Fournir un compte rendu financier de son programme dans les mêmes délais ;
- Faciliter tout contrôle éventuel, lié à l'attribution de fonds publics et répondre à toute demande d'information.

ARTICLE 5 – MONTANT ET MODALITES DU FINANCEMENT CPIER

L'Etat et les Régions apportent un financement inscrit au CPIER en vue de la réalisation du programme de travail et pour la durée de la présente convention-cadre (2017-2018, 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021).

Leurs contributions respectives seront précisées chaque année dans la convention d'application à la présente convention-cadre, élaborée d'un commun accord en fonction du programme de travail et des disponibilités financières des différentes parties. Une fois approuvé par le Comité directeur de la Vallée de la Seine, l'avenant annuel sera soumis au vote des assemblées délibérantes des conseils régionaux.

ARTICLE 6 – BUDGET PREVISIONNEL

Le budget prévisionnel nécessaire à la réalisation du programme de travail est précisé dans les conventions d'application annuelles.

ARTICLE 7 – MODALITES DE PAIEMENT

L'État et les Régions procéderont au versement de leurs subventions auprès de l'ENSP sur la base du mémoire justificatif établi chaque année.

Pour les Régions Île-de-France et Normandie, les versements seront effectués conformément aux modalités de paiement précisées dans les conventions financières signées avec l'École Nationale Supérieure de Paysage de Versailles et à leurs règlements budgétaires et financiers.

Pour l'État, la dépense correspondant au financement octroyé est imputée sur les crédits du budget opérationnel de programme 112 (FNADT) dans l'enveloppe de la fiche 1.3 du CPIER « Vallée de la Seine ».

Le montant du financement au titre du CPIER pourra faire l'objet, en application des articles 8 et 10, d'une modulation lorsque le programme de travail s'avère insuffisamment ou non réalisé.

L'engagement comptable du financement doit être accompagné des pièces requises à savoir :

- Le budget prévisionnel de l'exercice considéré ;
- Le programme de travail arrêté pour l'année, ou à défaut, un projet de programme approuvé par l'Etat et les Régions ;
- Le compte-rendu annuel d'exécution du programme de travail de l'exercice précédent, prévu à l'article 4 de la présente convention.

ARTICLE 8 – SANCTIONS

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1, l'ENSP reconnaît son obligation de rembourser à l'État et aux Régions la totalité du concours apporté. En cas d'exécution partielle, l'ENSP devra rembourser à l'Etat et aux Régions la part non justifiée du concours versé, sauf si elle a obtenu préalablement l'accord des représentants de l'Etat et des Régions pour modification de l'objet ou du budget.

ARTICLE 9 – DOMICILIATION DES PAIEMENTS

Sous réserve du respect par l'ENSP des obligations mentionnées à l'article 8, les financements de l'Etat et des Régions relatifs à l'exécution du CPIER « Vallée de la Seine » seront versés selon les procédures comptables en vigueur.

L'État et les Régions se libéreront des sommes dues par virement sur le compte bancaire ouvert au nom de l'Ecole nationale supérieure de paysage de Versailles, auprès du TRESOR PUBLIC.
Code Banque : 10071, Code Guichet : 78000
Numéro de compte : 00001003984, Clé RIB : 67.

Pour l'État, le comptable assignataire est la Directrice Régionale des Finances Publiques de Normandie. Le Directeur régional des Finances publiques de Normandie.

Pour la Région Ile de France, le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et du Département de Paris.

Pour la Région Normandie, le comptable assignataire est la Directrice Régionale des Finances publiques de Normandie.

ARTICLE 10 - CONTRÔLE DE L'UTILISATION DU FINANCEMENT

Les représentants de l'Etat et des Régions vérifieront que l'utilisation des crédits est conforme aux prestations attendues.

ARTICLE 11 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention-cadre, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 12 – CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION-CADRE

La présente convention pourra être reconduite, dans la limite de durée du CPIER, sous réserve de la réalisation d'une évaluation de l'activité de l'ENSP sur la période d'exécution de la présente convention-cadre et du dépôt des conclusions, éventuellement provisoires de cette évaluation.

Cette évaluation est réalisée dans des conditions définies d'un commun accord entre l'Etat, les Régions et l'ENSP.

ARTICLE 13 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION-CADRE

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention-cadre, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

*

* *

Fait à , le / /2017.

Pour l'Etat

Fabienne BUCCIO,
Préfète de la région Normandie,
Préfète coordonnatrice des actions de l'État pour l'aménagement de la vallée de la Seine

François PHILIZOT
Délégué interministériel au développement de la vallée de la Seine

Pour la Région Normandie

Hervé MORIN, Président

Pour la Région Île-de-France

Valérie PECRESSE, Présidente

Pour l'Ecole Nationale Supérieure du Paysage de Versailles

Vincent PIVETEAU
Directeur

FICHE ACTION 1.3 : « Connaissance des paysages et de leur évolution»

Objectifs

L'unité morphologique de la Vallée de la Seine, de Paris à la mer, se traduit par des paysages dont la qualité et la diversité constituent un atout pour le territoire, tant autour du fleuve que par ses jonctions avec la façade maritime normande, du Cap de la Hague à l'embouchure de la Bresle et les autres espaces connexes. Une partie des sites les plus emblématiques est juridiquement protégée ; certaines politiques d'acquisition foncière concourent également à leur sauvegarde et à leur mise en valeur.

Afin de développer la cohérence des actions et de mieux orienter l'action publique, une coopération plus systématique pourra s'appuyer notamment sur l'Ecole nationale du paysage de Versailles, qui conduit déjà régulièrement des travaux sur une partie de la vallée de la Seine. Il convient de pouvoir anticiper les impacts attendus, tant pour les espaces naturels que sur les zones urbaines ou les infrastructures, des évolutions annoncées et des perspectives de développement.

Description

Etudes paysagères, intégration du paysage dans les politiques d'aménagement, enjeux de renaturation écologique et paysagère.

Maîtres d'ouvrage

Ecole nationale du paysage de Versailles, parcs naturels régionaux (PNR), conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL), etc.

Plan de Financement

	ETAT	**RÉGION BASSE-NORMANDIE**	**RÉGION HAUTE-NORMANDIE**	**RÉGION ÎLE-DE-FRANCE**	**TOTAL**
Programme pluriannuel d'action et élaboration d'une charte à l'échelle de la vallée de la Seine sur la base des travaux existants	FNADT 0,5 M€	0 M€	0,2 M€	0,2 M€	**0,9 M€**
TOTAL	**0,5 M€**	**0 M€**	**0,2 M€**	**0,2 M€**	**0,9 M€**

Convention d'application dans le cadre du CPIER Vallée de la Seine (2017-2020)

Entre l'État,

Les Régions Île-de-France et Normandie,

Et l'École Nationale Supérieure de Paysage de Versailles

Programme de travail et budget prévisionnel pour l'année scolaire 2017-2018

Fiche 1.3 du CPIER Vallée de la Seine

L'État représenté par la Préfète de Normandie, Préfète coordonnatrice pour la Vallée de la Seine, Madame Fabienne BUCCIO et par le délégué interministériel au développement de la Vallée de la Seine, Monsieur François PHILIZOT,

La Région Île-de-France, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE dûment habilitée par la délibération CP 2017-269 de la Commission Permanente du Conseil Régional du du 5 juillet 2017,

La Région Normandie, représentée par son Président, Monsieur Hervé MORIN, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du 11 juillet 2017,

D'une part

Et

L'Ecole Nationale Supérieure de Paysage de Versailles, représentée par son Directeur, Monsieur Vincent PIVETEAU

D'autre part

Il est exposé et convenu ce qui suit.

I- Préambule :

L'Etat, les Régions Île-de-France, Haute et Basse-Normandie ainsi que l'École Nationale Supérieure de Paysage de Versailles ont signé le 16 décembre 2015, une convention-cadre afin de préciser leurs modalités de partenariat, d'établir les conditions de coordination des travaux de l'Ecole et de définir le niveau de soutien financier de l'Etat et des Régions.
La durée de cette convention-cadre a été fixée à trois ans (période 2015-2017) en raison notamment de la programmation triennale des crédits de l'Etat.

Au vu de la qualité des actions menées par l'ENSP au cours de cette première période, une nouvelle convention a été mise place pour la période 2017-2020 afin de poursuivre les actions engagées au titre de la fiche action 1.3 jusqu'au terme du Contrat de Plan Interrégional État-Régions (CPIER).

Cette convention donne pour mission à l'École Nationale de Paysage de Versailles de mettre en œuvre la fiche 1.3 du Contrat de Plan Interrégional pour la Vallée de la Seine autour de trois objectifs :

1. Proposer de nouveaux ateliers pédagogiques régionaux dédiés à l'innovation et à l'expérimentation sur des enjeux paysagers de la Vallée de la Seine. Ils s'inscriront dans une démarche de construction de la Seine Monument libre et vivant prônant un développement interrégional et durable de la Vallée de la Seine. Leur objectif sera de concourir à l'accompagnement des acteurs locaux pour faire émerger différents projets de paysage valorisant les valeurs monumentales de la Vallée de la Seine et instituer une démarche paysagère dynamique et exigeante qui promeut la connaissance partagée et les projets concertés.
2. Organiser et encourager les rencontres et échanges de compétences pour prolonger l'émergence d'un réseau « paysage » réunissant les acteurs institutionnels, économiques, de l'enseignement et de la recherche, pour porter des démarches paysagères s'inscrivant dans la dynamique vallée de la Seine.
3. Contribuer à structurer l'ingénierie paysagère à l'échelle de la Vallée de la Seine via des échanges et actions communes, notamment dans le cadre des études et investissements financés au titre du CPIER.

Ce programme d'actions conduit en lien étroit avec l'AURH (l'Agence d'Urbanisme de la Région du Havre) est défini chaque année dans la convention d'application à la convention-cadre du 16 décembre 2015.

II- CONVENTION

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir le programme de travail de L'École Nationale Supérieure de Paysage de Versailles (ENSP) pour 2017-2018 et de préciser les engagements financiers des différentes parties.

Article 2 :Programme de travail

Pour l'année scolaire 2017-2018, le programme de travail est arrêté comme suit :

1. 1. Mettre en place et piloter le déroulement de deux ateliers pédagogiques pour l'année scolaire 2017-2018, qui viseront à aider les acteurs à entrer dans une démarche paysagère durable, digne d'un site appartenant au Monument de la Seine libre et vivante.

   Le premier atelier se déroulera sur un ou plusieurs sites définis selon les réponses à l'appel à proposition d'APR lancée en 2017, consistant à définir les conditions de sensibilisation des collectivités et de leurs habitants à la valeur paysagère de leur territoire.

   Au vu des sujets retenus après l'appel à proposition lancé en 2016 et du Voyage-atelier à Elbeuf, le CPIER et la Métropole Rouen Normandie financent un deuxième APR dans la boucle d'Elbeuf.

1. 2. Poursuivre la création du cluster de compétences en « paysage », notamment au travers de la définition des outils nécessaires à son bon fonctionnement et à une évolution de la mise en réseau.

   En s'appuyant sur les travaux effectués les années précédentes et les problématiques identifiées, il est demandé que l'ENSP établisse des propositions relatives à :

a. Des moyens de représentation de l'évolution du réseau et de ses acteurs (calendrier pluriannuel des actions du réseau « paysage », cartographie de « l'écosystème d'acteurs » mettant en évidence leur localisation, leurs spécialités et domaines d'intervention, conditions de mise en place d'une bibliographie participative…) ;

b. La poursuite des entretiens/rencontres avec les acteurs institutionnels, du monde universitaire/écoles, des grands maîtres d'ouvrage sur la vallée de la Seine (Société du Grand Paris, SNCF Réseau, collectivités) pour élargir le réseau à des membres qui souhaitent s'investir dans la démarche ;

c. Une stratégie de communication dédiée à la fiche 1.3 et en lien avec la fiche action 1.1 (diffusion des travaux, publicité sur les événements, identification des réseaux auprès desquels communiquer, ligne graphique, organisation d'un calendrier, etc.) menée avec les services communication des deux Régions et de l'Etat. Celle-ci pourra être par la suite déclinée à d'autres projets du CPIER.

1. 3. Structurer le réseau des acteurs par la poursuite de l'organisation d'événements et de rencontres, de manière à favoriser l'émergence d'une culture commune et interrégionale autour des paysages de la Vallée de la Seine :

a. Voyage-atelier co-organisé avec des acteurs locaux, mobilisant les acteurs du paysage et favorisant la création d'une approche collective et interrégionale des enjeux du territoire,

b. Workshop inter-écoles mobilisant les établissements d'enseignement supérieur du territoire de la Vallée de la Seine (paysagistes, architectes, urbanistes, ingénieurs…) ainsi que les acteurs du territoire sur les enjeux de la mobilité,

c. Rencontres permettant de valoriser les travaux réalisés par les étudiants et leur appropriation par les acteurs du territoire (rentrée du réseau, restitution des APR, réunion-atelier in-situ).

1.4. Travailler, avec le Comité Directeur Vallée de la Seine, à la définition de différents événements d'ici 2020 :

- Des temps d'échanges (séminaires, assemblée plénière, ou tout autre événement) pour développer une connaissance partagée de l'ensemble de la démarche du CPIER Vallée de la Seine, et en renforcer la cohésion d'ensemble. Il s'agit de réunir les acteurs des différentes fiches-actions du CPIER. Chacun d'entre eux y présentera les enjeux et objectifs stratégiques de leurs interventions et les modalités d'actions qu'ils ont mises en place. Ces présentations permettront de dégager des similitudes et des complémentarités propices à l'enrichissement des pratiques et au développement de partenariats entre les différents acteurs, notamment pour améliorer la prise en compte du paysage dans le cadre des grands projets d'aménagement.

- Un autre événement, à prévoir pour fin 2020, regroupant les membres du réseau paysage ainsi que les acteurs des autres fiches du CPIER autour de la démarche menée spécifiquement dans le cadre de la fiche 1.3. Cette rencontre aurait pour objectif de sensibiliser l'ensemble des acteurs aux enjeux et propositions identifiés en termes de paysage et de trouver collectivement des suites opérationnelles à cette démarche Vallée de la Seine, en s'appuyant notamment sur le « réseau paysage ».

Article 3 : Modalités financières

Le montant global du projet s'élève à 213 462 €.

Le montant total des subventions est arrêté à 170 770 € répartis comme suit : 139 520 € au bénéfice de l'ENSP et 31 250 € au bénéfice de l'Agence d'Urbanisme de la Région Havraise.

La participation de l'État, de la Région Normandie et de la Région Île-de-France s'élève respectivement à 64 552 €, 51 173 € et 23 795 € selon une clé de répartition précisée en annexe à la présente convention.

Article 4 : Durée

La présente convention est conclue pour l’année scolaire 2017-2018.

Article 5 : Résiliation :

En cas de non-respect par l’une ou l’autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l’une ou l’autre partie à l’expiration d’un délai d’un mois suivant l’envoi d’une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à XXXXXXX, le XX/XX/2017.

Fabienne BUCCIO
Préfète de la région Normandie,
Préfète coordonnatrice des actions de l'État pour l'aménagement de la Vallée de la Seine

François PHILIZOT
Délégué interministériel au développement de la Vallée de la Seine

Pour la Région Normandie

Hervé MORIN
Président

Pour la Région Ile-de-France

Valérie PECRESSE
Présidente

Pour l'Ecole Nationale Supérieure du Paysage de Versailles

Vincent PIVETEAU
Directeur

Annexe financière

La présente annexe présente l'intégralité de l'opération, conduite conjointement par l'ENSP et l'AURH :

Budget prévisionnel 2017-2018

Dépenses			
activités	**dépenses ENSP**		**dépenses AURH**
Animation du cluster 2017	**55 900 €**		**5 250,00 €**
Salaires + charges (directeurs d'études + chargée d'étude)	53 000 €		5 250,00 €
Honoraires	1 900 €		
Dépenses diverses	1 000 €		
Communication	**18 000 €**		**11 550,00 €**
Stratégie et doc. communication	8 000,00 €		9 750,00 €
Secrétariat, assistante de communication			1 800,00 €
Prestation : graphiste (charte graphique)	6 000 €		
Stagiaire IDF - 3 mois - expo itinérante	2 000 €		
Stagiaire IDF - 3 mois - l'organisation du WP	2 000 €		
Événements 2017-2018	**30 500 €**		**22 262,00 €**
- Workshop étudiant (automne 2017)	6 000 €		10 500,00 €
- Voyage-atelier (printemps 2018)	6 000 €		6 750,00 €
Frais de déplacements/matériel/équipement/participation	10 500 €		5 012,00 €
Frais de réception/Location de salle	8 000 €		
APR 3 VdS 2017-2018 (démarrage automne2017)	**35 000 €**		
Salaires et rémunérations + charges de structure	29 000 €		
Frais de déplacements	5 000 €		
Fournitures	1 000 €		
APR Elbeuf 2017-2018 (sous réserve participation métropole	**35 000 €**		
Salaires et rémunérations + charges de structure	29 000		
Frais de déplacements	5 000		
Fournitures	1 000		
Total dépenses	**174 400 €**		**39 062,00 €**
Coût total de l'opération	**213 462 €**		

Plan de financement				
Financement (hors APR d'Elbeuf)	**Montant ENSP**	**Montant AURH**	**%**	**Total**
État (FNADT)	50 552 €	20 833 €	50%	71 385 €
Région Normandie	37 173 €	10 417 €	2/3 de 50%	47 590 €
Région Île-de-France	23 795 €	0 €	1/3 de 50%	23 795 €
Autofinancement	27 880 €	7 812 €	20%	
Total opération	**139 400 €**	**39 062 €**	**100%**	
Financement (APR d'Elbeuf)	**Montant ENSP**		**%**	**Total**
État (FNADT)	14 000 €		**40%**	14 000 €
Région Normandie	14 000 €		**40%**	14 000 €
Métropole Rouen N.	7 000 €		**20%**	7 000 €
Total APR d'Elbeuf	**35 000 €**			
Total	**174 400 €**	**39 062 €**		**213 462 €**

MODELE TYPE CONVENTION FONCTIONNEMENT

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : DENOMINATION
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION *(représentant signataire convention)*
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « XXX » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CRXX-XX du DATE DELIB CADRE.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE, la Région Île-de-France a décidé de soutenir LE BENEFICIAIRE pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention :

OBJET

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XX €, soit un montant maximum de subvention de XX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les projets dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et les respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.
Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans

sa comptabilité ainsi que leur règlement. Il est assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, du cachet de l'organisme. Un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée accompagné d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du DATE D'ELIGIBILITE SINON DATE DE VOTE et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le DATE DE VOTE et prend fin au versement du solde ou à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

La Région se réserve également le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
DENOMINATION
CIVILITE PRENOM NOM, QUALITE DU SIGNATAIRE
(Signature revêtue du cachet de l’organisme)

MODELE TYPE CONVENTION INVESTISSEMENT

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : DENOMINATION
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION *(représentant signataire convention)*
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « XXX » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CRXX-XX du DATE DELIB CADRE.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE, la Région Île-de-France a décidé de soutenir LE BENEFICIAIRE pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention :

OBJET

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XX €, soit un montant maximum de subvention de XX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de XX l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité XX.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et les respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.
Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % du montant de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Il est assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).
Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire et du cachet de l'organisme. Un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée accompagné d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du DATE D'ELIGIBILITE SINON DATE DE VOTE et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le DATE DE VOTE et prend fin au versement du solde ou à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

La Région se réserve également le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Pour les personnes de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
DENOMINATION
CIVILITE PRENOM NOM, QUALITE DU SIGNATAIRE
(Signature revêtue du cachet de l'organisme)

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 06/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-296
DU 5 JUILLET 2017

AFFECTATION D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT POUR LA COTISATION AU SYNDICAT MIXTE « FORUM MÉTROPOLITAIN DU GRAND PARIS » (EX PARIS MÉTROPOLE) AU TITRE DE L'ANNÉE 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5721-1 et suivants ;

VU La délibération n° CR 161-08 du 15 décembre 2008 relative à la création du syndicat mixte ouvert d'études « Paris Métropole » et portant adhésion de la Région à ce dernier ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;
VU La délibération du comité syndical du syndicat mixte « Paris Métropole » n°2015-24 du 1er décembre 2015 portant modification des statuts du syndicat ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégation de compétences du Conseil régional à la Commission permanente ;
VU La délibération n°2016-24 du 16 décembre 2016 du Comité syndical portant transformation du nom du syndicat mixte Paris Métropole en syndicat mixte Forum Métropolitain du Grand Paris
VU La délibération du comité syndical du syndicat mixte « Paris Métropole » n°2017-05 du 14 février 2017 portant adoption de son budget primitif ;
VU Le budget de la région d'Ile-de-France pour 2017;

VU l'avis de la commission du Grand Paris ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-296 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide d'attribuer 200 000,00 € au syndicat mixte d'étude Forum Métropolitain du Grand Paris au titre de la cotisation de la Région pour l'année 2017.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 200 000,00 € sur le chapitre 935 « Aménagement des territoires » code fonctionnel 50 "Services communs", Programme

HP50-008 "Stratégies métropolitaines et métropole francilienne" – Action 15000801 « Stratégies métropolitaines » du budget 2017, au bénéfice du syndicat mixte Forum métropolitain du Grand Paris au titre de la contribution de la Région à son fonctionnement pour l'année 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION

Etat récapitulatif cotisation Forum metropolitain Grand Paris

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009518	Budget	2017

Chapitre	**935 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**50 - Services communs**
Programme	**150008 - Stratégies métropolitaines et métropole francilienne**
Action	**15000801 - Stratégies métropolitaines**

Dossier	17010265 - COTISATION 2017 AU FORUM METROPOLITAIN DU GRAND PARIS				
Bénéficiaire	P0003391 - FORUM METROPOLITAIN DU GRAND PARIS				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	200 000,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	TTC	%		200 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000599 - Cotisation annuelle au Syndicat mixte "Paris Métropole"	200 000,00 €

Total sur l'imputation 935 - 50 - 150008 - 15000801	200 000,00 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-331
DU 5 JUILLET 2017

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU DISPOSITIF « ACTIONS INTERNATIONALES » PREMIÈRE AFFECTATION 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 222-16 du 15 décembre 2016 relative à la nouvelle stratégie internationale de la Région Île-de-France ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU Le budget de la région Île-de-France pour 2017 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU l'avis de la commission de la coopération internationale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-331 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide de participer au titre du dispositif Actions internationales, au financement des 10 projets détaillés et annexés à la présente délibération (annexe 2) par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 272 099 €.

Affecte une **autorisation de programme** de 112 099 € disponible sur le chapitre 900 « services généraux » - code fonctionnel 048 « autres actions internationales » - programme 04019 « dispositif actions internationales » - action 10401901 « dispositif actions internationales » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif (annexe 1).

Affecte une **autorisation d'engagement** de 160 000 € disponible sur le chapitre 930 « services généraux » - code fonctionnel 048 « autres actions internationales » - programme 04019 « dispositif actions internationales » - action 10401902 « Dispositif actions internationales » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif (annexe 1).

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type « investissement » et « fonctionnement » (annexes 3 et 4), et pour la subvention à l'ADIE, à la convention figurant en annexe 5.

Autorise la Présidente du Conseil régional à signer ces conventions.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Etat récapitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009561	Budget	2017

Chapitre	**900 - Services généraux**
Code fonctionnel	**048 - Autres actions internationales**
Programme	**104019 - Dispositif actions internationales**
Action	**10401901 - Dispositif actions internationales**

Dispositif : N° 00001016 - Actions internationales - Dépenses d'investissement

Dossier	EX022583 - AI 2017 - AVN (INVEST.)			
Bénéficiaire	EXM01597 - ASSOCIATION LA VOUTE NUBIENNE			
Localisation	MALI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	33 077,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
66 154,00 €	TTC	50 %	33 077,00 €	

Dossier	EX022584 - AI 2017 - ESF			
Bénéficiaire	EXM01598 - ELECTRICIENS SANS FRONTIERES			
Localisation	Kayes			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	38 333,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
76 664,00 €	TTC	50 %	38 333,00 €	

Dossier	17004910 - AI 2017 - COMITE DE JUMELAGES DE CHILLY MAZARIN			
Bénéficiaire	R36786 - COMITE JUMELAGES CHILLY MAZARIN			
Localisation	Kayes			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 689,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
48 074,00 €	TTC	43,04 %	20 689,00 €	

Dossier	17009966 - AI 2017 - ASMADA			
Bénéficiaire	R33676 - ASMADA ASSOCIATION D AIDE AU DEVELOPPEMENT DE COMMUNES RURALES A MADAGASCAR			
Localisation	MADAGASCAR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
42 524,10 €	TTC	47,03 %	20 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001016 - Actions internationales - Dépenses d'investissement	112 099,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009561	Budget	2017

Total sur l'imputation 900 - 048 - 104019 - 10401901	112 099,00 €

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**048 - Autres actions internationales**
Programme	**104019 - Dispositif actions internationales**
Action	**10401902 - Dispositif actions internationales**

Dispositif : N° 00001017 - Actions internationales - Dépenses de fonctionnement

Dossier	EX022604 - AI 2017 - DJANTOLI			
Bénéficiaire	EXM01600 - DJANTOLI			
Localisation	MALI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
209 902,00 €	TTC	23,82 %	50 000,00 €	

Dossier	EX022617 - AI 2017 - PASSERELLES NUMERIQUES			
Bénéficiaire	EXM01603 - PASSERELLES NUMERIQUES PN			
Localisation	VIETNAM			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
272 117,00 €	TTC	9,19 %	25 000,00 €	

Dossier	EX022638 - AI 2017 - LES ENFANTS DE LA MEDITERRANEE			
Bénéficiaire	EXM01605 - LEM LES ENFANTS DE LA MEDITERRANEE			
Localisation	LIBAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
79 434,57 €	TTC	12,59 %	10 000,00 €	

Dossier	EX022704 - AI 2017 - ADIE INTERNATIONAL			
Bénéficiaire	P0024724 - ADIE INTERNATIONAL ASS DROIT INITIATIVE ECO INTERNATIONAL			
Localisation	TUNISIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
338 430,00 €	TTC	11,82 %	40 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	R0009561	Budget	2017

Dossier	17009866 - AI 2017 - ADESAF				
Bénéficiaire	EXM00275 - ASSOC DEVELOP ECONOM SOCIAL AFRIQUE FRAN				
Localisation	MALI				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	15 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
67 647,00 €	TTC	22,17 %		15 000,00 €	

Dossier	17010213 - AI 2017 - AVN (fonct.)				
Bénéficiaire	EXM01597 - ASSOCIATION LA VOUTE NUBIENNE				
Localisation	MALI				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	20 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
653 846,00 €	TTC	3,06 %		20 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001017 - Actions internationales - Dépenses de fonctionnement	160 000,00 €

Total sur l'imputation 930 - 048 - 104019 - 10401902	160 000,00 €

Fiches-projets

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022583

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : AI 2017 - AVN (INVEST.)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses d'investissement	66 154,00 €	50,00 %	33 077,00 €
	Montant Total de la subvention		33 077,00 €

Imputation budgétaire : 900-048-20422-104019-020-10401901- Dispositif actions internationales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LA VOUTE NUBIENNE- AVN
Adresse administrative : 7 PASSAGE VOLTAIRE 78420 CARRIERES-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame AMARYS PREUSS
N° SIRET : 44526031800057

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions internationales - Dépenses d'investissement
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Objet du projet : **Formation technique et entrepreneuriale au métier d'artisan-maçon à destination de jeunes en situation précaire dans la région de Ségou au Mali**

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Objectif général : permettre l'accès des populations maliennes à un habitat adapté et à un emploi durable par le renforcement des capacités techniques et entrepreneuriales des métiers de la filière "voûte nubienne" (VN) dans les économies formelles et informelles.

Objectifs spécifiques :
- renforcer la formation technique des apprentis et artisans à ce type de construction afin d'étoffer leur offre commerciale et leur capacité de réponse à la demande croissante sur le marché local et national ;
- renforcer la formation entrepreneuriale des artisans et apprentis afin de renforcer leur position sur le marché.

Description :
Au Mali, l'agriculture de subsistance emploie 80 % de la population active. Or il s'agit d'un travail saisonnier qui n'occupe les agriculteurs que de juin à octobre, lors de la saison des pluies. Le reste du temps, les populations se rabattent sur des métiers n'offrant pas de perspectives d'avenir ou dangereux. S'ensuit alors un fort exode rural en recherche de travail.
De nombreux projets sur la formation professionnelle, notamment dans les métiers de la construction, n'ont pas eu les impacts espérés en raison d'une approche trop formalisée dans des centres de formation, et

donc loin des besoins de la majorité de la population rurale, pour une grande partie analphabète, et évoluant dans des économies informelles. Enfin, les artisans sahéliens manquent, pour la grande majorité, de capacités entrepreneuriales qui leur permettent, au-delà de la seule acquisition de savoir-faire techniques, de porter et faire croître un projet commercial sur les marchés locaux. En outre, les solutions actuellement proposées pour la construction de bâtiments ne sont pas adaptées aux besoins des populations locales à faibles revenus.
Le concept de "voûte nubienne" répond aux besoins de confort, de durabilité et d'économie de ces populations et d'adaptation aux changements climatiques (disparition du bois de charpente, températures extrêmes, etc.). Transmettre ce savoir-faire aux populations locales leur permettra d'apprendre un métier vert d'avenir et d'avoir accès à un habitat décent et durable.
Le présent projet prévoit à cet effet de :
- sensibiliser les populations rurales et urbaines à ce type d'habitat (en termes d'économie, de confort, de durabilité) ;
- former des apprentis et artisans à la construction de type VN ;
- former à l'entrepreneuriat des artisans et entrepreneurs.

Moyens mis en œuvre :
Mobilisation d'une équipe projet locale d'AVN
Partenariats avec les centres de formation professionnelle de Nioro du Sahel, de Tominian et de Missabougou, ainsi qu'avec les ONG malienne Teriya Amitiés Mali et française GERES.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Apprentis, artisans, habitants (environ 3 000 bénéficiaires)

Détail du calcul de la subvention :
La subvention de la Région porte sur les dépenses d'investissement (base subventionnable de 66 154 €), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Localisation géographique :
- Mali, commune de Ségou (cercle de Ségou, région de Ségou), Koutiala (cercle de Koutiala, région de Sikasso), Dioila (cercle de Dioila, région de Koulikoro), Banamaba (cercle de Banamaba, région de Koulikoro).

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement immobilier	**26 058,00**	**3,62%**
Equipement	**18 571,00**	**2,58%**
Fournitures et consommables	30 419,00	4,22%
Conception et études	57 835,00	8,03%
Formation	69 399,00	9,64%
Frais de déplacement	49 319,00	6,85%
Personnel	117 232,00	16,28%
Services extérieurs	83 548,00	11,60%
Appui, suivi et contrôle	226 827,00	31,50%
Loyer et entretien bureaux	19 267,00	2,68%
Constructions de bâtiments communautaires	**21 525,00**	**2,99%**
Total	720 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (dont 33 077 € en investissement et 20 000 € en fonctionnement)	53 077,00	7,37%
Fonds propres	67 764,00	9,41%
AFD - DPO	256 000,00	35,56%
Subventions privées	343 159,00	47,66%
Total	720 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	33 077,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022584

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : AI 2017 - ESF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses d'investissement	76 664,00 €	50,00 %	38 333,00 €
		Montant Total de la subvention	38 333,00 €

Imputation budgétaire : 900-048-20422-104019-020-10401901- Dispositif actions internationales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ELECTRICIENS SANS FRONTIERES DELEGATION ILE DE FRANCE HAUTS DE FRANCE
Adresse administrative : 15 ALLEE DE SEINE 93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain LAIDET, Président
N° SIRET : 39452889700116

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions internationales - Dépenses d'investissement
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Objet du projet : **électrification du centre de santé et construction de logements pour son personnel, réalisation d'une adduction d'eau potable et assainissement du village de Sabouciré dans la région de Kayes au Mali**

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Objectif général : améliorer l'accès aux soins, à l'eau potable et à l'assainissement de la population du village de Sabouciré.

Objectifs spécifiques :
- améliorer l'accès aux soins en électrifiant le centre de santé et construisant deux logements de fonction pour son personnel ;
- améliorer l'accès à l'eau potable du village en réalisant une adduction ;
- améliorer l'assainissement du village via la construction de latrines et de puisards.

Description :
Le village de Sabouciré dispose d'un centre de santé communautaire (non électrifié), d'une école et d'un

forage (non équipé).
A l'initiative de ses ressortissants franciliens, fédérés au sein de l'Association Sabouciré en avant (ASA), les autorités locales ont entrepris en partenariat avec l'association Electriciens sans frontières (ESF) d'améliorer l'accès aux soins, à l'eau potable et à l'assainissement de leur village en :
- électrifiant (par énergie solaire) le centre de santé communautaire (CSCOM) du village et le dotant de deux logements de fonction pour son personnel ;
- réalisant une adduction d'eau potable (équipement du forage existant en pompe solaire, construction d'un château d'eau de 10 m3 et de 3 bornes-fontaines dont une destinée à l'école) ;
- construisant des latrines et puisards dans les concessions ;
- créant un comité des usagers de l'adduction d'eau potable (AEP) chargé du suivi du projet (suivi des travaux et de la gestion de l'AEP) ;
- formant à la gestion (dont facturation du service) les acteurs de l'AEP (autorités villageoises, membres du bureau du comité des usagers et gestionnaires de l'eau) ;
- menant une campagne de sensibilisation à l'assainissement.

Moyens mis en œuvre :
- La Commune de Kontéla assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux (recrutement des prestataires et suivi de la réalisation des travaux), avec l'appui technique d'ESF ;
- le comité des usagers de l'AEP assurera le suivi du projet ;
- les villageois participeront à tous les travaux ne nécessitant pas de compétences particulières (creusement de tranchées, tirage de câbles…).

Intérêt régional :
- Contribution des ressortissants franciliens de Sabouciré au projet.
- Mobilisation de l'expertise d'ESF.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Population du village de Sabouciré (environ 3 000 habitants).

Détail du calcul de la subvention : La subvention de la Région porte sur les dépenses d'investissement (base subventionnable de 76 664 €), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Localisation géographique :
- Mali, région de Kayes, cercle de Bafoulabe, commune de Kontéla, village de Sabouciré

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Electrification du CSCOM	**6 283,00**	**4,24%**
Réalisation d'une adduction d'eau potable	**53 234,00**	**35,96%**
Construction de puisards et latrines	**17 147,00**	**11,58%**
Suivi, main d'œuvre, hébergement (valorisations)	71 386,00	48,22%
Total	148 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	38 333,00	25,89%
ESF	17 191,00	11,61%
Syndicat de la Vallée de l'Yvette	21 140,00	14,28%
Bénévolat, apport en nature (valorisations)	71 386,00	48,22%
Total	148 050,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	38 333,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004910

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : AI 2017 - COMITE DE JUMELAGES DE CHILLY MAZARIN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses d'investissement	48 074,00 €	43,04 %	20 689,00 €
	Montant Total de la subvention		20 689,00 €

Imputation budgétaire : 900-048-20422-104019-020-10401901- Dispositif actions internationales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE JUMELAGES CHILLY MAZARIN
Adresse administrative : 10B RUE OLIVIER BEAUREGARD 91380 CHILLY MAZARIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Claudie PIQUE, Présidente
N° SIRET : 50067347000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions internationales - Dépenses d'investissement
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Objet du projet : **Réalisation d'une adduction d'eau potable (AEP) à Darsalam dans la région de Kayes au Mali**

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018

Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Objectif général :
- permettre l'accès à une eau potable de qualité en quantité suffisante pour les familles du village.
Objectifs spécifiques :
- améliorer l'hygiène et la santé des familles par la sensibilisation à l'utilisation d'une eau de qualité et éduquer à la préservation de la ressource.
- faciliter la vie des familles, celle des femmes en particulier.

Description :
Emanation du hameau de Bilibani sur le territoire de la commune de Diéma, Darsalam est devenu, du fait de sa forte croissance, un village de 700 habitants en 2014.
Il dispose de deux forages, dont un seul (destiné surtout à l'irrigation d'un périmètre maraîcher) est équipé d'une pompe manuelle.
Afin d'améliorer leurs conditions de vie, les villageois, leurs ressortissants (fédérés au sein de l'association des ressortissants de Diéma en France - ARDF) et les autorités locales ont entrepris de doter leur territoire d'une adduction d'eau potable (AEP) solaire, consistant en :
- l'équipement d'un forage (pompe mixte) ;
- la construction d'un château d'eau de 15 m3 ;
- l'installation de 3 bornes-fontaines ;
- la création d'un comité des usagers de l'AEP chargé du suivi du projet (suivi des travaux et de la gestion de l'AEP), comprenant des représentants du conseil communal, des autorités villageoises, des bénéficiaires, des partenaires techniques et financiers dont les ressortissants.
- La formation à la gestion (dont facturation du service) des acteurs de l'AEP (autorités villageoises, membres du bureau du comité des usagers et gestionnaires de l'eau).
- La sensibilisation de la population à l'utilisation rationnelle de l'eau et des installations (utilisation, sécurité, maintenance, hygiène et assainissement autour des points d'eau).

Moyens mis en œuvre :
- La Commune de Diéma assurera la maîtrise d'ouvrage du projet (recrutement de l'entreprise et suivi de la réalisation des travaux) ;
- le comité des usagers de l'AEP assurera le suivi du projet.

Intérêt régional : - Contribution des ressortissants franciliens du village de Darsalam au projet.
- Mobilisation du comité de jumelage de Chilly Mazarin, partenaire de Diéma depuis 1986.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Toutes les familles du village Darsalam (environ 700 personnes) de la commune de Diéma dans la région de Kayes.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention de la Région porte sur les dépenses d'investissement (base subventionnable de 48 074 €), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Localisation géographique :
- Mali, région de Kayes, cercle de Diéma, commune de Diéma, village de Darsalam

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'étude, de formation et d'accompagnement technique	12 615,00	20,79%
Réalisation de l'adduction d'eau potable	**48 074,00**	**79,21%**
Total	60 689,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	20 689,00	34,09%
Etat	6 000,00	9,89%
Département de l'Essonne	6 000,00	9,89%
Comité de jumelage Chilly-Mazarin	10 000,00	16,48%
ARDF	12 000,00	19,77%
Mairie de Diéma	6 000,00	9,89%
Total	60 689,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 689,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009966

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : AI 2017 - ASMADA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses d'investissement	42 524,10 €	47,03 %	20 000,00 €
		Montant Total de la subvention	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 900-048-20422-104019-020- 10401901- Dispositif actions internationales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASMADA ASSOCIATION D'AIDE AU DEVELOPPEMENT DE COMMUNES RURALES A MADAGASCAR
Adresse administrative : 111 AV CHARLES DE GAULLE 92200 NEUILLY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Arlette BRUEL
Date de publication au JO : 3 mai 2003

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions internationales - Dépenses d'investissement
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Objet du projet : **électrification solaire de l'hôpital de Mahitsy, en périphérie d'Antananarivo, à Madagascar**

Date prévisionnelle de début de projet : 7 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 7 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet consiste en l'installation d'un générateur solaire hybride pour 3 bâtiments (chirurgie/obstétrique, laboratoire et urgences) de l'hôpital de Mahitsy dans la banlieue de Antananarivo. Disposant de 106 lits, il accueille des milliers de patients par mois principalement dans la maternité et la chirurgie générale. L'état général des installations médicales et des bâtiments est vétuste et l'électrification est très insuffisante. Celle-ci est normalement assurée par la JIRAMA (EDF malgache) et supplée par un vieux groupe électrogène mais depuis la crise politique de 2009, l'Etat malgache ne peut plus fournir le courant électrique de façon régulière.

Les résultats attendus sont :
- améliorer la santé maternelle et infantile en augmentant la sécurité sanitaire lors des naissances grâce à indépendance énergétique accrue,
- assurer un développement durable par l'utilisation de l'énergie solaire,
- réduire les émissions de CO2,

- diminuer significativement les coupures de courant dues aux fréquents délestages pouvant atteindre 12h et entraînant des risques pour les patients en cours d'interventions chirurgicales,
- diminuer les coûts liés à la consommation d'électricité par la JIRAMA.

Description :
Le Centre Hospitalier de District Niveau II (CHD2) de Mahitsy, est situé dans la commune de Mahitsy (45 000 habitants), dans le district d'Ambohidratrimo (339 000 habitants) à 32 km d'Antananarivo. Les patients fréquentant l'hôpital viennent de la ville de Mahitsy, des circonscriptions villageoises voisines dans un rayon de 40 kilomètres, de la capitale et des autres régions (Tuléar, Morondava, Nosy be).
Le projet consiste à installer un générateur solaire hybride dans 3 bâtiments contigus de l'hôpital : chirurgie générale et obstétrique, laboratoire et accueil triage urgences ATU.
Il sera constitué de :
- 26 modules photovoltaïques (panneaux solaires), 40KVA,
- 1 système anti délestage hybride (ADH) de 17KVA,
- 30 batteries de 100Ah / 12V,
- matériels d'installation et accessoires.

L'ensemble des 3 bâtiments fonctionnera grâce à l'énergie solaire. Le générateur privilégiera à la fois l'énergie solaire et l'énergie stockée dans les batteries. Le parc de batteries permettra une autonomie d'une heure en cas de faible ensoleillement pendant la journée ou la nuit avant d'utiliser le courant secteur de la Jirama ou le groupe électrogène.

Moyens mis en œuvre :
L'association interviendra dans le cadre de la convention de partenariat qui la lie à l'association des médecins-acupuncteur de Madagascar (AMAM) afin de réhabiliter et doter en matériel les établissements sanitaires de Madagascar. Les autres partenaires du projet sont le Ministère de la santé publique et l'Hôpital de Mahitsy.

Intérêt régional : Soutien aux activités d'une association de la diaspora malgache d'Île-de-France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les bénéficiaires directs du projet sont les patients de l'hôpital par la diminution du taux de mortalité maternelle et infantile pendant les accouchements, ainsi que la réduction des risques d'aggravation ou de mortalité chez les malades subissant des interventions chirurgicales.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale portera sur les dépenses d'investissement dans la limite de 50% du montant total du projet. Le projet fait l'objet de subventions complémentaires de l'AFD (Agence des micro-projets et de la fondation Declèor-L'Oréal).

Localisation géographique : Madagascar, commune de Mahitsy, banlieue d'Antananarivo

Contrat Particulier : Hors CPRD ; **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
bloc chirurgie et radiologie	28 206,00	66,33%
Bloc opératoire	9 452,70	22,23%
Bloc accueil/triage/urgence	4 865,40	11,44%
Total	42 524,10	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	3 524,10	8,29%
L'Oréal	4 000,00	9,41%
AFD - Agence des microprojets	15 000,00	35,27%
Région IDF	20 000,00	47,03%
Total	42 524,10	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022604

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : AI 2017 - DJANTOLI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses de fonctionnement	209 902,00 €	23,82 %	50 000,00 €
		Montant Total de la subvention	50 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104019-020- 10401902- Dispositif actions internationales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DJANTOLI
Adresse administrative : 204 RUE DE CRIMEE 75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne ROOS-WEIL, Directrice
N° SIRET : 53880432900026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions internationales - Dépenses de fonctionnement
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Objet du projet : **prévention sanitaire et accès facilité à des soins primaires de qualité pour les enfants de moins de 5 ans en commune 4 de Bamako au Mali**

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Objectif général : améliorer durablement la santé des enfants de moins de 5 ans en Commune 4 de Bamako par des actions de prévention et en assurant l'accès des familles à des soins primaires de qualité.

Objectifs spécifiques :
- améliorer la capacité des familles à veiller sur la santé de leurs enfants et à recourir de manière préventive aux soins ;
- améliorer la capacité de 4 centres de santé communautaire (CSCOM) à fournir des soins de qualité ;
- capitaliser et partager avec les autorités locales l'expérience acquise par la mise en œuvre d'approches innovantes en matière d'accès et de renforcement de la qualité des soins.

Description :
Le Mali connaît un des taux de mortalité infanto-juvénile les plus élevés au monde, de 128 pour mille (UNIDEF, 2012). Or 60 % des décès sont liés à des pathologies infectieuses bénignes (pneumonie,

diarrhée, paludisme) qui pourraient être soignées avec les moyens médicaux disponibles, et tout particulièrement dans la capitale où le taux de couverture des structures de santé est très bon. Le recours aux soins y reste pourtant très faible. Ce comportement est principalement dû à des barrières financières, au faible niveau d'éducation des mères, à un manque d'information sur les dispositifs de soins existants, à des habitudes et croyances socio-culturelles, ainsi qu'à une méfiance des familles vis-à-vis des structures de soins, méfiance généralement justifiée par la faible qualité des services et surtout l'accueil médiocre qu'elles y reçoivent.
En vue d'améliorer durablement la santé des enfants de moins de 5 ans en commune 4 de Bamako, l'ONG Djantoli propose :
- de développer la prévention et l'accès aux soins : organisation de campagnes locales de promotion de la santé (radio, théâtre, causeries…), promotion et enregistrement des familles à l'AMV+ (< 1 €/mois - assurance volontaire) ou au RAMED+ (gratuit - destiné aux familles indigentes), information sur le système de soins existants, suivi du statut individuel de vaccination des enfants abonnés et alerte aux parents sur les dates de vaccination et de rappel, collecte des données sanitaires simples via une application permettant de faire un suivi de l'enfant, etc. ;
- d'améliorer la qualité des soins : formations des acteurs de la santé (associations de santé communautaire, personnels de santé), enquêtes régulières de satisfaction des patients à leur sortie du centre de santé, etc. ;
- de capitaliser : mise en place d'un système de suivi-évaluation continu des résultats, documentation systématique des méthodologies et des outils mis en œuvre, évaluation externe du projet pour déterminer les résultats obtenus, organisation d'ateliers de partage des approches et de transfert des méthodologies avec les acteurs en charge de la couverture maladie/de la qualité du système de soins, présentation des résultats lors de la Conférence Nationale sur la Protection Sociale (conférence annuelle sur 3 jours organisée par le Ministère des Solidarités et de l'Action Humanitaire).

Moyens mis en œuvre :
Mobilisation d'une équipe projet locale de Djantoli
Partenariats avec l'Union technique de la mutualité (UTM), l'Agence nationale d'assistance médicale (ANAM), la Direction régionale de la santé (DRS) de Bamako, Mali Health (ONG américaine).

Intérêt régional : Organisation d'un événement en Île-de-France.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Bénéficiaires directs :
- 9 000 personnes bénéficiant d'actions de prévention et d'un accès facilité aux soins ;
- personnel des 4 CSCOM bénéficiant d'un renforcement de capacité et d'une appropriation de nouvelles méthodes d'amélioration continue de la qualité et de l'accès à un outil dématérialisé pour le suivi des dossiers des patients ;
- 20 000 patients bénéficiant dans ces CSCOM d'une offre de prise en charge améliorée sur la durée du projet.

Les bénéficiaires indirects sont tous les habitants des quartiers ciblés qui bénéficient de l'amélioration du CSCOM en termes d'accueil, de service et de qualité des soins, soit environ 160 000 personnes.

Localisation géographique : MALI, Bamako, commune 4

Contrat Particulier : Hors CPRD / **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Transferts financiers	73,00	0,03%
Fournitures et consommables	8 306,00	3,96%
Personnel local	54 237,00	25,84%
Activités	97 163,00	46,29%
Formations	3 528,00	1,68%
Missions de courte durée	5 000,00	2,38%
Appui et suivi	22 492,00	10,72%
Evaluation	15 435,00	7,35%
Capitalisation	3 668,00	1,75%
Total	209 902,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
AFD - DPO	68 000,00	32,40%
Région	50 000,00	23,82%
Fonds propres	6 239,00	2,97%
Autres	7 000,00	3,33%
Mali Health	8 663,00	4,13%
Fondation Mérieux	10 000,00	4,76%
Fondation Gates	25 000,00	11,91%
Fondation EDF	25 000,00	11,91%
Fondation MGEN	10 000,00	4,76%
Total	209 902,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022617

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : AI 2017 - PASSERELLES NUMERIQUES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses de fonctionnement	272 117,00 €	9,19 %	25 000,00 €
		Montant Total de la subvention	25 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104019-020-10401902- Dispositif actions internationales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PASSERELLES NUMERIQUES PN
Adresse administrative : 40 RUE DE LA COMETE 92600 ASNIERES-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Benoit GENUINI, président
Date de publication au JO : 9 décembre 2006

N° SIRET : 49836586500019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions internationales - Dépenses de fonctionnement
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Objet du projet : **Accompagnement vers l'emploi, par une formation professionnelle à l'informatique, de jeunes vietnamiens en situation de pauvreté, dans la région centrale du Vietnam**

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Objectif général : contribuer à l'insertion socio-professionnelle durable de jeunes vietnamiens défavorisés et améliorer ainsi leurs conditions de vie et celles de leurs familles.
Objectifs spécifiques :
- doter les jeunes de compétences techniques et professionnelles adaptées aux besoins du marché local,
- assurer le développement éducatif et social des bénéficiaires afin qu'ils deviennent des adultes responsables,
- participer au développement socio-économique de la région et du pays.

Description :
Passerelles numériques Vietnam (PNV) a développé un modèle holistique innovant reposant sur les principes d'action suivants :

1) la sélection la plus équitable possible des étudiants les plus pauvres dans sept provinces du centre du Vietnam : Quang Binh, Quang Tri, Da Nang, Quang Nam, Quang Ngai, Kon Tum, Binh Dinh, afin de recruter des jeunes défavorisés à l'issue d'un processus de sélection en quatre étapes : des sessions d'information et de sensibilisation, des examens écrits, des entretiens individuels, des enquêtes sociales. Un effort particulier est fait pour sélectionner au moins 50% de jeunes femmes. Ensuite, la priorité est accordée aux garçons ou aux filles les plus démunis.

2) un solide programme de formation et d'éducation avec comme objectif l'employabilité :
- une formation technique et pratique en 3 ans en développement et test logiciel avec un apprentissage basé sur la pratique et la réalisation de projets concrets pour développer des compétences techniques fondamentales.
- une formation générale professionnalisante : afin de maximiser l'employabilité des étudiants, ils suivent également un programme de formation au monde de l'entreprise. Conçu pour répondre aux besoins des entreprises locales, le programme se concentre sur les technologies de l'information et est enseigné via des projets concrets et l'apprentissage de l'anglais, mais aussi le développement de compétences professionnelles et interpersonnelles de plus haut niveau comme l'ouverture d'esprit, les capacités d'autonomie, d'adaptation et d'initiative, etc. Cette formation est assurée en partenariat avec l'Université publique locale (Université de Danang). A l'issue, les jeunes reçoivent un "College degree" (équivalent bac+3) qui est reconnu par le Ministère de l'Education vietnamien. Les étudiants sont accompagnés dans leur recherche de stage puis d'emploi par un « bureau des entreprises » qui développe des activités auprès du réseau des anciens et des entreprises partenaires de l'association.

3) le développement éducatif et social des jeunes
Pour préparer ces jeunes à une vie d'adulte autonome et responsable, les étudiants vivent ensemble dans des dortoirs, situés à proximité des locaux de l'association dans lesquelles ils y apprennent l'autonomie et la responsabilité. Ils doivent gérer un budget pour payer la nourriture, les factures d'électricité et d'eau, élaborer des plannings pour les tâches ménagères, résoudre les problèmes relationnels au sein des groupes et s'occuper les uns des autres.
Afin que les étudiants se consacrent pleinement à leurs études, PNV couvre leurs besoins : les coûts de la formation (frais de scolarité de l'université, cours supplémentaires, matériel, etc.) et les frais de vie (hébergement en dortoirs, mobilier et matériel, alimentation, transports - chaque étudiant reçoit un vélo et un casque -, soins médicaux).

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains : le projet sera mis en œuvre par l'équipe basée au Vietnam (19 personnes) dirigée par 2 VSI (volontaire de solidarité internationale) sur les postes de Directrice du centre et de Responsable Education et Sélection.

Moyens matériels :
- 3 laboratoires informatiques composés de 25 ordinateurs chacun.
- 1 grande salle de bibliothèque (qui sert également pour les cours d'anglais).
- 2 pièces bureaux pour l'équipe locale.

Intérêt régional : Un programme d'envoi de salariés bénévoles d'entreprises franciliennes est mis en place. Chaque année, environ 5 à 6 bénévoles apportent leurs compétences lors de missions de 15 jours au Vietnam. Cela permet, en retour, une sensibilisation au sein des entreprises.
Des événements (conférences, dîners de gala, soirées…) permettent d'assurer une sensibilisation plus large au sein du grand public, principalement francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Bénéficiaires directs :
Le projet s'adresse principalement à des jeunes âgés de 18 à 20 ans issus de l'enseignement secondaire (jeunes bacheliers) dans les différentes provinces du centre du Vietnam et qui se trouvent sans perspectives en raison du manque de moyens financiers et des difficultés d'accès aux centres de formation et/ou aux universités. On estime cette population à plus de 150 000 jeunes. Pour l'année 2017, les bénéficiaires soutenus et accompagnés par le projet sont 132 jeunes étudiants vietnamiens issus de familles défavorisées.

Bénéficiaires indirects :
- les familles (soit environ 790 personnes),
- les entreprises locales : dans une ville où le secteur des TIC est en pleine expansion, la formation de programmeurs informatiques met à disposition un vivier et un réseau de ressources qualifiées pour les entreprises locales.
- le secteur éducatif vietnamien : la formation proposée est très novatrice, du fait notamment de son approche pratique, de sa proximité croissante avec les entreprises et de l'attention portée aux compétences socio-professionnelles. Elle représente un modèle éducatif alternatif inspirant pour les entités éducatives et professionnelles locales.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale portera sur les dépenses de fonctionnement (excluant les dépenses de matériel informatique) telles que précisées dans le plan de financement ci-dessous. Le projet fait l'objet de subventions complémentaires de la Fondation Amanjaya, de JP Morgan, Microsoft et la Fondation Veolia.

Localisation géographique :
- VIETNAM, region Centre

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires, charges et indemnités volontaires	160 732,00	59,07%
Achats (nourriture, matériel, fournitures et énergie).	5 264,00	1,93%
Autres charges externes (loyers, honoraires, entretien, réparations)	27 937,00	10,27%
Transports et déplacements	8 330,00	3,06%
Indemnités, nourriture et hébergement étudiants	48 990,00	18,00%
Inscriptions et frais universitaires	15 518,00	5,70%
Impôts, taxes et charges financières	770,00	0,28%
Dotation aux amortissements	4 576,00	1,68%
Total	272 117,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fondation Amanjaya	117 117,00	43,04%
JP Morgan	50 000,00	18,37%
Microsoft	35 000,00	12,86%
Fondation Veolia	20 000,00	7,35%
HSBC Vietnam	25 000,00	9,19%
Région IDF	25 000,00	9,19%
Total	272 117,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022638

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : AI 2017 - LES ENFANTS DE LA MEDITERRANEE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses de fonctionnement	79 434,57 €	12,59 %	10 000,00 €
		Montant Total de la subvention	10 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104019-020-10401902- Dispositif actions internationales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LEM LES ENFANTS DE LA MEDITERRANEE
Adresse administrative : 50 RUE DE LA BIDASSOA 75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Xavier LONGCHAMBON RAJON, Président
Date de publication au JO : 19 mars 2016

N° SIRET : 81941099400019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions internationales - Dépenses de fonctionnement
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Objet du projet : **Projet d'ateliers artistiques dans les camps de réfugiés au Sud Liban**

Date prévisionnelle de début de projet : 24 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 février 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La culture constitue un élément structurant dans le développement et l'éducation des enfants. Dans ce sens, le projet vise l'enseignement d'activités artistiques (musique, théâtre, danse, peinture) auprès des enfants dans 8 camps de réfugiés informels de la région de Marjayoun au Sud Liban.
Il permet à de nombreux enfants réfugiés syriens de renouer avec la culture mais également de bénéficier des bienfaits thérapeutiques liés à la mise en place d'activités artistiques sous formes d'ateliers.

Ce projet s'inscrit en complémentarité du projet d'Unité mobile éducative de l'association partenaire locale AMEL Association International, soutenu par le Centre de crise et de soutien du Ministère français des Affaires étrangères.
Le projet apportera un appui à Amel pour renforcer ses capacités d'action auprès des populations en situation difficile, en particulier les enfants réfugiés syriens. LEM apporte la dimension culture pour se greffer au programme éducation de l'Unité mobile éducative du partenaire.

Il permettra également d'accompagner les partenaires locaux syriens et libanais à développer, renforcer et pérenniser une offre artistique et culturelle diversifiée et de qualité pour les enfants, notamment les plus isolés.

Description :
Au Liban il y a plus de 1,5 millions de réfugiés syriens selon le Gouvernement libanais.
Moins de 50% des enfants réfugiés syriens en âge d'aller à l'école sont actuellement scolarisés dans l'éducation formelle dans les écoles libanaises. Ils ont toutefois énormément de difficultés à s'adapter au rythme scolaire, notamment en raison des différences majeures entre les systèmes éducatifs libanais et syriens (enseignement en arabe, français et anglais au Liban, et seulement arabe en Syrie).

Par ailleurs, au-delà de ces différences de systèmes éducatifs, l'accès à l'éducation est particulièrement problématique pour ces enfants réfugiés syriens. Soumis à des conditions de vie particulièrement difficiles, la plupart d'entre eux, faute de transport et/ou étant obligés de travailler, ne peuvent aller à l'école.
Il est donc nécessaire de mettre en place des initiatives permettant d'augmenter l'accès à l'éducation, notamment dans un cadre non-formel (soutien scolaire, programmes d'apprentissage accélérés).

Le projet prévoit la mise en place d'activités pédagogiques autour du théâtre, de la musique, du cirque, de l'art plastique, de la photographie et de la danse dans le cadre de l'Unité mobile éducative d'Amel.
Les activités pédagogiques seront menées par des structures locales libanaises, permettant de faciliter l'échange interculturel entre les communautés libanaise et syrienne.

Le programme éducation dans le cadre de l'Unité mobile éducative du partenaire Amel a été validé et défini par le Ministère de l'Education libanais pour aider les enfants réfugiés syriens au Liban dans l'éducation.

Moyens mis en œuvre :
Le projet est mis en place en partenariat avec des structures artistiques libanaises. Sont prévus :
- 2 professeurs pour l'école de cirque Cirquenciel,
- 3 professeurs pour les ateliers art plastique,
- 2 professeurs pour les ateliers photos,
- 3 professeurs pour les ateliers théâtre,
- 1 professeur pour les ateliers musique.

Les activités culturelles se mettent en place dans le cadre de l'unité mobile éducative d'Amel qui comprend 4 professeurs, 4 éducateurs, 1 coordinateur et 1 psychologue.
Le projet prévoit un coordinateur "LEM" pour faire l'interface entre Amel et les partenaires artistiques.
Une formation initiale, permettant d'affiner les objectifs pédagogiques des activités, sera organisée pendant la phase de préparation du projet avec les professeurs artistiques recrutés par LEM, et sous la supervision d'un Coordinateur Protection & Enfance du partenaire Amel.
Concernant la partie éducative, un test initial permettra d'évaluer le niveau des élèves et un test final permettra d'évaluer les connaissances acquises.
Un psychologue se rendra une fois par semaine dans chacun des camps informels couverts par l'Unité mobile éducative et sur la base des observations de l'assistant médico-social, effectuera des interventions individuelles et/ou familiales. Pour sa part, l'assistant médico-social conduira, au moins une fois par mois et dans chacun des camps, une session de sensibilisation sur des thèmes reliés à la santé, à l'éducation et les activités culturelles des enfants, avec les parents et les enfants.

Intérêt régional :
L'association organisera à Paris ou dans une ville francilienne une exposition de photos réalisées par des enfants réfugiés syriens dans le cadre des ateliers photographiques animé par le photographe syrien Assem Hamsho.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le projet cible 1 325 enfants bénéficiaires directs de 0 à 18 ans, répartis dans les 8 camps informels de Cheick Alwan, Rihaniye, Al Berke, Majuduyeah, Mizen, Marj El Khokh, Al Wazani et Sarada :
- 436 enfants de 0 à 7 ans,
- 689 enfants de 7 à 14 ans,
- 200 enfants de 14 à 18 ans,
- 501 enfants scolarisés et 824 qui ne vont pas à l'école.

Localisation géographique : LIBAN

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures et consommables pour les ateliers artistiques	23 730,00	29,87%
Transports des équipes et du matériel	3 805,00	4,79%
Coûts de fonctionnement des ateliers artistiques	32 110,57	40,42%
Frais de personnel	19 789,00	24,91%
Total	79 434,57	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	10 000,00	12,59%
Ville de Paris	5 000,00	6,29%
Fondation d'entreprise CMA CGM	11 400,00	14,35%
Fondation Princesse Grâce de Monaco	5 000,00	6,29%
Fondation Air France	10 000,00	12,59%
Fondation Lush	8 000,00	10,07%
Entreprise GSK	10 000,00	12,59%
Dons en nature	3 500,00	4,41%
Fonds propres	16 534,57	20,82%
Total	79 434,57	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022704

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : AI 2017 - ADIE INTERNATIONAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses de fonctionnement	338 430,00 €	11,82 %	40 000,00 €
		Montant Total de la subvention	40 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104019-020- 10401902- Dispositif actions internationales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADIE INTERNATIONAL ASSOCIATION DROIT INITIATIVE ECO INTERNATIONAL
Adresse administrative : 139 BOULEVARD DE SEBASTOPOL 75002 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Maria NOWAK, Présidente
N° SIRET : 43962955100037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions internationales - Dépenses de fonctionnement
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Objet du projet : **Soutenir un modèle de microfinance responsable et innovant en Tunisie. Consolider et enrichir les actions d'accompagnement pour renforcer l'impact socio-économique au profit des micro-entrepreneurs.**

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le cofinancement sollicité auprès de la Région Île-de-France concerne la première année d'un programme de 3 ans, dont les deux objectifs généraux sont les suivants :
1) soutenir un modèle de microfinance responsable, innovant et durable en Tunisie ;
2) consolider et enrichir les actions d'accompagnement pour renforcer l'impact socio-économique au profit des micro-entreprises et des filières tunisiennes.

Les objectifs spécifiques du programme global sont les suivants :
1) mettre en place un plan de formation pour les équipes terrain à compter de 2018 :
- recrutement de l'équipe de formateurs internes,
- location et aménagement du centre de formation,
- amélioration des modules de formation initiale et continue en se référant aux meilleures normes et pratiques de la microfinance,

- animation des formations théoriques et pratiques pour les équipes de conseillers,

2) offrir des services non financiers appropriés aux bénéficiaires à compter de 2018 :
- révision et amélioration de l'offre de services existants au sein de l'association (éducation financière, gestion et développement commercial, coaching, mise en réseau),
- conception, préparation, test et diffusion de nouveaux services à forte valeur ajoutée pour les clients,
- organisation avec des centres spécialisés de formations techniques (métiers spécifiques comme la couture, l'élevage…),
- révision et amélioration du programme de micro entreprise Afkar Chabab, destiné aux jeunes créateurs d'entreprise,
- déploiement des services et animation des formations dans les différents bureaux en région,
- actions de marketing et de communication pour promouvoir les services non financiers auprès des bénéficiaires.

3) développer l'approche et la structuration des projets filières à compter de 2018
- formation, encadrement technique et financement des acteurs de la filière recyclage, sensibilisation de l'écosystème, appui à la structuration et à l'accès au marché,
- formation, accompagnement en gestion, encadrement technique, financement, appui à la commercialisation des entrepreneurs de la filière apicole,
- réalisation d'une étude d'opportunité sur la structuration d'une nouvelle filière à potentiel dans le domaine agricole ou artisanal,
- lancement d'un nouveau projet filière en 2020.

4) gérer la performance sociale et la mesure de l'impact à compter de 2019 :
- évaluation de la performance sociale avec l'appui d'un cabinet spécialisé prenant en considération le traitement des clients et du personnel, l'engagement des administrateurs, Réalisation d'une étude d'impact sur les clients,
- évaluation finale du projet,
- élaboration d'un plan stratégique 2020-2023,
- recherche de mécanismes de financement pour équilibrer durablement le modèle.

Description :
La Tunisie n'a pas encore renoué avec les taux de croissance qu'elle affichait avant la Révolution populaire de 2011 et la réussite de la transition économique demeure aujourd'hui un défi majeur. Les pouvoirs publics sont donc de plus en plus attentifs aux risques liés à l'exclusion financière et à ses répercussions négatives sur la stabilité économique, sociale et politique. Dans ce contexte, le gouvernement tunisien a choisi d'investir dans la microfinance pour améliorer l'inclusion financière des populations (trop faible à ce jour, 36%), stimuler l'emploi des jeunes, contribuer au développement harmonieux des régions et consolider le tissu économique.

Depuis octobre 2011, Adie International a œuvré, avec le soutien de la Région Ile-de-France (dispositif Méditerranée 2013 - 30 000 euros - convention soldée) pour la création d'un projet de microfinance en Tunisie et deux structures sont nées : Taysir Conseil et Taysir Microfinance. Taysir Conseil, ONG créée en 2013, a pour mission d'accompagner les personnes souhaitant développer leur activité économique en complémentarité forte avec son partenaire en charge d'octroyer des microcrédits, Taysir Microfinance (TMF) a été la première IMF à être agréée en 2014. Grâce à un travail de fond sur l'identification des filières créatrices d'emplois et de valeur ajoutée, le projet porté par Adie International et son partenaire tunisien Taysir Conseil vise à appuyer la relance économique et lutter contre le déséquilibre régional, à travers l'inclusion financière d'une part, mais aussi à travers l'identification et le développement des opportunités économiques dans certaines régions de l'intérieur.

Moyens mis en œuvre :
L'Adie reversera l'intégralité des subventions obtenues à ses partenaires locaux en Tunisie (Taysir Conseil

et Taysir Microfinance

Intérêt régional :
En région Île-de-France, l'Adie est présente depuis 1990 et développe la microfinance grâce à 42 collaborateurs et 170 bénévoles répartis sur 15 antennes et 20 permanences délocalisées. En 2016, les équipes de l'Adie en Île-de-France ont financé et accompagné 1720 personnes et permis la création de 2240 emplois. 43% des clients de l'Adie perçoivent les minima sociaux, 31% vivent dans un quartier "politique de la ville", 43 % des clients sont des femmes.
L'Adie International a également développé un programme de e-learning avec trois structures : Adie en France, Microstart en Belgique et Taysir Conseil en Tunisie. Ce service en libre accès comporte 9 vidéos courtes et 40 outils pratiques pour accompagner les futurs micro-entrepreneurs tout au long de la préparation de leur projet de création d'entreprise. Les vidéos suivent le parcours de trois entrepreneurs qui souhaitent créer leur propre emploi. Chaque module se conclut par un quizz de validation et d'approfondissement des connaissances acquises.
Cette initiative innovante a pour objectif d'orienter les entrepreneurs vers les bonnes structures localement et faciliter la transformation des projets en entreprises. L'Adie en Île-de-France utilise également ce dispositif, fruit d'une collaboration fructueuse entre différentes IMFs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les bénéficiaires directs du projet sont les micro-entrepreneurs exerçant une activité dans les secteurs de l'artisanat, du commerce, des services et de l'agriculture. Adie International et l'association locale agiront plus spécifiquement au niveau des métiers et de certaines filières à fort potentiel comme par exemple l'apiculture et le recyclage. Quels que soit les territoires d'intervention, l'accès des jeunes et des femmes aux services financiers et non financiers adaptés sera une priorité.

Le cofinancement de la Région Ile de France contribuerait à une action visant plus de 1000 bénéficiaires sur l'année 2018. Par ailleurs, 50 conseillers de l'institution de Microfinance sœur de Taysir Conseil seront formés, dans le but d'assurer un traitement responsable et équitable des clients, d'éviter le surendettement, de distribuer des produits conçus pour profiter aux clients et de détecter les besoins d'accompagnement.

Les bénéficiaires indirects seront les familles des micro-entrepreneurs (ascendants et descendants) impactées socialement et économiquement. Les acteurs économiques en amont et aval des chaînes de valeur développeront leurs activités. Les communautés rurales et les autorités locales profiteront des bienfaits de cette dynamique autour de l'emploi.

Localisation géographique : TUNISIE

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures et consommables	5 113,00	1,51%
Salaires	238 699,00	70,53%
Frais de transports / Location de véhicules	35 515,00	10,49%
Communication	18 261,00	5,40%
Divers & Imprévus	2 174,00	0,64%
Frais administratifs	38 668,00	11,43%
Total	338 430,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Silatech	22 719,00	6,71%
Union européenne	27 539,00	8,14%
AFD - DPO	220 816,00	65,25%
REGION	40 000,00	11,82%
Fondation de France	19 562,00	5,78%
contribution bénéficiaires	7 329,00	2,17%
autres	465,00	0,14%
Total	338 430,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009866

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : AI 2017 - ADESAF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses de fonctionnement	67 647,00 €	22,17 %	15 000,00 €
		Montant Total de la subvention	15 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104019-020- 10401902- Dispositif actions internationales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL EN AFRIQUE (ADESAF)
Adresse administrative : 13 AVENUE JEAN JAURES 94200 IVRY SUR SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain PLACIDET, Président
Date de publication au JO : 15 mars 2003

N° SIRET : 45130838100032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions internationales - Dépenses de fonctionnement
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Objet du projet : **Développement de l'agriculture du village d'Iréli dans la région de Mopti au Mali**

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Objectif général : assurer la souveraineté alimentaire du village d'Iréli.

Objectifs spécifiques :
- lutter contre l'ensablement des terres de culture et préserver l'environnement local à travers la fixation de la dune de sable du village d'Iréli ;
- renforcer les capacités des femmes et leur autonomie dans la gestion agricole, la gestion collective et la participation locale afin de favoriser la diversification alimentaire et les activités génératrices de revenus ;
- aider à la formation et à l'autonomisation des populations au sein des coopératives et des associations créées au sein du village.

Description :
La principale source de revenu des habitants d'Iréli est l'agriculture (pratique de cultures vivrières telles que

le mil, le sorgho ou le wandzou, et de cultures de rente portant sur le haricot, le sésame et l'arachide).
Cette économie, fragilisée sur ce territoire sur la menace terroriste, l'est encore par la dégradation de l'environnement (ensablement, manifeste depuis 1974).
L'ADESAF, qui intervient sur le territoire de la commune de Sangha depuis de nombreuses années, et dont des membres sont issus de la diaspora malienne, a été sollicité par 8 groupements fémins du village d'Iréli pour développer leurs activités agricoles en les adaptant aux contraintes climatiques.
Le projet consiste à :
- fixer la dune de sable qui gagne du terrain sur le village d'Iréli (plantation de haies) ;
- formation les femmes à l'agro-écologie ;
- former les femmes des groupements et les membres des comités villageois de développement en charge des activités de fixation de la dune à la gestion collective et à la participation locale.

Moyens mis en œuvre :
Mobilisation de Léo Lagrange Solidarité Mali (coordination locale du projet, formation des groupements de femmes à la gestion associative, formation des groupements de femmes à la mise en place d'une coopérative).
Service local d'agriculture de Bandiagara (appui technique).

Intérêt régional : Mobilisation de l'ADESAF, dont certains membres sont issus de la diaspora malienne.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Membres de 8 groupements (276 femmes)
Membres (70) des comités villageois de développement constituant les équipes de fixation de la dune.

Localisation géographique :
- Mali, région de Mopti, cercle de Bandiagara, comme de Sangha, village d'Iréli

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures, consommables et intrants	30 040,00	44,41%
Formation	2 700,00	3,99%
Déplacements	2 420,00	3,58%
Personnel local	12 585,00	18,60%
Appui, suivi et contrôle	19 171,00	28,34%
Divers	231,00	0,34%
Etude	500,00	0,74%
Total	67 647,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	15 000,00	22,17%
Ville d'Allonnes	21 247,00	31,41%
PRA/OSIM (AFD)	11 400,00	16,85%
Un monde pour tous	10 000,00	14,78%
Good planet	10 000,00	14,78%
Total	67 647,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010213

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : AI 2017 - AVN (FONCT.)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses de fonctionnement	653 846,00 €	3,06 %	20 000,00 €
		Montant Total de la subvention	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104019-020-10401902- Dispositif actions internationales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LA VOUTE NUBIENNE
Adresse administrative : 7 PASSAGE VOLTAIRE 78420 CARRIERES-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame AMARYS PREUSS
N° SIRET : 44526031800057

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions internationales - Dépenses de fonctionnement
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Objet du projet : **formation technique et entrepreneuriale au métier d'artisan-maçon à destination de jeunes en situation précaire dans la région de Ségou au Mali**

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Objectif général : permettre l'accès des populations maliennes à un habitat adapté et à un emploi durable par le renforcement des capacités techniques et entrepreneuriales des métiers de la filière "voûte nubienne" (VN) dans les économies formelles et informelles.

Objectifs spécifiques :
- renforcer la formation technique des apprentis et artisans à ce type de construction afin d'étoffer leur offre commerciale et leur capacité de réponse à la demande croissante sur le marché local et national ;
- renforcer la formation entrepreneuriale des artisans et apprentis afin de renforcer leur position sur le marché.

Description :
Au Mali, l'agriculture de subsistance emploie 80 % de la population active. Or il s'agit d'un travail saisonnier qui n'occupe les agriculteurs que de juin à octobre, lors de la saison des pluies. Le reste du temps, les populations se rabattent sur des métiers n'offrant pas de perspectives d'avenir ou dangereux. S'ensuit alors

un fort exode rural en recherche de travail.
De nombreux projets sur la formation professionnelle, notamment dans les métiers de la construction, n'ont pas eu les impacts espérés en raison d'une approche trop formalisée dans des centres de formation, et donc loin des besoins de la majorité de la population rurale, pour une grande partie analphabète, et évoluant dans des économies informelles. Enfin, les artisans sahéliens manquent, pour la grande majorité, de capacités entrepreneuriales qui leur permettent, au-delà de la seule acquisition de savoir-faire techniques, de porter et faire croître un projet commercial sur les marchés locaux. En outre, les solutions actuellement proposées pour la construction de bâtiments ne sont pas adaptées aux besoins des populations locales à faibles revenus.
Le concept de "voûte nubienne" répond aux besoins de confort, de durabilité et d'économie de ces populations et d'adaptation aux changements climatiques (disparition du bois de charpente, températures extrêmes, etc.). Transmettre ce savoir-faire aux populations locales leur permettra d'apprendre un métier vert d'avenir et d'avoir accès à un habitat décent et durable.
Le présent projet prévoit à cet effet de :
- sensibiliser les populations rurales et urbaines à ce type d'habitat (en termes d'économie, de confort, de durabilité) ;
- former des apprentis et artisans à la construction de type VN ;
- former à l'entrepreneuriat des artisans et entrepreneurs.

Moyens mis en œuvre :
Mobilisation d'une équipe projet locale d'AVN
Partenariats avec les centres de formation professionnelle de Nioro du Sahel, de Tominian et de Missabougou, ainsi qu'avec les ONG malienne Teriya Amitiés Mali et française GERES.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Apprentis, artisans, habitants (environ 3 000 bénéficiaires)

Détail du calcul de la subvention :
La subvention de la Région porte sur les dépenses de fonctionnement (base subventionnable de 653 846 €), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Localisation géographique :
- Mali, commune de Ségou (cercle de Ségou, région de Ségou), Koutiala (cercle de Koutiala, région de Sikasso), Dioila (cercle de Dioila, région de Koulikoro), Banamaba (cercle de Banamaba, région de Koulikoro).

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement immobilier	26 058,00	3,62%
Equipement	18 571,00	2,58%
Fournitures et consommables	**30 419,00**	**4,22%**
Conception et études	**57 835,00**	**8,03%**
Formation	**69 399,00**	**9,64%**
Frais de déplacement	**49 319,00**	**6,85%**
Personnel	**117 232,00**	**16,28%**
Services extérieurs	**83 548,00**	**11,60%**
Appui, suivi et contrôle	**226 827,00**	**31,50%**
Loyer et entretien bureaux	**19 267,00**	**2,68%**
Constructions de bâtiments communautaires	21 525,00	2,99%
Total	720 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (dont 33 077 € en investissement et 20 000 € en fonctionnement)	53 077,00	7,37%
AVN	67 764,00	9,41%
AFD	256 000,00	35,56%
Subventions privées	343 159,00	47,66%
Total	720 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

Conventions-type investissement

CONVENTION N°…….. (investissement)

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N°….. du …….,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Actions internationales - Investissement » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 222-16 du 15 décembre 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° du , la Région Île-de-France a décidé de soutenir XXX pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : …….. (référence dossier n°XXX).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXX €, soit un montant maximum de subvention de XXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet » et à maintenir l'affectation de cet investissement pendant une durée minimum de dix ans.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DES STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter x stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois, les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% du montant de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

- **Pour les personnes morales de droit public**, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Il est assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

  Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

- **Pour les personnes morales de droit privé**, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

  - Un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action. Le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
  - Un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
  - Un compte-rendu d'exécution signé du représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

  Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du …….. et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le ……

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, ou de toute ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

- Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants**.**

- Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement des stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° ….. du…… .

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du Conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire

Conventions-type fonctionnement

CONVENTION N°……. (fonctionnement)

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N°…. du….. ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Actions internationales - Fonctionnement » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 222-16 du 15 décembre 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° du , la Région Île-de-France a décidé de soutenir XXXX pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : ……. (référence dossier n°).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXX €, soit un montant maximum de subvention de XXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DES STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter x stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

- **Pour les personnes morales de droit public**, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Il est assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

  Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

- **Pour les personnes morales de droit privé**, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

  - Un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action. Le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
  - Un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
  - Un compte-rendu d'exécution signé du représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

  Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du…. et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le…..

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, ou de toute ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

- Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

- Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement des stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° ….. du….. .

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du Conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire

Convention spécifique pour ADIE (fonctionnement)

CONVENTION N°……. (fonctionnement)

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N°…. du….. ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Actions internationales - Fonctionnement » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 222-16 du 15 décembre 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° du , la Région Île-de-France a décidé de soutenir XXXX pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : ……. (référence dossier n°).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXX €, soit un montant maximum de subvention de XXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DES STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter x stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

- **Pour les personnes morales de droit public**, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Il est assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

  Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

- **Pour les personnes morales de droit privé**, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

  - Un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action. Le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
  - Un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
  - Un compte-rendu d'exécution signé du représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

  Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du…. et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 3.5 : REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le bénéficiaire est autorisé à reverser à ses partenaires locaux Taysir Conseil et Taysir Microfinance toute ou partie de la subvention attribuée.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le…..

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, ou de toute ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

- Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

- Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement des stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° ….. du….. .

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du Conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 06/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-346

DU 5 JUILLET 2017

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DES NOUVELLES COOPÉRATIONS DÉCENTRALISÉES ENGAGÉES AU MAGHREB (CASABLANCA, TUNIS, ALGER)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 222-16 du 14 décembre 2016 relative à la stratégie internationale de la Région Île-de-France ;

VU La délibération n° CR 166-16 du 23 septembre 2016 habilitant la présidente du conseil régional à signer un accord de coopération avec le conseil régional de Casablanca-Settat (Maroc) ;

VU La délibération n° CR 220-16 du 15 décembre 2016 habilitant la présidente du conseil régional à signer un accord de coopération avec la wilaya d'Alger (Algérie) ;

VU La délibération n° CR 2017-30 du 23 janvier 2017 habilitant la présidente du conseil régional à signer un accord de coopération avec les conseils régionaux du Grand Tunis (Tunisie) ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU Le budget 2017 de la Région Île-de-France ;

VU l'avis de la commission de la coopération internationale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-346 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide de participer, au titre de la coopération décentralisée, au financement de trois projets détaillés et annexés à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant de **178 000 €**.

Affecte une autorisation d'engagement de **78 000 € à Cap Digital**, disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions internationales », programme HP 048-017 (104017) « Coopération décentralisée », action 10401702 « Coopération décentralisée » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe.

Affecte une autorisation d'engagement de **70 000 € à l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme**, disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions internationales », programme HP 048-017 (104017) « Coopération décentralisée », action 10401702 « Coopération décentralisée » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe.

Affecte une autorisation d'engagement de **30 000 € à Indigènes Films**, disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions internationales », programme HP 048-017 (104017) « Coopération décentralisée », action 10401702 « Coopération décentralisée » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe.

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à compter du 1er mars 2017, au bénéfice de Cap Digital, par dérogation à l'article 29 du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010.

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à compter du 1er juin 2017, au bénéfice d'Indigènes Films, par dérogation à l'article 29 du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature avec chaque bénéficiaire d'une convention conforme à la convention-type jointe en annexe à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Etat récapitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-346	Budget	2017

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**048 - Autres actions internationales**
Programme	**104017 - Coopération décentralisée**
Action	**10401702 - Coopération décentralisée**

Dispositif : N° 00000555 - Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)

Dossier	17010441 - RENFORCEMENT DE CAPACITES DES ACTEURS LOCAUX DU GRAND TUNIS EN MATIERE DE PLANIFICATION ET D'URBANISME			
Bénéficiaire	R5149 - IAURIF INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME IDF			
Localisation	TUNISIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	70 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
93 100,00 €	TTC	75,19 %	70 000,00 €	

Dossier	17010444 - "FUTUR EN AFRIQUE" : LE FESTIVAL DE L'INNOVATION NUMERIQUE A CASABLANCA			
Bénéficiaire	R31090 - CAP DIGITAL IMVN			
Localisation	MAROC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	78 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
191 215,00 €	TTC	40,8 %	78 000,00 €	

Dossier	17010445 - LES RENDEZ-VOUS CINEMATOGRAPHIQUES D'ALGER			
Bénéficiaire	R36896 - INDIGENES FILMS			
Localisation	ALGERIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	TTC	100 %	30 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000555 - Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	178 000,00 €

Total sur l'imputation 930 - 048 - 104017 - 10401702	178 000,00 €

Convention-type

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP XX-XX du…..,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : XXXXX
dont le statut juridique est : XXXXX
N° SIRET : XXXXXX
dont le siège social est situé au : XXXXXXXXX
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre de la politique de coopération décentralisée, telle qu'adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 222-16 du 15 décembre 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° XX du…., la Région Île-de-France a décidé de soutenir XXXXXXX pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : XXXXXXXXXX.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXXX €, soit un montant maximum de subvention de XXXXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par

décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance sous réserve de la production par l'association d'un plan de trésorerie en français et en euros démontrant l'insuffisance de trésorerie.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, et, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement ;
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- et d'un compte-rendu final d'exécution de l'action, qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, et, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement ;

- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- et d'un compte-rendu final d'exécution de l'action, qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du XXXX et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XXXX.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° XXXX du XXXX.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
XXXXXX

Fiches projets

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010444

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : "FUTUR EN AFRIQUE" : LE FESTIVAL DE L'INNOVATION NUMERIQUE A CASABLANCA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	191 215,00 €	40,80 %	78 000,00 €
	Montant Total de la subvention		78 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104017-020
10401702- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAP DIGITAL IMVN
Adresse administrative : 14 RUE ALEXANDRE PARODI
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Stéphane DISTINGUIN, Président

Date de publication au JO : 25 février 2006

N° SIRET : 48974929100030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'édition 2017 de Futur en Seine, qui se tiendra du 8 au 10 juin, sera l'occasion d'accueillir une délégation marocaine. Les préparatifs démarrent dès le mois de mars 2017.

Objectifs :

L'organisation d'un Festival de l'innovation numérique à Casablanca, sur le modèle du Futur en Seine organisé en Île-de-France depuis 2011 a vocation à mettre en valeur le dynamisme de l'écosystème du numérique marocain et africain et de renforcer les échanges économiques dans le domaine du numérique entre les deux territoires.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'accord de coopération signé entre la Région Île-de-France et la région de Casablanca-Settat le 8 décembre 2016 et qui inclut le développement économique dans les thématiques d'intervention prioritaires. Lors de la signature de ce nouveau partenariat à Casablanca, le pôle de compétitivité francilien du numérique Cap Digital a signé un accord (MoU) avec son homologue marocain, Maroc Numeric Cluster.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le projet présenté ci-après.

Description :

Le projet se décline 3 étapes :

1) invitation d'une délégation de start-ups marocaines particulièrement innovantes, accompagnées par Maroc Numeric Cluster, à Paris dans le cadre de l'édition 2017 de Futur en Seine ; mise en place d'un label binational récompensant les projets les plus innovants ;
2) organisation du festival "Futur en Afrique" à Casablanca à l'automne 2017 (octobre/novembre), sur le modèle de Futur en Seine, à savoir :
   - Jour 1 : conférences et ateliers thématiques (B2B) ;
   - Jour 2 : démonstration et expérimentation des innovations numériques avec un large public (B2C) ;
3) sélection et invitation à Paris dans le cadre de Futur en Seine 2018 des projets marocains innovants issus du label binational.

Intérêt régional :

Le projet illustre la concrétisation de l'accord de coopération signé entre la Région Île-de-France et celle de Casablanca-Settat et le souhait de développer les liens économiques entre ces deux territoires.

Il met en valeur le festival porté par le pôle de compétitivité du numérique francilien, Cap Digital, et permet de renforcer les débouchés économiques pour les start-ups et PMEs franciliennes non seulement vers le Maroc mais également vers l'Afrique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

- en France, les "innovacteurs" de l'économie numérique francilienne, et notamment les start-ups et PMEs qui se posent la question d'un relais éventuel de croissance au Maroc et plus largement en Afrique ;

- au Maroc, à court terme, les partenaires et notamment Maroc Numeric Cluster qui peut ainsi développer une méthodologie et une approche au bénéfice de son propre écosystème et des initiatives entrepreneuriales locales. A plus long terme, les start-ups et les PMEs innovantes qui pourront bénéficier de la construction d'un label et de la visibilité offerte par l'organisation d'un évènement majeur leur permettant d'agir plus facilement et en direct avec tous les acteurs pertinents du numérique.

- le public de Casablanca qui pourra s'inspirer et mieux appréhender le numérique pour mieux s'en saisir et avoir l'envie d'entreprendre davantage.

Détail du calcul de la subvention :

Le budget prévisionnel global du projet s'élève à 284 100 euros. Un cofinancement de 96 000 euros a été sollicité au titre du fonds conjoint franco-marocain, géré à parité par le Ministère des Affaires étrangères et du développement international français d'une part et le Ministère de l'Intérieur - en charge des collectivités locales - marocain d'autre part.

La subvention de la Région Île-de-France inclut les 48 000 euros apportés par le MAEDI, tandis que la contribution de la Région de Casablanca-Settat inclut les 48 000 euros de ressources apportées par le Ministère de l'Intérieur marocain.

La subvention de la Région porte uniquement sur les dépenses effectuées par la partie française (base subventionnable 191 215 euros), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-

dessous.

Localisation géographique :
- MAROC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais techniques (emplacement stand nu + construction stand + sonorisation etc.)	**70 000,00**	**24,64%**
Salaires Cap Digital (coordination et suivi de projet)	**35 660,00**	**12,55%**
Frais de communication	**18 250,00**	**6,42%**
Prestations Relations presse	**20 500,00**	**7,22%**
Prestations Graphisme	**10 000,00**	**3,52%**
Prestations Traductions	**5 000,00**	**1,76%**
Frais d'hébergement en Île-de-France	**9 000,00**	**3,17%**
Frais de restauration en Île-de-France	**2 900,00**	**1,02%**
Billets d'avion de la partie française	**4 030,00**	**1,42%**
Divers et imprévus	**13 000,00**	**4,58%**
Frais administratifs (<2%)	**2 875,00**	**1,01%**
Billets d'avion de la partie marocaine	3 185,00	1,12%
Salaires Maroc Numeric Cluster	12 700,00	4,47%
Location salle à Casablanca	15 000,00	5,28%
Frais de restauration à Casablanca	10 000,00	3,52%
Frais d'hébergement à Casablanca	1 500,00	0,53%
Prestations Production	30 000,00	10,56%
Prestations Graphisme	10 000,00	3,52%
Prestations Médiation	5 000,00	1,76%
Prestations Animation	2 000,00	0,70%
Autres	3 500,00	1,23%
Total	284 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Contribution Cap Digital	68 215,00	24,01%
Région Île-de-France (dont reversement MAEDI de 48 000 euros)	78 000,00	27,46%
Contribution Maroc Numeric Cluster	74 885,00	26,36%
Région Casablanca-Settat (dont reversement Min Intérieur Marocain de 48 000 euros)	63 000,00	22,18%
Total	284 100,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	78 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	423 913,00 €
2014	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Fonctionnement	470 000,00 €
2014	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Investissement	322 000,00 €
2014	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	313 829,00 €
2014	Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	570 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	500 000,00 €
2015	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	315 000,00 €
2015	Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	605 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Actions d'accompagnement individuelles et collectives en faveur des PME/PMI de la SRI-SI	631 369,41 €
2016	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	500 000,00 €
2016	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	463 419,58 €
2016	Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	570 000,00 €
2017	Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	325 000,00 €
	Montant total	4 701 788,99 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010441

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : RENFORCEMENT DE CAPACITES DES ACTEURS LOCAUX DU GRAND TUNIS EN MATIERE DE PLANIFICATION ET D'URBANISME

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	93 100,00 €	75,19 %	70 000,00 €
	Montant Total de la subvention		70 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104017-020
10401702- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IAURIF INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME IDF
Adresse administrative : 15 RUE FALGUIERE
75740 PARIS 15 CEDEX
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 77568448300065

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

1) <u>amélioration de la planification du Grand Tunis :</u>

- renforcement des compétences des cadres techniques des Conseils régionaux du Grand Tunis, avec lesquels la Région Île-de-France s'est engagée dans un partenariat privilégié en février 2017, ainsi que des cadres de l'Agence Urbaine du Grand Tunis (AUGT) et des municipalités du territoire ;
- légitimité renforcée de l'AUGT au service de la future collectivité territoriale du Grand Tunis qui sera créée à l'issue des élections locales tunisiennes prévues fin 2017 ;
- meilleure intégration du Campus de la Manouba dans la capitale tunisienne ;
- lancement d'un programme de réhabilitation des centres anciens ;

2) <u>valorisation de l'expertise et des savoir-faire franciliens</u>, en particulier de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Île-de-France ;

3) accompagnement du processus de décentralisation en Tunisie.

Description :

En concertation avec les partenaires tunisiens, quatre actions principales sont prévues :

1) un séminaire de planification dédié aux villes nouvelles ;
2) le montage d'un atelier d'urbanisme pour la réhabilitation des centres anciens ;
3) la mise en place d'un atelier de création urbaine pour le développement et l'intégration urbaine du Grand Tunis ;
4) l'appui à la création d'une plateforme numérique et d'une médiathèque pour l'agence urbaine du Grand Tunis.

Moyens mis en œuvre :

Pour l'ensemble de ces actions, l'IAU mobilisera une équipe projet constituée d'un chef de projet et de différents experts thématiques (villes nouvelles, patrimoine, direction des services informatiques, etc.).

Les partenaires tunisiens (Gouvernorat, AUGT et Faculté des lettres de la Manouba, architectes urbanistes tunisiens) financeront les salaires des agents techniques concernés et prendront en charge les dépenses locales (hébergement, transports).

Intérêt régional :

Ce projet est la déclinaison concrète de l'accord de coopération signé entre la Région Île-de-France et le Grand Tunis le 14 février. Il traduit la volonté de la Région de s'impliquer aux côtés des autorités locales tunisiennes et de renforcer leurs capacités, en valorisant l'expertise francilienne en matière d'aménagement et d'urbanisme.

Public(s) cible(s) :

Action 1 :
- les 4 conseils régionaux du Grand Tunis (au moins un cadre technique par conseil) ;
- l'Agence Urbaine du Grand Tunis (au moins deux cadres techniques).

Action 2 :
- les 4 gouvernorats du Grand Tunis ;
- 4 architectes urbanistes tunisiens (20 ans d'expérience) ;
- 4 équipes de 4 jeunes professionnels tunisiens (architectes-urbanistes ou ingénieurs, issus des services techniques des conseils régionaux ou des municipalités du Grand Tunis).

Action 3 :
- la Faculté des Lettres de l'Université de la Manouba
- le conseil régional de la Manouba ;
- le Ministère de l'Enseignement supérieur tunisien ;
- l'Agence Urbaine du Grand Tunis ;
- les participants au projet (urbanistes et architectes juniors et seniors mobilisés dans le cadre des groupes de travail) ;
- les personnels enseignants et usagers du campus de la Manouba.

Action 4 :
- l'Agence Urbaine du Grand Tunis ;
- les professionnels de l'urbanisme du Grand Tunis et de Tunisie au sens large (cabinet d'études, étudiants,

chercheurs, promoteurs et acteurs de l'aménagement, etc.).

Détail du calcul de la subvention :

Le budget prévisionnel global du projet s'élève à 202 290 euros. Un cofinancement de 66 500 euros a été sollicité au titre du fonds de soutien à la coopération franco-tunisienne, géré par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français en coopération avec le Ministère des affaires locales et de l'environnement tunisien.

La subvention de la Région Île-de-France inclut les 66 500 euros apportés par le MEAE. Elle porte uniquement sur les dépenses qui seront effectuées par la partie française (base subventionnable 93 100 euros), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Localisation géographique :

- TUNISIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires (coordination et suivi de projet + divers rémunération architectes et urbanistes de l'IAU mobilisés)	**38 500,00**	**19,03%**
Billets d'avion	**12 750,00**	**6,30%**
Frais d'hébergement (en Île-de-France)	**13 950,00**	**6,90%**
Frais de restauration (en Île-de-France)	**4 420,00**	**2,18%**
Hébergement et restauration (en Tunisie)	**850,00**	**0,42%**
Frais de transport	**1 500,00**	**0,74%**
Frais de communication	**2 000,00**	**0,99%**
Divers et imprévus	**11 980,00**	**5,92%**
Frais administratifs	**7 150,00**	**3,53%**
Salaires (agents techniques des Gouvernorats participant à l'atelier d'urbanisme)	99 840,00	49,35%
Salaires (agents techniques de l'Agence Urbaine du Grand Tunis)	9 000,00	4,45%
Billet d'avion	350,00	0,17%
Total	202 290,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France (dont reversement MEAE de 66 500 euros)	70 000,00	34,60%
Fonds propres IAU- IdF	23 100,00	11,42%
Fonds propres Conseils régionaux du Grand Tunis	99 840,00	49,35%
Fonds propres Agence Urbaine du Grand Tunis	9 350,00	4,62%
Total	202 290,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	70 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Cotisation annuelle au Syndicat mixte "Paris Métropole"	69 000,00 €
2014	Mise en oeuvre d'ateliers de création urbaine	25 000,00 €
2014	OA / IAU - Institut Régional de Développement du Sport (IRDS)	398 000,00 €
2014	OA / IAU Observatoire Régional de Santé d'Ile de France (ORS)	730 000,00 €
2014	OA / Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAURIF)	17 700 000,00 €
2015	OA / IAU - Institut Régional de Développement du Sport (IRDS)	398 000,00 €
2015	OA / IAU Observatoire Régional de Santé d'Ile de France (ORS)	730 000,00 €
2015	OA / Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAURIF)	21 275 000,00 €
2016	Contrat de projets interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement	67 000,00 €
2016	OA / IAU - Institut Régional de Développement du Sport (IRDS)	360 000,00 €
2016	OA / IAU Observatoire Régional de Santé d'Ile de France (ORS)	713 000,00 €
2016	OA / Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAURIF)	18 574 400,00 €
2017	OA / IAU - Institut Régional de Développement du Sport (IRDS)	216 000,00 €
2017	OA / Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAURIF)	11 156 400,00 €
	Montant total	72 411 800,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010445

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LES RENDEZ-VOUS CINEMATOGRAPHIQUES D'ALGER

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	30 000,00 €	100,00 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104017-020
10401702- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INDIGENES FILMS
Adresse administrative : 19 RUE DE LA BOULANGERIE
93200 SAINT DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Kamal EL MAHOUTI, Président
N° SIRET : 44063551400027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les Rendez-vous cinématographiques d'Alger s'inscrivent dans le cadre d'un festival croisé avec le Panorama des Cinémas du Maghreb et du Moyen-Orient, organisé en Île-de-France du 25 avril au 14 mai 2017. Les préparatifs pour l'édition algéroise démarreront au 1er juin 2017.

Objectifs :

La Région Île-de-France et la Wilaya d'Alger ont signé le 23 mars 2017 à Paris un accord de coopération décentralisée les engageant dans un partenariat de long terme. Cet accord de coopération prévoit notamment l'organisation d'événements croisés en matière culturelle. Il a été décidé d'organiser, dès 2017, un festival croisé du cinéma, afin de renforcer les échanges et de favoriser une meilleure connaissance entre jeunesses algéroises et franciliennes.

Description :

Le festival croisé du cinéma entre Alger et l'Île-de-France s'appuie sur un partenariat privilégié avec l'association Indigènes Films, organisatrice depuis de nombreuses années en île-de France, du Panorama des Cinémas du Maghreb et du Moyen-Orient (PCMMO).

L'édition 2017 du Panorama des Cinémas du Maghreb et du Moyen-Orient, qui s'est tenue du 25 avril au 14 mai 2017, a effectué un focus particulier sur le cinéma algérien. Ainsi, le film d'ouverture était la projection en avant-première de Rayhana *A mon âge, je me cache encore pour fumer*.

Trois jeunes talents représentatifs de la nouvelle scène de la réalisation algérienne ont également été à l'honneur :
- Damien Ounouri, avec *Kindil el Bahr* ;
- Dania Raymond, avec *Le Jardin d'Essai* ;
- Houssem Boukhari, *Mahi ou la fureur de vivre*.

Enfin, ont également été organisées la projection d'un documentaire, une table-ronde et une rencontre autour de la figure de Frantz Fanon.

L'édition algéroise du festival se tiendra à Alger du 2 au 4 novembre 2017. Conçu comme le premier Rendez-vous cinématographique d'Alger, ce festival aura pour thématique centrale le cinéma franco-algérien. Il vise un large public familial. Les films projetés seront choisi parmi une liste de films grand public, dont une grande partie a été soutenue par des financements régionaux.

Moyens mis en œuvre :

La Région Île-de-France attribue une subvention à l'association Indigènes Films qui apportera son expertise en matière de montage de festival à l'EPIC Arts & Culture et au directeur de la salle Ibn Khaldoun à Alger.

La Wilaya prendra en charge l'ensemble des dépenses locales liées à l'organisation du festival, à savoir la mise à disposition des salles, le cocktail, les dépenses de communication, mais également l'hébergement, la restauration et le transport local des franciliens et réalisateurs invités dans le cadre du festival.

La subvention régionale prendra en charge l'appui apporté par Indigènes Films à la construction du festival algérois.

Le service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France à Alger, soutient le projet et y contribuera par la prise en charge de plusieurs billets d'avion, en liaison avec l'Institut Français qui souhaite mettre à disposition sa salle de cinéma équipée en matériel de diffusion numérique.

Intérêt régional :

A Alger, les Rendez-vous cinématographiques d'Alger sont créés dans le cadre du nouveau partenariat établi avec la Région Île-de-France. Cette opération permettra de valoriser les nouveaux liens établis entre les deux territoires.

Par ailleurs, l'intervention des équipes du Panorama des Cinémas du Maghreb et du Moyen-Orient, est une occasion de mettre en valeur la qualité du travail réalisé par un opérateur francilien et de renforcer ses liens avec le monde du cinéma algérien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Le public ciblé par ce Festival est le public algérois, familial, qui avait perdu l'habitude de fréquenter les salles de cinémas. Depuis un an, l'équipement de la salle Ibn Khaldoun en matériel de diffusion de films sur support numérique (DCP) a permis à ce public de renouer avec les superproductions. La création de ce Rendez-vous à Alger sera une occasion de mettre en valeur les pépites cinématographiques de la jeune scène algéroise ainsi que les grandes réussites du cinéma français.

Détail du calcul de la subvention :
Le budget prévisionnel global du projet s'élève à 40 000 euros. La subvention de la Région Île-de-France porte uniquement sur les dépenses qui seront effectuées par la partie française (base subventionnable 30 000 euros), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Localisation géographique :
- ALGERIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel (assistante de coordination à mi-temps pendant 6 mois)	**7 000,00**	**17,50%**
Charges externes (direction artistique, coordination, programmation)	**3 000,00**	**7,50%**
Honoraires (attachée de presse)	**2 000,00**	**5,00%**
Charges externes (présentatrice-animatrice)	**1 000,00**	**2,50%**
Charges externes (comptable)	**700,00**	**1,75%**
Transports des films	**750,00**	**1,88%**
Affranchissement	**300,00**	**0,75%**
Frais de communication (téléphone+internet local)	**500,00**	**1,25%**
Locations de films	**2 500,00**	**6,25%**
Communication (conception et impression du programme, mise à jour site, photos, etc.)	**2 500,00**	**6,25%**
Transports internationaux	**4 150,00**	**10,38%**
Per diem	**2 050,00**	**5,13%**
Divers et imprévus	**2 050,00**	**5,13%**
Contribution au frais de structure d'Indigènes films (5%)	**1 500,00**	**3,75%**
Communication à Alger (affiches, flyers, relations presse etc.)	2 500,00	6,25%
Frais d'hébergement et de restauration des participants à Alger	5 000,00	12,50%
Transports locaux	500,00	1,25%
Cocktail d'ouverture	2 000,00	5,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	30 000,00	75,00%
Fonds propres Wilaya d'Alger	8 500,00	21,25%
Institut Français Alger	1 500,00	3,75%
Total	40 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	12 000,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	15 000,00 €
2016	Soutien aux manifestations cinématographiques	10 000,00 €
2017	Soutien aux manifestations cinématographiques	10 000,00 €
	Montant total	47 000,00 €

Fiches projets

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010444

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : "FUTUR EN AFRIQUE" : LE FESTIVAL DE L'INNOVATION NUMERIQUE A CASABLANCA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	191 215,00 €	40,80 %	78 000,00 €
	Montant Total de la subvention		78 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104017-020
10401702- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAP DIGITAL IMVN
Adresse administrative : 14 RUE ALEXANDRE PARODI
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Stéphane DISTINGUIN, Président

Date de publication au JO : 25 février 2006

N° SIRET : 48974929100030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016
Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'édition 2017 de Futur en Seine, qui se tiendra du 8 au 10 juin, sera l'occasion d'accueillir une délégation marocaine. Les préparatifs démarrent dès le mois de mars 2017.

Objectifs :

L'organisation d'un Festival de l'innovation numérique à Casablanca, sur le modèle du Futur en Seine organisé en Île-de-France depuis 2011 a vocation à mettre en valeur le dynamisme de l'écosystème du numérique marocain et africain et de renforcer les échanges économiques dans le domaine du numérique entre les deux territoires.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'accord de coopération signé entre la Région Île-de-France et la région de Casablanca-Settat le 8 décembre 2016 et qui inclut le développement économique dans les thématiques d'intervention prioritaires. Lors de la signature de ce nouveau partenariat à Casablanca, le pôle de compétitivité francilien du numérique Cap Digital a signé un accord (MoU) avec son homologue marocain, Maroc Numeric Cluster.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le projet présenté ci-après.

Description :

Le projet se décline 3 étapes :

1) invitation d'une délégation de start-ups marocaines particulièrement innovantes, accompagnées par Maroc Numeric Cluster, à Paris dans le cadre de l'édition 2017 de Futur en Seine ; mise en place d'un label binational récompensant les projets les plus innovants ;
2) organisation du festival "Futur en Afrique" à Casablanca à l'automne 2017 (octobre/novembre), sur le modèle de Futur en Seine, à savoir :
   - Jour 1 : conférences et ateliers thématiques (B2B) ;
   - Jour 2 : démonstration et expérimentation des innovations numériques avec un large public (B2C) ;
3) sélection et invitation à Paris dans le cadre de Futur en Seine 2018 des projets marocains innovants issus du label binational.

Intérêt régional :

Le projet illustre la concrétisation de l'accord de coopération signé entre la Région Île-de-France et celle de Casablanca-Settat et le souhait de développer les liens économiques entre ces deux territoires.

Il met en valeur le festival porté par le pôle de compétitivité du numérique francilien, Cap Digital, et permet de renforcer les débouchés économiques pour les start-ups et PMEs franciliennes non seulement vers le Maroc mais également vers l'Afrique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

- en France, les "innovacteurs" de l'économie numérique francilienne, et notamment les start-ups et PMEs qui se posent la question d'un relais éventuel de croissance au Maroc et plus largement en Afrique ;

- au Maroc, à court terme, les partenaires et notamment Maroc Numeric Cluster qui peut ainsi développer une méthodologie et une approche au bénéfice de son propre écosystème et des initiatives entrepreneuriales locales. A plus long terme, les start-ups et les PMEs innovantes qui pourront bénéficier de la construction d'un label et de la visibilité offerte par l'organisation d'un évènement majeur leur permettant d'agir plus facilement et en direct avec tous les acteurs pertinents du numérique.

- le public de Casablanca qui pourra s'inspirer et mieux appréhender le numérique pour mieux s'en saisir et avoir l'envie d'entreprendre davantage.

Détail du calcul de la subvention :

Le budget prévisionnel global du projet s'élève à 284 100 euros. Un cofinancement de 96 000 euros a été sollicité au titre du fonds conjoint franco-marocain, géré à parité par le Ministère des Affaires étrangères et du développement international français d'une part et le Ministère de l'Intérieur - en charge des collectivités locales - marocain d'autre part.

La subvention de la Région Île-de-France inclut les 48 000 euros apportés par le MAEDI, tandis que la contribution de la Région de Casablanca-Settat inclut les 48 000 euros de ressources apportées par le Ministère de l'Intérieur marocain.

La subvention de la Région porte uniquement sur les dépenses effectuées par la partie française (base subventionnable 191 215 euros), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-

dessous.

Localisation géographique :
- MAROC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais techniques (emplacement stand nu + construction stand + sonorisation etc.)	**70 000,00**	**24,64%**
Salaires Cap Digital (coordination et suivi de projet)	**35 660,00**	**12,55%**
Frais de communication	**18 250,00**	**6,42%**
Prestations Relations presse	**20 500,00**	**7,22%**
Prestations Graphisme	**10 000,00**	**3,52%**
Prestations Traductions	**5 000,00**	**1,76%**
Frais d'hébergement en Île-de-France	**9 000,00**	**3,17%**
Frais de restauration en Île-de-France	**2 900,00**	**1,02%**
Billets d'avion de la partie française	**4 030,00**	**1,42%**
Divers et imprévus	**13 000,00**	**4,58%**
Frais administratifs (<2%)	**2 875,00**	**1,01%**
Billets d'avion de la partie marocaine	3 185,00	1,12%
Salaires Maroc Numeric Cluster	12 700,00	4,47%
Location salle à Casablanca	15 000,00	5,28%
Frais de restauration à Casablanca	10 000,00	3,52%
Frais d'hébergement à Casablanca	1 500,00	0,53%
Prestations Production	30 000,00	10,56%
Prestations Graphisme	10 000,00	3,52%
Prestations Médiation	5 000,00	1,76%
Prestations Animation	2 000,00	0,70%
Autres	3 500,00	1,23%
Total	284 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Contribution Cap Digital	68 215,00	24,01%
Région Île-de-France (dont reversement MAEDI de 48 000 euros)	78 000,00	27,46%
Contribution Maroc Numeric Cluster	74 885,00	26,36%
Région Casablanca-Settat (dont reversement Min Intérieur Marocain de 48 000 euros)	63 000,00	22,18%
Total	284 100,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	78 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	423 913,00 €
2014	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Fonctionnement	470 000,00 €
2014	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Investissement	322 000,00 €
2014	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	313 829,00 €
2014	Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	570 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	500 000,00 €
2015	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	315 000,00 €
2015	Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	605 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Actions d'accompagnement individuelles et collectives en faveur des PME/PMI de la SRI-SI	631 369,41 €
2016	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	500 000,00 €
2016	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	463 419,58 €
2016	Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	570 000,00 €
2017	Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	325 000,00 €
	Montant total	4 701 788,99 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010441

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : RENFORCEMENT DE CAPACITES DES ACTEURS LOCAUX DU GRAND TUNIS EN MATIERE DE PLANIFICATION ET D'URBANISME

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	93 100,00 €	75,19 %	70 000,00 €
	Montant Total de la subvention		70 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104017-020
10401702- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IAURIF INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME IDF
Adresse administrative : 15 RUE FALGUIERE
75740 PARIS 15 CEDEX
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 77568448300065

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

1) <u>amélioration de la planification du Grand Tunis :</u>

- renforcement des compétences des cadres techniques des Conseils régionaux du Grand Tunis, avec lesquels la Région Île-de-France s'est engagée dans un partenariat privilégié en février 2017, ainsi que des cadres de l'Agence Urbaine du Grand Tunis (AUGT) et des municipalités du territoire ;
- légitimité renforcée de l'AUGT au service de la future collectivité territoriale du Grand Tunis qui sera créée à l'issue des élections locales tunisiennes prévues fin 2017 ;
- meilleure intégration du Campus de la Manouba dans la capitale tunisienne ;
- lancement d'un programme de réhabilitation des centres anciens ;

2) <u>valorisation de l'expertise et des savoir-faire franciliens</u>, en particulier de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Île-de-France ;

3) accompagnement du processus de décentralisation en Tunisie.

Description :

En concertation avec les partenaires tunisiens, quatre actions principales sont prévues :

1) un séminaire de planification dédié aux villes nouvelles ;
2) le montage d'un atelier d'urbanisme pour la réhabilitation des centres anciens ;
3) la mise en place d'un atelier de création urbaine pour le développement et l'intégration urbaine du Grand Tunis ;
4) l'appui à la création d'une plateforme numérique et d'une médiathèque pour l'agence urbaine du Grand Tunis.

Moyens mis en œuvre :

Pour l'ensemble de ces actions, l'IAU mobilisera une équipe projet constituée d'un chef de projet et de différents experts thématiques (villes nouvelles, patrimoine, direction des services informatiques, etc.).

Les partenaires tunisiens (Gouvernorat, AUGT et Faculté des lettres de la Manouba, architectes urbanistes tunisiens) financeront les salaires des agents techniques concernés et prendront en charge les dépenses locales (hébergement, transports).

Intérêt régional :

Ce projet est la déclinaison concrète de l'accord de coopération signé entre la Région Île-de-France et le Grand Tunis le 14 février. Il traduit la volonté de la Région de s'impliquer aux côtés des autorités locales tunisiennes et de renforcer leurs capacités, en valorisant l'expertise francilienne en matière d'aménagement et d'urbanisme.

Public(s) cible(s) :

Action 1 :
- les 4 conseils régionaux du Grand Tunis (au moins un cadre technique par conseil) ;
- l'Agence Urbaine du Grand Tunis (au moins deux cadres techniques).

Action 2 :
- les 4 gouvernorats du Grand Tunis ;
- 4 architectes urbanistes tunisiens (20 ans d'expérience) ;
- 4 équipes de 4 jeunes professionnels tunisiens (architectes-urbanistes ou ingénieurs, issus des services techniques des conseils régionaux ou des municipalités du Grand Tunis).

Action 3 :
- la Faculté des Lettres de l'Université de la Manouba
- le conseil régional de la Manouba ;
- le Ministère de l'Enseignement supérieur tunisien ;
- l'Agence Urbaine du Grand Tunis ;
- les participants au projet (urbanistes et architectes juniors et seniors mobilisés dans le cadre des groupes de travail) ;
- les personnels enseignants et usagers du campus de la Manouba.

Action 4 :
- l'Agence Urbaine du Grand Tunis ;
- les professionnels de l'urbanisme du Grand Tunis et de Tunisie au sens large (cabinet d'études, étudiants,

chercheurs, promoteurs et acteurs de l'aménagement, etc.).

Détail du calcul de la subvention :

Le budget prévisionnel global du projet s'élève à 202 290 euros. Un cofinancement de 66 500 euros a été sollicité au titre du fonds de soutien à la coopération franco-tunisienne, géré par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français en coopération avec le Ministère des affaires locales et de l'environnement tunisien.

La subvention de la Région Île-de-France inclut les 66 500 euros apportés par le MEAE. Elle porte uniquement sur les dépenses qui seront effectuées par la partie française (base subventionnable 93 100 euros), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Localisation géographique :

- TUNISIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires (coordination et suivi de projet + divers rémunération architectes et urbanistes de l'IAU mobilisés)	**38 500,00**	**19,03%**
Billets d'avion	**12 750,00**	**6,30%**
Frais d'hébergement (en Île-de-France)	**13 950,00**	**6,90%**
Frais de restauration (en Île-de-France)	**4 420,00**	**2,18%**
Hébergement et restauration (en Tunisie)	**850,00**	**0,42%**
Frais de transport	**1 500,00**	**0,74%**
Frais de communication	**2 000,00**	**0,99%**
Divers et imprévus	**11 980,00**	**5,92%**
Frais administratifs	**7 150,00**	**3,53%**
Salaires (agents techniques des Gouvernorats participant à l'atelier d'urbanisme)	99 840,00	49,35%
Salaires (agents techniques de l'Agence Urbaine du Grand Tunis)	9 000,00	4,45%
Billet d'avion	350,00	0,17%
Total	202 290,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France (dont reversement MEAE de 66 500 euros)	70 000,00	34,60%
Fonds propres IAU- IdF	23 100,00	11,42%
Fonds propres Conseils régionaux du Grand Tunis	99 840,00	49,35%
Fonds propres Agence Urbaine du Grand Tunis	9 350,00	4,62%
Total	202 290,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	70 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Cotisation annuelle au Syndicat mixte "Paris Métropole"	69 000,00 €
2014	Mise en oeuvre d'ateliers de création urbaine	25 000,00 €
2014	OA / IAU - Institut Régional de Développement du Sport (IRDS)	398 000,00 €
2014	OA / IAU Observatoire Régional de Santé d'Ile de France (ORS)	730 000,00 €
2014	OA / Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAURIF)	17 700 000,00 €
2015	OA / IAU - Institut Régional de Développement du Sport (IRDS)	398 000,00 €
2015	OA / IAU Observatoire Régional de Santé d'Ile de France (ORS)	730 000,00 €
2015	OA / Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAURIF)	21 275 000,00 €
2016	Contrat de projets interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement	67 000,00 €
2016	OA / IAU - Institut Régional de Développement du Sport (IRDS)	360 000,00 €
2016	OA / IAU Observatoire Régional de Santé d'Ile de France (ORS)	713 000,00 €
2016	OA / Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAURIF)	18 574 400,00 €
2017	OA / IAU - Institut Régional de Développement du Sport (IRDS)	216 000,00 €
2017	OA / Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAURIF)	11 156 400,00 €
	Montant total	72 411 800,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010445

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : LES RENDEZ-VOUS CINEMATOGRAPHIQUES D'ALGER

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	30 000,00 €	100,00 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104017-020
10401702- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INDIGENES FILMS
Adresse administrative : 19 RUE DE LA BOULANGERIE
93200 SAINT DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Kamal EL MAHOUTI, Président
N° SIRET : 44063551400027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les Rendez-vous cinématographiques d'Alger s'inscrivent dans le cadre d'un festival croisé avec le Panorama des Cinémas du Maghreb et du Moyen-Orient, organisé en Île-de-France du 25 avril au 14 mai 2017. Les préparatifs pour l'édition algéroise démarreront au 1er juin 2017.

Objectifs :

La Région Île-de-France et la Wilaya d'Alger ont signé le 23 mars 2017 à Paris un accord de coopération décentralisée les engageant dans un partenariat de long terme. Cet accord de coopération prévoit notamment l'organisation d'événements croisés en matière culturelle. Il a été décidé d'organiser, dès 2017, un festival croisé du cinéma, afin de renforcer les échanges et de favoriser une meilleure connaissance entre jeunesses algéroises et franciliennes.

Description :

Le festival croisé du cinéma entre Alger et l'Île-de-France s'appuie sur un partenariat privilégié avec l'association Indigènes Films, organisatrice depuis de nombreuses années en île-de France, du Panorama des Cinémas du Maghreb et du Moyen-Orient (PCMMO).

L'édition 2017 du Panorama des Cinémas du Maghreb et du Moyen-Orient, qui s'est tenue du 25 avril au 14 mai 2017, a effectué un focus particulier sur le cinéma algérien. Ainsi, le film d'ouverture était la projection en avant-première de Rayhana *A mon âge, je me cache encore pour fumer*.

Trois jeunes talents représentatifs de la nouvelle scène de la réalisation algérienne ont également été à l'honneur :
- Damien Ounouri, avec *Kindil el Bahr* ;
- Dania Raymond, avec *Le Jardin d'Essai* ;
- Houssem Boukhari, *Mahi ou la fureur de vivre*.

Enfin, ont également été organisées la projection d'un documentaire, une table-ronde et une rencontre autour de la figure de Frantz Fanon.

L'édition algéroise du festival se tiendra à Alger du 2 au 4 novembre 2017. Conçu comme le premier Rendez-vous cinématographique d'Alger, ce festival aura pour thématique centrale le cinéma franco-algérien. Il vise un large public familial. Les films projetés seront choisi parmi une liste de films grand public, dont une grande partie a été soutenue par des financements régionaux.

Moyens mis en œuvre :

La Région Île-de-France attribue une subvention à l'association Indigènes Films qui apportera son expertise en matière de montage de festival à l'EPIC Arts & Culture et au directeur de la salle Ibn Khaldoun à Alger.

La Wilaya prendra en charge l'ensemble des dépenses locales liées à l'organisation du festival, à savoir la mise à disposition des salles, le cocktail, les dépenses de communication, mais également l'hébergement, la restauration et le transport local des franciliens et réalisateurs invités dans le cadre du festival.

La subvention régionale prendra en charge l'appui apporté par Indigènes Films à la construction du festival algérois.

Le service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France à Alger, soutient le projet et y contribuera par la prise en charge de plusieurs billets d'avion, en liaison avec l'Institut Français qui souhaite mettre à disposition sa salle de cinéma équipée en matériel de diffusion numérique.

Intérêt régional :

A Alger, les Rendez-vous cinématographiques d'Alger sont créés dans le cadre du nouveau partenariat établi avec la Région Île-de-France. Cette opération permettra de valoriser les nouveaux liens établis entre les deux territoires.

Par ailleurs, l'intervention des équipes du Panorama des Cinémas du Maghreb et du Moyen-Orient, est une occasion de mettre en valeur la qualité du travail réalisé par un opérateur francilien et de renforcer ses liens avec le monde du cinéma algérien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Le public ciblé par ce Festival est le public algérois, familial, qui avait perdu l'habitude de fréquenter les salles de cinémas. Depuis un an, l'équipement de la salle Ibn Khaldoun en matériel de diffusion de films sur support numérique (DCP) a permis à ce public de renouer avec les superproductions. La création de ce Rendez-vous à Alger sera une occasion de mettre en valeur les pépites cinématographiques de la jeune scène algéroise ainsi que les grandes réussites du cinéma français.

Détail du calcul de la subvention :
Le budget prévisionnel global du projet s'élève à 40 000 euros. La subvention de la Région Île-de-France porte uniquement sur les dépenses qui seront effectuées par la partie française (base subventionnable 30 000 euros), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Localisation géographique :

- ALGERIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel (assistante de coordination à mi-temps pendant 6 mois)	**7 000,00**	**17,50%**
Charges externes (direction artistique, coordination, programmation)	**3 000,00**	**7,50%**
Honoraires (attachée de presse)	**2 000,00**	**5,00%**
Charges externes (présentatrice-animatrice)	**1 000,00**	**2,50%**
Charges externes (comptable)	**700,00**	**1,75%**
Transports des films	**750,00**	**1,88%**
Affranchissement	**300,00**	**0,75%**
Frais de communication (téléphone+internet local)	**500,00**	**1,25%**
Locations de films	**2 500,00**	**6,25%**
Communication (conception et impression du programme, mise à jour site, photos, etc.)	**2 500,00**	**6,25%**
Transports internationaux	**4 150,00**	**10,38%**
Per diem	**2 050,00**	**5,13%**
Divers et imprévus	**2 050,00**	**5,13%**
Contribution au frais de structure d'Indigènes films (5%)	**1 500,00**	**3,75%**
Communication à Alger (affiches, flyers, relations presse etc.)	2 500,00	6,25%
Frais d'hébergement et de restauration des participants à Alger	5 000,00	12,50%
Transports locaux	500,00	1,25%
Cocktail d'ouverture	2 000,00	5,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	30 000,00	75,00%
Fonds propres Wilaya d'Alger	8 500,00	21,25%
Institut Français Alger	1 500,00	3,75%
Total	40 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	12 000,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	15 000,00 €
2016	Soutien aux manifestations cinématographiques	10 000,00 €
2017	Soutien aux manifestations cinématographiques	10 000,00 €
	Montant total	47 000,00 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-350
DU 5 JUILLET 2017

PROLONGATION DES CONTRATS DE TRAVAIL DES REPRÉSENTANTS DE LA RÉGION. HANOÏ DU 1ER AOUT 2017 AU 31 OCTOBRE 2017, ANTANANARIVO DU 1ER AOUT 2017 AU 31 JANVIER 2018

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU L'accord de coopération signé entre le Comité Populaire de Hanoi et la Région Ile de France le 20 décembre 1989 ;

VU L'accord de coopération entre la région Île-de-France et la Commune Urbaine d'Antananarivo le 21 décembre 1990 ;

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 22-16 du 15 décembre 2016 relative à la nouvelle stratégie internationale, au service des franciliens et du développement de notre territoire;

VU Le budget 2017 de la Région Île-de-France ;

VU l'avis de la commission de la coopération internationale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-350 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

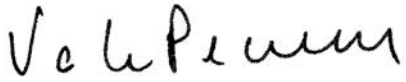
Article unique :

Décide de participer au programme d'action avec l'Agence Française d'Expertise Technique internationale (AFETI) - Expertise France, tel que détaillé en annexe à la présente délibération par l'attribution d'une subvention unique de **82 197 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe n°3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **82 197 €** disponible sur le chapitre 930, « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions internationales », programme HP 048-017 (104017) « Coopération décentralisée », Action 10401702 « Coopération décentralisée », du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-350	Budget	2017

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**048 - Autres actions internationales**
Programme	**104017 - Coopération décentralisée**
Action	**10401702 - Coopération décentralisée**

Dispositif : N° 00000555 - Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)

Dossier	17011046 - PROLONGATION DES POSTES DE LA REGION ILE-DE-FRANCE A HANOI DU 1 ER AOUT AU 31 OCTOBRE 2017 ET ANTANANARIVO DU 1ER AOUT 2017 AU 31 JANVIER 2018			
Bénéficiaire	P0031108 - AFETI AGENCE FRANCAISE D EXPERTISE TECHNIQUE INTERNATIONALE EXPERTISE FRANCE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	82 197,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
82 197,00 €	TTC	100 %	82 197,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000555 - Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	82 197,00 €

Total sur l'imputation 930 - 048 - 104017 - 10401702	82 197,00 €

FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011046

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : PROLONGATION DES CONTRATS DE LA REGION ILE-DE-FRANCE A HANOI DU 1ER AOUT AU 31 OCTOBRE 2017 ET ANTANANARIVO DU 1ER AOUT 2017 AU 31 JANVIER 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Volontaires du progrès et coopérants	82 197,00 €	100,00 %	82 197,00 €
	Montant Total de la subvention		82 197,00 €

Imputation budgétaire : 930-048-65738-104017-020
10401702- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFETI AGENCE FRANCAISE D'EXPERTISE TECHNIQUE INTERNATIONALE EXPERTISE FRANCE
Adresse administrative : 73 RUE DE VAUGIRARD 75006 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Sebastien MOSNERON DUPIN, Directeur Général
N° SIRET : 80873479200019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Région missionne auprès du Comité populaire de Hanoï et de la Commune urbaine d'Antananarivo des représentants animant localement les relations entre les partenaires, assurant la gestion des projets de coopération décentralisée et veillant à la valorisation de l'expertise francilienne.
Ces experts assurent :
- l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi technique et financier des programmes de coopération entre la Région Île-de-France et ses partenaires institutionnels étrangers,
- une interface permanente entre la Région et ses partenaires,
- la coordination et l'animation sur place de l'action des différents opérateurs impliqués dans ces coopérations.

Les représentants de la Région à Hanoï et Antananarivo sont en outre chargés respectivement de la co-direction et de la direction des Instituts des Métiers de la Ville créés par la Région et son partenaire local.

Description :
La subvention proposée doit permettre de couvrir du 1er aout au 31 octobre 2017 (Hanoi) et du 1er aout au 31 janvier 2018 (Antananarivo) la rémunération, les frais de logement, les frais de scolarité et un déplacement aller-retour entre la Région Île-de-France et le lieu de mission du Représentant.

Localisation géographique :
- Antananarivo
- HANOI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	82 197,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Volontaires du progrès et coopérants	746 321,50 €
2016	Volontaires du progrès et coopérants	149 361,00 €
2017	Volontaires du progrès et coopérants	108 482,00 €
	Montant total	1 004 164,50 €

CONVENTION TYPE

FONCTIONNEMENT

CONVENTION N°…….

Entre

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa présidente, madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération n° CP.. .du …
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé : ……
dont le statut juridique est : …..
dont le n° SIRET est : …….
dont le siège social est situé au : ……..
ayant pour représentant :…….
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PRÉAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre de sa politique internationale telle que définie par délibération de l'Assemblée délibérante N°CR 222-16 du 15 décembre 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010, telle que prorogée par la délibération n°CR 01- 16 du 21 janvier 2016.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP …. du …….., la Région a décidé de soutenir ……. pour la réalisation de l'opération : «…….», au …… Son descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.
Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à …% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à … €, soit un montant maximum de subvention de …… €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNÉ

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1re de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Île-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 3.1 : CADUCITÉ

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision du président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ART 3.2 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes.

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. A chaque demande est joint un rapport financier intermédiaire précisant les dépenses effectuées.

Chaque demande de versement de subvention doit être datée, remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire ou de la personne ayant délégation qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Les documents financiers doivent être signés par le représentant légal du bénéficiaire ou la personne ayant délégation, sont établis en français et libellés en euros.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut demander une avance à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie établi en français et en euros ou, pour les collectivités territoriales, d'une attestation justifiant de l'absence de trésorerie nécessaire au démarrage du projet soutenu par la Région.

Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 80% du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, sur présentation d'un rapport financier. Celui-ci précise notamment les dépenses effectuées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.
Le versement du solde est subordonné à la production d'un compte-rendu final d'exécution de l'action, et d'un état récapitulatif des paiements ou des copies des dépenses effectuées. Le compte-rendu financier et l'état récapitulatif des paiements comportent la signature du représentant du bénéficiaire ainsi que celle de l'expert comptable ou du commissaire aux comptes si l'organisme en est doté, et sont établis en français et en euros.

Pour les personnes morales de droit public : le versement du solde est conditionné à la production d'un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal du bénéficiaire et par le comptable public qui certifie la prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques de la région Île-de-France et du département de Paris.

ART 3.3 : RÉVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le montant maximum de subvention de…...

ARTICLE 3.4 : ÉLIGIBILITÉ DES DÉPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de……. et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le……

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° CP ….du …….

Fait en 3 exemplaires originaux.

Le.....

Pour l'association
Le Président,

Le.....

Pour la Présidente du Conseil régional d'Ile de France et par délégation

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/07/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-332
DU 5 JUILLET 2017

AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DU TOURISME
ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS EN INVESTISSEMENT ET EN FONCTIONNEMENT AU TITRE DU FONDS POUR LE TOURISME
ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS 2017 EN FAVEUR DES ORGANISMES ASSOCIES À L'ACTION RÉGIONALE DANS LE DOMAINE DU TOURISME : COMITÉ RÉGIONAL DU TOURISME (CRT) ET CENTRES D'ACCUEIL RÉGIONAUX DU TOURISME (CART)
FONCTIONNEMENT DES POINTS D'ACCUEIL DANS LES AÉROPORTS PARISIENS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n°CR 221-16 relative à la création du Fonds pour le tourisme ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

VU La délibération n° CP 08-1290 du 27 novembre 2008 habilitant le Président du Conseil régional à signer une convention avec Aéroports de Paris pour la poursuite du dispositif des points d'accueil dans les aéroports parisiens ;

VU La délibération n° CP 10-1004 du 17 novembre 2010 approuvant un avenant à la convention Région Ile-de-France/Aéroports de Paris de 2008 pour l'aménagement et le fonctionnement d'un point d'accueil à Orly-Ouest ;

VU La délibération n° CP 14-022 du 30 janvier 2014 relative à l'adoption de la convention d'objectifs et de moyens entre la Région et le CRT;

VU La délibération n° CP 14-086 du 30 janvier 2014 approuvant la convention Région Ile-de-France/Aéroports de Paris pour le fonctionnement des espaces d'accueil tourisme aux aéroports de Paris-Charles de Gaulle et Paris-Orly pour la période 2014-2018 ;

VU La délibération n° CP 16-584 du 16 novembre 2016 relative à l'attribution de subvention au titre du FDTR,

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017,

VU Le rapport CP 2017-332 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France.

VU l'avis de la commission du tourisme ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-332 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « fonds régional pour le tourisme » au financement des projets détaillés en annexe n°2 de la présente délibération par l'attribution de 13 subventions d'un montant maximum de **777 005 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions-types adoptées par délibération n°CP 2017-155 du 17 mai 2017, et autorise la Présidente de conseil régional à les signer

Affecte une autorisation de programme de **650 582 €** sur le chapitre 909 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500109 « Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme » du budget 2017, conformément à la répartition figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **102 417 €** sur le chapitre 909 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500110 «Région multilingue» du budget 2017, conformément à la répartition figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de **24 006 €** sur le chapitre 939 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500108 « Fonds de soutien au tourisme » du budget 2017, conformément à la répartition figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Article 2 :

Décide d'attribuer aux organismes associés dans le domaine du tourisme le solde des subventions de fonctionnement inscrites au budget 2017. Soit :

- L'affectation d'une autorisation d'engagement de **4 000 000 € en faveur du CRT** prélevée sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 95 « tourisme et thermalisme », programme HP95-002 (195002) « soutien aux organismes œuvrant dans le domaine du tourisme», action 19500201 « soutien aux organismes associés dans le domaine du tourisme » du budget 2017.

- L'affectation d'une autorisation d'engagement de **670 894 € en faveur des CaRT** prélevée sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 95 « tourisme et thermalisme », programme HP95-002 (195002) « soutien aux organismes œuvrant dans le domaine du tourisme», action 19500201 « soutien aux organismes associés dans le domaine du tourisme » du budget 2017.

Article 3 :

Décide de participer financièrement au fonctionnement des points d'accueil dans les aéroports parisiens par l'attribution aux Centres d'accueil régionaux du tourisme (CaRT) d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **1 236 882 €** correspondant au solde de la participation régionale pour l'année 2017.

Affecte une autorisation d'engagement de **1.236.882 €** disponible sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 95 « tourisme et thermalisme », programme HP95-002 (195002) « soutien aux organismes œuvrant dans le domaine du tourisme», action 19500201 « soutien aux organismes associés dans le domaine du tourisme » du budget 2017.

Article 4

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates indiquées dans le tableau ci-après, en application des articles 17 et 29 de l'annexe de la délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 .

Projet	Bénéficiaire	Date d'éligibilité des dépenses
Action de communication en faveur de la réouverture du parc de Méréville	Conseil départemental de l'Essonne	1er mai 2017
Création d'outils numériques de promotions pour un bureau de tourisme en Chine	Communauté de communes de Moret Seine et Loing	1er juin 2017

Article 5 :

Décide de désaffecter la subvention régionale de 200 000 € attribuée par délibération n°CP 16-584 du 16 novembre 2016 (dossier n°EX014172) au Parc Zoologique de Thoiry en faveur de la mise en place de trains électriques pour la visite ; et prélevée sur le chapitre 909 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500107 « FDTR» du budget 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-332	Budget	2017

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**95 - Tourisme et thermalisme**
Programme	**195001 - Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique**
Action	**19500108 - Fonds de soutien au tourisme**

Dispositif : N° 00001003 - Fonds pour le tourisme Fonctionnement

Dossier	EX021980 - ACTION DE COMMUNICATION POUR LA REOUVERTURE DU DOMAINE HISTORIQUE DE MEREVILLE 91			
Bénéficiaire	R2302 - DEPARTEMENT DE L ESSONNE			
Localisation	MEREVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 006,00 €		Code nature	65733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
48 012,00 €	TTC	50 %	24 006,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001003 - Fonds pour le tourisme Fonctionnement	24 006,00 €

Total sur l'imputation 939 - 95 - 195001 - 19500108	24 006,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**95 - Tourisme et thermalisme**
Programme	**195001 - Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique**
Action	**19500109 - Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme**

Dispositif : N° 00001002 - Fonds pour le tourisme Investissement

Dossier	EX019979 - ORGANISATION DE SEJOURS DECOUVERTE DES PARCS NATURELS REGIONAUX EN VELOS			
Bénéficiaire	EXM01393 - FOURCHETTE ET MANIVELLE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 852,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 840,00 €	HT	30 %	3 852,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-332	Budget	2017

Dossier	EX020062 - CREATION D'UNE OFFRE NOUVELLE PERMETTANT D'ENRICHIR L'EXPERIENCE DES TOURISTES			
Bénéficiaire	EXM01409 - LETTRE D UN JOUR			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	48 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
160 000,00 €	HT	30 %	48 000,00 €	

Dossier	EX020306 - CREATION D'UNE PLATEFORME POUR LA COMMERCIALISATION DE VISITES ORIGINALES DE LA DESTINATION A L'INTENTION DE TOURISTES ETRANGERS			
Bénéficiaire	EXM01435 - MEET THE LOCALS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 880,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
19 600,00 €	HT	30 %	5 880,00 €	

Dossier	EX020726 - CREATION D'UN GITE DE GROUPE EN BRIE CHAMPENOISE.			
Bénéficiaire	EXM01451 - GONZALES JUAN MANUEL			
Localisation	MONTOLIVET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	113 400,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
378 000,00 €	HT	30 %	113 400,00 €	

Dossier	EX020863 - DIGITILISATION DES MOYENS DE VENTE , REFONTE DU SITE INTERNET, APPLICATION MOBILE ET BORNES D'ACHAT DU PARC ZOOLOGIQUE DE THOIRY			
Bénéficiaire	P0009252 - PZL PARC ZOOLOGIQUE ET DE LOISIRS DE THOIRY			
Localisation	THOIRY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
700 000,00 €	HT	28,57 %	200 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-332	Budget	2017

Dossier	EX021505 - CREATION D'UNE OFFRE TOURISTIQUE NOUVELLE AUTOUR DU JAZZ			
Bénéficiaire	P0010052 - PARIS JAZZ CLUB			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 500,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
35 000,00 €	HT	30 %	10 500,00 €	

Dossier	EX021677 - AMELIORATION DE L'OFFRE DE VISITE DE LA FONDATION ROYAUMONT			
Bénéficiaire	R8125 - FOND ROYAUMONT			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	62 500,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
208 500,00 €	TTC	30 %	62 500,00 €	

Dossier	EX022225 - NUMERISATION DE L'ACTIVITE DE CITYVISION			
Bénéficiaire	EXM01577 - CITYVISION CITYPLUS CITY+ VACANCES RAMA			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	51 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
170 000,00 €	HT	30 %	51 000,00 €	

Dossier	EX022231 - DIGITALISATION DE L'ACTIVITE DE CROISIRERE DE MARINA DE BERCY			
Bénéficiaire	R36372 - MARINA DE BERCY			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 900,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
93 000,00 €	HT	30 %	27 900,00 €	

Dossier	EX022237 - CREATION D'UNE OFFRE DE CONSOMMATION AUGMENTEE AU SEIN DES HOTELS DE LA DESTINATION			
Bénéficiaire	EXM01579 - MEYO FACTORY			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	127 500,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
850 000,00 €	HT	15 %	127 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-332	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00001002 - Fonds pour le tourisme Investissement	650 532,00 €

Total sur l'imputation 909 - 95 - 195001 - 19500109	650 532,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**95 - Tourisme et thermalisme**
Programme	**195001 - Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique**
Action	**19500110 - Région multilingue**

Dispositif : N° 00001002 - Fonds pour le tourisme Investissement

Dossier	EX020216 - CREATION D'OUTILS DE PROMOTION EN CHINOIS SUR LE SUD ILE DE FRANCE			
Bénéficiaire	R15356 - COMMUNAUTE DE COMMUNES DE MORET SEINE ET LOING			
Localisation	CHINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 417,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
54 834,00 €	TTC	50 %	27 417,00 €	

Dossier	EX022216 - AMELIORATION DE L'OFFRE DE VISITE DE CITYVISION			
Bénéficiaire	EXM01577 - CITYVISION CITYPLUS CITY+ VACANCES RAMA			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	75 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
150 000,00 €	HT	50 %	75 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001002 - Fonds pour le tourisme Investissement	102 417,00 €

Total sur l'imputation 909 - 95 - 195001 - 19500110	102 417,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**95 - Tourisme et thermalisme**
Programme	**195002 - Soutien aux organismes oeuvrant dans le domaine du tourisme**
Action	**19500201 - Soutien aux organismes associés dans le domaine du tourisme**

Dispositif : N° 00000048 - OA / Comité Régional du Tourisme (CRT)

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	05/07/2017	N° de rapport	CP2017-332	Budget	2017

Dossier	17000256 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2017 COMITE REGIONAL DU TOURISME (CRT)			
Bénéficiaire	R16740 - COMITE REGIONAL DU TOURISME PARIS ILE-DE-FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000 000,00 €	TTC	40 %	4 000 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000048 - OA / Comité Régional du Tourisme (CRT)	4 000 000,00 €

Dispositif : N° 00000049 - OA / Centres d'Accueil Régionaux du Tourisme (CaRT)

Dossier	17000257 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2017 CENTRES D'ACCUEIL REGIONAUX DU TOURISME (CART)			
Bénéficiaire	R10885 - CENTRES D'ACCUEIL REGIONAUX DU TOURISME			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	670 894,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 677 236,00 €	TTC	40 %	670 894,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000049 - OA / Centres d'Accueil Régionaux du Tourisme (CaRT)	670 894,00 €

Dispositif : N° 00000053 - Centres d'Accueil Régionaux du Tourisme (CaRT) Gestion des points d'accueil dans les aéroports de Paris

Dossier	17000259 - FONCTIONNEMENT DES POINTS D'ACCUEIL DANS LES AEROPORTS PARISIENS POUR L ANNEE 2017 - DEUXIEME AFFECTATION			
Bénéficiaire	R10885 - CENTRES D'ACCUEIL REGIONAUX DU TOURISME			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 236 882,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 473 764,00 €	TTC	50 %	1 236 882,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000053 - Centres d'Accueil Régionaux du Tourisme (CaRT) Gestion des points d'accueil dans les aéroports de Paris	1 236 882,00 €

Total sur l'imputation 939 - 95 - 195002 - 19500201	5 907 776,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION 13 FICHES PROJET

AXE MODERNISATION DE L'OFFRE TOURISTIQUE ET TRANSITION NUMERIQUE

TRANSITION NUMERIQUE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022225

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : NUMERISATION DE L'ACTIVITE DE CITYVISION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	170 000,00 €	30,00 %	51 000,00 €
	Montant Total de la subvention		51 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-300
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CITYVISION
Adresse administrative : 83 BOULEVARD DE SEBASTOPOL
75002 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Christophe JEANNEST, Président

N° SIRET : 42119700500109

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aide en faveur du développement touristique

Objet du projet : réaliser travaux pour la numérisation de Paris City Vision afin de simplifier l'embarquement des clients, et de favoriser les ventes en agence ou sur les lieux de visites.

Date prévisionnelle de début de projet : 10 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans un contexte de recul très fort de chiffre d'affaires en 2016 (- 40 % par rapport à 2015), l'entreprise ParisCityvision entreprend d'améliorer significativement son offre de service afin de reconquérir des clients et du chiffre d'affaires.

Accélérer et simplifier l'embarquement pour les clients dans nos autocars et ainsi favoriser les ventes dans notre agence commerciale ou sur les lieux de visites

Description :
Il s'agit de la mise en place d'un processus de reconnaissance et d'embarquement des clients actuellement manuel chez PCV
L'automatisation permettra de traiter plus rapidement les dossiers clients, de rendre plus fluide l'embarquement des clients dans nos autocars et d'améliorer la traçabilité des clients embarqués
Seules les dépenses concernant la numérisation de la société font l'objet d'une demande au titre du tourisme sur son axe de la modernisation de l'offre et la transition numérique. Il s'agit de :
Phase 1: back office et QR code
Il s'agit du développement de la digitalisation du voucher (contre marque) en y intégrant une reconnaissance rapide du dossier client principalement sous la forme d'un objet « scanable » de façon rapide (code barre QRCODE)
Phase 2/ Embarquement digitaliser et affichage dynamique des départs
Pour la reconnaissance des vouchers, les agents d'embarquements bénéficieront d'appareils et logiciels de reconnaissance sur les Desktop (PC d'accueil) ainsi que sur des terminaux mobiles (smartphones ou tablettes)
Cette digitalisation permettra une fluidification des flux d'embarquement et une meilleure gestion du client (enregistrement et reconnaissance avant l'arrivée du client dans le comptoir
Un affichage dynamique des départs sur des écrans adaptés (ces affichages nécessiteront un développement depuis la partie logiciel du back office des départs pour alimenter les données qui s'afficheront sur des écrans dédiés) est également prévu.
Phase 3 : Ventes et géolocalisation des clients
La phase de la digitalisation de l'agence passe par la mise en place d'outils de ventes (intégrant des contraintes de stocks et de disponibilités de dernières minutes)
Ces ventes nécessiteront donc le développement d'applications mobiles (e-commerce)
Ces applications permettront non seulement d'être présentes sur les mobiles des clients qui le souhaitent mais aussi d'être le socle des points de vente en agence.

Moyens mis en œuvre :
Les budgets des différentes phases se déclinent comme suit :
- Digital Code : CAPEX 35 Développement Applicatif ERP
- Développement flux d'interfaces et back office facturation
- Digital Boarding : CAPEX 55 Développement Applications mobiles dédiées
- Développement flux Web services avec ERP et Facturation
- Coût mobile et/ou tablettes (+ éventuellement coût de communication 4G/5G)
- Coût d'affichage dynamique en agence
- Digital Sales : CAPEX 80 Développement applications Web Mobiles
- Mise en place des interfaces connectivité avec fournisseurs (Ex. Tour Eiffel, Pour les Bateaux Parisiens
- Coût de la borne interactive de vente en agence (+ Impression, TPE, etc..)
- Coût borne de contrôle d'accès QRCODE, etc…

Intérêt régional : Il s'agit d'apporter une aide au tourisme fluvial, offre touristique ayant un rayonnement international.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Touristes français et internationaux

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Digitalisation du titre d'embarquement et des flux système	50 000,00	29,41%
Digitalisation des outils d'embarquement en agences et sur les destinations	50 000,00	29,41%
Digitalisation des points de vente et flux de ventes fournisseurs	70 000,00	41,18%
Total	170 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	51 000,00	30,00%
Fonds propres	119 000,00	70,00%
Total	170 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	31 000,00 €
2018	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022231

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DIGITALISATION DE L'ACTIVITE DE CROISIRERE DE MARINA DE BERCY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	93 000,00 €	30,00 %	27 900,00 €
	Montant Total de la subvention		27 900,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-300
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MARINA DE BERCY
Adresse administrative : PORT DE BERCY AVAL
75012 PARIS 12
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christophe JEANNEST, Président

N° SIRET : 41976951800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aide en faveur du développement touristique

Objet du projet : digitaliser l'offre pour la rendre plus accessible, innovante.

Date prévisionnelle de début de projet : 10 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La société Marina de Bercy souhaite se moderniser en convertissant ses supports papiers en support digital. Dans un monde ou tout va de plus en plus vite le client a besoin d'avoir une réponse rapide à ses questions, d'avoir en temps réel des informations sur ses interrogations et choix qu'il doit effectuer, la modernisation de son offre doit répondre à ses contraintes.

La société souhaite également réduire les temps de traitement, l'investissement dans les nouvelles technologies lui permettra d'atteindre ces niveaux d'exigences. Le fait de se moderniser par le biais de la digitalisation lui permettra aussi de répondre à une demande écologique, la suppression de la communication par le papier fait partie de ses objectifs.

Les nouveaux règlements fluviaux imposés depuis plusieurs années ainsi que la crue de 2016 ont plongé la société dans de grosses difficultés financières et retarder ces nouveaux investissements.

Description :
La société souhaite aussi améliorer l'information culturelle lors des passages devant les monuments parisiens, la proposer en 11 langues et l'automatiser.
Elle mettra en place dans ses points d'informations touristiques des équipements tels que des tablettes, PC... de manière à ce que le touriste puisse avoir l'information en direct sur les différents produits touristiques proposés et avoir la possibilité de réserver en temps réel.
Elle mettra en place l'e-booking de manière à ce que les touristes puissent réserver sans avoir à éditer des vouchers et ainsi embarquer et être reconnu de manière électronique.
Elle souhaite présenter aux touristes une visite virtuelle du produit croisière restaurant.
Le dernier projet consiste à faire évoluer le système de réservation dans le but de pouvoir donner accès aux clients les disponibilités en temps réel et de pourvoir automatiser le parcours clients.

Intérêt régional : Il s'agit d'apporter une aide au tourisme fluvial, offre touristique ayant un rayonnement international.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les touristes individuels : internationaux, nationaux, franciliens et provinciaux
Groupes : autocaristes, comités d'entreprises, associations, entreprises.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Application mobile	27 000,00	29,03%
Digitalisation de l'offre	4 000,00	4,30%
Développement web, e voucher, reconnaissance e-boarding, automatisation des transferts des données	10 000,00	10,75%
Création d'une visite virtuelle	2 000,00	2,15%
Modernisation du logiciel de réservation, digitalisation du système, automatisation des outils de traçabilité	50 000,00	53,76%
Total	93 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	27 900,00	30,00%
Fonds propres	65 100,00	70,00%
Total	93 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 900,00 €
2018	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022237

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CREATION D'UNE OFFRE DE CONSOMMATION AUGMENTEE AU SEIN DES HOTELS DE LA DESTINATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	850 000,00 €	15,00 %	127 500,00 €
	Montant Total de la subvention		127 500,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-300
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEYO FACTORY
Adresse administrative : 38 AVENUE JUNOT
75018 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame CECILE FILIPPI, Présidente

N° SIRET : 81154859300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aide en faveur du développement touristique

Objet du projet : équiper les hôtels, les aéroports d'un miroir intelligent doté d'une plateforme de shopping augmentée qui encourage et facilite la consommation de produits de luxe, ainsi que de développer le concept dans sa version 3D.

Date prévisionnelle de début de projet : 10 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Pour 64% de la clientèle touristique internationale, le shopping de mode est le premier motif de séjour en France. Au carrefour de la mode et du luxe, le miroir augmenté MEYO apporte la réponse technologique attendue par les hôtels, les marques et les consommateurs modernes qui recherchent une expérience de shopping intuitive, sans complications et en toute sécurité.

Quatre faits marquants sont à l'origine du concept de miroir 3.0 développé par MEYO FACTORY :

1/ La vente en ligne de produits de luxe augmente : l'e-commerce représente 7% du marché´ mondial du luxe aujourd'hui, il atteindra 12% d'ici 2010. (source : Journal du Luxe). Une étude réalisée par Exane BNP Paribas et ContactLab prévoit que d'ici 2020 le digital influencera 50% du total des ventes luxe (Source : Comarketing news).

2/ Les plateformes e-commerces des marques de luxe se développent : LVMH annonce la création de son site e-commerce qui réunira les 70 marques du Groupe sur une plateforme numérique commune.

3/ Les assistants personnels sont au cœur de la bataille de l'Internet des Objets : La guerre des assistants virtuels prend de l'ampleur. Et ce sont dans les hôtels que cette bataille technologique s'étend. Les hôtels deviennent des "showrooms" pour exposer ces nouveaux outils. Apple et Amazon se disputent le marché de l'hôtellerie (Source : Les Echos).

4/ En 2016, la fréquentation touristique baisse dans le Grand Paris à cause de l'insécurité : victimes de vols en série, les touristes chinois, dont le budget shopping peut s'élever à 1 300 € par jour et par enseigne, se détournent de la France (Source : Le Parisien).

Véritable assistant de mode virtuel installé dans la chambre d'hôtel, le miroir MEYO offre un service numérique inédit qui facilite et enrichit l'expérience shopping de la clientèle touristique en Ile de France.

Description :
MEYO est le miroir en pied intelligent dont rêve les femmes qui aiment faire du shopping et prennent plaisir à s'habiller.
MEYO est un élégant miroir en pied bourré de technologies (commande vocale, reconnaissance faciale, modélisation 2D et 3D, smartphone en remote).

Dans sa première version, MEYO permet :
- de découvrir les tendances de la mode française, explorer les collections, pratiquer des essayages virtuels, recevoir des suggestions,
- de localiser les boutiques à proximité de l'hôtel, sauvegarder les itinéraires sur son smartphone, vérifier les horaires des magasins,
- de prendre des selfies en pied par commande vocale, ajouter des commentaires, publier et sauvegarder ses photos sur son smartphone,
- de partager ses tenues préférées et ses nouveaux achats en voyage pour se faire remarquer de ses amis et des marques.

Grâce à l'application MEYO CONNECT accessible via Bluetooth, l'utilisateur peut organiser son parcours shopping, enregistrer ses modèles, créer son carnet d'adresses, préparer son itinéraire. Il peut également contacter la boutique afin de bénéficier de conseils personnalisés, commander et se faire livrer des articles a` l'hôtel, prendre rendez-vous en magasin pour des essayages privés.

Les versions futures de MEYO proposeront de nouvelles fonctionnalités à l'utilisateur, et notamment :

- l'organisation virtuelle de son dressing personnel pour comparer ses tenues avec ses achats en voyage,
- la création de son profil de mode numérique pour recevoir des suggestions et des offres ultra-personnalisées de la part de ses marques préférées,
- la pratique de l'essayage virtuel en 3D en temps réel avec la vision à 360°.

Aujourd'hui, un premier démonstrateur est réalisé et est installé au Terrass Hotel, 4 étoiles luxe (Paris 18ème).

Les technologies existent, c'est leur assemblage et leurs usages appliqués au shopping de luxe qui fait du miroir MEYO un service touristique innovant.

Les fonds sollicités de la Région Ile-de-France permettront :

1/ la fabrication de 100 MEYO en 2017-2018 : démarrage de la commercialisation en région Ile de France. Une pré-série de 20 exemplaires sera produite en 2017 pour répondre aux demandes de tests :
- Groupe ACCOR : tests dans les suites du Royal Monceau (5 MEYO)
- Groupe ADP : création d'une "fashion room" dans le terminal 2 de l'aéroport Roissy CDG (3 MEYO)
- Terrass Hotel : test dans le lobby (1 MEYO)
- Fashion Lab de Dassault Systemes (1 MEYO)
- Groupe L'ECLAIREUR (mode luxe) : (4 MEYO)
Contacts en cours : Oetker Collection (Bristol Paris), Dorchester Collection (Plaza Athénée Paris), LVMH Cheval Blanc + LVMH Division Numérique, Four Seasons, Park Hyatt Vendôme.

2/ Le financement du programme de R&D visant à améliorer la pratique de l'essayage virtuel en 3D en temps réel.
MEYO FACTORY est accompagnée par le Fashion LAb de Dassault Systemes, expert en solutions 3D. Un partenariat de recherche avec l'INRIA et l'université de Cergy Pontoise est également envisagé. Un brevet sera déposé à l'issue des travaux.

3/ La conception et le développement de l'application MEYO CONNECT qui permettra à la clientèle touristique d'enregistrer et de sauvegarder sur leur smartphone les informations (photos, videos, achats, itinéraires, contacts, etc) obtenues grâce à MEYO.

Moyens mis en œuvre :
1/ Partenariat avec le Groupe L'ECLAIREUR (mode luxe, plus de 110 marques distribuées, 5 magasins à Paris) : fourniture des contenus mode - collections adaptées aux typologies des clientèles touristiques (Russe, Chinoise, Européenne, Américaine, Moyen-Orient).

2/ Partenariat avec le Groupe ACCOR (+ de 50.000 chambres luxe dans le monde) : dirigée par Chris Cahill, la structure luxe comprend les marques Raffles, Fairmont, Sofitel Legend, So Sofitel, Sofitel, MGallery by Sofitel, Pullman et Swissôtel.

3/ Intégration de l'Innovation Hub de ADP : Aéroports de Paris investit dans les startups pour développer les technologies qui constitueront l'aéroport du futur. La société se dote d'un fonds d'investissement de 16 millions d'euros, pour les aider à monter leurs projets.

4/ Lancement du programme de R&D pour améliorer la pratique de l'essayage 3D en collaboration avec le FAshion LAb de Dassault Systèmes, l'Inria et une université francilienne.

5/ Recrutement du directeur commercial : Jérôme Del Toso, ex-directeur du flagship Ligne Roset à Paris, 15 ans d'expérience de la vente de meubles haut de gamme. L'entreprise prévoit l'embauche de 7 personnes d'ici fin 2019.

6/ Intégration du programme BIZspark + de Microsoft : accès gratuit à la technologie CORTANA (assistance vocale dans toutes les langues) et aux API cognitives (moteur de suggestions).

7/ Réalisation d'ici septembre 2017 de la première levée de fonds (500 à 750K€) : accompagnement par le Cabinet CAELIS, expert-comptable. La société est valorisée à ce jour à 2M€.

Intérêt régional :

- Augmenter le rayonnement et l'attractivité de la Région sur la clientèle touristique internationale en offrant une expérience shopping inédite à l'échelle du monde.

- Répondre aux attentes sécuritaires des touristes et des marques (en particulier de la joaillerie), en proposant à la clientèle de luxe d'essayer virtuellement des pièces uniques dans sa chambre d'hôtel

(éviter le transport des bijoux).

- Mettre en valeur la Région Île-de-France auprès d'une clientèle très exigeante et difficile à séduire, grâce au partage sur les réseaux sociaux.

- Inciter à la consommation de produits de luxe en IDF : nous évaluons de 3% à 5% le développement du chiffre d'affaires des boutiques dans les villes et les aéroports.

La portée touristique du concept est également très importante pour le développement de la Région :
• Faciliter le parcours shopping de la clientèle touristique :
• Renforcer l'image Paris capitale de la mode
• Promouvoir l'innovation au sein de l'hôtellerie
• Participer à l'amélioration de la connaissance de la clientèle touristique (data mode et shopping)
• Décliner le concept à d'autres secteurs : développer l'application MEYO STYLE CITY qui propose une sélection de restaurants et de bars en fonction des tenues vestimentaires choisies par l'utilisateur.
• Création de fonds d'écran avec des vues du Grand Paris et de la Région pour la prise de selfies sur MEYO.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Clientèle des hôtels de luxe de la destination

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fabrication de 100 miroirs MEYO	400 000,00	47,06%
Programme RD essayage 3D	300 000,00	35,29%
Création appli MEYO CONNECT	75 000,00	8,82%
Création appli MEYOSTYLECITY	75 000,00	8,82%
Total	850 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	127 500,00	15,00%
Etat BPI	23 500,00	2,76%
Emprunt	200 000,00	23,53%
Fonds propres	69 000,00	8,12%
Levée de fonds	430 000,00	50,59%
Total	850 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €
2018	50 000,00 €
2019	27 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020306

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CREATION D'UNE PLATEFORME POUR LA COMMERCIALISATION DE VISITES ORIGINALES DE LA DESTINATION A L'INTENTION DE TOURISTES ETRANGERS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	19 600,00 €	30,00 %	5 880,00 €
	Montant Total de la subvention		5 880,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-300
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEET THE LOCALS
Adresse administrative : 22 ALLEE DE LA SEIGNEURIE
95000 NEUVILLE-SUR-OISE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame DOMINIQUE GOLDSZTEJN, Présidente

N° SIRET : 81939992400011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aide en faveur du développement touristique

Objet du projet : création d'un site web BtoBtoC pour une commercialisation auprès des professionnels de visites guidées ludiques utilisant des cartes représentant des personnages historiques.

Date prévisionnelle de début de projet : 10 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

MEET THE LOCALS est un OAS (online activity specialist) qui propose à des touristes anglophones des activités à partager avec des locaux (nos Welcomers), guides professionnels ou experts.
Comme indiqué dans le récent rapport de Martin Malvy « 54 suggestions pour améliorer la fréquentation touristique de la France à partir de nos Patrimoines », la culture est un motif de séjour pour 42 millions de

touristes étrangers. Mais les touristes recherchent plus d'originalité, plus d'émotions et vivre des expériences.

Pour répondre à ces nouveaux comportements, MEET THE LOCALS a repensé le concept de la visite guidée et s'est inspiré de l'exemple du Tenement Museum à New York qui, au travers de ses « walking tours », fait revivre l'histoire des immigrants entre les années 1870 et 1940.

La société a ainsi créé une nouvelle génération de visites que nous avons baptisées : "Meet the locals from the Past".

Le concept est le suivant : des petits groupes de touristes (max 8) recevront au début de leur visite une carte illustrant un personnage qui a joué un rôle dans le quartier ou le site qu'ils vont découvrir.
Au verso de la carte (que le visiteur gardera en souvenir), se trouve une courte biographie. Comme le ferait un roman ou un film, MEET THE LOCALS entraine le visiteur dans un voyage émotionnel et ludique en remontant le temps. Il ne sera pas un auditeur passif, mais un visiteur qui s'imprègne d'un bout d'histoire et de culture françaises grâce aux welcomers-conteurs.

L'ambition de MEET THE LOCALS est de mettre l'émotion et l'imaginaire au cœur de la culture grâce à des visites guidées ludiques et de permettre aux visiteurs de découvrir le riche patrimoine tout en se divertissant : l'imaginaire augmenté.

L'objectif est de la société est de commercialiser en BtoBtoC pour atteindre un plus grand nombre de touristes.

Description :
La société souhaite développer un site BtoBtoC pour revendre ses tours « Meet the locals from the Past". Cinq sont déjà développés à ce jour :

1- Heores of the Storming of La Bastille :
Les visiteurs vont revivre le 14 Juillet 1789 en suivant
Le trajet des insurgés dans Paris (des Invalides à La Bastille). Ils pourront ainsi se mettre dans la peau de personnages qui ont joué un rôle ce jour-là, aristocrates comme gens du peuple. À la fin du tour, on leur dévoile si le personnage qu'ils incarnent a perdu ou non sa tête au cours de la Révolution.

2- Courtiers and Servants at the Court of Versailles:
Ce tour va dévoiler aux visiteurs les secrets de la vie à la Cour avec notamment le décryptage de l'Étiquette, l'histoire du château de Versailles et les petites histoires qui ont pimenté la vie des têtes couronnées et de leurs courtisans. Les visiteurs seront initiés aux fonctions insolites de la Cour.

3- Montmartre Artists and "La Vie Bohème" :
Ce tour de Montmartre propose une découverte originale en soulevant le voile sur des personnalités qui ont marqué la vie de la Butte.
En suivant leurs pas, Les visiteurs revivent les grands moments de la Commune et de la Bohème dont Montmartre fut le berceau.

4-Damsels and Noblemen in Le Marais:
Au détour des petites rues du Marais, cette visite fera surgir des personnages qui ont marqué l'histoire de France. Les welcomers-conteurs révéleront ce qui se tramait derrière les façades des hôtels particuliers et dans le secret des alcôves royales.

5- Colorful Characters around Notre-Dame de Paris :
Autour de Notre-Dame, ont vécu moult personnages au destin haut en couleurs. Cette visite ouvrira les portes de l'île de la Cité et l'île Saint-Louis, derrière lesquelles évoluèrent, entre autres, artiste maudit, noble intrigant, égérie révolutionnaire, chevalier supplicié.

Ces tours sont programmés plusieurs fois par semaine (certains un jour sur deux, d'autres quotidiennement). Ils sont réservables en ligne.

Moyens mis en œuvre :
Développement d'un site responsive avec attribution de compte dédié, édition de vouchers, e-mail transactionnels qui s'adressera à des tour-opérateurs et agents de voyages étrangers, ainsi qu'à des hôtels parisiens.

Intérêt régional : L'intérêt pour la région est multiple
1/ promotion internationale de la destination à travers une offre innovante,
2/ création d'emplois (missions pour des guides et embauche d'un commercial en CDD de 6 mois-reconductible en fonction de la vitesse de développement).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les touristes anglophones (primo-visiteurs et repeaters). Le cœur de cible est les USA, mais les actions commerciales "BtoBtoC" seront internationales.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Développement du site BtoB	19 600,00	100,00%
Total	19 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	5 880,00	30,00%
Fonds propre	13 720,00	70,00%
Total	19 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 880,00 €
2018	2 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020863

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : DIGITILISATION DES MOYENS DE VENTE, REFONTE DU SITE INTERNET, APPLICATION MOBILE ET BORNES D'ACHAT DU PARC ZOOLOGIQUE DE THOIRY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	700 000,00 €	28,57 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-300
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PZL PARC ZOOLOGIQUE ET DE LOISIRS DE THOIRY
Adresse administrative : CHATEAU DE THOIRY 78770 THOIRY
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame Colomba de la PANOUSE-TURNBULL, Directrice Générale Déléguée

N° SIRET : 67980106800017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Pour augmenter le nb de visiteurs de 330 000 à 570 000 en 3 ans, notre objectif est d'investir dans la digitalisation des moyens de vente, d'accueil, d'aide à la visite et fidélisation des visiteurs

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Parc Zoologique de Thoiry accueille chaque année 330 000 visiteurs. Afin d'augmenter le nombre de visiteurs à 570 000 en 3 ans, il est nécessaire d'augmenter l'attractivité et la visibilité du Parc ainsi que la satisfaction et la fidélisation des visiteurs.

Pour cela, le Parc souhaite avoir une approche marketing et commerciale plus efficace en digitalisant le parcours clients :

En Amont : renforcer l'attractivité et la visibilité Pendant la visite : enrichir l'expérience client via des visites interactives et des découvertes au travers d'une application mobile

En aval : mesurer la satisfaction des visiteurs et entretenir la relation avec les visiteurs via des newsletters, les réseaux sociaux.

Tout au long du Parcours client, la collecte de données est essentielle afin de mieux connaître nos visiteurs et leur proposer des offres et des attractions adaptées et personnalisées

Description :
Le projet repose sur plusieurs axes en fonction du parcours client et des attentes des visiteurs :

En amont du Parcours Client :
- La refonte du site internet.
- La refonte de la Boutique en Ligne : Safari Shop
- Le développement d'une application mobile permettant l'achat des billets en ligne
- La mise à disposition de bornes d'achat de billets à l'entrée du parc afin de fluidifier les passages en caisse et diminuer le temps d'attente.
- La mise à disposition de bornes d'achat de billets à l'entrée du parc afin de fluidifier les passages en caisse et diminuer le temps d'attente.

Pendant la visite :
- La mise en place de contrôle d'accès via des lecteurs de code barre ou de QR code permettant également de fluidifier l'étape du contrôle à l'entrée du parc.
- La mise à disposition de l'application mobile pour accompagner les visiteurs et rendre leur visite plus interactive et ludique dans le parc.
- La mise en place de bornes pour mesurer la satisfaction client et d'un système d'analyses en temps réel des données recueillies. Ce système permet d'obtenir le niveau de satisfaction des visiteurs et de mettre en place des actions d'amélioration si nécessaire

En aval de la visite :
- La mise en place d'un système CRM afin de traiter les données visiteurs recueillies et de gérer des campagnes marketing plus ciblées et efficaces.

- La mise en place d'un système de gestion de la billetterie et des réservations faites en ligne ou en direct (ERP). Ceci afin que les caisses de tous les points de vente soient interfacées et que l'ensemble des données financières remontent en temps réel dans le logiciel comptable SAGE.

Moyens mis en œuvre :
Afin de mener à bien ce projet, les moyens mis en œuvre sont les suivants :
- Recrutement d'une personne pour définir, conduire et coordonner le projet depuis janvier 2017
- Accompagnement par un cabinet spécialisé dans les projets digitaux pour établir un état des lieux des outils numériques existants à partir d'avril 2017.
- Accompagnement par un cabinet spécialisé dans les projets digitaux pour établir un état des lieux des outils numériques existants à partir d'avril 2017.
-

Intérêt régional :
Le Domaine de Thoiry a 3 atouts touristiques majeurs. Il propose sur un même lieu, 3 univers à découvrir sur 150 hectares :

* Le Safari à découvrir en voiture,
* Le Parc Zoologique à parcourir à pied
* Le Château du 16ème siècle riche en histoire

Au niveau de la Région Ile de France, le Domaine de Thoiry est le seul à proposer cette offre unique, authentique et nature. Il est situé à 40 Km à l'ouest de Paris. Le Domaine de Thoiry est une destination à découvrir sur une journée.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le parc cible les visiteurs de la Région Ile de France

1) Les individuels : Familles avec enfants
2) Les groupes :
* Groupes scolaires (Ecoles maternelles, élémentaires, collèges)
* Groupes associatifs
* Groupes Seniors
* Les collaborateurs passant par les comités d'entreprises
* Les autocaristes

Localisation géographique :
- THOIRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
digitalisation des moyens de vente : billetterie, réservations, contrôle accès et reporting statistiques	435 000,00	62,14%
achat de 7 bornes automatiques de vente de billets	110 000,00	15,71%
lancement du nouveau site internet	45 000,00	6,43%
refonte du système de vente en ligne "Safari Shop"	40 000,00	5,71%
création application ludique pour la visite	50 000,00	7,14%
mise en place de bornes de satisfaction clients	5 000,00	0,71%
automatisation des abonnements annuels	15 000,00	2,14%
Total	700 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
fonds propres	500 000,00	71,43%
Région	200 000,00	28,57%
Total	700 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	200 000,00 €
	Montant total	200 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021505

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CREATION D'UNE OFFRE TOURISTIQUE NOUVELLE AUTOUR DU JAZZ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	35 000,00 €	30,00 %	10 500,00 €
	Montant Total de la subvention		10 500,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-300
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS JAZZ CLUB
Adresse administrative : 39 RUE DES LOMBARDS
75001 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur VINCENT BESSIERES, Président

Date de publication au JO : 22 juillet 2006

N° SIRET : 49197313700020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aide en faveur du développement touristique

Objet du projet : refonte du site internet PARIS JAZZ CLUB, plateforme du jazz en Ile-de-France créée à l'intention des franciliens et des touristes de la destination touristique.

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Avec 600 concerts proposés en moyenne par mois en Ile-de-France, Paris et sa région représentent la 2ème capitale mondiale du jazz après New-York. Plus de 130 lieux diffusant du jazz sont adhérents au réseau PARIS JAZZ CLUB : l'offre artistique conséquente couvre la totalité du territoire francilien. Si les clubs parsemés dans tous les arrondissements de Paris jouissent déjà d'une belle notoriété, il faut

souligner la richesse de cette scène dans l'ensemble des départements franciliens.

Ainsi, on compte pas moins de 16 lieux en Seine et Marne avec notamment le fameux festival Django Reinhardt, 15 en Yvelines (Jazz au Confluent, Théâtre Simone Signoret), 12 en Essonne (Les Bords de Scènes, le Caveau Jazz et le Canapé), 31 en Hauts-De-Seine (Carré Bellefeuille, L'Avant-Seine), 14 en Seine-Saint-Denis (Triton, Dynamo des Banlieues Bleues), 15 en Val De Marne (Le Comptoir, l'Espace Daniel-Sorano) et 10 en Val d'Oise.
Avant les événements de novembre 2015, les touristes ont toujours représenté une part importante du public global à hauteur de 30% de la fréquentation des clubs répartis sur toute la région, étant donné l'attractivité particulière du Jazz français à l'international. Activité incontournable pour qui voyage à Paris, le Jazz attire de façon indéniable tout curieux de musiques et de culture françaises, grâce à la richesse et la diversité de l'offre de jazz en Ile-de-France, mais aussi parce que le jazz est directement associé à l'imaginaire de la Ville-Lumière.

Après les attentats, les clubs ont accusé une baisse de fréquentation de 30% de leur public. Face à ce constat, PARIS JAZZ CLUB a décidé de concentrer ses efforts pour 2017 sur le renouveau de l'attractivité touristique francilienne par le jazz. Afin d'améliorer la visibilité et l'accès aux clubs, une refonte totale du site internet de PARIS JAZZ CLUB avec la proposition d'une offre numérique mieux adaptée à un public international s'avère indispensable.

Description :
Profitant d'un très bon référencement orientant directement sur le site de PARIS JAZZ CLUB toute personne effectuant une recherche sur le jazz à Paris ou en Ile de France, le site est bien souvent le premier contact que le potentiel spectateur a avec l'offre globale de concerts. Le site enregistre en moyenne 20000 visiteurs uniques mensuels. PARIS JAZZ CLUB, grâce à son réseau et sa notoriété, bénéficie d'un important levier de communication et de promotion pour le Jazz en Ile-de-France.
Cependant, il est indispensable pour le réseau d'investir aujourd'hui dans la refonte de son site internet, pour le moderniser (design, webresponsive), mais aussi le rendre plus ludique, interactif et accessible à l'international. L'une des priorités est de développer un site multilingue, beaucoup mieux adapté aux touristes et beaucoup plus explicatif pour qui découvre la Région parisienne. Le développement d'un nouveau front office webresponsive, maximisant l'expérience utilisateur et facilitant l'accès aux données clés quelle que soit la nationalité ou l'outil utilisé (smartphones, ordinateurs, tablettes) représente donc la base du cahier des charges. Il est prévu de repenser l'ergonomie du site (menu, onglets,..) et de favoriser un accès à l'agenda des concerts de façon plus rapide et plus pratique avec un plan des clubs permettant de géolocaliser l'internaute, mais aussi d'intégrer davantage les Réseaux Sociaux pour développer l'interactivité. Il sera également possible d'effectuer des recherches ciblées par zone géographique, par clubs, par genre ou par date. Le système de géolocalisation permettra à l'utilisateur de se diriger ou de repérer le club le plus proche et sa programmation quelle que soit sa position. L'ensemble du contenu permanent sera proposé en français, anglais, espagnol, allemand, russe et japonais. Ainsi, le site bénéficiera à la fois d'une identité forte et d'une technologie innovante à la portée de tous.

La présente demande concerne les frais de développement et de design liés à la refonte du Site www.parisjazzclub.net.
Le développement d'un site avec des outils innovants et mieux adapté aux touristes français et internationaux nécessite des compétences externes. Un cahier des charges précis reprenant nos objectifs (site webresponsive, multilingue, interactif) est établi afin de trouver le partenaire qui répondra à nos besoins. Les frais de traduction sont également pris en compte dans le projet puisque le site sera traduit en 6 langues : français, anglais, espagnol, allemand, japonais et russe.

La particularité du site PARIS JAZZ CLUB réside aussi dans la nécessité d'un back office performant pour accueillir les comptes des 130 lieux franciliens adhérents qui saisissent chacun et de manière autonome leurs programmations sur le site pour alimenter l'agenda.

Enfin, dans les perspectives de développement, PARIS JAZZ CLUB a pensé à la déclinaison du site internet en une application mobile. Afin d'œuvrer au rayonnement français et international, il est

indispensable d'accroître la portée de la scène jazz francilienne et de répondre aux profils d'un public le plus large possible.

Moyens mis en œuvre :
- Une agence web composée d'un directeur technique, d'un développeur web et mobile, d'un ergonome et d'un chef de projet
- Un web designer
- Une agence de traduction
- La coordinatrice de l'association, un community manager qui assure la diffusion de l'information, un responsable marketing et un chargé de production pour le suivi avec l'agence sélectionné.
- Le président, le secrétaire, la trésorière de l'association ainsi que la coordinatrice pour les prises de décisions esthétiques, technologiques et ergonomiques du site.
- La préparation d'un plan de communication de lancement d'envergure : communiqué de presse, newsletters, développement de partenariats professionnels, médias et publicitaires.

Intérêt régional :

L'intérêt de cette refonte au niveau régional est multiple :
- Mise en avant de l'offre culturelle riche et diversifiée en Ile-de-France.
- Renforcement de l'image innovante et fédératrice de la Région Ile-de-France.
- Renforcement de l'ancrage culturel de l'Ile-de-France au niveau international.
- Développement économique direct du tissu des lieux de jazz franciliens, et indirect à travers l'augmentation de réservations d'hôtels, restaurants, etc.. liés aux concerts de jazz réservés.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Bien que la refonte du site bénéficiera à toute personne souhaitant écouter du jazz, ce projet vise en tout premier lieu les touristes présents dans la région ou désireux de se rendre en Ile de France. L'offre de concerts étant ininterrompue, ce site vise à proposer des activités aux touristes quelle que soit la durée de leur séjour, leurs budgets et leur possibilité de déplacement. Par rapport à la fréquentation constatée par les clubs adhérents au réseau, le site sera traduit en anglais, allemand, espagnol. En effet, les touristes européens (y compris français) sont des clients réguliers des clubs de Jazz et PARIS JAZZ CLUB souhaite cibler son offre sur ces publics. Le site sera également traduit en japonais et russe, clientèles très amatrice de jazz. Le cœur de la cible reste néanmoins les touristes souhaitant avoir des activités nocturnes et/ou festives. Dans cette optique, un outil digital performant est d'autant plus nécessaire : quelle que soit l'heure il sera possible d'avoir l'information quant au lieu, direction, distance, programme, horaire, prix, possibilité de manger ou non,... de façon directe, claire et précise.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Développement du site web	20 000,00	57,14%
Graphisme, design internet	5 000,00	14,29%
Traduction en 6 langues	4 000,00	11,43%
Développement de l'application	6 000,00	17,14%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	10 500,00	30,00%
Fonds propres	12 500,00	35,71%
Recettes publicitaires	12 000,00	34,29%
Total	35 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	8 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	8 000,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	8 000,00 €
	Montant total	24 000,00 €

AXE MODERNISATION DE L'OFFRE TOURISTIQUE ET TRANSITION NUMERIQUE

MODERNISATION DE L'OFFRE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020726

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CREATION D'UN GITE DE GROUPE EN BRIE CHAMPENOISE.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	378 000,00 €	30,00 %	113 400,00 €
	Montant Total de la subvention		113 400,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-300
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETS GONZALEZ
Adresse administrative : 16 RUE DU DOCTEUR AGEORGES
94290 VILLENEUVE-LE-ROI
Statut Juridique : Entreprise
Représentant : Juan Manuel GONZALEZ, gérant

N° SIRET : 42933657100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Création d'un gite pour Groupes en Brie Champenoise d'une capacité d'accueil de 70 personnes en hébergement et 250 personnes en journée.

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
De manière stratégique, le projet vise à :

- créer une offre d'hébergement collectif d'une capacité de 70 p. dans le cadre d'événements privés à caractère familial et professionnel,
- appuyer cette offre sur un format unique de location de l'ensemble du site,
- répondre à la croissance de la demande tourisme et loisirs et au besoin de chambres supplémentaires en région Ile de France estimé à 20 000 pour la décennie 2011-2021,
- accroître le volume et la durée du séjour
- développer la qualité de l'offre d'hébergement et répondre aux attentes des clientèles familles et professionnels en termes d'offre accessible tout compris.

- renforcer la structuration touristique du territoire Nord Est Seine et Marne confirmée par le programme « Terres de Brie, Paris aussi, a sa campagne » soutenu par le FEADER 2014-2020 et par le projet de PNR « Brie et Morin »,
- favoriser l'acceptation du tourisme dans les territoires ruraux qui constituent à la fois, un potentiel majeur d'activités de tourisme et de loisirs à préserver mais aussi, un vivier d'idées innovantes en matière d'accueil des publics en séjours,
- soutenir l'accès aux vacances pour un large public.

Description :
En Brie champenoise, sur un plateau dominant la vallée du Petit Morin, le projet, situé sur le hameau de Laulinoue, commune de Montolivet, consiste en la réhabilitation complète d'un gite collectif « La Fontaine aux Loups », fermé depuis plusieurs années. L'ensemble du site s'étend sur 1.1 ha et comprend 3 bâtiments d'une superficie au sol de 400m2 pour une Surface Habitable de 850m2.

Le projet vise la mise en marché d'un gite collectif sur le Nord Est Seine et Marne avec une offre de 16 chambres d'une capacité de 2 à 6 personnes et 2 dortoirs soit une capacité d'accueil totale de 70 personnes en nuitées. Le projet propose la location forfaitaire du site dans son intégralité

En journée, le site offrira une capacité d'accueil de 250 convives avec de nombreux services récréatifs (piscine, théâtre de verdure, boulodrome…)

Des travaux de sauvage sur le gros œuvre ont déjà été entrepris afin de sauver cette ancienne ferme appartenant au patrimoine bâti briard.

L'objet de la demande porte sur les travaux suivants :
- Second œuvre
- Aménagement des espaces d'hébergement et espaces communs (cuisines, salles à vivre, salon)
- Création de 2 salles de réception de 300m2 et 90m2
- Création d'un lobbies pour traiteur & réception
- Rénovation des espaces extérieurs, jardins (7000m2), théâtre de verdure, piscine-jacuzzi, pataugeoire, aire de jeux (800m2), parkings (800m2), kiosque clôture du site

Moyens mis en œuvre :
Acquisition du foncier et travaux.

Intérêt régional :
Au regard du besoin de développement de l'offre de séjour pour une consommation touristique du territoire, porteuse de développement économique, le projet permet de répondre à une demande clientèle croissante en termes de location de lieux festifs et d'ajouter une offre d'infrastructure événementielle à caractère privative de moyenne et grande capacité d'accueil.

Au niveau du renforcement de la qualité globale de la destination, il contribue à :
- améliorer la diversité de l'offre touristique territoriale
- répondre à l'attente des familles en termes de structures d'accueil.

Sur le plan du développement durable du tourisme, il contribue à sécuriser les bénéficiaires avec un hébergement sur le lieu de cérémonies.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le 1er public cible concerne la clientèle grand public francilienne mais aussi provinciale en quête d'un espace privatif en capacité d'accueillir des cérémonies à caractère familial.

Un second public professionnel pourra être recherché, dans un second temps, dans la perspective d'organisation de réunions professionnelles type séminaire à la campagne.

Localisation géographique :
- MONTOLIVET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Création salle de réception de 300 m2	170 100,00	45,00%
Création salle de réception de 90 m2	44 200,00	11,69%
Aménagement chambres	57 200,00	15,13%
Aménagement dortoirs	16 500,00	4,37%
Terrassements en VRD	90 000,00	23,81%
Total	378 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
fonds propres	39 000,00	10,32%
emprunt	205 600,00	54,39%
leader	20 000,00	5,29%
Région	113 400,00	30,00%
Total	378 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	113 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019979

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ORGANISATION DE « SEJOURS DECOUVERTE » DES PARCS NATURELS REGIONAUX EN VELOS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	12 840,00 €	30,00 %	3 852,00 €
	Montant Total de la subvention		3 852,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-300
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FOURCHETTE MANIVELLE
Adresse administrative : 4 RUE DU VERMOIS
78310 MAUREPAS
Statut Juridique : SAS
Représentant : Philippe MARIANI , président

N° SIRET : 81091330100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Développement du "Slow Tourism" en Ile-de-France par la création et l'organisation de séjours découverte accompagnés à Vélo à Assistance Electrique (VAE) au sein des PNR.

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Fourchette & Manivelle se positionne comme un Tour Opérateur sportif spécialisé dans les circuits à vélo à travers la France et s´engage à offrir des séjours complémentaires alliant sport et découverte.

Les services sont adaptés au cyclisme sur route et incluent :

- Un accompagnateur à vélo. Il guide les clients et leur fait découvrir les sites remarquables. Il gère le parcours, la bonne cohésion du groupe, les temps de pause, les repas ainsi que les éventuels aléas.

- Un véhicule suiveur se charge des effets personnels des clients, effectue l´assistance technique et pourvoi au repos provisoire lorsque nécessaire sur une étape difficile ou un passage à vide.

Description :
Pour la première saison, en 2017, quatre circuits sont proposés en Ile-de-France :
- Le Vexin Français (Séjour Découverte sur 2 jours)
- Forêt de Rambouillet (Randonnée Initiatique sur 1 jour)
- Terre des Impressionnistes à Auvers s/Oise (Séjour Découverte sur 2 jours)
- Vallée de Chevreuse (Séjour Découverte sur 2 jours)

Ces différents circuits traversent les plus beaux sites des Yvelines et du Val d'Oise en mettant en lumière les paysages remarquables, la gastronomie régionale ainsi que les activités culturelles et artisanales locales. De nombreux contacts (PNR, hôteliers, chambres d'hôtes, restaurateurs, loueurs de vélos, petits producteurs, artisans et commerces de proximité) en vue de développer une synergie ont été pris en vue de proposer des offres cohérentes et collégiales.

Moyens mis en œuvre :
Il s'agit d'acquérir un véhicule pour permettre le déplacement des vélos et des clients d'un site à l'autre ainsi que l'achat d'une remorque.
Il est envisagé aussi une communication de proximité via les loueurs de vélos, les restaurateurs et les hébergeurs.

Intérêt régional :
FOURCHETTE & MANIVELLE se positionne comme un acteur du tourisme local en proposant à ses clients des circuits cyclo-touristiques accompagnés et adaptés à tous les niveaux.
Les parcours quadrillent les différents départements en mettant en lumière les sites incontournables, les restaurants et les lieux d'hébergement de qualité. A ce sujet, de nombreux hébergeurs (association "Dormir en Vallée-de-Chevreuse) nous ont déjà fait part des souhaits de leurs clients de pouvoir accéder à des visites accompagnées à vélo dans le PNR.
Le cyclotourisme s'inscrit dans la démarche du "Slow Tourism" respectueuse de l'environnement et bénéfique pour la santé. Ces deux atouts font que ce mode de déplacement suscite un engouement prononcé de la part des publics de tous âges.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
FOURCHETTE & MANIVELLE cible un public actif et dynamique souhaitant découvrir la région Ile-de-France autrement et dans le plus grand respect de l'environnement. Les clients pourront être locaux et ciblés sur la clientèle parisienne et grande couronne ainsi que les touristes nationaux et étrangers de passage dans la région.

Cette structure a été également sollicitée par les réseaux sociaux, par des agences de voyages étrangères intéressées par la commercialisation et la promotion de ce concept (Angleterre, Australie et Autriche).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'un fourgon utilitaire	11 340,00	88,32%
acquisition remorque pour vélos	1 500,00	11,68%
Total	12 840,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
fonds propres	8 988,00	70,00%
Région	3 852,00	30,00%
Total	12 840,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 852,00 €

AXE MODERNISATION DE L'OFFRE TOURISTIQUE ET TRANSITION NUMERIQUE

MODERNISATION DE L'OFFRE ET TRANSITION NUMERIQUE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021677

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : AMELIORATION DE L'OFFRE DE VISITE DE LA FONDATION ROYAUMONT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	208 500,00 €	30,00 %	62 500,00 €
	Montant Total de la subvention		62 500,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-300
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FOND ROYAUMONT
Adresse administrative : ABBAYE DE ROYAUMONT
95270 ASNIERES S/OISE
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Aldo CARDOSO, Président

Date de publication au JO : 24 janvier 1964

N° SIRET : 77568900300025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Objet du projet : refonte du parcours de visite prenant en compte tous les dispositifs numériques actuels et une meilleure adaptation aux différentes catégories de visiteurs.

Date prévisionnelle de début de projet : 10 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Fondation Royaumont agit dans des domaines artistiques très spécifiques, tout en assurant la conservation et la mise en valeur du monument historique dont elle est propriétaire.
La Fondation Royaumont accueille également toute l'année des entreprises, associations, organismes internationaux, collectivités publiques, pour des séminaires résidentiels, journées d'étude, colloques, événements de prestige.
La mise en valeur du patrimoine monumental que constitue l'abbaye de Royaumont doit s'appuyer sur le projet culturel développé par la Fondation. Ces activités contribuent à l'enrichissement de son histoire et à

la réflexion sur le lieu ; elles lui offrent un éclairage original et ouvrent de nombreux points de vue propres à favoriser, pour un public large et diversifié, la découverte de ce patrimoine.
Il s'agit de présenter l'histoire de l'abbaye depuis 1228, date de sa fondation, jusqu'à nos jours.
Il faut donc fournir au visiteur des éléments pour la compréhension de bâtiments aujourd'hui vides et dont l'accès leur est partiellement interdit et de l'informer des différentes activités de la Fondation, tout en préservant l'intégrité du monument et sans en compromettre le « fonctionnement » artistique ou commercial.
Ces nouveaux supports devront s'adresser au plus grand nombre, de l'enfant à l'adulte, en groupe ou en individuel, français ou étranger, sans oublier les publics empêchés ; permettre de développer ces publics et de les fidéliser.

Description :
Le projet consiste en une refonte complète de la signalétique et dans la création de parcours multiples s'appuyant à la fois sur un parcours classique (panneaux fixes textes multilingues), sur un parcours numérique avec système de reconnaissance RFID, sur la création d'espaces dédiés (sacristie) et sur des dispositifs spectaculaires comme l'abbatial en 3D.
Ces outils seront robustes et simples d'accès, tout en étant attractifs et parfois spectaculaires (réalité augmentée, immersion et spatialisation sonore, etc.). Ils s'intégreront de manière harmonieuse au site.
Les écrans seront tactiles, ou ils pourront être déclenchés par carte RFID ou flaschcode.

Il s'agira des actions suivantes :
- Conception graphique et logicielle des outils de médiation.
- Conception et fabrication des panneaux audiovisuels avec intégration des technologies.
- Conception d'un dispositif de visite en immersion destiné à être téléchargé par les visiteurs (reconstitution de l'abbatiale).
- Elaboration d'un portail spécifique pour les visiteurs souhaitant prolonger et enrichir leur découverte du monument.

Pour ces actions les dépenses suivantes seront à réaliser
- Rédaction de nouveaux textes sur deux plans : enfants et adultes
-Traduction de tous les textes sur tous types de supports y compris site Internet en 4 langues
- Conceptions et la fabrication de 15 panneaux incluant son, vidéo, éclairage
- l'implantation de nouveau matériel informatique, de 15 nano ordinateurs, d'écrans et d'enceintes
- Réalisation d'une lunette en réalité virtuelle pour l'abbatiale 3D.
- Recherche et réalisation des contenus (recherche documentaire, numérisation de documents, fabrication des supports audiovisuels, traduction audio en quatre langues, sous-titrage, etc.)

Moyens mis en œuvre :
Recherche documentaire et iconographique assurée sous la conduite du service des archives de la Fondation Royaumont.
Recours à l'assistance d'une maîtrise d'ouvrage, confiée à une agence de scénographie spécialisée dans la médiation numérique (Atelier 144, Marc Benaïche).
Ce projet est conçu en lien avec la modernisation du système de billetterie de la Fondation (intégration de nouvelles technologies, billetterie en ligne, meilleure connaissance des publics, meilleure prise en compte des besoins du public, parcours sur mesure, etc.).

Intérêt régional : 63,4% des visiteurs du monument sont des habitants de l'Ile-de-France.
79% des enfants qui visitent l'abbaye ou participent à des ateliers de sensibilisation sont scolarisés en Ile-de-France
78,4% des spectateurs du Festival sont des habitants de l'Ile-de-France
81,5% des clients "séminaires et événements" résident en Ile-de-France.
Le projet touche potentiellement de nombreux publics franciliens.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Visiteurs individuels
Visiteurs en groupe, adultes et enfants
Spectateurs du Festival de Royaumont
Clients et résidents de l'abbaye de Royaumont

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maitrise d'œuvre	11 000,00	5,28%
Réalisation des contenus	10 000,00	4,80%
Réalisation multilingue	7 000,00	3,36%
Graphisme	5 000,00	2,40%
Fabrication 15 panneaux	36 000,00	17,27%
Gros œuvre, génie, réseaux	67 000,00	32,13%
Matériel informatique	31 500,00	15,11%
Réalisation supports 3D	21 000,00	10,07%
Développement logiciels	20 000,00	9,59%
Total	208 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	62 500,00	30,00%
Département	49 000,00	23,50%
Fonds propres	57 000,00	27,34%
Mécénat	40 000,00	19,16%
Total	208 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €
2018	22 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de formation en faveur du secteur art et culture	200 000,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	245 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt	35 000,00 €

	régional	
2014	Valorisation du patrimoine régional	1 327 063,00 €
2015	Actions de formation en faveur du secteur art et culture	200 000,00 €
2015	Aide à la restauration du patrimoine protégé	760 420,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	175 000,00 €
2016	Actions de formation en faveur du secteur art et culture	200 000,00 €
2016	Aide à la restauration du patrimoine protégé	406 000,01 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	205 000,00 €
	Montant total	3 558 483,01 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020062

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CREATION D'UNE OFFRE NOUVELLE PERMETTANT D'ENRICHIR L'EXPERIENCE DES TOURISTES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	160 000,00 €	30,00 %	48 000,00 €
	Montant Total de la subvention		48 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-300
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAS LETTRE D'UN JOUR - POSTMII
Adresse administrative : 20 LA CHALLE ORANGE
95610 ERAGNY
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur GREGORY SEQUEIRA, Président

N° SIRET : 81062084900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aide en faveur du développement touristique

Objet du projet : développement de la flotte de triporteurs déployée sur les lieux hautement touristique d'Île-de-Franc, proposant un service d'information, de wifi gratuit et de création et d'envoi de cartes postales.

Date prévisionnelle de début de projet : 10 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Postmii est une entreprise née en Ile de France et qui souhaite s'y développer. Elle propose aux touristes une solution simple et rapide afin de créer (personnalisation), écrire et envoyer une carte postale depuis les lieux de visite. L'expérience utilisateur vécue et les services annexes proposés (wifi gratuit et point informations) enrichissent les offres proposées aux touristes par les offices de tourisme notamment.

Depuis la validation du triporteur comprenant un système électrique indépendant fonctionnant à l'énergie solaire et une application traduit en plus de 12 langues, Postmii a d'ores et déjà créé de nombreux liens lui permettant de tester le concept sur l'ensemble de l'Île-de-France. Récemment, un Postmiibike (nom donné au triporteur) a animé l'inauguration des berges de seine le 3 avril dernier en partenariat avec la mairie de Paris. Des entreprises privées (Estée Lauder, Le Printemps, Auchan, Moet et Hennessy, …) et des salons (Vivatech, Mariée Magazine au Paris expo Porte de Versailles, …) ont également souscrit aux services proposés par Postmii afin d'animer leurs événements.

Une collaboration avec le Centre des Monuments Nationaux au cours de la saison estivale 2017 aura pour but le test d'un Postmiibike au sein d'un monument géré par leur organisation. Le comité des Champs Elysées a invité la société à animer son musée à ciel ouvert courant mai. Dès la haute saison touristique 2017, il sera possible de trouver des Postmiibikes dans quelques points en Île-de-France : Paris, Château de Breteuil, Auvers sur Oise ou encore Versailles où une discussion avec l'office de tourisme a été ouverte afin d'autoriser une collaboration entre les deux entités "volontaires du tourisme" déployés sur les principaux sites touristiques et chargés d'informer les touristes étrangers.

Description :
L'objectif du projet est de continuer le développement actuel et de couvrir la région de Postmiibikes (triporteurs) afin de proposer ses services aux touristes français et étrangers dans tous les lieux touristiques qui le permettent. La région offre une multitude de possibilités, de Fontainebleau à Auvers sur Oise en passant par Versailles ou Paris. Chaque département possède des lieux où le flux touristique permet l'installation d'un point Postmii.

Postmii propose une expérience utilisateur unique au monde qui allie traditionnel et digital et sera présent dès cet été pour démontrer l'attractivité du concept sur le territoire

La demande porte sur l'aide au financement de 20 triporteurs qui seront répartis sur l'ensemble du territoire afin de répondre aux besoins des touristes :
- Yvelines : Versailles, Château de Breteuil, Thoiry
- Paris : Berges de Seine, Musée Louvres, Trocadéro, …
- Val d'Oise : Auvers sur Oise, l'Abbaye de Royaumont
- Essonne : Fontainebleau
- Seine et Marne : Provins
- Val de Marne : Château de Vincennes

Moyens mis en œuvre :
Le lancement de la construction des Postmiibikes est programmé et les premières mises en service débuteront pour la saison estivale 2017.

Intérêt régional : Les « postmiibikes » permettent aux touristes de créer leur propre souvenir du lieu qu'ils visitent, de pouvoir bénéficier d'un point WIFI gratuit et d'informations. Cette prestation améliorera la qualité de leur séjour.

Postmii est une nouvelle activité touristique qui regroupe une série de services alliant le numérique et le traditionnel et s'inscrivant parfaitement dans les logiques de Smart Cities engagées.

Un intérêt économique est également présent : la société est domiciliée en Ile-de-France et la création de chaque Postmiibike entraine la création emplois de vendeurs non-délocalisables.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Postmii cible les touristes étrangers et français qui ont choisi comme destination l'Ile-de France.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de 20 triporteurs	160 000,00	100,00%
Total	160 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	48 000,00	30,00%
Emprunt	50 000,00	31,25%
Fonds propres	62 000,00	38,75%
Total	160 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	28 000,00 €
2018	20 000,00 €

AXE REGION MULTILINGUE

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020216

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : CREATION D'OUTILS DE PROMOTION EN CHINOIS SUR LE SUD ILE DE FRANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	54 834,00 €	50,00 %	27 417,00 €
	Montant Total de la subvention		27 417,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-204142-195001-300
19500110- Région multilingue

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE DE COMMUNES DE MORET SEINE ET LOING
Adresse administrative : 23 RUE DU PAVE NEUF
77250 MORET-SUR-LOING
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur Patrick SEPTIERS, Président

N° SIRET : 24770003200060

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Fabrication en chinois des outils de promotion de la région Ile de France, de la Seine et Marne et du sud du département. Mise à disposition à BAILU (Chine) Bureau de Tourisme Moret Seine et Loing.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le partenariat engagé avec cette région de la Chine débute dès le mois de juin où une équipe française est déjà sur place pour l'ouverture d'un bureau de tourisme, d'où la nécessité d'une demande de démarrage anticipé.

Objectifs :
Avec l'aide du Département de Seine-et-Marne, la Communauté de Communes Moret Seine et Loing à signé un accord de développement, touristique, économique et culturel avec les autorités du SICHUAN, notamment les villes de PENGZHOU et BAILU.
Cet accord comporte l'implantation d'un bureau de tourisme à BAILU et de différentes enseignes

commerciales françaises.

Description :
BAILU a été reconstruite sur les ruines du tremblement de terre de 2008. Aujourd'hui, c'est un véritable concept de parc d'attractions à la Française.L'accord signé prévoit d'accompagner les autorités chinoises locales pour conforter et développer l'image et l'offre de produits typiquement français.

Pour ce faire, il sera installé à partir du 1er juin 2017, 3 implantations françaises :
Un bureau de tourisme pour la promotion de la Région, du Département et de Moret Seine & Loing.
Un magasin de produit typique français.
Un bar / brasserie à l'image française.

Moyens mis en œuvre :
-Création d'un espace multimédia en 3D pour présenter des films et des vidéos en chinois,
-adaptation au format 3D grâce à un procédé numérique particulier
- écrans spécifiques.
-Mise à disposition de documents culturels et touristiques en chinois.
-Fabrication de silhouettes en costumes historiques français pour que les visiteurs chinois prennent des photos.
-Création / Fabrication d'un jeu de cartes spécifiques.
-Création / Fabrication de deux panneaux d'exposition.

Intérêt régional : La présence de Moret Seine & Loing avec le Département de Seine et Marne et l'aide de la Région Ile-de-France est une opportunité de promouvoir l'ensemble de la Région Ile-de-France.
Il est évident que la stratégie de commercialisation s'appuiera, pour être plus efficace, sur les grands atouts de la région (Paris, Versailles ...).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le bassin de population sur lequel s'implante le bureau d tourisme comporte 27 millions d'habitants, tous situés à environ 2 heures de route maximum de BAILU.

Localisation géographique :
- CHINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
version chinoise d'une video de promotion du territoire	6 933,00	12,64%
adaptation numérique de films du format 2D au format 3D	7 200,00	13,13%
mise en place de deux écrans pour vision 3D sans lunettes	17 784,00	32,43%
création guide touristique en chinois	9 960,00	18,16%
création 12 silhouettes en costumes historiques	8 316,00	15,17%
création d'un jeu de cartes en chinois	4 197,00	7,65%
création panneaux d'exposition	444,00	0,81%
Total	54 834,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CC de Moret Seine et Loing	27 417,00	50,00%
Région	27 417,00	50,00%
Total	54 834,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	22 799,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien aux télécentres et aux espaces de travail collaboratif	-60 145,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	10 350,00 €
2016	Plan Piscines Régional	10 125,00 €
	Montant total	20 475,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022216

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : AMELIORATION DE L'OFFRE DE VISITE DE CITYVISION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	150 000,00 €	50,00 %	75 000,00 €
	Montant Total de la subvention		75 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-300
19500110- Région multilingue

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CITYVISION
Adresse administrative : 83 BOULEVARD DE SEBASTOPOL
75002 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Christophe JEANNEST, Président

N° SIRET : 42119700500109

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aide en faveur du développement touristique

Objet du projet : refonte des commentaires audio dans nos autocars afin de faire découvrir Paris

Date prévisionnelle de début de projet : 17 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 17 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans un contexte de recul très fort de chiffre d'affaires en 2016 (- 40 % / 2015), l'entreprise ParisCityvision entreprend d'améliorer significativement son offre de service afin de reconquérir des clients et du chiffre d'affaires.
Paris CityVision souhaite ainsi moderniser les commentaires audio de son Paris City Tour pour faire découvrir les « Paris des parisiens » à nos touristes et proposer des commentaires en 1O langues.

Description :
Paris CityVision souhaite moderniser les commentaires audio de son Paris City Tour pour faire découvrir les « Paris des parisiens » aux touristes et proposer des commentaires en 1O langues : français, anglais, espagnol, chinois, coréen, portugais, allemand, italien, japonais, russe en version adultes et 3 langues enfants (français, anglais, espagnol).
Ces commentaires d'une durée de 2 heures environ sont diffusés dans le cadre de d'excursions phares dans Paris, de jour comme de nuit, ainsi qu'a départ de Disneyland Paris.
Soit :
- 36 versions différentes d'enregistrements
- Environ 50 combinaisons de tours différents
- Plus de 200.000 passagers à l'année

Les commentaires actuels datent de 2010 et nécessitent d'être modernisés.
Par ailleurs, la société souhaite digitaliser la diffusion du contenu en mettant en place un système de déclenchement par GPS et non manuel par le chauffeur à date.

Travail à réaliser :
- Définir les itinéraires optimum pour visiter paris en 2 heures (nouvelles contraintes de circulation) ainsi que toutes les variantes nécessaires en cas de problèmes de circulation (ie Champs-Elysées fermés 1 dimanche par mois).
- Concevoir les nouveaux contenus par rapport aux conditions de circulations (adultes et enfants)
- Traduction des contenus en 10 langues
- Enregistrer en studio de production avec des comédiens dans toutes les langues et rajouter la musique (droits) et effets spéciaux sonores.

Moyens mis en œuvre :
Les travaux de refonte ont été confiés à une entreprise externe spécialisée dans l'élaboration de commentaires audio dans les CARS en plusieurs langues.

Intérêt régional : De meilleures descriptions de la destination avec des commentaires adaptés aux tendances actuelles mettront en valeur le patrimoine culturel et touristique de l'Ile-de-France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Touristes français et internationaux

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Définition des itinéraires	9 000,00	6,00%
Conception des nouveaux contenus	16 000,00	10,67%
Enregistrement en studio de production version anglaise	18 000,00	12,00%
Enregistrement en studio de production version 9 langues	107 000,00	71,33%
Total	150 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	75 000,00	50,00%
Fonds propres	75 000,00	50,00%
Total	150 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	45 000,00 €
2018	30 000,00 €

AXE FONDS DE SOUTIEN AU TOURISME

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021980

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : ACTION DE COMMUNICATION POUR LA REOUVERTURE DU DOMAINE HISTORIQUE DE MEREVILLE 91

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	48 012,00 €	50,00 %	24 006,00 €
	Montant Total de la subvention		24 006,00 €

Imputation budgétaire : 939-95-65733-195001-300
19500108- Fonds de soutien au tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE L'ESSONNE
Adresse administrative : BD DE FRANCE
91012 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur FRANCOIS DUROVRAY, Président

N° SIRET : 22910228000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Fonctionnement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Le Département de l'Essonne souhaite renforcer l'accès culturel et touristique au Domaine de Méréville en structurant l'accueil en semaine en saison et créant une plaquette de communication

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Démarrage de la saison touristique dans les jardins dès le mois de mai.

Objectifs :

Le Département de l'Essonne s'est positionné au plan touristique sur les parcs et jardins historiques tels Courson, Courances et Chamarande. Un panneau marron sur l'autoroute A 10 représente ainsi ce thème à l'entrée de l'Ile-de-France.

Parmi cette offre, figure le Domaine de Méréville, classé MH, un parc remarquable et emblématique des jardins anglo-chinois de la fin du XVIIIe, composé par Bélanger, puis par Hubert Robert.

Ce dernier a reproduit ce site dans un grand nombre de ses peintures. Le Domaine de Méréville a été fermé pendant quelques années et le département qui en est le propriétaire, souhaite le rouvrir répondant ainsi à un double enjeu : le développement économique et touristique d'un territoire rural.

Afin de marquer cette réouverture des actions de communication sont mises en place.

Description :
Le caractère exceptionnel de Méréville relève de son extraordinaire état de conservation dans son état XVIIIème. En effet, le jardin est parvenu jusqu'à aujourd'hui sans voir disparaître ses principaux éléments fondateurs : le tracé des chemins, l'eau, les enrochements, les unités paysagères du Domaine sont toujours in situ. Seules les fabriques, derniers éléments constitutifs des scènes, ont majoritairement disparu, déplacées à Jeurre pour les 4 principales ou détruites.

Endommagé par un long abandon depuis la fin du XIXème et par une exploitation forestière au XXe siècle, le jardin, propriété du Département de l'Essonne depuis 2000, doit aujourd'hui poursuivre sa renaissance pour retrouver la lisibilité de ses scènes et redonner aux visiteurs la possibilité d'appréhender la construction et la complexité du Parc. Après plusieurs campagnes de restauration, le Département de l'Essonne souhaite ouvrir davantage le Domaine aux visiteurs et en faire, à terme, une porte d'entrée pour le tourisme et un ambassadeur des jardins d'Ile de France.

Moyens mis en œuvre :
Le Département souhaite pour la réouverture engager les actions suivantes :

- Réalisation d'une plaquette de communication qui sera distribuée aux visiteurs. Elle sera également distribuée dans les offices de tourisme de l'Essonne.

- Réalisation d'une campagne d'affichage dans les Abris-bus courant juin.

- Mise en place de deux guides conférenciers sur 6 mois durant la saison touristique pour relancer les visites du Domaine sur la période mai-octobre 2017.

Intérêt régional : Le Domaine de Méréville est un jardin exceptionnel, situé en frange Sud de l'Essonne et pourrait à ce titre devenir une porte d'entrée Sud de l'Ile de France. Associé aux grands jardins franciliens et essonniens, le Domaine départemental de Méréville pourra contribuer à renforcer la notoriété de la Région en matière de jardins remarquables. La mise en valeur du Domaine départemental de Méréville répond également au double enjeu de développement économique et touristique des franges rurales du Département et de la Région.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'objectif de cette action est à triple visée :

- Le public local et francilien qui vient régulièrement fréquenter les parcs et jardins à des fins culturelles mais aussi de loisir,
- les amateurs de jardins qui attendent la réouverture de ce site remarquable,
- les scolaires.

Localisation géographique :

- MEREVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réalisation d'une plaquette de communication sur le domaine	3 845,00	8,01%
Réalisation d'une campagne d'affichage dans les abribus	1 429,00	2,98%
Mise en place de deux guides conférenciers pour la saison de réouverture	42 738,00	89,02%
Total	48 012,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Département 91	24 006,00	50,00%
Région	24 006,00	50,00%
Total	48 012,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	24 006,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accueil de jour en EHPAD	100 000,00 €
2014	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	90 000,00 €
2014	Aide à l'écriture de scénario (structures)	2 500,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	1 020 000,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 113 221,73 €
2014	Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	584 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	2 000 000,00 €
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	16 670,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	6 900 000,00 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	4 096 400,50 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	30 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	4 000 000,00 €

2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 038 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	15 500,00 €
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	38 720,00 €
2016	Plan régional pour la qualité de l'air	961 500,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	302 740,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	950 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	432 750,00 €
2017	Fonds Propreté	211 500,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 000 000,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	20 000,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	60 000,00 €
	Montant total	29 128 502,23 €

îledeFrance
Conseil régional

Groupe FRONT DE GAUCHE
Parti communiste Français, Parti de gauche,
Ensemble et République & Socialisme

ARRIVE
20. FEV. 2017
17-04
S.G.C.R

Paris, le 1er février 2017

Madame Valérie PECRESSE
Présidente
Conseil régional d'Île-de-France
33 rue Barbet de Jouy
75007 PARIS

QUESTION ECRITE à l'attention de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France à propos de la situation du lycée Mozart du Blanc-Mesnil (93)

Madame la Présidente,

La situation du lycée Mozart du Blanc-Mesnil (93) nous amène à vous questionner sur deux sujets.

Le premier concerne le chauffage de cet établissement.

Depuis plusieurs années, il existe des problèmes de chaufferie qui génèrent une température dans les salles de classe bien trop basse pour y travailler et étudier dans de bonnes conditions. A cela s'ajoutent un affaiblissement de l'isolation thermique croissant avec l'âge du bâtiment. Il semble que ces problèmes ont déjà fait l'objet de diagnostics, d'études, de travaux dont il est difficile de retrouver trace au niveau de l'établissement en raison d'un changement de direction du lycée effectué dans des conditions difficiles.

Notre groupe souhaiterait donc être informé de toutes les interventions faites sur ces sujets et savoir ce que compte faire la Région pour apporter des solutions à ces problèmes récurrents dans les meilleurs délais.

Le deuxième sujet concerne la question des effectifs de ce lycée au regard de ses capacités d'accueil.

Les prévisions font état d'un nombre de 1170 élèves attendus à la rentrée 2017. Déjà en situation de sur-occupation, l'établissement ne pourra raisonnablement pas faire face à cette poussée démographique, en partie due à la bonne réputation dont jouit ce lycée. À la demande d'implantation de bâtiments préfabriqués, notre institution indique qu'il ne sera pas possible d'y répondre avant la rentrée 2018.
Cela créé de fait une situation intenable pour la rentrée prochaine. Aussi notre groupe tient à insister sur l'urgence de la situation et vous demande ce que la Région compte mettre en œuvre pour assurer une rentrée 2017 dans des conditions satisfaisantes pour les élèves, l'équipe pédagogique et les personnels du lycée Mozart.

En espérant que vous saurez entendre ces préoccupations, et dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Madame la Président, l'expression de nos salutations cordiales.



Didier MIGNOT

Conseil régional
57, rue de Babylone – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 68 50
www.iledefrance.fr

R E P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

île de France

Réponse de Madame Valérie Pécresse, Présidente du Conseil Régional d'Ile de France

A la question écrite de Monsieur Didier MIGNOT, du groupe front de gauche, à propos du chauffage et des capacités d'accueil du lycée Mozart au Blanc-Mesnil (93)

Suite à votre question écrite du 1er février 2017, vous trouverez ci-après les éléments de réponse concernant le chauffage et les capacités d'accueil du lycée Mozart au Blanc-Mesnil (93).

La région, dès qu'elle a connaissance d'un problème pouvant survenir dans un des lycées dont elle assure l'entretien, intervient immédiatement afin d'assurer la continuité du service public. C'est bien ce qui s'est produit au lycée Mozart. Ainsi la région a été informée le 3 janvier de la fuite qui a entraîné l'arrêt du chauffage et est intervenue sans délai.

Le chauffage

La réparation a pu être effectuée le jour même.

Les services de la Région ont fait le nécessaire auprès de l'exploitant pour que les températures contractuelles soient rétablies dans les locaux concernés (les températures mesurées le 5 janvier 2017 oscillaient entre 18,8 et 20°C). Un point a également été fait auprès de l'exploitant afin d'améliorer l'efficacité des interventions du technicien. Le 13 janvier 2017, le diagnostic de l'audit thermique déjà réalisé dans l'établissement a été présenté à la communauté éducative ainsi qu'aux représentants des parents d'élèves. Cet audit préconise une amélioration globale du bâti avec une modernisation des équipements de ventilation. Les actions envisagées sur le bâtiment sont le remplacement des menuiseries, l'isolation des toitures bac acier et terrasse, l'isolation des planchers sur l'extérieur, la mise en place de ventilation naturelle, l'amélioration du confort acoustique des salles de classe, la création de deux sas pour le hall d'entrée, la mise en place de protections solaires. Les actions envisagées sur les installations techniques sont le remplacement des centrales de traitement d'air, la reprise de la régulation terminale et le remplacement des bouches de reprises et des clapets coupe-feu. Afin d'engager ces travaux d'amélioration énergétique préconisés par l'audit thermique, un marché en maîtrise d'ouvrage directe va être lancé, pour un montant de travaux estimé à 3 530 000 €, avec un objectif d'achèvement des travaux durant l'été 2018.

Les capacités d'accueil

Ce problème illustre la difficulté à laquelle est confrontée la région pour obtenir des projections démographiques fiables sur le département de la Seine Saint Denis. La croissance des effectifs du secteur de Drancy, Le Blanc-Mesnil, Aulnay, Villepinte, Tremblay, est plus forte et rapide que celle fournie par le rectorat de Créteil lors des études préalables à la révision du PPI. En effet, ce secteur a connu à la rentrée 2016 une augmentation non anticipée des taux de passage vers la seconde générale et technologique.

Ainsi, le lycée Mozart a accueilli 947 élèves à la rentrée 2016 (hors effectifs de la mission de lutte contre le décrochage scolaire qui étaient de 16 en 2015), répartis en 36 divisions pour une capacité de 1100 élèves et 37 divisions. Pour la rentrée 2017, l'effectif de l'établissement est estimé par le rectorat à 1071 élèves répartis sur 36 divisions théoriques.

Pour accueillir ces élèves, plusieurs solutions sont actuellement à l'étude. A court terme des aménagements intérieurs peuvent être réalisés pour augmenter le nombre de salles banalisées. Un projet de création d'une salle de travaux pratiques supplémentaire est également à l'étude.

La création de nouveaux lycées prévue au PPI à proximité du lycée du Blanc-Mesnil devrait en outre permettre d'absorber la pression démographique identifiée sur le secteur.

îledeFrance
Conseil régional

La présidente

Paris, le 31 mars 2017

SGCR/DB/ET/N°17-067

M. Didier MIGNOT
Groupe FdG
57 rue de Babylone
75007 PARIS

Monsieur le conseiller régional, Cher Didier,

Vous m'avez posé une question écrite concernant la situation du lycée Mozart du Blanc-Mesnil (93).

Vous trouverez, ci-jointe, la réponse qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le conseiller régional, l'expression de mes salutations distinguées.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

ARRIVE
24 FEV. 2017
17-018
S.G.C.R

Question écrite à Valérie Pécresse,
Présidente de la région Ile-de-France

Jean-Luc Romero-Michel, conseiller régional d'Ile-de-France attire l'attention de madame la présidente de la région Ile-de-France sur le terrible drame du 30 janvier 2017.

En effet, un lycéen du 20ème arrondissement de Paris a été tué devant son établissement scolaire. De nombreux incidents ont suivi ce drame et notamment une très violente tentative d'intrusion au lycée Maurice Ravel.

Si des mesures de sécurité ont été mises immédiatement en place par la Préfecture de police, il apparaît que la sécurisation du lycée Maurice Ravel est défaillante.

Il souhaiterait donc savoir, comme l'a souhaité aussi la députée Sandrine Mazetier, quelles mesures la région compte prendre pour sécuriser ce lycée mais aussi ceux qui ont les mêmes caractéristiques.

Paris, le 3 février 2017

île de France

Réponse de Madame Valérie Pécresse, Présidente du Conseil Régional d'Ile de France

A la question écrite de Monsieur Jean-Luc Romero, du groupe socialiste, à propos de la sécurisation de la cité mixte régionale Maurice Ravel, Paris 20ème

Le lundi 30 janvier un jeune homme a été mortellement poignardé devant le lycée municipal Charles de Gaulle à Paris dans le 20ème arrondissement ; le même jour, madame France Bessis, Proviseure du lycée M. Ravel, situé dans le même arrondissement, son adjoint ainsi que des personnels enseignants ont été violemment agressés par une bande en expédition punitive qui s'était introduite par effraction dans le lycée Ravel.

Face à cette intrusion d'une rare violence, la région a immédiatement réagi en dépêchant sur place le responsable en charge de la sécurité auprès du DGS, policier spécialement recruté pour améliorer la sécurité dans les lycées et dans les transports. Dès le 1er février des mesures de sécurisation pour un montant total de 240 000 euros ont pu être prises.

Ces mesures ont concerné pour un montant de 47 700 euros :

- le rehaussement de la clôture du site qui n'était pas uniforme sur tout le pourtour du lycée et dont la hauteur par endroit n'était pas dissuasive. La demande d'intervention dans le cadre des marchés à bons de commande est lancée en urgence, les travaux devant être réalisés au plus vite ;

Des interventions pour un montant total de 190 000 euros TDC ont été votées à la CP du mois de mars :

- le sas, situé à l'entrée de l'établissement, dont la grille sur rue sera rehaussée pour éviter toute intrusion par le haut ; la ventouse sera renforcée par un système de serrure électromécanique et les portes d'entrée revues dans leur conception ; une issue de secours isolée rue des Maraîchers est à reprendre en termes de sécurisation et d'évacuation. Le coût de cette opération s'élève à 35 000 euros pour les portes d'entrée et 15 000 euros pour rehausser les portails d'entrée, soit un total de 50 000 euros TTC ;

- le remplacement de la vidéo protection actuelle, obsolète et insuffisante il a été déterminé que chaque point d'accès devait avoir une caméra fixe surveillant l'entrée soit 10 caméras et deux caméras supplémentaires pour surveiller les garages (soit un coût de 50 000 euros TTC pour l'ensemble de la vidéo protection) ;

- Le remplacement de l'alarme anti-intrusion qui n'est pas opérationnelle par un système anti intrusion classique d'un montant de 50 000 euros.

Cette intervention s'inscrit dans le cadre plus global de la politique de sécurisation des lycées portée par le nouvel exécutif dès le début de la nouvelle mandature, et qui s'est traduite par la mise en place d'un bouclier de sécurité aux abords des lycées et par l'investissement de 10 millions d'euros en faveur des lycées. Depuis 2016, 233 lycées ont ainsi pu être sécurisés. L'enveloppe a été reconduite en 2017.

C'est aussi pour pouvoir anticiper le plus possible les problèmes que la région fait réaliser des diagnostics de sécurité pour chacun des lycées franciliens. L'objectif est que 100% des lycées aient produit leur diagnostic d'ici la fin de l'année.

îledeFrance
Conseil régional

La présidente

Paris, le 31 mars 2017

SGCR/DB/ET/N°17-071

Monsieur Jean-Luc ROMERO-MICHEL
Groupe RCDEC
57 rue de Babylone
75007 PARIS

Monsieur le conseiller régional,

Vous m'avez posé une question écrite concernant la sécurité du lycée Maurice Ravel dans le 20ème arrondissement de Paris.

Vous trouverez, ci-jointe, la réponse qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le conseiller régional, l'expression de mes salutations distinguées.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

îledeFrance
Conseil régional
Groupe Europe Ecologie – Les Verts et Apparentés

RASSEMBLEMENT DES ÉLUES
ÉCOLOGISTES ET CITOYENS
D'ÎLE-DE-FRANCE EELV&A

ARRIVE
02 JUIN 2017
17-046
S.G.C.R

Le 1er juin 2017,

QUESTION ECRITE

à l'attention de Madame la Présidente du Conseil Régional Île-de-France

Madame la Présidente,

Mathias Depardon, journaliste et photographe de 36 ans vivant à Istanbul depuis 5 ans, **a été arrêté le 8 mai dernier**, dans le Sud-Est de la Turquie. Confiné dans un centre de rétention, il a fait une grève de la faim pour dénoncer cette détention qui ne repose **sur aucun chef d'accusation connu**.

Le 19 mai, Reporters Sans Frontières, deux autres organisations de défense de la liberté de la presse et pas moins de 19 rédactions ont adressé une lettre ouverte au Ministre turc de l'Intérieur, Süleyman Soylu, appelant à la libération immédiate de Mathias Depardon. Sans succès.

Le 29 mai s'est constitué un comité de soutien pour adopter un programme d'actions diversifiées destinées à convaincre la Turquie de « revenir au droit et à la raison » et de mettre fin à cette détention arbitraire. Divers organes, associations, personnalités se joignent depuis à cet appel.

Les écologistes sont très attachés à la liberté de la presse, ciment de notre démocratie, et considèrent qu'il est du devoir des institutions de l'importance du Conseil régional d'Île-de-France de témoigner leur volonté de protection des journalistes.

C'est pourquoi, Madame la Présidente, nous vous adressons la présente, par laquelle nous souhaitons, de votre part et de manière officielle, une expression rapide en faveur d'un soutien à la campagne de libération de Mathias Depardon.

Les élu-es du groupe écologiste

île de France

Réponse de Madame Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional d'Île-de-France

à la question écrite Monsieur Mounir SATOURI, conseiller régional d'Île-de-France et président du groupe EELVA, concernant la situation du journaliste et photographe français, Mathias Depardon.

Par courrier en date du 1er juin 2016, vous m'avez interpellée sur la situation du journaliste et photographe français, Mathias Depardon.

C'est avec un extrême soulagement que nous avons accueilli sa libération et son retour en France, auprès de sa famille, au terme de plusieurs jours d'emprisonnement.

Cette libération fait suite à une forte mobilisation nationale et internationale, à laquelle l'exécutif régional s'est pleinement associé.

La Région Ile-de-France ne peut en effet rester passive face aux atteintes à la liberté de la presse, en Turquie comme ailleurs. Il est de notre devoir de rappeler chaque Etat au respect de ses engagements internationaux en matière de libertés, notamment au titre de la convention européenne des droits de l'Homme.

Vous le savez, la Région Ile-de-France a fait du respect des droits humains et des libertés de chacun une priorité. C'est tout le sens des actions que nous menons notamment dans le domaine associatif.

A ce titre, la région a souhaité contribué financièrement à l'organisation du Gala d'Amnesty international, destiné à réaffirmer la détermination de chacun à lutter contre les atteintes aux droits et libertés des citoyens. La Région Ile-de-France y sera d'ailleurs représentée le 14 juin par Monsieur Patrick Karam, vice-président en charge de la jeunesse, des sports et la vie associative.

A travers ce soutien financier, la Région Ile-de-France réaffirme son engagement au service de toutes celles et tous ceux qui, dans le monde, sont privés de leurs droits et de leurs libertés.

Dans ce combat de tous les jours, soyez assuré que vous pourrez toujours compter sur mon entière détermination.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

îledeFrance
Conseil régional

La présidente

Paris, le 15 juin 2017

SGCR/DB/ET/N°17-123

Monsieur Mounir SATOURI
Président du groupe EELVA
57 rue de Babylone
75007 PARIS

Monsieur le conseiller régional, Cher Mounir,

Vous m'avez posé une question écrite concernant la situation du journaliste et photographe français, Mathias Depardon.

Vous trouverez, ci-jointe, la réponse qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le conseiller régional, l'expression de mes salutations distinguées.

Bien à toi

Valérie Pécresse

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

îledeFrance
Conseil régional
Groupe Europe Ecologie – Les Verts et Apparentés

ARRIVE
20. FEV. 2017
17-015
S.G.C.R

QUESTION ECRITE à l'attention de Madame la Présidente du Conseil Régional Île-de-France

Madame la Présidente,

Nous avons été informés que certains artisans habituellement présents sur le stand régional au Salon International de l'Agriculture avaient été informés, à quelques jours de l'ouverture, qu'ils ne bénéficieraient pas de leur espace pour l'édition 2017.

Le groupe des écologistes est très attaché à la valorisation de l'artisanat francilien pour l'alimentation. Le salon de l'agriculture est une vitrine importante pour les producteurs locaux et la promotion des produits franciliens de qualité.

Nous comprenons qu'il n'est pas possible d'accueillir l'ensemble des artisans d'Île-de-France sur le stand de la région toutefois nous nous interrogeons sur les modalités de sélection et surtout ce qui a conduit les instances du CERVIA à n'informer que 15 jours avant l'ouverture du Salon qu'ils ne bénéficieraient pas cette année de cet espace. Vous comprenez que cela peut-être problématique pour eux.

Mounir Satouri
Président du groupe

île de France

Conseil régional

La présidente

Paris, le 05 JUIL. 2017

Réf: CRIDF/VP/CN/JP/N°

Monsieur Mounir SATOURI, Président du Groupe Europe Ecologie – Les Verts et Apparentés
Conseil régional d'Ile-de-France
57 rue de Babylone 75007 PARIS

Monsieur le Président, Cher Mounir

Vous m'avez interrogée sur l'absence de certains producteurs sur le stand de la Région Ile-de-France au Salon international de l'agriculture 2017.

Le CERVIA, organisme associé de la Région, a été chargé d'organiser la participation régionale en concertation avec les services de la Région, les Chambres d'Agriculture, les Jeunes Agriculteurs et l'Agence des espaces verts.

Le principe encore reconduit cette année est de commercialiser des espaces de vente de produits franciliens auprès des visiteurs. Une charte précise les critères et les règles de participation de façon transparente. Le CERVIA prend en compte les demandes selon leur ordre d'arrivée, priorité étant donnée aux entreprises agricoles du territoire adhérentes à la marque « Mangeons local en Ile-de-France ». C'est au final la commission d'agrément du CERVIA qui statue. Seules trois entreprises n'ont pas pu participer car leur dossier était incomplet ou ne remplissait pas les critères d'éligibilité.

Quant au Groupement des agriculteurs biologiques d'Ile-de-France (GAB IdF), il avait évidemment toute sa place sur le stand, au regard de l'importance donnée par la Région aux produits bio et locaux. La participation du GAB IdF était d'ailleurs programmée de longue date avec le CERVIA. Mais le groupement a souhaité lui-même se retirer, en annulant sa réservation par courrier du 2 février 2017.

Aucune structure ou entreprise n'a donc été exclue sans justification à quelques jours du salon.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Valérie PECRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75359 Paris - cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 - Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Conseil régional
Groupe Europe Ecologie – Les Verts et Apparentés

ARRIVE
20. FEV. 2017
17-016
S.G.C.R

QUESTION ECRITE à l'attention de Madame la Présidente du Conseil Régional Île-de-France

Madame la Présidente,

En 2016, les orientations de la Vice Présidente en Charge de la ruralité et l'agriculture pour l'animation du Plan Bio Ile-de-France ont conduit à ce que les subventions pour les Chambres Consulaires sont en hausse de 319 % tandis que celles pour les structures du « Pôle Abiosol » sont en baisse de 55% (avec une suppression sèche et sans préavis des subventions pour Le Champs des Possibles et pour Terre de Liens).
Ces orientations ont été débattues à plusieurs reprises dans l'hémicycle régional et ont fait l'objet d'une mobilisation de la communauté citoyenne. Nous les considérons comme dogmatiques et peu respectueuses du travail exemplaire que les structures du GAB Île-de-France, du Champs des Possibles, des AMAP Ile-de-France et Terre de Liens accomplissent depuis des années.

Vous faites le choix de soutenir énormément les Chambres d'Agriculture pour le développement de l'Agriculture Biologique de proximité dans notre région, alors que ce sont les syndicats majoritaires représentés dans les Chambres qui mettent des freins à son développement depuis des années.
C'est notamment pour cette raison que de nombreuses franciliennes et nombreux franciliens se sont organisé-es depuis le début des années 2000 pour développer l'agriculture biologique sur notre territoire. Une organisation cohérente qui part du foncier jusqu'à la distribution en passant par la formation et l'installation.

En décembre 2016, des représentants de votre exécutif ont rencontré certains de ces acteurs et, d'après nos informations, ont pris quelques engagements oraux pour un rééquilibrage, notamment pour la réintégration de subventions pour Le Champs des Possibles.

Rien ne semble prévu sur ce sujet lors la prochaine Commission Permanente du 8 mars 2017 et nous vous demandons de bien vouloir communiquer ce que vous envisagez de faire à ce propos.
Par ailleurs, les interventions du Président de la commission ruralité et agriculture ainsi que la suppression de la convention avec l'AEV, à propos de Terre de Liens indiquent que votre exécutif ne souhaite plus travailler avec cette structure.
A aucun moment il n'a été possible d'avoir des réponses précises sur les raisons qui ont conduit à ce choix. Pourriez-vous nous éclairer, ainsi que les acteurs concernés, sur ce point ?

Meunir Satouri
Président du groupe

île de France

Réponse de Madame Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional d'Île-de-France

à la question écrite Monsieur Mounir SATOURI, conseiller régional d'Île-de-France et président du groupe EELVA, concernant l'animation du Plan Bio d'Île-de-France.

Vous m'avez interrogée sur la politique de la Région à l'égard de l'agriculture biologique.

Je rappelle que la dotation en crédits de fonctionnement consacrée à l'agriculture biologique a été portée à 1,55 M€ dans le budget voté en janvier 2017, soit une hausse de + 35 % par rapport à 2016. La Région a ainsi confirmé son engagement pour soutenir l'agriculture biologique francilienne. A noter également que la Région soutient les agriculteurs bio en bonifiant certaines aides versées en matière d'investissement dans le cadre d'autres dispositifs régionaux.

Dans le cadre de la nouvelle mandature, la Région a fait le choix d'impliquer davantage les chambres d'agriculture dans l'accompagnement à la conversion. En effet, avec 2% seulement des surfaces en agriculture biologique, il est indispensable de démultiplier les actions d'incitation à la conversion. Les compétences et la structuration du réseau des chambres d'agriculture permettent de dynamiser les conversions, notamment dans le domaine des grandes cultures qui représentent les plus grandes surfaces.

Lors de la commission permanente du 17 mai 2017, la Région a attribué 482 000 € pour les Chambres d'agriculture et 62 400 € pour l'Etablissement régional de l'élevage (ERE), dans le cadre des conventions de partenariat qui les lient à la Région.

Lors de cette même commission permanente de mai 2017, la Région a réaffirmé son soutien au réseau des AMAP qui développe un lien direct avec les consommateurs, ainsi qu'au Groupement des agriculteurs biologiques (GAB) qui accompagne les agriculteurs bio et la structuration des filières bio.

Nous avons également voté un soutien aux Champs des Possibles, structure qui accompagne les candidats agriculteurs par un « test d'activité agricole » grandeur nature. L'intérêt de cette démarche ont pu être constatés lors de leur rencontre avec la vice-présidente Anne CHAIN-LARCHE et le Président de la commission agriculture Michel CAFFIN.

La Région a ainsi attribué 115 000 € aux Champs des Possibles, 150 000 € au Réseau des AMAP, 350 000 € pour le GAB Ile-de-France.

La Région a également attribué 27 000 € à l'institut technique Arvalis pour la réalisation de tests de faisabilité de grandes cultures bio en systèmes autonomes sans fertilisation azotée.

Au total dans cette commission du 17 mai 2017, la Région a attribué près de 1,2 million d'euros pour l'agriculture biologique.

Les crédits supplémentaires alloués à l'agriculture biologique en 2017 ont ainsi permis de réaffirmer le soutien aux structures d'accompagnement des agriculteurs.

Ils permettront aussi d'organiser un futur appel à projets pour soutenir la production en agriculture biologique de légumes de plein champ, afin de concourir notamment à l'approvisionnement des lycées franciliens en produits bio locaux.

A cet égard, je rappelle que la dotation régionale dédiée à l'alimentation bio dans les cantines a par ailleurs également été augmentée en 2017, avec un budget de 1,2 M€, soit +33% par rapport à 2016, afin de favoriser l'introduction des produits bio ou locaux dans les cantines scolaires. En séance plénière du 10 mars 2017, l'Ile-de-France a décidé de se donner pour objectif que 100 % des cantines des lycées soient approvisionnées en circuits courts, en priorité par des produits locaux, avec un objectif de 50 % de produits bio d'ici 2024.

Par ailleurs, dans le cadre de l'élaboration du Pacte Agricole, un groupe de travail dédié à l'agriculture biologique a été installé. Une grande diversité d'acteurs y a été conviée afin de recenser les propositions de chacun : Chambres d'agriculture, FRSEA, Confédération paysanne, Coordination rurale, associations de producteurs et de consommateurs (AMAP, Champs des Possibles, GAB), Agence de l'eau Seine-Normandie, Etat. A ce jour, deux sous-groupes de travail ont été définis afin d'identifier plus précisément le rôle que pourrait tenir la Région : la structuration des filières (diversification, valorisation, circuits de proximité) et la définition des leviers pour une massification des conversions. Ces travaux préparatoires vont se poursuivre, en lien avec les professionnels et les partenaires, pour aboutir à l'automne 2017.

Tels sont les éléments que je souhaitais porter à votre connaissance.

Il faut mettre un coup d'accélérateur !

Valérie PÉCRESSE

îledeFrance
Conseil régional

La présidente

Paris, le 17 mai 2017

SGCR/DB/ET/N°17-104

Monsieur Mounir SATOURI
Président du groupe EELVA
57 rue de Babylone
75007 PARIS

Monsieur le Président,

Vous m'avez posé une question écrite concernant l'animation du Plan Bio d'Île-de-France.

Vous trouverez, ci-jointe, la réponse qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

6926

ARRIVE
01. JUIN 2017
17-045
S.G.C.R

île de France
Conseil régional

Groupe Radical, Citoyen, Démocrate
Ecologiste et Centriste

Paris, le 30 mai 2017

Madame Valérie Pécresse
Présidente
Conseil régional d'Ile-de-France
33, rue de Barbet de Jouy
75007 Paris

Objet : Agression d'agents de sécurité sur l'île de loisirs de Vaires-Torcy en Seine-et-Marne

Madame la Présidente,

Dans la soirée du vendredi 26 mai 2017, entre dix et vingt personnes ont violemment agressé des agents de sécurité de l'île de loisirs de Vaires-Torcy en Seine-et-Marne, après avoir tenté de pénétrer de force sur les lieux. De nombreuses familles avec enfants présentes sur les lieux ont été témoins de cette attaque et trois agents ont été blessés.

Ces agissements sont absolument inacceptables et doivent être sanctionnés avec la plus grande fermeté.

J'ai bien pris note de votre volonté de porter plainte contre X et de votre demande auprès du Préfet de Seine-et-Marne de renforcer les effectifs de forces de police autour de cette île de loisirs. Je m'en félicite.

Cette terrible agression pose plus largement la question des dispositifs de sécurité autour des îles de loisirs d'Ile-de-France. Après avoir mené une politique à la hauteur des enjeux en matière de sécurisation des lycées, il est essentiel que le Conseil régional mène ce nouveau chantier sans plus tarder.

Aussi, je vous saurai gré de bien vouloir m'indiquer si un plan de sécurisation des aires de loisirs de notre région est en préparation, ainsi que les mesures que vous comptez prendre en la matière afin d'empêcher au maximum ces actes de violence.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes respectueuses salutations.

Monsieur Eddie Aït

Président du Groupe Radical, Démocrate, Citoyen, Ecologiste et Centriste au Conseil régional d'Ile-de-France

Conseiller municipal de Carrières-sous-Poissy

Groupe Radical, Citoyen, Démocrate, Ecologiste et Centriste

Adresse postale : 57, rue de Babylone – 75007 PARIS
Courriel : groupercdecidf@gmail.com
Téléphone : 01.53.85.69.46

https://rcdec-idf.com/ rcdec.iledefrance @RCDEC_IDF

îledeFrance
Conseil régional

Paris, le

La Présidente

Réf :

Monsieur Eddie AIT
Président du groupe RCDE

Objet : réponse à votre question écrite du 30 mai 2017 concernant l'agression d'agents de sécurité sur l'île de loisirs de Vaires Torcy

Monsieur le Président, Cher Eddie,

Par la question écrite citée en référence, vous avez attiré mon attention sur les graves évènements intervenus le vendredi 26 juin sur l'île de loisirs de Vaires-Torcy et plus largement sur les dispositifs de sécurité mis en place sur les îles de loisirs.

Je vous confirme que la sécurité des biens et des personnes est une priorité constante de notre action.

Dès qu'il a eu connaissance des violents événements intervenus à Vaires-Torcy, le Vice-président Patrick Karam, s'est immédiatement rendu sur l'île de loisirs et s'est personnellement impliqué en menant une action auprès de la sous-préfète afin de renforcer le dispositif des forces de l'ordre. Une plainte a été déposée par le Directeur de l'île de loisirs le 29 mai dernier au Commissariat de Noisiel. La Région a également porté plainte.

A la suite de son déplacement, le Vice-président a réuni en urgence l'ensemble des présidents et directeurs des îles de loisirs pour faire le point sur la situation en matière de sécurité et mettre en œuvre sans délai les mesures nécessaires.

Afin de garantir une utilisation optimale et sécurisée des installations, le Conseil régional, financeur à 100% des investissements de ces sites, consacre chaque année près de 10 millions d'euros à leur aménagement, dont 1,4 million sur le budget 2017 sont dédiés exclusivement à la sécurité (dispositifs anti-intrusion, vidéo-protection, sécurisation des accès, clôtures, brigades équestres…).

Dans le cadre du bouclier sécurité, la Région a clairement fait de cette dernière une priorité. C'est pourquoi nous avons désigné un référent sécurité, engagé la réalisation de diagnostics de sécurité, en commençant par les sites les plus fréquentés, et renforcé le travail de coordination opérationnelle avec l'ensemble des organismes gestionnaires des îles de loisirs afin de mieux répondre à leurs besoins et contribuer à l'homogénéisation des pratiques professionnelles en matière de sécurité.

Parmi les premières solutions avancées, on retrouve : la poursuite du déploiement de la vidéo protection en prévoyant systématiquement le déport des images aux Centres de Supervision Urbains (CSU) ; le renforcement du contrôle des accès et des clôtures ; le développement de brigades équestres ou VTT sur l'ensemble des îles de loisirs, au-delà de celles qui en sont déjà dotées.

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Toutefois, malgré ces efforts et les bonnes relations instaurées avec les forces de l'ordre sur le terrain, les actes d'incivilités et de délinquance sont de plus en plus violents et nécessitent des interventions régulières des forces de l'ordre, qui à l'heure actuelle ne sont pas suffisantes.

En effet, d'une part, les moyens déployés sur certains sites ne sont ni stables dans la durée, ni à la hauteur des besoins nécessaires lors des périodes d'affluence et, d'autre part, les impacts sur les communes d'implantation et avoisinantes (saturation des voiries, stationnements anarchiques, nuisances, incivilités, tensions...), sont insuffisamment pris en compte

Dès lors, il apparaît indispensable de revoir et surtout de renforcer le dispositif global de déploiement des forces de l'ordre sur ces îles de loisirs.

Devant la gravité de la situation et l'enjeu de sécurité que cela représente, il est de notre responsabilité, et surtout celle de l'Etat, d'assurer l'ordre public. C'est pourquoi, j'ai saisi le Ministre de l'Intérieur pour lui demander de tenir une réunion d'urgence entre les services de la Région et ceux de l'Etat afin de trouver des solutions opérationnelles.

Lors de cette réunion devra notamment être abordée la possibilité pour les îles de loisirs de bénéficier d'un statut spécifique (exemple des « Communes touristiques » et des « Stations classées de tourisme ») ou de disposer d'avantages particuliers en matière de sécurisation, lors des périodes de forte fréquentation à certaines périodes de l'année. Cela permettrait une meilleure prise en compte de la spécificité de ces lieux et un renforcement des moyens que consacrent les services de l'Etat en charge de la sécurité publique.

La question de la participation de l'Etat aux investissements de sécurité, via le Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD), sera également posée.

De manière plus globale, la réflexion en cours sur l'évolution de la gouvernance et l'amélioration du modèle économique des îles de loisirs devra intégrer cette priorité en matière de sécurité des biens et des personnes.

Je ne manquerais pas de vous tenir informé de la suite donnée à cette démarche et vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de ma considération distinguée.

Valérie PECRESSE

îledeFrance
Conseil régional

La présidente

Paris, le 7 juillet 2017

SGCR/DB/ET/N°17-132

Monsieur Eddie AÏT
Président du groupe RCDEC
57 rue de Babylone
75007 PARIS

Monsieur le président Cher Eddie

Vous m'avez posé une question écrite concernant l'agression d'agents de sécurité sur l'île de loisirs de Vaires-Torcy en Seine-et-Marne.

Vous trouverez, ci-jointe, la réponse qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'expression de mes salutations distinguées.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le 27 JUIN 2017

Transmise au contrôle de légalité, le 27 JUIN 2017

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-075 du 27 juin 2017

(report de la session du 20 juin 2017)

Relative à l'approbation de la modification du tableau des effectifs de l'Agence des espaces verts

LE BUREAU DELIBERANT

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU la loi N°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment les articles 34, 38 et 88 ;

VU la délibération n°08-017 du 25 mars 2008 relative à la détermination des ratios pour l'avancement de grade des personnels titulaires de la fonction publique territoriale ;

VU la délibération N°17-013 du 28 février 2017 portant approbation de la modification du tableau des effectifs de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France ;

VU la délibération N°17-026 du 14 avril 2017 portant approbation du programme d'accès à l'emploi titulaire ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente de l'Agence des espaces verts ;

DELIBERE

Article 1 Approuve la modification du tableau des effectifs de l'Agence des espaces verts suivante :

Filière	*Cadre d'emplois*	*Grade*	*Ancien effectif*	*Nouvel effectif*
Technique	Adjoint technique (Cat. C)	Agent de maîtrise principal	1	4

Filière	*Cadre d'emplois*	*Grade*	*Ancien effectif*	*Nouvel effectif*
	Adjoint technique (Cat. C)	Agent de maîtrise	6	3
Technique	Adjoint technique (Cat. C)	Adjoint technique principal de 1ère classe	0	1
	Adjoint technique (Cat. C)	Adjoint technique principal de 2ème classe	2	1
Administrative	Attaché (Cat. A)	Attaché	10	12
	Rédacteur (Cat. B)	Rédacteur principal de 2ème classe	3	2
	Rédacteur (Cat. B)	Rédacteur	6	5
	Adjoint administratif (Cat. C)	Adjoint administratif principal de 2ème classe	1	3
	Adjoint administratif (Cat. C)	Adjoint administratif	12	10

Article 2 Les crédits correspondants à la rémunération et aux charges des emplois sont inscrits au budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants..... :	5
Votes POUR..... :	3+2
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

ANNEXE 1

TABLEAU DES EFFECTIFS DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS
BUREAU DELIBERANT DU 27 JUIN 2017 (REPORT DE LA SESSION DU 20 JUIN 2017)

Tableau des emplois permanents

Grade (ou emplois)	Catégorie	Effectifs budgétaires	Emplois créés	Emplois transformés	Total effectifs	Effectifs pourvus
Agents titulaires :						
. Filière technique						
- ingénieur en chef	A	2			2	2
- ingénieur principal	A	9			9	9
- ingénieur territorial	A	15			15	13
- technicien principal de 1ère classe	B	12			12	11
- technicien principal de 2ème classe	B	8			8	7
- technicien	B	1			1	1
- agent de maîtrise principal	C	1		+ 3	4	4
- agent de maîtrise	C	6		- 3	3	2
. adjoint technique principal 1ère classe	C	0		+ 1	1	1
. adjoint technique principal 2ème classe	C	3		- 1	2	1
- adjoint technique	C	14			14	11
. Filière administrative						
. attaché principal	A	2			2	2
. attaché territorial	A	10		+ 2	12	9
- rédacteur principal de 1ère classe	B	3			3	3
- rédacteur principal de 2ème classe	B	3		- 1	2	2
- rédacteur	B	6		- 1	5	5
- adjoint administratif principal 1ère classe	C	1			1	1
- adjoint administratif principal 2ème classe	C	1		+ 2	3	3
- adjoint administratif	C	12		- 2	10	6
. Filière animation						
- adjoint d'animation	C	2			2	1
. Filière culturelle						
- adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	C	1			1	1
- adjoint du patrimoine	C	5			5	5
Total agents titulaires et stagiaires		**117**	**0**	**+ 0**	**117**	**100**
Agents contractuels :						
- directeur / directrice général(e)	A	1			1	1
- directeur / directrice	A	1			1	0
- responsable mission paysage	A	1			1	1
- chargé(e) de projet	A	1			1	0
. chargé(e) d'opérations foncières	A	1			1	0
- chargé(e) de projet paysagiste	A	2			2	1
- chargé(e) de projet Natura 2000	A	1			1	1
- attaché pôle secrétariat général	A	1			1	1
. administrateur réseaux informatiques	A	1			1	1
- chargé(e) de communication	A	1			1	1
- responsable de territoire Education à l'environnement	B	1			1	1
- technicien APEN	B	1			1	0
Total des agents contractuels occupant des emplois permanents		**13**	**0**	**+ 0**	**13**	**8**
TOTAL EMPLOI PERMANENTS		**130**	**0**	**0**	**130**	**108**
Emploi de collaborateur de cabinet		**1**	**0**	**+ 0**	**1**	**0**
TOTAL GENERAL		**131**	**0**	**+ 0**	**131**	**108**

TABLEAU DES EFFECTIFS DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS
BUREAU DELIBERANT DU 27 JUIN 2017 (REPORT DE LA SESSION DU 20 JUIN 2017)

Tableau des emplois non permanents

Grade	Catégorie	Effectifs budgétaires	Contrat (loi 26/01/1984)	Motif du contrat
- Ingénieur territorial	A	1	art.3 alinéa 1	Accroissement temporaire d'activité
- Attaché territorial	A	2	art.3 alinéa 1	Accroissement temporaire d'activité
- Technicien territorial	B	1	art.3 alinéa 1	Accroissement temporaire d'activité
- Emplois d'avenir		10	décret 2012-1211 du 31 octobre 2012	
- Apprentis			loi N°97-940 du 16 octobre 1997	
TOTAL EMPLOIS NON PERMANENTS		**14**		

Accusé de réception

Nom de l'entité publique	Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France
Numéro de l'acte	17-075
Nature de l'acte	DE - Délibérations
Classification de l'acte	4.1.1 - délibérations portant créations et transformations d'emplois
Objet de l'acte	Modification du tableau des effectifs
Statut de la transmission	8 - Reçu par Contrôle de légalité
Identifiant unique de télétransmission	-287500052-20170627-17-075-DE
Date de transmission de l'acte	27/06/2017
Date de réception de l'accuse de réception	27/06/2017

Agence des Espaces Verts

île de France

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le 27 JUIN 2017

Transmise au contrôle de légalité, le 27 JUIN 2017

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N°17-076 du 27 juin 2017

(report de la session du 20 juin 2017)

Approbation de l'avenant n°3 au marché n°5018 de maitrise d'œuvre pour l'aménagement du domaine régional du Grand Voyeux - Réalisation de structures d'accueil du public et à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant.

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16,

VU l'ancien code des marchés publics,

VU le marché n°5018 de maitrise d'œuvre pour l'aménagement du domaine régional du Grand Voyeux - Réalisation de structures d'accueil du public, notifié le 16 juillet 2012, d'un montant de 254 324 €HT,

VU l'avenant n°1 notifié le 6 mars 2014 portant le montant du marché à 273 441,06 €HT

VU l'avenant n°2 notifié le 20 avril 2016 prolongeant la durée du marché

VU le Budget général de l'Agence des espaces verts,

VU le rapport présenté par la Présidente de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 Approuve la conclusion de l'avenant n°3 au marché n°5018 de maitrise d'œuvre pour l'aménagement du domaine régional du Grand Voyeux - Réalisation de structures d'accueil du public.

Article 2 Habilite la Présidente à signer l'avenant n°3 ci-annexé.

Article 3 L'avenant n'a pas une incidence financière sur le montant du marché.

Nombre de votants	5
Votes POUR	3+2
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE
Direction des Affaires Juridiques

MARCHÉS PUBLICS **EXE10**

AVENANT N° 3 AU MARCHÉ N°5018

de maitrise d'œuvre pour l'aménagement du domaine régional du Grand Voyeux

Réalisation de structures d'accueil du public

A - Identification du pouvoir adjudicateur.

Agence des Espaces Verts de la Région Ile de France
90-92, avenue du Général Leclerc
93500 PANTIN
Tél : 01.72.69.51.00

B - Identification du titulaire du marché public.

Groupement conjoint :

Mandataire :
Agence Territoires
22 rue Mégevand
25000 BESANCON
Téléphone : 03.81.82.06.66
N° SIRET : 488 864 802 000 19

1er co-contractant :
Charles-Henri TACHON
10 bis rue Bisson
75020 PARIS
Téléphone : 01.40.22.04.42
N° SIRET : 422 523 811 00020

2ème co-contractant :
ATPI Infra
4 rue des Frères Lumière
78370 PLAISIR
Téléphone : 01.34.81.29.59
N° SIRET : 517 575 361 00012

3ème co-contractant :
INTEGRALE 4
4 impasse de Mont-Louis
75011 PARIS
Téléphone : 01.70.08.52.91
N° SIRET : 339 777 237 00043

4ème co-contractant :
OGE
5 boulevard de Créteil
94100 SAINT-MAUR-DES-FOSSES
Téléphone : 01.42.83.21.21

C - Objet du marché public.

- Objet du marché public :

Mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du domaine régional du Grand Voyeux – Réalisation de structures d'accueil du public

- Date de la notification du marché public : 16/07/2012

- Durée d'exécution du marché public : 112 semaines à compter de la date de notification, prolongé par OS n°2 jusqu'au 30 avril 2018

- Montant initial du marché public :
  - Taux de la TVA : 19,6%
  - Montant HT : 254 324 €
  - Montant TTC : 304 171,50 €

- Avenant n°1 notifié le 6 mars 2014 : une incidence financière : 19 117,06 HT € soit un pourcentage d'augmentation de 7,52 % par rapport au montant initial du marché.
- Avenant n°2 notifié le 20 avril 2016 ; sans incidence financière

D - Objet de l'avenant.

- Modifications introduites par le présent avenant :

Suite à une erreur matérielle dans l'avenant n°1, la répartition de la rémunération est modifiée comme suit :

Montant définitif de la rémunération : 273 441,06 € H.T décomposé comme suit :

Décomposition du montant définitif par intervenant au sein du groupement :

Statut	Objet de la prestation	Montant (H.T.)
Mandataire	Paysagiste	97 780,53 €
Co-traitant 1	Architecte	68 925,63€
Co-traitant 2	Voierie Réseaux Divers	32 951,32 €
Co-traitant 3	Structure Fluide Économie	57 542,96 €
Co-traitant 4	Écologue	16 240,62 €

- Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public:
(Cocher la case correspondante.)

☒ NON ☐ OUI

E - Signature du titulaire du marché public.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur.

A : .....

Signature
(Représentant du pouvoir adjudicateur)

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ..... , le .....

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public)

Accusé de réception

Nom de l'entité publique	Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France
Numéro de l'acte	17-076
Nature de l'acte	CC - Contrats, conventions et avenants
Classification de l'acte	1.1.2 - avenant
Objet de l'acte	Approbation de lavenant n 3 au marché n 5018 de maitrise duvre pour laménagement du domaine régional du Grand Voyeux - Réalisation de structures daccueil du public et à lhabilitation donnée à la Prési
Statut de la transmission	8 - Reçu par Contrôle de légalité
Identifiant unique de télétransmission	-287500052-20170627-17-076-CC
Date de transmission de l'acte	27/06/2017
Date de réception de l'accuse de réception	27/06/2017

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 27 JUIN 2017

Transmise au contrôle
de légalité, le : 27 JUIN 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-077 du 27 juin 2017

(report de la session du 20 juin 2017)

Convention financière relative à la participation de Grand Paris sud est Avenir au financement des dépenses engagées par l'AEV pour la réalisation d'une recherche doctorale dans le cadre d'une convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE)

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R.4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente de l'Agence des espaces verts ;

DELIBERE

Article 1 Approuve la convention financière annexée relative à la participation de Grand Paris sud est Avenir au financement des dépenses engagées par l'AEV pour la réalisation d'une recherche doctorale dans le cadre d'une convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE)

Article 2 Autorise la Présidente à signer ladite convention et tout document afférant

Nombre de votants	5
Votes POUR	3+2
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Convention financière
relative à la participation de Grand Paris Sud Est Avenir
au financement des dépenses
engagées par l'AEV pour la réalisation d'une recherche doctorale
dans le cadre d'une Convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE)

Entre

Grand Paris Sud-Est Avenir
Représenté par son Président, Monsieur Laurent CATHALA
dont le siège administratif est sis **Europarc, 14 rue Le Corbusier, 94046 CRETEIL**
établissement public territorial de la Métropole du Grand Paris, dont le statut d'établissement public de coopération intercommunale est régi en vertu des articles L. 5219-1 et L. 5219-2 et suivants du code général des collectivités territoriales, représenté par son Président en exercice, dûment habilité en vertu de la délibération n° ..... de son conseil de territoire

Ci-après dénommé **GPSEA**

Et

L'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France (AEV)
Représentée par sa Présidente, Madame Anne CABRIT
dont le siège administratif est sis **90-92, Avenue du Général Leclerc, 93500 PANTIN**
établissement public régional à caractère administratif, agissant au nom et pour le compte de la région d'Île-de-France en vertu des articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 du code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n° 17-077 du 27 juin 2017 (report de la session du 20 juin 2017)

Ci-après dénommée l'**AEV**

PRÉAMBULE

L'Établissement Public Territorial Grand Paris Sud Est Avenir souhaite encourager le développement du secteur agricole, dont les atouts et opportunités ont d'ores et déjà été identifiés.

Situation unique dans la Métropole, huit des seize communes composant GPSEA accueillent des terres agricoles en activité. Cette particularité a des conséquences économiques, sociales et d'occupation du territoire. Sur le territoire de GPSEA, trois périmètres régionaux d'intervention foncière (PRIF) ont été établis par l'AEV en accord avec les Communes.

L'AEV est compétente pour mettre en œuvre la politique régionale en matière d'espaces verts, de forêt et de promenade. À ce titre, elle protège, met en valeur, restaure, entretient et gère des milieux naturels, des forêts, des promenades, des terres agricoles périurbaines et ouvre au public des espaces boisés et naturels franciliens, notamment en ceinture verte.

Sur recommandation du Laboratoire Architecture, Ville, Urbanisme, Environnement (LAVUE, ci-après dénommé le LABORATOIRE) de l'Université de Paris-Nanterre, l'AEV envisage de confier à M. Alioune Badara DABO des travaux de recherche, sous le statut de salarié-doctorant dans le cadre des Conventions Industrielles de Formation par la Recherche (CIFRE).

Sous réserve de rémunérer le salarié-doctorant au « niveau de rémunération au moins égal au salaire minimum d'embauche fixé chaque année par le ministère en charge de la recherche » (soit un salaire brut annuel de 23.484 €, au 1er janvier 2016), ces conventions, gérées par l'Association Nationale de la Recherche Technique (ANRT), bénéficient d'une aide financière du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche à hauteur de 14.000 €/an. Il reste à la charge de la structure d'accueil (en l'occurrence l'AEV) à financer la différence additionnée des charges patronales (estimation d'environ 14.000 €/an) ainsi que les coûts en nature (bureau, matériel informatique, véhicule de service mis à disposition du salarié-doctorant, etc.) et humains (encadrement scientifique et technique des travaux de recherche).

Les travaux de cette recherche portent sur le cas de la ceinture verte avec un éclairage particulier sur le plateau briard. De ce fait, l'AEV sollicite la participation financière de GPSEA préalablement à la confirmation de son engagement à accueillir ce salarié-doctorant.

Les résultats de cette recherche donneront lieu à une soutenance de thèse de doctorat.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet du Contrat

La présente convention a pour objet de définir les modalités de prise en charge, par GPSEA, d'une partie des frais relatifs aux travaux de recherche effectués par M. Alioune Badara DABO, sous le statut de salarié-doctorant auprès de l'AEV, dans le cadre d'une Convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE), recherche intitulée en première approche « Agricultures et agriculteurs en Ceinture verte en recherche de durabilité : entre stratégies paysannes et politiques publiques agricoles ». Un éclairage particulier y sera consacré au cas du plateau briard.

Article 2 – Entrée en vigueur et durée de la convention

Le présent contrat entre en vigueur à la date d'effet de la CIFRE, pour une durée de trois (3) ans (36 mois consécutifs).

En cas d'une suspension d'activité du salarié-doctorant pour des causes indépendantes de sa volonté et dument motivées d'une durée supérieure à un mois, une prorogation au maximum égale à la durée de cette suspension d'activité et dans tous les cas ne pouvant excéder un an pourra être envisagée. Elle donnera alors lieu à un avenant.

Toute interruption définitive du contrat de travail du salarié-doctorant met fin à la CIFRE et met fin à la présente convention. L'AEV informera GPSEA d'une telle interruption définitive du contrat de travail dans les meilleurs délais. L'AEV remboursera prorata temporis l'aide financière de l'année concernée reçue de GPSEA.

Article 3 – Financement et modalités de versement

3.1 - Participation financière de GPSEA

La participation financière annuelle de GPSEA s'établit à 6.900 € (six mille neuf cents euros).

3.2 - Modalités de versement de la participation

GPSEA procèdera au mandatement de cette participation annuelle en une seule fois, à l'émission du titre de recettes par l'AEV.

Le versement sera effectué à l'ordre de Monsieur le Trésorier Principal des Établissements Publics Locaux de Paris, receveur de l'AEV, 26 rue Bénard, 75675 Paris Cedex, comptable assignataire de l'Agence, BDF 30001/00064/C7510000000/61.

Article 4 – Lieu d'exécution

L'AEV s'engage à accueillir le salarié-doctorant dans ses locaux et à mettre à sa disposition un environnement de travail favorable au succès de sa recherche et de sa thèse.

Celui-ci réalisera ses travaux de recherche à 50 % de son temps dans les locaux de l'AEV et 50 % dans ceux de l'Université dans les bâtiments de la recherche.

Il est à noter que le salarié-doctorant est appelé à exercer certaines de ses activités de recherche (recherches de documents, entretiens, visites in situ, etc.) hors des locaux de l'AEV ou de l'UNIVERSITÉ.

Le salarié-doctorant sera associé au suivi des études relatives à l'agriculture sur le territoire de GPSEA et sera invité dans ses locaux à cette fin.

Article 5 – Responsables scientifiques

Les travaux du salarié-doctorant sont encadrés, au sein de l'UNIVERSITÉ et du LABORATOIRE, par Madame Monique POULOT, professeure de géographie, directeur de la thèse.

Le salarié-doctorant est placé, au sein de l'AEV, sous la responsabilité de son Directeur général en exercice, qui désignera l'agent (au minimum ingénieur territorial ou attaché ou assimilé) qui accompagnera, en tant que tuteur scientifique, les travaux de recherche ainsi réalisés.

GPSEA sera informé par courrier des noms et qualités de cet agent.

GPSEA désignera un référent chargé de suivre l'avancement de cette recherche et informera par courrier l'AEV des noms et qualités de cet agent.

Les parties s'engagent à réunir les conditions de succès de cette recherche et se rencontreront au moins trois (3) fois par an.
Chaque rencontre donnera lieu à un succinct compte-rendu d'étape écrit (précisant notamment les points réalisés, ceux validés et ceux à faire) rédigé par le salarié-doctorant.

Article 6 – Avenant
Toute modification substantielle de l'objet ou des conditions d'exécution de la présente convention donnera lieu à un avenant.
En particulier, un avenant permettra de modifier :

- la durée d'application de la présente convention en cas de prorogation de la durée de la CIFRE (voir article 2 ci-dessus) et, éventuellement, à fixer le montant complémentaire que versera GPSEA,
- l'objet de la recherche énoncé à l'article 1 en cas d'évolution significative de celui-ci, sous réserve de l'accord de l'ANRT.

Article 7 – Résiliation
En cas de non-respect par les parties de l'une des obligations découlant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par lettre recommandée adressée avec accusé réception après mise en demeure restée sans effet pendant un délai de deux mois.
L'utilisation de la participation financière à des fins autres que celles définies par la présente, entraînerait son remboursement et/ou son annulation, sur demande de GPSEA par lettre recommandée avec accusé de réception.
Les montants perçus seront alors reversés, après actualisation, à l'ordre de Monsieur le Trésorier Principal de Créteil, compte assignataire de GPSEA, 14 rue le Corbusier 94000 CRETEIL
Coordonnées bancaires : BDF DE CRETEIL
IBAN : FR 05 3000 1009 07C9 4800 0000 021
BIC : BDFEFRPPCCT

Article 8 – Contrôle des dépenses
Les pièces justificatives relatives aux dépenses effectuées seront conservées par l'AEV pendant dix ans pour tout contrôle que GPSEA souhaiterait effectuer à posteriori.

Article 9 – Litige
Tout désaccord persistant entre les parties sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et qui n'aura pas pu faire l'objet d'un règlement amiable, sera porté devant le Tribunal Administratif de Melun.

Fait en deux exemplaires à Créteil, le .....

Pour Grand Paris Sud Est Avenir

Laurent CATHALA

Pour l'Agence des Espaces Verts

Accusé de réception

Nom de l'entité publique	Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France
Numéro de l'acte	17-077
Nature de l'acte	CC - Contrats, conventions et avenants
Classification de l'acte	7.6 - Contributions budgetaires
Objet de l'acte	Convention financière relative à la participation de Grand Paris Sud Est Avenir au financement des dépenses engagées par l'AEV pour la réalisation d'une recherche doctorale dans le cadre d'une Convent
Statut de la transmission	8 - Reçu par Contrôle de légalité
Identifiant unique de télétransmission	-287500052-20170627-17-077-CC
Date de transmission de l'acte	27/06/2017
Date de réception de l'accuse de réception	27/06/2017

Agence des Espaces Verts

île de France

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 27 JUIN 2017

Transmise au contrôle
de légalité, le : 27 JUIN 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-078 du 27 juin 2017

(report de la session du 20 juin 2017)

Approbation de la conclusion de la convention de partenariat relative à la prise en charge par la communauté d'agglomération Val Parisis de l'entretien des espaces naturels régionaux de Boissy et des Buttes du Parisis (95) pour la période 2017-2019 et habilitation donnée à la Présidente à signer cette convention

LE BUREAU DELIBERANT

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par Mme CABRIT, Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région Ile de France

CONSIDERANT que l'Agence des espaces verts entretient et aménage les espaces naturels régionaux de Boissy et des Buttes du Parisis (95) en vue de son ouverture au public et que la communauté d'agglomération Val Parisis accepte de participer aux frais d'entretien de ces espaces

DELIBERE

Article 1 Approuve la conclusion de la convention de partenariat relative à la prise en charge par la communauté d'agglomération Val Parisis de l'entretien des espaces naturels régionaux de Boissy et des Buttes du Parisis (95) pour la période 2017-2019 ci-annexée.

Article 2 Habilite la Présidente à signer cette convention.

Article 3 Les recettes y afférentes seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	5
Votes POUR	3+2
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE AUX ESPACES NATURELS ET FORESTIERS REGIONAUX DE BOISSY ET DES BUTTES DU PARISIS POUR LA PERIODE 2017-2019

ENTRE

La communauté d'agglomération Val Parisis dont le siège administratif est sis 271, chaussée Jules César 95250 BEAUCHAMP, représentée par son Président en exercice, Monsieur Yannick BOEDEC, dûment habilité par la délibération n° D/2017/54 du Conseil communautaire en date du 27 mars 2017,

ci-après dénommée « Val Parisis»,

ET

L'Agence des Espaces Verts de la Région d'Île-de-France, dont le siège administratif est sis Cité Régionale de l'environnement, 90-92 avenue du Général Leclerc – 93500 PANTIN, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France en vertu de l'article L. 4413-2 alinéa 3 du code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilité en vertu de la délibération n°17-078 du 27 juin 2017 (report de la session du 20 juin 2017),

ci-après dénommée l' « AEV »,

PREAMBULE

L'AEV intervient en matière d'entretien, de gestion, de protection, de mise en valeur et de restauration de milieux naturels, de bois, de forêts, de promenades, d'espaces agricoles périurbains et d'ouverture au public des espaces boisés et naturels franciliens pour le compte de la Région Île-de-France.

Le conseil régional d'Île-de-France subordonne les acquisitions foncières gérées par l'AEV (forêts, autres milieux naturels, espaces dégradés à réhabiliter, emprises linéaires pour y aménager une coulée verte, etc.) à la prise en charge des dépenses de fonctionnement par les collectivités territoriales de situation, en application de sa délibération n° CR 78-28 du 11 juillet 1978.

Cette demande de contribution financière est motivée par la fréquentation principalement locale de ces sites (attestée, entre autres, par l'enquête de « La fréquentation des forêts publiques d'Île-de-France » réalisée par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) et publiée en 2000).

Les 305 hectares sis à la communauté d'agglomération Val Parisis et visés dans cette convention font partie d'un ensemble plus vaste de parcelles essentiellement boisées, d'intérêt écologique (biodiversité) propriétés de la Région dans les périmètres régionaux d'intervention foncière (PRIF) de Boissy et des Buttes du Parisis, gérées par l'AEV et ouvertes à la fréquentation du public.

Espaces naturels régionaux							
En hectares	*Surface PRIF*	*Surface PRIF sur le territoire de Val Parisis*	*Surface acquise*	*Surface acquise sur le territoire de Val Parisis*	*Surface ouverte au public sur le territoire de Val 2017*	*Surface ouverte au public sur le territoire de Val 2018*	*Surface ouverte au public sur le territoire de Val 2019*
Boissy	137	137	111	111	59	59	59
Buttes du Parisis	621	320	333	263	231	237	246
TOTAL	758		622	374	290	296	305

Surfaces de bois ou espaces naturels acquis et gérés par l'AEV au 31/12/2016

Ne sont pas visées dans la présente convention :

- les parcelles agricoles acquises par la Région mais gérées par bail rural,
- les parcelles boisées acquises par la Région mais pas encore ouvertes au public à la date de signature de la convention.

Ceci exposé il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT

La présente convention de partenariat a pour objet de définir les engagements respectifs des partenaires relatifs à l'aménagement et à l'entretien des espaces régionaux sur le territoire de la Communauté d'agglomération Val Parisis.

Ainsi, les modalités de prise en charge par Val Parisis des frais de fonctionnement liés à l'entretien de 305 hectares régionaux qui sont ouverts au public ou vont l'être dans les deux années à venir, inclus dans les PRIF de Boissy et des Buttes du Parisis, sont détaillés et les projets d'aménagement et d'entretien de ces espaces par l'AEV sont présentés.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La durée de la présente convention est établie pour une durée de 3 ans. Elle prend effet au 1er janvier 2017 et s'achève au 31 décembre 2019.

ARTICLE 3 : DEPENSES CONCERNÉES

Les frais de fonctionnement recouvrent :

- la surveillance des sites ;
- les travaux d'entretien divers liés aux espaces naturels et/ou à l'ouverture au public ;

Ils donnent lieu à un bilan annuel présenté aux élus de la Communauté d'agglomération de Val Parisis (voir article 5 ci-après).

ARTICLE 4 : FINANCEMENT DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT

4.1 – Modalités de fixation de la participation financière de Val Parisis

La participation financière de Val Parisis sera appelée à évoluer sur la période 2017-2019, d'un commun accord entre les deux parties, dès lors que la superficie des propriétés régionales ouvertes au public viendra à croître. Si l'évolution était supérieure à celle convenue ci-dessous, il serait procédé par un avenant qui permettrait de rectifier les périmètres et les surfaces considérés ainsi que les montants correspondants conformément à l'article 4.1 ci-dessus.

Pour les années 2017 à 2019, la participation financière de la CA Val Parisis est établie à :

- 387.000 € (trois cent quatre-vingt-sept mille euros) en 2017 ;
- 398.000 € (trois cent quatre-vingt-dix-huit mille euros) en 2018 pour l'ouverture au public de 6 ha supplémentaire au bois d'Hédoit (Sannois) ;
- 415.000 € (quatre cent quinze mille euros) en 2019 pour l'ouverture au public du bois dit de « Chabrand Thibaut ».

4.2 - Modalités de versement de la participation

Val Parisis procèdera au mandatement de la participation annuelle en une seule fois, à l'émission du titre de recettes par l'AEV.

Le versement sera effectué à l'ordre de Monsieur le Trésorier Principal des Établissements Publics Locaux de Paris, receveur de l'AEV, 26 rue Bénard, 75675 Paris Cedex, comptable assignataire de l'Agence, BDF 30001/00064/C7510000000/61.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS

5.1 – Les engagements en matière d'entretien et de surveillance

L'AEV est maître d'ouvrage de l'aménagement et de la gestion des sites. En tant que gestionnaire des sites, elle pourra confier la gestion courante du site à un ou des tiers par la conclusion de marchés publics de services et de travaux qui incluront autant que possible des clauses sociales (insertion de personnes éloignées de l'emploi, insertion de personnes en situation de handicap)

Sur les espaces en propriété régionale, l'AEV procède ou fait procéder aux travaux d'aménagement et aux travaux d'entretien destinés :

- à maintenir et améliorer la qualité du site et des milieux naturels ;
- à assurer le bon accueil du public à des fins de découverte du site ;

L'AEV définit le programme d'entretien et de surveillance.

La coordination et le contrôle de l'exécution des travaux d'entretien sont assurés par le Service « Aménagement et Gestion » de l'AEV.

Les travaux d'entretien présentés ci-dessus seront mis en œuvre par ce service et réalisés par le prestataire retenu dans le cadre de la réglementation issue du code des marchés publics.

L'AEV s'engage à remettre annuellement à Val Parisis et à présenter aux élus communautaires concernés un bilan d'activité des travaux effectués l'année précédente et des dépenses correspondantes dans les deux périmètres régionaux concernés et ce avant le mandatement de la participation annuelle.

L'AEV s'engage à faire connaître, par tous moyens adéquats, que l'entretien des espaces s'est fait avec le concours financier de Val Parisis, en particulier sur les éventuels supports provisoires d'information expliquant les travaux sur le territoire ainsi que sur les plaques ou panneaux d'information au public pérennes, à l'occasion de leur installation ou remplacement.

L'AEV s'engage à reconduire annuellement l'opération « une naissance, une plantation » en collaboration avec les services de l'agglomération de Val Parisis, à partager l'organisation de cet évènement.

5.2 – Les engagements en matière d'éducation à l'environnement

La Mission Education à l'Environnement de l'Agence des Espaces Verts est chargée de mettre en œuvre des actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement auprès des franciliens (grand public, scolaires,...).

L'Agence des Espaces Verts portera une attention particulière au fait que ces animations soient proposées à l'ensemble de la population du territoire communautaire.

Ainsi, les actions dans les classes telles que « Forestiers Juniors » seront proposées à toutes les écoles des villes de Val Parisis. La mise en place de ce programme est conditionnée à son financement et à la disposition des moyens humains nécessaires à sa bonne conduite.

Les animations nature à destination du grand public et du public en situation de handicap seront proposées à l'ensemble des habitants du territoire. Les villes et la Communauté d'agglomération pourront se faire le relais de ce type d'information.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VAL PARISIS

En phase avec son souhait de favoriser l'accès de sa population à la forêt et son souci de contribuer à y maintenir la biodiversité, Val Parisis s'engage, sous réserve du vote des crédits par le Conseil communautaire, à verser la participation à hauteur du montant prévu à l'article 4.1 et à la verser à l'AEV selon les modalités prévues à l'article 4.3.

Val Parisis s'engage à diffuser, sur tous supports de communication, l'action de la région Ile-de-France et de l'AEV en faveur de la mise en valeur et la protection des espaces naturels et boisés sur son territoire.

ARTICLE 7: EVOLUTIONS DU PARTENARIAT

La présente convention scelle un partenariat exigeant qui s'inscrit pleinement dans la croissance souhaitée par les deux parties des superficies des espaces naturels et forestiers maîtrisés par le Conseil régional, entretenus et valorisés par l'AEV et, dans la mesure du possible, ouverts au public.

Les deux parties conviennent de la nécessité de collaborer autant qu'il sera possible dans l'objectif d'un liaisonnement entre le bois de Boissy et les Buttes du Parisis via le bois des Éboulures et le secteur des Sources d'une part, entre le bois de Boissy et la forêt domaniale de Montmorency via le bois des Aulnaies d'autre part.

Cet objectif de liaisonnement, inscrit dans le SDRIF et compétence de l'agglomération, sera étudié et pourra nécessiter la maîtrise foncière publique ainsi que des aménagements spécifiques pour lesquels des subventions pourraient être sollicitées auprès de la Région ou de son Agence.

Les deux parties réaffirment leur objectif partagé d'un achèvement de l'aménagement de la Coulée verte de Cormeilles jusqu'aux berges de Seine et s'engagent à adapter les documents d'urbanisme locaux et le PRIF en ce sens.

Enfin une étude sur l'avenir du Fort de Cormeilles sera lancée par l'AEV et Val Parisis autour de 4 aspects, la valorisation patrimoniale du fort, son attractivité touristique, sa capacité d'accueil d'évènements culturels et sa possibilité d'hébergement techniques communautaire et/ou régional (maison de l'environnement, de la nature en lien avec la gestion de l'espace naturel).

ARTICLE 8 : AVENANT

Toute modification substantielle de l'objet ou des conditions d'exécution de la présente convention donnera lieu à un avenant.

En particulier, en cas d'acquisition et/ou d'ouverture au public par la Région de nouvelles parcelles sur le territoire de la Communauté d'agglomération Val Parisis ayant vocation à relever de la présente convention, un avenant permettra de rectifier les périmètres et les surfaces considérées ainsi que les montants correspondants.

ARTICLE 9: RESILIATION

En cas de non-respect par les parties de l'une des obligations découlant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par lettre recommandée adressée avec accusé réception après mise en demeure restée sans effet pendant un délai de deux mois.

L'utilisation de la participation financière à des fins autres que celles définies par la présente, entraînerait son remboursement et/ou son annulation, sur demande de Val Parisis par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les montants perçus seront alors reversés, après actualisation, à l'ordre de Monsieur le Trésorier Principal de Trésorerie de Franconville –Le-Parisis 424 rue Jean Richepin 95 120 Ermont 30001 00651 E9580000000 26

ARTICLE 10: CONTRÔLE DES DEPENSES

Les pièces justificatives relatives aux dépenses effectuées seront conservées par l'AEV pendant dix ans pour tout contrôle que Val Parisis souhaiterait effectuer à posteriori.

ARTICLE 11: JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

Tout désaccord persistant entre les parties sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et qui n'aura pas pu faire l'objet d'un règlement amiable, sera porté devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise.

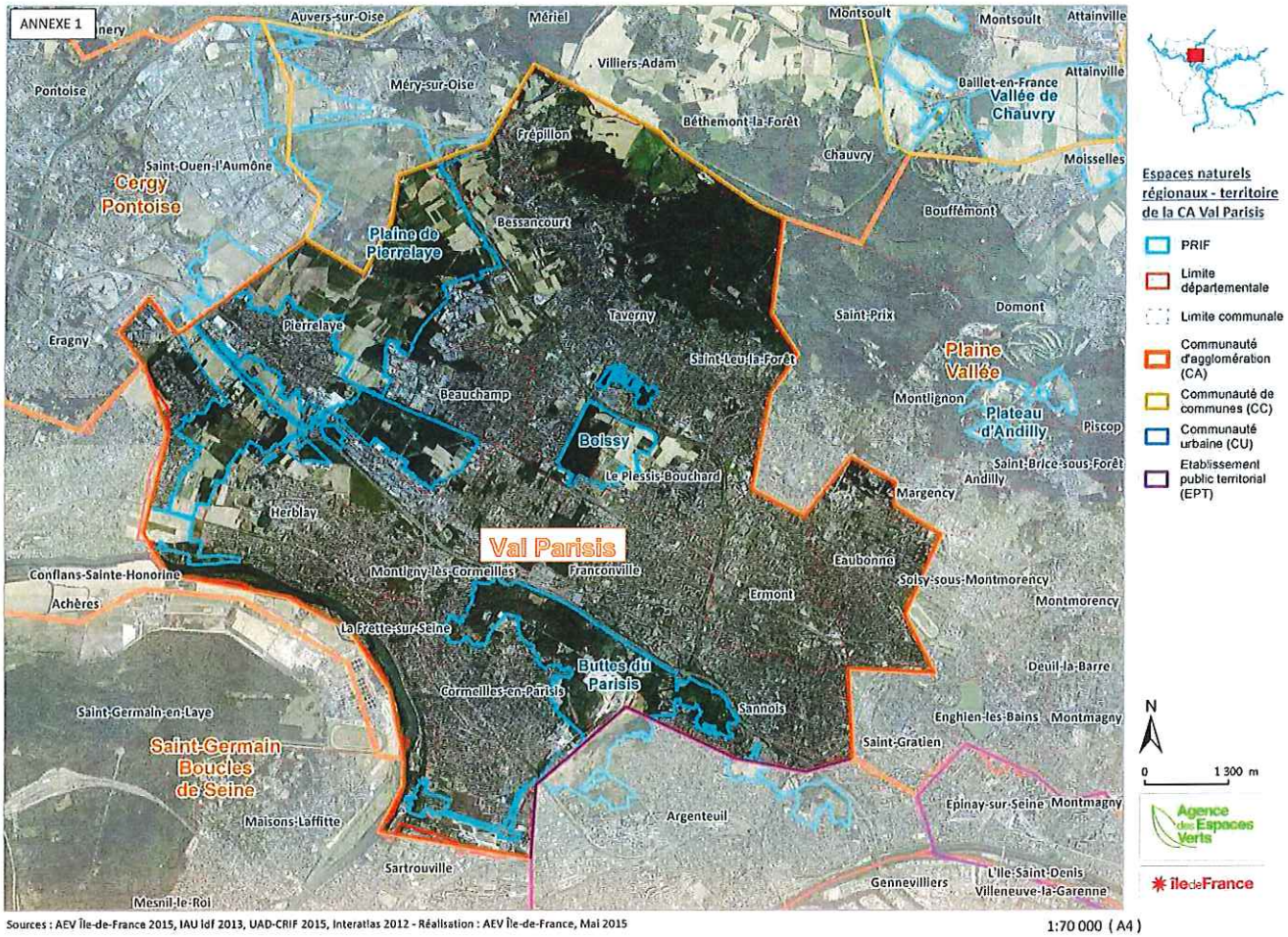
Fait à Pantin, en 2 exemplaires originaux le .....

Pour la Communauté d'agglomération
Val Parisis

Le Président

Yannick BOËDEC

Pour l'Agence des espaces verts
de la Région Ile-de-France



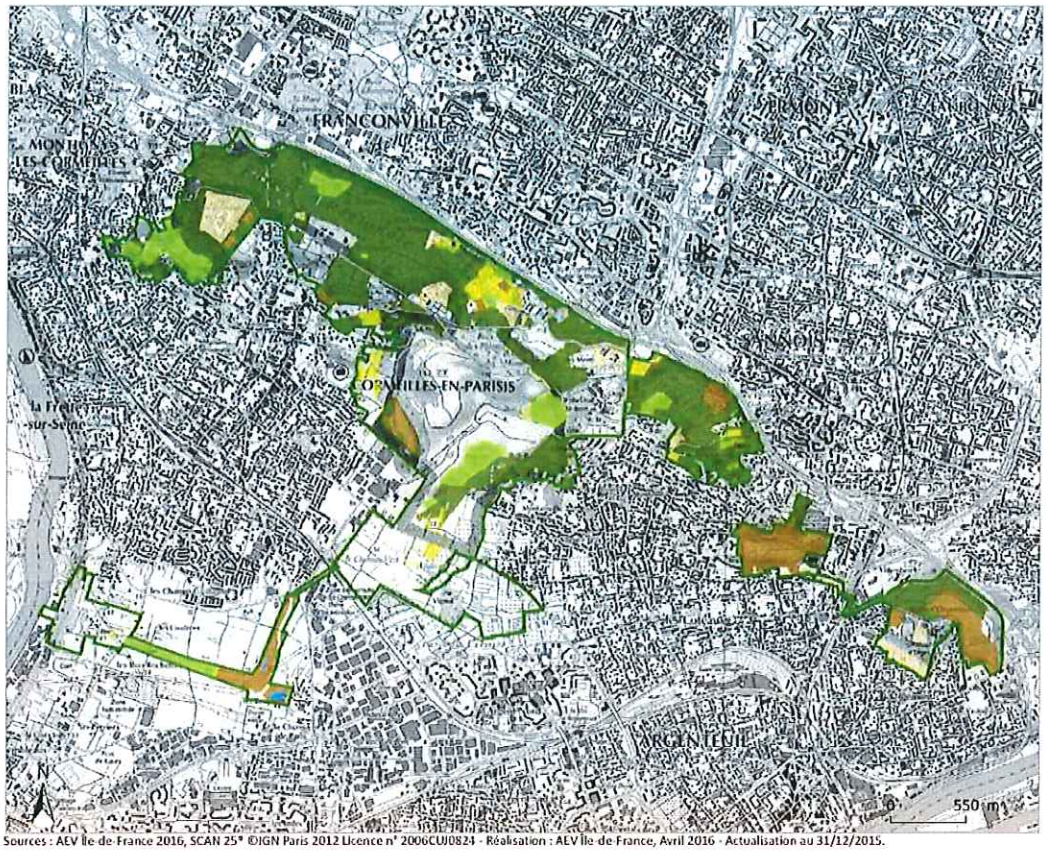
Sources : AEV Île-de-France 2015, IAU Idf 2013, UAD-CRIF 2015, Interatlas 2012 - Réalisation : AEV Île-de-France, Mai 2015

1:70 000 (A4)

ANNEXE 2

Espace naturel régional des buttes du Parisis

Buttes du Parisis	
PRIF créé en	1983
Superficie totale du PRIF:	621 ha
Total acquis en jouissance :	333,1 ha
%age acquis en jouissance :	54 %



Agence des Espaces Verts

île-de-France



Superficie acquise e jouissance par comr

Argenteuil (95) : 70,3 ha
Cormeilles-en-Parisis (95)
Franconville (95) : 88,9 ha
Montigny-lès-Cormeilles (
Sannois (95) : 51,4 ha

PRIF

Autre PRIF

Nature des espaces acquis en jouissance et/ou gérés

- espace boisé
- espace agricole
- espace naturel
- espace paysager
- plan d'eau / eau
- autre

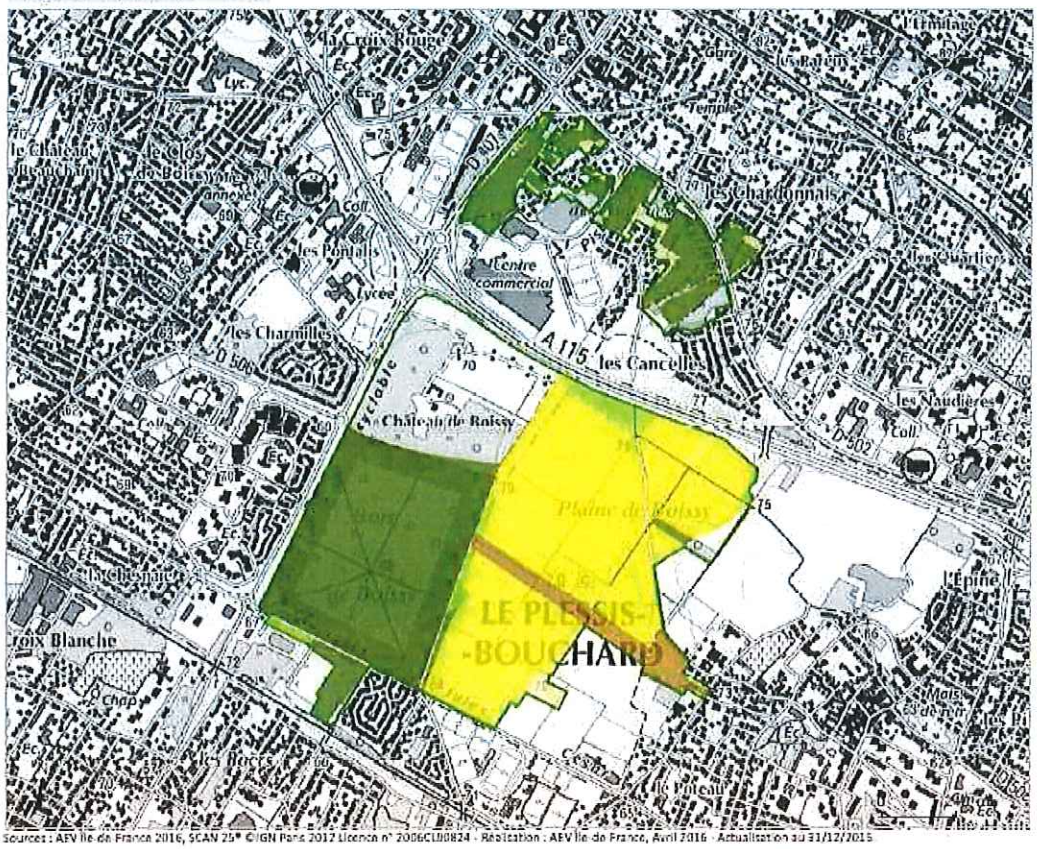
1:35 000 (A4)

Sources : AEV Ile-de-France 2016, SCAN 25® ©IGN Paris 2012 Licence n° 2006CUJ0824 - Réalisation : AEV Ile-de-France, Avril 2016 - Actualisation au 31/12/2015.

ANNEXE 3

Boissy	
PRIF créé en	1993
Superficie totale du PRIF:	137 ha
Total acquis en jouissance :	111,3 ha
%age acquis en jouissance :	81 %

Espace naturel régional de Boissy



Agence des Espaces Verts

Île-de-France

Superficie acquise en jouissance par commune

Beauchamp (95) : 2,2 ha
Le Plessis Bouchard (95) : 58,4
Taverny (95) : 50,7 ha

PRIF

Autre PRIF

Nature des espaces acquis en jouissance et/ou gérés

- espace boisé
- espace agricole
- espace naturel
- espace paysager
- plan d'eau / eau
- autre

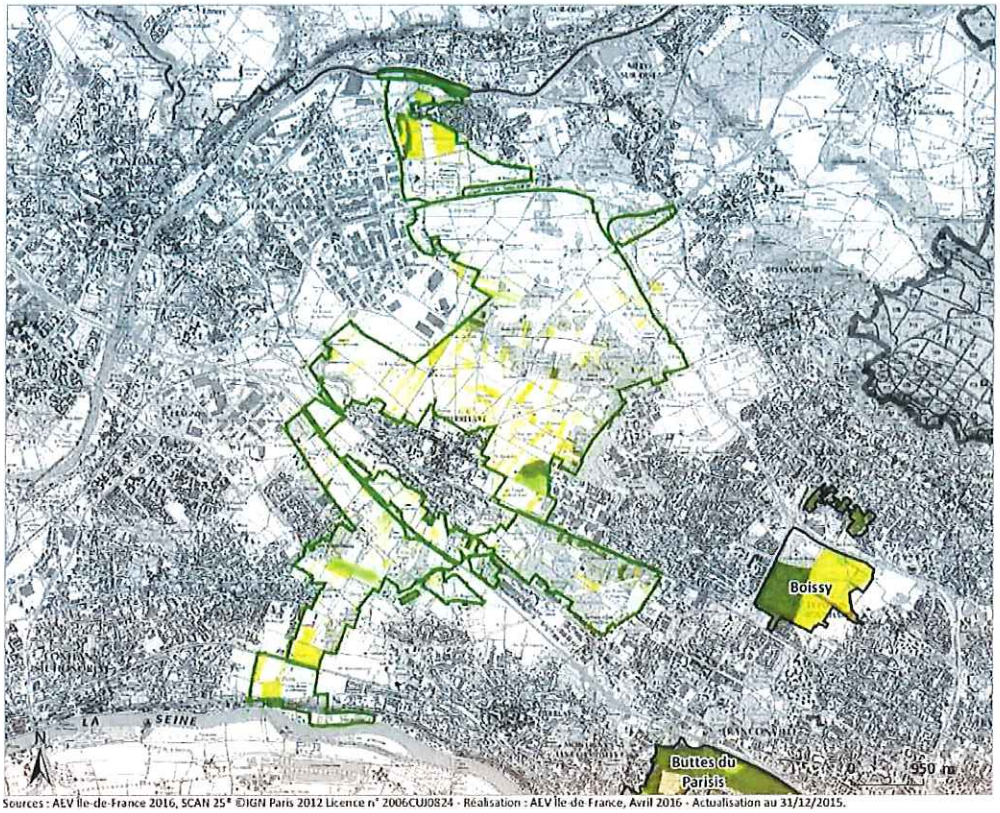
1:15 000 [A4]

Sources : AEV Ile de France 2016, SCAN 25® ©IGN Paris 2017 Licence n° 2006CL00824 - Réalisation : AEV Ile de France, Avril 2016 - Actualisation au 31/12/2015

ANNEXE 4

Espace naturel régional de la plaine de Pierrelaye

Plaine de Pierrelaye	
PRIF créé en	1999
Superficie totale du PRIF:	1620 ha
Total acquis en jouissance :	178,3 ha
%age acquis en jouissance :	11 %



Agence des Espaces Verts

ile de France



Superficie acquise en jouissance par commune :

Bessancourt (95) : 16,4 ha
Herblay (95) : 35,9 ha
Méry-sur-Oise (95) : 31,5 ha
Pierrelaye (95) : 75,7 ha
Saint-Ouen-l'Aumône (95) : 18,8 ha

PRIF

Autre PRIF

Nature des espaces acquis en jouissance et/ou gérés

- espace boisé
- espace agricole
- espace naturel
- espace paysager
- plan d'eau / eau
- autre

1:60 000 (A4)

Sources : AEV Ile-de-France 2016, SCAN 25® ©IGN Paris 2012 Licence n° 2006CUI0824 - Réalisation : AEV Ile-de-France, Avril 2016 - Actualisation au 31/12/2015.

ANNEXE 5

Espace régional des Buttes du Parisis

Localidation des parcelles prochainement ouvertes



Parcelle prochainement ouverte au public

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Sources : AEV Île-de-France 2016, ©Aerodata, 2015

Carte réalisée le 08/11/2016, auteur : amartin

ANNEXE 6

		Participation de Val Parisis sur la période 2017 - 2019								
		2017			2018			2019		
Espaces naturels régionaux	Postes	Surface ouverte au public (en ha)	Budget total estimé sur le territoire de Val Parisis	participation Val Parisis	Surface ouverte au public (en ha)	Budget total estimé sur le territoire de Val Parisis	participation Val Parisis	Surface ouverte au public (en ha)	Budget total estimé sur le territoire de Val Parisis	participation Val Parisis
Buttes du Parisis	Entretien	231	425 500 €	240 000 € 56%	237 bois d'Hédoit	436 500 €	251 000 € 58%	246 Ch. Thibaut	453 500 €	268 000 € 59%
	Gardiennage		136 000 €	102 000 € 75%		136 000 €	102 000 € 75%		136 000 €	102 000 € 75%
Boissy	Entretien	59	100 000 €	45 000 €	59	100 000 €	45 000 €	59	100 000 €	45 000 €
				45%			45%			45%
Total		290	661 500 €	387 000 €	296	672 500 €	398 000 €	305	689 500 €	415 000 €

Accusé de réception

Nom de l'entité publique	Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France
Numéro de l'acte	17-078
Nature de l'acte	CC - Contrats, conventions et avenants
Classification de l'acte	9.3 - Autres domaines de competences des regions
Objet de l'acte	Approbation de la conclusion de la convention de partenariat relative à la prise en charge par la communauté dagglomération Val Parisis de lentretien des espaces naturels régionaux de Boissy et des Bu
Statut de la transmission	8 - Reçu par Contrôle de légalité
Identifiant unique de télétransmission	-287500052-20170627-17-078-CC
Date de transmission de l'acte	27/06/2017
Date de réception de l'accuse de réception	27/06/2017

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le : 27 JUIN 2017

Transmise au contrôle de légalité, le : 27 JUIN 2017

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N°17-079 du 27 juin 2017

(report de la session du 20 juin 2017)

Approbation des chartes Natura 2000 et habilitation donnée à la Présidente de signer ces chartes sur les propriétés régionales classées Natura 2000

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R.4413-1 à R. 4413-16 ;

VU la directive 92/43/CEE du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage ;

VU la directive 2009/147/CE du conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages ;

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 414-1 à L. 414-5 et R. 414-12 ;

VU la circulaire DGPAAT/SDDRC/C2012-3047 du 27 avril 2012 relative à la gestion contractuelle des sites Natura 2000 ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts ;

CONSIDERANT que la Région Ile-de-France est titulaire de droits réels sur des parcelles situées au sein des sites Natura 2000 suivants : FR1112003 « Boucles de la Marne » ; FR1112002 « Bassée et plaines adjacentes » ; FR1112011 « Massif de Rambouillet et zones humides proches » ; FR1112012 « Boucles de Moisson, de Guernes et forêt de Rosny » ; FR1112013 « Sites de Seine-Saint-Denis » ; FR1100797 « Coteaux et Boucles de la Seine » ; FR1100819 « Bois de Vaires sur Marne ».

DELIBERE

Article 1 Donne un accord de principe à la signature des chartes Natura 2000 des sites concernés, annexées à la présente délibération.

Article 2 Autorise la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France à prendre toute décision concernant ces chartes.

Article 3 Autorise la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France à signer ces chartes.

Nombre de votants..... :	5
Votes POUR..... :	3+2
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

Accusé de réception

Nom de l'entité publique	Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France
Numéro de l'acte	17-079
Nature de l'acte	DE - Délibérations
Classification de l'acte	8.8 - Environnement
Objet de l'acte	Approbation des chartes Natura 2000 et habilitation donnée à la Présidente de signer ces chartes sur les propriétés régionales classées Natura 2000
Statut de la transmission	8 - Reçu par Contrôle de légalité
Identifiant unique de télétransmission	-287500052-20170627-17-079-DE
Date de transmission de l'acte	27/06/2017
Date de réception de l'accuse de réception	27/06/2017

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, le : 27 JUIN 2017

Transmise au contrôle de légalité, le 27 JUIN 2017

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 17-080 du 27 juin 2017

(report de la session du 20 juin 2017)

Habilitation donnée à la Présidente de l'Agence des espaces verts pour signer, avec l'Inspection Générale des Carrières (IGC), service du Conseil départemental des Yvelines, une convention relative aux opérations de contrôles vidéoscopiques en forages.

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France.

DELIBERE

Article 1 Approuve la convention ci-annexée.

Article 2 Habilite la présidente à signer cette convention.

Article 3 Les crédits nécessaires à l'application de ce partenariat seront imputés sur le budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants ..... :	5
Votes POUR ..... :	3+2
Votes CONTRE ..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

C O N V E N T I O N
RELATIVE AUX OPERATIONS DE CONTRÔLES VIDEOSCOPIQUES EN FORAGES

Entre l'Agence des espaces verts de la Région d'Île-de-France représentée par sa Présidente, dûment habilitée en vertu de la délibération n° 17-080 du 27 juin 2017 (report de la session du 20 juin 2017), de son conseil d'administration,

et

l'Inspection Générale des Carrières (IGC), service du Conseil départemental des Yvelines, représenté par le Directeur de l'Environnement conformément à l'Arrêté n° 2015-555 du Conseil départemental des Yvelines en date du 18 décembre 2015, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : Cadre de la convention
Conformément aux dispositions de la délibération du Conseil départemental des Yvelines en date du 20 décembre 2013, l'IGC peut procéder à des interventions en supplément des missions qui lui ont été confiées sous réserve d'une participation aux frais pour services rendus dans les conditions déterminées par un arrêté du Conseil départemental des Yvelines révisé annuellement.

ARTICLE 2 : Définition de l'intervention
L'IGC procédera à l'inspection par vidéoscopie des cavités souterraines inaccessibles situées entre 25 m et 45 m de profondeur au droit des 6 sondages implantés sur la Butte des Châtaigniers à Argenteuil (95100).
La fréquence des inspections est fixée à 2 par an (mars et octobre).
Chaque opération fera l'objet d'un compte rendu adressé au demandeur, illustré par des planches de photographies panoramiques et une copie numérique des enregistrements effectués sur le site.

Le nombre de vacations consacrées à ces prestations est fixé à 10 par an.
Suivant l'état des lieux et l'évolution de l'état des cavages, il pourra être fixé un nombre de vacations différent. Ces modifications ne pourront intervenir qu'après conclusion d'un accord bilatéral.

ARTICLE 3 : Limites techniques de l'intervention
L'IGC ne peut être tenue responsable de tout événement lié à la dégradation des cavités souterraines observées dans le cadre de cette convention. Bien que ce suivi permette de constater l'évolution de l'état des vides et d'identifier des priorités de prévention au risque, il reste néanmoins un constat ponctuel. Nous rappelons que les mouvements de terrains liés aux cavités souterraines restent des phénomènes difficilement prévisibles et à dynamique brutale (ne présentant pas forcément de signes avant-coureurs visibles). D'éventuelles limites techniques liées aux particularités des sites visités pourront être mentionnés dans le compte rendu. Le demandeur s'engage à y porter une attention particulière.

ARTICLE 4 : Conditions d'intervention
Il appartient au demandeur de s'assurer que les forages seront tubés en PVC « pression » assemblés sans rivet et vis, d'un diamètre minimal intérieur actuel de 100 mm. Le bas des tubes devront se situer légèrement au-dessus du toit des vides ou anomalies à visionner.
Le demandeur prendra à sa charge toutes les mesures nécessaires pour assurer l'accès au site et la sécurité du personnel et du matériel durant les contrôles.

ARTICLE 5 : Montant de la participation aux frais pour services rendus
Le montant de la participation aux frais pour services rendus, 8 360 € net de taxes pour 2017, sera versé par le demandeur, par mandat émis au vu du titre de recettes qui lui sera adressé (à titre indicatif le taux de la vacation des prestations vidéo pour l'année 2017 a été fixé à 836 euros net de taxes par l'Arrêté du Conseil départemental des Yvelines en date du 9 novembre 2016.). Ce taux de vacation est révisé annuellement.

ARTICLE 6 : Durée et reconduction de la convention
La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature. Elle est conclue pour une durée de 2 ans. Elle sera reconduite pour la même durée, de manière expresse à la demande de l'une ou l'autre des parties à la présente, adressée deux mois avant son terme.

ARTICLE 7 : Résiliation de la convention
En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Versailles, le
Pour le Conseil Départemental des Yvelines,
le Directeur de l'Environnement
Brigitte CAYLA

Paris, le
Pour la Présidente de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile de France
Anne CABRIT

Accusé de réception

Nom de l'entité publique	Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France
Numéro de l'acte	17-080
Nature de l'acte	CC - Contrats, conventions et avenants
Classification de l'acte	1.4.3 - autres
Objet de l'acte	Habilitation donnée à la Présidente de lAgence des espaces verts pour signer, avec lInspection Générale des Carrières (IGC), service du Conseil départemental des Yvelines, une convention relative aux
Statut de la transmission	8 - Reçu par Contrôle de légalité
Identifiant unique de télétransmission	-287500052-20170627-17-080-CC
Date de transmission de l'acte	27/06/2017
Date de réception de l'accuse de réception	27/06/2017

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 27 JUIN 2017

Transmise au contrôle
de légalité, le 27 JUIN 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-081 du 27 juin 2017

(report de la session du 20 juin 2017)

(Erratum de la délibération 17-068 du 30 mai 2017 report de la session du 23 mai 2017)

Approbation d'une convention de transfert de gestion d'emprises du domaine public avec la Communauté d'agglomération Val Parisis et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention (Plaine de Pierrelaye)

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L. 2123-3 à L. 2123-6 et les articles R. 2123-10 à R. 2123-11 du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine public des personnes publiques ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la conclusion de la convention de transfert de gestion d'emprises du domaine public avec la Communauté d'agglomération Val Parisis, récapitulée dans le tableau ci-annexé.

Article 2 : Habilite la Présidente à signer la convention.

Nombre de votants	5
Votes POUR	3+2
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Annexe N°1 à la délibération N°17 – 081 du 27 juin 2017 (report de la session du 20 juin 2017)

N° de Conces -sion	PRIF	Bénéficiaire	Objet auquel se rapporte la recette	Parcelles et lieu	Surface ou linéaire	Calcul de la redevance	Montant de la redevance	Ligne budgétaire	Début de l'autorisation	Fin de l'autorisation
100	PLAINE DE PIERRELAYE	Communauté d'agglomération Val Parisis	Convention de transfert de gestion	Pierrelaye AR n°430 – 433 – 434 – 824 – 825 AS n°171	0ha 34a 02ca		Gratuit		Date de signature	Durée de 10 ans

CONVENTION POUR LE TRANSFERT DE GESTION D'EMPRISES DU DOMAINE PUBLIC DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS D'ILE-DE-FRANCE AU PROFIT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL PARISIS

ENTRE

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège est sis 90 - 92 Avenue du général Leclerc 93500 PANTIN, identifié au SIRET sous le numéro 287 500 052 000 74, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France en vertu des articles L.4413-2 et R.4413-1, alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n° 17-081 du 27 juin 2017 (report de la session du 20 juin 2017),
Ci-après dénommée « l'Agence »

D'UNE PART

ET

La Communauté d'agglomération Val Parisis, établissement public de coopération intercommunale, dont le siège est à Beauchamp (95250), 271 chaussée Jules César, identifié au SIRET sous le numéro 200 058 485 000 18, représentée par son Président, Yannick BOEDEC, dument habilité à signer la présente convention en vertu de la délibération en date du 5 décembre 2016 ;

Ci-après dénommée « Communauté d'agglomération »

D'AUTRE PART

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L.2123-3 à L.2123-6 et les articles R.2123-10 à R.2123-11 du code de la propriété des personnes publiques,

Vu la délibération N°D/2014/11 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Le Parisis en date du 23 juin 2014 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire de la chaussée Jules César,

PREAMBULE

La chaussée Jules César est un axe magistral parcourant tout le territoire du Val Parisis d'ouest en est. Sur plus de 7 km, il permet de relier les centres villes de Pierrelaye, Beauchamp, du Plessis-Bouchard, d'Ermont et d'Eaubonne, et d'atteindre les entrées de villes de Taverny, Montigny-lès-Cormeilles et Franconville.

Le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération alors « Le Parisis » a reconnu d'intérêt communautaire cet axe par délibération en date du 23 juin 2014.

Une étude de faisabilité d'un projet de réaménagement de cette chaussée Jules César a alors été initiée. L'axe de la chaussée Jules César concernant également d'autres villes du nouveau périmètre de la Communauté d'agglomération (Le Plessis-Bouchard, Ermont, Eaubonne), cette étude est poursuivie par la CA Val Parisis. L'opportunité d'améliorer ou de créer les aménagements utiles aux déplacements doux (piétons et cycles) est évidemment au cœur de cette étude.

La création de liaisons douces entre Pierrelaye et Taverny notamment, en passant par Beauchamp, répond aux enjeux du schéma direction de la Région Ile-de-France (SDRIF) et rejoint l'ambition de liaisonner la Butte Rouge et le Bois de Boissy.

A une échelle plus locale, ce projet de liaison douce répond à de nombreux enjeux pour la Communauté d'agglomération :

- A Pierrelaye, à sécuriser les cheminements piétons et cycles entre Beauchamp et Pierrelaye, et notamment vers la piscine intercommunale « Les Nymphéas du Parisis » et le collège Le Petit Bois,
- A l'échelle du Val Parisis, à développer le réseau cyclable, ce dernier faisant l'objet d'une planification dans le cadre de l'élaboration d'un schéma directeur des modes doux communautaire.

Ces aménagements envisagés sur l'axe de la chaussée Jules César sont en interaction avec le domaine régional de la plaine de Bessancourt-Herblay-Pierrelaye dont, pour partie, la propriété et la gestion relèvent de l'Agence.

La présente convention vise à répondre à ce projet et à encadrer le transfert de gestion des terrains de la propriété de l'Agence en vue notamment de la réalisation et la gestion de voies partagées piétons-cycles, trottoirs et pistes cyclables sous maitrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération.

Article 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet le transfert de gestion d'emprises foncières visées à l'article 2 de la présente convention, propriétés de l'Agence, au bénéfice de la Communauté d'agglomération.

Ce transfert n'emporte pas transfert de propriété. Ces emprises demeurent maintenues dans le domaine public de l'Agence mais sont désormais affectées aux missions de la Communauté d'agglomération en matière de mobilité ou en matière de création, aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire.

Article 2 – DESIGNATION

L'emprise foncière faisant l'objet du présent transfert de gestion est désignée telles que délimitées au plan annexé à la présente convention et comme suit :

A Pierrelaye (95220)

Section	N°	Lieudit	Surface (m²)	Longueur (Ml)
AR	434	Bois de la Butte Rouge	280	40
AR	824	Bois de la Butte Rouge	525	75
AR	825	Bois de la Butte Rouge	2366	338
AR	433	Bois de la Butte Rouge	84	12
AR	430	Bois de la Butte Rouge	70	10
AS	171	Derrière le petit bois	77	11
		Total	3402	486

Article 3 – DUREE

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par l'ensemble des parties.

Elle est établie pour une durée de dix ans, et pourra être renouvelée pour la même période par reconduction tacite.

Article 4 – DROITS ET OBLIGATIONS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

4-1 La Communauté d'agglomération déclare avoir une parfaite connaissance des dits lieux et les accepter en l'état.
Elle est chargée de gérer et entretenir les biens objet de la présente convention, dans le respect des impératifs suivants :
- sauvegarde de l'espace domanial,
- respect des abords naturels et de leur équilibre biologique,
- sécurité des utilisateurs.

4-2 Elle s'engage à maintenir le caractère de domanialité publique attaché aux emprises immobilières dont la gestion est transférée et à les utiliser selon l'affectation définie dans la présente

convention. Elle accomplit l'ensemble des actes de gestion liés aux biens dont la gestion est transférée et à leur affectation, à l'exception des actes de disposition.
La Communauté d'agglomération transmettra à l'Agence un dossier de récolement des travaux qu'elle aura réalisés. Les travaux seront conduits de manière à satisfaire en toutes circonstances aux conditions de sécurité et à gêner le moins possible les usages des espaces boisés de la Butte Rouge.

4-3 La Communauté d'agglomération prend à sa charge l'ensemble des dépenses liées à la gestion des emprises visées à l'article 2.

Article 5 - EXECUTION DE TRAVAUX

Les coûts des travaux seront à la charge de la Communauté d'agglomération, qui sollicitera et percevra toute subvention auprès d'autres partenaires.
Le projet initial d'aménagement pour ces emprises foncières est joint en annexe 2. Pour tous les autres projets d'aménagements qui suivront, l'Agence s'engage à rendre son avis dans un délai d'un mois à compter de l'information sur le projet de cahier des charges des travaux, que la communauté d'agglomération s'engage elle-même à transmettre à l'Agence trois mois avant le lancement des travaux. Les propositions de modifications du projet transmises par l'Agence seront examinées et pourront être prises en compte dans la mesure où celles-ci ne perturbent pas la cohérence et le budget global de l'opération.
La Communauté d'agglomération s'engage à limiter l'impact de ces travaux sur le milieu naturel et les aménagements existants et à informer l'Agence du planning des travaux.

Article 6 - CONDITIONS FINANCIERES DU TRANSFERT

Le transfert de gestion est accordé à titre gratuit.
L'Agence renonce à solliciter toute indemnisation qui résulterait de dépenses engagées précédemment au présent transfert de gestion et non amorties ou de la privation effective de revenus liés aux emprises foncières visées à l'article 2.

Article 7 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES

La Communauté d'agglomération fera son affaire personnelle de tous risques de litiges de quelque nature qu'ils soient, provenant de l'utilisation qu'elle fait du domaine mis à sa disposition. Elle sera seule responsable envers l'Agence ainsi qu'à l'égard des tiers, de tous accidents, dégâts ou dommages.

La Communauté d'agglomération souscrira une police d'assurance garantissant tous les risques pouvant résulter de son activité. Elle devra pouvoir produire cette police d'assurance à la demande de l'Agence et justifier du paiement régulier des primes et cotisations à toute réquisition.
Elle prend également les dispositions utiles pour résilier les polices souscrites au terme de la convention, de manière à ce que la responsabilité du propriétaire ne soit pas recherchée pour la continuation de ces contrats d'assurance.

Article 8 - TERME DE LA CONVENTION

À l'expiration, la résiliation ou la dénonciation de la présente convention, l'Agence pourra reprendre, si elle en exprime le souhait, immédiatement et gratuitement la libre disposition des parcelles mises à disposition. Dans ce cas, la Communauté d'agglomération sera dispensée de remettre les lieux dans leur état d'origine.

Dans le cas où l'Agence ne souhaite pas reprendre la libre disposition des parcelles objet de la présente convention sans remise en état d'origine par la Communauté d'agglomération, les parties s'engagent à conclure :

- Soit une nouvelle convention définissant les conditions d'une nouvelle mise à disposition des parcelles à la Communauté d'agglomération,
- Soit une convention définissant les conditions d'une rétrocession des ouvrages à l'Agence et de l'entretien de ceux-ci,
- Soit une convention définissant les conditions de retrait des ouvrages et de remise en état par la Communauté d'agglomération des parcelles régionales mises à disposition.

La convention pourra être résiliée en cas de non-exécution par la Communauté d'agglomération de l'une des obligations décrites dans la présente convention.

Les parties pourront dénoncer la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de six mois avant la date d'échéance.

Article 9 - IMPOTS ET FRAIS

Les frais inhérents à la présente convention, auxquels pourraient être assujettis les immeubles (et les ouvrages réalisés le cas échéant) seront à la charge de la Communauté d'agglomération.

Article 10 - LITIGES

Avant toute action de résiliation ou toute action judiciaire, la partie la plus diligente saisit une commission de conciliation composée à parité, d'une part, de représentants de l'Agence et, d'autre part, de représentants de la Communauté d'agglomération. La commission de conciliation établit un procès-verbal à l'issue d'une réunion des parties, présentant :
- l'objet du litige ;
- la position de chacune des parties vis-à-vis du litige ;
- les modalités de règlement amiable du litige ou l'absence d'accord sur le règlement du litige.

La commission de conciliation peut, de même, être saisie par les parties en cas de désaccord sur les modalités d'un projet d'avenant à la présente convention. A défaut de règlement amiable et conformément à l'article L. 2331-1 du code général de la propriété des personnes publiques, en cas

de litiges entre les parties sur les modalités et exécution de la présente convention, le Tribunal Administratif territorialement compétent sera saisi.

Fait à Beauchamp, le 12.12.2016 .

Le Président de la Communauté d'agglomération Val Parisis

Yannick BOEDEC

La Présidente de l'Agence des Espaces Verts d'Ile-de-France.

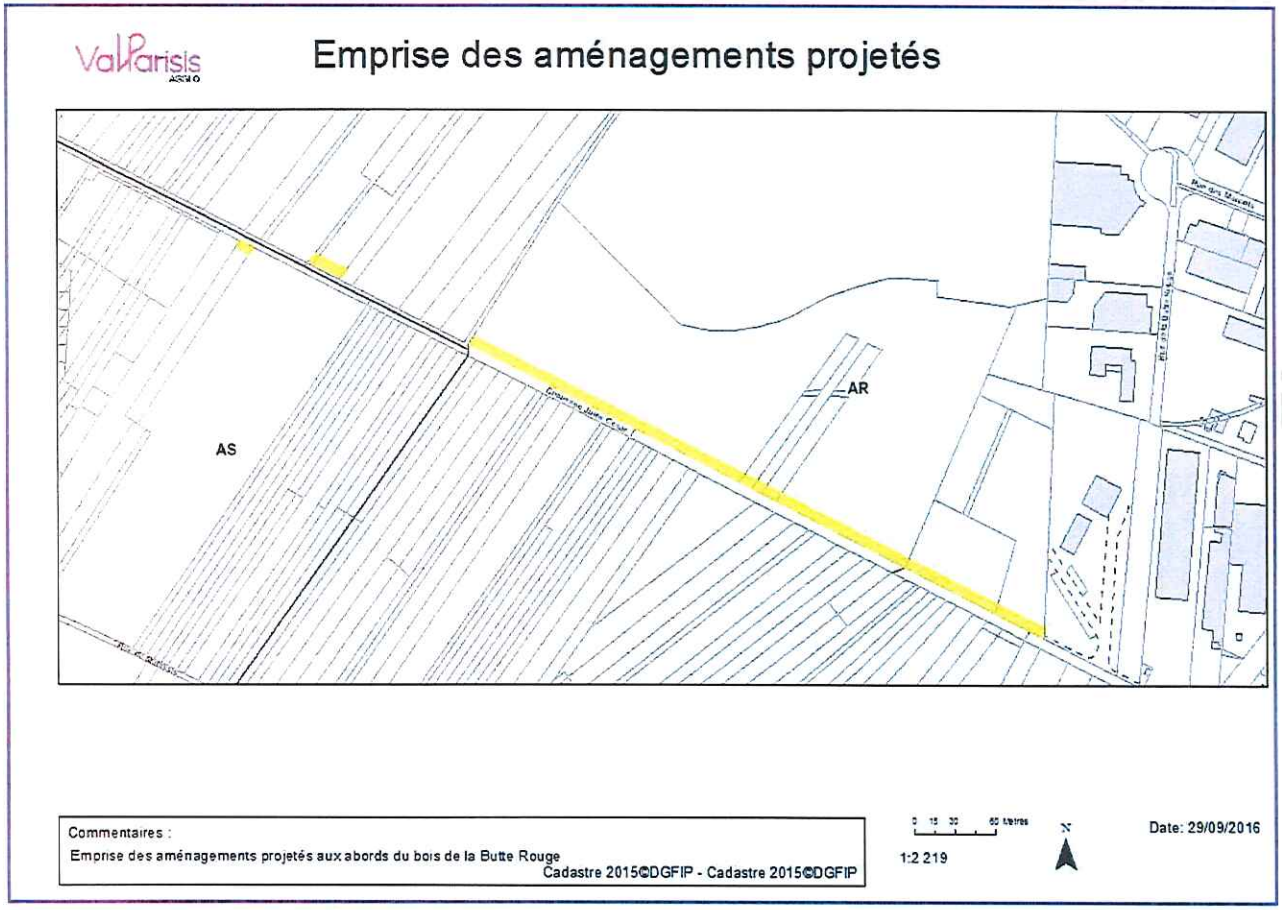
Anne CABRIT

ANNEXES

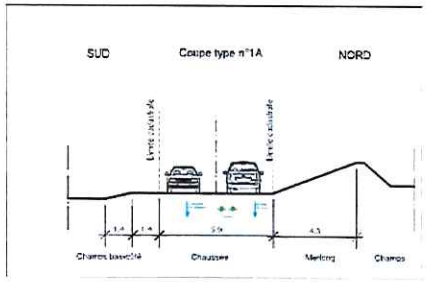
Annexe 1 : plan masse des travaux

Est joint en annexe le plan masse des aménagements projetés.

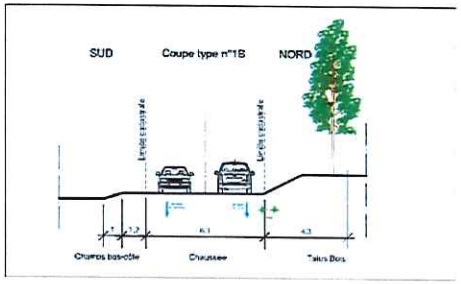
Annexe 2 : plan de délimitation du domaine régional dans l'emprise des aménagements projetés.



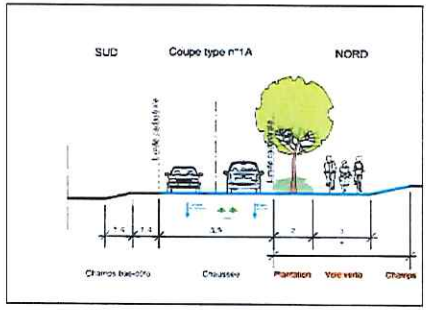
Annexe 3 : coupes types



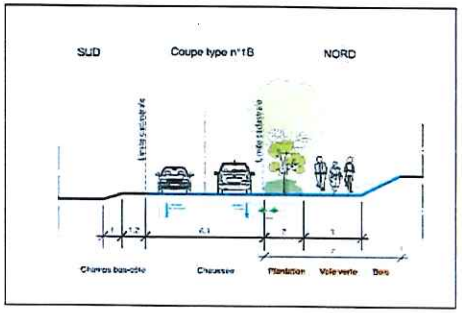
Etat actuel



Etat actuel



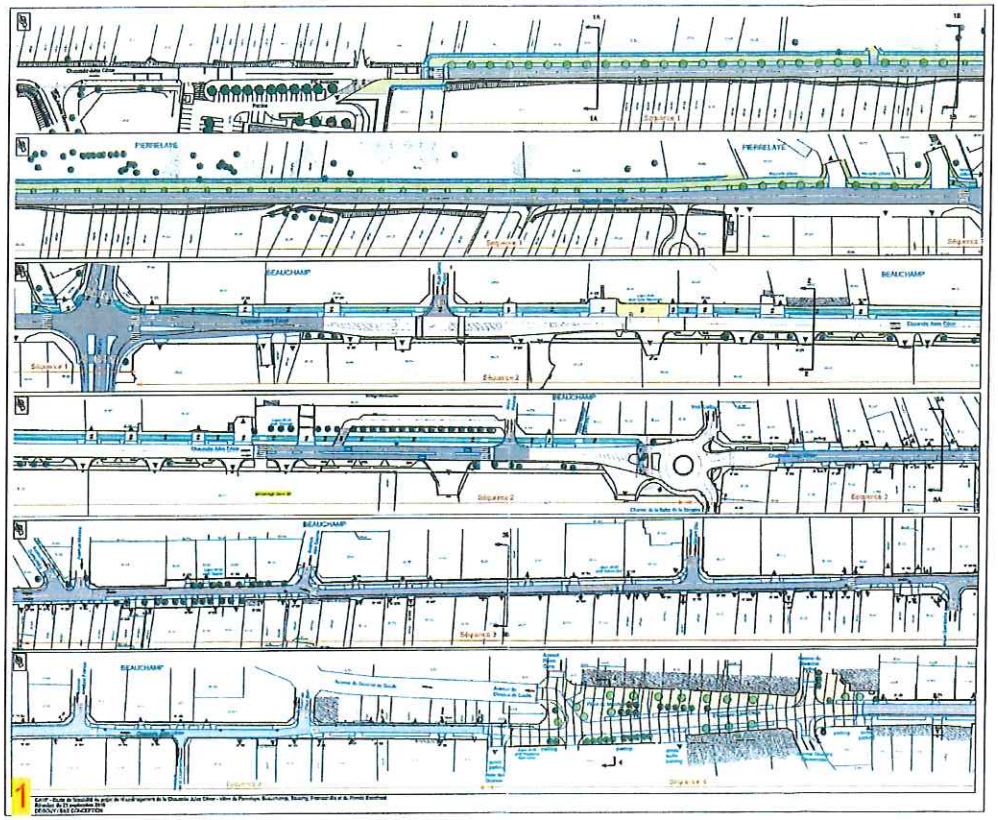
Etat projeté



Etat projeté

COUPE 1A
Echelle : 1/200

COUPE 1B
Echelle : 1/200



Département de Val d'Oise

Villes de Pierrelaye et Beauchamp



RÉAMÉNAGEMENT DE LA CHAUSSÉE JULES CÉSAR

ENTRE LA PISCINE INTERCOMMUNALE ET LE CARREFOUR DE LA RD411

LOT N°1 : VOIRIE

Modifications	Indices	Dates
1ère édition	A	30.03.2017

Opérations : Type de document : PROJET

Maître d'Oeuvre

MANDATAIRE

CO-TRAITANT

DEGOUY ROUTES ET OUVRAGES

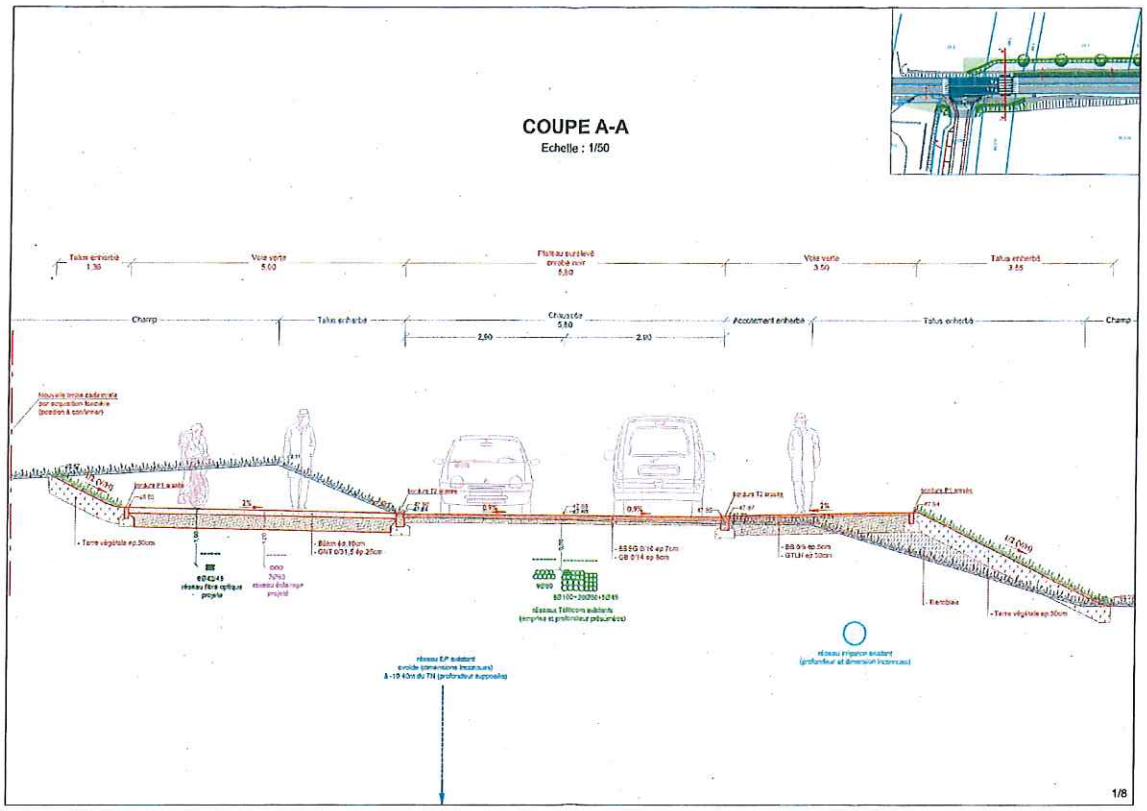
Dossier	1.2016.115
Dessiné	
Edité le	30.03.2017
Echelle	1/50
Etape	PRO
Indices	Général : A / Partiel :

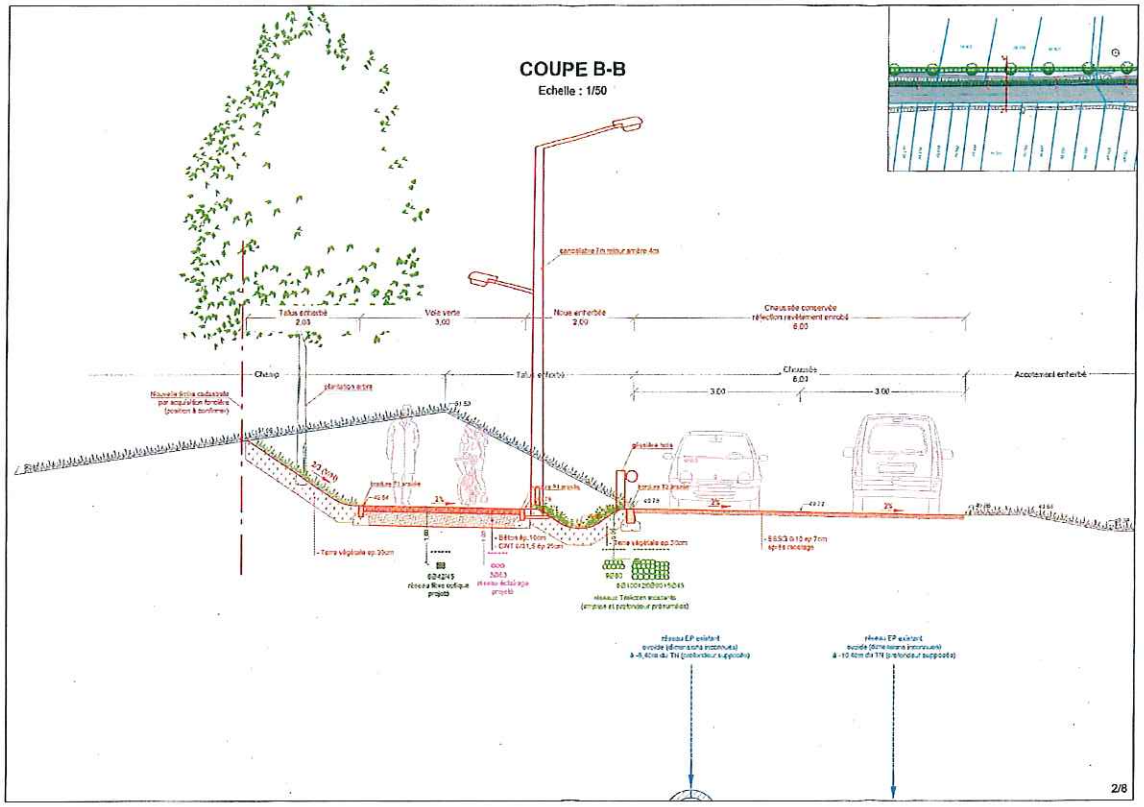
Pièce : 1.6 - Carnet de profils en travers

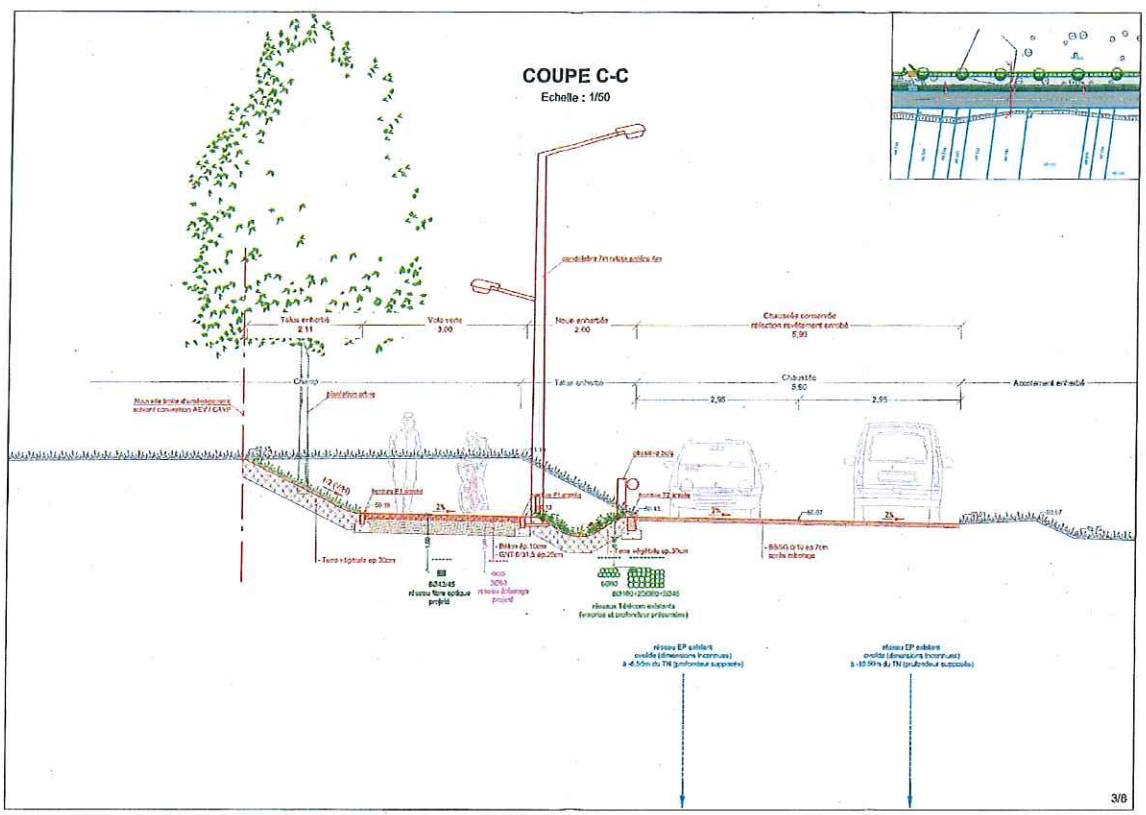
Maître d'Ouvrage

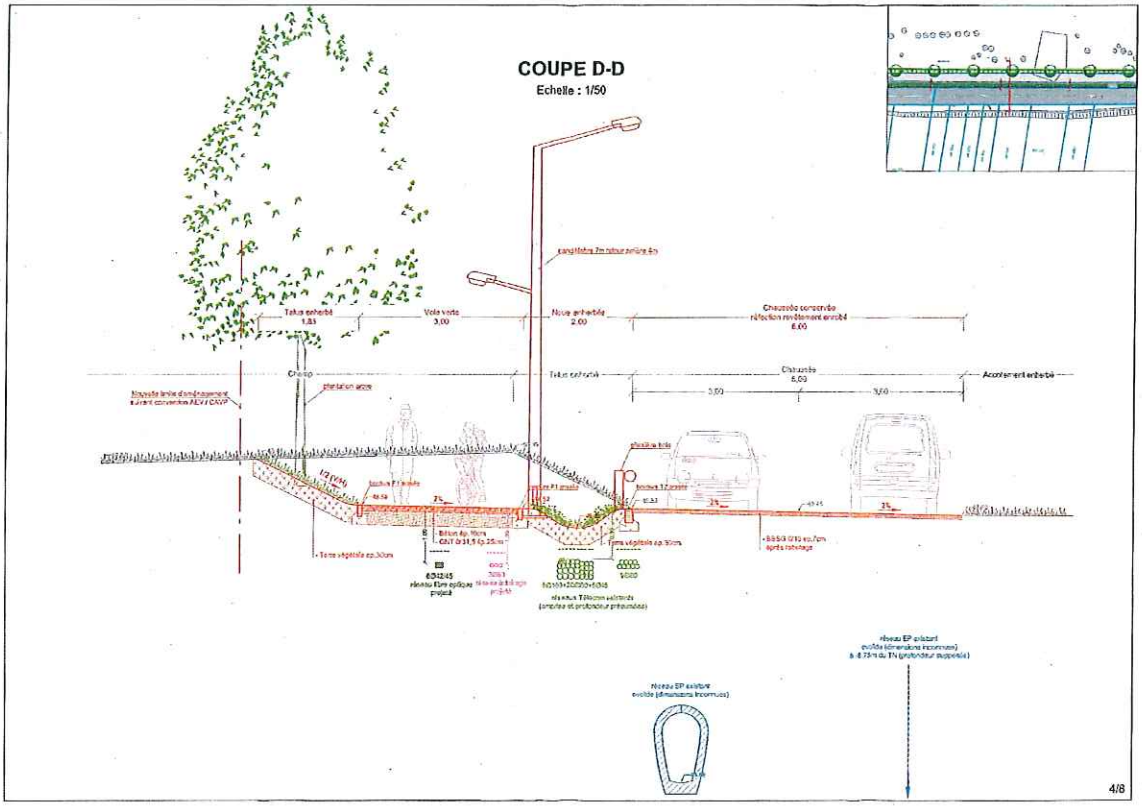
ValParisis AGGLO

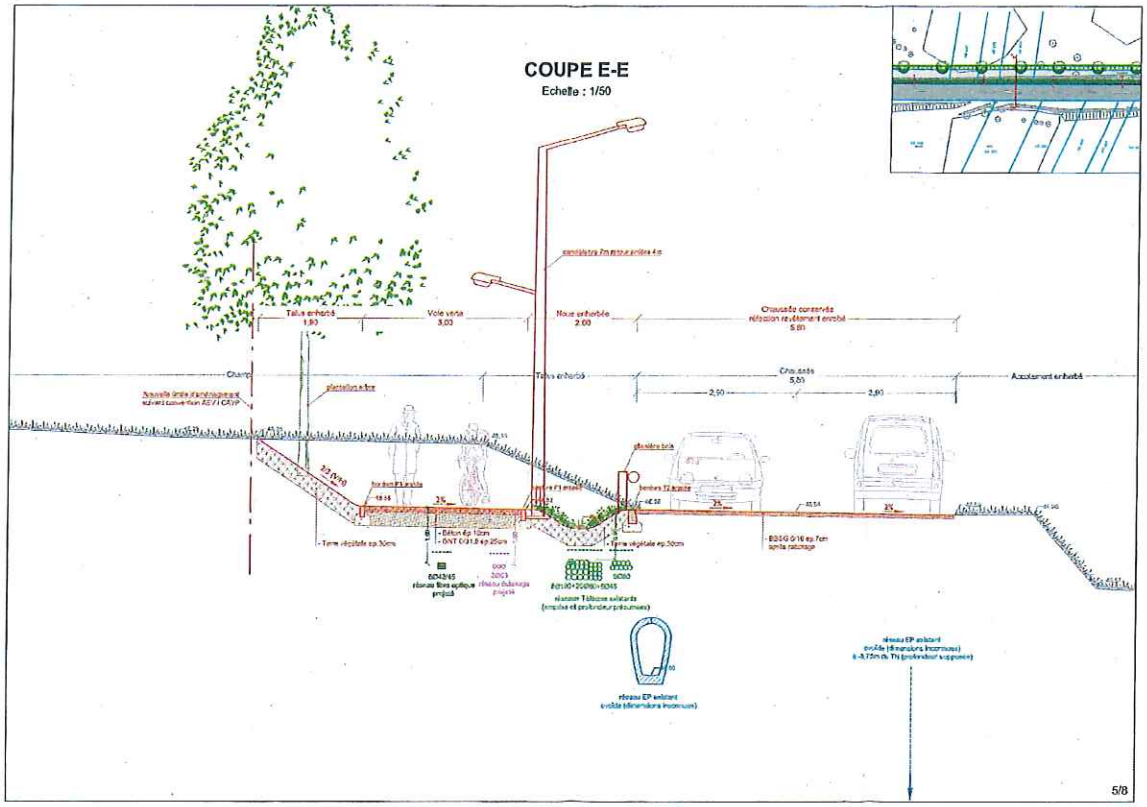
PROVISOIRE

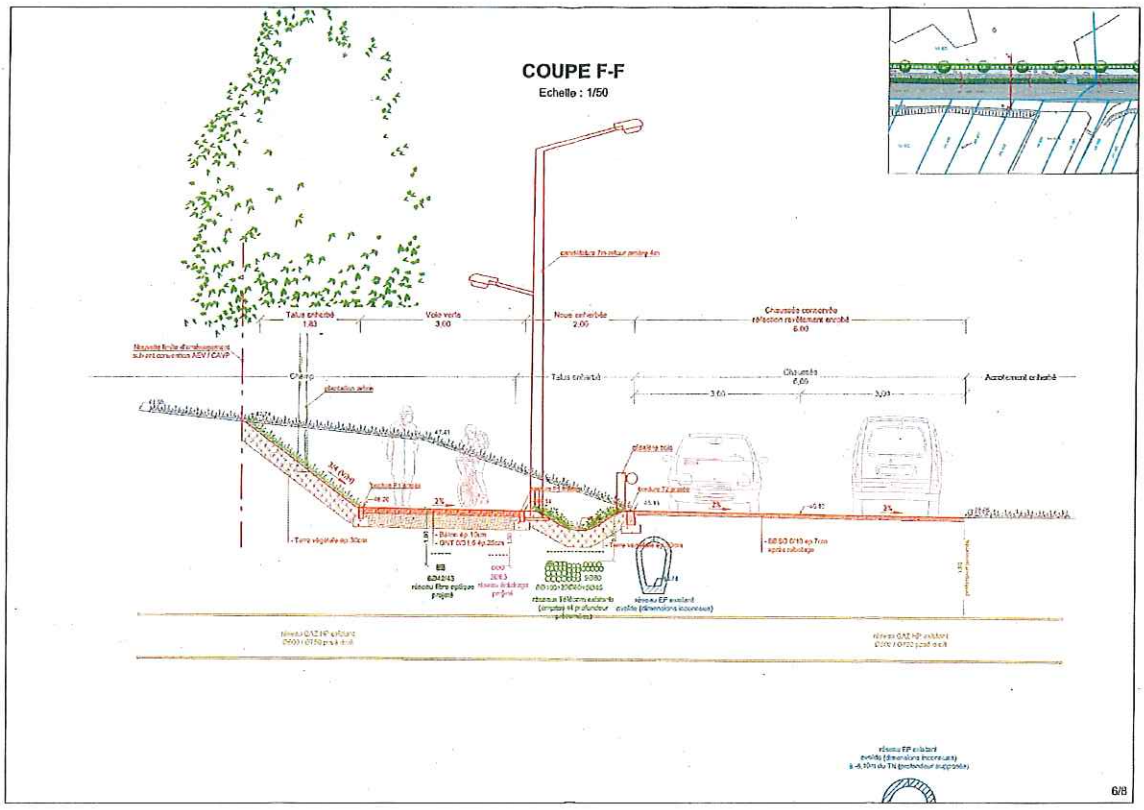

COUPE A-A
Echelle : 1/50
1/8


COUPE B-B
Echelle : 1/50
2/8


COUPE C-C
Echelle : 1/50
3/8

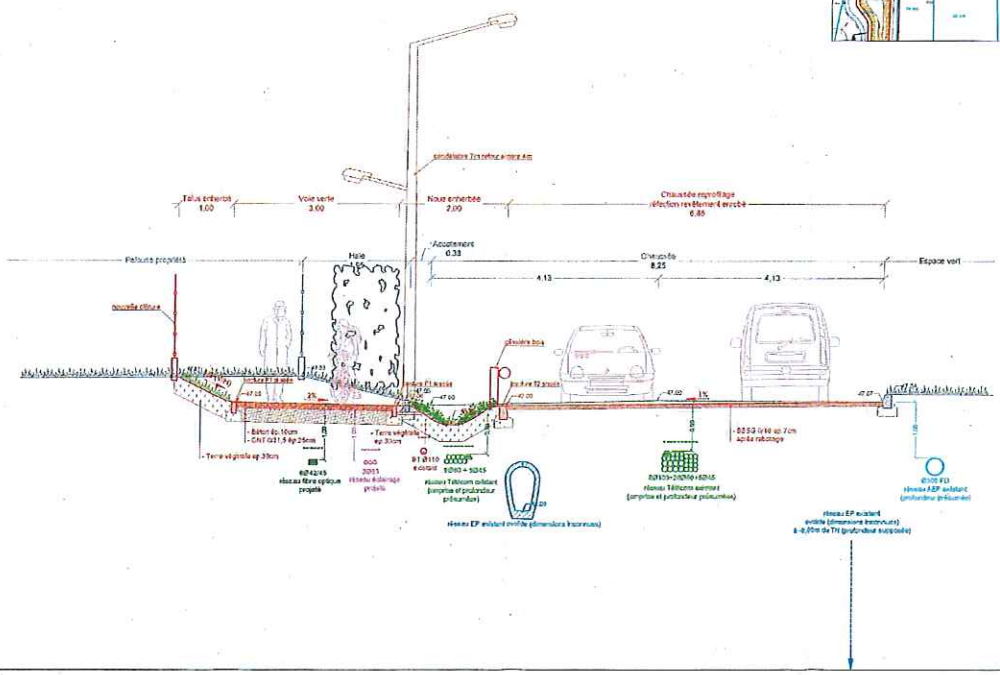

COUPE D-D
Echelle : 1/50
4/8


COUPE E-E
Echelle : 1/50
5/8


COUPE F-F
Echelle : 1/50
6/8

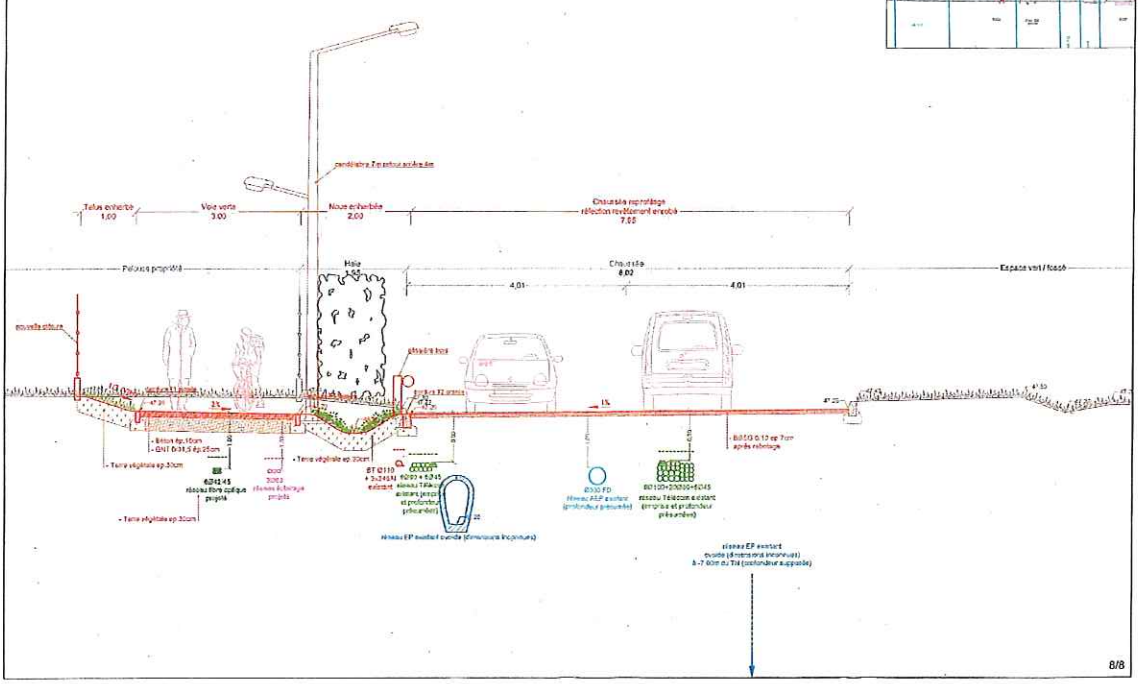
COUPE G-G

Echelle : 1/50



COUPE H-H

Echelle : 1/50



Accusé de réception

Nom de l'entité publique	Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France
Numéro de l'acte	17-081
Nature de l'acte	CC - Contrats, conventions et avenants
Classification de l'acte	3.5 - Autres actes de gestion du domaine public
Objet de l'acte	Approbation dune convention de transfert de gestion demprises du domaine public avec la Communauté dagglomération Val Parisis et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention (Plain
Statut de la transmission	8 - Reçu par Contrôle de légalité
Identifiant unique de télétransmission	-287500052-20170627-17-081-CC
Date de transmission de l'acte	27/06/2017
Date de réception de l'accuse de réception	27/06/2017

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 27 JUIN 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le 27 JUIN 2017

La Présidente du conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-082 du 27 juin 2017

(report de la session du 20 juin 2017)

Approbation d'acquisitions foncières et habilitation donnée à la Présidente pour signer les actes correspondants

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU la délibération N°17- 024 du 14 avril 2017 portant approbation du budget primitif 2017 ;

VU la délibération N°17-056 du 30 mai 2017 (report de la session du 23 mai 2017) portant approbation du budget supplémentaire 2017 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts ;

VU les avis des domaines sur chaque acquisition envisagée.

DELIBERE

Article 1 Approuve les acquisitions listées en annexe 1.

Article 2 Habilite la Présidente à signer les actes de vente et les actes d'acquisition et les promesses de vente relatifs aux opérations énumérées à l'annexe 1 et à mandater, en vue du paiement, les prix d'acquisition, les honoraires de notaires ou frais d'actes, les honoraires d'opérateur foncier liés à ces transactions.

Article 3 Un montant de 14.781,10 € d'autorisations de programme du budget 2017, programme 12, est affecté aux opérations énumérées à l'annexe 1.

Article 4 Le montant disponible sur les autorisations de programme du budget 2017, programme 12, s'élève à 387.330,90 €.

Article 5 Habilite la Présidente à solliciter des aides financières de l'Agence de l'Eau Seine Normandie pour les acquisitions foncières relevant de son 9ème programme et, en cas d'attribution de subventions, à signer les conventions financières correspondantes.

Article 6 Les crédits nécessaires seront imputés sur le Budget de l'Agence des espaces verts.

ANNEXE 1

Brosse et Gondoire (38)

N° de Dossier : 163 () ETAT Equipement Amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
19/08/16	10/08/16		0 ha 27 a 70 ca
2 770,00 €			Prix au m² : 1 €/m²

Prix total : 2 770,00 € dont prix principal : 2 770,00 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
77085	CHANTELOUP EN BRIE	A	52	0 ha 27 a 70 ca	

Total Brosse et Gondoire 0 ha 27 a 70 ca 2 770,00 € Nb dossiers : 1

Buttes du Parisis (41)

N° de Dossier : 1500 () Placoplatre Amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
24/10/16	18/05/17		8 ha 28 a 22 ca
1,00 €			Prix au m² : 0 €/m²

Prix total : 1,00 € dont prix principal : 1,00 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95018	ARGENTEUIL	AB	19	0 ha 01 a 47 ca	
95018	ARGENTEUIL	AB	23	0 ha 04 a 06 ca	
95018	ARGENTEUIL	AB	24	0 ha 19 a 05 ca	
95018	ARGENTEUIL	AB	53	0 ha 02 a 51 ca	
95018	ARGENTEUIL	AB	64	0 ha 04 a 21 ca	
95018	ARGENTEUIL	AB	208	0 ha 03 a 42 ca	
95018	ARGENTEUIL	AB	301	0 ha 19 a 08 ca	
95018	ARGENTEUIL	AB	332	0 ha 05 a 59 ca	
95018	ARGENTEUIL	AB	334	0 ha 00 a 83 ca	
95018	ARGENTEUIL	AB	336	4 ha 66 a 35 ca	
95018	ARGENTEUIL	AB	340	2 ha 16 a 21 ca	
95018	ARGENTEUIL	CW	439	0 ha 30 a 01 ca	
95176	CORMEILLES EN PARISIS	AC	277	0 ha 02 a 82 ca	
95176	CORMEILLES EN PARISIS	AC	279	0 ha 04 a 82 ca	
95176	CORMEILLES EN PARISIS	AC	281	0 ha 35 a 91 ca	
95176	CORMEILLES EN PARISIS	AC	283	0 ha 01 a 38 ca	
95582	SANNOIS	AS	139	0 ha 10 a 50 ca	

Total Buttes du Parisis 8 ha 28 a 22 ca 1,00 € Nb dossiers : 1

* pour les acquisitions auprès de la SAFER, le prix est fixé par le Commissaire du Gouvernement siégeant à la SAFER et représentant le Ministère des Finances.

** Est indiqué le montant des frais d'acquisition et des honoraires pour les seules opérations d'acquisition, auprès de la SAFER dans le cadre de la convention de partenariat.
Pour les autres opérations, le montant des honoraires est prélevé sur l'enveloppe d'AP affectée à cette fin.

Orge Aval (29)

N° de Dossier : 722 () SAFER Ile de France Attribution SAFER préemption

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
21/04/17			0 ha 23 a 05 ca
6 970,80 €			Prix au m² : 2,17 €/m²

Prix total :	6 970,80 €	dont prix principal :	5 000,00 €	dont honoraires**	1 970,80 €

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
91347	LONGPONT SUR ORGE	AW	59	0 ha 09 a 91 ca	
91347	LONGPONT SUR ORGE	AW	62	0 ha 13 a 14 ca	

Total Orge Aval	0 ha 23 a 05 ca	6 970,80 €	Nb dossiers : 1

Rosny (19)

N° de Dossier : 51 () Commune de Rosny-sur-Seine Amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
10/04/17	13/12/16		1 ha 43 a 98 ca
5 039,30 €			Prix au m² : 0,35 €/m²

Prix total :	5 039,30 €	dont prix principal :	5 039,30 €	dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
78531	ROSNY SUR SEINE	B	124	0 ha 09 a 41 ca	
78531	ROSNY SUR SEINE	B	133	0 ha 19 a 64 ca	
78531	ROSNY SUR SEINE	B	136	0 ha 04 a 31 ca	
78531	ROSNY SUR SEINE	B	139	0 ha 04 a 37 ca	
78531	ROSNY SUR SEINE	B	218	0 ha 03 a 24 ca	
78531	ROSNY SUR SEINE	B	221	0 ha 05 a 00 ca	
78531	ROSNY SUR SEINE	B	227	0 ha 04 a 80 ca	
78531	ROSNY SUR SEINE	B	231	0 ha 02 a 02 ca	
78531	ROSNY SUR SEINE	B	234	0 ha 02 a 27 ca	
78531	ROSNY SUR SEINE	B	235	0 ha 02 a 18 ca	
78531	ROSNY SUR SEINE	B	236	0 ha 05 a 26 ca	
78531	ROSNY SUR SEINE	C	722	0 ha 07 a 23 ca	
78531	ROSNY SUR SEINE	ZA	77	0 ha 04 a 75 ca	
78531	ROSNY SUR SEINE	ZA	97	0 ha 05 a 15 ca	
78531	ROSNY SUR SEINE	ZB	21	0 ha 06 a 29 ca	
78531	ROSNY SUR SEINE	ZB	26	0 ha 11 a 09 ca	
78531	ROSNY SUR SEINE	ZB	37	0 ha 03 a 79 ca	
78531	ROSNY SUR SEINE	ZE	77	0 ha 04 a 44 ca	
78531	ROSNY SUR SEINE	ZR	115	0 ha 04 a 60 ca	

* pour les acquisitions auprès de la SAFER, le prix est fixé par le Commissaire du Gouvernement siégeant à la SAFER et représentant le Ministère des Finances.

** Est indiqué le montant des frais d'acquisition et des honoraires pour les seules opérations d'acquisition, auprès de la SAFER dans le cadre de la convention de partenariat.
Pour les autres opérations, le montant des honoraires est prélevé sur l'enveloppe d'AP affectée à cette fin.

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
78531	ROSNY SUR SEINE	ZR	122	0 ha 00 a 43 ca	
78531	ROSNY SUR SEINE	ZT	1	0 ha 33 a 71 ca	

Total Rosny	**1 ha 43 a 98 ca**	**5 039,30 €**	**Nb dossiers : 1**

TOTAL	**10 ha 22 a 95 ca**				
TOTAL	**14 781,10 €**	**Dont Prix principal**	**12 810,30 €**	**dont honoraires**	**1 970,80 €**
	Prix moyen au m²	**0,14**		**Nb dossiers :**	**4**

Nombre de votants .....: 5
Votes POUR.....: 3+2
Votes CONTRE .....: 0
Abstentions.....: 0
Ne prend pas part au vote....: 0

Accusé de réception

Nom de l'entité publique	Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France
Numéro de l'acte	17-082
Nature de l'acte	DE - Délibérations
Classification de l'acte	3.1 - Acquisitions
Objet de l'acte	Approbation dacquisitions foncières et habilitation donnée à la Présidente pour signer les actes correspondants
Statut de la transmission	8 - Reçu par Contrôle de légalité
Identifiant unique de télétransmission	-287500052-20170627-17-082-DE
Date de transmission de l'acte	27/06/2017
Date de réception de l'accuse de réception	27/06/2017

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le 27 JUIN 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le 27 JUIN 2017

La Présidente du conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-083 du 27 juin 2017

(report de la session du 20 juin 2017)

Habilitation donnée à la Présidente pour une prise de capital au sein de la SAFER et désignation du représentant légal de l'Agence en tant que censeur au sein de la SAFER

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU les statuts de la SAFER de l'Ile-de-France approuvés le 16 juin 2016,

VU la lettre du Président Directeur Général de la SAFER en date du 27 mars 2017,

VU la délibération N°17- 024 du 14 avril 2017 portant approbation du budget primitif 2017 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts ;

DELIBERE

Article 1 Décide de devenir actionnaire de la SAFER de l'Ile-de-France et accepte d'y siéger en tant que censeur,

Article 2 Habilite la Présidente à acquérir dix actions au sein de cette société d'une valeur nominale unitaire de 15,25 € soit un montant total de 152,50 €.

Article 3 Désigne le Directeur général de l'Agence comme son représentant.

Article 4 Les crédits nécessaires seront imputés sur le Budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants..... :	5
Votes POUR..... :	3+2
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

Accusé de réception

Nom de l'entité publique	Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France
Numéro de l'acte	17-083
Nature de l'acte	DE - Délibérations
Classification de l'acte	7.9 - Prise de participation (SEM, etc...)
Objet de l'acte	Habilitation donnée à la Présidente pour une prise de capital au sein de la SAFER et désignation du représentant légal de lAgence en tant que censeur au sein de la SAFER
Statut de la transmission	8 - Reçu par Contrôle de légalité
Identifiant unique de télétransmission	-287500052-20170627-17-083-DE
Date de transmission de l'acte	27/06/2017
Date de réception de l'accuse de réception	27/06/2017

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, le 11 JUIL. 2017

Transmise au contrôle de légalité, le 11 JUIL. 2017

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 17-084 du 11 juillet 2017
(report de la session du 4 juillet 2017)

Habilitation donnée à la Présidente de l'Agence des espaces verts pour signer le lot n°2 du marché de travaux d'aménagements paysagers et la construction d'ouvrages bois pour le parc Sud de l'espace naturel régional de la Butte Pinson et le marché en procédure concurrentielle avec négociation de travaux d'aménagements paysagers pour le parc Sud de l'espace naturel régional de la Butte Pinson .

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics ;

VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, relative aux marchés publics

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU la décision de la Commission d'appel d'offres du 23 mai 2017 ;

VU la décision de la Commission d'appel d'offres du 4 juillet 2017 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France.

DELIBERE

Article 1 Habilite la Présidente de l'Agence des espaces verts à signer le lot n°2 du marché de travaux d'aménagements paysagers et la construction d'ouvrages bois pour le parc Sud de l'espace naturel régional de la Butte Pinson et le marché en procédure concurrentielle avec négociation de travaux d'aménagements paysagers pour le parc Sud de l'espace naturel régional de la Butte Pinson

Le lot n°2 du marché de travaux d'aménagements paysagers et la construction d'ouvrages bois pour le parc Sud de l'espace naturel régional de la Butte Pinson attribué à :
Gpt INSTAL'EX./ ANEX. BOIS pour un montant HT de 60.938,00 €

Le marché en procédure concurrentielle avec négociation de travaux d'aménagements paysagers pour le parc Sud de l'espace naturel régional de la Butte Pinson attribué à :
Gpt EURO-VERT / E.V.-EN pour un montant HT de 86.169,35 €

Article 2 Les dépenses afférentes à ce marché de travaux seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants ..... :	3
Votes POUR ..... :	2+1
Votes CONTRE ..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote .... :	0

Accusé de réception

Nom de l'entité publique	Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France
Numéro de l'acte	17-084
Nature de l'acte	CC - Contrats, conventions et avenants
Classification de l'acte	1.1.1 - marché initial
Objet de l'acte	Habilitation donnée à la Présidente de lAgence des espaces verts pour signer le lot n 2 du marché de travaux daménagements paysagers et la construction douvrages bois pour le parc Sud de lespace natur
Statut de la transmission	8 - Reçu par Contrôle de légalité
Identifiant unique de télétransmission	-287500052-20170711-17-084-CC
Date de transmission de l'acte	11/07/2017
Date de réception de l'accuse de réception	11/07/2017

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 11 JUIL. 2017

Transmise au contrôle
de légalité, le : 11 JUIL. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-085 du 11 juillet 2017

(report de la session du 4 juillet 2017)

Relative à l'approbation d'un avenant n°3 à un bail rural à long terme et habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant (Plaine de Montesson agriculteur n°1)

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la signature d'un avenant à un bail rural à long terme signé le 1er novembre 2009, récapitulé dans le tableau ci-annexé.

Article 2 : Habilite la Présidente à signer cet avenant.

Article 3 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	3
Votes POUR	2+1
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Annexe N°1 à la délibération N°17 – 17-085 du 11 juillet 2017 (report de la session du 4 juillet 2017)

N° de Conces -sion	PRIF	Bénéficiaire	Objet auquel se rapporte la recette	Parcelles et lieu	Surface ou linéaire	Calcul de la redevance	Montant de la redevance	Ligne budgétaire	Début de l'autorisation	Fin de l'autorisation
4	PLAINE DE MONTESSON	Un agriculteur	Avenant n°3 au Bail rural à long terme	Voir liste des parcelles en annexe 2	22ha 27a 59ca	Selon arrêté préfectoral 93,21 €/ha/an	2 076,34 € / an	937 76 70323 (code service 10)	01/11/2009	31/10/2018

ANNEXE 2 à la délibération N°17-085 du 11 juillet 2017
(report de la session du 4 juillet 2017)

Liste des parcelles louées – Bail rural à long terme Plaine de Montesson n°4

Commune	Dpt	Section	N° parcelle	Surface parcelle
Carrières-sur-Seine	78	AX	59	0ha 04a 32ca
Carrières-sur-Seine	78	AX	61	0ha 14a 76ca
Carrières-sur-Seine	78	AX	62	0ha 08a 50ca
Carrières-sur-Seine	78	AX	64	0ha 02a 32ca
Carrières-sur-Seine	78	AX	67	0ha 03a 30ca
Carrières-sur-Seine	78	AX	70	0ha 59a 29ca
Carrières-sur-Seine	78	AX	71	0ha 08a 67ca
Carrières-sur-Seine	78	AX	73	0ha 05a 69ca
Carrières-sur-Seine	78	AX	74	0ha 08a 76ca
Carrières-sur-Seine	78	AX	75	0ha 11a 63ca
Carrières-sur-Seine	78	AX	85	0ha 03a 42ca
Montesson	78	AD	3	0ha 17a 17ca
Montesson	78	AD	11	0ha 17a 52ca
Montesson	78	AD	12	0ha 17a 57ca
Montesson	78	AD	24	0ha 28a 04ca
Montesson	78	AD	26	0ha 19a 95ca
Montesson	78	AD	34	0ha 21a 97ca
Montesson	78	AE	8	0ha 08a 63ca
Montesson	78	AE	13	0ha 06a 51ca
Montesson	78	AE	14	0ha 27a 95ca
Montesson	78	AE	17	0ha 23a 17ca
Montesson	78	AE	18	0ha 34a 46ca
Montesson	78	AE	21	0ha 13a 11ca
Montesson	78	AE	24	0ha 08a 49ca
Montesson	78	AE	29	0ha 04a 79ca
Montesson	78	AE	30	0ha 14a 55ca
Montesson	78	AE	31	0ha 19a 34ca
Montesson	78	AE	32	0ha 26a 17ca
Montesson	78	AE	34	0ha 16a 21ca
Montesson	78	AE	35	0ha 91a 84ca
Montesson	78	AE	40	0ha 22a 72ca
Montesson	78	AE	45	0ha 05a 05ca
Montesson	78	AE	48	0ha 08a 46ca

Montesson	78	AE	53	0ha 08a 58ca
Montesson	78	AE	89	0ha 01a 82ca
Montesson	78	AE	94	0ha 08a 80ca
Montesson	78	AE	95	0ha 08a 79ca
Montesson	78	AE	96	0ha 08a 91ca
Montesson	78	AE	101	0ha 06a 82ca
Montesson	78	AE	106	0ha 04a 44ca
Montesson	78	AE	107	0ha 00a 81ca
Montesson	78	AE	123	0ha 03a 31ca
Montesson	78	AE	126	0ha 06a 58ca
Montesson	78	AE	264	0ha 24a 19ca
Montesson	78	AE	494	0ha 00a 21ca
Montesson	78	AE	502	0ha 13a 82ca
Montesson	78	AE	506	0ha 07a 08ca
Montesson	78	AE	510	0ha 15a 20ca
Montesson	78	AE	566	0ha 04a 04ca
Montesson	78	AE	568	0ha 08a 22ca
Montesson	78	AE	654	0ha 17a 21ca
Montesson	78	AH	26	0ha 15a 28ca
Montesson	78	AH	27	0ha 24a 91ca
Montesson	78	AH	37	0ha 20a 64ca
Montesson	78	AH	39	0ha 02a 20ca
Montesson	78	AH	42	0ha 01a 31ca
Montesson	78	AH	43	0ha 20a 06ca
Montesson	78	AH	49	0ha 08a 95ca
Montesson	78	AH	50	0ha 08a 67ca
Montesson	78	AH	51	0ha 09a 32ca
Montesson	78	AH	57	0ha 09a 16ca
Montesson	78	AH	58	0ha 09a 53ca
Montesson	78	AH	85	0ha 03a 77ca
Montesson	78	AH	87	0ha 09a 30ca
Montesson	78	AH	89	0ha 07a 02ca
Montesson	78	AH	90	0ha 02a 93ca
Montesson	78	AH	92	0ha 17a 06ca
Montesson	78	AH	94	0ha 10a 92ca
Montesson	78	AH	95	0ha 17a 32ca
Montesson	78	AH	97	0ha 09a 99ca
Montesson	78	AH	98	0ha 16a 59ca

Montesson	78	AH	102	0ha 00a 98ca
Montesson	78	AH	316	0ha 11a 24ca
Montesson	78	AH	318	0ha 12a 30ca
Montesson	78	AH	322	0ha 08a 76ca
Montesson	78	AH	330	0ha 08a 22ca
Montesson	78	AH	336	0ha 32a 08ca
Montesson	78	AH	358	0ha 37a 22ca
Montesson	78	AH	376	0ha 34a 90ca
Montesson	78	AH	378	0ha 09a 86ca
Montesson	78	AH	380	0ha 11a 93ca
Montesson	78	AH	382	0ha 07a 12ca
Montesson	78	AH	384	0ha 03a 35ca
Montesson	78	AH	386	0ha 04a 58ca
Montesson	78	AH	388	0ha 23a 46ca
Montesson	78	AH	390	0ha 11a 43ca
Montesson	78	AH	392	0ha 24a 30ca
Montesson	78	AL	78	0ha 07a 15ca
Montesson	78	AL	81	0ha 16a 69ca
Montesson	78	AL	82	0ha 02a 20ca
Montesson	78	AL	83	0ha 41a 32ca
Montesson	78	AL	85	0ha 02a 20ca
Montesson	78	AL	86	0ha 09a 37ca
Montesson	78	AL	137	0ha 13a 55ca
Montesson	78	AL	138	0ha 16a 07ca
Montesson	78	AM	8	0ha 03a 65ca
Montesson	78	AM	16	0ha 26a 15ca
Montesson	78	AM	17	0ha 08a 64ca
Montesson	78	AM	19	0ha 17a 62ca
Montesson	78	AM	23	0ha 08a 87ca
Montesson	78	AM	25	0ha 19a 22ca
Montesson	78	AM	28	0ha 08a 66ca
Montesson	78	AM	29	0ha 06a 14ca
Montesson	78	AM	31	0ha 34a 85ca
Montesson	78	AM	32	0ha 37a 10ca
Montesson	78	AM	35	0ha 02a 98ca
Montesson	78	AM	40	0ha 02a 00ca
Montesson	78	AM	43	0ha 07a 57ca
Montesson	78	AM	45	0ha 17a 10ca

Montesson	78	AM	48	0ha 05a 09ca
Montesson	78	AM	49	0ha 10a 32ca
Montesson	78	AM	50	0ha 08a 78ca
Montesson	78	AM	51	0ha 05a 05ca
Montesson	78	AM	56	0ha 02a 46ca
Montesson	78	AM	74	0ha 45a 49ca
Montesson	78	AM	80	0ha 06a 94ca
Montesson	78	AM	82	0ha 04a 39ca
Montesson	78	AM	85	0ha 03a 99ca
Montesson	78	AM	86	0ha 02a 05ca
Montesson	78	AM	87	0ha 08a 72ca
Montesson	78	AM	88	0ha 03a 34ca
Montesson	78	AM	92	0ha 10a 18ca
Montesson	78	AM	93	0ha 13a 53ca
Montesson	78	AM	95	0ha 20a 33ca
Montesson	78	AM	97	0ha 18a 43ca
Montesson	78	AM	98	0ha 03a 44ca
Montesson	78	AM	99	0ha 03a 50ca
Montesson	78	AM	102	0ha 03a 46ca
Montesson	78	AM	103	0ha 04a 27ca
Montesson	78	AM	104	0ha 04a 27ca
Montesson	78	AM	105	0ha 09a 17ca
Montesson	78	AM	110	0ha 29a 50ca
Montesson	78	AM	418	0ha 13a 57ca
Montesson	78	AM	430	0ha 12a 00ca
Montesson	78	AM	431	0ha 21a 16ca
Montesson	78	ZD	17	1ha 08a 50ca
Montesson	78	ZD	20	1ha 53a 80ca
Montesson	78	ZD	246	0ha 16a 93ca
Montesson	78	ZD	292	0ha 21a 57ca
Montesson	78	ZD	298	0ha 01a 67ca
Montesson	78	ZE	270	0ha 01a 38ca
Montesson	78	ZE	272	0ha 03a 23ca
Sartrouville	78	BI	162	0ha 07a 41ca
Sartrouville	78	BI	165	0ha 20a 63ca
Sartrouville	78	BI	166	0ha 04a 23ca
Sartrouville	78	BI	170	0ha 04a 63ca
Sartrouville	78	BI	197	0ha 09a 93ca

Sartrouville	78	BI	209	0ha 01a 98ca
Sartrouville	78	BI	212	0ha 08a 77ca
Sartrouville	78	BI	225	0ha 03a 88ca
Sartrouville	78	BI	272	0ha 02a 70ca
Sartrouville	78	BI	273	0ha 08a 40ca
Sartrouville	78	BI	275	0ha 02a 62ca
Sartrouville	78	BI	277	0ha 05a 49ca
Sartrouville	78	BI	278	0ha 08a 41ca
Sartrouville	78	BI	279	0ha 26a 42ca
Sartrouville	78	BI	294	0ha 02a 49ca
Sartrouville	78	BI	417	0ha 05a 95ca
Sartrouville	78	BI	425	0ha 02a 67ca
Sartrouville	78	BI	431	0ha 02a 27ca
Sartrouville	78	BI	449	0ha 02a 30ca
Sartrouville	78	BI	451	0ha 02a 77ca
Sartrouville	78	BI	457	0ha 04a 21ca
			total	**22ha 27a 59ca**

Accusé de réception

Nom de l'entité publique	Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France
Numéro de l'acte	17-085
Nature de l'acte	CC - Contrats, conventions et avenants
Classification de l'acte	3.3 - Locations
Objet de l'acte	Approbation d'un avenant n 3 à un bail rural à long terme et habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant (Plaine de Montesson-Agriculteur1)
Statut de la transmission	8 - Reçu par Contrôle de légalité
Identifiant unique de télétransmission	-287500052-20170711-17-085-CC
Date de transmission de l'acte	11/07/2017
Date de réception de l'accuse de réception	11/07/2017

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 11 JUIL. 2017

Transmise au contrôle
de légalité, le : 11 JUIL. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-086 du 11 juillet 2017

(report de la session du 4 juillet 2017)

Relative à l'approbation d'un avenant n°3 à un bail rural à long terme et habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant (Plaine de Montesson agriculteur n°2)

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la signature d'un avenant à un bail rural à long terme signé le 1er novembre 2009, récapitulé dans le tableau ci-annexé.

Article 2 : Habilite la Présidente à signer cet avenant.

Article 3 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	3
Votes POUR	2+1
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Annexe N°1 à la délibération N°17 - 086 du 11 juillet 2017 (report de la session du 4 juillet 2017)

N° de Conces -sion	PRIF	Bénéficiaire	Objet auquel se rapporte la recette	Parcelles et lieu	Surface ou linéaire	Calcul de la redevance	Montant de la redevance	Ligne budgétaire	Début de l'autorisation	Fin de l'autorisation
6	PLAINE DE MONTESSON	Un agriculteur	Avenant n°3 au Bail rural à long terme	Voir liste des parcelles en annexe 2	16ha 55a 59ca	Selon arrêté préfectoral 93,21 €/ha/an	1 543,17 € / an	937 76 70323 (code service 10)	01/11/2009	31/10/2018

ANNEXE 2 à la délibération N°17 – 086 du 11 juillet 2017
(report de la session du 4 juillet 2017)

Liste des parcelles louées – Bail rural à long terme Plaine de Montesson n°6

Commune	Dpt	Section	N° parcelle	Surface parcelle
Carrières-sur-Seine	78	AX	2	0ha 08a 57ca
Carrières-sur-Seine	78	AX	4	0ha 08a 57ca
Carrières-sur-Seine	78	AX	7	0ha 04a 28ca
Carrières-sur-Seine	78	AX	8	0ha 08a 58ca
Carrières-sur-Seine	78	AX	12	0ha 07a 50ca
Carrières-sur-Seine	78	AX	14	0ha 07a 52ca
Carrières-sur-Seine	78	AX	16	0ha 08a 58ca
Carrières-sur-Seine	78	AX	19	0ha 34a 27ca
Carrières-sur-Seine	78	AX	34	0ha 04a 92ca
Carrières-sur-Seine	78	AX	47	0ha 09a 10ca
Carrières-sur-Seine	78	AX	204	0ha 06a 33ca
Carrières-sur-Seine	78	AX	207	0ha 06a 58ca
Carrières-sur-Seine	78	AX	211	0ha 51a 92ca
Carrières-sur-Seine	78	AX	242	0ha 08a 45ca
Carrières-sur-Seine	78	AX	245	0ha 35a 07ca
Carrières-sur-Seine	78	AX	249	0ha 15a 48ca
Carrières-sur-Seine	78	AX	251	0ha 08a 66ca
Carrières-sur-Seine	78	AX	258	0ha 35a 13ca
Montesson	78	AE	2	0ha 31a 90ca
Montesson	78	AE	4	0ha 18a 38ca
Montesson	78	AE	5	0ha 18a 59ca
Montesson	78	AE	213	0ha 04a 01ca
Montesson	78	AE	422	0ha 08a 85ca
Montesson	78	AE	423	0ha 02a 76ca
Montesson	78	AE	488	0ha 01a 51ca
Montesson	78	AE	489	0ha 00a 54ca
Montesson	78	AE	492	0ha 01a 00ca
Montesson	78	AE	576	0ha 03a 02ca
Montesson	78	AH	12	0ha 07a 89ca
Montesson	78	AH	14	0ha 09a 18ca
Montesson	78	AH	19	0ha 14a 53ca
Montesson	78	AH	20	0ha 09a 05ca
Montesson	78	AH	60	0ha 19a 73ca
Montesson	78	AH	67	0ha 05a 35ca
Montesson	78	AH	71	0ha 05a 62ca

Montesson	78	AH	72	0ha 07a 71ca
Montesson	78	AH	73	0ha 07a 70ca
Montesson	78	AH	75	0ha 07a 23ca
Montesson	78	AH	77	0ha 09a 59ca
Montesson	78	AH	83	0ha 16a 22ca
Montesson	78	AH	88	0ha 07a 81ca
Montesson	78	AH	106	0ha 08a 72ca
Montesson	78	AH	110	0ha 31a 22ca
Montesson	78	AH	115	0ha 51a 70ca
Montesson	78	AH	118	0ha 06a 13ca
Montesson	78	AH	120	0ha 08a 69ca
Montesson	78	AH	123	0ha 13a 56ca
Montesson	78	AH	132	0ha 09a 16ca
Montesson	78	AH	133	0ha 19a 26ca
Montesson	78	AH	134	0ha 00a 02ca
Montesson	78	AH	135	0ha 04a 56ca
Montesson	78	AH	147	0ha 11a 50ca
Montesson	78	AH	164	0ha 00a 52ca
Montesson	78	AH	173	0ha 00a 18ca
Montesson	78	AH	174	0ha 00a 34ca
Montesson	78	AH	178	0ha 00a 54ca
Montesson	78	AH	196	0ha 03a 42ca
Montesson	78	AH	199	0ha 00a 14ca
Montesson	78	AH	200	0ha 08a 34ca
Montesson	78	AH	201	0ha 12a 94ca
Montesson	78	AH	202	0ha 09a 76ca
Montesson	78	AH	203	0ha 00a 17ca
Montesson	78	AH	206	0ha 04a 21ca
Montesson	78	AH	211	0ha 05a 47ca
Montesson	78	AH	213	0ha 05a 04ca
Montesson	78	AH	222	0ha 17a 27ca
Montesson	78	AH	226	0ha 00a 36ca
Montesson	78	AH	227	0ha 00a 86ca
Montesson	78	AH	228	0ha 24a 19ca
Montesson	78	AH	229	0ha 05a 30ca
Montesson	78	AH	230	0ha 00a 48ca
Montesson	78	AH	241	0ha 33a 55ca
Montesson	78	AH	242	0ha 29a 62ca
Montesson	78	AH	244	0ha 05a 25ca
Montesson	78	AH	300	0ha 05a 57ca

Montesson	78	AH	302	0ha 07a 77ca
Montesson	78	AH	304	0ha 08a 02ca
Montesson	78	AH	306	0ha 07a 41ca
Montesson	78	AH	310	0ha 09a 67ca
Montesson	78	AH	363	0ha 00a 61ca
Montesson	78	AH	364	0ha 10a 99ca
Montesson	78	AH	369	0ha 00a 19ca
Montesson	78	AH	370	0ha 13a 75ca
Montesson	78	AM	112	0ha 06a 32ca
Montesson	78	AM	114	0ha 16a 49ca
Montesson	78	AM	117	0ha 31a 18ca
Montesson	78	AM	120	0ha 08a 33ca
Montesson	78	AM	122	0ha 08a 27ca
Montesson	78	AM	124	0ha 07a 03ca
Montesson	78	AM	125	0ha 06a 74ca
Montesson	78	AM	128	0ha 14a 75ca
Montesson	78	AM	130	0ha 15a 87ca
Montesson	78	AM	161	0ha 15a 81ca
Montesson	78	AM	164	0ha 14a 76ca
Montesson	78	AM	165	0ha 14a 86ca
Montesson	78	AM	166	0ha 29a 52ca
Montesson	78	AM	170	0ha 15a 22ca
Montesson	78	AM	171	0ha 10a 69ca
Montesson	78	AM	172	0ha 20a 62ca
Montesson	78	AM	175	0ha 12a 97ca
Montesson	78	AM	177	0ha 21a 50ca
Montesson	78	AM	182	0ha 13a 75ca
Montesson	78	AM	183	0ha 12a 99ca
Montesson	78	AM	185	0ha 12a 98ca
Montesson	78	AM	193	0ha 07a 80ca
Montesson	78	AM	194	0ha 01a 80ca
Montesson	78	AM	195	0ha 05a 97ca
Montesson	78	AM	196	0ha 10a 34ca
Montesson	78	AM	330	0ha 01a 58ca
Montesson	78	AM	419	0ha 11a 03ca
Montesson	78	AM	421	0ha 25a 95ca
Montesson	78	ZH	4	0ha 23a 30ca
Montesson	78	ZH	23	0ha 04a 00ca
Montesson	78	ZH	41	0ha 37a 75ca
Montesson	78	ZH	44	0ha 22a 41ca

Montesson	78	ZH	110	0ha 47a 89ca
Montesson	78	ZH	112	0ha 14a 09ca
Montesson	78	ZH	114	0ha 13a 76ca
Montesson	78	ZH	116	0ha 21a 50ca
Sartrouville	78	BI	117	0ha 34a 81ca
Sartrouville	78	BI	119	0ha 08a 79ca
Sartrouville	78	BI	121	0ha 04a 24ca
Sartrouville	78	BI	123	0ha 08a 88ca
Sartrouville	78	BI	134	0ha 06a 07ca
Sartrouville	78	BI	138	0ha 13a 33ca
Sartrouville	78	BI	139	0ha 17a 70ca
Sartrouville	78	BI	176	0ha 03a 02ca
Sartrouville	78	BI	179	0ha 09a 31ca
Sartrouville	78	BI	180	0ha 08a 59ca
Sartrouville	78	BI	186	0ha 08a 65ca
Sartrouville	78	BI	190	0ha 08a 93ca
Sartrouville	78	BI	191	0ha 09a 00ca
Sartrouville	78	BI	194	0ha 08a 53ca
Sartrouville	78	BI	203	0ha 12a 90ca
Sartrouville	78	BI	204	0ha 07a 18ca
Sartrouville	78	BI	205	0ha 09a 59ca
Sartrouville	78	BI	381	0ha 07a 33ca
Sartrouville	78	BI	384	0ha 11a 79ca
Sartrouville	78	BI	398	0ha 13a 00ca
			total	**16ha 55a 59ca**

Accusé de réception

Nom de l'entité publique	Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France
Numéro de l'acte	17-086
Nature de l'acte	CC - Contrats, conventions et avenants
Classification de l'acte	3.3 - Locations
Objet de l'acte	Approbation d'un avenant n 3 à un bail rural à long terme et habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant (Plaine de Montesson-Agriculteur 2)
Statut de la transmission	8 - Reçu par Contrôle de légalité
Identifiant unique de télétransmission	-287500052-20170711-17-086-CC
Date de transmission de l'acte	11/07/2017
Date de réception de l'accuse de réception	11/07/2017

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 11 JUIL. 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le 11 JUIL. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-087 du 11 juillet 2017

(report de la session du 4 juillet 2017)

Relative à l'approbation d'une convention de servitude et habilitation donnée à la Présidente à signer ledit acte (Montgé)

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la signature d'une convention de servitude avec la société SFR, récapitulée dans le tableau ci-annexé ;

Article 2 : Habilite la Présidente à signer ladite convention et l'acte authentique correspondant chez le notaire choisi par SFR ;

Article 3 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	3
Votes POUR	2+1
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Annexe N°1 à la délibération N°17-087 du 11 juillet 2017 (report de la session du 4 juillet 2017)

N° de Conces -sion	PRIF	Bénéficiaire	Objet auquel se rapporte la recette	Parcelles et lieu	Surface ou linéaire	Calcul de la redevance	Montant de la redevance	Ligne budgétaire	Début de l'autorisation	Fin de l'autorisation
53	MONTGE	SFR	Convention de servitude	Montgé-En-Goële C n°689 D n°139 – 160 – 161 – 162 – 590 – 593 – 873 – 874	00ha 05a 91ca	197 ml x 3 m x 0,70 €/m²	413,70 € / an	937 76 70323 (code service 10)	Date de signature	Durée de vie de l'ouvrage

CONVENTION DE PASSAGE

Entre les soussignés :

1) L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège est sis 90 - 92 Avenue du général Leclerc 93500 PANTIN, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France en vertu des articles L. 4413-2 et R. 4413-1, alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération N°17-087 du 11 juillet 2017 (report de la session du 4 juillet 2017)

ci-après dénommée " LE PROPRIÉTAIRE "
d'une part,

et :

2) La Société Française du Radiotéléphone, Société Anonyme, au capital de 3 423 265 598,40 €, dont le siège social est situé 1 square Béla-Bartók à Paris (75015), enregistrée au Registre du commerce et des sociétés de PARIS, immatriculée au répertoire SIREN sous le n° 343 059 564. Représentée par son directeur en exercice ou par une personne dûment habilitée aux fins des présentes,

ci-après dénommée " SFR "

ci-après dénommées ensemble « les Parties »

IL A ÉTÉ EXPOSÉ ET CONVENU CE QUI SUIT

SFR exploite des réseaux de télécommunications sur le territoire français et fournit des services de communications électroniques à destination des personnes physiques et morales, et, à ce titre exploite un réseau.

Pour les besoins de l'exploitation de ce réseau, SFR doit procéder à l'installation de fourreaux, chambres de tirage contenant des câbles de fibres optiques sur des terrains privés appartenant au PROPRIETAIRE et situés Commune de Montgé-En-Goële référencés section C n°689 et D n°139, 160, 161, 162, 590, 593, 873, 874, sur un linéaire de 197 ml.

ARTICLE 1 : OBJET

Le PROPRIÉTAIRE autorise le passage par SFR, et toute personne intervenant pour son compte, dans les emprises des parcelles désignées en préambule, à tout moment et par tout moyen, lors de la réalisation des travaux de génie civil et ultérieurement lors d'opérations de maintenance et d'entretien.

Le PROPRIÉTAIRE autorise SFR à réaliser des travaux de raccordement de ses équipements techniques, dans les emprises des parcelles ci-dessus désignées par des fourreaux, câbles et chambres techniques, conformément aux plans joints en annexe à la présente.

Déclaration et Garantie

Le Propriétaire déclare et garantit à SFR :

- qu'il est et demeure effectivement propriétaire des terrains dans lequel SFR souhaite installer ses câbles et chambres optiques, et qu'il dispose, à ce titre, de l'ensemble des droits et titres nécessaires

- que ledit terrain est bien soumis à un régime de droit privé

- qu'il n'a connaissance d'aucun fait ou évènement de nature à entraîner la remise en cause totale ou partielle du présent contrat.

ARTICLE 2 : DURÉE - RESILIATION

1) Durée

La présente Convention prend effet à compter de sa date de sa signature par les parties et restera en vigueur tant que le droit pour SFR d'établir ou d'exploiter un réseau ouvert au public ou de fournir au public un service de communications électroniques prévu par l'article L. 33-1 du code des postes et communications électroniques n'a pas fait l'objet d'une suspension ou d'un retrait.

En cas de retrait ou de non renouvellement de l'une des autorisations ministérielles de SFR, de recours d'un tiers (ce quelle que soit la forme du recours), ou en cas de survenance de toutes raisons techniques impératives pour SFR - notamment l'évolution de l'architecture de l'un de ses réseaux, la présente convention pourra être résiliée par SFR à tout moment, à charge pour elle de prévenir LE PROPRIÉTAIRE par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois à l'avance.

Dans cette hypothèse, SFR abandonnera au PROPRIÉTAIRE, à titre d'indemnité forfaitaire et définitive, le solde du loyer déjà versé au titre de l'annuité considérée.

SFR fera son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives nécessaires. En cas de non-obtention desdites autorisations, la présente convention serait résolue de plein droit sans indemnité.

2) Résiliation

SFR pourra résilier le présent contrat sans indemnité à tout moment, à charge pour elle d'en aviser le Propriétaire par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de six mois.

ARTICLE 3 : RESPONSABILITÉ

SFR devra procéder à l'installation de ses équipements techniques (fourreaux, câbles et chambres de tirages) en respectant strictement les normes techniques, les règles de l'art, et les règles relatives à l'hygiène et à la sécurité.

Le PROPRIETAIRE conserve la pleine propriété du terrain et s'engage cependant sur une bande de terrain d'une largeur maximale de trois mètres (comptée en règle générale à raison d'un mètre cinquante centimètres de part et d'autre de l'axe de l'artère) :

- à ne procéder à aucune construction, ni dépôts, ni remblais, à aucune plantation d'arbres,
- à maintenir le libre accès à la bande de terrain,
- à limiter à soixante centimètres la profondeur des façons culturales qui pourraient être faites dans la bande de terrain et d'une façon générale à s'abstenir de tout acte de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation des ouvrages,
- en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux de l'une ou de plusieurs parcelles considérées, à indiquer au nouvel ayant droit l'existence de la présente convention,
- au cas où l'exploitation de l'une ou de plusieurs parcelles susvisées viendrait à changer, à indiquer l'existence de la présente convention au nouvel exploitant en l'obligeant à la respecter.

ARTICLE 4 : ENTRETIEN – REPARATIONS – REMISE EN ETAT

SFR s'engage à maintenir les lieux mis à disposition en bon état d'entretien pendant toute la durée des présentes, et à remettre en état initial en cas de dégradations constatées dues aux travaux entrepris pour son compte.

À l'expiration ou la résiliation de la présente convention pour quelque raison que ce soit, SFR s'engage à retirer l'intégralité des équipements installés et à remettre en état les parcelles mises à disposition, en respectant la nature du terrain.

ARTICLE 5 : BENEFICIAIRES DE LA CONVENTION

Le PROPRIETAIRE accepte expressément que la présente convention bénéficie à toute entité existante ou à créer appartenant au groupe de sociétés auquel SFR appartient. Après en avoir avisé le PROPRIÉTAIRE, SFR pourra céder la présente convention.

ARTICLE 6 : OPPOSABILITÉ À L'ACQUÉREUR DE LA PARCELLE

La présente convention sera opposable aux acquéreurs éventuels de la parcelle conformément aux dispositions de l'article 1743 du Code Civil ; le PROPRIÉTAIRE devra rappeler l'existence de la présente convention à tout acquéreur éventuel.

ARTICLE 7 : INDEMNITE

À titre de contrepartie de l'exercice des droits reconnus à l'article 1er des présentes, SFR versera d'avance au PROPRIETAIRE une redevance forfaitaire annuelle d'un montant de 413,70 €. H.T. (quatre cent treize euros et soixante-dix centimes Hors Taxes), se décomposant de la façon suivante :

197 x 3 mètres x 0,70€/m².

A cet effet, le PROPRIETAIRE établira un titre de mise en recette faisant apparaître le cas échéant la TVA, et qui sera adressé à

SFR
(Droits de Passage)
TSA 92201
59782 LILLE CEDEX 9

La redevance visée ci-dessus augmentera de deux pour cents (2 %) par an pendant toute la durée des présentes. L'augmentation s'appliquera à l'expiration de chaque période annuelle, à la date anniversaire de la prise d'effet des présentes.

Le paiement sera effectué dans les soixante jours à compter de la date de prise d'effet des présentes et de la réception de la facture.

Pour la première et la dernière échéance, la redevance sera calculée au prorata temporis de la date de signature de la permission. Pour les années ultérieures, la redevance annuelle est payable au 1er janvier de chaque année.

ARTICLE 8 : ACTE AUTHENTIQUE NOTARIE

La présente convention sera régularisée par acte authentique devant le notaire choisi par SFR, dans le délai maximum d'un an à compter de la date de la signature de la présente convention par les parties, les frais dudit acte restant à la charge de SFR.

ARTICLE 9 : FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes seront à la charge de SFR qui s'y oblige.

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE

Les données collectées dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique. Elles sont utilisées par SFR pour la gestion de son patrimoine.

Conformément aux dispositions de la Loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, modifiée par la loi du 6 août 2004, le PROPRIETAIRE dispose d'un droit d'accès ainsi que d'un droit d'information complémentaire, de rectification et, le cas échéant, d'opposition sur les données le concernant.

Il peut s'opposer à tout moment à leur communication à des tiers. Il peut exercer ses droits en envoyant un courrier mentionnant ses noms, prénoms, numéro de site, et en y joignant une copie de sa pièce d'identité à l'adresse de facturation mentionnée dans la présente convention.

Fait à .....,
Le ..... / ..... / 2017,

En DEUX exemplaires originaux,
De QUATRE pages chacun et une annexe.

POUR **"LE PROPRIETAIRE"**	POUR **"SFR"**
.....	Eric PRADEAU Directeur exécutif, Division Opérateurs

ANNEXE

PLANS DE GENIE CIVIL

77AA : Département de la Seine et Marne

Tronçon 001 : PTC Montge-en-Goele

Secteur 001 : Rue du Sépulcre_77320 MONTGE EN GOELE

Plan de Génie Civil

Réf. SPR :	77AA-2-T001-S001-PGC-14	ECH: 500	STATUT:APD	PLAN
Réf. Prj. SPR :	PS2161558-A	Version : ebauche	20/05/2015 - 14	14/15

Indice	Modifications	Dessiné par	Vérifié par
1	Création du plan	20/05/2015	LDL	BVA
2	Modif parcours en fond de tranchée en Grave	27/07/2015	LDL	BVA

MAITRE D'OUVRAGE : MAITRE D'OEUVRE : ENTREPRISE D'EXECUTION

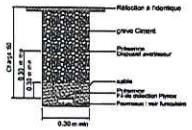
Réf. B.E. :

LEGENDE

NOTES :

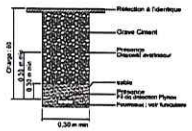
23-17

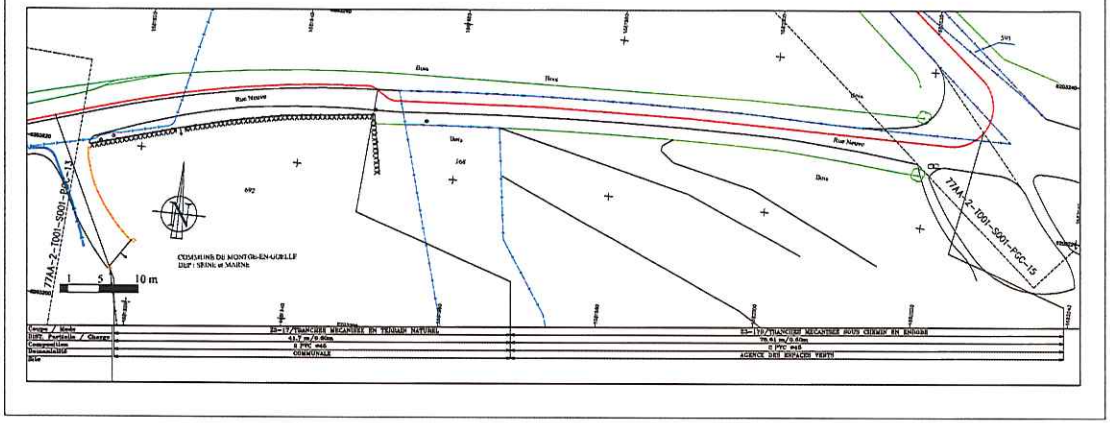
Tranchée bidirectionnelle sous Terrain Naturel



23-17D

Tranchée mécanisée sous Chemin en Enrobé






77AA : Département de la Seine et Marne
Tronçon 001 : PTC Montge-en-Goele
Secteur 001 : Rue du Sépulcre_77320 MONTGE EN GOELE

Plan de Génie Civil

RM. SFR :	77AA-S-T001-0001-PGC-15	ZDH: 200	STATUT:APD	PLAN	
Ref. Pl. SFR :	PM141SE2-A	Version chantier:	20200401- 2a	15/15	
Indice	Modifications	Date	Dessin par :	Vérifié par :	
1	Création du plan	20/04/2018	DRL	RFA	
2	Ajout panneaux en fond de fouilles en Zone	26/06/2018	DRL	RFA	

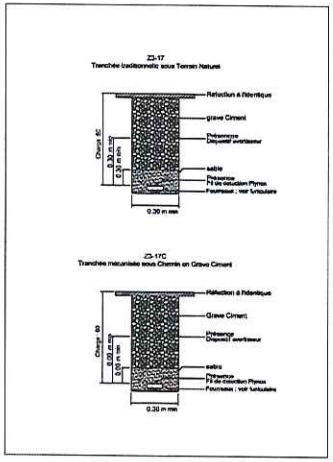
MAITRE D'OUVRAGE : SFR

MAITRE D'OEUVRE : SFR

DISPOSITIONS D'EXECUTION

MA. BE. :

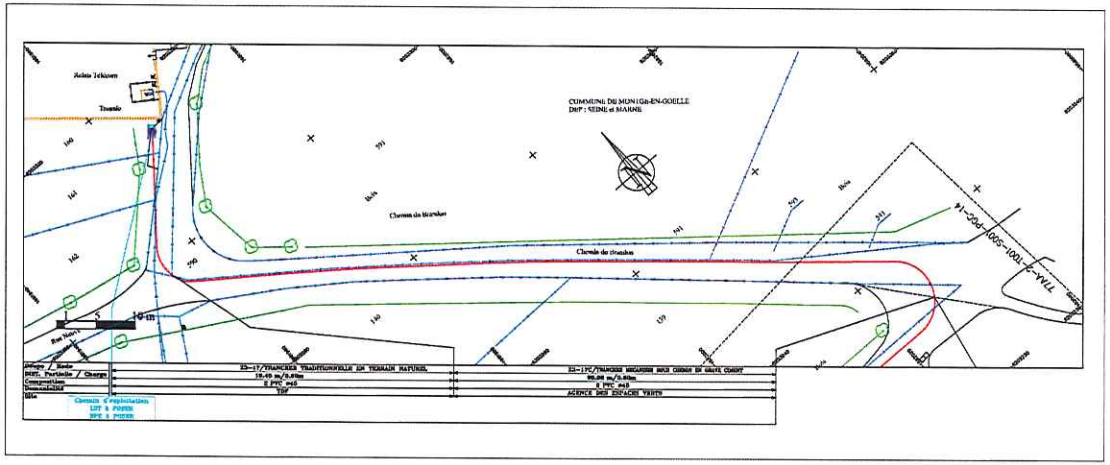
LEGENDE


ZS-17
Tranchée traditionnelle sous Terrain Naturel

Réfection à l'identique
grave Ciment
Présomption
Dispositif avertisseur
sable
Présomption
Fil de détection Plymos
Fourreaux ; voir fonctionnel
Chaussée
0.30 m mini

ZS-17C
Tranchée mécanisée sous Chemin en Grave Ciment

Réfection à l'identique
Grave Ciment
Présomption
Dispositif avertisseur
sable
Présomption
Fil de détection Plymos
Fourreaux ; voir fonctionnel
Chaussée
0.30 m mini



Accusé de réception

Nom de l'entité publique	Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France
Numéro de l'acte	17-087
Nature de l'acte	CC - Contrats, conventions et avenants
Classification de l'acte	3.6 - Autres actes de gestion du domaine prive
Objet de l'acte	Approbation d'une convention de servitude et habilitation donnée à la Présidente pour signer ledit acte (Montgé)
Statut de la transmission	8 - Reçu par Contrôle de légalité
Identifiant unique de télétransmission	-287500052-20170711-17-087-CC
Date de transmission de l'acte	11/07/2017
Date de réception de l'accuse de réception	11/07/2017

Agence des Espaces Verts

île de France

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le 11 JUIL. 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le 11 JUIL. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-088 du 11 juillet 2017

(report de la session du 4 juillet 2017)

Relative à l'approbation d'un avenant à un bail rural à long terme et habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant (Saclay)

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la signature d'un avenant à un bail rural à long terme signé le 19 décembre 2016, récapitulé dans le tableau ci-annexé.

Article 2 : Habilite la Présidente à signer cet avenant.

Article 3 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	3
Votes POUR	2+1
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Annexe N°1 à la délibération N°17 – 088 du 11 juillet 2017 (report de la session du 4 juillet 2017)

N° de Conces -sion	PRIF	Bénéficiaire	Objet auquel se rapporte la recette	Parcelles et lieu	Surface ou linéaire	Calcul de la redevance	Montant de la redevance	Ligne budgétaire	Début de l'autorisation	Fin de l'autorisation
40	PLATEAU DE SACLAY	Un agriculteur	Avenant n°1 au bail rural à long terme	Châteaufort ZB n°301	28ha 38a 36ca	Selon arrêté préfectoral 120,00 €/ha/an	3 406,03 € / an	937 76 757 (code service 10)	19/12/2016	18/12/2025

Accusé de réception

Nom de l'entité publique	Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France
Numéro de l'acte	17-088
Nature de l'acte	CC - Contrats, conventions et avenants
Classification de l'acte	3.3 - Locations
Objet de l'acte	Approbation d'un avenant à un bail rural à long terme et habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant (Saclay)
Statut de la transmission	8 - Reçu par Contrôle de légalité
Identifiant unique de télétransmission	-287500052-20170711-17-088-CC
Date de transmission de l'acte	11/07/2017
Date de réception de l'accuse de réception	11/07/2017

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le : 11 JUIL. 2017

Transmise au contrôle de légalité, le : 11 JUIL. 2017

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-089 du 11 juillet 2017

(report de la session du 4 juillet 2017)

Relative à l'approbation d'un bail rural à long terme et habilitation donnée à la Présidente pour signer ce bail (Haute Vallée de Chevreuse)

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la conclusion du bail rural à long terme avec un agriculteur, récapitulé dans le tableau ci-annexé.

Article 2 : Habilite la Présidente à signer le bail.

Article 3 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	3
Votes POUR	2+1
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Annexe N°1 à la délibération N°17 –089 du 11 juillet 2017 (report de la session du 4 juillet 2017)

N° de Conces -sion	PRIF	Bénéficiaire	Objet auquel se rapporte la recette	Parcelles et lieu	Surface ou linéaire	Calcul de la redevance	Montant de la redevance	Ligne budgétaire	Début de l'autorisation	Fin de l'autorisation
17	HAUTE VALLEE DE CHEVREUSE	Un agriculteur	Bail rural à long terme	Magny-les-Hameaux A n°145	13ha 44a 31ca	Selon arrêté préfectoral	1 351,23 € / an	937 76 757 (code service 10)	Date de signature	Durée de 9 ans

Accusé de réception

Nom de l'entité publique	Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France
Numéro de l'acte	17-089
Nature de l'acte	CC - Contrats, conventions et avenants
Classification de l'acte	3.3 - Locations
Objet de l'acte	Approbation d'un bail rural à long terme et habilitation donnée à la Présidente pour signer ce bail (Haute Vallée de Chevreuse)
Statut de la transmission	8 - Reçu par Contrôle de légalité
Identifiant unique de télétransmission	-287500052-20170711-17-089-CC
Date de transmission de l'acte	11/07/2017
Date de réception de l'accuse de réception	11/07/2017

Agence des Espaces Verts

île de France

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le : 11 JUIL. 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le : 11 JUIL. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-090 du 11 juillet 2017

(report de la session du 4 juillet 2017)

Relative à l'approbation d'un bail rural à long terme et habilitation donnée à la Présidente pour signer ce bail (Boissy)

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la conclusion du bail rural à long terme avec un agriculteur, récapitulé dans le tableau ci-annexé.

Article 2 : Habilite la Présidente à signer le bail.

Article 3 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	3
Votes POUR	2+1
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Annexe N°1 à la délibération N°17 – 090 du 11 juillet 2017 (report de la session du 4 juillet 2017)

N° de Conces -sion	PRIF	Bénéficiaire	Objet auquel se rapporte la recette	Parcelles et lieu	Surface ou linéaire	Calcul de la redevance	Montant de la redevance	Ligne budgétaire	Début de l'autorisation	Fin de l'autorisation
24	BOISSY	Un agriculteur	Bail rural à long terme	Plessis Bouchard (voir liste des parcelles en annexe)	8ha 62a 65ca	Conformément à l'arrêté préfectoral	1 605,22 € / an	937 76 757 (code service 10)	Date de signature	Durée de 9 ans

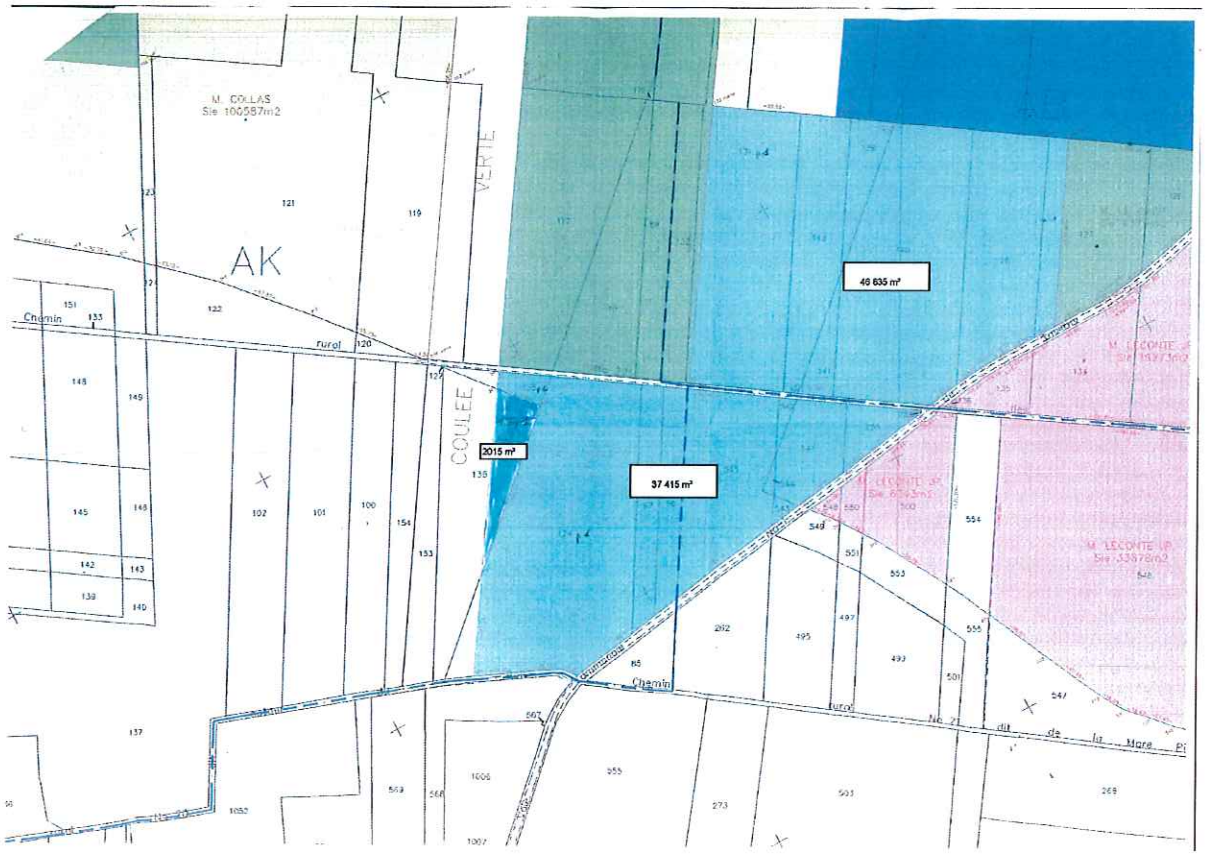
Annexe N°2 à la délibération N°17 –090 du 11 juillet 2017 (report de la session du 4 juillet 2017)

Liste et plan des parcelles –convention Boissy n°24

8ha 62a 65ca à prendre sur :

Commune	Section	N°parcelle	Surface cadastrale
Plessis-Bouchard (le)	AB	128	0ha 85a 74ca
Plessis-Bouchard (le)	AB	131	2ha 15a 71ca
Plessis-Bouchard (le)	AB	139	0ha 16a 98ca
Plessis-Bouchard (le)	AB	140	1ha 52a 26ca
Plessis-Bouchard (le)	AB	141	0ha 10a 45ca
Plessis-Bouchard (le)	AB	142	0ha 57a 98ca
Plessis-Bouchard (le)	AC	258	0ha 00a 19ca
Plessis-Bouchard (le)	AC	259	0ha 13a 87ca
Plessis-Bouchard (le)	AC	541	0ha 29a 42ca
Plessis-Bouchard (le)	AC	542	0ha 02a 76ca
Plessis-Bouchard (le)	AC	543	0ha 01a 89ca
Plessis-Bouchard (le)	AC	544	0ha 01a 05ca
Plessis-Bouchard (le)	AC	545	0ha 76a 95ca
Plessis-Bouchard (le)	AK	96	0ha 25a 36ca
Plessis-Bouchard (le)	AK	97	0ha 26a 98ca
Plessis-Bouchard (le)	AK	125	0ha 08a 87ca
Plessis-Bouchard (le)	AK	134	1ha 99a 00ca
Plessis-Bouchard (le)	AK	135	0ha 82a 82ca
		TOTAL	10ha 08a 28ca

PLAN DES PARCELLES



Accusé de réception

Nom de l'entité publique	Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France
Numéro de l'acte	17-090
Nature de l'acte	CC - Contrats, conventions et avenants
Classification de l'acte	3.3 - Locations
Objet de l'acte	Approbation d'un bail rural à long terme et habilitation donnée à la Présidente pour signer ce bail (Boissy)
Statut de la transmission	8 - Reçu par Contrôle de légalité
Identifiant unique de télétransmission	-287500052-20170711-17-090-CC
Date de transmission de l'acte	11/07/2017
Date de réception de l'accuse de réception	11/07/2017

Agence des Espaces Verts

île de France

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le : 11 JUIL. 2017

Transmise au contrôle
de légalité, le : 11 JUIL. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-091 du du 11 juillet 2017

(report de la session du 4 juillet 2017)

Relative à l'approbation d'une convention de mise en œuvre d'activités sportives et habilitation donnée à la Présidente pour signer ledit acte (Bondy)

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la signature d'une convention de mise en œuvre d'activités sportives avec la ville de Clichy-sous-Bois, ci-annexée ;

Article 2 : Autorise la Présidente à signer ladite convention.

Nombre de votants	3
Votes POUR	2+1
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Annexe N°1 à la délibération N°17 –091 du 11 juillet 2017 (report de la session du 4 juillet 2017)

N° de Conces -sion	PRIF	Bénéficiaire	Objet auquel se rapporte la recette	Parcelles et lieu	Surface ou linéaire	Calcul de la redevance	Montant de la redevance	Ligne budgétaire	Début de l'autorisation	Fin de l'autorisation
49	BONDY	Ville de Clichy-sous-Bois	Convention de mise en œuvre d'activités sportives	Forêt de Bondy			Gratuit		Date de signature	Durée d'un an

CONVENTION DE MISE EN ŒUVRE D'ACTIVITES SPORTIVES EN FORET REGIONALE DE BONDY DANS LE CADRE DU PROJET VILLE-VIE-VACANCES-FORET DE BONDY

Entre les soussignés :

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège est sis 90 – 92, Avenue du général Leclerc 93500 PANTIN, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France en vertu des articles L.4413-2 et R.4413-1, alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n°17-091 du 11 juillet 2017 (report de la session du 4 juillet 2017)

Dénommée ci-après « l'Agence »,

D'une part,

et

La commune de Clichy-sous-Bois, sise à Clichy-sous-Bois 93390, Place du 11 Novembre 1918, identifiée sous le numéro SIRET 219 300 142 000 11, représentée par Monsieur Olivier KLEIN, agissant en qualité de Maire en exercice, dûment habilité à cet effet en vertu des délibérations du Conseil Municipal en date du

Dénommée ci-après « le Bénéficiaire »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, met en œuvre la politique régionale en matière d'espaces verts, de forêts et de promenades.

Dans ce cadre, elle gère le domaine régional constitué de bois et forêts et peut mettre à disposition une partie de ce dernier afin de favoriser le développement d'activités récréatives, sportives, d'étude à l'environnement et à la nature pour les proposer au public qui fréquente ces espaces naturels.

Depuis l'été 2000, dans le cadre du dispositif « Ville Vie Vacances », un partenariat fructueux initié par les villes de Clichy-sous-Bois et Montfermeil, ensuite rejointes par Livry-Gargan, s'est mis en place entre diverses institutions et le milieu associatif sportif local. L'objectif de ce projet dénommé « VVV-Forêt de Bondy » est de permettre à des milliers de jeunes d'accéder gratuitement à des activités sportives et culturelles dans un cadre forestier privilégié.

Une convention de mise en œuvre d'activités sportives en forêt régionale de Bondy, signée avec la Ville de Montfermeil dans le cadre de ce projet prenait effet pour l'été 2016.

Face au succès constant rencontré par cette opération, l'Agence des espaces verts et la Mairie de Clichy-sous-Bois, qui est le porteur de la 18ème édition, souhaitent poursuivre le partenariat à travers la présente convention, dans le cadre du déroulement du VVV-Forêt de Bondy pour l'année 2017.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1er : OBJET DU CONTRAT

L'Agence autorise le Bénéficiaire à mettre en œuvre, sur le site de la Forêt Régionale de Bondy, le dispositif VVV-Forêt de Bondy. Ce projet a pour objectif de :

- Permettre prioritairement aux jeunes de 11 à 18 ans, aux enfants et leur famille qui ne partent pas en vacances, de se retrouver dans un cadre opportun pour découvrir, redécouvrir et être initiés à une multitude d'activités en toute gratuité.

- Proposer un encadrement de qualité, par une équipe qualifiée, pour une découverte ludique, plaisante, qui favorise la progression tout en assurant une plus-value éducative.

- Favoriser l'estime de soi notamment en valorisant les différents acquis initiés sur le dispositif, auprès des familles ou par le biais de différentes distinctions significatives.

- Favoriser la prise en compte de savoirs locaux, en valorisant des partenaires présents sur le département et des acteurs associatifs du territoire, tout en assurant auprès du public la promotion de la mixité de toute nature.

ARTICLE 2 – ACTIVITES AUTORISEES

Sont autorisées les activités suivantes :

- la pratique de sports collectifs (Rugby, Football, Frisbee…)
- la pratique du vélo et autres véhicules non motorisés (Trottinette, Hoverboard, VTT…)
- la pratique des échasses urbaines
- la pratique de l'escalade sur blocs aménagés et de l'accrobranche
- la pratique de sports de raquettes (badminton…)
- la pratique de sports d'expression artistique (Capoeira, Slackline…)
- la pratique des arts du cirque (trampoline, trapèze volant,…),
- la pratique de la danse Hip-Hop
- l'initiation aux gestes des premiers secours et à la formation diplômante PSC1
- la pratique de la ballade numérique (Chasse au trésor virtuelle,…)

L'ensemble de ces activités sera coordonné depuis le « pôle accueil » du dispositif, situé sur le chalet à proximité du parking 3 de la forêt.

Les différents pôles d'activités et l'installation qui en découle sont définis en accord avec les techniciens de l'Agence.

Le programme proposé est susceptible de s'enrichir par de nouvelles activités dont le Bénéficiaire devra solliciter, par courriel, l'autorisation préalable de l'Agence.

ARTICLE 3 – REGLEMENTATION DES ACTIVITES AUTORISEES

La sécurité des pratiquants et des promeneurs restent la priorité quant à la mise en place des activités.

Les sports collectifs : Cette activité se déroule sur les espaces de pelouse désignés par les services techniques de l'Agence. Les équipements sont amovibles et sont repliés à la fin de chaque saison ou chaque soir si nécessaire. Toutes les mesures et moyens de sécurité doivent être mis en place par le Bénéficiaire pour assurer le bon déroulement de l'activité.

La pratique du vélo, de l' hoverboard et de la trottinette : L'utilisation du vélo et autres moyen de déplacement non motorisés (thermique) est encadrée par le Bénéficiaire et est autorisée uniquement sur les allées et chemins stabilisés dont la largeur est égale ou supérieure à 2,50 mètres. Les plans de circulation sont définis par les services techniques de l'Agence. La vitesse des cyclistes et autres conducteurs doit être réduite de manière à ne pas créer un danger pour la circulation des piétons.

La Course d'orientation numérique : Cette course d'orientation se fera à l'aide d'une tablette numérique où un logiciel sera téléchargé et guidera les 6-11 ans et les 12-17 ans, à travers la forêt, sur les allées et chemins définis par les services techniques de l'Agence, selon les modèles de « Chasse au trésor »

ou d' « Enquête » en réalité augmentée. Pour la conception des balades numériques, l'éditeur du logiciel s'inspirera des informations contenues dans celui édité par l'Agence : « Pan ».

L'échasse urbaine et le Parcours Aventure : Se déroulent sur les espaces de pelouse et chemin stabilisés désignés par les services techniques de l'Agence et encadrés par le Bénéficiaire situé en Forêt de Bondy.

L'escalade sur blocs aménagés : En cas de mise en place de l'activité sur la forêt, les blocs sont positionnés sur des surfaces en pelouse, ils sont repliés à la fin de chaque saison. En dehors des horaires de pratique, des panneaux d'information interdisant l'accès aux blocs et structures d'escalade, seront mis en place par le Bénéficiaire avec un minimum de deux panneaux par bloc ou structure. Il sera également réalisé un ceinturage complet des structures d'escalade avec des barrières de type police.

La Capoeira : Voir sports collectifs

La Slackline : Voir sports collectifs

Les Arts du Cirque : Voir sports collectifs

Initiation aux gestes des premiers secours : Se déroule sur les espaces de pelouse désignés par les services techniques de l'Agence et sur les allées principales.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS GENERALES DU BENEFICIAIRE

4.1 – Assurance et responsabilité

Le Bénéficiaire s'engage à contracter toutes les assurances (responsabilité civile et multirisque) couvrant les risques encourus avec extension de garantie sur le territoire forestier concerné et aux vues des activités pratiquées.
Dès la signature de la présente convention par le Bénéficiaire, ce dernier devra fournir les attestations annuelles d'assurance susvisées.

Le Bénéficiaire s'engage à maintenir les équipements en bon état et à veiller à la sécurité des usagers et des tiers. Il veille à ce que les équipements soient conformes aux normes françaises et européennes applicables en matière de sécurité.

Le Bénéficiaire demeure seul et entièrement responsable de tous les dommages qui pourraient résulter des activités réalisées sur le territoire mis à sa disposition, de son fait personnel ou de ses commettants ou des choses dont il a la garde.

Le Bénéficiaire devra informer le public des risques liés à l'exercice de chaque activité.
En cas de danger manifeste et imminent, le Bénéficiaire doit prendre toutes les mesures conservatoires utiles et nécessaires et notamment annuler les activités sportives.

Le Bénéficiaire doit réaliser une évaluation d'incidence au titre du classement Natura 2000 dont fait l'objet la forêt régionale de Bondy. Le dossier complet doit être déposé auprès des services de la Direction Départementale des Territoires (DDT) et suffisamment en amont de la date de commencement des activités.

4.2 – Cession et sous location

Le Bénéficiaire ne pourra céder sous quelle que forme que ce soit, les droits et obligations découlant de la présente convention.

Il ne pourra sous-louer tout ou partie des biens mis à disposition, ni même les prêter.

4.3 – Maintenance des équipements - aménagements

Le Bénéficiaire a la charge de l'entretien, de la surveillance et du maintien en état des équipements mis en place sur le site pour le déroulement des différentes activités.

Aucun matériel ne sera déposé dans les bâtiments liés au fonctionnement de la forêt, même à titre provisoire, si ce n'est dans le chalet d'accueil en bois situé près de l'entrée principale de la forêt

L'essentiel du matériel sera stocké dans les containers fournis par le Bénéficiaire et disposés à proximité des pôles d'activités en accord avec les techniciens de l'Agence.

Chaque activité exige un encadrement sérieux et efficace conformément aux normes réglementaires en vigueur. L'accès au site pourra être refusé à un groupe qui ne présenterait pas un encadrement satisfaisant, se mettant eux-mêmes ou mettant les autres en situations de dangers.

Le Bénéficiaire pourra installer provisoirement des sanitaires pendant la durée du dispositif. L'installation, l'entretien et la vidange de ceux-ci sont à la charge du Bénéficiaire. Il veillera particulièrement au bon état de propreté aux abords des cabines. Leurs emplacements seront définis en accord avec les techniciens de l'Agence.

L'Agence assurera la mise en place de la fontaine située à proximité du chalet d'accueil.
L'Agence assurera la mise en place de troncs d'arbres à proximité géographique de l'accueil afin que les groupes d'enfants puissent s'y installer lors des périodes d'attentes.

Le Bénéficiaire sollicitera par le biais d'un courriel l'autorisation préalable de l'Agence pour tous nouveaux aménagements ou toute nouvelle mise en place d'équipements envisagés.

4.4 – Déroulement des activités

Le déroulement des activités respectera les horaires d'ouverture et de fermeture de la forêt.

Seuls sont autorisés à pénétrer en forêt, les véhicules nécessaires à la mise en place et au repli des installations.

La localisation précise des lieux d'activités et des places à container est définie en accord avec les techniciens de l'Agence.

Les espaces fréquentés devront être maintenus en bon état de propreté tous les jours. Le Bénéficiaire nettoiera les aires utilisées avec les enfants bénéficiaires des structures et des lieux afin de les sensibiliser au respect du milieu forestier. Les animateurs devront être sensibilisés à une approche de l'éco-citoyenneté.

En dehors des poubelles de la forêt, les sacs poubelles recevant les déchets des activités du dispositif devront être fournis par le Bénéficiaire.
Le Bénéficiaire est tenu de se conformer au règlement intérieur de la forêt (dont un exemplaire est joint à la présente convention) qui fait référence en matière de réglementation pour cet espace ouvert au public.
Le Bénéficiaire informera préalablement et sollicitera l'autorisation de l'Agence pour toute manifestation, tout reportage qu'il organisera sur le site mis à sa disposition,

ARTICLE 5 – PERIODE DE DEROULEMENT DES ACTIVITES

Les activités et animations sportives se dérouleront du 10 Juillet 2017 au 11 Août 2017, du lundi au vendredi, de 9h30 à 17h30, et les samedi 22 juillet et 5 août de 13h00 à 18h00 pour les samedi du « Sport en famille ».. L'installation sera programmée à partir du 7 juillet, le rangement prévu à partir du 11 août après- midi.

ARTICLE 6 – DATE DE PRISE D'EFFET - DUREE

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa date de signature par les parties.

En raison de son caractère de simple tolérance et de sa précarité mais également au regard de la spécificité de l'immeuble mis à disposition (forêt), la présente autorisation ne confère au Bénéficiaire qui le reconnaît expressément, aucun droit au maintien dans les lieux et aucun droit ou avantage reconnus au locataire d'immeuble à usage commercial.

ARTICLE 7 – RESILIATION – DENONCIATION

7-1 Résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général

L'Agence pourra résilier unilatéralement la présente convention en cas de nécessité d'intérêt général ou en cas de force majeure.

Le Bénéficiaire ne pourra prétendre à aucune indemnité de résiliation.

7-2 Résiliation de plein droit

En cas de non-exécution par le Bénéficiaire de l'une des obligations décrites dans la présente convention, cette dernière pourra être résiliée de plein droit à tout moment, aux torts exclusifs du Bénéficiaire. Le Bénéficiaire ne pourra prétendre à aucune indemnité de résiliation.
L'Agence peut résilier la convention dans le cas où il serait constaté un défaut d'entretien ou de conformité des équipements, la présence d'activités non approuvées par l'Agence ou en contradiction avec le règlement intérieur de la forêt, le non-respect des modalités d'exercice des activités sportives.

L'Agence met en demeure le Bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception, soit de cesser l'activité non conforme à la convention, soit de se conformer à ses obligations.

A défaut de réponse de sa part dans un délai de 15 jours, la convention est résiliée.

7-3 Dénonciation

Le Bénéficiaire pourra dénoncer le contrat en respectant un préavis de 3 mois.

ARTICLE 8 – ETAT DES LIEUX
Le Bénéficiaire s'engage à prendre en l'état les espaces mis à disposition. Il sera procédé à un état des lieux des sites accueillant le public de façon fixe, notamment les pelouses.
Tout dommage ou toute dégradation causé aux équipements de la forêt et lié aux activités organisées par le Bénéficiaire sera réparé aux frais de ce dernier après constat contradictoire des deux parties.

Le représentant de l'Agence sur le terrain est Monsieur Pierre MARTIN
Route de la Brosse 77164 Ferrières en Brie Tel : 01 83 65 38 17 - 06 85 03 46 83

ARTICLE 9 – REDEVANCE
La présente autorisation est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 10 – REGLEMENT DES LITIGES
Tout litige portant sur l'exécution du présent contrat devra être porté devant la juridiction administrative.

Le tribunal territorialement compétent étant le Tribunal Administratif de Montreuil.

Fait en trois exemplaires originaux, à

Le

Pour la Ville de Clichy-sous-Bois,
Le Maire,
Olivier KLEIN

Pour l'Agence des espaces verts
de la Région d'Île-de-France,

AGENCE DES ESPACES VERTS
DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU DOMAINE RÉGIONAL

PRÉAMBULE

L'Agence des Espaces Verts de la Région d'Île-de-France (A.E.V.) gère, pour le compte de la Région Île-de-France, plus de 11.000 hectares de domaines régionaux en vue de leur préservation, de leur mise en valeur et de leur ouverture au public.

Le présent règlement est applicable sur l'ensemble du domaine régional à l'exclusion des terrains faisant l'objet d'une concession ou d'un bail.

Les visiteurs sont informés qu'ils pénètrent dans un site naturel qui peut présenter certains risques tels que chutes de branches, présence de plans d'eau, dénivelées, ...

Il leur appartient d'être prudents et d'adopter le comportement qui s'impose.

La responsabilité de l'A.E.V. ne pourra être engagée en cas de dommages, d'incidents ou d'accidents provoqués par l'imprudence ou la négligence des visiteurs, ou de non respect du présent règlement.

Chapitre I - Fréquentation

ARTICLE I.1 :

Le domaine régional est avant tout destiné aux piétons.

La circulation des cyclistes, cavaliers ou pratiquants de tout autre mode de déplacement ne doit pas entraver la libre promenade des visiteurs à pied. Tous doivent circuler sur les allées aménagées à cet effet. Les sous-bois et les pelouses sont exclusivement réservés aux piétons.

L'Agence des Espaces Verts ne garantit pas la mise en sécurité des peuplements forestiers, les piétons sont donc invités à la plus grande prudence lorsqu'ils circulent hors des allées aménagées.

ARTICLE I.2

Il est interdit de franchir des barrages ou des clôtures et d'enfreindre les défenses affichées.

ARTICLE I.3

L'allure des cavaliers ne doit pas dépasser le pas. Cependant, toutes les allures sont autorisées sur les pistes cavalières, sauf lors de croisements avec d'autres usagers.

ARTICLE I.4

La pratique d'activités physiques ou sportives est autorisée mais elle ne doit pas être la cause d'un trouble à la jouissance paisible de la promenade ou d'une dégradation des sols, pelouses et ouvrages divers.

ARTICLE I.5

La baignade est interdite sur l'ensemble du domaine régional.

ARTICLE I.6

Toutes les activités de type navigation, patinage, escalade, accro-branche sont interdites, sauf autorisation préalable de la part de l'A.E.V.

Chapitre II - Circulation des véhicules à moteur

ARTICLE II.1

La présence de tout véhicule à moteur, y compris les deux-roues, est interdite à l'intérieur des sites régionaux.

Seuls les véhicules munis d'un macaron fourni par l'A.E.V., visible de l'extérieur du véhicule, sont autorisés à circuler, uniquement sur les chemins et voies de circulation.

La vitesse sur l'ensemble des routes est limitée à 30 kilomètres par heure.

Le présent article ne concerne pas les véhicules de secours, de police ou de service.

Chapitre III - Propreté

ARTICLE III.1

Les papiers, détritus et débris, restes de pique-nique, etc. doivent être emportés hors de la propriété régionale ou déposés dans les emplacements prévus à cet effet.

ARTICLE III.2

Il est interdit de déposer tous les autres déchets (ménagers, polluants, inertes, recyclables ou non, biodégradables ou non) sur l'ensemble du domaine régional y compris aux entrées et en limite de propriété.

Chapitre IV - Atteinte à la faune et la flore

ARTICLE IV.1

Afin de ne pas perturber l'équilibre écologique, il est interdit de relâcher tout animal quel que soit son stade de développement.

ARTICLE IV.2

Il est interdit de détruire ou d'enlever des œufs ou des nids, de blesser, de tuer, d'enlever, de transporter, de colporter, de mettre en vente, de vendre ou d'acheter des animaux qu'ils soient vivants ou morts.

Il est interdit de troubler ou de déranger sciemment des animaux par des cris ou des bruits, des jets de projectiles ou de toute autre manière.

ARTICLE IV.3

Les animaux disposent dans le milieu naturel, de réserves de nourriture suffisantes. Pour éviter une surpopulation ou une dépendance vis-à-vis de l'homme, la distribution de nourriture est interdite.

ARTICLE IV.4

Afin de respecter et de protéger la flore, il est interdit de vendre, de détruire, de couper, de mutiler, d'arracher, de déterrer, d'enlever ou de porter atteinte de quelque manière que ce soit aux végétaux.

ARTICLE IV.5

Le ramassage des fruits, des baies et des champignons est toléré uniquement dans le cadre d'une consommation familiale.

La cueillette des fleurs non protégées ne peut excéder, par personne, ce qu'une main peut contenir. Celle des plantes protégées est strictement interdite.

ARTICLE IV.6

Il est interdit d'apporter ou d'introduire des graines, semis, plants, greffons ou boutures sans autorisation préalable de l'A.E.V.

Chapitre V - Animaux domestiques

ARTICLE V.1

L'accès de tout animal, à l'exception des chats, chiens, chevaux et animaux d'assistance aux personnes handicapées, est interdit.

ARTICLE V.2

Conformément à la loi n° 99-5 du 6 janvier 1999 relative aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux, et à l'arrêté ministériel du 27 avril 1999, établissant la liste des types de chiens susceptibles d'être dangereux, l'accès aux propriétés régionales est interdit aux chiens classés "chiens d'attaque". Les "chiens de garde et de défense" doivent être muselés et tenus en laisse par une personne majeure.

ARTICLE V.3

Pour la préservation de la faune sauvage :

- en période de reproduction, du 15 mars au 15 juillet, tous les chiens doivent être tenus en laisse et ne circuler que sur les chemins.
- le reste de l'année, les chiens sont sous la responsabilité de leur maître et ne doivent pas s'écarter des chemins, sauf tenus en laisse.

ARTICLE V.4

Leur maître, ou les personnes qui les accompagnent, devront prendre toutes les mesures utiles pour empêcher les animaux de s'approcher des bacs à sable, aires et emplacements de jeux réservés aux enfants, de pénétrer dans les massifs, bassins et pièces d'eau.

Ils devront prendre toutes les mesures utiles pour empêcher ou enlever les déjections sur les emprises des chemins de promenade, des caniveaux, des aires de jeux et de stationnement.

ARTICLE V.5

Le propriétaire d'un animal reste responsable des accidents, incidents ou atteintes au milieu naturel, provoqués par son animal (en vertu de l'article 1385 du Code Civil).

Chapitre VI - Coupe et ramassage de bois

ARTICLE VI.1

Tout ramassage ou coupe de bois est soumis à une autorisation préalable de l'A.E.V.

Chapitre VII - Chasse et pêche

ARTICLE VII.1

La chasse et la pêche sont réglementées et font l'objet d'un contrat spécifique avec l'A.E.V.

L'application de cet article constitue une dérogation aux articles I.1, IV.2, IV.3, V1, V.3, et VIII.1.

ARTICLE VII.2

Il est interdit à tout promeneur de pénétrer dans une zone où une chasse en cours est signalée.

VIII - Armes

ARTICLE VIII.1

Afin d'assurer la sécurité des promeneurs, toute introduction et usage d'arme à feu, de munitions, d'arme blanche et de tout objet susceptible d'envoyer un projectile pouvant présenter un danger pour autrui, est interdite.

Cette disposition n'est pas applicable aux personnes mentionnées au titre premier du livre premier du code de procédure pénale dans l'exercice de leurs fonctions de police judiciaire.

Chapitre IX - Activités agricoles

ARTICLE IX.1

Toute activité agricole, pastorale, maraîchère ou apicole est réglementée et soumise à l'autorisation préalable de l'A.E.V.
Cette autorisation est formalisée par la signature d'une convention.

Chapitre X - Camping et bivouac

ARTICLE X.1

Le camping, le bivouac ou le stationnement d' une caravane ou d'une remorque habitable ou de tout autre abri de camping sont interdits sur les sites régionaux, y compris sur les aires de stationnement.

Chapitre XI - Feux

ARTICLE XI.1

Le jet de cigarettes incandescentes, les jeux avec matières inflammables, les feux de toute nature et les barbecues sont interdits.

ARTICLE XI.2 article ne concernant que la forêt régionale de Bréviande

Les barbecues hors sol sont tolérés en Forêt régionale de Bréviande dans les endroits réservés et prévus à cet effet.

Chapitre XII - Préservation sonore

ARTICLE XII.1

Afin de respecter le calme des lieux, sont interdits les bruits gênants par leur intensité, leur durée ou leur caractère agressif. L'usage de transistors, magnétophones ou autres appareils sonores amplifiés est interdit. Toute autre source sonore non amplifiée est interdite si elle entraîne une gêne pour les autres usagers.

Chapitre XIII - Sites historiques

ARTICLE XIII.1

Il est du devoir de chacun de respecter les sites historiques, archéologiques, géologiques ou tout élément du patrimoine régional.

L'utilisation de détecteur électromagnétique, la prospection, le prélèvement de tout élément historique ou archéologique ainsi que des fossiles, sont interdits.

Chapitre XIV – Mobilier - Équipements

ARTICLE XIV.1

Les équipements existants doivent être utilisés conformément à leur destination et ne pas être détériorés. Il est notamment interdit d'escalader les clôtures, de monter sur les bancs, monuments, panneaux, balustrades, barrières, rampes d'escalier, bornes fontaines, bassins et margelles de bassins, etc., de les salir ou de les utiliser comme support publicitaire ou de graffiti.

ARTICLE XIV.2

Les équipements de jeux installés pour les enfants ne sont pas accessibles aux personnes dépassant l'âge maximal indiqué sur les panneaux. L'utilisation par les enfants des agrès et jeux est placée sous la surveillance de leurs parents ou des personnes qui en ont la garde. L'AEV décline toute responsabilité en cas d'accident.

Chapitre XV - Organisation de manifestations

ARTICLE XV.1

Toute manifestation (scolaire, culturelle, sportive,...) est soumise à l'autorisation préalable de l'A.E.V. Toute demande devra être adressée au minimum un mois à l'avance et fera l'objet d'une convention.

Chapitre XVI - Publicité et affichage

ARTICLE XVI.1

Tout affichage, fléchage, balisage, inscription publicitaire ou autre, est soumis à l'autorisation préalable de l'A.E.V.

Chapitre XVII - Prises photographiques et cinématographiques

ARTICLE XVII.1

Toute activité cinématographique, télévisuelle, radiophonique ou photographique, est soumise à l'autorisation préalable de l'A.E.V. dès qu'elle a une vocation commerciale, professionnelle ou est destinée à une diffusion publique.

Chapitre XVIII - Activités marchandes et commerciales

ARTICLE XVIII.1

Toute activité commerciale ou tout démarchage est subordonné à l'autorisation préalable de l'A.E.V., formalisée par la signature d'une convention.

EN CAS DE MANQUEMENT AUX DISPOSITIONS DU PRÉSENT RÈGLEMENT, PAR TOUT USAGER DU DOMAINE RÉGIONAL, IL APPARTIENDRA AUX AGENTS DÛMENT ASSERMENTÉS DE DRESSER UN PROCÈS VERBAL. CE PROCÈS VERBAL POURRA, LE CAS ÉCHEANT, ENTRAINER DES POURSUITES PÉNALES A L'ENCONTRE DU CONTREVENANT.

Accusé de réception

Nom de l'entité publique	Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France
Numéro de l'acte	17-091
Nature de l'acte	CC - Contrats, conventions et avenants
Classification de l'acte	3.6 - Autres actes de gestion du domaine prive
Objet de l'acte	Approbation d'une convention de mise en uvre d'activités sportives et habilitation donnée à la Présidente pour signer ledit acte (Bondy)
Statut de la transmission	8 - Reçu par Contrôle de légalité
Identifiant unique de télétransmission	-287500052-20170711-17-091-CC
Date de transmission de l'acte	11/07/2017
Date de réception de l'accuse de réception	11/07/2017

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 11 JUIL. 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le : 11 JUIL. 2017

La Présidente du conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-092 du 11 juillet 2017 (report de la session du 4 juillet 2017)

Approbation d'acquisitions foncières et habilitation donnée à la Présidente pour signer les actes correspondants

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU la délibération N°17- 024 du 14 avril 2017 portant approbation du budget primitif 2017 ;

VU la délibération N°17-056 du 30 mai 2017 (report de la session du 23 mai 2017) portant approbation du budget supplémentaire 2017 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts ;

VU les avis des domaines sur chaque acquisition envisagée.

DELIBERE

Article 1 Habilite la Présidente à signer les actes et traités d'adhésion à ordonnance d'expropriation mentionnés en annexe 1.

Article 2 Habilite la Présidente à mandater, en vue de leur paiement ou de leur consignation, les indemnités correspondant aux opérations mentionnées en annexe 1, pour un montant total de 8.700 € et à mandater les frais d'opérateur foncier liés à ces opérations.

Article 3 Approuve les acquisitions listées en annexe 2.

Article 4 Habilite la Présidente à signer les actes de vente et les actes d'acquisition et les promesses de vente relatifs aux opérations énumérées à l'annexe 1 et à mandater, en vue du paiement, les prix d'acquisition, les honoraires de notaires ou frais d'actes, les honoraires d'opérateur foncier liés à ces transactions.

Article 5 Un montant de 36.923,90 € d'autorisations de programme du budget 2017, programme 12, est affecté aux opérations énumérées à l'annexe 1.

Article 6 Le montant disponible sur les autorisations de programme du budget 2017, programme 12, s'élève à 350.407,00 €.

Article 7 Habilite la Présidente à solliciter des aides financières de l'Agence de l'Eau Seine Normandie pour les acquisitions foncières relevant de son 9ème programme et, en cas d'attribution de subventions, à signer les conventions financières correspondantes.

Article 8 Les crédits nécessaires seront imputés sur le Budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants ..... :	3
Votes POUR ..... :	2+1
Votes CONTRE ..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

ANNEXE 1

Butte Pinson (36)

N° de Dossier : 780 () LANCON

date de l'ordonnance	date avis DNID	date adhésion *	date du jugement
31/01/12	21/04/15	05/05/17	

Prix total : 8 700,00 €	Surface : 0 ha 16 a 00 ca	Prix au m² : 5,44 €

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95427	MONTMAGNY	AD	339	0 ha 16 a 00 ca	345

Total Butte Pinson	0 ha 16 a 00 ca	8 700,00 €	Nb dossiers : 1

TOTAL	0 ha 16 a 00 ca	8 700,00 €	Nombre de dossiers : 1
	Prix moyen au m²	5,44 €	

(*) date de signature par l'exproprié du traité d'adhésion

Buttes du Parisis (41)

N° de Dossier : 1495 () BERTON Préemption

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
06/06/17	02/05/17	17/05/17	0 ha 10 a 30 ca
			Prix principal au m² : 10 €/m²

Prix total :	10 300,00 €	dont prix principal :	10 300,00 €	dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95018	ARGENTEUIL	CP	570	0 ha 10 a 30 ca	

Total Buttes du Parisis	0 ha 10 a 30 ca	10 300,00 €	Nb dossiers : 1

Plaine de Montesson (53)

N° de Dossier : 134 () SAFER Ile de France Attribution SAFER amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
29/03/17	10/05/17		0 ha 20 a 30 ca
8 866,00 €			Prix principal au m² : 4 €/m²

Prix total :	8 866,00 €	dont prix principal :	8 118,21 €	dont honoraires**	747,79 €

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
78418	MONTESSON	BA	6	0 ha 08 a 39 ca	
78586	SARTROUVILLE	BI	137	0 ha 06 a 13 ca	
78586	SARTROUVILLE	BI	164	0 ha 05 a 78 ca	

Plaine de Montesson (53)

N° de Dossier : 135 () Cts LE BARS- SAFER Attribution SAFER amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
01/07/17			0 ha 09 a 50 ca
4 280,00 €			Prix principal au m² : 4 €/m²

Prix total :	4 280,00 €	dont prix principal :	3 800,00 €	dont honoraires**	480,00 €

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
78418	MONTESSON	ZD	63	0 ha 09 a 50 ca	

Total Plaine de Montesson	0 ha 29 a 80 ca	13 146,00 €	Nb dossiers : 2

Plaine de Pierrelaye (52)

N° de Dossier : 312 () SAFER Ile de France Attribution SAFER préemption

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface

* pour les acquisitions auprès de la SAFER, le prix est fixé par le Commissaire du Gouvernement siégeant à la SAFER et représentant le Ministère des Finances.

** Est indiqué le montant des frais d'acquisition et des honoraires pour les seules opérations d'acquisition, auprès de la SAFER dans le cadre de la convention de partenariat.
Pour les autres opérations, le montant des honoraires est prélevé sur l'enveloppe d'AP affectée à cette fin.

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
12/12/13		18/04/13	0 ha 16 a 50 ca
6 016,20 €			Prix principal au m² : 2,48 €/m²

Prix total :	6 016,20 €	dont prix principal :	4 100,00 €	dont honoraires**	1 916,20 €

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95306	HERBLAY	ZY	9	0 ha 16 a 50 ca	

Plaine de Pierrelaye (52)

N° de Dossier : 313 () SAFER Ile de France Attribution SAFER préemption

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
03/02/14		28/05/13	0 ha 16 a 20 ca
4 961,70 €			Prix principal au m² : 2 €/m²

Prix total :	4 961,70 €	dont prix principal :	3 240,00 €	dont honoraires**	1 721,70 €

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95306	HERBLAY	ZW	21	0 ha 16 a 20 ca	

Plaine de Pierrelaye (52)

N° de Dossier : 339 () SAFER Ile de France Attribution SAFER amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
08/09/15			0 ha 05 a 60 ca
2 500,00 €			Prix principal au m² : 1,61 €/m²

Prix total :	2 500,00 €	dont prix principal :	900,00 €	dont honoraires**	1 600,00 €

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95306	HERBLAY	ZW	56	0 ha 05 a 60 ca	

Total Plaine de Pierrelaye	0 ha 38 a 30 ca	13 477,90 €	Nb dossiers : 3

TOTAL annexe	0 ha 78 a 40 ca				
TOTAL annexe	36 923,90 €	Dont Prix principal	30 458,21 €	dont honoraires	6 465,69 €
	Soit 4,71 €/m²			Nb dossiers :	6

* pour les acquisitions auprès de la SAFER, le prix est fixé par le Commissaire du Gouvernement siégeant à la SAFER et représentant le Ministère des Finances.

** Est indiqué le montant des frais d'acquisition et des honoraires pour les seules opérations d'acquisition, auprès de la SAFER dans le cadre de la convention de partenariat.
Pour les autres opérations, le montant des honoraires est prélevé sur l'enveloppe d'AP affectée à cette fin.

Accusé de réception

Nom de l'entité publique	Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France
Numéro de l'acte	17-092
Nature de l'acte	DE - Délibérations
Classification de l'acte	3.1 - Acquisitions
Objet de l'acte	Approbation dacquisitions foncières et habilitation donnée à la Présidente pour signer les actes correspondants
Statut de la transmission	8 - Reçu par Contrôle de légalité
Identifiant unique de télétransmission	-287500052-20170711-17-092-DE
Date de transmission de l'acte	11/07/2017
Date de réception de l'accuse de réception	11/07/2017

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le : 11 JUIL. 2017

Transmise au contrôle
de légalité, le : 11 JUIL. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 17-093 du 11 juillet 2017

(report de la session du 4 juillet 2017)

Relative à la cession de parcelles régionales situées sur la commune de Tremblay-en-France (95) au sein du périmètre régional d'intervention foncière de la Plaine de France.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-6 ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2211-1 et L.3211-14 ;

VU l'arrêté du 7 novembre 2016 déclarant d'utilité publique l'aménagement du vallon du Sausset ;

VU l'avis des Domaines ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente de l'Agence des espaces verts.

D E L I B E R E

Article 1: Approuve la cession au profit de la communauté Terres de France des parcelles régionales situées sur la commune de Tremblay-en-France (93) listées en annexe d'une surface totale de 10 ha 63 a 77 ca pour un montant total d'indemnités de 781.871 €.

Article 2 : Autorise la Présidente à signer les documents et actes correspondants à cette opération.

Article 3 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants ..... :	3
Votes POUR ..... :	2+1
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

Annexe Liste des parcelles

Dépt	Commune	Sec	N°	Surf. cadastrale	Surface à céder (DUP)	Observations
93	TREMBLAY EN FRANCE	C	311	0 ha 29 a 07 ca	0 ha 5 a 34 ca	
93	TREMBLAY EN FRANCE	ZB	21	0 ha 76 a 69 ca	0 ha 8 a 48 ca	
93	TREMBLAY EN FRANCE	ZB	24	0 ha 11 a 20 ca	0 ha 11 a 20 ca	
93	TREMBLAY EN FRANCE	ZB	33	0 ha 40 a 20 ca	0 ha 14 a 27 ca	
93	TREMBLAY EN FRANCE	ZB	43	1 ha 12 a 69 ca	1 ha 12 a 69 ca	
93	TREMBLAY EN FRANCE	ZB	67	6 ha 72 a 49 ca	6 ha 14 a 36 ca	ex ZB 12
93	TREMBLAY EN FRANCE	ZB	73	0 ha 18 a 98 ca	0 ha 18 a 98 ca	
93	TREMBLAY EN FRANCE	ZB	83	2 ha 78 a 45 ca	2 ha 78 a 45 ca	
				12 ha 39 a 77 ca	10 ha 63 a 77 ca	

Accusé de réception

Nom de l'entité publique	Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France
Numéro de l'acte	17-093
Nature de l'acte	CC - Contrats, conventions et avenants
Classification de l'acte	3.2 - Alienations
Objet de l'acte	Cession de parcelles régionales situées sur la commune de Tremblay-en-France (95) au sein du périmètre régional dintervention foncière de la plaine de France
Statut de la transmission	8 - Reçu par Contrôle de légalité
Identifiant unique de télétransmission	-287500052-20170711-17-093-CC
Date de transmission de l'acte	11/07/2017
Date de réception de l'accuse de réception	11/07/2017

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 11 JUIL. 2017

Transmise au contrôle
de légalité, le : 11 JUIL. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 17-094 du 11 juillet 2017

(report de la session du 4 juillet 2017)

Relative à la cession de parcelles régionales situées sur la commune d'Herblay (95) au sein du périmètre régional d'intervention foncière de la Plaine de Pierrelaye.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-6 ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2211-1 et L.3211-14 ;

VU l'avis des Domaines ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente de l'Agence des espaces verts.

D E L I B E R E

Article 1: Approuve la cession au profit des consorts LANCON des parcelles régionales situées sur la commune de Herblay (95) listées en annexe d'une surface totale de 2.409 m² pour un montant total de 8.700 €.

Article 2 : Autorise la Présidente à signer les documents et actes correspondants à cette opération.

Article 3 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants ..... :	3
Votes POUR ..... :	2+1
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

Annexe Liste des parcelles

					Nouvelles références cadastrales		
Dépt	**Commune**	**Sec**	**N°**	**Surf. cadastrale**	**Sec**	**N°**	**Surface cédée**
95	HERBLAY	AH	168	10 a 28 ca	AH	520	1 a 63 ca
95	HERBLAY	AH	171	9 a 55 ca	AH	522	2 a 92 ca
95	HERBLAY	AH	172	4 a 47 ca	AH	524	1 a 47 ca
95	HERBLAY	AH	177	5 a 43 ca	AH	526	1 a 74 ca
95	HERBLAY	AH	332	49 a 27 ca	AH	528	3 a 39 ca
95	HERBLAY	AH	423	66 a 75 ca	AH	530	4 a 21 ca
95	HERBLAY	ZX	48	2 ha 10 a 00 ca	ZX	99	8 a 73 ca
	TOTAL						24 a 09 ca

Accusé de réception

Nom de l'entité publique	Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France
Numéro de l'acte	17-094
Nature de l'acte	DE - Délibérations
Classification de l'acte	3.2 - Alienations
Objet de l'acte	Cession de parcelles régionales situées sur la commune de Herblay (95) au sein du périmètre régional dintervention foncière de la plaine de Pierrelaye
Statut de la transmission	8 - Reçu par Contrôle de légalité
Identifiant unique de télétransmission	-287500052-20170711-17-094-DE
Date de transmission de l'acte	11/07/2017
Date de réception de l'accuse de réception	11/07/2017

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le : 11 JUIL. 2017

Transmise au contrôle de légalité, le : 11 JUIL. 2017

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-095 du 11 juillet 2017

(report de la session du 4 juillet 2017)

Approbation de la distraction de propriétés régionales du régime forestier

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L.111-1 et L.141-1 du code forestier ;

VU la délibération n° 78-31 du 14 décembre 1978 relative à la procédure de soumission au régime forestier des forêts, bois et terrains à boiser, acquis par l'Agence des Espaces Verts, au nom et pour le compte de la Région d'Ile-de-France ;

VU le plan des lieux ;

VU le rapport présenté par la Présidente de l'Agence des Espaces Verts de la Région Ile-de-France ;

DELIBERE

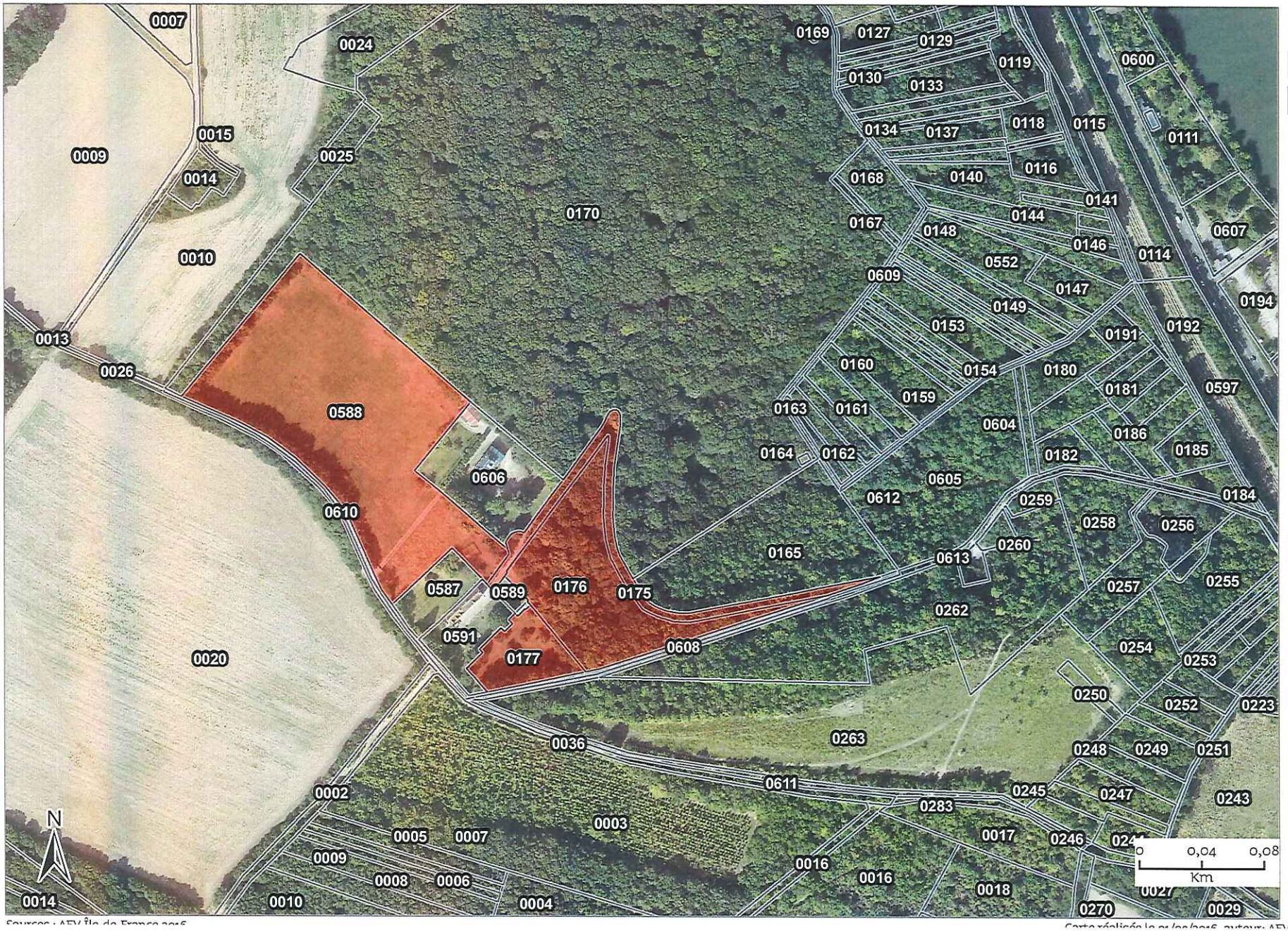
Article 1 Le Conseil d'Administration de l'Agence des Espaces Verts sollicite la distraction du régime forestier des propriétés régionales désignées ci-après :

Commune	Section	Numéro parcellaire	Surface cadastrale (m²)	Nature cadastrale	Lieu-dit
ROSNY SUR SEINE	B	175	2428	terre	Chatillon
ROSNY SUR SEINE	B	176	7506	taillis sous futaie	Chatillon
ROSNY SUR SEINE	B	177	2257	jardin	Chatillon
ROSNY SUR SEINE	B	588	19565	verger	Chatillon
	TOTAL		31756		

Nombre de votants.....: 3
Votes POUR.....: 2+1
Votes CONTRE.....: 0
Abstentions .....: 0
Ne prend pas part au vote ...: 0

DEMANDE DE DISTRACTION DU REGIME FORESTIER

Domaine de Chatillon - Rosny-sur-Seine - Forêt régionale de Rosny



Légende

Parcelles à distraire

Parcellaire polygonal

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Sources : AEV Île-de-France 2016

Carte réalisée le 01/09/2016, auteur: AEV

Accusé de réception

Nom de l'entité publique	Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France
Numéro de l'acte	17-095
Nature de l'acte	DE - Délibérations
Classification de l'acte	3.6 - Autres actes de gestion du domaine prive
Objet de l'acte	Approbation de la distraction de propriétés régionales du régime forestier
Statut de la transmission	8 - Reçu par Contrôle de légalité
Identifiant unique de télétransmission	-287500052-20170711-17-095-DE
Date de transmission de l'acte	11/07/2017
Date de réception de l'accuse de réception	11/07/2017

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 11 JUIL. 2017

Transmise au contrôle
de légalité, le : 11 JUIL. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-096 du 11 juillet 2017

(report de la session du 4 juillet 2017)

APPROBATION DU PROGRAMME D'AMENAGEMENT DES SITES RÉGIONAUX GERES PAR L'AGENCE DES ESPACES VERTS
Autorisations de programme 2017

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU la délibération n° 17-024 du 14 avril 2017, portant approbation du budget primitif de l'Agence des espaces verts ;

VU le montant de l'autorisation de programme 2017 sur les programmes 13 et 14 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts ;

DELIBERE

Article 1 Une autorisation de programme d'un montant de 489 000 € est affectée à l'aménagement des espaces verts régionaux et ventilée par site ou projet selon le tableau annexé à la présente. Cette affectation est imputée sur le budget 2017, chapitre 907, programme 13 « Aménagement des espaces verts régionaux ».

Article 2 Habilite la Présidente à solliciter une aide financière de l'Agence de l'Eau Seine Normandie pour le financement des opérations éligibles aux aides de cet établissement.

Article 3 Habilite la Présidente à solliciter une aide financière de l'Union européenne pour le financement des opérations d'accueil du public et de desserte forestière éligibles aux aides du FEADER.

Nombre de votants ..... :	3
Votes POUR ..... :	2+1
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

Exercice 2017

Délibération N°17-096 du 11 juillet 2017 (report de la session du 4 juillet 2017)

PRIF		Montant proposé	Montant affecté le 23-05-2017	Montant affecté le 14-04-2017	Total affecté AP 2017	Opérations
1	Rougeau - Bréviande	50 000,00 €		234 000,00 €	284 000,00 €	**Rougeau :** Réfection du mur de soutènement de Morsang s/Seine - Restauration des écoulements du parking de la Maison forestière des Régales - Mobilier : enlèvement de clôtures, remplacement de barrières - Prise de possession **Bréviande :** Prise de possession - Pose de barrières - Domaine des îles : démolition de bâti ; pose d'une passerelle et réfection éventuelle ; pose d'un portail et réfection de mur pour l'accès agricole ; mise en place d'une barrière ; mise en place de clôtures pour le pâturage - création d'un passage busé
1	RNR des Bruyères de Ste-Assise		85 100,00 €		85 100,00 €	Mise en œuvre du plan de gestion
2	Vallée de l'Yerres et du Réveillon	21 000,00 €			21 000,00 €	Mise en place d'abonnements aux réseaux individuels - Prise de possession
4	Ferrières			90 000,00 €	90 000,00 €	Remplacement de corbeilles - Réfection de l'Allée du Pas du Cheval - Etude diagnostic des équipements en bois de l'étang de la Planchette - Mise en place de gabarits limiteurs sur les parkings de Piscop et de Belle-Assise
6	Moulin des Marais	100 000,00 €			100 000,00 €	Projet d'aménagement 2ème tranche
7	Montgé			50 000,00 €	50 000,00 €	Création d'accès et de places de dépôt
9	Précy-sur-Marne	50 000,00 €			50 000,00 €	Démolition d'un pavillon
10	Vallières	40 000,00 €		90 000,00 €	130 000,00 €	Abattages de sécurité et sécurisation des accès - Etudes naturalistes préalables à l'aménagement - Démolition de nouvelles acquisitions à Carnetin
12	Seiglats			20 000,00 €	20 000,00 €	Prise de possession et mise en sécurité
13	Dhuis			50 000,00 €	50 000,00 €	Réfection d'allées de promenade ravinées
35	Maubué			50 000,00 €	50 000,00 €	**Bois de la Grange :** Sécurisation à la suite d'évacuation de campements
38	Brosse et Gondoire	30 000,00 €		23 000,00 €	53 000,00 €	Prise de possession et mise en place de barrières - Bornages - Démolition d'un bâtiment à St-Thibault des Vignes
48	Vallée de la Marne			10 000,00 €	10 000,00 €	Complément de sécurisation de la ferme de la Renaissance
51	RNR du Grand-Voyeux		12 500,00 €		12 500,00 €	Mise en œuvre du plan de gestion
Total 77		**291 000,00 €**	**97 600,00 €**	**617 000,00 €**	**1 005 600,00 €**	
8	Plaine de la Haye			10 000,00 €	10 000,00 €	Suppression de dépôts - Bornages
18	Moisson			25 000,00 €	25 000,00 €	Démolition de cabanes à Freneuse - Traitement de chenilles processionaires
18	RNR de Moisson		42 500,00 €		42 500,00 €	Mise en œuvre du plan de gestion
19	Rosny	20 000,00 €		50 000,00 €	70 000,00 €	Création de places de dépôts - Elagage de lisières
20	Butte de Marsinval		15 000,00 €	15 000,00 €	30 000,00 €	**Verneuil :** changement des lisses du parking ; restauration de landes (compensation écologique)
22	Gaîuis			20 000,00 €	20 000,00 €	Inventaires naturalistes préalables à l'aménagement forestier
23	Hautil et Oise			10 000,00 €	10 000,00 €	Reprise de signalétique / fontis
Total 78		**20 000,00 €**	**57 500,00 €**	**130 000,00 €**	**207 500,00 €**	
26	Bois Chardon			10 000,00 €	10 000,00 €	Création d'une place de dépôt
29	Orge Aval			1 000,00 €	1 000,00 €	Fourniture et pose de bancs
30	Fosse aux carpes			20 000,00 €	20 000,00 €	Sécurisation du périmètre
57	St-Eutrope	88 000,00 €			88 000,00 €	Reprise de voirie
Total 91		**88 000,00 €**	**- €**	**31 000,00 €**	**119 000,00 €**	
33	Bondy			18 000,00 €	18 000,00 €	Démolition d'un ponton de l'étang de Virginie et réfection du platelage
34	Coteaux de l'Aulnoye			28 924,00 €	28 924,00 €	Sécurisation des champs sente de derrière les jardins - Plantation forestière (compensation)
Total 93		**- €**	**- €**	**46 924,00 €**	**46 924,00 €**	
37	Grosbois		30 684,00 €		30 684,00 €	Réouverture de landes (compensation écologique)
55	Montjean			50 000,00 €	50 000,00 €	Premiers aménagements
Total 94		**- €**	**30 684,00 €**	**50 000,00 €**	**80 684,00 €**	
24	Roche-Guyon	60 000,00 €		15 000,00 €	75 000,00 €	Systèmes anti-intrusion - Ouverture de périmètres sur les coteaux calcaires - Remise en état de l'arboretum
36	Butte Pinson	20 000,00 €		215 000,00 €	235 000,00 €	Etudes préalables aux travaux de mise en sécurité - Prise de possession - Bornages - Amélioration de l'accès au Bois de Moreau Fontaine - Reprise de voirie
41	Buttes du Parisis	10 000,00 €		860 000,00 €	870 000,00 €	Complément à l'aménagement du sommet de la Butte des Châtaigniers - Mise en défens des accès à la Butte des Châtaigniers - Cascades de Montigny : travaux hydrauliques - Prise de possession et démolitions - Démolition d'un cabanon - Bornages et divisions parcellaires - Fermeture de dépendances du Fort - Suivi des inclinomètres Butte des Châtaigniers - Signalétique anti-motos
44	Plateau d'Andilly			20 000,00 €	20 000,00 €	Enlèvements de clôtures
45	Boissy			70 000,00 €	70 000,00 €	Suppression d'un bosquet et de clôtures - Aménagement de l'entrée chaussée Jules César - Sécurisation de lisières
46	Ecouen			60 000,00 €	60 000,00 €	Amélioration de l'accès sud de la forêt - Création de places de dépôt
52	Plaine de Pierrelaye			85 000,00 €	85 000,00 €	Sécurisation des berges de l'île de Vaux
54	RNR du Marais de Stors		226 630,00 €		226 630,00 €	Mise en œuvre du plan de gestion
Total 95		**90 000,00 €**	**226 630,00 €**	**1 325 000,00 €**	**1 641 630,00 €**	
IMPRÉVUS				200 000,00 €	200 000,00 €	
TRAVAUX D'INVESTISSEMENT SYLVICOLE				300 000,00 €	300 000,00 €	
EXTERNALISATIONS AMO - MOE				50 000,00 €	50 000,00 €	
ETUDE D'EVALUATION DE LA BIODIVERSITE DES SITES			100 000,00 €		100 000,00 €	
INVESTISSEMENT BATIMENTS				400 000,00 €	400 000,00 €	
REBOUCHAGE NIDS DE POULE				15 000,00 €	15 000,00 €	
MISE EN SECURITE TOUS SECTEURS				200 000,00 €	200 000,00 €	
PRISE DE POSSESSION TOUS SECTEURS				100 000,00 €	100 000,00 €	
DEMOLITIONS TOUS SECTEURS				100 000,00 €	100 000,00 €	
TOTAL PROGRAMME 13		**489 000,00 €**	**512 414,00 €**	**3 564 924,00 €**	**4 466 338,00 €**	
TEGEVAL PROGRAMME 14				**1 800 000,00 €**	**1 800 000,00 €**	
TOTAL GÉNÉRAL		**489 000,00 €**	**512 414,00 €**	**5 364 924,00 €**	**6 266 338,00 €**	

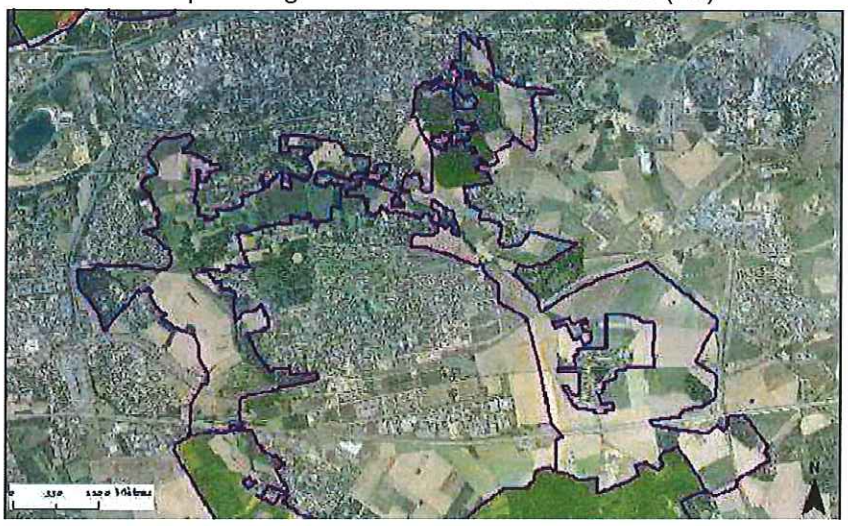
AMÉNAGEMENTS DES SITES RÉGIONAUX
Autorisations de programme 2017

Espace naturel régional de Rougeau et Bréviande (77-91)



Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Bréviande	
Création d'un passage busé	10 000
Rougeau	
Mobilier : enlèvement de clôtures, remplacement de barrières	20 000
Prise de possession	20 000

Espace régional de Brosse et Gondoire (77)



Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Démolition d'un bâtiment à St-Thibault des Vignes	30 000

Espace régional du Moulin des Marais (77)



Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Projet d'aménagement 2ème tranche	100 000

Espace régional de Précy-sur-Marne (77)



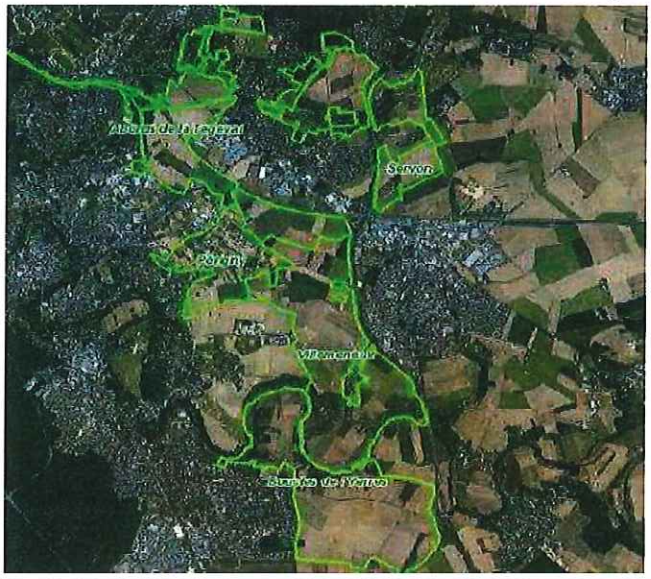
Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Démolition d'un pavillon	50 000

Forêt régionale des Vallières (77)



Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Démolition de nouvelles acquisitions à Carnetin	40 000

Vallée de l'Yerres et du Réveillon (77-94)



Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :

Périgny-sur-Yerres

Mise en place d'abonnements aux réseaux individuels	6 000
Prise de possession	15 000

Forêt régionale de Rosny (78)



Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Elagages de lisière	20 000

Forêt régionale de Saint-Eutrope (91)



Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Prise de possession suite à occupation illicites	80 000
Reprise de voirie	8 000

Espace régional des buttes du Parisis (95)



Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Signalétique anti-motos	10 000

Espace régional de la Butte Pinson (93-95)



Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Reprises de voirie	20 000

Forêt régionale de La Roche-Guyon (95, 78)



Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :		
Ouverture de périmètres sur les coteaux calcaires		10 000
Remise en état arboretum		50 000

TOTAL		489 000 €

Accusé de réception

Nom de l'entité publique	Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France
Numéro de l'acte	17-096
Nature de l'acte	DE - Délibérations
Classification de l'acte	9.3.1.3 - aménagement des espaces verts régionaux
Objet de l'acte	Approbation du programme d'aménagement des sites régionaux gérés par l'Agence des espaces verts - autorisation de programme 2017
Statut de la transmission	8 - Reçu par Contrôle de légalité
Identifiant unique de télétransmission	-287500052-20170711-17-096-DE
Date de transmission de l'acte	11/07/2017
Date de réception de l'accuse de réception	11/07/2017

CESER Île-de-France

avis

Avis n°2017-08
présenté au nom de la commission Finances et plan
par **Michel GIORDANO**

Budget supplémentaire 2017 de la Région Ile-de-France

29 juin 2017

Avis n° 2017-08
Présenté au nom de la commission Finances et plan
par **Michel GIORDANO**

29 juin 2017

Budget supplémentaire 2017

Certifié conforme



Jean-Louis GIRODOT

CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE
33, rue Barbet-de-Jouy • 75007 Paris • Tél : 01 53 85 66 25 • www.ceser-iledefrance.fr

Vu :

- La Constitution, notamment son article 72-2 ;

- La loi organique n° 2004-758 du 29 juillet 2004 prise en application de l'article 72-2 de la Constitution et relative à l'autonomie financière des collectivités territoriales ;

- Le Code général des collectivités territoriales ;

- La loi du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales ;

- La délibération CR n° 33-10 du 17 juin 2010, relative au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France ;

- Le rapport CR n° 10-13 du 25 avril 2013 du président du Conseil régional d'Ile-de-France sur la responsabilité sociétale et les premières préconisations de modernisation de l'action régionale ;

- Le rapport CR n° 211-16 de la présidente du Conseil régional sur les Orientations budgétaires de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

- Le rapport CR n° 2017-09 de la présidente du Conseil régional sur le projet de Budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

- Le rapport CR n° 2017-069 de la présidente du Conseil régional sur le Compte administratif de la Région Ile-de-France pour 2016 ;

- Le rapport CR n° 2017-138 de la présidente du Conseil régional sur le projet de Budget supplémentaire pour 2017 ;

- La lettre de la présidente du Conseil régional, en date du 6 juin 2017, saisissant le Ceser d'une demande d'avis sur ce projet de Budget supplémentaire pour 2017 ;

Entendu :

- L'exposé de M. Michel GIORDANO, rapporteur permanent du Ceser pour le budget, au nom de la commission Finances et plan ;

Considérant :

- **Que l'Exécutif propose d'affecter au Budget 2017 l'excédent cumulé de la section de fonctionnement constaté au Compte administratif 2016 (256,6 M€) de la façon suivante** :
  - l'Exécutif propose d'affecter 114,9 M€ à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement (compte 1068 au BS),
  - l'Exécutif propose d'inscrire 141,6 M€ en excédent de fonctionnement reporté (compte 002 « solde d'exécution reporté ») ;

- **Qu'il est proposé d'ajuster à la baisse, au Budget 2017, les recettes suivantes :**
  - la dotation globale de fonctionnement (DGF) s'établit à 477,1 M€ (478,8 M€ inscrits au BP 2017, soit - 1,7 M€ à la suite de la notification de l'Etat en date du 17 mai 2017),

– les crédits liés à la mise en œuvre du « Plan 500 000 formations supplémentaires pour les personnes à la recherche d'un emploi » et à la convention « Compte personnel de formation » signée avec le Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels (FPSPP) s'établissent à 24,5 M€ (93,4 M€, inscrits au BP 2017 soit - 68,9 M€) : en effet, d'une part, un montant de 9,4 M€ a dû être rattaché à l'exercice 2016 ; et, d'autre part, l'Etat a décidé de solder le financement du plan « 500 000 formations » en 2018, la Région ne percevant, de ce fait, que 24,5 M€ sur les 83,9 M€ restant après rattachement des 9,4 M€ à l'exercice 2016,
– l'Exécutif propose de minorer (- 112,1 M€ en section d'investissement) le remboursement anticipé des créances détenues par la Région sur la RATP ou la SNCF (150 M€ au BP 2017) et ce, par le biais de la reprise de l'excédent 2016 (+ 141,6 M€), après prise en compte des ajustements en dépenses et recettes du BS 2017 (- 29,5 M€) ;

- **Qu'il est proposé d'ajuster à la hausse, au Budget 2017, le produit de la fiscalité directe locale ainsi réparti** :

– le produit de la Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) inscrit au BP 2017 s'établissait à hauteur de 2 843,6 ME dont 1 372 M€ à reverser aux départements, soit une recette nette liée à la CVAE de 1 471 M€. L'Etat a informé la Région que cette recette était supérieure de 40,6 M€ à la prévision et s'établissait dorénavant à hauteur de 2 884,3 M€ (1 511 M€ en recettes nettes soit une augmentation de 2,71 %),
– le produit des Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER) s'établit à 123,4 M€ (122,5 M€ inscrits au BP 2017 soit + 0,8 M€) ;

- **Que le prélèvement au titre du fonds de péréquation de la CVAE s'établit à 80,2 M€ (+ 488 000 € sur le BP 2017) ;**

- **Que le produit des amendes de police s'établit à 63,9 M€ (+ 63 000 € sur le BP 2017 à la suite de la notification de l'Etat en date du 28 avril 2017) ;**

- **Que l'Exécutif propose d'ajuster à la hausse, au Budget 2017, les dépenses suivantes :**

– les crédits affectés à la coopération décentralisée (+ 344 000 € en AP et 200 000 en AE) ; en effet, à Antananarivo (Madagascar) et à Hanoi (Vietnam), les Instituts des métiers de la ville (IMV) seront fermés car trop fragiles d'un point de vue juridique et ne possédant pas de personnalité juridique. En attendant, il est proposé de clôturer les projets engagés par ces IMV et de leur verser les subventions nécessaires à leur fonctionnement et à leur achèvement (31 octobre 2017 pour Hanoi et 31 janvier 2018 pour Antananarivo) ; la coopération décentralisée se poursuivra sur des bases juridiques précises,
– la dotation d'investissement pour les moyens informatiques de l'administration régionale (+ 600 000 € en AP), en prévision de l'emménagement futur des services à Saint-Ouen,
– les crédits relatifs au soutien à la création et au développement des entreprises (+ 5 M€ en AE), du fait du renforcement de la compétence régionale en la matière depuis la loi NOTRe,
– les crédits en faveur des contrats d'aménagement régional (+ 10 M€ en AP), compte tenu du succès qu'ils rencontrent ;

- **Que l'Exécutif propose de redéployer des crédits (1 M€) relatifs à la rémunération du personnel :**

En effet, d'une part, 115 agents supplémentaires ont été recrutés dans le cadre du plan de dé-précarisation des personnes bénéficiaires de contrats uniques d'insertion (CUI) ; d'autre part, il s'agit de prendre en compte les effets des décrets relatifs aux avancements de grade pour les ex-adjoints techniques principaux de 2ème classe *(redéploiement du chapitre 930.64111 vers le chapitre 932.64111)* ;

- **Que l'Exécutif propose d'abonder (+ 1,4 M€ en AE) les crédits du programme « formations sanitaires » pour les raisons suivantes :**

– d'une part, l'Exécutif propose d'aligner les bourses accordées pour les formations sociales sur le régime des bourses accordées pour les formations sanitaires, alors que le décret n° 2016-1901

du 28 décembre 2016 relatif aux bourses accordées aux étudiants inscrits dans les instituts et écoles de formation sanitaires et sociales ne vise que les formations sanitaires supérieures,
– d'autre part, l'Exécutif anticipe la mesure de revalorisation des bourses de l'enseignement supérieur pour la rentrée 2017/2018, revalorisation qui ne sera connue que cet été ;

- **Qu'au total, l'Exécutif propose de porter à 6 072,9 M€ le montant des recettes affectées à la section de fonctionnement du budget 2017 (5 960,3 M€ inscrits au BP 2017) et de porter à 4 884,9 M€ le montant des recettes affectées à la section d'investissement (4 769,9 M€ inscrits au BP 2017).**

Emet l'avis suivant :

Article 1 :
Le Ceser prend acte du projet de Budget supplémentaire 2017 proposé par l'Exécutif régional, qui porte le Budget 2017 à 6 072,9 M€ en recettes de fonctionnement et à 4 884,9 M€ en recettes d'investissements.

Il souligne la décision de l'Exécutif d'affecter au budget 2017 le résultat de fonctionnement constaté au compte administratif 2016 (256,6 M€) et ce, de la façon suivante :
– 114,9 M€ à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement ;
– 141,6 M€ en excédent de fonctionnement reporté.

Article 2 :
Le Ceser demande à l'Exécutif qu'une information complète lui soit communiquée quant à la coopération décentralisée de la Région Ile-de-France, à ses objectifs et à ses modes opératoires.

Article 3 :
Le Ceser, à mi-parcours de l'exercice 2017, souhaite connaitre le niveau de consommation de l'emprunt inscrit au Budget primitif 2017, à hauteur de 800 M€.

Article 4 :
Le Ceser relève la décision de l'Exécutif d'utiliser la reprise de l'excédent de l'exercice 2016 pour minorer le remboursement anticipé de créances détenues par la Région sur la RATP et la SNCF : il s'interroge quant à cette stratégie concernant des créances d'un montant de 150 M€.

Article 5 :
A partir du 1er janvier 2018, le calcul de la Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) prendra davantage les sites de production des entreprises par rapport à leur siège social.

A cette occasion, le Ceser renouvelle sa demande d'information quant au calcul des contributions de la Région Ile-de-France au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) et au Fonds de péréquation des ressources des Régions, ce dernier étant adossé à la CVAE ; il souhaite, en particulier, savoir si, dans ce calcul, les spécificités de la Région Ile-de-France sont prises en considération, à leur juste mesure.

Le Ceser regrette, à ce propos, le caractère instable et trop complexe de l'information financière délivrée par l'Etat.

Il souhaite l'amélioration de cette information vis-à-vis des collectivités territoriales et singulièrement vis-à-vis des Régions.

Article 6 :
Le Ceser, ainsi qu'il l'avait suggéré dans son avis du 15 septembre 2016 sur « les formations sanitaires et sociales en Ile-de-France : enjeux et perspectives », approuve la décision de l'Exécutif de revaloriser les bourses accordées aux étudiants des formations sociales en les alignant sur les bourses accordées aux étudiants des formations sanitaires.

_____

Cet avis a été adopté :
Suffrages exprimés : 98
Pour : 95
Contre : 0
Abstentions : 3
Ne prend pas part au vote : 0

Conseil économique, social et environnemental régional d'Ile-de-France
33 rue Barbet-de-Jouy • 75007 Paris • Tél. : 01 53 85 66 25
www.ceser-iledefrance.fr • @ceseridf

CESER Île-de-France

avis

Avis n°2017-09
présenté au nom de la commission Finances et plan
par **Eric FIBLEUIL**

La Région Ile-de-France et les nouveaux modes de financement de l'apprentissage

29 juin 2017

Avis n° 2017-09
présenté au nom de la commission Finances et plan
par **Eric FIBLEUIL**

29 juin 2017

La Région Ile-de-France et les nouveaux modes de financement de l'apprentissage

Certifié conforme

Le président



Jean-Louis GIRODOT

Le Conseil économique, social et environnemental régional d'Ile-de-France

Vu :

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code des impôts ;
- La loi n° 71-576 du 16 juillet 1971 relative à l'apprentissage ;
- La loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
- La loi n° 96-376 du 06 mai 1996 portant réforme du financement de l'apprentissage ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La loi n° 2014-288 du 05 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- L'article 08 de la loi de finances rectificatives du 08 août 2014 ;
- La loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2016-1088 du 08 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;
- L'article L 6142-1 du Code du travail ;
- Le rapport n° CR 81-11 (septembre 2011) du Président du Conseil régional d'Ile-de-France sur « le contrat d'objectifs et de moyens en faveur de l'apprentissage 2011-2015 » ;
- La contribution de la commission Education, formation, enseignement et recherche du Ceser Ile-de-France (septembre 2011) relative au rapport n° CR 81-11 sur le COM apprentissage 2011-2015 ;
- Le rapport du Centre national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle (CNEFOP) de janvier 2015 sur « Le financement et les effectifs de l'apprentissage ; données 2012 » ;
- Le rapport n° CR 34-14 (juillet 2015) du Président du Conseil régional d'Ile-de-France sur la mise en œuvre de la loi du 05 mars 2014 dans le domaine de l'apprentissage ;
- Le rapport d'information à l'Assemblée nationale n° 3558 (mars 2016) sur la mise en application de la loi n° 2014-288 du 05 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- Le rapport n° CR 28-16 (février 2016) de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France sur « Un nouvel engagement pour l'apprentissage : plan d'action » ;
- Le rapport n° CR 112-16 (juin 2016) de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France sur la mise en œuvre du plan d'action régional en faveur de l'apprentissage ;
- Le rapport n°CR 45-16 de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France sur le projet de budget pour 2016 ;
- Le rapport n° CR 2017-09 de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France sur le projet de budget pour 2017 ;

Entendu :

- L'exposé de M. Eric FIBLEUIL, rapporteur, au nom de la commission Finances et plan du Ceser ;

Considérant :

- Que, dans l'histoire de l'apprentissage, trois dates peuvent être retenues : 1925, avec la création de la taxe d'apprentissage ; 1971, avec un statut donné à l'apprentissage ; 1983, avec la compétence donnée aux Régions en matière d'apprentissage ;
- Que la région Ile-de-France compte, en 2017, 81 136 apprentis (79 998 en 2016) ;
- Que 4,8 % des jeunes franciliens âgés de 16 à 25 ans sont apprentis ou pré-apprentis ;

Sur la collecte et la répartition de la taxe d'apprentissage (TA)

- Que le montant de la collecte de la taxe d'apprentissage (TA) en Ile-de-France, pour l'année 2016, est de 360 M€ (302 M€ affectés et 58 M€ librement répartis) ;
- Que la contribution supplémentaire à l'apprentissage (CSA) complète la TA pour les entreprises de 250 salariés et plus ; son taux est basé sur la masse salariale et il est variable en fonction du pourcentage de personnes employées en alternance ;
- Que la TA collectée est désormais répartie ainsi, selon l'article 08 de la loi de finances rectificatives d'août 2014:

- une fraction de 51 % est versée aux Régions,
- une fraction de 26 % dite « quota » finance les formations en apprentissage dans les Centres de formations d'apprentis (CFA), sections d'apprentissage et unités de formation par apprentissage,
- une fraction de 23 % dite « hors quota » ou « barème » finance les formations initiales, professionnelles et technologiques dispensées hors apprentissage sous statut scolaire,

- Que la clé de répartition de cette fraction de 51 % de la collecte de la TA versée aux Régions n'est pas exposée avec clarté dans le projet de loi de finances, qu'il s'agisse de la part fixe ou de la part variable,
- Que le paritarisme dans la collecte et la répartition de la TA est renforcé via les organismes collecteurs et le comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle (CREFOP),
- Que les changements opérés par la loi du 05 mars 2014 dans la collecte de la TA consistent en un taux unique de 0,68 % de la masse salariale brute et visent à simplifier cette collecte de la manière suivante :

- le versement intégral de la TA à un collecteur unique,
- le versement intégral de la CSA à un collecteur unique,
- la réduction du nombre d'OCTA de près de 150 à une vingtaine au niveau national et à un par région,
- l'habilitation donnée aux seuls OPCA de branches professionnelles ou interprofessionnelles à collecter et à reverser la TA,
- l'habilitation donnée à une seule chambre consulaire par région à collecter et à reverser les fonds affectés de la TA,

Sur le rôle de l'Etat

- Que la contribution de l'Etat au recrutement d'apprentis se fait en particulier sous les formes suivantes :

- le remboursement aux régimes de sécurité sociale, aux caisses complémentaires et à l'Unedic des exonérations de cotisations sociales des apprentis et de leurs employeurs,
- le crédit d'impôt pour les employeurs,
- l'exonération d'impôt sur le revenu des apprentis,
- l'aide « TPE Jeunes apprentis »,

- Que les aides de l'Etat aux apprentis se font sous la forme d'aides au logement (avances loca-pass et aide mobili-jeune), d'une carte d'étudiant des métiers et, pour les apprentis en situation de

handicap, par le biais de l'association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap (AGEFIPH) ;

Sur le rôle de la Région Ile-de-France

- Que la loi n° 2014-288 du 05 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale, renforce et précise le rôle des Régions quant à l'apprentissage et son financement ;
- Que les ressources budgétaires de la Région dédiées à l'apprentissage sont ainsi modifiées depuis le 1er janvier 2015: les contributions et dotations versées par l'Etat au budget de la Région sont remplacées par un mix d'une nouvelle taxe d'apprentissage et d'une nouvelle fraction de la taxe intérieure sur la consommation des produits énergétiques (TICPE) ; ce sont ainsi 305 M€ de ressources dédiées à l'apprentissage qui sont inscrites au BP 2017 ;
- Que les dépenses prévisionnelles pour l'apprentissage de la Région Ile-de-France, inscrites à son BP 2017, en crédits de paiement représentent 292 M€ (fonctionnement et investissement), dont 248 M€ pour le financement des CFA et 44 M€ pour l'aide aux employeurs d'apprentis ;
- Que les aides de la Région aux employeurs d'apprentis se font sous la forme de l'aide au recrutement d'apprentis et de la prime régionale versée aux employeurs d'apprentis ;
- Que les aides aux apprentis et à leurs familles se font sous la forme d'aides au transport, à l'hébergement et à la restauration, d'aide au permis de conduire et d'aide à la mobilité ;
- Qu'à partir du 1er janvier 2017, le financement des CFA par la Région se fait dans le cadre d'un contrat de performance entre la Région et chaque CFA qui comprend sept indicateurs de performance, chaque contrat de performance étant intégré à la convention, d'une durée de cinq ans qui lie la Région à l'organisme gestionnaire du CFA ;
- Que le financement des développeurs de l'apprentissage, dispositif existant depuis 1993 et qui a pour vocation de faire la promotion de l'apprentissage auprès des employeurs se fait ainsi : dans le budget 2016 de la Région, plus de cent postes à temps plein en CFA ont été financés ainsi que 17 développeurs territoriaux, 5 développeurs sectoriels et un développeur sport ; en outre, en 2017 figure une nouveauté : huit développeurs départementaux pour l'accès à l'apprentissage des personnes en situation de handicap doivent être recrutés ;
- Que la loi n° 2016-1088 du 08 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels permet l'expérimentation, engagée par les Régions Bretagne et Hauts-de-France, pour trois ans, à partir de 2017, expérimentation selon laquelle les présidents de Région peuvent dorénavant décider de l'affectation des fonds libres du quota non affectés par les entreprises et ce, via les organismes collecteurs ;

Emet l'avis suivant :

Article 1

Le Ceser constate, du fait de la loi du 05 mars 2014, la simplification de la collecte et de la répartition de la taxe d'apprentissage ainsi que le renforcement du rôle de la Région dans le pilotage du financement de l'apprentissage.

Toutefois, les entreprises voient leur liberté d'affectation des fonds se restreindre avec le risque de fragiliser le lien entre l'entreprise et les centres de formation.

Article 2

Le Ceser estime que cette responsabilité accrue de la Région ne doit pas faire oublier que les partenaires sociaux jouent un rôle essentiel dans la gestion des fonds de l'apprentissage : les entreprises s'acquittent de la taxe d'apprentissage dont la collecte et la répartition s'exercent, via les OCTA et le CREFOP, sous le régime du paritarisme.

La Région se doit donc d'être particulièrement attentive aux acteurs du financement de l'apprentissage et de privilégier une concertation de qualité, facteur clé de réussite de la réforme.

Le Ceser regrette que la Région ne se soit pas engagée dans l'expérimentation sur la répartition des fonds non affectés par les entreprises telle qu'elle est prévue par l'article 76 de la loi du 08 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels.

Article 3

Le Ceser attire l'attention sur la diminution, dans la répartition de la taxe d'apprentissage, de la part du « hors quota », destiné à financer les formations technologiques et professionnelles initiales hors apprentissage.
Ce tarissement des flux de la taxe d'apprentissage vers les établissements délivrant des formations scolaires et universitaires pourrait en effet avoir un impact sur leur fonctionnement, alors qu'en Ile-de-France, 150 000 jeunes y sont en formation initiale professionnelle.

Article 4

Le Ceser juge positif le changement opéré dès le budget 2015 sur la nature des ressources budgétaires de la Région dédiées à l'apprentissage qui consiste dans le remplacement des dotations de l'Etat par des recettes fiscales.
Bien que la collectivité régionale n'ait pas le pouvoir de taux sur ces recettes fiscales, le Ceser approuve cette évolution qui pourrait tendre vers une meilleure autonomie fiscale et financière.

Article 5

Le Ceser estime souhaitable que le mode de répartition de la taxe d'apprentissage par l'Etat entre les Régions soit explicité et clarifié, tant au niveau de la part fixe que de la part variable, et ce, dans le but, notamment, de la bonne évaluation des politiques publiques.

Article 6

Le Ceser se félicite de la mise en œuvre d'un contrat de performance au 1er janvier 2017, dans la convention qui lie, pour cinq ans, la Région Ile-de-France à l'organisme gestionnaire de chaque CFA.
Ce contrat de performance conduit, à l'aide d'indicateurs mesurables, à renforcer la cohérence du dialogue de gestion entre la collectivité régionale et chaque CFA pour permettre un suivi des objectifs fixés.

Article 7

Le Ceser estime utile que les huit Maisons départementales franciliennes pour les personnes en situation de handicap (MDPH) puissent bénéficier de l'affectation, même à temps partiel, de développeurs territoriaux de l'apprentissage pour suivre les projets des jeunes Franciliens en situation de handicap.

Cet avis a été adopté :
Suffrages exprimés : 98
Pour : 98
Contre : 0
Abstentions : 0
Ne prend pas part au vote : 0

Conseil économique, social et environnemental régional d'Ile-de-France
33 rue Barbet-de-Jouy • 75007 Paris • Tél. : 01 53 85 66 25

www.ceser-iledefrance.fr • @ceseridf

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 15/06/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 15/06/2017

îledeFrance

ARRÊTÉ N°17-100 DU 09 JUIN 2017

Portant décision de la présidente du conseil régional d'Ile-de-France prise en vertu de la délégation donnée par le conseil régional

ÉQUIPEMENTS DES EPLE
CESSIONS DE BIENS MOBILIERS ANCIENS ET HORS D'USAGE

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.4221-5

VU La délibération CR n°11-10 en date du 16 avril 2010 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à son président

VU L'arrêté n°17-21 en date du 20 février 2017 portant délégations de signature de l'unité « Lycées »

VU La loi n°83.663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat

VU La circulaire interministérielle du 9 mai 1989 relative à la désaffectation des biens des établissements scolaires et à leurs changements d'utilisation

Décide :

Article 1 :

De procéder à la cession de 15 véhicules dont la liste figure dans le tableau joint en annexe 1.

Article 2 :

D'autoriser la sortie d'inventaire d'un véhicule sinistré et économiquement irréparable, listé dans le tableau en annexe 2.

Pour la Présidente du Conseil régional
d'Île-de-France et par délégation

Claudie MARTENS

Directrice des Politiques Éducatives
et de l'Équipement
Pôle Lycées

ANNEXE 1

LISTE DES VÉHICULES POUR VENTES OU DESTRUCTIONS FUTURES

N° Inventaire	Marque & Type de véhicule	Immatriculation	Date de mise en circulation	Lycée	Ville	Valeur d'achat
2958	CITROEN C15	154 LNZ 75	1996	LGT PAUL LAPIE	92 - COURBEVOIE	8 923,16
3607	RENAULT EXPRESS	870 HLJ 75	1989	LYP FERNAND LEGER	94 - IVRY SUR SEINE	9 290,25
3513	CITROEN C15	802 LNW 75	1996	LP LEO LAGRANCE	93 - BONDY	8 923,16
2960	CITROEN JUMPER	255 LZC 75	1997	LYP SANTOS DUMONT	92 - SAINT CLOUD	18 682,00
2803	PEUGEOT J5 1000	802 HLW 75	1989	LYT PG DE GENNES ENCPB	75 - PARIS 13°	9 505,35
3405	PEUGEOT PARTNER	BW-512-HG	2003	LYP VALLEE DE CHEVREUSE	91 - GIF SUR YVETTE	9 505,34
3334	PEUGEOT J5 1000	865 HLW 75	1989	LYP J. B. COROT	91 - SAVIGNY S/ORGE	9 505,35
3271	PEUGEOT PARTNER	808 NPY 75	2001	LGT DE VILLAROY	78 - GUYANCOURT	9 504,75
3076	CITROEN JUMPER	242 LZC 75	1997	LGT PIERRE MENDES France	77 - SAVIGNY LE TEMPLE	9 505,34
3114	PEUGEOT PARTNER	AV-333-EZ	2001	LGT PIERRE MENDES France	77- SAVIGNY LE TEMPLE	18 682,00
3040	PEUGEOT J5	406 KFV 75	1997	LYP JOLIOT CURIE	77 - DAMMARIE LES LYS	13 171,05
3080	CITROEN C15	378 LZC 75	1993	LYP JOLIOT CURIE	77 - DAMMARIE LES LYS	8 923,16
2805	PEUGEOT J5 1000	CP-432-XF	1990	LYT LOUIS ARMAND	75- PARIS 15°	11 205,40
2837	CITROEN C15	395 LZC 75	1990	LYT LOUIS ARMAND	75- PARIS 15°	8 923,16
3370	RENAULT EXPRESS	789 KFG 75	1993	LYP CLEMENT ADER	91 - ATHIS-MONS	9 290,25

ANNEXE 2

LISTE DES VÉHICULES POUR SORTIE D'INVENTAIRE

N° Inventaire	Marque & Type de véhicule	Immatriculation	Date de mise en circulation	Lycée	Ville	Valeur d'achat
26205	CITROEN NEMO	CE-176-WA	2012	LYT METIERS ST-LAMBERT	75- PARIS 15°	12 073,86

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 15/06/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 15/06/2017

Conseil régional

La présidente

ARRETE N° 17-101
Du 12 juin 2017

Relatif à la désignation de la présidence de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) du Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France

La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Environnement, et notamment son article R.541-21 ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, et notamment ses articles 8 et 9 ;

VU le décret n° 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets ;

VU la délibération n° CR 174-16 du 22 septembre 2016 relative aux engagements vers un objectif « zéro déchet » en Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 16-654 du 13 décembre 2016 relative à la proposition de composition de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi du plan régional de prévention et de gestion des déchets ;

VU l'arrêté n°15-249 du 18 décembre 2015 relatif à la délégation de fonction de Chantal JOUANNO ;

VU l'arrêté nominatif n° 17-99 du 9 juin 2017 relatif à la composition de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi du Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France.

ARTICLE 1

Désigne Madame Chantal JOUANNO, Vice-Présidente, pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France à la présidence de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) du Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

La Présidente de la Région Île-de-France
Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 15/06/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 15/06/2017

Conseil régional

La présidente

ARRETE N° 17-102
Du 12 juin 2017

Relatif à la composition de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) du Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France

La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Environnement, et notamment son article R.541-21 ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, et notamment ses articles 8 et 9 ;

VU le décret n° 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets ;

VU la délibération n° CR 174-16 du 22 septembre 2016 relative aux engagements vers un objectif « zéro déchet » en Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 16-654 du 13 décembre 2016 relative à la proposition de composition de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi du plan régional de prévention et de gestion des déchets ;

ARTICLE 1

La composition de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) du Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France est fixée comme suit :

Membres

REGION

- Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil Régional Île-de-France, ou Madame Chantal JOUANNO sa représentante ;
- Madame Anne CABRIT, Conseillère Régionale ;
- Madame Sophie DESCHIENS, Conseillère Régionale ;
- Madame Brigitte MARSIGNY, Conseillère Régionale ;
- Monsieur Olivier DOSNE, Conseiller Régional ;
- Madame Jacqueline EUSTACHE-BRINIO, Conseillère Régionale ;

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

- Monsieur Thibault HUMBERT, Conseiller Régional ;
- Monsieur Didier GONZALES, Conseiller Régional ;
- Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT, Conseiller Régional ;
- Monsieur Jean-François VIGIER, Conseiller Régional ;
- Monsieur Bruno MILLIENNE, Conseiller Régional ;
- Madame Sophie TAILLE-POLIAN, Conseillère Régionale ;
- Madame Roseline SARKISSIAN, Conseillère Régionale ;
- Monsieur Olivier THOMAS, Conseiller Régional ;
- Monsieur Mounir SATOURI, Conseiller Régional ;
- Madame Sylvie FUCHS, Conseillère Régionale ;
- Madame Huguette FATNA, Conseillère Régionale ;

- Monsieur Bernard BRETON, Vice-Président de la commission Agriculture, environnement et ruralité du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional (CESER).

COLLECTIVITES TERRITORIALES ET GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES

- Les huit Présidents des Conseils Départementaux d'Île-de-France, ou leurs représentants :

  - Madame Anne HIDALGO, Présidente du Conseil Départemental de Paris (CD75) ;
  - Madame Isoline MILLOT, Vice-Présidente en charge de l'environnement et du cadre de vie du Conseil Départemental de Seine-et-Marne (CD77) ;
  - Monsieur Pierre BEDIER, Président du Conseil Départemental des Yvelines (CD 78) ;
  - Monsieur François DUVOVRAY, Président du Conseil Départemental de l'Essonne (CD 91) ;
  - Monsieur Patrick DEVEDJIAN, Président du Conseil Départemental des Hauts-de-Seine (CD 92) ;
  - Monsieur Sébastien WALCZYSZYN, Chargé de mission transition écologique du Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis (CD93) ;
  - Monsieur Bruno HELIN, Conseiller Départemental en charge de la lutte contre les nuisances, de l'élimination des déchets, de systèmes d'information et de l'aménagement numérique du Conseil Départemental du Val-de-Marne (CD94) ;
  - Monsieur Daniel DESSE, Vice-Président délégué à l'environnement et au développement durable du Conseil Départemental du Val d'Oise (CD95) ;

- Les Présidents de l'ensemble des groupements de collectivités compétents en matière de collecte et de traitement des déchets, ou leurs représentants :

  - Monsieur Antoine BRUNNER, Chef du service de l'expertise et de la stratégie de la Ville de Paris ;
  - Madame Valérie LYON, Vice-Présidente en charge des déchets ménagers et du tri sélectif de la Communauté de Communes du Pays de Creçois ;
  - Monsieur Alfred STADLER, Vice-Président en charge de l'environnement, de la collecte et du traitement des déchets de la Communauté de Communes Plaines et Monts de France ;
  - Monsieur José DERVIN, Président de la Communauté de Communes des deux Morin ;
  - Monsieur Ugo PEZZETTA, Président de la Communauté de Communes du Pays de Fertois ;
  - Monsieur Fernand VERDELLET, Vice-Président en charge de l'aménagement opérationnel et des travaux de Val d'Europe Agglomération ;
  - Monsieur Jean-François COPE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux ;
  - Monsieur Pierre EELBODE, Président de la Communauté de Communes du Pays de l'Ourcq ;
  - Monsieur Xavier VANDERBISE, Vice-Président en charge de l'aménagement, de l'urbanisme et des réseaux de la Communauté d'Agglomération de Paris Vallée de la Marne ;
  - Monsieur Jean-Luc GRIS, représentant de la Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise ;

- Monsieur Pierre FOND, Président de la Communauté d'Agglomération Saint Germain Boucles de Seine ;
- Monsieur Jacques PELLETIER, Président de la Communauté de Communes de la Haute Vallée de Chevreuse ;
- Monsieur Jacques GUERIN, Vice-Président chargé des déchets de la Communauté de Communes des Portes de l'Île-de-France ;
- Monsieur Denis FLAMANT, Vice-président de la Communauté de Communes Gally Mauldre ;
- Monsieur Rémi LUCET, Vice-Président en charge des déchets de la Communauté de Communes Cœur d'Yvelines ;
- Monsieur Thierry ESSLING, Conseiller communautaire délégué à la mise en valeur de l'environnement, à la collecte et à la valorisation des déchets, à l'eau, à l'assainissement et aux autres réseaux de la Communauté d'Agglomération de Saint Quentin en Yvelines ;
- Monsieur Luc WATELLE, Président de la commission environnement de la Communauté d'Agglomération Versailles Grand Parc ;
- Madame Sylvie CARILLON, Vice-Présidente en charge de l'environnement de la Communauté d'Agglomération Val d'Yerres - Val de Seine ;
- Monsieur Yves VILLATE, Vice-Président en charge du cadre de vie de la Communauté de Communes de l'Etampois Sud Essonne ;
- Monsieur Jean-Marc FOUCHER, Président de la Communauté de Communes entre Juine et Renarde ;
- Monsieur Gilles LE PAGE, Vice-Président en charge des déchets ménagers de la Communauté de Communes du Val d'Essonne ;
- Monsieur Michel BOURNAT, Président de la Communauté d'Agglomération Paris Saclay ;
- Monsieur Eric BRAIVE, Vice-Président en charge de la valorisation des déchets de Cœur d'Essonne Agglomération ;
- Monsieur Benoit BLOT, Conseiller territorial délégué en charge de la gestion des déchets ménagers et assimilés de Etablissement Public Territorial Vallée Sud – Grand Paris ;
- Monsieur Alain-Bernard BOULANGER, Président de l'Etablissement Public Territorial Boucle Nord de Seine ;
- Monsieur Pierre-Christophe BAGUET, Président de l'Etablissement Public Territorial Grand Paris – Seine Ouest ;
- Monsieur Jacques KOSSOWSKI, Président de l'Etablissement Public Territorial Paris Ouest la Défense ;
- Monsieur Daouda SANOGO, Conseiller technique de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol ;
- Monsieur Pierre-Yves MARTIN, Vice-Président de l'Etablissement Public Territorial Grand Paris Grand Est ;
- Madame Marie-Rose HARENGER, Vice-Présidente en charge de la collecte et de la prévention des déchets de l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble ;
- Monsieur Denis REDON, Conseiller délégué à la propreté et aux déchets urbains de l'Etablissement Public Territorial Plaine Commune ;
- Madame Marie-Hélène MAGNE, Vice-Présidente déléguée à la collecte, le traitement et la valorisation des déchets, la lutte contre les pollutions et nuisances de l'Etablissement Public Territorial Paris Est Marne et Bois ;
- Monsieur Laurent CATHALA, Président de l'Etablissement Public Territorial Grand Paris Sud Est Avenir ;
- Madame Stéphanie DAUMIN, Vice-Présidente en charge de la transition énergétique, de la gestion et la valorisation des déchets, et des enjeux aéroportuaires de l'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre ;
- Monsieur Jean-Marie ROLLET, Conseiller délégué à la prévention, à la collecte et à la valorisation des déchets de la Communauté d'Agglomération Cergy Pontoise ;
- Monsieur Luc STREHAIANO, Président de la Communauté d'Agglomération Plaine Vallée ;
- Monsieur Christian PUECH, Président de Beauce Gâtinais Valorisation ;

- Monsieur Francis CHOUAT, Président de la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart ;
- Monsieur Bruno BESCHIZZA, Président du SEAPFA des pays de France et de l'Aulnoye ;
- Monsieur Stéphane PRADOT, Président du SEDRE de la Région d'Etampes ;
- Monsieur Benoit PETITPREZ, Président du SICTOM de Rambouillet ;
- Monsieur Christian SCHOETTL, Président du SICTOM du Hurepoix ;
- Monsieur Guy PELISSIER, Président du Syndicat Mixte pour la Destruction des Ordures Ménagères et la Production d'Energie (SIDOMPE) ;
- Madame Emilie LAMBERT, Directrice adjointe des services techniques du Syndicat Intercommunal de Destruction des Résidus Urbains (SIDRU) ;
- Monsieur Jean Paul BAUDOT, Président du Syndicat Intercommunal d'Evacuation et d'Elimination des Déchets (SIEED) ;
- Madame Marie Hélène KUNSCH, Directrice Générale du SIETOM de la région de Tournan-en-Brie ;
- Monsieur Anasthasio DIOGO, Vice-Président chargé de la politique de réduction des déchets du SIETREM de Lagny-sur-Marne ;
- Monsieur Bernard ANGELS, Président du Syndicat Mixte pour la Gestion et l'Incinération des Déchets Urbains de la Région de Sarcelles (SIGIDURS) ;
- Monsieur Vincent DELAHAYE, Président du SIMACUR ;
- Monsieur Jean-François VIGIER, Président du SIOM DE LA VALLÉE DE CHEVREUSE ;
- Madame Anne THIBAULT, Vice-Présidente en charge des déchets du SIREDOM ;
- Monsieur Yves JEGO, Président du SIRMOTOM DE MONTEREAU ;
- Monsieur Benoit PETITPREZ, Président du Syndicat Intercommunal pour le Traitement et la Valorisation des Déchets (SITREVA) ;
- Monsieur Christophe FONTANET, Directeur Général du SITRU ;
- Monsieur Jean Luc PERROT, Directeur du Syndicat Intercommunal pour la Valorisation et le Traitement des Résidus Urbains (SIVATRU) ;
- Madame Magali-Anne COUNIL, Directrice générale Adjointe du SIVOM de la vallée de l'Yerres et des Sénarts ;
- Monsieur Bernard RODIER, Président du SMETOM de la vallée du Loing ;
- Monsieur Jean-François KLEIN, responsable collecte du SMETOM GEEODE ;
- Monsieur Jean-François LEGER, Président du SMICTOM de la région de Coulommiers ;
- Monsieur Michel BERNARD, Président du SMICTOM de la région de Fontainebleau ;
  Monsieur Didier GABRIEL, Président du SMIRTOM du Vexin ;
- Monsieur Axel URGIN, Président du SMITDUVM Syndicat Mixte Intercommunal de Traitement des déchets Urbains du Val-de-Marne ;
- Monsieur Franck VERNIN, Président du SMITOM CENTRE OUEST SEINE-ET-MARNAIS ;
- Monsieur Jean-François PARIGI, Président du SMITOM NORD SEINE-ET-MARNE ;
- Monsieur Hervé MARSEILLE, Président du SYCTOM ;
- Monsieur Gilbert AH YU, Président du Syndicat AZUR ;
- Monsieur Michel VERNA, Vice-Président aux déchèteries du Syndicat Emeraude ;
- Monsieur Jean Charles RAMBOUR, Président du Syndicat Tri-Action ;
- Madame Joëlle HARNET, Présidente du Syndicat Tri-Or ;
- Monsieur Pascal SIMONNOT, Président du SIRTOM du Sud Francilien ;
- Monsieur Aurélien PREVOST, Directeur Général de la régie personnalisée pour la valorisation et l'exploitation des déchets de la Région de Rungis (RIVED) ;
- Monsieur Mohamed RAFIK, Directeur du SYTRADEM ;

ETAT

- Monsieur Michel CADOT, Préfet de la Région Ile-de-France ou son représentant ;

- Les 7 Préfets des départements d'Île-de-France (hors Paris) ou leurs représentants :

  - Monsieur Michel CADOT, Préfet, Préfecture de Paris ;
  - Monsieur Jean-Luc MARX, Préfet, Préfecture de Seine-et-Marne ;
  - Monsieur Henri KALTEMBACHER, Chef de l'unité départementale de la Préfecture des Yvelines ;

- Monsieur Laurent OLIVE, Chef de l'unité départementale de la Préfecture de l'Essonne ;
- Monsieur Fabrice FAUCHER, Chef du bureau de l'environnement et des installations classées de la Préfecture des Hauts-de-Seine ;
- Monsieur Marc WENNER, Directeur du développement durable et des collectivités locales de la Préfecture de Seine-Saint-Denis ;
- Monsieur Thierry LELEU, Préfet, Préfecture du Val-de-Marne ;
- Madame Marie-Cécile COURTOIS, directrice de la coordination et de l'appui territorial de la Préfecture du Val d'Oise.

- Monsieur Michel DELPUECH, Préfet de Police ou son représentant (Paris) ;

- Les directeurs des services déconcentrés de l'Etat, ou leurs représentants :

  - Monsieur Jérôme GOELLNER, Directeur Régional de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie (DRIEE) ;
  - Monsieur Gilles LEBLANC, Directeur Régional et Interdépartemental, Direction Régionale et Interdépartementale de l'Equipement et de l'Aménagement (DRIEA) ;
  - Monsieur Thierry CHILLAUD, Directeur Adjoint de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRIAAF) ;
  - Madame Corinne CHERUBINI, Directrice Régionale, Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) ;
  - Monsieur Jean-Martin DELORME, Directeur Régional et Interdépartemental, Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement (DRIHL).

- Madame Delphine FORESTIER, Responsable du service environnement extérieur de l'Agence Régionale de la Santé (ARS);
- Monsieur Jean-Marie CHAUMEL, Directeur Adjoint de l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie Île-de-France (ADEME) ;
- Monsieur Didier LE CARRE, Chef du service investissement de l'industrie et des collectivités de l'Agence de l'Eau Seine Normandie.

ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES ET ORGANISMES PUBLICS

Un représentant de chacune des chambres consulaires suivantes :

- Monsieur Michel VALACHE, Président de la commission du développement économique de la Chambre de Commerce et d'Industrie Paris Île-de-France (CCI PIDF) ;
- Monsieur Michel DUBAULT, Conseiller technique de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne (CCI 91) ;
- Monsieur Jean-Robert JACQUEMARD, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Seine et Marne (CCI 77) ;
- Monsieur Hervé BILLET, Président de la Chambre Régionale d'Agriculture (CRA) ;
- Monsieur Timothée VIAL, coordinateur du développement durable de la Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat d'Île-de-France (CRMA) ;
- Monsieur Stéphane BERDOULET, Vice-Président de la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS) d'Île-de-France.

Un représentant de chacun des organismes suivants :

Opérateurs de la gestion des déchets :

- Madame Fabienne PIOTELAT, Présidente du groupe Île-de-France de la Fédération Nationale des Activités de la Dépollution et de l'Environnement (FNADE) ;
- Monsieur Bernard HEYD, Secrétaire Adjoint du Syndicat National des Entrepreneurs de la Filière Déchet (SNEFID) ;

- Monsieur Erwan LE MEUR, Président de la filière BTP de la FEdération des ENtreprises du REcyclage (FEDEREC) ;
- Monsieur Alain HEIDELBERGER, Secrétaire Général du Syndicat Professionnel pour le Recyclage et l'Elimination des Déchets dangereux (SYPRED) ;
- Madame Isabelle CONCHE, Secrétaire Générale du SYndicat pour la Valorisation et l'Elimination des Déchets (SYVED) ;
- Monsieur Patrick BROUD, Président de la Fédération Nationale des Syndicats de l'Assainissement et de la maintenance industrielle (FNSA) ;
- Monsieur Hubert BRUNET, Président du SYndicat des Professionnels du Recyclage en Agriculture (SYPREA) ;
- Monsieur François PRZYBYLKO, Vice-Président du Syndicat des Recycleurs du BTP (SRBTP) ;
- Monsieur Albert ZAMUNER, Président de l'Union Nationale des Exploitants du Déchet (UNED).

Secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (entreprises, maitrise d'ouvrage, fournisseurs de matériaux) :

- Monsieur Alexandre ROUFFIGNAC, représentant de la Fédération Française du Bâtiment Grand Paris (FFB Grand Paris) ;
- Monsieur Jean-Paul CHARPENTIER, Trésorier de la Fédération Française du Bâtiment Région Île-de-France 78-91-95 (FFB Île-de-France) ;
- Monsieur Stéphane DROUET, Délégué à l'économie circulaire et à la gestion des déchets de chantier de la Fédération Française du Bâtiment de Seine et Marne (FFB 77) ;
- Monsieur Vincent GROSSHENNY, Président de la commission qualité environnement développement durable de la Fédération Régionale des Travaux Publics d'Île-de-France (FRTP) ;
- Monsieur Jonathan SALMON, Secrétaire Général de la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB) ;
- Madame Christine LECERF, Présidente de l'Institut pour la Conception Eco-responsable du Bâti (ICEB) ;
- Monsieur Cyril GALY-DEJEAN, chargé des relations institutionnelles de la Confédération du commerce de Gros et International (CGI) ;
- Monsieur Frédéric SAMBOURG, Président de la Fédération des Magasins de Bricolage (FMB) ;
- Madame Marie ARNOUT, Vice-Présidente de la Fédération du Négoce de Bois et des Matériaux de Construction (FNBM)
- Monsieur Bruno HUVELIN, Président de l'Union Nationale des Industries de Carrières Et Matériaux de construction IDF (UNICEM) ;
- Monsieur Marco CANCEDDA, Président du collège granulats Île-de-France de l'Union Nationale des Producteurs de Granulats (UNPG) ;
- Monsieur Xavier ROBERT, représentant du Syndicat National des Entreprises de Démolition (SNED) ;
- Monsieur Jérôme DAMIENS TESSIER, représentant du Syndicat Français de l'Industrie Cimentière (SFIC) ;
- Madame Isabelle CHINARDET-CANTINEAU, représentante de l'Union nationale des Syndicats Français d'Architectes (UNFSA) ;
- Monsieur Frédéric WILLEMIN, Directeur de l'ingénierie environnementale de la Société du Grand Paris (SGP) ;
- Monsieur Jean-Luc VIDON, Président de l'Union sociale pour l'Habitat en Île-de-France (AORIF).

Secteurs d'activités industrielles et gros producteurs de déchets :

- Monsieur Daniel WEIZMANN, Président de l'Union des Industries Chimiques (UIC) ;
- Monsieur Jean-Claude DUGENY, Président du Centre National des Professions de l'Automobile de la région Île-de-France (CNPA);
- Monsieur Jacques CHIRAT, Président de l''Union Nationale des Industries de l'Impression et de la Communication (UNIIC) ;
- Madame Sophie GILLIER, chargée de mission à l'association PERIFEM, association technique du commerce et de la distribution ;

- Madame Frédérique LEHOUX, Déléguée Générale de GECO Food Service ;
- Madame Margo HARLEY, Présidente de la délégation région Ile-de-France et DROM COM du réseau Restau'Co ;
- Monsieur Hervé LECESNE, Président de l'Association Régionale des Industries alimentaires (ARIA) ;
- Monsieur Denis PENOUEL, Directeur Général Adjoint du Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP).

Professionnels et établissements de santé :

- Monsieur Guilhem BICHET, Conseiller ordinal du Conseil régional de l'Ordre de pharmaciens d'Île-de-France ;
- Monsieur François DE COULIBOEUF, Président Le Conseil régional de l'Ordre des vétérinaires d'Île-de-France ;
- Monsieur Jean-Pierre BATARD, Médecin généraliste de l'Union Régionale des Professionnels de Santé (URPS) médecins libéraux d'Île-de-France ;
- Madame Sylvie BARROS, Trésorière de l'Union Régionale des Professionnels de Santé (URPS) infirmiers libéraux d'Île-de-France ;
- Monsieur Christian BONAL, Président de l'Union Régionale Interfédérale des Organismes Privés Sanitaires et Sociaux (URIOPSS) ;
- Madame Marie GOUGEROT, Déléguée Régionale de la Fédération de l'Hospitalisation Privée Île-de-France (FHP) ;
- Monsieur Emilien ROGER, Délégué Adjoint de la Fédération Hospitalière de France Île-de-France (FHF) ;
- Monsieur Théo CHRISTOPHE, responsable achat logistique au sein de l'Hôpital de la Porte Verte de la Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Aide à la Personne privés non lucratifs (FEHAP) ;
- Monsieur Didier BOURDON, chargé de mission développement durable à l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris (APHP) ;
- Monsieur Vincent CLUZAUD, Président de l'Association Française des Diabétiques (AFD).

Acteurs du transport :

- Madame Régine BREHIER, Directrice Générale de HAROPA Ports de Paris ;
- Monsieur Didier BENSE, Directeur Réseau Ferré de France (RFF) ou son représentant ;
- Monsieur Jean-Edouard HELLER, Commercial grands comptes de Forwardis ;
- Monsieur Bertrand NEVEUX, Responsable Bureau Promotion du Réseau de Voies Navigables de France (VNF).

Acteurs du foncier :

- Monsieur Jean Baptiste SCHWEIGER, Directeur de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural d'Île-de-France (SAFER) ;
- Madame Isabelle HATTON, Directrice des travaux du patrimoine de l'Etablissement Public Foncier d'Île-de-France (EPF) ;
- Madame Emélie MAHEUT, Déléguée aux sites et sols pollués de Grand Paris Aménagement.

ECO ORGANISMES

Le représentant régional du ou des éco-organismes en charge des déchets des ménages et des professionnels suivants, relevant des principales filières à Responsabilité Elargie des Producteurs (REP), ou leurs représentants :

- Emballages ménagers :

- Monsieur Olivier LE CLECH, Directeur Régional Île-de-France Eco Emballages ;
- Monsieur Mickaël MARTIN, Directeur du développement de Léko ;
- Monsieur Georges ORTOLA, Président d'Adelphe

- Papiers graphiques :

  - Madame Anais BOURBON, responsable collectivités locales d'Ecofolio ;

- Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE) :

  - Madame Christine RENAUD, Coordinatrice nationale du développement d'Ecologic ;
  - Monsieur Sébastien PARTIDA, Responsable national de la collecte d'Eco-Systèmes ;
  - Monsieur Hervé GRIMAUD, Directeur Général de Recylum

- Piles et accumulateurs portables :

  - Monsieur Irchaad HOSSEN, Responsable des relations extérieures de COREPILE
  - Monsieur Emmanuel TOUSSAINT D'AUVERGNE, Directeur de Screlec

- Textiles, linges de maison et chaussures :

  - Monsieur Alain CLAUDOT, Directeur Général d'Eco TLC ;

- Eléments d'ameublement :

  - Monsieur Séverin PRATS, responsable national tri et valorisation d'Eco-mobilier ;
  - Madame Adèle FROUARD, Responsable des audits et RSE de Valdelia

- Déchets Dangereux Spécifiques (DDS) ;
  Monsieur Pierre CHARLEMAGNE, Directeur Général d'ECODDS

- Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI) perforants produits par les patients en auto-traitement :

  - Monsieur Romain GIRARD, représentant de DASTRI.

ASSOCIATIONS

Un représentant pour chacune des associations agréées de protection de l'environnement suivantes :

- Madame Flore Berlingen, Directrice de Zero Waste France ;
- Madame Christine GILLOIRE, Secrétaire Générale de France Nature Environnement (FNE) Île-de-France ;
- Madame Anne CONNAN, représentante de la Coordination régionale des Amis de la Terre

Un représentant régional pour chacune des associations agréées de consommateurs suivantes :

- Monsieur Noumadi KAMARA, administrateur régional de l'UFC Que Choisir Île-de-France ;
- Madame Catherine BIDOIS, administrateur de l'Union Régionale Île-de-France Consommation Logement Cadre de Vie Île-de-France (CLCV) ;
- Monsieur Michel MITTENAERE, Président de la Confédération Nationale du Logement (CNL).

Un représentant pour chacun des acteurs du secteur du réemploi et de la réutilisation suivants :

- Monsieur Martin BOBEL, Coordinateur du Réseau Francilien du Réemploi (REFER) ;
- Monsieur Hugo ARNAUD, représentant d'Emmaüs.

ARTICLE 2

La commission consultative d'élaboration et de suivi peut associer à ses travaux des experts et organismes techniques concernés.

ARTICLE 3

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n°17-58 du 6 mars 2017 relatif à la composition de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) du Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

La Présidente de la Région Île-de-France
Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte administratif
- Par publication ou notification le 13/09/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 13/09/2017

Conseil régional

ARRETE N° 17-103 du 15 juin 2017

Portant sur le règlement intérieur des comités de lecture du Fonds de soutien Cinéma et Audiovisuel de la Région Ile-de-France.

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L42-3-1 et suivants,

VU la délibération n° CR 2017-10 « Aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel – Refonte du Fonds de soutien Cinéma et Audiovisuel»

ARRETE

Préambule :

Le présent règlement intérieur s'applique aux deux comités de lecture, ci-après dénommés « le comité de lecture » mis en place par la délibération n° CR 2017-10 du 26 janvier 2017
- comité de lecture « cinéma » d'une part,
- comité de lecture « audiovisuel » d'autre part.

CHAPITRE I : ORGANISATION DU COMITE DE LECTURE

Article I : Rôle du Comité de lecture

Le Comité de lecture rend un avis, à titre consultatif sur l'éligibilité des œuvres candidates à l'allocation d'une aide de la Région sur la base des informations artistiques, économiques, techniques et financières dans le dossier qui lui est soumis, conformément à la délibération CR 2017-10 du 26 janvier 2017 du Conseil régional d'Ile-de-France.

Après étude des dossiers de candidature au Fonds de soutien, le Comité de lecture peut rendre trois types d'avis consultatif sur chaque projet :
- avis favorable : le projet est alors proposé au vote de la Commission permanente
- avis défavorable : le projet ne peut alors pas prétendre à l'allocation d'une aide régionale et ne peut pas être représenté, sauf en cas de réécriture du scénario. Dans ce cas, une seule présentation supplémentaire est autorisée.
- ajournement d'un projet à une session ultérieure. Dans cette hypothèse d'ajournement à la demande du Comité de lecture, le producteur doit re-déposer un dossier de candidature complet à une session ultérieure

Conformément aux dispositions de la délibération n° CR 2017-10 seuls les projets ayant recueilli un avis favorable du comité de lecture sont éligibles à une aide financière de la Région.

ARTICLE II : Composition du Comité de lecture

2a - Comité de lecture Audiovisuel

Le Comité de lecture Audiovisuel est composé de 8 membres titulaires et de 8 membres suppléants répartis comme suit :

- 4 titulaires et 4 suppléants, professionnels, désignés par la Présidente du Conseil régional ;
- 4 titulaires et 4 suppléants, conseillers régionaux désignés à la proportionnelle des groupes qui composent l'assemblée du Conseil régional.

Un représentant de l'Etat assiste en tant qu'observateur aux délibérations du Comité de lecture.

2b - Comité de lecture Cinéma

Le Comité de lecture Cinéma est organisé en 3 collèges :

- Collège 1 : examine les films dont le budget est inférieur à 3M€
- Collège 2 : examine les films au budget entre 3 et 6M€
- Collège 3 : examine les films dont le budget est supérieur à 6M€ et toutes les œuvres d'animation

Chaque collège est composé de 8 membres titulaires et de 8 membres suppléants répartis comme suit :

- 4 titulaires et 4 suppléants, professionnels, désignés par la Présidente du Conseil régional ;
- 4 titulaires et 4 suppléants, conseillers régionaux désignés à la proportionnelle des groupes qui composent l'assemblée du Conseil régional.

Seul le Président(e)(élu régional) du comité de lecture cinéma pourra siéger dans les trois collèges, afin d'assurer la cohérence de la politique régionale d'aide à la production cinéma d'un collège à l'autre.

Un représentant de l'Etat assiste en tant qu'observateur aux délibérations du Comité de lecture.

ARTICLE III : Désignation des membres du Comité de lecture

Les membres conseillers régionaux sont désignés au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne.

Les membres professionnels du cinéma et de l'audiovisuel sont désignés par arrêté de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France.

En cas de démission, d'exclusion ou de décès d'un membre titulaire, un nouveau membre titulaire est désigné dans les formes prévues aux alinéas 1 et 2 du présent article.

ARTICLE IV : Durée de la fonction de membre du Comité de lecture

Les membres conseillers régionaux sont désignés pour la durée de leur mandat.

Les membres professionnels du cinéma et de l'audiovisuel sont désignés pour une durée d'un an renouvelable une seule fois.

ARTICLE V : Secrétariat du Comité de lecture

Le Service cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France assure l'organisation des comités.

A chaque réunion du Comité de lecture, un représentant du Service cinéma et audiovisuel assure la fonction de secrétaire de séance.

CHAPITRE II : INSTRUCTION DES DOSSIERS

ARTICLE VI : Sessions

Une session dure de la date d'ouverture du dépôt des dossiers à la date du vote final en commission permanente du Conseil régional.

Le Comité de lecture se réunit au moins quatre fois par an selon un calendrier prévisionnel disponible sur le site internet de la Région.

La Région a la possibilité de modifier le nombre et le calendrier des sessions annuelles.

Article VII : Réception des dossiers

Les dossiers de candidature doivent être déposés en français sur la Plateforme des Aides Régionales avant le premier jour de tournage de l'œuvre. L'envoi automatique par la Plateforme d'un mail contenant un numéro d'enregistrement vaut « accusé de réception ». Le Service cinéma et audiovisuel peut demander un complément de dossier sous forme numérique ou imprimée.

Le service cinéma et audiovisuel envoie les dossiers déposés sous forme numérique à chacun des membres titulaires du Comité de lecture au plus tard 4 semaines avant la date de la réunion du Comité de lecture.

Le producteur a la possibilité de retirer un dossier déposé, au plus tard la semaine qui précède la date du Comité de lecture. Le nouveau dépôt doit intervenir avant le premier jour de tournage. Un seul retrait par projet est autorisé.

CHAPITRE III : REUNIONS DU COMITE DE LECTURE

Article VIII : Convocation aux réunions du Comité de lecture

Les membres titulaires du Comité de lecture sont convoqués aux réunions par le service cinéma et audiovisuel. En cas d'indisponibilité d'un ou plusieurs titulaires il est fait appel à leur suppléant.

Article IX : Conditions de délibération du Comité de lecture

Le Comité de lecture peut délibérer valablement à la condition que la moitié au moins de ses membres soit présente ou représentée.

Si ce quorum n'est pas atteint, le Service cinéma et audiovisuel convoque à nouveau les membres du Comité de lecture. Le Comité de lecture peut alors valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Article X : Président(e) du Comité

10a – Rôle du/de la Président(e) du Comité
Le/la Président(e) du Comité est un membre du collège des conseillers régionaux.
Le/la Président(e) du Comité dirige les débats.
Le/la Président(e) du Comité dispose d'une voix prépondérante en cas de partage des voix.

10b – Désignation des Présidents de comités
Le/la Président(e)du comité est désigné(e) par la Présidente de la Région.

Article XI : Rapport administratif

Le Service cinéma et audiovisuel présente aux membres du Comité de lecture les caractéristiques techniques des dossiers déposés (nature du dossier, critères régionaux, garanties financières, enjeux économiques...).

CHAPITRE IV : DELIBERATION DU COMITE DE LECTURE

Article XII : Conflits d'intérêts

Tout membre partie prenante à un projet en qualité d'auteur, réalisateur, producteur, directeur de production ou distributeur, ne peut siéger au Comité de lecture qui examine le dossier dans lequel il est impliqué.
Dans ce cas, un suppléant siège en ses lieu et place.

Article XIII : Examen de la recevabilité des dossiers

Avant le rapport du secrétaire de séance prévu à l'article 11, les membres du Comité de lecture procèdent à un vote à main levée pour décider de la recevabilité des projets, sur la base des informations transmises par le service cinéma et audiovisuel.

Les membres votent également en début du comité sur la recevabilité des demandes de dérogation pour nouveau dépôt après réécriture. Ces demandes de dérogation pour dossiers ayant reçu des avis défavorables à une précédente session doivent respecter certaines formalités : le candidat doit fournir au Service cinéma et audiovisuel une note de réécriture détaillée ainsi que l'ancienne version du scénario au plus tard quinze jours avant la date limite de dépôt.

Pour les projets cinéma, en cas de changement de devis entraînant un changement de collège, le dépositaire doit en avertir le Service Cinéma et Audiovisuel un mois civil avant la date du comité et faire parvenir les éléments mis à jour dans ces mêmes délais.

Si le dépositaire ne respecte pas ce délai, son projet ne pourra pas être examiné par le comité et sera automatiquement reporté à la session suivante. Il incombe au producteur de transmettre au service un dossier mis à jour.

Pour l'ensemble des projets à plus de 3M€ (collège 2 et 3), 10% du financement doit être acquis 1 semaine civile avant la tenue du comité. Les preuves de financement doivent ainsi être adressées au service dans ce délai. Si cela n'est pas le cas, le producteur doit retirer son projet (il a la possibilité de le représenter à une date ultérieure, en respectant les conditions de dépôt). Dans le cas contraire, le projet est irrecevable.

Article XIV : Examen de l'éligibilité des dossiers

Tous les projets recevables selon les dispositions de l'article 13 sont examinés à tour de rôle. Les membres font part oralement de leur appréciation sur chacun de ces dossiers.

Les membres du comité de lecture apprécient et sélectionnent les projets selon les critères suivants:
- La qualité d'écriture du scénario et l'approche artistique du dossier ;
- L'originalité du projet et sa contribution à la diversité de la création ;
- Les références du producteur et du réalisateur et/ou des équipes artistiques et techniques ;
- La capacité du projet à favoriser la diversité de création et le renouvellement des talents ;
- La cohérence du budget et du plan de financement du projet ;
- Les perspectives de distribution/diffusion ;
- L'impact économique et l'effet structurant sur le secteur cinématographique et audiovisuel francilien.

Les projets ainsi retenus mettront en valeur les nombreux atouts du territoire de l'Ile-de-France et renforceront son attractivité.

Le comité ne procède pas au chiffrage des aides lors de sa séance. Cette compétence relève de la Commission Permanente.

Article XV : Matériel et déroulement du vote

A l'issue des débats, un vote a lieu à bulletin secret sur l'ensemble des dossiers recevables.

Le matériel de vote est préparé par le Service cinéma et audiovisuel. Les bulletins de vote indiquent :
- le nom et le numéro d'enregistrement du dossier,
- les mentions « *favorable* », « *défavorable* » et « *ajournement* » assorties chacune d'une mention à entourer.
- Le vote s'effectue en un seul tour, à bulletin secret

Pour obtenir un avis favorable du Comité un projet doit recueillir la majorité des voix exprimées. En cas d'égalité le Président dispose d'une voix prépondérante.

Article XVI :

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Région Ile-de-France.

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 16/06/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 16/06/2017

ileDeFrance

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-104
du 15 juin 2017

portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France à la signature de la convention entre la Ligue Ile-de-France des Clubs de la Défense et la Région Île-de-France

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L. 4231-9 ;

VU la Convention partenariale entre la Région Ile-de-France et la Ligue Ile-de-France des Clubs de la Défense.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Désigne Monsieur Patrick KARAM, Vice-Président, pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France à la signature de la convention entre la Ligue Ile-de-France des Clubs de la Défense et la Région Île-de-France le 19 juin 2017.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 16/06/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 16/06/2017

Conseil régional

La présidente

ARRETE N° 17-105
Du 15 juin 2017

Relatif à la désignation de la présidence de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) du Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France

La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Environnement, et notamment son article R.541-21 ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, et notamment ses articles 8 et 9 ;

VU le décret n° 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets ;

VU la délibération n° CR 174-16 du 22 septembre 2016 relative aux engagements vers un objectif « zéro déchet » en Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 16-654 du 13 décembre 2016 relative à la proposition de composition de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi du plan régional de prévention et de gestion des déchets ;

VU l'arrêté n°15-249 du 18 décembre 2015 relatif à la délégation de fonction de Chantal JOUANNO ;

VU l'arrêté n° 17-102 du 12 juin 2017 relatif à la composition de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi du Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France.

ARTICLE 1

Désigne Madame Chantal JOUANNO, Vice-Présidente, pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France à la présidence de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) du Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France.

ARTICLE 2

L'arrêté n°17-101 du 12 juin 2017 est abrogé.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

La Présidente de la Région Île-de-France
Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 16/06/2017
- Par transmission au contrôle de légalité le 16/06/2017

Conseil régional

La Présidente

ARRETE N°17-106

portant délégations de signature du pôle lycées

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à M. Patrick TONDAT, Directeur général adjoint en charge du pôle lycées à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Patrick TONDAT, délégation est donnée à Mme Catherine DESHORS, Adjointe au DGA, dans les limites de l'article 1er à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences du pôle lycées.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Patrick TONDAT, de Mme Catherine DESHORS, délégation est donnée à Mme Claudie MARTENS, dans les limites de l'article 1er à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences du pôle lycées.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Patrick TONDAT, de Mme Catherine DESHORS et de Mme Claudie MARTENS délégation de signature est donnée à M. Robin MONNIER dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Patrick TONDAT, Mme Catherine DESHORS, de Mme Claudie MARTENS et de M. Robin MONNIER délégation de signature est donnée à Mme Clotilde FAYET dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Patrick TONDAT, Mme Catherine DESHORS, Mme Claudie MARTENS, de M. Robin MONNIER et de Mme Clotilde FAYET délégation de signature est donnée à Mme Marjorie KOUBI dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté.

Mission Administration, pilotage et projets transversaux (MAPPT)

Article 3 :

Délégation permanente est donnée à M Patrick TONDAT, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de la mission administration, pilotage et projets transversaux.

En cas d'absence ou d'empêchement de M Patrick TONDAT délégation de signature est donnée à Mme Clotilde FAYET, Responsable de la mission administration, pilotage et projets transversaux dans les mêmes limites que celles fixées à l'alinéa précédent.

Article 4 :

Délégation permanente est donnée à M. Lionel VALLA, chef du service ressources et informations, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de ce service.

Article 5 :

Délégation permanente est donnée à M Stéphane ARTISIEN, adjoint au chef du service du budget et suivi du PPI, à l'effet de signer toutes notifications des autorisations de programme et des crédits de paiement d'investissement et des liquidations des avances aux établissements scolaires, aux mandataires et aux services techniques de l'Etat entrant dans la compétence de ce service.

Article 6 :

Délégation permanente est donnée à Mme Claudette PINON-REVEL, chef du service comptabilité et exécution financière, à l'effet de signer toutes conventions, toutes notifications de conventions et de subventions, tous actes relatifs à la liquidation de factures, tous actes nécessaires à la passation et exécution des conventions, acomptes et mémoires, versement de subventions entrant dans la compétence de ce service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Claudette PINON-REVEL, délégation de signature est donnée à Mme Denise LEPAN, adjointe au chef de service comptabilité et exécution financière, dans les mêmes limites que celles fixées à l'alinéa précédent.

Direction de l'administration et de la gestion des établissements

Article 7 :

Délégation permanente est donnée à M Patrick TONDAT, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de cette direction.

En cas d'absence ou d'empêchement de M Patrick TONDAT délégation de signature est donnée à Mme Marjorie KOUBI, Directrice de l'administration et de la gestion des établissements, dans les mêmes limites que celles fixées à l'alinéa précédent.

Article 8 :

Délégation permanente est donnée à Mme Clarisse PICARD, Adjointe à la Directrice de l'administration et de la gestion des établissements, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de la direction de l'administration et de la gestion des établissements du pôle lycées.

Article 9 :

Délégation permanente est donnée à M. Hugues L'HORSET, chef du service administration des EPLE et enseignement privé, à l'effet de signer, tous actes et décisions, tous actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires, entrant dans la compétence de ce service.

Article 10 :

Délégation permanente est donnée à Mme Kien KUOCH-COLLET, chef du service du fonctionnement et analyses budgétaires des EPLE, à l'effet de signer toutes notifications de dotation ou subvention aux établissements publics locaux d'enseignement, tous documents liés au contrôle budgétaire des établissements publics locaux d'enseignement, entrant dans la compétence de ce service.

Article 11 :

Délégation permanente est donnée à M. Norbert DELAUNE, chef du service administratif et juridique, à l'effet de signer tous actes et décisions, tous bons de commande et tous actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires, entrant dans les compétences de ce service.

Délégation permanente est donnée à M. Philippe CHAVEROT, adjoint au chef du service administratif et juridique, à l'effet de signer tous bons de commande et tous actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires, entrant dans les compétences du secteur MOD/accord cadre de ce service.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Norbert DELAUNE, délégation de signature est donnée à M Philippe CHAVEROT, adjoint au chef de service administratif et juridique, dans les mêmes limites que celles fixées au premier alinéa de cet article.

Article 12 :

Délégation permanente est donnée à Mme Karine LE BOULAIRE, chef du service hébergement, restauration et aides sociales, à l'effet de signer toutes notifications de dotation ou subvention aux établissements publics locaux d'enseignement, tous documents entrant dans la compétence de ce service.

Direction des politiques éducatives et de l'équipement

Article 13:

Délégation permanente est donnée à M Patrick TONDAT, à l'effet de signer, tous actes et décisions, tous contrats marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur passation et exécution entrant dans la compétence de cette direction.

En cas d'absence ou d'empêchement de M Patrick TONDAT délégation de signature est donnée à Mme Claudie MARTENS, directrice des politiques éducatives et de l'équipement, dans les mêmes limites que celles fixées à l'alinéa précédent.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Claudie MARTENS, délégation de signature est donnée à Mme Emmanuelle MORENO dans les mêmes limites que celles fixées au premier alinéa de cet article.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Mme Claudie MARTENS et Mme Emmanuelle MORENO, délégation de signature est donnée à Mme Sarah EL QAISI dans les mêmes limites que celles fixées au premier alinéa de cet article.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Mme Claudie MARTENS de Mme Emmanuelle MORENO et de Mme Sarah EL QAISI délégation de signature est donnée à M Pascal COROLLER dans les mêmes limites que celles fixées au premier alinéa de cet article.

Article 14 :

Délégation permanente est donnée à Mme Emmanuelle MORENO, chef du service carte des formations – administrations de données, à l'effet de signer tous bons de commande, tous actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires relevant de ce service.

Article 15 :

Délégation permanente est donnée à Mme Sarah EL QAISI, chef du service actions éducatives, à l'effet de signer tous bons de commande, tous actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires relevant de ce service.

Article 16 :

Délégation permanente est donnée à M Pascal COROLLER, chef du service équipements, à l'effet de signer tous bons de commande, tous actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires relevant de ce service.

Direction des grands projets

Article 17 :

Délégation permanente est donnée à M Patrick TONDAT, à l'effet de signer tous actes et décisions, tous les contrats, marchés et conventions, tous actes nécessaires à la passation et à l'exécution des contrats, marchés et conventions, toutes pièces relatives à l'exécution des travaux et notamment les permis de construire, entrant dans la compétence de cette direction.

En cas d'absence ou d'empêchement de M Patrick TONDAT délégation de signature est donnée à M. Robin MONNIER, directeur des grands projets, dans les mêmes limites que celles fixées à l'alinéa précédent.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Robin MONNIER, délégation est donnée à M Olivier DEROSAIS dans les mêmes limites que celles fixées au premier alinéa de cet article.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Robin MONNIER et M Olivier DEROSAIS, délégation est donnée à Mme Elisabete BOUCA-SEIXAS dans les mêmes limites que celles fixées au premier alinéa de cet article.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Robin MONNIER et M Olivier DEROSAIS, et de Mme Elisabete BOUCA-SEIXAS, délégation est donnée à Mme Agnès LAURET-GREMILLET dans les mêmes limites que celles fixées au premier alinéa de cet article.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Robin MONNIER et M Olivier DEROSAIS, de Mme Elisabete BOUCA-SEIXAS, et Mme Agnès LAURET-GREMILLET délégation est donnée à Mme Odile HAGENMULLER dans les mêmes limites que celles fixées au premier alinéa de cet article.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Robin MONNIER et M Olivier DEROSAIS, de Mme Elisabete BOUCA-SEIXAS, Mme Agnès LAURET-GREMILLET et Mme Odile HAGENMULLER délégation est donnée à Mme Céline LIRET dans les mêmes limites que celles fixées au premier alinéa de cet article.

Article 18 :

Délégation permanente est donnée à M. Olivier DEROSAIS, chef du service de la programmation, à l'effet de signer tous les courriers, les bons de commandes, tous les ordres de service, tous les actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires entrant dans la compétence de ce service.

Article 19 :

Délégation permanente est donnée à Mme Elisabete BOUCA-SEIXAS, chef du service ressources techniques bât et foncier, à l'effet de signer tous les courriers, tous les bons de commandes, tous les ordres de service, tous les actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires entrant dans la compétence de ce service.

Article 20 :

Délégation permanente est donnée à Mme Agnès LAURET-GREMILLET, chef du service qualité environnementale, à l'effet de signer tous les courriers, tous les bons de commandes, tous les ordres de service, tous actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires entrant dans la compétence de ce service.

Article 21 :

Délégation permanente est donnée à Mme Odile HAGENMULLER, chef du service maitrise d'ouvrage 3, à l'effet de signer tous les courriers, tous les bons de commandes, tous les ordres de service, toutes pièces relatives à l'exécution des travaux et notamment les permis de construire, tous actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires entrant dans la compétence de ce service.

Article 22 :

Délégation permanente est donnée à Mme Céline LIRET, chef du service maitrise d'ouvrage 2, à l'effet de signer tous les courriers, tous les bons de commandes, tous les ordres de service, toutes pièces relatives à l'exécution des travaux et notamment les permis de construire, tous actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires entrant dans la compétence de ce service.

Article 23 :

Délégation permanente est donnée à M. Jean Claude LE BERRE, M. Jean-Lou PERRIER, M. Christophe MONTILLET, M. Aziz OURACHANE, M. Philippe SEGONDS, et Mme Nathalie RIQUET, Mme Danielle GRUGNARDI, Mme Nadia LOCARD, Mme Florence ALPERT, Mme Tania DEBBAS, Mme Brigitte DENIS, Mme Violaine LIGNAC, Mme Patricia PIQUIONNE, ingénieurs grands projets à l'effet de les procès-verbaux de réception de travaux entrant dans leurs attributions.

Direction du patrimoine et de la maintenance

Article 24 :

Délégation permanente est donnée à M Patrick TONDAT à l'effet de signer tous actes et décisions, tous marchés et actes nécessaires à la passation et à l'exécution des contrats, marchés et conventions entrant dans la compétence de cette direction.

En cas d'absence ou d'empêchement de M Patrick TONDAT, délégation de signature est donnée à M. SIDI SOILMI, directeur de la direction du patrimoine et de la maintenance entrant dans la compétence de cette direction.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Sidi SOILMI, délégation de signature est donnée à M. Jean-Louis GAILLARD, adjoint au directeur du patrimoine et de la maintenance, dans les mêmes limites que celles fixées à l'alinéa précédent.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Sidi SOILMI, et de M. Jean-Louis GAILLARD, délégation de signature est donnée à M. Michel TRENQUE, sous-directeur expertise au sein de la direction du patrimoine et de la maintenance, dans les mêmes limites que celles fixées au premier alinéa de cet article.

Cet article entre en vigueur le 17 juillet 2017.

Article 25 :

Délégation permanente est donnée à M. Philippe BABIN DE LIGNAC, sous-directeur de l'antenne territoriale Ouest, M. Jacques DUFRESNE, sous-directeur de l'antenne territoriale Est, M. Michel TRENQUE, sous-directeur expertise à l'effet de signer tous actes et décisions nécessaires à la passation et à l'exécution des contrats et marchés et conventions, dans la limite de 90 000 € HT en prestations intellectuelles et 209 000€ HT en marchés de travaux, tous les actes résultant de l'exécution des marchés à bons de commande et accords-cadres, tous actes relatifs à la constatation du service fait, toutes pièces relatives à l'exécution du programme de travaux et notamment les permis de construire ainsi que les procès-verbaux de réception de travaux entrant dans les compétences de leur sous-direction respective.

En cas d'absence ou d'empêchement du sous-directeur, délégation de signature est donnée aux chefs de service de chacune des sous-directions, dans les mêmes limites que celles fixées à l'alinéa précédent.

Article 26 :

Délégation permanente est donnée à M. Toni DOS SANTOS, responsable de la mission infrastructure, câblage de télécoms et sureté, à l'effet de signer tous actes et décisions nécessaires à la passation et à l'exécution des contrats et marchés et conventions, dans la limite de 90 000 € HT en prestations intellectuelles et 209 000€ HT en marchés de travaux, tous les actes résultant de l'exécution des marchés à bons de commande et accords-cadres, tous actes relatifs à la constatation du service fait, toutes pièces relatives à l'exécution du programme de travaux et notamment les permis de construire ainsi que les procès-verbaux de réception de travaux entrant dans les compétences de la mission.

Article 27 :

Délégation permanente est donnée :

Pour l'antenne territoriale ouest :

- à M. François CARDAROPOLI, chef du service technique ouest 1, et M. Christophe NOURRY, chef du service technique Ouest 2 ;
- à M. Patrick CLERY, M. David MANI, M. Jean-Paul DABROWSKI, Mme Véronique HUYNH, Mme Myriam ELKOUBY-HORN, Mme Véronique THIEBAULT, Mme Safaé LEGOU, ingénieurs
- à M. Ugo BRINJEAN, M. Guillaume ROCHER, M. Fabrice VIE, M. Philippe AVENEL, M. Olivier BRUNIE, M. Julien RELION, M. Stéphane ROY, M. Modeste BADIABIO M. Patrick BOUXIN, M. Yannick PEDRONO, M. Emmanuel CARNEZ, M. Mario CHAMOUX, M. Wilfrid RIPERT et Mme Sarah LERISSON, techniciens

à l'effet de signer les procès-verbaux de réception de travaux entrant dans leurs attributions.

Pour l'antenne territoriale est :

- à M. Bruno BRETILLOT, chef du service technique Est 1, et M. Frédéric SCHNEIDER, chef du service technique Est 2 ;
- à M. Jean Pierre BILLAULT, M Michel BONNEFILLE, M Olivier MONTIGNY, M. Philippe RISCH, Philippe PERREIRA, Nathalie VAN DAMME, ingénieurs
- à M. Patrick BREHIER, M. Said ASMANI, M. Eric LUCAS, M. Stéphane LAVENELLE, M. Sébastien BRIENS, M. Hugo DELAUNAY, M. Jacques QUATORZE, M. Frédéric ALINC, M. Louis LEGRAND , M. Michel de SOUSA, M. Carlos QUINTINO, M. Thierry ZUATE , M. Michel COURTIN, M. Henrique PEREIRA- MARQUES, M. Fabien BOURDIER, M. Benjamin BOURLET techniciens

à l'effet de signer les procès-verbaux de réception de travaux entrant dans leurs attributions.

Pour la sous-direction expertise :

- à M. François LACOUR, Mme Elizabeth MAZALTOV, chefs de service ;
- à M. Fabrice RULL, M. Cyril TRUC et Mme Nadine ZUMPICCHIAT, ingénieurs
- à M. Flavien CRESTEY, M. Mourad HADDAD, M. Joseph MOREIRA, techniciens

à l'effet de signer les procès-verbaux de réception de travaux entrant dans leurs attributions.

Article 28 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté 17-91 du 29 mai 2017.

Article 29 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 16 juin 2017

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 10/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/07/2017

Conseil régional

La Présidente

ARRETE N°17-107

portant délégations de signature du pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux (TRESOR)

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnel du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à Mme Marie-Hélène GRANIER-FAUQUERT, Directrice générale adjointe en charge du pôle TRESOR à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme GRANIER-FAUQUERT, délégation est donnée à M. Vincent MOREAU, adjoint à la Directrice générale adjointe en charge du pôle TRESOR, dans les limites de l'article 1er à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences du pôle TRESOR, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

REPUBLIQUE FRANCAISE

Article 3 :

Délégation permanente est donnée à Mme Marine EZVAN, Chef de la mission administration, pilotage et projets transverses, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Direction de l'enseignement supérieur et de l'orientation

Article 4 :

Délégation permanente est donnée à Mme Delphine PELADE, Directrice par intérim de l'Enseignement supérieur et de l'orientation, à l'effet de signer, tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution entrant dans les compétences de sa direction, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Delphine PELADE, délégation de signature est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 4 du présent arrêté à :

- Mme Béatrice LERAY-DEVEAUTOUR, pour ce qui relève du service « projets immobiliers » ;
- M. Jean-Louis PONTET, pour ce qui relève du service « orientation et formations supérieures» ;
- Mme Charlotte BOINEAU, pour ce qui relève du service « vie étudiante », à compter du 26 juin 2017.

Article 6 :

Délégation permanente est donnée à Mme Béatrice LERAY-DEVEAUTOUR, Chef du service « projets immobiliers », à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service, notamment les demandes d'avances des mandataires et les actes relatifs à la liquidation des subventions en investissement, à l'exception des marchés publics supérieurs à 40 000 € HT, des conventions et des décisions défavorables.

Article 7 :

Délégation permanente est donnée à Mme Nathalie WEINSTEIN, à Mme Lucie GUEZENEC, à Mme Eliane SIMON et à M. Pierre JAGU, à l'effet de signer tous les actes relatifs à la certification du service fait, ainsi que les procès-verbaux de réception de travaux relevant du service « projets immobiliers ».

Article 8 :

Délégation permanente est donnée à M. Jean-Louis PONTET, Chef du service « orientation et formations supérieures», à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service, et notamment relatifs à la liquidation des subventions, à l'exception des marchés publics supérieurs à 40 000 € HT, des conventions et des décisions défavorables.

Article 9 :

Délégation permanente est donnée à Mme Charlotte BOINEAU, Chef du service « vie étudiante», à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service, et notamment relatifs à la liquidation des subventions, à l'exception des marchés publics supérieurs à 40 000 € HT, des conventions et des décisions défavorables, à compter du 26 juin 2017.

Direction de la recherche et des transferts de technologie

Article 10 :

Délégation permanente est donnée à Mme Cendrine CRUZILLE, Directrice de la recherche et des transferts de technologie, à l'effet de signer, tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution entrant dans les compétences de sa direction, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Article 11 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme CRUZILLE, délégation de signature est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 10 du présent arrêté à :

- Mme Solène BELLANGER, pour ce qui relève du service « recherche et culture scientifique » ;
- M. Romain VIDAL, pour ce qui relève du service « transferts de technologie ».

Article 12 :

Délégation permanente est donnée à Mme Solène BELLANGER, Chef du service « recherche et culture scientifique », à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service, et notamment relatifs à la liquidation des subventions, à l'exception des marchés publics supérieurs à 40 000 € HT, des conventions et des décisions défavorables

Article 13 :

Délégation permanente est donnée à M. Romain VIDAL, Chef du service « transferts de technologie », à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service, et notamment relatifs à la liquidation des subventions, à l'exception des marchés publics supérieurs à 40 000 € HT, des conventions et des décisions défavorables.

Direction des formations sanitaires et sociales

Article 14 :

Délégation permanente est donnée à Mme Catherine LADOY, Directrice des formations sanitaires et sociales, à l'effet de signer, tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution entrant dans les compétences de sa direction, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Article 15 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine LADOY, délégation de signature est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 14 du présent arrêté à :

- Mme Nathalie CHAPPOT-GERBAUD, pour ce qui relève du service « relations avec les étudiants » ;
- Mme Valérie VARAULT, pour ce qui relève du service « relations avec les organismes ».

Article 16 :

Délégation permanente est donnée à Mme Nathalie CHAPPOT-GERBAUD, Chef du service « relations avec les étudiants », à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service, et notamment relatifs à la liquidation des subventions, à l'exception des marchés publics supérieurs à 40 000 € HT, des conventions et des décisions défavorables.

Article 17 :

Délégation permanente est donnée à Mme Valérie VARAULT, Chef du service « relations avec les organismes », à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service, et notamment relatifs à la liquidation des subventions, à l'exception des marchés publics supérieurs à 40 000 € HT, des conventions et des décisions défavorables.

Article 18 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°17-60 du 10 avril 2017.

Article 19 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 19 juin 2017

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 22/06/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 22/06/2017

Île de France
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17- 109
du 22 juin 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1414-2 et L. 4231-3, 1er alinéa,

VU l'article 89 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

VU la Délibération CR n° 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente,

VU la Délibération CR n° 145-16 du 16 juin 2016 désignant les membres de la commission d'appel d'offres, du jury de conception-réalisation et jury de concours.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Désigne, Madame Yasmine CAMARA, pour représenter la Présidente du Conseil régional à la présidence de la commission d'appel d'offres du 23 juin 2017.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/06/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/06/2017

ile de France

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17- 110
du 26 juin 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1414-2 et L. 4231-3, 1er alinéa,

VU l'article 89 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

VU la Délibération CR n° 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente,

VU la Délibération CR n° 145-16 du 16 juin 2016 désignant les membres de la commission d'appel d'offres, du jury de conception-réalisation et jury de concours.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Désigne, Madame Yasmine CAMARA, pour représenter la Présidente du Conseil régional à la présidence de la commission d'appel d'offres du 29 juin 2017.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 26/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/07/2017

îledeFrance

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-111 du 26 juin 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1414-2 et L. 4231-3, 1er alinéa,

VU le Décret n° 2016-1206 du 7 septembre 2016 relatif au Conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :
Sont désigné(e)s, sur proposition de la Présidente, pour représenter les Autorités Organisatrices des Transports (AOT) au 4ème collège commun aux formations spécialisées des personnes handicapées et des personnes âgées :

Départements :	Représentant(e)s :
Paris (75)	Madame Yasmine CAMARA
Seine-et-Marne (77)	Monsieur Stéphane BEAUDET
Yvelines (78)	Monsieur Stéphane BEAUDET
Essonne (91)	Madame Marianne DURANTON
Hauts-de-Seine (92)	Monsieur Bernard GAUDUCHEAU
Seine-Saint-Denis (93)	Monsieur Thierry MEIGNEN
Val-de-Marne (94)	Madame Yasmine CAMARA
Val-d'Oise (95)	Monsieur Claude BODIN

ARTICLE 2 :

Sont désigné(e)s pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au 2ème collège pour la formation spécialisée pour les questions relatives aux personnes handicapées :

Départements :	Représentant(e)s :
Paris (75)	Madame Clotilde DEROUARD
Seine-et-Marne (77)	Madame Claudine THOMAS
Yvelines (78)	Madame Anne PERE-BRILLAULT
Essonne (91)	Madame Sandrine LAMIRÉ-BURTIN
Hauts-de-Seine (92)	Monsieur Pierre DENIZIOT
Seine-Saint-Denis (93)	Madame Farida ADLANI
Val-de-Marne (94)	Madame Christel ROYER
Val-d'Oise (95)	Madame Florence PORTELLI

ARTICLE 3 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/08/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/08/2017

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-113 du 28 juin 2017

Portant désignation des gestionnaires de la Réserve Naturelle Régionale des Etangs de Bonnelles (78)

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.332-8, R.332-42 et R.332-43 ;

VU la délibération n° CP 08-1283 A de la Commission Permanente du Conseil Régional d'Ile-de-France du 27 novembre 2008 adoptant le dispositif de classement des Réserves Naturelles Régionales d'Ile-de-France;

VU le dispositif de classement des Réserves Naturelles Régionales d'Ile-de-France adopté par délibération du Conseil régional n° CR 71-13 du 26 et 27 septembre 2013 relative à une nouvelle ambition pour la biodiversité en Ile-de-France ;

VU la décision de la Commission Permanente du Conseil Régional n° CP 182-16 en date du 13 octobre 2016 portant création de la Réserve Naturelle Régionale des Etangs de Bonnelles;

VU la délibération du comité syndical du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse n° 17B 22 du 16 mai 2017 approuvant la cogestion par le Parc naturel régional Haute Vallée de Chevreuse et la Commune de Bonnelles de la Réserve Naturelle Régionale des Etangs de Bonnelles ;

VU la délibération du Conseil municipal de la commune de Bonnelles n° 66/2017 du 22 mai 2017 approuvant la cogestion par le Parc naturel de la Haute Vallée de Chevreuse et la Commune de Bonnelles de la Réserve Naturelle Régionale des Etangs de Bonnelles ;

CONSIDERANT le souhait du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse et de la commune de Bonnelles de cogérer la Réserve Naturelle Régionale des Etangs de Bonnelles.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France désigne comme cogestionnaires de la Réserve Naturelle Régionale des Etangs de Bonnelles, le Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse et la Commune de Bonnelles. Cette désignation est valable pour une période de 6 ans, renouvelable une fois par tacite reconduction.

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

ARTICLE 2 :

Une convention de gestion sera passée entre la Région Ile-de-France et les cogestionnaires de la Réserve Naturelle Régionale afin de préciser leurs missions de gestion.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/08/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/08/2017

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-114 du 28 juin 2017

Portant désignation des membres du comité consultatif de gestion de la Réserve Naturelle Régionale des Etangs de Bonnelles (78)

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 4111-1 et suivants, et L 4311-1 et suivants ;

VU le Code de l'Environnement, notamment ses articles R 332-15, R 332-41 à R 332-43 ;

VU la délibération n° CP 08-1283 A de la Commission Permanente du Conseil Régional d'Ile-de-France du 27 novembre 2008 adoptant le dispositif de classement des Réserves Naturelles Régionales d'Ile-de-France ;

VU la délibération n° CP 182-16 de la Commission Permanente du Conseil Régional d'Ile-de-France du 13 octobre 2016 portant création de la Réserve Naturelle Régionale des Etangs de Bonnelles ;

VU l'arrêté n°17-113 nommant le Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse et la commune de Bonnelles, co-gestionnaires de la réserve naturelle régionale des Etangs de Bonnelles.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 : Objet

Il est institué un comité consultatif de gestion de la Réserve Naturelle Régionale des Etangs de Bonnelles, pour une période de 6 ans, renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE 2 : Composition

Le comité consultatif de gestion est présidé par le Président du Conseil Régional ou son représentant.

Conformément aux dispositions de l'article R 332-15 du Code de l'Environnement, la composition du comité consultatif est fixée comme suit :

- **Représentants des administrations civiles et militaires, des établissements publics de l'Etat** :

- Le Préfet des Yvelines,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie (DRIEE) d'Ile-de-France,
- Le Directeur Départemental des Territoires des Yvelines (DDT),
- Le Directeur de l'Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN),
- Le Délégué Régional de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA)
- Le Directeur interdépartemental de l'Office National des Forêts (ONF)
- Le Directeur Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS)

Ou leurs représentants

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

- **Elus locaux représentants les collectivités territoriales et leurs groupements** :
- Le Président du Conseil Régional d'Ile-de-France,
- Le Président du Conseil Départemental des Yvelines,
- Le Président du Parc Naturel Régional de la Haute Vallée de Chevreuse
- Le Maire de la commune de Bonnelles,

Ou leurs représentants

- **Représentants des propriétaires et des usagers :**
- Le Directeur (rice) de l'école maternelle de l'Orangerie,
- Le Directeur (rice) de l'école élémentaire de l'Orangerie,
- Le Proviseur du collège des Trois moulins,
- L'inspecteur de l'Education Nationale de la circonscription de Versailles,
- Le Président du Centre de ressources départementales pédagogique des Yvelines,
- Le Président de l'association de pêche du poisson de Chartemps,
- Le Président du Comité départemental du tourisme des Yvelines ou son représentant,
- Le Président du Comité départemental de la randonnée pédestre des Yvelines,
- Le représentant de la population locale, nommé par la commune, M Bernard Chevassus-au-Louis

Ou leurs représentants.

- **Personnalités scientifiques et représentants d'associations :**
- Le Président du conseil scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN)
- Le Président du conseil scientifique territorialisé des RNR,
- Le Président du conseil scientifique du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse,
- Le Président de l'association Bonnelles Bullion Nature,
- Le Directeur de la Ligue de Protection des Oiseaux – Antenne Ile-de-France,
- Le Président du Centre Ornithologique Ile-de-France,
- Le Président de Société Nationale Pour la Protection de la Nature,

Ou leurs représentants.

Les membres du comité consultatif de gestion sont nommés pour 6 ans. Leur mandat peut être renouvelé. Si un membre vient à disparaître, à démissionner ou à suspendre ses activités, le mandat de son remplaçant expire à la date à laquelle aurait normalement pris fin celui du membre qu'il remplace.

Article 3 : Fonctionnement

Le comité consultatif de gestion se réunit au moins une fois par an sur convocation de son Président.

Le Conseil régional d'Ile-de-France et le gestionnaire peuvent faire toute proposition au Président du comité consultatif de gestion pour l'ordre du jour des réunions de ce comité.

Les avis du comité consultatif de gestion sont adoptés à la majorité relative des membres présents.

Si nécessaire, le Président du comité consultatif de gestion, en concertation avec le Conseil Régional d'Ile-de-France et le concours des membres du comité, peut élaborer un règlement intérieur.

Article 4 : Missions

Le comité consultatif de gestion peut examiner tout sujet relatif au fonctionnement de la Réserve, à sa gestion et aux conditions d'application des mesures de protection prévues par la délibération de classement du Conseil Régional d'Ile-de-France N° 182-16 en date du 13 octobre 2016, notamment pour :

- donner son avis sur le plan de gestion ;

- suivre l'état d'avancement des opérations prévues au plan de gestion et l'évaluation du plan de gestion ;

- donner son avis sur les demandes d'autorisations requises dans le cadre de la délibération de classement et celles relevant plus généralement de la modification de l'état ou de l'aspect de la Réserve ;

- étudier le rapport annuel d'activité et financier de l'année écoulée, ainsi que le programme et le budget prévisionnel de l'année à suivre, établis par le gestionnaire de la réserve naturelle.

Le Président du comité consultatif de gestion et/ou le Président du Conseil Régional d'Île-de-France peuvent inviter toute structure ou personnalité qualifiée susceptible d'éclairer les travaux du comité consultatif de gestion. Cet intervenant ne prend pas part à l'avis rendu.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 03/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 03/07/2017

Île de France
Conseil régional

ARRETE N° 17- 715

portant composition des commissions administratives paritaires des catégories A, B et C

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 modifié relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU le décret n° 95-1018 du 14 septembre 1995 modifié fixant la répartition des fonctionnaires territoriaux en groupes hiérarchiques en application de l'article 90 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour l'élection des représentants du personnel à la commission administrative paritaire de la catégorie A de la Région Ile de France du 4 décembre 2014 et la proclamation des résultats de l'élection du 4 décembre 2014 ;

VU l'arrêté n° 2017-68 du 25 avril 2017 fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire de la catégorie A de la Région d'Ile-de-France ;

VU l'arrêté n° 2016-47 du 8 mars 2016 fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire de la catégorie B de la Région d'Ile-de-France ;

VU l'arrêté n° 2016-192 du 14 juin 2016 fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire de la catégorie C de la Région d'Ile-de-France ;

Considérant l'absence temporaire de Mme Marie-Carole CIUNTU, Présidente des commissions administratives paritaires, le 3 juillet 2017 ;

SUR la proposition du Directeur général des services.

ARRETE

Article 1 : M. Pierre DENIZIOT, conseiller régional d'Ile-de-France est désigné temporairement Président des Commissions administratives paritaires des catégories A, B et C pour la séance du 3 juillet 2017.

Article 2 : La composition des membres des représentants de la collectivité et des représentants du personnel pour les catégories A, B et C reste inchangée conformément aux arrêtés n° 2017-68 du 25 avril 2017, n° 2016-47 du 8 mars 2016 et n° 2016-192 du 14 juin 2016.

Article 3 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le

Valérie PECRESSE

La Présidente informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/07/2017

îledeFrance

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-116
du 4 juillet 2017

portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de la Commission Locale de l'Eau (CLE) du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Bassée-Voulzie

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1414-2 et L. 4231-3, 1er alinéa,

VU l'Arrêté préfectoral n° DDT-SEB/2016273-0001 du 26 septembre 2016 portant création de la Commission Locale de l'Eau (CLE) du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Bassée-Voulzie.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de la Commission Locale de l'Eau (CLE) du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Bassée-Voulzie :

- **Monsieur Eric JEUNEMAITRE**
  Conseiller régional d'Île-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/07/2017

îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°17-117

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

Vi l'arrêté n°16-326 du 25 novembre 2016 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation à titre temporaire, du 10 au 16 juillet 2017 est donnée à M. Marc Sauvage à l'effet de signer tous actes administratifs, contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leurs exécution, arrêtés, décisions, instructions internes et correspondances se rapportant aux affaires traitées dans les services de la Région ainsi que tous documents comptables et pièces justificatives relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses du budget régional ainsi que les mouvements de crédits nécessaires et, d'autres part, à la constatation des droits et créances au profit de la Région et à l'émission des titres de recettes et ordres de reversement correspondants, à l'exception des rapports et communications au conseil régional et à la commission permanente.

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 12/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 12/07/2017

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17- 118
du 12 juillet 2017

Portant désignation des représentants de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein du groupement d'intérêt public « EXPOFRANCE 2025 ».

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9 ;

VU l'Arrêté du 11 juillet 2017 portant approbation de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « EXPOFRANCE 2025 »,

VU la Délibération n° CR 2017-68 du 10 mars 2017 relative à la candidature Française à l'organisation de l'Exposition Universelle 2025, à la constitution du groupement d'intérêt public « EXPOFRANCE 2025 » et à l'adhésion de la Région.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Sont désignés pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Conseil d'administration et de l' Assemblée générale du groupement d'intérêt public « EXPOFRANCE 2025 » :

- **Madame Valérie PECRESSE,** Présidente du Conseil régional d'Île-de-France et, en tant que son suppléant, **Monsieur Grégoire de LASTEYRIE**, Conseiller régional.

- **Monsieur Laurent LAFON,** Conseiller régional et, en tant que son suppléant, **Monsieur Othman NASROU**, Conseiller régional.

ARTICLE 2 :

Est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein du bureau du groupement d'intérêt public « EXPOFRANCE 2025 » :

- **Monsieur Laurent LAFON,** Conseiller régional

ARTICLE 3 :

Est désignée pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France comme Vice-Président au sein du groupement d'intérêt public « EXPOFRANCE 2025 » :

- **Madame Valérie PECRESSE,** Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

îledeFrance
Conseil régional

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/07/2017

îledeFrance

Conseil régional

La présidente

ARRETE N°17-119

Portant délégation de signature temporaire du Pôle « Patrimoine et moyens généraux »

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n°16-326 du 25 novembre 2016 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

VU l'arrêté n°16-351 du 20 décembre 2016 portant délégations de signature du pôle « patrimoine et moyens généraux» ;

Considérant l'absence de M. Daniel DAEHN et de Mme Isabelle AVENTUR du jeudi 27 juillet au lundi 21 août 2017 inclus.

ARRETE

Article 1 :

Délégation de signature est donnée à titre temporaire, du jeudi 27 juillet au dimanche 6 août 2017 inclus à Mme Guylène ROTTIER, à l'effet de signer, en l'absence simultanée de M. Daniel DAEHN et de Mme Isabelle AVENTUR, tout acte relevant de leurs compétences, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1 et 2 de l'arrêté n°16-351 du 20 décembre 2016 susvisé.

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75359 Paris - cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 - Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Article 2 :

Délégation de signature est donnée à titre temporaire, du lundi 7 août 2017 au lundi 21 août inclus à M. Frédéric BLETTERY, à l'effet de signer, en l'absence simultanée de M. Daniel DAEHN et de Mme Isabelle AVENTUR, tout acte relevant de leurs compétences, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1 et 2 de l'arrêté n°16-351 du 20 décembre 2016 susvisé.

Article 3 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 13 JUIL. 2017

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/07/2017

îledeFrance

Conseil régional

La présidente

ARRETE N°17-120

portant délégations de signature du pôle achats, performance, commande publique, juridique

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

VU l'arrêté n° 17-10 du 23 janvier 2017 modifiant l'arrêté 16-326 du 25 novembre 2016 ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à M. Marc SAUVAGE, Directeur général adjoint en charge du pôle achats, performance, commande publique, juridique, à l'effet de :

- Signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente,

- Effectuer auprès de la CNIL les engagements de conformité aux normes simplifiées, aux autorisations uniques, aux actes réglementaires uniques, aux Binding Corporate Rules ainsi que les demandes d'autorisation.

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75359 Paris - cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 - Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc SAUVAGE, délégation est donnée à Mme Emmanuelle PASTUREAU, chef de la MAPP, dans les limites de l'article 1er à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences du pôle achats, performance, commande publique, juridique.

Mission administration et pilotage des projets transverses

Article 3 :

Délégation permanente est donnée à Mme Emmanuelle PASTUREAU, chef de la MAPP, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences de la mission.

Direction des achats

Article 4 :

Délégation permanente est donnée à Mme Pascale BOURGEOIS, chef du service achats généraux, énergie, RH et communication, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences du service.

Article 5 :

Délégation permanente est donnée à Mme Angélique CORDIER, chef du service achats prestations intellectuelles et formation professionnelle, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences du service.

Article 6 :

Délégation permanente est donnée à M. Marouane ASKRI, chef du service achats MOE, travaux, infrastructure et maintenance, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences du service.

Article 7 :

Délégation permanente est donnée à M. Mehdi NECIB, chef du service achats IT, équipements et denrées alimentaires, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences du service.

Direction de la commande publique

Article 8 :

Délégation permanente est donnée à Mme Marie-Noëlle DESAILLY, directrice de la commande publique, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de la direction de la commande publique.

Article 9 :

Délégation permanente est donnée à M. Cédric BRESOLIN, chef du service conseils et études marchés, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences du service.

Article 10 :

Délégation permanente est donnée à Mme Muriel LAHAYE, chef de la cellule CAO contrôle de légalité, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences du service.

Article 11 :

Délégation permanente est donnée à Mme Véronique DUPUIS, chef du service passations de marchés de prestations intellectuelles, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences du service.

Article 12 :

Délégation permanente est donnée à M. Steven ZIAJA, chef du service passation de marchés de fourniture et services, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences du service.

Direction juridique

Article 13 :

Délégation permanente est donnée à M. Xavier MANDRY, directeur juridique, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences de la direction juridique.

Article 14 :

Délégation permanente est donnée à M. Alexandre NAIT, chef du service contentieux et assurances, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences du service.

Article 15 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alexandre NAIT, délégation est donnée à M. Nicolas DEMARCHE, chef de service adjoint contentieux et assurances, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 14 du présent arrêté.

Article 16 :

A compter du 1er septembre 2017, délégation permanente est donnée à Mme Sophie BELLARD-LUCATS, chef du service conseil et études juridiques, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences du service.

Article 17 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté 17-46 du 16 mars 2017.

Article 18 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 13 JUIL. 2017

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/07/2017

îledeFrance

Conseil régional

La présidente

ARRETE N°17-121

Portant délégations de signature du Pôle Finances

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n°16-326 du 25 novembre 2016 modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la Direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1er : Direction générale adjointe

Délégation permanente est donnée à Monsieur Jean-Philippe DE SAINT-MARTIN, Directeur général adjoint du pôle Finances, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, relevant de la compétence du pôle Finances, y compris ceux relatifs aux emprunts, aux crédits et avances de trésorerie contractés par la Région d'Ile-de-France et aux garanties d'emprunts accordées par elle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional et à la commission permanente.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Philippe DE SAINT-MARTIN, délégation est donnée à Madame Sylvie VIDAL, Directrice du Budget du pôle Finances, à l'effet de signer ceux des actes visés à l'article 1er du présent arrêté.

Article 2 : Direction du Budget

Délégation permanente est donnée à Madame Sylvie VIDAL, Directrice du Budget du pôle Finances, à l'effet de signer les actes qui relèvent de la compétence de la Direction du budget.

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75359 Paris - cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 - Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Article 3 : Direction des Finances

Délégation permanente est donnée à Monsieur Manuel THOMAS, Directeur des finances à l'effet de signer les pièces comptables concernant les appels de fonds et les demandes de remboursement entrant dans le cadre de la gestion de la trésorerie régionale, de signer les échéanciers de dettes ainsi que les restitutions de taxes d'urbanisme.

Délégation permanente est également donnée à Monsieur Manuel THOMAS à l'effet de signer les certifications aux pièces originales de tous documents financiers, y compris ceux portant sur les emprunts et garanties d'emprunt.

Article 4 : Direction de la Comptabilité

Délégation permanente est donnée à Madame Alexa GUENA-ANDERSSON, Directrice de la comptabilité, à l'effet de signer tous mandats, titres de recettes, certificats pour paiement et, plus généralement, tous certificats relevant de la compétence de la Direction de la comptabilité.

Délégation permanente est donnée à Madame Alexa GUENA-ANDERSSON à l'effet de signer les certifications aux pièces originales de tous documents comptables.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Alexa GUENA-ANDERSSON, délégation est donnée à Monsieur Benjamin PELLARDY, adjoint à la directrice de la comptabilité, à l'effet de signer ceux des actes visés à l'article 4 du présent arrêté.

Article 4-1 : Service des dépenses d'interventions « Territoire et Société»

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Madame Alexa GUENA-ANDERSSON et de Monsieur Benjamin PELLARDY, délégation est donnée à Madame Valérie METOUT, chef du service « Territoire et Société» à l'effet de signer tous mandats, titres de recettes, certificats pour paiement et, plus généralement, tous certificats relevant de la compétence du service des dépenses d'intervention et actions transversales « Territoire et Société ».

Article 4-2 : Service des « Achats Publics - Secteur Enseignement »

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Madame Alexa GUENA-ANDERSSON et de Monsieur Benjamin PELLARDY, délégation est donnée à Madame Farida REZGUI, Chef du service des « Achats Publics - Secteur Enseignement », à l'effet de signer tous mandats, titres de recettes, certificats pour paiement et, plus généralement, tous certificats relevant de la compétence du service des « Achats Publics - Secteur Enseignement ».

Article 4-3 : Service des « Achats Publics – Secteur Fonctions support, Economie et Territoire »

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Madame Alexa GUENA-ANDERSSON et de Monsieur Benjamin PELLARDY, délégation est donnée à Madame Marie BRULE, Chef du service des « Achats Publics – Secteur Fonctions support, Economie et Territoire », à l'effet de signer tous mandats, titres de recettes, certificats pour paiement et, plus généralement, tous certificats relevant de la compétence du service des « Achats Publics – Secteur Fonctions support, Economie et Territoire ».

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Madame Alexa GUENA-ANDERSSON, de Monsieur Benjamin PELLARDY et de Madame Marie BRULE, délégation est donnée à

compter du 18 juillet 2017 à Madame Magali TISSIER, Chef de service adjointe du service des « Achats Publics – Secteur Fonctions support, Economie et Territoire », à l'effet de signer tous mandats, titres de recettes, certificats pour paiement et, plus généralement, tous certificats relevant de la compétence du service des « Achats Publics – Secteur Fonctions support, Economie et Territoire ».

Article 4-4 **: *Service «Dépenses d'intervention économie, éducation »***

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Madame Alexa GUENA-ANDERSSON et de Monsieur Benjamin PELLARDY, délégation est donnée à Madame Gisèle TOURNIERE, Chef du service « Dépenses d'intervention économie, éducation » à l'effet de signer tous mandats, titres de recettes, certificats pour paiement et, plus généralement, tous certificats relevant de la compétence du service des « dépenses d'intervention économie, éducation ».

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Madame Alexa GUENA-ANDERSSON, de Monsieur Benjamin PELLARDY et de Madame Gisèle TOURNIERE, délégation est donnée à compter du 19 juillet 2017 à Madame Inès CHIKHA, Chef de service adjointe « Dépenses d'intervention économie, éducation » à l'effet de signer tous mandats, titres de recettes, certificats pour paiement et, plus généralement, tous certificats relevant de la compétence du service des « dépenses d'intervention économie, éducation ».

Article 4-5 **: *Service «Actions transversales »***

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Madame Alexa GUENA-ANDERSSON et de Monsieur Benjamin PELLARDY, délégation est donnée à Madame Marie PY, Chef du service « Actions transversales » à l'effet de signer tous mandats, titres de recettes, certificats pour paiement et, plus généralement, tous certificats relevant de la compétence du service «Actions transversales ».

Article 5 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°17-32 du 28 février 2017.

Article 6 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 13 JUIL. 2017

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/07/2017

île de France

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-122 du 13 juillet 2017

Portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France pour la signature de la Convention parisienne de site

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9 ;

VU la Convention parisienne de site ;

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France à la signature de la Convention parisienne de site, le 17 juillet 2017 :

- **Monsieur Vincent JEANBRUN**
  Conseiller régional d'Île-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/07/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/07/2017

île de France
Conseil régional

ARRETE N°17-123

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

Vi l'arrêté n°16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation à titre temporaire, du 1er au 22 août 2017 inclus est donnée à M. Christophe SAINTILLAN à l'effet de signer tous actes administratifs, contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leurs exécution, arrêtés, décisions, instructions internes et correspondances se rapportant aux affaires traitées dans les services de la Région ainsi que tous documents comptables et pièces justificatives relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses du budget régional ainsi que les mouvements de crédits nécessaires et, d'autres part, à la constatation des droits et créances au profit de la Région et à l'émission des titres de recettes et ordres de reversement correspondants, à l'exception des rapports et communications au conseil régional et à la commission permanente.

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 17 juillet 2017

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 29/09/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 29/09/2017

îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N° 17-136 du 28/07/2017

**portant dispositions relatives à la sous-mesure 10.1
« Paiements en faveur des engagements agrienvironnementaux et climatiques »
du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la région Île-de-France
et aux engagements agroenvironnementaux et climatiques en 2016 en Île-de-France**

et

**portant dispositions relatives aux sous-mesures
11.1 « Aide à la conversion à des pratiques et méthodes de l'agriculture biologique »
et 11.2 « Aide au maintien des pratiques et méthodes de l'agriculture biologique »
du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la région Île-de-France
et aux engagements en agriculture biologique en 2016 en Île-de-France**

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

VU le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la Politique agricole commune, et abrogeant les règlements (CEE) n°352/78, (CE) n°165/94, (CE) n°2799/98, (CE) n°814/2000, (CE) n°1200/2005 et n°485/2008 ;

VU le règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et des sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité ;

VU le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et introduisant des dispositions transitoires ;

VU le règlement d'exécution (UE) n°808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;

VU le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité ;;

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, et notamment son article 78 ;

VU le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

VU le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des Programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

VU le décret n°2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des Programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ;

VU le Cadre national approuvé par la Commission européenne le 2 juillet 2015;

VU le Programme de développement rural régional de la région Île-de-France pour la période de programmation 2014-2020 approuvé par la Commission européenne le 07 août 2015;

VU le Code Rural et de la Pêche Maritime, et notamment les articles D.341-7 à D. 341-19 relatifs aux engagements agroenvironnementaux et climatiques et en agriculture biologique ;

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n°CR 08-14 du 13 février 2014 demandant l'autorité de gestion du FEADER pour la période 2014-2020 ;

VU la délibération n°CP 15-217 du 9 avril 2015 relative à la mise en œuvre des mesures du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la région Île-de-France.

VU l'avis de la Commission régionale agroenvironnementale et Climatique de la région Île-de-France du 23 mars 2016 ;

Considérant ce qui suit,

(1) - La Région Île-de-France est l'autorité de gestion du Programme de développement rural FEADER de la région Île-de-France pour la période de programmation 2014-2020 ;
(2) - Le document de cadrage national définit les modalités de mise en œuvre des sous-mesures 10.1, 11.1 et 11.2. Ce document, dont la portée est nationale, a été approuvé par la Commission européenne le 30 juin 2015.
(3) Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAE-C) et les mesures en faveur de l'agriculture biologique sont soumises au même calendrier que le premier pilier de la Politique agricole commune et les demandes d'aides ont été déposées au 15 juin 2016.
(4) La Commission permanente réunie le 9 avril 2015 a autorisé la Présidente du Conseil régional à signer et publier au recueil des actes administratifs de la Région Île-de-France certains actes relatifs à l'exercice de l'autorité de gestion du FEADER.

ARRETE

Article Ier : Reconnaissance du cas de force majeur suites aux inondations des mois de mai et juin 2016

S'agissant de la possibilité de maintien des aides au titre du FEADER (cf. Note PAC/2016/05 du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt), le présent arrêté :

Concernant les épisodes pluvieux exceptionnels qui ont touché la région Île-de-France en mai et juin 2016, et qui ont provoqué des inondations de parcelles agricoles avec destruction de récolte, ou impossibilité de réaliser des semis :

- reconnaît le cas de force majeur pour le non-respect des engagements de l'année 2016 souscrits au titre des mesures agro-environnementales et climatiques (mesure 10 du Programme de Développement Rural) et au titre du soutien à l'agriculture biologique (mesure 11 du Programme de Développement Rural).

- autorise le paiement des aides concernées pour l'année 2016 et de ne pas appliquer de sanction pour les parcelles sinistrées situées dans une zone qui bénéficie d'un arrêté de catastrophe naturelle ou situées sur une commune listée dans un arrêté préfectoral reconnaissant la force majeure au sens de la politique agricole commune, et pour lesquelles l'exploitant agricole aura informé par écrit la Direction départementales des territoires (DDT), ou la DRIAAF pour la petite couronne parisienne, dans les 15 jours ouvrés à compter du jour où il est en mesure de le faire.

Article II - Modalités de mise en œuvre des sous-mesures :

Les modalités de mise en œuvre de la sous-mesure 10.1 « Paiements en faveur des engagements agrienvironnementaux et climatiques » relative aux mesures agroenvironnementales et climatiques, sont fixées dans le Programme de Développement Rural de la région Île-de-France.

Les modalités de mise en œuvre des sous-mesures 11.1 « Aide à la conversion à des pratiques et méthodes de l'agriculture biologique » et 11.2 « Aide au maintien des pratiques et méthodes de l'agriculture biologique » relatives aux aides en faveur de l'agriculture biologique, sont fixées dans le Programme de développement rural de la région Île-de-France.

Article III - Mesures agroenvironnementales et climatiques :

En application de l'article 28 du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013, un engagement dans des mesures agroenvironnementales et climatiques peut être demandé par les exploitants agricoles, pour les surfaces qu'ils exploitent au sein des territoires retenus pour la mise en œuvre de chacune de ces mesures, quelle que soit la localisation du siège d'exploitation. Cet engagement peut aussi porter sur des surfaces exploitées hors des territoires retenus si le cahier des charges de la MAEC le prévoit.

Les territoires retenus en 2016 sont les suivants, une carte est présentée en annexe 1 :

➢ Site Natura 2000 des boucles de Moisson, Guernes et forêt de Rosny (17 parties de communes des Yvelines) : Bréval, Moisson, Freneuse, Rolleboise, Mousseaux-sur-Seine, Boissy-Mauvoisin, Follainville-Dennemont, Rosny-sur-Seine, Mantes-la-Jolie, Perdreauville, Guernes, Lommoye, Méricourt, Bonnières-sur-Seine, Saint-Martin-la-Garenne, La Villeneuve-en-Chevrie, Jouy-Mauvoisin.

➢ Site Natura 2000 des boucles de la Marne (27 parties de communes de Seine-et Marne) : Lesches, Carnetin, Thorigny-sur-Marne, Saâcy-sur-Marne, Mareuil-lès-Meaux, Congis-sur-Thérouanne, Germigny-l'Evêque, Isles-lès-Villenoy, Jablines, Condé-Sainte-Libiaire, Dampmart, Méry-sur-Marne, Mary-sur-Marne, Sainte-Aulde, Chamigny, Isles-les-Meldeuses, Luzancy, Trilbardou, Annet-sur-Marne, Jaignes, Précy-sur-Marne, Vignely, Chalifert, Tancrou, Armentières-en-Brie, Meaux, Charmentray

➢ Rivières du Loing et du Lunain (23 parties de communes en Seine-et-Marne) : Bagneaux-sur-Loing, Bourron-Marlotte, Château-Landon, Darvault, Ecuelles, Episy, La Genevraye, Grez-sur-Loing, La Madeleine-sur-Loing, Lorrez-le-Bocage-Préaux, Montigny-sur-Loing, Montcourt-Fromonville, Moret-sur-Loing, Nanteau-sur-Lunain, Nemours, Nonville, Paley, Saint-Mammès, Saint-Pierre-les-Nemours, Souppes-sur-Loing, Treuzy-Levelay, Veneux-les-Sablons et Villemer.

➢ La Bassée (39 communes ou parties de communes en Seine-et Marne) : Baby, Balloy, Barbey, Bazoches-lès-Bray, Bray-sur-Seine, La Brosse-Montceaux, Cannes-Ecluse, Châtenay-sur-Seine, Courcelles-en-Bassée, Egligny, Everly, Fontaine-Fourches, Gouaix, La Grande-Paroisse, Gravon, Grisy-sur-Seine, Hermé, Jaulnes, Luisetaines, Marolles-sur-Seine, Melz-sur-Seine, Misy-sur-Yonne, Montereau-Fault-Yonne, Montigny-le-Guesdier, Mousseaux-lès-Bray, Mouy-sur-Seine, Noyen-sur-Seine, Les Ormes-sur-Voulzie, Passy-sur-Seine, Saint-Germain-Laval, Saint-Sauveur-lès-Bray, Soisy-Bouy, Sourdun, La Tombe, Varennes-sur-Seine, Villenauxe-la-Petite, Villiers-sur-Seine, Villuis, Vimpelles.

➢ ZPC Bois des Réserves, des Usages et de Montgé (4 parties de communes en Seine-et-Marne) : Cocherel, Coulombs-en-Valois, Dhuisy et Vendrest.

➢ Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse (63 communes en Yvelines et en Essonne) : Bazoches-dur-Guyonne, La Boissière-Ecole, Bonnelles, Les Bréviaires, Bullion, La Celle-les-Bordes, Cernay-la-Ville, Châteaufort, Chevreuse, Choisel, Clairefontaine, Dampierre-en-Yvelines, Les Essart-le-Roi, Galluis, Gambaiseuil, Gazeran, Grosrouvre, Hermeray, Jouars-Pontchartain, Levis-Saint-Nom, Longvilliers, Magny-les-Hameaux, Mareil-le-Guyon, Méré, Le Mesnil-Saint-Denis, Les Mesnuls, Milon-la-Chapelle, Mittainville, Montfort-L'Amaury, Orcemont, Le Perray-en-Yvelines, Poigny-La-Forêt, La Queue-les-Yvelines, Raizeux, Rambouillet, Rochefort-en-Yvelines, Saint-Forget,

Saint-Hilarion, Saint-Lambert-des-Bois, Saint-Léger-en-Yvelines, Saint-Rémy-lès-Chevreuse, Saint-Rémy-l'Honoré, Senlisse, Sonchamps, Auffargis, Le Tremblay/Mauldre, Vieille-Eglise-en-Yvelines, Angervilliers, Boullay-Les-Troux, Briis-sous-Forges, Courson-Monteloup, Fontenay-les-Briis, Forges-les-Bains, Gif-sur-Yvette, Gometz-la-Ville, Janvry, Limours, Les Molières, Pecqueuse, Saint-Cyr-sous-Dourdan, Saint Jean-de-Beauregard, Le Val Saint-Germain, Vaugrineuse

Chevêche 78 - 95 (42 communes des Yveline et 40 communes dans le Val d'Oise) : Adainville, Bazainville, Behoust, Boinvilliers, Boissets, Boissy-Mauvoisin, Bourdonné, Bréval, Civry-la-Forêt, Condé-sur-Vesgre, Courgent, Dammartin-en-Serve, Dannemarie, Flacourt, Flexanville, Flins-Neuve-Eglise, Gambais, Grandchamp, Gressey, La Hauteville, Houdan, Longnes, Maulette, Ménerville, Mondreville, Montchauvet, Mulcent, Neauphlette, Orgerus, Orvilliers, Osmoy, Perdrauvilles, Prunay-le-Temple, Richebourg, Rosay, Saint-Illiers-la-Ville, Saint-Illiers-le-Bois, Septeuil, Tacoignières, Le Tartre-Gaudran, Le Tertre-Saint-Denis, Tilly., Attainville, Baillets-en-France, Bellefontaine, Belloy-en-France, Bouqueval, Châtenay-en-France, Chennevières-lès-Louvres, Epinay-Champlâtreux, Ezanville, Fontenay-en-Parisis, Fosses, Gonesse, Goussainville, Jagny-sous-Bois, Lassy, Le Mesnil-Aubry, Le Plessis-Gassot, Le Plessis-Luzarches, Le Thillay, Louvres, Luzarches, Maffliers, Mareil-en-France, Marly-la-Ville, Moisselles, Monsoult, Piscops, Puiseux-en-France, Saint-Martin-du-Tertre, Saint-Witz, Seugy, Vémars, Viarmes, Villaines-sous-Bois, Villeron, Villiers-le-Bel, Villiers-le-Sec

- Territoire de Brie Est (38 communes ou partie de communes de Seine-et-Marne) : Amillis, Augers–en-Brie, Bannost-Villegagnon, Beton-Bazoches, Bezalles, Boisdon, Cerneux, Champcenest, Chapelle-Saint-Sulpice, Chartronges, Chenoise, Chevru, Choisy-en-Brie, Courchamp, Courtaçon, Cucharmoy, Dagny, Fretoy, Jouy-Le-Chatel, Leudon-en-Brie, Longueville, Marets, Marolles-en-Brie, Montceau-les-Provins, Mortery, Pecy, Rouilly, Rupereux, Saint-Hilliers, Saint-Just-en-Brie, Saint-Loup-De-Naud, Saint-Mars-Vieux-Maisons, Saint-Martin-du-Boschet, Saint-Siméon, Sancy-les-Provins, Vaudoy-en-Brie, Villiers-Saint-Georges, Vulaines-Les-Provins

- Vallée du Petit Morin (11 communes de Seine-et-Marne) Bassevelle, Bellot, Boitron, Hondevilliers, Orly sur Morin, Sablonnières, Saint Cyr sur Morin, Saint Ouen sur Morin, Trétoire, Verdelot, Villeneuve sur Bellot.

- Pommeuse (8 communes de Seine-et-Marne) : Celle-Sur-Morin, Faremoutiers, Giremoutiers, Guerard, Maisoncelles-En-Brie, Mouroux, Pommeuse, Saint-Augustin.

- Goële et Multien (15 communes de Seine-et-Marne) : Vincy-Manoeuvre, Etrepilly, Plessis-Placy, Trocy-en-Multien, Marcilly, Barcy, Varreddes, Chambry, Penchard, Villeroy, Chauconin-Neufmontiers, Charny, Cregy-Les-Meaux, Poincy, Meaux.

- Marne et Gondoire (18 communes ou parties de communes de Seine-et-Marne) : Bussy-Saint-Georges, Bussy-Saint-Martin, Carnetin, Chalifert, Chanteloup en Brie, Collégien, Conches sur Gondoire, Dampmart, Gouvernes, Guermates, Jablines, Jossigny, Lagny-sur-Marne, Lesches, Montévrain, Pomponne, Saint-Thibault des Vignes, Thorigny sur Marne.

- Vexin Français (118 communes du Val d'Oise et des Yvelines) : Ableiges, Aincourt, Ambleville, Amenucourt, Arronville, Arthies, Auvers-sur-Oise, Avernes, Banthelu, Le Bellay-en-Vexin, Bennecourt, Berville, Boisemont, Boissy-l'Aillerie, Bray-et-Lû, Breançon, Brignancourt, Brueil-en-Vexin, Buhy, Butry-sur-Oise, Cergy, Champagne-sur-Oise,

La Chapelle-en-Vexin, Charmont, Chars, Chaussy, Chérence, Cléry-en-Vexin, Commency, Condécourt, Cormeilles-et-Vexin, Courcelles-sur-Viosne, Courdimanche, Drocourt, Ennery, Epiais-Rhus, Evecquemont, Follainville-Dennemont, Fontenay-Saint-Père, Frémainville, Frémencourt, Frouville, Gadancourt, Gaillon-sur-Montcient, Gargenville, Genainville, Génicourt, Gommecourt, Gouzangrez, Grisy-les-Plâtres, Guernes, Guiry-en-Vexin, Guitrancourt, Haravilliers, Hardricourt, Haute-Isle, Le Heaulme, Hédouville, Hérouville, Hodent, Issou, Jambville, Jouy-le-Moutier, Juziers, Labbeville, Lainville-en-Vexin, Limay, Limetz-Villez, Livilliers, Longuesse, Magny-en-Vexin, Marines, Maudetour-en-Vexin, Maurecourt, Ménouville, Menucourt, Meulan, Mézy-sur-Seine, Montalet-le-Bois, Montgeroult, Montreuil-sur-Epte, Moussy, Nesle-la-Vallée, Neuilly-en-Vexin, Nucourt, Oinville-sur-Montcient, Omerville, Osny, Parmain, Le Perchay, Pontoise, Procheville, Puiseux-Pontoise, La Roche-Guyon, Ronquerolles, Sagy, Sailly, Saint-Clair-sur-Epte, Saint-Cyr-en-Arthies, Saint-Gervais, Saint-Martin-la-Garenne, Santeuil, Seraincourt, Tessancourt-sur-Aubette, Théméricourt, Theuville, Triel-sur-Seine, Us, Vallangoujard, Valmondois, Vauréal, Vaux-sur-Seine, Vétheuil, Vienne-en-Arthies, Vigny, Villers-en-Arthies, Wy-dit-Joli-Village.

- Zone prioritaire de l'aire d'alimentation de captage de Flins - Aubergenville (10 parties de communes des Yvelines) : Aubergenville, Bouafle, Epône, Flins-sur-Seine, Gargenville, Guerville, La Falaise, Les Mureaux, Meulan, Mézières-sur-Seine.

- Aire d'alimentation de captage de Blaru (5 communes ou parties de communes des Yvelines) : Blaru, Chaufour-lès-Bonnières, Cravent, La Villeneuve en Chevrie, Lommoye.

- Ancoeur et Aire d'alimentation de captage Grenelle de Nangis (14 communes ou parties de communes de Seine-et-Marne) : Clos-Fontaine, Villeneuve-Les-Bordes, Rampillon, Saint-Ouen-En-Brie, Fontenailles, Grandpuits-Bailly-Carrois, Nangis, La Chapelle-Rablais, Fontains, Maison-rouge-en-Brie, Vanvillé, Vieux Champagne, Chateaubleau, La Croix en Brie.

- Aire d'alimentation de captage de la Voulzie (8 communes ou parties de communes de Seine-et-Marne) : Beauchery-Saint-Martin, Chalautre-la-Grande, La Saulsotte (Aube), Montpothier (Aube), Léchelle, Louan-Villegruis-Fontaine, Saint Brice, Sourdun, Villiers Saint Georges, Voulton.

- Gâtinais (25 communes de Seine-et-Marne) : Amponville, Arville, Aufferville, Bagneaux-sur-Loing, Beaumont-du-Gatinais, Bougligny, Bourron-Marlotte, Burcy, Chatenoy, Chenou, Chevrainvilliers, Fay-Les-Nemours, Fromont, Garentreville, Gironville, Grez-Sur-Loing, Guercheville, Ichy, Larchant, Maisoncelles-en-Gatinais, Mondreville, Obsonville, Ormesson, Saint-Pierre-Les-Nemours, Villiers-sous-Grez

- Fosse de Melun- Basse Vallée de l'Yerres (56 communes de Seine-et-Marne) : Andrezel, Argentières, Aubepierre-Ozouer, Beauvoir, Bernay-Vilbert, Boissettes, Boissise-la-Bertrand, Boissise-le-Roi, Brie-Comte-Robert, Cesson, Champdeuil, Chatres, Chaumes-en-Brie, Chevry-Cossigny, Combs-la-Ville, Coubert, Courpalay, Courquetaine, Courtomer, Crevecoeur-en-Brie, Crisenoy, Dammarie-les-Lys, Evry-Gregy-sur-Yerre, Ferolles-Attilly, Fontenay-Tresigny, Gretz-Armainvilliers, Grisy-Suisnes, Guignes, La Houssaye-en-Brie, Le Mee-sur-Seine, Les Chapelles-Bourbon, Lésigny, Limoges-Fourches, Lissy, Liverdy-en-Brie, Marles-en-Brie, Melun, Moissy-Cramayel, Montereau-sur-le-Jard, Neufmoutiers-en-Brie, Ozoir-la-Ferriere, Ozouer-le-Voulgis, Presles-en-Brie, Reau, Rubelles, Saint-Germain-Laxis, Savigny-le-Temple, Seine-Port, Servon, Soignolles-en-Brie, Solers, Tournan-en-Brie, Verneuil-l'Etang, Vert-Saint-Denis, Voisenon, Yebles.

➢ Syndicat Intercommunal des Eaux entre Rémarde et Ecole- SIERE (10 communes ou parties de communes de l'Essonne): Ballancourt-sur-Essonne, Baulne, Bouray-sur-Juine, Cerny, Itteville, Janville-sur-Juine, La Ferté-Alais, Lardy, Mondeville, Saint-Vrain.

➢ Aire d'alimentation de captage de Villemer et Villeron (22 communes ou partie de communes de Seine-et-Marne) : Blennes, Chaintreaux, Chevry-en-Sereine, Darvault, Dormelles, Egreville, Flagy, La Genevraye, Lorrez-Le-Bocage-Préaux, Nanteau-sur-Lunain, Nonville, Paley, Poligny, Remauville, Saint-Ange-Le-Viel, Thoury-Ferottes, Treuzy-Levelay, Vaux-sur-Lunain, Villebeon, Villecerf, Villemarechal, Villemer.

Les cahiers des charges retenus pour la mise en œuvre de ces MAE-C figurent dans les notices spécifiques des mesures en annexe 2 du présent arrêté.

Les critères régionaux et montants des mesures systèmes polyculture-élevage ouvertes en Île-de-France sont présentés en annexe 3, en application du Cadre National.

Les engagements juridiques seront pris dans la limite des crédits affectés à ces mesures.

Article IV - Mesures de protection des races menacées de disparition et d'amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles :

En application de l'article 28 du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013, un engagement dans les mesures suivantes peut être demandé par les exploitants agricoles de la région Île-de-France :

- Mesure de protection des races menacées de disparition ;
- Mesure d'amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles.

Les cahiers des charges de chacune de ces mesures figurent dans les notices spécifiques en annexe 4 du présent arrêté.

Les engagements juridiques seront pris dans la limite des crédits affectés à ces mesures.

Article V - Mesure en faveur de l'agriculture biologique :

En application de l'article 29 du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013, un engagement dans la mesure en faveur de l'agriculture biologique peut être demandé par les exploitants agricoles dont le siège d'exploitation est situé dans la région Île-de-France.

La mesure comporte deux types d'opération : une opération de conversion à l'agriculture biologique et une opération de maintien en agriculture biologique. Le cahier des charges de ces deux types d'opération figure dans la notice spécifique en annexe 5 du présent arrêté.

Les engagements juridiques seront pris dans la limite des crédits affectés à ces mesures.

Article VI - Conditions d'éligibilité :

Seuls les demandeurs respectant l'ensemble des conditions suivantes peuvent solliciter une des mesures décrites aux articles 2, 3 et 4

- Appartenir à l'une des catégories visées à l'article D 341-8 du Code rural et de la pêche maritime ;
- Avoir déposé un dossier « Politique agricole commune » (PAC) pour l'année courante réputé recevable comportant le formulaire de demande d'aides au titre de ces mesures ;

➢ Respecter les autres critères d'éligibilité propres à chaque mesure, spécifiés le cas échéant dans les notices spécifiques de la mesure en annexe du présent arrêté.

Article VII - Engagements généraux :

Par le dépôt de sa demande d'aides, le souscripteur s'engage durant cinq ans à compter du 15 mai 2016 et pour toute la durée de son engagement :

➢ à respecter les exigences liées à la conditionnalité des aides ;

➢ à ne pas diminuer la surface totale engagée dans chaque mesure agroenvironnementale et climatique ou dans la mesure en faveur de l'agriculture biologique, sauf à transmettre les engagements souscrits à un repreneur éligible susceptible de les poursuivre jusqu'à leurs termes ;

➢ à respecter, sur l'ensemble des surfaces concernées, le cahier des charges de la mesure choisie décrit dans la notice spécifique de la mesure figurant en annexe ;

➢ à confirmer chaque année le respect des engagements dans son dossier PAC (formulaire de demande d'aides) et à fournir au service instructeur de l'aide les documents prévus dans les cahiers des charges MAEC en annexe ;

➢ à conserver l'ensemble des documents sur l'exploitation pendant toute la durée de l'engagement et durant quatre ans après la fin de l'engagement ;

➢ à signaler au service instructeur des aides dans les quinze jours ouvrables après l'événement toute modification de la situation de son exploitation susceptible d'avoir une incidence sur l'engagement souscrit ;

➢ à permettre l'accès de son exploitation aux autorités en charge des contrôles et à faciliter ces contrôles.

La durée de l'engagement est de cinq ans sauf cas particulier pour la mesure en faveur de l'agriculture biologique comme précisé dans la notice en annexe 4.

Les obligations non respectées feront l'objet de sanctions financières suivant des modalités fixées par décret et arrêté interministériels.

Article VIII - Rémunération de l'engagement :

Le montant des mesures que peut solliciter un demandeur individuel est indiqué pour chacune d'elle dans les notices spécifiques à la mesure en annexe du présent arrêté.

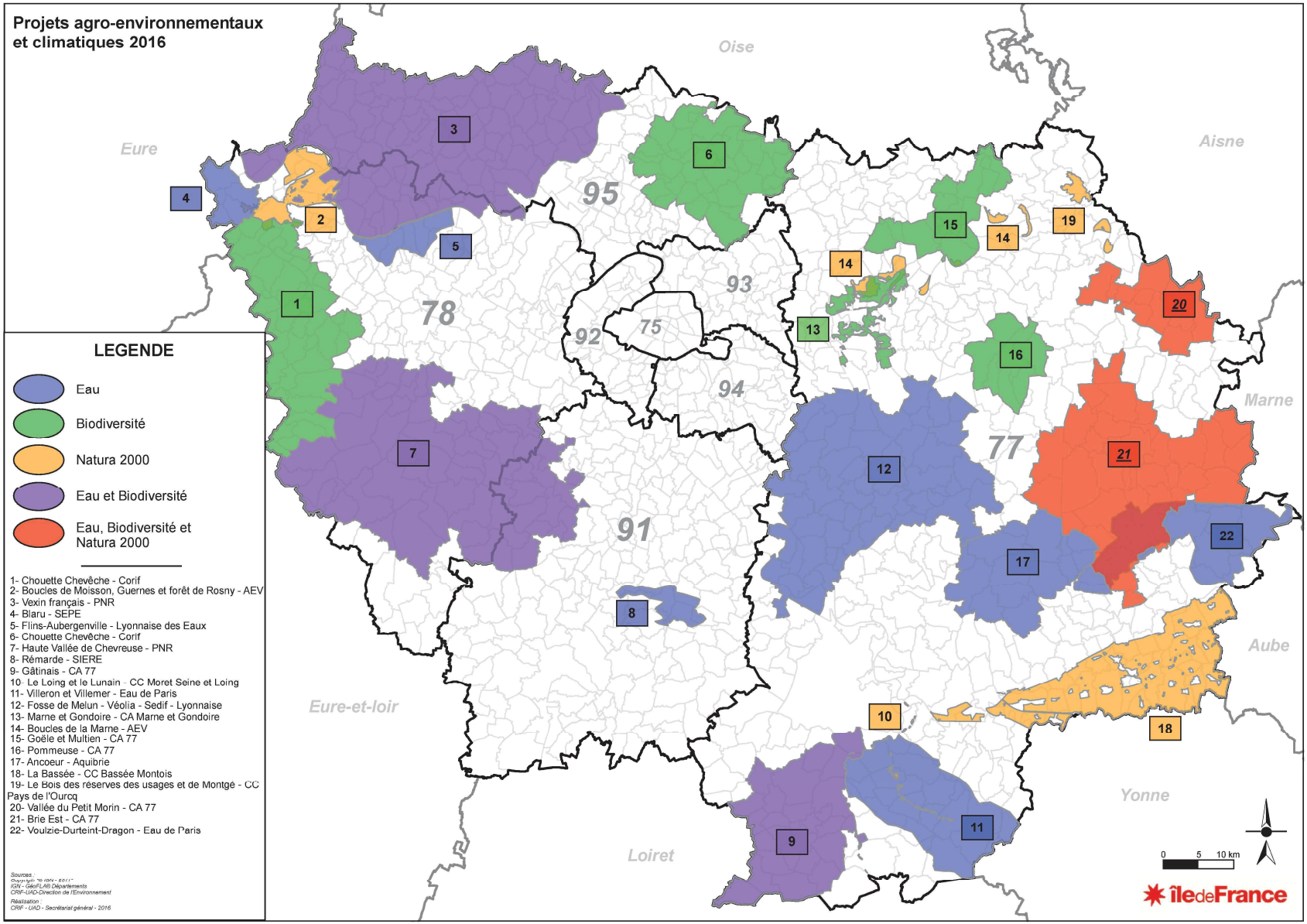
Chaque engagement fera l'objet d'une décision de la Présidente de région ou de son délégataire.

Article IX - Exécution du présent arrêté :

Le directeur général des services de la Région, les directeurs des guichets-uniques - services-instructeurs de la mesure et l'Agence de services et de paiement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région Île-de-France.

Valérie PECRESSE

ANNEXE 1


Projets agro-environnementaux
et climatiques 2016
Oise
Eure
Aisne
Marne
Aube
Yonne
Eure-et-loir
Loiret
95
78
93
92
75
94
77
91
LEGENDE
Eau
Biodiversité
Natura 2000
Eau et Biodiversité
Eau, Biodiversité et Natura 2000
1- Chouette Chevêche - Corif
2- Boucles de Moisson, Guernes et forêt de Rosny - AEV
3- Vexin français - PNR
4- Blaru - SEPE
5- Flins-Aubergenville - Lyonnaise des Eaux
6- Chouette Chevêche - Corif
7- Haute Vallée de Chevreuse - PNR
8- Rémarde - SIERE
9- Gâtinais - CA 77
10- Le Loing et le Lunain - CC Moret Seine et Loing
11- Villeron et Villemer - Eau de Paris
12- Fosse de Melun - Véolia - Sedif - Lyonnaise
13- Marne et Gondoire - CA Marne et Gondoire
14- Boucles de la Marne - AEV
15- Goële et Multien - CA 77
16- Pommeuse - CA 77
17- Ancoeur - Aquibrie
18- La Bassée - CC Bassée Montois
19- Le Bois des réserves des usages et de Montgé - CC Pays de l'Ourcq
20- Vallée du Petit Morin - CA 77
21- Brie Est - CA 77
22- Voulzie-Durteint-Dragon - Eau de Paris
Sources :
IGN - GéoFLA® Départements
CRIF-UAD-Direction de l'Environnement
Réalisation :
CRIF - UAD - Secrétariat général - 2016
0 5 10 km
îledeFrance

ANNEXE 2

L'annexe 2 reprend les notices spécifiques des territoires (21 notices correspondantes à chacun des territoires retenus) avec les cahiers des charges MAE-C ouverts sur chacun d'eux.

Enjeu(x) prioritaire(s)	Intitulé du PAEC	Porteur(s)
Eau	Aire d'alimentation de captage de Blaru	Syndicat des Eaux de Perdreauville et Environs
Eau	Aire d'alimentation de captage de Villeron-Villemer	Eau de Paris
Eau	Aires d'alimentation de captages Voulzie-Durteint-Dragon	Eau de Paris
Eau	Ancoeur et aire d'Alimentation des captages Grenelle de Nangis	Aquibrie
Eau	Zone prioritaire de l'aire d'Alimentation de captage de Flins-Aubergenville	Lyonnaise des Eaux
Eau	Syndicat Intercommunal des Eaux entre Rémarde et Ecole (SIERE)	SIERE
Eau	Fosse de Melun – Basse vallée de l'Yerres	Veolia/Sedif/Lyonnaise
Biodiversité et Eau	Vallée du Petit Morin	Chambre d'Agriculture de Seine-et-Marne
Biodiversité et Eau	Brie Est	Chambre d'Agriculture de Seine-et-Marne
Biodiversité et Eau	Gâtinais	Chambre d'Agriculture de Seine-et-Marne
Biodiversité et Eau	Vexin Français	Parc Naturel Régional du Vexin Français
Biodiversité	Goele-et-Multien	Chambre d'Agriculture de Seine-et-Marne
Biodiversité	La Bassée	Communauté de communes Bassée Montois
Biodiversité	Marne et Gondoire	Communauté d'agglomération de Marne et Gondoire

Enjeu(x) prioritaire(s)	Intitulé du PAEC	Porteur(s)
Biodiversité	Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse	Parc Naturel Régional de la Haute Vallée de Chevreuse
Biodiversité	Pommeuse	Chambre d'Agriculture de Seine-et-Marne
Biodiversité	Rivières du Loing et du Lunain	Communauté de communes Moret Seine et Loing
Biodiversité	Site Natura 2000 des Boucles de la Marne	Agence des Espaces Verts
Biodiversité	Site Natura 2000 des Boucles de Moisson, Guernes et la Forêt de Rosny	Agence des Espaces Verts
Biodiversité	Chevêche 78-95	CORIF
Biodiversité	ZPC Bois des Réserves, des Usages et de Montgé	Communauté de communes du Pays de l'Ourcq

Les notices de territoires et cahiers des charges des MAEC sont téléchargeables sur le site www.europeidf.fr/

ANNEXE 2

Notices territoires et notices spécifiques des mesures MAEC par territoire

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice d'information du territoire Ancoeur

et aire d'alimentation des captages Grenelle de Nangis

Campagne 2016

Correspondant MAEC de la DDT : LAUGA Claire
téléphone : 01 60 56 73 07
e mail : claire.lauga@seine-et-marne.gouv.fr

MONTARD Christian
téléphone : 01 60 56 70 89
e mail : christian.montard@seine-et-marne.gouv.fr

Cette notice présente l'ensemble des mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) proposées sur le territoire de l'Ancoeur et de l'aire d'alimentation des captages Grenelle de Nangis au titre de la programmation 2015-2020.
Elle complète la notice nationale d'information sur les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) et les aides à l'agriculture biologique 2015-2020, disponible sous Télépac

La notice nationale d'information sur les MAEC et l'AB 2015-2020 (disponible sous Télépac)	contient →	• Les conditions d'engagement dans les MAEC et l'AB • Les obligations générales à respecter • Les contrôles et le régime de sanctions • Comment remplir les formulaires
La notice d'information du territoire	contient →	Pour l'ensemble du territoire : • La liste des MAEC proposées sur le territoire • Les modalités de demande d'aide
La notice d'aide	contient →	Pour chaque MAEC proposée sur le territoire : • Les objectifs de la mesure • Le montant de la mesure
		• Les conditions spécifiques d'éligibilité • Les critères de sélection des dossiers • Le cahier des charges à respecter • Le régime de sanctions

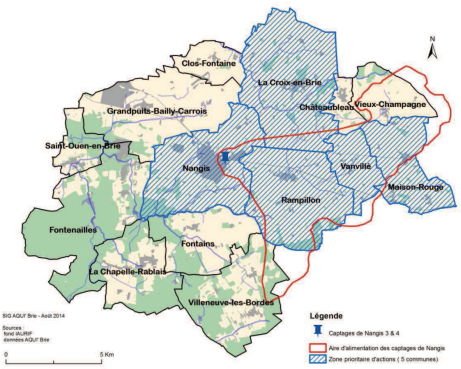


Fig. 1: carte du territoire de l'Ancoeur (14 communes)

2. RESUME DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Enjeu retenu :
Zone d'Action Prioritaire visée « enjeu Eau» pour l'amélioration de la qualité de l'eau.

La qualité de la ressource en eau du territoire, et en premier lieu celle des captages d'eau de Nangis, est intimement liée à la contamination des eaux de surfaces car le bassin versant est ponctué de zones d'infiltration en rivières et de gouffres. Accentué par les effets du drainage agricole sur la vitesse des transferts d'eau et des polluants, il y a une vulnérabilité importante non seulement pour ces captages mais également pour les captages en aval. L'enjeu territorial est prioritairement sanitaire. Cela justifie la mise en œuvre de mesures de réduction d'usage des phytosanitaires ambitieuses et durables, voire de mesures d'accompagnement vers des changements de systèmes de production moins impactants.
Compte-tenu de la quasi généralisation du drainage du bassin versant, on peut considérer que ce sont toutes les parcelles en amont des zones d'infiltration qui participent aux infiltrations rapides sur le bassin versant. AQUI' Brie, dans sa dernière synthèse sur l'évolution de la qualité des eaux de l'amont de l'Ancoeur, fait état d'une pollution des eaux par les pesticides. Cette pollution est notamment le fait de la présence des herbicides puisque ceux-ci représentent 51% des quantifications dans les eaux superficielles du réseau de suivi. Les métabolites d'herbicides représentent également une part importante des quantifications. Les quantifications se font notamment préférentiellement lors des crues qui suivent les applications au printemps et également à l'automne. Ces quantifications sont donc cohérentes avec un transfert rapide des pesticides par le système de drainage, la dérive de pulvérisation et pour une part limitée par le ruissellement.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.
Si vous souhaitez davantage de précisions contactez, votre DDT.

1. PERIMETRE DU TERRITOIRE DE L'ANCOEUR ET DE L'AIRE D'ALIMENTATION DES CAPTAGES GRENELLE DE NANGIS

Seuls les éléments situés sur ce territoire sont éligibles aux mesures localisées qui y sont proposées (Cf. § 3).
En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont 50 % au moins de la SAU est située sur un ou plusieurs territoires en année 1, sont éligibles. Le cahier des charges de la mesure à respecter correspond à celle du territoire où l'exploitation a le plus de surfaces.

En ce qui concerne les mesures « localisées », pour qu'une parcelle ou un élément linéaire soit éligible à la MAEC, au moins 50 % de sa surface ou de sa longueur doit être incluse dans le territoire.

Le territoire de ce projet agro environnemental est délimité par la juxtaposition des limites communales des communes suivantes, en raison de leur localisation sur le bassin versant, et l'aire d'alimentation des captages (AAC) Grenelle de Nangis :

77098	CHATEAUBLEAU	77211	GRANDPUITS BAILLY-CARROIS	77428	ST-OUEN-EN-BRIE
77119	CLOS-FONTAINE	77089	LA-CHAPELLE-RABLAIS	77481	VANVILLE
77147	CROIX-EN-BRIE(LA)	77272	MAISON-ROUGE-EN-BRIE	77496	VIEUX-CHAMPAGNE
77190	FONTAINS	77327	NANGIS	77509	VILLENEUVE-LES-BORDES
77191	FONTENAILLES	77383	RAMPILLON		

Il couvre un territoire de plus de 13 800 ha de surface agricole utile (SAU) dont presque 8 000 ha pour les 5 communes de la zone prioritaire d'actions de l'AAC de Nangis. Cette SAU est cultivée par 159 exploitants agricoles qui disposent d'au moins 1 ha sur le territoire. Cependant, 76 agriculteurs représentent 80% de SAU totale. Ils sont 106 agriculteurs concernés par la zone prioritaire d'actions dont 48 détiennent 80% de la SAU.

L'analyse pluriannuelle effectuée a permis de caractériser des catégories de pesticides :
1°/ une pollution de fond par les urées substituées et les triazines interdites depuis le début des années 2000. Il s'agit principalement du diuron, de l'éthidimuron, fénuron puis simazine et monuron. On quantifie également régulièrement les métabolites que sont la déséthyl atrazine, déméthyl diuron ou le DCPU. On quantifie régulièrement ces molécules dans les eaux de surfaces mais dans des quantités qui restent faibles. Il s'agit de relargage par les sols de reliquat de matières actives utilisées antérieurement mais ayant des coefficients d'adsorption importants.
2°/ les herbicides autorisés quantifiés régulièrement sont une quarantaine (sur 73). On a d'une part le glyphosate (usage mixte dont importance non agricole) et ensuite un certain nombre d'herbicides à usage agricole comme l'isoproturon, le chlortoluron et le Diflufécanil mais aussi l'éthofumésate. Cette catégorie est non seulement quantifiée régulièrement mais peut être à l'origine de pics de concentration.
3° / le reste des molécules (insecticides, fongicides, régulateurs), sont quantifiés plus ou moins régulièrement et parfois à des concentrations qui oscillent entre la limite de détection et les 0,1 µg/l. On comptabilise 119 molécules quantifiés dans moins de 50% des échantillons et à des valeurs de concentrations inférieurs à 0,1 µg/l.
Si la priorité doit être portée à la réduction du flux d'herbicides transféré dans les eaux superficielle, L'action de réduction d'usage doit s'intéresser à tous les phytosanitaires (herbicides, insecticides, fongicides, molluscides). Car Cette représentation quantitative de la pression des pesticides ne rend pas compte de la toxicité car cette notion est complexe. Au-delà de la notion de toxicité spécifique à chaque pesticide et celle que l'on doit considérer pour un "cocktail" de molécule, pour laquelle on n'a malheureusement que très peu d'informations, on doit également différencier les notions d'écotoxicité du risque sanitaire. A titre d'exemple, si le cumul de concentrations des insecticides ne représente que 3% du total, leur impact sanitaire est sans doute plus important.

Concernant l'azote, les informations à retenir sont que la contribution par les flux de nitrates d'origine agricole reste majoritaire, notamment sur l'amont du Courtenain et durant les hautes eaux (issues du drainage). Les concentrations et les flux sont très variables mais sont importants, comme par exemple à l'amont des gouffres de Rampillon. L'ordre de grandeur de quelques dizaines à plusieurs centaines de kg NO3 /jour /km² lors des crues. Aux captages de Nangis, les valeurs de concentrations de nitrates sont en-dessous des 50mg/l mais leur évolution semble être à la hausse, notamment pour Nangis 3-4, alors que la nappe est dans une période de faible recharge entre 2007 et 2012.

La préservation des infrastructures agro-écologiques (IAE) répond à un double enjeu à la fois limiter les transferts vers les eaux superficielles et favoriser la biodiversité des agroécosystèmes et notamment la faune et la flore auxiliaire en vue d'accompagner les modes de production agricole les moins impactants. Le territoire de l'Ancoeur se trouve à l'interface du plateau briard constitué d'openfield agricole et de la Brie humide qui plonge vers la Seine. Elle se trouve également dans un corridor écologique entre la forêt domaniale de Villefermoy et la forêt domaniale de Jouy. Depuis la fin du XIXè siècle, l'évolution des pratiques agricoles a fortement transformé les agro-écosystèmes. Il y a sur ce territoire une systématisation du drainage, une disparition des haies, ripisylves et zones humides, dans la partie centrale du territoire. Cette organisation impacte fortement les circulations des espèces endémiques de ces milieux et des espèces sauvages en général. Des recensements ont été réalisés dans le cadre d'actions départementales. Le constat des études réalisées, en lien avec le schéma de cohérence écologique (SRCE) d'Île-de-France, est qu'il est nécessaire de préserver les éléments fixes du paysage et les zones humides voire d'en disposer judicieusement au sein du bassin versant de l'Ancoeur pour en garantir la pérennité.

Malgré l'intérêt évident de préservation de la biodiversité, le territoire est peu concerné par les programmes d'actions NATURA 2000 et ZNIEFF. Il l'est uniquement sur les parties boisées de Fontenailles, La Chapelle-Rablais et Vieux-Champagne.

3. LISTE DES MAEC PROPOSEES SUR LE TERRITOIRE

Les financements prévisionnels des mesures peuvent être apportés par des crédits du ministère chargé de l'agriculture, de l'Agence de l'Eau Seine-et-Normandie, de la Région et du FEADER.

Zone d'Action Prioritaire visée « enjeu Eau» pour l'amélioration de la qualité de l'eau.

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
Grandes cultures	IF_ANCO_SGN2	PHYTO 01 + SGC (niveau 2) Mesure système	206,96 €/ha
Grandes cultures	IF_ANCO_GC01	PHYTO 01 + 03 0 phyto en GC protection amont zone infiltration	293,92€/ha
Grandes cultures	IF_ANCO_GC02	PHYTO 01 + 04 +05 Réduction phyto	211,47 €/ha
Grandes cultures	IF_ANCO_GC06	PHYTO 01 + 04 Réduction herbicides	93,87 €/ha
Grandes cultures	IF_ANCO_GC07	PHYTO 01 + 04 +06 Réduction phyto Assolement maïs	166,02 €/ha

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
Cultures légumières	IF_ANCO_LG01	PHYTO 01+ 03 0 phyto cultures légumières protection amont zone infiltration	341,31 €/ha

Coefficient de 100% pour les cultures légumières en maraichage

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
Grandes cultures	IF_ANCO_HE16	COUVER 07 Couvert floristique/faunistique protection amont zone infiltration	600 €/ha/an
Grandes cultures	IF_ANCO_HE17	COUVER 08 Amélioration jachère protection amont zone infiltration	160 €/ha/an

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire de l'Ancoeur et de l'aire d'alimentation des captages Grenelle de Nangis.

4. MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Vous ne pouvez vous engager dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire que si votre engagement sur ce territoire représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de votre demande d'engagement, celle-ci sera irrecevable.
Par ailleurs, le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs qui sont précisées dans la notice spécifique de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, votre demande devra être modifiée.

5. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

*Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.*
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

6. COMMENT REMPLIR LES FORMULAIRES D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

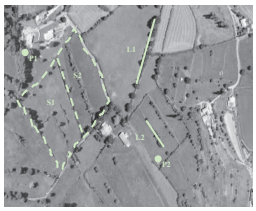
Pour vous engager en 2016 dans une nouvelle MAEC, vous devez obligatoirement remplir les documents ci-après et les adresser à la DDT avec votre dossier de déclaration de surface avant le 15 juin 2016.

Les modalités de dépôt des demandes MAEC sont disponibles sous TELEPAC :

- *Liste générale : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/html/public/aide/formulaires-2016.html*
- *Modalités spécifiques aux MAEC : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/pdf/tas/2016/Dossier-PAC-2016_notice_MAEC-MAE-AB.pdf*

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
Grandes cultures	IF_ANCO_HA01	LINEA 01 Entretien de haies protection amont zone infiltration / biodiversité	0,36 €/ml/an
Grandes cultures	IF_ANCO_AR01	LINEA 02 Entretien d'arbres isolés protection amont zone infiltration / biodiversité	7,92 €/arbres/an
Grandes cultures	IF_ANCO_RI01	LINEA 03 Entretien de ripisylves protection amont zone infiltration /biodiversité	1,01 €/ml/an
Grandes cultures	IF_ANCO_BO01	LINEA 04 Entretien de bosquets protection amont zone infiltration / biodiversité	145,85 €/ha/an
Grandes cultures	IF_ANCO_TL01	LINEA 05 Entretien de talus enherbé protection amont zone infiltration	0,42 €/ml/an
Grandes cultures	IF_ANCO_FO01	LINEA 06 Entretien de fossés, rigoles protection amont zone infiltration / biodiversité	1,29 €/ml/an
Grandes cultures	IF_ANCO_PE01	LINEA 07 Entretien de mares protection amont zone infiltration / biodiversité	81,26 €/mare/an
Grandes cultures	IF_ANCO_HE34	COUVER 06 Couvert enherbé pérenne protection amont zone infiltration / biodiversité	412 €/ha/an
Grandes cultures	IF_ANCO_HE15	COUVER 05 Zone de régulation écologique protection amont zone infiltration / biodiversité	390,94 €/ha/an

6.1 Le registre parcellaire graphique



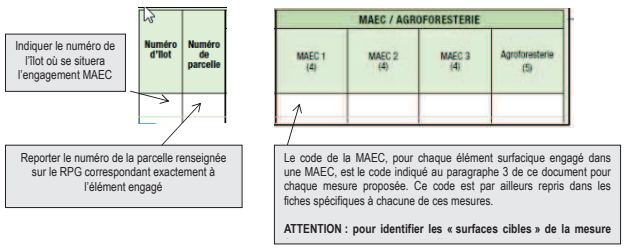
Pour déclarer des **éléments surfaciques** engagés dans une MAEC (IF_ANCO_GC1, IF_ANCO_GC2, _GC3, _GC5, _GC9; IF_ANCO_LG01; IF_ANCO_HE15 à 34), vous devez dessiner, sur l'exemplaire du RPG que vous renverrez à la DDT, les surfaces que vous souhaitez engager dans chacune des MAEC proposées. Chaque élément surfacique engagé doit correspondre à une parcelle numérotée. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Pour déclarer des **éléments linéaires** engagés dans une MAEC (IF_ANCO_HA01, RI_01, _TL01, _FO01), vous devez également dessiner d'un trait les éléments linéaires (ex : haies, ripisylves, talus, fossés ou bandes refuge) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Pour déclarer des **éléments ponctuels** engagés dans une MAEC (IF_ANCO_AR01, _BO01, _PE01), vous devez également localiser les éléments ponctuels (ex : mares ou arbres isolés) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

6.2 Le formulaire « Registre Parcellaire Graphique - Descriptif des parcelles »

Ce formulaire doit être rempli pour déclarer les éléments surfaciques engagés en MAEC.



Cet écran vous permet de consulter toutes vos parcelles déclarées et de vérifier les informations concernant la demande d'engagement en MAEC.

6.3 Le formulaire « Registre parcellaire - Descriptif des éléments MAEC linéaires et ponctuels »
Ce formulaire doit être rempli pour chaque élément linéaire ou ponctuel que vous souhaitez engager en MAEC et que vous avez localisé sur le feuillet RPG. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

6.4 Le formulaire « Demande d'aides (Premier pilier – ICHN - MAEC - BIO – Assurance récolte) »
Vous devez cocher, à la rubrique « ICHN – MAEC –BIO », la case Mesure agroenvironnementale et climatique, et déclarer en cochant la case correspondante :
 « m'engager dans une MAEC de la programmation 2015-2020 ».
A la rubrique « MAEC 2015-2020 / MAE 2007-2013 », vous devez cocher « oui » sur la ligne correspondant aux MAEC de la programmation 2015-2020. »

6.5 Le formulaire « Déclaration des effectifs animaux »
Vous devez remplir le formulaire « déclaration des effectifs animaux » pour renseigner les animaux de votre exploitation autres que bovins, afin que la DDT soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

7. CONTACTS

AQUiBrie
Connaissance et protection de l'aquifère du Champigny

Aquibrie
François Birmant et Laetitia Roger
Tél : 01 64 83 61 02

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure Changement de Système en Grandes Cultures IF_ANCO_SGN2

du territoire Ancoeur et AAC grenelle de Nangis

Campagne 2016

Engagements de la mesure : PHYTO_01 et SGC (niveau 2)

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'accompagner le changement durable de pratiques sur l'ensemble du système d'exploitation et d'améliorer sur le long terme leur performance environnementale globale. Cette opération doit permettre de prendre en compte l'ensemble des enjeux environnementaux (eau, sol, biodiversité ordinaire, paysage, climat). Elle cible les exploitations orientées en grandes cultures à dominante céréalière et/ou oléoprotéagineux.

Il s'agit d'une opération d'accompagnement au changement de pratique. Les projets mobilisant cette opération devront cibler en priorité les territoires à enjeu eau mais également prendre en compte les autres enjeux territorialisés, qu'il s'agisse de la préservation de la biodiversité ordinaire (absence de diversité culturale, disparition des plantes messicoles, des auxiliaires et des pollinisateurs) ou de la qualité des sols (zones de limons pauvres en matière organique).

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de montant annuel de la mesure 206,96 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Personne physique ou morale exerçant une activité agricole.

Pour être éligible, le demandeur doit **réaliser un diagnostic global d'exploitation** afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.
Ce diagnostic permet **d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations**. Le diagnostic d'exploitation à réaliser est le **Diagnostic Agro-Environnemental Géographique (DAEG)** adapté au contexte de Seine-et-Marne, proposé par la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne. Cette méthode a été élaborée par Agro-Transfert et ses partenaires dans le cadre d'un programme de recherche et développement financé par le Conseil régional de Picardie et l'ADEME.
Cet outil a été choisi car il a été retenu par l'ensemble des acteurs agricoles, réunis au sein du Conseil Environnemental 77, afin d'avoir la même analyse des pratiques vis-à-vis de l'environnement.
Il est structuré en 7 enjeux : Eau, Sol, Air, Biodiversité, Nuisance au voisinage, Energie, Déchets.
L'accent est mis tout particulièrement sur le module Eau qui établit les risques de pollution des eaux, à la fois par les nitrates et les phytosanitaires.

Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année d'engagement. De ce fait une attestation de réalisation de la collecte des données, cosignée entre l'opérateur du territoire et l'agriculteur devra été fournie à la DDT au plus tard le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration). Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

Contacter l'animateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG »).

En plus des conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020, vous devez respecter les conditions spécifiques à la mesure « IF_ANCO_SGN2 » suivantes :

- **50 % au moins de votre surface agricole utile** (SAU définie en annexe) **est incluse** dans un (ou plusieurs) territoire(s) sur lequel un projet agroenvironnemental et climatique proposant cette opération est accepté l'année de votre demande. Ce taux est calculé sur la base des surfaces déclarées dans votre déclaration PAC l'année de la demande.

- **70 % au moins de votre SAU** est composée de **terres arables** (dont les prairies temporaires). Ce taux est vérifié à partir des informations figurant dans votre déclaration PAC la première année d'engagement.

- en cas de présence d'une activité d'élevage, celle-ci représente **au maximum 10 UGB**. Le nombre d'UGB est calculé selon les modalités définies en annexe.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

L'ensemble des terres arables de l'exploitation constitue les surfaces éligibles à la mesure.

Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.
Seuil de contractualisation : **au moins 70 % de l'ensemble des terres arables de l'exploitation**.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

Dans la mesure où il y aurait nécessité d'un arbitrage budgétaire sur l'enveloppe à disposition pour le PAEC présenté, nous avons choisi de retenir les critères de priorisation suivants en vue des demandes de contractualisation de MAEC :

1° - le niveau d'ambition dans la réduction de l'usage des intrants de synthèse
2° - la dimension systémique et/ou le taux de contractualisation des parcelles engagées
3° - la localisation des parcelles dans la zone prioritaire d'actions de l'AAC de Nangis
4° - la localisation des parcelles vis-à-vis des zones de risques de transfert très importants (bord de zones de cours d'eau infiltrantes, amont immédiat d'une zone d'engouffrement, …) vers la nappe du Champigny

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_ANCO_SGN2 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de la part de la culture majoritaire inférieure à 60% en année 2 et 50% à partir de l'année 3	Documentaire : déclaration de surface et Contrôle visuel du couvert	Déclaration de surfaces	Réversible	Principale	Seuils : par tranche de 1,5 %, en fonction de l'écart de %
Respect du nombre minimal de cultures différentes présentes de 4 en année 2 et 5 à partir de l'année 3, sachant qu'une culture doit représenter au minimum 5 % de la SAU éligible pour être comptabilisée. Les cultures d'hiver et de printemps, les mélanges (de famille ou d'espèces) ainsi que le blé dur et le blé tendre comptent pour des cultures différentes	Documentaire : déclaration de surface et Contrôle visuel du couvert	Déclaration de surfaces	Réversible	Principale	Totale
Respect d'une part minimale de légumineuses dans la SAU éligible de 5% à partir de l'année 2[1]. Les mélanges et les associations prairiales à base de légumineuses sont comptabilisés dans cette proportion.	Documentaire : déclaration de surface et Contrôle visuel du couvert	Déclaration de surfaces	Réversible	Principale	Seuils : par tranche de 1,5 %, en fonction de l'écart de %
Pour l'ensemble des céréales à paille : interdiction du retour d'une même culture annuelle deux années successives sur une même parcelle	Documentaire : déclaration de surface	Déclaration de surfaces	Réversible	Principale	Seuils : par tranche de 1,5 %, en fonction de l'écart de %
Pour les autres cultures[2] annuelles : interdiction du retour d'une même culture sur une même parcelle plus de deux années successives	Documentaire : déclaration de surface	Déclaration de surfaces	Réversible	Principale	Seuils : par tranche de 1,5 %, en fonction de l'écart de %
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles engagées de l'exploitation (Cf. annexe pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[3] + Feuille de calcul des IFT Herbicides et Hors-herbicide + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[4]
Respect de l'IFT « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles engagées de l'exploitation (Cf. annexe pour l'IFT maximal annuel)			Réversible	Principale	A seuils[4]

Obligations du cahier des	Contrôles		Sanctions		
Sur l'ensemble des parcelles engagées dans la mesure :respect de l'interdiction de régulateurs de croissance, sauf sur orge brassicole	Vérification de l'absence de régulateurs de croissance dans le cahier d'enregistrement	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires+ Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Secondaire	Totale[4]
Respect de l'IFT « herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles éligibles non engagées	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[3] + Feuille de calcul des IFT Herbicides et Hors-herbicide + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Secondaire	A seuils[4]
Respect de l'IFT « hors-herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles éligibles non engagées			Réversible	Secondaire	A seuils[4]
Appui technique sur la gestion de l'azote portant notamment sur le fractionnement des apports et la maîtrise des risques des fuites de nitrates lors des périodes d'interculture	Vérification de l'existence de l'attestation	Attestation de prestation	Réversible	Secondaire	Totale
Respect de l'interdiction de la fertilisation azotée de légumineuses, (hormis pour les cultures légumières de plein champ).	Documentaire : cahier d'enregistrement de fertilisation et Contrôle visuel du couvert	Cahier d'enregistrement de fertilisation[5]	Réversible	Secondaire	Totale
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des	Contrôles		Sanctions		
	demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.				

1 **Les surfaces de légumineuses qui seraient comptabilisées au titre de l'obligation de présence de 5 % de SIE sur les terres arables ne pourront pas être prises en compte pour vérifier le respect d'une part de légumineuses dans la SAU éligible de 5 % en année 2 (et selon la valeur fixée régionalement, jusqu'à 10 % en année 3).**

2 Pour la diversité des rotations, le terme de culture correspond à une culture de production (hors culture intermédiaire, couvert végétal ou culture dérobée).

3 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.
Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

4 **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale.**

5 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.
Pour toute utilisation de produit fertilisant doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date d'application.

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6 : DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

Se reporter à l'annexe IFT niveau 2 (en fin de document)

6.1 DEFINITION D'UN BILAN DE LA STRATEGIE DE PROTECTION DES CULTURES SUR LES PARCELLES DE L'EXPLOITATION (PHYTO 01)

L'exploitant doit réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement) avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional.

Contacter l'animateur du territoire pour connaître les techniciens agrées.

Pour le bilan réalisé en année 1, avec l'appui d'un technicien agréé :

- ✓ être d'une durée minimale d'une journée,
- ✓ comporter les deux volets suivants :

volet intensité du recours aux produits phytosanitaires:

- ➢ - Calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en du nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une mesure agroenvironnementale territorialisée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation.

- Analyse du résultat obtenu pour identifier les usages[1] prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements en regard des données d'observation parcellaire enregistrées,
- Formulation de préconisations, en terme de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages, ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

volet « substances à risque » :

- Identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction fournie par le SRAL ;
- Formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Cf. liste des substances à risque fournie par le SRAL, repris dans l'arrêté régional en vigueur.

Pour les bilans des années 2, 3, 4 et 5 avec l'appui d'un technicien agréé :

- ✓ être d'une durée minimale d'une journée,
- ✓ Comporter les points suivants :

- le même calcul d'IFT et la même analyse qu'en année 1 pour la campagne culturale écoulée,
- un point sur la manière dont les préconisations formulées en année 1 ont été prises en compte et leur efficacité en termes de stratégies de protection des cultures (à l'échelle de la

1 un usage est ici défini par le couple culture * type de bio agresseurs visés lors des traitements pour cet usage.

campagne et de la succession culturale) et de substitutions de produits, à partir du cahier d'enregistrement des pratiques culturales et des calculs de nombre de doses homologuées réalisées pour les années écoulées depuis le premier bilan annuel réalisé.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et **dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année**.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

6.2 LES ANIMAUX PRIS EN COMPTE POUR LE CRITERE D'ELIGIBILITE LIE A UN ELEVAGE HERBIVORE APPARTIENNENT AUX CATEGORIES SUIVANTES :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant l'année civile précédente. Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Pour les herbivores autres que bovins, les animaux doivent être présents sur l'exploitation pendant une durée de 30 jours consécutifs, incluant le 31 mars de l'année en cours. Le nombre correspondant doit être déclaré chaque année sur le formulaire de déclaration des effectifs animaux du dossier PAC.

La Surface Agricole Utile (SAU) comprend toutes les surfaces déclarées dans le dossier PAC sauf :
- les surfaces de prairie permanente rendues non admissibles par la méthode du prorata,
- les surfaces déclarées en « bâtiments, chemins d'exploitation, routes et autres éléments artificiels »
- les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci ne sont pas admissibles au titre du premier pilier ou d'une MAEC.
-les éléments naturels non compris dans les éléments topographiques (ex : marais salants...)

Les terres arables correspondent aux surfaces qui dans votre dossier PAC relèvent de la catégorie de surface agricole « TA »

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure
Absence de traitement phytosanitaire de synthèse en grandes cultures
IF_ANCO_GC01

du territoire Ancoeur et AAC grenelle de Nangis

Campagne 2016

Engagements unitaires de la mesure : PHYTO_01 et PHYTO_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette opération (PHYTO 03) vise à supprimer l'utilisation de traitements phytosanitaires de synthèse (1). Il suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternative, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux produits phytosanitaires à l'échelle de la rotation (2) et de l'itinéraire de conduite de culture (3), incluant le désherbage mécanique ou thermique. S'il est conseillé de proposer au niveau régional un mode de conduite de culture type reposant sur une telle stratégie, l'élaboration de cette stratégie est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux aux atouts et contraintes de son exploitation. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

Cette opération diffère d'une conversion à l'agriculture biologique, dans la mesure où les engrais de synthèse sont autorisés.

Elle doit être mobilisée prioritairement sur des territoires à enjeu « eau » présentant un risque de pollution par les produits phytosanitaires particulièrement fort, en particulier dans les zones d'alimentation des captages. Mais elle peut également être proposée sur des territoires à enjeu « biodiversité » lorsque la protection de ces milieux nécessitent l'interdiction des traitements phytosanitaires (ex : site Natura 2000).

L'opération unitaire (PHYTO 01) vise à accompagner les exploitants dans la mise en œuvre d'autres engagements agroenvironnementaux visant la limitation du recours aux produits phytosanitaires, en particulier les engagements unitaires de réduction du nombre de doses homologuées de traitements. Il permet à l'agriculteur, selon les cas :

(1) Les produits phytosanitaires dont l'emploi est autorisé en agriculture biologique sont en revanche autorisés (ex : substances actives minérales telles que le cuivre, le soufre, ou substances organiques naturelles)

(2) Ex : diversité des cultures, cultures étouffantes

(3) Travail du sol en inter culture, choix variétal, date, densité et écartement du semis, désherbage mécanique, niveau de fertilisation azoté limité

- soit de s'assurer de l'atteinte des objectifs de résultats fixés dans le cadre de certains engagements unitaires [1] et de faire face aux difficultés éventuelles qu'il pourrait rencontrer dans la définition et la mise en œuvre d'une stratégie de protection des cultures permettant d'atteindre ces résultats, en s'appuyant sur les conseils d'un technicien compétent ;
- soit d'optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre pour répondre à certains engagements unitaires définissant des obligations de moyens [2], en aidant l'agriculteur à l'intégrer dans une stratégie globale de protection de ses cultures (identification des économies de produits phytosanitaires permises notamment) ;
- de façon générale, d'évaluer la pertinence des options techniques retenues pour réduire le recours aux produits phytosanitaires, et de comparer les performances obtenues sur les parcelles faisant l'objet d'une contractualisation et sur celles n'en faisant pas l'objet, afin de réfléchir à une éventuelle généralisation des pratiques correspondant aux engagements contractualisés à l'ensemble des parcelles de son exploitation potentiellement concernées.
- Cette opération ne peut être mobilisée qu'en accompagnement des opérations **PHYTO 03**, relatives à la réduction des traitements phytosanitaires, afin de garantir de bonnes conditions d'appui technique à la réduction de ces intrants et à la méthode recommandée pour atteindre les objectifs inscrits dans les cahiers des charges des opérations concernées.

(1) ex : réduction du nombre de doses homologuées de traitements phytosanitaires de 30% ; réduction du nombre de doses homologuées en herbicides de 50% ; absence de traitements phytosanitaires, absence d'herbicides

(2) ex : enherbement sous cultures pérennes, lutte biologique, mise en place d'un paillage végétal, diversité au sein de la succession culturale

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de montant annuel de la mesure 293,92 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020, doivent être respectées.

Pour être éligible, le demandeur doit **réaliser un diagnostic global d'exploitation** afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.
Ce diagnostic permet **d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations**.

Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année d'engagement. De ce fait une attestation de réalisation de la collecte des données, cosignée entre l'opérateur du territoire et l'agriculteur devra été fournie à la DDT au plus tard le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration). Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

Contacter l'animateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG »).

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : Les surfaces éligibles sont les grandes cultures, c'est-à-dire les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

L'interdiction de traitements phytosanitaires de synthèse concerne également l'inter-culture en grandes cultures et en cultures légumières de plein champ.

Cette opération ne concerne pas les surfaces en prairies permanentes. En revanche, les prairies temporaires et les surfaces en jachère sans production intégrés dans une rotation des cultures sur terres arables sont éligibles.

Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.
Seuil de contractualisation : **au moins 50 % des surfaces de l'exploitation** couvertes par les cultures éligibles **présentes dans le territoire MAEC.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

Dans la mesure où il y aurait nécessité d'un arbitrage budgétaire sur l'enveloppe à disposition pour le PAEC présenté, nous avons choisi de retenir les critères de priorisation suivants en vue des demandes de contractualisation de MAEC :

1° - le niveau d'ambition dans la réduction de l'usage des intrants de synthèse
2° - la dimension systémique et/ou le taux de contractualisation des parcelles engagées
3° - la localisation des parcelles dans la zone prioritaire d'actions de l'AAC de Nangis
4° - la localisation des parcelles vis-à-vis des zones de risques de transfert très importants (bord de zones de cours d'eau infiltrantes, amont immédiat d'une zone d'engouffrement, ...) vers la nappe du Champigny

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_ANCO_GC01 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence de traitement phytosanitaire de synthèse sur la surface engagée (sauf traitement localisé, conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime)	Sur place Visuel (absence de traces d'herbicide) et documentaire	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires et des pratiques alternatives[1]	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des pratiques alternatives	Sur place Documentaire	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires et des pratiques alternatives	Réversible	Secondaire	Totale
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année.	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence de traitement phytosanitaire de synthèse sur la surface engagée (sauf traitement localisé, conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime)	Sur place Visuel (absence de traces d'herbicide) et documentaire	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires et des pratiques alternatives[1]	Définitif	Principale	Totale
	Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	ainsi que la date de réalisation)			

[1] Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.
Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

Les traitements localisés autorisés correspondent à ceux visés par l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006, relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

Précision sur le cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires : la tenue de ce cahier est obligatoire au titre de la conditionnalité (paquet hygiène relatif aux produits phytopharmaceutiques).
Au titre de la conditionnalité, il faut enregistrer toutes les utilisations de produits phytopharmaceutiques, y compris sur les prairies, avec les informations relatives à :

- ✗ - l'îlot PAC ou l'identification de la parcelle traitée ;
- ✗ - la culture produite sur cette parcelle (avec précision de la variété) ;
- ✗ - le nom commercial complet du produit utilisé ;

- ✗ - la quantité ou la dose de produit utilisée ;
- ✗ - la date du traitement ;
- ✗ - la (ou les) dates de récolte.

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6 : DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

6.1 DEFINITION D'UN BILAN DE LA STRATEGIE DE PROTECTION DES CULTURES SUR LES PARCELLES DE L'EXPLOITATION (PHYTO 01)

L'exploitant doit réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement) avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional.

Contacter l'animateur du territoire pour connaître les techniciens agrées.

Pour le bilan réalisé en année 1, avec l'appui d'un technicien agréé :

- ✓ être d'une durée minimale d'une journée,
- ✓ comporter les deux volets suivants :

volet intensité du recours aux produits phytosanitaires:

- Calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en du nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une mesure agroenvironnementale territorialisée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation.
- Analyse du résultat obtenu pour identifier les usages[2] prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements en regard des données d'observation parcellaire enregistrées,
- Formulation de préconisations, en terme de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages, ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

volet « substances à risque » :

- Identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction fournie par le SRAL ;
- Formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

[2] Un usage est ici défini par le couple culture * type de bio agresseurs visés lors des traitements pour cet usage.

Cf. liste des substances à risque fournie par le SRAL, repris dans l'arrêté régional en vigueur.

Pour les bilans des années 2, 3, 4 et 5 avec l'appui d'un technicien agréé :

- ✓ être d'une durée minimale d'une journée,
- ✓ Comporter les points suivants :

- le même calcul d'IFT et la même analyse qu'en année 1 pour la campagne culturale écoulée,
- un point sur la manière dont les préconisations formulées en année 1 ont été prises en compte et leur efficacité en termes de stratégies de protection des cultures (à l'échelle de la campagne et de la succession culturale) et de substitutions de produits, à partir du cahier d'enregistrement des pratiques culturales et des calculs de nombre de doses homologuées réalisées pour les années écoulées depuis le premier bilan annuel réalisé.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et **dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année**.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure Réduction d'usage des produits phytosanitaires IF_ANCO_GC02

du territoire Ancoeur et AAC grenelle de Nangis

Campagne 2016

Engagements unitaires de la mesure : PHYTO_01, PHYTO_04 et PHYTO_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette Mesure vise une réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires dans un objectif de préservation de la qualité de l'eau. L'ensemble des applications de produits phytosanitaires réalisées à la parcelle sont prises en compte (y compris celles réalisées le cas échéant en inter culture).

Les herbicides sont particulièrement ciblés dans la mesure où la réduction de leur utilisation correspond à un niveau de technicité différent de celui requis pour réduire l'utilisation de produits phytosanitaires hors herbicides (niveau de technicité plus faible en cultures pérenne et plus fort en grandes cultures).

Le nombre de doses homologuées reflète l'intensité d'utilisation des pesticides. Parce qu'il tient compte de la dose homologuée de chaque produit, il constitue à ce niveau un indicateur bien plus fiable que la quantité de produit utilisée : en fonction du produit, la dose homologuée est très variable et de ce fait une diminution des quantités appliquées ne témoigne pas forcément d'un moindre recours aux produits phytosanitaires ni d'un moindre impact sanitaire et environnemental.

Cette opération suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternative, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux herbicides à l'échelle de la rotation et de l'itinéraire technique. S'il est conseillé de proposer de telles stratégies alternatives types au niveau régional, en s'appuyant en particulier sur les itinéraires techniques en production intégrée diffusés par les conseillers agricoles, l'élaboration de la stratégie de l'exploitation est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de montant annuel de la mesure 211,47 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020, doivent être respectées.

Pour être éligible, le demandeur doit **réaliser un diagnostic global d'exploitation** afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.
Ce diagnostic permet **d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations**. Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année d'engagement. De ce fait une attestation de réalisation de la collecte des données, cosignée entre l'opérateur du territoire et l'agriculteur devra été fournie à la DDT au plus tard le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration). Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

Contacter l'animateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG »).

En grandes cultures, cette mesure nécessite le respect d'une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation) dans la surface totale engagée inférieure à 30%.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

L'ensemble des terres arables de l'exploitation constitue les surfaces éligibles à la mesure. Au sein de ces surfaces, l'exploitant devra engager **une proportion d'au moins 50% des surfaces situées sur le territoire.**
Cultures éligibles : **Les grandes cultures** éligibles sont les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

Dans la mesure où il y aurait nécessité d'un arbitrage budgétaire sur l'enveloppe à disposition pour le PAEC présenté, nous avons choisi de retenir les critères de priorisation suivants en vue des demandes de contractualisation de MAEC :

1° - le niveau d'ambition dans la réduction de l'usage des intrants de synthèse
2° - la dimension systémique et/ou le taux de contractualisation des parcelles engagées
3° - la localisation des parcelles dans la zone prioritaire d'actions de l'AAC de Nangis
4° - la localisation des parcelles vis-à-vis des zones de risques de transfert très importants (bord de zones de cours d'eau infiltrantes, amont immédiat d'une zone d'engouffrement, ...) vers la nappe du Champigny

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_ANCO_GC02 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou depuis moins d'un an au 15 juin de l'année de la demande d'engagement	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agréée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect d'une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation) dans la surface totale engagée inférieure à 30 %	Visuel et mesurage	Néant	Réversible	Principale	Totale
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides (Cf. annexe pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires 1 + Feuille de calcul de l'IFT « herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[2]
Respect de l'IFT « herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles en grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Respect de l'IFT « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides (Cf. annexe pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires 1 + Feuille de calcul de l'IFT « hors-herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[2]

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de l'IFT « hors-herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles de grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale

1 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

2 **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale**

Version décembre 2016

Pour le bilan réalisé en année 1, avec l'appui d'un technicien agréé :

- ✓ être d'une durée minimale d'une journée,
- ✓ comporter les deux volets suivants :

volet intensité du recours aux produits phytosanitaires:

- Calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en du nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une mesure agroenvironnementale territorialisée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation.
- Analyse du résultat obtenu pour identifier les usages[3] prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements en regard des données d'observation parcellaire enregistrées,
- Formulation de préconisations, en terme de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages, ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

volet « substances à risque » :

- Identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction fournie par le SRAL ;
- Formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Cf. liste des substances à risque fournie par le SRAL, repris dans l'arrêté régional en vigueur.

Pour les bilans des années 2, 3, 4 et 5 avec l'appui d'un technicien agréé :

- ✓ être d'une durée minimale d'une journée,
- ✓ Comporter les points suivants :

- le même calcul d'IFT et la même analyse qu'en année 1 pour la campagne culturale écoulée,
- un point sur la manière dont les préconisations formulées en année 1 ont été prises en compte et leur efficacité en termes de stratégies de protection des cultures (à l'échelle de la campagne et de la succession culturale) et de substitutions de produits, à partir du cahier d'enregistrement des pratiques culturales et des calculs de nombre de doses homologuées réalisées pour les années écoulées depuis le premier bilan annuel réalisé.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et **dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année**.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

3 un usage est ici défini par le couple culture * type de bio agresseurs visés lors des traitements pour cet usage.

Version décembre 2016

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6 : DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

Se reporter à l'annexe IFT niveau 2 (en fin de document)

Cas particulier de la contractualisation précédente d'un engagement PHYTO_04 et/ou 05

- ➢ Cet engagement concerne les parcelles engagées dans une contractualisation précédente (MAE t) en grandes cultures (hors gel sans production et prairies permanentes) ;
- ➢ l'IFT « herbicides » maximal à ne pas dépasser chaque année sur les parcelles contractualisées de l'exploitation correspond à :
  - **en année N**, **l'IFT moyenné sur les années N-1, N-2 et N doit atteindre au maximum 60%** de l'IFT «herbicides» de référence du territoire **ou l'IFT sur l'année N doit atteindre au maximum 60%** de l'IFT «herbicides» de référence du territoire, soit 1,07.

- ➢ l'IFT « Hors herbicides » maximal à ne pas dépasser chaque année sur les parcelles contractualisées de l'exploitation correspond à :
  - **en année 1**, **l'IFT doit atteindre au maximum 3,1**.
  - **en année 2**, **l'IFT doit atteindre au maximum 2,8**
  - **en année 3**, **l'IFT doit atteindre au maximum 2,6**
  - **en année 4 et 5**, **l'IFT moyenné sur les années N-1, N-2 et N doit atteindre au maximum 50%** de l'IFT «herbicides» de référence du territoire **ou l'IFT sur l'année N doit atteindre au maximum 50%** de l'IFT «herbicides» de référence du territoire, soit **2,1**.

6.1 DEFINITION D'UN BILAN DE LA STRATEGIE DE PROTECTION DES CULTURES SUR LES PARCELLES DE L'EXPLOITATION (PHYTO 01)

L'exploitant doit réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement) avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional.

Contacter l'animateur du territoire pour connaître les techniciens agrées.

En Seine-et-Marne, la Chambre d'Agriculture a mis en place un outil de calcul d'IFT spécifique et unique, utilisé par tous les porteurs de projet.

Version décembre 2016

6.2 DEFINITION DE LA FORMATION A SUIVRE DANS LE CADRE DE LA MESURE:

Le contenu de formation doit porter sur une filière particulière, en fonction du type de couvert sur lequel porte l'engagement et aborder obligatoirement les thèmes suivants :

- ✓ Identification des enjeux sanitaires, agronomiques, économiques et environnementaux liés à l'utilisation des produits phytosanitaires ;
- ✓ Reconnaissance des principaux ravageurs, adventices et maladies de la filière considérée au niveau régional ;
- ✓ Seuils de nuisibilité économiquement acceptables et décision de traitement ;
- ✓ Choix du produit, en tenant compte de la dangerosité et des risques qu'il présente, intégrant la prévention de l'apparition de résistances et le respect de la faune auxiliaire ; optimisation de la dose d'application ;
- ✓ Optimisation des conditions d'application (périodes, respect de la zone non traitée, limitation de la dérive, réglage du pulvérisateur) ;
- ✓ Enregistrement des pratiques culturales, calcul du nombre de doses homologuées à partir de cet enregistrement et analyse des résultats par usage prépondérant.

Par ailleurs, il est recommandé que la formation soit d'une durée minimale de 3 jours, qu'elle soit fractionnée en différentes séquences réparties dans l'année (ex : automne, sortie d'hiver, printemps) afin de pouvoir effectuer la reconnaissance d'une diversité satisfaisante de bio-agresseurs et consacrer une journée à cette reconnaissance sur le terrain et qu'elle soit ouverte à un maximum de 15 personnes.

Contactez l'opérateur ou la DDT 77 pour connaître la liste des formations agréées pour l'engagement dans la mesure « IF_ANCO_GC02 ».

Attention : un justificatif de votre participation à cette formation vous sera demandé en cas de contrôle sur place. Vous devez le conserver sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure Réduction d'usage des herbicides IF_ANCO_GC06

du territoire Ancoeur et AAC grenelle de Nangis

Campagne 2016

Engagements unitaires de la mesure : PHYTO_01 et PHYTO_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise la préservation de la qualité des masses d'eau par la réduction progressive de 40 % des herbicides évaluée au travers d'un Indicateur de Fréquence de Traitement (IFT). L'ensemble des applications de produits phytosanitaires réalisées à la parcelle est pris en compte (y compris celles réalisées le cas échéant en interculture).

Les herbicides sont particulièrement ciblés dans la mesure où la réduction de leur utilisation correspond à un niveau de technicité différent de celui requis pour réduire l'utilisation de produits phytosanitaires hors herbicides (niveau de technicité plus faible en cultures pérenne et plus fort en grandes cultures).

Le nombre de doses homologuées reflète l'intensité d'utilisation des pesticides. Parce qu'il tient compte de la dose homologuée de chaque produit, il constitue à ce niveau un indicateur bien plus fiable que la quantité de produit utilisée : en fonction du produit, la dose homologuée est très variable et de ce fait une diminution des quantités appliquées ne témoigne pas forcément d'un moindre recours aux produits phytosanitaires ni d'un moindre impact sanitaire et environnemental.

Cette opération suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternative, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux herbicides à l'échelle de la rotation et de l'itinéraire technique. S'il est conseillé de proposer de telles stratégies alternatives types au niveau régional, en s'appuyant en particulier sur les itinéraires techniques en production intégrée diffusés par les conseillers agricoles, l'élaboration de la stratégie de l'exploitation est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

Dans la mesure où il y aurait nécessité d'un arbitrage budgétaire sur l'enveloppe à disposition pour le PAEC présenté, nous avons choisi de retenir les critères de priorisation suivants en vue des demandes de contractualisation de MAEC :

1° - le niveau d'ambition dans la réduction de l'usage des intrants de synthèse
2° - la dimension systémique et/ou le taux de contractualisation des parcelles engagées
3° - la localisation des parcelles dans la zone prioritaire d'actions de l'AAC de Nangis
4° - la localisation des parcelles vis-à-vis des zones de risques de transfert très importants (bord de zones de cours d'eau infiltrantes, amont immédiat d'une zone d'engouffrement, ...) vers la nappe du Champigny

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_ANCO_GC06 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou depuis moins d'un an au 15 juin de l'année de la demande d'engagement	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agréée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale	Totale
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires +	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires [1] + Feuille de	Réversible	Principale	A seuils[2]

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de montant annuel de la mesure 93,87 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020, doivent être respectées.

Pour être éligible, le demandeur doit **réaliser un diagnostic global d'exploitation** afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.
Ce diagnostic permet **d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations**. Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année d'engagement. De ce fait une attestation de réalisation de la collecte des données, cosignée entre l'opérateur du territoire et l'agriculteur devra été fournie à la DDT au plus tard le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration). Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

Contacter l'animateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG »).

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

L'ensemble des terres arables de l'exploitation constitue les surfaces éligibles à la mesure. Au sein de ces surfaces, l'exploitant devra engager **une proportion d'au moins 50% des surfaces situées sur le territoire.**
Cultures éligibles : **Les grandes cultures** éligibles sont les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
réduction des doses homologuées d'herbicides (Cf. annexe pour l'IFT maximal annuel)	Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	calcul de l'IFT « herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires			
Respect de l'IFT « herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles en grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale

[1] **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

2 **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale**

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6 : DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

Se reporter à l'annexe IFT niveau 2 (en fin de document)

Cas particulier de la contractualisation précédente d'un engagement PHYTO_04

- Cet engagement concerne les parcelles engagées dans une contractualisation précédente (MAE t) en grandes cultures (hors gel sans production et prairies permanentes) ;
- l'IFT « herbicides » maximal à ne pas dépasser chaque année sur les parcelles contractualisées de l'exploitation correspond à :
  - **en année N**, **l'IFT moyenné sur les années N-1, N-2 et N doit atteindre au maximum 60%** de l'IFT «herbicides» de référence du territoire **ou l'IFT sur l'année N doit atteindre au maximum 60%** de l'IFT «herbicides» de référence du territoire, soit 1,07.

6.1 DEFINITION D'UN BILAN DE LA STRATEGIE DE PROTECTION DES CULTURES SUR LES PARCELLES DE L'EXPLOITATION (PHYTO 01)

L'exploitant doit réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement) avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional.

Contacter l'animateur du territoire pour connaître les techniciens agrées.

En Seine-et-Marne, la Chambre d'Agriculture a mis en place un outil de calcul d'IFT spécifique et unique, utilisé par tous les porteurs de projet.

Pour le bilan réalisé en année 1, avec l'appui d'un technicien agréé :
- ✓ être d'une durée minimale d'une journée,
- ✓ comporter les deux volets suivants :

volet intensité du recours aux produits phytosanitaires:
- Calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en du nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une mesure agroenvironnementale territorialisée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation.
- Analyse du résultat obtenu pour identifier les usages[4] prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements en regard des données d'observation parcellaire enregistrées,

[4] un usage est ici défini par le couple culture * type de bio agresseurs visés lors des traitements pour cet usage.

- Formulation de préconisations, en terme de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages, ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

volet « substances à risque » :
- Identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction fournie par le SRAL ;
- Formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Cf. liste des substances à risque fournie par le SRAL, repris dans l'arrêté régional en vigueur.

Pour les bilans des années 2, 3, 4 et 5 avec l'appui d'un technicien agréé :
- ✓ être d'une durée minimale d'une journée,
- ✓ Comporter les points suivants :

- le même calcul d'IFT et la même analyse qu'en année 1 pour la campagne culturale écoulée,
- un point sur la manière dont les préconisations formulées en année 1 ont été prises en compte et leur efficacité en termes de stratégies de protection des cultures (à l'échelle de la campagne et de la succession culturale) et de substitutions de produits, à partir du cahier d'enregistrement des pratiques culturales et des calculs de nombre de doses homologuées réalisées pour les années écoulées depuis le premier bilan annuel réalisé.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et **dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année**.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

6.2 DEFINITION DE LA FORMATION A SUIVRE DANS LE CADRE DE LA MESURE:

Le contenu de formation doit porter sur une filière particulière, en fonction du type de couvert sur lequel porte l'engagement et aborder obligatoirement les thèmes suivants :

- ✓ Identification des enjeux sanitaires, agronomiques, économiques et environnementaux liés à l'utilisation des produits phytosanitaires ;
- ✓ Reconnaissance des principaux ravageurs, adventices et maladies de la filière considérée au niveau régional ;
- ✓ Seuils de nuisibilité économiquement acceptables et décision de traitement ;
- ✓ Choix du produit, en tenant compte de la dangerosité et des risques qu'il présente, intégrant la prévention de l'apparition de résistances et le respect de la faune auxiliaire ; optimisation de la dose d'application ;
- ✓ Optimisation des conditions d'application (périodes, respect de la zone non traitée, limitation de la dérive, réglage du pulvérisateur) ;
- ✓ Enregistrement des pratiques culturales, calcul du nombre de doses homologuées à partir de cet enregistrement et analyse des résultats par usage prépondérant.

Par ailleurs, il est recommandé que la formation soit d'une durée minimale de 3 jours, qu'elle soit fractionnée en différentes séquences réparties dans l'année (ex : automne, sortie d'hiver, printemps) afin de pouvoir effectuer la reconnaissance d'une diversité satisfaisante de bio-agresseurs et consacrer une journée à cette reconnaissance sur le terrain et qu'elle soit ouverte à un maximum de 15 personnes.

Contactez l'opérateur ou la DDT 77 pour connaître la liste des formations agréées pour l'engagement dans la mesure « IF_ANCO_GC06 ».

Attention : un justificatif de votre participation à cette formation vous sera demandé en cas de contrôle sur place. Vous devez le conserver sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure
Réduction d'usage des produits phytosanitaires (assolement maïs)
IF_ANCO_GC07

du territoire Ancoeur et AAC grenelle de Nangis

Campagne 2016

Engagements unitaires de la mesure : PHYTO_01, PHYTO_04 et PHYTO_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise une réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires dans un objectif de préservation de la qualité de l'eau. L'ensemble des applications de produits phytosanitaires réalisées à la parcelle sont prises en compte (y compris celles réalisées le cas échéant en inter culture).

Les herbicides sont particulièrement ciblés dans la mesure où la réduction de leur utilisation correspond à un niveau de technicité différent de celui requis pour réduire l'utilisation de produits phytosanitaires hors herbicides (niveau de technicité plus faible en cultures pérenne et plus fort en grandes cultures).

Le nombre de doses homologuées reflète l'intensité d'utilisation des pesticides. Parce qu'il tient compte de la dose homologuée de chaque produit, il constitue à ce niveau un indicateur bien plus fiable que la quantité de produit utilisée : en fonction du produit, la dose homologuée est très variable (1) et de ce fait une diminution des quantités appliquées ne témoigne pas forcément d'un moindre recours aux produits phytosanitaires (2) ni d'un moindre impact sanitaire et environnemental.

Cette opération suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternative, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux herbicides à l'échelle de la rotation (3) et de l'itinéraire technique (4). S'il est conseillé de proposer de telles stratégies alternatives types au niveau régional, en s'appuyant en particulier sur les itinéraires techniques en production intégrée diffusés par les conseillers agricoles, l'élaboration de la stratégie de l'exploitation est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

Cette opération est adaptée aux systèmes de grandes cultures comportant une part plus importante de cultures ne faisant quasiment pas l'objet de traitements phytosanitaires hors herbicides : le maïs, le tournesol et les prairies temporaires. Pour autant, l'effort de réduction des apports par rapport à l'IFT « hors herbicides » de référence du territoire sur les autres cultures présentes reste intéressant dans un objectif de préservation de la qualité de l'eau.

Ces cultures (maïs, le tournesol, les prairies temporaires et jachère sans production intégrés dans une rotation) sont donc exclues du calcul de l'IFT mais pourront être présentes sur les surfaces engagées de façon à favoriser leur intégration dans une rotation diversifiée. Leur proportion dans la surface engagée est toutefois limitée à 60% et prise en compte dans le calcul du montant de l'engagement unitaire.

En effet, l'effort de réduction étant moindre, les pertes et surcoûts occasionnés par la réduction des traitements par rapport à l'IFT de référence du territoire sont moindres lorsque la proportion de maïs, de tournesol, de prairies temporaires et jachère sans production est plus forte que dans l'assolement moyen du territoire. Le montant unitaire à l'hectare de l'engagement unitaire PHYTO_06 est ainsi réduit par rapport à celui de l'engagement unitaire PHYTO_05. Cette opération ne concerne pas les surfaces en prairies permanentes.

(1) De quelques dizaines de grammes à quelques kilogrammes

(2) possibilité d'une substitution de produits à doses homologuée élevée par des produits à dose homologuée faible

(3) ex : diversité des cultures, cultures étouffantes

(4) ex :travail du sol en inter culture, choix variétal, date, densité et écartement du semis, désherbage mécanique, niveau de fertilisation azoté limité

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de montant annuel de la mesure 166,02 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020, doivent être respectées.

Pour être éligible, le demandeur doit **réaliser un diagnostic global d'exploitation** afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.
Ce diagnostic permet **d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations**. Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année d'engagement.

De ce fait une attestation de réalisation de la collecte des données, cosignée entre l'opérateur du territoire et l'agriculteur devra été fournie à la DDT au plus tard le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration). Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

Contacter l'animateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG »).

En grandes cultures, cette mesure nécessite le respect d'une **proportion minimale** annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation) dans la surface totale engagée **supérieur à 30%.**

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

L'ensemble des terres arables de l'exploitation constitue les surfaces éligibles à la mesure. Au sein de ces surfaces, l'exploitant devra engager **une proportion d'au moins 50% des surfaces situées sur le territoire.**

Cultures éligibles : Les grandes cultures éligibles sont les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

Le maïs, le tournesol ainsi que les prairies temporaires de moins de 5 ans et les jachères intégrées dans la rotation sont éligibles mais leur proportion dans la surface engagée est comprise entre 30 et 60% de la surface totale engagée dans cette mesure
Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

Dans la mesure où il y aurait nécessité d'un arbitrage budgétaire sur l'enveloppe à disposition pour le PAEC présenté, nous avons choisi de retenir les critères de priorisation suivants en vue des demandes de contractualisation de MAEC :

1° - le niveau d'ambition dans la réduction de l'usage des intrants de synthèse
2° - la dimension systémique et/ou le taux de contractualisation des parcelles engagées
3° - la localisation des parcelles dans la zone prioritaire d'actions de l'AAC de Nangis
4° - la localisation des parcelles vis-à-vis des zones de risques de transfert très importants (bord de zones de cours d'eau infiltrantes, amont immédiat d'une zone d'engouffrement, …) vers la nappe du Champigny

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_ANCO_GC07 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou depuis moins d'un an au 15 juin de l'année de la demande d'engagement	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agréée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale	Totale
Respect d'une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation) dans la surface totale engagée inférieure à 60 %	Visuel et mesurage	Néant	Réversible	Principale	Totale
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides (Cf. annexe pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires 1 + Feuille de calcul de l'IFT « herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[2]
Respect de l'IFT « herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles en grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses			Réversible	Secondaire	A seuils

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
homologuées d'herbicides					
Respect de l'IFT « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides (Cf. annexe pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires 1 + Feuille de calcul de l'IFT « hors-herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[2]
Respect de l'IFT « hors-herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles de grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant, factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
	mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.				

1 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.
Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

2 **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale**

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6 : DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

Se reporter à l'annexe IFT niveau 2 (en fin de document)

6.1 DEFINITION D'UN BILAN DE LA STRATEGIE DE PROTECTION DES CULTURES SUR LES PARCELLES DE L'EXPLOITATION (PHYTO 01)

L'exploitant doit réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement) avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional.

Contacter l'animateur du territoire pour connaître les techniciens agrées.

En Seine-et-Marne, la Chambre d'Agriculture a mis en place un outil de calcul d'IFT spécifique et unique, utilisé par tous les porteurs de projet.

Pour le bilan réalisé en année 1, avec l'appui d'un technicien agréé :

- ✓ être d'une durée minimale d'une journée,
- ✓ comporter les deux volets suivants :

volet intensité du recours aux produits phytosanitaires:

- Calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en du nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une mesure agroenvironnementale territorialisée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation.

Version décembre 2016

- Analyse du résultat obtenu pour identifier les usages[5] prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements en regard des données d'observation parcellaire enregistrées,
- Formulation de préconisations, en terme de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages, ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

volet « substances à risque » :

- Identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction fournie par le SRAL ;
- Formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Type	Substance active	Famille
H	chlortoluron	Urée
H	isoproturon	Urée
H	2,4-d	Aryloxyacide
H	2,4-mcpa	Aryloxyacide
H	bromoxynil	Benzonitrile
H	diflufenicanil	Amide
H	ethofumesate	Benzofurane
H	glyphosate	Acideaminé
H	Mecoprop (mcpp)	Aryloxyacide
H	metazachlore	Chloroacetamide
H	pendimethaline	Amine
H	aminotriazole	Triazole
F	cyprodinyl	Pyrimidine
I	imidaclopride	Néonicotinoide
H	lenacile	Uracile
F	azoxystrobine	Strobilurine
H	bentazone	Thiadiazinone
H	chloridazone	Pyridazinone
H	dimethachlore	Chloroacetamide

5 un usage est ici défini par le couple culture * type de bio agresseurs visés lors des traitements pour cet usage.

Version décembre 2016

Type	Substance active	Famille
F	epoxiconazole	Triazole
H	fluroxypyr	Acide picolinique
H	metamitrone	Triazinone
H	oxadiazon	Oxadiazole
F	prochloraze	Imidazole
H	quinmerac	Quinoléine
F	tebuconazole	Triazole
F	chlorothalonil	Organochloré
I	cypermethrine	
I	deltamethrine	
H	dichlorprop-p	Aryloxyacide
F	fenpropidine	Pipéridine
I	lambda-cyhalothrine	Pyréthrinoïde
F	mancozebe	
H	propyzamide	Amide
I	pyrimicarbe	
H	triclopyr	Acide carboxylique
H	aclonifen	Diphényl-éther
R	Chlormequat chlorure	
H	clomazone	Isoxazolidinone
MI	metaldehyde	

Pour les bilans des années 2, 3, 4 et 5 avec l'appui d'un technicien agréé :

- ✓ être d'une durée minimale d'une journée,
- ✓ Comporter les points suivants :

- le même calcul d'IFT et la même analyse qu'en année 1 pour la campagne culturale écoulée,
- un point sur la manière dont les préconisations formulées en année 1 ont été prises en compte et leur efficacité en termes de stratégies de protection des cultures (à l'échelle de la campagne et de la succession culturale) et de substitutions de produits, à partir du cahier d'enregistrement des pratiques culturales et des calculs de nombre de doses homologuées réalisées pour les années écoulées depuis le premier bilan annuel réalisé.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et **dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année**.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

Version décembre 2016

6.2 DEFINITION DE LA FORMATION A SUIVRE DANS LE CADRE DE LA MESURE:

Le contenu de formation doit porter sur une filière particulière, en fonction du type de couvert sur lequel porte l'engagement et aborder obligatoirement les thèmes suivants :

- ✓ Identification des enjeux sanitaires, agronomiques, économiques et environnementaux liés à l'utilisation des produits phytosanitaires ;
- ✓ Reconnaissance des principaux ravageurs, adventices et maladies de la filière considérée au niveau régional ;
- ✓ Seuils de nuisibilité économiquement acceptables et décision de traitement ;
- ✓ Choix du produit, en tenant compte de la dangerosité et des risques qu'il présente, intégrant la prévention de l'apparition de résistances et le respect de la faune auxiliaire ; optimisation de la dose d'application ;
- ✓ Optimisation des conditions d'application (périodes, respect de la zone non traitée, limitation de la dérive, réglage du pulvérisateur) ;
- ✓ Enregistrement des pratiques culturales, calcul du nombre de doses homologuées à partir de cet enregistrement et analyse des résultats par usage prépondérant.

Par ailleurs, il est recommandé que la formation soit d'une durée minimale de 3 jours, qu'elle soit fractionnée en différentes séquences réparties dans l'année (ex : automne, sortie d'hiver, printemps) afin de pouvoir effectuer la reconnaissance d'une diversité satisfaisante de bio-agresseurs et consacrer une journée à cette reconnaissance sur le terrain et qu'elle soit ouverte à un maximum de 15 personnes.

Contactez l'opérateur ou la DDT 77 pour connaître la liste des formations agréées pour l'engagement dans la mesure « IF_ANCO_GC07 ».

Attention : un justificatif de votre participation à cette formation vous sera demandé en cas de contrôle sur place. Vous devez le conserver sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure Absence de traitement phytosanitaire de synthèse en cultures légumières IF_ANCO_LG01

du territoire Ancoeur et AAC grenelle de Nangis

Campagne 2016

Engagements unitaires de la mesure : PHYTO_01 et PHYTO_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette opération (PHYTO 03) vise à supprimer l'utilisation de traitements phytosanitaires de synthèse (1). Il suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternative, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux produits phytosanitaires à l'échelle de la rotation (2) et de l'itinéraire de conduite de culture (3), incluant le désherbage mécanique ou thermique. S'il est conseillé de proposer au niveau régional un mode de conduite de culture type reposant sur une telle stratégie, l'élaboration de cette stratégie est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux aux atouts et contraintes de son exploitation. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

Cette opération diffère d'une conversion à l'agriculture biologique, dans la mesure où les engrais de synthèse sont autorisés.

Elle doit être mobilisée prioritairement sur des territoires à enjeu « eau » présentant un risque de pollution par les produits phytosanitaires particulièrement fort, en particulier dans les zones d'alimentation des captages. Mais elle peut également être proposée sur des territoires à enjeu « biodiversité » lorsque la protection de ces milieux nécessitent l'interdiction des traitements phytosanitaires (ex : site Natura 2000).

L'opération unitaire (PHYTO 01) vise à accompagner les exploitants dans la mise en œuvre d'autres engagements agroenvironnementaux visant la limitation du recours aux produits phytosanitaires, en particulier les engagements unitaires de réduction du nombre de doses homologuées de traitements. Il permet à l'agriculteur, selon les cas :

(1) Les produits phytosanitaires dont l'emploi est autorisé en agriculture biologique sont en revanche autorisés (ex : substances actives minérales telles que le cuivre, le soufre, ou substances organiques naturelles)

(2) Ex : diversité des cultures, cultures étouffantes

(3) Travail du sol en inter culture, choix variétal, date, densité et écartement du semis, désherbage mécanique, niveau de fertilisation azoté limité

- soit de s'assurer de l'atteinte des objectifs de résultats fixés dans le cadre de certains engagements unitaires [1] et de faire face aux difficultés éventuelles qu'il pourrait rencontrer dans la définition et la mise en œuvre d'une stratégie de protection des cultures permettant d'atteindre ces résultats, en s'appuyant sur les conseils d'un technicien compétent ;
- soit d'optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre pour répondre à certains engagements unitaires définissant des obligations de moyens [2], en aidant l'agriculteur à l'intégrer dans une stratégie globale de protection de ses cultures (identification des économies de produits phytosanitaires permises notamment) ;
- de façon générale, d'évaluer la pertinence des options techniques retenues pour réduire le recours aux produits phytosanitaires, et de comparer les performances obtenues sur les parcelles faisant l'objet d'une contractualisation et sur celles n'en faisant pas l'objet, afin de réfléchir à une éventuelle généralisation des pratiques correspondant aux engagements contractualisés à l'ensemble des parcelles de son exploitation potentiellement concernées.
- Cette opération ne peut être mobilisée qu'en accompagnement des opérations **PHYTO 03**, relatives à la réduction des traitements phytosanitaires, afin de garantir de bonnes conditions d'appui technique à la réduction de ces intrants et à la méthode recommandée pour atteindre les objectifs inscrits dans les cahiers des charges des opérations concernées.

(1) ex : réduction du nombre de doses homologuées de traitements phytosanitaires de 30% ; réduction du nombre de doses homologuées en herbicides de 50% ; absence de traitements phytosanitaires, absence d'herbicides

(2) ex : enherbement sous cultures pérennes, lutte biologique, mise en place d'un paillage végétal, diversité au sein de la succession culturale

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de montant annuel de la mesure 341,31 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020, doivent être respectées.

Pour être éligible, le demandeur doit **réaliser un diagnostic global d'exploitation** afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.
Ce diagnostic permet **d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations**. Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année d'engagement.

De ce fait une attestation de réalisation de la collecte des données, cosignée entre l'opérateur du territoire et l'agriculteur devra été fournie à la DDT au plus tard le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration). Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

Contacter l'animateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG »).

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : Les cultures légumières éligibles sont les cultures de carotte, chou-fleur, autres choux, fraise, melon, poireau, tomate et salade cultivées en plein champ.
Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.
Seuil de contractualisation : **au moins 50 % des surfaces de l'exploitation** couvertes par les cultures éligibles **présentes dans le territoire MAEC.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

Dans la mesure où il y aurait nécessité d'un arbitrage budgétaire sur l'enveloppe à disposition pour le PAEC présenté, nous avons choisi de retenir les critères de priorisation suivants en vue des demandes de contractualisation de MAEC :

1° - le niveau d'ambition dans la réduction de l'usage des intrants de synthèse
2° - la dimension systémique et/ou le taux de contractualisation des parcelles engagées
3° - la localisation des parcelles dans la zone prioritaire d'actions de l'AAC de Nangis
4° - la localisation des parcelles vis-à-vis des zones de risques de transfert très importants (bord de zones de cours d'eau infiltrantes, amont immédiat d'une zone d'engouffrement, ...) vers la nappe du Champigny

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_ANCO_LG01 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence de traitement phytosanitaire de synthèse sur la surface engagée (sauf traitement localisé, conforme à l'éventuel arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et traitements pour la lutte obligatoire définis par arrêté pris au titre de l'article L.251-8 du code rural)	Sur place Visuel (absence de traces d'herbicide) et documentaire	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires et des pratiques alternatives[1]	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des pratiques alternatives	Sur place Documentaire	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires et des pratiques alternatives	Réversible	Secondaire	Totale
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale

[1] Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

Les traitements localisés autorisés correspondent à ceux visés par l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006, relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6 : DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

6.1 DEFINITION D'UN BILAN DE LA STRATEGIE DE PROTECTION DES CULTURES SUR LES PARCELLES DE L'EXPLOITATION (PHYTO 01)

L'exploitant doit réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement) avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional.

Contacter l'animateur du territoire pour connaître les techniciens agrées.

Pour le bilan réalisé en année 1, avec l'appui d'un technicien agréé :

- ✓ être d'une durée minimale d'une journée,
- ✓ comporter les deux volets suivants :

volet intensité du recours aux produits phytosanitaires :

- Calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en du nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une mesure agroenvironnementale territorialisée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation.
- Analyse du résultat obtenu pour identifier les usages[6] prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements en regard des données d'observation parcellaire enregistrées,
- Formulation de préconisations, en terme de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages, ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

[6] un usage est ici défini par le couple culture * type de bio agresseurs visés lors des traitements pour cet usage.

volet « substances à risque » :

- Identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction fournie par le SRAL ;
- Formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Type	Substance active	Famille
H	chlortoluron	Urée
H	isoproturon	Urée
H	2,4-d	Aryloxyacide
H	2,4-mcpa	Aryloxyacide
H	bromoxynil	Benzonitrile
H	diflufenicanil	Amide
H	ethofumesate	Benzofurane
H	glyphosate	Acideaminé
H	Mecoprop (mcpp)	Aryloxyacide
H	metazachlore	Chloroacetamide
H	pendimethaline	Amine
H	aminotriazole	Triazole
F	cyprodinyl	Pyrimidine
I	imidaclopride	Néonicotinoide
H	lenacile	Uracile
F	azoxystrobine	Strobilurine
H	bentazone	Thiadiazinone
H	chloridazone	Pyridazinone
H	dimethachlore	Chloroacetamide
F	epoxiconazole	Triazole
H	fluroxypyr	Acide picolinique
H	metamitrone	Triazinone
H	oxadiazon	Oxadiazole
F	prochloraze	Imidazole
H	quinmerac	Quinoléine
F	tebuconazole	Triazole
F	chlorothalonil	Organochloré

Type	Substance active	Famille
I	cypermethrine	
I	deltamethrine	
H	dichlorprop-p	Aryloxyacide
F	fenpropidine	Pipéridine
I	lambda-cyhalothrine	Pyréthrinoïde
F	mancozebe	
H	propyzamide	Amide
I	pyrimicarbe	
H	triclopyr	Acide carboxylique
H	aclonifen	Diphényl-éther
R	Chlormequat chlorure	
H	clomazone	Isoxazolidinone
MI	metaldehyde	

Pour les bilans des années 2, 3, 4 et 5 avec l'appui d'un technicien agréé :

- ✓ être d'une durée minimale d'une journée,
- ✓ Comporter les points suivants :

- le même calcul d'IFT et la même analyse qu'en année 1 pour la campagne culturale écoulée,
- un point sur la manière dont les préconisations formulées en année 1 ont été prises en compte et leur efficacité en termes de stratégies de protection des cultures (à l'échelle de la campagne et de la succession culturale) et de substitutions de produits, à partir du cahier d'enregistrement des pratiques culturales et des calculs de nombre de doses homologuées réalisées pour les années écoulées depuis le premier bilan annuel réalisé.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et **dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année**.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure Entretien de haie IF_ANCO_HA01

du territoire de l'Ancoeur et AAC grenelle de Nangis

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_01

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des haies, localisées de manières favorable au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent en fonction du type de haie présente afin d'assurer le renouvellement et la pérennité des haies.
Les haies ont de multiples fonctions environnementales. En effet, elles constituent un obstacle physique qui diminue la vitesse des ruissellements ainsi que celle du vent, limitant ainsi le transport des particules solides (limons et sables), des éléments fertilisants et des matières actives (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux). Le réseau racinaire dense, puissant et profond des ligneux composant la haie remonte les éléments minéraux ayant migré en profondeur (objectif protection de l'eau), favorise l'infiltration des eaux en excès et stabilise le sol (objectifs lutte contre les risques naturels et lutte contre l'érosion). Les haies sont également des écosystèmes à part entière, lieux de vie, d'abri, de reproduction de nombreuses espèces animales et végétales inféodées à ce type de milieu (objectif maintien de la biodiversité, trame verte et bleue). Par ailleurs, les haies contribuent efficacement au stockage de carbone.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0,36€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

- **Conditions relatives aux éléments engagés**

▪ **Haies éligibles** : Haies, basses ou hautes, localisées de manière pertinente, définies lors du diagnostic. Les haies devront être composées majoritairement des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

Arbustes	
Nom français	**Nom scientifique**
Aubépine épineuse	*Crataegus laevigata*
Aubépine monogyne	*Crataegus monogyna*
Bourdaine	*Frangula alnus*
Buis	*Buxus sempervirens*
Camerisier à balai	*Lonicera xylosteum*
Cassis	*Ribes nigrum*
Cerisier Sainte Lucie	*Prunus mahaleb*
Cornouiller sanguin	*Cornus sanguinea*
Cornouiller mâle	*Cornus mas*
Coudrier	*Corylus avellana*
Framboisier	*Rubus idaeus*
Fusain d'Europe	*Euonymus europaeus*
Genêt à balais	*Cytisus scoparius*
Genévrier commun	*Juniperus communis*
Groseillier rouge	*Ribes rubrum*
Groseillier à maquereau	*Ribes uva-crispa*
Houx	*Ilex aquifolium*
If commun	*Taxus baccata*
Lierre	*Hedera helix*
Néflier	*Mespilus germanica*
Nerprun purgatif	*Rhamnus cathartica*
Prunellier	*Prunus spinosa*
Ronce sp	*Rubus sp*
Rosier des chiens	*Rosa canina*
Saule cendré	*Salix cinerea*
Saule pourpre	*Salix purpurea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Sureau rouge	*Sambucus racemosa*
Troène vulgaire	*Ligustrum vulgare*
Viorne lantane	*Viburnum lantana*
Viorne obier	*Viburnum opulus*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

Dans la mesure où il y aurait nécessité d'un arbitrage budgétaire sur l'enveloppe à disposition pour le PAEC présenté, nous avons choisi de retenir les critères de priorisation suivants en vue des demandes de contractualisation de MAEC :

1° - le niveau d'ambition dans la réduction de l'usage des intrants de synthèse
2° - la dimension systémique et/ou le taux de contractualisation des parcelles engagées
3° - la localisation des parcelles dans la zone prioritaire d'actions de l'AAC de Nangis
4° - la localisation des parcelles vis-à-vis des zones de risques de transfert très importants (bord de zones de cours d'eau infiltrantes, amont immédiat d'une zone d'engouffrement, …) vers la nappe du Champigny

Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).
Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.
Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

*Le **plan de gestion** correspondant aux éléments engagés est défini par l'opérateur à l'échelle du territoire pour chaque type d'éléments.*
les différents plans de gestion correspondants aux différents types d'éléments éligibles du territoire doivent comporter à minima :

- ✓ le type de taille : **taille sur les 2 côté(s) de la haie.**
- ✓ le nombre de tailles et la périodicité des tailles à effectuer : **2 fois en 5 ans**, dont une taille au moins au cours des 3 premières années et au maximum une taille par an ;
- ✓ les travaux complémentaires : maintien de sections de non interventions pour éviter une pression trop importante défavorable à la biodiversité, le cas échéant définir des sections de replantations d'essences locales de manière à assurer la continuité de la haie (l'achat de plants n'est pas pris en compte dans le calcul du montant de l'opération mais peut faire l'objet d'une demande d'aide via les aides aux investissements non productifs du programme de développement rural). Dans ce cas, l'utilisation de jeunes plants (au plus 4 ans) et l'interdiction de paillage plastique devront être précisées dans le plan de gestion ;
- ✓ la période d'intervention : en automne et/ou en hiver entre le 1er octobre et le 1er mars et de préférence entre le 1er décembre et mi-février. La période d'intervention doit être définie en fonction de la nidification des oiseaux et de la présence des fleurs/fruits dans les haies ;
- ✓ les obligations en matière de maintien de bois morts et de préservation d'arbres remarquables sur le plan du paysage ou de la biodiversité (faune cavernicole, faune saproxylique) : vieux arbres têtards, arbres creux, arbres à cavités, arbres borniers, etc. ;
- ✓ la liste du matériel autorisé pour la taille, n'éclatant pas les branches (à définir selon le type de haies, hautes ou basses).
- ✓ Respecter une largeur et une hauteur pour chaque haie engagée
  - o Haie basse : largeur de 1 à 2 m et hauteur de 1 à 2 m, respecter les arbres têtards s'il y en a dans la haie
  - o Haie haute : largeur de 2 m minimum et hauteur minimale de 8 m à l'âge de 15 ans

➢ **Entretien**
- **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
- **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage, …

➢ **Période d'intervention**
- Taille de formation : Du 1er août au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
- Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars

➢ **Produits phytosanitaires**
- **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

➢ **Enregistrement**
- Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_ANCO_HA01 » sont décrites ci-dessous :

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la haie engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période allant du 1er Août au 30 septembre pour la taille de formation et du 1er octobre au 1er mars pour la taille d'entretien	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure Entretien d'arbres isolés ou en alignements IF_ANCO_AR01

du territoire de l'Ancoeur et AAC grenelle de Nangis

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_02

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des arbres isolés ou en alignements au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent en fonction du type d'arbre présent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

Les arbres têtards (arbre adulte dont le tronc et toutes les branches maîtresses ont été coupés, et sur lesquels poussent des rejets régulièrement recépés) de type émondes ou de hauts jets, isolés ou en alignements sont des infrastructures écologiques qui permettent d'assurer le maintien de nombreuses espèces. En effet, ces arbres creux constituent des zones d'alimentation et de reproduction de nombreuses espèces (telles que les insectes saproxylophages), de corridor biologique ainsi que des zones refuge (chauve-souris, oiseaux). L'entretien de ces linéaires ou des arbres remarquables isolés est de ce point de vue essentiel pour préserver la haute valeur naturelle et paysagère des territoires ruraux et des sites Natura 2000. La taille des arbres en têtard ou émondes (selon les spécificités locales) favorise le développement de cavités abritant de nombreuses espèces cavernicoles (Rouge-queue à front blanc, Chouette chevêche, ...). Par ailleurs ces arbres permettent une régulation climatique (rôle de haie brise vent et de séquestration du carbone), une régulation hydraulique (rôle dans l'infiltration lente, la dépollution des eaux et le maintien d'une atmosphère humide) et une remontée d'éléments minéraux lixiviés.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 7,92€/arbre engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Conditions relatives aux éléments engagés

- **Arbres éligibles** : Ensemble des arbres isolés ou en alignement, localisées de manières pertinentes, définis lors du diagnostic. Essences éligibles de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*
Fruitiers sp. (poiriers, pommiers…)	

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

Dans la mesure où il y aurait nécessité d'un arbitrage budgétaire sur l'enveloppe à disposition pour le PAEC présenté, nous avons choisi de retenir les critères de priorisation suivants en vue des demandes de contractualisation de MAEC :

1° - le niveau d'ambition dans la réduction de l'usage des intrants de synthèse
2° - la dimension systémique et/ou le taux de contractualisation des parcelles engagées
3° - la localisation des parcelles dans la zone prioritaire d'actions de l'AAC de Nangis
4° - la localisation des parcelles vis-à-vis des zones de risques de transfert très importants (bord de zones de cours d'eau infiltrantes, amont immédiat d'une zone d'engouffrement, …) vers la nappe du Champigny

Par ailleurs, il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations.
Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année d'engagement.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

*Le **plan de gestion** correspondant aux éléments engagés est défini par l'opérateur à l'échelle du territoire pour chaque type d'éléments.*

les différents plans de gestion correspondants aux différents types d'éléments éligibles du territoire doivent comporter à minima :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - Type de taille à réaliser en fonction du diagnostic : taille en têtard, émondage ou élagage.

Taille des arbres têtards :
Pour la formation : éliminer les branches latérales afin d'obtenir un sujet vigoureux de 10 - 15 cm de diamètre. A partir de ce diamètre, étêtage du sujet.
Pour l'entretien : coupe des rejets surplombants la tête tous les 7 à 15 ans selon les essences et selon le diamètre des branches, entre 10 et 20 cm maximum.

Taille des arbres isolés :
Pour la formation : taille de formation entre juillet et septembre. La taille éliminera les fourches et les branches obliques par rapport à la flèche de l'arbre.
Pour l'entretien : élagage des branches basses en maintenant au moins 50 % de branches sur la partie haute de l'arbre. Les rejets postérieurs à ces travaux de coupe seront éliminés régulièrement. La hauteur finale d'élagage sera d'au minimum 3 à 4 mètres.

Conserver le lierre, le houx et les ronces.

- **Période d'intervention**
  - Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars.
  - Taille de formation : Du 1er août au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage.
- **les obligations en matière de maintien de bois morts** et de préservation d'arbres remarquables sur le plan du paysage ou de la biodiversité (faune cavernicole, faune saproxylique) : vieux arbres têtards, arbres creux, arbres à cavités, arbres borniers, etc. ;
- **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage…
- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.
- **Enregistrement**

  A minima, l'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants : type d'intervention, localisation, date, outils.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_ANCO_AR01 » sont décrites ci-dessous :

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement aux arbres et/ou alignements d'arbres engagés	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période allant du 1er août au 30 septembre pour la taille de formation et du 1er octobre au 1er mars pour la taille d'entretien	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les éléments engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.** *A minima, l'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants : type d'intervention, localisation, date, outils.*

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure Entretien des ripisylves IF_ANCO_RI01

du territoire de l'Ancoeur et AAC grenelle de Nangis

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des ripisylves au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique et floristique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

La ripisylve est une zone de transition entre les milieux aquatique et terrestre, elle est localisée en bordure de cours d'eau. Elle est composée de différentes strates (herbacée, arbustive, arborée) permettant d'assurer divers rôles : habitats naturels (terrestres et aquatiques avec notamment des zones d'eau fraîche et calme : rôle de la ripisylve dans la dissipation du courant), corridors écologiques (trame verte et bleue), filtration et épuration des eaux de ruissellement, protection des berges contre l'érosion, régulation climatique (notamment zones d'ombrage et stockage du carbone), etc. Elle joue par ailleurs les mêmes rôles qu'une haie arbustive ou arborée en matière de protection contre le ruissellement et l'érosion, en faveur de la qualité des eaux (limitation des transferts) et du maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées).

Un entretien non intensif de ce milieu permet le maintien des différentes strates et d'une végétation variée assurant tous ces rôles.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 1,01 €/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

1. **Ripisylves éligibles** : localisées de manière pertinente, définies lors du diagnostic. Les ripisylves devront être majoritairement composés des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Aulne glutineux	Alnus glutinosa
Bouleau verruqueux	Betula pendula
Charme	Carpinus betulus
Chêne pédonculé	Quercus robur
Chêne sessile	Quercus petraea
Erable champêtre	Acer campestre
Frêne commun	Fraxinus excelsior
Hêtre	Fagus sylvatica
Merisier	Prunus avium
Noyer commun	Juglans regia
Orme champêtre	Ulmus minor
Orme de montagne	Ulmus glabra
Orme lisse	Ulmus laevis
Saule blanc	Salix alba
Saule cassant	Salix fragilis
Saule des vanniers	Salix viminalis
Saule marsault	Salix caprea
Sureau noir	Sambucus nigra
Tremble	Populus tremula
Tilleul à petites feuilles	Tilia cordata

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

Dans la mesure où il y aurait nécessité d'un arbitrage budgétaire sur l'enveloppe à disposition pour le PAEC présenté, nous avons choisi de retenir les critères de priorisation suivants en vue des demandes de contractualisation de MAEC :

1° - le niveau d'ambition dans la réduction de l'usage des intrants de synthèse
2° - la dimension systémique et/ou le taux de contractualisation des parcelles engagées
3° - la localisation des parcelles dans la zone prioritaire d'actions de l'AAC de Nangis
4° - la localisation des parcelles vis-à-vis des zones de risques de transfert très importants (bord de zones de cours d'eau infiltrantes, amont immédiat d'une zone d'engouffrement, ...) vers la nappe du Champigny

Par ailleurs, il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations.
Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année d'engagement.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

- **Entretien**
  - **Les obligations d'entretien portent sur les 2 côtés de la ripisylve** (coté cours d'eau et coté parcelle) **;**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années ;
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage...

Côté parcelle : même taille que pour une haie
Côté cours d'eau : un élagage doux afin d'apporter un peu de lumière sur le cours d'eau
Dégagement mécanique au pied des jeunes arbres pour les boisements en cours de constitution

Gestion des arbres morts et des branches mortes du côté du cours d'eau :
- les enlever lorsque ceux-ci sont susceptibles de créer des embâcles ;
- Le dessouchage est interdit.

Gestion des embâcles :
- ne pas dégrader la berge et la végétation riveraine, dans la mesure du possible ;
- travailler le moins possible avec des engins dans le lit du cours d'eau afin de ne pas perturber les habitats aquatiques.

- **Réimplantation**
  - Utiliser des jeunes plants (moins de 4 ans) dans la liste des essences éligibles ; interdiction de paillage plastique

- **Période d'intervention**
  - Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars ;
  - Enlèvement des embâcles et entretien du lit hors période de fraies : du 1er août ou 31 octobre ;
  - Taille de formation : Du 1er août au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_ANCO_RI01 » sont décrites ci-dessous :

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la ripisylve engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation de la taille des arbres entre le 1er octobre au 1er mars Réalisation de l'enlèvement des embâcles et de l'entretien du lit du cours d'eau entre le 1er août et 31 octobre	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.** *A minima, l'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants : type d'intervention, localisation, date, outils.*

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de bosquets » « IF_ANCO_BO01 »

du territoire de l'Ancoeur et AAC grenelle de Nangis

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des bosquets au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique et floristique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

Les bosquets sont des lieux d'abris, de vie et de reproduction d'un grand nombre d'espèces animales et végétales et jouent un rôle structurant pour le paysage en assurant des corridors écologiques dans une trame d'ensemble. Ils jouent par ailleurs les mêmes rôles qu'une haie arbustive ou arborée en matière de protection contre le ruissellement et l'érosion, en faveur de la qualité des eaux (limitation des transferts), du maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées) et de la régulation climatique.

Un entretien non intensif et dirigé de ces milieux permet leur pérennité afin d'en assurer tous ces rôles.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 145,85 €/hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Conditions relatives aux éléments engagés

2. **Bosquet éligible** :
   - Taille de **1 are à 50 ares**, avec un minimum de **10 m de largeur**, définis lors du diagnostic.
   - Les bosquets devront être composés majoritairement des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

Arbustes	
Nom français	**Nom scientifique**
Aubépine épineuse	*Crataegus laevigata*
Aubépine monogyne	*Crataegus monogyna*
Bourdaine	*Frangula alnus*
Buis	*Buxus sempervirens*
Camerisier à balai	*Lonicera xylosteum*
Cassis	*Ribes nigrum*
Cerisier Sainte Lucie	*Prunus mahaleb*
Cornouiller sanguin	*Cornus sanguinea*
Cornouiller mâle	*Cornus mas*
Coudrier	*Corylus avellana*
Framboisier	*Rubus idaeus*
Fusain d'Europe	*Euonymus europaeus*
Genêt à balais	*Cytisus scoparius*
Genévrier commun	*Juniperus communis*
Groseillier rouge	*Ribes rubrum*
Groseillier à maquereau	*Ribes uva-crispa*
Houx	*Ilex aquifolium*
If commun	*Taxus baccata*
Lierre	*Hedera helix*
Néflier	*Mespilus germanica*
Nerprun purgatif	*Rhamnus cathartica*
Prunellier	*Prunus spinosa*
Ronce sp	*Rubus sp*
Rosier des chiens	*Rosa canina*
Saule cendré	*Salix cinerea*
Saule pourpre	*Salix purpurea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Sureau rouge	*Sambucus racemosa*
Troène vulgaire	*Ligustrum vulgare*
Viorne lantane	*Viburnum lantana*
Viorne obier	*Viburnum opulus*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

Dans la mesure où il y aurait nécessité d'un arbitrage budgétaire sur l'enveloppe à disposition pour le PAEC présenté, nous avons choisi de retenir les critères de priorisation suivants en vue des demandes de contractualisation de MAEC :

1° - le niveau d'ambition dans la réduction de l'usage des intrants de synthèse
2° - la dimension systémique et/ou le taux de contractualisation des parcelles engagées
3° - la localisation des parcelles dans la zone prioritaire d'actions de l'AAC de Nangis
4° - la localisation des parcelles vis-à-vis des zones de risques de transfert très importants (bord de zones de cours d'eau infiltrantes, amont immédiat d'une zone d'engouffrement, …) vers la nappe du Champigny

Par ailleurs, il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations.
Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année d'engagement.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_ANCO_BO01 » sont décrites ci-dessous :

*Le **plan de gestion** correspondant aux éléments engagés est défini par l'opérateur à l'échelle du territoire pour chaque type d'éléments.*

les différents plans de gestion correspondants aux différents types d'éléments éligibles du territoire doivent comporter à minima :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage…
  - **Taille de faces extérieures** au moins 2 fois en 5 ans pour limiter le développement latéral pour les bosquets d'au moins 3 – 4 ans.
  - **Taille de formation** (de 3 à 15 ans environ) et élagage (de 5 à 20 ans environ) pour des arbres de hauts jets, à raison d'une taille tous les 2 à 3 ans en fonction de la croissance des sujets. Les arbres de hauts jets à entretenir seront définis lors du diagnostic.

- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er juillet au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
  - Taille et élagage : Du 1er octobre au 1er mars

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement au bosquet engagé	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période allant du 1er août au 30 septembre pour la taille de formation et du 1er octobre au 1er mars pour la taille d'entretien	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.** *A minima, l'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants : type d'intervention, localisation, date, outils.*

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure Entretien de talus enherbés IF_ANCO_TL01

du territoire de l'Ancoeur et AAC grenelle de Nangis

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de préserver les talus existants et leurs continuités.

Les talus constituent un obstacle physique aux ruissellements et répondent ainsi à l'objectif de protection de la qualité des eaux et de lutte contre l'érosion des sols. Leur efficacité n'est réelle que s'ils sont localisés de manière pertinente et qu'il existe une continuité de ces structures sur les zones à risques.

Par ailleurs, ces parties non cultivées de la parcelle constituent des zones d'abri et de développement pour la flore et la faune auxiliaire, lorsqu'ils sont entretenus mécaniquement à des périodes adaptées. Cette opération contribue donc aussi au maintien de la biodiversité. De même, l'entretien de certains talus peut assurer une continuité avec d'autres dispositifs de prévention des incendies, dans le temps et dans l'espace, de manière à arrêter ou ralentir la propagation du feu. Cette opération peut donc contribuer aussi à la défense des forêts contre les risques d'incendies (DFCI).

C'est pourquoi cette opération contient des éléments relatifs aux conditions d'entretien des talus compatibles avec la préservation de la biodiversité, même si les zones de mise en œuvre sont celles identifiées essentiellement par rapport à l'enjeu de préservation de la qualité des eaux.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0,42€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Talus éligibles : Talus présent sur terres arables ou cultures pérennes au sein de zones identifiées pour leur risque érosif au regard du diagnostic de territoire et du SRCE, les ruptures de pente, les fonds de talweg, les corridors ou les habitats d'espèces pour l'enjeu biodiversité. Les talus de bordure de parcelles ne répondant pas à l'objectif de protection des eaux contre le ruissellement ne sont pas éligibles.

Les talus doivent être enherbées et faire au minimum 1 m de largeur.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

Dans la mesure où il y aurait nécessité d'un arbitrage budgétaire sur l'enveloppe à disposition pour le PAEC présenté, nous avons choisi de retenir les critères de priorisation suivants en vue des demandes de contractualisation de MAEC :

1° - le niveau d'ambition dans la réduction de l'usage des intrants de synthèse
2° - la dimension systémique et/ou le taux de contractualisation des parcelles engagées
3° - la localisation des parcelles dans la zone prioritaire d'actions de l'AAC de Nangis
4° - la localisation des parcelles vis-à-vis des zones de risques de transfert très importants (bord de zones de cours d'eau infiltrantes, amont immédiat d'une zone d'engouffrement, …) vers la nappe du Champigny

Par ailleurs, il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations.
Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année d'engagement.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

- **Entretien**
  - Maintenir un couvert herbacé permanent : pas de sol nu, ni de retournement
  - Réaliser un entretien annuel par fauche ou broyage
  - Absence de brûlage du talus
  - Intervention **INTERDITE** du 1er avril au 31 août.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_ANCO_TL01 » sont décrites ci-dessous :

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Maintenir un couvert herbacé permanent (pas de sol nu ni de retournement)	Sur place		Réversible	Principale	A seuil
Absence d'intervention mécanique entre le 1er avril et le 31 août	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Réalisation d'un entretien annuel par fauche ou broyage (hors périodes d'interdiction)	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Absence de brûlage sur le talus	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.** *A minima, l'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants : type d'intervention, localisation, date, outils.*

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien des fossés et rigoles de drainage et d'irrigation, des fossés et canaux en marais, et des béalières » IF_ANCO_FO01

du territoire de l'Ancoeur et AAC grenelle de Nangis

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de réaliser un entretien des fossés et rigoles de drainage et d'irrigation, des fossés et canaux en marais, et des béalières (la béalière est un canal construit à partir de la rivière, formant une déviation et un cours d'eau secondaire, avec une pente plus faible que la pente moyenne de la rivière) permettant de maintenir leurs flancs végétalisés et une expression favorable de la biodiversité.

Les fossés, lorsque leurs flancs sont végétalisés, jouent un rôle épurateur des eaux d'écoulement (surface de filtration et d'infiltration des eaux). Le maintien du maillage de fossés et rigoles dans ces conditions d'entretien permet d'assurer un bon cheminement de l'eau et ainsi une bonne alimentation en eau des parcelles situées en aval.

Lorsqu'ils sont entretenus de manière strictement mécanique à des dates favorables à la biodiversité (en évitant le sur-entretien), ils peuvent également constituer des zones de développement d'une flore spécifique et constituent des lieux de vie d'abri et de reproduction de nombreuses espèces animales (avifaune, petits mammifères), dans un objectif de maintien de la biodiversité (trame verte et bleue).

L'engagement de curage du fossé réalisé dans de bonnes conditions permet de rajeunir des milieux confinés, d'initier un nouveau cycle de développement biologique et de retrouver la capacité hydraulique du réseau. Il s'agit ainsi d'éviter le comblement et donc de maintenir ou de restaurer leurs fonctionnalités écologiques et hydrologiques (rôle de tampons et filtres).

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 1,29€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Fossés éligibles : Fossés et rigoles de drainage et/ou d'irrigation, béalières, canaux tertiaires** alimentant les parcelles agricoles. Dans tous les cas, seuls les ouvrages non maçonnés et végétalisés sont éligibles. De même, les structures hydrauliques faisant l'objet d'une association syndicale autorisée (ASA) ne sont pas éligibles (travaux réalisés par l'ASA et non l'exploitant agricole). Les cours d'eau sont exclus (basé sur l'arrêté préfectoral BCAE).

Les ouvrages éligibles seront définis lors du diagnostic.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

Dans la mesure où il y aurait nécessité d'un arbitrage budgétaire sur l'enveloppe à disposition pour le PAEC présenté, nous avons choisi de retenir les critères de priorisation suivants en vue des demandes de contractualisation de MAEC :

1° - le niveau d'ambition dans la réduction de l'usage des intrants de synthèse
2° - la dimension systémique et/ou le taux de contractualisation des parcelles engagées
3° - la localisation des parcelles dans la zone prioritaire d'actions de l'AAC de Nangis
4° - la localisation des parcelles vis-à-vis des zones de risques de transfert très importants (bord de zones de cours d'eau infiltrantes, amont immédiat d'une zone d'engouffrement, …) vers la nappe du Champigny

Par ailleurs, il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations.
Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année d'engagement.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

*Le **plan de gestion** correspondant aux éléments engagés est défini par l'opérateur à l'échelle du territoire pour chaque type d'éléments.*

Les obligations portent sur les 2 côtés de tout ouvrage hydraulique engagé, y compris en cas d'engagement d'un fossé mitoyen. Vous devez donc vous assurer de votre possibilité d'accéder aux deux côtés de l'ouvrage avant de vous engager.

les différents plans de gestion correspondants aux différents types d'éléments éligibles du territoire doivent comporter à minima :

- ✓ *les modalités d'entretien mécanique du fossé assurant le bon écoulement de l'eau. En particulier :*
  - *seront exclues toutes les interventions devant participer à l'assèchement des milieux humides alentours (prairies, tourbières…) ;*
  - *pour les fossés en marais, le plan de gestion devra veiller à respecter la stabilité des berges et de la ceinture végétale, le curage vieux fond / vieux bords, le principe de mosaïque en conservant des fossés et canaux d'âges différents favorables à la biodiversité, et à conserver les échanges entre parcelles inondables et réseaux de fossés et canaux ;*
- ✓ *les méthodes de lutte manuelle et/ou mécanique contre la prolifération de la végétation allochtone envahissante (Jussie, Myriophylle du Brésil, … sur la base de la liste des espèces allochtones, publiée par le Ministère en charge de l'Ecologie dans le cadre des décrets d'application de la loi "développement des territoires ruraux" de février 2005.) : liste des espèces envahissantes visées, description des méthodes d'élimination (destruction chimique interdite. En marais, le faucardage des fossés pour l'élimination des végétaux allochtones envahissants sera interdit.), périodes de destruction et outils à utiliser.*
- ✓ *les devenirs des produits du curage, et le cas échéant, les modalités d'exportation des produits de curage et de faucardage,*
- ✓ *la période pendant laquelle l'entretien du fossé doit être réalisé, en dehors des périodes de reproduction de la faune et de la flore : **entretien à réalisé du 15 septembre au 31 mars***
- ✓ *la périodicité de cet entretien (réalisation possible par tiers de linéaire engagé sur 3 ans) : **2 entretiens sur les 5 ans sont demandés***
- ✓ *les conditions éventuelles de brûlage des produits de curage et de faucardage, si celui-ci est autorisé. Dans tous les cas, il doit être conforme à la réglementation et réalisé en dehors des périodes de reproduction de la faune (en particulier de l'avifaune).*
- ✓ *les conditions éventuelles de recalibrage pour les canaux d'irrigation dans le respect du gabarit initial. (le recalibrage des fossés et rigoles est quant à lui interdit).*
- ✓ Respecter les modalités de piégeage des espèces animales nuisibles (ragondins, …), la lutte chimique étant interdite réglementairement ;
- ✓ la périodicité de cet entretien (réalisation possible par tiers de linéaire engagé sur 3 ans),

Il précisera les modalités d'entretien et le cas échéant de réhabilitation de fossés engagés.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_ANCO_FO01 » sont décrites ci-dessous :

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement au type d'ouvrage engagé	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période du 15 septembre au 31 mars	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Absence de recalibrage et redressement des fossés et rigoles Le cas échéant : recalibrage autorisé dans la limite du gabarit initial (restauration)	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des	Réversible aux premier et deuxième constats.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
		enregistrements	Définitif au troisième constat.	des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6 DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.** *A minima, l'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants : type d'intervention, localisation, date, outils.*

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure Restauration et /ou entretien de mares et plans d'eau IF_ANCO_PE01

du territoire de l'Ancoeur et AAC grenelle de Nangis

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de réaliser un entretien des mares et des plans d'eau présents sur les terres agricoles permettant de maintenir l'ensemble des rôles de ces milieux particuliers.
Les mares sont des écosystèmes particuliers qui influent sur la richesse en biodiversité, la qualité des eaux et la régulation climatique :

✓ La biodiversité :

- De par leurs diversités et leurs spécificités, les mares isolées abritent tout une faune et une flore particulièrement riches. Ce sont des réservoirs de biodiversité floristique et faunistique. Les mares offrent donc **refuge, lieu de reproduction, d'alimentation** et bien entendu un lieu de vie à de nombreuses espèces particulièrement en contexte d'agriculture intensive. Ces micro-zones humides abritent d'ailleurs près de 15 % des espèces protégées.
- L'existence des **réseaux de mares** est cruciale pour le maintien des **métapopulations** de certaines espèces. Ces réseaux sont également nécessaires à de nombreux mammifères et oiseaux en tant qu'élément particulier de l'ensemble des habitats que ces espèces ont l'habitude d'utiliser. Ils participent donc au maintien des **continuités écologiques (trame verte et bleue)** indispensables à la faune et à la flore.

✓ L'eau :

- En tant que zones humides, les mares accomplissent des **fonctions régulatrices de l'eau** : écrêtage des crues (lutte contre l'érosion des sols et des inondations), stockage de l'eau, pondération du régime des eaux courantes, rétention et transformation des sédiments, lutte contre l'érosion
- De plus, les mares, et leurs réseaux, jouent un **rôle épurateur** en éliminant les polluants diffus des eaux de surface. Situées souvent en tête des bassins versants les mares forment des systèmes très efficaces d'épuration naturelle des eaux.

✓ Le climat :

▪ Les mares liées aux exploitations agricoles fixent une grande quantité de carbone du fait de leur grand nombre et de leur exceptionnelle **productivité primaire** propre aux écosystèmes aquatiques.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 81,26 €/mare engagée** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Mares et plans d'eau éligibles : Seuls les plans d'eau et mares présents sur les terres agricoles et sans finalité piscicole peuvent faire l'objet d'un financement par une mesure contenant cette opération. A contrario, la restauration de mares et plans d'eau à finalité piscicole n'est pas éligible.

Taille éligible : **Entre 10 et 5 000 m²**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

Dans la mesure où il y aurait nécessité d'un arbitrage budgétaire sur l'enveloppe à disposition pour le PAEC présenté, nous avons choisi de retenir les critères de priorisation suivants en vue des demandes de contractualisation de MAEC :

1° - le niveau d'ambition dans la réduction de l'usage des intrants de synthèse
2° - la dimension systémique et/ou le taux de contractualisation des parcelles engagées
3° - la localisation des parcelles dans la zone prioritaire d'actions de l'AAC de Nangis
4° - la localisation des parcelles vis-à-vis des zones de risques de transfert très importants (bord de zones de cours d'eau infiltrantes, amont immédiat d'une zone d'engouffrement, …) vers la nappe du Champigny

Par ailleurs, il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations.
Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année d'engagement.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

- Le **plan de gestion** sera établi par une structure agrée, incluant un diagnostic initial des mares et plans d'eau engagés.

Le plan de gestion devra être réalisé au plus tard le 1er juillet de l'année du dépôt de la demande d'engagement.

les différents plans de gestion correspondants aux différents types d'éléments éligibles du territoire doivent comporter à minima :

✓ *les modalités éventuelles de débroussaillement préalable (lorsque cela est nécessaire pour la restauration de la mare) ;*
✓ *les modalités éventuelles de curage et les modalités d'épandage des produits extraits ;*
✓ *les dates d'intervention (en dehors des périodes gênantes pour les oiseaux et les batraciens, de préférence en septembre-octobre) ;*
✓ *les modalités éventuelles de mise en place d'une végétation aquatique indigène ;*
✓ *la nécessité de créer ou d'agrandir une pente douce (moins de 45°). Si cette obligation est retenue, les travaux devront être réalisés au cours de la première année de l'engagement ;*
✓ *la possibilité ou l'interdiction de végétaliser les berges (végétalisation naturelle à privilégier, sinon liste des espèces autorisées) ; **2 entretiens sur les 5 ans sont demandés** ;*
✓ *les modalités d'entretien de la végétation aquatique et ripicole, à des dates et suivant une périodicité à définir (réalisation possible par tiers sur 3 ans) ;*
✓ *les méthodes de lutte manuelle et/ou mécanique de lutte contre la prolifération de la végétation allochtone envahissante (Jussie, Myriophylle du Brésil, … sur la base de la liste des espèces allochtones, publiée par le Ministère en charge de l'Ecologie dans le cadre des décrets d'application de la loi "développement des territoires ruraux" de février 2005,) : liste des espèces envahissantes visées, description des méthodes d'élimination (destruction chimique interdite. En marais, le faucardage des mares et/ou plans d'eau pour l'élimination des végétaux allochtones envahissants sera interdit), dates et outils à utiliser ;*
✓ *dans le cas de surfaces pâturées jouxtant la mare, les conditions d'accès aux animaux : interdiction d'abreuvement direct sur l'ensemble du périmètre de la mare ou du plan d'eau (mise en défens totale) ou mise en défens partielle avec accès limité au bétail (dans ce cas, préciser la largeur de l'accès autorisé). Pour une mise en défens totale ou partielle : pose de clôtures à au moins 1,5 m du bord de la mare ou du plan d'eau.*

- **Interdiction de colmatage plastique**

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé : n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, Interventions : Type, localisation, date et outils).
  -

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_ANCO_PE01 » sont décrites ci-dessous :

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par une structure agréée, un plan de gestion des mares et des plans d'eau engagés, incluant un diagnostic initial de l'élément engagé. **Le plan de gestion devra être réalisé au plus tard le 1er juillet de l'année du dépôt de la demande d'engagement.**	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période du 15 septembre au 31 mars	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction de colmatage plastique	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur l'élément engagé, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.** *A minima, l'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants : type d'intervention, localisation, date, outils.*

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure Création et entretien d'un couvert herbacé IF_ANCO_HE34

du territoire de l'Ancoeur et AAC grenelle de Nangis

Campagne 2016

Engagements unitaires de la mesure: COUVER_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage). Par ailleurs, la création de surfaces herbacées pérennes permet la séquestration du carbone dans les sols.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 412 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.
Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : surfaces déclarées en **grandes cultures**, (sauf les prairies temporaires de moins de deux ans intégrées dans des rotations grandes cultures) lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement, les cultures pérennes, ou qui étaient alors engagés dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement.
Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Déclaration de surface : Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente »**

La taille minimale ou maximale des parcelles

- **Parcelles** entières : **minimum 10 ares, 5 m de large**
- **Bandes : minimum 10 m de large**, (En bordures de cours d'eau et en zone vulnérable, la largeur minimale passe à 5 m, dans la mesure où une bande d'au moins 5 m est déjà existante et permet la création d'une bande enherbée finale d'au moins 10 m de large.)
- Si le couvert est implanté en bordure d'élément paysager (haies, bosquets, mares, fossés), la largeur minimum sera de 3 m, si possible de part et d'autre de l'élément paysager si la maîtrise du foncier le permet.

1. **Mesure fixe** : L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

2. **Localisation pertinente**
   - bassin d'alimentation des captages
   - bords de cours d'eau, fossés
   - fonds de talweg
   - ruptures de pente
   - division du parcellaire
   - continuités écologiques
   - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
   - parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

3. **Couvert éligible :**
   - **Liste d'espèces autorisées en couvert environnemental au titre des BCAE**
   - **Liste d'espèces ci-dessous (légumineuses pures interdites : mélange avec une autre famille obligatoire)**

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

Dans la mesure où il y aurait nécessité d'un arbitrage budgétaire sur l'enveloppe à disposition pour le PAEC présenté, nous avons choisi de retenir les critères de priorisation suivants en vue des demandes de contractualisation de MAEC :

1° - le niveau d'ambition dans la réduction de l'usage des intrants de synthèse
2° - la dimension systémique et/ou le taux de contractualisation des parcelles engagées
3° - la localisation des parcelles dans la zone prioritaire d'actions de l'AAC de Nangis
4° - la localisation des parcelles vis-à-vis des zones de risques de transfert très importants (bord de zones de cours d'eau infiltrantes, amont immédiat d'une zone d'engouffrement, …) vers la nappe du Champigny

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_ANCO_HE34 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**
  - Au plus tard au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles implantées en culture de printemps
  - A titre dérogatoire, au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles implantées en culture d'hiver

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date)

Obligations du cahier des charges A respecter en contrepartie du paiement de l'aide	contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente. ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 juin de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés :(*cf. la liste des couverts autorisés sur le territoire*)	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter les largeurs minimales définies localement du couvert herbacé pérenne	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Tenir un cahier d'enregistrement des interventions (type d'intervention, localisation et date)	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Si la localisation est imposée en bordure d'un élément paysager maintien de celui-ci.	Sur place		Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.** *A minima, l'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants : type d'intervention, localisation, date, outils.*

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- à la date d'engagement, c'est-à-dire au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;

- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure Création et entretien de zones refuges pour la faune IF_ANCO_HE15

du territoire de l'Ancoeur et AAC grenelle de Nangis

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont de renforcer la biodiversité fonctionnelle et de participer à la reconquête de la qualité de l'eau en diminuant l'utilisation d'intrants (en particulier les traitements phytosanitaires). Par ailleurs, la remise en herbe permet la séquestration du carbone dans les sols.

Cette opération vise prioritairement à limiter le développement des bio-agresseurs des cultures et l'intensité d'utilisation des produits phytosanitaires, en aménageant un maillage de Zones de régulation écologique (ZRE) composées de bandes enherbées ou de jachère, si possible en continuité avec d'autres éléments paysagers présents sur le parcellaire (haies, bosquets…). Ces zones de régulation écologique constituent des réservoirs d'auxiliaires des cultures, dont l'efficacité est accrue par la limitation de la taille des parcelles culturales bordées par les ZRE.

En effet, les ZRE devant être localisées en rupture de parcelles culturales ou entre deux parcelles culturales contiguës de taille limitée, les auxiliaires peuvent agir au cœur des parcelles culturales et réduire ainsi la pression des ravageurs sur les cultures. La localisation de ces ZRE doit être cohérente avec le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et les Trames vertes et bleues (TVB).

Ces zones constituent plus généralement des zones refuges pour l'ensemble de la petite faune de plaine, dans un objectif de préservation de la biodiversité.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 390,94 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : Seules peuvent être engagées dans cette opération les **terres arables** (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), les cultures pérennes ou les surfaces qui étaient engagées dans une **MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Pour l'engagement dans la catégorie cultures légumières, sont éligibles les parcelles de grandes cultures et de cultures légumières sur **les exploitations comportant plus de 60 % de terres arables en cultures légumières de plein-champ** ; cette disposition garantit la bonne utilisation de cette opération dans la modalité dont la rémunération est la plus élevée.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Déclaration de surface : Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie »** ou en **« jachère »**

La taille minimale ou maximale des parcelles :

- **Largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m** pour chaque ZRE
- Les ZRE doivent être **implantées :**
  - ✓ **entre 2 parcelles culturales contiguës ou en rupture de parcelles culturales**, de manière à ce que la taille des parcelles culturales n'excède pas 15 ha au maximum et que la distance entre deux ZRE n'excède pas 300 m.
  - ✓ **Dans la continuité d'autres éléments du paysage** (haies, talus, fossés, lisières de bois et bosquets…). Ces éléments constituent des ZRE naturelles, qui pourront être renforcées par la création de bandes herbacées d'une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m.

- Respecter la **taille maximale de 15 ha** de chaque **parcelle culturale** bordée d'une ZRE.

- **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

Lien avec les surfaces d'intérêt écologique (SIE) : Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt écologique dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Couvert éligible (non récoltés) :

- **Liste d'espèces autorisées en jachère ou en prairies**
- **Liste d'espèces ci-dessous (pur ou en mélange)**
- **C**ultures cynégétiques
- Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures

GRAMINEES

- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

AUTRES

- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Phacélie
- Radis fourrager

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

Dans la mesure où il y aurait nécessité d'un arbitrage budgétaire sur l'enveloppe à disposition pour le PAEC présenté, nous avons choisi de retenir les critères de priorisation suivants en vue des demandes de contractualisation de MAEC :

1° - le niveau d'ambition dans la réduction de l'usage des intrants de synthèse
2° - la dimension systémique et/ou le taux de contractualisation des parcelles engagées
3° - la localisation des parcelles dans la zone prioritaire d'actions de l'AAC de Nangis
4° - la localisation des parcelles vis-à-vis des zones de risques de transfert très importants (bord de zones de cours d'eau infiltrantes, amont immédiat d'une zone d'engouffrement, …) vers la nappe du Champigny

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_ANCO_HE15 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**
  - Au plus tard au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles implantées en culture de printemps
  - à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

- **Entretien**
  - Absence d'intervention mécanique du **1er mai au 31 juillet** de l'année suivante pour les couverts en place.

- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.

    A minima, l'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants : type d'intervention, localisation, date, outils.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_ANCO_HE15 » sont décrites ci-dessous :

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place une ou plusieurs ZRE localisées de façon pertinente, en fonction du diagnostic de territoire et/ou d'exploitation (distance maximale entre deux ZRE de 300m)	Sur place : visuel et documentaire	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation	Définitif	Principale	Totale
Respecter une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m pour chaque ZRE	Sur place		Réversible	Principale	A seuil : écart de largeur en anomalie
Respecter la taille maximale de 15 hectares de chaque parcelle culturale bordée d'une ZRE.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Mettre en place les couverts autorisés sur les ZRE : *(cf. liste)* ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Factures d'achat de semis selon les cas, et cahier d'enregistrement	Réversible	Principale	Totale
Enregistrer les interventions d'entretien sur les ZRE	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction d'intervention mécanique sur les ZRE du 1er mai au 31 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et programme de travaux d'entretien et éventuelles factures (si prestations)	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'avance/de retard (5 / 10 / 15 jours)
Respecter l'interdiction de traitement phytosanitaire sur les ZRE	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation initiale de la ZRE	Administratif et sur place		Définitif	Principale	Totale
Respecter l'interdiction des apports azotés (minéral et organique)	Sur place : documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- à la date d'engagement, c'est-à-dire au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;

- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert d'intérêt faunistique ou floristique » « IF_ANCO_HE16 »

du territoire l'Ancoeur et AAC grenelle de Nangis

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure: COUVER_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de remplacer des surfaces cultivées en grandes cultures par un couvert favorable :

- aux oiseaux de plaine à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;

- aux insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Il s'agit ainsi de créer ce type de couvert sur des surfaces supplémentaires par rapport aux couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 600,00 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.
Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), les cultures pérennes ou les surfaces qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Déclaration de surface : Une fois implantée, la parcelle devra être déclarée avec le code correspondant au couvert mis en place.

La taille minimale ou maximale des parcelles

- **Parcelles** entières : **minimum 10 ares**
- **Bandes : minimum 10 m de large**, (le cas échéant, 10 m en moyenne sur la longueur de la bande)

1. **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**.

Couvert éligible : (non récolté et non pâturé)
À sélectionner en fonction des exigences biologiques des espèces à préserver

- Cultures annuelles à fort intérêt
- Mélange graminées-légumineuses
- Légumineuses
- Cultures cynégétiques
- Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures (plantes messicoles notamment)

GRAMINEES

- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin

- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

AUTRES

- Moutarde blanche
- Navette fourragère

- Phacélie
- Radis fourrager

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_ANCO_HE16 » sont décrites ci-dessous :

➢ **Entretien**

- **Récolte et pâturage INTERDITS**
- Absence d'intervention mécanique du **15 avril au 15 janvier** de l'année suivante pour les couverts en place.

- **Fertilisation**

- **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

Toutefois afin de permettre une bonne implantation des couverts, il n'est permis de fertiliser que lors des premiers stades de développement du couvert.

- **Produits phytosanitaires**

- **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.
-

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : *(cf. liste d'espèces ci-dessus)* ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou parcelles entières minimum de 0,10 ha	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 15 avril et le 15 janvier de l'année n+1	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

➢ à la date d'engagement, c'est-à-dire au **15 mai** de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;

➢ à titre dérogatoire : au plus tard **le 20 septembre** de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en **cultures d'hiver** au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Amélioration des jachères » « IF_ANCO_HE17 »

du territoire l'Ancoeur et AAC grenelle de Nangis

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_08

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération vise à inciter les exploitants agricoles à améliorer la localisation de leurs parcelles en jachère agricole ainsi que le choix des couverts à y implanter :

- sur des territoires à enjeu « eau », afin de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) ;
- sur les territoires à enjeu « biodiversité » pour répondre aux exigences spécifiques :
  - d'une espèce ;
  - d'un groupe d'espèces à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
  - au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Cette opération permet de localiser les jachères agricoles de manière pertinente par rapport à l'enjeu environnemental visé (eau ou biodiversité), d'améliorer le couvert présent et la gestion des intrants. L'exploitant n'a plus comme seul critère celui de localiser ces surfaces de jachère agricole sur les zones les moins productives et/ou les plus difficiles d'accès.
Par ailleurs, en règle générale, les jachères agricoles sont constituées des repousses des précédents culturaux. Cette opération permet l'implantation d'un couvert spécifique répondant à l'enjeu environnemental visé.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 160,00 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : surfaces en terres arables (sauf prairies temporaires de plus de deux ans et surfaces en jachères), les cultures pérennes ou qui étaient alors engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, ou les parcelles nécessitant un déplacement par rapport à la localisation initiale de la jachère.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Déclaration de surface : Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« jachère ».**

La taille minimale ou maximale des parcelles

- **Parcelles** entières : **minimum 10 ares**
- **Bandes : minimum 10 m de large**

- **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

- **Localisation pertinente**
  - bassin d'alimentation des captages
  - bords de cours d'eau, fossés
  - fonds de talweg
  - ruptures de pente
  - division du parcellaire
  - continuités écologiques
  - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
  - parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

Couverts éligibles (non récoltés et non pâturés) :

- Cultures annuelles à fort intérêt
- Mélange graminées-légumineuses

- Légumineuses
- Cultures cynégétiques
- Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures (plantes messicoles notamment)

- À sélectionner dans la liste ci-dessous (pur ou en mélange) :

GRAMINEES

- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

AUTRES

- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Phacélie
- Radis fourrager

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_ANCO_HE17 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**
  - Le couvert devra être présent, sur les parcelles engagées, au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement
- Récolte et pâturage **INTERDITS.**
- **Entretien**
  - Absence d'intervention mécanique du **1er mai au 31 juillet** pour les couverts en place.
- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.
- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.
- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date)

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : *(cf. liste d'espèces ci-dessus)* ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou parcelles entières de minimum 0,10 ha	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 1er mai et le 31 juillet	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Version décembre 2016

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- à la date d'engagement, c'est-à-dire au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

Version décembre 2016

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Annexe Indice de Fréquence de Traitement (IFT)
du territoire Ancoeur et AAC grenelle de Nangis

Campagne 2016

1 : Définitions et autres informations concernant l'IFT :

ANCO	IFT de référence Valeur maximale à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles non engagées dans la mesure	IFT calculé sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	Niveau2	IFT herbicides maximal Phyto 04 à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure exprimé en % de l'IFT de référence	IFT herbicides maximal Phyto 04 à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure exprimé en valeur	IFT hors herbicides maximal Phyto 05 & Phyto 06 à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure exprimé en % de l'IFT de référence	IFT hors herbicides maximal Phyto 05 & Phyto 06 à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure exprimé en valeur
Année 2 à Année 5	***IFT herbicides :*** **2,2** ***IFT hors herbicides :*** **4,2**	IFT année 2		80%	*1.8*	70%	*3*
		Moyenne IFT année 2 et 3		75%	*1.7*	65%	*2.8*
		Moyenne IFT année 2, 3 et 4		70%	*1.6*	60%	*2.6*
		Moyenne IFT année 3, 4 et 5 ou IFT année 5		60 % en moyenne ou 60 % sur l'année 5	*1,4*	50 % en moyenne ou 50 % sur l'année 5	*2,1*

Version décembre 2016

Pour les IFT « hors herbicides » des contrats engagés dans un second engagement, les valeurs à respecter sont les suivantes,en ce qui concerne l'engagement de niveau 2, Phyto_05:

ANCO	IFT de référence Valeur maximale à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles non engagées dans la mesure	IFT calculé sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	Niveau2	IFT hors herbicides maximal Phyto 05 / Phyto 06 à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure exprimé en % de l'IFT de référence	IFT hors herbicides maximal Phyto 05 / Phyto 06 à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure exprimé en valeur
Année 2 à Année 5	***IFT herbicides :*** **2,2** ***IFT hors herbicides :*** **4,2**	IFT année 2			*3,1*
		Moyenne IFT année 2 et 3			*2,8*
		Moyenne IFT année 2, 3 et 4			*2,6*
		Moyenne IFT année 3, 4 et 5 ou IFT année 5		50 % en moyenne ou 50 % sur l'année 5	*2,1*

2 : Calcul de l'IFT à l'échelle de l'exploitation :

Pour chaque traitement réalisé sur la parcelle, l'IFT est obtenu en divisant la dose appliquée par la dose de référence du produit pour la culture et la cible (ravageur, maladie) considérées. L'ensemble est multiplié par la proportion de la parcelle traitée.

L'IFT de la parcelle est obtenu en faisant la somme des IFT traitements, pour chaque campagne culturale (de la récolte du précédent cultural à la récolte de la culture de la campagne en cours).

$$IFT\,traitement = \frac{Dose\,appliquée}{Dose\,de\,référence} \times \frac{Surface\,traitée}{Surface\,totale\,de\,la\,parcelle}$$

Le cas échéant pour les MAEC portant sur un couvert de cultures légumières, préciser la période considérée pour le calcul de l'IFT sur la base de la note REF MAEC/2016/03 relative aux modalités de mise en œuvre de l'IFT et qui sera intégrée à l'instruction technique MAEC/aides bio pour la campagne 2016).

L'ensemble des traitements réalisés au champ sont pris en compte. Par ailleurs, si les semences utilisées ont été traitées, alors on ajoute 1 à l'IFT parcelle.

En cultures légumières, si la production se fait à partir de plants qui ont été traitées avant d'être implantés, alors on ajoute également 1 à l'IFT parcelle.

Sélection de la dose de référence

La dose de référence peut être définie :

- « à la cible », c'est-à-dire pour chaque produit, culture et cible (ravageur, maladie) visée par le traitement, sur la base des doses homologuées ;

- « à la culture », c'est-à-dire pour chaque produit et culture traitée.

Si la cible du traitement est renseignée dans le cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires, alors on retient la dose définie « à la cible » correspondante. Si plusieurs cibles sont simultanément visées par un même traitement, alors on retient la dose de référence correspondant à la cible qui a été déterminante dans le choix de la dose appliquée. Si la cible n'est pas renseignée dans le cahier d'enregistrement, alors on retient par défaut la dose homologuée sur la culture **la plus faible** .

Pour les produits sans dose, l'IFT du traitement compte par défaut pour 1.

Pour plus de précisions sur les modalités de détermination de la dose de référence, se reporter au guide méthodologique sur l'IFT élaboré par le Ministère de l'Agriculture (http://agriculture.gouv.fr/indicateur-de-frequence-de-traitements-phytosanitaires-ift).

La liste des doses de référence est fournie dans la boîte à outils IFT en ligne sur le site internet du ministère de l'Agriculture. Pour une campagne culturale allant de la récolte du précédent cultural en année n-1, à la récolte de la culture implantée pour la campagne de l'année n, il convient d'utiliser la liste de l'année n-1.

L'IFT est calculé pour chaque groupe de cultures (grandes cultures, viticulture, arboriculture, cultures légumières), en fonction du type de couvert visé par la MAEC.

Pour les MAEC portant sur un couvert de grandes cultures, l'ensemble des grandes cultures entrant dans l'assolement, y compris les prairies temporaires, sont prises en compte pour le calcul herbicides et de l'IFT hors herbicides de l'exploitation. Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures. Les surfaces considérées comme fixes (jachère fixe, prairie permanente, autre utilisation comme les bandes enherbées) n'entrent pas dans le calcul de l'IFT.

Pour les MAEC portant sur un couvert de cultures légumières, seules les parcelles implantées en carotte, chou-fleur et autre choux, fraise, melon, poireau, tomate et salade sont prises en compte dans le calcul de l'IFT herbicides et hors herbicides de l'exploitation. Par ailleurs, pour les engagements localisés (PHYTO_04, 05, 14 et 15) seules les parcelles implantées avec ces cultures peuvent être engagées dans la MAEC.

Les produits qualifiés "Bio-contrôle" ne sont pas comptabilisés dans le calcul de l'IFT.

Dans l'attente de l'établissement de la liste des produits de biocontrôle (article L 253-5 du Code Rural), la liste utilisée correspond à la liste « NODU Vert » (http://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/documents/pdf/_projet_actualisation_produits_biocontrole-V13__cle031452-1.pdf). Les produits de biocontrôle sont identifiés en tant que tels dans la liste des doses de référence pour le calcul de l'IFT.

3 : Modalités de contrôle de l'IFT :

Le respect de vos engagements portant sur l'IFT est vérifié sur la base du **cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires**, qui constitue une pièce indispensable du contrôle. L'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée.

La tenue de ce cahier est obligatoire au titre de la conditionnalité (paquet hygiène relatif aux produits phytopharmaceutiques).

Au titre de la conditionnalité, il faut enregistrer toutes les utilisations de produits phytopharmaceutiques ou alternatifs, y compris sur les prairies, avec les informations relatives à :

- l'îlot PAC ou l'identification de la parcelle traitée[1] ;
- la culture produite sur cette parcelle (avec précision de la variété) ;
- le nom commercial complet du produit utilisé ;
- la quantité ou la dose de produit utilisée ;
- la date du traitement ;
- la (ou les) dates de récolte.

Par ailleurs, dans le cadre des MAEC, il est important de renseigner la cible (ravageur, maladie) visée par le traitement. Cette information permet en effet de calculer un IFT plus précis, qui reflète au mieux vos pratiques agricoles.

1Au titre des MAEC, les parcelles doivent être identifiées de manière à pouvoir calculer l'IFT sur les parcelles engagées et sur les parcelles non engagées

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice d'information du territoire
LA BASSEE
Campagne 2016

Correspondants à la DDT : **Claire LAUGA** — Téléphone : 01 60 56 73 07 — e mail : claire.lauga@seine-et-marne.gouv.fr
Christian MONTARD — 01 60 56 70 89 — christian.montard@seine-et-marne.gouv.fr

Cette notice présente l'ensemble des mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) proposées sur le territoire « la bassée » (ZSC La Bassée et ZPS Bassée et plaines adjacentes » au titre de la programmation 2015-2020.
Elle complète la notice nationale d'information sur les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) et les aides à l'agriculture biologique 2015-2020, disponible sous Télépac

La notice nationale d'information sur les MAEC et l'AB 2015-2020 (disponible sous Télépac)	contient	• Les conditions d'engagement dans les MAEC et l'AB • Les obligations générales à respecter • Les contrôles et le régime de sanctions • Comment remplir les formulaires
La notice d'information du territoire	contient	Pour l'ensemble du territoire : • La liste des MAEC proposées sur le territoire • Les conditions générales d'éligibilité • Les modalités de demande d'aide
La notice d'aide	contient	Pour chaque MAEC proposée sur le territoire : • Les objectifs de la mesure • le montant de la mesure • Les conditions spécifiques d'éligibilité • Les critères de sélection des dossiers • Le cahier des charges à respecter • Le régime de sanctions

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous télépac.

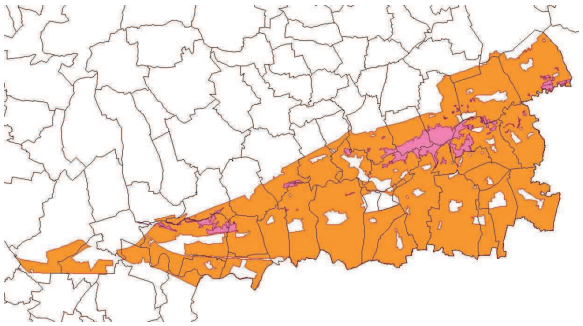
Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.
Si vous souhaitez davantage de précisions contactez votre DDT

1. PERIMETRE DU TERRITOIRE « La Bassée »

Seuls les éléments situés à l'intérieur du périmètre de la Zone Spéciale de Conservation « La Bassée » ou de la Zone de protection Spéciale « Bassée et Plaines Adjacentes » sont éligibles aux mesures localisées qui y sont proposées (Cf. § 3).
En ce qui concerne les mesures « localisées », pour qu'une parcelle ou un élément linéaire soit éligible à la MAEC, au moins 50 % de sa surface ou de sa longueur doit être incluse dans le territoire.

Le territoire se situe au sud-est du département de Seine-et-Marne, à la limite avec le département de l'Aube. Il englobe la majeure partie de l'écosystème de la Bassée (vaste plaine alluviale de la Seine en forme de fuseau, localisée entre Nogent-sur-Seine et Montereau-Fault-Yonne) dans sa partie Seine-et-Marnaise. Le site englobe également des territoires situés au Nord et au Sud de la vallée, constitués majoritairement de vastes plaines à caractère agricole.

Le territoire est concerné par les 39 communes suivantes :
Baby, Balloy, Barbey, Bazoches-lès-Bray, Bray-sur-Seine, La Brosse-Montceaux, Cannes-Ecluse, Châtenay-sur-Seine, Courcelles-en-Bassée, Egligny, Everly, Fontaine-Fourches, Gouaix, La Grande-Paroisse, Gravon, Grisy-sur-Seine, Hermé, Jaulnes, Luisetaines, Marolles-sur-Seine, Melz-sur-Seine, Misy-sur-Yonne, Montereau-Fault-Yonne, Montigny-le-Guesdier, Mousseaux-lès-Bray, Mouy-sur-Seine, Noyen-sur-Seine, Les Ormes-sur-Voulzie, Passy-sur-Seine, Saint-Germain-Laval, Saint-Sauveur-lès-Bray, Soisy-Bouy, Sourdun, La Tombe, Varennes-sur-Seine, Villenauxe-la-Petite, Villiers-sur-Seine, Villuis, Vimpelles.



2. RESUME DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Enjeu retenu :

Zone d'Action Prioritaire « enjeu Biodiversité » pour la préservation de la biodiversité

La Bassée, longtemps bercée au rythme des crues de la Seine et des activités humaines, est intimement liée à la relation entre l'eau et la terre. Ce territoire tire son originalité et sa richesse de ses milieux naturels tantôt immergés tantôt émergés. Reflet des liens entre les hommes et la nature, la Bassée est un territoire prisé aux multiples activités humaines.

Ce territoire, fortement lié à la dynamique du fleuve, abrite une mosaïque de milieux naturels et semi-naturels d'une grande richesse floristique et faunistique dont un certain nombre d'entre eux sont menacés de disparition. C'est pourquoi des outils réglementaires ont été mis en place afin que ces espaces soient pris en compte dans les politiques locales socio-économiques : Zone naturelle d'Intérêt faunistique et floristique (ZNIEFF), Réserve naturelle nationale, réserve naturelle régionale, arrêté de protection biotope, réserve ornithologique. En 1999, l'intérêt écologique de la Bassée est reconnue par l'Union Européenne et a fait l'objet de désignation en site Natura 2000.

Ainsi, ce territoire a été désigné au titre de la Directive "Habitats-Faune-Flore" sous le nom "la Bassée" et de la Directive "Oiseaux" sous la dénomination "Bassée et plaines adjacentes".
Le site Natura 2000 "La Bassée", d'une superficie de 1 404 ha, a été identifié en raison de la présence de 8 habitats naturels figurant à l'annexe I de la Directive "Habitats-Faune-Flore" et de 14 espèces animales inscrites sur l'annexe II de la Directive "Habitats-Faune-Flore".
Le site Natura 2000 "Bassée et plaines adjacentes", d'une superficie de 27 643 ha, a été désigné en raison de la présence de 38 espèces d'oiseaux figurant à l'annexe I de la Directive "Oiseaux".

L'agriculture tient une place prépondérante au sein de ce territoire (environ 17 000 hectares dont 16 000 hectares de grandes cultures dont les productions sont principalement constituées de céréales. Une partie des parcelles sont en jachères). Le territoire compte environ 180 exploitants dont le siège est localisé en Seine-et-Marne et une trentaine d'exploitants dont le siège est hors Île-de-France (Aube et Yonne principalement).

Les résultats du diagnostic écologique, croisés aux menaces identifiées sur le site, ont permis de déterminer les enjeux pour les espèces et habitats d'intérêt communautaire présents sur le site.
La définition des enjeux constitue le travail préalable à la détermination des objectifs de conservation et des outils contractuels, notamment des mesures agroenvironnementales territorialisées, qui seront utilisés sur le site. La description de ces objectifs et des enjeux en termes de biodiversité sont détaillés dans le Document d'Objectifs (DOCOB) qui accompagne ce site. Ces objectifs visent à la restauration et la conservation des habitats d'espèces et habitat d'intérêt communautaire, et au maintien ou développement des pratiques agricoles extensives favorisant la conservation et la restauration des habitats naturels.
Pour garantir le maintien des espèces et des habitats d'intérêt communautaire dans un bon état de conservation, une liste de mesures agroenvironnementales a été établie en partenariat avec les acteurs du monde agricole.

L'objectif est de sensibiliser les agriculteurs à des pratiques agricoles et à une gestion de leur territoire en faveur de la biodiversité et d'autre part, de mettre en œuvre des mesures agro-environnementales pour faciliter les changements de pratiques.

En 2014, première année d'animation du territoire, une seule exploitation a contractualisé des mesures agro-environnementales territorialisées pour une surface totale d'une douzaine d'hectares.

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
Prairies	*IF_BASS_HE33*	Création et gestion extensive d'un couvert herbacé sans fertilisation et retard de fauche au 31 juillet	450 €/ha/an
Prairies	*IF_BASS_HE03*	Gestion extensive d'un couvert herbacé sans fertilisation et retard de fauche au 31 juillet	353,43 €/ha/an
Prairies	*IF_BASS_HE32*	Création et gestion extensive d'un couvert herbacé sans fertilisation et ajustement de la pression de pâturage	450 €/ha/an
Prairies	*IF_BASS_HE02*	Gestion extensive d'un couvert herbacé sans fertilisation et ajustement de la pression de pâturage	206,01 €/ha/an
Prairies	*IF_BASS_HE31*	Création et gestion extensive d'un couvert herbacé sans fertilisation	450 €/ha/an
Prairies	*IF_BASS_HE01*	Gestion extensive d'un couvert herbacé sans fertilisation	130,57 €/ha/an
Prairies	*IF_BASS_ZH01*	Gestion extensive des milieux humides et absence de fertilisation	250,57 €/ha/an
Prairies	*IF_BASS_HE21*	Gestion pastorale et maintien des milieux ouverts	301,43 €/ha/an
Prairies	*IF_BASS_HE22*	Ouverture d'un milieu en déprise agricole et gestion pastorale	450,00 €/ha/an
Prairies	*IF_BASS_HE23*	Ouverture d'un milieu en déprise agricole avec gestion d'un couvert herbacé sans fertilisation et retard de fauche au 31 juillet	450,00 €/ha/an
Haies	*IF_BASS_HA01*	Entretien de haies	0,36 €/ml/an
Ripisylves	*IF_BASS_RI01*	Entretien de ripisylves	1,01 €/ml/an
Bosquets	*IF_BASS_BO01*	Entretien de bosquets	145,85 €/ha/an
Grandes cultures	*IF_BASS_GC01*	Absence de traitement phytosanitaire	293,92 €/ha/an
Grandes cultures	*IF_BASS_HE15*	Création et entretien de bandes refuges pour la faune	390,94 €/ha/an
Grandes cultures	*IF_BASS_HE16*	Création et entretien d'un couvert d'intérêt faunistique et floristique	600,00 €/ha/an
Grandes cultures	*IF_BASS_HE17*	Amélioration d'un couvert déclaré en gel	160,00 €/ha/an

Les financements prévisionnels des mesures peuvent être apportés par des crédits du ministère chargé de l'agriculture et du FEADER.

3. LISTE DES MAEC PROPOSEES SUR LE TERRITOIRE

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire des «La Bassée ».

Zone d'Action Prioritaire « enjeu Biodiversité » pour la préservation de la biodiversité

4. MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Vous ne pouvez vous engager dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire que si votre engagement sur ce territoire représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300,00 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de votre demande d'engagement, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs qui sont précisées dans la notice d'aide de chaque mesure.
Si ce montant maximum est dépassé, votre demande devra être modifiée.

5. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

*Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.*
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

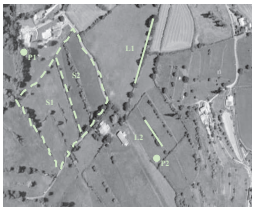
6. COMMENT REMPLIR LES FORMULAIRES D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager en *2016* dans une nouvelle MAEC, vous devez obligatoirement remplir les documents ci-après et les adresser à la DDT avec votre dossier de déclaration de surface *avant le 15 juin 2016*. Attention, il n'y aura aucun délai supplémentaire et toute demande reçue après cette date sera irrecevable.

Les modalités de dépôt des demandes MAEC sont disponibles sous TELEPAC :

- *Liste générale : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/html/public/aide/formulaires-2016.html*
- *Modalités spécifiques aux MAEC : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/pdf/tas/2016/Dossier-PAC-2016_notice_MAEC-MAE-AB.pdf*

6.1 Le registre parcellaire graphique

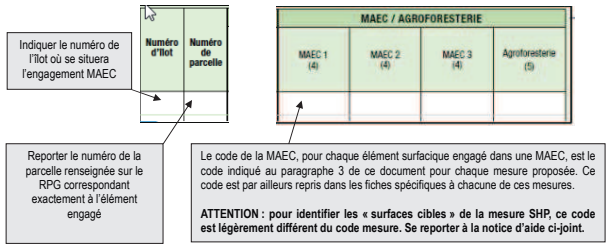


Pour déclarer des **éléments surfaciques** engagés dans une MAEC (IF_BASS_GC01, IF_BASS_BO01, IF_BASS_ZH01, IF_BASS_HE01 à IF_BASS_HE33 vous devez dessiner, sur l'exemplaire du RPG que vous renverrez à la DDT, les surfaces que vous souhaitez engager dans chacune des MAEC proposées. Chaque élément surfacique engagé doit correspondre à une parcelle numérotée. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Pour déclarer des **éléments linéaires** engagés dans une MAEC (IF_BASS_HA01, IF_BASS-RI01,), vous devez également dessiner d'un trait les éléments linéaires (ex : haies ou ripisylves) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté.

Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

6.2 Le formulaire « Registre Parcellaire Graphique - Descriptif des parcelles »



Cet écran vous permet de consulter toutes vos parcelles déclarées et de vérifier les informations concernant la demande d'engagement en MAEC.

6.3 Le formulaire « Registre parcellaire - Descriptif des éléments MAEC linéaires et ponctuels »

Ce formulaire doit être rempli pour chaque élément linéaire ou ponctuel que vous souhaitez engager en MAEC et que vous avez localisé sur le feuillet RPG. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

6.4 Le formulaire « Demande d'aides (Premier pilier – ICHN - MAEC - BIO – Assurance récolte) »

Vous devez cocher, à la rubrique « ICHN – MAEC –BIO », la case Mesure agroenvironnementale et climatique, et déclarer en cochant la case correspondante :

- « m'engager dans une MAEC de la programmation 2015-2020 ».

A la rubrique « MAEC 2015-2020 / MAE 2007-2013 », vous devez cocher « oui » sur la ligne correspondant aux MAEC de la programmation 2015-2020. »

6.5 Le formulaire « Déclaration des effectifs animaux »

Vous devez remplir le formulaire « déclaration des effectifs animaux » pour renseigner les animaux de votre exploitation autres que bovins, afin que la DDT soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

7. CONTACTS

Correspondant structure opératrice / animatrice :

Fédération départementale des chasseurs de Seine-et-Marne
Jean-Denis BERGEMER, Coordinateur Natura 2000
Téléphone : 06 73 01 38 59 ; e mail : jd.bergemer@fdc77.fr

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et avec retard de fauche » « IF_BASS_HE33 »

du territoire Natura 2000 « LA BASSEE »

Campagne 2016

Engagements Unitaires : COUVER_06
HERBE_03
HERBE_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.
Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage).

D'autre part, cette opération permet aux espèces végétales et animales inféodées aux surfaces en herbe entretenues par la fauche, d'accomplir leurs cycles reproductifs (fructification des plantes, nidification pour les oiseaux) dans un objectif de maintien de la biodiversité. Selon l'espèce visée, il est indispensable de définir la période durant laquelle toute intervention mécanique est interdite afin d'atteindre l'objectif.

La conservation de zones non fauchées ou fauchées avec un retard de 15 à 30 jours est très intéressante, spécialement en bordure des parcelles et des éléments fixes pour la fauche centrifuge. Cela pourra être pris en compte dans le cadre du diagnostic d'exploitation pour définir les localisations pertinentes des parcelles ou parties de parcelles éligibles et la période d'interdiction d'intervention mécanique.

Enfin, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 450 €/hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et surfaces en jachères), ou qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente ».**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - **Parcelles** entières : **minimum 10 ares, 5 m de large**
  - **Bandes : minimum 10 m de large** (En bordures de cours d'eau et en zone vulnérable, la largeur minimale passe à 5 m, dans la mesure où une bande d'au moins 5 m est déjà existante et permet la création d'une bande enherbée finale d'au moins 10 m de large.)
  - Si le couvert est implanté en bordure d'élément paysager (haies, bosquets, mares, fossés), la largeur minimum sera de 3 m, si possible de part et d'autre de l'élément paysager si la maîtrise du foncier le permet.
- L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

- **Couvert éligible :**
  - Liste d'espèces autorisées en jachère
  - Liste d'espèces ci-dessous (légumineuses pures interdites : mélange avec une autre famille obligatoire)
  - Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BASS_HE33 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**
  - Le couvert devra être en place au 15 **mai** de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles implantées en culture de printemps

- **Localisation pertinente :**
  - bassin d'alimentation des captages
  - bords de cours d'eau
  - bords de fossés
  - fonds de talweg
  - ruptures de pente
  - division du parcellaire
  - continuités écologiques
  - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
  - parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

- **Entretien** :
  - Fauche/broyage autorisée à partir **du 1er août au 30 avril**
  - Pâturage des regains autorisé **du 1er août au 31 décembre**
- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**
INTERDITE à partir du 15 **mai** de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date et outils, modalités).

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés : *(cf. liste ci-dessus)*	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter les largeurs minimales définies du couvert herbacé pérenne	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Si la localisation est imposée en bordure d'un élément paysager, maintien de celui-ci.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Respect de la période d'interdiction de fauche entre le 1er mai et le 31 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)
Respect de la localisation pertinente des zones de retard de fauche	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et diagnostic d'exploitation présentant la localisation des zones de retard de fauche au regard de l'enjeu	Réversible	Principale	Totale
Interdiction du pâturage par déprimage. Si pâturage des regains : respect de la date initiale de pâturage fixée au 1er août et du chargement moyen maximal annuel de 1,2 UGB/ha	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

7. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle.

Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.
Calcul du taux de chargement :
- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.
- Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n). Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et retard de fauche » « IF_BASS_HE03 »

du territoire Natura 2000 « LA BASSEE »

Campagne 2016

Engagements Unitaires : HERBE_03
HERBE_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont de permettre aux espèces végétales et animales inféodées aux surfaces en herbe entretenues par la fauche, d'accomplir leurs cycles reproductifs (fructification des plantes, nidification pour les oiseaux) dans un objectif de maintien de la biodiversité. Selon l'espèce visée, il est indispensable de définir la période durant laquelle toute intervention mécanique est interdite afin d'atteindre l'objectif.

La conservation de zones non fauchées ou fauchées avec un retard de 15 à 30 jours est très intéressante, spécialement en bordure des parcelles et des éléments fixes pour la fauche centrifuge. Cela pourra être pris en compte dans le cadre du diagnostic d'exploitation pour définir les localisations pertinentes des parcelles ou parties de parcelles éligibles et la période d'interdiction d'intervention mécanique.

D'autre part, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).

En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 353,43 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Surfaces éligibles** : surfaces en herbe et milieux remarquables pour lesquelles il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité, lié à une fertilisation excessive, définies lors du diagnostic.
- Le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente ».**
- L'engagement est fixe au cours des **5 ans.**

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles. Les SIE situées en dehors de ces bandes tampons sont éligibles.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BASS_HE03 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien** :
  - Fauche/broyage autorisé à partir **du 1er août au 30 avril**
  - Pâturage des regains autorisé **du 1er août au 31 décembre**

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**
INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date, matériels et outils, dates d'entrées et de sortie des animaux, nombre d'animaux et UGB correspondante).

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de la période d'interdiction de fauche du 1er mai au 31 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)
Respect de la localisation pertinente des zones de retard de fauche	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et diagnostic d'exploitation présentant la localisation des zones de retard de fauche au regard de l'enjeu	Réversible	Principale	Totale
Interdiction du pâturage par déprimage. Si pâturage des regains : respect de la date initiale de pâturage fixée au 1er août et du chargement moyen maximal annuel de 1,2 UGB/ha	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation des produits phytosanitaires, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

7 . DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.
Calcul du taux de chargement :

- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et avec ajustement de la pression de pâturage » « IF_BASS_HE32 » du territoire Natura 2000 « LA BASSEE »

Campagne 2016

Engagements Unitaires : COUVER_06
HERBE_03
HERBE_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.
Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage).
D'autre part, cette opération est d'améliorer la gestion par le pâturage de milieux remarquables, en particulier dans les zones humides (tourbières, prairies humides, etc.), en fonction des spécificités de chaque milieu, en limitant la pression de pâturage afin d'éviter la dégradation de la flore et des sols par tassement dans un objectif de maintien de la biodiversité et dans un objectif paysager.
Elle peut également permettre le maintien de l'ouverture et le renouvellement de la ressource fourragère sur des surfaces soumises à une dynamique d'embroussaillement, en évitant le sous pâturage et le surpâturage, et contribuer ainsi à pérenniser une mosaïque d'habitats.
Enfin, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).

En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 450 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères) ou qui étaient alors engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédente.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente »**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - **Parcelles** entières : **minimum 10 ares, 5 m de large**
  - **Bandes : minimum 10 m de large**, (En bordures de cours d'eau et en zone vulnérable, la largeur minimale passe à 5 m, dans la mesure où une bande d'au moins 5 m est déjà existante et permet la création d'une bande enherbée finale d'au moins 10 m de large.)
  - Si le couvert est implanté en bordure d'élément paysager (haies, bosquets, mares, fossés), la largeur minimum sera de 3 m, si possible de part et d'autre de l'élément paysager si la maîtrise du foncier le permet.
- L'engagement est fixe au cours des **5 ans**
- **Couvert éligible :**
  - Liste d'espèces autorisées en jachère
  - Liste d'espèces ci-dessous (légumineuses pures interdites : mélange avec une autre famille obligatoire)
  - Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BASS_HE12 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**
  - Le couvert devra être en place au 15 **mai** de l'année du dépôt de la demande d'engagement

- **Fauche autorisée tous les ans à partir du 15 juin**

- Surface exploitée en **pâturage** :
  - dans la limite d'un chargement moyen annuel de **1,2UGB/ha maximum** à l'échelle de la parcelle
  - en respectant un chargement minimal annuel de **0,3 UGB/ha** pour les surfaces en herbe à l'échelle de l'exploitation

- **Localisation pertinente :**
  - bassin d'alimentation des captages
  - bords de cours d'eau
  - bords de fossés
  - fonds de talweg
  - ruptures de pente
  - division du parcellaire
  - continuités écologiques
  - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
  - parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**

INTERDITE à partir du 15 **mai** de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**

INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date, matériels et outils, dates d'entrées et de sortie des animaux, nombre

d'animaux et UGB correspondante).

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés : (cf.liste d'espèces ci-dessus)	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter la largeur minimale autorisée du couvert herbacé pérenne	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Respect du chargement maximal moyen annuel à la parcelle de 1,2 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respect du chargement minimal moyen annuel à la parcelle de 0.3 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respecter, en cas de fauche, la période d'interdiction allant jusqu'au 15 juin en cas d'impossibilité de mise en pâturage d'une parcelle	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Tenir un cahier d'enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Si la localisation est imposée en bordure d'un élément, maintien de celui-ci.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.**

Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

7. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

Calcul du taux de chargement :

- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et avec ajustement de la pression de pâturage » « IF_BASS_HE02 »

du territoire Natura 2000 « LA BASSEE »

Campagne 2016

Engagements Unitaires : HERBE_03
HERBE_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette opération a pour objet d'améliorer la gestion par le pâturage de milieux remarquables, en particulier dans les zones humides (tourbières, prairies humide, etc.), en fonction des spécificités de chaque milieu, en limitant la pression de pâturage afin d'éviter la dégradation de la flore et des sols par tassement dans un objectif de maintien de la biodiversité et dans un objectif paysager.
Elle peut également permettre le maintien de l'ouverture et le renouvellement de la ressource fourragère sur des surfaces soumises à une dynamique d'embroussaillement, en évitant le sous pâturage et le surpâturage, et contribuer ainsi à pérenniser une mosaïque d'habitats.
Enfin, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 206,01 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Surfaces éligibles** : surfaces en herbe et milieux remarquables pour lesquelles il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité, lié à une fertilisation excessive, définies lors du diagnostic.
- Le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente »**
- L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles. Les SIE situées en dehors de ces bandes tampons sont éligibles.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BASS_HE02 » sont décrites ci-dessous :

- **Fauche autorisée tous les ans à partir du 15 juin**

- Surface exploités en **pâturage** :
- dans la limite d'un chargement maximal moyen annuel de **1,2 UGB/ha** à l'échelle de la parcelle
- en respectant un chargement minimal annuel de **0,3 UGB/ha** pour les surfaces en herbe à l'échelle de l'exploitation

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**

INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**

INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date, matériels et outils, dates d'entrées et de sortie des animaux, nombre d'animaux et UGB correspondante).

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect du chargement maximal moyen annuel à la parcelle de 1,2 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respect du chargement minimal moyen annuel à la parcelle de 0.3 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respecter, en cas de fauche, la période d'interdiction allant jusqu'au 15 juin en cas d'impossibilité de mise en pâturage d'une parcelle	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)
Non retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : Documentaire ou visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principal	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : Documentaire ou visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principal	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place	Documentaire - présence du cahier et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

7. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

Calcul du taux de chargement :

- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation » « IF_BASS_HE31 »

du territoire Natura 2000 « LA BASSEE »

Campagne 2016

Engagements unitaires de la mesure: COUVER_06
HERBE_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage).

D'autre part, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 450 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables (sauf prairies temporaires de plus de deux ans et surfaces en jachères), ou qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.
Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente ».**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - **Parcelles** entières : **minimum 10 ares, 5 m de large ;**
  - **Bandes : minimum 10 m de large** (En bordure de cours d'eau et en zone vulnérable, la largeur minimale passe à 5 m, dans la mesure où une bande d'au moins 5 m est déjà existante et permet la création d'une bande enherbée finale d'au moins 10 m de large.) ;
  - Si le couvert est implanté en bordure d'élément paysager (haies, bosquets, mares, fossés), la largeur minimale sera de 3 m, si possible de part et d'autre de l'élément paysager si la maîtrise du foncier le permet.

- **Mesure fixe** : L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

- **Localisation pertinente**
  - bassin d'alimentation des captages
  - bords de cours d'eau, fossés
  - fonds de talweg
  - ruptures de pente
  - division du parcellaire
  - continuités écologiques
  - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
  - parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire
- **Couvert éligible :**
  - Liste d'espèces autorisées en couvert environnemental au titre des BCAE
  - Liste d'espèces ci-dessous (légumineuses pures interdites : mélange avec une autre famille obligatoire)

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BASS_HE31 » sont décrites ci-dessous :

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - *Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date), pratiques de fertilisation des surfaces (dates, quantités, produit).*

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés : *(cf liste d'espèces ci-dessus)*	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter les largeurs minimales du couvert herbacé pérenne.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Tenir un cahier d'enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : Documentaire ou visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et	Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
		contrôle visuel du couvert (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions			
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : Documentaire ou visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

7. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

3 à la date d'engagement, c'est-à-dire au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;

4 à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation » « IF_BASS_HE01 »

du territoire Natura 2000 « LA BASSEE »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : HERBE_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (praires, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).

En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 130,57 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Surfaces éligibles** : surfaces en herbe et milieux remarquables éligibles, pour lesquels il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité, lié à une fertilisation excessive. Ce ciblage devra être élaboré sur la base d'un diagnostic environnemental de territoire.

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles. Les SIE situées en dehors de ces bandes tampons sont éligibles.

- **Déclaration de surface :** Le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente ».**

- **Mesure fixe :** L'engagement **est fixe** au cours des **5 ans.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BASS_HE01 » sont décrites ci-dessous :

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage) :**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date, pratiques de fertilisation des surfaces (dates, quantités, produit)

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : Documentaire ou visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et	Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
		contrôle visuel du couvert (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions			
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : Documentaire ou visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « gestion extensive de milieux humides et absence de fertilisation » « IF_BASS_ZH01 »

du territoire Natura 2000 « LA BASSEE »

Campagne 2016

Engagements Unitaires : HERBE_03
HERBE_13

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette opération vise à préserver ou/et à développer :
- Le maintien des surfaces en prairies permanentes,
- Le maintien d'une exploitation agricole extensive et durable de ces milieux,
- Le changement de pratiques d'exploitation intensives en intrants vers des systèmes plus durables,
- La restauration de milieux en déprise,
- La maîtrise des espèces invasives,
- L'entretien des éléments fixes du paysage,
- Le maintien du caractère humide en évitant le recours à l'assèchement total et définitif.

Les enjeux de cette opération sont de préserver les milieux humides permettant le développement d'une flore, d'une faune remarquable.
L'intérêt de cette opération, mobilisée en milieux humides, réside dans son plan de gestion simplifié qui

permet une adaptation fine aux enjeux du territoire.

L'aide au maintien de pratique ne s'entend que si le bénéfice environnemental de la pratique est avéré, et elle doit être associée à un ciblage sur les zones où il existe un risque de disparition de la pratique. L'opération s'adresse aux exploitations d'élevage dont la pratique en zone humide identifiée comme favorable à l'environnement est soumise à un risque avéré d'abandon ou d'intensification.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 250,57 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en herbe localisées en zone humide et non drainées par des systèmes enterrés
- Le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente »**
- L'engagement est fixe au cours des **5 ans**
- Surface à engager : au minimum **80 % des prairies naturelles et surfaces en landes et parcours éligibles de l'exploitation**, localisées en zone humide et non drainées par des systèmes enterrés, et présentes dans le périmètre du territoire. Par ailleurs, les surfaces couvertes par des baux précaires peuvent être exclues des surfaces éligibles à la demande des exploitants et sur fourniture de justificatifs écrits (les baux verbaux ne sont pas considérés comme des baux précaires).
- Respecter une **part minimale de surface en prairies et pâturages permanents de 10 %** de la SAU de votre exploitation
- Respecter un taux de **chargement minimum de 0,3 UGB/ha sur les prairies** à l'échelle de votre exploitation

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles. Les SIE situées en dehors de ces bandes tampons sont éligibles.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BASS_ZH01 » sont décrites ci-dessous :

- **Respect du plan de gestion**

- **Fauche / broyage autorisé tous les ans à partir du 15 juin**

- **Surface exploitée en pâturage** :

- dans la limite d'un chargement maximal moyen annuel de **1,4 UGB/ha maximum** à l'échelle de la parcelle.

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**

INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**

INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date et outils, dates d'entrées et de sortie des animaux, nombre d'animaux et UGB correspondante).

6. REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par une structure agréée, un plan de gestion sur les parcelles engagées, incluant un diagnostic initial des surfaces **Le plan de gestion devra être réalisé au plus tard le 1er juillet de l'année du dépôt de la demande d'engagement.**	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion sur les surfaces engagées	Sur place : documentaire et visuel	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter un taux de chargement moyen annuel de 1,4 UGB/ha pour chaque élément engagé	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
En cas de fauche, la fauche est autorisée à partir du 15 juin	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)
Respecter le nombre d'années où la fauche est autorisée durant l'engagement : au maximum 5 années durant les 5 ans de l'engagement	Sur place : documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Respecter le nombre d'années où le pâturage est autorisé durant l'engagement : au maximum 5 années durant les 5 ans de l'engagement	Sur place : documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : Documentaire ou visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : Documentaire ou visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc sur la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

7. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.
Calcul du taux de chargement :
- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

➢ Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Maintien des milieux ouverts et gestion pastorale » « IF_BASS_HE21 »

du territoire Natura 2000 « LA BASSEE »

Campagne 2016

Engagements Unitaires : OUVERT_02
HERBE_03
HERBE_09

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de maintenir l'ouverture de parcelles dont la dynamique d'embroussaillement est défavorable à l'expression de la biodiversité (risque de fermeture de milieux remarquables herbacés gérés de manière extensive par pâturage).

En effet, dans certaines zones, le pâturage n'est pas suffisant pour entretenir le milieu (rejets ligneux et autres végétaux indésirables ou envahissants tels que les fougères induisant une perte de biodiversité). Un entretien mécanique complémentaire est donc nécessaire pour éviter la fermeture du milieu, dans un objectif paysager et de maintien de la biodiversité. Cette opération contribue également à la défense des forêts contre les risques d'incendies (DFCI) lorsqu'il est appliqué sur les zones de coupures de combustible ou représentant un fort enjeu de prévention des risques de feux et où une action concertée de défense des forêts contre les incendies est mise en place.

La reconquête de milieux ouverts permet une large expression d'espèces animales et végétales inféodées à ce type de milieu.

Cette opération contribue principalement au domaine prioritaire 4A fixé par l'Union européenne pour le développement rural.

Elle peut également permettre le maintien de l'ouverture et le renouvellement de la ressource fourragère sur des surfaces soumises à une dynamique d'embroussaillement, en évitant le sous pâturage et le surpâturage, et contribuer ainsi à pérenniser une mosaïque d'habitats.
Enfin, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).

En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 301,43 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en herbe
- Le couvert devra être déclaré en **« prairie permanente ou lande »**
- L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles. Les SIE situées en dehors de ces bandes tampons sont éligibles.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BASS_HE21 » sont décrites ci-dessous :

- **Maîtriser les refus ligneux tous les ans entre le 31 août et 31 mars**

- **Surface exploités en pâturage** :
- pâturage limité à 120 jours annuels à l'échelle de la parcelle
- dans la limite d'un chargement maximal moyen annuel de **1,2 UGB/ha** à l'échelle de la parcelle
- en respectant un chargement minimal annuel de **0,3 UGB/ha** pour les surfaces en herbe à l'échelle de l'exploitation

- **Renouvellement des prairies autorisé 1 seule fois sur les 5 ans par travail superficiel du sol**

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**

INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**

INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date et outils, dates d'entrées et de sortie des animaux, nombre d'animaux et UGB correspondante).

6. REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par une structure agréée, un plan de gestion pastorale sur les parcelles engagées, incluant un diagnostic initial de l'unité pastorale **Le plan de gestion pastorale devra être réalisé au plus tard le 1er juillet de l'année du dépôt de la demande d'engagement.**	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion pastorale sur les surfaces engagées	Sur place : documentaire et visuel	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Elimination mécanique ou manuelle des ligneux et autres végétaux définis comme indésirables conformément au diagnostic de territoire chaque année au cours des 5 ans ○ selon la méthode suivante : fauche, broyage, élimination mécanique ou manuelle ou tout autre moyen défini dans le diagnostic de territoire. *Exportation non obligatoire*	Sur place	Programme de travaux, cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Réalisation des travaux d'entretien pendant la période du 31 août au 31 mars	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

7. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

Calcul du taux de chargement :

- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Ouverture d'un milieu en déprise agricole et gestion pastorale » « IF_BASS_HE22 »

du territoire Natura 2000 « LA BASSEE »

Campagne 2016

Engagements Unitaires : OUVERT_01
HERBE_03
HERBE_09

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de rouvrir des parcelles afin de répondre à un objectif de restauration de la biodiversité. En effet la reconquête de milieux ouverts permet une large expression d'espèces animales et végétales inféodées à ce type de milieu. Cette opération peut notamment être utilisée pour rajeunir des habitats d'intérêt communautaire de type landes. Elle répond également à la création de coupure de combustible sur les territoires à enjeu de défense des forêts contre les risques d'incendies (DFCI).

La reconquête de milieux ouverts permet une large expression d'espèces animales et végétales inféodées à ce type de milieu.

Cette opération contribue principalement au domaine prioritaire 4A fixé par l'Union européenne pour le développement rural.

Elle peut également permettre le maintien de l'ouverture et le renouvellement de la ressource fourragère sur des surfaces soumises à une dynamique d'embroussaillement, en évitant le sous pâturage et le surpâturage, et contribuer ainsi à pérenniser une mosaïque d'habitats.
Enfin, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 450,00 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en herbe
- Le couvert devra être déclaré en **« prairie permanente ou lande »**
- L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles. Les SIE situées en dehors de ces bandes tampons sont éligibles.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BASS_HE22 » sont décrites ci-dessous :

- **Réalisation d'un diagnostic d'exploitation**

Un diagnostic d'exploitation devra être réalisé de préférence avant l'engagement ou au plus tard au cours de la première année d'engagement. Un diagnostic datant de moins de 3 ans est valable (Attestation/convention de réalisation du diagnostic). La Chambre d'Agriculture de Seine-et-Marne est la structure agréée pour réaliser les diagnostics individuels d'exploitation.
Le diagnostic à réaliser est le **Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®** ou en cas d'engagement en mesure réduction de Phyto, **le DAEG** (Diagnostic Agro Environnemental et Géographique).

Ces diagnostics permettent d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Ils doivent aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

- **Travaux d'ouverture : obligatoire sur au minimum 50 % de la surface engagée dès la première année et sur 100 % de la surface engagée au cours des deux premières années**

- **Travaux d'entretien : lutte contre les rejets ligneux par intervention mécanique annuellement**

- **Fauche autorisée tous les ans à partir du 15 juin**

- Surface exploitée en **pâturage chaque année et au plus tard la deuxième année d'engagement** :

- pâturage limité à 120 jours annuels à l'échelle de la parcelle
- dans la limite d'un chargement moyen annuel de **1,2 UGB/ha maximum** à l'échelle de la parcelle
- en respectant un chargement minimal annuel de **0,3 UGB/ha** pour les surfaces en herbe à l'échelle de l'exploitation

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**

INTERDITE à partir du 15 **mai** de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**

INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date et outils, dates d'entrées et de sortie des animaux, nombre d'animaux et UGB correspondante).

6. REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par une structure agréée, un programme de travaux sur les parcelles engagées, incluant un diagnostic initial de l'unité pastorale **Le programme de travaux devra être réalisé au plus tard le 1er juillet de l'année du dépôt de la demande d'engagement.**	Sur place	Programme de travaux	Définitif	Principale	Totale
Mettre en œuvre le programme de travaux d'ouverture	Sur place : documentaire et visuel	Programme de travaux, cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Mettre en œuvre le programme de travaux d'entretien	Sur place : documentaire et visuel	Programme de travaux, cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion pastorale sur les surfaces engagées	Sur place : documentaire et visuel	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

7. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

Calcul du taux de chargement :
- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Ouverture d'un milieu en déprise agricole et gestion d'un couvert herbacé sans fertilisation avec retard de fauche » « IF_BASS_HE23 »

du territoire Natura 2000 « LA BASSEE »

Campagne 2016

Engagements Unitaires : OUVERT_01
HERBE_03
HERBE_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de rouvrir des parcelles afin de répondre à un objectif de restauration de la biodiversité. En effet la reconquête de milieux ouverts permet une large expression d'espèces animales et végétales inféodées à ce type de milieu. Cette opération peut notamment être utilisée pour rajeunir des habitats d'intérêt communautaire de type landes. Elle répond également à la création de coupure de combustible sur les territoires à enjeu de défense des forêts contre les risques d'incendies (DFCI).

La reconquête de milieux ouverts permet une large expression d'espèces animales et végétales inféodées à ce type de milieu.

Cette opération contribue principalement au domaine prioritaire 4A fixé par l'Union européenne pour le développement rural.

Elle peut également permettre le maintien de l'ouverture et le renouvellement de la ressource fourragère sur des surfaces soumises à une dynamique d'embroussaillement, en évitant le sous pâturage et le surpâturage, et contribuer ainsi à pérenniser une mosaïque d'habitats.

Enfin, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).

En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 450,00 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en herbe
- Le couvert devra être déclaré en **« prairie permanente ou lande »**
- L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles. Les SIE situées en dehors de ces bandes tampons sont éligibles.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BASS_HE23 » sont décrites ci-dessous :

- **Réalisation d'un diagnostic d'exploitation**

Un diagnostic d'exploitation devra être réalisé de préférence avant l'engagement ou au plus tard au cours de la première année d'engagement. Un diagnostic datant de moins de 3 ans est valable (Attestation/convention de réalisation du diagnostic). La Chambre d'Agriculture de Seine-et-Marne est la structure agréée pour réaliser les diagnostics individuels d'exploitation.
Le diagnostic à réaliser est le **Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®** ou en cas d'engagement en mesure réduction de Phyto, **le DAEG** (Diagnostic Agro Environnemental et Géographique).

Ces diagnostics permettent d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Ils doivent aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

- **Travaux d'ouverture : obligatoire sur au minimum 50 % de la surface engagée dès la première année et sur 100 % de la surface engagée au cours des deux premières années**

- **Entretien** :
- Fauche / broyage autorisée à partir **du 1er août au 30 avril**
- Pâturage des regains autorisé **du 1er août au 31 décembre**
- Lutte contre les rejets ligneux par **intervention mécanique annuellement**

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**

INTERDITE à partir du 15 **mai** de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**

INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date et outils, dates d'entrées et de sortie des animaux, nombre d'animaux et UGB correspondante).

6. REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par une structure agréée, un programme de travaux sur les parcelles engagées, incluant un diagnostic initial de l'unité pastorale **Le programme de travaux devra être réalisé au plus tard le 1er juillet de l'année du dépôt de la demande d'engagement.**	Sur place	Programme de travaux	Définitif	Principale	Totale
Mettre en œuvre le programme de travaux d'ouverture	Sur place : documentaire et visuel	Programme de travaux, cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Mettre en œuvre le programme de travaux d'entretien	Sur place : documentaire et visuel	Programme de travaux, cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Respect de la période d'interdiction de fauche du 1er mai au 31 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)
Respect de la localisation pertinente des zones de retard de fauche	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et diagnostic d'exploitation présentant la localisation des zones de retard de fauche au regard de l'enjeu	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction du pâturage par déprimage. Si pâturage des regains : respect de la date initiale de pâturage fixée au 1er août et du chargement moyen maximal annuel de 1,2 UGB/ha	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Sur place : visuel et documentaire	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

7. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.
Calcul du taux de chargement :

- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de haie » « IF_BASS_HA01 »

du territoire Natura 2000 « LA BASSEE »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_01

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des haies, localisées de manières favorable au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent en fonction du type de haie présente afin d'assurer le renouvellement et la pérennité des haies.

Les haies ont de multiples fonctions environnementales. En effet, elles constituent un obstacle physique qui diminue la vitesse des ruissellements ainsi que celle du vent, limitant ainsi le transport des particules solides (limons et sables), des éléments fertilisants et des matières actives (objectifs de lutte contre l'érosion et d'amélioration de la qualité des eaux). Le réseau racinaire dense, puissant et profond des ligneux composants la haie remonte les éléments minéraux ayant migré en profondeur (objectif protection de l'eau), favorise l'infiltration des eaux en excès et stabilise le sol (objectifs de lutte contre les risques naturels et contre l'érosion). Les haies sont également des écosystèmes à part entière, lieux de vie, d'abri, de reproduction de nombreuses espèces animales et végétales inféodées à ce type de milieu (objectif de maintien de la biodiversité, trame verte et bleue). Par ailleurs, les haies contribuent efficacement au stockage de carbone.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0,36€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

- **Conditions relatives aux éléments engagés**

- **Haies éligibles** : Haies, basses ou hautes, localisées de manière pertinente, définies lors du diagnostic. Les haies devront être composées majoritairement des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	Nom scientifique
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

Arbustes	
Nom français	Nom scientifique
Aubépine épineuse	*Crataegus laevigata*
Aubépine monogyne	*Crataegus monogyna*
Bourdaine	*Frangula alnus*
Buis	*Buxus sempervirens*
Camerisier à balai	*Lonicera xylosteum*
Cassis	*Ribes nigrum*
Cerisier Sainte Lucie	*Prunus mahaleb*
Cornouiller sanguin	*Cornus sanguinea*
Cornouiller mâle	*Cornus mas*
Coudrier	*Corylus avellana*
Framboisier	*Rubus idaeus*
Fusain d'Europe	*Euonymus europaeus*
Genêt à balais	*Cytisus scoparius*
Genévrier commun	*Juniperus communis*
Groseillier rouge	*Ribes rubrum*
Groseillier à maquereau	*Ribes uva-crispa*
Houx	*Ilex aquifolium*
If commun	*Taxus baccata*
Lierre	*Hedera helix*
Néflier	*Mespilus germanica*
Nerprun purgatif	*Rhamnus cathartica*
Prunellier	*Prunus spinosa*
Ronce sp	*Rubus sp*
Rosier des chiens	*Rosa canina*
Saule cendré	*Salix cinerea*
Saule pourpre	*Salix purpurea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Sureau rouge	*Sambucus racemosa*
Troène vulgaire	*Ligustrum vulgare*
Viorne lantane	*Viburnum lantana*
Viorne obier	*Viburnum opulus*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BASS_HA01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage, …
  - **Taille sur les 2 côtés de la haie**

- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
  - Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la haie engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Respect des périodes d'interventions	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches *(cf. ci-dessus)*	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La **tenue du cahier d'enregistrement** des interventions constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien des ripisylves » « IF_BASS_RI01 »

du territoire Natura 2000 « LA BASSEE »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des ripisylves au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique et floristique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

La ripisylve est une zone de transition entre les milieux aquatique et terrestre, elle est localisée en bordure de cours d'eau. Elle est composée de différentes strates (herbacée, arbustive, arborée) permettant d'assurer divers rôles : habitats naturels (terrestres et aquatiques avec notamment des zones d'eau fraîche et calme : rôle de la ripisylve dans la dissipation du courant), corridors écologiques (trame verte et bleue), filtration et épuration des eaux de ruissellement, protection des berges contre l'érosion, régulation climatique (notamment zones d'ombrage et stockage du carbone), etc. Elle joue par ailleurs les mêmes rôles qu'une haie arbustive ou arborée en matière de protection contre le ruissellement et l'érosion, en faveur de la qualité des eaux (limitation des transferts) et du maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées).
Un entretien non intensif de ce milieu permet le maintien des différentes strates et d'une végétation variée assurant tous ces rôles.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 1,01 €/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Ripisylves éligibles** : localisées de manière pertinente, définies lors du diagnostic. Les ripisylves devront être majoritairement composés des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Charme	*Carpinus betulus*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*

Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Tremble	*Populus tremula*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BASS_RI01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années ;
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage…

Côté parcelle : même taille que pour une haie
Côté cours d'eau : un élagage doux afin d'apporter un peu de lumière sur le cours d'eau
Dégagement mécanique au pied des jeunes arbres pour les boisements en cours de constitution

Gestion des arbres morts et des branches mortes du côté du cours d'eau :
- les enlever lorsque ceux-ci sont susceptibles de créer des embâcles ;
- Le dessouchage est interdit.

Gestion des embâcles :
- ne pas dégrader la berge et la végétation riveraine, dans la mesure du possible ;
- travailler le moins possible avec des engins dans le lit du cours d'eau afin de ne pas perturber les habitats aquatiques.

- **Période d'intervention**
  - Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars ;
  - Enlèvement des embâcles et entretien du lit hors période de fraies : du 1er aout ou 31 octobre ;
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la ripisylve engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation de la taille des arbres entre le 1er octobre au 1er mars Réalisation de l'enlèvement des embâcles et de l'entretien du lit du cours d'eau entre le 1er aout et le 31 octobre	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de bosquets » « IF_BASS_BO01 »

du territoire Natura 2000 « LA BASSEE »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des bosquets au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique et floristique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

Les bosquets sont des lieux d'abris, de vie et de reproduction d'un grand nombre d'espèces animales et végétales et jouent un rôle structurant pour le paysage en assurant des corridors écologiques dans une trame d'ensemble. Ils jouent par ailleurs les mêmes rôles qu'une haie arbustive ou arborée en matière de protection contre le ruissellement et l'érosion, en faveur de la qualité des eaux (limitation des transferts), du maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées) et de la régulation climatique.
Un entretien non intensif et dirigé de ces milieux permet leur pérennité afin d'en assurer tous ces rôles.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 145,85 €/hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Bosquet éligible** :
  - Taille de **1 are à 50 ares**, avec un minimum de **10 m de largeur**, définis lors du diagnostic.
  - Les bosquets devront être composés majoritairement des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

Arbustes	
Nom français	**Nom scientifique**
Aubépine épineuse	*Crataegus laevigata*
Aubépine monogyne	*Crataegus monogyna*
Bourdaine	*Frangula alnus*
Buis	*Buxus sempervirens*
Camerisier à balai	*Lonicera xylosteum*
Cassis	*Ribes nigrum*
Cerisier Sainte Lucie	*Prunus mahaleb*
Cornouiller sanguin	*Cornus sanguinea*
Cornouiller mâle	*Cornus mas*
Coudrier	*Corylus avellana*
Framboisier	*Rubus idaeus*
Fusain d'Europe	*Euonymus europaeus*
Genêt à balais	*Cytisus scoparius*
Genévrier commun	*Juniperus communis*
Groseillier rouge	*Ribes rubrum*
Groseillier à maquereau	*Ribes uva-crispa*
Houx	*Ilex aquifolium*
If commun	*Taxus baccata*
Lierre	*Hedera helix*
Néflier	*Mespilus germanica*
Nerprun purgatif	*Rhamnus cathartica*
Prunellier	*Prunus spinosa*
Ronce sp	*Rubus sp*
Rosier des chiens	*Rosa canina*
Saule cendré	*Salix cinerea*
Saule pourpre	*Salix purpurea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Sureau rouge	*Sambucus racemosa*
Troène vulgaire	*Ligustrum vulgare*
Viorne lantane	*Viburnum lantana*
Viorne obier	*Viburnum opulus*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BASS_BO01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage…
  - **Taille de faces extérieures** au moins 2 fois en 5 ans pour limiter le développement latéral pour les bosquets d'au moins 3 – 4 ans.
  - **Taille de formation** (de 3 à 15 ans environ) et élagage (de 5 à 20 ans environ) pour des arbres de hauts jets, à raison d'une taille tous les 2 à 3 ans en fonction de la croissance des sujets. Les arbres de hauts jets à entretenir seront définis lors du diagnostic.
- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
  - Taille et élagage : Du 1er octobre au 1er mars

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.
- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement au bosquet engagé	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation de l'entretien des arbres entre le 1er octobre au 1er mars pour la taille d'élagage et entre le 1er aout et le 30 septembre pour la taille de formation	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de Seine-et-Marne

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure MAEC - Zéro phyto «IF_BASS_GC01» du territoire Natura 2000 « LA BASSEE »

Campagne 2016

Listes des mesures unitaires engagées : PHYTO_01
PHYTO_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette opération vise à supprimer l'utilisation de traitements phytosanitaires de synthèse (sauf traitement localisé, conforme à l'éventuel arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et traitements pour la lutte obligatoire définis par arrêté pris au titre de l'article L.251-8 du code rural). Cette interdiction concerne également l'interculture en grandes cultures et en cultures légumières de plein champ. Les produits phytosanitaires dont l'emploi est autorisé en agriculture biologique sont en revanche autorisés (ex : substances actives minérales telles que le cuivre, le soufre ou substances organiques naturelles).
Cette opération diffère d'une conversion à l'agriculture biologique, dans la mesure où les engrais de synthèse sont autorisés.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 293.92 € par hectare engagé** est versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1- Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2- Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : Les surfaces éligibles sont les grandes cultures, c'est-à-dire les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation).
Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.
Seuil de contractualisation : **au moins 30 % des surfaces de l'exploitation** couvertes par les cultures éligibles **présentes dans le territoire MAEC.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à **un comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à réaliser préférentiellement avant l'engagement et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BASS_GC01 » sont décrites ci-dessous.

- Réalisation d'un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement) **avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional (contacter la DDT) d'une durée minimale d'une journée comprenant les deux volets suivants :**

Volet intensité du recours aux produits phytosanitaires » :

- **calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une opération agro-environnementale zonée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation ;**

- **analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements au regard des données d'observation parcellaire enregistrées ;**
- **formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.**

Volet « substances à risque » :

- **identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances, fournie par le SRAL, dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction ;**
- **formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.**

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

- Absence de traitement phytosanitaire de synthèse sur les surfaces engagées **(sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime).**

- Enregistrement des pratiques alternatives.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversement de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence de traitement phytosanitaire de synthèse sur la surface engagée (sauf traitement localisé, conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime)	Sur place Visuel (absence de traces d'herbicide) et documentaire	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires et des pratiques alternatives[1]	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des pratiques alternatives	Sur place Documentaire	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires et des pratiques alternatives	Réversible	Secondaire	Totale
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale

Les traitements localisés autorisés correspondent à ceux visés par l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006, relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

Précision sur le cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires : la tenue de ce cahier est obligatoire au titre de la conditionnalité (paquet hygiène relatif aux produits phytopharmaceutiques).
Au titre de la conditionnalité, il faut enregistrer toutes les utilisations de produits phytopharmaceutiques, y compris sur les prairies, avec les informations relatives à :

- - l'îlot PAC ou l'identification de la parcelle traitée ;
- - la culture produite sur cette parcelle (avec précision de la variété) ;
- - le nom commercial complet du produit utilisé ;
- - la quantité ou la dose de produit utilisée ;
- - la date du traitement ;
- - la (ou les) dates de récolte.

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien de zones refuges pour la faune » « IF_BASS_HE15 »

du territoire Natura 2000 « LA BASSEE »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont de renforcer la biodiversité fonctionnelle et de participer à la reconquête de la qualité de l'eau en diminuant l'utilisation d'intrants.

Cette opération vise prioritairement à limiter le développement des bio-agresseurs des cultures et l'intensité d'utilisation des produits phytosanitaires, en aménageant un maillage de zones de régulation écologique (ZRE) composées de bandes enherbées ou de jachères, si possible en continuité avec d'autres éléments paysagers présents sur le parcellaire (haies, bosquets, …). Ces zones de régulation écologique constituent des réservoirs d'auxiliaires des cultures, dont l'efficacité est accrue par la limitation de la taille des parcelles culturales bordées par les ZRE.

En effet, les ZRE devant être localisées en rupture de parcelles culturales ou entre deux parcelles culturales contiguës de taille limitée, les auxiliaires peuvent agir au cœur des parcelles culturales et réduire ainsi la pression des ravageurs sur les cultures. La localisation de ces ZRE devra être cohérente avec le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et les Trames vertes et bleues (TVB).

Ces zones constituent plus généralement des zones refuges pour l'ensemble de la petite faune de plaine, dans un objectif de préservation de la biodiversité.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 390,94 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), les cultures pérennes ou qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie »** ou en **« jachère »**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles :**
  - **Largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m** pour chaque ZRE
  - Les ZRE doivent être **implantées :**
    - **entre 2 parcelles culturales contiguës ou en rupture de parcelles culturales**, de manière à ce que la taille des parcelles culturales n'excède pas 15 ha au maximum et que la distance entre deux ZRE n'excède pas 300 m.
    - **Dans la continuité d'autres éléments du paysage** (haies, talus, fossés, lisières de bois et bosquets …). Ces éléments constituent des ZRE naturelles, qui pourront être renforcées par la création de bandes herbacées d'une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m.
  - Respecter la **taille maximale de 15 ha** de chaque **parcelle culturale** bordée d'une ZRE.

- **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

- **Couvert éligible** (non récoltés) :
  - Liste d'espèces autorisées en jachère ou en prairies
  - Liste d'espèces ci-dessous (pur ou en mélange)
  - Cultures cynégétiques
  - Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures

GRAMINEES

- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

AUTRES

- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Phacélie
- Radis fourrager

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BASS_HE15 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - Absence d'intervention mécanique du **1er mai au 31 juillet** pour les couverts en place.
- Récolte **INTERDITE**
- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 **mai** de l'année d'engagement.
- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.
- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement **:** type d'interventions, localisation, date, outils

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place une ou plusieurs ZRE localisées de façon pertinente, en fonction du diagnostic de territoire et/ou d'exploitation (distance maximale entre deux ZRE de 300m)	Sur place : visuel et documentaire	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation	Définitif	Principale	Totale
Respecter une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m pour chaque ZRE	Sur place		Réversible	Principale	A seuil : écart de largeur en anomalie
Respecter la taille maximale de 15 hectares de chaque parcelle culturale bordée d'une ZRE.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Mettre en place les couverts autorisés sur les ZRE : *cf : liste d'espèces ci-dessus* ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Factures d'achat de semis selon les cas, et cahier d'enregistrement	Réversible	Principale	Totale
Enregistrer les interventions d'entretien sur les ZRE	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'intervention mécanique sur les ZRE du 1er mai au 31 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et programme de travaux d'entretien et éventuelles factures (si prestations)	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'avance/de retard (5 / 10 / 15 jours)
Respecter l'interdiction de traitement phytosanitaire sur les ZRE	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation initiale de la ZRE	Administratif et sur place		Définitif	Principale	Totale
Respecter la l'interdiction des apports azotés (minéral et organique)	Sur place : documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

7. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- *à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.*

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

ÎledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert d'intérêt faunistique ou floristique » « IF_BASS_HE16 »

du territoire Natura 2000 « LA BASSEE »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure: COUVER_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de remplacer des surfaces cultivées en grandes cultures par un couvert favorable :

- aux oiseaux de plaine à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
- aux insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Il s'agit ainsi de créer ce type de couvert sur des surfaces supplémentaires par rapport aux couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 600,00 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles :** surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), les cultures pérennes ou qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implantée, la parcelle devra être déclarée avec le code correspondant au couvert mis en place.

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - **Parcelles** entières : **minimum 10 ares**
  - **Bandes : minimum 10 m de large**, (le cas échéant, 10 m en moyenne sur la longueur de la bande)

- **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**.

- **Couvert éligible :** (non récolté et non pâturé)

À sélectionner en fonction des exigences biologiques des espèces à préserver

- Cultures annuelles à fort intérêt
- Mélange graminées-légumineuses
- Légumineuses
- Cultures cynégétiques
- Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures (plantes messicoles notamment)

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés

- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien
- Autres graminées à valider lors du diagnostic

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne
- Autres légumineuses à valider lors du diagnostic

AUTRES
- Achillée millefeuille
- Avoine
- Bleuet des champs
- Carotte sauvage
- Centaurée jacée
- Chicorée sauvage
- Compagnon rouge / Silène dioïque
- Cumin des prés
- Marguerite
- Mauve sylvestre
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Onagre bisannuelle
- Phacélie
- Radis fourrager
- Sarrasin
- Sauge des prés
- Tanaisie en corymbe
- Autres plantes à valider lors du diagnostic

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

Couverts mellifères recommandés pour insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures :
(*Mélanges commerciaux*)

Couvert "Seda-miel 1" :
(sol acide frais – pH < 6,5)
- Mélilot 30 %
- Lotier corniculé 20 %
- Trèfle hybride 15 %
- Trèfle d'Alexandrie 15 %
- Trèfle violet 10 %
- Phacélie 10 %

Couvert "Seda-miel 2" :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)
- Sainfoin 60 %
- Mélilot 25 %
- Trèfle violet 5 %

- Minette 5 %
- Phacélie 5 %

Couvert "Pronectar TP " :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)
- Sainfoin 60 %
- Mélilot 10 %
- Trèfle de Perse 10 %
- Trèfle violet 10 %
- Phacélie 10 %

Couvert "Méliflore 1" :
(sol acide frais – pH < 6,5)
- Trèfle hybride 45 %
- Trèfle violet 30 %
- Trèfle blanc 10 %
- Trèfle d'Alexandrie 10 %
- Phacélie 5 %

Couvert "Méliflore 2" :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)
- Sainfoin 60 %
- Mélilot 20 %
- Trèfle violet 10 %
- Minette 5 %
- Phacélie 5 %

Couvert "Prochasse" :
- Ray-grass Anglais 30 %
- Trèfle violet 30 %
- Trèfle de Perse 20 %
- Phacélie 20 %

Couvert "biodiversité" :
- Achillée millefeuille
- Avoine
- Cumin des prés
- Bleuet des champs
- Centaurée jacée
- Chicorée sauvage
- Carotte sauvage
- Sarrasin
- Marguerite
- Lotier corniculé
- Mauve sylvestre
- Onagre bisannuelle
- Sainfoin
- Phacélie
- Sauge des prés
- Compagnon rouge / Silène dioïque
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Tanaisie en corymbe

Couverts cynégétiques :
(Exemple de couverts soumis à variation selon les exigences biologiques des espèces et les types de sols)
- Millet – sarrasin – moha – navette
- Avoine – choux – sarrasin
- Dactyle – trèfle violet
- Dactyle – luzerne
- Chou fourrager – fétuque des prés
- Vesce – avoine
- Seigle fourrager – vesce
- Mélilot
- Millet – sorgho
- Seigle forestier – trèfle sp.
- Maïs – millet
- Maïs – sarrasin
- Maïs – sorgho
- Maïs – avoine
- Chou – moha – sarrasin
- Tournesol – pois
- Tournesol – féveroles
- Tournesol – sorgho
- Tournesol – chou fourrager
- Tournesol – moutarde

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BASS_HE16 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **Récolte et pâturage INTERDITS**
  - Absence d'intervention mécanique du **15 avril au 15 janvier** de l'année suivante pour les couverts en place.

- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 **mai** de l'année d'engagement.

Toutefois afin de permettre une bonne implantation des couverts, il n'est permis de fertiliser que lors des premiers stades de développement du couvert.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : *(cf. liste d'espèces ci-dessus)* ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou parcelles entières minimum de 0,10 ha	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 15 avril et le 15 janvier de l'année n+1	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

7. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;

à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Amélioration des jachères » « IF_BASS_HE17 »

du territoire Natura 2000 « LA BASSEE »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_08

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération vise à inciter les exploitants agricoles à améliorer la localisation de leurs parcelles en jachère agricole ainsi que le choix des couverts à y implanter :
- sur des territoires à enjeu « eau », afin de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) ;
- sur les territoires à enjeu « biodiversité » pour répondre aux exigences spécifiques :
  - d'une espèce ;
  - d'un groupe d'espèces à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
  - au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Cette opération permet de localiser les jachères agricoles de manière pertinente par rapport à l'enjeu environnemental visé (eau ou biodiversité), d'améliorer le couvert présent et la gestion des intrants. L'exploitant n'a plus comme seul critère celui de localiser ces surfaces de jachère agricole sur les zones les moins productives et/ou les plus difficiles d'accès.

Par ailleurs, en règle générale, les jachères agricoles sont constituées des repousses des précédents culturaux. Cette opération permet l'implantation d'un couvert spécifique répondant à l'enjeu environnemental visé.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 160,00 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables (sauf prairies temporaires de plus de deux ans et surfaces en jachères), les cultures pérennes ou qui étaient alors engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, ou les parcelles nécessitant un déplacement par rapport à la localisation initiale de la jachère.

  Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« jachère ».**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - **Parcelles** entières : **minimum 10 ares**
  - **Bandes : minimum 10 m de large**
- **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

- **Localisation pertinente**
  - bassin d'alimentation des captages
  - bords de cours d'eau, fossés
  - fonds de talweg
  - ruptures de pente
  - division du parcellaire
  - continuités écologiques
  - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
  - parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

- **Couverts éligibles** (non récoltés et non pâturés) :
  - Cultures annuelles à fort intérêt

  - Mélange graminées-légumineuses
  - Légumineuses
  - Cultures cynégétiques
  - Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures (plantes messicoles notamment)

À sélectionner dans la liste ci-dessous (pur ou en mélange) :

GRAMINEES

- Avoine
- Brome cathartique
- Brome Sitka
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque ovine
- Fétuque rouge
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray–grass italien
- Seigle

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

AUTRES

- Chou
- Cresson alénois
- Mais
- Millet
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Phacélie
- Radis fourrager
- Sarrasin
- Sorgho
- Tournesol

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BASS_HE17 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**
- Le couvert devra être présent, sur les parcelles engagées, au 15 **mai** de l'année du dépôt de la demande d'engagement

- Récolte et pâturage **INTERDITS.**

- **Entretien**
- Absence d'intervention mécanique du **1er mai au 31 juillet** pour les couverts en place.

- **Fertilisation**
- **INTERDITE** à partir du 15 **mai** de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
- **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
- Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date)

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Mettre en place le couvert à implanter : *(cf. liste d'espèces ci-dessus)* ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou parcelles entières de minimum 0,10 ha	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 1er mai et le 31 juillet	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

7. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- *à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.*

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

eau Seine Normandie

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice d'information du territoire « AAC de Blaru »

Campagne 2016

Correspondants MAEC de la DDT : Karine GRELLEAUD ou Clotilde HERTZOG
Téléphone : 01.30.84.33.79 ou 33.77 e-mail: karine.grelleaud@yvelines.gouv.fr

Cette notice présente l'ensemble des mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) proposées sur le territoire « AAC de Blaru » au titre de la programmation 2015-2020.
Elle complète la notice nationale d'information sur les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) et les aides à l'agriculture biologique 2015-2020, disponible sous Télépac

La notice nationale d'information sur les MAEC et l'AB 2015-2020 (disponible sous Télépac)	contient →	• Les conditions d'engagement dans les MAEC et l'AB • Les obligations générales à respecter • Les contrôles et le régime de sanctions • Comment remplir les formulaires
La notice d'information du territoire	contient →	Pour l'ensemble du territoire : • La liste des MAEC proposées sur le territoire • Les conditions générales d'éligibilité • Les modalités de demande d'aide
La notice d'aide	contient →	Pour chaque MAEC proposée sur le territoire : • Les objectifs de la mesure • Le montant de la mesure • Les conditions spécifiques d'éligibilité • Le cahier des charges à respecter • Le régime de sanctions

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous télépac.

Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.
Si vous souhaitez davantage de précisions contactez votre DDT ou votre animateur

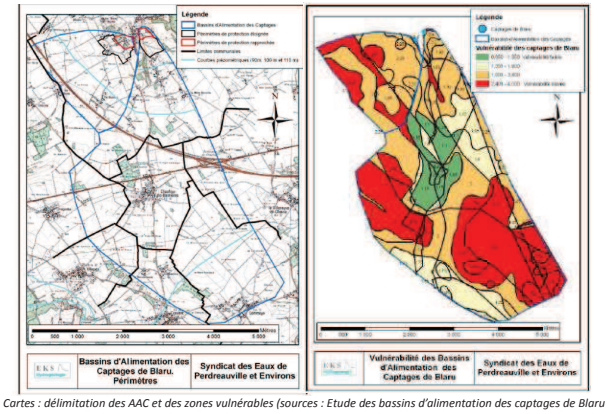
1. PERIMETRE DU TERRITOIRE « AAC Blaru »

Seuls les éléments situés sur ce territoire sont éligibles aux mesures localisées qui y sont proposées (cf. § 3).

En ce qui concerne les mesures « localisées », pour qu'une parcelle ou un élément linéaire soit éligible à la MAEC, au moins 50 % de sa surface ou de sa longueur doit être incluse dans le territoire.

L'aire d'alimentation de captages (AAC) des deux captages de Blaru est située entre les vallées de l'Eure et de la Seine. Cette zone prioritaire représente 18,7 km² répartis sur 5 communes des Yvelines et 2communes de l'Eure, soit 1603 hectares et compte 46 exploitations en 2010, en majorité des céréaliculteurs (10 sont en polyculture-élevage). Elle comprend les communes suivantes :

- Blaru (partie de la commune)
- Cravent (partie de la commune)
- Lommoye (partie de la commune)
- La Villeneuve en Chevrie (partie de la commune)
- Chaufour-lès-Bonnières



Cartes : délimitation des AAC et des zones vulnérables (sources : Etude des bassins d'alimentation des captages de Blaru – Phase 2 ; Syndicat des eaux de Perdreauville et Environs ; EKS-Hydrologie ; octobre 2009)

2. RESUME DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Enjeu retenu :
Zone d'Action Prioritaire « enjeu Eau » pour l'amélioration de la qualité de l'eau

Les exploitations sont de tailles relativement importantes (SAU moyenne d'environ 150 ha). Le principal assolement dans la zone est se compose de Blé (976,7 ha), Colza (353,5 ha), Gel (62,7 ha) et Autres (210 ha). La rotation dominante est colza / blé / blé. La nature trop argileuse ou hydromorphe des sols rend difficile la diversification des cultures (notamment l'introduction des cultures de printemps)
Les rendements pour la campagne 2009/2010 pour les exploitations enquêtées sont en général supérieures aux rendements moyens en Île de France (Blé tendre d'hiver : 82 quintaux ; Colza : 38,5 quintaux ; Escourgeon : 78 quintaux ; Féveroles de printemps : 43,5 quintaux). Remarquons que certaines parcelles de l'AAC sont, pour les exploitants, celles qui ont le meilleur potentiel pour certaines exploitations.
Le programme d'action issu de l'étude d'Aire d'Alimentation des Captages (AAC) réalisée en 2012/2013 a pour objectif la mise en place de mesures visant à réduire l'impact environnemental des activités agricoles et non agricoles concourant à la dégradation des eaux souterraines pour les paramètres nitrates et produits phytosanitaires de synthèse.

3. LISTE DES MAEC PROPOSEES SUR LE TERRITOIRE

Les financements prévisionnels des mesures peuvent être apportés par des crédits du ministère chargé de l'agriculture, de l'Agence de l'Eau Seine-et-Normandie, de la Région et du FEADER.

Zone d'Action Prioritaire « enjeu Eau » pour l'amélioration de la qualité de l'eau

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
Surfaces en herbe	IF_BLAR_HE02	Limiter la pression de pâturage (chargement moyen annuel) afin d'éviter la dégradation de la flore et des sols (pas de limitation sur le chargement instantané)	75,44€/ha
Surfaces en herbe	IF_BLAR_HE30	Création et entretien d'un couvert herbacé (bandes ou parcelles enherbées) à partir de grandes cultures ou surfaces de legumes	412 €/ha
Grandes Cultures	IF_BLAR_HE80	Amélioration des jachères	160 €/ha
Arboriculture	IF_BLAR_VE01	Enherbement sous cultures pérennes	182,61 €/ha
Haies	IF_BLAR_HA05 IF_BLAR_HA03 IF_BLAR_HA02 IF_BLAR_HA01	Entretien de haies localisées de manière pertinente : 5, 3, 2 ou 1 entretien(s) sur la période d'engagement	0,90 €/ml pour 5 0,54 €/ml pour 3 0,36 €/ml pour 2 0,18 €/ml pour 1 entretien(s)

Ripisylves	IF_BLAR_RI05 IF_BLAR_RI03 IF_BLAR_RI02 IF_BLAR_RI01	Entretien des ripisylves : 5, 3, 2 ou 1 entretien(s) sur la période d'engagement	1,50 €/ml pour 5 1,20 €/ml pour 3 1,00 €/ml pour 2 0,85 €/ml pour 1

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire « AAC de Blaru».

4. MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Vous ne pouvez vous engager dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire que si votre engagement sur ce territoire représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de votre demande d'engagement, celle-ci sera irrecevable.
Par ailleurs, le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs qui sont précisées dans la notice d'aide de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, votre demande devra être modifiée.

5. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

*Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.*
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

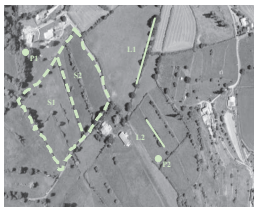
6. COMMENT REMPLIR LES FORMULAIRES D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager en 2016 dans une nouvelle MAEC, vous devez obligatoirement remplir les documents ci-après et les adresser à la DDT des Yvelines avec votre dossier de déclaration de surface avant le 15 juin 2016. Attention, il n'y aura aucun délai supplémentaire et toute demande reçue après cette date sera irrecevable.

Les modalités de dépôt des demandes MAEC sont disponibles sous TELEPAC :

- *Liste générale : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/html/public/aide/formulaires-2016.html*
- *Modalités spécifiques aux MAEC : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/pdf/tas/2016/Dossier-PAC-2016_notice_MAEC-MAE-AB.pdf*

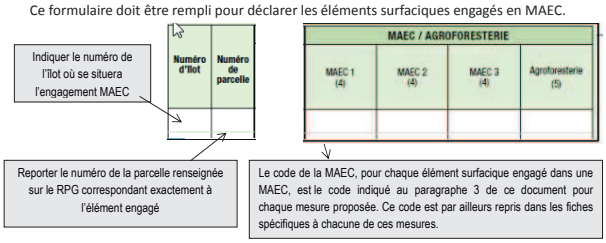
6.1 Le registre parcellaire graphique
Pour déclarer des **éléments surfaciques** engagés dans une MAEC (IF_BLAR_HE02, IF_BLAR_HE30, IF_BLAR_HE80, IF_BLAR_VE01), vous devez dessiner, sur l'exemplaire du RPG que vous renverrez à la DDT, les surfaces que vous souhaitez engager dans chacune des MAEC proposées. Chaque élément surfacique engagé doit correspondre à une parcelle numérotée.



Pour déclarer des **éléments linéaires** engagés dans une MAEC (IF_BLAR_HA01, IF_BLAR_HA03, IF_BLAR_HA05 , IF_BLAR_RI01, IF_BLAR_RI03, IF_BLAR_RI05), vous devez également dessiner d'un trait les éléments linéaires (ex : haies, ripisylves) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté.

Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

6.2 Le formulaire « Registre Parcellaire Graphique - Descriptif des parcelles »
Ce formulaire doit être rempli pour déclarer les éléments surfaciques engagés en MAEC.



Cet écran vous permet de consulter toutes vos parcelles déclarées et de vérifier les informations concernant la demande d'engagement en MAEC.

6.3 Le formulaire « Registre parcellaire - Descriptif des éléments MAEC linéaires et ponctuels »
Ce formulaire doit être rempli pour chaque élément linéaire que vous souhaitez engager en MAEC et que vous avez localisé sur le feuillet RPG. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.
6.4 Le formulaire «Demande d'aides (Premier pilier – ICHN - MAEC - BIO – Assurance récolte) »
Vous devez cocher, à la rubrique «ICHN – MAEC –BIO », la case Mesure agroenvironnementale et climatique, et déclarer en cochant la case correspondante:

■ «m'engager dans une MAEC de la programmation 2015-2020 ».

A la rubrique « MAEC 2015-2020 / MAE 2007-2013 », vous devez cocher « oui » sur la ligne correspondant aux MAEC de la programmation 2015-2020. »

7. CONTACTS

Correspondant Groupement des Agriculteurs Biologiques région Île-de-France (GAB IdF) : aides@bioiledefrance.fr / 01 84 83 01 81.

Version 2016

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Ajustement de la pression de pâturage »

« IF_BLAR_HE02 »

du territoire « AAC de Blaru »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : HERBE_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'améliorer la gestion par le pâturage de milieux remarquables, en particulier dans les zones humides (tourbières, prairies humide, etc.), en fonction des spécificités de chaque milieu, en limitant la pression de pâturage afin d'éviter la dégradation de la flore et des sols par tassement dans un objectif de maintien de la biodiversité et dans un objectif paysager.

Il peut également permettre le maintien de l'ouverture et le renouvellement de la ressource fourragère sur des surfaces soumises à une dynamique d'embroussaillement, en évitant le sous pâturage et le surpâturage, et contribuer ainsi à pérenniser une mosaïque d'habitats.

Il est ici mobilisé pour permettre aux éleveurs notamment déjà engagés en agriculture biologique d'aller au-delà des prescriptions réglementaires. C'est une mesure encourageant la diminution de la pression « nitrates » sur les terres en prairies aux alentours des zones de captages de Blaru. Au vu du diagnostic de territoire, les surfaces en prairies permanentes identifiées sont éligibles à la mesure.

Version 2016

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 75,44 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : Seules peuvent être engagées dans cette opération les surfaces en prairies et pâturages permanents.

Localisation : En fonction du diagnostic de l'exploitation

Mesure fixe : l'engagement est fixe au cours des **5 ans** (interdiction de retourner les surfaces engagées). L'altération importante des prairies permanentes engagées, notamment par le labour ou à l'occasion de travaux lourds (pose de drain, nivellement…), est interdite. Seul un renouvellement par travail superficiel du sol au cours des 5 ans est autorisé.

Traitements phytosanitaires : interdit sauf traitement localisé pour lutter contre les chardons, rumex et plantes envahissantes (arrêté préfectoral).

Entretien : par pâturage uniquement (fauche interdite) **avec respect de chargement :**
Chargement maximum moyen annuel : **1,2 UGB/ha**
(il n'y a pas de minimum, ni de chargement instantané minimal et/ou maximal).

Cahier d'enregistrement des interventions : obligatoire

Il comportera a minima pour chacune des parcelles engagées :

- l'identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;

- Pâturage : dates d'entrées et de sorties par parcelle, nombre d'animaux et d'UGB correspondantes.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.

Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BLAR_HE02 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges	**Contrôles**		**Sanctions**		
				Gravité	
à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	**Modalités de contrôle**	**Pièces à fournir**	**Caractère de l'anomalie**	**Importance de l'anomalie**	**Etendue de l'anomalie**
Respect du chargement maximal moyen annuel à la parcelle de **1,2 UGB/ha,** sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Non retournement des surfaces engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principal	Totale

Obligations du cahier des charges	**Contrôles**		**Sanctions**		
				Gravité	
à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	**Modalités de contrôle**	**Pièces à fournir**	**Caractère de l'anomalie**	**Importance de l'anomalie**	**Etendue de l'anomalie**
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principal	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place	Documentaire - présence du cahier et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6 : DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

- **Calcul du taux de chargement :**

o le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, pondérée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée

o le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

- **Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :**

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANCAISE

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Création et maintien d'un couvert herbacé pérenne (bandes ou parcelles enherbées)"

IF_BLAR_HE30

du territoire « AAC de Blaru»

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.
Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage). Par ailleurs, la création de surfaces herbacées pérennes permet la séquestration du carbone dans les sols.
Enjeu : eau

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 412 € /ha engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation
Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés
Cultures éligibles : seules peuvent être engagées les terres arables (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères) ou les surfaces qui étaient engagées dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la dernière campagne PAC précédent la demande d'engagement.

Lien avec les surfaces d'intérêt écologique (SIE) : les surfaces comptabilisées au titre des surfaces d'intérêt écologique dans le cadre du paiement vert **ne sont pas éligibles.**

Déclaration de surface : une fois le couvert implanté, le couvert devra être déclaré en « prairie temporaire ou permanente ».

Mesure fixe : l'engagement est fixe au cours des **5 ans**

Localisation : En fonction du diagnostic agro écologique de l'exploitation et des enjeux du territoire : biodiversité, paysage, trame vert et bleue.
Si suite au diagnostic, la localisation est imposée en bordure d'un élément paysager : maintien de celui-ci

La taille minimale et maximale des parcelles : Parcelles entières d'une surface minimum de 10 ares (sans limite de surface maximale) ou bandes enherbées. La bande enherbée doit avoir une largeur supérieure à 10 m (5 m si en bord de cours d'eau en complément d'une bande déjà existante).
En bordure d'éléments paysagers (haie, bosquets, mares, fossés) bande de 1m de large minimum de part et d'autre ou autour.

Couvert éligible :
Catégorie de couvert à choisir dans la liste jointe en fonction des objectifs à atteindre (mélange graminées avec ou sans légumineuse, interdiction de couverts de légumineuse pures).

Graminées		Légumineuses		
- Dactyle - Fétuque des prés - Fétuque élevée - Fétuque rouge - Fétuque ovine - Fléole des prés	- Moha - Pâturin commun	- Lotier corniculé - Luzerne* - *Medicago polyformosa* - *Medicago rigidula* - *Medicago scutellata* - *Medicago trunculata*	- Mélilot - Minette - Sainfoin - Serradelle - Trèfle blanc - Trèfle de Perse	- Trèfle hybride - Trèfle incarnat - Trèfle violet - Trèfle d'Alexandrie - Vesce commune - Vesce velue - Vesce de Cerdagne

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003 (La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

Date d'implantation

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

Ces éléments seront inscrits dans un cahier d'enregistrement des interventions (numéro de parcelles, localisation pertinente, taille de la parcelle/ de la bande enherbée, culture précédentes - 2 ans-, date de semis du couvert, factures de semences des couverts ...)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BLAR_HE30» sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter une largeur minimale de 10 mètres du couvert herbacé pérenne (5 mètres en bordure de cours d'eau) ou 1 mètre en bordure d'un élément paysager selon diagnostic	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Si la localisation est imposée en bordure d'un élément paysager (selon le diagnostic), maintien de celui-ci.	Sur place		Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Amélioration des jachères»

IF_BLAR_HE80

du territoire « AAC de Blaru »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_08

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération vise à inciter les exploitants agricoles à améliorer la localisation de leurs parcelles en jachère agricole ainsi que le choix des couverts à y implanter :

- sur des territoires à enjeu « eau », afin de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) ;

Cette opération permet de localiser les jachères agricoles de manière pertinente par rapport à l'enjeu environnemental visé (eau ou biodiversité), d'améliorer le couvert présent et la gestion des intrants. L'exploitant n'a plus comme seul critère celui de localiser ces surfaces de jachère agricole sur les zones les moins productives et/ou les plus difficiles d'accès.

Par ailleurs, en règle générale, les jachères agricoles sont constituées des repousses des précédents culturaux. Cette opération permet l'implantation d'un couvert spécifique répondant à l'enjeu environnemental visé.

Il s'agit ainsi de créer ce type de couvert sur des surfaces supplémentaires par rapport aux couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 160 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : Seules peuvent être engagées dans cette opération les terres arables (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères) ou les culture pérennes, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

De plus, seules peuvent être engagées les parcelles nécessitant un déplacement par rapport à la localisation initiale de la jachère afin de répondre à l'objectif environnemental du territoire ou qui étaient engagées dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Lien avec les surfaces d'intérêt écologique (SIE) : les surfaces comptabilisées au titre des surfaces d'intérêt écologique dans le cadre du paiement vert **ne sont pas éligibles.**

Déclaration de surface : Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en « jachère ».

Mesure fixe : l'engagement est fixe au cours des **5 ans**

Localisation : En fonction du diagnostic de l'exploitation (à voir avec l'opérateur) et des enjeux du territoire : biodiversité, paysage, trame vert et bleue, eau .

Taille minimale ou maximale des parcelles

- **Parcelles** entières : **minimum 10 ares**
- **Bandes : minimum 10 m de large**, (le cas échéant, 10 m en moyenne sur la longueur de la bande)

Liste des couverts autorisés :

Les couverts à implanter sont composés d'un mélange composé par l'exploitant à partir des espèces suivantes, Dactyle, Fétuque des près, Fétuque élevée, Fétuque ovine, Fétuque rouge, Fléole des prés, lotier corniculé, Mélilot, Minette, Moha, Pâturin commun, Ray-gras anglais, Ray-gras hybride, Ray-gras italien, Sainfoin, Serradelle, Trèfle blanc, Trèfle d'Alexandrie, Trèfle de Perse, Trèfle incarnat, Trèfle violet, Trèfle hybride.

Intervention mécanique : Aucune intervention mécanique n'est autorisée entre le 1er mai et le 15 juillet. L'entretien se fait par la fauche. Le broyage ne sera autorisé qu'exceptionnellement lors de la réalisation du diagnostic.

Pas de récolte, pas de pâturage

Enregistrement des interventions d'entretien (type d'intervention, localisation, date et outils)

Traitements phytosanitaires : interdits sauf le désherbage chimique par traitement localisé visant à lutter contre les chardons, les rumex et les plantes envahissantes conformément à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

Fertilisation minérale ou organique :

La fertilisation azotée n'est pas autorisée, en dehors de celle nécessaire à assurer une bonne implantation du couvert, dans le respect de l'équilibre de la fertilisation azotée et dans la limite de 50 unités d'azote total, minérale et organique. Elle est interdite en bordure des cours d'eau, des mares, des plans d'eau, des fossés ou des rigoles.

Date d'implantation :

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

Ces éléments seront inscrits dans un cahier d'enregistrement des interventions (numéro de parcelles, localisation pertinente, taille de la parcelle/ de la bande enherbée, culture précédentes - 2 ans-, date de semis du couvert, factures de semences des couverts, type d'intervention, date et outils ...)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BLAR_HE80» sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : (**Cf. liste des couverts autorisés)** Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou 10 ares	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 1er mai et 15 juillet	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Respect de la limitation des apports azotés totaux de 50 UN	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
lors de l'implantation et Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées					
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Annexe

Recommandations de l'opérateur pour la mise en œuvre de la mesure

« IF_BLAR_HE80»

Dans le cas de l'engagement dans cette mesure, il est recommandé (non obligatoire) de s'associer avec un engagement en agriculture biologique dans le but de maximiser les aménités environnementales produites par le nouveau système de culture.

Ces recommandations visent à accroître l'impact favorable de vos pratiques sur la qualité de l'eau. Toutefois, ces recommandations ne font pas l'objet de contrôles, contrairement aux obligations décrites ci-dessus dans le cahier des charges

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Enherbement sous cultures ligneuses pérennes »

« IF_BLAR_VE01 »

du territoire « AAC de Blaru»

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cet engagement vise à couvrir les sols laissés nus dans l'inter rang sous vergers, par la mise en place d'un couvert herbacé pérenne, afin de réduire les risques d'érosion du sol et de lessivage ou de ruissellement. Il répond ainsi à un objectif de protection de la qualité de l'eau par la réduction de l'impact des produits phytosanitaires et de lutte contre l'érosion.

Cet engagement ne peut être mobilisé que sur les territoires sur lesquels l'enherbement n'est pas la pratique courante.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 182,61 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020

Vous devez engager un minimum de 30 % des surfaces éligibles de votre exploitation.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : Seules peuvent être engagées dans cette opération les surfaces en arboriculture fruitière sur lesquelles l'enherbement n'est pas déjà la pratique courante.

Mesure fixe : l'engagement est fixe au cours des **5 ans**

Liste des espèces autorisées sur l'inter-rang: Les catégories de couverts suivants sont éligibles :

Il s'agit d'implanter un couvert permanent ou de longue durée (interdiction des couverts annuels et des légumineuses à fort développement en culture pure; l'enherbement naturel n'est pas accepté en raison d'un risque de couverture insuffisant), définit dans le tableau ci –dessous :

Famille	Nom scientifique	Nom français
Graminées	*Agrostis stolonifere*	Agrostis stolonifère
	Alopecurus pratensis	Vulpin des prés
	Arrhenatherum elatius	Avoine élevée
	Bromus erectus	Brome érigé
	Bromus hordeaceus	Brome mou
	Bromus racemosus	Brome en grappe
	Bromus secalinus	Brome cultivé
	Cynosurus cristatus	Crételle
	Dactylis glomerata	Dactyle
	Festuca arundinacea	Fétuque faux-roseau
	Festuca ovina	Fétuque ovine
	Festuca pratensis	Fétuque des prés
	Festuca rubra	Fétuque rouge
	Hordeum secalinum	Orge faux-seigle
	Lolium perenne	Ray-grass anglais
	Phleum pratense	Fléole des prés
	Poa trivialis	Pâturin commun
	Poa pratensis	Pâturin des prés
Légumineuses	Lotus corniculatus	Lotier corniculé
	Medicago lupulina	Luzerne lupuline
	Medicago sativa	Luzerne
	Melilotus albus	Mélilot blanc

	Melilotus officinalis	Mélilot officinal
	Onobrychis viciifolia	Sainfoin
	Trifolium pratense	Trèfle des prés
	Trifolium repens	Trèfle blanc
	Vicia cracca	Vesce à épis
	Vicia sativa	Vesce commune
	Vicia villosa	Vesce velue
Autres	Achillea millefolium	Achillée millefeuille
	Artemisia vulgaris	Armoise champêtre
	Borago officinalis	Bourrache officinale
	Centaurea jacea	Centaurée jacée
	Cichorium intybus	Chicorée sauvage
	Daucus carota	Carotte sauvage
	Echium vulgare	Vipérine
	Galium mollugo	Gaillet mou
	Galium verum	Gaillet jaune
	Leucanthemum vulgare	Grande marguerite
	Malva sylvestris	Mauve des bois
	Pastinaca sativa	Panais cultivé
	Phacelia tanacetifolia	Phacélie
	Ranunculus acris	Renoncule âcre
	Ranunculus repens	Renoncule rampante
	Senecio jacobaea	Séneçon jacobée
	Silene flos-cuculi	Lychnis fleur de coucou
	Tanacetum vulgare	Tanaisie commune

Surface minimale à enherber sur chaque parcelle engagée :

La part minimale de la parcelle à enherber correspond à la portion de surface occupée par l'inter-rang (toute la parcelle peut être enherbée).

Entretien du couvert herbacé : Aucune intervention mécanique n'est autorisée entre le 1er mai et le 15 juillet.
L'entretien se fait par la fauche (Au minimum 1 broyage ou 1 fauche par an) par pâturage annuel.

Maintien du couvert herbacé : Au plus un renouvellement du couvert autorisé en 5 ans.

Traitements herbicides : Interdits sur les parties enherbées : inter-rangs et le cas échéant rangs enherbés (traitement des parties non enherbées autorisé).

Ces éléments seront inscrits dans un cahier d'enregistrement des interventions : numéro de parcelles, localisation pertinente, taille de la parcelle/ de la bande enherbée, culture précédentes - 2 ans-, date de semis du couvert, factures de semences des couverts, type d'intervention, date et outils, programme de travaux d'entretien et éventuelles factures (si prestations).

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers. Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « **IF_BLAR_VEO1** » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect des espèces autorisées sur l'inter-rang et le cas échéant les rangs Selon la liste précisée ci-dessus	Visuel et vérification des factures de semences	Factures d'achat de semences ou cahier d'enregistrement des interventions si utilisation de semences fermières	Réversible	Principale	Total
Respect de la surface minimale à enherber1	Visuel	Néant	Réversible	Principale	A seuils

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Maintien et entretien du couvert herbacé : au minimum 1 broyage ou 1 fauche par an OU par pâturage annuel	Visuel	Néant	Réversible	Secondaire	A seuils
- absence d'intervention mécanique pendant la période du (voir ci-dessus) Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (type d'intervention, localisation et date)	Visuel et Vérification de l'enregistrement des interventions	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A Seuils[2]
Interdiction de traitement herbicide sur les parties enherbées : inter-rangs et le cas échéant rangs enherbés (traitement des parties non enherbées autorisé)	Visuel	Néant	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

Annexe

Recommandations de l'opérateur pour la mise en œuvre de la mesure

« IF_BLAR_VE01»

Dans le cas de l'engagement dans cette mesure, il est recommandé (non obligatoire) de s'associer avec un engagement en agriculture biologique dans le but de maximiser les aménités environnementales produites par le nouveau système de culture.

Ces recommandations visent à accroître l'impact favorable de vos pratiques sur la qualité de l'eau. Toutefois, ces recommandations ne font pas l'objet de contrôles, contrairement aux obligations décrites ci-dessus dans le cahier des charges.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de mesures

« ENTRETIEN DE HAIES LOCALISEES DE MANIERE PERTINENTE»

□ « IF_BLAR_HA01 » (1 fois sur 5 ans)
□ « IF_BLAR_HA02 » (2 fois sur 5 ans)
□ « IF_BLAR_HA03 » (3 fois sur 5 ans)
□ « IF_BLAR_HA05» (tous les ans)
du territoire « AAC de Blaru »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_01

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les haies ont de multiples fonctions environnementales. En effet, elles constituent un obstacle physique qui diminue la vitesse des ruissellements ainsi que celle du vent, limitant ainsi le transport des particules solides (limons et sables), des éléments fertilisants et des matières actives (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux). Le réseau racinaire dense, puissant et profond des ligneux composant la haie remonte les éléments minéraux ayant migré en profondeur (objectif protection de l'eau), favorise l'infiltration des eaux en excès et stabilise le sol (objectifs lutte contre les risques naturels et lutte contre l'érosion). Les haies sont également des écosystèmes à part entière, lieux de vie, d'abri, de reproduction de nombreuses espèces animales et végétales inféodées à ce type de milieu (objectif maintien de la biodiversité).

En fonction du plan de gestion des haies mis en place par l'agriculteur, le nombre de tailles à effectuer est de 1, 2, 3 ou 5 fois sur la période d'engagement. L'une d'entre elle doit au moins avoir lieu au cours des 3 premières années.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, une aide de :

0,91 € pour IF_BLAR_HA05 (5 entretiens au cours des 5 ans d'engagement),
0,54 € pour IF_ BLAR _HA03 (3 entretiens au cours des 5 ans d'engagement),
0,36 € pour IF_BLAR _HA02 (2 entretiens au cours des 5 ans d'engagement),
0,18 € pour IF_BLAR _HA01 (1 entretiens au cours des 5 ans d'engagement),

par mètre linéaire, vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Les haies vives composées d'au moins 3 essences d'essences locales avec une longueur maximum de
450/(nombre d'entretien/5 x 0,90) m linéaires/ha sur des surfaces en prairies et pâturages permanant
600 /(nombre d'entretien/5 x 0,90) m linéaires/ha sur des surfaces des terres arables
900 /(nombre d'entretien/5 x 0,90) m linéaires /ha sur des surface de cultures pérennes

Haies éligibles : Haies composées majoritairement des essences de la liste ci-dessous

Nom scientifique	Nom français	Nom scientifique	Nom français
Acer campestre	Erable champêtre	Sambucus nigra	Sureau noir
Alnus glutinosa	Aulne glutineux	Sambucus racemosa	Sureau à grappes
Betula pendula	Bouleau verruqueux	Sorbus aucuparia	Sorbier des oiseleurs
Betula pubescens	Bouleau pubescent	Sorbus torminalis	Alisier torminal
Carpinus betulus	Charme	Taxus baccata	If commun
Castanea sativa	Châtaignier	Tilia cordata	Tilleul à petites feuilles
Cornus mas	Cornouiller mâle	Tilia platyphyllos	Tilleul à grandes feuilles
Crataegus monogyna	Aubépine monogyne	Ulmus minor	Orme champêtre
Fagus sp.	Hêtre	Frangula alnus	Bourdaine
Fraxinus excelsior	Frêne commun	Sorbus domestica	Cormier

Ilex aquifolium	Houx	Cornus sanguinea	Cornouiller sanguin
Malus sylvestris	Pommier sauvage	Cormus mas	Cornouiller mâle
Populus nigra	Peuplier noir	Euonymus europaeus	Fusain d'Europe
Pupulus tremula	Tremble	Mespilus germanica	Néflier
Prunus avium	Merisier	Corylus avellana	Noisetier
Pyrus communis	Poirier commun	Juglans regia	Noyer
Rhamnus cathartica	Nerprun purgatif	Prunus spinosa	Prunellier
Quercus petraea	Chêne sessile	Ligustrum vulgare	Troène
Quercus robur	Chêne pédonculé	Buxus sempervirens	Buis commun
Salix alba	Saule blanc	Rosa canina	Eglantier
Salix caprea	Saule marsault	Rubus fructicosus	Ronce sauvage
Salix cinerea	Saule cendré	Viburnum lantana	Viorne lantane
		Viburnum opulus	Viorne obier

Mettre en œuvre un plan de gestion ;

- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dates des interventions, opérations effectuées, outils utilisés)
- Taille sur les 2 côtés de la haie
- Période d'intervention sur les arbres :
    - Taille des arbres: du 15 septembre à fin février
    - Taille de formation : 1er juillet – 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
- Matériel n'éclatant pas les branches (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage, …
- Conservation des arbres remarquables et des arbres morts, sauf si un danger existe pour des biens ou des personnes : vieux arbres têtards, arbres creux, arbres à cavités, arbres borniers, …

Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires, sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (exemple : cas des chenilles) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers. Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.

Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la haie engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période allant du (voir plus haut les conditions)	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches : *(voir plus haut)*	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle)	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
		Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions			

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de mesures

« ENTRETIEN DES RIPISYLVES»

□ « IF_BLAR_RI01 » (1 fois sur 5 ans)
□ « IF_BLAR_RI02 » (2 fois sur 5 ans)
□ « IF_BLAR_RI03 » (3 fois sur 5 ans)
□ « IF_BLAR_RI05» (tous les ans)
du territoire « AAC de Blaru »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

En bordure de cours d'eau, la ripisylve est une zone de transition entre les milieux aquatique et terrestre. Elle offre un ombrage propice aux espèces recherchant des eaux fraîches. En outre, un entretien non intensif garantit le maintien de branches basses, favorable à la fraie. Elle joue par ailleurs les mêmes rôles qu'une haie arbustive ou arborée en matière de protection contre le ruissellement et l'érosion, en faveur de la qualité des eaux (limitation des transferts) et du maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées).

L'entretien approprié de cette bande boisée, de type « haie » du côté de l'espace agricole et de type « gestion douce » du côté du cours d'eau répond ainsi aux enjeux « biodiversité » et « eau ».

En fonction du plan de gestion des ripisylve mis en place par l'agriculteur, le nombre de tailles à effectuer est de 1, 2, 3 ou 5 fois sur la période d'engagement. L'une d'entre elle doit au moins avoir lieu au cours des 3 premières années.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, une aide de :

1,5 € pour IF_BLAR_HA05 (5 entretiens au cours des 5 ans d'engagement),
1,2 € pour IF_ BLAR _HA03 (3 entretiens au cours des 5 ans d'engagement),
1,0 € pour IF_BLAR _HA02 (2 entretiens au cours des 5 ans d'engagement),
0,85 € pour IF_BLAR _HA01 (1 entretiens au cours des 5 ans d'engagement),

par mètre linéaire, vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Les haies vives composées d'au moins 3 essences d'essences locales avec une longueur maximum de

450 (nombre d'entretien/5 x 0,90) m linéaires/ha sur des surfaces en prairies et pâturages permanant
600 (nombre d'entretien/5 x 0,90) m linéaires/ha sur des surfaces des terres arables
900 (nombre d'entretien/5 x 0,90) m linéaires /ha sur des surface de cultures pérennes

Haies éligibles : Haies composées majoritairement des essences de la liste ci-dessous

Nom scientifique	Nom français	Nom scientifique	Nom français
Acer campestre	Erable champêtre	Sambucus nigra	Sureau noir
Alnus glutinosa	Aulne glutineux	Sambucus racemosa	Sureau à grappes
Betula pendula	Bouleau verruqueux	Sorbus aucuparia	Sorbier des oiseleurs
Betula pubescens	Bouleau pubescent	Sorbus torminalis	Alisier torminal
Carpinus betulus	Charme	Taxus baccata	If commun
Castanea sativa	Châtaignier	Tilia cordata	Tilleul à petites feuilles
Cornus mas	Cornouiller mâle	Tilia platyphyllos	Tilleul à grandes feuilles
Crataegus monogyna	Aubépine monogyne	Ulmus minor	Orme champêtre
Fagus sp.	Hêtre	Frangula alnus	Bourdaine
Fraxinus excelsior	Frêne commun	Sorbus domestica	Cormier
Ilex aquifolium	Houx	Cornus sanguinea	Cornouiller sanguin
Malus sylvestris	Pommier sauvage	Cormus mas	Cornouiller mâle
Populus nigra	Peuplier noir	Euonymus europaeus	Fusain d'Europe
Pupulus tremula	Tremble	Mespilus germanica	Néflier

Prunus avium	Merisier	Corylus avellana	Noisetier
Pyrus communis	Poirier commun	Juglans regia	Noyer
Rhamnus cathartica	Nerprun purgatif	Prunus spinosa	Prunellier
Quercus petraea	Chêne sessile	Ligustrum vulgare	Troène
Quercus robur	Chêne pédonculé	Buxus sempervirens	Buis commun
Salix alba	Saule blanc	Rosa canina	Eglantier
Salix caprea	Saule marsault	Rubus fructicosus	Ronce sauvage
Salix cinerea	Saule cendré	Viburnum lantana	Viorne lantane
		Viburnum opulus	Viorne obier

Mettre en œuvre un plan de gestion ;

- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dates des interventions, opérations effectuées, outils utilisés)
- Période d'intervention sur les arbres :
- Taille des arbres : du 15 septembre à fin février
- Enlèvement des embâcles et entretien du lit hors période de fraies : du 1er juillet au 31 octobre
- Taille de formation : 1er juillet – 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
- Matériel n'éclatant pas les branches (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage, …
- Conservation des arbres remarquables et des arbres morts, sauf si un danger existe pour des biens ou des personnes : vieux arbres têtards, arbres creux, arbres à cavités, arbres borniers, …

Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires, sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (exemple : cas des chenilles) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers. Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.

Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la haie engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période allant du (voir conditions)	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches : (voir conditions)	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

PREFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice d'information du territoire « Site Natura 2000 des Boucles de la Marne » ZPS FR1112003, Directive Oiseaux 79/409/CEE

Campagne 2016

Correspondants MAEC de la DDT : M Christian MONTARD / Mme Claire LAUGA
téléphone : 01.60.56.70.89 / 73.07 ;
e mail : christian.montard@seine-et-marne.gouv.fr / claire.lauga@seine-et-marne.gouv.fr

Cette notice présente l'ensemble des mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) proposées sur le territoire des « *Boucles de la Marne* » au titre de la programmation 2015-2020. Elle complète la notice nationale d'information sur les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) et les aides à l'agriculture biologique 2015-2020, disponible sous Télépac

La notice nationale d'information sur les MAEC et l'AB 2015-2020 (disponible sous Télépac)	contient →	• Les conditions d'engagement dans les MAEC et l'AB • Les obligations générales à respecter • Les contrôles et le régime de sanctions • Comment remplir les formulaires
La notice d'information du territoire	contient →	Pour l'ensemble du territoire : • La liste des MAEC proposées sur le territoire • Les modalités de demande d'aide
La notice d'aide	contient →	Pour chaque MAEC proposée sur le territoire : • Les objectifs de la mesure • Le montant de la mesure • Les conditions spécifiques d'éligibilité • Les critères de sélection des dossiers • Le cahier des charges à respecter • Le régime de sanctions

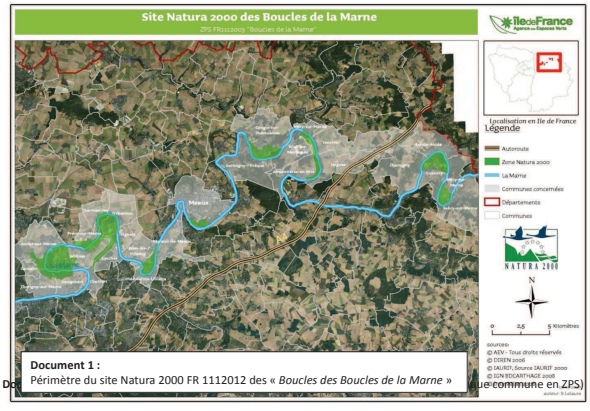
Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.
Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.
Si vous souhaitez davantage de précisions contactez votre DDT.

1. PERIMETRE DU TERRITOIRE DES « BOUCLES DE LA MARNE »

Seuls les **éléments situés sur ce territoire sont éligibles** aux mesures localisées qui y sont proposées (Cf. § 3). En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont 50 % au moins de la SAU est située sur un ou plusieurs territoires en année 1, sont éligibles. Le cahier des charges de la mesure à respecter correspond à celle du territoire où l'exploitation a le plus de surfaces.

Englobant huit entités distinctes, le site Natura 2000 des « Boucles de la Marne » (2 641 ha) se caractérise par la prédominance de l'eau et des milieux humides associés (35% du territoire, IAU Île-de-France, 2003) véritables éléments structurant du paysage. Ce périmètre a été retenu du fait de l'intérêt écologique et fonctionnel majeur de cet espace pour de nombreuses espèces d'oiseaux protégées, avec la présence d'habitats (de milieux) favorables à leur alimentation et à leur reproduction.

Les mesures proposées dans le présent projet visent en priorité à protéger ces espèces et habitats. Conformément au code de l'environnement, article L414-2, **le document d'objectifs Natura 2000** définit « les orientations de gestion (…), les modalités de leur mise en œuvre et les dispositions financières d'accompagnement » devant permettre de « conserver ou de rétablir, dans un état favorable à leur maintien à long terme, les populations des espèces d'oiseaux sauvages » qui ont justifié la délimitation du site Natura 2000. **Dans les zones humides,** deux espèces de petits hérons, le Blongios nain et le Butor étoilé, sont venus colonisés les roselières ; une espèce de passereau, la Gorgebleue à miroir, s'est installée dans les jeunes saulaies. **Les étendues importantes d'eau libre ou stagnante et la présence de quelques ilots dénudés** ont permis l'accueil de petites colonies de Mouette mélanocéphale et de Sterne pierregarin. **Les milieux interstitiels composés de terres agricoles, de friches sèches ou humides et de quelques boisements** participent à la mosaïque d'habitats rencontrée dans la vallée et diversifient le cortège d'oiseaux présent. Les terres agricoles et les friches sèches sont le territoire de l'Œdicnème criard dont les effectifs en vallée de la Marne sont d'importance régionale. **Les boisements et les ripisylves** sont fréquentées par le Pic noir, la Bondrée apivore ou le Milan noir.



Document 1 :
Périmètre du site Natura 2000 FR 1112012 des « *Boucles des Boucles de la Marne* »

NOMS COMMUNES	SURFACE COMMUNE (ha)	POPULATION INSEE 1999	DENSITE hab/km²	SURFACE DANS ZPS (ha)	% de la Commune en ZPS
Chamigny	1 427	1 145	80	4	0,3
Saâcy-sur-Marne	1 365	1 658	121	5	0,4
Mareuil-lès-Meaux	718	1 579	220	3	0,4
Sainte-Aulde	863	516	60	6	0,7
Germigny-l'Evêque	1 178	1 356	115	11	0,9
Jaignes	1 008	310	31	15	1,5
Condé-Sainte-Libiaire	213	1 344	631	7	3,3
Vignely	362	159	44	13	3,6
Tancrou	1 226	272	22	46	3,8
Carnetin	154	436	283	6	3,9
Mary-sur-Marne	223	1 160	520	9	4,0
Chalifert	245	1 055	431	11	4,5
Meaux	1 509	49 421	3 275	85	5,6
Isles-les-Meldeuses	687	602	88	56	8,2
Armentières-en-Brie	724	1 256	173	85	11,7
Thorigny-sur-Marne	515	9 029	1 753	63	12,2
Congis-sur-Thérouanne	1 520	1 516	100	256	16,8
Charmentray	466	234	50	79	17,0
Dampmart	599	2 754	460	110	18,4
Annet-sur-Marne	1 316	2 482	189	291	22,1
Lesches	414	534	129	96	23,2
Isles-lès-Villenoy	701	687	98	163	23,3
Méry-sur-Marne	578	483	84	154	26,6
Trilbardou	799	517	65	233	29,2
Précy-sur-Marne	474	480	101	185	39,0
Luzancy	662	809	122	270	40,8
Jablines	807	574	71	373	46,2
27	***20 753***	***82 368***	***397***	***2 635***	

En ce qui concerne les mesures « localisées », pour qu'une parcelle ou un élément linéaire soit éligible à la MAEC, au moins 50 % de sa surface ou de sa longueur doit être incluse dans le territoire.

2. RESUME DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Enjeu retenu :
Zone d'Action Prioritaire « enjeu Biodiversité » pour la préservation de la biodiversité

Les terres agricoles représentent environ 20% (450 ha) du territoire Natura 2000. Elles sont devenues minoritaires mais participent à la structure du paysage et constituent une zone de reproduction et/ou d'alimentation pour plusieurs espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire. La mosaïque de cultures et de boisements ainsi que la présence de surfaces enherbées importantes (jachères) offrent des zones de chasse favorables à la Bondrée apivore. Les sols caillouteux et séchants sont le biotope d'accueil de l'Œdicnème criard qui apprécie particulièrement les cultures de printemps. La vallée de la Marne revêt une importance régionale pour la conservation de cette espèce. La Pie-grièche écorcheur fréquente les friches mais pourrait facilement s'installer en zone agricole à la faveur de quelques aménagements (création de haies). Le maintien des ripisylves est propice au Martin-pêcheur mais aussi au Pic noir qui vient s'alimenter dans les vieux arbres.

La description de l'activité agricole et des enjeux en termes de biodiversité est détaillée plus précisément dans le document d'objectifs (DOCOB) qui accompagne ce site. Pour garantir le maintien des espèces d'intérêt communautaire dans un bon état de conservation, une liste de mesures agro-environnementales a été établie en partenariat avec les acteurs du monde agricole. Ces mesures visent donc en premier lieu le maintien de la biodiversité, elles pourront néanmoins aussi être utiles pour la reconquête d'une bonne qualité chimique et écologique des eaux. Le cahier des charges des mesures et leur montant sont présentés dans ce document.

3. LISTE DES MAEC PROPOSEES SUR LE TERRITOIRE

Les financements prévisionnels des mesures peuvent être apportés par des crédits du ministère chargé de l'agriculture et du FEADER.

Zone d'Action Prioritaire « enjeu Biodiversité » pour la préservation de la biodiversité

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant (en euros)
Linéaires (haies)	*IF_BOMA_HA01*	maintien / entretien des haies bordant les parcelles agricoles	0,36 /ml/an
Linéaires (arbres isolés)	*IF_BOMA_AR01*	maintien / entretien des arbres isolés ou en alignements	7,92 /arbre/an
Linéaires (ripisylves)	*IF_BOMA_RI01*	maintien / entretien des ripisylves	1,01 /ml/an
Linéaires (bosquets)	*IF_BOMA_BO01*	maintien / entretien des bosquets.	145,85 / ha / an
Linéaires (bandes refuges)	*IF_BOMA_BR01*	maintien / entretien des bandes refuges sur prairies	0,49 /ml/an
Surfaces en herbe	*IF_BOMA_HE01*	entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation	130,57 /ha/an
Surfaces en herbe	*IF_BOMA_HE02*	entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation avec ajustement de la pression de pâturage	206,01 /ha/an
Surfaces en herbe	*IF_BOMA_HE03*	entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation avec retard de fauche au 31 juillet	353,43 /ha/an
Surfaces en herbe	*IF_BOMA_HE31*	création et entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation	450 / ha / an
Surfaces en herbe	*IF_BOMA_HE32*	création et entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation avec ajustement de la pression de pâturage	450 / ha / an
Surfaces en herbe	*IF_BOMA_HE33*	création et entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation avec retard de fauche au 31 juillet	450 / ha / an
Couverts en gel et bandes enherbées	*IF_BOMA_HE15*	création et entretien de zones refuges pour la faune	390,94 / ha / an
Couverts en gel et bandes enherbées	*IF_BOMA_HE16*	création d'un couvert d'intérêt avifaunistique : implanter un couvert répondant aux exigences écologiques des espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire. Ces surfaces constitueront des zones refuges et d'alimentation pour l'avifaune.	600 / ha / an
Couverts en gel et bandes enherbées	*IF_BOMA_HE16*	création d'un couvert favorable à l'Œdicnème criard : créer au sein des terres agricoles un réseau de cultures spécifiquement favorables à la nidification de l'Œdicnème criard.	600 / ha / an
Couverts en gel et bandes enherbées	*IF_BOMA_HE17*	amélioration d'un couvert déclaré en gel : en termes d'entretien, de localisation et de choix des espèces à implanter. Ces surfaces constituent des zones refuges et d'alimentation pour de nombreuses espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire.	160,00 / ha / an
Pelouses sèches, landes et autres milieux pionniers	*IF_BOMA_HE21*	ouverture d'un milieu en déprise agricole et gestion pastorale	301,43 /ha/an
Surfaces en herbe	*IF_BOMA_ZH01*	Gestion des milieux humides et absence de fertilisation	250,57 /ha/an

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire des « Boucles de la Marne ».

4. MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Vous ne pouvez-vous engager dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire que si votre engagement sur ce territoire représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de votre demande d'engagement, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs qui sont précisées dans la notice spécifique de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, votre demande devra être modifiée.

5. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

*Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.*
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

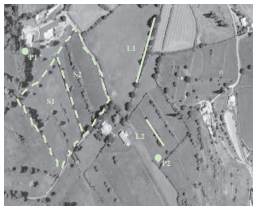
6. COMMENT REMPLIR LES FORMULAIRES D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager en 2016 dans une nouvelle MAEC, vous devez obligatoirement remplir les documents ci-après et les adresser à la DDT avec votre dossier de déclaration de surface avant le 15 juin 2016.

Les modalités de dépôt des demandes MAEC sont disponibles sous TELEPAC :

- *Liste générale : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/html/public/aide/formulaires-2016.html*
- *Modalités spécifiques aux MAEC : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/pdf/tas/2016/Dossier-PAC-2016_notice_MAEC-MAE-AB.pdf*

6.1 Le registre parcellaire graphique



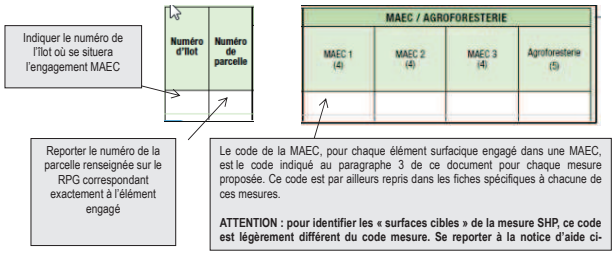
Pour déclarer des **éléments surfaciques** engagés dans une MAEC (*BO01 (bosquets), « mesures herbe » HE01, HE02, HE03, HE31, HE32, HE33, « mesures couverts » HE15, HE16, HE17, ZH01, « mesure landes/pelouses » HE21*), vous devez dessiner, sur l'exemplaire du RPG que vous renverrez à la DDT, les surfaces que vous souhaitez engager dans chacune des MAEC proposées. Chaque élément surfacique engagé doit correspondre à une parcelle numérotée. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Pour déclarer des **éléments linéaires** engagés dans une MAEC (*haies, ripisylves, bandes refuges*), vous devez également localiser les éléments linéaires que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Pour déclarer des **éléments ponctuels** engagés dans une MAEC (AR01), vous devez également localiser les éléments ponctuels (arbres isolés) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

6.2 Le formulaire « Registre Parcellaire Graphique - Descriptif des parcelles »

Ce formulaire doit être rempli pour déclarer les éléments surfaciques engagés en MAEC.



Cet écran vous permet de consulter toutes vos parcelles déclarées et de vérifier les informations concernant la demande d'engagement en MAEC.

6.3 Le formulaire « Registre parcellaire – Descriptif des éléments MAEC linéaires et ponctuels »

Ce formulaire doit être rempli pour chaque élément linéaire ou ponctuel que vous souhaitez engager en MAEC et que vous avez localisé sur le feuillet RPG. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

A la rubrique « MAEC 2015-2020 / MAE 2007-2013 », vous devez cocher « oui » sur la ligne correspondant aux MAEC de la programmation 2015-2020. »

6.4 Le formulaire « Demande d'aides (Premier pilier – ICHN - MAEC - BIO – Assurance récolte) »

Vous devez cocher, à la rubrique « ICHN – MAEC –BIO », la case Mesure agroenvironnementale et climatique, et déclarer en cochant la case correspondante :

· « m'engager dans une MAEC de la programmation 2015-2020 ».

6.5 Le formulaire «Déclaration des effectifs animaux»

Le cas échéant, si pour une ou plusieurs mesures proposées sur le territoire, le chargement ou les effectifs animaux interviennent. Vous devez remplir le formulaire « déclaration des effectifs animaux » pour renseigner les animaux de votre exploitation autres que bovins, afin que la DDT soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

7. CONTACTS

Correspondants MAEC Agence des Espaces Verts d'Île-de-France,
Téléphone : 01 83 65 38 87 ; E-mail : natura2000@aev-iledefrance.fr

Version 2016

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de haie » « IF_BOMA_HA01 »

du territoire « Site Natura 2000 des « Boucles de La Marne »

(ZPS FR1112003, directive Oiseaux 79/409/CEE)

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_01

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des haies, localisées de manières favorable au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent en fonction du type de haie présente afin d'assurer le renouvellement et la pérennité des haies.

Les haies ont de multiples fonctions environnementales. En effet, elles constituent un obstacle physique qui diminue la vitesse des ruissellements ainsi que celle du vent, limitant ainsi le transport des particules solides (limons et sables), des éléments fertilisants et des matières actives (objectifs de lutte contre l'érosion et d'amélioration de la qualité des eaux). Le réseau racinaire dense, puissant et profond des ligneux composants la haie remonte les éléments minéraux ayant migré en profondeur (objectif protection de l'eau), favorise l'infiltration des eaux en excès et stabilise le sol (objectifs de lutte contre les risques naturels et contre l'érosion). Les haies sont également des écosystèmes à part entière, lieux de vie, d'abri, de reproduction de nombreuses espèces animales et végétales inféodées à ce type de milieu (objectif de maintien de la biodiversité, trame verte et bleue). Par ailleurs, les haies contribuent efficacement au stockage de carbone.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0,36€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Haies éligibles** : Haies, basses ou hautes, localisées de manière pertinente, définies lors du diagnostic. Les haies devront être composées majoritairement des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

Arbustes	
Nom français	**Nom scientifique**
Aubépine épineuse	*Crataegus laevigata*
Aubépine monogyne	*Crataegus monogyna*
Bourdaine	*Frangula alnus*
Buis	*Buxus sempervirens*
Camerisier à balai	*Lonicera xylosteum*
Cassis	*Ribes nigrum*
Cerisier Sainte Lucie	*Prunus mahaleb*
Cornouiller sanguin	*Cornus sanguinea*
Cornouiller mâle	*Cornus mas*
Coudrier	*Corylus avellana*
Framboisier	*Rubus idaeus*
Fusain d'Europe	*Euonymus europaeus*
Genêt à balais	*Cytisus scoparius*
Genévrier commun	*Juniperus communis*
Groseillier rouge	*Ribes rubrum*
Groseillier à maquereau	*Ribes uva-crispa*
Houx	*Ilex aquifolium*
If commun	*Taxus baccata*
Lierre	*Hedera helix*
Néflier	*Mespilus germanica*
Nerprun purgatif	*Rhamnus cathartica*
Prunellier	*Prunus spinosa*
Ronce sp	*Rubus sp*
Rosier des chiens	*Rosa canina*
Saule cendré	*Salix cinerea*
Saule pourpre	*Salix purpurea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Sureau rouge	*Sambucus racemosa*
Troène vulgaire	*Ligustrum vulgare*
Viorne lantane	*Viburnum lantana*
Viorne obier	*Viburnum opulus*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BOMA_HA01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage, …
  - **taille sur les 2 côtés de la haie**

- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
  - Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la haie engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Respect des périodes d'interventions	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches *(cf. ci-dessus)*	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La **tenue du cahier d'enregistrement** des interventions constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien d'arbres isolés ou en alignements » « IF_BOMA_AR01 »

du territoire « Site Natura 2000 des « Boucles de La Marne »

(ZPS FR1112003, directive Oiseaux 79/409/CEE)

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_02

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des arbres isolés ou en alignements au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent en fonction du type d'arbre présent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

Les arbres têtards (arbre adulte dont le tronc et toutes les branches maîtresses ont été coupés, et sur lesquels poussent des rejets régulièrement recépés) de type émondés ou de hauts jets, isolés ou en alignements sont des infrastructures écologiques qui permettent d'assurer le maintien de nombreuses espèces. En effet, ces arbres creux constituent des zones d'alimentation et de reproduction de nombreuses espèces (telles que les insectes saproxylophages), de corridor biologique ainsi que des zones refuge (chauve souris, oiseaux). L'entretien de ces linéaires ou des arbres remarquables isolés est de ce point de vue essentiel pour préserver la haute valeur naturelle et paysagère des territoires ruraux et des sites Natura 2000. La taille des arbres en têtard ou émondés (selon les spécificités locales) favorise le développement de cavités abritant de nombreuses espèces cavernicoles (Rouge-queue à front blanc, Chouette chevêche, ...). Par ailleurs ces arbres permettent une régulation climatique (rôle de haie brise vent et de séquestration du carbone), une régulation hydraulique (rôle dans l'infiltration lente, la dépollution des eaux et le maintien d'une atmosphère humide) et une remontée d'éléments minéraux lixiviés.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 7,92€/arbre engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Arbres éligibles : Ensemble des arbres isolés ou en alignement, localisées de manières pertinentes, définis lors du diagnostic. Essences éligibles de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*

Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*
Fruitiers sp. (poiriers, pommiers...)	

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BOMA_AR01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - Type de taille à réaliser en fonction du diagnostic : taille en têtard, émondage ou élagage**.**
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (sécateurs, échenilloir, scie d'élagage, lamier, tronçonneuse...).

Taille des arbres têtards :
Pour la formation : éliminer les branches latérales afin d'obtenir un sujet vigoureux de 10 - 15 cm de diamètre. A partir de ce diamètre, étêtage du sujet.
Pour l'entretien : coupe des rejets surplombants la tête tous les 7 à 15 ans selon les essences et selon le diamètre des branches, entre 10 et 20 cm maximum.

Taille des arbres isolés :
Pour la formation : taille de formation entre août et septembre. La taille éliminera les fourches et les branches obliques par rapport à la flèche de l'arbre.
Pour l'entretien : élagage des branches basses en maintenant au moins 50 % de branches sur la partie haute de l'arbre. Les rejets postérieurs à ces travaux de coupe seront éliminés régulièrement. La hauteur finale d'élagage sera d'au minimum 3 à 4 mètres.

Conserver le lierre, le houx et les ronces.

- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage.
  - Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars.
- **Seuil minimal de contractualisation d'arbres têtards (en âge d'être entretenus) : 50 %**
- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.
- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement aux arbres et/ou alignements d'arbres engagés	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période allant du 1er aout au 30 septembre pour les tailles de formation et du 1er octobre au 1er mars	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches *(cf. ci-dessus)*	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les éléments engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien des ripisylves » « IF_BOMA_RI01 »

du territoire « Site Natura 2000 des « Boucles de La Marne »

(ZPS FR1112003, directive Oiseaux 79/409/CEE)
Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des ripisylves au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique et floristique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

La ripisylve est une zone de transition entre les milieux aquatique et terrestre, elle est localisée en bordure de cours d'eau. Elle est composée de différentes strates (herbacée, arbustive, arborée) permettant d'assurer divers rôles : habitats naturels (terrestres et aquatiques avec notamment des zones d'eau fraîche et calme : rôle de la ripisylve dans la dissipation du courant), corridors écologiques (trame verte et bleue), filtration et épuration des eaux de ruissellement, protection des berges contre l'érosion, régulation climatique (notamment zones d'ombrage et stockage du carbone), etc. Elle joue par ailleurs les mêmes rôles qu'une haie arbustive ou arborée en matière de protection contre le ruissellement et l'érosion, en faveur de la qualité des eaux (limitation des transferts) et du maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées).
Un entretien non intensif de ce milieu permet le maintien des différentes strates et d'une végétation variée assurant tous ces rôles.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 1,01 €/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Ripisylves éligibles** : localisées de manière pertinente, définies lors du diagnostic. Les ripisylves devront être majoritairement composés des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Charme	*Carpinus betulus*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*

Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Tremble	*Populus tremula*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BOMA_RI01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  4 **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années ;
  5 **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage…

Côté parcelle : même taille que pour une haie
Côté cours d'eau : un élagage doux afin d'apporter un peu de lumière sur le cours d'eau
Dégagement mécanique au pied des jeunes arbres pour les boisements en cours de constitution

Gestion des arbres morts et des branches mortes du côté du cours d'eau :
- les enlever lorsque ceux-ci sont susceptibles de créer des embâcles ;
- Le dessouchage est interdit.

Gestion des embâcles :
- ne pas dégrader la berge et la végétation riveraine, dans la mesure du possible ;
- travailler le moins possible avec des engins dans le lit du cours d'eau afin de ne pas perturber les habitats aquatiques.

- **Période d'intervention**
  - Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars ;
  - Enlèvement des embâcles et entretien du lit hors période de fraies : du 1er aout ou 31 octobre ;
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la ripisylve engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation de la taille des arbres entre le 1er octobre au 1er mars Réalisation de l'enlèvement des embâcles et de l'entretien du lit du cours d'eau entre le 1er aout et le 31 octobre	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.
, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de bosquets » « IF_BOMA_BO01 »

du territoire « Site Natura 2000 des « Boucles de La Marne »

(ZPS FR1112003, directive Oiseaux 79/409/CEE)

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des bosquets au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique et floristique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

Les bosquets sont des lieux d'abris, de vie et de reproduction d'un grand nombre d'espèces animales et végétales et jouent un rôle structurant pour le paysage en assurant des corridors écologiques dans une trame d'ensemble. Ils jouent par ailleurs les mêmes rôles qu'une haie arbustive ou arborée en matière de protection contre le ruissellement et l'érosion, en faveur de la qualité des eaux (limitation des transferts), du maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées) et de la régulation climatique.
Un entretien non intensif et dirigé de ces milieux permet leur pérennité afin d'en assurer tous ces rôles.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 145,85 €/hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Bosquet éligible** :
  - Taille de **1 are à 50 ares**, avec un minimum de **10 m de largeur**, définis lors du diagnostic.
  - Les bosquets devront être composés majoritairement des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	Nom scientifique
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

Arbustes	
Nom français	Nom scientifique
Aubépine épineuse	*Crataegus laevigata*
Aubépine monogyne	*Crataegus monogyna*
Bourdaine	*Frangula alnus*
Buis	*Buxus sempervirens*
Camerisier à balai	*Lonicera xylosteum*
Cassis	*Ribes nigrum*
Cerisier Sainte Lucie	*Prunus mahaleb*
Cornouiller sanguin	*Cornus sanguinea*
Cornouiller mâle	*Cornus mas*
Coudrier	*Corylus avellana*
Framboisier	*Rubus idaeus*
Fusain d'Europe	*Euonymus europaeus*
Genêt à balais	*Cytisus scoparius*
Genévrier commun	*Juniperus communis*
Groseillier rouge	*Ribes rubrum*
Groseillier à maquereau	*Ribes uva-crispa*
Houx	*Ilex aquifolium*
If commun	*Taxus baccata*
Lierre	*Hedera helix*
Néflier	*Mespilus germanica*
Nerprun purgatif	*Rhamnus cathartica*
Prunellier	*Prunus spinosa*
Ronce sp	*Rubus sp*
Rosier des chiens	*Rosa canina*
Saule cendré	*Salix cinerea*
Saule pourpre	*Salix purpurea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Sureau rouge	*Sambucus racemosa*
Troène vulgaire	*Ligustrum vulgare*
Viorne lantane	*Viburnum lantana*
Viorne obier	*Viburnum opulus*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BOMA_BO01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage…
  - **Taille de faces extérieures** au moins 2 fois en 5 ans pour limiter le développement latéral pour les bosquets d'au moins 3 – 4 ans.
  - **Taille de formation** (de 3 à 15 ans environ) et élagage (de 5 à 20 ans environ) pour des arbres de hauts jets, à raison d'une taille tous les 2 à 3 ans en fonction de la croissance des sujets. Les arbres de hauts jets à entretenir seront définis lors du diagnostic.
- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
- Taille et élagage : Du 1er octobre au 1er mars

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché**.**

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement au bosquet engagé	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation de l'entretien des arbres entre le 1er octobre au 1er mars pour la taille d'élagage et entre le 1er aout et le 30 septembre pour la taille de formation	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de bande refuge sur prairies » « IF_BOMA_BR01 »

du territoire « Site Natura 2000 des « Boucles de La Marne »

(ZPS FR1112003, directive Oiseaux 79/409/CEE)

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_08

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de mettre en place des zones de protection (des bandes refuges) des milieux remarquables afin de protéger la flore présente et/ou la faune prairiale (oiseaux et papillons, notamment ceux relevant d'un plan national d'action) grâce à une mise en défens sur une longue période de bandes refuge, dont la localisation peut varier chaque année au sein de parcelles exploitées.

En effet, l'avifaune sauvage s'installe pendant les fauches et durant la période estivale sur les prairies de fauche. Ces sites d'installation de cette faune spécifique permettent la réalisation de diverses étapes essentielles, telles la nidification, le grossissement des jeunes, la mue, l'alimentation et le repos avant la migration. Cela concerne plusieurs espèces d'intérêt communautaire à l'origine du classement des boucles de la Marne en site Natura 2000 (Œdicnème criard (A133), Bondrée apivore (A236), Pie-grièche écorcheur (A338).

La création de ces bandes refuge est définie selon des enjeux locaux clairement identifiés, comme la préservation de bas-marais, marais tufeux, tourbières, ripisylves, espaces de nidification comme les grèves de bords de cours d'eau dynamique ou les roselières, les milieux dunaires et les sources.

Des habitats naturels remarquables et les sites de nidification peuvent se situer au contact des milieux prairiaux, soit distribués en leur sein, soit disposés sur leurs marges.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0,49€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Surfaces éligibles :** Surfaces en herbe cibles, définies lors du diagnostic**.**
- **Taille éligible :** Bande d'une largeur comprise entre **6 m et 9 m.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BOMA_BR01 » sont décrites ci-dessous :

- Respecter chaque année la localisation et la taille de la bande refuge à mettre en défens

- Faire établir un plan de localisation des bandes refuges. Ce plan de localisation précise, au sein de la surface engagée, les surfaces nécessitant une gestion particulière sur lesquelles porte les obligations. Il sera établi par l'opérateur lui-même ou par une structure compétente mandatée par l'opérateur.

- **Période de non intervention**
  - Intervention **INTERDITE** du 1er mars au 1er septembre
  - Déprimage précoce interdit

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à **l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013** qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par l'opérateur ou une structure compétente, un plan de localisation des bandes refuge au sein des parcelles engagées	Sur place	Plan de localisation	Définitif	Principale	Totale
Respect de la localisation des bandes refuges Respect de la taille de la bande refuge : comprise entre 6 et 9 mètres de largeur	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et Plan de localisation	Réversible	Principale	Totale
Respecter une période de non intervention du 1er mars au 1er septembre Le déprimage précoce est interdit.	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart en nombre de jours entre la date de réalisation de la fauche et les dates déterminées / nombre de jours que comporte la période d'interdiction d'intervention

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation » « IF_BOMA_HE01 »

du territoire « Site Natura 2000 des « Boucles de La Marne »

(ZPS FR1112003, directive Oiseaux 79/409/CEE)

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : HERBE_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (praires, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
Les pratiques économes en intrants permettent ainsi une expression plus forte de la biodiversité et favorise la disponibilité alimentaire pour de nombreuses espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire (Espèces ciblées : Alimentation : Œdicnème criard (A133), Bondrée apivore (A236), Pie-grièche écorcheur (A338)).

En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 130,57 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Surfaces éligibles : surfaces en herbe et milieux remarquables éligibles, pour lesquels il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité, lié à une fertilisation excessive. Ce ciblage devra être élaboré sur la base d'un diagnostic environnemental de territoire.

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles. Les SIE situées en dehors de ces bandes tampons sont éligibles.

Déclaration de surface : Le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente ».**

Mesure fixe : L'engagement **est fixe** au cours des **5 ans.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BOMA_HE01 » sont décrites ci-dessous :

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage) :**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à **l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013** qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date, pratiques de fertilisation des surfaces ((dates, quantités, produit))

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et avec ajustement de la pression de pâturage » « IF_BOMA_HE02 »

du territoire « Site Natura 2000 des « Boucles de La Marne »
(ZPS FR1112003, directive Oiseaux 79/409/CEE)

Campagne 2016

Engagements Unitaires : - HERBE_03
- HERBE_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette opération a pour objet d'améliorer la gestion par le pâturage de milieux remarquables, en particulier dans les zones humides (tourbières, prairies humide, etc.), en fonction des spécificités de chaque milieu, en limitant la pression de pâturage afin d'éviter la dégradation de la flore et des sols par tassement dans un objectif de maintien de la biodiversité et dans un objectif paysager.
Elle peut également permettre le maintien de l'ouverture et le renouvellement de la ressource fourragère sur des surfaces soumises à une dynamique d'embroussaillement, en évitant le sous pâturage et le surpâturage, et contribuer ainsi à pérenniser une mosaïque d'habitats.
Enfin, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage) et favorisant ainsi la disponibilité alimentaire pour de nombreuses espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire (Espèces ciblées : Œdicnème criard (A133), Bondrée apivore (A236), Pie-grièche écorcheur (A338)).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsables de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 206,01 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Surfaces éligibles** : surfaces en herbe et milieux remarquables pour lesquelles il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité, lié à une fertilisation excessive, définies lors du diagnostic.

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles. Les SIE situées en dehors de ces bandes tampons sont éligibles.

- Le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente »**
- L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BOMA_HE02 » sont décrites ci-dessous :

- **Fauche autorisée tous les ans à partir du 15 juin**

- Surface exploités en **pâturage** :
- dans la limite d'un chargement maximal moyen annuel de **1,2 UGB/ha** à l'échelle de la parcelle
- dans la limite d'un chargement instantané de **1,4 UGB/ha maximum** à l'échelle de la parcelle
- en respectant un chargement minimal annuel de **0,3 UGB/ha** pour les surfaces en herbe à l'échelle de l'exploitation

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**

INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**

INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à **l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013** qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date, matériels et outils, dates d'entrées et de sortie des animaux, nombre d'animaux et UGB correspondante).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect du chargement maximal moyen annuel à la parcelle de 1,2 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respect du chargement instantané maximal de 1.4 UGB/ha, à la parcelle, sur la période déterminée, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respect du chargement minimal moyen annuel à la parcelle de 0.3 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respecter, en cas de fauche, la période d'interdiction allant jusqu'au 15 juin en cas d'impossibilité de mise en pâturage d'une parcelle	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)
Non retournement des surfaces engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principal	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principal	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place	Documentaire - présence du cahier et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

Calcul du taux de chargement :

- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.
- Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et avec retard de fauche » « IF_BOMA_HE03 »

du territoire « Site Natura 2000 des « Boucles de La Marne »

(ZPS FR1112003, directive Oiseaux 79/409/CEE)

Campagne 2016

Engagements Unitaires : - HERBE_03
- HERBE_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont de permettre aux espèces végétales et animales inféodées aux surfaces en herbe entretenues par la fauche, d'accomplir leurs cycles reproductifs (fructification des plantes, nidification pour les oiseaux) dans un objectif de maintien de la biodiversité. Selon l'espèce visée, il est indispensable de définir la période durant laquelle toute intervention mécanique est interdite afin d'atteindre l'objectif (Espèces ciblées : Œdicnème criard (A133), Bondrée apivore (A236), Pie-grièche écorcheur (A338)).

La conservation de zones non fauchées ou fauchées avec un retard de 15 à 30 jours est très intéressante, spécialement en bordure des parcelles et des éléments fixes pour la fauche centrifuge. Cela pourra être pris en compte dans le cadre du diagnostic d'exploitation pour définir les localisations pertinentes des parcelles ou parties de parcelles éligibles et la période d'interdiction d'intervention mécanique.

D'autre part, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 353,43 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Surfaces éligibles** : surfaces en herbe et milieux remarquables pour lesquelles il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité, lié à une fertilisation excessive, définies lors du diagnostic.

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles. Les SIE situées en dehors de ces bandes tampons sont éligibles.

- Le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente ».**
- L'engagement est fixe au cours des **5 ans.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BOMA_HE03 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien** :
  - Fauche/broyage autorisé à partir **du 1er août au 30 avril**
  - Pâturage des regains autorisé **du 1er août au 31 décembre**

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**

INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**

INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à **l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013** qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date, matériels et outils, dates d'entrées et de sortie des animaux, nombre d'animaux et UGB correspondante).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de la période d'interdiction de fauche du 1er mai au 31 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)
Respect de la localisation pertinente des zones de retard de fauche	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et diagnostic d'exploitation présentant la localisation des zones de retard de fauche au regard de l'enjeu	Réversible	Principale	Totale
Interdiction du pâturage par déprimage. Si pâturage des regains : respect de la date initiale de pâturage fixée au 1er aout et du chargement moyen maximal annuel de 1,2 UGB/ha	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Sur place : visuel et documentaire	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation des produits phytosanitaires, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6 . DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

Calcul du taux de chargement :

- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

- Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :
-

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation » « IF_BOMA_HE31 »

Du territoire Site Natura 2000 des « Boucles de La Marne » (ZPS FR1112003, directive Oiseaux 79/409/CEE)

Campagne 2016

Engagements unitaires de la mesure: COUVER_06
HERBE_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates. Ces surfaces constituent des zones refuges et d'alimentation pour la faune et la flore, et notamment pour plusieurs espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire (Alimentation : Œdicnème criard (A133), Bondrée apivore (A236), Pie-grièche écorcheur (A338)).

Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage).

D'autre part, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes.

La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 450 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables (sauf prairies temporaires de plus de deux ans et surfaces en jachères), les cultures pérennes, ou les surfaces qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.
Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente ».**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - **Parcelles** entières : **minimum 10 ares, 5 m de large ;**
  - **Bandes : minimum 10 m de large** (En bordure de cours d'eau et en zone vulnérable, la largeur minimale passe à 5 m, dans la mesure où une bande d'au moins 5 m est déjà existante et permet la création d'une bande enherbée finale d'au moins 10 m de large.) ;
  - Si le couvert est implanté en bordure d'élément paysager (haies, bosquets, mares, fossés), la largeur minimale sera de 3 m, si possible de part et d'autre de l'élément paysager si la maîtrise du foncier le permet.

- **Mesure fixe** : L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

- **Localisation pertinente**
  - bassin d'alimentation des captages
  - bords de cours d'eau, fossés
  - fonds de talweg
  - ruptures de pente
  - division du parcellaire
  - continuités écologiques
  - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
  - parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire
- **Couvert éligible :**
  - Liste d'espèces autorisées en couvert environnemental au titre des BCAE
  - Liste d'espèces ci-dessous (légumineuses pures interdites : mélange avec une autre famille obligatoire)

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BOMA_HE31 » sont décrites ci-dessous :

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à **l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013** qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date), pratiques de fertilisation des surfaces (dates, quantités, produit).

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés : *(cf liste d'espèces ci-dessus)*	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter les largeurs minimales du couvert herbacé pérenne.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Tenir un cahier d'enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

7. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et avec ajustement de la pression de pâturage » « IF_BOMA_HE32 » du territoire Site Natura 2000 des « Boucles de La Marne »

(ZPS FR1112003, directive Oiseaux 79/409/CEE)

Campagne 2016

Engagements Unitaires : - COUVER_06
- HERBE_03
- HERBE_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates. Ces surfaces constituent des zones refuges et d'alimentation pour la faune et la flore, et notamment pour plusieurs espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire (Alimentation : Œdicnème criard (A133), Bondrée apivore (A236), Pie-grièche écorcheur (A338)).
Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage).
D'autre part, cette opération est d'améliorer la gestion par le pâturage de milieux remarquables, en particulier dans les zones humides (tourbières, prairies humides, etc.), en fonction des spécificités de chaque milieu, en limitant la pression de pâturage afin d'éviter la dégradation de la flore et des sols par tassement dans un objectif de maintien de la biodiversité et dans un objectif paysager.
Elle peut également permettre le maintien de l'ouverture et le renouvellement de la ressource fourragère sur des surfaces soumises à une dynamique d'embroussaillement, en évitant le sous

pâturage et le surpâturage, et contribuer ainsi à pérenniser une mosaïque d'habitats.
Enfin, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 450 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), les cultures pérennes, ou les surfaces qui étaient alors engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédente.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente »**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - **Parcelles** entières : **minimum 10 ares, 5 m de large**
  - **Bandes : minimum 10 m de large**, (En bordures de cours d'eau et en zone vulnérable, la largeur minimale passe à 5 m, dans la mesure où une bande d'au moins 5 m est déjà existante et permet la création d'une bande enherbée finale d'au moins 10 m de large.)
  - Si le couvert est implanté en bordure d'élément paysager (haies, bosquets, mares, fossés), la largeur minimum sera de 3 m, si possible de part et d'autre de l'élément paysager si la maîtrise du foncier le permet.

- L'engagement est fixe au cours des **5 ans**
- **Couvert éligible :**
  - **Liste d'espèces autorisées en jachère**
  - **Liste d'espèces ci-dessous (légumineuses pures interdites : mélange avec une autre famille obligatoire)**
  - Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BOMA_HE32 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

- **Fauche autorisée tous les ans à partir du 15 juin**

- Surface exploitée en **pâturage** :

  – dans la limite d'un chargement moyen annuel de **1,2UGB/ha maximum** à l'échelle de la parcelle
  – dans la limite d'un chargement instantané de **1,4 UGB/ha maximum** à l'échelle de la parcelle
  – en respectant un chargement minimal annuel de **0,3 UGB/ha** pour les surfaces en herbe à l'échelle de l'exploitation

- **Localisation pertinente :**
  - bassin d'alimentation des captages
  - bords de cours d'eau
  - bords de fossés
  - fonds de talweg
  - ruptures de pente
  - division du parcellaire
  - continuités écologiques
  - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
  - parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**

INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**

INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à **l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013** qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date, matériels et outils, dates d'entrées et de sortie des animaux, nombre d'animaux et UGB correspondante).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés : *(cf.liste d'espèces ci-dessus)*	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter la largeur minimale autorisée du couvert herbacé pérenne	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Respect du chargement maximal moyen annuel à la parcelle de 1,2 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect du chargement instantané maximal de 1.4 UGB/ha, à la parcelle, sur la période déterminée, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respect du chargement minimal moyen annuel à la parcelle de 0.3 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respecter, en cas de fauche, la période d'interdiction allant jusqu'au 15 juin en cas d'impossibilité de mise en pâturage d'une parcelle	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)
Tenir un cahier d'enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Si la localisation est imposée en bordure d'un élément, maintien de celui-ci.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

- Calcul du taux de chargement :
  - le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.
  - Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure
« Création et entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et avec retard de fauche »
« IF_BOMA_HE33 »

du territoire Site Natura 2000 des « Boucles de La Marne »
(ZPS FR1112003, directive Oiseaux 79/409/CEE)
Campagne 2016

Engagements Unitaires : - COUVER_06
- HERBE_03
- HERBE_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates. Ces surfaces constituent des zones refuges et d'alimentation pour la faune et la flore, et notamment pour plusieurs espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire (Alimentation : Œdicnème criard (A133), Bondrée apivore (A236), Pie-grièche écorcheur (A338)).
Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage).

D'autre part, cette opération permet aux espèces végétales et animales inféodées aux surfaces en herbe entretenues par la fauche, d'accomplir leurs cycles reproductifs (fructification des plantes, nidification pour les oiseaux) dans un objectif de maintien de la biodiversité. Selon l'espèce visée, il est indispensable de définir la période durant laquelle toute intervention mécanique est interdite afin d'atteindre l'objectif.

La conservation de zones non fauchées ou fauchées avec un retard de 15 à 30 jours est très intéressante, spécialement en bordure des parcelles et des éléments fixes pour la fauche centrifuge. Cela pourra être pris en compte dans le cadre du diagnostic d'exploitation pour définir les localisations pertinentes des parcelles ou parties de parcelles éligibles et la période d'interdiction d'intervention mécanique.

Enfin, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 450 €/hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et surfaces en jachères), les cultures pérennes, ou les surfaces qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente ».**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - **Parcelles** entières : **minimum 10 ares, 5 m de large**
  - **Bandes : minimum 10 m de large** (En bordures de cours d'eau et en zone vulnérable, la largeur minimale passe à 5 m, dans la mesure où une bande d'au moins 5 m est déjà existante et permet la création d'une bande enherbée finale d'au moins 10 m de large.)
  - Si le couvert est implanté en bordure d'élément paysager (haies, bosquets, mares, fossés), la largeur minimum sera de 3 m, si possible de part et d'autre de l'élément paysager si la maîtrise du foncier le permet.
- L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

- **Couvert éligible :**
  - **Liste d'espèces autorisées en jachère**
  - **Liste d'espèces ci-dessous (légumineuses pures interdites : mélange avec une autre famille obligatoire)**
  - Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BOMA_HE33 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :
- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

- **Localisation pertinente :**
  - bassin d'alimentation des captages
  - bords de cours d'eau
  - bords de fossés
  - fonds de talweg
  - ruptures de pente
  - division du parcellaire
  - continuités écologiques
  - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
  - parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

- **Entretien** :
  - Fauche/broyage autorisée à partir **du 1er août au 30 avril**
  - Pâturage des regains autorisé **du 1er août au 31 décembre**
- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**

INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**

INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à **l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013** qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date et outils, modalités).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés : *(cf. liste ci-dessus)*	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter les largeurs minimales définies du couvert herbacé pérenne	Sur place		Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Si la localisation est imposée en bordure d'un élément paysager, maintien de celui-ci.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Respect de la période d'interdiction de fauche entre le 1er mai et le 31 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)
Respect de la localisation pertinente des zones de retard de fauche	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et diagnostic d'exploitation présentant la localisation des zones de retard de fauche au regard de l'enjeu	Réversible	Principale	Totale
Interdiction du pâturage par déprimage. Si pâturage des regains : respect de la date initiale de pâturage fixée au 1er aout et du chargement moyen maximal annuel de 1,2 UGB/ha	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation des produits phytosanitaires, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.
Calcul du taux de chargement :

- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée

- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

· Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien de zones refuges pour la faune » « IF_BOMA_HE15 »

du territoire Site Natura 2000 des « Boucles de La Marne »

(ZPS FR1112003, directive Oiseaux 79/409/CEE)

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont de renforcer la biodiversité fonctionnelle et de participer à la reconquête de la qualité de l'eau en diminuant l'utilisation d'intrants.

Cette opération vise prioritairement à limiter le développement des bio-agresseurs des cultures et l'intensité d'utilisation des produits phytosanitaires, en aménageant un maillage de zones de régulation écologique (ZRE) composées de bandes enherbées ou de jachères, si possible en continuité avec d'autres éléments paysagers présents sur le parcellaire (haies, bosquets, ...).
Sur le territoire des Boucles de la Marne, l'objectif prioritaire est la création d'un réseau d'espaces refuges pour la faune et la flore, et en particulier pour les espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire, au sein des terres agricoles. Ainsi, les bandes enherbées servent pour l'alimentation et la reproduction de plusieurs espèces (Espèces ciblées : Œdicnème criard (A133), Bondrée apivore (A236), Pie-grièche écorcheur (A338)).

Ces zones de régulation écologique constituent des réservoirs d'auxiliaires des cultures, dont l'efficacité est accrue par la limitation de la taille des parcelles culturales bordées par les ZRE.
En effet, les ZRE devant être localisées en rupture de parcelles culturales ou entre deux parcelles culturales contiguës de taille limitée, les auxiliaires peuvent agir au cœur des parcelles culturales et réduire ainsi la pression des ravageurs sur les cultures. La localisation de ces ZRE devra être cohérente avec le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et les Trames vertes et bleues (TVB).

Ces zones constituent plus généralement des zones refuges pour l'ensemble de la petite faune de plaine, dans un objectif de préservation de la biodiversité.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 390,94 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), les cultures pérennes ou les surfaces qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Déclaration de surface : Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie »** ou en **« jachère »**

La taille minimale ou maximale des parcelles :

- **Largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m** pour chaque ZRE
- Les ZRE doivent être **implantées :**
  - **entre 2 parcelles culturales contiguës ou en rupture de parcelles culturales**, de manière à ce que la taille des parcelles culturales n'excède pas 15 ha au maximum et que la distance entre deux ZRE n'excède pas 300 m.

  - **Dans la continuité d'autres éléments du paysage** (haies, talus, fossés, lisières de bois et bosquets…). Ces éléments constituent des ZRE naturelles, qui pourront être renforcées par la création de bandes herbacées d'une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m.

- Respecter la **taille maximale de 15 ha** de chaque **parcelle culturale** bordée d'une ZRE.

Mesure fixe : L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

Couvert éligible (non récoltés) :

- **Liste d'espèces autorisées en jachère ou en prairies**
- **Liste d'espèces ci-dessous (pur ou en mélange)**
- **C**ultures cynégétiques
- Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures

GRAMINEES

- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

AUTRES

- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Phacélie
- Radis fourrager

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BOMA_HE15 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - Absence d'intervention mécanique du **1er mai au 31 juillet** pour les couverts en place.
- Récolte **INTERDITE**
- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.
- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à **l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013** qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.
- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement **:** type d'interventions, localisation, date, outils

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place une ou plusieurs ZRE localisées de façon pertinente, en fonction du diagnostic de territoire et/ou d'exploitation (distance maximale entre deux ZRE de 300m)	Sur place : visuel et documentaire	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation	Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respecter une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m pour chaque ZRE	Sur place		Réversible	Principale	A seuil : écart de largeur en anomalie
Respecter la taille maximale de 15 hectares de chaque parcelle culturale bordée d'une ZRE.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Mettre en place les couverts autorisés sur les ZRE : *cf : liste d'espèces ci-dessus* ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Factures d'achat de semis selon les cas, et cahier d'enregistrement	Réversible	Principale	Totale
Enregistrer les interventions d'entretien sur les ZRE	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'intervention mécanique sur les ZRE du 1er mai au 31 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et programme de travaux d'entretien et éventuelles factures (si prestations)	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'avance/de retard (5 / 10 / 15 jours)
Respecter l'interdiction de traitement phytosanitaire sur les ZRE	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation initiale de la ZRE	Administratif et sur place		Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respecter la l'interdiction des apports azotés (minéral et organique)	Sur place : documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;

➢ à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert d'intérêt faunistique ou floristique » « IF_BOMA_HE16 »

du territoire Site Natura 2000 des « Boucles de La Marne »

(ZPS FR1112003, directive Oiseaux 79/409/CEE)

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure: COUVER_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de remplacer des surfaces cultivées en grandes cultures par un couvert favorable :

- aux oiseaux de plaine à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité (**Espèces ciblées :** Alimentation : Œdicnème criard (A133), Bondrée apivore (A236) ; Reproduction ou alimentation : Pie-grièche écorcheur (A338)).;

- aux insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Il s'agit ainsi de créer ce type de couvert sur des surfaces supplémentaires par rapport aux couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 600,00 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles :** surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), les cultures pérennes ou les surfaces qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

  Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implantée, la parcelle devra être déclarée avec le code correspondant au couvert mis en place.

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - **Parcelles** entières : **minimum 10 ares**
  - **Bandes : minimum 10 m de large**, (le cas échéant, 10 m en moyenne sur la longueur de la bande)

- **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**.

- **Couvert éligible :** (non récolté et non pâturé)

À sélectionner en fonction des exigences biologiques des espèces à préserver

Couverts autorisés pour l'Œdicnème criard, à implanter dans les zones ou la présence de l'espèce est avérée
Navette fourragère (type hiver qui ne monte pas à graine) à semer avant le 1er avril avec une densité recommandée de 3 à 5 kg par hectare dans les sols sableux et séchants
D'autres cultures annuelles de printemps peuvent être adaptées, elles pourront être acceptées sous réserve de validation lors du diagnostic d'exploitation

Autres couverts, à sélectionner en fonction des exigences biologiques des espèces à préserver :

- Cultures annuelles à fort intérêt
- Mélange graminées-légumineuses
- Légumineuses
- Cultures cynégétiques
- Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures (plantes messicoles notamment)

GRAMINEES

- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien
- Autres graminées à valider lors du diagnostic

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne
- Autres légumineuses à valider lors du diagnostic

AUTRES

- Achillée millefeuille
- Avoine
- Bleuet des champs
- Carotte sauvage
- Centaurée jacée
- Chicorée sauvage
- Compagnon rouge / Silène dioïque
- Cumin des prés
- Marguerite
- Mauve sylvestre

- Moutarde blanche
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Onagre bisannuelle
- Phacélie
- Radis fourrager
- Sarrasin
- Sauge des prés
- Tanaisie en corymbe
- Autres plantes à valider lors du diagnostic

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

Couverts mellifères recommandés pour insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures :
(*Mélanges commerciaux*)

Couvert "Seda-miel 1" :
(sol acide frais – pH < 6,5)
- Mélilot 30 %
- Lotier corniculé 20 %
- Trèfle hybride 15 %
- Trèfle d'Alexandrie 15 %
- Trèfle violet 10 %
- Phacélie 10 %

Couvert "Seda-miel 2" :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)
- Sainfoin 60 %
- Mélilot 25 %
- Trèfle violet 5 %
- Minette 5 %
- Phacélie 5 %

Couvert "Pronectar TP " :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)
- Sainfoin 60 %
- Mélilot 10 %
- Trèfle de Perse 10 %
- Trèfle violet 10 %
- Phacélie 10 %

Couvert "Méliflore 1" :
(sol acide frais – pH < 6,5)
- Trèfle hybride 45 %
- Trèfle violet 30 %
- Trèfle blanc 10 %
- Trèfle d'Alexandrie 10 %
- Phacélie 5 %

Couvert "Méliflore 2" :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)
- Sainfoin 60 %
- Mélilot 20 %
- Trèfle violet 10 %
- Minette 5 %
- Phacélie 5 %

Couvert "Prochasse" :
- Ray-grass Anglais 30 %
- Trèfle violet 30 %
- Trèfle de Perse 20 %
- Phacélie 20 %

Couvert "biodiversité" :
- Achillée millefeuille
- Avoine
- Cumin des prés
- Bleuet des champs
- Centaurée jacée
- Chicorée sauvage
- Carotte sauvage
- Sarrasin
- Marguerite
- Lotier corniculé
- Mauve sylvestre
- Onagre bisannuelle
- Sainfoin

- Phacélie
- Sauge des prés
- Compagnon rouge / Silène dioïque
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Tanaisie en corymbe
- Seigle fourrager – vesce
- Mélilot
- Millet – sorgho
- Seigle forestier – trèfle sp.
- Maïs – millet
- Maïs – sarrasin
- Maïs – sorgho
- Maïs – avoine
- Chou – moha – sarrasin
- Tournesol – pois
- Tournesol – féveroles
- Tournesol – sorgho
- Tournesol – chou fourrager
- Tournesol – moutarde

Couverts cynégétiques :
(Exemple de couverts soumis à variation selon les exigences biologiques des espèces et les types de sols)
- Millet – sarrasin – moha – navette
- Avoine – choux – sarrasin
- Dactyle – trèfle violet
- Dactyle – luzerne
- Chou fourrager – fétuque des prés
- Vesce – avoine

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes. Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BOMA_HE16 » sont décrites ci-dessous :

– **Date d'implantation**
Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :
- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

- **Entretien**
  - **Récolte et pâturage INTERDITS**
  - Absence d'intervention mécanique du **15 avril au 15 janvier** de l'année suivante pour les couverts en place.

- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

Toutefois afin de permettre une bonne implantation des couverts, il n'est permis de fertiliser que lors des premiers stades de développement du couvert.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à **l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013** qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : *(cf. liste d'espèces ci-dessus)* ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou parcelles entières minimum de 0,10 ha	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 15 avril et le 15 janvier de l'année n+1	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;

➢ à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Amélioration des jachères » « IF_BOMA_HE17 »

du territoire Site Natura 2000 des « Boucles de La Marne »

(ZPS FR1112003, directive Oiseaux 79/409/CEE)

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_08

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération vise à inciter les exploitants agricoles à améliorer la localisation de leurs parcelles en jachère agricole ainsi que le choix des couverts à y implanter :

- sur des territoires à enjeu « eau », afin de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) ;
- sur les territoires à enjeu « biodiversité » pour répondre aux exigences spécifiques :
  - d'une espèce ;
  - d'un groupe d'espèces à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
  - au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Ces surfaces constituent sur le territoire des Boucles de la Marne des zones refuges et d'alimentation pour de nombreuses espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire (Espèces ciblées : Œdicnème criard (A133), Bondrée apivore (A236), Pie-grièche écorcheur (A338)).

Cette opération permet de localiser les jachères agricoles de manière pertinente par rapport à l'enjeu environnemental visé (eau ou biodiversité), d'améliorer le couvert présent et la gestion des intrants. L'exploitant n'a plus comme seul critère celui de localiser ces surfaces de jachère agricole sur les zones les moins productives et/ou les plus difficiles d'accès.

Par ailleurs, en règle générale, les jachères agricoles sont constituées des repousses des précédents culturaux. Cette opération permet l'implantation d'un couvert spécifique répondant à l'enjeu environnemental visé.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 160,00 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : surfaces en terres arables (sauf prairies temporaires de plus de deux ans et surfaces en jachères), ou les cultures pérennes ou les surfaces qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, ou les parcelles nécessitant un déplacement par rapport à la localisation initiale de la jachère.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Déclaration de surface : Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« jachère ».**

La taille minimale ou maximale des parcelles

- **Parcelles** entières : **minimum 10 ares**
- **Bandes : minimum 10 m de large**

Mesure fixe : L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

Localisation pertinente

- bassin d'alimentation des captages
- bords de cours d'eau, fossés
- fonds de talweg
- ruptures de pente
- division du parcellaire
- continuités écologiques
- bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
- parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

Couverts éligibles (non récoltés et non pâturés) :

- Cultures annuelles à fort intérêt
- Mélange graminées-légumineuses
- Légumineuses
- Cultures cynégétiques
- Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures (plantes messicoles notamment)

À sélectionner dans la liste ci-dessous (pur ou en mélange) :

GRAMINEES

- Avoine
- Brome cathartique
- Brome Sitka
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque ovine
- Fétuque rouge
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray–grass italien
- Seigle

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

AUTRES

- Chou
- Cresson alénois
- Mais
- Millet
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Phacélie
- Radis fourrager
- Sarrasin
- Sorgho
- Tournesol

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BOMA_HE17 » sont décrites ci-dessous :

– **Date d'implantation**

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

– Récolte et pâturage **INTERDITS.**

– **Entretien**
  - Absence d'intervention mécanique du **1er mai au 31 juillet** pour les couverts en place.

- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à **l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013** qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date)

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : *(cf. liste d'espèces ci-dessus)* ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou parcelles entières de minimum 0,10 ha	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 1er mai et le 31 juillet	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Maintien des milieux ouverts et gestion pastorale » « IF_BOMA_HE21 »

du territoire Site Natura 2000 des « Boucles de La Marne »

(ZPS FR1112003, directive Oiseaux 79/409/CEE)

Campagne 2016

Engagements Unitaires : OUVERT_02
HERBE_03
HERBE_09

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de maintenir l'ouverture de parcelles dont la dynamique d'embroussaillement est défavorable à l'expression de la biodiversité (risque de fermeture de milieux remarquables herbacés gérés de manière extensive par pâturage). Ces habitats abritent de nombreuses espèces d'intérêt patrimonial (Espèces ciblées : Alimentation, reproduction de l'Œdicnème criard (A133) ; Alimentation de la Bondrée apivore (A236), Pie-grièche écorcheur (A338)).

En effet, dans certaines zones, le pâturage n'est pas suffisant pour entretenir le milieu (rejets ligneux et autres végétaux indésirables ou envahissants tels que les fougères induisant une perte de biodiversité). Un entretien mécanique complémentaire est donc nécessaire pour éviter la fermeture du milieu, dans un objectif paysager et de maintien de la biodiversité. Cette opération contribue également à la défense des forêts contre les risques d'incendies (DFCI) lorsqu'il est appliqué sur les zones de coupures de combustible ou représentant un fort enjeu de prévention des risques de feux et où une action concertée de défense des forêts contre les incendies est mise en place.

La reconquête de milieux ouverts permet une large expression d'espèces animales et végétales inféodées à ce type de milieu.

Cette opération contribue principalement au domaine prioritaire 4A fixé par l'Union européenne pour le développement rural.

Elle peut également permettre le maintien de l'ouverture et le renouvellement de la ressource fourragère sur des surfaces soumises à une dynamique d'embroussaillement, en évitant le sous pâturage et le surpâturage, et contribuer ainsi à pérenniser une mosaïque d'habitats.
Enfin, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 301,43 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en herbe

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles. Les SIE situées en dehors de ces bandes tampons sont éligibles.

- Le couvert devra être déclaré en **« prairie permanente ou lande »**
- L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BOMA_HE21 » sont décrites ci-dessous :

- **Maîtriser les refus ligneux tous les ans entre le 31 août et 31 mars**

- **Surface exploités en pâturage** :

Faire établir un plan de gestion pastorale sur les surfaces engagées et mettre en œuvre ce plan de gestion pastorale.

- **Renouvellement des prairies autorisé 1 seule fois sur les 5 ans par travail superficiel du sol**

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**

INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**

INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à **l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013** qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date et outils, dates d'entrées et de sortie des animaux, nombre d'animaux et UGB correspondante).

6. REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par une structure agréée, un plan de gestion pastorale sur les parcelles engagées, incluant un diagnostic initial de l'unité pastorale **Le plan de gestion pastorale devra être réalisé au plus tard le 1er juillet de l'année du dépôt de la demande d'engagement.**	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion pastorale sur les surfaces engagées	Sur place : documentaire et visuel	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Elimination mécanique ou manuelle des ligneux et autres végétaux définis comme indésirables conformément au diagnostic de territoire chaque année au cours des 5 ans • selon la méthode suivante : fauche, broyage, élimination mécanique ou manuelle ou tout autre moyen défini dans le diagnostic de territoire. *Exportation non obligatoire*	Sur place	Programme de travaux, cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Réalisation des travaux d'entretien pendant la période du 31 août au 31 mars	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

7. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

Calcul du taux de chargement :
- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « gestion extensive de milieux humides et absence de fertilisation » « IF_BOMA_ZH01 »

du territoire Site Natura 2000 des « Boucles de La Marne »

(ZPS FR1112003, directive Oiseaux 79/409/CEE)

Campagne 2016

Engagements Unitaires : HERBE_03
HERBE_13

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette opération vise à préserver ou/et à développer :
- ✓ Le maintien des surfaces en prairies permanentes,
- ✓ Le maintien d'une exploitation agricole extensive et durable de ces milieux,
- ✓ Le changement de pratiques d'exploitation intensives en intrants vers des systèmes plus durables,
- ✓ La restauration de milieux en déprise,
- ✓ La maîtrise des espèces invasives,
- ✓ L'entretien des éléments fixes du paysage,
- ✓ Le maintien du caractère humide en évitant le recours à l'assèchement total et définitif.

Les enjeux de cette opération sont de préserver les milieux humides permettant le développement d'une flore, d'une faune remarquable. L'intérêt de cette opération, mobilisée en milieux humides, réside dans son plan de gestion simplifié qui permet une adaptation fine aux enjeux du territoire.

L'aide au maintien de pratique ne s'entend que si le bénéfice environnemental de la pratique est avéré, et elle doit être associée à un ciblage sur les zones où il existe un risque de disparition de la pratique. L'opération s'adresse aux exploitations d'élevage dont la pratique en zone humide identifiée comme favorable à l'environnement est soumise à un risque avéré d'abandon ou d'intensification.

Les pratiques économes en intrants permettent une expression plus forte de la biodiversité et favorise la disponibilité alimentaire pour de nombreuses espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire (Espèces ciblées : Alimentation : Œdicnème criard (A133), Bondrée apivore (A236), Pie-grièche écorcheur (A338)).

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 250,57 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en herbe localisées en zone humide et non drainées par des systèmes enterrés

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles. Les SIE situées en dehors de ces bandes tampons sont éligibles.

- Le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente »**
- L'engagement est fixe au cours des **5 ans**
- Surface à engager : au minimum **80 % des prairies naturelles et surfaces en landes et parcours éligibles de l'exploitation**, localisées en zone humide et non drainées par des systèmes enterrés, et présentes dans le périmètre du territoire. Par ailleurs, les surfaces couvertes par des baux précaires peuvent être exclues des surfaces éligibles à la demande des exploitants et sur fourniture de justificatifs écrits (les baux verbaux ne sont pas considérés comme des baux précaires).
- Respecter une **part minimale de surface en prairies et pâturages permanents de 10 %** de la SAU de votre exploitation
- Respecter un taux de **chargement minimum de 0,3 UGB/ha sur les prairies** à l'échelle de votre exploitation

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BOMA_ZH01 » sont décrites ci-dessous :

- **Respect du plan de gestion**

- **Fauche / broyage autorisé tous les ans à partir du 15 juin**

- **Surface exploitée en pâturage** :

- dans la limite d'un chargement maximal moyen annuel de **1,4 UGB/ha maximum** à l'échelle de la parcelle.

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**

INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**

INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à **l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013** qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date et outils, dates d'entrées et de sortie des animaux, nombre d'animaux et UGB correspondante).

6. REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par une structure agréée, un plan de gestion sur les parcelles engagées, incluant un diagnostic initial des surfaces **Le plan de gestion devra être réalisé au plus tard le 1er juillet de l'année du dépôt de la demande d'engagement.**	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion sur les surfaces engagées	Sur place : documentaire et visuel	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter un taux de chargement moyen annuel de 1,4 UGB/ha pour chaque élément engagé	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
En cas de fauche, la fauche est autorisée à partir du 15 juin	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)
Respecter le nombre d'années où la fauche est autorisée durant l'engagement : au maximum 5 années durant les 5 ans de l'engagement	Sur place : documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Respecter le nombre d'années où le pâturage est autorisé durant l'engagement : au maximum 5 années durant les 5 ans de l'engagement	Sur place : documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc sur la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

7. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.
Calcul du taux de chargement :
- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale
des Territoires de Seine-et-Marne

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice d'information du territoire BRIE-EST

Campagne 2016

Correspondants MAEC à la DDT : Claire LAUGA — Christian MONTARD
Téléphone : 01 60 56 73 07 — 01 60 56 70 89
e mail : claire.lauga@seine-et-marne.gouv.fr — christian.montard@seine-et-marne.gouv.fr

Cette notice présente l'ensemble des mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) proposées sur le territoire du BRIE-EST au titre de la programmation 2015-2020.
Elle complète la notice nationale d'information sur les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) et les aides à l'agriculture biologique 2015-2020, disponible sous Télépac.

La notice nationale d'information sur les MAEC et l'AB 2015-2020 (disponible sous Télépac)	contient →	• Les conditions d'engagement dans les MAEC et l'AB • Les obligations générales à respecter • Les contrôles et le régime de sanctions • Comment remplir les formulaires
La notice d'information du territoire	contient →	Pour l'ensemble du territoire : • La liste des MAEC proposées sur le territoire • Les conditions générales d'éligibilité • Les modalités de demande d'aide
La notice d'aide	contient →	Pour chaque MAEC proposée sur le territoire : • Les objectifs de la mesure • Les conditions spécifiques d'éligibilité • Le cahier des charges à respecter • Le régime de sanctions

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.

Si vous souhaitez davantage de précisions contactez votre DDT (coordonnées en page 1).

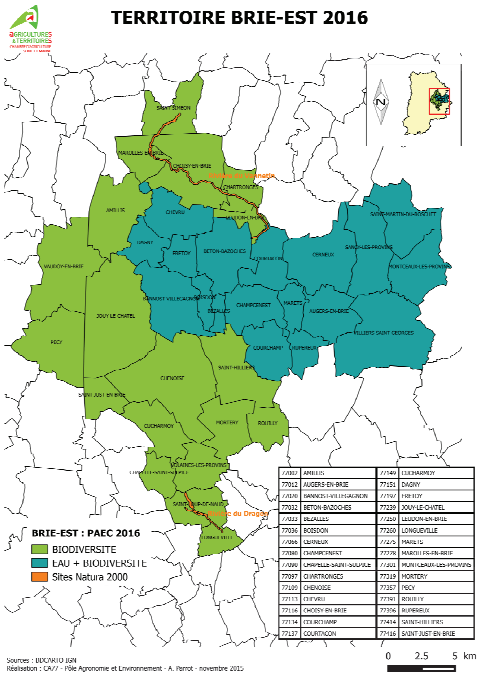
1. PERIMETRE DU TERRITOIRE « BRIE-EST »

Aux deux territoires historiques animés depuis 2009 sur l'enjeu Biodiversité, Brie-Est et Centre-Brie, se superpose aujourd'hui l'Aire d'Alimentation du Captage de Dagny. En effet, le captage de Dagny, défini prioritaire au titre du Grenelle à cause d'une qualité d'eau dégradée sur le paramètre « Phytosanitaires » fait l'objet d'une étude de son aire d'alimentation qui, après avoir été délimitée, doit faire l'objet de la mise en œuvre d'un plan d'action. De plus, deux sites Natura 2000, situés en partie sur les territoires historiques, sont aujourd'hui entièrement intégrés au territoire BRIE-EST.

En ce qui concerne les mesures « localisées », pour qu'une parcelle ou un élément linéaire soit éligible à la MAEC, au moins 50 % de sa surface ou de sa longueur doit être incluse dans le territoire.

Liste des 37 communes concernées :

77002	AMILLIS
77012	AUGERS-EN-BRIE
77020	BANNOST-VILLEGAGNON
77032	BETON-BAZOCHES
77033	BEZALLES
77036	BOISDON
77066	CERNEUX
77080	CHAMPCENEST
77090	CHAPELLE-SAINT-SULPICE
77097	CHARTRONGES
77109	CHENOISE
77113	CHEVRU
77116	CHOISY-EN-BRIE
77134	COURCHAMP
77137	COURTACON
77149	CUCHARMOY
77151	DAGNY
77197	FRETOY
77239	JOUY-LE-CHATEL
77250	LEUDON-EN-BRIE
77260	LONGUEVILLE
77275	MARETS
77278	MAROLLES-EN-BRIE
77301	MONTCEAUX-LES-PROVINS
77319	MORTERY
77357	PECY
77391	ROUILLY
77396	RUPEREUX
77414	SAINT-HILLIERS
77416	SAINT-JUST-EN-BRIE
77418	SAINT-LOUP-DE-NAUD
77424	SAINT-MARTIN-DU-BOSCHET
77436	SAINT-SIMEON
77444	SANCY-LES-PROVINS
77486	VAUDOY-EN-BRIE
77519	VILLIERS-SAINT-GEORGES (hors AAC de la Voulzie)
77532	VULAINES-LES-PROVINS



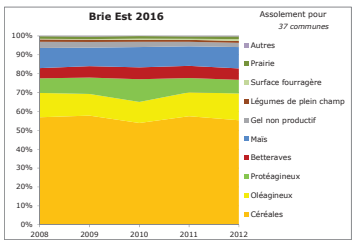
2. RESUME DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Enjeu retenu :

Zones d'Actions Prioritaires « enjeux Eau et Biodiversité » pour l'amélioration de la qualité de l'eau et la préservation de la biodiversité

2.1 L'assolement du territoire

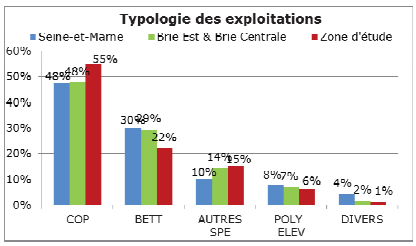
Ce territoire comprend des communes essentiellement rurales. La surface déclarée au titre de la Politique Agricole Commune (PAC) est de 41 000 ha en moyenne sur les années 2008 à 2012.



Ce territoire est caractérisé par la forte proportion de céréales. Le pourcentage de cultures d'hiver est de 62%. Ce chiffre est la conséquence d'une sole plus importante en céréales d'hiver et en colza sur ce secteur.

Enfin, les autres cultures importantes dans ce secteur sont le maïs qui représente près de 11% de la surface cultivée et les protéagineux (9%).

2.2 Typologie des exploitations agricoles



Environ 313 agriculteurs ont leur siège d'exploitation sur le territoire. D'après l'analyse de la typologie des exploitations, on constate que la part d'exploitations cultivant en majorité céréales et oléo-protéagineux (type COP) est plus importante (54%) que sur les autres petites régions agricoles de la Brie Est et de la Brie Centrale, ou sur le département (48%). Les betteraviers (type BETT, + de 10% de betteraves dans l'assolement) y sont moins représentés (23% contre 30%). Toutefois, les principaux types d'exploitations sont représentés sur ce secteur.

Par ailleurs, on peut noter la faible proportion d'élevages (Type POLY_ELEV) dans cette zone et une proportion d'exploitations avec d'autres cultures légumières ou industrielles (Type AUTRES_SPE) plus forte que sur le reste du département.

Sur les 37 communes concernées par la zone d'action, 99 Diagnostics Agro-Environnementaux et Géographiques (DAE-G) ont été réalisés depuis 2007. Ils concernent les campagnes allant de 2007 à 2013.

Afin de comparer les pratiques, des indicateurs sont calculés pour chaque culture. Globalement, les cultures d'automne présentent des risques de transfert élevés en raison d'applications à des périodes où la couverture du sol est considérée comme trop faible. Pour les cultures de printemps, les risques dépendent principalement des produits utilisés, notamment sur betteraves où le nombre de produits épandus est important (exigence de la filière d'avoir des parcelles propres vis-à-vis des adventices).

La nouvelle référence territoriale sur le territoire BRIE-EST est de 2,20 pour les herbicides et de 4,40 pour les hors herbicides.

Les pratiques phytosanitaires varient fortement selon les cultures.

Dans le cadre du Diagnostic agricole, les IFT ont été calculés par exploitation sur l'ensemble de la SAU et par culture sur la base de l'ancienne méthode de calcul. Certaines cultures présentent des IFT hors herbicides plus élevés en raison d'un nombre de traitements insecticides plus élevé. Ces traitements comptent généralement pour 1 dans l'IFT car les réductions de dose ne se pratiquent pas pour ces produits pour des raisons de pérennité des matières actives. C'est le cas du colza et des féveroles qui nécessitent une attention particulière sur les parasites en culture. On note également une forte variabilité des pratiques en raison d'objectifs de qualité certainement très variables (culture sous contrat ou non).

Concernant les herbicides, c'est la culture des betteraves qui présente les IFT les plus élevés en raison d'une sensibilité à la concurrence des adventices plus élevée sur cette culture. Pour les autres cultures, la majorité des exploitations présentent des IFT proches de la moyenne de l'échantillon.

2.3.2 Enjeu biodiversité

Après études des éléments fixes du paysage, de la bibliographie et des territoires agricoles, complétés par les éléments du SRCE, il a été constaté un déficit général de la biodiversité et d'aménagements favorables. Cependant, un enjeu lié à la présence de l'Œdicnème criard a été identifié et des espèces patrimoniales comme la Chevêche d'Athéna, le Busard cendré et la Pie-grièche écorcheur ont été observées.

D'autre part, deux sites Natura 2000 définis au titre de la Directive Habitat, Faune flore sont présents sur le territoire : le site « Rivière du Vannetin » et le Site « Rivière du Dragon ».

Les enjeux environnementaux de ces deux sites Natura 2000 sont ceux exposés dans leur DOCument D'Objectifs (DOCOB) :

- Préserver les milieux naturels dans une logique de maintien d'une mosaïque d'habitats et des corridors écologiques,
- Restaurer la qualité de l'eau,
- Restaurer et conserver les habitats d'espèces d'intérêt communautaire,
- Maintenir ou développer des pratiques agricoles extensives favorisant la conservation des espèces d'intérêt communautaire sans compromettre la viabilité économique des exploitations.

Le territoire BRIE EST présente donc un enjeu fort de restauration et de préservation de la biodiversité en zone agricole, et d'amélioration des continuités écologiques répondant aux objectifs des trames verte et bleue.

Ainsi, sur ce territoire, l'objectif est de **sensibiliser les agriculteurs à des pratiques agricoles et à une gestion de leur territoire** qui répondent à la fois **aux enjeux qualitatifs des captages d'eau** potable du secteur et **aux enjeux de biodiversité** et d'autre part, de mettre en œuvre des mesures agro-environnementales pour faciliter les changements de pratiques.

3. LISTE DES MAEC PROPOSEES SUR LE TERRITOIRE BRIE EST

Les financements prévisionnels des mesures peuvent être apportés par des crédits du ministère chargé de l'agriculture, de l'Agence de l'Eau Seine-et-Normandie, du Conseil départemental de Seine-et-Marne, de la Région et du FEADER.

Zones d'Actions Prioritaires « enjeux Eau et Biodiversité » pour l'amélioration de la qualité de l'eau et la préservation de la biodiversité.
Mesures de la famille phyto ouverte uniquement sur les communes à enjeu Eau

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
Grandes cultures	IF_BRIE_GC02	Réduction du nombre de doses homologuées de 40 % pour les herbicides et de 50 % pour les hors herbicides	211,47 €/ha/an
Grandes cultures	IF_BRIE_GC03	Réduction du nombre de doses homologuées de 30 % pour les herbicides et de 35 % pour les hors herbicides	116,60 €/ha/an
Grandes cultures	IF_BRIE_GC04	Réduction du nombre de doses homologuées de 30 % pour les herbicides et de 50 % pour les hors herbicides	172,56 €/ha/an
Grandes cultures	IF_BRIE_GC05	Réduction du nombre de doses homologuées de 40% pour les herbicides et de 35 % pour les hors herbicides	155,51 €/ha/an
Surfaces en grandes cultures	IF_BRIE_HE15	Création et entretien de zones refuges pour la faune	390,94€/ha/an
Surfaces en grandes cultures	IF_BRIE_HE16	Création et entretien d'un couvert d'intérêt floristique et faunistique	600€/ha/an
Surfaces en grandes cultures	IF_BRIE_HE17	Amélioration d'un couvert déclaré en gel	160€/ha/an
Surfaces en grandes cultures	IF_BRIE_HE31	Création et entretien d'un couvert herbacé	450 €/ha/an
Surfaces en grandes cultures	IF_BRIE_HE32	Création et gestion d'un couvert herbacé sans fertilisation avec ajustement de la pression de pâturage	450 €/ha/an
Surfaces en grandes cultures	IF_BRIE_HE33	Création et gestion d'un couvert herbacé sans fertilisation avec retard de fauche au 31 juillet	450 €/ha/an
Surfaces en Herbe	IF_BRIE_HE01	Entretien d'un couvert herbacé	130,57€/ha/an
Surfaces en Herbe	IF_BRIE_HE02	Gestion d'un couvert herbacé sans fertilisation avec ajustement de la pression de pâturage	206,01€/ha/an
Surfaces en Herbe	IF_BRIE_HE03	Gestion d'un couvert herbacé sans fertilisation avec retard de fauche au 31 juillet	353,43€/ha/an
Surfaces en Herbe	IF_BRIE_BR01	Entretien de bande refuge sur prairies	0,49€/ml/an
Haie	IF_BRIE HA01	Entretien de haie	0,36€/ml/an
Arbres ou alignement d'arbres	IF_BRIE_AR01	Entretien d'arbres isolés ou en alignements	7,92/arbre/an
Ripisylves	IF_BRIE_RI01	Entretien de ripisylves	1,01€/ml/an
Bosquets	IF_BRIE_BO01	Entretien de bosquets	145,85€/ha/an
Talus	IF_BRIE_TL01	Entretien mécanique de talus enherbés	0,42€/ml/an
Fossés	IF_BRIE_FO01	Entretien de fossés et rigoles de drainage (hors cours d'eau et ouvrages maçonnés)	1,29€/ml/an
Mare ou plan d'eau	IF_BRIE_PE01	Restauration et/ou entretien de mares et plans d'eau	81,26€/mare/an

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire« BRIE-EST »

4. MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Vous ne pouvez vous engager dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire que si votre engagement sur ce territoire représente, au total, un **montant annuel supérieur ou égal à 300 €.**

Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de votre demande d'engagement, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs qui sont précisées dans la notice d'aide de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, votre demande devra être modifiée.

5. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

*Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.*
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

6. COMMENT REMPLIR LES FORMULAIRES D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager en 2016 dans une nouvelle MAEC, vous devez obligatoirement remplir les documents ci-après et les adresser à la DDT avec votre dossier de déclaration de surface avant le 15 juin 2016.

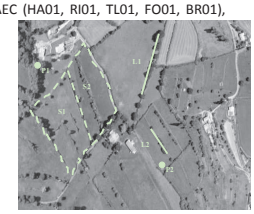
Les modalités de dépôt des demandes MAEC sont disponibles sous TELEPAC :

- *Liste générale : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/html/public/aide/formulaires-2016.html*
- *Modalités spécifiques aux MAEC : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/pdf/tas/2016/Dossier-PAC-2016_notice_MAEC-MAE-AB.pdf*

6.1 Le registre parcellaire graphique

Pour déclarer des **éléments surfaciques** engagés dans une MAEC (GC02, GC03, GC04, GC05, HE15, HE16, HE17, HE31, HE12, HE13, HE01, HE02, HE03, BO01), vous devez dessiner, sur l'exemplaire du RPG que vous renverrez à la DDT, les surfaces que vous souhaitez engager dans chacune des MAEC proposées. Chaque élément surfacique engagé doit correspondre à une parcelle numérotée. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

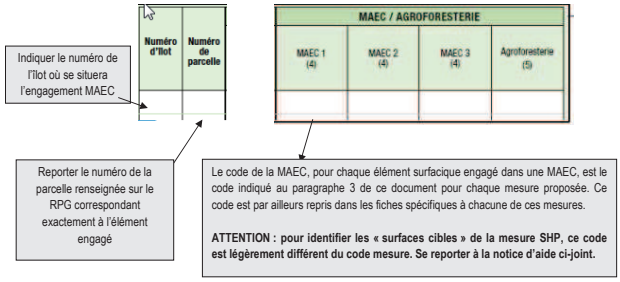
Pour déclarer des **éléments linéaires** engagés dans une MAEC (HA01, RI01, TL01, FO01, BR01), vous devez également dessiner d'un trait les éléments linéaires (ex : haies, ripisylves, talus, fossés ou bandes refuge) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.



Pour déclarer des **éléments ponctuels** engagés dans une MAEC (AR01, PE01), vous devez également localiser sur le RPG papier les éléments ponctuels (ex : mares ou arbres isolés) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

6.2 Le formulaire « Registre Parcellaire Graphique - Descriptif des parcelles »

Ce formulaire doit être rempli pour déclarer les éléments surfaciques engagés en MAEC.



Cet écran vous permet de consulter toutes vos parcelles déclarées et de vérifier les informations concernant la demande d'engagement en MAEC.

6.3 Le formulaire « Registre parcellaire – Descriptif des éléments MAEC linéaires et ponctuels »

Ce formulaire doit être rempli pour chaque élément linéaire ou ponctuel que vous souhaitez engager en MAEC et que vous avez localisé sur le feuillet RPG. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

A la rubrique « MAEC 2015-2020 / MAE 2007-2013 », vous devez cocher « oui » sur la ligne correspondant aux MAEC de la programmation 2015-2020. »

6.4 Le formulaire « Demande d'aides (Premier pilier – ICHN - MAEC - BIO – Assurance récolte) »

Vous devez cocher, à la rubrique « ICHN – MAEC –BIO », la case Mesure agroenvironnementale et climatique, et déclarer en cochant la case correspondante :

☒ « m'engager dans une MAEC de la programmation 2015-2020 ».

7. CONTACTS

Coordinateur agricole : Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne
418 rue Aristide Briand – 77350 LE MEE SUR SEINE

Correspondant : **Milène GRAPPERON**
01 64 79 30 75
milene.grapperon@seine-et-marne.chambagri.fr

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de Seine-et-Marne

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure «MAEC Eau 40 -50» «IF_BRIE_GC02»

du territoire « BRIE-EST »

Campagne 2016

Liste des mesures unitaires engagées : PHYTO_01
PHYTO_04
PHYTO_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise la préservation de la qualité des masses d'eau par la réduction progressive de 40 % des herbicides et de 50 % des hors herbicides, évaluée au travers d'un Indicateur de Fréquence de Traitement (IFT). L'ensemble des applications de produits phytosanitaires réalisées à la parcelle est pris en compte (y compris celles réalisées le cas échéant en interculture). Cette mesure répond aux enjeux du territoire « BRIE-EST », pour accompagner le changement des pratiques agricoles afin de lutter contre les pollutions par les produits phytosanitaires.
L'IFT représente le nombre de doses homologuées épandues par parcelle et reflète donc l'intensité d'utilisation des produits phytosanitaires.
Cette mesure suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternatives, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux produits phytosanitaires à l'échelle de la rotation et surtout de l'itinéraire technique. Cette stratégie de réduction est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes, en relation avec son conseiller habituel. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 211,47 € par hectare engagé** est versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1- Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020, doivent être respectées.

Pour être éligible, le demandeur doit réaliser **un diagnostic global d'exploitation** afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.
Le diagnostic d'exploitation à réaliser est le **Diagnostic Agro-Environnemental Géographique (DAEG)** adapté au contexte de Seine-et-Marne, proposé par la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne. Cette méthode a été élaborée par Agro-Transfert et ses partenaires dans le cadre d'un programme de recherche et développement financé par le Conseil régional de Picardie et l'ADEME.
Cet outil a été choisi car il a été retenu par l'ensemble des acteurs agricoles, réunis au sein du Conseil Environnemental 77, afin d'avoir la même analyse des pratiques vis-à-vis de l'environnement.
Il est structuré en 7 enjeux : Eau, Sol, Air, Biodiversité, Nuisance au voisinage, Energie, Déchets.
L'accent est mis tout particulièrement sur le module Eau qui établit les risques de pollution des eaux, à la fois par les nitrates et les phytosanitaires.
Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement **avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année de l'engagement**. Le diagnostic (date de la convention de réalisation du DAEG) datant **de moins de 3 ans est valable**. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre.

3.2- Conditions relatives aux éléments engagés « IF_BRIE_GC02 »

Cultures éligibles :

Les **grandes cultures** éligibles sont les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.
Seuil de contractualisation : au moins 50 % des surfaces de l'exploitation couvertes par les cultures éligibles situées sur le territoire.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Concernant les contrats de réengagement : Une priorité sera notamment donnée aux exploitants qui se réengagent sur au moins 85 % des surfaces engagées dans le contrat précédent en MAE -40 -50 et que 50 % de la surface éligible reste engagée.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à la demande d'engagement et au respect des obligations doivent être conservés sur l'exploitation pendant toute la durée de l'engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BRIE_GC02 » sont décrites ci-dessous.

- **Suivre une formation** agréée au niveau régional au cours des deux années suivant l'engagement ou lors de la campagne précédant l'engagement d'une durée minimale de 3 jours. Le contenu de formation doit porter sur une filière particulière, en fonction du type de couvert sur lequel porte l'engagement et aborder obligatoirement les thèmes suivants :

  - Identification des enjeux sanitaires, agronomiques, économiques et environnementaux liés à l'utilisation des produits phytosanitaires ;
  - Reconnaissance des principaux ravageurs, adventices et maladies de la filière considérée au niveau régional ;
  - Seuils de nuisibilité économiquement acceptables et décision de traitement ;
  - Choix du produit, en tenant compte de la dangerosité et des risques qu'il présente, intégrant la prévention de l'apparition de résistances et le respect de la faune auxiliaire ; optimisation de la dose d'application ;
  - Optimisation des conditions d'application (périodes, respect de la zone non traitée, limitation de la dérive, réglage du pulvérisateur) ;
  - Enregistrement des pratiques culturales, calcul du nombre de doses homologuées à partir de cet enregistrement et analyse des résultats par usage prépondérant.

La Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne, structure agréée Organisme de formation, propose annuellement des formations dont le contenu répond aux cahiers des charges des MAEC.

- **Réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement)** avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional (contacter la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne) d'une durée minimale d'une journée comprenant les deux volets suivants :

Volet « intensité du recours aux produits phytosanitaires » :

- calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une opération agro-environnementale zonée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation ;
- analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité définis, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements au regard des données d'observation parcellaire enregistrées ;

- formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

Un abonnement à un bulletin technique (ex : Info.plaine) est préconisé.

Volet « substances à risque » :

- identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances, fournie par le SRAL, dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction ;
- formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Concernant la référence IFT du contrat se reporter à l'annexe IFT en fin de document : référence niveau 2

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou depuis moins d'un an au 15 mai de l'année de la demande d'engagement	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agréée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale	Totale
Respect d'une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation) dans la surface totale engagée inférieure à 30 %	Visuel et mesurage	Néant	Réversible	Principale	Totale
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires +	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[1] + Feuille de calcul de l'IFT « herbicides »	Réversible	Principale	A seuils[2]

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Cf. point 6 pour l'IFT maximal annuel	Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	+ Factures d'achat de produits phytosanitaires			
Respect de l'IFT « herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles en grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Respect de l'IFT « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides Cf. point 6 pour l'IFT maximal annuel	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[1] + Feuille de calcul de l'IFT « hors-herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[2]
Respect de l'IFT « hors-herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles de grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation.	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
	Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.				

1 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

2 **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale**

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de Seine-et-Marne

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure «MAEC Eau réduction réduite 30 -35» «IF_BRIE_GC03»

du territoire « BRIE-EST »

Campagne 2016

Listes des mesures unitaires engagées : PHYTO_01
PHYTO_14
PHYTO_15

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise la préservation de la qualité des masses d'eau par la réduction progressive de 30 % des herbicides et de 35 % des hors herbicides évaluée au travers d'un Indicateur de Fréquence de Traitement (IFT). L'ensemble des applications de phytosanitaires réalisées à la parcelle est pris en compte (y compris celles réalisées le cas échéant en interculture). Cette mesure répond aux enjeux du territoire « BRIE-EST », pour accompagner le changement de pratiques agricoles afin de lutter contre les pollutions par les produits phytosanitaires.
L'IFT représente le nombre de doses homologuées épandues par parcelle et reflète donc l'intensité d'utilisation des pesticides.
Cette mesure suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternatives, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux produits phytosanitaires à l'échelle de la rotation et surtout de l'itinéraire technique. Cette stratégie de réduction est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes, en relation avec son conseiller habituel. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 116,60 € par hectare engagé** est versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1- Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

- Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

- Pour être éligible, le demandeur doit réaliser **un diagnostic global d'exploitation** afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.
Le diagnostic d'exploitation à réaliser est le **Diagnostic Agro-Environnemental Géographique (DAEG)** adapté au contexte de Seine-et-Marne, proposé par la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne. Cette méthode a été élaborée par Agro-Transfert et ses partenaires dans le cadre d'un programme de recherche et développement financé par le Conseil régional de Picardie et l'ADEME.
Cet outil a été choisi car il a été retenu par l'ensemble des acteurs agricoles, réunis au sein du Conseil Environnemental 77, afin d'avoir la même analyse des pratiques vis-à-vis de l'environnement.
Il est structuré en 7 enjeux : Eau, Sol, Air, Biodiversité, Nuisance au voisinage, Energie, Déchets.
L'accent est mis tout particulièrement sur le module Eau qui établit les risques de pollution des eaux, à la fois par les nitrates et les phytosanitaires.

Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement **avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année de l'engagement**. Le diagnostic (date de la convention de réalisation du DAEG) datant **de moins de 3 ans est valable**. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre.

- Autre condition d'éligibilité spécifique à la mesure « IF_BRIE_GC03 » :
avoir un IFT herbicide et hors herbicide moyen d'exploitation sur les 2 années précédant l'engagement **supérieur à 100 % de la référence territoriale**.

3.2- Conditions relatives aux éléments engagés « IF_BRIE_GC3 »

Cultures éligibles Les grandes cultures éligibles sont les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.

Seuil de contractualisation : au moins 50 % des surfaces de l'exploitation couvertes par les cultures éligibles situées sur le territoire.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS
Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

Concernant les contrats de réengagement : Une priorité sera notamment donnée aux exploitants qui se réengagent sur au moins 85 % des surfaces engagées dans le contrat précédent en MAE et que 50 % de la surface éligible reste engagée.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE
L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BRIE_GC03 » sont décrites ci-dessous.

- **Suivre une formation** agréée au niveau régional au cours des deux années suivant l'engagement ou lors de la campagne précédant l'engagement d'une durée minimale de 3 jours. Le contenu de formation doit porter sur une filière particulière, en fonction du type de couvert sur lequel porte l'engagement et aborder obligatoirement les thèmes suivants :

  - Identification des enjeux sanitaires, agronomiques, économiques et environnementaux liés à l'utilisation des pesticides ;
  - Reconnaissance des principaux ravageurs, adventices et maladies de la filière considérée au niveau régional ;
  - Seuils de nuisibilité économiquement acceptables et décision de traitement ;
  - Choix du produit, en tenant compte de la dangerosité et des risques qu'il présente, intégrant la prévention de l'apparition de résistances et le respect de la faune auxiliaire ; optimisation de la dose d'application ;
  - Optimisation des conditions d'application (périodes, respect de la zone non traitée, limitation de la dérive, réglage du pulvérisateur) ;
  - Enregistrement des pratiques culturales, calcul du nombre de doses homologuées à partir de cet enregistrement et analyse des résultats par usage prépondérant.

La Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne, structure agréée Organisme de formation, propose annuellement des formations dont le contenu répond aux cahiers des charges des MAEC.

- **Réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement)** avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional (contacter la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne) d'une durée minimale d'une journée comprenant les deux volets suivants :

Volet intensité du recours aux produits phytosanitaires » :
- calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en nombre de doses homologuées de référence (la plus basse pour la culture) par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une opération agro-environnementale zonée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation ;
- analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements au regard des données d'observation parcellaire enregistrées ;

- formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

Un abonnement à un bulletin technique (ex : Info.plaine) est préconisé.

Volet « substances à risque » :
- identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances, fournie par le SRAL, dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction ;
- formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS
Concernant la référence IFT du contrat se reporter à l'annexe IFT en fin de document : référence niveau 1

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou depuis moins d'un an au 15 mai de l'année de la demande d'engagement	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agréée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale	Totale
Respect d'une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation) dans la surface totale engagée inférieure à 30 %	Visuel et mesurage	Néant	Réversible	Principale	Totale
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides (Cf. point 6 pour	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[4] + Feuille de calcul de l'IFT « herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[1]

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
l'IFT maximal annuel)	apports enregistrés pour ce produit				
Respect de l'IFT « herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles en grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Respect de l'IFT « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides (Cf. point 6 pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[4] + Feuille de calcul de l'IFT « hors-herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[2]
Respect de l'IFT « hors-herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles de grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu.	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
	L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.				

1 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

2 **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale**

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de Seine-et-Marne

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure «MAEC Eau herbicide intermédiaire 30 - 50» «IF_BRIE_GC04»

du territoire «BRIE-EST»

Campagne 2016

Listes des mesures unitaires engagées : PHYTO_01
PHYTO_14
PHYTO_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise la préservation de la qualité des masses d'eau par la réduction progressive de 30 % des herbicides et de 50 % des hors herbicides évaluée au travers d'un Indicateur de Fréquence de Traitement (IFT). L'ensemble des applications de pesticides réalisées à la parcelle est pris en compte (y compris celles réalisées le cas échéant en interculture). Cette mesure répond aux enjeux du territoire « BRIE-EST », pour accompagner le changement des pratiques agricoles afin de lutter contre les pollutions par les produits phytosanitaires.
L'IFT représente le nombre de doses homologuées épandues par parcelle et reflète donc l'intensité d'utilisation des pesticides.
Cette mesure suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternatives, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux produits phytosanitaires à l'échelle de la rotation et surtout de l'itinéraire technique. Cette stratégie de réduction est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes, en relation avec son conseiller habituel. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 172,56 € par hectare engagé** est versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.

3.1- Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

- Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

- Pour être éligible, le demandeur doit réaliser **un diagnostic global d'exploitation** afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.
Le diagnostic d'exploitation à réaliser est le **Diagnostic Agro-Environnemental Géographique (DAEG)** adapté au contexte de Seine-et-Marne, proposé par la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne. Cette méthode a été élaborée par Agro-Transfert et ses partenaires dans le cadre d'un programme de recherche et développement financé par le Conseil régional de Picardie et l'ADEME.
Cet outil a été choisi car il a été retenu par l'ensemble des acteurs agricoles, réunis au sein du Conseil Environnemental 77, afin d'avoir la même analyse des pratiques vis-à-vis de l'environnement.
Il est structuré en 7 enjeux : Eau, Sol, Air, Biodiversité, Nuisance au voisinage, Energie, Déchets.
L'accent est mis tout particulièrement sur le module Eau qui établit les risques de pollution des eaux, à la fois par les nitrates et les phytosanitaires.

Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement **avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année de l'engagement**. Le diagnostic (date de la convention de réalisation du DAEG) datant **de moins de 3 ans est valable**. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre.

- Autre condition d'éligibilité spécifique à la mesure « IF_BRIE_GC04 » :
avoir un IFT herbicide moyen d'exploitation sur les 2 années précédant l'engagement **supérieur à 100 % de la référence territoriale**.

3.2- Conditions relatives aux éléments engagés « IF_BRIE_GC04 »

Cultures éligibles **Les grandes cultures** éligibles sont les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.
Seuil de contractualisation : au moins 50 % des surfaces de l'exploitation couvertes par les cultures éligibles situées sur le territoire.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Concernant les contrats de réengagement : Une priorité sera notamment donnée aux exploitants qui se réengagent sur au moins 85 % des surfaces engagées dans le contrat précédent en MAE - et que 50 % de la surface éligible reste engagée.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BRIE_GC04 » sont décrites ci-dessous.

- **Suivre une formation** agréée au niveau régional au cours des deux années suivant l'engagement ou lors de la campagne précédant l'engagement d'une durée minimale de 3 jours. Le contenu de formation doit porter sur une filière particulière, en fonction du type de couvert sur lequel porte l'engagement et aborder obligatoirement les thèmes suivants :

  - Identification des enjeux sanitaires, agronomiques, économiques et environnementaux liés à l'utilisation des pesticides ;
  - Reconnaissance des principaux ravageurs, adventices et maladies de la filière considérée au niveau régional ;
  - Seuils de nuisibilité économiquement acceptables et décision de traitement ;
  - Choix du produit, en tenant compte de la dangerosité et des risques qu'il présente, intégrant la prévention de l'apparition de résistances et le respect de la faune auxiliaire ; optimisation de la dose d'application ;
  - Optimisation des conditions d'application (périodes, respect de la zone non traitée, limitation de la dérive, réglage du pulvérisateur) ;
  - Enregistrement des pratiques culturales, calcul du nombre de doses homologuées à partir de cet enregistrement et analyse des résultats par usage prépondérant.

La Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne, structure agréée Organisme de formation, propose annuellement des formations dont le contenu répond aux cahiers des charges des MAEC.

- **Réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement)** avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional (contacter la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne) d'une durée minimale d'une journée comprenant les deux volets suivants :

Volet intensité du recours aux produits phytosanitaires » :

- calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une opération agro-environnementale zonée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation ;
- analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements au regard des données d'observation parcellaire enregistrées ;
- formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

Un abonnement à un bulletin technique (ex : Info.plaine) est préconisé.

Volet « substances à risque » :

- identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances, fournie par le SRAL, dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction ;
- formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Concernant la référence IFT du contrat se reporter à l'annexe IFT en fin de document : référence niveau 1 pour les herbicides, niveau 2 hors herbicides

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou depuis moins d'un an au 15 mai de l'année de la demande d'engagement	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agréée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale	Totale
Respect d'une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation) dans la surface totale engagée inférieure à 30 %	Visuel et mesurage	Néant	Réversible	Principale	Totale
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides (Cf. point 6 pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[1] + Feuille de calcul de l'IFT « herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[2]

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de l'IFT « herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles en grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Respect de l'IFT « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides (Cf. point 6 pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[1] + Feuille de calcul de l'IFT « hors-herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[2]
Respect de l'IFT « hors-herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles de grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
	transmettre le bilan accompagné.				

1 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

2 **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale**

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de Seine-et-Marne

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure «MAEC Eau hors herbicide intermédiaire 40 -35» «IF_BRIE_GC05»

du territoire « BRIE-EST »

Campagne 2016

Listes des mesures unitaires engagées : PHYTO_01
PHYTO_04
PHYTO_15

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise la préservation de la qualité des masses d'eau par la réduction progressive de 40 % des herbicides et de 35 % des hors herbicides évaluée au travers d'un Indicateur de Fréquence de Traitement (IFT). L'ensemble des applications de pesticides réalisées à la parcelle est pris en compte (y compris celles réalisées le cas échéant en interculture). Cette mesure répond aux enjeux du territoire « BRIE-EST », pour accompagner le changement des pratiques agricoles afin de lutter contre les pollutions par les produits phytosanitaires.
L'IFT représente le nombre de doses homologuées épandues par parcelle et reflète donc l'intensité d'utilisation des pesticides.
Cette mesure suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternatives, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux produits phytosanitaires à l'échelle de la rotation et surtout de l'itinéraire technique. Cette stratégie de réduction est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes, en relation avec son conseiller habituel. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 155,51 € par hectare engagé** est versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1- Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation
- Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

- Pour être éligible, le demandeur doit réaliser **un diagnostic global d'exploitation** afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.
Le diagnostic d'exploitation à réaliser est le **Diagnostic Agro-Environnemental Géographique (DAEG)** adapté au contexte de Seine-et-Marne, proposé par la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne. Cette méthode a été élaborée par Agro-Transfert et ses partenaires dans le cadre d'un programme de recherche et développement financé par le Conseil régional de Picardie et l'ADEME.
Cet outil a été choisi car il a été retenu par l'ensemble des acteurs agricoles, réunis au sein du Conseil Environnemental 77, afin d'avoir la même analyse des pratiques vis-à-vis de l'environnement.
Il est structuré en 7 enjeux : Eau, Sol, Air, Biodiversité, Nuisance au voisinage, Energie, Déchets.
L'accent est mis tout particulièrement sur le module Eau qui établit les risques de pollution des eaux, à la fois par les nitrates et les phytosanitaires.

Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement **avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année de l'engagement**. Le diagnostic (date de la convention de réalisation du DAEG) datant **de moins de 3 ans est valable**. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre.

- Autre condition d'éligibilité spécifique à la mesure « IF_BRIE_GC05 » :
avoir un IFT hors herbicide moyen d'exploitation sur les 2 années précédant l'engagement **supérieur à 100 % de la référence territoriale** ;

3.2- Conditions relatives aux éléments engagés « IF_BRIE_GC05»

Cultures éligibles **Les grandes cultures** éligibles sont les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.
Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.

Seuil de contractualisation : au moins 50 % des surfaces de l'exploitation couvertes par les cultures éligibles situées sur le territoire.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS
Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Concernant les contrats de réengagement : Une priorité sera notamment donnée aux exploitants qui se réengagent sur au moins 85 % des surfaces engagées dans le contrat précédent en MAE – et que 50 % de la surface éligible reste engagée.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE
L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BRIE_GC05 » sont décrites ci-dessous.

- **Suivre une formation** agréée au niveau régional au cours des deux années suivant l'engagement ou lors de la campagne précédant l'engagement d'une durée minimale de 3 jours. Le contenu de formation doit porter sur une filière particulière en fonction du type de couvert sur lequel porte l'engagement et aborder obligatoirement les thèmes suivants :

  - Identification des enjeux sanitaires, agronomiques, économiques et environnementaux liés à l'utilisation des pesticides ;
  - Reconnaissance des principaux ravageurs, adventices, et maladies de la filière considérée au niveau régional ;
  - Seuils de nuisibilité économiquement acceptables et décision de traitement ;
  - Choix du produit, en tenant compte de la dangerosité et des risques qu'il présente, intégrant la prévention de l'apparition de résistances et le respect de la faune auxiliaire ; optimisation de la dose d'application ;
  - Optimisation des conditions d'application (périodes, respect de la zone non traitée, limitation de la dérive, réglage du pulvérisateur) ;
  - Enregistrement des pratiques culturales, calcul du nombre de doses homologuées à partir de cet enregistrement et analyse des résultats par usage prépondérant.

La Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne, structure agréée Organisme de formation, propose annuellement des formations dont le contenu répond aux cahiers des charges des MAEC.

- **Réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement)** avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional (contacter la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne) d'une durée minimale d'une journée comprenant les deux volets suivants :

Volet intensité du recours aux produits phytosanitaires » :

- calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une opération agro-environnementale zonée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation ;
- analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements au regard des données d'observation parcellaire enregistrées ;
- formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux pro-

duits phytosanitaires pour ces usages ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.
Un abonnement à un bulletin technique (ex : Info.plaine) est préconisé.

Volet « substances à risque » :

- identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances, fournie par le SRAL, dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction ;
- formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS
Concernant la référence IFT du contrat se reporter à l'annexe IFT en fin de document : référence niveau 2 pour les herbicides, niveau 1 hors herbicides

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou depuis moins d'un an au 15 mai de l'année de la demande d'engagement	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agréée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale	Totale
Respect d'une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation) dans la surface totale engagée inférieure à 30 %	Visuel et mesurage	Néant	Réversible	Principale	Totale
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides (Cf. point 6 pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard,	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[1] + Feuille de calcul de l'IFT « herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[2]

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
	entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit				
Respect de l'IFT « herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles en grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Respect de l'IFT « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides (Cf. point 6 pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[1] + Feuille de calcul de l'IFT « hors-herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[2]
Respect de l'IFT « hors-herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles de grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
	l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.				

1 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

2 **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale**

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien de zones refuges pour la faune » « IF_BRIE_HE15 »

du territoire « BRIE-EST »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont de renforcer la biodiversité fonctionnelle et de participer à la reconquête de la qualité de l'eau en diminuant l'utilisation d'intrants.

Cette opération vise prioritairement à limiter le développement des bio-agresseurs des cultures et l'intensité d'utilisation des produits phytosanitaires, en aménageant un maillage de zones de régulation écologique (ZRE) composées de bandes enherbées ou de jachères, si possible en continuité avec d'autres éléments paysagers présents sur le parcellaire (haies, bosquets, …). Ces zones de régulation écologique constituent des réservoirs d'auxiliaires des cultures, dont l'efficacité est accrue par la limitation de la taille des parcelles culturales bordées par les ZRE.

En effet, les ZRE devant être localisées en rupture de parcelles culturales ou entre deux parcelles culturales contiguës de taille limitée, les auxiliaires peuvent agir au cœur des parcelles culturales et réduire ainsi la pression des ravageurs sur les cultures. La localisation de ces ZRE devra être cohérente avec le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et les Trames vertes et bleues (TVB).

Ces zones constituent plus généralement des zones refuges pour l'ensemble de la petite faune de plaine, dans un objectif de préservation de la biodiversité.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 390,94 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), les cultures pérennes ou qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Déclaration de surface : Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie »** ou en **« jachère »**

La taille minimale ou maximale des parcelles :

- **Largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m** pour chaque ZRE
- Les ZRE doivent être **implantées :**
  - **entre 2 parcelles culturales contiguës ou en rupture de parcelles culturales**, de manière à ce que la taille des parcelles culturales n'excède pas 15 ha au maximum et que la distance entre deux ZRE n'excède pas 300 m.
  - **Dans la continuité d'autres éléments du paysage** (haies, talus, fossés, lisières de bois et bosquets…). Ces éléments constituent des ZRE naturelles, qui pourront être renforcées par la création de bandes herbacées d'une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m.
- Respecter la **taille maximale de 15 ha** de chaque **parcelle culturale** bordée d'une ZRE.

- **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

Couvert éligible (non récoltés) :

- **Liste d'espèces autorisées en jachère ou en prairies**
- **Liste d'espèces ci-dessous (pur ou en mélange)**
- **C**ultures cynégétiques
- Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures

GRAMINEES

- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

AUTRES

- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Phacélie
- Radis fourrager

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BRIE_HE15 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - Absence d'intervention mécanique du **1er mai au 31 juillet** pour les couverts en place.
- Récolte **INTERDITE**
- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.
- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.
- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement **:** type d'interventions, localisation, date, outils

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place une ou plusieurs ZRE localisées de façon pertinente, en fonction du diagnostic de territoire et/ou d'exploitation (distance maximale entre deux ZRE de 300m)	Sur place : visuel et documentaire	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation	Définitif	Principale	Totale
Respecter une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m pour chaque ZRE	Sur place		Réversible	Principale	A seuil : écart de largeur en anomalie
Respecter la taille maximale de 15 hectares de chaque parcelle culturale bordée d'une ZRE.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Mettre en place les couverts autorisés sur les ZRE : *cf : liste d'espèces ci-dessus* ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Factures d'achat de semis selon les cas, et cahier d'enregistrement	Réversible	Principale	Totale
Enregistrer les interventions d'entretien sur les ZRE	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'intervention mécanique sur les ZRE du 1er mai au 31 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et programme de travaux d'entretien et éventuelles factures (si prestations)	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'avance/de retard (5 / 10 / 15 jours)

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respecter l'interdiction de traitement phytosanitaire sur les ZRE	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation initiale de la ZRE	Administratif et sur place		Définitif	Principale	Totale
Respecter la l'interdiction des apports azotés (minéral et organique)	Sur place : documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- à la date d'engagement, c'est-à-dire au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert d'intérêt faunistique ou floristique » « IF_BRIE_HE16 »

du territoire « BRIE-EST »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure: COUVER_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de remplacer des surfaces cultivées en grandes cultures par un couvert favorable :

- aux oiseaux de plaine à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
- aux insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Il s'agit ainsi de créer ce type de couvert sur des surfaces supplémentaires par rapport aux couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 600,00 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.
Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), les cultures pérennes ou qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Déclaration de surface : Une fois implantée, la parcelle devra être déclarée avec le code correspondant au couvert mis en place.

La taille minimale ou maximale des parcelles

- Parcelles **entières :** minimum 10 ares
- Bandes : minimum 10 m de large**, (le cas échéant, 10 m en moyenne sur la longueur de la bande)**

1. **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**.

Couvert éligible : (non récolté et non pâturé)

À sélectionner en fonction des exigences biologiques des espèces à préserver

- **Cultures annuelles à fort intérêt**
- **Mélange graminées-légumineuses**
- **Légumineuses**
- **Cultures cynégétiques**
- **Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures (plantes messicoles notamment)**

GRAMINEES

- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien
- Autres graminées à valider lors du diagnostic

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne
- Autres légumineuses à valider lors du diagnostic

AUTRES

- Achillée millefeuille
- Avoine
- Bleuet des champs
- Carotte sauvage
- Centaurée jacée
- Chicorée sauvage
- Compagnon rouge / Silène dioïque
- Cumin des prés
- Marguerite
- Mauve sylvestre
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Onagre bisannuelle
- Phacélie
- Radis fourrager
- Sarrasin
- Sauge des prés
- Tanaisie en corymbe
- Autres plantes à valider lors du diagnostic

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

Couverts mellifères recommandés pour insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures :
(*Mélanges commerciaux*)

Couvert "Seda-miel 1" :
(sol acide frais – pH < 6,5)

- Mélilot 30 %
- Lotier corniculé 20 %
- Trèfle hybride 15 %
- Trèfle d'Alexandrie 15 %
- Trèfle violet 10 %
- Phacélie 10 %
- Trèfle violet 5 %
- Minette 5 %
- Phacélie 5 %

Couvert "Seda-miel 2" :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)

- Sainfoin 60 %
- Mélilot 25 %

Couvert "Pronectar TP " :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)

- Sainfoin 60 %
- Mélilot 10 %
- Trèfle de Perse 10 %
- Trèfle violet 10 %
- Phacélie 10 %

Couvert "Méliflore 1" :
(sol acide frais – pH < 6,5)

- Trèfle hybride 45 %
- Trèfle violet 30 %
- Trèfle blanc 10 %
- Trèfle d'Alexandrie 10 %
- Phacélie 5 %

Couvert "Méliflore 2" :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)

- Sainfoin 60 %
- Mélilot 20 %
- Trèfle violet 10 %
- Minette 5 %
- Phacélie 5 %

Couvert "Prochasse" :

- Ray-grass Anglais 30 %
- Trèfle violet 30 %
- Trèfle de Perse 20 %
- Phacélie 20 %

Couvert "biodiversité" :

- Achillée millefeuille
- Avoine
- Cumin des prés
- Bleuet des champs
- Centaurée jacée
- Chicorée sauvage
- Carotte sauvage
- Sarrasin
- Marguerite
- Lotier corniculé
- Mauve sylvestre
- Onagre bisannuelle
- Sainfoin
- Phacélie
- Sauge des prés
- Compagnon rouge / Silène dioïque
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Tanaisie en corymbe

Couverts cynégétiques :
(Exemple de couverts soumis à variation selon les exigences biologiques des espèces et les types de sols)

- Millet – sarrasin – moha – navette
- Avoine – choux – sarrasin
- Dactyle – trèfle violet
- Dactyle – luzerne
- Chou fourrager – fétuque des prés
- Vesce – avoine
- Seigle fourrager – vesce
- Mélilot
- Millet – sorgho
- Seigle forestier – trèfle sp.
- Maïs – millet
- Maïs – sarrasin
- Maïs – sorgho
- Maïs – avoine
- Chou – moha – sarrasin
- Tournesol – pois
- Tournesol – féveroles
- Tournesol – sorgho
- Tournesol – chou fourrager
- Tournesol – moutarde

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BRIE_HE16 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **Récolte et pâturage INTERDITS**
  - Absence d'intervention mécanique du **15 avril au 15 janvier** de l'année suivante pour les couverts en place.

- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

Toutefois afin de permettre une bonne implantation des couverts, il n'est permis de fertiliser que lors des premiers stades de développement du couvert.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : *(cf. liste d'espèces ci-dessus)* ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou parcelles entières minimum de 0,10 ha	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 15 avril et le 15 janvier de l'année n+1	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- à la date d'engagement, c'est-à-dire au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Amélioration des jachères » « IF_BRIE_HE17 »

du territoire « BRIE-EST »

Campagne 2015

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_08

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération vise à inciter les exploitants agricoles à améliorer la localisation de leurs parcelles en jachère agricole ainsi que le choix des couverts à y implanter :

- sur des territoires à enjeu « eau », afin de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) ;
- sur les territoires à enjeu « biodiversité » pour répondre aux exigences spécifiques :
  - d'une espèce ;
  - d'un groupe d'espèces à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
  - au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Cette opération permet de localiser les jachères agricoles de manière pertinente par rapport à l'enjeu environnemental visé (eau ou biodiversité), d'améliorer le couvert présent et la gestion des intrants. L'exploitant n'a plus comme seul critère celui de localiser ces surfaces de jachère agricole sur les zones les moins productives et/ou les plus difficiles d'accès.
Par ailleurs, en règle générale, les jachères agricoles sont constituées des repousses des précédents culturaux. Cette opération permet l'implantation d'un couvert spécifique répondant à l'enjeu environnemental visé.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 160,00 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place
Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : surfaces en terres arables (sauf prairies temporaires de plus de deux ans et surfaces en jachères), les cultures pérennes ou qui étaient alors engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, ou les parcelles nécessitant un déplacement par rapport à la localisation initiale de la jachère.
Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Déclaration de surface : Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« jachère ».**

La taille minimale ou maximale des parcelles

- Parcelles **entières :** minimum 10 ares
- Bandes : minimum 10 m de large

▪ **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

▪ **Localisation pertinente**

- bassin d'alimentation des captages
- bords de cours d'eau, fossés
- fonds de talweg
- ruptures de pente
- division du parcellaire
- continuités écologiques
- bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
- parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

Couverts éligibles (non récoltés et non pâturés) :

- **Cultures annuelles à fort intérêt**
- **Mélange graminées-légumineuses**
- **Légumineuses**
- **Cultures cynégétiques**

- **Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures (plantes messicoles notamment)**
- **À sélectionner dans la liste ci-dessous (pur ou en mélange) :**

GRAMINEES

- Avoine
- Brome cathartique
- Brome Sitka
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque ovine
- Fétuque rouge
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray–grass italien
- Seigle

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

AUTRES

- Chou
- Cresson alénois
- Mais
- Millet
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Phacélie
- Radis fourrager
- Sarrasin
- Sorgho
- Tournesol

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BRIE_HE17 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**
  - Le couvert devra être présent, sur les parcelles engagées, au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement
- Récolte et pâturage **INTERDITS.**
- **Entretien**
  - Absence d'intervention mécanique du **1er mai au 31 juillet** pour les couverts en place.
- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.
- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.
- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date)

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : *(cf. liste d'espèces ci-dessus)* ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou parcelles entières de minimum 0,10 ha	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 1er mai et le 31 juillet	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations. cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- à la date d'engagement, c'est-à-dire au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation » « IF_BRIE_HE31 »

du territoire « BRIE-EST »

Campagne 2016

Engagements unitaires de la mesure: - COUVER_06
- HERBE_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage).

D'autre part, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 450 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le **bénéficiaire** est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.
Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : surfaces en terres arables (sauf prairies temporaires de plus de deux ans et surfaces en jachères), les cultures pérennes ou qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.
Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Déclaration de surface : Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente ».**

La taille minimale ou maximale des parcelles

- Parcelles **entières :** minimum 10 ares, 5 m de large ;
- Bandes : minimum 10 m de large **(En bordure de cours d'eau et en zone vulnérable, la largeur minimale passe à 5 m, dans la mesure où une bande d'au moins 5 m est déjà existante et permet la création d'une bande enherbée finale d'au moins 10 m de large.) ;**
- **Si le couvert est implanté en bordure d'élément paysager (haies, bosquets, mares, fossés), la largeur minimale sera de 3 m, si possible de part et d'autre de l'élément paysager si la maîtrise du foncier le permet.**

1. **Mesure fixe** : L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

2. **Localisation pertinente**
   - bassin d'alimentation des captages
   - bords de cours d'eau, fossés
   - fonds de talweg
   - ruptures de pente
   - division du parcellaire
   - continuités écologiques
   - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
   - parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

Couvert éligible :

- **Liste d'espèces autorisées en couvert environnemental au titre des BCAE**
- **Liste d'espèces ci-dessous (légumineuses pures interdites : mélange avec une autre famille obligatoire)**

GRAMINEES

- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- Medicago polyformosa
- Medicago rigidula
- Medicago scutellata
- Medicago trunculata
- Mélilot
- Minette
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BRIE_HE31 » sont décrites ci-dessous :

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date), pratiques de fertilisation des surfaces (dates, quantités, produits).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés : *(cf liste d'espèces ci-dessus)*	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter les largeurs minimales du couvert herbacé pérenne.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Tenir un cahier d'enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- à la date d'engagement, c'est-à-dire au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et avec ajustement de la pression de pâturage » « IF_BRIE_HE32 »

du territoire « BRIE-EST »

Campagne 2016

Engagements Unitaires : - COUVER_06
- HERBE_03
- HERBE_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.
Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage).
D'autre part, cette opération est d'améliorer la gestion par le pâturage de milieux remarquables, en particulier dans les zones humides (tourbières, prairies humides, etc.), en fonction des spécificités de chaque milieu, en limitant la pression de pâturage afin d'éviter la dégradation de la flore et des sols par tassement dans un objectif de maintien de la biodiversité et dans un objectif paysager.
Elle peut également permettre le maintien de l'ouverture et le renouvellement de la ressource fourragère sur des surfaces soumises à une dynamique d'embroussaillement, en évitant le sous pâturage et le surpâturage, et contribuer ainsi à pérenniser une mosaïque d'habitats.
Enfin, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).

En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 450 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

1. **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), les cultures pérennes, ou les surfaces qui étaient alors engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédente.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

2. **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente »**

3. **La taille minimale ou maximale des parcelles**

- Parcelles **entières :** minimum 10 ares, 5 m de large
- Bandes : minimum 10 m de large**, (En bordures de cours d'eau et en zone vulnérable, la largeur minimale passe à 5 m, dans la mesure où une bande d'au moins 5 m est déjà existante et permet la création d'une bande enherbée finale d'au moins 10 m de large.)**
- **Si le couvert est implanté en bordure d'élément paysager (haies, bosquets, mares, fossés), la largeur minimum sera de 3 m, si possible de part et d'autre de l'élément paysager si la maîtrise du foncier le permet.**

4. L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

5. **Couvert éligible :**

- **Liste d'espèces autorisées en jachère**
- **Liste d'espèces ci-dessous (légumineuses pures interdites : mélange avec une autre famille obligatoire)**
- Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures

GRAMINEES

- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BRIE_HE32 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

- **Fauche autorisée tous les ans à partir du 15 juin**

- Surface exploitée en **pâturage** :
-
  - dans la limite d'un chargement moyen annuel de **1,2UGB/ha maximum** à l'échelle de la parcelle
  - dans la limite d'un chargement instantané de **1,4 UGB/ha maximum** à l'échelle de la parcelle
  - en respectant un chargement minimal annuel de **0,3 UGB/ha** pour les surfaces en herbe à l'échelle de l'exploitation

- **Localisation pertinente :**
  - bassin d'alimentation des captages
  - bords de cours d'eau
  - bords de fossés
  - fonds de talweg
  - ruptures de pente
  - division du parcellaire
  - continuités écologiques

  - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
  - parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**

INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**

INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à **l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013** qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date, matériels et outils, dates d'entrées et de sortie des animaux, nombre d'animaux et UGB correspondante).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés : *(cf.liste d'espèces ci-dessus)*	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter la largeur minimale autorisée du couvert herbacé pérenne	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Respect du chargement maximal moyen annuel à la parcelle de 1,2 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect du chargement instantané maximal de 1.4 UGB/ha, à la parcelle, sur la période déterminée, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respect du chargement minimal moyen annuel à la parcelle de 0.3 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respecter, en cas de fauche, la période d'interdiction allant jusqu'au 15 juin en cas d'impossibilité de mise en pâturage d'une parcelle	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)
Tenir un cahier d'enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Si la localisation est imposée en bordure d'un élément, maintien de celui-ci.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

- Calcul du taux de chargement :
  - le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.
  - Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et avec retard de fauche » « IF_BRIE_HE33 »

du territoire « BRIE-EST »

Campagne 2016

Engagements Unitaires : - COUVER_06
- HERBE_03
- HERBE_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.
Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage).

D'autre part, cette opération permet aux espèces végétales et animales inféodées aux surfaces en herbe entretenues par la fauche, d'accomplir leurs cycles reproductifs (fructification des plantes, nidification pour les oiseaux) dans un objectif de maintien de la biodiversité. Selon l'espèce visée, il est indispensable de définir la période durant laquelle toute intervention mécanique est interdite afin d'atteindre l'objectif.

La conservation de zones non fauchées ou fauchées avec un retard de 15 à 30 jours est très intéressante, spécialement en bordure des parcelles et des éléments fixes pour la fauche centrifuge.

Cela pourra être pris en compte dans le cadre du diagnostic d'exploitation pour définir les localisations pertinentes des parcelles ou parties de parcelles éligibles et la période d'interdiction d'intervention mécanique.

Enfin, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 450 €/hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

6. **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et surfaces en jachères), les cultures pérennes, ou les surfaces qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

7. **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente ».**

8. **La taille minimale ou maximale des parcelles**

- Parcelles **entières :** minimum 10 ares, 5 m de large
- Bandes : minimum 10 m de large **(En bordures de cours d'eau et en zone vulnérable, la largeur minimale passe à 5 m, dans la mesure où une bande d'au moins 5 m est déjà existante et permet la création d'une bande enherbée finale d'au moins 10 m de large.)**
- **Si le couvert est implanté en bordure d'élément paysager (haies, bosquets, mares, fossés), la largeur minimum sera de 3 m, si possible de part et d'autre de l'élément paysager si la maîtrise du foncier le permet.**

9. L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

10. **Couvert éligible :**

- **Liste d'espèces autorisées en jachère**
- **Liste d'espèces ci-dessous (légumineuses pures interdites : mélange avec une autre famille obligatoire)**
- Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures

GRAMINEES

- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- Medicago polyformosa
- Medicago rigidula
- Medicago scutellata
- Medicago trunculata
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BRIE_HE33 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

- **Localisation pertinente :**
  - bassin d'alimentation des captages
  - bords de cours d'eau
  - bords de fossés
  - fonds de talweg
  - ruptures de pente
  - division du parcellaire
  - continuités écologiques
  - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
  - parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

- **Entretien** :
  - Fauche/broyage autorisée à partir **du 1er août au 30 avril**
  - Pâturage des regains autorisé **du 1er août au 31 décembre**
- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**

INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**

INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à **l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013** qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date et outils, modalités).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés : (cf. liste ci-dessus)	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter les largeurs minimales définies du couvert herbacé pérenne	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Si la localisation est imposée en bordure d'un élément paysager, maintien de celui-ci.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Respect de la période d'interdiction de fauche entre le 1er mai et le 31 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)
Respect de la localisation pertinente des zones de retard de fauche	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et diagnostic d'exploitation présentant la localisation des zones de retard de fauche au regard de l'enjeu	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction du pâturage par déprimage. Si pâturage des regains : respect de la date initiale de pâturage fixée au 1er aout et du chargement moyen maximal annuel de 1,2 UGB/ha	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation des produits phytosanitaires, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.**

Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

Calcul du taux de chargement :

- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

· Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB

LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation » « IF_BRIE_HE01 »

du territoire « BRIE-EST »

Campagne 2015

Engagement unitaire de la mesure : HERBE_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (praires, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 130,57 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Surfaces éligibles : surfaces en herbe et milieux remarquables éligibles, pour lesquels il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité, lié à une fertilisation excessive. Ce ciblage devra être élaboré sur la base d'un diagnostic environnemental de territoire.

Déclaration de surface : Le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente ».**

- **Mesure fixe :** L'engagement **est fixe** au cours des **5 ans.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BRIE_HE01 » sont décrites ci-dessous :

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage) :**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**

- Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date, pratiques de fertilisation des surfaces ((dates, quantités, produit))

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de bande refuge sur prairies » « IF_BRIE_BR01 »

du territoire « BRIE-EST »

Campagne 2015

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_08

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de mettre en place des zones de protection (des bandes refuges) des milieux remarquables afin de protéger la flore présente et/ou la faune prairiale (oiseaux et papillons, notamment ceux relevant d'un plan national d'action) grâce à une mise en défens sur une longue période de bandes refuge, dont la localisation peut varier chaque année au sein de parcelles exploitées.

En effet, l'avifaune sauvage s'installe pendant les fauches et durant la période estivale sur les prairies de fauche. Ces sites d'installation de cette faune spécifique permettent la réalisation de diverses étapes essentielles, telles la nidification, le grossissement des jeunes, la mue, l'alimentation et le repos avant la migration.

La création de ces bandes refuge est définie selon des enjeux locaux clairement identifiés, comme la préservation de bas-marais, marais tufeux, tourbières, ripisylves, espaces de nidification comme les grèves de bords de cours d'eau dynamique ou les roselières, les milieux dunaires et les sources.

Des habitats naturels remarquables et les sites de nidification peuvent se situer au contact des milieux prairiaux, soit distribués en leur sein, soit disposés sur leurs marges.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0,49€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

11. **Surfaces éligibles :** Surfaces en herbe cibles, définies lors du diagnostic.

12. **Taille éligible :** Bande d'une largeur comprise entre **6 m et 9 m.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BRIE_BR01 » sont décrites ci-dessous :

- Respecter chaque année la localisation et la taille de la bande refuge à mettre en défens
- Faire établir un plan de localisation des bandes refuges. Ce plan de localisation précise, au sein de la surface engagée, les surfaces nécessitant une gestion particulière sur lesquelles porte les obligations. Il sera établi par l'opérateur lui-même ou par une structure compétente mandatée par l'opérateur.

- **Période de non intervention**
  - Intervention **INTERDITE** du 1er mars au 1er septembre
  - Déprimage précoce interdit

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par l'opérateur ou une structure compétente, un plan de localisation des bandes refuge au sein des parcelles engagées	Sur place	Plan de localisation	Définitif	Principale	Totale
Respect de la localisation des bandes refuges Respect de la taille de la bande refuge : comprise entre 6 et 9 mètres de largeur	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et Plan de localisation	Réversible	Principale	Totale
Respecter une période de non intervention du 1er mars au 1er septembre *Le déprimage précoce est interdit.*	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart en nombre de jours entre la date de réalisation de la fauche et les dates déterminées / nombre de jours que comporte la période d'interdiction d'intervention
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de haie » « IF_BRIE_HA01 »

du territoire « BRIE-EST »

Campagne 2015

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_01

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des haies, localisées de manières favorable au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent en fonction du type de haie présente afin d'assurer le renouvellement et la pérennité des haies.

Les haies ont de multiples fonctions environnementales. En effet, elles constituent un obstacle physique qui diminue la vitesse des ruissellements ainsi que celle du vent, limitant ainsi le transport des particules solides (limons et sables), des éléments fertilisants et des matières actives (objectifs de lutte contre l'érosion et d'amélioration de la qualité des eaux). Le réseau racinaire dense, puissant et profond des ligneux composants la haie remonte les éléments minéraux ayant migré en profondeur (objectif protection de l'eau), favorise l'infiltration des eaux en excès et stabilise le sol (objectifs de lutte contre les risques naturels et contre l'érosion). Les haies sont également des écosystèmes à part entière, lieux de vie, d'abri, de reproduction de nombreuses espèces animales et végétales inféodées à ce type de milieu (objectif de maintien de la biodiversité, trame verte et bleue). Par ailleurs, les haies contribuent efficacement au stockage de carbone.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0,36€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Haies éligibles** : Haies, basses ou hautes, localisées de manière pertinente, définies lors du diagnostic. Les haies devront être composées majoritairement des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	Nom scientifique
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier terminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

Arbustes	
Nom français	Nom scientifique
Aubépine épineuse	*Crataegus laevigata*
Aubépine monogyne	*Crataegus monogyna*
Bourdaine	*Frangula alnus*
Buis	*Buxus sempervirens*
Camerisier à balai	*Lonicera xylosteum*
Cassis	*Ribes nigrum*
Cerisier Sainte Lucie	*Prunus mahaleb*
Cornouiller sanguin	*Cornus sanguinea*
Cornouiller mâle	*Cornus mas*
Coudrier	*Corylus avellana*
Framboisier	*Rubus idaeus*
Fusain d'Europe	*Euonymus europaeus*
Genêt à balais	*Cytisus scoparius*
Genévrier commun	*Juniperus communis*
Groseillier rouge	*Ribes rubrum*
Groseillier à maquereau	*Ribes uva-crispa*
Houx	*Ilex aquifolium*
If commun	*Taxus baccata*
Lierre	*Hedera helix*
Néflier	*Mespilus germanica*
Nerprun purgatif	*Rhamnus cathartica*
Prunellier	*Prunus spinosa*
Ronce sp	*Rubus sp*
Rosier des chiens	*Rosa canina*
Saule cendré	*Salix cinerea*
Saule pourpre	*Salix purpurea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Sureau rouge	*Sambucus racemosa*
Troène vulgaire	*Ligustrum vulgare*
Viorne lantane	*Viburnum lantana*
Viorne obier	*Viburnum opulus*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BRIE_HA01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - le type de taille : **taille sur les 2 côté(s) de la haie.**
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage, …

- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
  - Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la haie engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Respect des périodes d'interventions	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches *(cf. ci-dessus)*	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La **tenue du cahier d'enregistrement** des interventions constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien d'arbres isolés ou en alignements » « IF_BRIE_AR01 »

du territoire « BRIE-EST »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_02

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des arbres isolés ou en alignements au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent en fonction du type d'arbre présent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

Les arbres têtards (arbre adulte dont le tronc et toutes les branches maîtresses ont été coupés, et sur lesquels poussent des rejets régulièrement recépés) de type émondés ou de hauts jets, isolés ou en alignements sont des infrastructures écologiques qui permettent d'assurer le maintien de nombreuses espèces. En effet, ces arbres creux constituent des zones d'alimentation et de reproduction de nombreuses espèces (telles que les insectes saproxylophages), de corridor biologique ainsi que des zones refuge (chauve souris, oiseaux). L'entretien de ces linéaires ou des arbres remarquables isolés est de ce point de vue essentiel pour préserver la haute valeur naturelle et paysagère des territoires ruraux et des sites Natura 2000. La taille des arbres en têtard ou émondés (selon les spécificités locales) favorise le développement de cavités abritant de nombreuses espèces cavernicoles (Rouge-queue à front blanc, Chouette chevêche, …). Par ailleurs ces arbres permettent une régulation climatique (rôle de haie brise vent et de séquestration du carbone), une régulation hydraulique (rôle dans l'infiltration lente, la dépollution des eaux et le maintien d'une atmosphère humide) et une remontée d'éléments minéraux lixiviés.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 7,92€/arbre engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

▪ **Arbres éligibles** : Ensemble des arbres isolés ou en alignement, localisées de manières pertinentes, définis lors du diagnostic. Essences éligibles de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*

Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*
Fruitiers sp. (poiriers, pommiers…)	

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BRIE_AR01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - Type de taille à réaliser en fonction du diagnostic : taille en têtard, émondage ou élagage**.**
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (sécateurs, échenilloir, scie d'élagage, lamier, tronçonneuse…).

Taille des arbres têtards :
Pour la formation : éliminer les branches latérales afin d'obtenir un sujet vigoureux de 10 - 15 cm de diamètre. A partir de ce diamètre, étêtage du sujet.
Pour l'entretien : coupe des rejets surplombants la tête tous les 7 à 15 ans selon les essences et selon le diamètre des branches, entre 10 et 20 cm maximum.

Taille des arbres isolés :
Pour la formation : taille de formation entre août et septembre. La taille éliminera les fourches et les branches obliques par rapport à la flèche de l'arbre.
Pour l'entretien : élagage des branches basses en maintenant au moins 50 % de branches sur la partie haute de l'arbre. Les rejets postérieurs à ces travaux de coupe seront éliminés régulièrement. La hauteur finale d'élagage sera d'au minimum 3 à 4 mètres.

Conserver le lierre, le houx et les ronces.

- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage.
  - Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars.

- **Seuil minimal de contractualisation d'arbres têtards (en âge d'être entretenus) : 50 %**
- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement aux arbres et/ou alignements d'arbres engagés	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période allant du 1er aout au 30 septembre pour les tailles de formation et du 1er octobre au 1er mars	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches *(cf. ci-dessus)*	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les éléments engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien des ripisylves » « IF_BRIE_RI01 »

du territoire « BRIE-EST »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des ripisylves au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique et floristique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

La ripisylve est une zone de transition entre les milieux aquatique et terrestre, elle est localisée en bordure de cours d'eau. Elle est composée de différentes strates (herbacée, arbustive, arborée) permettant d'assurer divers rôles : habitats naturels (terrestres et aquatiques avec notamment des zones d'eau fraîche et calme : rôle de la ripisylve dans la dissipation du courant), corridors écologiques (trame verte et bleue), filtration et épuration des eaux de ruissellement, protection des berges contre l'érosion, régulation climatique (notamment zones d'ombrage et stockage du carbone), etc. Elle joue par ailleurs les mêmes rôles qu'une haie arbustive ou arborée en matière de protection contre le ruissellement et l'érosion, en faveur de la qualité des eaux (limitation des transferts) et du maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées).
Un entretien non intensif de ce milieu permet le maintien des différentes strates et d'une végétation variée assurant tous ces rôles.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 1,01 €/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

1. **Ripisylves éligibles** : localisées de manière pertinente, définies lors du diagnostic. Les ripisylves devront être majoritairement composés des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Charme	*Carpinus betulus*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Tremble	*Populus tremula*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BRIE_RI01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années ;
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuses, tronçonneuse, scie d'élagage…

Côté parcelle : même taille que pour une haie
Côté cours d'eau : un élagage doux afin d'apporter un peu de lumière sur le cours d'eau
Dégagement mécanique au pied des jeunes arbres pour les boisements en cours de constitution

Gestion des arbres morts et des branches mortes du côté du cours d'eau :
- les enlever lorsque ceux-ci sont susceptibles de créer des embâcles ;
- Le dessouchage est interdit.

Gestion des embâcles :
- ne pas dégrader la berge et la végétation riveraine, dans la mesure du possible ;
- travailler le moins possible avec des engins dans le lit du cours d'eau afin de ne pas perturber les habitats aquatiques.

- **Période d'intervention**
  1. Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars ;
  2. Enlèvement des embâcles et entretien du lit hors période de fraies : du 1er aout ou 31 octobre ;
  3. Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la ripisylve engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation de la taille des arbres entre le 1er octobre au 1er mars Réalisation de l'enlèvement des embâcles et de l'entretien du lit du cours d'eau entre le 1er aout et le 31 octobre	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des	Réversible aux premier et deuxième constats.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
		enregistrements	Définitif au troisième constat.	vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.
, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de bosquets » « IF_BRIE_BO01 »

du territoire « BRIE-EST »

Campagne 2015

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des bosquets au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique et floristique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

Les bosquets sont des lieux d'abris, de vie et de reproduction d'un grand nombre d'espèces animales et végétales et jouent un rôle structurant pour le paysage en assurant des corridors écologiques dans une trame d'ensemble. Ils jouent par ailleurs les mêmes rôles qu'une haie arbustive ou arborée en matière de protection contre le ruissellement et l'érosion, en faveur de la qualité des eaux (limitation des transferts), du maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées) et de la régulation climatique.
Un entretien non intensif et dirigé de ces milieux permet leur pérennité afin d'en assurer tous ces rôles.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 145,85 €/hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

2. **Bosquet éligible** :
   - Taille de **1 are à 50 ares**, avec un minimum de **10 m de largeur**, définis lors du diagnostic.
   - Les bosquets devront être composés majoritairement des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

Arbustes	
Nom français	**Nom scientifique**
Aubépine épineuse	*Crataegus laevigata*
Aubépine monogyne	*Crataegus monogyna*
Bourdaine	*Frangula alnus*
Buis	*Buxus sempervirens*
Camerisier à balai	*Lonicera xylosteum*
Cassis	*Ribes nigrum*
Cerisier Sainte Lucie	*Prunus mahaleb*
Cornouiller sanguin	*Cornus sanguinea*
Cornouiller mâle	*Cornus mas*
Coudrier	*Corylus avellana*
Framboisier	*Rubus idaeus*
Fusain d'Europe	*Euonymus europaeus*
Genêt à balais	*Cytisus scoparius*
Genévrier commun	*Juniperus communis*
Groseillier rouge	*Ribes rubrum*
Groseillier à maque-reau	*Ribes uva-crispa*
Houx	*Ilex aquifolium*
If commun	*Taxus baccata*
Lierre	*Hedera helix*
Néflier	*Mespilus germanica*
Nerprun purgatif	*Rhamnus cathartica*
Prunellier	*Prunus spinosa*
Ronce sp	*Rubus sp*
Rosier des chiens	*Rosa canina*
Saule cendré	*Salix cinerea*
Saule pourpre	*Salix purpurea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Sureau rouge	*Sambucus racemosa*
Troène vulgaire	*Ligustrum vulgare*
Viorne lantane	*Viburnum lantana*
Viorne obier	*Viburnum opulus*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BRIE_BO01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage...
  - **Taille de faces extérieures** au moins 2 fois en 5 ans pour limiter le développement latéral pour les bosquets d'au moins 3 – 4 ans.
  - **Taille de formation** (de 3 à 15 ans environ) et élagage (de 5 à 20 ans environ) pour des arbres de hauts jets, à raison d'une taille tous les 2 à 3 ans en fonction de la croissance des sujets. Les arbres de hauts jets à entretenir seront définis lors du diagnostic.
- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
  - Taille et élagage : Du 1er octobre au 1er mars

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché**.**

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement au bosquet engagé	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation de l'entretien des arbres entre le 1er octobre au 1er mars pour la taille d'élagage et entre le 1er aout et le 30 septembre pour la taille de formation	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de talus enherbés » « IF_BRIE_TL01 »

du territoire « BRIE-EST »

Campagne 2015

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de préserver les talus existants et leurs continuités.
Les talus constituent un obstacle physique aux ruissellements et répondent ainsi à l'objectif de protection de la qualité des eaux et de lutte contre l'érosion des sols. Leur efficacité n'est réelle que s'ils sont localisés de manière pertinente et qu'il existe une continuité de ces structures sur les zones à risques.
Par ailleurs, ces parties non cultivées de la parcelle constituent des zones d'abri et de développement pour la flore et la faune auxiliaire, lorsqu'ils sont entretenus mécaniquement à des périodes adaptées. Cette opération contribue donc aussi au maintien de la biodiversité.
C'est pourquoi cette opération contient des éléments relatifs aux conditions d'entretien des talus compatibles avec la préservation de la biodiversité, même si les zones de mise en œuvre sont celles identifiées essentiellement par rapport à l'enjeu de préservation de la qualité des eaux.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0,42€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

3. **Talus éligibles** : Talus présent sur terres arables ou cultures pérennes au sein de zones identifiées pour leur risque érosif au regard du diagnostic de territoire et du SRCE, les ruptures de pente, les fonds de talweg, les corridors ou les habitats d'espèces pour l'enjeu biodiversité.
Les talus de bordure de parcelles ne répondant pas à l'objectif de protection des eaux contre le ruissellement ne sont pas éligibles.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BRIE_TL01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - Maintenir un couvert herbacé permanent : pas de sol nu, ni de retournement
  - Réaliser un entretien annuel par fauche ou broyage
  - Absence de brûlage du talus
  - Intervention **INTERDITE** du 1er avril au 31 août.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.
- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Maintenir un couvert herbacé permanent (pas de sol nu ni de retournement)	Sur place		Réversible	Principale	A seuil
Absence d'intervention mécanique entre le 1er avril au 31 août	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Réalisation d'un entretien annuel par fauche ou broyage (hors périodes d'interdiction)	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Absence de brûlage sur le talus	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**.

Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes. Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien des fossés et rigoles de drainage et d'irrigation, des fossés et canaux en marais, et des béalières » « IF_BRIE_FO01 »

du territoire « BRIE-EST»

Campagne 2015

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de réaliser un entretien des fossés et rigoles de drainage et d'irrigation, des fossés et canaux en marais, et des béalières (la béalière est un canal construit à partir de la rivière, formant une déviation et un cours d'eau secondaire, avec une pente plus faible que la pente moyenne de la rivière) permettant de maintenir leurs flancs végétalisés et une expression favorable de la biodiversité.

Les fossés, lorsque leurs flancs sont végétalisés, jouent un rôle épurateur des eaux d'écoulement (surface de filtration et d'infiltration des eaux). Le maintien du maillage de fossés et rigoles dans ces conditions d'entretien permet d'assurer un bon cheminement de l'eau et ainsi une bonne alimentation en eau des parcelles situées en aval.

Lorsqu'ils sont entretenus de manière strictement mécanique à des dates favorables à la biodiversité (en évitant le sur-entretien), ils peuvent également constituer des zones de développement d'une flore spécifique et constituent des lieux de vie d'abri et de reproduction de nombreuses espèces animales (avifaune, petits mammifères), dans un objectif de maintien de la biodiversité (trame verte et bleue).

En marais, le réseau hydraulique est particulièrement dense (100 à 300 ml/ha). Il conditionne selon les saisons, le caractère inondable, le taux d'humidité mais aussi le drainage des compartiments hydrauliques homogènes. Il nécessite surtout une bonne connexité (capacité hydraulique au dé-confinement et aptitude à jouer un rôle de corridor aquatique écologique). L'engagement de curage du fossé réalisé dans de bonnes conditions permet de rajeunir des milieux confinés, d'initier un nouveau cycle de développement biologique et de retrouver la capacité hydraulique du réseau. Il s'agit ainsi d'éviter le comblement et donc de maintenir ou de restaurer leurs fonctionnalités écologiques et hydrologiques (rôle de tampons et filtres).

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 1,29€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Fossés éligibles : Fossés et rigoles de drainage et/ou d'irrigation, béalières, canaux tertiaires** alimentant les parcelles agricoles. Dans tous les cas, seuls les ouvrages non maçonnés et végétalisés sont éligibles. De même, les structures hydrauliques faisant l'objet d'une association syndicale autorisée (ASA) ne sont pas éligibles (travaux réalisés par l'ASA et non l'exploitant agricole). Les cours d'eau sont exclus.

Les ouvrages éligibles seront définis lors du diagnostic.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BRIE_FO01 » sont décrites ci-dessous :

Un plan de gestion sera établi pour chaque type d'ouvrage
Il précisera les modalités d'entretien et le cas échéant de réhabilitation de fossés engagés :

- les modalités d'entretien mécanique du fossé assurant le bon écoulement de l'eau. En particulier :
  1. seront exclues toutes les interventions devant participer à l'assèchement des milieux humides alentours (prairies, tourbières…) ;
  2. pour les fossés en marais, le plan de gestion devra veiller à respecter la stabilité des berges et de la ceinture végétale, le curage vieux fond / vieux bords, le principe de mosaïque en conservant des fossés et canaux d'âges différents favorables à la biodiversité, et à conserver les échanges entre parcelles inondables et réseaux de fossés et canaux.

- les méthodes de lutte manuelle et/ou mécanique contre la prolifération de la végétation allochtone envahissante (Jussie, Myriophylle du Brésil, … sur la base de la liste des espèces allochtones, publiée par le Ministère en charge de l'Écologie dans le cadre des décrets d'application de la loi "développement des territoires ruraux" de février 2005.) : liste des espèces envahissantes visées, description des méthodes d'élimination (destruction chimique interdite. En marais, le faucardage des fossés pour l'élimination des végétaux allochtones envahissants sera interdit.), périodes de destruction et outils à utiliser.

- les devenirs des produits du curage, et le cas échéant, les modalités d'exportation des produits de curage et de faucardage.

- la période pendant laquelle l'entretien du fossé doit être réalisé, en dehors des périodes de reproduction de la faune et de la flore.

- la périodicité de cet entretien (réalisation possible par tiers de linéaire engagé sur 3 ans), **2 entretiens sur les 5 ans sont demandés.**

- les conditions éventuelles de brûlage des produits de curage et de faucardage, si celui-ci est autorisé. Dans tous les cas, il doit être conforme à la réglementation et réalisé en dehors des périodes de reproduction de la faune (en particulier de l'avifaune).

- les conditions éventuelles de recalibrage pour les canaux d'irrigation dans le respect du gabarit initial (le recalibrage des fossés et rigoles est quant à lui interdit).

- **Produits phytosanitaires**
  3. INTERDITS sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  4. Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement au type d'ouvrage engagé	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période définie	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Absence de recalibrage et redressement des fossés et rigoles Le cas échéant : recalibrage autorisé dans la limite du gabarit initial (restauration)	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Restauration et /ou entretien de mares et plans d'eau » « IF_BRIE_PE01 »

du territoire « BRIE-EST »

Campagne 2015

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE
L'objectif de cette opération est de réaliser un entretien des mares et des plans d'eau présents sur les terres agricoles permettant de maintenir l'ensemble des rôles de ces milieux particuliers.
Les mares sont des écosystèmes particuliers qui influent sur la richesse en biodiversité, la qualité des eaux et la régulation climatique :
La biodiversité :

- De par leurs diversités et leurs spécificités, les mares isolées abritent tout une faune et une flore particulièrement riches. Ce sont des réservoirs de biodiversité floristique et faunistique. Les mares offrent donc refuge, lieu de reproduction, d'alimentation et bien entendu un lieu de vie à de nombreuses espèces particulièrement en contexte d'agriculture intensive. Ces micro-zones humides abritent d'ailleurs près de 15 % des espèces protégées.
- L'existence des réseaux de mares est cruciale pour le maintien des métapopulations de certaines espèces. Ces réseaux sont également nécessaires à de nombreux mammifères et oiseaux en tant qu'élément particulier de l'ensemble des habitats que ces espèces ont l'habitude d'utiliser. Ils participent donc au maintien des continuités écologiques (trame verte et bleue) indispensables à la faune et à la flore.

L'eau :

- En tant que zones humides, les mares accomplissent des fonctions régulatrices de l'eau : écrêtage des crues (lutte contre l'érosion des sols et des inondations), stockage de l'eau, pondération du régime des eaux courantes, rétention et transformation des sédiments, lutte contre l'érosion
- De plus, les mares, et leurs réseaux, jouent un rôle épurateur en éliminant les polluants diffus des eaux de surface. Situées souvent en tête des bassins versants, les mares forment des systèmes très efficaces d'épuration naturelle des eaux.

Le climat :

- Les mares liées aux exploitations agricoles fixent une grande quantité de carbone du fait de leur grand nombre et de leur exceptionnelle productivité primaire propre aux écosystèmes aquatiques.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 81,26 €/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

1. **Mares et plans d'eau éligibles** : Seuls les plans d'eau et mares présents sur les terres agricoles et sans finalité piscicole peuvent faire l'objet d'un financement par une mesure contenant cette opération. A contrario, la restauration de mares et plans d'eau à finalité piscicole n'est pas éligible.
2. **Taille éligible** : **Entre 10 et 1 000 m²**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BRIE_PE01 » sont décrites ci-dessous :

Un plan de gestion sera établi par une structure agrée, incluant un diagnostic initial des mares et plans d'eau engagés.
Ce plan de gestion planifiera la restauration si elle est nécessaire et prévoira à minima les modalités d'entretien suivantes :

- les modalités éventuelles de débroussaillement préalable (lorsque cela est nécessaire pour la restauration de la mare) ;
- les modalités éventuelles de curage et les modalités d'épandage des produits extraits ;
- les dates d'intervention (en dehors des périodes gênantes pour les oiseaux et les batraciens, de préférence en septembre-octobre) ;
- les modalités éventuelles de mise en place d'une végétation aquatique indigène ;
- la nécessité de créer ou d'agrandir une pente douce (moins de 45°). Si cette obligation est retenue, les travaux devront être réalisés au cours de la première année de l'engagement ;
- la possibilité ou l'interdiction de végétaliser les berges (végétalisation naturelle à privilégier, sinon liste des espèces autorisées) ;
- les modalités d'entretien de la végétation aquatique et ripicole, à des dates et périodicité à définir (réalisation possible par tiers sur 3 ans) ; **2 entretiens sur les 5 ans sont demandés ;**
- les méthodes de lutte manuelle et/ou mécanique de lutte contre la prolifération de la végétation allochtone envahissante (Jussie, Myriophylle du Brésil, … sur la base de la liste des espèces allochtones, publiée par le Ministère en charge de l'Écologie dans le cadre des décrets d'application de la loi « développement des territoires ruraux » de février 2005) : liste des espèces envahissantes visées, description des méthodes d'élimination (destruction chimique interdite. En marais, le faucardage des mares et/ou plans d'eau pour l'élimination des végétaux allochtones envahissants sera interdit), dates et outils à utiliser ;
- dans le cas de surfaces pâturées jouxtant la mare, les conditions d'accès aux animaux : interdiction d'abreuvement direct sur l'ensemble du périmètre de la mare ou du plan d'eau (mise en défens totale) ou mise en défens partielle avec accès limité au bétail (dans ce cas, préciser la largeur de l'accès autorisé). Pour une mise en défens totale ou partielle : pose de clôtures à au moins 1,5 m du bord de la mare ou du plan d'eau.

- **Interdiction de colmatage plastique**

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé : n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, Interventions : Type, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par une structure agréée, un plan de gestion des mares et des plans d'eau engagés, incluant un diagnostic initial de l'élément engagé **Le plan de gestion devra être réalisé au plus tard le 1er juillet de l'année du dépôt de la demande d'engagement.**	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période définie dans le plan de gestion	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction de colmatage plastique	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur l'élément engagé, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Annexe Indice de Fréquence de Traitement (IFT) du territoire « BRIE-EST »

Campagne 2016

1 : Définitions et autres informations concernant l'IFT :

BRIE	IFT de référence	IFT calculé sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	Niveau1	IFT herbicides maximal Phyto 14		IFT hors herbicides maximal Phyto 15		Niveau2	IFT herbicides maximal Phyto 04		IFT hors herbicides maximal Phyto 05	
	Valeur maximale à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles non engagées dans la mesure			à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure		à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure			à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure		à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	
				exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur	exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur		exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur	exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur
Année 2 à Année 5	*IFT herbicides :* **2,2** *IFT hors herbicides :* **4,4**	IFT année 2		80%	*1,8*	80%	*3,6*		80%	*1,8*	70%	*3,1*
		Moyenne IFT année 2 et 3		80%	*1,8*	75%	*3,3*		75%	*1,7*	65%	*2,9*
		Moyenne IFT année 2, 3 et 4		75%	*1,7*	75%	*3,3*		70%	*1,6*	60%	*2,7*
		Moyenne IFT année 3, 4 et 5 ou IFT année 5		75 % en moyenne ou 70 % sur l'année 5	*1,7* *1,6*	70 % en moyenne ou 65 % sur l'année 5	*3,1* *2,9*		60 % en moyenne ou 60 % sur l'année 5	*1,4* *1,4*	50 % en moyenne ou 50 % sur l'année 5	*2,2* *2,2*

Pour les IFT « hors herbicides » des contrats engagés dans un second engagement, les valeurs à respecter sont les suivantes, en ce qui concerne l'engagement de niveau 2, Phyto_05:

BRIE	IFT de référence	IFT calculé sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	Niveau2	IFT hors herbicides maximal Phyto 05	
	Valeur maximale à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles non engagées dans la mesure			à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	
				exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur
Année 2 à Année 5	*IFT herbicides :* **2,2** *IFT hors herbicides :* **4,4**	IFT année 2			*3,2*
		Moyenne IFT année 2 et 3			*2,9*
		Moyenne IFT année 2, 3 et 4			*2,7*
		Moyenne IFT année 3, 4 et 5 ou IFT année 5		50 % en moyenne ou 50 % sur l'année 5	*2,2* *2,2*

2 : Calcul de l'IFT à l'échelle de l'exploitation :

Pour chaque traitement réalisé sur la parcelle, l'IFT est obtenu en divisant la dose appliquée par la dose de référence du produit pour la culture et la cible (ravageur, maladie) considérées. L'ensemble est multiplié par la proportion de la parcelle traitée.

L'IFT de la parcelle est obtenu en faisant la somme des IFT traitements, pour chaque campagne culturale (de la récolte du précédent cultural à la récolte de la culture de la campagne en cours).

$$IFT\,traitement = \frac{Dose\,appliquée}{Dose\,de\,référence} \times \frac{Surface\,traitée}{Surface\,totale\,de\,la\,parcelle}$$

L'ensemble des traitements réalisés au champ sont pris en compte. Par ailleurs, si les semences utilisées ont été traitées, alors on ajoute 1 à l'IFT parcelle.

En cultures légumières, si la production se fait à partir de plants qui ont été traitées avant d'être implantés, alors on ajoute également 1 à l'IFT parcelle.

Sélection de la dose de référence

La dose de référence peut être définie :

- « à la cible », c'est-à-dire pour chaque produit, culture et cible (ravageur, maladie) visée par le traitement, sur la base des doses homologuées ;

- « à la culture », c'est-à-dire pour chaque produit et culture traitée.

Si la cible du traitement est renseignée dans le cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires, alors on retient la dose définie « à la cible » correspondante. Si plusieurs cibles sont simultanément visées par un même traitement, alors on retient la dose de référence correspondant à la cible qui a été déterminante dans le choix de la dose appliquée. Si la cible n'est pas renseignée dans le cahier d'enregistrement, alors on retient par défaut la dose homologuée sur la culture **la plus faible** .

Pour les produits sans dose, l'IFT du traitement compte par défaut pour 1.

Pour plus de précisions sur les modalités de détermination de la dose de référence, se reporter au guide méthodologique sur l'IFT élaboré par le Ministère de l'Agriculture (http://agriculture.gouv.fr/indicateur-de-frequence-de-traitements-phytosanitaires-ift).

La liste des doses de référence est fournie dans la boîte à outils IFT en ligne sur le site internet du ministère de l'Agriculture. Pour une campagne culturale allant de la récolte du précédent cultural en année n-1, à la récolte de la culture implantée pour la campagne de l'année n, il convient d'utiliser la liste de l'année n-1.

L'IFT est calculé pour chaque groupe de cultures (grandes cultures, viticulture, arboriculture, cultures légumières), en fonction du type de couvert visé par la MAEC.

Pour les MAEC portant sur un couvert de grandes cultures, l'ensemble des grandes cultures entrant dans l'assolement, y compris les prairies temporaires, sont prises en compte pour le calcul herbicides et de l'IFT hors herbicides de l'exploitation. Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures. Les surfaces considérées comme fixes (jachère fixe, prairie permanente, autre utilisation comme les bandes enherbées) n'entrent pas dans le calcul de l'IFT.

Pour les MAEC portant sur un couvert de cultures légumières, seules les parcelles implantées en carotte, chou-fleur et autre choux, fraise, melon, poireau, tomate et salade sont prises en compte dans le calcul de l'IFT herbicides et hors herbicides de l'exploitation. Par ailleurs, pour les engagements localisés (PHYTO_04, 05, 14 et 15) seules les parcelles implantées avec ces cultures peuvent être engagées dans la MAEC.

Les produits qualifiés "Bio-contrôle" ne sont pas comptabilisés dans le calcul de l'IFT.

Dans l'attente de l'établissement de la liste des produits de biocontrôle (article L 253-5 du Code Rural), la liste utilisée correspond à la liste « NODU Vert » (http://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/documents/pdf/_projet_actualisation_produits_biocontrole-V13__cle031452-1.pdf). Les produits de biocontrôle sont identifiés en tant que tels dans la liste des doses de référence pour le calcul de l'IFT.

6-3 : Modalités de contrôle de l'IFT :

Le respect de vos engagements portant sur l'IFT est vérifié sur la base du **cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires**, qui constitue une pièce indispensable du contrôle. L'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée.

La tenue de ce cahier est obligatoire au titre de la conditionnalité (paquet hygiène relatif aux produits phytopharmaceutiques).

Au titre de la conditionnalité, il faut enregistrer toutes les utilisations de produits phytopharmaceutiques ou alternatifs, y compris sur les prairies, avec les informations relatives à :

- l'îlot PAC ou l'identification de la parcelle traitée[1] ;
- la culture produite sur cette parcelle (avec précision de la variété) ;
- le nom commercial complet du produit utilisé ;
- la quantité ou la dose de produit utilisée ;
- la date du traitement ;
- la (ou les) dates de récolte.

Par ailleurs, dans le cadre des MAEC, il est important de renseigner la cible (ravageur, maladie) visée par le traitement. Cette information permet en effet de calculer un IFT plus précis, qui reflète au mieux vos pratiques agricoles.

1Au titre des MAEC, les parcelles doivent être identifiées de manière à pouvoir calculer l'IFT sur les parcelles engagées et sur les parcelles non engagées

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires des Yvelines
Direction départementale des territoires du Val d'Oise

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice d'information du territoire

« Chevêche 78-95- CORIF»

Campagne 2016

Correspondants MAEC de la DDT 78 : Karine GRELLEAUD ou Clotilde HERTZOG Tél 01.30.84.33.79 ou 33.77
e-mail: karine.grelleaud@yvelines.gouv.fr

Correspondant MAEC de la DDT95 : Jean-Yves LE GALL, Tél 01.34.25.24.32
e-mail : jean-yves.le-gall@val-doise.gouv.fr

Cette notice présente l'ensemble des mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) proposées sur le territoire « Chevêche» au titre de la programmation 2015-2020.
Elle complète la notice nationale d'information sur les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) et les aides à l'agriculture biologique 2015-2020, disponible sous Télépac

La notice nationale d'information sur les MAEC et l'AB 2015-2020 (disponible sous Télépac)	contient →	•Les conditions d'engagement dans les MAEC et l'AB •Les obligations générales à respecter •Les contrôles et le régime de sanctions •Comment remplir les formulaires
La notice d'information du territoire	contient →	Pour l'ensemble du territoire : •La liste des MAEC proposées sur le territoire •Les conditions générales d'éligibilité •Les modalités de demande d'aide
La notice d'aide	contient →	Pour chaque MAEC proposée sur le territoire : •Les objectifs de la mesure •Le montant de la mesure •Les conditions spécifiques d'éligibilité •Le cahier des charges à respecter •Le régime de sanctions

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous télépac.

Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.
Si vous souhaitez davantage de précisions contactez votre DDT.

1. PERIMETRE DU TERRITOIRE «Chevêche 78-95»

Seuls les éléments situés sur ce territoire sont éligibles aux mesures localisées qui y sont proposées (Cf. § 3).

En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont 50 % de la SAU est située sur le territoire en année 1 sont éligibles

En ce qui concerne les mesures « localisées », pour qu'une parcelle ou un élément linéaire soit éligible à la MAEC, au moins 50 % de sa surface ou de sa longueur doit être incluse dans le territoire.

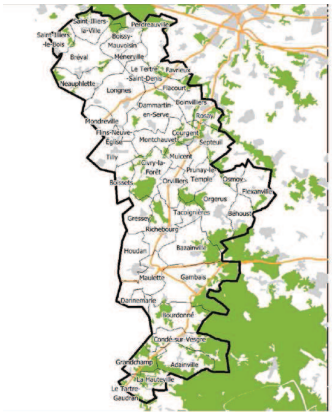
Le territoire est composé de deux périmètres :

- L'un est situé dans l'ouest des Yvelines (arrière-pays mantois et canton de Houdan) en limite du département de l'Eure-et-Loir. Il compte 42 communes en secteur rural (cf. carte 1), soit une superficie de 312,82 km², avec un relief constitué de buttes et de vallées. Les cantons concernés sont Houdan (29 communes), Bonnières-sur-Seine (8 communes), Guerville (3 communes) et Montfort l'Amaury (2 communes).
- L'autre est situé dans le Val d'Oise, dans le Pays de France. Il compte 40 communes (cf. carte 2), soit une superficie de 264,12 km², un relief constitué d'un ensemble de plateaux limoneux, bordé par la frange urbaine autour de l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle, et par la Forêt Domaniale de Carnelle. Les cantons concernés sont Fosses (21 communes), Goussainville (8 communes), Domont (5 communes), Villiers-le-Bel (4 communes) et Luzarches (2 communes).

La liste et la cartographie des communes sont les suivantes:

1) Périmètre situé dans les Yvelines :

Adainville	Longnes
Bazainville	Maulette
Behoust	Ménerville
Boinvilliers	Mondreville
Boissets	Montchauvet
Boissy-mauvoisin	Mulcent
Bourdonné	Neauphlette
Bréval	Orgerus
Civry-la-Forêt	Orvilliers
Condé-sur-vesgre	Osmoy
Courgent	Perdrauville
Dammartin-en-Serve	Prunay-le-Temple
Dannemarie	Richebourg
Flacourt	Rosay
Flexanville	Saint-Illiers-la-ville
Flins-Neuve-Eglise	Saint-Illiers-le-bois
Gambais	Septeuil
Grandchamp	Tacoignières
Gressey	Le Tartre-Gaudran
La Hauteville	Le Tertre-Saint-Denis
Houdan	Tilly



2) Périmètre situé dans les Yvelines :

Attainville	Le Plessis-Luzarches
Baillets-en-France	Le Thillay
Bellefontaine	Louvres
Belloy-en-France	Luzarches
Bouqueval	Maffliers
Châtenay-en-France	Mareil-en-France
Chennevières-lès-Louvres	Marly-la-Ville
Epinay-Champlâtreux	Moisselles
Ezanville	Monsoult
Fontenay-en-Parisis	Piscops
Fosses	Puiseux-en-France
Gonesse	Saint-Martin-du-Tertre
Goussainville	Saint-Witz
Jagny-sous-Bois	Seugy
Lassy	Vémars
Le Mesnil-Aubry	Viarmes
Le Plessis-Gassot	Villaines-sous-Bois
	Villeron
	Villiers-le-Bel
	Villiers-le-Sec



2. RESUME DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Enjeu retenu :

- Zone d'Action Prioritaire « enjeu Biodiversité » pour la préservation de la biodiversité

L'enjeu du programme est la préservation de la biodiversité, avec comme clef d'entrée la Chouette Chevêche. Ce petit rapace nocturne est strictement protégé (loi de protection de la nature de 1976 et arrêté de 1981). En Ile-de-France elle est quasi-menacée sur la liste rouge régionale des oiseaux nicheurs (Birard, *et al.*, 2012) et elle est une espèce emblématique du deuxième plan d'action sur les espèces de la stratégie régionale de la biodiversité. Concernant la trame verte et bleue, la chevêche est retenue pour la cohérence nationale des SRCE dans 13 régions, dont l'Ile-de-France.
En région Île-de-France, le déclin a véritablement commencé dans les années 60, s'est amplifié dans les années 70, et se poursuit jusqu'au milieu des années 80. Les effectifs de la Chevêche étaient donc estimés à 1000 couples en 1950, ils sont passés à environ 300-350 couples au début des années 1990, et 300 - 400 couples en 2010 (Le Maréchal, *et al.*, 2013). La raison principale de ce déclin est la mise en place, dans les années 60, d'une politique agricole orientée vers des pratiques culturales intensives. Ces dernières éliminent les surfaces de prairies et les vergers, pour les transformer en grandes cultures de céréales et oléoprotéagineux. La remontée constatée des effectifs depuis 15 ans vient de l'efficacité des mesures de protections mises en place (pose de nichoirs, mesures de gestion des habitats dont des mesures agro-environnementales).

Le recensement standardisé régional, avec l'élaboration d'un modèle cartographique de niche écologique réalisé par le CORIF entre 2010 et 2012 (Anglade, 2012), et les recensements effectués par le CPN Atena 78 ont permis de cibler le territoire du projet (Yvelines et Val d'Oise) qui se trouve dans une des zones de forte densité de population de la Chevêche, mais avec une distribution spatiale fragmentée en petits noyaux qui résulte d'une modification généralisée des habitats favorables à l'espèce en de grandes surfaces agricoles.

L'ensemble du territoire Chevêche 78-95 se situe en zone rurale. La SAU déclarée à la PAC est de 18 896 ha avec 171 exploitants sur le périmètre des Yvelines, et 14 119 ha avec 105 exploitants sur le périmètre du Val d'Oise ayant leur siège sur le territoire.
Sur le périmètre des Yvelines : on retrouve la répartition départementale des cultures avec une majorité de céréales (65.97%), et d'oléagineux (18.25%). La surface en prairie, milieu intéressant pour la Chevêche, est bien représentée avec presque 1 200ha de prairies permanentes et temporaires. Il s'agit du troisième assolement présent, avec 26 exploitants éleveurs qui ont des parcelles sur la zone. C'est aussi lié à l'importance de la filière équine dans le département, les Yvelines étant le premier département équestre français avec 200 établissements et 22 500 licenciés. Ainsi, 32 centres équestres ont leur siège sur le territoire.
Sur le périmètre du Val d'Oise : on retrouve pratiquement la même répartition départementale des cultures avec une majorité de céréales (67.37%), mais aussi des betteraves (13.32%) et moins de maraîchage et de vergers (2.25%). La surface en prairie, milieu intéressant pour la Chevêche, est peu représentée avec presque 337ha de prairies permanentes et temporaires. Il s'agit du cinquième assolement présent, avec seulement 3 exploitants éleveurs qui ont des parcelles sur la zone.

3. LISTE DES MAEC PROPOSEES SUR LE TERRITOIRE

Les financements prévisionnels des mesures peuvent être apportés par des crédits du ministère chargé de l'agriculture, de la Région et du FEADER.

Zone d'Action Prioritaire « enjeu Biodiversité » pour la préservation de la biodiversité.

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
L'ensemble de l'exploitation	*IF_CORI_SPM1**	Opération système polyculture élevage « dominante élevage » Maintien	175,80 €/ha/an
L'ensemble de l'exploitation	*IF_CORI_SPE1**	Opération système polyculture élevage « dominante élevage » Evolution	205,98 €/ha/an

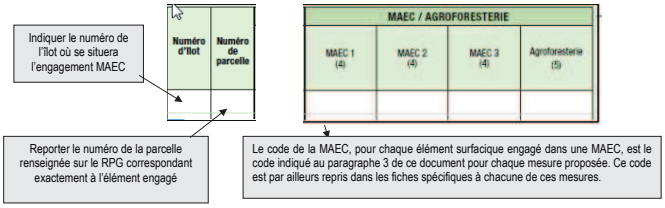
**uniquement sur le territoire situé dans les Yvelines*

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
Les grandes cultures (à transformer en surfaces en herbe)	*IF_CORI_HE50*	Création et entretien d'un maillage de zone de régulation écologique	390,94 €/ha/an
	IF_CORI_HE34	Création et entretien d'un couvert herbacé entretenu par du pâturage	450 €/ha/an
	IF_CORI_HE36	Création et entretien d'un couvert herbacé entretenu par la fauche	450 €/ha/an
	IF_CORI_HE70	Création et entretien d'un couvert d'intérêt pour la chouette chevêche	600 €/ha/an
	IF_CORI_HE80	Amélioration des couverts déclarés en gel	160 €/ha/an
Les surfaces en herbes	*IF_CORI_HE04*	Ajustement de la pression de pâturage	75,44 €/ha/an
	IF_CORI_HE16	Retard de fauche sur les prairies	171,86 €/ha/an
Les vergers	*IF_CORI_VE30*	Entretien des vergers de hautes tiges et des prés vergers (2 tailles en 5 ans)	235,66 €/ha/an
Les éléments fixes du paysage	*IF_CORI_HA02*	Entretien des haies (2 sur 5 ans)	0,36 €/ml/an
	IF_CORI_AR02	Entretien des arbres isolés ou en alignement	7,92 €/arbre/an
	IF_CORI_RI02	Entretien des ripisylves (2 sur 5 ans)	1.01 €/ml/an
	IF_CORI_PE05	Restauration et entretien des mares	149.16 €/mare/an
	IF_CORI_HE01	Entretien de bandes refuges sur prairies	0,49 €/ml/an

Pour déclarer des **éléments ponctuels** engagés dans une MAEC (IF_CORI_PE05, IF_CORI_AR02), vous devez également localiser les éléments ponctuels (ex : mares ou arbres isolés) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté.

Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

6 .2 Le formulaire « Registre Parcellaire Graphique - Descriptif des parcelles »
Ce formulaire doit être rempli pour déclarer les éléments surfaciques engagés en MAEC.



Cet écran vous permet de consulter toutes vos parcelles déclarées et de vérifier les informations concernant la demande d'engagement en MAEC.

5.3 Le formulaire « Registre parcellaire - Descriptif des éléments MAEC linéaires et ponctuels »
Ce formulaire doit être rempli pour chaque élément linéaire ou ponctuel que vous souhaitez engager en MAEC et que vous avez localisé sur le feuillet RPG. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

A la rubrique « MAEC 2015-2020 / MAE 2007-2013 », vous devez cocher « oui » sur la ligne correspondant aux MAEC de la programmation 2015-2020. »

6 .4 Le formulaire « Demande d'aides (Premier pilier – ICHN - MAEC - BIO – Assurance récolte) »
Vous devez cocher, à la rubrique « ICHN – MAEC –BIO », la case Mesure agroenvironnementale et climatique, et déclarer en cochant la case correspondante :
■« m'engager dans une MAEC de la programmation 2015-2020 ».

6 .5 Le formulaire « Déclaration des effectifs animaux »
Si vous vous engagez dans une ou plusieurs mesures dans laquelle le chargement ou les effectifs animaux interviennent. Vous devez remplir le formulaire « déclaration des effectifs animaux » pour renseigner les animaux de votre exploitation autres que bovins, afin que la DDT soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

7. CONTACTS
Correspondants MAEC au CORIF : Colette HUOT DAUBREMONT Tél: 01.48.60.13.00
E-mail: colette.huot-daubremont@corif.net

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire « chevêche 78 ».

4. MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

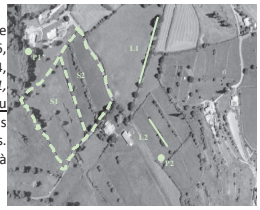
Vous ne pouvez vous engager dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire que si votre engagement sur ce territoire représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros.
Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de votre demande d'engagement, celle-ci sera irrecevable.
Par ailleurs, le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs qui sont précisées dans la notice d'aide de chaque mesure.
Si ce montant maximum est dépassé, votre demande devra être modifiée.

5. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS
Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

6. COMMENT REMPLIR LE FORMULAIRE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?
Pour vous engager en 2016 dans une nouvelle MAEC, vous devez obligatoirement remplir les documents ci-après et les adresser à la DDT des Yvelines avec votre dossier de déclaration de surface avant le 15 juin 2016.

Les modalités de dépôt des demandes MAEC sont disponibles sous TELEPAC :
- Liste générale : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/html/public/aide/formulaires-2016.html
- Modalités spécifiques aux MAEC : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/pdf/tas/2016/Dossier-PAC-2016_notice_MAEC-MAE-AB.pdf

6 .1 Le registre parcellaire graphique
Pour déclarer des **éléments surfaciques** engagés dans une MAEC (IF_CORI_HE50, IF_CORI_HE34, IF_CORI_HE36, IF_CORI_HE70, IF_CORI_HE80, IF_CORI_HE04, IF_CORI_HE16, IF_CORI_VE30, *IF_CORI_SPM1*, *IF_CORI_SPE1*) vous devez dessiner, sur l'exemplaire du RPG que vous renverrez à la DDT, les surfaces que vous souhaitez engager dans chacune des MAEC proposées. Chaque élément surfacique engagé doit correspondre à une parcelle numérotée.



Pour déclarer des **éléments linéaires** engagés dans une MAEC (IF_CORI_HA02, IF_CORI_RI02, IF_CORI_HE01), vous devez également dessiner d'un trait les éléments linéaires (ex : haies, ripisylves, bandes refuges) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté.

Version 2016

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires des Yvelines
Direction départementale des territoires du Val d'Oise

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de mesures

«Système Polyculture Elevage»
« IF_CORI_SPM1 » MAINTIEN
du territoire «Chevêche 78-95 - CORIF »

Campagne 2016

Mesure : MAEC systèmes polyculture-élevage - maintien

Cette mesure est ouverte pour les exploitations qui respectent les critères de surface en herbe (50 % mini) et part de maïs fourrager (15% maxi) dès la première année d'engagement.

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de favoriser le recouplage des ateliers animal et végétal. Ainsi, une aide à l'évolution de pratiques incite les exploitants à introduire davantage d''herbe dans l'assolement, à réduire la part du maïs dans la surface fourragère et à réduire les achats de concentrés. L'objectif est d'accroître l'autonomie alimentaire de l'exploitation en valorisant au mieux la production d'herbe, notamment par un pâturage tournant au printemps et en développant des nouvelles cultures. Les rotations culturales plus longues permettent alors une moindre pression des maladies ou des ravageurs et un meilleur contrôle des adventices. La baisse de la part du maïs dans l'alimentation permet de diminuer le besoin en complément azoté tel que le soja. L'exploitant peut alors plus facilement produire les concentrés qu'il apporte aux animaux.

Cette mesure s'adresse aux exploitants qui ont déjà de telles pratiques dans la mesure où existe localement un risque avéré de disparition de ces exploitations.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, une aide de :

175,80 €/ha vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

Le montant de votre engagement peut faire l'objet d'un plafond selon les modalités des partenaires financiers.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Localisation : Votre exploitation est éligible à cette MAEC dans la mesure **où plus de la moitié de votre surface agricole utile** (SAU définie au point 6) est incluse dans un (ou plusieurs) territoire(s) sur lequel un projet agroenvironnemental et climatique qui propose la présente MAEC est accepté l'année de votre demande. Ce taux est calculé sur la base des surfaces déclarées dans votre déclaration PAC l'année de la demande.
UGB : Vous devez maintenir l'activité d'élevage pendant les 5 ans de l'engagement en détenant au moins **10 UGB herbivores.**
Le nombre d'UGB est calculé selon les modalités définies au point 6.

Diagnostic d'exploitation : Un diagnostic d'exploitation devra être réalisé de préférence avant l'engagement (fortement recommandé) ou au plus tard le 30 septembre de l'année de l'engagement. Contacter votre opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …). Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire. **Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre**.

Taux SH/SAU : Votre exploitation est éligible à cette MAEC dans la mesure où l**a part des grandes cultures** dans la SAU est au maximum de **50 %** l'année de votre demande.

Ce taux est calculé sur la base des surfaces déclarées dans votre déclaration PAC l'année de la demande. Il s'agit du rapport entre les surfaces en grandes cultures (céréales hors maïs ensilage, oléagineux, protéagineux, pommes de terre, cultures industrielles, jachères de moins de 5 ans) de votre exploitation et la surface agricole utile de votre exploitation.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

L'ensemble des terres arables, des prairies et pâturages permanents que vous exploitez sont éligibles à cette MAEC :

- **Les surfaces en prairies et pâturages permanents** correspondent aux surfaces qui, dans votre dossier PAC, relèvent de la catégorie de surface agricole « prairies ou pâturages permanents » (PP) à l'exception du code culture J6P (jachère de 6 ans ou plus) et qui sont rendues admissibles par la méthode du prorata. *(Option 1 : les surfaces admissibles résultent de l'application du prorata 1er pilier)*

- **Les surfaces en prairies et pâturages permanents** correspondent aux surfaces graphiques qui dans votre dossier PAC relèvent de la catégorie de surface agricole « prairies ou pâturages permanents » (PP) à l'exception du code culture J6P (jachère de 6 ans ou plus), déduction faite des surfaces correspondant à la catégorie de prorata 80-100 % qui ne sont pas admissibles. *(Option 2 : les surfaces physiques sont admissibles, sauf celles avec plus de 80 % d'éléments diffus non admissibles)*
- **Les terres arables** correspondent aux surfaces qui dans votre dossier PAC relèvent de la catégorie de surface agricole « TA ».

  Les cultures pérennes correspondant aux surfaces qui dans votre dossier PAC relèvent de la catégorie de surface agricole « CP », ne sont pas éligibles.

  Vous devez respecter le cahier des charges sur l'ensemble des parcelles éligibles de l'exploitation et non uniquement sur les parcelles engagées.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_CORI_SPM1 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Maintien d'une activité d'élevage et détention de plus de **10 UGB** herbivores	Comptage des animaux	Registre d'élevage	Définitive	Principale	*Totale*
Interdiction de retournement[1] des prairies permanentes de l'exploitation n'entrant pas dans une rotation, notamment par le labour ou lors de travaux lourds. Seul un renouvellement par travail superficiel du sol est autorisé	Contrôle visuel du couvert	Néant	Définitive	Principale	*Totale*
Respect d'une part minimale de surface en herbe de **50% de la SAU à partir de l'année 2**[2]	Néant	Néant	Réversible	Principale	Seuils : par tranche de 1,5%, en fonction de l'écart de %
Respect d'une part maximale de surface en maïs (hors maïs grain et semences) **consommé de 15 % dans**[3] la surface fourragère[4] : **à partir de l'année 1**	Calcul de l'équivalent en surface de maïs	Factures d'achat et vente de maïs ou stock de maïs, de maïs fourrager et de semences	Réversible	Principale	*Seuils : par tranche de 1,5%, en fonction de l'écart de %*
Respect d'un niveau maximal annuel d'achat de concentrés[5] de :	Documentaire	Factures d'achat de concentrés et comptabilité matière (factures, balances,	Réversible	Secondaire	Seuils : en fonction de l'écart en kg de

[1] Sont concernées par cette interdiction, les surfaces dont les codes cultures appartiennent au paragraphe et du 1.10 « prairie et pâturage permanent » de la notice PAC à l'exception des prairies en rotation longue (code culture = PRL).

[2] Au 16 mai de la troisième année d'engagement (par exemple, si engagement initial au 15 mai 2015 : à partir du 16 mai 2017)

[3] Mode de calcul du maïs consommé : surfaces cultivées en maïs fourrager + équivalent surface du maïs acheté + équivalent surface de la variation des stocks de maïs < 15% SFP. Les quantités achetées et les variations de stock de maïs sont converties en équivalence de surfaces sur la base du rendement moyen départemental.

[4] La surface fourragère principale (SFP) est définie au point 6.

[5] Concentrés :

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
- 800 kg par UGB bovine ou équine - 1 000 kg par UGB ovine - 1 600 kg par UGB caprine		6 livre journal)			concentré acheté sur le total autorisé
Respect des IFT « herbicides » et « hors herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation concernées par le calcul (cf. ci-après pour l'IFT maximal annuel), y compris les parcelles non engagées du fait de l'application d'un plafond d'aide	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques 7 phytosanitaires + Feuille de calcul de l'IFT « herbicides » et « hors herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils8
Interdiction des régulateurs de croissance sauf sur orge brassicole	Vérification de l'absence de régulateurs de croissance dans le cahier d'enregistrement	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires	Réversible	Secondaire	Totale

- tout aliment complémentaire des fourrages, riche en énergie et/ou azote, caractérisés par une forte teneur en matière sèche (MS>=80 %) et une forte valeur énergétique (UFL>=0,8/kg MS).
- tout fourrage déshydraté présenté sous forme de granulés
- tout grain conservé par voie humide

6 Si la comptabilité est externalisée, fourniture sous 10 jours des documents demandés au contrôleur.

7 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

– le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
– les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
– la date de traitement ;

8 L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Appui technique sur la gestion de l'azote	Vérification de l'existence de l'attestation	Attestation de prestation	Réversible	Secondaire	Totale

Valeurs des IFT $_{herbicides}$ et des IFT hors herbicides à respecter en moyenne sur l'ensemble de vos parcelles concernées (niveau 2) Cf annexe IFT niveau 2

Par ailleurs, dans le cadre des MAEC, il est important de renseigner la cible (ravageur, maladie) visée par le traitement. Cette information permet en effet de calculer un IFT plus précis, qui reflète au mieux vos pratiques agricoles.

Au titre des MAEC, les parcelles doivent être identifiées de manière à pouvoir calculer l'IFT uniquement sur les parcelles concernées par le cahier des charges.

Appui technique à la gestion de l'azote :

Pour toute question relative à la réalisation de cet engagement, veuillez-vous adresser à la DDT de votre département

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

6.1 Définitions :

- **La Surface Agricole Utile** (SAU) comprend toutes les surfaces déclarées dans le dossier PAC sauf :

- les surfaces de prairie permanente rendues non admissibles par la méthode du prorata
- les surfaces bâties et éléments artificialisés
- les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci ne sont pas admissibles
-les éléments naturels non compris dans les éléments topographiques (ex : marais salants…)

- **Les surfaces en herbe** comprennent les prairies ou pâturages permanents corrigés (tous les codes cultures du paragraphe et du 1.10 « prairie et pâturage permanent » de la notice PAC cultures) par la méthode du prorata, les surfaces herbacées temporaires (tous les codes cultures du 1.9 « surfaces herbacées temporaires" de la notice PAC cultures) , les « mélanges de légumineuses fourragères prépondérantes au semis implantées pour la récolte 2015/2016 et d'herbacées ou de graminées fourragères » (code MH5 et MH6) et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles.
- **La surface fourragère principale** (SFP) comprend le maïs ensilage, les surfaces herbagères temporaires, les prairies et pâturages permanents corrigés du prorata, les légumineuses fourragères, les fourrages et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles.
  Ne sont pas considérées comme des surfaces fourragères :
  - les surfaces dont le fourrage est destiné à la transformation en granulé (par exemple : luzerne ou maïs déshydraté) ;
  - les surfaces dont seuls les grains sont conservés par voie humide.

•Les animaux pris en compte pour le critère d'éligibilité lié à un élevage herbivore appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n). Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans.	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans.	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans.	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Pour les herbivores autres que bovins, les animaux doivent être présents sur l'exploitation pendant une durée de 30 jours consécutifs, incluant le 31 mars de l'année en cours. Pour ces animaux, le nombre correspondant doit être déclaré sous Télépac dans l'écran relatif aux effectifs animaux.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires des Yvelines
Direction départementale des territoires du Val d'Oise

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de mesures

«Système Polyculture Elevage»

« IF_CORI_SPE1 » EVOLUTION du territoire «Chevêche 78-95 - CORIF »

Campagne 2016

Mesure : MAEC systèmes polyculture-élevage - évolution

Cette mesure est ouverte pour les exploitations qui ne respectent pas les critères de surface en herbe (50 % mini) et part de maïs fourrager (15% maxi) au moment de l'engagement. Elles doivent donc évoluer vers ces critères dès la troisième année d'engagement.

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de favoriser le recouplage des ateliers animal et végétal. Ainsi, une aide à l'évolution de pratiques incite les exploitants à introduire davantage d''herbe dans l'assolement, à réduire la part du maïs dans la surface fourragère et à réduire les achats de concentrés. L'objectif est d'accroître l'autonomie alimentaire de l'exploitation en valorisant au mieux la production d'herbe, notamment par un pâturage tournant au printemps et en développant des nouvelles cultures. Les rotations culturales plus longues permettent alors une moindre pression des maladies ou des ravageurs et un meilleur contrôle des adventices. La baisse de la part du maïs dans l'alimentation permet de diminuer le besoin en complément azoté tel que le soja. L'exploitant peut alors plus facilement produire les concentrés qu'il apporte aux animaux.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, une aide de :

205,98 €/ha vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

Le montant de votre engagement peut faire l'objet d'un plafond selon les modalités des partenaires financiers.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Localisation : Votre exploitation est éligible à cette MAEC dans la mesure **où plus de la moitié de votre surface agricole utile** (SAU définie au point 6) est incluse dans un (ou plusieurs) territoire(s) sur lequel un projet agroenvironnemental et climatique qui propose la présente MAEC est accepté l'année de votre demande. Ce taux est calculé sur la base des surfaces déclarées dans votre déclaration PAC l'année de la demande.

UGB : Vous devez maintenir l'activité d'élevage pendant les 5 ans de l'engagement en détenant au moins **10 UGB herbivores.**
Le nombre d'UGB est calculé selon les modalités définies au point 6.

Diagnostic d'exploitation : Un diagnostic d'exploitation devra être réalisé de préférence avant l'engagement (fortement recommandé) ou au plus tard le 30 septembre de l'année de l'engagement. Contacter votre opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …). Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire. **Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre**.

Taux SH/SAU : Votre exploitation est éligible à cette MAEC dans la mesure où l**a part des grandes cultures** dans la SAU est au maximum de **50 %** l'année de votre demande.

Ce taux est calculé sur la base des surfaces déclarées dans votre déclaration PAC l'année de la demande. Il s'agit du rapport entre les surfaces en grandes cultures (céréales hors maïs ensilage, oléagineux, protéagineux, pommes de terre, cultures industrielles, jachères de moins de 5 ans) de votre exploitation et la surface agricole utile de votre exploitation.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

L'ensemble des terres arables, des prairies et pâturages permanents que vous exploitez sont éligibles à cette MAEC :

- **Les surfaces en prairies et pâturages permanents** correspondent aux surfaces qui, dans votre dossier PAC, relèvent de la catégorie de surface agricole « prairies ou pâturages permanents » (PP) à l'exception du code culture J6P (jachère de 6 ans ou plus) et qui sont rendues admissibles par la méthode du prorata. *(Option 1 : les surfaces admissibles résultent de l'application du prorata 1er pilier)*

- **Les surfaces en prairies et pâturages permanents** correspondent aux surfaces graphiques qui dans votre dossier PAC relèvent de la catégorie de surface agricole « prairies ou pâturages permanents » (PP) à l'exception du code culture J6P (jachère de 6 ans ou plus), déduction faite des surfaces correspondant à la catégorie de prorata 80-100 % qui ne sont pas admissibles. *(Option 2 : les surfaces physiques sont admissibles, sauf celles avec plus de 80 % d'éléments diffus non admissibles)*

- **Les terres arables** correspondent aux surfaces qui dans votre dossier PAC relèvent de la catégorie de surface agricole « TA ».

  Les cultures pérennes correspondant aux surfaces qui dans votre dossier PAC relèvent de la catégorie de surface agricole « CP », ne sont pas éligibles.

  Vous devez respecter le cahier des charges sur l'ensemble des parcelles éligibles de l'exploitation et non uniquement sur les parcelles engagées.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_CORI_SPE1 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue d el'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du versement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Maintien d'une activité d'élevage et détention de plus de **10 UGB** herbivores	Comptage des animaux	Registre d'élevage	Définitive	Principale	*Totale*
Interdiction de retournement [1] des prairies permanentes de l'exploitation n'entrant pas dans une rotation, notamment par le labour ou lors de travaux lourds. Seul un renouvellement par travail superficiel du sol est autorisé	Contrôle visuel du couvert	Néant	Définitive	Principale	*Totale*
Respect d'une part minimale de surface en herbe de **50% de la SAU à partir de l'année 3** [9]	Néant	Néant	Réversible	Principale	Seuils : par tranche de 1,5%, en fonction de l'écart de %
Respect d'une part maximale de surface en maïs (hors maïs grain et semences) **consommé de 15 % dans** la surface fourragère [11] **à partir de l'année 3** [10]	Calcul de l'équivalent en surface de maïs	Factures d'achat et vente de maïs ou stock de maïs, de maïs fourrager et de semences	Réversible	Principale	*Seuils : par tranche de 1,5%, en fonction de l'écart de %*

[1] Sont concernées par cette interdiction, les surfaces dont les codes cultures appartiennent au paragraphe et du 1.10 « prairie et pâturage permanent » de la notice PAC à l'exception des prairies en rotation longue (code culture = PRL).

[9] Au 16 mai de la troisième année d'engagement (par exemple, si engagement initial au 15 mai 2015 : à partir du 16 mai 2017)

[10] Mode de calcul du maïs consommé : surfaces cultivées en maïs fourrager + équivalent surface du maïs acheté + équivalent surface de la variation des stocks de maïs < 15% SFP. Les quantités achetées et les variations de stock de maïs sont converties en équivalence de surfaces sur la base du rendement moyen départemental.

[11] La surface fourragère principale (SFP) est définie au point 6.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du versement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect d'un niveau maximal annuel d'achat de concentrés [12] de : - 800 kg par UGB bovine ou équine - 1 000 kg par UGB ovine - 1 600 kg par UGB caprine	Documentaire	Factures d'achat de concentrés et comptabilité matière (factures, balances, livre journal) [13]	Réversible	Secondaire	Seuils : en fonction de l'écart en kg de concentré acheté sur le total autorisé
Respect des IFT « herbicides » et « hors herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation concernées par le calcul (cf. ci-après pour l'IFT maximal annuel), y compris les parcelles non engagées du fait de l'application d'un plafond d'aide	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires [14] + Feuille de calcul de l'IFT « herbicides » et « hors herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils [15]

[12] Concentrés : tout aliment complémentaire des fourrages, riche en énergie et/ou azote, caractérisés par une forte teneur en matière sèche (MS>=80 %) et une forte valeur énergétique (UFL>=0,8/kg MS).
- tout fourrage déshydraté présenté sous forme de granulés
- tout grain conservé par voie humide

[13] Si la comptabilité est externalisée, fourniture sous 10 jours des documents demandés au contrôleur.

[14] **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement ;

[15] L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du versement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction des régulateurs de croissance sauf sur orge brassicole	Vérification de l'absence de régulateurs de croissance dans le cahier d'enregistrement	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires	Réversible	Secondaire	Totale
Appui technique sur la gestion de l'azote	Vérification de l'existence de l'attestation	Attestation de prestation	Réversible	Secondaire	Totale

Valeurs des IFT $_{herbicides}$ et des IFT $_{hors\ herbicides}$ à respecter en moyenne sur l'ensemble de vos parcelles concernées (niveau 2) confère annexe IFT

Par ailleurs, dans le cadre des MAEC, il est important de renseigner la cible (ravageur, maladie) visée par le traitement. Cette information permet en effet de calculer un IFT plus précis, qui reflète au mieux vos pratiques agricoles.
Au titre des MAEC, les parcelles doivent être identifiées de manière à pouvoir calculer l'IFT uniquement sur les parcelles concernées par le cahier des charges.

Appui technique à la gestion de l'azote :

Pour toute question relative à la réalisation de cet engagement, veuillez-vous adresser à la DDT de votre département

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

6.1 Définitions :

- **La Surface Agricole Utile** (SAU) comprend toutes les surfaces déclarées dans le dossier PAC sauf :

- les surfaces de prairie permanente rendues non admissibles par la méthode du prorata
- les surfaces bâties et éléments artificialisés
- les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci ne sont pas admissibles
-les éléments naturels non compris dans les éléments topographiques (ex : marais salants...)

- **Les surfaces en herbe** comprennent les prairies ou pâturages permanents corrigés (tous les codes cultures du paragraphe et du 1.10 « prairie et pâturage permanent » de la notice PAC cultures) par la méthode du prorata, les surfaces herbacées temporaires (tous les codes cultures du 1.9 « surfaces herbacées temporaires" de la notice PAC cultures) , les « mélanges de légumineuses fourragères prépondérantes au semis implantées pour la récolte 2015/2016 et d'herbacées ou de graminées fourragères » (code MH5 et MH6) et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles.
- **La surface fourragère principale** (SFP) comprend le maïs ensilage, les surfaces herbagères temporaires, les prairies et pâturages permanents corrigés du prorata, les légumineuses fourragères, les fourrages et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles.
  Ne sont pas considérées comme des surfaces fourragères :
  - les surfaces dont le fourrage est destiné à la transformation en granulé (par exemple : luzerne ou maïs déshydraté) ;
  - les surfaces dont seuls les grains sont conservés par voie humide.

•Les animaux pris en compte pour le critère d'éligibilité lié à un élevage herbivore appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n). Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans.	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans.	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans.	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Pour les herbivores autres que bovins, les animaux doivent être présents sur l'exploitation pendant une durée de 30 jours consécutifs, incluant le 31 mars de l'année en cours. Pour ces animaux, le nombre correspondant doit être déclaré sous Télépac dans l'écran relatif aux effectifs animaux.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires des Yvelines
Direction départementale des territoires du Val d'Oise

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Création et entretien d'un maillage de zone de régulation écologique (ZRE) sur des parcelles en grandes cultures»
IF_CORI_HE50
du territoire « Chevêche78-95 – CORIF »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont de renforcer la biodiversité fonctionnelle et de participer à la reconquête de la qualité de l'eau en diminuant l'utilisation d'intrants (en particulier les traitements phytosanitaires). Par ailleurs, la remise en herbe permet la séquestration du carbone dans les sols.
Cette opération vise prioritairement à limiter le développement des bio-agresseurs des cultures et l'intensité d'utilisation des produits phytosanitaires, en aménageant un maillage de Zones de régulation écologique (ZRE) composées de bandes enherbées ou de jachère, si possible en continuité avec d'autres éléments paysagers présents sur le parcellaire (haies, bosquets…). Ces zones de régulation écologique constituent des réservoirs d'auxiliaires des cultures, dont l'efficacité est accrue par la limitation de la taille des parcelles culturales bordées par les ZRE.
En effet, les ZRE devant être localisées en rupture de parcelles culturales ou entre deux parcelles culturales contiguës de taille limitée, les auxiliaires peuvent agir au cœur des parcelles culturales et réduire ainsi la pression des ravageurs sur les cultures. La localisation de ces ZRE doit être cohérente avec le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et les Trames vertes et bleues (TVB).
Ces zones constituent plus généralement des zones refuges pour l'ensemble de la petite faune de plaine, dans un objectif de préservation de la biodiversité.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de montant annuel de la mesure 390,94 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : seules peuvent être engagées dans cette opération les terres arables (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), ou les surfaces qui étaient engagées dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Lien avec les surfaces d'intérêt écologique (SIE) : les surfaces comptabilisées au titre des surfaces d'intérêt écologique dans le cadre du paiement vert **ne sont pas éligibles .**
Déclaration de surface : une fois le couvert implanté, le couvert devra être en déclaré en « prairies » ou en « jachère ».
Mesure fixe : l'engagement est fixe au cours des **5 ans**
Localisation : En fonction du diagnostic agro écologique de l'exploitation et des enjeux du territoire : biodiversité, paysage, trame vert et bleue
Taille des éléments et distance :

1) ZRE implantée entre deux parcelles culturales contiguës ou au sein de parcelles culturales :
Parcelle : respecter la taille maximale de 15 hectares de chaque parcelle culturale bordée d'une ZRE. (seuls sont concernés les îlots de culture dont la surface est supérieure à 15 hectares au cours de la campagne précédant la demande d'engagement),
ZRE : Largeur minimale 5mètres et maximale 20 mètres.
Distance entre deux ZRE inférieure à 300m.

2) ZRE implantée dans la continuité d'autres éléments de paysage : haies, talus, fossés, lisières de bois et bosquets :
Ces éléments constituent des ZRE naturelles, qui pourront être renforcées par la création de bandes herbacées, de manière à obtenir une largeur minimale totale de 5 mètres et maximale totale de 20 mètres

Liste des couverts autorisés : Les catégories de couverts suivants sont éligibles (espèces présentes dans la liste ci-dessous) :

-mélange de Dactyle, Fétuque des près, Fétuque élevée, Fétuque ovine, Fétuque rouge, Fléole des prés, Lotier corniculé, Mélilot, Minette, Moha, Pâturin commun, Ray-gras anglais, Ray-gras hybride, Ray-gras italien, Sainfoin, Serradelle, Trèfle blanc, Trèfle d'Alexandrie, Trèfle de Perse, Trèfle incarnat, Trèfle violet, trèfle hybride.

Intervention mécanique : Aucune intervention mécanique n'est autorisée entre le 15 avril et le 15 juillet. L'entretien se fait par la fauche. Le broyage ne sera autorisé qu'exceptionnellement lors de la réalisation du diagnostic.
Enregistrement des interventions d'entretien (type d'intervention, localisation, date et outils)

Traitements phytosanitaires : Interdits sauf le désherbage chimique par traitement localisé visant à lutter contre les chardons, les rumex et les plantes envahissantes conformément à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

Fertilisation minérale ou organique :
La fertilisation azotée n'est pas autorisée, en dehors de celle nécessaire à assurer une bonne implantation du couvert, dans le respect de l'équilibre de la fertilisation azotée et dans la limite de 50 unités d'azote total, minérale et organique. Elle est interdite en bordure des cours d'eau, des mares, des plans d'eau, des fossés ou des rigoles.

Date d'implantation
Au plus tard au **15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement**, pour les parcelles implantées en culture de printemps

A titre dérogatoire, au plus tard le **20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement**, pour les parcelles implantées en culture d'hiver.

Ces éléments seront inscrits dans un cahier d'enregistrement des interventions : numéro de parcelles, localisation pertinente, taille de la parcelle/ de la bande enherbée, culture précédentes - 2 ans-, date de semis du couvert, factures de semences des couverts, type d'intervention, date et outils, programme de travaux d'entretien et éventuelles factures (si prestations).

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_CORI_HE50» sont décrites dans le tableau ci-dessous.
L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place une ou plusieurs ZRE localisées de façon pertinente, en fonction du diagnostic de territoire et/ou d'exploitation (distance maximale entre deux ZRE de 300m)	Sur place : visuel et documentaire	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation	Définitif	Principale	Totale
Respecter une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m pour chaque ZRE	Sur place		Réversible	Principale	A seuil : écart de largeur en anomalie
Respecter la taille maximale de 15 hectares de chaque parcelle culturale bordée d'une ZRE.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Mettre en place les couverts autorisés sur les ZRE : Voir liste des couverts autorisés ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Factures d'achat de semis selon les cas, et cahier d'enregistrement	Réversible	Principale	Totale
Enregistrer les interventions d'entretien sur les ZRE	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction d'intervention mécanique sur les ZRE du 15 avril au 15 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et programme de travaux d'entretien et éventuelles factures (si prestations)	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'avance/de retard (5 / 10 / 15 jours)
Respecter l'interdiction de traitement phytosanitaire sur les ZRE	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation initiale de la ZRE	Administratif et sur place		Définitif	Principale	Totale
Interdiction des apports azotés (minéral et organique)	Sur place : documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Annexe

Recommandations de l'opérateur pour la mise en œuvre de la mesure « IF_CORI_HE50»

L'entretien des ZRE pourra se faire préférentiellement par fauche à une hauteur de 10cm, en démarrant du côté de la grande culture, plutôt que par du broyage. L'utilisation d'une barre d'effarouchement est vivement conseillée.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires des Yvelines
Direction départementale des territoires du Val d'Oise

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Création et maintien d'un couvert herbacé pérenne avec ajustement de la pression de pâturage»
IF_CORI_HE34
du territoire « Chevêche 78-95 - CORIF »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_06
HERBE_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage). Par ailleurs, la création de surfaces herbacées en évitant le sous pâturage et le surpâturage, contribuent également à pérenniser une mosaïque d'habitats.

Ces parcelles en herbes avec ajustement de pâturage constitueront des zones de chasses pour la Chevêche d'Athéna.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 450 € /ha engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : seules peuvent être engagées les terres arables (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères) ou les surfaces qui étaient engagées dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la dernière campagne PAC précédent la demande d'engagement.

Lien avec les surfaces d'intérêt écologique (SIE) : les surfaces comptabilisées au titre des surfaces d'intérêt écologique dans le cadre du paiement vert **ne sont pas éligibles.**

Déclaration de surface : une fois le couvert implanté, le couvert devra être déclaré en « prairie temporaire ou permanente ».

Mesure fixe : l'engagement est fixe au cours des **5 ans**

Localisation : En fonction du diagnostic agro écologique de l'exploitation avec le CORIF (Maison de l'oiseau, Parc Forestier de la Poudrerie, allée E Burlot, 93 410 Vaujours, tél 01 48 60 13 00, mail cheveche78@corif.net).
Si suite au diagnostic, la localisation est imposée en bordure d'un élément paysager : maintien de celui-ci.

La taille minimale et maximale des parcelles : Parcelles entières d'une surface minimum de 10 ares sans taille maximale ou bandes enherbées. La bande enherbée doit avoir une largeur supérieure à 10 m (5 m si en bord de cours d'eau en complément d'une bande déjà existante).
En bordure d'éléments paysagers (haie, bosquets, mares, fossés) bande de 5 m de large minimum de part et d'autre ou autour.

Couvert éligible :

Les couverts à implanter sont composés d'un mélange composé par l'exploitant à partir des espèces suivantes, Dactyle, Fétuque des près, Fétuque élevée, Fétuque ovine, Fétuque rouge, Fléole des prés, lotier corniculé, Mélilot, Minette, Moha, Pâturin commun, Ray-gras anglais, Ray-gras hybride, Ray-gras italien, Sainfoin, Serradelle, Trèfle blanc, Trèfle d'Alexandrie, Trèfle de Perse, Trèfle incarnat, Trèfle violet, Trèfle hybride.

Les couverts de légumineuses seules (plantes soulignées dans la liste ci-dessus) sont interdits. Elles ne pourront être utilisées qu'en mélange avec d'autres familles botaniques.

Date d'implantation
Au plus tard au **15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement**, pour les parcelles implantées en culture de printemps

A titre dérogatoire, au plus tard le **20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement**, pour les parcelles implantées en culture d'hiver.

Traitements phytosanitaires : interdit sauf traitement localisé pour lutter contre les chardons, rumex et plantes envahissantes (arrêté préfectoral).

Entretien : par pâturage uniquement (fauche interdite) **avec respect de chargement :**
Chargement maximum moyen annuel : 1,2 UGB/ha
Cahier d'enregistrement des interventions : il comportera a minima pour chacune des parcelles engagées :
- l'Identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;
- culture précédentes - 2 ans-, date de semis du couvert, factures de semences des couverts
- Pâturage : dates d'entrées et de sorties par parcelle, nombre d'animaux et d'UGB correspondantes.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_CORI_HE34» sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés : *(Voir la liste des couverts éligibles)*	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter une largeur minimale de 10 mètres du couvert herbacé pérenne (5 m bordure de cours d'eau ou d'élément paysager)	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Si la localisation est imposée en bordure d'un élément paysager maintien de celui-ci.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Respect du chargement maximal moyen annuel à la parcelle de **1,2 UGB/ha**, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Non retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principal	Totale

Obligations du cahier des charges	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principal	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place	Documentaire - présence du cahier et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6 : DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

•Calcul du taux de chargement :

- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, pondérée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée

- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

•Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant l'année civile précédente. Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource

au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires des Yvelines
Direction départementale des territoires du Val d'Oise

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Création et maintien d'un couvert herbacé pérenne avec un entretien par de la fauche»
IF_CORI_HE36
du territoire « Chevêche 78-95 - CORIF »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_06
HERBE_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage). Par ailleurs, la création de surfaces herbacées contribuent également à pérenniser une mosaïque d'habitats.

Ces parcelles en herbes constitueront des zones de chasses pour la Chevêche d'Athéna.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 450 € /ha engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : seules peuvent être engagées les terres arables (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères) ou les surfaces qui étaient engagées dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la dernière campagne PAC précédent la demande d'engagement.

Lien avec les surfaces d'intérêt écologique (SIE) : les surfaces comptabilisées au titre des surfaces d'intérêt écologique dans le cadre du paiement vert **ne sont pas éligibles.**

Déclaration de surface : une fois le couvert implanté, le couvert devra être déclaré en « prairie temporaire ou permanente ».

Mesure fixe : l'engagement est fixe au cours des **5 ans**

Localisation : En fonction du diagnostic agro écologique de l'exploitation avec le CORIF (Maison de l'oiseau, Parc Forestier de la Poudrerie, allée E Burlot, 93 410 Vaujours, tél 01 48 60 13 00, mail cheveche78@corif.net).
Si suite au diagnostic, la localisation est imposée en bordure d'un élément paysager : maintien de celui-ci

La taille minimale et maximale des parcelles : Parcelles entières d'une surface minimum de 10 ares sans taille maximale ou bandes enherbées. La bande enherbée doit avoir une largeur supérieure à 10 m (5 m si en bord de cours d'eau en complément d'une bande déjà existante).
En bordure d'éléments paysagers (haie, bosquets, mares, fossés) bande de 5 m de large minimum de part et d'autre ou autour.

Couvert éligible :
Les couverts à implanter sont composés d'un mélange composé par l'exploitant à partir des espèces suivantes, Dactyle, Fétuque des près, Fétuque élevée, Fétuque ovine, Fétuque rouge, Fléole des prés, lotier corniculé, Mélilot, Minette, Moha, Pâturin commun, Ray-gras anglais, Ray-gras hybride, Ray-gras italien, Sainfoin, Serradelle, Trèfle blanc, Trèfle d'Alexandrie, Trèfle de Perse, Trèfle incarnat, Trèfle violet, Trèfle hybride.
Les couverts de légumineuses seules (plantes soulignées dans la liste ci-dessus) sont interdits. Elles ne pourront être utilisées qu'en mélange avec d'autres familles botaniques.

Date d'implantation
Au plus tard au **15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement**, pour les parcelles implantées en culture de printemps

A titre dérogatoire, au plus tard le **20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement**, pour les parcelles implantées en culture d'hiver.

Traitements phytosanitaires : interdit sauf traitement localisé pour lutter contre les chardons, rumex et plantes envahissantes (arrêté préfectoral).

Entretien : par fauche et/ou pâturage.

Si fauche : Interdiction de fauche entre le 1er mars et le 15 juillet
Si pâturage : pas de pâturage par déprimage, seul le pâturage des regains est autorisé, pas de pâturage avant le 15 juillet, chargement annuel moyen maximum de 1,2UGB
Cahier d'enregistrement des interventions : il comportera a minima pour chacune des parcelles engagées :

- l'Identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;
- culture précédentes - 2 ans-, date de semis du couvert, factures de semences des couverts
- Pâturage : dates d'entrées et de sorties par parcelle, nombre d'animaux et d'UGB correspondantes.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_CORI_HE36» sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges	Contrôles		Sanctions	
	Modalités de	Pièces à fournir		Gravité

à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	contrôle		Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etenduede l'anomalie
Respect de la période d'interdiction de fauche entre le 1er mars et le 15 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart en nombre de jours entre la date de réalisation de la fauche et les dates déterminées / nombre de jours que comporte la période d'interdiction d'intervention
Respect de la localisation pertinente des zones de retard de fauche	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et diagnostic d'exploitation présentant la localisation des zones de retard de fauche au regard de l'enjeu	Réversible	Principale	Totale
Interdiction du pâturage par déprimage. Si pâturage des regains : respect de la date initiale de pâturage fixée au 15 juillet et du chargement moyen maximal de 1,2 UGB/ha	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation des produits phytosanitaires, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etenduede l'anomalie
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6 : DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

Calcul du taux de chargement :

Le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, pondérée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée

le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant l'année civile précédente. Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires des Yvelines
Direction départementale des territoires du Val d'Oise

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Création et entretien d'un couvert d'intérêt floristique ou faunistique (bandes ou parcelles enherbées)"
IF_CORI_HE70
du territoire « Chevêche – 78- CORIF»

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de remplacer des surfaces cultivées en grandes cultures par un couvert favorable :

-aux oiseaux de plaine à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;

-aux insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Il s'agit ainsi de créer ce type de couvert sur des surfaces supplémentaires par rapport aux couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 600 € maximum par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.
Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : seules peuvent être engagées les terres arables (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères) ou les surfaces qui étaient engagées dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la dernière campagne PAC précédent la demande d'engagement.

Lien avec les surfaces d'intérêt écologique (SIE) : les surfaces comptabilisées au titre des surfaces d'intérêt écologique dans le cadre du paiement vert **ne sont pas éligibles.**

Déclaration de surface : une fois le couvert implanté, le couvert devra être déclaré en « prairie temporaire ou permanente ».

Mesure fixe : l'engagement est fixe au cours des **5 ans**

Localisation : En fonction du diagnostic agro écologique de l'exploitation et des enjeux du territoire : biodiversité, paysage, trame vert et bleue.

Taille minimale ou maximale des parcelles

- **Parcelles** entières : **minimum 10 ares**
- **Bandes : minimum 10 m de large**, (le cas échéant, 10 m en moyenne sur la longueur de la bande)

Couvert éligible :
Les couverts à implanter sont composés d'un mélange composé par l'exploitant à partir des espèces suivantes, Sainfoin cultivé, Achillée millefeuille, Nielle des blés, Centaurée bleuet sauvage, Marguerite, mélilot officinal, Coquelicot. Il est conseillé de les associer à des graminées.
Pas d'intervention mécanique entre le **1er mai et le 31 août**
Enregistrement des interventions d'entretien (type d'intervention, localisation, date et outils)

Traitements phytosanitaires : interdit sauf traitement localisé pour lutter contre les chardons, rumex et plantes envahissantes (arrêté préfectoral)

Fertilisation minérale ou organique : interdite

Date d'implantation
Au plus tard **au 15 mai** de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles implantées en culture de printemps

A titre dérogatoire, au plus tard le **20 septembre** de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles implantées en culture d'hiver.

Ces éléments seront inscrits dans un cahier d'enregistrement des interventions (numéro de parcelles, localisation pertinente, taille de la parcelle/ de la bande enherbée, culture précédentes - 2 ans-, date de semis du couvert, factures de semences des couverts ...).

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_CORI_HE70» sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : **(Cf. liste des couverts autorisés)** Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Maintenir la superficie en couvert : - implantation du couvert au plus tard le 15 mai - destruction du couvert après le 31 août	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou 10 ares	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 1er mai et le 31 août	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.**

Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires des Yvelines
Direction départementale des territoires du Val d'Oise

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Amélioration des jachères»
IF_CORI_HE80
du territoire «Chevêche 78-95 - CORIF »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_08

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération vise à inciter les exploitants agricoles à améliorer la localisation de leurs parcelles en jachère agricole ainsi que le choix des couverts à y implanter :
sur les territoires à enjeu « biodiversité » pour répondre aux exigences spécifiques :
•d'une espèce ;
•d'un groupe d'espèces à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
•au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Cette opération permet de localiser les jachères agricoles de manière pertinente par rapport à l'enjeu environnemental visé (eau ou biodiversité), d'améliorer le couvert présent et la gestion des intrants. L'exploitant n'a plus comme seul critère celui de localiser ces surfaces de jachère agricole sur les zones les moins productives et/ou les plus difficiles d'accès.

Par ailleurs, en règle générale, les jachères agricoles sont constituées des repousses des précédents culturaux. Cette opération permet l'implantation d'un couvert spécifique répondant à l'enjeu environnemental visé.

Il s'agit ainsi de créer ce type de couvert sur des surfaces supplémentaires par rapport aux couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 160 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : Seules peuvent être engagées dans cette opération les terres arables (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères) lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.
De plus, seules peuvent être engagées les parcelles nécessitant un déplacement par rapport à la localisation initiale de la jachère afin de répondre à l'objectif environnemental du territoire ou qui étaient engagées dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement.
Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Lien avec les surfaces d'intérêt écologique (SIE) : les surfaces comptabilisées au titre des surfaces d'intérêt écologique dans le cadre du paiement vert **ne sont pas éligibles.**
Déclaration de surface : Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en « jachère ».

Mesure fixe : l'engagement est fixe au cours des **5 ans**

Localisation : En fonction du diagnostic agro écologique de l'exploitation *avec le CORIF (Maison de l'oiseau, Parc Forestier de la Poudrerie, allée E Burlot, 93 410 Vaujours, tél 01 48 60 13 00, mail cheveche78@corif.net).*

Taille minimale ou maximale des parcelles

- **Parcelles** entières : **minimum 10 ares**
- **Bandes : minimum 10 m de large**, (le cas échéant, 10 m en moyenne sur la longueur de la bande)

Liste des couverts autorisés :
Les couverts à implanter sont composés d'un mélange composé par l'exploitant à partir des espèces suivantes, Dactyle, Fétuque des près, Fétuque élevée, Fétuque ovine, Fétuque rouge, Fléole des prés, lotier corniculé, Mélilot, Minette, Moha, Pâturin commun, Ray-gras anglais, Ray-gras hybride, Ray-gras italien, Sainfoin, Serradelle, Trèfle blanc, Trèfle d'Alexandrie, Trèfle de Perse, Trèfle incarnat, Trèfle violet, Trèfle hybride.

Intervention mécanique : Aucune intervention mécanique n'est autorisée entre le 1er mai et le 15 juillet. L'entretien se fait par la fauche. Le broyage ne sera autorisé qu'exceptionnellement lors de la réalisation du diagnostic.
Pas de récolte, pas de pâturage
Enregistrement des interventions d'entretien (type d'intervention, localisation, date et outils)

Traitements phytosanitaires : interdits sauf le désherbage chimique par traitement localisé visant à lutter contre les chardons, les rumex et les plantes envahissantes conformément à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

Fertilisation minérale ou organique :
La fertilisation azotée n'est pas autorisée, en dehors de celle nécessaire à assurer une bonne implantation du couvert, dans le respect de l'équilibre de la fertilisation azotée et dans la limite de 50 unités d'azote total, minérale et organique. Elle est interdite en bordure des cours d'eau, des mares, des plans d'eau, des fossés ou des rigoles.

Date d'implantation :

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :
à la date d'engagement, c'est-à-dire au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

Ces éléments seront inscrits dans un cahier d'enregistrement des interventions (numéro de parcelles, localisation pertinente, taille de la parcelle/ de la bande enherbée, culture précédentes - 2 ans-, date de semis du couvert, factures de semences des couverts, type d'intervention, date et outils. …)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_CORI_HE80» sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : (**Cf. liste des couverts autorisés)** Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou 10 ares	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 1er mai et le 15 juillet	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Annexes
Recommandations de l'opérateur pour la mise en œuvre de la mesure
« IF_CORI_HE80»

Ces recommandations visent à accroître l'impact favorable de vos pratiques sur la biodiversité. Toutefois, ces recommandations ne font pas l'objet de contrôles, contrairement aux obligations décrites ci-dessus dans le cahier des charges.

Il est conseillé de faire une fauche centrifuge en réglant la hauteur à 10 cm et de mettre en place une barre d'effarouchement.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires des Yvelines
Direction départementale des territoires du Val d'Oise

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Ajustement de la pression de pâturage »

« IF_CORI_HE04 »

du territoire « Chevêche 78-95 – CORIF »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : HERBE_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'améliorer la gestion par le pâturage de milieux remarquables, en particulier dans les zones humides (tourbières, prairies humide, etc.), en fonction des spécificités de chaque milieu, en limitant la pression de pâturage afin d'éviter la dégradation de la flore et des sols par tassement dans un objectif de maintien de la biodiversité et dans un objectif paysager.

Elle peut également permettre le maintien de l'ouverture et le renouvellement de la ressource fourragère sur des surfaces soumises à une dynamique d'embroussaillement, en évitant le sous pâturage et le surpâturage, et contribuer ainsi à pérenniser une mosaïque d'habitats.

Ces parcelles en herbes constitueront des zones de chasses pour la Chevêche d'Athéna.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 56,58 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : Seules peuvent être engagées dans cette opération les surfaces en prairies et pâturages permanents.

Localisation : En fonction du diagnostic agro écologique de l'exploitation *avec le CORIF (Maison de l'oiseau, Parc Forestier de la Poudrerie, allée E Burlot, 93 410 Vaujours, tél 01 48 60 13 00, mail cheveche78@corif.net).*

Mesure fixe : l'engagement est fixe au cours des **5 ans** (interdiction de retourner les surfaces engagées).

Traitements phytosanitaires : interdit sauf traitement localisé pour lutter contre les chardons, rumex et plantes envahissantes (arrêté préfectoral).

Entretien : par pâturage uniquement (fauche interdite) **avec respect de chargement :**
Chargement maximum moyen annuel : **1,2 UGB/ha**
(il n'y a pas de minimum, ni de chargement instantané minimal et/ou maximal).
Cahier d'enregistrement des interventions : obligatoire, il comportera a minima pour chacune des parcelles engagées :
- l'Identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;
- Pâturage : dates d'entrées et de sorties par parcelle, nombre d'animaux et d'UGB correspondantes.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_CORI_HE02 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect du chargement maximal moyen annuel à la parcelle de **1,2 UGB/ha,** sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Non retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principal	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principal	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place	Documentaire - présence du cahier et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue d el'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6 : DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

•Calcul du taux de chargement :

- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, pondérée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

•Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant l'année civile précédente. Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires des Yvelines
Direction départementale des territoires du Val d'Oise

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

«Retard de fauche sur prairies et habitats remarquables»

IF_CORI_HE16
du territoire « Chevêche 78-95 - CORIF»

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : HERBE_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise à permettre aux espèces végétales et animales inféodées aux surfaces en herbes entretenues par la fauche d'accomplir leurs cycles reproductifs au complet afin de maintenir la biodiversité.
Ces parcelles en herbes constitueront des zones de chasses pour la Chevêche d'Athéna.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 171,86 €/ha engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : Seules peuvent être engagées dans cette opération les surfaces en herbe (prairies permanentes) et milieux remarquables (tourbières milieux humides) essentiellement utilisées par la fauche.

Localisation : l'emplacement est à déterminer, lors d'un diagnostic, avec le CORIF *(Maison de l'oiseau, Parc Forestier de la Poudrerie, allée E Burlot, 93 410 Vaujours, tél 01 48 60 13 00, mail cheveche78@corif.net)*

Mesure fixe : l'engagement est fixe au cours des **5 ans** (interdiction de retourner les surfaces engagées).

Traitements phytosanitaires : interdit sauf traitement localisé pour lutter contre les chardons, rumex et plantes envahissantes (arrêté préfectoral).

Entretien : par fauche et/ou pâturage.
Si fauche : Interdiction de fauche entre le 1er mars et le 15 juillet
Si pâturage : pas de pâturage par déprimage, seul le pâturage des regains est autorisé, pas de pâturage avant le 15 juillet, chargement annuel moyen maximum de 1,2UGB
Cahier d'enregistrement des interventions : obligatoire, il comportera a minima pour chacune des parcelles engagées :
-l'Identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;
- Fauche ou broyage : date(s), matériel utilisé, modalités (notamment si fauche centrifuge)
- Pâturage : dates d'entrées et de sorties par parcelle, nombre d'animaux.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_CORI_HE16 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de la période d'interdiction de fauche entre le 1er mars et le 15 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart en nombre de jours entre la date de réalisation de la fauche et les dates déterminées / nombre de jours que comporte la période d'interdiction d'intervention
Respect de la localisation pertinente des zones de retard de fauche	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et diagnostic d'exploitation présentant la localisation des zones de retard de fauche au regard de l'enjeu	Réversible	Principale	Totale
Interdiction du pâturage par déprimage. Si pâturage des regains : respect de la date initiale de pâturage fixée au 15 juillet et du chargement moyen maximal de 1,2 UGB/ha	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction d'utilisation des produits phytosanitaires, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6 : DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

•Calcul du taux de chargement :

- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, pondérée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

•Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant l'année civile précédente. Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

ANNEXE
Recommandations de l'opérateur pour la mise en œuvre de la mesure
« IF_CORI_HE16»

Ces recommandations visent à accroître l'impact favorable de vos pratiques sur la biodiversité. Toutefois, ces recommandations ne font pas l'objet de contrôles, contrairement aux obligations décrites ci-dessus dans le cahier des charges.

Il est conseillé de faire une fauche centrifuge en réglant la hauteur à 10 cm et de mettre en place une barre d'effarouchement.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires des Yvelines
Direction départementale des territoires du Val d'Oise

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique des mesures

« Entretien des vergers de haute tige et des prés vergers »

IF_CORI_VE30
du territoire « Chevêche 78-95 - CORIF»

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : MILIEU_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette opération vise l'entretien des vergers haute-tiges ou prés-vergers qui constituent des habitats particuliers favorables à la conservation de certaines espèces, en particulier d'espèces d'intérêt communautaire, et qui contribuent à la qualité des paysages.

Par ailleurs, certaines essences d'arbres réagissent à la gestion en verger, et en particulier suite aux greffes et à l'entretien par coupe régulière des branches en formant des cavités, constituant des habitats propices au développement de certaines espèces comme les insectes saproxylophages, les chauves-souris et les oiseaux. Un entretien régulier de ces arbres est nécessaire pour qu'ils conservent durablement leurs qualités écologiques et paysagères. Cependant, au-delà de l'entretien nécessaire pour la production des fruits, certaines pratiques doivent être favorisées afin de permettre la conservation d'espèces telles que le Pique-prune (Osmoderma eremita) et la reconstitution d'habitats favorables à la chevêche
Enjeux : biodiversité, trame verte et bleue, paysage ,eau

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, IF_CORI_VE30 **une aide de 235,66 €/ha engagé** vous sera versée annuellement, pour deux entretiens effectués pendant la durée de l'engagement (5ans)

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles Seules peuvent être engagées dans cette opération les parcelles en vergers de hautes tiges et prés vergers ayant une densité minimale de 20 arbres/ha et maximale de 100 arbres/ha

Essences fruitières : toutes les essences fruitières autochtones.

Mesure fixe : l'engagement est fixe au cours des **5 ans**

Entretien des vergers :
La première taille doit être réalisée au plus tard en année 3
Pas de taille entre le 16 février et le 31 octobre, la taille en cépée est interdite, les modalités d'intervention sur les arbres seront déterminées pour chaque exploitation lors d'un diagnostic, réalisé par le CORIF, qui permettra la rédaction d'un cahier des charges spécifiques
Matériel n'éclatant pas les branches : sécateurs, cisaille à haies, lamiers, tronçonneuses, scie d'élagage

Entretien des surfaces herbacées (rang ou inter rangs): Fauche et /ou pâturage autorisé,
Si pâturage, chargement moyen limité **à 1,2 UGB**/ha/an sur les surfaces engagées
Cahier d'enregistrement des interventions : il comportera a minima pour chacune des parcelles engagées :

- l'Identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;
- les entrées/sorties de animaux en cas de pâturage.
- L'enregistrement des interventions sur vergers (dates, matériel utilisé, modalité)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers. Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_CORI_VE30» sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de la densité d'arbres comprise entre 20 et 100 arbres	Sur place (visuel et comptage)		Réversible	Principale	Totale
Pour IF_CORI_VE30 respect de 2 tailles sur les 5 ans, la première doit être réalisée au plus tard en année 3	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestations extérieures Cahier des charges d'entretien des arbres	Réversible	Principale	Totale
Respect du type de taille à réaliser : voir le plan de gestion Respect de l'interdiction de taille en cépée	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestations extérieures Cahier des charges d'entretien des arbres	Définitif	Principale	Totale
Respect de la période d'intervention : interdiction de taille entre les16 février et 31 octobre	Sur place : documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestations extérieures Cahier des charges d'entretien des arbres	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'avance/de retard (5 / 10 / 15 jours)
Respect du matériel autorisé n'éclatant pas les branches : sécateurs, cisaille à	Sur place : visuel		Réversible	Secondaire	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
haies, lamiers, tronçonneuses, scie d'élagage					
Respect du devenir des produits de taille et absence de produits de taille sur la parcelle au-delà de 2 semaines après la date de la taille	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestations extérieures Cahier des charges d'entretien des arbres	Réversible	Secondaire	Totale
Réalisation de la fauche ou du pâturage durant la période autorisée : er fauche interdite du 1 mai au du 15 juillet, pâturage autorisé toute l'année	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestations extérieures Cahier des charges d'entretien du couvert herbacée	Réversible	Secondaire	Totale
Maintien du couvert herbacé sur la parcelle engagée (rangs et inter-rangs)	Sur place : visuel		Réversible	Principale	Totale
Enregistrement des interventions d'entretien sur les arbres et le couvert herbacé	Sur place : documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires des Yvelines
Direction départementale des territoires du Val d'Oise

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de mesures

« ENTRETIEN DE HAIES LOCALISEES DE MANIERE PERTINENTE»

« IF_CORI_HA02 » (2 fois sur 5 ans)
du territoire «Chevêche 78-95 - CORIF »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_01

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les haies ont de multiples fonctions environnementales. En effet, elles constituent un obstacle physique qui diminue la vitesse des ruissellements ainsi que celle du vent, limitant ainsi le transport des particules solides (limons et sables), des éléments fertilisants et des matières actives (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux). Le réseau racinaire dense, puissant et profond des ligneux composant la haie remonte les éléments minéraux ayant migré en profondeur (objectif protection de l'eau), favorise l'infiltration des eaux en excès et stabilise le sol (objectifs lutte contre les risques naturels et lutte contre l'érosion). Les haies sont également des écosystèmes à part entière, lieux de vie, d'abri, de reproduction de nombreuses espèces animales et végétales inféodées à ce type de milieu (objectif maintien de la biodiversité).

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, une aide de :

0,36 € pour IF_CORI_HA02 (2 entretiens au cours des 5 ans d'engagement),
par mètre linéaire, vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Les haies composées d'essences locales avec une longueur maximum de
- 162 m linéaires/ha sur des surfaces en prairies et pâturages permanent
- 216 m linéaires/ha sur des surfaces des terres arables
- 324 m linéaires /ha sur des surfaces de cultures pérennes

Haies éligibles : Haies composées majoritairement des essences de la liste ci-dessous :
Chêne rouvre, Chêne pédonculé, Frêne commun, Bouleau, Hêtre, Tremble, Charme, Chêne pubescent, Tilleul, Merisier, Grand Aulne glutineux, Saule, Erable Champêtre, Peuplier non cultivé, Noisetier, Orme, Aubépine, Fusain d'Europe, Eglantier, Sureaux, Viornes, Prunellier, Houx, Cornouillers

Mettre en œuvre un plan de gestion ;

- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dates des interventions, opérations effectuées, outils utilisés)
- Le type de taille : taille sur les 2 côtés de la haie sauf si le diagnostic d'exploitation indique une impossibilité technique (pour des raisons de sécurité routière par exemple).
- Période d'intervention sur les arbres : 1er novembre – 15 février
- Matériel n'éclatant pas les branches (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage, …
- Conservation des arbres remarquables et des arbres morts, sauf si un danger existe pour des biens ou des personnes : vieux arbres têtards, arbres creux, arbres à cavités, arbres borniers, …

Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires, sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (exemple : cas des chenilles) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers. Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la haie engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période allant du 1er novembre au 15 février	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches : (*outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage,*	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires des Yvelines
Direction départementale des territoires du Val d'Oise

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Entretien des arbres isolés ou en alignement »

IF_CORI_AR02
du territoire « Chevêche 78-95 - CORIF»

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_02

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Entretien des arbres isolés ou en alignement présentant un intérêt paysager et favorables à la faune et à la biodiversité

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 7,92 €/arbre/an engagé** vous sera versée annuellement pour **2 entretiens** sur la durée de l'engagement (5 ans)

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Arbres éligibles : les arbres isolés ou en alignement d'essences locales (Chêne rouvre, Chêne pédonculé, Frêne commun, Bouleau, Hêtre, Tremble, Charme, Chêne pubescent, Tilleul, Merisier, Grand Aulne glutineux, Saule, Erable Champêtre, Peuplier non cultivé, Noisetier, Orme, fruitiers (pommiers, poiriers,…) en respectant et mettant en œuvre le plan de gestion
Localisation : elle doit être pertinente suivant le diagnostic écologique et paysager du territoire, et adapté au diagnostic de l'exploitation réalisé éventuellement par l'opérateur

Seuil minimal de souscription : nombre d'arbres à entretenir au minimum = 1

Traitements phytosanitaires : interdit sur les éléments engagés
Cahier d'enregistrement des interventions : il comportera a minima pour chacune des parcelles engagées :
-type d'intervention, localisation, date et outils

Utilisation obligatoire de matériel n'éclatant pas des branches : sécateurs, cisaille à haies, lamiers, tronçonneuses, scie d'élagage
Période d'intervention : Pas de taille **des arbres engagés** entre le 16 février et le 31 octobre.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers. Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_CORI_AR02 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement aux arbres et/ou alignements d'arbres engagés	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période allant du 1er Novembre N et 15 Février N+1	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches : sécateurs, cisaille à haies, lamiers, tronçonneuses, scie d'élagage	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les éléments engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle)	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
		Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions			

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6 : DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

Le **plan de gestion** correspondant à l'arbre engagé est défini par l'opérateur à l'échelle du territoire pour chaque type d'arbres éligibles :

-le type de taille à réaliser : taille en têtard ou émondage, élagage ;

-le nombre de tailles : au minimum deux tailles sur les 5 ans

-la période d'intervention : en automne et/ou en hiver entre le 1er novembre et le 15 février;

-les obligations en matière de maintien de bois morts et de préservation d'arbres remarquables sur le plan du paysage ou de la biodiversité (faune cavernicole, faune saproxylique) : vieux arbres têtards, arbres creux, arbres à cavités, arbres borniers, etc. ;

-la liste du matériel autorisé pour la taille, n'éclatant pas les branches.

ANNEXE
Recommandations de l'opérateur pour la mise en œuvre de la mesure « IF_CORI_AR2»

Pas de brûlages des bois morts

Maintien des bois morts et des arbres remarquables sur le plan paysage ou de la biodiversité présents sur l'exploitation

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires des Yvelines
Direction départementale des territoires du Val d'Oise

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de mesures

« ENTRETIEN DES RIPISYLVES DE MANIERE PERTINENTE»

« IF_CORI_RI02 » (2 fois sur 5 ans)
du territoire «Chevêche 78-95 - CORIF »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure permet d'assurer un entretien des ripisylves qui sont des éléments important pour le maintien de la richesse faunistique. La ripisylve est une zone de transition entre les milieux aquatique et terrestre. Elles assurent divers rôles (habitats naturels, corridors écologiques, filtration et épuration des eaux de ruissellement, protection des berges contre l'érosion, régulation climatique, etc) ce qui en font, tout comme les haies des éléments indispensables au maintien de la biodiversité. Elles constituent des habitats particulièrement favorables à la Chevêche d'Athéna.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, une aide de :

1.01 € pour IF_CORI_RI02 (2 entretiens au cours des 5 ans d'engagement),
par mètre linéaire, vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Les ripisylves composées d'essences locales avec une longueur maximum de
445 m linéaires/ha sur des surfaces en prairies et pâturages permanant
594 m linéaires/ha sur des surfaces des terres arables
981 m linéaires /ha sur des surface de cultures pérennes

Ripisylves éligibles : Ripisylves composées majoritairement des essences de la liste ci-dessous :
Chêne rouvre, Chêne pédonculé, Frêne commun, Bouleau, Hêtre, Tremble, Charme, Chêne pubescent, Tilleul, Merisier, Grand Aulne glutineux, Saule, Erable Champêtre, Peuplier non cultivé, Noisetier, Orme

Mettre en œuvre un plan de gestion ;

Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dates des interventions, opérations effectuées, outils utilisés)

Période d'intervention sur les arbres : 1er novembre – 15 février

Matériel n'éclatant pas les branches (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage, …

Conservation des arbres remarquables et des arbres morts, sauf si un danger existe pour des biens ou des personnes : vieux arbres têtards, arbres creux, arbres à cavités, arbres borniers, …

Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires, sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (exemple : cas des chenilles) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers. Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la ripisylve engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période allant du er 1 novembre au 15 février	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches : *(outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage,*	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale

Obligations du cahier des charges	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue d el'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires des Yvelines
Direction départementale des territoires du Val d'Oise

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Restauration et/ou entretien de mares et de plans d'eau»

« IF_CORI_PE05 »

du territoire « Chevêche 78-95 - CORIF »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure permet d'assurer un entretien des mares et des plans d'eau qui sont des éléments important pour le maintien de la richesse faunistique. Ces écosystèmes particuliers qui influent sur la richesse en biodiversité, la qualité des eaux, et la régulation climatique, sont recherchés par la Chevêche d'Athéna aussi bien comme zone de chasse que comme site de reproduction.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 149,16 € par mare engagée** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Seuls les plans d'eau et les mares présentes sur les terres agricoles et sans finalité piscicole peuvent faire l'objet d'un engagement à condition d'avoir ***une superficie supérieure ou égale à 10m² et inférieures à 5 000m².***

Mettre en œuvre un plan de gestion :

- Les modalités d'intervention sur les mares seront déterminées pour chaque exploitation lors d'un diagnostic qui permettra la rédaction d'un plan de gestion, avec le CORIF (Maison de l'oiseau, Parc Forestier de la Poudrerie, allée E Burlot, 93 410 Vaujours, tél 01 48 60 13 00, mail cheveche78@corif.net)

- Tenue d'un cahier des charges des interventions (identification de l'élément engagé : numéro de îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupes de parcelles telle que localisé sur le RPG, interventions : dates, type, matériel et localisation)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers. Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par une structure agréée, un plan de gestion des mares et des plans d'eau engagés, incluant un diagnostic initial de l'élément engagé **Le plan de gestion devra être réalisé er au plus tard le 1 juillet de l'année du dépôt de la demande d'engagement.**	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période er du 1 septembre au 31 janvier	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction de colmatage plastique	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur l'élément engagé, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires des Yvelines
Direction départementale des territoires du Val d'Oise

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Entretien de bandes refuges sur les prairies»

« IF_CORI_HE01 »

du territoire « Chevêche 78-95 - CORIF »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_08

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de mettre en place des zones de protection (des bandes refuges) des milieux remarquables afin de protéger la flore présence et la faune prairiale grâce à une mise en défens sur une longue période de bandes refuge, dont la localisation peut varier chaque année au sein de parcelles exploitées. Les espèces visées pourront ainsi assurer leur cycle de reproduction.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0.49 € par mètre linéaire engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager **l'ensemble des prairies de fauche**, de votre exploitation, dans la limite du montant plafond éventuellement fixé par un cofinanceur au niveau de la mesure.

Les différentes conditions spécifiques d'éligibilité relatives aux surfaces engagées sont les suivantes :

Les bandes refuges seront placées en bordure de haie, ou au niveau d'un site de nidification d'un rapace.

Les bandes en bordure de haie seront fixes pendant les cinq ans, celles pour les sites de nidification seront déplacées en fonction de la localisation annuelle des nids.

La parcelle engagée doit rester en surface en herbe.

La localisation des bandes refuges, ainsi que leur taille (longueur et largeur, cette dernière sera comprise entre 6 et 9m) seront déterminées pour chaque exploitation lors d'un diagnostic qui permettra la rédaction d'un plan de localisation avec le CORIF (Maison de l'oiseau, Parc Forestier de la Poudrerie, allée E Burlot, 93 410 Vaujours, tél 01 48 60 13 00, mail cheveche78@corif.net*).*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers. Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.

Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par le CORIF, un plan de localisation des bandes refuge au sein des parcelles engagées	Sur place	Plan de localisation	Définitif	Principale	Totale
Respect de la localisation des bandes refuges Respect de la taille de la bande refuge : de 6 à 9 mètres de largeur	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et Plan de localisation	Réversible	Principale	Totale
Respecter une période de non intervention du 15 avril au 1er août Le déprimage précoce est interdit.	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart en nombre de jours entre la date de réalisation de la fauche et les dates déterminées / nombre de jours que comporte la période d'interdiction d'intervention
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires des Yvelines
Direction départementale des territoires du Val d'Oise

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Annexe Indice de Fréquence de Traitement (IFT)

du territoire «Chevêche 78 - CORIF »

Campagne 2016

1 : Définitions et autres informations concernant l'IFT :

CORI	IFT de référence		Niveau2	IFT herbicides maximal Phyto 04		IFT hors herbicides maximal Phyto 05	
	Valeur maximale à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles non engagées dans la mesure	IFT calculé sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure		à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure		à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	
				exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur	exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur
Année 2 à		IFT année 2		80%	*1,7*	70%	*3,3*
Année 5	***IFT herbicides :***	Moyenne IFT année 2 et 3		75%	*1,6*	65%	*3,1*
	2,1	Moyenne IFT année 2, 3 et 4		70%	*1,5*	60%	*2,9*
	IFT hors herbicides :	Moyenne IFT année 3, 4 et 5 ou		60 % en moyenne ou	*1,3*	50 % en moyenne ou	*2,4*
	4,7	IFT année 5		60 % sur l'année 5	*1,3*	50 % sur l'année 5	*2,4*

2 : Calcul de l'IFT à l'échelle de l'exploitation :

Pour chaque traitement réalisé sur la parcelle, l'IFT est obtenu en divisant la dose appliquée par la dose de référence du produit pour la culture et la cible (ravageur, maladie) considérées.
L'ensemble est multiplié par la proportion de la parcelle traitée.

L'IFT de la parcelle est obtenu en faisant la somme des IFT traitements, pour chaque campagne culturale (de la récolte du précédent cultural à la récolte de la culture de la campagne en cours).

L'ensemble des traitements réalisés au champ sont pris en compte. Par ailleurs, si les semences utilisées ont été traitées, alors on ajoute 1 à l'IFT parcelle.

Sélection de la dose de référence

La dose de référence peut être définie :

- « à la cible », c'est-à-dire pour chaque produit, culture et cible (ravageur, maladie) visée par le traitement, sur la base des doses homologuées ;

- « à la culture », c'est-à-dire pour chaque produit et culture traitée.

Si la cible du traitement est renseignée dans le cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires, alors on retient la dose définie « à la cible » correspondante. Si plusieurs cibles sont simultanément visées par un même traitement, alors on retient la dose de référence correspondant à la cible qui a été déterminante dans le choix de la dose appliquée. Si la cible n'est pas renseignée dans le cahier d'enregistrement, alors on retient la dose définie « à la culture ».

Pour les produits sans dose, l'IFT du traitement compte par défaut pour 1.

Pour plus de précisions sur les modalités de détermination de la dose de référence, se reporter au guide méthodologique sur l'IFT élaboré par le Ministère de l'Agriculture (http://agriculture.gouv.fr/indicateur-de-frequence-de-traitements-phytosanitaires-ift).

La liste des doses de référence est fournie dans la boîte à outils IFT en ligne sur le site internet du ministère de l'Agriculture. Pour une campagne culturale allant de la récolte du précédent cultural en année n-1, à la récolte de la culture implantée pour la campagne de l'année n, il convient d'utiliser la liste de l'année n-1.

Produits de biocontrôle : Si vous avez utilisé des produits de biocontrôle, alors deux compartiments sont distingués pour le calcul de l'IFT : d'une part l'IFT moyen des produits de biocontrôle, et d'autre part l'IFT moyen des autres produits. Le respect de vos engagements sera vérifié uniquement sur la base de l'IFT des produits autres que de biocontrôle.

Dans l'attente de l'établissement de la liste des produits de biocontrôle (article L 253-5 du Code Rural), la liste utilisée correspond à la liste « NODU Vert » (http://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/documents/pdf/_projet_actualisation_produits_biocontrole-V13__cle031452-1.pdf). Les produits de biocontrôle sont identifiés en tant que tels dans la liste des doses de référence pour le calcul de l'IFT.

Modalités de contrôle de l'IFT :

Le respect de vos engagements portant sur l'IFT est vérifié sur la base du **cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires**, qui constitue une pièce indispensable du contrôle. L'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée.

La tenue de ce cahier est obligatoire au titre de la conditionnalité (paquet hygiène relatif aux produits phytopharmaceutiques).

Au titre de la conditionnalité, il faut enregistrer toutes les utilisations de produits phytopharmaceutiques ou alternatifs, y compris sur les prairies, avec les informations relatives à :

- l'îlot PAC ou l'identification de la parcelle traitée[1] ;
- la culture produite sur cette parcelle (avec précision de la variété) ;
- le nom commercial complet du produit utilisé ;
- la quantité ou la dose de produit utilisée ;
- la date du traitement ;
- la (ou les) dates de récolte.

Par ailleurs, dans le cadre des MAEC, il est important de renseigner la cible (ravageur, maladie) visée par le traitement. Cette information permet en effet de calculer un IFT plus précis, qui reflète au mieux vos pratiques agricoles.

Au titre des MAEC, les parcelles doivent être identifiées de manière à pouvoir calculer l'IFT sur les parcelles engagées et sur les parcelles non engagées.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice d'information du territoire « Zone prioritaire de l'AAC de Flins Aubergenville »

Campagne 2016

Correspondants MAEC de la DDT : Karine GRELLEAUD ou Clotilde HERTZOG
Téléphone : 01.30.84.33.79 ou 33.77 e-mail: karine.grelleaud@yvelines.gouv.fr

Cette notice présente l'ensemble des mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) proposées sur le territoire « AAC de Blaru » au titre de la programmation 2015-2020.
Elle complète la notice nationale d'information sur les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) et les aides à l'agriculture biologique 2015-2020, disponible sous Télépac

La notice nationale d'information sur les MAEC et l'AB 2015-2020 (disponible sous Télépac)	contient →	• Les conditions d'engagement dans les MAEC et l'AB • Les obligations générales à respecter • Les contrôles et le régime de sanctions • Comment remplir les formulaires
La notice d'information du territoire	contient →	Pour l'ensemble du territoire : • La liste des MAEC proposées sur le territoire • Les conditions générales d'éligibilité • Les modalités de demande d'aide
La notice d'aide	contient →	Pour chaque MAEC proposée sur le territoire : • Les objectifs de la mesure • Le montant de la mesure • Les conditions spécifiques d'éligibilité • Le cahier des charges à respecter • Le régime de sanctions

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous télépac.
Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.

Si vous souhaitez davantage de précisions contactez votre DDT ou votre animateur

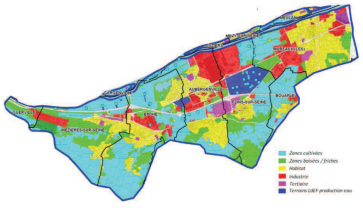
1. PERIMETRE DU TERRITOIRE « Zone prioritaire de l'AAC de Flins-Aubergenville »

Seuls les éléments situés sur ce territoire sont éligibles aux mesures localisées qui y sont proposées (Cf. § 3).
En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont 50 % de la SAU est située sur le territoire en année 1 sont éligibles

Les investigations menées dans le cadre de l'étude AAC ont permis la détermination précise de l'Aire d'Alimentation des Captages (AAC) du champ captant. Cette aire représente 98,8 km² sur 23 communes (22 dans les Yvelines, 1 dans le Val d'Oise). En raison de l'hétérogénéité de l'origine de l'eau au sein du territoire de l'AAC dans l'alimentation en eau du champ captant, il a été décidé, afin d'optimiser l'impact des mesures sur la qualité des eaux souterraines, de cibler les actions dans la Zone Prioritaire qui participe majoritairement à l'alimentation de la nappe (cf. Figure 1). Cette dernière est inscrite dans sa totalité en rive gauche de Seine.

En ce qui concerne les mesures « localisées », pour qu'une parcelle ou un élément linéaire soit éligible à la MAEC, au moins 50 % de sa surface ou de sa longueur doit être incluse dans le territoire.

La Zone Prioritaire correspond à 4 860 hectares (49 % de la surface totale de l'AAC)
et contribue à 98 % de l'alimentation en eau du champ captant.
La Surface Agricole Utile de la Zone prioritaire est de 1 495 hectares



Communes	Surface du territoire communal (en %) ouverte aux MAEC (Zone Prioritaire)
Flins-sur-Seine	96%
Aubergenville	81%
Epône	74%
Mézières-sur-Seine	72%
Les Mureaux	71%
Meulan	31%
Bouafle	31%
Gargenville	8%
Guerville	9%
La Falaise	4%

Figure 1 : Territoire ouverts aux MAEC : Zones inscrites dans la Zone Prioritaire de l'AAC

2. RESUME DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Enjeu retenu :
Zone d'Action Prioritaire « enjeu Eau » pour l'amélioration de la qualité de l'eau

Cette zone des Yvelines, est une zone maraîchère historiquement du fait de sa proximité avec la Seine et de ses terres d'alluvions propices à ce type de culture. Ainsi, il y a 30 ans, tout le secteur d'Aubergenville, de Flins-sur-Seine jusqu'à Epône et Mézières était occupé par la culture maraîchère. Autrefois, la SAU d'une exploitation agricole faisait de l'ordre de 15-20 ha. Le débouché principal était la vente sur le marché de Rungis.

En 30 ans, la quasi-totalité des exploitations agricoles maraîchères a disparu. Aujourd'hui, sur le périmètre de l'AAC, il ne reste plus que des exploitations de polycultures céréalières et légumières. A l'exception d'une exploitation de moyenne importance qui alimente les supermarchés, les autres exploitations sont soit des céréaliers qui insèrent quelques hectares de légumes dans leur rotation, soit des exploitations de plus petite taille (<60 ha), qui vendent en direct, sur les marchés, ou à des grossistes. Les terres de maraîchage ont ainsi progressivement été reprises par des céréaliers, qui aujourd'hui, occupent plus de 90% des surfaces agricoles.

A cette évolution de l'agriculture, s'ajoute le développement très important de l'urbanisation dans le secteur de la vallée de la Seine. Les terres de maraîchage se caractérisant par des parcelles de très petites tailles, et morcelées, le mitage s'est aggravé avec l'urbanisation. Les remembrements, qui se sont effectués en milieu rural, n'ont pas eu lieu dans ce secteur (comme dans beaucoup de secteurs des Yvelines). Cette situation est particulièrement perceptible sur la zone prioritaire. Ce contexte aboutit à des exploitations de taille plutôt faible (SAU = 118 ha), avec un morcellement important des parcellaires.

Les exploitants rencontrés ont fait l'objet d'un diagnostic et d'une fiche de synthèse complète qui reprend l'ensemble des thématiques nécessaires à l'analyse des pressions agricoles (typologie des exploitations agricoles et diagnostic des pratiques agricoles). Le tableau 1 ci-dessous reprend quelques données structurantes de ce diagnostic.

Paramètres	Valeur
SAU Zone Prioritaire	**1 495 ha**
Nombre d'agriculteurs présents dans la Zone prioritaire	**41 exploitants**
Nombre de sièges d'exploitation	**13 sièges d'exploitation**
Nombre de parcelles	757
SAU par exploitation dans la Zone Prioritaire (min/max)	0,14 / 145,86 ha

Assolement 2010/2011

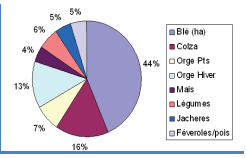


Tableau 1 : Quelques caractéristiques agricole du territoire à enjeu eau

Le programme d'action issu de l'étude d'Aire d'Alimentation des Captages (AAC) réalisée en 2011 a pour objectif la mise en place de mesures visant à réduire l'impact environnemental des activités agricoles et non agricoles concourant à la dégradation des eaux souterraines pour les paramètres nitrates et produits phytosanitaires de synthèse. Les objectifs affichés sont les suivants :

Teneurs en Nitrates au refoulement de l'usine < 25 mg/l

=> Réduction de 30% d'Azote soumis à lixiviation en entrée de période de drainage

Teneurs Phytosanitaires de synthèse sur le mélange eau brute :
pour la somme des molécules < 0,25 mg/l
par molécule < 0,05 mg/l

=> Généralisation des pratiques sans phytosanitaires de synthèse

3. LISTE DES MAEC PROPOSEES SUR LE TERRITOIRE

Les financements prévisionnels des mesures peuvent être apportés par des crédits du ministère chargé de l'agriculture, de l'Agence de l'Eau Seine-et-Normandie, de la Région et du FEADER.

Zone d'Action Prioritaire « enjeu Eau » pour l'amélioration de la qualité de l'eau

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
Surfaces en herbe	IF_FLIN_HE30	Création et entretien d'un couvert herbacé (bandes ou parcelles enherbées), frein au lessivage des intrants vers la nappe aquifère	412 €/ha
Grandes Cultures	IF_FLIN_HE80	Amélioration des jachères	160 €/ha
Arboriculture	IF_FLIN_VE01	Couvrir les sols laissés nus dans l'inter rang sous vergers ou vignes, par la mise en place d'un couvert herbacé pérenne, afin de réduire les risques d'érosion du sol et de lessivage ou de ruissellement	182,61 €/ha
Haies	IF_FLIN_HA05 IF_FLIN_HA03 IF_FLIN_HA02 IF_FLIN_HA01	Assurer un entretien des haies, localisées de manières favorable au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique : 5, 3, 2 ou 1 entretien(s) durant l'engagement	0,90 €/ml pour 5 0,54 €/ml pour 3 0,36 €/ml pour 2 0,18 €/ml pour 1 entretien(s)
Ripisylves	IF_FLIN_RI05 IF_FLIN_RI03 IF_FLIN_RI02 IF_FLIN_RI01	Assurer un entretien des ripisylves au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique et floristique. : 5, 3, 2 ou 1 entretien(s) durant l'engagement	1,50 €/ml pour 5 1,20 €/ml pour 3 1,00 €/ml pour 2 0,85€/ml pour 1

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire "Zone prioritaire de l'AAC de Flins Aubergenville".

4. MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Vous ne pouvez vous engager dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire que si votre engagement sur ce territoire représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros.
Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de votre demande d'engagement, celle-ci sera irrecevable.
Par ailleurs, le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs qui sont précisées dans la notice d'aide de chaque mesure.

Si ce montant maximum est dépassé, votre demande devra être modifiée.

5. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

*Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.*
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

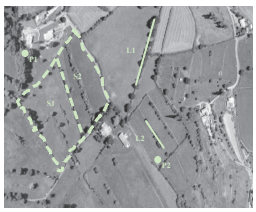
6. COMMENT REMPLIR LE FORMULAIRE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager en 2016 dans une nouvelle MAEC, vous devez obligatoirement remplir les documents ci-après et les adresser à la DDT des Yvelines avec votre dossier de déclaration de surface avant le 15 juin 2016.

Les modalités de dépôt des demandes MAEC sont disponibles sous TELEPAC :

- Liste générale :
  https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/html/public/aide/formulaires-2016.html
- Modalités spécifiques aux MAEC :
  https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/pdf/tas/2016/Dossier-PAC-2016_notice_MAEC-MAE-AB.pdf

6.1 Le registre parcellaire graphique



Pour déclarer des **éléments surfaciques** engagés dans une MAEC (IF_FLIN_HE01, IF_FLIN_HE30, IF_FLIN_HE80, IF_FLIN_VE01), vous devez dessiner, sur l'exemplaire du RPG que vous renverrez à la DDT, les surfaces que vous souhaitez engager dans chacune des MAEC proposées.
Chaque élément surfacique engagé doit correspondre à une parcelle numérotée.

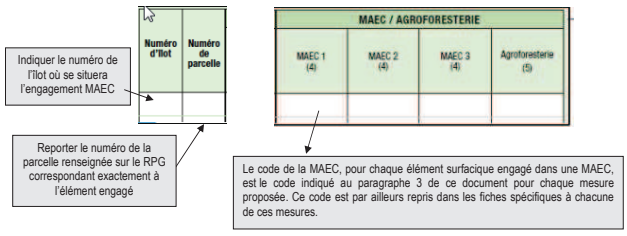
Pour déclarer des **éléments linéaires** engagés dans une MAEC (IF_FLIN_HA01, IF_FLIN_HA03, IF_FLIN_HA05, IF_FLIN_RI05, IF_FLIN_RI03, IF_FLIN_RI01), vous devez également dessiner d'un trait les éléments linéaires (ex : haies, ripisylves) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté.

Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

6.2 Le formulaire « Registre Parcellaire Graphique - Descriptif des parcelles »

Ce formulaire doit être rempli pour déclarer les éléments surfaciques engagés en MAEC.

Ce formulaire doit être rempli pour déclarer les éléments surfaciques engagés en MAEC.



Cet écran vous permet de consulter toutes vos parcelles déclarées et de vérifier les informations concernant la demande d'engagement en MAEC.

6.3 Le formulaire « Registre parcellaire - Descriptif des éléments MAEC linéaires et ponctuels »

Ce formulaire doit être rempli pour chaque élément linéaire que vous souhaitez engager en MAEC et que vous avez localisé sur le feuillet RPG. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

A la rubrique « MAEC 2015-2020 / MAE 2007-2013 », vous devez cocher « oui » sur la ligne correspondant aux MAEC de la programmation 2015-2020. »

6.4 Le formulaire «Demande d'aides (Premier pilier – ICHN - MAEC - BIO – Assurance récolte) »

Vous devez cocher, à la rubrique «ICHN – MAEC –BIO », la case Mesure agroenvironnementale et climatique, et déclarer en cochant la case correspondante:

- «m'engager dans une MAEC de la programmation 2015-2020 ».

7. CONTACTS

Correspondant (GAB IdF) : aides@bioiledefrance.fr / 01 84 83 01 81.
Porteur de projet (Lyonnaise des eaux) jean-baptiste.loiseau@lyonnaise-des-eaux.fr / 01 30 15 33 10

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Création et maintien d'un couvert herbacé pérenne (bandes ou parcelles enherbées)"

IF_FLIN_HE30

du territoire « AAC prioritaire de Flins Aubergenville»

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.
Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage). Par ailleurs, la création de surfaces herbacées pérennes permet la séquestration du carbone dans les sols.
Enjeu : eau

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 412 € /ha engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : seules peuvent être engagées les terres arables (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), les cultures pérennes ou les surfaces qui étaient engagées dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la dernière campagne PAC précédent la demande d'engagement.

Lien avec les surfaces d'intérêt écologique (SIE) : les surfaces comptabilisées au titre des surfaces d'intérêt écologique dans le cadre du paiement vert **ne sont pas éligibles.**

Déclaration de surface : une fois le couvert implanté, le couvert devra être déclaré en « prairie temporaire ou permanente ».

Mesure fixe : l'engagement est fixe au cours des **5 ans**

Localisation : En fonction du diagnostic agro écologique de l'exploitation et des enjeux du territoire : biodiversité, paysage, trame vert et bleue.
Si suite au diagnostic, la localisation est imposée en bordure d'un élément paysager : maintien de celui-ci

La taille minimale et maximale des parcelles : Parcelles entières d'une surface minimum de 10 ares (sans limite de surface maximale) ou bandes enherbées. La bande enherbée doit avoir une largeur supérieure à 10 m (5 m si en bord de cours d'eau en complément d'une bande déjà existante).
En bordure d'éléments paysagers (haie, bosquets, mares, fossés) bande de 1m de large minimum de part et d'autre ou autour.

Couvert éligible :
Catégorie de couvert à choisir dans la liste jointe en fonction des objectifs à atteindre (mélange graminées avec ou sans légumineuse, interdiction de couverts de légumineuse pures).

Graminées		Légumineuses		
- Dactyle - Fétuque des prés - Fétuque élevée - Fétuque rouge - Fétuque ovine - Fléole des prés	- Moha - Pâturin commun	- Lotier corniculé - Luzerne* - *Medicago polyformosa* - *Medicago rigidula* - *Medicago scutellata* - *Medicago trunculata*	- Mélilot - Minette - Sainfoin - Serradelle - Trèfle blanc - Trèfle de Perse	- Trèfle hybride - Trèfle incarnat - Trèfle violet - Trèfle d'Alexandrie - Vesce commune - Vesce velue - Vesce de Cerdagne

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003 (La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

Date d'implantation

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

Ces éléments seront inscrits dans un cahier d'enregistrement des interventions (numéro de parcelles, localisation pertinente, taille de la parcelle/ de la bande enherbée, culture précédentes - 2 ans-, date de semis du couvert, factures de semences des couverts ...)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après). Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_FLIN_HE30» sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter une largeur minimale de 10 mètres du couvert herbacé pérenne (5 mètres en bordure de cours d'eau) ou 1 mètre en bordure d'un élément paysager selon diagnostic	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Si la localisation est imposée en bordure d'un élément paysager (selon le diagnostic), maintien de celui-ci.	Sur place		Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

ileDeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Amélioration des jachères»

IF_FLIN_HE80

du territoire « AAC prioritaire de Flins-Aubergenville »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_08

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération vise à inciter les exploitants agricoles à améliorer la localisation de leurs parcelles en jachère agricole ainsi que le choix des couverts à y implanter :

- sur des territoires à enjeu « eau », afin de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) ;

Cette opération permet de localiser les jachères agricoles de manière pertinente par rapport à l'enjeu environnemental visé (eau ou biodiversité), d'améliorer le couvert présent et la gestion des intrants. L'exploitant n'a plus comme seul critère celui de localiser ces surfaces de jachère agricole sur les zones les moins productives et/ou les plus difficiles d'accès.

Par ailleurs, en règle générale, les jachères agricoles sont constituées des repousses des précédents culturaux. Cette opération permet l'implantation d'un couvert spécifique répondant à l'enjeu environnemental visé.

Il s'agit ainsi de créer ce type de couvert sur des surfaces supplémentaires par rapport aux couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 160 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : Seules peuvent être engagées dans cette opération les terres arables (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères) ou les cultures pérennes lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

De plus, seules peuvent être engagées les parcelles nécessitant un déplacement par rapport à la localisation initiale de la jachère afin de répondre à l'objectif environnemental du territoire ou qui étaient engagées dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Lien avec les surfaces d'intérêt écologique (SIE) : les surfaces comptabilisées au titre des surfaces d'intérêt écologique dans le cadre du paiement vert **ne sont pas éligibles.**

Déclaration de surface : Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en « jachère ».

Mesure fixe : l'engagement est fixe au cours des **5 ans**

Localisation : En fonction du diagnostic de l'exploitation (à voir avec l'opérateur) et des enjeux du territoire : biodiversité, paysage, trame vert et bleue, eau .

Taille minimale ou maximale des parcelles

- **Parcelles** entières : **minimum 10 ares**
- **Bandes : minimum 10 m de large**, (le cas échéant, 10 m en moyenne sur la longueur de la bande)

Liste des couverts autorisés :

Les couverts à implanter sont composés d'un mélange composé par l'exploitant à partir des espèces suivantes, Dactyle, Fétuque des près, Fétuque élevée, Fétuque ovine, Fétuque rouge, Fléole des prés, lotier corniculé, Mélilot, Minette, Moha, Pâturin commun, Ray-gras anglais, Ray-gras hybride, Ray-gras italien, Sainfoin, Serradelle, Trèfle blanc, Trèfle d'Alexandrie, Trèfle de Perse, Trèfle incarnat, Trèfle violet, Trèfle hybride.

Intervention mécanique : Aucune intervention mécanique n'est autorisée entre le 1er mai et le 15 juillet. L'entretien se fait par la fauche. Le broyage ne sera autorisé qu'exceptionnellement lors de la réalisation du diagnostic.

Pas de récolte, pas de pâturage

Enregistrement des interventions d'entretien (type d'intervention, localisation, date et outils)

Traitements phytosanitaires : interdits sauf le désherbage chimique par traitement localisé visant à lutter contre les chardons, les rumex et les plantes envahissantes conformément à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

Fertilisation minérale ou organique :

La fertilisation azotée n'est pas autorisée, en dehors de celle nécessaire à assurer une bonne implantation du couvert, dans le respect de l'équilibre de la fertilisation azotée et dans la limite de 50 unités d'azote total, minérale et organique. Elle est interdite en bordure des cours d'eau, des mares, des plans d'eau, des fossés ou des rigoles.

Date d'implantation :

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

Ces éléments seront inscrits dans un cahier d'enregistrement des interventions (numéro de parcelles, localisation pertinente, taille de la parcelle/ de la bande enherbée, culture précédentes - 2 ans-, date de semis du couvert, factures de semences des couverts, type d'intervention, date et outils. ...)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_FLIN_HE80» sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : (**Cf. liste des couverts autorisés)** Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou 10 ares	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 1er mai et 15 juillet	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Respect de la limitation des apports azotés totaux de 50 UN	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
lors de l'implantation et Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées					
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Annexe

Recommandations de l'opérateur pour la mise en œuvre de la mesure

« IF_FLIN_HE80»

Dans le cas de l'engagement dans cette mesure, il est recommandé (non obligatoire) de s'associer avec un engagement en agriculture biologique dans le but de maximiser les aménités environnementales produites par le nouveau système de culture.

Ces recommandations visent à accroître l'impact favorable de vos pratiques sur la qualité de l'eau. Toutefois, ces recommandations ne font pas l'objet de contrôles, contrairement aux obligations décrites ci-dessus dans le cahier des charges

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Enherbement sous cultures ligneuses pérennes »

« IF_FLIN_VE01 »

du territoire « AAC prioritaire de Flins Aubergenville»

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cet engagement vise à couvrir les sols laissés nus dans l'inter rang sous vergers, par la mise en place d'un couvert herbacé pérenne, afin de réduire les risques d'érosion du sol et de lessivage ou de ruissellement. Il répond ainsi à un objectif de protection de la qualité de l'eau par la réduction de l'impact des produits phytosanitaires et de lutte contre l'érosion.

Cet engagement ne peut être mobilisé que sur les territoires sur lesquels l'enherbement n'est pas la pratique courante.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 182,61 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020

Vous devez engager un minimum de 30 % des surfaces éligibles de votre exploitation.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : Seules peuvent être engagées dans cette opération les surfaces en arboriculture fruitière sur lesquelles l'enherbement n'est pas déjà la pratique courante.

Mesure fixe : l'engagement est fixe au cours des **5 ans**

Liste des espèces autorisées sur l'inter-rang: Les catégories de couverts suivants sont éligibles :

Il s'agit d'implanter un couvert permanent ou de longue durée (interdiction des couverts annuels et des légumineuses à fort développement en culture pure; l'enherbement naturel n'est pas accepté en raison d'un risque de couverture insuffisant), définit dans le tableau ci –dessous :

Famille	Nom scientifique	Nom français
Graminées	*Agrostis stolonifere*	Agrostis stolonifère
	Alopecurus pratensis	Vulpin des prés
	Arrhenatherum elatius	Avoine élevée
	Bromus erectus	Brome érigé
	Bromus hordeaceus	Brome mou
	Bromus racemosus	Brome en grappe
	Bromus secalinus	Brome cultivé
	Cynosurus cristatus	Crételle
	Dactylis glomerata	Dactyle
	Festuca arundinacea	Fétuque faux-roseau
	Festuca ovina	Fétuque ovine
	Festuca pratensis	Fétuque des prés
	Festuca rubra	Fétuque rouge
	Hordeum secalinum	Orge faux-seigle
	Lolium perenne	Ray-grass anglais
	Phleum pratense	Fléole des prés
	Poa trivialis	Pâturin commun
	Poa pratensis	Pâturin des prés
Légumineuses	Lotus corniculatus	Lotier corniculé
	Medicago lupulina	Luzerne lupuline
	Medicago sativa	Luzerne
	Melilotus albus	Mélilot blanc

	Melilotus officinalis	Mélilot officinal
	Onobrychis viciifolia	Sainfoin
	Trifolium pratense	Trèfle des prés
	Trifolium repens	Trèfle blanc
	Vicia cracca	Vesce à épis
	Vicia sativa	Vesce commune
	Vicia villosa	Vesce velue
Autres	Achillea millefolium	Achillée millefeuille
	Artemisia vulgaris	Armoise champêtre
	Borago officinalis	Bourrache officinale
	Centaurea jacea	Centaurée jacée
	Cichorium intybus	Chicorée sauvage
	Daucus carota	Carotte sauvage
	Echium vulgare	Vipérine
	Galium mollugo	Gaillet mou
	Galium verum	Gaillet jaune
	Leucanthemum vulgare	Grande marguerite
	Malva sylvestris	Mauve des bois
	Pastinaca sativa	Panais cultivé
	Phacelia tanacetifolia	Phacélie
	Ranunculus acris	Renoncule âcre
	Ranunculus repens	Renoncule rampante
	Senecio jacobaea	Séneçon jacobée
	Silene flos-cuculi	Lychnis fleur de coucou
	Tanacetum vulgare	Tanaisie commune

Surface minimale à enherber sur chaque parcelle engagée :

La part minimale de la parcelle à enherber correspond à la portion de surface occupée par l'inter-rang (toute la parcelle peut être enherbée).

Entretien du couvert herbacé : Aucune intervention mécanique n'est autorisée entre le 1er mai et le 15 juillet.
L'entretien se fait par la fauche (Au minimum 1 broyage ou 1 fauche par an) par pâturage annuel.

Maintien du couvert herbacé : Au plus un renouvellement du couvert autorisé en 5 ans.

Traitements herbicides : Interdits sur les parties enherbées : inter-rangs et le cas échéant rangs enherbés (traitement des parties non enherbées autorisé).

Ces éléments seront inscrits dans un cahier d'enregistrement des interventions : numéro de parcelles, localisation pertinente, taille de la parcelle/ de la bande enherbée, culture précédentes - 2 ans-, date de semis du couvert, factures de semences des couverts, type d'intervention, date et outils, programme de travaux d'entretien et éventuelles factures (si prestations).

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers. Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « **IF_FLIN_VEO1** » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect des espèces autorisées sur l'inter-rang et le cas échéant les rangs Selon la liste précisée ci-dessus	Visuel et vérification des factures de semences	Factures d'achat de semences ou cahier d'enregistrement des interventions si utilisation de semences fermières	Réversible	Principale	Total
Respect de la surface minimale à enherber1	Visuel	Néant	Réversible	Principale	A seuils

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Maintien et entretien du couvert herbacé : au minimum 1 broyage ou 1 fauche par an OU par pâturage annuel	Visuel	Néant	Réversible	Secondaire	A seuils
- absence d'intervention mécanique pendant la période du (voir ci-dessus) Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (type d'intervention, localisation et date)	Visuel et Vérification de l'enregistrement des interventions	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A Seuils[2]
Interdiction de traitement herbicide sur les parties enherbées : inter-rangs et le cas échéant rangs enherbés (traitement des parties non enherbées autorisé)	Visuel	Néant	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

Annexe

Recommandations de l'opérateur pour la mise en œuvre de la mesure

« IF_FLIN_VE01»

Dans le cas de l'engagement dans cette mesure, il est recommandé (non obligatoire) de s'associer avec un engagement en agriculture biologique dans le but de maximiser les aménités environnementales produites par le nouveau système de culture.

Ces recommandations visent à accroître l'impact favorable de vos pratiques sur la qualité de l'eau. Toutefois, ces recommandations ne font pas l'objet de contrôles, contrairement aux obligations décrites ci-dessus dans le cahier des charges.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de mesures

« ENTRETIEN DE HAIES LOCALISEES DE MANIERE PERTINENTE»

□ « IF_FLIN_HA01 » (1 fois sur 5 ans)
□ « IF_FLIN_HA02 » (2 fois sur 5 ans)
□ « IF_FLIN_HA03 » (3 fois sur 5 ans)
□ « IF_FLIN_HA05» (tous les ans)
du territoire « AAC prioritaire de Flins-Aubergenville »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_01

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les haies ont de multiples fonctions environnementales. En effet, elles constituent un obstacle physique qui diminue la vitesse des ruissellements ainsi que celle du vent, limitant ainsi le transport des particules solides (limons et sables), des éléments fertilisants et des matières actives (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux). Le réseau racinaire dense, puissant et profond des ligneux composant la haie remonte les éléments minéraux ayant migré en profondeur (objectif protection de l'eau), favorise l'infiltration des eaux en excès et stabilise le sol (objectifs lutte contre les risques naturels et lutte contre l'érosion). Les haies sont également des écosystèmes à part entière, lieux de vie, d'abri, de reproduction de nombreuses espèces animales et végétales inféodées à ce type de milieu (objectif maintien de la biodiversité).

En fonction du plan de gestion des haies mis en place par l'agriculteur, le nombre de tailles à effectuer est de 1, 2, 3 ou 5 fois sur la période d'engagement. L'une d'entre elle doit au moins avoir lieu au cours des 3 premières années.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, une aide de :

0,91 € pour IF_FLIN_HA05 (5 entretiens au cours des 5 ans d'engagement),
0,54 € pour IF_ FLIN _HA03 (3 entretiens au cours des 5 ans d'engagement),
0,36 € pour IF_FLIN _HA02 (2 entretiens au cours des 5 ans d'engagement),
0,18 € pour IF_FLIN _HA01 (1 entretiens au cours des 5 ans d'engagement),

par mètre linéaire, vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Les haies vives composées d'au moins 3 essences d'essences locales avec une longueur maximum de
450/(nombre d'entretien/5 x 0,90) m linéaires/ha sur des surfaces en prairies et pâturages permanant
600 /(nombre d'entretien/5 x 0,90) m linéaires/ha sur des surfaces des terres arables
900 /(nombre d'entretien/5 x 0,90) m linéaires /ha sur des surface de cultures pérennes

Haies éligibles : Haies composées majoritairement des essences de la liste ci-dessous

Nom scientifique	Nom français	Nom scientifique	Nom français
Acer campestre	Erable champêtre	Sambucus nigra	Sureau noir
Alnus glutinosa	Aulne glutineux	Sambucus racemosa	Sureau à grappes
Betula pendula	Bouleau verruqueux	Sorbus aucuparia	Sorbier des oiseleurs
Betula pubescens	Bouleau pubescent	Sorbus torminalis	Alisier torminal
Carpinus betulus	Charme	Taxus baccata	If commun
Castanea sativa	Châtaignier	Tilia cordata	Tilleul à petites feuilles
Cornus mas	Cornouiller mâle	Tilia platyphyllos	Tilleul à grandes feuilles
Crataegus monogyna	Aubépine monogyne	Ulmus minor	Orme champêtre
Fagus sp.	Hêtre	Frangula alnus	Bourdaine
Fraxinus excelsior	Frêne commun	Sorbus domestica	Cormier

Ilex aquifolium	Houx	Cornus sanguinea	Cornouiller sanguin
Malus sylvestris	Pommier sauvage	Cormus mas	Cornouiller mâle
Populus nigra	Peuplier noir	Euonymus europaeus	Fusain d'Europe
Pupulus tremula	Tremble	Mespilus germanica	Néflier
Prunus avium	Merisier	Corylus avellana	Noisetier
Pyrus communis	Poirier commun	Juglans regia	Noyer
Rhamnus cathartica	Nerprun purgatif	Prunus spinosa	Prunellier
Quercus petraea	Chêne sessile	Ligustrum vulgare	Troène
Quercus robur	Chêne pédonculé	Buxus sempervirens	Buis commun
Salix alba	Saule blanc	Rosa canina	Eglantier
Salix caprea	Saule marsault	Rubus fructicosus	Ronce sauvage
Salix cinerea	Saule cendré	Viburnum lantana	Viorne lantane
		Viburnum opulus	Viorne obier

Mettre en œuvre un plan de gestion ;

- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dates des interventions, opérations effectuées, outils utilisés)
- Taille sur les 2 côtés de la haie
- Période d'intervention sur les arbres :
- Taille des arbres : du 15 septembre à fin février
- Taille de formation : 1er juillet – 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
- Matériel n'éclatant pas les branches (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage, …
- Conservation des arbres remarquables et des arbres morts, sauf si un danger existe pour des biens ou des personnes : vieux arbres têtards, arbres creux, arbres à cavités, arbres borniers, …

Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires, sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (exemple : cas des chenilles) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers. Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.

Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la haie engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période allant du (voir plus haut les conditions)	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches : *(voir plus haut)*	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle)	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
		Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions			

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue d el'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de mesures

« ENTRETIEN DES RIPISYLVES»

□ « IF_FLIN_RI01 » (1 fois sur 5 ans)
□ « IF_FLIN_RI02 » (2 fois sur 5 ans)
□ « IF_FLIN_RI03 » (3 fois sur 5 ans)
□ « IF_FLIN_RI05» (tous les ans)
du territoire « AAC prioritaire de Flins-Aubergenville »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

En bordure de cours d'eau, la ripisylve est une zone de transition entre les milieux aquatique et terrestre. Elle offre un ombrage propice aux espèces recherchant des eaux fraîches. En outre, un entretien non intensif garantit le maintien de branches basses, favorable à la fraie. Elle joue par ailleurs les mêmes rôles qu'une haie arbustive ou arborée en matière de protection contre le ruissellement et l'érosion, en faveur de la qualité des eaux (limitation des transferts) et du maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées).

L'entretien approprié de cette bande boisée, de type « haie » du côté de l'espace agricole et de type « gestion douce » du côté du cours d'eau répond ainsi aux enjeux « biodiversité » et « eau ».

En fonction du plan de gestion des ripisylve mis en place par l'agriculteur, le nombre de tailles à effectuer est de 1, 2, 3 ou 5 fois sur la période d'engagement. L'une d'entre elle doit au moins avoir lieu au cours des 3 premières années.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, une aide de :

1,5 € pour IF_FLIN_HA05 (5 entretiens au cours des 5 ans d'engagement),
1,2 € pour IF_ FLIN _HA03 (3 entretiens au cours des 5 ans d'engagement),
1,0 € pour IF_FLIN _HA02 (2 entretiens au cours des 5 ans d'engagement),
0,85 € pour IF_FLIN _HA01 (1 entretiens au cours des 5 ans d'engagement),

par mètre linéaire, vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Les haies vives composées d'au moins 3 essences d'essences locales avec une longueur maximum de

450 (nombre d'entretien/5 x 0,90) m linéaires/ha sur des surfaces en prairies et pâturages permanant
600 (nombre d'entretien/5 x 0,90) m linéaires/ha sur des surfaces des terres arables
900 (nombre d'entretien/5 x 0,90) m linéaires /ha sur des surface de cultures pérennes

Haies éligibles : Haies composées majoritairement des essences de la liste ci-dessous

Nom scientifique	Nom français	Nom scientifique	Nom français
Acer campestre	Erable champêtre	Sambucus nigra	Sureau noir
Alnus glutinosa	Aulne glutineux	Sambucus racemosa	Sureau à grappes
Betula pendula	Bouleau verruqueux	Sorbus aucuparia	Sorbier des oiseleurs
Betula pubescens	Bouleau pubescent	Sorbus torminalis	Alisier torminal
Carpinus betulus	Charme	Taxus baccata	If commun
Castanea sativa	Châtaignier	Tilia cordata	Tilleul à petites feuilles
Cornus mas	Cornouiller mâle	Tilia platyphyllos	Tilleul à grandes feuilles
Crataegus monogyna	Aubépine monogyne	Ulmus minor	Orme champêtre
Fagus sp.	Hêtre	Frangula alnus	Bourdaine
Fraxinus excelsior	Frêne commun	Sorbus domestica	Cormier
Ilex aquifolium	Houx	Cornus sanguinea	Cornouiller sanguin
Malus sylvestris	Pommier sauvage	Cormus mas	Cornouiller mâle
Populus nigra	Peuplier noir	Euonymus europaeus	Fusain d'Europe
Pupulus tremula	Tremble	Mespilus germanica	Néflier

Prunus avium	Merisier	Corylus avellana	Noisetier
Pyrus communis	Poirier commun	Juglans regia	Noyer
Rhamnus cathartica	Nerprun purgatif	Prunus spinosa	Prunellier
Quercus petraea	Chêne sessile	Ligustrum vulgare	Troène
Quercus robur	Chêne pédonculé	Buxus sempervirens	Buis commun
Salix alba	Saule blanc	Rosa canina	Eglantier
Salix caprea	Saule marsault	Rubus fructicosus	Ronce sauvage
Salix cinerea	Saule cendré	Viburnum lantana	Viorne lantane
		Viburnum opulus	Viorne obier

Mettre en œuvre un plan de gestion ;

- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dates des interventions, opérations effectuées, outils utilisés)
- Période d'intervention sur les arbres :
- Taille des arbres : du 15 septembre à fin février
- Enlèvement des embâcles et entretien du lit hors période de fraies : du 1er juillet au 31 octobre
- Taille de formation : 1er juillet – 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
- Matériel n'éclatant pas les branches (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage, …
- Conservation des arbres remarquables et des arbres morts, sauf si un danger existe pour des biens ou des personnes : vieux arbres têtards, arbres creux, arbres à cavités, arbres borniers, …

Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires, sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (exemple : cas des chenilles) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers. Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.

Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la haie engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période allant du (voir conditions)	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches : (voir conditions)	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue d el'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

eau seine NORMANDIE

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice d'information du territoire

FOSSE DE MELUN - BASSE VALLEE DE L'YERRES

Campagne 2016

Correspondants à la DDT : **Claire LAUGA** — **Christian MONTARD**
Téléphone : 01 60 56 73 07 — 01 60 56 70 89
e mail : claire.lauga@seine-et-marne.gouv.fr — christian.montard@seine-et-marne.gouv.fr

Cette notice présente l'ensemble des mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) proposées sur la Zone Prioritaire de l'Aire d'Alimentation des Captages de la Fosse de Melun et de la Basse Vallée de l'Yerres au titre de la programmation 2015-2020.

Elle complète la notice nationale d'information sur les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) et les aides à l'agriculture biologique 2015-2020, disponible sous Télépac.

La notice nationale d'information sur les MAEC et l'AB 2015-2020 (disponible sous Télépac)	contient →	• Les conditions d'engagement dans les MAEC et l'AB • Les obligations générales à respecter • Les contrôles et le régime de sanctions • Comment remplir les formulaires
La notice d'information du territoire	contient →	Pour l'ensemble du territoire : • La liste des MAEC proposées sur le territoire • Les conditions générales d'éligibilité • Les modalités de demande d'aide
La notice d'aide	contient →	Pour chaque MAEC proposée sur le territoire : • Les objectifs de la mesure • Les conditions spécifiques d'éligibilité • Le cahier des charges à respecter • Le régime de sanctions

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous télépac.

Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.

Si vous souhaitez davantage de précisions contactez votre DDT.

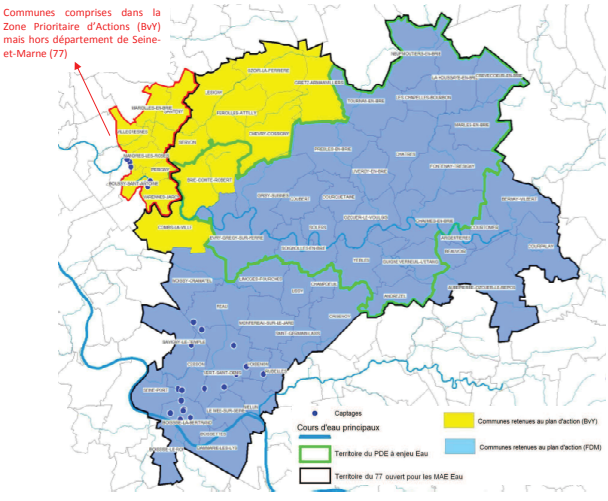
1. PERIMETRE DU TERRITOIRE FOSSE DE MELUN - BASSE VALLEE DE L'YERRES

Seuls les éléments situés sur ce territoire sont éligibles aux mesures localisées qui y sont proposées (Cf. § 3).

En ce qui concerne les mesures « localisées », pour qu'une parcelle ou un élément linéaire soit éligible à la MAEC, au moins 50 % de sa surface ou de sa longueur doit être incluse dans le territoire.

En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont 50 % de la SAU est située sur le territoire en année 1 sont éligibles.

Le territoire ouvert aux MAEC correspond aux 56 communes de Seine-et-Marne comprises dans la Zone Prioritaire d'Actions (ZPA).



* Il s'agit de l'ancien territoire à enjeu Eau du PDE (2006-2011)

Figure 1 : Zone ouverte aux MAEC (mesures 10) (= communes de Seine-et-Marne comprises dans la Zone Prioritaire d'Actions de l'AAC : communes en bleu et jaune clair soit 56 communes)

Liste des 56 communes concernées :

Commune	Code INSEE	Commune	Code INSEE
Andrezel	77004	La Houssaye-en-Brie	77229
Argentières	77007	Le Mee-sur-Seine	77285
Aubepierre-Ozouer	77010	Les Chapelles-Bourbon	77091
Beauvoir	77029	Lésigny	77249
Bernay-Vilbert	77031	Limoges-Fourches	77252
Boissettes	77038	Lissy	77253
Boissise-la-Bertrand	77039	Liverdy-en-Brie	77254
Boissise-le-Roi	77040	Marles-en-Brie	77277
Brie-Comte-Robert	77053	Melun	77288
Cesson	77067	Moissy-Cramayel	77296
Champdeuil	77081	Montereau-sur-le-Jard	77306
Chatres	77104	Neufmoutiers-en-Brie	77336
Chaumes-en-Brie	77107	Ozoir-la-Ferriere	77350
Chevry-cossigny	77114	Ozouer-le-Voulgis	77352
Combs-la-Ville	77122	Presles-en-Brie	77377
Coubert	77127	Reau	77384
Courpalay	77135	Rubelles	77394
Courquetaine	77136	Saint-Germain-Laxis	77410
Courtomer	77138	Savigny-le-Temple	77445
Crevecoeur-en-Brie	77144	Seine-Port	77447
Crisenoy	77145	Servon	77450
Dammarie-les-Lys	77152	Soignolles-en-Brie	77455
Evry-Gregy-sur-Yerre	77175	Solers	77457
Ferolles-Attilly	77180	Tournan-en-Brie	77470
Fontenay-Tresigny	77192	Verneuil-l'Etang	77493
Gretz-Armainvilliers	77215	Vert-Saint-Denis	77495
Grisy-Suisnes	77217	Voisenon	77528
Guignes	77222	Yebles	77534

2. RESUME DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Enjeu retenu :

Zone d'Action Prioritaire « enjeu Eau » pour l'amélioration de la qualité de l'eau

Depuis les années 90, le champ captant de La Fosse de Melun assure l'alimentation en eau potable d'une partie significative du sud parisien à partir des eaux de la nappe souterraine des calcaires de Champigny.

Plusieurs forages constituent ce champ captant et appartiennent à trois maîtres d'ouvrages distincts : Lyonnaise des Eaux – Eau du Sud Parisien, Veolia Eau, Syndicat des Eaux d'Ile-de-France (SEDIF).

Trois forages (forage de Boississe-la-Bertrand – Véolia Eau, forage La cave-SEDIF, forage F1 de Seine-Port-Eau du Sud Parisien) du champ captant sont classés « Grenelle » ; classement engageant des obligations réglementaires supplémentaires (réalisation d'une étude sur l'aire d'alimentation de captage, programme d'actions de réduction des pressions).

Par ailleurs, le champ captant de la Basse Vallée de l'Yerres (captages de Mandres-Saint Thibault et de Périgny-sur-Yerres) exploite la même nappe un peu plus au nord, depuis les années 1930. Ces captages sont prioritaires au titre du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE Seine-Normandie).

L'étude et le programme d'actions de la Fosse de Melun englobent donc les deux champs captants et gardent l'attribution commune « Fosse de Melun ».

La Zone Prioritaire d'Actions (ZPA) représente une Surface Agricole Utiles (SAU) totale de 31 380 hectares, répartie sur 260 exploitations.

Pour faire face à l'enjeu de qualité de l'eau sur ce territoire, la Chambre d'agriculture va renforcer l'animation agricole suite à la signature du contrat d'objectifs avec Veolia sur le déploiement du volet agricole du plan d'actions sur la zone d'action prioritaire de l'AAC de la Fosse de Melun. Le suivi technique individuel et collectif va être développé et élargi.

3. LISTE DES MAEC PROPOSEES SUR LE TERRITOIRE

Les financements prévisionnels des mesures peuvent être apportés par des crédits du ministère chargé de l'agriculture, de l'Agence de l'Eau Seine-et-Normandie, de la Région et du FEADER.

Zone d'Action Prioritaire « enjeu Eau » pour l'amélioration de la qualité de l'eau

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
Grandes Cultures	IF_FMVY_GC10	- Absence de traitement phytosanitaire de synthèse sur 50 % de la surface engagée - Bilan de stratégie de protection des cultures	151,21 €/ha/an
Grandes Cultures	IF_FMVY_GC02	- Réduction progressive du nombre de doses homologuées de 40 % pour les herbicides - Réduction progressive du nombre de doses homologuées de 50 % pour les traitements hors herbicides - Bilan de stratégie de protection des cultures	211,47 €/ha/an
Grandes cultures	IF_FMVY_GC04	- Réduction progressive du nombre de doses homologuées de 30 % pour les herbicides - Réduction progressive du nombre de doses homologuées de 50 % pour les traitements hors herbicides - Bilan de stratégie de protection des cultures	172,56 €/ha/an

Notice du territoire FOSSE de MELUN et BASSE VALLEE de l'YERRES – Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
Grandes Cultures	IF_FMVY_GC06	- Réduction progressive du nombre de doses homologuées de 40 % pour les herbicides - Bilan de stratégie de protection des cultures	93,87 €/ha/an
Grandes Cultures	IF_FMVY_SGN1	- Réduction progressive du nombre de doses homologuées de 30 % pour les herbicides - Réduction progressive du nombre de doses homologuées de 35 % pour les traitements hors herbicides - Diversification de l'assolement et des rotations - Gestion économe des intrants azotés - Bilan de stratégie de protection des cultures	116,26 €/ha/an
Grandes Cultures	IF_FMVY_SGN2	- Réduction progressive du nombre de doses homologuées de 40 % pour les herbicides - Réduction progressive du nombre de doses homologuées de 50 % pour les traitements hors herbicides - Diversification de l'assolement et des rotations - Gestion économe des intrants azotés - Bilan de stratégie de protection des cultures	206,96 €/ha/an
Légumes de plein champ	IF_FMVY_LG02	- Absence de traitement phytosanitaire de synthèse en légumes de plein champ sur 50 % de la surface engagée - Bilan de stratégie de protection des cultures	185,95 €/ha/an
Surfaces en grandes cultures	IF_FMVY_HE34	- Création et maintien d'un couvert herbacé pérenne	412 €/ha/an
Haies	IF_FMVY_HA01	- Entretien des haies	0,36 €/ml/an
Ripisylves	IF_FMVY_RI01	- Entretien de ripisylves	1,01 €/ml/an
Talus	IF_FMVY_TL01	- Entretien mécanique de talus enherbés au sein des parcelles cultivées	0,42 €/ml
Fossés	IF_FMVY_FO01	- Entretien de fossés et rigoles de drainage (hors cours d'eau et ouvrages maçonnés)	1,29 €/ml

Notice du territoire FOSSE de MELUN et BASSE VALLEE de l'YERRES – Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
Surfaces en grandes cultures	IF_FMVY_HE15	- Création et entretien d'un maillage de zones de régulation écologique	390,94 €/ha/an
Surfaces en grandes cultures	IF_FMVY_HE16	- Création et entretien d'un couvert d'intérêt floristique ou faunistique	600 €/ha/an
Surfaces en grandes cultures	IF_FMVY_HE17	- Amélioration des jachères	160 €/ha/an

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire FOSSE de MELUN - BASSE VALLEE de l'YERRES.

4. MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Vous ne pouvez vous engager dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire que si votre engagement sur ce territoire représente, au total, un **montant annuel supérieur ou égal à 300 €.**

Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de votre demande d'engagement, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs qui sont précisées dans la notice d'aide de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, votre demande devra être modifiée.

5. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

*Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.*
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

6. COMMENT REMPLIR LES FORMULAIRES D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

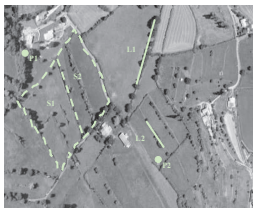
Pour vous engager en 2016 dans une nouvelle MAEC, vous devez obligatoirement remplir les documents ci-après et les adresser à la DDT avec votre dossier de déclaration de surface avant le 15 juin 2016.

Notice du territoire FOSSE de MELUN et BASSE VALLEE de l'YERRES – Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne

Les modalités de dépôt des demandes MAEC sont disponibles sous TELEPAC :

- *Liste générale : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/html/public/aide/formulaires-2016.html*
- *Modalités spécifiques aux MAEC : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/pdf/tas/2016/Dossier-PAC-2016_notice_MAEC-MAE-AB.pdf*

6.1 Le registre parcellaire graphique

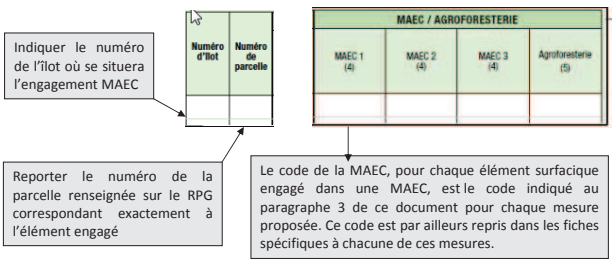


Pour déclarer des **éléments surfaciques** engagés dans une MAEC (GC06, SGN1, SGN2, LG02, HE15, HE16, HE17, HE34), vous devez dessiner, sur l'exemplaire du RPG que vous renverrez à la DDT, les surfaces que vous souhaitez engager dans chacune des MAEC proposées. Chaque élément surfacique engagé doit correspondre à une parcelle numérotée. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Pour déclarer des **éléments linéaires** engagés dans une MAEC (HA01, RI01, TA01, FO01), vous devez dessiner d'un trait les éléments linéaires (ex : haies, ripisylves, talus, fossés ou bandes refuge) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

6.2 Le formulaire « Registre Parcellaire Graphique - Descriptif des parcelles »

Ce formulaire doit être rempli pour déclarer les éléments surfaciques engagés en MAEC.



Cet écran vous permet de consulter toutes vos parcelles déclarées et de vérifier les informations concernant la demande d'engagement en MAEC.

6.3 Le formulaire « Registre parcellaire – Descriptif des éléments MAEC linéaires et ponctuels »

Ce formulaire doit être rempli pour chaque élément linéaire ou ponctuel que vous souhaitez engager en MAEC et que vous avez localisé sur le feuillet RPG. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.
A la rubrique « MAEC 2015-2020 / MAE 2007-2013 », vous devez cocher « oui » sur la ligne correspondant aux MAEC de la programmation 2015-2020. »

6.4 Le formulaire « Demande d'aides (Premier pilier – ICHN - MAEC - BIO – Assurance récolte) »

Vous devez cocher, à la rubrique « ICHN – MAEC –BIO », la case Mesure agroenvironnementale et climatique, et déclarer en cochant la case correspondante :

☒ « m'engager dans une MAEC de la programmation 2015-2020 ».

7. CONTACTS

Coordinateur agricole : Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne
418 rue Aristide Briand – 77350 LE MEE SUR SEINE
Correspondant : **Laure VOISIN**
01 64 79 31 16
laure.voisin@seine-et-marne.chambagri.fr

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de Seine-et-Marne

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « MAEC Eau - Zéro phyto » «IF_FMVY_GC10» Grandes cultures du territoire « Fosse de Melun – Basse Vallée de l'Yerres »

Campagne 2016

Listes des mesures unitaires engagées : PHYTO_01
PHYTO_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette opération vise à supprimer l'utilisation de traitements phytosanitaires de synthèse (sauf traitement localisé, conforme à l'éventuel arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et traitements pour la lutte obligatoire définis par arrêté pris au titre de l'article L.251-8 du code rural). Cette interdiction concerne également l'interculture en grandes cultures et en cultures légumières de plein champ. Les produits phytosanitaires dont l'emploi est autorisé en agriculture biologique sont en revanche autorisés (ex : substances actives minérales telles que le cuivre, le soufre ou substances organiques naturelles).
Cette opération diffère d'une conversion à l'agriculture biologique, dans la mesure où les engrais de synthèse sont autorisés.
Cette mesure répond aux enjeux de l'Aire d'Alimentation des Captages de la Fosse de Melun et de la Basse Vallée de l'Yerres, pour accompagner le changement des pratiques agricoles afin de lutter contre les pollutions par les produits phytosanitaires.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 151,21 € par hectare engagé** est versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1- Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Pour être éligible, le demandeur doit réaliser **un diagnostic global d'exploitation** afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.
Le diagnostic d'exploitation à réaliser est le **Diagnostic Agro-Environnemental Géographique (DAEG)** adapté au contexte de Seine-et-Marne, proposé par la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne. Cette méthode a été élaborée par Agro-Transfert et ses partenaires dans le cadre d'un programme de recherche et développement financé par le Conseil régional de Picardie et l'ADEME.
Cet outil a été choisi car il a été retenu par l'ensemble des acteurs agricoles, réunis au sein du Conseil Environnemental 77, afin d'avoir la même analyse des pratiques vis-à-vis de l'environnement.
Il est structuré en 7 enjeux : Eau, Sol, Air, Biodiversité, Nuisance au voisinage, Energie, Déchets.
L'accent est mis tout particulièrement sur le module Eau qui établit les risques de pollution des eaux, à la fois par les nitrates et les phytosanitaires.
Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement **avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année de l'engagement**. Le diagnostic (date de la convention de réalisation du DAEG) datant **de moins de 3 ans est valable**. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre.

3.2- Conditions relatives aux éléments engagés « IF-FMVY_GC10 »

Cultures éligibles : Les surfaces éligibles sont les grandes cultures, c'est-à-dire les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.
Coefficient d'étalement : **l'interdiction de traitement herbicide de synthèse portera sur au moins 50 % de la surface totale engagée**.
Seuil de contractualisation : **au moins 30 % des surfaces de l'exploitation** couvertes par les cultures éligibles **présentes dans le territoire.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_FMVY_GC10 » sont décrites ci-dessous.

Réalisation d'un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement) avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional (contacter la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne) d'une durée minimale d'une journée comprenant les deux volets suivants :

Volet intensité du recours aux produits phytosanitaires » :

- calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une opération agro-environnementale zonée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation ;
- analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements au regard des données d'observation parcellaire enregistrées ;
- formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

Volet « substances à risque » :

- identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances, fournie par le SRAL, dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction ;
- formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

Absence de traitement phytosanitaire de synthèse sur au moins 50 % des surfaces engagées (sauf traitement localisé conforme à l'éventuel arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et traitement pur lutte obligatoire définis par arrêté pris au titre de l'article L251-8 du code rural).

Enregistrement des pratiques alternatives.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversement de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence de traitement phytosanitaire de synthèse [sur au minimum 50 % de la surface engagée] (sauf traitement localisé, conforme à l'éventuel arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et traitements pour la lutte obligatoire définis par arrêté pris au titre de l'article L.251-8 du code rural)	Sur place Visuel (absence de traces d'herbicide) et documentaire	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires et des pratiques alternatives1	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des pratiques alternatives	Sur place Documentaire	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires et des pratiques alternatives	Réversible	Secondaire	Totale
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale

1 Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

Les traitements localisés autorisés correspondent à ceux visés par l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006, relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de Seine-et-Marne

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure «MAEC Eau - Réduction phyto 40 -50» «IF_FMVY_GC02»

du territoire « Fosse de Melun – Basse Vallée de l'Yerres »

Campagne 2016

Liste des mesures unitaires engagées : PHYTO_01
PHYTO_04
PHYTO_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise la préservation de la qualité des masses d'eau par la réduction progressive de 40 % des herbicides et de 50 % des hors herbicides évaluée au travers d'un Indicateur de Fréquence de Traitement (IFT). L'ensemble des applications de produits phytosanitaires réalisées à la parcelle est pris en compte (y compris celles réalisées le cas échéant en interculture). Cette mesure répond aux enjeux de l'Aire d'Alimentation des Captages de la Fosse de Melun et de la Basse Vallée de l'Yerres pour accompagner le changement des pratiques agricoles afin de lutter contre les pollutions par les produits phytosanitaires.

L'IFT représente le nombre de doses homologuées épandues par parcelle et reflète donc l'intensité d'utilisation des produits phytosanitaires.

Cette mesure suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternatives, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux produits phytosanitaires à l'échelle de la rotation et surtout de l'itinéraire technique. Cette stratégie de réduction est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes, en relation avec son conseiller habituel. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 211,47 € par hectare engagé** est versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1- Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.

Les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020, doivent être respectées.

Pour être éligible, le demandeur doit réaliser **un diagnostic global d'exploitation** afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.
Le diagnostic d'exploitation à réaliser est le **Diagnostic Agro-Environnemental Géographique (DAEG)** adapté au contexte de Seine-et-Marne, proposé par la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne. Cette méthode a été élaborée par Agro-Transfert et ses partenaires dans le cadre d'un programme de recherche et développement financé par le Conseil régional de Picardie et l'ADEME.
Cet outil a été choisi car il a été retenu par l'ensemble des acteurs agricoles, réunis au sein du Conseil Environnemental 77, afin d'avoir la même analyse des pratiques vis-à-vis de l'environnement.
Il est structuré en 7 enjeux : Eau, Sol, Air, Biodiversité, Nuisance au voisinage, Energie, Déchets.
L'accent est mis tout particulièrement sur le module Eau qui établit les risques de pollution des eaux, à la fois par les nitrates et les phytosanitaires.
Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement **avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année de l'engagement**. Le diagnostic (date de la convention de réalisation du DAEG) datant **de moins de 3 ans est valable**. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre.

3.2- Conditions relatives aux éléments engagés « IF_FMVY_GC02 »

Cultures éligibles : Les surfaces éligibles sont les grandes cultures, c'est-à-dire les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.
Seuil de contractualisation : au moins 50 % des surfaces de l'exploitation couvertes par les cultures éligibles situées sur le territoire.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Concernant les contrats de réengagement : Une priorité sera notamment donnée aux exploitants qui se réengagent sur au moins 85 % des surfaces engagées dans le contrat précédent en MAE -40 -50 et à condition que 50 % de la surface éligible reste engagée.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à la demande d'engagement et au respect des obligations doivent être conservés sur l'exploitation pendant toute la durée de l'engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_FMVY_GC02 » sont décrites ci-dessous.

Suivre une formation agréée au niveau régional au cours des deux années suivant l'engagement ou lors de la campagne précédant l'engagement d'une durée minimale de 3 jours. Le contenu de formation doit porter sur une filière particulière, en fonction du type de couvert sur lequel porte l'engagement et aborder obligatoirement les thèmes suivants :

- Identification des enjeux sanitaires, agronomiques, économiques et environnementaux liés à l'utilisation des produits phytosanitaires ;
- Reconnaissance des principaux ravageurs, adventices et maladies de la filière considérée au niveau régional ;
- Seuils de nuisibilité économiquement acceptables et décision de traitement ;
- Choix du produit, en tenant compte de la dangerosité et des risques qu'il présente, intégrant la prévention de l'apparition de résistances et le respect de la faune auxiliaire ; optimisation de la dose d'application ;
- Optimisation des conditions d'application (périodes, respect de la zone non traitée, limitation de la dérive, réglage du pulvérisateur) ;
- Enregistrement des pratiques culturales, calcul du nombre de doses homologuées à partir de cet enregistrement et analyse des résultats par usage prépondérant.

La Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne, structure agréée Organisme de formation, propose annuellement des formations dont le contenu répond aux cahiers des charges des MAEC.

Réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement) avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional (contacter la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne) d'une durée minimale d'une journée comprenant les deux volets suivants :

Volet « intensité du recours aux produits phytosanitaires » :

- calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une opération agro-environnementale zonée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation ;
- analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité définis, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements au regard des données d'observation parcellaire enregistrées ;
- formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

Un abonnement à un bulletin technique (ex : Info.plaine) est préconisé.

Volet « substances à risque » :

- identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances, fournie par le SRAL, dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction ;
- formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

Respecter l'IFT maximal fixé par année d'engagement sur l'ensemble des parcelles engagées défini dans les tableaux suivants :

Se reporter à l'annexe IFT niveau 2 (en fin de document)

Respecter l'IFT de référence herbicide et hors herbicide du territoire à partir de la deuxième année sur les parcelles non engagées.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversement de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou depuis moins d'un an au 15 mai de l'année de la demande d'engagement	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agréée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale	Totale
Respect d'une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation) dans la surface totale engagée inférieure à 30 %	Visuel et mesurage	Néant	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des	Contrôles		Sanctions		
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides (cf. annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires1 + Feuille de calcul de l'IFT « herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils2
Respect de l'IFT « herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles en grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Respect de l'IFT « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides (Cf annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires1 + Feuille de calcul de l'IFT « hors-herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils2
Respect de l'IFT « hors-herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles de grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale

1 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.
Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

2 **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale.**

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de Seine-et-Marne

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure «MAEC Eau – Réduction phyto 30 - 50» «IF_FMVY_GC04»

du territoire « Fosse de Melun – Basse Vallée de l'Yerres »

Campagne 2016

Listes des mesures unitaires engagées : PHYTO_01
PHYTO_14
PHYTO_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise la préservation de la qualité des masses d'eau par la réduction progressive de 30 % des herbicides et de 50 % des hors herbicides évaluée au travers d'un Indicateur de Fréquence de Traitement (IFT). L'ensemble des applications de pesticides réalisés à la parcelle est pris en compte (y compris celles réalisées le cas échéant en interculture). Cette mesure répond aux enjeux de l'Aire d'Alimentation des Captages de la Fosse de Melun et de la Basse Vallée de l'Yerres pour accompagner le changement des pratiques agricoles afin de lutter contre les pollutions par les produits phytosanitaires.
L'IFT représente le nombre de doses homologuées épandues par parcelle et reflète donc l'intensité d'utilisation des produits phytosanitaires.
Cette mesure suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternatives, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux produits phytosanitaires à l'échelle de la rotation et surtout de l'itinéraire technique. Cette stratégie de réduction est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes, en relation avec son conseiller habituel. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 172,56 € par hectare engagé** est versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1- Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation
- Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

- **Pour être éligible,** le demandeur doit réaliser **un diagnostic global d'exploitation** afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.

Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.
Le diagnostic d'exploitation à réaliser est le **Diagnostic Agro-Environnemental Géographique (DAEG)** adapté au contexte de Seine-et-Marne, proposé par la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne. Cette méthode a été élaborée par Agro-Transfert et ses partenaires dans le cadre d'un programme de recherche et développement financé par le Conseil régional de Picardie et l'ADEME.
Cet outil a été choisi car il a été retenu par l'ensemble des acteurs agricoles, réunis au sein du Conseil Environnemental 77, afin d'avoir la même analyse des pratiques vis-à-vis de l'environnement.
Il est structuré en 7 enjeux : Eau, Sol, Air, Biodiversité, Nuisance au voisinage, Energie, Déchets.
L'accent est mis tout particulièrement sur le module Eau qui établit les risques de pollution des eaux, à la fois par les nitrates et les phytosanitaires.
Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement **avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année de l'engagement**. Le diagnostic (date de la convention de réalisation du DAEG) datant **de moins de 3 ans est valable**. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre.

- Autre condition d'éligibilité spécifique à la mesure « IF_FMVY_GC04 » :
  - avoir un IFT herbicide moyen d'exploitation sur les 2 années précédant l'engagement **supérieur à 100 % de la référence territoriale**.

3.2- Conditions relatives aux éléments engagés « IF_FMVY_GC04 »
Cultures éligibles : Les surfaces éligibles sont les grandes cultures, c'est-à-dire les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.
Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.

Seuil de contractualisation : au moins 50 % des surfaces de l'exploitation couvertes par les cultures éligibles présentes dans le territoire.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Concernant les contrats de réengagement : Une priorité sera notamment donnée aux exploitants qui se réengagent sur au moins 85 % des surfaces engagées dans le contrat précédent en MAE – phyto14+phyto05 et que 50 % de la surface éligible reste engagée.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_FMVY_GC04 » sont décrites ci-dessous.

Suivre une formation agréée dans les deux années suivant l'engagement ou lors de la campagne précédant l'engagement. Le contenu de formation doit porter sur une filière particulière, en fonction du type de couvert sur lequel porte l'engagement et aborder obligatoirement les thèmes suivants :

- Identification des enjeux sanitaires, agronomiques, économiques et environnementaux liés à l'utilisation des pesticides ;
- Reconnaissance des principaux ravageurs, adventices et maladies de la filière considérée au niveau régional ;
- Seuils de nuisibilité économiquement acceptables et décision de traitement ;
- Choix du produit, en tenant compte de la dangerosité et des risques qu'il présente, intégrant la prévention de l'apparition de résistances et le respect de la faune auxiliaire ; optimisation de la dose d'application ;
- Optimisation des conditions d'application (périodes, respect de la zone non traitée, limitation de la dérive, réglage du pulvérisateur) ;
- Enregistrement des pratiques culturales, calcul du nombre de doses homologuées à partir de cet enregistrement et analyse des résultats par usage prépondérant.

La Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne, structure agréée Organisme de formation, propose annuellement des formations dont le contenu répond aux cahiers des charges des MAEC.

Réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement) avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional (contacter la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne) d'une durée minimale d'une journée comprenant les deux volets suivants :

Volet intensité du recours aux produits phytosanitaires » :

- calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une opération agro-environnementale zonée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation ;
- analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements au regard des données d'observation parcellaire enregistrées ;
- formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

Un abonnement à un bulletin technique (ex : Info.plaine) est préconisé.

Volet « substances à risque » :

- identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances, fournie par le SRAL, dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction ;
- formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

Respecter l'IFT maximal fixé par année d'engagement sur l'ensemble des parcelles engagées défini dans les tableaux suivants :

Se reporter à l'annexe IFT niveau 1 pour herbicide et niveau 2 pour hors herbicide (en fin de document)

Respecter l'IFT de référence herbicide et hors herbicide du territoire à partir de la deuxième année sur les parcelles non engagées.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversement de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou depuis moins d'un an au 15 mai de l'année de la demande d'engagement	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agréée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale	Totale
Respect d'une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation) dans la	Visuel et mesurage	Néant	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
surface totale engagée inférieure à 30 %					
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides (cf. annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires1 + Feuille de calcul de l'IFT « herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils2
Respect de l'IFT « herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles en grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Respect de l'IFT « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides (Cf annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires1 + Feuille de calcul de l'IFT « hors-herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils2
Respect de l'IFT « hors-herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles de grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale

1 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.
Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

2 **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale**

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de Seine-et-Marne

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « MAEC Eau réduction herbicide seule 40 » «IF_FMVY_GC06»

du territoire » Fosse de Melun – Basse Vallée de l'Yerres »

Campagne 2016

Listes des mesures unitaires engagées : PHYTO_01
PHYTO_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise la préservation de la qualité des masses d'eau par la réduction progressive de 40 % des herbicides évaluée au travers d'un Indicateur de Fréquence de Traitement (IFT). L'ensemble des applications de produits phytosanitaires réalisées à la parcelle est pris en compte (y compris celles réalisées le cas échéant en interculture). Cette mesure répond aux enjeux de l'Aire d'Alimentation des Captages de la Fosse de Melun et de la Basse Vallée de l'Yerres, pour accompagner le changement des pratiques agricoles afin de lutter contre les pollutions par les produits phytosanitaires.
L'IFT représente le nombre de doses homologuées épandues par parcelle et reflète donc l'intensité d'utilisation des pesticides.
Cette mesure suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternatives, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux produits phytosanitaires à l'échelle de la rotation et surtout de l'itinéraire technique. Cette stratégie de réduction est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes, en relation avec son conseiller habituel. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 93,87 € par hectare engagé** est versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1- Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Pour être éligible, le demandeur doit réaliser **un diagnostic global d'exploitation** afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.

Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic d'exploitation à réaliser est le **Diagnostic Agro-Environnemental Géographique (DAEG)** adapté au contexte de Seine-et-Marne, proposé par la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne. Cette méthode a été élaborée par Agro-Transfert et ses partenaires dans le cadre d'un programme de recherche et développement financé par le Conseil régional de Picardie et l'ADEME.

Cet outil a été choisi car il a été retenu par l'ensemble des acteurs agricoles, réunis au sein du Conseil Environnemental 77, afin d'avoir la même analyse des pratiques vis-à-vis de l'environnement.

Il est structuré en 7 enjeux : Eau, Sol, Air, Biodiversité, Nuisance au voisinage, Energie, Déchets.

L'accent est mis tout particulièrement sur le module Eau qui établit les risques de pollution des eaux, à la fois par les nitrates et les phytosanitaires.

Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement **avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année de l'engagement**. Le diagnostic (date de la convention de réalisation du DAEG) datant **de moins de 3 ans est valable**. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre.

3.2- Conditions relatives aux éléments engagés « IF_FMVY_ GC06»

Cultures éligibles : Les surfaces éligibles sont les grandes cultures, c'est-à-dire les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.

Seuil de contractualisation : au moins 50 % des surfaces de l'exploitation couvertes par les cultures éligibles présentes dans le territoire.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

Concernant les contrats de réengagement : Une priorité sera notamment donnée aux exploitants qui se réengagent sur au moins 85 % des surfaces engagées dans le contrat précédent en MAE - Renforcée et que 50 % de la surface éligible reste engagée.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent

être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_FMVY_GC06 » sont décrites ci-dessous.

Suivre une formation agréée au niveau régional au cours des deux années suivant l'engagement ou lors de la campagne précédant l'engagement d'une durée minimale de 3 jours. Le contenu de formation doit porter sur une filière particulière, en fonction du type de couvert sur lequel porte l'engagement et aborder obligatoirement les thèmes suivants :

- Identification des enjeux sanitaires, agronomiques, économiques et environnementaux liés à l'utilisation des pesticides ;
- Reconnaissance des principaux ravageurs, adventices et maladies de la filière considérée au niveau régional ;
- Seuils de nuisibilité économiquement acceptables et décision de traitement ;
- Choix du produit, en tenant compte de la dangerosité et des risques qu'il présente, intégrant la prévention de l'apparition de résistances et le respect de la faune auxiliaire ; optimisation de la dose d'application ;
- Optimisation des conditions d'application (périodes, respect de la zone non traitée, limitation de la dérive, réglage du pulvérisateur) ;
- Enregistrement des pratiques culturales, calcul du nombre de doses homologuées à partir de cet enregistrement et analyse des résultats par usage prépondérant.

La Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne, structure agréée Organisme de formation, propose annuellement des formations dont le contenu répond aux cahiers des charges des MAEC.

Réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement) avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional (contacter la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne) d'une durée minimale d'une journée comprenant les deux volets suivants :

Volet intensité du recours aux produits phytosanitaires » :

- calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une opération agro-environnementale zonée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation ;
- analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements au regard des données d'observation parcellaire enregistrées ;
- formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

Un abonnement à un bulletin technique (ex : Info.plaine) est préconisé.

Volet « substances à risque » :

- identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances, fournie par le SRAL, dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction ;
- formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année.

Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

Respecter l'IFT maximal fixé par année d'engagement sur l'ensemble des parcelles engagées défini dans les tableaux suivants :

Se reporter à l'annexe IFT niveau 2 pour herbicide (en fin de document)

Respecter l'IFT de référence herbicide du territoire à partir de la deuxième année sur les parcelles non engagées.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversement de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou depuis moins d'un an au 15 mai de l'année de la demande d'engagement	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agréée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides (cf. annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires1 + Feuille de calcul de l'IFT « herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils2
Respect de l'IFT « herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles en grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale

1 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

2 **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale**

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de Seine-et-Marne

Mesure Agro-Environnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « MAEC Eau - Système grandes cultures - niveau 1 » «IF_FMVY_SGN1»

du territoire « Fosse de Melun – Basse Vallée de l'Yerres »

Campagne 2016

Listes des mesures unitaires engagées : PHYTO_01
SGC_1

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette mesure est d'accompagner le changement durable de pratiques sur l'ensemble du système d'exploitation et d'améliorer sur le long terme leur performance environnementale globale. Cette mesure doit permettre de prendre en compte l'ensemble des enjeux environnementaux (eau, sol, biodiversité ordinaire, paysage, climat). Elle cible les exploitations orientées en grandes cultures à dominante céréalière et/ou oléo protéagineux.
Cette mesure répond aux enjeux de l'Aire d'Alimentation des Captages de la Fosse de Melun et de la Basse Vallée de l'Yerres, pour accompagner le changement des pratiques agricoles afin de lutter contre les pollutions par les produits phytosanitaires.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 116,26 € par hectare engagé** est versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1- Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation
Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.
Seules les exploitations dont **50 % de la SAU au minimum sont situés sur le territoire en année 1** sont éligibles.

De plus, pour être éligible**,** le demandeur doit réaliser **un diagnostic global d'exploitation** afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.
Le diagnostic d'exploitation à réaliser est le **Diagnostic Agro-Environnemental Géographique (DAEG)** adapté au contexte de Seine-et-Marne, proposé par la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne. Cette méthode a été élaborée par Agro-Transfert et ses partenaires dans le cadre d'un programme de recherche et développement financé par le Conseil régional de Picardie et l'ADEME.
Cet outil a été choisi car il a été retenu par l'ensemble des acteurs agricoles, réunis au sein du Conseil Environnemental 77, afin d'avoir la même analyse des pratiques vis-à-vis de l'environnement.
Il est structuré en 7 enjeux : Eau, Sol, Air, Biodiversité, Nuisance au voisinage, Energie, Déchets.
L'accent est mis tout particulièrement sur le module Eau qui établit les risques de pollution des eaux, à la fois par les nitrates et les phytosanitaires.
Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement **avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année de l'engagement**. Le diagnostic (date de la convention de réalisation du DAEG) datant **de moins de 3 ans est valable**. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre.

Autres conditions d'éligibilité spécifique à la mesure « IF_FMVY_SGN1 » :
- avoir un IFT herbicide moyen d'exploitation sur les 2 années précédant l'engagement supérieur à 100 % de la référence territoriale ;
- **avoir au minimum 70 % au moins de votre SAU est composée de terres arables (dont les prairies temporaires). Ce taux est vérifié à partir des informations figurant dans votre déclaration PAC la première année d'engagement.**
- avoir au maximum 10 UGB.

Les terres arables correspondent aux surfaces qui dans votre dossier PAC relèvent de la catégorie de surface agricole « TA »

3.2- Conditions relatives aux éléments engagés « IF_FMVY_SGN1 »
Surface éligible : toutes les terres arables.
Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.
Seuil de contractualisation : **au moins 70 % de l'ensemble des terres arables de l'exploitation**.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_FMVY_SGN1 » sont décrites ci-dessous.

Réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement) avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional (contacter la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne) d'une durée minimale d'une journée comprenant les deux volets suivants :

Volet intensité du recours aux produits phytosanitaires » :
- calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une opération agro-environnementale zonée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation ;
- analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements au regard des données d'observation parcellaire enregistrées ;
- formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

Un abonnement à un bulletin technique (ex : Info.plaine) est préconisé.

Volet « substances à risque » :
- identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances fournie par le SRAL, dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction ;
- formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

Diversification de l'assolement à respecter sur la totalité de la SAU éligible de l'exploitation :
- Respect de la part de la culture majoritaire inférieure à 60 % en année 2 et 50 % en année 3.

- Respect du nombre de cultures différentes présentes de 4 en année 2 et 5 en année 3, sachant qu'une culture doit représenter au minimum 5 % de la SAU éligible pour être comptabilisée. Les cultures d'hiver et de printemps, les mélanges (de famille ou d'espèces) ainsi que le blé dur et le blé tendre comptent pour cultures différentes.
- Respect d'une part de légumineuses dans la SAU éligible de 5 % à partir de l'année 2. Les mélanges et associations prairiales à base de légumineuses sont comptabilisés dans cette proportion. Les surfaces de légumineuses, qui seraient comptabilisées au titre de l'obligation de présence de 5 % de SIE sur les terres arables, ne pourront pas être prises en compte pour vérifier le respect de la part de légumineuses dans la SAU éligible de 5 % en année 2.

Diversification des rotations à respecter sur la totalité de la SAU éligible de l'exploitation :

- Pour l'ensemble des céréales à paille, le retour d'une même culture annuelle deux années successives sur une même parcelle est interdit ;
- Pour les autres cultures annuelles, le retour d'une même culture deux années successives sur une même parcelle est autorisé et est interdite la 3ème année.

Pour l'ensemble de ces points, le terme de culture correspond à une culture de production (hors culture intermédiaire, couvert végétal ou culture dérobée).

Gestion économe des intrants azotés :

- Respect de l'interdiction de la fertilisation azotée de légumineuses (hormis pour les cultures légumières de plein champ).

Gestion économe des produits phytosanitaires :

Le bénéficiaire doit respecter une baisse d'indice de fréquence de traitement (IFT) en % par rapport à la référence territoriale.

Se reporter à l'annexe IFT niveau 1 (en fin de document)

L'utilisation des régulateurs de croissance est interdite sauf sur orge brassicole.

Les surfaces de maïs, tournesol, ainsi que les prairies temporaires et le gel sans production intégrés dans une rotation des cultures sont éligibles mais leur proportion dans la surface engagée **est limitée à 30 %** et prise en compte dans le calcul du montant de l'engagement unitaire. Ne faisant quasiment pas l'objet de traitements phytosanitaires hors herbicides, ces surfaces seront exclues du calcul de l'IFT. Les surfaces en prairie permanente ne sont pas éligibles.

Respecter l'IFT de référence herbicide et hors herbicide du territoire à partir de la deuxième année sur les parcelles non engagées.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversement de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de la part de la culture majoritaire inférieure à 60 % en année 2 et 50 % à partir de l'année 3	Documentaire : déclaration de surface et contrôle visuel du couvert	Déclaration de surfaces	Réversible	Principale	Seuils : par tranche de 1,5 %, en fonction de l'écart de %
Respect du nombre minimal de cultures différentes présentes de 4 en année 2 et 5 à partir de l'année 3, sachant qu'une culture doit représenter au minimum 5 % de la SAU éligible pour être comptabilisée. Les cultures d'hiver et de printemps, les mélanges (de famille ou d'espèces) ainsi que le blé dur et le blé tendre comptent pour des cultures différentes	Documentaire : déclaration de surface et contrôle visuel du couvert	Déclaration de surfaces	Réversible	Principale	Totale
Respect d'une part minimale de légumineuses dans la SAU éligible de 5 % à partir de l'année 2[1]. Les mélanges et les associations prairiales à base de légumineuses sont comptabilisés dans cette proportion.	Documentaire : déclaration de surface et contrôle visuel du couvert	Déclaration de surfaces	Réversible	Principale	Seuils : par tranche de 1,5 %, en fonction de l'écart de %
Pour l'ensemble des céréales à paille : interdiction du retour d'une même culture annuelle deux années successives sur une même parcelle	Documentaire : déclaration de surface	Déclaration de surfaces	Réversible	Principale	Seuils : par tranche de 1,5 %, en fonction de l'écart de %
Pour les autres cultures[2] annuelles : interdiction du retour d'une même culture sur une même parcelle plus de deux années successives	Documentaire : déclaration de surface	Déclaration de surfaces	Réversible	Principale	Seuils : par tranche de 1,5 %, en fonction de l'écart de %
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles engagées de l'exploitation (cf. annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[3] + Feuille de calcul des IFT Herbicides et Hors-herbicide + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[4]
Respect de l'IFT « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles engagées de l'exploitation (cf. annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)			Réversible	Principale	A seuils[4]

Obligations du cahier des	Contrôles		Sanctions		
Sur l'ensemble des parcelles engagées dans la mesure Respect de l'interdiction de régulateurs de croissance sauf sur orge brassicole	Vérification de l'absence de régulateurs de croissance dans le cahier d'enregistrement	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires+ Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Secondaire	Totale[4]
Respect de l'IFT « herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles éligibles non engagées	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[3] + Feuille de calcul des IFT Herbicides et Hors-herbicide + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Secondaire	A seuils[4]
Respect de l'IFT « hors-herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles éligibles non engagées			Réversible	Secondaire	A seuils[4]
Appui technique sur la gestion de l'azote portant notamment sur le fractionnement des apports et la maîtrise des risques des fuites de nitrates lors des périodes d'intercluture	Vérification de l'existence de l'attestation	Attestation de prestation	Réversible	Secondaire	Totale
Respect de l'interdiction de la fertilisation azotée de légumineuses, (hormis pour les cultures légumières de plein champ).	Documentaire : cahier d'enregistrement de fertilisation et Contrôle visuel du couvert	Cahier d'enregistrement de fertilisation[5]	Réversible	Secondaire	Totale
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des	Contrôles		Sanctions		

1 **Les surfaces de légumineuses qui seraient comptabilisées au titre de l'obligation de présence de 5 % de SIE sur les terres arables ne pourront pas être prises en compte pour vérifier le respect d'une part de légumineuses dans la SAU éligible de 5 % en année 2 (et selon la valeur fixée régionalement, jusqu'à 10 % en année 3).**

2 Pour la diversité des rotations, le terme de culture correspond à une culture de production (hors culture intermédiaire, couvert végétal ou culture dérobée).

3 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.
Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

4 **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale**

5 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.
Pour toute utilisation de produit fertilisant doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date d'application.

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de Seine-et-Marne

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « MAEC Eau - Système grandes cultures - niveau 2 » «IF_FMVY_SGN2»

du territoire « Fosse de Melun – Basse Vallée de l'Yerres »

Campagne 2016

Listes des mesures unitaires engagées : PHYTO_01
SGC_2

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette mesure est d'accompagner le changement durable de pratiques sur l'ensemble du système d'exploitation et d'améliorer sur le long terme leur performance environnementale globale. Cette mesure doit permettre de prendre en compte l'ensemble des enjeux environnementaux (eau, sol, biodiversité ordinaire, paysage, climat). Elle cible les exploitations orientées en grandes cultures à dominante céréalière et/ou oléo protéagineux.
Cette mesure répond aux enjeux de l'Aire d'Alimentation des Captages de la Fosse de Melun et de la Basse Vallée de l'Yerres, pour accompagner le changement des pratiques agricoles afin de lutter contre les pollutions par les produits phytosanitaires.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 206,96 € par hectare engagé** est versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1- Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.
Seules les exploitations dont **50 % de la SAU au minimum sont situés sur le territoire en année 1** sont éligibles.

De plus, pour être éligible**,** le demandeur doit réaliser **un diagnostic global d'exploitation** afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.
Le diagnostic d'exploitation à réaliser est le **Diagnostic Agro-Environnemental Géographique (DAEG)** adapté au contexte de Seine-et-Marne, proposé par la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne. Cette méthode a été élaborée par Agro-Transfert et ses partenaires dans le cadre d'un programme de recherche et développement financé par le Conseil régional de Picardie et l'ADEME.
Cet outil a été choisi car il a été retenu par l'ensemble des acteurs agricoles, réunis au sein du Conseil Environnemental 77, afin d'avoir la même analyse des pratiques vis-à-vis de l'environnement.
Il est structuré en 7 enjeux : Eau, Sol, Air, Biodiversité, Nuisance au voisinage, Energie, Déchets.
L'accent est mis tout particulièrement sur le module Eau qui établit les risques de pollution des eaux, à la fois par les nitrates et les phytosanitaires.
Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement **avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année de l'engagement**. Le diagnostic (date de la convention de réalisation du DAEG) datant **de moins de 3 ans est valable**. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre.

Autres conditions d'éligibilité spécifique à la mesure « IF_FMVY_SGN2 » :

- **avoir au minimum 70 % au moins de votre SAU est composée de terres arables (dont les prairies temporaires). Ce taux est vérifié à partir des informations figurant dans votre déclaration PAC la première année d'engagement.**
- avoir au maximum 10 UGB.

Les terres arables correspondent aux surfaces qui dans votre dossier PAC relèvent de la catégorie de surface agricole « TA »

3.2- Conditions relatives aux éléments engagés « IF_FMVY_SGN2 »

Surface éligible : toutes les terres arables.
Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.
Seuil de contractualisation : **au moins 70 % de l'ensemble des terres arables de l'exploitation**.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_FMVY_SGN2 » sont décrites ci-dessous.

Réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement) avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional (contacter la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne) d'une durée minimale d'une journée comprenant les deux volets suivants :

Volet intensité du recours aux produits phytosanitaires » :

- calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une opération agroenvironnementale zonée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation ;
- analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements au regard des données d'observation parcellaire enregistrées ;
- formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

Un abonnement à un bulletin technique (ex : Info.plaine) est préconisé.

Volet « substances à risque » :

- identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction fournie par le SRAL ;
- formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

Diversification de l'assolement à respecter sur la totalité de la SAU éligible de l'exploitation :

- Respect de la part de la culture majoritaire inférieur à 60 % en année 2 et 50 % en année 3.

- Respect du nombre de cultures différentes présentes de 4 en année 2 et 5 en année 3, sachant qu'une culture doit représenter au minimum 5 % de la SAU éligible pour être comptabilisée. Les cultures d'hiver et de printemps, les mélanges (de famille ou d'espèces) ainsi que le blé dur et le blé tendre comptent pour cultures différentes.
- Respect d'une part de légumineuses dans la SAU éligible de 5 % à partir de l'année 2. Les mélanges et associations prairiales à base de légumineuses sont comptabilisés dans cette proportion. Les surfaces de légumineuses qui seraient comptabilisées au titre de l'obligation de présence de 5 % de SIE sur les terres arables ne pourront pas être prises en compte pour vérifier le respect de la part de légumineuses dans la SAU éligible de 5 % année 2.

Diversification des rotations à respecter sur la totalité de la SAU éligible de l'exploitation :

- Pour l'ensemble des céréales à paille, le retour d'une même culture annuelle deux années successives sur une même parcelle est interdit ;
- Pour les autres cultures annuelles, le retour d'une même culture deux années successives sur une même parcelle est autorisé et est interdite la 3ème année.

Pour l'ensemble de ces points, le terme de culture correspond à une culture de production (hors culture intermédiaire, couvert végétal ou culture dérobée).

Gestion économe des intrants azotés :

- Respect de l'interdiction de la fertilisation azotée de légumineuses (hormis pour les cultures légumières de plein champ).

Gestion économe des produits phytosanitaires :

Le bénéficiaire doit respecter une baisse d'indice de fréquence de traitement (IFT) en % par rapport à la référence territoriale.

Se reporter à l'annexe IFT niveau 2 (en fin de document)

Respecter l'IFT de référence herbicide et hors herbicide du territoire à partir de la deuxième année sur les parcelles non engagées.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversement de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de la part de la culture majoritaire inférieure à 60 % en année 2 et 50 % à partir de l'année 3	Documentaire : déclaration de surface et contrôle visuel du couvert	Déclaration de surfaces	Réversible	Principale	Seuils : par tranche de 1,5 %, en fonction de l'écart de %
Respect du nombre minimal de cultures différentes présentes de 4 en année 2 et 5 à partir de l'année 3, sachant qu'une culture doit représenter au minimum 5 % de la SAU éligible pour être comptabilisée. Les cultures d'hiver et de printemps, les mélanges (de famille ou d'espèces) ainsi que le blé dur et le blé tendre comptent pour des cultures différentes	Documentaire : déclaration de surface et contrôle visuel du couvert	Déclaration de surfaces	Réversible	Principale	Totale
Respect d'une part minimale de légumineuses dans la SAU éligible de 5 % à partir de l'année 2[1]. Les mélanges et les associations prairiales à base de légumineuses sont comptabilisés dans cette proportion.	Documentaire : déclaration de surface et contrôle visuel du couvert	Déclaration de surfaces	Réversible	Principale	Seuils : par tranche de 1,5 %, en fonction de l'écart de %
Pour l'ensemble des céréales à paille : interdiction du retour d'une même culture annuelle deux années successives sur une même parcelle	Documentaire : déclaration de surface	Déclaration de surfaces	Réversible	Principale	Seuils : par tranche de 1,5 %, en fonction de l'écart de %
Pour les autres cultures2 annuelles : interdiction du retour d'une même culture sur une même parcelle plus de deux années successives	Documentaire : déclaration de surface	Déclaration de surfaces	Réversible	Principale	Seuils : par tranche de 1,5 %, en fonction de l'écart de %
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles engagées de l'exploitation (cf. annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires3 + Feuille de calcul des IFT Herbicides et Hors-herbicide + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils4
Respect de l'IFT « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles engagées de l'exploitation (cf. annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)			Réversible	Principale	A seuils4

Obligations du cahier des charges à	Contrôles		Sanctions		
Sur l'ensemble des parcelles engagées dans la mesure Respect de l'interdiction de régulateurs de croissance sauf sur orge brassicole	Vérification de l'absence de régulateurs de croissance dans le cahier d'enregistrement	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires+ Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Secondaire	Totale4
Respect de l'IFT « herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles éligibles non engagées	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[1] + Feuille de calcul des IFT Herbicides et Hors-herbicide + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Secondaire	A seuils4
Respect de l'IFT « hors-herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles éligibles non engagées			Réversible	Secondaire	A seuils4
Appui technique sur la gestion de l'azote portant notamment sur le fractionnement des apports et la maîtrise des risques des fuites de nitrates lors des périodes d'interculture	Vérification de l'existence de l'attestation	Attestation de prestation	Réversible	Secondaire	Totale
Respect de l'interdiction de la fertilisation azotée de légumineuses, (hormis pour les cultures légumières de plein champ).	Documentaire : cahier d'enregistrement de fertilisation et Contrôle visuel du couvert	Cahier d'enregistrement de fertilisation5	Réversible	Secondaire	Totale
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu.	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à	Contrôles		Sanctions		
	L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.				

1 **Les surfaces de légumineuses qui seraient comptabilisées au titre de l'obligation de présence de 5 % de SIE sur les terres arables ne pourront pas être prises en compte pour vérifier le respect d'une part de légumineuses dans la SAU éligible de 5 % en année 2 (et selon la valeur fixée régionalement, jusqu'à 10 % en année 3).**

2 Pour la diversité des rotations, le terme de culture correspond à une culture de production (hors culture intermédiaire, couvert végétal ou culture dérobée).

3 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.
Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

4 **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale.**

5 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.
Pour toute utilisation de produit fertilisant doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date d'application.

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de Seine-et-Marne

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « MAEC Eau - Zéro phyto » «IF_FMVY_LG02» Cultures légumières du territoire « Fosse de Melun – Basse Vallée de l'Yerres »

Campagne 2016

Listes des mesures unitaires engagées : PHYTO_01
PHYTO_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette opération vise à supprimer l'utilisation de traitements phytosanitaires de synthèse (sauf traitement localisé, conforme à l'éventuel arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et traitements pour la lutte obligatoire définis par arrêté pris au titre de l'article L.251-8 du code rural). Cette interdiction concerne également l'interculture en grandes cultures et en cultures légumières de plein champ. Les produits phytosanitaires dont l'emploi est autorisé en agriculture biologique sont en revanche autorisés (ex : substances actives minérales telles que le cuivre, le soufre, ou substances organiques naturelles).
Cette opération diffère d'une conversion à l'agriculture biologique, dans la mesure où les engrais de synthèse sont autorisés.
Cette mesure répond aux enjeux de l'Aire d'Alimentation des Captages de la Fosse de Melun et de la Basse Vallée de l'Yerres, pour accompagner le changement des pratiques agricoles afin de lutter contre les pollutions par les produits phytosanitaires.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 185,95 € par hectare engagé** est versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1- Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Pour être éligible, le demandeur doit réaliser **un diagnostic global d'exploitation** afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.
Le diagnostic d'exploitation à réaliser est le **Diagnostic Agro-Environnemental Géographique (DAEG)** adapté au contexte de Seine-et-Marne, proposé par la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne. Cette méthode a été élaborée par Agro-Transfert et ses partenaires dans le cadre d'un programme de recherche et développement financé par le Conseil régional de Picardie et l'ADEME.
Cet outil a été choisi car il a été retenu par l'ensemble des acteurs agricoles, réunis au sein du Conseil Environnemental 77, afin d'avoir la même analyse des pratiques vis-à-vis de l'environnement.
Il est structuré en 7 enjeux : Eau, Sol, Air, Biodiversité, Nuisance au voisinage, Energie, Déchets.
L'accent est mis tout particulièrement sur le module Eau qui établit les risques de pollution des eaux, à la fois par les nitrates et les phytosanitaires.
Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement **avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année de l'engagement**. Le diagnostic (date de la convention de réalisation du DAEG) datant **de moins de 3 ans est valable**. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre.

3.2- Conditions relatives aux éléments engagés « IF-FMVY_LG02 »
Cultures éligibles : **cultures légumières de plein champ**.
Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.
Coefficient d'étalement : **l'interdiction de traitement herbicide de synthèse portera sur au moins 50 % de la surface totale engagée**.
Seuil de contractualisation : **au moins 30 % des surfaces de l'exploitation** couvertes par les cultures éligibles **présentes dans le territoire.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_FMVY_LG02 » sont décrites ci-dessous.

Réalisation d'un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement) avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional (contacter la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne) d'une durée minimale d'une journée comprenant les deux volets suivants :

Volet intensité du recours aux produits phytosanitaires » :
- calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une opération agro-environnementale zonée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation ;
- analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements au regard des données d'observation parcellaire enregistrées ;
- formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

Volet « substances à risque » :
- identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances, fournie par le SRAL, dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction ;
- formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

Absence de traitement phytosanitaire de synthèse sur au moins 50 % des surfaces engagées (sauf traitement localisé conforme à l'éventuel arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et traitement pur lutte obligatoire définis par arrêté pris au titre de l'article L251-8 du code rural).

Enregistrement des pratiques alternatives.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversement de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence de traitement phytosanitaire de synthèse [sur au minimum 50 % de la surface engagée] (sauf traitement localisé, conforme à l'éventuel arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et traitements pour la lutte obligatoire définis par arrêté pris au titre de l'article L.251-8 du code rural)	Sur place Visuel (absence de traces d'herbicide) et documentaire	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires et des pratiques alternatives1	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des pratiques alternatives	Sur place Documentaire	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires et des pratiques alternatives	Réversible	Secondaire	Totale
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale

1 Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :
- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

Les traitements localisés autorisés correspondent à ceux visés par l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006, relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert herbacé » « IF_FMVY_HE34 »

du territoire « FOSSE DE MELUN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure: - COUVER_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou des parties des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage).

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 412 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), les cultures pérennes ou qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Déclaration de surface : Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente »**

La taille minimale ou maximale des parcelles

- Parcelles **entières :** minimum 10 ares, 5 m de large
- Bandes : minimum 10 m de large**, (En bordures de cours d'eau et en zone vulnérable, la largeur minimale passe à 5 m, dans la mesure où une bande d'au moins 5 m est déjà existante et permet la création d'une bande enherbée finale d'au moins 10 m de large.)**
- **Si le couvert est implanté en bordure d'élément paysager (haies, bosquets, mares, fossés), la largeur minimum sera de 3 m, si possible de part et d'autre de l'élément paysager si la maîtrise du foncier le permet.**

- **Mesure fixe** : L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

- **Localisation pertinente**
  - bassin d'alimentation des captages
  - bords de cours d'eau, fossés
  - fonds de talweg
  - ruptures de pente
  - division du parcellaire
  - continuités écologiques
  - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)

- parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

Couvert éligible :

- **Liste d'espèces autorisées en couvert environnemental au titre des BCAE**
- **Liste d'espèces ci-dessous (légumineuses pures interdites : mélange avec une autre famille obligatoire)**

GRAMINEES

- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_FMVY_HE34 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**
  - Le couvert devra être en place sur les parcelles engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement
- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date)

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés : (cf. liste espèces ci-dessus)	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter les largeurs minimales définies localement du couvert herbacé pérenne	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Tenir un cahier d'enregistrement des interventions (type d'intervention, localisation et date)	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Si la localisation est imposée en bordure d'un élément paysager maintien de celui-ci.	Sur place		Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

à la date d'engagement, c'est-à-dire au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;

à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de haie » « IF_FMVY_HA01 »

du territoire « Fosse de Melun – Basse Vallée de l'Yerres »

Campagne 2015

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_01

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des haies, localisées de manières favorable au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent en fonction du type de haie présente afin d'assurer le renouvellement et la pérennité des haies.

Les haies ont de multiples fonctions environnementales. En effet, elles constituent un obstacle physique qui diminue la vitesse des ruissellements ainsi que celle du vent, limitant ainsi le transport des particules solides (limons et sables), des éléments fertilisants et des matières actives (objectifs de lutte contre l'érosion et d'amélioration de la qualité des eaux). Le réseau racinaire dense, puissant et profond des ligneux composants la haie remonte les éléments minéraux ayant migré en profondeur (objectif protection de l'eau), favorise l'infiltration des eaux en excès et stabilise le sol (objectifs de lutte contre les risques naturels et contre l'érosion). Les haies sont également des écosystèmes à part entière, lieux de vie, d'abri, de reproduction de nombreuses espèces animales et végétales inféodées à ce type de milieu (objectif de maintien de la biodiversité, trame verte et bleue). Par ailleurs, les haies contribuent efficacement au stockage de carbone.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0,36€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Haies éligibles : Haies, basses ou hautes, localisées de manière pertinente, définies lors du diagnostic. Les haies devront être composées majoritairement des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier terminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

Arbustes	
Nom français	**Nom scientifique**
Aubépine épineuse	*Crataegus laevigata*
Aubépine monogyne	*Crataegus monogyna*
Bourdaine	*Frangula alnus*
Buis	*Buxus sempervirens*
Camerisier à balai	*Lonicera xylosteum*
Cassis	*Ribes nigrum*
Cerisier Sainte Lucie	*Prunus mahaleb*
Cornouiller sanguin	*Cornus sanguinea*
Cornouiller mâle	*Cornus mas*
Coudrier	*Corylus avellana*
Framboisier	*Rubus idaeus*
Fusain d'Europe	*Euonymus europaeus*
Genêt à balais	*Cytisus scoparius*
Genévrier commun	*Juniperus communis*
Groseillier rouge	*Ribes rubrum*
Groseillier à maquereau	*Ribes uva-crispa*
Houx	*Ilex aquifolium*
If commun	*Taxus baccata*
Lierre	*Hedera helix*
Néflier	*Mespilus germanica*
Nerprun purgatif	*Rhamnus cathartica*
Prunellier	*Prunus spinosa*
Ronce sp	*Rubus sp*
Rosier des chiens	*Rosa canina*
Saule cendré	*Salix cinerea*
Saule pourpre	*Salix purpurea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Sureau rouge	*Sambucus racemosa*
Troène vulgaire	*Ligustrum vulgare*
Viorne lantane	*Viburnum lantana*
Viorne obier	*Viburnum opulus*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_FMVY_HA01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - le type de taille : **taille sur les 2 côté(s) de la haie.**
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage, …

- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
  - Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la haie engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Respect des périodes d'interventions	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches *(cf. ci-dessus)*	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La **tenue du cahier d'enregistrement** des interventions constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien des ripisylves » « IF_FMVY_RI01 »

du territoire « Fosse de Melun – Basse Vallée de l'Yerres »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des ripisylves au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique et floristique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

La ripisylve est une zone de transition entre les milieux aquatique et terrestre, elle est localisée en bordure de cours d'eau. Elle est composée de différentes strates (herbacée, arbustive, arborée) permettant d'assurer divers rôles : habitats naturels (terrestres et aquatiques avec notamment des zones d'eau fraîche et calme : rôle de la ripisylve dans la dissipation du courant), corridors écologiques (trame verte et bleue), filtration et épuration des eaux de ruissellement, protection des berges contre l'érosion, régulation climatique (notamment zones d'ombrage et stockage du carbone), etc. Elle joue par ailleurs les mêmes rôles qu'une haie arbustive ou arborée en matière de protection contre le ruissellement et l'érosion, en faveur de la qualité des eaux (limitation des transferts) et du maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées).
Un entretien non intensif de ce milieu permet le maintien des différentes strates et d'une végétation variée assurant tous ces rôles.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 1,01 €/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités**

versées.

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

1. **Ripisylves éligibles** : localisées de manière pertinente, définies lors du diagnostic. Les ripisylves devront être majoritairement composés des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Charme	*Carpinus betulus*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*

Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Tremble	*Populus tremula*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_FMVY_RI01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années ;
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuses, tronçonneuse, scie d'élagage…

Côté parcelle : même taille que pour une haie
Côté cours d'eau : un élagage doux afin d'apporter un peu de lumière sur le cours d'eau
Dégagement mécanique au pied des jeunes arbres pour les boisements en cours de constitution

Gestion des arbres morts et des branches mortes du côté du cours d'eau :
- les enlever lorsque ceux-ci sont susceptibles de créer des embâcles ;
- Le dessouchage est interdit.

Gestion des embâcles :
- ne pas dégrader la berge et la végétation riveraine, dans la mesure du possible ;

- travailler le moins possible avec des engins dans le lit du cours d'eau afin de ne pas perturber les habitats aquatiques.

- **Période d'intervention**
  - Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars ;
  - Enlèvement des embâcles et entretien du lit hors période de fraies : du 1er aout ou 31 octobre ;
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la ripisylve engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation de la taille des arbres entre le 1er octobre au 1er mars Réalisation de l'enlèvement des embâcles et de l'entretien du lit du cours d'eau entre le 1er aout et le 31 octobre	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.
, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de talus enherbés » « IF_FMVY_TL01 »

du territoire « Fosse de Melun – Basse Vallée de l'Yerres »

Campagne 2015

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de préserver les talus existants et leurs continuités.
Les talus constituent un obstacle physique aux ruissellements et répondent ainsi à l'objectif de protection de la qualité des eaux et de lutte contre l'érosion des sols. Leur efficacité n'est réelle que s'ils sont localisés de manière pertinente et qu'il existe une continuité de ces structures sur les zones à risques.
Par ailleurs, ces parties non cultivées de la parcelle constituent des zones d'abri et de développement pour la flore et la faune auxiliaire, lorsqu'ils sont entretenus mécaniquement à des périodes adaptées. Cette opération contribue donc aussi au maintien de la biodiversité.
C'est pourquoi cette opération contient des éléments relatifs aux conditions d'entretien des talus compatibles avec la préservation de la biodiversité, même si les zones de mise en œuvre sont celles identifiées essentiellement par rapport à l'enjeu de préservation de la qualité des eaux.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0,42€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

2. **Talus éligibles** : Talus présent sur terres arables ou cultures pérennes au sein de zones identifiées pour leur risque érosif au regard du diagnostic de territoire et du SRCE, les ruptures de pente, les fonds de talweg, les corridors ou les habitats d'espèces pour l'enjeu biodiversité.

Les talus de bordure de parcelles ne répondant pas à l'objectif de protection des eaux contre le ruissellement ne sont pas éligibles.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_FMVY_TL01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - Maintenir un couvert herbacé permanent : pas de sol nu, ni de retournement
  - Réaliser un entretien annuel par fauche ou broyage
  - Absence de brûlage du talus
  - Intervention **INTERDITE** du 1er avril au 31 août.
- **Produits phytosanitaires**

  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Maintenir un couvert herbacé permanent (pas de sol nu ni de retournement)	Sur place		Réversible	Principale	A seuil
Absence d'intervention mécanique entre le 1er avril au 31 août	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Réalisation d'un entretien annuel par fauche ou broyage (hors périodes d'interdiction)	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Absence de brûlage sur le talus	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien des fossés et rigoles de drainage et d'irrigation, des fossés et canaux en marais, et des béalières » « IF_FMVY_FO01 »

du territoire « Fosse de Melun – Basse Vallée de l'Yerres »

Campagne 2015

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de réaliser un entretien des fossés et rigoles de drainage et d'irrigation, des fossés et canaux en marais, et des béalières (la béalière est un canal construit à partir de la rivière, formant une déviation et un cours d'eau secondaire, avec une pente plus faible que la pente moyenne de la rivière) permettant de maintenir leurs flancs végétalisés et une expression favorable de la biodiversité.

Les fossés, lorsque leurs flancs sont végétalisés, jouent un rôle épurateur des eaux d'écoulement (surface de filtration et d'infiltration des eaux). Le maintien du maillage de fossés et rigoles dans ces conditions d'entretien permet d'assurer un bon cheminement de l'eau et ainsi une bonne alimentation en eau des parcelles situées en aval.

Lorsqu'ils sont entretenus de manière strictement mécanique à des dates favorables à la biodiversité (en évitant le sur-entretien), ils peuvent également constituer des zones de développement d'une flore spécifique et constituent des lieux de vie d'abri et de reproduction de nombreuses espèces animales (avifaune, petits mammifères), dans un objectif de maintien de la biodiversité (trame verte et bleue).

En marais, le réseau hydraulique est particulièrement dense (100 à 300 ml/ha). Il conditionne selon les saisons, le caractère inondable, le taux d'humidité mais aussi le drainage des compartiments hydrauliques homogènes. Il nécessite surtout une bonne connexité (capacité hydraulique au déconfinement et aptitude à jouer un rôle de corridor aquatique écologique). L'engagement de curage du fossé réalisé dans de bonnes conditions permet de rajeunir des milieux confinés, d'initier un nouveau cycle de développement biologique et de retrouver la capacité hydraulique du réseau. Il s'agit ainsi d'éviter le comblement et donc de maintenir ou de restaurer leurs fonctionnalités écologiques et hydrologiques (rôle de tampons et filtres).

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 1,29€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

1. **Fossés éligibles : Fossés et rigoles de drainage et/ou d'irrigation, béalières, canaux tertiaires** alimentant les parcelles agricoles. Dans tous les cas, seuls les ouvrages non maçonnés et végétalisés sont éligibles. De même, les structures hydrauliques faisant l'objet d'une association syndicale autorisée (ASA) ne sont pas éligibles (travaux réalisés par l'ASA et non l'exploitant agricole). Les cours d'eau sont exclus.

Les ouvrages éligibles seront définis lors du diagnostic.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_FMVY_FO01 » sont décrites ci-dessous :

Un plan de gestion sera établi pour chaque type d'ouvrage
Il précisera les modalités d'entretien et le cas échéant de réhabilitation de fossés engagés :

- les modalités d'entretien mécanique du fossé assurant le bon écoulement de l'eau. En particulier :
  - seront exclues toutes les interventions devant participer à l'assèchement des milieux humides alentours (prairies, tourbières...) ;
  - pour les fossés en marais, le plan de gestion devra veiller à respecter la stabilité des berges et de la ceinture végétale, le curage vieux fond / vieux bords, le principe de mosaïque en conservant des fossés et canaux d'âges différents favorables à la biodiversité, et à conserver les échanges entre parcelles inondables et réseaux de fossés et canaux.

- les méthodes de lutte manuelle et/ou mécanique contre la prolifération de la végétation allochtone envahissante (Jussie, Myriophylle du Brésil, ... sur la base de la liste des espèces allochtones, publiée par le Ministère en charge de l'Écologie dans le cadre des décrets d'application de la loi "développement des territoires ruraux" de février 2005.) : liste des espèces envahissantes visées, description des méthodes d'élimination (destruction chimique interdite. En marais, le faucardage des fossés pour l'élimination des végétaux allochtones envahissants sera interdit.), périodes de destruction et outils à utiliser.

- les devenirs des produits du curage, et le cas échéant, les modalités d'exportation des produits de curage et de faucardage.

- la période pendant laquelle l'entretien du fossé doit être réalisé, en dehors des périodes de reproduction de la faune et de la flore.

- la périodicité de cet entretien (réalisation possible par tiers de linéaire engagé sur 3 ans), **2 entretiens sur les 5 ans sont demandés.**

- les conditions éventuelles de brûlage des produits de curage et de faucardage, si celui-ci est autorisé. Dans tous les cas, il doit être conforme à la réglementation et réalisé en dehors des périodes de reproduction de la faune (en particulier de l'avifaune).

- les conditions éventuelles de recalibrage pour les canaux d'irrigation dans le respect du gabarit initial (le recalibrage des fossés et rigoles est quant à lui interdit).

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement au type d'ouvrage engagé	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période définie	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Absence de recalibrage et redressement des fossés et rigoles Le cas échéant : recalibrage autorisé dans la limite du gabarit initial (restauration)	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien de zones refuges pour la faune » « IF_FMVY_HE15 »

du territoire « Fosse de Melun – Basse Vallée de l'Yerres »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont de renforcer la biodiversité fonctionnelle et de participer à la reconquête de la qualité de l'eau en diminuant l'utilisation d'intrants.

Cette opération vise prioritairement à limiter le développement des bio-agresseurs des cultures et l'intensité d'utilisation des produits phytosanitaires, en aménageant un maillage de zones de régulation écologique (ZRE) composées de bandes enherbées ou de jachères, si possible en continuité avec d'autres éléments paysagers présents sur le parcellaire (haies, bosquets, …). Ces zones de régulation écologique constituent des réservoirs d'auxiliaires des cultures, dont l'efficacité est accrue par la limitation de la taille des parcelles culturales bordées par les ZRE.

En effet, les ZRE devant être localisées en rupture de parcelles culturales ou entre deux parcelles culturales contiguës de taille limitée, les auxiliaires peuvent agir au cœur des parcelles culturales et réduire ainsi la pression des ravageurs sur les cultures. La localisation de ces ZRE devra être cohérente avec le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et les Trames vertes et bleues (TVB).

Ces zones constituent plus généralement des zones refuges pour l'ensemble de la petite faune de plaine, dans un objectif de préservation de la biodiversité.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 390,94 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), les cultures pérennes ou qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Déclaration de surface : Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie »** ou en **« jachère »**

La taille minimale ou maximale des parcelles :

- **Largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m** pour chaque ZRE
- Les ZRE doivent être **implantées :**
  1. **entre 2 parcelles culturales contiguës ou en rupture de parcelles culturales**, de manière à ce que la taille des parcelles culturales n'excède pas 15 ha au maximum et que la distance entre deux ZRE n'excède pas 300 m.
  2. **Dans la continuité d'autres éléments du paysage** (haies, talus, fossés, lisières de bois et bosquets…). Ces éléments constituent des ZRE naturelles, qui pourront être renforcées par la création de bandes herbacées d'une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m.
- Respecter la **taille maximale de 15 ha** de chaque **parcelle culturale** bordée d'une ZRE.

2. Mesure fixe : L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

Couvert éligible (non récoltés) :

- **Liste d'espèces autorisées en jachère ou en prairies**
- **Liste d'espèces ci-dessous (pur ou en mélange)**

- **C**ultures cynégétiques
- Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures

GRAMINEES

- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

AUTRES

- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Phacélie
- Radis fourrager

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_FMVY_HE15 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - Absence d'intervention mécanique du **1er mai au 31 juillet** pour les couverts en place.
- Récolte **INTERDITE**
- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.
- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.
- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement **:** type d'interventions, localisation, date, outils

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place une ou plusieurs ZRE localisées de façon pertinente, en fonction du diagnostic de territoire et/ou d'exploitation (distance maximale entre deux ZRE de 300m)	Sur place : visuel et documentaire	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation	Définitif	Principale	Totale
Respecter une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m pour chaque ZRE	Sur place		Réversible	Principale	A seuil : écart de largeur en anomalie
Respecter la taille maximale de 15 hectares de chaque parcelle culturale bordée d'une ZRE.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Mettre en place les couverts autorisés sur les ZRE : *cf : liste d'espèces ci-dessus* ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Factures d'achat de semis selon les cas, et cahier d'enregistrement	Réversible	Principale	Totale
Enregistrer les interventions d'entretien sur les ZRE	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'intervention mécanique sur les ZRE du 1er mai au 31 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et programme de travaux d'entretien et éventuelles factures (si prestations)	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'avance/de retard (5 / 10 / 15 jours)

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respecter l'interdiction de traitement phytosanitaire sur les ZRE	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation initiale de la ZRE	Administratif et sur place		Définitif	Principale	Totale
Respecter la l'interdiction des apports azotés (minéral et organique)	Sur place : documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

➢ à la date d'engagement, c'est-à-dire au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
➢ à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert d'intérêt faunistique ou floristique » « IF_FMVY_HE16 »

du territoire « Fosse de Melun – Basse Vallée de l'Yerres »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure: COUVER_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de remplacer des surfaces cultivées en grandes cultures par un couvert favorable :

- aux oiseaux de plaine à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
- aux insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Il s'agit ainsi de créer ce type de couvert sur des surfaces supplémentaires par rapport aux couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 600,00 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), les cultures pérennes ou qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Déclaration de surface : Une fois implantée, la parcelle devra être déclarée avec le code correspondant au couvert mis en place.

La taille minimale ou maximale des parcelles

- Parcelles **entières :** minimum 10 ares
- Bandes : minimum 10 m de large**, (le cas échéant, 10 m en moyenne sur la longueur de la bande)**

1. **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**.

Couvert éligible : (non récolté et non pâturé)

À sélectionner en fonction des exigences biologiques des espèces à préserver

- **Cultures annuelles à fort intérêt**
- **Mélange graminées-légumineuses**
- **Légumineuses**
- **Cultures cynégétiques**
- **Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures (plantes messicoles notamment)**

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés

- Moha
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien
- Autres graminées à valider lors du diagnostic

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne
- Autres légumineuses à valider lors du diagnostic

AUTRES
- Achillée millefeuille
- Avoine
- Bleuet des champs
- Carotte sauvage
- Centaurée jacée
- Chicorée sauvage
- Compagnon rouge / Silène dioïque
- Cumin des prés
- Marguerite
- Mauve sylvestre
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Onagre bisannuelle
- Phacélie
- Radis fourrager
- Sarrasin
- Sauge des prés
- Tanaisie en corymbe
- Autres plantes à valider lors du diagnostic

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

Couverts mellifères recommandés pour insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures :
(*Mélanges commerciaux*)

Couvert "Seda-miel 1" :
(sol acide frais – pH < 6,5)

- Mélilot	30 %
- Lotier corniculé	20 %
- Trèfle hybride	15 %
- Trèfle d'Alexandrie	15 %
- Trèfle violet	10 %
- Phacélie	10 %

Couvert "Seda-miel 2" :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)

- Sainfoin	60 %
- Mélilot	25 %
- Trèfle violet	5 %
- Minette	5 %
- Phacélie	5 %

Couvert "Pronectar TP " :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)

- Sainfoin	60 %
- Mélilot	10 %
- Trèfle de Perse	10 %
- Trèfle violet	10 %
- Phacélie	10 %

Couvert "Méliflore 1" :
(sol acide frais – pH < 6,5)

- Trèfle hybride	45 %
- Trèfle violet	30 %
- Trèfle blanc	10 %
- Trèfle d'Alexandrie	10 %
- Phacélie	5 %

Couvert "Méliflore 2" :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)

- Sainfoin	60 %
- Mélilot	20 %
- Trèfle violet	10 %
- Minette	5 %
- Phacélie	5 %

Couvert "Prochasse" :

- Ray-grass Anglais	30 %
- Trèfle violet	30 %
- Trèfle de Perse	20 %
- Phacélie	20 %

Couvert "biodiversité" :
- Achillée millefeuille
- Avoine
- Cumin des prés
- Bleuet des champs
- Centaurée jacée
- Chicorée sauvage
- Carotte sauvage
- Sarrasin
- Marguerite
- Lotier corniculé
- Mauve sylvestre
- Onagre bisannuelle
- Sainfoin
- Phacélie
- Sauge des prés
- Compagnon rouge / Silène dioïque
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Tanaisie en corymbe

Couverts cynégétiques :
(Exemple de couverts soumis à variation selon les exigences biologiques des espèces et les types de sols)
- Millet – sarrasin – moha – navette
- Avoine – choux – sarrasin
- Dactyle – trèfle violet
- Dactyle – luzerne
- Chou fourrager – fétuque des prés
- Vesce – avoine
- Seigle fourrager – vesce
- Mélilot
- Millet – sorgho
- Seigle forestier – trèfle sp.
- Maïs – millet
- Maïs – sarrasin
- Maïs – sorgho
- Maïs – avoine
- Chou – moha – sarrasin
- Tournesol – pois
- Tournesol – féveroles
- Tournesol – sorgho
- Tournesol – chou fourrager
- Tournesol – moutarde

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_FMVY_HE16 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **Récolte et pâturage INTERDITS**
  - Absence d'intervention mécanique du **15 avril au 15 janvier** de l'année suivante pour les couverts en place.

- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

Toutefois afin de permettre une bonne implantation des couverts, il n'est permis de fertiliser que lors des premiers stades de développement du couvert.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : *(cf. liste d'espèces ci-dessus)* ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou parcelles entières minimum de 0,10 ha	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 15 avril et le 15 janvier de l'année n+1	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- à la date d'engagement, c'est-à-dire au **15 mai** de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
- à titre dérogatoire : au plus tard **le 20 septembre** de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en **cultures d'hiver** au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Amélioration des jachères » « IF_FMVY_HE17 »

du territoire « Fosse de Melun – Basse Vallée de l'Yerres »

Campagne 2015

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_08

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération vise à inciter les exploitants agricoles à améliorer la localisation de leurs parcelles en jachère agricole ainsi que le choix des couverts à y implanter :

- sur des territoires à enjeu « eau », afin de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) ;
- sur les territoires à enjeu « biodiversité » pour répondre aux exigences spécifiques :
  - d'une espèce ;
  - d'un groupe d'espèces à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
  - au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Cette opération permet de localiser les jachères agricoles de manière pertinente par rapport à l'enjeu environnemental visé (eau ou biodiversité), d'améliorer le couvert présent et la gestion des intrants. L'exploitant n'a plus comme seul critère celui de localiser ces surfaces de jachère agricole sur les zones les moins productives et/ou les plus difficiles d'accès.
Par ailleurs, en règle générale, les jachères agricoles sont constituées des repousses des précédents culturaux. Cette opération permet l'implantation d'un couvert spécifique répondant à l'enjeu environnemental visé.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 160,00 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : surfaces en terres arables (sauf prairies temporaires de plus de deux ans et surfaces en jachères), les cultures pérennes ou qui étaient alors engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, ou les parcelles nécessitant un déplacement par rapport à la localisation initiale de la jachère.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Déclaration de surface : Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« jachère ».**

La taille minimale ou maximale des parcelles

- Parcelles **entières :** minimum 10 ares
- Bandes : minimum 10 m de large

1. **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

2. **Localisation pertinente**

- bassin d'alimentation des captages
- bords de cours d'eau, fossés
- fonds de talweg
- ruptures de pente
- division du parcellaire
- continuités écologiques
- bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
- parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

Couverts éligibles (non récoltés et non pâturés) :

- **Cultures annuelles à fort intérêt**
- **Mélange graminées-légumineuses**
- **Légumineuses**
- **Cultures cynégétiques**

- **Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures (plantes messicoles notamment)**

À sélectionner dans la liste ci-dessous (pur ou en mélange) :

GRAMINEES

- Avoine
- Brome cathartique
- Brome Sitka
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque ovine
- Fétuque rouge
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray–grass italien
- Seigle

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

AUTRES

- Chou
- Cresson alénois
- Mais
- Millet
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Phacélie
- Radis fourrager
- Sarrasin
- Sorgho
- Tournesol

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_FMVY_HE17 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**
  - Le couvert devra être présent, sur les parcelles engagées, au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement
- Récolte et pâturage **INTERDITS.**
- **Entretien**
  - Absence d'intervention mécanique du **1er mai au 31 juillet** pour les couverts en place.

- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date)

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : *(cf. liste d'espèces ci-dessus)* ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou parcelles entières de minimum 0,10 ha	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 1er mai et le 31 juillet	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- à la date d'engagement, c'est-à-dire au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Annexe Indice de Fréquence de Traitement (IFT) du territoire « Fosse de Melun – Basse Vallée de l'Yerres »

Campagne 2016

1 : Définitions et autres informations concernant l'IFT :

FMVY	IFT de référence : Valeur maximale à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles non engagées dans la mesure	IFT calculé sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	Niveau1	IFT herbicides maximal – Phyto 14 : à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure		IFT hors herbicides maximal – Phyto 15 : à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure		Niveau2	IFT herbicides maximal – Phyto 04 : à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure		IFT hors herbicides maximal – Phyto 05 : à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	
				exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur	exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur		exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur	exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur
Année 2 à Année 5	*IFT herbicides :* **2,3** *IFT hors herbicides :* **4,4**	IFT année 2 ; Moyenne IFT année 2 et 3 ; Moyenne IFT année 2, 3 et 4 ; Moyenne IFT année 3, 4 et 5 ou IFT année 5		80%	*1,9*	80%	*3,6*		80%	*1,9*	70%	*3,1*
				80%	*1,9*	75%	*3,3*		75%	*1,8*	65%	*2,9*
				75%	*1,8*	75%	*3,3*		70%	*1,7*	60%	*2,7*
				75 % en moyenne ou 70 % sur l'année 5	*1,8* *1,7*	70 % en moyenne ou 65 % sur l'année 5	*3,1* *2,9*		60 % en moyenne ou 60 % sur l'année 5	*1,4* *1,4*	50 % en moyenne ou 50 % sur l'année 5	*2,2* *2,2*

Pour les IFT « hors herbicides » des contrats engagés dans un second engagement, les valeurs à respecter sont les suivantes, en ce qui concerne l'engagement de niveau 2 Phyto_05:

FMVY	IFT de référence : Valeur maximale à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles non engagées dans la mesure	IFT calculé sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	Niveau2	IFT hors herbicides maximal – Phyto 05 : à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	
				exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur
Année 2 à Année 5	*IFT herbicides :* **2,3** *IFT hors herbicides :* **4,4**	IFT année 2 ; Moyenne IFT année 2 et 3 ; Moyenne IFT année 2, 3 et 4 ; Moyenne IFT année 3, 4 et 5 ou IFT année 5			*3*
					2,9
					2,7
				50 % en moyenne ou 50 % sur l'année 5	*2,2* *2,2*

2 : Calcul de l'IFT à l'échelle de l'exploitation :

Pour chaque traitement réalisé sur la parcelle, l'IFT est obtenu en divisant la dose appliquée par la dose de référence du produit pour la culture et la cible (ravageur, maladie) considérées. L'ensemble est multiplié par la proportion de la parcelle traitée.

L'IFT de la parcelle est obtenu en faisant la somme des IFT traitements, pour chaque campagne culturale (de la récolte du précédent cultural à la récolte de la culture de la campagne en cours).

$$IFT_{traitement} = \frac{Dose\ appliquée}{Dose\ de\ référence} \times \frac{Surface\ traitée}{Surface\ totale\ de\ la\ parcelle}$$

L'ensemble des traitements réalisés au champ sont pris en compte. Par ailleurs, si les semences utilisées ont été traitées, alors on ajoute 1 à l'IFT parcelle.

En cultures légumières, si la production se fait à partir de plants qui ont été traitées avant d'être implantés, alors on ajoute également 1 à l'IFT parcelle.

Sélection de la dose de référence

La dose de référence peut être définie :

- « à la cible », c'est-à-dire pour chaque produit, culture et cible (ravageur, maladie) visée par le traitement, sur la base des doses homologuées ;

- « à la culture », c'est-à-dire pour chaque produit et culture traitée.

Si la cible du traitement est renseignée dans le cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires, alors on retient la dose définie « à la cible » correspondante. Si plusieurs cibles sont simultanément visées par un même traitement, alors on retient la dose de référence correspondant à la cible qui a été déterminante dans le choix de la dose appliquée. Si la cible n'est pas renseignée dans le cahier d'enregistrement, alors on retient par défaut la dose homologuée sur la culture **la plus faible** .

Pour les produits sans dose, l'IFT du traitement compte par défaut pour 1.

Pour plus de précisions sur les modalités de détermination de la dose de référence, se reporter au guide méthodologique sur l'IFT élaboré par le Ministère de l'Agriculture (http://agriculture.gouv.fr/indicateur-de-frequence-de-traitements-phytosanitaires-ift).

La liste des doses de référence est fournie dans la boîte à outils IFT en ligne sur le site internet du ministère de l'Agriculture. Pour une campagne culturale allant de la récolte du précédent cultural en année n-1, à la récolte de la culture implantée pour la campagne de l'année n, il convient d'utiliser la liste de l'année n-1.

L'IFT est calculé pour chaque groupe de cultures (grandes cultures, viticulture, arboriculture, cultures légumières), en fonction du type de couvert visé par la MAEC.

Pour les MAEC portant sur un couvert de grandes cultures, l'ensemble des grandes cultures entrant dans l'assolement, y compris les prairies temporaires, sont prises en compte pour le calcul herbicides et de l'IFT hors herbicides de l'exploitation. Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures. Les surfaces considérées comme fixes (jachère fixe, prairie permanente, autre utilisation comme les bandes enherbées) n'entrent pas dans le calcul de l'IFT.

Pour les MAEC portant sur un couvert de cultures légumières, seules les parcelles implantées en carotte, chou-fleur et autre choux, fraise, melon, poireau, tomate et salade sont prises en compte dans le calcul de l'IFT herbicides et hors herbicides de l'exploitation. Par ailleurs, pour les engagements localisés (PHYTO_04, 05, 14 et 15) seules les parcelles implantées avec ces cultures peuvent être engagées dans la MAEC.

Les produits qualifiés "Bio-contrôle" ne sont pas comptabilisés dans le calcul de l'IFT.

Dans l'attente de l'établissement de la liste des produits de biocontrôle (article L 253-5 du Code Rural), la liste utilisée correspond à la liste « NODU Vert » (http://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/documents/pdf/_projet_actualisation_produits_biocontrole-V13__cle031452-1.pdf). Les produits de biocontrôle sont identifiés en tant que tels dans la liste des doses de référence pour le calcul de l'IFT.

6-3 : Modalités de contrôle de l'IFT :

Le respect de vos engagements portant sur l'IFT est vérifié sur la base du **cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires**, qui constitue une pièce indispensable du contrôle. L'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée.

La tenue de ce cahier est obligatoire au titre de la conditionnalité (paquet hygiène relatif aux produits phytopharmaceutiques).

Au titre de la conditionnalité, il faut enregistrer toutes les utilisations de produits phytopharmaceutiques ou alternatifs, y compris sur les prairies, avec les informations relatives à :

- l'îlot PAC ou l'identification de la parcelle traitée[1] ;
- la culture produite sur cette parcelle (avec précision de la variété) ;
- le nom commercial complet du produit utilisé ;
- la quantité ou la dose de produit utilisée ;
- la date du traitement ;
- la (ou les) dates de récolte.

Par ailleurs, dans le cadre des MAEC, il est important de renseigner la cible (ravageur, maladie) visée par le traitement. Cette information permet en effet de calculer un IFT plus précis, qui reflète au mieux vos pratiques agricoles.

1 Au titre des MAEC, les parcelles doivent être identifiées de manière à pouvoir calculer l'IFT sur les parcelles engagées et sur les parcelles non engagées

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice d'information du territoire du **GATINAIS**

Campagne 2016

Correspondants MAEC à la DDT : **Claire LAUGA** — **Christian MONTARD**

Téléphone : 01 60 56 73 07 — 01 60 56 70 89

e mail : claire.lauga@seine-et-marne.gouv.fr — christian.montard@seine-et-marne.gouv.fr

Cette notice présente l'ensemble des mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) proposées sur le territoire du GATINAIS au titre de la programmation 2015-2020.

Elle complète la notice nationale d'information sur les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) et les aides à l'agriculture biologique 2015-2020, disponible sous Télépac.

La notice nationale d'information sur les MAEC et l'AB 2015-2020 (disponible sous Télépac)	contient →	• Les conditions d'engagement dans les MAEC et l'AB • Les obligations générales à respecter • Les contrôles et le régime de sanctions • Comment remplir les formulaires
La notice d'information du territoire	contient →	Pour l'ensemble du territoire : • La liste des MAEC proposées sur le territoire • Les conditions générales d'éligibilité • Les modalités de demande d'aide
La notice d'aide	contient →	Pour chaque MAEC proposée sur le territoire : • Les objectifs de la mesure • Les conditions spécifiques d'éligibilité • Le cahier des charges à respecter • Le régime de sanctions

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous télépac.

Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.

Si vous souhaitez davantage de précisions contactez votre DDT

1. PERIMETRE DU TERRITOIRE « GATINAIS »

Le territoire du Gâtinais correspond à la zone retenue dans le premier Plan Départemental de l'Eau en 2006 et du territoire à enjeux Biodiversité historique.

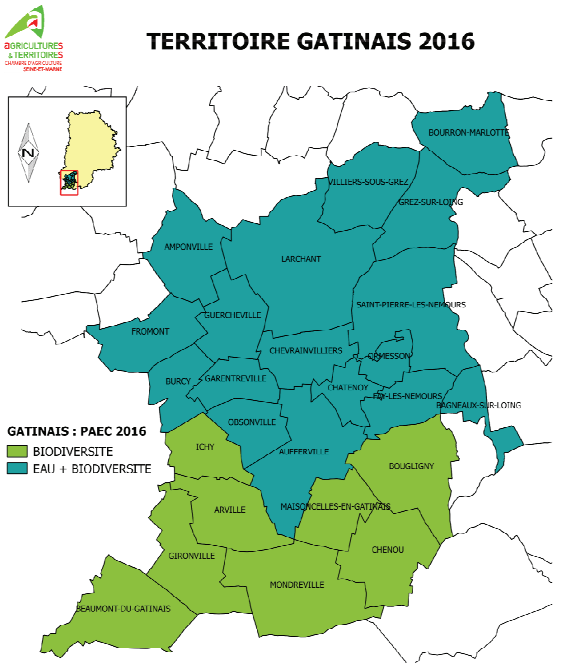
Ce territoire se trouve aujourd'hui en grande partie inclus dans la délimitation d'aires d'alimentation de captages du secteur, dont certains ont été classés prioritaires au titre du Grenelle de l'Environnement (le captage de Chaintréauville, le Puits des Doyers à Saint-Pierre-lès-Nemours et le captage des Prés de Belle-Ile à Grez-sur-Loing). Une étude de l'aire d'alimentation des captages a été lancée en 2010, devant aboutir à la mise en place d'un plan d'actions visant à protéger la ressource en eau.

En ce qui concerne les mesures « localisées », pour qu'une parcelle ou un élément linéaire soit éligible à la MAEC, au moins 50 % de sa surface ou de sa longueur doit être incluse dans le territoire.

Avec la mise en place du futur programme d'actions sur l'Aire d'Alimentation des Captages Grenelle, selon les priorités des porteurs de projet des études et programmes d'actions, il pourra être nécessaire d'étendre ce territoire.

Pour 2016, seuls les éléments situés sur le territoire sont éligibles aux mesures localisées qui y sont proposées (Cf. § 3).

77003	AMPONVILLE
77009	ARVILLE
77011	AUFFERVILLE
77016	BAGNEAUX-SUR-LOING
77027	BEAUMONT-DU-GATINAIS
77045	BOUGLIGNY
77048	BOURRON-MARLOTTE
77056	BURCY
77102	CHATENOY
77110	CHENOU
77112	CHEVRAINVILLIERS
77178	FAY-LES-NEMOURS
77198	FROMONT
77200	GARENTREVILLE
77207	GIRONVILLE
77216	GREZ-SUR-LOING
77220	GUERCHEVILLE
77230	ICHY
77244	LARCHANT
77271	MAISONCELLES-EN-GATINAIS
77297	MONDREVILLE
77342	OBSONVILLE
77348	ORMESSON
77431	SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS
77520	VILLIERS-SOUS-GREZ



77003	AMPONVILLE	77110	CHENOU	77244	LARCHANT
77009	ARVILLE	77112	CHEVRAINVILLIERS	77271	MAISONCELLES EN GATINAIS
77011	AUFFERVILLE	77178	FAY-LES-NEMOURS	77297	MONDREVILLE
77016	BAGNEAUX SUR LOING	77198	FROMONT	77342	OBSONVILLE
77027	BEAUMONT-DU-GATINAIS	77200	GARENTREVILLE	77348	ORMESSON
77045	BOUGLIGNY	77207	GIRONVILLE	77431	SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS
77048	BOURRON-MARLOTTE	77216	GREZ-SUR-LOING	77520	VILLIERS-SOUS-GREZ
77056	BURCY	77220	GUERCHEVILLE		
77102	CHATENOY	77230	ICHY		

Sources : BDCARTO IGN
Réalisation : CA77 - Pôle Agronomie et Environnement - A. Parrot - décembre 2015

0 2 4 km

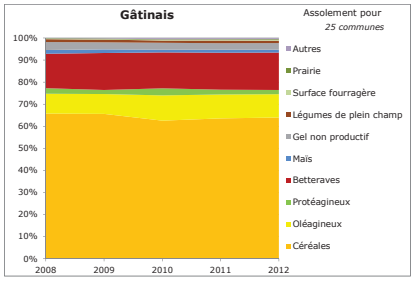
2. RESUME DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Enjeux retenus :

Zones d'Actions Prioritaires « enjeux Eau et Biodiversité » pour l'amélioration de la qualité de l'eau et la préservation de la biodiversité

2.1. L'assolement du territoire

Ce territoire situé dans la petite région agricole du Gâtinais français, comprend des communes essentiellement rurales. La surface déclarée au titre de la Politique Agricole Commune (PAC) est de 19 300 ha en moyenne sur les années 2008 à 2012.



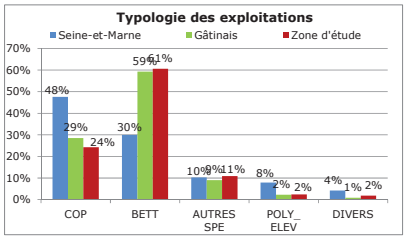
Ce territoire est caractérisé par une forte proportion de céréales et de betteraves. Le pourcentage de culture d'hiver est de 52%, ce qui est plutôt faible pour le département. Ce chiffre est la conséquence d'une sole plus importante en orge de printemps et en betteraves sur ce secteur.

Parmi les autres cultures présentes de façon significative dans ce secteur, le colza représente près de 10% de la surface cultivée.

2.2. Typologie des exploitations agricoles (campagne 2011)

On dénombre environ 150 agriculteurs sur cette zone dont 80 ont leur siège d'exploitation sur le territoire.

D'après la typologie des exploitations agricole établie par la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne (2005, 2011), on constate que la part d'exploitations de type « Betteraviers » (BETT) est très importante :
63% des exploitations du territoire ont plus de 10% de betteraves dans leur assolement.



A contrario, la proportion d'exploitations cultivant en majorité des céréales et oléo-protéagineux (type COP, avec moins de 10% de betteraves ou de cultures spécialisées) sont moins représentées que sur le reste du département (21% contre 48% en moyenne en Seine-et-Marne) ou dans l'ensemble de la petite région agricole du Gâtinais (29%).

Par ailleurs, on peut noter la quasi-absence d'élevage sur le territoire proposé.

La proportion d'exploitations avec d'autres cultures légumières ou industrielles avoisine 10% et est identique à la moyenne du département.

2.3 Analyse des pratiques agricoles (DAEG)

Sur les 25 communes concernées par le territoire Gâtinais où sont proposées des MAEC, 63 Diagnostics Agro-Environnementaux et Géographiques (DAE-G) ont été réalisés depuis 2007. Ils concernent les campagnes allant de 2007 à 2014.

Afin de comparer les pratiques, des indicateurs sont calculés pour chaque culture. Globalement, les cultures d'automne présentent des risques de transfert élevés en raison d'applications à des périodes où la couverture du sol est considérée comme trop faible. Pour les cultures de printemps, les risques dépendent principalement des produits utilisés, notamment sur betteraves où le nombre de produits épandus est important (exigence de la filière d'avoir des parcelles propres vis-à-vis des adventices).

La nouvelle référence territoriale est de 2,30 pour les herbicides et de 4,30 pour les hors herbicides.

Dans le cadre du Diagnostic agricole, les IFT ont été calculés par exploitation sur l'ensemble de la SAU et par culture sur la base de l'ancienne méthode de calcul. Les pratiques phytosanitaires varient fortement selon les cultures.

Certaines cultures présentent des IFT hors herbicides plus élevés en raison d'un nombre de traitements insecticides plus élevés. Ces traitements comptent généralement pour 1 dans l'IFT car les réductions de dose ne se pratiquent pas pour ces produits. C'est le cas du colza et des pois qui nécessitent une attention particulière sur les parasites en culture.

On note également une forte variabilité de pratique sur blé en raison d'objectifs de qualité.

Concernant les herbicides, c'est la culture des betteraves qui présente les IFT les plus élevés en raison d'une sensibilité à la concurrence des adventices plus élevée sur cette culture. Pour les autres cultures, la majorité des exploitations présentent des IFT proches de la moyenne de l'échantillon.

2.3.2 Enjeu Biodiversité

Après études des éléments fixes du paysage, de la bibliographie et des territoires agricoles, complétés par les éléments du SRCE, il a été constaté un déficit général de la biodiversité et d'aménagements favorables. Cependant, un enjeu lié à la présence de l'Œdicnème criard a été identifié et des espèces patrimoniales comme la Chevêche d'Athéna et les Busards cendré, des roseaux et Saint Martin ont été observés.

Ce territoire présente donc un enjeu prioritaire de restauration et de préservation de la biodiversité en zone agricole, et d'amélioration des continuités écologiques répondant aux objectifs des trames verte et bleue.

Ainsi, sur ce territoire, l'objectif est de **sensibiliser les agriculteurs à des pratiques agricoles et à une gestion de leur territoire** pour répondre **aux enjeux de la qualité de l'eau et la préservation de la biodiversité** en leur proposant de mettre en œuvre des mesures agro-environnementales et climatiques pour faciliter les changements de pratiques.

3. LISTE DES MAEC PROPOSEES SUR LE TERRITOIRE

Les financements prévisionnels des mesures peuvent être apportés par des crédits du ministère chargé de l'agriculture, de la Région et du FEADER.

Zones d'Actions Prioritaires « enjeux Eau et Biodiversité » pour l'amélioration de la qualité de l'eau et la préservation de la biodiversité

Mesures de la famille phyto ouverte uniquement sur les communes à enjeu Eau

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
Grandes cultures	IF_GATI_CG02	Réduction du nombre de doses homologuées de 40 % pour les herbicides et de 50 % pour les hors herbicides	211,47 €/ha
Grandes cultures	IF_GATI_CG03	Réduction du nombre de doses homologuées de 30 % pour les herbicides et de 35 % pour les hors herbicides	116,60 €/ha
Grandes cultures	IF_GATI_CG04	Réduction du nombre de doses homologuées de 30 % pour les herbicides et de 50 % pour les hors herbicides	172,56 €/ha
Grandes cultures	IF_GATI_CG05	Réduction du nombre de doses homologuées de 40% pour les herbicides et de 35 % pour les hors herbicides	155,51 €/ha
Surfaces en grandes cultures	IF_GATI_HE15	Création et entretien de zones refuges pour la faune	390,94€/ha/an
Surfaces en grandes cultures	IF_GATI_HE16	Création et entretien d'un couvert d'intérêt floristique et faunistique	600€/ha/an
Surfaces en grandes cultures	IF_GATI_HE17	Amélioration d'un couvert déclaré en gel	160€/ha/an
Surfaces en grandes cultures	IF_GATI_HE31	Création et entretien d'un couvert herbacé	450€/ha/an
Surfaces en Herbe	IF_GATI_HE01	Entretien d'un couvert herbacé	130,57€/ha/an
Haie	IF_GATI_HA01	Entretien de haie	0,36€/ml/an
Arbres ou alignement d'arbres	IF_GATI_AR01	Entretien d'arbres isolés ou en alignements	7,92/arbre/an
Ripisylves	IF_GATI_RI01	Entretien de ripisylves	1,01€/ml/an
Bosquets	IF_GATI_BO01	Entretien de bosquets	145,85€/ha/an
Talus	IF_GATI_TL01	Entretien mécanique de talus enherbés	0,42€/ml/an
Fossés	IF_GATI_FO01	Entretien de fossés et rigoles de drainage (hors cours d'eau et ouvrages maçonnés)	1,29€/ml/an
Mare ou plan d'eau	IF_GATI_PE01	Restauration et/ou entretien de mares et plans d'eau	81,26€/mare/an
Surfaces en Herbe	IF_BRIE_BR01	Entretien de bande refuge sur prairies	0,49€/ml/an

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire GATINAIS.

4. MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Vous ne pouvez vous engager dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire que si votre engagement sur ce territoire représente, au total, un **montant annuel supérieur ou égal à 300 €.**

Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de votre demande d'engagement, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs qui sont précisées dans la notice d'aide de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, votre demande devra être modifiée.

5. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

*Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.*
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

6. COMMENT REMPLIR LES FORMULAIRES D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

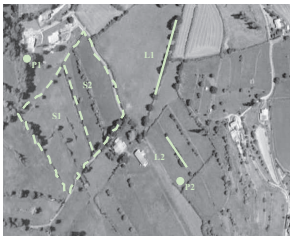
Pour vous engager en 2016 dans une nouvelle MAEC, vous devez obligatoirement remplir les documents ci-après et les adresser à la DDT avec votre dossier de déclaration de surface avant le 15 juin 2016.

Les modalités de dépôt des demandes MAEC sont disponibles sous TELEPAC :

- *Liste générale :*
  https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/html/public/aide/formulaires-2016.html
- *Modalités spécifiques aux MAEC :*
  https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/pdf/tas/2016/Dossier-PAC-2016_notice_MAEC-MAE-AB.pdf

6.1 Le registre parcellaire graphique

Pour déclarer des **éléments surfaciques** engagés dans une MAEC (GC02, GC03, GC04, GC05, HE15, HE16, HE17, HE31, HE01, BO1), vous devez dessiner, sur l'exemplaire du RPG que vous renverrez à la DDT, les surfaces que vous souhaitez engager dans chacune des MAEC proposées. Chaque élément surfacique engagé doit correspondre à une parcelle numérotée Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

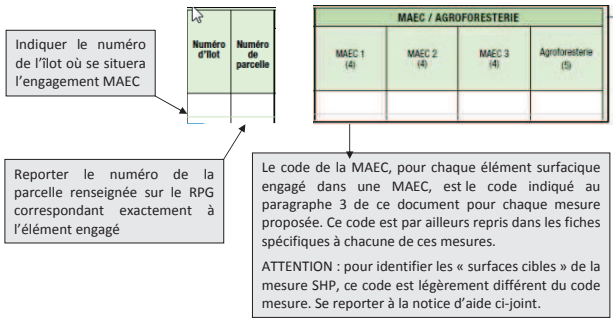


Pour déclarer des **éléments linéaires** engagés dans une MAEC (HA01, RI01, TL01, FO01, BR01), vous devez également dessiner d'un trait les éléments linéaires (ex : haies, ripisylves, talus, fossés ou bandes refuge) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Pour déclarer des **éléments ponctuels** engagés dans une MAEC (AR01, PE01), vous devez également localiser sur le RPG papier les éléments ponctuels (ex : mares ou arbres isolés) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

6.2 Le formulaire « Registre Parcellaire Graphique - Descriptif des parcelles »

Ce formulaire doit être rempli pour déclarer les éléments surfaciques engagés en MAEC.



Cet écran vous permet de consulter toutes vos parcelles déclarées et de vérifier les informations concernant la demande d'engagement en MAEC.

6.3 Le formulaire « Registre parcellaire – Descriptif des éléments MAEC linéaires et ponctuels »

Ce formulaire doit être rempli pour chaque élément linéaire ou ponctuel que vous souhaitez engager en MAEC et que vous avez localisé sur le feuillet RPG. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

A la rubrique « MAEC 2015-2020 / MAE 2007-2013 », vous devez cocher « oui » sur la ligne correspondant aux MAEC de la programmation 2015-2020. »

6.4 Le formulaire « Demande d'aides (Premier pilier – ICHN - MAEC - BIO – Assurance récolte) »

Vous devez cocher, à la rubrique « ICHN – MAEC –BIO », la case Mesure agroenvironnementale et climatique, et déclarer en cochant la case correspondante :

☒ « m'engager dans une MAEC de la programmation 2015-2020 ».

7. CONTACTS

Coordinateur agricole : Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne
418 rue Aristide Briand – 77350 LE MEE SUR SEINE
Correspondant : **Milène GRAPPERON**
01 64 79 30 75
milene.grapperon@seine-et-marne.chambagri.fr

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de Seine-et-Marne

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure «MAEC Eau 40 - 50» «IF_GATI_GC02»

du territoire « Gâtinais eau »

Campagne 2016

Liste des mesures unitaires engagées : PHYTO_01
PHYTO_04
PHYTO_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise la préservation de la qualité des masses d'eau par la réduction progressive de 40 % des herbicides et de 50 % des hors herbicides évaluée au travers d'un Indicateur de Fréquence de Traitement (IFT). L'ensemble des applications de produits phytosanitaires réalisées à la parcelle est pris en compte (y compris celles réalisées le cas échéant en interculture). Cette mesure répond aux enjeux de l'Aire d'Alimentation des Captages de « Gâtinais eau » pour accompagner le changement des pratiques agricoles afin de lutter contre les pollutions par les produits phytosanitaires.

L'IFT représente le nombre de doses homologuées épandues par parcelle et reflète donc l'intensité d'utilisation des produits phytosanitaires.

Cette mesure suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternatives, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux produits phytosanitaires à l'échelle de la rotation et surtout de l'itinéraire technique. Cette stratégie de réduction est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes, en relation avec son conseiller habituel. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 211,47 € par hectare engagé** est versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1- Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020, doivent être respectées.

Pour être éligible, le demandeur doit réaliser **un diagnostic global d'exploitation** afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.
Le diagnostic d'exploitation à réaliser est le **Diagnostic Agro-Environnemental Géographique (DAEG)** adapté au contexte de Seine-et-Marne, proposé par la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne. Cette méthode a été élaborée par Agro-Transfert et ses partenaires dans le cadre d'un programme de recherche et développement financé par le Conseil régional de Picardie et l'ADEME.
Cet outil a été choisi car il a été retenu par l'ensemble des acteurs agricoles, réunis au sein du Conseil Environnemental 77, afin d'avoir la même analyse des pratiques vis-à-vis de l'environnement.
Il est structuré en 7 enjeux : Eau, Sol, Air, Biodiversité, Nuisance au voisinage, Energie, Déchets.
L'accent est mis tout particulièrement sur le module Eau qui établit les risques de pollution des eaux, à la fois par les nitrates et les phytosanitaires.

Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement **avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année de l'engagement**. Le diagnostic (date de la convention de réalisation du DAEG) datant **de moins de 3 ans est valable**. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre.

3.2- Conditions relatives aux éléments engagés « IF_GATI_GC02 »

Cultures éligibles : **Les grandes cultures** éligibles sont les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.
Seuil de contractualisation : au moins 50 % des surfaces de l'exploitation couvertes par les cultures éligibles situées sur le territoire.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Concernant les contrats de réengagement : Une priorité sera notamment donnée aux exploitants qui se réengagent sur au moins 85 % des surfaces engagées dans le contrat précédent en MAE -40 -50 et que 50 % de la surface éligible reste engagée.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à la demande d'engagement et au respect des obligations doivent être conservés sur l'exploitation pendant toute la durée de l'engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GATI_GC02 » sont décrites ci-dessous.

- **Suivre une formation** agréée au niveau régional au cours des deux années suivant l'engagement ou lors de la campagne précédant l'engagement d'une durée minimale de 3 jours. Le contenu de formation doit porter sur une filière particulière en fonction du type de couvert sur lequel porte l'engagement et aborder obligatoirement les thèmes suivants :
  - Identification des enjeux sanitaires, agronomiques, économiques et environnementaux liés à l'utilisation des produits phytosanitaires ;
  - Reconnaissance des principaux ravageurs, adventices et maladies de la filière considérée au niveau régional ;
  - Seuils de nuisibilité économiquement acceptables et décision de traitement ;
  - Choix du produit, en tenant compte de la dangerosité et des risques qu'il présente, intégrant la prévention de l'apparition de résistances et le respect de la faune auxiliaire ; optimisation de la dose d'application ;
  - Optimisation des conditions d'application (périodes, respect de la zone non traitée, limitation de la dérive, réglage du pulvérisateur) ;
  - Enregistrement des pratiques culturales, calcul du nombre de doses homologuées à partir de cet enregistrement et analyse des résultats par usage prépondérant.

La Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne, structure agréée Organisme de formation, propose annuellement des formations dont le contenu répond aux cahiers des charges des MAEC.

- **Réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement)** avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional (contacter la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne) d'une durée minimale d'une journée comprenant les deux volets suivants :
-

Volet « intensité du recours aux produits phytosanitaires » :

- calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une opération agro-environnementale zonée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation ;
- analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité définis, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements au regard des données d'observation parcellaire enregistrées ;

- formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

Un abonnement à un bulletin technique (ex : Info.plaine) est préconisé.

Volet « substances à risque » :

- identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances, fournie par le SRAL, dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction (voir en annexe de la notice du territoire) ;
- formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

- **Respecter l'IFT maximal fixé par année d'engagement sur l'ensemble des parcelles engagées défini dans les tableaux suivants :**

Se reporter à l'annexe IFT niveau 2 (en fin de document)

- **Respecter l'IFT de référence herbicide et hors herbicide du territoire à partir de la deuxième année sur les parcelles non engagées.**

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversement de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTION

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou depuis moins d'un an au 15 mai de l'année de la demande d'engagement	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agréée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect d'une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation) dans la surface totale engagée inférieure à 30 %	Visuel et mesurage	Néant	Réversible	Principale	Totale
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides (Cf. annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[1] + Feuille de calcul de l'IFT « herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[2]
Respect de l'IFT « herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles en grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Respect de l'IFT « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides (Cf. annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[1] + Feuille de calcul de l'IFT « hors-herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[2]
Respect de l'IFT « hors-herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles de grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale

1 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

2 **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale**

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de Seine-et-Marne

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure «MAEC Eau réduction réduite 30 – 35» «IF_GATI_GC03»

du territoire « Gâtinais eau »

Campagne 2016

Listes des mesures unitaires engagées : PHYTO_01
PHYTO_14
PHYTO_15

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise la préservation de la qualité des masses d'eau par la réduction progressive de 30 % des herbicides et de 35 % des hors herbicides évaluée au travers d'un Indicateur de Fréquence de Traitement (IFT). L'ensemble des applications de phytosanitaires réalisées à la parcelle est pris en compte (y compris celles réalisées le cas échéant en interculture). Cette mesure répond aux enjeux du territoire de « Gâtinais eau » pour accompagner le changement de pratique agricoles afin de lutter contre les pollutions par les produits phytosanitaires.

L'IFT représente le nombre de doses homologuées épandues par parcelle et reflète donc l'intensité d'utilisation des pesticides.

Cette mesure suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternatives, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux produits phytosanitaires à l'échelle de la rotation et surtout de l'itinéraire technique. Cette stratégie de réduction est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes, en relation avec son conseiller habituel. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 116,60 € par hectare engagé** est versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1- Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

- Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

- Pour être éligible, le demandeur doit réaliser **un diagnostic global d'exploitation** afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.
Le diagnostic d'exploitation à réaliser est le **Diagnostic Agro-Environnemental Géographique (DAEG)** adapté au contexte de Seine-et-Marne, proposé par la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne. Cette méthode a été élaborée par Agro-Transfert et ses partenaires dans le cadre d'un programme de recherche et développement financé par le Conseil régional de Picardie et l'ADEME.
Cet outil a été choisi car il a été retenu par l'ensemble des acteurs agricoles, réunis au sein du Conseil Environnemental 77, afin d'avoir la même analyse des pratiques vis-à-vis de l'environnement.
Il est structuré en 7 enjeux : Eau, Sol, Air, Biodiversité, Nuisance au voisinage, Energie, Déchets.
L'accent est mis tout particulièrement sur le module Eau qui établit les risques de pollution des eaux, à la fois par les nitrates et les phytosanitaires.

Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement **avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année de l'engagement**. Le diagnostic (date de la convention de réalisation du DAEG) datant **de moins de 3 ans est valable**. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre.

- Autre condition d'éligibilité spécifique à la mesure « IF_GATI_GC03 » :
avoir un IFT herbicide et hors herbicide moyen d'exploitation sur les 2 années précédant l'engagement **supérieur à 100 % de la référence territoriale**.

3.2- Conditions relatives aux éléments engagés « IF_GATI_GC3 »

Cultures éligibles : **Les grandes cultures** éligibles sont les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.
Seuil de contractualisation : au moins 50 % des surfaces de l'exploitation couvertes par les cultures éligibles situées sur le territoire.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS
Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Concernant les contrats de réengagement : Une priorité sera notamment donnée aux exploitants qui se réengagent sur au moins 85 % des surfaces engagées dans le contrat précédent en et que 50 % de la surface éligible reste engagée.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE
L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GATI_GC03 » sont décrites ci-dessous.

- **Suivre une formation** agréée au niveau régional au cours des 2 années suivant l'engagement ou lors de la campagne précédant l'engagement d'une durée minimale de 3 jours. Le contenu de formation doit porter sur une filière particulière en fonction du type de couvert sur lequel porte l'engagement et aborder obligatoirement les thèmes suivants :

  - Identification des enjeux sanitaires, agronomiques, économiques et environnementaux liés à l'utilisation des pesticides ;
  - Reconnaissance des principaux ravageurs, adventices et maladies de la filière considérée au niveau régional ;
  - Seuils de nuisibilité économiquement acceptables et décision de traitement ;
  - Choix du produit, en tenant compte de la dangerosité et des risques qu'il présente, intégrant la prévention de l'apparition de résistances et le respect de la faune auxiliaire ; optimisation de la dose d'application ;
  - Optimisation des conditions d'application (périodes, respect de la zone non traitée, limitation de la dérive, réglage du pulvérisateur) ;
  - Enregistrement des pratiques culturales, calcul du nombre de doses homologuées à partir de cet enregistrement et analyse des résultats par usage prépondérant.

La Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne, structure agréée Organisme de formation, propose annuellement des formations dont le contenu répond aux cahiers des charges des MAEC.

- **Réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement)** avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional (contacter la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne) d'une durée minimale d'une journée comprenant les deux volets suivants :

Volet intensité du recours aux produits phytosanitaires » :
  - calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en nombre de doses homologuées de référence (la plus basse pour la culture) par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une opération agro-environnementale zonée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation ;
  - analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements au regard des données d'observation parcellaire enregistrées ;
  - formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

Un abonnement à un bulletin technique (ex : Info.plaine) est préconisé.

Volet « substances à risque » :
  - identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances, fournie par le SRAL, dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction ;
  - formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

- **Respecter l'IFT maximal fixé par année d'engagement sur l'ensemble des parcelles engagées défini dans les tableaux suivants :**

Se reporter à l'annexe IFT niveau 1 (en fin de document)

Respecter l'IFT de référence herbicide et hors herbicide du territoire à partir de la deuxième année sur les parcelles non engagées.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversement de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou depuis moins d'un an au 15 mai de l'année de la demande d'engagement	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agréée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect d'une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation) dans la surface totale engagée inférieure à 30 %	Visuel et mesurage	Néant	Réversible	Principale	Totale
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides (Cf. annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[1] + Feuille de calcul de l'IFT « herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[2]
Respect de l'IFT « herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles en grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Respect de l'IFT « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides (Cf. annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enre-	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[1] + Feuille de calcul de l'IFT « hors-herbicides » + Factures d'achat de produits phytosani-	Réversible	Principale	A seuils[2]

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de l'IFT « hors-herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles de grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides	gistrés pour ce produit	taires	Réversible	Secondaire	A seuils
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale

1 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

2 **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale**

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

île de France

Liberté • Égalité • Fraternité
Direction Départementale des Territoires de Seine-et-Marne

Mesure Agro-Environnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure «MAEC Eau herbicide intermédiaire 30 - 50» «IF_GATI_GC04»

du territoire « Gâtinais eau »

Campagne 2016

Listes des mesures unitaires engagées : PHYTO_01
PHYTO_14
PHYTO_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise la préservation de la qualité des masses d'eau par la réduction progressive de 30 % des herbicides et de 50 % des hors herbicides évaluée au travers d'un Indicateur de Fréquence de Traitement (IFT). L'ensemble des applications de pesticides réalisées à la parcelle est pris en compte (y compris celles réalisées le cas échéant en interculture). Cette mesure répond aux enjeux du territoire du « Gâtinais eau », pour accompagner le changement des pratiques agricoles afin de lutter contre les pollutions par les produits phytosanitaires.
L'IFT représente le nombre de doses homologuées épandues par parcelle et reflète donc l'intensité d'utilisation des pesticides.
Cette mesure suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternatives, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux produits phytosanitaires à l'échelle de la rotation et surtout de l'itinéraire technique. Cette stratégie de réduction est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes, en relation avec son conseiller habituel. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 172,56 € par hectare engagé** est versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1- Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

- Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

- Pour être éligible, le demandeur doit réaliser **un diagnostic global d'exploitation** afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.
Le diagnostic d'exploitation à réaliser est le **Diagnostic Agro-Environnemental Géographique (DAEG)** adapté au contexte de Seine-et-Marne, proposé par la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne. Cette méthode a été élaborée par Agro-Transfert et ses partenaires dans le cadre d'un programme de recherche et développement financé par le Conseil régional de Picardie et l'ADEME.
Cet outil a été choisi car il a été retenu par l'ensemble des acteurs agricoles, réunis au sein du Conseil Environnemental 77, afin d'avoir la même analyse des pratiques vis-à-vis de l'environnement.
Il est structuré en 7 enjeux : Eau, Sol, Air, Biodiversité, Nuisance au voisinage, Energie, Déchets.
L'accent est mis tout particulièrement sur le module Eau qui établit les risques de pollution des eaux, à la fois par les nitrates et les phytosanitaires.

Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement **avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année de l'engagement**. Le diagnostic (date de la convention de réalisation du DAEG) datant **de moins de 3 ans est valable**. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre.

- Autre condition d'éligibilité spécifique à la mesure « IF_GATI_GC04 » :
  - avoir un IFT herbicide moyen d'exploitation sur les 2 années précédant l'engagement **supérieur à 100 % de la référence territoriale**.

3.2- Conditions relatives aux éléments engagés « IF_GATI_GC04 »

Cultures éligibles : **Les grandes cultures** éligibles sont les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.
Seuil de contractualisation : au moins 50 % des surfaces de l'exploitation couvertes par les cultures éligibles situées sur le territoire.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

Concernant les contrats de réengagement : Une priorité sera notamment donnée aux exploitants qui se réengagent sur au moins 85 % des surfaces engagées dans le contrat précédent en MAE - Renforcée et que 50 % de la surface éligible reste engagée.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GATI_GC04 » sont décrites ci-dessous.

- **Suivre une formation** agréée au niveau régional au cours des 2 années suivant l'engagement ou lors de la campagne précédant l'engagement d'une durée minimale de 3 jours. Le contenu de formation doit porter sur une filière particulière en fonction du type de couvert sur lequel porte l'engagement et aborder obligatoirement les thèmes suivants :
  - Identification des enjeux sanitaires, agronomiques, économiques et environnementaux liés à l'utilisation des pesticides ;
  - Reconnaissance des principaux ravageurs, adventices et maladies de la filière considérée au niveau régional ;
  - Seuils de nuisibilité économiquement acceptables et décision de traitement ;
  - Choix du produit, en tenant compte de la dangerosité et des risques qu'il présente, intégrant la prévention de l'apparition de résistances et le respect de la faune auxiliaire ; optimisation de la dose d'application ;
  - Optimisation des conditions d'application (périodes, respect de la zone non traitée, limitation de la dérive, réglage du pulvérisateur) ;
  - Enregistrement des pratiques culturales, calcul du nombre de doses homologuées à partir de cet enregistrement et analyse des résultats par usage prépondérant.

La Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne, structure agréée Organisme de formation, propose annuellement des formations dont le contenu répond aux cahiers des charges des MAEC (voir en annexe de la notice du territoire).

- **Réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement)** avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional (voir en annexe de la notice du territoire ou contacter la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne) d'une durée minimale d'une journée comprenant les deux volets suivants :

Volet intensité du recours aux produits phytosanitaires » :
- calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une opération agroenvironnementale zonée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation ;
- analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements au regard des données d'observation parcellaire enregistrées ;
- formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

Un abonnement à un bulletin technique (ex : Info.plaine) est préconisé.

Volet « substances à risque » :
- identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances, fournie par le SRAL, dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction ;
- formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

- **Respecter l'IFT maximal fixé par année d'engagement sur l'ensemble des parcelles engagées défini dans les tableaux suivants :**

Se reporter à l'annexe IFT niveau 1 pour les herbicides, niveau 2 pour les hors herbicides (en fin de document)

Respecter l'IFT de référence herbicide et hors herbicide du territoire à partir de la deuxième année sur les parcelles non engagées.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversement de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contre-partie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou depuis moins d'un an au 15 mai de l'année de la demande d'engagement	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agréée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale	Totale
Respect d'une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation) dans la surface totale engagée inférieure à 30 %	Visuel et mesurage	Néant	Réversible	Principale	Totale
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides (Cf. annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[1] + Feuille de calcul de l'IFT « herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[2]
Respect de l'IFT « herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles en grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Respect de l'IFT « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides (Cf. annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[1] + Feuille de calcul de l'IFT « hors-herbicides » + Factures d'achat de produits phytosani-	Réversible	Principale	A seuils[2]

Obligations du cahier des charges à respecter en contre-partie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de l'IFT « hors-herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles de grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides		taires	Réversible	Secondaire	A seuils
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale

1 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

2 **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale**

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de Seine-et-Marne

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure «MAEC Eau hors herbicide intermédiaire 40 -35» «IF_GATI_GC05»

du territoire « Gâtinais eau »

Campagne 2016

Listes des mesures unitaires engagées : PHYTO_01
PHYTO_04
PHYTO_15

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise la préservation de la qualité des masses d'eau par la réduction progressive de 40 % des herbicides et de 35 % des hors herbicides évaluée au travers d'un Indicateur de Fréquence de Traitement (IFT). L'ensemble des applications de pesticides réalisées à la parcelle est pris en compte (y compris celles réalisées le cas échéant en interculture). Cette mesure répond aux enjeux du territoire « Gâtinais eau », pour accompagner le changement des pratiques agricoles afin de lutter contre les pollutions par les produits phytosanitaires.
L'IFT représente le nombre de doses homologuées épandues par parcelle et reflète donc l'intensité d'utilisation des pesticides.
Cette mesure suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternatives, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux produits phytosanitaires à l'échelle de la rotation et surtout de l'itinéraire technique. Cette stratégie de réduction est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes, en relation avec son conseiller habituel. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 155,51 € par hectare engagé** est versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1- Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

- Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

- Pour être éligible, le demandeur doit réaliser **un diagnostic global d'exploitation** afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.
Le diagnostic d'exploitation à réaliser est le **Diagnostic Agro-Environnemental Géographique (DAEG)** adapté au contexte de Seine-et-Marne, proposé par la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne. Cette méthode a été élaborée par Agro-Transfert et ses partenaires dans le cadre d'un programme de recherche et développement financé par le Conseil régional de Picardie et l'ADEME.
Cet outil a été choisi car il a été retenu par l'ensemble des acteurs agricoles, réunis au sein du Conseil Environnemental 77, afin d'avoir la même analyse des pratiques vis-à-vis de l'environnement.
Il est structuré en 7 enjeux : Eau, Sol, Air, Biodiversité, Nuisance au voisinage, Energie, Déchets.
L'accent est mis tout particulièrement sur le module Eau qui établit les risques de pollution des eaux, à la fois par les nitrates et les phytosanitaires.

Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement **avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année de l'engagement**. Le diagnostic (date de la convention de réalisation du DAEG) datant **de moins de 3 ans est valable**. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre.

- Autre condition d'éligibilité spécifique à la mesure « IF_GATI_GC05 » :
avoir un IFT hors herbicide moyen d'exploitation sur les 2 années précédant l'engagement **supérieur à 100 % de la référence territoriale** ;

3.2- Conditions relatives aux éléments engagés « IF_GATI_GC05»

Cultures éligibles : **Les grandes cultures** éligibles sont les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.
Seuil de contractualisation : au moins 50 % des surfaces de l'exploitation couvertes par les cultures éligibles situées sur le territoire.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

Concernant les contrats de réengagement : Une priorité sera notamment donnée aux exploitants qui se réengagent sur au moins 85 % des surfaces engagées dans le contrat précédent en MAE - Renforcée et que 50 % de la surface éligible reste engagée.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GATI_GC05 » sont décrites ci-dessous.

- **Suivre une formation** agréée au niveau régional au cours des deux années suivant l'engagement ou lors de la campagne précédant l'engagement d'une durée minimale de 3 jours. Le contenu de formation doit porter sur une filière particulière en fonction du type de couvert sur lequel porte l'engagement et aborder obligatoirement les thèmes suivants :

  - Identification des enjeux sanitaires, agronomiques, économiques et environnementaux liés à l'utilisation des pesticides ;
  - Reconnaissance des principaux ravageurs, adventices et maladies de la filière considérée au niveau régional ;
  - Seuils de nuisibilité économiquement acceptables et décision de traitement ;
  - Choix du produit, en tenant compte de la dangerosité et des risques qu'il présente, intégrant la prévention de l'apparition de résistances et le respect de la faune auxiliaire ; optimisation de la dose d'application ;
  - Optimisation des conditions d'application (périodes, respect de la zone non traitée, limitation de la dérive, réglage du pulvérisateur) ;
  - Enregistrement des pratiques culturales, calcul du nombre de doses homologuées à partir de cet enregistrement et analyse des résultats par usage prépondérant.

La Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne, structure agréée Organisme de formation, propose annuellement des formations dont le contenu répond aux cahiers des charges des MAEC.

- **Réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement)** avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional (contacter la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne) d'une durée minimale d'une journée comprenant les deux volets suivants :

Volet intensité du recours aux produits phytosanitaires » :

  - calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une opération agro-environnementale zonée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation ;
  - analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage con-

cerné, et l'analyse des pratiques de traitements au regard des données d'observation parcellaire enregistrées ;
- formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

Un abonnement à un bulletin technique (ex : Info.plaine) est préconisé.

Volet « substances à risque » :
- identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances, fournie par le SRAL, dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction ;
- formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

- **Respecter l'IFT maximal fixé par année d'engagement sur l'ensemble des parcelles engagées défini dans les tableaux suivant :**

Se reporter à l'annexe IFT niveau 2 pour les herbicides, niveau 1 pour les hors herbicides (en fin de document)

Respecter l'IFT de référence herbicide et hors herbicide du territoire à partir de la deuxième année sur les parcelles non engagées.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversement de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou depuis moins d'un an au 15 mai de l'année de la demande d'engagement	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agréée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale	Totale
Respect d'une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation) dans la surface totale engagée inférieure à 30 %	Visuel et mesurage	Néant	Réversible	Principale	Totale
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides (Cf. annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[1] + Feuille de calcul de l'IFT « herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[2]
Respect de l'IFT « herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles en grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Respect de l'IFT « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides (Cf. annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[1] + Feuille de calcul de l'IFT « hors-herbicides » + Factures d'achat de produits phytosani-	Réversible	Principale	A seuils[2]

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de l'IFT « hors-herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles de grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors herbicides		taires	Réversible	Secondaire	A seuils
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale

1 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

2 **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale**

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien de zones refuges pour la faune » « IF_GATI_HE15 »

du territoire «GATINAIS»

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont de renforcer la biodiversité fonctionnelle et de participer à la reconquête de la qualité de l'eau en diminuant l'utilisation d'intrants.

Cette opération vise prioritairement à limiter le développement des bio-agresseurs des cultures et l'intensité d'utilisation des produits phytosanitaires, en aménageant un maillage de zones de régulation écologique (ZRE) composées de bandes enherbées ou de jachères, si possible en continuité avec d'autres éléments paysagers présents sur le parcellaire (haies, bosquets, …). Ces zones de régulation écologique constituent des réservoirs d'auxiliaires des cultures, dont l'efficacité est accrue par la limitation de la taille des parcelles culturales bordées par les ZRE.

En effet, les ZRE devant être localisées en rupture de parcelles culturales ou entre deux parcelles culturales contiguës de taille limitée, les auxiliaires peuvent agir au cœur des parcelles culturales et réduire ainsi la pression des ravageurs sur les cultures. La localisation de ces ZRE devra être cohérente avec le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et les Trames vertes et bleues (TVB).

Ces zones constituent plus généralement des zones refuges pour l'ensemble de la petite faune de plaine, dans un objectif de préservation de la biodiversité.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 390,94 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), les cultures pérennes ou qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.
Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Déclaration de surface : Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie »** ou en **« jachère »**

La taille minimale ou maximale des parcelles :

- **Largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m** pour chaque ZRE
- Les ZRE doivent être **implantées :**
  - **entre 2 parcelles culturales contiguës ou en rupture de parcelles culturales**, de manière à ce que la taille des parcelles culturales n'excède pas 15 ha au maximum et que la distance entre deux ZRE n'excède pas 300 m.
  - **Dans la continuité d'autres éléments du paysage** (haies, talus, fossés, lisières de bois et bosquets…). Ces éléments constituent des ZRE naturelles, qui pourront être renforcées par la création de bandes herbacées d'une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m.
- Respecter la **taille maximale de 15 ha** de chaque **parcelle culturale** bordée d'une ZRE.

- **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

Couvert éligible (non récoltés) :

- **Liste d'espèces autorisées en jachère ou en prairies**
- **Liste d'espèces ci-dessous (pur ou en mélange)**

- **C**ultures cynégétiques
- Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures

GRAMINEES

- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

AUTRES

- Moutarde blanche
- Navette fourragère

- Phacélie
- Radis fourrager

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GATI_HE15 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - Absence d'intervention mécanique du **1er mai au 31 juillet** pour les couverts en place.
- Récolte **INTERDITE**
- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.
- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.
- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement **:** type d'interventions, localisation, date, outils

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place une ou plusieurs ZRE localisées de façon pertinente, en fonction du diagnostic de territoire et/ou d'exploitation (distance maximale entre deux ZRE de 300m)	Sur place : visuel et documentaire	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation	Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respecter une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m pour chaque ZRE	Sur place		Réversible	Principale	A seuil : écart de largeur en anomalie
Respecter la taille maximale de 15 hectares de chaque parcelle culturale bordée d'une ZRE.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Mettre en place les couverts autorisés sur les ZRE : *cf : liste d'espèces ci-dessus* ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Factures d'achat de semis selon les cas, et cahier d'enregistrement	Réversible	Principale	Totale
Enregistrer les interventions d'entretien sur les ZRE	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'intervention mécanique sur les ZRE du 1er mai au 31 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et programme de travaux d'entretien et éventuelles factures (si prestations)	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'avance/de retard (5 / 10 / 15 jours)
Respecter l'interdiction de traitement phytosanitaire sur les ZRE	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respecter la localisation initiale de la ZRE	Administratif et sur place		Définitif	Principale	Totale
Respecter la l'interdiction des apports azotés (minéral et organique)	Sur place : documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- à la date d'engagement, c'est-à-dire au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert d'intérêt faunistique ou floristique » « IF_GATI_HE16 »

du territoire « GATINAIS »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure: COUVER_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de remplacer des surfaces cultivées en grandes cultures par un couvert favorable :

- aux oiseaux de plaine à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
- aux insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Il s'agit ainsi de créer ce type de couvert sur des surfaces supplémentaires par rapport aux couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 600,00 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), les cultures pérennes ou qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Déclaration de surface : Une fois implantée, la parcelle devra être déclarée avec le code correspondant au couvert mis en place.

La taille minimale ou maximale des parcelles

- Parcelles **entières :** minimum 10 ares
- Bandes : minimum 10 m de large**, (le cas échéant, 10 m en moyenne sur la longueur de la bande)**

1. **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**.

Couvert éligible : (non récolté et non pâturé)

À sélectionner en fonction des exigences biologiques des espèces à préserver

- **Cultures annuelles à fort intérêt**
- **Mélange graminées-légumineuses**
- **Légumineuses**
- **Cultures cynégétiques**
- **Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures (plantes messicoles notamment)**

GRAMINEES

- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien
- Autres graminées à valider lors du diagnostic

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne
- Autres légumineuses à valider lors du diagnostic

AUTRES

- Achillée millefeuille
- Avoine
- Bleuet des champs
- Carotte sauvage
- Centaurée jacée
- Chicorée sauvage
- Compagnon rouge / Silène dioïque
- Cumin des prés
- Marguerite
- Mauve sylvestre
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Onagre bisannuelle
- Phacélie
- Radis fourrager
- Sarrasin
- Sauge des prés
- Tanaisie en corymbe
- Autres plantes à valider lors du diagnostic

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

Couverts mellifères recommandés pour insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures :
(*Mélanges commerciaux*)

Couvert "Seda-miel 1" :
(sol acide frais – pH < 6,5)

- Mélilot	30 %
- Lotier corniculé	20 %
- Trèfle hybride	15 %
- Trèfle d'Alexandrie	15 %
- Trèfle violet	10 %
- Phacélie	10 %

Couvert "Seda-miel 2" :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)

- Sainfoin	60 %
- Mélilot	25 %
- Trèfle violet	5 %

- Minette	5 %
- Phacélie	5 %

Couvert "Pronectar TP " :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)

- Sainfoin	60 %
- Mélilot	10 %
- Trèfle de Perse	10 %
- Trèfle violet	10 %
- Phacélie	10 %

Couvert "Méliflore 1" :
(sol acide frais – pH < 6,5)

- Trèfle hybride	45 %
- Trèfle violet	30 %
- Trèfle blanc	10 %
- Trèfle d'Alexandrie	10 %
- Phacélie	5 %

Couvert "Méliflore 2" :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)

- Sainfoin	60 %
- Mélilot	20 %
- Trèfle violet	10 %
- Minette	5 %
- Phacélie	5 %

Couvert "Prochasse" :

- Ray-grass Anglais	30 %
- Trèfle violet	30 %
- Trèfle de Perse	20 %
- Phacélie	20 %

Couvert "biodiversité" :

- Achillée millefeuille
- Avoine
- Cumin des prés
- Bleuet des champs
- Centaurée jacée
- Chicorée sauvage
- Carotte sauvage
- Sarrasin
- Marguerite
- Lotier corniculé
- Mauve sylvestre
- Onagre bisannuelle
- Sainfoin
- Phacélie
- Sauge des prés
- Compagnon rouge / Silène dioïque
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Tanaisie en corymbe

Couverts cynégétiques :
(Exemple de couverts soumis à variation selon les exigences biologiques des espèces et les types de sols)

- Millet – sarrasin – moha – navette
- Avoine – choux – sarrasin
- Dactyle – trèfle violet
- Dactyle – luzerne
- Chou fourrager – fétuque des prés
- Vesce – avoine
- Seigle fourrager – vesce
- Mélilot
- Millet – sorgho
- Seigle forestier – trèfle sp.
- Maïs – millet
- Maïs – sarrasin
- Maïs – sorgho
- Maïs – avoine
- Chou – moha – sarrasin
- Tournesol – pois
- Tournesol – féveroles
- Tournesol – sorgho
- Tournesol – chou fourrager
- Tournesol – moutarde

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GATI_HE16 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **Récolte et pâturage INTERDITS**
  - Absence d'intervention mécanique du **15 avril au 15 janvier** de l'année suivante pour les couverts en place.

- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

Toutefois afin de permettre une bonne implantation des couverts, il n'est permis de fertiliser que lors des premiers stades de développement du couvert.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : *(cf. liste d'espèces ci-dessus)* ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou parcelles entières minimum de 0,10 ha	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 15 avril et le 15 janvier de l'année n+1	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- à la date d'engagement, c'est-à-dire au **15 mai** de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
- à titre dérogatoire : au plus tard **le 20 septembre** de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en **cultures d'hiver** au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Amélioration des jachères » « IF_GATI_HE17 »

du territoire « GATINAIS»

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_08

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération vise à inciter les exploitants agricoles à améliorer la localisation de leurs parcelles en jachère agricole ainsi que le choix des couverts à y implanter :

- sur des territoires à enjeu « eau », afin de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) ;
- sur les territoires à enjeu « biodiversité » pour répondre aux exigences spécifiques :
  - d'une espèce ;
  - d'un groupe d'espèces à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
  - au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Cette opération permet de localiser les jachères agricoles de manière pertinente par rapport à l'enjeu environnemental visé (eau ou biodiversité), d'améliorer le couvert présent et la gestion des intrants. L'exploitant n'a plus comme seul critère celui de localiser ces surfaces de jachère agricole sur les zones les moins productives et/ou les plus difficiles d'accès.
Par ailleurs, en règle générale, les jachères agricoles sont constituées des repousses des précédents culturaux. Cette opération permet l'implantation d'un couvert spécifique répondant à l'enjeu environnemental visé.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 160,00 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : surfaces en terres arables (sauf prairies temporaires de plus de deux ans et surfaces en jachères), les cultures pérennes ou qui étaient alors engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, ou les parcelles nécessitant un déplacement par rapport à la localisation initiale de la jachère.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Déclaration de surface : Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« jachère ».**

La taille minimale ou maximale des parcelles

- Parcelles **entières :** minimum 10 ares
- Bandes : minimum 10 m de large

▪ **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

▪ **Localisation pertinente**

- bassin d'alimentation des captages
- bords de cours d'eau, fossés
- fonds de talweg
- ruptures de pente
- division du parcellaire
- continuités écologiques
- bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
- parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

Couverts éligibles (non récoltés et non pâturés) :

- **Cultures annuelles à fort intérêt**
- **Mélange graminées-légumineuses**
- **Légumineuses**

- **Cultures cynégétiques**
- **Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures (plantes messicoles notamment)**

- **À sélectionner dans la liste ci-dessous (pur ou en mélange) :**

GRAMINEES

- Avoine
- Brome cathartique
- Brome Sitka
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque ovine
- Fétuque rouge
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray–grass italien
- Seigle

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

AUTRES

- Chou
- Cresson alénois
- Mais
- Millet
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Phacélie
- Radis fourrager
- Sarrasin
- Sorgho
- Tournesol

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GATI_HE17 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**
  - Le couvert devra être présent, sur les parcelles engagées, au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement

- Récolte et pâturage **INTERDITS.**

- **Entretien**
  - Absence d'intervention mécanique du **1er mai au 31 juillet** pour les couverts en place.

- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date)

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : *(cf. liste d'espèces ci-dessus)* ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou parcelles entières de minimum 0,10 ha	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 1er mai et le 31 juillet	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- à la date d'engagement, c'est-à-dire au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert herbacé » « IF_GATI_HE31 »

du territoire « GATINAIS »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure: - COUVER_06
- HERBE_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage).

D'autre part, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).

En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 450 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), les cultures pérennes ou qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.
Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Déclaration de surface : Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente »**

La taille minimale ou maximale des parcelles

- Parcelles **entières :** minimum 10 ares, 5 m de large
- Bandes : minimum 10 m de large**, (En bordures de cours d'eau et en zone vulnérable, la largeur minimale passe à 5 m, dans la mesure où une bande d'au moins 5 m est déjà existante et permet la création d'une bande enherbée finale d'au moins 10 m de large.)**
- **Si le couvert est implanté en bordure d'élément paysager (haies, bosquets, mares, fossés), la largeur minimum sera de 3 m, si possible de part et d'autre de l'élément paysager si la maîtrise du foncier le permet.**

1. **Mesure fixe** : L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

2. **Localisation pertinente**
   - bassin d'alimentation des captages
   - bords de cours d'eau, fossés
   - fonds de talweg
   - ruptures de pente
   - division du parcellaire
   - continuités écologiques

- bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
- parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

Couvert éligible :

- **Liste d'espèces autorisées en couvert environnemental au titre des BCAE**
- **Liste d'espèces ci-dessous (légumineuses pures interdites : mélange avec une autre famille obligatoire)**

GRAMINEES

- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GATI_HE31 » sont décrites ci-dessous :

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date), pratiques de fertilisation des surfaces (dates, quantités, produits).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés : *(cf. liste espèces ci-dessus)*	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter les largeurs minimales définies localement du couvert herbacé pérenne	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Tenir un cahier d'enregistrement des interventions (type d'intervention, localisation et date)	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Si la localisation est imposée en bordure d'un élément paysager maintien de celui-ci.	Sur place		Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- à la date d'engagement, c'est-à-dire au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation » « IF_GATI_HE01 »

du territoire « GATINAIS »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : HERBE_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (praires, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 130,57 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Surfaces éligibles : surfaces en herbe et milieux remarquables éligibles, pour lesquels il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité, lié à une fertilisation excessive. Ce ciblage devra être élaboré sur la base d'un diagnostic environnemental de territoire.

Déclaration de surface : Le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente ».**

- **Mesure fixe :** L'engagement **est fixe** au cours des **5 ans.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GATI_HE01 » sont décrites ci-dessous :

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage) :**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date, pratiques de fertilisation des surfaces ((dates, quantités, produit))

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de haie » « IF_GATI_HA01 »

du territoire « GATINAIS »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_01

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des haies, localisées de manières favorable au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent en fonction du type de haie présente afin d'assurer le renouvellement et la pérennité des haies.

Les haies ont de multiples fonctions environnementales. En effet, elles constituent un obstacle physique qui diminue la vitesse des ruissellements ainsi que celle du vent, limitant ainsi le transport des particules solides (limons et sables), des éléments fertilisants et des matières actives (objectifs de lutte contre l'érosion et d'amélioration de la qualité des eaux). Le réseau racinaire dense, puissant et profond des ligneux composants la haie remonte les éléments minéraux ayant migré en profondeur (objectif protection de l'eau), favorise l'infiltration des eaux en excès et stabilise le sol (objectifs de lutte contre les risques naturels et contre l'érosion). Les haies sont également des écosystèmes à part entière, lieux de vie, d'abri, de reproduction de nombreuses espèces animales et végétales inféodées à ce type de milieu (objectif de maintien de la biodiversité, trame verte et bleue). Par ailleurs, les haies contribuent efficacement au stockage de carbone.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0,36€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Haies éligibles** : Haies, basses ou hautes, localisées de manière pertinente, définies lors du diagnostic. Les haies devront être composées majoritairement des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

Arbustes	
Nom français	**Nom scientifique**
Aubépine épineuse	*Crataegus laevigata*
Aubépine monogyne	*Crataegus monogyna*
Bourdaine	*Frangula alnus*
Buis	*Buxus sempervirens*
Camerisier à balai	*Lonicera xylosteum*
Cassis	*Ribes nigrum*
Cerisier Sainte Lucie	*Prunus mahaleb*
Cornouiller sanguin	*Cornus sanguinea*
Cornouiller mâle	*Cornus mas*
Coudrier	*Corylus avellana*
Framboisier	*Rubus idaeus*
Fusain d'Europe	*Euonymus europaeus*
Genêt à balais	*Cytisus scoparius*
Genévrier commun	*Juniperus communis*
Groseillier rouge	*Ribes rubrum*
Groseillier à maquereau	*Ribes uva-crispa*
Houx	*Ilex aquifolium*
If commun	*Taxus baccata*
Lierre	*Hedera helix*
Néflier	*Mespilus germanica*
Nerprun purgatif	*Rhamnus cathartica*
Prunellier	*Prunus spinosa*
Ronce sp	*Rubus sp*
Rosier des chiens	*Rosa canina*
Saule cendré	*Salix cinerea*
Saule pourpre	*Salix purpurea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Sureau rouge	*Sambucus racemosa*
Troène vulgaire	*Ligustrum vulgare*
Viorne lantane	*Viburnum lantana*
Viorne obier	*Viburnum opulus*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GATI_HA01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - le type de taille : **taille sur les 2 côté(s) de la haie.**
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage, ...

- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
  - Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la haie engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Respect des périodes d'interventions	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches *(cf. ci-dessus)*	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La **tenue du cahier d'enregistrement** des interventions constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien d'arbres isolés ou en alignements » « IF_GATI_AR01 »

du territoire « GATINAIS »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_02

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des arbres isolés ou en alignements au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent en fonction du type d'arbre présent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

Les arbres têtards (arbre adulte dont le tronc et toutes les branches maîtresses ont été coupés, et sur lesquels poussent des rejets régulièrement recépés) de type émondés ou de hauts jets, isolés ou en alignements sont des infrastructures écologiques qui permettent d'assurer le maintien de nombreuses espèces. En effet, ces arbres creux constituent des zones d'alimentation et de reproduction de nombreuses espèces (telles que les insectes saproxylophages), de corridor biologique ainsi que des zones refuge (chauve souris, oiseaux). L'entretien de ces linéaires ou des arbres remarquables isolés est de ce point de vue essentiel pour préserver la haute valeur naturelle et paysagère des territoires ruraux et des sites Natura 2000. La taille des arbres en têtard ou émondés (selon les spécificités locales) favorise le développement de cavités abritant de nombreuses espèces cavernicoles (Rouge-queue à front blanc, Chouette chevêche, ...). Par ailleurs ces arbres permettent une régulation climatique (rôle de haie brise vent et de séquestration du carbone), une régulation hydraulique (rôle dans l'infiltration lente, la dépollution des eaux et le maintien d'une atmosphère humide) et une remontée d'éléments minéraux lixiviés.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 7,92€/arbre engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Arbres éligibles** : Ensemble des arbres isolés ou en alignement, localisées de manières pertinentes, définis lors du diagnostic. Essences éligibles de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplata-nus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*
Fruitiers sp. (poiriers, pommiers...)	

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GATI_AR01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - Type de taille à réaliser en fonction du diagnostic : taille en têtard, émondage ou élagage**.**
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (sécateurs, échenilloir, scie d'élagage, lamier, tronçonneuse…).

Taille des arbres têtards :
Pour la formation : éliminer les branches latérales afin d'obtenir un sujet vigoureux de 10 - 15 cm de diamètre. A partir de ce diamètre, étêtage du sujet.
Pour l'entretien : coupe des rejets surplombants la tête tous les 7 à 15 ans selon les essences et selon le diamètre des branches, entre 10 et 20 cm maximum.

Taille des arbres isolés :
Pour la formation : taille de formation entre août et septembre. La taille éliminera les fourches et les branches obliques par rapport à la flèche de l'arbre.
Pour l'entretien : élagage des branches basses en maintenant au moins 50 % de branches sur la partie haute de l'arbre. Les rejets postérieurs à ces travaux de coupe seront éliminés régulièrement. La hauteur finale d'élagage sera d'au minimum 3 à 4 mètres.

Conserver le lierre, le houx et les ronces.

- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage.
  - Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars.

- **Seuil minimal de contractualisation d'arbres têtards (en âge d'être entretenus) : 50 %**
- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement aux arbres et/ou alignements d'arbres engagés	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période allant du 1er aout au 30 septembre pour les tailles de formation et du 1er octobre au 1er mars	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches *(cf. ci-dessus)*	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les éléments engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien des ripisylves » « IF_GATI_RI01 »

du territoire « GATINAIS»

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des ripisylves au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique et floristique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

La ripisylve est une zone de transition entre les milieux aquatique et terrestre, elle est localisée en bordure de cours d'eau. Elle est composée de différentes strates (herbacée, arbustive, arborée) permettant d'assurer divers rôles : habitats naturels (terrestres et aquatiques avec notamment des zones d'eau fraîche et calme : rôle de la ripisylve dans la dissipation du courant), corridors écologiques (trame verte et bleue), filtration et épuration des eaux de ruissellement, protection des berges contre l'érosion, régulation climatique (notamment zones d'ombrage et stockage du carbone), etc. Elle joue par ailleurs les mêmes rôles qu'une haie arbustive ou arborée en matière de protection contre le ruissellement et l'érosion, en faveur de la qualité des eaux (limitation des transferts) et du maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées).
Un entretien non intensif de ce milieu permet le maintien des différentes strates et d'une végétation variée assurant tous ces rôles.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 1,01 €/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

1. **Ripisylves éligibles** : localisées de manière pertinente, définies lors du diagnostic. Les ripisylves devront être majoritairement composés des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Charme	*Carpinus betulus*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Tremble	*Populus tremula*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GATI_RI01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années ;
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuses, tronçonneuse, scie d'élagage…

Côté parcelle : même taille que pour une haie
Côté cours d'eau : un élagage doux afin d'apporter un peu de lumière sur le cours d'eau
Dégagement mécanique au pied des jeunes arbres pour les boisements en cours de constitution

Gestion des arbres morts et des branches mortes du côté du cours d'eau :
- les enlever lorsque ceux-ci sont susceptibles de créer des embâcles ;
- Le dessouchage est interdit.

Gestion des embâcles :
- ne pas dégrader la berge et la végétation riveraine, dans la mesure du possible ;
- travailler le moins possible avec des engins dans le lit du cours d'eau afin de ne pas perturber les habitats aquatiques.

- **Période d'intervention**

1. Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars ;
2. Enlèvement des embâcles et entretien du lit hors période de fraies : du 1er aout ou 31 octobre ;
3. Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la ripisylve engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation de la taille des arbres entre le 1er octobre au 1er mars Réalisation de l'enlèvement des embâcles et de l'entretien du lit du cours d'eau entre le 1er aout et le 31 octobre	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations,	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
			troisième constat.	cette dernière sera considérée en anomalie)	
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.
, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de bosquets » « IF_GATI_BO01 »

du territoire « GATINAIS »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des bosquets au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique et floristique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

Les bosquets sont des lieux d'abris, de vie et de reproduction d'un grand nombre d'espèces animales et végétales et jouent un rôle structurant pour le paysage en assurant des corridors écologiques dans une trame d'ensemble. Ils jouent par ailleurs les mêmes rôles qu'une haie arbustive ou arborée en matière de protection contre le ruissellement et l'érosion, en faveur de la qualité des eaux (limitation des transferts), du maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées) et de la régulation climatique.
Un entretien non intensif et dirigé de ces milieux permet leur pérennité afin d'en assurer tous ces rôles.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 145,85 €/hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

2. **Bosquet éligible** :
   - Taille de **1 are à 50 ares**, avec un minimum de **10 m de largeur**, définis lors du diagnostic.
   - Les bosquets devront être composés majoritairement des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

Arbustes	
Nom français	**Nom scientifique**
Aubépine épineuse	*Crataegus laevigata*
Aubépine monogyne	*Crataegus monogyna*
Bourdaine	*Frangula alnus*
Buis	*Buxus sempervirens*
Camerisier à balai	*Lonicera xylosteum*
Cassis	*Ribes nigrum*
Cerisier Sainte Lucie	*Prunus mahaleb*
Cornouiller sanguin	*Cornus sanguinea*
Cornouiller mâle	*Cornus mas*
Coudrier	*Corylus avellana*
Framboisier	*Rubus idaeus*
Fusain d'Europe	*Euonymus europaeus*
Genêt à balais	*Cytisus scoparius*
Genévrier commun	*Juniperus communis*
Groseillier rouge	*Ribes rubrum*
Groseillier à maque-reau	*Ribes uva-crispa*
Houx	*Ilex aquifolium*
If commun	*Taxus baccata*
Lierre	*Hedera helix*
Néflier	*Mespilus germanica*
Nerprun purgatif	*Rhamnus cathartica*
Prunellier	*Prunus spinosa*
Ronce sp	*Rubus sp*
Rosier des chiens	*Rosa canina*
Saule cendré	*Salix cinerea*
Saule pourpre	*Salix purpurea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Sureau rouge	*Sambucus racemosa*
Troène vulgaire	*Ligustrum vulgare*
Viorne lantane	*Viburnum lantana*
Viorne obier	*Viburnum opulus*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GATI_BO01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage…
  - **Taille de faces extérieures** au moins 2 fois en 5 ans pour limiter le développement latéral pour les bosquets d'au moins 3 – 4 ans.
  - **Taille de formation** (de 3 à 15 ans environ) et élagage (de 5 à 20 ans environ) pour des arbres de hauts jets, à raison d'une taille tous les 2 à 3 ans en fonction de la croissance des sujets. Les arbres de hauts jets à entretenir seront définis lors du diagnostic.
- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
  - Taille et élagage : Du 1er octobre au 1er mars

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.
- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement au bosquet engagé	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation de l'entretien des arbres entre le 1er octobre au 1er mars pour la taille d'élagage et entre le 1er aout et le 30 septembre pour la taille de formation	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de talus enherbés » « IF_GATI_TL01 »

du territoire « GATINAIS »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de préserver les talus existants et leurs continuités.
Les talus constituent un obstacle physique aux ruissellements et répondent ainsi à l'objectif de protection de la qualité des eaux et de lutte contre l'érosion des sols. Leur efficacité n'est réelle que s'ils sont localisés de manière pertinente et qu'il existe une continuité de ces structures sur les zones à risques.
Par ailleurs, ces parties non cultivées de la parcelle constituent des zones d'abri et de développement pour la flore et la faune auxiliaire, lorsqu'ils sont entretenus mécaniquement à des périodes adaptées. Cette opération contribue donc aussi au maintien de la biodiversité.
C'est pourquoi cette opération contient des éléments relatifs aux conditions d'entretien des talus compatibles avec la préservation de la biodiversité, même si les zones de mise en œuvre sont celles identifiées essentiellement par rapport à l'enjeu de préservation de la qualité des eaux.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0,42€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

3. **Talus éligibles** : Talus présent sur terres arables ou cultures pérennes au sein de zones identifiées pour leur risque érosif au regard du diagnostic de territoire et du SRCE, les ruptures de pente, les fonds de talweg, les corridors ou les habitats d'espèces pour l'enjeu biodiversité.

Les talus de bordure de parcelles ne répondant pas à l'objectif de protection des eaux contre le ruissellement ne sont pas éligibles.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GATI_TL01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - Maintenir un couvert herbacé permanent : pas de sol nu, ni de retournement
  - Réaliser un entretien annuel par fauche ou broyage
  - Absence de brûlage du talus
  - Intervention **INTERDITE** du 1er avril au 31 août.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Maintenir un couvert herbacé permanent (pas de sol nu ni de retournement)	Sur place		Réversible	Principale	A seuil
Absence d'intervention mécanique entre le 1er avril au 31 août	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Réalisation d'un entretien annuel par fauche ou broyage (hors périodes d'interdiction)	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Absence de brûlage sur le talus	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien des fossés et rigoles de drainage et d'irrigation, des fossés et canaux en marais, et des béalières » « IF_GATI_FO01 »

du territoire « GATINAIS »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de réaliser un entretien des fossés et rigoles de drainage et d'irrigation, des fossés et canaux en marais, et des béalières (la béalière est un canal construit à partir de la rivière, formant une déviation et un cours d'eau secondaire, avec une pente plus faible que la pente moyenne de la rivière) permettant de maintenir leurs flancs végétalisés et une expression favorable de la biodiversité.

Les fossés, lorsque leurs flancs sont végétalisés, jouent un rôle épurateur des eaux d'écoulement (surface de filtration et d'infiltration des eaux). Le maintien du maillage de fossés et rigoles dans ces conditions d'entretien permet d'assurer un bon cheminement de l'eau et ainsi une bonne alimentation en eau des parcelles situées en aval.

Lorsqu'ils sont entretenus de manière strictement mécanique à des dates favorables à la biodiversité (en évitant le sur-entretien), ils peuvent également constituer des zones de développement d'une flore spécifique et constituent des lieux de vie d'abri et de reproduction de nombreuses espèces animales (avifaune, petits mammifères), dans un objectif de maintien de la biodiversité (trame verte et bleue).

En marais, le réseau hydraulique est particulièrement dense (100 à 300 ml/ha). Il conditionne selon les saisons, le caractère inondable, le taux d'humidité mais aussi le drainage des compartiments hydrauliques homogènes. Il nécessite surtout une bonne connexité (capacité hydraulique au déconfinement et aptitude à jouer un rôle de corridor aquatique écologique). L'engagement de curage du fossé réalisé dans de bonnes conditions permet de rajeunir des milieux confinés, d'initier un nouveau cycle de développement biologique et de retrouver la capacité hydraulique du réseau. Il s'agit ainsi d'éviter le comblement et donc de maintenir ou de restaurer leurs fonctionnalités écologiques et hydrologiques (rôle de tampons et filtres).

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 1,29€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Fossés éligibles : Fossés et rigoles de drainage et/ou d'irrigation, béalières, canaux tertiaires** alimentant les parcelles agricoles. Dans tous les cas, seuls les ouvrages non maçonnés et végétalisés sont éligibles. De même, les structures hydrauliques faisant l'objet d'une association syndicale autorisée (ASA) ne sont pas éligibles (travaux réalisés par l'ASA et non l'exploitant agricole). Les cours d'eau sont exclus.

Les ouvrages éligibles seront définis lors du diagnostic.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent

être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GATI_FO01 » sont décrites ci-dessous :

Un plan de gestion sera établi pour chaque type d'ouvrage
Il précisera les modalités d'entretien et le cas échéant de réhabilitation de fossés engagés :

- les modalités d'entretien mécanique du fossé assurant le bon écoulement de l'eau. En particulier :
  1. seront exclues toutes les interventions devant participer à l'assèchement des milieux humides alentours (prairies, tourbières…) ;
  2. pour les fossés en marais, le plan de gestion devra veiller à respecter la stabilité des berges et de la ceinture végétale, le curage vieux fond / vieux bords, le principe de mosaïque en conservant des fossés et canaux d'âges différents favorables à la biodiversité, et à conserver les échanges entre parcelles inondables et réseaux de fossés et canaux.

- les méthodes de lutte manuelle et/ou mécanique contre la prolifération de la végétation allochtone envahissante (Jussie, Myriophylle du Brésil, … sur la base de la liste des espèces allochtones, publiée par le Ministère en charge de l'Écologie dans le cadre des décrets d'application de la loi "développement des territoires ruraux" de février 2005.) : liste des espèces envahissantes visées, description des méthodes d'élimination (destruction chimique interdite. En marais, le faucardage des fossés pour l'élimination des végétaux allochtones envahissants sera interdit.), périodes de destruction et outils à utiliser.

- les devenirs des produits du curage, et le cas échéant, les modalités d'exportation des produits de curage et de faucardage.

- la période pendant laquelle l'entretien du fossé doit être réalisé, en dehors des périodes de reproduction de la faune et de la flore.

- la périodicité de cet entretien (réalisation possible par tiers de linéaire engagé sur 3 ans), **2 entretiens sur les 5 ans sont demandés.**

- les conditions éventuelles de brûlage des produits de curage et de faucardage, si celui-ci est autorisé. Dans tous les cas, il doit être conforme à la réglementation et réalisé en dehors des périodes de reproduction de la faune (en particulier de l'avifaune).

- les conditions éventuelles de recalibrage pour les canaux d'irrigation dans le respect du gabarit initial (le recalibrage des fossés et rigoles est quant à lui interdit).

- **Produits phytosanitaires**
  3. INTERDITS sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  4. Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement au type d'ouvrage engagé	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période définie	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Absence de recalibrage et redressement des fossés et rigoles Le cas échéant : recalibrage autorisé dans la limite du gabarit initial (restauration)	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Restauration et /ou entretien de mares et plans d'eau » « IF_GATI_PE01 »

du territoire « GATINAIS »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de réaliser un entretien des mares et des plans d'eau présents sur les terres agricoles permettant de maintenir l'ensemble des rôles de ces milieux particuliers.
Les mares sont des écosystèmes particuliers qui influent sur la richesse en biodiversité, la qualité des eaux et la régulation climatique :

La biodiversité :

- De par leurs diversités et leurs spécificités, les mares isolées abritent tout une faune et une flore particulièrement riches. Ce sont des réservoirs de biodiversité floristique et faunistique. Les mares offrent donc refuge, lieu de reproduction, d'alimentation et bien entendu un lieu de vie à de nombreuses espèces particulièrement en contexte d'agriculture intensive. Ces micro-zones humides abritent d'ailleurs près de 15 % des espèces protégées.
- L'existence des réseaux de mares est cruciale pour le maintien des métapopulations de certaines espèces. Ces réseaux sont également nécessaires à de nombreux mammifères et oiseaux en tant qu'élément particulier de l'ensemble des habitats que ces espèces ont l'habitude d'utiliser. Ils participent donc au maintien des continuités écologiques (trame verte et bleue) indispensables à la faune et à la flore.

L'eau :

- En tant que zones humides, les mares accomplissent des fonctions régulatrices de l'eau : écrêtage des crues (lutte contre l'érosion des sols et des inondations), stockage de l'eau, pondération du régime des eaux courantes, rétention et transformation des sédiments, lutte contre l'érosion
- De plus, les mares, et leurs réseaux, jouent un rôle épurateur en éliminant les polluants diffus des eaux de surface. Situées souvent en tête des bassins versants, les mares forment des systèmes très efficaces d'épuration naturelle des eaux.

Le climat :

- Les mares liées aux exploitations agricoles fixent une grande quantité de carbone du fait de leur grand nombre et de leur exceptionnelle productivité primaire propre aux écosystèmes aquatiques.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 81,26 €/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

1. **Mares et plans d'eau éligibles** : Seuls les plans d'eau et mares présents sur les terres agricoles et sans finalité piscicole peuvent faire l'objet d'un financement par une mesure contenant cette opération. A contrario, la restauration de mares et plans d'eau à finalité piscicole n'est pas éligible.

2. **Taille éligible** : **Entre 10 et 1 000 m²**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GATI_PE01 » sont décrites ci-dessous :

Un plan de gestion sera établi par une structure agrée, incluant un diagnostic initial des mares et plans d'eau engagés.
Ce plan de gestion planifiera la restauration si elle est nécessaire et prévoira à minima les modalités d'entretien suivantes :

- les modalités éventuelles de débroussaillement préalable (lorsque cela est nécessaire pour la restauration de la mare) ;
- les modalités éventuelles de curage et les modalités d'épandage des produits extraits ;
- les dates d'intervention (en dehors des périodes gênantes pour les oiseaux et les batraciens, de préférence en septembre-octobre) ;
- les modalités éventuelles de mise en place d'une végétation aquatique indigène ;
- la nécessité de créer ou d'agrandir une pente douce (moins de 45°). Si cette obligation est retenue, les travaux devront être réalisés au cours de la première année de l'engagement ;
- la possibilité ou l'interdiction de végétaliser les berges (végétalisation naturelle à privilégier, sinon liste des espèces autorisées) ;
- les modalités d'entretien de la végétation aquatique et ripicole, à des dates et périodicité à définir (réalisation possible par tiers sur 3 ans) ; **2 entretiens sur les 5 ans sont demandés ;**
- les méthodes de lutte manuelle et/ou mécanique de lutte contre la prolifération de la végétation allochtone envahissante (Jussie, Myriophylle du Brésil, … sur la base de la liste des espèces allochtones, publiée par le Ministère en charge de l'Écologie dans le cadre des décrets d'application de la loi « développement des territoires ruraux » de février 2005) : liste des espèces envahissantes visées, description des méthodes d'élimination (destruction chimique interdite. En marais, le faucardage des mares et/ou plans d'eau pour l'élimination des végétaux allochtones envahissants sera interdit), dates et outils à utiliser ;
- dans le cas de surfaces pâturées jouxtant la mare, les conditions d'accès aux animaux : interdiction d'abreuvement direct sur l'ensemble du périmètre de la mare ou du plan d'eau (mise en défens totale) ou mise en défens partielle avec accès limité au bétail (dans ce cas, préciser la largeur de l'accès autorisé). Pour une mise en défens totale ou partielle : pose de clôtures à au moins 1,5 m du bord de la mare ou du plan d'eau.

- **Interdiction de colmatage plastique**

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé : n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, Interventions : Type, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par une structure agréée, un plan de gestion des mares et des plans d'eau engagés, incluant un diagnostic initial de l'élément engagé **Le plan de gestion devra être réalisé au plus tard le 1er juillet de l'année du dépôt de la demande d'engagement.**	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période définie dans le plan de gestion	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction de colmatage plastique	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur l'élément engagé, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Annexe Indice de Fréquence de Traitement (IFT) du territoire « Gâtinais eau »

Campagne 2016

1 : Définitions et autres informations concernant l'IFT :

GATI	IFT de référence		Niveau1	IFT herbicides maximal Phyto 14		IFT hors herbicides maximal Phyto 15		Niveau2	IFT herbicides maximal Phyto 04		IFT hors herbicides maximal Phyto 05	
	Valeur maximale à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles non engagées dans la mesure	IFT calculé sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure		à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure		à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure			à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure		à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	
				exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur	exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur		exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur	exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur
Année 2		IFT année 2		80%	*1,9*	80%	*3,5*		80%	*1,9*	70%	*3,1*
à		Moyenne IFT année 2 et 3		80%	*1,9*	75%	*3,3*		75%	*1,8*	65%	*2,8*
Année 5	*IFT herbicides :* **2,3**	Moyenne IFT année 2, 3 et 4		75%	*1,8*	75%	*3,3*		70%	*1,7*	60%	*2,6*
	IFT hors herbicides : **4,3**	Moyenne IFT année 3, 4 et 5 ou IFT année 5		75 % en moyenne ou 70 % sur l'année 5	*1,8* *1,7*	70 % en moyenne ou 65 % sur l'année 5	*3,1* *2,8*		60 % en moyenne ou 60 % sur l'année 5	*1,4* *1,4*	50 % en moyenne ou 50 % sur l'année 5	*2,2* *2,2*

Pour les IFT « hors herbicides » des contrats engagés dans un second engagement, les valeurs à respecter sont les suivantes, en ce qui concerne l'engagement de niveau 2 Phyto_05:

GATI	IFT de référence		Niveau2	IFT hors herbicides maximal Phyto 05	
	Valeur maximale à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles non engagées dans la mesure	IFT calculé sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure		à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	
				exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur
Année 2 à Année 5	*IFT herbicides :* **2,3** *IFT hors herbicides :* **4,3**	IFT année 2			*2,9*
		Moyenne IFT année 2 et 3			*2,8*
		Moyenne IFT année 2, 3 et 4			*2,6*
		Moyenne IFT année 3, 4 et 5 ou IFT année 5		50 % en moyenne ou 50 % sur l'année 5	*2,2* / *2,2*

2 : Calcul de l'IFT à l'échelle de l'exploitation :

Pour chaque traitement réalisé sur la parcelle, l'IFT est obtenu en divisant la dose appliquée par la dose de référence du produit pour la culture et la cible (ravageur, maladie) considérées. L'ensemble est multiplié par la proportion de la parcelle traitée.

L'IFT de la parcelle est obtenu en faisant la somme des IFT traitements, pour chaque campagne culturale (de la récolte du précédent cultural à la récolte de la culture de la campagne en cours).

$$IFT traitement = \frac{Dose appliquée}{Dose de référence} \times \frac{Surface traitée}{Surface totale de la parcelle}$$

L'ensemble des traitements réalisés au champ sont pris en compte. Par ailleurs, si les semences utilisées ont été traitées, alors on ajoute 1 à l'IFT parcelle.

En cultures légumières, si la production se fait à partir de plants qui ont été traitées avant d'être implantés, alors on ajoute également 1 à l'IFT parcelle.

6-3 : Modalités de contrôle de l'IFT :

Le respect de vos engagements portant sur l'IFT est vérifié sur la base du **cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires**, qui constitue une pièce indispensable du contrôle. L'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée.

La tenue de ce cahier est obligatoire au titre de la conditionnalité (paquet hygiène relatif aux produits phytopharmaceutiques).

Au titre de la conditionnalité, il faut enregistrer toutes les utilisations de produits phytopharmaceutiques ou alternatifs, y compris sur les prairies, avec les informations relatives à :

- l'îlot PAC ou l'identification de la parcelle traitée[1] ;
- la culture produite sur cette parcelle (avec précision de la variété) ;
- le nom commercial complet du produit utilisé ;
- la quantité ou la dose de produit utilisée ;
- la date du traitement ;
- la (ou les) dates de récolte.

Par ailleurs, dans le cadre des MAEC, il est important de renseigner la cible (ravageur, maladie) visée par le traitement. Cette information permet en effet de calculer un IFT plus précis, qui reflète au mieux vos pratiques agricoles.

1Au titre des MAEC, les parcelles doivent être identifiées de manière à pouvoir calculer l'IFT sur les parcelles engagées et sur les parcelles non engagées

Sélection de la dose de référence

La dose de référence peut être définie :

- « à la cible », c'est-à-dire pour chaque produit, culture et cible (ravageur, maladie) visée par le traitement, sur la base des doses homologuées ;

- « à la culture », c'est-à-dire pour chaque produit et culture traitée.

Si la cible du traitement est renseignée dans le cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires, alors on retient la dose définie « à la cible » correspondante. Si plusieurs cibles sont simultanément visées par un même traitement, alors on retient la dose de référence correspondant à la cible qui a été déterminante dans le choix de la dose appliquée. Si la cible n'est pas renseignée dans le cahier d'enregistrement, alors on retient par défaut la dose homologuée sur la culture **la plus faible** .

Pour les produits sans dose, l'IFT du traitement compte par défaut pour 1.

*Pour plus de précisions sur les modalités de détermination de la dose de référence, se reporter au guide méthodologique sur l'IFT élaboré par le Ministère de l'Agriculture (*http://agriculture.gouv.fr/indicateur-de-frequence-de-traitements-phytosanitaires-ift*).*

La liste des doses de référence est fournie dans la boîte à outils IFT en ligne sur le site internet du ministère de l'Agriculture. Pour une campagne culturale allant de la récolte du précédent cultural en année n-1, à la récolte de la culture implantée pour la campagne de l'année n, il convient d'utiliser la liste de l'année n-1.

L'IFT est calculé pour chaque groupe de cultures (grandes cultures, viticulture, arboriculture, cultures légumières), en fonction du type de couvert visé par la MAEC.

Pour les MAEC portant sur un couvert de grandes cultures, l'ensemble des grandes cultures entrant dans l'assolement, y compris les prairies temporaires, sont prises en compte pour le calcul herbicides et de l'IFT hors herbicides de l'exploitation. Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures. Les surfaces considérées comme fixes (jachère fixe, prairie permanente, autre utilisation comme les bandes enherbées) n'entrent pas dans le calcul de l'IFT.

Pour les MAEC portant sur un couvert de cultures légumières, seules les parcelles implantées en carotte, chou-fleur et autre choux, fraise, melon, poireau, tomate et salade sont prises en compte dans le calcul de l'IFT herbicides et hors herbicides de l'exploitation. Par ailleurs, pour les engagements localisés (PHYTO_04, 05, 14 et 15) seules les parcelles implantées avec ces cultures peuvent être engagées dans la MAEC.

Les produits qualifiés "Bio-contrôle" ne sont pas comptabilisés dans le calcul de l'IFT.

Dans l'attente de l'établissement de la liste des produits de biocontrôle (article L 253-5 du Code Rural), la liste utilisée correspond à la liste « NODU Vert » (http://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/documents/pdf/_projet_actualisation_produits_biocontrole-V13__cle031452-1.pdf). Les produits de biocontrôle sont identifiés en tant que tels dans la liste des doses de référence pour le calcul de l'IFT.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

SEINE&MARNE 77 LE DÉPARTEMENT

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice d'information du territoire **GOELE ET MULTIEN**

Campagne 2016

Correspondants MAEC à la DDT : **Claire LAUGA** — **Christian MONTARD**
Téléphone : 01 60 56 73 07 — 01 60 56 70 89
e mail : *claire.lauga@seine-et-marne.gouv.fr* — *christian.montard@seine-et-marne.gouv.fr*

Cette notice présente l'ensemble des mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) proposées sur le territoire GOELE ET MULTIEN au titre de la programmation 2015-2020.
Elle complète la notice nationale d'information sur les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) et les aides à l'agriculture biologique 2015-2020, disponible sous Télépac.

La notice nationale d'information sur les MAEC et l'AB 2015-2020 (disponible sous Télépac)	contient →	• Les conditions d'engagement dans les MAEC et l'AB • Les obligations générales à respecter • Les contrôles et le régime de sanctions • Comment remplir les formulaires
La notice d'information du territoire	contient →	Pour l'ensemble du territoire : • La liste des MAEC proposées sur le territoire • Les conditions générales d'éligibilité • Les modalités de demande d'aide
La notice d'aide	contient →	Pour chaque MAEC proposée sur le territoire : • Les objectifs de la mesure • Les conditions spécifiques d'éligibilité • Le cahier des charges à respecter • Le régime de sanctions

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.

Si vous souhaitez davantage de précisions contactez votre DDT

1. PERIMETRE DU TERRITOIRE « GOELE ET MULTIEN »

Seuls les éléments situés sur ce territoire sont éligibles aux mesures localisées qui y sont proposées (Cf. § 3).

En ce qui concerne les mesures « localisées », pour qu'une parcelle ou un élément linéaire soit éligible à la MAEC, au moins 50 % de sa surface ou de sa longueur doit être incluse dans le territoire.

Liste des 15 communes concernées :

77023	BARCY	77358	PENCHARD
77077	CHAMBRY	77367	PLESSIS-PLACY
77095	CHARNY	77369	POINCY
77143	CREGY-LES-MEAUX	77476	TROCY-EN-MULTIEN
77173	ETREPILLY	77483	VARREDDES
77274	MARCILLY	77515	VILLEROY
77284	MEAUX	77526	VINCY-MANOEUVRE
77335	CHAUCONIN-NEUFMONTIERS		



2. RESUME DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Enjeu retenu :

Zone d'Action Prioritaire « enjeu Biodiversité » pour la préservation de la biodiversité

Ce territoire comprend des communes essentiellement rurales. La surface déclarée au titre de la Politique Agricole Commune (PAC) est de 9 073 ha en moyenne sur les années 2008 à 2012. On dénombre 59 agriculteurs qui ont leur siège d'exploitation sur le territoire.

Après études des éléments fixes du paysage, de la bibliographie et des territoires agricoles, complétés par les éléments du SRCE, il a été constaté un déficit général de la biodiversité et d'aménagements favorables. Cependant, un enjeu lié à la présence de l'Œdicnème criard a été identifié et des espèces patrimoniales comme la Chevêche d'Athéna et le Busard cendré ont été observés.

Ce territoire présente donc un enjeu prioritaire de restauration et de préservation de la biodiversité en zone agricole, et d'amélioration des continuités écologiques répondant aux objectifs des trames verte et bleue.

Sur ces communes, l'objectif est de sensibiliser les agriculteurs à des pratiques agricoles et à une gestion de leur territoire en faveur de la biodiversité et d'autre part, de mettre en œuvre des mesures agro-environnementales pour faciliter les changements de pratiques.

3. LISTE DES MAEC PROPOSEES SUR LE TERRITOIRE

Les financements prévisionnels des mesures peuvent être apportés par des crédits du ministère chargé de l'agriculture, du Conseil départemental de Seine-et-Marne et du FEADER.

Zone d'Action Prioritaire « enjeu Biodiversité » pour la préservation de la biodiversité

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
Surfaces en grandes cultures	IF_GOEL_HE15	Création et entretien de zones refuges pour la faune	390,94€/ha/an
Surfaces en grandes cultures	IF_GOEL_HE16	Création et entretien d'un couvert d'intérêt floristique et faunistique	600€/ha/an
Surfaces en grandes cultures	IF_GOEL_HE17	Amélioration d'un couvert déclaré en gel	160€/ha/an
Surfaces en grandes cultures	IF_GOEL_HE31	Création et entretien d'un couvert herbacé	450€/ha/an
Surfaces en herbe	IF_GOEL_HE01	Entretien d'un couvert herbacé	130,57€/ha/an
Surfaces en herbe	IF_GOEL_ BR01	Entretien de bandes refuges sur prairie	0,49€/ml/an
Haie	IF_GOEL_HA01	Entretien de haie	0,36€/ml/an
Arbres ou alignement d'arbres	IF_GOEL_AR01	Entretien d'arbres isolés ou en alignements	7,92/arbre/an
Ripisylves	IF_GOEL_RI01	Entretien de ripisylves	1,01€/ml/an
Bosquets	IF_GOEL_BO01	Entretien de bosquets	145,85€/ha/an
Talus	IF_GOEL_TL01	Entretien mécanique de talus enherbés	0,42€/ml/an
Fossés	IF_GOEL_FO01	Entretien de fossés et rigoles de drainage (hors cours d'eau et ouvrages maçonnés)	1,29€/ml/an
Mare ou plan d'eau	IF_GOEL_PE01	Restauration et/ou entretien de mares et plans d'eau	81,26€/mare/an

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire « GOELE ET MULTIEN »

4. MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Vous ne pouvez vous engager dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire que si votre engagement sur ce territoire représente, au total, un **montant annuel supérieur ou égal à 300 euros.**

Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de votre demande d'engagement, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs qui sont précisées dans la notice d'aide de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, votre demande devra être modifiée.

5. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

*Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.*
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

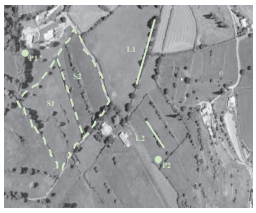
6. COMMENT REMPLIR LES FORMULAIRES D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager en 2016 dans une nouvelle MAEC, vous devez obligatoirement remplir les documents ci-après et les adresser à la DDT avec votre dossier de déclaration de surface avant le 15 juin 2016.

Les modalités de dépôt des demandes MAEC sont disponibles sous TELEPAC :

- *Liste générale : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/html/public/aide/formulaires-2016.html*
- *Modalités spécifiques aux MAEC : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/pdf/tas/2016/Dossier-PAC-2016_notice_MAEC-MAE-AB.pdf*

6.1 Le registre parcellaire graphique



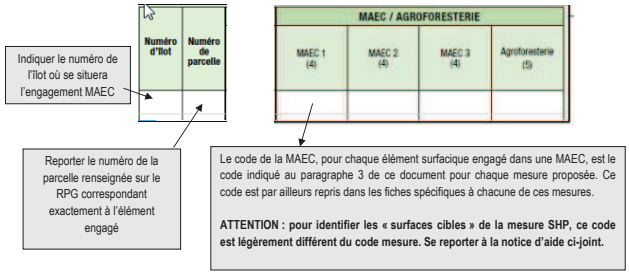
Pour déclarer des **éléments surfaciques** engagés dans une MAEC (HE15, HE16, HE17, HE01, HE31, BO01), vous devez dessiner, sur l'exemplaire du RPG que vous renverrez à la DDT, les surfaces que vous souhaitez engager dans chacune des MAEC proposées. Chaque élément surfacique engagé doit correspondre à une parcelle numérotée. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Pour déclarer des **éléments linéaires** engagés dans une MAEC (HA01, RI01, TL01, FO01) vous devez également dessiner d'un trait les éléments linéaires (ex : haies, ripisylves, talus, fossés ou bandes refuge) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Pour déclarer des **éléments ponctuels** engagés dans une MAEC (AR01, PE01) vous devez également localiser les éléments ponctuels (ex : mares ou arbres isolés) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

6.2 Le formulaire « Registre Parcellaire Graphique - Descriptif des parcelles »

Ce formulaire doit être rempli pour déclarer les éléments surfaciques engagés en MAEC.



Cet écran vous permet de consulter toutes vos parcelles déclarées et de vérifier les informations concernant la demande d'engagement en MAEC.

6.3 Le formulaire « Registre parcellaire - Descriptif des éléments MAEC linéaires et ponctuels »

Ce formulaire doit être rempli pour chaque élément linéaire ou ponctuel que vous souhaitez engager en MAEC et que vous avez localisé sur le feuillet RPG. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

A la rubrique « MAEC 2015-2020 / MAE 2007-2013 », vous devez cocher « oui » sur la ligne correspondant aux MAEC de la programmation 2015-2020. »

6.4 Le formulaire « Demande d'aides (Premier pilier – ICHN - MAEC - BIO – Assurance récolte) »

Vous devez cocher, à la rubrique « ICHN – MAEC –BIO », la case Mesure agroenvironnementale et climatique, et déclarer en cochant la case correspondante :

☒ « m'engager dans une MAEC de la programmation 2015-2020 »

7. CONTACTS

Coordinateur agricole : Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne
418 rue Aristide Briand – 77350 LE MEE SUR SEINE

Correspondant : **Milène GRAPPERON**
01 64 79 30 75
milene.grapperon@seine-et-marne.chambagri.fr

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien de zones refuges pour la faune » « IF_GOEL_HE15 »

du territoire « GOELE ET MULTIEN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont de renforcer la biodiversité fonctionnelle et de participer à la reconquête de la qualité de l'eau en diminuant l'utilisation d'intrants.

Cette opération vise prioritairement à limiter le développement des bio-agresseurs des cultures et l'intensité d'utilisation des produits phytosanitaires, en aménageant un maillage de zones de régulation écologique (ZRE) composées de bandes enherbées ou de jachères, si possible en continuité avec d'autres éléments paysagers présents sur le parcellaire (haies, bosquets, …). Ces zones de régulation écologique constituent des réservoirs d'auxiliaires des cultures, dont l'efficacité est accrue par la limitation de la taille des parcelles culturales bordées par les ZRE.

En effet, les ZRE devant être localisées en rupture de parcelles culturales ou entre deux parcelles culturales contiguës de taille limitée, les auxiliaires peuvent agir au cœur des parcelles culturales et réduire ainsi la pression des ravageurs sur les cultures. La localisation de ces ZRE devra être cohérente avec le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et les Trames vertes et bleues (TVB).

Ces zones constituent plus généralement des zones refuges pour l'ensemble de la petite faune de plaine, dans un objectif de préservation de la biodiversité.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 390,94 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), cultures pérennes ou qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie »** ou en **« jachère »**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles :**
  - **Largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m** pour chaque ZRE
  - Les ZRE doivent être **implantées :**
    - **entre 2 parcelles culturales contiguës ou en rupture de parcelles culturales**, de manière à ce que la taille des parcelles culturales n'excède pas 15 ha au maximum et que la distance entre deux ZRE n'excède pas 300 m.
    - **Dans la continuité d'autres éléments du paysage** (haies, talus, fossés, lisières de bois et bosquets…). Ces éléments constituent des ZRE naturelles, qui pourront être renforcées par la création de bandes herbacées d'une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m.
  - Respecter la **taille maximale de 15 ha** de chaque **parcelle culturale** bordée d'une ZRE.

- **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**
- **Couvert éligible** (non récoltés) :
  - **Liste d'espèces autorisées en jachère ou en prairies**

  - **Liste d'espèces ci-dessous (pur ou en mélange)**
  - **C**ultures cynégétiques
  - Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

AUTRES
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Phacélie
- Radis fourrager

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre

engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GOEL_HE15 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - Absence d'intervention mécanique du **1er mai au 31 juillet** pour les couverts en place.
- Récolte **INTERDITE**
- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.
- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.
- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement **:** type d'interventions, localisation, date, outils

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place une ou plusieurs ZRE localisées de façon pertinente, en fonction du diagnostic de territoire et/ou d'exploitation (distance maximale entre deux ZRE de 300m)	Sur place : visuel et documentaire	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation	Définitif	Principale	Totale
Respecter une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m pour chaque ZRE	Sur place		Réversible	Principale	A seuil : écart de largeur en anomalie
Respecter la taille maximale de 15 hectares de chaque parcelle culturale bordée d'une ZRE.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Mettre en place les couverts autorisés sur les ZRE : *cf : liste d'espèces ci-dessus* ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Factures d'achat de semis selon les cas, et cahier d'enregistrement	Réversible	Principale	Totale
Enregistrer les interventions d'entretien sur les ZRE	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'intervention mécanique sur les ZRE du ***1er mai au 31 juillet***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et programme de travaux d'entretien et éventuelles factures (si prestations)	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'avance/de retard (5 / 10 / 15 jours)

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respecter l'interdiction de traitement phytosanitaire sur les ZRE	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation initiale de la ZRE	Administratif et sur place		Définitif	Principale	Totale
Respecter la l'interdiction des apports azotés (minéral et organique)	Sur place : documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert d'intérêt faunistique ou floristique » « IF_GOEL_HE16 »

du territoire « GOELE ET MULTIEN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure: COUVER_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de remplacer des surfaces cultivées en grandes cultures par un couvert favorable :

- aux oiseaux de plaine à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
- aux insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Il s'agit ainsi de créer ce type de couvert sur des surfaces supplémentaires par rapport aux couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 600,00 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles :** surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), cultures pérennes ou qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implantée, la parcelle devra être déclarée avec le code correspondant au couvert mis en place.

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - **Parcelles** entières : **minimum 10 ares**
  - **Bandes : minimum 10 m de large**, (le cas échéant, 10 m en moyenne sur la longueur de la bande)

- **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**.

- **Couvert éligible :** (non récolté et non pâturé)

À sélectionner en fonction des exigences biologiques des espèces à préserver
- Cultures annuelles à fort intérêt
- Mélange graminées-légumineuses
- Légumineuses
- Cultures cynégétiques
- Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures (plantes messicoles notamment)

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien
- Autres graminées à valider lors du diagnostic

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne
- Autres légumineuses à valider lors du diagnostic

AUTRES
- Achillée millefeuille
- Avoine
- Bleuet des champs
- Carotte sauvage
- Centaurée jacée
- Chicorée sauvage
- Compagnon rouge / Silène dioïque
- Cumin des prés
- Marguerite
- Mauve sylvestre
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Onagre bisannuelle
- Phacélie
- Radis fourrager
- Sarrasin
- Sauge des prés
- Tanaisie en corymbe
- Autres plantes à valider lors du diagnostic

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

Couverts mellifères recommandés pour insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures :
(*Mélanges commerciaux*)

Couvert "Seda-miel 1" :
(sol acide frais – pH < 6,5)
- Mélilot 30 %
- Lotier corniculé 20 %
- Trèfle hybride 15 %
- Trèfle d'Alexandrie 15 %
- Trèfle violet 10 %
- Phacélie 10 %

Couvert "Seda-miel 2" :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)
- Sainfoin 60 %

- Mélilot 25 %
- Trèfle violet 5 %
- Minette 5 %
- Phacélie 5 %

Couvert "Pronectar TP " :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)
- Sainfoin 60 %
- Mélilot 10 %
- Trèfle de Perse 10 %
- Trèfle violet 10 %
- Phacélie 10 %

Couvert "Méliflore 1" :
(sol acide frais – pH < 6,5)
- Trèfle hybride 45 %
- Trèfle violet 30 %
- Trèfle blanc 10 %
- Trèfle d'Alexandrie 10 %
- Phacélie 5 %

Couvert "Méliflore 2" :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)
- Sainfoin 60 %
- Mélilot 20 %
- Trèfle violet 10 %
- Minette 5 %
- Phacélie 5 %

Couvert "Prochasse" :
- Ray-grass Anglais 30 %
- Trèfle violet 30 %
- Trèfle de Perse 20 %
- Phacélie 20 %

Couvert "biodiversité" :
- Achillée millefeuille
- Avoine
- Cumin des prés
- Bleuet des champs
- Centaurée jacée
- Chicorée sauvage
- Carotte sauvage
- Sarrasin
- Marguerite
- Lotier corniculé
- Mauve sylvestre
- Onagre bisannuelle
- Sainfoin
- Phacélie
- Sauge des prés
- Compagnon rouge / Silène dioïque
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Tanaisie en corymbe

Couverts cynégétiques :
(Exemple de couverts soumis à variation selon les exigences biologiques des espèces et les types de sols)
- Millet – sarrasin – moha – navette
- Avoine – choux – sarrasin
- Dactyle – trèfle violet
- Dactyle – luzerne
- Chou fourrager – fétuque des prés
- Vesce – avoine
- Seigle fourrager – vesce
- Mélilot
- Millet – sorgho
- Seigle forestier – trèfle sp.
- Maïs – millet
- Maïs – sarrasin
- Maïs – sorgho
- Maïs – avoine
- Chou – moha – sarrasin
- Tournesol – pois
- Tournesol – féveroles
- Tournesol – sorgho
- Tournesol – chou fourrager
- Tournesol – moutarde

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GOEL _HE16 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **Récolte et pâturage INTERDITS**
  - Absence d'intervention mécanique du **15 avril au 15 janvier** de l'année suivante pour les couverts en place.

- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

Toutefois afin de permettre une bonne implantation des couverts, il n'est permis de fertiliser que lors des premiers stades de développement du couvert.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : *(cf. liste d'espèces ci-dessus)* ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou parcelles entières minimum de 0,10 ha	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 15 avril et le 15 janvier de l'année n+1	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Amélioration des jachères » « IF_GOEL_HE17 »

du territoire « GOELE ET MULTIEN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_08

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération vise à inciter les exploitants agricoles à améliorer la localisation de leurs parcelles en jachère agricole ainsi que le choix des couverts à y implanter :

- sur des territoires à enjeu « eau », afin de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) ;
- sur les territoires à enjeu « biodiversité » pour répondre aux exigences spécifiques :
  - d'une espèce ;
  - d'un groupe d'espèces à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
  - au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Cette opération permet de localiser les jachères agricoles de manière pertinente par rapport à l'enjeu environnemental visé (eau ou biodiversité), d'améliorer le couvert présent et la gestion des intrants. L'exploitant n'a plus comme seul critère celui de localiser ces surfaces de jachère agricole sur les zones les moins productives et/ou les plus difficiles d'accès.
Par ailleurs, en règle générale, les jachères agricoles sont constituées des repousses des précédents culturaux. Cette opération permet l'implantation d'un couvert spécifique répondant à l'enjeu environnemental visé.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 160,00 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables (sauf prairies temporaires de plus de deux ans et surfaces en jachères), cultures pérennes ou qui étaient alors engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, ou les parcelles nécessitant un déplacement par rapport à la localisation initiale de la jachère.
  Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« jachère ».**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - **Parcelles** entières : **minimum 10 ares**
  - **Bandes : minimum 10 m de large**

- **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

- **Localisation pertinente**
  - bassin d'alimentation des captages
  - bords de cours d'eau, fossés
  - fonds de talweg
  - ruptures de pente
  - division du parcellaire
  - continuités écologiques
  - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
  - parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

- **Couverts éligibles** (non récoltés et non pâturés) :
  - Cultures annuelles à fort intérêt
  - Mélange graminées-légumineuses
  - Légumineuses

- Cultures cynégétiques
- Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures (plantes messicoles notamment)

À sélectionner dans la liste ci-dessous (pur ou en mélange) :

GRAMINEES

- Avoine
- Brome cathartique
- Brome Sitka
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque ovine
- Fétuque rouge
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray–grass italien
- Seigle

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

AUTRES

- Chou
- Cresson alénois
- Mais
- Millet
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Phacélie
- Radis fourrager
- Sarrasin
- Sorgho
- Tournesol

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GOEL_HE17 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

➢ au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;

➢ à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

- Récolte et pâturage **INTERDITS.**

- **Entretien**
  - Absence d'intervention mécanique du **1er mai au 31 juillet** pour les couverts en place.

- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date)

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : *(cf. liste d'espèces ci-dessus)* ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou parcelles entières de minimum 0,10 ha	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 1er mai et le 31 juillet	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

➢ au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;

➢ à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation » « IF_GOEL_HE31 »

du territoire « GOELE ET MULTIEN »

Campagne 2016

Engagements unitaires de la mesure: - COUVER_06
- HERBE_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage).

D'autre part, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).

En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 450 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables (sauf prairies temporaires de plus de deux ans et surfaces en jachères), cultures pérennes ou qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.
Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente ».**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - **Parcelles** entières : **minimum 10 ares, 5 m de large ;**
  - **Bandes : minimum 10 m de large** (En bordure de cours d'eau et en zone vulnérable, la largeur minimale passe à 5 m, dans la mesure où une bande d'au moins 5 m est déjà existante et permet la création d'une bande enherbée finale d'au moins 10 m de large.) ;
  - Si le couvert est implanté en bordure d'élément paysager (haies, bosquets, mares, fossés), la largeur minimale sera de 3 m, si possible de part et d'autre de l'élément paysager si la maîtrise du foncier le permet.

- **Mesure fixe** : L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

- **Localisation pertinente**
  - bassin d'alimentation des captages
  - bords de cours d'eau, fossés
  - fonds de talweg
  - ruptures de pente
  - division du parcellaire
  - continuités écologiques
  - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
  - parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire
- **Couvert éligible :**
  - **Liste d'espèces autorisées en couvert environnemental au titre des BCAE**
  - **Liste d'espèces ci-dessous (légumineuses pures interdites : mélange avec une autre famille obligatoire)**

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

~~Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).~~

~~Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).~~
~~Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.~~

~~Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.~~

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GOEL_HE31 » sont décrites ci-dessous :

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date), pratiques de fertilisation des surfaces (dates, quantités, produits).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés : *(cf liste d'espèces ci-dessus)*	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter les largeurs minimales du couvert herbacé pérenne.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Tenir un cahier d'enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation » « IF_GOEL_HE01 »

du territoire « GOELE ET MULTIEN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : HERBE_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (praires, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 130,57 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Surfaces éligibles** : surfaces en herbe et milieux remarquables éligibles, pour lesquels il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité, lié à une fertilisation excessive. Ce ciblage devra être élaboré sur la base d'un diagnostic environnemental de territoire.

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles. Les SIE situées en dehors de ces bandes tampons sont éligibles.

- **Déclaration de surface :** Le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente ».**

- **Mesure fixe :** L'engagement **est fixe** au cours des **5 ans.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GOEL_HE01 » sont décrites ci-dessous :

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage) :**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**

- Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date, pratiques de fertilisation des surfaces ((dates, quantités, produit))

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.**

Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de bande refuge sur prairies » « IF_GOEL_BR01 »

du territoire « GOELE ET MULTIEN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_08

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de mettre en place des zones de protection (des bandes refuges) des milieux remarquables afin de protéger la flore présente et/ou la faune prairiale (oiseaux et papillons, notamment ceux relevant d'un plan national d'action) grâce à une mise en défens sur une longue période de bandes refuge, dont la localisation peut varier chaque année au sein de parcelles exploitées.

En effet, l'avifaune sauvage s'installe pendant les fauches et durant la période estivale sur les prairies de fauche. Ces sites d'installation de cette faune spécifique permettent la réalisation de diverses étapes essentielles, telles la nidification, le grossissement des jeunes, la mue, l'alimentation et le repos avant la migration.

La création de ces bandes refuge est définie selon des enjeux locaux clairement identifiés, comme la préservation de bas-marais, marais tufeux, tourbières, ripisylves, espaces de nidification comme les grèves de bords de cours d'eau dynamique ou les roselières, les milieux dunaires et les sources.

Des habitats naturels remarquables et les sites de nidification peuvent se situer au contact des milieux prairiaux, soit distribués en leur sein, soit disposés sur leurs marges.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0,49€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Surfaces éligibles :** Surfaces en herbe cibles, définies lors du diagnostic.
- **Taille éligible :** Bande d'une largeur comprise entre **6 m et 9 m.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GOEL_BR01 » sont décrites ci-dessous :

- Respecter chaque année la localisation et la taille de la bande refuge à mettre en défens

- Faire établir un plan de localisation des bandes refuges. Ce plan de localisation précise, au sein de la surface engagée, les surfaces nécessitant une gestion particulière sur lesquelles porte les obligations. Il sera établi par l'opérateur lui-même ou par une structure compétente mandatée par l'opérateur.

- **Période de non intervention**
  - Intervention **INTERDITE** du 1er mars au 1er septembre
  - Déprimage précoce interdit

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par l'opérateur ou une structure compétente, un plan de localisation des bandes refuge au sein des parcelles engagées	Sur place	Plan de localisation	Définitif	Principale	Totale
Respect de la localisation des bandes refuges Respect de la taille de la bande refuge : comprise entre 6 et 9 mètres de largeur	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et Plan de localisation	Réversible	Principale	Totale
Respecter une période de non intervention du 1er mars au 1er septembre *Le déprimage précoce est interdit.*	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart en nombre de jours entre la date de réalisation de la fauche et les dates déterminées / nombre de jours que comporte la période d'interdiction d'intervention

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de haie » « IF_GOEL_HA01 »

du territoire « GOELE ET MULTIEN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_01

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des haies, localisées de manières favorable au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent en fonction du type de haie présente afin d'assurer le renouvellement et la pérennité des haies.

Les haies ont de multiples fonctions environnementales. En effet, elles constituent un obstacle physique qui diminue la vitesse des ruissellements ainsi que celle du vent, limitant ainsi le transport des particules solides (limons et sables), des éléments fertilisants et des matières actives (objectifs de lutte contre l'érosion et d'amélioration de la qualité des eaux). Le réseau racinaire dense, puissant et profond des ligneux composants la haie remonte les éléments minéraux ayant migré en profondeur (objectif protection de l'eau), favorise l'infiltration des eaux en excès et stabilise le sol (objectifs de lutte contre les risques naturels et contre l'érosion). Les haies sont également des écosystèmes à part entière, lieux de vie, d'abri, de reproduction de nombreuses espèces animales et végétales inféodées à ce type de milieu (objectif de maintien de la biodiversité, trame verte et bleue). Par ailleurs, les haies contribuent efficacement au stockage de carbone.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0,36€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités**

versées.

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

◦ **Conditions relatives aux éléments engagés**

▪ **Haies éligibles** : Haies, basses ou hautes, localisées de manière pertinente, définies lors du diagnostic. Les haies devront être composées majoritairement des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

Arbustes	
Nom français	**Nom scientifique**
Aubépine épineuse	*Crataegus laevigata*
Aubépine monogyne	*Crataegus monogyna*
Bourdaine	*Frangula alnus*
Buis	*Buxus sempervirens*
Camerisier à balai	*Lonicera xylosteum*
Cassis	*Ribes nigrum*
Cerisier Sainte Lucie	*Prunus mahaleb*
Cornouiller sanguin	*Cornus sanguinea*
Cornouiller mâle	*Cornus mas*
Coudrier	*Corylus avellana*
Framboisier	*Rubus idaeus*
Fusain d'Europe	*Euonymus europaeus*
Genêt à balais	*Cytisus scoparius*
Genévrier commun	*Juniperus communis*
Groseillier rouge	*Ribes rubrum*
Groseillier à maquereau	*Ribes uva-crispa*
Houx	*Ilex aquifolium*
If commun	*Taxus baccata*
Lierre	*Hedera helix*
Néflier	*Mespilus germanica*
Nerprun purgatif	*Rhamnus cathartica*
Prunellier	*Prunus spinosa*
Ronce sp	*Rubus sp*
Rosier des chiens	*Rosa canina*
Saule cendré	*Salix cinerea*
Saule pourpre	*Salix purpurea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Sureau rouge	*Sambucus racemosa*
Troène vulgaire	*Ligustrum vulgare*
Viorne lantane	*Viburnum lantana*
Viorne obier	*Viburnum opulus*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GOEL_HA01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage, …
  - **Taille sur les 2 côtés de la haie**

- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
  - Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**

- Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la haie engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Respect des périodes d'interventions	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches *(cf. ci-dessus)*	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La **tenue du cahier d'enregistrement** des interventions constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien d'arbres isolés ou en alignements » « IF_GOEL_AR01 »

du territoire « GOELE ET MULTIEN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_02

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des arbres isolés ou en alignements au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent en fonction du type d'arbre présent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

Les arbres têtards (arbre adulte dont le tronc et toutes les branches maîtresses ont été coupés, et sur lesquels poussent des rejets régulièrement recépés) de type émondés ou de hauts jets, isolés ou en alignements sont des infrastructures écologiques qui permettent d'assurer le maintien de nombreuses espèces. En effet, ces arbres creux constituent des zones d'alimentation et de reproduction de nombreuses espèces (telles que les insectes saproxylophages), de corridor biologique ainsi que des zones refuge (chauve souris, oiseaux). L'entretien de ces linéaires ou des arbres remarquables isolés est de ce point de vue essentiel pour préserver la haute valeur naturelle et paysagère des territoires ruraux et des sites Natura 2000. La taille des arbres en têtard ou émondés (selon les spécificités locales) favorise le développement de cavités abritant de nombreuses espèces cavernicoles (Rouge-queue à front blanc, Chouette chevêche, …). Par ailleurs ces arbres permettent une régulation climatique (rôle de haie brise vent et de séquestration du carbone), une régulation hydraulique (rôle dans l'infiltration lente, la dépollution des eaux et le maintien d'une atmosphère humide) et une remontée d'éléments minéraux lixiviés.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 7,92€/arbre engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

- **Conditions relatives aux éléments engagés**

▪ **Arbres éligibles** : Ensemble des arbres isolés ou en alignement, localisées de manières pertinentes, définis lors du diagnostic. Essences éligibles de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*

Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*
Fruitiers sp. (poiriers, pommiers…)	

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GOEL_AR01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - Type de taille à réaliser en fonction du diagnostic : taille en têtard, émondage ou élagage**.**
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (sécateurs, échenilloir, scie d'élagage, lamier, tronçonneuse…).

Taille des arbres têtards :
Pour la formation : éliminer les branches latérales afin d'obtenir un sujet vigoureux de 10 - 15 cm de diamètre. A partir de ce diamètre, étêtage du sujet.
Pour l'entretien : coupe des rejets surplombants la tête tous les 7 à 15 ans selon les essences et selon le diamètre des branches, entre 10 et 20 cm maximum.

Taille des arbres isolés :
Pour la formation : taille de formation entre août et septembre. La taille éliminera les fourches et les branches obliques par rapport à la flèche de l'arbre.
Pour l'entretien : élagage des branches basses en maintenant au moins 50 % de branches sur la partie haute de l'arbre. Les rejets postérieurs à ces travaux de coupe seront éliminés régulièrement. La hauteur finale d'élagage sera d'au minimum 3 à 4 mètres.

Conserver le lierre, le houx et les ronces.

- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage.
  - Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars.

- **Seuil minimal de contractualisation d'arbres têtards (en âge d'être entretenus) : 50 %**
- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement aux arbres et/ou alignements d'arbres engagés	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période allant du 1er aout au 30 septembre pour les tailles de formation et du 1er octobre au 1er mars	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches *(cf. ci-dessus)*	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les éléments engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien des ripisylves » « IF_GOEL_RI01 »

du territoire « GOELE ET MULTIEN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des ripisylves au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique et floristique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

La ripisylve est une zone de transition entre les milieux aquatique et terrestre, elle est localisée en bordure de cours d'eau. Elle est composée de différentes strates (herbacée, arbustive, arborée) permettant d'assurer divers rôles : habitats naturels (terrestres et aquatiques avec notamment des zones d'eau fraîche et calme : rôle de la ripisylve dans la dissipation du courant), corridors écologiques (trame verte et bleue), filtration et épuration des eaux de ruissellement, protection des berges contre l'érosion, régulation climatique (notamment zones d'ombrage et stockage du carbone), etc. Elle joue par ailleurs les mêmes rôles qu'une haie arbustive ou arborée en matière de protection contre le ruissellement et l'érosion, en faveur de la qualité des eaux (limitation des transferts) et du maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées).
Un entretien non intensif de ce milieu permet le maintien des différentes strates et d'une végétation variée assurant tous ces rôles.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 1,01 €/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Ripisylves éligibles** : localisées de manière pertinente, définies lors du diagnostic. Les ripisylves devront être majoritairement composés des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Charme	*Carpinus betulus*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*

Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Tremble	*Populus tremula*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GOEL_RI01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années ;
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuses, tronçonneuse, scie d'élagage…

Côté parcelle : même taille que pour une haie
Côté cours d'eau : un élagage doux afin d'apporter un peu de lumière sur le cours d'eau
Dégagement mécanique au pied des jeunes arbres pour les boisements en cours de constitution

Gestion des arbres morts et des branches mortes du côté du cours d'eau :
- les enlever lorsque ceux-ci sont susceptibles de créer des embâcles ;
- Le dessouchage est interdit.

Gestion des embâcles :
- ne pas dégrader la berge et la végétation riveraine, dans la mesure du possible ;
- travailler le moins possible avec des engins dans le lit du cours d'eau afin de ne pas perturber les habitats aquatiques.

- **Période d'intervention**
  - Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars ;
  - Enlèvement des embâcles et entretien du lit hors période de fraies : du 1er aout ou 31 octobre ;
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la ripisylve engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation de la taille des arbres entre le 1er octobre au 1er mars Réalisation de l'enlèvement des embâcles et de l'entretien du lit du cours d'eau entre le 1er aout et le 31 octobre	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.
, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

île de France

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de bosquets » « IF_GOEL_BO01 »

du territoire « GOELE ET MULTIEN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des bosquets au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique et floristique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

Les bosquets sont des lieux d'abris, de vie et de reproduction d'un grand nombre d'espèces animales et végétales et jouent un rôle structurant pour le paysage en assurant des corridors écologiques dans une trame d'ensemble. Ils jouent par ailleurs les mêmes rôles qu'une haie arbustive ou arborée en matière de protection contre le ruissellement et l'érosion, en faveur de la qualité des eaux (limitation des transferts), du maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées) et de la régulation climatique.
Un entretien non intensif et dirigé de ces milieux permet leur pérennité afin d'en assurer tous ces rôles.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 145,85 €/hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

- **Conditions relatives aux éléments engagés**
  - **Bosquet éligible** :
    - Taille de **1 are à 50 ares**, avec un minimum de **10 m de largeur**, définis lors du diagnostic.
    - Les bosquets devront être composés majoritairement des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

Arbustes	
Nom français	**Nom scientifique**
Aubépine épineuse	*Crataegus laevigata*
Aubépine monogyne	*Crataegus monogyna*
Bourdaine	*Frangula alnus*
Buis	*Buxus sempervirens*
Camerisier à balai	*Lonicera xylosteum*
Cassis	*Ribes nigrum*
Cerisier Sainte Lucie	*Prunus mahaleb*
Cornouiller sanguin	*Cornus sanguinea*
Cornouiller mâle	*Cornus mas*
Coudrier	*Corylus avellana*
Framboisier	*Rubus idaeus*
Fusain d'Europe	*Euonymus europaeus*
Genêt à balais	*Cytisus scoparius*
Genévrier commun	*Juniperus communis*
Groseillier rouge	*Ribes rubrum*
Groseillier à maquereau	*Ribes uva-crispa*
Houx	*Ilex aquifolium*
If commun	*Taxus baccata*
Lierre	*Hedera helix*
Néflier	*Mespilus germanica*
Nerprun purgatif	*Rhamnus cathartica*
Prunellier	*Prunus spinosa*
Ronce sp	*Rubus sp*
Rosier des chiens	*Rosa canina*
Saule cendré	*Salix cinerea*
Saule pourpre	*Salix purpurea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Sureau rouge	*Sambucus racemosa*
Troène vulgaire	*Ligustrum vulgare*
Viorne lantane	*Viburnum lantana*
Viorne obier	*Viburnum opulus*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GOEL_BO01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage…
  - **Taille de faces extérieures** au moins 2 fois en 5 ans pour limiter le développement latéral pour les bosquets d'au moins 3 – 4 ans.
  - **Taille de formation** (de 3 à 15 ans environ) et élagage (de 5 à 20 ans environ) pour des arbres de hauts jets, à raison d'une taille tous les 2 à 3 ans en fonction de la croissance des sujets. Les arbres de hauts jets à entretenir seront définis lors du diagnostic.
- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
  - Taille et élagage : Du 1er octobre au 1er mars

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.
- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement au bosquet engagé	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation de l'entretien des arbres entre le 1er octobre au 1er mars pour la taille d'élagage et entre le 1er aout et le 30 septembre pour la taille de formation	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

ÎledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de talus enherbés » « IF_GOEL_TL01 »

du territoire « GOELE ET MULTIEN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de préserver les talus existants et leurs continuités.
Les talus constituent un obstacle physique aux ruissellements et répondent ainsi à l'objectif de protection de la qualité des eaux et de lutte contre l'érosion des sols. Leur efficacité n'est réelle que s'ils sont localisés de manière pertinente et qu'il existe une continuité de ces structures sur les zones à risques.
Par ailleurs, ces parties non cultivées de la parcelle constituent des zones d'abri et de développement pour la flore et la faune auxiliaire, lorsqu'ils sont entretenus mécaniquement à des périodes adaptées. Cette opération contribue donc aussi au maintien de la biodiversité.
C'est pourquoi cette opération contient des éléments relatifs aux conditions d'entretien des talus compatibles avec la préservation de la biodiversité, même si les zones de mise en œuvre sont celles identifiées essentiellement par rapport à l'enjeu de préservation de la qualité des eaux.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0,42€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Talus éligibles** : Talus présent sur terres arables ou cultures pérennes au sein de zones identifiées pour leur risque érosif au regard du diagnostic de territoire et du SRCE, les ruptures de pente, les fonds de talweg, les corridors ou les habitats d'espèces pour l'enjeu biodiversité.

Les talus de bordure de parcelles ne répondant pas à l'objectif de protection des eaux contre le ruissellement ne sont pas éligibles.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GOEL_TL01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - Maintenir un couvert herbacé permanent : pas de sol nu, ni de retournement
  - Réaliser un entretien annuel par fauche ou broyage
  - Absence de brûlage du talus
  - Intervention **INTERDITE** du 1er avril au 31 août.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Maintenir un couvert herbacé permanent (pas de sol nu ni de retournement)	Sur place		Réversible	Principale	A seuil
Absence d'intervention mécanique entre le 1er avril au 31 août	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Réalisation d'un entretien annuel par fauche ou broyage (hors périodes d'interdiction)	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Absence de brûlage sur le talus	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien des fossés et rigoles de drainage et d'irrigation, des fossés et canaux en marais, et des béalières » « IF_GOEL_FO01 »

du territoire « GOELE ET MULTIEN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de réaliser un entretien des fossés et rigoles de drainage et d'irrigation, des fossés et canaux en marais, et des béalières (la béalière est un canal construit à partir de la rivière, formant une déviation et un cours d'eau secondaire, avec une pente plus faible que la pente moyenne de la rivière) permettant de maintenir leurs flancs végétalisés et une expression favorable de la biodiversité.

Les fossés, lorsque leurs flancs sont végétalisés, jouent un rôle épurateur des eaux d'écoulement (surface de filtration et d'infiltration des eaux). Le maintien du maillage de fossés et rigoles dans ces conditions d'entretien permet d'assurer un bon cheminement de l'eau et ainsi une bonne alimentation en eau des parcelles situées en aval.

Lorsqu'ils sont entretenus de manière strictement mécanique à des dates favorables à la biodiversité (en évitant le sur-entretien), ils peuvent également constituer des zones de développement d'une flore spécifique et constituent des lieux de vie d'abri et de reproduction de nombreuses espèces animales (avifaune, petits mammifères), dans un objectif de maintien de la biodiversité (trame verte et bleue).

En marais, le réseau hydraulique est particulièrement dense (100 à 300 ml/ha). Il conditionne selon les saisons, le caractère inondable, le taux d'humidité mais aussi le drainage des compartiments hydrauliques homogènes. Il nécessite surtout une bonne connexité (capacité hydraulique au déconfinement et aptitude à jouer un rôle de corridor aquatique écologique). L'engagement de curage du fossé réalisé dans de bonnes conditions permet de rajeunir des milieux confinés, d'initier un nouveau cycle de développement biologique et de retrouver la capacité hydraulique du réseau. Il s'agit ainsi d'éviter le comblement et donc de maintenir ou de restaurer leurs fonctionnalités écologiques et hydrologiques (rôle de tampons et filtres).

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 1,29€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

▪ **Fossés éligibles : Fossés et rigoles de drainage et/ou d'irrigation, béalières, canaux tertiaires** alimentant les parcelles agricoles. Dans tous les cas, seuls les ouvrages non maçonnés et végétalisés sont éligibles. De même, les structures hydrauliques faisant l'objet d'une association syndicale autorisée (ASA) ne sont pas éligibles (travaux réalisés par l'ASA et non l'exploitant agricole). Les cours d'eau sont exclus.

Les ouvrages éligibles seront définis lors du diagnostic.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GOEL_FO01 » sont décrites ci-dessous :

Un plan de gestion sera établi pour chaque type d'ouvrage
Il précisera les modalités d'entretien et le cas échéant de réhabilitation de fossés engagés :

- les modalités d'entretien mécanique du fossé assurant le bon écoulement de l'eau. En particulier :
  - seront exclues toutes les interventions devant participer à l'assèchement des milieux humides alentours (prairies, tourbières…) ;
  - pour les fossés en marais, le plan de gestion devra veiller à respecter la stabilité des berges et de la ceinture végétale, le curage vieux fond / vieux bords, le principe de mosaïque en conservant des fossés et canaux d'âges différents favorables à la biodiversité, et à conserver les échanges entre parcelles inondables et réseaux de fossés et canaux.

- les méthodes de lutte manuelle et/ou mécanique contre la prolifération de la végétation allochtone envahissante (Jussie, Myriophylle du Brésil, … sur la base de la liste des espèces allochtones, publiée par le Ministère en charge de l'Écologie dans le cadre des décrets d'application de la loi "développement des territoires ruraux" de février 2005.) : liste des espèces envahissantes visées, description des méthodes d'élimination (destruction chimique interdite. En marais, le faucardage des fossés pour l'élimination des végétaux allochtones envahissants sera interdit.), périodes de destruction et outils à utiliser.

- les devenirs des produits du curage, et le cas échéant, les modalités d'exportation des produits de curage et de faucardage.

- la période pendant laquelle l'entretien du fossé doit être réalisé, en dehors des périodes de reproduction de la faune et de la flore.

- la périodicité de cet entretien (réalisation possible par tiers de linéaire engagé sur 3 ans), **2 entretiens sur les 5 ans sont demandés.**

- les conditions éventuelles de brûlage des produits de curage et de faucardage, si celui-ci est autorisé. Dans tous les cas, il doit être conforme à la réglementation et réalisé en dehors des périodes de reproduction de la faune (en particulier de l'avifaune).

- les conditions éventuelles de recalibrage pour les canaux d'irrigation dans le respect du gabarit initial (le recalibrage des fossés et rigoles est quant à lui interdit).

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement au type d'ouvrage engagé	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période définie	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Absence de recalibrage et redressement des fossés et rigoles Le cas échéant : recalibrage autorisé dans la limite du gabarit initial (restauration)	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Restauration et /ou entretien de mares et plans d'eau » « IF_GOEL_PE01 »

du territoire « GOELE ET MULTIEN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de réaliser un entretien des mares et des plans d'eau présents sur les terres agricoles permettant de maintenir l'ensemble des rôles de ces milieux particuliers.
Les mares sont des écosystèmes particuliers qui influent sur la richesse en biodiversité, la qualité des eaux et la régulation climatique :

La biodiversité :

- De par leurs diversités et leurs spécificités, les mares isolées abritent tout une faune et une flore particulièrement riches. Ce sont des réservoirs de biodiversité floristique et faunistique. Les mares offrent donc refuge, lieu de reproduction, d'alimentation et bien entendu un lieu de vie à de nombreuses espèces particulièrement en contexte d'agriculture intensive. Ces micro-zones humides abritent d'ailleurs près de 15 % des espèces protégées.
- L'existence des réseaux de mares est cruciale pour le maintien des métapopulations de certaines espèces. Ces réseaux sont également nécessaires à de nombreux mammifères et oiseaux en tant qu'élément particulier de l'ensemble des habitats que ces espèces ont l'habitude d'utiliser. Ils participent donc au maintien des continuités écologiques (trame verte et bleue) indispensables à la faune et à la flore.

L'eau :

- En tant que zones humides, les mares accomplissent des fonctions régulatrices de l'eau : écrêtage des crues (lutte contre l'érosion des sols et des inondations), stockage de l'eau, pondération du régime des eaux courantes, rétention et transformation des sédiments, lutte contre l'érosion
- De plus, les mares, et leurs réseaux, jouent un rôle épurateur en éliminant les polluants diffus des eaux de surface. Situées souvent en tête des bassins versants, les mares forment des systèmes très efficaces d'épuration naturelle des eaux.

Le climat :

- Les mares liées aux exploitations agricoles fixent une grande quantité de carbone du fait de leur grand nombre et de leur exceptionnelle productivité primaire propre aux écosystèmes aquatiques.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 81,26 €/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Mares et plans d'eau éligibles** : Seuls les plans d'eau et mares présents sur les terres agricoles et sans finalité piscicole peuvent faire l'objet d'un financement par une mesure contenant cette opération. A contrario, la restauration de mares et plans d'eau à finalité piscicole n'est pas éligible.
- **Taille éligible** : **Entre 10 et 1 000 m²**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_GOEL_PE01 » sont décrites ci-dessous :

Un plan de gestion sera établi par une structure agrée, incluant un diagnostic initial des mares et plans d'eau engagés.
Ce plan de gestion planifiera la restauration si elle est nécessaire et prévoira à minima les modalités d'entretien suivantes :

- les modalités éventuelles de débroussaillement préalable (lorsque cela est nécessaire pour la restauration de la mare) ;
- les modalités éventuelles de curage et les modalités d'épandage des produits extraits ;
- les dates d'intervention (en dehors des périodes gênantes pour les oiseaux et les batraciens, de préférence en septembre-octobre) ;
- les modalités éventuelles de mise en place d'une végétation aquatique indigène ;
- la nécessité de créer ou d'agrandir une pente douce (moins de 45°). Si cette obligation est retenue, les travaux devront être réalisés au cours de la première année de l'engagement ;
- la possibilité ou l'interdiction de végétaliser les berges (végétalisation naturelle à privilégier, sinon liste des espèces autorisées) ;
- les modalités d'entretien de la végétation aquatique et ripicole, à des dates et périodicité à définir (réalisation possible par tiers sur 3 ans) ; **2 entretiens sur les 5 ans sont demandés ;**
- les méthodes de lutte manuelle et/ou mécanique de lutte contre la prolifération de la végétation allochtone envahissante (Jussie, Myriophylle du Brésil, ... sur la base de la liste des espèces allochtones, publiée par le Ministère en charge de l'Écologie dans le cadre des décrets d'application de la loi « développement des territoires ruraux » de février 2005) : liste des espèces envahissantes visées, description des méthodes d'élimination (destruction chimique interdite. En marais, le faucardage des mares et/ou plans d'eau pour l'élimination des végétaux allochtones envahissants sera interdit), dates et outils à utiliser ;
- dans le cas de surfaces pâturées jouxtant la mare, les conditions d'accès aux animaux : interdiction d'abreuvement direct sur l'ensemble du périmètre de la mare ou du plan d'eau (mise en défens totale) ou mise en défens partielle avec accès limité au bétail (dans ce cas, préciser la largeur de l'accès autorisé). Pour une mise en défens totale ou partielle : pose de clôtures à au moins 1,5 m du bord de la mare ou du plan d'eau.

- **Interdiction de colmatage plastique**

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.
- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé : n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, Interventions : Type, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par une structure agréée, un plan de gestion des mares et des plans d'eau engagés, incluant un diagnostic initial de l'élément engagé **Le plan de gestion devra être réalisé au plus tard le 1er juillet de l'année du dépôt de la demande d'engagement.**	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période définie dans le plan de gestion	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction de colmatage plastique	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations,	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
				cette dernière sera considérée en anomalie)	
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur l'élément engagé, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

eau seine NORMANDIE

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de l'Essonne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice d'information du territoire « Syndicat Intercommunal des Eaux entre Rémarde et Ecole (SIERE) »

Campagne 2016

Correspondants à la DDT :	Catherine BLOT	Anne-Sophie TRESORIER
Téléphone :	01 60 76 34 02	01 60 76 3375
e mail :	catherine.blot@essonne.gouv.fr	anne-sophie.smaili@essonne.gouv.fr

Cette notice présente l'ensemble des mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) proposées sur le territoire du « Syndicat Intercommunal des Eaux entre Rémarde et Ecole » au titre de la programmation 2015-2020.

Elle complète la notice nationale d'information sur les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) et les aides à l'agriculture biologique 2015-2020, disponible sous Télépac.

La notice nationale d'information sur les MAEC et l'AB 2015-2020 (disponible sous Télépac)	contient →	• Les conditions d'engagement dans les MAEC et l'AB • Les obligations générales à respecter • Les contrôles et le régime de sanctions • Comment remplir les formulaires
La notice d'information du territoire	contient →	Pour l'ensemble du territoire : • La liste des MAEC proposées sur le territoire • Les modalités de demande d'aide
La notice d'aide	contient →	Pour chaque MAEC proposée sur le territoire : • Les objectifs de la mesure • Le montant de la mesure • Les conditions spécifiques d'éligibilité • Les critères de sélection des dossiers • Le cahier des charges à respecter • Le régime de sanctions

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.
Si vous souhaitez davantage de précisions contactez votre DDT.

1. PERIMETRE DU TERRITOIRE « SIERE »

Seuls les éléments situés sur ce territoire sont éligibles aux mesures localisées qui y sont proposées (Cf. § 3).

En ce qui concerne les mesures « localisées », pour qu'une parcelle ou un élément linéaire soit éligible à la MAEC, au moins 50 % de sa surface ou de sa longueur doit être incluse dans le territoire.

10 communes sont concernées : BALLANCOURT-SUR ESSONNE, BAULNE, BOURAY-SUR-JUINE, CERNY, ITTEVILLE, JANVILLE-SUR- JUINE, LA FERTE-ALAIS, LARDY, MONDEVILLE, SAINT-VRAIN.

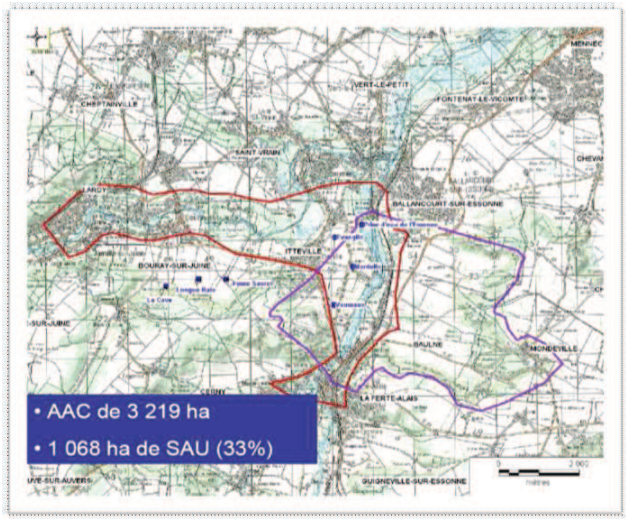


Figure 1 : Aire d'Alimentation des captages (en violet, AAC de la pris d'eau de l'Essonne ; en rouge, AAC des captages de l'Aubin et de la Juine)

2. RESUME DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Le principal enjeu environnemental retenu pour le PAEC est l'enjeu Eau.
Zone d'Action Prioritaire « enjeu Eau » pour l'amélioration de la qualité de l'eau

Les ressources concernées proviennent de 6 forages : champ captant de la Juine et champ captant de l'aubin, et d'une prise d'eau dans la rivière Essonne.

Les aquifères captés par les différents forages (calcaires de Saint Ouen) présentent une eau de bonne qualité. L'enjeu imposé par la Directive Cadre Européenne est la non dégradation de la ressource, le bassin d'alimentation doit être protégé de toute contamination.

La qualité de l'eau de l'Essonne, est quant à elle dégradée, en terme de nitrates.
L'objectif est la diminution des nitrates (ramener le taux à 25mg/L).
Par ailleurs on observe des pics de présence de produits phytosanitaires à des concentrations dépassant la norme. L'enjeu imposé est l'atteinte du bon état chimique.

Le territoire des AAC ne constitue pas véritablement une unité agricole en tant que telle. Il se situe à l'interface de plusieurs petites régions agricoles (Hurepoix et Gâtinais principalement). La surface agricole utile (SAU) est de 1068ha.

Les plateaux agricoles, couverts de loess fertile, offrent de bons rendements aux cultures de céréales, protéagineux et oléagineux. Ce territoire est donc principalement dédié aux grandes cultures, et l'élevage y est quasiment inexistant.

Dans l'ensemble, l'assolement est assez similaire à l'assolement départemental, les rotations majoritaires étant principalement de type colza-blé-orge ou colza-blé. Les autres têtes d'assolement sont la betterave et le pois, qui s'insèrent probablement au sein de rotations plus longues : colza-blé-orge-pois ou betterave-blé-orge.

Ainsi, sur ce territoire, l'objectif est de sensibiliser les agriculteurs à des pratiques agricoles et à une gestion de leur territoire pour répondre aux enjeux de la qualité de l'eau en leur proposant de mettre en œuvre des mesures agro-environnemantales et climatiques pour faciliter les changements de pratiques.

3. LISTE DES MAEC PROPOSEES SUR LE TERRITOIRE

Les financements prévisionnels des mesures peuvent être apportés par des crédits du ministère chargé de l'agriculture, de l'Agence de l'Eau Seine-et-Normandie, de la Région et du FEADER.

Zone d'Action Prioritaire « enjeu Eau » pour l'amélioration de la qualité de l'eau

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
Grandes cultures	IF_HURE_GC01	bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures	245,17€/ha/an
		absence de traitement phytosanitaire de synthèse	

Cultures légumières	IF_HURE_LG01	bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures	352,60€/ha/an
		absence de traitement phytosanitaire de synthèse	
Surfaces en herbe	IF_HURE_HE31	création et entretien d'un couvert herbacé	412€/ha/an
Surfaces en herbe	IF_HURE_HE02	création et entretien d'un couvert d'intérêt floristique et faunistique	600€/ha/an

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire « SIERE ».

4. MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Vous ne pouvez vous engager dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire que si votre engagement sur ce territoire représente, au total, un **montant annuel supérieur ou égal à 300 euros**.

Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de votre demande d'engagement, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs qui sont précisées dans la notice spécifique de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, votre demande devra être modifiée.

5. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

*Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.*
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

6. COMMENT REMPLIR LES FORMULAIRES D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

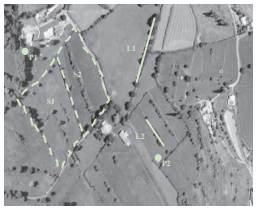
Pour vous engager en 2016 dans une nouvelle MAEC, vous devez obligatoirement remplir les documents ci-après et les adresser à la DDT avec votre dossier de déclaration de surface avant le 15 juin 2016. **Attention, il n'y aura aucun délai supplémentaire et toute demande reçue après cette date sera irrecevable.**

Les modalités de dépôt des demandes MAEC sont disponibles sous TELEPAC :

- *Liste générale : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/html/public/aide/formulaires-2016.html*
- *Modalités spécifiques aux MAEC : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/pdf/tas/2016/Dossier-PAC-2016_notice_MAEC-MAE-AB.pdf*

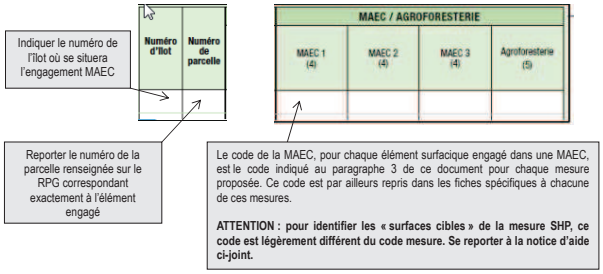
6.1 Le registre parcellaire graphique

Pour déclarer des **éléments surfaciques** engagés dans une MAEC (GC01, LG01, HE31 et HE02), vous devez dessiner, sur l'exemplaire du RPG que vous renverrez à la DDT, les surfaces que vous souhaitez engager dans chacune des MAEC proposées. **Attention, maintenant déclaration à la parcelle : une parcelle devra correspondre à un engagement MAE et, lors du dessin de la parcelle, il faudra indiquer la MAE contractualisée**. Chaque élément surfacique engagé doit correspondre à une parcelle numérotée. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.



6.2 Le formulaire « Registre Parcellaire Graphique - Descriptif des parcelles »

Ce formulaire doit être rempli pour déclarer les éléments surfaciques engagés en MAEC.



Cet écran vous permet de consulter toutes vos parcelles déclarées et de vérifier les informations concernant la demande d'engagement en MAEC.

Indiquer le numéro de l'îlot où se situera l'engagement MAEC.
Le code de la MAEC, pour chaque élément surfacique engagé dans une MAEC, est le code indiqué au paragraphe 3 de ce document pour chaque mesure proposée. Ce code est par ailleurs repris dans les fiches spécifiques à chacune de ces mesures.

6.3 Le formulaire « Registre parcellaire - Descriptif des éléments MAEC linéaires et ponctuels »

Le cas échéant si l'une des mesures du territoire comporte les Linea ou la SHP
Ce formulaire doit être rempli pour chaque élément linéaire ou ponctuel que vous souhaitez engager en MAEC et que vous avez localisé sur le feuillet RPG. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

A la rubrique « MAEC 2015-2020 / MAE 2007-2013 », vous devez cocher « oui » sur la ligne correspondant aux MAEC de la programmation 2015-2020. »

6.4 Le formulaire « Demande d'aides (Premier pilier – ICHN - MAEC - BIO – Assurance récolte) »

Vous devez cocher, à la rubrique « ICHN – MAEC –BIO », la case Mesure agroenvironnementale et climatique, et déclarer en cochant la case correspondante :

· « m'engager dans une MAEC de la programmation 2015-2020 ».

7. CONTACTS

Syndicat Intercommunal des Eaux entre Rémarde et Ecole
6 route de Ballancourt, 91760 ITTEVILLE. Tél : 01.64.93.72.01

Version 2016

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de l'Essonne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure Absence de traitement phytosanitaire de synthèse en grandes cultures « IF_HURE_GC01 »

du territoire « Syndicat Intercommunal des Eaux entre Rémarde et Ecole »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : PHYTO_01 et PHYTO_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette opération (PHYTO_03) vise à supprimer l'utilisation de traitements phytosanitaires de synthèse (1). Il suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternatives, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux produits phytosanitaires à l'échelle de la rotation (2) et de l'itinéraire de conduite de culture (3), incluant le désherbage mécanique ou thermique. S'il est conseillé de proposer au niveau régional un mode de conduite de culture type reposant sur une telle stratégie, l'élaboration de cette stratégie est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux aux atouts et contraintes de son exploitation. Il s'agit d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

Cette opération diffère d'une conversion à l'agriculture biologique, dans la mesure où les engrais de synthèse sont autorisés.

Elle doit être mobilisée prioritairement sur des territoires à enjeu « eau » présentant un risque de pollution par les produits phytosanitaires particulièrement fort, en particulier dans les zones d'alimentation des captages. Mais elle peut également être proposée sur des territoires à enjeu « biodiversité » lorsque la protection de ces milieux nécessitent l'interdiction des traitements phytosanitaires (ex : site Natura 2000).

1) Les produits phytosanitaires dont l'emploi est autorisé en agriculture biologique sont en revanche autorisés (ex : substances actives minérales telles que le cuivre, le soufre, ou substances organiques naturelles)
(2) Ex : diversité des cultures, cultures étouffantes
(3) Travail du sol en inter culture, choix variétal, date, densité et écartement du semis, désherbage mécanique, niveau de fertilisation azoté limité

L'opération unitaire (PHYTO_01) vise à accompagner les exploitants dans la mise en œuvre d'autres engagements environnementaux visant la limitation du recours aux produits phytosanitaires, en particulier les engagements unitaires de réduction du nombre de doses homologuées de traitements. Il permet à l'agriculteur, selon les cas :

•soit de s'assurer de l'atteinte des objectifs de résultats fixés dans le cadre de certains engagements unitaires (1) et de faire face aux difficultés éventuelles qu'il pourrait rencontrer dans la définition et la mise en œuvre d'une stratégie de protection des cultures permettant d'atteindre ces résultats, en s'appuyant sur les conseils d'un technicien compétent ;

•soit d'optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre pour répondre à certains engagements unitaires définissant des obligations de moyens (2), en aidant l'agriculteur à l'intégrer dans une stratégie globale de protection de ses cultures (identification des économies de produits phytosanitaires permises notamment) ;

•de façon générale, d'évaluer la pertinence des options techniques retenues pour réduire le recours aux produits phytosanitaires, et de comparer les performances obtenues sur les parcelles faisant l'objet d'une contractualisation et sur celles n'en faisant pas l'objet, afin de réfléchir à une éventuelle généralisation des pratiques correspondant aux engagements contractualisés à l'ensemble des parcelles de son exploitation potentiellement concernées.

•Cette opération ne peut être mobilisée qu'en accompagnement des opérations **PHYTO_03**, relatives à la réduction des traitements phytosanitaires, afin de garantir de bonnes conditions d'appui technique à la réduction de ces intrants et à la méthode recommandée pour atteindre les objectifs inscrits dans les cahiers des charges des opérations concernées.

(1) ex : réduction du nombre de doses homologuées de traitements phytosanitaires de 30% ; réduction du nombre de doses homologuées en herbicides de 50% ; absence de traitements phytosanitaires, absence d'herbicides
(2) ex : enherbement sous cultures pérennes, lutte biologique, mise en place d'un paillage végétal, diversité au sein de la succession culturale

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 293,92 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Pour être éligible, le demandeur doit **réaliser un diagnostics global d'exploitation**, afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.

Ce diagnostic permet **d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations.** Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année d'engagement. De ce fait une attestation de réalisation de la collecte des données, cosignée entre l'opérateur du territoire et l'agriculteur devra été fournie à la DDT au plus tard le 30 septembre. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

Contacter l'animateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro Environnemental Géographique « DAE-G »).

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : Les surfaces éligibles sont les grandes cultures, c'est-à-dire les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation).

L'interdiction de traitements phytosanitaires de synthèse concerne également l'inter-culture en grandes cultures et en cultures légumières de plein champ.

Cette opération ne concerne par les surfaces en prairies permanentes. En revanche, les prairies temporaires et les surfaces en jachère sans production intégrées dans une rotation des cultures sur terres arables sont éligibles.

Mesure fixe : respect de la même mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.
Seuil de contractualisation : au moins **50 % des surfaces de l'exploitation** couvertes par les cultures éligibles **présentes dans le territoire MAEC**.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai de la première année de votre engagement,** sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et, dans tous les cas, au plus tard **le 30 septembre de chaque année**.

Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année N pour la campagne culturale N), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_HURE_GC01 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence de traitement phytosanitaire de synthèse : sur la surface engagée (sauf traitement localisé, conforme à l'éventuel arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et traitements pour la lutte obligatoire définis par arrêté pris au titre de l'article L.251-8 du code rural)	Sur place Visuel (absence de traces d'herbicide) et documentaire	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires et des pratiques alternatives[1]	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des pratiques alternatives	Sur place Documentaire	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires et des pratiques alternatives	Réversible	Secondaire	Totale

[1] Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.
Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :
– le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
– les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
– la date de traitement

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Réalisation de **5** bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	Bilan(s) annuel ou pluriannuel et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale

Les traitements localisés autorisés correspondent à ceux visant à lutter contre les chardons, les rumex et les plantes envahissantes conformément à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté du 12 septembre 2006, relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier de doit comporter que des valeurs nulles**.

6 . DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

6.1 DEFINITION D'UN BILAN DE LA STRATEGIE DE PROTECTION DES CULTURES SUR LES PARCELLES DE L'EXPLOITATION (PHYTO_01)

L'exploitant doit réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement) avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional.

Pour le bilan réalisé en année 1, avec l'appui d'un technicien agréé :
➢la durée minimale devra être d'une journée
➢il devra comporter les deux volets suivants :

Volet intensité du recours aux produits phytosanitaires » :

- calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une opération agroenvironnementale et climatique et, d'autre part, les autres parcelles de l'exploitation ;
- analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements au regard des données d'observation parcellaire enregistrées ;
- formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

Volet « substances à risque » :

- identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction fournie par le SRAL ;
- formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Type	Substance active	Famille
H	Chlortoluron	Urée
H	Isoproturon	Urée
H	2,4-d	Aryloxyacide
H	2,4-mcpa	Aryloxyacide
H	Bromoxynil	Benzonitrile
H	Diflufenicanil	Amide
H	Ethofumesate	Benzofurane
H	Glyphosate	Acideaminé
H	Mecoprop (mcpp)	Aryloxyacide
H	Metazachlore	Chloroacetamide
H	Pendimethaline	Amine
H	Aminotriazole	Triazole
F	Cyprodinyl	Pyrimidine
	Imidaclopride	Néonicotinoide
H	Lenacile	Uracile
F	Azoxystrobine	Strobilurine
H	Bentazone	Thiadiazinone

H	Chloridazone	Pyridazinone
H	Dimethachlore	Chloroacetamide
F	Epoxiconazole	Triazole
H	Fluroxypyr	Acide picolinique
H	Metamitrone	Triazinone
H	Oxadiazon	Oxadiazole
F	Prochloraze	Imidazole
H	Quinmerac	Quinoléine
F	Tebuconazole	Triazole
F	Chlorothalonil	Organochloré
	Cypermethrine	
	Deltamethrine	
H	Dichlorprop-p	Aryloxyacide
F	Fenpropidine	Pipéridine
	Lambda-cyhalothrine	Pyréthrinoïde
F	Mancozebe	
H	Propyzamide	Amide
	Pyrimicarbe	
H	Triclopyr	Acide carboxylique
H	Aclonifen	Diphényl-éther
R	Chlormequat chlorure	
H	Clomazone	Isoxazolidinone
Ml	Metaldehyde	

Pour les bilans des années 2, 3, 4 et 5 avec l'appui d'un technicien agréé :

➢la durée minimale devra être d'une journée
➢il devra comporter les deux volets suivants :

- le même calcul d'IFT et la même analyse qu'en année 1 pour la campagne culturale écoulée,
- un point sur la manière dont les préconisations formulées en année 1 ont été prises en compte et leur efficacité en termes de stratégies de protection des cultures (à l'échelle de la campagne et de la succession culturale) et de substitutions de produits, à partir du cahier d'enregistrement des pratiques culturales et des calculs de nombre de doses homologuées réalisées pour les années écoulées depuis le premier bilan annuel réalisé.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et, dans tous les cas, a**u plus tard le 30 septembre de chaque année.**

Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires de l'Essonne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure Absence de traitement phytosanitaire de synthèse en cultures légumières « IF_HURE_LG01 »

du territoire « Syndicat Intercommunal des Eaux entre Rémarde et Ecole »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : PHYTO_01 et PHYTO_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette opération (PHYTO_03) vise à supprimer l'utilisation de traitements phytosanitaires de synthèse (1). Il suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternatives, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux produits phytosanitaires à l'échelle de la rotation (2) et de l'itinéraire de conduite de culture (3), incluant le désherbage mécanique ou thermique. S'il est conseillé de proposer au niveau régional un mode de conduite de culture type reposant sur une telle stratégie, l'élaboration de cette stratégie est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux aux atouts et contraintes de son exploitation. Il s'agit d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

Cette opération diffère d'une conversion à l'agriculture biologique, dans la mesure où les engrais de synthèse sont autorisés.

Elle doit être mobilisée prioritairement sur des territoires à enjeu « eau » présentant un risque de pollution par les produits phytosanitaires particfulièrement fort, en particulier dans les zones d'alimentation des captages. Mais elle peut également être poposée sur des territoires à enjeu « biodiversité » lorsque la protection de ces milieux nécessitent l'interdiction des traitements phytosanitaires (ex : site Natura 2000).

1) Les produits phytosanitaires dont l'emploi est autorisé en agriculture biologique sont en revanche autorisés (ex : substances actives minérales telles que le cuivre, le soufre, ou substances organiques naturelles)
(2) Ex : diversité des cultures, cultures étouffantes
(3) Travail du sol en inter culture, choix variétal, date, densité et écartement du semis, désherbage mécanique, niveau de fertilisation azoté limité

L'opération unitaire (PHYTO_01) vise à accompagner les exploitants dans la mise en œuvre d'autres engagements environnementaux visant la limitation du recours aux produits phytosanitaires, en particulier les engagements unitaires de réduction du nombre de doses homologuées de traitements. Il permet à l'agriculteur, selon les cas :

•soit de s'assurer de l'atteinte des objectifs de résultats fixés dans le cadre de certains engagements unitaires (1) et de faire face aux difficultés éventuelles qu'il pourrait rencontrer dans la définition et la mise en œuvre d'une stratégie de protection des cultures permettant d'atteindre ces résultats, en s'appuyant sur les conseils d'un technicien compétent ;

•soit d'optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre pour répondre à certains engagements unitaires définissant des obligations de moyens (2), en aidant l'agriculteur à l'intégrer dans une stratégie globale de protection de ses cultures (identification des économies de produits phytosanitaires permises notamment) ;

•de façon générale, d'évaluer la pertinence des options techniques retenues pour réduire le recours aux produits phytosanitaires, et de comparer les performances obtenues sur les parcelles faisant l'objet d'une contractualisation et sur celles n'en faisant pas l'objet, afin de réfléchir à une éventuelle généralisation des pratiques correspondant aux engagements contractualisés à l'ensemble des parcelles de son exploitation potentiellement concernées.

•Cette opération ne peut être mobilisée qu'en accompagnement des opérations **PHYTO_03**, relatives à la réduction des traitements phytosanitaires, afin de garantir de bonnes conditions d'appui technique à la réduction de ces intrants et à la méthode recommandée pour atteindre les objectifs inscrits dans les cahiers des charges des opérations concernées.

(1) ex : réduction du nombre de doses homologuées de traitements phytosanitaires de 30% ; réduction du nombre de doses homologuées en herbicides de 50% ; absence de traitements phytosanitaires, absence d'herbicides
(2) ex : enherbement sous cultures pérennes, lutte biologique, mise en place d'un paillage végétal, diversité au sein de la succession culturale

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 341,31 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Pour être éligible, le demandeur doit **réaliser un diagnostic global d'exploitation**, afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.

Ce diagnostic permet **d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations.** Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année d'engagement. De ce fait une attestation de réalisation de la collecte des données, cosignée entre l'opérateur du territoire et l'agriculteur devra été fournie à la DDT au plus tard le 30 septembre. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

Contacter l'animateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro Environnemental Géographique « DAE-G »).

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : les cultures légumières sur terres arables (incluant les prairies temporaires et les surfaces en jachère sans production, intégrées dans une rotation).
Cette opération ne concerne pas les surfaces en prairies permanentes.

Mesure fixe : respect de la même mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.
Seuil de contractualisation : au moins **50 % des surfaces de l'exploitation** couvertes par les cultures éligibles **présentes dans le territoire MAEC**.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5 . CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE SYSTEME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai de la première année de votre engagement,** sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_HURE_LG01 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence de traitement phytosanitaire de synthèse sur la surface engagée (sauf traitement localisé, conforme à l'éventuel arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et traitements pour la lutte obligatoire définis par arrêté pris au titre de l'article L.251-8 du code rural)	Sur place Visuel (absence de traces d'herbicide) et documentaire	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires et des pratiques alternatives[2]	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des pratiques alternatives	Sur place Documentaire	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires et des pratiques alternatives	Réversible	Secondaire	Totale
Réalisation de **5** bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	Bilan(s) annuel ou pluriannuels et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

[2] Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définies par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

•le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
•les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
•la date de traitement.

Les traitements localisés autorisés correspondent à ceux visant à lutter contre les chardons, les rumex et les plantes envahissantes conformément à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté du 12 septembre 2006, relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier de doit comporter que des valeurs nulles**.

6 . DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

6.1 DEFINITION D'UN BILAN DE LA STRATEGIE DE PROTECTION DES CULTURES SUR LES PARCELLES DE L'EXPLOITATION (PHYTO_01)

L'exploitant doit réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement) avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional.

Pour le bilan réalisé en année 1, avec l'appui d'un technicien agréé :
➢la durée minimale devra être d'une journée
➢il devra comporter les deux volets suivants :

Volet intensité du recours aux produits phytosanitaires » :

- calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une opération agroenvironnementale et climatique et, d'autre part, les autres parcelles de l'exploitation ;
- analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements au regard des données d'observation parcellaire enregistrées ;
- formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

Volet « substances à risque » :

- identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction fournie par le SRAL ;

- formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Type	Substance active	Famille
H	Chlortoluron	Urée
H	Isoproturon	Urée
H	2,4-d	Aryloxyacide
H	2,4-mcpa	Aryloxyacide
H	Bromoxynil	Benzonitrile
H	Diflufenicanil	Amide
H	Ethofumesate	Benzofurane
H	Glyphosate	Acideaminé
H	Mecoprop (mcpp)	Aryloxyacide
H	Metazachlore	Chloroacetamide
H	Pendimethaline	Amine
H	Aminotriazole	Triazole
F	Cyprodinyl	Pyrimidine
	Imidaclopride	Néonicotinoide
H	Lenacile	Uracile
F	Azoxystrobine	Strobilurine
H	Bentazone	Thiadiazinone
H	Chloridazone	Pyridazinone
H	Dimethachlore	Chloroacetamide
F	Epoxiconazole	Triazole
H	Fluroxypyr	Acide picolinique
H	Metamitrone	Triazinone
H	Oxadiazon	Oxadiazole
F	Prochloraze	Imidazole
H	Quinmerac	Quinoléine
F	Tebuconazole	Triazole
F	Chlorothalonil	Organochloré
	Cypermethrine	
	Deltamethrine	
H	Dichlorprop-p	Aryloxyacide
F	Fenpropidine	Pipéridine
	Lambda-cyhalothrine	Pyréthrinoïde
F	Mancozebe	
H	Propyzamide	Amide
	Pyrimicarbe	
H	Triclopyr	Acide carboxylique
H	Aclonifen	Diphényl-éther
R	Chlormequat chlorure	
H	Clomazone	Isoxazolidinone
MI	Metaldehyde	

Pour les bilans des années 2, 3, 4 et 5 avec l'appui d'un technicien agréé :

➢la durée minimale devra être d'une journée
➢il devra comporter les deux volets suivants :

- le même calcul d'IFT et la même analyse qu'en année 1 pour la campagne culturale écoulée,
- un point sur la manière dont les préconisations formulées en année 1 ont été prises en compte et leur efficacité en termes de stratégies de protection des cultures (à l'échelle de la campagne et de la succession culturale) et de substitutions de produits, à partir du cahier d'enregistrement des pratiques culturales et des calculs de nombre de doses homologuées réalisées pour les années écoulées depuis le premier bilan annuel réalisé.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et, dans tous les cas, a**u plus tard le 30 septembre de chaque année.**

Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de l'Essonne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure Création et entretien d'un couvert herbacé « IF_HURE_HE31 »

du territoire « Syndicat Intercommunal des Eaux entre Rémarde et Ecole »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage). Par ailleurs, la création de surfaces herbacées pérennes permet la séquestration du carbone dans les sols.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 412 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

•**Cultures éligibles** : surfaces en terres arables (sauf prairies temporaires de plus de deux ans et surfaces en jachères), les cultures pérennes ou qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.
Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

•**Déclaration de surface** : une fois le couvert implanté, le couvert devra être déclaré en « prairie temporaire ou permanente ».

•**La taille minimale ou maximale des parcelles :**
- Parcelles entières : **minimum 10 ares, 5 m de large**
- Bandes : minimum **10 m de large** (en bordure de cours d'eau et en zone vulnérable, la largeur minimale passe à 5 m, dans la mesure où une bande d'au moins 5 m est déjà existante et permet la création d'une bande enherbée finale d'au moins 10 m de large).
- Si le couvert est implanté en bordure d'élément paysager (haies, bosquets, mares, fossés), la largeur minimum sera de 3 m, si possible de part et d'autre de l'élément paysager si la maîtrise du foncier le permet.

•**Mesure fixe** : l'engagement est fixe au cours des **5 ans**

•**Localisation pertinente :**
- bassin d'alimentation des captages
- bords de cours d'eau, fossés
- fonds de talweg
- ruptures de pente
- division du parcellaire
- continuités écologiques
- bordure d'éléments paysager (haie, bosquet, mare, chemin)
- parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

•**Couvert éligible :**
- Liste d'espèces autorisées en couvert environnemental au titre des BCAE
- Liste d'espèces ci-dessous (légumineuses pures interdites : mélange avec une autre famille obligatoire)

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- Medicago polyformosa
- Medicago rigidula
- Medicago scutellata
- Medicago trunculata
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
I est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_HURE_HE_31» sont décrites dans le tableau ci-dessous :

•**Date d'implantation**

-Le couvert devra être en place sur les parcelles engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement

•**Interdiction du retournement des surfaces engagées**

•**Enregistrement**

-Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date)

Obligations liées au cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles sur place		Sanctions		
			Gravité		Etendue de l'anomalie
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés : (cf liste espèces ci-dessus)	Sur place : visuel et documentaire	cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale

Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter les largeurs minimales définies localement du couvert herbacé pérenne	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Tenir un cahier d'enregistrement des interventions (type d'intervention, localisation et date)	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Si la localisation est imposée en bordure d'un élément paysager maintien de celui-ci.	Sur place		Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue d el'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

➢à la date d'engagement, c'est-à-dire au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;

➢à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires de l'Essonne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure
« COUVER07 »
« IF_HURE_HE02 »

du territoire « Syndicat Intercommunal des eaux entre Rémarde et Ecole »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure: COUVER_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de remplacer des surfaces cultivées en grandes cultures par un couvert favorable :
•aux oiseaux de plaine à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
•aux insectes pollinisateurs et auxilliaires de culture.

Il s'agit ainsi de créer ce type de couvert sur des surfaces supplémentaires par rapport aux couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 600 € maximum par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

•**Cultures éligibles :** seules peuvent être engagées dans cette opération les terres arables (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), les cultures perennes ou les surfaces qui étaient engagées dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.
Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

•**Déclaration de surface :** Une fois implanté, la parcelle devra être déclarée avec le code correspondant au couvert mis en place.

- **Taille minimale ou maximale des parcelles**
  - •**Parcelles** entières : **minimum 10 ares**
  - •**Bandes : minimum 10 m de large**, (le cas échéant, 10 m en moyenne sur la longueur de la bande)
- **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**.
- **Couvert éligible :** (non récolté et non pâturé)

À sélectionner en fonction des exigences biologiques des espèces à préserver :
- •Cultures annuelles à fort intérêt
- •Mélange graminées-légumineuses
- •Légumineuses
- •Cultures cynégétiques
- •Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures (plantes messicoles notamment)

GRAMINEES

Dactyle
Fétuque des prés
Fétuque élevée
Fétuque rouge
Fétuque ovine
Fléole des prés
Autres graminées à valider lors du diagnostic
Moha
Pâturin commun
Ray-grass anglais
Ray-grass hybride
Ray-grass italien

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- Medicago polyformosa
- Medicago rigidula
- Medicago scutellata
- Medicago trunculata
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne
- Autres légumineuses à valider lors du diagnostic

AUTRES

- Achillée millefeuille
- Avoine
- Bleuet des champs
- Carotte sauvage
- Centaurée jacée
- Chicorée sauvage
- Compagnon rouge / Silène dioïque
- Cumin des prés
- Marguerite
- Mauve sylvestre
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Onagre bisannuelle
- Phacélie
- Radis fourrager
- Sarrasin
- Sauge des prés
- Tanaisie en corymbe
- Autres plantes à valider lors du diagnostic

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

Couverts mellifères recommandés pour insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures :
(*Mélanges commerciaux*)

Couvert "Seda-miel 1" :
(sol acide frais – pH < 6,5)

- Mélilot 30 %
- Lotier corniculé 20 %
- Trèfle hybride 15 %
- Trèfle d'Alexandrie 15 %
- Trèfle violet 10 %
- Phacélie 10 %

Couvert "Seda-miel 2" :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)

- Sainfoin 60 %
- Mélilot 25 %
- Trèfle violet 5 %
- Minette 5 %
- Phacélie 5 %

Couvert "Pronectar TP " :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)

- Sainfoin 60 %
- Mélilot 10 %
- Trèfle de Perse 10 %
- Trèfle violet 10 %
- Phacélie 10 %

Couvert "Méliflore 2" :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)

- Sainfoin 60 %
- Mélilot 20 %
- Trèfle violet 10 %
- Minette 5 %
- Phacélie 5 %

Couvert "Méliflore 1" :
(sol acide frais – pH < 6,5)

- Trèfle hybride 45 %
- Trèfle violet 30 %
- Trèfle blanc 10 %
- Trèfle d'Alexandrie 10 %
- Phacélie 5 %

Couvert "Prochasse" :

- Ray-grass Anglais 30 %
- Trèfle violet 30
- Trèfle de Perse 20 %
- Phacélie 20 %

Couvert "biodiversité" :

- Achillée millefeuille
- Avoine
- Cumin des prés
- Bleuet des champs
- Centaurée jacée
- Chicorée sauvage
- Carotte sauvage
- Sarrasin
- Marguerite
- Lotier corniculé
- Mauve sylvestre
- Onagre bisannuelle
- Sainfoin

Couverts cynégétiques :

(Exemple de couverts soumis à variation selon les exigences biologiques des espèces et les types de sols)

- Millet – sarrasin – moha – navette
- Avoine – choux – sarrasin
- Dactyle – trèfle violet
- Dactyle – luzerne
- Chou fourrager – fétuque des prés
- Vesce – avoine
- Seigle fourrager – vesce
- Mélilot
- Millet – sorgho
- Seigle forestier – trèfle sp.
- Maïs – millet
- Maïs – sarrasin
- Maïs – sorgho
- Maïs – avoine
- Chou – moha – sarrasin
- Tournesol – pois
- Tournesol – féveroles
- Tournesol – sorgho
- Tournesol – chou fourrager
- Tournesol – moutarde

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financier

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_HURE_HE_02» sont décrites dans le tableau ci-dessous.

•**Entretien**
◦ **Récolte et pâturage INTERDITS**
◦ Absence d'intervention mécanique du **15 avril au 15 janvier** de l'année suivante pour les couverts en place.

•**Fertilisation**
◦ **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.
◦ Toutefois afin de permettre une bonne implantation des couverts, il n'est permis de fertiliser que lors des premiers stades de développement du couvert.

•**Produits phytosanitaires**
◦ **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes, chardon et rumex et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : *(cf. liste d'espèces ci-dessus)* ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Maintenir la superficie en couvert : - implantation du couvert au plus tard le 15 mai - destruction du couvert après le 15 janvier	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Respecter la taille minimale de : - Parcelles entières : 10 ares - Bandes : 10 m	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 15 avril et le 15 janvier	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou parcelles entières minimum de 0,10 ha	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 15 avril et le 15 janvier de l'année n+1	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- à la date d'engagement, c'est-à-dire au **15 mai** de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
- à titre dérogatoire : au plus tard **le 20 septembre** de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en **cultures d'hiver** au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice d'information du territoire

IF_LOLU « Rivières du Loing et du Lunain »

Campagne 2016

Correspondants MAEC de la DDT : Christian Montard : 01 60 56 70 89
E mail : christian.montard@seine-et-marne.gou.fr
Claire LAUGA: 01 60 56 73 07
E-mail : claire.lauga@seine-et-marne.gouv.fr

Cette notice présente l'ensemble des mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) proposées sur le territoire IF_LOLU « Rivières du Loing et du Lunain » au titre de la programmation 2015-2020.

Elle complète la notice nationale d'information sur les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) et les aides à l'agriculture biologique 2015-2020, disponible sous Télépac

La notice nationale d'information sur les MAEC et l'AB 2015-2020 (disponible sous Télépac)	contient →	• Les conditions d'engagement dans les MAEC et l'AB • Les obligations générales à respecter • Les contrôles et le régime de sanctions • Comment remplir les formulaires
La notice d'information du territoire	contient →	Pour l'ensemble du territoire : • La liste des MAEC proposées sur le territoire • Les conditions générales d'éligibilité • Les modalités de demande d'aide
La notice d'aide	contient →	Pour chaque MAEC proposée sur le territoire : • Les objectifs de la mesure • Les conditions spécifiques d'éligibilité • Le cahier des charges à respecter • Le régime de sanctions

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous télépac.

Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.

Si vous souhaitez davantage de précisions contactez votre DDT.

1. PERIMETRE DU TERRITOIRE IF_LOLU « Rivières du Loing et du Lunain »

Seuls les éléments situés sur ce territoire sont éligibles aux mesures localisées qui y sont proposées (Cf. § 3).

En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont 50 % de la SAU est située sur le territoire en année 1 sont éligibles. Le cahier des charges de la mesure à respecter correspond à celle du territoire où l'exploitation a le plus de surfaces.

En ce qui concerne les mesures « localisées », pour qu'une parcelle ou un élément linéaire soit éligible à la MAEC, au moins 50 % de sa surface ou de sa longueur doit être incluse dans le territoire.

Le site Natura 2000 des « Rivières du Loing et du Lunain » comprend une superficie de 382 hectares pour 58 km de cours d'eau. Son périmètre concerne 23 communes sur une partie de leur territoire (Cf. Tableau 1 et Figure 1).

RIVIERES	COMMUNAUTE DE COMMUNES	COMMUNES	SUPERFICIE COMMUNALE (KM²)	SURFACE DANS LE SITE (KM²)	% DE LA COMMUNE DANS LE SITE
LOING	Pays de Nemours	Bagneaux sur Loing	5,26	0,24	6,30
	Pays de Fontainebleau	Bourron Marlotte	11,26	0,05	1,31
	Gâtinais Val de Loing	Château Landon	29,35	0,02	0,52
	Pays de Nemours	Darvault	7,83	0,01	0,26
	Moret Seine et Loing	Ecuelles	11,81	0,05	1,31
	Pays de Nemours	Grez sur Loing	12,97	0,21	5,51
	Gâtinais Val de Loing	La Madeleine sur Loing	6,16	0,22	5,77
	Pays de Nemours	Montcourt Fromonville	8,17	0,08	2,10
	Moret Seine et Loing	Montigny sur Loing	9,2	0,35	9,19
	Moret Seine et Loing	Moret sur Loing	4,94	0,64	16,80
	Pays de Nemours	Nemours	10,83	0,25	6,56
	Moret Seine et Loing	Saint Mammès	2,24	0,03	0,79
	Pays de Nemours	Saint Pierre les Nemours	21,62	0,14	3,67
	Gâtinais Val de Loing	Souppes sur Loing	27,63	0,34	8,92
	Moret Seine et Loing	Veneux les Sablons	4,03	0,04	1,05
LOING LUNAIN	Moret Seine et Loing	Épisy	7,41	0,12	3,15
	Moret Seine et Loing	La Genevraye	13,16	0,13	3,41
LUNAIN	Gâtinais Val de Loing	Lorrez le Bocage Préaux	19,9	0,01	0,26
	Moret Seine et Loing	Nanteau sur Lunain	13,25	0,05	1,31
	Moret Seine et Loing	Nonville	11,43	0,72	18,90
	Moret Seine et Loing	Paley	9,26	0,05	1,31
	Moret Seine et Loing	Treuzy Levelay	14,1	0,03	0,79
	Moret Seine et Loing	Villemer	18,54	0,03	0,79

Tableau 1 : Données administratives (Source : DOCOB, 2012)

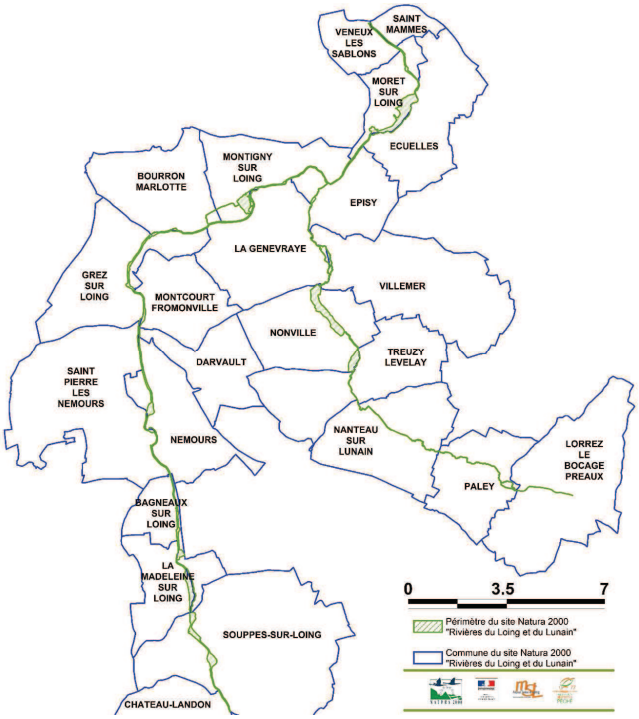


Figure 1 : carte du site Natura 2000 des Rivières du Loing et du Lunain et des communes concernées

2. RESUME DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Sources :
DOCument d'Objectif du site Natura 2000 des « Rivières du Loing et du Lunain », 2012.
Agence de Services et de Paiement, 2009 - Données du Registre Parcellaire
Graphique anonyme et site internet de l'Agreste.

Enjeu retenu :

Zone d'Action Prioritaire « enjeu Biodiversité » pour la préservation de la biodiversité

i. Résumé du diagnostic Agro-Environnemental

Concernant l'agriculture, l'analyse des données du Registre Parcellaire Graphique (RPG) a permis d'identifier les types de couverts agricoles sur le site ou attenants au site puis leur superficie spécifique, qui est présentée par îlot.

TYPE DE COUVERT	SUPERFICIE (HA)	%
FOURRAGE	0,57	0,21
AUTRES CÉRÉALES*	2,00	0,73
DIVERS*	4,60	1,67
MAIS GRAIN ET ENSILAGE	21,02	7,64
PRAIRIES TEMPORAIRES	19,73	7,17
GEL (SURFACES GELÉES SANS PRODUCTION)	29,36	10,68
ORGE	40,19	14,61
BLÉ TENDRE	35,34	12,85
PRAIRIES PERMANENTES	122,22	44,44
TOTAL	275,03	100,00

Tableau 2 : répartition par type de couvert des îlots concernés par le périmètre Natura 2000 « Rivières du Loing et du Lunain » (Source : RPG, 2009,* pas d'informations)

Au total, 97 îlots agricoles sont concernés par le site Natura 2000, soit une surface agricole utile de 275 ha. Cette surface est majoritairement occupée par des prairies temporaires ou permanentes, égale à environ 52% de la SAU. Les cultures sont principalement de type céréalier (blé, orge, maïs) et représentent 35% de la surface agricole utile. Quant aux parcelles gelées sans production, elles totalisent une surface de 11%. Le plus petit îlot cultural mesure 0,06 ha et le plus grand mesure 15,55 ha.

Au total, 35 exploitations agricoles sont concernées par le site Natura 2000. La localisation de leur siège social n'a pas pu être identifiée. Toutefois, le parcellaire agricole est généralement situé à proximité de son siège.

La majorité, soit 22 exploitations, est gérée par des agriculteurs en statut individuel. Une exploitation est en Groupement Agricole d'Exploitation en Commun (GAEC), 11 exploitations sont en Entreprise Agricole à Responsabilité Limitée (EARL) et 1 en Société Civile d'Exploitation Agricole (SCEA).

Le nombre d'exploitations dans ces deux vallées a quelque peu diminué depuis la fin de années 90 (AGRESTE, données Recensement agricole de 2000) : augmentation des surfaces (remembrement), départ d'exploitant non remplacé, …).

La distribution du type de cultures sur les îlots agricoles a été évaluée à partir des données sur les types de couverts. Ces données sont issues du RPG pour l'année 2009. Ne disposant pas des données pour l'année 2010 et 2011, ces informations ont peut-être évoluées depuis 2009 (cas des prairies temporaires).

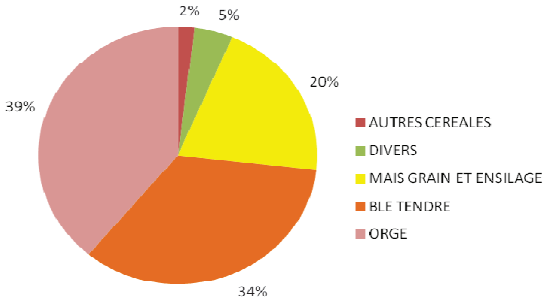


Figure 2 : distribution du type de cultures sur les îlots concernés par le périmètre Natura 2000 « Rivières du Loing et du Lunain » (Source : RPG, 2009)

Les productions sont principalement de type céréalier, avec une majorité d'îlots cultivés en orge (40%). Aucunes de ces cultures ne sont irriguées. Il n'y a pas de cultures oléagineuses ni protéagineuses sur les îlots concernés par le site. Les cultures remplacent les prairies sur le haut de vallée, sur les coteaux et plus largement sur les plateaux calcaires des bassins versants.

A l'échelle du site, l'élevage est également bien présent, notamment sur les secteurs inondables de la vallée du Lunain. De Nonville jusqu'à Paley, bon nombre de prairies sont pâturées, par des bovins, des ovins ou des équins. Une chèvrerie se situe en bordure du Lunain sur la commune de Nonville. Créée en 2008 et aujourd'hui réputée en Seine-et-Marne, « La Chèvrerie du Lunain » produit essentiellement des fromages (buches, palets, …) qui sont ensuite vendus sur place ou par l'intermédiaire d'Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne (AMAP).

En lien avec l'activité agricole, une ferme équestre se situe également à Nonville nommée « Chauville Équestre ». Elle fait pâturer ses chevaux sur les prairies situées autour des bâtiments. Quelques prairies à Moret-sur-Loing sont entretenues également par le pâturage de chevaux, dans le cadre de convention de gestion avec le propriétaire.

Il faut toutefois souligner que le recours à l'abreuvement dans la rivière est fréquemment pratiqué sur le Lunain. Il occasionne d'importantes dégradations des berges et du lit mineur de la rivière. La mise en œuvre de contrats Natura 2000, permet notamment d'installer des abreuvoirs au sein de la parcelle, permettant ainsi de préserver la végétation riveraine de ces secteurs.

Les parcelles déclarées en jachère occupent presque 11% de la SAU sur le site, soit environ 29 ha. Ces parcelles jouent un rôle écologique fondamental pour la faune sauvage qui y trouve un lieu de refuge, de nourrissage et de reproduction. Elles se situent sur les « mauvaises terres » d'un point de vue agronomique ou sur les petites parcelles. Les bandes enherbées, rendues obligatoire dans le cadre de la conditionnalité des aides (BCAE), sont situées le long des cours d'eau. Les jachères sont le plus souvent fixes d'une année sur l'autre. Leur entretien est généralement effectué de manière mécanique par un ou plusieurs broyages. La période d'interdiction d'intervention sur les jachères est fixée par arrêté préfectoral. Elle se situe habituellement entre le 3 mai et le 3 juillet dans le département.

En dehors des ripisylves, quelques haies sont présentes ainsi que des petits bosquets. La gestion par les agriculteurs de ces éléments fixes du paysage consiste simplement en une taille lorsque des arbres sont susceptibles de gêner le passage des machines. Un entretien équilibré et approprié au cycle de développement de la faune est prévu sur ces éléments, dans le cadre des mesures de gestion du DOCOB.

La gestion des milieux agricoles dans les fonds de vallée n'est pas pratiquée dans une logique de forte production. Les prairies permanentes sont maintenues, les jachères sont présentes et l'élevage est important. Cette agriculture va dans le sens de la préservation de l'environnement et des objectifs prévus dans le DOCOB. Toutefois, les cultures céréalières intègrent un système intensif comprenant des intrants, qui ont des répercussions négatives sur les sols et les milieux aquatiques.

ii.Enjeux

Ce PAEC s'inscrit dans la mise en œuvre du Document d'Objectifs du site Natura 2000 « Rivières du Loing et du Lunain ». Il a donc pour objectif de permettre une évolution des pratiques agricoles vers une meilleure prise en compte de la biodiversité et de ses éléments patrimoniaux en proposant des Mesures Agro-Environnementales et Climatiques (MAEC) aux exploitants dont les îlots déclarés à la PAC sont adjacents au site Natura 2000. Cette animation des MAEC sera réalisée par les prestataires techniques mandatés par la Communauté de communes Moret-Seine-et-Loing, structure animatrice du site Natura 2000 « Rivières du Loing et du Lunain ». En l'occurrence pour l'année 2015, le prestataire technique pour la mise en œuvre du Document d'Objectifs du site Natura 2000, sera la Fédération de Seine-et-Marne pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique. L'animation des MAEC pour 2015, prévoit la mise en place, en début d'année, d'une réunion à destination des agriculteurs pour la présentation des mesures ouvertes en 2015, puis des rencontres individuelles seront réalisées, afin de définir les mesures les plus adéquates à mettre en place sur les différentes exploitations.

Afin de maintenir et favoriser les populations d'espèces et les habitats d'intérêt communautaire, il est nécessaire de préserver la qualité de l'eau, et dans le meilleur des cas, de l'améliorer, ainsi que de proposer des mesures de restauration des habitats d'espèces. Ces objectifs répondent à l'amélioration de la conservation des six espèces visés par la Directive « Habitat – Faune – Flore ». En effet, leurs exigences en termes de qualité de l'eau sont élevées et leurs zones de reproduction se situent dans la même gamme de courant, de granulométrie et de température.

La stratégie à développer est de privilégier l'exploitation des terres par l'élevage, la préservation des prairies ou la mise en place de bandes tampons afin de mieux réguler l'apport de matières en suspension et des résidus d'épandage (intrants, produits phytosanitaires,…) sur les cultures, lors d'épisodes pluvieux, afin de garantir une qualité de l'eau nécessaire à la conservation des espèces d'intérêt communautaire du site Natura 2000.

Les enjeux environnementaux retenus pour le PAEC sont ceux exposés dans le DOCument D'Objectifs (DOCOB) du site Natura 2000. Les quatre enjeux sont donc :

MILIEUX	ENJEUX		ENJEUX SECONDAIRES
TOUS LES MILIEUX	3	Préserver les milieux naturels dans une logique de maintien d'une mosaïque d'habitats et des corridors écologiques	
	8	Restaurer la qualité de l'eau	Réduction des sources de pollutions d'origine agricole
			Réduction des pollutions d'origine domestique et industrielle
MILIEUX HUMIDES (cours d'eau, ripisylve, mégaphorbiaie,…)	9	Restaurer et conserver des habitats d'espèces et habitats d'intérêt communautaire	Restauration et entretien de la ripisylve, de la végétation en berges et enlèvement raisonné des embâcles
			Entretien de mares et plans d'eau
MILIEUX AGRICOLES	11	Maintenir ou développer des pratiques agricoles extensives favorisant la conservation et/ la restauration des habitats naturels	Création ou maintien des couverts herbacés et les gérer de manière extensive
			Création d'un maillage de zones de régulation écologique
			Maintien des éléments fixes du paysage (bosquets, haies, mares, …) et rivulaire (ripisylve)
			Informer et sensibiliser les usagers

Tableau 4 : récapitulatif des enjeux de conservation du site, ayant trait avec le dispositif Agro-Environnemental (Source : DOCOB, 2012)

3. LISTE DES MAEC PROPOSEES SUR LE TERRITOIRE

Les financements prévisionnels des mesures peuvent être apportés par des crédits du ministère chargé de l'agriculture et du FEADER.

Zone d'Action Prioritaire « enjeu Biodiversité » pour la préservation de la biodiversité

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
ELEMENTS FIXES DU PAYSAGE	IF_LOLU_AR01	Entretien d'arbres isolés ou en alignements	7,92 €/m/an
ELEMENTS FIXES DU PAYSAGE	IF_LOLU_BO01	Entretien de bosquets	145,85 €/ha/an
ELEMENTS FIXES DU PAYSAGE	IF_LOLU_HA01	Entretien de haies	0,36 €/m/an
ELEMENTS FIXES DU PAYSAGE	IF_LOLU_PE01	Restauration et/ou Entretien de mares et plans d'eau	81,26 €/mare/an
ELEMENTS FIXES DU PAYSAGE	IF_LOLU_RI01	Entretien de ripisylve	1,01 €/ml/an
GRANDES CULTURES	IF_LOLU_HE32	Création et entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation avec ajustement de la pression de pâturage	600 €/ha/an
GRANDES CULTURES	IF_LOLU_HE33	Création et entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation avec retard de fauche au 31 juillet	600 €/ha/an
GRANDES CULTURES	IF_LOLU_HE15	Création et entretien de zones refuges pour la faune	390,94 €/ha/an
GRANDES CULTURES	IF_LOLU_HE16	Création d'un couvert d'intérêt faunistique et floristique	600 €/ha/an
GRANDES CULTURES	IF_LOLU_HE17	Amélioration d'un couvert déclaré en gel	160 €/ha/an
SURFACES EN HERBE	IF_LOLU_HE02	Entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation avec ajustement de la pression de pâturage	206,01 €/ha/an
SURFACES EN HERBE	IF_LOLU_HE03	Entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation avec retard de fauche au 31 juillet	353,43 €/ha/an
SURFACES EN HERBE	IF_LOLU_ZH01	Gestion des milieux humides et absence de fertilisation	250,57 €/ha/an

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire IF_LOLU « Rivières du Loing et du Lunain ».

4. MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Vous ne pouvez vous engager dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire que si votre engagement sur ce territoire représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de votre demande d'engagement, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs qui sont précisées dans la notice d'aide de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, votre demande devra être modifiée.

5. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

*Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.*
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

6. COMMENT REMPLIR LES FORMULAIRES D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

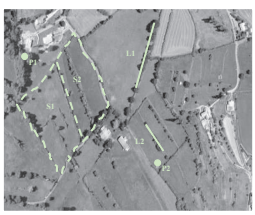
Pour vous engager en 2016 dans une nouvelle MAEC, vous devez obligatoirement remplir les documents ci-après et les adresser à la DDT avec votre dossier de déclaration de surface avant le 17 mai 2016.

Les modalités de dépôt des demandes MAEC sont disponibles sous TELEPAC :

- *Liste générale : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/html/public/aide/formulaires-2016.html*
- *Modalités spécifiques aux MAEC : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/pdf/tas/2016/Dossier-PAC-2016_notice_MAEC-MAE-AB.pdf*

6.1 Le registre parcellaire graphique

Eléments surfaciques:



Pour déclarer des **éléments surfaciques** engagés dans une MAEC (IF_LOLU_HE32 ; IF_LOLU_HE33 ; IF_LOLU_HE15 ; IF_LOLU_HE16 ; IF_LOLU_HE17 ; IF_LOLU_HE02 ; IF_LOLU_HE03 ; IF_LOLU_ZH01 ; IF_LOLU_BO01), vous devez dessiner, sur l'exemplaire du RPG que vous renverrez à la DDT, les surfaces que vous souhaitez engager dans chacune des MAEC proposées. Chaque élément surfacique engagé doit correspondre à une parcelle numérotée. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.
Eléments linéaires :

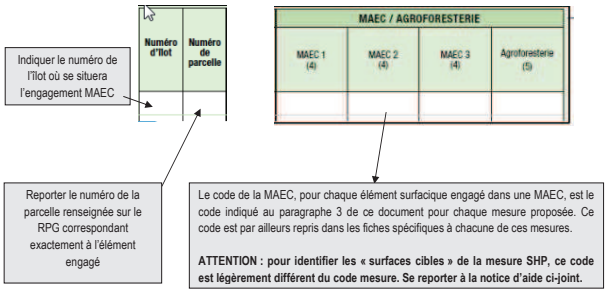
Pour déclarer des **éléments linéaires** engagés dans une MAEC (IF_LOLU_AR01 ; IF_LOLU_HA01 ; IF_LOLU_PE01), vous devez également dessiner d'un trait les éléments linéaires (ex : haies, ripisylves, talus, fossés ou bandes refuge) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC.

Chaque élément devra être numéroté. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.
Eléments ponctuels :

Pour déclarer des éléments ponctuels engagés dans une MAEC (IF-LOLU-AR1), vous devez également localiser les éléments ponctuels (ex : mares ou arbres isolés) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

6.2 Le formulaire « Registre Parcellaire Graphique - Descriptif des parcelles »

Ce formulaire doit être rempli pour déclarer les éléments surfaciques engagés en MAEC.



Cet écran vous permet de consulter toutes vos parcelles déclarées et de vérifier les informations concernant la demande d'engagement en MAEC.

6.3 Le formulaire « Registre parcellaire - Descriptif des éléments MAEC linéaires et ponctuels »

Ce formulaire doit être rempli pour chaque élément linéaire ou ponctuel que vous souhaitez engager en MAEC et que vous avez localisé sur le feuillet RPG. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

A la rubrique « MAEC 2015-2020 / MAE 2007-2013 », vous devez cocher « oui » sur la ligne correspondant aux MAEC de la programmation 2015-2020. »

6.4 Le formulaire « Demande d'aides (Premier pilier – ICHN - MAEC - BIO – Assurance récolte) »

Vous devez cocher, à la rubrique « ICHN – MAEC –BIO », la case Mesure agroenvironnementale et climatique, et déclarer en cochant la case correspondante :

- ■ « m'engager dans une MAEC de la programmation 2015-2020 ».

6.5 Le formulaire « Déclaration des effectifs animaux »

Le cas échéant, si vous souscrivez à une ou plusieurs mesures proposées sur le territoire où le chargement ou les effectifs d'animaux interviennent. Vous devez remplir le formulaire « déclaration des effectifs animaux » pour renseigner les animaux de votre exploitation autres que bovins, afin que la DDT soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

7. CONTACTS

Structure animatrice des MAEC sur le territoire « Rivières du Loing et du Lunain » :

Fédération de Seine-et-Marne pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique : Véronique BORGNE, Chargée d'études Natura 2000 - Tel. 01.64.39.03.08 - natura2000.riviere77@orange.fr

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien d'arbres isolés ou en alignements » « IF_LOLU_AR01 »

du territoire Natura 2000 « RIVIERES DU LOING ET DU LUNAIN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_02

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des arbres isolés ou en alignements au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent en fonction du type d'arbre présent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

Les arbres têtards (arbre adulte dont le tronc et toutes les branches maîtresses ont été coupés, et sur lesquels poussent des rejets régulièrement recépés) de type émondés ou de hauts jets, isolés ou en alignements sont des infrastructures écologiques qui permettent d'assurer le maintien de nombreuses espèces. En effet, ces arbres creux constituent des zones d'alimentation et de reproduction de nombreuses espèces (telles que les insectes saproxylophages), de corridor biologique ainsi que des zones refuge (chauve souris, oiseaux). L'entretien de ces linéaires ou des arbres remarquables isolés est de ce point de vue essentiel pour préserver la haute valeur naturelle et paysagère des territoires ruraux et des sites Natura 2000. La taille des arbres en têtard ou émondés (selon les spécificités locales) favorise le développement de cavités abritant de nombreuses espèces cavernicoles (Rouge-queue à front blanc, Chouette chevêche, …). Par ailleurs ces arbres permettent une régulation climatique (rôle de haie brise vent et de séquestration du carbone), une régulation hydraulique (rôle dans l'infiltration lente, la dépollution des eaux et le maintien d'une atmosphère humide) et une remontée d'éléments minéraux lixiviés.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 7,92€/arbre engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 **Conditions relatives aux éléments engagés**

- **Arbres éligibles** : Ensemble des arbres isolés ou en alignement, localisées de manières pertinentes, définis lors du diagnostic. Essences éligibles de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*
Fruitiers sp. (poiriers, pommiers…)	

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_LOLU_AR01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - Type de taille à réaliser en fonction du diagnostic : taille en têtard, émondage ou élagage.
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (sécateurs, échenilloir, scie d'élagage, lamier, tronçonneuse…).

Taille des arbres têtards :
Pour la formation : éliminer les branches latérales afin d'obtenir un sujet vigoureux de 10 - 15 cm de diamètre. A partir de ce diamètre, étêtage du sujet.
Pour l'entretien : coupe des rejets surplombants la tête tous les 7 à 15 ans selon les essences et selon le diamètre des branches, entre 10 et 20 cm maximum.

Taille des arbres isolés :
Pour la formation : taille de formation entre août et septembre. La taille éliminera les fourches et les branches obliques par rapport à la flèche de l'arbre.
Pour l'entretien : élagage des branches basses en maintenant au moins 50 % de branches sur la partie haute de l'arbre. Les rejets postérieurs à ces travaux de coupe seront éliminés régulièrement. La hauteur finale d'élagage sera d'au minimum 3 à 4 mètres.

Conserver le lierre, le houx et les ronces.

- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage.

- Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars.

- **Seuil minimal de contractualisation d'arbres têtards (en âge d'être entretenus) : 50 %**

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement aux arbres et/ou alignements d'arbres engagés	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période allant du 1er aout au 30 septembre pour les tailles de formation et du 1er octobre au 1er mars	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches *(cf. ci-dessus)*	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations,	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
				cette dernière sera considérée en anomalie)	
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les éléments engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de bosquets » « IF_LOLU_BO01 »

du territoire Natura 2000 « RIVIERES DU LOING ET DU LUNAIN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des bosquets au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique et floristique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

Les bosquets sont des lieux d'abris, de vie et de reproduction d'un grand nombre d'espèces animales et végétales et jouent un rôle structurant pour le paysage en assurant des corridors écologiques dans une trame d'ensemble. Ils jouent par ailleurs les mêmes rôles qu'une haie arbustive ou arborée en matière de protection contre le ruissellement et l'érosion, en faveur de la qualité des eaux (limitation des transferts), du maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées) et de la régulation climatique.
Un entretien non intensif et dirigé de ces milieux permet leur pérennité afin d'en assurer tous ces rôles.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 145,85 €/hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

- **Conditions relatives aux éléments engagés**
  - **Bosquet éligible** :
    - Taille de **1 are à 50 ares**, avec un minimum de **10 m de largeur**, définis lors du diagnostic.
    - Les bosquets devront être composés majoritairement des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	Nom scientifique
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

Arbustes	
Nom français	Nom scientifique
Aubépine épineuse	*Crataegus laevigata*
Aubépine monogyne	*Crataegus monogyna*
Bourdaine	*Frangula alnus*
Buis	*Buxus sempervirens*
Camerisier à balai	*Lonicera xylosteum*
Cassis	*Ribes nigrum*
Cerisier Sainte Lucie	*Prunus mahaleb*
Cornouiller sanguin	*Cornus sanguinea*
Cornouiller mâle	*Cornus mas*
Coudrier	*Corylus avellana*
Framboisier	*Rubus idaeus*
Fusain d'Europe	*Euonymus europaeus*
Genêt à balais	*Cytisus scoparius*
Genévrier commun	*Juniperus communis*
Groseillier rouge	*Ribes rubrum*
Groseillier à maquereau	*Ribes uva-crispa*
Houx	*Ilex aquifolium*
If commun	*Taxus baccata*
Lierre	*Hedera helix*
Néflier	*Mespilus germanica*
Nerprun purgatif	*Rhamnus cathartica*
Prunellier	*Prunus spinosa*
Ronce sp	*Rubus sp*
Rosier des chiens	*Rosa canina*
Saule cendré	*Salix cinerea*
Saule pourpre	*Salix purpurea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Sureau rouge	*Sambucus racemosa*
Troène vulgaire	*Ligustrum vulgare*
Viorne lantane	*Viburnum lantana*
Viorne obier	*Viburnum opulus*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_LOLU_BO01 » sont décrites ci-dessous :

4 Entretien

- **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
- **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage…
- **Taille de faces extérieures** au moins 2 fois en 5 ans pour limiter le développement latéral pour les bosquets d'au moins 3 – 4 ans.
- **Taille de formation** (de 3 à 15 ans environ) et élagage (de 5 à 20 ans environ) pour des arbres de hauts jets, à raison d'une taille tous les 2 à 3 ans en fonction de la croissance des sujets. Les arbres de hauts jets à entretenir seront définis lors du diagnostic.

5 **Période d'intervention**

- Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
- Taille et élagage : Du 1er octobre au 1er mars

6 **Produits phytosanitaires**

- **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché**.**

7 **Enregistrement**

- Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement au bosquet engagé	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation de l'entretien des arbres entre le 1er octobre au 1er mars pour la taille d'élagage et entre le 1er aout et le 30 septembre pour la taille de formation	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de haie » « IF_LOLU_HA01 »

du territoire Natura 2000 « RIVIERES DU LOING ET DU LUNAIN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_01

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des haies, localisées de manières favorable au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent en fonction du type de haie présente afin d'assurer le renouvellement et la pérennité des haies.

Les haies ont de multiples fonctions environnementales. En effet, elles constituent un obstacle physique qui diminue la vitesse des ruissellements ainsi que celle du vent, limitant ainsi le transport des particules solides (limons et sables), des éléments fertilisants et des matières actives (objectifs de lutte contre l'érosion et d'amélioration de la qualité des eaux). Le réseau racinaire dense, puissant et profond des ligneux composants la haie remonte les éléments minéraux ayant migré en profondeur (objectif protection de l'eau), favorise l'infiltration des eaux en excès et stabilise le sol (objectifs de lutte contre les risques naturels et contre l'érosion). Les haies sont également des écosystèmes à part entière, lieux de vie, d'abri, de reproduction de nombreuses espèces animales et végétales inféodées à ce type de milieu (objectif de maintien de la biodiversité, trame verte et bleue). Par ailleurs, les haies contribuent efficacement au stockage de carbone.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0,36€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

◦ **Conditions relatives aux éléments engagés**

▪ **Haies éligibles** : Haies, basses ou hautes, localisées de manière pertinente, définies lors du diagnostic. Les haies devront être composées majoritairement des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

Arbustes	
Nom français	**Nom scientifique**
Aubépine épineuse	*Crataegus laevigata*
Aubépine monogyne	*Crataegus monogyna*
Bourdaine	*Frangula alnus*
Buis	*Buxus sempervirens*
Camerisier à balai	*Lonicera xylosteum*
Cassis	*Ribes nigrum*
Cerisier Sainte Lucie	*Prunus mahaleb*
Cornouiller sanguin	*Cornus sanguinea*
Cornouiller mâle	*Cornus mas*
Coudrier	*Corylus avellana*
Framboisier	*Rubus idaeus*
Fusain d'Europe	*Euonymus europaeus*
Genêt à balais	*Cytisus scoparius*
Genévrier commun	*Juniperus communis*
Groseillier rouge	*Ribes rubrum*
Groseillier à maquereau	*Ribes uva-crispa*
Houx	*Ilex aquifolium*
If commun	*Taxus baccata*
Lierre	*Hedera helix*
Néflier	*Mespilus germanica*
Nerprun purgatif	*Rhamnus cathartica*
Prunellier	*Prunus spinosa*
Ronce sp	*Rubus sp*
Rosier des chiens	*Rosa canina*
Saule cendré	*Salix cinerea*
Saule pourpre	*Salix purpurea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Sureau rouge	*Sambucus racemosa*
Troène vulgaire	*Ligustrum vulgare*
Viorne lantane	*Viburnum lantana*
Viorne obier	*Viburnum opulus*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_LOLU_HA01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage, …
  - **Taille sur les 2 côtés de la haie**

- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
  - Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la haie engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Respect des périodes d'interventions	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches *(cf. ci-dessus)*	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La **tenue du cahier d'enregistrement** des interventions constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Restauration et /ou entretien de mares et plans d'eau » « IF_LOLU_PE01 »

du territoire Natura 2000 « RIVIERES DU LOING ET DU LUNAIN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de réaliser un entretien des mares et des plans d'eau présents sur les terres agricoles permettant de maintenir l'ensemble des rôles de ces milieux particuliers.
Les mares sont des écosystèmes particuliers qui influent sur la richesse en biodiversité, la qualité des eaux et la régulation climatique :

La biodiversité :

- De par leurs diversités et leurs spécificités, les mares isolées abritent tout une faune et une flore particulièrement riches. Ce sont des réservoirs de biodiversité floristique et faunistique. Les mares offrent donc refuge, lieu de reproduction, d'alimentation et bien entendu un lieu de vie à de nombreuses espèces particulièrement en contexte d'agriculture intensive. Ces micro-zones humides abritent d'ailleurs près de 15 % des espèces protégées.
- L'existence des réseaux de mares est cruciale pour le maintien des métapopulations de certaines espèces. Ces réseaux sont également nécessaires à de nombreux mammifères et oiseaux en tant qu'élément particulier de l'ensemble des habitats que ces espèces ont l'habitude d'utiliser. Ils participent donc au maintien des continuités écologiques (trame verte et bleue) indispensables à la faune et à la flore.

L'eau :

- En tant que zones humides, les mares accomplissent des fonctions régulatrices de l'eau : écrêtage des crues (lutte contre l'érosion des sols et des inondations), stockage de l'eau, pondération du régime des eaux courantes, rétention et transformation des sédiments, lutte contre l'érosion
- De plus, les mares, et leurs réseaux, jouent un rôle épurateur en éliminant les polluants diffus des eaux de surface. Situées souvent en tête des bassins versants, les mares forment des systèmes très efficaces d'épuration naturelle des eaux.

Le climat :

- Les mares liées aux exploitations agricoles fixent une grande quantité de carbone du fait de leur grand nombre et de leur exceptionnelle productivité primaire propre aux écosystèmes aquatiques.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 81,26 €/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Mares et plans d'eau éligibles** : Seuls les plans d'eau et mares présents sur les terres agricoles et sans finalité piscicole peuvent faire l'objet d'un financement par une mesure contenant cette opération. A contrario, la restauration de mares et plans d'eau à finalité piscicole n'est pas éligible.
- **Taille éligible** : **Entre 10 et 1 000 m²**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_LOLU_PE01 » sont décrites ci-dessous :

Un plan de gestion sera établi par une structure agrée, incluant un diagnostic initial des mares et plans d'eau engagés.
Ce plan de gestion planifiera la restauration si elle est nécessaire et prévoira à minima les modalités d'entretien suivantes :

- les modalités éventuelles de débroussaillement préalable (lorsque cela est nécessaire pour la restauration de la mare) ;
- les modalités éventuelles de curage et les modalités d'épandage des produits extraits ;
- les dates d'intervention (en dehors des périodes gênantes pour les oiseaux et les batraciens, de préférence en septembre-octobre) ;
- les modalités éventuelles de mise en place d'une végétation aquatique indigène ;
- la nécessité de créer ou d'agrandir une pente douce (moins de 45°). Si cette obligation est retenue, les travaux devront être réalisés au cours de la première année de l'engagement ;
- la possibilité ou l'interdiction de végétaliser les berges (végétalisation naturelle à privilégier, sinon liste des espèces autorisées) ;
- les modalités d'entretien de la végétation aquatique et ripicole, à des dates et périodicité à définir (réalisation possible par tiers sur 3 ans) ; **2 entretiens sur les 5 ans sont demandés ;**
- les méthodes de lutte manuelle et/ou mécanique de lutte contre la prolifération de la végétation allochtone envahissante (Jussie, Myriophylle du Brésil, … sur la base de la liste des espèces allochtones, publiée par le Ministère en charge de l'Écologie dans le cadre des décrets d'application de la loi « développement des territoires ruraux » de février 2005) : liste des espèces envahissantes visées, description des méthodes d'élimination (destruction chimique interdite. En marais, le faucardage des mares et/ou plans d'eau pour l'élimination des végétaux allochtones envahissants sera interdit), dates et outils à utiliser ;
- dans le cas de surfaces pâturées jouxtant la mare, les conditions d'accès aux animaux : interdiction d'abreuvement direct sur l'ensemble du périmètre de la mare ou du plan d'eau (mise en défens totale) ou mise en défens partielle avec accès limité au bétail (dans ce cas, préciser la largeur de l'accès autorisé). Pour une mise en défens totale ou partielle : pose de clôtures à au moins 1,5 m du bord de la mare ou du plan d'eau.

- **Interdiction de colmatage plastique**

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé : n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, Interventions : Type, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par une structure agréée, un plan de gestion des mares et des plans d'eau engagés, incluant un diagnostic initial de l'élément engagé **Le plan de gestion devra être réalisé au plus tard le 1er juillet de l'année du dépôt de la demande d'engagement.**	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période définie dans le plan de gestion	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction de colmatage plastique	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations.	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
				cette dernière sera considérée en anomalie)	
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur l'élément engagé, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et avec ajustement de la pression de pâturage » « IF_LOLU_HE32 » du territoire Natura 2000 « RIVIERES DU LOING ET DU LUNAIN »

Campagne 2016

Engagements Unitaires :
- COUVER_06
- HERBE_03
- HERBE_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.
Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage).
D'autre part, cette opération est d'améliorer la gestion par le pâturage de milieux remarquables, en particulier dans les zones humides (tourbières, prairies humides, etc.), en fonction des spécificités de chaque milieu, en limitant la pression de pâturage afin d'éviter la dégradation de la flore et des sols par tassement dans un objectif de maintien de la biodiversité et dans un objectif paysager.

Elle peut également permettre le maintien de l'ouverture et le renouvellement de la ressource fourragère sur des surfaces soumises à une dynamique d'embroussaillement, en évitant le sous pâturage et le surpâturage, et contribuer ainsi à pérenniser une mosaïque d'habitats.
Enfin, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).

En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 600 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), cultures pérennes ou qui étaient alors engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédente.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente »**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - **Parcelles** entières : **minimum 10 ares, 5 m de large**
  - **Bandes : minimum 10 m de large**, (En bordures de cours d'eau et en zone vulnérable, la largeur minimale passe à 5 m, dans la mesure où une bande d'au moins 5 m est déjà existante et permet la création d'une bande enherbée finale d'au moins 10 m de large.)
  - Si le couvert est implanté en bordure d'élément paysager (haies, bosquets, mares, fossés), la largeur minimum sera de 3 m, si possible de part et d'autre de l'élément paysager si la maîtrise du foncier le permet.

- L'engagement est fixe au cours des **5 ans**
- **Couvert éligible :**
  - **Liste d'espèces autorisées en jachère**
  - **Liste d'espèces ci-dessous (légumineuses pures interdites : mélange avec une autre famille obligatoire)**
  - Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_LOLU_HE32 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

- **Fauche autorisée tous les ans à partir du 15 juin**

- Surface exploitée en **pâturage** :

- dans la limite d'un chargement maximal moyen annuel de **1,2 UGB/ha** à l'échelle de la parcelle sauf pour : **-les mégaphorbiaies : 0,8 UGB/ha/an** à l'échelle de la parcelle engagée
- les prairies maigres de fauche : 0,6 UGB/ha/an l'échelle de la parcelle engagée

- dans la limite d'un chargement instantané de **1,4 UGB/ha maximum** à l'échelle de la parcelle

- en respectant un chargement minimal annuel de **0,3 UGB/ha** pour les surfaces en herbe à l'échelle de l'exploitation

- **Localisation pertinente :**
  8 bassin d'alimentation des captages
  9 bords de cours d'eau
  10 bords de fossés
  11 fonds de talweg
  12 ruptures de pente
  13 division du parcellaire
  14 continuités écologiques
  15 bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
  16 parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**

INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**

INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**

17 Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date, matériels et outils, dates d'entrées et de sortie des animaux, nombre d'animaux et UGB correspondante).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés : *(cf.liste d'espèces ci-dessus)*	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter la largeur minimale autorisée du couvert herbacé pérenne	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Respect du chargement maximal moyen annuel à la parcelle engagée : **Mégaphorbiaies** : 0,8 UGB/ha **Prairies maigres de fauche** : 0,6 UGB/ha **Autres parcelles** : 1,2 UGB/ha	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect du chargement instantané maximal de 1.4 UGB/ha, à la parcelle, sur la période déterminée, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respect du chargement minimal moyen annuel à la parcelle de 0.3 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respecter, en cas de fauche, la période d'interdiction allant jusqu'au 15 juin en cas d'impossibilité de mise en pâturage d'une parcelle	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)
Tenir un cahier d'enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Si la localisation est imposée en bordure d'un élément, maintien de celui-ci.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6 . DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

- Calcul du taux de chargement :
  - le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.
- Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et avec retard de fauche » « IF_LOLU_HE33 »

du territoire Natura 2000 « RIVIERES DU LOING ET DU LUNAIN »

Campagne 2016

Engagements Unitaires : - COUVER_06
- HERBE_03
- HERBE_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.
Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage).

D'autre part, cette opération permet aux espèces végétales et animales inféodées aux surfaces en herbe entretenues par la fauche, d'accomplir leurs cycles reproductifs (fructification des plantes, nidification pour les oiseaux) dans un objectif de maintien de la biodiversité. Selon l'espèce visée, il est indispensable de définir la période durant laquelle toute intervention mécanique est interdite afin d'atteindre l'objectif.

La conservation de zones non fauchées ou fauchées avec un retard de 15 à 30 jours est très intéressante, spécialement en bordure des parcelles et des éléments fixes pour la fauche centrifuge. Cela pourra être pris en compte dans le cadre du diagnostic d'exploitation pour définir les localisations pertinentes des parcelles ou parties de parcelles éligibles et la période d'interdiction d'intervention mécanique.
Enfin, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.),

en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 600 €/hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et surfaces en jachères), ou qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente ».**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - **Parcelles** entières : **minimum 10 ares, 5 m de large**
  - **Bandes : minimum 10 m de large** (En bordures de cours d'eau et en zone vulnérable, la largeur minimale passe à 5 m, dans la mesure où une bande d'au moins 5 m est déjà existante et permet la création d'une bande enherbée finale d'au moins 10 m de large.)
  - Si le couvert est implanté en bordure d'élément paysager (haies, bosquets, mares, fossés), la largeur minimum sera de 3 m, si possible de part et d'autre de l'élément paysager si la maîtrise du foncier le permet.
- L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

- **Couvert éligible :**
  - **Liste d'espèces autorisées en jachère**
  - **Liste d'espèces ci-dessous (légumineuses pures interdites : mélange avec une autre famille obligatoire)**
  - Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_LOLU_HE33 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :
- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

- **Localisation pertinente :**
  18 bassin d'alimentation des captages
  19 bords de cours d'eau
  20 bords de fossés
  21 fonds de talweg
  22 ruptures de pente
  23 division du parcellaire
  24 continuités écologiques
  25 bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
  26 parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

- **Entretien** :
  27 Fauche/broyage autorisée à partir **du 1er août au 30 avril**
  28 Pâturage des regains autorisé **du 1er août au 31 décembre**

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**

INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**

INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  29 Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date et outils, modalités).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés : *(cf. liste ci-dessus)*	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter les largeurs minimales définies du couvert herbacé pérenne	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Si la localisation est imposée en bordure d'un élément paysager, maintien de celui-ci.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Respect de la période d'interdiction de fauche entre le 1er mai et le 31 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)
Respect de la localisation pertinente des zones de retard de fauche	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et diagnostic d'exploitation présentant la localisation des zones de retard de fauche au regard de l'enjeu	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction du pâturage par déprimage. Si pâturage des regains : respect de la date initiale de pâturage fixée au 1er aout et du chargement moyen maximal annuel de 1,2 UGB/ha	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation des produits phytosanitaires, sauf traitements localisés	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.
Calcul du taux de chargement :

- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

- Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien de zones refuges pour la faune » « IF_LOLU_HE15 »

du territoire Natura 2000 « RIVIERES DU LOING ET DU LUNAIN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont de renforcer la biodiversité fonctionnelle et de participer à la reconquête de la qualité de l'eau en diminuant l'utilisation d'intrants.

Cette opération vise prioritairement à limiter le développement des bio-agresseurs des cultures et l'intensité d'utilisation des produits phytosanitaires, en aménageant un maillage de zones de régulation écologique (ZRE) composées de bandes enherbées ou de jachères, si possible en continuité avec d'autres éléments paysagers présents sur le parcellaire (haies, bosquets, …). Ces zones de régulation écologique constituent des réservoirs d'auxiliaires des cultures, dont l'efficacité est accrue par la limitation de la taille des parcelles culturales bordées par les ZRE.

En effet, les ZRE devant être localisées en rupture de parcelles culturales ou entre deux parcelles culturales contiguës de taille limitée, les auxiliaires peuvent agir au cœur des parcelles culturales et réduire ainsi la pression des ravageurs sur les cultures. La localisation de ces ZRE devra être cohérente avec le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et les Trames vertes et bleues (TVB).

Ces zones constituent plus généralement des zones refuges pour l'ensemble de la petite faune de plaine, dans un objectif de préservation de la biodiversité.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 390,94 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), cultures pérennes ou qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie »** ou en **« jachère »**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles :**
  - **Largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m** pour chaque ZRE
  - Les ZRE doivent être **implantées :**
    - **entre 2 parcelles culturales contiguës ou en rupture de parcelles culturales**, de manière à ce que la taille des parcelles culturales n'excède pas 15 ha au maximum et que la distance entre deux ZRE n'excède pas 300 m.
    - **Dans la continuité d'autres éléments du paysage** (haies, talus, fossés, lisières de bois et bosquets…). Ces éléments constituent des ZRE naturelles, qui pourront être renforcées par la création de bandes herbacées d'une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m.
  - Respecter la **taille maximale de 15 ha** de chaque **parcelle culturale** bordée d'une ZRE.

- **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

- **Couvert éligible** (non récoltés) :
  - **Liste d'espèces autorisées en jachère ou en prairies**
  - **Liste d'espèces ci-dessous (pur ou en mélange)**
  - **C**ultures cynégétiques
  - Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

AUTRES
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Phacélie
- Radis fourrager

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_LOLU_HE15 » sont décrites ci-dessous :

30 **Entretien**
- Absence d'intervention mécanique du **1er mai au 31 juillet** pour les couverts en place.

31 Récolte **INTERDITE**

32 Fertilisation
- **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

33 Produits phytosanitaires
- **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

34 **Enregistrement**
- Tenue d'un cahier d'enregistrement **:** type d'interventions, localisation, date, outils

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place une ou plusieurs ZRE localisées de façon pertinente, en fonction du diagnostic de territoire et/ou d'exploitation (distance maximale entre deux ZRE de 300m)	Sur place : visuel et documentaire	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation	Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respecter une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m pour chaque ZRE	Sur place		Réversible	Principale	A seuil : écart de largeur en anomalie
Respecter la taille maximale de 15 hectares de chaque parcelle culturale bordée d'une ZRE.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Mettre en place les couverts autorisés sur les ZRE : *cf : liste d'espèces ci-dessus* ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Factures d'achat de semis selon les cas, et cahier d'enregistrement	Réversible	Principale	Totale
Enregistrer les interventions d'entretien sur les ZRE	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'intervention mécanique sur les ZRE du 1er mai au 31 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et programme de travaux d'entretien et éventuelles factures (si prestations)	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'avance/de retard (5 / 10 / 15 jours)
Respecter l'interdiction de traitement phytosanitaire sur les ZRE	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respecter la localisation initiale de la ZRE	Administratif et sur place		Définitif	Principale	Totale
Respecter la l'interdiction des apports azotés (minéral et organique)	Sur place : documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert d'intérêt faunistique ou floristique » « IF_LOLU_HE16 »

du territoire Natura 2000 « RIVIERES DU LOING ET DU LUNAIN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure: COUVER_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de remplacer des surfaces cultivées en grandes cultures par un couvert favorable :

- aux oiseaux de plaine à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
- aux insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Il s'agit ainsi de créer ce type de couvert sur des surfaces supplémentaires par rapport aux couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 600,00 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles :** surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), cultures pérennes ou qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

  Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implantée, la parcelle devra être déclarée avec le code correspondant au couvert mis en place.

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - **Parcelles** entières : **minimum 10 ares**
  - **Bandes : minimum 10 m de large**, (le cas échéant, 10 m en moyenne sur la longueur de la bande)

- **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**.

- **Couvert éligible :** (non récolté et non pâturé)

À sélectionner en fonction des exigences biologiques des espèces à préserver

- Cultures annuelles à fort intérêt
- Mélange graminées-légumineuses
- Légumineuses
- Cultures cynégétiques
- Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures (plantes messicoles notamment)

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien
- Autres graminées à valider lors du diagnostic

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne
- Autres légumineuses à valider lors du diagnostic

AUTRES
- Achillée millefeuille
- Avoine
- Bleuet des champs
- Carotte sauvage
- Centaurée jacée
- Chicorée sauvage
- Compagnon rouge / Silène dioïque
- Cumin des prés
- Marguerite
- Mauve sylvestre
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Onagre bisannuelle
- Phacélie
- Radis fourrager
- Sarrasin
- Sauge des prés
- Tanaisie en corymbe
- Autres plantes à valider lors du diagnostic

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

Couverts mellifères recommandés pour insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures :
(*Mélanges commerciaux*)

Couvert "Seda-miel 1" :
(sol acide frais – pH < 6,5)
- Mélilot 30 %
- Lotier corniculé 20 %
- Trèfle hybride 15 %
- Trèfle d'Alexandrie 15 %

- Trèfle violet 10 %
- Phacélie 10 %

Couvert "Seda-miel 2" :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)
- Sainfoin 60 %
- Mélilot 25 %
- Trèfle violet 5 %
- Minette 5 %
- Phacélie 5 %

Couvert "Pronectar TP " :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)
- Sainfoin 60 %
- Mélilot 10 %
- Trèfle de Perse 10 %
- Trèfle violet 10 %
- Phacélie 10 %

Couvert "Méliflore 1" :
(sol acide frais – pH < 6,5)
- Trèfle hybride 45 %
- Trèfle violet 30 %
- Trèfle blanc 10 %
- Trèfle d'Alexandrie 10 %
- Phacélie 5 %

Couvert "Méliflore 2" :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)
- Sainfoin 60 %
- Mélilot 20 %
- Trèfle violet 10 %
- Minette 5 %
- Phacélie 5 %

Couvert "Prochasse" :
- Ray-grass Anglais 30 %
- Trèfle violet 30 %
- Trèfle de Perse 20 %
- Phacélie 20 %

Couvert "biodiversité" :
- Achillée millefeuille
- Avoine
- Cumin des prés
- Bleuet des champs
- Centaurée jacée
- Chicorée sauvage
- Carotte sauvage
- Sarrasin
- Marguerite
- Lotier corniculé
- Mauve sylvestre
- Onagre bisannuelle
- Sainfoin
- Phacélie
- Sauge des prés
- Compagnon rouge / Silène dioïque
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Tanaisie en corymbe

Couverts cynégétiques :
(Exemple de couverts soumis à variation selon les exigences biologiques des espèces et les types de sols)
- Millet – sarrasin – moha – navette
- Avoine – choux – sarrasin
- Dactyle – trèfle violet
- Dactyle – luzerne
- Chou fourrager – fétuque des prés
- Vesce – avoine
- Seigle fourrager – vesce
- Mélilot
- Millet – sorgho
- Seigle forestier – trèfle sp.
- Maïs – millet
- Maïs – sarrasin
- Maïs – sorgho
- Maïs – avoine
- Chou – moha – sarrasin
- Tournesol – pois
- Tournesol – féveroles
- Tournesol – sorgho
- Tournesol – chou fourrager
- Tournesol – moutarde

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_LOLU_HE16 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **Récolte et pâturage INTERDITS**
  - Absence d'intervention mécanique du **15 avril au 15 janvier** de l'année suivante pour les couverts en place.

35 Fertilisation
- **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

Toutefois afin de permettre une bonne implantation des couverts, il n'est permis de fertiliser que lors des premiers stades de développement du couvert.

36 Produits phytosanitaires
- **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : (*cf. liste d'espèces ci-dessus)* ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou parcelles entières minimum de 0,10 ha	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 15 avril et le 15 janvier de l'année n+1	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Amélioration des jachères » « IF_LOLU_HE17 »

du territoire Natura 2000 « RIVIERES DU LOING ET DU LUNAIN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_08

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération vise à inciter les exploitants agricoles à améliorer la localisation de leurs parcelles en jachère agricole ainsi que le choix des couverts à y implanter :

- sur des territoires à enjeu « eau », afin de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) ;
- sur les territoires à enjeu « biodiversité » pour répondre aux exigences spécifiques :
  - d'une espèce ;
  - d'un groupe d'espèces à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
  - au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Cette opération permet de localiser les jachères agricoles de manière pertinente par rapport à l'enjeu environnemental visé (eau ou biodiversité), d'améliorer le couvert présent et la gestion des intrants. L'exploitant n'a plus comme seul critère celui de localiser ces surfaces de jachère agricole sur les zones les moins productives et/ou les plus difficiles d'accès.
Par ailleurs, en règle générale, les jachères agricoles sont constituées des repousses des précédents culturaux. Cette opération permet l'implantation d'un couvert spécifique répondant à l'enjeu environnemental visé.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 160,00 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables (sauf prairies temporaires de plus de deux ans et surfaces en jachères), cultures pérennes ou qui étaient alors engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, ou les parcelles nécessitant un déplacement par rapport à la localisation initiale de la jachère.
  Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« jachère ».**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - **Parcelles** entières : **minimum 10 ares**
  - **Bandes : minimum 10 m de large**

- **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

- **Localisation pertinente**
  - bassin d'alimentation des captages
  - bords de cours d'eau, fossés
  - fonds de talweg
  - ruptures de pente
  - division du parcellaire
  - continuités écologiques
  - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
  - parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

- **Couverts éligibles** (non récoltés et non pâturés) :
  - Cultures annuelles à fort intérêt

  - Mélange graminées-légumineuses
  - Légumineuses
  - Cultures cynégétiques
  - Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures (plantes messicoles notamment)

À sélectionner dans la liste ci-dessous (pur ou en mélange) :

GRAMINEES
- Avoine
- Brome cathartique

37 Brome Sitka
38 Dactyle
39 Fétuque des prés
40 Fétuque élevée
41 Fétuque ovine
42 Fétuque rouge
43 Fléole des prés
44 Moha
45 Pâturin commun
46 Ray-grass anglais
47 Ray-grass hybride
48 Ray–grass italien
49 Seigle

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

AUTRES
- Chou
- Cresson alénois
- Mais
- Millet
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Phacélie
- Radis fourrager
- Sarrasin
- Sorgho
- Tournesol

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_LOLU_HE17 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

➢ au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;

➢ à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

- Récolte et pâturage **INTERDITS.**

- **Entretien**
  - Absence d'intervention mécanique du **1er mai au 31 juillet** pour les couverts en place.

- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date)

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : *(cf. liste d'espèces ci-dessus)* ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou parcelles entières de minimum 0,10 ha	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 1er mai et le 31 juillet	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive). Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et avec ajustement de la pression de pâturage » « IF_LOLU_HE02 »

du territoire Natura 2000 « RIVIERES DU LOING ET DU LUNAIN »

Campagne 2016

Engagements Unitaires : - HERBE_03
- HERBE_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette opération a pour objet d'améliorer la gestion par le pâturage de milieux remarquables, en particulier dans les zones humides (tourbières, prairies humide, etc.), en fonction des spécificités de chaque milieu, en limitant la pression de pâturage afin d'éviter la dégradation de la flore et des sols par tassement dans un objectif de maintien de la biodiversité et dans un objectif paysager.
Elle peut également permettre le maintien de l'ouverture et le renouvellement de la ressource fourragère sur des surfaces soumises à une dynamique d'embroussaillement, en évitant le sous pâturage et le surpâturage, et contribuer ainsi à pérenniser une mosaïque d'habitats.
Enfin, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 206,01 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Surfaces éligibles** : surfaces en herbe et milieux remarquables pour lesquelles il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité, lié à une fertilisation excessive, définies lors du diagnostic.

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles. Les SIE situées en dehors de ces bandes tampons sont éligibles.

- Le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente »**
- L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_LOLU_HE02 » sont décrites ci-dessous :

- **Fauche autorisée tous les ans à partir du 15 juin**

- Surface exploités en **pâturage** :
- dans la limite d'un chargement maximal moyen annuel de **1,2 UGB/ha** à l'échelle de la parcelle sauf pour : **-les mégaphorbiaies : 0,8 UGB/ha/an** à l'échelle de la parcelle engagée
- les prairies maigres de fauche : 0,6 UGB/ha/an l'échelle de la parcelle engagée
- dans la limite d'un chargement instantané de **1,4 UGB/ha maximum** à l'échelle de la parcelle
- en respectant un chargement minimal annuel de **0,3 UGB/ha** pour les surfaces en herbe à l'échelle de l'exploitation

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**

INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**

INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**

Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date, matériels et outils, dates d'entrées et de sortie des animaux, nombre d'animaux et UGB correspondante).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect du chargement maximal moyen annuel à la parcelle engagée : **Mégaphorbiaies** : 0,8 UGB/ha **Prairies maigres de fauche** : 0,6 UGB/ha **Autres parcelles** : 1,2 UGB/ha	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respect du chargement instantané maximal de 1.4 UGB/ha, à la parcelle, sur la période déterminée, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respect du chargement minimal moyen annuel à la parcelle de 0.3 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respecter, en cas de fauche, la période d'interdiction allant jusqu'au 15 juin en cas d'impossibilité de mise en pâturage d'une parcelle	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)
Non retournement des surfaces engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principal	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principal	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place	Documentaire - présence du cahier et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
			Définitif au troisième constat.	vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

Calcul du taux de chargement :

- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

- Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et avec retard de fauche » « IF_LOLU_HE03 »

du territoire Natura 2000 « RIVIERES DU LOING ET DU LUNAIN »

Campagne 2016

Engagements Unitaires : - HERBE_03
- HERBE_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont de permettre aux espèces végétales et animales inféodées aux surfaces en herbe entretenues par la fauche, d'accomplir leurs cycles reproductifs (fructification des plantes, nidification pour les oiseaux) dans un objectif de maintien de la biodiversité. Selon l'espèce visée, il est indispensable de définir la période durant laquelle toute intervention mécanique est interdite afin d'atteindre l'objectif.

La conservation de zones non fauchées ou fauchées avec un retard de 15 à 30 jours est très intéressante, spécialement en bordure des parcelles et des éléments fixes pour la fauche centrifuge. Cela pourra être pris en compte dans le cadre du diagnostic d'exploitation pour définir les localisations pertinentes des parcelles ou parties de parcelles éligibles et la période d'interdiction d'intervention mécanique.

D'autre part, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).

En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 353,43 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Surfaces éligibles** : surfaces en herbe et milieux remarquables pour lesquelles il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité, lié à une fertilisation excessive, définies lors du diagnostic.

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles. Les SIE situées en dehors de ces bandes tampons sont éligibles.

- Le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente ».**
- L'engagement est fixe au cours des **5 ans.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_LOLU_HE03 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien :**
  - Fauche/broyage autorisé à partir **du 1er août au 30 avril**
  - Pâturage des regains autorisé **du 1er août au 31 décembre**

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**

INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**

INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date, matériels et outils, dates d'entrées et de sortie des animaux, nombre d'animaux et UGB correspondante).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de la période d'interdiction de fauche du 1er mai au 31 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)
Respect de la localisation pertinente des zones de retard de fauche	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et diagnostic d'exploitation présentant la localisation des zones de retard de fauche au regard de l'enjeu	Réversible	Principale	Totale
Interdiction du pâturage par déprimage. Si pâturage des regains : respect de la date initiale de pâturage fixée au 1er aout et du chargement moyen maximal annuel de 1,2 UGB/ha	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation des produits phytosanitaires, sauf traitements localisés	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
pâturage)					

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.
Calcul du taux de chargement :

- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « gestion extensive de milieux humides et absence de fertilisation » « IF_LOLU_ZH01 »

du territoire Natura 2000 « RIVIERES DU LOING ET DU LUNAIN »

Campagne 2016

Engagements Unitaires : HERBE_03
HERBE_13

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette opération vise à préserver ou/et à développer :

- ✓ Le maintien des surfaces en prairies permanentes,
- ✓ Le maintien d'une exploitation agricole extensive et durable de ces milieux,
- ✓ Le changement de pratiques d'exploitation intensives en intrants vers des systèmes plus durables,
- ✓ La restauration de milieux en déprise,
- ✓ La maîtrise des espèces invasives,
- ✓ L'entretien des éléments fixes du paysage,
- ✓ Le maintien du caractère humide en évitant le recours à l'assèchement total et définitif.

Les enjeux de cette opération sont de préserver les milieux humides permettant le développement d'une flore, d'une faune remarquable. L'intérêt de cette opération, mobilisée en milieux humides, réside dans son plan de gestion simplifié qui permet une adaptation fine aux enjeux du territoire.

L'aide au maintien de pratique ne s'entend que si le bénéfice environnemental de la pratique est avéré, et elle doit être associée à un ciblage sur les zones où il existe un risque de disparition de la pratique. L'opération s'adresse aux exploitations d'élevage dont la pratique en zone humide identifiée comme favorable à l'environnement est soumise à un risque avéré d'abandon ou d'intensification.

Le diagnostic écologique du site a permis de mettre en évidence la présence de prairies humides et d'habitats d'intérêt communautaire : Les mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin et les prairies maigres de fauche de basse altitude.

Ces milieux sont sensibles à la pression de pâturage et à la fertilisation. Ainsi, la fertilisation (NKP) est interdite et la pression de pâturage réduite afin de limiter l'atteinte de ces habitats.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 250,57 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en herbe localisées en zone humide et non drainées par des systèmes enterrés

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles. Les SIE situées en dehors de ces bandes tampons sont éligibles.

- Le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente »**
- L'engagement est fixe au cours des **5 ans**
- Surface à engager : au minimum **80 % des prairies naturelles et surfaces en landes et parcours éligibles de l'exploitation**, localisées en zone humide et non drainées par des systèmes enterrés, et présentes dans le périmètre du territoire. Par ailleurs, les surfaces couvertes par des baux précaires peuvent être exclues des surfaces éligibles à la demande des exploitants et sur fourniture de justificatifs écrits (les baux verbaux ne sont pas considérés comme des baux précaires).
- Respecter une **part minimale de surface en prairies et pâturages permanents de 10 %** de la SAU de votre exploitation
- Respecter un taux de **chargement minimum de 0,3 UGB/ha sur les prairies** à l'échelle de votre exploitation

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_LOLU_ZH01 » sont décrites ci-dessous :

- **Respect du plan de gestion**

- **Fauche / broyage autorisé tous les ans à partir du 15 juin**

- **Surface exploitée en pâturage** :
- dans la limite d'un chargement maximal moyen annuel de **1,4 UGB/ha maximum** à l'échelle de la parcelle.

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**
INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date et outils, dates d'entrées et de sortie des animaux, nombre d'animaux et UGB correspondante).

6. REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par une structure agréée, un plan de gestion sur les parcelles engagées, incluant un diagnostic initial des surfaces **Le plan de gestion devra être réalisé au plus tard le 1er juillet de l'année du dépôt de la demande d'engagement.**	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion sur les surfaces engagées	Sur place : documentaire et visuel	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter un taux de chargement moyen annuel de 1,4 UGB/ha pour chaque élément engagé	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
En cas de fauche, la fauche est autorisée à partir du 15 juin	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)
Respecter le nombre d'années où la fauche est autorisée durant l'engagement : au maximum 5 années durant les 5 ans de l'engagement	Sur place : documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Respecter le nombre d'années où le pâturage est autorisé durant l'engagement : au maximum 5 années durant les 5 ans de l'engagement	Sur place : documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc sur la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

7. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.
Calcul du taux de chargement :
- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

- Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien des ripisylves » « IF_LOLU_RI01 »

du territoire Natura 2000 « RIVIERES DU LOING ET DU LUNAIN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des ripisylves au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique et floristique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

La ripisylve est une zone de transition entre les milieux aquatique et terrestre, elle est localisée en bordure de cours d'eau. Elle est composée de différentes strates (herbacée, arbustive, arborée) permettant d'assurer divers rôles : habitats naturels (terrestres et aquatiques avec notamment des zones d'eau fraîche et calme : rôle de la ripisylve dans la dissipation du courant), corridors écologiques (trame verte et bleue), filtration et épuration des eaux de ruissellement, protection des berges contre l'érosion, régulation climatique (notamment zones d'ombrage et stockage du carbone), etc. Elle joue par ailleurs les mêmes rôles qu'une haie arbustive ou arborée en matière de protection contre le ruissellement et l'érosion, en faveur de la qualité des eaux (limitation des transferts) et du maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées).
Un entretien non intensif de ce milieu permet le maintien des différentes strates et d'une végétation variée assurant tous ces rôles.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 1,01 €/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Ripisylves éligibles** : localisées de manière pertinente, définies lors du diagnostic. Les ripisylves devront être majoritairement composés des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Charme	*Carpinus betulus*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*

Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Tremble	*Populus tremula*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_LOLU_RI01 » sont décrites ci-dessous :

Entretien

- **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années ;
- **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage...

Côté parcelle : même taille que pour une haie
Côté cours d'eau : un élagage doux afin d'apporter un peu de lumière sur le cours d'eau
Dégagement mécanique au pied des jeunes arbres pour les boisements en cours de constitution

Gestion des arbres morts et des branches mortes du côté du cours d'eau :

- les enlever lorsque ceux-ci sont susceptibles de créer des embâcles ;
- Le dessouchage est interdit.

Gestion des embâcles :

- ne pas dégrader la berge et la végétation riveraine, dans la mesure du possible ;
- travailler le moins possible avec des engins dans le lit du cours d'eau afin de ne pas perturber les habitats aquatiques.

Période d'intervention

49.2 Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars ;
49.3 Enlèvement des embâcles et entretien du lit hors période de fraies : du 1er aout ou 31 octobre ;
49.4 Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage.

Produits phytosanitaires

- **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

Enregistrement

- Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la ripisylve engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation de la taille des arbres entre le 1er octobre au 1er mars Réalisation de l'enlèvement des embâcles et de l'entretien du lit du cours d'eau entre le 1er aout et le 31 octobre	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.
, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

SEINE-&-MARNE 77 LE DÉPARTEMENT

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice d'information du territoire **MARNE ET GONDOIRE**

Campagne 2016

Correspondants à la DDT :	**Claire LAUGA**	**Christian MONTARD**
Téléphone :	01 60 56 73 07	01 60 56 70 89
e mail :	claire.lauga@seine-et-marne.gouv.fr	christian.montard@seine-et-marne.gouv.fr

Cette notice présente l'ensemble des mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) proposées sur le territoire MARNE ET GONDOIRE au titre de la programmation 2015-2020.

Elle complète la notice nationale d'information sur les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) et les aides à l'agriculture biologique 2015-2020, disponible sous Télépac.

La notice nationale d'information sur les MAEC et l'AB 2015-2020 (disponible sous Télépac)	contient →	• Les conditions d'engagement dans les MAEC et l'AB • Les obligations générales à respecter • Les contrôles et le régime de sanctions • Comment remplir les formulaires
La notice d'information du territoire	contient →	Pour l'ensemble du territoire : • La liste des MAEC proposées sur le territoire • Les conditions générales d'éligibilité • Les modalités de demande d'aide
La notice d'aide	contient →	Pour chaque MAEC proposée sur le territoire : • Les objectifs de la mesure • Les conditions spécifiques d'éligibilité • Le cahier des charges à respecter • Le régime de sanctions

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.

Si vous souhaitez davantage de précisions contactez votre DDT

1. PERIMETRE DU TERRITOIRE « MARNE ET GONDOIRE »

Seuls les éléments situés sur ce territoire sont éligibles aux mesures localisées qui y sont proposées (Cf. § 3).

En ce qui concerne les mesures « localisées », pour qu'une parcelle ou un élément linéaire soit éligible à la MAEC, au moins 50 % de sa surface ou de sa longueur doit être incluse dans le territoire.

Liste des communes concernées :

- Bussy-Saint-Georges
- Bussy-Saint-Martin
- Carnetin
- Chalifert
- Chanteloup-en-Brie
- Collégien
- Conches-sur-Gondoire
- Dampmart
- Gouvernes
- Guermantes
- Jablines
- Jossigny
- Lagny-sur-Marne
- Lesches
- Montévrain
- Pomponne
- Saint-Thibault-des-Vignes
- Thorigny-sur-Marne

2. RESUME DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Enjeu retenu :

Zone d'Action Prioritaire « enjeu Biodiversité » pour la préservation de la biodiversité

Marne et Gondoire est un territoire périurbain, situé dans la ceinture verte d'Ile-de-France. Près de 34% de son territoire est urbanisé. Les espaces ouverts (agricoles, naturels et forestiers) représentent 4 937 ha dont 2 340 ha de culture et 1 759 ha de forêts. Ces données sont issues du diagnostic réalisé en 2012 et ne tiennent pas compte des espaces ouverts de Bussy-Saint-Georges, commune qui a rejoint en 2014 la Communauté d'Agglomération de Marne et Gondoire.

L'agriculture du territoire a été confrontée à l'étalement urbain et à une pression foncière importante. Ainsi, entre 1982 et 2003 près de 1 100 ha d'espaces agricoles ont disparu au profit de l'habitat, de l'activité et des infrastructures de transport.

Le territoire compte aujourd'hui 44 agriculteurs (y compris centres équestres) dont 28 ont leur siège sur une des 18 communes du territoire. L'agriculture est principalement céréalière avec de grands îlots de cultures au sud (plaine de Jossigny) et des îlots plus morcelés sur le plateau de Dampmart. Ainsi, 70 % des exploitations agricoles est orientée vers de la grande culture, 9% vers le maraîchage, 10% en centre équestre, 4% en polyculture et 6% en système mixte (foin). L'âge moyen des exploitants du territoire est de 52 ans. 13 jeunes entre 26 et 40 ans se sont installés entre 2000 et 2010.

Concernant l'assolement, la culture de blé couvre près de la moitié des surfaces agricoles, tandis que l'orge et le colza représentent plus d'un quart des surfaces. Près de 3% de la surface sont en prairies (permanentes et temporaires) soit l'équivalent de près de 63 ha.

La surface des exploitations oscille entre 6 et 559 ha, avec une moyenne de 103 ha par exploitation. 58% des exploitations disposent d'un bail rural (oral ou écrit) sur les parcelles exploitées, tandis que seulement 18% sont en propriété. 16% des exploitants déclarent être en situation précaire sur leur parcellaire.

La situation périurbaine du territoire peut se révéler être une contrainte en matière notamment de respect des espaces productifs et de conflit d'usage, notamment sur les routes. Pour autant, cette position géographique est également un atout pour se diversifier et développer des circuits courts. Ainsi 15 exploitations (34%) ont développé une seconde activité : activité de transformation, développement de centre équestre, entreprises de travaux agricoles, vente de foin aux particuliers, etc.

En ce qui concerne les espaces naturels et forestiers, ils sont dans leur grande majorité préservés par différents outils de protection. Marne et Gondoire compte 5 Espaces Naturels Sensibles, 5 Périmètre Régionaux d'Intervention Foncière, un Arrêté de protection de biotope, des ZNIEFF (10 de type I et 3 des type II), un site classé, des sites inscrits et deux zones Natura 2000, la Zone Spéciale de Conservation du Bois de Vaires (sur Pomponne) et la Zone de Protection Spéciale « des Boucles de la Marne » (sur Carnetin, Thorigny-sur-Marne, Dampmart et Lesches).

Les sites Natura 2000 représentent 304 ha d'espaces naturels et forestiers soit 4% du territoire de Marne et Gondoire. Les parcelles agricoles situées au sein du site Natura 2000 des « Boucles de la Marne » participent au maintien de la biodiversité du territoire. En effet, 3 agriculteurs ont déjà contractualisé une Mesure Agro-Environnementale dans ce secteur. Le réseau Natura 2000 ne concerne cependant que 4% du territoire de Marne et Gondoire et majoritairement des espaces forestiers (Pomponne, Thorigny, Dampmart, Carnetin). Des projets de MAEC pour 2015 ont déjà été identifiés par l'animateur du site Natura 2000.

Dans le cadre de cette analyse fonctionnelle des espaces ouverts et sur la base du Schéma Régional de Cohérence Ecologique qui était en cours de réalisation, le prestataire a précisé les trames et corridors des milieux humides, forestiers et herbacés. Il a ainsi localisé les points de blocage, les habitats déconnectés et les éléments fragmentés. Il en ressort plus spécifiquement un fractionnement important des continuités écologiques et la nécessité de trouver un équilibre entre les enjeux environnementaux et agricoles sur le territoire. Enfin, l'ensemble des parcelles

agricoles du territoire participent au maintien des paysages ouverts forgeant l'identité du territoire. Des secteurs agricoles ont également été identifiés comme remarquables comme la plaine de Jossigny et le plateau de Dampmart.

En concertation avec les partenaires du territoire, le monde agricole et associatif, Marne et Gondoire avec le soutien du Conseil général s'est dotée d'un PPEANP en 2012 étendu en 2014 afin de garantir la vocation agricole et naturelle des parcelles incluses dans ce périmètre. Il couvre la quasi-totalité des parcelles agricoles du territoire et représente 4 600 ha d'espaces ouverts dont près de 50% d'espaces agricoles. Les sites Natura 2000 ont été inclus dans le PPEANP.

3. LISTE DES MAEC PROPOSEES SUR LE TERRITOIRE

Les financements prévisionnels des mesures peuvent être apportés par des crédits du ministère chargé de l'agriculture, de la Région et du FEADER.

Zone d'Action Prioritaire « enjeu Biodiversité » pour la préservation de la biodiversité

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
Surfaces en grandes cultures	IF_MARN_HE15	Création et entretien de zones refuges pour la faune	390,94€/ha/an
Surfaces en grandes cultures	IF_ MARN_HE16	Création et entretien d'un couvert d'intérêt floristique et faunistique	600€/ha/an
Surfaces en grandes cultures	IF_ MARN_HE17	Amélioration d'un couvert déclaré en gel	160€/ha/an
Surfaces en grandes cultures	IF_ MARN_HE31	Création et entretien d'un couvert herbacé	450€/ha/an
Surfaces en herbe	IF_ MARN_HE01	Entretien d'un couvert herbacé	130,57€/ha/an
Surfaces en herbe	IF_ MARN_ BR01	Entretien de bandes refuges sur prairie	0,49€/ml/an
Haie	IF_ MARN_HA01	Entretien de haie	0,36€/ml/an
Arbres ou alignement d'arbres	IF_ MARN_AR01	Entretien d'arbres isolés ou en alignements	7,92€/arbre/an
Ripisylves	IF_ MARN_RI01	Entretien de ripisylves	1,01€/ml/an
Bosquets	IF_ MARN_BO01	Entretien de bosquets	145,85€/ha/an
Talus	IF_ MARN_TL01	Entretien mécanique de talus enherbés	0,42€/ml/an
Fossés	IF_ MARN_FO01	Entretien de fossés et rigoles de drainage (hors cours d'eau et ouvrages maçonnés)	1,29€/ml/an
Mare ou plan d'eau	IF_ MARN_PE01	Restauration et/ou entretien de mares et plans d'eau	81,26€/mare/an

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire « MARNE ET GONDOIRE ».

4. MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Vous ne pouvez vous engager dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire que si votre engagement sur ce territoire représente, au total, un **montant annuel supérieur ou égal à 300 euros.**

Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de votre demande d'engagement, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs qui sont précisées dans la notice d'aide de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, votre demande devra être modifiée.

5. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

*Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.*
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

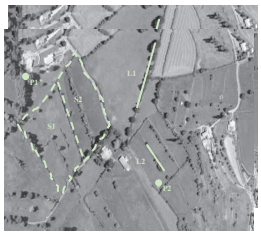
6. COMMENT REMPLIR LES FORMULAIRES D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager en 2016 dans une nouvelle MAEC, vous devez obligatoirement remplir les documents ci-après et les adresser à la DDT avec votre dossier de déclaration de surface avant le 15 juin 2016.

Les modalités de dépôt des demandes MAEC sont disponibles sous TELEPAC :

- *Liste générale : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/html/public/aide/formulaires-2016.html*
- *Modalités spécifiques aux MAEC : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/pdf/tas/2016/Dossier-PAC-2016_notice_MAEC-MAE-AB.pdf*

6.1 Le registre parcellaire graphique



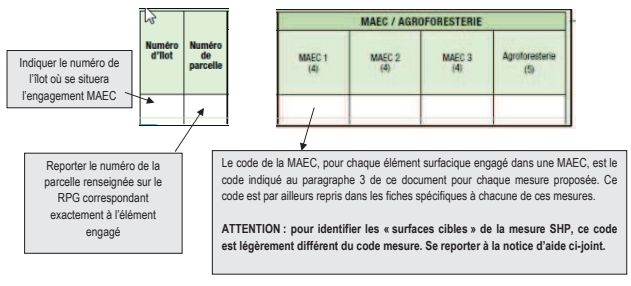
Pour déclarer des **éléments surfaciques** engagés dans une MAEC (HE15, HE16, HE17, HE01, HE31, BO01), vous devez dessiner, sur l'exemplaire du RPG que vous renverrez à la DDT, les surfaces que vous souhaitez engager dans chacune des MAEC proposées. Chaque élément surfacique engagé doit correspondre à une parcelle numérotée. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Pour déclarer des **éléments linéaires** engagés dans une MAEC (HA01, RI01, TL01, FO01) vous devez également dessiner d'un trait les éléments linéaires (ex : haies, ripisylves, talus, fossés ou bandes refuge) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Pour déclarer des **éléments ponctuels** engagés dans une MAEC (AR01, PE01) vous devez également localiser les éléments ponctuels (ex : mares ou arbres isolés) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

6.2 Le formulaire « Registre Parcellaire Graphique - Descriptif des parcelles »

Ce formulaire doit être rempli pour déclarer les éléments surfaciques engagés en MAEC.



Cet écran vous permet de consulter toutes vos parcelles déclarées et de vérifier les informations concernant la demande d'engagement en MAEC.

6.3 Le formulaire « Registre parcellaire - Descriptif des éléments MAEC linéaires et ponctuels »

Ce formulaire doit être rempli pour chaque élément linéaire ou ponctuel que vous souhaitez engager en MAEC et que vous avez localisé sur le feuillet RPG. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

A la rubrique « MAEC 2015-2020 / MAE 2007-2013 », vous devez cocher « oui » sur la ligne correspondant aux MAEC de la programmation 2015-2020. »

6.4 Le formulaire « Demande d'aides (Premier pilier – ICHN - MAEC - BIO – Assurance récolte) »

Vous devez cocher, à la rubrique « ICHN – MAEC –BIO », la case Mesure agroenvironnementale et climatique, et déclarer en cochant la case correspondante :

☒ « m'engager dans une MAEC de la programmation 2015-2020 »

7. CONTACTS

Coordinateur agricole : Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne
418 rue Aristide Briand – 77350 LE MEE SUR SEINE
Correspondant : **Milène GRAPPERON**
01 64 79 30 75
milene.grapperon@seine-et-marne.chambagri.fr

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien de zones refuges pour la faune » « IF_MARN_HE15 »

du territoire « MARNE ET GONDOIRE »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont de renforcer la biodiversité fonctionnelle et de participer à la reconquête de la qualité de l'eau en diminuant l'utilisation d'intrants.

Cette opération vise prioritairement à limiter le développement des bio-agresseurs des cultures et l'intensité d'utilisation des produits phytosanitaires, en aménageant un maillage de zones de régulation écologique (ZRE) composées de bandes enherbées ou de jachères, si possible en continuité avec d'autres éléments paysagers présents sur le parcellaire (haies, bosquets, …). Ces zones de régulation écologique constituent des réservoirs d'auxiliaires des cultures, dont l'efficacité est accrue par la limitation de la taille des parcelles culturales bordées par les ZRE.

En effet, les ZRE devant être localisées en rupture de parcelles culturales ou entre deux parcelles culturales contiguës de taille limitée, les auxiliaires peuvent agir au cœur des parcelles culturales et réduire ainsi la pression des ravageurs sur les cultures. La localisation de ces ZRE devra être cohérente avec le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et les Trames vertes et bleues (TVB).

Ces zones constituent plus généralement des zones refuges pour l'ensemble de la petite faune de plaine, dans un objectif de préservation de la biodiversité.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 390,94 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), cultures pérennes ou surfaces qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie »** ou en **« jachère »**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles :**
  - **Largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m** pour chaque ZRE
  - Les ZRE doivent être **implantées :**
    - **entre 2 parcelles culturales contiguës ou en rupture de parcelles culturales**, de manière à ce que la taille des parcelles culturales n'excède pas 15 ha au maximum et que la distance entre deux ZRE n'excède pas 300 m.
    - **Dans la continuité d'autres éléments du paysage** (haies, talus, fossés, lisières de bois et bosquets…). Ces éléments constituent des ZRE naturelles, qui pourront être renforcées par la création de bandes herbacées d'une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m.
  - Respecter la **taille maximale de 15 ha** de chaque **parcelle culturale** bordée d'une ZRE.

- **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

- **Couvert éligible** (non récoltés) :
  - **Liste d'espèces autorisées en jachère ou en prairies**
  - **Liste d'espèces ci-dessous (pur ou en mélange)**
  - **C**ultures cynégétiques
  - Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

AUTRES
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Phacélie
- Radis fourrager

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre

engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_MARN_HE15 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :
- ➢ au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- ➢ à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

- **Entretien**
  - Absence d'intervention mécanique du **1er mai au 31 juillet** pour les couverts en place.

- Récolte **INTERDITE**

- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement **:** type d'interventions, localisation, date, outils

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place une ou plusieurs ZRE localisées de façon pertinente, en fonction du diagnostic de territoire et/ou d'exploitation (distance maximale entre deux ZRE de 300m)	Sur place : visuel et documentaire	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation	Définitif	Principale	Totale
Respecter une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m pour chaque ZRE	Sur place		Réversible	Principale	A seuil : écart de largeur en anomalie
Respecter la taille maximale de 15 hectares de chaque parcelle culturale bordée d'une ZRE.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Mettre en place les couverts autorisés sur les ZRE : *cf : liste d'espèces ci-dessus* ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Factures d'achat de semis selon les cas, et cahier d'enregistrement	Réversible	Principale	Totale
Enregistrer les interventions d'entretien sur les ZRE	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction d'intervention mécanique sur les ZRE du ***1er mai au 31 juillet***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et programme de travaux d'entretien et éventuelles factures (si prestations)	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'avance/de retard (5 / 10 / 15 jours)
Respecter l'interdiction de traitement phytosanitaire sur les ZRE	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation initiale de la ZRE	Administratif et sur place		Définitif	Principale	Totale
Respecter la l'interdiction des apports azotés (minéral et organique)	Sur place : documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert d'intérêt faunistique ou floristique » « IF_MARN_HE16 »

du territoire « MARNE ET GONDOIRE »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure: COUVER_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de remplacer des surfaces cultivées en grandes cultures par un couvert favorable :

- aux oiseaux de plaine à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
- aux insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Il s'agit ainsi de créer ce type de couvert sur des surfaces supplémentaires par rapport aux couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 600,00 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles :** surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), cultures pérennes ou surfaces qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implantée, la parcelle devra être déclarée avec le code correspondant au couvert mis en place.

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - **Parcelles** entières : **minimum 10 ares**
  - **Bandes : minimum 10 m de large**, (le cas échéant, 10 m en moyenne sur la longueur de la bande)

- **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**.

- **Couvert éligible :** (non récolté et non pâturé)

À sélectionner en fonction des exigences biologiques des espèces à préserver
- Cultures annuelles à fort intérêt
- Mélange graminées-légumineuses
- Légumineuses
- Cultures cynégétiques
- Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures (plantes messicoles notamment)

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien
- Autres graminées à valider lors du diagnostic

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- *Minette*
- *Sainfoin*
- *Serradelle*
- *Trèfle blanc*
- *Trèfle de Perse*
- *Trèfle hybride*
- *Trèfle incarnat*
- *Trèfle violet*
- *Trèfle d'Alexandrie*
- *Trèfle souterrain*
- *Vesce commune*
- *Vesce velue*
- *Vesce de Cerdagne*
- *Autres légumineuses à valider lors du diagnostic*

AUTRES
- Achillée millefeuille
- Avoine
- Bleuet des champs
- Carotte sauvage
- Centaurée jacée
- Chicorée sauvage
- Compagnon rouge / Silène dioïque
- Cumin des prés
- Marguerite
- Mauve sylvestre
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Onagre bisannuelle
- Phacélie
- Radis fourrager
- Sarrasin
- Sauge des prés
- Tanaisie en corymbe
- Autres plantes à valider lors du diagnostic

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

Couverts mellifères recommandés pour insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures :
(*Mélanges commerciaux*)

Couvert "Seda-miel 1" :
(sol acide frais – pH < 6,5)
- Mélilot 30 %
- Lotier corniculé 20 %
- Trèfle hybride 15 %
- Trèfle d'Alexandrie 15 %
- Trèfle violet 10 %
- Phacélie 10 %

Couvert "Seda-miel 2" :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)
- Sainfoin 60 %
- Mélilot 25 %
- Trèfle violet 5 %
- Minette 5 %
- Phacélie 5 %

Couvert "Pronectar TP " :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)
- Sainfoin 60 %
- Mélilot 10 %
- Trèfle de Perse 10 %
- Trèfle violet 10 %
- Phacélie 10 %

Couvert "Méliflore 1" :
(sol acide frais – pH < 6,5)
- Trèfle hybride 45 %
- Trèfle violet 30 %
- Trèfle blanc 10 %
- Trèfle d'Alexandrie 10 %
- Phacélie 5 %

Couvert "Méliflore 2" :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)
- Sainfoin 60 %
- Mélilot 20 %
- Trèfle violet 10 %
- Minette 5 %
- Phacélie 5 %

Couvert "Prochasse" :
- Ray-grass Anglais 30 %
- Trèfle violet 30 %
- Trèfle de Perse 20 %
- Phacélie 20 %

Couvert "biodiversité" :
- Achillée millefeuille
- Avoine
- Cumin des prés
- Bleuet des champs
- Centaurée jacée
- Chicorée sauvage
- Carotte sauvage
- Sarrasin
- Marguerite
- Lotier corniculé
- Mauve sylvestre
- Onagre bisannuelle
- Sainfoin
- Phacélie
- Sauge des prés
- Compagnon rouge / Silène dioïque
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Tanaisie en corymbe

Couverts cynégétiques :
(Exemple de couverts soumis à variation selon les exigences biologiques des espèces et les types de sols)
- Millet – sarrasin – moha – navette
- Avoine – choux – sarrasin
- Dactyle – trèfle violet
- Dactyle – luzerne
- Chou fourrager – fétuque des prés
- Vesce – avoine
- Seigle fourrager – vesce
- Mélilot
- Millet – sorgho
- Seigle forestier – trèfle sp.
- Maïs – millet
- Maïs – sarrasin
- Maïs – sorgho
- Maïs – avoine
- Chou – moha – sarrasin
- Tournesol – pois
- Tournesol – féveroles
- Tournesol – sorgho
- Tournesol – chou fourrager
- Tournesol – moutarde

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_MARN_HE16 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :
- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

- **Entretien**
  - **Récolte et pâturage INTERDITS**
  - Absence d'intervention mécanique du **15 avril au 15 janvier** de l'année suivante pour les couverts en place.

- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

Toutefois afin de permettre une bonne implantation des couverts, il n'est permis de fertiliser que lors des premiers stades de développement du couvert.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : *(cf. liste d'espèces ci-dessus)* ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou parcelles entières minimum de 0,10 ha	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 15 avril et le 15 janvier de l'année n+1	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Amélioration des jachères » « IF_MARN_HE17 »

du territoire « MARNE ET GONDOIRE»

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_08

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération vise à inciter les exploitants agricoles à améliorer la localisation de leurs parcelles en jachère agricole ainsi que le choix des couverts à y implanter :

- sur des territoires à enjeu « eau », afin de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) ;
- sur les territoires à enjeu « biodiversité » pour répondre aux exigences spécifiques :
  - d'une espèce ;
  - d'un groupe d'espèces à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
  - au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Cette opération permet de localiser les jachères agricoles de manière pertinente par rapport à l'enjeu environnemental visé (eau ou biodiversité), d'améliorer le couvert présent et la gestion des intrants. L'exploitant n'a plus comme seul critère celui de localiser ces surfaces de jachère agricole sur les zones les moins productives et/ou les plus difficiles d'accès.
Par ailleurs, en règle générale, les jachères agricoles sont constituées des repousses des précédents culturaux. Cette opération permet l'implantation d'un couvert spécifique répondant à l'enjeu environnemental visé.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 160,00 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables (sauf prairies temporaires de plus de deux ans et surfaces en jachères), cultures pérennes ou surfaces qui étaient alors engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, ou les parcelles nécessitant un déplacement par rapport à la localisation initiale de la jachère.
  Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« jachère ».**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - **Parcelles** entières : **minimum 10 ares**
  - **Bandes : minimum 10 m de large**

- **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

- **Localisation pertinente**
  - bassin d'alimentation des captages
  - bords de cours d'eau, fossés
  - fonds de talweg
  - ruptures de pente
  - division du parcellaire
  - continuités écologiques
  - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
  - parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

- **Couverts éligibles** (non récoltés et non pâturés) :
  - Cultures annuelles à fort intérêt
  - Mélange graminées-légumineuses

  - Légumineuses
  - Cultures cynégétiques
  - Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures (plantes messicoles notamment)

À sélectionner dans la liste ci-dessous (pur ou en mélange) :

GRAMINEES

- Avoine
- Brome cathartique
- Brome Sitka
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque ovine
- Fétuque rouge
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray–grass italien
- Seigle

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

AUTRES

- Chou
- Cresson alénois
- Mais
- Millet
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Phacélie
- Radis fourrager
- Sarrasin
- Sorgho
- Tournesol

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_MARN_HE17 » sont décrites ci-

dessous :

- **Date d'implantation**

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

➢ au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
➢ à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

- Récolte et pâturage **INTERDITS.**

- **Entretien**
  - Absence d'intervention mécanique du **1er mai au 31 juillet** pour les couverts en place.

- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date)

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : *(cf. liste d'espèces ci-dessus)* ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou parcelles entières de minimum 0,10 ha	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 1er mai et le 31 juillet	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

➢ au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
➢ à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation » « IF_MARN_HE31 »

du territoire « MARNE ET GONDOIRE »

Campagne 2016

Engagements unitaires de la mesure: - COUVER_06
- HERBE_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage).

D'autre part, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).

En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 450 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables (sauf prairies temporaires de plus de deux ans et surfaces en jachères), cultures pérennes ou surfaces qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente ».**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - **Parcelles** entières : **minimum 10 ares, 5 m de large ;**
  - **Bandes : minimum 10 m de large** (En bordure de cours d'eau et en zone vulnérable, la largeur minimale passe à 5 m, dans la mesure où une bande d'au moins 5 m est déjà existante et permet la création d'une bande enherbée finale d'au moins 10 m de large.) ;
  - Si le couvert est implanté en bordure d'élément paysager (haies, bosquets, mares, fossés), la largeur minimale sera de 3 m, si possible de part et d'autre de l'élément paysager si la maîtrise du foncier le permet.

- **Mesure fixe** : L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

- **Localisation pertinente**
  - bassin d'alimentation des captages
  - bords de cours d'eau, fossés
  - fonds de talweg
  - ruptures de pente
  - division du parcellaire
  - continuités écologiques
  - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
  - parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire
- **Couvert éligible :**
  - **Liste d'espèces autorisées en couvert environnemental au titre des BCAE**
  - **Liste d'espèces ci-dessous (légumineuses pures interdites : mélange avec une autre famille obligatoire)**

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_MARN_HE31 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :
- ➢ au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- ➢ à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date), pratiques de fertilisation des surfaces (dates, quantités, produits).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés : (cf liste d'espèces ci-dessus)	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter les largeurs minimales du couvert herbacé pérenne.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Tenir un cahier d'enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation » « IF_MARN_HE01 »

du territoire MARNE ET GONDOIRE »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : HERBE_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (praires, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 130,57 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Surfaces éligibles** : surfaces en herbe et milieux remarquables éligibles, pour lesquels il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité, lié à une fertilisation excessive. Ce ciblage devra être élaboré sur la base d'un diagnostic environnemental de territoire.

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles. Les SIE situées en dehors de ces bandes tampons sont éligibles.

- **Déclaration de surface :** Le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente ».**

- **Mesure fixe :** L'engagement **est fixe** au cours des **5 ans.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_MARN_HE01 » sont décrites ci-dessous :

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage) :**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**

- Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date, pratiques de fertilisation des surfaces ((dates, quantités, produit))

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**.

Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes. Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de bande refuge sur prairies » « IF_MARN_BR01 »

du territoire « MARNE ET GONDOIRE »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_08

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de mettre en place des zones de protection (des bandes refuges) des milieux remarquables afin de protéger la flore présente et/ou la faune prairiale (oiseaux et papillons, notamment ceux relevant d'un plan national d'action) grâce à une mise en défens sur une longue période de bandes refuge, dont la localisation peut varier chaque année au sein de parcelles exploitées.

En effet, l'avifaune sauvage s'installe pendant les fauches et durant la période estivale sur les prairies de fauche. Ces sites d'installation de cette faune spécifique permettent la réalisation de diverses étapes essentielles, telles la nidification, le grossissement des jeunes, la mue, l'alimentation et le repos avant la migration.

La création de ces bandes refuge est définie selon des enjeux locaux clairement identifiés, comme la préservation de bas-marais, marais tufeux, tourbières, ripisylves, espaces de nidification comme les grèves de bords de cours d'eau dynamique ou les roselières, les milieux dunaires et les sources.

Des habitats naturels remarquables et les sites de nidification peuvent se situer au contact des milieux prairiaux, soit distribués en leur sein, soit disposés sur leurs marges.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0,49€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Surfaces éligibles :** Surfaces en herbe cibles, définies lors du diagnostic.
- **Taille éligible :** Bande d'une largeur comprise entre **6 m et 9 m.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_MARN_BR01 » sont décrites ci-dessous :

- Respecter chaque année la localisation et la taille de la bande refuge à mettre en défens

- Faire établir un plan de localisation des bandes refuges. Ce plan de localisation précise, au sein de la surface engagée, les surfaces nécessitant une gestion particulière sur lesquelles porte les obligations. Il sera établi par l'opérateur lui-même ou par une structure compétente mandatée par l'opérateur.

- **Période de non intervention**
  - Intervention **INTERDITE** du 1er mars au 1er septembre
  - Déprimage précoce interdit

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par l'opérateur ou une structure compétente, un plan de localisation des bandes refuge au sein des parcelles engagées	Sur place	Plan de localisation	Définitif	Principale	Totale
Respect de la localisation des bandes refuges Respect de la taille de la bande refuge : comprise entre 6 et 9 mètres de largeur	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et Plan de localisation	Réversible	Principale	Totale
Respecter une période de non intervention du 1er mars au 1er septembre *Le déprimage précoce est interdit.*	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart en nombre de jours entre la date de réalisation de la fauche et les dates déterminées / nombre de jours que comporte la période d'interdiction d'intervention

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de haie » « IF_MARN_HA01 »

du territoire « MARNE ET GONDOIRE »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_01

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des haies, localisées de manières favorable au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent en fonction du type de haie présente afin d'assurer le renouvellement et la pérennité des haies.

Les haies ont de multiples fonctions environnementales. En effet, elles constituent un obstacle physique qui diminue la vitesse des ruissellements ainsi que celle du vent, limitant ainsi le transport des particules solides (limons et sables), des éléments fertilisants et des matières actives (objectifs de lutte contre l'érosion et d'amélioration de la qualité des eaux). Le réseau racinaire dense, puissant et profond des ligneux composants la haie remonte les éléments minéraux ayant migré en profondeur (objectif protection de l'eau), favorise l'infiltration des eaux en excès et stabilise le sol (objectifs de lutte contre les risques naturels et contre l'érosion). Les haies sont également des écosystèmes à part entière, lieux de vie, d'abri, de reproduction de nombreuses espèces animales et végétales inféodées à ce type de milieu (objectif de maintien de la biodiversité, trame verte et bleue). Par ailleurs, les haies contribuent efficacement au stockage de carbone.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0,36€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

- **Conditions relatives aux éléments engagés**

  - **Haies éligibles** : Haies, basses ou hautes, localisées de manière pertinente, définies lors du diagnostic. Les haies devront être composées majoritairement des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	Nom scientifique
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier terminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

Arbustes	
Nom français	Nom scientifique
Aubépine épineuse	*Crataegus laevigata*
Aubépine monogyne	*Crataegus monogyna*
Bourdaine	*Frangula alnus*
Buis	*Buxus sempervirens*
Camerisier à balai	*Lonicera xylosteum*
Cassis	*Ribes nigrum*
Cerisier Sainte Lucie	*Prunus mahaleb*
Cornouiller sanguin	*Cornus sanguinea*
Cornouiller mâle	*Cornus mas*
Coudrier	*Corylus avellana*
Framboisier	*Rubus idaeus*
Fusain d'Europe	*Euonymus europaeus*
Genêt à balais	*Cytisus scoparius*
Genévrier commun	*Juniperus communis*
Groseillier rouge	*Ribes rubrum*
Groseillier à maquereau	*Ribes uva-crispa*
Houx	*Ilex aquifolium*
If commun	*Taxus baccata*
Lierre	*Hedera helix*
Néflier	*Mespilus germanica*
Nerprun purgatif	*Rhamnus cathartica*
Prunellier	*Prunus spinosa*
Ronce sp	*Rubus sp*
Rosier des chiens	*Rosa canina*
Saule cendré	*Salix cinerea*
Saule pourpre	*Salix purpurea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Sureau rouge	*Sambucus racemosa*
Troène vulgaire	*Ligustrum vulgare*
Viorne lantane	*Viburnum lantana*
Viorne obier	*Viburnum opulus*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_MARN_HA01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage, …
  - **Taille sur les 2 côtés de la haie**

- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
  - Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la haie engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Respect des périodes d'interventions	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches *(cf. ci-dessus)*	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La **tenue du cahier d'enregistrement** des interventions constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien d'arbres isolés ou en alignements » « IF_MARN_AR01 »

du territoire « MARNE ET GONDOIRE »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_02

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des arbres isolés ou en alignements au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent en fonction du type d'arbre présent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

Les arbres têtards (arbre adulte dont le tronc et toutes les branches maîtresses ont été coupés, et sur lesquels poussent des rejets régulièrement recépés) de type émondés ou de hauts jets, isolés ou en alignements sont des infrastructures écologiques qui permettent d'assurer le maintien de nombreuses espèces. En effet, ces arbres creux constituent des zones d'alimentation et de reproduction de nombreuses espèces (telles que les insectes saproxylophages), de corridor biologique ainsi que des zones refuge (chauve souris, oiseaux). L'entretien de ces linéaires ou des arbres remarquables isolés est de ce point de vue essentiel pour préserver la haute valeur naturelle et paysagère des territoires ruraux et des sites Natura 2000. La taille des arbres en têtard ou émondés (selon les spécificités locales) favorise le développement de cavités abritant de nombreuses espèces cavernicoles (Rouge-queue à front blanc, Chouette chevêche, …). Par ailleurs ces arbres permettent une régulation climatique (rôle de haie brise vent et de séquestration du carbone), une régulation hydraulique (rôle dans l'infiltration lente, la dépollution des eaux et le maintien d'une atmosphère humide) et une remontée d'éléments minéraux lixiviés.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 7,92€/arbre engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

- **Conditions relatives aux éléments engagés**

▪ **Arbres éligibles** : Ensemble des arbres isolés ou en alignement, localisées de manières pertinentes, définis lors du diagnostic. Essences éligibles de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*

Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*
Fruitiers sp. (poiriers, pommiers…)	

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_MARN_AR01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - Type de taille à réaliser en fonction du diagnostic : taille en têtard, émondage ou élagage.
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (sécateurs, échenilloir, scie d'élagage, lamier, tronçonneuse…).

Taille des arbres têtards :
Pour la formation : éliminer les branches latérales afin d'obtenir un sujet vigoureux de 10 - 15 cm de diamètre. A partir de ce diamètre, étêtage du sujet.
Pour l'entretien : coupe des rejets surplombants la tête tous les 7 à 15 ans selon les essences et selon le diamètre des branches, entre 10 et 20 cm maximum.

Taille des arbres isolés :
Pour la formation : taille de formation entre août et septembre. La taille éliminera les fourches et les branches obliques par rapport à la flèche de l'arbre.
Pour l'entretien : élagage des branches basses en maintenant au moins 50 % de branches sur la partie haute de l'arbre. Les rejets postérieurs à ces travaux de coupe seront éliminés régulièrement. La hauteur finale d'élagage sera d'au minimum 3 à 4 mètres.

Conserver le lierre, le houx et les ronces.

- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage.
  - Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars.

- **Seuil minimal de contractualisation d'arbres têtards (en âge d'être entretenus) : 50 %**
- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement aux arbres et/ou alignements d'arbres engagés	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période allant du 1er aout au 30 septembre pour les tailles de formation et du 1er octobre au 1er mars	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches *(cf. ci-dessus)*	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les éléments engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien des ripisylves » « IF_MARN_RI01 »

du territoire « MARNE ET GONDOIRE »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des ripisylves au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique et floristique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

La ripisylve est une zone de transition entre les milieux aquatique et terrestre, elle est localisée en bordure de cours d'eau. Elle est composée de différentes strates (herbacée, arbustive, arborée) permettant d'assurer divers rôles : habitats naturels (terrestres et aquatiques avec notamment des zones d'eau fraîche et calme : rôle de la ripisylve dans la dissipation du courant), corridors écologiques (trame verte et bleue), filtration et épuration des eaux de ruissellement, protection des berges contre l'érosion, régulation climatique (notamment zones d'ombrage et stockage du carbone), etc. Elle joue par ailleurs les mêmes rôles qu'une haie arbustive ou arborée en matière de protection contre le ruissellement et l'érosion, en faveur de la qualité des eaux (limitation des transferts) et du maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées).
Un entretien non intensif de ce milieu permet le maintien des différentes strates et d'une végétation variée assurant tous ces rôles.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 1,01 €/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Ripisylves éligibles** : localisées de manière pertinente, définies lors du diagnostic. Les ripisylves devront être majoritairement composés des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Charme	*Carpinus betulus*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*

Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Tremble	*Populus tremula*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_MARN_RI01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années ;
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuses, tronçonneuse, scie d'élagage…

Côté parcelle : même taille que pour une haie
Côté cours d'eau : un élagage doux afin d'apporter un peu de lumière sur le cours d'eau
Dégagement mécanique au pied des jeunes arbres pour les boisements en cours de constitution

Gestion des arbres morts et des branches mortes du côté du cours d'eau :
- les enlever lorsque ceux-ci sont susceptibles de créer des embâcles ;
- Le dessouchage est interdit.

Gestion des embâcles :
- ne pas dégrader la berge et la végétation riveraine, dans la mesure du possible ;
- travailler le moins possible avec des engins dans le lit du cours d'eau afin de ne pas perturber les habitats aquatiques.

- **Période d'intervention**
  - Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars ;
  - Enlèvement des embâcles et entretien du lit hors période de fraies : du 1er aout ou 31 octobre ;
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**

- Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la ripisylve engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation de la taille des arbres entre le 1er octobre au 1er mars Réalisation de l'enlèvement des embâcles et de l'entretien du lit du cours d'eau entre le 1er aout et le 31 octobre	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.
, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de bosquets » « IF_MARN_BO01 »

du territoire « MARNE ET GONDOIRE»

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des bosquets au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique et floristique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

Les bosquets sont des lieux d'abris, de vie et de reproduction d'un grand nombre d'espèces animales et végétales et jouent un rôle structurant pour le paysage en assurant des corridors écologiques dans une trame d'ensemble. Ils jouent par ailleurs les mêmes rôles qu'une haie arbustive ou arborée en matière de protection contre le ruissellement et l'érosion, en faveur de la qualité des eaux (limitation des transferts), du maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées) et de la régulation climatique.
Un entretien non intensif et dirigé de ces milieux permet leur pérennité afin d'en assurer tous ces rôles.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 145,85 €/hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

- **Conditions relatives aux éléments engagés**
  - **Bosquet éligible** :
    - Taille de **1 are à 50 ares**, avec un minimum de **10 m de largeur**, définis lors du diagnostic.
    - Les bosquets devront être composés majoritairement des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

Arbustes	
Nom français	**Nom scientifique**
Aubépine épineuse	*Crataegus laevigata*
Aubépine monogyne	*Crataegus monogyna*
Bourdaine	*Frangula alnus*
Buis	*Buxus sempervirens*
Camerisier à balai	*Lonicera xylosteum*
Cassis	*Ribes nigrum*
Cerisier Sainte Lucie	*Prunus mahaleb*
Cornouiller sanguin	*Cornus sanguinea*
Cornouiller mâle	*Cornus mas*
Coudrier	*Corylus avellana*
Framboisier	*Rubus idaeus*
Fusain d'Europe	*Euonymus europaeus*
Genêt à balais	*Cytisus scoparius*
Genévrier commun	*Juniperus communis*
Groseillier rouge	*Ribes rubrum*
Groseillier à maquereau	*Ribes uva-crispa*
Houx	*Ilex aquifolium*
If commun	*Taxus baccata*
Lierre	*Hedera helix*
Néflier	*Mespilus germanica*
Nerprun purgatif	*Rhamnus cathartica*
Prunellier	*Prunus spinosa*
Ronce sp	*Rubus sp*
Rosier des chiens	*Rosa canina*
Saule cendré	*Salix cinerea*
Saule pourpre	*Salix purpurea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Sureau rouge	*Sambucus racemosa*
Troène vulgaire	*Ligustrum vulgare*
Viorne lantane	*Viburnum lantana*
Viorne obier	*Viburnum opulus*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_MARN_BO01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage…
  - **Taille de faces extérieures** au moins 2 fois en 5 ans pour limiter le développement latéral pour les bosquets d'au moins 3 – 4 ans.
  - **Taille de formation** (de 3 à 15 ans environ) et élagage (de 5 à 20 ans environ) pour des arbres de hauts jets, à raison d'une taille tous les 2 à 3 ans en fonction de la croissance des sujets. Les arbres de hauts jets à entretenir seront définis lors du diagnostic.
- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
  - Taille et élagage : Du 1er octobre au 1er mars
- **Produits phytosanitaires**

- **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché**.**

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement au bosquet engagé	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation de l'entretien des arbres entre le 1er octobre au 1er mars pour la taille d'élagage et entre le 1er aout et le 30 septembre pour la taille de formation	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de talus enherbés » « IF_MARN_TL01 »

du territoire « MARNE ET GONDOIRE »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de préserver les talus existants et leurs continuités.
Les talus constituent un obstacle physique aux ruissellements et répondent ainsi à l'objectif de protection de la qualité des eaux et de lutte contre l'érosion des sols. Leur efficacité n'est réelle que s'ils sont localisés de manière pertinente et qu'il existe une continuité de ces structures sur les zones à risques.
Par ailleurs, ces parties non cultivées de la parcelle constituent des zones d'abri et de développement pour la flore et la faune auxiliaire, lorsqu'ils sont entretenus mécaniquement à des périodes adaptées. Cette opération contribue donc aussi au maintien de la biodiversité.
C'est pourquoi cette opération contient des éléments relatifs aux conditions d'entretien des talus compatibles avec la préservation de la biodiversité, même si les zones de mise en œuvre sont celles identifiées essentiellement par rapport à l'enjeu de préservation de la qualité des eaux.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0,42€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Talus éligibles** : Talus présent sur terres arables ou cultures pérennes au sein de zones identifiées pour leur risque érosif au regard du diagnostic de territoire et du SRCE, les ruptures de pente, les fonds de talweg, les corridors ou les habitats d'espèces pour l'enjeu biodiversité.

Les talus de bordure de parcelles ne répondant pas à l'objectif de protection des eaux contre le ruissellement ne sont pas éligibles.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_MARN_TL01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - Maintenir un couvert herbacé permanent : pas de sol nu, ni de retournement
  - Réaliser un entretien annuel par fauche ou broyage
  - Absence de brûlage du talus
  - Intervention **INTERDITE** du 1er avril au 31 août.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Maintenir un couvert herbacé permanent (pas de sol nu ni de retournement)	Sur place		Réversible	Principale	A seuil
Absence d'intervention mécanique entre le 1er avril au 31 août	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Réalisation d'un entretien annuel par fauche ou broyage (hors périodes d'interdiction)	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Absence de brûlage sur le talus	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien des fossés et rigoles de drainage et d'irrigation, des fossés et canaux en marais, et des béalières » « IF_MARN_FO01 »

du territoire « MARNE ET GONDOIRE»

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de réaliser un entretien des fossés et rigoles de drainage et d'irrigation, des fossés et canaux en marais, et des béalières (la béalière est un canal construit à partir de la rivière, formant une déviation et un cours d'eau secondaire, avec une pente plus faible que la pente moyenne de la rivière) permettant de maintenir leurs flancs végétalisés et une expression favorable de la biodiversité.

Les fossés, lorsque leurs flancs sont végétalisés, jouent un rôle épurateur des eaux d'écoulement (surface de filtration et d'infiltration des eaux). Le maintien du maillage de fossés et rigoles dans ces conditions d'entretien permet d'assurer un bon cheminement de l'eau et ainsi une bonne alimentation en eau des parcelles situées en aval.

Lorsqu'ils sont entretenus de manière strictement mécanique à des dates favorables à la biodiversité (en évitant le sur-entretien), ils peuvent également constituer des zones de développement d'une flore spécifique et constituent des lieux de vie d'abri et de reproduction de nombreuses espèces animales (avifaune, petits mammifères), dans un objectif de maintien de la biodiversité (trame verte et bleue).

En marais, le réseau hydraulique est particulièrement dense (100 à 300 ml/ha). Il conditionne selon les saisons, le caractère inondable, le taux d'humidité mais aussi le drainage des compartiments hydrauliques homogènes. Il nécessite surtout une bonne connexité (capacité hydraulique au dé-confinement et aptitude à jouer un rôle de corridor aquatique écologique). L'engagement de curage du fossé réalisé dans de bonnes conditions permet de rajeunir des milieux confinés, d'initier un nouveau cycle de développement biologique et de retrouver la capacité hydraulique du réseau. Il s'agit ainsi d'éviter le comblement et donc de maintenir ou de restaurer leurs fonctionnalités écologiques et hydrologiques (rôle de tampons et filtres).

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 1,29€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Fossés éligibles : Fossés et rigoles de drainage et/ou d'irrigation, béalières, canaux tertiaires** alimentant les parcelles agricoles. Dans tous les cas, seuls les ouvrages non maçonnés et végétalisés sont éligibles. De même, les structures hydrauliques faisant l'objet d'une association syndicale autorisée (ASA) ne sont pas éligibles (travaux réalisés par l'ASA et non l'exploitant agricole). Les cours d'eau sont exclus.

Les ouvrages éligibles seront définis lors du diagnostic.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_MARN_FO01 » sont décrites ci-dessous :

Un plan de gestion sera établi pour chaque type d'ouvrage
Il précisera les modalités d'entretien et le cas échéant de réhabilitation de fossés engagés :

- les modalités d'entretien mécanique du fossé assurant le bon écoulement de l'eau. En particulier :
  - seront exclues toutes les interventions devant participer à l'assèchement des milieux humides alentours (prairies, tourbières…) ;
  - pour les fossés en marais, le plan de gestion devra veiller à respecter la stabilité des berges et de la ceinture végétale, le curage vieux fond / vieux bords, le principe de mosaïque en conservant des fossés et canaux d'âges différents favorables à la biodiversité, et à conserver les échanges entre parcelles inondables et réseaux de fossés et canaux.

- les méthodes de lutte manuelle et/ou mécanique contre la prolifération de la végétation allochtone envahissante (Jussie, Myriophylle du Brésil, … sur la base de la liste des espèces allochtones, publiée par le Ministère en charge de l'Écologie dans le cadre des décrets d'application de la loi "développement des territoires ruraux" de février 2005.) : liste des espèces envahissantes visées, description des méthodes d'élimination (destruction chimique interdite. En marais, le faucardage des fossés pour l'élimination des végétaux allochtones envahissants sera interdit.), périodes de destruction et outils à utiliser.

- les devenirs des produits du curage, et le cas échéant, les modalités d'exportation des produits de curage et de faucardage.

- la période pendant laquelle l'entretien du fossé doit être réalisé, en dehors des périodes de reproduction de la faune et de la flore.

- la périodicité de cet entretien (réalisation possible par tiers de linéaire engagé sur 3 ans), **2 entretiens sur les 5 ans sont demandés.**

- les conditions éventuelles de brûlage des produits de curage et de faucardage, si celui-ci est autorisé. Dans tous les cas, il doit être conforme à la réglementation et réalisé en dehors des périodes de reproduction de la faune (en particulier de l'avifaune).

- les conditions éventuelles de recalibrage pour les canaux d'irrigation dans le respect du gabarit initial (le recalibrage des fossés et rigoles est quant à lui interdit).

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement au type d'ouvrage engagé	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période définie	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Absence de recalibrage et redressement des fossés et rigoles Le cas échéant : recalibrage autorisé dans la limite du gabarit initial (restauration)	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations.	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
			troisième constat.	cette dernière sera considérée en anomalie)	
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Restauration et /ou entretien de mares et plans d'eau » « IF_MARN_PE01 »

du territoire « MARNE ET GONDOIRE »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de réaliser un entretien des mares et des plans d'eau présents sur les terres agricoles permettant de maintenir l'ensemble des rôles de ces milieux particuliers.
Les mares sont des écosystèmes particuliers qui influent sur la richesse en biodiversité, la qualité des eaux et la régulation climatique :

La biodiversité :

- De par leurs diversités et leurs spécificités, les mares isolées abritent tout une faune et une flore particulièrement riches. Ce sont des réservoirs de biodiversité floristique et faunistique. Les mares offrent donc refuge, lieu de reproduction, d'alimentation et bien entendu un lieu de vie à de nombreuses espèces particulièrement en contexte d'agriculture intensive. Ces micro-zones humides abritent d'ailleurs près de 15 % des espèces protégées.
- L'existence des réseaux de mares est cruciale pour le maintien des métapopulations de certaines espèces. Ces réseaux sont également nécessaires à de nombreux mammifères et oiseaux en tant qu'élément particulier de l'ensemble des habitats que ces espèces ont l'habitude d'utiliser. Ils participent donc au maintien des continuités écologiques (trame verte et bleue) indispensables à la faune et à la flore.

L'eau :

- En tant que zones humides, les mares accomplissent des fonctions régulatrices de l'eau : écrêtage des crues (lutte contre l'érosion des sols et des inondations), stockage de l'eau, pondération du régime des eaux courantes, rétention et transformation des sédiments, lutte contre l'érosion
- De plus, les mares, et leurs réseaux, jouent un rôle épurateur en éliminant les polluants diffus des eaux de surface. Situées souvent en tête des bassins versants, les mares forment des systèmes très efficaces d'épuration naturelle des eaux.

Le climat :

- Les mares liées aux exploitations agricoles fixent une grande quantité de carbone du fait de leur grand nombre et de leur exceptionnelle productivité primaire propre aux écosystèmes aquatiques.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 81,26 €/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Mares et plans d'eau éligibles** : Seuls les plans d'eau et mares présents sur les terres agricoles et sans finalité piscicole peuvent faire l'objet d'un financement par une mesure contenant cette opération. A contrario, la restauration de mares et plans d'eau à finalité piscicole n'est pas éligible.
- **Taille éligible** : **Entre 10 et 1 000 m²**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_MARN_PE01 » sont décrites ci-dessous :

Un plan de gestion sera établi par une structure agrée, incluant un diagnostic initial des mares et plans d'eau engagés.
Ce plan de gestion planifiera la restauration si elle est nécessaire et prévoira à minima les modalités d'entretien suivantes :

- les modalités éventuelles de débroussaillement préalable (lorsque cela est nécessaire pour la restauration de la mare) ;
- les modalités éventuelles de curage et les modalités d'épandage des produits extraits ;
- les dates d'intervention (en dehors des périodes gênantes pour les oiseaux et les batraciens, de préférence en septembre-octobre) ;
- les modalités éventuelles de mise en place d'une végétation aquatique indigène ;
- la nécessité de créer ou d'agrandir une pente douce (moins de 45°). Si cette obligation est retenue, les travaux devront être réalisés au cours de la première année de l'engagement ;
- la possibilité ou l'interdiction de végétaliser les berges (végétalisation naturelle à privilégier, sinon liste des espèces autorisées) ;
- les modalités d'entretien de la végétation aquatique et ripicole, à des dates et périodicité à définir (réalisation possible par tiers sur 3 ans) ; **2 entretiens sur les 5 ans sont demandés ;**
- les méthodes de lutte manuelle et/ou mécanique de lutte contre la prolifération de la végétation allochtone envahissante (Jussie, Myriophylle du Brésil, … sur la base de la liste des espèces allochtones, publiée par le Ministère en charge de l'Écologie dans le cadre des décrets d'application de la loi « développement des territoires ruraux » de février 2005) : liste des espèces envahissantes visées, description des méthodes d'élimination (destruction chimique interdite. En marais, le faucardage des mares et/ou plans d'eau pour l'élimination des végétaux allochtones envahissants sera interdit), dates et outils à utiliser ;
- dans le cas de surfaces pâturées jouxtant la mare, les conditions d'accès aux animaux : interdiction d'abreuvement direct sur l'ensemble du périmètre de la mare ou du plan d'eau (mise en défens totale) ou mise en défens partielle avec accès limité au bétail (dans ce cas, préciser la largeur de l'accès autorisé). Pour une mise en défens totale ou partielle : pose de clôtures à au moins 1,5 m du bord de la mare ou du plan d'eau.

- **Interdiction de colmatage plastique**

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé : n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, Interventions : Type, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par une structure agréée, un plan de gestion des mares et des plans d'eau engagés, incluant un diagnostic initial de l'élément engagé **Le plan de gestion devra être réalisé au plus tard le 1er juillet de l'année du dépôt de la demande d'engagement.**	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période définie dans le plan de gestion	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction de colmatage plastique	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et	Réversible aux premier et deuxième	Secondaire (si le défaut d'enregistrement	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
		effectivité des enregistrements	constats. Définitif au troisième constat.	ne permet pas de vérifier une des autres obligations. cette dernière sera considérée en anomalie)	
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur l'élément engagé, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

« Site Natura 2000 des Boucles de Moisson, de Guernes et Forêt de Rosny » (ZPS FR1112012, directive Oiseaux 79/409/CEE)

Campagne 2016

Correspondants MAEC de la DDT : Karine GRELLEAUD ou Clotilde HERTZOG Tél 01.30.84.33.79 ou 33.77
e-mail: karine.grelleaud@yvelines.gouv.fr

Cette notice présente l'ensemble des mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) proposées sur le territoire « Site Natura 2000 des Boucles de Moisson, de Guernes et Forêt de Rosny » au titre de la programmation 2015-2020. Elle complète la notice nationale d'information sur les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) et les aides à l'agriculture biologique 2015-2020, disponible sous Télépac

La notice nationale d'information sur les MAEC et l'AB 2015-2020 (disponible sous Télépac)	contient →	•Les conditions d'engagement dans les MAEC et l'AB •Les obligations générales à respecter •Les contrôles et le régime de sanctions •Comment remplir les formulaires
La notice d'information du territoire	contient →	Pour l'ensemble du territoire : •La liste des MAEC proposées sur le territoire •Les conditions générales d'éligibilité •Les modalités de demande d'aide
La notice d'aide	contient →	Pour chaque MAEC proposée sur le territoire : •Les objectifs de la mesure •Le montant de la mesure •Les conditions spécifiques d'éligibilité •Le cahier des charges à respecter •Le régime de sanctions

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous télépac.
Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.
Si vous souhaitez davantage de précisions contactez votre DDT.

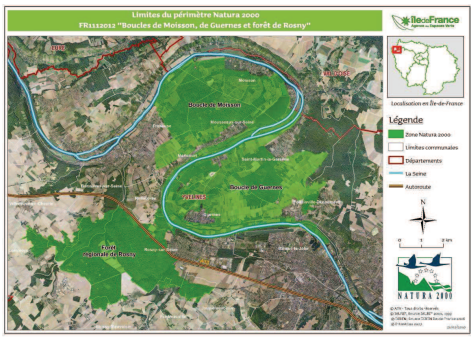
1. PERIMETRE DU TERRITOIRE « BOUCLES DE MOISSON, DE GUERNES ET FORET DE ROSNY »

Seuls les éléments situés sur ce territoire sont éligibles aux mesures localisées qui y sont proposées (Cf. § 3). En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont 50 % de la SAU est située sur le territoire en année 1 sont éligibles.

En ce qui concerne les mesures « localisées », pour qu'une parcelle ou un élément linéaire soit éligible à la MAEC, au moins 50 % de sa surface ou de sa longueur doit être incluse dans le territoire.

Présentation générale du périmètre d'action

Le périmètre est celui du site Natura 2000 des Boucles de Moisson, de Guernes et de la Forêt de Rosny, dont voici les limites sur la carte suivante :



Limites du périmètre Natura 2000 : FR1112012 « Boucles de Moisson, Guernes et forêt de Rosny

NOMS COMMUNES	SURFACE COMMUNE (ha)	POPULATION INSEE 1999	DENSITE hab/km²	SURFACE DANS ZPS (ha)	% de la commune en ZPS
Boissy-Mauvoisin	518	526	102	1	0,2
Jouy-Mauvoisin	282	505	179	5	1,8
Bréval	1 151	1 646	143	34	3,0
La Villeneuve-en-Chevrie	1 186	534	45	79	6,7
Mantes-la-Jolie	936	43 672	4 666	68	7,3
Lommoye	953	525	55	70	7,3
Rolleboise	306	401	131	37	12,1
Bonnières-sur-Seine	783	3 993	510	154	19,7
Perdreauville	1 122	536	48	227	20,2
Follainville-Dennemont	976	1 912	196	319	32,7
Freneuse	1 039	3 592	346	528	50,8
Rosny-sur-Seine	1 934	4 758	246	1 200	62,0
Méricourt	246	360	146	156	63,4
Moisson	999	795	80	651	65,2
Saint-Martin-la-Garenne	1 600	740	46	1 100	68,8
Mousseaux-sur-Seine	724	558	77	621	85,8
Guernes	860	827	96	765	89,0
17 communes	**15 615 ha**	**65 880 hab**	**422 hab/km²**		

Liste des communes concernées et surfaces engagées dans le projet (% de chaque commune en ZPS)



Figure 1 : Vue sur la boucle de Guernes depuis les coteaux de Rolleboise, © B.Lelaure 2008

Au cœur des méandres de la Seine (photo *figure 1*), la Zone de Protection Spéciale (ZPS) des « Boucles de Moisson, Guernes et forêt de Rosny » constitue un milieu naturel et humain original. Ce territoire, situé à l'interface des plateaux du Vexin et du Mantois, se caractérise par une richesse écologique et paysagère remarquable dont la Seine constitue la colonne vertébrale. La variété des milieux naturels, profondément marquée par plusieurs décennies d'extraction des granulats, est le support d'une forte diversité biologique.

Maillon de l'arc de la biodiversité francilienne, l'intérêt ornithologique de cet espace est lié à la présence d'un cortège d'oiseaux divers. La reproduction sur ce territoire d'espèces inféodées aux milieux ouverts et secs (landes, pelouses), dont l'Œdicnème criard, l'Engoulevent d'Europe et l'Alouette lulu, est une originalité pour l'Île-de-France où ces milieux sont devenus rares. De plus, les grands massifs boisés sont favorables à plusieurs espèces de pics d'intérêt communautaire, ils assurent aussi une quiétude suffisante pour la reproduction de rapaces tels que la Bondrée apivore. Enfin, la fréquentation des plans d'eau et de la Seine par une multitude d'oiseaux migrateurs et hivernants et par le Martin-pêcheur et la Sterne pierregarin en période de reproduction a conduit l'Etat à intégrer un ensemble de 6028 ha comprenant les boucles de Moisson et Guernes ainsi que la forêt régionale de Rosny, dans le réseau Natura 2000 au titre de la directive « Oiseaux » (détail des modes d'occupation du sol en *figure 2*).
L'agriculture n'est pas prédominante (carte de répartition des surfaces agricoles en annexe 2), les terres agricoles représentant environ 1/5ème du territoire Natura 2000 (1300 ha). L'agriculture au sein de la ZPS concerne surtout la boucle de Guernes qui concentre 70% de la Surface Agricole Utile (SAU). Les terres agricoles sont cultivées par une vingtaine d'agriculteurs (24 exploitations recensées en 2010, avec au moins une parcelle dans le périmètre Natura 2000), majoritairement spécialisés dans la production de céréales et d'oléagineux.

Bien que l'agriculture ne prédomine pas dans le secteur, elle joue néanmoins un rôle central dans l'aménagement du milieu et la structure des paysages (dans le maintien des milieux ouverts en particulier), ceux-ci constituant une zone de reproduction et/ou d'alimentation pour de nombreuses espèces d'oiseaux dont plusieurs d'intérêt communautaire. La mosaïque de cultures et de boisements ainsi que la présence de surfaces enherbées importantes (jachères, prairies) offrent des zones de chasse favorables à la Bondrée apivore ou au Circaète Jean-le-Blanc. Les sols caillouteux et séchants sont le biotope d'accueil de l'Œdicnème criard qui apprécie particulièrement les cultures de printemps. Les boucles de Moisson et Guernes revêtent d'ailleurs une importance régionale pour la conservation de cette espèce. La Pie-grièche écorcheur fréquente les milieux en friche mais pourrait facilement s'installer en zone agricole à la faveur de quelques aménagements (création de haies). Le maintien des ripisylves est propice au Martin-pêcheur mais aussi au Pic noir qui vient s'alimenter dans les vieux arbres. La description de l'activité agricole et des enjeux en termes de biodiversité est détaillée dans la page suivante.

2. RESUME DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Enjeu retenu :

- Zone d'Action Prioritaire « enjeu Biodiversité » pour la préservation de la biodiversité

Les terres agricoles représentent environ 22% du territoire Natura 2000 (1300 ha). Elles sont cultivées par une vingtaine d'agriculteurs (24 exploitations avec au moins une parcelle dans le périmètre Natura 2000) qui sont majoritairement spécialisés dans la production de céréales et d'oléagineux. Les terres agricoles jouent un rôle essentiel dans la structure du paysage et constituent une zone de reproduction et/ou d'alimentation pour plusieurs espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire. La mosaïque de cultures et de boisements ainsi que la présence de surfaces enherbées importantes (jachères, prairies) offrent des zones de chasse favorables à la Bondrée apivore ou au Circaète Jean-le-Blanc. Les sols caillouteux et séchants sont le biotope d'accueil de l'Œdicnème criard qui apprécie particulièrement les cultures de printemps. Les boucles de Moisson et Guernes revêtent d'ailleurs une importance régionale pour la conservation de cette espèce. La Pie-grièche écorcheur fréquente les milieux en friche mais pourrait facilement s'installer en zone agricole à la faveur de quelques aménagements (création de haies). Le maintien des ripisylves est propice au Martin-pêcheur mais aussi au Pic noir qui vient s'alimenter dans les vieux arbres.
La description de l'activité agricole et des enjeux en termes de biodiversité est détaillée plus précisément dans le document d'objectifs (DOCOB) qui accompagne ce site.
Pour garantir le maintien des espèces d'intérêt communautaire dans un bon état de conservation, une liste de mesures agro-environnementales a été établie en partenariat avec les acteurs du monde agricole. Ces mesures visent donc en premier lieu le maintien de la biodiversité, elles pourront néanmoins aussi être utiles pour la reconquête d'une bonne qualité chimique et écologique des eaux. Le cahier des charges des mesures et leur montant sont présentés dans ce document.

3. LISTE DES MAEC PROPOSEES SUR LE TERRITOIRE

Les financements prévisionnels des mesures peuvent être apportés par des crédits du ministère chargé de l'agriculture et du FEADER.

Zone d'Action Prioritaire « enjeu Biodiversité » pour la préservation de la biodiversité

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant (en euros)
Haies	*IF_MOIS_HA02*	Maintien / entretien des haies bordant les parcelles agricoles (2 entretiens)	0,36€/ml/an
Arbres isolés	*IF_ MOIS _AR02*	Maintien / entretien des arbres isolés au sein et aux abords des parcelles agricoles. (2 entretiens)	7,92€ /arbre/an
Ripisylves	*IF_ MOIS _RI02*	Maintien / entretien des ripisylves bordant les parcelles agricoles.(2 entretiens)	1,01 /ml/an
Bosquets	*IF_ MOIS _BO02*	Maintien / entretien des bosquets au sein des parcelles agricoles.(2 entretiens)	145,84€ /ha/an
Bandes refuges	*IF_ MOIS _HE01*	Maintien / entretien des bandes refuges au sein des parcelles agricoles	0,49€ /ml/an
Surfaces en herbe	*IF_ MOIS _HE03*	Gestion extensive de prairies avec absence de fertilisation	130,57€ /ha/an
Surfaces en herbe	*IF_ MOIS _HE33*	Création et gestion extensive de prairies avec absence de fertilisation	450 €/ ha / an
Surfaces en herbe	*IF_ MOIS _HE09*	gestion extensive de prairies avec absence de fertilisation + fauchage tardif	353,43€ /ha/an
Surfaces en herbe	*IF_ MOIS _HE39*	création et gestion extensive de prairies avec absence de fertilisation + fauchage tardif	450 €/ha / an
Surfaces en herbe	*IF_ MOIS _HE07*	gestion extensive de prairies avec absence de fertilisation + pâturage avec pression limitée	206,01€ /ha/an
Surfaces en herbe	*IF_ MOIS _HE37*	création et gestion extensive de prairies avec absence de fertilisation + pâturage avec pression limitée	450 € / ha / an
Surfaces en herbe	*IF_ MOIS _HE50*	création et entretien de bandes enherbées : créer au sein des terres agricoles un réseau d'espaces refuges pour l'avifaune (les bandes enherbées servent pour l'alimentation, la reproduction)	390,94€ / ha / an
Surfaces en herbe	*IF_ MOIS _HE70*	création d'un couvert d'intérêt avifaunistique : implanter un couvert répondant aux exigences écologiques des espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire. Ces surfaces constitueront des zones refuges et d'alimentation pour l'avifaune.	600€ / ha / an
Surfaces en herbe	*IF_ MOIS _HE71*	création d'un couvert favorable à l'Œdicnème criard : créer au sein des terres agricoles un réseau de cultures spécifiquement favorables à la nidification de l'Œdicnème criard.	300€ /ha / an
Surfaces en herbe	*IF_ MOIS _HE80*	Amélioration d'un couvert déclaré en gel : en termes d'entretien, de localisation et de choix des espèces à implanter. Ces surfaces constituent des zones refuges et d'alimentation pour de nombreuses espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire.	160,00€/ ha / an
Pelouses sèches, landes et autres milieux pionniers	*IF_ MOIS _HE25*	Gestion pastorale et maintien des milieux ouverts : maintien, par pâturage et intervention mécanique, d'une mosaïque d'habitats (pelouses, landes, fruticées) dans des milieux en voie de fermeture par les ligneux.	301,86€/ha/an 5 entretiens

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire de Moisson Guernes et Foret de Rosny.

4. MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Vous ne pouvez vous engager dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire que si votre engagement sur ce territoire représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros.
Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de votre demande d'engagement, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs qui sont précisées dans la notice d'aide de chaque mesure.
Si ce montant maximum est dépassé, votre demande devra être modifiée.

5. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

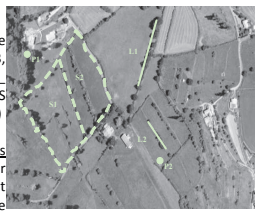
6 . COMMENT REMPLIR LES FORMULAIRES D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager en 2016 dans une nouvelle MAEC, vous devez obligatoirement remplir les documents ci-après et les adresser à la DDT des Yvelines avec votre dossier de déclaration de surface avant le 15 juin 2016.

Les modalités de dépôt des demandes MAEC sont disponibles sous TELEPAC :

- Liste générale : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/html/public/aide/formulaires-2016.html
- Modalités spécifiques aux MAEC : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/pdf/tas/2016/Dossier-PAC-2016_notice_MAEC-MAE-AB.pdf

6 .1 Le registre parcellaire graphique



Pour déclarer des **éléments surfaciques** engagés dans une MAEC (IF_ MOIS _HE01, IF_ MOIS _HE03, IF_ MOIS _HE33, IF_ MOIS _HE09, IF_ MOIS _HE39, IF_ MOIS _HE07, IF_ MOIS _HE37, IF_ MOIS _HE50, IF_ MOIS _HE70, IF_ MOIS _HE71, IF_ MOIS _HE80, IF_ MOIS _HE25, IF_ MOIS _BO02)

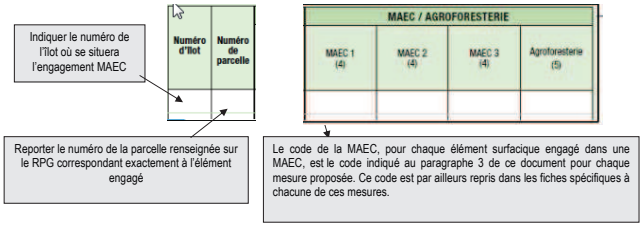
vous devez dessiner, sur l'exemplaire du RPG que vous renverrez à la DDT, les surfaces que vous souhaitez engager dans chacune des MAEC proposées. Chaque élément surfacique engagé doit correspondre à une parcelle numérotée.

Pour déclarer des **éléments linéaires** engagés dans une MAEC (IF_MOIS_HA02, IF_ MOIS _RI02), vous devez également dessiner d'un trait les éléments linéaires (ex : haies, ripisylves) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté.

Pour déclarer des **éléments ponctuels** engagés dans une MAEC (IF_MOIS_AR02), vous devez également localiser les éléments ponctuels (ex : arbres isolés) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté.

Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

6 .2 Le formulaire « Registre Parcellaire Graphique - Descriptif des parcelles »
Ce formulaire doit être rempli pour déclarer les éléments surfaciques engagés en MAEC.



Cet écran vous permet de consulter toutes vos parcelles déclarées et de vérifier les informations concernant la demande d'engagement en MAEC.

6 .3 Le formulaire « Registre parcellaire - Descriptif des éléments MAEC linéaires et ponctuels »

Ce formulaire doit être rempli pour chaque élément linéaire ou ponctuel que vous souhaitez engager en MAEC et que vous avez localisé sur le feuillet RPG. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

A la rubrique « MAEC 2015-2020 / MAE 2007-2013 », vous devez cocher « oui » sur la ligne correspondant aux MAEC de la programmation 2015-2020. »

6 .4 Le formulaire « Demande d'aides (Premier pilier – ICHN - MAEC - BIO – Assurance récolte) »

Vous devez cocher, à la rubrique « ICHN – MAEC –BIO », la case Mesure agroenvironnementale et climatique, et déclarer en cochant la case correspondante :
■« m'engager dans une MAEC de la programmation 2015-2020 ».

6 .5 Le formulaire « Déclaration des effectifs animaux »

Si vous vous engagez dans une ou plusieurs mesures dans laquelle le chargement ou les effectifs animaux interviennent. Vous devez remplir le formulaire « déclaration des effectifs animaux » pour renseigner les animaux de votre exploitation autres que bovins, afin que la DDT soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

7. CONTACTS

Correspondants MAEC Agence des Espaces Verts d'Île-de-France,
Téléphone : 01 83 65 38 87 ; E-mail : natura2000@aev-iledefrance.fr

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de haies localisées de manière pertinente »

« IF_MOIS_HA02 »

Du territoire « Site Natura 2000 des « Boucles de Moisson, de Guernes et la Forêt de Rosny »

(ZPS FR1112012, directive Oiseaux 79/409/CEE)

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_01

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise à assurer le maintien et l'entretien des haies constituant un lieu de vie et/ou de reproduction de plusieurs espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire (Alimentation et reproduction : Pie-grièche Ecorcheur (buissons épineux) (A338) ; Alimentation : Pic noir (vieux arbres) (A072), Bondrée apivore (affût grands arbres) (A236)). Cet entretien doit être réfléchi et pertinent en fonction du type de haie présente, afin d'assurer le renouvellement et la pérennité des haies.

Les haies ont de multiples fonctions environnementales.

- Les haies sont des écosystèmes à part entière, lieux de vie, d'abri, de reproduction de nombreuses espèces animales et végétales inféodées à ce type de milieu (objectif maintien de la biodiversité, trame verte et bleue). Elles constituent des réservoirs à insectes et d'excellents corridors écologiques.
- Elles constituent un obstacle physique qui diminue la vitesse des ruissellements ainsi que celle du vent, limitant ainsi le transport des particules solides (limons et sables), des éléments fertilisants et des matières actives (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux). Le réseau racinaire dense, puissant et profond des ligneux composant la haie remonte les éléments minéraux ayant migré en profondeur (objectif protection de l'eau), favorise l'infiltration des eaux en excès et stabilise le sol (objectifs lutte contre les risques naturels et lutte contre l'érosion).
- Les haies contribuent également efficacement au stockage de carbone.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0,36€/ml engagé** vous sera versée annuellement pour 2 entretiens durant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Cette mesure est ouverte à toute personne physique ou morale exerçant une activité agricole au sein du territoire du PAEC. Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Haies éligibles** : Haies, basses ou hautes, localisées de manière pertinente, définies lors du diagnostic. Les haies devront être composées majoritairement des essences de la liste suivante :

Sont concernées plus spécifiquement les haies vives composées d'au moins 3 essences d'essences locales avec une longueur maximum de :

162 m linéaires/ha sur des surfaces en prairies et pâturages permanent
216 m linéaires/ha sur des surfaces des terres arables
324 m linéaires /ha sur des surfaces de cultures pérennes

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers. Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.

Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'engagement est pluriannuel et a une durée de cinq ans. L'aide est payée en euros par mètre linéaire et par an. L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges.

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « *IF_MOIS_HA02* » sont décrites ci-

dessous :

· **Entretien**

- **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
- **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage, …
- **Taille sur les 2 côtés de la haie**

· **Période d'intervention**

- Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
- Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars

· **Produits phytosanitaires**

- **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

· **Enregistrement**

- Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la haie engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion Et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période allant du 1er octobre au dernier jour de février inclus	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches : sécateurs, cisaille à haie, lamier, tronçonneuse, scie d'élagage…	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuell : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La **tenue du cahier d'enregistrement** des interventions constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien d'arbres isolés ou en alignements»

« IF_MOIS_AR02 »

Du territoire Site Natura 2000 des « Boucles de Moisson, de Guernes et la Forêt de Rosny »

(ZPS FR1112012, directive Oiseaux 79/409/CEE)

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_02

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise à assurer un entretien des arbres isolés ou en alignements qui constituent un lieu de vie et/ou de reproduction de plusieurs espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire à l'origine du classement des boucles de la Marne en site Natura 2000. (Alimentation : Pic noir (vieux arbres) (A072), Bondrée apivore (affût grands arbres) (A236) ; parfois nidification du Milan noir (A073)). Les arbres têtards en particulier (arbre adulte dont le tronc et toutes les branches maîtresses ont été coupés, et sur lesquels poussent des rejets régulièrement recépés), de type émondes ou de hauts jets, isolés ou en alignements sont des infrastructures écologiques qui permettent d'assurer le maintien de nombreuses espèces. En effet, la pratique de la taille en têtard favorise le développement de cavités au cœur des troncs, milieu de vie de nombreux insectes se nourrissant de bois et en particulier de bois mort (insectes saproxyliques), ces insectes constituant une source d'alimentation privilégiée pour **le Pic noir**. En outre, les cavités sont propices aux abeilles et guêpes qui constituent la ressource alimentaire de **la Bondrée apivore**. Zones d'alimentation, de reproduction et zones refuges de nombreuses espèces, les arbres têtards sont des réservoirs d'une biodiversité bien spécifiques et sont ainsi d'importants producteurs de proies pour les oiseaux. Ces proies peuvent, grâce aux linéaires (corridors écologiques), se disperser dans tout le territoire. Elles se retrouvent par conséquent dans les milieux prairiaux, milieux boisés ou zones humides environnants et y sont chassées par les oiseaux.

Par ailleurs ces arbres permettent une régulation climatique (rôle de haie brise vent et de séquestration du carbone), une régulation hydraulique (rôle dans l'infiltration lente, la dépollution des eaux et le maintien d'une atmosphère humide).

L'entretien de ces linéaires ou des arbres remarquables isolés est de ce point de vue essentiel pour préserver la haute valeur naturelle et paysagère des territoires ruraux et des sites Natura 2000.

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*
Fruitiers sp. (poiriers, pommiers…)	

Il doit être réfléchi et pertinent en fonction du type de haie présente, afin d'assurer le renouvellement et la pérennité de ces milieux.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 7,92€ / arbre engagé** vous sera versée annuellement sur la durée de l'engagement (5 ans).

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Cette mesure est ouverte à toute personne physique ou morale exerçant une activité agricole sur le territoire du PAEC. Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Arbres éligibles : Ensemble des arbres isolés ou en alignement, localisées de manières pertinentes, définis lors du diagnostic. Essences éligibles de la liste suivante :

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers. Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_MOIS_AR02 » sont décrites ci-dessous :

· **Entretien**
- **2 tailles sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
- Type de taille à réaliser en fonction du diagnostic : taille en têtard, émondage ou élagage**.**
- **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (sécateurs, échenilloir, scie d'élagage, lamier, tronçonneuse…).

Taille des arbres têtards :
Pour la formation : éliminer les branches latérales afin d'obtenir un sujet vigoureux de 10 - 15 cm de diamètre. A partir de ce diamètre, étêtage du sujet.
Pour l'entretien : coupe des rejets surplombants la tête tous les 7 à 15 ans selon les essences et selon le diamètre des branches, entre 10 et 20 cm maximum.

Taille des arbres isolés :
Pour la formation : taille de formation entre août et septembre. La taille éliminera les fourches et les branches obliques par rapport à la flèche de l'arbre.
Pour l'entretien : élagage des branches basses en maintenant au moins 50 % de branches sur la partie haute de l'arbre. Les rejets postérieurs à ces travaux de coupe seront éliminés régulièrement. La hauteur finale d'élagage sera d'au minimum 3 à 4 mètres.

Conserver le lierre, le houx et les ronces.

· **Période d'intervention**
- · Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage.
- · Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars.

· **Seuil minimal de contractualisation d'arbres têtards (en âge d'être entretenus) : 50 %**

· **Produits phytosanitaires**
- **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

· **Enregistrement**
- Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement aux arbres et/ou alignements d'arbres engagés	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion Et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions d'entretien et d'élagage pendant la période allant du 1er octobre au dernier jour de février inclus	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches : sécateurs, échenilloir, scie d'élagage, cisaille, lamier, tronçonneuse…	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les éléments engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuell : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien des ripisylves »

« IF_MOIS_RI02 »

Du territoire Site Natura 2000 des « Boucles de Moisson, de Guernes et la Forêt de Rosny »

(ZPS FR1112012, directive Oiseaux 79/409/CEE)

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise à assurer un entretien des ripisylves, haies arborées et/ou arbustives en bordure des cours d'eau. Ces zones de transition entre les milieux aquatique et terrestre, composées le plus souvent de différentes strates (herbacée, arbustive, arborée), constituent des lieux de vie et/ou de reproduction (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées) mais aussi des corridors écologiques (trame verte et bleue) pour de nombreuses espèces et notamment des oiseaux d'intérêt communautaire à l'origine du classement des boucles de la Marne en site Natura 2000. Ainsi le maintien des grands arbres et des ripisylves peut favoriser la nidification du pic noir, du martin-pêcheur, ou encore du milan noir.
Au-delà de leur importance dans la préservation de la biodiversité, elles jouent également un rôle important de protection de l'eau et des sols (filtration et épuration des eaux de ruissellement, protection des berges contre l'érosion), de régulation climatique (notamment zones d'ombrage et stockage du carbone), de protection et d'agrémentation des paysages champêtres, etc...

Les ripisylves localisées de manière favorable au regard de l'enjeu environnemental visé, et en particulier compatibles avec la présence d'une richesse faunistique et floristique seront prioritaires. Leur entretien doit être réfléchi et pertinent en fonction du type de haie présente, afin d'assurer le renouvellement et la pérennité de ces milieux.

Un entretien non intensif de ce milieu permet le maintien des différentes strates et d'une végétation variée assurant tous ces rôles.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement. **Dans tous les cas, l'opération est plafonnée à 1,01 €/ml/an** (pour 2 entretiens sur les 5 ans).

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

▪ **Ripisylves éligibles** : localisées de manière pertinente, définies lors du diagnostic. Les ripisylves devront être majoritairement composés des essences de la liste suivante :

Afin de respecter les montants plafonds fixés à l'annexe II du règlement (UE) n°1305/2013, la longueur maximale de ripisylve éligible est de :

440 mètres linéaires par hectare sur les surfaces en prairies et pâturages permanents ;
590 mètres linéaires par hectare sur les terres arables de l'exploitation ;
887 mètres linéaires par hectare sur les cultures pérennes de l'exploitation.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.
Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers. Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.

Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_MOIS_RI02 » sont décrites ci-dessous :
Les obligations d'entretien des ripisylves engagées portent sur les 2 côtés de la ripisylve (côté de la parcelle et côté du cours d'eau).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la ripisylve engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion Et cahier d'enregistrement des interventions Et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation de la taille des arbres entre le 1er octobre et le dernier jour de février Réalisation de l'enlèvement des embâcles et de l'entretien du lit du cours d'eau entre le 1er juillet et le 31 octobre	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions Et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches : (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) ; sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage…	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Plan de gestion défini par l'opérateur que vous vous engagez à mettre en oeuvre:

- **2 tailles sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années ;
- **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage…

Côté parcelle : même taille que pour une haie
Côté cours d'eau : un élagage doux afin d'apporter un peu de lumière sur le cours d'eau
Dégagement mécanique au pied des jeunes arbres pour les boisements en cours de constitution

Gestion des arbres morts et des branches mortes du côté du cours d'eau :
- les enlever lorsque ceux-ci sont susceptibles de créer des embâcles ;
- Le dessouchage est interdit.

Gestion des embâcles :
- ne pas dégrader la berge et la végétation riveraine, dans la mesure du possible ;
- travailler le moins possible avec des engins dans le lit du cours d'eau afin de ne pas perturber les habitats aquatiques.

· **Période d'intervention**
- · Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars ;
- · Enlèvement des embâcles et entretien du lit hors période de fraies : du 1er aout ou 31 octobre ;
- · Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage.

· **Produits phytosanitaires**
- **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

· **Enregistrement**
- Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de bosquets »

« IF_MOIS_BO02 »

Du territoire « Site Natura 2000 des « Boucles de Moisson, de Guernes et la Forêt de Rosny »

(ZPS FR1112012, directive Oiseaux 79/409/CEE)

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise à assurer un entretien des bosquets qui constituent un lieu d'abris, de vie et/ou de reproduction de nombreuses espèces végétales et animales (objectif biodiversité), et notamment de plusieurs espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire. Ainsi le maintien des bosquets est notamment favorable à la nidification des pics mars et pics noirs, espèces d'intérêt communautaire à l'origine de la désignation du site Natura 2000 des boucles de la Marne. Les bosquets jouent un rôle structurant pour le paysage en assurant des corridors écologiques dans une trame d'ensemble.

Ils jouent par ailleurs les mêmes rôles qu'une haie arbustive ou arborée en matière de protection contre le ruissellement et l'érosion, en faveur de la qualité des eaux (zones de tampon, limitation des transferts), du maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées) et de la régulation climatique.

L'entretien doit être réfléchi et pertinent afin d'assurer le renouvellement et la pérennité de ces milieux. Un entretien non intensif et dirigé de ces milieux permet leur pérennité afin d'en assurer tous ses rôles.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide** vous sera versée annuellement pour **2 tailles réalisées** au cours de la durée de l'engagement. **Dans tous les cas, l'opération est plafonnée à 145,85 €/ha/an.**

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Cette mesure est ouverte à toute personne physique ou morale exerçant une activité agricole sur le territoire du PAEC. Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Bosquet éligible** :
  - Taille de **1 are à 50 ares**, avec un minimum de **10 m de largeur**, définis lors du diagnostic.
  - Les bosquets devront être composés majoritairement des essences de la liste suivante :

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers. Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'engagement est pluriannuel et a une durée de 5 ans. L'aide est payée en euros par hectare et par an. L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai de la première année de votre engagement**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « *IF_MOIS_BO02* » sont décrites ci-dessous :

Entretien

- **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
- **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage…
- **Taille de faces extérieures** au moins 2 fois en 5 ans pour limiter le développement latéral pour les bosquets d'au moins 3 – 4 ans.
- **Taille de formation** (de 3 à 15 ans environ) et élagage (de 5 à 20 ans environ) pour des arbres de hauts jets, à raison d'une taille tous les 2 à 3 ans en fonction de la croissance des sujets. Les arbres de hauts jets à entretenir seront définis lors du diagnostic.

Période d'intervention

- Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
- Taille et élagage : Du 1er octobre au 1er mars

Produits phytosanitaires

- **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché**.**

Enregistrement
- Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement au bosquet engagé	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation de l'entretien des arbres entre le 1er octobre au 1er mars pour la taille d'élagage et entre le 1er aout et le 30 septembre pour la taille de formation	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches : (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage…	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DÉFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Île de France

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Entretien de bandes refuges sur prairies »

« IF_MOIS_HE01 »

Du territoire « Site Natura 2000 des « Boucles de Moisson, de Guernes et la Forêt de Rosny »

(ZPS FR1112012, directive Oiseaux 79/409/CEE)

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_08

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise à mettre en place des zones de protection au sein des prairies de fauche du territoire, afin de préserver la flore et la faune fréquentant ces milieux, grâce à une mise en défens sur une longue période de bandes refuge, dont la localisation peut varier chaque année au sein de parcelles exploitées. Les prairies constituent le lieu de vie et/ou de reproduction de nombreuses espèces d'oiseaux, s'y installant pendant les fauches et durant la période estivale non seulement pour la nidification, mais également pour le grossissement des jeunes, la mue, l'alimentation et le repos avant la migration. Cela concerne plusieurs espèces d'intérêt communautaire à l'origine du classement des boucles de la Marne en site Natura 2000 (Œdicnème criard (A133), Bondrée apivore (A236), Pie-grièche écorcheur (A338)).

La création de ces bandes refuge est définie selon des enjeux locaux clairement identifiés, comme la préservation de zones humides, ripisylves, espaces de nidification comme les grèves de bords de cours d'eau dynamique ou les roselières. Des habitats naturels remarquables et les sites de nidification peuvent se situer au contact des milieux prairiaux, soit distribués en leur sein, soit disposés sur leurs marges.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement. **Dans tous les cas, l'opération est plafonnée à 0,49 €/ml/an.**

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Cette mesure est ouverte à toute personne physique ou morale exerçant une activité agricole sur le territoire du PAEC. Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

▪ **Surfaces éligibles :** Surfaces en herbe cibles, définies lors du diagnostic**.**

▪ **Taille éligible :** Bande d'une largeur comprise entre **6 m et 9 m.**

Plan de localisation des bandes refuges au sein des parcelles engagées réalisé par l'opérateur. -

Respecter une période de non intervention du 1er mars au 1er septembre.

Le déprimage précoce est interdit

Enregistrement : Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers. Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.

Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'engagement est pluriannuel et a une durée de 5 ans. L'aide est payée en euros par mètre linéaire et par an. L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « *IF_MOIS_HE01*» sont décrites ci-dessous :

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir par l'opérateur ou une structure compétente un plan de localisation des bandes refuge au sein des parcelles engagées	Sur place	Plan de localisation	Définitif	Principale	Totale
Respect de la localisation des bandes refuges Respect de la taille de la bande refuge : 6 à 9 mètres de largeur (définie lors du diagnostic)	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et Plan de localisation	Réversible	Principale	Totale
Respecter une période de non intervention du 1er mars au 1er septembre Le déprimage précoce est interdit.	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart en nombre de jours entre la date de réalisation de la fauche et les dates déterminées / nombre de jours que comporte la période d'interdiction d'intervention
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Gestion extensive de prairies avec absence de fertilisation azotée »

« IF_MOIS_HE03 »

Du territoire « Site Natura 2000 des « Boucles de Moisson, de Guernes et la Forêt de Rosny »

(ZPS FR1112012, directive Oiseaux 79/409/CEE)

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : HERBE_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage). Les pratiques économes en intrants permettent ainsi une expression plus forte de la biodiversité et favorise la disponibilité alimentaire pour de nombreuses espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire (Espèces ciblées : Alimentation : Œdicnème criard (A133), Bondrée apivore (A236), Pie-grièche écorcheur (A338)).

En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies ces dernières années a eu pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource, entraînant la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes. Par ailleurs, la fertilisation favorise les espèces de grande taille, dont les tissus sont plus riches en éléments minéraux, et dont les capacités de croissance et de prélèvement des éléments minéraux sont plus élevées.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement. **Dans tous les cas, l'opération est plafonnée à 130,57 €/ha/an.**

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole. Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Surfaces éligibles** : surfaces en herbe et milieux remarquables éligibles, pour lesquels il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité, lié à une fertilisation excessive. Ce ciblage devra être élaboré sur la base d'un diagnostic environnemental de territoire.

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles. Les SIE situées en dehors de ces bandes tampons sont éligibles.

- **Déclaration de surface :** Le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente ».**

- **Interdiction de retournement des surfaces engagées.**

- **Fertilisation minérale (NPK), organique (y compris compost, hors apport éventuel par pâturage), ainsi qu'apports magnésiens et de chaux INTERDITS** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes, chardon et rumex et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural (dérogation octroyée par la DDT).

- **Enregistrement**

Tenue d'un cahier d'enregistrement. L'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants :

Identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;

Types d'intervention

Fauche et broyage : date(s), matériel utilisé, modalités (fauche centrifuge…)… ;

Pâturage : dates d'entrées et de sorties par parcelle, nombre d'animaux et d'UGB;

Pratiques de fertilisation des surfaces [dates, quantités, produit (0 pour les apports NPK et organiques, ainsi que les amendements calcaires et magnésiens)].

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers. Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.

Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'engagement est pluriannuel et a une durée de cinq ans. L'aide est payée en euros par hectare et par an. L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges.

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « *IF_MOIS_HE03* » sont décrites dans le tableau ci-dessous :

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence totale de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respect de l'absence d'apports magnésiens et de chaux et respect de l'absence de fertilisation P et K,	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements y compris pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera	Totale

Obligations du cahier des charges	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de con-	Pièces à fournir		Gravité	
				considérée en anomalie)	

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)
Notice spécifique de la mesure
« Création et gestion extensive de prairies avec absence de fertilisation»
« IF_MOIS_HE33 »
Du territoire Site Natura 2000 des « Boucles de Moisson, de Guernes et la Forêt de Rosny »
(ZPS FR1112012, directive Oiseaux 79/409/CEE)
Campagne 2016

Engagements unitaires de la mesure: - COUVER_06
- HERBE_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise à la création de prairies supplémentaires et à leur gestion de manière extensive (interdiction de fertilisation), ceci en incitant les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates. Ces surfaces constituent des zones refuges et d'alimentation pour la faune et la flore, et notamment pour plusieurs espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire (Alimentation : Œdicnème criard (A133), Bondrée apivore (A236), Pie-grièche écorcheur (A338)). Cette opération répond également à un objectif de protection des eaux et paysager : la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux), et permet également la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage). Par ailleurs, la création de surfaces herbacées pérennes permet la séquestration du carbone dans les sols.

L'interdiction de la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage) contribue également à l'augmentation de la diversité floristique et à la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (praires, tourbières, milieux humides, etc.). En effet, couplé à la raréfaction des prairies, l'augmentation de la fertilisation de ces milieux ces dernières années a eu pour conséquence une homogénéisation des milieux : ainsi la fertilisation favorise quelques espèces végétales de grande taille, au détriment des autres.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement. **Dans tous les cas, l'opération est plafonnée à 450 €/ha/an.**

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Toute personne physique ou morale exerçant une activité agricole. Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles :** surfaces en terres arables (sauf prairies temporaires de plus de deux ans et surfaces en jachères), cultures pérennes ou qui étaient engagées dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement. Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente ».**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - **Parcelles** entières : **minimum 10 ares, 5 m de large ;**
  - **Bandes : minimum 10 m de large** (En bordure de cours d'eau et en zone vulnérable, la largeur minimale passe à 5 m, dans la mesure où une bande d'au moins 5 m est déjà existante et permet la création d'une bande enherbée finale d'au moins 10 m de large.) ;
  - Si le couvert est implanté en bordure d'élément paysager (haies, bosquets, mares, fossés), la largeur minimale sera de 3 m, si possible de part et d'autre de l'élément paysager si la maîtrise du foncier le permet.

- **Mesure fixe** : L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

- **Localisation pertinente**
  - bassin d'alimentation des captages
  - bords de cours d'eau, fossés
  - fonds de talweg
  - ruptures de pente
  - division du parcellaire
  - continuités écologiques
  - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
  - parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

- **Couvert éligible :**
  - Liste d'espèces autorisées en couvert environnemental au titre des BCAE
  - Liste d'espèces ci-dessous (légumineuses pures interdites : mélange avec une autre famille obligatoire)

*Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'engagement est pluriannuel et a une durée de cinq ans. L'aide est payée en euros par hectare et par an. L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai** de l'année du dépôt de la demande d'engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges.

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « *IF_MOIS_HE33*» sont décrites ci-dessous :

· **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

· **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**
INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

· **Produits phytosanitaires**
INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes, chardon et rumex et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

· **Enregistrement**
Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date), pratiques de fertilisation des surfaces (dates, quantités, produit).

REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente. ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter une largeur minimale de 10 mètres du couvert herbacé pérenne, rabaissé à 5 mètres si le couvert est implanté en bordure d'éléments paysagers (haies, bosquets, mares, fossés …), de cours d'eau, ou d'une bande enherbée déjà existante d'au moins 5 m.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respect de l'absence d'apports magnésiens et de chaux e respect de l'absence de fertilisation P et K,	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %

30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

Annexe 5 : Liste des espèces autorisées pour l'implantation d'une prairie

En cas d'implantation, les graminées doivent obligatoirement être semées en mélange avec une légumineuse. Les légumineuses peuvent être semées pures.

GRAMINEES	LEGUMINEUSES
- Dactyle aggloméré	- Lotier corniculé
- Fétuque des prés	- Luzerne*
- Fétuque élevée	- *Medicago polyformosa*
- Fétuque ovine	- *Medicago rigidula* (luzerne à tige rigide)
- Fétuque rouge	- *Medicago scutellata*
- Fléole des prés	- *Medicago trunculata*
- Moha	- Mélilot
- Pâturin commun	- Minette
- Ray-grass anglais	- Sainfoin
- Ray-grass d'Italie	- Serradelle
- Ray-grass hybride	- Trèfle blanc
	- Trèfle de Perse
	- Trèfle hybride
	- Trèfle incarnat
	- Trèfle violet
	- Trèfle d'Alexandrie
	- Vesce commune
	- Vesce velue
	- Vesce de Cerdagne

Source : *Chambre d'agriculture 77*

** dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003*
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure
« Entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et avec retard de fauche **»** *« IF_MOIS_HE09 »*
Du territoire « Site Natura 2000 des « Boucles de Moisson, de Guernes et la Forêt de Rosny »
(ZPS FR1112012, directive Oiseaux 79/409/CEE)
Campagne 2016

Engagements Unitaires : - HERBE_03
- HERBE_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'interdiction de la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage) contribue à l'augmentation de la diversité floristique et à la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (praires, tourbières, milieux humides, etc.), favorisant ainsi la disponibilité alimentaire pour de nombreuses espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire (Espèces ciblées : Œdicnème criard (A133), Bondrée apivore (A236), Pie-grièche écorcheur (A338)). En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies ces dernières années a eu pour conséquence une homogénéisation des milieux, avec la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et leur remplacement par des espèces plus généralistes, moins favorables à l'alimentation des oiseaux. Cette opération répond également à un objectif de protection des eaux et paysager : la création de couvert herbacé sur des parcelles ou des parties de parcelles notamment sous forme de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux), et permet également la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage).

Le retard de fauche ou fauchage tardif permet quant à lui aux espèces végétales et animales inféodées aux surfaces en herbe d'accomplir leurs cycles reproductifs complets (fructification des plantes, nidification pour les oiseaux), contribuant ainsi au maintien de la biodiversité. Selon l'espèce visée, il est indispensable de définir la période durant laquelle toute intervention mécanique est interdite afin d'atteindre l'objectif. Ainsi, la conservation de zones non fauchées ou fauchées avec un retard de 15 à 30 jours est très intéressante, spécialement en bordure des parcelles et des éléments fixes pour la fauche centrifuge.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement. **Dans tous les cas, l'opération est plafonnée à 353,43 €/ha/an.**

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole. Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

▪ **Surfaces éligibles** : surfaces en herbe et milieux remarquables pour lesquelles il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité, lié à une fertilisation excessive, définies lors du diagnostic.

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles. Les SIE situées en dehors de ces bandes tampons sont éligibles.

▪ Le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente ».**

▪ L'engagement est fixe au cours des **5 ans.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers. Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.

Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'engagement est pluriannuel et a une durée de cinq ans. L'aide est payée en euros par hectare et par an. L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges.

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « *IF_MOIS_HE09* » sont décrites ci-dessous :

· **Entretien** :

- Fauche/broyage autorisé à partir **du 1er août au 30 avril**
- Pâturage des regains autorisé **du 1er août au 31 décembre**

· **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

· **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**
INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

· **Produits phytosanitaires**
INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes, chardon et rumex et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

· **Enregistrement**
Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date, matériels et outils, dates d'entrées et de sortie des animaux, nombre d'animaux et UGB correspondante).

REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respect de l'absence d'apports magnésiens et de chaux et Respect de l'absence de fertilisation P et K,	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel et documentaire	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Respect de la période d'interdiction de fauche entre le 1er mai et le 31 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart en nombre de jours entre la date de réalisation de la fauche et les dates déterminées / nombre de jours que comporte la période d'interdiction d'intervention
Respect de la localisation pertinente des zones de retard de fauche	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et diagnostic d'exploitation présentant la localisation des zones de retard de fauche au regard de l'enjeu	Réversible	Principale	Totale
Interdiction du pâturage par déprimage. Si pâturage des regains : autorisation du 1er août au 31 décembre et chargement moyen maximal de 1,2 UGB/ha	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

Calcul du taux de chargement :

◦ le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée

◦ le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Pour les herbivores autres que bovins, les animaux doivent être présents sur l'exploitation pendant une durée de 30 jours consécutifs, incluant le 31 mars de l'année en cours.
Le nombre correspondant doit être déclaré chaque année sur le formulaire de déclaration des effectifs animaux du dossier PAC.

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)
Notice spécifique de la mesure
« Création et entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et avec retard de fauche»
« IF_MOIS_HE39 »
Du territoire Site Natura 2000 des « Boucles de Moisson, de Guernes et la Forêt de Rosny »
(ZPS FR1112012, directive Oiseaux 79/409/CEE)
Campagne 2016

Engagements Unitaires :
- COUVER_06
- HERBE_03
- HERBE_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise à la création de prairies supplémentaires et à leur gestion de manière extensive (interdiction de fertilisation), ceci en incitant les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates. Ces surfaces constituent des zones refuges et d'alimentation pour la faune et la flore, et notamment pour plusieurs espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire (Alimentation : Œdicnème criard (A133), Bondrée apivore (A236), Pie-grièche écorcheur (A338)). Cette opération répond également à un objectif de protection des eaux et paysager : la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux), et permet également la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage). Par ailleurs, la création de surfaces herbacées pérennes permet la séquestration du carbone dans les sols.

L'interdiction de la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage) contribue quant à elle également à l'augmentation de la diversité floristique et à la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (praires, tourbières, milieux humides, etc.).

En effet, couplé à la raréfaction des prairies, l'augmentation de la fertilisation de ces milieux ces dernières années a eu pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource, entraînant la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. Par ailleurs, la fertilisation favorise les espèces de grande taille, dont les tissus sont plus riches en éléments minéraux, et dont les capacités de croissance et de prélèvement des éléments minéraux sont plus élevées.

Le retard de fauche ou fauchage tardif permet aux espèces végétales et animales inféodées aux surfaces en herbe d'accomplir leurs cycles reproductifs complets (fructification des plantes, nidification pour les oiseaux), contribuant ainsi au maintien de la biodiversité. Selon l'espèce visée, il est indispensable de définir la période durant laquelle toute intervention mécanique est interdite afin d'atteindre l'objectif. Ainsi, la conservation de zones non fauchées ou fauchées avec un retard de 15 à 30 jours est très intéressante, spécialement en bordure des parcelles et des éléments fixes pour la fauche centrifuge. Cela pourra être pris en compte dans le cadre du diagnostic d'exploitation pour définir les localisations pertinentes des parcelles ou parties de parcelles éligibles et la période d'interdiction d'intervention mécanique.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement. **Dans tous les cas, l'opération est plafonnée à 450 €/ha/an.**

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

▪ **Cultures éligibles :** surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et surfaces en jachères), cultures pérennes ou qui étaient engagées dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

▪ **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente ».**

▪ **La taille minimale ou maximale des parcelles**
- **Parcelles** entières : **minimum 10 ares, 5 m de large**
- **Bandes : minimum 10 m de large** (En bordures de cours d'eau et en zone vulnérable, la largeur minimale passe à 5 m, dans la mesure où une bande d'au moins 5 m est déjà existante et permet la création d'une bande enherbée finale d'au moins 10 m de large.)
- Si le couvert est implanté en bordure d'élément paysager (haies, bosquets, mares, fossés), la largeur minimum sera de 3 m, si possible de part et d'autre de l'élément paysager si la maîtrise du foncier le permet.

▪ **L'engagement est fixe au cours des 5 ans**

▪ **Couvert éligible :**
- **Liste d'espèces autorisées en jachère**
- **Liste d'espèces ci-dessous (légumineuses pures interdites : mélange avec une autre famille obligatoire)**
- Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures

*** Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003**(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4.CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après). Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_MOIS_HE39 » sont décrites ci-dessous :

· **Date d'implantation**
Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

· **Localisation pertinente :**

- bassin d'alimentation des captages - bords de cours d'eau - bords de fossés - fonds de talweg - ruptures de pente	- division du parcellaire - continuités écologiques - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins) - parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

· **Entretien** :

- Fauche/broyage autorisée à partir **du 1er août au 30 avril**
- Pâturage des regains autorisé **du 1er août au 31 décembre**

· **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

· **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage) INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

· **Produits phytosanitaires INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes, chardon et rumex et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

· **Enregistrement**

– Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date et outils, modalités).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente. **Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).**	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter une largeur minimale de 10 mètres du couvert herbacé pérenne	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respect de l'absence d'apports magnésiens et de chaux et respect de l'absence de fertilisation P et K,	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel et documentaire	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Respect de la période d'interdiction de fauche entre le 1er mai et le 31 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart en nombre de jours entre la date de réalisation de la fauche et les dates déterminées / nombre de jours que comporte la période d'interdiction d'intervention
Respect de la localisation pertinente des zones de retard de fauche	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et diagnostic d'exploitation présentant la localisation des zones de retard de fauche au regard de l'enjeu	Réversible	Principale	Totale
Interdiction du pâturage par déprimage. Si pâturage des regains : autorisation du 1er août au 31 décembre et chargement moyen maximal de 1,2 UGB/ha	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

Calcul du taux de chargement :
◦ le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée

◦ le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Pour les herbivores autres que bovins, les animaux doivent être présents sur l'exploitation pendant une durée de 30 jours consécutifs, incluant le 31 mars de l'année en cours. Le nombre correspondant doit être déclaré chaque année sur le formulaire de déclaration des effectifs animaux du dossier PAC.

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Création et entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et avec ajustement de la pression de pâturage **»** *« IF_MOIS_HE07 »*

Du territoire Site Natura 2000 des « Boucles de Moisson, de Guernes et la Forêt de Rosny »

(ZPS FR1112012, directive Oiseaux 79/409/CEE)

Campagne 2016

Engagements Unitaires : - HERBE_03
- HERBE_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'interdiction de la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage) contribue à l'augmentation de la diversité floristique et à la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (praires, tourbières, milieux humides, etc.), favorisant ainsi la disponibilité alimentaire pour de nombreuses espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire (Espèces ciblées : Œdicnème criard (A133), Bondrée apivore (A236), Pie-grièche écorcheur (A338)). En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies ces dernières années a eu pour conséquence une homogénéisation des milieux, avec la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et leur remplacement par des espèces plus généralistes, moins favorables à l'alimentation des oiseaux. La création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet par ailleurs de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux), et permet également la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage).

La limitation de la pression de pâturage, en particulier au niveau des milieux remarquables (tourbières, prairies humide, etc.), vise à améliorer la gestion en évitant ainsi la dégradation de la flore et des sols par tassement, ceci dans un objectif de maintien de la biodiversité et dans un objectif paysager. Elle peut également permettre le maintien de l'ouverture et le renouvellement de la ressource fourragère sur des surfaces soumises à une dynamique d'embroussaillement, en évitant le sous pâturage et le surpâturage, et contribuer ainsi à pérenniser une mosaïque d'habitats.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement. **Dans tous les cas, l'opération est plafonnée à 206,01 €/ha/an.**

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole. Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Couverts éligibles** : surfaces en herbe et milieux remarquables éligibles (prairies et pâturages permanents) pour lesquels il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité, lié à une fertilisation excessive. Ce ciblage devra être élaboré sur la base d'un diagnostic environnemental de territoire.

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles. Les SIE situées en dehors de ces bandes tampons sont éligibles.

- **Entretien**

  en respectant un chargement maximum moyen annuel de **1,2 UGB/ha** à la parcelle
  - dans la limite d'un chargement instantané de **1,4 UGB/ha maximum** à l'échelle de la parcelle
  en respectant un chargement minimal moyen annuel de **0,3 UGB/ha** pour les surfaces en herbe à l'échelle de l'exploitation

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées.**

- **Fertilisation minérale (NPK), organique (y compris compost, hors apport éventuel par pâturage), ainsi qu'apports magnésiens et de chaux interdits** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires INTERDITS s**auf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes, chardon et rumex et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural (dérogation octroyée par la DDT).

- **Enregistrement**

  Tenue d'un cahier d'enregistrement. A minima, l'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants :
  - Identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;
  - Types d'intervention
  - Pâturage : dates d'entrées et de sorties par parcelle, nombre d'animaux et d'UGB correspondante;
  - Fauche et broyage : date(s), matériel utilisé, modalités (notamment si fauche centrifuge…) ;
  - Pratiques de fertilisation des surfaces [dates, quantités, produit (0 pour les apports NPK, organiques, ainsi que les amendements calcaires et magnésiens)].

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers. Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.

Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'engagement est pluriannuel et a une durée de cinq ans. L'aide est payée en euros par hectare et par an. L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges.

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « *IF_MOIS_HE07* » sont décrites ci-dessous :

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence totale de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respect de l'absence d'apports magnésiens et de chaux et respect de l'absence de fertilisation P et K,	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : documentaire et visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert - Cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Respect du chargement maximal moyen annuel à la parcelle de 1,2 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respect du chargement minimal moyen à la parcelle de 0,3 UBG/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respect du chargement instantané maximal de 1,4 UGB/ha à la parcelle	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Fauche / Broyage autorisée à partir du 15 juin en cas d'impossibilité de mise en pâturage d'une parcelle	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil : en fonction de l'écart en nombre de jours entre la date de réalisation de la fauche et les dates déterminées / nombre de jours que comporte la période d'interdiction d'intervention
Enregistrement des interventions	Sur place	Documentaire - présence du cahier et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques, si ceux-ci sont admissibles.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

Calcul du taux de chargement :
le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, pondérée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

Pour le calcul des taux de chargement, ce sont les surfaces corrigées par la méthode du prorata qui sont utilisées.

- **Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :**

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)
Notice spécifique de la mesure
« Création et gestion extensive de prairies avec absence de fertilisation azotée et ajustement de la pression de pâturage **»**
« IF_MOIS_HE37 »
Du territoire « Site Natura 2000 des « Boucles de Moisson, de Guernes et la Forêt de Rosny »
(ZPS FR1112012, directive Oiseaux 79/409/CEE)
Campagne 2016

Engagements Unitaires : - COUVER_06
- HERBE_03
- HERBE_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise à la création de prairies supplémentaires et à leur gestion de manière extensive (interdiction de fertilisation), ceci en incitant les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates. Ces surfaces constituent des zones refuges et d'alimentation pour la faune et la flore, et notamment pour plusieurs espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire (Alimentation : Œdicnème criard (A133), Bondrée apivore (A236), Pie-grièche écorcheur (A338)). Cette opération répond également à un objectif de protection des eaux et paysager : la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux), et permet également la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage). Par ailleurs, la création de surfaces herbacées pérennes permet la séquestration du carbone dans les sols.

L'interdiction de la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage) contribue quant à elle également à l'augmentation de la diversité floristique et à la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (praires, tourbières, milieux humides, etc.).

En effet, couplé à la raréfaction des prairies, l'augmentation de la fertilisation de ces milieux ces dernières années a eu pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource, entraînant la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. Par ailleurs, la fertilisation favorise les espèces de grande taille, dont les tissus sont plus riches en éléments minéraux, et dont les capacités de croissance et de prélèvement des éléments minéraux sont plus élevées.

La limitation de la pression de pâturage, en particulier au niveau des milieux remarquables (tourbières, prairies humide, etc.), vise à améliorer la gestion en évitant ainsi la dégradation de la flore et des sols par tassement, ceci dans un objectif de maintien de la biodiversité et dans un objectif paysager. Elle peut également permettre le maintien de l'ouverture et le renouvellement de la ressource fourragère sur des surfaces soumises à une dynamique d'embroussaillement, en évitant le sous pâturage et le surpâturage, et contribuer ainsi à pérenniser une mosaïque d'habitats.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement. **Dans tous les cas, l'opération est plafonnée à 450 €/ha/an.**

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Toute personne physique ou morale exerçant une activité agricole. Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

▪ **Cultures éligibles :** surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), cultures pérennes ou qui étaient alors engagées dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédente. Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

▪ **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente »**

▪ **La taille minimale ou maximale des parcelles**

- **Parcelles** entières : **minimum 10 ares, 5 m de large**
- **Bandes : minimum 10 m de large**, (En bordures de cours d'eau et en zone vulnérable, la largeur minimale passe à 5 m, dans la mesure où une bande d'au moins 5 m est déjà existante et permet la création d'une bande enherbée finale d'au moins 10 m de large.)
- Si le couvert est implanté en bordure d'élément paysager (haies, bosquets, mares, fossés), la largeur minimum sera de 3 m, si possible de part et d'autre de l'élément paysager si la maîtrise du foncier le permet.

▪ L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

▪ **Couvert éligible :**

- **Liste d'espèces autorisées en jachère**
- **Liste d'espèces ci-dessous (légumineuses pures interdites : mélange avec une autre famille obligatoire)**

Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'engagement est pluriannuel et a une durée de cinq ans. L'aide est payée en euros par hectare et par an. L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai** de l'année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « *IF_MOIS_HE37* » sont décrites ci-dessous :

· **Date d'implantation**
- Le couvert devra être en place au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement

· **Fauche autorisée tous les ans à partir du 15 juin**

· **Surface exploitée en pâturage** :
- dans la limite d'un chargement moyen annuel de **1,2UGB/ha maximum** à l'échelle de la parcelle
- dans la limite d'un chargement instantané de **1,4 UGB/ha maximum** à l'échelle de la parcelle
- en respectant un chargement minimal annuel de **0,3 UGB/ha** pour les surfaces en herbe à l'échelle de l'exploitation

· **Localisation pertinente :**
- bassin d'alimentation des captages
- bords de cours d'eau
- bords de fossés
- fonds de talweg
- ruptures de pente
- division du parcellaire
- continuités écologiques
- bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
- parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

· **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

· **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**
INTERDITE à partir du 15 juin de l'année d'engagement.

· **Produits phytosanitaires**
INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes, chardon et rumex et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

· **Enregistrement**
Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date, matériels et outils, dates d'entrées et de sortie des animaux, nombre d'animaux et UGB correspondante).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter une largeur minimale de 10 mètres du couvert herbacé pérenne	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respect de l'absence d'apports magnésiens et de chaux et respect de la limitation de fertilisation P et K,	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Respect du chargement maximal moyen annuel à la parcelle de 1,2 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respect du chargement minimal moyen à la parcelle de 0,3 UBG/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respect du chargement instantané maximal de 1,4 UGB/ha, à la parcelle, sur la période déterminée, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Fauche / Broyage autorisée à partir du 15 juin en cas d'impossibilité de mise en pâturage d'une parcelle	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil : en fonction de l'écart en nombre de jours entre la date de réalisation de la fauche et les dates déterminées / nombre de jours que comporte la période d'interdiction d'intervention
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

Calcul du taux de chargement :
le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, pondérée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.
Pour le calcul des taux de chargement, ce sont les surfaces corrigées par la méthode du prorata qui sont utilisées.

Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert herbacé » *« IF_MOIS_HE50 »* Du territoire Site Natura 2000 des « Boucles de Moisson, de Guernes et la Forêt de Rosny »

(ZPS FR1112012, directive Oiseaux 79/409/CEE)
Campagne 2016

Engagements unitaires de la mesure: COUVER_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette opération vise prioritairement à limiter le développement des bio-agresseurs des cultures et l'intensité d'utilisation des produits phytosanitaires, en aménageant un maillage de zones de régulation écologique (ZRE) composées de bandes enherbées ou de jachères, si possible en continuité avec d'autres éléments paysagers présents sur le parcellaire (haies, bosquets, …). Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. Sur le territoire des Boucles de la Marne, l'objectif prioritaire est la création d'un réseau d'espaces refuges pour la faune et la flore, et en particulier pour les espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire, au sein des terres agricoles. Ainsi, les bandes enherbées servent pour l'alimentation et la reproduction de plusieurs espèces (Espèces ciblées : Œdicnème criard (A133), Bondrée apivore (A236), Pie-grièche écorcheur (A338)).

Ces zones de régulation écologique constituent par ailleurs des réservoirs d'auxiliaires des cultures, dont l'efficacité est accrue par la limitation de la taille des parcelles culturales bordées par les ZRE. En effet, les ZRE devant être localisées en rupture de parcelles culturales ou entre deux parcelles culturales contiguës de taille limitée, les auxiliaires peuvent agir au cœur des parcelles culturales et réduire ainsi la pression des ravageurs sur les cultures. La localisation de ces ZRE devra être cohérente avec le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et les Trames vertes et bleues (TVB).

Ces zones constituent plus généralement des zones refuges pour l'ensemble de la petite faune de plaine, dans un objectif de préservation de la biodiversité.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement. **Le montant de l'opération est régionalisé : en Île-de-France, il s'élève à 390,94 euros/ha/an.**

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole. Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

▪ **Cultures éligibles :** Surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), cultures pérennes ou qui étaient engagées dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.
Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

▪ **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie »** ou en **« jachère »**

▪ **La taille minimale ou maximale des parcelles :**

- **Largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m** pour chaque ZRE
- **Les ZRE doivent être implantées :**
  - **Entre 2 parcelles culturales contiguës ou en rupture de parcelles culturales**, de manière à ce que la taille des parcelles culturales n'excède pas 15 ha au maximum et que la distance entre deux ZRE n'excède pas 300 m.
  - **Dans la continuité d'autres éléments du paysage** (haies, talus, fossés, lisières de bois et bosquets…). Ces éléments constituent des ZRE naturelles, qui pourront être renforcées par la création de bandes herbacées d'une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m.
- Respecter la **taille maximale de 15 ha** de chaque **parcelle culturale** bordée d'une ZRE.

▪ **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

▪ **Couvert éligible** (non récoltés) :

- Liste d'espèces autorisées en jachère ou en prairies
- Liste d'espèces ci-dessous (pur ou en mélange)
- Cultures cynégétiques
- Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'engagement est pluriannuel et a une durée de cinq ans. L'aide est payée en euros par hectare et par an. L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure «*IF_MOIS_HE50*» sont décrites ci-dessous :

· **Entretien**

- Absence d'intervention mécanique du **1er mai au 31 juillet** pour les couverts en place.

· **Récolte INTERDITE**

· **Fertilisation**

- **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

· **Produits phytosanitaires**

- **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes, chardon et rumex et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

· **Enregistrement**

– Tenue d'un cahier d'enregistrement **:** type d'interventions, localisation, date, outils

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place une ou plusieurs ZRE localisées de façon pertinente, en fonction du diagnostic de territoire et/ou d'exploitation (distance maximale entre deux ZRE de 300m)	Sur place : visuel et documentaire	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation	Définitif	Principale	Totale
Respecter une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m pour chaque ZRE	Sur place		Réversible	Principale	A seuil : écart de largeur en anomalie
Respecter la taille maximale de 15 hectares de chaque parcelle culturale bordée d'une ZRE.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Mettre en place les couverts autorisés sur les ZRE (liste en annexe 8). ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Factures d'achat de semis selon les cas, et cahier d'enregistrement	Réversible	Principale	Totale
Interdiction d'intervention mécanique sur les ZRE du 1er mai eu 31 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et programme de travaux d'entretien et éventuelles factures (si prestations)	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'avance/de retard (5 / 10 / 15 jours)
Respecter l'interdiction de traitement phytosanitaire sur les ZRE	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation initiale de la ZRE	Administratif et sur place		Définitif	Principale	Totale
Respecter l'absence d'apports azotés (minéral et organique)	Sur place : documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Enregistrer les interventions d'entretien sur les ZRE	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANCAISE

Direction Départementale des Territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure
« Création et entretien d'un couvert d'intérêt faunistique ou floristique »
« IF_MOIS_HE70 »
Du territoire « Site Natura 2000 des « Boucles de Moisson, de Guernes et la Forêt de Rosny »
(ZPS FR1112012, directive Oiseaux 79/409/CEE)
Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure: COUVER_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise à remplacer des surfaces cultivées en grandes cultures par un couvert répondant aux exigences écologiques des espèces d'oiseaux de plaine d'intérêt communautaire. Ces surfaces constituent en effet des zones refuges et d'alimentation pour l'avifaune. (**Espèces ciblées :** Alimentation : Œdicnème criard (A133), Bondrée apivore (A236) ; Reproduction ou alimentation : Pie-grièche écorcheur (A338)). Elles sont également favorables aux insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Il s'agit ainsi de créer ce type de couvert sur des surfaces supplémentaires par rapport aux couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement. **Le montant de l'opération est régionalisé. Dans tous les cas, il est plafonné à 600 €/ha/an.**

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

▪ **Cultures éligibles :** surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), cultures pérennes ou qui étaient engagées dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

▪ **Déclaration de surface :** Une fois implantée, la parcelle devra être déclarée avec le code correspondant au couvert mis en place.

▪ **La taille minimale ou maximale des parcelles**

- **Parcelles entières :** minimum 10 ares
- **Bandes :** minimum 10 m de large, (le cas échéant, 10 m en moyenne sur la longueur de la bande)

▪ **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**.

▪ **Couvert éligible :** (non récolté et non pâturé)

A sélectionner en fonction des exigences biologiques des espèces à préserver :

- Cultures annuelles à fort intérêt
- Mélange graminées-légumineuses
- Légumineuses
- Cultures cynégétiques
- Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures (plantes messicoles notamment)

*** Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003**
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 Ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

Couverts mellifères recommandés pour insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures :
(*Mélanges commerciaux*)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_BOMA_HE70 » sont décrites ci-dessous :

· **Entretien**
- **Récolte et pâturage INTERDITS**
- Absence d'intervention mécanique du **15 avril au 15 janvier** de l'année suivante pour les couverts en place.

· **Fertilisation**
- **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

Toutefois afin de permettre une bonne implantation des couverts, il n'est permis de fertiliser que lors des premiers stades de développement du couvert.

· **Produits phytosanitaires**
- **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes, chardon et rumex et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : liste en annexe 9. ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Mesure fixe Maintenir la superficie en couvert : - implantation du couvert au plus tard **le 15 mai** (sauf dérogation) - destruction du couvert après le 31 août	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique du 15 avril au 31 août. Le cas échéant : Réaliser un entretien par fauche ou broyage entre le 1er septembre et le 31 mars	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.
Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure
« Création et entretien d'un couvert favorable à l'Œdicnème criard »
« IF_MOIS_HE71 »
Du territoire « Site Natura 2000 des « Boucles de Moisson, de Guernes et la Forêt de Rosny »
(ZPS FR1112012, directive Oiseaux 79/409/CEE)
Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure: COUVER_07 avec étalement

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise à créer au sein des terres agricoles un réseau de cultures favorables à la nidification de l'Œdicnème criard. (Reproduction, Alimentation : Œdicnème criard (A133)).

L'objectif de cette opération est de remplacer des surfaces cultivées en grandes cultures par un couvert favorable répondant aux exigences spécifiques de l'Œdicnème criard ;

Il s'agit ainsi de créer ce type de couvert sur des surfaces supplémentaires par rapport aux couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement. **Le montant de l'opération est régionalisé. Dans tous les cas, il est plafonné à 300 €/ha/an.**

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

▪ **Cultures éligibles :** surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), cultures pérennes ou qui étaient engagées dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.
Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

▪ **Déclaration de surface :** Une fois implantée, la parcelle devra être déclarée avec le code correspondant au couvert mis en place.

▪ **La taille minimale ou maximale des parcelles**

- **Parcelles** entières : **minimum 10 ares**

- **Bandes : minimum 10 m de large**, (le cas échéant, 10 m en moyenne sur la longueur de la bande)

▪**Localisation et étalement**

Localisation : En fonction du diagnostic agro écologique de l'exploitation et des enjeux du territoire

e07 = Coefficient d'étalement de la surface engagée = **0,5** = 50% de la surface de la parcelle engagée doit être implantée chaque année.

▪ **Couvert éligible :** (non récolté et non pâturé)

À sélectionner en fonction des exigences biologiques des espèces à préserver

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_MOIS_HE71 » sont décrites ci-dessous :

· **Entretien**
- **Récolte et pâturage INTERDITS**
- Absence d'intervention mécanique du **15 avril au 15 janvier** de l'année suivante pour les couverts en place.

· **Fertilisation**
- **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

Toutefois afin de permettre une bonne implantation des couverts, il n'est permis de fertiliser que lors des premiers stades de développement du couvert.

· **Produits phytosanitaires**
- **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes, chardon et rumex et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : liste des espèces en annexe 1) ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Mesure tournante : (e7 = 50%) Maintenir la superficie en couvert : - implantation du couvert au plus tard le 15 mai de l'année d'engagement (sauf dérogation) - destruction du couvert après le 31 août	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Respecter la taille minimale de 10 m de large ou 10 ares	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 15 avril et le 31 aout. Le cas échéant : Réaliser un entretien par fauche ou broyage entre le 1er septembre et le 31 mars	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

Enregistrement

Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions d'entretien (dates des interventions, opérations effectuées, outils utilisés…). A minima, l'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants : identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces, localisation pertinente, taille de la parcelle/ de la bande enherbée, date de semis du couvert, factures de semences des couverts) ;

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANCAISE

Direction Départementale des Territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure
« Amélioration d'un couvert déclaré en gel »
« IF_MOIS_HE80 »
Du territoire « Site Natura 2000 des « Boucles de Moisson, de Guernes et la Forêt de Rosny »
(ZPS FR1112012, directive Oiseaux 79/409/CEE)
Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_08

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération vise à inciter les exploitants agricoles à améliorer la localisation de leurs parcelles en jachère agricole ainsi que le choix des couverts à y implanter par rapport aux enjeux environnementaux visés (biodiversité, eau).

- sur des territoires à enjeu « eau », afin de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) ;
- sur les territoires à enjeu « biodiversité » pour répondre aux exigences spécifiques :
  - d'une espèce ;
  - d'un groupe d'espèces à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
  - au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Ces surfaces constituent sur le territoire des Boucles de la Marne des zones refuges et d'alimentation pour de nombreuses espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire (Espèces ciblées : Œdicnème criard (A133), Bondrée apivore (A236), Pie-grièche écorcheur (A338)).

L'exploitant n'a plus comme seul critère celui de localiser ces surfaces de jachère agricole sur les zones les moins productives et/ou les plus difficiles d'accès. De plus en règle générale, les jachères agricoles sont constituées des repousses des précédents culturaux. Cette opération permet ainsi l'implantation d'un couvert spécifique répondant à l'enjeu environnemental visé.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement. **Le montant de l'opération est plafonné à 160 €/ha/an**.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Toute personne physique ou morale exerçant une activité agricole. Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

▪ **Cultures éligibles :** surfaces en terres arables (sauf prairies temporaires de plus de deux ans et surfaces en jachères), cultures pérennes ou qui étaient alors engagées dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, ou les parcelles nécessitant un déplacement par rapport à la localisation initiale de la jachère. Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

▪ **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« jachère ».**

▪ **La taille minimale ou maximale des parcelles**
- **Parcelles** entières : **minimum 10 ares**
- **Bandes : minimum 10 m de large**

▪ **Mesure fixe :** l'engagement est fixe au cours des **5 ans**

▪ **Localisation pertinente**
- bassin d'alimentation des captages
- bords de cours d'eau, fossés
- fonds de talweg
- ruptures de pente
- division du parcellaire
- continuités écologiques
- bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
- parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

▪ **Couverts éligibles** (non récoltés et non pâturés) :

· Cultures annuelles à fort intérêt
· Mélange graminées-légumineuses
· Légumineuses
· Cultures cynégétiques
· Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures (plantes messicoles notamment)

À sélectionner dans la liste ci-dessous (pur ou en mélange) :

GRAMINEES
- Avoine
- Brome cathartique
- Brome Sitka
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque ovine
- Fétuque rouge
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray–grass italien
- Seigle

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

AUTRES
- Chou
- Cresson alénois
- Maïs
- Millet
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Phacélie
- Radis fourrager
- Sarrasin
- Sorgho
- Tournesol

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_MOIS_HE80 » sont décrites ci-dessous :

· **Date d'implantation**
- Le couvert devra être présent, sur les parcelles engagées, au 15 juin de l'année du dépôt de la demande d'engagement

· **Récolte et pâturage INTERDITS.**

· **Entretien**
- Absence d'intervention mécanique du **1er mai au 31 juillet** pour les couverts en place.

· **Fertilisation**
- **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

· **Produits phytosanitaires**
- **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes, chardon et rumex et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

· **Enregistrement**
- Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date)

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : liste des espèces en annexe 11. ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou 10 ares	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 15 avril et le 15 août inclus	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)
Notice spécifique de la mesure
« *Ouverture d'un milieu en déprise agricole et gestion pastorale* »
« IF_MOIS_HE25 »
Du territoire Site Natura 2000 des « Boucles de Moisson, de Guernes et la Forêt de Rosny »
(ZPS FR1112012, directive Oiseaux 79/409/CEE)
Campagne 2016

Engagements Unitaires :
- HERBE_03
- HERBE_09
- OUVERT_02

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise au maintien, par pâturage et intervention mécanique, d'une mosaïque d'habitats (pelouses, landes, fruticées) dans des milieux en voie de fermeture par les ligneux. Ces habitats abritent de nombreuses espèces d'intérêt patrimonial (Espèces ciblées : Alimentation, reproduction de l'Œdicnème criard (A133) ; Alimentation de la Bondrée apivore (A236), Pie-grièche écorcheur (A338)).

Cette mesure contribue à l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (praires, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage). En effet, la fertilisation favorise les espèces de grande taille, dont les tissus sont plus riches en éléments minéraux, et dont les capacités de croissance et de prélèvement des éléments minéraux sont plus élevées. Il est par ailleurs prévu à travers cette mesure d'adapter les conditions de pâturage à la spécificité des milieux (dates, pression de pâturage), en se basant sur un plan de gestion pastoral.

Enfin un entretien mécanique complémentaire au pâturage est également prévu pour éviter la fermeture du milieu.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement. **Dans tous les cas, l'opération est plafonnée à 301,43 €/ha/an.**

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

▪ **Cultures éligibles** : surfaces en herbe

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles. Les SIE situées en dehors de ces bandes tampons sont éligibles.

▪ Le couvert devra être déclaré en « **prairie permanente ou lande** »
▪ L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers. Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.

Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_MOIS_HE25» sont décrites ci-

dessous :

· **Maîtriser les refus ligneux tous les ans entre le 31 août et 31 mars**

· **Surface exploitée en pâturage** :
Faire établir un plan de gestion pastorale sur les surfaces engagées et mettre en œuvre ce plan de gestion pastorale.

· **Renouvellement des prairies autorisé 1 seule fois sur les 5 ans par travail superficiel du sol**

· **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

· **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**
INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

· **Produits phytosanitaires**
INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes, chardon et rumex et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

· **Enregistrement**
- Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date et outils, dates d'entrées et de sortie des animaux, nombre d'animaux et UGB correspondante).

Obligations du cahier des charges	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respect de l'absence d'apports magnésiens et de chaux et respect de l'absence de fertilisation P et K,	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés visant : - A lutter contre les chardons et rumex, - A lutter contre les adventices et plantes envahissantes conformément à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté DGAL « zones non traitées »	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges	Contrôles		Sanctions		
	Modalités	Pièces à fournir		Gravité	
Faire établir par la structure opératrice ou une structure agréée un plan de gestion pastorale sur les parcelles engagées, incluant un diagnostic initial de l'unité pastorale. **Le plan de gestion pastorale devra être réalisé au plus tard le 1er juillet de l'année du dépôt de la demande d'engagement.**	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion pastorale sur les surfaces engagées	Sur place : documentaire et visuel	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Elimination mécanique ou manuelle des ligneux et autres végétaux définis comme indésirables conformément au diagnostic de territoire détaillé dans la partie 6 de la fiche : 1 fois au cours des 5 ans, les premiers travaux d'entretien devant être réalisée au plus tard en année 3. Entretien par broyage, fauche avec exportation, ou élimination manuelle (broyage autorisé entre le 1er novembre et le 1er mars).	Sur place	Programme de travaux, cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des travaux d'entretien pendant la période du 1er novembre et le 1er mars pour le broyage, du 1août au 31 mars pour les autres méthodes (fauche, élimination manuelle)	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale). *Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.*

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par

l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

Calcul du taux de chargement :
◦ le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
◦ le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale
des Territoires de Seine-et-Marne

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice d'information du territoire **VALLEE DU PETIT MORIN**

Campagne 2016

Correspondants MAEC à la DDT : **Claire LAUGA** **Christian MONTARD**

Téléphone : 01 60 56 73 07 01 60 56 70 89

e mail : claire.lauga@seine-et-marne.gouv.fr christian.montard@seine-et-marne.gouv.fr

Cette notice présente l'ensemble des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) proposées sur le territoire de VALLEE DU PETIT MORIN au titre de la programmation 2015-2020. Elle complète la notice nationale d'information sur les mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) et les aides à l'agriculture biologique 2015-2020, disponible sous Télépac.

La notice nationale d'information sur les MAEC et l'AB 2015-2020 (disponible sous Télépac)	contient →	• Les conditions d'engagement dans les MAEC et l'AB • Les obligations générales à respecter • Les contrôles et le régime de sanctions • Comment remplir les formulaires
La notice d'information du territoire	contient →	Pour l'ensemble du territoire : • La liste des MAEC proposées sur le territoire • Les conditions générales d'éligibilité • Les modalités de demande d'aide
La notice d'aide	contient →	Pour chaque MAEC proposée sur le territoire : • Les objectifs de la mesure • Les conditions spécifiques d'éligibilité • Le cahier des charges à respecter • Le régime de sanctions

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.

Si vous souhaitez davantage de précisions contactez votre DDT (coordonnées en page 1).

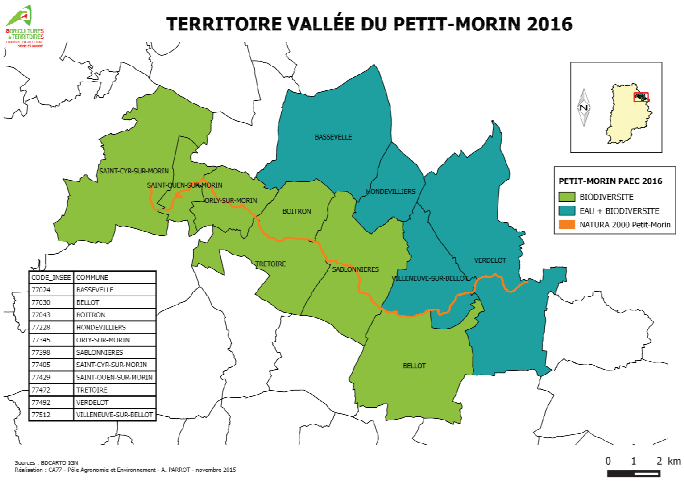
1. PERIMETRE DU TERRITOIRE « VALLEE DU PETIT MORIN »

En ce qui concerne les mesures « localisées », pour qu'une parcelle ou un élément linéaire soit éligible à la MAEC, au moins 50 % de sa surface ou de sa longueur doit être incluse dans le territoire.

1.1 Périmètre

Il s'agit des communes du territoire du Petit Morin défini dans le premier Plan Département de l'Eau en 2006, élargi à la commune de Bassevelle qui se trouve dans l'Aire d'Alimentation du Captage d'Hondevilliers et des communes concernés par le site Natura 2000 « Le petit Morin de Verdelot à Saint Cyr sur Morin ».

77024	BASSEVELLE	77405	SAINT-CYR-SUR-MORIN
77030	BELLOT	77429	SAINT-OUEN-SUR-MORIN
77043	BOITRON	77472	TRETOIRE
77228	HONDEVILLIERS	77492	VERDELOT
77345	ORLY-SUR-MORIN	77512	VILLENEUVE-SUR-BELLOT
77398	SABLONNIERES		



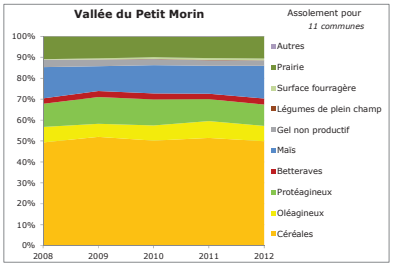
2. RESUME DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Enjeu retenu :

Zones d'Actions Prioritaires « enjeux Eau et Biodiversité » pour l'amélioration de la qualité de l'eau et la préservation de la biodiversité

2.1 L'assolement du territoire

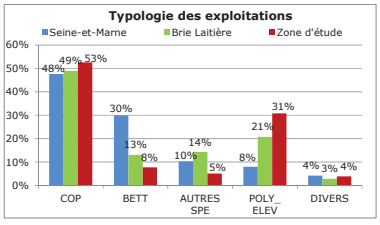
Ce territoire comprend des communes essentiellement rurales. La surface déclarée au titre de la Politique Agricole Commune (PAC) est de 8 250 ha en moyenne sur les années 2008 à 2012. Ce territoire est caractérisé par la forte proportion de céréales et de maïs. Le pourcentage de culture d'hiver est de 56 %. Ce chiffre est la conséquence d'une sole importante en Blé d'hiver et colza d'hiver sur ce secteur.



2.2 Typologie des exploitations agricoles

Environ 78 agriculteurs ont leur siège d'exploitation sur le territoire.

On constate que la part d'exploitations de type COP Céréales-oléo-protéagineux est très importante en lien avec la forte proportion de cultures d'hiver sur la zone, et la faible présence d'exploitations betteravières (le type BETT correspond aux exploitations de grandes cultures qui ont plus de 10% dans leur assolement).



Par ailleurs, on peut noter la présence d'exploitations d'élevage dans cette zone.

2.3 Analyse des pratiques agricoles (DAEG)

Sur les 11 communes concernées par la zone d'action, 25 DAE-G ont été réalisés depuis 2007. Ils concernent les campagnes allant de 2007 à 2011 sachant que certaines années sont faiblement représentées (2008 et 2010).

Ces exploitations sont en grande majorité en grande culture avec une majorité de type COP dans l'échantillon (66%). Les assolements pratiqués par ces exploitations sont représentatifs des pratiques locales.

Afin de comparer les pratiques, des indicateurs sont calculés pour chaque culture. Globalement, les cultures d'automne présentent des risques de transfert élevés en raison d'applications à des périodes où la couverture du sol est considérée comme trop faible.

Pour les cultures de printemps, les risques dépendent principalement des produits utilisés ; notamment sur betteraves où le nombre de produits phytosanitaires épandus est important (exigence de la filière d'avoir des parcelles propres vis-à-vis des adventices).

Dans le cadre du diagnostic, les IFT ont été calculés par exploitation sur l'ensemble de la SAU sur la base de l'ancienne méthode de calcul.
La nouvelle référence territoriale sur «VALLE DU PETIT MORIN » est de 2,10 pour les herbicides et de 4,20 pour les hors herbicides.

Les pratiques phytosanitaires varient fortement selon les cultures. Certaines cultures présentent des IFT hors herbicides plus élevés en raison d'un nombre de traitement insecticide plus élevé. Ces traitements comptent généralement pour 1 dans l'IFT car les réductions de dose ne se pratiquent pas pour ces produits, pour des raisons de pérennité des matières actives. C'est le cas du colza et des féveroles qui nécessitent une attention particulière sur les parasites en culture.

On note également une forte variabilité de pratique sur blé en raison d'objectifs de qualité certainement très variables (culture sous contrat ou non). Concernant les herbicides, c'est la culture de betterave qui présente les IFT les plus élevés d'une sensibilité à la concurrence des adventices plus élevée sur cette culture.

Pour les autres cultures, la majorité des exploitations présentent des IFT proches de la moyenne de l'échantillon.

2.4 Enjeu Biodiversité

2.4.1 Le site Natura 2000 Petit Morin

Le Petit Morin prend sa source dans la Brie champenoise. C'est un cours d'eau sinueux, à régime torrentiel, situé dans une vallée agricole pour sa partie classée au titre de Natura 2000. C'est un affluent rive gauche de la Marne. Il prend sa source au niveau du marais de Saint-Gond (département de la Marne). Il se jette dans la Marne après avoir parcouru 91 km sur 3 départements (Marne, Aube et Seine-et-Marne). Le Petit Morin est un cours d'eau de seconde catégorie piscicole, classé cours d'eau à poissons migrateurs.

Le site a été désigné par arrêté ministériel le 13 avril 2007. Il s'étend sur un linéaire de 23 km de cours d'eau, uniquement compris dans la partie seine-et-marnaise du Petit Morin, entre les lieux dits de « La Couarde » à Verdelot et des « Archets » à Saint-Cyr-sur-Morin.

Le site Natura 2000 "Le Petit Morin de Verdelot à Saint-Cyr-sur-Morin" abrite 2 espèces piscicoles et un habitat d'intérêt communautaire de la Directive "Habitat - Faune - Flore" :

- Le Chabot (*Cottus gobio*)
- La Lamproie de planer (*Lampetra planeri*)
- Rivières des étages planitiaires à montagnard avec végétation de *Ranunculion fluitantis* et du Callitricho-Batrachion (3260)

La partie de la rivière Petit Morin située en zone Natura 2000 est considérée comme un spot parmi les plus importants d'Ile-de-France pour la préservation du Chabot et de la Lamproie de planer. Ces deux espèces sont caractéristiques des eaux courantes, limpides, peu profondes et bien oxygénées et figurent à l'annexe II de la Directive « Habitat Faune Flore ». (cf annexe : fiches synthétiques des espèces et habitat du site).

2.4.2 Le Sonneur à ventre jaune

Depuis 2013, la SNPN mène un programme en faveur du Sonneur à ventre jaune (Bombina variegata) en vallée du Petit Morin. Les trois saisons de prospections ont permis d'identifier 118 individus différents de sonneur à ventre jaune sur l'ensemble de la vallée du Petit Morin. Cependant, les estimations indiqueraient une population de 168 individus +/- 33 individus sur la vallée. Cette population de Sonneur à ventre jaune, découverte en 2005 par S. Rossi, utilise comme habitat principalement des ornières et des mares situées en prairie pâturée.

La vallée du Petit Morin reste le seul secteur connu, hormis le site Natura 2000 du « Bois des Réserves, des Usages et de Montgé », à abriter une population de Sonneur à ventre jaune dans la partie nord-est du département de la Seine-et-Marne. Cette vallée est favorable au développement de l'espèce. Elle constitue l'un des derniers bastions de l'élevage en prairies de la région Île-de-France. L'alternance de boisements et de prairies alliée à un réseau hydrographique très présent et un sol permettant la rétention de l'eau fournissent au Sonneur à ventre jaune les conditions requises pour effectuer son cycle vital.

Remarque : Les prairies de la vallée du Petit Morin abritent également deux autres espèces patrimoniales inscrites aux annexes II et IV de la Directive Habitats-Faune-Flore 2006/105/CE : le Triton crêté (présent dans les mares prairiales) et le Cuivré des marais (récemment découvert). Ainsi, les mesures prises en faveur du Sonneur à ventre jaune seront également bénéfiques à ces deux espèces.

Ainsi, sur ce territoire, l'objectif est de **sensibiliser les agriculteurs à des pratiques agricoles et à une gestion de leur territoire** pour répondre **aux enjeux de la qualité de l'eau** et de la préservation de la biodiversité en leur proposant de mettre en œuvre des mesures agro-environnementales et climatiques pour faciliter les changements de pratiques. Des mesures complémentaires, en lien avec des aménagements parcellaires peuvent par ailleurs allier **enjeux eau et enjeux biodiversité**.

3. LISTE DES MAEC PROPOSEES SUR LE TERRITOIRE VALLEE DU PETIT MORIN

Les financements prévisionnels des mesures peuvent être apportés par des crédits du ministère chargé de l'agriculture, de l'Agence de l'Eau Seine-et-Normandie, de la Région et du FEADER.

Zones d'Actions Prioritaires « enjeux Eau et Biodiversité » pour l'amélioration de la qualité de l'eau et la préservation de la biodiversité

Mesures de la famille phyto ouverte uniquement sur les communes à enjeu Eau.

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
Grandes cultures	IF_PEMO_GC02	Réduction du nombre de doses homologuées de 40 % pour les herbicides et de 50 % pour les hors herbicides	211,47 €/ha/an
Grandes cultures	IF_PEMO_GC03	Réduction du nombre de doses homologuées de 30 % pour les herbicides et de 35 % pour les hors herbicides	116,60 €/ha/an
Grandes cultures	IF_PEMO_GC04	Réduction du nombre de doses homologuées de 30 % pour les herbicides et de 50 % pour les hors herbicides	172,56 €/ha/an
Grandes cultures	IF_PEMO_GC05	Réduction du nombre de doses homologuées de 40% pour les herbicides et de 35 % pour les hors herbicides	155,51 €/ha/an
Surfaces en grandes cultures	IF_PEMO_HE15	Création et entretien de zones refuges pour la faune	390,94€/ha/an
Surfaces en grandes cultures	IF_PEMO_HE16	Création et entretien d'un couvert d'intérêt floristique et faunistique	600€/ha/an
Surfaces en grandes cultures	IF_PEMO_HE17	Amélioration d'un couvert déclaré en gel	160€/ha/an
Surfaces en grandes cultures	IF_PEMO_HE34	Création et entretien d'un couvert herbacé	412€/ha/an
Surfaces en grandes cultures	IF_PEMO_HE31	Création et entretien d'un couvert herbacé	450€/ha/an
Surfaces en herbe	IF_PEMO_HE01	Entretien d'un couvert herbacé	130,57€/ha/an
Surfaces en grandes cultures	IF_PEMO_HE32	Création et gestion d'un couvert herbacé sans fertilisation avec ajustement de la pression de pâturage	450€/ha/an

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
Surfaces en grandes cultures	IF_PEMO_HE33	Création et gestion d'un couvert herbacé sans fertilisation avec retard de fauche au 31 juillet	450€/ha/an
Surfaces en herbe	IF_PEMO_HE02	Gestion d'un couvert herbacé sans fertilisation avec ajustement de la pression de pâturage	206,01€/ha/an
Surfaces en herbe	IF_PEMO_HE03	Gestion d'un couvert herbacé sans fertilisation avec retard de fauche au 31 juillet	353,43€/ha/an
Surfaces en herbe	IF_PEMO_ZH01	Gestion des milieux humides et absence de fertilisation	250,57€/ha/an
Haie	IF_PEMO_HA01	Entretien de haie	0,36€/ml/an
Arbres ou alignement d'arbres	IF_PEMO_AR01	Entretien d'arbres isolés ou en alignements	7,92/arbre/an
Ripisylves	IF_PEMO_RI01	Entretien de ripisylves	1,01€/ml/an
Bosquets	IF_PEMO_BO01	Entretien de bosquets	145,85€/ha/an
Talus	IF_PEMO_TL01	Entretien mécanique de talus enherbés	0,42€/ml/an
Fossés	IF_PEMO_FO01	Entretien de fossés et rigoles de drainage (hors cours d'eau et ouvrages maçonnés)	1,29€/ml/an
Mare ou plan d'eau	IF_PEMO_PE01	Restauration et/ou entretien de mares et plans d'eau	81,26€/mare/an

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire «VALLEE DU PETIT MORIN »

4. MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Vous ne pouvez vous engager dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire que si votre engagement sur ce territoire représente, au total, un **montant annuel supérieur ou égal à 300 €.**

Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de votre demande d'engagement, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs qui sont précisées dans la notice d'aide de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, votre demande devra être modifiée.

5. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

*Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.*

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

6. COMMENT REMPLIR LES FORMULAIRES D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

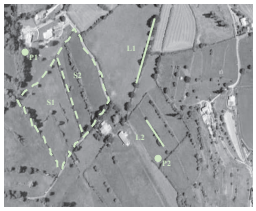
Pour vous engager en 2016 dans une nouvelle MAEC, vous devez obligatoirement remplir les documents ci-après et les adresser à la DDT avec votre dossier de déclaration de surface avant le 15 juin 2016.

Les modalités de dépôt des demandes MAEC sont disponibles sous TELEPAC :

- *Liste générale : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/html/public/aide/formulaires-2016.html*
- *Modalités spécifiques aux MAEC : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/pdf/tas/2016/Dossier-PAC-2016_notice_MAEC-MAE-AB.pdf*

6.1 Le registre parcellaire graphique

Pour déclarer des **éléments surfaciques** engagés dans une MAEC (GC02, GC03, GC04, GC05, HE15, HE16, HE17, HE34, HE31, HE01, HE02, HE03, HE32, HE33, BO1), vous devez dessiner, sur l'exemplaire du RPG que vous renverrez à la DDT, les surfaces que vous souhaitez engager dans chacune des MAEC proposées. Chaque élément surfacique engagé doit correspondre à une parcelle numérotée. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

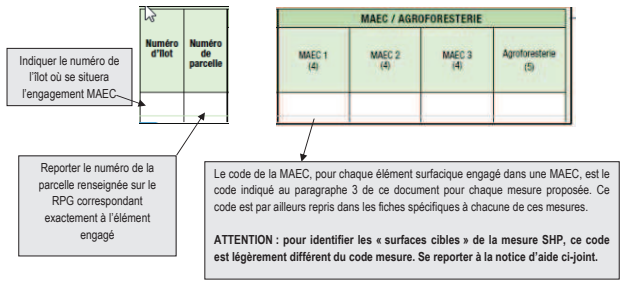


Pour déclarer des **éléments linéaires** engagés dans une MAEC (HA01, RI01, TL01, FO01), vous devez également dessiner d'un trait les éléments linéaires (ex : haies, ripisylves, talus, fossés ou bandes refuge) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Pour déclarer des **éléments ponctuels** engagés dans une MAEC (AR1, PE1), vous devez également localiser sur le RPG papier les éléments ponctuels (ex : mares ou arbres isolés) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

6.2 Le formulaire « Registre Parcellaire Graphique - Descriptif des parcelles »

Ce formulaire doit être rempli pour déclarer les éléments surfaciques engagés en MAEC.



Cet écran vous permet de consulter toutes vos parcelles déclarées et de vérifier les informations concernant la demande d'engagement en MAEC.

6.3 Le formulaire « Registre parcellaire – Descriptif des éléments MAEC linéaires et ponctuels »

Ce formulaire doit être rempli pour chaque élément linéaire ou ponctuel que vous souhaitez engager en MAEC et que vous avez localisé sur le feuillet RPG. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

A la rubrique « MAEC 2015-2020 / MAE 2007-2013 », vous devez cocher « oui » sur la ligne correspondant aux MAEC de la programmation 2015-2020. »

6.4 Le formulaire « Demande d'aides (Premier pilier – ICHN - MAEC - BIO – Assurance récolte) »

Vous devez cocher, à la rubrique « ICHN – MAEC –BIO », la case Mesure agroenvironnementale et climatique, et déclarer en cochant la case correspondante :

☒ « m'engager dans une MAEC de la programmation 2015-2020 ».

7. CONTACTS

Coordinateur agricole : Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne
418 rue Aristide Briand – 77350 LE MEE SUR SEINE
Correspondant : **Milène GRAPPERON**
01 64 79 30 75
milene.grapperon@seine-et-marne.chambagri.fr

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de Seine-et-Marne

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure «MAEC Eau 40 -50» «IF_PEMO_GC02»

du territoire « VALLEE DU PETIT MORIN »

Campagne 2016

Liste des mesures unitaires engagées : PHYTO_01
PHYTO_04
PHYTO_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise la préservation de la qualité des masses d'eau par la réduction progressive de 40% des herbicides et de 50 % des hors herbicides évaluée au travers d'un Indicateur de Fréquence de Traitement (IFT). L'ensemble des applications de produits phytosanitaires réalisés à la parcelle est pris en compte (y compris celles réalisées le cas échéant en interculture). Cette mesure répond aux enjeux du territoire «Vallée du Petit Morin », pour accompagner le changement des pratiques agricoles afin de lutter contre les pollutions par les produits phytosanitaires.
L'IFT représente le nombre de doses homologuées épandues par parcelle et reflète donc l'intensité d'utilisation des produits phytosanitaires.
Cette mesure suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternatives, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux produits phytosanitaires à l'échelle de la rotation et surtout de l'itinéraire technique. Cette stratégie de réduction est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes, en relation avec son conseiller habituel. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 211,47 € par hectare engagé** est versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1- Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020, doivent être respectées.

Pour être éligible, le demandeur doit réaliser **un diagnostic global d'exploitation** afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.
Le diagnostic d'exploitation à réaliser est le **Diagnostic Agro-Environnemental Géographique (DAEG)** adapté au contexte de Seine-et-Marne, proposé par la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne. Cette méthode a été élaborée par Agro-Transfert et ses partenaires dans le cadre d'un programme de recherche et développement financé par le Conseil régional de Picardie et l'ADEME.
Cet outil a été choisi car il a été retenu par l'ensemble des acteurs agricoles, réunis au sein du Conseil Environnemental 77, afin d'avoir la même analyse des pratiques vis-à-vis de l'environnement.
Il est structuré en 7 enjeux : Eau, Sol, Air, Biodiversité, Nuisance au voisinage, Energie, Déchets.
L'accent est mis tout particulièrement sur le module Eau qui établit les risques de pollution des eaux, à la fois par les nitrates et les phytosanitaires.
Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement **avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année de l'engagement**. Le diagnostic (date de la convention de réalisation du DAEG) datant **de moins de 3 ans est valable**. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre.

3.2- Conditions relatives aux éléments engagés « IF_PEMO_GC02 »

Cultures éligibles Les surfaces éligibles sont les grandes cultures, c'est-à-dire les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.

Seuil de contractualisation : au moins 50 % des surfaces de l'exploitation couvertes par les cultures éligibles situées sur le territoire.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Concernant les contrats de réengagement : Une priorité sera notamment donnée aux exploitants qui se réengagent sur au moins 85 % des surfaces engagées dans le contrat précédent en MAE -40 -50 et que 50 % de la surface éligible reste engagée.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à la demande d'engagement et au respect des obligations doivent être conservés sur l'exploitation pendant toute la durée de l'engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PEMO_GC02 » sont décrites ci-dessous.

- **Suivre une formation** agréée au niveau régional au cours des deux années suivant l'engagement ou lors de la campagne précédant l'engagement d'une durée minimale de 3 jours. Le contenu de formation doit porter sur une filière particulière en fonction du type de couvert sur lequel porte l'engagement et aborder obligatoirement les thèmes suivants :
  - Identification des enjeux sanitaires, agronomiques, économiques et environnementaux liés à l'utilisation des produits phytosanitaires ;
  - Reconnaissance des principaux ravageurs, adventices et maladies de la filière considérée au niveau régional ;
  - Seuils de nuisibilité économiquement acceptables et décision de traitement ;
  - Choix du produit, en tenant compte de la dangerosité et des risques qu'il présente, intégrant la prévention de l'apparition de résistances et le respect de la faune auxiliaire ; optimisation de la dose d'application ;
  - Optimisation des conditions d'application (périodes, respect de la zone non traitée, limitation de la dérive, réglage du pulvérisateur) ;
  - Enregistrement des pratiques culturales, calcul du nombre de doses homologuées à partir de cet enregistrement et analyse des résultats par usage prépondérant.

La Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne, structure agréée Organisme de formation, propose annuellement des formations dont le contenu répond aux cahiers des charges des MAEC.

- **Réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement)** avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional (contacter la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne) d'une durée minimale d'une journée comprenant les deux volets suivants :

Volet « intensité du recours aux produits phytosanitaires » :

- calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une opération agroenvironnementale zonée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation ;
- analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité définis, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements au regard des données d'observation parcellaire enregistrées ;
- formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

Un abonnement à un bulletin technique (ex : Info.plaine) est préconisé.

Volet « substances à risque » :

- identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances, fournie par le SRAL, dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction ;
- formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

- **Respecter l'IFT maximal fixé par année d'engagement sur l'ensemble des parcelles engagées défini dans les tableaux suivants :**

Se reporter à l'annexe IFT niveau 2 (en fin de document)

- **Respecter l'IFT de référence herbicide et hors herbicide du territoire à partir de la deuxième année sur les parcelles non engagées.**

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversement de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contre-partie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou depuis moins d'un an au 15 mai de l'année de la demande d'engagement	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agréée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale	Totale
Respect d'une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation) dans la	Visuel et mesurage	Néant	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contre-partie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
surface totale engagée inférieure à 30 %					
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides (Cf annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[1] + Feuille de calcul de l'IFT « herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[2]
Respect de l'IFT « herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles en grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Respect de l'IFT « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides (Cf. Annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[1] + Feuille de calcul de l'IFT « hors-herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[2]
Respect de l'IFT « hors-herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles de grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attes-	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contre-partie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
ans de l'engagement	réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	tation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)			

1 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

2 **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale**

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

ileDeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de Seine-et-Marne

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure «MAEC Eau réduction réduite 30 -35» «IF_PEMO_GC03»

du territoire « VALLEE DU PETIT MORIN »

Campagne 2016

Listes des mesures unitaires engagées : PHYTO_01
PHYTO_14
PHYTO_15

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise la préservation de la qualité des masses d'eau par la réduction progressive de 30 % des herbicides et de 35 % des hors herbicides évaluée au travers d'un Indicateur de Fréquence de Traitement (IFT). L'ensemble des applications de phytosanitaires réalisées à la parcelle est pris en compte (y compris celles réalisées le cas échéant en interculture). Cette mesure répond aux enjeux du territoire de « Vallée du Petit Morin », pour accompagner le changement de pratique agricoles afin de lutter contre les pollutions par les produits phytosanitaires.

L'IFT représente le nombre de doses homologuées épandues par parcelle et reflète donc l'intensité d'utilisation des pesticides.

Cette mesure suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternatives, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux produits phytosanitaires à l'échelle de la rotation et surtout de l'itinéraire technique. Cette stratégie de réduction est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes, en relation avec son conseiller habituel. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 116,60 € par hectare engagé** est versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1- Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

- Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

- Pour être éligible, le demandeur doit réaliser **un diagnostic global d'exploitation** afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.

Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic d'exploitation à réaliser est le **Diagnostic Agro-Environnemental Géographique (DAEG)** adapté au contexte de Seine-et-Marne, proposé par la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne. Cette méthode a été élaborée par Agro-Transfert et ses partenaires dans le cadre d'un programme de recherche et développement financé par le Conseil régional de Picardie et l'ADEME.

Cet outil a été choisi car il a été retenu par l'ensemble des acteurs agricoles, réunis au sein du Conseil Environnemental 77, afin d'avoir la même analyse des pratiques vis-à-vis de l'environnement.

Il est structuré en 7 enjeux : Eau, Sol, Air, Biodiversité, Nuisance au voisinage, Energie, Déchets.

L'accent est mis tout particulièrement sur le module Eau qui établit les risques de pollution des eaux, à la fois par les nitrates et les phytosanitaires.

Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement **avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année de l'engagement**. Le diagnostic (date de la convention de réalisation du DAEG) datant **de moins de 3 ans est valable**. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre.

- Autre condition d'éligibilité spécifique à la mesure « IF_PEMO_GC03 » :

avoir un IFT herbicide et hors herbicide moyen d'exploitation sur les 2 années précédant l'engagement **supérieur à 100 % de la référence territoriale**.

3.2- Conditions relatives aux éléments engagés « IF_PEMO_GC3 »

Cultures éligibles Les surfaces éligibles sont les grandes cultures, c'est-à-dire les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.

Seuil de contractualisation : au moins 50 % des surfaces de l'exploitation couvertes par les cultures éligibles situées sur le territoire.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

Concernant les contrats de réengagement : Une priorité sera notamment donnée aux exploitants qui se réengagent sur au moins 85 % des surfaces engagées dans le contrat précédent en MAE et que 50 % de la surface éligible reste engagée.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PEMO_GC03 » sont décrites ci-dessous.

- **Suivre une formation** agréée au niveau régional au cours des 2 années suivant l'engagement ou lors de la campagne précédant l'engagement d'une durée minimale de 3 jours. Le contenu de formation doit porter sur une filière particulière en fonction du type de couvert sur lequel porte l'engagement et aborder obligatoirement les thèmes suivants :

  - Identification des enjeux sanitaires, agronomiques, économiques et environnementaux liés à l'utilisation des pesticides ;
  - Reconnaissance des principaux ravageurs, adventices et maladies de la filière considérée au niveau régional ;
  - Seuils de nuisibilité économiquement acceptables et décision de traitement ;
  - Choix du produit, en tenant compte de la dangerosité et des risques qu'il présente, intégrant la prévention de l'apparition de résistances et le respect de la faune auxiliaire ; optimisation de la dose d'application ;
  - Optimisation des conditions d'application (périodes, respect de la zone non traitée, limitation de la dérive, réglage du pulvérisateur) ;
  - Enregistrement des pratiques culturales, calcul du nombre de doses homologuées à partir de cet enregistrement et analyse des résultats par usage prépondérant.

La Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne, structure agréée Organisme de formation, propose annuellement des formations dont le contenu répond aux cahiers des charges des MAEC.

- **Réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement)** avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional (contacter la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne) d'une durée minimale d'une journée comprenant les deux volets suivants :

Volet intensité du recours aux produits phytosanitaires » :

- calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en nombre de doses homologuées de référence (la plus basse pour la culture) par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une opération agro-environnementale zonée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation ;
- analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements au regard des données d'observation parcellaire enregistrées ;
- formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux pro-

duits phytosanitaires pour ces usages ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

Un abonnement à un bulletin technique (ex : Info.plaine) est préconisé.

Volet « substances à risque » :

- identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction fournie par le SRAL (voir en annexe de la notice du territoire) ;
- formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année.

Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

- **Respecter l'IFT maximal fixé par année d'engagement sur l'ensemble des parcelles engagées défini dans les tableaux suivants :**

Se reporter à l'annexe IFT niveau 1 (en fin de document)

- **Respecter l'IFT de référence herbicide et hors herbicide du territoire à partir de la deuxième année sur les parcelles non engagées.**

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversement de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou depuis moins d'un an au 15 mai de l'année de la demande d'engagement	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agréée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale	Totale
Respect d'une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation) dans la surface totale engagée inférieure à 30 %	Visuel et mesurage	Néant	Réversible	Principale	Totale
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides (Cf. annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[1] + Feuille de calcul de l'IFT « herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[2]
Respect de l'IFT « herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles en grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Respect de l'IFT « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides (Cf. annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce pro-	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[1] + Feuille de calcul de l'IFT « hors-herbicides » + Factures d'achat de produits phytosani-	Réversible	Principale	A seuils[2]

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de l'IFT « hors-herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles de grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides	duit	taires	Réversible	Secondaire	A seuils
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale

1 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

2 **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale**

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de Seine-et-Marne

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure «MAEC Eau herbicide intermédiaire 30 - 50» «IF_PEMO_GC04»

du territoire « VALLEE DU PETIT MORIN »

Campagne 2016

Listes des mesures unitaires engagées : PHYTO_01
PHYTO_14
PHYTO_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise la préservation de la qualité des masses d'eau par la réduction progressive de 30% des herbicides et de 50 % des hors herbicides évaluée au travers d'un Indicateur de Fréquence de Traitement (IFT). L'ensemble des applications de pesticides réalisées à la parcelle est pris en compte (y compris celles réalisées le cas échéant en interculture). Cette mesure répond aux enjeux du territoire « Vallée du Petit Morin », pour accompagner le changement des pratiques agricoles afin de lutter contre les pollutions par les produits phytosanitaires.
L'IFT représente le nombre de doses homologuées épandues par parcelle et reflète donc l'intensité d'utilisation des pesticides.
Cette mesure suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternatives, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux produits phytosanitaires à l'échelle de la rotation et surtout de l'itinéraire technique. Cette stratégie de réduction est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes, en relation avec son conseiller habituel. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 172,56 € par hectare engagé** est versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1- Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation
- Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

- Pour être éligible, le demandeur doit réaliser **un diagnostic global d'exploitation** afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.
Le diagnostic d'exploitation à réaliser est le **Diagnostic Agro-Environnemental Géographique (DAEG)** adapté au contexte de Seine-et-Marne, proposé par la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne. Cette méthode a été élaborée par Agro-Transfert et ses partenaires dans le cadre d'un programme de recherche et développement financé par le Conseil régional de Picardie et l'ADEME.
Cet outil a été choisi car il a été retenu par l'ensemble des acteurs agricoles, réunis au sein du Conseil Environnemental 77, afin d'avoir la même analyse des pratiques vis-à-vis de l'environnement.
Il est structuré en 7 enjeux : Eau, Sol, Air, Biodiversité, Nuisance au voisinage, Energie, Déchets.
L'accent est mis tout particulièrement sur le module Eau qui établit les risques de pollution des eaux, à la fois par les nitrates et les phytosanitaires.

Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement **avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année de l'engagement**. Le diagnostic (date de la convention de réalisation du DAEG) datant **de moins de 3 ans est valable**. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre.

- Autre condition d'éligibilité spécifique à la mesure « IF_PEMO_GC04 » :
  - avoir un IFT herbicide moyen d'exploitation sur les 2 années précédant l'engagement **supérieur à 100 % de la référence territoriale**.

3.2- Conditions relatives aux éléments engagés « IF_PEMO_GC04 »
Cultures éligibles Les surfaces éligibles sont les grandes cultures, c'est-à-dire les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.
Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.
Seuil de contractualisation : au moins 50 % des surfaces de l'exploitation couvertes par les cultures éligibles situées sur le territoire.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Concernant les contrats de réengagement : Une priorité sera notamment donnée aux exploitants qui se réengagent sur au moins 85 % des surfaces engagées dans le contrat précédent en MAE Renforcée et que 50 % de la surface éligible reste engagée.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PEMO_GC04 » sont décrites ci-dessous.

- **Suivre une formation** agréée au niveau régional au cours des 2 années suivant l'engagement ou lors de la campagne précédant l'engagement d'une durée minimale de 3 jours. Le contenu de formation doit porter sur une filière particulière en fonction du type de couvert sur lequel porte l'engagement et aborder obligatoirement les thèmes suivants :

  - Identification des enjeux sanitaires, agronomiques, économiques et environnementaux liés à l'utilisation des pesticides ;
  - Reconnaissance des principaux ravageurs, adventices et maladies de la filière considérée au niveau régional ;
  - Seuils de nuisibilité économiquement acceptables et décision de traitement ;
  - Choix du produit, en tenant compte de la dangerosité et des risques qu'il présente, intégrant la prévention de l'apparition de résistances et le respect de la faune auxiliaire ; optimisation de la dose d'application ;
  - Optimisation des conditions d'application (périodes, respect de la zone non traitée, limitation de la dérive, réglage du pulvérisateur) ;
  - Enregistrement des pratiques culturales, calcul du nombre de doses homologuées à partir de cet enregistrement et analyse des résultats par usage prépondérant.

La Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne, structure agréée Organisme de formation, propose annuellement des formations dont le contenu répond aux cahiers des charges des MAEC (voir en annexe de la notice du territoire).

- **Réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement)** avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional (voir en annexe de la notice du territoire ou contacter la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne) d'une durée minimale d'une journée comprenant les deux volets suivants :

Volet intensité du recours aux produits phytosanitaires » :

- calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une opération agro-environnementale zonée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation ;
- analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements au regard des données d'observation parcellaire enregistrées ;
- formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

Un abonnement à un bulletin technique (ex : Info.plaine) est préconisé.

Volet « substances à risque » :

- identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances, fournie par le SRAL, dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction (voir en annexe de la notice du territoire) ;
- formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

- **Respecter l'IFT maximal fixé par année d'engagement sur l'ensemble des parcelles engagées défini dans les tableaux suivants :**

Se reporter à l'annexe IFT niveau 1 pour les herbicides, niveau 2 pour le hors herbicide (en fin de document)

- **Respecter l'IFT de référence herbicide et hors herbicide du territoire à partir de la deuxième année sur les parcelles non engagées.**

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversement de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou depuis moins d'un an au 15 mai de l'année de la demande d'engagement	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agréée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contre-	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de	Gravité	
Respect d'une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation) dans la surface totale engagée inférieure à 30 %	Visuel et mesurage	Néant	Réversible	Principale	Totale
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides (cf. annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[1] + Feuille de calcul de l'IFT « herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[2]
Respect de l'IFT « herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles en grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Respect de l'IFT « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides (cf. cf. annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[1] + Feuille de calcul de l'IFT « hors-herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[2]
Respect de l'IFT « hors-herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles de grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils

Obligations du cahier des charges à respecter en contre-	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de	Gravité	
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale

1 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

2 **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale**

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de Seine-et-Marne

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure «MAEC Eau hors herbicide intermédiaire 40 -35» «IF_PEMO_GC05»

du territoire « VALLEE DU PETIT MORIN »

Campagne 2016

Listes des mesures unitaires engagées : PHYTO_01
PHYTO_04
PHYTO_15

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise la préservation de la qualité des masses d'eau par la réduction progressive de 40 % des herbicides et de 35 % des hors herbicides évaluée au travers d'un Indicateur de Fréquence de Traitement (IFT). L'ensemble des applications de pesticides réalisées à la parcelle est pris en compte (y compris celles réalisées le cas échéant en interculture). Cette mesure répond aux enjeux du territoire « Vallée du Petit Morin », pour accompagner le changement des pratiques agricoles afin de lutter contre les pollutions par les produits phytosanitaires.
L'IFT représente le nombre de doses homologuées épandues par parcelle et reflète donc l'intensité d'utilisation des pesticides.
Cette mesure suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternatives, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux produits phytosanitaires à l'échelle de la rotation et surtout de l'itinéraire technique. Cette stratégie de réduction est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes, en relation avec son conseiller habituel. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 155,51 € par hectare engagé** est versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1- Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation
- Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

- Pour être éligible, le demandeur doit réaliser **un diagnostic global d'exploitation** afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.
Le diagnostic d'exploitation à réaliser est le **Diagnostic Agro-Environnemental Géographique (DAEG)** adapté au contexte de Seine-et-Marne, proposé par la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne. Cette méthode a été élaborée par Agro-Transfert et ses partenaires dans le cadre d'un programme de recherche et développement financé par le Conseil régional de Picardie et l'ADEME.
Cet outil a été choisi car il a été retenu par l'ensemble des acteurs agricoles, réunis au sein du Conseil Environnemental 77, afin d'avoir la même analyse des pratiques vis-à-vis de l'environnement.
Il est structuré en 7 enjeux : Eau, Sol, Air, Biodiversité, Nuisance au voisinage, Energie, Déchets.
L'accent est mis tout particulièrement sur le module Eau qui établit les risques de pollution des eaux, à la fois par les nitrates et les phytosanitaires.

Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement **avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année de l'engagement**. Le diagnostic (date de la convention de réalisation du DAEG) datant **de moins de 3 ans est valable**. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre.

- Autre condition d'éligibilité spécifique à la mesure « IF_PEMO_GC05 » :
avoir un IFT hors herbicide moyen d'exploitation sur les 2 années précédant l'engagement **supérieur à 100 % de la référence territoriale** ;

3.2- Conditions relatives aux éléments engagés « IF_PEMO_GC05»
Cultures éligibles Les surfaces éligibles sont les grandes cultures, c'est-à-dire les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.
Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.
Seuil de contractualisation : au moins 50 % des surfaces de l'exploitation couvertes par les cultures éligibles situées sur le territoire.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Concernant les contrats de réengagement : Une priorité sera notamment donnée aux exploitants qui se réengagent sur au moins 85 % des surfaces engagées dans le contrat précédent en MAE - Renforcée et que 50 % de la surface éligible reste engagée.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PEMO_GC05 » sont décrites ci-dessous.

- **Suivre une formation** agréée au niveau régional au cours des deux années suivant l'engagement ou lors de la campagne précédant l'engagement d'une durée minimale de 3 jours. Le contenu de formation doit porter sur une filière particulière en fonction du type de couvert sur lequel porte l'engagement et aborder obligatoirement les thèmes suivants :

  - Identification des enjeux sanitaires, agronomiques, économiques et environnementaux liés à l'utilisation des pesticides ;
  - Reconnaissance des principaux ravageurs, adventices et maladies de la filière considérée au niveau régional ;
  - Seuils de nuisibilité économiquement acceptables et décision de traitement ;
  - Choix du produit, en tenant compte de la dangerosité et des risques qu'il présente, intégrant la prévention de l'apparition de résistances et le respect de la faune auxiliaire ; optimisation de la dose d'application ;
  - Optimisation des conditions d'application (périodes, respect de la zone non traitée, limitation de la dérive, réglage du pulvérisateur) ;
  - Enregistrement des pratiques culturales, calcul du nombre de doses homologuées à partir de cet enregistrement et analyse des résultats par usage prépondérant.

La Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne, structure agréée Organisme de formation, propose annuellement des formations dont le contenu répond aux cahiers des charges des MAEC (voir en annexe de la notice du territoire).

- **Réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement)** avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional (voir en annexe de la notice du territoire ou contacter la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne) d'une durée minimale d'une journée comprenant les deux volets suivants :

Volet intensité du recours aux produits phytosanitaires » :

  - calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une opération agroenvironnementale zonée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation ;
  - analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements au regard des données d'observation parcellaire enregistrées ;

  - formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

Un abonnement à un bulletin technique (ex : Info.plaine) est préconisé.

Volet « substances à risque » :

  - identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances, fournie par le SRAL, dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction (voir en annexe de la notice du territoire) ;
  - formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

- **Respecter l'IFT maximal fixé par année d'engagement sur l'ensemble des parcelles engagées défini dans les tableaux suivant :**

IFT « herbicide » référence : **1,73**
Les prairies temporaires et le gel sans production intégrés dans une rotation des cultures sont éligibles. Les surfaces en prairie permanente ne sont pas éligibles.
Se reporter à l'annexe IFT niveau 2 pour les herbicides, niveau 1 pour les hors herbicides (en fin de document)

- **Respecter l'IFT de référence herbicide et hors herbicide du territoire à partir de la deuxième année sur les parcelles non engagées.**

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversement de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contre-partie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou depuis moins d'un an au 15 mai de l'année de la demande d'engagement	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agréée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale	Totale
Respect d'une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation) dans la surface totale engagée inférieure à 30 %	Visuel et mesurage	Néant	Réversible	Principale	Totale
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides (cf annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[1] + Feuille de calcul de l'IFT « herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[2]
Respect de l'IFT « herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles en grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Respect de l'IFT « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides (cf. annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[1] + Feuille de calcul de l'IFT « hors-herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[2]

Obligations du cahier des charges à respecter en contre-partie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de l'IFT « hors-herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles de grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale

1 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

2 **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale**

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien de zones refuges pour la faune » « IF_PEMO_HE15 »

du territoire « VALLEE DU PETIT MORIN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont de renforcer la biodiversité fonctionnelle et de participer à la reconquête de la qualité de l'eau en diminuant l'utilisation d'intrants.

Cette opération vise prioritairement à limiter le développement des bio-agresseurs des cultures et l'intensité d'utilisation des produits phytosanitaires, en aménageant un maillage de zones de régulation écologique (ZRE) composées de bandes enherbées ou de jachères, si possible en continuité avec d'autres éléments paysagers présents sur le parcellaire (haies, bosquets, ...). Ces zones de régulation écologique constituent des réservoirs d'auxiliaires des cultures, dont l'efficacité est accrue par la limitation de la taille des parcelles culturales bordées par les ZRE.

En effet, les ZRE devant être localisées en rupture de parcelles culturales ou entre deux parcelles culturales contiguës de taille limitée, les auxiliaires peuvent agir au cœur des parcelles culturales et réduire ainsi la pression des ravageurs sur les cultures. La localisation de ces ZRE devra être cohérente avec le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et les Trames vertes et bleues (TVB).

Ces zones constituent plus généralement des zones refuges pour l'ensemble de la petite faune de plaine, dans un objectif de préservation de la biodiversité.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 390,94 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), les cultures pérennes ou qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie »** ou en **« jachère »**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles :**
  - **Largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m** pour chaque ZRE
  - Les ZRE doivent être **implantées :**
    - **entre 2 parcelles culturales contiguës ou en rupture de parcelles culturales**, de manière à ce que la taille des parcelles culturales n'excède pas 15 ha au maximum et que la distance entre deux ZRE n'excède pas 300 m.
    - **Dans la continuité d'autres éléments du paysage** (haies, talus, fossés, lisières de bois et bosquets…). Ces éléments constituent des ZRE naturelles, qui pourront être renforcées par la création de bandes herbacées d'une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m.
  - Respecter la **taille maximale de 15 ha** de chaque **parcelle culturale** bordée d'une ZRE.
- **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

- **Couvert éligible** (non récoltés) :
  - **Liste d'espèces autorisées en jachère ou en prairies**
  - **Liste d'espèces ci-dessous (pur ou en mélange)**
  - **C**ultures cynégétiques
  - Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

AUTRES
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Phacélie
- Radis fourrager

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PEMO_HE15 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - Absence d'intervention mécanique du **1er mai au 31 juillet** pour les couverts en place.
- Récolte **INTERDITE**

- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement **:** type d'interventions, localisation, date, outils

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place une ou plusieurs ZRE localisées de façon pertinente, en fonction du diagnostic de territoire et/ou d'exploitation (distance maximale entre deux ZRE de 300m)	Sur place : visuel et documentaire	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation	Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respecter une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m pour chaque ZRE	Sur place		Réversible	Principale	A seuil : écart de largeur en anomalie
Respecter la taille maximale de 15 hectares de chaque parcelle culturale bordée d'une ZRE.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Mettre en place les couverts autorisés sur les ZRE : *cf : liste d'espèces ci-dessus* ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Factures d'achat de semis selon les cas, et cahier d'enregistrement	Réversible	Principale	Totale
Enregistrer les interventions d'entretien sur les ZRE	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'intervention mécanique sur les ZRE du 1er mai au 31 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et programme de travaux d'entretien et éventuelles factures (si prestations)	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'avance/de retard (5 / 10 / 15 jours)
Respecter l'interdiction de traitement phytosanitaire sur les ZRE	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respecter la localisation initiale de la ZRE	Administratif et sur place		Définitif	Principale	Totale
Respecter la l'interdiction des apports azotés (minéral et organique)	Sur place : documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- à la date d'engagement, c'est-à-dire au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert d'intérêt faunistique ou floristique » « IF_PEMO_HE16 »

du territoire « VALLEE DU PETIT MORIN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure: COUVER_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de remplacer des surfaces cultivées en grandes cultures par un couvert favorable :

- aux oiseaux de plaine à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
- aux insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Il s'agit ainsi de créer ce type de couvert sur des surfaces supplémentaires par rapport aux couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 600,00 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles :** surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), les cultures pérennes ou qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

  Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implantée, la parcelle devra être déclarée avec le code correspondant au couvert mis en place.

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - Parcelles **entières :** minimum 10 ares
  - Bandes : minimum 10 m de large**, (le cas échéant, 10 m en moyenne sur la longueur de la bande)**

- **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**.

- **Couvert éligible :** (non récolté et non pâturé)

À sélectionner en fonction des exigences biologiques des espèces à préserver

- **Cultures annuelles à fort intérêt**
- **Mélange graminées-légumineuses**
- **Légumineuses**
- **Cultures cynégétiques**
- **Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures (plantes messicoles notamment)**

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien
- Autres graminées à valider lors du diagnostic

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne
- Autres légumineuses à valider lors du diagnostic

AUTRES
- Achillée millefeuille
- Avoine
- Bleuet des champs
- Carotte sauvage
- Centaurée jacée
- Chicorée sauvage
- Compagnon rouge / Silène dioïque
- Cumin des prés
- Marguerite
- Mauve sylvestre
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Onagre bisannuelle
- Phacélie
- Radis fourrager
- Sarrasin
- Sauge des prés
- Tanaisie en corymbe
- Autres plantes à valider lors du diagnostic

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

Couverts mellifères recommandés pour insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures :
(*Mélanges commerciaux*)

Couvert "Seda-miel 1" :
(sol acide frais – pH < 6,5)
- Mélilot 30 %
- Lotier corniculé 20 %
- Trèfle hybride 15 %
- Trèfle d'Alexandrie 15 %
- Trèfle violet 10 %
- Phacélie 10 %

Couvert "Seda-miel 2" :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)
- Sainfoin 60 %
- Mélilot 25 %
- Trèfle violet 5 %

- Minette 5 %
- Phacélie 5 %

Couvert "Pronectar TP " :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)
- Sainfoin 60 %
- Mélilot 10 %
- Trèfle de Perse 10 %
- Trèfle violet 10 %
- Phacélie 10 %

Couvert "Méliflore 1" :
(sol acide frais – pH < 6,5)
- Trèfle hybride 45 %
- Trèfle violet 30 %
- Trèfle blanc 10 %
- Trèfle d'Alexandrie 10 %
- Phacélie 5 %

Couvert "Méliflore 2" :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)
- Sainfoin 60 %
- Mélilot 20 %
- Trèfle violet 10 %
- Minette 5 %
- Phacélie 5 %

Couvert "Prochasse" :
- Ray-grass Anglais 30 %
- Trèfle violet 30 %
- Trèfle de Perse 20 %
- Phacélie 20 %

Couvert "biodiversité" :
- Achillée millefeuille
- Avoine
- Cumin des prés
- Bleuet des champs
- Centaurée jacée
- Chicorée sauvage
- Carotte sauvage
- Sarrasin
- Marguerite
- Lotier corniculé
- Mauve sylvestre
- Onagre bisannuelle
- Sainfoin
- Phacélie
- Sauge des prés
- Compagnon rouge / Silène dioïque
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Tanaisie en corymbe

Couverts cynégétiques :
(Exemple de couverts soumis à variation selon les exigences biologiques des espèces et les types de sols)
- Millet – sarrasin – moha – navette
- Avoine – choux – sarrasin
- Dactyle – trèfle violet
- Dactyle – luzerne
- Chou fourrager – fétuque des prés
- Vesce – avoine
- Seigle fourrager – vesce
- Mélilot
- Millet – sorgho
- Seigle forestier – trèfle sp.
- Maïs – millet
- Maïs – sarrasin
- Maïs – sorgho
- Maïs – avoine
- Chou – moha – sarrasin
- Tournesol – pois
- Tournesol – féveroles
- Tournesol – sorgho
- Tournesol – chou fourrager
- Tournesol – moutarde

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PEMO_HE16 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **Récolte et pâturage INTERDITS**
  - Absence d'intervention mécanique du **15 avril au 15 janvier** de l'année suivante pour les couverts en place.

- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

Toutefois afin de permettre une bonne implantation des couverts, il n'est permis de fertiliser que lors des premiers stades de développement du couvert.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : *(cf. liste d'espèces ci-dessus)* ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou parcelles entières minimum de 0,10 ha	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 15 avril et le 15 janvier de l'année n+1	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

➢ à la date d'engagement, c'est-à-dire au **15 mai** de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;

➢ à titre dérogatoire : au plus tard **le 20 septembre** de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en **cultures d'hiver** au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Amélioration des jachères » « IF_PEMO_HE17 »

du territoire « VALLEE DU PETIT MORIN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_08

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération vise à inciter les exploitants agricoles à améliorer la localisation de leurs parcelles en jachère agricole ainsi que le choix des couverts à y implanter :

- sur des territoires à enjeu « eau », afin de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) ;
- sur les territoires à enjeu « biodiversité » pour répondre aux exigences spécifiques :
  - d'une espèce ;
  - d'un groupe d'espèces à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
  - au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Cette opération permet de localiser les jachères agricoles de manière pertinente par rapport à l'enjeu environnemental visé (eau ou biodiversité), d'améliorer le couvert présent et la gestion des intrants. L'exploitant n'a plus comme seul critère celui de localiser ces surfaces de jachère agricole sur les zones les moins productives et/ou les plus difficiles d'accès.
Par ailleurs, en règle générale, les jachères agricoles sont constituées des repousses des précédents culturaux. Cette opération permet l'implantation d'un couvert spécifique répondant à l'enjeu environnemental visé.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 160,00 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place
Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables (sauf prairies temporaires de plus de deux ans et surfaces en jachères), les cultures pérennes ou qui étaient alors engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, ou les parcelles nécessitant un déplacement par rapport à la localisation initiale de la jachère.
  Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« jachère ».**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - Parcelles **entières :** minimum 10 ares
  - Bandes : minimum 10 m de large

- **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

- **Localisation pertinente**
  - bassin d'alimentation des captages
  - bords de cours d'eau, fossés
  - fonds de talweg
  - ruptures de pente
  - division du parcellaire
  - continuités écologiques
  - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
  - parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

- **Couverts éligibles** (non récoltés et non pâturés) :
  - **Cultures annuelles à fort intérêt**
  - **Mélange graminées-légumineuses**
  - **Légumineuses**
  - **Cultures cynégétiques**

- **Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures (plantes messicoles notamment)**
- **À sélectionner dans la liste ci-dessous (pur ou en mélange) :**

GRAMINEES
- Avoine
- Brome cathartique
- Brome Sitka
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque ovine
- Fétuque rouge
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray–grass italien
- Seigle

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

AUTRES
- Chou
- Cresson alénois
- Mais
- Millet
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Phacélie
- Radis fourrager
- Sarrasin
- Sorgho
- Tournesol

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PEMO_HE17 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**
  - Le couvert devra être présent, sur les parcelles engagées, au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement

- Récolte et pâturage **INTERDITS.**

- **Entretien**
  - Absence d'intervention mécanique du **1er mai au 31 juillet** pour les couverts en place.

- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
  - INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date)

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : *(cf. liste d'espèces ci-dessus)* ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou parcelles entières de minimum 0,10 ha	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 1er mai et le 31 juillet	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- à la date d'engagement, c'est-à-dire au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert herbacé » « IF_PEMO_HE34 »

du territoire « VALLEE DU PETIT MORIN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure: COUVER_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou des parties des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage).

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 412 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), les cultures pérennes ou qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.
Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente »**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - Parcelles **entières :** minimum 10 ares, 5 m de large
  - Bandes : minimum 10 m de large**, (En bordures de cours d'eau et en zone vulnérable, la largeur minimale passe à 5 m, dans la mesure où une bande d'au moins 5 m est déjà existante et permet la création d'une bande enherbée finale d'au moins 10 m de large.)**
  - **Si le couvert est implanté en bordure d'élément paysager (haies, bosquets, mares, fossés), la largeur minimum sera de 3 m, si possible de part et d'autre de l'élément paysager si la maîtrise du foncier le permet.**

- **Mesure fixe** : L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

- **Localisation pertinente**
  - bassin d'alimentation des captages
  - bords de cours d'eau, fossés
  - fonds de talweg
  - ruptures de pente
  - division du parcellaire
  - continuités écologiques
  - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
  - parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

- **Couvert éligible :**
  - **Liste d'espèces autorisées en couvert environnemental au titre des BCAE**
  - **Liste d'espèces ci-dessous (légumineuses pures interdites : mélange avec une autre famille obligatoire)**

GRAMINEES

- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PEMO_HE34 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**
  - Le couvert devra être en place sur les parcelles engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement
- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date)

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés : (cf. liste espèces ci-dessus)	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter les largeurs minimales définies localement du couvert herbacé pérenne	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Tenir un cahier d'enregistrement des interventions (type d'intervention, localisation et date)	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Si la localisation est imposée en bordure d'un élément paysager maintien de celui-ci.	Sur place		Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- à la date d'engagement, c'est-à-dire au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et avec ajustement de la pression de pâturage » « IF_PEMO_HE02 »

du territoire « VALLEE DU PETIT MORIN »

Campagne 2016

Engagements Unitaires : - HERBE_03
- HERBE_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette opération a pour objet d'améliorer la gestion par le pâturage de milieux remarquables, en particulier dans les zones humides (tourbières, prairies humide, etc.), en fonction des spécificités de chaque milieu, en limitant la pression de pâturage afin d'éviter la dégradation de la flore et des sols par tassement dans un objectif de maintien de la biodiversité et dans un objectif paysager.
Elle peut également permettre le maintien de l'ouverture et le renouvellement de la ressource fourragère sur des surfaces soumises à une dynamique d'embroussaillement, en évitant le sous pâturage et le surpâturage, et contribuer ainsi à pérenniser une mosaïque d'habitats.
Enfin, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, une aide de **206,01 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Surfaces éligibles** : surfaces en herbe et milieux remarquables pour lesquelles il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité, lié à une fertilisation excessive, définies lors du diagnostic.

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles. Les SIE situées en dehors de ces bandes tampons sont éligibles.

- Le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente »**
- L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est fortement recommandé pour l'engagement dans cette mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à réaliser préférentiellement avant l'engagement et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent

être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PEMO_HE02 » sont décrites ci-dessous :

- **Fauche autorisée tous les ans à partir du 15 juin**

- Surface exploités en **pâturage** :

- dans la limite d'un chargement maximal moyen annuel de **1,2 UGB/ha** à l'échelle de la parcelle
- dans la limite d'un chargement instantané de **1,4 UGB/ha maximum** à l'échelle de la parcelle
- en respectant un chargement minimal annuel de **0,3 UGB/ha** pour les surfaces en herbe à l'échelle de l'exploitation

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**

INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**

INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date, matériels et outils, dates d'entrées et de sortie des animaux, nombre d'animaux et UGB correspondante).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect du chargement maximal moyen annuel à la parcelle de 1,2 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respect du chargement instantané maximal de 1.4 UGB/ha, à la parcelle, sur la période déterminée, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respect du chargement minimal moyen annuel à la parcelle de 0.3 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respecter, en cas de fauche, la période d'interdiction allant jusqu'au 15 juin en cas d'impossibilité de mise en pâturage d'une parcelle	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)
Non retournement des surfaces engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principal	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principal	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place	Documentaire - présence du cahier et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

Calcul du taux de chargement :

- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multiplié par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

- Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et avec retard de fauche » « IF_PEMO_HE03 »

du territoire «« VALLEE DU PETIT MORIN »

Campagne 2016

Engagements Unitaires : - HERBE_03
- HERBE_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont de permettre aux espèces végétales et animales inféodées aux surfaces en herbe entretenues par la fauche, d'accomplir leurs cycles reproductifs (fructification des plantes, nidification pour les oiseaux) dans un objectif de maintien de la biodiversité. Selon l'espèce visée, il est indispensable de définir la période durant laquelle toute intervention mécanique est interdite afin d'atteindre l'objectif.

La conservation de zones non fauchées ou fauchées avec un retard de 15 à 30 jours est très intéressante, spécialement en bordure des parcelles et des éléments fixes pour la fauche centrifuge. Cela pourra être pris en compte dans le cadre du diagnostic d'exploitation pour définir les localisations pertinentes des parcelles ou parties de parcelles éligibles et la période d'interdiction d'intervention mécanique.
D'autre part, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, une aide de **353,43 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Surfaces éligibles** : surfaces en herbe et milieux remarquables pour lesquelles il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité, lié à une fertilisation excessive, définies lors du diagnostic.

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles. Les SIE situées en dehors de ces bandes tampons sont éligibles.

- Le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente ».**
- L'engagement est fixe au cours des **5 ans.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est fortement recommandé pour l'engagement dans cette mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à réaliser préférentiellement avant l'engagement et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PEMO_HE03 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien** :
  - Fauche/broyage autorisé à partir **du 1er août au 30 avril**
  - Pâturage des regains autorisé **du 1er août au 31 décembre**

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**

INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**

INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date, matériels et outils, dates d'entrées et de sortie des animaux, nombre d'animaux et UGB correspondante).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de la période d'interdiction de fauche du 1er mai au 31 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)
Respect de la localisation pertinente des zones de retard de fauche	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et diagnostic d'exploitation présentant la localisation des zones de retard de fauche au regard de l'enjeu	Réversible	Principale	Totale
Interdiction du pâturage par déprimage. Si pâturage des regains : respect de la date initiale de pâturage fixée au 1er aout et du chargement moyen maximal annuel de 1,2 UGB/ha	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation des produits phytosanitaires, sauf traitements localisés	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6 . DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.
Calcul du taux de chargement :
- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multiplié par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

· Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB

LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et avec ajustement de la pression de pâturage » « IF_PEMO_HE32 » du territoire « VALLEE DU PETIT MORIN »

Campagne 2016

Engagements unitaires : - COUVER_06
- HERBE_03
- HERBE_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.
Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage).
D'autre part, cette opération est d'améliorer la gestion par le pâturage de milieux remarquables, en particulier dans les zones humides (tourbières, prairies humides, etc.), en fonction des spécificités de chaque milieu, en limitant la pression de pâturage afin d'éviter la dégradation de la flore et des sols par tassement dans un objectif de maintien de la biodiversité et dans un objectif paysager.
Elle peut également permettre le maintien de l'ouverture et le renouvellement de la ressource fourragère sur des surfaces soumises à une dynamique d'embroussaillement, en évitant le sous pâturage et le surpâturage, et contribuer ainsi à pérenniser une mosaïque d'habitats.
Enfin, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).

En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, une aide de **450 € par hectare** engagé vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), cultures pérennes ou qui étaient alors engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédente.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente »**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - Parcelles **entières :** minimum 10 ares, 5 m de large
  - Bandes : minimum 10 m de large**, (En bordures de cours d'eau et en zone vulnérable, la largeur minimale passe à 5 m, dans la mesure où une bande d'au moins 5 m est déjà existante et permet la création d'une bande enherbée finale d'au moins 10 m de large.)**

  - **Si le couvert est implanté en bordure d'élément paysager (haies, bosquets, mares, fossés), la largeur minimum sera de 3 m, si possible de part et d'autre de l'élément paysager si la maîtrise du foncier le permet.**

- L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

- **Couvert éligible :**
  - **Liste d'espèces autorisées en jachère**
  - **Liste d'espèces ci-dessous (légumineuses pures interdites : mélange avec une autre famille obligatoire)**
  - Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les

quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PEMO_HE32 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

➢ *au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;*

➢ *à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.*

- **Fauche autorisée tous les ans à partir du 15 juin**

- Surface exploitée en **pâturage** :

- dans la limite d'un chargement moyen annuel de **1,2UGB/ha maximum** à l'échelle de la parcelle
- dans la limite d'un chargement instantané de **1,4 UGB/ha maximum** à l'échelle de la parcelle
- en respectant un chargement minimal annuel de **0,3 UGB/ha** pour les surfaces en herbe à l'échelle de l'exploitation

- **Localisation pertinente :**
  - bassin d'alimentation des captages
  - bords de cours d'eau
  - bords de fossés
  - fonds de talweg
  - ruptures de pente
  - division du parcellaire
  - continuités écologiques
  - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
  - parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**
- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**

INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**

INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date, matériels et outils, dates d'entrées et de sortie des animaux, nombre d'animaux et UGB correspondante).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés : *(cf.liste d'espèces ci-dessus)*	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter la largeur minimale autorisée du couvert herbacé pérenne	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Respect du chargement maximal moyen annuel à la parcelle de 1,2 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respect du chargement instantané maximal de 1.4 UGB/ha, à la parcelle, sur la période déterminée, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect du chargement minimal moyen annuel à la parcelle de 0.3 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respecter, en cas de fauche, la période d'interdiction allant jusqu'au 15 juin en cas d'impossibilité de mise en pâturage d'une parcelle	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)
Tenir un cahier d'enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Si la localisation est imposée en bordure d'un élément, maintien de celui-ci.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- *au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;*
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

- Calcul du taux de chargement :
  - le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multiplié par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée

- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.
- Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.
Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et avec retard de fauche » « IF_PEMO_HE33 »

du territoire « VALLEE DU PETIT MORIN »

Campagne 2016

Engagements Unitaires : - COUVER_06
- HERBE_03
- HERBE_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.
Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage).

D'autre part, cette opération permet aux espèces végétales et animales inféodées aux surfaces en herbe entretenues par la fauche, d'accomplir leurs cycles reproductifs (fructification des plantes, nidification pour les oiseaux) dans un objectif de maintien de la biodiversité. Selon l'espèce visée, il est indispensable de définir la période durant laquelle toute intervention mécanique est interdite afin d'atteindre l'objectif.

La conservation de zones non fauchées ou fauchées avec un retard de 15 à 30 jours est très intéressante, spécialement en bordure des parcelles et des éléments fixes pour la fauche centrifuge. Cela pourra être pris en compte dans le cadre du diagnostic d'exploitation pour définir les localisations pertinentes des parcelles ou parties de parcelles éligibles et la période d'interdiction d'intervention mécanique.

Enfin, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, une aide de **450€/hectare** engagé vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et surfaces en jachères), cultures pérennes ou qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.
Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente ».**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - Parcelles **entières :** minimum 10 ares, 5 m de large

  - Bandes : minimum 10 m de large **(En bordures de cours d'eau et en zone vulnérable, la largeur minimale passe à 5 m, dans la mesure où une bande d'au moins 5 m est déjà existante et permet la création d'une bande enherbée finale d'au moins 10 m de large.)**
  - **Si le couvert est implanté en bordure d'élément paysager (haies, bosquets, mares, fossés), la largeur minimum sera de 3 m, si possible de part et d'autre de l'élément paysager si la maîtrise du foncier le permet.**

- L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

- **Couvert éligible :**
  - **Liste d'espèces autorisées en jachère**
  - **Liste d'espèces ci-dessous (légumineuses pures interdites : mélange avec une autre famille obligatoire)**
  - Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

-
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PEMO_HE33 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- *au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;*
- *à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.*

- **Localisation pertinente :**
  - bassin d'alimentation des captages
  - bords de cours d'eau
  - bords de fossés
  - fonds de talweg
  - ruptures de pente
  - division du parcellaire
  - continuités écologiques
  - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
  - parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

- **Entretien** :
  - Fauche/broyage autorisée à partir **du 1er août au 30 avril**
  - Pâturage des regains autorisé **du 1er août au 31 décembre**

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**

INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**

INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date et outils, modalités).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés : (cf. liste ci-dessus)	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter les largeurs minimales définies du couvert herbacé pérenne	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Si la localisation est imposée en bordure d'un élément paysager, maintien de celui-ci.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Respect de la période d'interdiction de fauche entre le 1er mai et le 31 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)
Respect de la localisation pertinente des zones de retard de fauche	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et diagnostic d'exploitation présentant la localisation des zones de retard de fauche au regard de l'enjeu	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction du pâturage par déprimage. Si pâturage des regains : respect de la date initiale de pâturage fixée au 1er aout et du chargement moyen maximal annuel de 1,2 UGB/ha	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- *au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;*
- *à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.*

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.
Calcul du taux de chargement :

- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multiplié par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

· Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB

DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Gestion des milieux humides » « IF_PEMO_ZH01 »

du territoire « VALLEE DU PETIT MORIN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : - HERBE_03
- HERBE_13

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette opération vise à préserver ou/et à développer :

- ✓ Les milieux favorables au crapaud sonneur à ventre jaune
- ✓ Le maintien des surfaces en prairies permanentes,
- ✓ Le maintien d'une exploitation agricole extensive et durable de ces milieux,
- ✓ Le changement de pratiques d'exploitation intensives en intrants vers des systèmes plus durables,
- ✓ La restauration de milieux en déprise,
- ✓ La maîtrise des espèces invasives,
- ✓ L'entretien des éléments fixes du paysage,
- ✓ Le maintien du caractère humide en évitant le recours à l'assèchement total et définitif.

Les enjeux de cette opération sont de préserver les milieux humides permettant le développement d'une flore, d'une faune remarquable. L'intérêt de cette opération, mobilisée en milieux humides, réside dans son plan de gestion simplifié qui permet une adaptation fine aux enjeux du territoire.

L'aide au maintien de pratique ne s'entend que si le bénéfice environnemental de la pratique est avéré, et elle doit être associée à un ciblage sur les zones où il existe un risque de disparition de la pratique. L'opération s'adresse aux exploitations d'élevage dont la pratique en zone humide identifiée comme favorable à l'environnement est soumise à un risque avéré d'abandon ou d'intensification.

Le diagnostic écologique du site a permis de mettre en évidence la présence de prairies humides et d'habitats d'intérêt communautaire : Les mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin et les prairies maigres de fauche de basse altitude. Ces milieux sont sensibles à la pression de pâturage et à la fertilisation. Ainsi, la fertilisation (NKP) est interdite et la pression de pâturage réduite afin de limiter l'atteinte de ces habitats.

La Vallée du Petit Morin reste le seul secteur connu, hormis le site Natura 2000 du « Bois des Réserves, des Usages et de Montgé », à abriter une population de Sonneur à ventre jaune dans la partie nord-est du département de Seine-et-Marne. Cette vallée est favorable au développement de l'espère. Elle constitue l'un des bastions de l'élevage en prairie de la région. L'alternance de boisements et de prairies alliées à un réseau hydrographique très présent et un sol permettant la rétention de l'eau fournissent au Sonneur à ventre jaune les conditions requises pour effectuer son cycle vital.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 250,57 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en herbe localisées en zone humide et non drainées par des systèmes enterrés

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles. Les SIE situées en dehors de ces bandes tampons sont éligibles.

- Le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente »**
- L'engagement est fixe au cours des **5 ans**
- Surface à engager : au minimum **80 % des prairies naturelles et surfaces en landes et parcours éligibles de l'exploitation**, localisées en zone humide et non drainées par des systèmes enterrés, et présentes dans le périmètre du territoire. Par ailleurs, les surfaces couvertes par des baux précaires peuvent être exclues des surfaces éligibles à la demande des exploitants et sur fourniture de justificatifs écrits (les baux verbaux ne sont pas considérés comme des baux précaires).
- Respecter une **part minimale de surface en prairies et pâturages permanents de 10 %** de la SAU de votre exploitation
- Respecter un taux de **chargement minimum de 0,3 UGB/ha sur les prairies** à l'échelle de votre exploitation

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic**

d'exploitation (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PEMO_ZH01 » sont décrites ci-dessous :

- **Respect du plan de gestion**

- **Fauche / broyage autorisé tous les ans à partir du 15 juin**

- **Surface exploitée en pâturage** :

- dans la limite d'un chargement maximal moyen annuel de **1,4 UGB/ha maximum** à l'échelle de la parcelle.

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**

INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**

INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date et outils, dates d'entrées et de sortie des animaux, nombre d'animaux et UGB correspondante).

6. REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par une structure agréée, un plan de gestion sur les parcelles engagées, incluant un diagnostic initial des surfaces **Le plan de gestion devra être réalisé au plus tard le 1er juillet de l'année du dépôt de la demande d'engagement.**	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion sur les surfaces engagées	Sur place : documentaire et visuel	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter un taux de chargement moyen annuel de 1,4 UGB/ha pour chaque élément engagé	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
En cas de fauche, la fauche est autorisée à partir du 15 juin	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)
Respecter le nombre d'années où la fauche est autorisée durant l'engagement : au maximum 5 années durant les 5 ans de l'engagement	Sur place : documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Respecter le nombre d'années où le pâturage est autorisé durant l'engagement : au maximum 5 années durant les 5 ans de l'engagement	Sur place : documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc sur la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

7. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.
Calcul du taux de chargement :
- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage

appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

- Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de haie » « IF_PEMO_HA01 »

du territoire « VALLEE DU PETIT MORIN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_01

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des haies, localisées de manières favorable au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent en fonction du type de haie présente afin d'assurer le renouvellement et la pérennité des haies.

Les haies ont de multiples fonctions environnementales. En effet, elles constituent un obstacle physique qui diminue la vitesse des ruissellements ainsi que celle du vent, limitant ainsi le transport des particules solides (limons et sables), des éléments fertilisants et des matières actives (objectifs de lutte contre l'érosion et d'amélioration de la qualité des eaux). Le réseau racinaire dense, puissant et profond des ligneux composants la haie remonte les éléments minéraux ayant migré en profondeur (objectif protection de l'eau), favorise l'infiltration des eaux en excès et stabilise le sol (objectifs de lutte contre les risques naturels et contre l'érosion). Les haies sont également des écosystèmes à part entière, lieux de vie, d'abri, de reproduction de nombreuses espèces animales et végétales inféodées à ce type de milieu (objectif de maintien de la biodiversité, trame verte et bleue). Par ailleurs, les haies contribuent efficacement au stockage de carbone.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0,36€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Haies éligibles** : Haies, basses ou hautes, localisées de manière pertinente, définies lors du diagnostic. Les haies devront être composées majoritairement des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

Arbustes	
Nom français	**Nom scientifique**
Aubépine épineuse	*Crataegus laevigata*
Aubépine monogyne	*Crataegus monogyna*
Bourdaine	*Frangula alnus*
Buis	*Buxus sempervirens*
Camerisier à balai	*Lonicera xylosteum*
Cassis	*Ribes nigrum*
Cerisier Sainte Lucie	*Prunus mahaleb*
Cornouiller sanguin	*Cornus sanguinea*
Cornouiller mâle	*Cornus mas*
Coudrier	*Corylus avellana*
Framboisier	*Rubus idaeus*
Fusain d'Europe	*Euonymus europaeus*
Genêt à balais	*Cytisus scoparius*
Genévrier commun	*Juniperus communis*
Groseillier rouge	*Ribes rubrum*
Groseillier à maquereau	*Ribes uva-crispa*
Houx	*Ilex aquifolium*
If commun	*Taxus baccata*
Lierre	*Hedera helix*
Néflier	*Mespilus germanica*
Nerprun purgatif	*Rhamnus cathartica*
Prunellier	*Prunus spinosa*
Ronce sp	*Rubus sp*
Rosier des chiens	*Rosa canina*
Saule cendré	*Salix cinerea*
Saule pourpre	*Salix purpurea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Sureau rouge	*Sambucus racemosa*
Troène vulgaire	*Ligustrum vulgare*
Viorne lantane	*Viburnum lantana*
Viorne obier	*Viburnum opulus*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PEMO_HA01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - le type de taille : **taille sur les 2 côté(s) de la haie.** A titre exceptionnel pour des motifs environnementaux validés par l'autorité environnementale dans le diagnostic de territoire et pour des localisations précisées dans celui-ci, l'entretien pourra ne porter que sur un seul côté : **merci de faire un retour à la DDT, la Région et la DRIAAF si vous souhaitez activer cette dérogation en fournissant les arguments. A défaut, l'entretien obligatoire concerne les deux côtés de la haie engagée.**
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage, …

- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
  - Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la haie engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Respect des périodes d'interventions	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches *(cf. ci-dessus)*	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La **tenue du cahier d'enregistrement** des interventions constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien d'arbres isolés ou en alignements » « IF_PEMO_AR01 »

du territoire « VALLEE DU PETIT MORIN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_02

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des arbres isolés ou en alignements au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent en fonction du type d'arbre présent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

Les arbres têtards (arbre adulte dont le tronc et toutes les branches maîtresses ont été coupés, et sur lesquels poussent des rejets régulièrement recépés) de type émondés ou de hauts jets, isolés ou en alignements sont des infrastructures écologiques qui permettent d'assurer le maintien de nombreuses espèces. En effet, ces arbres creux constituent des zones d'alimentation et de reproduction de nombreuses espèces (telles que les insectes saproxylophages), de corridor biologique ainsi que des zones refuge (chauve souris, oiseaux). L'entretien de ces linéaires ou des arbres remarquables isolés est de ce point de vue essentiel pour préserver la haute valeur naturelle et paysagère des territoires ruraux et des sites Natura 2000. La taille des arbres en têtard ou émondés (selon les spécificités locales) favorise le développement de cavités abritant de nombreuses espèces cavernicoles (Rouge-queue à front blanc, Chouette chevêche, …). Par ailleurs ces arbres permettent une régulation climatique (rôle de haie brise vent et de séquestration du carbone), une régulation hydraulique (rôle dans l'infiltration lente, la dépollution des eaux et le maintien d'une atmosphère humide) et une remontée d'éléments minéraux lixiviés.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 7,92€/arbre engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Arbres éligibles** : Ensemble des arbres isolés ou en alignement, localisées de manières pertinentes, définis lors du diagnostic. Essences éligibles de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*

Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*
Fruitiers sp. (poiriers, pommiers…)	

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PEMO_AR01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - Type de taille à réaliser en fonction du diagnostic : taille en têtard, émondage ou élagage**.**
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (sécateurs, échenilloir, scie d'élagage, lamier, tronçonneuse…).

Taille des arbres têtards :
Pour la formation : éliminer les branches latérales afin d'obtenir un sujet vigoureux de 10 - 15 cm de diamètre. A partir de ce diamètre, étêtage du sujet.
Pour l'entretien : coupe des rejets surplombants la tête tous les 7 à 15 ans selon les essences et selon le diamètre des branches, entre 10 et 20 cm maximum.

Taille des arbres isolés :
Pour la formation : taille de formation entre août et septembre. La taille éliminera les fourches et les branches obliques par rapport à la flèche de l'arbre.
Pour l'entretien : élagage des branches basses en maintenant au moins 50 % de branches sur la partie haute de l'arbre. Les rejets postérieurs à ces travaux de coupe seront éliminés régulièrement. La hauteur finale d'élagage sera d'au minimum 3 à 4 mètres.

Conserver le lierre, le houx et les ronces.

- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage.
  - Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars.

- **Seuil minimal de contractualisation d'arbres têtards (en âge d'être entretenus) : 50 %**
- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement aux arbres et/ou alignements d'arbres engagés	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période allant du 1er aout au 30 septembre pour les tailles de formation et du 1er octobre au 1er mars	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches *(cf. ci-dessus)*	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les éléments engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien des ripisylves » « IF_PEMO_RI01 »

du territoire « VALLEE DU PETIT MORIN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des ripisylves au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique et floristique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

La ripisylve est une zone de transition entre les milieux aquatique et terrestre, elle est localisée en bordure de cours d'eau. Elle est composée de différentes strates (herbacée, arbustive, arborée) permettant d'assurer divers rôles : habitats naturels (terrestres et aquatiques avec notamment des zones d'eau fraîche et calme : rôle de la ripisylve dans la dissipation du courant), corridors écologiques (trame verte et bleue), filtration et épuration des eaux de ruissellement, protection des berges contre l'érosion, régulation climatique (notamment zones d'ombrage et stockage du carbone), etc. Elle joue par ailleurs les mêmes rôles qu'une haie arbustive ou arborée en matière de protection contre le ruissellement et l'érosion, en faveur de la qualité des eaux (limitation des transferts) et du maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées).
Un entretien non intensif de ce milieu permet le maintien des différentes strates et d'une végétation variée assurant tous ces rôles.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 1,01 €/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Ripisylves éligibles** : localisées de manière pertinente, définies lors du diagnostic. Les ripisylves devront être majoritairement composés des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Charme	*Carpinus betulus*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Tremble	*Populus tremula*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PEMO_RI01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années ;
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuses, tronçonneuse, scie d'élagage…

Côté parcelle : même taille que pour une haie
Côté cours d'eau : un élagage doux afin d'apporter un peu de lumière sur le cours d'eau
Dégagement mécanique au pied des jeunes arbres pour les boisements en cours de constitution

- **Gestion des arbres morts et des branches mortes du côté du cours d'eau :**
  - les enlever lorsque ceux-ci sont susceptibles de créer des embâcles ;
  - Le dessouchage est interdit.

- **Gestion des embâcles :**
  - ne pas dégrader la berge et la végétation riveraine, dans la mesure du possible ;
  - travailler le moins possible avec des engins dans le lit du cours d'eau afin de ne pas perturber les habitats aquatiques.

- **Période d'intervention**
  - Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars ;
  - Enlèvement des embâcles et entretien du lit hors période de fraies : du 1er aout ou 31 octobre ;
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la ripisylve engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation de la taille des arbres entre le 1er octobre au 1er mars Réalisation de l'enlèvement des embâcles et de l'entretien du lit du cours d'eau entre le 1er aout et le 31 octobre	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.
, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

ÎledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de bosquets » « IF_PEMO_BO01 »

du territoire « VALLEE DU PETIT MORIN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des bosquets au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique et floristique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

Les bosquets sont des lieux d'abris, de vie et de reproduction d'un grand nombre d'espèces animales et végétales et jouent un rôle structurant pour le paysage en assurant des corridors écologiques dans une trame d'ensemble. Ils jouent par ailleurs les mêmes rôles qu'une haie arbustive ou arborée en matière de protection contre le ruissellement et l'érosion, en faveur de la qualité des eaux (limitation des transferts), du maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées) et de la régulation climatique.
Un entretien non intensif et dirigé de ces milieux permet leur pérennité afin d'en assurer tous ces rôles.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 145,85 €/hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Bosquet éligible** :
  - Taille de **1 are à 50 ares**, avec un minimum de **10 m de largeur**, définis lors du diagnostic.
  - Les bosquets devront être composés majoritairement des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

Arbustes	
Nom français	**Nom scientifique**
Aubépine épineuse	*Crataegus laevigata*
Aubépine monogyne	*Crataegus monogyna*
Bourdaine	*Frangula alnus*
Buis	*Buxus sempervirens*
Camerisier à balai	*Lonicera xylosteum*
Cassis	*Ribes nigrum*
Cerisier Sainte Lucie	*Prunus mahaleb*
Cornouiller sanguin	*Cornus sanguinea*
Cornouiller mâle	*Cornus mas*
Coudrier	*Corylus avellana*
Framboisier	*Rubus idaeus*
Fusain d'Europe	*Euonymus europaeus*
Genêt à balais	*Cytisus scoparius*
Genévrier commun	*Juniperus communis*
Groseillier rouge	*Ribes rubrum*
Groseillier à maque-reau	*Ribes uva-crispa*
Houx	*Ilex aquifolium*
If commun	*Taxus baccata*
Lierre	*Hedera helix*
Néflier	*Mespilus germanica*
Nerprun purgatif	*Rhamnus cathartica*
Prunellier	*Prunus spinosa*
Ronce sp	*Rubus sp*
Rosier des chiens	*Rosa canina*
Saule cendré	*Salix cinerea*
Saule pourpre	*Salix purpurea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Sureau rouge	*Sambucus racemosa*
Troène vulgaire	*Ligustrum vulgare*
Viorne lantane	*Viburnum lantana*
Viorne obier	*Viburnum opulus*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PEMO_BO01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage…
  - **Taille de faces extérieures** au moins 2 fois en 5 ans pour limiter le développement latéral pour les bosquets d'au moins 3 – 4 ans.
  - **Taille de formation** (de 3 à 15 ans environ) et élagage (de 5 à 20 ans environ) pour des arbres de hauts jets, à raison d'une taille tous les 2 à 3 ans en fonction de la croissance des sujets. Les arbres de hauts jets à entretenir seront définis lors du diagnostic.
- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
  - Taille et élagage : Du 1er octobre au 1er mars
- **Produits phytosanitaires**

  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché**.**

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement au bosquet engagé	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation de l'entretien des arbres entre le 1er octobre au 1er mars pour la taille d'élagage et entre le 1er aout et le 30 septembre pour la taille de formation	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de talus enherbés » « IF_PEMO_TL01 »

du territoire « VALLEE DU PETIT MORIN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de préserver les talus existants et leurs continuités.
Les talus constituent un obstacle physique aux ruissellements et répondent ainsi à l'objectif de protection de la qualité des eaux et de lutte contre l'érosion des sols. Leur efficacité n'est réelle que s'ils sont localisés de manière pertinente et qu'il existe une continuité de ces structures sur les zones à risques.
Par ailleurs, ces parties non cultivées de la parcelle constituent des zones d'abri et de développement pour la flore et la faune auxiliaire, lorsqu'ils sont entretenus mécaniquement à des périodes adaptées. Cette opération contribue donc aussi au maintien de la biodiversité.
C'est pourquoi cette opération contient des éléments relatifs aux conditions d'entretien des talus compatibles avec la préservation de la biodiversité, même si les zones de mise en œuvre sont celles identifiées essentiellement par rapport à l'enjeu de préservation de la qualité des eaux.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0,42€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Talus éligibles** : Talus présent sur terres arables ou cultures pérennes au sein de zones identifiées pour leur risque érosif au regard du diagnostic de territoire et du SRCE, les ruptures de pente, les fonds de talweg, les corridors ou les habitats d'espèces pour l'enjeu biodiversité.

Les talus de bordure de parcelles ne répondant pas à l'objectif de protection des eaux contre le ruissellement ne sont pas éligibles.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PEMO_TL01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - Maintenir un couvert herbacé permanent : pas de sol nu, ni de retournement
  - Réaliser un entretien annuel par fauche ou broyage
  - Absence de brûlage du talus
  - Intervention **INTERDITE** du 1er avril au 31 août.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088

du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural..

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Maintenir un couvert herbacé permanent (pas de sol nu ni de retournement)	Sur place		Réversible	Principale	A seuil
Absence d'intervention mécanique entre le 1er avril au 31 août	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Réalisation d'un entretien annuel par fauche ou broyage (hors périodes d'interdiction)	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Absence de brûlage sur le talus	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.**

Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien des fossés et rigoles de drainage et d'irrigation, des fossés et canaux en marais, et des béalières » « IF_PEMO_FO01 »

du territoire « VALLEE DU PETIT MORIN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de réaliser un entretien des fossés et rigoles de drainage et d'irrigation, des fossés et canaux en marais, et des béalières (la béalière est un canal construit à partir de la rivière, formant une déviation et un cours d'eau secondaire, avec une pente plus faible que la pente moyenne de la rivière) permettant de maintenir leurs flancs végétalisés et une expression favorable de la biodiversité.

Les fossés, lorsque leurs flancs sont végétalisés, jouent un rôle épurateur des eaux d'écoulement (surface de filtration et d'infiltration des eaux). Le maintien du maillage de fossés et rigoles dans ces conditions d'entretien permet d'assurer un bon cheminement de l'eau et ainsi une bonne alimentation en eau des parcelles situées en aval.

Lorsqu'ils sont entretenus de manière strictement mécanique à des dates favorables à la biodiversité (en évitant le sur-entretien), ils peuvent également constituer des zones de développement d'une flore spécifique et constituent des lieux de vie d'abri et de reproduction de nombreuses espèces animales (avifaune, petits mammifères), dans un objectif de maintien de la biodiversité (trame verte et bleue).

En marais, le réseau hydraulique est particulièrement dense (100 à 300 ml/ha). Il conditionne selon les saisons, le caractère inondable, le taux d'humidité mais aussi le drainage des compartiments hydrauliques homogènes. Il nécessite surtout une bonne connexité (capacité hydraulique au dé-confinement et aptitude à jouer un rôle de corridor aquatique écologique). L'engagement de curage du fossé réalisé dans de bonnes conditions permet de rajeunir des milieux confinés, d'initier un nouveau cycle de développement biologique et de retrouver la capacité hydraulique du réseau. Il s'agit ainsi d'éviter le comblement et donc de maintenir ou de restaurer leurs fonctionnalités écologiques et hydrologiques (rôle de tampons et filtres).

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 1,29€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Fossés éligibles : Fossés et rigoles de drainage et/ou d'irrigation, béalières, canaux tertiaires alimentant les parcelles agricoles. Dans tous les cas, seuls les ouvrages non maçonnés et végétalisés sont éligibles. De même, les structures hydrauliques faisant l'objet d'une association syndicale autorisée (ASA) ne sont pas éligibles (travaux réalisés par l'ASA et non l'exploitant agricole). Les cours d'eau sont exclus.

Les ouvrages éligibles seront définis lors du diagnostic.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PEMO_FO01 » sont décrites ci-dessous :

Un plan de gestion sera établi pour chaque type d'ouvrage
Il précisera les modalités d'entretien et le cas échéant de réhabilitation de fossés engagés :

- les modalités d'entretien mécanique du fossé assurant le bon écoulement de l'eau. En particulier :
  - seront exclues toutes les interventions devant participer à l'assèchement des milieux humides alentours (prairies, tourbières...) ;
  - pour les fossés en marais, le plan de gestion devra veiller à respecter la stabilité des berges et de la ceinture végétale, le curage vieux fond / vieux bords, le principe de mosaïque en conservant des fossés et canaux d'âges différents favorables à la biodiversité, et à conserver les échanges entre parcelles inondables et réseaux de fossés et canaux.
- les méthodes de lutte manuelle et/ou mécanique contre la prolifération de la végétation allochtone envahissante (Jussie, Myriophylle du Brésil, ... sur la base de la liste des espèces allochtones, publiée par le Ministère en charge de l'Écologie dans le cadre des décrets d'application de la loi "développement des territoires ruraux" de février 2005.) : liste des espèces envahissantes visées, description des méthodes d'élimination (destruction chimique interdite. En marais, le faucardage des fossés pour l'élimination des végétaux allochtones envahissants sera interdit.), périodes de destruction et outils à utiliser.
- les devenirs des produits du curage, et le cas échéant, les modalités d'exportation des produits de curage et de faucardage.
- la période pendant laquelle l'entretien du fossé doit être réalisé, en dehors des périodes de reproduction de la faune et de la flore.
- la périodicité de cet entretien (réalisation possible par tiers de linéaire engagé sur 3 ans), **2 entretiens sur les 5 ans sont demandés.**
- les conditions éventuelles de brûlage des produits de curage et de faucardage, si celui-ci est autorisé. Dans tous les cas, il doit être conforme à la réglementation et réalisé en dehors des périodes de reproduction de la faune (en particulier de l'avifaune).
- les conditions éventuelles de recalibrage pour les canaux d'irrigation dans le respect du gabarit initial (le recalibrage des fossés et rigoles est quant à lui interdit).

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement au type d'ouvrage engagé	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période définie	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Absence de recalibrage et redressement des fossés et rigoles Le cas échéant : recalibrage autorisé dans la limite du gabarit initial (restauration)	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Restauration et /ou entretien de mares et plans d'eau » « IF_PEMO_PE01 »

du territoire « VALLEE DU PETIT MORIN »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de réaliser un entretien des mares et des plans d'eau présents sur les terres agricoles permettant de maintenir l'ensemble des rôles de ces milieux particuliers.

Les mares sont des écosystèmes particuliers qui influent sur la richesse en biodiversité, la qualité des eaux et la régulation climatique :

La biodiversité :

- De par leurs diversités et leurs spécificités, les mares isolées abritent tout une faune et une flore particulièrement riches. Ce sont des réservoirs de biodiversité floristique et faunistique. Les mares offrent donc refuge, lieu de reproduction, d'alimentation et bien entendu un lieu de vie à de nombreuses espèces particulièrement en contexte d'agriculture intensive. Ces micro-zones humides abritent d'ailleurs près de 15 % des espèces protégées.
- L'existence des réseaux de mares est cruciale pour le maintien des métapopulations de certaines espèces. Ces réseaux sont également nécessaires à de nombreux mammifères et oiseaux en tant qu'élément particulier de l'ensemble des habitats que ces espèces ont l'habitude d'utiliser. Ils participent donc au maintien des continuités écologiques (trame verte et bleue) indispensables à la faune et à la flore.

L'eau :

- En tant que zones humides, les mares accomplissent des fonctions régulatrices de l'eau : écrêtage des crues (lutte contre l'érosion des sols et des inondations), stockage de l'eau, pondération du régime des eaux courantes, rétention et transformation des sédiments, lutte contre l'érosion
- De plus, les mares, et leurs réseaux, jouent un rôle épurateur en éliminant les polluants diffus des eaux de surface. Situées souvent en tête des bassins versants, les mares forment des systèmes très efficaces d'épuration naturelle des eaux.

Le climat :

- Les mares liées aux exploitations agricoles fixent une grande quantité de carbone du fait de leur grand nombre et de leur exceptionnelle productivité primaire propre aux écosystèmes aquatiques.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 81,26 €/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Mares et plans d'eau éligibles** : Seuls les plans d'eau et mares présents sur les terres agricoles et sans finalité piscicole peuvent faire l'objet d'un financement par une mesure contenant cette opération. A contrario, la restauration de mares et plans d'eau à finalité piscicole n'est pas éligible.
- **Taille éligible** : **Entre 10 et 1 000 m²**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PEMO_PE01 » sont décrites ci-dessous :

Un plan de gestion sera établi par une structure agrée, incluant un diagnostic initial des mares et plans d'eau engagés.
Ce plan de gestion planifiera la restauration si elle est nécessaire et prévoira à minima les modalités d'entretien suivantes :

- les modalités éventuelles de débroussaillement préalable (lorsque cela est nécessaire pour la restauration de la mare) ;
- les modalités éventuelles de curage et les modalités d'épandage des produits extraits ;
- les dates d'intervention (en dehors des périodes gênantes pour les oiseaux et les batraciens, de préférence en septembre-octobre) ;
- les modalités éventuelles de mise en place d'une végétation aquatique indigène ;
- la nécessité de créer ou d'agrandir une pente douce (moins de 45°). Si cette obligation est retenue, les travaux devront être réalisés au cours de la première année de l'engagement ;
- la possibilité ou l'interdiction de végétaliser les berges (végétalisation naturelle à privilégier, sinon liste des espèces autorisées) ;
- les modalités d'entretien de la végétation aquatique et ripicole, à des dates et périodicité à définir (réalisation possible par tiers sur 3 ans) ; **2 entretiens sur les 5 ans sont demandés ;**
- les méthodes de lutte manuelle et/ou mécanique de lutte contre la prolifération de la végétation allochtone envahissante (Jussie, Myriophylle du Brésil, … sur la base de la liste des espèces allochtones, publiée par le Ministère en charge de l'Écologie dans le cadre des décrets d'application de la loi « développement des territoires ruraux » de février 2005) : liste des espèces envahissantes visées, description des méthodes d'élimination (destruction chimique interdite. En marais, le faucardage des mares et/ou plans d'eau pour l'élimination des végétaux allochtones envahissants sera interdit), dates et outils à utiliser ;
- dans le cas de surfaces pâturées jouxtant la mare, les conditions d'accès aux animaux : interdiction d'abreuvement direct sur l'ensemble du périmètre de la mare ou du plan d'eau (mise en défens totale) ou mise en défens partielle avec accès limité au bétail (dans ce cas, préciser la largeur de l'accès autorisé). Pour une mise en défens totale ou partielle : pose de clôtures à au moins 1,5 m du bord de la mare ou du plan d'eau.

- **Interdiction de colmatage plastique**

- **Produits phytosanitaires**

- **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé : n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, Interventions : Type, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par une structure agréée, un plan de gestion des mares et des plans d'eau engagés, incluant un diagnostic initial de l'élément engagé **Le plan de gestion devra être réalisé au plus tard le 1er juillet de l'année du dépôt de la demande d'engagement.**	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période définie dans le plan de gestion	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction de colmatage plastique	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur l'élément engagé, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Annexe Indice de Fréquence de Traitement (IFT) du territoire « VALLEE DU PETIT MORIN »

Campagne 2016

1 : Définitions et autres informations concernant l'IFT :

PEMO	IFT de référence : Valeur maximale à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles non engagées dans la mesure	IFT calculé sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	Niveau1	IFT herbicides maximal Phyto 14 à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure		IFT hors herbicides maximal Phyto 15 à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure		Niveau2	IFT herbicides maximal Phyto 04 à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure		IFT hors herbicides maximal Phyto 05 à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	
				exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur	exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur		exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur	exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur
Année 2 à Année 5	*IFT herbicides :* **2,1**	IFT année 2		80%	*1,7*	80%	*3,4*		80%	*1,7*	70%	*3,0*
		Moyenne IFT année 2 et 3		80%	*1,7*	75%	*3,2*		75%	*1,6*	65%	*2,8*
		Moyenne IFT année 2, 3 et 4		75%	*1,6*	75%	*3,2*		70%	*1,5*	60%	*2,6*
	IFT hors herbicides : **4,2**	Moyenne IFT année 3, 4 et 5 ou IFT année 5		75 % en moyenne ou 70 % sur l'année 5	*1,6* *1,5*	70 % en moyenne ou 65 % sur l'année 5	*3,0* *2,8*		60 % en moyenne ou 60 % sur l'année 5	*1,3* *1,3*	50 % en moyenne ou 50 % sur l'année 5	*2,1* *2,1*

Pour les IFT « hors herbicides » des contrats engagés dans un second engagement, les valeurs à respecter sont les suivantes, en ce qui concerne l'engagement de niveau 2 Phyto_05:

PEMO	IFT de référence : Valeur maximale à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles non engagées dans la mesure	IFT calculé sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	Niveau2	IFT hors herbicides maximal Phyto 05 à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	
				exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur
Année 2 à Année 5	*IFT herbicides :* **2,1**	IFT année 2			*3,0*
		Moyenne IFT année 2 et 3			*2,8*
		Moyenne IFT année 2, 3 et 4			*2,6*
	IFT hors herbicides : **4,2**	Moyenne IFT année 3, 4 et 5 ou IFT année 5		50 % en moyenne ou 50 % sur l'année 5	*2,1* *2,1*

2 : Calcul de l'IFT à l'échelle de l'exploitation :

Pour chaque traitement réalisé sur la parcelle, l'IFT est obtenu en divisant la dose appliquée par la dose de référence du produit pour la culture et la cible (ravageur, maladie) considérées. L'ensemble est multiplié par la proportion de la parcelle traitée.

L'IFT de la parcelle est obtenu en faisant la somme des IFT traitements, pour chaque campagne culturale (de la récolte du précédent cultural à la récolte de la culture de la campagne en cours).

$$IFT\,traitement = \frac{Dose\,appliquée}{Dose\,de\,référence} \times \frac{Surface\,traitée}{Surface\,totale\,de\,la\,parcelle}$$

Le cas échéant pour les MAEC portant sur un couvert de cultures légumières, préciser la période considérée pour le calcul de l'IFT sur la base de la note REF MAEC/2016/03 relative aux modalités de mise en œuvre de l'IFT et qui sera intégrée à l'instruction technique MAEC/aides bio pour la campagne 2016).

L'ensemble des traitements réalisés au champ sont pris en compte. Par ailleurs, si les semences utilisées ont été traitées, alors on ajoute 1 à l'IFT parcelle.

En cultures légumières, si la production se fait à partir de plants qui ont été traitées avant d'être implantés, alors on ajoute également 1 à l'IFT parcelle (voir modulation au pourcentage).

Sélection de la dose de référence

La dose de référence peut être définie :

- « à la cible », c'est-à-dire pour chaque produit, culture et cible (ravageur, maladie) visée par le traitement, sur la base des doses homologuées ;

- « à la culture », c'est-à-dire pour chaque produit et culture traitée.

Si la cible du traitement est renseignée dans le cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires, alors on retient la dose définie « à la cible » correspondante. Si plusieurs cibles sont simultanément visées par un même traitement, alors on retient la dose de référence correspondant à la cible qui a été déterminante dans le choix de la dose appliquée. Si la cible n'est pas renseignée dans le cahier d'enregistrement, alors on retient par défaut la dose homologuée sur la culture **la plus faible** .

Pour les produits sans dose, l'IFT du traitement compte par défaut pour 1.

*Pour plus de précisions sur les modalités de détermination de la dose de référence, se reporter au guide méthodologique sur l'IFT élaboré par le Ministère de l'Agriculture (*http://agriculture.gouv.fr/indicateur-de-frequence-de-traitements-phytosanitaires-ift*).*

La liste des doses de référence est fournie dans la boîte à outils IFT en ligne sur le site internet du ministère de l'Agriculture. Pour une campagne culturale allant de la récolte du précédent cultural en année n-1, à la récolte de la culture implantée pour la campagne de l'année n, il convient d'utiliser la liste de l'année n-1.

L'IFT est calculé pour chaque groupe de cultures (grandes cultures, viticulture, arboriculture, cultures légumières), en fonction du type de couvert visé par la MAEC.

Pour les MAEC portant sur un couvert de grandes cultures, l'ensemble des grandes cultures entrant dans l'assolement, y compris les prairies temporaires, sont prises en compte pour le calcul herbicides et de l'IFT hors herbicides de l'exploitation. Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures. Les surfaces considérées comme fixes (jachère fixe, prairie permanente, autre utilisation comme les bandes enherbées) n'entrent pas dans le calcul de l'IFT.

Pour les MAEC portant sur un couvert de cultures légumières, seules les parcelles implantées en carotte, chou-fleur et autre choux, fraise, melon, poireau, tomate et salade sont prises en compte dans le calcul de l'IFT herbicides et hors herbicides de l'exploitation. Par ailleurs, pour les engagements localisés (PHYTO_04, 05, 14 et 15) seules les parcelles implantées avec ces cultures peuvent être engagées dans la MAEC.

Les produits qualifiés "Bio-contrôle" ne sont pas comptabilisés dans le calcul de l'IFT.

Dans l'attente de l'établissement de la liste des produits de biocontrôle (article L 253-5 du Code Rural), la liste utilisée correspond à la liste « NODU Vert » (http://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/documents/pdf/_projet_actualisation_produits_biocontrole-V13__cle031452-1.pdf). Les produits de biocontrôle sont identifiés en tant que tels dans la liste des doses de référence pour le calcul de l'IFT.

6-3 : Modalités de contrôle de l'IFT :

Le respect de vos engagements portant sur l'IFT est vérifié sur la base du **cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires**, qui constitue une pièce indispensable du contrôle. L'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée.

La tenue de ce cahier est obligatoire au titre de la conditionnalité (paquet hygiène relatif aux produits phytopharmaceutiques).

Au titre de la conditionnalité, il faut enregistrer toutes les utilisations de produits phytopharmaceutiques ou alternatifs, y compris sur les prairies, avec les informations relatives à :

- l'îlot PAC ou l'identification de la parcelle traitée[1] ;
- la culture produite sur cette parcelle (avec précision de la variété) ;
- le nom commercial complet du produit utilisé ;
- la quantité ou la dose de produit utilisée ;
- la date du traitement ;
- la (ou les) dates de récolte.

Par ailleurs, dans le cadre des MAEC, il est important de renseigner la cible (ravageur, maladie) visée par le traitement. Cette information permet en effet de calculer un IFT plus précis, qui reflète au mieux vos pratiques agricoles.

1Au titre des MAEC, les parcelles doivent être identifiées de manière à pouvoir calculer l'IFT sur les parcelles engagées et sur les parcelles non engagées

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice d'information du territoire

«Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse»

Campagne 2016

Correspondants MAEC de la DDT : Karine GRELLEAUD ou Clotilde HERTZOG
Tél : 01.30.84.33.79 ou 33.77 e-mail: karine.grelleaud@yvelines.gouv.fr

Cette notice présente l'ensemble des mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) proposées sur le territoire au « Parc naturel régional de la haute Vallée de Chevreuse » titre de la programmation 2015-2020.
Elle complète la notice nationale d'information sur les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) et les aides à l'agriculture biologique 2015-2020, disponible sous Télépac

La notice nationale d'information sur les MAEC et l'AB 2015-2020 (disponible sous Télépac)	contient	•Les conditions d'engagement dans les MAEC et l'AB •Les obligations générales à respecter •Les contrôles et le régime de sanctions •Comment remplir les formulaires
La notice d'information du territoire	contient	Pour l'ensemble du territoire : •La liste des MAEC proposées sur le territoire •Les conditions générales d'éligibilité •Les modalités de demande d'aide
La notice d'aide	contient	Pour chaque MAEC proposée sur le territoire : •Les objectifs de la mesure •Le montant de la mesure •Les conditions spécifiques d'éligibilité •Le cahier des charges à respecter •Le régime de sanctions

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous télépac.
Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.
Si vous souhaitez davantage de précisions contactez votre DDT.

1. PERIMETRE DU TERRITOIRE « Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse »

Seuls les éléments situés sur ce territoire sont éligibles aux mesures localisées qui y sont proposées (Cf. § 3). En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont 50 % de la SAU est située sur le territoire en année 1 sont éligibles

En ce qui concerne les mesures « localisées », pour qu'une parcelle ou un élément linéaire soit éligible à la MAEC, au moins 50 % de sa surface ou de sa longueur doit être incluse dans le territoire.

L'action du Parc porte sur l'ensemble du périmètre classé auquel viennent s'ajouter plusieurs communes périphériques des Yvelines et de l'Essonne et qui correspondent approximativement au territoire d'étude de renouvellement de la charte de 2008, soit un total de 63 communes (cf. Tableau ci-dessous). En revanche, le territoire du PAEC exclut les secteurs en voie d'être couverts par des projets agro-environnementaux similaires comme la commune de Gambais, qui sera intégrée au programme conduit par le CORIF.

Communes Yvelines (code INSEE) N=47					
BAZOCHES-SUR-GUYONNE	78050	GROSROUVRE	78289	LA QUEUE-LEZ-YVELINES	78513
LA BOISSIERE-ECOLE	78077	HERMERAY	78304	RAIZEUX	78516
BONNELLES	78087	JOUARS-PONTCHARTRAIN	78321	RAMBOUILLET	78517
LES BREVIAIRES	78108	LEVIS SAINT NOM	78334	ROCHEFORT EN YVELINES	78522
BULLION	78120	LONGVILLIERS	78349	SAINT FORGET	78548
LA CELLE LES BORDES	78125	MAGNY LES HAMEAUX	78356	SAINT HILARION	78557
CERNAY LA VILLE	78128	MAREIL-LE-GUYON	78366	SAINT-LAMBERT-DES-BOIS	78561
CHATEAUFORT	78143	MERE	78389	ST LEGER-EN-YVELINES	78562
CHEVREUSE	78160	LE MESNIL SAINT DENIS	78397	ST REMY LES CHEVREUSE	78575
CHOISEL	78162	LES MESNULS	78398	SAINT-REMY-L'HONORE	78576
CLAIREFONTAINE	78164	MILON LA CHAPELLE	78406	SENLISSE	78590
DAMPIERRE EN YVELINES	78193	MITTAINVILLE	78407	SONCHAMP	78601
LES ESSARTS-LE-ROI	78220	MONTFORT-L'AMAURY	78420	AUFFARGIS	78610
GALLUIS	78262	ORCEMONT	78464	LE TREMBLAY/MAULDRE	78623
GAMBAISEUIL	78264	LE PERRAY-EN-YVELINES	78486	VIEILLE EGLISE EN YVELINES	78655
GAZERAN	78269	POIGNY-LA-FORET	78494		
Communes Essonne (code INSEE) N=16					
ANGERVILLIERS	91017	JANVRY	91319		
BOULLAY-LES-TROUX	91093	LIMOURS	91338		
BRIIS-SOUS-FORGES	91111	LES MOLIERES	91411		
COURSON-MONTELOUP	91186	PECQUEUSE	91482		
FONTENAY LES BRIIS	91243	SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	91546		
FORGES LES BAINS	91249	ST JEAN-DE-BEAUREGARD	91560		
GIF-SUR-YVETTE	91272	LE VAL SAINT-GERMAIN	91630		
GOMETZ-LA-VILLE	91274	VAUGRIGNEUSE	91634		

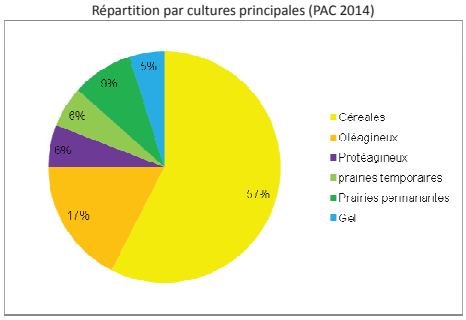
L'unité territoriale de cet ensemble tient à sa configuration en château d'eau – d'où s'écoulent la plupart des cours d'eau du sud-ouest francilien– à la prégnance de la forêt, à ses vallées humides qui recèlent une très riche biodiversité, à la présence de plaines et de plateaux agricoles majoritairement céréaliers, qu'il s'agisse des plateaux de Cernay ou de Limours ou de la plaine de Montfort-L'Amaury.
Le Parc constitue par ailleurs l'un des segments de l'« arc de biodiversité francilien », qui s'étend depuis la Bassée et le Massif de Fontainebleau jusqu'aux boucles de la Seine. C'est même l'un des principaux nœuds du réseau écologique régional. La richesse du territoire réside dans ses espaces et ses espèces remarquables, mais également dans ses milieux plus ordinaires (boisements, prairies) qui accueillent parfois une biocénose en déclin sur le reste du territoire francilien.
Plus largement, le Parc possède une responsabilité majeure en termes de conservation d'espèces au niveau régional, particulièrement celles liées aux zones humides.

2. RESUME DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Enjeu retenu :

- Zones d'Actions Prioritaires « enjeux Eau et Biodiversité » pour l'amélioration de la qualité de l'eau et la préservation de la biodiversité

Répartition par cultures principales (PAC 2014)



3. LISTE DES MAEC PROPOSEES SUR LE TERRITOIRE

Les financements prévisionnels des mesures peuvent être apportés par des crédits du ministère chargé de l'agriculture, de la Région et du FEADER.

Zones d'Actions Prioritaires « enjeux Eau et Biodiversité » pour l'amélioration de la qualité de l'eau et la préservation de la biodiversité

Type de couvert habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
Grandes cultures/surfaces en herbe	IF_PNRC_HE50	Reconvertir en prairies temporaires ou en jachère des zones en grandes cultures afin de créer un maillage de Zones de Régulation Écologique	390,94 €/ha/an
Grandes cultures/surfaces en herbe	IF_PNRC_HE30	Limiter les phénomènes érosifs, le lessivage des intrants, créer des zones refuges faune et flore, valoriser et protéger de certains paysages Reconvertir en prairies de fauche des zones en grande culture	412 €/ha/an
Grandes cultures	IF_PNRC_HE70	Mettre en place des couverts répondant aux exigences spécifiques d'une espèce ou d'un groupe d'espèce ou des couverts favorables au développement des insectes pollinisateurs et des auxiliaires de culture	600 €/ha/an pour un couvert fixe 5 ans
Grandes cultures	IF_PNRC_HE80	Améliorer l'utilisation du gel en termes de localisation et de choix des couverts, de créer des surfaces supplémentaires par rapport aux exigences de BCAE, des ZRE et des bandes enherbées obligatoires.	160 €/ha/an pour un couvert fixe 5 ans
Grandes cultures	IF_PNRC_GC40	Réduction progressive de doses homologuées de traitements herbicides, mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternatives	93,87€/ha/an
Grandes cultures	IF_PNRC_GC50	Réduction progressive de doses homologuées de traitements HORS herbicides, mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternatives	126,10 €/ha/an
Grandes cultures	IF_PNRC_GC45	Réduction progressive de doses homologuées de traitements Herbicides ET HORS herbicides, mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternatives	211,47 €/ha/an

Le territoire du projet agro-environnemental et climatique porté par le Parc naturel comporte deux enjeux majeurs : une trame verte et bleue plus riche et plus fonctionnelle, et une ressource en eau protégée et de meilleure qualité.

Ce projet agro-environnemental et climatique s'inscrit pleinement dans les objectifs nationaux de la Trame Verte et Bleue (TVB) : il s'agit d'un outil de gestion et d'aménagement durable du territoire issu des lois « Grenelle 1 » et « Grenelle 2 ». L'objectif principal de la TVB est d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en état des continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines et notamment agricoles, en milieu rural. Sa mise en œuvre régionale doit être orientée par le Schéma de cohérence écologique (SRCE), qui identifie et cartographie les structures et les ensembles à restaurer ou à préserver de façon prioritaire.

Pour le Parc, il s'agit avant tout d'une réalité géographique, physique et écologique dont la restauration et le maintien d'un maillage cohérent constituent l'une des priorités du projet de charte 2011-2023. Les éléments majeurs des trames à consolider sont identifiés précisément sur le Plan de Parc. Si la prise en compte de la biodiversité est essentielle dans l'élaboration de la TVB, cette dernière intègre également l'ensemble des infrastructures contribuant à la lutte contre la pollution de l'eau et l'érosion des sols ainsi qu'à la qualité des paysages ruraux. Dans la ligne directrice de la charte du Parc, ce projet agro-environnemental est conçu, élaboré et sera mené comme un outil transversal à plusieurs politiques sectorielles : biodiversité, eau, sol, paysage.

Certaines espèces, d'intérêt patrimonial, constituent des indicateurs pertinents de la fonctionnalité de la TVB. Sur le territoire du Parc plusieurs taxons ont été retenus comme des indicateurs de l'état de conservation des milieux et de leurs habitats et ont permis d'identifier 7 secteurs prioritaires pour la contractualisation des mesures agroenvironnementales.

- Trame herbacée des prairies de fauche et des pâtures
- Trame herbacée des prairies humides
- Trame verte des plaines agricoles
- Trame bleue des mares agricoles et prairiales

Les secteurs couverts par le projet relèvent principalement de la polyculture-élevage ou de la grande culture. Les systèmes herbagers, peu nombreux et morcelés, sont majoritairement installés sur les versants ; les espaces humides de fonds de vallée continuant à subir par ailleurs une importante déprise. Les plateaux, voués aux grandes cultures céréalières et oléagineuses, présentent un faciès assez homogène lié à la simplification structurelle des exploitations au cours des dernières décennies : grand parcellaire, peu d'éléments fixes du paysage, réduction notable du réseau de mares… Malgré cet état de fait, des enjeux écologiques subsistent avec le maintien et le renforcement des trames vertes herbacées et arborées, pour la préservation de la petite faune de plaine (Perdrix grise, Vanneau huppé, Murin à oreilles échancrées) et pour la faune et la flore des mares et mouillères agricoles.

La réduction des produits phytosanitaires constitué l'autre objectif majeur de ce projet pour permettre la reconquête de la qualité des rivières et des zones humides à l'échelle des bassins versants.

Le nombre d'exploitations agricoles (269 dont 207 dans les Yvelines et 62 dans L'Essonne) s'est stabilisé depuis la dernière charte (1997-2009) avec une surface agricole utile (SAU) totale de 14 392 ha (11 017 ha dans les Yvelines et 3375 ha dans l'Essonne).

Type de couvert / habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
Grandes cultures SYSTEME	IF_PNRC_SGN1 IF_PNRC_SGN2	Accompagner le changement durable de pratiques sur l'ensemble du système d'exploitation et améliorer sur le long terme leur performance environnementale globale. Cette opération doit permettre de prendre en compte l'ensemble des enjeux environnementaux.	Niveau 1 : 116,26 €/ha/an Niveau 2 : 206,96 €/ha/an
Elevage SYSTEME	IF_PNRC_SPM1	Système Polyculture élevage herbivores « Maintien »	175,80 €/ha/an
Elevage SYSTEME	IF_PNRC_SPE1	Système Polyculture élevage herbivores « Evolution»	205,98 €/ha/an
Surfaces en herbe	IF_PNRC_HE03	Absence de fertilisation afin d'augmenter la diversité floristique et faunistique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides…)	130,57 €/ha/an
Surfaces en herbe	IF_PNRC_HE04	Limitation de la pression de pâturage afin d'éviter la dégradation de la flore et du sol de certains milieux remarquables.	75,44 €/ha/an pour 5 ans d'engagement
Surfaces en herbe	IF_PNRC_HE07	Limitation de la pression de pâturage et absence de fertilisation afin d'éviter la dégradation de la flore et du sol et augmenter la diversité floristique de certains milieux remarquables.	206,01 €/ha/an
Surfaces en herbe	IF_PNRC_HE06	Retard de fauche afin de permettre aux espèces animales et végétales inféodées aux surfaces en herbe entretenues par la fauche d'accomplir leur cycle reproductif	222,86 €/ha/an
Milieux (vergers et pré-vergers)	IF_PNRC_ VE35 IF_PNRC_ VE32	Entretien des vergers de haute tige et des prés vergers Absence totale de fertilisation minérale et organique Modification des pratiques et techniques de taille, modification des pratiques de pâturage ou de fauche	490,43 € /ha/an pour 5 entretiens 285,83 €/ha /an pour 2 entretiens sur 5 ans
Milieux en déprises	IF_PNRC_HE25 IF_PNRC_HE23 IF_PNRC_HE21	Maintenir l'ouverture de parcelles dont la dynamique d'embroussaillement est défavorable à l'expression de la biodiversité absence de fertilisation et limitation de pâturage	301 ,43 €/ha/an pour 5 263,26 €/ha/an pour 3 225,09 €/ha/an pour 1 élimination(s)
Haies	IF_PNRC_HA05 IF_PNRC_HA03 IF_PNRC_HA02 IF_PNRC_HA01	Entretien des haies localisées de manières pertinentes et favorables à la faune et à la biodiversité	0,90 €/ml/an pour 5 tailles 0,54€/an/ml pour 3 tailles 0,36€/ml/an pour 2 tailles 0,18 €/ml/an pour 1 taille
Bosquets	IF_PNRC_BO02	Entretien des bosquets présentant un intérêt paysager et favorables à la faune et à la biodiversité	145,84 €/ha/ engagé pour 2 entretiens
Arbres isolés	IF_PNRC_AR02	Entretien des arbres isolés ou en alignement présentant un intérêt paysager et favorables à la faune et à la biodiversité	7,92 €/arbre/an engagé pour 2 entretiens
Mares et Plan d'eau	IF_PNRC_PE05 IF_PNRC_PE01	Entretien des mares et plan d'eau le maintien et la reconstitution de la trame bleu, favorables à la faune, à la flore et à la biodiversité	149,16 €/mare/an pour 5 entretiens 81,26 €/mare/an pour 2 entretiens
Talus	IF_PNRC_TL01	Entretien des talus enherbés pour la reconstitution de la trame verte et favorables à la faune et à la biodiversité	0,42 €/ml/an
Fossés	IF_PNRC_FO01	Entretien des fossés pour la reconstitution de la trame verte, favorables à la faune et à la biodiversité et à l'épuration des eaux d'écoulement	1,29 €/ml/an

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire « Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse ».

4. MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Vous ne pouvez vous engager dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire que si votre engagement sur ce territoire représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros.
Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de votre demande d'engagement, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs qui sont précisées dans la notice d'aide de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, votre demande devra être modifiée.

5. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

6. COMMENT REMPLIR LES FORMULAIRES D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

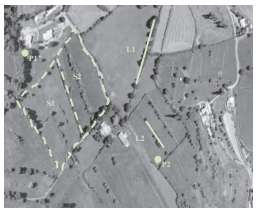
Pour vous engager en 2016 dans une nouvelle MAEC, vous devez obligatoirement remplir les documents ci-après et les adresser à la DDT des Yvelines avec votre dossier de déclaration de surface avant le 15 juin 2016.

Les modalités de dépôt des demandes MAEC sont disponibles sous TELEPAC :

- Liste générale : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/html/public/aide/formulaires-2016.html
- Modalités spécifiques aux MAEC : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/pdf/tas/2016/Dossier-PAC-2016_notice_MAEC-MAE-AB.pdf

6.1 Le registre parcellaire graphique

Pour déclarer des **éléments surfaciques** engagés dans une MAEC :
IF_PNRC_HE50,IF_PNRC_HE30, IF_PNRC_HE70,IF_PNRC_HE80,IF_PNRC_GC40,IF_PNRC_GC50, IF_PNRC_GC45,IF_PNRC_SGN1, IF_PNRC_SGN2,IF_PNRC_HE03,IF_PNRC_HE04,IF_PNRC_HE07 IF_PNRC_HE06,IF_PNRC_VE35,IF_PNRC_VE32,IF_PNRC_HE21,IF_PNRC_HE23,IF_PNRC_HE25, IF_PNRC_BO02, IF_PNRC_SPM1, IF_PNRC_SPE1

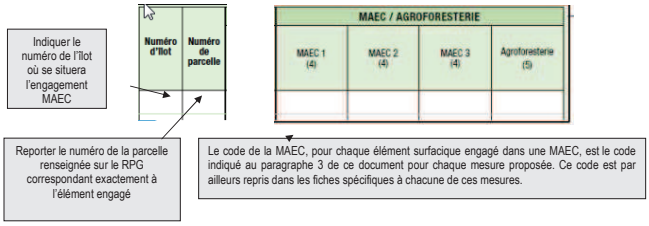


vous devez dessiner, sur l'exemplaire du RPG que vous renverrez à la DDT, les surfaces que vous souhaitez engager dans chacune des MAEC proposées. Chaque élément surfacique engagé doit correspondre à une parcelle numérotée.

Pour déclarer des **éléments linéaires** engagés dans une MAEC : IF_PNRC_HA05, IF_PNRC_HA03, IF_PNRC_HA02,IF_PNRC_HA01,IF_PNRC_TL01, IF_PNRC_FO01 , vous devez également dessiner d'un trait les éléments linéaires (ex : haies, talus ou fossés) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté

Pour déclarer des **éléments ponctuels** engagés dans une MAEC (IF_PNRC_AR01,IF_PNRC_PE05, IF_PNRC_PE01), vous devez également localiser les éléments ponctuels (ex : mares ou arbres isolés) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

6.2 Le formulaire « Registre Parcellaire Graphique - Descriptif des parcelles »
Ce formulaire doit être rempli pour déclarer les éléments surfaciques engagés en MAEC.



Cet écran vous permet de consulter toutes vos parcelles déclarées et de vérifier les informations concernant la demande d'engagement en MAEC.

6.3 Le formulaire « Registre parcellaire - Descriptif des éléments MAEC linéaires et ponctuels »
Ce formulaire doit être rempli pour chaque élément linéaire ou ponctuel que vous souhaitez engager en MAEC et que vous avez localisé sur le feuillet RPG. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

A la rubrique « MAEC 2015-2020 / MAE 2007-2013 », vous devez cocher « oui » sur la ligne correspondant aux MAEC de la programmation 2015-2020. »

6.4 Le formulaire «Demande d'aides (Premier pilier – ICHN - MAEC - BIO – Assurance récolte) »

Vous devez cocher, à la rubrique «ICHN – MAEC –BIO », la case Mesure agroenvironnementale et climatique, et déclarer en cochant la case correspondante:
■«m'engager dans une MAEC de la programmation 2015-2020 ».

6.5 Le formulaire «Déclaration des effectifs animaux»

Vous devez remplir le formulaire « déclaration des effectifs animaux » pour renseigner les animaux de votre exploitation autres que bovins, afin que la DDT soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

7. CONTACTS

Correspondant MAEC du PNR : Alexandre MARI Tél : 01.30.52.09.09
e-mail: a.mari@parc-naturel-chevreuse.fr

Version décembre 2016

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Création et entretien d'un maillage de zone de régulation écologique (ZRE) sur des parcelles en grandes cultures»

IF_PNRC_HE50

du territoire « Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse»

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont de renforcer la biodiversité fonctionnelle et de participer à la reconquête de la qualité de l'eau en diminuant l'utilisation d'intrants (en particulier les traitements phytosanitaires). Par ailleurs, la remise en herbe permet la séquestration du carbone dans les sols.
Cette opération vise prioritairement à limiter le développement des bio-agresseurs des cultures et l'intensité d'utilisation des produits phytosanitaires, en aménageant un maillage de Zones de régulation écologique (ZRE) composées de bandes enherbées ou de jachère, si possible en continuité avec d'autres éléments paysagers présents sur le parcellaire (haies, bosquets…). Ces zones de régulation écologique constituent des réservoirs d'auxiliaires des cultures, dont l'efficacité est accrue par la limitation de la taille des parcelles culturales bordées par les ZRE.
En effet, les ZRE devant être localisées en rupture de parcelles culturales ou entre deux parcelles culturales contiguës de taille limitée, les auxiliaires peuvent agir au cœur des parcelles culturales et réduire ainsi la pression des ravageurs sur les cultures. La localisation de ces ZRE doit être cohérente avec le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et les Trames vertes et bleues (TVB). Ces zones constituent plus généralement des zones refuges pour l'ensemble de la petite faune de plaine, dans un objectif de préservation de la biodiversité.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de montant annuel de la mesure 390,94 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

Version décembre 2016

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation
Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : seules peuvent être engagées dans cette opération les terres arables (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), ou les surfaces qui étaient engagées dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Lien avec les surfaces d'intérêt écologique (SIE) : les surfaces comptabilisées au titre des surfaces d'intérêt écologique dans le cadre du paiement vert **ne sont pas éligibles.**

Déclaration de surface : une fois le couvert implanté, le couvert devra être en déclaré en « prairies » ou en « jachère ».

Mesure fixe : l'engagement est fixe au cours des **5 ans**

Localisation : En fonction du diagnostic agro écologique de l'exploitation et des enjeux du territoire : biodiversité, paysage, trame vert et bleue. Cohérence avec la TVB et le SRCE

Taille des éléments et distance :
1) ZRE implantée entre deux parcelles culturales contiguës ou au sein de parcelles culturales :
Parcelle : respecter la taille maximale de 15 hectares de chaque parcelle culturale bordée d'une ZRE. (seuls sont concernés les îlots de culture dont la surface est supérieure à 15 hectares au cours de la campagne précédant la demande d'engagement),
ZRE : Largeur minimale 5mètres et maximale 20 mètres.
Distance entre deux ZRE inférieure à 300m.
2) ZRE implantée dans la continuité d'autres éléments de paysage : haies, talus, fossés, lisières de bois et bosquets :
Ces éléments constituent des ZRE naturelles, qui pourront être renforcées par la création de bandes herbacées, de manière à obtenir une largeur minimale totale de 5 mètres et maximale totale de 20 mètres

Liste des couverts autorisés : Les catégories de couverts suivants sont éligibles (espèces présentes dans la liste ci-dessous) :

- mélange de graminées, avec ou sans légumineuses, non récoltées ;
- cultures cynégétiques non récoltées ;
- mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Graminées		Légumineuses		
- Dactyle - Fétuque des prés - Fétuque élevée - Fétuque rouge - Fétuque ovine - Fléole des prés	- Moha - Pâturin commun	- Lotier corniculé - Luzerne* - *Medicago polyformosa* - *Medicago rigidula* - *Medicago scutellata* - *Medicago trunculata*	- Mélilot - Minette - Sainfoin - Serradelle - Trèfle blanc - Trèfle de Perse	- Trèfle hybride - Trèfle incarnat - Trèfle violet - Trèfle d'Alexandrie - Vesce commune - Vesce velue - Vesce de Cerdagne

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003 (La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

Intervention mécanique : Aucune intervention mécanique n'est autorisée entre le 1er avril et le 31 août. L'entretien se fait par la fauche. Le broyage ne sera autorisé qu'exceptionnellement lors de la réalisation du diagnostic.

Enregistrement des interventions d'entretien (type d'intervention, localisation, date et outils)

Traitements phytosanitaires : Interdits sauf le désherbage chimique par traitement localisé visant à lutter contre les chardons, les rumex et les plantes envahissantes conformément à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

Fertilisation minérale ou organique : (variable de territoire)

La fertilisation azotée n'est pas autorisée, en dehors de celle nécessaire à assurer une bonne implantation du couvert, dans le respect de l'équilibre de la fertilisation azotée et dans la limite de 50 unités d'azote total, minérale et organique. Elle est interdite en bordure des cours d'eau, des mares, des plans d'eau, des fossés ou des rigoles.

Date d'implantation

Au plus tard au **15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement**, pour les parcelles implantées en culture de printemps

A titre dérogatoire, au plus tard le **20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement**, pour les parcelles implantées en culture d'hiver.

Ces éléments seront inscrits dans un cahier d'enregistrement des interventions : numéro de parcelles, localisation pertinente, taille de la parcelle/ de la bande enherbée, culture précédentes - 2 ans-, date de semis du couvert, factures de semences des couverts, type d'intervention, date et outils, programme de travaux d'entretien et éventuelles factures (si prestations).

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PNRC_HE50» sont décrites dans le tableau ci-dessous.

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place une ou plusieurs ZRE localisées de façon pertinente, en fonction du diagnostic de territoire et/ou d'exploitation (distance maximale entre deux ZRE de 300m)	Sur place : visuel et documentaire	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation	Définitif	Principale	Totale
Respecter une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m pour chaque ZRE	Sur place		Réversible	Principale	A seuil : écart de largeur en anomalie
Respecter a taille maximale de 15 hectares de chaque parcelle culturale bordée d'une ZRE.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Mettre en place les couverts autorisés sur les ZRE : Voir liste des couverts autorisés ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Factures d'achat de semis selon les cas, et cahier d'enregistrement	Réversible	Principale	Totale
Enregistrer les interventions d'entretien sur les ZRE	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'intervention mécanique sur les 1er ZRE entre le 1 avril et le 31 août	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et programme de travaux d'entretien et éventuelles factures (si prestations)	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'avance/de retard (5 / 10 / 15 jours)

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respecter l'interdiction de traitement phytosanitaire sur les ZRE	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation initiale de la ZRE	Administratif et sur place		Définitif	Principale	Totale
Pas de fertilisation azotée sauf pour la bonne implantation du couvert et dans la limite de 50 U organique ou minérale.	Sur place : documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Annexe

Recommandations de l'opérateur pour la mise en œuvre de la mesure « IF_PNRC_HE50»

- Les couverts ne sont pas récoltés.
- Pas de fauche nocturne
- Vitesse de fauche réduite à 10km/h

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

ÎledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Création et maintien d'un couvert herbacé pérenne (bandes ou parcelles enherbées)"

IF_PNRC_HE30

du territoire « Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse»

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage). Par ailleurs, la création de surfaces herbacées pérennes permet la séquestration du carbone dans les sols.

Enjeux : trame verte et bleue paysage et eau

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 412 € /ha engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020. Aucune condition d'éligibilité spécifique à la mesure « IF_PNRC_HE60 » n'est à vérifier.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : seules peuvent être engagées les terres arables (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères) ou les surfaces qui étaient engagées dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la dernière campagne PAC précédent la demande d'engagement.

Lien avec les surfaces d'intérêt écologique (SIE) : les surfaces comptabilisées au titre des surfaces d'intérêt écologique dans le cadre du paiement vert **ne sont pas éligibles.**

Déclaration de surface : une fois le couvert implanté, le couvert devra être déclaré en « prairie temporaire ou permanente ».

Mesure fixe : l'engagement est fixe au cours des **5 ans**

Localisation : En fonction du diagnostic agro écologique de l'exploitation et des enjeux du territoire : biodiversité, paysage, trame vert et bleue.
Si suite au diagnostic, la localisation est imposée en bordure d'un élément paysager : maintien de celui-ci

La taille minimale et maximale des parcelles : Parcelles entières d'une surface minimum de 10 ares et sans surface maximale ou bandes enherbées. La bande enherbée doit avoir une largeur supérieure à 10 m (5 m si en bord de cours d'eau en complément d'une bande déjà existante).
En bordure d'éléments paysagers (haie, bosquets, mares, fossés) bande de 1m de large minimum de part et d'autre ou autour.

Couvert éligible :

Catégorie de couvert à choisir dans la liste jointe en fonction des objectifs à atteindre (mélange graminées avec ou sans légumineuse, interdiction de couverts de légumineuse pures).

Graminées		Légumineuses		
- Dactyle - Fétuque des prés - Fétuque élevée - Fétuque rouge - Fétuque ovine - Fléole des prés	- Moha - Pâturin commun	- Lotier corniculé - Luzerne* - *Medicago polyformosa* - *Medicago rigidula* - *Medicago scutellata* - *Medicago trunculata*	- Mélilot - Minette - Sainfoin - Serradelle - Trèfle blanc - Trèfle de Perse	- Trèfle hybride - Trèfle incarnat - Trèfle violet - Trèfle d'Alexandrie - Vesce commune - Vesce velue - Vesce de Cerdagne

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003 (La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

Date d'implantation

Au plus tard au **15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement**, pour les parcelles implantées en culture de printemps
A titre dérogatoire, au plus tard le **20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement**, pour les parcelles implantées en culture d'hiver.

Ces éléments seront inscrits dans un cahier d'enregistrement des interventions (numéro de parcelles, localisation pertinente, taille de la parcelle/ de la bande enherbée, culture précédentes - 2 ans-, date de semis du couvert, factures de semences des couverts ...)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PNRC_HE30» sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en	Contrôles		Sanctions		
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés : (selon *la liste des couverts autorisés sur le territoire)*	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter une largeur minimale de 10 mètres du couvert herbacé pérenne, (5 m si en bord de cours d'eau en complément d'une bande déjà existante), 1 m en bordure d'un élément paysager défini par le diagnostic	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Si la localisation est imposée en bordure d'un élément paysager (selon le diagnostic : haie, bosquets, mares, fossés), maintien de celui-ci.	Sur place		Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive). Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue d el'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Annexe

Recommandations de l'opérateur pour la mise en œuvre de la mesure « IF_PNRC_HE60»

Maintien de l'élément paysager si mise en place d'une bande enherbée
Maintien des prairies permanentes existantes.
La parcelle doit faire au minimum 10 ares
Enregistrement des interventions d'entretien (type d'intervention, localisation, date et outils, période de pâturage)
Pas de traitement phytosanitaire sauf traitement localisé pour lutter contre les chardons, rumex et plantes envahissantes (arrêté préfectoral)
Pas de renouvellement du couvert au cours de la période d'engagement
Présence des 5% de SIE (Surface d'Intérêt Écologique) sur les terres arables
Le couvert doit être présent au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement
Entretien par fauche ou pâturage
Si pâturage chargement annuel moyen inférieur ou égal à 1,4 UGB/Ha
Fertilisation :
Maxi 70 U d'N/ha/an (dont 30 maxi en minéral)
Maxi 70 U de P /ha/an (dont maxi 30 en minéral)
Maxi 70 U de K/ha/an (dont 30 en minéral)
Épandage de boues de station interdit

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

ÎledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Création et entretien d'un couvert d'intérêt floristique ou faunistique (bandes ou parcelles enherbées)"

IF_PNRC_HE70

du territoire « Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse»

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de remplacer des surfaces cultivées en grandes cultures par un couvert favorable :
- aux oiseaux de plaine à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
- aux insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Il s'agit ainsi de créer ce type de couvert sur des surfaces supplémentaires par rapport aux couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 600 € maximum par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.
Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente.

Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : seules peuvent être engagées les terres arables (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères) ou les surfaces qui étaient engagées dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la dernière campagne PAC précédent la demande d'engagement.

Lien avec les surfaces d'intérêt écologique (SIE) : les surfaces comptabilisées au titre des surfaces d'intérêt écologique dans le cadre du paiement vert **ne sont pas éligibles.**

Déclaration de surface : une fois le couvert implanté, le couvert devra être déclaré en « prairie temporaire ou permanente ».

Mesure fixe : l'engagement est fixe au cours des **5 ans**

Localisation : En fonction du diagnostic agro écologique de l'exploitation et des enjeux du territoire : biodiversité, paysage, trame vert et bleue.

Taille minimale ou maximale des parcelles
Parcelles entières : **minimum 10 ares**
Bandes : minimum 10 m de large, (le cas échéant, 10 m en moyenne sur la longueur de la bande)

Couvert éligible :
Catégorie de couvert à choisir dans la liste jointe en fonction des objectifs à atteindre.
Le couvert déclaré en prairie doit être composé d'au moins 3 espèces.
Pas d'intervention mécanique entre **le 15 avril et le 15 janvier** (prévoir 90 jours minimum)
Enregistrement des interventions d'entretien (type d'intervention, localisation, date et outils)

Traitements phytosanitaires : interdit sauf traitement localisé pour lutter contre les chardons, rumex et plantes envahissantes (arrêté préfectoral)

Fertilisation minérale ou organique : interdite

LISTE DES COUVERTS AUTORISES :

Graminées	Légumineuses		Autres	
- Dactyle - Fétuque des prés - Fétuque élevée - Fétuque rouge - Fétuque ovine - Fléole des prés - Moha - Pâturin commun	- Gesse commune - Lotier corniculé - Lupin blanc amer - Luzerne - Mélilot - Minette - Sainfoin - Serradelle - Trèfle blanc - Trèfle de Perse	- Trèfle hybride - Trèfle incarnat - Trèfle violet - Trèfle d'Alexandrie - Vesce commune - Vesce velue - Vesce de Cerdagne	- Achillée millefeuille - Avoine - Bleuet des champs - Carotte sauvage - Centaurée jacée - Chicorée sauvage - Compagnon rouge / Silène dioïque - Cumin des prés - Marguerite	- Mauve sylvestre - Moutarde blanche - Navette fourragère - Onagre bisannuelle - Phacélie - Radis fourrager - Sarrasin - Sauge des prés - Tanaisie en corymbe

Autres espèces à valider lors du diagnostic

Proposition de couverts mellifères recommandés pour insectes pollinisateurs, auxiliaires de cultures et biodiversité en général :
(Proportion de chaque espèce dans le mélange soumis à variation selon les mélanges et les types de sols)

Couvert "Seda-miel 1" : (sol acide frais – pH < 6,5)	Couvert "Pronectar TP ou Espaces abeilles et Pronectar" : (sol acide frais – pH < 6,5)	Couvert "Méliflore 1" : (sol acide frais – pH < 6,5)	Couvert "Prochasse "	Couvert "biodiversité"		
- Mélilot 30 % - Lotier corniculé 20 % - Trèfle hybride 15 % - Trèfle d'Alexandrie 15 % - Trèfle violet 10 % - Phacélie 10 %	- Sainfoin 60 % - Mélilot 10 % - Trèfle de Perse 10 % - Trèfle violet 10 % - Phacélie 10 %	- Trèfle hybride 45 % - Trèfle violet 30 % - Trèfle blanc 10 % - Trèfle d'Alexandrie 10 % - Phacélie 5 %	- Ray-grass Anglais 30 % - Trèfle violet 30 % - Trèfle de Perse 20 % - Phacélie 20 %	- Achillée millefeuille - Avoine - Cumin des prés - Bleuet des champs - Centaurée jacée - Chicorée sauvage	- Carotte sauvage - Sarrasin - Marguerite - Lotier corniculé - Mauve sylvestre - Onagre bisannuelle - Sainfoin - Phacélie	- Sauge des prés - Compagnon rouge / Silène dioïque - Trèfle incarnat - Trèfle violet - Tanaisie en corymbe

Couverts cynégétiques :
(Exemple de mélanges soumis à variation selon les exigences biologiques des espèces et les types de sols)

- Millet – sarrasin – moha – navette - Avoine – choux – sarrasin - Chou fourrager – fétuque des prés - Vesce – avoine - Seigle fourrager – vesce	- Maïs – millet - Maïs – sarrasin - Maïs – sorgho - Maïs – avoine - Chou – moha – sarrasin	- Tournesol – pois - Tournesol – féveroles - Tournesol – sorgho - Tournesol – chou fourrager - Tournesol – moutarde

Date d'implantation

Au plus tard au **15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement**, pour les parcelles implantées en culture de printemps

A titre dérogatoire, au plus tard le **20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement**, pour les parcelles implantées en culture d'hiver.

Ces éléments seront inscrits dans un cahier d'enregistrement des interventions (numéro de parcelles, localisation pertinente, taille de la parcelle/ de la bande enherbée, culture précédentes - 2 ans-, date de semis du couvert, factures de semences des couverts ...)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PNRC_HE70» sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : (Cf. liste des couverts autorisés) Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).	**Sur place**	**Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)**	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	**Sur place**	**Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions**	Réversible	Principale	Totale
Maintenir la superficie en couvert : - implantation du couvert au plus tard le 15 mai - destruction du couvert après le 15 janvier	**Sur place**	**Cahier d'enregistrement des interventions**	Réversible	Secondaire	A seuil

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou 10 ares	**Sur place**		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 15 avril et le 15 janvier	**Sur place**	**Cahier d'enregistrement des interventions**	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Réaliser l'enregistrement des interventions	**Sur place**	**Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements**	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	**Sur place**	**Cahier d'enregistrement des interventions**	Réversible	Principale	Totale
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	**Sur place : documentaire et visuel**	**Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle)** Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue d el'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

ÎledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Amélioration des jachères»

IF_PNRC_HE80

du territoire « Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse»

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_08

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération vise à inciter les exploitants agricoles à améliorer la localisation de leurs parcelles en jachère agricole ainsi que le choix des couverts a y implanter :

- sur des territoires à enjeu « eau », afin de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) ;
- sur les territoires à enjeu « biodiversité » pour répondre aux exigences spécifiques :

- d'une espèce ;
- d'un groupe d'espèces à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
- au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Cette opération permet de localiser les jachères agricoles de manière pertinente par rapport à l'enjeu environnemental visé (eau ou biodiversité), d'améliorer le couvert présent et la gestion des intrants. L'exploitant n'a plus comme seul critère celui de localiser ces surfaces de jachère agricole sur les zones les moins productives et/ou les plus difficiles d'accès.
Par ailleurs, en règle générale, les jachères agricoles sont constituées des repousses des précédents culturaux. Cette opération permet l'implantation d'un couvert spécifique répondant à l'enjeu environnemental visé.
Il s'agit ainsi de créer ce type de couvert sur des surfaces supplémentaires par rapport aux couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 160 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : Seules peuvent être engagées dans cette opération les terres arables (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères) lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.
De plus, seules peuvent être engagées les parcelles nécessitant un déplacement par rapport à la localisation initiale de la jachère afin de répondre à l'objectif environnemental du territoire ou qui étaient engagées dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement.
Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Lien avec les surfaces d'intérêt écologique (SIE) : les surfaces comptabilisées au titre des surfaces d'intérêt écologique dans le cadre du paiement vert **ne sont pas éligibles.**

Déclaration de surface : Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en « jachère ».

Mesure fixe : l'engagement est fixe au cours des **5 ans**

Localisation : En fonction du diagnostic de l'exploitation (à voir avec l'opérateur) et des enjeux du territoire : biodiversité, paysage, trame vert et bleue, eau.

Taille minimale ou maximale des parcelles
Parcelles entières : **minimum 10 ares**
Bandes : minimum 10 m de large, (le cas échéant, 10 m en moyenne sur la longueur de la bande)

Liste des couverts autorisés :
Les couverts à implanter sont composés d'un mélange composé par l'exploitant à partir des espèces suivantes, Dactyle, Fétuque des près, Fétuque élevée, Fétuque ovine, Fétuque rouge, Fléole des prés, lotier corniculé, Mélilot, Minette, Moha, Pâturin commun, Ray-gras anglais, Ray-gras hybride, Ray-gras italien, Sainfoin, Serradelle, Trèfle blanc, Trèfle d'Alexandrie, Trèfle de Perse, Trèfle incarnat, Trèfle violet, Trèfle hybride.

Intervention mécanique : Aucune intervention mécanique n'est autorisée entre le 1er avril et le 31 août. L'entretien se fait par la fauche. Le broyage ne sera autorisé qu'exceptionnellement lors de la réalisation du diagnostic.
Pas de récolte, pas de pâturage
Enregistrement des interventions d'entretien (type d'intervention, localisation, date et outils)

Traitements phytosanitaires : interdits sauf le désherbage chimique par traitement localisé visant à lutter contre les chardons, les rumex et les plantes envahissantes conformément à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

Fertilisation minérale ou organique :
La fertilisation azotée n'est pas autorisée, en dehors de celle nécessaire à assurer une bonne implantation du couvert, dans le respect de l'équilibre de la fertilisation azotée et dans la limite de 50 unités d'azote total, minérale et organique. Elle est interdite en bordure des cours d'eau, des mares, des plans d'eau, des fossés ou des rigoles.

Date d'implantation :
Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- à la date d'engagement, c'est-à-dire au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

Ces éléments seront inscrits dans un cahier d'enregistrement des interventions (numéro de parcelles, localisation pertinente, taille de la parcelle/ de la bande enherbée, culture précédentes - 2 ans-, date de semis du couvert, factures de semences des couverts, type d'intervention, date et outils. ...)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PNRC_HE80» sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : **(Cf. liste des couverts autorisés)** Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou 10 ares	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 1er avril et le 31 août	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées Sauf pour implantation du couvert limité à 50 U d'azote minérale ou organique	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Annexe

Recommandations de l'opérateur pour la mise en œuvre de la mesure
« IF_PNRC_HE80 »

Ces recommandations visent à accroître l'impact favorable de vos pratiques sur la biodiversité. Toutefois, ces recommandations ne font pas l'objet de contrôles, contrairement aux obligations décrites ci-dessus dans le cahier des charges.

Il est conseillé de faire une fauche centrifuge en réglant la hauteur à 10 cm et de mettre en place une barre d'effarouchement.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Directions départementales des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure IF_PNRC_GC50

Réduction de l'utilisation des traitements hors herbicides

du territoire « Parc naturel régional de la haute vallée de Chevreuse »

Campagne 2016

Engagements unitaires de la mesure : PHYTO_01
PHYTO_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise une réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires autres que les herbicides, dans un objectif de reconquête de la qualité de l'eau et de préservation de la biodiversité sur le territoire pour :

- diminuer les risques de transfert de substances phytosanitaires vers les nappes et les milieux aquatiques,
- diminuer les impacts négatifs sur la faune et la flore remarquables,
- développer les systèmes de cultures économes en intrants, notamment les produits phytosanitaires.

Cette mesure suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternatives, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux produits phytosanitaires à l'échelle de la rotation[1] et surtout de l'itinéraire technique[2]. L'élaboration de la stratégie de l'exploitation est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

1ex : diversité des cultures, alternance des périodes de semis des cultures, introduction de cultures étouffantes
2ex : travail du sol en inter culture, choix variétal, date, densité et écartement du semis, désherbage mécanique, niveau de fertilisation azoté limité

La réalisation d'une formation spécifique et d'un bilan annuel des pratiques de traitements phytosanitaires associée permet de garantir à l'agriculteur de bonnes conditions d'appui technique dans la mise en œuvre de la mesure engagée et, selon les cas :

- soit de s'assurer de l'atteinte des objectifs de résultats fixés dans le cadre de certains engagements unitaires et de faire face aux difficultés éventuelles qu'il pourrait rencontrer dans la définition et la mise en œuvre d'une stratégie de protection des cultures permettant d'atteindre ces résultats, en s'appuyant sur les conseils d'un technicien compétent ;
- soit d'optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre pour répondre à certains engagements unitaires définissant des obligations de moyens , en aidant l'agriculteur à l'intégrer dans une stratégie globale de protection de ses cultures (identification des économies de produits phytosanitaires permises notamment) ;
- de façon générale, d'évaluer la pertinence des options techniques retenues pour réduire le recours aux produits phytosanitaires, et de comparer les performances obtenues sur les parcelles faisant l'objet d'une contractualisation et sur celles n'en faisant pas l'objet, afin de réfléchir à une éventuelle généralisation des pratiques correspondant aux engagements contractualisés à l'ensemble des parcelles de son exploitation potentiellement concernées.

Cette mesure contribue aux domaines prioritaires 4A, 4B et 4C fixés par l'Union européenne pour le développement rural (cf. notice d'information du territoire).

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 126,10 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020. Aucune condition d'éligibilité spécifique à la mesure IF_PNRC_GC50 n'est à vérifier.

Seules les parcelles de l'exploitation situées dans le territoire du Projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) du parc naturel régional de la Haute vallée de Chevreuse (cf. note d'information du territoire) sont éligibles à cette mesure.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure IF_PNRC_GC50 les cultures éligibles suivantes :
Les grandes cultures éligibles sont les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans

(= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

Seuil de contractualisation : au moins 30 % des surfaces de l'exploitation présentes sur le territoire du PAEC PNR Haute Vallée de Chevreuse doivent être engagées.
Il s'agit d'une **mesure fixe (respect de la mesure sur la même parcelle) d'une durée de 5 ans.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

5.1 Conditions générales

En tant que souscripteur, vous vous engagez à respecter les points suivants :

- suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou lors de la campagne précédant l'engagement
- respect de l'IFT « hors herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation engagées
- respect de l'IFT « hors herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles non engagées
- en grandes cultures, respect d'une proportion maximale annuelle, inférieure à 30% dans la surface totale engagée, de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation).

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai de la première année de votre engagement**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (*cf. ci-après*).
L'exploitant engagé doit respecter le cahier des charges sur l'ensemble de l'exploitation et non uniquement sur les parcelles engagées.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure IF_PNRC_GC50 sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou depuis moins d'un an au 15 mai de l'année de la demande d'engagement	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agrée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale	Totale
Respect d'une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation) dans la surface totale engagée inférieure à 30 %	Visuel et mesurage	Néant	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de l'IFT « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides (Cf. ci-dessous pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires3 + Feuille de calcul de l'IFT « hors-herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[4]
Respect de l'IFT « hors-herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles (implantées avec le type de couvert concerné par la mesure) non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils

3 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement ;

4 **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale**

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agrées au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	Bilan annuel et le cas échéant Factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

5.2 Valeurs de l'IFT HORS HERBICIDE à respecter
(voir annexe IFT niveau 2)

5.3 Contenu de la formation

Pour être agréée, la formation doit :

- porter sur une filière particulière en fonction du type de couvert sur lequel porte l'engagement,
- aborder obligatoirement les thèmes suivants :
  - Identification des enjeux sanitaires, agronomiques, économiques et environnementaux liés à l'utilisation des pesticides ;
  - Reconnaissance des principaux ravageurs, adventices, et maladies de la filière considérée au niveau régional ;
  - Seuils de nuisibilité économiquement acceptables et décision de traitement ;
  - Choix du produit, tenant compte de la dangerosité et des risques qu'il présente, intégrant la prévention de l'apparition de résistances et le respect de la faune auxiliaire ; optimisation de la dose d'application ;
  - Optimisation des conditions d'application (périodes, respect de la zone non traitée, limitation de la dérive, réglage du pulvérisateur) ;
  - Enregistrement des pratiques culturales, calcul du nombre de doses homologuées à partir de cet enregistrement et analyse des résultats par usage prépondérant.

Par ailleurs, il est recommandé que la formation :

- soit réalisée par une structure agréée qui doit :
  - s'engager à respecter le contenu de formation agréé défini,
  - faire réaliser cette formation par des formateurs ayant fait la preuve de leur compétence sur les différents thèmes abordés au cours de la formation et une expérience significative dans le domaine de la formation continue d'agriculteurs.
- soit d'une durée minimale de 3 jours ;
- soit fractionnée en différentes séquences (ex : automne, sortie d'hiver, printemps) afin de pouvoir effectuer la reconnaissance d'une diversité satisfaisante de bio agresseurs ;
- consacre une journée à cette reconnaissance sur le terrain.

Si vous avez suivi une formation de ce type depuis moins de 2 ans par rapport à la date de votre demande d'engagement, cette condition d'éligibilité à la mesure sera considérée comme respectée.

ATTENTION : un justificatif de votre participation à cette formation vous sera demandé en cas de contrôle sur place. Vous devez le conserver sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

5.4 Définition d'un bilan de la stratégie de protection des cultures sur les parcelles de l'exploitation (PHYTO 01)

L'exploitant doit réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement) avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional.

Contacter l'animateur du territoire pour connaître les techniciens agrées.

Pour le bilan réalisé en année 1, avec l'appui d'un technicien agréé :

- ✓ être d'une durée minimale d'une journée,
- ✓ comporter les deux volets suivants :

volet intensité du recours aux produits phytosanitaires:

- Calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en du nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une mesure agroenvironnementale territorialisée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation.

- Analyse du résultat obtenu pour identifier les usages[5] prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements en regard des données d'observation parcellaire enregistrées,

- Formulation de préconisations, en terme de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages, ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

volet « substances à risque » :

- Identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction fournie par le SRAL ;

- Formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Cf. liste des substances à risque fournie par le SRAL, repris dans l'arrêté régional en vigueur.

Pour les bilans des années 2, 3, 4 et 5 avec l'appui d'un technicien agréé :

- ✓ être d'une durée minimale d'une journée,
- ✓ Comporter les points suivants :
  - le même calcul d'IFT et la même analyse qu'en année 1 pour la campagne culturale écoulée,
  - un point sur la manière dont les préconisations formulées en année 1 ont été prises en compte et leur efficacité en termes de stratégies de protection des cultures (à l'échelle de la campagne et de la succession culturale) et de substitutions de produits, à partir du cahier d'enregistrement des pratiques culturales et des calculs de nombre de doses homologuées réalisées pour les années écoulées depuis le premier bilan annuel réalisé.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et **dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année**.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

5 un usage est ici défini par le couple culture * type de bio agresseurs visés lors des traitements pour cet usage.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure IF_PNRC_GC40 *« Réduction progressive de doses homologuées de traitements phytosanitaires de synthèses herbicides»* du territoire « Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse»

Campagne 2016

Engagements unitaires de la mesure : PHYTO_01
PHYTO_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise une réduction de l'utilisation des herbicides dans un objectif de préservation de la qualité de l'eau et de la biodiversité. L'ensemble des applications de produits herbicides réalisées à la parcelle sont prise en compte (y compris celles réalisées, le cas échéant, en inter culture).
Les herbicides sont notamment ciblés, dans la mesure où la réduction de leur utilisation correspond à un niveau de technicité différent de celui requis pour réduire l'utilisation de produits phytosanitaires hors herbicides (niveau de technicité plus faible en cultures pérennes et plus fort en grande cultures).
Le nombre de doses homologuées reflète l'intensité d'utilisation des pesticides. Parce qu'il teint copte de la dose homologué de chaque produit, il constitue à ce niveau un indicateur bien plus fiable que la quantité de produit utilisé : en fonction du produit, la dose homologuée est très variable[6] et de ce fait une diminution des quantités appliquées ne témoigne pas forcément d'un moindre recours aux produits phytosanitaires[7] ni d'un moindre impact sanitaire et environnemental.

Cette mesure suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternative, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux herbicides à l'échelle de la rotation[8] et de l'itinéraire technique[9]. S'il est conseillé de proposer de telles stratégies alternatives types au niveau régional, en s'appuyant en particulier sur les itinéraires techniques en production intégrée diffusées par les conseillers agricoles, l'élaboration de la stratégie de l'exploitation est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de

6 de quelques dizaines de gramme à quelques kilogrammes
7 Possibilité d'une substitution de produits à doses homologuée élevée par des produits à dose homologuée faible
8 ex. : diversité des cultures
9 ex. : travail du sol en inter culture, choix variétal, date, densité, écartement du semis, désherbage mécanique, niveau de fertilisation azotée limité

s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes. IL s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.
A cette mesure est ainsi associée la réalisation de bilans de stratégie de protection des cultures afin de garantir de bonnes conditions d'appui technique à la réduction de ces intrants et à la méthode recommandée pour atteindre les objectifs inscrits dans les cahiers des opérations concernées.
Cette opération vise à accompagner les exploitants dans la mise en œuvre d'autres engagements agroenvironnementaux visant la limitation du recours aux produits phytosanitaires, en particulier les engagements unitaires de réduction du nombre de doses homologuées de traitement. Il permet à l'agriculteur, selon les cas :

- Soit de s'assurer de l'atteinte des objectifs de résultats fixés dans le cadre de certains engagements unitaires[10] et de faire face aux difficultés éventuelles qu'il pourrait rencontrer dans la définition et la mise en œuvre d'une stratégie de protection des cultures permettant d'atteindre ces résultats, en s'appuyant sur les conseils d'un technicien compètent ;
- Soit d'optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre pour répondre à certains engagements unitaires définissant des obligations de moyens[11] ,en aidant l'agriculteur à l'intégrer dans une stratégie globale de protection de ces cultures (identification des économies de produits phytosanitaires permises notamment) ;
- De façon générale, d'évaluer la pertinence des options techniques retenues pour réduire le recours aux produits phytosanitaires et de comparer les performances obtenues sur les parcelles faisant l'objet d'une contractualisation et sur celles n'en faisant pas l'objet, afin de réfléchir à une éventuelle généralisation des pratiques correspondant aux engagements contractualisés à l'ensemble des parcelles de son exploitation potentiellement concernées.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 93,87 €/ha engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement pour un entretien annuel.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

10 ex. : réduction du nombre de doses homologuées de traitements phytosanitaires de 30%, réduction du nombre de doses homologuées en herbicides de 50 %, absence de traitement phytosanitaires, absence d'herbicides
11 ex. enherbement sous cultures pérennes, lutte biologique, mise en place d'un paillage végétal, diversité au sein de la succession culturale

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020. Aucune condition d'éligibilité spécifique à la mesure « IF_PNRC_ CG 40 » n'est à vérifier.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure « IF_PNRC_CG40» les cultures éligibles suivantes :

Les grandes cultures éligibles sont les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

Seuil de contractualisation : au moins 30 % des surfaces de l'exploitation présentes sur le territoire du PAEC PNR Haute Vallée de Chevreuse doivent être engagées.
Mesure fixe (la même parcelle sur 5 ans)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).
Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

5.1 Conditions générales

En tant que souscripteur, vous vous engagez à respecter les points suivants :

- suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou lors de la campagne précédant l'engagement
- respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation engagées
- respect de l'IFT « herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles non engagées
- Réalisation d'un bilan annuel de stratégie de protection des cultures

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai de la première année de votre engagement**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (*cf. ci-après*).

L'exploitant engagé doit respecter le cahier des charges sur l'ensemble de l'exploitation et non uniquement sur les parcelles engagées.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure IF_PNRC_GC40 sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou depuis moins d'un an au 15 mai de l'année de la demande d'engagement	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agrée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides (Cf. ci-dessous pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires 12 + Feuille de calcul de l'IFT « hors-herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[13]
Respect de l'IFT « herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles (implantées avec le type de couvert concerné par la mesure) non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agrées au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la	Bilan annuel et le cas échéant Factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan	Réversible	Principale	Totale

12 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

– le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
– les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
– la date de traitement ;

13 **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale**

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
	première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	ainsi que la date de réalisation)			
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement nepermet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

5.2 Valeurs de l'IFT HERBICIDE à respecter
(voir annexe IFT niveau 2)

5.3 Contenu de la formation

Pour être agréée, la formation doit :

- porter sur une filière particulière en fonction du type de couvert sur lequel porte l'engagement,
- aborder obligatoirement les thèmes suivants :
  - Identification des enjeux sanitaires, agronomiques, économiques et environnementaux liés à l'utilisation des pesticides ;
  - Reconnaissance des principaux ravageurs, adventices, et maladies de la filière considérée au niveau régional ;
  - Seuils de nuisibilité économiquement acceptables et décision de traitement ;
  - Choix du produit, tenant compte de la dangerosité et des risques qu'il présente, intégrant la prévention de l'apparition de résistances et le respect de la faune auxiliaire ; optimisation de la dose d'application ;
  - Optimisation des conditions d'application (périodes, respect de la zone non traitée, limitation de la dérive, réglage du pulvérisateur) ;
  - Enregistrement des pratiques culturales, calcul du nombre de doses homologuées à partir de cet enregistrement et analyse des résultats par usage prépondérant.

Par ailleurs, il est recommandé que la formation :

- soit réalisée par une structure agréée qui doit :
  - s'engager à respecter le contenu de formation agréé défini,
  - faire réaliser cette formation par des formateurs ayant fait la preuve de leur compétence sur les différents thèmes abordés au cours de la formation et une expérience significative dans le domaine de la formation continue d'agriculteurs.
- soit d'une durée minimale de 3 jours ;
- soit fractionnée en différentes séquences (ex : automne, sortie d'hiver, printemps) afin de pouvoir effectuer la reconnaissance d'une diversité satisfaisante de bio agresseurs ;
- consacre une journée à cette reconnaissance sur le terrain.

Si vous avez suivi une formation de ce type depuis moins de 2 ans par rapport à la date de votre demande d'engagement, cette condition d'éligibilité à la mesure sera considérée comme respectée.

ATTENTION : un justificatif de votre participation à cette formation vous sera demandé en cas de contrôle sur place. Vous devez le conserver sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

5.4 Définition d'un bilan de la stratégie de protection des cultures sur les parcelles de l'exploitation (PHYTO 01)

L'exploitant doit réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement) avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional.

Contacter l'animateur du territoire pour connaître les techniciens agrées.

Pour le bilan réalisé en année 1, avec l'appui d'un technicien agréé :

- ✓ être d'une durée minimale d'une journée,
- ✓ comporter les deux volets suivants :

volet intensité du recours aux produits phytosanitaires:

- ➢ - Calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en du nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une mesure agroenvironnementale territorialisée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation.

- Analyse du résultat obtenu pour identifier les usages[14] prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements en regard des données d'observation parcellaire enregistrées,
- Formulation de préconisations, en terme de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages, ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

volet « substances à risque » :

- Identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction fournie par le SRAL ;
- Formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Cf. liste des substances à risque fournie par le SRAL, repris dans l'arrêté régional en vigueur.

Pour les bilans des années 2, 3, 4 et 5 avec l'appui d'un technicien agréé :

- ✓ être d'une durée minimale d'une journée,
- ✓ Comporter les points suivants :

- le même calcul d'IFT et la même analyse qu'en année 1 pour la campagne culturale écoulée,
- un point sur la manière dont les préconisations formulées en année 1 ont été prises en compte et leur efficacité en termes de stratégies de protection des cultures (à l'échelle de la campagne et de la succession culturale) et de substitutions de produits, à partir du cahier d'enregistrement des pratiques culturales et des calculs de nombre de doses homologuées réalisées pour les années écoulées depuis le premier bilan annuel réalisé.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et **dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année**.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

14 un usage est ici défini par le couple culture * type de bio agresseurs visés lors des traitements pour cet usage.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure IF_PNRC_GC45

« Réduction progressive de doses homologuées de traitements phytosanitaires de synthèses hors herbicides et herbicides»

du territoire « Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse»

Campagne 2016

Engagements unitaires de la mesure : PHYTO_01, PHYTO_04, PHYTO_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise une réduction de l'utilisation des produits phytosanitaire dans un objectif de préservation de la qualité de l'eau et de la biodiversité. L'ensemble des applications de produits herbicides réalisées à la parcelle sont prise en compte (y compris celles réalisées, le cas échéant, en inter culture).

Les herbicides sont notamment ciblés, dans la mesure où la réduction de leur utilisation correspond à un niveau de technicité différent de celui requis pour réduire l'utilisation de produits phytosanitaires hors herbicides (niveau de technicité plus faible en cultures pérennes et plus fort en grande cultures).

Le nombre de doses homologuées reflète l'intensité d'utilisation des pesticides. Parce qu'il teint copte de la dose homologué de chaque produit, il constitue à ce niveau un indicateur bien plus fiable que la quantité de produit utilisé : en fonction du produit, la dose homologuée est très variable15 et de ce fait une diminution des quantités appliquées ne témoigne pas forcément d'un moindre recours aux produits phytosanitaires 16 ni d'un moindre impact sanitaire et environnemental.

Cette mesure suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternative, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux herbicides à l'échelle de la rotation[17] et de l'itinéraire technique[18].

15 de quelques dizaines de gramme à quelques kilogrammes
16 Possibilité d'une substitution de produits à doses homologuée élevée par des produits à dose homologuée faible
17 ex. : diversité des cultures
18 ex. : travail du sol en inter culture, choix variétal, date, densité, écartement du semis, désherbage mécanique, niveau de fertilisation azotée limité

S'il est conseillé de proposer de telles stratégies alternatives types au niveau régional, en s'appuyant en particulier sur les itinéraires techniques en production intégrée diffusées par les conseillers agricoles, l'élaboration de la stratégie de l'exploitation est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes. IL s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

A cette mesure est ainsi associée la réalisation de bilans de stratégie de protection des cultures afin de garantir de bonnes conditions d'appui technique à la réduction de ces intrants et à la méthode recommandée pour atteindre les objectifs inscrits dans les cahiers des opérations concernées.

Cette opération vise à accompagner les exploitants dans la mise en œuvre d'autres engagements agroenvironnementaux visant la limitation du recours aux produits phytosanitaires, en particulier les engagements unitaires de réduction du nombre de doses homologuées de traitement. Il permet à l'agriculteur, selon les cas :

- Soit de s'assurer de l'atteinte des objectifs de résultats fixés dans le cadre de certains engagements unitaires[19] et de faire face aux difficultés éventuelles qu'il pourrait rencontrer dans la définition et la mise en œuvre d'une stratégie de protection des cultures permettant d'atteindre ces résultats, en s'appuyant sur les conseils d'un technicien compètent ;
- Soit d'optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre pour répondre à certains engagements unitaires définissant des obligations de moyens[20] ,en aidant l'agriculteur à l'intégrer dans une stratégie globale de protection de ces cultures (identification des économies de produits phytosanitaires permises notamment) ;
- De façon générale, d'évaluer la pertinence des options techniques retenues pour réduire le recours aux produits phytosanitaires et de comparer les performances obtenues sur les parcelles faisant l'objet d'une contractualisation et sur celles n'en faisant pas l'objet, afin de réfléchir à une éventuelle généralisation des pratiques correspondant aux engagements contractualisés à l'ensemble des parcelles de son exploitation potentiellement concernées.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 211,47 €/ha engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement pour un entretien annuel.

19 ex. : réduction du nombre de doses homologuées de traitements phytosanitaires de 30%, réduction du nombre de doses homologuées en herbicides de 50 %, absence de traitement phytosanitaires, absence d'herbicides
20 ex. enherbement sous cultures pérennes, lutte biologique, mise en place d'un paillage végétal, diversité au sein de la succession culturale

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020. Aucune condition d'éligibilité spécifique à la mesure « IF_PNRC_ CG 45 » n'est à vérifier.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure « IF_PNRC_CG45» les cultures éligibles suivantes :

Les grandes cultures éligibles sont les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

Seuil de contractualisation : au moins 30 % des surfaces de l'exploitation présentes sur le territoire du PAEC PNR Haute Vallée de Chevreuse doivent être engagées.
Mesure fixe (la même parcelle sur 5 ans)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).
Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

5.1 Conditions générales

En tant que souscripteur, vous vous engagez à respecter les points suivants :

- suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou lors de la campagne précédant l'engagement
- respect de l'IFT « herbicides » et « hors herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation engagées
- respect de l'IFT « herbicides » et « hors herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles non engagées

- en grandes cultures, respect d'une proportion maximale annuelle, inférieure à 30% dans la surface totale engagée, de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation).
- Réalisation d'un bilan annuel de protection des cultures

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai de la première année de votre engagement**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (*cf. ci-après*).
L'exploitant engagé doit respecter le cahier des charges sur l'ensemble de l'exploitation et non uniquement sur les parcelles engagées.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure IF_PNRC_GC45 sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou depuis moins d'un an au 15 mai de l'année de la demande d'engagement	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agrée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale	Totale
Respect d'une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation) dans la surface totale engagée inférieure à 30 %	Visuel et mesurage	Néant	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de l'IFT « herbicides » et « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées (Cf. ci-dessous pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[21] + Feuille de calcul de l'IFT « herbicides » et « hors-herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[22]
Respect de l'IFT « herbicides » et « hors-herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles (implantées avec le type de couvert concerné par la mesure) non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées			Réversible	Secondaire	A seuils
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agrées au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé,	Bilan annuel et le cas échéant Factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a	Réversible	Principale	Totale

21 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :
– le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
– les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
– la date de traitement ;

22 **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale**

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
	dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)			
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

5.2 Valeurs de l'IFT HERBICIDES et HORS HERBICIDE à respecter
(voir annexe IFT niveau 2)

5.3 Contenu de la formation

Pour être agréée, la formation doit :

- porter sur une filière particulière en fonction du type de couvert sur lequel porte l'engagement,
- aborder obligatoirement les thèmes suivants :
  - Identification des enjeux sanitaires, agronomiques, économiques et environnementaux liés à l'utilisation des pesticides ;
  - Reconnaissance des principaux ravageurs, adventices, et maladies de la filière considérée au niveau régional ;
  - Seuils de nuisibilité économiquement acceptables et décision de traitement ;
  - Choix du produit, tenant compte de la dangerosité et des risques qu'il présente, intégrant la prévention de l'apparition de résistances et le respect de la faune auxiliaire ; optimisation de la dose d'application ;
  - Optimisation des conditions d'application (périodes, respect de la zone non traitée, limitation de la dérive, réglage du pulvérisateur) ;
  - Enregistrement des pratiques culturales, calcul du nombre de doses homologuées à partir de cet enregistrement et analyse des résultats par usage prépondérant.

Par ailleurs, il est recommandé que la formation :

- soit réalisée par une structure agréée qui doit :
  - s'engager à respecter le contenu de formation agréé défini,
  - faire réaliser cette formation par des formateurs ayant fait la preuve de leur compétence sur les différents thèmes abordés au cours de la formation et une expérience significative dans le domaine de la formation continue d'agriculteurs.
- soit d'une durée minimale de 3 jours ;
- soit fractionnée en différentes séquences (ex : automne, sortie d'hiver, printemps) afin de pouvoir effectuer la reconnaissance d'une diversité satisfaisante de bio agresseurs ;
- consacre une journée à cette reconnaissance sur le terrain.

Si vous avez suivi une formation de ce type depuis moins de 2 ans par rapport à la date de votre demande d'engagement, cette condition d'éligibilité à la mesure sera considérée comme respectée.

ATTENTION : un justificatif de votre participation à cette formation vous sera demandé en cas de contrôle sur place. Vous devez le conserver sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

5.4 Définition d'un bilan de la stratégie de protection des cultures sur les parcelles de l'exploitation (PHYTO 01)

L'exploitant doit réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement) avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional.

Contacter l'animateur du territoire pour connaître les techniciens agrées.

Pour le bilan réalisé en année 1, avec l'appui d'un technicien agréé :

✓ être d'une durée minimale d'une journée,
✓ comporter les deux volets suivants :

volet intensité du recours aux produits phytosanitaires:

- Calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en du nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une mesure agroenvironnementale territorialisée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation.

- Analyse du résultat obtenu pour identifier les usages[23] prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements en regard des données d'observation parcellaire enregistrées,
- Formulation de préconisations, en terme de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages, ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

volet « substances à risque » :

- Identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction fournie par le SRAL ;
- Formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Cf. liste des substances à risque fournie par le SRAL, repris dans l'arrêté régional en vigueur.

Pour les bilans des années 2, 3, 4 et 5 avec l'appui d'un technicien agréé :

✓ être d'une durée minimale d'une journée,
✓ Comporter les points suivants :

- le même calcul d'IFT et la même analyse qu'en année 1 pour la campagne culturale écoulée,
- un point sur la manière dont les préconisations formulées en année 1 ont été prises en compte et leur efficacité en termes de stratégies de protection des cultures (à l'échelle de la campagne et de la succession culturale) et de substitutions de produits, à partir du cahier d'enregistrement des pratiques culturales et des calculs de nombre de doses homologuées réalisées pour les années écoulées depuis le premier bilan annuel réalisé.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et **dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année**.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

23 un usage est ici défini par le couple culture * type de bio agresseurs visés lors des traitements pour cet usage.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « système grandes cultures - niveau 1 » IF_PNRC_SGN1 du territoire « Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse»

Campagne 2016

Listes des mesures engagées : **PHYTO_01**
Mesure système Grandes cultures : SGC_1

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette mesure est d'accompagner le changement durable de pratiques sur l'ensemble du système d'exploitation et d'améliorer sur le long terme la performance environnementale globale. Cette mesure doit permettre de prendre en compte l'ensemble des enjeux environnementaux (eau, sol, biodiversité ordinaire, paysage, climat).

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 116,26 €/ha engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire st une personne physique ou moral exerçant une activité agricole
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

L'ensemble des terres arables de l'exploitation est éligible à la mesure« IF_PNRC_SGN1»
Les exploitations agricoles orientées grandes cultures à dominantes céréalières et/ou oléo protéagineux peuvent s'engager dans la mesure « IF_PNRC_SGN1»

- La part minimum de cultures arables dans la SAU doit être de 70 %). Ce taux est vérifié à partir des informations figurant dans votre déclaration PAC la première année d'engagement.
- Le nombre d'UGB doit être au maximum de 10

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

- Engagement d'au moins 70 % des surfaces en terres arables de l'exploitation
- Diversification de l'assolement sur la totalité de la SAU éligible de l'exploitation
- Part le la culture majoritaire inférieure à 60 % en année 2 et 50 % à partie de l'année 3.
- 4 cultures différentes présentes en années 2 et 5 à partie de l'année 3 (une culture doit représenter au minimum 5 % de la SAU éligible pour être comptabilisée. Les cultures d'hiver et de printemps, les mélanges de famille ou d'espèces, le blé dur et le blé tendre comptent pour des cultures différentes)
- 5 % de légumineuses dans la SAU éligible en années 2 et 10 % en année 3.les mélanges et les associations prairiales à base de légumineuses sont comptabilisées dans cette proportion.
- Les surfaces de légumineuses qui seraient comptabilisées au titre de l'obligation de présence de 5% de SIE sur les terres arables ne pourront pas être prises en compte pour vérifier le respect d'une part de légumineuses dans la SAU éligible de 5% en année 2 ou 10 % en année 3.
- Interdiction de retour d'une même culture annuelle de céréales à paille deux années successives sur une même parcelle.
- Pour les autres cultures annuelles, retour autorisé sur une même parcelle uniquement deux années successives, interdiction la 3ème année.
- Baisse des IFT sur l'ensemble des parcelles engagées dans la mesure système.
- Sur l'ensemble des parcelles en grandes cultures de l'exploitation, non engagées dans la mesure : respect de l'IFT « herbicides » et « hors herbicides » de référence du territoire à partir de l'année 2.
- Interdiction de fertilisation azotée sur légumineuses.
- Interdiction de régulateurs de croissance (sauf sur orge brassicole)
- Suivi d'un appui technique sur la gestion de l'azote sur l'exploitation

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 15 mai de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PNRC_SGN1» sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d'éligibilité à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles sur place		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Gravité		Caractère de l'anomalie
			Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie	
Diversification de l'assolement Respect de la part de la culture majoritaire inférieure à 60% en année 2 et à 50% en année 3	Vérification du plan d'assolement Déclaration de surface et contrôle visuel du couvert	Plan d'assolement Déclaration de surfaces	Principale	Seuils : par tranche de 1,5% en fonction de l'écart de %	Réversible
Respect du nombre minimal de cultures différentes présentes de 4 en année 2 et 5 à partir de l'année 3, sachant qu'une culture doit représenter au minimum 5 % de la SAU éligible pour être comptabilisée. Les cultures d'hiver et de printemps, les mélanges (de famille ou d'espèces) ainsi que le blé dur et le blé tendre comptent pour des cultures différentes	Vérification du plan d'assolement Déclaration de surface et contrôle visuel du couvert	Plan d'assolement Déclaration de surfaces	Principale	Totale	Réversible
Respect d'une part minimale de légumineuses dans la SAU éligible de 5% à partir de l'année 2[1]. Les mélanges et les associations prairiales à	Vérification du plan d'assolement Déclaration de surface et contrôle visuel du couvert	Plan d'assolement Déclaration de surfaces	Principale	Seuils : par tranche de 1,5% en fonction de l'écart de %	Réversible

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d'éligibilité à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles sur place		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Gravité		Caractère de l'anomalie
			Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie	
base de légumineuses sont comptabilisés dans cette proportion.					
Pour l'ensemble des céréales à paille : interdiction du retour d'une même culture deux années successives sur une même parcelle.	Vérification du plan d'assolement	Plan d'assolement Déclaration de surfaces	Principale	Seuils : par tranche de 1,5% en fonction de l'écart de %	Réversible
Pour les autres cultures annuelles[2] : interdiction du retour d'une même culture sur une même parcelle plus de deux année successives.	Vérification du plan d'assolement	Plan d'assolement Déclaration de surfaces	Principale	Seuils : par tranche de 1,5% en fonction de l'écart de %	Réversible
Appui technique sur la gestion de l'azote portant notamment sur le fractionnement des apports et la maîtrise des risques des fuites de nitrates lors des périodes d'interculture	Vérification Plan de fertilisation	Plan de fertilisation ou cahier de fertilisation[5]	Secondaire	Totale	Réversible
Sur l'ensemble des parcelles engagées dans la mesure : respect de l'interdiction de régulateurs de croissance, sauf sur orge brassicole	Vérification factures	factures	Secondaire	Totale[4]	Réversible
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles engagées de l'exploitation (Cf. annexe spécifique pour l'IFT maximal annuel) Respect de l'IFT « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles engagées de l'exploitation (Cf. annexe spécifique pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires ou des donnée s du logiciel d'enregistrement et Contrôle de cohérence sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement ou accès aux données du logiciel d'enregistrement des données + feuilles de calcul de l'IFT herbicide + factures d'achats des produits phytosanitaires	Secondaire	A seuil[4]	Réversible

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d'éligibilité à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles sur place		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Gravité		Caractère de l'anomalie
			Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie	
Réalisation de 5 bilans s avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées au cours des 5 années de l'engagement	Vérification des factures de prestation	Bilan(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Principale	Totale	Réversible
Les autres années, réalisation sans accompagnement, d'un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures sur les parcelles de l'exploitation, à partir des cahiers d'enregistrement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence d'un bilan annuel et de sa complétude. Vérification de factures si prestation.	Bilan annuel et le cas échéant factures	Réversible	Principale	Totale

1 Les surfaces de légumineuses qui seraient comptabilisées au titre de l'obligation de présence de 5% de SIE sur les terres arables ne pourront pas être prise en compte pour vérifier le respect d'une part de légumineuses dans la SAU éligible de 5% en année 2 (et selon la valeur fixée régionalement, jusqu'à 10 % en année 3).

2 Pour la diversité des rotations, le terme de culture correspond à une culture de production (hors culture intermédiaire, couvert végétal ou culture dérobée).

3 la tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- Le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement
- Les quantités et doses de produits utilisés exprimés en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare.
- La date de traitement

4 L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur le produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale.

5 la tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produit fertilisant doit figurer :

- Le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement
- Les quantités et doses de produits utilisés exprimés en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare.
- La date d'application

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6 : DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

Se reporter à l'annexe IFT niveau 1 (en fin de document)

6.1 DEFINITION D'UN BILAN DE LA STRATEGIE DE PROTECTION DES CULTURES SUR LES PARCELLES DE L'EXPLOITATION (PHYTO 01)

L'exploitant doit réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement) avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional.

Contacter l'animateur du territoire pour connaître les techniciens agrées.

Pour le bilan réalisé en année 1, avec l'appui d'un technicien agréé :

- ✓ être d'une durée minimale d'une journée,
- ✓ comporter les deux volets suivants :

volet intensité du recours aux produits phytosanitaires:

- - Calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en du nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une mesure agroenvironnementale territorialisée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation.

- Analyse du résultat obtenu pour identifier les usages[24] prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements en regard des données d'observation parcellaire enregistrées,
- Formulation de préconisations, en terme de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages, ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

volet « substances à risque » :

- Identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction fournie par le SRAL ;
- Formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

24 un usage est ici défini par le couple culture * type de bio agresseurs visés lors des traitements pour cet usage.

Type	Substance active	Famille
H	chlortoluron	Urée
H	isoproturon	Urée
H	2,4-d	Aryloxyacide
H	2,4-mcpa	Aryloxyacide
H	bromoxynil	Benzonitrile
H	diflufenicanil	Amide
H	ethofumesate	Benzofurane
H	glyphosate	Acideaminé
H	Mecoprop (mcpp)	Aryloxyacide
H	metazachlore	Chloroacetamide
H	pendimethaline	Amine
H	aminotriazole	Triazole
F	cyprodinyl	Pyrimidine
I	imidaclopride	Néonicotinoide
H	lenacile	Uracile
F	azoxystrobine	Strobilurine
H	bentazone	Thiadiazinone
H	chloridazone	Pyridazinone
H	dimethachlore	Chloroacetamide
F	epoxiconazole	Triazole
H	fluroxypyr	Acide picolinique
H	metamitrone	Triazinone
H	oxadiazon	Oxadiazole
F	prochloraze	Imidazole
H	quinmerac	Quinoléine
F	tebuconazole	Triazole
F	chlorothalonil	Organochloré
I	cypermethrine	
I	deltamethrine	
H	dichlorprop-p	Aryloxyacide
F	fenpropidine	Pipéridine
I	lambda-cyhalothrine	Pyréthrinoïde

Type	Substance active	Famille
F	mancozebe	
H	propyzamide	Amide
I	pyrimicarbe	
H	triclopyr	Acide carboxylique
H	aclonifen	Diphényl-éther
R	Chlormequat chlorure	
H	clomazone	Isoxazolidinone
MI	metaldehyde	

Pour les bilans des années 2, 3, 4 et 5 avec l'appui d'un technicien agréé :

- ✓ être d'une durée minimale d'une journée,
- ✓ Comporter les points suivants :

- le même calcul d'IFT et la même analyse qu'en année 1 pour la campagne culturale écoulée,
- un point sur la manière dont les préconisations formulées en année 1 ont été prises en compte et leur efficacité en termes de stratégies de protection des cultures (à l'échelle de la campagne et de la succession culturale) et de substitutions de produits, à partir du cahier d'enregistrement des pratiques culturales et des calculs de nombre de doses homologuées réalisées pour les années écoulées depuis le premier bilan annuel réalisé.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et **dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année**.

Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

6.2 LES ANIMAUX PRIS EN COMPTE POUR LE CRITERE D'ELIGIBILITE LIE A UN ELEVAGE HERBIVORE APPARTIENNENT AUX CATEGORIES SUIVANTES :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant l'année civile précédente. Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans.	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans.	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans.	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Pour les herbivores autres que bovins, les animaux doivent être présents sur l'exploitation pendant une durée de 30 jours consécutifs, incluant le 31 mars de l'année en cours. Le nombre correspondant doit être déclaré chaque année sur le formulaire de déclaration des effectifs animaux du dossier PAC.

La Surface Agricole Utile (SAU) comprend toutes les surfaces déclarées dans le dossier PAC sauf :

- les surfaces de prairie permanente rendues non admissibles par la méthode du prorata,
- les surfaces déclarées en « bâtiments, chemins d'exploitation, routes et autres éléments artificiels »
- les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci ne sont pas admissibles au titre du premier pilier ou d'une MAEC.
- les éléments naturels non compris dans les éléments topographiques (ex : marais salants...)

Les terres arables correspondent aux surfaces qui dans votre dossier PAC relèvent de la catégorie de surface agricole « TA »

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « système grandes cultures - niveau 2 » IF_PNRC_SGN2 du territoire « Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse»

Campagne 2016

Listes des mesures engagées : **PHYTO_01**
Mesure système Grandes cultures : SGC_2

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette mesure est d'accompagner le changement durable de pratiques sur l'ensemble du système d'exploitation et d'améliorer sur le long terme la performance environnementale globale. Cette mesure doit permettre de prendre en compte l'ensemble des enjeux environnementaux (eau, sol, biodiversité ordinaire, paysage, climat).

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 206,96 €/ha engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire st une personne physique ou moral exerçant une activité agricole
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

L'ensemble des terres arables de l'exploitation est éligible à la mesure« IF_PNRC_SGN2»
Les exploitations agricoles orientées grandes cultures à dominantes céréalières et/ou oléo protéagineux peuvent s'engager dans la mesure « IF_PNRC_SGN2»

- La part minimum de cultures arables dans la SAU doit être de 70 %). Ce taux est vérifié à partir des informations figurant dans votre déclaration PAC la première année d'engagement.
- Le nombre d'UGB doit être au maximum de 10

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

- Engagement d'au moins 70 % des surfaces en terres arables de l'exploitation
- Diversification de l'assolement sur la totalité de la SAU éligible de l'exploitation
- Part le la culture majoritaire inférieure à 60 % en année 2 et 50 % à partie de l'année 3.
- 4 cultures différentes présentes en années 2 et 5 à partie de l'année 3 (une culture doit représenter au minimum 5 % de la SAU éligible pour être comptabilisée. Les cultures d'hiver et de printemps, les mélanges de famille ou d'espèces, le blé dur et le blé tendre comptent pour des cultures différentes)
- 5 % de légumineuses dans la SAU éligible en années 2 et 10 % en année 3.les mélanges et les associations prairiales à base de légumineuses sont comptabilisées dans cette proportion.
- Les surfaces de légumineuses qui seraient comptabilisées au titre de l'obligation de présence de 5% de SIE sur les terres arables ne pourront pas être prises en compte pour vérifier le respect d'une part de légumineuses dans la SAU éligible de 5% en année 2 ou 10 % en année 3.
- Interdiction de retour d'une même culture annuelle de céréales à paille deux années successives sur une même parcelle.
- Pour les autres cultures annuelles, retour autorisé sur une même parcelle uniquement deux années successives, interdiction la 3ème année.
- Baisse des IFT sur l'ensemble des parcelles engagées dans la mesure système.
- Sur l'ensemble des parcelles en grandes cultures de l'exploitation, non engagées dans la mesure : respect de l'IFT « herbicides » et « hors herbicides » de référence du territoire à partir de l'année 2.
- Interdiction de fertilisation azotée sur légumineuses.
- Interdiction de régulateurs de croissance (sauf sur orge brassicole)
- Suivi d'un appui technique sur la gestion de l'azote sur l'exploitation

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 15 mai de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PNRC_SGN2» sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d'éligibilité à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles sur place		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Gravité		Caractère de l'anomalie
			Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie	
Diversification de l'assolement Respect de la part de la culture majoritaire inférieure à 60% en année 2 et à 50% en année 3	Vérification du plan d'assolement Déclaration de surface et contrôle visuel du couvert	Plan d'assolement Déclaration de surfaces	Principale	Seuils : par tranche de 1,5% en fonction de l'écart de %	Réversible
Respect du nombre minimal de cultures différentes présentes de 4 en année 2 et 5 à partir de l'année 3, sachant qu'une culture doit représenter au minimum 5 % de la SAU éligible pour être comptabilisée. Les cultures d'hiver et de printemps, les mélanges (de famille ou d'espèces) ainsi que le blé dur et le blé tendre comptent pour des cultures différentes	Vérification du plan d'assolement Déclaration de surface et contrôle visuel du couvert	Plan d'assolement Déclaration de surfaces	Principale	Totale	Réversible
Respect d'une part minimale de légumineuses dans la SAU éligible de 5% à partir de l'année 2[1]. Les mélanges et les associations prairiales à base de légumineuses sont comptabilisés dans cette proportion.	Vérification du plan d'assolement Déclaration de surface et contrôle visuel du couvert	Plan d'assolement Déclaration de surfaces	Principale	Seuils : par tranche de 1,5% en fonction de l'écart de %	Réversible

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d'éligibilité à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles sur place		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Gravité		Caractère de l'anomalie
			Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie	
Pour l'ensemble des céréales à paille : interdiction du retour d'une même culture deux années successives sur une même parcelle.	Vérification du plan d'assolement	Plan d'assolement Déclaration de surfaces	Principale	Seuils : par tranche de 1,5% en fonction de l'écart de %	Réversible
Pour les autres cultures annuelles[2] : interdiction du retour d'une même culture sur une même parcelle plus de deux année successives.	Vérification du plan d'assolement	Plan d'assolement Déclaration de surfaces	Principale	Seuils : par tranche de 1,5% en fonction de l'écart de %	Réversible
Appui technique sur la gestion de l'azote portant notamment sur le fractionnement des apports et la maîtrise des risques des fuites de nitrates lors des périodes d'interculture	Vérification Plan de fertilisation	Plan de fertilisation ou cahier de fertilisation[5]	Secondaire	Totale	Réversible
Sur l'ensemble des parcelles engagées dans la mesure :respect de l'interdiction de régulateurs de croissance, sauf sur orge brassicole	Vérification factures	factures	Secondaire	Totale[4]	Réversible
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles engagées de l'exploitation (Cf. annexe spécifique pour l'IFT maximal annuel) Respect de l'IFT « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles engagées de l'exploitation (Cf. annexe spécifique pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires ou des donnée s du logiciel d'enregistrement et Contrôle de cohérence sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement ou accès aux données du logiciel d'enregistrement des données + feuilles de calcul de l'IFT herbicide + factures d'achats des produits phytosanitaires	Secondaire	A seuil[4]	Réversible
Réalisation de 5 bilans s avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées au cours des 5 années de l'engagement	Vérification des factures de prestation	Bilan(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le	Principale	Totale	Réversible

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d'éligibilité à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles sur place		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Gravité		Caractère de l'anomalie
			Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie	
		nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)			
Les autres années, réalisation sans accompagnement, d'un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures sur les parcelles de l'exploitation, à partir des cahiers d'enregistrement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence d'un bilan annuel et de sa complétude. Vérification de factures si prestation.	Bilan annuel et le cas échéant factures	Réversible	Principale	Totale

1 Les surfaces de légumineuses qui seraient comptabilisées au titre de l'obligation de présence de 5% de SIE sur les terres arables ne pourront pas être prise en compte pour vérifier le respect d'une part de légumineuses dans la SAU éligible de 5% en année 2 (et selon la valeur fixée régionalement, jusqu'à 10 % en année 3).

2 Pour la diversité des rotations, le terme de culture correspond à une culture de production (hors culture intermédiaire, couvert végétal ou culture dérobée).

3 la tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- Le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement
- Les quantités et doses de produits utilisés exprimés en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare.
- La date de traitement

4 L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur le produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale.

5 la tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produit fertilisant doit figurer :

- Le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement
- Les quantités et doses de produits utilisés exprimés en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare.
- La date d'application

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6 : DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

Se reporter à l'annexe IFT niveau 2 (en fin de document)

6.1 DEFINITION D'UN BILAN DE LA STRATEGIE DE PROTECTION DES CULTURES SUR LES PARCELLES DE L'EXPLOITATION (PHYTO 01)

L'exploitant doit réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement) avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional.

Contacter l'animateur du territoire pour connaître les techniciens agrées.

Pour le bilan réalisé en année 1, avec l'appui d'un technicien agréé :

- ✓ être d'une durée minimale d'une journée,
- ✓ comporter les deux volets suivants :

volet intensité du recours aux produits phytosanitaires:

- ➢ - Calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en du nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une mesure agroenvironnementale territorialisée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation.

- Analyse du résultat obtenu pour identifier les usages[25] prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements en regard des données d'observation parcellaire enregistrées,

- Formulation de préconisations, en terme de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages, ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

volet « substances à risque » :

- Identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction fournie par le SRAL ;

- Formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

25 un usage est ici défini par le couple culture * type de bio agresseurs visés lors des traitements pour cet usage.

Type	Substance active	Famille
H	chlortoluron	Urée
H	isoproturon	Urée
H	2,4-d	Aryloxyacide
H	2,4-mcpa	Aryloxyacide
H	bromoxynil	Benzonitrile
H	diflufenicanil	Amide
H	ethofumesate	Benzofurane
H	glyphosate	Acideaminé
H	Mecoprop (mcpp)	Aryloxyacide
H	metazachlore	Chloroacetamide
H	pendimethaline	Amine
H	aminotriazole	Triazole
F	cyprodinyl	Pyrimidine
I	imidaclopride	Néonicotinoide
H	lenacile	Uracile
F	azoxystrobine	Strobilurine
H	bentazone	Thiadiazinone
H	chloridazone	Pyridazinone
H	dimethachlore	Chloroacetamide
F	epoxiconazole	Triazole
H	fluroxypyr	Acide picolinique
H	metamitrone	Triazinone
H	oxadiazon	Oxadiazole
F	prochloraze	Imidazole
H	quinmerac	Quinoléine
F	tebuconazole	Triazole
F	chlorothalonil	Organochloré
I	cypermethrine	
I	deltamethrine	
H	dichlorprop-p	Aryloxyacide
F	fenpropidine	Pipéridine
I	lambda-cyhalothrine	Pyréthrinoïde

Type	Substance active	Famille
F	mancozebe	
H	propyzamide	Amide
I	pyrimicarbe	
H	triclopyr	Acide carboxylique
H	aclonifen	Diphényl-éther
R	Chlormequat chlorure	
H	clomazone	Isoxazolidinone
MI	metaldehyde	

Pour les bilans des années 2, 3, 4 et 5 avec l'appui d'un technicien agréé :

- ✓ être d'une durée minimale d'une journée,
- ✓ Comporter les points suivants :

- le même calcul d'IFT et la même analyse qu'en année 1 pour la campagne culturale écoulée,
- un point sur la manière dont les préconisations formulées en année 1 ont été prises en compte et leur efficacité en termes de stratégies de protection des cultures (à l'échelle de la campagne et de la succession culturale) et de substitutions de produits, à partir du cahier d'enregistrement des pratiques culturales et des calculs de nombre de doses homologuées réalisées pour les années écoulées depuis le premier bilan annuel réalisé.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et **dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année**.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

6.2 LES ANIMAUX PRIS EN COMPTE POUR LE CRITERE D'ELIGIBILITE LIE A UN ELEVAGE HERBIVORE APPARTIENNENT AUX CATEGORIES SUIVANTES :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant l'année civile précédente. Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans.	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans.	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans.	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Pour les herbivores autres que bovins, les animaux doivent être présents sur l'exploitation pendant une durée de 30 jours consécutifs, incluant le 31 mars de l'année en cours. Le nombre correspondant doit être déclaré chaque année sur le formulaire de déclaration des effectifs animaux du dossier PAC.

La Surface Agricole Utile (SAU) comprend toutes les surfaces déclarées dans le dossier PAC sauf :

- les surfaces de prairie permanente rendues non admissibles par la méthode du prorata,
- les surfaces déclarées en « bâtiments, chemins d'exploitation, routes et autres éléments artificiels »
- les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci ne sont pas admissibles au titre du premier pilier ou d'une MAEC.
- les éléments naturels non compris dans les éléments topographiques (ex : marais salants...)

Les terres arables correspondent aux surfaces qui dans votre dossier PAC relèvent de la catégorie de surface agricole « TA »

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Direction départementale des territoires des Yvelines
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de mesures
«Système Polyculture Elevage»
« IF_PNRC_SPM1 » MAINTIEN

du territoire « Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse»
Campagne 2016

Mesure : MAEC systèmes polyculture-élevage – maintien – SPE01

Cette mesure est ouverte pour les exploitations qui respectent les critères de surface en herbe (50 % mini) et part de maïs fourrager (15% maxi) dès la première année d'engagement.

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de favoriser le recouplage des ateliers animal et végétal. Ainsi, une aide à l'évolution de pratiques incite les exploitants à introduire davantage d''herbe dans l'assolement, à réduire la part du maïs dans la surface fourragère et à réduire les achats de concentrés. L'objectif est d'accroître l'autonomie alimentaire de l'exploitation en valorisant au mieux la production d'herbe, notamment par un pâturage tournant au printemps et en développant des nouvelles cultures. Les rotations culturales plus longues permettent alors une moindre pression des maladies ou des ravageurs et un meilleur contrôle des adventices. La baisse de la part du maïs dans l'alimentation permet de diminuer le besoin en complément azoté tel que le soja. L'exploitant peut alors plus facilement produire les concentrés qu'il apporte aux animaux.

Cette mesure s'adresse aux exploitants qui ont déjà de telles pratiques dans la mesure où existe localement un risque avéré de disparition de ces exploitations.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, une aide de : **175,80 €/ha** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.
Le montant de votre engagement peut faire l'objet d'un plafond selon les modalités des partenaires financiers.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Localisation : Votre exploitation est éligible à cette MAEC dans la mesure **où plus de la moitié de votre surface agricole utile** (SAU définie au point 6) est incluse dans un (ou plusieurs) territoire(s) sur lequel un projet agroenvironnemental et climatique qui propose la présente MAEC est accepté l'année de votre demande. Ce taux est calculé sur la base des surfaces déclarées dans votre déclaration PAC l'année de la demande.

UGB : Vous devez maintenir l'activité d'élevage pendant les 5 ans de l'engagement en détenant au moins **10 UGB herbivores.**
Le nombre d'UGB est calculé selon les modalités définies au point 6.

Diagnostic d'exploitation : Un diagnostic d'exploitation devra être réalisé de préférence avant l'engagement (fortement recommandé) ou au plus tard au cours de la première année d'engagement. Contacter votre opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...). Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire. **Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre**.

Taux SH/SAU : Votre exploitation est éligible à cette MAEC dans la mesure où l**a part des grandes cultures** dans la SAU est au maximum de **50 %** l'année de votre demande.
Ce taux est calculé sur la base des surfaces déclarées dans votre déclaration PAC l'année de la demande. Il s'agit du rapport entre les surfaces en grandes cultures (céréales hors maïs ensilage, oléagineux, protéagineux, pommes de terre, cultures industrielles, jachères de moins de 5 ans) de votre exploitation et la surface agricole utile de votre exploitation.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Les grandes cultures éligibles sont les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

Vous devez respecter le cahier des charges sur l'ensemble des parcelles éligibles de l'exploitation et non uniquement sur les parcelles engagées.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PNRC_SPM1 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Maintien d'une activité d'élevage et détention de plus de **10 UGB** herbivores	Comptage des animaux	Registre d'élevage	Définitive	Principale	*Totale*
Interdiction de retournement 1 des prairies permanentes de l'exploitation n'entrant pas dans une rotation, notamment par le labour ou lors de travaux lourds. Seul un renouvellement par travail superficiel du sol est autorisé	Contrôle visuel du couvert	Néant	Définitive	Principale	*Totale*

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect d'une part minimale de surface en herbe de **50% de la SAU à partir de l'année 1**26	Néant	Néant	Réversible	Principale	Seuils : par tranche de 1,5%, en fonction de l'écart de %
Respect d'une part maximale de surface en maïs (hors maïs grain et semences) **consommé27 de 15 % dans** la surface fourragère 28 : **à partir de l'année 1**	Calcul de l'équivalent en surface de maïs	Factures d'achat et vente de maïs ou stock de maïs, de maïs fourrager et de semences	Réversible	Principale	*Seuils : par tranche de 1,5%, en fonction de l'écart de %*
Respect d'un niveau maximal annuel d'achat de concentrés29 de : - 800 kg par UGB bovine ou équine - 1 000 kg par UGB ovine - 1 600 kg par UGB caprine	Documentaire	Factures d'achat de concentrés et comptabilité matière (factures, balances, livre journal[30]	Réversible	Secondaire	Seuils : en fonction de l'écart en kg de concentré acheté sur le total autorisé

26 Sont concernées par cette interdiction, les surfaces dont les codes cultures appartiennent au paragraphe et du 1.10 « prairie et pâturage permanent » de la notice PAC à l'exception des prairies en rotation longue (code culture = PRL). Au 16 mai de la troisième année d'engagement (par exemple, si engagement initial au 15 mai 2015 : à partir du 16 mai 2017)

27 Mode de calcul du maïs consommé : surfaces cultivées en maïs fourrager + équivalent surface du maïs acheté + équivalent surface de la variation des stocks de maïs < 15% SFP. Les quantités achetées et les variations de stock de maïs sont converties en équivalence de surfaces sur la base du rendement moyen départemental.

28 La surface fourragère principale (SFP) est définie au point 6.

29 Concentrés : tout aliment complémentaire des fourrages, riche en énergie et/ou azote, caractérisés par une forte teneur en matière sèche (MS>=80 %) et une forte valeur énergétique (UFL>=0,8/kg MS).
- tout fourrage déshydraté présenté sous forme de granulés
- tout grain conservé par voie humide

30 Si la comptabilité est externalisée, fourniture sous 10 jours des documents demandés au contrôleur.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect des IFT « herbicides » et « hors herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation concernées par le calcul (cf. ci-après pour l'IFT maximal annuel), y compris les parcelles non engagées du fait de l'application d'un plafond d'aide	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires 31 + Feuille de calcul de l'IFT « herbicides » et « hors herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils32
Interdiction des régulateurs de croissance sauf sur orge brassicole	Vérification de l'absence de régulateurs de croissance dans le cahier d'enregistrement	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires	Réversible	Secondaire	Totale
Appui technique sur la gestion de l'azote	Vérification de l'existence de l'attestation	Attestation de prestation	Réversible	Secondaire	Totale

31 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :
- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement ;

32 L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale

Valeurs des $IFT_{herbicides}$ et des $IFT_{hors\ herbicides}$ à respecter en moyenne sur l'ensemble de vos parcelles concernées (niveau 2)

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

6.1 Définitions :

- **La Surface Agricole Utile** (SAU) comprend toutes les surfaces déclarées dans le dossier PAC sauf :

- les surfaces de prairie permanente rendues non admissibles par la méthode du prorata
- les surfaces bâties et éléments artificialisés
- les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci ne sont pas admissibles
-les éléments naturels non compris dans les éléments topographiques (ex : marais salants...)

- **Les surfaces en herbe** comprennent les prairies ou pâturages permanents corrigés (tous les codes cultures du paragraphe et du 1.10 « prairie et pâturage permanent » de la notice PAC cultures) par la méthode du prorata, les surfaces herbacées temporaires (tous les codes cultures du 1.9 « surfaces herbacées temporaires" de la notice PAC cultures) , les « mélanges de légumineuses fourragères prépondérantes au semis implantées pour la récolte 2015/2016 et d'herbacées ou de graminées fourragères » (code MH5 et MH6) et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles.
- **La surface fourragère principale** (SFP) comprend le maïs ensilage, les surfaces herbagères temporaires, les prairies et pâturages permanents corrigés du prorata, les légumineuses fourragères, les fourrages et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles.

Ne sont pas considérées comme des surfaces fourragères :
- les surfaces dont le fourrage est destiné à la transformation en granulé (par exemple : luzerne ou maïs déshydraté) ;
- les surfaces dont seuls les grains sont conservées par voie humide.

- **Les animaux pris en compte pour le critère d'éligibilité lié à un élevage herbivore appartiennent aux catégories suivantes :**

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n). Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB

ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans.	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans.	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans.	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Pour les herbivores autres que bovins, les animaux doivent être présents sur l'exploitation pendant une durée de 30 jours consécutifs, incluant le 31 mars de l'année en cours Pour ces animaux, le nombre correspondant doit être déclaré sous Télépac dans l'écran relatif aux effectifs animaux.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Direction départementale des territoires des Yvelines
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de mesures «Système Polyculture Elevage» « IF_PNRC_SPE1 » EVOLUTION

du territoire « Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse»

Campagne 2016

Mesure : MAEC systèmes polyculture-élevage – évolution – SPE01

Cette mesure est ouverte pour les exploitations qui ne respectent les critères de surface en herbe (50 % mini) et part de maïs fourrager (15% maxi) au moment de l'engagement. Elles doivent donc évoluer vers ces critères dès la troisième année d'engagement.

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de favoriser le recouplage des ateliers animal et végétal. Ainsi, une aide à l'évolution de pratiques incite les exploitants à introduire davantage d''herbe dans l'assolement, à réduire la part du maïs dans la surface fourragère et à réduire les achats de concentrés. L'objectif est d'accroître l'autonomie alimentaire de l'exploitation en valorisant au mieux la production d'herbe, notamment par un pâturage tournant au printemps et en développant des nouvelles cultures. Les rotations culturales plus longues permettent alors une moindre pression des maladies ou des ravageurs et un meilleur contrôle des adventices. La baisse de la part du maïs dans l'alimentation permet de diminuer le besoin en complément azoté tel que le soja. L'exploitant peut alors plus facilement produire les concentrés qu'il apporte aux animaux.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, une aide de : **205,98 €/ha** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.
Le montant de votre engagement peut faire l'objet d'un plafond selon les modalités des partenaires financiers.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Localisation : Votre exploitation est éligible à cette MAEC dans la mesure **où plus de la moitié de votre surface agricole utile** (SAU définie au point 6) est incluse dans un (ou plusieurs) territoire(s) sur lequel un projet agroenvironnemental et climatique qui propose la présente MAEC est accepté l'année de votre demande. Ce taux est calculé sur la base des surfaces déclarées dans votre déclaration PAC l'année de la demande.

UGB : Vous devez maintenir l'activité d'élevage pendant les 5 ans de l'engagement en détenant au moins **10 UGB herbivores.**

Le nombre d'UGB est calculé selon les modalités définies au point 6.

Diagnostic d'exploitation : Un diagnostic d'exploitation devra être réalisé de préférence avant l'engagement (fortement recommandé) ou au plus tard au cours de la première année d'engagement. Contacter votre opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …). Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire. **Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre**.

Taux SH/SAU : Votre exploitation est éligible à cette MAEC dans la mesure où l**a part des grandes cultures** dans la SAU est au maximum de **50 %** l'année de votre demande.

Ce taux est calculé sur la base des surfaces déclarées dans votre déclaration PAC l'année de la demande. Il s'agit du rapport entre les surfaces en grandes cultures (céréales hors maïs ensilage, oléagineux, protéagineux, pommes de terre, cultures industrielles, jachères de moins de 5 ans) de votre exploitation et la surface agricole utile de votre exploitation.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Les grandes cultures éligibles sont les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

Vous devez respecter le cahier des charges sur l'ensemble des parcelles éligibles de l'exploitation et non uniquement sur les parcelles engagées.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PNRC_SPE1 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Maintien d'une activité d'élevage et détention de plus de **10 UGB** herbivores	Comptage des animaux	Registre d'élevage	Définitive	Principale	*Totale*
Interdiction de retournement 1 des prairies permanentes de l'exploitation n'entrant pas dans une rotation, notamment par le labour ou lors de travaux lourds. Seul un renouvellement par travail superficiel du sol est autorisé	Contrôle visuel du couvert	Néant	Définitive	Principale	*Totale*

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect d'une part minimale de surface en herbe de **50% de la SAU à partir de l'année 1**[33]	Néant	Néant	Réversible	Principale	Seuils : par tranche de 1,5%, en fonction de l'écart de %
Respect d'une part maximale de surface en maïs (hors maïs grain et semences) **consommé 34 de 15 % dans** la surface fourragère35 : **à partir de l'année 1**	Calcul de l'équivalent en surface de maïs	Factures d'achat et vente de maïs ou stock de maïs, de maïs fourrager et de semences	Réversible	Principale	*Seuils : par tranche de 1,5%, en fonction de l'écart de %*
Respect d'un niveau maximal annuel d'achat de concentrés36 de : - 800 kg par UGB bovine ou équine - 1 000 kg par UGB ovine - 1 600 kg par UGB caprine	Documentaire	Factures d'achat de concentrés et comptabilité matière (factures, balances, livre journal)[37]	Réversible	Secondaire	Seuils : en fonction de l'écart en kg de concentré acheté sur le total autorisé

[33] 1Sont concernées par cette interdiction, les surfaces dont les codes cultures appartiennent au paragraphe et du 1.10 « prairie et pâturage permanent » de la notice PAC à l'exception des prairies en rotation longue (code culture = PRL).
Au 16 mai de la troisième année d'engagement (par exemple, si engagement initial au 15 mai 2015 : à partir du 16 mai 2017)

[34] Mode de calcul du maïs consommé : surfaces cultivées en maïs fourrager + équivalent surface du maïs acheté + équivalent surface de la variation des stocks de maïs < 15% SFP. Les quantités achetées et les variations de stock de maïs sont converties en équivalence de surfaces sur la base du rendement moyen départemental.

[35] La surface fourragère principale (SFP) est définie au point 6.

[36] Concentrés : tout aliment complémentaire des fourrages, riche en énergie et/ou azote, caractérisés par une forte teneur en matière sèche (MS>=80 %) et une forte valeur énergétique (UFL>=0,8/kg MS).
- tout fourrage déshydraté présenté sous forme de granulés
- tout grain conservé par voie humide

[37] Si la comptabilité est externalisée, fourniture sous 10 jours des documents demandés au contrôleur.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect des IFT « herbicides » et « hors herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation concernées par le calcul (cf. ci-après pour l'IFT maximal annuel), y compris les parcelles non engagées du fait de l'application d'un plafond d'aide	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires 38 + Feuille de calcul de l'IFT « herbicides » et « hors herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils39
Interdiction des régulateurs de croissance sauf sur orge brassicole	Vérification de l'absence de régulateurs de croissance dans le cahier d'enregistrement	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires	Réversible	Secondaire	Totale
Appui technique sur la gestion de l'azote	Vérification de l'existence de l'attestation	Attestation de prestation	Réversible	Secondaire	Totale

[38] **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement ;

[39] L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale

Valeurs des IFT herbicides et des IFT hors herbicides à respecter en moyenne sur l'ensemble de vos parcelles concernées (niveau 2)

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

6.1 Définitions :

- **La Surface Agricole Utile** (SAU) comprend toutes les surfaces déclarées dans le dossier PAC sauf :

- les surfaces de prairie permanente rendues non admissibles par la méthode du prorata
- les surfaces bâties et éléments artificialisés
- les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci ne sont pas admissibles
-les éléments naturels non compris dans les éléments topographiques (ex : marais salants...)

- **Les surfaces en herbe** comprennent les prairies ou pâturages permanents corrigés (tous les codes cultures du paragraphe et du 1.10 « prairie et pâturage permanent » de la notice PAC cultures) par la méthode du prorata, les surfaces herbacées temporaires (tous les codes cultures du 1.9 « surfaces herbacées temporaires" de la notice PAC cultures) , les « mélanges de légumineuses fourragères prépondérantes au semis implantées pour la récolte 2015/2016 et d'herbacées ou de graminées fourragères » (code MH5 et MH6) et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles.
- **La surface fourragère principale** (SFP) comprend le maïs ensilage, les surfaces herbagères temporaires, les prairies et pâturages permanents corrigés du prorata, les légumineuses fourragères, les fourrages et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles.

Ne sont pas considérées comme des surfaces fourragères :
- les surfaces dont le fourrage est destiné à la transformation en granulé (par exemple : luzerne ou maïs déshydraté) ;
- les surfaces dont seuls les grains sont conservés par voie humide.

- **Les animaux pris en compte pour le critère d'éligibilité lié à un élevage herbivore appartiennent aux catégories suivantes :**

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n). Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB

ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans.	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans.	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans.	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Pour les herbivores autres que bovins, les animaux doivent être présents sur l'exploitation pendant une durée de 30 jours consécutifs, incluant le 31 mars de l'année en cours Pour ces animaux, le nombre correspondant doit être déclaré sous Télépac dans l'écran relatif aux effectifs animaux.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Absence totale de fertilisation minérale et organique sur prairies et habitats remarquables »

IF_PNRC_HE03

du territoire « Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse»

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : HERBE_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Augmenter la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides….)

Enjeux : biodiversité, trame verte et bleue, paysage et eau

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 130.57 €/ha engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : Seules peuvent être engagées dans cette opération les surfaces en herbe (prairies) et milieux remarquables (tourbières milieux humides) pour lesquelles il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité, lié à une fertilisation excessive.

Localisation : En fonction du diagnostic agro écologique de l'exploitation et des enjeux du territoire : biodiversité, paysage, trame vert et bleue.

Mesure fixe : l'engagement est fixe au cours des **5 ans** (interdiction de retourner les surfaces engagées).

Fertilisation azotée minérale ou organique : interdite y compris le compost, hors apport éventuels par pâturage.

Traitements phytosanitaires : interdit sauf traitement localisé pour lutter contre les chardons, rumex et plantes envahissantes (arrêté préfectoral).

Entretien : par fauche et/ou pâturage. Si pâturage, chargement moyen limité à 1UGB/ha/an sur les surfaces engagées.

Cahier d'enregistrement des interventions : il comportera a minima pour chacune des parcelles engagées :
- l'identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;
- les pratiques de fertilisation des surfaces [dates, quantités, produit (0 pour les apports azotés)], les entrées/sorties de animaux en cas de pâturage.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.

Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PNRC_HE03 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Ajustement de la pression de pâturage sur certaines périodes»

IF_PNRC_HE04

du territoire « Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse»

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : HERBE_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'améliorer la gestion par le pâturage de milieux remarquables, en particulier dans les zones humides (tourbières, prairies humide, etc.), en fonction des spécificités de chaque milieu, en limitant la pression de pâturage afin d'éviter la dégradation de la flore et des sols par tassement dans un objectif de maintien de la biodiversité et dans un objectif paysager.
Elle peut également permettre le maintien de l'ouverture et le renouvellement de la ressource fourragère sur des surfaces soumises à une dynamique d'embroussaillement, en évitant le sous pâturage et le surpâturage, et contribuer ainsi à pérenniser une mosaïque d'habitats.
Enjeux : biodiversité, trame verte et bleue, paysage

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 75,44 €/ha engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : Seules peuvent être engagées dans cette opération les surfaces en prairies et pâturages permanents, les milieux remarquables éligibles (Zones HVN, Natura 2000, …) sur la base d'un diagnostic environnemental préexistant de territoire.

Localisation : En fonction du diagnostic agro écologique de l'exploitation et des enjeux du territoire : biodiversité, trame vert et bleue, SRCE.

Mesure fixe : l'engagement est fixe au cours des **5 ans** (interdiction de retourner les surfaces engagées).

Traitements phytosanitaires : interdit sauf traitement localisé pour lutter contre les chardons, rumex et plantes envahissantes (arrêté préfectoral).

Entretien : par pâturage uniquement (fauche interdite) **avec respect de chargement :**

Chargement maximum moyen annuel : 1,2 UGB/ha
Chargement minimum moyen annuel : 0,4 UGB/ha
Chargement instantané inférieur à 5 UGB/ha
Chargement instantané entre 3 et 5 UGB pendant 4 semaines consécutives maximum.

Cahier d'enregistrement des interventions : obligatoire , il comportera a minima pour chacune des parcelles engagées :
- l'Identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;
- Pâturage : dates d'entrées et de sorties par parcelle, nombre d'animaux et d'UGB correspondantes.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PNRC_HE04 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect du chargement maximal moyen annuel à la parcelle de **1,2 UGB/ha,** sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respect du chargement minimal moyen à la parcelle de **0,4 UBG/ha**, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respect du chargement instantané minimal de 3 UGB/ha et/ou maximal de 5 UGB/ha, à la parcelle, sur la période déterminée, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Non retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principal	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principal	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place	Documentaire - présence du cahier et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.
ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6 : DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

Calcul du taux de chargement :
le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, pondérée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

- **Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :**

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant l'année civile précédente. Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Absence totale de fertilisation minérale et organique et ajustement de la pression de pâturage sur prairies et habitats remarquables»

IF_PNRC_HE07

du territoire « Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse»

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : HERBE_03
HERBE_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Limiter la pression de pâturage afin d'éviter la dégradation de la flore et su sol
Augmenter la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides….)
Enjeux : biodiversité, trame verte et bleue, paysage et eau

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 206,01 €/ha engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : Seules peuvent être engagées dans cette opération les surfaces en herbe (prairies) et milieux remarquables (tourbières milieux humides) pour lesquelles il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité, lié à une fertilisation et un pâturage excessif.

Localisation : En fonction du diagnostic agro écologique de l'exploitation et des enjeux du territoire : biodiversité, paysage, trame vert et bleue.

Mesure fixe : l'engagement est fixe au cours des **5 ans** (interdiction de retourner les surfaces engagées).

Fertilisation azotée minérale ou organique : interdite y compris le compost, hors apport éventuels par pâturage.

Traitements phytosanitaires : interdit sauf traitement localisé pour lutter contre les chardons, rumex et plantes envahissantes (arrêté préfectoral).

Entretien : par pâturage uniquement (fauche interdite) **avec respect de chargement :**
Chargement maximum moyen annuel : 1,2 UGB/ha
Chargement minimum moyen annuel : 0,4 UGB/ha
Chargement instantané inférieur à 5 UGB/ha
Chargement instantané entre 3 et 5 UGB pendant 4 semaines consécutives maximum.

Cahier d'enregistrement des interventions : obligatoire, il comportera
- l'Identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;
- Pâturage : dates d'entrées et de sorties par parcelle, nombre d'animaux et d'UGB correspondantes.
- les pratiques de fertilisation des surfaces [dates, quantités, produit (0 pour les apports azotés)], les entrées/sorties de animaux en cas de pâturage.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PNRC_HE07 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respect du chargement maximal moyen annuel à la parcelle de **1,2 UGB/ha,** sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respect du chargement minimal moyen à la parcelle de **0,4 UBG/ha**, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respect du chargement instantané minimal de 3 UGB/ha et/ou maximal de 5 UGB/ha, à la parcelle sur la période déterminée, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

«Retard de fauche sur prairies et habitats remarquables»

IF_PNRC_HE06

du territoire « Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse»

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : HERBE_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Permettre aux espèces animales et végétales inféodées aux surfaces en herbe entretenues par la fauche d'accomplir leur cycle reproductif.
Enjeux : biodiversité, trame verte et bleue

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 222,86€/ha engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : Seules peuvent être engagées dans cette opération les surfaces en herbe (prairies) et milieux remarquables (tourbières milieux humides) essentiellement utilisées par la fauche.

Localisation : En fonction du diagnostic agro écologique de l'exploitation et des enjeux du territoire : biodiversité, paysage, trame vert et bleue.

Mesure fixe : l'engagement est fixe au cours des **5 ans** (interdiction de retourner les surfaces engagées).

Traitements phytosanitaires : interdit sauf traitement localisé pour lutter contre les chardons, rumex et plantes envahissantes (arrêté préfectoral).

Entretien : par fauche et/ou pâturage.
Si fauche : Interdiction de fauche entre le 15 mai et le 1er juillet
Si pâturage : pas de pâturage par déprimage, pas de pâturage avant le 15 août, chargement annuel moyen maximum de 1,4 UGB

Cahier d'enregistrement des interventions : obligatoire ,
-l'identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;
- Fauche ou broyage : date(s), matériel utilisé, modalités (notamment si fauche centrifuge)
- Pâturage : dates d'entrées et de sorties par parcelle, nombre d'animaux.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PNRC_HE06 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de la période d'interdiction de fauche entre le 15 mai et le 1 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart en nombre de jours entre la date de réalisation de la fauche et les dates déterminées / nombre de jours que comporte la période d'interdiction d'intervention
Respect de la localisation pertinente des zones de retard de fauche	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et diagnostic d'exploitation présentant la localisation des zones de retard de fauche au regard de l'enjeu	Réversible	Principale	Totale
Interdiction du pâturage par déprimage. Si pâturage des regains : respect de la date initiale de pâturage fixée au 15 août et du chargement moyen maximal de 1,4 UGB/ha	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation des produits phytosanitaires, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

Annexe

Recommandations de l'opérateur pour la mise en œuvre de la mesure « IF_PNRC_HE06 »

- utilisation d'une barre d'effarouchement
- fauche centrifuge
-Si absence de barre d'effarouchement, barre de coupe inférieure à 3m,
-Vitesse de fauche inférieur à 10 km/h
- Fertilisation :
Maxi 70 U d'N/ha/an (dont 30 maxi en minéral)
Maxi 70 U de P /ha/an (dont maxi 30 en minéral)
Maxi 70 U de K/ha/an (dont 30 en minéral)
Épandage de boues de station interdit

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique des mesures

« Entretien des vergers de haute tige et des prés vergers –

Avec absence totale de fertilisation minérale et organique sur le rang (inter rang) herbacé»

IF_PNRC_VE35

IF_PNRC_VE32

du territoire « Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse»

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : MILIEU_03
HERBE_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette opération vise l'entretien des vergers haute-tiges ou prés-vergers qui constituent des habitats particuliers favorables à la conservation de certaines espèces, en particulier d'espèces d'intérêt communautaire, et qui contribuent à la qualité des paysages.
Par ailleurs, certaines essences d'arbres réagissent à la gestion en verger, et en particulier suite aux greffes et à l'entretien par coupe régulière des branches en formant des cavités, constituant des habitats propices au développement de certaines espèces comme les insectes saproxylophages, les chauves-souris et les oiseaux. Un entretien régulier de ces arbres est nécessaire pour qu'ils conservent durablement leurs qualités écologiques et paysagères. Cependant, au-delà de l'entretien nécessaire pour la production des fruits, certaines pratiques doivent être favorisées afin de permettre la conservation d'espèces telles que le Pique-prune (Osmoderma eremita) et la reconstitution d'habitats favorables à la chevêche
Enjeux : biodiversité, trame verte et bleue, paysage ,eau

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure,

Mesure IF_PNRC_VE35	Pour 5 entretiens effectués pendant la durée de l'engagement au rythme d'1 entretien annuel **une aide de 490,43€/ha engagé** vous sera versée annuellement.
Mesure IF_PNRC_VE32	Pour 2 entretiens effectués pendant la durée de l'engagement (5ans) **une aide de 285,83 €/ha engagé** vous sera versée annuellement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles Seules peuvent être engagées dans cette opération les parcelles en vergers de hautes tiges et prés vergers ayant une densité minimale de 20 arbres/ha et maximale de 100 arbres/ha

Essences fruitières : pommier, poiriers, châtaigniers.

Mesure fixe : l'engagement est fixe au cours des **5 ans**

Entretien des vergers : soit 5 entretiens (IF_PNRC_VE35) soit 2 entretiens (IF_PNRC_VE32) effectués pendant la durée de l'engagement (sur 5 ans).
La première taille doit être réalisée au plus tard en année 1
Pas de taille entre le 15 mars et le 31 août, type de taille : douce
Matériel n'éclatant pas les branches : type tronçonneuse ou scie d'élagage ou sécateur ou cisaille

Entretien des surfaces herbacées (rang ou inter rangs): Fauche et /ou pâturage autorisé,
Si pâturage, chargement moyen limité **à 1,4 UGB**/ha/an sur les surfaces engagées
Fertilisation azotée minérale ou organique **: interdite** (y compris le compost) hors apport éventuels par pâturage.

Cahier d'enregistrement des interventions : il comportera a minima pour chacune des parcelles engagées :
- l'Identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;
- les pratiques de fertilisation des surfaces [dates, quantités, produit (0 pour les apports azotés)], les entrées/sorties de animaux en cas de pâturage.
- L'enregistrement des interventions sur vergers (dates, matériel utilisé, modalité).

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PNRC_VE35 et VE32» sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de la densité d'arbres comprise entre 20 et 100 arbres	**Sur place (visuel et comptage)**		Réversible	Principale	Totale
Pour IF_PNRC_VE35 respect de 5 tailles à réaliser Pour IF_PNRC_VE32 respect de 2 tailles à réaliser La première taille doit être réalisée au plus tard en année 1	**Sur place : visuel et documentaire**	**Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestations extérieures** Cahier des charges d'entretien des arbres	Réversible	Principale	Totale
Respect du type de taille à réaliser : taille douce Respect de l'interdiction de taille en cépée	**Sur place : visuel et documentaire**	**Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestations extérieures** Cahier des charges d'entretien des arbres	Définitif	Principale	Totale
Respect de la période d'intervention : interdiction de taille entre les 15 er février et le 1 novembre	**Sur place : documentaire**	**Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestations extérieures** Cahier des charges d'entretien des arbres	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'avance/de retard (5 / 10 / 15 jours)

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect du matériel autorisé n'éclatant pas les branches type tronçonneuse ou scie d'élagage, ou sécateur ou cisaille	**Sur place : visuel**		Réversible	Secondaire	Totale
Respect du devenir des produits de taille et absence de produits de taille sur la parcelle au-delà de 2 semaines après la date de la taille	**Sur place : visuel et documentaire**	**Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestations extérieures** Cahier des charges d'entretien des arbres	Réversible	Secondaire	Totale
Réalisation de la fauche ou du pâturage durant la période autorisée : Fauche après le 30 juin	**Sur place : visuel et documentaire**	**Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestations extérieures** Cahier des charges d'entretien du couvert herbacée	Réversible	Secondaire	Totale
Maintien du couvert herbacé sur la parcelle engagée (rangs et interrangs)	**Sur place : visuel**		Réversible	Principale	Totale
Enregistrement des interventions d'entretien sur les arbres et le couvert herbacé	**Sur place : documentaire**	**Cahier d'enregistrement des interventions**	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

Annexe

Recommandations de l'opérateur pour la mise en œuvre de la mesure

« IF_PNRC_VE32 / VE35 »

Pas de brulage sur les parcelles engagées
Abattage des arbres morts ou en mauvais état sanitaire uniquement en cas de danger pour les biens et les personnes
Remplacement de ces arbres abattus pour maintenir la densité minimale
Utilisation de paillis végétal ou biodégradable (pas de plastique)

Épandage de boues de station interdit.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Maintien de l'ouverture par élimination mécanique ou manuelle des rejets ligneux et autres végétaux indésirables avec absence totale de fertilisation minérale et organique sur prairies et habitats remarquables et ajustement de la pression de pâturage sur certaines périodes

IF_PNRC_HE21 ou IF_PNRC_HE23 ou IF_PNRC_HE25

du territoire « Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse»

Campagne 2016

Engagements unitaires de la mesure : OUVERT_02
HERBE_03
HERBE_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Maintenir l'ouverture de parcelles dont la dynamique d'embroussaillement est défavorable à l'expression de la biodiversité (risque de fermeture de milieux remarquables herbacés gérés de manière extensive par pâturage).
En effet, dans certaines zones, le pâturage n'est pas suffisant pour entretenir le milieu (rejets ligneux et autres végétaux indésirables ou envahissants tels que les fougères induisant une perte de biodiversité). Un entretien mécanique complémentaire est donc nécessaire pour éviter la fermeture du milieu, dans un objectif paysager et de maintien de la biodiversité.
La reconquête de milieux ouverts permet une large expression d'espèces animales et végétales inféodées à ce type de milieu.
Enjeux : biodiversité, trame verte et bleue, paysage, eau

2. MONTANT DE LA MESURE

La mesure peut être souscrite pour 1 élimination mécanique et manuelle durant la période des 5 ans ou plusieurs éliminations mécanique(s) et manuelle(s) durant la période des 5 ans, le montant de l'aide dépend de ce nombre d'élimination mécanique et manuelle contractualisé sur les 5 ans.

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure,

Mesure IF_PNRC_HE21	Pour 1 élimination mécanique et manuelle effectué sur la période d'engagement **une aide de 225,09 €/ha engagé** vous sera versée annuellement
Mesure IF_PNRC_HE23	Pour 3 éliminations mécanique(s) et manuelle(s) effectués pendant la durée de l'engagement **une aide de 263,26 €/ha engagé** vous sera versée annuellement
Mesure IF_PNRC_HE25	Pour 5 éliminations mécanique(s) et manuelle(s) effectués pendant la durée de l'engagement **une aide de 301,43 €/ha engagé** vous sera versée annuellement

Ce nombre sera défini en fonction du diagnostic d'exploitation.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : Seules peuvent être engagées dans cette opération les surfaces en herbe (prairies) et milieux remarquables (tourbières milieux humides) pour lesquelles il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité.

Localisation : En fonction du diagnostic agro écologique de l'exploitation et des enjeux du territoire : biodiversité, paysage, trame vert et bleue.

Mesure fixe : l'engagement est fixe au cours des **5 ans** (interdiction de retourner les surfaces engagées).

Fertilisation azotée minérale ou organique : interdite y compris le compost, hors apport éventuels par pâturage.

Traitements phytosanitaires : interdit sauf traitement localisé pour lutter contre les chardons, rumex et plantes envahissantes (arrêté préfectoral).

Elimination des ligneux (fauche ou broyage) : le nombre d'intervention visant à l'élimination des ligneux à réaliser au cours des 5 ans (1,3 ou 5) est défini par le diagnostic, les premiers travaux d'entretien devant être réalisée au plus tard en année 2 pour les mesure HE_21 ou HE_23

Entretien par pâturage respecter les chargements suivants :
Chargement maximum moyen annuel : 1,2 UGB/ha
Chargement minimum moyen annuel : 0,4 UGB/ha
Chargement instantané inférieur à 5 UGB/ha
Chargement instantané entre 3 et 5 UGB pendant 4 semaines consécutives maximum.
Par fauche (en cas d'impossibilité de mise en pâturage d'une parcelle) : exportation ou maintien des produits en fonction du diagnostic, respect les périodes d'interdiction d'intervention
- Pas d'intervention mécanique entre le 1er avril et le 30 juin si fauche

Cahier d'enregistrement des interventions : il comportera a minima pour chacune des parcelles engagées :
- l'Identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;
- les types d'interventions, les dates d'intervention, les matériels utilisés.
- Pâturage : dates d'entrées et de sorties par parcelle, nombre d'animaux et d'UGB correspondantes.
- les pratiques de fertilisation des surfaces [dates, quantités, produit (0 pour les apports azotés)], les entrées/sorties de animaux en cas de pâturage.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers. Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le15 mai de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Elimination mécanique ou manuelle des ligneux et autres végétaux définis comme in-	**Sur place**	**Programme de travaux, cahier d'enregistrement des interventions et factures éven-**	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
désirables conformément au diagnostic de territoire et précisé au paragraphe 6 : 1,3 ou 5 fois au cours des 5 ans, les premiers travaux d'entretien devant être réalisée au plus tard en année 2 pour les mesures HE21 et HE23 selon la méthode suivante : *qui sera défini dans chaque plan de gestion de la parcelle engagée*		**tuelles si prestation**			
Réalisation des travaux d'entretien pendant la période du1er novembre au 1er Mars	**Sur place**	**Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation**	Réversible	Secondaire	A seuil
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	**Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)**	**Cahier d'enregistrement des interventions**	Réversible	Principale	Totale
Respect du chargement maximal moyen annuel à la parcelle de 1.2 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	**Sur place : Documentaire ou visuel**	**Cahier d'enregistrement des interventions**	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Si pâturage Respect du chargement minimal moyen à la parcelle de 0.4 UBG/ha, sur chacune des parcelles engagées	**Sur place : Documentaire ou visuel**	**Cahier d'enregistrement des interventions**	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Si pâturage Respect du chargement instantané minimal de 3 UGB/ha et/ou maximal de 5 UGB/ha, à la par-	**Sur place : Documentaire ou visuel**	**Cahier d'enregistrement des interventions**	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
celle, sur la période déterminée, sur chacune des parcelles engagées					
Si fauche : Respecter, en cas de fauche, la période d'interdiction du 1er avril au 30juin en cas d'impossibilité de mise en pâturage d'une parcelle	**Sur place : Documentaire ou visuel**	**Cahier d'enregistrement des interventions**	Réversible	Secondaire	A seuil : en fonction de l'écart en nombre de jours entre la date de réalisation de la fauche et les dates déterminées / nombre de jours que comporte la période d'interdiction d'intervention
Interdiction du retournement des surfaces engagées	**Administratif** et sur place : visuel	**Automatique d'après la déclaration de surfaces** et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	**Sur place : documentaire**	**Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements**	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	**Sur place : documentaire et visuel**	**Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle)** Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6. RECOMMANDATIONS POUR LA MISE EN ŒUVRE

Le **programme de travaux** précise la méthode d'élimination des ligneux. Il sera établi par l'opérateur de territoire, à savoir le parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse sur la base d'un diagnostic de territoire.

Il précise a minima :

- Les espèces à éliminer. Elles pourront faire l'objet d'un référentiel photographique.
- Un taux de recouvrement ligneux à maintenir. En effet, sur certains territoires, certaines espèces ligneuses comestibles peuvent être maintenues sur la parcelle dès lors qu'une autre opération est combinée avec le « maintien de l'ouverture » (notamment l'ajustement de la pression de pâturage) afin de garantir que ces espèces se stabilisent et que le couvert végétal de la parcelle engagée conserve une valeur pastorale satisfaisante (exemple : myrtille, callune, aubépine, rosiers, noisetier, genêts…). Si cela se justifie sur un territoire, ces espèces pouvant être maintenues doivent être listées dans le cahier des charges.
- La périodicité d'élimination des rejets et autres végétaux indésirables, au minimum 1 fois sur 5 ans. En fonction de la périodicité, et donc de l'âge des ligneux correspondants, les éléments objectifs de contrôle doivent être définis (par exemple absence de ligneux, présence de ligneux de diamètre inférieur à 1 cm, …).
- La période pendant laquelle l'élimination mécanique des rejets ligneux et autres végétaux indésirables doit être réalisée, dans le respect des périodes de reproduction de la faune et de la flore et, le cas échéant, en lien avec les objectifs du SRCE et du site Natura 2000. Une période d'interdiction d'intervention devra ainsi être fixée, d'au minimum 60 jours entre le 1er avril et le 31 juillet, sauf sur les territoires à enjeu DFCI sur lesquels l'entretien devra être réalisé avant le 30 juin.
- la méthode d'élimination mécanique en fonction de la sensibilité du milieu :
  - fauche ou broyage ;
  - export obligatoire des produits de fauche ou maintien sur place autorisé ;
  - matériel à utiliser, en particulier matériel d'intervention spécifique aux zones humides (faible portance)

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de mesures

« ENTRETIEN DE HAIES LOCALISEES DE MANIERE PERTINENTE»

□ « IF_PNRC_HA01 » (1 fois sur 5 ans)

□IF_PNRC_HA02 (2 fois sur 5 ans)

□ « IF_PNRC_HA03 » (3 fois sur 5 ans)

□ « IF_PNRC_HA05» (tous les ans)

du territoire « Parc naturel régional de la Haute vallée de Chevreuse »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_01

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les haies ont de multiples fonctions environnementales. En effet, elles constituent un obstacle physique qui diminue la vitesse des ruissellements ainsi que celle du vent, limitant ainsi le transport des particules solides (limons et sables), des éléments fertilisants et des matières actives (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux). Le réseau racinaire dense, puissant et profond des ligneux composant la haie remonte les éléments minéraux ayant migré en profondeur (objectif protection de l'eau), favorise l'infiltration des eaux en excès et stabilise le sol (objectifs lutte contre les risques naturels et lutte contre l'érosion). Les haies sont également des écosystèmes à part entière, lieux de vie, d'abri, de reproduction de nombreuses espèces animales et végétales inféodées à ce type de milieu (objectif maintien de la biodiversité).

En fonction du plan de gestion des haies mis en place par l'agriculteur, le nombre de tailles à effectuer est de 1, 3 ou 5 fois par an. L'une d'entre elle doit au moins avoir lieu au cours des 3 premières années.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, une aide de :

0,90 € pour IF_PNRC_HA05 (5 entretiens au cours des 5 ans d'engagement),

0,54 € pour IF_PNRC_HA03 (3 entretiens au cours des 5 ans d'engagement),

0,36 € pour IF_PNRC_HA02 (2 entretiens au cours des 5 ans d'engagement),

0,18 € pour IF_PNRC_HA01 (1 entretiens au cours des 5 ans d'engagement),

par mètre linéaire, vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Seuls les éléments situés sur des parcelles de l'exploitation dans le territoire du PAEC du PNR de la Haute Vallées de Chevreuse en entretenus par le souscripteur sont éligibles à cette mesure.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans les mesures IF_PNRC_HA01, IF_PNRC_HA02, IF_PNRC_HA03, et IF_PNRC_HA05 toutes les haies hautes ou basses composés des essences listées ci-dessous

Haies éligibles : Haies composées majoritairement des essences de la liste ci-dessous dans la limite du plafond éventuel fixé par un cofinanceur/

Nom scientifique	Nom français	Nom scientifique	Nom français
Acer campestre	Erable champêtre	Sambucus nigra	Sureau noir
Alnus glutinosa	Aulne glutineux	Sambucus racemosa	Sureau à grappes
Betula pendula	Bouleau verruqueux	Sorbus aucuparia	Sorbier des oiseleurs
Betula pubescens	Bouleau pubescent	Sorbus torminalis	Alisier torminal
Carpinus betulus	Charme	Taxus baccata	If commun
Castanea sativa	Châtaignier	Tilia cordata	Tilleul à petites feuilles
Cornus mas	Cornouiller mâle	Tilia platyphyllos	Tilleul à grandes feuilles
Crataegus monogyna	Aubépine monogyne	Ulmus minor	Orme champêtre
Fagus sp.	Hêtre	Frangula alnus	Bourdaine
Fraxinus excelsior	Frêne commun	Sorbus domestica	Cormier
Ilex aquifolium	Houx	Cornus sanguinea	Cornouiller sanguin
Malus sylvestris	Pommier sauvage	Cormus mas	Cornouiller mâle
Populus nigra	Peuplier noir	Euonymus europaeus	Fusain d'Europe
Pupulus tremula	Tremble	Mespilus germanica	Néflier
Prunus avium	Merisier	Corylus avellana	Noisetier
Pyrus communis	Poirier commun	Juglans regia	Noyer
Rhamnus cathartica	Nerprun purgatif	Prunus spinosa	Prunellier
Quercus petraea	Chêne sessile	Ligustrum vulgare	Troène
Quercus robur	Chêne pédonculé	Buxus sempervirens	Buis commun
Salix alba	Saule blanc	Rosa canina	Eglantier
Salix caprea	Saule marsault	Rubus fructicosus	Ronce sauvage
Salix ciñere	Saule cendré	Viburnum lantana	Viorne lantane
Poirier commun	Pyrus pyraster	Viburnum opulus	Viorne obier
Bourdaine	Frangula amnus		

Mettre en œuvre un plan de gestion ;

- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dates des interventions, opérations effectuées, outils utilisés)
- le type de taille : **taille sur les 2 côté(s) de la haie**
- Période d'intervention sur les arbres : taille de formation : 1er juillet – 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage ; entretien et élagage : 1er novembre – 15 février
- Matériel n'éclatant pas les branches (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage, …
- Conservation des arbres remarquables et des arbres morts, sauf si un danger existe pour des biens ou des personnes : vieux arbres têtards, arbres creux, arbres à cavités, arbres borniers, …
- Nombre de tailles à effectuer et périodicité : au minimum 1 fois en 5 ans, dont une au moins au cours des 3 premières années40, et au maximum une taille par an.

Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires, sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (exemple : cas des chenilles) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers. Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.

Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure sont décrites dans le tableau ci-dessous.

40 Entretien pied à pied, taille sur 1, 2 ou 3 côté(s) de la haie (l'exigence ne peut porter que sur le coté bordant une parcelle exploitée par le bénéficiaire) ; maintien de sections de non interventions, sections de replantations.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la haie engagée	**Sur place**	**Plan de gestion**	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	**Sur place**	**Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et** factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période allant du 1er novembre au 15 février pour l'entretien et l'élagage	**Sur place**	**Cahier d'enregistrement des interventions**	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches : cf. 3.2	**Sur place**		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	**Sur place : documentaire**	**Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements**	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	**Sur place : documentaire et visuel**	**Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle)** Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

ANNEXES

Recommandations de l'opérateur pour la mise en œuvre de la mesure « IF_PNRC_HA01 / HA02 / HA03 »

Dans le cas de l'engagement dans cette mesure, il est recommandé (non obligatoire) de s'associer avec un engagement en agriculture biologique dans le but de maximiser les aménités environnementales produites par le nouveau système de culture.

- Recommandations (non obligatoires) :

- les essences, locales, à réimplanter le cas échéant de manière à assurer la continuité de la haie[41]. Dans ce cas, l'utilisation de jeunes plants (au plus 4 ans) et l'interdiction de paillage plastique devront être précisées dans le plan de gestion (voir annexe)
- Période d'intervention en entretien : 1er novembre – 15 février
- Respectez une largeur et une hauteur pour chaque haie engagée
- Haie basse : largeur de 1 à 2 m et hauteur de 1 à 2 m, respecter les arbres têtards s'il y en a dans la haie
- Haie haute : largeur de 2 m minimum et hauteur minimale de 8 m à l'âge de 15 ans
- Ne pas brûler les résidus de taille à proximité de la haie
- Remplacement de plants manquants ou n'ayant pas pris par des jeunes plants (de moins de 4 ans)
- Plantation sous paillis végétal ou biodégradable (pas de paillage plastique) Les préconisations en matière de maintien de bois morts et de préservation d'arbres remarquables sur le plan du paysage ou de la biodiversité (faune cavernicole, faune saproxylique) : vieux arbres têtards, arbres creux, arbres à cavités, arbres borniers, etc.
- Matériel autorisé pour la taille : n'éclatant pas les branches

Ces recommandations visent à accroître l'impact favorable de vos pratiques sur la qualité de l'eau. Toutefois, ces recommandations ne font pas l'objet de contrôles, contrairement aux obligations décrites ci-dessus dans le cahier des charges.

41 l'achat de plants n'est pas pris en compte dans le calcul du montant de l'engagement mais peut faire l'objet d'une demande d'aide via les aides à l'investissement

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien des bosquets» IF_PNRC_BO02 du territoire « Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse»

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des bosquets au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique et floristique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.
Les bosquets sont des lieux d'abris, de vie et de reproduction d'un grand nombre d'espèces animales et végétales. Ils jouent un rôle structurant pour le paysage en assurant des corridors écologiques dans une trame d'ensemble. Ils ont par ailleurs les mêmes rôles qu'une haie arbustive ou arborée en matière de protection contre le ruissellement et l'érosion, en faveur de la qualité des eaux (limitation des transferts), du maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées) et de la régulation climatique.
Un entretien non intensif et dirigé de ces milieux permet leur pérennité afin d'en assurer tous ces rôles.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 145,85 €/ha/ engagé** vous sera versée annuellement pour 2 entretiens sur la durée de l'engagement

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.
Seuls les éléments situés sur les parcelles de l'exploitation dans le territoire du PAEC du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse (cf. Note d'information du territoire) et entretenus par le souscripteur peuvent être éligibles.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure « IF_PNRC_BO02» tous les bosquets bordant ou inclus dans les parcelles déclarées à la PAC. Pour être éligibles, les bosquets doivent avoir une surface comprise entre 1are et 50 ares, avoir un minimum de 10 m de largeur et être composée majoritairement des essences de la liste suivante.
La mesure est fixe.

Liste des essences :

Acer campestre	Erable champêtre
Alnus glutinosa	Aulne glutineux
Betula pendula	Bouleau verruqueux
Betula pubescens	Bouleau pubescent
Buxux sempervirens	Buis commun
Carpinus betulus	Charme commun
Castanea sativa	Châtaignier
Cornus mas	Cornouiller mâle
Cornus sanguinea	Cornouiller sanguin
Corylus avellana	Noisetier
Cartaegus monogyna	Aubépine monogyne
Eunimus europaeus	Fusain d'Europe
Fagus salvatica	Hêtre commun
Frangula alnus	Bourdaine
Fraxinus excelsior	Frêne commun
Ilex aquifolium	Houx
Juglans regia	Noyer
Lugustrum vulgare	Troène
Malus sylvestri	Pommier
Mespilus germanica	Néflier
Prunus avium	Merisier, Cerisier
Prunus spinosa	Prunier, Prunelier
Populus tremula	Tremble
Pyrus communis	Poirier
Quercus petraea	Chêne sessile
Quercus robur	Chêne pédonculé
Rosa canina	Eglantier
Rubus fructicosus	Mûrier sauvage
Salix alba	Saule blanc
Salix caprea	Saule marsault
Sambucus nigra	Sureau noir
Sorbus aucuparia	Sorbier des Oiseleurs
Sorbus domestica	Cormier

Sorbus torminalis	Alisier torminal
Tilia cordata	Tilleul à petites feuilles
Tilia platyphyllos	Tilleul à grandes feuilles
Ulmus minor	Orme champêtre
Viburnum opulus	Viorne obier

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers. Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

- Pas de traitement phytosanitaire
- Respect et mise en œuvre du plan de gestion
- Enregistrement des interventions d'entretien (type d'intervention, localisation, date et outils)
- Pas de brûlages des bois morts
- Maintien des bois morts et des arbres remarquables sur le plan paysage ou de la biodiversité présents sur l'exploitation
- Utilisation de matériel n'éclatant pas des branches (sécateurs, cisaille à haies, lamiers, tronçonneuses, scie d'élagage….)
- Taille et entretien entre le 1er novembre et le 15 février

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 15 mai de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PNRC_BO01 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d'éligibilité à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles sur place		Sanctions		
			Gravité		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie	Caractère de l'anomalie
Respect du plan de gestion	Sur place documentaire et visuel	Plan de gestion	Principal	Totale	Définitif
Maintien des éléments paysagers	Sur place, Visuel				
Réalisation de l'entretien entre le 1/11 et le 15/02	Sur place, Visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Secondaire	A seuil	Réversible
Enregistrement des interventions mécaniques	Vérification du cahier d'enregistrement	Cahier d'enregistrement	Secondaire. Si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérer en anomalie	Totale	Réversible au 1er et 2ème constat, définitif au 3ème constat
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches (lamier, tronçonneuse, sécateur…)	visuel	Néant	Secondaire	Totale	Réversible
Pas de traitement phytosanitaire sur les surfaces engagées	Visuel et documentaire	Absence de trace de produits phytosanitaires (en fonction de la date du contrôle) Documentaires : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Principale	Totale	Réversible

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6. RECOMMANDATIONS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA MESURE « IF_PNRC_BO01»

Vous vous engagé à mettre en œuvre le plan de gestion défini avec le Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse suivant le type de bosquet concerné, notamment :

- Intervention uniquement entre le 1/11 et le 15/02 ;
- Utilisation de matériel n'écalant pas les branches (sécateur, tronçonneuse, lamier, scie d'élagage, cisaille à haie …)
- Taille des faces extérieures au moins 2 fois en 5 ans pour limiter le développement latéral pour les bosquets d'au moins 3-4 ans ;
- Taille de formation (de 3 à 15 ans environ) et élagage (de 5 à 20 ans environ) pour des arbres de hauts jets à raison d'une taille tous les 2 à 3 ans, en fonction de la croissance des sujets. Les arbres de hauts jet à entretenir seront identifié lors du diagnostic ;
- Maintien des arbres morts ou remarquables (têtards, creux ou à cavité, vieux..° s'ils ne présentent pas de danger pour la sécurité des biens et des personnes
- Replantation si nécessaire avec des essences autorisées, des plants de moins de 4 ans et interdiction de paillage plastique
- Interdiction de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. chenilles processionnaires).

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien des arbres isolés ou en alignement » IF_PNRC_AR02 du territoire « Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse»

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_02

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Assurer un entretien des arbres isolés ou en alignement présentant un intérêt paysager et favorables à la faune et à la biodiversité.
L'entretien à mettre en œuvre doit être pertinent au regard du type d'arbre, et de l'assurance de la pérennité e ces milieux.
Les arbres têtards (arbres adultes dont le tronc et toutes les branches maîtresse ont été coupées et sur lesquelles poussent des rejets régulièrement recépés) de type émondés ou de hauts jets, isolés ou en alignement sont des infrastructures écologiques qui permettent d'assurer le maintien de nombreuses espèces. En effet, ces arbres creux constituent des zones d'alimentation et de reproduction de nombreuses espèces telles les insectes saproxylophages, des corridors biologiques ainsi que des zones refuge pour les chauves-souris et les oiseaux.
L'entretien de ces linéaires ou des arbres remarquables isolés est essentiel pour préserver la haute valeur naturelle et paysagère des territoires ruraux et des sites Natura 2000. La taille des arbres en têtards ou émondés selon les spécificités locales, favorise le développement de cavités abritant de nombreuses espèces cavernicoles (chouette chevêche…). Par ailleurs, ces arbres permettent une régulation climatique (rôle de haie bris vent et séquestration du carbone), une régulation hydraulique (rôle dans l'infiltration lente, la dépollution des eaux et le maintien d'une atmosphère humide) et une remontée d'éléments minéraux lixiviés.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 7,92 €/arbre/an engagé** vous sera versée annuellement pour **2 entretiens** sur la durée de l'engagement (5 ans).

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure IF_PNRC_AR02 tous les arbres isolés ou en alignement bordant ou inclus dans une parcelle agricole. La mesure est fixe pour la durée de l'engagement (5 ans)
Les essences éligibles sont les suivantes :
Chênes, Charme, Alisiers, Bouleaux, Châtaignier, Erables, Aulne glutineux, Frêne, Merisier, Saules, Peuplier non cultivé, Tilleuls, Sorbiers des oiseleurs, Orme, Hêtre, Noisetiers, fruitiers (pommiers, poiriers, cognassiers…)

Localisation : elle doit être pertinente suivant le diagnostic écologique et paysager du territoire, et adapté au diagnostic de l'exploitation réalisé éventuellement par l'opérateur

Seuil minimal de souscription : nombre d'arbres à entretenir au minimum = 1

Traitements phytosanitaires : interdit sur les éléments engagés

Cahier d'enregistrement des interventions : il comportera *a minima* pour chacun des arbres engagés : type d'intervention, localisation, date et outils

Utilisation obligatoire de matériel n'éclatant pas des branches : sécateurs, cisaille à haies, lamiers, tronçonneuses, scie d'élagage, échenilloir…

Période d'intervention : taille d'entretien et d'élagage : entre le 1er novembre et le 15 février

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers. Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PNRC_AR02 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement aux arbres et/ou alignements d'arbres engagés	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période allant du 1er novembre N au 15 février N+1	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches : sécateurs, cisaille à haies, lamiers, tronçonneuses, scie d'élagage…	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les éléments engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6 : DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

Le **plan de gestion** correspondant à l'arbre engagé est défini par l'opérateur (Parc naturel régional de la haute vallée de Chevreuse) suivant le type d'arbre concerné et l'objectif à atteindre.

- Intervention hivernale entre le 1er novembre et le 15 février
- Taille en têtard ou émondage ou élagage sera définie dans le plan de gestion
- 2 tailles à réaliser sur la période des 5 ans
- Pas d'utilisation de matériel éclatant les branches (cf.3.2)
  - Pas de brûlages des bois morts
  - Maintien des bois morts et des arbres remarquables sur le plan paysage ou de la biodiversité présents sur l'exploitation (arbres creux, à cavités, têtards etc…)

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Restauration et/ou entretien de mares et plans d'eau »

IF_PNRC_PE05

IF_PNRC_PE01

du territoire « Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse»

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette mesure est de réaliser un entretien des mares et des plans d'eau présents sur les terres agricoles (terres arables, prairies, pâturage) permettant de maintenir l'ensemble des rôles de ces milieux particuliers.
Les mares sont des écosystèmes particuliers qui influent sur la richesse en biodiversité, qualité des eaux et la régulation climatique :

La biodiversité :

- De part leurs diversités et leurs spécificités, les mares isolées abritent toute une faune et une flore particulièrement riche. Véritables réservoirs de biodiversité floristique et faunistique elles offrent refuge, lieu de reproduction d'alimentation et donc lieu de vie à de nombreuses espèces particulièrement lorsqu'elles sont situées en contexte d'agriculture intensive. Ces micro-zones humides abritent d'ailleurs prés de 15% des espèces protégées.
- L'existence des réseaux de mares est cruciale pour le maintien des métapopulations de certaines espèces. Ces réseaux sont également nécessaires à de nombreux mammifères et oiseaux en tant qu'élément particulier de l'ensemble des habitats que ces espèces ont l'habitude d'utiliser. Ils participent donc au maintien des continuités écologiques (trame verte et bleue) indispensables à la faune et à la flore.
- En tant que zone humide, les mares ont des fonctions régulatrices de l'eau : écrêtage des crues, lutte contre l'érosion des sols et les inondations, stockage de l'eau, pondération du régime des eaux courantes, rétention et transformation des sédiments.

- De plus, les mares et leurs réseaux jouent un rôle épurateur en éliminant les polluants diffus des eaux de surface. Situées souvent en tête de bassin versant, les mares forment des systèmes très efficaces d'épuration naturelle des eaux.

Le climat :

- Les mares liées aux exploitations agricoles fixent une grande quantité de carbone du fait de leur grands nombre et de leur exceptionnelle productivité primaire propre aux écosystèmes aquatiques.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure,
Une aide de **149,16 €/an/mare engagée pour la mesure IF_PNRC_PE05** (5 entretiens sur la durée de l'engagement) vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement
Une aide de **81,26 €/an/mare engagée pour la mesure IF_PNRC_PE01 (**2 ans d'entretien répartie sur la durée de l'engagement vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole/
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure « **IF_PNRC_PE05 ou IF_PNRC_PE01 »** les mares et plans d'eau présents dans une parcelle de terre arable ou de prairie ou pâturage permanent ou de culture pérenne, sans finalité piscicole d'une superficie comprise entre 10 et 1000 m2

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers. Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

Un plan de gestion de l'élément engagé sera réalisé par le porteur de projet. Il définira les modalités d'entretien, avec à minima :

- Pas de traitement phytosanitaire ni destruction chimique des espèces envahissantes
- Si pâturage, mise en défend partiel au total avec accès limité pour l'abreuvement des animaux (voir plan de gestion)
- Pas de colmatage plastique
- Entretien réalisé entre le 15/09 et le 15/03
- Type d'entretien à réaliser (curage, débroussaillage, reprise des pentes, végétalisation permise ou interdite des berges….°

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 15 mai de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PNRC_PE05 et de la mesure IF_PNRC_PE01 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d'éligibilité à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles sur place		Sanctions		
			Gravité		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie	Caractère de l'anomalie
Interdiction de colmatage plastique	Visuel	Néant	Principale	Totale	Définitif
Respect et mise en œuvre du plan de gestion	Visuel et documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Principale	Totale	Réversible
Réalisation des interventions entre le 15/09 et le 15/03	Visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Secondaire	A seuil	Réversible

Enregistrement des interventions	Documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernières sera considérée en anomalie	Totale	Réversible au 1er et 2ème constat. Définitif au 3ème
Pas de traitement phytosanitaire	Visuel et documentaire	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (en fonction de la date du contrôle) Documentaire : cahier d'enregistrement des interventions.			

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6. RECOMMANDATIONS POUR LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES « IF_PNRC_PE05 et IF_PNRC_PE01 »

Pas d'empoissonnement volontaire
Pas d'introduction de végétaux ou d'animaux exotiques

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure
« Entretien mécanique des talus enherbés au sein des parcelles cultivées »
IF_PNRC_TL01
du territoire « Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse»

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Entretien des talus enherbés pour la reconstitution de la trame verte et favorables à la faune et à la biodiversité

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0,42 €/ml/an engagé** vous sera versée annuellement sur la durée de l'engagement pour un entretien par an

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure **« IF_PNRC_TL01»** les talus enherbés présents dans une parcelle de terre arable ou de prairie ou pâturage permanent ou de cultures pérennes et au sein de zones identifiées, par le diagnostic de territoire et le SRCE pour leur risque érosif, ruptures de pente, fonds de talweg et/ou leur intérêt en terme de corridors écologiques, d'habitat pour des

espèces végétales et animales répondant à l'enjeu biodiversité.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers. Il est recommandé pour l'engagement dans la mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic de moins de trois ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaitre la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il doit aussi assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

- Pas de traitement phytosanitaire
- Respect et mise en œuvre du plan de gestion
- Réaliser un entretien annuel par fauche ou broyage
- Enregistrement des interventions d'entretien (type d'intervention, localisation, date et outils)
- Pas de fauche ou broyage ou intervention mécanique entre le 1er Avril et le 31 Août
- Pas de brûlage du talus
- Maintien du couvert herbacé permanent, pas de sol nu ni de retournement

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 15 mai de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PNRC_TL01» sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d'éligibilité à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles sur place		Sanctions		
			Gravité		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie	Caractère de l'anomalie
Maintien d'un couvert herbacé permanent (pas de sol nu ni de retournement	visuel	néant	Principale	A seuil	Réversible
Pas d'intervention entre le 1er avril et le 31 août	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Secondaire	A seuil	Réversibles
Pas de brûlage sur le talus	Visuel	Néant	Secondaire	Totale	Réversible
Enregistrement des interventions de fauche ou broyage	Documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale	Réversible au 1er et 2ème constat. Définitif au 3ème constat
Pas de traitement phytosanitaire	Visuel Et documentaire	Absence de trace de produit (en fonction de la date de contrôle) et cahier d'enregistrement des interventions	Principale	Totale	Réversible

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6. RECOMMANDATIONS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA MESURE « IF_PNRC_TL01»

Respect d'une hauteur minimale de fauche ou de broyage de 10 cm
Si dégradation, renouvellement du couvert par sur semis (voir liste des couverts autorisés dans les mesures HE).

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure
« Entretien de fossés et rigoles de drainages »
« IF_PNRC_FO01»
du territoire « Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse»

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette mesure est de réaliser un entretien des fossés et rigoles de drainage permettant de maintenir leurs flancs végétalisés dans un enjeu favorable à la biodiversité.
Les fossés jouent un rôle épurateur d'eau d'écoulement lorsqu'ils sont végétalisés. Le maintien du maillage de fossé et de rigoles enherbées permet d'assurer un bon cheminement de l'eau et une bonne alimentation en eau des parcelles situées en ava. Lorsqu'ils sont entretenus de manière strictement mécanique, sans recours à des produits désherbants, Ils peuvent aussi constituer des zones de développement d'une flore et d'une faune spécifiques et participer au maintien d'une biodiversité (trame verte et bleue).

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 1,29 €/ml/an engagé** vous sera versée annuellement sur la durée de l'engagement pour un entretien sur 5 ans.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure « IF_PNRC_FO01» **les fossés et rigoles de drainage présents dans une parcelle de terre arable, de culture pérenne ou de prairie ou pâturage permanent**.
Seules les ouvrages non maçonnées et végétalisés sont éligibles. Les structures hydrauliques faisant l'objet d'une Association Syndicale Autorisée (ASA) ne sont pas éligibles (travaux réalisés par l'ASA et non pas par l'exploitant). Les cours d'eau sont exclus.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et des modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

Un plan de gestion pour chaque type d'ouvrage sera établi par la structure porteuse du projet. Il précisera les modalités d'entretien et le cas échéant la réhabilitation des fossés engagés.

- Les modalités d'entretien mécanique du fossé assurant le bon écoulement de l'eau : Sont exclues, en particulier, toutes les interventions participant à l'assèchement des milieux humides alentours
- Les méthodes de luttes manuelles et/ou mécanique contre la prolifération de la végétation allochtone envahissante (Jussie, …. Sur la base de la liste des espèces allochtones publiée par le Ministère en charge du l'Ecologie dans le cadre des décrets d'application de la loi « développement des territoires ruraux « de février 2005) : liste des espèces envahissantes visées, description des méthodes d'élimination (destruction chimique interdite), périodes de destruction et outils à utiliser.
- Le cas échéant, le devenir des produits de curage et de faucardage et les modalités d'exportation**. Pas de brulage sur place des produits de faucardage.**
- La période pendant laquelle l'entretien doit être réalisé : en dehors des périodes de reproduction de la faune et de la flore. **Pas d'intervention entre le 1er avril et le 30 août**
- La périodicité de cet entretien : réalisation possible par tiers de linéaire engagé sur 3 ans. 2 entretiens sur les 5 ans sont demandés
- Le maintien d'un couvert herbacé permanent avec une hauteur minimum de l'herbe de 5 cm.
- Pas d'utilisation de produits phytosanitaires sur les fossés ou rigoles engagées.

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 15 mai de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_PNRC_FO01 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d'éligibilité à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles sur place		Sanctions		
			Gravité		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie	Caractère de l'anomalie
Pas de rééquilibrage des fossés et rigoles	Visuel	Néant	Principale	Totale	Définitif
Respect et mise en œuvre du plan de gestion	Visuel et documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Principale	Totale	Réversible
Pas d'intervention entre le 1er avril et le 31 août	Documentaire et visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Secondaire	A seuil	Réversible
Enregistrement des interventions	Documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernières sera considérer en anomalie	Totale	Réversible au 1er et 2ème constat. Définitif au 3ème constat
Pas de traitement phytosanitaire	Visuel et documentaire	Visuel : absence de trace de produits (en fonction de la date de contrôle). Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Principale	Totale	Réversible

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Annexe Indice de Fréquence de Traitement (IFT)
du territoire « Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse»

Campagne 2016

1 : Définitions et autres informations concernant l'IFT :

PNRC	IFT de référence		Niveau2	IFT hors herbicides maximal		IFT hors herbicides maximal	
				Phyto 04		Phyto 05	
	Valeur maximale à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles non engagées dans la mesure	IFT calculé sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure		à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure		à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	
				exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur	exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur
Année 2 à Année 5	***IFT herbicides :*** **2,1** ***IFT hors herbicides :*** **4,5**	IFT année 2		80%	1,7	70%	3,2
		Moyenne IFT année 2 et 3		75%	1,6	65%	3
		Moyenne IFT année 2, 3 et 4		70%	1,5	60%	2,7
		Moyenne IFT année 3, 4 et 5 ou IFT année 5		60 % en moyenne ou 50 % sur l'année 5	1,3 / 1,3	50 % en moyenne ou 50 % sur l'année 5	2,3 / 2,3

Pour les IFT « hors herbicides » des contrats engagés dans un second engagement, les valeurs à respecter sont les suivantes, en ce qui concerne l'engagement de niveau 2, Phyto_05:

PNRC	IFT de référence Valeur maximale à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles non engagées dans la mesure	IFT calculé sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	Niveau 2	IFT hors herbicides maximal Phyto 05 à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur
Année 2 à Année 5	*IFT herbicides :* **2,1**	IFT année 2			*3,2*
		Moyenne IFT année 2 et 3			*3*
		Moyenne IFT année 2, 3 et 4			*2,7*
	IFT hors herbicides : **4,5**	Moyenne IFT année 3, 4 et 5 ou IFT année 5		50 % en moyenne ou 50 % sur l'année 5	*2,3* *2,3*

2 : Calcul de l'IFT à l'échelle de l'exploitation :

Pour chaque traitement réalisé sur la parcelle, l'IFT est obtenu en divisant la dose appliquée par la dose de référence du produit pour la culture et la cible (ravageur, maladie) considérées. L'ensemble est multiplié par la proportion de la parcelle traitée.

L'IFT de la parcelle est obtenu en faisant la somme des IFT traitements, pour chaque campagne culturale (de la récolte du précédent cultural à la récolte de la culture de la campagne en cours). L'ensemble des traitements réalisés au champ sont pris en compte. Par ailleurs, si les semences utilisées ont été traitées, alors on ajoute 1 à l'IFT parcelle.

En cultures légumières, si la production se fait à partir de plants qui ont été traitées avant d'être implantés, alors on ajoute également 1 à l'IFT parcelle.

Sélection de la dose de référence

La dose de référence peut être définie :

- « à la cible », c'est-à-dire pour chaque produit, culture et cible (ravageur, maladie) visée par le traitement, sur la base des doses homologuées ;
- « à la culture », c'est-à-dire pour chaque produit et culture traitée.

Si la cible du traitement est renseignée dans le cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires, alors on retient la dose définie « à la cible » correspondante. Si plusieurs cibles sont simultanément visées par un même traitement, alors on retient la dose de référence correspondant à la cible qui a été déterminante dans le choix de la dose appliquée. Si la cible n'est pas renseignée dans le cahier d'enregistrement, alors on retient la dose définie « à la culture ».

Pour les produits sans dose, l'IFT du traitement compte par défaut pour 1.

Pour plus de précisions sur les modalités de détermination de la dose de référence, se reporter au guide méthodologique sur l'IFT élaboré par le Ministère de l'Agriculture (http://agriculture.gouv.fr/indicateur-de-frequence-de-traitements-phytosanitaires-ift).

La liste des doses de référence est fournie dans la boîte à outils IFT en ligne sur le site internet du ministère de l'Agriculture. Pour une campagne culturale allant de la récolte du précédent cultural en année n-1, à la récolte de la culture implantée pour la campagne de l'année n, il convient d'utiliser la liste de l'année n-1.

Produits de biocontrôle : Si vous avez utilisé des produits de biocontrôle, alors deux compartiments sont distingués pour le calcul de l'IFT : d'une part l'IFT moyen des produits de biocontrôle, et d'autre part l'IFT moyen des autres produits. Le respect de vos engagements sera vérifié uniquement sur la base de l'IFT des produits autres que de biocontrôle.

Dans l'attente de l'établissement de la liste des produits de biocontrôle (article L 253-5 du Code Rural), la liste utilisée correspond à la liste « NODU Vert » (http://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/documents/pdf/_projet_actualisation_produits_biocontrole-V13__cle031452-1.pdf). Les produits de biocontrôle sont identifiés en tant que tels dans la liste des doses de référence pour le calcul de l'IFT.

6-3 : Modalités de contrôle de l'IFT :

Le respect de vos engagements portant sur l'IFT est vérifié sur la base du **cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires**, qui constitue une pièce indispensable du contrôle. L'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée.

La tenue de ce cahier est obligatoire au titre de la conditionnalité (paquet hygiène relatif aux produits phytopharmaceutiques).

Au titre de la conditionnalité, il faut enregistrer toutes les utilisations de produits phytopharmaceutiques ou alternatifs, y compris sur les prairies, avec les informations relatives à :

- l'îlot PAC ou l'identification de la parcelle traitée[1] ;
- la culture produite sur cette parcelle (avec précision de la variété) ;
- le nom commercial complet du produit utilisé ;
- la quantité ou la dose de produit utilisée ;
- la date du traitement ;
- la (ou les) dates de récolte.

Par ailleurs, dans le cadre des MAEC, il est important de renseigner la cible (ravageur, maladie) visée par le traitement. Cette information permet en effet de calculer un IFT plus précis, qui reflète au mieux vos pratiques agricoles.

[1]Au titre des MAEC, les parcelles doivent être identifiées de manière à pouvoir calculer l'IFT sur les parcelles engagées et sur les parcelles non engagées

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

SEINE&MARNE 77 LE DÉPARTEMENT

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice d'information du territoire **POMMEUSE**

Campagne 2016

Correspondants MAEC à la DDT : **Claire LAUGA** — **Christian MONTARD**
Téléphone : 01 60 56 73 07 — 01 60 56 70 89
e mail : claire.lauga@seine-et-marne.gouv.fr — christian.montard@seine-et-marne.gouv.fr

Cette notice présente l'ensemble des mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) proposées sur le territoire POMMEUSE au titre de la programmation 2015-2020.

Elle complète la notice nationale d'information sur les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) et les aides à l'agriculture biologique 2015-2020, disponible sous Télépac.

La notice nationale d'information sur les MAEC et l'AB 2015-2020 (disponible sous Télépac)	contient →	• Les conditions d'engagement dans les MAEC et l'AB • Les obligations générales à respecter • Les contrôles et le régime de sanctions • Comment remplir les formulaires
La notice d'information du territoire	contient →	Pour l'ensemble du territoire : • La liste des MAEC proposées sur le territoire • Les conditions générales d'éligibilité • Les modalités de demande d'aide
La notice d'aide	contient →	Pour chaque MAEC proposée sur le territoire : • Les objectifs de la mesure • Les conditions spécifiques d'éligibilité • Le cahier des charges à respecter • Le régime de sanctions

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.

Si vous souhaitez davantage de précisions contactez votre DDT.

1. PERIMETRE DU TERRITOIRE « POMMEUSE »

Seuls les éléments situés sur ce territoire sont éligibles aux mesures localisées qui y sont proposées (Cf. § 3).

En ce qui concerne les mesures « localisées », pour qu'une parcelle ou un élément linéaire soit éligible à la MAEC, au moins 50 % de sa surface ou de sa longueur doit être incluse dans le territoire.

Liste des 8 communes concernées :

77063	CELLE-SUR-MORIN
77176	FAREMOUTIERS
77206	GIREMOUTIERS
77219	GUERARD
77270	MAISONCELLES-EN-BRIE
77320	MOUROUX
77371	POMMEUSE
77400	SAINT-AUGUSTIN





2. RESUME DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Enjeu retenu :

Zone d'Action Prioritaire « enjeu Biodiversité » pour la préservation de la biodiversité

Ce territoire comprend des communes essentiellement rurales. La surface déclarée au titre de la Politique Agricole Commune (PAC) est de 5 378 ha en moyenne sur les années 2008 à 2012. On dénombre environ 38 agriculteurs qui ont leur siège d'exploitation sur le territoire.

Après études des éléments fixes du paysage, de la bibliographie et des territoires agricoles, complétés par les éléments du SRCE, il a été constaté un déficit général de la biodiversité et d'aménagements favorables. Certaines espèces patrimoniales comme la Chevêche d'Athéna, la Pie-grièche écorcheur ou le Busard cendré ont cependant été observés avec des nidifications possibles.

Ce territoire présente donc un enjeu prioritaire de restauration et de préservation de la biodiversité en zone agricole, et d'amélioration des continuités écologiques répondant aux objectifs des trames verte et bleue.

Sur ces communes, l'objectif est de sensibiliser les agriculteurs à des pratiques agricoles et à une gestion de leur territoire en faveur de la biodiversité et d'autre part, de mettre en œuvre des mesures agro-environnementales et climatiques pour faciliter les changements de pratiques.

3. LISTE DES MAEC PROPOSEES SUR LE TERRITOIRE

Les financements prévisionnels des mesures peuvent être apportés par des crédits du ministère chargé de l'agriculture, du Conseil départemental de Seine-et-Marne et du FEADER.

Zone d'Action Prioritaire « enjeu Biodiversité » pour la préservation de la biodiversité

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
Surfaces en grandes cultures	IF_POMM_HE15	Création et entretien de zones refuges pour la faune	390,94€/ha/an
Surfaces en grandes cultures	IF_POMM_HE16	Création et entretien d'un couvert d'intérêt floristique et faunistique	600€/ha/an
Surfaces en grandes cultures	IF_POMM_HE17	Amélioration d'un couvert déclaré en gel	160€/ha/an
Surfaces en grandes cultures	IF_POMM_HE31	Création et entretien d'un couvert herbacé	450€/ha/an
Surfaces en herbe	IF_POMM_HE01	Entretien d'un couvert herbacé	130,57€/ha/an
Surfaces en herbe	IF_POMM_ BR01	Entretien de bandes refuges sur prairie	0,49€/ml/an
Haie	IF_POMM_HA01	Entretien de haie	0,36€/ml/an
Arbres ou alignement d'arbres	IF_POMM_AR01	Entretien d'arbres isolés ou en alignements	7,92/arbre/an
Ripisylves	IF_POMM_RI01	Entretien de ripisylves	1,01€/ml/an
Bosquets	IF_POMM_BO01	Entretien de bosquets	145,85€/ha/an
Talus	IF_POMM_TL01	Entretien mécanique de talus enherbés	0,42€/ml/an
Fossés	IF_POMM_FO01	Entretien de fossés et rigoles de drainage (hors cours d'eau et ouvrages maçonnés)	1,29€/ml/an
Mare ou plan d'eau	IF_POMM_PE01	Restauration et/ou entretien de mares et plans d'eau	81,26€/mare/an

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire « POMMEUSE ».

4. MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Vous ne pouvez vous engager dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire que si votre engagement sur ce territoire représente, au total, un **montant annuel supérieur ou égal à 300 euros.**

Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de votre demande d'engagement, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs qui sont précisées dans la notice d'aide de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, votre demande devra être modifiée.

5. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

*Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.*
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

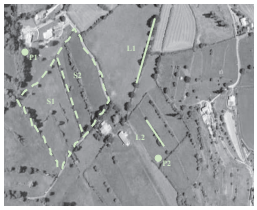
6. COMMENT REMPLIR LES FORMULAIRES D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager en 2016 dans une nouvelle MAEC, vous devez obligatoirement remplir les documents ci-après et les adresser à la DDT avec votre dossier de déclaration de surface avant le 15 juin 2016.

Les modalités de dépôt des demandes MAEC sont disponibles sous TELEPAC :

- *Liste générale : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/html/public/aide/formulaires-2016.html*
- *Modalités spécifiques aux MAEC : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/pdf/tas/2016/Dossier-PAC-2016_notice_MAEC-MAE-AB.pdf*

6.1 Le registre parcellaire graphique



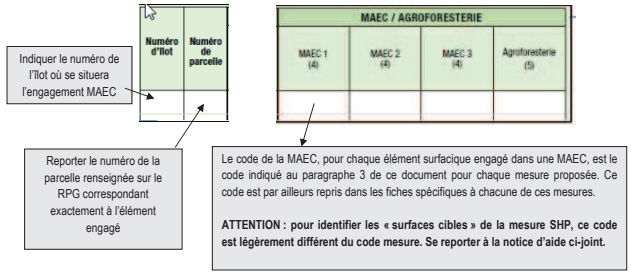
Pour déclarer des **éléments surfaciques** engagés dans une MAEC (HE15, HE16, HE17, HE01, HE31, BO1), vous devez dessiner, sur l'exemplaire du RPG que vous renverrez à la DDT, les surfaces que vous souhaitez engager dans chacune des MAEC proposées. Chaque élément surfacique engagé doit correspondre à une parcelle numérotée. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Pour déclarer des **éléments linéaires** engagés dans une MAEC (HA01, RI01, TI10, FO01) vous devez également dessiner d'un trait les éléments linéaires (ex : haies, ripisylves, talus, fossés ou bandes refuge) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Pour déclarer des **éléments ponctuels** engagés dans une MAEC (AR01, PE01) vous devez également localiser les éléments ponctuels (ex : mares ou arbres isolés) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

6.2 Le formulaire « Registre Parcellaire Graphique - Descriptif des parcelles »

Ce formulaire doit être rempli pour déclarer les éléments surfaciques engagés en MAEC.



Cet écran vous permet de consulter toutes vos parcelles déclarées et de vérifier les informations concernant la demande d'engagement en MAEC.

6.3 Le formulaire « Registre parcellaire - Descriptif des éléments MAEC linéaires et ponctuels »

Ce formulaire doit être rempli pour chaque élément linéaire ou ponctuel que vous souhaitez engager en MAEC et que vous avez localisé sur le feuillet RPG. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

A la rubrique « MAEC 2015-2020 / MAE 2007-2013 », vous devez cocher « oui » sur la ligne correspondant aux MAEC de la programmation 2015-2020. »

6.4 Le formulaire « Demande d'aides (Premier pilier – ICHN - MAEC - BIO – Assurance récolte) »

Vous devez cocher, à la rubrique « ICHN – MAEC –BIO », la case Mesure agroenvironnementale et climatique, et déclarer en cochant la case correspondante :

☒ « m'engager dans une MAEC de la programmation 2015-2020 »

7. CONTACTS

Coordinateur agricole : Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne
418 rue Aristide Briand – 77350 LE MEE SUR SEINE
Correspondant : **Milène GRAPPERON**
01 64 79 30 75
milene.grapperon@seine-et-marne.chambagri.fr

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien de zones refuges pour la faune » « IF_POMM_HE15 »

du territoire « POMMEUSE »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont de renforcer la biodiversité fonctionnelle et de participer à la reconquête de la qualité de l'eau en diminuant l'utilisation d'intrants.

Cette opération vise prioritairement à limiter le développement des bio-agresseurs des cultures et l'intensité d'utilisation des produits phytosanitaires, en aménageant un maillage de zones de régulation écologique (ZRE) composées de bandes enherbées ou de jachères, si possible en continuité avec d'autres éléments paysagers présents sur le parcellaire (haies, bosquets, …). Ces zones de régulation écologique constituent des réservoirs d'auxiliaires des cultures, dont l'efficacité est accrue par la limitation de la taille des parcelles culturales bordées par les ZRE.

En effet, les ZRE devant être localisées en rupture de parcelles culturales ou entre deux parcelles culturales contiguës de taille limitée, les auxiliaires peuvent agir au cœur des parcelles culturales et réduire ainsi la pression des ravageurs sur les cultures. La localisation de ces ZRE devra être cohérente avec le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et les Trames vertes et bleues (TVB).

Ces zones constituent plus généralement des zones refuges pour l'ensemble de la petite faune de plaine, dans un objectif de préservation de la biodiversité.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 390,94 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), cultures pérennes ou surfaces qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie »** ou en **« jachère »**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles :**
  - **Largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m** pour chaque ZRE
  - Les ZRE doivent être **implantées :**
    - **entre 2 parcelles culturales contiguës ou en rupture de parcelles culturales**, de manière à ce que la taille des parcelles culturales n'excède pas 15 ha au maximum et que la distance entre deux ZRE n'excède pas 300 m.
    - **Dans la continuité d'autres éléments du paysage** (haies, talus, fossés, lisières de bois et bosquets…). Ces éléments constituent des ZRE naturelles, qui pourront être renforcées par la création de bandes herbacées d'une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m.
  - Respecter la **taille maximale de 15 ha** de chaque **parcelle culturale** bordée d'une ZRE.

- **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

- **Couvert éligible** (non récoltés) :
  - **Liste d'espèces autorisées en jachère ou en prairies**
  - **Liste d'espèces ci-dessous (pur ou en mélange)**
  - **C**ultures cynégétiques
  - Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

AUTRES
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Phacélie
- Radis fourrager

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre

engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_POMM_HE15 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- ➢ au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- ➢ à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

- **Entretien**
  - Absence d'intervention mécanique du **1er mai au 31 juillet** pour les couverts en place.

- Récolte **INTERDITE**

- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement **:** type d'interventions, localisation, date, outils

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place une ou plusieurs ZRE localisées de façon pertinente, en fonction du diagnostic de territoire et/ou d'exploitation (distance maximale entre deux ZRE de 300m)	Sur place : visuel et documentaire	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation	Définitif	Principale	Totale
Respecter une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m pour chaque ZRE	Sur place		Réversible	Principale	A seuil : écart de largeur en anomalie
Respecter la taille maximale de 15 hectares de chaque parcelle culturale bordée d'une ZRE.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Mettre en place les couverts autorisés sur les ZRE : *cf : liste d'espèces ci-dessus* ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Factures d'achat de semis selon les cas, et cahier d'enregistrement	Réversible	Principale	Totale
Enregistrer les interventions d'entretien sur les ZRE	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'intervention mécanique sur les ZRE du ***1er mai au 31 juillet***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et programme de travaux d'entretien et éventuelles factures (si prestations)	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'avance/de retard (5 / 10 / 15 jours)

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respecter l'interdiction de traitement phytosanitaire sur les ZRE	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation initiale de la ZRE	Administratif et sur place		Définitif	Principale	Totale
Respecter la l'interdiction des apports azotés (minéral et organique)	Sur place : documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- ➢ au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- ➢ à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert d'intérêt faunistique ou floristique » « IF_POMM_HE16 »

du territoire « POMMEUSE »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure: COUVER_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de remplacer des surfaces cultivées en grandes cultures par un couvert favorable :

- aux oiseaux de plaine à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
- aux insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Il s'agit ainsi de créer ce type de couvert sur des surfaces supplémentaires par rapport aux couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 600,00 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles :** surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), cultures pérennes ou surfaces qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implantée, la parcelle devra être déclarée avec le code correspondant au couvert mis en place.

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - **Parcelles** entières : **minimum 10 ares**
  - **Bandes : minimum 10 m de large**, (le cas échéant, 10 m en moyenne sur la longueur de la bande)

- **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**.

- **Couvert éligible :** (non récolté et non pâturé)

À sélectionner en fonction des exigences biologiques des espèces à préserver
- Cultures annuelles à fort intérêt
- Mélange graminées-légumineuses
- Légumineuses
- Cultures cynégétiques
- Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures (plantes messicoles notamment)

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien
- Autres graminées à valider lors du diagnostic

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- *Trèfle blanc*
- *Trèfle de Perse*
- *Trèfle hybride*
- *Trèfle incarnat*
- *Trèfle violet*
- *Trèfle d'Alexandrie*
- *Trèfle souterrain*
- *Vesce commune*
- *Vesce velue*
- *Vesce de Cerdagne*
- *Autres légumineuses à valider lors du diagnostic*

AUTRES
- Achillée millefeuille
- Avoine
- Bleuet des champs
- Carotte sauvage
- Centaurée jacée
- Chicorée sauvage
- Compagnon rouge / Silène dioïque
- Cumin des prés
- Marguerite
- Mauve sylvestre
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Onagre bisannuelle
- Phacélie
- Radis fourrager
- Sarrasin
- Sauge des prés
- Tanaisie en corymbe
- Autres plantes à valider lors du diagnostic

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

Couverts mellifères recommandés pour insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures :
(*Mélanges commerciaux*)

Couvert "Seda-miel 1" :
(sol acide frais – pH < 6,5)
- Mélilot 30 %
- Lotier corniculé 20 %
- Trèfle hybride 15 %
- Trèfle d'Alexandrie 15 %
- Trèfle violet 10 %
- Phacélie 10 %

Couvert "Seda-miel 2" :

(sol calcaire sec – pH > 6,5)
- Sainfoin 60 %
- Mélilot 25 %
- Trèfle violet 5 %
- Minette 5 %
- Phacélie 5 %

Couvert "Pronectar TP " :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)
- Sainfoin 60 %
- Mélilot 10 %
- Trèfle de Perse 10 %
- Trèfle violet 10 %
- Phacélie 10 %

Couvert "Méliflore 1" :
(sol acide frais – pH < 6,5)
- Trèfle hybride 45 %
- Trèfle violet 30 %
- Trèfle blanc 10 %
- Trèfle d'Alexandrie 10 %
- Phacélie 5 %

Couvert "Méliflore 2" :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)
- Sainfoin 60 %
- Mélilot 20 %
- Trèfle violet 10 %
- Minette 5 %
- Phacélie 5 %

Couvert "Prochasse" :
- Ray-grass Anglais 30 %
- Trèfle violet 30 %
- Trèfle de Perse 20 %
- Phacélie 20 %

Couvert "biodiversité" :
- Achillée millefeuille
- Avoine
- Cumin des prés
- Bleuet des champs
- Centaurée jacée
- Chicorée sauvage
- Carotte sauvage
- Sarrasin
- Marguerite
- Lotier corniculé
- Mauve sylvestre
- Onagre bisannuelle
- Sainfoin
- Phacélie
- Sauge des prés
- Compagnon rouge / Silène dioïque
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Tanaisie en corymbe

Couverts cynégétiques :
(Exemple de couverts soumis à variation selon les exigences biologiques des espèces et les types de sols)
- Millet – sarrasin – moha – navette
- Avoine – choux – sarrasin
- Dactyle – trèfle violet
- Dactyle – luzerne
- Chou fourrager – fétuque des prés
- Vesce – avoine
- Seigle fourrager – vesce
- Mélilot
- Millet – sorgho
- Seigle forestier – trèfle sp.
- Maïs – millet
- Maïs – sarrasin
- Maïs – sorgho
- Maïs – avoine
- Chou – moha – sarrasin
- Tournesol – pois
- Tournesol – féveroles
- Tournesol – sorgho
- Tournesol – chou fourrager
- Tournesol – moutarde

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_POMM _HE16 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :
- ➢ au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- ➢ à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

- **Entretien**
  - **Récolte et pâturage INTERDITS**
  - Absence d'intervention mécanique du **15 avril au 15 janvier** de l'année suivante pour les couverts en place.

- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

Toutefois afin de permettre une bonne implantation des couverts, il n'est permis de fertiliser que lors des premiers stades de développement du couvert.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : *(cf. liste d'espèces ci-dessus)* ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou parcelles entières minimum de 0,10 ha	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 15 avril et le 15 janvier de l'année n+1	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Amélioration des jachères » « IF_POMM_HE17 »

du territoire « POMMEUSE »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_08

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération vise à inciter les exploitants agricoles à améliorer la localisation de leurs parcelles en jachère agricole ainsi que le choix des couverts à y implanter :

- sur des territoires à enjeu « eau », afin de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) ;
- sur les territoires à enjeu « biodiversité » pour répondre aux exigences spécifiques :
  - d'une espèce ;
  - d'un groupe d'espèces à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
  - au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Cette opération permet de localiser les jachères agricoles de manière pertinente par rapport à l'enjeu environnemental visé (eau ou biodiversité), d'améliorer le couvert présent et la gestion des intrants. L'exploitant n'a plus comme seul critère celui de localiser ces surfaces de jachère agricole sur les zones les moins productives et/ou les plus difficiles d'accès.
Par ailleurs, en règle générale, les jachères agricoles sont constituées des repousses des précédents culturaux. Cette opération permet l'implantation d'un couvert spécifique répondant à l'enjeu environnemental visé.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 160,00 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables (sauf prairies temporaires de plus de deux ans et surfaces en jachères), cultures pérennes ou surfaces qui étaient alors engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, ou les parcelles nécessitant un déplacement par rapport à la localisation initiale de la jachère.
  Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« jachère ».**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - **Parcelles** entières : **minimum 10 ares**
  - **Bandes : minimum 10 m de large**

- **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

- **Localisation pertinente**
  - bassin d'alimentation des captages
  - bords de cours d'eau, fossés
  - fonds de talweg
  - ruptures de pente
  - division du parcellaire
  - continuités écologiques
  - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
  - parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

- **Couverts éligibles** (non récoltés et non pâturés) :
  - Cultures annuelles à fort intérêt
  - Mélange graminées-légumineuses
  - Légumineuses

- Cultures cynégétiques
- Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures (plantes messicoles notamment)

À sélectionner dans la liste ci-dessous (pur ou en mélange) :

GRAMINEES

- Avoine
- Brome cathartique
- Brome Sitka
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque ovine
- Fétuque rouge
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray–grass italien
- Seigle

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

AUTRES

- Chou
- Cresson alénois
- Mais
- Millet
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Phacélie
- Radis fourrager
- Sarrasin
- Sorgho
- Tournesol

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_POMM_HE17 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

➢ au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
➢ à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

- Récolte et pâturage **INTERDITS.**

- **Entretien**
  - Absence d'intervention mécanique du **1er mai au 31 juillet** pour les couverts en place.

- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date)

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : *(cf. liste d'espèces ci-dessus)* ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou parcelles entières de minimum 0,10 ha	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 1er mai et le 31 juillet	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

➢ au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
➢ à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation » « IF_POMM_HE31 »

du territoire « POMMEUSE »

Campagne 2016

Engagements unitaires de la mesure: - COUVER_06
- HERBE_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage).

D'autre part, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).

En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 450 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables (sauf prairies temporaires de plus de deux ans et surfaces en jachères), cultures pérennes ou surfaces qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.
Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente ».**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - **Parcelles** entières : **minimum 10 ares, 5 m de large ;**
  - **Bandes : minimum 10 m de large** (En bordure de cours d'eau et en zone vulnérable, la largeur minimale passe à 5 m, dans la mesure où une bande d'au moins 5 m est déjà existante et permet la création d'une bande enherbée finale d'au moins 10 m de large.) ;
  - Si le couvert est implanté en bordure d'élément paysager (haies, bosquets, mares, fossés), la largeur minimale sera de 3 m, si possible de part et d'autre de l'élément paysager si la maîtrise du foncier le permet.

- **Mesure fixe** : L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

- **Localisation pertinente**
  - bassin d'alimentation des captages
  - bords de cours d'eau, fossés
  - fonds de talweg
  - ruptures de pente
  - division du parcellaire
  - continuités écologiques
  - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
  - parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

- **Couvert éligible :**
  - **Liste d'espèces autorisées en couvert environnemental au titre des BCAE**
  - **Liste d'espèces ci-dessous (légumineuses pures interdites : mélange avec une autre famille obligatoire)**

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_POMM_HE31 » sont décrites ci-dessous :

- Date d'implantation
Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :
- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date), pratiques de fertilisation des surfaces (dates, quantités, produit).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés : (cf liste d'espèces ci-dessus)	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter les largeurs minimales du couvert herbacé pérenne.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Tenir un cahier d'enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation » « IF_POMM_HE01 »

du territoire « POMMEUSE »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : HERBE_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (praires, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 130,57 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Surfaces éligibles** : surfaces en herbe et milieux remarquables éligibles, pour lesquels il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité, lié à une fertilisation excessive. Ce ciblage devra être élaboré sur la base d'un diagnostic environnemental de territoire.

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles. Les SIE situées en dehors de ces bandes tampons sont éligibles.

- **Déclaration de surface :** Le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente ».**

- **Mesure fixe :** L'engagement **est fixe** au cours des **5 ans.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_POMM_HE01 » sont décrites ci-dessous :

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage) :**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date, pratiques de fertilisation des surfaces ((dates, quantités, produit))

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de bande refuge sur prairies » « IF_POMM_BR01 »

du territoire « POMMEUSE »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_08

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de mettre en place des zones de protection (des bandes refuges) des milieux remarquables afin de protéger la flore présente et/ou la faune prairiale (oiseaux et papillons, notamment ceux relevant d'un plan national d'action) grâce à une mise en défens sur une longue période de bandes refuge, dont la localisation peut varier chaque année au sein de parcelles exploitées.

En effet, l'avifaune sauvage s'installe pendant les fauches et durant la période estivale sur les prairies de fauche. Ces sites d'installation de cette faune spécifique permettent la réalisation de diverses étapes essentielles, telles la nidification, le grossissement des jeunes, la mue, l'alimentation et le repos avant la migration.

La création de ces bandes refuge est définie selon des enjeux locaux clairement identifiés, comme la préservation de bas-marais, marais tufeux, tourbières, ripisylves, espaces de nidification comme les grèves de bords de cours d'eau dynamique ou les roselières, les milieux dunaires et les sources.

Des habitats naturels remarquables et les sites de nidification peuvent se situer au contact des milieux prairiaux, soit distribués en leur sein, soit disposés sur leurs marges.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0,49€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Surfaces éligibles :** Surfaces en herbe cibles, définies lors du diagnostic**.**
- **Taille éligible :** Bande d'une largeur comprise entre **6 m et 9 m.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_POMM_BR01 » sont décrites ci-dessous :

- Respecter chaque année la localisation et la taille de la bande refuge à mettre en défens
- Faire établir un plan de localisation des bandes refuges. Ce plan de localisation précise, au sein de la surface engagée, les surfaces nécessitant une gestion particulière sur lesquelles porte les obligations. Il sera établi par l'opérateur lui-même ou par une structure compétente mandatée par l'opérateur.

- **Période de non intervention**
  - Intervention **INTERDITE** du 1er mars au 1er septembre
  - Déprimage précoce interdit

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par l'opérateur ou une structure compétente, un plan de localisation des bandes refuge au sein des parcelles engagées	Sur place	Plan de localisation	Définitif	Principale	Totale
Respect de la localisation des bandes refuges Respect de la taille de la bande refuge : comprise entre 6 et 9 mètres de largeur	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et Plan de localisation	Réversible	Principale	Totale
Respecter une période de non intervention du 1er mars au 1er septembre *Le déprimage précoce est interdit.*	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart en nombre de jours entre la date de réalisation de la fauche et les dates déterminées / nombre de jours que comporte la période d'interdiction d'intervention
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
			Définitif au troisième constat.	obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de haie » « IF_POMM_HA01 »

du territoire « POMMEUSE »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_01

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des haies, localisées de manières favorable au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent en fonction du type de haie présente afin d'assurer le renouvellement et la pérennité des haies.

Les haies ont de multiples fonctions environnementales. En effet, elles constituent un obstacle physique qui diminue la vitesse des ruissellements ainsi que celle du vent, limitant ainsi le transport des particules solides (limons et sables), des éléments fertilisants et des matières actives (objectifs de lutte contre l'érosion et d'amélioration de la qualité des eaux). Le réseau racinaire dense, puissant et profond des ligneux composants la haie remonte les éléments minéraux ayant migré en profondeur (objectif protection de l'eau), favorise l'infiltration des eaux en excès et stabilise le sol (objectifs de lutte contre les risques naturels et contre l'érosion). Les haies sont également des écosystèmes à part entière, lieux de vie, d'abri, de reproduction de nombreuses espèces animales et végétales inféodées à ce type de milieu (objectif de maintien de la biodiversité, trame verte et bleue). Par ailleurs, les haies contribuent efficacement au stockage de carbone.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0,36€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

◦ **Conditions relatives aux éléments engagés**

▪ **Haies éligibles** : Haies, basses ou hautes, localisées de manière pertinente, définies lors du diagnostic. Les haies devront être composées majoritairement des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier terminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

Arbustes	
Nom français	**Nom scientifique**
Aubépine épineuse	*Crataegus laevigata*
Aubépine monogyne	*Crataegus monogyna*
Bourdaine	*Frangula alnus*
Buis	*Buxus sempervirens*
Camerisier à balai	*Lonicera xylosteum*
Cassis	*Ribes nigrum*
Cerisier Sainte Lucie	*Prunus mahaleb*
Cornouiller sanguin	*Cornus sanguinea*
Cornouiller mâle	*Cornus mas*
Coudrier	*Corylus avellana*
Framboisier	*Rubus idaeus*
Fusain d'Europe	*Euonymus europaeus*
Genêt à balais	*Cytisus scoparius*
Genévrier commun	*Juniperus communis*
Groseillier rouge	*Ribes rubrum*
Groseillier à maquereau	*Ribes uva-crispa*
Houx	*Ilex aquifolium*
If commun	*Taxus baccata*
Lierre	*Hedera helix*
Néflier	*Mespilus germanica*
Nerprun purgatif	*Rhamnus cathartica*
Prunellier	*Prunus spinosa*
Ronce sp	*Rubus sp*
Rosier des chiens	*Rosa canina*
Saule cendré	*Salix cinerea*
Saule pourpre	*Salix purpurea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Sureau rouge	*Sambucus racemosa*
Troène vulgaire	*Ligustrum vulgare*
Viorne lantane	*Viburnum lantana*
Viorne obier	*Viburnum opulus*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_POMM_HA01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage, …
  - **Taille sur les 2 côtés de la haie**

- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
  - Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la haie engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Respect des périodes d'interventions	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches *(cf. ci-dessus)*	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La **tenue du cahier d'enregistrement** des interventions constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien d'arbres isolés ou en alignements » « IF_POMM_AR01 »

du territoire « POMMEUSE »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_02

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des arbres isolés ou en alignements au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent en fonction du type d'arbre présent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

Les arbres têtards (arbre adulte dont le tronc et toutes les branches maîtresses ont été coupés, et sur lesquels poussent des rejets régulièrement recépés) de type émondés ou de hauts jets, isolés ou en alignements sont des infrastructures écologiques qui permettent d'assurer le maintien de nombreuses espèces. En effet, ces arbres creux constituent des zones d'alimentation et de reproduction de nombreuses espèces (telles que les insectes saproxylophages), de corridor biologique ainsi que des zones refuge (chauve souris, oiseaux). L'entretien de ces linéaires ou des arbres remarquables isolés est de ce point de vue essentiel pour préserver la haute valeur naturelle et paysagère des territoires ruraux et des sites Natura 2000. La taille des arbres en têtard ou émondés (selon les spécificités locales) favorise le développement de cavités abritant de nombreuses espèces cavernicoles (Rouge-queue à front blanc, Chouette chevêche, …). Par ailleurs ces arbres permettent une régulation climatique (rôle de haie brise vent et de séquestration du carbone), une régulation hydraulique (rôle dans l'infiltration lente, la dépollution des eaux et le maintien d'une atmosphère humide) et une remontée d'éléments minéraux lixiviés.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 7,92€/arbre engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

- **Conditions relatives aux éléments engagés**

▪ **Arbres éligibles** : Ensemble des arbres isolés ou en alignement, localisées de manières pertinentes, définis lors du diagnostic. Essences éligibles de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*

Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*
Fruitiers sp. (poiriers, pommiers…)	

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et

Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_POMM_AR01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - Type de taille à réaliser en fonction du diagnostic : taille en têtard, émondage ou élagage**.**
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (sécateurs, échenilloir, scie d'élagage, lamier, tronçonneuse…).

Taille des arbres têtards :
Pour la formation : éliminer les branches latérales afin d'obtenir un sujet vigoureux de 10 - 15 cm de diamètre. A partir de ce diamètre, étêtage du sujet.
Pour l'entretien : coupe des rejets surplombants la tête tous les 7 à 15 ans selon les essences et selon le diamètre des branches, entre 10 et 20 cm maximum.

Taille des arbres isolés :
Pour la formation : taille de formation entre août et septembre. La taille éliminera les fourches et les branches obliques par rapport à la flèche de l'arbre.
Pour l'entretien : élagage des branches basses en maintenant au moins 50 % de branches sur la partie haute de l'arbre. Les rejets postérieurs à ces travaux de coupe seront éliminés régulièrement. La hauteur finale d'élagage sera d'au minimum 3 à 4 mètres.

Conserver le lierre, le houx et les ronces.

- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage.
  - Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars.

- **Seuil minimal de contractualisation d'arbres têtards (en âge d'être entretenus) : 50 %**

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement aux arbres et/ou alignements d'arbres engagés	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période allant du 1er aout au 30 septembre pour les tailles de formation et du 1er octobre au 1er mars	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches *(cf. ci-dessus)*	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle)	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
les éléments engagés, sauf traitements localisés		Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions			

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien des ripisylves » « IF_POMM_RI01 »

du territoire « POMMEUSE »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des ripisylves au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique et floristique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

La ripisylve est une zone de transition entre les milieux aquatique et terrestre, elle est localisée en bordure de cours d'eau. Elle est composée de différentes strates (herbacée, arbustive, arborée) permettant d'assurer divers rôles : habitats naturels (terrestres et aquatiques avec notamment des zones d'eau fraîche et calme : rôle de la ripisylve dans la dissipation du courant), corridors écologiques (trame verte et bleue), filtration et épuration des eaux de ruissellement, protection des berges contre l'érosion, régulation climatique (notamment zones d'ombrage et stockage du carbone), etc. Elle joue par ailleurs les mêmes rôles qu'une haie arbustive ou arborée en matière de protection contre le ruissellement et l'érosion, en faveur de la qualité des eaux (limitation des transferts) et du maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées).
Un entretien non intensif de ce milieu permet le maintien des différentes strates et d'une végétation variée assurant tous ces rôles.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 1,01 €/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Ripisylves éligibles** : localisées de manière pertinente, définies lors du diagnostic. Les ripisylves devront être majoritairement composés des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Charme	*Carpinus betulus*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*

Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Tremble	*Populus tremula*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_POMM_RI01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années ;
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuses, tronçonneuse, scie d'élagage...

Côté parcelle : même taille que pour une haie
Côté cours d'eau : un élagage doux afin d'apporter un peu de lumière sur le cours d'eau
Dégagement mécanique au pied des jeunes arbres pour les boisements en cours de constitution

Gestion des arbres morts et des branches mortes du côté du cours d'eau :
- les enlever lorsque ceux-ci sont susceptibles de créer des embâcles ;
- Le dessouchage est interdit.

Gestion des embâcles :
- ne pas dégrader la berge et la végétation riveraine, dans la mesure du possible ;
- travailler le moins possible avec des engins dans le lit du cours d'eau afin de ne pas perturber les habitats aquatiques.

- **Période d'intervention**
  - Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars ;
  - Enlèvement des embâcles et entretien du lit hors période de fraies : du 1er aout ou 31 octobre ;
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la ripisylve engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation de la taille des arbres entre le 1er octobre au 1er mars Réalisation de l'enlèvement des embâcles et de l'entretien du lit du cours d'eau entre le 1er aout et le 31 octobre	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**.

Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes. Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.
, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de bosquets » « IF_POMM_BO01 »

du territoire « POMMEUSE »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des bosquets au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique et floristique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

Les bosquets sont des lieux d'abris, de vie et de reproduction d'un grand nombre d'espèces animales et végétales et jouent un rôle structurant pour le paysage en assurant des corridors écologiques dans une trame d'ensemble. Ils jouent par ailleurs les mêmes rôles qu'une haie arbustive ou arborée en matière de protection contre le ruissellement et l'érosion, en faveur de la qualité des eaux (limitation des transferts), du maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées) et de la régulation climatique.
Un entretien non intensif et dirigé de ces milieux permet leur pérennité afin d'en assurer tous ces rôles.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 145,85 €/hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

- **Conditions relatives aux éléments engagés**
  - **Bosquet éligible** :
    - Taille de **1 are à 50 ares**, avec un minimum de **10 m de largeur**, définis lors du diagnostic.
    - Les bosquets devront être composés majoritairement des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

Arbustes	
Nom français	**Nom scientifique**
Aubépine épineuse	*Crataegus laevigata*
Aubépine monogyne	*Crataegus monogyna*
Bourdaine	*Frangula alnus*
Buis	*Buxus sempervirens*
Camerisier à balai	*Lonicera xylosteum*
Cassis	*Ribes nigrum*
Cerisier Sainte Lucie	*Prunus mahaleb*
Cornouiller sanguin	*Cornus sanguinea*
Cornouiller mâle	*Cornus mas*
Coudrier	*Corylus avellana*
Framboisier	*Rubus idaeus*
Fusain d'Europe	*Euonymus europaeus*
Genêt à balais	*Cytisus scoparius*
Genévrier commun	*Juniperus communis*
Groseillier rouge	*Ribes rubrum*
Groseillier à maquereau	*Ribes uva-crispa*
Houx	*Ilex aquifolium*
If commun	*Taxus baccata*
Lierre	*Hedera helix*
Néflier	*Mespilus germanica*
Nerprun purgatif	*Rhamnus cathartica*
Prunellier	*Prunus spinosa*
Ronce sp	*Rubus sp*
Rosier des chiens	*Rosa canina*
Saule cendré	*Salix cinerea*
Saule pourpre	*Salix purpurea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Sureau rouge	*Sambucus racemosa*
Troène vulgaire	*Ligustrum vulgare*
Viorne lantane	*Viburnum lantana*
Viorne obier	*Viburnum opulus*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_POMM_BO01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage…
  - **Taille de faces extérieures** au moins 2 fois en 5 ans pour limiter le développement latéral pour les bosquets d'au moins 3 – 4 ans.
  - **Taille de formation** (de 3 à 15 ans environ) et élagage (de 5 à 20 ans environ) pour des arbres de hauts jets, à raison d'une taille tous les 2 à 3 ans en fonction de la croissance des sujets. Les arbres de hauts jets à entretenir seront définis lors du diagnostic.
- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
  - Taille et élagage : Du 1er octobre au 1er mars

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement au bosquet engagé	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation de l'entretien des arbres entre le 1er octobre au 1er mars pour la taille d'élagage et entre le 1er aout et le 30 septembre pour la taille de formation	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
		interventions			

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de talus enherbés » « IF_POMM_TL01 »

du territoire « POMMEUSE »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de préserver les talus existants et leurs continuités.
Les talus constituent un obstacle physique aux ruissellements et répondent ainsi à l'objectif de protection de la qualité des eaux et de lutte contre l'érosion des sols. Leur efficacité n'est réelle que s'ils sont localisés de manière pertinente et qu'il existe une continuité de ces structures sur les zones à risques.
Par ailleurs, ces parties non cultivées de la parcelle constituent des zones d'abri et de développement pour la flore et la faune auxiliaire, lorsqu'ils sont entretenus mécaniquement à des périodes adaptées. Cette opération contribue donc aussi au maintien de la biodiversité.
C'est pourquoi cette opération contient des éléments relatifs aux conditions d'entretien des talus compatibles avec la préservation de la biodiversité, même si les zones de mise en œuvre sont celles identifiées essentiellement par rapport à l'enjeu de préservation de la qualité des eaux.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0,42€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Talus éligibles** : Talus présent sur terres arables ou cultures pérennes au sein de zones identifiées pour leur risque érosif au regard du diagnostic de territoire et du SRCE, les ruptures de pente, les fonds de talweg, les corridors ou les habitats d'espèces pour l'enjeu biodiversité.

Les talus de bordure de parcelles ne répondant pas à l'objectif de protection des eaux contre le ruissellement ne sont pas éligibles.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_POMM_TL01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - Maintenir un couvert herbacé permanent : pas de sol nu, ni de retournement
  - Réaliser un entretien annuel par fauche ou broyage
  - Absence de brûlage du talus
  - Intervention **INTERDITE** du 1er avril au 31 août.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Maintenir un couvert herbacé permanent (pas de sol nu ni de retournement)	Sur place		Réversible	Principale	A seuil
Absence d'intervention mécanique entre le 1er avril au 31 août	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Réalisation d'un entretien annuel par fauche ou broyage (hors périodes d'interdiction)	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Absence de brûlage sur le talus	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

ileDeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien des fossés et rigoles de drainage et d'irrigation, des fossés et canaux en marais, et des béalières » « IF_POMM_FO01 »

du territoire « POMMEUSE »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de réaliser un entretien des fossés et rigoles de drainage et d'irrigation, des fossés et canaux en marais, et des béalières (la béalière est un canal construit à partir de la rivière, formant une déviation et un cours d'eau secondaire, avec une pente plus faible que la pente moyenne de la rivière) permettant de maintenir leurs flancs végétalisés et une expression favorable de la biodiversité.

Les fossés, lorsque leurs flancs sont végétalisés, jouent un rôle épurateur des eaux d'écoulement (surface de filtration et d'infiltration des eaux). Le maintien du maillage de fossés et rigoles dans ces conditions d'entretien permet d'assurer un bon cheminement de l'eau et ainsi une bonne alimentation en eau des parcelles situées en aval.

Lorsqu'ils sont entretenus de manière strictement mécanique à des dates favorables à la biodiversité (en évitant le sur-entretien), ils peuvent également constituer des zones de développement d'une flore spécifique et constituent des lieux de vie d'abri et de reproduction de nombreuses espèces animales (avifaune, petits mammifères), dans un objectif de maintien de la biodiversité (trame verte et bleue).

En marais, le réseau hydraulique est particulièrement dense (100 à 300 ml/ha). Il conditionne selon les saisons, le caractère inondable, le taux d'humidité mais aussi le drainage des compartiments hydrauliques homogènes. Il nécessite surtout une bonne connexité (capacité hydraulique au déconfinement et aptitude à jouer un rôle de corridor aquatique écologique). L'engagement de curage du fossé réalisé dans de bonnes conditions permet de rajeunir des milieux confinés, d'initier un nouveau cycle de développement biologique et de retrouver la capacité hydraulique du réseau. Il s'agit ainsi d'éviter le comblement et donc de maintenir ou de restaurer leurs fonctionnalités écologiques et hydrologiques (rôle de tampons et filtres).

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 1,29€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Fossés éligibles : Fossés et rigoles de drainage et/ou d'irrigation, béalières, canaux tertiaires** alimentant les parcelles agricoles. Dans tous les cas, seuls les ouvrages non maçonnés et végétalisés sont éligibles. De même, les structures hydrauliques faisant l'objet d'une association syndicale autorisée (ASA) ne sont pas éligibles (travaux réalisés par l'ASA et non l'exploitant agricole). Les cours d'eau sont exclus.

Les ouvrages éligibles seront définis lors du diagnostic.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_POMM_FO01 » sont décrites ci-dessous :

Un plan de gestion sera établi pour chaque type d'ouvrage
Il précisera les modalités d'entretien et le cas échéant de réhabilitation de fossés engagés :

- les modalités d'entretien mécanique du fossé assurant le bon écoulement de l'eau. En particulier :
  - seront exclues toutes les interventions devant participer à l'assèchement des milieux humides alentours (prairies, tourbières…) ;
  - pour les fossés en marais, le plan de gestion devra veiller à respecter la stabilité des berges et de la ceinture végétale, le curage vieux fond / vieux bords, le principe de mosaïque en conservant des fossés et canaux d'âges différents favorables à la biodiversité, et à conserver les échanges entre parcelles inondables et réseaux de fossés et canaux.

- les méthodes de lutte manuelle et/ou mécanique contre la prolifération de la végétation allochtone envahissante (Jussie, Myriophylle du Brésil, … sur la base de la liste des espèces allochtones, publiée par le Ministère en charge de l'Écologie dans le cadre des décrets d'application de la loi "développement des territoires ruraux" de février 2005.) : liste des espèces envahissantes visées, description des méthodes d'élimination (destruction chimique interdite. En marais, le faucardage des fossés pour l'élimination des végétaux allochtones envahissants sera interdit.), périodes de destruction et outils à utiliser.

- les devenirs des produits du curage, et le cas échéant, les modalités d'exportation des produits de curage et de faucardage.

- la période pendant laquelle l'entretien du fossé doit être réalisé, en dehors des périodes de reproduction de la faune et de la flore.

- la périodicité de cet entretien (réalisation possible par tiers de linéaire engagé sur 3 ans), **2 entretiens sur les 5 ans sont demandés.**

- les conditions éventuelles de brûlage des produits de curage et de faucardage, si celui-ci est autorisé. Dans tous les cas, il doit être conforme à la réglementation et réalisé en dehors des périodes de reproduction de la faune (en particulier de l'avifaune).

- les conditions éventuelles de recalibrage pour les canaux d'irrigation dans le respect du gabarit initial (le recalibrage des fossés et rigoles est quant à lui interdit).

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement au type d'ouvrage engagé	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période définie	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Absence de recalibrage et redressement des fossés et rigoles Le cas échéant : recalibrage autorisé dans la limite du gabarit initial (restauration)	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Restauration et /ou entretien de mares et plans d'eau » « IF_POMM_PE01 »

du territoire « POMMEUSE »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de réaliser un entretien des mares et des plans d'eau présents sur les terres agricoles permettant de maintenir l'ensemble des rôles de ces milieux particuliers.
Les mares sont des écosystèmes particuliers qui influent sur la richesse en biodiversité, la qualité des eaux et la régulation climatique :

La biodiversité :

- De par leurs diversités et leurs spécificités, les mares isolées abritent tout une faune et une flore particulièrement riches. Ce sont des réservoirs de biodiversité floristique et faunistique. Les mares offrent donc refuge, lieu de reproduction, d'alimentation et bien entendu un lieu de vie à de nombreuses espèces particulièrement en contexte d'agriculture intensive. Ces micro-zones humides abritent d'ailleurs près de 15 % des espèces protégées.
- L'existence des réseaux de mares est cruciale pour le maintien des métapopulations de certaines espèces. Ces réseaux sont également nécessaires à de nombreux mammifères et oiseaux en tant qu'élément particulier de l'ensemble des habitats que ces espèces ont l'habitude d'utiliser. Ils participent donc au maintien des continuités écologiques (trame verte et bleue) indispensables à la faune et à la flore.

L'eau :

- En tant que zones humides, les mares accomplissent des fonctions régulatrices de l'eau : écrêtage des crues (lutte contre l'érosion des sols et des inondations), stockage de l'eau, pondération du régime des eaux courantes, rétention et transformation des sédiments, lutte contre l'érosion
- De plus, les mares, et leurs réseaux, jouent un rôle épurateur en éliminant les polluants diffus des eaux de surface. Situées souvent en tête des bassins versants, les mares forment des systèmes très efficaces d'épuration naturelle des eaux.

Le climat :

- Les mares liées aux exploitations agricoles fixent une grande quantité de carbone du fait de leur grand nombre et de leur exceptionnelle productivité primaire propre aux écosystèmes aquatiques.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 81,26 €/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Mares et plans d'eau éligibles** : Seuls les plans d'eau et mares présents sur les terres agricoles et sans finalité piscicole peuvent faire l'objet d'un financement par une mesure contenant cette opération. A contrario, la restauration de mares et plans d'eau à finalité piscicole n'est pas éligible.
- **Taille éligible** : **Entre 10 et 1 000 m²**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_POMM_PE01 » sont décrites ci-dessous :

Un plan de gestion sera établi par une structure agrée, incluant un diagnostic initial des mares et plans d'eau engagés.
Ce plan de gestion planifiera la restauration si elle est nécessaire et prévoira à minima les modalités d'entretien suivantes :

- les modalités éventuelles de débroussaillement préalable (lorsque cela est nécessaire pour la restauration de la mare) ;
- les modalités éventuelles de curage et les modalités d'épandage des produits extraits ;
- les dates d'intervention (en dehors des périodes gênantes pour les oiseaux et les batraciens, de préférence en septembre-octobre) ;
- les modalités éventuelles de mise en place d'une végétation aquatique indigène ;
- la nécessité de créer ou d'agrandir une pente douce (moins de 45°). Si cette obligation est retenue, les travaux devront être réalisés au cours de la première année de l'engagement ;
- la possibilité ou l'interdiction de végétaliser les berges (végétalisation naturelle à privilégier, sinon liste des espèces autorisées) ;
- les modalités d'entretien de la végétation aquatique et ripicole, à des dates et périodicité à définir (réalisation possible par tiers sur 3 ans) ; **2 entretiens sur les 5 ans sont demandés ;**
- les méthodes de lutte manuelle et/ou mécanique de lutte contre la prolifération de la végétation allochtone envahissante (Jussie, Myriophylle du Brésil, ... sur la base de la liste des espèces allochtones, publiée par le Ministère en charge de l'Écologie dans le cadre des décrets d'application de la loi « développement des territoires ruraux » de février 2005) : liste des espèces envahissantes visées, description des méthodes d'élimination (destruction chimique interdite. En marais, le faucardage des mares et/ou plans d'eau pour l'élimination des végétaux allochtones envahissants sera interdit), dates et outils à utiliser ;
- dans le cas de surfaces pâturées jouxtant la mare, les conditions d'accès aux animaux : interdiction d'abreuvement direct sur l'ensemble du périmètre de la mare ou du plan d'eau (mise en défens totale) ou mise en défens partielle avec accès limité au bétail (dans ce cas, préciser la largeur de l'accès autorisé). Pour une mise en défens totale ou partielle : pose de clôtures à au moins 1,5 m du bord de la mare ou du plan d'eau.

- **Interdiction de colmatage plastique**
- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.
- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé : n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, Interventions : Type, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par une structure agréée, un plan de gestion des mares et des plans d'eau engagés, incluant un diagnostic initial de l'élément engagé **Le plan de gestion devra être réalisé au plus tard le 1er juillet de l'année du dépôt de la demande d'engagement.**	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période définie dans le plan de gestion	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction de colmatage plastique	Sur place		Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur l'élément engagé, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice d'information du territoire Zone Spéciale de Conservation des « Bois des Réserves, des Usages et de Montgé »

Campagne 2016

Correspondants à la DDT : **Claire LAUGA** — **Christian MONTARD**
Téléphone : 01 60 56 73 07 — 01 60 56 70 89
e mail : *claire.lauga@seine-et-marne.gouv.fr* — *christian.montard@seine-et-marne.gouv.fr*

Cette notice présente l'ensemble des mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) proposées sur le territoire de la Zone Spéciale de Conservation (Z.S.C) des « Bois des Réserves, des Usages et de Montgé » au titre de la programmation 2015-2020.
Elle complète la notice nationale d'information sur les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) et les aides à l'agriculture biologique 2015-2020, disponible sous Télépac

La notice nationale d'information sur les MAEC et l'AB 2015-2020 (disponible sous Télépac)	contient	• Les conditions d'engagement dans les MAEC et l'AB • Les obligations générales à respecter • Les contrôles et le régime de sanctions • Comment remplir les formulaires
La notice d'information du territoire	contient	Pour l'ensemble du territoire : • La liste des MAEC proposées sur le territoire • Les conditions générales d'éligibilité • Les modalités de demande d'aide
La notice d'aide	contient	Pour chaque MAEC proposée sur le territoire : • Les objectifs de la mesure • le montant de la mesure • Les conditions spécifiques d'éligibilité • Les critères de sélection des dossiers • Le cahier des charges à respecter • Le régime de sanctions

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous télépac.

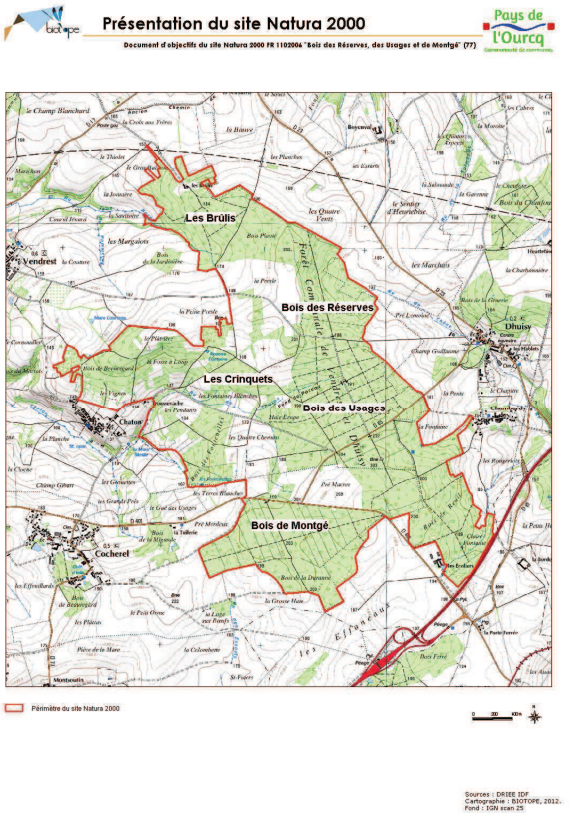
Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.
Si vous souhaitez davantage de précisions contactez votre DDT

1. PERIMETRE DU TERRITOIRE de la Z.S.C. des« Bois des Réserves, des Usages et de Montgé »

Seuls les éléments situés à l'intérieur du périmètre de la Zone Spéciale de Conservation des « Bois des Réserves, des Usages et de Montgé » sont éligibles aux mesures localisées qui y sont proposées (Cf. § 3).

En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont 50 % au moins de la SAU est située sur un ou plusieurs territoire en année 1, sont éligibles. Le cahier des charges de la mesure à respecter correspond à celle du territoire où l'exploitation a le plus de surfaces.
En ce qui concerne les mesures « localisées », pour qu'une parcelle ou un élément linéaire soit éligible à la MAEC, au moins 50 % de sa surface ou de sa longueur doit être incluse dans le territoire.

Le site Natura 2000 des « **Bois des Réserves, des Usages et de Montgé** » a été désigné en Zone Spéciale de Conservation (Z.S.C), au titre de la directive « Habitat », le 17 avril 2014. Il se situe au nord-est du département de la Seine-et-Marne. Il occupe une superficie de 863 hectares (ha) sur les communes de :
Cocherel,
Coulombs-en-Valois,
Dhuisy,
Vendrest.



Carte : Présentation du site Natura 2000

2. RESUME DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Enjeu retenu :

Zone d'Action Prioritaire « enjeu Biodiversité » pour la préservation de la biodiversité

La Z.S.C. des « Bois des Réserves, des Usages et de Montgé » constitue une entité écologique remarquable du fait de la diversité des milieux présents (habitats forestiers et milieux ouverts). Huit habitats naturels d'intérêt communautaire ont été identifiés dont des pelouses calcaires et des prairies maigres de fauche actuellement en mauvais état de conservation.

L'existence d'une importante population de sonneurs à ventre jaune, amphibiens protégés à l'échelle européenne justifie la préservation des habitats favorables à cette espèce : prairies, lisières de forêt, chemins, clairières, parcelles forestières de régénération…

La Z.S.C. des « Bois des Réserves, des Usages et de Montgé » appartient à la petite région agricole de l'Orxois. Les espaces agricoles couvrent une surface d'environ 180 ha, soit 20,8 % de la surface totale de la ZSC répartis comme suit :

- 154,7 ha en cultures ;
- 6,95 ha en friche ;
- 9,05 ha en prairie de fauche ;
- 8,75 ha en prairie pâturée, dont la majorité se trouve sur le secteur ouest, au niveau du village de Chaton.

Six agriculteurs ont été recensés à l'intérieur du périmètre, dont trois pratiquent l'élevage. Le type de production dominant est la culture de céréales (blé, orge, maïs) et d'oléagineux (colza).

En ce qui concerne les prairies, celles qui s'assèchent vite ne sont pâturées que du printemps jusqu'en août. Les prairies plus fraîches sont fauchées une fois entre fin mai et mi-juin selon la météorologie, et les regains sont ensuite pâturés d'août à mi-novembre. Des intrants sont apportés généralement une fois vers mi-avril sur les prairies. La charge de bovins allaitants est de 1,5 UGB en moyenne par ha et par an.

En 2014, deux exploitations ont contractualisé des mesures agro-environnementales territorialisées pour une surface totale d'une dizaine d'hectares.

3. LISTE DES MAEC PROPOSEES SUR LE TERRITOIRE

Les financements prévisionnels des mesures peuvent être apportés par des crédits du ministère chargé de l'agriculture et du FEADER.

Zone d'Action Prioritaire « enjeu Biodiversité » pour la préservation de la biodiversité

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
Prairies	*IF-USAG-HE33*	Création et gestion extensive d'un couvert herbacé sans fertilisation et retard de fauche au 31 juillet	450 €/ha/an
Prairies	*IF-USAG-HE03*	Gestion extensive d'un couvert herbacé sans fertilisation et retard de fauche au 31 juillet	353.43 €/ha/an
Prairies	*IF-USAG-HE32*	Création et gestion extensive d'un couvert herbacé sans fertilisation et ajustement de la pression de pâturage	450 €/ha/an
Prairies	*IF-USAG-HE02*	Gestion extensive d'un couvert herbacé sans fertilisation et ajustement de la pression de pâturage	206.01 €/ha/an
Haies	*IF-USAG-HA01*	Entretien de haies	0,36 €/ml/an
Arbres isolés ou en alignement	*IF-USAG-AR01*	Entretien d'arbres isolés ou en alignement	7,92 €/arbre/an
Bosquets	*IF-USAG-BO01*	Entretien de bosquets	145,85 €/ha/an
Fossés - rigoles	*IF-USAG-FO01*	Entretien des fossés et rigoles de drainage (hors cours d'eau et ouvrages maçonnés)	1,29 €/ml/an
Mares et plans d'eau	*IF-USAG-PE01*	Restauration et/ou entretien de mares et plans d'eau	81,26 €/mare/an
Grandes cultures	*IF-USAG-GC01*	Absence de traitement phytosanitaire	293.92 €/ha/an
Grandes cultures	*IF-USAG-HE15*	Création et entretien de bandes refuges pour la faune	390.94 €/ha/an
Grandes cultures	*IF-USAG-HE16*	Création et entretien d'un couvert d'intérêt faunistique et floristique	600 €/ha/an
Grandes cultures	*IF-USAG-HE17*	Amélioration d'un couvert déclaré en gel	160 €/ha/an

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire des «Bois des Réserves, des Usages et de Montgé ».

4. MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Vous ne pouvez vous engager dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire que si votre engagement sur ce territoire représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de votre demande d'engagement, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs qui sont précisées dans la notice d'aide de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, votre demande devra être modifiée.

5. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

*Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.*
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

6. COMMENT REMPLIR LES FORMULAIRES D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

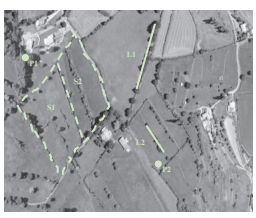
Pour vous engager en 2016 dans une nouvelle MAEC, vous devez obligatoirement remplir les documents ci-après et les adresser à la DDT avec votre dossier de déclaration de surface avant le 15 juin 2016. Attention, il n'y aura aucun délai supplémentaire et toute demande reçue après cette date sera irrecevable.

Les modalités de dépôt des demandes MAEC sont disponibles sous TELEPAC :

- *Liste générale : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/html/public/aide/formulaires-2016.html*
- *Modalités spécifiques aux MAEC : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/pdf/tas/2016/Dossier-PAC-2016_notice_MAEC-MAE-AB.pdf*

6.1 Le registre parcellaire graphique

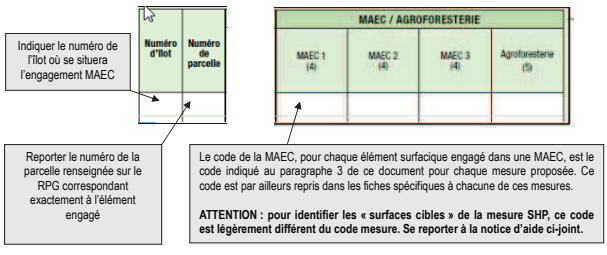
Pour déclarer des **éléments surfaciques** engagés dans une MAEC, vous devez dessiner, sur l'exemplaire du RPG que vous renverrez à la DDT, les surfaces que vous souhaitez engager dans chacune des MAEC proposées. Chaque élément surfacique engagé doit correspondre à une parcelle numérotée. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.



Pour déclarer des **éléments linéaires** engagés dans une MAEC (IF-USAG-HA01, IF-USAG-FO01), vous devez également dessiner d'un trait les éléments linéaires (ex : haies, ripisylves, talus, fossés ou bandes refuge) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Pour déclarer des **éléments ponctuels** engagés dans une MAEC (IF-USAG-AR01, IF-USAG-PE01), vous devez également localiser les éléments ponctuels (ex : mares ou arbres isolés) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

6.2 Le formulaire « Registre Parcellaire Graphique - Descriptif des parcelles »



Cet écran vous permet de consulter toutes vos parcelles déclarées et de vérifier les informations concernant la demande d'engagement en MAEC.

6.3 Le formulaire « Registre parcellaire - Descriptif des éléments MAEC linéaires et ponctuels »

Ce formulaire doit être rempli pour chaque élément linéaire ou ponctuel que vous souhaitez engager en MAEC et que vous avez localisé sur le feuillet RPG. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

6.4 Le formulaire « Demande d'aides (Premier pilier – ICHN - MAEC - BIO – Assurance récolte) »

Vous devez cocher, à la rubrique « ICHN – MAEC –BIO », la case Mesure agroenvironnementale et climatique, et déclarer en cochant la case correspondante :

- ■ « m'engager dans une MAEC de la programmation 2015-2020 ».

A la rubrique « MAEC 2015-2020 / MAE 2007-2013 », vous devez cocher « oui » sur la ligne correspondant aux MAEC de la programmation 2015-2020. »

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et avec retard de fauche » « IF_USAG_HE33 »

du territoire de la Z.S.C. « Bois des Réserves, des Usages et de Montgé »

Campagne 2016

Engagements Unitaires :
- COUVER_06
- HERBE_03
- HERBE_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.
Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage).

D'autre part, cette opération permet aux espèces végétales et animales inféodées aux surfaces en herbe entretenues par la fauche, d'accomplir leurs cycles reproductifs (fructification des plantes, nidification pour les oiseaux) dans un objectif de maintien de la biodiversité. Selon l'espèce visée, il est indispensable de définir la période durant laquelle toute intervention mécanique est interdite afin d'atteindre l'objectif.

La conservation de zones non fauchées ou fauchées avec un retard de 15 à 30 jours est très intéressante, spécialement en bordure des parcelles et des éléments fixes pour la fauche centrifuge. Cela pourra être pris en compte dans le cadre du diagnostic d'exploitation pour définir les localisations pertinentes des parcelles ou parties de parcelles éligibles et la période d'interdiction d'intervention mécanique.

Enfin, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 450 €/hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et surfaces en jachères), cultures pérennes ou qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente ».**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - **Parcelles** entières : **minimum 10 ares, 5 m de large**
  - **Bandes : minimum 10 m de large** (En bordures de cours d'eau et en zone vulnérable, la largeur minimale passe à 5 m, dans la mesure où une bande d'au moins 5 m est déjà existante et permet la création d'une bande enherbée finale d'au moins 10 m de large.)
  - Si le couvert est implanté en bordure d'élément paysager (haies, bosquets, mares, fossés), la largeur minimum sera de 3 m, si possible de part et d'autre de l'élément paysager si la maîtrise du foncier le permet.
- L'engagement est fixe au cours des **5 ans**
- **Couvert éligible :**
  - **Liste d'espèces autorisées en jachère**
  - **Liste d'espèces ci-dessous (légumineuses pures interdites : mélange avec une autre famille obligatoire)**
  - Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

6.5 Le formulaire « Déclaration des effectifs animaux »

Vous devez remplir le formulaire « déclaration des effectifs animaux » pour renseigner les animaux de votre exploitation autres que bovins, afin que la DDT soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

7. CONTACTS

Communauté de communes du Pays de l'Ourcq, opérateur du PAEC :
Anne SUY, Chargée de mission, Tél : 01 60 61 55 00

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_USAG_HE33 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

➢ au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;

➢ à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

- **Localisation pertinente :**
  - bassin d'alimentation des captages
  - bords de cours d'eau
  - bords de fossés
  - fonds de talweg
  - ruptures de pente
  - division du parcellaire
  - continuités écologiques
  - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
  - parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

- **Entretien** :
  - Fauche/broyage autorisée à partir **du 1er août au 30 avril**
  - Pâturage des regains autorisé **du 1er août au 31 décembre**

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**

INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**

INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date et outils, modalités).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés : *(cf. liste ci-dessus)*	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter les largeurs minimales définies du couvert herbacé pérenne	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Si la localisation est imposée en bordure d'un élément paysager, maintien de celui-ci.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Respect de la période d'interdiction de fauche entre le 1er mai et le 31 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)
Respect de la localisation pertinente des zones de retard de fauche	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et diagnostic d'exploitation présentant la localisation des zones de retard de fauche au regard de l'enjeu	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction du pâturage par déprimage. Si pâturage des regains : respect de la date initiale de pâturage fixée au 1er aout et du chargement moyen maximal annuel de 1,2 UGB/ha	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation des produits phytosanitaires, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de**

l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes. Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

➢ au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;

➢ à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.
Calcul du taux de chargement :

◦ le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, pondérée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée

◦ le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

· Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB

LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.
Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et avec retard de fauche » « IF_USAG_HE03 »

du territoire de la Z.S.C. « Bois des Réserves, des Usages et de Montgé »

Campagne 2016

Engagements Unitaires : - HERBE_03
- HERBE_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont de permettre aux espèces végétales et animales inféodées aux surfaces en herbe entretenues par la fauche, d'accomplir leurs cycles reproductifs (fructification des plantes, nidification pour les oiseaux) dans un objectif de maintien de la biodiversité. Selon l'espèce visée, il est indispensable de définir la période durant laquelle toute intervention mécanique est interdite afin d'atteindre l'objectif.

La conservation de zones non fauchées ou fauchées avec un retard de 15 à 30 jours est très intéressante, spécialement en bordure des parcelles et des éléments fixes pour la fauche centrifuge. Cela pourra être pris en compte dans le cadre du diagnostic d'exploitation pour définir les localisations pertinentes des parcelles ou parties de parcelles éligibles et la période d'interdiction d'intervention mécanique.
D'autre part, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 353,43 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Surfaces éligibles** : surfaces en herbe et milieux remarquables pour lesquelles il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité, lié à une fertilisation excessive, définies lors du diagnostic.

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles. Les SIE situées en dehors de ces bandes tampons sont éligibles.

- Le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente ».**
- L'engagement est fixe au cours des **5 ans.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la

première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_USAG_HE03 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien** :
- Fauche/broyage autorisé à partir **du 1er août au 30 avril**
- Pâturage des regains autorisé **du 1er août au 31 décembre**

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**

INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**

INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date, matériels et outils, dates d'entrées et de sortie des animaux, nombre d'animaux et UGB correspondante).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de la période d'interdiction de fauche du 1er mai au 31 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)
Respect de la localisation pertinente des zones de retard de fauche	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et diagnostic d'exploitation présentant la localisation des zones de retard de fauche au regard de l'enjeu	Réversible	Principale	Totale
Interdiction du pâturage par déprimage. Si pâturage des regains : respect de la date initiale de pâturage fixée au 1er aout et du chargement moyen maximal annuel de 1,2 UGB/ha	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation des produits phytosanitaires, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6 . DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.
Calcul du taux de chargement :

- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

- Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et avec ajustement de la pression de pâturage » « IF_USAG_HE32 » du territoire de la Z.S.C. « Bois des Réserves, des Usages et de Montgé »

Campagne 2016

Engagements Unitaires : - COUVER_06
- HERBE_03
- HERBE_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.
Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage).
D'autre part, cette opération est d'améliorer la gestion par le pâturage de milieux remarquables, en particulier dans les zones humides (tourbières, prairies humides, etc.), en fonction des spécificités de chaque milieu, en limitant la pression de pâturage afin d'éviter la dégradation de la flore et des sols par tassement dans un objectif de maintien de la biodiversité et dans un objectif paysager.
Elle peut également permettre le maintien de l'ouverture et le renouvellement de la ressource fourragère sur des surfaces soumises à une dynamique d'embroussaillement, en évitant le sous pâturage et le surpâturage, et contribuer ainsi à pérenniser une mosaïque d'habitats.
Enfin, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).

En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 450 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), cultures pérennes ou qui étaient alors engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédente.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente »**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - **Parcelles** entières : **minimum 10 ares, 5 m de large**
  - **Bandes : minimum 10 m de large**, (En bordures de cours d'eau et en zone vulnérable, la largeur minimale passe à 5 m, dans la mesure où une bande d'au moins 5 m est déjà existante et permet la création d'une bande enherbée finale d'au moins 10 m de large.)
  - Si le couvert est implanté en bordure d'élément paysager (haies, bosquets, mares, fossés), la largeur minimum sera de 3 m, si possible de part et d'autre de l'élément paysager si la maîtrise du foncier le permet.

- L'engagement est fixe au cours des **5 ans**
- **Couvert éligible :**
  - **Liste d'espèces autorisées en jachère**
  - **Liste d'espèces ci-dessous (légumineuses pures interdites : mélange avec une autre famille obligatoire)**
  - Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures

GRAMINEES
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_USAG_HE32 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

➢ au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;

➢ à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

- **Fauche autorisée tous les ans à partir du 15 juin**

- Surface exploitée en **pâturage** :
  - dans la limite d'un chargement moyen annuel de **1,2UGB/ha maximum** à l'échelle de la parcelle
  - en respectant un chargement minimal annuel de **0,3 UGB/ha** pour les surfaces en herbe à l'échelle de l'exploitation

- **Localisation pertinente :**
  - bassin d'alimentation des captages
  - bords de cours d'eau
  - bords de fossés
  - fonds de talweg
  - ruptures de pente
  - division du parcellaire
  - continuités écologiques
  - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
  - parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**

INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**

INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date, matériels et outils, dates d'entrées et de sortie des animaux, nombre d'animaux et UGB correspondante).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés : (cf.liste d'espèces ci-dessus)	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter la largeur minimale autorisée du couvert herbacé pérenne	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Respecter, en cas de fauche, la période d'interdiction allant jusqu'au 15 juin en cas d'impossibilité de mise en pâturage d'une parcelle	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil : en fonction de l'écart en nombre de jours entre la date de réalisation de la fauche et les dates déterminées / nombre de jours que comporte la période d'interdiction d'intervention

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect du chargement maximal moyen annuel à la parcelle de 1,2 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respect du chargement minimal moyen annuel à la parcelle de 0.3 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Tenir un cahier d'enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Si la localisation est imposée en bordure d'un élément, maintien de celui-ci.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du	Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
		couvert			
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6 . DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.
Calcul du taux de chargement :

- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée

- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

· Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.
Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et avec ajustement de la pression de pâturage » « IF_USAG_HE02 »

du territoire de la Z.S.C. « Bois des Réserves, des Usages et de Montgé »

Campagne 2016

Engagements Unitaires : - HERBE_03
- HERBE_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette opération a pour objet d'améliorer la gestion par le pâturage de milieux remarquables, en particulier dans les zones humides (tourbières, prairies humide, etc.), en fonction des spécificités de chaque milieu, en limitant la pression de pâturage afin d'éviter la dégradation de la flore et des sols par tassement dans un objectif de maintien de la biodiversité et dans un objectif paysager.
Elle peut également permettre le maintien de l'ouverture et le renouvellement de la ressource fourragère sur des surfaces soumises à une dynamique d'embroussaillement, en évitant le sous pâturage et le surpâturage, et contribuer ainsi à pérenniser une mosaïque d'habitats.
Enfin, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 206,01 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Surfaces éligibles** : surfaces en herbe et milieux remarquables pour lesquelles il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité, lié à une fertilisation excessive, définies lors du diagnostic.

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles. Les SIE situées en dehors de ces bandes tampons sont éligibles.

- Le couvert devra être déclaré en **« prairie temporaire ou permanente »**
- L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, ...).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_USAG_HE02 » sont décrites ci-dessous :

- **Fauche autorisée tous les ans à partir du 15 juin**

- Surface exploités en **pâturage** :
- dans la limite d'un chargement maximal moyen annuel de **1,2 UGB/ha** à l'échelle de la parcelle
- en respectant un chargement minimal annuel de **0,3 UGB/ha** pour les surfaces en herbe à l'échelle de l'exploitation

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage)**

INTERDITE à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**

INTERDITS sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé, type d'intervention, localisation, date, matériels et outils, dates d'entrées et de sortie des animaux, nombre d'animaux et UGB correspondante).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect du chargement maximal moyen annuel à la parcelle de 1,2 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respect du chargement minimal moyen annuel à la parcelle de 0.3 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respecter, en cas de fauche, la période d'interdiction allant jusqu'au 15 juin en cas d'impossibilité de mise en pâturage d'une parcelle	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil : en fonction de l'écart en nombre de jours entre la date de réalisation de la fauche et les dates déterminées / nombre de jours que comporte la période d'interdiction d'intervention
Non retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principal	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principal	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place	Documentaire - présence du cahier et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

Calcul du taux de chargement :

- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

- Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.
Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de haie » « IF_USAG_HA01 »

du territoire de la Z.S.C « Bois des Réserves, des Usages et de Montgé »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_01

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des haies, localisées de manières favorable au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent en fonction du type de haie présente afin d'assurer le renouvellement et la pérennité des haies.

Les haies ont de multiples fonctions environnementales. En effet, elles constituent un obstacle physique qui diminue la vitesse des ruissellements ainsi que celle du vent, limitant ainsi le transport des particules solides (limons et sables), des éléments fertilisants et des matières actives (objectifs de lutte contre l'érosion et d'amélioration de la qualité des eaux). Le réseau racinaire dense, puissant et profond des ligneux composants la haie remonte les éléments minéraux ayant migré en profondeur (objectif protection de l'eau), favorise l'infiltration des eaux en excès et stabilise le sol (objectifs de lutte contre les risques naturels et contre l'érosion). Les haies sont également des écosystèmes à part entière, lieux de vie, d'abri, de reproduction de nombreuses espèces animales et végétales inféodées à ce type de milieu (objectif de maintien de la biodiversité, trame verte et bleue). Par ailleurs, les haies contribuent efficacement au stockage de carbone.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0,36€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Haies éligibles** : Haies, basses ou hautes, localisées de manière pertinente, définies lors du diagnostic. Les haies devront être composées majoritairement des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier terminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

Arbustes	
Nom français	**Nom scientifique**
Aubépine épineuse	*Crataegus laevigata*
Aubépine monogyne	*Crataegus monogyna*
Bourdaine	*Frangula alnus*
Buis	*Buxus sempervirens*
Camerisier à balai	*Lonicera xylosteum*
Cassis	*Ribes nigrum*
Cerisier Sainte Lucie	*Prunus mahaleb*
Cornouiller sanguin	*Cornus sanguinea*
Cornouiller mâle	*Cornus mas*
Coudrier	*Corylus avellana*
Framboisier	*Rubus idaeus*
Fusain d'Europe	*Euonymus europaeus*
Genêt à balais	*Cytisus scoparius*
Genévrier commun	*Juniperus communis*
Groseillier rouge	*Ribes rubrum*
Groseillier à maquereau	*Ribes uva-crispa*
Houx	*Ilex aquifolium*
If commun	*Taxus baccata*
Lierre	*Hedera helix*
Néflier	*Mespilus germanica*
Nerprun purgatif	*Rhamnus cathartica*
Prunellier	*Prunus spinosa*
Ronce sp	*Rubus sp*
Rosier des chiens	*Rosa canina*
Saule cendré	*Salix cinerea*
Saule pourpre	*Salix purpurea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Sureau rouge	*Sambucus racemosa*
Troène vulgaire	*Ligustrum vulgare*
Viorne lantane	*Viburnum lantana*
Viorne obier	*Viburnum opulus*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_USAG_HA01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage, …
  - **Taille sur les 2 côtés de la haie**

- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
  - Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la haie engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Respect des périodes d'interventions	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches *(cf. ci-dessus)*	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La **tenue du cahier d'enregistrement** des interventions constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien d'arbres isolés ou en alignements » « IF_USAG_AR01 »

du territoire de la Z.S.C « Bois des Réserves, des Usages et de Montgé »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_02

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des arbres isolés ou en alignements au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent en fonction du type d'arbre présent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

Les arbres têtards (arbre adulte dont le tronc et toutes les branches maîtresses ont été coupés, et sur lesquels poussent des rejets régulièrement recépés) de type émondés ou de hauts jets, isolés ou en alignements sont des infrastructures écologiques qui permettent d'assurer le maintien de nombreuses espèces. En effet, ces arbres creux constituent des zones d'alimentation et de reproduction de nombreuses espèces (telles que les insectes saproxylophages), de corridor biologique ainsi que des zones refuge (chauve souris, oiseaux). L'entretien de ces linéaires ou des arbres remarquables isolés est de ce point de vue essentiel pour préserver la haute valeur naturelle et paysagère des territoires ruraux et des sites Natura 2000. La taille des arbres en têtard ou émondés (selon les spécificités locales) favorise le développement de cavités abritant de nombreuses espèces cavernicoles (Rouge-queue à front blanc, Chouette chevêche, …). Par ailleurs ces arbres permettent une régulation climatique (rôle de haie brise vent et de séquestration du carbone), une régulation hydraulique (rôle dans l'infiltration lente, la dépollution des eaux et le maintien d'une atmosphère humide) et une remontée d'éléments minéraux lixiviés.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 7,92€/arbre engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Arbres éligibles** : Ensemble des arbres isolés ou en alignement, localisées de manières pertinentes, définis lors du diagnostic. Essences éligibles de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*

Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*
Fruitiers sp. (poiriers, pommiers…)	

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_USAG_AR01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - Type de taille à réaliser en fonction du diagnostic : taille en têtard, émondage ou élagage**.**
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (sécateurs, échenilloir, scie d'élagage, lamier, tronçonneuse…).

Taille des arbres têtards :
Pour la formation : éliminer les branches latérales afin d'obtenir un sujet vigoureux de 10 - 15 cm de diamètre. A partir de ce diamètre, étêtage du sujet.
Pour l'entretien : coupe des rejets surplombants la tête tous les 7 à 15 ans selon les essences et selon le diamètre des branches, entre 10 et 20 cm maximum.

Taille des arbres isolés :
Pour la formation : taille de formation entre août et septembre. La taille éliminera les fourches et les branches obliques par rapport à la flèche de l'arbre.
Pour l'entretien : élagage des branches basses en maintenant au moins 50 % de branches sur la partie haute de l'arbre. Les rejets postérieurs à ces travaux de coupe seront éliminés régulièrement. La hauteur finale d'élagage sera d'au minimum 3 à 4 mètres.

Conserver le lierre, le houx et les ronces.

- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage.

  - Entretien et élagage : Du 1er octobre au 1er mars.

- **Seuil minimal de contractualisation d'arbres têtards (en âge d'être entretenus) : 50 %**

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement aux arbres et/ou alignements d'arbres engagés	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période allant du 1er aout au 30 septembre pour les tailles de formation et du 1er octobre au 1er mars	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches *(cf. ci-dessus)*	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
				sera considérée en anomalie)	
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les éléments engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien de bosquets » « IF_USAG_BO01 »

du territoire de la Z.S.C « Bois des Réserves, des Usages et de Montgé »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des bosquets au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique et floristique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

Les bosquets sont des lieux d'abris, de vie et de reproduction d'un grand nombre d'espèces animales et végétales et jouent un rôle structurant pour le paysage en assurant des corridors écologiques dans une trame d'ensemble. Ils jouent par ailleurs les mêmes rôles qu'une haie arbustive ou arborée en matière de protection contre le ruissellement et l'érosion, en faveur de la qualité des eaux (limitation des transferts), du maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées) et de la régulation climatique.
Un entretien non intensif et dirigé de ces milieux permet leur pérennité afin d'en assurer tous ces rôles.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 145,85 €/hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

- **Conditions relatives aux éléments engagés**
  - **Bosquet éligible** :
    - Taille de **1 are à 50 ares**, avec un minimum de **10 m de largeur**, définis lors du diagnostic.
    - Les bosquets devront être composés majoritairement des essences de la liste suivante :

Arbres	
Nom français	**Nom scientifique**
Alisier blanc	*Sorbus aria*
Alisier torminal	*Sorbus torminalis*
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*
Cerisier à grappes	*Prunus padus*
Charme	*Carpinus betulus*
Châtaignier	*Castanea sativa*
Chêne pédonculé	*Quercus robur*
Chêne sessile	*Quercus petraea*
Cormier	*Sorbus domestica*
Erable champêtre	*Acer campestre*
Erable plane	*Acer platanoides*
Erable sycomore	*Acer pseudoplatanus*
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Hêtre	*Fagus sylvatica*
Merisier	*Prunus avium*
Noyer commun	*Juglans regia*
Orme champêtre	*Ulmus minor*
Orme de montagne	*Ulmus glabra*
Orme lisse	*Ulmus laevis*
Poirier commun	*Pyrus pyraster*
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*
Saule blanc	*Salix alba*
Saule cassant	*Salix fragilis*
Saule des vanniers	*Salix viminalis*
Saule marsault	*Salix caprea*
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*
Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*
Tilleul à petites feuilles	*Tilia cordata*

Arbustes	
Nom français	**Nom scientifique**
Aubépine épineuse	*Crataegus laevigata*
Aubépine monogyne	*Crataegus monogyna*
Bourdaine	*Frangula alnus*
Buis	*Buxus sempervirens*
Camerisier à balai	*Lonicera xylosteum*
Cassis	*Ribes nigrum*
Cerisier Sainte Lucie	*Prunus mahaleb*
Cornouiller sanguin	*Cornus sanguinea*
Cornouiller mâle	*Cornus mas*
Coudrier	*Corylus avellana*
Framboisier	*Rubus idaeus*
Fusain d'Europe	*Euonymus europaeus*
Genêt à balais	*Cytisus scoparius*
Genévrier commun	*Juniperus communis*
Groseillier rouge	*Ribes rubrum*
Groseillier à maquereau	*Ribes uva-crispa*
Houx	*Ilex aquifolium*
If commun	*Taxus baccata*
Lierre	*Hedera helix*
Néflier	*Mespilus germanica*
Nerprun purgatif	*Rhamnus cathartica*
Prunellier	*Prunus spinosa*
Ronce sp	*Rubus sp*
Rosier des chiens	*Rosa canina*
Saule cendré	*Salix cinerea*
Saule pourpre	*Salix purpurea*
Sureau noir	*Sambucus nigra*
Sureau rouge	*Sambucus racemosa*
Troène vulgaire	*Ligustrum vulgare*
Viorne lantane	*Viburnum lantana*
Viorne obier	*Viburnum opulus*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_USAG_BO01 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **2 tailles minimum sur les 5 ans**, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années.
  - **Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches** (outil de coupe à disque plutôt que les épareuses pour les branches d'un diamètre supérieur à 3 cm) : sécateurs, cisaille à haie, lamier, épareuse, tronçonneuse, scie d'élagage…
  - **Taille de faces extérieures** au moins 2 fois en 5 ans pour limiter le développement latéral pour les bosquets d'au moins 3 – 4 ans.
  - **Taille de formation** (de 3 à 15 ans environ) et élagage (de 5 à 20 ans environ) pour des arbres de hauts jets, à raison d'une taille tous les 2 à 3 ans en fonction de la croissance des sujets. Les arbres de hauts jets à entretenir seront définis lors du diagnostic.
- **Période d'intervention**
  - Taille de formation : Du 1er aout au 30 septembre, à retarder de préférence pour la faune sauvage
  - Taille et élagage : Du 1er octobre au 1er mars

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex. : chenilles processionnaires) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché.
- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement au bosquet engagé	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation de l'entretien des arbres entre le 1er octobre au 1er mars pour la taille d'élagage et entre le 1er aout et le 30 septembre pour la taille de formation	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien des fossés et rigoles de drainage et d'irrigation, des fossés et canaux en marais, et des béalières » « IF_USAG_FO01 »

du territoire de la Z.S.C « Bois des Réserves, des Usages et de Montgé »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de réaliser un entretien des fossés et rigoles de drainage et d'irrigation, des fossés et canaux en marais, et des béalières (la béalière est un canal construit à partir de la rivière, formant une déviation et un cours d'eau secondaire, avec une pente plus faible que la pente moyenne de la rivière) permettant de maintenir leurs flancs végétalisés et une expression favorable de la biodiversité.

Les fossés, lorsque leurs flancs sont végétalisés, jouent un rôle épurateur des eaux d'écoulement (surface de filtration et d'infiltration des eaux). Le maintien du maillage de fossés et rigoles dans ces conditions d'entretien permet d'assurer un bon cheminement de l'eau et ainsi une bonne alimentation en eau des parcelles situées en aval.

Lorsqu'ils sont entretenus de manière strictement mécanique à des dates favorables à la biodiversité (en évitant le sur-entretien), ils peuvent également constituer des zones de développement d'une flore spécifique et constituent des lieux de vie d'abri et de reproduction de nombreuses espèces animales (avifaune, petits mammifères), dans un objectif de maintien de la biodiversité (trame verte et bleue).

En marais, le réseau hydraulique est particulièrement dense (100 à 300 ml/ha). Il conditionne selon les saisons, le caractère inondable, le taux d'humidité mais aussi le drainage des compartiments hydrauliques homogènes. Il nécessite surtout une bonne connexité (capacité hydraulique au dé-confinement et aptitude à jouer un rôle de corridor aquatique écologique). L'engagement de curage du fossé réalisé dans de bonnes conditions permet de rajeunir des milieux confinés, d'initier un nouveau cycle de développement biologique et de retrouver la capacité hydraulique du réseau. Il s'agit ainsi d'éviter le comblement et donc de maintenir ou de restaurer leurs fonctionnalités écologiques et hydrologiques (rôle de tampons et filtres).

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 1,29€/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Fossés éligibles : Fossés et rigoles de drainage et/ou d'irrigation, béalières, canaux tertiaires** alimentant les parcelles agricoles. Dans tous les cas, seuls les ouvrages non maçonnés et végétalisés sont éligibles. De même, les structures hydrauliques faisant l'objet d'une association syndicale autorisée (ASA) ne sont pas éligibles (travaux réalisés par l'ASA et non l'exploitant agricole). Les cours d'eau sont exclus.

Les ouvrages éligibles seront définis lors du diagnostic.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_USAG_FO01 » sont décrites ci-dessous :

Un plan de gestion sera établi pour chaque type d'ouvrage
Il précisera les modalités d'entretien et le cas échéant de réhabilitation de fossés engagés :

- les modalités d'entretien mécanique du fossé assurant le bon écoulement de l'eau. En particulier :
  - seront exclues toutes les interventions devant participer à l'assèchement des milieux humides alentours (prairies, tourbières…) ;
  - pour les fossés en marais, le plan de gestion devra veiller à respecter la stabilité des berges et de la ceinture végétale, le curage vieux fond / vieux bords, le principe de mosaïque en conservant des fossés et canaux d'âges différents favorables à la biodiversité, et à conserver les échanges entre parcelles inondables et réseaux de fossés et canaux.

- les méthodes de lutte manuelle et/ou mécanique contre la prolifération de la végétation allochtone envahissante (Jussie, Myriophylle du Brésil, … sur la base de la liste des espèces allochtones, publiée par le Ministère en charge de l'Écologie dans le cadre des décrets d'application de la loi "développement des territoires ruraux" de février 2005.) : liste des espèces envahissantes visées, description des méthodes d'élimination (destruction chimique interdite. En marais, le faucardage des fossés pour l'élimination des végétaux allochtones envahissants sera interdit.), périodes de destruction et outils à utiliser.

- les devenirs des produits du curage, et le cas échéant, les modalités d'exportation des produits de curage et de faucardage.

- la période pendant laquelle l'entretien du fossé doit être réalisé, en dehors des périodes de reproduction de la faune et de la flore.

- la périodicité de cet entretien (réalisation possible par tiers de linéaire engagé sur 3 ans), **2 entretiens sur les 5 ans sont demandés.**

- les conditions éventuelles de brûlage des produits de curage et de faucardage, si celui-ci est autorisé. Dans tous les cas, il doit être conforme à la réglementation et réalisé en dehors des périodes de reproduction de la faune (en particulier de l'avifaune).

- les conditions éventuelles de recalibrage pour les canaux d'irrigation dans le respect du gabarit initial (le recalibrage des fossés et rigoles est quant à lui interdit).

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Type d'intervention, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement au type d'ouvrage engagé	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période définie	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Absence de recalibrage et redressement des fossés et rigoles Le cas échéant : recalibrage autorisé dans la limite du gabarit initial (restauration)	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Restauration et /ou entretien de mares et plans d'eau » « IF_USAG_PE01 »

du territoire de la Z.S.C « Bois des Réserves, des Usages et de Montgé »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de réaliser un entretien des mares et des plans d'eau présents sur les terres agricoles permettant de maintenir l'ensemble des rôles de ces milieux particuliers.
Les mares sont des écosystèmes particuliers qui influent sur la richesse en biodiversité, la qualité des eaux et la régulation climatique :

La biodiversité :

- De par leurs diversités et leurs spécificités, les mares isolées abritent tout une faune et une flore particulièrement riches. Ce sont des réservoirs de biodiversité floristique et faunistique. Les mares offrent donc refuge, lieu de reproduction, d'alimentation et bien entendu un lieu de vie à de nombreuses espèces particulièrement en contexte d'agriculture intensive. Ces micro-zones humides abritent d'ailleurs près de 15 % des espèces protégées.
- L'existence des réseaux de mares est cruciale pour le maintien des métapopulations de certaines espèces. Ces réseaux sont également nécessaires à de nombreux mammifères et oiseaux en tant qu'élément particulier de l'ensemble des habitats que ces espèces ont l'habitude d'utiliser. Ils participent donc au maintien des continuités écologiques (trame verte et bleue) indispensables à la faune et à la flore.

L'eau :

- En tant que zones humides, les mares accomplissent des fonctions régulatrices de l'eau : écrêtage des crues (lutte contre l'érosion des sols et des inondations), stockage de l'eau, pondération du régime des eaux courantes, rétention et transformation des sédiments, lutte contre l'érosion
- De plus, les mares, et leurs réseaux, jouent un rôle épurateur en éliminant les polluants diffus des eaux de surface. Situées souvent en tête des bassins versants, les mares forment des systèmes très efficaces d'épuration naturelle des eaux.

Le climat :

- Les mares liées aux exploitations agricoles fixent une grande quantité de carbone du fait de leur grand nombre et de leur exceptionnelle productivité primaire propre aux écosystèmes aquatiques.
-

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 81,26 €/ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Mares et plans d'eau éligibles** : Seuls les plans d'eau et mares présents sur les terres agricoles et sans finalité piscicole peuvent faire l'objet d'un financement par une mesure contenant cette opération. A contrario, la restauration de mares et plans d'eau à finalité piscicole n'est pas éligible.
- **Taille éligible** : **Entre 10 et 1 000 m²**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.
Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_USAG_PE01 » sont décrites ci-dessous :

Un plan de gestion sera établi par une structure agrée, incluant un diagnostic initial des mares et plans d'eau engagés.
Ce plan de gestion planifiera la restauration si elle est nécessaire et prévoira à minima les modalités d'entretien suivantes :

- les modalités éventuelles de débroussaillement préalable (lorsque cela est nécessaire pour la restauration de la mare) ;
- les modalités éventuelles de curage et les modalités d'épandage des produits extraits ;
- les dates d'intervention (en dehors des périodes gênantes pour les oiseaux et les batraciens, de préférence en septembre-octobre) ;
- les modalités éventuelles de mise en place d'une végétation aquatique indigène ;
- la nécessité de créer ou d'agrandir une pente douce (moins de 45°). Si cette obligation est retenue, les travaux devront être réalisés au cours de la première année de l'engagement ;
- la possibilité ou l'interdiction de végétaliser les berges (végétalisation naturelle à privilégier, sinon liste des espèces autorisées) ;
- les modalités d'entretien de la végétation aquatique et ripicole, à des dates et périodicité à définir (réalisation possible par tiers sur 3 ans) ; **2 entretiens sur les 5 ans sont demandés ;**
- les méthodes de lutte manuelle et/ou mécanique de lutte contre la prolifération de la végétation allochtone envahissante (Jussie, Myriophylle du Brésil, … sur la base de la liste des espèces allochtones, publiée par le Ministère en charge de l'Écologie dans le cadre des décrets d'application de la loi « développement des territoires ruraux » de février 2005) : liste des espèces envahissantes visées, description des méthodes d'élimination (destruction chimique interdite. En marais, le faucardage des mares et/ou plans d'eau pour l'élimination des végétaux allochtones envahissants sera interdit), dates et outils à utiliser ;
- dans le cas de surfaces pâturées jouxtant la mare, les conditions d'accès aux animaux : interdiction d'abreuvement direct sur l'ensemble du périmètre de la mare ou du plan d'eau (mise en défens totale) ou mise en défens partielle avec accès limité au bétail (dans ce cas, préciser la largeur de l'accès autorisé). Pour une mise en défens totale ou partielle : pose de clôtures à au moins 1,5 m du bord de la mare ou du plan d'eau.

- **Interdiction de colmatage plastique**
- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.
- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (Identification de l'élément engagé : n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, Interventions : Type, localisation, date et outils).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par une structure agréée, un plan de gestion des mares et des plans d'eau engagés, incluant un diagnostic initial de l'élément engagé **Le plan de gestion devra être réalisé au plus tard le 1er juillet de l'année du dépôt de la demande d'engagement.**	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période définie dans le plan de gestion	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction de colmatage plastique	Sur place		Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur l'élément engagé, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de Seine-et-Marne

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure MAEC - Zéro phyto «IF_USAG_GC01»

du territoire de la Z.S.C « Bois des Réserves, des Usages et de Montgé »

Campagne 2016

Listes des mesures unitaires engagées : PHYTO_01
PHYTO_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette opération vise à supprimer l'utilisation de traitements phytosanitaires de synthèse (sauf traitement localisé, conforme à l'éventuel arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et traitements pour la lutte obligatoire définis par arrêté pris au titre de l'article L.251-8 du code rural). Cette interdiction concerne également l'interculture en grandes cultures et en cultures légumières de plein champ. Les produits phytosanitaires dont l'emploi est autorisé en agriculture biologique sont en revanche autorisés (ex : substances actives minérales telles que le cuivre, le soufre ou substances organiques naturelles).
Cette opération diffère d'une conversion à l'agriculture biologique, dans la mesure où les engrais de synthèse sont autorisés.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 293.92 € par hectare engagé** est versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1- Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

3.2- Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : Les surfaces éligibles sont les grandes cultures, c'est-à-dire les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation).
Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant 5 ans.
Seuil de contractualisation : **au moins 30 % des surfaces de l'exploitation** couvertes par les cultures éligibles **présentes dans le territoire MAEC.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à **un comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la réalisation d'un diagnostic d'exploitation (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG », Diagnostic Biodiversité et Pratiques Agricoles®, …).
Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à réaliser préférentiellement avant l'engagement et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_USAG_GC01 » sont décrites ci-dessous.

- Réalisation d'un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (soit 5 bilans sur l'ensemble de l'engagement) **avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional (contacter la DDT) d'une durée minimale d'une journée comprenant les deux volets suivants :**

Volet intensité du recours aux produits phytosanitaires » :

- **calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une opération agro-environnementale zonée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation ;**

- **analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements au regard des données d'observation parcellaire enregistrées ;**
- **formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.**

Volet « substances à risque » :

- **identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances, fournie par le SRAL, dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction ;**
- **formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.**

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année.
Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

- Absence de traitement phytosanitaire de synthèse sur les surfaces engagées **(sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013** qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime**).**

- Enregistrement des pratiques alternatives.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversement de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence de traitement phytosanitaire de synthèse sur la surface engagée (sauf traitement localisé, conforme à **l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013** qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime	Sur place Visuel (absence de traces d'herbicide) et documentaire	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires et des pratiques alternatives[1]	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des pratiques alternatives	Sur place Documentaire	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires et des pratiques alternatives	Réversible	Secondaire	Totale
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale

Les traitements localisés autorisés correspondent à ceux visés par **l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013** qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006, relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

Précision sur le cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires : la tenue de ce cahier est obligatoire au titre de la conditionnalité (paquet hygiène relatif aux produits phytopharmaceutiques).
Au titre de la conditionnalité, il faut enregistrer toutes les utilisations de produits phytopharmaceutiques, y compris sur les prairies, avec les informations relatives à :

- - l'îlot PAC ou l'identification de la parcelle traitée ;
- - la culture produite sur cette parcelle (avec précision de la variété) ;
- - le nom commercial complet du produit utilisé ;
- - la quantité ou la dose de produit utilisée ;
- - la date du traitement ;
- - la (ou les) dates de récolte.

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien de zones refuges pour la faune » « IF_USAG_HE15 »

du territoire de la Z.S.C « Bois des Réserves, des Usages et de Montgé »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont de renforcer la biodiversité fonctionnelle et de participer à la reconquête de la qualité de l'eau en diminuant l'utilisation d'intrants.

Cette opération vise prioritairement à limiter le développement des bio-agresseurs des cultures et l'intensité d'utilisation des produits phytosanitaires, en aménageant un maillage de zones de régulation écologique (ZRE) composées de bandes enherbées ou de jachères, si possible en continuité avec d'autres éléments paysagers présents sur le parcellaire (haies, bosquets, …). Ces zones de régulation écologique constituent des réservoirs d'auxiliaires des cultures, dont l'efficacité est accrue par la limitation de la taille des parcelles culturales bordées par les ZRE.

En effet, les ZRE devant être localisées en rupture de parcelles culturales ou entre deux parcelles culturales contiguës de taille limitée, les auxiliaires peuvent agir au cœur des parcelles culturales et réduire ainsi la pression des ravageurs sur les cultures. La localisation de ces ZRE devra être cohérente avec le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et les Trames vertes et bleues (TVB).

Ces zones constituent plus généralement des zones refuges pour l'ensemble de la petite faune de plaine, dans un objectif de préservation de la biodiversité.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 390,94 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), cultures pérennes ou qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« prairie »** ou en **« jachère »**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles :**
  - **Largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m** pour chaque ZRE
  - Les ZRE doivent être **implantées :**
    - **entre 2 parcelles culturales contiguës ou en rupture de parcelles culturales**, de manière à ce que la taille des parcelles culturales n'excède pas 15 ha au maximum et que la distance entre deux ZRE n'excède pas 300 m.
    - **Dans la continuité d'autres éléments du paysage** (haies, talus, fossés, lisières de bois et bosquets…). Ces éléments constituent des ZRE naturelles, qui pourront être renforcées par la création de bandes herbacées d'une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m.
  - Respecter la **taille maximale de 15 ha** de chaque **parcelle culturale** bordée d'une ZRE.

- **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

- **Couvert éligible** (non récoltés) :
  - **Liste d'espèces autorisées en jachère ou en prairies**
  - **Liste d'espèces ci-dessous (pur ou en mélange)**
  - **C**ultures cynégétiques
  - Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures

GRAMINEES

- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

AUTRES

- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Phacélie
- Radis fourrager

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_USAG_HE15 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - Absence d'intervention mécanique du **1er mai au 31 juillet** pour les couverts en place.
- Récolte **INTERDITE**
- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.
- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.
- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement **:** type d'interventions, localisation, date, outils

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place une ou plusieurs ZRE localisées de façon pertinente, en fonction du diagnostic de territoire et/ou d'exploitation (distance maximale entre deux ZRE de 300m)	Sur place : visuel et documentaire	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation	Définitif	Principale	Totale
Respecter une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m pour chaque ZRE	Sur place		Réversible	Principale	A seuil : écart de largeur en anomalie
Respecter la taille maximale de 15 hectares de chaque parcelle culturale bordée d'une ZRE.	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Mettre en place les couverts autorisés sur les ZRE : *cf : liste d'espèces ci-dessus* ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Factures d'achat de semis selon les cas, et cahier d'enregistrement	Réversible	Principale	Totale
Enregistrer les interventions d'entretien sur les ZRE	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction d'intervention mécanique sur les ZRE du 1er mai au 31 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et programme de travaux d'entretien et éventuelles factures (si prestations)	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'avance/de retard (5 / 10 / 15 jours)
Respecter l'interdiction de traitement phytosanitaire sur les ZRE	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation initiale de la ZRE	Administratif et sur place		Définitif	Principale	Totale
Respecter la l'interdiction des apports azotés (minéral et organique)	Sur place : documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Création et entretien d'un couvert d'intérêt faunistique ou floristique » « IF_USAG_HE16 »

du territoire de la Z.S.C « Bois des Réserves, des Usages et de Montgé »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure: COUVER_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de remplacer des surfaces cultivées en grandes cultures par un couvert favorable :

- aux oiseaux de plaine à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
- aux insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Il s'agit ainsi de créer ce type de couvert sur des surfaces supplémentaires par rapport aux couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 600,00 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles :** surfaces en terres arables, (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), cultures pérennes ou qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implantée, la parcelle devra être déclarée avec le code correspondant au couvert mis en place.

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - **Parcelles** entières : **minimum 10 ares**
  - **Bandes : minimum 10 m de large**, (le cas échéant, 10 m en moyenne sur la longueur de la bande)

- **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**.

- **Couvert éligible :** (non récolté et non pâturé)

À sélectionner en fonction des exigences biologiques des espèces à préserver

- Cultures annuelles à fort intérêt
- Mélange graminées-légumineuses
- Légumineuses
- Cultures cynégétiques
- Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures (plantes messicoles notamment)

GRAMINEES

- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge
- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien
- Autres graminées à valider lors du diagnostic

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne
- Autres légumineuses à valider lors du diagnostic

AUTRES

- Achillée millefeuille
- Avoine
- Bleuet des champs
- Carotte sauvage
- Centaurée jacée
- Chicorée sauvage
- Compagnon rouge / Silène dioïque
- Cumin des prés
- Marguerite
- Mauve sylvestre
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Onagre bisannuelle
- Phacélie
- Radis fourrager
- Sarrasin
- Sauge des prés
- Tanaisie en corymbe
- Autres plantes à valider lors du diagnostic

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003
(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

Couverts mellifères recommandés pour insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures :
(*Mélanges commerciaux*)

Couvert "Seda-miel 1" :
(sol acide frais – pH < 6,5)

- Mélilot	30 %
- Lotier corniculé	20 %
- Trèfle hybride	15 %
- Trèfle d'Alexandrie	15 %
- Trèfle violet	10 %
- Phacélie	10 %

Couvert "Seda-miel 2" :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)

- Sainfoin	60 %
- Mélilot	25 %
- Trèfle violet	5 %
- Minette	5 %
- Phacélie	5 %

Couvert "Pronectar TP " :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)

- Sainfoin	60 %
- Mélilot	10 %
- Trèfle de Perse	10 %
- Trèfle violet	10 %
- Phacélie	10 %

Couvert "Méliflore 1" :
(sol acide frais – pH < 6,5)

- Trèfle hybride	45 %
- Trèfle violet	30 %
- Trèfle blanc	10 %
- Trèfle d'Alexandrie	10 %
- Phacélie	5 %

Couvert "Méliflore 2" :
(sol calcaire sec – pH > 6,5)

- Sainfoin	60 %
- Mélilot	20 %
- Trèfle violet	10 %
- Minette	5 %
- Phacélie	5 %

Couvert "Prochasse" :

- Ray-grass Anglais	30 %
- Trèfle violet	30 %
- Trèfle de Perse	20 %
- Phacélie	20 %

Couvert "biodiversité" :

- Achillée millefeuille
- Avoine
- Cumin des prés
- Bleuet des champs
- Centaurée jacée
- Chicorée sauvage
- Carotte sauvage
- Sarrasin
- Marguerite
- Lotier corniculé
- Mauve sylvestre
- Onagre bisannuelle
- Sainfoin
- Phacélie
- Sauge des prés
- Compagnon rouge / Silène dioïque
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Tanaisie en corymbe

Couverts cynégétiques :
(Exemple de couverts soumis à variation selon les exigences biologiques des espèces et les types de sols)

- Millet – sarrasin – moha – navette
- Avoine – choux – sarrasin
- Dactyle – trèfle violet
- Dactyle – luzerne
- Chou fourrager – fétuque des prés
- Vesce – avoine
- Seigle fourrager – vesce
- Mélilot
- Millet – sorgho
- Seigle forestier – trèfle sp.
- Maïs – millet
- Maïs – sarrasin
- Maïs – sorgho
- Maïs – avoine
- Chou – moha – sarrasin
- Tournesol – pois
- Tournesol – féveroles
- Tournesol – sorgho
- Tournesol – chou fourrager
- Tournesol – moutarde

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_USAG_HE16 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien**
  - **Récolte et pâturage INTERDITS**
  - Absence d'intervention mécanique du **15 avril au 15 janvier** de l'année suivante pour les couverts en place.

- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

Toutefois afin de permettre une bonne implantation des couverts, il n'est permis de fertiliser que lors des premiers stades de développement du couvert.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

REGIME DE CONTROLES ET DE SANCTIONS

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : *(cf. liste d'espèces ci-dessus)* ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou parcelles entières minimum de 0,10 ha	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 15 avril et le 15 janvier de l'année n+1	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Amélioration des jachères » « IF_USAG_HE17 »

du territoire de la Z.S.C « Bois des Réserves, des Usages et de Montgé »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_08

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération vise à inciter les exploitants agricoles à améliorer la localisation de leurs parcelles en jachère agricole ainsi que le choix des couverts à y implanter :

- sur des territoires à enjeu « eau », afin de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) ;
- sur les territoires à enjeu « biodiversité » pour répondre aux exigences spécifiques :
  - d'une espèce ;
  - d'un groupe d'espèces à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
  - au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Cette opération permet de localiser les jachères agricoles de manière pertinente par rapport à l'enjeu environnemental visé (eau ou biodiversité), d'améliorer le couvert présent et la gestion des intrants. L'exploitant n'a plus comme seul critère celui de localiser ces surfaces de jachère agricole sur les zones les moins productives et/ou les plus difficiles d'accès.

Par ailleurs, en règle générale, les jachères agricoles sont constituées des repousses des précédents culturaux. Cette opération permet l'implantation d'un couvert spécifique répondant à l'enjeu environnemental visé.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 160,00 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées**

durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.
Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

- **Cultures éligibles** : surfaces en terres arables (sauf prairies temporaires de plus de deux ans et surfaces en jachères), cultures pérennes ou qui étaient alors engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, ou les parcelles nécessitant un déplacement par rapport à la localisation initiale de la jachère.
  Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

- **Déclaration de surface :** Une fois implanté, le couvert devra être déclaré en **« jachère ».**

- **La taille minimale ou maximale des parcelles**
  - **Parcelles** entières : **minimum 10 ares**
  - **Bandes : minimum 10 m de large**

- **Mesure fixe :** L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

- **Localisation pertinente**
  - bassin d'alimentation des captages
  - bords de cours d'eau, fossés
  - fonds de talweg
  - ruptures de pente
  - division du parcellaire
  - continuités écologiques
  - bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
  - parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

- **Couverts éligibles** (non récoltés et non pâturés) :
  - Cultures annuelles à fort intérêt
  - Mélange graminées-légumineuses
  - Légumineuses
  - Cultures cynégétiques
  - Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures (plantes messicoles notamment)

  À sélectionner dans la liste ci-dessous (pur ou en mélange) :

GRAMINEES
- Avoine
- Brome cathartique
- Brome Sitka
- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque ovine
- Fétuque rouge
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray–grass italien
- Seigle

LEGUMINEUSES
- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer
- Luzerne
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Trèfle souterrain
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

AUTRES
- Chou
- Cresson alénois
- Mais
- Millet
- Moutarde blanche
- Navette fourragère
- Phacélie
- Radis fourrager
- Sarrasin
- Sorgho
- Tournesol

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_USAG_HE17 » sont décrites ci-

dessous :

– **Date d'implantation**

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

➢ au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;

➢ à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

– Récolte et pâturage **INTERDITS.**

– **Entretien**
- Absence d'intervention mécanique du **1er mai au 31 juillet** pour les couverts en place.

- **Fertilisation**
  - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**
  - **INTERDITS** sauf désherbage chimique localisé conforme à l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SADR/088 du 17 juillet 2013 qui définit les règles de lutte contre le chardon des champs conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

- **Enregistrement**
  - Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date)

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert à implanter : *(cf. liste d'espèces ci-dessus)* ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou parcelles entières de minimum 0,10 ha	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 1er mai et le 31 juillet	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

➢ au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;

➢ à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

eau seine NORMANDIE

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice d'information du territoire

« AAC Villeron-Villemer »

Campagne 2016

Correspondants à la DDT : **Claire LAUGA** — **Christian MONTARD**
Téléphone : 01 60 56 73 07 — 01 60 56 70 89
e mail : claire.lauga@seine-et-marne.gouv.fr — christian.montard@seine-et-marne.gouv.fr

Cette notice présente l'ensemble des mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) proposées sur le territoire « AAC Villeron-Villemer » au titre de la programmation 2015-2020.

Elle complète la notice nationale d'information sur les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) et les aides à l'agriculture biologique 2015-2020, disponible sous Télépac.

La notice nationale d'information sur les MAEC et l'AB 2015-2020 **(disponible sous Télépac)**	contient →	• Les conditions d'engagement dans les MAEC et l'AB • Les obligations générales à respecter • Les contrôles et le régime de sanctions • Comment remplir les formulaires
La notice d'information du territoire	contient →	Pour l'ensemble du territoire : • La liste des MAEC proposées sur le territoire • Les conditions générales d'éligibilité • Les modalités de demande d'aide
La notice d'aide	contient →	Pour chaque MAEC proposée sur le territoire : • Les objectifs de la mesure • Les montants de la mesure • Les conditions spécifiques d'éligibilité • Les critères de sélection des dossiers • Le cahier des charges à respecter • Le régime de sanctions

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous télépac.

Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.

Si vous souhaitez davantage de précisions contactez votre DDT

1. PERIMETRE DU TERRITOIRE « AAC de Villeron-Villemer »

Seuls les éléments situés sur ce territoire sont éligibles aux mesures localisées qui y sont proposées (Cf. § 3).

En ce qui concerne les mesures « localisées », pour qu'une parcelle ou un élément linéaire soit éligible à la MAEC, au moins 50 % de sa surface ou de sa longueur doit être incluse dans le territoire.

Le territoire proposé correspond à un ensemble hydrogéologique cohérent, correspondant aux aires d'alimentation des captages de Villeron, Villemer, et des captages du Syndicat du Bocage. Ce territoire a une surface de 245,3 km^2. D'après les données du RPG 2013, sa Surface Agricole Utile est de 137 km^2, soit 13 725 ha.

Les 22 communes suivantes sont concernées par ce PAEC :

Communes du territoire PAEC Villeron-Villemer	
Seine et Marne	
BLENNES	PALEY
CHAINTREAUX	POLIGNY
CHEVRY-EN-SEREINE	REMAUVILLE
DARVAULT	SAINT-ANGE-LE-VIEL
DORMELLES	THOURY-FEROTTES
EGREVILLE	TREUZY-LEVELAY
FLAGY	VAUX-SUR-LUNAIN
LA GENEVRAYE	VILLEBEON
LORREZ-LE-BOCAGE-PREAUX	VILLECERF
NANTEAU-SUR-LUNAIN	VILLEMARECHAL
NONVILLE	VILLEMER

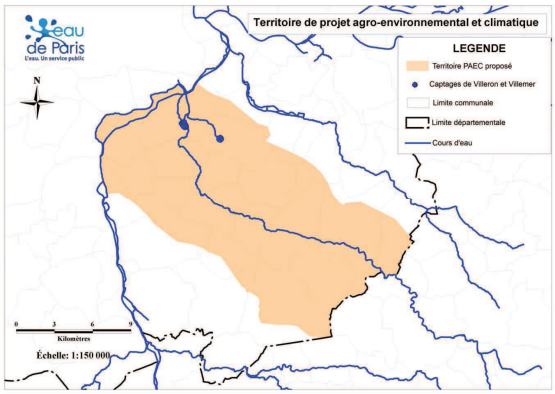


Figure 1 : Territoire de projet MAEC

2. RESUME DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

L'enjeu retenu est :

Zone d'Action Prioritaire « enjeu Eau » pour l'amélioration de la qualité de l'eau

Les sources de Villeron et Villemer sont stratégiques pour l'alimentation en eau potable de la Ville de Paris, et sont classées prioritaires pour la mise en place d'actions pour reconquérir la qualité de l'eau.

Les sources de Villeron et Villemer sont concernées par des contaminations de fond par l'atrazine et ses produits de dégradation. De plus, elles sont vulnérables aux circulations rapides et au transfert de molécules utilisées actuellement (détection par exemple de glyphosate et d'AMPA).

Suite à une forte augmentation des années 1960 à 1980, les teneurs en nitrates aux captages de Villeron sont depuis quelques années proches voire supérieures à 50 mg/l ; à la source de Villemer, les teneurs sont proches de 40 mg/l avec des variations cycliques témoignant d'un fonctionnement karstique de l'aquifère.

La vulnérabilité du territoire a été étudiée selon différentes méthodologies et thématiques (infiltration lente diffuse / rapide, ruissellement, érosion).

Un diagnostic territorial a été mené par Lasalle-Beauvais et Agroof, afin d'identifier les parcelles les plus aptes et stratégiques pour réaliser des aménagements parcellaires et développer l'agroforesterie. Des enquêtes auprès des agriculteurs ont fourni des éléments sur les perceptions des agriculteurs du territoire, et leurs critères d'acceptation pour le passage de certaines parcelles en agroforesterie.

La dégradation de la qualité de l'eau s'explique en partie par la disparition des prairies permanentes. Aujourd'hui, les cultures de céréales et colza dominent dans les assolements. Les rotations courtes, à dominante de cultures d'hiver, accentuent la pression maladies, ravageurs et adventices sur les cultures.

Eau de Paris souhaite aujourd'hui encourager les projets favorables à la qualité de l'eau sur ce territoire. Parmi les axes d'action envisagés, on peut citer :

- L'appui aux changements de pratiques en grandes cultures (réduction de l'usage de produits phytosanitaires, développement de cultures économes en intrants, augmentation du recours aux leviers agronomiques, développement du désherbage mécanique, etc.)
- Le développement de l'agroforesterie et des aménagements parcellaires dans les secteurs vulnérables
- Le soutien de l'élevage extensif
- Le soutien à l'agriculture biologique

La proposition de MAEC vise à accompagner financièrement les agriculteurs désireux de changer leurs pratiques afin de réduire leur impact sur la qualité de l'eau.

3. LISTE DES MAEC PROPOSEES SUR LE TERRITOIRE

Les financements prévisionnels des mesures peuvent être apportés par des crédits du ministère chargé de l'agriculture, de l'Agence de l'Eau Seine-et-Normandie et du FEADER.

Zone d'Action Prioritaire « enjeu Eau » pour l'amélioration de la qualité de l'eau

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Engagement unitaire	Montant
Grandes cultures	IF_VILL_GC02	Réduire l'usage de produits phytosanitaires herbicides et hors herbicides	PHYTO_01 + PHYTO_04 + PHYTO_05	211.47 €/ha
Ensemble du système	IF_VILL_SPM2	Maintenir les exploitations en système Polyculture-élevage dominante « céréales » ayant un système globalement autonome et un impact environnemental faible	_	50.80 €/ha
Ensemble du système	IF_VILL_SPE2	Amener les exploitations en système Polyculture-élevage dominante « céréales » à gagner en autonomie fourragère et réduire leur impact environnemental	_	80.98 €/ha
Ensemble du système	IF_VILL_SPE3	Amener les exploitations en système Elevage de Monogastriques à gagner en autonomie alimentaire et réduire leur impact environnemental	_	198.46 €/ha

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire « AAC de Villeron-Villemer ».

4. MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Vous ne pouvez vous engager dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire que si votre engagement sur ce territoire représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros.

Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de votre demande d'engagement, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs qui sont précisées dans la notice d'aide de chaque mesure.

Si ce montant maximum est dépassé, votre demande devra être modifiée.

5. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

*Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.*
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

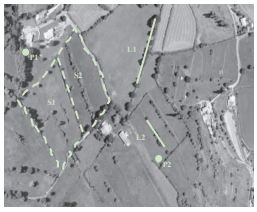
6. COMMENT REMPLIR LES FORMULAIRES D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager en 2016 dans une nouvelle MAEC, vous devez obligatoirement remplir les documents ci-après et les adresser à la DDT avec votre dossier de déclaration de surface avant le 15 juin 2016.

Les modalités de dépôt des demandes MAEC sont disponibles sous TELEPAC :

- *Liste générale : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/html/public/aide/formulaires-2016.html*
- *Modalités spécifiques aux MAEC : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/pdf/tas/2016/Dossier-PAC-2016_notice_MAEC-MAE-AB.pdf*

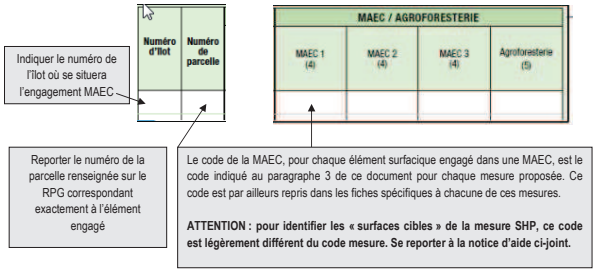
6.1 Le registre parcellaire graphique



Pour déclarer des **éléments surfaciques** engagés dans la MAEC IF_VILL_GC09 vous devez dessiner, sur l'exemplaire du RPG que vous renverrez à la DDT, les surfaces que vous souhaitez engager. Chaque élément surfacique engagé doit correspondre à une parcelle numérotée. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020

6.2 Le formulaire « Registre Parcellaire Graphique - Descriptif des parcelles »

Ce formulaire doit être rempli pour déclarer les éléments surfaciques engagés en MAEC.



Cet écran vous permet de consulter toutes vos parcelles déclarées et de vérifier les informations concernant la demande d'engagement en MAEC.

6.3 Le formulaire « Demande d'aides (Premier pilier – ICHN - MAEC - BIO – Assurance récolte) »

Vous devez cocher, à la rubrique « ICHN – MAEC –BIO », la case Mesure agroenvironnementale et climatique, et déclarer en cochant la case correspondante :

- ■ « m'engager dans une MAEC de la programmation 2015-2020 ».

A la rubrique « MAEC 2015-2020 / MAE 2007-2013 », vous devez cocher « oui » sur la ligne correspondant aux MAEC de la programmation 2015-2020. »

7. CONTACTS

Correspondant opérateur Eau de Paris : **Florine NATAF**, chargée de missions agriculture et territoire
téléphone : 01 64 45 22 69
e mail : florine.nataf@eaudeparis.fr

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « IF_VILL_GC02 »

du territoire AAC- VILLERON VILLEMER

Campagne 2016

Liste des mesures unitaires engagées : PHYTO_01
PHYTO_04
PHYTO_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette opération vise une réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires dans un objectif de préservation de la qualité de l'eau. L'ensemble des applications de produits herbicides et hors-herbicides et réalisées à la parcelle sont prises en compte (y compris celles réalisées le cas échéant en interculture).

Le nombre de doses homologuées reflète l'intensité d'utilisation des pesticides. Parce qu'il tient compte de la dose homologuée de chaque produit, il constitue à ce niveau un indicateur bien plus fiable que la quantité de produit utilisée : en fonction du produit, la dose homologuée est très variable ([1]) et de ce fait une diminution des quantités appliquées ne témoigne pas forcément d'un moindre recours aux produits phytosanitaires ([2]) ni d'un moindre impact sanitaire et environnemental.

Cette opération suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternative, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux produits phytosanitaires à l'échelle de la rotation ([3]) et de l'itinéraire technique ([4]). S'il est conseillé de proposer de telles stratégies alternatives types au niveau régional, en s'appuyant en particulier sur les itinéraires techniques en production intégrée diffusés par les conseillers agricoles, l'élaboration de la stratégie de l'exploitation est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

[1] De quelques dizaines de grammes à quelques kilogrammes
[2] Possibilité d'une substitution de produits à doses homologuée élevée par des produits à dose homologuée faible
[3] Ex : alternance des périodes de semis des cultures, introduction de cultures étouffantes
[4] Ex : travail du sol en inter culture (faux-semis répétés, labour), semis précoce ou tardif, densité de semis élevée et écartement réduit, désherbage mécanique ou désherbinage

Version 2016

Cette opération ne concerne pas les surfaces en prairies permanentes. En revanche, les prairies temporaires ainsi que le gel sans production, intégrés dans une rotation des cultures sur terres arables sont éligibles.

Toutefois, le maïs, le tournesol ainsi que les prairies temporaires et le gel sans production intégrés dans une rotation des cultures, moins concernés par l'objectif de réduction du recours aux produits phytosanitaires autres qu'herbicides, sont éligibles mais leur proportion dans la surface engagée est limitée à 30% et prise en compte dans le calcul du montant de l'engagement unitaire.

Cette opération est accompagnée d'un bilan de stratégie des cultures (PHYTO-01) qui vise à accompagner les exploitants dans la mise en œuvre de son engagement visant la limitation du recours aux produits phytosanitaires, en particulier les engagements unitaires de réduction du nombre de doses homologuées de traitements. Il permet à l'agriculteur,:

- de s'assurer de l'atteinte des objectifs de résultats fixés dans le cadre des engagements unitaires PHYTO_04 et PHYTO_05 et de faire face aux difficultés éventuelles qu'il pourrait rencontrer dans la définition et la mise en œuvre d'une stratégie de protection des cultures permettant d'atteindre ces résultats, en s'appuyant sur les conseils d'un technicien compétent ;
- d'évaluer la pertinence des options techniques retenues pour réduire le recours aux produits phytosanitaires, et de comparer les performances obtenues sur les parcelles faisant l'objet d'une contractualisation et sur celles n'en faisant pas l'objet, afin de réfléchir à une éventuelle généralisation des pratiques correspondant aux engagements contractualisés à l'ensemble des parcelles de son exploitation potentiellement concernées.

Cette opération ne peut être mobilisée qu'en accompagnement des opérations PHYTO_04, PHYTO_05, relatives à la réduction des traitements phytosanitaires, afin de garantir de bonnes conditions d'appui technique à la réduction de ces intrants et à la méthode recommandée pour atteindre les objectifs inscrits dans les cahiers des charges des opérations concernées.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 211.47 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement. Le détail du calcul du montant de l'aide et des engagements unitaires composant la mesure est précisé dans le tableau ci-dessous.

IF_VILL_GC02	Phyto 05 : réduction progressive de doses homologuées de molécules hors-herbicides jusqu'à 50% par rapport à l'IFT de référence	117.60€/ha
	Phyto 04 : réduction progressive de doses homologuées de molécules herbicides, jusqu'à 40% par rapport à l'IFT de référence	85.37€/ha
	Phyto 01 : bilan de la stratégie de protection des cultures	**8,5 €/ha**
	TOTAL	**211,47 €/ha**

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités**

versées.

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

- Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.

Les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020, doivent être respectées.

Cultures éligibles :
Les surfaces éligibles sont les grandes cultures, c'est-à-dire les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

Par ailleurs vous devez :

- **Réaliser un diagnostic global d'exploitation**, afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme. Consulter l'animatrice ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG »). Ce diagnostic permet **d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations**. Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année d'engagement. De ce fait une attestation de réalisation de la collecte des données, cosignée entre l'opérateur du territoire et l'agriculteur devra été fournie à la DDT au plus tard le 30 septembre. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

- Afin de garantir un lien strict avec un appui technique à la réduction des pesticides visée par cette opération et de réunir les conditions nécessaires pour vérifier l'atteinte des objectifs de cette opération à travers le calcul de l'IFT (ils sont vérifiables par le calcul de l'IFT), cette opération est obligatoirement combinée avec un **bilan de stratégie de protection des cultures (PHYTO_01) ainsi qu'une formation agréée.**

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure « IF_VILL_GC02 » les surfaces cultivées en grandes cultures situées sur l'Aire d'Alimentation de Villeron-Villemer (prairie temporaire et gel sans production, intégrés dans la rotation, inclus) de votre exploitation, dans la limite du montant plafond éventuellement fixé par un co-financeur au niveau de la mesure.

Cette opération ne concerne pas les surfaces en prairies permanentes.

Le maïs, le tournesol ainsi que les prairies temporaires et le gel sans production, intégrés dans une rotation des cultures sont éligibles mais leur proportion dans la surface engagée est limitée à 30% de la surface totale engagée dans cette mesure car elles ne sont pas concernées par l'objectif de réduction du recours aux produits phytosanitaires autres qu'herbicides.

Vous devez **engager à minima 70% de la surface éligible** de l'exploitation.

Les cas d'exploitants ayant des surfaces cultivées sur plusieurs territoires à enjeu Eau éligibles aux MAEC seront traités spécifiquement afin qu'ils puissent engager de manière cohérente l'ensemble de leur surface éligible aux différentes mesures, selon des règles identiques à celles régissant le cas des MAEC SGN et définies dans le cadre national.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai** de la première année de votre engagement.
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_VILL_GC02» sont décrites dans le tableau présenté à la page suivante.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible)**, ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Nota bene :
L'IFT Herbicides de référence pour les grandes cultures sur le territoire AAC-Villeron-Villemer est de **2,1**. L'IFT Hors Herbicides de référence du territoire AAC-Villeron-Villemer pour les grandes cultures est de **4,5**.

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d'éligibilité à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	**Contrôles**		**Sanctions**		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Gravité		Caractère de l'anomalie
			Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie	
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année.	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant Factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Principale	Totale	Réversible
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou depuis moins d'un an au 15 mai de l'année de la demande d'engagement	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agréée	Justificatifs de suivi de formation	Principale	Totale	Définitif
Respect d'une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation) dans la surface totale engagée inférieure à 30%.	Visuel et mesurage	Néant	Principale	Totale	Réversible

Respect de l'IFT « herbicides » de référence du territoire (2.1) à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles (implantées en grandes cultures) non engagées dans une mesure territorialisées comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées herbicides.	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[5] + feuille de calcul de l'IFT « herbicides» + factures d'achat de produits phytosanitaires	Secondaire	A seuils	Réversible
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides (cf. annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)			Principale	A seuils[6]	Réversible

[5] La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.
Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :
– le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
– les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
– la date de traitement ;

[6] L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale.

Respect de l'IFT « hors herbicides » de référence du territoire (4,5), à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles implantées en grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors herbicides.			Secondaire	A seuils	Réversible
Respect de l'IFT « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction de doses homologuées d'hors herbicides (cf annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)			Principale	A seuils[6]	Réversible

6. DETAILS DU CAHIER DES CHARGES

6.1 Valeurs des IFT Herbicides et Hors Herbicides à respecter sur vos parcelles engagées et non engagées

Pour les parcelles engagées

Cas d'un 1er engagement

Se reporter à l'annexe IFT niveau 2 (en fin de document)

Cas d'un second engagement

Se reporter à l'annexe IFT niveau 2 en année 5 (en fin de document)

Pour les parcelles non engagées

A compter de la campagne culturale débutant après le dépôt de votre demande d'engagement : vous devrez respecter au cours de chaque campagne culturale sur l'ensemble de vos parcelles en grandes cultures non engagées dans cette mesure l'IFT herbicides et hors herbicides de référence (colonne 2).

6.2 Réalisation des bilans annuels de stratégie de protection des cultures

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année.

Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

5 bilans doivent être réalisés avec l'appui d'un technicien agréé.

Contactez l'opérateur Eau de Paris (Mme Nataf, chargée de mission Agriculture et Territoire - Usine de Sorques, 3 route de Moret, 77690 Montigny-sur-Loing – 01 64 45 22 69 / 07 85 30 88 73 / florine.nataf@eaudeparis.fr) ou la DDT 77 pour connaître la(es) structure(s) pouvant réaliser ces bilans.

Le premier bilan doit avoir une durée minimale d'une journée et comprendre les deux volets suivants :

- *volet intensité du recours aux produits phytosanitaires* » :

• calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en du nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une opération agroenvironnementale zonée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation
• analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements en regard des données d'observation parcellaire enregistrées,
• formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages [en cas de contractualisation d'une MAE comprenant une opération correspondant à une obligation de résultats], ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre [en cas de contractualisation d'une MAE comprenant une opération correspondant à une obligation de moyens].

- *volet « substances à risque »* :

• identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction, fournie par le SRAL ;
• formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Pour les bilans de l'année 2, 3, 4 ou 5 réalisés avec l'appui d'un technicien agréé :

- ✓ suivi de la prise en compte des préconisations formulées lors du premier bilan réalisé en année 1
- ✓ être d'une durée minimale d'une journée,
- ✓ comporter le même calcul d'IFT et la même analyse qu'en année 1 pour la campagne culturale écoulée,
- ✓ faire le point sur la prise en compte des préconisations formulées en année 1 et leur efficacité en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale et de substitutions de produits, à partir du cahier d'enregistrement des pratiques culturales et des calculs de nombre de doses homologuées réalisées pour les années écoulées depuis le premier bilan annuel réalisé. Dans le cas où seuls 2 bilans annuels sont requis, le 2ème devra avoir lieu la 2ème ou la 3ème année d'engagement.

6.3 Suivre ou avoir suivi une formation en protection intégrée dans les deux ans suivant l'engagement ou dans l'année précédant la demande d'engagement

Le contenu de formation, d'une durée minimale de 3 jours, doit porter sur une filière particulière, en fonction du type de couvert sur lequel porte l'engagement et aborder obligatoirement les thèmes suivants :

- ✓ Identification des enjeux sanitaires, agronomiques, économiques et environnementaux liés à l'utilisation des produits phytosanitaires ;
- ✓ Reconnaissance des principaux ravageurs, adventices et maladies de la filière considérée au niveau régional ;
- ✓ Seuils de nuisibilité économiquement acceptables et décision de traitement ;
- ✓ Choix du produit, en tenant compte de la dangerosité et des risques qu'il présente, intégrant la prévention de l'apparition de résistances et le respect de la faune auxiliaire ; optimisation de la dose d'application ;
- ✓ Optimisation des conditions d'application (périodes, respect de la zone non traitée, limitation de la dérive, réglage du pulvérisateur) ;
- ✓ Enregistrement des pratiques culturales, calcul du nombre de doses homologuées à partir de cet enregistrement et analyse des résultats par usage prépondérant.

Contactez l'opérateur Eau de Paris (Mme Nataf, chargée de mission Agriculture et Territoire - Usine de Sorques, 3 route de Moret, 77690 Montigny-sur-Loing – 01 64 45 22 69 / 07 85 30 88 73 / florine.nataf@eaudeparis.fr) ou la DDT 77 pour connaître la liste des formations agréées pour

l'engagement dans la mesure « IF_VILL_GC02 ».

Attention : un justificatif de votre participation à cette formation vous sera demandé en cas de contrôle sur place. Vous devez le conserver sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de mesures «Système Polyculture Elevage» « IF_VILL_SPM2 » MAINTIEN

du territoire « AAC de Villeron-Villemer »

Campagne 2016

Mesure : MAEC systèmes polyculture-élevage – maintien

Cette mesure est ouverte pour les exploitations qui respectent les critères de surface en herbe (20 % mini) et part de maïs fourrager (20% maxi) dès la première année d'engagement.

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de favoriser le recouplage des ateliers animal et végétal. Ainsi, une aide à l'évolution de pratiques incite les exploitants à introduire davantage d''herbe dans l'assolement, à réduire la part du maïs dans la surface fourragère et à réduire les achats de concentrés. L'objectif est d'accroître l'autonomie alimentaire de l'exploitation en valorisant au mieux la production d'herbe, notamment par un pâturage tournant au printemps et en développant des nouvelles cultures. Les rotations culturales plus longues permettent alors une moindre pression des maladies ou des ravageurs et un meilleur contrôle des adventices. La baisse de la part du maïs dans l'alimentation permet de diminuer le besoin en complément azoté tel que le soja. L'exploitant peut alors plus facilement produire les concentrés qu'il apporte aux animaux.

Cette mesure s'adresse aux exploitants qui ont déjà de telles pratiques dans la mesure où existe localement un risque avéré de disparition de ces exploitations.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, une aide de :

50.80 €/ha vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

Le montant de votre engagement peut faire l'objet d'un plafond selon les modalités des partenaires financiers.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Localisation : Votre exploitation est éligible à cette MAEC dans la mesure **où plus de la moitié de votre surface agricole utile** (SAU définie au point 6) est incluse dans un (ou plusieurs) territoire(s) sur lequel un projet agroenvironnemental et climatique qui propose la présente MAEC est accepté l'année de votre demande. Ce taux est calculé sur la base des surfaces déclarées dans votre déclaration PAC l'année de la demande.

UGB : Vous devez maintenir l'activité d'élevage pendant les 5 ans de l'engagement en détenant au moins **10 UGB herbivores.**

Le nombre d'UGB est calculé selon les modalités définies au point 6.

Diagnostic d'exploitation : Réaliser un diagnostic global d'exploitation, afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme. Consulter l'animatrice ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG »). Ce diagnostic permet **d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations**. Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année d'engagement. De ce fait une attestation de réalisation de la collecte des données, cosignée entre l'opérateur du territoire et l'agriculteur devra été fournie à la DDT au plus tard le 30 septembre. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

Taux Grandes cultures/SAU : Votre exploitation est éligible à cette MAEC dans la mesure où l**a part des grandes cultures** dans la SAU est au minimum de **50 %** l'année de votre demande.

Ce taux est calculé sur la base des surfaces déclarées dans votre déclaration PAC l'année de la demande. Il s'agit du rapport entre les surfaces en grandes cultures (céréales hors maïs ensilage, oléagineux, protéagineux, pommes de terre, cultures industrielles, jachères de moins de 5 ans) de votre exploitation et la surface agricole utile de votre exploitation.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

L'ensemble des terres arables, des prairies et pâturages permanents que vous exploitez sont éligibles à cette MAEC :

- Les **surfaces en prairies et pâturages permanents** correspondent aux surfaces qui, dans votre dossier PAC, relèvent de la catégorie de surface agricole « prairies ou pâturages permanents » (PP) à l'exception du code culture J6P (jachère de 6 ans ou plus) et qui sont rendues admissibles par la méthode du prorata.
- **Les terres arables** correspondent aux surfaces qui dans votre dossier PAC relèvent de la catégorie de surface agricole « TA ».

Les cultures pérennes correspondant aux surfaces qui dans votre dossier PAC relèvent de la catégorie de surface agricole « CP », ne sont pas éligibles.

Vous devez respecter le cahier des charges sur l'ensemble des parcelles éligibles de l'exploitation et non uniquement sur les parcelles engagées.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_VILL_SPM1 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Maintien d'une activité d'élevage et détention de plus de **10 UGB** herbivores	Comptage des animaux	Registre d'élevage	Définitive	Principale	*Totale*
Interdiction de retournement 1 des prairies permanentes de l'exploitation n'entrant pas dans une rotation, notamment par le labour ou lors de travaux lourds. Seul un renouvellement par travail superficiel du sol est autorisé	Contrôle visuel du couvert	Néant	Définitive	Principale	*Totale*

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect d'une part minimale de surface en herbe de **20% de la SAU à partir de l'année 1**	Néant	Néant	Réversible	Principale	Seuils : par tranche de 1,5%, en fonction de l'écart de %
Respect d'une part maximale de surface en maïs (hors maïs grain et semences) **consommé de 20 % dans** [7] la surface fourragère [8] : **à partir de l'année 1**	Calcul de l'équivalent en surface de maïs	Factures d'achat et vente de maïs ou stock de maïs, de maïs fourrager et de semences	Réversible	Principale	*Seuils : par tranche de 1,5%, en fonction de l'écart de %*
Respect d'un niveau maximal annuel d'achat de concentrés [9] de : - 800 kg par UGB bovine ou équine - 1 000 kg par UGB ovine - 1 600 kg par UGB caprine à partir de l'année 3	Documentaire	Factures d'achat de concentrés et comptabilité matière (factures, balances, [10] livre journal)	Réversible	Secondaire	Seuils : en fonction de l'écart en kg de concentré acheté sur le total autorisé

[7] Mode de calcul du maïs consommé : surfaces cultivées en maïs fourrager + équivalent surface du maïs acheté + équivalent surface de la variation des stocks de maïs < 20% SFP. Les quantités achetées et les variations de stock de maïs sont converties en équivalence de surfaces sur la base du rendement moyen départemental.

[8] La surface fourragère principale (SFP) est définie au point 6.

[9] Concentrés : tout aliment complémentaire des fourrages, riche en énergie et/ou azote, caractérisés par une forte teneur en matière sèche (MS>=80 %) et une forte valeur énergétique (UFL>=0,8/kg MS).
- tout fourrage déshydraté présenté sous forme de granulés
- tout grain conservé par voie humide

[10] Si la comptabilité est externalisée, fourniture sous 10 jours des documents demandés au contrôleur.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect des IFT « herbicides » et « hors herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation concernées par le calcul (cf. ci-après pour l'IFT maximal annuel), y compris les parcelles non engagées du fait de l'application d'un plafond d'aide	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[11] + Feuille de calcul de l'IFT « herbicides » et « hors herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[12]
Interdiction des régulateurs de croissance sauf sur orge brassicole	Vérification de l'absence de régulateurs de croissance dans le cahier d'enregistrement	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires	Réversible	Secondaire	Totale
Appui technique sur la gestion de l'azote	Vérification de l'existence de l'attestation	Attestation de prestation	Réversible	Secondaire	Totale

[11] **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement ;

[12] L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale

Version 2016

		= 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de de 2 ans.	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans.	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Pour les herbivores autres que bovins, les animaux doivent être présents sur l'exploitation pendant une durée de 30 jours consécutifs, incluant le 31 mars de l'année en cours Pour ces animaux, le nombre correspondant doit être déclaré sous Télépac dans l'écran relatif aux effectifs animaux.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

Version 2016

Valeurs des IFT herbicides et des IFT hors herbicides à respecter en moyenne sur l'ensemble de vos parcelles concernées (niveau 2)

Voir tableau dans l'annexe sur les IFT en fin de document

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

6.1 Définitions :

- **La Surface Agricole Utile** (SAU) comprend toutes les surfaces déclarées dans le dossier PAC sauf :

- les surfaces de prairie permanente rendues non admissibles par la méthode du prorata
- les surfaces bâties et éléments artificialisés
- les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci ne sont pas admissibles
-les éléments naturels non compris dans les éléments topographiques (ex : marais salants...)

- **Les surfaces en herbe** comprennent les prairies ou pâturages permanents corrigés (tous les codes cultures du paragraphe et du 1.10 « prairie et pâturage permanent » de la notice PAC cultures) par la méthode du prorata, les surfaces herbacées temporaires (tous les codes cultures du 1.9 « surfaces herbacées temporaires" de la notice PAC cultures) , les « mélanges de légumineuses fourragères prépondérantes au semis implantées pour la récolte 2015/2016 et d'herbacées ou de graminées fourragères » (code MH5 et MH6) et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles.
- **La surface fourragère principale** (SFP) comprend le maïs ensilage, les surfaces herbagères temporaires, les prairies et pâturages permanents corrigés du prorata, les légumineuses fourragères, les fourrages et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles.
  Ne sont pas considérées comme des surfaces fourragères :
  - les surfaces dont le fourrage est destiné à la transformation en granulé (par exemple : luzerne ou maïs déshydraté) ;
  - les surfaces dont seuls les grains sont conservés par voie humide.

• Les animaux pris en compte pour le critère d'éligibilité lié à un élevage herbivore appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n). Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans.	1 alpaga âgé de plus de 2 ans

Version 2016

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de mesures «Système Polyculture Elevage» « IF_VILL_SPE2 » EVOLUTION

du territoire « AAC de Villeron-Villemer »

Campagne 2016

Mesure : MAEC systèmes polyculture-élevage – évolution

Cette mesure est ouverte pour les exploitations qui ne respectent pas les critères de surface en herbe (20 % mini) et part de maïs fourrager (20% maxi) au moment de l'engagement. Elles doivent donc évoluer vers ces critères dès la troisième année d'engagement.

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de favoriser le recouplage des ateliers animal et végétal. Ainsi, une aide à l'évolution de pratiques incite les exploitants à introduire davantage d''herbe dans l'assolement, à réduire la part du maïs dans la surface fourragère et à réduire les achats de concentrés. L'objectif est d'accroître l'autonomie alimentaire de l'exploitation en valorisant au mieux la production d'herbe, notamment par un pâturage tournant au printemps et en développant des nouvelles cultures. Les rotations culturales plus longues permettent alors une moindre pression des maladies ou des ravageurs et un meilleur contrôle des adventices. La baisse de la part du maïs dans l'alimentation permet de diminuer le besoin en complément azoté tel que le soja. L'exploitant peut alors plus facilement produire les concentrés qu'il apporte aux animaux.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, une aide de :

80,98 €/ha vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

Le montant de votre engagement peut faire l'objet d'un plafond selon les modalités des partenaires financiers.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Localisation : Votre exploitation est éligible à cette MAEC dans la mesure **où plus de la moitié de votre surface agricole utile** (SAU définie au point 6) est incluse dans un (ou plusieurs) territoire(s) sur lequel un projet agroenvironnemental et climatique qui propose la présente MAEC est accepté l'année de votre demande. Ce taux est calculé sur la base des surfaces déclarées dans votre déclaration PAC l'année de la demande.

UGB : Vous devez maintenir l'activité d'élevage pendant les 5 ans de l'engagement en détenant au moins **10 UGB herbivores.**

Le nombre d'UGB est calculé selon les modalités définies au point 6.

Diagnostic d'exploitation : Réaliser un diagnostic global d'exploitation, afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme. Consulter l'animatrice ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG »). Ce diagnostic permet **d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations**. Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année d'engagement. De ce fait une attestation de réalisation de la collecte des données, cosignée entre l'opérateur du territoire et l'agriculteur devra été fournie à la DDT au plus tard le 30 septembre. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

Taux Grandes cultures/SAU : Votre exploitation est éligible à cette MAEC dans la mesure où l**a part des grandes cultures** dans la SAU est au minimum de **50 %** l'année de votre demande.

Ce taux est calculé sur la base des surfaces déclarées dans votre déclaration PAC l'année de la demande. Il s'agit du rapport entre les surfaces en grandes cultures (céréales hors maïs ensilage, oléagineux, protéagineux, pommes de terre, cultures industrielles, jachères de moins de 5 ans) de votre exploitation et la surface agricole utile de votre exploitation.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

L'ensemble des terres arables, des prairies et pâturages permanents que vous exploitez sont éligibles à cette MAEC :

- Les **surfaces en prairies et pâturages permanents** correspondent aux surfaces qui, dans votre dossier PAC, relèvent de la catégorie de surface agricole « prairies ou pâturages permanents » (PP) à l'exception du code culture J6P (jachère de 6 ans ou plus) et qui sont rendues admissibles par la méthode du prorata.
- Les **terres arables** correspondent aux surfaces qui dans votre dossier PAC relèvent de la catégorie de surface agricole « TA ».

Les cultures pérennes correspondant aux surfaces qui dans votre dossier PAC relèvent de la catégorie de surface agricole « CP », ne sont pas éligibles.

Vous devez respecter le cahier des charges sur l'ensemble des parcelles éligibles de l'exploitation et non uniquement sur les parcelles engagées.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

Version 2016

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_VILL_SPE2 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Maintien d'une activité d'élevage et détention de plus de **10 UGB** herbivores	Comptage des animaux	Registre d'élevage	Définitive	Principale	*Totale*
Interdiction de retournement [1] des prairies permanentes de l'exploitation n'entrant pas dans une rotation, notamment par le labour ou lors de travaux lourds. Seul un renouvellement par travail superficiel du sol est autorisé	Contrôle visuel du couvert	Néant	Définitive	Principale	*Totale*

Version 2016

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect d'une part minimale de surface en herbe de **20% de la SAU à partir de l'année** [13] **3**	Néant	Néant	Réversible	Principale	Seuils : par tranche de 1,5%, en fonction de l'écart de %
Respect d'une part maximale de surface en maïs (hors maïs grain et semences) **[14] consommé de 20 % dans** la surface fourragère [15] : **à partir de l'année 3**	Calcul de l'équivalent en surface de maïs	Factures d'achat et vente de maïs ou stock de maïs, de maïs fourrager et de semences	Réversible	Principale	*Seuils : par tranche de 1,5%, en fonction de l'écart de %*
Respect d'un niveau maximal annuel d'achat de concentrés [16] de : - 800 kg par UGB bovine ou équine - 1 000 kg par UGB ovine - 1 600 kg par UGB caprine à partir de l'année 3	Documentaire	Factures d'achat de concentrés et comptabilité matière (factures, balances, [17] livre journal)	Réversible	Secondaire	Seuils : en fonction de l'écart en kg de concentré acheté sur le total autorisé

Version 2016

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect des IFT « herbicides » et « hors herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation concernées par le calcul (cf. ci-après pour l'IFT maximal annuel), y compris les parcelles non engagées du fait de l'application d'un plafond d'aide	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques [18] phytosanitaires + Feuille de calcul de l'IFT « herbicides » et « hors herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	[19] A seuils
Interdiction des régulateurs de croissance sauf sur orge brassicole	Vérification de l'absence de régulateurs de croissance dans le cahier d'enregistrement	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires	Réversible	Secondaire	Totale
Appui technique sur la gestion de l'azote	Vérification de l'existence de l'attestation	Attestation de prestation	Réversible	Secondaire	Totale

1 Sont concernées par cette interdiction, les surfaces dont les codes cultures appartiennent au paragraphe et du 1.10 « prairie et pâturage permanent » de la notice PAC à l'exception des prairies en rotation longue (code culture = PRL).

13 Au 16 mai de la troisième année d'engagement (par exemple, si engagement initial au 15 mai 2015 : à partir du 16 mai 2017)

14 Mode de calcul du maïs consommé : surfaces cultivées en maïs fourrager + équivalent surface du maïs acheté + équivalent surface de la variation des stocks de maïs < 15% SFP. Les quantités achetées et les variations de stock de maïs sont converties en équivalence de surfaces sur la base du rendement moyen départemental.

15 La surface fourragère principale (SFP) est définie au point 6.

16 Concentrés : tout aliment complémentaire des fourrages, riche en énergie et/ou azote, caractérisés par une forte teneur en matière sèche (MS>=80 %) et une forte valeur énergétique (UFL>=0,8/kg MS).
- tout fourrage déshydraté présenté sous forme de granulés
- tout grain conservé par voie humide

17 Si la comptabilité est externalisée, fourniture sous 10 jours des documents demandés au contrôleur.

18 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.
Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :
- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement ;

19 L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale

Valeurs des IFT herbicides et des IFT hors herbicides à respecter en moyenne sur l'ensemble de vos parcelles concernées (niveau 2)

Voir tableau dans l'annexe sur les IFT en fin de document

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

6.1 Définitions :

- **La Surface Agricole Utile** (SAU) comprend toutes les surfaces déclarées dans le dossier PAC sauf :

- les surfaces de prairie permanente rendues non admissibles par la méthode du prorata
- les surfaces bâties et éléments artificialisés
- les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci ne sont pas admissibles
-les éléments naturels non compris dans les éléments topographiques (ex : marais salants…)

- **Les surfaces en herbe** comprennent les prairies ou pâturages permanents corrigés (tous les codes cultures du paragraphe et du 1.10 « prairie et pâturage permanent » de la notice PAC cultures) par la méthode du prorata, les surfaces herbacées temporaires (tous les codes cultures du 1.9 « surfaces herbacées temporaires" de la notice PAC cultures) , les « mélanges de légumineuses fourragères prépondérantes au semis implantées pour la récolte 2015/2016 et d'herbacées ou de graminées fourragères » (code MH5 et MH6) et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles.
- **La surface fourragère principale** (SFP) comprend le maïs ensilage, les surfaces herbagères temporaires, les prairies et pâturages permanents corrigés du prorata, les légumineuses fourragères, les fourrages et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles.
  Ne sont pas considérées comme des surfaces fourragères :
  - les surfaces dont le fourrage est destiné à la transformation en granulé (par exemple : luzerne ou maïs déshydraté) ;
  - les surfaces dont seuls les grains sont conservés par voie humide.

•Les animaux pris en compte pour le critère d'éligibilité lié à un élevage herbivore appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n). Ce nombre est celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB

ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans.	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de de 2 ans.	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans.	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Pour les herbivores autres que bovins, les animaux doivent être présents sur l'exploitation pendant une durée de 30 jours consécutifs, incluant le 31 mars de l'année en cours. Pour ces animaux, le nombre correspondant doit être déclaré sous Télépac dans l'écran relatif aux effectifs animaux.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de mesures «Système Polyculture-Elevage de Monogastriques» « IF_VILL_SPE3 »

du territoire « AAC de Villeron-Villemer »

Campagne 2016

Mesure : MAEC systèmes polyculture-élevage de monogastriques

Cette mesure est ouverte pour les exploitations avec un atelier d'élevage de monogastriques (porcs, volailles).

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'accompagner le changement durable des pratiques sur l'ensemble de l'exploitation. Les pratiques cibles sont caractérisées par :

- des assolements diversifiés et des rotations allongées, avec présence de légumineuses et alternance de cultures d'hiver et de cultures de printemps,
- une gestion économe de la fertilisation azotée avec la valorisation des déjections animales qui favorisent la reproduction de la fertilité des sols
- la fourniture d'alimentation aux animaux par la mobilisation de différentes productions végétales
- des rotations culturales longues permettant une moindre pression des maladies ou des ravageurs et un meilleur contrôle des adventices

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, une aide de :

198.46 €/ha vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

Le montant de votre engagement peut faire l'objet d'un plafond selon les modalités des partenaires financiers.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la

notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Localisation : Votre exploitation est éligible à cette MAEC dans la mesure **où plus de la moitié de votre surface agricole utile** (SAU définie au point 6) est incluse dans un (ou plusieurs) territoire(s) sur lequel un projet agroenvironnemental et climatique qui propose la présente MAEC est accepté l'année de votre demande. Ce taux est calculé sur la base des surfaces déclarées dans votre déclaration PAC l'année de la demande.

UGB : Vous devez maintenir l'activité d'élevage de monogastriques pendant les 5 ans de l'engagement en détenant au moins 20 UGB/an dans le cas de volailles, 1 UGB/an dans le cas des lapins.

Le nombre d'UGB est calculé selon les modalités définies au point 6.

Diagnostic d'exploitation : Réaliser un diagnostic global d'exploitation, afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme. Consulter l'animatrice ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG »). Ce diagnostic permet **d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations**. Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année d'engagement. De ce fait une attestation de réalisation de la collecte des données, cosignée entre l'opérateur du territoire et l'agriculteur devra été fournie à la DDT au plus tard le 30 septembre. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

L'ensemble des terres arables, des prairies et pâturages permanents que vous exploitez sont éligibles à cette MAEC :

- Les **surfaces en prairies et pâturages permanents** correspondent aux surfaces qui, dans votre dossier PAC, relèvent de la catégorie de surface agricole « prairies ou pâturages permanents » (PP) à l'exception du code culture J6P (jachère de 6 ans ou plus) et qui sont rendues admissibles par la méthode du prorata.
- Les **terres arables** correspondent aux surfaces qui dans votre dossier PAC relèvent de la catégorie de surface agricole « TA ».

Les cultures pérennes correspondant aux surfaces qui dans votre dossier PAC relèvent de la catégorie de surface agricole « CP », ne sont pas éligibles.

Vous devez respecter le cahier des charges sur l'ensemble des parcelles éligibles de l'exploitation et non uniquement sur les parcelles engagées.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai** de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_VILL_SPE3 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Étendue de l'anomalie
Respect de la part de la culture majoritaire inférieure à 60% en année 2 et 50% à partir de l'année 3	Documentaire : déclaration de surface et Contrôle visuel du couvert	Déclaration de surfaces	Réversible	Principale	Seuils : par tranche de 1,5%, en fonction de l'écart de %
Respect du nombre de cultures différentes présentes de 4 en année 2 et 5 à partir de l'année 3, sachant qu'une culture doit représenter au minimum 5 % de la SAU éligible pour être comptabilisée. Les cultures d'hiver et de printemps, les mélanges (de famille ou d'espèces) ainsi que le blé dur et le blé tendre comptent pour des cultures différentes	Documentaire : déclaration de surface et Contrôle visuel du couvert	Déclaration de surfaces	Réversible	Principale	Totale
Respect de l'interdiction de la fertilisation azotée de légumineuses, (hormis pour les cultures légumières de plein champ).	Documentaire : cahier d'enregistrement de fertilisation et Contrôle visuel du couvert	Cahier d'enregistrement de fertilisation[6]	Réversible	Secondaire	Totale
Détention sur toute l'exploitation deux fois plus de SIE (surfaces d'intérêt écologique) que ce que le verdissement impose	Contrôle visuel		Réversible	Secondaire	Seuil
Production d'au moins 66 % de l'alimentation donnée aux monogastriques sur l'exploitation	Documentaire	Document récapitulant l'alimentation donnée aux animaux dont sa part produite à la ferme[7]	Réversible	Secondaire	Seuil

[6] **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité.** Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle**.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée. Pour toute utilisation de produit fertilisant doivent figurer :
- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date d'application.

[7] Ce document doit contenir :
- la quantité d'alimentation donnée aux monogastriques exprimée en kg, justifiée par le nombre d'animaux présents au cours de l'année et la quantité apportée par animal ;
- la quantité d'alimentation produite sur l'exploitation exprimée en kg, justifiée par la présence d'un contrat de mouture à façon précisant la quantité transformée ou la présence d'un atelier de fabrication d'aliment à la ferme

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Étendue de l'anomalie
Respect d'une part minimale de légumineuses dans la SAU éligible de 5% en année 2,20. Les mélanges et les associations prairiales à base de légumineuses sont comptabilisés dans cette proportion.	Documentaire : déclaration de surface et Contrôle visuel du couvert	Déclaration de surfaces	Réversible	Principale	Seuils : par tranche de 1,5%, en fonction de l'écart de %
Pour l'ensemble des céréales à paille : interdiction du retour d'une même culture annuelle deux années successives sur une même parcelle	Documentaire : déclaration de surface	Déclaration de surfaces	Réversible	Principale	Seuils : par tranche de 1,5%, en fonction de l'écart de %
Pour les autres cultures[21] annuelles : interdiction du retour d'une même culture sur une même parcelle plus de deux années successives	Documentaire : déclaration de surface	Déclaration de surfaces	Réversible	Principale	Seuils : par tranche de 1,5%, en fonction de l'écart de %
Respect des IFT « herbicides » et « hors herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation concernées par le calcul (cf. ci-après pour l'IFT maximal annuel), y compris les parcelles non engagées du fait de l'application d'un plafond d'aide	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[22] + Feuille de calcul des IFT Herbicides et Hors-herbicide + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[4]
Interdiction de régulateurs de croissance sauf sur orge brassicole	Vérification de l'absence de régulateurs de croissance dans le cahier d'enregistrement	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires+ Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Secondaire	Totale[5]
Appui technique sur la gestion de l'azote	Vérification de l'existence de l'attestation	Attestation de prestation	Réversible	Secondaire	Totale

[20] Les surfaces de légumineuses qui seraient comptabilisées au titre de l'obligation de présence de 5 % de SIE sur les terres arables ne pourront pas être prises en compte pour vérifier le respect d'une part minimale de légumineuses dans la SAU éligible de 5% en année 2.

[21] Pour la diversité des rotations, le terme de culture correspond à une culture de production (hors culture intermédiaire, couvert végétal ou culture dérobée).

[22] **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée.
Se reporter au 6) pour davantage de précisions sur la méthode de calcul de l'IFT et les modalités de contrôle associées

[5] **L'anomalie sera considérée comme totale** en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale

Valeurs des IFT herbicides et des IFT hors herbicides à respecter en moyenne sur l'ensemble de vos parcelles concernées (niveau 2)

Voir tableau dans l'annexe sur les IFT en fin de document

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

6.1 Définitions :

- **La Surface Agricole Utile** (SAU) comprend toutes les surfaces déclarées dans le dossier PAC sauf :

- les surfaces de prairie permanente rendues non admissibles par la méthode du prorata
- les surfaces bâties et éléments artificialisés
- les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci ne sont pas admissibles
-les éléments naturels non compris dans les éléments topographiques (ex : marais salants...)

• Les animaux pris en compte pour le critère d'éligibilité lié à un élevage monogastrique appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
PORCINS	Truies reproductrices >50 kg	0,5
	Autres porcins	0,3
VOLAILLES	Poules pondeuses	0,014
	Autres volailles (dont lapins)	0,03

Les animaux pris en compte pour chaque catégorie sont le nombre de places présentes sur votre exploitation tel que déclaré sur le formulaire déclaration des effectifs animaux.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Annexe Indice de Fréquence de Traitement (IFT) du territoire « AAC-VILLERON-VILLEMER »

Campagne 2016

1 : Définitions et autres informations concernant l'IFT :

VILL	IFT de référence	IFT calculé sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	Niveau2	IFT herbicides maximal — Phyto 04 — à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure		IFT hors herbicides maximal — Phyto 05 — à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	
	Valeur maximale à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles non engagées dans la mesure			exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur	exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur
Année 2 à Année 5	*IFT herbicides :* **2,1** *IFT hors herbicides :* **4,5**	IFT année 2		80%	*1,7*	70%	*3,2*
		Moyenne IFT année 2 et 3		75%	*1,6*	65%	*3,0*
		Moyenne IFT année 2, 3 et 4		70%	*1,5*	60%	*2,7*
		Moyenne IFT année 3, 4 et 5 ou IFT année 5		60 % en moyenne ou 60 % sur l'année 5	*1,3*	50 % en moyenne ou 50 % sur l'année 5	*2,3*

2 : Calcul de l'IFT à l'échelle de l'exploitation :

Pour chaque traitement réalisé sur la parcelle, l'IFT est obtenu en divisant la dose appliquée par la dose de référence du produit pour la culture et la cible (ravageur, maladie) considérées. L'ensemble est multiplié par la proportion de la parcelle traitée.

L'IFT de la parcelle est obtenu en faisant la somme des IFT traitements, pour chaque campagne culturale (de la récolte du précédent cultural à la récolte de la culture de la campagne en cours).

$$IFT\,traitement = \frac{Dose\,appliquée}{Dose\,de\,référence} \times \frac{Surface\,traitée}{Surface\,totale\,de\,la\,parcelle}$$

Le cas échéant pour les MAEC portant sur un couvert de cultures légumières, préciser la période considérée pour le calcul de l'IFT sur la base de la note REF MAEC/2016/03 relative aux modalités de mise en œuvre de l'IFT et qui sera intégrée à l'instruction technique MAEC/aides bio pour la campagne 2016).

L'ensemble des traitements réalisés au champ sont pris en compte. Par ailleurs, si les semences utilisées ont été traitées, alors on ajoute 1 à l'IFT parcelle.

En cultures légumières, si la production se fait à partir de plants qui ont été traitées avant d'être implantés, alors on ajoute également 1 à l'IFT parcelle.

Sélection de la dose de référence

La dose de référence peut être définie :

- « à la cible », c'est-à-dire pour chaque produit, culture et cible (ravageur, maladie) visée par le traitement, sur la base des doses homologuées ;

- « à la culture », c'est-à-dire pour chaque produit et culture traitée.

Si la cible du traitement est renseignée dans le cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires, alors on retient la dose définie « à la cible » correspondante. Si plusieurs cibles sont simultanément visées par un même traitement, alors on retient la dose de référence correspondant à la cible qui a été déterminante dans le choix de la dose appliquée. Si la cible n'est pas renseignée dans le cahier d'enregistrement, alors on retient par défaut la dose homologuée sur la culture **la plus faible**.

Pour les produits sans dose, l'IFT du traitement compte par défaut pour 1.

*Pour plus de précisions sur les modalités de détermination de la dose de référence, se reporter au guide méthodologique sur l'IFT élaboré par le Ministère de l'Agriculture (*http://agriculture.gouv.fr/indicateur-de-frequence-de-traitements-phytosanitaires-ift*).*

La liste des doses de référence est fournie dans la boîte à outils IFT en ligne sur le site internet du ministère de l'Agriculture. Pour une campagne culturale allant de la récolte du précédent cultural en année n-1, à la récolte de la culture implantée pour la campagne de l'année n, il convient d'utiliser la liste de l'année n-1.

L'IFT est calculé pour chaque groupe de cultures (grandes cultures, viticulture, arboriculture, cultures légumières), en fonction du type de couvert visé par la MAEC.

Pour les MAEC portant sur un couvert de grandes cultures, l'ensemble des grandes cultures entrant dans l'assolement, y compris les prairies temporaires, sont prises en compte pour le calcul

herbicides et de l'IFT hors herbicides de l'exploitation. Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures. Les surfaces considérées comme fixes (jachère fixe, prairie permanente, autre utilisation comme les bandes enherbées) n'entrent pas dans le calcul de l'IFT.

Pour les MAEC portant sur un couvert de cultures légumières, seules les parcelles implantées en carotte, chou-fleur et autre choux, fraise, melon, poireau, tomate et salade sont prises en compte dans le calcul de l'IFT herbicides et hors herbicides de l'exploitation. Par ailleurs, pour les engagements localisés (PHYTO_04, 05, 14 et 15) seules les parcelles implantées avec ces cultures peuvent être engagées dans la MAEC.

Les produits qualifiés "Bio-contrôle" ne sont pas comptabilisés dans le calcul de l'IFT.

Dans l'attente de l'établissement de la liste des produits de biocontrôle (article L 253-5 du Code Rural), la liste utilisée correspond à la liste « NODU Vert » (http://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/documents/pdf/_projet_actualisation_produits_biocontrole-V13__cle031452-1.pdf). Les produits de biocontrôle sont identifiés en tant que tels dans la liste des doses de référence pour le calcul de l'IFT.

6-3 : Modalités de contrôle de l'IFT :

Le respect de vos engagements portant sur l'IFT est vérifié sur la base du **cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires**, qui constitue une pièce indispensable du contrôle. L'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée.

La tenue de ce cahier est obligatoire au titre de la conditionnalité (paquet hygiène relatif aux produits phytopharmaceutiques).

Au titre de la conditionnalité, il faut enregistrer toutes les utilisations de produits phytopharmaceutiques ou alternatifs, y compris sur les prairies, avec les informations relatives à :

- l'îlot PAC ou l'identification de la parcelle traitée[1] ;
- la culture produite sur cette parcelle (avec précision de la variété) ;
- le nom commercial complet du produit utilisé ;
- la quantité ou la dose de produit utilisée ;
- la date du traitement ;
- la (ou les) dates de récolte.

Par ailleurs, dans le cadre des MAEC, il est important de renseigner la cible (ravageur, maladie) visée par le traitement. Cette information permet en effet de calculer un IFT plus précis, qui reflète au mieux vos pratiques agricoles.

1Au titre des MAEC, les parcelles doivent être identifiées de manière à pouvoir calculer l'IFT sur les parcelles engagées et sur les parcelles non engagées

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

eau seine NORMANDIE

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice d'information du territoire « AAC-VOULZIE-DURTEIN-DRAGON »

Campagne 2016

Correspondants MAEC de la DDT : **Claire LAUGA** — **Christian MONTARD**
Téléphone : 01 60 56 73 07 — 01 60 56 70 89
e mail : claire.lauga@seine-et-marne.gouv.fr — christian.montard@seine-et-marne.gouv.fr

Cette notice présente l'ensemble des mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) proposées sur le territoire « AAC-VOULZIE-DURTEINT-DRAGON » au titre de la programmation 2015-2020.
Elle complète la notice nationale d'information sur les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) et les aides à l'agriculture biologique 2015-2020, disponible sous Télépac.

La notice nationale d'information sur les MAEC et l'AB 2015-2020 (disponible sous Télépac)	contient →	• Les conditions d'engagement dans les MAEC et l'AB • Les obligations générales à respecter • Les contrôles et le régime de sanctions • Comment remplir les formulaires
La notice d'information du territoire	contient →	Pour l'ensemble du territoire : • La liste des MAEC proposées sur le territoire • Les modalités de demande d'aide
La notice d'aide	contient →	Pour chaque MAEC proposée sur le territoire : • Les objectifs de la mesure • Le montant de la mesure • Les conditions spécifiques d'éligibilité • Les critères de sélection des dossiers • Le cahier des charges à respecter • Le régime de sanctions

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous télépac.

Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.
Si vous souhaitez davantage de précisions, contactez votre DDT.

1. PERIMETRE DU TERRITOIRE « AAC VOULZIE-DURTEINT-DRAGON »

1.1 Eligibilité des surfaces

Seuls les éléments situés sur ce territoire sont éligibles aux mesures localisées qui y sont proposées (cf 3.)

En ce qui concerne les mesures « localisées », pour qu'une parcelle ou un élément linéaire soit éligible à la MAEC, au moins 50 % de sa surface ou de sa longueur doit être incluse dans le territoire.

Le seuil de contractualisation sur ce territoire est fixé à 70% de la surface éligible.

Les cas d'exploitants ayant des surfaces cultivées sur plusieurs territoires à enjeu Eau éligibles aux MAE seront traités spécifiquement afin qu'ils puissent engager de manière cohérente l'ensemble de leur surface éligible aux différentes mesures.

1.2 Délimitation du territoire

Le territoire VOULZIE-DURTEINT-DRAGON correspond à la réunion de la délimitation hydrogéologique de l'aire d'alimentation de captage (AAC) de la Voulzie, du Durteint et du Dragon, adaptée à l'îlot cultural (source RPG). Ce territoire s'étend sur deux départements et deux régions, majoritairement sur celui de la Seine-et-Marne (Région Ile-de-France) mais également sur celui de l'Aube (Région Champagne-Ardenne).

La carte de délimitation des AAC et définissant le territoire éligible aux MAEC est présentée en annexe 1 (trait plein rouge).

Les communes concernées en partie ou **entièrement** par cette délimitation sont :

- **Beauchery-Saint-Martin** (commune entière)
- **Léchelle** (commune entière)
- Villiers Saint Georges
- Louan-Villegruis-Fontaine
- Voulton
- Saint-Brice
- Sourdun
- Chalautre-la-Grande
- La Saulsotte (Aube)
- Montpothier (Aube)
- Villenauxe la Grande (Aube)
- Le Mériot (Aube)
- Rouilly
- Rupéreux
- Courchamp
- Saint-Hilliers
- Chenoise
- **Mortery** (commune entière)
- Provins
- Saint Brice
- Vulaine-les-Provins
- Cucharmoy
- La chapelle Saint-Sulpice
- Maison Rouge
- Saint-Loup-de Naud
- Lizines
- Sognolles en Montois

2. RESUME DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Enjeu retenu :

Zone d'Action Prioritaire « enjeu Eau » pour l'amélioration de la qualité de l'eau.

2.1. Présentation des captages de la Voulzie, du Durteint et du Dragon et de leur AAC respective

2.1.1. Les sources de la Voulzie et l'AAC de la Voulzie

L'ensemble dit des « sources de la Voulzie » est constitué d'une dizaine d'ouvrages de captage, émergences naturelles de la nappe de Champigny. Ces sources participent à l'alimentation en eau de Paris et assurent également l'approvisionnement d'une collectivité locale, Léchelle. La capacité moyenne de production de ce champ captant est de 60 000 m^3/j.

Les surfaces agricoles représentent 90 % de l'aire d'alimentation de ce captage. Les grandes cultures y sont dominantes, dans un secteur à fort potentiel de rendement. Environ 100 agriculteurs sont concernés par l'aire d'alimentation des captages des sources de la Voulzie. Les pratiques agricoles sur le territoire sont désormais bien connues grâce à une animation portée par Eau de Paris en partenariat avec la Chambre d'Agriculture de Seine-et-Marne depuis les années 90 sur ce bassin (début des actions Ferti-Mieux). Parmi les cultures les mieux représentées sur l'AAC, on citera le blé tendre d'hiver, le colza, l'orge de printemps, la betterave, le maïs et l'escourgeon. Quelques protéagineux sont également présents dans une moindre proportion : la féverole de printemps, le pois protéagineux de printemps. Les systèmes de cultures en place (en grandes cultures) sont majoritairement conventionnels (un seul agriculteur engagé en agriculture biologique) voire intermédiaires entre un système conventionnel et intégré pour les agriculteurs précédemment engagés en MAE de réduction de produits phytosanitaires. Certaines exploitations sur l'AAC sont conduites en techniques culturales simplifiées ou en non labour.

2.1.2. Les sources du Dragon et l'AAC du Dragon

Les captages du Dragon sont situés sur la commune de Saint Loup-de-Naud, à 8 km au sud-ouest de Provins (77). La capacité moyenne de production de ce champ captant est de 10 000 m3/j. Ces sources, en plus de participer à l'alimentation en eau de Paris, assurent également l'approvisionnement d'une collectivité locale, Saint-Loup de Naud.

L'aire d'alimentation des sources du Dragon représente une surface d'environ 2950 ha dont 2275 ha de SAU (soit environ 77% de SAU). Elle regroupe 6 communes. Ce bassin se caractérise par une agriculture diversifiée (cultures céréalières, industrielles, polycultures élevage) mais néanmoins à dominante céréalière. D'après l'analyse du RPG 2013, cette AAC regrouperait environ 41 exploitants.

2.1.3. Les sources du Durteint et l'AAC du Durteint

Le champ captant du Durteint est situé sur les communes de Rouilly et de Mortery, à 3 km au nord-ouest de la ville de Provins. Il est constitué d'un ensemble de 4 captages dont 3 galeries captantes et un drain.
La capacité moyenne de production de ce champ captant est de 30 000 m3/j. Ces sources participent à l'alimentation en eau de Paris et assurent également l'approvisionnement d'une collectivité locale, Mortery.

L'aire d'alimentation des sources du Durteint représente une surface de 7046 ha environ et recoupe 11 communes. Les surfaces agricoles représentent 87% de l'aire d'alimentation de ce captage. L'agriculture sur le bassin du Durteint est très proche de celle présente sur le bassin du Dragon. D'après l'analyse du RPG 2013, cette AAC regrouperait environ 80 exploitants.

2.2. La vulnérabilité du territoire

La nappe de Champigny dans cette région est particulièrement vulnérable : l'aquifère n'est pas ou peu protégé par les argiles vertes et est caractérisé par des circulations rapides des eaux de surface vers les eaux souterraines (via des gouffres ou via le lit perméable des cours d'eau).

Conséquence de la vulnérabilité de ce territoire et de son occupation majoritairement agricole, les sources de la Voulzie, du Durteint et du Dragon présentent des dégradations de la qualité des eaux en ce qui concerne les nitrates et les pesticides.

2.3. La qualité de l'eau

2.3.1. Les sources du groupe Voulzie

Nitrates : Les concentrations en nitrates sont analysées depuis l'origine des captages, soit 1925, à un pas de temps mensuel pour l'ensemble des ouvrages du groupe Voulzie. Les données présentées ci-dessous (figure 1) concernent notamment la source de la Vicomté (en bleu clair), principale source du groupe, classée prioritaire Grenelle.

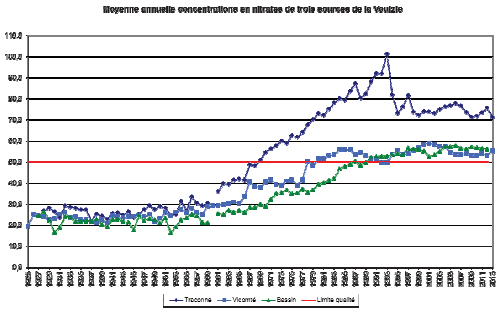


Figure 1 : évolution des concentrations annuelles moyennes en nitrates des sources de la Voulzie

La contamination par les nitrates est préoccupante depuis de nombreuses années, les moyennes annuelles étant supérieures au seuil de 50 mg/l depuis l'année 1978. En 2013 notamment, la concentration annuelle est remontée à 55mg/l.

Pesticides : Un programme renforcé de suivi des pesticides a été développé depuis 2007 (recherche de 300 molécules tous les 15 jours) sur trois ouvrages du groupe Voulzie dont la Vicomté. Les pesticides sont retrouvés pour la plupart au moment des périodes d'application (automne et printemps), en lien avec les circulations rapides caractérisant cette nappe.

L'atrazine, interdite depuis plus de 10 ans, est toujours détectée aux sources, la DEA (un de ses dérivés) dépassant fréquemment encore la limite de qualité (0.1µg/l). D'autres molécules sont détectées ponctuellement dans le temps et correspondent essentiellement à des applications récentes. Des herbicides sont notamment retrouvés à des quantités importantes à l'automne (détection par exemple de l'isoproturon à 0,79µg/l en novembre 2013).

La présence d'une contamination de fond par l'atrazine et la déséthylatrazine, ainsi que l'évolution de la réglementation imposant de tenir compte des produits de dégradation pour la production d'une eau potable ont nécessité la construction d'une usine de traitement des eaux à Longueville, via un passage sur charbon actif des eaux transportées par l'aqueduc de la Voulzie. Cette usine, mise en service en 2004, a coûté près de 9 millions d'euros. Cette solution radicale et de court terme, indispensable pour la production d'une eau de qualité à destination de Paris, ne remet aucunement en cause les actions de protection de la ressource engagées depuis de nombreuses années par Eau de Paris, motivées par une volonté forte de travailler sur le long terme, à des solutions durables et efficaces pour la protection des ressources. Le traitement réalisé est partiel puisqu'il ne concerne pas les nitrates. En effet, le réseau des aqueducs permet pour le moment une dilution des eaux de la Voulzie par des ressources actuellement moins nitratées. Mettre en place des actions sur le terrain pour restaurer la qualité de l'eau pour ce paramètre de manière durable semble donc essentiel.

Il est nécessaire de disposer d'un peu de recul avant de pouvoir analyser correctement des données qualité. Toutefois, même si les contaminations de fond persistent voire progressent, il semblerait que l'on observe moins de détection de molécules importantes en ponctuel depuis l'année 2011, un résultat à confirmer sur les années suivantes.

2.3.2. Les sources des groupes Durteint et Dragon

Les teneurs moyennes annuelles en nitrates ont fortement augmenté entre les années 60 et les années 90 (figure 2 et 3). Actuellement, elles oscillent entre 50 et 63 mg/l selon les sources, et toujours au-delà de la limite de qualité.

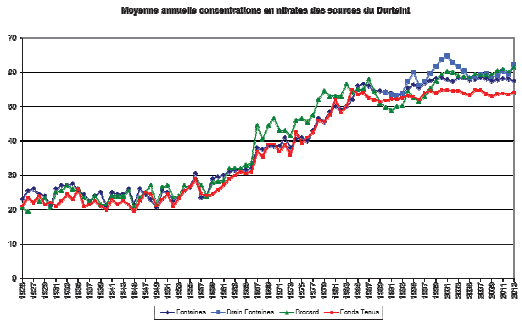


Figure 2 : évolution des concentrations annuelles moyennes en nitrates des sources du Durteint

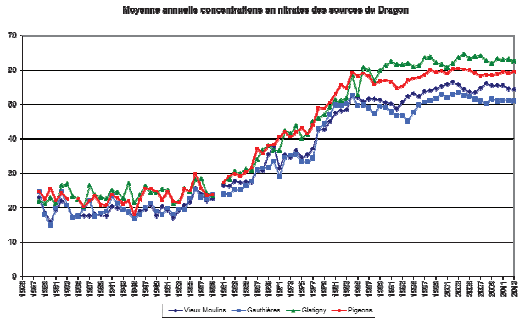


Figure 3 : évolution des concentrations annuelles moyennes en nitrates des sources du Dragon

L'atrazine et la DEA, son produit de dégradation, sont encore retrouvées, à des concentrations supérieures à la limite de qualité (0,1 µg/l). D'autres matières actives sont détectées, essentiellement des herbicides (certaines, comme l'atrazine, désormais interdites d'utilisation) :

- Alachlore, Métolachore, Oxadixyl sur les sources du Dragon. Des concentrations importantes de ces molécules ont été mesurées comparativement aux autres sources, notamment suite à une action de substitution de l'atrazine en 1993 sur l'AAC.

- Chlortoluron et Bentazone ont notamment été quantifiés régulièrement sur les sources du Durteint.

Les sources du Dragon et du Durteint présentent ainsi des dégradations de la qualité des eaux en ce qui concerne les nitrates et les pesticides.

Pour ces raisons et du fait de leur importance stratégique, les sources du Durteint et du Dragon font parties de la liste des nouveaux captages prioritaires.

3. LISTE DES MAEC PROPOSEES SUR LE TERRITOIRE

En 2016, une seule MAEC est proposée sur le territoire Voulzie-Durteint-Dragon.

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
Grandes Cultures	IF_VOUL_GC02	Réduire l'utilisation de produits phytosanitaires herbicides (-40%) et hors herbicides (-50%)	211,47€/ha

Une notice spécifique à cette mesure, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire « VOULZIE-DURTEINT-DRAGON ».

Les IFT de références du territoire VOULZIE-DURTEINT-DRAGON pour les grandes cultures, auxquels s'appliquent les objectifs de réduction de la MAEC, sont les suivants :

IFT herbicides grandes cultures de référence du territoire : **2,2**
IFT hors herbicides grandes cultures de référence du territoire : **4,5**

Les financements prévisionnels des mesures peuvent être apportés par des crédits du ministère chargé de l'agriculture, de l'Agence de l'Eau Seine-et-Normandie, de la Région et du FEADER.

4. MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Vous ne pouvez vous engager dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire que si votre engagement sur ce territoire représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de votre demande d'engagement, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs qui sont précisées dans la notice d'aide de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, votre demande devra être modifiée.

5. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

*Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.*
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

6. COMMENT REMPLIR LES FORMULAIRES D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

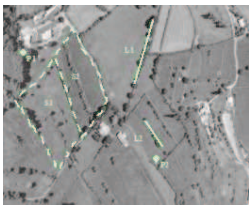
Pour vous engager en **2016** dans une nouvelle MAEC, vous devez obligatoirement remplir les documents ci-après et les adresser à la DDT avec votre dossier de déclaration de surface **avant le 15 juin 2016.**

Les modalités de dépôt des demandes MAEC sont disponibles sous TELEPAC :

- *Liste générale : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/html/public/aide/formulaires-2016.html*
- *Modalités spécifiques aux MAEC : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/pdf/tas/2016/Dossier-PAC-2016_notice_MAEC-MAE-AB.pdf*

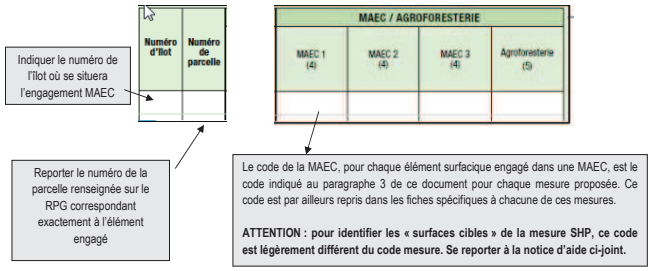
6.1 Le registre parcellaire graphique

Pour déclarer des **éléments surfaciques** engagés dans une MAEC (IF_VOUL_GC02), vous devez dessiner, sur l'exemplaire du RPG que vous renverrez à la DDT, les surfaces que vous souhaitez engager dans chacune des MAEC proposées. Chaque élément surfacique engagé doit correspondre à une parcelle numérotée. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.



6.2 Le formulaire « Registre Parcellaire Graphique - Descriptif des parcelles »

Ce formulaire doit être rempli pour déclarer les éléments surfaciques engagés en MAEC.



Cet écran vous permet de consulter toutes vos parcelles déclarées et de vérifier les informations concernant la demande d'engagement en MAEC.

6.3 Le formulaire « Demande d'aides (Premier pilier – ICHN - MAEC - BIO – Assurance récolte) »

Vous devez cocher, à la rubrique « ICHN – MAEC –BIO », la case « Mesure agroenvironnementale et climatique », et déclarer en cochant la case correspondante :

- ■ « m'engager dans une MAEC de la programmation 2015-2020 ».

A la rubrique « MAEC 2015-2020 / MAE 2007-2013 », vous devez cocher « oui » sur la ligne correspondant aux MAEC de la programmation 2015-2020. »

7. CONTACTS

Votre contact à Eau de Paris, opérateur des MAEC sur le territoire VOULZIE-DURTEINT-DRAGON :

Sandra Cambournac,

Chargée de Missions Agriculture et Territoire, Captages Voulzie-Durteint-Dragon
Tel : 01 64 08 54 74, Port : 06 85 67 79 98.
sandra.cambournac@eaudeparis.fr

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « IF_VOUL_GC02 »

du territoire VOULZIE-DURTEINT-DRAGON

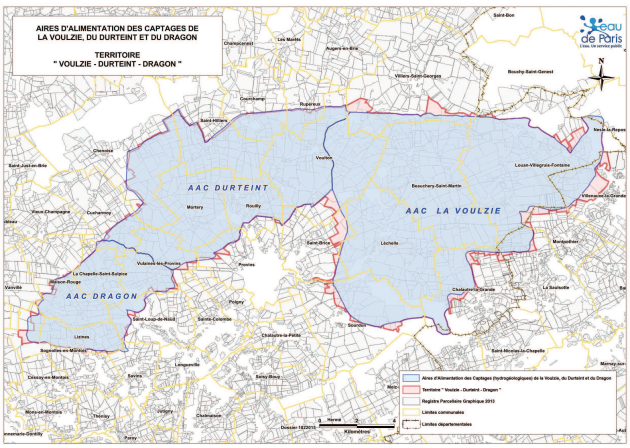
Campagne 2016

Liste des mesures unitaires engagées : PHYTO_01

PHYTO_04

PHYTO_05

Annexe 1 : Délimitation du territoire VOULZIE-DURTEINT-DRAGON



1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette opération vise une réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires dans un objectif de préservation de la qualité de l'eau. L'ensemble des applications de produits herbicides et hors-herbicides et réalisées à la parcelle sont prises en compte (y compris celles réalisées le cas échéant en interculture).

Le nombre de doses homologuées reflète l'intensité d'utilisation des pesticides. Parce qu'il tient compte de la dose homologuée de chaque produit, il constitue à ce niveau un indicateur bien plus fiable que la quantité de produit utilisée : en fonction du produit, la dose homologuée est très variable ([1]) et de ce fait une diminution des quantités appliquées ne témoigne pas forcément d'un moindre recours aux produits phytosanitaires ([2]) ni d'un moindre impact sanitaire et environnemental.

Cette opération suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternative, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux produits phytosanitaires à l'échelle de la rotation ([3]) et de l'itinéraire technique ([4]). S'il est conseillé de proposer de telles stratégies alternatives types au niveau régional, en s'appuyant en particulier sur les itinéraires techniques en production intégrée diffusés par les conseillers agricoles, l'élaboration de la stratégie de l'exploitation est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes. Il s'agit ainsi d'une

[1] De quelques dizaines de grammes à quelques kilogrammes

[2] Possibilité d'une substitution de produits à doses homologuée élevée par des produits à dose homologuée faible

[3] Ex : alternance des périodes de semis des cultures, introduction de cultures étouffantes

[4] Ex : travail du sol en inter culture (faux-semis répétés, labour), semis précoce ou tardif, densité de semis élevée et écartement réduit, désherbage mécanique ou désherbinage

exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

Cette opération ne concerne pas les surfaces en prairies permanentes. En revanche, les prairies temporaires ainsi que le gel sans production, intégrés dans une rotation des cultures sur terres arables sont éligibles.

Toutefois, le maïs, le tournesol ainsi que les prairies temporaires et le gel sans production intégrés dans une rotation des cultures, moins concernés par l'objectif de réduction du recours aux produits phytosanitaires autres qu'herbicides, sont éligibles mais leur proportion dans la surface engagée est limitée à 30% et prise en compte dans le calcul du montant de l'engagement unitaire.

Cette opération est accompagnée d'un bilan de stratégie des cultures (PHYTO-01) qui vise à accompagner l'exploitant dans la mise en œuvre de son engagement visant la limitation du recours aux produits phytosanitaires, en particulier les engagements unitaires de réduction du nombre de doses homologuées de traitements. Il permet à l'agriculteur:

- de s'assurer de l'atteinte des objectifs de résultats fixés dans le cadre des engagements unitaires PHYTO_04 et PHYTO_05 et de faire face aux difficultés éventuelles qu'il pourrait rencontrer dans la définition et la mise en œuvre d'une stratégie de protection des cultures permettant d'atteindre ces résultats, en s'appuyant sur les conseils d'un technicien compétent ;
- d'évaluer la pertinence des options techniques retenues pour réduire le recours aux produits phytosanitaires, et de comparer les performances obtenues sur les parcelles faisant l'objet d'une contractualisation et sur celles n'en faisant pas l'objet, afin de réfléchir à une éventuelle généralisation des pratiques correspondant aux engagements contractualisés à l'ensemble des parcelles de son exploitation potentiellement concernées.

Cette opération ne peut être mobilisée qu'en accompagnement des opérations PHYTO_04, PHYTO_05, relatives à la réduction des traitements phytosanitaires, afin de garantir de bonnes conditions d'appui technique à la réduction de ces intrants et à la méthode recommandée pour atteindre les objectifs inscrits dans les cahiers des charges des opérations concernées.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 211.47 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement. Le détail du calcul du montant de l'aide et des engagements unitaires composant la mesure est précisé dans le tableau ci-dessous.

IF_VOUL_GC02	Phyto 05 : réduction progressive de doses homologuées de molécules hors-herbicides jusqu'à 50% par rapport à l'IFT de référence	117.60€/ha
	Phyto 04 : réduction progressive de doses homologuées de molécules herbicides, jusqu'à 40% par rapport à l'IFT de référence	85.37€/ha
	Phyto 01 : bilan de la stratégie de protection des cultures	**8,5 €/ha**
	TOTAL	**211,47 €/ha**

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

- Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.

Les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020, doivent être respectées.

Cultures éligibles : Les surfaces éligibles sont les grandes cultures, c'est-à-dire les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

Par ailleurs vous devez :

- **Réaliser un diagnostic global d'exploitation**, afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme. Consulter l'animatrice ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG »). Ce diagnostic permet **d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations**. Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année d'engagement. De ce fait une attestation de réalisation de la collecte des données, cosignée entre l'opérateur du territoire et l'agriculteur devra été fournie à la DDT au plus tard le 30 septembre. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

- Afin de garantir un lien strict avec un appui technique à la réduction des pesticides visée par cette opération et de réunir les conditions nécessaires pour vérifier l'atteinte des objectifs de cette opération à travers le calcul de l'IFT (ils sont vérifiables par le calcul de l'IFT), cette opération est obligatoirement combinée avec un **bilan de stratégie de protection des cultures (PHYTO_01) ainsi qu'une formation agréée.**

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure « IF_VOUL_GC02 » les surfaces de votre exploitation cultivées en grandes cultures et situées sur le territoire Voulzie-Durteint-Dragon(prairie temporaire et gel sans production, intégrés dans la rotation, inclus) dans le département de la Seine-et-Marne, dans la limite du montant plafond éventuellement fixé par un co-financeur au niveau de la mesure.
Le territoire « Voulzie-Durteint-Dragon » correspond à la jonction des délimitations hydrogéologiques des aires d'alimentation de captages de la Voulzie du Durteint et du Dragon, adaptées à l'îlot (selon le RPG 2013).
Cette opération ne concerne pas les surfaces en prairies permanentes.

Le maïs, le tournesol ainsi que les prairies temporaires et le gel sans production, intégrés dans une rotation des cultures sont éligibles mais leur proportion dans la surface engagée est limitée à 30% de la surface totale engagée dans cette mesure.

Vous devez **engager a minima 70% de la surface éligible** de l'exploitation.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

Dans le cas d'un second contrat d'engagement de réduction de l'utilisation de produits phytosanitaires, la sélection des dossiers sera opérée en priorité pour les exploitations dont la surface réengagée sera **au minimum de 85 % de la surface déjà engagée** dans une précédente mesure.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai** de la première année de votre engagement.
Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_VOUL_GC02» sont décrites dans le tableau présenté à la page suivante.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Nota bene :
L'IFT Herbicides de référence pour les grandes cultures sur le territoire VOULZIE-DURTEINT-DRAGON est de **2,2**. L'IFT Hors Herbicides de référence du territoire pour les grandes cultures est de **4,5**.

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d'éligibilité à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	**Contrôles**		**Sanctions**		
			Gravité		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie	Caractère de l'anomalie
Réalisation d'un diagnostic global	Sur place	Attestation de réalisation du diagnostic ou diagnostic.	Principale	Totale	Définitif
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année.	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant Factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Principale	Totale	Réversible
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou depuis moins d'un an au 15 mai de l'année de la demande d'engagement	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agréée	Justificatifs de suivi de formation	Principale	Totale	Définitif
Respect d'une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation) dans la surface totale engagée inférieure à 30%.	Visuel et mesurage	Néant	Principale	Totale	Réversible

Respect de l'IFT « herbicides » de référence du territoire (2,2) à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles (implantées en grandes cultures) non engagées dans une mesure territorialisées comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées herbicides.	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[5] + feuille de calcul de l'IFT « herbicides» + factures d'achat de produits phytosanitaires	Secondaire	A seuils	Réversible
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides (cf. annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)			Principale	A seuils[6]	Réversible

Respect de l'IFT « hors herbicides » de référence du territoire (4,5), à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles implantées en grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors herbicides.			Secondaire	A seuils	Réversible
Respect de l'IFT « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction de doses homologuées d'hors herbicides (cf. annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)			Principale	A seuils[6]	Réversible

[5] La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.
Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :
– le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
– les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
– la date de traitement ;

[6] **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part** sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale.

6. DETAILS DU CAHIER DES CHARGES

6.1 Valeurs des IFT Herbicides et Hors Herbicides à respecter sur vos parcelles engagées et non engagées

Pour les parcelles engagées

Cas d'un premier engagement :

Se reporter à l'annexe IFT (en fin de document).

Cas d'un second engagement :

Vous devez conserver le niveau de réduction précisé en annexe IFT en fin de document.

Ainsi, de même qu'en année 5 lors d'un premier engagement, dans le cas d'un second engagement, le respect des IFT herbicides ou hors herbicides maximaux de l'année n peut être vérifié en effectuant la moyenne des IFT existants des années n, n-1 et n-2 ou en calculant simplement l'IFT de l'année n, et ce, dès la première année.

Pour les parcelles non engagées

A compter de la campagne culturale débutant après le dépôt de votre demande d'engagement : vous devrez respecter au cours de chaque campagne culturale sur l'ensemble de vos parcelles en grandes cultures non engagées dans cette mesure l'IFT herbicides et hors herbicides de référence (cf annexe IFT, 1), colonne 2).

6.2 Réalisation des bilans annuels de stratégie de protection des cultures

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année.

Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

5 bilans doivent être réalisés avec l'appui d'un technicien agréé.

Contactez l'opérateur Eau de Paris (M[me] Cambournac, chargée de mission Agriculture et Territoire - Usine de Longueville, Route de Bray, 77650 Longueville – 01 64 08 54 74 / 06 85 67 79 98 / sandra.cambournac@eaudeparis.fr) ou la DDT 77 pour connaître la(es) structure(s) pouvant réaliser ces bilans.

Le premier bilan doit avoir une durée minimale d'une journée et comprendre les deux volets suivants :

- *volet intensité du recours aux produits phytosanitaires* » :

• calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en du nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une opération agroenvironnementale zonée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation
• analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements en regard des données d'observation parcellaire enregistrées,
• formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages [en cas de contractualisation d'une MAE comprenant une opération correspondant à une obligation de résultats], ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre [en cas de contractualisation d'une MAE comprenant une opération correspondant à une obligation de moyens].

- *volet « substances à risque »* :

• identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction, fournie par le SRAL ;
• formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Pour les bilans de l'année 2, 3, 4 ou 5 réalisés avec l'appui d'un technicien agréé :

- ✓ suivi de la prise en compte des préconisations formulées lors du premier bilan réalisé en année 1
- ✓ être d'une durée minimale d'une journée,

- ✓ comporter le même calcul d'IFT et la même analyse qu'en année 1 pour la campagne culturale écoulée,
- ✓ faire le point sur la prise en compte des préconisations formulées en année 1 et leur efficacité en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale et de substitutions de produits, à partir du cahier d'enregistrement des pratiques culturales et des calculs de nombre de doses homologuées réalisées pour les années écoulées depuis le premier bilan annuel réalisé. Dans le cas où seuls 2 bilans annuels sont requis, le 2ème devra avoir lieu la 2ème ou la 3ème année d'engagement.

6.3 Suivre ou avoir suivi une formation en protection intégrée dans les deux ans suivant l'engagement ou dans l'année précédant la demande d'engagement

Le contenu de formation, d'une durée minimale de 3 jours, doit porter sur une filière particulière, en fonction du type de couvert sur lequel porte l'engagement et aborder obligatoirement les thèmes suivants :

- ✓ Identification des enjeux sanitaires, agronomiques, économiques et environnementaux liés à l'utilisation des produits phytosanitaires ;
- ✓ Reconnaissance des principaux ravageurs, adventices et maladies de la filière considérée au niveau régional ;
- ✓ Seuils de nuisibilité économiquement acceptables et décision de traitement ;
- ✓ Choix du produit, en tenant compte de la dangerosité et des risques qu'il présente, intégrant la prévention de l'apparition de résistances et le respect de la faune auxiliaire ; optimisation de la dose d'application ;
- ✓ Optimisation des conditions d'application (périodes, respect de la zone non traitée, limitation de la dérive, réglage du pulvérisateur) ;
- ✓ Enregistrement des pratiques culturales, calcul du nombre de doses homologuées à partir de cet enregistrement et analyse des résultats par usage prépondérant.

Contactez l'opérateur Eau de Paris (M[me] Cambournac, chargée de mission Agriculture et Territoire - Usine de Longueville, Route de Bray, 77650 Longueville – au 01 64 08 54 74 / 06 85 67 79 98 / sandra.cambournac@eaudeparis.) ou la DDT 77 pour connaître la liste des formations agréées pour l'engagement dans la mesure « IF_VOUL_GC02 ».

Attention : un justificatif de votre participation à cette formation vous sera demandé en cas de contrôle sur place. Vous devez le conserver sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Annexe Indice de Fréquence de Traitement (IFT) du territoire « VOULZIE-DURTEINT-DRAGON »

Campagne 2016

1) Définitions et autres informations concernant l'IFT :

VOUL	IFT de référence		Niveau2	IFT herbicides maximal Phyto 04		IFT hors herbicides maximal Phyto 05	
	Valeur maximale à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles non engagées dans la mesure	IFT calculé sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure		à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure		à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	
				exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur	exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur
Année 2 à Année 5	*IFT herbicides :* **2,2** *IFT hors herbicides :* **4,5**	IFT année 2		80%	*1,8*	70%	*3,2*
		Moyenne IFT année 2 et 3		75%	*1,7*	65%	*3,0*
		Moyenne IFT année 2, 3 et 4		70%	*1,6*	60%	*2,7*
		Moyenne IFT année 3, 4 et 5 ou IFT année 5		60 % en moyenne ou 60 % sur l'année 5	*1,4* *1,4*	50 % en moyenne ou 50 % sur l'année 5	*2,3* *2,3*

Cas des seconds engagements en Phyto 04 et Phyto 05 :

VOUL	IFT de référence		Niveau2	IFT calculé sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	IFT herbicides maximal Phyto 04 à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure		IFT calculé sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	IFT hors herbicides maximal Phyto 05 à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	
	Valeur maximale à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles non engagées dans la mesure				exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur		exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur
Année 2		Année 1		Moyenne des IFT existants n, n-1, n-2 ou IFT année 1	60%	1,4	Moyenne des IFT existants n, n-1, n-2 ou IFT année 1		*3,1*
	IFT herbicides :			Moyenne des IFT existants n, n-1, n-2 ou IFT année 2	60%	1,4	Moyenne des IFT existants n, n-1, n-2 ou IFT année 2		*3*
à	**2,2**	à		Moyenne des IFT 3, 2, 1 ou IFT année 3	60%	1,4	Moyenne des IFT 3, 2, 1 ou IFT année 3		*2,7*
Année 5	*IFT hors herbicides :*	Année 5		Moyenne des IFT 4, 3, 2 ou IFT année 4	60%	1,4	Moyenne des IFT 4, 3, 2 ou IFT année 4	50%	*2,3*
	4,5			Moyenne des IFT 5, 4, 3 ou IFT année 5	60%	1,4	Moyenne des IFT 5, 4, 3 ou IFT année 5	50%	*2,3*

2) Calcul de l'IFT à l'échelle de l'exploitation

Pour chaque traitement réalisé sur la parcelle, l'IFT est obtenu en divisant la dose appliquée par la dose de référence du produit pour la culture et la cible (ravageur, maladie) considérées. L'ensemble est multiplié par la proportion de la parcelle traitée.

L'IFT de la parcelle est obtenu en faisant la somme des IFT traitements, pour chaque campagne culturale (de la récolte du précédent cultural à la récolte de la culture de la campagne en cours).

Version décembre 2016

Les produits qualifiés "Bio-contrôle" ne sont pas comptabilisés dans le calcul de l'IFT.

Dans l'attente de l'établissement de la liste des produits de biocontrôle (article L 253-5 du Code Rural), la liste utilisée correspond à la liste « NODU Vert » (http://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/documents/pdf/_projet_actualisation_produits_biocontrole-V13__cle031452-1.pdf). Les produits de biocontrôle sont identifiés en tant que tels dans la liste des doses de référence pour le calcul de l'IFT.

3) Modalités de contrôle de l'IFT

Le respect de vos engagements portant sur l'IFT est vérifié sur la base du **cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires**, qui constitue une pièce indispensable du contrôle. L'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée.

La tenue de ce cahier est obligatoire au titre de la conditionnalité (paquet hygiène relatif aux produits phytopharmaceutiques).

Au titre de la conditionnalité, il faut enregistrer toutes les utilisations de produits phytopharmaceutiques ou alternatifs, y compris sur les prairies, avec les informations relatives à :

- l'îlot PAC ou l'identification de la parcelle traitée[1] ;
- la culture produite sur cette parcelle (avec précision de la variété) ;
- le nom commercial complet du produit utilisé ;
- la quantité ou la dose de produit utilisée ;
- la date du traitement ;
- la (ou les) dates de récolte.

Par ailleurs, dans le cadre des MAEC, il est important de renseigner la cible (ravageur, maladie) visée par le traitement. Cette information permet en effet de calculer un IFT plus précis, qui reflète au mieux vos pratiques agricoles.

[1]Au titre des MAEC, les parcelles doivent être identifiées de manière à pouvoir calculer l'IFT sur les parcelles engagées et sur les parcelles non engagées

Version décembre 2016

$$IFT\ traitement = \frac{Dose\ appliquée}{Dose\ de\ référence} \times \frac{Surface\ traitée}{Surface\ totale\ de\ la\ parcelle}$$

L'ensemble des traitements réalisés au champ sont pris en compte. Par ailleurs, si les semences utilisées ont été traitées, alors on ajoute 1 à l'IFT parcelle.

Pour les exploitations cultivant de la pomme de terre, il est calculé chaque année un IFT hors herbicides de référence corrigé tenant compte de la proportion de surfaces cultivées chaque année en pomme de terre (PDT) dans l'assolement de l'exploitation.

IFT HH ref corrigé = [(IFT HH ref *Surface sans PDT)+ (IFT HH ref PDT*Surface en PDT]/Surface totale

Sélection de la dose de référence

La dose de référence peut être définie :

- « à la cible », c'est-à-dire pour chaque produit, culture et cible (ravageur, maladie) visée par le traitement, sur la base des doses homologuées ;

- « à la culture », c'est-à-dire pour chaque produit et culture traitée.

Si la cible du traitement est renseignée dans le cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires, alors on retient la dose définie « à la cible » correspondante. Si plusieurs cibles sont simultanément visées par un même traitement, alors on retient la dose de référence correspondant à la cible qui a été déterminante dans le choix de la dose appliquée. Si la cible n'est pas renseignée dans le cahier d'enregistrement, alors on retient par défaut la dose homologuée sur la culture **la plus faible**.

Pour les produits sans dose, l'IFT du traitement compte par défaut pour 1.

Pour plus de précisions sur les modalités de détermination de la dose de référence, se reporter au guide méthodologique sur l'IFT élaboré par le Ministère de l'Agriculture (http://agriculture.gouv.fr/indicateur-de-frequence-de-traitements-phytosanitaires-ift).

La liste des doses de référence est fournie dans la boîte à outils IFT en ligne sur le site internet du ministère de l'Agriculture. Pour une campagne culturale allant de la récolte du précédent cultural en année n-1, à la récolte de la culture implantée pour la campagne de l'année n, il convient d'utiliser la liste de l'année n-1.

L'IFT est calculé pour chaque groupe de cultures (grandes cultures, viticulture, arboriculture, cultures légumières), en fonction du type de couvert visé par la MAEC.

Pour les MAEC portant sur un couvert de grandes cultures, l'ensemble des grandes cultures entrant dans l'assolement, y compris les prairies temporaires, sont prises en compte pour le calcul herbicides et de l'IFT hors herbicides de l'exploitation. Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures. Les surfaces considérées comme fixes (jachère fixe, prairie permanente, autre utilisation comme les bandes enherbées) n'entrent pas dans le calcul de l'IFT.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Directions départementales des territoires du Val d'Oise, des Yvelines et de l'Oise
Direction départementale des territoires et de la mer de l'Eure

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice d'information du territoire

« Vexin français »

Campagne 2016

Correspondant MAEC de la **DDT du Val d'Oise** : LE GALL Jean-Yves ou SURCIN Bertrand
téléphone : 01 34 25 24 32 ou 25 95
email : jean-yves.le-gall@val-doise.gouv.fr

Correspondant MAEC de la **DDT des Yvelines** : GRELLEAUD Karine ou HERTZOG Clotilde
téléphone : 01 30 84 33 79 ou 33 77
email : karine.grelleaud@yvelines.gouv.fr

Correspondant MAEC de la **DDT de l'Oise** : VARNIERE Bruno
téléphone : 03 60 36 51 95
email : bruno.varniere@oise.gouv.fr

Correspondant MAEC de la **DDTM de l'Eure** : RECULARD Sandrine
téléphone : 02 32 29 60 52
email : sandrine.reculard@eure.gouv.fr

Cette notice présente l'ensemble des mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) proposées sur le territoire « Vexin français » au titre de la programmation 2015-2020.

Elle complète la notice nationale d'information sur les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) et les aides à l'agriculture biologique 2015-2020, disponible sous Télépac.

La notice nationale d'information sur les MAEC et l'AB 2015-2020

(disponible sous Télépac)

contient →

- Les conditions d'engagement dans les MAEC et l'AB
- Les obligations générales à respecter
- Les contrôles et le régime de sanctions
- Comment remplir les formulaires

La notice d'information du territoire	contient →	Pour l'ensemble du territoire : • La liste des MAEC proposées sur le territoire • Les conditions générales d'éligibilité • Les modalités de demande d'aide
La notice d'aide	contient →	Pour chaque MAEC proposée sur le territoire : • Les objectifs de la mesure • Les conditions spécifiques d'éligibilité • Le cahier des charges à respecter • Le régime de sanctions

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.

Si vous souhaitez davantage de précisions, contactez votre DDT/DDTM.

1. PERIMETRE DU TERRITOIRE « Vexin français »

Le Vexin français est situé au nord-ouest de l'Ile-de-France, sur les départements du Val d'Oise et des Yvelines.

Le territoire des Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) « Vexin français » correspond aux regroupements des différents territoires éligibles aux MAET (Sites Natura 2000 (Vallée de l'Epte francilienne et ses affluents, Coteaux et boucles de la Seine, Sites à chiroptères du Vexin français), Bassin versant des rus du Roy et PRAIRIE du Vexin français) lors de la précédente programmation (2007-2013). Ainsi, il couvre l'ensemble du territoire du Parc naturel régional du Vexin français, ainsi que :

- les communes de Limetz-Villez et de Bennecourt (78), sur lesquelles sont localisées des prairies remarquables ayant fait l'objet de contrats dans le cadre des précédents programmes de mesures agro-environnementales depuis 2005,
- la totalité du territoire des communes de Gargenville, Guitrancourt, Juziers, Mezy-sur-Seine, Vaux-sur-Seine, Champagne-sur-Oise et Ronquerolles,
- les communes limitrophes de Limay, Issou, Hardricourt et Meulan, ainsi que de la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise, afin de favoriser le maintien de l'agriculture périurbaine dans ces secteurs fortement urbanisés,

soit une superficie totale de 81 400 ha environ, dont 50 000 ha de SAU, et 117 communes incluses (tableau 1).

En ce qui concerne les mesures « localisées », pour qu'une parcelle ou un élément linéaire soit éligible à la MAEC, au moins 50 % de sa surface ou de sa longueur doit être incluse dans le territoire.

La carte du territoire « Vexin français » éligible aux MAEC est présentée ci-dessous.

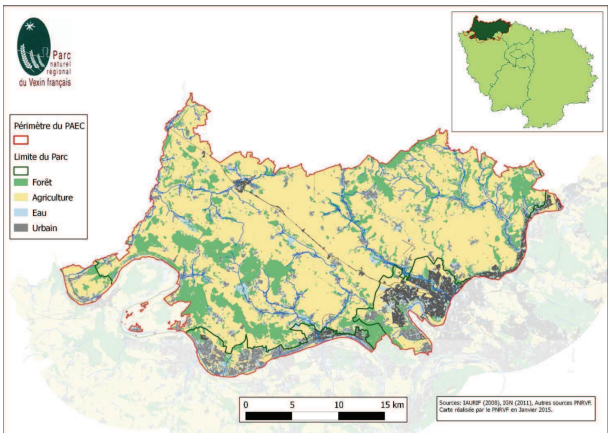


Figure 1- Territoire « Vexin français »

Tableau 1 - Communes concernées du territoire « Vexin français »

Code INSEE	nom de la commune	Code INSEE	nom de la commune	Code INSEE	nom de la commune
95002	ABLEIGES	95253	FREMAINVILLE	78416	MONTALET-LE-BOIS
95008	AINCOURT	95254	FREMECOURT	95422	MONTGEROULT
95011	AMBLEVILLE	95258	FROUVILLE	95429	MONTREUIL-SUR-EPTE
95012	AMENUCOURT	95259	GADANCOURT	95438	MOUSSY
95023	ARRONVILLE	78261	GAILLON-SUR-MONTCIENT	95446	NESLES-LA-VALLEE
95024	ARTHIES	78267	GARGENVILLE	95447	NEUILLY-EN-VEXIN
95039	AUVERS-SUR-OISE	95270	GENAINVILLE	95459	NUCOURT
95040	AVERNES	95271	GENICOURT	78460	OINVILLE-SUR-MONTCIENT
95046	BANTHELU	78276	GOMMECOURT	95462	OMERVILLE
95054	BELLAY-EN-VEXIN (LE)	95282	GOUZANGREZ	95476	OSNY
78057	BENNECOURT	95287	GRISY-LES-PLATRES	95480	PARMAIN
95059	BERVILLE	78290	GUERNES	95483	PERCHAY (LE)
95074	BOISEMONT	95295	GUIRY-EN-VEXIN	95500	PONTOISE
95078	BOISSY-L'AILLERIE	78296	GUITRANCOURT	78501	PORCHEVILLE
95101	BRAY-ET-LU	95298	HARAVILLIERS	95510	PUISEUX-PONTOISE
95102	BREANCON	78299	HARDRICOURT	95523	ROCHE-GUYON (LA)
95110	BRIGNANCOURT	95301	HAUTE-ISLE	95529	RONQUEROLLES
78113	BRUEIL-EN-VEXIN	95303	HEAULME (LE)	95535	SAGY
95119	BUHY	95304	HEDOUVILLE	78536	SAILLY
95120	BUTRY-SUR-OISE	95308	HEROUVILLE	95541	SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
95127	CERGY	95309	HODENT	95543	SAINT-CYR-EN-ARTHIES
95134	CHAMPAGNE-SUR-OISE	78314	ISSOU	95554	SAINT-GERVAIS
95139	CHAPELLE-EN-VEXIN (LA)	78317	JAMBVILLE	78567	SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
95141	CHARMONT	95323	JOUY-LE-MOUTIER	95584	SANTEUIL
95142	CHARS	78327	JUZIERS	95592	SERAINCOURT
95150	CHAUSSY	95328	LABBEVILLE	78609	TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
95157	CHERENCE	78329	LAINVILLE-EN-VEXIN	95610	THEMERICOURT
95166	CLERY-EN-VEXIN	78335	LIMAY	95611	THEUVILLE
95169	COMMENY	78337	LIMETZ-VILLEZ	78624	TRIEL-SUR-SEINE
95170	CONDECOURT	95341	LIVILLIERS	95625	US
95177	CORMEILLES-EN-VEXIN	95348	LONGUESSE	95627	VALLANGOUJARD
95181	COURCELLES-SUR-VIOSNE	95355	MAGNY-EN-VEXIN	95628	VALMONDOIS
95183	COURDIMANCHE	95370	MARINES	95637	VAUREAL
78202	DROCOURT	95379	MAUDETOUR-EN-VEXIN	78638	VAUX-SUR-SEINE
95211	ENNERY	78382	MAURECOURT	95651	VETHEUIL
95213	EPIAIS-RHUS	95387	MENOUVILLE	95656	VIENNE-EN-ARTHIES
78227	EVECQUEMONT	95388	MENUCOURT	95658	VIGNY
78239	FOLLAINVILLE-DENNEMONT	78401	MEULAN	95676	VILLERS-EN-ARTHIES
78246	FONTENAY-SAINT-PERE	78403	MEZY-SUR-SEINE	95690	WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Seuls les éléments situés sur ce territoire sont éligibles aux mesures localisées qui y sont proposées (Cf. § 3).

2. RESUME DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Enjeu retenu :

Zone d'Action Prioritaire « enjeux Eau et Biodiversité » pour l'amélioration de la qualité de l'eau et la préservation de la biodiversité

2.1 L'agriculture dans le Vexin français

L'agriculture et la forêt occupent une place prépondérante dans le Vexin français, couvrant environ 70 % du territoire. Le plateau présente de vastes surfaces labourables, constituant un paysage d'openfields. La forêt est principalement localisée sur les buttes (du nord au sud, buttes de Rosne et de Marines, buttes d'Arthies, buttes sud et massif de l'Hautil). Les vallées, relativement encaissées, sont principalement occupées par un ensemble de prairies, marais et boisements alluviaux ou peupleraies.

Le territoire compte 364 exploitations de taille relativement importante (SAU moyenne de 114 ha) et majoritairement tournées vers les grandes cultures. La répartition de l'assolement est la suivante :

Les céréales occupent une place prédominante par rapport aux oléagineux (colza, tournesol), à la betterave sucrière et aux protéagineux (féveroles, pois). Le blé tendre couvrant près de 50 % de la SAU est la culture céréalière principale.

Le maintien de l'activité d'élevage, qui ne cesse de diminuer en lien avec la disparition des abattoirs et la baisse de la collecte du lait sur la région, est un enjeu majeur du territoire. La plupart des exploitations sont de type polyculture-élevage dont :

- 38 en bovin viande et 10 en bovin lait,
- 14 comprenant un atelier ovin,
- une dizaine d'élevages de volailles.

La production d'escargots et de lapins est également présente sur le territoire.

Par contre, l'activité équine, source de diversification des exploitations, est en constant progression, avec 26 pensions pour chevaux et centres équestres, soit près de 800 équidés sur le territoire.

Le territoire compte une trentaine d'exploitations en cultures spécialisées (arboriculture, maraîchage, horticulture), dont certaines en complément sur les exploitations de grandes cultures ou de polyculture-élevage, et qui font souvent l'objet de transformation à la ferme et/ou de vente directe.
En effet, 34 exploitations possèdent des ateliers de transformation à la ferme très diversifiés (micro-brasserie, presse à huile, moulins à farine, fromagerie, traiteurs, ateliers de découpe de viande, cidrerie…) et des boutiques de vente directe de produits locaux. Et 4 distributeurs automatiques de produits (fruits et légumes, lait cru, volailles…) ont été installés à l'entrée des exploitations.

L'agriculture biologique reste peu développée sur le territoire, et concerne principalement le maraîchage. En grandes cultures, les exploitations orientent plutôt leurs pratiques vers l'agriculture raisonnée, l'agriculture de conservation, l'agriculture intégrée ou encore l'agriculture de précision.

2.2 Le enjeux environnementaux du territoire

Ouvert aux influences à la fois maritimes et continentales, le Vexin français offre une grande diversité d'habitats naturels, d'espèces et d'associations végétales reconnus d'intérêt écologique sur les plans européen, national ou régional.
Ce territoire apparaît, au niveau francilien, comme un espace majeur pour son réseau de trames écologiques encore dense et fonctionnel : des cours d'eau identifiés « d'intérêt régional » ; la trame prairiale et, plus globalement, les milieux ouverts assurent une continuité d'habitats favorables à bon nombre d'espèces à travers le territoire ; la « matrice » agricole qui représente un espace de vie et de déplacement. Le risque de banalisation des milieux agricoles du nord-ouest francilien reste néanmoins une des problématiques majeures pour le maintien des connexions écologiques.
Au carrefour des massifs boisés de l'ouest francilien et du sud de la Picardie, transition entre la grande couronne, les plaines céréalières et les vallées humides, le territoire vexinois offre également une diversité de paysages remarquables.
Par ailleurs, la topographie contrastée et parfois assez marquée, ajoutée à la constitution des couches superficielles des sols de nature limoneuse de faible cohésion et la disparition des haies, talus et autres couverts végétaux permanents liée à certaines pratiques agricoles sont autant de facteurs qui favorisent les phénomènes de ruissellements, d'inondations pluviales et de coulées de boues lors des épisodes orageux importants.

A l'exception de certains secteurs préservés, les cours d'eau du Vexin français présentent un état hydromorphologique et hydrobiologique globalement dégradé.
La qualité des eaux superficielles et souterraines est moyenne, voire médiocre, avec, notamment, de teneurs élevées en nitrates et en produits phytosanitaires dans les rivières et les nappes souterraines, du fait de leur forte vulnérabilité liée aux caractéristiques hydrogéologiques environnantes.

Ainsi, les enjeux environnementaux du territoire « Vexin français » sont donc :

- le maintien de la biodiversité (renforcement de la trame verte et bleue, préservation des espèces et des milieux remarquables),
- la préservation de la qualité de la ressource en eau (nappes souterraines, milieux aquatiques et humides).

Et, différents secteurs ont été identifiés comme des zones prioritaires d'action :

- à **enjeu Biodiversité**, avec 3 sites Natura 2000 pour lesquels le Parc est opérateur (Vallée de l'Epte francilienne et ses affluents (FR1102014), Coteaux et boucles de la Seine (FR1100797), Sites à chiroptères du Vexin français (FR1102015)), le projet de contrat TVB sur les bassins versants de la Montcient et de l'Aubette de Meulan, ainsi que les trames de milieux naturels remarquables et les différents habitats d'intérêt communautaire cartographiés dans les Atlas communaux du patrimoine naturel du Parc.
- à **enjeu Eau**, avec les Aires d'alimentation des 18 captages classés prioritaires (AAC en cours de définition) et les 6 principaux bassins versants du territoire.

D'autres enjeux sont également à prendre en compte sur le territoire : la diversité des agro-systèmes, la conservation de la qualité des sols, la maîtrise du ruissellement et la lutte contre l'érosion, la valorisation du paysage et le maintien de l'agriculture périurbaine.

3. LISTE DES MAEC PROPOSEES SUR LE TERRITOIRE

Prenant la suite des différents dispositifs agroenvironnementaux mis en œuvre sur le Parc naturel régional du Vexin français depuis 1996, et dans la cadre de la nouvelle programmation du Fond européen agricole pour le développement rural (FEADER 2014-2020), le **Projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) du Vexin français** constitue un outil technique et financier pour :

- accompagner le changement des pratiques agricoles afin de répondre à des pressions environnementales identifiées à l'échelle du territoire,
- maintenir les pratiques favorables, sources d'aménités environnementales, là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses, en fonction des caractéristiques de l'activité agricole sur le territoire.

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) proposées par le Parc dans le cadre de ce projet sont listées dans les tableaux suivants.

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire « Vexin français ».

Les financements prévisionnels des mesures peuvent être apportés par des crédits du ministère chargé de l'agriculture, de l'Agence de l'Eau Seine-et-Normandie, de la Région et du FEADER

Zones d'Actions Prioritaires « enjeux Eau et Biodiversité » pour l'amélioration de la qualité de l'eau et la préservation de la biodiversité

.

Eléments surfaciques

Type de couvert	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
Grandes cultures	IF_VXFR_SGN1	Système Grandes cultures niveau 1	116,26 €/ha/an
Grandes cultures	IF_VXFR_SGN2	Système Grandes cultures niveau 2	206,96 €/ha/an
Grandes cultures	IF_VXFR_GC50	Réduction progressive des traitements hors herbicides (-50% par rapport à l'IFT $_{ref}$)	126,10 €/ha/an
Grandes cultures	IF_VXFR_GC45	Réduction progressive des traitements herbicides (- 40% par rapport à l'IFT $_{ref}$) et hors herbicides (-50% par rapport à l'IFT $_{ref}$)	211,47 €/ha/an
Grandes cultures	IF_VXFR_GC55	Réduction progressive des traitements hors herbicides (-50% par rapport à l'IFT $_{ref}$) - *Reconduction*	126,10 €/ha/an
Grandes cultures	IF_VXFR_GC54	Réduction progressive des traitements herbicides (-40% par rapport à l'IFT $_{ref}$) et hors herbicides (-50% par rapport à l'IFT $_{ref}$) - *Reconduction*	211,47 €/ha/an
Grandes cultures	IF_VXFR_HE50	Création et entretien de bandes enherbées localisées de façon pertinente en grandes cultures	390,94 €/ha/an
Cultures légumières	IF_VXFR_HES1	Création et entretien de bandes enherbées sur cultures légumières	900 €/ha/an
Grandes cultures	IF_VXFR_HE70	Création et entretien de couverts favorables à la biodiversité	600 €/ha/an
Grandes cultures	IF_VXFR_HE90	Reconversion de terres arables en prairies	412 €/ha/an
Grandes cultures	IF_VXFR_HE93	Reconversion de terres arables en prairies avec absence de fertilisation	450 €/ha/an
Surfaces en herbe	IF_VRFX_HE30	Gestion de prairies sans fertilisation azotée	130,57 €/ha/an
Surfaces en herbe	IF_VXFR_HE04	Gestion de prairies pâturées avec limitation du chargement moyen à 1,2 UGB/ha/an	75,44 €/ha/an
Surfaces en herbe	IF_VXFR_HE34	Gestion de prairies pâturées avec limitation du chargement moyen à 1,2 UGB/ha/an sans fertilisation azotée	206,01 €/ha/an
Surfaces en herbe	IF_VXFR_HE06	Gestion de prairies de fauche avec retard de fauche de 15 jours par rapport à la date de référence	95,36 €/ha/an
Surfaces en herbe	IF_VXFR_HE36	Gestion de prairies de fauche sans fertilisation azotée et retard de fauche de 15 jours par rapport à la date de référence	225,93 €/ha/an
Surfaces en herbe	IF_VXFR_HE39	Gestion pastorale de pelouses sèches et maintien des milieux ouverts par élimination mécanique ou manuelle des rejets	301,43 €/ha/an
Vergers et prés vergers	IF_VXFR_VE32	Entretien des vergers hautes tiges et prés vergers sans fertilisation azotée - 2 entretiens sur les 5 ans et 30 jours de retard de pâturage	366,23 €/ha/an

Eléments linéaires

Type de couvert	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
Haies	IF_VXFR_HA02	Entretien de haies - 2 entretiens sur les 5 ans	0,36 €/ml/an
Ripisylves	IF_VXFR_RI02	Entretien de ripisylves -2 entretiens sur 5 ans	1,01 €/ml/an
Canaux et fossés	IF_VXFR_FO03	Entretien de fossés et canaux enherbés – 3 entretiens sur 5 ans	1,94 €/ml/an

Eléments ponctuels

Type de couvert	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
Arbres	IF_VXFR_AR01	Entretien d'arbres isolés ou en alignements – 1 entretien sur les 5 ans	3,96 €/arbre/an
Bosquets	IF_VXFR_BO02	Entretien de bosquets – 2 entretiens sur les 5 ans	145,85 €/ha/an
Mares et plans d'eau	IF_VXFR_PE05	Restauration et/ou entretien de mares et plans d'eau	149,16 €/mare/an

4. MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Vous ne pouvez vous engager dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire **que si votre engagement sur ce territoire représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 €.** Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de votre demande d'engagement, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs qui sont précisées dans la notice d'aide de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, votre demande devra être modifiée.

5. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

*Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.*
Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

6. COMMENT REMPLIR LES FORMULAIRES D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

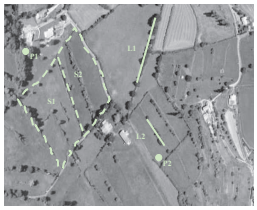
Pour vous engager en 2016 dans une nouvelle MAEC, vous devez obligatoirement remplir les documents ci-après et les adresser à la DDT/DDTM avec votre dossier de déclaration de surface avant le 15 juin 2016.
Une période de dépôt tardif s'appliquera ensuite avec des pénalités de retard.

Les modalités de dépôt des demandes MAEC sont disponibles sous TELEPAC :

- *Liste générale : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/html/public/aide/formulaires-2016.html*
- *Modalités spécifiques aux MAEC : https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/pdf/tas/2016/Dossier-PAC-2016_notice_MAEC-MAE-AB.pdf*

6.1 Le registre parcellaire graphique

Pour déclarer des **éléments surfaciques** engagés dans une MAEC (***nom et/ou code des MAEC surfaciques***), vous devez dessiner, sur l'exemplaire du RPG que vous renverrez à la DDT(M), les surfaces que vous souhaitez engager dans chacune des MAEC proposées. Chaque élément surfacique engagé doit correspondre à une parcelle numérotée. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

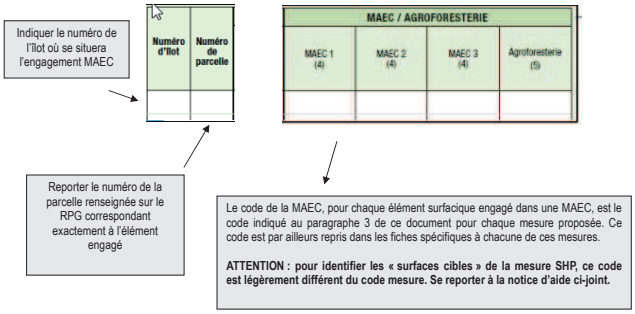


Pour déclarer des **éléments linéaires** engagés dans une MAEC (***nom et/ou code des MAEC linéaires***), vous devez également localiser les éléments linéaires (ex : haies, ripisylves, talus, fossés ou bandes refuge) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Pour déclarer des **éléments ponctuels** engagés dans une MAEC (***nom et/ou code des MAEC p0nctuels***), vous devez également localiser les éléments ponctuels (ex : mares ou arbres isolés) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

6.2 Le formulaire « Registre Parcellaire Graphique - Descriptif des parcelles »

Ce formulaire doit être rempli pour déclarer les éléments surfaciques engagés en MAEC.



Cet écran vous permet de consulter toutes vos parcelles déclarées et de vérifier les informations concernant la demande d'engagement en MAEC.

6.3 Le formulaire « Registre parcellaire – Descriptif des éléments MAEC linéaires et ponctuels »

Ce formulaire doit être rempli pour chaque élément linéaire ou ponctuel que vous souhaitez engager en MAEC et que vous avez localisé sur le feuillet RPG. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.
A la rubrique « MAEC 2015-2020 / MAE 2007-2013 », vous devez cocher « oui » sur la ligne correspondant aux MAEC de la programmation 2015-2020. »

6.4 Le formulaire « Demande d'aides (Premier pilier – ICHN - MAEC - BIO – Assurance récolte) »

Vous devez cocher, à la rubrique « ICHN – MAEC –BIO », la case "*Mesure agroenvironnementale et climatique*", et déclarer en cochant la case correspondante :

- *« m'engager dans une MAEC de la programmation 2015-2020 ».*

6.5 Le formulaire « Déclaration des effectifs animaux»

Vous devez remplir le formulaire « déclaration des effectifs animaux » pour renseigner les animaux de votre exploitation autres que bovins, afin que la DDT(M) soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

7. CONTACTS

Structure opératrice/animatrice : **Parc naturel régional du Vexin français**
Delphine FILIPE
téléphone : 01 34 48 66 06 ou 65 98
email : d.filipe@pnr-vexin-francais.fr

Version 2016

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Directions départementales des territoires du Val d'Oise et des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure IF_VXFR_SGN1 *Système Grandes cultures – Niveau 1* du territoire « Vexin français »

Campagne 2016

Engagements de la mesure : PHYTO_01
SGC (niveau 1)

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'accompagner le changement durable de pratiques sur l'ensemble du système d'exploitation et d'améliorer sur le long terme leur performance environnementale globale. Cette opération doit permettre de prendre en compte l'ensemble des enjeux environnementaux (eau, sol, biodiversité ordinaire, paysage, climat). Elle cible les exploitations orientées en grandes cultures à dominante céréalière et/ou oléoprotéagineux.

Cette mesure contribue aux domaines prioritaires 4A, 4B, 4C, 5D et 5E fixés par l'Union européenne pour le développement rural (cf. notice d'information du territoire).

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure de niveau 2, **une aide de 116,26 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

En plus des conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020, vous devez respecter les **conditions d'éligibilité spécifiques** à la mesure IF_VXFR_SGN1 qui sont les suivantes :

- **50 % au moins de la SAU (Surface agricole utile) de l'exploitation** inclus dans le territoire du Projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) proposant cette mesure (cf. note d'information du territoire). Ce taux est calculé sur la base des surfaces déclarées dans votre déclaration PAC l'année de la demande.

- **70 % au moins de votre SAU composés de terres arables** (dont les prairies temporaires). Ce taux est vérifié à partir des informations figurant dans votre déclaration PAC la première année d'engagement.

- en cas de présence d'une activité d'élevage, celle-ci représente **10 UGB** au maximum.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure IF_VXFR_SGN1 les **surfaces en terres arables de l'exploitation**.

Les **grandes cultures** éligibles sont les cultures relevant, dans le dossier PAC, des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses et légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pommes de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

Les surfaces de maïs, de tournesol, de prairies temporaires et de gel sans production intégré dans une rotation sont limitées à 30 % de la surface totale engagée dans cette mesure et elles seront prises en compte dans le calcul du montant de l'engagement. Les surfaces en prairies permanentes ne peuvent être engagées.

Seuil de contractualisation : au moins 70 % de la SAU de l'exploitation engagée dans la mesure système.

Il s'agit d'une **mesure fixe (respect de la mesure sur la même parcelle) d'une durée de 5 ans.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers selon les priorités régionales et les modalités d'intervention des partenaires financiers.

Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai de la première année de votre engagement**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure IF_VXFR_SGN1 sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d'éligibilité à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles sur place		Sanctions		
			Gravité		Caractère de l'anomalie
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie	
Diversification de l'assolement à respecter sur la totalité de la SAU éligible de l'exploitation					
Respect de la part de la culture majoritaire inférieure à 60% en année 2 et à 50% en année 3	Vérification du plan d'assolement Déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Plan d'assolement Déclaration de surfaces	Principale	Seuil : par tranche de 1,5% en fonction de l'écart de %	Réversible
Respect du nombre de cultures différentes présentes, de 4 année 2 à 5 à partir de l'année 3, sachant qu'une culture doit représenter au minimum 5% de la SAU éligible pour être	Vérification du plan d'assolement Déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Plan d'assolement Déclaration de surfaces	Principale	Totale	Réversible

comptabilisée. Les cultures d'hiver et de printemps, les mélanges (de familles et d'espèces) ainsi que le blé dur et le blé tendre comptent pour des cultures différentes.					
Respect d'une part de légumineuses dans la SAU éligible de 5% à partir de l'année 2[1]. Les mélanges et les associations prairiales à base de légumineuses sont comptabilisés dans cette portion.	Vérification du plan d'assolement Déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Plan d'assolement Déclaration de surfaces	Principale	Seuil : par tranche de 1,5% en fonction de l'écart de %	Réversible
Diversification des rotations à respecter sur la totalité de la SAU éligible de l'exploitation					
Pour l'ensemble des céréales à paille : interdiction du retour d'une même culture deux années successives sur une même parcelle	Vérification du plan d'assolement	Plan d'assolement Déclaration de surfaces	Principale	Seuil : par tranche de 1,5% en fonction de l'écart de %	Réversible
Pour les autres cultures[2] annuelles : interdiction du retour d'une même culture sur une même parcelle plus de deux années successives	Vérification du plan d'assolement	Plan d'assolement Déclaration de surfaces	Principale	Seuil : par tranche de 1,5% en fonction de l'écart de %	Réversible
Gestion économe des intrants azotés à respecter sur la totalité de la SAU éligible de l'exploitation					
Respect de l'interdiction de la fertilisation azotée de légumineuses (hormis pour les cultures légumières de plein champ)	Vérification du plan ou cahier de fertilisation	Plan ou cahier de fertilisation[3]	Secondaire	Totale	Réversible
Gestion économe des produits phytosanitaires					
Respect de l'interdiction de régulateur de croissance sauf sur orge brassicole	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires et des factures	Cahier d'enregistrement des produits phytosanitaires[3] + factures d'achat	Secondaire	Totale[4]	Réversible

[1] **Les surfaces de légumineuses qui seraient comptabilisées au titre de l'obligation de présence de 5 % de SIE sur les terres arables ne pourront pas être prises en compte pour vérifier le respect d'une part de légumineuses dans la SAU éligible de 5 % en année 2 (et selon la valeur fixée régionalement, jusqu'à 10 % en année 3).**

[2] Pour la diversité des rotations, le terme de culture correspond à une culture de production (hors culture intermédiaire, couvert végétal ou culture dérobée).

[3] **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.
Pour toute utilisation de produits fertilisants, de produits phytosanitaires ou alternatifs, doit figurer :
- Le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement
- Les quantités et doses de produits utilisés exprimés en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare.
- La date de traitement

[4] **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur le produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale.**

Respect de l'IFT « herbicides » et « hors herbicides » maximal fixé pour l'année sur l'ensemble des parcelles engagées de l'exploitation (Cf. annexe IFT pour l'IFT maximal annuel) Respect de l'IFT « herbicides » et« hors herbicides » de référence du territoire à partir de la 2ème année sur l'ensemble des parcelles éligibles non engagées de l'exploitation, même celles situées hors du territoire MAEC	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires ou des données du logiciel d'enregistrement Contrôle de cohérence sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des produits phytosanitaires[3] + feuilles de calcul de l'IFT herbicides et hors herbicides + factures d'achats	Secondaire	A seuil[4]	Réversible
Réalisation de 5 bilans accompagnés, avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Principale	Totale	Réversible

6. VALEURS DE L'IFT$_{\text{hors herbicides}}$ A RESPECTER

(voir annexe IFT niveau 1)

7. INFORMATIONS RELATIVES A LA REALISATION DES BILANS ACCOMPAGNES

Un bilan de la stratégie de protection des cultures est établi chaque année, à partir des cahiers d'enregistrement, **au plus tard le 30 septembre** (de l'année n pour la campagne culturale n), **soit 5 bilans annuels au total sur la durée du contrat**. Pour être agréé, il doit être réalisé avec l'appui d'un technicien agréé et d'une durée minimale d'une journée.

En année 1, il doit comporter les deux volets suivants :

- ***Volet « Intensité du recours aux produits phytosanitaires »***
  - calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en du nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée

pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part, les parcelles faisant l'objet d'une opération agroenvironnementale zonée et, d'autre part, les autres parcelles de l'exploitation,

- analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements en regard des données d'observation parcellaire enregistrées,

- formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages et optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

➢ ***Volet « substances à risque »***

- identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction fournie par le Service régional de l'alimentation (SRAL) ;

- formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

En années 2 à 5, le bilan annuel doit :

➢ comporter le même calcul d'IFT et la même analyse qu'en année 1 pour la campagne culturale écoulée,

➢ faire le point sur la prise en compte des préconisations formulées en année 1 et leur efficacité en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale et de substitutions de produits, à partir du cahier d'enregistrement des pratiques culturales et des calculs de nombre de doses homologuées réalisées pour les années écoulées depuis le premier bilan annuel réalisé.

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Directions départementales des territoires du Val d'Oise et des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure IF_VXFR_SGN2 *Système Grandes cultures – Niveau 2* du territoire « Vexin français »

Campagne 2016

Engagements de la mesure : PHYTO_01
SGC (niveau 2)

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'accompagner le changement durable de pratiques sur l'ensemble du système d'exploitation et d'améliorer sur le long terme leur performance environnementale globale. Cette opération doit permettre de prendre en compte l'ensemble des enjeux environnementaux (eau, sol, biodiversité ordinaire, paysage, climat). Elle cible les exploitations orientées en grandes cultures à dominante céréalière et/ou oléoprotéagineux.

Cette mesure contribue aux domaines prioritaires 4A, 4B, 4C, 5D et 5E fixés par l'Union européenne pour le développement rural (cf. notice d'information du territoire).

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure de niveau 2, **une aide de 206,96 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

En plus des conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020, vous devez respecter les **conditions d'éligibilité spécifiques** à la mesure IF_VXFR_SGN2 qui sont les suivantes :

- **50 % au moins de la SAU (Surface agricole utile) de l'exploitation** inclus dans le territoire du Projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) proposant cette mesure (cf. note d'information du territoire). Ce taux est calculé sur la base des surfaces déclarées dans votre déclaration PAC l'année de la demande.

- **70 % au moins de votre SAU composés de terres arables** (dont les prairies temporaires).

- en cas de présence d'une activité d'élevage, celle-ci représente **10 UGB** au maximum.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure IF_VXFR_SGN2 les **surfaces en terres arables de l'exploitation**.
Les **grandes cultures** éligibles sont les cultures relevant, dans le dossier PAC, des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses et légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pommes de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

Les surfaces de maïs, de tournesol, de prairies temporaires et de gel sans production intégré dans une rotation sont limitées à 30 % de la surface totale engagée dans cette mesure et elles seront prises en compte dans le calcul du montant de l'engagement. Les surfaces en prairies permanentes ne peuvent être engagées.

Seuil de contractualisation : au moins 70 % de la SAU de l'exploitation engagée dans la mesure système.

Il s'agit d'une **mesure fixe (respect de la mesure sur la même parcelle) d'une durée de 5 ans.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers selon les priorités régionales et les modalités d'intervention des partenaires financiers.

Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai de la première année de votre engagement**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure IF_VXFR_SGN2 sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d'éligibilité à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	**Contrôles sur place**		**Sanctions**		
			Gravité		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie	Caractère de l'anomalie
Diversification de l'assolement à respecter sur la totalité de la SAU éligible de l'exploitation					
Respect de la part de la culture majoritaire inférieure à 60% en année 2 et à 50% en année 3	Vérification du plan d'assolement Déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Plan d'assolement Déclaration de surfaces	Principale	Seuil : par tranche de 1,5% en fonction de l'écart de %	Réversible
Respect du nombre de cultures différentes présentes, de 4 année 2 à 5 à partir de l'année 3, sachant qu'une culture doit représenter au minimum 5% de la SAU éligible pour être comptabilisée. Les cultures	Vérification du plan d'assolement Déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Plan d'assolement Déclaration de surfaces	Principale	Totale	Réversible

d'hiver et de printemps, les mélanges (de familles et d'espèces) ainsi que le blé dur et le blé tendre comptent pour des cultures différentes.					
Respect d'une part de légumineuses dans la SAU éligible de 5% à partir de l'année 2[5]. Les mélanges et les associations prairiales à base de légumineuses sont comptabilisés dans cette portion.	Vérification du plan d'assolement Déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Plan d'assolement Déclaration de surfaces	Principale	Seuil : par tranche de 1,5% en fonction de l'écart de %	Réversible
Diversification des rotations à respecter sur la totalité de la SAU éligible de l'exploitation					
Pour l'ensemble des céréales à paille : interdiction du retour d'une même culture deux années successives sur une même parcelle	Vérification du plan d'assolement	Plan d'assolement Déclaration de surfaces	Principale	Seuil : par tranche de 1,5% en fonction de l'écart de %	Réversible
Pour les autres cultures[6] annuelles : interdiction du retour d'une même culture sur une même parcelle plus de deux années successives	Vérification du plan d'assolement	Plan d'assolement Déclaration de surfaces	Principale	Seuil : par tranche de 1,5% en fonction de l'écart de %	Réversible
Gestion économe des intrants azotés à respecter sur la totalité de la SAU éligible de l'exploitation					
Respect de l'interdiction de la fertilisation azotée de légumineuses (hormis pour les cultures légumières de plein champ)	Vérification du plan ou cahier de fertilisation	Plan ou cahier de fertilisation[7]	Secondaire	Totale	Réversible
Gestion économe des produits phytosanitaires					
Respect de l'interdiction de régulateur de croissance sauf sur orge brassicole	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires et des factures	Cahier d'enregistrement des produits phytosanitaires[3] + factures d'achat	Secondaire	Totale[8]	Réversible

[5] **Les surfaces de légumineuses qui seraient comptabilisées au titre de l'obligation de présence de 5 % de SIE sur les terres arables ne pourront pas être prises en compte pour vérifier le respect d'une part de légumineuses dans la SAU éligible de 5 % en année 2 (et selon la valeur fixée régionalement, jusqu'à 10 % en année 3).**

[6] Pour la diversité des rotations, le terme de culture correspond à une culture de production (hors culture intermédiaire, couvert végétal ou culture dérobée).

[7] **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce <u>indispensable</u> du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits fertilisants, de produits phytosanitaires ou alternatifs, doit figurer :
- Le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement
- Les quantités et doses de produits utilisés exprimés en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare.
- La date de traitement

[8] **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur le produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale.**

Respect de l'IFT « herbicides » et « hors herbicides » maximal fixé pour l'année sur l'ensemble des parcelles engagées de l'exploitation (Cf. annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires ou des données du logiciel d'enregistrement Contrôle de cohérence sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des produits phytosanitaires[3] + feuilles de calcul de l'IFT herbicides et hors herbicides + factures d'achats	Secondaire	A seuil[4]	Réversible
Respect de l'IFT « herbicides » et« hors herbicides » de référence du territoire à partir de la 2ème année sur l'ensemble des parcelles éligibles non engagées de l'exploitation, même celles situées hors du territoire MAEC					
Réalisation de 5 bilans accompagnés, avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	Bilan(s) annuel(s) ou pluriannuel(s) et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Principale	Totale	Réversible

6. VALEURS DE L'IFT$_{\text{hors herbicides}}$ A RESPECTER

(voir annexe IFT niveau 2)

7. INFORMATIONS RELATIVES A LA REALISATION DES BILANS ACCOMPAGNES

Un bilan de la stratégie de protection des cultures est établi chaque année, à partir des cahiers d'enregistrement, **au plus tard le 30 septembre** (de l'année n pour la campagne culturale n), **soit 5 bilans annuels au total sur la durée du contrat**. Pour être agréé, il doit être réalisé avec l'appui d'un technicien agréé et d'une durée minimale d'une journée.

<u>En année 1</u>, il doit comporter les deux volets suivants :

- ***Volet « Intensité du recours aux produits phytosanitaires »***

  - calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en du nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée

pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part, les parcelles faisant l'objet d'une opération agroenvironnementale zonée et, d'autre part, les autres parcelles de l'exploitation,

- analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements en regard des données d'observation parcellaire enregistrées,

- formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages et optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

- ***Volet « substances à risque »***

  - identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction fournie par le Service régional de l'alimentation (SRAL) ;

  - formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

<u>En années 2 à 5</u>, le bilan annuel doit :

- comporter le même calcul d'IFT et la même analyse qu'en année 1 pour la campagne culturale écoulée,

- faire le point sur la prise en compte des préconisations formulées en année 1 et leur efficacité en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale et de substitutions de produits, à partir du cahier d'enregistrement des pratiques culturales et des calculs de nombre de doses homologuées réalisées pour les années écoulées depuis le premier bilan annuel réalisé.

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

île de France

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANCAISE

Directions départementales des territoires
du Val d'Oise et des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure
IF_VXFR_GC50
Réduction de l'utilisation des traitements hors herbicides
du territoire « Vexin français »

Campagne 2016

<u>Engagements de la mesure</u> : PHYTO_01
PHYTO_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise une réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires autres que les herbicides, dans un objectif de préservation de la qualité de l'eau et de la biodiversité. L'ensemble des applications phytosanitaires réalisées à la parcelle, en dehors des traitements herbicides, sont prises en compte (y compris celles réalisées le cas échéant en interculture).
Les herbicides sont exclus dans la mesure où la réduction de leur utilisation correspond à un niveau de technicité différent de celui requis pour réduire l'utilisation de produits phytosanitaires hors herbicides (niveau de technicité plus faible en cultures pérennes et plus fort en grandes cultures).
Le nombre de doses homologuées reflète en effet l'intensité d'utilisation des pesticides. Parce qu'il tient compte de la dose homologuée de chaque produit, il constitue à ce niveau un indicateur bien plus fiable que la quantité de produit utilisée : en fonction du produit, la dose homologuée est très variable[9] et de ce fait une diminution des quantités appliquées ne témoigne pas forcément d'un moindre recours aux produits phytosanitaires[10] ni d'un moindre impact sanitaire et environnemental.

En ce qui concerne les grandes cultures, le maïs, le tournesol ainsi que les prairies temporaires et le gel sans production intégrés dans une rotation des cultures, moins concernés par l'objectif de

[9] de quelques dizaines de grammes à quelques kilogrammes

[10] possibilité d'une substitution de produits à doses homologuée élevée par des produits à dose homologuée faible

réduction du recours aux produits phytosanitaires autres qu'herbicides, sont éligibles mais leur proportion dans la surface engagée est limitée à 30% et prise en compte dans le calcul du montant de l'engagement unitaire. En revanche, cette mesure ne concerne pas les surfaces en prairies permanentes.

Cette mesure suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternatives, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux produits phytosanitaires à l'échelle de la rotation[11] et surtout de l'itinéraire technique[12]. S'il est conseillé de proposer de telles stratégies alternatives types au niveau régional, en s'appuyant en particulier sur les itinéraires techniques en production intégrée diffusés par les conseillers agricoles, l'élaboration de la stratégie de l'exploitation est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

A cette mesure est ainsi associée la réalisation de **bilans de stratégie de protection des cultures** afin de garantir de bonnes conditions d'appui technique à la réduction de ces intrants et à la méthode recommandée pour atteindre les objectifs inscrits dans les cahiers des charges des opérations concernées.
Cette opération vise à accompagner les exploitants dans la mise en œuvre d'autres engagements agroenvironnementaux visant la limitation du recours aux produits phytosanitaires, en particulier les engagements unitaires de réduction du nombre de doses homologuées de traitements. Il permet à l'agriculteur, selon les cas :

- soit de s'assurer de l'atteinte des objectifs de résultats fixés dans le cadre de certains engagements unitaires[13] et de faire face aux difficultés éventuelles qu'il pourrait rencontrer dans la définition et la mise en œuvre d'une stratégie de protection des cultures permettant d'atteindre ces résultats, en s'appuyant sur les conseils d'un technicien compétent ;
- soit d'optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre pour répondre à certains engagements unitaires définissant des obligations de moyens[14], en aidant l'agriculteur à l'intégrer dans une stratégie globale de protection de ses cultures (identification des économies de produits phytosanitaires permises notamment) ;
- de façon générale, d'évaluer la pertinence des options techniques retenues pour réduire le recours aux produits phytosanitaires, et de comparer les performances obtenues sur les parcelles faisant l'objet d'une contractualisation et sur celles n'en faisant pas l'objet, afin de réfléchir à une éventuelle généralisation des pratiques correspondant aux engagements contractualisés à l'ensemble des parcelles de son exploitation potentiellement concernées.

11 ex : diversité des cultures, cultures étouffantes

12 ex : travail du sol en inter culture, choix variétal, date, densité et écartement du semis, désherbage mécanique, niveau de fertilisation azoté limité

13 ex : réduction du nombre de doses homologuées de traitements phytosanitaires de 30% ; réduction du nombre de doses homologuées en herbicides de 50% ; absence de traitements phytosanitaires, absence d'herbicides

14 ex : enherbement sous cultures pérennes, lutte biologique, mise en place d'un paillage végétal, diversité au sein de la succession culturale

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 126,10 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020. Aucune condition d'éligibilité spécifique à la mesure IF_VXFR_GC50 n'est à vérifier.
Seules les parcelles de l'exploitation situées dans le territoire du Projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) du Vexin français (cf. note d'information du territoire) sont éligibles à cette mesure.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure IF_VXFR_GC50 les **surfaces en grandes cultures** .
Les **grandes cultures** éligibles sont les cultures relevant, dans le dossier PAC, des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses et légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pommes de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

La proportion de maïs, de tournesol, de prairies temporaires et de gel sans production est limitée à 30 % sur la surface totale engagée dans cette mesure. Les surfaces en prairies permanentes ne peuvent être engagées.

Seuil de contractualisation : au moins 30 % des surfaces de l'exploitation présentes dans le territoire.

Il s'agit d'une **mesure fixe (respect de la mesure sur la même parcelle) d'une durée de 5 ans.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers selon les priorités régionales et les modalités d'intervention des partenaires financiers.

Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai de la première année de votre engagement**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges.
L'exploitant engagé doit respecter le cahier des charges sur l'ensemble de l'exploitation et non uniquement sur les parcelles engagées.

En tant que souscripteur, vous vous engagez à respecter les points suivants :

- suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou lors de la campagne précédant l'engagement
- respect de l'IFT « hors herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation engagées
- respect de l'IFT « hors herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles non engagées
- respect d'une proportion maximale annuelle, inférieure à 30% dans la surface totale engagée, de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation)
- réalisation d'un bilan annuel de stratégie de protection des cultures avec un technicien agréé.

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure IF_VXFR_GC50 sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou depuis moins d'un an au 15 mai de l'année de la demande d'engagement	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agrée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale	Totale
Respect d'une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation) dans la surface totale engagée inférieure à 30 %	Visuel et mesurage	Néant	Réversible	Principale	Totale
Respect de l'IFT « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides (Cf. annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[15] + Feuille de calcul de l'IFT « hors-herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[16]

15 **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.
Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :
- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

16 **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale**

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de l'IFT « hors-herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles (implantées avec le type de couvert concerné par la mesure) non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	Bilan annuel et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

6. VALEURS DE L'IFT$_{\text{HORS HERBICIDES}}$ A RESPECTER

(voir annexe IFT niveau 2)

7. INFORMATIONS RELATIVES A LA REALISATION DES BILANS ACCOMPAGNES

Un bilan de la stratégie de protection des cultures est établi chaque année, à partir des cahiers d'enregistrement, **au plus tard le 30 septembre** (de l'année n pour la campagne culturale n), **soit 5 bilans annuels au total sur la durée du contrat**. Pour être agréé, il doit être réalisé avec l'appui d'un technicien agréé et d'une durée minimale d'une journée.

En année 1, il doit comporter les deux volets suivants :

- ***Volet « Intensité du recours aux produits phytosanitaires »***

  - calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en du nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part, les parcelles faisant l'objet d'une opération agroenvironnementale zonée et, d'autre part, les autres parcelles de l'exploitation,
  - analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements en regard des données d'observation parcellaire enregistrées,
  - formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages et optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

- ***Volet « substances à risque »***

  - identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction fournie par le Service régional de l'alimentation (SRAL) ;
  - formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

En années 2 à 5, le bilan annuel doit :

- comporter le même calcul d'IFT et la même analyse qu'en année 1 pour la campagne culturale écoulée,
- faire le point sur la prise en compte des préconisations formulées en année 1 et leur efficacité en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale et de substitutions de produits, à partir du cahier d'enregistrement des pratiques culturales et des calculs de nombre de doses homologuées réalisées pour les années écoulées depuis le premier bilan annuel réalisé.

8. INFORMATIONS RELATIVES A LA REALISATION DE LA FORMATION

La formation doit porter sur une filière particulière en fonction du type de couvert sur lequel porte l'engagement, et aborder obligatoirement les thèmes suivants :

- Identification des enjeux sanitaires, agronomiques, économiques et environnementaux liés à l'utilisation des pesticides ;
- Reconnaissance des principaux ravageurs, adventices, et maladies de la filière considérée au niveau régional ;
- Seuils de nuisibilité économiquement acceptables et décision de traitement ;
- Choix du produit, tenant compte de la dangerosité et des risques qu'il présente, intégrant la prévention de l'apparition de résistances et le respect de la faune auxiliaire ; optimisation de la dose d'application ;
- Optimisation des conditions d'application (périodes, respect de la zone non traitée, limitation de la dérive, réglage du pulvérisateur) ;
- Enregistrement des pratiques culturales, calcul du nombre de doses homologuées à partir de cet enregistrement et analyse des résultats par usage prépondérant.

Par ailleurs, il est recommandé que la formation : soit d'une durée minimale de 3 jours ; soit fractionnée en différentes séquences (ex : automne, sortie d'hiver, printemps) afin de pouvoir effectuer la reconnaissance d'une diversité satisfaisante de bio agresseurs ; consacre une journée à cette reconnaissance sur le terrain ; soit ouverte à un maximum de 15 personnes.

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

île de France

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Directions départementales des territoires

du Val d'Oise et des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure IF_VXFR_GC45

Réduction de l'utilisation des traitements phytosanitaires

du territoire « Vexin français »

Campagne 2016

Engagements de la mesure : PHYTO_01
PHYTO_05
PHYTO_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise une réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires dans un objectif de préservation de la qualité de l'eau et de la biodiversité. L'ensemble des applications de produits herbicides réalisées à la parcelle sont prises en compte (y compris celles réalisées le cas échéant en inter culture).

Les herbicides sont notamment ciblés dans la mesure où la réduction de leur utilisation correspond à un niveau de technicité différent de celui requis pour réduire l'utilisation de produits phytosanitaires hors herbicides (niveau de technicité plus faible en cultures pérenne et plus fort en grandes cultures).

Le nombre de doses homologuées reflète l'intensité d'utilisation des pesticides. Parce qu'il tient compte de la dose homologuée de chaque produit, il constitue à ce niveau un indicateur bien plus fiable que la quantité de produit utilisée : en fonction du produit, la dose homologuée est très variable[17] et de ce fait une diminution des quantités appliquées ne témoigne pas forcément d'un moindre recours aux produits phytosanitaires[18] ni d'un moindre impact sanitaire et environnemental.

[17] de quelques dizaines de grammes à quelques kilogrammes

[18] possibilité d'une substitution de produits à doses homologuée élevée par des produits à dose homologuée faible

Cette mesure suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternative, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux herbicides à l'échelle de la rotation[19] et de l'itinéraire technique[20]. S'il est conseillé de proposer de telles stratégies alternatives types au niveau régional, en s'appuyant en particulier sur les itinéraires techniques en production intégrée diffusés par les conseillers agricoles, l'élaboration de la stratégie de l'exploitation est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

En ce qui concerne les grandes cultures, le maïs, le tournesol ainsi que les prairies temporaires et le gel sans production intégrés dans une rotation des cultures, moins concernés par l'objectif de réduction du recours aux produits phytosanitaires autres qu'herbicides, sont éligibles mais leur proportion dans la surface engagée est limitée à 30% et prise en compte dans le calcul du montant de l'engagement unitaire. En revanche, cette mesure ne concerne pas les surfaces en prairies permanentes.

A cette mesure est ainsi associée la réalisation de bilans de stratégie de protection des cultures afin de garantir de bonnes conditions d'appui technique à la réduction de ces intrants et à la méthode recommandée pour atteindre les objectifs inscrits dans les cahiers des charges des opérations concernées.
Cette opération vise à accompagner les exploitants dans la mise en œuvre d'autres engagements agroenvironnementaux visant la limitation du recours aux produits phytosanitaires, en particulier les engagements unitaires de réduction du nombre de doses homologuées de traitements. Il permet à l'agriculteur, selon les cas :

- soit de s'assurer de l'atteinte des objectifs de résultats fixés dans le cadre de certains engagements unitaires[21] et de faire face aux difficultés éventuelles qu'il pourrait rencontrer dans la définition et la mise en œuvre d'une stratégie de protection des cultures permettant d'atteindre ces résultats, en s'appuyant sur les conseils d'un technicien compétent ;
- soit d'optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre pour répondre à certains engagements unitaires définissant des obligations de moyens[22], en aidant l'agriculteur à l'intégrer dans une stratégie globale de protection de ses cultures (identification des économies de produits phytosanitaires permises notamment) ;
- de façon générale, d'évaluer la pertinence des options techniques retenues pour réduire le recours aux produits phytosanitaires, et de comparer les performances obtenues sur les parcelles faisant l'objet d'une contractualisation et sur celles n'en faisant pas l'objet, afin de

[19] ex : diversité des cultures, cultures étouffantes

[20] ex : travail du sol en inter culture, choix variétal, date, densité et écartement du semis, désherbage mécanique, niveau de fertilisation azoté limité

[21] ex : réduction du nombre de doses homologuées de traitements phytosanitaires de 30% ; réduction du nombre de doses homologuées en herbicides de 50% ; absence de traitements phytosanitaires, absence d'herbicides

[22] ex : enherbement sous cultures pérennes, lutte biologique, mise en place d'un paillage végétal, diversité au sein de la succession culturale

réfléchir à une éventuelle généralisation des pratiques correspondant aux engagements contractualisés à l'ensemble des parcelles de son exploitation potentiellement concernées.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 211,47 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020. Aucune condition d'éligibilité spécifique à la mesure IF_VXFR_GC45 n'est à vérifier.

Seules les parcelles de l'exploitation situées dans le territoire du Projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) du Vexin français (cf. note d'information du territoire) sont éligibles à cette mesure.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure IF_VXFR_GC45 les **surfaces en grandes cultures**.
Les **grandes cultures** éligibles sont les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

La proportion de maïs, de tournesol, de prairies temporaires et de gel sans production est limitée à 30 % sur la surface totale engagée dans cette mesure. Les surfaces en prairies permanentes ne peuvent être engagées.

Seuil de contractualisation : au moins 30 % des surfaces de l'exploitation présentes dans le territoire.

Il s'agit d'une **mesure fixe (respect de la mesure sur la même parcelle) d'une durée de 5 ans.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers selon les priorités régionales et les modalités d'intervention des partenaires financiers.

Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu). Contacter l'opérateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai de la première année de votre engagement**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges.
L'exploitant engagé doit respecter le cahier des charges sur l'ensemble de l'exploitation et non uniquement sur les parcelles engagées.

En tant que souscripteur, vous vous engagez à respecter les points suivants :

- suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou lors de la campagne précédant l'engagement
- respect de l'IFT « herbicides » et « hors herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation engagées
- respect de l'IFT « herbicides » « hors herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles non engagées
- respect d'une proportion maximale annuelle, inférieure à 30% dans la surface totale engagée, de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation)
- réalisation d'un bilan annuel de stratégie de protection des cultures avec un technicien agréé.

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure IF_VXFR_GC45 sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou depuis moins d'un an au 15 mai de l'année de la demande d'engagement	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agrée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale	Totale
Respect d'une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation) dans la surface totale engagée inférieure à 30 %	Visuel et mesurage	Néant	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect des IFT « herbicides » et « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides et d'hors herbicides (Cf. annexe IFT pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires[23] + Feuille de calcul de l'IFT « hors-herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils[24]
Respect des IFT « herbicides » et « hors herbicides » de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles (implantées avec le type de couvert concerné par la mesure) non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides et d'hors herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Réalisation de 5 bilans accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment	Bilan annuel et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de	Réversible	Principale	Totale

[23] **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :
- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

[24] **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale**

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
agréées, au cours des 5 ans de l'engagement	du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)			
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

6. VALEURS DE L'IFT A RESPECTER

(voir annexe IFT niveau 2)

7. INFORMATIONS RELATIVES A LA REALISATION DES BILANS ACCOMPAGNES

Un bilan de la stratégie de protection des cultures est établi chaque année, à partir des cahiers d'enregistrement, **au plus tard le 30 septembre** (de l'année n pour la campagne culturale n), **soit 5 bilans annuels au total sur la durée du contrat**. Pour être agréé, il doit être réalisé avec l'appui d'un technicien agréé et d'une durée minimale d'une journée.

En année 1, il doit comporter les deux volets suivants :

- ***Volet « Intensité du recours aux produits phytosanitaires »***

  - calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en du nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part, les parcelles faisant l'objet d'une opération agroenvironnementale zonée et, d'autre part, les autres parcelles de l'exploitation,

  - analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements en regard des données d'observation parcellaire enregistrées,
  - formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages et optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

- ***Volet « substances à risque »***

  - identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction fournie par le Service régional de l'alimentation (SRAL) ;
  - formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

En années 2 à 5, le bilan annuel doit :

- comporter le même calcul d'IFT et la même analyse qu'en année 1 pour la campagne culturale écoulée,
- faire le point sur la prise en compte des préconisations formulées en année 1 et leur efficacité en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale et de substitutions de produits, à partir du cahier d'enregistrement des pratiques culturales et des calculs de nombre de doses homologuées réalisées pour les années écoulées depuis le premier bilan annuel réalisé.

8. INFORMATIONS RELATIVES A LA REALISATION DE LA FORMATION

La formation doit porter sur une filière particulière en fonction du type de couvert sur lequel porte l'engagement, et aborder obligatoirement les thèmes suivants :

- Identification des enjeux sanitaires, agronomiques, économiques et environnementaux liés à l'utilisation des pesticides ;
- Reconnaissance des principaux ravageurs, adventices, et maladies de la filière considérée au niveau régional ;
- Seuils de nuisibilité économiquement acceptables et décision de traitement ;
- Choix du produit, tenant compte de la dangerosité et des risques qu'il présente, intégrant la prévention de l'apparition de résistances et le respect de la faune auxiliaire ; optimisation de la dose d'application ;
- Optimisation des conditions d'application (périodes, respect de la zone non traitée, limitation de la dérive, réglage du pulvérisateur) ;
- Enregistrement des pratiques culturales, calcul du nombre de doses homologuées à partir de cet enregistrement et analyse des résultats par usage prépondérant.

Par ailleurs, il est recommandé que la formation : soit d'une durée minimale de 3 jours ; soit fractionnée en différentes séquences (ex : automne, sortie d'hiver, printemps) afin de pouvoir effectuer la reconnaissance d'une diversité satisfaisante de bio agresseurs ; consacre une journée à cette reconnaissance sur le terrain ; soit ouverte à un maximum de 15 personnes.

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Directions départementales des territoires du Val d'Oise et des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure IF_VXFR_HE50

Création et entretien de bandes enherbées sur grandes cultures

du territoire « Vexin français »

Campagne 2016

Engagements de la mesure : COUVER_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont de renforcer la biodiversité fonctionnelle et de participer à la reconquête de la qualité de l'eau en diminuant l'utilisation d'intrants (en particulier les traitements phytosanitaires). Par ailleurs, la remise en herbe permet la séquestration du carbone dans les sols.

Cette opération vise prioritairement à limiter le développement des bio-agresseurs des cultures et l'intensité d'utilisation des produits phytosanitaires, en aménageant un maillage de Zones de régulation écologique (ZRE) composées de bandes enherbées ou de jachère, si possible en continuité avec d'autres éléments paysagers présents sur le parcellaire (haies, bosquets…). Ces zones de régulation écologique constituent des réservoirs d'auxiliaires des cultures, dont l'efficacité est accrue par la limitation de la taille des parcelles culturales bordées par les ZRE.

En effet, les ZRE devant être localisées en rupture de parcelles culturales ou entre deux parcelles culturales contiguës de taille limitée, les auxiliaires peuvent agir au cœur des parcelles culturales et réduire ainsi la pression des ravageurs sur les cultures. La localisation de ces ZRE doit être cohérente avec le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et les Trames vertes et bleues (TVB).

Ces zones constituent plus généralement des zones refuges pour l'ensemble de la petite faune de plaine, dans un objectif de préservation de la biodiversité.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 390,94 € par hectare engagé en grandes cultures** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un **diagnostic d'exploitation** afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

Seules les parcelles de l'exploitation situées dans le territoire du Projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) du Vexin français (cf. note d'information du territoire) sont éligibles à cette mesure.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure IF_VXFR_HE50 les **surfaces en terres arables (sauf les prairies temporaires de plus de 2 ans et les jachères)**, en grandes cultures, ou les surfaces qui étaient engagées dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt écologique (SIE) dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Il s'agit d'une **mesure fixe (respect de la mesure sur la même parcelle) d'une durée de 5 ans**.

Une fois implanté, le couvert devra être en déclaré **en prairies ou en jachère**.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers selon les priorités régionales et les modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai de la première année de votre engagement**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure IF_VXFR_HE50 sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d'éligibilité à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mise en place d'une ou plusieurs ZRE localisées de façon pertinente	Sur place : visuel et documentaire	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation	Définitif	Principale	Totale
Respect d'une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m pour chaque ZRE	Sur place		Réversible	Principale	A seuil : écart de largeur en anomalie
Respect de la taille maximale de 15 ha de chaque parcelle culturale bordée d'une ZRE	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Mise en place les couverts autorisés (cf. liste ci-jointe) : ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (souf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Factures d'achat de semis selon les cas, et cahier d'enregistrement	Réversible	Principale	Totale
Respect de la localisation initiale de la ZRE	Administratif et sur place		Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions d'entretien : type d'intervention, localisation, date et outils	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'intervention mécanique sur les ZRE entre le 15/04 et le 15/08	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et programme de travaux d'entretien et éventuelles factures (si prestations)	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'avance/de retard (5/10/15 jours)
Respect de l'interdiction de fertilisation azotée, organique ou minérale	Sur place : documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Respect de l'interdiction des traitements phytosanitaires *(sauf dérogation)*	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**
A minima, l'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants : type d'intervention, localisation, date, outils.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- à la date du début d'engagement pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
- en respectant les couverts autorisés (au moins 5 espèces de la liste ci-après).

Liste des espèces autorisées

Mélange d'au moins 5 espèces parmi les suivantes, un maximum serait le mieux.
Proportions :

- 50-60% de graminées
- 20-30% de légumineuses
- 20% d'espèces autres

Famille	Nom scientifique	Nom français
Graminées	*Agrostis stolonifere*	Agrostis stolonifère
	Alopecurus pratensis	Vulpin des prés
	Arrhenatherum elatius	Avoine élevée
	Bromus erectus	Brome érigé
	Bromus hordeaceus	Brome mou
	Bromus racemosus	Brome en grappe
	Bromus secalinus	Brome cultivé
	Cynosurus cristatus	Crételle
	Dactylis glomerata	Dactyle
	Festuca ovina	Fétuque ovine
	Festuca pratensis	Fétuque des prés
	Festuca rubra	Fétuque rouge
	Hordeum secalinum	Orge faux-seigle
	Lolium perenne	Ray-grass anglais
	Phleum pratense	Fléole des prés
	Poa trivialis	Pâturin commun
	Poa pratensis	Pâturin des prés
Légumineuses	*Lotus corniculatus*	Lotier corniculé
	Medicago lupulina	Luzerne lupuline
	Melilotus albus	Mélilot blanc
	Melilotus officinalis	Mélilot officinal
	Onobrychis viciifolia	Sainfoin
	Trifolium pratense	Trèfle des prés
	Trifolium repens	Trèfle blanc
	Vicia cracca	Vesce à épis
	Vicia sativa	Vesce commune
Autres	*Achillea millefolium*	Achillée millefeuille
	Artemisia vulgaris	Armoise champêtre
	Borago officinalis	Bourrache officinale
	Centaurea jacea	Centaurée jacée
	Cichorium intybus	Chicorée sauvage

	Daucus carota	Carotte sauvage
	Echium vulgare	Vipérine
	Galium mollugo	Gaillet mou
	Galium verum	Gaillet jaune
	Leucanthemum vulgare	Grande marguerite
	Malva sylvestris	Mauve des bois
	Pastinaca sativa	Panais cultivé
	Ranunculus acris	Renoncule âcre
	Ranunculus repens	Renoncule rampante
	Senecio jacobaea	Séneçon jacobée
	Silene flos-cuculi	Lychnis fleur de coucou
	Tanacetum vulgare	Tanaisie commune

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Directions départementales des territoires du Val d'Oise et des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure IF_VXFR_HE51

Création et entretien de bandes enherbées sur cultures maraîchères

du territoire « Vexin français »

Campagne 2016

Engagements de la mesure : COUVER_05

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont de renforcer la biodiversité fonctionnelle et de participer à la reconquête de la qualité de l'eau en diminuant l'utilisation d'intrants (en particulier les traitements phytosanitaires). Par ailleurs, la remise en herbe permet la séquestration du carbone dans les sols.

Cette opération vise prioritairement à limiter le développement des bio-agresseurs des cultures et l'intensité d'utilisation des produits phytosanitaires, en aménageant un maillage de Zones de régulation écologique (ZRE) composées de bandes enherbées ou de jachère, si possible en continuité avec d'autres éléments paysagers présents sur le parcellaire (haies, bosquets…). Ces zones de régulation écologique constituent des réservoirs d'auxiliaires des cultures, dont l'efficacité est accrue par la limitation de la taille des parcelles culturales bordées par les ZRE.

En effet, les ZRE devant être localisées en rupture de parcelles culturales ou entre deux parcelles culturales contiguës de taille limitée, les auxiliaires peuvent agir au cœur des parcelles culturales et réduire ainsi la pression des ravageurs sur les cultures. La localisation de ces ZRE doit être cohérente avec le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et les Trames vertes et bleues (TVB).

Ces zones constituent plus généralement des zones refuges pour l'ensemble de la petite faune de plaine, dans un objectif de préservation de la biodiversité.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 900 € par hectare engagé en cultures légumières** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un **diagnostic d'exploitation** afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

Seules les parcelles de l'exploitation situées dans le territoire du Projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) du Vexin français (cf. note d'information du territoire) sont éligibles à cette mesure.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure IF_VXFR_HE51 les **surfaces en terres arables (sauf les prairies temporaires de plus de 2 ans et les jachères)**, en grandes cultures, ou les surfaces qui étaient engagées dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt écologique (SIE) dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Il s'agit d'une **mesure fixe (respect de la mesure sur la même parcelle) d'une durée de 5 ans**.

Une fois implanté, le couvert devra être en déclaré **en prairies ou en jachère**.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers selon les priorités régionales et les modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai de la première année de votre engagement**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure IF_VXFR_HE51 sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d'éligibilité à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mise en place d'une ou plusieurs ZRE localisées de façon pertinente	Sur place : visuel et documentaire	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation	Définitif	Principale	Totale
Respect d'une largeur minimale de 5 m et maximale de 20 m pour chaque ZRE	Sur place		Réversible	Principale	A seuil : écart de largeur en anomalie
Respect de la taille maximale de 15 ha de chaque parcelle culturale bordée d'une ZRE	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Mise en place les couverts autorisés (cf. liste ci-jointe) : ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Factures d'achat de semis selon les cas, et cahier d'enregistrement	Réversible	Principale	Totale
Respect de la localisation initiale de la ZRE	Administratif et sur place		Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions d'entretien : type d'intervention, localisation, date et outils	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'intervention mécanique sur les ZRE entre le 15/04 et le 15/08	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et programme de travaux d'entretien et éventuelles factures (si prestations)	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'avance/de retard (5/10/15 jours)
Respect de l'interdiction de fertilisation azotée, organique ou minérale	Sur place : documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Respect de l'interdiction des traitements phytosanitaires *(sauf dérogation)*	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**
A minima, l'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants : type d'intervention, localisation, date, outils.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- à la date du début d'engagement pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
- en respectant les couverts autorisés (au moins 5 espèces de la liste ci-après).

Liste des espèces autorisées

Mélange d'au moins 5 espèces parmi les suivantes, un maximum serait le mieux.
Proportions :

- 50-60% de graminées
- 20-30% de légumineuses
- 20% d'espèces autres

Famille	Nom scientifique	Nom français
Graminées	*Agrostis stolonifere*	Agrostis stolonifère
	Alopecurus pratensis	Vulpin des prés
	Arrhenatherum elatius	Avoine élevée
	Bromus erectus	Brome érigé
	Bromus hordeaceus	Brome mou
	Bromus racemosus	Brome en grappe
	Bromus secalinus	Brome cultivé
	Cynosurus cristatus	Crételle
	Dactylis glomerata	Dactyle
	Festuca ovina	Fétuque ovine
	Festuca pratensis	Fétuque des prés
	Festuca rubra	Fétuque rouge
	Hordeum secalinum	Orge faux-seigle
	Lolium perenne	Ray-grass anglais
	Phleum pratense	Fléole des prés
	Poa trivialis	Pâturin commun
	Poa pratensis	Pâturin des prés
Légumineuses	*Lotus corniculatus*	Lotier corniculé
	Medicago lupulina	Luzerne lupuline
	Melilotus albus	Mélilot blanc
	Melilotus officinalis	Mélilot officinal
	Onobrychis viciifolia	Sainfoin
	Trifolium pratense	Trèfle des prés
	Trifolium repens	Trèfle blanc
	Vicia cracca	Vesce à épis
	Vicia sativa	Vesce commune
Autres	*Achillea millefolium*	Achillée millefeuille
	Artemisia vulgaris	Armoise champêtre
	Borago officinalis	Bourrache officinale
	Centaurea jacea	Centaurée jacée
	Cichorium intybus	Chicorée sauvage

	Daucus carota	Carotte sauvage
	Echium vulgare	Vipérine
	Galium mollugo	Gaillet mou
	Galium verum	Gaillet jaune
	Leucanthemum vulgare	Grande marguerite
	Malva sylvestris	Mauve des bois
	Pastinaca sativa	Panais cultivé
	Ranunculus acris	Renoncule âcre
	Ranunculus repens	Renoncule rampante
	Senecio jacobaea	Séneçon jacobée
	Silene flos-cuculi	Lychnis fleur de coucou
	Tanacetum vulgare	Tanaisie commune

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Directions départementales des territoires du Val d'Oise et des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure IF_VXFR_HE70

Création et entretien de couvert favorable à la biodiversité

du territoire « Vexin français »

Campagne 2016

Engagements de la mesure : COUVER_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de remplacer des surfaces cultivées en grandes cultures par un couvert favorable répondant aux exigences spécifiques :

- d'une espèce faisant l'objet d'un Plan national d'action (ex : Outarde canepetière) ;
- d'un groupe d'espèces (ex : les oiseaux de plaines) à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
- aux insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Il s'agit ainsi de créer ce type de couvert sur des surfaces supplémentaires par rapport aux couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Définir, dans un document de mise en œuvre de l'opération et pour chaque territoire, l'installation éventuelle d'une commission technique locale. Sa composition devra être validée par le Président du conseil régional et comprendre des représentants des agriculteurs locaux et des structures de défense ou de gestion de l'environnement (association, PNR…), notamment l'opérateur Natura 2000 du site le cas échéant. Cette commission aura pour rôle d'ajuster certains éléments techniques de mise en œuvre de la mesure en fonction des éléments locaux et du contexte, dans la mesure où cela est prévu dans le présent cahier des charges, ainsi que de donner à titre consultatif, un avis technique sur les autres points pertinents du cahier des charges.

Lorsque cette opération est utilisée pour la création de bandes en bords de cours d'eau ou de fossés, en fonds de talweg, en ruptures de pente, en division du parcellaire, en corridors écologiques ou en bordures d'éléments paysagers, selon les enjeux visés et si une commission technique locale a été instituée, elle pourra se saisir de cette question et valider alors les localisations au niveau de l'exploitation.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 600 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Vous devez réaliser un **diagnostic d'exploitation** afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

Seules les parcelles de l'exploitation situées dans le territoire du Projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) du Vexin français (cf. note d'information du territoire) sont éligibles à cette mesure.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure IF_VXFR_HE70 les **surfaces en terres arables (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les jachères)**, ou les surfaces qui étaient engagées dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Les pelouses remarquables identifiées sur le territoire *(cf. DOCOB des sites Natura 2000 ; Atlas communaux du patrimoine naturel)*, précédemment engagées en MAE, ne sont éligibles que sous certaines conditions (à préciser lors du diagnostic).

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des

bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Il s'agit d'une **mesure fixe (respect de la mesure sur la même parcelle) d'une durée de 5 ans**.

Une fois implanté, le couvert devra être en déclaré en **prairies temporaires ou permanentes.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers selon les priorités régionales et les modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai de la première année de votre engagement**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure IF_VXFR_HE70 sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d'éligibilité à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Mise en place du couvert à implanter (cf. liste ci-jointe) : ***Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respect de la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respect de la taille minimale du couvert : parcelle de 10 ares ou bande de 10 m de large au minimum	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 15/03 et le 30/09	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Enregistrement des interventions : type d'intervention, localisation, date et outils	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Respect de l'interdiction de fertilisation azotée, organique ou minérale	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respect de l'interdiction des traitements phytosanitaires *(sauf dérogation)*	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

A minima, l'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants : type d'intervention, localisation, date, outils.

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- à la date d'engagement, c'est-à-dire au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
- en respectant une taille minimale (parcelle de 10 ares ou bande de 10 m de large au minimum) ;
- en respectant les couverts autorisés (au moins 5 espèces de la liste ci-après).

L'entretien du couvert est effectué par fauche ou par broyage, avec exportation de préférence. Il est interdit entre le 15/03 et le 30/09.

L'apport de fertilisants azotés, organiques ou minéraux, est interdit ainsi que les traitements phytosanitaires sauf, à titre dérogatoire, le désherbage chimique par traitement localisé visant à lutter contre les chardons, les rumex et les plantes envahissantes conformément à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

Liste des essences autorisées

Mélange d'au moins 5 espèces parmi les suivantes, un maximum serait le mieux.
Proportions :

- 50-60% de graminées
- 20-30% de légumineuses
- 20% d'espèces autres

Famille	Nom scientifique	Nom français
Graminées	*Agrostis stolonifere*	Agrostis stolonifère
	Alopecurus pratensis	Vulpin des prés
	Arrhenatherum elatius	Avoine élevée
	Bromus erectus	Brome érigé
	Bromus hordeaceus	Brome mou
	Bromus racemosus	Brome en grappe
	Bromus secalinus	Brome cultivé
	Cynosurus cristatus	Crételle
	Dactylis glomerata	Dactyle
	Festuca ovina	Fétuque ovine
	Festuca pratensis	Fétuque des prés
	Festuca rubra	Fétuque rouge
	Hordeum secalinum	Orge faux-seigle
	Lolium perenne	Ray-grass anglais
	Phleum pratense	Fléole des prés
	Poa trivialis	Pâturin commun
	Poa pratensis	Pâturin des prés
Légumineuses	*Lotus corniculatus*	Lotier corniculé
	Medicago lupulina	Luzerne lupuline
	Melilotus albus	Mélilot blanc
	Melilotus officinalis	Mélilot officinal
	Onobrychis viciifolia	Sainfoin
	Trifolium pratense	Trèfle des prés
	Trifolium repens	Trèfle blanc
	Vicia cracca	Vesce à épis
	Vicia sativa	Vesce commune
Autres	*Achillea millefolium*	Achillée millefeuille
	Artemisia vulgaris	Armoise champêtre
	Borago officinalis	Bourrache officinale
	Centaurea jacea	Centaurée jacée
	Cichorium intybus	Chicorée sauvage
	Daucus carota	Carotte sauvage
	Echium vulgare	Vipérine
	Galium mollugo	Gaillet mou
	Galium verum	Gaillet jaune

	Leucanthemum vulgare	Grande marguerite
	Malva sylvestris	Mauve des bois
	Pastinaca sativa	Panais cultivé
	Ranunculus acris	Renoncule âcre
	Ranunculus repens	Renoncule rampante
	Senecio jacobaea	Séneçon jacobée
	Silene flos-cuculi	Lychnis fleur de coucou
	Tanacetum vulgare	Tanaisie commune

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Directions départementales des territoires

du Val d'Oise et des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure IF_VXFR_HE90

Reconversion de terres arables en prairies

du territoire « Vexin français »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage). Par ailleurs, la création de surfaces herbacées pérennes permet la séquestration du carbone dans les sols.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 412 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020. Aucune condition d'éligibilité spécifique à la mesure IF_VXFR_HE60 n'est à vérifier.

Vous devez réaliser un **diagnostic d'exploitation** afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

Seules les parcelles de l'exploitation situées dans le territoire du Projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) du Vexin français (cf. note d'information du territoire) sont éligibles à cette mesure.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure IF_VXFR_HE90 les **surfaces en terres arables (sauf les prairies temporaires de plus de 2 ans et les jachères)**, ou les surfaces qui étaient engagées dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Il s'agit d'une **mesure fixe (respect de la mesure sur la même parcelle) d'une durée de 5 ans**.

Une fois implanté, le couvert devra être en déclaré en **prairies temporaires ou permanentes.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers selon les priorités régionales et les modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai de la première année de votre engagement**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure IF_VXFR_HE90 sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d'éligibilité à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	**Contrôles**		**Sanctions**		
	Modalités de contrôle	**Pièces à fournir**	**Caractère de l'anomalie**	**Gravité**	
				Importance de l'anomalie	**Etendue de l'anomalie**
Mise en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respect des couverts autorisés (cf. liste ci-jointe)	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintien du couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respect d'une surface minimale du couvert à implanter (parcelle de 10 ares ou bande de 10 m de large au minimum)	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**
A minima, l'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants : type d'intervention, localisation, date, outils.

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- avec une localisation pertinente ;
- à la date d'engagement, c'est-à-dire au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
- en respectant une taille minimale (parcelle de 10 ares ou bande de 10 m de large au minimum) ;
- en respectant les couverts autorisés (au moins 5 espèces de la liste ci-après).

La récolte du couvert est possible par fauche ou par pâturage.

Les traitements phytosanitaires sont interdits sauf, à titre dérogatoire, le désherbage chimique par traitement localisé visant à lutter contre les chardons, les rumex et les plantes envahissantes conformément à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

Liste des essences autorisées

Mélange d'au moins 5 espèces parmi les suivantes, un maximum serait le mieux.
Proportions :

- 50-60% de graminées
- 20-30% de légumineuses
- 20% d'espèces autres

Nom scientifique	Nom français	Prairies humides	Autres prairies
Festuca pratensis	Fétuque des prés	**X**	x
Lolium perenne	Ray-grass anglais	x	x
Phleum pratense	Fléole des prés	x	x
Poa trivialis	Pâturin commun	**X**	x
Trifolium repens	Trèfle blanc	**X**	x
Filipendula ulmaria	Reine des prés	X	
Agrostis stolonifera	Agrostis stolonifère	**X**	
Festuca arundinacea	Fétuque faux-roseau	x	
Ranunculus repens	Renoncule rampante	**X**	
Alopecurus pratensis	Vulpin des prés	x	
Carex hirta	Laiche hérissée	x	
Silene flos-cuculi	Lychnis fleur de coucou	**X**	
Cardamine pratensis	Cardamine des prés	x	
Lotus uliginosus	Lotier des marais	x	
Centaurea jacea	Centaurée jacée	**X**	**X**
Dactylis glomerata	Dactyle		**X**
Daucus carota	Carotte sauvage		**X**
Festuca ovina	Fétuque ovine		x
Festuca rubra	Fétuque rouge		x
Leucanthemum vulgare	Grande marguerite		**X**
Lotus corniculatus	Lotier corniculé		**X**
Poa pratensis	Pâturin des prés		**X**
Vicia sativa	Vesce commune		x
Echium vulgare	Vipérine		**X**
Medicago sativa	Luzerne		X
Arrhenatherum elatius	Avoine élevée		X
Bromus hordeaceus	Brome mou		X
Lathyrus pratensis	Gesse des prés		X
Plantago lanceolata	Plantain lancéolé		X
Trisetum flavescens	Avoine doré		X
Rhinanthus alectorolophus	Rhinanthe velu		X
Galium verum	Gaillet jaune		X
Galium mollugo	Gaillet mou		X

Les types de milieu sont donnés à titre indicatif
En gras : espèces préférentielles à implanter

Pour le couvert herbe, la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

ÎledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Directions départementales des territoires du Val d'Oise et des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure IF_VXFR_HE93

Reconversion de terres arables en prairies sans fertilisation azotée

du territoire « Vexin français »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_06
HERBE_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à implanter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage). Par ailleurs, la création de surfaces herbacées pérennes permet la séquestration du carbone dans les sols.

L'absence de fertilisation azotée a pour but l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (praires, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes

par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.
Par ailleurs, la fertilisation modifie la composition fonctionnelle des communautés végétales en présence : elle favorise les espèces de grande taille, dont les tissus sont plus riches en éléments minéraux, et dont les capacités de croissance et de prélèvement des éléments minéraux sont plus élevées.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 450 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020. Aucune condition d'éligibilité spécifique à la mesure IF_VXFR_HE63 n'est à vérifier.

Vous devez réaliser un **diagnostic d'exploitation** afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

Seules les parcelles de l'exploitation situées dans le territoire du Projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) du Vexin français (cf. note d'information du territoire) sont éligibles à cette mesure.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure IF_VXFR_HE93 les **surfaces en terres arables (sauf les prairies temporaires de plus de 2 ans et les jachères)**, ou les surfaces qui étaient engagées dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Il s'agit d'une **mesure fixe (respect de la mesure sur la même parcelle) d'une durée de 5 ans**.

Une fois implanté, le couvert devra être en déclaré en **prairies temporaires ou permanentes.**

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers selon les priorités régionales et les modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai de la première année de votre engagement**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure IF_VXFR_HE63 sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mise en place du couvert herbacé localisé de façon pertinente ***Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).***	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respect des couverts autorisés (cf. liste ci-jointe)	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintien du couvert herbacé pérenne et de sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respect d'une surface minimale du couvert à implanter (parcelle de 10 ares ou bande de 10 m de large au minimum)	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respect de la limitation d'apports magnésiens et de chaux et de fertilisation P et K[25]	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Interdiction de retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale

[25] P ≤ 90 U/ha/an; K ≤ 160 U/ha/an

Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**
A minima, l'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants : type d'intervention, localisation, date.

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- avec une localisation pertinente ;
- à la date d'engagement, c'est-à-dire au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
- en respectant une taille minimale (parcelle de 10 ares ou bande de 10 m de large au minimum) ;
- en respectant les couverts autorisés (au moins 5 espèces de la liste ci-après).

Liste des espèces autorisées

Mélange d'au moins 5 espèces parmi les suivantes, un maximum serait le mieux
Proportions :

- 50-60% de graminées
- 20-30% de légumineuses
- 20% d'espèces autres

Nom scientifique	Nom français	Prairies humides	Autres prairies
Festuca pratensis	Fétuque des prés	**X**	x
Lolium perenne	Ray-grass anglais	x	x
Phleum pratense	Fléole des prés	x	x
Poa trivialis	Pâturin commun	**X**	x
Trifolium repens	Trèfle blanc	**X**	x
Filipendula ulmaria	Reine des prés	X	
Agrostis stolonifera	Agrostis stolonifère	**X**	
Festuca arundinacea	Fétuque faux-roseau	x	
Ranunculus repens	Renoncule rampante	**X**	
Alopecurus pratensis	Vulpin des prés	x	
Carex hirta	Laiche hérissée	x	
Silene flos-cuculi	Lychnis fleur de coucou	**X**	
Cardamine pratensis	Cardamine des prés	x	
Lotus uliginosus	Lotier des marais	x	
Centaurea jacea	Centaurée jacée	**X**	**X**
Dactylis glomerata	Dactyle		**X**
Daucus carota	Carotte sauvage		**X**
Festuca ovina	Fétuque ovine		x
Festuca rubra	Fétuque rouge		x
Leucanthemum vulgare	Grande marguerite		**X**
Lotus corniculatus	Lotier corniculé		**X**
Poa pratensis	Pâturin des prés		**X**
Vicia sativa	Vesce commune		x
Echium vulgare	Vipérine		**X**
Medicago sativa	Luzerne		X
Arrhenatherum elatius	Avoine élevée		X
Bromus hordeaceus	Brome mou		X
Lathyrus pratensis	Gesse des prés		X
Plantago lanceolata	Plantain lancéolé		X
Trisetum flavescens	Avoine doré		X
Rhinanthus alectorolophus	Rhinanthe velu		X
Galium verum	Gaillet jaune		X
Galium mollugo	Gaillet mou		X

Les types de milieu sont donnés à titre indicatif
En gras : espèces préférentielles à implanter

Pour le couvert herbe, la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Directions départementales des territoires du Val d'Oise et des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure IF_VXFR_HE30 *Gestion de prairies sans fertilisation azotée*

du territoire « Vexin français »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : HERBE_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre agro-écologique des prairies, en particulier certains milieux remarquables (praires, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource entraînant la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.
Par ailleurs, la fertilisation modifie la composition fonctionnelle des communautés végétales en présence : elle favorise les espèces de grande taille, dont les tissus sont plus riches en éléments minéraux, et dont les capacités de croissance et de prélèvement des éléments minéraux sont plus élevées.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 130,57 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020. Aucune condition d'éligibilité spécifique à la mesure IF_VXFR_HE30 n'est à vérifier.

Seules les parcelles de l'exploitation situées dans le territoire du Projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) du Vexin français (cf. note d'information du territoire) sont éligibles à cette mesure.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure IF_VXFR_HE30 les **surfaces en herbe et milieux remarquables** pour lesquels il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité, lié à une fertilisation excessive.
Les bandes tampon le long des cours d'eau ne sont pas éligibles.

Une fois engagées, ces surfaces doivent être déclarées **en prairies, temporaires ou permanentes.**

Il s'agit d'une **mesure fixe (respect de la mesure sur la même parcelle) d'une durée de 5 ans**.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers selon les priorités régionales et les modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai de la première année de votre engagement**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges.
Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure IF_VXFR_HE30 sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.**

Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements pour la fertilisation	Réversible	Principale	Totale
Respect de la limitation d'apports magnésiens et de chaux et de fertilisation P et K[26]	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	Totale
Interdiction d'utilisation des produits phytosanitaires, sauf traitements localisés	Sur place : visuel et documentaire	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

[26] P ≤ 90 U/ha/an; K ≤ 160 U/ha/an

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

L'enregistrement de l'ensemble des interventions sur les parcelles engagées est établi suivant le modèle défini dans le document de cadrage national avec, à minima, les points suivants :

- identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;
- pratiques de fertilisation des surfaces (dates, quantités, produit (0 pour les apports azotés)) ;

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Pour le couvert herbe, la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

île de France

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Directions départementales des territoires du Val d'Oise et des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure IF_VXFR_HE04 *Gestion extensive de prairies pâturées*

du territoire « Vexin français »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : HERBE_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette mesure est d'améliorer la gestion par le pâturage de milieux remarquables, en particulier dans les zones humides (tourbières, prairies humide, etc.), en fonction des spécificités de chaque milieu, en limitant la pression de pâturage afin d'éviter la dégradation de la flore et des sols par tassement dans un objectif de maintien de la biodiversité et dans un objectif paysager.

Elle peut également permettre le maintien de l'ouverture et le renouvellement de la ressource fourragère sur des surfaces soumises à une dynamique d'embroussaillement, en évitant le sous pâturage et le surpâturage, et contribuer ainsi à pérenniser une mosaïque d'habitats.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 75,44 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020. Aucune condition d'éligibilité spécifique à la mesure IF_VXFR_HE04 n'est à vérifier.

Seules les parcelles de l'exploitation situées dans le territoire du Projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) du Vexin français (cf. note d'information du territoire) sont éligibles à cette mesure.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure IF_VXFR_HE04 les **milieux remarquables identifiés au sein des surfaces en prairies et pâturages permanents**.

Une fois engagées, ces surfaces doivent être déclarées **en prairies, temporaires ou permanentes.**

Il s'agit d'une **mesure fixe (respect de la mesure sur la même parcelle) d'une durée de 5 ans**.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers selon les priorités régionales et les modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai de la première année de votre engagement**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure IF_VXFR_HE04 sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect du chargement maximal moyen annuel à la parcelle de 1,2 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respect du chargement minimal moyen annuel à la parcelle de 0,3 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respect de la période d'interdiction de fauche avant le 01/06 (hors Natura 2000 Epte) ou avant le 15/06 (site Natura 2000 Epte) et après le 31/12	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Interdiction d'utilisation des produits phytosanitaires, sauf traitements localisés	Sur place : visuel et documentaire	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

L'enregistrement de l'ensemble des interventions sur les parcelles engagées est établi suivant le modèle défini dans le document de cadrage national avec, à minima, les points suivants :

- identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;
- interventions mécaniques : fauche ou broyage (date(s), matériel utilisé, modalités) ;
- pratiques de pâturage (dates d'entrées et de sorties par parcelle, nombre d'animaux et d'UGB).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

Calcul du taux de chargement :

- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

Pour le calcul des taux de chargement, ce sont les surfaces corrigées par la méthode du prorata qui sont utilisées.

Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant l'année civile précédente. Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Pour le couvert herbe, la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Directions départementales des territoires du Val d'Oise et des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure IF_VXFR_HE34

Gestion de prairies pâturées sans fertilisation azotée

du territoire « Vexin français »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : HERBE_04
HERBE_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette mesure est d'améliorer la gestion par le pâturage de milieux remarquables, en particulier dans les zones humides (tourbières, prairies humide, etc.), en fonction des spécificités de chaque milieu, en limitant la pression de pâturage afin d'éviter la dégradation de la flore et des sols par tassement dans un objectif de maintien de la biodiversité et dans un objectif paysager.

Elle peut également permettre le maintien de l'ouverture et le renouvellement de la ressource fourragère sur des surfaces soumises à une dynamique d'embroussaillement, en évitant le sous pâturage et le surpâturage, et contribuer ainsi à pérenniser une mosaïque d'habitats.

L'absence de fertilisation azotée a pour but l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre agro-écologique des prairies, en particulier certains milieux remarquables (praires, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource entraînant la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

Par ailleurs, la fertilisation modifie la composition fonctionnelle des communautés végétales en présence : elle favorise les espèces de grande taille, dont les tissus sont plus riches en éléments minéraux, et dont les capacités de croissance et de prélèvement des éléments minéraux sont plus élevées.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 206,01 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020. Aucune condition d'éligibilité spécifique à la mesure IF_VXFR_HE34 n'est à vérifier.

Seules les parcelles de l'exploitation situées dans le territoire du Projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) du Vexin français (cf. note d'information du territoire) sont éligibles à cette mesure.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure IF_VXFR_HE34 les **surfaces en herbe et milieux remarquables** pour lesquels il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité, lié à une fertilisation excessive.
Les bandes tampon le long des cours d'eau ne sont pas éligibles.

Une fois engagées, ces surfaces doivent être déclarées **en prairies, temporaires ou permanentes.**

Il s'agit d'une **mesure fixe (respect de la mesure sur la même parcelle) d'une durée de 5 ans**.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers selon les priorités régionales et les modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai de la première année de votre engagement**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure IF_VXFR_HE34 sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect du chargement maximal moyen annuel à la parcelle de 1,2 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respect du chargement minimal moyen annuel à la parcelle de 0,3 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respect de la période d'interdiction de fauche avant le 01/06 (hors Natura 2000 Epte) ou avant le 15/06 (site Natura 2000 Epte) et après le 31/12	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements pour la fertilisation	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
hors apports éventuels par pâturage)					
Respect de la limitation d'apports magnésiens et de chaux et de fertilisation P et K[27]	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	Totale
Interdiction d'utilisation des produits phytosanitaires, sauf traitements localisés	Sur place : visuel et documentaire	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

L'enregistrement de l'ensemble des interventions sur les parcelles engagées est établi suivant le modèle défini dans le document de cadrage national avec, à minima, les points suivants :

- identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;

[27] P ≤ 90 U/ha/an; K ≤ 160 U/ha/an

- interventions mécaniques : fauche ou broyage (date(s), matériel utilisé, modalités)
- pratiques de pâturage (dates d'entrées et de sorties par parcelle, nombre d'animaux et d'UGB) ;
- pratiques de fertilisation des surfaces [dates, quantités, produit (0 pour les apports azotés)].

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

Calcul du taux de chargement :
- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.
Pour le calcul des taux de chargement, ce sont les surfaces corrigées par la méthode du prorata qui sont utilisées.

Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant l'année civile précédente. Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB

CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Pour le couvert herbe, la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Directions départementales des territoires du Val d'Oise et des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure IF_VXFR_HE06

Gestion extensive de prairies de fauche

du territoire « Vexin français »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : HERBE_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de permettre aux espèces végétales et animales inféodées aux surfaces en herbe entretenues par la fauche, d'accomplir leurs cycles reproductifs (fructification des plantes, nidification pour les oiseaux) dans un objectif de maintien de la biodiversité. Selon l'espèce visée, il est indispensable de définir la période durant laquelle toute intervention mécanique est interdite afin d'atteindre l'objectif.
La conservation de zones non fauchées ou fauchées avec un retard de 15 à 30 jours est très intéressante, spécialement en bordure des parcelles et des éléments fixes pour la fauche centrifuge. Cela pourra être pris en compte dans le cadre du diagnostic d'exploitation pour définir les localisations pertinentes des parcelles ou parties de parcelles éligibles et la période d'interdiction d'intervention mécanique.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 95,36 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020. Aucune condition d'éligibilité spécifique à la mesure IF_VXFR_HE06 n'est à vérifier.

Seules les parcelles de l'exploitation situées dans le territoire du Projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) du Vexin français (cf. note d'information du territoire) sont éligibles à cette mesure.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure IF_VXFR_HE06 les **surfaces en herbe et habitats remarquables** identifiés sur le territoire.

Une fois engagées, ces surfaces doivent être déclarées **en prairies, temporaires ou permanentes.**

Il s'agit d'une **mesure fixe (respect de la mesure sur la même parcelle) d'une durée de 5 ans**.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers selon les priorités régionales et les modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai de la première année de votre engagement**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure IF_VXFR_HE06 sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de la période d'interdiction de fauche avant le 01/06 (hors Natura 2000 Epte) ou avant le 15/06 (site Natura 2000 Epte) et après le 31/12	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Interdiction du pâturage par déprimage. Si pâturage des regains, respect du chargement moyen maximal de 1,2 UGB/ha	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction d'utilisation des produits phytosanitaires, sauf traitements localisés	Sur place : visuel et documentaire	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

L'enregistrement de l'ensemble des interventions sur les parcelles engagées est établi suivant le modèle défini dans le document de cadrage national avec, à minima, les points suivants :

- identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;
- interventions mécaniques : fauche ou broyage (date(s), matériel utilisé, modalités)
- pratiques de pâturage (dates d'entrées et de sorties par parcelle, nombre d'animaux et d'UGB) ;

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

Calcul du taux de chargement :

- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

Pour le calcul des taux de chargement, ce sont les surfaces corrigées par la méthode du prorata qui sont utilisées.

Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant l'année civile précédente. Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Pour le couvert herbe, la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.
La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Directions départementales des territoires
du Val d'Oise et des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure IF_VXFR_HE36

Gestion de prairies de fauche sans fertilisation azotée

du territoire « Vexin français »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : HERBE_06
HERBE_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de permettre aux espèces végétales et animales inféodées aux surfaces en herbe entretenues par la fauche, d'accomplir leurs cycles reproductifs (fructification des plantes, nidification pour les oiseaux) dans un objectif de maintien de la biodiversité. Selon l'espèce visée, il est indispensable de définir la période durant laquelle toute intervention mécanique est interdite afin d'atteindre l'objectif.
La conservation de zones non fauchées ou fauchées avec un retard de 15 à 30 jours est très intéressante, spécialement en bordure des parcelles et des éléments fixes pour la fauche centrifuge. Cela pourra être pris en compte dans le cadre du diagnostic d'exploitation pour définir les localisations pertinentes des parcelles ou parties de parcelles éligibles et la période d'interdiction d'intervention mécanique.

L'absence de fertilisation azotée a pour but l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre agro-écologique des prairies, en particulier certains milieux remarquables (praires, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource entraînant la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

Par ailleurs, la fertilisation modifie la composition fonctionnelle des communautés végétales en présence : elle favorise les espèces de grande taille, dont les tissus sont plus riches en éléments minéraux, et dont les capacités de croissance et de prélèvement des éléments minéraux sont plus élevées.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 225,93 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020. Aucune condition d'éligibilité spécifique à la mesure IF_VXFR_HE36 n'est à vérifier.

Seules les parcelles de l'exploitation situées dans le territoire du Projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) du Vexin français (cf. note d'information du territoire) sont éligibles à cette mesure.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure IF_VXFR_HE36 les **surfaces en herbe et habitats remarquables** pour lesquels il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité, lié à une fertilisation excessive.
Les bandes tampon le long des cours d'eau ne sont pas éligibles.

Une fois engagées, ces surfaces doivent être déclarées **en prairies, temporaires ou permanentes.**

Il s'agit d'une **mesure fixe (respect de la mesure sur la même parcelle) d'une durée de 5 ans**.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers selon les priorités régionales et les modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai de la première année de votre engagement**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure IF_VXFR_HE36 sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de la période d'interdiction de fauche avant le 01/06 (hors Natura 2000 Epte) ou avant le 15/06 (site Natura 2000 Epte) et après le 31/12	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Interdiction du pâturage par déprimage. Si pâturage des regains, respect du chargement moyen maximal de 1,2 UGB/ha	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements pour la fertilisation	Réversible	Principale	Totale
Respect de la limitation d'apports magnésiens et de chaux et de fertilisation P et K[28]	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	Totale
Interdiction d'utilisation des produits phytosanitaires, sauf traitements localisés	Sur place : visuel et documentaire	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale

[28] P ≤ 90 U/ha/an; K ≤ 160 U/ha/an

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

L'enregistrement de l'ensemble des interventions sur les parcelles engagées est établi suivant le modèle défini dans le document de cadrage national avec, à minima, les points suivants :

- identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;
- interventions mécaniques : fauche ou broyage (date(s), matériel utilisé, modalités)
- pratiques de fertilisation des surfaces (dates, quantités, produit (0 pour les apports azotés)) ;
- pratiques de pâturage (dates d'entrées et de sorties par parcelle, nombre d'animaux et d'UGB) ;

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

Calcul du taux de chargement :

- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

Pour le calcul des taux de chargement, ce sont les surfaces corrigées par la méthode du prorata qui sont utilisées.

Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant l'année civile précédente. Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Pour le couvert herbe, la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Directions départementales des territoires du Val d'Oise et des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure IF_VXFR_HE39

Gestion pastorale et maintien des milieux ouverts

du territoire « Vexin français »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : HERBE_09
HERBE_03
OUVERT_02

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise le maintien des zones à vocation pastorale (pelouses) composées d'une mosaïque de milieux (strates herbacés et ligneux bas et quelques ligneux hauts).
La richesse biologique de ces espaces est maintenue en évitant le surpâturage ou le sous pâturage. La fixation de conditions d'entretien de ces surfaces trop rigides (chargement instantané maximum et minimum, période de pâturage…) n'est pas adaptée à la préservation des milieux et peut parfois conduire à une dégradation des zones les plus fragiles ou une perte de biodiversité des zones soumises à une forte dynamique.
Cette mesure a ainsi pour objectifs de s'assurer que l'ensemble des estives, landes ou parcours engagées soient utilisées de manière à lutter contre leur fermeture et de favoriser l'adaptation des conditions de pâturage à la spécificité de ces milieux, en se basant sur un plan de gestion pastoral.

Cette mesure vise également à maintenir l'ouverture de parcelles dont la dynamique d'embroussaillement est défavorable à l'expression de la biodiversité (risque de fermeture de milieux remarquables herbacés gérés de manière extensive par pâturage).
En effet, dans certaines zones, le pâturage n'est pas suffisant pour entretenir le milieu (rejets ligneux et autres végétaux indésirables ou envahissants induisant une perte de biodiversité). Un entretien mécanique complémentaire est donc nécessaire pour éviter la fermeture du milieu, dans un objectif paysager et de maintien de la biodiversité.

La reconquête de milieux ouverts permet une large expression d'espèces animales et végétales inféodées à ce type de milieu.

L'absence de fertilisation azotée a pour but l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre agro-écologique des prairies, en particulier certains milieux remarquables (praires, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).
En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource entraînant la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.
Par ailleurs, la fertilisation modifie la composition fonctionnelle des communautés végétales en présence : elle favorise les espèces de grande taille, dont les tissus sont plus riches en éléments minéraux, et dont les capacités de croissance et de prélèvement des éléments minéraux sont plus élevées.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 301,43 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020. Aucune condition d'éligibilité spécifique à la mesure IF_VXFR_HE39 n'est à vérifier.

Seules les parcelles de l'exploitation situées dans le territoire du Projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) du Vexin français (cf. note d'information du territoire) sont éligibles à cette mesure.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure IF_VXFR_HE39 les **surfaces identifiées en pelouses sèches remarquables dont la dynamique d'évolution tend vers l'embroussaillement** *(cf. DOCOB des sites Natura 2000 ; Atlas communaux du patrimoine naturel).*

Les bandes tampon le long des cours d'eau ne sont pas éligibles.

Une fois engagées, ces surfaces doivent être déclarées **en prairies, temporaires ou permanentes.**

Il s'agit d'une **mesure fixe (respect de la mesure sur la même parcelle) d'une durée de 5 ans**.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers selon les priorités régionales et les modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai de la première année de votre engagement**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure IF_VXFR_HE39 sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par une structure agréée, un plan de gestion pastorale sur les parcelles engagées, incluant un diagnostic initial de l'unité pastorale	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion pastorale sur les surfaces engagées	Sur place : documentaire et visuel	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Elimination mécanique ou manuelle des ligneux et autres végétaux définis comme indésirables	Sur place	Programme de travaux, cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
conformément au diagnostic de territoire et précisé au paragraphe 5		prestation			
Réalisation des travaux d'entretien pendant la période du 01/11 au 01/03	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements pour la fertilisation	Réversible	Principale	Totale
Respect de la limitation d'apports magnésiens et de chaux et de fertilisation P et K[29]	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	Totale
Interdiction d'utilisation des produits phytosanitaires, sauf traitements localisés	Sur place : visuel et documentaire	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

[29] P ≤ 90 U/ha/an; K ≤ 160 U/ha/an

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

L'enregistrement de l'ensemble des interventions sur les parcelles engagées est établi suivant le modèle défini dans le document de cadrage national avec, à minima, les points suivants

- identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;
- interventions mécaniques (type, localisation, date et outils, objectifs de résultats)
- pratiques de pâturage (dates d'entrées et de sorties par parcelle, nombre d'animaux et d'UGB)
- pose des clôtures, des points d'eau : dates et localisation
- affouragement : dates et localisation
- pratiques de fertilisation des surfaces [dates, quantités, produit (0 pour les apports azotés)].

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

En tant que souscripteur, vous vous engagez à mettre en place et respecter le **plan de gestion pastorale des parcelles engagées** établi avec le Parc, selon le modèle défini ci-dessous. Il doit être réalisé **au plus tard le 1er juillet de l'année du dépôt de la demande d'engagement.**

Plan de gestion pastorale

Il est présenté de la manière suivante :

- Contexte
- Objectifs
- Durée d'engagement
- Localisation
- Enregistrement des pratiques

Il comprend au minimum :

- surfaces engagées cartographiées
- chargement moyen ou effectif maximal à respecter sur les surfaces engagées
- périodes de pâturage autorisées ainsi que les localisations cartographiques
- pose et dépose éventuelles des clôtures en cas de pâturage en parcs tournants
- résultats attendus en termes de pression de pâturage (référentiel photographique, …)

- installation ou déplacement éventuel des points d'eau
- conditions dans lesquelles l'affouragement temporaire est autorisé
- pratiques spécifiques en cas de présence d'espèces ou de milieux particuliers
- modalités d'utilisation des traitements anti-parasitaires et apports minéraux

Calcul du taux de chargement :

Le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée.

Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant l'année civile précédente. Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Pour les herbivores autres que bovins, les animaux doivent être présents sur l'exploitation pendant une durée de 30 jours consécutifs, incluant le 31 mars de l'année en cours. Le nombre correspondant doit être déclaré chaque année sur le formulaire de déclaration des effectifs animaux du dossier PAC.

Les milieux sont maintenus ouverts par :

- interventions mécaniques uniquement en période hivernale entre le 01/11 et le 01/03

- débroussaillage avec exportation obligatoire
- broyage possible selon la configuration de la parcelle

La **liste des espèces à éliminer** *(non exhaustive)* est la suivante, le plan de gestion pastorale précisant si l'élimination doit être totale ou seulement partielle.

Nom latin	Nom français
Ailanthus altissima	Ailante glanduleux
Brachypodium pinnatum	Brachypode penné
Buddleja davidii	Buddleia
Cornus sanguinea	Cornouiller sanguin
Cornus mas	Cornouiller mâle
Crataegus monogyna	Aubépine monogyne
Fraxinus excelsior	Frêne commun
Laburnum anagyroides	Cytise
Pinus sylvestris	Pin sylvestre (et autres résineux)
Prunus spinosa	Prunellier
Robinia pseudoacacia	Robinier faux-acacia
Rosa canina	Églantier commun
Rubus sp	Ronce sp
Viburnum lantana	Viorne lantane

Pour le couvert herbe, la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Directions départementales des territoires du Val d'Oise et des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure IF_VXFR_VE32

Entretien des vergers hautes tiges et près vergers sans fertilisation azotée

du territoire « Vexin français »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : HERBE_03
MILIEU_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette opération vise l'entretien des vergers haute-tiges ou prés-vergers qui constituent des habitats particuliers favorables à la conservation de certaines espèces, en particulier d'espèces d'intérêt communautaire, et qui contribuent à la qualité des paysages.
Par ailleurs, certaines essences d'arbres réagissent à la gestion en verger, et en particulier suite aux greffes et à l'entretien par coupe régulière des branches en formant des cavités, constituant des habitats propices au développement de certaines espèces comme les insectes saproxylophages, les chauves souris et les oiseaux. Un entretien régulier de ces arbres est nécessaire pour qu'ils conservent durablement leurs qualités écologiques et paysagères. Cependant, au-delà de l'entretien nécessaire pour la production des fruits, certaines pratiques doivent être favorisées afin de permettre la conservation d'espèces telles que le Pique-prune (Osmoderma eremita).

L'absence de fertilisation azotée a pour but l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (praires, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).

En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsable de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.
Par ailleurs, la fertilisation modifie la composition fonctionnelle des communautés végétales en présence : elle favorise les espèces de grande taille, dont les tissus sont plus riches en éléments minéraux, et dont les capacités de croissance et de prélèvement des éléments minéraux sont plus élevées.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 366,23 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pour 2 entretiens effectués pendant la durée de l'engagement (5ans).

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020. Aucune condition d'éligibilité spécifique à la mesure IF_VXFR_VE32 n'est à vérifier.

Seules les parcelles de l'exploitation situées dans le territoire du Projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) du Vexin français (cf. note d'information du territoire) sont éligibles à cette mesure.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Pour être éligibles à la mesure IF_VXFR_VE32, les vergers et prés vergers doivent :

- respecter la liste des essences autorisées telle que :

Poirier	Prunier
Pommier	Cognassier
Cerisier	Noyer

- être d'une densité de plantation comprise entre 10 et 60 arbres par hectare.

Les bandes tampon le long des cours d'eau ne sont pas éligibles.

Une fois engagés, les éléments doivent être déclarés en **vergers**.

Il s'agit d'une **mesure fixe (respect de la mesure sur la même parcelle) d'une durée de 5 ans**.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers selon les priorités régionales et les modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai de la première année de votre engagement**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure IF_VXFR_VE32 sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de la densité d'arbres comprise entre 10 et 60 arbres par ha	Sur place : visuel et comptage		Réversible	Principale	Totale
Respect du nombre de tailles à réaliser suivant le type d'arbres La première taille doit être réalisée au plus tard en année 3	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestations extérieures Cahier des charges d'entretien des arbres	Réversible	Principale	Totale
Respect du type de taille à réaliser suivant l'âge des arbres Respect de l'interdiction de taille en cépée	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestations extérieures Cahier des charges	Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
		d'entretien des arbres			
Respect de la période d'intervention (du 02/11 au 14/02)	Sur place : documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestations extérieures Cahier des charges d'entretien des arbres	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'avance/de retard (5 / 10 / 15 jours)
Respect du matériel autorisé n'éclatant pas les branches	Sur place : visuel		Réversible	Secondaire	Totale
Respect du devenir des produits de taille et absence de produits de taille sur la parcelle au-delà de 2 semaines après la date de la taille	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestations extérieures Cahier des charges d'entretien des arbres	Réversible	Secondaire	Totale
Réalisation de la fauche ou du pâturage durant la période autorisée	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestations extérieures Cahier des charges d'entretien du couvert herbacé	Réversible	Secondaire	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements pour la fertilisation	Réversible	Principale	Totale
Respect de la limitation d'apports magnésiens et de chaux et de fertilisation P et K[30]	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	Totale

[30] P ≤ 90 U/ha/an; K ≤ 160 U/ha/an

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction d'utilisation des produits phytosanitaires, sauf traitements localisés	Sur place : visuel et documentaire	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Maintien du couvert herbacé sur la parcelle engagée (rangs et inter-rangs)	Sur place : visuel		Réversible	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

L'enregistrement de l'ensemble des interventions sur les parcelles engagées est établi suivant le modèle défini dans le document de cadrage national avec, à minima, les points suivants :

- identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces)
- interventions mécaniques : fauche ou broyage (date(s), matériel utilisé, modalités)
- pratiques de pâturage (dates d'entrées et de sorties par parcelle, nombre d'animaux et d'UGB)
- interventions sur les arbres : date(s), matériel utilisé, modalités
- pratiques de fertilisation des surfaces [dates, quantités, produit (0 pour les apports azotés)].

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

En tant que souscripteur, vous vous engagez à respecter les points suivants :

- entretien des arbres :
  - utilisation de matériel n'éclatant pas les branches (lamier, tronçonneuse, sécateur)
  - interdiction d'intervention sur les arbres du 15/02 au 01/11
  - interdiction de taille en cépée
  - pour les jeunes arbres : taille de formation annuelle
  - pour les vieux arbres : taille de formation annuelle si besoin pendant 2-3 ans, puis taille d'entretien tous les 2-3 ans selon la vigueur de l'arbre
  - exportation des produits de taille dans les 2 semaines suivant la date de taille.
- entretien annuel du couvert herbacé soit :
  - par fauche (après le 01/06)
  - par pâturage extensif (1,2 UGB/ha/an maximum) avec entrée des animaux à partir du 01/05 (date de référence au 01/04)
- interdiction de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (exemple : cas des chenilles) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché

Pour le couvert herbe, la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Directions départementales des territoires du Val d'Oise et des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure IF_VXFR_HA02 *Entretien de haies*

du territoire « Vexin français »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_01

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette mesure est d'assurer un entretien des haies localisées de façon pertinente au sein de l'espace agricole afin de garantir leur renouvellement et leur pérennité sur le territoire.
Les haies ont de multiples fonctions environnementales. En effet, elles constituent un obstacle physique qui diminue la vitesse des ruissellements ainsi que celle du vent, limitant ainsi le transport des particules solides (limons et sables), des éléments fertilisants et des matières actives (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux). Le réseau racinaire dense, puissant et profond des ligneux composant la haie remonte les éléments minéraux ayant migré en profondeur (objectif protection de l'eau), favorise l'infiltration des eaux en excès et stabilise le sol (objectifs lutte contre les risques naturels et lutte contre l'érosion). Les haies sont également des écosystèmes à part entière, lieux de vie, d'abri, de reproduction de nombreuses espèces animales et végétales inféodées à ce type de milieu (maintien de la biodiversité, trame verte et bleue). Par ailleurs, les haies contribuent efficacement au stockage de carbone.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 0,36 € par mètre linéaire engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement (pour 2 entretiens au cours des 5 ans d'engagement).

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Seuls les éléments situés sur des parcelles de l'exploitation dans le territoire du Projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) du Vexin français (cf. note d'information du territoire) et entretenus par le souscripteur sont éligibles à cette mesure.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure IF_VXFR_HA02 toutes haies (haies hautes et/ou haies basses), bordant ou incluses dans les parcelles déclarées à la PAC, composées des essences autorisées (cf. liste ci-après), dans la limite du montant plafond éventuellement fixé par un cofinanceur au niveau de la mesure.

Il s'agit d'une **mesure fixe (respect de la mesure sur la même parcelle) d'une durée de 5 ans**.

Liste des essences autorisées

Nom scientifique	Nom français
Acer campestre	Erable champêtre
Alnus glutinosa	Aulne glutineux
Betula pendula	Bouleau verruqueux
Betula pubescens	Bouleau pubescent
Carpinus betulus	Charme
Castanea sativa	Châtaignier
Cornus mas	Cornouiller mâle
Crataegus monogyna	Aubépine monogyne
Fagus sylvatica	Hêtre commun
Fraxinus excelsior	Frêne commun
Ilex aquifolium	Houx
Malus sylvestris	Pommier
Populus nigra	Peuplier noir non hybride (sauf populiculture)
Pupulus tremula	Tremble
Prunus avium	Merisier, Cerisier
Prunus domestica	Prunier, Prunelier
Pyrus communis	Poirier

Quercus petraea	Chêne sessile
Quercus robur	Chêne pédonculé
Salix alba	Saule blanc
Salix caprea	Saule marsault
Sambucus nigra	Sureau noir
Sorbus aucuparia	Sorbier des oiseleurs
Sorbus torminalis	Alisier torminal
Tilia cordata	Tilleul à petites feuilles
Tilia platyphyllos	Tilleul à grandes feuilles
Ulmus minor	Orme champêtre
Frangula alnus	Bourdaine
Sorbus domestica	Cormier
Cornus sanguinea	Cornouiller sanguin
Euonymus europaeus	Fusain d'Europe
Mespilus germanica	Néflier
Corylus avellana	Noisetier
Juglans regia	Noyer
Prunus spinosa	Prunellier
Ligustrum vulgare	Troène
Buxus sempervirens	Buis commun
Rosa canina	Eglantier
Rubus fructicosus	Mûrier sauvage
Viburnum opulus	Viorne obier

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers selon les priorités régionales et les modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai de la première année de votre engagement**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges.

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure IF_VXFR_HA02 sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
				Gravité	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la haie engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période allant du 01/11 au 15/02	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches : lamier, tronçonneuse, sécateur	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITION ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**
A minima, l'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants : type d'intervention, localisation, date, outils.

En tant que souscripteur, vous vous engagez à mettre en œuvre le plan de gestion défini avec le Parc suivant le type de haie concernée, notamment :

- intervention uniquement hivernale, du 01/11 au 15/02
- 2 tailles sur les 5 ans, dont une taille au moins au cours des 3 premières années
- le type de taille : **taille sur les 2 côté(s) de la haie.**
- maintien des arbres morts ou remarquables (vieux, têtards, creux ou à cavité,...) s'ils ne présentent pas de danger pour la sécurité des biens et des personnes
- replantation si nécessaire, avec des essences autorisées, des plants de moins de 4 ans et l'interdiction du paillage plastique
- interdiction de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (exemple : cas des chenilles) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Directions départementales des territoires du Val d'Oise et des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure IF_VXFR_RI02 *Entretien de ripisylves*

du territoire « Vexin français »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette mesure est d'assurer un entretien adapté des ripisylves afin d'assurer la pérennité de ces milieux remarquables sur le territoire. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

La ripisylve est une zone de transition entre les milieux aquatique et terrestre, elle est localisée en bordure de cours d'eau. Elle est composée de différentes strates (herbacée, arbustive, arborée) permettant d'assurer divers rôles : habitats naturels, corridors écologiques (trame verte et bleue), filtration et épuration des eaux de ruissellement, protection des berges contre l'érosion, régulation climatique (notamment zones d'ombrage et stockage du carbone), etc. Elle joue par ailleurs les mêmes rôles qu'une haie arbustive ou arborée en matière de protection contre le ruissellement et l'érosion, en faveur de la qualité des eaux (limitation des transferts) et du maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées).

Un entretien non intensif de ce milieu permet le maintien des différentes strates et d'une végétation variée assurant tous ces rôles.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 1,01 € par ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement (pour 2 entretiens au cours des 5 ans d'engagement).

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Seuls les éléments situés sur des parcelles de l'exploitation dans le territoire du Projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) du Vexin français (cf. note d'information du territoire) et entretenus par le souscripteur sont éligibles à cette mesure.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure IF_VXFR_RI02 toutes ripisylves, bordant ou incluses dans les parcelles déclarées à la PAC, composées des essences autorisées (cf. liste ci-après).

Les obligations d'entretien des ripisylves engagées portent sur les 2 côtés de la ripisylve (côté de la parcelle et côté du cours d'eau).

Il s'agit d'une **mesure fixe (respect de la mesure sur la même parcelle) d'une durée de 5 ans**.

Liste des essences autorisées

Nom scientifique	Nom français
Acer campestre	Erable champêtre
Alnus glutinosa	Aulne glutineux
Carpinus betulus	Charme
Crataegus monogyna	Aubépine monogyne
Fraxinus excelsior	Frêne commun
Populus nigra	Peuplier noir non hybride (sauf populiculture)
Pupulus tremula	Tremble
Prunus avium	Merisier
Quercus petraea	Chêne sessile
Quercus robur	Chêne pédonculé
Salix alba	Saule blanc
Salix caprea	Saule marsault
Sambucus nigra	Sureau noir
Sorbus aucuparia	Sorbier des oiseleurs
Sorbus torminalis	Alisier torminal

Sorbus domestica	Cormier
Corylus avellana	Noisetier

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers selon les priorités régionales et les modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai de la première année de votre engagement**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges.

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure IF_VXFR_RI02 sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la ripisylve engagée	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation de la taille des arbres entre le 01/11 au 15/02 Réalisation de l'enlèvement des embâcles et de l'entretien du lit du cours d'eau entre le 01/11 au 15/02	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches : lamier, tronçonneuse, sécateur	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

6. DEFINITION ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**
A minima, l'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants : type d'intervention, localisation, date, outils.

En tant que souscripteur, vous vous engagez à mettre en œuvre le plan de gestion défini avec le Parc suivant le type de ripisylve concernée, notamment:

- intervention uniquement hivernale, du 01/11 au 15/02
- taille des 2 côtés (côté de la parcelle et côté du cours d'eau)
- 2 tailles au minimum sur les 5 ans, dont une intervention au moins au cours des 3 premières années
- utilisation de matériel n'éclatant pas les branches : lamier, tronçonneuse, sécateur
- maintien des arbres morts ou remarquables (vieux, têtards, creux ou à cavité,...) s'ils ne présentent pas de danger pour la sécurité des biens et des personnes
- élimination des arbres et des branches mortes le long du cours d'eau, lorsque ceux-ci sont susceptibles de créer des embâcles et empêcher le bon écoulement des eaux
- dessouchage interdit en bordure de berge
- replantation si nécessaire, avec des essences autorisées, des plants de moins de 4 ans et l'interdiction du paillage plastique
- interdiction de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (exemple : cas des chenilles) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

ÎledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Directions départementales des territoires du Val d'Oise et des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure IF_VXFR_FO03 *Entretien de fossés et canaux* du territoire « Vexin français »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de réaliser un entretien des fossés et rigoles de drainage et d'irrigation, des fossés et canaux en marais, et des bealières (la bealière est un canal construit à partir de la rivière, formant une déviation et un cours d'eau secondaire, avec une pente plus faible que la pente moyenne de la rivière) permettant de maintenir leurs flancs végétalisés et une expression favorable de la biodiversité.
Les fossés, lorsque leurs flancs sont végétalisés, jouent un rôle épurateur des eaux d'écoulement (surface de filtration et d'infiltration des eaux). Le maintien du maillage de fossés et rigoles dans ces conditions d'entretien permet d'assurer un bon cheminement de l'eau et ainsi une bonne alimentation en eau des parcelles situées en aval. Ils sont particulièrement importants dans les zones de marais façonnés par l'homme, où ils participent au maintien des habitats et des espèces remarquables spécifiques des milieux humides.
Lorsqu'ils sont entretenus de manière strictement mécanique à des dates favorables à la biodiversité (en évitant le sur-entretien), ils peuvent également constituer des zones de développement d'une flore spécifique et constituent des lieux de vie d'abri et de reproduction de nombreuses espèces animales (avifaune, petits mammifères), dans un objectif de maintien de la biodiversité (trame verte et bleue).
En marais, le réseau hydraulique est particulièrement dense (100 à 300 ml/ha). Il conditionne selon les saisons, le caractère inondable, le taux d'humidité mais aussi le drainage des compartiments hydrauliques homogènes. Il nécessite surtout une bonne connexité (capacité hydraulique au dé-confinement et aptitude à jouer un rôle de corridor aquatique écologique). L'engagement de curage du fossé réalisé dans de bonnes conditions permet de rajeunir des

milieux confinés, d'initier un nouveau cycle de développement biologique et de retrouver la capacité hydraulique du réseau. Il s'agit ainsi d'éviter le comblement des marais et donc de maintenir ou de restaurer leurs fonctionnalités écologiques et hydrologiques (rôle de tampons et filtres).

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 1,94 € par ml engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement (pour 3 entretiens au cours des 5 ans d'engagement).

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Seuls les éléments situés sur des parcelles de l'exploitation dans le territoire du Projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) du Vexin français (cf. note d'information du territoire) et entretenus par le souscripteur sont éligibles à cette mesure.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure IF_VXFR_FO03 tous ouvrages non maçonnés et végétalisés, bordant ou inclus dans les parcelles déclarées à la PAC.
Les structures hydrauliques faisant l'objet d'une association syndicale autorisée (ASA) ainsi que les cours d'eau sont exclus.

Il s'agit d'une **mesure fixe (respect de la mesure sur le même linéaire) d'une durée de 5 ans**.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers selon les priorités régionales et les modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai de la première année de votre engagement**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges.

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure IF_VXFR_FO03 sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement au type d'ouvrage engagé	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période du 15/09 au 15/03	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Absence de recalibrage et redressement des fossés et rigoles	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions : type d'intervention, localisation, date et outils	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
				(si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les linéaires engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**
A minima, l'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants : type d'intervention, localisation, date, outils.

En tant que souscripteur, vous vous engagez à mettre en œuvre le plan de gestion défini avec le Parc suivant le type d'ouvrage concerné, notamment :

- intervention uniquement hivernale, du 15/09 au 15/03, par tiers de linéaire engagé
- entretien mécanique assurant le bon écoulement des eaux
- respect de la stabilité des berges et de la ceinture végétale
- conservation des canaux et fossés d'âges différents, favorables à la biodiversité
- conservation des échanges entre les parcelles inondables et les réseaux de fossés et canaux
- lutte manuelle et/ou mécanique contre la prolifération de la végétation allochtone envahissante, sur la base de la liste des espèces publiée par le Ministère en charge de l'Ecologie dans le cadre des décrets d'application de la loi "développement des territoires ruraux" de février 2005.
- devenir des produits de curage et de faucardage à définir lors du diagnostic

- interdiction d'assécher ou imperméabiliser les milieux humides alentours
- interdiction de recalibrage et redressement
- absence totale de fertilisation et de traitement phytosanitaire
- respect des modalités de piégeage des espèces animales nuisibles (ragondins…)

Le curage et le faucardage peuvent, s'ils ne sont pas effectués correctement ou sur une trop grande surface, être des pratiques destructrices du milieu visé. Un diagnostic préalable ainsi qu'un programme d'intervention devront donc être établis par le Parc avant tout engagement.

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Directions départementales des territoires du Val d'Oise et des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure IF_VXFR_AR01 *Entretien d'arbres isolés ou en alignements*

du territoire « Vexin français »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_02

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des arbres isolés ou en alignements au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent en fonction du type d'arbre présent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

Les arbres têtards (arbre adulte dont le tronc et toutes les branches maîtresses ont été coupés, et sur lesquels poussent des rejets régulièrement recépés) de type émondes ou de hauts jets, isolés ou en alignements sont des infrastructures écologiques qui permettent d'assurer le maintien de nombreuses espèces. En effet, ces arbres creux constituent des zones d'alimentation et de reproduction de nombreuses espèces (telles que les insectes saproxylophages), de corridor biologique ainsi que des zones refuge (chauve souris, oiseaux). L'entretien de ces linéaires ou des arbres remarquables isolés est de ce point de vue essentiel pour préserver la haute valeur naturelle et paysagère des territoires ruraux et des sites Natura 2000. La taille des arbres en têtard ou émondes (selon les spécificités locales) favorise le développement de cavités abritant de nombreuses espèces cavernicoles (Rouge-queue à front blanc, Chouette chevêche, ...). Par ailleurs ces arbres permettent une régulation climatique (rôle de haie brise vent et de séquestration du carbone), une régulation hydraulique (rôle dans l'infiltration lente, la dépollution des eaux et le maintien d'une atmosphère humide) et une remontée d'éléments minéraux lixiviés.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 3,96 € par arbre engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement (pour 1 entretien au cours des 5 ans d'engagement).

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Seuls les éléments situés sur des parcelles de l'exploitation dans le territoire du Projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) du Vexin français (cf. note d'information du territoire) et entretenus par le souscripteur sont éligibles à cette mesure.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure IF_VXFR_AR01 tous arbres, isolés ou en alignements, bordant ou inclus dans les parcelles déclarées à la PAC, parmi les essences autorisées (cf. liste ci-après).

Il s'agit d'une **mesure fixe (respect de la mesure sur le même élément) d'une durée de 5 ans**.

Liste des essences autorisées :

Nom scientifique	Nom français
Acer campestre	Érable champêtre
Alnus glutinosa	Aulne glutineux
Betula pendula	Bouleau verruqueux
Betula pubescens	Bouleau pubescent
Carpinus betulus	Charme
Castanea sativa	Châtaignier
Cydonia oblonga	Cognassier
Fagus sylvatica	Hêtre commun
Fraxinus excelsior	Frêne commun
Ilex aquifolium	Houx

Juglans regia	Noyer
Malus sylvestris	Pommier
Mespilus germanica	Néflier
Prunus avium	Merisier, Cerisier
Populus nigra	Peuplier noir non hybride (sauf populiculture)
Pupulus tremula	Tremble
Prunus domestica	Prunier, Prunelier
Pyrus communis	Poirier
Quercus petraea	Chêne sessile
Quercus robur	Chêne pédonculé
Salix alba	Saule blanc
Salix caprea	Saule marsault
Sorbus aucuparia	Sorbier des oiseleurs
Sorbus domestica	Cormier
Sorbus torminalis	Alisier torminal
Tilia cordata	Tilleul à petites feuilles
Tilia platyphyllos	Tilleul à grandes feuilles
Ulmus minor	Orme champêtre

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers selon les priorités régionales et les modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai de la première année de votre engagement**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges.

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure IF_VXFR_AR01 sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement aux arbres et/ou aux alignements d'arbres engagés	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période allant du 01/11 au 15/02	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches : lamier, tronçonneuse, sécateur	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions : type d'intervention, localisation, date et outils	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les éléments engagés, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**
A minima, l'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants : type d'intervention, localisation, date, outils.

En tant que souscripteur, vous vous engagez à mettre en œuvre le plan de gestion défini avec le Parc suivant le type d'arbre concerné, notamment :

- intervention uniquement hivernale, du 01/11 au 15/02
- 1 taille sur les 5 ans pour les arbres têtards, les arbres à émonder et les arbres de hauts jets dont la bille est supérieure à 5 m
- utilisation de matériel n'éclatant pas les branches : lamier, tronçonneuse, sécateur
- maintien des arbres morts ou remarquables (vieux, têtards, creux ou à cavité,...) s'ils ne présentent pas de danger pour la sécurité des biens et des personnes
- interdiction de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (exemple : cas des chenilles) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Directions départementales des territoires du Val d'Oise et des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure IF_VXFR_BO02 *Entretien de bosquets*

du territoire « Vexin français »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est d'assurer un entretien des bosquets au regard de l'enjeu environnemental visé, compatible avec la présence d'une richesse faunistique et floristique. Cet entretien doit être réfléchi et pertinent afin d'assurer la pérennité de ces milieux.

Les bosquets sont des lieux d'abris, de vie et de reproduction d'un grand nombre d'espèces animales et végétales et jouent un rôle structurant pour le paysage en assurant des corridors écologiques dans une trame d'ensemble. Ils jouent par ailleurs les mêmes rôles qu'une haie arbustive ou arborée en matière de protection contre le ruissellement et l'érosion, en faveur de la qualité des eaux (limitation des transferts), du maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées) et de la régulation climatique.
Un entretien non intensif et dirigé de ces milieux permet leur pérennité afin d'en assurer tous ces rôles.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 145,85 € par ha engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement (pour 2 entretiens au cours des 5 ans d'engagement).

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Seuls les éléments situés sur des parcelles de l'exploitation dans le territoire du Projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) du Vexin français (cf. note d'information du territoire) et entretenus par le souscripteur sont éligibles à cette mesure.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure IF_VXFR_BO02 tous bosquets, bordant ou inclus dans les parcelles déclarées à la PAC. Pour être éligibles, les vergers et prés vergers doivent :

- être composés des essences autorisées (cf. liste ci-après)
- être d'une surface comprise entre 5 et 50 ares

Il s'agit d'une **mesure fixe (respect de la mesure sur la même parcelle) d'une durée de 5 ans**.

Liste des essences autorisées :

Nom scientifique	Nom français
Acer campestre	Érable champêtre
Alnus glutinosa	Aulne glutineux
Betula pendula	Bouleau verruqueux
Betula pubescens	Bouleau pubescent
Buxus sempervirens	Buis commun
Carpinus betulus	Charme
Castanea sativa	Châtaignier
Cornus mas	Cornouiller mâle
Cornus sanguinea	Cornouiller sanguin
Corylus avellana	Noisetier
Crataegus monogyna	Aubépine monogyne
Euonymus europaeus	Fusain d'Europe
Fagus sylvatica	Hêtre commun
Frangula alnus	Bourdaine
Fraxinus excelsior	Frêne commun
Ilex aquifolium	Houx
Juglans regia	Noyer
Ligustrum vulgare	Troène

Malus sylvestris	Pommier
Mespilus germanica	Néflier
Prunus avium	Merisier, Cerisier
Prunus spinosa	Prunelier, Prunier
Populus nigra	Peuplier noir non hybride (sauf populiculture)
Pupulus tremula	Tremble
Pyrus communis	Poirier
Quercus petraea	Chêne sessile
Quercus robur	Chêne pédonculé
Rosa canina	Églantier
Rubus fructicosus	Mûrier sauvage
Salix alba	Saule blanc
Salix caprea	Saule marsault
Sambucus nigra	Sureau noir
Sorbus aucuparia	Sorbier des oiseleurs
Sorbus domestica	Cormier
Sorbus torminalis	Alisier torminal
Tilia cordata	Tilleul à petites feuilles
Tilia platyphyllos	Tilleul à grandes feuilles
Ulmus minor	Orme champêtre
Viburnum opulus	Viorne obier

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers selon les priorités régionales et les modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai de la première année de votre engagement**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges.

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure IF_VXFR_BO02 sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.**

Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement au bosquet engagé	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation de l'entretien des arbres entre le du 01/11 au 15/02	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches : lamier, tronçonneuse, sécateur	Sur place		Réversible	Secondaire	Totale
Enregistrement des interventions : type d'intervention, localisation, date et outils	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**
A minima, l'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants : type d'intervention, localisation, date, outils.

En tant que souscripteur, vous vous engagez à mettre en œuvre le plan de gestion défini avec le Parc suivant le type de bosquet concerné, notamment :

- intervention uniquement hivernale, du 01/11 au 15/02
- utilisation de matériel n'éclatant pas les branches : lamier, tronçonneuse, sécateur
- taille des faces extérieures au moins 2 fois en 5 ans, pour limiter le développement latéral pour les bosquets d'au moins 3-4 ans
- taille de formation (de 3 à 15 ans environ) et élagage (de 5 à 20 ans environ) pour des arbres de hauts jets (définis lors du diagnostic), à raison d'une taille tous les 2 à 3 ans, en fonction de la croissance des sujets
- maintien des arbres morts ou remarquables (vieux, têtards, creux ou à cavité...) s'ils ne présentent pas de danger pour la sécurité des biens et des personnes
- replantation si nécessaire, avec des essences autorisées, des plants de moins de 4 ans et l'interdiction du paillage plastique
- interdiction de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (exemple : cas des chenilles) et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Directions départementales des territoires du Val d'Oise et des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure IF_VXFR_PE05 *Entretien de mares et plans d'eau*

du territoire « Vexin français »

Campagne 2016

Engagement unitaire de la mesure : LINEA_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de réaliser un entretien des mares et des plans d'eau présents sur les terres agricoles permettant de maintenir l'ensemble des rôles de ces milieux particuliers.

Les mares sont des écosystèmes particuliers qui influent sur la richesse en biodiversité, la qualité des eaux et la régulation climatique :

- *La biodiversité*

De par leurs diversités et leurs spécificités, les mares isolées abritent tout une faune et une flore particulièrement riches. Ce sont des réservoirs de biodiversité floristique et faunistique. Les mares offrent donc refuge, lieu de reproduction, d'alimentation et bien entendu un lieu de vie à de nombreuses espèces particulièrement en contexte d'agriculture intensive. Ces micro-zones humides abritent d'ailleurs près de 15 % des espèces protégées.

L'existence des réseaux de mares est cruciale pour le maintien des métapopulations de certaines espèces. Ces réseaux sont également nécessaires à de nombreux mammifères et oiseaux en tant qu'élément particulier de l'ensemble des habitats que ces espèces ont l'habitude d'utiliser. Ils participent donc au maintien des continuités écologiques (trame verte et bleue) indispensables à la faune et à la flore.

- *L'eau*

En tant que zones humides, les mares accomplissent des fonctions régulatrices de l'eau : écrêtage des crues (lutte contre l'érosion des sols et des inondations), stockage de l'eau,

pondération du régime des eaux courantes, rétention et transformation des sédiments, lutte contre l'érosion

De plus, les mares, et leurs réseaux, jouent un rôle épurateur en éliminant les polluants diffus des eaux de surface. Situées souvent en tête des bassins versants les mares forment des systèmes très efficaces d'épuration naturelle des eaux.

- *Le climat*

Les mares liées aux exploitations agricoles fixent une grande quantité de carbone du fait de leur grand nombre et de leur exceptionnelle productivité primaire propre aux écosystèmes aquatiques.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 149,16 € par mare engagée** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement (pour 5 entretiens au cours des 5 ans d'engagement).

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

Seuls les éléments situés sur des parcelles de l'exploitation dans le territoire du Projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) du Vexin français (cf. note d'information du territoire) et entretenus par le souscripteur sont éligibles à cette mesure.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous ne pouvez engager dans la mesure IF_VXFR_PE05 que les mares et plans d'eau sans finalité piscicole, bordant ou inclus dans les parcelles déclarées à la PAC.

Il s'agit d'une **mesure fixe (sur le même élément) d'une durée de 5 ans**.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers selon les priorités régionales et les modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai de la première année de votre engagement**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges.

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure IF_VXFR_PE05 sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. **Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par une structure agréée, un plan de gestion des mares et des plans d'eau engagés, incluant un diagnostic initial de l'élément engagé **Le plan de gestion devra être réalisé au plus tard le 1er juillet de l'année du dépôt de la demande d'engagement.**	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période du 15/09 et	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si	Réversible	Secondaire	A seuil

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
le15/03		prestation			
Interdiction de colmatage plastique	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur l'élément engagé, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

A minima, l'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants : type d'intervention, localisation, date, outils.

En tant que souscripteur, vous vous engagez à mettre en œuvre le plan de gestion établi avec le Parc, incluant un diagnostic initial et décrivant les modalités d'entretien concernant (cf. modèle ci-après) :

- les dates d'intervention (entre le 15/09 et le15/03),
- le débroussaillement,

- le curage,
- la mise en place d'une végétation aquatique indigène,
- la création ou l'agrandissement d'une pente douce,
- la lutte contre les espèces exotiques envahissantes,
- les conditions d'accès aux animaux...

MODELE DE PLAN DE GESTION

- Diagnostic par le Parc de l'état initial de la mare ou du plan d'eau (plan de situation, dimensions, morphologie, espèces présentes, usages...**)**

- Actions de restauration

- si la restauration de la mare nécessite un débroussaillement préalable, celui-ci doit être effectué en priorité grâce à des moyens manuels, ou sinon mécanique. En aucun cas, l'utilisation de produits chimiques n'est autorisée.
- curage si nécessaire à effectuer par moitié (sur deux ans), voire par tiers (sur trois ans) si la surface du plan d'eau est plus importante.
- création de pentes douces (30° au maximum), au moins sur un tiers de la mare la 1ère année.
- pas de plantation pour la végétalisation des berges : les plantes viendront coloniser la mare naturellement. Pour des cas très précis cependant, la plantation pourra être autorisée par le Parc, et toujours avec des plantes locales,
- entretien minimal et manuel :
  - fauche des abords si nécessaire, avec exportation, et jamais plus d'une fois dans l'année,
  - enlèvement si besoin des végétaux envahissants (lentilles d'eau, algues filamenteuses),
- lutte par des moyens manuels et/ou mécaniques contre les espèces exotiques envahissantes (cf. liste des espèces allochtones, publiée par le Ministère en charge de l'Ecologie, dans le cadre des décrets d'application de la loi "développement des territoires ruraux" de février 2005). Les dispositions précises devront être définies par le Parc, au cas par cas, selon la surface envahie et le type d'espèce envahissante.
- dans le cas de pâturage autour de la mare ou du plan d'eau, il est préférable de clôturer totalement afin de protéger du piétinement et des phénomènes d'eutrophisation. L'installation d'un système adapté pour l'abreuvement (pompe à nez par exemple) peut, de ce fait, être envisagée. Les modalités de mise en défens devront être définies précisément lors du diagnostic par le Parc.

NB : les produits de fauche, de curage, et de faucardage doivent être laissés quelques jours sur les berges afin que les animaux qui y avaient trouvé refuge puissent regagner la mare ou le plan d'eau. Ensuite, ces produits devront être exportés pour éviter l'eutrophisation du milieu.

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Directions départementales des territoires

du Val d'Oise et des Yvelines

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

ANNEXE - Indice de Fréquence de Traitement (IFT)

du territoire « Vexin français »

Campagne 2016

1. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS CONCERNANT L'IFT

VXFR	IFT de référence Valeur maximale à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles non engagées dans la mesure	IFT calculé sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	Niveau1	IFT herbicides maximal Phyto 14 à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure		IFT hors herbicides maximal Phyto 15 à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure		Niveau2	IFT herbicides maximal Phyto 04 à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure		IFT hors herbicides maximal Phyto 05 à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	
				exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur	exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur		exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur	exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur
Année 2	*IFT herbicides :* **2,2**	IFT année 2		80%	*1,8*	80%	*3,6*		80%	*1,8*	70%	*3,2*
		Moyenne IFT année 2 et 3		80%	*1,8*	75%	*3,4*		75%	*1,7*	65%	*3,0*
à		Moyenne IFT année 2, 3 et 4		75%	*1,7*	75%	*3,4*		70%	*1,6*	60%	*2,7*
Année 5	*IFT hors herbicides :* **4,5**	Moyenne IFT année 3, 4 et 5 ou IFT année 5		75 % en moyenne ou 70 % sur l'année 5	*1,7* *1,6*	70 % en moyenne ou 65 % sur l'année 5	*3,2* *3,0*		60 % en moyenne ou 60 % sur l'année 5	*1,4* *1,4*	50 % en moyenne ou 50 % sur l'année 5	*2,3* *2,3*

Pour les IFT « hors herbicides » des contrats engagés dans un second engagement, les valeurs à respecter sont les suivantes, en ce qui concerne l'engagement de niveau 2, Phyto_05:

VXFR	IFT de référence Valeur maximale à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles non engagées dans la mesure	IFT calculé sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	Niveau2	IFT hors herbicides maximal Phyto 05 à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles engagées dans la mesure	
				exprimé en % de l'IFT de référence	exprimé en valeur
Année 2		IFT année 2			*3,1*
à					
Année 5	*IFT herbicides :* **2,2**	Moyenne IFT année 2 et 3			*3*
		Moyenne IFT année 2, 3 et 4			*2,7*
	IFT hors herbicides : **4,5**	Moyenne IFT année 3, 4 et 5 ou IFT année 5		50 % en moyenne ou 50 % sur l'année 5	*2,3* *2,3*

2. CALCUL DE L'IFT A L'ECHELLE DE L'EXPLOITATION

Pour chaque traitement réalisé sur la parcelle, l'IFT est obtenu en divisant la dose appliquée par la dose de référence du produit pour la culture et la cible (ravageur, maladie) considérées. L'ensemble est multiplié par la proportion de la parcelle traitée.

L'IFT de la parcelle est obtenu en faisant la somme des IFT traitements, pour chaque campagne culturale (de la récolte du précédent cultural à la récolte de la culture de la campagne en cours).

$$IFT\,traitement = \frac{Dose\,appliquée}{Dose\,de\,référence} \times \frac{Surface\,traitée}{Surface\,totale\,de\,la\,parcelle}$$

L'ensemble des traitements réalisés au champ est pris en compte. Par ailleurs, si les semences utilisées ont été traitées, alors on ajoute 1 à l'IFT parcelle.

En cultures légumières, si la production se fait à partir de plants qui ont été traitées avant d'être implantés, alors on ajoute également 1 à l'IFT parcelle.

SELECTION DE LA DOSE DE REFERENCE

La dose de référence peut être définie :

- « à la cible », c'est-à-dire pour chaque produit, culture et cible (ravageur, maladie) visée par le traitement, sur la base des doses homologuées ;
- « à la culture », c'est-à-dire pour chaque produit et culture traitée.

Si la cible du traitement est renseignée dans le cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires, alors on retient la dose définie « à la cible » correspondante. Si plusieurs cibles sont simultanément visées par un même traitement, alors on retient la dose de référence correspondant à la cible qui a été déterminante dans le choix de la dose appliquée. Si la cible n'est pas renseignée dans le cahier d'enregistrement, alors on retient par défaut la dose homologuée sur la culture **la plus faible**.
Pour les produits sans dose, l'IFT du traitement compte par défaut pour 1.

*Pour plus de précisions sur les modalités de détermination de la dose de référence, se reporter au guide méthodologique sur l'IFT élaboré par le Ministère de l'Agriculture (*http://agriculture.gouv.fr/indicateur-de-frequence-de-traitements-phytosanitaires-ift*).*

La liste des doses de référence est fournie dans la boîte à outils IFT en ligne sur le site internet du ministère de l'Agriculture. Pour une campagne culturale allant de la récolte du précédent cultural en année n-1, à la récolte de la culture implantée pour la campagne de l'année n, il convient d'utiliser la liste de l'année n-1.

L'IFT est calculé pour chaque groupe de cultures (grandes cultures, viticulture, arboriculture, cultures légumières), en fonction du type de couvert visé par la MAEC.

Pour les MAEC portant sur un couvert de grandes cultures, l'ensemble des grandes cultures entrant dans l'assolement, y compris les prairies temporaires, sont prises en compte pour le calcul herbicides et de l'IFT hors herbicides de l'exploitation. Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures. Les surfaces considérées comme fixes (jachère fixe, prairie permanente, autre utilisation comme les bandes enherbées) n'entrent pas dans le calcul de l'IFT.

Pour les MAEC portant sur un couvert de cultures légumières, seules les parcelles implantées en carotte, chou-fleur et autre choux, fraise, melon, poireau, tomate et salade sont prises en compte dans le calcul de l'IFT herbicides et hors herbicides de l'exploitation. Par ailleurs, pour les

engagements localisés (PHYTO_04, 05, 14 et 15) seules les parcelles implantées avec ces cultures peuvent être engagées dans la MAEC.

Si l'agriculteur a utilisé des produits de biocontrôle, alors on distingue également deux compartiments : d'une part l'IFT moyen des produits de biocontrôle, et d'autre part, l'IFT moyen des autres produits. Le respect des engagements se fait sur la base de l'IFT des produits autres que de biocontrôle.
Dans l'attente de l'établissement de la liste des produits de biocontrôle (article L 253-5 du Code Rural), la liste utilisée correspond à la liste « NODU Vert » :
(http://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/documents/pdf/_projet_actualisation_produits_biocontrole-V13__cle031452-1.pdf).
Les produits de biocontrôle sont identifiés en tant que tels dans la liste des doses de référence pour le calcul de l'IFT.

3. MODALITES DE CONTROLE DE L'IFT

Le respect des engagements portant sur l'IFT est vérifié sur la base du **cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires**, qui constitue une pièce indispensable du contrôle. L'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée.
La tenue de ce cahier est obligatoire au titre de la conditionnalité (paquet hygiène relatif aux produits phytopharmaceutiques).
Au titre de la conditionnalité, il faut enregistrer toutes les utilisations de produits phytopharmaceutiques ou alternatifs, y compris sur les prairies, avec les informations relatives à :

- l'îlot PAC ou l'identification de la parcelle traitée[31] ;
- la culture produite sur cette parcelle (avec précision de la variété) ;
- le nom commercial complet du produit utilisé ;
- la quantité ou la dose de produit utilisée ;
- la date du traitement ;
- la (ou les) dates de récolte.

Par ailleurs, dans le cadre des MAEC, il est important de renseigner la cible (ravageur, maladie) visée par le traitement. Cette information permet en effet de calculer un IFT plus précis, qui reflète au mieux vos pratiques agricoles.

[31] Au titre des MAEC, les parcelles doivent être identifiées de manière à pouvoir calculer l'IFT sur les parcelles engagées et sur les parcelles non engagées

ANNEXE 3

Critères régionaux et montants pour certains engagements MAEC en Île-de-France

MAEC	Critères	Seuils retenus
MAEC systèmes Grandes cultures	Pourcentage de légumineuses à atteindre en année 3	5%

MAEC	Pourcentage de cultures arables dans la SAU	Pourcentage de maïs fourrager dans la SFP à maintenir (année 1) ou à viser (année 3)	Pourcentage herbe dans la SAU à maintenir (année 1) ou à viser (année 3)	Nb UGB/an	Montants
Mesure systèmes « monogastriques »	70 % maximum	Part de l'alimentation produite à la ferme = 66%		Volailles : 20 UGB min Lapins : 1 UGB mini	198,46€/ha/an
Mesure SPM (maintien) et SPE (évolution) – dominante élevage	50% maximum	15% maximum	50% minimum	10 UGB minimum	SPM : 175,80€/ha/an SPE : 205,98€/ha/an
Mesure SPM (maintien) et SPE (évolution) – dominante céréales	50% minimum	20% maximum	20% minimum	10 UGB minimum	SPM : 50,80 €/ha/an SPE : 80,98€/ha/an

ANNEXE 4

L’annexe 4 reprend les notices spécifiques des mesures d’amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles (API) et de protection des races menacées de disparition (PRM).

Les notices spécifiques pour les mesures PRM et API sont téléchargeables sur le site www.europeidf.fr/

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

NOTICE D'INFORMATION

AMELIORATION DU POTENTIEL POLLINISATEUR DES ABEILLES DOMESTIQUES POUR LA PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE (API)

CAMPAGNE 2016

DDT 77
Correspondants MAEC : Christian MONTARD / Claire LAUGA
Téléphone : 01 60 56 70 89 / 01 60 56 73 07
e-mail : christian.montard@seine-et-marne.gouv.fr / claire.lauga@seine-et-marne.gouv.fr

DDT 78
Correspondants MAEC : Karine GRELLEAUD / Clotilde HERTZOG
Téléphone : 01 30 84 33 79
e-mail : karine.grelleaud@yvelines.gouv.fr / clotilde.hertzog@yvelines.gouv.fr

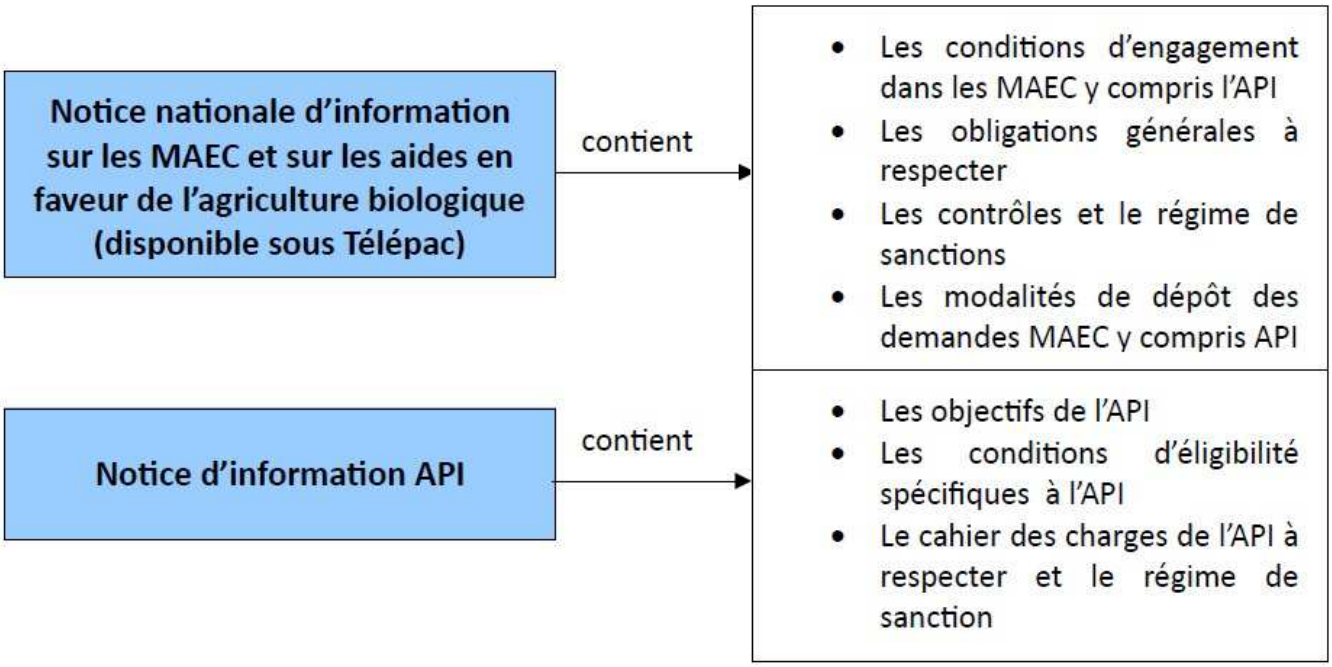
DDT 91
Correspondants MAEC : Catherine BLOT / Anne-Sophie TRESORIER
Téléphone : 01 60 76 34 02 / 01 60 76 33 75
e-mail : catherine.blot@essonne.gouv.fr / anne-sophie.smaili@essonne.gouv.fr

DDT 95
Correspondants MAEC : Jean-Yves LE GALL / Bertrand SURCIN
Téléphone : 01 34 25 24 32 / 01 34 25 25 95
e-mail : jean-yves.le-gall@val-doise.gouv.fr / bertrand.surcin@val-doise.gouv.fr

DRIAAF (75, 92, 93 et 94)
Correspondant MAEC : Michel ALDEBERT
e-mail : michel.aldebert@agriculture.gouv.fr

Cette notice départementale présente un dispositif particulier : **le dispositif amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles domestiques pour la préservation de la biodiversité (API).**

Elle complète la notice nationale d'information sur les aides en faveur de l'agriculture biologique, sur les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC).



Les bénéficiaires de MAEC doivent remplir, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité. Ces exigences spécifiques sont présentées et expliquées dans les différents livrets de conditionnalité (à votre disposition en DDT).

Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en API.

Si vous souhaitez davantage de précisions contactez votre DDT.

1 Objectifs de la mesure

La mesure API est une mesure déconcentrée à cahier des charges national et dont la mise en œuvre est régionalisée.

Elle vise à modifier sensiblement les pratiques apicoles pour mieux mettre cette activité au service de la biodiversité végétale dans les zones de grandes cultures et dans les zones intéressantes au titre de la biodiversité.

En contrepartie du respect du cahier des charges de la mesure, une aide de 21 € par ruche (colonie) engagée vous sera versée annuellement pendant les 5 années de l'engagement.

2 Conditions spécifiques d'éligibilité à la mesure

En plus des conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information, vous devez respecter les conditions spécifiques à la mesure API.

2.1 Les conditions relatives à la demande, au demandeur ou à l'exploitation

Le siège de votre exploitation doit être situé en région où le dispositif est accessible

Le montant de votre demande devra être supérieur ou égal 1 512 €/an (72 ruches).

Vous ne pouvez vous engager dans la mesure que si, au total, votre engagement représente un montant annuel d'au moins 1 512 € par an, soit 72 ruches. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de votre demande, celle-ci sera irrecevable.

2.2 Les conditions relatives aux colonies engagées

Vous ne pouvez engager dans le dispositif que les colonies[1] ayant fait l'objet d'une déclaration annuelle auprès de l'autorité compétente [Direction départementale de la protection des populations (DDPP) / Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) / Fédération des groupements de défense sanitaire (FGDS)] de votre département.

3 Critères de sélection des dossiers

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

Pour les contrats financés par des crédits de la Région, les ruches déplacées au titre de la biodiversité devront être ciblées sur des parcelles engagées en agriculture biologique ou dans une mesure agro-environnementale et climatique de réductions de produits phytosanitaires.

4 Cahier des charges de la mesure API et régime de contrôle

L'ensemble de vos obligations doit être respecté tout au long de votre contrat, et ce dès le 15 mai 2016.

L'ensemble des documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doit être conservé sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les 4 années suivantes.

L'ensemble des documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doit être conservé sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les 4 années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure API sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Lorsque l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect ne portent que sur la seule année considérée (anomalie réversible). Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon qu'il s'agisse d'une obligation à seuil ou totale. **Voir la notice nationale d'information sur les MAEC et sur les aides en faveur de l'agriculture biologique pour le fonctionnement du régime de sanctions.**

L'ensemble des documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doit être conservé sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les 4 années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure API sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Lorsque l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect ne portent que sur la seule année considérée (anomalie réversible). Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon qu'il s'agisse d'une obligation à seuil ou totale. **Voir la notice nationale d'information sur les MAEC et sur les aides en faveur de l'agriculture biologique pour le fonctionnement du régime de sanctions.**

[1] Seules les colonies pour la production de miel sont éligibles. Les sélectionneurs de reines ne sont pas éligibles.

4.1 Cahier des charges de la mesure API

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôle sur place		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère	Importance	Etendue
Détenir en permanence un nombre de colonies au moins égal au nombre de colonies engagées	Vérification sur la base du registre d'élevage et contrôle visuel de cohérence avec les constats terrain	Registre d'élevage	Réversible	Principale (hors cas particulier des pertes hivernales)	Totale
Enregistrement des emplacements des colonies : - description de l'emplacement (commune, lieu-dit le cas échéant, situé ou non sur une zone intéressante au titre de la biodiversité), - nombre de colonies par emplacement, - date d'implantation de la colonie, - date de déplacement de la colonie	Documentaire - présence du registre d'élevage et effectivité des enregistrements et vérification sur la liste des communes intéressantes au titre de la biodiversité	Registre d'élevage	Réversible	Secondaire	Totale
Présence d'un emplacement par tranche de 24 colonies engagées, par année d'engagement	Vérification sur la base du registre d'élevage et contrôle visuel de cohérence avec les constats terrain	Registre d'élevage	Réversible	Principale	Totale[2]
Présence d'au minimum 24 colonies engagées sur chaque emplacement	Vérification sur la base du registre d'élevage et contrôle visuel de cohérence avec les constats terrain	Registre d'élevage	Emplacement non comptabilisé en cas de non respect		
Respect d'une durée minimale d'occupation de 3 semaines sur chaque emplacement (entre les mois d'avril et d'octobre)	Documentaire : vérification sur la base du registre d'élevage	Registre d'élevage	Emplacement non comptabilisé en cas de non respect		
Respect d'une distance minimale de **1 000 mètres** entre 2 emplacements, en cas d'obstacles naturels (lignes de crête et cols en zone de montagne, bosquets) respect d'une distance minimale de **500 mètres** entre 2 emplacements	Vérification sur la base du registre d'élevage et contrôle visuel de cohérence avec les constats terrain	Registre d'élevage	Un des 2 emplacements non comptabilisé en cas de non respect		
Respect d'un emplacement pour chaque tranche de 96 colonies engagées sur une zone intéressante au titre de la biodiversité pendant au moins 3 semaines entre les mois d'avril et d'octobre par année d'engagement	Vérification sur la base du registre d'élevage et contrôle visuel de cohérence avec les constats terrain	Registre d'élevage	Réversible	Principale	Totale

[2] Calcul du taux d'écart : nombre d'emplacements en anomalie/ nombre d'emplacements respectant les engagements.
Application du régime SIGC pour déduire un taux et une pénalité éventuelle. Pour le calcul de la sanction financière la conversion en nombre de colonies en anomalie se fait au taux suivant : 1 emplacement correspond à 24 colonies.

4.2 Déclaration spontanée de la diminution du nombre de colonies engagées

Lorsque vous ne détenez plus le nombre de colonies engagées dans la mesure (par exemple en raison des pertes hivernales), vous devez effectuer une **déclaration spontanée auprès de votre DDT dans un délai de 15 jours à partir de la date du constat.**

La DDT peut alors vous proposer un délai maximum de 2 mois pour vous permettre de régulariser la situation et d'être à nouveau en capacité de respecter l'ensemble de vos engagements. Ce délai sera compatible avec une reconstitution du nombre de colonies engagées au plus tard le 15 mai. Passé ce délai, les obligations non respectées feront l'objet d'une sanction selon les règles exposées dans la notice nationale d'information.

4.3 Précisions sur le régime de sanction

Lorsqu'un emplacement ne respecte pas l'obligation du cahier des charges relative au nombre minimum de colonies engagées ou relative à la durée minimale d'occupation de l'emplacement, il n'est pas comptabilisé pour la vérification de l'obligation portant sur la présence d'un emplacement par tranche de 24 colonies engagées.

De même lorsque deux emplacements ne respectent pas la distance minimale de 2 500 mètres entre les deux emplacements (ou 500 mètres en cas d'obstacles naturels), seul un des deux emplacements est comptabilisé pour la vérification de l'obligation portant sur la présence d'au moins un emplacement par tranche de 24 colonies engagées.

Le contrôleur s'assure alors que le nombre d'emplacements respectant le cahier des charges est bien supérieur ou égal au nombre requis par l'engagement, et qu'un nombre suffisant d'entre eux est situé dans une zone intéressante au titre de la biodiversité. Si tel n'est pas le cas, un taux d'écart est calculé comme le nombre d'emplacements manquants ou en irrégularité rapporté au nombre d'emplacements présents respectant le cahier des charges. Les éventuelles pénalités habituelles sont alors appliquées en fonction de ce taux d'écart.

Si l'anomalie ne concerne pas plus de trois emplacements, l'aide à laquelle le bénéficiaire peut prétendre après contrôle est réduite de ce taux d'écart.

Si l'anomalie concerne plus de trois emplacements, le montant de l'aide à laquelle le bénéficiaire peut prétendre après contrôle est réduit :

- De ce taux d'écart, s'il n'excède pas 10 %.
- De deux fois ce taux d'écart, s'il est supérieur à 10 % mais inférieur ou égal à 20 %.
- Si ce taux d'écart est supérieur à 20 %, aucune aide n'est octroyée au titre de la mesure.
- Si ce taux d'écart excède 50 %, outre le non-paiement de l'annuité, une pénalité supplémentaire est appliquée, à concurrence d'un montant correspondant à la différence entre le nombre d'animaux déclaré et le nombre d'animaux constatés sans anomalie.

Si l'anomalie est intentionnelle, aucune aide n'est octroyée au titre de la mesure. Si le taux d'écart excède 20 %, outre le non-paiement de l'annuité, une pénalité supplémentaire est appliquée, à concurrence d'un montant correspondant à la différence entre le nombre d'animaux déclaré et le nombre d'animaux constatés sans anomalie.

***Exemple** : Un apiculteur engage 240 colonies dans la mesure API. Ces colonies doivent donc occuper au moins 10 emplacements, dont au moins 2 sur une zone intéressante au titre de la biodiversité entre les mois d'avril et d'octobre.*

Il est constaté sur le registre d'élevage que les 240 colonies n'ont occupé que 9 emplacements, dont 2 sur une zone intéressante au titre de la biodiversité. Une sanction sera alors prononcée sur cette année d'engagement.

Calcul du taux d'écart :

1 emplacement en anomalie / 9 emplacements respectant les obligations = 11%

L'anomalie ne concerne pas plus de trois emplacements, l'aide à laquelle le bénéficiaire peut prétendre après contrôle est donc réduite de ce taux d'écart (11 %).

La sanction correspond donc à : (240 colonies x 21 €) x 0,11 = 554,4 €

Une réduction financière sera appliquée ramenant le paiement de l'aide à : (9 emplacements x 24 colonies x 21 €) - 554,4 € = 3 981,6 €

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

NOTICE D'INFORMATION

PROTECTION DES RACES MENACEES (PRM)

CAMPAGNE 2016

DDT 77
Correspondants MAEC : Christian MONTARD / Claire LAUGA
Téléphone : 01 60 56 70 89 / 01 60 56 73 07
e-mail : christian.montard@seine-et-marne.gouv.fr / claire.lauga@seine-et-marne.gouv.fr

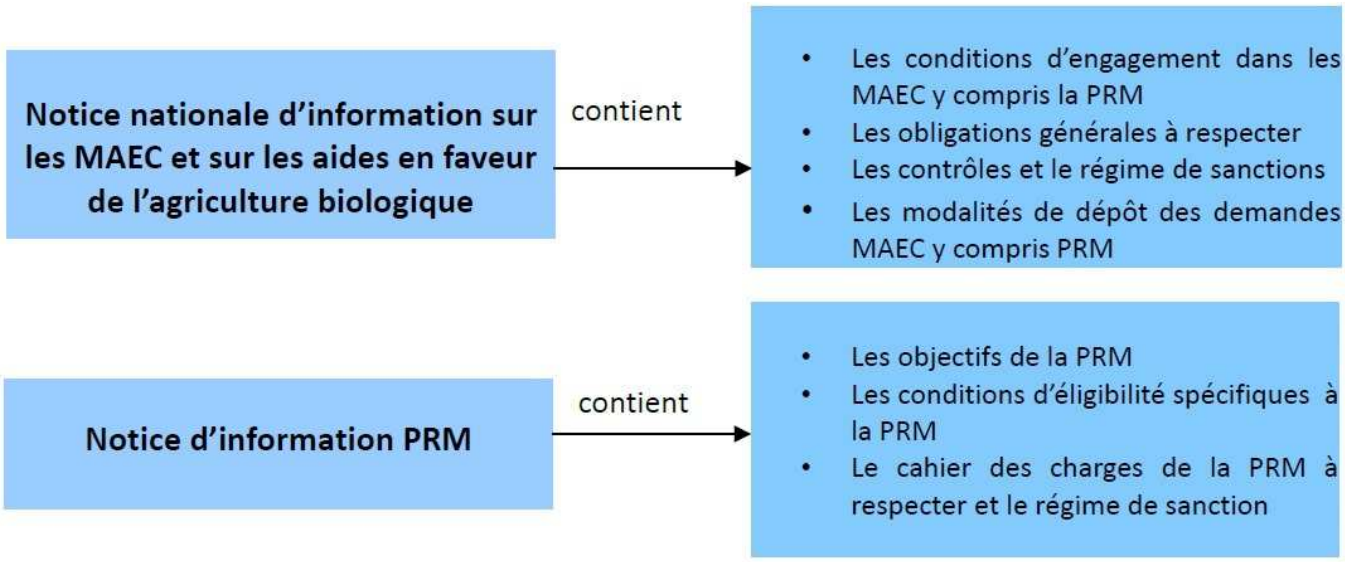
DDT 78
Correspondants MAEC : Karine GRELLEAUD / Clotilde HERTZOG
Téléphone : 01 30 84 33 79
e-mail : karine.grelleaud@yvelines.gouv.fr / clotilde.hertzog@yvelines.gouv.fr

DDT 91
Correspondants MAEC : Catherine BLOT / Anne-Sophie TRESORIER
Téléphone : 01 60 76 34 02 / 01 60 76 33 75
e-mail : catherine.blot@essonne.gouv.fr / anne-sophie.smaili@essonne.gouv.fr

DDT 95
Correspondants MAEC : Jean-Yves LE GALL / Bertrand SURCIN
Téléphone : 01 34 25 24 32 / 01 34 25 25 95
e-mail : jean-yves.le-gall@val-doise.gouv.fr / bertrand.surcin@val-doise.gouv.fr

DRIAAF (75, 92, 93 et 94)
Correspondant MAEC : Michel ALDEBERT
e-mail : michel.aldebert@agriculture.gouv.fr

Cette notice départementale présente une mesure particulière : **la protection des races menacées (PRM)**.
Elle complète la notice nationale d'information sur les aides en faveur de l'agriculture biologique, sur les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC).



Rappel : les bénéficiaires de MAEC doivent remplir, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité.
Ces exigences sont présentées et expliquées dans les différents livrets de conditionnalité (à votre disposition en DDT).

Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en PRM.
Si vous souhaitez davantage de précisions contactez votre DDT.

1 Objectifs de la mesure

Cette mesure vise à conserver sur les exploitations des animaux des espèces asine, bovine, équine, ovine, caprine ou porcine appartenant à des races locales menacées de disparition.
Les animaux doivent être conduits en race pure et, en ce qui concerne l'espèce équine, il est également acquis que les juments et ânesse inscrites au programme spécifique de sauvegarde de leur race puissent être engagées et conduites en croisement d'absorption.
Pour être éligible, les races des animaux doivent figurer dans la liste nationale des races menacées d'abandon pour l'agriculture et, éventuellement, pour l'espèce équine dans la liste des races pour lesquelles le recours au croisement de sauvegarde est autorisé.
La liste nationale des races menacées de disparition éligibles à cette mesure comprenant la liste des races équines pour lesquelles le recours au croisement d'absorption est autorisé figure en annexe du document cadre national et est reprise en annexe de la présente notice.

2 Montant de la mesure

En contrepartie du respect de chaque cahier des charges, une aide vous sera versée annuellement pendant les 5 années de l'engagement :

- Conduite d'animaux des espèces bovine, ovine, caprine, porcine appartenant à des races locales menacées de disparition : **200€/UGB/an**.
- Conduite en race pure d'équidés appartenant à des races locales menacées de disparition : **200€/UGB/an**.
- Conduite en croisement d'absorption dans les races figurant à la liste des races dans lesquelles ce croisement est autorisé (figurant en annexe) de juments ou d'ânesses : **200 €/UGB/an**.

Le montant de votre demande devra être supérieur ou égal à 200 €/an. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de votre demande, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs. Si ce montant est dépassé, votre demande devra être modifiée.

3 Critères de sélection des dossiers

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Les dossiers seront soumis à un comité de sélection régional qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

4 Conditions spécifiques d'éligibilité

En plus des conditions d'éligibilité générales relatives aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information, vous devez respecter les conditions spécifiques décrites ci-dessous :

ATTENTION : Les conditions d'éligibilité sont à respecter **pour entrer dans la mesure** et doivent être **respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées**.

4.1 Conditions relatives à la demande, au demandeur ou à l'exploitation

Le siège de votre exploitation doit être situé en région Île-de-France

Par ailleurs vous devez respecter les conditions suivantes :

- Conduite d'animaux des espèces bovine, ovine, caprine, porcine appartenant à des races locales menacées de disparition.

Vous devez être répertorié par l'organisme de sélection ou de conservation de la race concernée agréé par le ministère en charge de l'agriculture, pour permettre l'expertise des animaux engagés dans la mesure et la collecte de l'état civil desdits animaux ainsi que de leurs produits le cas échéant.

- Conditions spécifiques aux dispositifs en faveur des équidés

Vous devez être le propriétaire des femelles équidés, et ne pouvez en être seulement le détenteur[3].

Vous devez adhérer à l'association ou à l'organisme agréé de la race concernée et à son programme technique. Dans le cas du recours au croisement de sauvegarde, vous devez adhérer au programme de sauvegarde mis en œuvre par l'organisme de sélection ou de conservation de la race.

4.2 Conditions relatives aux animaux

Vous pouvez engager en PRM les animaux répondant à l'un ou plusieurs critères des critères d'éligibilité définis ci-après.

- **Animaux relevant des espèces bovine, ovine, caprine, porcine**

Les animaux éligibles sont de race pure et doivent figurer sur la liste nationale **des races menacées de disparition** annexée à la présente notice.

[3] Si le propriétaire est le détenteur des équidés éligibles, il doit avoir par ailleurs satisfait à l'obligation réglementaire de déclaration auprès de l'institut français du chevalet de l'équitation (IFCE), en précisant le(s) lieu(x) de stationnement d'équidé(s) dont il est responsable et où sont stationnés les équidés éligibles. Le demandeur devra le cas échéant, être déclaré sur le fichier détenteur de l'IFCE au moment du dépôt de son dossier de demande d'aide.

Les animaux éligibles sont les femelles qui ont la capacité de se reproduire en 2016, attestée par l'organisme de sélection ou l'organisme gestionnaire :

- pour les bovins, il s'agit des femelles (vaches ou génisses) âgées de plus de 2 ans,
- pour les ovins, il s'agit des brebis âgées d'au moins 1 an ou ayant mis bas,
- pour les caprins et porcins, il s'agit des femelles ayant déjà mis bas au moins une fois.

Vous devez détenir[4] et engager un nombre de femelles reproductrices appartenant à des races locales menacées de disparition au moins égal à :

- pour l'espèce porcine **:** au minimum 1 UGB (1 truie reproductrice de plus de 50 kg = 0,5 UGB)
- pour l'espèce bovine : 3 UGB
- pour les espèces caprine et ovine : au minimum 1 UGB soit 7 caprins ou 7 ovins.

· **Animaux relevant de l'espèce équine**

Les animaux éligibles sont de race pure ou conduits en croisement de sauvegarde, ils doivent dans tous les cas figurer sur la liste nationale des races menacées de disparition **annexée à la présente notice, qui comprend la liste des races équines pour lesquelles le recours au croisement d'absorption est autorisé.** Dans le cas d'une conduite en croisement de sauvegarde, seule les femelles sont éligibles. Dans tous les cas, vous devez être propriétaire[5] des femelles engagées.

Vous devez engager au moins un animal. Les animaux sont éligibles à partir de 6 mois. Dans le cas d'une conduite en croisement de sauvegarde, seule les femelles sont éligibles. Dans tous les cas, vous devez être propriétaire[4] des femelles engagées[6]

5 Cahiers des charges et régime de contrôle

L'ensemble de vos obligations doit être respecté tout au long de votre contrat, et ce dès le 15 mai 2016.

L'ensemble des documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doit être conservé sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les 4 années suivantes.

Les différentes obligations des cahiers des charges de la mesure PRM sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Attention : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive). Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.**

Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'importance de l'anomalie (à seuil ou totale).

[4] L'obligation est de détenir les animaux, non d'en être propriétaire.
[5] L'obligation est d'être propriétaire des femelles, non d'en être détenteur.
[6] L'obligation est d'être propriétaire des femelles, non d'en être détenteur

5.1 Conduite d'animaux des espèces bovine, ovine, caprine, porcine appartenant à des races locales menacées de disparition

Obligations liées au cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles sur place		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère	Importance	Étendue
Détenir de façon permanente les animaux engagés[7]	Visuel et documentaire	Registre d'élevage	Réversible	Principale	Totale
Faire reproduire chaque année en race pure au moins 50% des femelles engagées	Documentaire	Registre d'élevage	Réversible	Principale	Seuils
Faire enregistrer les saillies et/ou les naissances conformément à la législation en vigueur pour chaque espèce	Documentaire	Registre d'élevage	Réversible	Principale	Totale

Le registre d'élevage doit permettre de vérifier pour chaque femelle engagée : son n° d'identification officielle, le n° d'identification officielle du reproducteur mâle utilisé pour la mise à la reproduction, la période de mise à la reproduction, la date de mise bas et le ou les n° d'identification officielle des produits le cas échéant.

[7] L'engagement ne porte pas sur des animaux précis identifies mais sur un nombre d'animaux.
Pendant la durée de l'engagement, les animaux eux-mêmes peuvent changer, seul le nombre d'animaux éligibles détenus doit être en permanence égal ou supérieur au nombre d'animaux engages.

5.2 Conduite en croisement d'absorption de juments ou ânesse, inscrites au programme officiel d'absorption du livre généalogique, dans les races autorisées

Obligations liées au cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide.	Contrôles sur place		Sanctions		
	Modalités de contrôles	Pièces à fournir	Caractère	Importance	Étendue
Détenir de façon permanente les animaux engagés[8]	Visuel et documentaire (et vérification dans la base SIRE)	Registre d'élevage et documents d'identification des juments[9] ou ânesses. Certificat d'inscription de la jument ou de l'ânesse au programme d'absorption du livre généalogique	Réversible	Principale	Totale
Mettre à la reproduction les animaux engagés au moins trois fois en cinq ans	Documentaire (et vérification dans la base SIRE)	Registre d'élevage, certificats de saillies ou documents d'identification des produits le cas échéant	Réversible sauf en année 5 : définitif	Principale	Totale

[8] L'engagement ne porte pas sur des animaux précis identifiés mais sur un nombre d'animaux.

Pendant la durée de l'engagement, les animaux eux-mêmes peuvent changer, seul le nombre d'animaux éligibles dont vous êtes propriétaire doit être en permanence égal ou supérieur au nombre d'animaux engagés.

[9] La DDT peut mettre l'éleveur en demeure de régulariser sa situation à brève échéance, dans certains cas de déclaration spontanée d'un non respect.

Obligations liées au cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide.	Contrôles sur place		Sanctions		
	Modalités de contrôles	Pièces à fournir	Caractère	Importance	Étendue
Utiliser pour les saillies uniquement des mâles de la même race que celle à laquelle sont inscrites les femelles inscrites au croisement d'absorption. Ces reproducteurs doivent en outre être issus d'une des races pures éligibles à l'aide : Castillonnais, cheval Corse, cheval d'Auvergne, Poitevin Mulassier, Poney Landais, Ane Grand Noir du Berry, Ane du Bourbonnais, Baudet du Poitou	Documentaire (et vérification dans la base SIRE)	Récépissé d'inscription au croisement d'absorption, certificats de saillies, documents d'identification des produits le cas échéant	Réversible	Principale	Totale
Faire enregistrer les saillies et les naissances conformément à la législation en vigueur	Documentaire (et vérification dans la base SIRE)	Registre d'élevage, certificats de saillies, documents d'identification des équidés.	Réversible	Principale	Totale
Obtenir au cours des 5 ans une moyenne d'au moins 2 naissances par femelle engagée.	Documentaire	Registre d'élevage et livrets d'accompagnement des produits	Réversible sauf en année 5 : définitif	Principale	Seuils[10]

Les animaux doivent être inscrits sur le registre d'élevage avec leur nom complet et leur n° SIRE, afin de permettre leur contrôle dans la base SIRE, de l'Institut Français du Cheval et de l'Equitation.

[10] La moyenne des animaux est le ratio entre le nombre de produits constatés au bout des 5 ans sur le nombre de femelles engagées. La sanction s'applique sur les 5 ans du contrat.

5.3 Conduite en race pure d'équidés appartenant à des races locales menacées de disparition

Les animaux doivent être inscrits sur le registre d'élevage avec leur nom complet et leur n° SIRE, afin de permettre leur contrôle dans la base SIRE, de l'Institut Français du Cheval et de l'Equitation.

Obligations liées au cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles sur place		Sanctions		
	Modalités de contrôles	Pièces à fournir	Caractère	Importance	Etendue
Détenir de façon permanente les animaux engagés[11]	Documentaire (et vérification sur Harasire dans la base SIRE)	Registre d'élevage et documents d'identification des animaux	Réversible	Principale	Totale
Mettre à la reproduction les animaux engagés au moins trois fois en cinq ans, dans la race pure concernée	Documentaire (et vérification dans la base SIRE)	Registre d'élevage, certificats de saillies ou documents d'identification des produits le cas échéant	Réversible sauf en année 5 : définitif	Principale	Totale
Obtenir au cours des 5 ans une moyenne d'au moins 2 naissances par femelle engagée (cette moyenne est calculée sur l'ensemble des femelles engagées)	Documentaire (et vérification dans la base SIRE)	Registre d'élevage Documents d'identification des produits	Réversible sauf en année 5 : définitif	Principale	Seuils[12]
Faire enregistrer les saillies et les naissances[13] conformément à la législation en vigueur	Documentaire (et vérification dans la base SIRE)	Documents d'identification des produits	Réversible	Principale	Totale

[11] L'engagement ne porte pas sur des animaux précis identifiés mais sur un nombre d'animaux. Pendant la durée de l'engagement, les animaux eux-mêmes peuvent changer, seul le nombre d'animaux éligibles dont vous êtes propriétaire doit être en permanence égal ou supérieur au nombre d'animaux engagés.

[12] **La moyenne des animaux est le ratio entre le nombre de produits constatés au bout des 5 ans sur le nombre de femelles engagées. La sanction s'applique sur les 5 ans du contrat.**

[13] La descendance doit être inscrite au livre généalogique de la race.

5.4 Déclaration spontanée de la diminution du nombre d'animaux engagés

Lorsque vous ne détenez plus le nombre d'UGB engagées dans la mesure (par exemple mort d'un animal engagé), vous devez effectuer une déclaration spontanée auprès de votre DDT dans un délai de 15 jours à partir de la date du constat.
La DDT peut alors vous proposer un délai pour vous permettre de régulariser la situation et d'être à nouveau en capacité de respecter l'ensemble de vos engagements. Passé ce délai, les obligations non respectées feront l'objet d'une sanction selon les règles exposées dans la notice nationale d'information.

5.5 Précisions sur le régime de sanction

5.5.1 Présentation générale

Lorsque le contrôleur ou la DDT constate une anomalie dans le respect des obligations du cahier des charges, un taux d'écart est calculé de la manière suivante : rapport entre le nombre d'animaux manquants ou en anomalie (c'est
à dire la différence entre le nombre d'animaux engagés et le nombre d'animaux constatés sans anomalie) et le nombre d'animaux constatés sans anomalie.

Si l'anomalie ne concerne pas plus de trois animaux, l'aide à laquelle le bénéficiaire peut prétendre après contrôle est réduite de ce taux d'écart.

Si l'anomalie concerne plus de trois animaux, le montant de l'aide à laquelle le bénéficiaire peut prétendre après contrôle est réduit :

- De ce taux d'écart, s'il n'excède pas 10 %.
- De deux fois ce taux d'écart, s'il est supérieur à 10 % mais inférieur ou égal à 20 %.
- Si ce taux d'écart est supérieur à 20 %, aucune aide n'est octroyée au titre de la mesure.
- Si ce taux d'écart excède 50 %, outre le non-paiement de l'annuité, une pénalité supplémentaire est appliquée, à concurrence d'un montant correspondant à la différence entre le nombre d'animaux déclaré et le nombre d'animaux constatés sans anomalie.

Si l'anomalie est intentionnelle, aucune aide n'est octroyée au titre de la mesure. Si le taux d'écart excède 20 %, outre le non-paiement de l'annuité, une pénalité supplémentaire est appliquée, à concurrence d'un montant correspondant à la différence entre le nombre d'animaux déclaré et le nombre d'animaux constatés sans anomalie.

***Exemple** : Un éleveur a engagé 10 juments dans la conduite en race pure d'équidés appartenant à des races locales menacées de disparition. Il est constaté l'absence d'une jument.*

Nous sommes dans le cas où l'irrégularité ne concerne pas plus de trois animaux.
Le calcul du taux d'écart est le suivant : 1/9 = 11 %
La réduction de l'aide à laquelle le bénéficiaire peut prétendre après contrôle est donc égale à 11 %.
Soit 9 x 200 € x 11 % = 198 €
Le paiement de l'aide ne représente plus que : 9 x 200 € - 198 € = 1 602 €

- Cas de la conduite d'animaux des espèces bovine, ovine, caprine, porcine appartenant à des races locales menacées de disparition :

Pour l'obligation à seuils du cahier des charges (faire reproduire chaque année en race pure au moins 50 % des femelles engagées), le régime de sanction est adapté en fonction de l'importance d'un éventuel dépassement :

Mise à la reproduction d'un % des femelles engagées	Coefficient multiplicateur de la sanction
% ≥ 50	Pas d'anomalie
48,5 ≤ % < 50	25 %
47 ≤ % < 48,5	50 %
45,5 ≤ % < 47	75 %
% < 45,5	100 %

Les seuils définis dans la notice nationale d'information MAEC (page 6 et annexe) ne s'appliquent pas, et sont remplacés par les seuils indiqués ci-dessus.

- Cas de la conduite en croisement d'absorption de juments ou d'ânesses et de la conduite en race pure d'équidés appartenant à des races locales menacées de disparition :

Pour l'obligation à seuils du cahier des charges de la conduite en race pure d'équidés appartenant à des races locales menacées de disparition (Obtenir au cours des 5 ans une moyenne d'au moins 2 naissances par femelle engagée), le régime de sanction est adapté en fonction de l'importance d'un éventuel dépassement :

Obtention d'une moyenne (X) de 2 naissances par femelle engagée	Coefficient multiplicateur de la sanction
≥ 2	Pas d'anomalie
1,9 ≤ X < 2	25 %
1,8 ≤ X < 1,9	50 %
1,7 ≤ X < 1,8	75 %
X < 1,7	100 %

Ce point de contrôle est vérifié en année 5. Ainsi, pour la conduite en race pure d'équidés appartenant à des races locales menacées de disparition (où vous pouvez engager aussi bien des mâles que des femelles) la moyenne de 2 naissances par femelle engagée sera vérifiée au prorata du nombre de femelles engagées chaque année.

ANNEXE : LISTE DES RACES BOVINES OVINES CAPRINES PORCINES MENACEES DE DISPARITION ET DE LEUR ORGANISME DE SELECTION OU DE CONSERVATION

ESPECE	RACE	ORGANISME DE SELECTION OU DE CONSERVATION AGREE PAR LE MINISTERE DE L'AGRICULTURE
BOVINE	ARMORICAINE	Institut de l'Elevage (Organisme de sélection des races bovines à petits effectifs) 149, rue de Bercy 75595 PARIS CEDEX 12
BOVINE	BAZADAISE	Excellence Bazadaise La Jardiasse Est 33430 BAZAS
BOVINE	RACO DI BIOU (Camargue)	Livre généalogique de la raço di biou Mas du Pont de Rousty 13200 Arles
OVINE	BEARNAISE	Institut de l'Elevage (Organisme de sélection des races bovines locales à petits effectifs) 149, rue de Bercy 75595 PARIS CEDEX 12
BOVINE	BLEUE DU NORD	Union Bleue du Nord Maison de l'élevage du Nord, 140, boulevard de la Liberté 59013 Lille Cédex
BOVINE	BRETONNE PIE NOIRE	Union Bretonne Pie Noire 5, Allée Sully 29332 QUIMPER CEDEX
BOVINE	BORDELAISE	Institut de l'Élevage (Organisme de sélection des races bovines locales à petits effectifs) 149, rue de Bercy 75595 PARIS CEDEX 12
BOVINE	CASTA (Aure et St Girons)	Institut de l'Elevage (Organisme de sélection des races bovines locales à petits effectifs) 149, rue de Bercy 75595 PARIS CEDEX 12
BOVINE	CORSE	Institut de l'Elevage (Organisme de sélection des races bovines à petits effectifs) 149, rue de Bercy 75595 PARIS CEDEX 12
BOVINE	CREOLE	Sélection Créole Chambre d'agriculture de Guadeloupe Rond-point de Destrellan 97122 Baie-Mahault
BOVINE	DE COMBAT	Association des éleveurs français de taureaux de combat Mas du pont de Rousty 13200 Arles
BOVINE	FERRANDAISE	Institut de l'Élevage (Organisme de sélection des races bovines à petits effectifs) 149, rue de Bercy 75595 PARIS CEDEX 12

ESPECE	RACE	ORGANISME DE SELECTION OU DE CONSERVATION AGREE PAR LE MINISTERE DE L'AGRICULTURE
BOVINE	ROUGE FLAMANDE	Union Rouge Flamande Maison de l'élevage du Nord 1 40, boulevard de la Liberté 59013 LILLE Cedex
BOVINE	FROMENT DU LEON	Institut de l'Élevage (Organisme de sélection des races bovines à petits effectifs) 149, rue de Bercy 75595 PARIS CEDEX 12
BOVINE	MIRANDAISE (Gasconne aréolée)	Institut de l'Élevage (Organisme de sélection des races bovines à petits effectifs) 149, rue de Bercy 75595 PARIS CEDEX 12
BOVINE	LOURDAISE	Institut de l'Élevage (Organisme de sélection des races bovines à petits effectifs) 149, rue de Bercy 75595 PARIS CEDEX 12
BOVINE	MARAICHINE	Institut de l'Élevage (Organisme de sélection des races bovines à petits effectifs) 149, rue de Bercy 75595 PARIS CEDEX 12
BOVINE	NANTAISE	Institut de l'Élevage (Organisme de sélection des races bovines à petits effectifs) 149, rue de Bercy 75595 PARIS CEDEX 12
BOVINE	SAOSNOISE	Institut de l'Élevage (Organisme de sélection des races bovines à petits effectifs) 149, rue de Bercy 75595 PARIS CEDEX 12
BOVINE	VILLARD DE LANS	OS Races Alpines Réunies Maison de l'agriculture 52, avenue des Iles - BP 9016 74990 Annecy Cedex 9
BOVINE	VOSGIENNE	Organisme de sélection de la race bovine vosgienne Maison de l'agriculture 11, rue Jean Mermoz - BP 80038 68127 Sainte Croix en Plaine
OVINE	AVRANCHIN	Unité nationale de sélection et de promotion des races Cotentin, Avranchin et Roussin Maison de l'Agriculture - Avenue de Paris 50009 ST LO CEDEX
OVINE	BAREGEOISE	Unité pyrénéenne des races allaitantes ovines 28, rue des Pyrénées 31210 MONTREJEAU
OVINE	BELLE ILE	CRAPAL (Conservatoire des races animales en Pays de Loire) Maison de la nature Bois Joubert Canzac 44480 DONGES
OVINE	BERRICHON DE L'INDRE	GEODE, 1 avenue de Chauvigny, BP 70104 86501 MONTMORILLONCedex

ESPECE	RACE	ORGANISME DE SELECTION OU DE CONSERVATION AGREE PAR LE MINISTERE DE L'AGRICULTURE
OVINE	BLEU DU MAINE	Organisation de sélection ovine Ouest-Maine Chambre d'agriculture 15, rue Jean Grémillon 72013 Le Mans Cédex 2
OVINE	BOULONNAIS	Association Moutons Boulonnais Ferme du Héron Chemin de la Ferme Lenglet 59650 Villeneuve d'Asq
OVINE	BRIGASQUE	FDGEDA 06 6 Box 58 – MIN Fleurs 6 06042 NICE Cedex
OVINE	CASTILLONNAISE	Unité pyrénéenne des races allaitantes ovines 28, rue des Pyrénées 31210 MONTREJEAU
OVINE	CAUSSENARDE DES GARRIGUES	Unité pour la race Lacaune Carrefour de l'Agriculture 12026 RODEZ Cedex 9
OVINE	COTENTIN	Unité nationale de sélection et de promotion des races Cotentin, Avranchin et Roussin Maison de l'Agriculture Avenue de Paris 50009 ST LO CEDEX
OVINE	LANDAISE	Association « Conservatoire des Races d'Aquitaine » 6 rue Massérac 33700 MERIGNAC
OVINE	LANDES DE BRETAGNE	CRAPAL (Conservatoire des races animales en Pays de Loire) Maison de la nature Bois Joubert Canzac 44480 DONGES
OVINE	LOURDAISE	Unité pyrénéenne des races allaitantes ovines 28, rue des Pyrénées 31210 MONTREJEAU
OVINE	MARTINIK	Union pour la sélection de l'ovin Martinik (USOM) Habitation Bonne Mère 97224 Ducos
OVINE	MERINOS DE RAMBOUILLET	CEZ Bergerie Nationale de Rambouillet Parc du Château CS 40609 78514 Rambouillet Cedex
OVINE	MERINOS PRECOCE	Institut de l'Elevage – Département Génétique 149, rue de Bercy 75595 PARIS CEDEX 12
OVINE	MONTAGNE NOIRE	Unité pyrénéenne des races allaitantes ovines 28, rue des Pyrénées 31210 MONTREJEAU
OVINE	OUESSANT	Groupement des Eleveurs de Moutons d'Ouessant (GEMO) Mont Kervezec 29640 PLOUGONVEN
OVINE	RAIOLE	Unité pour la race Lacaune – Carrefour de l'Agriculture – 12026 RODEZ Cedex 9
OVINE	ROUGE DU ROUSSILLON	Unité pour la race Lacaune – Carrefour de l'Agriculture – 12026 RODEZ Cedex 9

ESPECE	RACE	ORGANISME DE SELECTION OU DE CONSERVATION AGREE PAR LE MINISTERE DE L'AGRICULTURE
OVINE	ROUSSIN de la HAGUE	Unité nationale de sélection et de promotion des races Cotentin, Avranchin et Roussin Maison de l'Agriculture Avenue de Paris 50009 ST LO CEDEX
OVINE	SOLOGNOTE	GEODE, 1 avenue de Chauvigny, BP 70104 86501 MONTMORILLON Cedex
OVINE	SOUTHDOWN Français	Races ovines des massifs Sélection (ROM Sélection) Route de Thiers-Marmilhat 63370 Lempdes
CAPRINE	CREOLE	CAPGENES 2135 route de Chauvigny 86 550 MIGNALOUX-BEAUVOIR
CAPRINE	DE LORRAINE	CAPGENES 2135 route de Chauvigny 86 550 MIGNALOUX-BEAUVOIR
CAPRINE	DES FOSSES	CAPGENES Agropôle 2135 route de Chauvigny 86 550 MIGNALOUX-BEAUVOIR
CAPRINE	MASSIF CENTRAL	CAPGENES 2135 route de Chauvigny 86 550 MIGNALOUX-BEAUVOIR
CAPRINE	PEI	CAPGENES 2135 route de Chauvigny 86 550 MIGNALOUX-BEAUVOIR
CAPRINE	POITEVINE	CAPGENES 2135 route de Chauvigny 86 550 MIGNALOUX-BEAUVOIR
CAPRINE	PROVENCALE	CAPGENES 2135 route de Chauvigny 86 550 MIGNALOUX-BEAUVOIR
CAPRINE	PYRENEENNE	CAPGENES 2135 route de Chauvigny 86 550 MIGNALOUX-BEAUVOIR
PORCINE	CREOLE DE GUADELOUPE	
PORCINE	CUL NOIR DU LIMOUSIN	Association des livres généalogiques collectifs des races locales de porcs (LIGERAL) IFIP La Motte au Vicomte - BP 35104 35651 Le Rheu Cedex
PORCINE	NUSTRALE	Association des livres généalogiques collectifs des races locales de porcs (LIGERAL) IFIP La Motte au Vicomte - BP 35104 35651 Le Rheu Cedex
PORCINE	PIE NOIR DU PAYS BASQUE	Association des livres généalogiques collectifs des races locales de porcs (LIGERAL) IFIP La Motte au Vicomte - BP 35104 35651 Le Rheu Cedex

ESPECE	RACE	ORGANISME DE SELECTION OU DE CONSERVATION AGREE PAR LE MINISTERE DE L'AGRICULTURE
PORCINE	PORC DE BAYEUX	Association des livres généalogiques collectifs des races locales de porcs (LIGERAL) IFIP La Motte au Vicomte - BP 35104 35651 Le Rheu Cedex
PORCINE	PORC BLANC DE L'OUEST	Association des livres généalogiques collectifs des races locales de porcs (LIGERAL) IFIP La Motte au Vicomte - BP 35104 35651 Le Rheu Cedex
PORCINE	GASCON	Association des livres généalogiques collectifs des races locales de porcs (LIGERAL) IFIP La Motte au Vicomte - BP 35104 35651 Le Rheu Cedex

ANNEXE : LISTE DES RACES ASINES ET EQUINES MENACEES DE DISPARITION ET DE LEUR ORGANISME GESTIONNAIRE

ESPECE	RACE	Races pour lesquelles le recours au croisement de sauvegarde est autorisé	ASSOCIATION D'ELEVEURS DES ANIMAUX DE RACE MENACEE	ORGANISME GESTIONNAIRE DU FICHIER
ASINE	BAUDET DU POITOU	BAUDET DU POITOU	U.P.R.A. Association des Races Mulassières du Poitou2 rue du Port Braillac 79510 COULON	Institut Français du Cheval et de l'Equitation (I.F.C.E) Direction de la Filière BP 3 19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX
ASINE	GRAND NOIR DU BERRY	GRAND NOIR DU BERRY	Association Française de l'Ane Grand Noir du Berry Maison de Pays B.P. N° 10 18160 LIGNIERES	I.F.C.E Direction de la Filière BP 3 19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX
ASINE	ANE DU COTENTIN		Thierry BLAVETTE 48 Impasse du Docteur Schweitzer 50000 SAINT-LO	I.F.C.E Direction de la Filière BP 3 19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX
ASINE	ANE NORMAND		Sylvie CHEYREZY Ferme de la Vallée 50810 BERIGNY	I.F.C.E Direction de la Filière BP 3 19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX
ASINE	ANE DU BOURBONNAIS	ANE DU BOURBONNAIS	Association Française de l'âne Bourbonnais Le Petit Malvert 03320 LURCY LEVIS	I.F.C.E Direction de la Filière - BP 3 19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX.
ASINE	ANE DES PYRENEES		Association Nationale des Eleveurs d'Anes et de Mulets des Pyrénées Chemin des Arboulets 64400 ESTOS	I.F.C.E. Direction de la Filière BP 3 19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX
ASINE	ANE DE PROVENCE		Association de l'Ane de Provence Le Colombier 26750 MONTMIRAIL	I.F.C.E. Direction de la Filière BP 3 19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX
EQUINE	POTTOK		Association Nationale du Pottok Maison pour Tous 64310 SARE	I.F.C.E. Direction de la Filière BP 3 19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX

EQUINE	TRAIT DU NORD		Syndicat d'Elevage du Cheval Trait du Nord 442, rue de l'Orée du Bois 59230 St Amand les EAUX	I.F.C.E. Direction de la Filière BP 3 19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX
EQUINE	ARDENNAIS		Haras de Rosières aux Salines 54110 DOMBASLE SUR MEURTHE	I.F.C.E. Direction de la Filière BP 3 19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX
EQUINE	AUXOIS		Syndicat d'élevage du cheval de trait auxois Chemin de Courcelles 21390 BIERRE les SEMUR	I.F.C.E. Direction de la Filière BP 3 19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX
EQUINE	BOULONNAIS		Syndicat Hippique Boulonnais Mairie de Samer 84 Place Foch 62830 SAMER	I.F.C.E. Direction de la Filière BP 3 19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX
EQUINE	BRETON		Syndicat des Eleveurs du cheval Breton BP 30407 29404 LANDIVISIAU Cedex	I.F.C.E. Direction de la Filière BP 3 19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX
EQUINE	CAMARGUE		Parc Naturel Régional de Camargue Mas du Pont de Rousty 13200 ARLES	I.F.C.E. Direction de la Filière BP 3 19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX
EQUINE	CASTILLONNAIS	CASTILLONNAIS	Association nationale du cheval Castillonnais d'Ariège Pyrénées La Bayche 09600 SUN	I.F.C.E. Direction de la Filière BP 3 19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX
EQUINE	CHEVAL CORSE	CHEVAL CORSE	L'association U CAVALLU CORSU 20229 - PIAZZOLE	I.F.C.E. Direction de la Filière BP 3 19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX
EQUINE	CHEVAL D'AUVERGNE	CHEVAL D'AUVERGNE	Association nationale du cheval de race Auvergne Château de Montlosier 63970 Aydat	I.F.C.E. Direction de la Filière BP 3 19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX
EQUINE	COB NORMAND		Syndicat National des Eleveurs et Utilisateurs de Chevaux Cob Normand C521509 437 rue Maréchal Juin 50009 SAINT-LO Cedex	I.F.C.E. Direction de la Filière BP 3 19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX

EQUINE	COMTOIS		Association Nationale du cheval du Trait Comtois 12, rue de l'Helvétie 25120 MAICHE	I.F.C.E. Direction de la Filière BP 3 19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX
EQUINE	PONEY LANDAIS	PONEY LANDAIS	Association Nationale du poney Landais Ferme équestre de Peypin 40180 RIVIERE SAAS ET GOURBY	I.F.C.E. Direction de la Filière BP 3 19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX
EQUINE	MERENS		Association Française Hippique de la Race Pyrénéenne Ariégeoise dite Mérens Chambre d'agriculture 32 avenue du Général de Gaulle 09000 FOIX	I.F.C.E. Direction de la Filière BP 3 19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX
EQUINE	POITEVIN MULASSIER	POITEVIN MULASSIER	U.P.R.A. Association des Races Mulassières du Poitou 210, avenue de la Venise Verte BP 237 79007 NIORT CEDEX	I.F.C.E. Direction de la Filière BP 3 19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX
EQUINE	PERCHERON		SOCIETE HIPPIQUE PERCHERONNE 1, Rue de Doullay B.P. N° 32 28400 NOGENT LE ROTROU	I.F.C.E. Direction de la Filière BP 3 19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX

ANNEXE 5

L’annexe 5 reprend la notice spécifique à l’agriculture biologique.

Les notices spécifiques pour les mesures CAB et MAB sont téléchargeables sur le site **www.europeidf.fr/**

UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

îledeFrance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction départementale des territoires

Notice pour les aides à la conversion et au maintien de l'agriculture biologique

Campagne 2016

Contacter votre DDT (DRIAAF pour les départements de Paris et de la petite couronne (Hauts-de-Seine (92), Seine Saint-Denis (93), Val de Marne (94)) pour tout autre renseignement.

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise à accompagner les agriculteurs engagés en agriculture biologique, en compensant tout ou partie des surcoûts liés à l'adoption ou au maintien des pratiques et des méthodes de production de l'agriculture biologique.
Elle est ouverte sur l'ensemble de la région et ne fait l'objet d'aucun zonage.

La mesure est déclinée en deux types d'opération :

- l'opération de **conversion à l'agriculture biologique**, accessible aux exploitants dont les surfaces sont en première ou en deuxième année de conversion,

- l'opération de **maintien de l'agriculture biologique**, accessible aux exploitants dont les surfaces sont certifiées en agriculture biologique.

2. MONTANTS DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, une aide vous sera versée annuellement par hectare de surface engagée, pendant la durée de l'engagement.
Les montants d'aide par hectare varient en fonction de la nature du couvert engagé et du type d'opération (conversion ou maintien).

Catégorie de couvert	**Montants d'aides (€/ha/an)**	
	Conversion	**Maintien**
Landes, estives et parcours associés à un atelier d'élevage	44	35
Prairies (temporaires, à rotation longue, permanents) associées à un atelier d'élevage	130	90
Cultures annuelles : grandes cultures et prairies artificielles implantées avec au moins 50 % de légumineuses Semences de céréales/protéagineux et semences fourragères*	300	160

Catégorie de couvert	Montants d'aides (€/ha/an)	
	Conversion	Maintien
Viticulture (raisins de cuve)	350	150
PPAM 1 (aromatiques et industrielles)	350	240
Cultures légumières de plein champ	450	250
Maraîchage et arboriculture PPAM 2 (autres PPAM) Semences potagères et semences de betteraves industrielles*	900	600

**Production de semences pour la commercialisation ou l'expérimentation*

Le maraîchage correspond à la succession d'au moins deux cultures annuelles sur une parcelle ou sous abris hauts. La culture légumière de plein champ correspond à une culture annuelle de légumes.

À l'échelle de l'exploitation, le montant d'aides maximal qui pourra être versé annuellement pour chaque type d'opération est déterminé sur la base de l'assolement déclaré en première année d'engagement. Les années suivantes, compte tenu des rotations mises en oeuvre au sein des parcelles engagées, le montant d'aide versé pourra éventuellement être ajusté en fonction des couverts implantés, mais ne pourra pas dépasser le montant d'aides maximal déterminé la première année.

Le montant minimum des paiements annuels par bénéficiaire s'élève à 300 € par dossier. Si ce montant minimum n'est pas atteint, l'engagement dans la mesure n'est pas accepté.

Contrôles spécifiques relatifs aux couverts déclarés :

- ***Prairies artificielles composées d'au moins 50 % de légumineuses à l'implantation :*** la vérification du respect de la part minimale de légumineuses dans le mélange s'effectuera en contrôle sur place sur la base des factures d'achat de semences et du cahier d'enregistrement des pratiques. La présence de légumineuses sur la parcelle devra également pouvoir être vérifiée en contrôle visuel.

Ce type de couvert peut être engagé dans la catégorie "cultures annuelles" uniquement s'il entre dans une rotation avec des grandes cultures au cours de l'engagement. Autrement dit, un couvert de grandes cultures doit être implanté au moins 1 fois sur la parcelle au cours de l'engagement.

Dans le cas contraire, ce type de couvert doit être engagé dans la catégorie "Prairies associées à un atelier d'élevage".

Pour la campagne 2016, les parcelles déclarées en "légumineuses fourragères" et "mélange de légumineuses prépondérantes au semis et de graminées fourragères de 5 ans ou moins" seront associées par défaut à la catégorie de couvert "Prairies associées à un atelier d'élevage". Si vous souhaitez engager ces parcelles dans la catégorie "cultures annuelles", vous devez le préciser lors de votre demande d'aide (**se référer à la page 9**).

- ***Semences :*** si vous demandez à bénéficier de l'aide pour des semences, vous devez joindre à votre demande d'aide une **copie du contrat de production avec une entreprise semencière** ou d'une **convention d'expérimentation** le cas échéant. Si vous êtes dans l'impossibilité de fournir ce document à la date du 15 juin 2016 (date limite de télédéclaration des dossiers PAC pour 2016), vous devrez compléter votre demande d'aide en transmettant cette pièce justificative au service instructeur au plus tard le 15 septembre 2016.

- ***Cultures annuelles :*** au sein de la catégorie cultures annuelles, le gel n'est autorisé sur chaque parcelle concernée qu'une fois au cours des 5 années de l'engagement.

Remarque : cumul avec le crédit d'impôt

Le cumul avec le crédit d'impôt est possible sous réserve que le montant résultant de la somme des aides perçues et de ce crédit d'impôt n'excède pas 4 000 €/an. Pour le calcul du crédit d'impôt des GAEC, les montants sont multipliés par le nombre d'associés dans la limite de 3. Le bénéfice du crédit d'impôt est par ailleurs subordonné au respect des règles sur les aides *de minimis*.

3. DUREE DE L'ENGAGEMENT

Lorsque vous demandez à bénéficier d'une aide à la conversion ou au maintien de l'agriculture biologique, vous vous engagez à respecter le cahier des charges de la mesure **pendant 5 ans**.

Si vous avez effectué une demande d'aide à la conversion en agriculture biologique en 2015 alors que vous aviez bénéficié du soutien à l'agriculture biologique (SAB-C) entre 2011 et 2014, la durée de votre engagement en 2015 a pu être adaptée de manière à assurer la continuité avec la programmation précédente.

Exemple : vous avez demandé à bénéficier en 2015 de l'aide à la conversion pour 15 hectares de céréales et 30 hectares de prairies. Vous n'aviez jamais demandé à bénéficier de l'aide SAB-C pour des surfaces en céréales, en revanche vous aviez fait une première demande d'aide SAB-C en 2013 pour une surface de 30 hectares en prairies.

En 2015 et pour l'opération de conversion à l'agriculture biologique, la durée de vos engagements est de 5 ans pour vos surfaces en céréales et de 3 ans pour vos surfaces en prairies.

4. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

4.1. Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Seuls les demandeurs correspondant à des « agriculteurs actifs » au sens de l'article 9 du règlement (UE) n°1307/2013 et qui ont déposé un dossier « politique agricole commune » (PAC) pour l'année courante réputé recevable et comportant le formulaire de demande d'aides au titre de l'agriculture biologique sont éligibles aux aides à la conversion et au maintien de l'agriculture biologique.

En complément de ces critères et des conditions d'éligibilité générales relatives aux différentes MAEC et à l'agriculture biologique, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020, vous devez respecter des conditions spécifiques à la mesure.

4.1.1. Si vous engagez des surfaces en Arboriculture, vous devez respecter des exigences minimales d'entretien chaque année de votre engagement

Afin de cibler les systèmes productifs exploités dans un but commercial, les densités minimales suivantes doivent être respectées :

- Vergers productifs (hors vergers de fruits à coque et châtaigneraies) : 80 arbres/hectare
- Vergers de fruits à coque :
  - Noisetiers : 125 arbres/ha
  - Amandes, noix, pistaches : 50 arbres/ha

- Caroubes : 30 arbres/ha
- Châtaigneraies : 50 arbres/ha **ou** justifier d'une production minimale de 800 kg/ha/an (sur présentation d'un contrat de vente lors du contrôle sur place).

4.1.2. Si vous engagez des surfaces dans les catégories "Prairies" ou "Landes, estives, parcours", un taux minimal de chargement doit être respecté

Pour chaque type d'opération (conversion et maintien), le taux de chargement est calculé sur la base du nombre d'animaux convertis en UGB rapportés au nombre d'hectares engagés dans les catégories "Prairies associées à un atelier d'élevage" et/ou "Landes, estives et parcours associés à un atelier d'élevage".
Le seuil minimal à respecter est de **0,2 UGB par hectare** de surface engagée.

4.2. Conditions relatives aux surfaces engagées

Pour l'opération de conversion à l'agriculture biologique, sont éligibles les **surfaces en 1ère ou 2ème année de conversion***, et qui n'ont pas déjà bénéficié d'une aide à la conversion ou au maintien de l'agriculture biologique au cours des 5 années précédant la demande.

* *Soit une date de début de conversion comprise entre le 16 mai 2014 et le 15 mai 2016.*

Pour l'opération de maintien de l'agriculture biologique, **toutes les surfaces certifiées** en agriculture biologique sont éligibles.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai 2016**.

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Lorsque l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

*Rappel : pour certains couverts (**semences, prairies artificielles implantées avec au moins 50 % de légumineuses**), les pièces justificatives à fournir pour vérifier l'éligibilité de la demande sont précisées à la section **2. Montants de la mesure**.*

Obligations du cahier des charges A respecter pour chaque type d'opération en contrepartie du paiement de l'aide	**Contrôles sur place**		**Sanctions**			
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Gravité de l'anomalie	Etendue	Durée	Répétition
Respecter le cahier des charges de l'agriculture biologique sur l'ensemble des parcelles engagées.	Documentaire	* Copie des documents justificatifs délivrés par l'organisme certificateur permettant de vérifier la cohérence entre les surfaces demandées à l'aide et les surfaces certifiées par l'OC	Principale	Totale	Réversible	Pour les anomalies réversibles, si le non-respect d'une obligation a déjà été établi au moins 3 années pour une aide à la conversion ou au maintien souscrite depuis 2007, le non-respect de l'obligation prend alors un caractère définitif
Pour les surfaces engagées dans la catégorie "cultures annuelles", si une prairie artificielle implantée avec au moins 50 % de légumineuses est déclarée la 1ere année de l'engagement, implanter un couvert de grandes cultures sur la parcelle au moins 1 fois au cours de l'engagement.	Contrôle visuel du couvert	Néant	Principale	Totale	Définitive	
Pour les surfaces engagées dans la catégorie "Prairies associées à un atelier d'élevage" et "Landes, estives, parcours associées à un atelier d'élevage" : • à partir de la 3eme année pour l'opération de conversion à l'agriculture biologique, • et dès la 1ere année pour l'opération de maintien de l'agriculture biologique, le taux minimal de chargement doit être vérifié à partir des animaux convertis (ou en conversion le cas échéant) indiqués sur le certificat de conformité délivré par l'organisme certificateur **(1)**.	Documentaire et comptage des animaux le cas échéant	* Registre d'élevage * Copie des documents justificatifs délivrés par l'organisme certificateur permettant de vérifier le nombre d'animaux convertis ou en conversion	Principale	Totale	Réversible	

(1) Le taux de chargement est calculé sur la base des équivalences en UGB présentées dans le tableau ci-dessous.

Herbivore / Monogastrique	Catégorie	Taux de conversion en UGB
H	Bovins (taureaux, vaches et autres bovins) de plus de 2 ans et équidés de plus de 6 mois	1
H	Bovins entre 6 mois et 2 ans	0,6
H	Bovins de moins de 6 mois	0,4
H	Ovins et caprins de plus de 1 an*	0,15
H	Lamas de plus de 2 ans*	0,45
H	Alpagas de plus de 2 ans*	0,30
H	Cerfs et biches de plus de 2 ans*	0,33
H	Daims et daines de plus de 2 ans*	0,17
M	Truies reproductrices >50 kg	0,5
M	Autres porcins	0,3
M	Poules pondeuses	0,014
M	Autres volailles	0,03

Pour chaque type d'opération, le taux de chargement est calculé sur la base du nombre d'animaux convertis en UGB rapportés au nombre d'hectares engagés dans les catégories "Prairies associées à un atelier d'élevage" et/ou "Landes, estives et parcours associés à un atelier d'élevage". Si vous demandez à bénéficier de l'aide à la conversion et de l'aide au maintien sur votre exploitation, le taux de chargement devra pouvoir être vérifié à la fois sur la base des surfaces engagées en conversion et sur la base des surfaces engagées en maintien.

Pour les bovins, le respect du taux de chargement minimal est contrôlé sur la base du nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n). Ce nombre correspond à celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).

Pour les herbivores autres que bovins, les animaux considérés pour le calcul du taux de chargement sont ceux présents sur l'exploitation pour une durée minimale de 30 jours consécutifs incluant le 31 mars de l'année en cours. Pour ces animaux, comme pour les monogastriques, le nombre correspondant doit être déclaré sous telepac dans l'écran relatif aux effectifs animaux.

6. CONTENU MINIMAL DES DOCUMENTS JUSTIFICATIFS A FOURNIR

- **Documents justificatifs délivrés par l'organisme certificateur**

Les documents délivrés par l'organisme certificateur doivent contenir, *a minima* :
- le nom et l'adresse du demandeur,
- le nom et l'adresse de l'organisme de contrôle,
- les différentes productions de l'exploitation et leur statut (production biologique, produits en conversion avec la date de début de conversion, et production non biologique le cas échéant),
- la surface des parcelles correspondantes,
- la période de validité du certificat.

Les données relatives aux productions certifiées ou en cours de conversion à l'agriculture biologique peuvent être mises en ligne sur internet par certains organismes certificateurs. Dans ce cadre et pour des raisons de confidentialité, la surface des parcelles n'est pas indiquée sur le certificat de conformité de l'exploitation mais sur un autre document, appelé "attestation".

Il est alors nécessaire que le demandeur fournisse ces deux documents (le certificat de conformité et l'attestation), afin que la cohérence entre les surfaces demandées à l'aide et les surfaces certifiées par l'organisme certificateur puisse être vérifiée.

Vous devez joindre les documents délivrés par votre organisme certificateur à votre demande d'aides PAC. La date de validité des documents transmis doit inclure le 15 mai 2016.
Si vos parcelles sont converties depuis moins de deux ans et que vous êtes dans l'impossibilité de fournir ces documents à la date du 15 juin 2016 (date limite de télédéclaration des dossiers PAC pour 2016), vous pouvez tout de même effectuer votre demande d'aides. Elle ne sera recevable que si vous transmettez les pièces justificatives demandées au plus tard le 15 septembre 2016.

- **Cahier d'enregistrement des pratiques (pour les prairies artificielles composées d'au moins 50 % de légumineuses à l'implantation et déclarées dans la catégorie "cultures annuelles")**

Le cahier d'enregistrement des pratiques doit contenir, *a minima* :
- la date de semis,
- la surface des parcelles ensemencées,
- la composition du mélange : espèces ensemencées et doses de semis en kg/ha.

Ces éléments permettront d'établir la densité de semis et de vérifier le respect de la proportion d'au moins 50 % de légumineuses à l'implantation.
A titre indicatif, le calculateur élaboré par le GNIS peut être utilisé pour calibrer les doses de semis : http://le-calculateur.herbe-actifs.org/index.aspx

7. PRECISIONS SUR LES CULTURES ELIGIBLES A CHAQUE CATEGORIE

Les correspondances entre les catégories de culture à utiliser pour la déclaration PAC et les catégories de couvert retenues pour le versement des aides à la conversion et au maintien de l'agriculture biologique sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

Catégories de couvert pour les aides à l'agriculture biologique	**Catégories de cultures correspondant à la liste des cultures à utiliser pour renseigner le formulaire "Descriptif des parcelles"**
Landes, estives et parcours associés à un atelier d'élevage	Dans la catégorie **"Prairies ou pâturages permanents"** : surfaces pastorales, bois pâturés, châtaigneraies et chênaies entretenues par des porcins ou des petits ruminants
Prairies (temporaires, à rotation longue, permanentes) associées à un atelier d'élevage	Dans la catégorie **"Prairies ou pâturages permanents"** : Prairie en rotation longue, prairie permanente + Cultures de la catégorie **"surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins)"** + Cultures de la catégorie **"fourrages"** + Cultures de la catégorie **"légumineuses fourragères"**
Cultures annuelles : grandes cultures et prairies artificielles implantées avec au moins 50 % de légumineuses Semences de céréales/protéagineux et semences fourragères*	Cultures des catégories **"Céréales"**, **"Oléagineux"**, **"Protéagineux"** + Tabac + Cultures de la catégorie **"Légumineuses fourragères"** si elles entrent dans une rotation avec des C.O.P. au cours de l'engagement ***(se référer à la p.10 si vous souhaitez engager ces parcelles dans la catégorie "cultures annuelles")*** + **"Mélange de légumineuses prépondérantes au semis et de graminées fourragères de 5 ans ou moins"** dans la catégorie "Surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins)" ***(se référer à la p.10 si vous souhaitez engager ces parcelles dans la catégorie "cultures annuelles")*** Pour les **semences** : une coche spécifique est prévue
Viticulture (raisins de cuve)	**"Vigne : raisin de cuve"** dans la catégorie "Arboriculture et viticulture"
PPAM 1 (aromatiques et industrielles)	Chardon Marie, Cumin, Carvi, Lavande, Lavandin, Psyllium noir de Provence
Cultures légumières de plein champ	Cultures correspondantes dans la catégorie **"Légumes et fruits"**
Maraîchage et arboriculture PPAM 2 (autres PPAM) Semences potagères et semences de betteraves industrielles*	Cultures correspondantes dans la catégorie **"Arboriculture et viticulture"** **PPAM 2 :** toutes les PPAM n'appartenant pas à la catégorie PPAM 1 Pour le **maraîchage et les semences :** une coche spécifique est prévue

** Production de semences pour la commercialisation ou l'expérimentation*

Attention : Pour la campagne 2016, les surfaces déclarées dans les catégories de culture suivantes seront engagées par défaut dans la catégorie de couvert "Prairies (temporaires, à rotation longue, permanentes) associées à un atelier d'élevage" :

- "Mélange de légumineuses prépondérantes au semis et de graminées fourragères de 5 ans ou moins", relevant de la catégorie "Surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins)"
- Toutes les cultures appartenant à la catégorie "Légumineuses fourragères"

Si vous souhaitez engager ces parcelles dans la catégorie de couvert "Cultures annuelles", vous devez l'indiquer lors de votre demande d'aide.
Une coche spécifique est prévue à cet effet sur telepac.

Si vous engagez ces surfaces pour un montant d'aide correspondant à la catégorie "cultures annuelles", vous vous engagez à implanter un couvert de grandes cultures (céréales, oléagineux, protéagineux) au moins une fois au cours de votre engagement.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 13/09/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 13/09/2017

ileDeFrance

Conseil régional

ARRETE N°17-137 - du 28 juillet 2017

Portant prolongation de la nomination des membres professionnels au sein des Commissions de visionnage court et long métrage de l'Aide après réalisation de la Région Ile-de-France.

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L42-3-1 et suivants,

VU la délibération n° CR 46-15 « Aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel – Adaptation des dispositifs régionaux»

ARRETE

ARTICLE PREMIER :

Sont désignés, en qualité de membres professionnels du cinéma, au sein de la Commission de visionnage court métrage de l'Aide après réalisation de la Région Ile-de-France, les personnes suivantes :

Monsieur François FARELLACI – Réalisateur

Monsieur Pierre HUOT – Directeur de post-production

Madame Nathalie LEBEL – Agence du court-métrage

Monsieur Raphael PILLOSIO – Producteur

Madame Aude-Léa RAPIN - Réalisatrice

Monsieur Emmanuel-Alain RAYNAL – Producteur

Madame Olga ROZENBLUM – Productrice

Monsieur Michel TAVARES – Producteur

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75007 Paris
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

ARTICLE II :

Sont désignés, en qualité de membres professionnels du cinéma, au sein de la Commission de visionnage long métrage de l'Aide après réalisation de la Région Ile-de-France, les personnes suivantes :

Monsieur Emmanuel ATLAN - Distributeur

Madame Maria BONSANTI – Déléguée générale du festival Cinéma du réel

Madame Lucie BORLETEAU - Réalisatrice

Madame Leyla BOUZID – Réalisatrice

Monsieur Eric DALIZON – Délégué général Cinessonne

Monsieur Arnaud DOMMERC - Producteur

Monsieur Amaury OVISE– Producteur

Monsieur Jérôme PLON – Photographe, réalisateur

Madame Anna ROUSSILLON - Réalisatrice

Monsieur Jean-Christophe SOULAGEON – Producteur

Monsieur Mehran TAMADON – Réalisateur

Madame Marianne TARDIEU – Réalisatrice

ARTICLE III :

Ces désignations prennent effet à compter du 1er septembre 2017, pour une durée de 6 mois.

ARTICLE IV :

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Région Ile-de-France.

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 31/08/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 31/08/2017

Conseil régional

ARRETE N°17-138

portant délégations de signature
du pôle développement économique, emploi et formation

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à M. Bertrand MARTINOT, Directeur général adjoint en charge du pôle développement économique, emploi et formation à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bertrand MARTINOT, délégation est donnée à M. Jacques ROGEL, Adjoint au Directeur général adjoint en charge du pôle développement économique, emploi et formation, et à Mme Catherine ODIN, Responsable de la mission administration, pilotage et projets transverses (MAPP), dans les limites de l'article 1er à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences du pôle développement économique, emploi et formation.

Article 3 :

Délégation permanente est donnée à M. Jacques ROGEL, Adjoint au Directeur général adjoint en charge du pôle développement économique, emploi et formation, à l'effet de signer les avances de fonds et remboursements concernant les dispositifs de la direction de la formation professionnelle dont la gestion a été confiée à l'Agence de Services et de Paiements (ASP).

Article 4 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques ROGEL, délégation de signature est donnée dans les mêmes limites que celles fixées aux articles 1 et 3 du présent arrêté à Mme Catherine ODIN, Responsable de la « mission administration, pilotage et projets transverses » (MAPP).

Mission Administration, pilotage et projets transverses

Article 5 :

Délégation permanente est donnée à Mme Catherine ODIN, Responsable de la mission administration, pilotage et projets transverses (MAPP), à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de la MAPP, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente.

Article 6 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine ODIN, délégation de signature est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 5 du présent arrêté à :

- Mme Pascale BOUET, chef du service « pilotage budgétaire et projets transversaux » pour ce qui relève de ce service.

Article 7 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 5 à Mme Pascale BOUET, chef du service « pilotage budgétaire et projets transversaux » de la MAPP à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service à l'exception des marchés supérieurs à 40 000,00 € HT et des décisions défavorables.

Mission soutien communication

Article 8 :

Délégation permanente est donnée à Mme Stéphanie DESCHAMPS, Responsable de la « mission soutien communication », à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes, arrêtés, décisions ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution entrant dans la compétence de sa mission à l'exception des contrats et marchés supérieurs à 40 000,00 € HT et des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente.

Direction de la stratégie et des territoires

Article 9 :

Délégation permanente est donnée à M. Grégoire CHARBAUT, Directeur de la Stratégie et des territoires à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution entrant dans la compétence de sa direction, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente.

Article 10 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Grégoire CHARBAUT, délégation de signature est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 9 du présent arrêté à :

- Mme Laëtitia PAGEOT, Chef du service « développement territorial » pour ce qui relève de ce service ;
- Mme Alice KAMENKA, Chef du service « stratégie et partenariats » pour ce qui relève de ce service ;
- Mme Maud PELLETIER, Chef du service « prospective et évaluation » pour ce qui relève de ce service.

Article 11 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 9, à Mme Laëtitia PAGEOT, Chef du service « développement territorial » à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service à l'exception des marchés supérieurs à 40 000,00 € HT et des décisions défavorables et des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente.

Article 12 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 9, à Mme Alice KAMENKA, Chef du « service stratégie et partenariats » à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service à l'exception des marchés supérieurs à 40 000,00 € HT et des décisions défavorables et des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente.

Article 13 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 9, à Mme Maud PELLETIER, Chef du « service prospective et évaluation» à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service à l'exception des marchés supérieurs à 40 000,00 € HT et des décisions défavorables et des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente.

Direction des entreprises et de l'emploi

Article 14 :

Délégation permanente est donnée à Mme Marie ESNAULT-BERTRAND, Directrice des entreprises et de l'emploi à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution entrant dans la compétence de sa direction, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente.

Article 15 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 14 à M. Sylvain LECLANCHER, Adjoint à la Directrice des entreprises et de l'emploi.

Article 16 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 14 du présent arrêté à :

- Mme Nathalie LEFEVRE, Chef du service « politiques économiques régionales » pour ce qui relève de ce service ;
- M. Renaud GALVEZ, Chef du service « aides aux entreprises » pour ce qui relève de ce service ;
- M. Nicolas VIENNOT, Chef du service « gestion et relation avec les entreprises » pour ce qui relève de ce service ;
- M. Romain DEL GROSSO Chef de la « mission SRDEII », pour ce qui relève de sa mission.

Article 17 :

En cas d'absence ou d'empêchement des chefs de service visés à l'article 16 délégation est donnée à :

- M. Jean-Baptiste FERNANDES, Adjoint au chef du service « politiques économiques régionales » dans les limites de l'article 14 à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de son service ;
- M. Frédéric BECQUET, Adjoint au chef du service «aides aux entreprises» dans les limites de l'article 14 à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de son service ;
- M. Romain FOLEGATTI, Adjoint au chef du service «gestion et relation avec les entreprises» dans les limites de l'article 14 à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de son service.

Direction de la formation professionnelle continue

Article 18 :

Délégation permanente est donnée à Mme Séverine MIGNON, Directrice de la formation professionnelle continue, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution entrant dans la compétence de sa direction à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente.

Article 19 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Séverine MIGNON, délégation est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 18 , à M. Thierry BRIFFAULT, Directeur-adjoint auprès de la Directrice de la Formation Professionnelle, à l'effet de signer, tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution entrant dans la compétence de la direction.

Article 20 :

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Mme Séverine MIGNON et de M. Thierry BRIFFAULT délégation est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 18 à :

- M. Jean-Philippe BOULINEAU, Sous-directeur des formations relatives aux qualifications et aux métiers ;
- Mme Marie-Laure PERIS, Sous-directrice des formations socle et des parcours professionnels.

Article 21 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 18 à M. Thierry BRIFFAULT, Directeur-adjoint auprès de la Directrice de la formation professionnelle à l'effet de signer les marchés publics et les bons de commande dont le montant est inférieur à 209 000 € HT et les conventions d'un montant inférieur à 100 000 € TTC.

Article 22 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 18 à M. Jean-Philippe BOULINEAU, Sous-directeur des formations relatives aux qualifications et aux métiers, à l'effet de signer l'ensemble des actes de gestion afférents aux dispositifs relevant du champ de compétence de sa sous-direction.

Article 23 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 18 à Mme Laure JORDAN-AUBOIROUX, Chef du service « conception et mise en œuvre des dispositifs métiers » au sein de la Sous-direction formations relatives aux qualifications et aux métiers, à l'effet de signer l'ensemble des actes favorables ainsi que tous les actes de gestion entrant dans la compétence de son service.

Article 24 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 18 à M. William PINARD, Chef de service « administratif et financier de la sous-direction des formations relatives aux qualifications et aux métiers», à l'effet de signer l'ensemble des actes favorables ainsi que tous les actes de gestion entrant dans la compétence de son service.

Article 25 :

A compter du 18 août 2017, délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 18 à Mme Daouya AGOUNE, Chef de service adjoint « Administratif et financier » au sein de la Sous-direction Formations relatives aux qualifications et aux

métiers, à l'effet de signer l'ensemble des actes favorables ainsi que tous les actes de gestion entrant dans la compétence de son service.

Article 26 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 18 à Mme Marie-Laure PERIS, Sous-directrice des formations socle et des parcours professionnels, à l'effet de signer l'ensemble des actes de gestion afférents aux dispositifs relevant du champ de compétence de sa sous-direction.

Article 27 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 18 à Mme Quynh DO PHAN, Chef du service « conception et mise en œuvre des dispositifs-socle », de la sous-direction des formations socles et des parcours professionnels, à l'effet de signer l'ensemble des actes favorables ainsi que tous les actes de gestion entrant dans la compétence de son service

Article 28 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 18 à M. Julien FEUILLE, Chef de service adjoint du « service conception et mise en œuvre des dispositifs socle », à l'effet de signer l'ensemble des actes favorables ainsi que tous les actes de gestion entrant dans la compétence de son service.

Article 29 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 18 à Mme Roxana DOWLATABADI, Chef du service « administratif et financier, de la sous-direction formation socle et des parcours professionnels», à l'effet de signer l'ensemble des actes favorables ainsi que tous les actes de gestion entrant dans la compétence de son service.

Article 30 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 18 à M. Hubert BONNEAU, Chef du service « Aides individuelles et VAE », de la sous-direction formation socle et des parcours professionnels, à l'effet de signer les actes de gestion entrant dans la compétence de son service.

Article 31 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 18 à Mme Elodie RENAUD, Chef du « pôle support ressources », à l'effet de signer l'ensemble des actes favorables ainsi que tous les actes de gestion entrant dans la compétence de son pôle.

Direction de l'apprentissage

Article 32 :

Délégation permanente est donnée à M Vincent VERGES, Directeur de l'apprentissage à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution entrant dans la compétence de sa direction à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi

permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente.

Article 33 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Vincent VERGES, délégation est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 32, à Mme Agnès ARABEYRE-NALON, Directrice-adjointe auprès du Directeur de l'apprentissage à l'effet de signer, tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution entrant dans la compétence de la direction.

Article 34 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 32, à Mme Agnès ARABEYRE-NALON, Directrice-adjointe auprès du Directeur de l'apprentissage, à l'effet de signer les marchés inférieurs à 209 000€ HT et les décisions défavorables.

Article 35 :

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Vincent VERGES et de Mme Agnès ARABEYRE-NALON, délégation de signature est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 32 du présent arrêté à :

- Mme Alix HUMBERT, chef du service « offre de formation et accès à l'apprentissage » pour ce qui relève de ce service ;
- M. Dominique LEDOGAR, chef du service « qualité de l'apprentissage et soutien aux employeurs », pour ce qui relève de ce service ;
- Mme Brigitte TREHEN, chef du service « financement des CFA », pour ce qui relève de ce service ;
- Mme Anne LE-RHUN-HABIB, chef du service « patrimoine et investissement », pour ce qui relève de ce service.

Article 36 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 32, à Mme Alix HUMBERT, chef du service « offre de formation et accès à l'apprentissage » à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service à l'exception des marchés supérieurs à 40 000,00 € HT et des décisions défavorables.

Article 37 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 32, à M. Dominique LEDOGAR, chef du service « qualité de l'apprentissage et soutien aux employeurs » à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service à l'exception des marchés supérieurs à 40 000,00 € HT et des décisions défavorables.

Article 38 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 32, à Mme Brigitte TREHEN, chef du service « financement des CFA » à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service à l'exception des marchés supérieurs à 40 000,00 € HT et des décisions défavorables.

Article 39 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 32, à Mme Anne LE-RHUN-HABIB, chef du service « patrimoine et investissement » à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service à l'exception des marchés supérieurs à 40 000,00 € HT et des décisions défavorables

Article 40 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté 17-45 du 16 mars 2017.

Article 41 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 3 août 2017

Valérie PECRESSE